Chamberblietchen

2011-2012

Chambre
des Députés
GRAND-DUCHÉ
DE LUXEMBOURG

Table des matières pour 2011-2012

Document	Contenu	Page
CR n°1	Séances n°1, 2, 3	3
CR n°2	Séances n°4, 5, 6	63
CR n°3	Séances n°7, 8, 9, 10	123
CR n°4	Séances n°11, 12, 13	171
CR n°5	Séances n°14, 15	235
CR n°6	Séances n°16, 17, 18	299
CR n°7	Séances n°19, 20, 21	363
CR n°8	Séances n°22, 23, 24	427
CR n°9	Séances n°25, 26, 27, 28, 29	491
CR n°10	Séances n°30, 31, 32	555
CR n°11	Séances n°33, 34	619
CR n°12	Séances n°35, 36	683
CR n°13	Séances n°37, 38, 39	739

LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES **N°1** • SESSION ORDINAIRE 2011-2012

1re séance	mardi	11 octobre 2011
2e séance	mercredi	12 octobre 2011
3e séance	jeudi	13 octobre 2011

Le Grand-Duc a reçu en audience le Bureau de la Chambre des Députés



© Palais grand-ducal

(1re rangée de gauche à droite) M. Marc Spautz, membre du Bureau, Mme Lydie Polfer, Vice-Présidente, M. Laurent Mosar, Président, S.A.R. le Grand-Duc, Mme Lydia Mutsch et M. Michel Wolter, Vice-Présidents, M. Lucien Lux, membre du Bureau;

(2e rangée de gauche à droite) M. Claude Frieseisen, Secrétaire général, M. Alex Bodry, M. François Bausch, M. Lucien Weiler, M. Lucien Clement et M. Xavier Bettel, membres du Bureau.

Comme il est de coutume à chaque rentrée parlementaire, le 2e mardi du mois d'octobre, et à l'occasion de l'ouverture de la nouvelle session parlementaire 2011-2012, S.A.R. le Grand-Duc a reçu en audience les membres du Bureau de la Chambre des Députés.

Assermentation du nouveau benjamin de la Chambre

Le mardi, 11 octobre 2011, après l'ouverture de la nouvelle session parlementaire 2011-2012, la Chambre des Députés a accueilli un nouveau benjamin, M. Serge Wilmes, né le 6 mai 1982, ayant accepté de terminer le mandat de député devenu vacant suite au décès inopiné, le 25 août passé, de M. Lucien Thiel.



M. Serge Wilmes a prêté serment.

Historien de formation, venant de travailler durant trois ans comme conseiller parlementaire du groupe CSV, M. Wilmes a prêté serment devant le Président de la Chambre des Députés et ses nouveaux collègues de travail.

Dans son premier discours devant l'assemblée, il a notamment insisté sur le fait qu'il fait partie de la nouvelle vague de députés qui n'ont pas encore - ou à peine - dépassé la trentaine. En conséquence, son vœu le plus cher est de s'investir pour les jeunes qui, crise et chômage aidant, ont de plus en plus de mal à se retrouver sur le marché du travail. Un des objectifs de M. Wilmes est donc de tout mettre en œuvre pour que les jeunes de sa génération puissent trouver un emploi et vivre ainsi de façon décente dans la société luxembourgeoise.

Vivre avec 7 milliards de terriens

«À votre avis, combien d'habitants notre planète peut-elle supporter?» À cette question posée par un député de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration de la Chambre des Députés qui l'accueillait le 20 octobre 2011, le Dr Babatunde Osotimehin, directeur exécutif de l'UNFPA (United Nations Population Fund) répondit sagement: «Je ne saurais vous dire! Par contre, je pense que la terre produit toujours les ressources suffisantes pour nourrir les sept milliards d'habitants qu'elle compte à l'heure actuelle à condition bien sûr que ces ressources soient gérées de façon soutenable et responsable et qu'elles soient distribuées d'une manière équitable».

Ce propos, emblématique de l'échange de vues qui allait suivre, résume assez bien la situation de la population mondiale telle qu'elle se présente en ce début du 21e siècle. Selon le responsable exécutif du Fonds des Nations Unies pour la Population, l'humanité se trouve à la croisée des chemins. Globalement, la durée de vie des êtres humains s'allonge, les inégalités entre les pays et à l'intérieur même de beaucoup de pays ne cessent de croître alors que des défis énormes tels que le changement climatique, la sécurité alimentaire, la chasse aux ressources naturelles et les migrations de population nous guettent.

Tandis que fin octobre, nous avons franchi - d'après les statistiques onusiennes - le cap des 7 milliards de terriens, 1,8 milliards d'entre eux, âgés entre 18 et 24 ans, vivent dans des pays en voie de développement. Ces jeunes, en quête d'opportunités et d'une vie meilleure que celle de leurs parents, gagnent à être reconnus, à avoir accès aux services de santé, à des droits politiques, à un travail et une vie décente. D'où, selon M. Osotimehin, la nécessité de renouveler l'engagement mondial pour un monde durable et sain.

En 2010, la contribution luxembourgeoise au Fonds des Nations Unies pour la Population s'est élevée à 4,7 millions d'euros. Certes, un des budgets les plus élevés par tête d'habitant parmi les pays développés! Mais encore infime au regard des sommes qui devraient être déboursées pour que l'UNFPA puisse mener à bien ses missions en ce qui concerne la santé reproductive, l'égalité des sexes ainsi que les stratégies de population et de développement. En effet, la dynamique de la population - y compris les taux de croissance, la structure d'âge, la fécondité et la mortalité, la migration, etc. - influent sur chaque aspect du développement humain, social et économique.



M. Osotimehin reçu par des membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration.

Visite à Dresde, capitale de la Saxe



M. Matthias Rößler et M. Laurent Mosar signant le Livre d'or du Landtag de Saxe.

La situation financière en Europe et l'importance d'une bonne formation des jeunes ont constitué pour l'essentiel les sujets de l'entretien que le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, a eu avec son homologue du Landtag de Saxe, M. Matthias Rößler. Ensemble, ils ont longuement évoqué les différentes options qui se présentent à l'Union européenne face à la crise de l'endettement dont souffrent certains de ses États membres.

Durant sa visite officielle de deux jours à Dresde, capitale politique et économique de l'État libre de Saxe, M. Mosar a également pu rencontrer le Ministre-Président de l'État libre de Saxe, M. Stanislaw Tillich, en poste depuis mai 2008.

DANS CE NUMÉRO

Discours de début de session	p. 2
Politique de coopération	p. 5
Projet Livange	p. 29
Sommaire des séances publiques nos 1-3	p. 38
Sommaire des questions parlementaires	p. Q1

Chaire de recherche en études parlementaires



M. Philippe Poirier et M. Laurent Mosar lors de l'inauguration de la chaire parlementaire.

Depuis le 3 octobre 2011, l'Université du Luxembourg dispose officiellement d'une chaire de recherche en études parlementaires. Sa finalité consiste à contribuer à la connaissance, à l'étude et au fonctionnement du parlementarisme dans le processus décisionnel national et européen de manière comparée. Elle soutient principalement des activités de recherche en sciences politiques requises par la Chambre des Députés dans les domaines de la démocratie, de la législation et des procédure et réglementation parlementaires.

À l'occasion de la séance inaugurale de la chaire à la Chambre des Députés, le Secrétaire général de la Chambre, M. Claude Frieseisen, a notamment souligné l'importance des liens entre recherche et parlementarisme. Le Président du Parlement, M. Laurent Mosar, s'est, quant à lui, penché sur «les défis de la démocratie à l'exemple du rôle des parlements nationaux depuis le Traité de Lisbonne».

En guise de clôture de la cérémonie, le responsable de la chaire, M. Philippe Poirier, et ses collaborateurs ont présenté les finalités, les premières orientations de recherche ainsi que les partenariats initiaux avec d'autres chaires et centres de recherche en études parlementaires dans le monde.

Visite d'une délégation du Parlement suédois



Mme Christine Doerner (CSV) et M. Morgan Johansson, Président de la Commission de la Justice du Parlement suédois.

Le rôle des parlements nationaux dans le contrôle de subsidiarité a occupé le gros des discussions qu'ont eues récemment des parlementaires suédois et luxembourgeois. Depuis la mise en vigueur du Traité de Lisbonne, les députés sont appelés à se prononcer sur des initiatives émanant des instances européennes. Au Luxembourg, la nouvelle procédure de traitement des dossiers européens a été instaurée en 2010.

L'interaction entre les assemblées et les gouvernements respectifs a également été évoquée. Les députés des deux parlements ont été d'accord pour dire que les parlements ne doivent pas devenir des «machines à enregistrer». Ils ont plaidé pour un échange poussé d'informations entre ministres et parlementaires. Ils ont en outre abordé la concertation entre parlements nationaux dans le cadre du contrôle de subsidiarité.

Au programme de la délégation suédoise a encore figuré une visite de la Cour de Justice européenne et une entrevue avec le Ministre de la Justice, M. François Biltgen.

Une délégation lituanienne à la Chambre



Une délégation de parlementaires lituaniens reçue par Mme Anne Brasseur (4e de droite).

Mme Anne Brasseur (DP), Présidente de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire, vient de recevoir à la Chambre des Députés une délégation de parlementaires lituaniens qui assument la même tâche de contrôle dans la République balte.

Venus s'enquérir des meilleures pratiques luxembourgeoises en la matière, les députés lituaniens ont pu constater que conformément à la coutume dans leur propre pays - et ce depuis 2004 -, un membre de l'opposition parlementaire préside cette commission au Luxembourg. D'autres aspects du contrôle de l'exécution budgétaire ont fait l'objet d'un échange de vues approfondi. Finalement, tout le monde était d'accord pour dire que ce type de contrôle est d'une importance vitale pour le bon fonctionnement de la démocratie et sert avant tout à garantir une utilisation gouvernementale appropriée des deniers publics.

Visite de «Minett-Kompost» à Esch-Schifflange



Les députés ont visité le site de «Minett-Kompost».

Dans le cadre des travaux concernant le projet de loi n°6288 sur la gestion des déchets, les membres de la Commission du Développement durable se sont rendus sur le site de «Minett-Kompost» dans la zone industrielle «um Monkeler» à Esch-Schifflange. La nouvelle installation, inaugurée le 16 septembre 2011, comporte non seulement les procédés de compostage, mais également un processus de méthanisation dont le produit, le biogaz, est vendu à Sudgaz. Le traitement de 30.000 t de déchets organiques par an produit 1.600.000 m^3 de bio-méthane et jusqu'à 7.000 t de compost par an.

Les députés se sont notamment renseignés sur l'efficacité d'une telle installation de recyclage et sur les contraintes de la collecte des déchets organiques. Quelles sont, dans le cadre de la gestion des déchets, les obligations à imposer aux responsables communaux et qu'est-ce qui devrait rester du ressort de décision des mandataires parlementaires? Cette question ainsi que bien d'autres sont en train d'être élucidées par une analyse approfondie du projet de loi que les parlementaires souhaitent voter dans les meilleurs délais.

Conférence des présidents de parlement des petits États d'Europe

La diplomatie parlementaire, le partage d'informations et la charge de travail croissante en matière législative ont figuré au centre des débats de la 6e Conférence des présidents de parlement des petits États d'Europe, qui s'est tenue à la Chambre des Représentants de la République de Malte les 6 et 7 octobre 2011 à La Valette.

Cette conférence interparlementaire, lancée en 2006, réunit les Présidents des Parlements d'Andorre, de Chypre, d'Islande, du Liechtenstein, du Luxembourg, de Malte, de Monaco, du Monténégro et de Saint-Marin.

Elle a pour objectif de contribuer au rapprochement entre les petits États d'Europe et de favoriser des approches concertées sur les problématiques communes.

La 6e Conférence des présidents de parlement des petits États d'Europe, à laquelle la Chambre des Députés était représentée par M. Félix Braz (déi gréng), en remplacement du Président M. Laurent Mosar, a notamment décidé de renforcer la visibilité des petits États et de mieux faire entendre la voix des petits parlements dans les différentes instances parlementaires internationales.

Dans le cadre d'un débat sur le rôle des nouvelles technologies dans la diplomatie parlementaire, M. Félix Braz a en outre affirmé que grâce aux nouvelles technologies «être petit n'est plus un handicap».

Lors de la conférence M. Braz a également souligné l'importance des valeurs dans la politique internationale.

La coopération interparlementaire et les assemblées parlementaires internationales contribuent à légitimer la politique internationale et jouent en cela un rôle essentiel complémentaire à celui des gouvernements.



M. le Député Félix Braz et le Président du Parlement de Malte, M. Michael Frendo.

Cette évolution est d'une importance primordiale à un moment où l'échange d'expériences parlementaires peut contribuer à consolider la demande pour plus de libertés et de démocratie dans un grand nombre de pays de la rive Sud de la Méditerranée.

La charge de travail croissante au sein des parlements constitue un autre défi pour les assemblées parlementaires de petite taille.

La manière dont la Chambre des Députés gère les dossiers européens témoigne du fait que les parlements de petits pays sont en mesure d'agir efficacement malgré leur taille et M. Braz a, dans ce contexte, exposé la manière dont la Chambre des Députés s'est adaptée à ses nouvelles responsabilités dans le cadre du contrôle de subsidiarité de l'Union européenne.

La 7e Conférence des présidents de parlement des petits États d'Europe est organisée en 2012 par le Monténégro.

Par ses crédits, la BEI finance l'avenir

Alors que la Banque européenne d'investissement (BEI) est depuis 1968 à Luxembourg et a élu domicile sur le plateau de Kirchberg depuis plus de 30 ans, rares sont les Luxembourgeois et les résidents étrangers au Grand-Duché à connaître sa vraie vocation.

En visitant fin septembre les locaux de la BEI et notamment son nouveau bâtiment-extension - il s'agit du premier bâtiment en Europe à avoir obtenu la certification «haute qualité environnementale» britannique Bespoke BREEAM grâce à un système d'isolation thermique et de ventilation naturelle, sobre en énergie et respectueux de l'environnement - une délégation de la Chambre des Députés sous la direction de son Président, M. Laurent Mosar, a pu se rendre compte de l'étendue et de la qualité des opérations effectuées par la banque de l'Union européenne. Par son savoir-faire financier et technique, elle a comme objectif principal de libérer le potentiel de croissance de l'Europe en investissant dans des secteurs cruciaux susceptibles de générer une croissance durable, de développer l'innovation et l'emploi tout en protégeant l'environnement et de contribuer ainsi à la lutte contre le changement climatique.

M. Alfonso Querejeta, Secrétaire général de la BEI, a fourni aux députés toutes les explications en relation avec les projets et futurs défis de la banque. À l'heure qu'il est, la BEI emploie quelque 2.000 personnes à Kirchberg.

En 2010, elle a accordé des prêts pour une valeur totale de 72 milliards d'euros dont 63 milliards pour la seule Union européenne.

Les crédits consentis ont été investis pour la plupart et en priorité dans des projets de recherche et de développement, dans les secteurs de l'environnement et de l'énergie, dans l'économie de la connaissance, l'éducation et les réseaux transeuropéens de transport et d'énergie, sans oublier les PME, épine dorsale de l'économie européenne.



Le Président et des membres de la Chambre des Députés ont visité la BEI. *© EIB Photolibrary*



M. Laurent Mosar et M. Eckhard Uhlenberg.

M. Eckhard Uhlenberg reçu par le Président de la Chambre des Députés

Les relations bilatérales entre le Luxembourg et l'Allemagne, les perspectives d'une meilleure collaboration au niveau du Benelux ainsi que la situation des dettes souveraines en Europe ont figuré à l'ordre du jour de récents échanges de vues entre une délégation du Landtag de la Rhénanie-du-Nord-Westphalie emmenée par son Président, M. Eckhard Uhlenberg, et une délégation luxembourgeoise composée de M. Laurent Mosar et de députés de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration et du groupe Benelux.

Les deux délégations ont souligné la nécessité d'approfondir les contacts entre les groupes parlementaires respectifs, en charge des questions Benelux. Les parlementaires de la Rhénanie-du-Nord-Westphalie verraient d'un bon œil une participation à part entière de leur Land dans la coopération Benelux. Le nouveau traité Benelux qui entrera en vigueur en 2012 permet en effet une telle coopération transfrontalière.

L'amélioration des transports collectifs entre la Rhénanie-du-Nord-Westphalie et le Luxembourg a également été évoquée. Les députés ont regretté que les trains gaspillent un temps précieux à relier le Grand-Duché aux grandes villes de la région rhénane et de la Ruhr (Cologne, Düsseldorf, Dortmund, etc.), rendant en pratique plus difficile une coopération efficace.

Un lycée binational à l'esprit ouvert

Même si Schengen est avant tout connu pour ses accords ayant permis la suppression des contrôles de personnes dans son espace, le petit village mosellan peut aussi se targuer d'avoir donné son nom à un projet-pilote qui fait avancer l'Europe à petits pas. Situé sur l'autre rive de la Moselle à Perl, le lycée germano-luxembourgeois de Schengen-Perl entend cultiver sa différence (deux pays - un lycée) tout en rapprochant, conformément à l'esprit européen, les identités et les cultures des élèves qui le fréquentent. Une délégation de parlementaires luxembourgeois, avec à sa tête le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, a pu s'en apercevoir en visitant les lieux et en dialoguant avec la direction et les élèves.

Créé fin 2006 par la signature d'un traité binational entre les chefs de gouvernement du Luxembourg et de la Sarre, le lycée germano-luxembourgeois est un type d'école interrégionale qui doit permettre aux jeunes de développer leur sentiment d'appartenance à l'Europe. Mais à vrai dire, il est bien plus que cela: par des méthodes inédites, ce lycée binational vise avant tout à faire acquérir à ses élèves les compétences langagières et professionnelles indispensables pour intégrer le marché du travail au-delà des frontières de leur pays.

Afin de pouvoir tenir cet engagement, les responsables du lycée ont opté pour de nouveaux concepts:

- les élèves se trouvent au centre du concept d'enseignement du lycée qui a pour but de favoriser l'apprentissage individuel en leur apprenant comment étudier et s'investir;

- les enseignants sont perçus comme des accompagnateurs et conseillers en apprentissage et non comme des instructeurs de front;

- le lycée germano-luxembourgeois fonctionne à plein temps (si parents et élèves le souhaitent, de 7h à 18h);

- une culture de l'espace doit favoriser l'apprentissage, l'espace constituant aux côtés des autres élèves et des enseignants le 3e pédagogue.

À cette fin, le lycée s'est vu doter d'une autonomie financière, ses budgets de financement et de fonctionnement étant répartis équitablement entre les ministères de l'éducation luxembourgeois et sarrois. À l'heure qu'il est, 622 élèves, dont 40% sont Luxembourgeois et 60% Allemands, fréquentent le lycée. Il est à noter que le diplôme final délivré par le lycée germano-luxembourgeois de Schengen est reconnu aussi bien par le système éducatif allemand que luxembourgeois.



Le Président et des membres de la Chambre des Députés ont visité le Lycée de Schengen.

Le directeur d'ONUSIDA à la Chambre



M. Ben Fayot (LSAP) et M. Michel Sidibé, directeur exécutif d'ONUSIDA.

«Beaucoup de nos efforts vont dans le bon sens. Nous pouvons faire état de progrès très encourageants, mais les défis restent énormes». C'est en ces termes que l'on pourrait résumer l'intervention à la mi-octobre de M. Michel Sidibé, directeur exécutif d'ONUSIDA, devant les députés de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration et de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale de la Chambre.

En effet, ONUSIDA, programme de l'ONU destiné à coordonner l'action des différentes agences spécialisées de l'ONU pour lutter contre la pandémie du SIDA, peut être fier des récents résultats obtenus:

- 56 pays à travers le monde ont pu diminuer de façon significative les nouvelles infections liées au virus, au premier rang desquels se situent l'Inde et la Chine, les deux pays les plus peuplés;

- non seulement les groupes considérés comme difficiles à atteindre d'un point de vue de la prévention le sont, mais également les jeunes qui veulent être des acteurs du changement;

- de plus en plus, un dialogue autour de l'éducation sexuelle se met en place dans les pays jugés rébarbatifs jusqu'à présent;

- une génération sans SIDA semble possible en Afrique dès 2015;

- les grands groupes pharmaceutiques, jadis principalement intéressés à la rémunération de leurs brevets et licences, sont en train de changer de comportement pour avoir accès aux marchés les plus larges. Ceci induit la fabrication de génériques de bonne qualité et à des prix beaucoup plus accessibles pour les malades.

Néanmoins, tout n'est pas rose, notamment si l'on se réfère aux régions où le virus du SIDA a tendance à progresser encore tel qu'en Europe de l'est et en Asie. Les pays les plus touchés ont alors souvent comme points communs:

- un système de santé peu performant (absence de campagnes d'information, accès difficile aux services et traitements adéquats, etc.);

- un arsenal législatif assez souvent pénalisant (des lois qui stigmatisent les porteurs du virus et poussent ainsi à l'exclusion);

- des clients et touristes du sexe qui ne se protègent pas.

Protection et utilisation de l'eau dans les parcs naturels de la Grande Région

Le 23 septembre 2011, M. Emile Eicher (CSV) avait invité les membres de la Commission «Environnement et Agriculture» du Conseil parlementaire interrégional (CPI) à Longsdorf et à Vianden pour une réunion qui a porté sur le thème de la protection et de l'utilisation de l'eau dans les parcs naturels de la Grande Région.

Les parlementaires de la Grande Région se sont retrouvés au sein du Parc naturel de l'Our dans les Ardennes luxembourgeoises pour discuter avec des experts du développement durable des parcs naturels à l'époque des énergies renouvelables et d'un habitat en expansion.

Lors de la réunion, M. Christian Kayser, directeur du «Naturpark Our», a présenté les défis d'un parc naturel qui rassemble un grand nombre de communes luxembourgeoises et de partenaires européens dans un réseau coopératif multiforme qui a comme mission tant la conservation de la diversité du milieu naturel, de la faune et de la flore, la sauvegarde de la pureté de l'air, des eaux et des sols que la mise en valeur du patrimoine culturel, la promotion d'un développement économique et socioculturel durable ainsi que d'activités de tourisme et de loisirs.

Par la suite, Mme Eva Rabold a présenté le projet Interreg «Contrat de rivière pour la rivière transfrontalière Our» qui a été lancé en 2011 et qui contribue à transformer les cours d'eau qui parcourent la Grande Région en véritables traits d'union rassemblant de nombreux partenaires européens. Le projet Life «Conservation des habitats de la moule perlière» a ensuite permis au Dr Frank Thielen de la Fondation «Hëllef fir d'Natur» de montrer aux députés que la protection de la biodiversité est essentielle non seulement pour la faune et la flore elles-mêmes, mais également pour la santé et le bien-être des citoyens qui habitent dans la Grande Région.

Après la réunion et un débat, sous la présidence de M. Emile Eicher, auquel ont notamment participé M. André Bauler et M. Marcel Oberweis, les membres du CPI ont visité la centrale hydroélectrique par pompage de la Société électrique de l'Our (SEO) près de Vianden et, en particulier, le chantier du projet d'extension dit «M11» qui permettra à la centrale de Vianden d'augmenter d'environ 200 MW la puissance de ses turbines.

Suite à ces travaux, une recommandation sur la thématique de la protection et de l'utilisation de l'eau dans les parcs naturels de la Grande Région sera présentée à l'occasion de la prochaine séance plénière du CPI à Metz, le 2 décembre 2011.



Les membres et les invités de la Commission «Environnement et Agriculture» du Conseil parlementaire interrégional.

Benelux: sauver les forêts, patrimoine de l'humanité



Des parlementaires des trois pays du Benelux et des représentants de l'Assemblée Balte et du Conseil Nordique.

C'est dans le cadre de la forêt du Grünewald que les parlementaires des trois pays du Benelux, auxquels s'étaient associés des représentants de l'Assemblée Balte et du Conseil Nordique, se sont réunis pour tenir une conférence intitulée «Forêts et Climat».

Après les mots de bienvenue du Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, et l'introduction de M. Marcel Oberweis, Président de la délégation luxembourgeoise auprès du Conseil interparlementaire consultatif de Benelux, les participants ont eu droit à des exposés de différents experts.

Une étude dont les résultats ont mis en évidence une mauvaise perception des forêts de la part de l'opinion publique a notamment retenu l'attention des convives. En effet, si la forêt est perçue comme symbole de la nature, sa gestion et la multifonctionnalité concernant l'utilisation du bois se heurtent parfois à un certain scepticisme non fondé.

Au niveau mondial la situation est préoccupante si l'on sait que 2% des forêts disparaissent tous les dix ans, la déforestation étant responsable à elle seule pour la perte de 13 millions d'hectares annuels. Les répercussions sur le climat sont évidentes, puisque ce phénomène engendre une augmentation de CO_2 dans l'atmosphère de l'ordre de 18%, entraînant une hausse générale des températures et une fréquence élevée des phénomènes climatiques extrêmes. Sans parler des conséquences néfastes sur la biodiversité.

Parmi les pays nordiques, la Suède, la Norvège et la Finlande ont pris les devants en matière de gestion forestière. En effet, ils ont mis en place depuis plus d'un siècle un système qui consiste à reboiser massivement leurs terres et à n'utiliser que ce surplus en bois de manière à ne pas entamer le stockage de CO_2 des forêts. De même, la méthode appelée «de substitution» suggère l'utilisation prioritaire du bois dans la construction et l'industrie pour limiter les émissions de dioxyde de carbone. Les résidus du bois sont ensuite utilisés pour produire de l'énergie verte.

La conférence a mis en évidence l'importance de l'aspect social de la gestion forestière et la nécessité de mettre en place une gouvernance durable et transnationale, qui passe à travers un renforcement de la capacité d'adaptation de l'écosystème forestier, une gestion des risques et une action concrète en faveur du stockage de CO_2.



(de gauche à droite) M. Félix Braz, Mme Lydie Err, Mme Anne Brasseur et M. Norbert Haupert.

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

Du 3 au 7 octobre s'est tenue à Strasbourg la 4e partie de la session ordinaire de 2011 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE). La Chambre y était représentée par Mme Lydie Err (LSAP), Présidente de la délégation luxembourgeoise, M. Norbert Haupert (CSV), Vice-Président ainsi que par Mme Anne Brasseur (DP) et Félix Braz (déi gréng), membres de la délégation. 15 résolutions et 7 recommandations sur les points à l'ordre du jour furent adoptées.

Parmi les points forts de la session d'automne de l'APCE figurait notamment un discours de M. Mahmoud Abbas, Président du Comité exécutif de l'Organisation de Libération de la Palestine et Président de l'Autorité nationale palestinienne. Dans la foulée de cette intervention, le Conseil national palestinien s'est vu octroyer par l'APCE le statut de «Partenaire pour la démocratie», et cela sans préjudice de la reconnaissance de l'État palestinien.

Interpellé tour à tour par Mmes Lydie Err et Anne Brasseur, M. Abbas a affirmé notamment qu'un État palestinien indépendant doit pouvoir vivre aux côtés de l'État d'Israël dans la paix, la sécurité et la stabilité. Il a souligné que le jour où Israël sera d'accord sur les deux États, 57 pays arabes reconnaîtront l'existence d'Israël.

M. Abbas est aussi revenu sur le fait que six pays membres de l'APCE sont également membres du Conseil de sécurité et qu'il est important que ces six pays votent en faveur de la reconnaissance de la demande palestinienne à l'ONU. Selon lui, après les aides pécuniaires, le temps est venu pour l'aide politique: il faut que ces six pays respectent la recommandation de l'APCE invitant à reconnaître l'existence de la nation palestinienne.

Dans un autre rapport, l'APCE a explicitement condamné la pratique de la sélection prénatale en fonction du sexe, c'est-à-dire l'avortement sélectif au détriment des filles et le meurtre de nouveau-nés de sexe féminin. L'Assemblée, rappelant la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, est d'avis que la pression sociale et familiale exercée sur les femmes afin qu'elles ne poursuivent pas leur grossesse en raison du sexe de l'embryon ou du fœtus doit être considérée comme une forme de violence psychologique et que la pratique des avortements forcés doit être criminalisée.

Finalement, l'APCE s'est également saisie de la question de l'impact du Traité de Lisbonne sur le Conseil de l'Europe et en particulier de l'adhésion de l'Union européenne à la Convention européenne sur les droits de l'Homme, soulignant que cette adhésion ouvre de nouvelles perspectives de renforcement du partenariat entre le Conseil de l'Europe et l'Union européenne sur la base de l'acquis et des atouts propres à chacune des organisations. Selon l'Assemblée, un tel partenariat devrait aboutir à terme à la création d'un espace commun de protection des droits de l'Homme sur l'ensemble du continent, dans l'intérêt de tous les citoyens européens.

Le bonheur est dans les serres et les champs

Sur invitation de la Fédération Horticole Luxembourgeoise (FHL), le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, a visité les productions maraîchères sous serres et en plein air de l'entreprise familiale Kirsch-Sauber.

Le Président d'honneur de la FHL, M. Niki Kirsch, et son fils Claude Kirsch, ainsi que le Vice-Président de la Fédération, M. Ernest Brandenburger, l'ont introduit dans les spécificités de la profession horticole du maraîcher. Après avoir fait le tour de toutes les cultures maraîchères (légumes et primeurs) qui grandissent au Grand-Duché, les représentants de la FHL ont rapporté au Président les conséquences de la sécheresse du mois de mai sur les productions. Par ailleurs, il a été question des dégâts causés en 2011 par les craintes des consommateurs liées à l'épidémie de la bactérie EHEC.



M. Laurent Mosar et M. Niki Kirsch.

Défense: entrevue avec M. Christian Schmidt



M. Christian Schmidt entouré des membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration et du Ministre de la Défense, M. Jean-Marie Halsdorf.

De passage au Luxembourg, le Secrétaire d'État parlementaire allemand au Ministère fédéral de la Défense, M. Christian Schmidt, s'est entretenu début octobre avec les membres de la Commission des Affaires étrangères et de la Défense, ainsi qu'avec des membres du Bureau de la Chambre des Députés et des membres de la Délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN.

À l'agenda de la discussion figurait notamment l'approbation des parlements nationaux aux opérations militaires internationales dans le cadre de l'Union européenne et de l'OTAN.

Le consentement parlementaire, très prononcé en Allemagne pour ce type d'opérations, fait que la Chambre basse (Bundestag) doit cautionner la participation militaire de soldats allemands à toutes les interventions menées en dehors du territoire allemand. Ainsi, le refus allemand de participer - même s'il y a eu participation d'un point de vue matériel - aux récentes opérations de bombardement en Libye par les avions de la coalition, puis de l'OTAN fut évoqué.

Autre point à l'ordre du jour: la «smart defence» (défense intelligente) et le «pooling of capabilities», c'est-à-dire la mutualisation des capacités de défense entre États européens dans un souci d'efficience et d'économies de ressources à l'heure où les dépenses militaires dans les budgets nationaux - crise des dettes souveraines oblige - sont nettement revues à la baisse.

Dans ce contexte, M. Schmidt a plaidé pour encore davantage de collaboration et de rapprochement entre États dans l'Union européenne.

Furent enfin abordés les théâtres d'opérations où soldats allemands et luxembourgeois se côtoient (notamment en Afghanistan, au Kosovo et en Bosnie-Herzégovine).

Finalement, M. Christian Schmidt a tenu à féliciter le Luxembourg pour sa participation active dans la lutte contre la piraterie au large des côtes somaliennes (opération Atalanta) où les autorités grand-ducales, par l'implication de la société CAE Aviation dans la surveillance air-mer et la reconnaissance aérienne, prennent une part active dans la sécurisation du trafic maritime international.

Cadre financier pluriannuel et expérience parlementaire avec le Traité de Lisbonne

M. Fernand Boden, Président de la délégation, ainsi que M. Ben Fayot, M. Eugène Berger, M. Félix Braz et M. Gast Gibéryen ont représenté la Chambre des Députés lors de la XLVI[e] COSAC (Conférence des Organes spécialisés dans les Affaires communautaires) qui s'est déroulée à Varsovie du 2 au 4 octobre 2011.

Les travaux de la Conférence, qui réunit traditionnellement des membres des commissions des affaires européennes des parlements nationaux de l'Union européenne, des pays candidats et du Parlement européen, étaient concentrés sur le cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020 et les expériences parlementaires deux ans après l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne.

La COSAC a encouragé les institutions de l'Union à négocier et à adopter le cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020 qui permettra la mise en œuvre complète des politiques de l'Union à moyen et à long terme, en respectant le principe européen de solidarité à l'égard de la crise économique et financière actuelle.

Les parlementaires ont souligné que la politique de cohésion avec une politique agricole commune juste et équitable sont des instruments essentiels et jouent un rôle important en favorisant la solidarité, la réduction des disparités économiques et sociales entre les États membres et la réalisation des objectifs stratégiques de l'Union.

Dans son intervention, le Président de la délégation luxembourgeoise a plaidé entre autres pour le renforcement des ressources propres de l'Union et pour une politique agricole commune capable d'assurer l'autonomie alimentaire de l'Union.

Tirant un premier bilan des expériences parlementaires acquises deux ans après l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne, les membres ont prié la Commission européenne de fournir des réponses plus précises et concrètes aux avis motivés sur les projets d'actes législatifs de l'Union européenne. En effet, plusieurs parlements nationaux ont considéré que les réponses de la part de la Commission européenne devraient davantage mettre l'accent sur les doutes particuliers exprimés dans les avis motivés.



La délégation luxembourgeoise: M. Fernand Boden, M. Ben Fayot, M. Eugène Berger, M. Gast Gibéryen et M. Félix Braz (de gauche à droite).

Appel en faveur de la Somalie

Du 15 au 19 octobre 2011 s'est déroulée à Berne (Suisse) la 125[e] Assemblée de l'Union interparlementaire (UIP), lors de laquelle M. Michel Wolter (CSV), Vice-Président de la Chambre des Députés, a représenté le Parlement luxembourgeois. Fondée en 1889, l'UIP rassemble 159 parlements nationaux et est considérée comme la doyenne des assemblées interparlementaires.

Lors de son allocution de bienvenue, M. Ban Ki-moon, Secrétaire général des Nations Unies, a signalé que «L'année que nous venons de vivre a vu des progrès remarquables. Nous avons entendu l'appel des peuples, en Côte d'Ivoire, au Sud-Soudan, en Afrique du Nord et au-delà. À présent, nous devons faire notre possible pour aider ces nations en transition. Et il nous faut mettre davantage l'accent sur la diplomatie préventive pour préserver la paix et construire des démocraties solides partout dans le monde.»

Dans une résolution consacrée à un point d'urgence intitulé «La famine tragique qui frappe la population en Somalie et l'aide humanitaire des membres de l'UIP», les Parlements, les organisations internationales et la communauté internationale ont été exhortés à redoubler d'efforts pour apporter tout le soutien et toute l'aide humanitaire nécessaires au peuple somalien et de travailler à l'unisson afin que l'aide humanitaire parvienne aux régions affectées.



Mme Isabelle Barra, Secrétaire générale adjointe de la Chambre des Députés, M. Michel Wolter (CSV) et M. Claude Frieseisen, Secrétaire général.

L'Assemblée a également lancé un appel à aider la Somalie à renforcer ses institutions démocratiques dans le respect de sa souveraineté et de son intégrité territoriale, notamment en mettant au point des programmes pour l'aider à instaurer l'État de droit. Elle a demandé aux autorités en Somalie et dans les pays voisins d'assurer la sécurité individuelle et l'action des organisations humanitaires travaillant dans la région.

Outre le point d'urgence, les parlementaires ont débattu entre autres des récents événements au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, de la régulation des marchés financiers, du désarmement nucléaire et de l'économie verte.

d'Chamber online op
www.chd.lu

Situation en Afghanistan, en Afrique du Nord et au Moyen-Orient

Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV) a représenté la Chambre des Députés lors de la 57[e] Session de printemps de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN, organisée du 7 au 10 octobre 2011 à Bucarest.

Dans une déclaration adoptée en séance plénière, les membres de l'Assemblée ont invité les gouvernements et les parlements des membres de l'Alliance «à intensifier leurs efforts pour expliquer à leurs citoyens le besoin actuel d'une présence militaire internationale en Afghanistan et la nécessité de maintenir l'assistance internationale au-delà de 2014, date prévue pour la fin de la mission de combat». Le Président de l'Assemblée, M. Karl A. Lamers, a expliqué à ce propos: «Il est dans notre intérêt d'instaurer une transition paisible et de donner au peuple afghan l'assurance qu'une fois notre mission militaire achevée, nous nous tiendrons à ses côtés pour l'aider dans les secteurs du développement économique et de l'éducation et pour l'épauler dans la mise en place d'une bonne gouvernance.» De son côté, le Gouvernement pakistanais a été invité à poursuivre les efforts pour combattre le terrorisme intérieur, empêcher l'utilisation de son territoire par les insurgés et améliorer la coordination opérationnelle avec la FIAS et les forces afghanes.

Concernant la situation en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, l'Assemblée a invité les gouvernements et les parlements à réaffirmer leur volonté d'aider les nouveaux gouvernements démocratiques de la région à créer pour leurs citoyens un environnement sûr et stable au moment où ils sont confrontés à une transition politique et économique difficile, à permettre à l'OTAN d'accroître son assistance pratique aux pays de la région, à intensifier son dialogue politique avec ces pays et à aider à réglementer les flux migratoires de la région en assurant une coopération étroite avec les gouvernements nationaux et en stimulant le développement économique et les politiques de l'emploi dans la région.

Dans le cadre de leurs travaux, les membres de l'Assemblée ont en outre discuté sur le soutien au peuple libyen, la cyber-sécurité, l'environnement budgétaire difficile ainsi que les menaces biologiques et chimiques.



Mme Nancy Arendt épouse Kemp.

Réunion des présidents des commissions de l'agriculture à Varsovie

Débats autour de la future PAC et de la sécurité alimentaire

Fin septembre, la traditionnelle conférence des présidents des commissions de l'agriculture (réunion bisannuelle ayant lieu à chaque fois dans le pays membre de l'Union européenne qui préside le Conseil) s'est tenue à Varsovie. En sa qualité de Vice-Président de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen y a pris part.



M. Fernand Etgen (DP).

Deux points essentiels figuraient à l'ordre du jour des discussions:

- le futur de la Politique agricole commune (PAC) de 2014 à 2020,

- la qualité et la sécurité alimentaires dans l'Union européenne (UE).

Avant que le Roumain Dacian Cioloş, commissaire européen à l'agriculture et au développement rural, n'ait présenté à Bruxelles - à la mi-octobre 2011 - son projet de réforme de la PAC pour l'après 2013, la réunion fut une bonne plate-forme pour résumer les positions des uns et des autres sur le sujet.

Tour à tour, les différents intervenants abordèrent ainsi leurs positions concernant:

- l'importance de l'agriculture omniprésente dans la vie de chacun;

- les mesures d'écologisation;

- les exigences en matière de qualité, de sécurité et de bien-être des animaux;

- une distribution plus équitable des paiements directs;

- l'excès de bureaucratie;

- l'accès à la profession des jeunes agriculteurs;

- la compétitivité de l'agriculture européenne;

- l'augmentation des attentes des consommateurs,

- ainsi que la transparence de la politique agricole commune.

La 2e partie de la réunion des présidents des commissions de l'agriculture fut réservée à la qualité et la sécurité alimentaires dans l'UE. À cet effet, il fut notamment retenu qu'une production alimentaire durable, garant de qualité et de sécurité alimentaires, doit contribuer à la formation d'un revenu agricole correct et limiter la volatilité de celui-ci. D'où l'importance aussi de mieux coordonner les marchés agricoles, notamment contre les méfaits de la spéculation sur les aliments de base.

L'importance vitale de l'aide humanitaire

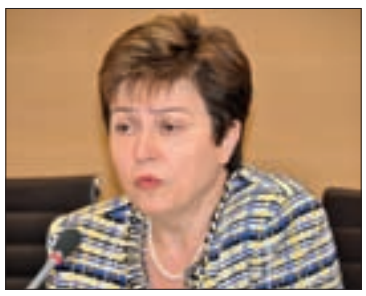
Première commissaire à s'être vu attribuer au sein de la Commission européenne un portefeuille en matière de gestion de crises et d'assistance humanitaire, la Bulgare Mme Kristalina Georgieva s'est entretenue le 17 octobre 2011 avec les députés de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration de la Chambre.

Avant de se prêter à la traditionnelle séance de questions-réponses, la commissaire européenne en charge de la coopération internationale, de l'assistance humanitaire et de la gestion de crises a décrit en détail les activités de son service (600 personnes) et l'environnement dans lequel celui-ci se meut. Force est de constater que depuis les années 1980, les désastres naturels en tous genres (famines, inondations, précipitations extrêmes et tempêtes, etc.) se sont multipliés par cinq. Cependant, ces catastrophes n'ont pas seulement gagné en fréquence, mais aussi en intensité, que ce soit pour des raisons de changement climatique, d'urbanisation galopante ou encore de conflits larvés. D'où l'importance de la plus haute efficience et collaboration possibles en matière d'allocation de ressources dès qu'un désastre se produit.

Alors qu'aucun pays au monde n'est paré contre un sinistre naturel (des nations hautement développées comme le Japon et les États-Unis l'ont appris à leurs dépens en 2011), 31 pays en Europe (UE) - ensemble avec la Norvège, le Liechtenstein, la Croatie et l'Islande - ont mis au point un système d'aide humanitaire et de protection civile efficace pour venir en aide aux plus démunis.

En matière d'aide humanitaire, la Commission européenne a consacré 1,1 milliards d'euros pour la seule année 2010. À l'heure qu'il est, l'UE se trouve avant tout engagée sur trois fronts: la Corne de l'Afrique, la Libye (où elle a permis à 1,2 millions de personnes d'être évacuées) ainsi qu'au Soudan.

Pour les années à venir, Mme Georgieva identifie avant tout trois priorités:



Mme Kristalina Georgieva.

- améliorer encore et toujours l'aide humanitaire en termes d'efficience, de réactivité et de flexibilité;

- mieux analyser les risques de façon à pouvoir, dans la mesure du possible, déjà agir en amont avant que les catastrophes ne se produisent (notamment pour ce qui est des famines et des désastres humanitaires résultant de conflits armés);

- mettre sur pied un nouveau corps humanitaire composé pour l'essentiel de jeunes volontaires européens qui agiraient surtout au niveau de la prévention.



M. Roger Negri (au milieu).

Réforme de la politique commune de la pêche

Afin de rendre la pêche plus durable sur les plans environnemental, économique et social, la Commission a adopté, le 13 juillet 2011, des propositions en vue de réformer la politique commune de la pêche (PCP). C'est dans ce cadre, et en vue des négociations à venir au Conseil et au Parlement européen, que s'est inscrit l'échange de vues, le 19 octobre 2011 à Bruxelles, entre la commissaire européenne aux affaires maritimes et à la pêche, Mme Maria Damanaki, et les différents présidents des commissions responsables de la pêche des parlements nationaux, dont M. Robert Negri (LSAP) de la Chambre des Députés.

Les propositions de la Commission européenne «visent à assurer la durabilité des stocks halieutiques, à améliorer les performances économiques des industries de la pêche et de l'aquaculture, à promouvoir la croissance et l'emploi dans les communautés côtières, à mieux informer les consommateurs et à rapprocher le processus décisionnel des États membres et des parties prenantes.»

La commissaire a dressé un état des lieux du secteur de la pêche dans l'Union, en soulignant l'urgence des mesures à prendre pour contrer la tendance actuelle d'épuisement des stocks halieutiques. Deux mesures sont considérées comme capitales par la commissaire: l'exploitation des stocks à des niveaux qui assurent le «rendement maximal durable» et l'interdiction des rejets des captures non désirées à la mer.

De nombreux députés, plus particulièrement des pays du pourtour méditerranéen, ont souligné qu'il était essentiel de garantir autant la durabilité économique que la durabilité environnementale. Plusieurs parlementaires ont fait part d'expériences nationales fructueuses ayant permis de réduire les rejets de capture à la mer à l'aide de techniques de pêche adaptées. L'importance des spécificités de chaque bassin maritime a été soulignée et le développement de l'aquaculture a été soutenu par plusieurs députés.

Le député luxembourgeois Robert Negri s'est interrogé sur la meilleure manière de sensibiliser le consommateur pour l'aider dans ses choix afin de soutenir une pêche durable par le biais de nouvelles normes de commercialisation en matière d'étiquetage et de traçabilité.

La Chambre des Députés avait adopté le 13 octobre une résolution saluant les propositions de la Commission européenne, tout en soulignant, entre autres, le risque lié à l'introduction de concessions de capture transférables, la nécessité de fixer des quotas de pêche selon des critères de durabilité transparents et scientifiques, ainsi que l'importance de la création d'un réseau de réserves marines.

Chamber TV

Contrôle des services de renseignement et de sécurité

Les 27 et 28 octobre 2011 a eu lieu à Berlin la 7e conférence des commissions parlementaires de contrôle des services de renseignement et de sécurité des États membres de l'Union européenne, de Norvège et de Suisse.

La Chambre des Députés y était représentée par M. François Bausch, Président de la Commission de Contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'État, et MM. Lucien Lux et Xavier Bettel, membres de ladite commission, accompagnés du Secrétaire général de la Chambre des Députés, M. Claude Frieseisen.

Les représentants des différentes commissions parlementaires de contrôle ont passé en revue les défis pour les services de renseignement vingt ans après la fin de la Guerre froide et dix ans après les attentats de New York et Washington, que ce soient la lutte contre le terrorisme international, la cyberguerre, le sabotage d'infrastructures étatiques ou les attaques contre les potentialités économiques des différents pays.

Bien que conscients de la contribution apportée par les activités des services de renseignement et de sécurité à la protection des régimes démocratiques en Europe face aux menaces qui touchent le monde moderne, les participants se sont portés forts pour un contrôle parlementaire adéquat des services de renseignement et de sécurité, le tout dans un souci de sauvegarde des droits fondamentaux et des principes de l'État de droit en Europe.

Ils ont souligné que l'acceptation par le grand public des activités déployées par les services de renseignement et de sécurité et la confiance en ces services dépendent beaucoup de l'efficacité et du degré d'intensité du contrôle exercé par les parlementaires.

Ceci implique qu'il faut assurer que lesdits organes de contrôle soient dotés des moyens nécessaires en matériel et en personnel en vue de pouvoir exercer convenablement les missions qui leur sont dévolues.

Par ailleurs ils ont échangé leurs expériences au niveau des différents mécanismes d'information sur les activités des services de renseignement et ont finalement réfléchi sur l'amélioration du contrôle parlementaire des services de renseignement et de sécurité face à l'internationalisation croissante de la coopération entre services et l'échange d'informations qui en découle.



(de gauche à droite) MM. Xavier Bettel, Lucien Lux, François Bausch et Claude Frieseisen.

Composition des Commissions réglementaires et permanentes (12.10.2011)

A. Commissions réglementaires

Commission des Comptes

CSV	Diane Adehm, Marie-Josée Frank, Ali Kaes, Marc Lies, Gilles Roth
LSAP	Claudia Dall'Agnol, Fernand Diederich, Roger Negri
DP	André Bauler, **Carlo Wagner**
déi gréng	Camille Gira
ADR	Jean Colombera

Commission de Contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'État

CSV	Marc Spautz
LSAP	Lucien Lux
DP	Xavier Bettel
déi gréng	**François Bausch**

Commission des Pétitions

CSV	Christine Doerner, Félix Eischen, Marie-Josée Frank, Ali Kaes, Tessy Scholtes
LSAP	Marc Angel, Claudia Dall'Agnol, Fernand Diederich
DP	André Bauler, Eugène Berger
déi gréng	**Camille Gira**
déi Lénk	André Hoffmann

Commission du Règlement

CSV	Sylvie Andrich-Duval, Christine Doerner, Léon Gloden, Marc Lies
LSAP	Alex Bodry, Ben Fayot, Roger Negri
DP	Xavier Bettel, Lydie Polfer
déi gréng	François Bausch
ADR	**Gast Gibéryen**

Sous-commission «Statut du député»

CSV	Lucien Clement, **Lucien Weiler**
LSAP	Lydia Mutsch
DP	Lydie Polfer
déi gréng	Félix Braz
ADR	Gast Gibéryen
déi Lénk	André Hoffmann

B. Commissions permanentes

Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

CSV	Nancy Arendt épouse Kemp, Fernand Boden (pour les volets Affaires étrangères et européennes et Immigration), Félix Eischen (pour le volet Défense), Marie-Josée Frank (pour le volet Coopération), Norbert Haupert, Martine Mergen (pour le volet Affaires étrangères et européennes, Défense et Immigration), Marcel Oberweis (pour le volet Coopération), Lucien Weiler (pour le volet Défense), Michel Wolter (pour le volet Affaires étrangères et européennes, Coopération et Immigration)
LSAP	Marc Angel, Lydie Err (sauf pour le volet Défense), **Ben Fayot**, Lydia Mutsch (pour le volet Défense)
DP	Xavier Bettel (pour les volets Défense, Coopération et Immigration), Fernand Etgen (pour le volet Défense), Paul Helminger (pour les volets Affaires étrangères et européennes et Coopération), Lydie Polfer (pour les volets Affaires étrangères et européennes et Immigration)
déi gréng	Félix Braz
ADR	Jacques-Yves Henckes (pour le volet Coopération), Fernand Kartheiser (pour les volets Affaires étrangères et européennes, Défense et Immigration)

Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police

CSV	Emile Eicher (pour les volets Affaires intérieures et Grande Région), **Ali Kaes**, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Robert Weber (pour le volet Police), Raymond Weydert
LSAP	Claudia Dall'Agnol (pour le volet Police), Fernand Diederich, Claude Haagen (pour les volets Affaires intérieures et Grande Région), Jean-Pierre Klein
DP	Xavier Bettel (pour le volet Police), Fernand Etgen (pour les volets Affaires intérieures et Grande Région), Paul Helminger
déi gréng	Camille Gira
ADR	Gast Gibéryen

Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

CSV	Fernand Boden, Lucien Clement, Emile Eicher, Félix Eischen, Raymond Weydert
LSAP	Claude Haagen, **Roger Negri**, Ben Scheuer
DP	Fernand Etgen, Carlo Wagner
déi gréng	Henri Kox
ADR	Jean Colombera

Commission des Classes moyennes et du Tourisme

CSV	Nancy Arendt épouse Kemp, **Lucien Clement**, Félix Eischen, Marie-Josée Frank, Marc Spautz
LSAP	Marc Angel, Jean-Pierre Klein, Ben Scheuer
DP	André Bauler, Eugène Berger
déi gréng	Henri Kox
ADR	Jacques-Yves Henckes

Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire

CSV	Diane Adehm, Lucien Clement, Félix Eischen, Robert Weber, Michel Wolter
LSAP	Claude Haagen, Lucien Lux, Lydia Mutsch
DP	**Anne Brasseur**, Fernand Etgen
déi gréng	Félix Braz
ADR	Gast Gibéryen

Commission de la Culture

CSV	Marie-Josée Frank, Marc Lies, **Martine Mergen**, Marcel Oberweis, Marc Spautz
LSAP	Marc Angel, Lydie Err, Ben Scheuer
DP	Anne Brasseur, Lydie Polfer
déi gréng	Claude Adam
ADR	Fernand Kartheiser

Commission du Développement durable

CSV	**Fernand Boden**, Lucien Clement, Marie-Josée Frank, Marcel Oberweis, Marc Spautz
LSAP	Fernand Diederich (pour les volets Travaux publics, Transports et Aménagement du territoire), Lydia Mutsch, Roger Negri, Ben Scheuer (pour le volet Environnement)
DP	Eugène Berger (pour les volets Environnement et Transports), Anne Brasseur (pour le volet Travaux publics), Fernand Etgen (pour les volets Travaux publics, Aménagement du territoire et Environnement), Paul Helminger (pour les volets Aménagement du territoire et Transports)
déi gréng	François Bausch (pour les volets Transports), Camille Gira (pour les volets Environnement et Aménagement du territoire), Josée Lorsché (pour le volet et Travaux publics)
déi Lénk	André Hoffmann

Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire

CSV	Diane Adehm, Félix Eischen, Marc Lies, Marc Spautz, Robert Weber
LSAP	**Alex Bodry**, Claudia Dall'Agnol (pour le volet Économie solidaire), Claude Haagen (pour les volets Économie et Commerce extérieur), Lydia Mutsch
DP	André Bauler, Claude Meisch
déi gréng	Henri Kox
ADR	Jacques-Yves Henckes

Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports

CSV	Sylvie Andrich-Duval (pour les volets Éducation nationale et Formation professionnelle), Nancy Arendt épouse Kemp (pour le volet Sports), Fernand Boden (pour le volet Sports), Emile Eicher (pour les volets Éducation nationale et Formation professionnelle), Marc Lies (pour le volet Sports), Gilles Roth (pour les volets Éducation nationale et Formation professionnelle), Jean-Paul Schaaf, Tessy Scholtes
LSAP	Claudia Dall'Agnol (pour le volet Sports), Fernand Diederich, **Ben Fayot**, Claude Haagen (pour les volets Éducation nationale et Formation professionnelle)
DP	André Bauler, Eugène Berger
déi gréng	Claude Adam (pour les volets Éducation nationale et Formation professionnelle), Josée Lorsché (pour le volet Sports)
ADR	Fernand Kartheiser

Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media, des Communications et de l'Espace

CSV	Diane Adehm (pour les volets Media, Communications et Espace), Sylvie Andrich-Duval (pour les volets Enseignement supérieur et Recherche), Christine Doerner, Norbert Haupert, Marcel Oberweis
LSAP	Claudia Dall'Agnol, Ben Fayot, Claude Haagen
DP	Eugène Berger, Anne Brasseur
déi gréng	Claude Adam
ADR	Jean Colombera

Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances

CSV	Sylvie Andrich-Duval, Emile Eicher, Paul-Henri Meyers, **Jean-Paul Schaaf**, Tessy Scholtes
LSAP	Marc Angel, Claudia Dall'Agnol, Lydie Err (pour le volet Égalité des chances), Vera Spautz (pour les volets Famille et Jeunesse)
DP	Eugène Berger, Claude Meisch
déi gréng	Josée Lorsché (pour les volets Famille et Jeunesse), Viviane Loschetter (pour le volet Égalité des chances)
ADR	Jean Colombera (pour les volets Famille et Jeunesse), Fernand Kartheiser (pour le volet Égalité des chances)

Commission des Finances et du Budget

CSV	Fernand Boden, Norbert Haupert, Gilles Roth, Marc Spautz, **Michel Wolter**
LSAP	Alex Bodry, Lucien Lux, Roger Negri
DP	Xavier Bettel, Claude Meisch
déi gréng	François Bausch
ADR	Gast Gibéryen

Commission de la Fonction publique et de la Simplification administrative

CSV	Fernand Boden, Léon Gloden, **Norbert Haupert**, Paul-Henri Meyers, Marc Spautz
LSAP	Claudia Dall'Agnol, Fernand Diederich, Jean-Pierre Klein
DP	André Bauler, Fernand Etgen
déi gréng	Claude Adam
ADR	Gast Gibéryen

Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

CSV	Christine Doerner, Léon Gloden, **Paul-Henri Meyers**, Lucien Weiler, Raymond Weydert
LSAP	Alex Bodry, Lydie Err, Jean-Pierre Klein
DP	Eugène Berger (pour la proposition de révision de la Constitution 6205 et la proposition de loi 6206), Anne Brasseur, Lydie Polfer (sauf pour la proposition de révision de la Constitution 6205 et la proposition de loi 6206)
déi gréng	Félix Braz
déi Lénk	André Hoffmann

Commission juridique

CSV	**Christine Doerner**, Léon Gloden, Paul-Henri Meyers, Gilles Roth, Lucien Weiler
LSAP	Alex Bodry, Lydie Err, Jean-Pierre Klein
DP	Xavier Bettel, Lydie Polfer
déi gréng	Félix Braz
ADR	Jacques-Yves Henckes

Sous-commission «Création d'un droit européen des contrats pour les consommateurs et les entreprises» de la Commission juridique

CSV	**Léon Gloden**
LSAP	Jean-Pierre Klein
DP	André Bauler
déi gréng	Félix Braz

Commission du Logement

CSV	Félix Eischen, Léon Gloden, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, **Marcel Oberweis**
LSAP	Claudia Dall'Agnol, Ben Scheuer, Vera Spautz
DP	André Bauler, Eugène Berger
déi gréng	Henri Kox
ADR	Jacques-Yves Henckes

Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

CSV	Sylvie Andrich-Duval, Martine Mergen, Paul-Henri Meyers, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz
LSAP	Claudia Dall'Agnol, Lydie Err (pour le volet Santé), Lucien Lux (pour le volet Sécurité sociale), **Lydia Mutsch**
DP	Eugène Berger, Carlo Wagner
déi gréng	Félix Braz (pour le volet Sécurité sociale), Josée Lorsché (pour le volet Santé)
ADR	Jean Colombera (pour le volet Santé)
déi Lénk	André Hoffmann (pour le volet Sécurité sociale)

Commission du Travail et de l'Emploi

CSV	Diane Adehm, Léon Gloden, Ali Kaes, Marc Spautz, Lucien Weiler
LSAP	**Lucien Lux**, Roger Negri, Vera Spautz
DP	André Bauler, Fernand Etgen
déi gréng	Viviane Loschetter
déi Lénk	André Hoffmann

Nom en gras et souligné: **Président**
Nom souligné: Vice-Président

Assemblées parlementaires internationales (11.10.2011)

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (CE)

Membres effectifs:

Lydie Err (LSAP)

Norbert Haupert (CSV)

Anne Brasseur (DP)

Membres suppléants:

Félix Braz (déi gréng)

Fernand Boden (CSV)

Marc Spautz (CSV)

Délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF)

Membres effectifs:

Laurent Mosar, Président de la Chambre des Députés,
Président de la section luxembourgeoise (CSV)

Michel Wolter, Trésorier international (CSV)

Lucien Lux (LSAP)

Anne Brasseur (DP)

François Bausch (déi gréng)

Délégation luxembourgeoise à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE)

Membres effectifs:

Laurent Mosar, Président de la Chambre des Députés,
Membre d'office de l'OSCE (CSV)

Raymond Weydert (CSV)

Alex Bodry (LSAP)

Paul Helminger (DP)

Viviane Loschetter (déi gréng)

Membres suppléants:

Gilles Roth (CSV)

Lydia Mutsch (LSAP)

Xavier Bettel (DP)

Josée Lorsché (déi gréng)

Délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée (APUPM)

Membres effectifs:

Claudia Dall'Agnol, Présidente de la délégation luxembourgeoise (LSAP)

Martine Mergen (CSV)

Xavier Bettel (DP)

Membres suppléants:

Marcel Oberweis (CSV)

Viviane Loschetter (déi gréng)

Assemblée parlementaire de l'OTAN

Membres effectifs:

Norbert Haupert, Président de la délégation luxembourgeoise (CSV)

Marc Angel, Vice-Président de la délégation luxembourgeoise (LSAP)

Lydie Polfer (DP)

Membres suppléants:

Nancy Arendt épouse Kemp (CSV)

Félix Eischen (CSV)

Claude Adam (déi gréng)

Union interparlementaire (UIP)

Membres effectifs:

Laurent Mosar, Président de la section luxembourgeoise (CSV)

Michel Wolter (CSV)

Lydia Mutsch (LSAP)

Lydie Polfer (DP)

Lucien Clement (CSV)

Alex Bodry (LSAP)

Xavier Bettel (DP)

François Bausch (déi gréng)

Lucien Lux (LSAP)

Lucien Weiler (CSV)

Conférence des Organes spécialisés dans les Affaires communautaires (COSAC)

Membres effectifs:

Fernand Boden, Président de la délégation luxembourgeoise (CSV)

Ben Fayot (LSAP)

Eugène Berger (DP)

Félix Braz (déi gréng)

Gast Gibéryen (ADR)

Délégation luxembourgeoise auprès du Conseil interparlementaire consultatif de Benelux

Membres effectifs:

Marcel Oberweis, Président de la délégation luxembourgeoise (CSV)

Roger Negri (LSAP)

Gilles Roth (CSV)

Marc Angel (LSAP)

Xavier Bettel (DP)

Josée Lorsché (déi gréng)

André Hoffmann (déi Lénk)

Membres suppléants:

Sylvie Andrich-Duval (CSV)

Raymond Weydert (CSV)

Lydia Mutsch (LSAP)

Ben Scheuer (LSAP)

Fernand Etgen (DP)

Camille Gira (déi gréng)

Délégation luxembourgeoise auprès du Conseil parlementaire interrégional (CPI)

Membres effectifs:

Laurent Mosar, Président de la Chambre des Députés, Président de la délégation luxembourgeoise, Membre d'office du CPI (CSV)

Emile Eicher (CSV)

Marcel Oberweis (CSV)

Tessy Scholtes (CSV)

Alex Bodry (LSAP)

Fernand Diederich (LSAP)

Roger Negri (LSAP)

Fernand Etgen (DP)

Paul Helminger (DP)

Claude Adam (déi gréng)

Membres suppléants:

Marie-Josée Frank (CSV)

Félix Eischen (CSV)

Robert Weber (CSV)

Claude Haagen (LSAP)

Ben Scheuer (LSAP)

Vera Spautz (LSAP)

Lydie Polfer (DP)

André Bauler (DP)

Henri Kox (déi gréng)

_____

Clés:

CSV - Chrëschtlech Sozial Volleksspartei (Parti chrétien social)

LSAP - Lëtzebuerger Sozial Arbechterpartei (Parti ouvrier socialiste luxembourgeois)

DP - Demokratesch Partei (Parti démocratique)

déi gréng - les verts

NOUVELLES LOIS

Droit de la concurrence

5816 - Projet de loi relative à la concurrence

Le projet de loi relative à la concurrence remplace la loi modifiée du 17 mai 2004 relative à la concurrence.

Le point principal de cette réforme se situe au niveau structurel. Les deux autorités œuvrant actuellement dans ce domaine sont fusionnées: l'Inspection de la concurrence - un service au sein du Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur -, chargée de mener les enquêtes, sera intégrée au Conseil de la concurrence - autorité administrative indépendante -, chargé d'un pouvoir décisionnel permettant de prononcer des sanctions lorsque des infractions au droit de la concurrence ont été constatées.

Cette réforme relève principalement de considérations d'ordre pratique, comme la simplification administrative, la création de synergies, l'accroissement de l'efficacité de l'autorité de la concurrence, etc.

Les raisons à la base de l'organisation actuelle résultent d'une interprétation de l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'Homme, défendue par le Conseil d'État. Cet article qui a entre autres résulté dans l'arrêt Procola, veut que l'instruction d'une affaire et la décision afférente soient traitées de manière indépendante. À l'époque, le législateur a suivi le Conseil d'État et a confié ces deux fonctions différentes à deux autorités administratives séparées.

Les règles fondamentales de la concurrence restent inchangées.

Dépôt par M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 10.12.2007

Rapporteur: M. Claude Haagen

Travaux de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports

(Président: M. Alex Bodry)

13.11.2008	Désignation d'un rapporteur Présentation du projet de loi

Travaux de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire (Président: M. Alex Bodry):

19.11.2009	Nouvelle désignation d'un rapporteur
25.11.2009	Échange de vues avec M. le Président du Conseil de la Concurrence
04.02.2010	Examen des articles
10.02.2010	Continuation de l'examen des articles
25.02.2010	Continuation de l'examen des articles
04.03.2010	Examen des avis des chambres professionnelles et de l'Union Luxembourgeoise des Consommateurs et de l'Association des Banques et Banquiers, Luxembourg
11.03.2010	Finalisation de l'examen des avis des chambres professionnelles et de l'Union Luxembourgeoise des Consommateurs et de l'Association des Banques et Banquiers, Luxembourg
24.03.2010	Examen du dispositif amendé
30.09.2010	Examen de l'avis du Conseil d'État
14.10.2010	Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État
21.10.2010	Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État
09.06.2011	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
16.06.2011	Présentation et approbation d'un projet de rapport

Premier vote constitutionnel: 30.06.2011

Second vote constitutionnel: 12.10.2011

Loi du 23 octobre 2011

Mémorial A, n°218, p. 3756

Finances et assurances

6216 - Projet de loi mettant en œuvre le règlement (CE) n°1060/2009 du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 sur les agences de notation de crédit et portant modification de:

1) la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;

2) la loi modifiée du 8 décembre 1994 relative:

- aux comptes annuels et comptes consolidés des entreprises d'assurances et de réassurances de droit luxembourgeois,

- aux obligations en matière d'établissement et de publicité des documents comptables des succursales d'entreprises d'assurances de droit étranger

Le projet de loi se décline en trois articles indépendants et a pour objet de transposer en droit interne différentes dispositions qui relèvent du droit européen et qui concernent le secteur des assurances respectivement le secteur financier.

Le texte proposé rend d'abord applicable à tous les utilisateurs de notations de crédit soumis à la surveillance de la Commission de surveillance du secteur financier et visés à l'article 4, paragraphe (1) du règlement (CE) n°1060/2009 du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 sur les agences de notation de crédit les droits d'injonction et de suspension dont dispose la Commission de surveillance du secteur financier à l'égard des professionnels du secteur financier, en cas de violation de l'article 4, paragraphe (1) précité.

Ensuite, il rend applicables les pouvoirs dont dispose le Commissariat aux assurances en vertu des articles 46 et 101 de la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances aux utilisateurs de notations de crédit soumis à la surveillance du Commissariat aux assurances et visés à l'article 4, paragraphe (1) précité, en cas de violation de cet article 4, paragraphe (1).

Le projet de loi transpose ensuite une disposition de la directive 2010/76/UE qui modifie les directives 2006/48/CE et 2006/49/CE en ce qui concerne les exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération. La directive en question impose aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement de se doter de politiques et pratiques de rémunération saines qui n'encouragent ni ne récompensent les prises de risques excessifs. Par ailleurs, les pouvoirs dont dispose la Commission de surveillance du secteur financier dans le cadre du processus de surveillance prudentielle sont renforcés. Sont également énumérés certains éléments dont la CSSF tient compte lorsqu'elle vérifie s'il y a lieu d'imposer, dans le cadre du processus de surveillance prudentielle, une exigence spécifique de fonds propres en sus du minimum prescrit.

Le projet de loi transpose enfin, pour le secteur de l'assurance, l'article 2 de la directive 2009/49/CE du 18 juin 2009 modifiant les directives 78/660/CE et 83/349/CEE en ce qui concerne certaines obligations de publicité pour les sociétés de taille moyenne et l'obligation d'établir des comptes consolidés. Désormais les entreprises d'assurances et de réassurances mères dont toutes les filiales présentent, tant individuellement que collectivement, un intérêt négligeable seront dispensées de l'établissement de comptes consolidés. La transposition implique une modification de la loi modifiée du 8 décembre 1994 relative aux comptes annuels et comptes consolidés des entreprises d'assurances et de réassurances.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 04.11.2010
Rapporteur: M. Michel Wolter

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président: M. Michel Wolter):

20.09.2011	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
30.09.2011	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.10.2011
Loi du 28 octobre 2011
Mémorial A, n°223, p. 3856

Loi relative aux chiens

6277 - Projet de loi modifiant la loi du 9 mai 2008 relative aux chiens

Par l'adoption de ce projet de loi, la déclaration du 15 octobre pour le recensement annuel de la population canine au Grand-Duché de Luxembourg sera abrogée.

Dans un but de simplification administrative, il est proposé que le détenteur de chien déclare dorénavant tout décès, perte ou changement de résidence d'un chien à l'administration communale de la résidence du détenteur du chien, afin que les administrations communales connaissent le nombre de chiens détenus sur leur territoire et puissent continuer à percevoir une taxe sur les chiens.

Dépôt par M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, le 14.04.2011
Rapporteur: M. Ben Scheuer

Travaux de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural
(Président: M. Roger Negri):

16.05.2011	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
28.09.2011	Examen de l'avis du Conseil d'État
05.10.2011	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.10.2011

Pont frontalier sur la Moselle

6285 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République fédérale d'Allemagne relative au renouvellement et à l'entretien du pont frontalier sur la Moselle entre Wellen et Grevenmacher, signée à Grevenmacher, le 21 octobre 2010

Le projet de loi a pour objet d'approuver la convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et l'Allemagne relative au renouvellement et à l'entretien du pont frontalier sur la Moselle entre Wellen et Grevenmacher. La convention a été nécessaire pour régler notamment les modalités relatives à la reconstruction d'un pont se situant non seulement sur les territoires luxembourgeois et allemand, mais aussi sur un territoire sous souveraineté commune. Les frais de construction du pont sont répartis entre les deux États contractants proportionnellement à la longueur des parties du pont se trouvant sur les territoires respectifs sous souveraineté exclusive plus la moitié de la longueur du pont se trouvant sur le territoire sous souveraineté commune. La durée des travaux est estimée à deux ans. La dépense totale est estimée à 17 millions d'euros, dont environ deux tiers incombent à l'État luxembourgeois. La convention prévoit de même que le Luxembourg assurera l'entretien et la surveillance du futur pont.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 17.05.2011
Rapporteur: M. Lucien Clement

Travaux de la Commission du Développement durable
(Président: M. Fernand Boden):

25.05.2011	Désignation d'un rapporteur
28.09.2011	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
06.10.2011	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.10.2011

Redressement économique

6291 - Projet de loi portant modification de la loi du 29 mai 2009 instituant un régime temporaire de garantie en vue du redressement économique

Ce projet de loi reconduit, sous une forme adaptée et jusqu'au 31 décembre 2011, le système de garantie introduit par la loi du 29 mai 2009 instituant un régime temporaire de garantie en vue du redressement économique et ceci conformément au cadre tracé par la Commission européenne dans une communication du 1er décembre 2010.

Dépôt par M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 31.05.2011
Rapporteur: M. Alex Bodry

Travaux de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire (Président: M. Alex Bodry):

28.09.2011	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
05.10.2011	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 12.10.2011
Loi du 28 octobre 2011
Mémorial A, n°224, p. 3860

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
d'Chamber live
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

SÉANCE 1

MARDI,
11 OCTOBRE 2011

Présidence: M. Laurent Mosar, Président

Sommaire

1. Clôture de la session ordinaire 2010-2011 et ouverture de la session ordinaire 2011-2012
- *M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État*

2. Vérification des pouvoirs et assermentation de M. Serge Wilmes
- *M. le Président*
- *Tirage au sort des Députés constituant la Commission de vérification*
- *Interruption de la séance publique de 15.07 à 15.17 heures*
- *M. Ben Fayot*
- *Rapport de la Commission de vérification: Mme Claudia Dall'Agnol*
- *Prestation de serment et discours de M. Serge Wilmes*

3. Composition des organes de la Chambre des Députés
- *Composition du Bureau*
- *Composition de la Conférence des Présidents*
- *Composition des commissions parlementaires*
- *Composition des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales*

4. Octroi du titre honorifique à un ancien Député
- *M. le Président*

5. Discours de M. le Président
- *M. le Président*

6. Communications
- *M. le Président*

7. Horaire de début des séances publiques
- *M. le Président*

8. Ordre du jour
- *M. le Président*

9. 6277 - Projet de loi modifiant la loi du 9 mai 2008 relative aux chiens
- *Rapport de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural: M. Ben Scheuer*
- *Discussion générale: M. Carlo Wagner, M. Jean Colombera, M. Lucien Clement*
- *M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

10. 6216 - Projet de loi mettant en œuvre le règlement (CE) n°1060/2009 du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 sur les agences de notation de crédit et portant modification de:

1) la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;

2) la loi modifiée du 8 décembre 1994 relative:
- aux comptes annuels et comptes consolidés des entreprises d'assurances et de réassurances de droit luxembourgeois,
- aux obligations en matière d'établissement et de publicité des documents comptables des succursales d'entreprises d'assurances de droit étranger
- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Michel Wolter*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *M. André Hoffmann (motive son abstention)*

11. 6285 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République fédérale d'Allemagne relative au renouvellement et à l'entretien du pont frontalier sur la Moselle entre Wellen et Grevenmacher, signée à Grevenmacher, le 21 octobre 2010
- *Rapport de la Commission du Développement durable: M. Lucien Clement*
- *Discussion générale: M. Gast Gibéryen*
- *M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; Mme Marie-Josée Jacobs, MM. François Biltgen, Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler, Mme Octavie Modert, M. Marco Schank, Mme Françoise Hetto-Gaasch et M. Romain Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 15.02 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

1. Clôture de la session ordinaire 2010-2011 et ouverture de la session ordinaire 2011-2012

Ech ginn dem Här Premierminister d'Wuert.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif gären, obschonn dat net üblech ass, dës Sessioun abusivement notzen, fir all deene Kolleegen heibannen, déi dee leschte Sonndeg een neit oder een aalt Mandat vum Wieler erneiert kritt hunn, häerzlech ze félicitéieren.

Ech weess, dass Dir alleguer mengt, ech hätt zur Gemengepolitik eng extrem Distanz. Mä ech wëll soen, dass ech fir déi Leit, déi sech an de Gemengen asetze fir d'Wuel vun de Bierger, fir d'Wuel vun de Leit, fir dat gutt Zesummeliewe vun alle Leit, Lëtzebuerger an Auslänner, enorme Respekt hunn. Ech kéint et net, ech wéilt et och net an ech bewonneren déi, déi et ëmmer erëm maachen, well ech ganz genau weess, dass et kee Mandat hei am Land gëtt mat Ausnahm vun deem kommunalpolitesche Mandat, wat ënner esou extremer sozialer Observatioun steet.

A besonnesch wëll ech deene Merci soen, déi, obscho gutt gewielt, hiert Mandat musse verloossen. Ech mengen am Besonneschen de Buergermeeschter vun der Stad Lëtzebuerg, de Paul Helminger, deem ech hei mäi Respekt fir dat, wat e gemaach huet, wollt zum Ausdrock bréngen. Dat hunn ech net am Numm vun der Regierung gesot, mä ech däerf jo och heiansdo soen, wat ech denken!

Ansonsten huet de Grand-Duc mech duerch ee groussherzogleche Beschluss vum 2. November - 2. September, pardon -, vun dësem Joer habilitéiert, a sengem Numm déi Chambierssessioun, déi amgaangen ass, déi vun 2010-2011, zouzemaachen an och a sengem Numm déi ordinaire Sessioun fir d'Joren 2011 an 2012 opzemaachen.

Merci, Här President.

M. le Président.- Ech ginn dem Här Premierminister Akt vu senger Deklaratioun. D'Session ordinaire 2010-2011 ass domadder ofgeschloss an d'Session ordinaire 2011-2012 ass op.

2. Vérification des pouvoirs et assermentation de M. Serge Wilmes

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir huelen haut en neie Member an d'Chamber op, well den Här Lucien Thiel de 25. August 2011 gestuerwen ass. Den Artikel 167 vum Wahlgesetz gesäit Folgendes vir: Déi Kandidaten, déi op jiddwer Lëscht no deene kommen, déi als gewielt proklaméiert goufen, sinn dozou opgeruff, d'Mandat vun deenen Deputéierte weiderzeféieren, dat duerch Demissioun, Stierffall oder aus iergendengem anere Grond fräi gouf.

Den Artikel 9 vum Chambersreglement hält fest, dass de Chamberspresident fir d'Successioun vun deem vakanten Deputéiertemandat suergt, nodeems en de Statsminister doriwwer a Kenntnis gesat huet.

A mengem Bréif vum 7. September 2011 hunn ech mech also un den Här Serge Wilmes aus der Stad gewannt, deen als éischte Suppléant op der Lëscht vun der Chrëschtlech Sozialer Vollekspartei aus dem Wahlbezierk Zentrum steet. A sengem Bréif vum 9. September 2011 huet den Här Serge Wilmes matgedeelt, datt hie bereet ass, d'Mandat vum Här Lucien Thiel weiderzeféieren.

Am Artikel 3 Paragraphen 1, 4 a 5 vum Chambersreglement steet Folgendes:

«(1) La Chambre est juge de l'éligibilité de ses membres et de la régularité de leur élection.

(4) En cas d'admission d'un membre suppléant, la vérification est faite par une commission de sept membres tirés au sort.

(5) La Chambre se prononce sur les conclusions de la commission, et le Président proclame députés ceux dont les pouvoirs ont été déclarés valides.»

Tirage au sort des Députés constituant la Commission de vérification

Ech géif Iech da bieden, d'Kommissioun ze konstituéieren, wéi et am Artikel 3 Paragraph 4 virgesinn ass. Mir lousen elo d'Deputéierten aus, déi an dës Kommissioun kommen: d'Madame Doerner, d'Madame Dall'Agnol, den Här Schaaf, den Här Bettel,...

(Hilarité)

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- ...den Här Braz, den Här Fayot an den Här Weiler.

(Interruptions)

Une voix.- Bravo!

M. le Président.- D'Kommissioun setzt sech also aus folgenden Deputéierten zesummen: déi Häre Fayot, Braz, Bettel, Schaaf a Weiler an déi Dammen Dall'Agnol an Doerner. Ech géif elo d'Kommissioun bieden, am Sall 4-5 zesummenzekommen, fir d'Resultater vun de Wahle vum 7. Juni 2009 ze préiwen, virun allem, wat den Här Serge Wilmes betrëfft, an der Chamber doriwwer Rapport ze maachen.

D'Sitzung ass ënnerbrach.

(Interruption de la séance publique de 15.07 à 15.17 heures)

Déi öffentlech Sitzung geet weider. D'Wuert huet de President vun der Kommissioun, déi mer elo grad konstituéiert hunn, den honorabelen Här Ben Fayot.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Här President, d'Kommissioun, déi Dir elo just duerch d'Lous zesummegestallt hutt, setzt sech aus folgenden Deputéierten zesummen: d'Madame Christine Doerner, d'Madame Claudia Dall'Agnol, den Här Jean-Paul Schaaf, den Här Xavier Bettel, den Här Félix Braz, ech selwer an den Här Lucien Weiler. Déi Kommissioun huet mech zum President bestëmmt an d'Madame Dall'Agnol zum Rapporteur, an ech bieden Iech domat, dem Rapporteur respektiv der Madame Rapportrice d'Wuert ze ginn.

M. le Président.- Merci dem Här President Ben Fayot. D'Wuert kritt elo effektiv de Rapporteur, déi honorabel Madame Claudia Dall'Agnol.

Rapport de la Commission de vérification

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP), rapportrice*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, am Numm vun der Kommissioun ad hoc géif ech Iech dann elo de Rapport virdroen.

Den Här Lucien Thiel ass de 25. August 2011 gestuerwen. Sou wéi den Artikel 167 vum Wahlgesetz an den Artikel 9 vum Chambersreglement et virgesinn, ginn déi Kandidaten, déi op jiddwer Lëscht no deene kommen, déi als gewielt proklaméiert goufen, dozou opgeruff, d'Mandat vun deenen Deputéierte weiderzeféieren, dat duerch Demissioun, Stierffall oder aus iergendengem anere Grond fräi gouf. De Chamberspresident suergt fir d'Successioun vun deene vakanten Deputéiertemandater an informéiert de Statsminister doriwwer.

A sengem Bréif vum 7. September 2011 huet de Chamberspresident sech un den Här Serge Wilmes gewannt, deen als nächste Suppléant op der Lëscht vun der Chrëschtlech Sozialer Vollekspartei aus dem Wahlbezierk Zentrum steet. Deeselwechten Dag huet de Chamberspresident och de Premierminister doriwwer informéiert.

Am Artikel 118 vum Wahlgesetz, a méi speziell am Artikel 3 vum Chambersreglement ass virgesinn: «La Chambre est juge de l'éligibilité de ses membres et de la régularité de leur élection.» Eis Kommissioun hat also d'Aufgab, déi néideg Verifikatioune virzehuelen.

D'legislativ Wahle vum 9. Juni 2009 (veuillez lire: 7. Juni 2009) sinn den 8. Juli 2009 vun der Chamber iwwerpréift an och validéiert ginn. Aus de Procès-verbalë vun dëse Wahle geet ervir, dass den Här Serge Wilmes, wunnhaft an der Stad, effektiv den éischte Suppléant op der Lëscht vun der Chrëschtlech Sozialer Volleks-partei am Wahlbezierk Zentrum ass an dofir dem Här Lucien Thiel seng Plaz anhuele kann.

A sengem Bréif vum 9. September 2011 huet den Här Serge Wilmes eise Chamberspresident informéiert, dass hien d'Mandat vum Här Lucien Thiel wéilt weiderféieren.

D'Kommissioun stellt eestëmmeg fest, dass näischt géint d'Vereedegung vum Här Serge Wilmes schwätzt, a wënscht him vill Gléck bei der Ausübung vu sengem Mandat. Den Dossier, deen der Kommissioun zur Verfügung stoung, gëtt um Bureau déposéiert.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- An ech soen der Madame Dall'Agnol als Rapportrice e grousse Merci.

Ass d'Chamber mat de Konklusioune vun der Kommissioun averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert, an ech géif Iech da bieden, den Här Wilmes erakommen ze loossen.

Prestation de serment de M. Serge Wilmes

Här Wilmes, ech bieden Iech, den Eed ze leeschten, esou wéi en am Artikel 57 vun eiser Verfassung virgesinn ass, an dee folgende Wuertlaut huet:

«Je jure fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État.»

Hieft wann ech gelift déi riets Hand, fir den Eed ofzeleeën, a sot no mir: «Je le jure.»

M. Serge Wilmes *(CSV)*.- Je le jure.

M. le Président.- Ech ginn Akt vum Eed vum Här Serge Wilmes. Här Wilmes, Dir sidd

elo Member vun der Chamber proklaméiert, meng Félicitatiounen! An ech ginn Iech direkt d'Wuert.

M. Serge Wilmes *(CSV)*.- Här President, Här Statsminister, Dir Dammen, Dir Hären, all Mënsch hannerléisst a sengem Liewe Spuren. Spure vun der Léift bei senger Famill a bei senge Frënn, Spure vu senger Aarbecht a sengem Beruff, Spure vu sengem Engagement an eiser Gesellschaft. Déi Spuren, déi de Lucien Thiel an all dëse Beräicher hannerlooss huet, déi sinn esou grouss an esou déif, datt mer se nach laang kloer an däitlech virun eis gesi wäerten. An trotz all dëse Spuren ass et nach ëmmer schwéier, fir ze realiséieren, datt hien elo net méi moies mat engem Apel an der Hand bei eis an d'Fraktioun kënnt a meng Kolleegen a mech freet: „Jongen, wat gëtt et Neits?"

De Luss ass elo net méi do, an et ass dowéinst, wou ech hei elo virun Iech stinn. Et ass mer eng grouss Éier, senge Spure kënnen nozegoen, an ech si frou, datt ech d'Chance hat, hie kannt ze hunn, a mat him och e Stéck vu sengem Wee konnt goen. Ech hu während där Zäit vill vun him geléiert, souwuel Fachleches wéi Mënschleches a virun allem awer och Politesches. Dofir soen ech him Merci an dat wäert ech dem Luss och ni vergiessen.

An all Enn läit allerdéngs och ëmmer en Ufank, a wann ech haut dem Luss säi Sëtz an Ärer Mëtt iwwerhuelen, da fir mat Iech zesummen, léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Vertrieder vum Vollek Verantwortung ze iwwerhuelen an an den nächste Jore Politik am Sënn vun eise Matbierger ze maachen.

Déi Roll, déi ass fir mech zwar nei, mä gläichzäiteg ass mer se net komplett onbekannt. Well fir mech ass dëst Mandat och d'Konsequenz vun enger politescher Aarbecht, vun engem Engagement, wat ech elo schonn zënter e puer Joer maachen, fir d'Éischt als President vun der Chrëschtlech Sozialer Jugend, der CSJ, an dunn als Conseiller an der CSV-Fraktioun. Béides huet mer erlaabt, fir mer kënnen e konkret Bild vun der Lëtzebuerger Politik a besonnesch vun der parlamentarescher Aarbecht ze maachen.

Ech wëll dann och op dëser Plaz vun der Geleeënheet profitéieren, fir all deene Merci ze soen, déi mech bis elo op deem Wee begleet hunn, ugefaange mat menger Famill, menge Frënn, menger Partei an och mengen Aarbechtskolleegen, déi wéi déi ganz Chambersadministratioun hannert de Kulisse vum Parlament eng wäertvoll an engagéiert Aarbecht maachen, fir datt mir kënnen als Deputéierten eis Mandater ënnert deene beschte Konditiounen erfëllen. Stellvertriedend fir si all wëll ech aus dem politesche Sekretariat vun der CSV-Fraktioun dem Nadia Rangan an dem Nico Loes e grousse Merci soen.

Här President, als elo dee jéngsten Deputéierte gesinn ech mech natierlech och als Vertrieder vun där jonker Generatioun, enger Generatioun, déi net méi ouni Suergen an d'Zukunft blécke kann, an dat, well op där enger Säit eng Epoch amgaangen ass, op en Enn ze goen, an op där anerer Säit eng nei wäert ufänken. Well déi Uerdnung, wéi se an der Welt nom Zweete Weltkrich geschaf ginn ass, an dee Wirtschaftssystem, dee se bal 70 Joer laang gedroen huet, si lues amgaangen, ze verfalen.

Däitlech Zeechen dovunner, dat si Banken, déi mat hirem Verschwannen d'Kapitalmäert rëselen; Memberstate vun der Europäescher Unioun, déi virum Bankrott stinn an domat d'Gemeinschaftswährung an déi politesch Kohäsioun bedroen; Atomkatastrophen um aneren Enn vun der Welt, déi drun erënneren, datt mer villes och an der Ëmwelt- an Energiepolitik verpasst hunn, a Revolutiounen an der arabescher Welt, déi d'Geschécker vun der internationaler Demokratie a Fro stellen.

Op all dës Evenementer, fir nëmme si ze nennen, an d'Erausfuerderungen, déi dorunner hänken, huet d'Politik allze dacks keng zefriddestellend Äntwerte méi, an dofir stelle sech och ëmmer méi Leit hei zu Lëtzebuerg déi berechtegt Fro, wat dat alles bedeit fir eist Land a wéi et weidergeet.

Fir mech bedeit et virun allem, datt mer eis net méi kënnen, wéi bis elo, op déi gewinnte Léisunge vun eise Problemer verloossen, well eng Epoch am Wandel an eng verwandelt Gesellschaft, déi verlaange vun eis och, besonnesch als Politiker, datt mer e Mentalitéitswiessel maachen, fir d'Erausfuerderunge vun der Zäit kënnen ze meeschteren.

Elo kann een natierlech ëmmer erëm drop hiweisen, datt mer déi lescht 30 Joer dach ganz gutt am Land hei gelieft hunn an datt et eis och nach haut vill besser geet wéi eisen Nopeschlänner. Dat ass eng Tatsaach. Allerdéngs riskéiert déi Tatsaach och séier zur Meenung ze féieren, datt mer esou weidermaache kënne wéi bis elo, datt mer also näischt ze ännere bräichten. Dat ass eng Astellung, déi kléngt zwar gutt, mä si ass net verantwortlech, besonnesch net vis-à-vis vun deene jonke Generatiounen.

Well eng aner Tatsaach ass nämlech, datt mer net an engem Vakuum liewen, mä an engem internationalen Ëmfeld, dat schlecht drun ass an dat riskéiert, den zentrale Pilier vun eiser Ekonomie, de Finanzsecteur, weider leiden a vun alle Säiten ugräifen ze loossen. An dat bedeit nees, datt dëse Secteur wahrscheinlech an den nächste Joren net méi an därselwechter Mooss zu eiser Wirtschaftsleeschtung an dem Statsbudget ka bäidroen, wéi dat bis elo de Fall war.

16.000 Aarbechtsloser, 2.200 dorënner, déi ënner 26 Joer hunn, Zuelen, déi sech am Laf vun deene leschten zéng Joer méi wéi verduebelt hunn, dat si weider plakeg a batter Realitéiten. An eleng wéinst dëse Fakte musse mer nei Weeër sichen, fir eis Wirtschaft op méi breet Been ze stellen, wat fir e klengt Land wéi eist bekanntlech immens schwéier ass.

Dofir ass et wichteg, datt mer eis, wéi an der Vergaangenheet, och an Zukunft op déi eenzeg natierlech Ressource, déi eisem Land nach bleift, nämlech d'Wëssen a Kënne vu sengen Awunner, verloossen an dat besser notzen. Mir mussen nees derfir suergen, datt eis Schülerinnen a Schüler besser ausgebilt gi wéi an eisen Nopeschlänner, well dat nach ëmmer déi bescht Äntwert op deen héije Chômage ass an eisem Land seng Betriber um Liewen hält.

Derniewent gëllt et awer, an deenen nächste Joren nach op eng aner fundamental Veränneerung vun eiser Gesellschaft eng Äntwert ze fannen, an zwar déi demografesch Struktur. Et muss derfir gesuergt ginn, datt e Gläichgewiicht tëschent där eelerer Generatioun, déi ëmmer méi grouss gëtt, an där manner staark vertruedener jonker Generatioun entsteet. D'Besoinë vun eisen Elteren an eise Grousselteren däerfen nämlech net am Konflikt, mä mussen am Aklang stoe mat dem Wëlle vun där jonker Generatioun: eis Wënsch a Pläng och kënnen am Liewen ze verwierklechen. An dofir musse mer um Niveau vun der Finanzéierung vun de Pensioune genee wéi an der Fro vun der Gesondheetsversuergung an an der Fleeg Reforme maachen, déi dësem Usproch och gerecht ginn.

Bei all dësen Entscheedungen, déi mer ze treffen hunn, däerfe mer net vergiessen, datt se Konsequenzen hunn, déi wäit iwwer eisen eegenen zäitlechen Horizont erausginn. Dofir ass et als Politiker eis Flicht, fir am Entscheedungsprozess net nëmmen op déi aktuell Ëmstänn ze kucken a kuerzfristeg ze plangen an net op d'Interesse vun e puer wéinege Gruppéierunge Rücksicht ze huelen, mä am Sënn vun enger generatiouneniwwergräifender Verantwortung ëmmer fir d'Allgemengheet ze handelen.

Här President, Här Statsminister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir gesitt, datt ech mat Bléck op déi genannte Sujeten nach momentan méi Froe wéi Äntwerten hunn. Dat ass och normal, well ech si selwer jo nach jonk an hunn nach villes ze léieren. Ech kann Iech awer verspriechen, datt ech all meng Energie doranner wäert setzen, fir mat Iech zesummen an deenen nächsten dräi Joer déi Äntwerten ze fannen op déi Froen, déi eist Land beschäftegen. Well nëmmen esou ass et méiglech, datt jiddwer Generatioun hei zu Lëtzebuerg reell Zukunftsperspektive behält. An dat si mir hinnen, dat si mir eisem Land einfach schëlleg.

Dozou gehéiert fir mech zu gudder Lescht, datt mer als Politiker och a schwéieren Zäiten eppes beweisen, an zwar Courage, jo, Charakter. Well wéi sot e fréiere grousse franséische President dach richteg: «Le caractère, c'est la vertu des temps difficiles.»

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem neien Deputéierten, dem Här Serge Wilmes.

Ier mer elo zum eigentlechen Ordre du jour kommen, evakuéiere mer fir d'Éischt nach eng Rei vun administrativen Ugeleeënheeten.

3. Composition des organes de la Chambre des Députés

Composition du Bureau

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann elo zur Zesummesetzung vum Bureau vun der Chamber. Den éischte Paragraph vum Artikel 6 aus dem Chambersreglement gesäit Folgendes vir: «Au début de chaque session, la Chambre nomme un Président, trois vice-présidents et sept membres au plus.» Nom Doud vum Här Lucien Thiel ass d'Chamber opgeruff, en neie Member fir de Bureau ze designéieren. D'CSV-Fraktioun proposéiert, den Här Lucien Thiel duerch den Här Marc Spautz ze ersetzen.

Ass d'Chamber domadder averstanen, d'Zesummesetzung vum Chambersbureau esou ze änneren?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

De Bureau ass deemno fir d'Sessioun 2011-2012 zesummegesat aus mir selwer als President, der Vizepresidentin, där éischter, der Madame Lydia Mutsch, der Madame Lydie Polfer, dem Här Michel Wolter. D'Membere sinn den Här Marc Spautz, den Här Lucien Lux, den Här Xavier Bettel, den Här François Bausch, den Här Lucien Weiler, den Här Lucien Clement an den Här Alex Bodry. Generalsekretär ass den Här Claude Frieseisen.

Esou wéi den Artikel 7 vum Chambersreglement et virgesäit, gëtt de Grand-Duc iwwert dës Zesummesetzung a Kenntnis gesat.

Composition de la Conférence des Présidents

Des Weideren huet d'CSV-Fraktioun eis matgedeelt, datt den Här Marc Spautz d'Fonctioun vum Fraktiounspresident vum Här Lucien Thiel iwwerhëlt.

Composition des commissions parlementaires

Wat d'Kompositioun vun de parlamentaresche Kommissiounen ubelaangt, ass eng Lëscht mat der aktueller Zesummesetzung verdeelt ginn. Doduerch, datt den Här Marc Spautz als neien CSV-Fraktiounspresident ernannt ginn ass, ass natierlech d'Zesummesetzung vun der Commission de Contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'État deementspriechend ze änneren.

Gëtt et iergendwellech aner Ännerungsvirschléi?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Ass d'Chamber mat dëser Ännerung averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Déi gesamt Lëscht vun de parlamentaresche Kommissioune gëtt am Compte rendu veröffentlecht.

(cf. pages introductives au début de ce compte rendu)

Composition des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales

Wat d'Kompositioun vun de parlamentareschen Delegatiounen ubelaangt, ass och eng Lëscht mat der aktueller Zesummesetzung verdeelt ginn an et sinn och nach keng Ännerungsvirschléi agaangen.

Gëtt et dozou iergendwellech Ännerungsvirschléi?

(Négation)

Ech gesinn, datt dat net de Fall ass.

Ass d'Chamber also mat där Lëscht averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Déi gesamt Lëscht gëtt am Compte rendu veröffentlecht.

(cf. pages introductives au début de ce compte rendu)

4. Octroi du titre honorifique à un ancien Député

A senger Réunioun vum 19. Juli huet de Bureau opgrond vun den Artikelen 198 an 200 vum Chambersreglement virgeschloen, dem fréieren Deputéierte Jean Huss den Éierentitel vu senger Fonctioun zouzëerkennen.

Ass d'Chamber mat deem Virschlag averstanen?

(Assentiment)

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Dann ass dat esou décidéiert.

(Applaudissements)

Dem neien Éierendeputéierten eis Félicitatiounen!

Une voix.- Ah!

Plusieurs voix.- Très bien!

(Applaudissements)

5. Discours de M. le Président

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll Iech dann och nach ganz offiziell an häerzlech fir déi éischt Sitzung vun där neier Sessioun begréissen. Wéi dat elo schonn e bësselchen Traditioun ass, wollt ech vun der Geleeënheet profitéieren, fir am Ufank vun dëser Sessioun e puer Iwwerleeungen ze maachen iwwert d'Roll vun den nationale Parlamenter am Allgemengen an der Chamber am ganz Prezisen an der europäescher Architektur, esou wéi se am Vertrag vu Lissabon definéiert ginn ass.

Erlaabt mer awer, fir d'Alleréischt nach eng Kéier meng Satisfaktioun auszedrécken, datt mir op Initiativ vun der Chamber säit Kuerzem eng Chaire de recherche en études parlementaires op der Uni Lëtzebuerg hunn. Dëse Léierstull, dee mir den 3. Oktober hei an dësem Sall inauguréiert hunn, stellt net nëmmen eng nei Etapp an der Zesummenaarbecht mat der Uni Lëtzebuerg duer, mä déi bis elo schonn exzellent Kollaboratioun gëtt heimadder an deenen nächste Joren nach verdéift.

Bis elo sinn am Kader vum Programme de recherche sur la gouvernance européenne mat der Uni virun allem déi legislativ an Europawahlen analyséiert ginn. Bei deem neie Léierstull geet et elo ënner anerem drëm, d'Demokratie, de Fonctionnement vum Parlamentarismus an d'Roll vum Parlament am nationalen an am europäeschen Décisiounsprozess ze analyséieren.

Et ass an eisem wuelverstanenen Interessi, datt de Fonctionnement an d'Evolutioun vun de parlamentareschen Demokratië permanent beliicht an analyséiert ginn. Doduerch kann e Parlament d'Erausfuerderunge vun der Zäit besser ugoen an erausfannen, wou a wat fir eng Reformen oder Ajustementer an der Praxis Verbesserungen oder Verschlechterunge mat sech bréngen.

Och wann eng parlamentaresch Demokratie an engem Land schonn op eng gewëssen Traditioun zréckkucke kann, sou bedeit dat net, datt se en Acquis ass, mä si befënnt sech an enger permanenter Evolutioun. Un enger Demokratie muss all Dag geschafft ginn an hir Institutioune musse sech hirem Ëmfeld upassen.

Rezent Evenementer wéi d'Wirtschafts- a Finanzkris, Manifestatiounen a Griichenland, Spuenien, Groussbritannien an och elo an de Vereenegte Staten, fir nëmmen dës Beispiller ze nennen, kënnen en Afloss op de Fonctionnement vun eise modernen Demokratien hunn. Dofir musse mir iwwert d'Plaz an d'Roll vun de Parlamenter an enger Welt, déi permanent a séier evoluéiert, ëmmer erëm diskutéieren. D'Kooperatioun mat der Uni Lëtzebuerg ass an deem Sënn e wichtegt Element an der Diskussioun.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, der Definitioun vun der parlamentarescher Demokratie no mussen all wichteg Décisioune vum Parlament geholl ginn. Ass dat haut och nach ëmmer de Fall? Déi Fro, déi mer eis haut stellen, schéngt mer éischter folgend ze sinn: Wéi kënne mir derfir suergen, datt d'Chamber och an Zukunft an den nationalen an den europäeschen Décisiounsprozess méiglechst enk agebonnen ass? A wéi kënne mir verhënneren, datt Décisiounen ausserhalb vun eisem Haus geholl ginn?

An enger globaliséierter Welt, wou alles a jiddweree matenee vernetzt ass, muss ee Land effikass reagéiere kënnen. Et bleift awer, datt d'Parlamenter vun deenen Décisiounsprozesser net ausgeschloss kënne ginn. Wann een déi oft komplex Problematike kuckt, musse mir eis als Parlament hannerfroen, ob mir outilléiert sinn, fir hei eis Roll als Législateur voll auszefëllen.

Wat d'Gouvernance mondiale ugeet, mussen nach vill Iwwerleeunge gefouert ginn. Op europäeschem Plang gesinn ech dat Ganzt méi positiv, well mir duerch den Traité vu Lissabon als Parlament zousätzlech Kompetenze kritt hunn. Nach geet et elo drëm, dës Kompetenze richteg ze notzen an domadder eis Positioun weider ze verstäerken.

Erlaabt mer an dësem Zesummenhang, datt ech kuerz iwwer eis Grenze kucken an op déi rezent Evolutioun an eisem Nopeschland Däitschland aginn. Hei huet d'Bundesverfassungsgeriicht zu Karlsruhe virun engem Mount an engem extrem wichtegen Uerteel festgehalen, datt de Bundestag a Finanz- a Budgetsfroen ëmmer dat lescht Wuert muss hunn. Ech freeë mech iwwert dëst Uerteel vun deem héchste Geriicht an Däitschland, wat d'Positioun vum Däitsche Bundestag wesentlech verstäerkt. An et weist alt erëm, wéi wichteg an néideg et ass, fir d'Rechter vun de Parlamenter an hire Memberen ze kämpfen.

Am Uerteel geet et theoretesch just ëm d'Ëmsetze vun deenen europäesche Rettungsmesurë

vum Mee 2010. D'Konsequenze vun deem Uerteel ginn an der Praxis awer méi wäit. Si gëllen och fir all weider finanziell Rettungsaktiounen. Budgetär Décisioune kënnen net ouni an net laanscht d'Parlament geholl ginn. D'Uerteel seet jo zur Demokratie an neen zu politeschen Automatismen. Et ass e Succès fir d'Parlament, mä net nëmmen. Et ass och e Succès an eng Bestätegung fir d'Demokratie a fir all Bierger. „Gewinner ist die parlamentarische Demokratie", sou mäin däitschen Homolog, de Bundestagspresident Norbert Lammert. An ech ka mech där Ausso eigentlech nëmmen uschléissen.

Den Arrêt vun der Cour vu Karlsruhe bestätegt eis an eiser Iwwerzeegung, datt déi national Parlamenter Meeschter iwwert déi Décisioune sinn, déi de Budget betreffen an domadder an d'Autonomie vun de Parlamenter erareechen, mä awer och iwwer all aner wichteg Décisiounen. Nëmme wann d'Roll vun de Parlamenter hei respektéiert gëtt, kréien déi Décisiounen hir demokratesch Grondlag.

Et bedeit awer och, datt d'Parlamenter hir Entscheedungen onofhängeg vun europäeschen Instanzen, aneren EU-Staten oder der Regierung musse kënnen huelen. Dat bréngt awer och mat sech, datt mir als Parlament séier an op eng effizient Aart a Weis op Evolutioune musse kënne reagéieren. Datt d'Chamber dat kann, huet se viru Kuerzem nees bewisen, wéi mer de 15. September an enger speziell fixéierter Plenarsitzung den europäesche Rettungsschierm ugepasst an ugeholl hunn.

Ech wéilt hei och nach eng Kéier ervirsträichen, datt dës Debatt eng interessant, substanzvoll an och kritesch war, déi sécherlech zur Éier vun dësem Haus bäigedroen huet. D'Chamber kann a muss séier agéieren a reagéieren, do wou et néideg ass. An dat ass jo och schonn an der Vergaangenheet déi eng oder déi aner Kéier geschitt.

Mä d'Parlament muss awer och déi Plaz bleiwen, Dir Dammen an Dir Hären, wou sech déi néideg Zäit geholl gëtt, fir a Rou an am Detail iwwer Gesetzesprojeten, awer och Themegebidder ze diskutéieren. Et ass wichteg, datt an engem Parlament, niewent där reng legislativer Aarbecht, mat deem néidege Recul iwwer Visiounen a Konzepter kann diskutéiert ginn, dat an aller Transparenz an am Dialog mam Bierger. Ech si kee Frënd vun enger „fast democracy" an dofir plädéieren ech och, datt mir eis heiansdo déi Zäit ginn, déi mir eis mussen huelen, fir méi déifgrënneg iwwert déi wichtegst Zukunftstheme vun dësem Land ze diskutéieren.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Dammen an Dir Hären, et sinn an de leschte Joren, ganz besonnesch säit dem Akraafttriede vum Lissabonner Vertrag, vill positiv Moossname geholl ginn, fir d'Roll an d'Gewiichtung vun den nationale Parlamenter an der Europäescher Unioun ze stäerken. Mä och wann d'Situatioun sech sécherlech verbessert huet, esou musse mir weider dofir kämpfen, datt mir als national Parlamentarier méi fréi a méi enk an den Décisiounsprozess vun deene politeschen Entscheedunge mat agebonne ginn. Europa brauch national Parlamenter, déi aktiv un der Gestaltung vun der Unioun matschaffen. Lëtzebuerg brauch e staarkt an autonoomt Parlament. Nëmmen duerch eis dagdeeglech Efforten an eise permanenten Asaz ass dat méiglech.

Ech géif mir dofir fir dës Sessioun wënschen, datt mir, éischtens, weider, wéi dat bis elo de Fall war, mat deemselwechten Engagement an därselwechter Iwwerzeegung eis mat deenen europapoliteschen Dossieren auserneesetzen. An zweetens, datt mir nach méi den Dialog mam Bierger verdéiwen, fir engersäits déi national, europäesch an international Sujeten dobaussen ze erklären, awer anerersäits och d'Ängschten an d'Suerge vun de Leit besser an den Décisiounsprozess kënne mat ze integréieren.

Ech géif wëlle schléisse mat engem Zitat, dat ech scho gebraucht hunn a menger Interventioun vum virleschte Méindeg, nämlech vum Louis Armand vun der Académie française, deen ech zitéieren: «Une démocratie est d'autant plus solide qu'elle peut supporter un plus grand nombre d'informations de qualité.»

Fir d'Soliditéit vun der Demokratie an Europa ze garantéieren an ze verbesseren, hunn déi national Parlamenter d'Responsabilitéit, fir dës grouss Zuel vun Informatiounen iwwer Europa un hir Bierger weiderzereechen an an engem permanenten Dialog mat hinnen iwwer dës ze diskutéieren. An deem Sënn géif ech eis alleguerte vill Energie, Gedold an Engagement fir déi nei Sessioun wënschen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

6. Communications

M. le Président.- Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) D'Lëscht vun deenen neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Bureau déposéiert.

2) Folgend Projete goufen an der Administration parlementaire déposéiert: de 15. September vun der delegéierter Ministesch fir d'Fonction Publique de Projet de loi 6330 iwwert d'Identifikatioun, den nationale Regëster an d'Carte d'identité; den 21. September vum Ausseminister de Projet de loi 6332, eng Konventioun mat Tunesien iwwert d'Sécurité sociale; de 27. September vum Justizminister de Projet de loi 6333 iwwert d'Organisatioun vum Notariat; deeselwechten Dag vum Ausseminister de Projet de loi 6334 iwwer e Stabilitéitsmechanismus fir d'Memberstate vun der Eurozon an de Projet de loi 6335, e Memorandum zu engem Accord vun de Benelux-Länner iwwert d'Krisegestioun an d'Grenzen.

Den 29. September da vum Finanzminister de Projet de loi 6336 iwwert d'Steiermesurë fir d'Energieeffizienz ze förderen; deeselwechten Dag vum Ausseminister de Projet de loi 6337, en Accord mat dem Kosovo iwwert d'Réadmission de personnes en situation irrégulière; den 30. September vum Justizminister de Projet de loi 6338 iwwert déi international Widderhuelungsdoten; den 3. Oktober vum Aarbechtsminister de Projet de loi 6339, eng Ofännerung vum Code du travail; de 4. Oktober vum Verdeedegungsminister de Projet de règlement grand-ducal 6340 iwwert déi lëtzebuergesch Participatioun bei der KFOR; a schliesslech de 5. Oktober vum Finanzminister de Projet de loi 6350 iwwert de Budget 2012.

3) Den 3. an de 4. Oktober 2011 war zu Warschau déi 46. COSAC. D'Chamber war vertrueden duerch déi Häre Fernand Boden, Ben Fayot, Eugène Berger, Félix Braz a Gast Gibéryen.

4) Vum 7. bis den 10. Oktober huet déi 57. Session annuelle vun der Assemblée parlementaire vun der NATO zu Bukarest stattfonnt. D'Chamber war vertrueden hei duerch d'Madame Nancy Kemp-Arendt.

5) Den 29. September 2011 huet den LCGB d'Petitioun N°311 (veuillez lire: N°310) iwwert d'Assimilatioun vun de qualifizéierte spezialiséierten Infirmièren un de BTS eragereecht.

Communications du Président - séance publique du 11 octobre 2011

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et le projet de règlement grand-ducal suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

***6330** - Projet de loi relative à l'identification des personnes physiques, au registre national des personnes physiques, à la carte d'identité, aux registres communaux des personnes physiques et portant modification de*

1) l'article 104 du Code civil;

2) la loi modifiée du 22 décembre 1886 concernant les recensements de population à faire en exécution de la loi électorale;

3) la loi modifiée du 30 mars 1979 organisant l'identification numérique des personnes physiques et morales;

4) la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;

5) la loi électorale modifiée du 18 février 2003

Dépôt: Mme Octavie Modert, Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative, le 15.09.2011

***6332** - Projet de loi portant approbation de la Convention de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Tunisienne, signée à Tunis, le 30 novembre 2010*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 21.09.2011

***6333** - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat*

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 27.09.2011

***6334** - Projet de loi portant approbation de la décision du Conseil européen du 25 mars 2011 modifiant l'article 136 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne en ce qui concerne un mécanisme de stabilité pour les États membres dont la monnaie est l'euro*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 27.09.2011

***6335** - Projet de loi portant approbation du Mémorandum d'accord concernant la coopération dans le domaine de la gestion des crises pouvant avoir des conséquences transfrontalières entre le Royaume de Belgique, le Royaume des Pays-Bas et le Grand-Duché de Luxembourg, signé à Luxembourg, le 1er juin 2006*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 27.09.2011

***6336** - Projet de loi déterminant différentes mesures fiscales destinées à encourager l'amélioration de l'efficacité énergétique dans le domaine du logement et portant modification:*

- de la loi modifiée du 30 juillet 2002 déterminant différentes mesures fiscales destinées à encourager la mise sur le marché et l'acquisition de terrains à bâtir et d'immeubles d'habitation;

- de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 29.09.2011

***6337** - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas (les États du Benelux) et la République du Kosovo relatif à la reprise et à la réadmission des personnes en situation irrégulière (Accord de reprise et de réadmission) et du Protocole d'application, signés à Bruxelles, le 12 mai 2011*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 29.09.2011

***6338** - Projet de loi relative à la récidive internationale*

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 30.09.2011

***6339** - Projet de loi modifiant les articles L. 126-1 et L. 541-1 du Code du travail*

Dépôt: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, le 03.10.2011

***6340** - Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 5 décembre 2007 concernant la participation du Luxembourg à la Force de l'OTAN au Kosovo (KFOR)*

Dépôt: M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de la Défense, le 04.10.2011

***6350** - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2012*

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 05.10.2011

3) Les 3 et 4 octobre 2011 s'est déroulée à Varsovie la 46e Conférence des Organes spécialisés dans les Affaires communautaires. La Chambre des Députés y était représentée par MM. Fernand Boden, Ben Fayot, Eugène Berger, Félix Braz et Gast Gibéryen.

4) La 57e Session annuelle de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN s'est tenue à Bucarest du 7 au 10 octobre 2011. Mme Nancy Kemp-Arendt y a représenté la Chambre des Députés.

5) En date du 21 septembre 2011, le LCGB a introduit la pétition n°310 pour l'assimilation des infirmiers spécialisés qualifiés aux diplômés BTS.

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

7. Horaire de début des séances publiques

Eist Reglement gesäit a sengem Artikel 29 Alinéa 4 vir, datt d'Sitzungen um hallwer dräi ufänken, ausser, d'Chamber géif aneschters doriwwer befannen. An hirer Réuniouun vum 6. Oktober huet d'Presidentekonferenz décidéiert, der Chamber virzeschloen, d'Sitzunge méi fréi unzefänken. Dënschdes géif d'Chamber um hallwer dräi zesummekommen a mëttwochs an donneschdes um zwou.

Ass d'Chamber mat dëser Propositioun averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

8. Ordre du jour

D'Presidentekonferenz schléit fir dës Woch folgenden Ordre du jour vir: haut de Mëtteg de Projet de loi 6277 iwwert d'Hënn, nom Basismodell; de Projet de loi 6216 iwwert d'Agences de notation de crédit, nom Basismodell; dann de Projet de loi 6285, en Ofkommes mat Däitschland iwwer eng Grenzbréck op der Musel, nom Basismodell.

Muer de Mëtteg um zwou eng Deklaratioun vun der Madame Kooperatiounsministesch iwwert d'Entwécklungshëllef mat uschléissender Debatt, nom Modell 2; den zweete Vote constitutionnel iwwert de Projet de loi 5816 iwwert d'Konkurrenz; de Projet de loi 6291, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert de Régime temporaire de garantie en vue du redressement économique, och nom Basismodell.

Den Donneschdeg de Mëtteg um zwou eng Orientéierungsdebatt iwwert déi grouss Infrastrukturprojete vum Stat, nom Modell 1; dann eng Aktualitéitsstonn vun der DP iwwert d'Sécherheet vun der Atomzentral zu Cattenom; a schlussendlech eng Aktualitéitsdebatt iwwert d'Positioun vun der Regierung zu de Projeten zu Wickreng an zu Léiweng. D'Fraktiounen hunn hei 15 Minutten, d'Sensibilités politiques fënnef Minutten an d'Regierung 30 Minutten Zäit.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Da komme mer elo zum Projet de loi 6277 iwwert d'Hënn. D'Riedezäit ass hei nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Wagner a Colombera. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Ben Scheuer. Här Scheuer, Dir hutt d'Wuert.

9. 6277 - Projet de loi modifiant la loi du 9 mai 2008 relative aux chiens

Rapport de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

M. Ben Scheuer *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech verweise virewech op de schréftleche Rapport a wäert mäi mëndleche Rapport kuerz faassen. Just ee kuerze Rappel: de Projet de loi 6277 ännert d'Hondsgesetz vum 9. Mee 2008. De Projet ass de 14. Abrëll 2011 déposéiert ginn. De Statsrot huet de 16. September säin Avis ofginn. De Rapport ass de 5. Oktober eestëmmeg ugeholl ginn. D'Gesetz vun 2008, dat sougenannte Muppegesetz, ass, wéi et ausgeschafft ginn ass, vill diskutéiert ginn, an elo, bei der Diskussioun vun den Amendementer zu deem Grondgesetz, ass e klenge Bilan gezu ginn.

E puer Remarquen aus der Kommissioun: Am Moment kenne mer d'Zuel vun den Hënn zu Lëtzebuerg net. D'Gemengen hu keng Donnéeën un de Ministère eraginn. D'Fro ass och, ob d'Gemengen iwwerhaapt wëssen, wéi vill Hënn an der Gemeng liewen. D'Fro ass och gestallt ginn, ob Kontrolle gemaach ginn, wéi d'Gesetz respektéiert gëtt. Et schéngt awer esou ze sinn, datt wéineg Reklamatioune géint d'Gesetz agelaf sinn an datt d'Plaintë géint Hondsbesëtzer net zougeholl hunn.

Wat ännert mat dësem Gesetz? Duerch dat heite Gesetz gëtt déi sougenannt Déclaration annuelle ofgeschaf. Beim Recensement gi keng Donnéeë méi iwwert den Hond gefrot. Dëst ass selbstverständlech eng Vereinfachung fir d'Verwaltungen a sécher och eng Vereinfachung fir d'Propriétairë vun engem Hond, déi all Joer Informatiounen iwwer hiert Déier hu missen erareechen. De Statsrot ass och do dermat d'accord.

D'Regierung hat an hirem urspréngleche Text vun dësem Gesetzesprojet virgesinn, datt bei der Umeldung vum Hond de Propriétaire eng Deklaratioun misst ënnerschreiwen, datt hien all senge Verflichtunge géif nokommen. De Statsrot huet awer zu Recht drop higewisen, datt dës Léisung juristesch iwwerflësseg ass. All Bierger ass verflicht, sech un d'Gesetz ze halen. Dat gëllt och fir d'Hondsgesetz. Et mécht dofir kee Sënn, e Bierger zousätzlech ënnerschreiwen ze doen, datt hie sech verflicht, déi gesetzlech Bestëmmungen ze respektéieren.

D'Chamberskommissioun huet sech dem Argument vum Statsrot ugeschloss, fir op déi Déclaration initiale ze verzichten. Et bleift deemno am Prinzip eng eenzeg Modifikatioun, déi doranner besteet, déi jährlech Deklaratioun am Kader vun der Volkszählung falen ze loossen.

www.chd.lu

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soe Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- An ech soen dem Här Scheuer Merci, an als éischte Riedner ass den honorabelen Här Wagner agedroen.

Discussion générale

M. Carlo Wagner *(DP).*- Här President, ech wëll dem honorabele Rapporteur, dem Här Ben Scheuer, Merci soe fir deen exzellente mëndlechen a schréftleche Rapport a ginn domadder den Accord vun der Demokratescher Partei.

M. le Président.- Merci dem Här Wagner. Da kritt d'Wuert den Här Colombera.

M. Jean Colombera *(ADR).*- Merci, Här President. Ech wëll fir d'Éischt dem honorabelen Här Ben Scheuer Merci soe fir de mëndlechen a schréftleche Rapport. Ech wéilt de Minister awer gär froen: Wat ass déi Grondiddi vun enger Hondssteier?

Den Hond, deen huet jo e gewëssen Notzen, gewësse Fonctiounen, zum Beispill als Wuechthond, zum Beispill als Kumpan vun eise Kanner - déi wuesse jo bekanntlech besser op, wa se een Hond hunn, wa se Déieren hunn -, zum Beispill als Accompagnateur vu Leit, déi méi al sinn, déi hire Partner verluer hunn. Oder einfach bei behënnerte Leit, d'Blannenhënn zum Beispill.

Dofir wollt ech froen: Wat ass dann déi Grondiddi dovunner, dass eng Tax opgehuewe gëtt? A firwat nëmme beim Hond a net bei aneren Déieren? A kéint een net vläicht eng Kéier op d'Iddi kommen, vu dass déi Fonctioun vun engem Hond awer eng nëtzbar Fonctioun ass, eng Kéier déi Steier awer einfach falen ze loossen?

Ech soen Iech Merci. Dat gesot, gi mer den Accord zu dem Projet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Colombera. D'Wuert kritt dann den Här Clement.

M. Lucien Clement *(CSV).*- Merci, Här President. Ech wéilt och elei vun der Geleeënheet profitéieren, fir dem Ben Scheuer, dem Kolleeg Ben Scheuer, Merci ze soe fir säin ausféierleche Bericht zu dësem Projet a gi selbstverständlech och den Accord vun der CSV-Fraktioun.

M. le Président.- Merci och dem Här Clement. Dann hunn ech keen agedroenen Deputéierte méi. Et kritt nach d'Wuert den zoustännege Minister, den Här Schneider.

M. Romain Schneider, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Developpement rural.*- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif fir d'Éischt och vun dëser Plaz aus dem Rapporteur, och der Kommissioun, e grousse Merci soe fir dat séiert Schaffen an dësem Dossier. Relativ séier gouf den Avis vum Conseil d'État dann och unanime an der Kommissioun ugeholl.

Et ass richteg gesot ginn, datt mer hei d'ganzt Gesetz net änneren, mä virun allem hëllefen, eng Simplification administrative fir d'Gemengen ze maachen, well an nächster Zukunft jo virgesinn ass, de Recensement ofzeschafen an doduerch eigentlech, souwuel fir de Bierger wéi och fir d'Gemengen, eng Simplificatioun ze bréngen.

Nun, déi Fro vum Här Colombera, dat mengen ech, ass: An dësem Gesetz bestätege mer nach eng Kéier, datt d'Gemengen d'Méiglechkeet kréien, eng Tax anzeféieren, an et läit selbstverständlech un de Gemengen - autonomie communale -, fir dës Tax an der Héicht festzeleeë respektiv och net unzewennen.

Mä ech géif mengen, datt dës Tax an deenen eenzelne Gemengen och ënnerschiddlech, mä virun allem op engem ganz niddregen Niveau agehale gëtt, sou datt virun allem och do, wou Hënn virun allem Begleetpersoune sinn, dat effektiv och an engem soziale Volet ka geschéien.

An deem Sënn géif ech der Chamber Merci soen, datt mer dëst Gesetz géife stëmmen, an et géif mat Sécherheet derzou bäidroen, fir eng Simplification administrative ze kréien.

M. le Président.- Merci dem zoustännege Minister. Domat ass d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6277 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Roger Negri), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par Mme Claudia Dall'Agnol);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 6216 iwwert d'Agences de notation de crédit. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht an et hu sech bis elo ageschriwwen: den Här Meisch. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Michel Wolter. Här Wolter, Dir hutt d'Wuert.

10. 6216 - Projet de loi mettant en œuvre le règlement (CE) n°1060/2009 du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 sur les agences de notation de crédit et portant modification de:

1) la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;

2) la loi modifiée du 8 décembre 1994 relative:

- aux comptes annuels et comptes consolidés des entreprises d'assurances et de réassurances de droit luxembourgeois,

- aux obligations en matière d'établissement et de publicité des documents comptables des succursales d'entreprises d'assurances de droit étranger

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Michel Wolter *(CSV), rapporteur.*- Här President, léif Kolleegen, beim virleiende Projet handelt et sech ëm e sougenannten „Omnibus", well an deem Projet hei eng Rei vu verschiddenen Direktiven ëmgesat ginn am Finanzberäich. An zwar sinn et dräi verschidde Voleten, wouvun deen éischte sech mat de Pouvoire vun der CSSF an dem Commissariat aux assurances beschäftegt.

Wéi mer alleguerte wëssen, ass d'CSSF déi national Iwwerwaachungsautoritéit vun de Finanzacteuren op der Lëtzebuerger Finanzplaz. Duerch d'Artikelen 59 bis 63 vum ofgeännerte Gesetz vum 5. Abrëll 1993 iwwert de Finanzsecteur huet d'CSSF e Weisungs- an Entzugsrecht a kann administrativ Sanktioune géint Finanzacteuren ausspriechen, déi an hiren Zoustännegkeetsberäich falen. Dës Pouvoire ginn elo ausgedehnt, an zwar op d'Ratingagenture respektiv Entreprisen an Drëttpersounen, déi fir dës Agenture schaffen, esou wéi dat am Artikel 4 Paragraph 1 vun der europäescher Veruerdnung 1060/2009 vum 16. September 2009 iwwert d'Ratingagenturen definéiert ass.

Den Droit d'injonction et de suspension an déi administrativ Sanktioune kënnen awer nëmmen dee Moment vun der CSSF verhaange ginn, wa géint de virgenannten Artikel 4 Paragraph 1 verstouss gëtt.

Ass d'CSSF déi national Iwwerwaachungsinstanz fir de Finanzsecteur, esou ass dat am Versécherungssecteur de Commissariat aux assurances. Par analogie zur CSSF kritt de Commissariat aux assurances déiselwecht Pouvoire vis-à-vis vun de Versécherungsgesellschafte respektiv Réassurance-Entreprisen, wann déi géint den Artikel 4 Paragraph 1 vun der europäescher Veruerdnung verstoussen.

Här President, deen zweete Punkt an dësem Projet de loi ass d'Transpositioun vu verschiddenen Dispositioune vun enger europäescher Direktiv iwwert d'Eegekapitalofdeckung bei Wäertpabeier-Portefeuillen a Retitrisatioune bei de Finanzinstituter souwéi iwwert d'Iwwerwaachung vun hirer Besoldungspolitik. Am Fachjargon handelt et sech hei ëm d'„Capital Requirements Directive III", ofgekierzt CRD III.

Dës Direktiv imposéiert de Finanz- an Investmentbetriber, datt se hir Besoldungspolitik esou mussen ëmstellen, datt hir Mataarbechter net méi encouragéiert ginn, exzessiv héich Risikogeschäfter anzegoen, déi an der Vergaangenheet deementspriechend entlount goufen. An dësem Kontext mussen dann och an dësen Haiser déi intern Kontrollmechanismen op de Leescht geholl ginn.

Haaptzil vun dëser Mesure ass et, d'Ureizer, fir iwwerdriwwen héich Risiken anzegoen, ze ënnerbannen. Et handelt sech also ëm eng Regelung zur Ofsécherung vun der Bankestabilitéit an domat och zur Ofsécherung vun der ganzer Finanzmaartstabilitéit. An deem Sënn ginn dann d'Artikele 5 a 17 vum ofgeännerte Gesetz vum 5. Abrëll 1993 iwwert de Finanzsecteur adaptéiert.

Fir dës nei Mesuren op hir Effikassitéit hin ze préiwen, ginn d'Pouvoiren, déi d'CSSF am Kader vun der Surveillance prudentielle besëtzt, weider gestäerkt. Esou kann d'CSSF zum Beispill vun engem Finanz- respektiv Investmentinstitut verlaangen, datt se Deeler vun hirem Nettobenefiss musse benotzen, fir hir Assises financières ze stäerken. Ausserdeem kann d'CSSF och imposéieren, datt d'Fonds propres iwwert dem virgeschriwwene Minimum musse leien, deemno wéi eng Risiken déi verschidden Instituter bei hire Geschäfter agaange sinn.

Här President, léif Kolleegen, beim leschte Punkt vun dësem Projet de loi geet et dann ëm eng weider Ëmsetzung vun enger Dispositioun vun enger europäescher Direktiv, dës Kéier zugonschte vum Assurancësecteur. Et handelt sech ëm d'Ëmsetze vum Artikel 2 vun der Direktiv 2009/49/CE iwwert d'Publikatiounsflichte vu mëttelgrousse Gesellschafte souwéi d'Obligatioun zum Erstelle vun engem konsolidéierte Kont.

Duerch d'Ëmsetze vun dësem Artikel ginn d'Mammenhaiser vu Versécherungs- a Réckversécherungsgesellschaften, déi Filiale bedreiwen, déi eng ënnergeuerdnet Roll spillen, vun der Erstellung vun engem konsolidéierte Kont entbonnen. Domadder gëtt de Verwaltungsopwand erofgesat. Et handelt sech ëm eng sougenannten administrativ Vereinfachung, well d'Gesellschaften zum Schluss vum Joer net quasi zweemol deeselwechte Joresofschloss mussen erstellen.

D'Budgets- a Finanzkommissioun huet d'Remarquen, déi de Statsrot formuléiert huet zu dësem Projet, quasi alleguerten iwwerholl an hinne Rechnung gedroen, ier se dann deen definitiven Text ugeholl huet. Et sief nach drun erënnert, datt de Statsrot an engem Bréif vum 5. Mee 2011 weider Informatiounen a Preziounen zu verschiddenen Dispositioune vun dësem Projet de loi bei der Regierung gefrot huet an och den 8. Juni op dës Froe geäntwert krut.

Fir weider Detailer zu dësem Projet de loi an den Explikatiounen op d'Froe vun der Chambre de Commerce notamment verweisen ech op de schréftleche Rapport vun der Kommissioun.

Ech bieden Iech zum Ofschloss vu mengem Rapport am Numm vun der Finanzkommissioun, dëst Gesetz ze stëmmen, a soen Iech Merci fir Äert ugereegtent Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- An ech soen dem Här Rapporteur Michel Wolter Merci. Hie schéngt esou kloer an am Detail op de Projet agaangen ze sinn, datt kee méi wëllt dozou d'Wuert huelen. Ech ginn och net dervun aus, datt d'Regierung nach eppes wëllt soen. Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6216 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen, géint 1 Enthalung.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen (par M. Roger Negri), Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

S'est abstenu: M. André Hoffmann.

Wëllt ee seng Enthalung begrënnen?

(Interruption)

Den Här Hoffmann freet d'Wuert.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Ech froen nach eng Kéier d'Wuert. Dat do ass eng Form vu Regulatioun vum Finanzsecteur, déi mir net duergeet ugesiichts vun den Auswierkunge vun der Kris.

M. le Président.- Merci dem Här Hoffmann fir déi Begrënnung.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

De leschte Punkt vun eisem Ordre du jour ass de Projet de loi 6285, en Ofkommes mat Däitschland iwwer eng Grenzbréck op der Musel. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht, an et hu sech bis elo ageschriwwen: den Här Gibéryen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Lucien Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

11. 6285 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République fédérale d'Allemagne relative au renouvellement et à l'entretien du pont frontalier sur la Moselle entre Wellen et Grevenmacher, signée à Grevenmacher, le 21 octobre 2010

Rapport de la Commission du Développement durable

M. Lucien Clement *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen, Dir Hären, de virleiende Projet ass de 17. Mee 2011 vum Ausseminister déposéiert ginn. De 15. Juli huet de Statsrot säin Avis dozou ofginn. De 25. Mee huet d'Nohaltegkeetskommissioun mech zum Rapporteur genannt an den 28. September huet déiselwecht Kommissioun de Projet an den Avis vum Statsrot diskutéiert. Deemno konnt dann dëse Rapport de 6. Oktober unanime ugeholl ginn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, obschonns dat hei e renge Finanzéierungsprojet ass, wëll ech dach awer ganz kuerz op en Historique net verzichten. Jiddweree vun eis, deen emol schonns géint fënnef Auer nom Schaffen aus der Stad op Maacher gefuer ass, weess, wat do op en duerkënnt: Stau de Potaschbierg erof bis op d'Bréck. Moies virun aacht ass et ongefeier den ëmgedréitene Wee de Fall.

Et ass effektiv esou, datt déi Maacher Bréck eng vun deene meeschtbefuerene Strecken am Oste vum Land ass. Nodeems déi al Bréck am Krich zerstéiert gi war, ass d'Bréck, wéi mer se elo kennen, zwëschen '53 an '55 nei opgebaut ginn. Si ass 215 m laang, an en Tablier läit op fënnef laange préfabriquéierte Bëtongsputteren.

Wéi gesot, et leeft enorm vill Trafic iwwert dës Bréck, wat ënner anerem mat sech bréngt, datt d'Ponts & Chaussées bei hire regelméissegen Inspektioune verschidde Mängel hu misse feststellen. Et ass doropshi gekuckt ginn, wat ee ka maachen, an et ass een zur Konklusioun komm, datt wirtschaftlech gesinn eng Renovéierung méi sënnvoll wier (veuillez lire: net sënnvoll wier), an aus deem Grond gëtt eng nei Bréck gebaut.

D'Konventioun, iwwert déi mir haut ofstëmmen, regelt all finanziell, steierlech, administrativ an technesch Aspekter vum Projet, déi am Laf vum Bau oder duerno beim Ënnerhalt wäerten op eis duerkommen. No den Diskus-

sioune mat deenen däitsche Vertrieder ass eng Bréck vum Typ „bow-string" festgehale ginn. Dës besteet aus engem metallene Gerüst, dat an engem Saz iwwert d'Musel gespaant gëtt, an zwar op därselwechter Plaz, wéi déi aktuell Bréck ass.

Lëtzebuerg ass federführend bei dësem Bau a mécht och déi noutwendeg Etüden, schreift d'Aarbechten aus an iwwerwaacht och de Chantier. D'Käschte ginn no engem Verdeelungsschlëssel op déi zwee Länner opgedeelt. Et ass virgesinn, datt d'Aarbechten zwee Joer laang dauere wäerten. Insgesamt soll d'Bréck 17 Millioune kaschten, wouvu laut Verdeelungsschlëssel zwee Drëttel op Lëtzebuerg zréckfalen. De Grand-Duché këmmert sech no der Fäerdegstellung och ëm den Entretien an ëm d'Inspektiounen.

Här President, Dir Dammen, Dir Hären, ee Wuert nach zum Statsrot, dee keng prinzipiell Problemer mat dësem dach wichtege Projet fir d'Stad Gréiwemaacher hat, mä deen allerdéngs d'Fro opgeworf huet, ob dës nei Bréck net besser op enger anerer Plaz ausserhalb vu Gréiwemaacher gestanen hätt an esou de Pendlerverkéier aus Gréiwemaacher erauskomm wier an d'gesamt Verkéiersopkommes a Gréiwemaacher zolidd iwwert dëse Wee reduzéiert gi wier.

Eng Fro, déi mat Sécherheet berechtegt ass an déi ech och schonns beim Bauprojet selwer opgeworf hat, déi awer dunn net zréckbehale ginn ass.

Dat gesot, Här President, ginn ech heimadder den Accord vun der CSV-Fraktioun a soe Merci fir Äert Nolauschteren!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Rapporteur Clement Merci a mir waarden dann elo drop, wat den Här Gibéryen eis zu deem Projet ze soen huet.

Discussion générale

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Zäiten änneren heibannen. Mir waren an eisem Grupp, wéi mer dee Projet hei diskutéiert hunn, iwwerzeegt, datt op d'mannst vun all Partei een aus dem Oste géif haut de Mëtteg erauskommen…

(Interruptions diverses)

…an hei d'Wuert ergräifen. A vu datt mir keen Deputéierte méi aus dem Osten hunn, hu mer gesot, well ech d'Liicht vun dëser Welt am Oste fir d'Éischt gesinn hunn, well ech do op d'Welt komm sinn, da misst ech zu dësem wichtege Projet erauskommen an och do e puer Wuert schwätzen, wou ech och wëll fir d'Éischt vun eiser Säit aus dem Kolleeg Lucien Clement Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport.

Ech wëll just eng Fro opwerfen, déi och de Rapporteur opgeworf huet, déi de Statsrot opgeworf huet. De Rapporteur huet et elo grad gesot: Fir den Iwwergank iwwert d'Musel op eng aner Plaz ze leeë wéi grad a Gréiwemaacher, wéi et elo ass, dat wier och vum Statsrot opgeworf ginn, awer et wier net zréckbehale ginn.

Ech géif et als eng Fro stellen un den zoustännege Minister, firwat datt déi Iddi net zréckbehale ginn ass. Well et wier sécherlech méi logesch gewiescht an interessant gewiescht, wann een eng nei Bréck baut, wann een déi an der Émgéigend vum Merterter Hafe gebaut hätt, do wou zum Beispill den Accès op d'Autobunn eropgeet, da wier vill Verkéier nämlech direkt op d'Autobunn eropgaangen, ouni datt en hätt missen duerch Gréiwemaacher goen.

Mir wëssen awer, datt mer net eleng an där Saach do décidéieren, datt mir dës Säit eng Autobunn hu mat engem Accès, deen ënnen op der Musel erauskënnt. Et kann eventuell sinn, datt eis däitsch Noperen nach net esou wäit waren, fir och vun hirer Säit do iwwert d'Musel ze fueren. Duerfir wier ech frou, wann den Här Minister eis géif déi Explikatioune ginn, firwat net déi Alternativ geholl ginn ass, fir iwwer eng aner Plaz iwwert d'Musel ze fueren an doduerch dee ville Verkéier a Gréiwemaacher staark kënnen ze reduzéieren.

Dat gesot, wëll ech awer soen, datt mir och dësem Projet wäerten zoustëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Gibéryen Merci, an elo kritt direkt d'Regierung d'Wuert, den zoustännegen Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Merci, Här President. Ech wäert och meng zéng Minutten net ganz voll ausnotzen, just probéieren, op déi kuerz Fro ze äntwerten, déi elo hei souwuel vum Statsrot wéi vun dem Rapporteur wéi vun dem Här Gibéryen gestallt ginn ass, fir u sech ze soen: Punkt Nummer eent, datt déi Bréck, esou wéi se elo ass a mat deem Stroossennetz, wat sech jo de toute façon op där enger Säit an op där anerer Säit haut schonns befënnt a wat befuerbar ass, do ass et absolut logesch - an dat war och d'Demande vun de Lokal-, vun de Gemengenautoritéiten -, fir déi Bréck, do wou se ass, emol frëschzemaachen, datt se esou ass, datt se kann ouni Sécherheetsbedenken, also mat voller Sécherheet an deenen nächste Jore gebraucht ginn.

Et stellt sech awer fir mech als Zousazfro, net als alternativ Fro, mä als Zousazfro, déi vun enger anerer Bréck, notamment op der Merterter Bréck, wou mer effektiv den Accès op d'Autobunn hunn. Do wësst Der, datt och vun de Ponts & Chaussées scho gekuckt ginn ass, ob et méiglech ass, esou eng Bréck do ze bauen. Einfach vum Techneschen - Faisabilitéitsstudien - ass dat parfaitement méiglech, an et géif eis souguer mat dem Rond-point, deen op Lëtzebuerger Säit da géif bestoen - an en direkten Accès op d'Autobunn -, et géif eis duerchaus arrangéieren.

Mä et muss natierlech gekuckt ginn, datt een, wann een eng Bréck op där Säit ufänkt, och op där anerer Säit se ka lande loossen, well do muss dann och de Stroossentissu esou sinn, datt en dee Verkéier, deen do lafe kann, kann accueilléieren, respektiv datt de Verkéier dohinner kënnt, fir iwwert déi Bréck ze fueren. Mir hunn och mat den däitschen Autoritéite selbstverständlech schonns doriwwer geschwat, dat ugedeit, mä mir sinn awer nach net zu Konklusioune komm, esou datt dee Projet einstweilen nach net konnt weidergedriwwe ginn.

Merci.

M. le Président.- Merci dem zoustännege Minister. Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss, a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6285 ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi n°6285 est adopté par 59 voix pour.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung vun haut de Mëtteg ukomm. D'Chamber kënnt muer nees um zwou Auer zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.07 heures)

SÉANCE 2

MERCREDI, 12 OCTOBRE 2011

Présidence: M. Laurent Mosar, Président; Mme Lydie Polfer, Vice-Président

Sommaire

1. Composition des commissions parlementaires
   - *M. le Président*
2. Déclaration de Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, sur la politique de coopération et d'action humanitaire (suivie d'un débat)
   - *Déclaration: Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire*
   - *Débat: Mme Nancy Arendt, M. Xavier Bettel, M. Marc Angel, M. Félix Braz, M. Fernand Kartheiser, M. André Hoffmann*
   - *Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire*
3. 5816 - Projet de loi relative à la concurrence - second vote constitutionnel
   - *Rapport de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire: M. Claude Haagen*
   - *Second vote constitutionnel*
4. 6291 - Projet de loi portant modification de la loi du 29 mai 2009 instituant un régime temporaire de garantie en vue du redressement économique
   - *Rapport de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire: M. Alex Bodry*
   - *Discussion générale: Mme Diane Adehm, M. André Bauler, M. Jacques-Yves Henckes, M. André Hoffmann*
   - *M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*
   - *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Marie-Josée Jacobs, MM. Jeannot Krecké et Romain Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.00 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire*.- Neen, Här President.

M. le Président.- Merci.

1. Composition des commissions parlementaires

Wat d'Kompositioun vun de parlamentaresche Kommissiounen ubelaangt, ass en Ännerungsvirschlag vun der CSV-Fraktioun eragereecht ginn, an zwar: An der Finanzkommissioun ersetzt den Här Marc Spautz den Här Lucien Thiel.

Ass d'Chamber mat dëser Ännerung averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

2. Déclaration de Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, sur la politique de coopération et d'action humanitaire (suivie d'un débat)

Haut de Mëtteg presentéiert d'Madame Kooperatiounsministesch Marie-Josée Jacobs eng Deklaratioun iwwert d'Entwécklungshëllef. Uschléissend féiert d'Chamber eng Debatt. D'Madame Ministesch huet d'Wuert.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir unzefänke wëll ech Iech soen, datt ech net an iergenden neie Club do gaange si mat menger Dekoratioun op der Stir, mä ech hat de Moien indesch Kanner op Besuch, an déi hu gesot, déi géifen den Owend de Fernseh kucken an da wiere se frou, wa se géife gesinn, datt dat nach ëmmer do wier.

(Hilarité)

Also, da wësst Der, firwat dat esou ass.

(Hilarité et interruptions)

Une voix.- Très bien!

Une autre voix.- Et ass awer net d'Äschekräiz?

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire*.- Neen, neen, et ass nach net grad esou wäit.

Här President, Excellences, Dir Dammen an Dir Hären: «Chassez le naturel, il revient au galop.» Als Kooperatiounsministesch, mä natierlech och als fréier Ministesch vun der Chancëgläichheet erlaben ech mer, meng Deklaratioun haut unzefänke mat engem Hommage u véier Friddensnobelpräisträgerinnen. Fir unzefänken d'Laureatin vun 2004, d'Madame Wangari Maathai, mat där d'Émwelt Enn September eng vun hire prominentsten Aktivistinne verluer huet. 2011 goufen elo zwou aner afrikanesch Fraen an eng jemenitesch Fra fir hir Aarbecht a

fir hiren Asaz fir méi eng staark Roll vun der Fra geéiert.

Ech hat virun zwee Joer d'Geleeënheet, d'Presidentin vu Liberia, d'Ellen Johnson Sirleaf, perséinlech kennenzeléieren a mech mat hir iwwert d'Situatioun an hirem Land ze ënnerhalen. Dëst Gespréich hat mech deemools a menger Iwwerzeegung bestäerkt, datt d'Froe vu Sécherheet an Entwécklung enk matenee verknäppt sinn an datt een esou fragilë Situatiounen am beschte mat enger regionaler Approche begéint.

An der Stratégie sectorielle „Genre" ënnersträiche mer déi eminent wichteg Roll, déi de Fraen an esou Situatiounen an am Développement am Groussen zoukënnt. Den Zivilcourage, deen déi dräi Laureatinne vun dësem Joer auszeechent, selbstverständlech wéi och déi aner Laureatin, ass natierlech zentral, wann een als Fra an deene leschte Jore mat de Problemer vum Liberia a vum Jemen ze kämpfen hat. De Friddensnobelcomité huet dëst Joer mat senger Décisioun Wäisheet a Wäitsiicht bewisen.

Här President, d'nächst Joer, 2012, ass zu Rio de Janeiro e wichtege Rendez-vous fir all déi, deenen d'nohalteg Entwécklung um Häerz läit. Da sinn et nämlech 20 Joer hier, datt 1992 - och zu Rio - de Weltsommet iwwert den Développement durable ofgehale gouf, mat Verspriechen an Orientatiounen, déi bis haut d'Entwécklungspolitike ronderëm d'Welt mat prägen.

Zu Rio wäert d'nächst Joer versicht ginn, pertinent Äntwerten op déi global Erausfuerderunge vum 21. Jorhonnert ze fannen. Mir, déi bekannterweis d'nohalteg Entwécklung als eng gemeinsam global Erausfuerderung gesinn, wäerten eis mat beschtem Wëssen, mat all eise Moyenen an opgrond vun eisen Erfahrungen an déi Diskussioun abréngen.

Fir d'Lëtzebuerger Kooperatioun wor d'Joer 1992 ëmmer duebel wichteg: zéng Joer nodeems datt mer fir d'Éischt d'Gesetz haten, dat déi staatlech Entwécklungspolitik verankert huet, an 1992 hat zu Rio den deemolege Lëtzebuerger Statsminister Jacques Santer ugekënnegt, datt eis Entwécklungshëllef bis d'Joer 2000 soll op 0,7% vum RNB eropgoen. Een Objektiv, dat jo zilstrebeg vun deenen nofolgende Regierungen ënnert dem Premier Jean-Claude Juncker a mat groussem Asaz vu menge Virgängerinnen a Virgänger, Statssekretärinnen a Statssekretär a Ministere vun der Kooperatioun ëmgesat a souguer eropgesat gouf.

1992 wor fir d'Lëtzebuerger Entwécklungszesummenaarbecht net nëmme wéinst deem quantitativen Zil wichteg, dat festgehale gouf; 1992 wor dat Joer, an deem mir Member vum Comité d'aide au développement, dem CAD vun der OECD, gi sinn. Eng Memberschaft, déi zemools duerch déi regelméisseg Exame vun der Qualitéit vun der Lëtzebuerger Kooperatioun, den „peer reviews", bestëmmt gëtt.

Zënter 20 Joer steet d'Lëtzebuerger Entwécklungszesummenaarbecht deemno op deenen zwee onzertrennleche Piliere vun engersäits zouverlässeger Qualitéit (veuillez lire: Quantitéit) an anerersäits ambitiéiser Qualitéit am Déngscht vun der Aarmutsbekämpfung. Dat ass eng zolidd Basis, op där mer konkret Resultater konnte realiséieren an op där eisen éierlechen an effikassen internationalen Effort berout, dee mer jo och vun dobaussen unerkannt kréien.

À propos konkret Resultater: Erlaabt mer, e puer Resultater a Beispiller opzezielen, op déi mer an deene leschte Jore besonnesch houfreg woren. Et gëtt där Beispiller selbstverständlech vill, mä vill leien der och viru menger Zäit, an dofir wëll ech déi net opzielen, well ech mech net wëll mat deenen anere Leit hire Méritter hei bretzen.

Ech wéilt duerno op dat eminent wichtegt Thema vun der Politikkohärenz kommen, dann drop agoen, wéi eis Aarbecht aus internationaler Perspektiv gekuckt, gepréift an och ageschätzt gëtt, ier ech d'Situatioun an deene verschiddene Partnerlänner kommentéieren a mat der humanitärer Hëllef géif ofschléissen.

Här President, zu de Resultater:

Am Cap-Vert kruten 2011 573 jonk Leit opgrond vun hirer Beruffsausbildung e Stage an enger Entreprise. 2008 woren dat der just 57. Am Senegal goufe 642 Dierfer mat ronn 250.000 Awunner un d'Drénkwaasser an un d'Ofwaasserbesäitegung ugeschloss. Zu Rundu an zu Katima Mulilo an Namibien profitéieren haut 86.000 Leit vun enger geregelter Planung vun hire Wunnquartieren, an dat bedeit Zougang zu Drénkwaasser a Kanal, mä awer och Zougang zu de Mikrokreditter.

An der Hotelschoul zu Hué am Vietnam ginn all Joer 1.000 Schüler ausgebilt, a mir wäerten dem Grand-Duc am November bei der Statsvisite dës Schoul gäre weisen. Am Vietnam ass och e Bewässerungssystem agefouert ginn, deen eng drëtt Räisrécolte méiglech mécht. Pro Hektar ass d'Akommes vun 300 op 1.000 Dollar d'Joer eropgaangen.

Am Bezierk Dosso am Niger sinn d'Scolarisatiounstauxe vun de Kanner am Schoulalter vu 67% op 75% eropgaangen. A wat nach méi wichteg ass: Den Taux vun deene Kanner, déi hir éischt sechs Schouljoren ofschléissen, ass vun 32% op 53% geklommen.

An 13 Gemengen am El Salvador ginn haut 90% vun de Gebuerte vun Hiewannen assistéiert; ee vun deene Sujeten, déi mer d'nächst Woch mam Direkter vun dem UNO-Populatiounsfong wäerten diskutéieren, wann deen hei zu Lëtzebuerg ass.

Am Nicaragua an am Burkina Faso gëtt et haut keng improviséiert Blutttransfusiounen tëschent Familljemembere méi. Virun e puer Joer huet dës geféierlech Behandlungsmethod nach 50% vun den Transfusiounen ausgemaach. Zënterhier ass d'Kollekt vu Bluttreserven am Burkina ëm bal 100% eropgaangen an am Nicaragua iwwer 50%.

Wéinst de Kantinsprogrammen an de Schoule vum Burkina Faso schécken ëmmer méi Pappen hir Meedercher an d'Schoul. Mä d'Josette Sheeran, d'Direktesch vum Welternährungsprogramm, huet eis viru Kuerzem nach eng aner iwweraus begréissenswäert Konsequenz vun eisen Hëllefen op deem Gebitt beschriwwen: Wéinst enger Extraportioun Iesswueren, déi d'Meedercher eng Kéier an der Woch ausgedeelt kréien, halen hir Pappen drop, datt si ëmmer méi laang sollen an d'Schoul goen. Dowéinst gi si dann och méi spéit bestuet a kréien och méi spéit Kanner. Zum Beispill amplaz am Alter vu 14 Joer kréie se elo d'Kanner mat 16 oder 17 Joer, wann hire Kierper och ewell méi staark ass a si domadder och méi gesond Kanner kënnen op d'Welt setzen.

Am Kampf géint den Aids hunn haut sechs Millioune Patienten Accès zur antiretroviraler Behandlung, an d'Zuel vun der Iwwerdroung vun der Mamm op d'Kand ass staark zréckgaangen. Net méi spéit wéi muer wäert de Michel Sidibé, den Direkter vun UNAIDS, hei zu Lëtzebuerg sinn, fir iwwert d'Aids-Problematik an der Welt ze schwätzen. Hien huet jo och eng Entrevue mat där zoustänneger Chamberskommissioun.

Zënter datt mer am Burkina Faso hëllefen, d'Biodiversitéit ze schützen, konnt an engem vun deene rare Bëscher vum Land d'Aartevillfalt vun 49 op 65 Zorten eropgesat ginn, an amplaz vu 96 Beem gëtt et der haut 490 pro Hektar.

Global Partnerschafte fir d'Ëmsetzung vun de Millenniumsziler huet Lëtzebuerg virun allem doduerch ënnerstëtzt, datt mer déi Éischt woren, déi am Juni vun dësem Joer véier Haaptpartner vun de Multilateralen - den UNO-Entwécklungsfong, den UNO-Populatiounsfong, d'Unicef an den UNO-Fong fir lokal Entwécklung a Mikrofinanz - dozou bruecht hunn, een an deeselwechten Accord-cadre mat eis ze ënnerschreiwen, am Sënn vun der Harmoniséierung vun de Prozeduren a fir et eise Partnerlänner am Süde méi einfach ze maachen, mat deene sëllechen Entwécklungsacteuren eens ze ginn. Vill vun eise Partnerlänner sinn elo grad genannt ginn.

Natierlech sinn d'Resultater, déi ech opgezielt hunn, nëmmen an Zesummenaarbecht mat den nationalen Autoritéite méiglech ginn. An deem Kontext géif ech och gären d'Ambassadeuren aus eise Partnerlänner begréissen, déi de Wee op Lëtzebuerg fonnt hunn, fir duerch hir Präsenz de Mëtteg an der Chamber de Geescht vun dem Partenariat ze bezeien, an deem mer zënter Jore matenee schaffen.

Déi meescht vun de Resultater kommen opgrond vu Projeten zustanen, déi mer mat eiser nationaler Agence Lux-Development ëmsetzen. Vun dëser Plaz aus géif ech wëllen e grousse Merci soen dem Generaldirekter Gaston Schwartz a senger Équipe, mä och de Membere vun dem Verwaltungsrot, fir hiren Asaz a fir hire Professionalismus. D'Aktivitéite vu Lux-Development ginn iwwregens an dësem Moment engem Audit vun der Cour des Comptes ënnerzunn. De Ministère steet der Agence a selbstverständlech de Contrôleuren zur Säit.

Et ass deem engen oder deem anere vun Iech sécher net entgaangen, datt d'Lëscht vun deene konkrete Resultater net zoufälleg esou opgestallt gouf. All dës Resultater entspriechen nämlech op d'mannst engem vun deenen aacht Millenniumsentwécklungsziler, wéi se am Joer 2000 vun de Stats- a Regierungschefe bei der UNO ugeholl goufen. Mir wëssen haut, datt mer dës Ziler leider net alleguerten an net iwwerall bis 2015 wäerte kënnen ëmsetzen. Dräi Joer virum Stéchdatum schéngt et mer duerfir ëmsou méi wichteg, preuve à l'appui, net nëmme kënnen nozeweisen, datt eppes geschitt, mä och, wat geschitt a wat funktionéiert.

Opgrond vun de positive Resultater wéi dëse muss et méiglech sinn, an deenen nächste Joren d'Ëmsetzung vun de Millenniumsziler méi séier ëmzesetzen an deenen Honnertdausenden, déi haut nach ausgeschloss sinn, esou séier wéi méiglech ze hëllefen.

Här President, et wor mer wichteg, dësen Échantillon vu konkrete Resultater kënne virzedroen. Ech ginn nämlech dovun aus, datt d'Chamber, mä och all Lëtzebuerger an all Leit, déi hei wunnen, am grousse Ganzen e Recht drop hunn, net nëmmen ze wëssen, wat mat de Lëtzebuerger Entwécklungsgelder geschitt - duerfir maache mir jo de Rapport annuel -, mä si hunn och d'Recht ze gesinn, wat effektiv duerch eis Aktioune bewierkt gëtt a wat derbäi als nohalteg Entwécklung erauskënnt.

Et ass och esou, wéi ech den Ënnerscheed verstinn, deen haut an der internationaler Diskussioun tëschent Efficacité de l'aide an Efficacité du développement gemaach gëtt. Duerfir wäerte mir an Zukunft, am Kader vun eiser Kommunikatiounsstrategie, méi dacks a méi detailléiert Resultater vun der Lëtzebuerger Kooperatioun virstellen.

D'Resultater vun den Evaluatiounen, déi mer regelméisseg vun den Aktivitéite mat eise Partner - der Lux-Development, den ONGen an den internationalen Organisatiounen - an Optrag ginn, wäerten an Zukunft verstäerkt ausgetosch ginn. D'Entwécklungszesummenaarbecht ass keng exakt Wëssenschaft, an och dee beschte Projet kann nach verbessert ginn an och nach ausgebaut ginn.

D'Recommandatioune vun den Evaluatioune weisen eis engersäits, wou et néideg ass nozebesseren, an anerersäits, wat sech als gutt Praxis erwisen huet an derwäert ass, widderholl ze ginn. Am Kontext vun enger Evaluatiounsstrategie sollen dës Erfahrungswäerter kënnen erfaasst ginn an als Orientatioun an d'Gestaltung vun eiser Kooperatiounspolitik afléissen.

Mir wëssen, datt am Développement d'Suen eleng net duerginn. D'Qualitéit an d'Éierlechkeet am gemeinsamen Effort sinn onëmgänglech, fir nohalteg déi Changementer an enger Gesellschaft ervirzebréngen, déi der grousser Zuel vu vernoléissegte Fraen, Männer a Kanner, déi wéinst der Aarmut um Rand vun der Gesellschaft liewen, Zougang zu deenen elementaarste Rechter a soziale Servicer ginn. Den Invest an déi mënschlech an déi institutionell Capacitéite vun eise Partnerlänner ass op d'mannst esou wichteg wéi den Invest an Infrastrukturen an an technesch Équipementer.

Dës Suerg ëm de Renforcement des capacités hu mir kierzlech, no engem Échange mat Lux-Development a mam Cercle des ONG, och a Form vun enger Stratégie sectorielle zu Pabeier bruecht. D'Beispiller, déi ech opgezielt hunn, illustréieren, datt nohalteg Resultater méiglech sinn, wann de politesche Wëllen, dat finanziellt a mënschlecht Kapital an déi néideg technesch Mëttele gebündelt dozou agesat ginn, fir positiv Changementer erbäizeféieren.

Dat verlaangt ee laangwieregen Asaz an eng permanent Bereetschaft, d'Hänn net an de Schouss ze leeën, och wann d'Resultater sech net ëmmer esou séier astellen, wéi ee sech dat géif wënschen, a wann et Réckschléi gëtt, zum Beispill wéinst engem Coup d'État oder enger Weltwirtschaftskris oder heiansdo aus vill méi banale Grënn.

D'Lëtzebuerger Entwécklungs-ONGen, déi Dag fir Dag mat hire lokale Partnerorganisatiounen um Terrain schaffen, wësse vu wat ech schwätzen. An erlaabt mer op dëser Plaz, hiren Asaz, dee jo zum Deel méi laang dauert wéi dee vun der öffentlecher Säit, ze wierdegen an hinnen e grousse Merci ze soe fir déi konstruktiv Zesummenaarbecht mam Ministère, am Interessi vun deenen äermste Populatioune ronderëm d'Welt.

Ech géif wëlle stellvertriedend fir si alleguerten hei den Här Jos Hilger ervirhiewen, deen no 45 Joer aktiver Aarbecht an Asaz fir d'Fondatioun Raoul Follereau dëst Joer a senger Organisatioun de Presidenteposten ofginn huet.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Très bien!

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Mir wëssen d'Begeeschterung vun den ONGe fir d'Saach ze schätzen, grad wéi hir Roll als proaktiven Deel vun enger engagéierter Zivilgesellschaft, déi legitimerweis hire Suergen, Iwwerleeungen, Propositiounen a Fuerderungen Ausdrock muss kënne ginn. Den Dialog mam Ministère leeft zënter Joren iwwer flexibel strukturéiert Weeër, sief et am regelméissegen Aarbechtsgrupp mam Cercle des ONG, am direkte Gespréich mat de Mataarbechter aus dem Ministère oder, wéi kierzlech erëm, während den Assisen.

Mir deelen d'Suerg vun den ONGen ëm d'Nohaltegkeet vum internationalen an och vum nationalen Effort an der Entwécklungszesummenaarbecht, ouni déi d'Fortschrëtter bis haut an d'Perspektive fir muer riskéieren ze verdämpen.

Mir deelen och d'Suerg vun den ONGen ëm d'Effikassitéit vun der Hëllef an ëm d'Kohärenz vun de Politiken, déi Effikassitéit vum Développement soll mat vergréisseren. Als Regierung kënne mer eis natierlech net erlaben, mat öffentleche Gelder kontraproduktiv Politiken ze maachen. D'Gréisst an d'Organisatioun vum Regierungsverwaltungsapparat grad wéi vun eisem öffentleche Liewen am grousse Ganzen erlaabt eis nach ëmmer ze wëssen, datt déi lénks Hand weess, wat déi riets Hand mécht. D'Kohärenz vu Politike kann een deemno zu Lëtzebuerg gutt organiséieren; et kann ee se allerdéngs net dekretéieren!

Fir d'Diskussioun ëm d'Kohärenz vun de Politike fir den Développement ze féieren, hu mer de Comité interministériel, deen, wéi d'Gesetz et virgesäit, vun der Regierung agesat gouf an deen den Optrag huet, zu alle Froe ronderëm d'Kooperatioun, also och zur Kohärenz vun de Politike fir d'Entwécklung, Stellung ze huelen an der Regierung Avisen ze maachen.

Zënter engem gudde Joer huet dëse Comité regelméisseg en Austausch mat den ONGen, an den Direkter vun der Kooperatioun, als President vum Comité interministériel, suergt fir dee konkrete Suivi an engem Fall vu Politikinkohärenz, deen der Entwécklung am Süde kéint schueden. De Comité hélt awer keng Décisiounen. All Comité ass e konsultativt Organ a kann also keng Décisioun huelen. Seng Compte-renduë kréien ech, oder Dir fannt se awer selbstverständlech um Internet. Wann et néideg ass a méi wéi ee Minister betraff ass, gesinn ech mech an der Flicht, de Sujet um adequaten Niveau opzewerfen, zum Beispill am Regierungsrot.

Hei e Beispill, fir ze illustréieren, wéi dat an der Praxis ka goen: Viru genee véier Méint, den 12. Juli, hunn d'ONGen, am Gespréich mam Comité interministériel, bedauert, datt Indien an de Verhandlunge mat der Europäescher Kommissioun ëm en Accord de libre échange bis elo refuséiert huet, eng Klausel iwwert den Développement durable mat anzebauen. Ee Fall vu Politikinkohärenz, deen effektiv d'Suerg ëm d'nohalteg Entwécklung an Indien kéint verwässeren. Deemno d'Fro vun den ONGen un d'Regierung, zu Bréissel ze intervenéieren, fir hirer Revendicatioun, déi eis absolut legitim schéngt, Nodrock ze ginn.

Net méi spéit wéi de 26. September huet beim Ministeschconseil iwwert den Aussenhandel de Lëtzebuerger Vertrieder, zesumme mat de Vertrieder vun Dänemark an Holland, dëse Punkt nach eng Kéier opgeworf, wourop den zoustännege Kommissär Karel De Gucht sech engagéiert huet, dës Fro erëm mat den indeschen Autoritéiten opzewerfen an drop ze insistéieren, wéi wichteg ee Verweis op nohalteg Entwécklung der Europäescher Unioun an engem internationale Vertrag iwwer Aussenhandel ass.

Deemno ass et haut net nëmme virgesinn, datt hei zu Lëtzebuerg d'Ministèren an d'Verwaltunge grad wéi och d'Zivilgesellschaft Froen zur vermeintlecher Politikinkohärenz am Kontext Développement kënnen an engem zoustännege Gremium opwerfen, mä et besteet och, wéi d'Beispill et weist, eng effikass Prozedur, fir Fäll vu konkreter Inkohärenz ze behandelen an ze tranchéieren.

Et ass mir als Kooperatiounsministesch ëmsou méi wichteg, dat behaapten ze kënnen, well de Comité d'aide au développement vun der OECD eis 2008 ugeroden hat, eis ëm eng effikass Manéier ze beméien, fir d'Kohärenz vun de Politike fir den Développement ze garantéieren.

En anert Beispill, bei deem d'Kohärenz vun de Lëtzebuerger Politiken a Fro gestallt gëtt, well negativ Auswierkungen op den Développement vun den Entwécklungslänner ze fäerte sinn, ass de Kampf géint de Klimawandel. An do kréien ech heiansdo ënnerstallt, ech géif näischt verstoen, an d'Kooperatiounspolitik géif no de Prioritéite vun anere Politikberäicher gestalt ginn. Dat stëmmt selbstverständlech net!

Mä de Minister fir nohalteg Entwécklung géréiert de Kyoto-Fong, an net de Kooperatiounsminister; gradesou wéi den Aussenhandelsminister d'Lëtzebuerger Wirtschaft am Ausland promouvéiert, an net de Kooperatiounsminister. Den Immigratiounsminister an de Famillejeminister këmmere sech zu Lëtzebuerg ëm d'Flüchtlingen, an och net de Kooperatiounsminister - wann dat och zoufälleg op enger vun deenen zwou Plazen deeselwechten dës Kéier ass.

De Kooperatiounsminister par contre definéiert déi grouss Stoussrichtunge vun der Entwécklungshëllefpolitik. Mir bedeelegen eis an deem Kontext ganz aktiv un den internationalen Diskussiounen, wéi se an der Europäescher Unioun, an der OECD, bei der UNO an anerwäerts gefouert ginn, a mir huelen international Engagementer, wéi zum Beispill dat ëm Politikkohärenz, net liichtfankeg.

Eng Kéier am Joer, esou wéi haut - an op Wonsch vun der Chamber ass dat jo am Oktober - sti mer hei dem Plenum... Froen an Äntwert... neen, äntwerte mer op Froen, an net nëmmen iwwert de Budget oder iwwert d'Zuel vun den Zillänner, mä generell iwwert déi Politik. D'Chamberskommissioun gesinn ech méi dacks, op d'mannst all Kéier, ier mer en neie PIC mat engem Partnerland sollen ënnerschreiwen oder aner wichteg Dossieren - wéi d'Konferenz vu Busan, op déi ech nach zréck wäert kommen -, an all Kéier, wann de Wonsch vun der Kommissioun besteet. An ech wëll hei dem President, dem Ben Fayot, an alle Membere Merci soe fir déi gutt Zesummenaarbecht, déi mer an der Kommissioun hunn.

Et ass och mëttlerweil eng etabléiert Praxis, datt héichrangeg Gäscht aus de Partnerlänner oder Partnerorganisatioune sech bei d'Chamberskommissioun virstelle kommen, fir déi zentral Froe vun hire Politiken a vun hire Mandater ze presentéieren. D'Kooperatiounspolitik gëtt och vum Public am grousse Ganze vun no suivéiert, an duerfir suergen d'ONGen, wat mer begréissen, well domat d'Leit fir d'Entwécklungshëllef sensibiliséiert ginn.

Nohalteg Entwécklung huet Aspekter aus dem Ekonomeschen, dem Sozialen an dem Ëmweltpoliteschen; duerfir déi heefeg Iwwerschneidungsmomenter tëschent Kooperatiounspolitik an anere politesche Felder. An natierlech gëtt et eng kollektiv Responsabilitéit vun der Regierung, fir de Regierungsprogramm ëmzesetzen. Mä eis Aarbechtsopdeelung an d'Aktivitéiten, déi drunhänken, berouen op kloren a gesonde politesche Choixen, zu deene mer stinn.

Et kann an et soll net jiddwereen alles maachen. Mä Regierungsverantwortung heescht fir mech selbstverständlech och, net a strenge Siloen ze denken an ze schaffen. Réseauen a Querverbindunge mussen net nëmme méiglech sinn, si sollen identifizéiert an zum gréissere Gudden agesat ginn, wéi zum Beispill an der Mikrofinanz, wou d'Zesummenaarbecht tëschent ONGen, Ministèren an dem Finanzsecteur eng alternativ Quell fir de Finanzement vun Entwécklungsaktivitéiten am Süden opgedoen huet.

Et geet jo drëm, datt sektoriell Kompetenzen a Politiken, vun enger Regierung a vun aneren Acteuren, sech géigesäiteg stäerken an net schwächen, och a virun allem am Sënn vun der Entwécklung. Dann ass et méiglech, datt d'Lëtzebuerger Kooperatioun no de Regele vum CAD mat de Partnerlänner Projete fir „Clean Development Mechanisms" identifizéiert, formuléiert an duerno dem Kyoto-Fong fir de Finanzement vun der Ëmsetzung ënnerbreet.

Am Senegal hu mer zum Beispill vu Kooperatiounssäit e Projet positiv aviséiert, fir eng Zockerfabrik esou ze sanéieren, datt se manner Zäregasen ausstéisst. Wa bei der Aktioun um Enn och nach Emissiounszertifikater fir Lëtzebuerg erausfalen, dann hu mer, menger Meenung no, dräimol gutt geschafft, well doriwwer eraus och d'nohalteg Entwécklung vum Partnerland ënnerstëtzt an net verwässert gëtt a well d'Integritéit vun eisem Entwécklungshëlleffeffort doduerch net ugekraazt gëtt.

Här President, d'nächst Joer am Mäerz leeft de fënneften Examen par les pairs un, deem sech d'Lëtzebuerger Kooperatioun ënnerzitt, zënter mer 1992 dem CAD bäigetruede sinn. Da wäert och Rieds vu Politikkohärenz goen. Mir kucken deem Exercice mat konstruktiver Spannung entgéint, déi et eis ewell an der Vergaangenheet erlaabt huet, net nëmme retrospektiv eng gutt Zensur ausgestallt ze kréien, mä eis awer och d'Méiglechkeet gëtt, d'Lëtzebuerger Entwécklungspolitik, mat all hire Facetten, Instrumenter, Aktiounsgebidder a Partnerrelatiounen, am Sënn vun enger méi grousser Effikassitéit an der Aarmutsbekämpfung auszebauen.

An eiser Interventiounsstrategie stelle mer eis an den Déngscht vun enger Welt ouni Honger an Aarmut, ouni Gewalt an Angscht an ouni Ongerechtegkeet an Diskriminatiounen. D'Recommandatiounen aus der „peer review" vum CAD wäerten dozou bäidroen, eis esou opzestellen, datt mer dësem extrem ambitiéisen Zil Stéck fir Stéck méi no kommen. Eis intern Organisatioun, eis Manéier fir ze schaffen an eis Interaktioune mat eise Partner aus dem Norden an dem Süden gi während esou engem Examen op Häerz an Niere gepréift.

De quantitativen an de qualitativen Effort vun der Lëtzebuerger Kooperatioun gëtt genee ënnert d'Lupp geholl. Éischtens, fir ze gesinn, ob mer eis Politik an eis Aktiounen no deenen international gültege Regelen a Referenze gestalten, an zweetens, fir ze préiwen, ob mer se dann och deementspriechend an der deegleche Praxis ëmsetzen. Duerfir wäerten d'Examinateuren an d'Sekretariat vum CAD sech an enger éischter Phas op Lëtzebuerg déplacéieren, fir sech mat eis an allen Acteure vun der Kooperatioun - also och mat der zoustänneger Chamberskommissioun - auszetauschen.

Duerno ass eng Missioun, ouni eis direkt Bedeelegung, an engem vun eise Partnerlänner geplangt, fir sech virun allem e Bild doriwwer kënnen ze maachen, a wéi engem Mooss d'Lëtzebuerger Kooperatioun op der Plaz no de politeschen a sektoriellen Entwécklungsprioritéite vum Partnerland handelt. Duerno maachen d'Examinateuren dann hire Rapport, zu deem ech am November d'nächst Joer an der Plénière vum CAD wäert Stellung huelen.

Dir gesitt, dësen Exercice ass duerchaus eescht ze huelen, wann ee wëllt, wéi d'Lëtzebuerger Regierung, bei deene sinn, déi d'Entwécklungszesummenaarbecht héichhalen an no héchsten international unerkannte Standarde praktizéieren. Dozou gehéiert natierlech och eng adequat gesetzlech Grondlag. Déi legislativ Prozedur, fir d'Gesetz vum 6. Januar 1996 iwwert d'Entwécklungszesummenaarbecht ze iwwerschaffen, leeft, a mir hoffen, datt mer virun der „peer review" en neit Gesetz hunn, dat op der Erfahrung vun deene leschte 15 Joer fousst, déi néideg Upassunge beinhalt an d'Flexibilitéit huet, fir adequat op en Ëmfeld an der Entwécklungspolitik kënnen ze reagéieren, dat net méi wiesselhaft kéint sinn.

Och de globale Kontext, an deem mer eis dagdeeglech mat eiser Aarbecht bewegen, ännert sech nom Rhythmus vun den internationale Bezéiungen am Groussen an am Ganzen, a vun de Verhandlungen iwwert d'Entwécklungsprioritéiten a -modalitéiten am Speziellen. De CAD huet an der Zäit d'Gesetz vun 1996 als eent vun deene modernste Gesetzer iwwer Kooperatioun gelueft. Ech wënsche mer datselwecht Qualitéitsuerteel fir deen neie Gesetzestext. An de Ministère steet der Chamber selbstverständlech fir deen néidegen Austausch an dësem Dossier zu all Zäit zur Verfügung.

Här President, ier de CAD mat sengem Exame vun der Lëtzebuerger Kooperatioun ufänkt an eis eng nei Zensur ausstellt, wollt ech d'Geleeënheet awer net verpassen, fir drop hinzeweisen, wéi mer och vun anerer Säit gesinn an agestuft ginn. D'lescht Woch huet déi international bekannten hollännesch ONG „Action-Aid" hiren drëtte Rapport erausginn, an deem d'Donateurslänner op de reelle Wäert vun hirer Entwécklungshëllef ënnersicht ginn. „Action-Aid" definéiert d'reell Hëllef als eng Hëllef, déi net u Konditioune gebonnen ass, weder kommerzieller nach anerer Natur; eng Hëllef, déi et dem Partnerland erlaabt, um Chauffeurssëtz vu senger Entwécklungspolitik ze sëtzen; eng Hëllef, déi dem Partnerland och keng onerwënschten Assistance technique opzwéngt.

An deem Rapport ass ze liesen, datt Lëtzebuerg sech och no dëse Kritären am Spëtzegrupp vun den Donateuren erëmfënnt, sief et nom Prozentsaz vun der reeller Hëllef par rapport zu Gesamthëllefen oder zum nationale Räichtum, sief et mat engem nidderegen Undeel vun Assistance technique, oder mat enger Hëllef, déi net u kommerziell Interesse gebonnen ass.

Et schéngt mer wichteg ze sinn, datt positiv Appréciatiounen iwwert d'Qualitéit vun eiser Entwécklungszesummenaarbecht aus verschiddenen Ecke kommen, an net nëmme vun eise Partner oder vun Organisatiounen, an deene mer Member sinn. Dat dréit sécher zur Kredibilitéit vun eisem Effort bäi.

Ëm Glafwierdegkeet wäert et och Enn November um 4. Internationale Forum iwwert d'Effikassitéit vun der Hëllef zu Busan a Korea goen. No deene wichtege Rendez-vouse vu Paräis am Joer 2005 an zu Accra 2008, op deenen d'Donateuren an d'Bénéficiairë vun der Hëllef sech dozou engagéiert haten, fir d'Wierksamkeet vun der Hëllef ze verstäerken, gëtt zu Busan elo Bilan gezunn.

D'Lëtzebuerger Kooperatioun huet an deene leschte Jore grouss Effortë gemaach, fir eisen Engagementer aus der Déclaration de Paris gerecht ze ginn, dat heescht, fir eis besser op d'Prioritéite vun de Partnerlänner ze alignéieren, fir de Partner ze erlaben, sech d'Hëllef unzeeegnen, fir d'Prozedure mat aneren Donateuren ze harmoniséieren, op Resultater hinzeschaffen an eisen Deel vun der Responsabilitéit fir d'Entwécklung an de Partnerlänner ze droen.

Mir hunn duerfir zum Beispill an der drëtter Generatioun vun eise Programmes indicatifs de coopération, de PICen, méi wéi jee de politeschen a sektorielle Prioritéite vun eise Partnerlänner Rechnung gedroen. Mir hu Lux-Development gefrot, hir intern Prozeduren, do wou et méiglech ass, op déi national Finanzmechanismen a Prozedure vum Partnerland ofzestëmmen. Mir si mat aneren Donateuren op de Wee vun der Coopération déléguée gaangen, fir esou wäit wéi méiglech eis respektiv Virdeeler zum Droen ze bréngen.

Konkret heescht dat zum Beispill, datt mer am Norde vum Mali, zu Kidal, trotz der aktueller Sécherheetssituatioun, op Demande vun der Regierung, als ee vun deene leschte Partner am Beräich vum Développement local täteg bleiwen. Dat heescht och, datt mer eis um Cap-Vert virsiichteg un den Appui budgétaire sectoriel am Beräich vun der Beruffsausbildung eruntaaschten. Dat heescht, datt mer zum Beispill am Laos eise Programm am Gesondheetsberäich konnten ausbauen, well déi belsch Kooperatioun sech aus deem Land zréckzitt an eis hire Reschtbudget zur Verfügung stellt.

Här President, iwwert deem internationalen Développementsagenda däerfen natierlech eis bilateral Relatioune mat eise Partnerlänner net ze kuerz kommen. Ouni hei e kompletten Tour d'horizon maachen ze wëllen, schéngt et mer wichteg, op dräi Fäll méi spezifesch anzegoen, ier ech nach e puer Wierder iwwert d'humanitär Situatioun wollt soen.

Wéi mäi Virgänger, de Jean-Louis Schiltz, et ewell 2009 op dëser Tribün ugekënnegt hat, leeft eise bilaterale Kooperatiounsprogramm an Namibien dëst Joer aus. Dat geschitt natierlech an Ofsprooch mat der namibescher Regierung. Namibien ass zënter Joren net méi op der Lëscht vun deenen ärmste Länner, wat fir eis keen absolute Grond ass, fir d'Kooperatioun auszkléngen ze loossen, mä trotzdeem mat an d'Décisioun eragespillt huet. Fir d'Clôture vun eisem Programm an Namibien ofzeronnen, schléissen ech et net aus, nach deen een oder deen anere multinationale (veuillez lire: multilaterale) Programm dohannen ze ënnerstëtzen. Aus Grënn vu Kohärenz géif ech dat éischter awer an engem sous-régionalë Kontext gesinn.

Sécher ass, datt d'Lëtzebuerger Kooperatioun an a mat Namibien vun deene leschten 18 Joer enger Ex-post-Evaluatioun ënnerzu wäert ginn, fir mat deem richtege Recul e kritesche Bléck op verschidde strategesch an operationell Décisiounen ze werfen.

D'lescht Joer am Mäerz hat ech a menger Ried virun der Chamber d'Hoffnung ausgdréckt, datt de Niger esou séier wéi méiglech zréckfënnt op d'Schinn vun der demokratescher Legitimitéit. Ech sinn zefridden, haut feststellen ze kënnen, datt dat mëttlerweil geschitt ass. No engem Joer Militärjunta, déi géint den Expresident Tandja geputscht hat, nodeems dësen 2009 d'Verfassung violéiert hat, ass am Januar no faire Wahlen de Mahamadou Issoufou als neie President ervirgaangen an zënter ufanks Abrëll am Amt. D'Verfassungskris, déi d'Land während 18 Méint politesch gelähmt huet, wor domat eriwwer an déi international Donateuren hunn hir Aktivitéiten erëm opgeholl.

Och d'Lëtzebuerger Kooperatioun, déi während där Zäit all nei Projeten op Äis geluecht hat, kann elo erëm mat der Identifikatioun an de Formulatioune vun neien Aktivitéiten uknäppen. Dat mécht mer ëmsou méi Freed, well d'Populatioun laang genuch duebel gelidden huet: eng Kéier ënnert der schlechter politescher Leedung, an zweetens wéinst der Aarmut an der Liewensmëttelonsécherheet, deenen dëst Land aus dem Sahel bal chronesch ausgesat ass an déi säin Développement ëmmer erëm bremsen.

Enn dës Mounts fiert eng Lëtzebuerger Delegatioun, wou och de Finanzminister derbäi ass, an de Niger, fir sech a Gespréicher mat den neie politesche Responsabelen iwwert d'Manéier ze ënnerhalen, op déi Lëtzebuerg am nëtzlechsten hëllefe kann. D'Suerge vum Niger si laang net eriwwer, an de Réckfloss vun nigereschen Immigranten, déi a Libyen hir Aarbecht verluer hunn, grad wéi eng Flut vu Waffen, déi och ongehënnert an illegal no Süde fléisst, si just déi rezentste vun enger ganzer Rëtsch Erausfuerderungen, déi sech dem Land stellen.

Am Norde vun der Sahara, an Tunesien, wierken d'Konsequenze vum „arabesche Fréijoer" sech glécklecherweis méi positiv aus. Nom Départ vum ale Regime waarde mer gespaant op d'Wahle fir eng Assemblée constituante, déi elo den 23. Oktober solle stattfannen. Am Verglach mam Niger kann Tunesien natierlech vun engem aneren Ausgangspunkt duerchstarten. Trotzdeem sinn d'Problemer net ze ënnerschätzen, déi sech zemools bei der Entwécklung vun de Géigende bannen am Land weisen, déi an der Vergaangenheet staark vis-à-vis vun de Küstegebidder vernoléissegt goufen. D'Gespréicher vun enger Lëtzebuerger Delegatioun mat den tuneseschen Autoritéiten hu gewisen, datt ganz staark op d'Hëllef vu bausse gezielt gëtt.

Op Ufro vun der Europäescher Investitiounsbank si mer amgaangen ze kucken, a wéi engem Mooss mer der BEI hir Hëllef fir de Mikrofinanzsecteur an Tunesien kënnen ënnerstëtzen. Eng konkret Demande ass och un eis erugedroe ginn, fir d'bonne Gouvernance ze festegen. Vusäite vun der Zivilgesellschaft gëtt eng tunesesch Kulturwoch fir deen éischten Anniversaire vun der „Jasmin-Revolutioun" geplangt. Mir hunn eisen Appui do zougesot. Parallell dreiwe mer awer och d'Iddi vun enger trilateraler Kooperatioun tëschent Lëtzebuerg, Tunesien a Partnerlänner aus der Sahelzon am Beräich vun der Beruffsausbildung virun.

An anere Regioune vun der Welt ass eis Hëllef éischter a Form vun Aide humanitaire gefuerdert. D'Situatioun um Horn vun Afrika bleift dramatesch. Iwwer zwielef Milliounë Mënsche leiden hei un Honger, akuter Ënnerernährung a Krich. Als Chance am Ongléck muss een héchstwahrscheinlech wäerten, datt d'Zuel vun den Doudesaffer an de Länner ronderëm Somalien net esou héich ass, wéi dat a viregte Krisen de Fall wor.

Preventiv Moossnamen, ënner anerem vum Programme alimentaire mondial an den ONGen op der Plaz, schéngen hei gehollef ze hunn, dat Schroost ze vermeiden. D'Lëtzebuerger Hëllef fir d'Affer vun der Hongersnout beleeft sech bis elo op 3,5 Milliounen Euro, a mir hunn 1,5 Milliounë virgesi fir d'Rehabilitatioun no der Kris. Ech wor frou, während den Assisë vun der Madame Josette Sheeran, der Directrice exécutive vum PAM, ze héieren, datt och an dëser Situatioun d'Hëllef vu Lëtzebuerg eng vun deenen éischte wor.

Här President, méi rapid Hëllef versprieche mer eis natierlech och duerch de Projet „emergency.lu". Ech wollt Iech haut kuerz iwwert d'Fortschrëtter vun dëser origineller a villversprieche Initiativ informéieren. A kuerze Wierder geet et heibäi drëm, mat Know-how vu Lëtzebuerg en neie Bausteen zum Dispositif vun der internationaler humanitärer Hëllef bäizedroen, nämlech d'Telekommunikatioun am Fall vun enger humanitärer Katastroph erëm esou séier wéi méiglech hierzestellen. Ouni modern Telekommunikatioun gëtt et nämlech keng effikass Koordinatioun an engem Krisegebitt, an domat versträichen dacks déi éischt 72 nëtzlech Stonnen no enger Katastroph, an deenen nach Mënscheliewe kënne gerett ginn.

De Lëtzebuerger Know-how besteet an dësem Fall aus dem Wëssen, der Erfahrung an de Capacitéite vu verschiddenen Opérateuren aus dem Privatsecteur engersäits, de Firmaen HITEC an SES Astra TechCom, am Beräich Telekommunikatioun a Satellit, an anerersäits der Luxembourg Air Rescue an der Protection civile, well no der Äerdbiewekatastroph op Haiti huet de Ministère d'Initiativ geholl, fir dëst Fachkënnen a -wësse beieneenzeleeën an eng Äntwert op e Besoin ze fannen, deen och ewell vun internationaler Säit erkannt gi wor, op deen et awer bis elo keng zefriddestellend an integréiert Äntwert gouf.

Zënter datt ech Iech an der Chamber fir d'Éischt am Mäerz 2010 heivu geschwat hat, goufen Dosende vu Réuniounen heiheem an dobausse mat internationale Partner an Négociatioune gefouert, déi eis et erlaabt hunn, dëst Joer am Abrëll e Kontrakt mat de Partner aus dem Privatsecteur ze ënnerschreiwen, fir de Projet virunzeentwéckelen a bis Enn dës Joers operationell ze hunn. Et ass eis Intentioun, der internationaler humanitärer Communautéit „emergency.lu" während deenen nächsten dräi Joer als „global public good" zur Verfügung ze stellen, fir en um Terrain ze testen, ze préiwen an ze verfeineren.

Deen héije Käschtepunkt vu 17 Milliounen Euro iwwer véier Joer aus dem Kooperatiounsbudget gëtt doduerch ofgefiedert, well „emergency.lu" virun allem als „public private partnership" geduecht wor. Dat heescht, am Ufank steet déi öffentlech Missioun vun der humanitärer Hëllef, mat öffentleche Fongen. Privat Capacitéiten erlaben et, dës Missioun méi effikass ze maachen an engem objektive Besoin nozekommen. Déi technesch Infrastrukturen a Capacitéiten, déi vun der öffentlecher Hand finanzéiert goufen, kënnen tëschent Urgence-Situatiounen un aner öffentlech a privat Acteure mat Développements- an humanitärem Mandat verlount ginn an droen iwwert dee Loyer zum nohaltege Finanzement vun der initialer öffentlecher Missioun bäi.

Vum PAM, dee bei der UNO federführend fir Telekommunikatioun an Urgence ass, krute mer gesot, datt d'Natur vun hirer Aarbecht net wäert changéieren, mä datt se wéinst „emergency.lu" hir Aarbecht elo wäerte besser a méi séier maache kënnen. Op den Assisë vun der Kooperatioun vu virun engem Mount wor d'Direktesch vum PAM formell: „This will save lives!" D'nächst Woch stelle mer der EU-Kommissärin Georgieva „emergency.lu" vir, duerno am Europaparlament an am Dezember bei dem UN-Koordinatiounsbüro fir humanitär Hëllefen zu New York.

Här President, d'Entwécklungszesummenaarbecht ass an däerf kee Selbstzweck sinn. Esou wichteg et och ass, datt mer zesummen als international Gemeinschaft an och heiheem op nationalem Plang déi richteg Regelen a Referenzen, déi néideg Moyenen a Kontrollen definéieren, duerch déi mer no méi Effikassitéit a besser Effizienz vun der Kooperatioun striewen, däerfe mer awer net iwwert de Prozesser vergiessen, fir wie mer schaffen.

Ob mer an Afrika, Asien oder Latäinamerika mat de Partnerlänner iwwer hir Entwécklungsprioritéite schwätzen, ob mer eis zu New York, Genève oder Paräis fir méi a besser Hëllef asetzen oder ob mer deemnächst dat neit Gesetz finaliséieren a stëmmen, et mussen zu all Ablack d'Kanner, d'Fraen an d'Männer, déi Dag fir Dag ënnert den terribele Konsequenze vun der Aarmut leiden, am Mëttelpunkt vun eisen Iwwerleeungen, Décisiounen an Aktioune stoen. All deenen, déi sech duerfir asetzen an all Dag duerfir schaffen, mäi groussen an éierleche Merci! An dozou gehéieren och meng Mataarbechterinnen a Mataarbechter aus der Kooperatioun am Ausseministère.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, an ech ginn der Madame Kooperatiounsministesch Marie-Josée Jacobs Akt vun hirer Deklaratioun. Mir kommen elo zur uschléissender Debatt. D'Riedezäit ass hei nom Modell 2 festgesat, an et hu sech bis elo ageschriwwen: d'Madame Arendt, den Här Bettel, den Här Angel, den Här Braz, den Här Kartheiser an den Här Hoffmann. Als éischt Riednerin ass déi honorabel Madame Nancy Arendt agedroen. Madame Arendt, Dir hutt d'Wuert.

Débat

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Merci, Här President. Här President, Excellences, Madame Ministesch, Dir Dammen an Dir Hären, am Lidd „Imagine" séngt den John Lennon, mir sollten eis virstellen, wéi et wier, wann et keng Länner géif ginn, keng Reliounen, näischt fir een ëmzebréngen, kee Besëtz, kee Grond fir gaaschteg oder hongreg ze sinn. „Stellt Iech vir", séngt dee legendären, leider verstuerwene Beatles-Sänger, „all d'Mënsche géifen einfach am Fridden zesumme liewen an all eng Welt zesummen deelen".

A gläich drop séngt en: „You may say I'm a dreamer, but I'm not the only one!" Natierlech...

M. le Président.- Här Kartheiser? Erlaabt Der, Madame Arendt, datt den Här Kartheiser lech eng Fro stellt?

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Jo natierlech, Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Merci. Ech sinn e bësschen iwwerrascht. Ech wollt just d'Madame Arendt froen, ob si am Numm vun der CSV elo schwätzt: „Stellt Iech vir, et gëtt keng Reliounen, da géifen d'Leit am Fridde liewen." Ech wier frou, wa si eis dat do nach kéint e bësse méi erklären, well dem John Lennon säi Lidd ass jo ganz schéin, mä et stellt awer eng ganz Rei Froen, déi vläicht sollte gekläert ginn. Ass d'CSV der Meenung: „Stellt Iech vir, et géife keng Relioune ginn an da géife mer all am Fridden zesumme liewen?"

Merci.

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Ech hunn net gesot, wat d'CSV gesot huet. Ech hunn e Sänger zitéiert, dee säi Lidd hei gesongen huet.

(Interruptions)

M. le Président.- Sou, elo schwätzt ganz eleng d'Madame Arendt. Lauschtert emol der Madame Arendt no, Här Kartheiser.

(Brouhaha)

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- A vläicht, fir den Här Kartheiser direkt ze berouegen, si meng nächst Wierder: Natierlech leien tëschent deem, wat gesonge gëtt an der Wierklechkeet dacks Welten.

(Interruption)

Mä mir däerfen dësen Dram an d'Hoffnung, fir de Mënschen, deenen et net esou gutt geet, ze hëllefen net opginn! Grad elo, a wirtschaftlech gesi méi schwéieren Zäiten, ass et wichteg, positiv an d'Zukunft ze kucken. Grad elo musse mer dee Wee vun der Entwécklungshëllef, dësen esou wichtege Beräich fir eist Land, deen eis och an Zwëschenzäit richteg un d'Häerz gewuess ass an op dee mer och houfreg kënne sinn, entschlosse weidergoen.

Grad elo si mer eis och bewosst, datt mer riicht weider sensibiliséiere musse fir dës esou wichteg Thematik.

Dofir si mir als CSV dankbar, datt hei an der Chamber eemol am Joer eng méi laang Debatt iwwert d'Entwécklungshëllef stattfënnt. Dës Debatt gëtt eis d'Méiglechkeet, ëmmer nees op en Neits drop hinzeweisen, ënner wéi engen dramatesche Konditiounen nach ëmmer Millioune vu Leit liewe mussen, an et erlaabt eis och, e Bilan vun den internationalen an nationalen Ziler ze zéien, déi um Niveau vun der Entwécklungshëllef festgehale gi sinn.

Mir sinn och frou iwwer eisem Finanzminister, dem Luc Frieden, seng Ausso net méi spéit wéi d'lescht Woch beim Dépôt vum Budget, datt mer eben „net nëmmen eleng op dëser Welt sinn" an datt mer weider un eisem 1% vum BIP vun der Entwécklungshëllef festhale wëllen, a wou 314.000 Euro méi ageplangt sinn, wat e Plus ass vu 5%, wat eisen Engagement am weltwäite Spëtzepeloton bestätegt.

Léif Frënn, ech fannen et traureg, wa mer eisen Engagement fir d'Entwécklungshëllef verteidege mam Argument, net nach méi Flüchtlinge bei eis op Lëtzebuerg ze kréien, an esou den traurege Message vermëttelen, datt mir Entwécklungshëllef maachen, fir schlussendlech eis selwer alt net erëm ze vill ze schueden.

Entwécklungshëllef soll gemaach ginn, well mer et einfach ongerecht fannen, datt d'Plaz, wou een op d'Welt kënnt, driwwer décidéiert, ob een eng Perspektiv am Liewen huet oder net, well mer net gären an enger verrécktener Welt liewen, wou op där enger Säit Mënsche sech Fett ofsauge loossen, well se ze vill giess hunn, an op där anerer Säit all Dag Mënsche stierwen an erhéngeren, well se net genuch hunn.

An Entwécklungshëllef soll gemaach ginn, well mer dach eis allze modern Welt gären a Fro stellen - wa mer et fäerdegbréngen, Mënschen op de Mound ze schécken a geschwënn Tourismus am All ze entwéckelen, mä wa mer awer net genuch fir all Kand parat hunn, fir datt et iwwerliewe kann.

Léif Kolleegen, a menger Ried wollt ech fir d'Alleréischt am Detail op zwou vun den Haapterausfuerderungen, déi sech an der Entwécklungshëllef stellen, agoen: déi ongerecht Verdeelung an de Bevölkerungszouwuess. Da wéilt ech kuerz op verschidde Millenniumsobjektiver ze schwätze kommen. An engem drëtten Deel wollt ech mech mat der europäescher Entwécklungshëllef auserneesetzen, fir schliesslech da kuerz och nach op den nationale Kontext vun eiser Entwécklungshëllef ze kommen.

Niewent dem Bevölkerungszouwuess, dem Klimawiessel, de klammende Pëtrolspräisser an de Spekulatioune mat Liewensmëttel bleift an ass et virun allem déi ongerecht Verdeelung an eiser Welt, déi deenen engen et erlaabt, hir Piscinë mat Waasser ze fëllen, während déi aner kee Waasser hunn, fir ze drénken. Dëst kann an däerf eis net egal sinn, geneesou wéineg wéi déi batter Realitéit, datt 1% vun der Weltbevölkerung 40% vum weltwäite Räichtum geheieren an datt déi 20% Räich eleng 80% vun de weltwäit produzéierte Gidder konsuméieren.

Dat wierklech Paradoxt un dëser Situatioun ass awer, datt eis Äerd méi wéi genuch z'iesse fir jiddwer Mënsch bitt. Allerdéngs muss ee wëssen, datt e groussen Deel vun den ugebautenen Nahrungsmëttel net fir den Honger ze stëlle benotzt gëtt, mä fir an deene räiche Länner souwuel d'Mënsche wéi d'Déieren am Iwwerfloss ze fidderen respektiv an d'Dreckskëscht ze geheien.

Esou gi 40% bis 50% vun de Kären an de Fëschproduiten, genee wéi och 90% vum ugebautene Soja a 25% bis 40% vun deene verschiddene Mëllechproduiten als Fudder fir eis sougenannten „Notzdéieren" - d'Mënschen an d'Déiere vun eiser Säit also - benotzt.

Nach méi schockant wéi dat ass d'Tatsaach, datt d'Produktioun vu Fleesch a Mëllech oder Eeër eng zimlech ineffizient Aart a Weis ass, fir natierlecht Eewäiss ze kréien, well do enorm vill Planze gebraucht ginn. Et brauch een zum Beispill 16 Kilo Weess, fir nëmmen ee Kilo Fleesch ze produzéieren. Schonn eleng déi 1,5 Milliarde Ranner, déi et op dëser Welt gëtt, verbrauchen esou vill Fudder, datt mer domadder bal zweemol där ganzer Weltbevölkerung kéinten z'iesse ginn.

An dësem Kontext schreift den Direkter vum amerikaneschen „Institute for Food and Development Policy: „Fastfood und die Gewohnheit des Fleischverzehrs unter den Reichen auf dem Planeten unterstützen ein globales Nahrungssystem, das Nahrungsmittelressourcen von den Hungernden abzieht."

An Äthiopien zum Beispill leiden Zéngdausende vu Mënschen ënner enger Hongersnout. Am nämlechte Moment planzt dat total veraarmtent Land awer Käre fir eis an Europa un a verpacht seng Terrainen, déi exklusiv der Regierung geheieren, léiwer fir iwwer 50 Joer un auslännesch Groussentrepreneuren amplaz u seng eege Klengbaueren.

Här President, mir mussen eis Liewensgewunnechten änneren, wa mir deenen Aarmen an eiser Welt tatsächlech hëllefe wëllen. Net nëmme si musse sech änneren, och mir mussen eis änneren!

Nieft der Landwirtschaft an der Handelspolitik ass och an anere Beräicher, wéi zum Beispill dem Klimawandel, eng Änneruing vun eise Konsumgewunnechten dréngendst noutwendeg. Et sinn emol keng esou riseg Ustrengunge verlaangt, fir fir eng méi gerecht Verdeelung vum Räichtum ze suergen.

Hei ass et just wéi beim Klimawandel: kleng Gesten, vläicht och kleng Affer am Alldag kënne global ganz vill erreechen, wéi zum Beispill manner Fleesch iessen, ouni direkt musse Vegetarier ze ginn. En plus kënnt dëst Behuelen dann och dem Klimaschutz an hannen um Enn och eiser eegener gudder Gesondheet zegutt.

Si mir nämlech net prett, un eiser Liewensweis eppes ze änneren, da si mer enger Etüd vun der Däitscher Bank no praktesch gezwongen, bis d'Joer 2050 d'Produktioun vun eisen Iessmëttel ze verduebelen, an dëst eleng, fir kënnen der Demande vun enger weider steigender Weltbevölkerung gerecht ze ginn.

Just fir ee Beispill ze nennen, soll sech d'Weltbevölkerung an de Länner südlech..., d'Bevölkerungszuel - entschëllegt - an de Länner südlech vun der Sahara, wou elo schonns d'Fraen am Duerchschnëtt bal sechs Kanner kréien, vu 767 Milliounen an der nämlechter Period méi wéi verduebelen. Et ass kloer, dass den enorme Bevölkerungszouwuess an deenen aarme Länner deene verschiddene positiven Entwécklungen oft e Strëch duerch d'Rechnung mécht.

Léif Kolleegen, d'Weltbevölkerung wiisst all Joer ëm 80 Millioune Mënschen, allerdéngs och hei net iwwerall gläichméisseg. 98% vum Bevölkerungszouwuess betrëfft d'Entwécklungslänner. Do, wou déi gréisste Fortschrëtter an deenen äermste Regioune gemaach gi sinn, dat ass do, wou et fäerdegbruecht gouf, d'Gebuerteraten ze kontrolléieren. Et ass och do, wou op eemol d'Kanner genuch z'iessen hunn, wou se eng Éducatioun kréien a wou et Zougank zu engem eegene Gesondheetssystem gëtt.

Kee Wonner, datt d'Vereenten Natioune virun allem op méi Verhiddungsmëttel a Sexualberodung pochen. Weltwäit gëtt et all Joer iwwer 80 Milliounen ongewollte Schwangerschaften an den Entwécklungslänner. Heivunner si ganz vill jonk Frae betraff, déi selwer nach Kanner sinn. Ronn 215 Millioune Fraen op dëser Welt si gewëllt ze verhidden, kënnen awer net, well se keen Zougank zu Kondomer oder der Pëll hunn, seet d'Geschäftsführerin vun der däitscher Stëftung vun der Weltbevölkerung, d'Renate Bähr.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Dir sidd also net mam Poopst averstanen?

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Neen, an deem heite Sujet net.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Dir selwer oder Är Partei?

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Ech selwer. Ech schwätzen dann an deem Fall perséinlech.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Genial!

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Et stécht ganz kloer eraus, datt do...

(Hilarité et interruption)

Et stécht ganz kloer eraus, datt do, wou d'Frae selwer entscheede kënnen, wéini a wou se schwanger wëlle ginn, manner ongewollte Schwangerschafte virkommen an d'Gebuerten och vill méi komplikatiounslos oflafen. Esou kann och d'Mammestierflechkeet, wat jo e weidert Zil ass vun den „millennium goals", bis zu 30% gesenkt ginn. Just fir ze soen, datt an deenen äermste Länner nach ëmmer deeglech bis zu 1.000 Fraen - deeglech bis zu 1.000 Fraen! - u Komplikatioune während der Schwangerschaft oder bei der Gebuert stierwen, an dëst meeschtens bei ongewollte Schwangerschaften.

Keng Sexualopklärung an net genuch Verhiddungsmëttel dreiwen net nëmmen d'Bevölkerungszuel an d'Luucht, mä och d'Zuel - an d'Madame Ministesch huet et virdru gesot, wou zwar schonn e grousse Succès ze verzeechnen ass - vun HIV-Infektiounen. Verhiddungsmëttel a ganz virop de Kondom, gradesou wéi - an dat ass e ganz wichtegt Element - d'Matabanne vun de Männer bei der Opklärung, bei der Verhiddung, mussen nach vill méi promouvéiert ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, d'lescht Joer am September gouf um UN-Sommet zu New York, zéng Joer nodeems d'„millennium goals" an d'Liewe geruff goufen, en éischten Tëschebilan gemaach. Deen Tëschebilan ass méi wéi mitigéiert. Et gëtt Ziler, déi méi wäit erreecht gi si wéi anerer, an et gëtt Länner, an deenen d'Ziler besser konnten ëmgesat gi wéi an deenen aneren.

Ech wollt just kuerz zwee vun deenen aacht Millenniumsziler méi genee ënnert d'Lupp huelen, fir ze gesinn, wou mer dann haut stinn.

Dat wär fir d'Alleréischt emol dat éischt Zil, dat seet, datt bis 2015 d'Zuel vun deene Mënschen, déi mat manner wéi mat engem Dollar am Dag liewe mussen, gradesou wéi d'Zuel vun deene Mënschen, déi un Honger leiden, ëm d'Halschent ze reduzéieren ass.

An hirem Rapport aus dem Joer 2009 stellt d'UNO fest, datt d'Zuel vun deenen, déi an extremer Aarmut liewen, vun 1,8 Milliarden op 1,4 Milliarden erofgaangen ass. Dëst ass virun allem e Succès, wann ee bedenkt, datt d'Weltbevölkerung jo vu 5,3 op 6,5 Milliarden eropgaangen ass. Leider fält dëse Bilan fir déi äermste Regioune wéi d'Subsahara awer éischter schlecht aus. Hei ass den Deel vun deenen, déi mat manner wéi mat engem Dollar den Dag liewe mussen, just vu 57% op 51% gefall.

Dramatesch gëtt et bei der Bekämpfung vum Honger op der Welt: Am Joer 2009 ass et nämlech fir d'éischte Kéier zënter et doriwwer Statistike gëtt, also zënter 1970, datt méi wéi eng Milliard Mënschen un Honger leiden. Dat seet keng aner wéi d'Madame Josette Sheeran, d'Directrice vum UN-Welternährungsprogramm, déi och op Besuch war bei eis hei virun e puer Wochen op den Assisen.

Eng Milliard Mënschen, déi un Honger leiden, dat ass all sechsten Äerdebierger. Den Haaptgrond fir dës Hongersnout sinn déi kombinéiert Effekter vun der weltwäiter Rezessioun an déi drastesch steigend Liewensmëttelpräisser. Derbäi kommen a verschiddenen afrikanesche Länner eng Dréchent, esou wéi mer se am Moment um Horn vun Afrika erliewen, manner Geld aus dem Handel an der Entwécklungshëllef a manner Iwwerweisunge vu Sue vun Immigranten an hir Heemechtslänner an och - an dat ass e ganz wichtege Punkt, wou de Fernand Boden ëmmer drop opmierksam mécht - eng vernoléissegt Landwirtschaftspolitik.

Wa mer de Kampf géint den Honger an extrem Aarmut gewanne wëllen, dann nëmmen, wann d'Industrielänner nees méi an d'Landwirtschaft an an déi ländlech Entwécklung investéieren, wou vill méi Suen nees erëm an dëse Secteur fléisse mussen.

Dat verlaangt ënner anerem och der UNO hir Organisatioun fir d'Liewensmëttel an d'Landwirtschaft. An dësem Kontext erënnert d'FAO nämlech drun, datt am Ufank vun den 90er Joren nach vill méi Mënsche sech an den Entwécklungslänner sat iesse konnten, well ebe vill Suen an den Agrarsecteur vun dëse Staten investéiert gi sinn. Dofir ass et wichteg, datt d'Klengbaueren aus deene klengste Regioune vun dëser Welt nees bessert Geseems, Dünger, Fudder fir d'Déieren an och Maschinne solle kréien.

1980 sinn nämlech bal 20% vun der weltwäiter Entwécklungshëllef an d'Landwirtschaft gaangen, fir dann 2004 op nëmme 4% an hautdësdags souguer knapp op 2% erofzefalen.

Doniewent mussen Agrarreformen ënnerstëtzt ginn, fir deene Leit erëm d'Méiglechkeet ze ginn, fir selwer ze produzéieren an esou en eegent Akommes ze kréien. An et mussen nei Regele fir d'Agrarmäert agefouert ginn, fir datt déi schwaach Konkurrenten an der Landwirtschaft virum Dumping a staarke Präisschwankunge geschützt ginn. Nëmmen esou kënnen déi sëlleche Baueren am Süden nees Hoffnung kréien a kann d'Veraarmung konkret bekämpft ginn.

An Europa erhalen d'Erzeuger am Allgemenge staatlech Hëllefen a Form vun Ausgläichsbezuelungen, déi bei ville bis zu 60% vum Akommes ausmaachen, déi déi Baueren an deenen aarme Länner natierlech net kréien. Et gëtt kritiséiert, datt d'Industrielänner mat Subventiounen eis Präisser fir d'Landwirtschaftsprodukter esou niddreg halen, datt déi aarm Länner net méi mathale kënnen an hir eege Produktioun méi déier op de Marché bréngen, wéi mir eis.

En plus huet déi schnell Afouer vu Liewensmëttel déi lokal Produktioun an den Abseits gedrängt an d'Existenz vu Millioune Baueren zerstéiert. D'Dumpingpräisser hunn zwar vläicht dem Konsument an de Stied Virdeeler bruecht, mä si hunn déi national Produzenten extrem benodeelegt, well se ëmmer manner Keefer fir hir eege Wuere fonnt hunn.

Här President, léif Kolleegen a léif Kolleeginnen, dat véiert Jordausendzil ass dat, wat mir perséinlech am meeschten um Häerz läit, an dat ass, derfir ze suergen, datt tëschent 1990 an 2015 d'Zuel vun de Kanner, déi ënner fënnef Joer stierwen, vun 10,6% op 3,5% erofgesat gëtt.

Och bei dësem Punkt huet sech d'Situatioun an eenzelne Länner verbessert, mä a ville Regiounen - an do gehéiert nees déi ganz Subsahara derzou - bleiwen d'Zuele schlecht. De Risiko fir d'Kanner, u vermeidbare Krankheeten ze stier-

wen, bleift an den afrikanesche Länner südlech vun der Sahara am héchsten. Et gëtt Fortschrëtter, mä trotzdeem stierft an dëser Regioun nach all aacht Kand ënner fënnef Joer.

Och hei dréit déi global Finanz- a Wirtschaftskris hiren Deel derzou bäi, datt Millioune vu Kanner an den Entwécklungslänner an extrem Aarmut falen. Kuerz virum 20. September vun dësem Joer huet d'Unicef gemeinsam mat aneren ONGen déi neiste Schätzungen iwwert d'Kannerstierflechkeet virgeluecht. Laut engem Rapport vun „Child Mortality - Levels and Trends 2011" sinn am subsaharesche Kontinent am Joer 2010 all Dag 21.000 Kanner ënner fënnef Joer gestuerwen. All Dag 21.000 Kanner!

Weltwäit sinn dës Zuelen awer besser: D'Zuel vun den Doudesfäll bei de Kanner ënner fënnef Joer ass an deenen 20 Joer vu méi wéi zwielef Milliounen op 7,6 Milliounen zréckgaangen. Dat entsprécht engem Réckgank vu 35% an 20 Joer. Leider ginn awer dës Fortschrëtter och net duer, fir eis Ziler, déi mer eis bis 2015 gesat hunn, ze erreechen, an d'Kannerstierflechkeet bis zu zwee Drëttel ze senken, gëtt och net erfëllt.

Den Unicef-Exekutivdirekter Anthony Lake erkläert, datt mer, fir käschtewierksam méi Kannerliewen ze retten, ganz cibléiert an déi am schlëmmste benodeelegt Bevölkerungsgruppen investéiere mussen.

Elo scho stierwen op eiser Welt - ech hunn et virdru gesot - 24.000 Kanner u Krankheeten, déi hätte verhënnert oder behandelt kënne ginn. Zousätzlech komme bei eis Zuel dann nach 4.000 Kanner derbäi, well d'Waasser verknascht ass oder keng Hygiène do ass.

Ze dacks gëtt dëse Problem vun ze vill uewen ugepaakt, wann een der US-Wëssenschaftlerin Rita Colwell nolauschtert, déi d'lescht Joer zu Stockholm de Weltwaasserpräis kritt huet. Fir erfollegräich ze sinn, wär et oft besser, mat méi einfache Mëttelen direkt um Terrain ze schaffen. Fir si wär et vill méi wichteg, d'Fraen an aarme Länner ganz einfach emol d'Filtréiere vum Waasser ze léieren, déi dës Fäegkeet dann un esou vill wéi méiglech aner Fraen an Nopeschdierfer géife weiderginn.

Niewent dem knaschtege Waasser sinn d'Longenentzündungen an den Duerchfall aner Grënn, fir wat an deenen anere Länner esou vill Kanner stierwen. Esou stierwe méi kleng Kanner un Duerchfall wéi un der Malaria, Aids an de Masern zesummen. All Kand mat Duerchfall an den Entwécklungslänner misst eigentlech eng OR-Therapie, also eng „oral rehydration"-Therapie kréien, an dat fir ze verhënneren, datt de Kierper ausdréchent.

D'Zuel vun deene Kanner, déi dës Behandlung kréien, ass am Verglach zum Joer 2000 leider just nëmme liicht an d'Luucht gaangen. Et misst een deene klenge Patienten och zéng Pëlle gi géint den Duerchfall, déi se… Entschëllegt! En plus missten déi kleng Patienten och Zénktablette kréie géint den Duerchfall, fir ze verhënneren, datt se ze dacks laang drënner leiden.

Fir eppes géint déi dramatesch Situatioun ze maachen, schloen de Philosoph Thomas Pogge an de Wirtschaftswëssenschaftler Aidan Hollis vir, en „Health Impact-Fong", also e Gesondheetswirtschaftsfong ze schafen. Bei dëser Iddi ass virgesinn, datt d'Pharmafirmen och u Projete schaffen, déi d'Gesondheetssituatioun verbesseren. Eng Firma, déi sech bei dësem Fong mellt, verflicht sech, hiert Produkt op der ganzer Welt fir dee Präis unzebidden, deen et och kascht. Als Géigeleeschtung kréien d'Pharmafirmen aus dem „Health Impact-Fong" Primen, déi op der Basis vun de positive Wierkungen, déi mat deem Medikament erziilt gi sinn..., jo, kréie se da Primen.

Eleng un dësen zwee Ziler gesi mer, datt nach vill Aarbecht gemaach muss ginn, fir eist Versprieche vis-à-vis vun den Entwécklungslänner kënnen anzehalen. Et muss op allen Niveauen eppes geschéien, ugefaange mat deem fir eis vläicht am wichtegsten, deem vun der Europäescher Unioun.

Här President, natierlech ass et a finanziell a wirtschaftlech onsécheren Zäiten net einfach fir d'Europäesch Unioun, hiert Verspriechen ze erfëllen a bis an d'Joer 2015 d'öffentlech Entwécklungshëllef op 0,7% vum Bruttonationalakommes eropzesetzen an dovunner d'Halschent an Afrika ze investéieren, an dach ass et nach ëmmer méiglech an och néideg. Dat Ganzt ass eng Fro vu Wäitsiicht a virun allem vu politeschem Wëllen.

Op Basis vun enger gerechter globaler an EU-interner Verdeelung vun de Laaschte mussen all d'Donateurslänner hiren Deel zur Verwierklechung vun dësem Zil bäidroen. Een entscheedend Element dovunner ass, datt déi Mëttelen - an d'Ministesch huet et virdrun e puermol gesot - och effizient agesat ginn. Dobäi sollt d'EU grad nom Lissabon-Traité besser fonctionnéieren. En Traité, deen aus der Entwécklungshëllef an dem Kampf géint d'Aarmut en eegestännegt Zil vun der europäescher Aussen- an Handelspolitik gemaach huet.

Den Opbau vum europäeschen Aussendéngscht schleeft awer nach ëmmer, an och déi Héich Vertriederin vun der Aussepolitik huet leider bis elo nach net allze vill grouss Akzenter gesat. An awer däerfen all dës Schwieregkeeten net derzou féieren, datt d'Europäesch Unioun an deenen nächste Jore hirer Roll als gréissten Acteur vun der globaler Entwécklungshëllef net méi gerecht géif ginn.

Et ass also wichteg, datt d'Unioun der Welt an hire Memberstaten de Message weidergëtt, datt och a Krisenzäiten déi öffentlech Finanzéierung vun der Entwécklungshëllef net däerf op Äis geluecht ginn. Grad d'Kris huet dach gewisen, datt dës Hëllef fir déi betraffe Länner e Sécherheetsnetz ass, well se sech op déi öffentlech Sue verloosse kënnen, wat bei deene privaten Ënnerstëtzunge vläicht net ëmmer gradesou de Fall ass.

D'Entwécklungslänner kënnen doduerch hir sozial Basisdéngschter a fundamental Wirtschaftsfunktiounen um Lafen halen, wat fir si eng gewësse Stabilitéit an och méi eng wäitsiichteg Planung mat sech bréngt. Eng Studie vun der Europäescher Kommissioun huet nämlech gewisen, datt, wann d'Europäesch Unioun an hir Memberstaten d'Prinzipië vun der Deklaratioun vu Paräis an och vum Aktiounsplang vun Accra geziilt um Terrain asetzen, all Joer dräi bis sechs Milliarden Euro méi kéinte fir d'Entwécklungshëllef agesat ginn.

Et ass evident, datt d'Entwécklungshëllef vun deenen eenzelne Länner nëmmen dann effizient ka sinn, wa se gutt koordinéiert, kohärent a complementaire ass. Déi wesentlech Viraussetzung, fir eng verbessert Wierkung vun der Entwécklungshëllef ze kréien, ass, wann d'Geberlänner sech verflichten, gemeinsam Schwéierpunkten ze setzen, besser Ugaben ze maachen an esou eng duebel Aarbecht ze verhënneren.

Alles muss méi openeen ofgestëmmt sinn a méi no gemeinsamen internationale Standarde gefouert ginn, wat d'Qualitéit, wat d'Quantitéit, de Géigestandsberäich gradesou wéi d'Format vun den Daten, déi agespeist ginn, ugeet. Dëst suergt da fir eng besser Opdeelung tëschent den Aarbechten, méi Transparenz, an et erlaabt hinnen och, besser Rechenschaft iwwert d'Leeschtungen ze bréngen.

D'Partnerlänner solle sech verflichten, hir Entwécklungsstrategië besser ëmzesetzen an d'Roll vun hire Parlamenter besser mat anzebannen, gradesou wéi och méi Wäert op Eegeverantwortung soll geluecht an hir Resultater méi geziilt ënnert d'Lupp musse geholl ginn.

Wéi wäit d'Europäesch Unioun bei der Ëmsetzung vun dëse Prinzipien ass, dat wäerte mer da spéitstens - d'Madame Ministesch huet et och ugekënnegt, an ech huelen och un, datt si eist Land op deem Sommet zu Busan vertrëtt - um véierte Forum vun der Effikassitéit vun der Kooperatiounshëllef gesinn, deen dann a Südkorea wäert stattfannen.

D'EU misst hëllefen, datt och an deene Länner nohalteg Steier- an Douanessystemer geschafe ginn, andeems d'Steier- an d'Douanesverwaltunge reforméiert ginn, fir illegal Kapitalstréim an Douanesbedruch ze bekämpfen. Genausou wichteg ass, datt d'Entwécklungshëllef um Welthandel bedeelegt gëtt, fir iwwert dee Wee u finanziell Recetten, also Eegemëttel, ze kommen.

D'Europäesch Unioun muss sech dowéinst och weider fir international Handelsregelen asetzen, déi der Entwécklungshëllef entspriechen, a sech gläichzäiteg fir d'Wirtschaftspartnerschaftsaccorden asetzen, fir datt déi Länner méi beim globalen a regionalen Handel kënne matmaachen.

Här President, wann Der mer erlaabt, géif ech vun där Zäit, déi mer nach bleift, profitéieren, fir kuerz op den nationale Kontext vun der Entwécklungshëllef ze schwätzen ze kommen. Dat Mannst, wat ee vun der lëtzebuergescher Entwécklungspolitik soe kann, ass, datt se vill besser dosteet, wéi déi meescht vun deenen aneren europäeschen, oder souguer vun de ganze Länner op der Welt.

Net nëmmen, datt mir elo schonn zënter e puer Joer ganz uewen am Spëtzepeloton leien, wat eis Effortë fir eis Kooperatioun ubelaangt, mat eisem enge Prozent vum PIB, wat ronn 300 Milliounen Euro ausmécht, neen, mir versichen, déi Prinzipien, no deenen déi europäesch Entwécklungspolitik fonctionnéiere soll, schonn zënter méi Laangem um Terrain konkret an och konsequent anzesetzen.

Genausou wéi Europa oppasse muss, kohärent a koordinéiert virzegoen, musse mir och hei zu Lëtzebuerg eis Hëllef weider versichen, méiglechst effikass ze organisëieren. No dësem Prinzip wëllt d'Regierung elo eis Entwécklungshëllef nach besser maachen, andeems ganz prezis Beräicher vun der Madame Ministesch definéiert gi sinn, wou mer nach méi an der Zukunft an deene Länner hëllefe wëllen.

Dës Décisioun vun der Regierung geet mat Sécherheet an déi richteg Richtung. Allerdéngs musse mer eis Aen ophalen, datt och all eis Secteuren an der Politik vernetzt an zesumme schaffen. Et ass eng Tatsaach, datt d'Aussepolitik vun den industrialiséierte Länner an de Beräicher wéi dem Handel, der Landwirtschaft oder dem Kampf géint de Klimawandel ee vill méi groussen Impakt op d'Entwécklung vun den aarme Länner wäert hu wéi mir als klenge Fleck op der Weltkaart. Mä och bei eis ass et onëmgänglech, déi verschidde Politiken, déi d'Entwécklungslänner betreffen, zesummen ze verstrécken a méi kohärent mateneen ze verbannen.

Ech wéilt an deem Kontext op eng Motioun zréckkommen, déi ech virun dräi Joer während dëser Debatt erabruecht hunn an déi mir och heibanne gestëmmt hunn: fir méi Fairtrade-Produkter anzekafe beim öffentlechen Akaf. Am Juli 2009 ass am Regierungsprogramm explizit heiriwwer geschwat ginn, fir verstäerkt op dës Produiten zréckzegräifen. Mir sinn elo an der Halschent vun der Legislaturperiod an do sollt e Bilan gemaach ginn, fir ze kucken, wat bis elo geschitt ass. Ech wollt d'Madame Ministesch froen, ob si vläicht weess, wou mer elo bei deem dru sinn.

Ech wollt awer och de Message vläicht weiderginn un eise Chamberspresident. Verschidden Acteuren hunn et virgemaach, sief et an de Schoulkantinen, oder och scho verschidde Ministèren. Mir kënnen och vläicht als Chamber de Kaffi oder déi verschidden Uebsten, op alle Fall déi, déi vläicht net grad hei am Land produzéiert ginn, op dësem Wee akafen. Et ass och als Message wichteg, datt all eis Secteure vun der Politik um nämlechte Seel zéien an datt deen ee Prozent, wou mer investéieren, net erëm duerch déi 99% vun eiser anerer Politik duerch d'Lappe geet.

Dir Dammen an Dir Hären, wéi d'Ministesch scho virdru gesot huet, si mer amgaangen, eist Kooperatiounsgesetz nei ze iwwerschaffen, fir dëst de Realitéite vun haut besser unzepassen. Dëst ass gutt, an dach muss ee bedenken, datt eist aktuellt Gesetz - d'Ministesch huet et scho gesot - elo scho vill Spillraum gëtt an eis erlaabt, eng gutt Kooperatiounspolitik ze bedreiwen. Mä alles ass jo, wéi gewosst, nach ëmmer verbesserungsfäeg.

Mir musse vläicht och iwwerleeën, ob a wéi an der Gesetzespropositioun d'Kritäre fir d'Akkreditatioune souwéi och vun den Appels d'offres vun den ONGe genee festgeluecht solle ginn. Eng éischt Suerg muss natierlech dann déi sinn, datt dës Kritären esou festgeluecht sinn, datt se zu der Effikassitéit vun der Hëllef mat bäidroen. Et muss awer genee opgepasst ginn, datt eenzel ONGen hei am Land, och déi méi kleng, déi effikass Aarbecht leeschten, net op eemol näischt méi kréien, wa mer op de Wee vun den Appels d'offres ginn.

Et ass eng Tatsaach, datt schonn ier déi staatlech Kooperatioun u Form gewonnen huet, sech déi éischt ONGen hei zu Lëtzebuerg organiséiert haten a sech iwwert d'Jore staark professionaliséiert hunn an iwwer eng unerkannten Expertise am Beräich vun der Entwécklungshëllef verfügen. Ouni si hätt eis Kooperatiounsaarbecht hei zu Lëtzebuerg sech net esou konsequent entwéckele kënnen, wa se net esou effikass vun deene begleet gi wär, déi all Dag um Terrain schaffen.

Sou mussen dës Organisatiounen onbedéngt hir fest Plaz an den Diskussiounen iwwert d'Kooperatiounshëllef behalen, oder si misst souguer vläicht nach ausgebaut ginn. Dat ass op alle Fall hire Wonsch. An ech denken, wann et eng Plaz gëtt, wou se méi aktiv sollte matwierken, dann ass et net nëmmen an engem regelméissegen Austausch mat eis hei an der Chamber oder der zoustänneger Chamberskommissioun - mä awer och, wa mer da wëlle kohärent bleiwen, an der Agrarkommissioun, an der Wirtschaftskommissioun, an der nohalteger Entwécklungskommissioun -, mä awer och vläicht nach méi oft op Invitatioun vun deem Comité, deen eigentlech zoustänneg ass fir d'Kohärenz an d'Evaluatioun op dësem Gebitt, nämlech de Comité interministériel.

Madame Ministesch, mir hu leider vu ville Säiten héieren, datt dëse Comité net esou honnertprozenteg optimal fonctionnéiert. Vill Leit wären net ëmmer do an et misst een hei vläicht effektiv kucken, ob een hei kann awierken an dëst optimiséieren.

Sou, Här President, ier ech zu menger Konklusioun kommen, wëll ech nach just gradesou wéi d'Ministesch meng Begeeschterung zum Ausdrock bréngen, datt de Friddensnobelpräis dëst Joer un déi dräi staark Frae vergi gouf.

M. Fernand Boden *(CSV)*.- An un e Lëtzebuerger.

Mme Nancy Arendt *(CSV)*.- Wat gelift? Neen, net de Friddensnobelpräis… Jo, jo. De Friddensnobelpräis, Här Boden. Déi dräi Laureaten, d'Tawakkul Karman, d'Journalistin aus dem Jemen, d'Ellen Johnson Sirleaf, eng liberianesch Friddensaktivistin a Presidentin vum Liberia, an d'Mënscherechtlerin Leymah Gbowee gi gewierdegt fir hiren Asaz am Kampf fir d'Stäerkung vun der Roll vun der Fra.

D'Norweger verginn eng vun deenen héchsten Auszeechnunge vun der Welt op en Neits u Vertrieder vun der Drëtter Welt, wou d'Rechter vun de Fraen ee vun deene sëlleche Problemer duerstellen, mat deenen d'Mënsche konfrontéiert sinn. Déi dräi Fraen hunn iwwer Joren all Dag a schwieregste Konditiounen derfir gekämpft, fir deenen Aarmen an Ënnerdréckten aus hire Länner ze hëllefen.

Si weisen, datt et jiddwerengem besser geet, wann d'Fraen iwwerall op der Welt méi Rechter a méi Muecht kréien, an datt d'Länner, déi d'Leeschtung vun de Fraen unerkennen, méi Succès hu wéi déi, déi et net maachen. Dat seet keen anere wéi de Barack Obama, President vun Amerika.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Nancy Arendt *(CSV)*.- Esou sinn ech als Fra méi wéi stolz, datt dëse Friddensnobelpräis un dat Geschlecht geet, dat am energeschsten an den Entwécklungslänner am alldeeglechen Asaz ass, fir hiert eegent Schicksal an de Grëff ze kréien, an déi am meeschten ënnert de Konsequenze vu Kricher an der Aarmut leiden. Dëse Geste setzt e wichtegt Zeechen a verspreet Hoffnung a Freed fir d'Fraen an der Drëtter Welt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi nächst Jore steet déi global Entwécklungspolitik viru groussen Erausfuerderungen. Derbäi kommen eng europäesch Finanz- a Wirtschaftskris, géint déi nach riicht weider muss ugekämpft ginn, wéi och d'Konsequenze vum Klimawandel, mat deenen och hei am stäerksten d'Entwécklungslänner ze kämpfen hunn.

Déi nächst Jore bedeite fir d'Entwécklungslänner allerdéngs och eng grouss Chance. Wa mir nämlech eis Ziler erreeche sollten - an dofir musse mir einfach alles maachen -, da gi mir deene Länner och d'Méiglechkeet, fir eng Wirtschaft opzebauen, déi iwwerliewen a wuesse kann. An net méi spéit wéi d'lescht Woch huet mäi Kolleeg, de Marcel Oberweis, eis an eiser Sitzung op d'Land Ghana higewisen, wat e Wirtschaftswuesstum vun 9% huet a wat weist, datt et also méiglech ass. An dann hu mir en zolidd Fundament fir eng nei Partnerschaft geluecht tëschent Europa an Afrika.

Et gëtt hei zu Lëtzebuerg ganz vill gespent, Här President, mä eleng domadder geet et net duer. Et muss nach besser erkläert ginn, wisou dës Hëllef esou wichteg ass a wat mir an eisem Alldag dogéint maache kënnen - fir et besser ze kréien. Mir mussen d'Éducatioun iwwert d'Entwécklungshëllef an de Schoulen, der Uni an de Gemenge verstäerken, an dëst duerch Formatioune vun deenen, déi de Message weider solle ginn, öffentlech Campagnen a regelméisseg Diskussioune mat de politeschen Entscheeder.

Och d'Press muss hei hir Opklärungsroll spillen an d'Wichtegkeet vum Thema méi kloer ënnersträichen. Wann ee weess, datt a Schweden 64% vun de Leit an der Gesellschaft wëssen, ëm wat et geet, wa mer iwwert d'Millenniumsziler schwätzen, a wann dat hei am Land just knapp 10% sinn, dann ass dat en Zeechen, datt sech an eiser Opklärungspolitik nach eppes ännere muss. Wa mir et also gär esou hätten, wéi den John Lennon séngt, an net nëmme vun enger besserer Welt dreemen oder se imaginéiere wëllen, da muss jiddweree säin Deel dozou bäidroen a gudde Wëlle beweisen, well soss riskéiert dat Ganzt effektiv, just en Dram ze bleiwen!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen der Madame Arendt Merci. An als nächste Riedner ass den Här Xavier Bettel agedroen. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Madame Ministesch, a puncto Entwécklungszesummenaarbecht gëtt sech Lëtzebuerg bekanntlech jo all Méi, fir e virbildleche Schüler ze sinn. '92 gouf jo festgeluecht, dass d'Aide publique au développement op 0,7% bis d'Joer 2000 sollt eropgesat ginn. '99 huet d'Regierung souguer d'Zil op 1% fixéiert. An 2009 gouf dat Zil och erreecht.

An och fir 2010 gëtt de Seuil erreecht. Mat 1,0% vum RNB huet Lëtzebuerg dat virge-

schriwwent Zil vun de Vereenten Natiounen iwwerschratt. Et gëtt am Moment nëmme fënef Länner op der Welt, déi dëst erreecht hunn. Mat dësen Zuele kënnt eist Land och op déi éischt Plaz vun de 27 Memberlänner vun der Unioun, an op der Weltranglëscht si mir op der zweeter Plaz mat Norwegen.

Eist Land investéiert also trotz schwieregen Zäite weiderhin an d'Entwécklungshëllef. De grousse Konsens en faveur vun der Entwécklungshëllef an der Lëtzebuerger Gesellschaft huet dëse Projet all déi Joren iwwer gedroen. Nom Motto „d'Haut ass mer méi no wéi d'Hiem" hëlt an der europäescher Moyenne d'Wichtegkeet vun der Entwécklungshëllef of, wéi aus dem Eurobarometer vun 2010 erauskënnt. Am Géigendeel zu dësem Trend bekenne sech d'Leit zu Lëtzebuerg zu eiser Entwécklungspolitik. Ëm déi 60% ongeféier halen d'Entwécklungspolitik fir ganz wichteg.

A mir, op jidde Fall d'Demokratesch Partei, akzeptéieren net, dass een a Krisenzäite probéiert, d'Entwécklungspolitik als Thema ze benotzen, fir ze soen: „Kuckt, mir hunn awer och aarm Leit hei am Land an et muss een deenen hëllefen, an dat dote si Suen, déi mer nëmme just duerch d'Fënster geheien an déi souwisou néierens ukommen." Esou Themen, esou pauschal Phrasë kënne mir net akzeptéieren! Mir sollen och wëssen, vu wou mir kommen. A mir waren och frou, wa Leit eis gehollef hunn, wa mir se gebraucht hunn!

Une voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel *(DP)*.- „Tout est au mieux dans le meilleur des mondes possibles", sot Der Iech elo. Mä net ganz, well dës Zuele brauchen eng aner Approche wéi eng, déi sech erëm op de Montant, dee mer an d'Entwécklungshëllef investéieren, bezitt. Geld eenzeg an eleng geet also net duer, et sinn och virun allem d'Resultater, déi hei zielen. Wat bréngen also schlussendlech déi Milliounen, déi mer investéieren, fir deenen Äermste vun den Äermsten ze hëllefen?

Här President, wat ech domadder mengen, wéilt ech gäre mat enger aktueller Katastroph verdäitlechen. Während e puer Wochen hunn eis ganz schlëmm Biller vun Hongerkatastrophen a Somalien erreecht. Kee vun eis ka bei esou Reportagen ewechkucken. Ëm déi zwielef Millioune Leit aus dem Horn vun Afrika riskéieren, virun den Ae vun der ganzer Welt ze stierwen. A wéi dacks bei esou dramatesche Situatiounen, sinn déi schwaachst vun hinnen d'Kanner an d'Fraen.

Säit e puer Wochen awer mécht dës verzweifelt Situatioun net méi d'Schlagzeile vun all den Zeitungen a vun de Journalen - vläicht kritt se e puer Zeile gewidmet -, well et aner Sujete gëtt, déi soi-disant méi wichteg sinn. Contrairement zu deem, wat een awer kéint mengen, geet den Horrorzeenario weider. Ëm 30.000 Kanner sinn eleng an dräi Méint ëm d'Liewe komm!

D'Fro, déi mer eis elo musse stellen, ass déi, ob dës Katastrophen net hätte kënne verhënnert ginn. De Klimawandel huet sécher säin Deel dozou bäigedroen. Nach ni hat et an dëse Géigende schonn esou laang net méi gereent. Et gouf onméiglech, op dësem Land eppes ze kultivéieren oder Déieren ze halen. Fakt ass awer och, dass déi éischt Livraisoun un Aide humanitaire séier um Terrain war, mä dass rebellesch Gruppe Problemer gemaach hunn.

Sou schwéier et ass, sech dat anzegestoen, dass humanitär Katastrophe virauszegesi wieren: Si huet sech lues awer sécher entwéckelt virun den Ae vun der internationaler Communautéit, déi du gemaach huet, wéi wann dës zwielef Millioune Leit vun haut op muer am schlëmmste Misär géife liewen! Et ass awer keen Zoufall, dass am Horn vun Afrika grad déi Regiounen am schlëmmste betraff sinn, déi och scho virdrun déi äermst waren.

Här President, och wa Lëtzebuerg elo keng direkt bilateral Kooperatioun mat Somalien huet, ass dëst awer eng Lektioun fir d'Entwécklungshëllef am Allgemengen. Et geet och net duer, dass mir elo hei an och op anere Plazen erëm de Constat maachen, dass dat heiten ni méi dierf geschéien. Mä et muss ee sech och déi néideg Moyenë ginn, souwuel um aussepolitesche Plang wéi selbstverständlech och um entwécklungspolitesche Plang, mä awer och besonnesch um Plang vum Klimaschutz.

Hei muss jo keen drun erënnert ginn, dass d'Entwécklung vun engem Land e laange Wee ass. Laangfristeg Visiounen a global Projete mussen dofir ëmgesat ginn. Entwécklungshëllef muss - muss! - weider op nohalteg Projete setzen. Am Fall vum Horn vun Afrika kann een op e puer Facteuren hiweisen.

Zum Beispill muss een Deel vun der internationaler Hëllef, deen un d'Landwirtschaft geet, nees erweidert ginn. D'Efforten an deem Domän si ganz staark zréckgaangen. An 30 Joer ass d'international Hëllef an der Landwirtschaft ëm 75% gekierzt ginn. Dat sinn alarmant Zuelen, wann ee weess, dass bal 80% an deem Land vum Secteur vun der Agrikultur ofhängeg sinn. An a Somalien gëtt awer manner wéi 1% vun der Hëllef an d'Landwirtschaft - an an den Nopeschlänner sinn d'Zuelen net vill besser - investéiert.

Derbäi kënnt och nach d'Éducatioun, wat awer ee vun deene wichtegste Piliere fir d'Entwécklung vun engem Land ass an déi net unzetreffen ass. En immens héijen Taux vun Natalitéit verschlëmmert déi scho verzweifelt Situatioun vu chronesch ënnerernierte Kanner. Et ass wouer, dass d'Konditioune fir eng Éducations- a Gesondheetspolitik einfach net do sinn. En Usaz vu Strukturen an Institutiounen ass da meeschtens der Korruptioun verfall, a vun Demokratie brauche mer a verschiddene Länner guer net ze schwätzen.

Mä och an dësen Domäne muss d'international Communautéit duerchgräifen. Mir als kleng Lëtzebuerger hunn net déi Iwwerzeegungskraaft, fir do alles ze änneren. Ech wënschen der Madame Ministesch awer bonne Chance!

Här President, d'Aarmut an der Welt an och de Klimawandel, dee sécherlech d'Konditiounen net verbessert, mussen am Kader vun enger nohalteger Entwécklung bekämpft ginn. Individuell, isoléiert a punktuell Projete sinn do net déi richteg Äntwert. Eng permanent Nees-Afrostellung an Upassung ass déi richteg Approche. Den Triptyque vun der Entwécklung, deen aus dem wirtschaftspoliteschen, sozialpoliteschen an ëmweltpoliteschen Element besteet, muss dobäi fest am A behale ginn. Dëst muss sech a kohärenten an effektive Projeten och dann erëmspigelen.

Déi verschidde Ministèren, déi eng Roll an der Ëmsetzung vum Projet spillen, mussen zesummeschaffen. Nëmme wann déi jeeweileg Kompetenzen hiren Deel bäidroen, kënnen och komplett Projete presentéiert ginn.

D'DP huet zum Beispill an hirem Positiounspabeier op d'Schafung vun enger Klimabank higewisen. Mir hu proposéiert, ze préiwen, awéifern och an der Entwécklungshëllef eng Klimabank eng Roll spille kann.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Do gesinn ech sécherlech weider Opportunitéiten, déi ee weider verdéiwe soll.

Ech wëll awer och hei de groussen Engagement vun deene Leit um Terrain wierklech ervirhiewen. D'Aide humanitaire d'urgence an de Katastrophefäll ass déi éischt Viraussetzung, fir weiderhin d'Land op de Wee vun der Entwécklung ze bréngen. D'Lëtzebuerger Regierung huet eng finanziell Hëllef vun 3,5 Milliounen Euro fir d'Aide alimentaire am Horn vun Afrika virgesinn. Mä soubal déi akut Noutsituatioun behuewe ginn ass, mussen d'Projeten d'Relève huelen, fir do am Land op Dauer weider Katastrophen évitéieren ze kënnen. Fir dëst Zil ze erreechen, muss d'Kooperatioun héichwäerteg sinn, andeems d'Projete kënne laangfristeg a global Resultater matbréngen.

Här President, ech hu virdru vun der Qualitéit an der Entwécklungshëllef geschwat. D'Aarbecht vum Cercle de coopération zur Effikassitéit vun der Hëllef verdéngt, hei och ugeschwat ze ginn. Duerch d'Consultatioune bei sengen ONGen huet de Cercle en Dokument vun de Lignes directrices zesummegestallt. Dës Richtlinië sollen dozou bäidroen, d'Lëtzebuerger Engagementer am Kader vun der OCDE an der Convention de Paris ze verbesseren.

Bei där Konventioun, wéi hiren Numm et och schonn undeit, geet et haaptsächlech drëms, déi gemeinsam international Efforten zesummenzebréngen an dorauser eng kohärent an effikass Hëllef ze maachen. Den nächste Mount wäerten a Südkorea jo op deem véierte Forum iwwert d'Effikassitéit vun der Hëllef d'Mängel vun der Entwécklungshëllef beschwat ginn. Dobäi hoffen ech selbstverständlech, dass dës gutt Virsätz, op déi ech elo aginn, och kënnen ëmgesat ginn.

Entwécklungs- a Kooperatiounshëllef soll aus équitabelen a solidaresche Partenariate bestoen. D'Bedierfnisser vun de Partnerlänner sollen identifizéiert ginn, Objektiver gesat an Evaluatiounen duerchgefouert ginn.

Weiderhi läit jo och de Projet de loi um Dësch, deen d'Gesetz vu ,96 iwwert d'Entwécklung reforméiere soll. Et gëtt och eng Proposition de loi jo vum Här Angel a vun der Madame Err. Dëst aalt Gesetz, also dëst 15 Joer aalt Gesetz soll elo vun engem Projet de loi complétéiert ginn, fir et der heiteger Realitéit unzepassen. D'Action humanitaire géif doduerch och hir rechtlech Basis kréien, a verschidde Konditioune fir d'Hëllef géifen och preziséiert ginn.

Et soll awer och virun allem drëms goen, den nohaltege Charakter vun der Kooperatioun ze verbesseren. An deem Kontext deelt och d'DP den Avis vum Statsrot, deen der Meenung ass, dass dëse Projet net wäit genuch geet. Mir hätten eis e méi ambitiéise Projet gewënscht, deen d'Kritike vun der OCDE - d'„peer reviews" - berücksichtegt. Deemno ass am Domän vun der Kohärenz vun der Hëllef nach en Effort ze maachen. Een interministerielle Comité sollt dëst behiewen. De Projet de loi huet dës Recommandatioun awer net berücksichtegt.

Derbäi kënnt, dass verschidden Definitiounen net iwwerschafft goufen. Et gëtt och kee Wuert iwwert den Evaluatiounssystem vun der Entwécklungspolitik verluer. Och déi nei Roll vun de Gemengen an dëser Politik gouf net genuch analyséiert. Zu de Mandater, déi de Ministère un d'Organisatioune wéi zum Beispill Lux-Dev gëtt an déi eng immens wichteg Roll an de bilaterale Projete spillen, äussert sech de Projet och net. Et ass wichteg, dass dëst héicht a komplett iwwerschaffte Gesetz virgeluecht gëtt.

D'Entwécklungshëllef ass eent vun deene wichtegsten Elementer vun eiser lëtzebuergescher Aussepolitik. A souguer déi traditionell Instrumenter vun enger Aussepolitik spillen do all eng grouss Roll. Do denken ech zum Beispill un d'Arméi, déi am Kader vu Friddensmissioune vun de Vereenten Natiounen, wéi an Afghanistan, oder an der Europäescher Unioun am Kongo Viraussetzunge fir d'Entwécklungshëllef schaaft.

Här President, ëmmer nach am Zesummenhang vun der Qualitéit vun der Hëllef wëll ech nach zwou Approchen uschwätzen. A mengen Ae ginn dës nach vill ze mann berücksichtegt, obwuel een e positivt Resultat erwaarde kéint.

Ouni elo déi eenzeg Form vun Hëllef ze sinn, ass d'Aide budgétaire fir e Partnerland en éischte Schrëtt, fir d'Versprieche vum Partenariat anzegoen. Encadréiert vu kloere Kritären, Rot a gesaten Ziler, soll dës Form vun Hëllef eist Partnerland responsabiliséieren. D'Qualitéit vun der Entwécklungshëllef geet awer och iwwert d'Upassung vun de Bedierfnisser vun engem Land. Hei schwätzen ech vun den Exitstrategië fir d'Länner, déi elo eleng hir Entwécklung droe kënnen. Och hei geet et net drëms, se eleng ze loossen. Dës Transitioun soll an Etappe geschéien, an et soll encadréiert esou gutt wéi méiglech gemaach ginn. Um gudde Wee an déi Richtung si Länner wéi de Vietnam, El Salvador oder Namibien. Hir Autonomie kéint als grouss Réussite fir de Projet vun der Entwécklungshëllef gëllen.

Här President, niewent senge reng bilaterale Projeten engagéiert sech Lëtzebuerg an de groussen internationalen Organisatiounen. Vun den 303 Millioune vun der Aide publique au développement ginn ongeféier 36% un d'multilateral Kooperatioun. D'Vereenten Natiounen an op der zweeter Plaz d'Europäesch Unioun zielen zu den zwou groussen Institutiounen, wou zesummegerechent e Véierel vun der Lëtzebuerger Aide hifléisst. A wéi ech och schonn am Ufank vun der Ried ervirgehuewen hunn, mécht eis Regierung do en exzellente Score.

Mä nees hei: Wat bedeiten dës Zuelen, wann ee weess, dass a puncto Qualitéit och nach Verbesserunge kënne gemaach ginn? Oft riskéieren déi verschidde Politiken, kontradiktoresch ze sinn. Entwécklungshëllef dierf net do als elengstoend Politik betruecht ginn. Et ass nëmmen duerch eng Zesummenaarbecht mat anere Politiken, wou déi bescht Resultater och kënnen erreecht ginn.

Här President, d'Lëtzebuerger Entwécklungshëllef ka sech op der ganzer Welt weise loossen. Konkret Resultater sinn opweisbar, a verschidde vun eise Partnerlänner kënnen elo scho quasi op eege Bee stoen. An och duerch eist Engagement an den internationalen Organisatiounen huet Lëtzebuerg bewisen, een internationalen Acteur kënnen ze sinn.

Lëtzebuerg zielt zu deene wéinege Länner, déi de Prozentsaz vun der Aide publique au développement vun 0,7 erreecht hunn. An der Europäescher Unioun hunn eis 1,0% - nee, 1,09% - déi éischt Plaz verschaf. Esou ee virbildleche Schüler muss seng Positioun kënnen zu Notzen zéien. Si erlaabt eis, ee Leader a puncto Entwécklungshëllef ze sinn an esou aner Länner ze inspiréieren an ze beroden, fir esou séier wéi méiglech eisem Beispill ze follegen.

Dobäi denken ech och nach un d'Opportunitéit, déi e Sëtz am UNO-Sécherheetsrot kéint verschafen. Dëst wier eng eemoleg Geleeënheet, mat eiser Kooperatiounspolitik ee Moosstaf ze setzen. Dës erfollegräich Politik ass eent vun den Elementer, dat Lëtzebuerg zum glafwierdege Member vum UNO-Sécherheetsrot kéint maachen.

Här President, d'Zoustëmmung vun eise Bierger a puncto Kooperatiounspolitik, an dëst och a manner rosegen Zäiten, gëtt eis recht, mat dëser Politik weiderzefueren, mä et bréngt och eng Rëtsch vu Responsabilitéiten. Et wier naiv an och gelunn, wann ee géif soen, dass d'Kooperatiounspolitik am Allgemengen op rengem Altruismus berout.

Wa mir de Problem vun de Flüchtlingen hei zu Lëtzebuerg uschwätzen, ass et net, dass mir dës Leit net wëllen hei hunn. Et ass ganz kloer, dass politesch Réfugiéë mussen Asyl bei eis fanne kënnen. Et sinn déi wirtschaftlech Réfugiéiert, déi mir an eisem Land net kënnen all ophuelen! Derbäi kënnt och, dass et meeschtens jonk Leit sinn, déi hiert Land verloossen. Et sinn awer si, déi grad an hirem Land gebraucht ginn, fir d'Land nees kënnen opzebauen!

An deem Kontext wëll ech och op d'Wichtegkeet vun der Entwécklungspolitik an eise Partnerlänner hiweisen. Mir kënnen hinnen eis gréissten Hëllef ubidden, andeem mir hinnen hëllefen, hiert eegent Land ze entwéckelen.

Ech begréissen och d'Ukënnegung vun der Regierung, fir zesumme mat State wéi Serbien, wou aktuell déi meeschte Flüchtlingen hierkommen, ze kucken, wéi een dëse Flux ka bremsen an d'Situatioun vun de Sinti a Roma a Serbien ka verbesseren. Sech eleng op dës Problematik ze beschränken, wier awer ze kuerzsichteg. Serbien ass en EU-Bäitrëttskandidat an e staarke regionalen ekonomeschen a politeschen Acteur. Et läit eiser Meenung no am Interessi vu béide Säiten, dass gutt ekonomesch Lienen tëschent béide Länner entstinn. Well d'wirtschaftlech Entwécklung vun engem Land ass nach ëmmer déi nohaltegst Form vun Hëllef, déi mir engem Land kënnen ubidden.

Esou „win-win-situations" sollte mer an Zukunft nieft der klassescher Entwécklungshëllef méi oft sichen, fir a Schwellelänner aktiv ze ginn an dobäi zur wirtschaftlecher Entwécklung vum Land bäizedroen. Beispiller wéi déi vun der Kooperatioun tëschent Lëtzebuerg an dem Vietnam um Niveau vun der Bourse sinn e gutt Beispill.

Här President, Dir gesitt, dass d'Entwécklungshëllef sech net eenzeg an eleng op déi Länner bezitt, déi eis de prime abord géifen als evident ervirschéngen. Ech hunn an dëser Ried probéiert, drop hinzeweisen, dass Entwécklungshëllef am 21. Jorhonnert sech net méi eenzeg an eleng drop limitéiert, deenen Äermste vun deenen Äermsten ënnert d'Äerm ze gräifen. D'Entwécklungshëllef ass eng global Erausfuerderung, déi souwuel eng op eenzel Länner bezunnen Approche verlaangt, wéi och eng global Approche verlaangt - zum Beispill Klimawandel.

Et wier mer och wichteg - an dat hutt Der eraushéieren -, ganz staark op d'Qualitéit vun der Entwécklungshëllef hinzeweisen, wou net nëmme mir, mä och déi Länner, déi sech an deem Domän engagéieren, nach grouss Effortë musse maachen.

An deem Sënn soen ech Iech Merci, an Dir wësst, Madame Ministesch, dass Der op eis kënnt als faire Partner zielen, wann et drëms geet, deenen anere Leit ze hëllefen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Bettel Merci. Als nächste Riedner ass den Här Marc Angel agedroen.

M. Marc Angel *(LSAP)*.- Här President, Madame Ministesch, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll gläich am Ufank soen, wéi frou ech sinn, dass mer bei dësem Débat ëmmer d'Diplomatinnen an d'Diplomate vun eise Partnerlänner hei am Sall hunn. Ech mengen, dat ass e Bewäis derfir, dass si déi Aarbecht wierdegen, déi net nëmmen d'Regierung mécht, mä och, dass se gesinn, dass d'Chamber e wichtege Partner ass an der Entwécklungshëllef. Dat honoréiert eis, an ech soen hinne villmools Merci, dass se hei sinn. An ech wollt lech, Här President, Merci soen, dass Der keng Käschte scheit, fir och eng Interpretatioun ze hunn, dass och d'Diplomaten dës Rieden op Franséisch iwwersat kréien.

(Mme Lydie Polfer prend la présidence.)

Ech si frou, dass mer déi Ried iwwert d'Entwécklungszesummenaarbecht elo dëst Joer am Oktober halen. Ech mengen, dat war eng laang Demande vun der LSAP-Fraktioun, well mer ëmmer d'Gefill haten, dass déi Ried ëmmer méi zu enger Formsaach ginn ass, déi weder no baussen nach op d'Politik vun der Regierung vill Impakt hat.

Zum Deel hat dat domat ze dinn, dass mer eis an deene leschte Jore bei dësem Débat op de Rapport annuel vum virleschte Joer ëmmer bezunn hunn. Hätte mer wéi soss d'Kooperatiounsried dëst Joer, wéi all déi Jore virdrun, am Mäerz gehalen, hätte mer als leschte Joresbericht dee vun 2009 virleie gehat. Dat mécht an eisen Aen net vill Sënn. Et geet jo awer och drëm, e Lien hierzestellen tëschent deem, wat bis elo gemaach gouf, an der Ausriichtung vun der Politik an de kommende Joren a Méint.

Besonnesch no 2008, d'Joer, wou déi gréisste global Finanz- a Wirtschaftskris iwwert d'Welt ausgebrach ass, ass et däitlech ginn, dass mer an der Chamber probéiere mussen, d'Kooperatiounspolitik hallefweegs zäitno ze suivéieren, wa mer en éierlechen Interessi drun hunn.

Erlaabt mer och ze ënnersträichen, dass mir als LSAP-Fraktioun frou sinn, dass d'Regierung och während an no der Kris deen héijen Niveau un Engagement an der Entwécklungszesummenaarbecht onverännert bäibehalen huet. Wéi d'Reaktiounen an deenen aneren EU-Länner weisen, ass dat - a mir wëssen dat all - keng Selbstverständlechkeet. Ech wëll domat soen, dass den internationale Kontext, an deem de Kooperatiounsministère schafft, sech heiansdo ganz schnell ka veränneren, an dass d'Chamber, wa se wëllt dës Politik aktiv begleeden, sech net kann drop beschränken, eemol am Joer mat engem gewëssenen Déphasage en Débat ze halen.

Natierlech hu mer och an der zoustänneger Chamberskommissioun jidderzäit d'Méiglechkeet, eis iwwer rezent Entwécklungen ze informéieren an en Avis zu konkrete Sujeten ofzeginn. Doriwwer eraus fannen ech et awer och gutt, wann een iwwert d'Joer e puer fest Rendez-vousen huet, wou d'Kooperatiounspolitik Visibilitéit kritt. Ech denken, dat ass elo de Fall.

Mir kréie virum Summer am Juli de Rapport vum Ministère virgedroen. Am September hu mer d'Assisë vun der Kooperatioun, wou all Acteuren zesummekommen an eng Plattform hunn, fir iwwer nei Entwécklungen, d'Problemer an esou weider kënnen ze diskutéieren, an dann e Mount drop, elo am Oktober, hu mer hei den Débat an der Chamber. Dat schéngt mer eng Verbesserung ze sinn, och wa mer, wéi gesot, dëst Joer am Fréijoer d'Ried hu missen ausfale loossen.

Ech wëll awer och vun dëser Plaz aus mengem Kolleeg, dem Ben Fayot, dem President vun der aussepolitescher Kommissioun, déi jo och dee ganze Volet Kooperatioun an Entwécklungszesummenaarbecht behandelt, Merci soen, well mir hunn dee Sujet an der Kommissioun oft behandelt, an d'Madame Ministesch an hir Mataarbechter sinn all Kéiers komm, wa mer se gefrot hunn.

Dëst Joer - wat nei ass - hu mer eis och iwwert d'PICen ënnerhalen. Mir haten eng exzellent Dokumentatioun kritt, wat de PIC vun Nicaragua ubelaangt. Ech mengen, mir kréien elo Übung an deem Exercice, an ech hoffen, dass an deenen nächste Joren déi Diskussiounen iwwert déi PICen an der Kommissioun dann och nach méi déif a méi intensiv ginn.

Mir haten och de Jean Feyder, e bekannte Lëtzebuerger Diplomat, de fréieren Direkter vun der Kooperatioun, do, deen eis säi Buch virgestallt huet, wou mer eng flott Diskussioun haten. Mir haten d'Madame Sheeran vum PAM an der Kommissioun. Den Här Fayot huet och deen Dossier, wou mer all Joers driwwer schwätzen, iwwert d'APEen, d'Accords de partenariat économique, behandelt, fir dass mer als Chamber deen Dossier och suivéieren. Mir hunn och décidéiert, dass mer, nodeems ech eng Entrevue hat iwwer Greenpeace, organiséiert mat de Fëscher aus Afrika, eis an der aussepolitescher Kommissioun déi COM-Dokumenter, déi mer ëmmer ewechklasséiert hunn, wann et iwwer Fëscherei gaangen ass, awer och elo géifen ukucken.

Mir haten nach virun zwou Wochen en Dokument iwwert d'Konferenz vu Busan - d'Madame Ministesch huet se ugeschwat, d'Nofolgekonferenz vu Paräis a vun Accra -, wou den europäesche Standpunkt duergestallt gëtt, wéi si an där Konferenz wëllen untrieden. An den nächste Méindeg kënnt d'Madame Ministesch an d'Kommissioun mat hire Mataarbechter a wäert eis informéieren, mat wéi enge Vuë si op déi Konferenz geet. Ech mengen, dat ass e Bewäis, dass mer an där Kommissioun déi Theme gutt behandelen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech sinn och ganz zefridden, a virun allem d'LSAP-Fraktioun ass ganz zefridden, dass d'Regierung e Projet de loi virgeluecht huet, fir dass mer dat bestehend 96er Kooperatiounsgesetz iwwerschaffe kënnen. Meng Kolleegin, d'Lydie Err - déi ech iwwregens haut entschëllege wëll, si mécht haut net blo, si ass am Kader vum Conseil de l'Europe an der Commission de Venise ënnerwee am Ausland an huet mech gefrot, se hei ze entschëllegen -, mir hate jo nach um Enn vun der leschter Legislaturperiod eng Proposition de loi déposéiert, well mer ebe festgestallt haten, dass sech zënter dem Akraafttriede vun deem Gesetz vun 1996 ganz villes verännert huet an dass d'Gesetz, dat neit Gesetz, deene Verännerunge soll Rechnung droen.

Dëst Argument gouf och dann duerno vun deenen zwee Koalitiounspartner beim Ausaarbechte vum Regierungsprogramm iwwerholl, an ech fannen, et ass och ganz schnell ëmgesat ginn, well mir hunn och elo e Projet de loi doleien. Do gëtt et natierlech Ënnerscheeder tëschent deem Projet de loi vun der Regierung an der Propositioun vum Lydie Err a vu mir. Mä ech mengen, grad dat gëtt eis d'Geleeënheet, deemnächst an der Kommissioun Punkt fir Punkt iwwert déi verschidden Aspekter vun der Kooperatioun ze diskutéieren.

Mir hunn e gudde Projet de loi, mir hunn eng gutt Proposition de loi, mir hunn e gudden Avis, zwee gutt Avisë vum Conseil d'État, mir hunn e gudden Avis vum Cercle des ONG, an ech mengen, wa mer dat alles verschaffen, da wäerte mer fir dat neit Gesetz - d'Ministesch huet virdru gesot, d'96er Gesetz ass deemools vum CAD als virbildlech ervirgestrach ginn -, da sinn ech och iwwerzeegt, dass mer beim 2011er Gesetz oder 2012er Gesetz och wäerten eng gutt Zensur vum CAD kréien.

Ech ginn net op d'Proposition de loi an. Ech wollt lech just soen, dass et generell dem Lydie Err a mir drëm gaangen ass, méi regelméisseg an e besseren Austausch tëschent der Regierung, der Chamber an aneren Acteuren hei am Land iwwert d'Aarbecht an der Entwécklungszesummenaarbecht ze hunn. Mir sinn der Meenung, dass, iwwert de Krees vu Leit eraus, déi konkret um Terrain schaffen, méiglechst vill Interessenten, och op der Säit vun den Donateuren, solle verstoen, mat wat fir engen Erausfuerderungen a Problemer d'Entwécklungszesummenaarbecht verbonnen ass a wat fir eng Léisunge gewielt ginn, fir dass d'„best practices" sech méi schnell kënnen als Standard duerchsetzen an d'Vertrauen an dës Politik ka gestäerkt ginn.

Am Fall vun der Entwécklungszesummenaarbecht ass dat besonnesch wichteg. Hëllefen, mir wëssen dat all, ass komplex a schwiereg. Erfahrungen, gutt Kenntnisser vun deene Länner a Secteuren, an deenen ee schafft, an d'Bereetschaft, bei alle konkrete Projeten déi eegen Instrumenter flexibel un déi reell Besoinen unzepassen, si gutt Viraussetzungen, fir eng Hëllef unzebidden, déi fir déi betraffe Leit en echte Fortschrëtt bedeit.

Dëst ass nëmme méiglech, éischtens, wann op allen Niveauen engagéiert Leit schaffen, zweetens, wann déi ëmmer erëm no neie Weeër sichen, fir besser virunzekommen, an drëttens, wann dës Leit an engem Kader schaffe kënnen, deen hinnen e gewëssene Fräiraum dofir léisst.

Här President, Madame Minister, Dir Dammen an Dir Hären, mir wëssen awer all, dass d'Entwécklungshëllef just eng Drëps op de waarme Steen ass. Et ass e klenge Coup de pouce fir déi eng oder déi aner Regioun op der Welt, där hir Entwécklung vu ganz anere Facteuren ofhänkt oder och behënnert gëtt. Dat schmälert net de Verdéngscht vun der Entwécklungszesummenaarbecht, mä et misst dozou féieren, dass mer an anere Politikberäicher aktiv ginn a probéieren, en Afloss drop ze huelen, wann et eis an éischter Linn drëm geet, d'Situatioun vu Leit ze verbesseren, déi a batterer Aarmut liewen.

Domat wäre mer bei der Cohérence des politiques ukomm, e wichtegt Thema. Ofgesinn, pardon, oft sinn d'Ursaache vun extremer Aarmut villfälteg a komplex, meeschtens huet och e klengt Land wéi Lëtzebuerg net allze vill Afloss dorop. Eng Rei vu Problemer leien um Niveau vun deem betraffene Land, anerer sinn d'Konsequenze vun internationale Politiken, mä trotzdeem steet Lëtzebuerg a mengen Aen an der Flicht, seng eegen Aktiounen ze iwwerpréiwen an d'Auswierkunge vun der nationaler Politik op aner Länner regelméisseg ze bewäerten.

Interessenskonflikter tëschent verschiddene Politikberäicher musse méi systematesch analyséiert an diskutéiert ginn. Inkohärenzen entstinn, wann all Ministère just seng eegen Interesse verfollegt an net duerno kuckt, wat déi aner Ministèrë maachen.

Verstitt mech awer net falsch. D'Entwécklungszesummenaarbecht ass net deen eenzege legitimen Interessi, deen dëst Land huet, an et ass kloer, dass d'Ziler vun dëser Politik net grad ëmmer kënne Virrang hunn. Et sollt awer net passéieren, dass mer Sue verléieren, well mer politesch Décisiounen treffen, déi sech an hirer Wierkung géigesäiteg ophiewen. A mir sollten öffentlech driwwer kënnen diskutéieren, wéi mer eis Prioritéite vu Fall zu Fall wëlle setzen.

An der aussepolitescher Kommissioun hate mer viru Kuerzem, wéi all Joers virun dësem Débat, eis traditionell Entrevue mat de Représentantë vum Cercle vun den ONGen. Dobäi huet sech ënner anerem gewisen, dass d'ONGe sech virun allem Suerge maachen, dass Drock ausgeübt gëtt, fir dass d'Kooperatiounspolitik sech un d'Ziler vun anere Ressorten upasst. D'ONGe ginn um Terrain oft domat konfrontéiert, dass all méiglech aner Interessen d'Ëmsetzung vun hire Projeten erschwéieren. Dofir ass et och verständlech, dass si verlaangen, dass d'Politik generell méi Rücksicht hëlt op d'Bedierfnisser vun de Mënschen an der Drëtter Welt, an dass si fäerten, dass d'Entwécklungszesummenaarbecht zum Deel instrumentaliséiert gëtt, fir aner Ziler ze erreechen.

Ech denken awer, dass mer zu Lëtzebuerg an där Hisiicht gutt dostinn, well mer bewosst op eng Aide liée verzichten, dat heescht, dass d'Kooperatiounspolitik sech net orientiere muss un den Ziler vun anere Ministèren. Am Fong, genau geholl, ass dat och eng Form vun Inkohärenz, well mer op Plus-valuë verzichten, déi eventuell fir d'Lëtzebuerger Ekonomie kéinten entstoen, fir sécher ze sinn, dass eis Programmer an der Entwécklungszesummenaarbecht sech ausschliesslech no den Entwécklungsziler vun de Partnerlänner kënnen ausriichten.

Doriwwer eraus musse mer awer kucken, ob mer d'Saach net nach besser kënne maachen, andeems mer am Hannerkapp behalen, dass vill Décisiounen an de Beräicher Landwirtschaft, Handel an Ëmwelt- a Klimaschutz och Auswierkungen op d'Situatioun an den Entwécklungslänner hunn. An eiser leschter Entrevue mam Cercle des ONG, virun zwou Wochen, sinn e puer konkret Beispiller an deem Kontext op d'Tapéit komm. Dorënner ware souwuel positiv Aktiounen, déi kënnen een Impakt hunn, wéi zum Beispill d'Aféiere vu verschiddene Kritäre bei den öffentlechen Ausschreiwungen.

De Cercle des ONG huet awer och negativ Beispiller am Beräich vum Klimaschutz an dem Emissiounshandel beliicht. De Klimaschutz ass en exzellent Beispill, wou mer riskéieren, ganz vill Sue sënnlos ze verschwenden, wa mer net e reelle politeschen Effort maachen. Mir hu souwuel um nationale wéi um internationalen Niveau e Konsens, dass de Klimawandel eis all betrëfft an dass mer probéiere mussen, deen Impakt vu mënschlechen Aktivitéiten dorop esou kleng wéi méiglech ze halen, fir dass herno net Milliounen vu Mënschen ënnert de Konsequenzen ze leiden hunn. Et besteet effektiv e grousse Risiko, dass de Klimawandel weltwäit all Efforten, fir d'Mënschen aus der extremer Aarmut erauszehuelen, erëm zunichte mécht.

Anerersäits huet de Succès vu verschiddene Länner bei der Entwécklung e staarken Impakt op d'Ëmwelt, op de Ressourcëverbrauch an op d'Emissioune vun CO_2. Wann et de Leit a China an an Indien endlech besser geet a si och nëmmen zum Deel de westleche Liewensstandard iwwerhuelen, heescht dat automatesch och, dass si méi Energie notzen, méi natierlech Ressourcë verbrauchen a méi Waasser verknaschten an esou weider.

Souguer wann d'Politik als eenzegt Zil hätt, dass all d'Mënschen op der Welt e mënschewierdegt Liewe féiere kënnen, haut an an Zukunft, gëtt et tëschent den Ziler vun der Entwécklungspolitik an deene vum Klima- an Ëmweltschutz e Konflikt. Dofir solle mir eis et net och nach zousätzlech leeschten, Suen auszegi fir Mesuren, déi weder deem engen nach deem aneren Zil déngen an eis just e puer bëlleg Zertifikater am Emissiounshandel abréngen.

D'Grondiddi vum Emissiounshandel ass net falsch, well fir de Klimaschutz ass et u sech egal, wou op der Welt een investéiert, fir Projeten ze realiséieren, déi CO_2 spueren. An der Praxis, mengen ech, fonctionnéiert et awer net besonnesch gutt. Ofgesi vun deem ganze bürokrateschen Opwand, dee jo och net gratis ass, féiert den Emissiounshandel leider net automatesch dozou, dass déi effizientste Projeten ëmgesat ginn.

Lëtzebuerg gëtt e gudden Deel vun der Verantwortung an dësem Beräich of, andeem mer eis un internationale Fonge bedeelegen. Dat ass sécher méi effizient, wéi wa mer géife probéieren, alles selwer ze maachen, hëlt eis awer d'Kontroll driwwer, wat wierklech mat deene Sue geschitt. Och bei deene Projeten, déi mer am Kader vun de „clean development mechanisms" selwer realiséieren, kann een driwwer diskutéieren, ob virun allem de Präis pro Tonn CO_2 oder d'Sënnhaftegkeet vum Projet am Mëttelpunkt stoungen.

Sou stellen ech mer zumindest Froen, wa mer a Latäinamerika zwielef Milliounen Energiespuerluuchten un d'Haushalter verdeelen, wou dësen Austausch vun der klassescher Bir géint Energiespuerluuchte schonn hei an Europa net onëmstridden ass. Souguer wann een deenen offizielle Quelle gleeft, dass d'Ökobilanz trotz komplexer Hierstellung a Quecksëlwergehalt vun deene Luuchten nach ëmmer positiv ass, froen ech mech awer, ob dat déi effizientste Method ass, fir dem Klimawandel entgéintzewierken.

En anert negativt Beispill, dat vun den ONGen ugeschwat gouf, ass den Agrosprit. D'Bäimësche vun Agrosprit zu den übleche Carburanten ass eng einfach Méiglechkeet, den Undeel vun erneierbaren Energië ganz schnell eropzesetzen. Just d'Ëmweltbilanz ass net besonnesch gutt. Net emol dat ursprünglecht Zil, fir CO_2 anzespueren, gëtt iwwerzeegend erreecht. Wa Bëscher, déi CO_2 späicheren, ofgeholzt ginn, fir Energieplanzen unzebauen - ech mengen, dat wësse mer all -, bréngt dat net ganz vill fir de Klimaschutz an et ass, wéi mer all wëssen, och en immensen Dauerschued fir d'Biodiversitéit an och fir d'Ëmwelt.

Mir kënnen eis also net eisen internationale Verflichtungen entzéien. Mä wann d'EU eng Direktiv beschléisst, déi herno noweislech en Effet pervers huet, da muss Lëtzebuerg, mengen ech, sech aktiv dofir asetzen, dass dës europäesch Gesetzer geännert ginn. Grad an esou Fäll mussen déi zoustänneg Membere vun enger Regierung sech konzertéieren an no baussen eng eenheetlech Linn vertrieden. Et kann een net einfach hinhuelen, dass d'EU trotz schlechter Ëmweltbilanz un der massiver Bäimëschung vum Agrosprit festhält an anererséits et awer net fäerdegbréngt, den Autoskonstrukteure Contrainten opzëerleeën, fir déi grouss Spritfriesser vum Marché ze huelen.

Mir kënnen am Beräich vun der Entwécklungszesummenaarbecht an Europa esou gutt zesummeschaffe wéi mer wëllen, mä wa mer et net fäerdegbréngen, an anere Politikberäicher déi richteg Prioritéiten ze setzen, sinn d'Chancen, dass mer eisen europäeschen Ziler méi no kommen, mengen ech, schlecht. Soulaang mer all d'Spillregelen am Welthandel zugonschte vun deenen entwéckelte Länner ausleeën, kréien d'Klengbaueren an der Drëtter Welt keng Chance! Soulaang mer mat eiser Demande an den Drëttweltlänner eng industriell, exportorientéiert Landwirtschaft ënnerstëtzen, eis eegen Iwwerschëss dank Subventiounen zu Dumpingpräisser verkafen a lokal Marchéen zerstéieren, droe mer zu deene Problemer bäi, déi mer mat eiser Kooperatiounspolitik wëlle léisen.

D'Erkenntnis, dass an deene vergaangene Joren an den Entwécklungslänner net genuch an d'Liewensmëttelproduktioun investéiert gouf, féiert esou lues zu Verännerungen. Et besteet awer - an ech mengen, d'Madame Arendt hat dat och ugeschwat - et besteet awer de Risiko, dass dobäi mat Hëllef vun internationalen Investoren éischter grouss industriell Agrarbetriber en Opschwong erliewen, mat allen negative Konsequenzen. Oft ginn an esou engem Prozess d'Klengbaueren einfach enteegent. Dësen Typ vu Landwirtschaft verbraucht da vill Waasser a belaascht d'Ëmwelt. Déi lokal Bevölkerung huet meeschtens net vill dovun. Esou bekämpft een, mengen ech, net d'Aarmut!

Liewensmëttel an och Waasser si keng Wuer wéi eng aner, a mir mussen endlech international Regelen opstellen, déi deem Rechnung droen. All Stat muss d'Moyenen hunn, fir kleng Produzenten ze schützen, lokal a regional Mäert ze favoriséieren an d'Liewensmëttelsécherheet ze verbesseren. Lëtzebuerg soll seng Partnerlänner bei dësen Efforten ënnerstëtzen, sief et am Kader vun der Entwécklungshëllef oder bei de Verhandlungen um Niveau vun der EU, wann et ëm Handel a Landwirtschaft geet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn elo laang iwwer Sujete geschwat, déi nëmmen „indirekt" - entre guillemets - mat der alldeeglecher Aarbecht am Kooperatiounsministère ze dinn hunn. Ech hunn dat gemaach, fir ze ënnersträichen, dass d'Bekämpfung vun der Aarmut eng Aufgab vun der ganzer Regierung muss sinn.

An eiser Proposition de loi - déi vun der Madame Err a vu mir - hate mer virgesinn, de Comité interministériel ze stäerken an em eng Aufgab ze ginn, regelméisseg Rapport iwwert d'Cohérence des politiques ze maachen. De Statsrot war der Meenung, dass esou eng Aufgab éischter um Niveau vun der Regierung selwer misst gemaach ginn. Dem Lydie Err a mir goung et drëm, dass an Zukunft systematesch sollen Analysen zu der Cohérence des politiques gemaach ginn. Et goung eis net drëm, dass nach méi Pabeier produzéiert muss ginn, ouni dass eppes dobäi erauskënnt. Mir sinn deemno gäre bereet, mat der Ministesch zesummen ze kucken, a wat fir enger Form mer am beschte schaffe kënnen, fir dëst Zil ze erreechen.

Wéi ufanks gesot, freeën ech mech, wéi gesot, an der Kommissioun mat de Kolleegen a Kolleeginnen, mat der Ministesch an hire Mataarbechter un deem Projet de loi ze schaffen. Et muss och net alles, wat an der Proposition de loi steet, textuell iwwerholl ginn. Ech géif mengen, haaptsächlech ass et wichteg, dass mer iwwer all déi Punkten, déi an der Proposition de loi sinn an net am Projet de loi sinn, diskutéieren. Zum Beispill iwwert d'Gemengen, do ginn och vill Suen an d'Kooperatioun investéiert. Dat muss net onbedéngt am Projet de loi drastoen, am neie Gesetz drastoen, mä et muss een awer kucken, dass een e Modus

vivendi fënnt, fir dat nach besser ze organiséieren. Dat nämlecht gëllt fir d'PICen.

Ech wollt nach eng lescht, e puer lescht Remarquë maachen. Ech hu vill iwwert d'Cohérence des politiques geschwat, an da kënnt ëmmer d'Beispill vun den Inkohärenzen. Mä Cohérence des politiques ass a mengen Aen och, wann ee versicht, nei Synergien ze schafen, wann eppes gemaach gëtt, dass et och fir déi aner gutt ass.

An ech wollt drop hiweisen - dat hunn ech immens interessant fonnt: Ech hunn en Artikel gesinn, d'lescht Woch am „Tageblatt", vun der ACSAL, dat ass d'Agence pour la coopération scientifique Afrique-Luxembourg, déi elo muer an iwwermuer, mengen ech, och e Seminär hunn hei zu Lëtzebuerg. Wat einfach flott ass, dat si Fuerscher, Lëtzebuerger Fuerscher an afrikanesch Fuerscher aus der Diaspora, déi versichen, dass een och an der Fuerschung, duerch Fuerschung, duerch Technologietransfer kann hëllefen an Afrika bei der Entwécklung.

An da wollt ech och nach... Ech hunn Iech och virdru gesot, dass mer an der Kommissioun ganz vill COM-Dokumenter, déi d'Kommissioun vu Bréissel schéckt, a SEC-Dokumenter, déi se eis schéckt, ënnert der Opsiicht vum Ben Fayot ëmmer ganz seriö duerchhuelen. An do war eent, do ass och eng Evaluatioun vu Lëtzebuerg, an déi ass jo relativ positiv. Ech fannen dat gutt. Mir gi gelueft, dass mer hëllefe bei der „domestic ressource mobilisation", dat heescht, dass mer Programmer hunn, wou mer hëllefen, d'Douane, „judiciary", d'Steierverwaltungen an den Entwécklungslänner, op verschiddene Kontinenter do hëllefen. Dat ass eng gutt Saach, dass mer och d'Promotioun maache vun de Prinzipië vun der „good governance", an alles, wat de Volet „taxes" ass. Dat ass ganz positiv.

Ech hunn awer an deem Dokument och eng... An da gi mer och gelueft, dass mer verschidde Konventioune géint Korruptioun - Merida an esou weider -, dass mer iwwerall do matgemaach hunn. Et ass just eppes, wou ech wollt froen: Do schreiwe se och, wéi Lëtzebuerg d'Ratifikatioun oder d'„adherence", also d'Adhérence zu internationale Konventiounen an Initiativen iwwer Steieren ugeet. Do gëtt et dann zum Beispill „IMF Regional Technical Assistance Centres" oder „International Tax Dialogue", „International Tax Compact", „African Tax Administration Forum", do steet dann ëmmer „no", „no", „no" hannendrun. Do si mer nach net derbäi. Ech wollt froen: Gëtt do dru geduecht, och do vläicht an deene Gremië méi aktiv matzemaachen?

Da wollt ech eng lescht Remarque maachen, eng Fro stellen iwwert de Cap-Vert. Dir wësst, dat ass e Land, dat mer besonnesch um Häerz läit a wou ech weess, dass d'Ministesch an och d'ganzt Lëtzebuerger Vollek an och d'Lëtzebuerger Politik vill Attachen huet zu deem Land. Mir hu jo do ugefaange mat Appui-budgétaire-Programmer, an ech wollt froen, wéi Der do virukommt, ob déi Projeten Iech zefridde stellen an ob mer dat net nach weider mat engem Land, wou mer esou déif a laang frëndschaftlech an och politesch Bezéiungen hunn, ob een do net nach kann drun denken, dat nach weider auszebauen.

Dat gesot, wëll ech natierlech all deene Merci soen, déi nogelauschtert hunn. Ech wëll awer och all deene Leit, déi der Lëtzebuerger Kooperatioun um Terrain e Gesiicht ginn, déi an den ONGen, déi am Ministère, déi uechter d'Länner, wou mer schaffen, eis vertrieden, vun hei aus am Numm vun der LSAP villmools Merci soen.

Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Ech soen dem honorabelen Här Angel och Merci, an ech géif dann als nächstem Riedner dem honorabelen Här Braz d'Wuert ginn.

M. Félix Braz *(déi gréng)*.- Merci, Madame Presidentin. Ech wëll fir d'Eischt zwee Mercië lassginn, deen éischten un d'Madame Ministesch an hir Mataarbechter fir déi flott Aart a Weis, wéi mer, zënter dass si dëse Ressort iwwerholl huet, mateneen diskutéiere kënnen, och an der Kommissioun, fir d'Disponibilitéit a besonnesch och de Rapport, deen all Joers gemaach gëtt, dee wierklech, wéi ech fannen, e virbildleche Rapport ass: komplett, detailléiert. Et mécht Spaass, deen ze hunn. An dofir e Merci!

Merci awer och un d'ONGen, deeselwechte Luef verdéngen och d'ONGen an deem heite Beräich. Och déi leeschten e Bäitrag zu der Aarbecht vun der Kommissioun. Och déi leeën e Rapport op den Dësch, deen och ganz exhaustiv an och léierräich ass, fir vläicht en anert Liicht och op d'Kooperatiounspolitik ze werfen. Ouni hiren Apport, mengen ech, wär d'Diskussioun eng aner. An déi zwee Rapporten zesummen erlaben eng anstänneg Diskussioun.

Ech sinn och frou doriwwer, dass mer déi Diskussiounen hei an engem Dag féieren. Dat ass net ëmmer de Fall gewiescht, dass also direkt no der Interventioun vun der Ministesch d'Parlament kann drop reagéieren. Ech wäert dat och probéieren ze maachen, op dat anzegoen, wat Dir virginn hutt, an eis Meenung dozou soen.

Wann een d'Haaptenjeue vun der Kooperatiounspolitik weltwäit kuckt an et considéréiert een dat, wat déi gréisst Ambitioun war an der weltwäiter Kooperatiounspolitik, nämlech d'„millennium goals", da muss ee soen, dass déi weltwäit Kooperatiounspolitik kee Succès ass. D'„millennium goals" sinn net erreecht. Am Contraire, den Trend geet souguer éischter erëm zréck!

Den Honger an der Welt ass an de leschte Joren, no ufängleche Succèsen, nees leider an enger Courbe ascendante. Et muss een, an et kann een et net anescht soen, dass déi Efforten net zum Erfolleg gefouert hunn. Et ass eng dramatesch Feststellung, well directement do hannendru sech och Mënscheliewe befannen.

An déi Satisfaktioun, déi ee gäre wéilt - grad aus Lëtzebuerger Vue - am Beräich vun der Kooperatiounspolitik äusseren, déi muss ee leider dämpfen a konstatéieren, dass se am Concert vun de groussen Natiounen op der Welt net dozou gefouert hunn, dass mer Succès hunn. Vill Länner hu sech engagéiert, déi 0,7% vun hirem PIB an d'Entwécklungshëllef ze stiechen. Och do muss ee feststellen, dass d'Efforten net nëmmen net iwwerall agehale gi sinn - déi allermannst hu se agehalen -, schlëmmer ass, dass vill Länner souguer am Moment hiren Effort zréckgeschrauft hunn ënnert dem Afloss vun der Kris.

Eppes, wat hei zu Lëtzebuerg net gemaach ginn ass. Hei ass nach virun de leschte Chamberswahlen eng Motioun eestëmmeg ugeholl ginn, deemools nach mam Accord vum ADR, dee jo zënterhier op Irrungen an Irrwegen op dësem Dossier ënnerwee ass. Mä zu Lëtzebuerg hu mer awer nach ëmmer eng ganz breet Énnerstëtzung fir eng voluntaristesch Kooperatiounspolitik a fir den Effort net zréckzeschrauwen, am Géigendeel, fir en op engem héijen Niveau ronderëm 1%, also wäit méi wéi déi 0,7%, ze halen. An dat ass och nach ëmmer d'Positioun vun der grénger Fraktioun haut. Mir wëllen, dass déi Effortë gemaach ginn! Et ass richteg, dass mer déi maachen!

Madame Minister, an Ärer Interventioun hutt Dir eng Rei Hommagë gemaach an Dir hutt och eng Rei Satisfaktiounen ausgedréckt. Hommagen notamment u Lux-Dev, awer ech wéilt do ausdrécklech och gären eng ganz Rei ONGe mat abannen an dee Merci, déi wierklech eng exzellent Aarbecht maachen, an huelen da Lux-Dev stellvertriedend dann och fir all déi ONGen, déi mat hinne schaffen.

Dir hutt och eng Rei Satisfaktiounen ausgedréckt. Dir hutt eng Rei Länner genannt, wou mer aktiv sinn a wou mer un enger Rei vu konkrete Projete kënne Succès vermellen, a mir schléissen eis där Satisfaktioun och gären un. Wat gutt ass, soll een och net schlechtrieden an zerrieden. Gutt gemaachen Aarbecht ass eng gutt gemaachen Aarbecht, an dobäi soll et bleiwen.

Dir hutt awer, Madame Minister, net wierklech Iech mat de Problemer och beschäftegt, déi mer an der Kooperatioun hunn, oder mat de Saachen, déi vläicht manner gutt lafen. Ech wëll dat dofir an Ärer Plaz kuerz maachen, well et gëtt och Problemer an der Aide publique au développement.

Éischte Punkt, dat ass deen, deen ech déi lescht Joren ëmmer nees opgeworf hunn, dat ass dee vun der Cohérence des politiques. Dat ass a bleift eng Schwieregkeet. Dat ass a bleift e Problem, en ongeléiste Problem. An Dir hutt an Ärer Interventioun och e bësse virgebaut, wou Der ënnerstrach hutt, dass fir eng ganz Rei Instrumenter zu Lëtzebuerg - ob dat elo den Aussenhandel ass oder d'Gestioun vum Kyoto-Fong oder d'Stéchwuert vun der Problematik vun de Flüchtlingen -, dass do aner Leit oder zumindest aner Departementer, bei deem enge Beispill, zumindest aner Departementer an aner Ministërë responsabel wären. Dir hutt do wëlle virbaue fir de Reproche, dass net genuch géif am Beräich vun der Cohérence des politiques zesummegeschafft ginn.

Ech muss trotzdeem dee Reproche maachen, och wann Der virgebaut hutt. Dat ass ee vun den ongeléiste Problemer zu Lëtzebuerg. Dir hutt och gesot, Dir géift schonn en vue vum Rapport d'nächst Joer vum Comité d'assistance au développement vun der OECD mat enger konstruktiver Spannung waarden.

Ech muss soen als gréng Fraktioun, wann de CAD seng Aarbecht anstänneg mécht, dann dierft et zumindest op engem Punkt net terribel spannend sinn: Um Punkt vun der Cohérence des politiques misste mer nees eng Kéier - well et wär net fir d'Éischt - vum CAD kritiséiert ginn. Mir hunn do keng Fortschrëtter gemaach, iwwerhaapt keng par rapport zu hirem leschte Rapport, wou mer scho kritiséiert gi sinn. Dat ass a bleift a mengen Aen den Haaptschwaachpunkt. An ech erwähnen dat, Madame Minister, well an Ärem Projet de loi, deen Der am Moment an der zoustänneger Kommissioun an der Diskussioun hutt, sinn a mengen Ae keng Elementer dran, fir de Problem ze behiewen.

D'Cohérence des politiques ass awer extrem wichteg. Well et mécht jo kee Sënn, dass mer mat enger Hand fir deiert Geld probéieren ze hëllefen op der Plaz a sënnvoll Projete realiséieren, a gläichzäiteg hei doheem de Problem weider verschäerfen - Stéchwuert Klimawandel, Stéchwuert Réchauffement climatique, CO_2-Emissiounen. Et hëlleft net vill, wann ee mat Projeten op Plazen an der Welt, wou et wéineg Moyenë gëtt, probéiert ze hëllefen, fir CO_2-Emissiounen ze spueren, wann op där anerer Säit mer hei zu Lëtzebuerg am Beräich vun der Mobilitéit oder vun der Industriepolitik justement de Contraire maachen.

Mir suergen hei fir e Problem, net eleng bien entendu, mä och Lëtzebuerg suergt derfir, dass e Problem weltwäit geschafe gëtt, an engem Mooss, wat wäit iwwert dat erausgeet, wat mat der Kooperatiounspolitik op deenen anere Plazen an der Welt kann agespuert ginn. Dee Bilan ass a bleift extrem negativ. An dat mécht, wann een éierlech ass, net terribel Sënn.

Et geet och nach méi wäit: Mir maache vun deene Projeten, déi mer weltwäit realiséieren, och net wierklech e Bilan vun hirem Impakt. Mir observéieren natierlech déi Projeten, mir hunn och e Suivi dovun an et gëtt och op verschidden Aart a Weise bilanzéiert, finanziell an och op aneren Aspekter. Den exakten Impakt, notamment fir d'Emwelt, d'Klimaproblematik, ass awer haut nach ëmmer näischt, wat seriö a kontinuéierlech géif bei all de Projeten analyséiert ginn. An dat ass an eisen Aen definitiv eppes, wat verbessert misst ginn.

Dréi- an Aangelpunkt bei där Diskussioun ass awer och dee Comité interministériel pour la coopération au développement. Den CICD ass an de leschte Joren ëmmer nees an d'Kritik geroden, wann ee sech méi genee domadder beschäftegt. An déi ONGen, déi bei eis an der Kommissioun waren, hunn dat jo och gemaach. Si hunn zimlech genee observéiert, wat den CICD mécht. Si hunn och do scho mat de Virschléi sech presentéiert, wéi een et kéint verbesseren. A mir hunn an der Kommissioun héieren, wat de Bilan ass. En ass och do zimlech ernüchternd.

Den CICD funktionéiert net. E funktionéiert net nëmmen net gutt, e funktionéiert praktesch net. Ech wëll de Bilan net schéirieden. Deen ass einfach net positiv, an dat ass a mengen Aen e ganz seriöe Problem. Ofgesi vun de Présencen oder den Netpréséncen oder de wéinegen Aktivitéiten - et geet wierklech drëms, wéi strukturéiert deen CICD ze schaffen hätt an et bis haut eigentlech net mécht.

Dobäi hätt e genuch Aarbecht. D'ONGen hunn, wéi gesot, schonn eng ganz Rei Virschléi jo och gemaach, mat deene sech den CICD sollt beschäftegen, ob dat ass am Beräich vun de Marchés publics, vun den CDMen, den „clean development mechanisms", bei den Agrocarburanten, dem Fonds de compensation, wat jo och schonn op anere Plazen e wichtegt Thema war, an där Beispiller nach, do ass an eisen Aen eng dréngend Reform gebueden.

D'Gesetz vun ‹96 huet op deem dote Punkt Lacunen. Äre Projet de loi, Madame Minister, huet op deem dote Punkt leider keng Verbesserungen dran. Mir haten et schonn eng Kéier regrettéiert, dass mer eis net méi inspiréiert hunn um Projet de loi (veuillez lire: un der Proposition de loi) vun der Madame Err a vum Här Angel. Mir fannen als gréng Fraktioun dee Projet nach ëmmer…, déi Propositioun nach ëmmer ganz gutt.

Mir hu bedauert, dass d'Regierung e Géigentext mécht, deen och manner wäit geet, dee wierklech an eisen Ae keng Reform duerstellt, dee kleng Punkten nëmmen upeekt. Dat geet an der Ambitioun an an der Envergure an eisen Aen net duer.

Mir hätten et léiwer gesinn, wann d'Regierung d'Proposition de loi Err/Angel amendéiert hätt op deene Punkten, wou en net gutt ass, well mir halen deen Text nach ëmmer fir eng exzellent Basis fir en neit Kooperatiounsgesetz zu Lëtzebuerg. A mir ginn d'Hoffnung net op, dass mer an der Kommissioun an den nächste Wochen a Méint, wa mer driwwer diskutéieren, ënnert dem Stréch awer herno en Text wäerte kënne verabschieden, dee sech ganz enk un déi initial Propositioun vun der Madame Err an dem Här Angel kann uleeën. Deen Text ass nämlech an eisen Aen net schlecht.

Dozou géif gehéieren, dass um Punkt vun dem CICD an deem dann neie Gesetz, wéi mir eis et virstellen, notamment um Punkt vun der Cohérence des politiques do wierklech eng Haaptroll géif an deem CICD do leien, fir e Suivi ze maachen, fir eng Evaluatioun ze maache vun de Projeten, fir eng wierklech Analys ze maachen iwwert den Impakt, den Impact développemental, awer net nëmmen, an dat wierklech an enger Logik vun engem Suivi an och do mat engem Rapport annuel.

Well mir si jo bal iwwerall ëmmer mat enger gewëssener Kontinuitéit engagéiert, an dat ass jo och richteg. Da soll och dovunner e Suivi gemaach ginn, wat den Impakt betrëfft, an der Logik vun der Kohärenz. Net nëmme vun der isoléierter Kooperatioun, mä an der Logik vun der Kohärenz vun de Politiken. A mir mengen, dass déi richteg Plaz dofir den CICD wär.

Dofir muss een net all d'Ministeren do um Dësch sëtzen hunn. De Statsrot huet jo e Virschlag gemaach, deen an déi Richtung geet. Dass bien entendu ënnert dem Stréch déi eenzel Ministere mussen d'Verantwortung dofir droen, dat ass kloer. Mä ech mengen net, dass et eng sënnvoll Iddi wär, fir déi doten Analys um Niveau vun de Ministere maachen ze loossen. Dat soll duerno vläicht do validéiert ginn, fir dass si och befaasst sinn domadder a sech responsabiliséiert spieren. Mä ech denken, am Alldag, wann déi Aarbecht soll seriö gemaach ginn, dann ass et vill Aarbecht, an da mussen och Leit kënnen zum Deel ofgestallt ginn, fir déi Aarbecht do ze maachen.

Zu der Kohärenz gehéiert awer och, dass ee sech mat den Themen - Dir hutt se erwähnt, Madame Minister - beschäftegt vun der Efficacité de l'aide an der Efficacité du développement.

Bei der Efficacité de l'aide, ech mengen, dat ass méi eng Effizienzfro, wou ee probéiert, mat esou mann wéi méiglech Moyenen esou vill wéi méiglech Resultater ze erreechen. Dass een d'Visiten op de richtege Minimum reduzéiert kritt, dass een eng besser Koordinatioun tëschent de Bailleurs de fonds organiséiert, an där Beispiller nach, dat ass haaptsächlech dee Volet.

Wat an eisen Ae méi interessant ass, ass d'Efficacité du développement, dass een also kuckt, och do, no der Cohérence des politiques. Wat ass dat, wat reell als Impakt dobäi erauskënnt? An dass een och wierklech do zilorientéiert schafft an net e bësse wéi an deem Beispill ëmmer vun der lechternacher Sprangprëssessioun, wou d'Richtung net ëmmer déiselwecht ass; dass een och eigentlech mat der Ambitioun schafft, méiglechst séier déi Hëllefe kënnen ofzeschafen.

D'Zil vun der Hëllef vun der Kooperatioun ass jo, derfir ze suergen, dass een déi hoffentlech relativ séier nees kann astellen, well d'Leit eleng eens ginn, well een hinnen d'Moyenë ginn huet, fir an enger méi souveräner Approche kënne sech selwer ze hëllefen. Dat misst permanent mat auditéiert ginn. Si mer, bewege mer eis op engem Wee, wou mer „Hilfe zur Selbsthilfe" leeschten, oder bewege mer eis op engem Wee, praktesch engem missionaresche Wee, wou een eigentlech ëmmer nëmmen d'Leit mat der Hand hëlt an d'Hand net dierf lassloossen? Wat dee falsche Wee wär! Dat muss och richteg a permanent auditéiert ginn. Dat huet mat Efficacité du développement ze dinn.

Och mat Efficacité du développement huet et a mengen Aen ze dinn, wéi eng Stëmm Lëtzebuerg anhëlt an enger Rei internationale Gremien: FMI, OMC. Mir kënnen hei mat engem Prozent vun eisem PIB relativ - relativ - vill Moyenen débloquéieren. Mir kënnen och probéieren, déi méiglechst effikass an intelligent an ouni „hidden agenda", contrairement zu villen anere Länner, unzebréngen. Wa mer awer gläichzäiteg keng kritesch Stëmm hunn an engem Gremium wéi dem Fonds monétaire international, wann do déi ärmste Länner gerode kréien, all hir Taxes douanières ofzebauen, wou ee weess, dass dann déi Marchéë schutzlos ausgeliwwert sinn deenen, déi wierklech organiséiert Ekonomien hunn, wou déi Länner op e Gros vun hire Recettë verzichten!

Déi Taxes douanières, domadder kréien d'Staten, d'Regierungen an deene Länner Moyenen zur Verfügung, fir kënne bestëmmte Politiken och ze finanzéieren, mat enger gewëssener Souveränitéit a mat enger Chance eben, sech ze entwéckelen.

Dat wat geschitt um Niveau vum FMI, wann ee wëllt Sue kréien, dass ee muss en contrepartie - idealerweis, wann een e gudde Schüler wëllt sinn - all seng Taxes douanières ofbauen, do huet een déi Länner mëttellos gemaach a wehrlos gemaach. Dat muss een einfach esou gesinn!

An et ass ëmsou méi scho bal perfid, well mir jo selwer et anescht hei an Europa gemaach hunn, wou mer d'PAC wollten opbauen. Well mer eis eens waren, dass mer misste fir eng gewësse Sécurité alimentaire a Souveraineté alimentaire suergen, hu mer selbstverständlech op den Douanen Taxen opgehuewen a mir hunn eis selbstverständlech an där Opbauphas dogéint geschützt, kënne vu baussen an eisen Opbaubestriewunge gestéiert ze ginn.

Dat heescht, dat, wat mer selwer fir eis als richteg ugesinn hunn, och an der Logik vun der Souveraineté alimentaire, verbidde mer haut iwwert den Ëmwee vum FMI ganz oft deene Länner, déi sech net kënne wieren, a mir brénge se an eng aner Logik, an eng scho bal Scholdespiral och, fir kënnen hir eege Produiten ze finanzéieren a gläichzäiteg zerstéiere mer, schafe mer d'Konditioune fir eng Zerstéierung vun hirer eegener Produktioun vu Produits alimentaires de base.

Och do misst Lëtzebuerg dann um Niveau vum FMI eng eege Stëmm hunn. Wat hëlleft et, dass mir 1% awer vum PIB vun engem Land vu 500.000 Awunner bäisteieren, wann iwwert deen doten Ëmwee Lëtzebuerg eng ganz diskret Stëmm nëmmen duerstellt.

Och dat wär Cohérence des politiques, well mer och do missten dann och vläicht an deem CICD an och um Regierungsniveau eis méi eens sinn, wat mer grad bei esou Dossiere wéi deen dote plädéieren - och Stéchwuert OMC. Ech wëll domadder net soen, dass mir géint e Libre échange sinn. Échange ass och fir déi Länner extrem wichteg, dass se es hunn, mä e muss awer op eng Aart a Weis organiséiert sinn, dass se kënne mathalen.

Libre échange tëschent zwee Partner, déi fundamental ongläich sinn, wou een extrem staark ass an een extrem schwaach, ass kee Libre échange. Dat ass einfach eng eesäiteg Dominatioun, an dat musse mer och als dat identifizéieren. An och do muss Lëtzebuerg, mengen ech, de Courage hunn, heiansdo méi kritesch Téin unzeschloen op aneren Niveauen.

Une voix.- Très bien!

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Zu der Cohérence des politiques, Madame Minister, gehéiert awer och, dass een de Rôle vun de Gemenge méi héichhält. Mir hunn net nëmmen de Stat hei zu Lëtzebuerg als Acteur. Mir hunn net nëmmen d'privat Generositéit als Acteur zu Lëtzebuerg. Och d'Gemenge sinn net nëmme bereet, eppes ze maachen, si maache scho ganz vill a ganz laang, déi eng eleng, déi aner an engem Bündnis wéi dem Klimabündnis zum Beispill, wou och Moyenen zesummegeluecht ginn.

D'Gemengen hu potenziell e ganz wichtege Rôle ze spillen, och an der Informatioun, an der Sensibilisatioun, no bei de Leit. Et ass schued, dass d'Regierung dat Potenzial vun de Gemengen entweder nach ëmmer net richteg erkannt huet oder net richteg aschätzt oder ënnerschätzt oder einfach net als hir juste Valeur wëllt considéréieren.

Mä d'Gemenge leeschten haut schonn en Apport an der Kooperatiounspolitik, mat vill Intelligenz, wéi ech fannen. D'Moyenë si sécher méi kleng wéi déi vum Stat, mä dofir gëtt ganz vill driwwer nogeduecht, wat ee mat deene Moyenë mécht. Dat si ganz sënnvoll Projeten, a si kënnen och par rapport zu de Bierger... Mir wësse jo awer och, dass hei am Land - och wann et e Konsens an der Chamber gëtt - an der Populatioun et awer ëmmer e Besoin gëtt, fir ze informéieren iwwert d'Justificatioun vun deem Effort, dee mer leeschten, fir d'Projeten ze erklären, wat mer maachen.

Dofir begréisse mir et ëmmer, wann d'Ministesch reest a mat Biller heemkënnt fir ze weisen, wat mer wou gemaach hunn. Dat hale mir ëmmer fir sënnvoll investéiert Geld, well et wichteg ass ze weisen, wat mat deene Moyenë geschitt.

Grad do kéinten och d'Gemengen e wichtege Rôle spillen. A mir hoffen och do, Madame Ministesch, dass Der am Kader vun der Reform vum Gesetz a vun deenen Diskussioune mat bereet sidd, op dee Wee ze goen an der Kommissioun, dass mer, wat de Rôle vun de Gemengen, den Apport vun de Gemengen an der Kooperatiounspolitik ugeet, däitlech Schrëtt no vir nach kënne maachen an dass mer deenen hire Rôle och am Gesetz néierschreiwen an och, mengen ech, a senger Bedeitung eropschrauwen.

Zwou oder dräi Remarquen nach, ier ech zum Schluss kommen. Mir haten och eng Kéier an der Kommissioun - dat war och am Kader vun enger internationaler Situation de première urgence - diskutéiert iwwert d'Iddi vun enger Zort Lëtzebuerger THW, „Technisches Hilfswerk", well mer gemierkt hunn, wou mer deemools och op d'Arméi hu missen zréckgräifen... Dat hat wuel den Avantage, dass et kuerzfristeg ofruffbar war. Et hat awer och..., an et ass och eng Aarbecht, déi gutt gemaach ginn ass vun deene Leit, dat hu mer an der Kommissioun scho preziséiert, wat awer net verhënnert, dass dat awer Froen opwërft.

Mir mengen, dass dat Zréckgräifen op d'Arméi net par défaut de Choix misst sinn, deen een huet - dass et deen eenzege Choix ass, deen een en fait huet.

Mir mengen - dat hu mer och deemools gesot, an d'Regierung war net ofgeneigt, och doriwwer nozedenken -, dass ee sech Gedanke mécht: Wéi kéint een hei zu Lëtzebuerg, och fir an enger éischter Urgence kënnen ze reagéieren, Moyenen zur Verfügung stellen, anerer wéi déi militäresch, wou mer da musse Militärautoe wäiss usträiche goen, fir dass se dohannen awer net falsch géife verstane ginn? Dass mer eis mat enger urgenter ziviler Interventiounscapacitéit géife beschäftegen, dass ee sech do wierklech Froen driwwer stellt, wat dat kéint sinn.

Woubäi mir als Gréng, wëll ech och däitlech soen, net insistéieren, dass dat wierklech Moyenë musse sinn, déi permanent zu Lëtzebuerg stinn. Wa mer dat wëllen opbauen, dat kascht immens vill Geld. An ob dat wierklech dat Effikasstst ass, do dierf ee gedeelter Meenung sinn.

Vläicht ass et besser, dass ee seet, mir hu Kontakter hannert der Grenz - wou och ëmmer, a wéi engem Land -, déi mer kéinte kuerzfristeg aktivéieren, fir wierklech ganz, ganz séier do ze sinn, op eng méiglechst effizient Aart a Weis.

Wichteg ass just, dass een eng Äntwert op déi Froen huet: Wéi reagéiere mer? Wéi organiséiert si mer? Wéi strukturéiert si mer, wann erëm eng Kéier esou eppes geschitt, fir kënne ganz séier op der Plaz ze sinn? An dat muss, wéi gesot, net mat eegene Mëttele sinn. Vläicht wär dat net dat Effizientst. Mä mir hunn awer nach keng Äntwert kritt op déi dote Fro, wéi een dat kéint maachen. An ech mengen awer, dass et derwäert ass, sech doriwwer Gedanken ze maachen.

Zweet Stéchwuert, Dir hutt et selwer an Ärer Interventioun erwähnt, dat ass d'Initiativ aus den Affaires étrangères „emergency.lu". Dat ass eng Initiativ, staatlech a privat, déi a mengen Ae ganz vill Potenzial huet. Ech mengen, den Accueil, den éischten Accueil war och zimlech favorabel. Ech hu wéineg kritesch Stëmmen héieren. Mä och do, mengen ech, sinn nach eng Rei Froen, déi sech stellen, notamment par rapport zu de Lëtzebuerger Acteuren am Beräich vun der Kooperatioun.

Ass déi Initiativ „emergency.lu" wierklech fundamental a par vocation do, fir der UNO zur Verfügung ze stoen an enger Rei vun internationalen Acteuren, déi kéinten drop zréckgräifen? Oder ass et och geduecht, dass „emergency.lu" ka vu lokale Lëtzebuerger Acteuren och genotzt ginn? Do sinn der vill dobäi, déi direkt soen: „Fir eis net, dat ass e Beräich, wou mir keng Interventioun am Prinzip hunn." Et kéint awer potenziell dat sinn.

Wichteg ass et do och an eisen Aen, dass „emergency.lu" eng Plattform ass, déi mat méiglechst wéineg Schnëttstellen eens gëtt, dass och do eng méiglechst linear an direkt Zurverfügungstellung ka gemaach ginn. Well all Schnëttstell, déi géif dertëschentgeschalt ginn tëschent „emergency.lu" an dee leschten an der Rei, deen d'Hëllef brauch, mécht natierlech och do d'Interventioun vläicht manner effikass.

Mä do wär ech frou, wann d'Madame Minister eis kéint Informatioune ginn, wéi se gedenkt, Lëtzebuerger Acteuren an déi Plattform oder an d'Notze vun där Plattform „emergency.lu" mat anzebannen.

Lescht Remarque, an dat ass vläicht méi en Appel un d'Chamber selwer: Mir insistéieren als gréng Fraktioun nach ëmmer, dass et wichteg ass, eiser gesamter Kooperatiounspolitik och eng Dimension parlementaire ze ginn. A wat ech méi am Ausland op enger Rei vun internationale Konferenze ka präsent si mat anere Parlamentarier zesummen, grad aus Länner, déi Entwécklungshëllef kréien, déi äusseren dee Wonsch do och. Et ass definitiv wichteg, dass mer eis och déi Gedanke maachen.

Wéi kann een, och mat enger parlamentarescher Dimensioun, Kooperatiounspolitik maachen? D'Parlament huet do méi Fräiheete wéi d'Regierung. D'Regierung huet d'Moyenen, d'Parlament huet vläicht méi Redefräiheet op der Plaz, fir Kontakter opzestellen an och do der Demokratie an engem positiven Austausch, net an enger Einbahn, mä an engem positiven Austausch, och Hëllef kënnen ze leeschten.

Ech weess, dass um Niveau vun der Verwaltung - notamment eise Generalsekretär - eng ganz Rei Preparatiounseffortë gemaach gi sinn. An do hoffe mer als gréng Fraktioun, dass mer an den nächste Méint vläicht och do als Parlament zesumme mat der Regierung kënnen eng Aart a Weis fannen, wéi mer eng Dimension parlementaire an d'Kooperatiounspolitik kréien, déi net als Konkurrenzveranstaltung zu der Regierung ze verstoen ass, mä déi complémentaire ass zu den Effortë vun der Regierung, dass et soll eng Plus-value sinn. Mir hoffen, wéi gesot, dass mer dat doten an den nächste Méint kënnen zesummen décidéieren.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Ech soen dem Här Braz och Merci an ech géif dann als nächstem Riedner dem honorablen Här Kartheiser d'Wuert ginn.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Madame President, Dir Dammen an Dir Hären, den Här Minister Frieden huet eis hei viru Kuerzem beim Dépôt vum Projet vum Budget fir 2012 ugekënnegt, datt dëse Budget en Defizit vun 395 Milliounen Euro huet. Gläichzäiteg huet hien eis gesot, datt fir d'Entwécklungshëllef praktesch deeselwechte Betrag virgesinn ass, nämlech ronn 1% vum Bruttonationalakommes, also 314 Milliounen Euro.

Eleng schonn de Rapprochement tëschent deenen zwou Zuele weist, datt et ëmmer nees néideg ass, fir sech Gedanke souwuel iwwert d'Opportunitéit wéi iwwert d'Modalitéiten an d'Héicht ze maachen. Wann och d'Entwécklungshëllef selwer als eng moralesch Obligatioun presentéiert an emfonnt gëtt an niewent der Diplomatie an der Verdeedegung als eent vun deenen dräi wichtegsten Instrumenter vun der Lëtzebuerger Baussepolitik gëllt, da verlaangt d'Verantwortung virum Steierbezueler awer, datt mir och dëse grousse Posten am Statsbudget kritesch beliichten.

D'ADR huet sech ëmmer fir eng Entwécklungshëllef agesat, mä fir eng, déi net iwwer 0,7% vum Bruttonationalakommes läit an déi och u Konditioune gebonnen ass, déi et sollen erlaben, datt d'Lëtzebuerger Ekonomie esou vill wéi méiglech ka vun deem Geld profitéieren. Doniewent soll et selbstverständlech nach eng ganz generéis Hëllef am Fall vu Katastrophe ginn. Datt esou Fuerderungen alles anescht wéi onbegrënnt oder ieren onmoralesch wären, weist en informéierte Bléck op d'Zoustänn an der - wéi ee se roueg kéint nennen -„Entwécklungshëllefindustrie".

Well d'ADR jo souwisou schonn dofir bekannt ass, eng gesond, well kritesch, Distanz zur Regierungspolitik ze hunn, wëlle mir eis hei ausdrécklech zousätzlech op eng neutral Quell bezéien an op ee Mann beruffen, deen e wierklechen, onëmstriddenen Expert vun der Entwécklungshëllef a vun Afrika ass, den Här Rupert Neudeck. Wien also géigeniwwer de Kritike vun der ADR aus politeschen Iwwerleeungen eraus wëllt onsensibel bleiwen, dee sollt wéinstens, fir sech eng eege Meenung iwwert d'Entwécklungshëllef ze maachen, esou Bicher liese wéi zum Beispill „Die Kraft Afrikas".

Awer loosst eis emol e puer ganz grondsätzlech Iwwerleeunge maachen. Dat 0,7%-Zil vum Bruttonationalakommes an der Entwécklungshëllef ass viru wäit iwwer 40 Joer festgeluecht ginn. Dat Zil huet zwar e politescht Eegeliewe kritt, mä et muss ee sech awer froen, ob et ekonomesch oder entwécklungspolitesch iwwerhaapt nach ze rechtfertegen ass. Et feelt an der Entwécklungspolitik global gesinn net u Suen, och wann d'Blair-Kommissioun aner Konklusioune proposéiert huet, mä dacks nëmmen un enger gudder Koordinatioun op der Plaz.

Virun allem awer heesche méi Suen net onbedéngt méi Entwécklung. Esou eng linear Fonctioun gëtt et an deem Beräich net. Entwécklung bedéngt virun allem méi Eegeverantwortung vun deene Länner, déi Sue kréien. An do ass et, wou et dacks feelt.

Mir hate vun enger „Entwécklungshëllefindustrie" geschwat, well dee Beräich sech iwwer Jorzéngten ëmmer méi etabléiert a bürokratiséiert huet. Ganz…

(Interruption)

Jo, Madame?

Mme le Président.- Erlaabt Der, datt den Här Braz Iech eng Fro stellt?

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Rechne mer et vun der Riedezäit of, Madame Presidentin?

Mme le Président.- Ech kucken dat, jo. Mir wäerten…

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Also, jo oder neen?

Mme le Président.- Mir wäerten do eens ginn.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Mir ginn eens. Dann däerf den Här Braz mer eng Fro stellen.

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Här Kartheiser, wéi Der virdrun der Madame Arendt eng Fro gestallt hutt, waart Der net esou pingelech.

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Jo, voilà.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Si huet esou vill Riedezäit, Här Braz.

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Jo, jo. Just eng Fro, Här Kartheiser.

(Interruption)

Just eng Fro, Här Kartheiser. Dir hutt elo grad gesot…

(Interruption)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Sidd wann ech gelift roueg, Dir Dammen an Dir Hären. Ech héieren dem Här Braz seng Fro net.

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Dir hutt elo just gesot: „Méi Suen heeschen net automatesch méi Développement." Ech wollt Iech just froen oder drop opmierksam maachen: Manner Suen heescht och net automatesch méi Développement. Oder gesitt Dir dat anescht?

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, ech mengen - wann Der mer elo nolauschtert -, datt manner Sue ka méi Développement heeschen. Well et hänkt nämlech net vun enger Mass vu Geld of, mä vun anere Kritären, op déi ech elo ze schwätze kommen, Här Braz.

Mme le Président.- Also, ech wollt festhalen, dat waren elo 20 Sekonnen. Wa mer also herno missten ofrechnen, dat wieren 20 Sekonnen. Voilà!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech streiden net mat Iech, Madame President, mä ech probéieren awer elo virunzemaachen a mengem Text. Sou!

Mir hate vun enger „Entwécklungshëllefindustrie" geschwat, well dee Beräich sech iwwer Jorzéngten ëmmer méi etabléiert a bürokratiséiert huet. Ganz Ministèren, Organisatiounen a Carrièren hänken ewell dovun of, och hei zu Lëtzebuerg. A well esou Apparaten net d'Tendenz hunn, Informatioune bekannt ze ginn oder Décisiounen ze huelen, déi kéinten dozou féieren, sech selwer ofzeschafen, kréie mir ëmmer nees gesot, datt d'Ziler nach net erreecht goufen an datt eis Efforten nach musse verstäerkt ginn.

Dës kritesch Bemierkung concernéiert och eng Rei vun ONGen, déi zwar „Netregierungsorganisatiounen" heeschen, a Wierklechkeet awer lues a lues ëmmer méi zu engem parastaatleche Secteur mutéieren. Déi Diskussioun ëm staatlech Contributiounen zu de Fonctionnementskäschte vun deenen Organisatiounen illustréiert dëse Punkt ganz gutt.

Mir kréien ëmmer méi en administrative Waasserkapp an der Entwécklungshëllef. Eng Rei vun ONGen hätte gär eng weider Verstäerkung vun de Strukturen an der Entwécklungshëllef, en Ausbau vu Comitéë mat méi Kompetenzen an nach méi Etüden, an engem Beräich, wou et der jo wierklech scho méi wéi genuch gëtt. D'ADR mengt, datt d'Effikassitéit vun der Entwécklungshëllef net doduerch besser gëtt, datt mir eis Bürokratie ëmmer méi opblosen.

Den Direkter vun SOS Faim huet zum Beispill zejoert am Oktober recommandéiert - elo lauschtert gutt no, Här Braz -, datt d'ONGen ënner sech emol méi sollte koordinéieren a besser zesummeschaffen. Ech zitéieren: «Nous sommes pratiquement une centaine au Luxembourg. Est-ce que cela a vraiment un sens? Le ministère doit être plus stricte et sélectif et surtout revoir ses critères qualitatifs.»

Dir Dammen an Dir Hären, dat mécht an eisen Ae méi Sënn, wéi ëmmer méi Suen a Strukturen ze stiechen. Wie méi Kohärenz fuerdert, soll domadder bei sech selwer ufänken!

Ausdrécklech kritiséiere mir och déi sëllechen an deier international Konferenzen - Dir hutt der e puer genannt: Paräis, Accra; elo geet et a Korea -, déi dacks redundant sinn oder sech fir vill Sue mat modernen, politesch korrekte Wuerthülse beschäftegen. Dat Wuert „nohalteg" huet fréier „laangfristeg wierksam" geheescht. A Kohärenz a verschiddene Politikberäicher gouf et och nach ëmmer iwwerall do, wou Mënschen nogeduecht a geplangt hunn. Jiddefalls ass et näischt Neies.

Natierlech musse mir koordinéiert a kohärent schaffen - dat sinn intellektuell a finanziell Evidenzen -, mä de Problem läit a konkurréierenden Interessen, vun deenen der vill hir eege vollkomme legitim Begrënnungen hunn, an och - a loosse mer dat nëmmen ni vergiessen - an den Entwécklungslänner selwer.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

Här President, d'Entwécklungshëllefziler musse selwer och kritesch beliicht ginn. Heiansdo ginn esou Ziler vun Ufank un esou definéiert, sief et

programmatesch, politesch oder och nëmme statistesch, datt kee ka realistesch unhuelen, datt och nëmmen eng Chance besteet, fir déi Ziler iwwerhaapt ze erreechen. E gutt Beispill heifir sinn d'„millennium development goals". Si gi mat Sécherheet net bis 2015 erreecht. Jo, si kënnen iwwerhaapt net erreecht ginn! Déi Fro, ob déi Ziler iwwerhaapt sënnvoll definéiert goufen, stellt awer bal keen.

Mir bei der ADR géifen eis awer wënschen, datt, ier mir drun denken, fir eis Efforten nach ze verstäerken, virun allem och emol d'Effortë vun deene Länner, wou d'Hëllef higeet, verstäerkt ginn. Zur Illustratioun hei just een Zitat vum Begrënner vun der Cap Anamur - also net vun der ADR: „Die Entwicklungshilfe der vergangenen Jahrzehnte hat keine positive Wirkung gehabt, sie hat im Gegenteil die Ineffizienz und Korruption meistens gefördert, korrupte Machthaber finanziert und stabilisiert und damit eine negative Wirkung auf Afrikas Entwicklung ausgeübt. Das System der Entwicklungshilfe hat es den Regierungen ermöglicht, politische, soziale und wirtschaftliche Reformen zu unterlassen, Armut und Not zu festigen und die Mehrung eigener Macht und persönlichen Reichtums zu betreiben."

Dat ass vläicht och fir eis eng Iddi ze vill kategoresch formuléiert, awer ganz sécher net falsch. Jiddefalls awer ass déi do Kritik méi wéi eng Iwwerleeung wäert.

A wa mer schonns vun der Korruptioun schwätzen, da si mer och scho beim Thema vun der Budgetshëllef, Madame Minister. Dat ass en interessante Sujet. An ech wëll mat engem Auszuch aus engem Interview vum „Lëtzebuerger Wort" ufänken, deen d'Madame Jacobs de 15. September ginn huet. D'Fro vun der Journalistin: „Frankreich wird im Augenblick von einem Skandal erschüttert. Wie es heißt, sollen Gelder aus verschiedenen afrikanischen Ländern direkt in die Taschen einiger Politiker geflossen sein. Wäre ein solcher Fall in Luxemburg denkbar?" D'Madame Jacobs äntwert: „Luxemburg hat sich immer geweigert, direkte Haushaltshilfe zu leisten. Wir geben kein Geld an die Regierungen. All unsere Mittel sind unmittelbar an Projekte gebunden. Das heißt, die Gelder kommen dort an, wo sie auch gebraucht werden."

Haut hutt Der awer hei de Contraire gesot. Dir hutt jo gesot: „Mir taaschten eis virsiichteg erun un déi Saach." An an eiser Kommissiounssitzung, Madame Jacobs, hat Der nach ganz anescht geschwat, well do hat Der gesot, Lëtzebuerg géif zënter enger gewëssener Zäit och Budgetshëllef ginn. Dat ass anescht wéi dat, wat Der den Zeitungen erzielt a wat Der hei sot an an der Kommissiounssitzung.

Also, boert Geld an de Budget oder d'Fonge vu verschiddene Länner, an zwar jiddefalls emol un de Cap-Vert. Do hu mer dat jo gemaach. Natierlech soll dat Geld u gewëssen Zwecker gebonne sinn - Dir hutt gesot: d'Beruffsausbildung - an natierlech soll d'Utilisatioun vun deene Mëttelen och duerch e gemëschtene Grupp kontrolléiert ginn.

Dir sot an der Kommissioun, wann ech mech richteg erënneren, datt d'Erfahrung awer gewisen hätt, ech zitéieren: „datt een net soll verstäerkt op dee Wee goen" - Enn Zitat -, an datt Dir, och wann ech mech richteg erënneren, Ënnerstëtzung fir dédiéiert extrabudgetär Fonge géift ginn, zum Beispill am Gesondheetssecteur an Nicaragua, an dann nach en Appui sectoriel am Statsbudget an anere Länner, mat engem Mécanisme de suivi. Wat also ass wouer, Madame Jacobs? Vläicht kéint Dir eis dat dann haut erklären.

Den Här Neudeck - fir deen nach eng Kéier ze zitéieren - sot iwwregens zu dem Thema Budgetshëllef: „Das soll dem Prinzip der Ownership und der Verantwortung des Empfängerlandes am besten entsprechen. Aber dafür muss ein Land eine wirklich nicht korrupte Führung und Finanzverwaltung haben, was in den wenigsten Ländern der Fall ist. Stattdessen werden damit Korruption und Unterschlagung erleichtert." Iwwert d'Kontrollméiglechkeete sollte mir eis net ze vill Illusioune maachen, et sief dann, mir huelen déi Fiduciaire, déi och bei ProActif esou gutt geschafft huet.

(Hilarité)

Mä loosse mir just emol méi e kritesche Bléck op e puer vun eise Partnerlänner werfen, andeem mir eis hiren net esou terribel respektable Ranking am international percevéierte Korruptiounsindex vun Transparency international ukucken. Cap-Vert: 45, Senegal: 105, Mali: 116, Niger: 123, Burkina Faso: 98, El Salvador: 73, Nicaragua: 127, Laos: 154 a Vietnam: 116.

Här President, mir gi gär zou, datt deen Index vun Transparency international selwer an héijem Mooss kritikabel ass, mä hei ass de Message awer kloer: Mir gi Lëtzebuerger Steiersuen op Plazen, wou d'Kontroll eng reng Illusioun ass. D'Madame Jacobs kann eis vläicht herno detailléiert opzielen, wéi vill Geld vum Lëtzebuerger Steierbezueler schonn iwwert de Wee vun esou Budgetshëllef duerch de Kamäin gaangen ass. Mat deem Geld hätt een och do op der Plaz oder och hei am Land ganz sécher vill méi Sënnvolles kënne maachen!

Loosst mech kloer soen: Wann d'ADR och mat konkrete Projeten am Déngscht vun der Populatioun, vun deenen aarme Leit, selbstverständlech ënner strenge Konditiounen a mat enger onofhängeger Kontroll, kann d'accord sinn, dann awer ganz sécher net mat esou enger Budgetshëllef. Mir hunn zum Beispill eng Budgetshëllef un de Cap-Vert ginn - Nummer 45 am Korruptiounsindex -, an e sougenannte Groupe technique soll dann elo kucken, wou dat Geld hikomm ass. Mir wënschen hinne vill Gléck. Et ass et bëssen d'„Jäger des verlorenen Schatzes".

D'Madame Jacobs mengt, esou sot si an enger Kommissiounssitzung, datt d'Budgetshëllef och soll dozou déngen, datt déi Leit solle léieren, mat Suen ëmzegoen. Also, gemengt sinn déi Länner, wou mer d'Suen higinn. Mä, Madame Minister, dann awer wann ech gelift net mat de Sue vum Lëtzebuerger Steierbezueler. Dir sidd jo net an der Regierung, fir Monopoly mat eise Suen ze spillen!

(Interruption)

Här President, loosst mech vläicht och soen, datt vill vun eise Partnerlänner och nach genuch Sue rescht hunn, fir sech en anstännege Militärbudget ze leeschten. De Senegal: ronn 100 Milliarden CFA am Joer 2010, de Cap-Vert 713 Milliounen Dollar, de Mali 87 Milliarden CFA, an esou virun. Dat sinn d'Donnéeë vum SIPRI. Natierlech sinn esou Zuele schwéier mateneen ze vergläichen, mä mir däerfen eis jo awer och froen, ob déi Länner, deene mir hëllefen a wou mir Suen hischécken, och zum Deel mat direkter Budgetshëllef, wéi Der elo wësst, mat hiren eegene Suen ëmmer vernünfteg genuch ëmginn an ob si déi richteg Prioritéite setzen.

Här President, vill Jore laang krute mir d'Virdeeler vun der Mikrofinanz opgezielt, besonnesch - esou huet et geheescht - fir d'Fraen ze stäerken. Eis gouf hei erzielt, mat deem plakative Sexismus, deen dee moderne politeschen Discours kennzeechent, datt d'Männer systematesch géifen d'Sue versaufen an d'Frae géife sech ëmmer virbildlech ëm alles këmmeren. Dont acte.

D'Madame Jacobs huet zum Beispill enger Organisatioun mam Numm „Women's World Banking" zwou Milliounen Euro gi fir Mikrofinanzprojeten, an dat och nach zu engem Zäitpunkt, wou erauskoum, datt an Indien am Uttar Pradesh mat Mikrofinanzgelder Televisioune kaaft goufen.

D'Realitéit am Beräich vun der Mikrofinanz stellt eis awer virun eng ganz Rei vu Froen, well de Mëssbrauch an d'Gefore vun de Mikrokreditter sinn op enger ganzer Rei vu Plazen dokumentéiert ginn. Am Dezember 2010 huet Norwegen - an dat si jo och där Gudder - eng Rei vun Enquêtë géint d'Grameen Bank vum Professer Muhammad Yunus opgemaach. De Minister Erik Solheim sot: „It is totally unacceptable that aid is used for other purposes than intended."

En Documentaire op der norwegescher Televisioun huet etabléiert, datt ëmmer méi Leit duerch Mikrokreditter a Bangladesch, Indien a Mexiko an eng schwéier Scholdesituatioun gerode sinn. De Journalist sot op der BBC: „I found out that poor people are getting into more an more debt because of micro-credit loans."

Den „Spiegel" schreift am Mäerz 2011: „So habe die Grameen Bank zweckgebundene Entwicklungsgelder aus Norwegen, Deutschland, den Niederlanden, Schweden und aus den USA ohne Wissen der Geber in andere Projekte gesteckt." Do stelle mir eis natierlech Froen: Sinn eventuell och Suen aus Lëtzebuerg an déi Bank gefloss? A wa jo, ass kontrolléiert ginn, wat mat deem Geld geschitt ass?

Trotz alle Problemer, loosse mer hei festhalen: Alles dat sinn Initiativen, iwwert déi ee kann nodenken, déi een eventuell och kann ënnerstëtzen, wa wierklech garantéiert ass, datt esou Initiative seriö sinn, datt si de Leit, de Leit alleguer - de Leit alleguer, Madame Jacobs! - konkret hëllefen an datt se net nei Aarmut verursaachen.

Ob et awer un eis ass, fir anere Länner mat anere Kulturen an aneren Traditiounen no westleche Moossstief wëlle gesellschaftlech Reformen opzedrängen an e sougenannten „society building" ze maachen, ass awer eng ganz komplizéiert Fro, déi och eng ganz Rei ethesch Aspekter huet.

D'ADR plädéiert jiddefalls géint eng westlech kolonialistesch Mentalitéit an der Entwécklungshëllef, a fir de Respekt virun de Mënschen an hire Kulturen an deem materiell manner räichen Deel vun der Welt.

Niewent enger ethescher Fro ass et och eng politesch a strategesch. Aner Länner, déi ouni vill Préconditioune grouss Infrastrukturen an Afrika bauen, kréien do Afloss, Muecht a Buedemräichtum, vun deem mir eis vläicht privéieren. Och dat ass eng Fro vu Kohärenz an der Entwécklungspolitik, an zwar eng besonnesch wichteg: Muss d'Entwécklungshëllef net och, a vläicht fir d'Alleréischt, am Déngscht vun eise baussepoliteschen, ekonomeschen a kommerziellen Interesse stoen? Ass et net nëmmen esou, wéi dat villt Geld, wat mir do ausginn, ka virun dem Steierbezueler justifiéiert ginn? Firwat ass haut den Här Krecké net och hei?

Et ass och eng politesch Fro, ob grad mir Lëtzebuerger méi gescheit an der Entwécklungshëllef si wéi aner europäesch Natiounen. Wa Länner wéi Schweden sech aus Partnerstaten zréckzéien, well si der Meenung sinn, datt déi Länner d'Konditioune fir d'Entwécklungshëllef net méi erfëllen, wéi zum Beispill am Vietnam, firwat solle mir da grad dohi goen? Eise Bäitrag fir esou Länner soll net e PIC de consolidation sinn, mä et gudden Handelsvertrag an eng Missioun vum Commerce extérieur, zum Beispill zu Hanoi oder zu Saigon.

Sécher gëtt et nach vill Aarmut an deene Länner, mä dorëm soll sech déi lokal Regierung këmmeren; ëmmerhin ass et jo am Vietnam och eng kommunistesch. Ähnlech Iwwerleeunge gëlle fir de Laos, wou och eis Benelux-Partner sech bal ganz zréckgezunn hunn. Natierlech solle mir deene Länner weider hëllefen, zum Beispill doduerch, datt mir hirer Leit op eiser Uni, op der School of Finance oder an der Hotelschoul ophuelen. Mä mir mussen awer och wëssen, wéini et endlech un der Zäit ass, fir Entwécklungshëllefpartnerschaften definitiv op en Enn ze bréngen.

D'ADR hat hei schonn an der Vergaangenheet kritiséiert, datt mir am Laos e Spidol op eng falsch Plaz gesat hunn. Eis Press huet dat net opgegraff, an ausser der ADR schéngt kee Politiker sech Froen iwwert d'Verschwendung vun eise Steiergelder fir schlecht geplangte Projeten an der Entwécklungshëllef ze stellen. A leider iwwerhëlt keen déi politesch Verantwortung fir esou Saachen.

Mir recommandéieren awer d'Lecture vun esou Artikelen, wéi dee vum Här Jos Spartz vum Oktober 2010 mam Titel: «Gaspillage irresponsable de notre aide publique au développement», wou hien ënner anerem kritiséiert, datt mir ze vill Projeten an ze ville Länner hunn, ze vill Frais de fonctionnement, vill falsch Projeten, notamment am Laos, keng onofhängeg Evaluatioun vun de Projeten an esou virun.

D'ADR stellt och fest, datt een an deem Rapport vum Ministère… - dee jo net duerch seng Transparenz a seng Objektivitéit glänzt, mä éischter duerch de Pabeier, op deem e gedréckt gouf -, datt mir mat deene Suen aus der Entwécklungshëllef dozou bäidroen, d'Paie vu 70.000 Fonctionnairen an de besate palästinenseschen Territoiren ze bezuelen. Dat sinn der dräimol méi wéi Lëtzebuerg der huet, Madame Jacobs.

Här President, d'Madame Minister huet jo och eng grouss Gender-Dimensioun an hirer Politik, woumat si awer konkret d'Fraerechter mengt. Vläicht ka si eis och eemol soen, wou si sech a leschter Zäit fir Männer agesat hätt, zum Beispill fir Sklavenaarbechter oder Kannerzaldoten, déi jo zu iwwer 95% Jonge sinn.

Mä wat sinn am Kontext vun eisem Thema vun haut Fraerechter? Prinzipiell a ganz selbstverständlech si mir all heibannen d'accord, datt mir d'Gesondheet vun der Mamm a vum Kand während der Schwangerschaft an duerno musse schützen. Datt dofir Mëttele vun der Entwécklungshëllef gebraucht ginn, fënnt bestëmmt och eisen eestëmmegen Accord. Awer bei der Ofdreiwung gëtt et op d'mannst eng Géigestëmm, an zwar meng!

Dofir d'Fro: Wat genee mengt d'Regierung mat esou engem Wuert wéi „Santé reproductive" vun de Fraen? Heescht dat fir si vläicht och Ofdreiwung? D'Fro ass berechtegt, well déi kathoulesch Noriichtenagentur „kath.net" huet de 6. August 2011 en Artikel publizéiert ënnert dem Titel: „Europäische UN-Delegationen setzen Lateinamerika unter Druck", an deem et housch: „Luxemburg drängt El Salvador, den Zugang für Frauen zu Rechten und Einrichtungen sexueller und reproduktiver Gesundheit zu verbessern."

Doropshin hat ech eng parlamentaresch Fro gestallt, an an hirer Äntwert huet d'Madame Minister gesot, datt Lëtzebuerg de Sujet géif thematiséieren a Fäll, wou d'Liewe vun der Mamm a Gefor wär. Domadder kann och meng Partei selbstverständlech d'accord sinn, well hei ass ee Liewen, dat muss geschützt ginn, eventuell op d'Käschte vun engem anere Liewen.

Trotzdeem, d'Madame Minister huet och zouginn, datt Lëtzebuerg El Salvador recommandéiert hat, fir «améliorer l'accès des femmes aux services de santé sexuelle et génétique ainsi que l'exercice de leurs droits dans ce domaine». Do kann ee sech awer nees Froe stellen. Wat heescht hei „santé génétique" an der Madame Jacobs hiren Aen? Dat ass jo jiddefalls…

Ech wollt just soen, Här President, wou Dir fort waart hat ech eng länger Fro an d'Madame Polfer, déi deen Ableck presidéiert huet, hat mer versprach, si géif dat considéréieren.

M. le Président.- Et sinn 20 Sekonnen, déi Der bäikritt.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Jo, Merci. Dat ass ganz generéis, Här President. D'Leit doheem kënnen dat och nomoossen.

Do kann ee sech awer nees Froe stellen. Dat ass jo jiddefalls medezinesch net datselwecht wéi eng liewensbedrohlech gesondheetlech Situatioun fir d'Kand. Wann een dofir plädéiert, wéi eis Regierung dat ze maache schéngt, opgrond vu genetesche Kritären - also „santé génétique" - Liewen ze selektionéieren, da kann ee jo och Situatioune favoriséieren, wou - och dat sief hei gesot - Kanner zum Beispill en fonction vun hirem Geschlecht kënnen ofgedriwwe ginn. Oder wéi eng genetesch Selektioun ass erlaabt a wéi eng net? Kënnen an den Ae vun eiser Regierung Kanner mat bestëmmte Krankheeten ofgedriwwe ginn?

Ech muss Iech soen, datt ech als Katholik strikt refuséieren, eng genetesch Selektioun vu Liewen iwwerhaapt an d'Aen ze faassen. An eng Ministesch, déi fir eng anscheinend chrëschtlech Partei an der Regierung sëtzt, kann eis hei ganz sécher e puer interessant Informatioune ginn.

(Interruption)

Här President, eng weider Fro, déi sech stellt, ass déi, wéi ee politesche Stellewäert mir de bilaterale Relatioune mat eise Partnerlänner ginn. Et ass eis opgefall, datt, wou de Cap-Vert de 35. Gebuertsdag vu senger Onofhängegkeet gefeiert huet, Lëtzebuerg duerch d'Madame Minister fir Entwécklungshëllef vertruede war. Dat ass an eisen Aen net déi richteg Décisioun. Fir esou feierlech politesch Zeremonië soll Lëtzebuerg duerch säi Bausseminister vertruede sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech wéilt - an do, fir Är 20 Sekonnen optimal ze notzen, sidd Der bestëmmt d'accord - der Madame Minister och e Luef ausschwätzen.

(Brouhaha)

Elo kréien ech der bestëmmt nach méi.

De Projet „emergency.lu", Madame Minister, deen zesumme vum Stat a vu privaten Entreprisen op d'Bee gesat gouf, deen huet och eis voll Ënnerstëtzung. Mir hoffen, datt dës Infrastruktur kann dozou bäidroen, ville Leit an Nout eng séier an effikass Hëllef zoukommen ze loossen.

Ech soen Iech Merci - no 20 Minutten, 26 Sekonnen -, villmools Merci, Här President.

M. le Président.- Merci, Här Kartheiser. Als nächste Riedner ass den Här André Hoffmann agedroen. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

M. André Hoffmann *(déi Lénk)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hoffen, dass ech och e puer Froe gestallt kréien zwëschenduerch,…

(Hilarité)

…fir meng Zäit ze verlängeren.

Ech wëll zréckkommen op d'Fro vun der Kohärenz, well dat ass fir mech eng entscheedend Fro an der Fro vun der Entwécklungspolitik. Dat heescht, d'Fro, ob déi verschidde Politiken an deene verschiddene Beräicher mat den Ziler vun der Entwécklungspolitik vereinbar sinn, se souguer ënnerstëtzen, oder awer am Contraire deenen Ziler widderspriechen.

Déi Fro gëllt net nëmme fir d'Politiken am enke Sënn vum Wuert. Déi Fro gëllt och vill méi allgemeng fir eise Wirtschaftssystem, fir eis europäesch Agrarpolitik, fir eis Handelsbezéiungen an iwwerhaapt ganz allgemeng fir eise Gesellschaftsmodell. An déi Froe stelle sech souwuel um nationale Plang wéi och um europäesche Plang wéi och, wéi den Här Braz et ganz richteg ervirgehuewen huet, um Niveau vun den internationalen Institutiounen, wou mir Member sinn a wou mer eis mussen d'Fro stellen, ob d'Politik vum Weltwährungsfong oder vun der Weltbank kompatibel ass mat den Ziler vun der Entwécklungspolitik.

Awer wann een no Äntwerten op déi Froe vun der Kohärenz sicht, da stéisst een direkt emol op eng äusserst mangelhaft Transparenz. E Beispill: A wéi engem Ausmooss dass eis Finanzplaz implizéiert ass a Steierflucht aus den Ent-

wécklungslänner, also Mëssbrauch vu Ressourcen, déi déi Länner dréngend géife brauchen, do gëtt ee ganz wéineg gewuer.

Dir kënnt Iech erënneren, dass, ech menge virun zwee Joer, eng Etüd erauskomm ass hei zu Lëtzebuerg, wou geschat ginn ass, dass déi Steierflucht méi héich léich wéi eis Entwécklungshëllef. Deemools gouf et eng grouss Opreegung an et ass gesot ginn, déi Etüd, déi wär net seriö. Et ass awer ni duerno eng onofhängeg Analys vun där Problematik nogereecht ginn.

D'Weltbank schätzt, dass 1 bis 1,5 Trilliounen Dollaren, dausend Milliarden, dat ass dat englescht Wuert „trillions", illegal finanziell Flëss ausmaachen, dovunner d'Halschent aus den Entwécklungslänner an den Iwwergangslänner. Wéi vill dovunner op Lëtzebuerg kommen, wësse mer ganz einfach net. An an enger rezenter Etüd iwwert den internationalen Index zur Finanztransparenz kënnt Lëtzebuerg net ganz glänzend ewech, wéi ee sech dat jo och erwaarde konnt.

Och iwwert d'Implikatioun vun eiser Finanzplaz oder anere Secteure vun eiser Ekonomie an Aktivitéiten, déi den Ziler vun der Entwécklungspolitik net gerecht ginn oder hinne widderspriechen, wësse mer äusserst wéineg. Wéi eisen ekologeschen oder soziale Foussofdrock ausgesäit a puncto Entwécklungslänner, ass wäitgehend ongewosst.

Ech wëll net ëmmer op eise Fonds de compensation, also de Placement vun eise Rentereserven zréckkommen, mä et ass awer e symptomatesche Fall fir d'Fro vun der Kohärenz. An där laanger Lëscht vun de Kapitalgesellschaften, wou mer investéieren, sinn der Honnerten - Honnerten! -, déi bekannt si fir eng skrupellos Politik an den Entwécklungslänner, eng skrupellos Exploitatioun vun de Mënschen a vun der Natur, wou d'traditionell Landwirtschaft zerstéiert gëtt, d'Liewensgrondlage vun der Populatioun ënnergruewe ginn, wou Geschäfter gemaach gi mat der Ofholzung vun de Bëscher, mat dem sougenannten „land grabbing", dat heescht am Fong geholl d'Besetze vu grousse Fläche vu Land, wat och erëm eng Kéier zur Zerstéierung vun der lokaler Landwirtschaft féiert, wou mat de Liewensmëttel spekuléiert gëtt an esou weider an esou fort.

An deem neie Kooperatiounsgesetz misst déi Fro vun der Kohärenz also vill méi e grousst Gewiicht kréie wéi bis elo, an dat heescht natierlech och, dass Moossnamen an Instrumenter fir méi Transparenz musse geschafe ginn.

D'Madame Nancy Kemp-Arendt huet hei op eng exzellent Aart a Weis d'Fro vun der Verdeelung vun der Aarmut, vum Honger, vun de Millenniumsziler, déi net erreecht ginn, duergeluecht. D'Aarmut, déi weltwäit net erofgaangen ass, sondern gewuess ass an deene leschte Joren, wat eigentlech e Skandal ass, wann ee vergläicht, wat noutwendeg wär, fir d'Aarmut ofzebauen, vergläicht zum Beispill mat de Militärausgaben op der Welt oder vergläicht mat där onverschimmter Accumulatioun vu privatem Räichtum a wéinegen Hänn! An déi weltwäit Ongläichheeten, wou d'Aarmut jo nëmmen een Extrem ass, déi sinn duerch d'Kris nach verschäerft ginn.

Natierlech soll een an däerf een déi politesch Responsabel an den Entwécklungslänner selwer net aus hirer Verantwortung eraushuelen, awer déi entscheedend Décisiounen an Orientéierungen iwwert d'sozial a wirtschaftlech Entwécklungen an der ganzer Welt, also och an den Entwécklungslänner, déi ginn hei geholl. Déi ginn an deenen entwéckeltste Länner geholl. Hei, also virun allem hei, muss eng aner Richtung ageschloe ginn.

Et ass wichteg a richteg, ze bleiwe bei deem 1% Entwécklungshëllef, also 1% vum PIB. Dat kéint souguer nach méi héich sinn. Awer wa mer net insgesamt eng aner Richtung aschloen, da riskéiert déi Entwécklungshëllef och net vill méi ze bleiwen, wéi eng Aspirin géint eng Kriibskrankheet.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Hoffmann. An da kritt nach eng Kéier d'Wuert d'Kooperatiounsministesch, d'Madame Marie-Josée Jacobs.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech géif wëllen alle Spriecherinnen a Spriecher, déi sech hei zu Wuert gemellt hunn, Merci soe fir hir konstruktiv, bal exklusiv konstruktiv Bäiträg, déi se geleescht hunn. Ech entschëllege mech am Viraus, datt ech net op all Froe kann haut eng Äntwert ginn. Ech sinn awer gäre bereet, Här President, fir an der Kommissioun, wann dat de Wonsch ass, op eenzel Punkte sécher nach eng Kéier zréckzekommen.

Dat, wat mer opgefall ass, dat ass eng vun deene Froen, déi sech zënter enger Rei vu Jore stellen, eigentlech iwwer méi laang stellen, mä déi elo an deene leschte Jore méi thematiséiert ginn ass, dat ass d'Fro vun der Landwirtschaft. Wou ee muss soen, datt ee jo am Fong ewell iwwer 20, 30 Joer gesinn huet, datt dat géif e Problem ginn, an datt mer elo am Fong eréischt ufänken, richteg ze thematiséieren, a wou et ganz sécher ass, datt och zënter ëmmer d'Lëtzebuerger Kooperatioun, Associatiounen, ONGen, ech denken un SOS Faim, ech denken un d'„Jong Baueren a Jong Wënzer", dat ënnerstëtzt hunn, ebe just, fir d'Landwirtschaft an deene Länner ze ënnerstëtzen.

Wou een awer och muss soen, datt dat net ëmmer ofhängeg ass nëmme vun dem Wëlle vun deem engen oder deem aneren, well een awer gesäit, datt, deemno wéi och d'Klima changéiert, heiansdo mëttlerweil esou grouss Iwwerschwemmunge kommen, duerno erëm Dréchente kommen an esou virun. Et ass also eppes, wat ee kann a muss ënnerstëtzen, ouni Zweifel, mä wéi gesot, wou een awer och muss wëssen, datt et heiansdo Contraintë gëtt, déi een net iwwert deen dote Wee ka behiewen, oder eleng behiewen.

Dat, wat mech jo wierklech enorm iwwerrascht, dat ass, mir wore jo och Bauere gewiescht a mir haten och keng Suen, mä mir haten awer ëmmer sat ze iessen. An dat ass eigentlech jo eppes, wat an deene Länner komesch ass, datt ee mierkt, datt déi Leit, trotzdeem, datt se schaffen, trotzdeem, datt se Bauer sinn, emol net esou vill erschaffen, datt et duergeet, fir kënne sech an hir Familljen ze erhalen; respektiv et muss gekuckt ginn, och Stocke kënnen ze maache fir dee Moment, wou da wierklech eng Hongersnout kënnt oder esou, fir dann och besser an dem Regionale kënnen dorobber ze äntwerten.

Une voix.- Très bien!

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Eng Rei vu Spriecherinnen a Spriecher hunn och geschwat iwwert d'Millenniumsziler. Et ass net esou, datt d'Millenniumsziler alleguerten erreecht goufen. Et ass awer och net esou, datt iwwerhaapt näischt erreecht gouf. Och dat ass ganz ënnerschiddlech an ënnerschiddlech sougutt an den Ziler wéi och an de Regiounen, wou ee gesäit, datt souguer an eenzelne Länner, an Nopeschlänner, bei deenen engen d'Resultater ganz anerer si wéi op anere Plazen. Sou datt ech awer net ganz gären hätt, wa mer esou generell géife mengen, domadder hätte mer iwwerhaapt näischt erreecht!

Wat och déi Fro vun de Flüchtlingen ubelaangt, also, ech muss éierlech soen, dat ass jo eng vun deenen delikatesten, déi et gëtt, well alles dat, wat een doriwwer seet, ass jo ëmmer nëmmen eng hallef Wourecht a féiert ëmmer erëm dozou, datt deen een oder deen anere sech hannert deem engen oder deem anere ka verstoppen. Ech géif wierklech wëllen - elo si jo d'Gemengewahlen eriwwer - och vun der Geleeënheet profitéieren, all déi Responsabel an de Gemengefroen ze bieden, kooperativ ze sinn an ze hëllefen, datt mer zesummen och dee Phenomeen an dee vum Logement vun deene Leit, déi elo a grousser Zuel op Lëtzebuerg kommen, kënne regelen.

Mir hu Verflichtungen, international Verflichtungen, a mir kënnen eis de Luxus net leeschten, fir ze soen: „Mir wëllen déi net." Mir mussen also kucken, och wa mer déi Prozeduren, déi mer hunn, méi accéléréieren, well déi Leit wahrscheinlech net d'Recht hunn an net kënnen heibleiwen, mä awer ze kucken, datt se déi Zäit, wou se hei sinn, kënnen uerdentlech ënnerdaach kommen.

An da wëll ech all deene soen: och souguer ekonomesch Flüchtlingen! Kee Mënsch geet doheem fort nëmme just aus Plëséier fir fortzegoen. All Mënsch, deen doheem fortgeet, dee seng Famill, dee säi Land, deen alles am Stach léisst, fir éierens aneschters ze goen an ze kucken, fir sech a fir seng Famill e bëtzelchen e bessert Liewen ze fannen, do kann een net soen, dat ass awer alles, also, déi hunn hei näischt verluer, an dat kann, dat däerf net sinn!

Ech géif emol gären déi vun eis alleguerte gesinn, wa se an där Situatioun wieren, datt se Kanner hätten, déi zéng Joer al wieren, déi ni an enger Schoul woren, déi nach ni bei engem Dokter woren an esou virun, fir ze kucken, ob mir net datselwecht géife maachen. An d'Lëtzebuerger hunn datselwecht gemaach! Mir sinn ausgewandert! Mir, eis Virfahre sinn ausgewandert fir ze kucken, eng besser Situatioun fir hir Familljen ze kréien. Dofir mengen ech, dat, wat mer fir eis selwer an Usproch geholl hunn, do kënne mer net soen, dat geet eis näischt un an domadder hu mer näischt ze dinn.

Sou datt een och..., an dat ass eigentlech och dat, wat e puer Leit elo gesot hunn, och de Félix Braz, et ass jo net, d'Entwécklungshëllef ass jo kee Selbstzweck. Ech hunn do selwer gesot, d'Entwécklungshëllef ass jo dofir do, fir an engem Moment ze hëllefen, wou et deene Länner net esou gutt geet, mä fir awer ze kucken, datt een dorauser erauskënnt, an derfir ze suergen, datt déi Leit eng Autonomie kréien, datt déi Länner eng Autonomie kréien an net méi dorobber ugewise sinn.

An deem Kontext géif ech dann och wëlle soen, och d'Aide budgétaire: D'Aide budgétaire ass jo och e Mëttel, dat ass jo och kee Selbstzweck fir sech. An dat, wat ech iwwert d'Aide budgétaire gesot hunn, dat ass sougutt an der Kommissioun wéi iwwerall: Bis haut hu mir ganz zaghaft op eenzelne Plazen Aide budgétaire gemaach, mat deenen néidege Kontrollen, déi do dermat verbonne sinn, well mer ebe gären hätten, datt och wierklech déi Suen, déi mer do ginn, och solle richteg ugewannt ginn.

Op där anerer Säit muss een awer och gradesou kloer soen, datt, wann déi Leit eng Kéier aus der Aarmut erauskommen... Mir soe jo heiansdo dat eent an och nach de Contraire vun deem engen. Mir soen, op där enger Säit missten hir Capacitéite gestäerkt ginn, si misste kënnen Taxen an Douanen an alles aféieren, wat alles richteg ass. Da musse mer awer och soen, si mussen och d'Capacitéite kréien, fir datt se dat och selwer kënne géréieren.

Wa mer dann awer soen: „Ah neen, neen, neen, Dir kritt kee Frang, a wa mir fortginn, da kuckt Der, wéi Der dann eens gitt!", da musse mer awer och domadder rechnen, datt se dann awer wahrscheinlech och net eens ginn. Dofir mengen ech ewell, datt dat eng Démarche ass, wou ee muss kucken: Wéi kann een dat maachen? A wéi engem Mooss kann een dat maachen? An dann och de Leit d'Méiglechkeet a wéi gesot d'Capacitéiten ze ginn.

Et ass vill op den Assisen iwwert d'Capacitéite geschwat ginn. An ech menge wierklech, datt dat een immens wichtege Punkt ass, datt mer wierklech déi Länner stäerken, datt se kënnen och d'Gestioun sougutt vun hire Gelder wéi och vun hiren Administratioune maachen.

Ech hunn och net gären, wann déi Länner alleguerten duergestallt ginn, wéi wann do lauter Gangster wieren. Also, ech muss éierlech soen, mech genéiert dat, mech genéiert dat och vis-à-vis vun deene Leit, déi hei sinn an déi sech wierklech och an hire Länner enorm Méi ginn. Ech hunn esou fantastesch Leit do kennegeléiert, wéi der vläicht op villen anere Plaze sech kéinten d'Fangere lecken, wa se esou wiere wéi déi: déi sech esou asetze fir hir Leit, déi sech esou asetze fir hir Länner! Da solle mer se net duerstellen, wéi wa se alleguerte korrupt wieren a wéi wa se alleguerten dee leschten Dreck wieren!

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruption)

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Evaluatiounen, do hunn ech och driwwer geschwat a vill driwwer geschwat. Ech wonnere mech ëmmer, wann een..., mä et schwätzt een ëmmer ze séier a vläicht och ze vill. Datt dat eigentlech och alles relativ streng gekuckt gëtt, ech mengen, dat wier zum Beispill ee Punkt, deen een eng Kéier an der Kommissioun nach eng Kéier sollt kucken: Wéi gesinn dann d'Evaluatiounen aus, déi mer maachen?

Ech hunn och gesot, datt mer an Namibien fort géife goen an datt mer do och déi 18 Joer Politik, déi mer do gemaach hunn, géife wëllen evaluéieren. Well ech denken, datt et wichteg ass ze kucken: Wat ass an deenen 18 Joer geschitt? Wat ass gutt gemaach ginn? Wat ass manner gutt gemaach ginn? Wat kann een aneschters maachen? Well wéi gesot, et ass jo näischt esou perfekt, datt een et net kann nach verbesseren.

Iwwert d'Gesetz ass et kloer: Et ass e Projet do vun der Regierung, et ass eng Proposition de loi do an et ass den Avis vum Conseil d'État do. Also solle mer eis zesummesetzen an och emol kucken, wat vun deene verschiddene Punkten iwwerholl ka ginn. Wann eenzel Punkte vläicht esou a priori sech ugesinn als eppes, wat e grousse Fortschrëtt ass, kann dat sech herno an der Realitéit erausstellen, datt dat vläicht awer méi schwiereg ass.

Well, a verschidde Riedner hunn dorobber higewisen, och gesot gouf, et ass eppes, wat ganz séier - an de Marc Angel huet et gesot - changéiert. Da muss een also kucken, datt ee sech net selwer an eng Situatioun setzt, opgrond vun Termen, déi een do gebraucht, déi de Moment déi richteg sinn, d'nächst Joer vläicht awer erëm änneren, datt een dann net erëm eng Kéier an enger Situatioun ass, wou dann net dat eent an dat anert ka mateneen opgoen.

Iwwert d'Gemengen hunn ech ëmmer gesot kritt, datt dat näischt verluer hätt an dem Gesetz iwwert d'Entwécklungshëllef, mä dat wier e Punkt vun dem Gemengegesetz. Elo weess ech, datt et do Leit gëtt, déi soen: „Dat ass iwwerhaapt keng Kompetenz vun de Gemengen." Doranner wëll ech mech net mëschen. Dat maacht Dir ënnereneen aus. Mir ass dat eent gutt, mir ass dat anert gutt. Also, ech hu keng virgefaasste Meenung doriwwer. Mä ech mengen, do musst Dir da selwer kucken.

Ech hunn och gesinn an deem Rapport, dee viru Joren iwwert den Développement vun de Gemenge gemaach gouf, datt do drageschriwwe gouf, datt dat soll eng Kompetenz si vun de Gemengen. Mä, wéi gesot, dat ass dann awer an dem Développement communal an net an der Entwécklungshëllef. Mä, wéi gesot, also mat mir kritt Der doriwwer weder an deem engen nach an deem anere Fall Sträit.

Kohärenz, dat ass, denken ech, och eppes, wou mer méi laang eng Kéier mussen driwwer diskutéieren, well ech jo mierken, datt mer do nach ëmmer net richteg gesinn, wat d'Roll vun deem engen an deem aneren ass.

D'Kohärenz an dem Comité interministériel kann ëmmer nëmme sinn, datt dee Comité, wou jo awer dee Minister, deen dofir zoustänneg ass..., a wann ee vun Iech an enger Regierung wier, géif e jo dee Beschte wahrscheinlech schécken, deen en hätt, fir dat ze maachen. An da mécht dee Comité jo Avisen, fir ze soen: Ass dat doten an der Rei oder ass et net an der Rei? Och extra gefrot, dann zum Beispill - elo ass de Minister Krecké jo do, iwwert deem seng Kompetenzen de Mëtteg och ewell hei Rieds gaangen ass - fir ze kucken: Wat kann ee maachen a wat féiert eventuell zu Problemer, déi sech kënne stellen?

Mir haten d'Fëscher gesinn aus Afrika. An déi wore ganz begeeschtert selbstverständlech, well mer konnte jo do alles soen. Mir hunn net een eenzege professionelle Fëscher, dann ass et jo méi liicht, iwwer esou eppes ze schwätzen. Ech ginn awer gären zou, datt mer eng Responsabilitéit hunn, wa mer se net hei zu Lëtzebuerg hunn, datt mer se dann awer op dem europäeschen Niveau hunn an datt een dat selbstverständlech och do muss maachen. An ech hunn Iech jo gewisen um Beispill vun Indien, datt mer dat och maachen do, wa mer d'Méiglechkeeten dofir hunn.

Mä, wéi gesot, ech mengen, et muss een einfach wëssen, d'Responsabilitéit läit ëmmer bei de Ministeren a kann net bei engem Comité interministériel sinn. Ee Comité interministériel kann Avisë ginn, mä et ass net ee Comité, dee kann Décisiounen huelen. Dat gouf et bis haut net. An ech wiere mech esou laang wéi ech an enger Regierung sinn, datt op eemol sollen Décisioune geholl ginn op Niveauen, wou awer dann herno anerer mussen och d'Responsabilitéiten derfir droen.

Dofir géif ech mengen, mir hätten nach vill Stoff op eisem Ordre du jour an deenen nächste Méint a Wochen. A mir si wéi ëmmer Wuess an Ären Hänn, fir alles dat mat Iech ze diskutéieren an ze kucken, wat do ka gemaach ginn. An da sinn ech dovun iwwerzeegt, ob dat um Niveau vum Gesetz ass oder op anere Plazen, datt mer och do déi Äntwerte fannen, déi och an deenen nächste Joren deenen äermste Leit hëllefen.

An nach eng Kéier géif ech dat wëlle widderhuelen: Et geet drëm, fir deenen äermste Leit op der Welt esou séier wéi méiglech ze hëllefen. Dat ass méi wichteg wéi all déi aner Diskussiounen, déi vläicht interessant si gefouert ze ginn, mä et muss een ëmmer zilführend bleiwe fir dat, wat ee wëllt, an dann, mengen ech, géife mer dat och gemeinsam fäerdeg kréien.

Merci villmools!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen der Madame Kooperatiounsministesch Marie-Josée Jacobs Merci.

Domadder wier d'Diskussioun ofgeschloss an de Punkt och, a mir kéimen zum nächste Punkt

www.chd.lu

vun eisem Ordre du jour, nämlech de Second vote constitutionnel iwwert de Projet de loi 5816 iwwert d'Konkurrenz. Heiriwwer hat den 30. Juni 2011 d'Chamber eng éischte Kéier ofgestëmmt. Ech ginn elo d'Wuert dem Rapporteur vum Projet de loi, dem Här Claude Haagen.

3. 5816 - Projet de loi relative à la concurrence - second vote constitutionnel

Rapport de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire

M. Claude Haagen *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Häre, de Projet de loi 5816 relative à la concurrence, iwwert dee mir haut de Mëtteg eng zweete Kéier ofstëmmen, nodeems mir den 30. Juni 2011 den éischte Vote geholl hunn, huet schonns eng relativ laang Geschicht hannert sech.

Erënnert sief drun, dass dëse Gesetzesprojet d'Séparation organique tëschent der Inspection de la concurrence an dem Conseil de la concurrence opléist, andeems d'Inspection de la concurrence an de Conseil de la concurrence integréiert gëtt. An Zukunft wäert et also just nach eng eenzeg Konkurrenzautoritéit hei am Land ginn, also de Conseil de la concurrence, deen all d'Missioune vun der Enquête bis zur Décisioun erleedegt.

D'legislativ Aarbechte si vun enger fundamentaler Divergence de vues tëschent dem Statsrot engersäits an dem Wirtschaftsministère an der Ekonomieskommissioun anerersäits begleet ginn. Eng ganz Rei vu Kritiken an Oppositions formelles, déi de Statsrot gemaach huet, hunn awer och Agang an de Projet de loi fonnt. Eng Opposition formelle bleift awer bestoen, esou dass de Statsrot a senger Sitzung vum 15. Juli 2011 d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel refuséiert huet.

Bei der Opposition formelle handelt et sech ëm de Règlement intérieur vum Conseil de la concurrence. Dëse Règlement intérieur regelt an éischter Linn den administrativen interne Fonctionnement vum Conseil de la concurrence, touchéiert awer laut Artikel 25 a 26 vum Projet de loi d'Rechter vun deene concernéierte Persounen, andeems de Règlement intérieur och d'Prozeduren, wat d'Communication des griefs an den Accès au dossier ugeet, preziséiert. Well de Conseil de la concurrence keen Établissement public ass, fuerdert de Statsrot, dass esou ee Règlement intérieur vun engem Règlement grand-ducal sanktionéiert muss ginn, d'autant plus, well de Règlement interne och opposable aux tiers ass.

D'Ekonomieskommissioun ass awer net där Meenung, well genau dës Sanktioun géint d'Konzept vun enger Autorité administrative indépendante verstéisst. D'Kommissioun gëtt dem Statsrot awer recht, dass esou ee Règlement intérieur op kee Fall däerf d'Rechter vun de concernéierte Parteien aschränken.

Dat steet och am Commentaire des articles vum Rapport, an ech zitéieren den Auszuch dorauser: «La commission parlementaire tient toutefois à souligner qu'elle partage l'avis du Conseil d'État en ce qu'un règlement interne du Conseil ne saurait restreindre les droits des parties concernées. Pareil règlement doit, au contraire, viser à procurer, au préalable et en toute transparence, des garanties supplémentaires aux entreprises concernées en détaillant le déroulement pratique de la procédure qui sera d'application pour le traitement concret des affaires. Si ce règlement devait toucher aux droits des parties, il serait illégal et ne produirait pas d'effets sur ce point.

Cette façon de procéder est déjà actuellement d'application. Ainsi, des lignes directrices, publiquement accessibles via le site Internet du Conseil de la concurrence et de l'Inspection de la concurrence, sont communiquées aux entreprises lors de demandes de renseignements.

La commission parlementaire juge essentiel, d'une part, que ces „règles du jeu" soient connues au préalable et qu'elles ne soient pas changées en cours de route ou au gré des affaires et que, d'autre part, elles soient publiques.»

Des Weidere verweist d'Kommissioun an hirem Rapport op dat aktuellt Gesetz vun 2004, dat virgesäit, dass de Règlement intérieur net vun engem Règlement grand-ducal sanktionéiert gëtt, a wou et och formell drasteet, dass de Conseil de la concurrence eng Autorité administrative indépendante ass. En plus ass esou ee Règlement intérieur eng Pratique administrative courante, an am Rapport ginn als Beispill ënner anerem och d'CSSF, de Commissariat aux Assurances an den Institut Luxembourgeois de Régulation, also den ILR opgelëscht.

Här President, all dës Considérationen haten d'Kommissioun dovun iwwerzeegt, d'Opposition formelle vum Statsrot ze iwwergoen, an dofir muss eben d'Parlament de Mëtteg dëse Projet de loi eng zweete Kéier stëmmen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci dem Här Rapporteur Claude Haagen. Wëllt soss nach een zu deem Projet d'Wuert ergräifen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn. De Wirtschaftsminister och net?

(Négation)

Dann ass d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung.

Second vote constitutionnel

Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi N°5816 ass ugeholl mat 39 Jo-Stëmmen, bei 21 Enthalungen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Jean-Paul Schaaf), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Lydie Err (par M. Roger Negri), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Ben Scheuer).

Se sont abstenus: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Domadder hu mer dann dee Projet am zweete Vote constitutionnel definitiv ugeholl.

Da komme mer elo zum Projet de loi N°6291, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert de Régime temporaire de garantie en vue du redressement économique. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht, an et hu sech bis elo ageschriwwen: d'Madame Adehm, den Här Bauler, den Här Henckes an den Här Hoffmann.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Alex Bodry. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

4. 6291 - Projet de loi portant modification de la loi du 29 mai 2009 instituant un régime temporaire de garantie en vue du redressement économique

Rapport de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire

M. Alex Bodry *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, bei dësem Gesetzesprojet geet et ëm eng Ofännerung vum Gesetz vum 29. Mee 2009, dat en zäitlech begrenzte Regime agesat huet vu Garantie fir Betriber, fir se erëm wirtschaftlech op de richtege Wee ze bréngen. Erënnert Iech un déi Zäit, Fréijoer 2009, do hat d'Regierung vun deemools, déi viregt Regierung hat e ganze Pak vu Moossname proposéiert, fir u sech d'Wirtschaft erëm unzekuerbelen an enger schwiereger Zäit, fir och Betriber, déi a Schwieregkeete gerode kënnen, ze hëllefen.

Mir bewegen eis hei allerdéngs an engem ganz enken, enk gestrécktene Kader, well et ass dee vun de Statshëllefen u Betriber, deen also op europäeschem Plang ganz strikt geregelt ass. An dat Gesetz, wat mer hei och diskutéieren an, ech denken, ofstëmmen, ass e Gesetz, wat sech natierlech och strikt ze halen huet un eng ganz Rëtsch vun europäesche Virgaben, well et u sech am europäesche Konkurrenzrecht a priori net erlaabt ass, dass Statshëllefen un eenzel Betriber ausbezuelt ginn. Dat ass nëmme méiglech ënner ganz strikte Bedéngungen. An d'Kommissioun huet och ënnert dem Drock vun de Memberstaten eben décidéiert, Enn 2008, Ufank 2009, fir e spezielle Regime - zäitlech begrenzt - méiglech ze maachen, op där enger Säit vun direkte Statshëllefen respektiv och vu Statsgarantien.

Déi direkt Statshëllefen, déi sinn net méi méiglech. Deen Deel eigentlech vun deem Regime, dem europäesche Regime, deen ass Enn d'lescht Joer ausgelaf. Par contre huet d'Europäesch Kommissioun awer eng Décisioun geholl den 1. Dezember 2010, déi et méiglech mécht, ënner gewëssen, méi restriktive Konditiounen nach en zäitlech begrenzte Regime vu Statsgarantie fir Betriber, déi a Schwieregkeete sinn, weiderbestoen ze loossen.

D'Regierung huet déi Méiglechkeet opgegraff an huet also e Gesetzesprojet agereecht, wou se déi Méiglechkeet vu Statsgarantië fir Betriber dann och fir d'Joer 2011 méiglech mécht. Am Prinzip leeft deen heite Regime elo och schonn direkt an e puer Méint aus, den 31. Dezember vun dësem Joer. Et muss ee kucken, ob opgrond vun der allgemenger wirtschaftlecher Entwécklung - kee ka jo genau soen, wat an e puer Méint ass - d'Kommissioun vläicht nach eng Kéier eng Verlängerung mécht oder aner Décisiounen an deem dote Kontext vun de Statshëllefe fir Betriber hëlt.

Et ass, mengen ech, och de Moment, fir e Mini-Bilan ze zéien. Wéi wäit huet dee Regime vun 2009 gegraff? Wéi vill Demandë si behandelt ginn? Wat dee Volet ugeet, deen eis haut méi interesséiert, dat ass dee vun de Statsgarantien. Do sinn am Ganze véier Demanden erageereecht ginn an zwou Demandë sinn och akzeptéiert gi vum Ministère.

Deen aneren Deel vun deem Hëllefsregime, dee vun den direkte Bezuschussunge vun de Betriber, hat méi Succès. Do waren et eng ganz Rëtsch vun Dossieren, déi erakomm sinn. No de Beamte vum Ministère waren et eng 40 Demanden, déi traitéiert gi sinn, a ronn 30 wiere positiv begutacht ginn, an et sinn also och Suen ausbezuelt ginn, déi awer meeschtens largement ënnert dem Plaffong vun de 500.000 Euro louchen, deen d'Gesetz virgeschriwwen huet. Insgesamt wieren, iwwert deen dote Regime, eng néng Milliounen Euro vun direkten Aiden ausbezuelt ginn. Dovunner wiere sechs Milliounen Euro, wou ausdrécklech d'Konditioun domat verbonne gi wier, dass déi Suen och missten erëm zréckbezuelt ginn, wann de Betrib géif erëm an eng normal wirtschaftlech Situatioun erakommen.

Mä, wéi gesot, et ass net dee Volet vun den direkten Aiden, deen eis interesséiert, deen ass definitiv Enn d'lescht Joer ofgelaf. Mä et ass de Volet vun de Statsgarantien, deen eis haut interesséiert. D'Regierung huet décidéiert, e weiderzefëieren ënnert deenen neien Oplagen, déi d'Europäesch Kommissioun mécht.

Ech muss allerdéngs soen, dass eng Rei vun Avisen éischter kritesch sinn, erstaunlecherweis och souguer Avisen aus dem Milieu vun der Wirtschaft! D'Chambre des Métiers, déi zweifelt eigentlech un der Nécessitéit, fir esou e Régime de garantie iwwerhaapt nach bäizebehalen. D'Chambre de Commerce ass do méi op, an där doter Fro. Och de Conseil d'État stellt sech d'Fro: Majo, ass et dann iwwerhaapt néideg, esou eppes ze maachen? A sinn déi Konditiounen, wéi se hei am Fong duerch Europa festgeluecht ginn, net esou restriktiv, dass et praktesch de facto net wäert spillen?

Mir waren als Wirtschaftskommissioun awer der Meenung, dass et, wa schonn europawäit d'Méiglechkeet opgemaach gëtt, fir de Betriber ënner gewësse Konditioune kënnen ze hëllefen, dann awer och, mengen ech, net abwegeg ass, dass eng national Regierung seet: Majo, mir wëllen eis zumindest dat Instrument och ginn, dass, wann Demandë kommen, mer och kënnen dorobber reagéieren, esou dass, wann och wahrscheinlech net ganz vill Betriber - wann iwwerhaapt - wäerte vun deem neie Regime hei profitéieren, et awer net falsch ass, fir sech emol theoretesch d'Méiglechkeet ze ginn, fir iwwerhaapt kënnen als Stat dann anzewierken.

Wat sinn elo déi wichtegst Modifikatioune par rapport zu deem bestehende Regime? Déi éischt ass déi, dass, wéi gesot, de Champ d'application méi enk definéiert gëtt, dass e méi restriktiv definéiert gëtt. Bis elo war et esou, dass Betriber, déi a Schwieregkeete ware virum 1. Juli 2008, konnte vun deenen Aidë profitéieren. An Zukunft mussen et awer exklusiv solvabel Entreprisë sinn. Dat heescht, d'Entreprise muss eigentlech de Beleg bréngen, dass se solvabel ass.

Et ass also kloer, doraus ergëtt sech eigentlech, dass am Fong déi Aiden, déi Garantie haaptsächlech geduecht ass, fir d'Restrukturéierung vum Betrib respektiv fir Investissementer an de Betrib matzehëllefen ze finanzéieren, do wou eventuell de Bankesecteur net bereet ass, fir Bankkreditter zur Verfügung ze stellen. Et freet ee sech allerdéngs, wann natierlech e Betrib solvabel ass, fiwat eigentlech eng Bank net och bereet wier, fir Kreditter zur Verfügung ze stellen.

Da gëtt jo traditionell den Ënnerscheed gemaach tëschent Kleng- a Mëttelbetriber an deene grousse Betriber. Bei de Kleng- a Mëttelbetriber ass et esou, dass déi Kreditter, déi garantéiert gi vum Stat, souwuel kënnen Investissementer betreffe wéi och d'Kreditter, fir de Fonds de roulement vun dem Betrib ze reconstituéieren, während bei grousse Betriber, do ass den Accès fir déi Garantie nëmme méiglech, wann et Kreditter sinn, déi fir Investissementer geduecht sinn.

Dann ass et esou, dass och den Deckungsgrad vun der Garantie erofgesat gëtt. Dee louch bis Ufank dëses Joers bei maximal 90%. Dee gëtt elo hei duerch europäesch Virgaben op maximal 80% erofgesat. An et ass och esou, dass fir d'PMEen d'Méiglechkeet vun der Reduktioun vun der Prime fir d'Garantie och beschränkt gëtt par rapport zu deem, wat bis Ufank dëses Joers méiglech war. Et muss also gewosst sinn, dass, wann de Stat also eng Garantie gëtt, en dann och sech dat ka bezuele loossen, natierlech souguer muss bezuele loossen!

Do ass also eng Rémunératioun, déi de Stat kritt, wann en déi Garantie do ausstellt. Wéi gesot, an engem konkrete Fall, dee sech och hei gestallt huet, huet de Stat och - ech mengen, et waren dräi Milliounen Euro - Rémunératioun kritt, Prime kritt vun deem Betrib, deen dann och déi Hëllefen do, déi Garantie zougestane kritt huet.

Et gesäit een aus all deem, dass eigentlech vun der Europäescher Kommissioun aus geduecht war, dass ee soll lues a lues dee speziellen Ënnerstëtzungsmodus hei fir d'Betriber auslafe loossen. Ech mengen, ëmmer méi restriktiv Konditioune weisen eigentlech drop hin, dass deen heite Modell eigentlech en Auslafmodell ass an eigentlech net méi geduecht ass, fir op jiddwer Fall länger Zäit ze daueren. Mä, wéi gesot, et hänkt och e bësse vun der wirtschaftlecher Entwécklung vun deenen nächste Méint of, fir ze gesinn, ob et net awer noutwendeg gëtt, méi staark an deem doten Domän och erëm anzegräifen op europäeschem Plang.

Voilà, ech mengen, dat wieren déi wesentlech Informatiounen, déi ech am Numm vun der Kommissioun hei wollt ginn. Dat misst also och d'Deputéiert à même setzen, fir hei eng Décisioun iwwert deen heiten Text ze soen. Ech géif dann och proposéieren, nodeem de Rapport ugeholl ginn ass an der Kommissioun, dass deen heiten Text soll vun der Chamber gestëmmt ginn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Rapporteur Alex Bodry Merci. Als éischt Riednerin ass d'Madame Diane Adehm agedroen. Madame Adehm, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Diane Adehm *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt géif ech gären dem Rapporteur Merci soe fir säi ganz detailléierte Bericht. Mir stëmmen haut e Gesetz, dat u sech d'Verlängerung ëm ee Joer vum Garantiesgesetz vum 29. Mee 2009 ass. Dëst Gesetz war jo eigentlech e wesentleche Bestanddeel vum Konjunkturpak vun 2009, deen och an deem Moment an dësem Haus gestëmmt gi war, an dee sollt jo eigentlech d'Folge vun der Finanz- a Wirtschaftskris ofschwächen.

Wéi de Rapporteur scho gesot huet, geet et an dësem Gesetz drëm, fir de Betriber ze hëllefen, dass si Accès zu Bankefinanzementer kréien. An de Joren 2009 an 2010 hunn nëmme véier Betriber en Dossier eragereecht, fir dovunner kënnen ze profitéieren. Vun dëse véier Demandë goufen der schlussendlech zwou akzeptéiert. Och wann dat der net vill sinn, esou war et awer ganz wichteg, dass si an de Genoss vun dësem Gesetz komm sinn, well et sech ëm Betriber handelt, déi e strukturéierenden Afloss op d'Lëtzebuerger Ekonomie hunn.

Sou wéi d'CSV-Fraktioun de Konjunkturpak ënnerstëtzt huet, esou ënnerstëtzt se och d'Verlängerung vum Garantiesgesetz ëm ee Joer. An deem Sënn ginn ech heimadder den Accord vun eiser Fraktioun zu dësem Projet.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen der Madame Adehm Merci. Als nächste Riedner ass den Här André Bauler agedroen. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Gesetz vum 29. Mee 2009 war en Deel vun deem Moossnamepak,

deen am Kontext vun der weltwäiter Finanzkris hei am Haus geholl gouf an deen als Zil hat, déi einheimesch Wirtschaft ze stäipen, fir esou eng Sozialkris ze vermeiden.

Iwwer zwee Joer nom Vote vun dësem Gesetz si mer nach laang net iwwert de Bierg. Mir stiechen nach ëmmer an engem äusserst onstabile wirtschaftlechen a finanziellen Emfeld. D'Scholdekris an der Eurozon, déi steigend Aarbechtslosegkeet, virun allem de bedréckende Jugendchômage, d'Volatilitéit op de Finanzmäert an de Réckgang vum Wuesstum weisen, datt sech nach ëmmer e Spektrum presentéiere kann, wou Betriber hir Dieren zoumaache mussen.

Déi rezent Entwécklung an der Stolindustrie, awer och op der Bankeplaz weist, datt vun haut op muer Entscheedungen, déi dacks am Ausland geholl ginn, dozou féieren, datt Honnerte vu Leit keng Aarbecht méi hunn an datt Betriber dem Standuert Lëtzebuerg de Réck zoukéieren.

Wéi den 12. Mee 2009 dëst Gesetz hei an der Chamber gestëmmt gouf, ware ronn 13.000 Mënsche bei der ADEM ageschriwwen, 10.000 waren a Kuerzaarbecht. Haut, zwee Joer a fënnef Méint méi spéit, läit de Chômage bei bal 19.000 Persounen! Dat ënnersträicht eemol méi déi sozial a mënschlech Tragik, déi d'Kris och heizuland ausgeléist huet a virun där mer d'Aen net däerfe verschléissen.

Fir den eenzelnen Demandeur d'emploi ass de Chômage een individuellen Drama. Mir selwer gëtt dat dagdeeglech bewosst, wa Leit mech uschwätzen, déi onverschëllt an de Chômage gerode sinn, oder wa Jonker, déi vun der Schoul kommen, eng länger Zäit keng Léier oder Aarbechtsplaz fannen. Dës Situatioun verlaangt vun eis alleguer eng kollektiv Ustrengung. Si fuerdert eis virun allem op, Weeër a Mëttel ze sichen, fir Betriber, déi fir de Standuert Lëtzebuerg vu grousser Bedeitung sinn, ofzesécheren.

Wa mer also dëst Gesetz modifizéieren, heescht dat, datt mer fir eng weider, wann och kuerz Zäit, Betriber, déi a finanziell Engpäss geroden, awer ganz korrekt gefouert ginn a gesond Betriber sinn, datt mer deene Betriber ënnert d'Äerm gräifen an hinnen déi Garantië ginn, déi si brauchen, fir am Noutfall déi Investitiounen ze tätegen, déi hiert Iwwerliewen ofsécheren. Et ass souzesoen e „Prêt en dernier ressort". Bis ewell hunn eréischt zwee vu véier Betriber vun dëser spezifescher Moossnam Gebrauch gemaach. Mir sollen eis also vun dësem Instrument, dat vu Bréissel aus am Kontext vun der Kris guttgeheescht gouf, net privéieren. Et geet jo drëms, gesonde Betriber ze hëllefen.

Et ass och gutt, datt d'Garantië fir d'mëttelstänneg Betriber vun elo u souwuel bei den Investissementskreditter wéi och bei Kreditter am Beräich vum Fonds de roulement kënne profitéiert ginn. 2009 hu mir dëst Kriseninstrument ënnerstëtzt. Mir sinn och haut bereet, dës Moossnam weider ze ënnerstëtzen, déi virun allem zum Asaz kéim, wa Betriber a Gefor gerode géifen, déi zum Profil vun eisem Wirtschaftsstanduert gehéieren an déi, wa se hir Diere missten zoumaachen, sécherlech net méi géifen erëmkommen. Dat géllt et ze verhënneren, zemools wann ee sech déi wirtschaftlech a sozial Konsequenze virun Ae féiert!

Zum Schluss wëll ech awer nach drop hiweisen, datt een ëmmer nees vu klengen a mëttlere Betriber de Feedback kritt, datt si sech schwéierdinn, Kreditter vu Lëtzebuerger Banken ze kréien, déi et hinnen erlaben, gréisser Opträg duerchzeféieren. Duerch d'Tatsaach, datt zum Beispill d'Handwierksbetriber laang op hir Sue waarde mussen, och a grad beim Stat a bei de Gemengen, musse si grouss Zomme virstrecken a riskéieren esou, an zäitweileg Liquiditéitsschwieregkeeten ze geroden!

Dat geet esou wäit, datt eenzel Handwierker eng Hypothéik op hiert eegent Haus musse maachen, fir Geld zäitweileg geléint ze kréien. Hei muss sech eppes änneren. Entweder d'öffentlech Hand verbessert hir Zahlungsmoral - dat sinn d'Gemengen net all, Här Gira - oder d'Regierung intervenéiert bei Banken, an deene si e Matsproocherecht huet, fir deene Betriber méi Kulanz ze ginn, déi scho laang um Marché präsent sinn an déi eng gesond finanziell Situatioun opweises hunn.

Hei besteet also Handlungsbedarf. Hei musse Stat a Gemenge mam gudde Beispill virgoen. Dëst gesot, wëll ech schléissen, den Accord vu menger Fraktioun ginn an dem Rapporteur Alex Bodry Merci soe fir säin ausféierleche Bericht.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Bauler, an als nächste Riedner ass den Här Henckes agedroen.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, mir stëmmen haut e Gesetz, wou mer gesinn, datt mer an der Vergaangenheet nach zwee Betriber konnten hëllefen. Ech hoffen, datt mer an Zukunft dat dote Gesetz net wäerte gebrauche missen.

Et ass e gewëssene Flou artistique hei an deem Gesetz, well d'Konditioun ass, datt d'Entreprise muss solvabel sinn. Ech géif soen, datt d'Problematik vun esou Entreprisë ganz oft effektiv bei der Zahlungsvitesse ass vun dem Stat a vu Gemengen.

An ech géif d'Regierung opfuerderen, fir ze kucken, datt an Zukunft éischtens d'Marchéspublics-Gesetz integral applizéiert gëtt, dat virgesäit, datt no engem Mount automatesch Zënse musse bezuelt ginn.

Déi zweet Saach, déi misst gemaach ginn, dat ass, datt fir Betriber, déi op där enger Säit Sue vum Stat zegutt hunn an op där anerer Säit un d'Sécurité sociale oder un d'Steieramt Sue musse bezuelen, déi Zomme kéinte kompenséiert ginn. Dat schéngt eppes, wat absolut wichteg ass a wat hei och de Betriber, déi solvabel sinn, kéint hëllefen a Schwieregkeete kéint évitéieren.

Dat gesot, mengen ech, ass dat heiten awer en Instrument, wat ee sollt notzen, wann et ee Fall géif ginn, wou et géif kommen. Dofir wëllt d'ADR och den Accord zu dësem Gesetzesprojet bréngen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Henckes. Als leschte Riedner ass den Här Hoffmann agedroen. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Huelt Iech Zäit.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Jo, da stellt mer e puer Froen. Ech fannen, ech hunn eng Rei Problemer mat dem Gesetzesprojet.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Wat fir eng Problemer hutt Der dann?

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Fir d'Éischt emol fannen ech… Däerf ech dem Här...

M. le Président.- Majo, äntwert dem Här Gibéryen.

(Hilarité)

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Dann ass et awer ganz, dann ass et ganz...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech wollt Iech froen, Här Hoffmann, wat fir eng Problemer dass Der hätt, wann ech gelift.

(Hilarité)

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Majo, Här Gibéryen, ech hunn deen éischte Problem domat, dass am Exposé des motifs an iwwregens och a verschiddenen Avisen ze vill eng optimistesch Aschätzung vun der Evolutioun vun der Kris erauszespieren ass.

Wann d'Krisepolitik derzou féiert, dass d'Kafkraaft an d'Nofro gedrosselt gëtt, an dat ass d'Tendenz an Europa insgesamt, dann trëfft dat och d'Kleng- a Mëttelentreprisen. D'Kris ass net eriwwer!

Dofir hunn ech och Bedenken, wann Entreprisë mat Schwieregkeeten elo aus där dote Form vu Kreditgarantien erausgeholl ginn, an zwar ondifferenzéiert erausgeholl ginn. Et hätt ee jo kënne soen: Mir maache méi eng Differenzéierung vun den Entreprisen a Schwieregkeeten, fir ze kucken, wou kommen d'Schwieregkeeten hier, si se selwer schold drun oder net, an dann do déi Garantië bestoen ze loossen, wou d'Entreprisen net aus eegenem Verschëlde Schwieregkeeten hunn.

An deem Zesummenhang - dat ass den drëtte Punkt, meng drëtt Äntwert op dem Här Gibéryen seng Fro -, an deem Zesummenhang stellen ech mer och déi Fro vun de solvabelen Entreprisen. Hei gëtt gesot, d'Garantië gi limitéiert op solvabel Entreprisë fir Investitiounen - an da ginn ech hellhöreg! -, fir Restrukturatiounen am Sënn vum Assainissement vun eiser Ekonomie.

Wann ech Restrukturatiounen héieren, dann denken ech direkt un Aarbechtsplazen. Dat heescht, wéi ass et also, wann déi Restrukturatiounen zum Ofbau vun Aarbechtsplaze féieren, zum Beispill fir den Aktiëkurs op der Bourse an d'Luucht ze dreiwen, well eng Rei vun deene Kleng- a Mëttelbetriber sinn och Aktiëgesellschaften, a wat geschitt dann am Zesummenhang mat der Protektioun vun den Aarbechtsplazen, wa mer déi Garantien do ginn?

Véiertens, déi Garantien zugonschte vun den Entreprisen, dat si jo och Garantien zugonschte vun de Banke selbstverständlech. An ech verstinn eigentlech net, wisou mir musse mat Steiergelder Risike vun de Banken ofdecken, wann, wéi et hei jo verlaangt ass, déi Betriber kënne beweisen, dass se solvabel sinn. Wa se kënne beweisen, dass se solvabel sinn, pardon, da kënne se dat jo och beweise par rapport zu enger Bank. Wéisou musse mir dann an der Regel sécher och Privatbanken ënnerstëtzen doduerch, dass mir hei eng Garantie ginn?

An dohier kommen ech dann och zu der Schlussfolgerung: Ech sinn der Meenung, wéi vill Ekonomisten iwwregens, dass deen öffentleche Kreditsystem muss ausgebaut ginn. Deen öffentleche Kreditsystem muss ausgebaut ginn am Déngscht och vun de klengen a mëttleren Entreprisen.

Dofir fannen ech et inakzeptabel bis skandaléis, dass d'BIL, wéi elo ugekënnegt gëtt, vun engem internationale Finanzgigant opkaaft gëtt, amplaz dass se zum Beispill mat der Spuerkeess géif fusionéieren, fir dass mer deen öffentleche Kreditsystem géifen ausbauen an deem méi Gewiicht ginn - nach eng Kéier - och am Déngscht vun de klengen a mëttlere Betriber.

Wann déi Undeitunge stëmmen, wien dee Finanzgigant do dann ass, da froen ech mech, wéini dass de Grand-Duché dann endlech mat dem Emirat Katar fusionéiert. Vläicht fanne mer jo och nach an eiser Famill, an eiser Prënzefamill, eng Méiglechkeet, fir eng dynastesch Verbindung, da wär d'Fusioun perfekt.

(Brouhaha)

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Ech stëmmen d'Gesetz net!

Merci.

(Interruption)

M. le Président.- Merci dem Här Hoffmann, an elo kritt d'Wuert den Här Wirtschaftsminister Jeannot Krecké.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Dir Dammen an Dir Hären, ech muss dem Här Hoffmann recht ginn, wann e seet, dass déi Stëmmung, déi beschriwwe gëtt am Exposé des motifs u sech nach eng relativ optimistesch war. Et dierf een och net vergiessen, dass dat hei geschriwwe ginn ass zu engem Zäitpunkt, wou déi Problemer, déi mer haut kennen, net gewosst waren.

Mir hunn och ee Moment gezweifelt, ob mer dat Gesetz sollte weiderféieren, well et zu deem Zäitpunkt éischter ausgesinn huet, wéi wa mer et wahrscheinlech net bräichten. Ech hunn awer drop gehalen, wéi d'Kommissioun bis den Accord ginn huet, fir et ze maachen, dass mer et awer géifen duerchzéien. Mat eise Prozeduren dauert dat dann eben. Mä ech mengen, mir hunn et elo à disposition.

Ech wëll awer drop verweisen, dass dat hei net fir Entreprises en difficultés ass. Dat hei ass fir Entreprisen, déi eng Schwieregkeet vu Liquiditéit hunn, net vu Solvabilitéit. Et muss een oppassen. An dat ass net mir - oder als Regierung oder Ministère -, déi dat definéieren, mä dat ass de Kader, dee mer vu Bréissel virgi kruten.

Et geet also haaptsächlech drëm, deenen ze hëllefen, déi e Liquiditéitsproblem hunn. Dat heescht, och notamment, wa beispillsweis eenzel Clienten net schnell genuch géife bezuelen.

(Interruption)

Mir hunn an all deene Fäll, Här Hoffmann, wou eis gemellt ginn ass, dass e Problem wier vu Liquiditéit - an déi kréie mir gewéinlech gemellt -, do hu mir all Kéier agegraff, sief et beim Bauteministère oder sief et bei engem Ministère oder zumindest engem Institut, wat en charge ass vum Logement an esou weider. Do hu mer all Kéier dann, wann e Betrib…, wann ee gesinn huet, dass Liquiditéitsproblemer sinn, hu mer agegraff.

Mir kréien et net ëmmer mat, mä mir hunn zumindest e Comité ministériel en place, wou ech frou wier, wa mer dee kéinte weiderféieren. Deen hat ech scho viru laanger Zäit eng Kéier proposéiert, wou déi Leit aus der TVA, aus de Salairessteieren an aus der Sécurité sociale zesumme mat de Leit aus dem Wirtschaftsministère sëtzen, well do gesäit een d'Clignotanten direkt, wa se uginn, an do kann een och direkt dann hëllefen, wann de Betrib da Schwieregkeeten huet, fir seng Liquiditéiten ze assuréieren.

Ech hoffen, dass mer et fäerdegbréngen, dat eventuell beim Comité de conjoncture unzesiedelen. Dat wier wahrscheinlech déi richteg Plaz.

Den Här Bauler huet drop higewisen, dass et eng Rei PMEe gëtt, déi Schwieregkeeten hätten, u Suen ze kommen, u Kreditter ze kommen. Ech wëll drop verweisen, dass, wann Der de Rapport vun der SNCI kuckt, mer e Problem hunn, dee méi wäit geet wéi deen. Et ass net, dass se net un d'Kreditter kommen, mä et gi keng Kreditter ugefrot.

Mir hunn e Problem, dass am Moment, säit Méint, an och schonn de Rapport vun dem leschte Joer vun der SNCI weist et, dass en dramatesche Réckgang ass vu Kreditter fir Équipement. An et ass dorunner, wou s de jo gesäis, ob PMEen investéieren oder net.

Dat ass de reelle Problem, dee mer gesinn, dat heescht, wann d'SNCI oder anerer mierken, dass net vill Kreditter gefrot ginn. Si sinn net verworf ginn; si sinn net gefrot ginn. Dann hu mer e Problem, well da gëtt am Moment net ganz vill investéiert. An dat kritt Konsequenzen. Dat mécht mer u sech e bësse méi Angscht.

Ech mengen, et war den… Dir waart et, déi vun der Kompensatioun geschwat hunn, vun… Dir wësst, dass mer dat do schonn x-mol proposéiert hunn. Ech hu mech och iwwerzeege gelooss, dass e Kompensatiounsmechanismus schwéier en place ze setzen ass, well dee quasi misst am Viraus soen, wéi dann elo deng Besteierung ass oder wéi aner Saache sinn. Dat Eenzegt, wat ee kéint envisagéieren, wier e Suspendéiere vum Bezuelen. Dat heescht, wann s du kanns noweisen, dass du Suen ze kréien hues vun de Steieren - net, dass se kompenséiert ginn, mä dass se suspendéiert ginn, wann s de an der TVA dann ze bezuelen häss, dat géif duergoen.

Ech selwer hunn nach '97 eng Propos gemaach fir d'Kompensatioun, hu mech awer iwwerzeege gelooss, dass dat vläicht schwiereg ass, well do eng ganz Rei Berechnunge sinn an den definitiven Dekont deen ass, deen zielt. An da misst de erëm eng Kéier ufänken, deng Kompensatioun zréckzemaachen. Well du weess jo net, wéi den Dekont eventuell kéint sinn. Esou dass eng Suspensioun, dat wier eppes, wat ech géif richteg fannen a wat och haut mat der Informatik machbar ass, dass een dat kéint envisagéieren.

Den Här Hoffmann seet, en hätt Schwieregkeeten, well dat Wuert Restrukturatioun drasteet. Här Hoffmann, säit Jore besteet en Instrument, wat do heescht „Comité de conjoncture" a Chômage partiel proposéiert der Regierung ze ginn. Dee Chômage partiel gëtt ënner verschiddene Konditioune ginn: entweder well et konjonkturell Problemer gëtt oder well et strukturell Problemer gëtt oder well et Dépendanceproblemer gëtt.

Dépendance ass, wann ee Betrib Schwieregkeeten huet, an ech sinn Haaptliwwerant vun deem oder Haaptclient vun deem, da leiden ech dorënner. De Chômage partiel structurel ass geduecht - ech wëll lech dat soen - fir Restrukturatiounen, net fir eppes anescht. Dat ass conjoncturel, wat mer do maachen. An duerfir, dat ass eppes, wat scho säit Laangem en place ass. An ech gesinn och net elo direkt, firwat een do dergéint ka sinn, wann een e Betrib fäerdegbréngt ze restrukturéieren, dass e muer nach besteet, anstatt dass e verschwënnt.

Wësst Der, bei Eenzelnen, déi déi lescht Zäit verschwonne sinn, hätt ech léiwer, mir hätten eng Restrukturatioun virdru fäerdegbruecht, da wiere se haut nach do, an da wiere vläicht net all Aarbechtsplaze gerett ginn, mä da wieren awer zumindest déi emol gerett ginn, well dann hätte mer et net all Kéier, dass de ganze Pak vun de Leit muer op der Strooss ass, wéi mer dat notamment bei der Socimmo gesinn hunn.

Wa mer et do fäerdegbruecht hätten, dee Betrib… - an deen hätt misse restrukturéiert ginn, esou wéi dee fonctionnéiert huet -, dann hätte mer awer do en Deel vun de Leit gerett kritt. Esou sinn anerer placéiert gi bei aneren Entrepreneuren, mä et sinn der awer och eng ganz Rei, déi hir Aarbecht verluer hunn a keng aner fonnt hunn. Ech hu léiwer, mir probéieren dann, d'Betriber iwwert d'Distanz ze kréien, net mat deem heite Garantiesgesetz, do brénge mer dat souwisou net fäerdeg, well mir dierfen dat net…

M. le Président.- Här Minister, erlaabt Der, datt den Här Hoffmann lech eng Fro stellt?

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Selbstverständlech.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Ech sinn d'accord, dass een en Ënnerscheed muss maachen tëschent Betriber, déi wierklech an - ech soen elo emol - beleebaren ekonomesche Schwieregkeete sinn op där enger Säit, a Betriber, déi sech restrukturéieren, well se hir Aktiëcoursë wëllen an d'Luucht dreiwen. An dee Phenomeen, dee kenne mer jo. Et sinn déi, déi ech gemengt hunn!

Ech ka mer net virstellen - ech denken, dass Dir lech et awer och kënnt schwéier virstellen -, dass mir engem Betrib déi heite Garantië ginn, wann d'Restrukturatioun am Fong geholl nëmmen dorop erausleeft, fir Leit ze entloossen oder Aarbechtsplazen ofzebauen, fir den Aktiëcours an d'Luucht ze dreiwen. Dat ass jo och de Sënn iwwregens vun eiser Proposition de loi, wou ech net weess, wou se drunhänkt. Mä déi wär hei eigentlech nëtzlech. Also, et geet net ëm d'Fro vum Chômage partiel.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Mä ech wëll Iech soen, dass mir och keng Garantië ginn hunn u Betriber, déi elo op der Bourse wieren an déi nëmmen doduerch eng Restrukturatioun géife maachen. Dat ass net de Fall. An déi, déi meeschtendeels och viséiert sinn hei, déi och elo hei eng besser Ënnerstëtzung hu wéi anerer, dat sinn d'PMEen. An déi sinn net op der Bourse. Kuckt emol eng Kéier, wéi vill Betriber vun eis op der Bourse sinn. Dat sinn der net deementspriechend vill.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Jo. Jo.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Dat sinn der net vill. Et deet mer leed. Dat ass net esou.

An ech mengen, nach eppes wëll ech net, dass mer eis enger Illusioun higinn. En öffentleche Kreditsystem, dat hu mer. Iwwregens, d'Spuerkeess ass keen öffentleche Kreditsystem fir d'Betriber. D'Spuerkeess, souguer d'SNCI, huet sech un d'Regele vun den Aides d'État ze halen. Souguer d'SNCI kann net maachen, wat se wëllt, an huet am Rumm vun de legale Méiglechkeeten ze bleiwen.

Et a fortiori d'Spuerkeess nach méi, déi als reell an onofhängeg Bank fonctionnéiert. A wann ech och mam Trésorsminister u sech d'Tutelle vun der SNCI hunn an domadder och nach en Awierkungsgrad hätt, dann hunn ech, oder den Här Frieden zumindest, dee bei der Spuerkeess net, déi do en totale indépendance schafft.

Bei der SNCI hu mer Agréffsméiglechkeeten. Mä souguer do kënne mer net soen, wann en Élément d'aide d'État dran ass, dass mir dat kënne verwenden. Da musse mir kucken, dass mer déi Kreditter zu den normalen Zënssätz da ginn, mä net zu vergënschtegten. An duerfir soen ech: Mir mécht méi Suergen, dass bei deem Institut, wou ech e bësse méi eragesinn, dass do am Moment d'Kreditter zréckginn. Dat mécht mir méi Suerge wéi aner Saachen.

Fir de Rescht, mengen ech, hunn ech mech gefrot, ob angesichts vun der Situatioun mer net vun der Kommissioun wahrscheinlech gemellt kréien, dass se bereet wieren, nach eng Ausdehnung eng Kéier ze maachen op ee Joer vun där enger oder där anerer Mesure. Wann dat de Fall wier, géif ech d'Chamber bieden, esou schnell wéi méiglech dann dës Kéier… Also, dat gëllt awer och fir d'Regierung. Ech mengen, da misste mir…

Ech maachen den Text elo schonn. Ech proposéiere menge Leit, si sollen den Text elo scho preparéiere fir de Fall, wou dat do géif verlängert ginn, well da géif ech Iech proposéieren, dat och ze verlängeren. Ech kann net direkt soen, wou a wéi mer et kënne gebrauchen, mä ech mengen, mir missten et dann och direkt uwennen. An ech wier frou… Ech hätt léiwer gehat, dat anert Instrument vum Redressement économique, dat wier verlängert ginn, wéi dat vun de Garantien, well dat ass vill méi restriktiv an ass och méi schwiereg unzewennen.

Fir de Rescht, Här President, sinn ech frou, dass awer trotzdeem mat enger Ausnahm ech eng Ënnerstëtzung hei fannen, fir dee Regime weiderzeféieren.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Minister. Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss, a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6291 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen, géint 1 Nee-Stëmm.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Nancy Arendt), Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Christine Doerner), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Lydie Err (par M. Roger Negri), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Ben Scheuer);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Claude Meisch), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

A voté non: M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer um zwou Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.37 heures)

SÉANCE 3

JEUDI,
13 OCTOBRE 2011

Présidence: M. Laurent Mosar, Président; Mme Lydie Polfer, Vice-Président

Sommaire

1. Résolution relative à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant la définition, la désignation, la présentation, l'étiquetage et la protection des indications géographiques des produits vinicoles aromatisés - COM (2011) 530
- Art. 169 (5) du Règlement de la Chambre des Députés
- *M. le Président*
- *Vote sur la résolution (adoptée)*

2. Résolution relative à la communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions sur la réforme de la politique commune de la pêche - COM (2011) 417
- Art. 169 du Règlement de la Chambre des Députés
- *M. le Président*
- *Vote sur la résolution (adoptée)*

3. 6331 - Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'État
- *Exposé: M. Fernand Boden (dépôt d'une motion)*
- *Débat: M. Fernand Etgen (dépôt d'une motion), M. Fernand Diederich, Mme Josée Lorsché, M. Jacques-Yves Henckes, M. André Hoffmann, M. Roger Negri*
- *M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- *Vote sur la motion 1 (adoptée)*
- *Motion 2: M. Ben Fayot, M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- *Vote sur la motion 2 (adoptée)*

4. Heure d'actualité du groupe DP sur les normes de sécurité de la centrale nucléaire de Cattenom et la politique d'information de l'exploitant de la centrale en question
- *Exposé: M. Eugène Berger*
- *Débat: M. Félix Eischen, M. Roger Negri, M. Henri Kox, M. Gast Gibéryen, M. André Hoffmann*
- *M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé*

5. Débat d'actualité sur la position gouvernementale concernant les projets liés de Wickrange et de Livange
- *Débat: M. Claude Meisch (dépôt d'une motion), M. François Bausch (dépôt d'une résolution), M. Gast Gibéryen (dépôt d'une motion), M. Norbert Haupert, M. Ben Fayot (dépôt d'une motion), M. André Hoffmann*
- *M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région, Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre des Classes moyennes et du Tourisme, M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures et M. Romain Schneider, Ministre des Sports*
- *M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur (MM. François Bausch, Paul Helminger et André Hoffmann lui posent des questions)*
- *Motion 3: M. Claude Meisch*
- *Motion 1: M. André Hoffmann*
- *Vote sur la motion 1 (rejetée)*
- *Motion 2: M. François Bausch (motive son abstention), M. Gast Gibéryen, M. André Hoffmann (motive son abstention)*
- *Vote sur la motion 2 (rejetée)*
- *Motion 3: M. François Bausch, M. Gast Gibéryen, M. André Hoffmann*
- *Vote sur la motion 3 (adoptée)*
- *Résolution 1: M. François Bausch, M. Marc Spautz, M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- *Vote sur la résolution 1 modifiée (adoptée)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Jeannot Krecké, Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler et Marco Schank, Mme Françoise Hetto-Gaasch et M. Romain Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.02 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

1. Résolution relative à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant la définition, la désignation, la présentation, l'étiquetage et la protection des indications géographiques des produits vinicoles aromatisés - COM (2011) 530

- Art. 169 (5) du Règlement de la Chambre des Députés

An hirer Réunioun vun haut de Moien huet d'Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural eestëmmeg décidéiert, en Avis motivé un d'Europäesch Kommissioun ze riichten, deen d'Dokument COM (2011) 530 iwwer aromatiséierte Wäin betrëfft. D'Agrikulturkommissioun war am Kader vun der Kontroll vum Subsidiaritéitsprinzip mat engem legislative Virschlag vun der EU-Kommissioun befaasst. Dee Virschlag betrëfft d'Normes de commercialisation.

D'Agrikulturkommissioun koum zur Konklusioun, datt de Subsidiaritéitsprinzip verletzt ginn ass. D'Prozedur, déi applizéiert gëtt, ass geregelt am Artikel 169 vun eisem Reglement. Den Avis motivé vun der Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural läit Iech a Form vun enger Resolutioun vir.

Résolution

La Chambre des Députés,

- considérant l'article 169 du Règlement de la Chambre des Députés;

- rappelant que la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural a été saisie d'une proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant la définition, la désignation, la présentation, l'étiquetage et la protection des indications géographiques des produits vinicoles aromatisés, proposition législative émanant de la Commission européenne (COM (2011) 530) et relevant du contrôle du respect des principes de subsidiarité et de proportionnalité;

- constatant que la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural a

adopté, lors de sa réunion du 13 octobre 2011, un avis motivé au sujet de l'initiative législative précitée;

décide d'adopter cet avis motivé de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural ayant la teneur suivante:

«Considérations générales

Avant d'examiner la compatibilité des dispositions de la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant la définition, la désignation, la présentation, l'étiquetage et la protection des indications géographiques des produits vinicoles aromatisés avec les principes de subsidiarité et de proportionnalité, la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural juge utile de rappeler lesdits principes, consacrés par l'article 5 du Traité sur l'Union européenne.

Ainsi, le paragraphe 3 de l'article précité prévoit que «dans les domaines qui ne relèvent pas de sa compétence exclusive, l'Union intervient seulement si, et dans la mesure où, les objectifs de l'action envisagée ne peuvent pas être atteints de manière suffisante par les États membres, tant au niveau central qu'au niveau régional et local, mais peuvent l'être mieux, en raison des dimensions ou des effets de l'action envisagée, au niveau de l'Union.», tandis que le paragraphe 4 de ce même article précise, en ce qui concerne le principe de proportionnalité, que «le contenu et la forme de l'action de l'Union n'excèdent pas ce qui est nécessaire pour atteindre les objectifs des traités.».

La commission parlementaire juge encore utile de rappeler l'article 290 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) qui réserve le recours aux actes délégués aux seuls cas où il serait nécessaire de compléter ou de modifier «certains éléments non essentiels de l'acte législatif» de base.

Il importe donc de souligner que le choix de recourir aux actes délégués doit se faire avec circonspection et doit être réservé à des cas précis et limités.

Analyse de la compatibilité des dispositions de la proposition de règlement avec les principes de subsidiarité et de proportionnalité

L'article 3, paragraphe 3 de la proposition sous examen stipule que la Commission européenne peut, au moyen d'actes délégués, adopter des méthodes et règles à appliquer en absence de méthodes ou de règles recommandées et publiées par l'OIV permettant notamment «d'établir la composition des produits vinicoles aromatisés…».

Or, de l'avis de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, ces méthodes et règles constituent un élément législatif essentiel comme elles servent à vérifier la conformité des produits vinicoles aromatisés avec les exigences, restrictions et désignations établies aux annexes I et II de la proposition.

La proposition de règlement prévoit, en outre, et ceci notamment à l'endroit de son article 9, de déléguer un large pouvoir à la Commission européenne pour «actualiser» les définitions, exigences et restrictions techniques établies à l'annexe I ainsi que les dénominations de vente et les désignations établies à l'annexe II de la proposition sous analyse.

Également cette délégation de pouvoir est à considérer comme excessive. La Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural est d'avis que l'établissement des définitions, des exigences, des restrictions techniques, des dénominations de ventes et des désignations doit être considéré comme un élément essentiel de l'acte législatif et devra donc faire partie de l'acte de base, seulement modifiable par une procédure législative normale.

En ce qui concerne l'article 8 qui prévoit que «…les États membres peuvent établir des règles plus strictes que celles visées à l'article 3 et aux annexe I et II en ce qui concerne la production et la désignation…», la commission parlementaire doute que cette disposition soit conforme au principe de subsidiarité.

En effet, le texte actuel du règlement (CEE) n°1601/91 prévoit de manière plus générale que «les États membres peuvent appliquer des règles nationales spécifiques relatives à la production, à la circulation interne, à la désignation et à la présentation des boissons obtenues sur leur territoire dans la mesure où ces règles sont compatibles avec le droit communautaire». Cette disposition ne figure plus explicitement dans le texte de la proposition. Tout porte ainsi à croire que dorénavant les possibilités des États membres à adopter des règles spécifiques adaptées aux particularités de leur territoire seront fortement réduites et limitées aux seules «règles plus strictes» que celles à appliquer de manière générale au niveau communautaire. Si tel était le cas, la modification en question serait en contradiction avec le principe de subsidiarité.

La commission exprime également ses réserves en ce qui concerne l'article 29 de la proposition sous examen. Le paragraphe 2 de cet article stipule que la Commission peut «…au moyen d'actes délégués, prévoir les conditions dans lesquelles le cahier des charges du produit peut inclure des exigences supplémentaires au sens de l'article 11, paragraphe 2, point f)». Il s'agit ici des «…exigences applicables en vertu de la législation de l'Union ou de la législation nationale ou, conformément aux dispositions des États membres, prévues par une organisation responsable de la gestion de l'indication géographique protégée, étant entendu que ces exigences doivent être objectives, non discriminatoires et compatibles avec la législation de l'Union».

Les exigences reprises dans les cahiers des charges pour pouvoir bénéficier d'une indication géographique protégée applicable en vertu d'une législation nationale doivent donc être compatibles avec la législation de l'Union. Le fait de donner à la Commission européenne le pouvoir d'introduire des exigences supplémentaires par rapport à la législation nationale par la voie d'actes délégués risque de ce fait non seulement de ne pas respecter le principe de subsidiarité, mais semble superfétatoire.

Finalement, la disposition conférant à la Commission européenne le pouvoir d'adopter au moyen d'actes délégués des mesures spécifiques relatives aux procédures nationales applicables aux demandes transfrontalières (article 29, paragraphe 3, lettre c de la proposition) soulève également des doutes quant à la compatibilité avec le principe de subsidiarité.

Conclusion

Le contrôle effectué du respect des principes de subsidiarité et de proportionnalité par la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant la définition, la désignation, la présentation, l'étiquetage et la protection des indications géographiques des produits vinicoles aromatisés (COM (2011) 530) fait apparaître que l'initiative législative en question comporte un certain nombre de dispositions qui ne sont pas conformes au principe de subsidiarité, ni au principe de proportionnalité.

La proposition de règlement en question donne notamment le pouvoir à la Commission européenne d'adopter des éléments essentiels de la législation par acte délégué, ce qui est en contradiction avec l'article 290 du TFUE, dispositions qui sont en infraction avec le principe de subsidiarité.»

(s.) Fernand Boden, Jean Colombera, Fernand Etgen, Henri Kox, Roger Negri.

E Vote sans débat gëtt virgeschloen.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Vote sur la résolution

Wie mat dëser Resolutioun d'accord ass, ass gebieden, d'Hand ze hiewen.

Dat schéngt mer d'Unanimitéit ze sinn. Ech soen Iech Merci an ech leeden den Avis dann un déi zoustänneg europäesch Instanz weider.

2. Résolution relative à la communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions sur la réforme de la politique commune de la pêche - COM (2011) 417

- Art. 169 du Règlement de la Chambre des Députés

Dann huet nach eng Kéier déiselwecht Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural haut de Moien décidéiert, en Avis politique un d'Europäesch Kommissioun ze riichten, deen d'Dokument COM (2011) 417 iwwert d'Reform vun der gemeinsamer Politik vum Fësche betrëfft.

D'Kommissioun huet wuelverstane kee Problem, wat de Respekt vum Subsidiaritéitsprinzip ugeet, mä wëllt politesch Bedenken zum Ausdrock brengen, esou wéi et den nationale Parlamenter an där sougenannter Barroso-Initiativ erlaabt ass. D'Prozedur, déi hei applizéiert gëtt, ass geregelt am Artikel 169 vun eisem Chambersreglement. Den Avis vun der Agrarkommissioun ass Iech a Form vun enger Resolutioun verdeelt ginn.

Résolution

La Chambre des Députés,

- considérant l'article 169 du Règlement de la Chambre des Députés;

- rappelant que la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural a été saisie d'une série de communications concernant la réforme de la politique commune de la pêche (documents COM (2011) 416, 417, 418, 424 et 425), réforme exposée dans son ensemble dans la communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions, intitulée «La réforme de la politique commune de la pêche» (COM (2011) 417);

- constatant que la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural a adopté lors de sa réunion du 13 octobre 2011 un avis politique au sujet du paquet de réforme précité;

décide d'adopter cet avis politique de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural ayant la teneur suivante:

«Partageant l'avis de la Commission européenne qu'il est urgent de rendre la pêche plus durable aux niveaux environnemental, économique et social, la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural salue l'ambitieuse réforme proposée par la Commission européenne et notamment la volonté de permettre aux stocks de poissons de se régénérer.

Les propositions de la Commission européenne constituent en effet une excellente base pour les travaux législatifs à venir.

Ainsi, une approche éco-systémique sur la base de plans pluriannuels de gestion des pêches permettrait d'organiser la pêche de manière à sauvegarder la biodiversité et d'assurer une meilleure protection des ressources biologiques de la mer.

L'idée de mettre en œuvre une solution réaliste en ce qui concerne la problématique des rejets en mer est également appuyée par la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.

La commission parlementaire insiste en outre sur un soutien ciblé des pêcheries artisanales côtières, ces pêcheries jouant un rôle important au niveau social et culturel dans de nombreuses régions de l'Europe. Dans cet ordre d'idées, une mise en garde s'impose: l'introduction de concessions de capture transférables entre les opérateurs d'un État membre pourrait se solder par une capitalisation excessive des droits de pêche. Ces charges financières supplémentaires pourraient désavantager les plus petites entreprises face aux grandes pêcheries industrielles.

Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, trois quarts des stocks de poissons dans le monde sont surexploités et dans les eaux de l'Union européenne les estimations varient entre 70% et 88% des stocks. La commission parlementaire préconise donc la fixation des quotas de pêche selon des critères de durabilité transparents et scientifiques et tient, par ailleurs, à souligner l'importance de la création d'un réseau de réserves marines. Ainsi, elle se permet d'encourager la Commission européenne à proposer davantage de mesures concrètes permettant d'atteindre les objectifs évoqués et de combattre réellement les problèmes qui contribuent à la surpêche.

Enfin, la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural souhaite apporter son appui à l'idée d'un renforcement de l'information du public par l'introduction de nouvelles normes de commercialisation en matière d'étiquetage et de traçabilité. Une telle mesure devrait permettre au consommateur de réaliser ses choix en connaissance de cause, voire de le sensibiliser au soutien d'une pêche durable.»

(s.) Lucien Clement, Emile Eicher, Félix Eischen, Henri Kox, Roger Negri, Carlo Wagner.

E Vote sans débat gëtt virgeschloen.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Dat schéngt mer de Fall ze sinn.

Vote sur la résolution

Wie mat dëser Resolutioun d'accord ass, ass gebieden, d'Hand ze hiewen.

Dat schéngt mer och d'Unanimitéit ze sinn. Da wier déi Resolutioun ugeholl. Ech soen Iech Merci a leeden den Avis un déi zoustänneg europäesch Instanz weider.

Um Ordre du jour vun haut de Mëtteg hu mer eng Orientéierungsdebatt iwwert déi grouss Infrastrukturprojete vum Stat. D'Riedezäit ass hei nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Hären Etgen, Negri, Henckes, Hoffmann an Diederich.

Als Éischt héiere mir de Rapporteur vun der Orientéierungsdebatt, den Här Fernand Boden. Här Boden, Dir hutt d'Wuert.

3. 6331 - Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'État

Exposé

M. Fernand Boden *(CSV), rapporteur.*- Sou, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, no 2006, 2007, 2008, 2009, 2010 fënnt dëst Joer scho fir déi sechste Kéier dësen Débat iwwert de Finanzement vun de groussen Infrastrukturprojeten, déi vum Stat realiséiert ginn, statt.

Dir wësst, datt no laange Joren Diskussioun tëschent der Chamber an der Regierung 2006 eng nei Prozedur agefouert ginn ass, fir d'Plangen an de Bau vu gréisseren Infrastrukture vum Stat méi schnell, méi transparent, méi einfach ze gestalten, ouni awer d'Matsproocherecht vun der Chamber an och d'Kontroll vum Parlament ze beschneiden.

Am Abrëll 2009 ass de finanzielle Seuil vun dëse Projeten, déi der Nohaltegkeetskommissioun all Joers musse presentéiert ginn, vu 7,5 Milliounen op zéng Milliounen Euro eropgesat ginn, sou datt all Projeten, déi méi wéi zéng Milliounen Euro kaschten, fir d'Éischt d'Approbatioun oder den Accord de principe vun der Chamber brauchen, ier d'Projete kënne studéiert ginn. Dir wësst alleguer, datt fir Projeten, déi méi wéi 40 Milliounen Euro kaschten, muss e speziellt Gesetz ausgeschafft ginn an och hei gestëmmt ginn. Dat heescht, do huet d'Chamber direkt Matsprooche- a Kontrollrecht.

Et ass och festgehale ginn, datt de finanzielle Suivi vun de Projeten, déi méi wéi zéng Millioune kaschten, muss vun der Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire gemaach ginn. Dat heescht, de Minister muss all sechs Méint an dës Kommissioun kommen an och soen, wou d'Evolutioun vun den eenzelne Projeten drun ass, wat de finanziellen Aspekt ubelaangt. Dëse Modus vivendi begrenzt sech net nëmmen, wéi gesot, op déi Projete vun engem Impakt vun iwwer 40 Milliounen, mä op all Projet vun engem Impakt vun iwwer zéng Milliounen.

De Minister hat sech och bereet erkläert, fir der Kommissioun, déi zoustänneg ass fir d'Infrastrukturen, also der Nohaltegkeetskommissioun, regelméisseg Bericht ze erstatten iwwert de Weidergang vun de Projeten, déi méi wéi zéng Milliounen Euro kaschten a fir déi d'Ausschaffe vun Etüden a Pläng hei an der Chamber autoriséiert ginn ass. Dës Prozedur erlaabt eis eng méi grouss Flexibilitéit bei de groussen Infrastrukturprojeten. D'Regierung ka méi séier agéieren, an trotzdeem huet d'Chamber nach déi néideg Kontroll iwwert dat Ganzt.

Mä fir datt d'Chamber an all Kolleeg hei am Parlament den Iwwerbléck behält, wou déi eenzel Projeten dru sinn, déi säit 2006 d'Prozedur duerchlaf hunn, huet de Minister eis an der Kommissioun, gradesou och wéi d'lescht Joer, Lëschten ausgedeelt mam État d'avancement vun all deene Projeten, déi hei autoriséiert gi sinn, a mir haten och iwwer vereenzelt Projeten Diskussiounen an der Chamberskommissioun.

Ech hunn a mengem schréftleche Rapport als Annex all dës Dokumentatioune bäigeluecht, fir datt jiddwer interesséierten Deputéierte ka kucken: Wou sinn déi Projeten drun? Wat ass de Werdegang dovun? An da kréie se e bëssen den Iwwerbléck iwwert den „Stand der Dinge", wann ech esou däerf soen, vun all de staatlechen Infrastrukturprojeten, déi ënnerwee sinn. Ech mengen, dat ass scho relativ wichteg fir d'Deputéiert.

Voilà, ech wëll dann no dësem Exkurs op d'Lëscht vun de Projete kommen, déi elo virgesi sinn an déi an der Nohaltegkeetskommissioun presentéiert gi sinn, d'Lëscht vu Projeten, déi de Regierungsrot an der Sëtzung vum 1. September vun dësem Joer ugeholl huet.

D'Chamberskommissioun huet an zwou Sëtzungen all eenzelne Projet vun dëser Lëscht analyséiert, och duerchdiskutéiert, an ech wëll hei op dëser Plaz d'Virstellunge vun de Projete méiglechst kuerz halen. Dir kënnt d'Detailer am schréftleche Rapport noliesen. Ech hu versicht, dat do esou detailléiert wéi méiglech ze maachen, datt jiddwereen, wéi gesot, den Iwwerbléck iwwert dat Ganzt kritt.

Ech wëll dann ufänke mam éischte Projet, oder mat de Projete vun der Bauverwaltung, an an deem Kader ass den éischte Projet en neit Gebai fir d'Direktioun vun der Natur- a Bëschverwaltung zu Dikrech. Dëse Projet ass um Site vum alen Hôtel du Midi vis-à-vis vun der Dikrecher Gare virgesinn an huet eng finanziell Envergure vu ronn zéng Milliounen Euro.

Wat ee ka bei dësem Projet zréckbehalen, dat ass, datt et sech ëm e Projet pilote handelt, mat enger positiver Energiebilanz. Dat heescht, dëst Gebai, dat soll méi Energie produzéieren, wéi et der verbraucht. Dëst gëtt duerch eng ganz gutt Isolatioun engersäits an duerch e minimale Verbrauch vun elektrescher an thermescher Energie anerersäits erreecht. D'Energieproduktioun gëtt duerch verschidden erneierbar Ener-

gië garantéiert, wéi d'Fotovoltaik, d'Wärmepompel, d'Waasser aus der Sauer.

Ech mengen, mir hu jo och der Regierung e puermol scho gesot, datt se soll mam gudde Beispill virgoen, weisen, wat ee kann och an öffentleche Gebaier maachen, fir Energie ze spueren, fir Weeweiser ze sinn. Hei ass esou e Projet.

Mir hunn och d'Verwaltung gefrot: Wat ass dann de Méikäschtepunkt vun esou engem Projet am Verglach mat engem klassesche Gebai? Et ass gesot ginn, dat wäre ronn 10%. Mä dëse Méikäschtepunkt gëtt méi wéi opgewien a relativ kuerzer Zäit duerch d'Avantagë fir d'Ëmwelt an och duerch d'Energieerspuernisser.

Den zweete Projet, dat ass de Lycée technique fir Gesondheetsberuffer zu Käerjeng. Bei dësem Projet gëtt engersäits dat bestehend Gebai, wat e schéint Gebai ass, wat, mengen ech, och souguer klasséiert ass, réaménagéiert, an et gëtt en neie Fligel do ugebaut. Dee ganze Komplex ass am Zentrum vu Käerjeng an der fréierer CITO-Schoul. D'Gebai bitt Plaz fir 430 Schüler, an d'Raimlechkeeten, déi entspriechen den heitege Besoinen.

Dëse Projet spigelt d'ailleurs d'Politik vun der Dezentralisatioun vun de Schoulinfrastrukturen erëm. Et sinn hei am Land dräi Lycéeë fir Gesondheetsberuffer virgesinn: een am Norden, an zwar zu Ettelbréck, een am Zentrum zu Bouneweg, an dann och dëse Lycée fir Gesondheetsberuffer zu Käerjeng. Fir d'Schüler dozou unzereegen, op den öffentlechen Transport zréckzegräifen, ginn zu Käerjeng just Parkméiglechkeete fir d'Personal virgesinn. Do huet de Minister eis och erkläert, datt d'Zuel vun de Parkplazen no engem gewëssene Ratio festgeluecht gëtt, dee fir all Schoulgebaier am Land hei soll ugewannt ginn an deen, wéi gesot, de Gegebenheete vun der Uertschaft och entsprécht, wou de Lycée implantéiert gëtt.

De Budget, dee fir d'Aarbechte virgesinn ass, beleeft sech op 22 Milliounen Euro.

Ech géif dann, léif Kolleeginnen a Kolleegen, op d'Projete vum Fonds des routes kommen.

Den éischte Projet ass do de Boulevard de Merl. Dëse Projet baséiert op engem Mobilitéitskonzept an et gëtt e globalen Accord mat der Stad Lëtzebuerg iwwert de primäre Stroosseréseau am Südweste vun der Stad, notamment eben dëse Boulevard de Merl, de Boulevard de Cessange, d'Pénétrante an de Boulevard vun Hollerech gradesou wéi d'Verbreederung vun der Autobunn A6, der Ëmgehungsstrooss vun der Stad also.

Dësen neie Boulevard, dee verbënnt d'Areler Strooss mat der Lonkecher Strooss an der Autobunn A4. Dir wësst, datt et an deem Deel vun der Stad eng ganz Abberzuel vun Aktivitéits- an Industriezone gëtt, déi duerch dësen neie Boulevard och besser a méi einfach kënne bedéngt ginn. De Boulevard de Merl kritt selbstverständlech eng Busspur an och eng Vëlospist, an insgesamt ass d'Längt dovunner 3,1 km.

Am Süde stéisst de Boulevard de Merl op den zweete Projet, deen ech elo virstellen, an zwar de Contournement vun Zéisseng. Dëse Projet ass genee beschriwwen am Avant-projet vum Plan sectoriel «Transports». Hien huet als Haaptzil, fir e parallelle Réseau ze schafe fir de Verkéier aus dem Südwesten an domat den Transitverkéier an der Stad selwer ze berouegen.

De Contournement vun Zéisseng huet eng Längt vun 2,8 km a féiert vun der Autobunn A4 bis op de Giratoire op d'N4. An all Richtung gëtt et niewent enger normaler Fuerspur och eng Spur, déi fir Busse reservéiert ass. Et gesäit een also an dësem Projet schonn, datt dem öffentleche Verkéier ganz vill Gewiicht bäigemooss gëtt. Weider Detailer fannt Der, wéi gesot, am schréftleche Rapport, a fir alles méi bildlech duerzestellen, hunn ech och versicht, fir an Annexen d'Pläng vun dëse Projete festzehalen.

Drëtte Projet ass de Contournement Nord vu Stroossen. Och dëse Projet ass am Avant-projet vum Plan sectoriel «Transports» virgesinn. En ass e weidert Element vum Réseau vun tangentiellë Stroossen, déi an der urbaniséierter Stater Peripherie néideg sinn. Dëse Contournement verbënnt den Échangeur Briddel mat der Areler Strooss an e brëngt eng ganz staark Verkéiersberouegung am Zentrum vu Stroossen.

Dëse Contournement hätt am Fong scho méi laang solle realiséiert ginn, mä et gouf Problemer mat verschidden Emprisen, sou datt et sech e bëssen an d'Längt gezunn huet. Wann dës Terrainen elo alleguer disponibel sinn - dat ass normalerweis jo eng laang Prozedur, dat wësse mer -, steet enger séierer Realiséierung vum Projet näischt méi an de Féiss.

Véierte Projet ass de Contournement vun Dikrech. Dat ass e Projet, deen zënter den 90er Joren am Gespréich ass, an et geet drëm, fir no Méiglechkeeten ze sichen, fir den Trafic an Dikrech ze verbesseren. An déi eenzeg Méiglechkeet, fir dat ze erreechen, ass fir eng nei Verbindung ze maachen tëschent dem Carrefour Seltz op der N17, dat heescht d'Strooss vun Dikrech op Veianen, an dem Kreesverkéier um Fridhaff. Do muss also eng Verbindung geschaf ginn. Dës Verbindungsstrooss hätt eng Längt vun ongefeier 4 km. Et soll och dovu profitéiert ginn, datt den Härebierg mat där Strooss géif verbonne ginn, fir datt net all de Verkéier op den Härebierg a vum Härebierg erof muss duerch Dikrech fueren.

Ech wëll och soen, datt dëse Projet nach guer net prezis ass. Et ass och net déi éischt Prioritéit, mä Der wësst, wann et kriddelech Projete sinn - hei ass e kriddeleche Projet -, och wat d'Ëmwelt ubelaangt, da muss ee vill Varianten examinéieren, et muss ee laang am Viraus plangen, an dofir soll hei d'Regierung de Feu vert kréien, fir emol eng Planung ze maachen, fir eng hallef Dose virstellbar Varianten op hir Mériten ze examinéieren an dat och da kënnen am Detail ze analyséieren.

De Minister huet eis drop higewisen, datt et sécher keen einfache Projet ass, well en e groussen Impakt op d'Landschaft wäert hunn. Dofir musse mer beschtméiglech op de Schutz vun de Biotopen, op d'Integratioun an d'Landschaft oppassen. An de Ministère du Développement durable wäert dat och maachen. De Minister huet op jidde Fall eis dat verséchert, an ech mengen, dat ass jo ee vun den Avantagë vun dësem grousse Ministère, datt do déi verschidde Kompetenzen an engem Ministère vereent sinn, datt also och vun Ufank u kann op den Impakt op d'Ëmwelt an op d'Biotopen opgepasst ginn.

Fënnefte Projet dann ass de Contournement vun Alzeng. Dëse Projet gëtt gesinn am Kader vun de Plans directeurs «Midfield», iwwert déi jo haut och nach vläicht wäert diskutéiert ginn an engem spéideren Débat, an «Ban de Gasperich». Dëse Projet ass, wéi gesot, och zesumme mat de Gemenge Lëtzebuerg an Hesper analyséiert ginn, a mir all wëssen, wat fir ee Potenzial an dëser Géigend vun der Haaptstad a vun Hesper läit a wat alles an deenen nächste Joren do wäert gebaut ginn.

Et ass also sécher, am Ban de Gasperich an am Midfield, datt do den Trafic wäert ganz staark zouhuelen. Wann ee weess, datt haut schonn an de Spëtzenzäiten do ganz grouss Problemer bestinn, da weess een, datt een do muss reagéieren, datt do muss gehandelt ginn, datt een net derlaanscht kënnt, fir en neit Verkéierskonzept do opzestellen, an zu dësem Konzept gehéiert selbstverständlech och d'Gare périphérique vum Houwald, déi de Ban de Gasperich mat der Zone d'activité Houwald soll verbannen.

Grad wéi beim Projet virdru wëll ech och soen, datt dat hei e Projet ass, deen nach am Fong net weider examinéiert ginn ass, wou et eng Rei vu Variante gëtt. An dëser Phas geet et elo emol drëm, fir datt d'Chamber soll dem Ministère oder der Regierung gréng Luucht ginn, fir dës Alternativen ze examinéieren, fir ze kucken, déi néideg Etüden ze maachen, fir datt dat ka realiséiert ginn. Datt do eppes muss geschéien, dat wësse mer, wéi gesot, alleguer.

Sechste Projet ass de Contournement vun Ëlwen. Dat hei ass e Projet, dee scho méi laang an der Diskussioun ass. E gouf aus finanzielle Grënn zréckgestallt. Sënn an Zweck vun dëser Ëmgehungsstrooss ass et, de Verkéier, a virun allem den Transitverkéier duerch Ëlwen erauszekréien. Déi nei Strooss, déi soll eng zweespureg Route nationale ginn, an dat op enger Längt vu ronn 2,7 km.

Siwente Projet ass den neie Pôle d'échanges intermodal vum Héienhaff. Dëse Projet ass e ganz wichtege Projet. E steet am Zeeche vun der nohalteger Mobilitéit an e concernéiert d'Verkéiersfluxen aus dem Osten an aus dem Nordosten. Eng ganz Rei vun Deputéierte komme jo all Dag praktesch, wa se hei an d'Chamber kommen, aus dëse Géigenden. Et ass wichteg, datt ee versicht, fir do eppes Neies ze maachen, op der Plattform vum Héienhaff. Dës Plattform läit tëschent der Tréierer Autobunn, der A1, dem Cargozenter an dem Findel, an op dëser Plattform sollen d'Autoen an déi regional Buslinne kënnen op den Tram an op den öffentlechen Transport vum Stater Réseau ëmklammen.

Heiduerch mussen d'Bretellë vum Échangeur Sennengerbierg nei agencéiert ginn. Fir datt dat ganzt Konzept och klappt, ass et wichteg, datt do e grousse Park & Ride mat ronn 4.000 Plaze geschaf gëtt an datt och nach en Arrêt fir den Tram kënnt, fir wann den Tram eng Kéier fonctionnéiert, datt deen och do en Arrêt huet, datt d'Leit och kënne sech dann iwwer öffentlech Transporter op hir Aarbechtsplaz beginn.

Ech kommen dann zu de Projeten aus dem Fonds du rail.

Éischte Projet ass do de Point d'arrêt vun Déifferdeng. Dir wësst, datt d'Entrée vun Déifferdeng ganz staark réaménagéiert gëtt, an am Kader vun dësem Réaménagement vun der Entrée vun der Stad Déifferdeng gesäit dëse Projet vir, datt um Arrêt vun Déifferdeng d'Zuchquaien nei gemaach ginn, gradesou wéi de Souterrain mat Trapen an och mat Liften. Dës wichteg Aarbechte ginn zesumme geplangt vun der Déifferdenger Gemeng, déi ganz staark mat implizéiert ass, wéi och vun de Ponts & Chaussées. Fir all Detailer verweisen ech och do op dee schréftleche Rapport.

Vläicht just e Wuert nach zum Käschtepunkt. Et handelt sech momentan ëm en APS, dat heescht en Avant-projet sommaire, an de Schätzungen no leien dës Käschte bei ronn 16 Milliounen Euro. Hei kënnen awer weider Onkäschten derbäikommen, well een de Moment nach net weess, ob de Buedem do staark verschmotzt ass oder net. Awer wann dat de Fall wier, da kéimen do nach weider Onkäschte fir dëse Projet derbäi.

Zweete Projet vun dem Fonds du rail ass d'Moderniséierung vun der Zuchlinn Lëtzebuerg-Klengbetten. Dëse Projet ass d'zweet Phas vun dëser Moderniséierung. De Kolleeg Lucien Clement hat am Kader vum Projet Eurocap-Rail 2006 hei an der Chamber de Projet „Optimisation de la ligne Luxembourg-Kleinbettingen" virgestallt, an d'Chamber hat och duerch eng Motioun gréng Luucht ginn, fir d'Planunge fir dëse Projet ze maachen.

Aus finanzielle Grënn, hat de Minister eis gesot, ass de Projet Eurocap-Rail an e puer Phasen opgedeelt ginn. Wéi gesot, déi éischt Phas, wou mer gréng Luucht ginn hunn, déi ass elo esou wäit, datt an nächster Zäit kann e Projet hei an der Chamber déposéiert ginn, an do geet et drëm, fir d'Stellwierker op der Zuchlinn ze erneieren.

De Projet, deem mer haut solle gréng Luucht ginn, dee stellt déi zweet Phas duer, an hei geet et drëm fir d'Elektroanlagen ëmzestelle vun 3.000 Volt oder vun 3 kV op 25 kV. D'Anlagen, déi haut bestinn, déi si vun 1956 a ginn net méi den heitege Besoinë gerecht. Dat hei ass e käschtenintensive Projet, en ass och nach am Stadium vum APS, vum Avant-projet sommaire, an de Käschtepunkt gëtt op ronn 36,4 Milliounen Euro geschat.

Drëtte Projet vum Fonds du rail ass d'Kreatioun vun engem Point d'échange, wéi et genannt gëtt, zu Hollerech. Dëse Projet ass bis elo am Fong nach net der Öffentlechkeet virgestallt ginn. En huet als Haaptzil d'Entlaaschtung vun der Haaptgare an der Stad. Dir wësst, datt d'Gare périphérique vun Zéisseng, déi wichteg ass, datt déi aus Käschtegrënn zäitlech no hanne verluecht ginn ass, an dëse Projet soll mëttelfristeg eng gutt Léisung bréngen, fir, wéi gesot, d'Gare vun der Stad ze entlaaschten. An dëse Projet kascht och vill manner wéi d'Gare périphérique vun Zéisseng. De Käschtepunkt vun dësem Projet gëtt op ronn 25.342.000 Euro geschat.

Et ass och eng Diskussioun an der Kommissioun gewiescht iwwert d'Abannung vun dësem Point d'arrêt zu Hollerech mat dem Schoulcampus vum Geesseknäppchen. Do huet de Minister eis assuréiert, datt do eng Méiglechkeet geschaf gëtt, datt d'Schüler, déi gutt ze Fouss sinn, oder déi nach wëllen ze Fouss goen - et si ronn 700 Meter, et ass elo net d'Welt -, datt déi kënne sécher ze Fouss op de Campus goen. Hien huet eis och gesot, datt beim Gebai vun den Assurances sociales eng Gare routière geschaf gëtt, datt déijéineg, déi net esou gutt ze Fouss sinn oder net wëllen ze Fouss goen, kënne mat engem Bus dann och op de Schoulcampus geféiert ginn.

Véierte Projet ass den Eisebunnsuschloss Kierchbierg, den neien Arrêt Kierchbierg, deen de Minister viru kuerzer Zäit virgestallt huet. Dat ass also deen neien Arrêt ënnert der Rouder Bréck, dat ass eng nei Haltestell vun der Nordstreck. Si gëtt ënnert där Rouder Bréck gemaach an et gëtt ee Pôle d'échange vum Zuch op den Tram an och ëmgedréit, et gëtt also eng Verbindung gemaach, fir op de Plateau vum Kierchbierg ze kommen.

Dësen neien Arrêt ass esou geduecht, datt e soll déi Leit, déi aus dem Norde kommen, an déi op de Kierchbierg oder de Lampertsbierg schaffe ginn, kënnen direkt do iwwer öffentlech Transporter op de Kierchbierg oder op de Lampertsbierg kommen, datt se net musse bis op d'Gare fueren.

Et ass virgesinn, datt an all Richtung sechs Zich an der Stonn solle fueren, also all zéng Minutte soll do en Zuch stoe bleiwen, an et ass och virgesinn - dat ass och eng ganz interessant Iddi -, datt d'Leit, déi aus anere Géigende kommen, net mussen op der Gare erausklammen, datt se kënne bis op dësen Arrêt fueren an direkt eng Ubannung kréien op de Kierchbierg, well se do schaffen, fir esou méi schnell kënnen op hir Aarbechtsplaz ze kommen.

Dofir ass och virgesinn, datt et op d'mannst all Stonn een Zuch soll ginn a Richtung Thionville, a Richtung Esch-Uelzecht, a Richtung Péiteng-Lonkech, a Richtung Klengbetten-Arel, a Richtung Waasserbëlleg-Tréier, dat heescht an déi Richtungen an och ëmgedréit. Dës Haltestell wäert also eng gutt Verbindung erlaben un de Kierchbierg, un de Glacis an och un de Lampertsbierg.

Et sinn och Diskussioune gefouert gi mam Service vun de Sites et Monuments. Dir wësst, datt Deeler vum Quartier vum Pafendall, deen duerch dëse Projet eng grouss Opwäertung kritt, datt déi UNESCO-Weltkulturierwe sinn, datt do also opgepasst gi muss, datt den Impakt op dëse Quartier an op dëst Weltkulturierwen esou kléng wéi méiglech muss ginn.

Et ass e Projet, dee relativ deier wäert ginn, deen awer ganz vill bréngt, an de Käschtepunkt ass elo de Moment geschat op ronn 100 Milliounen Euro.

De fënnefte Projet ass dee vun der Gare vu Beetebuerg. Do geet et ëm d'Erneierung an ëm d'Moderniséierung vun den Installatiounen, wat d'Signalisatioun an d'Telekommunikatiounen ubelaangt. Well déi nei zweespureg Zuchlinn Lëtzebuerg-Beetebuerg eng absolut Prioritéit huet, mussen dës Aarbechten an der Beetebuerger Gare elo esou schnell wéi méiglech gemaach ginn. D'Stellwierker vu Beetebuerg a vun Dudelange-Usines, déi ginn duerch ee Wierk mat informatiséierter Signalisatioun, dem sougenannte PSI, ersat, wat och de modernen Technologië Rechnung dréit.

Et handelt sech och bei dësem Projet nach ëm en APS, en Avant-projet sommaire, an et ass de Moment nach net richteg bekannt, wat de Käschtepunkt vun dësem Projet wäert sinn.

D'Nohaltegkeetskommissioun huet, wéi gesot, all dës Projeten examinéiert. Si huet keng gréisser Awänn géint déi verschidde Projeten, déi ech elo virgestallt hunn. Si droen, der Meenung vun der Kommissioun no, alleguer zur Verbesserung vun den Infrastrukturen hei am Land bäi. D'Kommissioun gëtt also e positiven Avis of iwwert dës Projeten a si schléit der Chamber vir, der Regierung gréng Luucht ze gi fir d'Ausschaffe vun den Etüden, vun de Pläng, déi néideg sinn, fir dës Projeten eventuell kënnen ze realiséieren.

Ech déposéieren dofir, Här President, Iech eng deementspriechend Motioun. Si ass ënnerschriwwe vu Vertrieder vun dräi Fraktiounen. Wa nach Leit do sinn, déi wëlle mat ënnerschreiwen, déi Méiglechkeet, déi steet nach op. Si huet zwar de Moment scho fënnef Ënnerschréften. Dës Motioun, déi recommandéiert, wéi gesot, der Chamber, der Regierung gréng Luucht ze gi fir dës Projeten, fir datt se kënne studéiert ginn, an déi eenzel Projete gi ganz kuerz résuméiert, an deem Sënn, wéi ech lech dat elo virgestallt hunn.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- vu la nécessité de garantir une transparence optimale lors de l'élaboration des grands projets d'infrastructure;

- vu la volonté du Gouvernement d'assurer la définition, la conception et la mise en œuvre d'une politique intégrée en matière d'aménagement du territoire, de réseaux de transports et de bâtiments publics;

- vu d'autre part:

- l'avis de la Cour des Comptes sur l'adaptation du budget voté des grands projets d'infrastructure du 22 mars 2001;

- la motion de la Chambre des Députés du 29 janvier 2002 prise suite à la présentation de l'avis précité;

- les propositions des groupes parlementaires au sujet d'une amélioration des procédures permettant d'éviter les dépassements des coûts des grands projets d'infrastructure dans le futur, transmises en date du 12 avril 2005 par Monsieur le Président de la Chambre des Députés à Monsieur le Premier Ministre;

- vu la nouvelle procédure à suivre en matière de préparation et de présentation des grands projets d'infrastructure adoptée en date du 3 avril 2006 par la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes sur proposition de Monsieur le Ministre des Travaux publics et dont les points principaux ont été repris dans une motion «grands projets d'infrastructure Travaux publics» du 23 octobre 2008;

- considérant que ladite procédure répond aux préoccupations dans la motion précitée du 29 janvier 2002;

- vu la motion du 13 mai 2009 de la Chambre des Députés invitant le Gouvernement à veiller à

ce que ces procédures soient appliquées, mutatis mutandis, par tous les départements ministériels lors de la mise en œuvre de projets d'infrastructure susceptibles d'atteindre un coût d'au moins 10 millions d'euros;

- vu la liste des projets d'infrastructure susceptibles d'atteindre un coût d'au moins 10 millions d'euros, à soumettre à l'approbation de la Chambre des Députés en vue de l'autorisation pour l'imputation des dépenses pour frais d'études et d'élaboration d'un avant-projet détaillé (APD) à charge du département du Développement durable et des Infrastructures, présentée par Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures lors des séances des 21 et 28 septembre 2011 de la Commission du Développement durable;

- considérant que suite aux informations détaillées fournies par Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures, la Commission du Développement durable a avisé favorablement chaque projet de la liste présentée;

marque son accord à l'élaboration des études nécessaires à la réalisation des projets en cause à partir de l'exercice budgétaire afin de garantir les objectifs suivants:

a) en ce qui concerne le champ d'intervention de l'Administration des Bâtiments publics

- procéder à la réalisation d'un nouveau bâtiment qui accueillera la direction de l'Administration de la Nature et des Forêts à Diekirch. Ce projet s'inscrit dans le contexte de la décentralisation de certaines administrations. Ce bâtiment sera un projet-pilote à énergie positive, c'est-à-dire que la future construction produira plus d'énergie qu'elle n'en consommera;

- réaliser la construction d'un Lycée technique pour professions de santé à Bascharage, projet qui combinera le réaménagement de bâtiments existants et la construction d'une nouvelle aile;

b) en ce qui concerne le champ d'intervention de l'Administration des Ponts et Chaussées

- réalisation du Boulevard de Merl: ce projet a été pensé sur base d'un concept de mobilité global et cohérent. Ce nouveau boulevard se situera au sud-ouest de la ville de Luxembourg et créera une voie de liaison tangentielle entre la route d'Arlon, la route de Longwy et l'autoroute A4. Il permettra en outre de desservir les nombreuses zones d'activités et les zones résidentielles;

- le Contournement de Cessange est inscrit dans l'avant-projet de Plan sectoriel «Transports» et a pour principal objectif de créer un réseau parallèle pour le trafic en provenance du sud-ouest et, partant, de réduire le trafic de transit à l'intérieur de la ville de Luxembourg. Le projet se développera sur quelque 2,8 km et prendra son départ sur l'autoroute A4 à l'extrémité sud du boulevard de Merl et se terminera sur un giratoire sur la N4;

- le Contournement Nord de Strassen s'inscrit dans le réseau des routes tangentielles nécessaires dans la périphérie urbanisée de la ville de Luxembourg. Ce nouveau tronçon de route permettra de déclasser le CR 181 (Chaussée blanche) à Strassen; il passera à l'ouest de cette route et reliera l'échangeur de Bridel à la route d'Arlon. Le nouveau tracé aura une longueur d'environ 1,5 km;

- le Contournement Nord de Diekirch, intégré dans l'avant-projet du plan sectoriel «Transports», constitue la seule solution pour délester le centre de Diekirch et le boulevard urbain de l'axe central Nordstad pour constituer une nouvelle liaison entre le carrefour Seltz, situé sur la N17, et le giratoire Fridhaff sur la N7/B7. Cette nouvelle route de liaison, dont la longueur sera de l'ordre de 4 kilomètres, aura également comme vocation de raccorder le site militaire du Herrenberg au réseau primaire de la voirie nationale par le nord, afin d'assurer la desserte du centre logistique sans passer par les zones d'habitation de Diekirch;

- le Contournement Sud de Alzingen sera réalisé dans le contexte des plans directeurs Midfield et Ban de Gasperich, mis au point par le Gouvernement en partenariat avec les communes de Luxembourg et de Hesperange;

- le Contournement de Troisvierges contournera la localité de Troisvierges en prévoyant soit une déviation par le nord-ouest (2 variantes), soit une déviation par le sud-est. Elle décongestionnera le trafic de transit et sécurisera la traversée de l'agglomération de Troisvierges avec la possibilité d'y prévoir un déclassement de la N12. La nouvelle infrastructure présentera les caractéristiques d'une route nationale à deux voies;

- le Nouveau pôle d'échanges intermodal du Höhenhof est un projet qui s'inscrit dans le cadre d'une nouvelle stratégie de mobilité durable et concerne principalement les flux voyageurs en provenance des régions est et nord-est. Il constitue une plate-forme intermodale captant d'une part la circulation automobile et accueillant d'autre part les lignes de bus régionales pour transférer les usagers vers le réseau des transports publics desservant la capitale et les zones d'attraction périurbaines connexes. La zone d'implantation du pôle d'échanges est située sur le site du Höhenhof et délimitée au nord-est par l'autoroute A1 à hauteur de l'échangeur Senningerberg et du côté sud par les zones aéroportuaires aux alentours du Cargo-Center;

c) en ce qui concerne le champ d'intervention du département des Transports

- procéder à la réalisation d'un Point d'arrêt Differdange avec la mise en conformité des quais à voyageurs, du souterrain avec escaliers et ascenseurs;

- réaliser la Modernisation de la ligne de Luxembourg à Kleinbettingen - deuxième phase avec le renouvellement des installations de traction électrique. La ligne de Luxembourg à Kleinbettingen sera réalisée en trois phases;

- création d'un Point d'échange à Hollerich: il s'agit d'un projet dont le principal avantage sera de décharger massivement la gare centrale;

- raccordement ferroviaire Kirchberg, nouvel arrêt «Pont Rouge»: la construction d'une gare sous le pont Grande-Duchesse Charlotte constituera une importante plus-value pour le quartier du Pfaffenthal et pour le quartier du Kirchberg en permettant notamment aux personnes travaillant au Kirchberg de faire un gain de temps considérable pour leur trajet professionnel;

- Gare de Bettembourg: renouvellement et modernisation des installations de signalisation et de télécommunications. La nouvelle ligne ferroviaire à deux voies entre Luxembourg et Bettembourg étant devenue prioritaire, il est nécessaire de renouveler l'intégralité des installations de signalisation et de télécommunications de la gare de Bettembourg.

(s.) Fernand Boden, Lucien Clement, Fernand Etgen, Roger Negri, Marc Spautz.

Ech wëll dann ofschléissend och nach den Accord hei gi vun der CSV-Fraktioun. Ech wëll dann, ganz ofschléissend, dem Minister Merci soen an all senge Mataarbechter fir déi ganz konstruktiv Mataarbecht an och dofir, datt e bereet war, fir eis ganz am Detail all eenzelne Projet, deen zënter 2006 hei duerch d'Chamber gaangen ass, duerzeleeën, wou en drun ass. An ech mengen, dat ass eng interessant Diskussioun. Mir hunn, wéi gesot, nach net ganz am Fong déi Projeten iwwert de Fonds du rail diskutéiert, dat wäerte mer dann an den nächste Wochen nach weiderféieren.

Wéi gesot, Merci dofir, an Iech Merci, datt Dir mer esou laang nogelauschtert hutt.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Rapporteur Fernand Boden. Als éischte Riedner ass den Här Fernand Etgen agedroen. Här Etgen, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Fernand Etgen *(DP)*.- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, d'Debatt iwwert déi grouss Infrastrukturprojete vum Stat ass ëmmer eng interessant a wichteg Debatt. Interessant fir d'Politik, et sinn Investitiounen an eis Ekonomie, et sinn Investitiounen an d'Zukunft vun eisem Land, et geet drëm, d'Zukunftsfäegkeet vu Lëtzebuerg ënner Bewäis ze stellen.

Dës Debatt ass awer och interessant fir deen einfache Bierger. Firwat ass dat esou? Verkéiersan Infrastrukturprojeten hunn nämlech eppes gemeinsam: Si droen zur Liewensqualitéit vun de Bierger am wäiteste Sënn bäi a genéissen d'Opmierksamkeet vun der breeder Mass vun der Populatioun. Et sinn Diskussiounen, déi och d'Leit kënne bewegen a mobiliséieren, hir Meenung zum Ausdrock ze bréngen: an ONGen, a Biergerinitiativen, an Internetforen. An et ass gutt, datt et dës Biergerbedeelegung gëtt. Dat beschte Beispill hei: Stuttgart 21. Nach ni virdrun hu sech esou vill Leit um politeschen Débat iwwer ee Bauprojet bedeelegt.

Här President, war dës Debatt iwwert de Finanzement vun de groussen Infrastrukturprojeten uganks geduecht, fir ee bessere finanzielle Suivi ze garantéieren, gouf et een Ëmdenken an deene leschten zwee Joer, an et ass geziilt gekuckt ginn, wou déi eenzel Projeten, déi am Laf vun de Joren op d'Lëscht gesat goufen, an der Tëschenzäit dru sinn. An dës Prozedur muss ee weiderentwéckelen.

Entscheedenden Erfollegsfaktor ass, datt de Projektmanagement esou effizient wéi méiglech soll gestalt ginn. All Projet soll op seng Fonctionnalitéit, op d'Käschte-Leeschtungsverhältnis, op d'Nofolgekäschten iwwerpréift ginn. Et gëllt, onnëtz Planungskäschten ze vermeiden. Dat heescht, datt déi verschidden Interesse vun Ufank u musse berücksichtegt ginn. Jo, déi Kritikpunkten, déi de Mouvement écologique gëschter formuléiert huet, si berechtegt!

Et muss een awer Studië kënne maachen. Dës Studië mussen awer a voller Transparenz geschéien! Froen a puncto Landesplanung, Froe vu Mobilitéit däerfen net nëmmen an engem Büro vun engem Beamten am Ministère fir Landesplanung geléist ginn. All aner Acteuren, wéi eventuell concernéiert Regierungsdepartementer, wéi Gemengen, wéi ONGen, wéi eventuell Naturschutzsyndikater solle vun Ufank u matagebonne ginn. D'Transparenz muss vun Ufank un a während där gesamter Planungszäit spillen.

Här President, erlaabt mer am Kontext vun dëser Debatt awer och nach eng Kéier ee Wuert iwwert d'Landesplanung ze verléieren, eng Landesplanung, déi an de vergaangene Wochen am Kontext vun de Projete Léiweng a Wickreng staark strapazéiert ginn ass. Konzepter wéi den IVL ginn an esou Kontexter ëmmer erëm nees op eng allgemeng Wëllenserklärung reduzéiert, un déi dës Regierung sech net gebonne spiert. Als DP bedauere mir, datt de Stat et net fäerdegbréngt, bei sengen Décisiounen déi grouss Linne vum IVL ze respektéieren, an dobäi misst dach grad bei engem integrative Konzept de Stat mam gudde Beispill virgoen!

Zënter 2004 gëtt un de sougenannte Plans sectoriels erëmgedoktert, ouni datt mir ee koordinéiert Konzept hunn. Nach ëmmer wësse mir net, wat een hei am Land op engem bestëmmte Meter carré däerf maachen, well d'Plans sectoriels fir deeselwechte Meter carré verschidden an awer konträr Méiglechkeete virgesinn. Dat ass gläich fir eng Rei Projeten, déi vun 2006 un op der Prioritéitslëscht stoungen, de Fall.

All dës Projete sinn awer Deel vun engem Gesamtkonzept, wéi d'Transportwiese sech hei zu Lëtzebuerg soll weiderentwéckelen, wéi den öffentlechen Transport ausgebaut an organiséiert gëtt, wéi d'Entwécklung vum Stroossennetz dorobber opbauend soll virugoen. Et däerft och net méi virkommen, datt de Stat nei Bauprojeten op een net-IVL-kompatibele Site implantéiert. An hei wëll ech als Beispill nëmmen de Bau vum Lycée technique agricole zu Gilsdref nennen.

Här President, en ausdréckleche Merci un den zoustännege Minister, deen eis dëst Joer een detailléierte Suivi vun deenen eenzelne Projete ginn huet, een interessanten an duerchaus léierräichen Exercice. Een Exercice, deen der Chamber e bessert Versteesdemech gëtt, fir duerno en toute connaissance de cause iwwert déi respektiv Projets de loi ze befannen. Et huet eis awer och d'Geleeënheet ginn, fir festzestellen, datt den Tube vu Projete verstoppt ass.

A mir stelle leider fest, datt et grad Projete vu wichtege Schoulgebaier sinn, déi net rutschen. Am Joer 2005 schonn stoung ee Lycée pôle sud an ee weidere Lycée pôle nord an een drëtte Lycée sud-est um Programm. 2007 gouf et dunn eng méi prezis Etikett: Lycée technique Clervaux, Lycée plateau funiculaire Déifferdeng, Lycée zu Munneref. 2010 huet et du geheescht, datt dës Projete laangfristeg géife gebaut ginn, dat heescht, op den Zäitraum no 2014 zréckgesat géifen. Déi lescht Woch bei der Presentatioun vum Budget fir 2012 huet de Finanzminister dunn ugekënnegt, datt d'Planunge fir d'Lycéeë vun Déifferdeng a Clierf nees opgeholl géifen.

Här President, ech wëll hei nach just kuerz eng Kéier un d'Debatt vum leschte Joer erënneren, wou d'Demokratesch Partei vun de Regierungsparteie schaarf attackéiert ginn ass fir hir Fuerderung, de Bau vun de Lycéeën zu Mondorf, Clierf an Déifferdeng net zréckzesetzen. Ech stelle mat Genugtuung fest, datt d'Regierung nëmmen ee Joer méi spéit op hir Décisioun zréckkënnt an elo awer zwee vun deenen dräi Lycéeën nees an de Plan pluriannuel opgeholl huet. Dësen Zickzackkurs werft awer kee gutt Liicht op d'Investitiounspolitik vun dëser Regierung. Et weist, datt et der Regierung un enger klorer Linn an engem staarke Wëlle feelt, fir prioritär an d'Schoulgebaier ze investéieren.

Gläichzäiteg muss ee sech awer d'Fro stellen, wéi realistesch dëst ass. Well mir mussen net nëmmen an der Infrastrukturpolitik vun der Regierung een Zickzackkurs feststellen, mä och an der Budgets- a Finanzpolitik. Virun e puer Méint nach huet d'Regierung ugekënnegt, datt se fir 2012 schonn, an domadder méi fréi wéi erwaart, een équilibréierte Budget kéint virleeën. Säit dem Dépôt vum Budget 2012 wësse mer awer, datt nees een décke Minus vu méi wéi enger Milliard Euro ënnert dem Strëch wäert erauskommen. Wéi mer do déi néideg finanziell Ressourcë sollen opbréngen, fir déi Projeten ze realiséieren, gëtt eis awer net gesot.

Nach ëmmer waarde mir drop, datt ee Screening vun den Dépensë beim Stat gemaach gëtt. Nach ëmmer waarde mir drop: strukturell Reformen an de Beräicher vun de staatleche Subventiounen, vun der Aarbechtsmaartpolitik a vun der Familljepolitik. Ech stelle fest, datt d'Demokratesch Partei eng kloer Positioun huet, wéi mir héich Investissementer géife finanzéieren. Ech stellen awer och fest, datt bei iwwer enger Milliard Euro Defizit an neie Prêten, déi de Stat muss ophuelen, ee groussen Deel vun de Projeten, déi haut op der Lëscht stinn, vun der Regierung op Pump gebaut wäerte ginn, wa se dann iwwerhaapt gebaut wäerte ginn!

Mä komme mer zréck zu de Lycéeën. Schonn 2005 huet de Plan sectoriel «Lycées» d'Besoinë vun neie Schoulgebaier kloer ëmrass. Däerf ech d'Regierung dorunner erënneren, wat am Plan sectoriel «Lycées» zum Beispill vum Clierfer Lycée steet. Ech zitéieren: «Certains vides scolaires de type relatif, voire absolu, sont clairement apparus, notamment sur les cartes représentant l'accessibilité scolaire. Le plus important d'entre eux se situe dans l'extrême nord du pays et couvre approximativement le grand canton de Clervaux. L'extrémité nord de cette zone constitue même, en raison de son grand éloignement de tout lycée, un vide absolu.»

Här President, de Plan sectoriel «Lycées» huet net méi an net manner gesot, wéi datt d'Kanner an de Regioune ronderëm Clierf, Mondorf an Déifferdeng benodeelegt ginn doduerjer, datt et kee Lycée an hirer Géigend gëtt. Dont acte!

Mat der DP wär bei de Schoulen net gespuert ginn. D'Zuele vum Éducatiounsministère beleeën et, mir brauchen déi Lycéeën elo haut, net muer. Kee kann de Contraire behaapten. D'Regierung spuert hei op där denkbar schlechtster Plaz: bei den Investissementer, bei den Infrastrukturprojeten! Well dat sinn Investissementer an d'Liewensqualitéit vun eise Bierger, et sinn Investissementer an eis Ekonomie, et sinn Investitiounen an d'Zukunft vun eisem Land.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen *(DP)*.- D'DP kann net domadder d'accord sinn, datt Projete wéi déi vu Mondorf op 2016, 2017 oder 2018 zréckgesat ginn. Als Demokratesch Partei bedauere mir ausdrécklech, datt de Lycée fir Munneref nach ëmmer keng Prioritéit vun dëser Regierung genéisst. Sechs Joer nodeem dës Chamber gréng Luucht ginn huet, fir mat der Planung vun dësem Projet unzefänken, ass d'Planung vun dësem Projet op den Zäitraum no 2014 zréckgeréckelt ginn! Duerfir wëll ech eng Motioun déposéieren, fir direkt d'Planung vun dësem Lycée erëm opzehuelen.

M. Carlo Wagner *(DP)*.- Très bien!

Une voix.- Très bien, Här Wagner.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- saluant la décision du Gouvernement de lever la mise en suspens des projets de lycées prévus à Clervaux et à Differdange;

- constatant que le projet d'un lycée dans la région de Mondorf-les-Bains reste toujours suspendu;

- considérant que le plan sectoriel «Lycées» constate un «vide scolaire» pour la région du sud-est du pays;

invite le Gouvernement

à faire avancer dans les meilleurs délais les travaux de préparation en vue de la construction d'un lycée dans la région de Mondorf-les-Bains.

(s.) Fernand Etgen, Eugène Berger, Paul Helminger, Claude Meisch, Carlo Wagner.

M. Fernand Etgen *(DP)*.- Här President, weider Schoulinfrastrukturen, déi am Tube peche bliwwe sinn, sinn Infrastrukturen an der Nordstad, engersäits den Nordstadlycée, de Lycée technique Ettelbréck, den CNFPC, fir deen et säit 2008 heescht: „terrain d'implantation non défini; comité d'acquisition en prospection". An d'Schoulministesch gëtt net midd, fir ze affirméieren oder och vläicht fir ze accuséieren, wa se am Kader vum Comité politique Nordstad seet: „An der Nordstad ass et am schlëmmsten, wat d'Defiziter vun de Schoulinfrastrukturen ubelaangt".

Als Demokratesch Partei géife mir eis och hei méi een zilstrebegt Virgoe vun alle concernéierte Regierungsmembere wënschen. Et ass scho schwéier nozevollzéien, wa bei engem Projet wéi dem Lycée technique du centre, réaménagement et agrandissement, deen 2005 op d'Lëscht gesat gouf, am Joer 2011 steet: „étude de faisabilité en cours". Do fänkt een awer un ze zweiwelen, wann een dann de Finanzminister bei der Budgetspresentatioun

héiert, dee seet, datt d'Schoul fir d'Regierung eng Prioritéit ass.

Här President, absolut positiv dogéint wëlle mer de Bau vun engem neie Gebai fir d'Natur a Fëschverwaltung zu Dikrech bewäerten. Dëst ass e richtege Schrëtt vun Dezentralisatioun vun öffentleche Verwaltungen. Et ass awer och een exzellent Signal fir d'Nordstad als drëtten Entwécklungspôle vum Land.

Här President, leidenschaftlech ass am Gemengewahlkampf iwwert déi verschidden Ëmgehungsstroossen diskutéiert ginn. Eng Ëmgehungsstrooss dréit an der Regel zur Verbesserung vun der Liewensqualitéit vun de Leit bäi an hëlleft, de Verkéier an der Agglomeratioun op ee Minimum ze reduzéieren. Endlech, kann ee scho bal soen, datt d'Nordëmgehung vun Dikrech als eng Prioritéit vun der Regierung ugesi gëtt!

Wa mer an der Nordstad wëllen ee modernen an attraktiven Déngschtleeschtungszentrum schafen, eng Haaptstad respektiv ee Serviceprovider fir déi ganz Ardennen, da musse fir d'Éischt emol d'Infrastrukture geschafe ginn.

Wéi am Süden no 20 Joer déi sougenannt Collectrice du Sud bis fäerdeg war, war et méi wéi einfach, déi wirtschaftlech Diversifikatioun weiderzeféieren. Datselwecht gëllt fir den Nordstadraum. Och hei brauche mer e kohärent Mobilitéitskonzept a kee Fléckwierk, wou mat enger Salamitaktik Décisiounen no hanne verdrängt ginn.

Eppes ass kloer: D'Kärstéck vum Nordstadprojet ass d'Realisatioun vun der nevralgescher Zentralachs Ettelbréck-Dikrech, déi awer verkéierstechnesch eréischt méiglech gëtt mat der Realisatioun vun der Collectrice Nordstad, dat heescht mam Bau vun der Südwestëmgehung vun Ettelbréck, dem Bau vun der Nordëmgehung vun Dikrech an dem Bau vun der Bleesbréck bis op de Fridhaff an dem Ausbau vun der B7 op véier Spuren tëschent Schieren an dem Fridhaff.

(Interruption)

Här President, erfreelech ass et, och ze gesinn, datt weider bei der Eisebunn investéiert gëtt, fir d'Attraktivitéit vum Schinnennetz ze optiméieren. Erlaabt mer, hei d'Neigestaltung vun der Gare zu Déifferdeng ze ernimmen. Hei ass zesumme mat der Gemeng Déifferdeng, de Ponts & Chaussées an den CFL an engem integrative Prozess een innovative Projet développéiert ginn: d'Verbanne vum ale mam neie Staddeel, de Plateau funiculaire, wou hoffentlech geschwënn een neie Lycée kënnt, de Réaménagement vun der Stadentrée mat engem Tunnel fir déi verschidde Quartiere mateneen ze verbannen, den Neibau vu Wunnengen a Commercebetriber direkt bei der Eisebunn an de Bau vun engem Parking direkt beim Zucharrêt. Eng Schaffensaart a -weis, déi een nëmme ka begréissen!

Ech wëll och net weider op all eenzel Projeten agoen, de Rapporteur, de Kolleeg Fernand Boden, huet dat ausféierlech gemaach, an ech wëll him ausdrécklech Merci soe fir säi prezise mëndlechen a schréftleche Rapport.

Här President, all Joer gëtt bei dëser Debatt vill a schéi geschwat vun neien ambitiéise Projeten. De Stat huet eng substanziell finanziell Enveloppe, fir dës Projeten ze finanzéieren. Well den Tube awer verstoppt ass, kënnt besonnesch d'energetesch Sanéierung vu bestehende staatleche Gebaier absolut ze kuerz.

Als DP hätte mir gären e preziist Albausanéierungskonzept fir öffentlech Gebaier. Et wär dëst ee wichtegt Signal un d'Privatbetriber. De Stat muss hei senger Virbildfunktioun nokommen. Et wär dëst ee wichtege Schrëtt, fir den CO_2-Ausstouss ze senken, awer och fir deene Lëtzebuerger Betriber Aarbecht ze ginn.

E gutt Beispill hei ass d'Modernisatioun vun de bestehende Gebaier um Härebierg. Hei ass et d'Fro, ob et net méi opportun wär, déi bestehend Pavillonen ofzerappen an nei funktionell Gebaier ze plangen, déi de reelle Bedierfnisser gerecht ginn. Ee Projet, deen 2009 op d'Lëscht gesat gouf, a bei der Rubrik „État d'avancement septembre 2011" ass näischt - guer näischt! - agedroen.

Zum Schluss wëll ech de Wonsch ausdrécken, datt dës Prioritéitelëscht keng simple Déclaration d'intention ass, mä datt konkret elo op dëse Projete geschafft gëtt an eng Realisatioun a kuerzer Zäit méiglech gëtt. Prioritéite setzen däerf jiddefalls net heeschen, déi Projeten auswielen, déi solle leie bleiwen.

No all deenen Explikatiounen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wollt ech d'Zoustëmmung vun der DP-Fraktioun zu dëser Lëscht, an och wat d'Motioun ubelaangt, ginn. Et geet hei ëm Investitiounen an d'Zukunft, mat Gelder, déi eis vum Steierzueler uvertraut ginn. Ech géif mer wënschen, datt all d'Projeten - well si sinn all néideg - gutt virukommen!

Ech soe Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Etgen Merci, an als nächste Riedner ass den Här Fernand Diederich agedroen. Här Diederich, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Diederich *(LSAP)*.- Merci, Här President. Här Minister, Kolleeginnen a Kolleegen, de Rapporteur war a sengem mëndleche Bericht bal esou ausféierlech wéi mat deem schréftlechen, sou datt et schwéier ass, elo nach alles opzezielen. Ech wëll mech, och nom Exkurs vu mengem Virriedner, geografesch an historesch op déi Projete vun dësem Joer limitéieren.

D'Formatioun vun de Leit aus de Gesondheetsberuffer, där kënnt eng grouss Bedeitung zou fir den Nowuess, a si soll dezentral op jee engem Site am Zentrum, am Süden an am Norden ugebuede ginn. Wa fir Bascharage 22 Milliioune virgesi sinn - de Rapporteur huet dat elo grad scho gesot -, sou si fir de Site Ettelbréck, deen am Joer 2008 dës Prozedur passéiert huet a wou d'Etüde vum Avant-projet détaillé finaliséiert ginn, 29 Milliounen Euro virgesinn. Et wier och gutt, wann d'Aabechten um Site Lëtzebuerg, Här Minister, zu Bouneweg geschwë kéinten ugoen, wou et Problemer mat der genauer Implantatioun gëtt.

D'Gemengen aus der Nordstad... Ech si frou, datt mäi Virriedner och dofir sech asetzt - en ass nach net eran -, mä en hält ëmmer zu eis, wann do d'Iddi vun der Nordstad ze vertrieden ass.

D'Gemengen aus der Nordstad sinn och frou, datt den dezentrale Gedanke sech endlech och an engem konkrete Projet vum Stat zu Dikrech erëmfënnt, an zwar an der Realisatioun vum Gebai fir d'Direktioun vun der Administration de la Nature et des Forêts. Mir hu viru 14 Deeg et fäerdegbruecht, haaptsächlech mat Gemenge vun der Nordstad, eng regional Schwämm vun aacht Gemengen do opzemaachen, anzeweien. An dat ass och wichteg, well mir kréie vun de Leit ëmmer gesot, no all eise schéine Pläng, no all eise Studien, déi mer gemaach hunn, eisem Masterplan, geschitt net genuch konkret um Terrain. Ech mengen, hei ass e gutt Beispill, fir där Saach opzehëllefen, datt mer och um Site vun der Nordstad eng ganz Rei aner Ariichtungen nach kënne kréien.

Et ass net de Moment, fir op all déi eenzel Contournementer anzegoen. Mir mengen awer, datt mer dës Ëmgehungsstroosse brauchen. Och wa Kritiker behaapten, dëst géif den Individualverkéier förderen, sou dénge se awer och dem öffentlechen Transport, an et ass nach ni esou vill investéiert ginn am Budget wéi an de leschte Jore fir den Transport public. Et ass een Deel vum Transitverkéier och aus deene Stroossen eraushuelen, wou en de Leit hir Liewensqualitéit stéiert. Dëst sinn och Iwwerleeungen, déi ee muss féieren.

Ausserdeem huet den Zäitverloscht vu Gefierer, déi am Stau stinn, een negativen Impakt op eis Kompetitivitéit. Déi zwou Stonnen, wou d'Camionnette am Stau steet pro Dag, mussen awer och un d'Salariéë bezuelt ginn a ginn natierlech och un de Client um Enn verrechent.

Wann och jiddweree mengt, bei him wier de Problem am gréissten - et versteet een dat -, sou wëll ech kuerz awer zwee rezent Beispiller nennen. Scho virun der Rushhour, also schonn um hallwer fënnef, geet et ganz lues virun, am Schrëtttempo, vu Walfer op Luerenzweiler, wou eng zweet Brems op eis waart: Wann ee mengt, et géif elo virugoen an den Tunnel, wann deen Tunnel dann, wéi gesot, all zweeten Dag bal gespaart ass, sou datt ee roueg, bei engem schwierege Passage zu Miersch, vu Walfer op Colmer-Berg fir 18 Kilometer mat wäit méi wéi enger Stonn ka rechnen.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Diederich *(LSAP)*.- Och hei gëtt et Leit mat Terminer, déi een domat onméiglech kann anhalen, wann een esou eng Differenz an der Zäit da muss a Kaf huelen.

Iwwert dat zweet Beispill war virun zwee Deeg e Lieserbréif an der Zeitung, an deem e Mann sech beschwéiert huet, datt d'Autoen, déi an d'Kontrollstatioun zu Sandweiler wollte fueren, bis wäit op d'Strooss zréckgestanen hätten. Ech iwwerloossen et jiddwerengem vun Iech, sech selwer seng Meenung ze bilden, wéi d'Situatioun géif ausgesinn, wa mer de Contournement vu Sandweiler net gebaut hätten.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech iwwerloossen et herno mengem Kolleeg Roger Negri, fir och iwwert d'Eisebunnsprojeten ze schwätzen.

Plusieurs voix.- Aahhh!

M. le Président.- Merci dem Här Fernand Diederich. Als nächst Riednerin ass d'Madame Josée Lorsché agedroen. Madame Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir unzefänken e grousse Merci un den Här Fernand Boden fir seng Erklärungen zu der Hällewull vun de Projeten, ëm déi et haut geet.

Wéi Dir wësst, sinn d'Koalitiounsverhandlungen tëschent der SPD an deene Gréngen zu Berlin kierzlech um Ausbau vun enger Autobunn gescheitert. An och hei am Land wiere mir eis géint Infrastrukturen, déi den Akzent op den Individualverkéier leeën an d'Ziler vum Klimaschutz net respektéieren.

„Onbeléierbar Infrastrukturgéigner", wéi déi Gréng zu Berlin pauschal genannt gi sinn, si mir allerdéngs net. Wann et ëm Infrastrukture geet, déi vu groussem gesellschaftlechen Notze sinn, oder ëm Investissementer an eng ëmweltfrëndlech Mobilitéit, da si mir net nëmmen d'accord mat neien Infrastrukturen, mä da fuerdere mir se och ganz kloer.

De gréissten Deel vun de Projeten, ëm déi et haut geet, ginn an déi gutt Richtung; wat mir begréissen. Fir d'Éischt zu de Gebaier, wou et jo virun allem ëm den Neibau, den Ausbau oder d'Renovatioun vun net manner wéi 20 Schoule geet. Dat si wäertvoll Investissementer an d'Jugend an domat an d'Zukunft vum Land. Och wann an de leschte Joren e gewëssene Ralenti ageluecht gi war, schéngt et jo elo, wéi wann dee beschleunegt géif ginn.

Déi gréng Fraktioun, an net nëmme si, freet sech an deem Kontext och iwwert d'Ukënnegung vum Här Minister Frieden beim Dépôt vum Budget, datt d'Projete vum Déifferdenger a vum Clierfer Lycée nees an de Programm integréiert ginn, nodeems se riskéiert hunn, der Spuerpolitik vun der Regierung zum Opfer ze falen.

Eng Stad mat iwwer 22.000 Awunner wéi Déifferdeng, déi dréttgréisst Stad aus dem Land, brauch e Lycée a soll e kréien, gradesou wéi Clierf, wou duerch dëse Bau de Schüler ganz vill Trajeten erspuert bleiwen.

Eng Schoul, déi ech besonnesch ervirhiewe wëll, ass awer de Centre de logopédie, wou no laanger Zäit endlech Neel mat Käpp gemaach ginn. An de leschten zéng Joer huet d'Zuel vun hörgeschädegte Kanner a vun de Kanner mat Sproochdefiziter sech hei am Land praktesch verduebelt a läit momentan bei iwwer 5.000. Dat sinn der erschreckend vill, woubäi een déi Zuel natierlech muss relativéieren, well net all Kand mat ganz graven Defiziter belaascht ass.

Wa mir déi Kanner esou séier wéi méiglech an den normale Schoulsystem integréiere wëllen an hiren Openthalt an enger isoléierter Struktur zäitlech op e Minimum beschränke wëllen, sou wéi d'Behënnerterechtskonventioun dat virgesäit, da brauche mir net nëmme gutt Personal, mä och effikass an héich funktionell Infrastrukturen.

De Centre de logopédie ass keng Schoul wéi déi aner, well Kanner mat Defiziter eng spezifesch individuell Förderung brauchen an oft getrennte Raim. Dat geet nëmmen, wa genuch Raim zur Verfügung stinn, mat jeeweils enger staarker Schallisolatioun, wa genuch Bewegungsméiglechkeete bestinn a wann d'Gestaltung vun de Klassesäll flexibel bleift.

Well d'Personal aus deem Secteur d'Problematik vun deene Kanner am beschten aschätze kann, wär et a mengen Ae wichteg, déi Leit vun Ufank un an déi konkret Planung anzebannen, an net wann et ze spéit ass.

Iwwert d'Energiestandardë vun de Gebaier ass just bei zwee Projete Rieds gaangen, notamment bei der Direktioun vun der Natur- a Forstverwaltung, déi jo am Hôtel du Midi zu Dikrech soll ënnerbruecht ginn, a beim Ausbau vum technesche Lycée fir Gesondheetsberuffer zu Bascharage, wou d'Planung scho méi konkret gëtt.

D'Fro ass, firwat net d'office bei alle Gebaier esou Standarden ageplangt sinn, amplaz datt just vun zwee Virzeigemodeller geschwat gëtt. Méiglecherweis komme se nach, wann d'Planung méi konkret gëtt.

Aner Froen, déi ech an deem Kontext wëll opwerfen, si folgend: Liwweren d'Baufirme bei staatleche Projeten d'Garantie, datt hir Gebaier deem Standard, deen an de Pläng festgehalen ass, och wierklech entspriechen? A wéi eng Méiglechkeeten huet de Stat, fir dee Standard duerno ze iwwerpréiwen?

Den zukünftegen Energiepass fir öffentlech Gebaier geet a mengen Aen net duer a mécht nëmme Sënn, wann d'Personal oder d'Schüler an de Schoule mat de Portieren agebonne ginn. Well den Energieverbrauch ganz vill vum Verhale vun de Leit am Gebai ofhänkt, sollt dowéinst an Zukunft ganz vill Wäert op d'Astelle vu geschultem Personal geluecht ginn, fir d'Gestioun am Beräich vun der Consommatioun vun der Energie matzegestalten a mat ze iwwerwaachen.

Eng aner Fro ass déi, ob eis Regierung konsequent mat auslännesche Fuerscher an Experten zesummeschafft an ob Schoulunge vum Lëtzebuerger Handwierk a vun de Betriber weidergedriwwe ginn, fir de Lëtzebuerger Marché an domat déi Lëtzebuerger Ekonomie am Beräich vun der Energie weiderzeentwéckelen an ze stäerken.

Schliesslech stellt sech nach d'Fro vun der Baubiologie, déi e groussen Afloss op d'Gesondheet an op d'Wuelbefanne vun de Mënschen huet, déi an deene Gebaier liewen oder studéieren. Do feelt et un ekologesche Kritären, déi dréngend néideg wären, fir schiedlech Aflëss op d'Benotzer vun deenen Infrastrukture vun Ufank un ze verhënneren.

Ech komme bei d'Eisebunn, wou eng ganz Rei vun Transformatiounen an den Ausbau vu verschiddenen Infrastrukturen ustinn. D'Sich no Alternativen zum Auto an d'Verbesserung vum öffentlechen Transportsystem huet fir eis iewescht Prioritéit, sou datt mir dës Projeten an hirer Totalitéit ënnerstëtzen, mat just e puer Remarquen.

Wa mir d'Biergerinnen an d'Bierger wierklech wëllen dozou motivéieren, den Auto an der Garage stoen ze loossen oder souguer ganz drop ze verzichten, fir den öffentlechen Transport zum Alldag ze maachen, da geet et net duer, datt déi regional Verbindunge konsequent ausgebaut ginn, mä da mussen d'Infrastrukturen och méi benotzerfrëndlech ginn.

Wann een an enger Gare beschtefalls nach eng E-go-Kaart ze kafe kritt, da kann de Beamten oder d'Beamtin esou frëndlech si wéi se wëllt, mä d'Gare gëtt doduerch net méi attraktiv. Dofir si mir der Meenung, datt och méi kleng Garen an de Regiounen nees e Gesiicht musse kréien a mat Liewe musse gefëllt ginn, wa mir méi Leit an den Zuch wëlle kréien an zumools och eelere Leit d'Gefill vun enger gewësser Onsécherheet op der Gare a ronderëm wëllen huelen.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Derbäi kënnt, datt nach ëmmer eenzel Garen am Land net behënnertegerecht sinn an domat d'Konditioune vun der héich geluefter Behënnerterechtskonventioun, déi mer jo kierzlech hei ratifizéiert hunn, net respektéieren.

Une autre voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Dann zum leschten an zum heikelste Volet, zumindest aus der grénger Siicht. Dat ass dee vum Stroossebau mat enger Rei vu Contournementen, déi net nëmmen dem Här Minister a senger duebeler Funktioun vun Transport- an Ëmweltresponsabelem Kappzerbrieches maachen, mä och der grénger Fraktioun ganz vill Suerge bereeden.

D'Zil vun enger Ëmgehungsstrooss ass jo eigentlech, fir den Duerchgangsverkéier aus den Uertschaften erauszehalen an domat d'Liewensqualitéit an den Uertschaften eropzesetzen.

Op den éischte Bléck kléngt dat duerchaus positiv. Op den zweete Bléck kléngt et awer scho ganz anescht, well eng ganz Rei Nodeeler duerch de Bau vu Contournemente kënnen entstoen an den Haaptproblem vum iwwerméissegen Individualverkéier, mat all sengen negative Konsequenzen, an eisem Land net geléist gëtt.

Éischtens invitéiert all Strooss, déi gebaut gëtt, zum Gebrauch vum Auto a fördert op déi Manéier en onekologescht Verhalen. Zweetens besteet och de Risiko, datt eng Ëmgehungsstrooss den héijen Trafic respektiv de Stau an d'Nopeschregioun verlagert, sou datt sech ënnert dem Strëch net ganz vill ännert, ausser datt eng aner Uertschaft oder eng aner Regioun betraff ass. Drëttens kënnt et oft zum Konflikt tëschent den Ziler vun der Mobilitéit an deene vum Natur- an Ëmweltschutz, wou d'Natur am Kampf géint eis beharrlech Autoslobby meeschtens zum Verléierer gëtt.

Konkret heescht dat Folgendes: Déi ugekënnegt Ëmgehungsstrooss vun Dikrech - sollt se da gebaut ginn - wäert doudsécher en negativen Impakt op d'Gréngzonen hunn an op d'Biotopen an där Géigend, egal wéi eng vun de sechs Variante schlussendlech zréckbehale gëtt. Dat geet aus de Kommentare vum Plan sectoriel ervir.

Eis Hoffnung ass déi, datt an der ustoender Mobilitéitsetüd fir d'Nordstad och d'Natur hiert Wiertche matzeschwätze kritt an datt et dann iwwerhaapt net zum Bau vun där Strooss kënnt. Ech zitéiere just ee Kommentar aus dem Rapport: «L'impact paysager du contournement est indéniable.» Dat heescht jo awer alles.

Bedenklech ass och de Contournement vun Alzeng, bei deem schonn eleng déi héich Zuel vun zéng méigleche Varianten op eng héich Ëmweltproblematik schléisse léisst.

Als problematesch gëllt donieft och de Contournement vun Ëlwen, wou am Avant-projet vum Plan sectoriel «Transports» op en negative visuellen, akusteschen a fonctionnellen Impakt op de Quartier vun der Gare higewise gëtt, vun der Landschaftszersiedlung emol ofgesinn.

An dann nach - virausbléckend - e Wuert iwwert den ëmstriddene Contournement vu Bascharage an Dippech, bei deem an e puer Méint eng Décisioun wäert geholl ginn, sou wéi den Här Minister dat an der Kommissioun versprach huet. Wat eis an deem Dossier net gefält, ass, datt d'Impaktstudie an zwou Phasen ofleeft an doduerch keng global Analys vun der gesamter Situatioun erméiglecht.

Une voix.- Salamitaktik!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Esou wéi déi EU-Richtlinn et virgesäit, misst schonn am Virfeld déi ganz Regioun, déi hannert dem éischten Deel vun der geplangter Strooss hänkt, an d'Etüd abezu ginn, fir duerno béis Iwwerraschungen ze vermeiden. „Salamitaktik" kann een et nennen!

An deem Kontext stellt sech dann och d'Fro vun den Échangeuren, fir de Contournement un d'Collectrice du Sud unzebannen. Hei riskéiert e wichtegen Naturprojet am Beräich vun der Renaturéierung vun der Chiers a Gefor ze geroden, wat net vertriedbar wär. Woubäi ee muss wëssen, datt dee Projet als Kompensatiounsmoossnam fir eng aner Zerstéierung vun der Natur scho realiséiert ginn ass.

Aus all deenen Iwwerleeungen eraus hu mir bei dëse Projeten eis Bedenken a kritiséieren eng weider Kéier, datt d'Plans sectoriels, also och dee vun de geschützte Landschaften, nach ëmmer keng legal Basis hunn an domat keng gesetzlech Steierungsinstrumenter bestinn.

D'Contournemente sinn à la limite fir eis an Zukunft just da vertriedbar: éischtens, wann an de Gemengen an ausserhalb vun de Gemengen dat ganzt Potenzial vun öffentlechen Transportméiglechkeeten ausgeschöpft ass; zweetens, wa parallell dozou kommunal a regional Vëlos a Foussgängerkonzepter realiséiert ginn a vum Stat ënnerstëtzt ginn, fir den Noverkéier innerhalb an ausserhalb vun den Uertschaften op e Minimum ze beschränken; an drëttens, wann de Konflikt tëschent Mobilitéit an Ëmweltschutz sech net stellt an d'Natur net zum Verléierer ka ginn, esou wéi bei de Boulevardë vu Märel an Zéisseng.

Déi Konditioune sinn hei net erfëllt an dofir wäert déi gréng Fraktioun sech enthalen, trotz begréissenswäerte Projeten am Beräich vun de Gebaier a vum öffentlechen Transport.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Lorsché. Als nächste Riedner ass den Här Jacques-Yves Henckes agedroen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Merci, Här President. Ech mengen, mir hunn hei an der Chamber eng flott Debatt iwwer esou een Investitiounsprojet, well normalerweis misst et jo all Kéiers esou sinn, datt mer eréischt bei Projets de loi iwwer 45 Milliounen missten onsen Avis ginn. Hei hu mer d'Geleeënheet, fir bei deene Projeten iwwer zéng Milliounen och kënne matzeschwätzen an notamment driwwer ze diskutéieren, ob Etüde solle gemaach ginn oder net.

Ech wëll direkt soen, datt mir och d'accord sinn, fir déi Etüden, esou wéi se elo an der Motioun virgehale sinn, kënnen duerchzeféieren, mä mir mengen awer och, datt e puer aner Projete misste realiséiert ginn, notamment de Lycée zu Mondorf, an datt och sollten um Härebierg d'Kasären nei gemaach ginn. Ech mengen, dat ass eng Noutwendegkeet. Dat gesäit ee sur place, datt dat absolut noutwendeg ass.

Mä et sinn awer och nach e puer aner Punkten, déi ech wollt diskutéieren an déi am Rapport stinn, wou ech dem Rapporteur zwar Merci soen, dem Här Boden, datt en dat ganz ausféierlech beschriwwen huet, wat do nach virgesinn ass, mä et sinn awer nach e puer Punkten, wou ech wollt de Minister drop hin interpelléieren.

Dat ass d'Nordstrooss. Hei ass zum Beispill en neie Kredit am neie Projet de loi virgesinn. Wann et en neie Projet de loi ass, huelen ech un, datt et iwwer 45 Milliounen ass. An ech fänken un ze mengen, datt déi Nordstrooss elo bal, wat de Montant global vun den Dépensen ugeet, Weltrekord kritt. Ech wollt dofir froen, wat dann elo am Prinzip misst iwwert dee Projet de loi vun der Nordstrooss do finanzéiert ginn.

Da muss een och soen, datt ganz vill vun deene Projeten, déi mer haut diskutéieren, a Liaisoun si mat de Leit, déi an d'Land schaffe kommen, mä speziell an d'Stad. Hei gëtt et och ganz wichteg Contournementen: de Boulevard de Merl, Contournement Zéisseng, den Norde vu Stroossen, Süd-Alzeng.

Ech mengen, dat si lauter Contournementen, déi mer och begréissen, well se absolut noutwendeg sinn an deem Kontext, individual gesinn. Mä et wier awer och net schlecht, Här Minister, wann Der ons kéint soen, ob dat sech an d'globaalt Verkéierskonzept integréiert. Ech huelen dat un, mä dat steet net am Rapport. An dofir wier et awer gutt, datt een dat géif global nach eng Kéier…

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Et ass awer esou, Här Henckes.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Et steet esou dran. Ech hunn hei just nuren déi eenzel Konture gesinn, mä ech wëll soen, datt vun engem globale Konzept Rieds geet, mä datt et net onbedéngt esou kloer ausgedréckt ass.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Ech erklären Iech et a fënnef Minutten.

M. Fernand Boden *(CSV), rapporteur.*- Da musse mer d'accord dermat sinn.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Jo, dat ka sinn. Mä wéi heescht et schonn: „De Gemengerot heescht esou, well e rode muss, wat de Schäfferot an der Stad Lëtzebuerg décidéiert." Dat wäert nach ëmmer esou sinn an dat ass leider eng Konstant gewiescht an där ganzer Zäit, wou ech am Gemengerot an der Stad wor.

Une voix.- Et ass och op anere Plazen esou.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Mir wäerten Iech vermëssen.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Et gëtt vläicht och nach aner Plazen esou.

Da gesäit een och, datt den Höhenhof, datt mer do beim Cargozenter och wëllen eng Infrastruktur baue fir den Tram, fir d'Bussen. Och do schéngt et mer, datt ganz villes dovunner ofhänkt, ob et iwwerhaapt en Tram gëtt, deen dorobber fiert, datt een och do muss ganz vill Bedenken hunn. An dofir si mer natierlech frou, wa mer eng Etüd kréien, fir elo e bësse méi konkret gewisen ze kréien, wat genau do virgesinn ass.

Da geet hei och Rieds iwwert den Arrêt bei der Rouder Bréck, fir do vum Pafendall aus eropzekomme bis op de Kierchbierg, e Shuttle. Do ass et eng Zahnradbahn, déi do soll eropfueren. Ech wëll do just der Regierung soen, datt a verschiddene Länner, wou ech wor, fir ähnlech Distanzen ze bewerkstellegen do e puer Rolltrape successiv déiselwecht Léisung bruecht hunn a méi Avantagë bruecht hunn.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Här Henckes…

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Ech wëll net soen, datt dat muss esou sinn. Do musse jo d'Experten dofir do sinn, mä ech ginn awer just déi Alternativ och nach mat ze bedenken, wa vläicht aner Saachen do kéinten eng Hëllef bréngen.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Ech wëll just soen, Här Henckes, dat hu mer selbstverständlech gekuckt. Dat wor jo och dat Éischt, wat ech proposéiert hat. Mä d'Experte soe ganz kloer: Wéinst der Quantitéit vun de Leit a wéinst der Zäit fir eropzefueren ass dat hei déi besser Léisung.

A si huet nach en aneren Avantage. Dat ass deen, datt mer fir déi ganz Mobilité réduite, dat heescht, fir handicapéiert Leit, och eng Léisung direkt mat hunn, déi mer soss niewent de Rulltrapen och hätten nach misse maachen. Fir handicapéiert Leit, fir Leit mat Kutschen, fir Leit mat Vëloen ass dat hei déi besser Léisung. De Verglach ass gemaach ginn. Dir hutt recht, et ze froen, mä d'Äntwert ass awer ganz kloer.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här Minister, Dir wësst, datt mer net an där zoustänneger Kommissioun bei Iech sinn. Dofir kritt Der vun ons méi Froe gestallt elo an der öffentlecher Sitzung.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Ech hunn och gär, wann Der mer Froe stellt. Ech ginn Iech och ganz gär d'Äntwerten.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Voilà, voilà! Dann hu mer eng Debatt, déi natierlech och nach d'actualité ass, mä déi awer och schonn e gewëssenen Historique huet. Dat ass déi vum Tram respektiv vun der ënnerierdescher City-Tunnel-Léisung oder RER-Léisung, déi och nach zur Debatt steet.

Hei liesen ech, datt am Rapport Rieds geet vun enger Etüd, déi misst gemaach ginn, wou iwwert den Impact environnemental géif Rieds goen. Do wieren also Geforen, datt, wann deen Tram géif gebaut ginn, dat deen Ablack negativ Aspekter op d'Natur géif hunn. Dofir wollt ech den Här Minister froen, datt, wann ee schonn eppes mécht, fir kënnen ëmweltfrëndlechen öffentlechen Transport ze maachen, een dann net muss op eng Kéier d'Natur och nach futtimaachen oder a Gefor werfen. Dofir wier ech frou, wa mer do kéinten Opklärung kréien, wat déi Problematik ass, déi do soll studéiert ginn.

Dann hätt ech och geduecht, datt sämtlech Etüden, wat den Tram ugeet, ofgeschloss wieren. Ech hunn awer gemierkt, datt bei de leschte Gemengerotswahle vusäite vun der CSV gesot ginn ass, et missten nach Etüde gemaach ginn.

Une voix.- Wat fir eng CSV war dat dann?

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Ech hat éischter geduecht, datt et dorëm géif goen, fir datt och nach Etüde sollte gemaach ginn iwwer eng ënnerierdesch Léisung. Well ech mengen, déi Etüden, déi bis elo virleien, dat si Witz-Rapporten! Dat kann een direkt vergiessen, dat ass net seriö. Mä et wier awer richteg, datt och eng Alternativ misst diskutéiert ginn, wat eng ënnerierdesch Léisung ugeet, entweder déi vum RER oder, wéi se och an der Debatt steet, fir manner déif ze fueren, wat och nach eng Alternativ wier.

An déi zweet Etüd, déi absolut noutwendeg wier, wann eng seriö gemaach géif ginn: wéi laang Zäit ee brauch, wann den Tram géif kommen, fir vun der Gare op de Kierchbierg ze kommen. Do huet een och eppes gelies, wat net seriö ass. Mä déi Etüden, déi bis elo gemaach gi si vu verschiddener Säit weisen, datt een deen Ablack, wann ee géif den Tram huelen, 41 Minutte géif brauche vun der Gare op de Kierchbierg, géigeniwwer 21 Minutten elo mam Bus.

Woufir? Well wa méi Leit transportéiert gi mam Tram an och e méi grousse Contour ass, da brauch et vill méi Zäit, fir d'Leit eran- an erauszeloossen. Dat sinn Etüden, déi gemaach gi sinn. Dofir wier et gutt, wann och eng offiziell an eng neutral Etüd géif gemaach ginn, fir hei de Bierger Opklärung ze ginn.

D'autant plus, datt et viraussiichtlech wäert esou sinn, datt, wat dee Projet do vum Tram ugeet, et héchstwahrscheinlech zu engem Referendum wäert kommen, well 5% vun de Bierger aus der Stad Lëtzebuerg, vun de Wieler aus der Stad Lëtzebuerg kënnen um Gemengenniveau esou e Referendum froen. An dann ass et natierlech gutt, datt natierlech deen Ablack och mat deem Aktiounscomité géint den Tram, wann deen esou eppes mécht, a mat de Bierger zesumme kann eng seriö Diskussioun gefouert ginn, mat allen Informatiounen an alleguerten den Etüden, déi dofir noutwendeg sinn.

Dofir wier ech frou, wann d'Regierung sech géif engagéieren, fir och nach eng Kéier déi Etüden, wat déi ënnerierdesch Léisung ugeet, an Ugréff ze huelen an den nächste Joren, datt mer deen Ablack eng seriö Debatt kéinte féieren zesumme mat de Bierger vun der Stad Lëtzebuerg a vum Land.

Dat gesot, si mer d'accord mat där Motioun, wéi se hei virgesinn ass, datt mer déi néideg Etüden hunn, quitte datt mer ons zu deem engen oder deem anere Projet vläicht nach reservéieren, ons Attitüd definitiv festzehalen au vu vun der Etüd.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Henckes. An als nächste Riedner ass den Här André Hoffmann agedroen. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Här President, all déi Plädoyere fir Schoulinfrastrukturen an öffentlechen Transport an d'Akraaftsetze vun de Plans sectoriels wëll ech selbstverständlech ënnerstëtzen, awer ech wëll d'Geleeënheet notze mat mengen zwou Minutten. An déi Geleeënheet ass wuel déi lescht an dësem héijen Haus fir mech fir e Plädoyer fir ee Projet, deen net op der Lëscht steet, dee mir ganz enk um Häerz läit, dee jiddwerengem heibannen an dobaussen eigentlech ganz enk um Häerz misst leien, deen net méi op der Lëscht vun den Investitioune vun der Regierung steet, zënter dass en am Kader vun de Spuermoossname gestrach ginn ass.

Et ass e Projet, deen net vill ze dinn huet mat Stroossen a Schinnen, e bëssen awer scho mat urbanistescher Gestaltung, indirekt eigentlech ganz vill mat Schoulen, well de Projet ganz vill ze dinn huet mat der Erzéiung vun eise jonke Leit. Deen ze dinn huet mat Informatioun a Reflexioun iwwert d'Dérivë vun deem Jorhonnert vun den Extremer, wéi den engleschen Historiker Hobsbawm dat genannt huet, well en ze dinn huet mat der Fro, zu wat d'Mënsche fäeg sinn ënner bestëmmte Viraussetzungen, vu bal onverständleche Verbrieche géint d'Mënschlechkeet bis hin zum grousse Courage, zum Widderstand, deen och net ëmmer liicht ze verstoen ass, deen also vill ze dinn huet mat de Lektiounen, déi aus all deem do ze zéie sinn.

An elo wësst Der, vu wat ech schwätzen, huelen ech un, nämlech vun eisem nationale Resistenzmusée,…

Une voix.- Très bien!

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- …deen 1956 opgemaach ginn ass op Initiativ vu fréiere Resistenzler an Deportéierten, déi iwwerlieft haten; dee Mëtt den 80er Joren op meng Initiativ - an do sinn ech net wéineg houfreg drop - eng éischte Kéier erneiert ginn ass mat enger thematescher chronologescher Ausstellung, déi awer och elo schonn erëm eng Kéier iwwerholl ass; deen deemools Mëtt den 80er Joren och vum deemolege Kulturminister Robert Krieps als nationale Musée unerkannt ginn ass; deen zënter e puer Joer géréiert gëtt - an dat ass awer eng Initiativ vun der Regierung, déi ze begréissen ass -, mat vill Energie an Aktivitéit géréiert gëtt vun engem Proff, deen dohinner détachéiert ass.

Awer weder vun der musealer Gestaltung hier nach vun de Raimlechkeete kann dee Musée nach senger Missioun gerecht ginn. Dofir gëtt zënter zéng Joer diskutéiert, ënner anerem och tëscht dem Stat an der Escher Gemeng, iwwer en neie Projet. Et ergi sech och nei Méiglechkeete vu Vergréisserung, well Deeler vun deem Gebai fräi ginn, zum Beispill deen Deel, wou d'Friddensgeriicht war.

Awer, nach eng Kéier, obwuel de Projet am Regierungsprogramm stoung, ass en am Kader vun de Spuermoossname gestrach ginn. Och dat ass fir mech net ganz verständlech. Also benotzen ech d'Geleeënheet, hei nach eng Kéier e ganz waarmen Appel un d'Regierung an un d'Chamber ze riichten, sech deem Projet esou schnell wéi méiglech erëm zouzewenden an derfir ze suergen, dass et zu enger schneller Realiséierung ka kommen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här André Hoffmann. Elo kritt nach den Här Roger Negri d'Wuert.

M. Roger Negri *(LSAP).*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt wëll ech dem Président-rapporteur Fernand Boden Merci soe fir seng exzellent Rapporten. Am Beräich vun den zukünftegen Eisebunnsprojete kommen dëst Joer, wéi scho gesot, fënnef nei Projeten derbäi, deene mer als LSAP-Fraktioun och eisen Accord ginn.

En éischte Projet, d'Erneierung vun de Quaien zu Déifferdeng an der Gare, ass méi wéi néideg. An och den zweete Projet ass déck néideg fir d'Caténairen op der Klengbettener Streck, wou dann elo vun 3.000 Volt Gläichstroum op 25.000 Volt Wiesselstroum ëmgebaut gëtt a wou de Wiessel vu 25.000 Volt Wiesselstroum an der Belsch virun der Areler Gare op 3.000 Volt Gläichstroum realiséiert gëtt, mat deem op der Streck Arel-Namur-Bréissel nach ëmmer gefuer gëtt.

Dat huet zwee Virdeeler fir d'Lëtzebuerger Eisebunn. Éischtens kënnen déi opwändeg Kräizungscaténairen - wéi dat heescht - an der Entrée vun der Gare Lëtzebuerg tëscht de Wiesselstroumstrecke vu Péiteng a vu Beetebuerg an der - wann een esou ka soen - Gläichstroumstreck vu Klengbetten ewechfalen, wat d'Flexibilitéit an d'Produktivitéit vun de Quaisplaze staark verbessert an net méi vun der respektiver Stroumaart ofhängeg mécht.

Och wann déi meescht Lokomotive mat deenen zwou Stroumaarten équipéiert sinn, esou ginn als zweete Virdeel domat endlech déi al Zich, déi nëmmen ënner Gläichstroum fuere kënnen, vum Lëtzebuerger Eisebunnsréseau verbannt, well se awer nu wierklech net méi an e Bild vun engem modernen öffentlechen Transport erapassen, fir dat elo emol nach héiflech auszedrécken. An déi Leit, déi jorzéngtelaang mat dëse Gefierer matgefuer sinn, wäerten der CFL heifir Merci soen.

Den drëtte Projet: Och d'Erneiere vum Beetebuerger Stellwierk op den haut elektronesche Standard ass méi wéi néideg, well et hei ganz einfach ëm d'Zuchsécherheet geet, woubäi dat

neit Beetebuerger Stellwierk d'Capacitéite fir déi nei Streck vu Beetebuerg an d'Stad, déi jo och am Plangen ass, och scho mat virgesäit.

E véierte Projet vun engem zousätzlechen Halt an der Hollerecher Gare fir d'Streck vun Arel-Klengbetten ass eng Plus-value, op déi scho laang gewaart gëtt an déi scho sengerzäit am BTB-Projet virgesi war. Heimat brauchen d'Clienten, déi vun Arel, Klengbetten, Bartreng a Mamer kommen an a Richtung vun Hollerech a Gasperech schaffe ginn, net méi an d'Gare Lëtzebuerg eranzefueren a sech dann op beschwéierlechem Wee mat Bussen erëm op Hollerech féieren ze loossen. Zemools wann de Ban de Gasperich ausgebaut gëtt, gëtt dësen Arrêt ëmmer méi attraktiv fir den öffentlechen Eisebunnstrafic an en hätt eigentlech scho laang kënne gebaut ginn.

Net zulescht ass awer a relativ kuerzer an noer Distanz de Schoulcampus Geesseknäppchen, wou et ënner Ëmstänn och méiglech ass an eng zousätzlech Desserte mat Bussen - bis den Tram da kënnt - och denkbar ass. Dëse Projet vum Arrêt Hollerech souwuel fir déi Péitenger an déi Klengbettener Streck ass net komplizéiert. En einfache Projet! An et wär elo einfach wierklech gutt, wa kuerzfristeg dëse Projet kéint realiséiert ginn.

Dee Projet war awer sengerzäit zréckgesat ginn duerch de Projet vun der Gare périphérique vun Zéisseng, also déplacéiert gi Richtung Weste vun Hollerech op Zéisseng, mat dem Haaptargument vun der Ubannung un déi nei direkt Streck vun Esch an d'Stad.

Hei wëll ech den Här Minister froen, ob dann d'Projete vun der Gare périphérique vun Zéisseng an déi nei Streck vun Esch an d'Stad domat abandonnéiert sinn. Bon, wa jo, misst dann net awer zumindest iwwert de Südtram ronderëm Esch a Belval mat der neier Uni e bësse méi fest nogeduecht ginn?

Här President, dee fënnefte Projet, dee mer fir 2012 studéiere loossen, ass en neien Arrêt op der Streck vun Dummeldeng op d'Gare Lëtzebuerg, just ënnert der Rouder Bréck, fir dann do den Interface mat Kabinnebunnen ze schafen, fir d'Leit esou op de Kierchbierg ze bréngen. U sech eng gutt Iddi, déi ech sengerzäit schonn 1996 fir de Landesverband an engem Dokument als Globalkonzept am Kader vun der Luxtraffic-Etüd ausgeschafft hat.

Dëse Point d'arrêt war net nëmme geduecht, fir d'Leit op de Kierchbierg ze bréngen, mä och fir d'Verbindung mam Pafendall no ënnen hierzestellen, souwuel fir vum Pafendall op direktem Wee dann och op de Kierchbierg ze kommen, an awer och de Leit aus dem Pafendall en direkten Uschloss un d'Eisebunnsnetz ze offréiere Richtung Ettelbréck, mä och Stater Gare an esou weider. Den Avant-projet vun haut gesäit dat jo och esou vir.

Dësen Arrêt war sengerzäit awer als Complément geduecht zum Tram an der Stad a virun allem, fir de Leit aus dem Norden eng direkt Verbindung zum Kierchbierg ze offréieren. De Projet vun haut, deen elo scho mat 100 Milliounen Euro estiméiert gëtt - dat si véier Milliarden där aler Lëtzebuerger Frang! -, an e gëtt bestëmmt nach méi deier, wann ech un all déi Unesco-Oplagen denken, déi do wäerte kommen, dee Projet ass u sech awer schonn eng gutt Saach.

Wat mech awer e bëssen iwwerrascht, ass, dass mer och soen, dass dësen Haltepunkt op der fräier Streck och eng interessant Alternativ fir d'Zich aus deenen anere Richtungen duerstellt, also net nëmme vun Norden, mä och aus deenen anere Richtunge vun der Gare.

Wann nämlech Zich aus Thionville, Beetebuerg, Esch, Péiteng, Lonkech, Klengbetten, Arel, dat heescht aus dem Süden an aus dem Weste vum Land kommen, an och, wéi et dosteet, aus dem Oste vun Tréier a Waasserbëlleg, wat jo guer net méiglech ass, well keng Verbindung virun der Polvermillen mat der Waasserbëlleger Streck op d'Nordstreck besteet an och technesch guer net méiglech wär, da stellen ech d'Fro, wat da mat den Zich geschitt, wa se an der Stad d'Leit op deem neien Arrêt erausgelooss hunn an da jo a Richtung Dummeldeng fuere mussen, an dat all zéng Minutten, wou dann awer zu Dummeldeng keng Plaz ass, fir dës Zich ze garéieren, fir erëm eng Kéier zréckzefuere Richtung Gare Lëtzebuerg. Wéi dat exploitatiounsméisseg als Eisebunn fonctionnéiere soll, dat géif mech elo emol gär interesséieren!

Et kéint ee mengen, dass am Projet vu virdru mat dem Arrêt vun der Hollerecher Gare an dësem Arrêt ënnert der Rouder Bréck zwee Trouschtplooschterprojete vun 125 Milliounen Euro geplangt ginn an domat zugläich den Tram an der Stad e Begriefnis mat sechs Häre kritt.

Här President, ech wëll just drun erënneren: Wa mer an Zukunft e performanten öffentleche schinnegebonnene Verkéier wëllen nohalteg an zukunftsorientéiert plangen, da musse mer d'Zich op der Eisebunn aus dem Süden, aus dem Westen an aus dem Osten direkt via Hamm iwwert de Findel bei d'Hale vun der Luxexpo op de Kierchbierg bréngen a vun do aus den Dispatching mat Tram a Bus maachen.

Wa mer dat net maachen, dann ännert sech eben näischt. Am Contraire, d'Verkéierssituatioun um Contournement vun der Stad gëtt ëmmer méi onméiglech, an dat wäert Der spéitstens gesinn an dräi Joer, wann d'Nordstrooss dee ganze Verkéier op de Kierchbierg ausschëtt.

Mä de Mënsch reagéiert oft ëmmer eréischt ënnert dem Verelendungsprinzip: Wann näischt méi geet, da kucke mer, wéi mer do erauskommen. Ech mengen awer, dass mer als Politiker d'Missioun hunn, nohalteg a virausschauend ze denken an ze plangen. Dofir nach eng Kéier gesot: D'Arrêten „Hollerech" a „Rout Bréck", fir se esou ze nennen, si gutt Projeten, si komplementar zu de Projete vun der „Mobilitéit 2020", mä si dierfen a solle se net ersetzen. Oder net, Här Minister?

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Negri. Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss. Elo kritt d'Regierung d'Wuert, den Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President. Ech wëll ufänken, andeem ech e puer méi generell Saache soen. Éischtens ass dat hei elo esou lues zu engem fixë Rendezvous ginn, deen eis erlaabt, eng Diskussioun iwwer grouss Infrastrukturen, Bauprojeten ze féieren, an net méi eng Diskussioun iwwer finanziell Problemer, déi hei an do an de Bauprojete virkomm sinn.

An ech mengen, ech fannen dat gutt esou, well am Fong déi Aart a Weis, wéi mer elo mateneen diskutéieren, dat ass déi Aart a Weis, déi eis et erlaabt, iwwert den Inhalt vun dem Projet ze diskutéieren. Malgré allen Differenzen, déi kënnen tëschent eis sinn, gëtt et awer eng uerdentlech, korrekt a seriö politesch Diskussioun op där Plaz, wou déi Diskussioun eben da muss gefouert ginn. Duerfir soen ech nach eng Kéier, datt ech frou sinn, datt mer viru véier, fënnef Joer deen hei Typ vun Diskussioun agefouert hunn.

Ech probéieren elo net nach eng Kéier, déi Projeten ze erklären. Dat ass vun de Virriedner an haaptsächlech vum Här Boden als Rapporteur geschitt, an ech soen dem Här Boden an der ganzer Kommissioun villmools Merci fir déi gutt Aarbecht, déi se dëst Joer wéi an deene leschte Jore geleescht hunn.

Mä et sinn awer e puer Froe gestallt ginn, e puer Kritiken ausgedréckt ginn, an ech wéilt awer kloer an däitlech dozou Stellung huelen. Éischt Kritik, oder fir d'Éischt fänken ech emol mat deene generellen un.

Dat Éischt, wat gesot ginn ass, dat ass: „Dir hutt nach keng Plan-sectorielen an duerfir kënnt Der och net déi Politik maachen; déi grouss Projete sollt Der elo net maachen, soulaang déi Plan-sectorielen net defintiv do sinn. An d'Prioritéiten an de Plan-sectoriele sinn och net respektéiert ginn." Grosso modo war dat eng Kritik.

Ech wëll fir d'Éischt soen, datt et wierklech net un eis hänkt, datt déi Plan-sectorielen nach net do sinn. Ech waarde säit laange Méint op deen Avis vum Conseil d'État, fir d'Gesetz vum Aménagement du Territoire kënnen ze stëmmen. Ech sinn elo frou, datt dee virun e puer Woche komm ass. Ech hunn och mam President vun der Kommissioun ofgemaach, datt mer elo esou schnell wéi méiglech deen Text do ënnert d'Analys huelen, datt mer weiderkommen an datt mer och déi Plan-sectoriele kënnen op hire Wee ginn, op de ganze Wee, dee se nach musse maachen, éier se dann effektiv en vigueur trieden. Dat maache mer och elo!

Mä ech soen awer och, op där anerer Säit kréien ech dann eng ganz Rei Kritiken: Et geet net virun; datt am Tube eng Rei Staue sinn, Bouchonen; et ass net an där richteger Vitesse... Mä do soen ech, et kann een awer net alles soen a wënschen a wëllen! Dat, wat mer elo hei maachen, dat ass eng Rei Projeten, déi esou an den Avant-projete vun de Plan-sectoriele virgesi sinn, fir déi och op den Instanzewee..., net op den Instanzewee, mä fir d'Éischt eis emol d'Méiglechkeet ze ginn, se hei an der Chamber ze diskutéieren an duerno an eng Planificatioun ze goen.

Dann ass jo nach keng Décisioun geholl, ob se elo gebaut ginn, wéi se gebaut ginn a wéini se gebaut ginn. An ech fannen, dat ass och absolut normal, datt mer dat hei maachen an datt mer eis och déi Méiglechkeet kënne ginn.

Da gëtt gesot: „Dir schafft net no de Prioritéiten!" Mä ech soen, well Der eng Rei Projeten elo hei frot, déi am Avant-projet de plan sectoriel op Prioritéit zwee oder dräi sinn: Och, wa se op Prioritéit zwee oder dräi sinn, sti se awer dran a sinn et och Prioritéiten. Vläicht déi zweet oder déi drëtt Prioritéit.

Firwat sti se deelweis an der zweeter oder drëtter Prioritéit? Firwat sti se an der zweeter oder drëtter Prioritéit? Mä well mer nach keng Trass definéiert hunn a well mer duerfir se net kënnen an eng éischt Prioritéit setzen am Plan sectoriel, well just alleguer déi Saachen, déi am Plan sectoriel...

Ëm wat geet de Plan sectoriel? De Plan sectoriel geet am Fong finalement drëm, datt mer kënnen op enger ganzer Rei Bauprojeten, ob dat Schinneprojete sinn oder ob dat Projete si fir de Stroossebau, eng Rei Trasse reservéieren, datt mer an deenen nächste 5, 10, 15, 20 Joer dat kënne realiséieren, wat mer laangfristeg geplangt hunn.

An da verstinn ech net, wann ee mer seet: „Et ass awer onsënneg, datt s du elo Saachen, déi an der zweeter, drëtter Prioritéit, wou nach keng Trass fixéiert ass", wou ech also nach net ka soen, wat fir eng Terrainen ech reservéieren, wann ech do gesot kréien: „Elo däerfs de dat dann net plangen oder an d'Etüde ginn, well da kanns de jo emol deng Trass definéieren!" Do ass awer an der Logik vun där Ausso eppes, wat net klappt.

Ech ginn et elo ganz genau an d'Etüden, well ech wëll eng Trass definéieren! Et ass elo nach an der Prioritéit dräi, mä wann ech déi Prioritéit net elo an d'Etüde ginn, kréien ech jo ni eng Trass definéiert! Esou kënne mer awer net fueren!

Ech soe kloer, ech studéieren et elo gär, an dann décidéiere mer, ob et geet, ob et net geet, a wann et geet, wéi et da geet, mat deene beschte Konditiounen, déi mer kënnen anhalen, an da kënne mer dat an déi Prioritéit eng Kéier virréckele loossen, mat engem Monitoring vum Plan sectoriel, fir eng definitiv Trass ze reservéieren.

Dat fannen ech awer ganz einfach eng normal Prozedur, déi hei ageschloe gëtt. Anescht geet et net. An eppes anescht behaapten, dat ass einfach, déi Prioritéiten an déi Aart a Weis, wéi mer schaffen a wéi mer uerdentlech zesumme schaffen, a Fro stellen.

Une voix.- Neen, dat stëmmt net!

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Mir sinn um richtege Wee. Jo, fannen ech och.

Une voix.- An d'Nullvariant?

Une autre voix.- An d'Nullvariant, Här Minister, déi gëtt et fir Iech guer net! Dat ass jo de Problem.

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Ech hunn elo just gesot, da sot mer...

Une autre voix.- Dir sidd schonn an enger Bautelogik.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Ech hunn elo just gesot,...

Une autre voix.- Genau dat ass de Problem.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Zu Dikrech gëtt et keng Léisung.

(Interruptions)

Une voix.- Fir Iech gëtt et keng.

(Brouhaha et hilarité)

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Dat steet dran.

(Interruptions)

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- D'Nullvariant, ech hunn dat och kloer an däitlech op Froen, déi Majoritéitsdeputéierten, wann ech mech gutt erënneren, an der Kommissioun gestallt hunn, gesot, datt mer d'Nullvariant och studéieren.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Très bien!

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Wa mer keng Solutioun fannen, wann et guer net geet, jo, da musse mer zu där Konklusioun en definitif kommen, wat méiglech ass a wat net méiglech ass, an net schonn am Viraus soen: Do gëtt et keng Léisung!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Mä do steet schonn, datt et keng gëtt.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Domat sinn ech net d'accord, well...

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Voilà!

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- An ech soen nach duerno, firwat datt ech mengen, datt verschidde Projete ganz einfach wichteg sinn, wierklech wichteg sinn, an datt ee muss Léisunge fannen, wann ee wëllt am Kader vum Aménagement du Territoire Projeten développéieren, mat deene mer all d'accord sinn.

An ech soen - ech kommen duerno nach eng Kéier drop zréck -, deen Nordcontournement vun Dikrech, wou Der sot, et gëtt keng Léisung,...

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Dat steet am Bericht.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Wou? Mir musse kucken, wat fir eng Léisung ënner wat fir enge Konditioune machbar ass oder net. Mä ech soen awer och, dee ganzen Nordstad-Projet, dee mer awer all wëllen, wou mer awer all soen, dat hätte mer gären, well mer soen, am Kader vum Aménagement du Territoire - an ech kréie reprochéiert, mir géifen net am Kader vum Aménagement du Territoire schaffen! -, well mer awer just soen, wa mer déi Nordstad wëllen, wa mer dat seriö huelen am Aménagement du Territoire, jo, da musse mer awer Léisunge fannen. Dir kënnt net einfach soen: „Ech wëll déi Nordstad-Entwécklung, mä ech wëll awer d'Elementer fir d'Nordstad-Entwécklung net kréien an net maachen."

Duerfir sinn ech frou iwwert dat, wat den Här Etgen gesot huet, deen och déi Noutwendegkeet awer do unerkannt huet. Duerfir géif ech elo gär studéieren, fir ze kucken, wat méiglech ass a wat net méiglech ass. An dann diskutéiere mer driwwer, wa mer dat bis um Dësch hunn a wa mer genau gesinn, zu wat fir enge Konditiounen et geet, net geet, a wat déi sënnvollst Léisung ass, oder ob mer keng Léisung à la limite fannen. Mä da musse mer och nach eng ganz Rei aner Froen hannendru stellen.

Dir sot: „Hei gëtt den Ëmweltschutz net respektéiert." Mä et ass just am Kader vun deene Varianten, déi mer elo studéieren, wou ech soen: „Wat fir eng Variant huet da wat fir eng Influenz op wat fir een Naturgebitt, op wat fir ee Biotop, a wéi kann ech dat, wa mer et maachen, am beschten an de Gréff kréien, a wéi maachen ech déi mannste Schied?"

Ech hunn ni gesot, och net an der Kommissioun, datt mer bei verschidde Saache keng Problemer hätten. Ech hunn ëmmer gesot, datt mer dat hei elo just studéieren, well et mer extrem problematesch schéngt. Genau dat war meng Ausso. Duerfir géif ech gär kucken, wat dann elo wat fir ee Problem stellt a wat fir eng Solutioun sënnvoll a logesch ass.

Une voix.- Hat ech recht?

(Hilarité)

Une voix.- Voilà!

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- An et ass also preziserweis aus Grënn vum Ëmweltschutz, wou ech déi Trassen do wëll an allen Detailer kucken. Wéi gesot, ech hunn dat kloer an der Chamberskommissioun gesot.

Da gëtt gesot: „Dir hutt kee Gesamtkonzept fir déi Mobilitéitspolitik, déi Der do ëmsetzt. Dir hutt kee Gesamtkonzept, an hei sinn eenzel Elementer, déi kommen." Elo muss ech soen, dat ass mäi ganze Problem dauernd an där Mobilitéitsdiskussioun, well mer hei all Kéiers - ech muss heihinnerkommen an Iech eenzel Elementer virstellen, well déi zu engem Gesamtkonzept gehéieren - ëmmer Schwieregkeeten hunn, fir dat Gesamtkonzept uerdentlech duerzestellen. Well wann ech bis ufänken, et duerzestellen, da brauch ech eng bis zwou Stonnen, an ech hunn op dem Radio an op der Tëlee 30 Sekonnen, ech hunn an der Chamber fënnef Minutten. Ech kréien ni d'Geleeënheet, fir d'Gesamtkonzept a sengem Ensembel duerzestellen. All déi aner Elementer gehéieren awer dozou. Duerfir...

(Interruptions)

Une voix.- Zu Hesper hat Der dach gutt Zäit, op der Wahlversammlung.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- ...huelen ech mer elo e puer Minutten, fir Iech ze erklären, wéi all déi...

M. Claude Adam *(déi gréng).*- ...op der Wahlversammlung hat Der et gutt gemaach, Här Minister.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Mäi Gott, ech wëll awer elo net hei... Dat wëllt awer... Merci, Här Adam! Ech wëll Iech just soen, do huet et...

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Et ass awer wouer.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- ...eng Stonn bis eng Stonn an eng hallef gedauert.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Annerhallef Stonn.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Voilà. An hei hunn ech elo fënnef, zéng Minutten. Mä ech wëll Iech awer d'Gesamtelementer trotzdeem eng Kéier erklären, well et gouf genau op dës Projeten zréckgefouert.

Dat Éischt, wat ech am Fong wollt soen, dat war, datt mer evidenterweis an deem Gesamtkonzept eng Prioritéit op den öffentlechen Transport setzen, an haaptsächlech op d'Schinn am Kader vum öffentlechen Transport. An duerfir, alles, wat mer elo maachen, an och dat, wat mer net maachen, ass an deem Konzept dran. D'Prioritéit ass evident: datt mer déi Schinnelinne sollen ausbauen, wou mer am Transfrontalier an d'Ausland domadder fueren.

(Interruption)

Beetebuerg ass eng Prioritéit, dat ass absolut evident. Péiteng, déi Zweegleisegkeet, ass absolut...

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Knapps fäerdeg, da baut Der schonn erëm Stroossen!

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Ech kommen och op d'Stroossen, mä loosst mech emol eng Kéier ufänken! Dir gitt mer 30 Sekonnen an da fänkt Der schonn un ze contestéieren. Ech géif emol gär eng Kéier erklären,...

Une voix.- Jo, et ass därmoosse schlëmm, wat Der maacht.

Une autre voix.- Et ass net einfach!

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Ech hätt gär Klengbettingen, duerfir steet dat haut um Programm, well dat och eng Streck ass, déi an d'Ausland féiert; well mer do all Dag esou vill Dausende Grenzgänger eran hunn, duerfir steet se haut um Programm. Déi aner hutt Der scho gestëmmt. An datselwecht, dat ass Igel, wou mer eis engagéiert hunn, fir souguer am Ausland déi Zweegleisegkeet ze bezuelen, well dat déi eenzeg Verbindung mat Däitschland ass. Dat sinn eis Prioritéiten, dat maache mer och do.

Datselwecht ass fir d'Garen. Et ass virdru gesot ginn: „Dir musst déi Garë méi attraktiv maachen!" Mä kuckt emol, wat mer haut um Programm hunn, a kuckt emol, wat mer déi lescht Joren um Programm haten! Wa mer haut d'Beetebuerger Gare um Programm hunn, wa mer haut d'Déifferdenger Gare um Programm hunn, mä dann ass dat genau aus där doter Ursaach, well ech déi Attraktivitéitspôlen zesumme mat Park & Ridë wëll esou gestalten, datt d'Leit se och kënne gebrauchen.

Wa mer haut eng nei Gare proposéieren, déi Hollerecher, deen Arrêt, fir deen erëm opzemaachen, fir deen ëmzebauen, jo, dann huet dat genau säi Sënn, well ech soen, datt och an der Stad Lëtzebuerg et net duergeet mat enger Gare, mä datt mer der mussen e puer an der Stad Lëtzebuerg och mam Zuch desservéieren. Dat ass dann Hollerech, dat ass den Arrêt Pont Rouge, dat ass den Neibau vun dem Centser Arrêt an dat ass déi Houwalder Gare. Alles Projeten, déi mer maachen eleng fir d'Stad Lëtzebuerg, eleng, fir datt mam Zuch net nëmmen op der Zentralgare, mä an der Stad Lëtzebuerg déi Distributioun uerdentlech ka gemaach ginn.

An all déi, déi Responsabilitéit hunn an der Stad Lëtzebuerg, wëssen, wéi effektiv domat den öffentlechen Transport ka gestalt ginn a wéi mer kënnen och dann deen aneren öffentlechen Transport, de Bus, anescht organiséieren, well mer méi Leit op der Schinn hunn.

An da soen ech iwwerall kloer an däitlech, datt mer deen Tram hei an der Stad Lëtzebuerg och brauchen. Just wa mer esou Point-d'échangë wéi dat do hunn, just wa mer den Arrêt Pont Rouge hunn, just wa mer aner Haltestellen och nach zur Verfügung hunn, an datt dat eis zum Beispill hëlleft, och sënnvoll den Héienhaff virzegesinn, wou e Park & Ride soll kommen a wou mer amgaange sinn ze iwwerleeën, ob et net sënnvoll wär, deen Tram bis dohinner weiderzeféieren.

Ganz einfach an deem Gesamtkonzept: datt mer musse ronderëm Point-d'échangen hunn, datt mer musse Park & Riden hunn an datt mer vun deene Park & Riden, ob dat dann elo Houwald ass, ob dat elo de Parking Bouillon ass, ob dat den Héienhaff ass, ob dat d'Luxexpo ass, datt mer vun deene Park & Riden d'Leit mussen ewechhuelen, fir se mat engem Tram an d'Stad eranzeféieren an do eng Distributioun ze maachen, qualitativ a quantitativ héichwäerteg an uerdentlech. Soss geet dat net!

An déi aner Geschicht dann. Dat ass jo, datt, wa mer dat do maachen, jo, da brauche mer evidenterweis - evidenterweis! - an der Stad Lëtzebuerg Plaz fir den öffentlechen Transport a Plaz, déi dem öffentlechen Transport reservéiert ass. Ech weess dat jo och: Dat gëtt Diskussiounen! Dat ass jo eng vun den Haaptdiskussiounen.

Mä da soen ech awer, wann ech e Generalkonzept maachen, an ech soen, ech wëll net just deen Tram als Tram, well deen Tram mir schéi gefält a well ech elo en Tramsfanatiker wär, well dat sinn ech net, mä ech soen, wann ech e wëll, da muss ech awer och dee Verkéier, dee mer net méi an der Stad kënnen hunn, well keng Plaz méi fir en do ass - dee par ailleurs guer net wëllt an d'Stad goen, well am Boulevard Royal oder well an der Neier Avenue net d'Zilsetzung ass, wou en dohinnerfiert, mä well e groussen Deel vun deem Verkéier duerch de Boulevard Royal an duerch d'Nei Avenue fiert, well en en Transitverkéier ass a vum Norden, vum Süde kënnt oder vum Süden an den Norde fiert an am Fong hannert der Bréck, der Gare den Autobunnsréseau siche geet, dat heescht, guer net do wëllt sinn, wou en awer muss sinn, well e keng aner Alternativ huet -, jo, da muss ech an deem ganze Konzept och nach aner Alternative siche goen, wou ech dee Verkéier, deen awer schlussendlech do ass, well all d'Leit kréien ech net op den Tram, wou ech deen hileeden.

An da soen ech, wann Der haut de Boulevard de Merl an de Boulevard de Cessange dropstoen hutt, jo, dann ass et genau aus deene Grënn, well ech aner Alternative wëll sichen, wou ech dee Verkéier, deen ech am öffentlechen Transport an der Stad muss bewegen a wou ech all Moyenë schafen, fir datt en do ka beweegt sinn, wou ech den Individualverkéier, deen awer nach fiert, kann iwwer aner Weeër leeden, just fir mer Plaz fir den öffentlechen Transport ze schafen. Well anescht geet et net.

A wann Dir da sot, ech huelen ee Stéck vum Konzept, dat ass net gutt, well dat eben Auto ass, an dat anert, dat huelen ech, well dat öffentlechen Transport ass, da soen ech: Mä dat ass kee Generalkonzept! An engem Generalkonzept - an ech hunn déi grouss Chance, dee Ministère ze hunn, wou ech all déi Saache ka maachen -, genau dat ass am Generalkonzept dat, wat ech wëll. Ech wëll dat eent an dat anert.

Jo, ech bauen och Stroossen, well se an d'Konzept gehéieren, mä ech hätt gär den öffentlechen Transport prioriséiert. Mä wann ech e wëll bauen, da muss ech em och Plaz ginn, wou ech e kann hileeden. Dat ass d'Konzept, wat ech proposéieren. An dat ass d'Konzept, wat a mengen Aen honnertprozenteg Sënn mécht, fir weiderzekommen.

Datselwecht gëllt par ailleurs och fir de Contournement Stroossen. Ech menge just, datt do eppes falsch an den Diskussioune verstane ginn ass, wa mer hei vum Contournement Stroossen schwätzen. Well dee Contournement Stroossen ass am Fong e schlechten Numm fir dat, wat mer do virgesinn hunn. De Contournement Stroossen ass am Fong, datt mer vum Échangeur Stroossen op d'Areler Strooss fueren. Dat ass dat, wat hei gemengt ass.

Or, wann Der haut déi Leit, déi wéineg kennen, wou mer dru sinn... Haut hu mer schonn eng Sortie zu Stroossen op där Autobunn a mir fuere ratsch duerch d'Chaussée Blanche, wat eng Strooss ass, déi bewunnt ass, eng Quartiersstrooss, fir op d'Areler Strooss erauszefueren. Dat Eenzegt, wat ech hei froen, dat ass, fir datt ech déi Strooss op eng aner Plaz kann en fin de compte leeën, bis op d'Areler Strooss, wou se net duerch eng Quartiersstrooss fiert, fir net do u sech déi Leit an eng Situatioun ze setzen, wou et ganz schwiereg ass, fir domadder ze wunnen. Dat ass dat, wat ech...

Une voix.- Ass dat e Contournement?

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Neen, et ass kee Contournement, well et sinn am Fong..., et ass eng ganz kuerz Streck. De Contournement, dat ass eppes...

(Hilarité et interruptions)

De Contournement vu Stroossen, dat ass am Fong...

(Brouhaha et hilarité)

De Contournement vu Stroossen, dat sinn aner Stroossen, déi deelweis scho gebaut sinn. Dat ass dat, wat Der vun enger grousser Surface - ech weess net -, vun der Areler Strooss, wann Der do eroffuert ënnert den Tunnel, wou mer virun zwee, dräi Deeg e gravet Accident dran haten, just fir Iech ze beschreiwen, wat fir eng Strooss et ass, déi weiderféiert laanscht d'Tanken ënnenerëm. Deen ass schonn deelweis gebaut. An dat hei ass am Fong en Ufanksténck, wat op d'Areler Strooss stéisst, och an deem Generalkonzept.

An da muss een och kucken, wat mer an der Stad als Entwécklungsgebidder hunn. Mir hunn als Entwécklungsgebidder haaptsächlech elo de Ban de Gasperich an Houwald, IVL-konform, dat hu mer alleguer zesummen décidéiert, hu mer alleguer zesummen hei gestëmmt. Sou, elo entwéckele mer dat - well mer et och wëllen entwéckelen a well mer an dëser Stad, an dësem Land och Plaze brauchen, wou Entwécklung geschitt.

Mä da soen ech awer gradesou kloer hannendrun, wa mer déi IVL-konform Entwécklung gär hätten, da kann ech, muss ech awer och am Verkéier kucken, wat mer do maachen. Da maache mer den öffentleche Verkéier dohinner! Ech mengen, datt mer mussen eng Gare dohinner maachen. Duerfir hu mer se hei an der Chamber gestëmmt. All déi Stroosse si fir de Bus op, a mir kënnen do Buspist" maachen. Mir hunn an der Planificatioun zesumme mat der Stad Lëtzebuerg virgesinn, datt an enger zweeter Etapp den Tram soll do desservéieren an datt eventuell kann e Park & Ride gemaach ginn. Dat hu mer alles geplangt, fir dat uerdentlech hinzekréien am Gesamtkonzept.

Mä da soen ech awer och hannendrun: Ech kann awer net de ganze Fentenger Bierg erop, Hesper, de ganze Verkéier, deen iwwert déi Strooss vu Fréiseng kënnt, da mëtten duerch déi Wunnstroossen do maachen. Do kreéiere mer eis awer en onwahrscheinleche Blocage, wa mer dat maachen. Ech brauch also och eng Méiglechkeet, fir déi Leit virun Hesper erofzekréien op en anere Wee op d'Autobunn, wou den Accès an d'Entrée dee Moment op d'Autobunn oder op de Boulevard, rue des Scillas... dat musse mer nach kucken, wéi mer dat maachen, dat weess ech nach net genau. Ech géif dat awer elo gär studéieren, wéi dat ass, well dat eis awer erlaabt, den Accès vun enger Entwécklungszon uerdentlech a korrekt ze maachen.

An da sot Dir mir: „Dat ass net IVL-gerecht." Mä wat ass et dann? Wat ass dann IVL-gerecht? Wa mer fir déi Entwécklungsgebidder, déi am IVL organiséiert sinn, den öffentlechen Transport total organiséieren a wa mer och nach beim Individualverkéier awer derfir suergen, datt et net zu Problemer féiert, da soen ech wierklech: Wat ass IVL-gerecht, wann dat do et net ass?

Datselwecht gëllt fir d'Nordstad - ech hunn et virdru gesot -, wou e ganzt Konzept ronderëm d'Nordstad selbstverständlech entsteet, wou mer d'Gare als Mobilitéitszentral musse frëschmaachen, mat Busgare, mat Zuchgare, mat Elektromobilitéit, mat Vëloen an esou weider, selbstverständlech an den Zentrum vun der Nordstad. Et gëtt jo d'ailleurs contestéiert. Mir musse kucken, d'Detailer kucken, mä de Prinzip muss awer sinn. Wann d'Nordstad entwéckelt gëtt, brauche mer do déi grouss Mobilitéitspôlen an der Mëtt vun der Nordstad.

An da brauche mer de Süd-Contournement vun Ettelbréck. Deen hu mer d'ailleurs virun engem oder zwee Joer hei diskutéiert, a Feelen - wann ech Iech elo gesinn - hu mer virun e puer Joer hei diskutéiert. Et gehéiert awer dozou! Mir brauchen och, datt mer op der B7 deen Ausbau do maachen. Dir wësst, wat do lass ass all Dag! Dat brauche mer och.

An dozou gehéiert nun einfach de Contournement vun Dikrech als véiert Etapp. Ech soen och net, datt dat prioritär ass. Ech soen awer, datt et awer elo Zäit ass, sech Iwwerleeungen ze... Also, net prioritär par rapport zu deenen aneren, Här Etgen, net datt Der mech elo falsch verstitt a sot, ech... Net prioritär par rapport zu deenen aneren, well ech mengen, an der Reiefolleg mussen déi aner virgemaach ginn. Mä ech géif awer elo emol gär kucken: Geet dat, geet dat net, wéi geet et a wat kann ech do maachen? Et schéngt mer awer an der Logik vun deem, wat mer hei maachen, eppes absolut Sënnvolles ze sinn, an et gehéiert zu deem Gesamtkonzept. An ech si frou, datt ech déi véier Ministèren a sech kann hunn, well an der Landesplanung, Transport, Ëmwelt an Travaux publics dat einfach gemeinsam an zesumme ka gemaach ginn.

Nach e puer prezis Froen, déi awer gestallt gi sinn, op déi ech kuerz wëll agoen. Den Här Etgen huet gefrot, wéi dat mat deene Lycéeën ass. Hie sot esou: „Dat stoung schonn 2005 um Programm." Dat kléngt da gutt, wann Der et als Oppositioun sot. Ech wëll awer just soen, Här Etgen, et stoung...

(Interruption)

Jo, et stoung... Ech wëll déi Lëscht net opzielen, well si ass esou laang, ech verhale se net alleguer, mä et...

M. Fernand Boden *(CSV).*- Et géif ganz laang daueren!

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Et géif ganz laang daueren, an et ass ganz kloer - Här Boden, Dir sot dat richteg -, et ass kaum esou vill an den Enseignement an an d'Lycéeën investéiert ginn, wéi an deene leschte Joren. Mir maachen do onwahrscheinlech Infrastruktur...

(Interruption)

Jo, et ass dat absolut Normaalst, mä mir maachen awer...

Une voix.- Ass dat elo nach e Mérite, datt mer Schoule genuch baue fir eis Schüler? Dat ass dach net erwähnenswäert!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat ass, well Der jorelaang näischt investéiert hutt! Dat ass d'Realitéit. Dir hutt jorelaang näischt investéiert, duerfir musst Der elo vill investéieren!

(Interruptions)

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Dir kënnt ëmmer déi doten..., dat si jo klassesch Aussoen, déi Der do maacht.

(Interruptions)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jorelaang driwwer geschwat an näischt gemaach!

M. le Président.- Ech géif Iech bieden, dem Här Minister nozelauschteren!

(Interruptions)

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Dës Regierung - an déi virdrun - mécht esou massiv vill am Schoulbau, wéi kaum eng aner Regierung, och déi, wou en Deel vun der Oppositioun dra war, gemaach huet.

Une voix.- Jorelaang ass...

Une autre voix.- Eng ganz Generatioun!

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Elo gëtt gesot, datt déi Projeten, déi 2005 schonn um Programm waren, net gemaach... Ech wëll Iech awer just elo soen, 2005 ass e Plan sectoriel «Lycées» gemaach ginn, respektiv déi Jore virdrun, vun der Madame Brasseur nach... - a vum Här Wolter.

(Interruptions et hilarité)

Här Wolter, Dir wësst net, wat ech elo wollt soen. Ech wär elo virsiichteg gewiescht, wann ech...

(Interruptions et hilarité)

Dir hutt e Plan sectoriel «Lycées» gemaach, mä déi Lycéeën, déi dräi, déi mer do genannt hunn, déi stounge précisément an der zweeter Etapp, déi stounge précisément net an der éischter Etapp, fir se ze maachen! A mir hu fir d'Éischt emol all déi Lycéeë fäerdeg gemaach, déi amgaange waren. Mir hunn déi éischt Etapp, an do ass d'Realisatioun quasiment elo ofgeschloss, an da komme mer an där nächster Etapp un déi dräi Lycéeën duerno. Dat ass awer d'Logik vun deem, wat mer maachen. Duerfir kann ee soen...

M. le Président.- Här Minister, erlaabt Der, datt den Här Wolter Iech eng Fro stellt?

M. Michel Wolter *(CSV).*- Ech wollt nach eng Prezisioun ginn, well dat an den Diskussiounen effektiv ëmmer vergiess gëtt. Dat ass, dass deemools gesot ginn ass, dass een och d'Masse critique brauch, nécessairement, an dass eng zousätzlech Etüd misst gemaach ginn, fir ze beleeën, ob d'Masse critique do wier, well een...

(Interruptions)

Neen, wa se entre-temps do ass, ass et jo eng aner Diskussioun. Ech wëll just soen, wat historesch war. D'Zuele mussen et beleeën, well ee soss enger Regioun kee Gefale mécht!

(Interruptions)

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Dat ass absolut richteg, d'Prinzipien, déi den Här Wolter seet. Mir hunn och gekuckt, wéi déi Besoinen evoluéiert hunn, mat engem Monitoring vun deem Plan sectoriel «Lycées», deen déi Zäit entstanen ass, an duerfir sinn och déi Décisiounen esou gefall, wéi se geholl gi sinn, wéi se doraus ervirgaange sinn, dat heescht Clierf an Déifferdeng als Éischt, an da Mondorf do hannendrun.

Ech wëll Iech och soen, déi Planificatioun vu Clierf an Déifferdeng leeft och weider, dat hunn ech deenen eenzelne Gemengen och scho gesot. Clierf, zum Beispill, do ass den APS elo fäerdeg, do si mer beim APD, deen amgaangen ass, gemaach ze ginn, do ginn duerno de Projet d'exécution an d'Sousmissiounsprojete ge-

maach. Dat soll dann an d'Chamber kommen, datt mer am Laf vun 2014 net ufänke mat plangen, mä datt de Bau ugefaange ka ginn, datt d'Pläng fäerdeg sinn. Datselwecht gëllt fir Déifferdeng.

An deem Kontext hunn ech och kee Problem, déi Motioun unzehuelen, déi Der iwwer Mondorf hei déposéiert hutt, well ech menge wierklech, datt d'Planificatioun och elo soll iergendwou gemaach ginn, datt mer, wa mer d'Finanzméiglechkeeten hunn, och direkt kënnen ufänke mat deem Bau, sou datt ech dann hei de Fraktioune proposéieren, datt mer déi, esou wéi se elo formuléiert ass... ausser, Här Etgen, „Clerf" misst Der „Clervaux" schreiwen.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen *(DP)*.- D'accord.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Da sinn ech d'accord dermat, okay!

(Interruptions et hilarité)

An da seet den Här Etgen - ech muss dat awer och verbesseren - Prioritéite setzen ass net, déi Projeten erauswielen, déi net solle gebaut ginn. Ech wëll just soen, dat kann ech unhuelen, mä Prioritéite setzen ass awer och décidéieren, wat fir eng gebaut ginn a wat fir eng net gebaut ginn. Prioritéite setzen heescht awer och, datt een décidéiere muss - a Prioritéite setzen heescht awer net, datt een d'Lëscht vun alle Projeten, déi ee sech nëmme kann erdenken, opzielt a seet, dat do wären déi, déi mir gebaut hätten -, well si sinn alleguer prioritär! Dat heescht awer och, kloer an däitlech, datt ee muss eng Kéier soen, wat ee wëllt bauen a wat een net wëllt bauen, well een et net ka bauen dëse Moment, mä datt een et op spéider verschiebt. Dat heescht awer Prioritéite setzen, précisément.

Dann zu der Madame Lorsché, e puer Punkten, déi ech awer wëll kloerstellen. Dir hutt gefrot: „Wéi kann ee kontrolléieren, wann eng Entreprise eppes baut, datt et och duerno esou ass?" Do gëtt et am Prinzip de Cahier des charges. Wann ee prezis genuch ugëtt, da baut d'Entreprise, an d'Entreprise, déi muss dann..., da gëtt duerno am Fong dat, wat agebaut ginn ass, ofgeholl, an dat muss deene Konditiounen entspriechen, déi am Cahier des charges stinn.

Dat ass am Fong déi eenzeg Aart a Weis, déi een huet, fir ze kontrolléieren, ob et effektiv am Bau esou ass, wéi dat wat geliwwert ginn ass. An duerno mussen d'Resultater natierlech gekuckt ginn, au fur et à mesure vun dem Gebrauch vun engem Gebai. Mä et ass ëmmer d'Prezisioun vun engem Cahier des charges, déi engem d'Méiglechkeet gëtt, eng minimal Kontroll ze maachen. Eppes anescht huet een net.

Wat d'Energiespueren ugeet, do ass et ganz kloer esou, datt mer eis an deene Projeten, déi mer ëmmer maachen, am Fong en Energiesystem erauswielen, deen esou einfach wéi méiglech ass. Genau well mer wëssen, datt déi Leit, déi domat schaffen, d'Portieren oder anerer, déi dat musse kënne bedéngen, natierlech heiansdo Schwieregkeeten hunn - wann s de muss Ingenieur sinn, fir de System ze bedéngen! Duerfir: esou einfach wéi méiglech, natierlech Belëftung, natierlech Ofkillung, natierlech Erwiermung, datt am Fong esou mann wéi méiglech muss gehandhaabt ginn an datt et esou einfach wéi méiglech - haaptsächlech, wann och nach Schüler dra sinn -, esou einfach wéi méiglech ka gemaach ginn.

An déi zwee Projeten, déi mer hunn, den Ettelbrécker LTPS an d'Naturverwaltung, sinn energiepositiv Gebaier, mä si wäerten awer eis elo emol haaptsächlech déngen, wa mer se bauen, datt och d'Administratioun kann Experienze kréien, wéi et geet a wéi mer dat sollen uerdentlech ëmsetzen. A wa mer déi Experienzen hunn, hoffe mer automatesch, datt eis Entreprisen d'Experienz kréien, a sécherlech hunn och d'Entreprisë vu sech aus Formatioune genuch gemaach, fir op déi do Saachen awer hir eenzel Membere virzebereeden. Et ass sécherlech een Challenge, a mir mussen och kucken, datt d'Lëtzebuerger Entreprisen an deem ähnleche Rhythmus kënne mathalen, datt mer dat kënnen ëmsetzen.

Zum Här Henckes e puer Saachen. D'Kasären um Härebierg musse gebaut ginn - mä d'Kasären um Härebierg, Här Henckes, sinn amgaang ëmgebaut ze ginn! Et ass elo de toute façon schonn de ganzen Ëmbau vun de Kanalisatiounen, vun dem ganze System, deen amgaangen ass gemaach ze ginn. Duerno sinn an der Planificatioun déi ganz Projeten, wat den Hall logistique ugeet, an da kommen och déi Projeten, wa mer vun de Kasäre selwer, dem Bau selwer schwätzen, et ass e ganzen Ensemble a fënnef Etappen, wou mer amgaange sinn, wou eng no där anerer selbstverständlech muss ëmgesat ginn.

Dir hutt vum Tram geschwat a vun den Études environnementales, déi do gemaach ginn. Dat, wat domat gemengt ass, Här Henckes, dat ass eng normal Prozedur. Mir nennen dat am technesche Jargon 97/11/CE-Prozedur, wat eng europäesch Direktiv ass, an déi Direktiv gesäit vir, datt s de bei all groussem Projet, deen iergendwelchen Impakt huet, muss déi Etüd maachen. A mir maache se net hei, well et nécessairement en Impakt op den Environnement naturel huet,...

M. le Président.- Här Minister, Dir misst zwar lues awer sécher zum Schluss kommen!

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Lues, awer sécher!

(Interruptions)

Neen, loosst mech elo dem Här Henckes äntwerten. Dir hutt mech elo aus dem Konzept bruecht, Här President.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Mir ginn him nach e bësse Riedezäit vun ons!

M. le Président.- Dir maacht déi Etüd, fir...

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Mir maachen déi Etüd net onbedéngt, well et sech ëm den Environnement naturel handelt - ausser bei enger klenger Partie hanne bei dem Bësch, do, wou mer de Centre de remisage bauen -, mä haaptsächlech, well d'Direktiv och virgesäit, datt mer mussen agoen op den Environnement humain. An evidenterweis huet natierlech en Tram an enger Stad eng Influenz op déi Leit, déi do wunnen, an op hir Ëmwelt. An duerfir muss studéiert ginn, wat dat ass.

An et ass gesot ginn, an et ass och hei virgesinn, datt déi ganz Prozedur - an dat gëtt 2012 da gemaach - eng gréisser Publizitéit muss hunn, datt muss kënne consultéiert ginn an datt d'Leit musse kënnen an all Detail informéiert ginn, an dat ass eben dat, wat 2012 usteet.

(Interruptions diverses)

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- ...well déi geet laanscht de Rousegäertchen op der Paräisser Plaz.

Une voix.- Déi aner wär méi schlëmm gi wéi déi hei!

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Däerf ech weiderfueren?

M. le Président.- Här Minister, fuert virun!

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Okay, dee leschte Punkt ass fir den Här Negri, deem ech wollt soen, datt evidenterweis - Dir hutt vun der Gare Zéisseng geschwat a vun der Streck Esch-Lëtzebuerg - d'Streck Esch-Lëtzebuerg momentan wierklech net dee Besoin ass, dee mer prioritär hunn. Duerfir, et ass eng vun deene Saachen, déi elo net um Programm momentan stinn. D'Gare Zéisseng ass an den Dimensiounen, esou wéi se geplangt war, eng Gare, déi sënnvoll ass, wann ukënnt do op där enger Säit natierlech déi Escher Streck, op där anerer Säit awer och den Tram, dee jo an enger zweeter Etapp soll dohinner gebaut ginn, esou datt mir der Iwwerzeegung sinn, datt déi Hollerecher Gare elo fir déi nächst 10, 15, 20 Joer sënnvoll ass, an den Ausbau.

An da muss ee sech iwwerleeën, wann den Tram eng Kéier bis dorower kënnt - mä dat ass dann an enger zweeter Etapp, wann déi ganz Hollerecher Strooss nei gebaut ass, wann dee ganze Quartier ëmgebaut ass, dat brauch nach eng Rei Joren! -, da musse mer erëm iwwert déi Zéissenger Gare schwätzen, wéi wäit se sënnvoll ass an a wat fir engem Kontext mer se da bauen.

An dat Lescht, dat ass, déi lescht Saach, dat ass déi - neen, den Här Hoffmann huet och nach eng, dann ass dat hei déi virlescht -, dat ass déi Geschicht vun dem Zuch ënnert der Rouder Bréck, wann en do hält, a mir huelen déi Zich aus Frankräich, der Belsch an deelweis aus Däitschland dohinner, do huet d'CFL ganz genau gekuckt, wat d'Planificatioun ka sinn. Et kann ee sechs Zich d'Stonn dohinner leeden, an d'Fro ass: Wou kënne se gedréit ginn? Dat ass och gekuckt ginn: Et sinn Dummeldeng, Luerenzweiler a Miersch, wou op deene Garë Raum genuch ass, fir déi Zich kënne stoen ze loosse respektiv zréckzehuelen. Éier mer esou eppes avancéiert hunn, huet d'CFL dee ganze Plang eng Kéier duerchgekuckt, fir eis déi Méiglechkeeten do ze soen. Ech krut gesot, dat géif kloer an däitlech goen, soss hätte mer dat heiten net avancéiert als Projet, an ech ginn dovunner aus, datt dat och da klappt.

An dat Lescht, dat ass déi Fro, déi den Här Hoffmann gestallt huet. Ech verstinn, datt dat fir hien a fir ganz vill aner Leit eng ganz wichteg Fro ass, well et einfach eng ass, déi vu Sensibilitéit ofhänkt. Mir hu se momentan net am Programm stoen, mir musse kucken, wéini et finanziell méiglech ass. Ech kann Iech awer momentan keng Äntwert doriwwer ginn. Ech huelen deen do Wonsch an déi do Ugeleeënheet, déi Iech um Häerz läit, als lescht Ugeleeënheet da mat.

Merci.

M. André Hoffmann *(déi Lénk)*.- Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Nohaltegkeetsminister. Domadder wier d'Diskussioun ofgeschloss.

Motions

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert d'Motiounen. Fir d'Éischt d'Motioun N°1, déi vum Här Fernand Boden agereecht ginn ass.

Motion 1

Kënne mer do à main levée ofstëmmen?

Vote sur la motion 1

Wien ass mat där Motioun d'accord?

Wien ass do dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder wär déi Motioun mat enger grousser Majoritéit ugeholl.

Motion 2

Da kënnt nach d'Motioun N°2 vum Här Fernand Etgen. Do hunn ech verstanen, datt den zoustännege Minister déi kéint unhuelen. Kann ech dann och dovunner ausgoen?

Den Här Fayot freet awer nach dozou d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Här President, ech wollt just eng Fro stellen iwwert deen éischte Considérant. Do seet d'Motioun: «saluant la décision du Gouvernement de lever la mise en suspens des projets de lycées prévus à Clervaux et à Differdange;». Mir si selbstverständlech frou, wann d'Aarbechten dorunner viruginn, mä ech hat verstanen, wann ech dat elo richteg gesinn hunn, dass mer e Plan sectoriel hätten, an deem waren déi Lycéeën do an der zweeter Rei, no där éischter Rei, wou Jonglënster - wat nach? - do war. Elo froen ech, déi Formulatioun: «lever la mise en suspens», ob dat ganz stëmmt.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Also, ech woen net, wann den Här Fayot d'Interpretatioun an engem franséischen Text mécht - dee fréier mäi Franséischproff war -, him ze soen, wéi ech et interpretéiert hunn, wann dat liicht anescht war, wéi dat wat hie gemaach hätt.

Elo soen ech emol, wéi ech et verstanen hunn. Ech hunn et esou verstanen, datt mer... Mir sinn de toute façon amgaangen, bei deenen do zwee Lycéeë weider ze plangen. Do ass schonn - ech hunn Iech et virdru gesot - den APS bei Clierf fäerdeg, den APD ass amgaange gemaach ze ginn. Mä den Här Frieden huet gesot, si sinn elo fix 2014 och an de Programm, de finanzielle Programm ageschriwwe ginn. An ech hunn dat einfach als eng Interpretatioun vun deem, wat den Här Frieden esou gesot huet, verstanen. Wann et anescht gemengt war, dann hätt den Här Fayot recht. Wann et esou gemengt ass, mengen ech, kann een et esou a priori stoe loossen.

M. le Président.- Gutt, kënne mer dann à main levée iwwert déi Motioun ofstëmmen?

Vote sur la motion 2

Wien ass domadder d'accord?

Dat schéngt mer d'Unanimitéit vun dësem héijen Haus ze sinn. Domadder wär déi Motioun ugeholl.

Fir haut de Mëtteg huet d'DP-Fraktioun eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Sécherheet vun der Atomzentral zu Cattenom ugefrot. D'Riedezäit ass hei nom Artikel 84 Alinéa 2 vum Chambersreglement festgehalen a gesäit Folgendes vir: Där Fraktioun, déi d'Aktualitéitsstonn ugefrot huet, stinn zéng Minutten zou, deenen anere Fraktioune jeeweils fënnef Minutten, de Sensibilités politiques zwou Minutten an der Regierung eng Véirelstonn. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Hären Negri, Gibéryen an Hoffmann.

D'Wuert huet elo den honorabelen Här Eugène Berger als Vertrieder vun der DP-Fraktioun.

Une voix.- An de Buergermeeschter hei vu Réimech.

M. le Président.- Et ass gutt, da schreiwe mer den Här Buergermeeschter vu Réimech nach derbäi.

4. Heure d'actualité du groupe DP sur les normes de sécurité de la centrale nucléaire de Cattenom et la politique d'information de l'exploitant de la centrale en question

Exposé

M. Eugène Berger *(DP)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, den 11. Mäerz 2011 huet definitiv och dee leschte Frënd vun der Atomenergie missen agesinn hunn, datt et keng absolut Sécherheet bei Atomkraaftwierker gëtt. Och wann - ech géif bal soe leider - Fukushima net méi all Dag an der Medienaktualitéit ass, strahlt et weider a Japan, an d'Schied fir d'Ëmwelt an d'Leed fir d'Mënsche sinn enorm!

De Misär fir d'Mënschen a Japan, mä och op anere Plaze vum Planéit - well mir wësse jo och, datt déi Strahlung, déi weidergeet, net nëmmen eleng sech dohannen op Japan begrenzt, mä praktesch iwwer all d'Landesgrenzen ewech um Planéit sech ausdehnt -, dat wäert nach laang undaueren, an et kann een och net ofschätzen, mat wat fir enge Laangzäitfolgen een alles muss rechnen. Eppes also ass definitiv kloer ginn: D'Atomenergie ass net sécher! Si wäert et och ni ginn, an dofir musse mer alles maachen, fir definitiv aus dëser Energie erauszeklammen.

D'DP huet an deene leschte Joren a Méint ëmmer erëm Propositioune gemaach, wéi een dat ka maachen. Mir wëssen dat och alleguerten. Mir hunn och do schonn e relativ grousse Konsens, net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, mä praktesch weltwäit. D'Förderung vun erneierbaren Energien, Energieeffizienz, an och besonnesch hei zu Lëtzebuerg kéint ee ganz vill beim Energiespueren am Hausbau maachen. Ech wëll och nach eng Kéier vun der Geleeënheet profitéieren, wéi ech dat all Kéier maachen, fir och nach eng Kéier eise Modell vun enger Klimabank ze rappeléieren.

Mir wëssen, et gëtt de Moment eng ganz Rei Zentralen, déi a Betrib sinn, wou een net mëttelfristeg mä kuerzfristeg eng Solutioun muss fannen an am beschten och déi Zentralen esou schnell wéi méiglech muss vum Netz huelen. Dat sinn net Zentralen, déi wäit ewech leien, a Japan oder iergendwou wäit a Russland, mä ganz no bei eis: déi verschidden Atomzentralen an der, géif ech soen, Groussregioun, déi ganz problematesch sinn, wéi Chooz, Fessenheim, Biblis - ech wëll se elo net alleguerten opzielen -, a besonnesch jo och eng direkt niewent eiser Hausdier hei, zu Cattenom.

(Mme Lydie Polfer prend la présidence.)

Ouni elo wëllen den Däiwel un d'Mauer ze molen - mir haten am Fréijoer jo eng Debatt -, mä mir sinn eis all bewosst, wann do eng Kéier wierklech géif e Super-GAU zu Cattenom passéieren, da géif Lëtzebuerg wuel vun der Landkaart verschwannen. Mir mussen eis also dofir kloer derfir asetzen, datt all déi Zentralen, a besonnesch Cattenom, esou schnell wéi méiglech zougemaach ginn.

Ech wëll drun erënneren, datt och e groussen nationalen Aktiounscomité géint d'Atomkraaft sech staark dofir asetzt. Bal 23.000 Bierger hunn hei zu Lëtzebuerg - dat sinn der eng ganz Rei! - eng Petitioun ënnerschriwwen a fuerderen och, datt dës Zentralen, besonnesch Cattenom, zougemaach solle ginn. D'lescht Woch ass jo och déi Petitioun déposéiert ginn. Ech gesinn och hei, de Gesondheetsminister ass jo do, an hien hat jo och do d'Éier oder d'Laascht, fir déi schwéier Këscht do dann an de Ministère eranzedroen. D'Regierung ass also gefuerdert, fir dësem Optrag esou schnell wéi méiglech dann nozekommen, oder dëser Petitioun nozekommen.

Et ass jo och kloer: Cattenom däerf och elo net eng Verlängerung vun hirer Lafzäit kréien. Si huet schonns vill Joren um Bockel. An et gëtt dann och ëmmer erëm nach Tëschefäll zu Cattenom. Tëschefäll, wou et schwéier ass, richteg erauszefannen, wéi eng Gravitéit se hunn, a wou - et muss ee soen - d'Informatiounspolitik vun de Bedreiwer, der EDF, an och vun den zoustännegen Autoritéiten a Frankräich ferm ze wënschen iwwreg léisst.

Sou gouf et fir d'Lescht den 19. Juli an der Zentral en Tëschefall, wou anscheinend duerch e Montagefeeler de Killsystem am Reakter 2 net fonctionnéiert huet. Säit Fukushima wësse mer, och alleguerten d'Laie wëssen, wann de Killsystem ausfält, dat kann extrem problematesch ginn.

Ech wëll elo net gesot hunn, datt hei elo wierklech e seriöen Accident geschitt war, mä wat mech, wat d'DP stéiert, dat ass, datt d'Informatioun iwwert deen Inzident eréischt den 28. Juli, also zéng Deeg duerno an d'Öffentlechkeet komm ass. Och wann et vläicht e ganz klengen Inzident war, deen net schlëmm war, ass et

awer an eisen Aen net normal, wann dat eréischt zéng Deeg duerno geschitt, also respektiv, wann zéng Deeg duerno eréischt déi ganz Affär public gemaach gëtt.

Dat ass fir eis keng transparent an och keng effikass Informatiounspolitik. Well wann elo awer eppes geschitt wier, wou een hätt misse reagéieren, wou een hätt misse méi schnell intervenéieren, da wier dat sécher och schwéier méiglech gewiescht, fir zum Beispill d'Bevölkerung ze warnen oder soss Saachen ze ënnerhuelen.

Dat mécht een dann och e bësse mësstrauesch, well et weess ee jo awer, wann een esou d'Geschichte kuckt vun all deenen Accidenter, déi an deene leschte Jorzéngten, oder deenen Incidenten, déi an deene leschte Jorzéngten a verschiddenen Atomkraaftwierker iwwerall op der Welt geschitt sinn, datt do jo d'Bedreiwer gär laang hannert dem Bierg bleiwen, esou laang et geet, wann et ëm d'Informatioune geet.

An et kann ee sech d'Fro stellen, ob hei d'EDF an och déi franséisch Autoritéiten hiren Informatiounsoplagen iwwerhaapt richteg nokomm sinn.

No Fukushima ass d'Weltöffentlechkeet opgeschreckt, a virun allem huet awer, dat muss ee positiv gesinn, déi europäesch Politik ugefaangen ze reagéieren. Mir hunn och am Fréijoer, ech hat et scho gesot hei, verschidden Debatte gehat a Motioune gestëmmt, ënner anerem si jo och Accordë fonnt ginn, fir déi sougenannte Stresstester vun europäeschen Zentralen.

Mëttlerweil sinn dës Tester amgaangen. Zum Deel sinn der ofgeschloss. A laut leschten Echoen, oder deenen Informatiounen, déi ech hunn, si se och net alleguerte gutt ausgefall. Och bei deem vu Cattenom schéngen do eng Rei Defiziter opgewise ginn ze sinn.

Bon, ouni elo kënnen in extenso, ech hunn eng begrenzten Zäit, op déi ganz Problematik anzegoen - ech mengen, si ass och zum groussen Deel jo awer elo bewosst a vill diskutéiert ginn -, wëll ech awer nach eng Kéier haut e puer Froen un d'Regierung stellen.

Déi éischt betrëfft d'Informatiounspolitik: Wat kann d'Regierung maachen oder wat wäert se maachen, fir datt d'Informatiounspolitik vun de Bedreiwer EDF an och vun den Autoritéite verbessert gëtt, fir datt net esou laang Délaie sinn tëschent engem Incident an dann herno, wann d'Press oder och de Lëtzebuerger Stat informéiert gëtt?

Wat sinn definitiv Konklusiounen, wann der virleien, vun de Stresstester, besonnesch vun deem vu Cattenom? Ka vläicht de Minister eis do weider Opschloss ginn? Wann Defiziter a Problemer bei Cattenom bestinn, wat gëtt dann och elo kuerzfristeg ënnerholl, fir déi ze behiewen?

Virun allem, wat mech och géif interesséieren, net nëmme mech, ech mengen, och sécherlech anerer oder d'Parlament hei, dat ass: Wat sinn déi nächst Schrëtt, déi d'Regierung elo vis-à-vis vun der franséischer Regierung…, oder wat fir eng Schrëtt ginn um regionalen oder um europäesche Plang geholl fir eben dann déi Saach, déi Fuerderunge vum nationalen Aktiounscomité, vun deenen 23.000 Biergerinnen a Bierger, datt déi schnellstens ëmgesat ginn?

Une voix.- Très bien!

Mme le Président.- Ech soen dem honorabelen Här Berger Merci an ech géif dann als nächstem Riedner, deen ageschriwwen ass - et war elo den Här Negri, mä den Här Eischen gesinn ech heihinner kommen, an dann ass et un him. Da ginn ech him d'Wuert.

(Interruption)

Dann ass hie vir. Här Eischen, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Félix Eischen *(CSV).*- Merci, Madame Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, den Atom-GAU zu Tschernobyl a Fukushima, gradesou wéi d'Virfäll den 12. September am franséischen Atomkraaftwierk zu Marcoule bei Avignon verbënnt eppes: e schlechte Krisemanagement an déi schleppend, fir net ze soe lamentabel Informatiounspolitik vun de jeeweilege Bedreiwer.

Huet 1986 déi deemoleg sowjetesch Regierung nach probéiert, de Virfall erofzespillen an Zäit ze gewannen, esou ass dat glécklecherweis haut an eiser médiatiséierter Welt jo net méi méiglech. Och wa mir dës Kéier d'Katastroph mat eisen eegenen Ae konnte suivéieren, sou war dach awer laang net gewosst, wéi dat Dénge géif ausgoen a wéi eescht d'Situatioun wierklech war.

Fir an esou engem Moment vu Panik a Schock e klore Kapp ze behalen an d'Leit an der ganzer Welt richteg a séier ze informéieren, ass schwéier. An awer!

Madame Presidentin, de Risque, dass och zu Lëtzebuerg esou eppes ka geschéien, ass reell. Well mir wësse jo alleguerten, wat an der Noperschaft vum Grand-Duché lass ass, wat do steet. An hei geet et jo bekanntlecherweis net nëmmen ëm Cattenom.

Dass d'Leit sech hei am Land seriö Suerge maachen, beweisen net zulescht déi elo grad ugeschwaten 23.000 Ënnerschrëften, déi den Aktiounscomité géint d'Atomkraaft an de leschte Méint hei zu Lëtzebuerg zesummegedroen huet. Dës Bedenke musse mir als Politiker eescht huelen an hinnen och Rechnung droen.

D'Stresstester, déi zënter Fukushima an den Atomzentrale virgeholl goufen, an d'Konklusiounen, déi aus deeneselwechten ze zéie sinn, sinn awer nëmmen ee vu ville Punkten, déi mer intensiivst mussen am A behalen. An och wann déi definitiv Resultater eréischt dat anert Joer sollen dann um Dësch leien, bewierken déi éischt Feststellungen elo dach awer en zimlech ongutt Gefill.

Ech hat mer där Deeg elo um Internetsite vun der EDF den «Rapport d'évaluation complémentaire de la sûreté des installations nucléaires au regard de l'accident de Fukushima» vum 15. September 2011 erausgeholl an eng Kéier duerchgebliedert. Ech sinn elo keen Expert an där Matière, mä duerfir kann ech mech fir de Moment och nëmme schwéier zu de Sécherheetsnorme vu Cattenom äusseren, ausser dass et keng honnertprozenteg Sécherheet gëtt an dass een eleng dowéinst d'Weiderbedreiwe vun der Zentral jo misst eeschthaft a Fro stellen. Mä et sti virun allem nach vill Froen op, wéi mir dann elo an engem Eeschtfall géife reagéieren.

Greenpeace zum Beispill schreift an engem Communiqué vum 29. September no engem éischten Aperçu, an dat ass elo emol onofhängeg vun de Stresstester, dass vun der Autorité de sûreté nucléaire eelef Verstéiss géint d'Virschrëften a gläich 33 verbesserungswierdeg Punkten notéiert goufen. Cattenom gëtt hei als schlecht klasséiert; eng Anlag, déi am mannste gutt ofschneit.

Ob d'Zentral elo zou gehéiert oder net, dat décidéiere mir net hei zu Lëtzebuerg. Dat wësse mer. Ech sinn awer der Meenung, dass mer dëse Rapport eng Kéier an enger Chamberskommissioun missten diskutéiere respektiv vum Lëtzebuerger Expert erklären kréien, fir ze kucken, wéi et da mat dësem Dossier weider soll goen.

Ech wollt an dësem Kontext dann och froen, ob de Minister - eise Minister - vun de franséischen Autoritéiten iwwert de sécherheetsrelevante Saachverhalt vu Cattenom informéiert gouf oder ob hie selwer sech huet missen déi néideg Informatiounen zesummendroen, sou wéi mir dat och musse maachen.

Gëschter koum dann d'Noriicht, dass nach dëst Joer Cattenom vun den Inspektere vun der internationaler Atomenergie ënnert d'Lupp soll geholl ginn. Dat ass eng Chance, well mer jo doduerch eng wierklech onofhängeg Analys zum Istzoustand vu Cattenom kréien, déi weder EDF-nach soss partei- oder aktiounslaaschteg ass.

Ech wënsche mer, dass mir dës Inspekteren och eventuell eng Kéier kéinte begréissen, éier dann endgülteg Entscheedungen an déi eng oder an déi aner Richtung getraff ginn.

Madame Presidentin, eng aner Saach, déi mir awer elo schonns kënnen diskutéieren, ass déi bestehend Informatiounspolitik vun de jeeweilegen Atombedreiwer.

Wat elo konkret d'Atomanlag zu Kettenuewe betrëfft, sou wësse mer duerch dat onermiddlecht Nobueren an Nofroe vun eise grénge Kolleegen, dass et bei der Informatiounspolitik happert, fir et emol gelënd auszedrécken.

Verschidden Tëschefäll an der Vergaangenheet goufen eréischt op Nofro hi public, respektiv et weess een net, ob d'Pressecommuniquéë vun der EDF déi ganz Wourecht soen, well mir net hannert den Zonk gesi vun der Entreprise, wat dann do wierklech geschitt ass.

Ech wëll mer dofir eigentlech net virstellen, wéi déi Informatiounspolitik géif oflafen am Worst-Case-Zeenario. Wann ech mer ukucken, wéi dat den 12. September zu Marcoule vusäite vun der EDF an de franséischen Autoritéite gehandhaabt ginn ass, muss ech feststellen, dass d'Fransousen d'Lektiounen aus Fukushima am Fong net geléiert hunn. Eréischt mat Retardë sinn d'Awunner informéiert ginn iwwert d'Entwécklung sur place respektiv wat wierklech lass war an esou weider. Et ass emol net gesot ginn, ob Radioaktivitéit ausgetratt ass, a wann eventuell jo, wéi vill an esou weider.

Dat bréngt mech nach ganz kuerz derzou, vum Minister folgend Informatiounen ze froen an déi folgend Froen ze stellen.

Opgrond vun enger parlamentarescher CSV-Ufro hat sech de Gesondheetsminister fir déi zentral Lagerung vun de Jodpëllen ausgeschwat, an net, wéi an eisen Nopeschlänner, dass d'Leit se sollten doheem hunn.

Wann ech mir elo den Noutfall virstellen a panikéiert Leit an der Schlaang virun der Gemeng gesi stoen, wou se da fir d'Eischt emol mussen hin an dann drop waarden, bis dass déi Verdeelung dann organiséiert ass, do ass scho vill Radioaktivitéit d'Luucht aus. Wier et dann net ubruecht, dat eventuell nach eng Kéier ze iwwerdenken?

Da wollt ech nach vum Minister wëssen, wéi d'Lienë sinn, déi de Service de radioprotection an der Groussregioun huet. Versteet de Mann zu Zoufftgen dann datselwecht wéi de Betraffenen zu Fréiseng oder zu Pärel, wann et drëms geet, en Noutfallplang ëmzesetzen? Ass séchergestallt, dass den Tëlefonsréseau dann och nach fonctionnéiert? Wéi ass et mat der Logistik am Fall der Fälle?

D'Amerikaner dréien zum Beispill a Katastrophefäll den Trafic op der Autobunn eraus, dat heescht, déi ganz Autobunn geet vum Site fort - jee, dat sinn nëmmen e puer Saachen, wéi si dat dann „handlen", an do gëtt et dann eng Rëtsch Froen, déi een awer zimlech onsécher maachen, zumools wann een den Detail vun där Préifung kuckt, déi ech virdrun ugeschwat hunn.

Do geet zum Beispill Rieds vu falschem Diesel am Noutstroumaggregat. Et wieren net genuch Reserven do iwwerhaapt. Et solle Schief mat Sécherheetsschaltere ginn, wou de Schlëssel feelt. De Rettungsplang soll vun enger eenzeger Persoun koordinéiert ginn. Ech wëll net wëssen, wat geschitt, wann déi da krank ass deen Dag! An d'Tëlefonsverbindunge mat der zoustänneger Präfektur fonctionnéieren och net richteg.

Ech hunn nëmmen e puer Punkten opgezielt, Här Minister, mä och hei géif d'Katastroph esou richteg ausbriechen, wann dat net nëmme wéinst dem Accident selwer, mä och wéinst der Verkettung vu villen eenzelnen Elementer duerno ass.

Här President, oder Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, Dir wësst alleguerten, dass mer den Ament hei zu Lëtzebuerg esou e Prozess…

(Interruption)

Ech si fäerdeg, Madame Presidentin, just mäi leschte Saz. Ech wollt just soen, dass mer den Ament hei zu Lëtzebuerg esou e Prozess erliewen, wou vun enger Uneneereiung vun ongläcklechen Ëmstänn Rieds geet, a mir sollten dorauser léieren.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Merci villmools, Här Eischen. Ech géif dann als nächstem Riedner dem Här Negri d'Wuert ginn.

M. Roger Negri *(LSAP).*- Merci, Madame Presidentin. Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, d'Atomzentral zu Cattenom muss ofgeschalt ginn, an dat esou séier wéi méiglech. Cattenom ass a bleift fir Lëtzebuerg en Damoklesschwert, dat latent ëmmer iwwer eise Käpp hänkt.

Rapporten iwwert déi verstrahlten, verloossen a verfalen Ëmgéigend vun Tschernobyl a Fukushima maachen d'Gefor ëmsou méi däitlech, well Lëtzebuerg am Fall vun engem schroen Accident an der Atomzentral zu Cattenom datselwecht Schicksal géif erleiden.

Wat et net méi einfach mécht, ass de Fait, dass mer kaum en direkten Afloss hunn op dat, wat do geschitt. Kettenuewen ass eben op där anerer Säit nun emol vun eisen nationale Grenzen, an eis franséisch Nopere sinn net einfach dovun ze iwwerzeegen, dass d'Atomenergie net déi propper Energie ass, als déi si se am Hexagone dacks nach duergestallt kréien, mä dass se eben dramatesch Gefore mat sech bréngt an d'Offäll nach ëmmer iwwert Generatiounen ewech e Problem duerstellen.

Wat bleift eis ënnert dësen Ëmstänn un Handlungsspillraum? Et geet natierlech drëm, fir alles drunzesetzen, fir d'Risiken ze begrenzen an d'Geforen esou kleng wéi méiglech ze halen an ëmmer weider erofzedrécken.

Lëtzebuerg beméit sech zënter Jorzéngten, op verschiddenen Niveauen Drock ze maachen, am Kader vu bilaterale Relatioune mat Frankräich, mä och um internationale Plang, fir dass d'Sécherheetsbestëmmungen, d'Kontrollen an d'Kommunikatioun am Zesummenhang mat der Atomenergie ëmmer méi verschäerft a verbessert ginn.

International ass et virun allem d'International Agence fir Atomenergie, iwwert déi eng ganz Rei vu wichtege Konventiounen ausgehandelt an ënnerschriwwe goufen. En plus mussen d'Länner regelméisseg national Rapporten ofliwweren a sech de Froe vun enger Jury stellen. Do geet et drëms, dass d'Länner a Saache Sécherheet am Beräich Atomenergie bewäert ginn an och op Schwaachpunkten higewise ginn.

Bilateral ass et esou, dass Lëtzebuerg zënter 1983 mat Frankräich en Accord ënnerschriwwen huet iwwert den Échange vun Informatioune bei engem Tëschefall oder engem Accident.

1994 goufen eng Commission mixte an zwou technesch Gruppe geschafen, wou praktesch an technesch Froen am Zesummenhang mat der nuklearer Sécherheet, der ziviler Sécherheet an der Radioprotektioun solle geléist ginn.

Ech hu mer soe gelooss, dass déi Zesummenaarbecht mat Frankräich am Ufank ganz schwiereg war, mä dass dat Verhältnis sech am Laf vun de Jore bedeitend verbessert huet.

Frankräich huet och zënter 2006 eng «Loi relative à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire» an huet mëttlerweil ganz streng Bestëmmungen an Oploen an onofhängeg Expertëgremien, déi hei, mengen ech, schonn eng gutt Roll spillen.

Dem Tëschebericht iwwer Cattenom vun der ASN, der Agence de sûreté nucléaire, no goufen eng ganz Rei vu Mängel festgehalen. Dat weist zum engen, dass d'Bedreiwer d'Virschrëften net eescht genuch huelen a grouss Effortë maache mussen. Et weist awer och, dass en A drop gehale gëtt, fir dass d'Sécherheet méi grouss gëtt.

D'Experten erwaarde sech vun de Stresstester, déi jo elo muer ufänken, um Enn, dass nach méi Schwaachstelle wäerten optauchen. Dat ass sécher alles anescht wéi berouegend, mä dat ass awer och déi eenzeg Méiglechkeet, fir déi Schwaachstellen ze behiewen an esou d'Sécherheet…

Une voix.- Très bien!

M. Roger Negri *(LSAP).*- …erop- an d'Geforen erofzeschrauwen.

Lëtzebuerg muss a wäert weider Drock ausüben an Afloss huelen, fir dass dat och elo geschitt.

Et bleift, dass et keen Nullrisiko gëtt bei der Atomenergie an dass déi eenzeg gutt Léisung déi ass, fir erauszeklammen aus der Atomenergie. De Wee dohinner ass, virun allem am Hibléck op eis franséisch Noperen, net einfach an éischter laang, mä op alle Fall muss et an déi Richtung do goen.

Ech wëll och onbedéngt betounen, dass ee sech muss géint eng eventuell - den Här Berger huet dat och scho gesot - Lafzäitverlängerung staarkmaachen. Et steet absolut ausser Zweifel, dass esou Installatioune mat de Joren nach manner sécher ginn, an esou Risike kann an dierf een net op sech huelen.

No Fukushima ass d'Opmierksamkeet an d'Sensibilitéit vun der Populatioun hei zu Lëtzebuerg esou geschäerft ginn, dass ëmmer méi Verbraucher no gréngem Stroum gefrot hunn an och grouss Ubidder ëmgeklomme sinn. Dat ass, trotz deem klengen Undeel vun de Privathaushalter um Stroum- an Energiemarché, deen dat ausmécht, an trotz där klenger Gréisst vun eisem Land, vun eisem Marché, e bemierkenswäerte Schrëtt an déi richteg Richtung.

Madame Presidentin, als LSAP fuerdere mir dofir weider d'Ofschalte vun der Atomzentral zu Cattenom, an dat esou séier wéi méiglech. An et wäert jo net esou sinn, dass dat bis enges Dags hoffentlech net nëmmen duerch e schwéiert Atomongléck geschitt, dat muss passéieren, bis dass Frankräich endlech realiséiert, dass Atomenergie keng Zukunft huet.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Ech soen dem honorabelen Här Negri och Merci an ech géif dann dem honorabelen Här Kox d'Wuert ginn.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Madame Presidentin, Merci fir d'Wuert. U sech ass jo scho ganz vill gesot ginn. Et ass och scho munches iwwert déi Berichter gesot. Ech wëll dann déi och nëmme kuerz ernimmen.

Eng Kéier ass jo elo de Bericht iwwert d'Autorité de sûrete nucléaire eraus, deen den 23. August presentéiert gouf. Et ass och viru Kuerzem, de 15. September, de Stresstest iwwer 350 Säite presentéiert ginn.

Am éischte Rapport kann ee soen, dass eng ganz Rei Verstéiss ernimmt ginn, am Ganzen eelef. Et sinn 33 Verbesserungsvirschléi genannt ginn. Et muss ee festhalen, dass et u sech éischter méi kleng Verbesserungsvirschléi sinn, déi

awer net den eigentlechen Haaptproblem duerstellen.

Wat een awer ka feststellen, dat ass, dass Cattenom am Verglach zu deenen aneren Atomkraaftwierker a Frankräich eent vun deenen also gefährdetsten ass an och vun deene mat deene meeschte Mängel a Verstéiss, déi ee sech ka virstellen. Esou sinn insbesondere an der Stroumversuergung, dem Noutkillsystem, der Äerdbiewesécherheet, beim Iwwerschwemmungsrisiko, dem interne Sécherheetsplang an dem Unfallmanagement Punkten, déi an deenen zwee Berichter oder an deem éischte Bericht vum August ernimmt gi sinn. Wéi gesot awer relativ kleng, onsignifikant Problemer, déi u sech technesch ze léise sinn.

Och kann ee feststellen, dass iwwert déi lescht zéng Joer iwwer honnert signifikant kleng Accidenter do waren, déi och méi oder manner Problemer geschaf hunn.

Allgemeng kann een awer och erëm feststelle bei de Stresstester, dass et éischter eppes ass, fir d'Atomenergie herno ze legitiméieren. Well et kann ee vergläiche mat der Schoul, well et ass de Schüler u sech, dee sech selwer d'Froe gestallt huet an duerno och dorop äntwert. Also, d'Resultat ass haut scho praktesch bekannt.

Eppes wat awer nach net ernimmt ginn ass vu menge Virriedner, an dat ass den Haaptpunkt u sech, dat ass e ganz grousse Mangel vun de franséischen Atomreakteren, dat ass, dass d'Brennelementer - also d'Ofklénge vun de Brennelementer, wa se bis aus dem Betrib geholl ginn - am Ofkléngbecken net an der Sécherheetshüll gehale ginn, mä ausserhalb. Dat heescht, si si ganz ufälleg. An dat ass e Struktur-, dat ass u sech en anlagebedéngte Mangel fir sämtlech Atomreakteren a Frankräich, wat vun hinne ganz staark zréckgespigelt gëtt.

An dann dat Zweet, wat u sech den Haaptproblem vu Cattenom duerstellt - an et ass och net fir näischt, dass se dat net an de Stresstest wëlle materanhuelen -, dat ass de Fligerrisiko: wann e groussen Jumbo géif op Cattenom eroffalen. Et ass festgehalen, dass Cattenom - dat kann een noliesen - just ausgeluecht ass fir déi kleng Type wéi d'Cessna oder nach aner kleng Fligeren, dat heescht mat klenge Vitessen ënnert oder ëm 360 km/h a mat engem Gewiicht vu 5,9 Tonnen. Vergläichbar mat dem neie Cargofliger - wann deen iwwer Cattenom géif eroffalen, dann hätte mer de Problem, dee mer all net wéilten.

Dann en drëtte Punkt. Wat och ganz bekannt ass, dat ass dat, wat den Expert vum Öko-Institut - virun zwou, dräi Woche wor en hei zu Lëtzebuerg -, de Christian Küppers, seet, dass d'Emissioune vu Cattenom am Verglach zu däitsche Kraaftwierker vill ze héich sinn. D'Ofleedungen an d'Musel si vergläichbar vill ze héich. An et ass net de Stand vun der Technik och, wann déi franséisch Wäerter, Norme relativ héich sinn. Mä déi Norme kënne mëttlerweil vill méi déif ugesat ginn. An do ass och e ganz grousse Problem, wat d'Musel duerstellt, well d'Musel e Floss ass, dee relativ wéineg Waasser féiert an doduerch och onnéideg an d'Luucht temperaturméisseg belaascht ass.

Froe sinn der virdru schonn eng ganz Rei gestallt ginn. Ech wëll der zwou, dräi nach derbäifroen. Dat ass éischtens, scho gesot: Wéi ass den Timing? Wéi gitt Der vir als Regierung? Et ass jo net nëmmen eleng d'Regierung, et ass zesumme mat der saarlännescher a mat Rheinland-Pfalz.

Wéi wäit ass den Dieter Majer, deen do den Expert ass? Op wéi enge Schwéierpunkte gëtt dann elo ënnersicht? Well et ass eis jo bewosst, dass déi 350 Säite vum Stresstest net bis an de leschten Detail vun eisen Experte kënnen ënnersicht ginn. Do wär ech frou ze wëssen, awéiwäit an op wéi enge Schwéierpunkte mer usetzen.

Wéi kréie mer d'franséisch Regierung ënner Drock gesat, dass dee Fligerofstierzrisiko muss gemaach ginn, dass se och an der zweeter Phas vun deene Stresstester obligéiert ginn, fir dat ze maachen?

An en drëtte Punkt, dat ass awer wierklech de völkerrechtleche Prinzip. Frankräich seet, dass d'Atomenergie am sécherheetstechneschen, energietechnesche Sënn eng national Aufgab ass. A si soen eis géigeniwwer: „Do hutt Dir näischt matzeschwätzen." Ech stellen awer den Umkehrschluss a soen: „Wat ass dat fir Lëtzebuerg, wa Cattenom an d'Luucht flitt? Da gëtt et d'Lëtzebuerger net méi!"

Dofir ass et grad aus deem Sënn, wou mer eis missten opstellen op europäeschem Niveau. Wéi kënne mer dat hannerfroen, och de völkerrechtlechen Aspekt vun eiser Säit vis-à-vis vu Frankräich? Well wann effektiv eppes passéiert wéi zu Fukushima, wou haut scho Risiken op 60 Kilometer sinn, da kënne mer vu Lëtzebuerg u sech net schwätzen.

An eng lescht Fro nach, dat ass effektiv: Wéi ass et mat de Lafzäitverlängerungen? Wéi kënne mer eis do juristesch besser opstellen, fir kënnen… Well mir musse wëssen, dass all eenzelne Block elo successiv all Kéiers eng zénggjähreg Lafzäitverlängerung kritt. An do musse mer eis juristesch opstellen, fir deem entgéintzewierken.

Merci.

Mme le Président.- Ech soen Iech och Merci, Här Kox. Ech géif dann dem honorabelen Här Gibéryen d'Wuert ginn.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Madame Presidentin. Ech mengen, et gëtt selten en Thema, wou mer heibannen eis alleguer esou eens sinn, wéi bei där Fro iwwer Cattenom. Ech mengen, mir sinn eis alleguer eens, an dat ass schonn a verschiddenen Debatten hei zum Virschäi komm, datt mer alleguer zesumme fuerderen, datt Cattenom misst zougemaach ginn. Ech ka mech och duerfir all deem, wat meng Virriedner hei gesot hunn, uschléissen. Ech mengen, mir gesinn dat alleguer aus deemselwechte Brëll.

Ech wëll duerfir eng Fro hannendrunhänken, déi mer schonn e puermol an deem Zesummenhang mat Cattenom hei opgeworf hunn, dat ass fir de Fall, wou mer de Super-GAU géifen zu Cattenom oder iergendwou an engem aneren Atomreakter an der Grenzregioun kréien, wou Lëtzebuerg géif evakuéiert ginn. Ech mengen, wa mer dat géife kréien, musse mer wëssen, da gëtt et Lëtzebuerg als solches net méi. Dann ass eist ganzt Land quasi dovunner betraff.

Ech hunn duerfir de 5. Mee eng parlamentaresch Ufro un den Här Statsminister gemaach, a mäi Frënd Jean Colombera huet den 20. Abrëll dëst Joer eng un den Innenminister an deem Zesummenhang gestallt. An ech muss Iech soen, datt ech enorm enttäuscht sinn iwwert déi Äntwert, déi mer vun deenen zwee Ministere kritt hunn, déi och awer identesch sinn.

Ech mengen, fir d'Éischt gëtt eis matgedeelt, datt, wann zu Cattenom eppes géif geschéien, domadder eist ganzt Land net betraff wier. Bon, wa mer wëssen, wat elo zu Fukushima geschitt ass, do ass méi wäit evakuéiert ginn, wéi eist Land grouss ass!

Et muss een och wëssen, datt déi Zentral, nämlech Senneng, déi soll zoustänneg si fir an esou engem Fall, datt déi am Fong am éischte Rayon schonn direkt draläit. A mir ware jo eng Kéier Senneng kucken, do wësse mer, wéi grouss datt d'Sécherheete sinn. Ech sinn der Meenung, wann déi Leit et als éischt gewuer ginn, dat sinn déi éischt, déi wäerte fortlafen. Esou sécher si se zu Senneng am Schlass!

Da seet de Minister eis, wann esou ee Super-GAU géif geschéien, da géif ee schreiwen: «L'envergure réelle d'une évacuation dépend d'une série de facteurs qui doivent être déterminés au moment même.» Dat heescht, et misst een emol kucken, ob géif evakuéiert ginn, jo oder neen. An da kënnt awer déi Fro, déi fir mech déi wesentlech ass: «Dans certaines situations, une mise à l'abri de la population est par ailleurs plus efficace qu'une évacuation.»

Den Här Innenminister huet dat esou geschriwwen: «La mise à l'abri des populations dans leurs maisons est jugée suffisante pour les protéger contre les effets de santé potentiels en cas d'un accident nucléaire.» Dat heescht, de Kolleeg Félix Eischen huet dat virdrun hei gesot, d'Leit gi fir d'Éischt Schlaang stoen op d'Gemeng, fir hir Jodpëllen ze kréien, an da gi se heem an de Keller sëtzen. An da sëtze se doheem am Keller a se waarden, wat geschitt.

Dir Dammen an Dir Häre, ech kann nëmmen alle Lëtzebuerger roden, se solle sech net op d'Lëtzebuerger Regierung mat hiren Evakuatiounspläng verloossen. Wa se eppes héieren, da solle se d'Féiss an de Grapp huelen a sech esou séier wéi méiglech duerch d'Bascht maachen.

(Interruption)

Mme le Président.- Ech soen dem Här Gibéryen Merci. Ech géif dann als leschtem Riedner, deen ageschriwwen ass, dem honorabelen Här Hoffmann d'Wuert ginn.

M. André Hoffmann *(déi Lénk)*.- Ech schléisse mech un an zu all deene berechtegte Froen, déi gestallt gi sinn, hunn ech nach just eng derbäizefügen, déi nach net gestallt ginn ass, déi awer fir mech och eng entscheedend Fro ass. Dat ass nämlech déi vun direkten oder indirekten Investitiounen an d'Atomindustrie a Frankräich an aneschtwou vu Lëtzebuerg aus.

Do si mir gefuerdert! An do muss ech soen, dass do hei zu Lëtzebuerg nach munches ze verbesseren ass an där doter Fro, wat Informatioun an Transparenz ubetrëfft. Dat betrëfft eis, net d'Fransousen!

Mme le Président.- Merci dem honorabelen Här Hoffmann. Ech géif dann elo d'Wuert un d'Regierung weiderginn, den Här Minister Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé*.- Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, Merci fir déi objektiv a motivéierend Diskussioun. Et kënnt effektiv hei aus der Chamber eraus, dass et keng grouss Meenungsverschiddenheeten an deem dote Beräich zwëschen deene verschiddene Chamberssensibilitéiten an der Regierung gëtt.

Ech wëll awer just erënneren, dass d'Aktualitéitsstonn am Zesummenhang mat dem Incident zu Marcoule ugefrot gi war an dass haut eigentlech net méi schrecklech vill doriwwer gesot ginn ass, well och an der Zwëschenzäit jiddwereen erkannt huet, dass Marcoule net mat Cattenom ze vergläichen ass, well Marcoule keng Atomzentral war, mä eigentlech eppes wéi eng Sidor, déi sech ëm den Traitement vun awer méi schwaach radioaktiven Offäll bekëmmert huet, an dass deen Accident, deen zu Marcoule geschitt ass - e bedauerlechen, wou e Mënsch leiebliwwen ass -, och op anere Plazen an aneren Industrië respektiv Betriber ka stattfannen - et kéint souguer theoretesch hei zu Lëtzebuerg geschéien -, mä awer jiddefalls net vergläichbar ass mat engem GAU oder engem Super-GAU an enger Atomzentral.

Ech wëll och soen, dass bei deem Incident zu Marcoule d'Kommunikatioun ganz gutt geklappt huet, well mer eng Stonn nom Accident hei zu Lëtzebuerg informéiert waren, 50 Minutten nodeem d'Krisenzentral ageriicht gi war. Dat ass extrem séier. Vu dass schnell bekannt war, dass kee Risiko war fir d'Populatioun zu Marcoule, war et och evident, dass et kee Risiko géif gi fir Lëtzebuerg an och net fir d'Lëtzebuerger Populatioun, sou dass keng grouss Kommunikatiounen doriwwer gemaach gi sinn.

Bon, ech mengen, wat d'Sécherheetsnorme vun de franséischen Zentralen, also och vun der Cattenom-Zentral, ugeet, huet sech an deene leschte Joren awer munches gemaach. Frankräich huet sech 2006 eng modern Gesetzgebung iwwert d'Transparenz an d'Sécurité nucléaire ginn. 2006 ass och d'Autorité de sécurité oder de sûreté nucléaire geschaf ginn, déi eng onofhängeg Instanz ass. Frankräich passt sech un déi international Normen un, wat dat ëmmer heescht.

Dir wësst, dass d'Sûreté nucléaire eng national Aufgab ass fir déi Länner, déi Atomzentralen hunn, dass awer an der Zwëschenzäit eenzel Prärogativen un d'Communautéit ofgi sinn. Dat geet nach net esou wäit, wéi mir eis dat wënschen, mä dat ass awer eng Evolutioun, déi gutt ass bei internationalen Inspektiounen.

Bei Inspektiounen, déi um internationale Plang virgesi sinn, si leider och net international Experten am Moment derbäi. Wann et zu enger Revisioun vun der europäescher Gesetzgebung wäert kommen, wäerte mir eis derfir asetzen, dass bei deenen Inspektiounen och onofhängeg international Experten derbäi sinn, déi deenen nationalen Inspektiounen op d'Fangere kucken.

Wann een d'Normen, d'Sûretés- an d'Sécuritéitsnormen, a Frankräich kuckt, da stellt ee fest, dass mer mat deenen Normen net an engem Entwécklungsland sinn. Dat sinn Normen, déi sech absolut vergläiche loosse mat deenen anere Länner. Dat ännert awer näischt um Haaptproblem. Wann d'Sécherheetsbestëmmungen an d'Sécherheetsmossnamen och nach esou en héije Standard hunn, wësse mer no Tschernobyl, wësse mer no Fukushima, dass et déi absolut sécher Atomzentral net gëtt.

An ech mengen, mir sollen eis an eiser Argumentatioun dorop fokaliséieren a mir sollen dat als Haaptargument huelen, an net eis fokaliséieren op deen een oder anere raschtege Rouer, well dee ka muer net méi raschteg sinn, an da gëtt gemaach, wéi wann alles an der Rei wär. An dat wär eng falsch Pist. Dofir wäerte mer eis och net drop aloossen, fir ze soen: Wann déi Sécherheetsmängel elo festgestallt gi sinn an déi si besäitegt, dann ass alles an der Rei.

Ech mengen, mir mussen deen Drock behalen, deen no Fukushima entstanen ass. A mer mussen drop oppassen, dass dat net erëm eng Kéier offlaut, wéi dat ganz oft an esou Situatiounen ass. Mir mussen also eis Argumentatioun mat eisen Noperen op dat Wesentlecht ofstëmmen an eis net dem Risiko higinn, dass mer op Nieweschluechtfelder geleet ginn, well da si mer an der Argumentatioun Perdant.

Mir mussen op de Principal och um europäesche Plang insistéieren, well et ass do, wou d'Diskussioun respektiv de Sträit sech décidéiert. An hei si mer an engem Sträit am wahrsten Sinne des Wortes.

D'Stresstester wäerten eis net déi allergréisst Iwwerraschunge bréngen, mä wäerten eis eng Bestätegung bréngen, dass et zum Deel gréisser Sécherheetsmängel gëtt, a wäerten eis och dra bestätegen, dass et déi absolut Sécherheet net gëtt.

Elo kann een zu Recht drop insistéieren, dass mer sollen analyséieren, wéi sécher d'Zentrale vis-à-vis vu Fligerofstierz sinn. Dat soll ee maachen, dat muss ee maachen. Mä ech soen Iech: Fir mech ass d'Konklusioun elo scho ganz kloer, well eenzel Länner den Test gemaach hunn. Net all; zwee, wou ech kennen. Ech mengen, d'Schwäiz a Finnland, déi hunn et gemaach. An déi sinn zu därselwechter Konklusioun komm wéi mir.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

Et gëtt keng Zentral, wou séchergestallt ka ginn oder wou eis d'Garantie ka gi ginn, dass, wann eng Boeing, en Jumbo oder eng nei Cargolux géif dropfalen, dass déi géif resistéieren. Dat Eenzegt, wat mer wëssen, dat ass, dass al Zentralen nach méi vulnérabel si wéi Zentrale vun där allerleschter Generatioun. Also solle mer eis och do net oflenke loossen. Fir eis ass d'Konklusioun vun Ufank u kloer: Et gëtt keng Zentral, déi absolut sécher ass vis-à-vis vun engem Incident majeur oder Accident majeur. An dat ass nun emol e Fligerofstuerz.

Zu der Informatiounspolitik vu Cattenom, mengen ech, soll ee keng Verallgemengerunge maachen. Duerchweegs ass déi Informatiounspolitik an der Rei. Mir ginn d'selwecht informéiert wéi déi Metzer Präfektur; wat net heescht, dass een et net weider ka verbesseren. All déi Rapporten, déi regelméisseg erstallt ginn, déi sinn öffentlech. Déi kann ee consultéieren. Mä d'Iwwermëttlung vun der Informatioun, wann eppes matzedeelen ass, déi klappt.

An den Interventioune vun de Kolleegen ass d'Inspektioun vun der SN opgeworf ginn. An do ass et richteg: Do si Mängel festgestallt ginn, déi, mengen ech, bal alleguer ze besäitege sinn. An den Henri Kox huet zu Recht drop higewisen, dass eigentlech dee gréisste Mangel elo misst bei deenen nächsten Inspektiounen ervirkommen an och bei eisen Analysë muss ervirgestrach ginn: Dat ass d'Versuerge vun de Brennelementer, déi „ausgebrannt" sinn - tëschent Guillemets.

Déi sinn net an der Sécherheetszon. Déi sinn net a Stolbëtonëmmantelungen. Déi sinn an normale Gebaier. An dat ass e seriöe Risiko. Dat hu mer zulescht zu Fukushima gesinn, wou esou e Gebai zesummegebrach ass a wou ganz staark radioaktiv Emanatioune komm sinn. Also, et muss ee sécher dorop insistéieren, grad wéi een op d'Mängel am Killsystem muss insistéieren an, mengen ech, derfir suergen, dass déi Mängel esou séier wéi méiglech behuewe ginn.

Firwat? Ech kommen a menger Konklusioun dorop zréck: Mir wëllen alleguer den Ausstieg. Wat de Roger Negri richteg gesot huet: Do gëtt et keng Konzessiounen. Mä mir wëssen awer pertinemment: Bis dass mer beim Ausstieg sinn, hu mer nach eng Rei vun Zentralen, déi ronderëm fonctionnéieren. Dann hu mer Intérêt, dass an där Iwwergangszäit déi Zentralen esou sécher wéi méiglech sinn, och wann de Principal dat ass, dass mer gär hätten, dass se zougemaach ginn.

Wa se net muer zougemaach ginn, dann hätte mer gär, dass se bis iwwermuer esou sécher wéi nëmme méiglech sinn. Dat ass net d'Unerkennung fir d'Atomzentralen, mä dat ass eigentlech eng logesch Attitüd.

D'Zuele vun den Incidenten zu Cattenom si fir mech net ausschlaggebend, fir ze jugéieren, wéi sécher oder onsécher eng Zentral ass. Fir mech ass et wichteg, dass se matgedeelt ginn, dass een d'Gravitéit op enger Skala ka jugéieren. Mä net déi Zentrale sinn déi onsécherst, wou am meeschten onbedeitend Incidentë gemellt ginn, mä déi sinn am onsécherste, wou iwwerhaapt keng Incidentë gemellt ginn.

An et gëtt eng Rei vu Länner, do gëtt et ni esou Incidenten. Et ginn der ni gemellt, anscheinend entstinn der och ni. Mä ech sinn awer iwwerzeegt, dass do déi gravesten Incidentë passéieren an doduerch ebe keng seriö Kommunikatiounspolitik ass. Wann een déi Échelle hélt vun den Incidenten, esou ass dat eng Échelle, déi haaptsächlech geduecht ass an der Kommunikatioun vun deenen Incidenten. Dofir also och do keng falsch Konklusiounen. Ech wëll dat net minimiséieren, wann Incidentë kommen, mä net d'Zuel vun den Incidenten ass dat Relevantst.

Dann, mengen ech, e wichtege Punkt, dat ass, wat da géif passéieren zu Lëtzebuerg, wann et zu engem GAU géif kommen oder zu engem schlëmmen Incident. Mir sinn zënter enger Rei vu Méint - säit Fukushima - amgaang, eisen Interventiousplang, eise „Plan Cattenom" an enger ganzer Rei vun Aarbechtsgruppen ënnert d'Lupp ze huelen. Déi Aarbechte lafen a mir

wäerten och seriö Adaptiounen un deem „Plan Cattenom" maachen.

D'Fro ass och gestallt gi vun de Jodpëllen. Mir presidéieren am Moment um europäesche Plang e Grupp, wou et zu enger Harmoniséierung bei enger Rei vun Elementer soll kommen, dorënner och déi vum Asaz an der Verdeelung vun de Jodpëllen. Et ass net ausgeschloss, dass et do zu Adaptatioune kënnt, mä am Moment ass déi zentral Léisung do, déi net vun eis agefouert ginn ass, déi an den 80er Joren agefouert ginn ass. Mä dat soll een nach eng Kéier op de Leescht huelen.

Selbstverständlech huele mer den Engagement vun der Société civile, vun dem Aktiounscomité, vun deenen 23.000 Ënnerschrëften eescht. Selbstverständlech verpasse mer keng Geleeënheet, fir a bilateralen an an anere Begéinunge mat de franséischen Autoritéiten eis Meenung kloerzemaachen.

De franséischen Ambassadeur war nach virun e puer Deeg bei mer, fir en Héiflechkeetsbesuch ze maachen, an ech hunn em gesot, si sollen déi Zentral ofschalten. Da geet et jiddefalls emol weider. Wa jiddweree vun eis bei all Geleeënheet dorop hiweist, wat déi Zentral fir eis heescht, just op eiser Grenz, an ech...

Une voix.- Wëssen déi dat dann net?

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé*.- Oh ben, déi maachen esou, wéi wa se et net géife wëssen. Déi maachen esou, wéi wa se et net géife wëssen, dass se do an engem Zwëschefall, an engem graven Zwëschefall d'Existenz vun engem ganze Land kéinten a Fro stellen.

Wat déi Froe vun eenzelne Kolleegen ugeet, bei deem Incident, wou anscheinend et zéng Deeg gedauert hätt, bis dass mir informéiert gi wären. Et mag sinn, dass d'Press mat zéng Deeg Retard informéiert ginn ass. Mir si bei deem Incident - ech mengen, et war den Här Berger, deen en ugeschwat huet - mat engem Ventil zu Cattenom deeselwechten Dag informéiert ginn, sinn awer och informéiert ginn, dass et e Ventil war, deen an engem Killsystem fonctionnéiert huet, wou awer d'Anlag ofgeschalt war. Dat war „en état d'arrêt", also keng Konsequenze méiglech.

Also hu mir och keng Kommunikatioun gemaach, well et am Arrêt war. Mir brauche jo net d'Populatioun opzereegen, wann et an engem Deel stattfënnt, deen iwwerhaapt net a Betrib ass. Dann ass et gutt, wann et direkt behuewe gëtt, mä et brauch een awer net e Communiqué ze maachen, dass eppes geschitt ass op enger Plaz, wou iwwerhaapt näischt konnt passéieren. Et kann een alles op d'Spëtzt dreiwen. Mä wann een honnertmol „Wollef" rifft an de Wollef kënnt wierklech... Bon, Dir wësst, wat ech domat mengen.

D'Fro, wéini dass de Stresstest ausgewäert ass: Mir hunn elo den 18. Oktober erëm eng gemeinsam Réunioun mat eisen däitsche Kolleegen, huelen de Stresstest auserneen, wäerten och gemeinsam Konklusiounen huelen, wäerte se och gemeinsam verteidegen, wäerten och dee Moment gemeinsam Démarchë vis-à-vis vun de franséischen Autoritéite maachen.

Jodpëllen, do sinn ech drop agaangen. Ech komme ganz gär, wann d'Resultater vum Stresstest an d'Analysen do sinn, virun d'Kommissioun. Et sinn anerer bei eis och nach betraff. Ech wëll awer soen, dass mer hei um Lëtzebuerger Plang all d'Autoritéiten, déi betraffen Autoritéiten, matabezunn hunn. D'Affaires étrangères si mat derbäi, den Intérieur ass mat derbäi. Bei deenen Delegatiounen, déi mer mat eisen däitsche Kolleegen hunn, ass den Ausseministère ëmmer mat vertrueden.

Zum Här Negri senger Interventioun - sech wiere géint d'Verlängerung -, jo! Jo! Ech hoffen, mat méi Erfolleg wéi d'Wiere géint de Bau vu Cattenom selwer. Hoffentlech mat deemselwechten Erfolleg, wéi mer e sengerzäit mat der Antiatombewegung bei Rëmerschen haten. Ech sinn duerfir och frou, dass et hei elo eng national Unitéit gëtt, an net wéi deemools d'Land an zwee gedeelt ass, pronucléaire an antinucléaire. Dat schéngt sech an deene leschten 30 Joer geännert ze hunn.

Wéi gesot, wann déi Mängel, déi bei dem Stresstest ervirkommen, och weisen, dass munches zu Cattenom ze maachen ass, kann een net soen, dass Cattenom elo déi vulnérabelst Atomzentral op der Welt wär. Dat do, dat wär e bëssen ze einfach, well dann hätte mer et liicht, fir se fir eis Argumenter zouzemaachen. Richteg ass et, dass den Haaptschwaachpunkt bei de Brennelementer läit.

Ech mengen, ech hätt elo bal...

M. le Président.- Här Minister,...

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé*.- ...op alles geäntwert. Ech soen...

M. le Président.- ...et gëtt esou lues Zäit.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé*.- Jo, ech soen Iech och e ganz häerzleche Merci, well ech wollt op all...

M. le Président.- Dir wollt elo zum Schluss kommen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé*.- Ech wollt zum Schluss kommen. Dir sidd och gradesou generéis mat mir wéi mat mengem Kolleeg Wiseler. Dir hutt haut e gudden Dag.

(Hilarité générale)

Wéi gesot, et ass Iech jo och gutt gaangen.

(Hilarité générale)

M. le Président.- Merci, Här Minister!

Une voix.- Wësst Dir méi wéi mir?

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé*.- An den Evakuatiounsplang - zum Schluss - ass Partie intégrante vun der Revisioun vun dem Cattenom-Plang, wou eng Aarbechtsgrupp sech dorëm bekëmmert.

Dat gesot, Här President,...

(Interruption)

...soen ech Iech villmools Merci fir Är Gedold.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Da beäntwert awer nach dem Här Hoffmann seng Fro!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé*.- Jo, jo, jo.

Une voix.- Et ass seng lescht Fro.

M. André Hoffmann *(déi Lénk)*.- Nach net grad.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé*.- Här Hoffmann, ech hat...

M. André Hoffmann *(déi Lénk)*.- Ech hu gefrot, wéi et steet mat den Investitioune vu Lëtzebuerg aus an d'Atomindustrie am Ausland, well dat ass eis Responsabilitéit. An do hunn ech gesot, an Informatioun an Transparenz, do ass nach munches ze verbesseren.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé*.- Ech deelen Är Meenung.

Une voix.- Aaahhh!

M. André Hoffmann *(déi Lénk)*.- Dat beträfft natierlech...

(Interruptions)

Ee Moment!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé*.- Ech deelen Är Meenung.

M. André Hoffmann *(déi Lénk)*.- Dat beträfft natierlech de Fonds de compensation.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé*.- Ech deelen Är Meenung.

(Interruptions et hilarité)

M. André Hoffmann *(déi Lénk)*.- Da stellen ech eng prezis Fro.

Une voix.- Ah!

Une autre voix.- Endlech!

M. André Hoffmann *(déi Lénk)*.- Heescht dat also, dass déi Investitiounen aus dem Fonds de compensation an d'Atomindustrie definitiv erausgeholl ginn? Als prezis Fro.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé*.- Ah, ech soen Iech, ech hunn Iech op Är Fro geäntwert, dass mir dat seriö kucken.

(Hilarité et interruptions)

Une voix.- Ah! Kucken?!

M. le Président.- Domadder wär d'Diskussioun...

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé*.- Neen, esou ouni Weideres ass et net d'Regierung, déi fir de Placement zoustänneg ass...

M. le Président.- ...ofgeschloss, a mir kommen zum nächsten a leschte Punkt vun eisem Ordre du jour.

(Brouhaha et hilarité)

Mir hunn nämlech haut eng Aktualitéitsdebatt iwwert d'Positioun vun der Regierung zu de Projeten zu Wickreng an zu Léiweng. D'Fraktiounen hu 15 Minutten, d'Sensibilités politiques fënnef Minutten an d'Regierung 30 Minutten. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Meisch, Gira, Gibéryen, Haupert, Fayot an Hoffmann. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Claude Meisch agedroen. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

5. Débat d'actualité sur la position gouvernementale concernant les projets liés de Wickrange et de Livange

M. Claude Meisch *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, op Ufro vun der grénger Fraktioun a vun der DP-Fraktioun hate mer jo déi heiten Debatt elo provozéiert, nodeems mer d'lescht Woch schonn hei an dësem Sall eng ganz Rei vu Kommissiounssëtzungen zesummen haten, nodeems mer dës Woch e Méindeg an enger Finanzkommissioun, an enger Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire zesummesouzen, fir eng Rei vun deene ganz ville Froen, déi opgeworf goufe ronderëm den Dossier Léiweng, ze diskutéieren.

Et ware konkret Froen. Mir hunn och eng Hällewull vun Äntwerte kritt, schréftlech Äntwerten, no deene mëndlechen an de Kommissiounssëtzunge gëschter Mëtten. Eng ganz Rei vu Froen, muss ee soen, si gekläert. Allerdéngs bleiwen awer och nach munnech Bedenken, déi net konnten aus der Welt geraumt ginn. Eng Rei vun Ongereimtheeten existéiere weider respektiv eng Rei vun neie Froen hu sech eigentlech och aus deenen Äntwerten do erginn.

Ech mengen och, datt mer à même sinn, haut eng Rei vu Konklusioune kënnen ze zéien aus deenen Diskussiounen, déi mer ronderëm deen dote Fall haten. Konklusiounen, déi dann awer och weisen, datt et sech hei ëm alles aneschters wéi nëmmen ëm e Stuerm am Waasserglas gehandelt huet, wéi Eenzelner heibannen dat emol bezeechent hunn.

Dat Éischt, wou ech mech e bësse wëll domadder ophalen, dat ass d'Confidentialitéit vun deem Bréif. De Jean-Claude Juncker huet d'lescht Woch an der Kommissiounssëtzung gesot, datt et op Wonsch vum Promoteur vum Projet Wickreng gewiescht wär, datt dee Bréif geheim, confidentiel gehale gi wär. Dat huet de Promoteur e bëssen an d'Liicht gestallt, wéi wann en do wéilt hannert de Geschäftspartner hirem Réck dann awer un engem neie Projet schaffen, fir deen, deen e mat engem anere Geschäftspartner schonn opgebaut huet, fir dee falen ze loossen.

Mir hunn elo an deenen Äntwerten, déi d'Regierung eis zoukomme gelooss huet, eng Rei vu Bréiwer och annexéiert gehat, wou mer jo an deem Bréif vun der Regierung vun deenen dräi concernéierte Ministere vum 2. Abrëll liesen, datt dat eben en Dokument ass, wat net fir d'Öffentlechkeet geduecht ass, wou ee vun deene Promoteuren äntwert den 20. Mee 2009, an ech zitéieren do: «...la partie Rollinger a signé un accord définitif et irrévocable avec ING Real Estate.»

Et war jo dat Argument, wou de Jean-Claude Juncker gesot huet, bis déi doten Diskussioune gekläert wären, sollt déi Ofmaachung, deen Accord tëschent der Regierung an de Promoteure geheim bleiwen.

Zwee Deeg drop, den 22. Mee, äntwert dann awer d'Regierung nach eng Kéier un déi zwee Promoteuren an insistéiert do weiderhin op d'Confidentialitéit, op d'Geheimhaltung vun där Ofmaachung. Ech mengen, datt dat nach eng Kéier weist, datt, jo, déi Diskussiounen, déi ze féiere waren tëschent dem Groupe Rollinger an der ING Real Estate ëm d'Ofwécklung, loosse mer emol esou soen, vum Projet Wickreng, datt dat sécherlech net deen eenzege Grond ka gewiescht sinn, firwat datt dee Bréif do, firwat datt deen Accord do geheim huet misse bleiwen.

Mir bleiwen also och nach wie vor der Meenung, datt et sech bei deem Bréif do ëm - hoffentlech jo emol - en exzeptionellt Dokument handelt, an datt et net déi gängeg Regel ass, wéi dat hei déi lescht Woch vun der Regierung esou duergestallt ginn ass.

Dat Zweet ass nach eng Kéier de Charakter vun deem Bréif do, mat deem ech mech kuerz wëll ausenanersetzen, wou de Jean-Claude Juncker jo gesot huet, et wär schonn en Accord, mä aus deem Accord do wär am Fall vun Netrespekt vun der Säit vun der Regierung jo vun de Promoteure kee Schuedensersaz anzekloen.

An de schréftlechen Äntwerte vu gëschter, wou et dann drëms geet, wou d'Regierung sech engagéiert, en neien Terrain ze sichen, am Fall wann de Projet Léiweng näischt géif ginn, do liese mer, an ech zitéieren: «Ce faisant, le Gouvernement n'a pas contracté une obligation de résultat, mais une obligation de moyens.»

D'Äntwert vun deenen zwee Promoteuren allerdéngs op de Bréif vum 2. Abrëll, déi Äntwert ass datéiert op de 15. Mee 2009, do ass ze liesen: «La partie Rollinger inteprète l'engagement du Gouvernement, à rechercher activement un nouveau site dans le cas prémentionné, comme l'engagement de rechercher et trouver un site ayant l'envergure, l'attrait et le potentiel économique de celui du projet de Wickrange Shopping Center, de manière à préserver l'intérêt économique de la partie Rollinger.» D'Regierung huet zu deem doten Zäitpunkt - op jidde Fall ass eis näischt aneschters bekannt - déi Interpretatioun do vum Promoteur Rollinger akzeptéiert.

Da stellt sech awer och d'Fro: „préserver l'intérêt économique", wat dat heescht. An do kommen ech nach eng Kéier op déi Fro zréck, déi ech d'lescht Woch och hei an der Kommissiounssëtzung gestallt hunn, well et fir mech nach ëmmer net logesch ass, datt jo d'Regierung do einfach engem en Terrain géif weise goen, an dee misst den Terrain da bezuelen, an dat wär eng Kompensatioun fir e Projet, deen en net op engem eegenen Terrain ka realiséieren.

Fir mech bleift do eigentlech nach ëmmer en zentrale Widdersproch an der Argumentatioun, wéi mer se d'lescht Woch hei vun der Regierung duergeluecht kritt hunn.

D'Äntwert vun der Regierung op eis Froe schreift dann och nach eng Kéier ganz kloer, datt keng „dommages et intérêts" sollten hei fälleg sinn, oder nëmmen déi sollte fälleg sinn, am Fall wou da géint deen Accord do géif verstouss ginn. Wann awer elo de Projet Léiweng näischt gëtt, a wann dann awer keen Alternativterrain ze fannen ass, wou dat da sollt drop méiglech sinn, eppes ze realiséieren - an datt dat jo net esou einfach ass, dat hu mer jo d'lescht Woch och hei an den Explikatioune vun ënnerschiddleche Ministeren héieren -, jo, da si mer an eisen Aen awer am Fall vun engem Verstouss géint deen Accord do, an de Stat muss fäerten, nach Schuedensersaz a Milliounenhéicht finalement ze bezuelen.

Deem confidentiellë Bréif no huet d'Regierung also finalement awer just de Choix, entweder ze kucken, alles ze maachen, datt de Projet Léiweng autoriséiert gëtt, en aneren Terrain vun deene concernéierte Promoteuren do ze valori-

Chamber aktuell

Chamber TV vous propose tous les ***lundis*** *entre 20.00 et 22.00 heures les* ***moments forts*** *de l'actualité parlementaire.*

L'émission est ***rediffusée*** *du* ***mardi au vendredi*** *de 20.00 à 22.00 heures, à l'exception des jours de séance.*

séieren, oder en Terrain zur Verfügung ze stellen, oder finalement zur gudder Lescht dann awer ze riskéieren, Schuedensersaz missen ze bezuelen.

Nom Studéiere vun den Äntwerte vun der Regierung stelle sech fir eis eng Rei vu Froen: Huet d'Regierung de Stat mat deem doten Accord, mat deem dote confidentiellë Bréif engagéiert? - Mir mengen, jo. Geet de Bréif iwwer en „memorandum of understanding", wéi et d'lescht Woch hei duergestallt ginn ass, eraus? - Mir mengen, jo. Riskéiert de Stat hei finalement musse Schuedensersaz ze bezuelen? - Mir mengen, jo. Huet de Stat hei, huet d'Regierung hei e finanziellen Engagement geholl, an dat laanscht d'Chamber? - Och do menge mer jo.

Fir awer Kloerheet an deenen dote Froen ze kréien, huet d'Fraktioun vun der Demokratescher Partei en Avis juridique an Optrag ginn, an ech huelen dann un, wa mer dee virleien hunn, da kënne mer nach eng Kéier iwwert déi dote Froe weiderhin diskutéieren.

Da war ee vun den Themen, déi mer d'lescht Woch hei behandelt hunn, déi mer awer och an der Finanzkommissioun an an der Comexbu e Méindeg behandelt hunn, jo d'Relatioun tëschent engem vun de besotene Promoteuren, der Spuerkeess, an och eenzelne private Persounen.

Ee vun de Sujeten do, op deen ech ganz kuerz nach eng Kéier wëll hei zréckkommen, well villes vun deem an der Kommissioun, mengen ech, zum Deel ofschléissend behandelt gi war, ass deen, ob dann elo d'CSSF eng Warnung erausginn huet am Zesummenhang mat den Engagementer, déi d'Spuerkeess geholl huet fir de Promoteur vum Projet Léiweng.

D'Äntwert vun de Responsabele vun der Spuerkeess war ganz kloer neen. Ech hunn och nach eng Kéier nogefrot, ob dat eng Warnung oder eng Recommandatioun oder soss iergendwéi en Dokument oder eng Aktioun gewiescht wär an deem Zesummenhang. D'Äntwert war ganz kloer neen.

Wat awer feststeet, dat ass, datt Warnungen erauskomm sinn iwwert den Immobiliësecteur am Allgemengen, iwwert déi Risiken, déi hei an enger Immobiliëblos amgaange sinn ze entstoen. An dat sollt eis dach, och wann et net am direkten Zesummenhang mat dësem Dossier ass, sollt dat eis net egal sinn a sollte mer dach kucken, eng Kéier seriö doriwwer ze diskutéieren.

Ech mengen, sënnvoll wär et, do d'CSSF, déi jo déi Warnung do ausgeschwat huet, eng Kéier an der Finanzkommissioun ze gesinn, fir ze héieren, wéi eescht datt déi Risiken do ze huele sinn.

Dann an dësem Dossier hu mer iwwer eng Rei vun Interessenskonflikter misse schwätzen. Datt de Generaldirekter vun der Spuerkeess Member ass an dem Conseil d'administration vun enger Sociétéit, déi dem Promoteur vum Projet Léiweng gehéiert. Datt deen Direkter säin Haus och un deeselwechte Promoteur verkaaft huet. Datt an deem Haus duerno de fréieren Ëmweltminister gewunnt huet. Alles eenzel Faiten, déi sécherlech kee Rechtsverstouss duerstellen, mä trotzdeem dach eng ganz Rei vun Zoufäll sinn hei an engem ganz enken Zäitraum, déi dach matenee jo awer d'Leit erstaunen dinn.

Duerfir wollte mer dat opgräifen, wat och dee leschte Mëttwoch hei schonn an der Kommissiounssëtzung, ënner anerem och vum Premier, mat proposéiert ginn ass, nämlech sech eng Kéier seriö Gedanken ze maachen iwwer e Code de déontologie fir d'Décideuren hei am Land, fir Politiker, fir héich Statsbeamten, fir och Décideuren an där enger oder där anerer staatlecher Entreprise, fir datt esou Interessenskonflikter wéi déi doten net an e falscht Liicht geroden, Phenomeener wéi déi doten, datt ee kloer och kann tranchéieren, wat geet a wat geet net.

De Kolleeg Fränz Bausch vun deene Grénge wäert dann och deementspriechend eng Motioun herno hei abréngen, déi mer zesumme mat hinnen ausgeschafft hunn.

Wat awer och opgefall ass d'lescht Woch hei an där doter Debatt, dat ass, wéi schlecht eigentlech d'Politique foncière vun der Regierung ass. Wann d'Ministere sech heihinner erkläre kommen a soen, fir e Fussballstadion ze baue gëtt et keng aner Plaz am Land wéi déi doten, dann, mengen ech, huet d'Regierung oder vläicht hunn déi Regierunge virdru versot, fir dach dem Stat déi néideg Terraine mat Zäiten ze reservéieren, fir Terrainen opkafen ze goen.

Anscheinend - an och dat ass awer de leschte Mëttwoch hei an der Kommissiounssëtzung gesot ginn an eigentlech och confirméiert gi vu Regierungssäit - si Privatpromoteuren amgaangen, eng Hällewull vun Terraine ganz no bei de Perimeteren, déi ganz interessant och leie fir zukünfteg Développementer hei am Land, opzekafen. Dat, mengen ech, soll eis wierklech ze denke ginn, ob net de Stat do méi aktiv misst virgoen, fir dach op d'mannst mat deemselwechten Engagement wéi eenzel Privatpromoteuren ze kucken, sech eng Rei vun interessanten Terraine mat Zäiten ze reservéieren.

Wat awer mech am meeschten opgereegt huet, dat ass, datt mer aus dem Mond vum Wirtschaftsminister Jeannot Krecké héieren hunn, datt et offensichtlech eng Fuite gëtt, eng Fuite vun Dokumenter iwwert d'Plan-sectorielen, datt offensichtlech Leit dobausse Bescheed wëssen, wat fir eng Terrainen dann an Zukunft wéi hei am Land solle kënne genotzt gi respektiv wéi solle klasséiert ginn! Dat ass dat, wat de Jeannot Krecké d'lescht Woch hei an der Kommissiounssëtzung gesot huet. An dat ass awer och eppes, wat eis net dierf kalloossen, iwwert dat mer net einfach esou däerfen ewechgoen!

Wann dat esou ass, da fannen ech et awer normal, datt déi zoustänneg Ministeren, déi do Kompetenzen hu fir déi Plan-sectorielen, sech drusetzen an eng ganz seriö Enquête interne do lancéieren, fir erauszefannen, wou déi Fuiten dann do wann ech gelift sollten hierkommen. Well wann et esou wär, da wär dat ganz, ganz grave.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Meisch *(DP)*.- Dann zu Lescht awer och nach e puer Wuert zum eigentleche Projet Léiweng, iwwert dee jo och nach eng Kéier an deem heiten Zesummenhang geschwat ginn ass, och wa meng Fraktioun do scho kloer Positioun virdru bezunn hat.

Mä et huet sech nach eng Kéier erausgestallt, datt d'Envergure commerciale vun deem Projet, déi Surfacen, déi do geplangt sinn, 75.000 Quadratmeter, einfach ze vill importent sinn op där enger Säit fir dat, wat Lëtzebuerg kéint packen; op där anerer Säit einfach och doduerjer hierkommen, well hei d'Philosophie jo déi war, datt esou vill Surface commerciale muss geschafe ginn, fir datt op där anerer Säit duerch déi Plus-value, déi geschafe gëtt, e Stadion sech quasi géif matfinanzéieren. Dat ass an eisen Ae sécherlech dee falsche Wee.

Wa mer Geschäftszentre maachen - a mir sollen och nach Geschäftszentren zu Lëtzebuerg schafen -, da musse mer kucken: Wat ass den Équiliber tëschent Offer an der Demande, dee ka gehale ginn? Da musse mer kucken: Wat sinn nei Aarbechtsplazen, déi kënne geschafe ginn? Déi sinn d'lescht Woch hei genannt gi vun der Regierung, awer gläichzäiteg déi och op d'Woleeën op där anerer Säit, déi riskéieren, da verluer ze goen a bestehende Commercer, a bestehende Betriber. An och do kucken, ob dat sech dann op d'mannst den Équiliber kann halen.

Da musse mer awer och kucken: Wou sinn déi richteg Plazen, fir esou Surfaces commerciales hei am Land ze schafen?, virun allem fir dat mat den Ae vun engem kohärenten Aménagement du Territoire kënnen ze gesinn.

Hei ass et ebe just dorëms gaangen, en Terrain ze fannen, deen duerch e Reklassement esou vill Plus-value géif schafen, fir datt e Stadion sech einfach géif matfinanzéieren. Dat solle mer eigentlech an Zukunft net maachen, well do ass dann och eppes derbäi erauskomm, wat absolut net méi eisen eegene Regele vun der Landesplanung entsprécht.

Wa Wickreng, wann d'Regierung seet, de Projet Wickreng war net IVL-konform, a gläichzäiteg seet se, de Projet Léiweng, dee wier IVL-konform, a mer wëssen, datt zu Wickreng awer e klenge Projet eigentlech sollt realiséiert gi par rapport zu deem grousse Megaprojet, deen zu Léiweng sollt realiséiert ginn, dann, mengen ech, versteet kee méi, wéi dat doten, déi doten Attitüd vun der Regierung nach konform ass zu engem IVL, zu de Kritäre vun der Landesplanung.

D'lescht Woch huet dann och an der Chamber hei de fréiere Sportsminister, de Jeannot Krecké, erkläert, wéi et dozou komm ass, firwat en op de Wee gaangen ass, fir zesumme mat privaten Acteuren esou e Projet ze realiséieren, eng national Infrastruktur ze realiséieren, well e gesot huet, en hätt net gemengt, datt d'Chamber him géif den Optrag ginn an de Go ginn, fir dat eenzel als Lëtzebuerger Stat kënnen ze bauen.

Nun, mir mengen awer, datt mer, wann ech dat doten héieren, dann an der Chamber hei sollen deen Optrag do ginn an der Regierung mat op de Wee ginn: Da sicht wann ech gelift en Terrain, wou mer separat e Fussballstadion kënne bauen, wa mer deen da brauchen, wou e gutt läit, wou e gutt ugeschloss ass, wou mer déi Infrastruktur herno och nach vläicht fir aner Zwecker kënnen notzen. A mer vergiessen awer och op där anerer Säit dann déi Kombinatioun tëschent Fussballstadion a Commerce, déi et jo offensichtlech onméiglech gemaach huet, hei en Terrain ze fannen.

Och an deene puer Stonnen, déi mer d'lescht Woch hei zesummesouzen, hate mer jo eigentlech herno bal an der Diskussioun, um Enn vun där Diskussioun e Konsens iwwer e Standuert: Et ass dee vum „Midfield" gewiescht, dee sécherlech, mengen ech, nach eng Kéier herno soll analyséiert ginn, respektiv anerer och nach eng Kéier solle gekuckt ginn. Mir sinn op jidde Fall der Meenung, datt dat dee richtege Wee wier.

Wann et dat war, wat d'Regierung dru gehënnert huet, op deen dote Wee ze goen, datt ebe just den Accord vun der Chamber gefeelt huet, da sollte mer haut deen Accord do ginn. Duerfir hunn och d'Demokratesch Partei, d'Fraktioun vun der Demokratescher Partei, an déi gréng Fraktioun zesummen an deem Sënn eng Motioun hei déposéiert, an ech huelen da jo un, datt mer eng breet Majoritéit derfir haut hei wäerte kréien.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- tenant compte de la volonté du Gouvernement à réaliser un projet de stade de football lié à un centre commercial à Livange;

- considérant les répercussions négatives sur la haute qualité écologique et paysagère du site, qui a amené la commission d'aménagement en 2008 à formuler un avis négatif en vue d'une activité commerciale;

- considérant les répercussions négatives du projet sur le commerce existant, tant dans les pôles de développement de la ville de Luxembourg et d'Esch-sur-Alzette, que sur le commerce local dans les villages avoisinants;

- considérant que les coûts d'infrastructure engendrés par la réalisation du projet de Livange s'élèveront à quelque 70 millions d'euros;

- considérant les déclarations de Monsieur le Ministre des Sports lors d'une réunion jointe de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme et de la Commission du Développement durable en date du 19 mai 2010, qu'il estimerait les coûts de construction d'un seul stade de football à quelque 20 à 25 millions d'euros;

- alarmée par l'évolution des finances publiques qui ne laissent qu'une marge de manœuvre très restreinte à la réalisation de tels projets sportifs;

- constatant néanmoins que le Luxembourg ne dispose actuellement pas d'un stade de football correspondant aux critères de l'UEFA pour accueillir des compétitions internationales;

- saluant les déclarations faites par Monsieur le Ministre de l'Économie et Monsieur le Ministre des Sports lors de la réunion jointe de la Commission du Développement durable et de la Commission de l'Éducation nationale et des Sports du 5 octobre 2011, laissant entrevoir qu'ils seraient favorables à la réalisation d'un stade de football d'envergure nationale, sans que celui-ci soit lié pour autant à la réalisation d'un centre commercial;

invite le Gouvernement:

- à entreprendre les démarches nécessaires en vue d'une réalisation d'un stade de football d'envergure nationale;

- à abandonner le projet d'un stade de football lié à un centre commercial sur le site de Livange.

(s.) Claude Meisch, François Bausch, Eugène Berger, Fernand Etgen, Camille Gira.

Wat fir e Fazit kënne mer aus där doter Affär zéien? Et ass, mengen ech, nach net all Fro definitiv an ofschléissend beäntwert. A wéi ech virdru gesot hunn, eng Rei vun Äntwerten hunn nei Froen opgeworf, an eng Rei vun Äntwerte mussen awer och nach eng Kéier op hir, jo, op hir juristesch Konsistenz hin iwwerpréift ginn. Mir mengen, datt een e PPP, en „public private partnership" wuel ka maachen, mä awer net an där doter Form; datt dat dee falsche Wee war, fir öffentlech Interessien a privat Interessië mat ënner een Hutt ze kréien; datt mer, wa mer e Stadion brauchen, dee vun der öffentlecher Hand solle baue loossen.

Mir mengen awer och, datt dat doten nach eng Kéier de Bewäis ass - an de Mëtteg hu mer jo schonn doriwwer geschwat -, datt mer ganz, ganz dréngend eis Instrumenter brauchen, fir eis Landesplanung dann och wierklech kënnen ëmzesetzen, fir och Planungssécherheet ze kréien, fir och doduerjer méi attraktiv ze gi fir Investisseuren, déi aus dem Ausland kommen.

Well wann der do kommen, déi soen, mir wëllen e Projet zu Wickreng maachen oder zu Léiweng oder soss iergendwou, an all Kéiers gëtt dat deen Duerjerneen, wéi mer en hei hunn, dat ass sécherlech net dat, wat mer brauchen als Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg, deen Image de marque, dee mer do brauchen, fir attraktiv fir Investitioune vu baussen ze sinn.

Mir brauchen eng aner Politique foncière. Dat ass awer och eng ganz nei Konklusioun aus där Debatt, déi mer hei d'lescht Woch gefouert hunn. A mer sollen eis wierklech eng Kéier an aller Rou zesummesetzen, fir ze kucken: Wéi kënne mer esou eventuell Interessenskonflikter tëschent privaten Interessien an öffentlechen Interessien dann och regelen an auserneenhalen? An och, wa Léiweng elo net gebaut gëtt, ech mengen, dës Diskussioun hei, déi wäert eis nach eng Zäitche beschäftegen, an d'Konklusiounen, déi kënnen eis nach wäit bréngen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Meisch Merci. Als nächste Riedner ass den Här François Bausch agedroen. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll op véier Punkten an där Debatt hei agoen, am Zesummenhang mat der Geschicht Léiweng respektiv alles dat, wat sech ronderëm an der Diskussioun erausgestallt huet.

Beim éischte Punkt wëll ech zréckkommen op dat, wat mäi Kolleeg Camille Gira an der Kommissioun d'lescht Kéier hei opgeworf huet, wou e sech beschäftegt huet nach eng Kéier mam Historique vun deenen Terrainen do respektiv domat, wat alles scho virgesi war, a mat den Ursaachen, firwat datt déi fréier Reklassementer net autoriséiert gi si vun deene verschiddenste Ministeren.

An ech wëll virun allem nach eng Kéier zréckkommen op deen zweete Refus vun 1991, deemools vum deemolegen Ëmweltminister Alex Bodry, well mir hu jo elo am Kader vun den Äntwerte vun der Regierung hei eng Duerstellung kritt, déi eigentlech relativ seltsam ass.

Et gëtt, éischtens, sech drop bezunn nëmmen op den eigentlechen Naturschutz a virun allem op d'Iwwerschwemmungsproblematik, an et gëtt gesot, et wier jo par rapport zu deemools haut eng ganz aner Situatioun. Bei den Iwwerschwemmungsgebidder hat de Minister deemools gesot, dat hunn ech iwwregens - also d'lescht Woch gesot - relativ speziell fonnt, et hätt een elo, ech mengen, en hat sech ausgedréckt, mechanesch Méiglechkeete fonnt, fir déi Iwwerschwemmungsproblematik do an de Gréff ze kréien an Zukunft. Dat ass relativ speziell.

Mä wat mech virun allem schockéiert, dat ass an den Äntwerten, wann ech liesen hei, datt gesot gëtt, datt vun deemools op haut eng Rei nei Faits accomplis geschitt wiere ronderëm déi Zon, déi jo eng ganz aner Situatioun géifen hierstellen.

Do gëtt, éischtens, drop higewisen, datt entretemps vis-à-vis en Hotel gebaut gi wier, datt d'Autobunn virgesi wier, fir déi do op sechs Bunnen, also zweemol dräi Spuren auszebauen, an datt donc déi Argumentatioun, déi den Här Bodry 1991 gefouert hat, firwat en e Refus ginn hätt fir deemools dee Projet aus Naturschutzgrënn, net méi gi wier, well jo haut souwisou d'Situatioun eng aner wier.

Bon, éischtens muss ee soen, wa mer den Naturschutz esou seriö huelen, datt mer zwar engersäits mengen 1991, et wier derwäert, datt een dat als Naturschutzzon klasséiert, an dann awer einfach lauter Faits accomplis schaaft ronderëm, an dann einfach herno mécht, seet, d'Situatioun hätt sech geännert, da fannen ech dat relativ schlëmm.

Ech wëll och do soen, datt all normale Bierger, all klenge Mann, deen e Gaardenhaischen nëmme wëllt bauen hannenaus bei sengem Haus, wann et an engem Naturschutzgebitt ass oder nëmmen drukënnt, dee kritt dat refuséiert! A mir ginn do als Stat, als Öffentlechkeet gi mer e Bild of fir den normale Bierger dobaussen, dat desastréis ass, well mer einfach hei soen, et gëtt zwou Kategorië vu Bierger an deem Land: Et gëtt den normale Bierger, dee fir säi Gaardenhaischen net däerf dat maachen, an et gëtt e Promoteur, deen, wann e wëllt, alles duerchgesat kritt, wat e wëllt. Dat ass dat Bild, wat mer ofginn, dat ass einfach desastréis, a mir kënnen esou eng Argumentatioun wierklech net akzeptéieren!

Et kënnt awer dann en anere Punkt derbäi, op dee gëtt nach ëmmer net geäntwert. An zwar huet de Camille Gira d'lescht Woch gesot, datt net nëmmen d'Naturschutzgesetzgebung vum Minister Bodry deemools ugewannt ginn ass, fir de Refus ze maachen, mä och d'Gesetz iwwert de Vulleschutz an d'Vulleschutzdirektiv vun 1979. Am Text stoung, firwat de Refus gemaach ginn ass. An an där Hisiicht huet sech mat Sécherheet näischt geännert, esou datt mir lech wäerten hei viraussoen, datt Der hei wäert Kloe kréie géint déi ganz Geschicht do, an datt déi Kloen och, eiser Meenung no, ganz grouss Chancë wäerten hunn, e Succès ze hunn; wa se en net virun de Lëtzebuerger Geriichter hunn, da mindestens beim Europäesche Geriichtshaff.

Well et ass eng europäesch Direktiv, déi hei dra-

steet, an Dir wësst jo, datt den Droit européen, rechtlech gesinn, iwwert dem Droit national steet. Dat heescht, mir verstoussen och mat deenen Décisioune géint europäescht Recht, op Basis vun där Décisioun, déi de Minister Bodry 1991 geholl huet.

Duerfir, zu dem Punkt 1 sinn déi Froen, déi Äntwerten, déi mer hei kritt hunn, méi wéi onzefriddestellend an och fir eis iwwerhaapt net akzeptabel, well se, wéi gesot, zu engem Deel hei d'Land duerstellen, wéi wann et zwou Kategorië vu Bierger géif ginn: den normale Bierger, dee sech muss un d'Gesetzer halen, an da verschidden aner Kategorien. Déi musse just zahlungskräfteg genuch sinn, da kréie se Saachen einfach emol awer iergendwann duerch Faits accomplis duerchgesat.

Den zweete Punkt, op deen ech wollt dann agoen, dat ass d'Fro vun de Conflits d'intérêts. An ech wëll fir d'Éischt déi Problematik uschwätzen, wéi se sech an der leschter Gemengerotssitzung erausgestallt huet, am Gemengerot zu Réiser.

Ech wëll drop hiweisen, datt dat, wat hei am Text steet, datt déi betreffend Schäffin, d'Madame Ferro-Ruckert, wann de Minister hei schreift, datt hien elo misst nach préiwe loossen iwwert de Commissaire de district, ob déi Madame do bei enger Délibératioun am Schäfferot, déi jo dann zu der Décisioun am Gemengerot gefouert huet, derbäi gewiescht wier, an eréischt da kéint een décidéieren, ob do d'Gesetzer agehale gi wieren oder ob een net misst déi Décisioune réckgängeg maachen. Déi Madame selwer, wëll ech dem Här Minister soen - ech weess net, ob hien net Radio an Tëlee lauschtert -, déi huet um 100,7 selwer zouginn, datt se bei enger Schäfferotsdélibératioun derbäi war a matdiskutéiert huet!

An ech wëll nach eng Kéier drop hiweisen, datt d'Gesetz, d'Gemengegesetz ganz kloer ass. Et geet net ëm e Vote, mä et geet drëms, ëm Präsenz am Sall respektiv virun allem, datt een d'Wuert net däerf ergräifen. Et ass d'Délibératioun, déi ausschlaggebend ass, an net de Vote!

Donc ass et relativ kloer, datt d'Madame Ferro-Ruckert hei e staarke Verstouss gemaach huet géint déi betreffend Gesetzgebung, an datt eigentlech och penal Strofen dorobber stinn - dat wëll ech och emol eng Kéier hei betounen, dat si keng Kavaléiersdelikter -, déi do virgesi sinn, wann een esou eppes mécht. An der Gesetzgebung si penal Strofen als Konsequenz virgesinn! An duerfir ass et fir eis evident, datt déi Décisioun, déi de Gemengerot geholl huet nach kuerz virun de Wahlen, net rechtsgülteg ka sinn an datt déi muss annulléiert ginn, an déi Prozedur muss nei ugefaange ginn.

Da kommen ech bei déi aner Conflits oder eventuell Conflits d'intérêts, déi hätte kënnen do sinn. An ech muss soen, ech ka jo nëmme staunen, wann ech liesen an der Äntwert vun der Regierung, datt hei steet, ech zitéieren: «Ils n'ont en l'occurrence été destinataires d'aucun avantage matériel ou immatériel. Toutes les rumeurs à ce sujet, y compris celles concernant certains hauts fonctionnaires, se sont avérées être dénuées de tout fondement et inventées de toutes pièces.»

Ech sinn iwwerrascht, datt eng Regierung esou eppes äntwert, wann ech weess, datt viru Kuerzem, virun e puer Wochen eng Perquisitioun gemaach ginn ass a verschidden Entreprisë vun deem betreffende Promoteur. A wann ech gesinn, firwat datt déi Perquisitiounen ordonnéiert gi sinn, da weess ech, no wat hei gesicht gëtt.

Da gëtt ënner anerem och no där heite Problematik recherchéiert. An ech wonnere mech jo nëmmen, datt eng Regierung hei ka behaapten, datt guer kee Problem wier a guer näischt dru wier, schonns ier iwwerhaapt de Parquet zu senge Konklusioune ka kommen. Dat ass äusserst seltsam, datt eng Regierung also esou eppes wéi dat heite schrëftlech ka ginn, wéi gesot, ouni datt d'Enquête vum Parquet ofgeschloss ginn ass.

Keen heibanne weess - keen heibanne weess! -, wat herno bei deene Recherchë wäert erauskomme respektiv wat fir eng Konklusiounen datt d'Geriichter hei wäerten zéien. An et steet der Regierung mat Sécherheet net zou, ier - zemools net, wann esou eng Prozedur entaméiert ass -, fir da schonn esou eng Positioun ze huele wéi déi heiten. Duerfir ass fir eis deen Thema net ofgeschloss a mir wëllen ofwaarden, wat do d'Geriichtsinstanzen oder d'Justizinstanze wäerten décidéieren.

Wat awer relativ kloer ass an deem Kontext, dat ass, datt et en dréngenden Handlungsbedarf gëtt zu Lëtzebuerg, fir ze légiféréieren, fir datt mer déi ganz Problematik an déi ganz Diskussiounen a Risike vun de Conflits d'intérêts aus der Welt geschaf kréien.

Dat betrëfft éischtens, an do sinn ech frou driwwer, datt de Minister Frieden an der Kommissioun d'lescht Woch am Kontext mat der Spuerkeess dat och zouginn huet, datt do e gewëssene Problem ka sinn, well keng adequat intern Reglementatioun an der Spuerkeess besteet, ënner wéi enge Konditiounen ee wou ka sëtzen, oder ob net Verschiddenes zu Conflits d'intérêts ka féieren, an datt hien der Spuerkeess geroden huet, schnellstens derfir ze suergen, datt esou e Reglement mat klore Regelen emol opgestallt gëtt.

M. Fernand Boden *(CSV).*- Dat zielt net nëmme fir d'Spuerkeess!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dat zielt net nëmme fir d'Spuerkeess, do hutt Der recht, Här Boden, dat zielt och fir aner Banken am Privatsecteur, ganz sécher. Dat ass och diskutéiert ginn. Mä mir sinn hei elo emol zoustänneg fir den öffentleche Raum. An duerfir sinn ech der Meenung, datt déi Diskussioun derwäert ass.

Dat Zweet ass awer, wa mer gären an Zukunft hätten, datt voll Transparenz ass, an datt Conflits d'intérêts net kënne geschéien, respektiv virun allem, datt se erschwéiert ginn oder mindestens, datt dann och Accusatiounen net kënne gemaach ginn, well jo Transparenz besteet, da musse mer e Code de conduite kréien hei an deem Land, deen d'Regierung betrëfft, deen d'Deputéierte betrëfft, d'Élus locaux betrëfft, dat heescht d'Hauts fonctionnaires selbstverständlech, dat heescht alleguer déi, déi an deem Fall sinn. Da muss et zu enger Offeleeung komme vun den Niewentätegkeete vun all deene Leit, déi ech elo hei opgezielt hunn. An da muss déi voll Transparenz do spillen, well soss komme mer aus deem Schlamassel net eraus!

A kuckt Iech emol déi Diskussiounen un, déi am Europaparlament waren, op Basis vun deem Skandal, dee viru Kuerzem am Europaparlament war, an d'Konklusioune virun allem, déi d'Europaparlament, och déi richteg Konklusiounen, menger Meenung no oder eiser Meenung no, gezunn huet! Mir brauchen dofir och zu Lëtzebuerg endlech déi Diskussioun a mir mussen endlech légiféréieren.

Ech sinn och iwwregens erstaunt doriwwer, datt d'Regierung nach net méi do ze presentéieren huet. Well op Basis vun enger Question parlementaire, déi ech gestallt hunn, scho virun enger Rei Joren, am Zesummenhang mat engem anere Beamten, do hunn ech geäntwert kritt, datt d'Regierung un esou engem Code de conduite géif schaffen. Dat ass awer schonn eng Rei Joren hier. Wat awer och weist, wann d'Regierung jo dru schafft, datt si och selwer der Meenung ass, schéngt ze sinn, datt mer dat brauchen.

Fir deem nach eng Kéier Nodrock ze ginn, Här President, wëllt meng Fraktioun och hei eng Resolutioun déposéieren, pardon, eng Motioun misst et sinn, do ass e Feeler hei am Text dann, oder eng Resolutioun, bon, et hänkt dovun of, wéi een et gesäit, datt mer déi sollen hei unhuelen.

Résolution 1

La Chambre des Députés,

- notant les informations parues dans les médias faisant état d'une relation de loyer entre un ancien membre du Gouvernement et un grand promoteur du secteur immobilier;

- considérant le fait qu'un membre de la direction de la BCEE (Banque et Caisse d'Épargne de l'État) est en même temps président du Conseil d'administration d'une société qui appartient à un des plus grands bailleurs de la banque;

- tenant compte des informations parues dans les médias, qu'un haut fonctionnaire du département de l'Aménagement du Territoire, responsable notamment pour le développement du Plan sectoriel «Logement», a donné suite à une invitation de voyage d'un grand promoteur du secteur immobilier;

- relevant le statut général des fonctionnaires de l'État prévoyant à l'endroit de l'article 14 (1) que «le fonctionnaire est tenu aux devoirs de disponibilité, d'indépendance et de neutralité»;

- notant que le Règlement grand-ducal du 16 octobre 1993 fixant les conditions générales du statut des agents de la Banque et Caisse d'Épargne de l'État retient à l'article 1er «Les agents de la Banque et Caisse d'Épargne de l'État, Luxembourg dénommée ci-après la banque, ont un statut de droit public assimilé à celui des employés de l'État. Sans préjudice des dispositions du présent règlement, sont applicables aux agents de la banque, le cas échéant par application analogique et compte tenu du caractère contractuel de l'engagement: a) les articles [...], 9 à 16 (devoirs des fonctionnaires), [...];

- soulignant ledit article 14 et ses alinéas réglementant l'activité accessoire du fonctionnaire de l'État;

- relevant que la Constitution prévoit à l'article 79 que «[l]es membres du Gouvernement sont responsables» et à l'article 82 que «[l]a Chambre a le droit d'accuser les membres du Gouvernement. - Une loi déterminera les cas de responsabilités, les peines à infliger et le mode de procéder, soit sur l'accusation admise par la Chambre, soit sur la poursuite des parties lésées»;

- considérant l'article 167 du Règlement de la Chambre des Députés retenant que «[l]es députés exercent leur mandat de façon indépendante. Ils ne peuvent être liés par des instructions ni recevoir de mandat impératif»;

- notant que les textes en vigueur ne donnent pas de réponse satisfaisante aux situations évoquées ci-contre;

décide:

- d'instaurer un code de déontologie susceptible de fixer des normes et des règles pour les agents publics, les mandataires politiques locaux et nationaux ainsi que les membres du Gouvernement afin de préserver les valeurs de la fonction publique luxembourgeoise afin d'éviter à l'avenir tout conflit d'intérêts.

(s.) François Bausch, Eugène Berger, Fernand Etgen, Camille Gira, Claude Meisch.

Da kommen ech zum Stadion selwer. Ech kann nëmme staunen, wann ech elo hei liesen, wat hei steet, an ech dat vergläiche mat deem, wat den Här Krecké d'lescht Woch gesot huet, wou en och iwwert d'Stad Lëtzebuerg geschwat huet, wou e jo e bësse bewosst wahrscheinlech dann alles matenee vermëscht huet, well wann ech den Text hei liese vun den Äntwerten, ass et relativ kloer, datt déi zwielef Siten, wou gesicht ginn ass, dat heescht och déi um Territoire vun der Stad Lëtzebuerg, wou en opgezielt huet, datt ëmmer nëmme gesicht ginn ass e Stadion an Zesummenhang mat Commerce ronderëm ze bauen.

Well et steet jo kloer hei am Text dran, datt d'Regierung dee Wee wollt goen a keen aneren. An donc ass et logesch, wann een natierlech de Stadion net isoléiert kuckt, mä ëmmer erëm nëmmen an Zesummenhang mat Commerce, dat heescht esou eng riseg Surface brauch, datt et dann natierlech schwiereg gëtt, a Gemengen en Terrain ze fannen, ass eng Évidence même!

Mä ech mengen awer, wann een nëmme fir en Terrain kuckt, fir e Stadion ze baue vun där Envergure, wou mer jo anscheinend alleguerte wëllen, da mengen ech, datt et keng Schwieregkeet wäert sinn, a Gemengen en Terrain ze fannen, inklusiv och um Territoire vun der Stad Lëtzebuerg. Mä selbstverständlech, déi doten Approche konnt zu net vill féieren.

Da wëll ech soen, datt ech eigentlech schockéiert sinn iwwert déi Approche, déi d'Regierung hei vun Ufank un un den Dag geluecht huet, fir ze mengen, et misst een dat koppelen, an da Vergläicher gemaach huet en plus, déi jo nu wierklech awer net fir zwee Sou d'Strooss halen.

Wou gesot gëtt: Kuckt Iech dat emol am Ausland un! Do ginn Arenae verglach, also riseg Stadië mat 60.000 bis 80.000 Leit, a wéi déi musse fonctionnéieren, déi iwwregens awer och, niewebäi gesot, dann och all Samschdeg an all Weekend effektiv voll si mat 60.000 bis 80.000 Leit. Mir schwätze jo hei vun engem Stadion vun 8.000 bis 10.000 Leit, deen, wann et gutt geet, mer eemol am Joer oder eemol all zwee Joer mat 8.000 bis 10.000 Leit gefëllt kréien. Dat heescht, et ass jo eng ganz aner Envergure.

Da ginn do Vergläicher gemaach, déi mat den Hoer erbäigezu sinn, déi just nëmmen drop aus sinn, fir effektiv de Centre commercial ze justifiéieren, an déi eigentlech mam Stadion glat a guer näischt ze dinn hunn. A wat ech do esou schockant fannen, dat ass, datt dann och déi ganz Diskussioun eigentlech vun der Regierung aus, a virun allem vum Här Krecké, während Jore laang gefouert gëtt hei, wéi wann hei den Intérêt public am Vierdergrond géif stoen, an et eigentlech ëm kommerziell Interesse geet an ëm soss guer näischt!

Une voix.- Très bien!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Da kënnt derbäi, da seet den Här Krecké, mir hu Studien, déi beleeën, datt dee Commerce, dee risege Commerce, deen do geschafe gëtt, datt dat wonnerbar wäert fonctionnéieren, datt d'Kafkraaft do ass, datt dat Aarbechtsplaze schaaft, datt keng op där anerer Plaz verluer ginn.

Éischtens emol, Här Krecké, leet eis déi Studien emol eng Kéier vir, gitt eis déi Studien emol! Dat ass emol dat Éischt. Dat Zweet ass, mir hunn och Studien. An déi Studie, déi d'Stad Lëtzebuerg gemaach huet, dat ass eng, déi ass jo net nëmme gemaach gi fir d'Stad, mä mir hu jo fir de Commerce, mir hunn de Commerce am ganze Land analyséiere gelooss. Aus gudde Grënn, well jo an der Stad eng Rei gréisser Projete geplangt sinn.

Aus där Studie geet mindestens eendäitegerweis ervir - do gëtt scho gesot, datt bei deem, wat mir am Ban de Gasperich maachen, d'Schmäerzgrenz erreecht gëtt fir de Commerce am Land -, mä et gëtt awer gesot, ganz däitlech, wann dat vu Léiweng nach do dropgetässelt gëtt, datt dat ganz eendäitegerweis zu Ongonschte geet vum innerstädtesche Commerce, an datt den innerstädtesche Commerce domadder riskéiert, virun allem an der Stad an an de Südregiounen, ausgeblutt ze ginn. Dat heescht, ënnert dem Strëch, datt wahrscheinlech doduerjer vill, vill Aarbechtsplaze verluer ginn!

An da wëll ech soen, ech kann net verstoen, firwat datt eng Regierung esou festhält un esou enger Logik fir Commerce ze schafen an Aarbechtsplazen am Léiwenger Eck, wäit ewech vun aneren Aktivitéiten! Mir hunn, éischtens, am IVL festgehalen, datt et dräi Entwécklungspôlen am Land gëtt. Dat eent ass Ettelbréck, Dikrech; dat anert ass Esch/Belval, an deen drëtten ass d'Stad mat de Randgemengen.

Zweetens hu mer festgehalen an allen Diskussiounen, an allen Etüden, déi mer déi lescht Jore gemaach hunn, datt mer eppes mussen zu Lëtzebuerg fäerdegbréngen, wa mer wëllen eng seriö Landesplanung kréien, dat ass, datt mer déi Trennung tëschent Schaffen, Wunnen a Fräizäit, datt mer déi mussen opgehuewe kréien. Datt mer net solle weiderfueren, fir iergendwou op der grénger Wiss riseg Saachen ze bauen, déi eis dann déi Fonctionnalitéiten do ni kënnen zesummebréngen. Au contraire, déi nach weider dat förderen, datt se auserneegerappt ginn!

Duerfir, all déi Saachen, déi mer an deene leschte Joren, zéng, 15 Joren zu Lëtzebuerg diskutéiert hunn, déi sinn alleguer contraire zu deem, wat mer zu Léiweng mat deem Projet do wëlle maachen. Et gëtt also keen een Argument, wat eigentlech fir Léiweng an dee Centre commercial ronderëm Léiweng do schwätzt.

Duerfir, nach eng Kéier, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eisen Appel: Kommt, mir bauen en eegestännege Stadion, a kommt, mir loossen dee Projet zu Réiser, zu Léiweng, pardon, falen, well et brëngt dem Land näischt!

Ech wëll emol nach guer net schwätzen - mir kéinten hei nach laang driwwer diskutéieren, duerfir hunn ech leider net méi d'Zäit - iwwer iwwerhaapt d'Konzepter vun Outleten, wéi se haut gesi ginn, par rapport zu deem Stellewäert, deen esou Outlet-Mallen nach hate viru fënnef an zéng Joer. Do gëtt et haut och entretemps Studien, déi ganz aner Saachen diskutéieren. An iwwerhaapt wéi de Commerce sech an deenen nächste 15, 20 Joer wäert entwéckelen, do kënnt jo och e Mentalitéitswandel, deen ass voll amgaang, a mir riskéieren och do, an där Hisiicht, souwisou dernieft ze leien.

Duerfir kommt, mir bauen de Commerce do, wou en higehéiert, am innerstädtesche Beräich! Kommt, mir bauen e Stadion, dee mer fir d'Land jo alleguer wëllen an och brauchen, uerdentlech, mat öffentleche Gelder, an da spuere mer eis vill Diskussiounen a vill Misär a vill Sträit a mir investéieren d'Suen op deene richtege Plazen!

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Bausch. Elo kritt d'Wuert den Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen, mir haten de 5. Oktober heibannen eng Diskussioun, wou zwou Chamberskommissioune mat sechs Regierungsvertrieder derbäi waren, an déi Diskussioun, déi war ganz gutt, an ech mengen, et ass vun zwou Säiten hei ganz villes gesot ginn.

An der Zwëschenzäit hu mer nach vun der Regierung eng schrëftlech Stellungnahm kritt zu enger Rei vu Froen, déi nach net beäntwert waren oder déi doduerch nach eng Kéier schrëftlech beäntwert si ginn.

Ech mengen, wann een d'Konklusioun zitt haut, da kann een déiselwecht zéien, wéi mer se scho viru 14 Deeg gezunn hunn, wéi mer no där Sitzung mat de Regierungsvertrieder hei an der Chamber gesot hunn, datt de Projet Léiweng am Fong gestuerwe wier. An ech mengen, et hat een am Fong queesch duerch d'Parteien dat Gefill, wann ee mat jiddwerengem geschwat huet, datt e gesot huet: „Jo, dee Projet ass dout."

Duerfir menge mer, datt et och duerfir haut eng gutt Geleeënheet wier vun der Regierung, wa se hei géif Fuerf bekennen an hir Meenung soen, ob si wierklech nach dru gleeft, datt dee

Projet eng Chance hätt, oder ob och fir d'Regierung dee Projet dout ass. Da soll se dat kloer soen, da kann een nämlech dat Blat ëmdréien an et kann een un en anere Projet seriö erugoen.

Wann een natierlech elo hei seet als Regierung, dee Projet wier nach net gestuerwen, an et fiert ee virun, iwwer Wochen, Méint, vläicht Joren nach ze diskutéieren, an et kënnt een awer net zu engem Resultat, da muss d'Regierung och selbstverständlech déi Responsabilitéit iwwerhuelen, datt se dann ebe Méint a Jore weiderhin, einfach aus Iwwerhieflechkeet, e Projet wëllt an der Riicht halen, fir einfach net wëllen anzegestoen zu engem fréien Zäitpunkt, datt esou e Projet net gutt wier, datt en net iwwerliewensfäeg wier an datt e gestuerwe wier.

Här President, an deene fënnef Minutten, wou mer bleiwen, wëll ech duerfir op e puer méi prezis Punkten agoen.

Mir waren déi leschte Kéier e bëssen enttäuscht, datt bei deene sechs Regierungsvertrieder am Fong dee Member vun der Regierung, nämlech d'Madame Mëttelstandsministesch, net derbäi war. Et ass sécherlech eng Ursaach ginn. Duerfir si mer haut ëmsou méi frou, datt se hei ass, well et ass nämlech hei un dem Mëttelstandsministère, fir am Fong déi enorm Surface vu Commerce, déi do soll entstoen, ze autoriséieren.

Mir wëssen, datt d'Regierung - den Här Juncker an zwee Ministeren - deene Promoteuren e Bréif geschriwwen huet, wou se am Numm vun der Regierung dee Bréif geschriwwen hunn a gesot hunn, datt d'Regierung géif alles maachen, fir datt déi Projeten do kéinte realiséiert ginn. Duerfir geet d'Fro och un d'Madame Mëttelstandsministesch, ob si deemools - well dat jo am Numm vun der Regierung war, da muss se och Bescheed gewosst hunn -, ob si als Mëttelstandsministesch da wierklech bereet war, deemools an och haut, fir esou eng grouss Surface commerciale ze autoriséieren.

Ech soen nach eng Kéier, déi dräi Ministeren hunn am Numm vun der Regierung geschwat, an den Här Statsminister huet och hei gesot, de Regierungsrot hätt en domadder befaasst, also kënne mer erwaarden, datt dann d'Mëttelstandsministesch ons och ka soen, datt si dee Projet an där dote Gréisstenuerdnung autoriséiert hätt. Oder huet si am Kader vun der Regierung do hir Oppositioun ugemellt?

Dat Zweet, wat ech wëll wëssen, dat ass vun deene Bréiwer, déi tëschent de Promoteuren an der Regierung gelaf sinn, an de Kolleeg Claude Meisch huet et och schonn hei ernimmt. Schwätze mer hei wierklech vun enger Obligation de résultat oder enger Obligation de moyens?

Da soll d'Regierung eis och déi Fro nach eng Kéier hei op dëser Plaz kloer beäntwerten. Well wann et eng Obligation de moyens ass, da wäert d'Regierung jo ni an déi Situatioun kommen, wann aus deem Projet näischt gëtt, datt de Stat belaangt gëtt, fir eng Indemnisatioun ze bezuelen. Duerfir hätte mer also och gäre vun der Regierung an där doter preziser Fro eng Äntwert.

Här President, well dee Projet fir eis gestuerwen ass a well den zoustännege Minister vun der Ekonomie, e fréiere Sportsminister, den Här Krecké, hei gesot huet, hien hätt keen Optrag vun der Regierung, fir soss e Projet als Stadion ze bauen, deen nëmmen e Stadion wier. En huet awer och zur gläicher Zäit gesot, datt et een Terrain hei zu Lëtzebuerg gëtt, nämlech den „Midfield" zu Hollerech…, Gaasperech villméi, doënne bei dem Centre douanier, datt dat een Terrain wier, wou ee kéint ee Stadion esou bauen, ouni Surface commerciale, mä en hätt keen Optrag vun der Regierung, fir esou eppes ze maachen.

Duerfir, Här President, hu mir eis och erlaabt, wéi dat deemools schonn ugekënnegt ginn ass, fir eng Motioun hei ze deponéieren, fir dann eben, wat den Här Minister net vun der Regierung kritt huet, mä da vun der Chamber eben en Optrag ze kréien, fir esou e Stadion op där Plaz do ze plangen an ze bauen.

Ech hunn nëmmen eng Ënnerschréft drënner dropgemaach, Här President, fir och der CSV an der LSAP an deenen anere Parteien d'Geleeënheet ze ginn, fir déi Motioun do kënnen ze ënnerschreiwen.

Motion 2

La Chambre des Députés,

considérant:

- que le stade de football «national» Josy-Barthel, construit en 1931 et rénové en 1989-1990, ne correspond plus aux normes sportives et de confort actuellement requises pour les manifestations sportives;

- que ni le stade Josy-Barthel, ni aucun autre terrain de football situé au Luxembourg, n'est conforme aux normes de la FIFA pour le déroulement de compétitions internationales;

- les débats en cours concernant le projet de construction d'un stade «national» à Livange, dépendant de la construction d'un immense centre commercial, y compris les explications des ministres concernés à la Chambre des Députés;

- les coûts d'infrastructure à charge de l'État en cas de viabilisation du site de Livange qui dépassent le montant de 70 millions d'euros;

- que Monsieur le Ministre des Sports a déclaré le 5 octobre, lors de la réunion jointe des Commissions du Développement durable, des Affaires intérieures et de l'Éducation nationale et des Sports, que le terrain «Midfield» situé à Luxembourg-Gasperich, entièrement en propriété de l'État, offre une surface suffisante pour la construction d'un stade sportif d'envergure nationale;

- l'urgence pour la Fédération luxembourgeoise de football (FLF) de disposer d'un stade aux normes de la FIFA;

demande au Gouvernement

- de réaliser dans les meilleurs délais, en régie propre, un stade sportif répondant aux normes de la FIFA, au lieu-dit «Midfield» à Luxembourg-Gasperich.

(s.) Gast Gibéryen, Jean Colombera, Jacques-Yves Henckes, André Hoffmann, Fernand Kartheiser.

Just e lescht Wuert. Et ass d'lescht Woch vill iwwert d'Spuerkeess geschwat ginn, an ech mengen, mir haten déi vun der Generaldirektiouun vun der Spuerkeess an der zoustänneger Kommissioun. Ech mengen, do muss ee fairerweis soen, datt vun der Spuerkeess-Säit hei an dësem Dossier näischt Falsches, keng Illegalitéite gemaach gi sinn. Dat ass op jidde Fall déi Iwwerzeegung, déi mir no där Sitzung haten.

Dat Eenzegt, wat bleift, dat ass déi Fro vum Conflit d'intérêts, wou och hei schonn d'Kolleege virdru geschwat hunn, fir eventuell e Code de déontologie ze maache fir Politiker, fir héich Fonctionnairen oder fir Leit aus der Spuerkeess, déi och ee kann als Fonctionnairen ugesinn, mä wou ech awer op där anerer Säit soen, Här President, et ass awer op där anerer Säit och en Aarmutszeugnis, wa mir als Politiker higinn a mir soen, mir mussen eis e Code de déontologie ginn, fir datt mer ons ebe korrekt als Politiker verhalen.

Ech géif et besser gesinn, mir géife soen, mir verzichten drop, a jiddwereen, opgrond vu senger Éier a Gewëssen, deen engagéiert sech esou hei an der Politik an a sengem private Liewen, datt en net an déi doten Interessenskonflikter géif kommen.

An ech mengen, mir hunn och doduerch, datt mer déi Diskussioun opgemaach hunn, jo hei enger Rei vu Regierungsmemberen d'Geleeënheet ginn, datt se sech konnten dozou äusseren. D'Spuerkeess-Generaldirektiouun konnt sech dozou äusseren. Ech mengen, op där enger Säit si mir net géint e Code de déontologie, mä ech soen awer genausou kloer, et ass och en Aarmutszeugnis, wa mir als Politiker soen, mir mussen eis e Code de déontologie ginn, fir datt mer eis u verschidde Spillregelen halen, déi menger Meenung no fir all Deputéierten an all Politiker missten eng Selbstverständlechkeet sinn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Gibéryen. Als nächste Riedner ass den Här Norbert Haupert agedroen. Här Haupert, Dir hutt d'Wuert.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Här President, hat ech mech net gemellt?

M. le Président.- Dach, mä Dir kommt nach drun. Dir waart kee vun de Signatairen, duerfir kommt Dir zum Schluss.

Une voix.- Et ass eng Steigerung.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Ah!

M. Norbert Haupert *(CSV).*- Den Här Hoffmann ass elo duerjerneen.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- A wéi geet dat dann?

(Interruptions et hilarité)

M. Norbert Haupert *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, nodeems datt d'lescht Woch am Kader vun enger öffentlecher Kommissiounssëtzung en Débat iwwert d'Problematik vun de Stellungnahme vun der Regierung zu de Projete Léiweng a Wickreng stattfonnt huet, wouriwwer en ausféierleche Rapport virläit, an d'Regierung och nach zousätzlech Äntwerten op weider Froe vun den Deputéierten nogereecht huet, hunn ech mer d'Fro vun dem Sënn an der Noutwendegkeet vun engem weideren Débat hei an der Plénière gestallt.

(Brouhaha)

Et sief, et wéilt een de Projet „Fussballstadion kombinéiert mat engem Akafszenter zu Léiweng" reng sachlech a sengem sportlechen, landesplanereschen, ëmweltproblemateschen a kommerzielle Kontext beliichten. Dat ass bis elo och deelweis geschitt, a well mir den Débat esou verstan hunn, wéilt ech och meng Ausféierung a meng Froen an deem Kontext stellen.

Här President, wat de sportleche Kontext ubelaangt, kann ee sech d'Fro stellen, ob eist Land e moderne Fussballstadion brauch. E Stadion, wou net nëmmen d'Éieregäscht, mä och déi zahlend Zuschauer eng iwwerdeckte Sëtzplaz virfannen. E Fussballsterrain, wou de Spectateur no um Spill deelhuele kann an net duerch eng Lafpist derzou forcéiert gëtt, op Distanz de Fussballsmatch nokucken ze mussen.

Une voix.- Très bien!

M. Norbert Haupert *(CSV).*- Brauche mer en Terrain, wou de Spiller déi néideg sanitär a physiotherapeutesch Installatioune fir Soinë virfënnt? E Fussballstadion, wou d'Press an uerdentleche Konditioune schaffe kann? A last but not least e Stadion, wou d'Federatioun déi néideg Raimlechkeete virfënnt fir en dezenten Empfang an d'Betreiung vun hiren nationalen an internationalen Éieregäscht?

Dës Froe kann eis Fraktioun mat engem kloren „Jo" beäntwerten an dofir hu mir och d'Beméiunge vum deemolege Sportsminister begréisst, fir esou ee Stadion ze fannen. A well et sech ëm en nationale Stadion handelt, si mer och der Meenung, datt d'Regierung sech beméie soll, fir datt de Projet esou schnell wéi méiglech, ouni ze vill administrativ Hindernisser, realiséiert ka ginn.

Well ech awer aus menger berufflecher Vergaangenheet wousst, datt op deem virgeschloene Site an den 90er Joren e Projet fir de Bau vun engem Akafszenter aus ëmweltproblemateschen a landesplanereschen Iwwerleeunge verworf gi war, a well ech vun der Noutwendegkeet vun engem moderne Fussballstadion iwwerzeegt war an och nach sinn, am Géigendeel zu deem, wat verschidde Leit mer deemools ënnerstelle wollten, a well ech net wollt, datt de Fussballstadion esou wéi de Velodrom an enger „never-ending story" ausaarte sollt, hunn ech virun zwee Joer der Regierung d'Fro gestallt, wat déi nei Momenter an d'Iwwerleeunge wären, fir datt d'Ursaachen, fir an den 90er Joren en Akafszenter ze refuséieren, haut net méi géife gëllen, Fro, op déi den Här Bausch och haut schonn agaangen ass.

Här President, d'Fro, déi sech nach stellt, ass déi vun der Kombinatioun vun engem Fussballstadion an engem Akafszenter a vun der „public private partnership" fir de Bau vun esou engem Komplex. Wann eng Privatentreprise gewëllt ass, esou e Projet ze finanzéieren, da kann een dat begréissen, wuel wëssend, datt ee private Promoteur dat net aus renger Léift zum Fussball an ouni kommerziellen Hannergedanke mécht.

Hie brauch Commerçanten, déi bereet sinn, sech an deem Komplex néierzeloossen, fir de Projet ze rentabiliséieren. Dofir brauch hien eng Autorisatioun vum Mëttelstandsminister, dee bei senger Décisioun den Impakt vun esou engem Projet op den nationalen a regionalen Équiliber vum Commerce berücksichtege soll. A well de Projet vun engem moderne Fussballstadion en nationale Charakter huet, kann een d'Beméiung vun der Regierung, fir de Projet Wickreng, wou eng Autorisatioun vum Mëttelstandsminister virlouch, mat dem Projet Léiweng ze kombinéieren, och verstoen. Dës Beméiunge gräifen awer net der Autorisatioun, déi de Mëttelstandsminister am Kader vu Léiweng muss ginn, vir.

Dofir wollt ech vun der Regierung wëssen, ob eng Demande fir de Projet Akafszenter Léiweng virläit a wellech d'Envergure vun dëser Demande ass an ob déi Surface den nationalen a regionalen Équiliber vun eisem Commerce a Gefor bréngt. Des Weidere muss ee sech d'Fro stellen, wat fir eng Nofolgekäschten d'Locatioun an den Ënnerhalt vum Fussballstadion fir d'Federatioun respektiv d'Regierung oder de Lëtzebuerger Stat wäerten hunn, a wat geschitt, wann de Komplex vum kommerzielle Standpunkt eng eidel Schuel sollt bleiwen. Ausserdeem wollt ech vun der Regierung wëssen, wien d'Käschte vun de Stroosseninfrastrukturen um Site vun dësem Komplex dréit.

Här President, net vun ongefäier maachen d'Leit aus den ëmleienden Dierfer sech Suergen iwwert den Impakt vum Akafszenter an och vun de grousse sportlechen Evenementer op de Verkéier an hiren Uertschaften. Dofir ass et wichteg, vun der Regierung ze wëssen, wéi den deegleche Verkéier, bedéngt duerch den Akafszenter, souwéi den zousätzleche Verkéier bei grousse Fussballsmatcher drainéiert ka ginn, fir datt d'Liewensqualitéit vun de Leit aus deene concernéierten Uertschaften net ze staark beaträchtegt gëtt.

Et däerf een awer bei all deem net aus den Ae verléieren, datt mer mat eisen allze vill enk gestréckten Iwwerleeunge riskéiere kënnen, datt ee Promoteur mat engem fir eis Ekonomie, eisen Aarbechtsmaart an eise Sport interessante Projet dësen ouni e Fussballsterrain déi Säit vun der Grenz setze kéint, mat de Follegen, datt mir, esou wéi am Fall vun IKEA, d'Avantagë vum Projet verléieren an d'Nuisancë vum Verkéier behalen.

Här President, zum Schluss wollt ech hei ënnersträichen, datt eis Fraktioun fir de Bau vun engem moderne Fussballstadion ass; datt deen am Kader vun engem kombinéierte Komplex Stadion-Akafszenter realiséiert kéint ginn, ouni datt dat eng Konditioun muss sinn; datt en am Interessi vun eisem Sport esou séier wéi méiglech realiséiert sollt ginn, ouni den Autorisatioune vun deene lokalen an nationalen Instanze virzegräifen; datt dee Stadion um Site Léiweng realiséiert kéint ginn, wann déi landesplanaresch, ëmweltproblematesch a verkéiersproblematesch Konditiounen et erlaben,…

(Brouhaha)

…an d'Bedenke vun den Awunner a Considératioun gezu ginn, an datt alles net ausschléisst, datt ee sech soll Gedanken iwwer en alternative Site maachen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Haupert. Als nächste Riedner ass den Här Ben Fayot agedroen. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

Une voix.- Dir hutt gutt geschwat, héiert!

(Brouhaha)

Une autre voix.- Ech mengen, datt déi sech net vill méi ofschwätzen.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, de Projet Léiweng huet jo virun de Wahlen, virun de Gemengerotswahle grouss Welle geschloen. Och hei an der Chamber,…

Une voix.- Och nach haut!

(Interruptions diverses)

M. Ben Fayot *(LSAP).*- …virun de Wahlen, an och hei an der Chamber, no de Wahlen. An et ass kloer fir jiddwereen, deen e bëssen eppes vu Politik versteet, dass souwuel d'Resultat vun de Gemengerotswahlen zu Réiser wéi och déi politesch Diskussioun zu deem Projet net kann einfach esou op d'Säit gesat ginn a mat deem Projet virugefuer gi wéi wa näischt gewiescht wier.

D'Gemengewahle waren zwar kee Referendum fir oder géint de Projet Léiweng,…

Une voix.- Dach!

M. Ben Fayot *(LSAP).*- …mä déi Gemengewahlen hunn déi politesch Verhältnisser an der Gemeng Réiser geännert, zwar net bouleverséiert, mä geännert. An dofir muss een natierlech och ofwaarden, wat déi Verantwortlech vun där Gemeng an deem Dossier wäerte maachen, wann emol eng nei Koalitioun dosteet.

Natierlech gëtt et an deem Dossier dräi Acteuren. Deen éischten, dat ass de Stat, dat ass jo d'Regierung, där mir vis-à-vis hei stinn. Ech wëll drun erënneren trotzdeem, dass an dem Koalitiounsprogramm vun 2009 dee Projet Léiweng als Programmpunkt steet, deen d'Regierung weider wëllt féieren an dee se wëllt realiséieren.

Ech wëll och drun erënneren, dass de Regierungsrot den 23. Juli 2010 de Masterplang approuvéiert huet, deen en nationale Fussballstadion mat enger kommerzieller Infrastruktur virgesäit, mat Commercen a Servicer, déi de Stadion finanziell solle viabiliséieren, dat heescht, dee Stadion solle finanzéieren.

An ech erënneren och drun, dass de Regierungsrot den 8. Juli 2011 seng Ënnerstëtzung zu deem Projet widderholl huet, an zwar am Zesummenhang mat dem Avis vun der Commission d'aménagement iwwert d'Ëmännerung vum Plan d'aménagement général vun der Gemeng Réiser.

Wat d'Gemeng Réiser ugeet, dat ass jo en incontournabelen Acteur, an d'Zukunft vun deem Projet hänkt natierlech vun deem of, wat an där Gemeng geschitt. Ech mengen, déi politesch Gemengeféierung an där Gemeng, déi zukünfteg politesch Gemengeféierung soll also kloermaachen, wat si mat deem Projet wëllt maachen.

Ech erënneren och drun, dass den Innenminister jo och nach eng Décisioun muss huelen iwwert d'Délibératioune vun där Gemeng zu der Reklasséierung, provisorescher Reklasséie-

rung vum Terrain, dee fir de Projet Léiweng soll a Fro kommen.

An natierlech, mengen ech, muss een och, opgrond vun all deenen Diskussiounen, déi hei stattfonnt hunn an och dobausse stattfonnt hunn, mat de Promoteure schwätzen, fir d'Ängschten, déi am Zesummenhang mat deem Projet opkomm sinn, e Projet vu 76.000 m² vu Fläch fir Commerce, fir Servicer an aner Saachen, fir d'Ängschten, déi an deem Zesummenhang opkomm sinn, eescht ze huelen an och ze disperséieren, wann dat méiglech ass.

Et ass éischtens d'Angscht, dass de Commerce aus der Regioun bis an d'Stad géif negativ influenzéiert ginn.

Natierlech wann een an der Stad vun den Ängschte schwätzt, déi ee kann hu fir de lokale Commerce, kann ee soen, dass d'Stad - wéi den Här Bausch jo richteg gesot huet - och bei engem Projet, ech wëll net soe federführend ass, mä et e Projet op dem Gebitt vun der Stad gëtt, nämlech den Auchan op dem Ban de Gasperich, deen, wéi d'Etüd vun der Stad jo gesot huet, wierklech eng Schmäerzgrenz erreecht, wann net iwwerschreit.

An ech wëll och soen, Här President, dass aner Projeten an der Stad an an der Peripherie vun der Stad natierlech och dozou bäidroen, dass de lokale Commerce ëmmer méi ënner Drock geréit.

(Interruptions diverses)

Dat ass also dat eent. Dat ass déi éischt Angscht.

Dann déi zweet Saach, dat ass, dass mer d'Liewenskonditiounen an der Gemeng Réiser musse genee kucken, wat duerch dee Centre commercial do geschitt.

An drëttens musse mer natierlech och d'Ëmweltproblemer kucken.

An ech wëll jo soen, dass mer jo dofir Prozeduren hunn, déi elo eréischt ulafen. Dat heescht, déi Prozeduren, déi mussen agehale ginn, fir dass de Projet iwwerhaapt bis zu senger Phas vun der Realisatioun kënnt.

Wat kann d'Chamber der Regierung haut mat op de Wee ginn?

Ech mengen, si soll de Promoteuren déi Ängschte vun der Politik a vun de Leit, och vun deene Bierger, déi sech dergéint ausgeschwat hunn, mat virdroen a si soll mat hinnen diskutéieren, fir ze kucken, awéiwäit dass an deem Projet Léiweng kënne Commerce a soss Servicer realiséiert ginn. Also, ech menge schonn, dass een iwwert déi 76.000 m² ganz seriö muss diskutéieren.

Wat kann derniewent an der Gemeng geschéien?

Et ass awer och net onwichteg, dass ee sech iwwert dat, wat d'Gemeng Réiser kéint maachen, hei Froe stellt. Ech mengen, de Gemengerot kann natierlech eng politesch Décisioun huelen, Neen zu deem Projet soen. Dann ass e fort. Dat hänkt jo dann of och dovunner of, wat fir eng nei Koalitioun dass do entsteet. Oder e kann och e konsultative Referendum ofhalen. E kann décidéieren, e konsultative Referendum ofzehalen, an e kann erklären, dass dee konsultative Referendum fir si bindend ass, dat heescht, dass d'Bierger décidéieren iwwert dee Projet, deen zu Léiweng virgesinn ass.

An ech mengen, wann dann de Projet positiv gesi gëtt, da komme jo eréischt all déi reglementaresch Prozeduren. A wa vun Transparenz geschwat gëtt an dësem Zesummenhang, mengen ech, dass d'Transparenz an der Haaptsaach déi ass, dass all déi Prozesser, déi Prozeduren, déi do musse stattfannen, genee nozevollzéie sinn an och öffentlech kënnen nogekuckt ginn. Dat ass d'Transparenz, mengen ech, déi een hei muss ustriewen.

Ech hu Vertrauen an d'Regierung an och an d'Verwaltungen, dass se bei dem Oflaf vun deene Prozedure ganz eendeiteg d'Gesetzer an d'Reglementer anhalen. Ech hu keng Ursaach, fir iergendengem Minister oder engem Beamten ze reprochéieren, e wär do beaflossbar op déi eng oder déi aner Manéier. An dofir mengen ech och, dass, wann d'Gemeng Réiser dee Projet do géif positiv begutachten, dann déi Transparenz an dem Traitement vun deem Dossier géif existéieren.

Et bleift natierlech d'Fro: Wat geschitt, wann elo de Projet vu Léiweng begruewe gëtt? Wat ass de Plan B? Bon, ech hunn hei elo héieren, et ass jo och eng Motioun, eng vum Här Gibéryen, an et ass och eng vun onse gréngen a bloe Kolleegen… An déi Motioun seet jo, de Stat soll selwer e staatleche Stadion bauen.

Ech muss Iech soen, ech si jo och President vun der Sportskommissioun…

Une voix.- Et gesäit een et.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- …an ech sinn och ganz en faveur. Ech ginn zwar net vill an de Stadion, muss ech Iech soen. Ech ginn iwwregens och net vill a Centres commerciaux,…

Une voix.- Dir sidd duerch an duerch trainéiert.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- ...mä ech muss Iech soen, an engem Land, wou de Statsbudget all Joer säit 2007 en Defizit vun 1,4 Milliarden huet,…

(Interruptions et hilarité)

…hunn ech meng Bedenken, fir einfach esou ze soen: De Stat soll de Stadion bauen. Well et geet jo net duer, dass de Stat de Stadion baut, de Stadion muss jo och dann herno géréiert ginn. An d'Fro stellt sech, Här…

(Interruption)

Jo, mä haut hu mer e Stadion, deen d'Stad Lëtzebuerg géréiert. Ech kommen nach dorobber zréck, well ech fannen, dat ass och eng interessant Diskussioun, déi hei eigentlech misst gefouert ginn.

De Stadion vum Stat bauen, vum Stat géréiere loossen, en Terrain kafen, wa mer esou ee fannen, dat ass dat eent, dogéint war eigentlech d'politesch Haltung vun der Regierung a vun der Majoritéit, fir e Stadion bauen ze loosse vun engem Privatmann, net en „public private partnership", mä e Stadion baue loosse vun engem Privatmann, deen iwwer wirtschaftlech Aktivitéite géif finanzéiert ginn.

Dat fannen ech gutt bei esou Saachen, bei esou Infrastrukturen, well ech muss Iech éierlech soen, ech sinn do e bëssen iwwer ons liberal Kolleege verwonnert, well…

(Interruptions diverses)

…mer awer an enger liberaler Wirtschaft sinn,…

(Brouhaha)

M. le Président.- Ech géif Iech bieden, dem Här Fayot nozelauschteren!

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- D'Staunen ass op alle Säiten.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- …wou déi Méiglechkeeten do sinn. An ech wëll Iech soen, meng Prioritéiten am öffentleche Bau, dat sinn d'Schoulen,…

Une voix.- Très bien!

Plusieurs voix.- Aaahhh!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dat ënnerschreiwen ech direkt.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- …dat si Wunnengen…

Plusieurs voix.- Aaahhh! Jo!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dat ënnerschreiwen ech och direkt.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- …an dat ass d'Mobilitéit.

Plusieurs voix.- Aaahhh!

Une voix.- Très bien!

Plusieurs voix.- Mir sinn derbäi.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- An ech wëll Iech soen…

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ech hoffen, datt den Här Schneider Iech - en ass net hei, den Här Schneider -,…

M. Ben Fayot *(LSAP).*- An ech wëll Iech soen…

Une voix.- Hien huet Iech gutt nogelauschtert, Här Bausch.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Ech weess net…

M. le Président.- Ech bieden Iech wierklech, dem Här Fayot nozelauschteren!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Neen, mä…

M. le Président.- Loosst Dir Iech net aus der Fassung bréngen, Här Fayot!

M. François Bausch *(déi gréng).*- … heiansdo muss een awer e klengen Tëscheruff maachen.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Ech mengen also… Jo, et ass jo an der Rei. Et ass guer kee Problem.

Ech wëll just soen, dass, wa mer de Budgetsdefizit hunn, dee mer hunn, a wa mer mussen Investissementer strecken a mir mussen ënner Investissementer wielen, e Choix maachen, net alles beieneen, ech mengen, da muss ee Prioritéite setzen. A fir mech ass déi Prioritéit: Wunnen, Schoul a Mobilitéit. An net Futtballstadion!

Une voix.- Très bien!

(Interruptions diverses)

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Voilà!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Wa mer déi Choixë mussen treffen, si mer direkt mat Iech d'accord.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- A kee Konsum.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Dann ass e jo elo ganz vum Dësch?

(Hilarité)

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Dofir mengen ech, solle mer an dëser Fro ofwaarden, wat déi Réiser Gemeng seet.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ech wéilt dem Här Fayot eng Fro stellen.

M. le Président.- Här Fayot, den Här Bausch wëllt Iech eng Fro stellen.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Här Fayot, Dir hutt dat jo elo gutt erklärt, wat Är Prioritéite sinn. Mä mir hu jo awer erklärt kritt d'lescht Woch, datt och dat, wat zu Léiweng virgesinn ass, dat ass jo net zum Nulltarif ze kréien. Dat kascht jo de Stat tëschent 70 an 80 Milliounen.

Donc an där do Logik, wéi Dir argumentéiert, si mer eis jo dann awer och eens, dann ass dat do och keng Prioritéit. Wa mer esou wäit kommen, datt d'Keess esou knapp ass, datt mer nach just no eise Prioritéite kucken - an déi, déi Der genannt hutt, do géife mir direkt ënnerschreiwe mat zwou Hänn -,…

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Jo.

M. François Bausch *(déi gréng).*- …da soen ech Iech, dann ass et awer kloer: Dann ass Léiweng och fort.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Jo.

Une voix.- Très bien!

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här Bausch, ech wëll Iech just soen, dass jo, esou wéi mer dat erklärt kritt hunn an deene ville Stonnen, wou mer hei zesummesouzen an de Kommissiounen, souwisou zu Léiweng den Échangeur héchstwahrscheinlech muss geännert ginn, wa mer op dräi Bunne ginn a wa mer…

M. François Bausch *(déi gréng).*- Hate mer et esou ausgemaach? Dat kascht awer keng 80 Milliounen, Här Fayot.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Ech bieden Iech wierklech, dem Här Fayot nozelauschteren!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Här Fayot, geheit elo net alles duerjerneen!

(Brouhaha)

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Ech wëll just soen, dass déi Fro vun dem Échangeur natierlech zesummenhänkt mat deem Projet, mä dass de toute façon, dat huet de Minister ons gesot, ob elo Léiweng gebaut gëtt…

M. François Bausch *(déi gréng).*- Déi Eisebunnsinfrastrukture mussen dach net gebaut ginn, Här Fayot. Deen Halt, dee gebaut gëtt fir d'Eisebunn, dat muss dach alles net gebaut ginn, wann net de Stadion gebaut gëtt.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Mä vläicht muss och nach en Halt gebaut gi vun der Eisebunn fir déi Leit, déi do wunnen.

Plusieurs voix.- Oh, ho, ho!

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Voilà!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Mir froen den Här Wiseler. Den Här Wiseler huet eng Lëscht.

Une voix.- Da mussen d'Leit elo 700 Meter méi wäit lafen, fir op d'Gare ze goen.

M. le Président.- De Minister wäert herno op déi Froen äntwerten.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Ech wëll elo nach…

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Sécherlech muss deen Échangeur gebaut ginn, mat oder ouni Centre commercial do. An ech hunn d'lescht Kéier schonn erklärt, esou wéi dat och an Ären Äntwerte kloer an däitlech steet, datt déi Part vun deem Échangeur, dee gebaut gëtt, well e Centre, wann en dann dohinnerkënnt, dee spezifesch dofir gebaut gëtt, datt déi och spezifesch evidenterweis muss vum Promoteur bezuelt ginn.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Den Eisebunnsarrêt och?

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Den Eisebunnsarrêt, dee muss bei all gréisserem Projet souwisou och gebaut ginn, wann e gréissere Projet kënnt.

(Interruption)

Gelift?

M. François Bausch *(déi gréng).*- Gëtt deen och vum Promoteur bezuelt?

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Den Eisebunnsarrêt ass haaptsächlech en Arrêt, dee bei de Stadion kënnt, well am Prinzip Centres commerciaux kaum mat Eisebunnen ugebonne ginn. Esou datt den Eisebunnsarrêt, wann e kënnt, fir de Futtballstadion kënnt. Dat ass… Et kann een net anescht an dësem…

M. François Bausch *(déi gréng).*- Also gi vill Fraisen…

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Jo, selbstverständlech kascht et och eppes.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Ech muss och soen…

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Et sinn och eng Rei…

M. le Président.- Sou! Ech bieden Iech elo wierklech hei! Mir kënnen net alleguer duerjerneeschwätzen. Den Här Minister kritt herno d'Wuert.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Okay.

M. le Président.- Elo kritt den Här Fayot d'Wuert.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Ech kommen duerno nach op Explikatiounen zréck.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Ech wëll och soen, dass ech der Meenung sinn, dass de Stat soll eng Kéier e seriöt Wuert mat der Stad Lëtzebuerg schwätzen. Et gëtt hei vun „Midfield" geschwat. Bon, mir hunn och gesot kritt vum Här Minister fir d'Infrastrukturen, dass „Midfield" och en deiere Spaass gëtt, well mer och all déi Échangeuren do mussen ëmänneren, wann dann do géif en Terrain gebaut ginn.

Mä ech soen Iech: Mir hunn e Stadion an der Stad. Ech weess net, wat d'Stad Lëtzebuerg domat wëlles huet. Et ass oft driwwer diskutéiert ginn, dass deen Areal do an der Stad fir aner Saache kéint gebraucht ginn, dass och eng ganz Partie aner Servicer, déi do sinn, kéinte verluecht ginn. D'Pompjeeskasär kënnt jo scho fort. Mä ech mengen awer, dass et vläicht eng interessant Diskussioun wär, wann de Stat emol mat der Stad Lëtzebuerg géif diskutéieren, fir dee Stadion méi sécher ze maachen.

Dat ass e Gebai vun 1931. Dat ass eng Lokalitéit vun 1931, déi 1989 bis 1990 relativ intensiv erneiert ginn ass, renovéiert ginn ass, mä déi haut awer apparemment deene Regele vun der FIFA an der UEFA net méi entsprécht. An ech kéint mer virstellen, dass hei zwësche Stad a Gemeng e Stadion kéint entstoen, ouni dass een elo misst eng komplett nei Installatioun anzwousch bauen,…

(Interruption)

Här Bausch.

…wou ee menger Usiicht no och zwou Mécke mat engem Schlag kéint kréien, an dass ee kéint also e Veräin aus der Stad, deen en Terrain brauch, wéi zum Beispill de Racing, fir dee mer jo wëllen en neien Terrain bauen, wann een deen dann do géif installéieren, dann hätt een zwou Mécke mat engem Schlag.

An ech mengen, et soll een also,…

(Interruptions)

…wa mer scho kleng Bréidercher musse baken, da fannen ech, soll ee probéieren, elo emol dat ze kucken, wat am nooste läit, éier een dann aner Installatiounen nach mécht.

(Interruptions)

Ech wëll nach just soen zu zwou Froen eppes soen, déi vun de Kolleege vun der Oppositioun hei virbruecht gi sinn. Mir si selbstverständlech mat där Beméiung d'accord, fir iwwer esou e Code de déontologie ze légiféréieren. Ech fannen dat eng wichteg Saach, fir d'Distanz zwëschen der Politik an der Ekonomie kloerzestellen, an och an de wirtschaftlechen Décisiounen, déi am Stat falen, fir dass do d'Responsabilitéite kloer ginn. Do si mer d'accord. Mir sinn och d'accord, fir déi Motioun do - et ass eng Resolutioun, mengen ech - unzehuelen.

An dat Zweet, do muss ech soen, do maachen ech mer och Gedanken iwwert dat, wat hei gesot ginn ass, iwwert d'Spekulatioun zu Lëtzebuerg, dass am Ëmfeld vun de Plans sectoriels géifen Terrainen opkaaft ginn. Ech ka mech erënneren, dass mer scho mam Här Krecké iwwert de Plan sectoriel «Zones d'activités» geschwat hunn, wou hien ëmmer gesot huet: „Mir kënnen dat net erausginn, well d'Gefor ass, dass dann Terrainen opkaaft ginn an dass dann d'Spekulatioun domat ugeet."

Ech mengen, dat ass e seriöe Problem zu Lëtzebuerg, iwwert dee mer ons Gedanke musse maachen. Ech sinn och der Meenung, dass mer als Chamber do héchstwahrscheinlech net ganz vill kënne maachen. Mä ech mengen, d'Regierung muss wierklech och oppassen, dass mer net der Spekulatioun Opdrifft gi mat der gudder Absicht, fir en anstännegen Aménagement du Territoire ze maache mat Plan-sectorielen, déi Kapp a Schwanz hunn. Mir mussen déi Spekulatioun do ënnerbannen.

Merci.

Ah! Entschëllegt, elo hat ech mat deem ganzen Déngen nach bal ons Motioun vergiess.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Wéi? Maacht Dir eng Motioun?

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Ech wollt soen, dass mer als Majoritéitsfraktiounen eng Motioun virleeën, déi grosso modo dat enthält, wat ech a mengen Ausféierungen hei gesot hunn. An ech géif Iech also bieden, och där Motioun do Är Approbatioun ze ginn.

Motion 3

La Chambre des Députés,

- au vu du programme gouvernemental qui retient que «le Gouvernement, en accord avec les principes de l'aménagement du territoire, a désigné Livange comme lieu d'implantation du stade national de football dans le cadre d'un nouvel ensemble commercial. Le Gouvernement accompagnera la Fédération de Football pour ses arrangements conventionnels avec le promoteur qui mettra le stade à la disposition de la FLF»;

- considérant que le Conseil de Gouvernement a approuvé en date du 23 juillet 2010 le masterplan de Livange, en faisant référence dans le résumé public de ses travaux à un accord trouvé entre le Gouvernement et le promoteur, à savoir une planification intégrée en vue de la réalisation d'un projet d'ensemble sur le site en question autour d'un nouveau stade national de football avec les infrastructures commerciales nécessaires à la viabilité financière du projet de stade. À la même occasion, le Conseil de Gouvernement constate que le plan tient compte de toutes les contraintes du site: insertion paysagère, gestion du bruit en provenance de l'autoroute, gestion de l'eau, insertion par rapport à la structure villageoise;

- considérant que le Conseil de Gouvernement a réitéré son soutien à la réalisation du projet en conformité avec le masterplan et dans le respect de toutes les dispositions légales et réglementaires concernées en date du 8 juillet 2011, suite à une discussion menée au sujet du projet d'ensemble autour du stade national de football prévu à Livange dans le contexte de la parution de l'avis de la commission d'aménagement concernant la modification projetée à cet effet du plan d'aménagement général de la commune de Roeser et à l'occasion de la présentation publique du masterplan de Livange;

- soucieuse d'une planification transparente et d'une prise de décision basée sur des critères objectifs;

- soucieuse de respecter la volonté des citoyens concernés et de recueillir leur avis, le cas échéant par la voie d'un référendum consultatif communal à décider par les responsables de la commune de Roeser;

invite le Gouvernement,

- en ordre principal, de poursuivre le contact avec les responsables communaux de la commune de Roeser et avec les promoteurs en cause, en vue de la réalisation d'un stade de football et des commerces nécessaires à sa viabilisation, en prenant en compte les considérations ci-dessus;

- à reconsidérer, dans l'optique du respect de l'équilibre commercial sur le plan régional, les dimensions de l'infrastructure commerciale qui doit permettre la viabilisation du stade de football;

- en ordre subsidiaire, au cas où une décision négative du conseil communal, un référendum négatif ou des incompatibilités avec les dispositions légales et réglementaires en vigueur qui apparaîtraient au cours de la procédure d'autorisation ne permettraient pas la réalisation du projet à Livange tel que prévu par le masterplan, à rechercher un site alternatif pour la construction d'un stade de football national.

(s.) Ben Fayot, Fernand Diederich, Norbert Haupert, Ali Kaes, Roger Negri.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Fayot. Elo kritt den Här André Hoffmann d'Wuert.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Här President, elo wësse mer also nach net, ob de Projet begruewen ass, definitiv oder net, oder ob en erëm opsteet. Ech wëll zu deem, wat den Här Fayot gesot huet, direkt…

(Interruption)

Jo, ech wollt dat och soen, awer ech fannen, dat wär net de goût parfait. Dofir hunn ech et net gesot. Dat war eng Äntwert op keng Fro, mä…

M. le Président.- Ech hunn dat esou verstanen, Här Hoffmann.

(Hilarité)

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Ech wéilt awer zu deem, wat den Här Fayot elo hei gesot huet, vläicht zwou Remarquë maachen.

Fir d'Éischt déi hei: Et ass zwar richteg, dass zu Réiser kann de Projet gestoppt ginn. Et ass awer méi richteg, dass d'Haaptverantwortung bei der Regierung läit. Et ass am Regierungsprogramm, wou steet, de Stadion géif zesumme mat engem Centre commercial zu Léiweng gebaut ginn. Ech weess net, wat deemools zu Réiser gesot ginn ass, mä dat steet am Regierungsprogramm. An do läit also d'Haaptverantwortung.

Dat huelen ech awer elo erëm zréck, well soss géif ech der Séparation des pouvoirs jo net entspriechen. D'Haaptverantwortung läit hei an der Chamber, well d'Regierung ass en Exekutivorgan. Mir décidéieren hei am Prinzip, ob a wéi a wou dass e Stadion gebaut gëtt.

Une voix.- Richteg!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Zweetens, déi Fro vun der Prioritéit. Ech sinn och der Meenung, dass ee misst kënnen driwwer diskutéieren, ob de Fussballstadion eng Prioritéit ass oder net. Et muss ee sech dann awer wierklech entscheeden: Entweder ass de Stadion eng öffentlech Prioritéit oder net. A wann en eng öffentlech Prioritéit ass, dann ass et d'Aufgab vum Stat als öffentlech Exekutiv, dann an deem Moment dee Stadion ze realiséieren an net mussen zréckzegräifen op e private Financier, well dorobber kënnt et jo eraus.

Och wa mer de Projet opginn, wat jo nach e bëssen esou am Raum steet, mengen ech, dass mer domadder d'Diskussioun net ofgeschloss hunn, well ech mengen, dass aus där ganzer Affär hei entscheedend Lektiounen ze zéie sinn. An dat fänkt u mat dem Respekt vis-à-vis vun eisen eegenen Dokumenter, eisen eegenen Texter, souwuel wat d'Landesplanung betrëfft wéi och wat d'nohalteg Entwécklung betrëfft.

Ech géif den Här Wiseler herno gäre froen, ob si als Nohaltegkeetsministère deenen anere Ministèrë wierklech an och sech selwer den nationalen Nohaltegkeetsplang zoukomme gelooss hunn, an ob en iwwerall och opmierksam gelies ginn ass. Well wann dat esou wär, dann hätt dee Projet Léiweng iwwerhaapt net dierfen op den Dësch kommen, well do gëtt et eng ganz Rei vun - ech ka se net zitéieren, ech hu keng Zäit - Unhaltspunkten, wou ee ka soen: Dat do widdersprécht deem, wat mir selwer als Dokument erausginn iwwert d'nohalteg Entwécklung hei zu Lëtzebuerg.

Deen éischten Deel vun deem Nohaltegkeetsplang - dat ass jo deen, deen am meeschte gelueft ginn ass -, dat ass dee vun den negativen Tendenzen hei zu Lëtzebuerg. An ech soen Iech, wa mir Léiweng an där doter Form bauen, da kommen an deem nächsten Nohaltegkeetsplang, wann e seriö ausgeschafft gëtt, nach e puer weider negativ Tendenzen derbäi: dat, wat d'Landesplanung betrëfft, dat, wat d'urban Zentre betrëfft - dat hunn ech schonn hei an der Kommissiounsréunioun gesot -, dat, wat den Naturschutz betrëfft, dat, wat d'Konsumobsessioun betrëfft an esou weider an esou fort.

Dann e Wuert och zu den Aarbechtsplazen. Déi Fro ass schonn hei ugeschnidde ginn. Dat ass jo nawell gären en Argument, fir all méiglech Saachen ze rechtfertegen, andeem een op Aarbechtsplazen hiweist. Da soen ech Iech: Maacht emol fir d'Éischt Är Aufgab zu Schëffleng an zu Rodange!

(Interruptions)

Kuckt emol fir d'Éischt do déi Aarbechtsplazen ze halen, déi a Gefor sinn, a wou ee mat enger gewësser Wahrscheinlechkeet kann ausgoen, wann d'Regierung net do mat der Fauscht op den Dësch schléit, dass dann déi zwee Siten ofgebaut ginn an déi Aarbechtsplazen ofgeschaaft ginn!

Ofgesinn dovunner, an dat ass jo hei scho gesot ginn, wann ee seet „schafen", muss een ëmmer dergéintrechnen, op wéi enger anerer Plaz dass Aarbechtsplazen ofgebaut ginn. Den Här Bausch huet dat scho genuch op eng genau Aart a Weis duergestallt.

Fir mech stellt sech an där ganzer Fro, wat d'Relatiounen tëschent Stat a Privatwirtschaft oder Privatentrepreneuren oder -investisseure betrëfft, stellt sech fir mech eng prinzipiell Fro an eng systemesch Fro, déi mer mat der Deontologie eleng net geléist kréien. Ech sinn also selbstverständlech d'accord, dass mer eis och eng Deontologie gi fir Regierungsmemberen a Statsbeamten. Et stellt sech hei awer vill méi e prinzipielle Problem, nämlech dee vun dem allgemenge Verhältnis tëschent dem Stat als Vertrieder - prinzipiell, theoretesch - vun der Allgemengheet op där enger Säit, an der privater Wirtschaft mat hiren Aktionären op där anerer Säit.

An da soen ech Iech, et liest ee jo heiansdo, de Wirtschaftsliberalismus, dee géif verlaangen, de Stat misst sech aus der Privatwirtschaft erauszéien. Ce n'est pas vrai! De Wirtschaftsliberalismus a sengen extreme Forme verlaangt, dass de Stat d'Privatwirtschaft accompagnéiert, an zwar esou gutt wéi méiglech! Dat heescht, dass en esou gutt wéi méiglech derfir suergt, dass d'Privatwirtschaft floréiert an dass d'Privataktionäre selbstverständlech esou vill wéi méiglech kënnen asäckelen.

An da maache mir dat, wat mer elo maachen. Da maache mer PPPen, mir maache Privatiséierungen op europäeschem Niveau an esou weider an esou fort. An hei loosse mer eis dann e Stadion bauen, wou mer ganz genau wëssen, dee gëtt net gebaut aus Sportsinteressen, mä wou mer ganz genau wëssen, eigentlech geet et dorëm, Aktionären ënnert d'Äerm ze gräifen, fir e gutt Geschäft ze maachen.

Also nach eng Kéier: Ech hoffen, dass mer et fäerdegbréngen, e Stadion ze bauen, wann et eng öffentlech Prioritéit ass, an öffentlecher Hand, an dass mer dee Projet Léiweng opginn, an dass d'Regierung en opgëtt oder dass mir en hei opginn, an dass mer net d'Verantwortung einfach ofleeden op d'Gemeng Réiser.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Hoffmann. Elo kritt d'Regierung d'Wuert. Wien intervenéiert fir d'Éischt?

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.*- Här President, ech…

M. le Président.- Den Här Innenminister.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.*- …hunn déi Éier, unzefänken, fir Kloerheet ze bréngen op engem Punkt, deen eis alleguerten interesséiert. Dat ass deen: Wou si mer drun an der Prozedur vun der Ännerung vum Bebauungsplang vun der Gemeng Réiser, wou jo do e Vote provisoire stattfonnt huet?

Ech kann Iech kloer soen, dass, wat déi Prozedur ugeet, do déi ganz Dispositiounen alleguerte respektéiert goufen. Dat heescht, de Projet ass erakomm an enger Étude préparatoire an d'Commission d'aménagement, déi hiren Avis ginn huet de 17. Juni, an duerno huet d'Gemeng hire Vote geholl. Ech hu mech an déi Prozeduren ageklickt, wat u sech net normal ass, well et ëmmer esou ass, dass den Innenminister d'Legalitéit vun der Prozedur kuckt beim Vote définitif. Firwat hunn ech dat gemaach?

Nun, well jo gesot ginn ass an der Press, d'Madame Ferro-Ruckert hätt Terrainen. An duerfir hunn ech dann den Distriktskommissär domat beoptragt, wat ech och schonn déi leschte Kéier gesot hunn, eng detailléiert Enquête ze maachen. A wann ech déi Enquête hunn, da wäert ech och kënne Kloertext schwätzen. D'Fro ass déi, ob d'Madame Ferro-Knepper…, Ferro-Ruckert, pardon, déi bei der Prozedur gehollef huet am Schäfferot, ob hir Präsenz am Schäfferot unzegesinn ass als eng Décisioun, eng Aart Délibératioun oder net. Dat ass e juristescht Gutachten, op dat ech waarden.

Wann et elo nach net do ass, huet dat dermat ze dinn, dass am Fong geholl elo Gemengewahle waren an d'Distriktskommissariater gradesou wéi de Ministère relativ vill mat där Problematik vun de Kandidaten an alles beschäftegt waren. De leschte Sonndeg eleng hu 57 Leit geschafft, sou dass ech dovunner ausginn, dass entweder muer oder d'nächst Woch ech wäert déi detailléiert Enquête hunn an dass ech da wäert soen, wo es langgeht, ob wierklech déi Prozedur iwwert de PAG, iwwert de Bebauungsplang, iwwer eng Modifikatioun dovu ka weidergoen oder ob déi muss gestoppt ginn. Wéi gesot, mir mussen eis nach gedëllege bis d'nächst Woch.

M. le Président.- Merci dem Här Innenminister. Wie schwätzt elo?

(Interruptions)

D'Madame Mëttelstandsministesch Françoise Hetto-Gaasch.

Mme Françoise Hetto-Gaasch, *Ministre des Classes moyennes et du Tourisme.*- Majo, ech si gefrot ginn, ob ech dee Projet… *(interférences sonores causées par un téléphone portable)* … autoriséiert hätt oder net. Also, ech wëll Iech just soen, dass den deemolege Mëttelstandsminister net mat engem Projet befaasst war, mat engem konkrete Projet, an den aktuelle Mëttelstandsminister ass och nach net mat engem konkrete Projet befaasst, sou dass mer am Fong geholl kënne weder e Refus nach eng Autorisatioun ginn.

Ech wëll Iech awer soen - et ass wichteg, dass Der dat wësst -, dass mir haut dat Argument, wat mer soss haten, fir ze soen, mir schwätzen hei vun engem Déséquilibre commercial, dat Argument, dat kënne mer, wéinst der Direktiv „services" an och no der Reform vum Droit d'établissement, net méi huelen.

Mir hunn haut just nëmmen d'Argument, wat spillt: Wat fir eng Auswierkungen huet dee Projet do a Saachen Aménagement du Territoire respektiv och op de Flux de transport? Dat sinn déi Argumenter, déi mir musse mat considéréieren. An dat heescht, do kënne mir net méi vun Déséquilibre commercial schwätzen.

Ech wëll awer och soen, dass mer hei ganz am Ufank vun enger Prozedur sinn. Mir schwätzen hei iwwer eppes, wat kéint dohinnerkommen, mä mir hunn de Projet emol nach net autoriséiert. D'Modification partielle ass emol nach net definitiv gestëmmt.

(Interruptions)

Duerfir, mengen ech, sollt een einfach där ganzer Saach elo emol hir Zäit ginn an dee ganze Prozess duerchlafe loossen.

Da wëll ech awer och soen zum Thema Outlet selwer. Ech sinn iwwerzeegt, dass en Outlet fir Lëtzebuerg Sënn mécht. An zwar ass dat attraktiv fir déi Leit, déi hei wunnen. Et ass attraktiv fir déi Leit, déi permanent op eiser Autobunn derduerchfueren. Et ass attraktiv fir d'Touristen, déi heihinnerkommen. An ech sinn och der Meenung, dass en Outlet soll komplementär sinn zu enger städtescher Offre commerciale.

An duerfir wëll ech dovir warnen, dass mer net erëm et solle verpassen, esou e Magnéit op Lëtzebuerg ze kréien. Well dat wär nämlech net fir d'Éischt. Et wär jo emol flott, wa mer emol eng Kéier e Magnéit géifen op Lëtzebuerg kréien an en och hei behalen.

Dann, wëll ech soen, fannen ech déi Motioun, déi elo just vun der Majoritéit eragereecht ginn ass, begréissen ech. Ech mengen, dat, wat deene meeschte Leit jo och um Häerz hei läit, dat ass de Problem vun der Envergure vun deem Ganzen, wou dat soll kréien. Duerfir fannen ech an deem Sënn déi Motioun do begréissenswäert. Si seet ganz kloer, „à reconsidérer (…) les dimensions de l'infrastructure commerciale", an ech mengen, do kann ech mech als Mëttelstandsministesch nëmme ralliéieren.

M. le Président.- Merci der Mëttelstandsministesch. Dann huet den Nohaltegkeetsminister, den Här Wiseler, d'Wuert.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President. Och zu de Froen, déi u mech elo direkt adresséiert waren.

Éischtens, déi Fro, déi un d'Landesplanung geet, fir ze soen, datt et evident ass, datt mir op déi Instrumenter vun der Landesplanung, déi mer brauchen, gradesou ongedëlleg waarden, wéi d'Oppositioun dat elo ausgedréckt huet. Dir wësst, datt mer haaptsächlech d'Gesetz iwwert den Aménagement du Territoire mussen hunn, wou eng Rei wesentlech Prinzipien drastinn, wéi d'Prozedure fir d'Plansectoriele sinn, mä wou awer och ee grousse Prinzip drasteet, deen enorm wichteg ass, wa mer déi Landesplanung da wëllen esou usichen.

Dat heescht, dat Element, wat eis erlaabt, datt de Stat kann Expropriatioune maachen, wann en Terrainen onbedéngt brauch an anescht net eens gëtt, an d'Expropriatioune ka maachen zu engem Präis vun der Valeur vun den Terrainen, wéi se virun engem Klassement waren. Dat ass dat wichtegst Element, wat mer brauchen.

Da muss natierlech déi Gesetzesmodifikatioun kommen. Dir wësst, datt de Conseil d'État virun dräi Woche ronn säin Avis ofginn huet. Deen Avis, dat hunn ech mam Fernand Boden ofgeschwat, huele mer esou schnell wéi méiglech elo an d'Kommissioun, datt mer och an deem Text do weiderkommen. An da sofort, wann den Text do ass, kënnen déi Plan-sectorielen op de Wee geschéckt ginn. Dat gëtt eis dann Instrumenter, fir déi Landesplanung wesentlech méi effikass ze maachen. Mir waarden ongedëlleg dorop.

Da soen ech awer hannendrun: An dësem Projet, wann ech awer elo kucken, wéi déi Plansectorielen een an deen anere sinn, an ech sinn d'lescht Kéier am Detail drop agaangen, dann, muss ech soen, ass deen hei Projet awer no deene Plan-sectorielen, widdersprécht en de

Plan-sectorielen net. Elo kann een all déi Argumenter, kann een aner Argumenter bewegen, wann ee wëllt. Et kann een aus Gréisstgrënn dergéint sinn. Et kann ee soen, ëmweltméisseg - mä den Här Schank geet nach eng Kéier dorop eran - gesi mir dat anescht. Mä zumindest esou, wéi d'Avant-projets vum Plan sectoriel elo sinn - Dir kennt se, ech sinn d'lescht Kéier am Detail dorop agaangen -, hu mer kee Widdersproch. Domadder wéilt ech déi zwou Saachen do awer auserneenhalen.

Den zweete Punkt, dat ass deen: Et ass gesot ginn, an deene Fuiten, déi an deene Plansectorielen do bestinn, misste mer intervenéieren. Ech verstinn dat als Remarque, muss awer elo haut soen, datt ech momentan kee konkret Element hunn, wou ech kéint iergendeppes drop grefféieren, fir ze soen: Sou, elo maache mer eng Enquête doriwwer. Ech hunn héieren, wat den Här Krecké alles gesot huet. Et huet een heiansdo Impressiounen, mä Impressioune gi mir net duer, fir eng prezis Enquête ze starten.

Ech soen Iech ganz kloer: Wann ech iergendzwousch och nëmmen en halleft Element hätt, wat mer an de Grapp kréichen, fir ze soen, do kann ech elo eppes starten, da maachen ech et sofort. Well all déi Fuiten, wou een heiansdo an Departementer a Ministèrë sech virstellt, datt eppes erausgaangen ass, dat ass net gutt, haaptsächlech bei esou Saachen net gutt. An ech soen Iech, wann ech iergenden Element hunn, fir et kënnen ze maachen, da maachen ech et sofort. Well ech gradesou Problemer, méi Problemer nach, well ech responsabel derfir sinn, domadder hunn, wéi jiddwereen heibannen, sinn ech deen Éischten, deen dat mécht.

Code de déontologie. Och do zwee Wierder dozou. Dat ass hei gefrot ginn. Et ass eng Motioun déposéiert ginn. Ech wëll elo soen, ech ka mam Invite vun där Motioun - ech soen, mam Invite, mat de Considéranten ass elo eppes anescht -, mä mam Invite vun där Motioun selbstverständlech gutt liewen.

Ech war, de Fränz Bausch huet et ugeschwat, Fonction-publiques-Minister, an déi Questions parlementaires, déi hie virun e puer Joer gestallt huet, huet en u mech sengerzäit adresséiert. An ech hunn em effektiv geäntwert: Mir sinn amgaang, drun ze schaffen. Dat ass och richteg.

Et ass och en Text déizäit schonn ausgeschafft gi gewiescht. Deen huet awer eng ganz Rei Froen, eng ganz Rei Problemer opgeworf, déi a laangen Diskussiounen hin an hier och gaange sinn, wou mer en net finaliséiert krute sengerzäit. Dat deet mir leed, datt mer et d'lescht Legislaturperiod net ofgeschloss hunn.

Ech weess awer ganz kloer, datt den aktuelle Fonction-publiques-Minister an d'delegéiert Fonction-publiques-Ministerin aktiv dorunner schaffen. Ech mengen, datt dat och eng Partie vun deenen Diskussioune war, déi elo an der Fonction publique gefouert ginn, an ech weess och, datt de Wëllen elo wierklech do ass, fir esou schnell wéi méiglech souwuel fir d'Fonctionnairë wéi fir d'Politiker esou e Code de déontologie op d'Been ze kréien an duerchzediskutéieren an dann och a reglementaresch, a gesetzlech Basis ze ginn.

Et wär gutt an et wär propper, wa mer alleguer genau wéissten, wat fir eng Prinzipië wéi wären, datt jiddwereen, net déi grouss Prinzipien, déi mer alleguer d'selwecht hunn, mä déi mer heiansdo anescht interpretéieren, datt mer do keng Diskussioune méi driwwer hätten.

Da war nach eng Fro u mech gestallt ginn, dat war déi vun den Terraine fir de Stadion, dat, wat gesicht ginn ass am Kader vum Aménagement du Territoire. Ech confirméieren, datt dat, wat gesicht ginn ass sengerzäit, eppes war, wou mer dee ganze Stadion op där enger Säit an déi Offre commerciale op där anerer Säit zesumme géifen dohinnerkréien, well effektiv gesicht ginn ass, fir e Stadion am Fong iwwert dee Wee gebaut ze kréien. Also sinn déi zwielef Terrainen där Gréisst entspriechend gesicht ginn, fir datt esou e Projet dohinnergepasst hätt. Sicht ee méi eppes Klenges, kommen evidenterweis oder kënnen evidenterweis och nach aner Saachen a Fro kommen. Mä dat ass esou, well d'Objektiv an d'Demande un d'Landesplanung sengerzäit déi waren.

Iwwert de Käschtepunkt an deen, deen de Stat bezilt, wëll ech nach eng Kéier kuerz soen, wat virdru schonn ugeschwat ginn ass. En Deel vun deene Käschten, déi souwisou musse gemaach ginn, egal wat dohinnerkënnt an och, wann näischt dohinnerkënnt, kënnt souwisou op de Stat zou. Et komme ronn 32 Milliounen Euro op eis zou, wat esou en Échangeur kascht, wann en da gebaut gëtt, fir esou e Projet. Dovunner mussen der ronn 13,3 vum Promoteur gedroe ginn - dat ass awer eng Propositioun, déi elo gemaach gëtt, déi ass nach net duerchdiskutéiert; dat ass eng Propositioun, déi vu Ponts & Chaussées ausgeschafft ginn ass - an eppes an déi 18 vum Stat.

Elo wëll ech awer soen: Wat ass dann och den Intérêt nach gewiescht vun dem Bau vun esou engem Stadion iwwert déi do Aart a Weis? Mä den Intérêt ass selbstverständlech och gewiescht, datt eng Rei vun de Strukturen, déi konnte bei engem Centre commercial benotzt ginn, wéi déi grouss Parkplazen, déi een awer muss derbäi hunn, de toute façon vun engem Promoteur géife gebaut gi fir e Centre commercial an zur Benotzung vun engem Stadion kéinte benotzt ginn. Dat ass dee Facteur, deen eng wesentlech Präisreduktioun géif maachen, wann een esou eppes baut.

An deen anere Facteur ass natierlech deen, datt, wann de Stat e baut, en evidenterweis och den Terrainspräis muss bezuelen, an an dësem Fall déi Terraine mat an dee ganzen Ensembel, an dee ganze Projet géifen eragoen. Dir hutt mech gefrot: Wat ass den Avantage dovunner? Ech soen Iech, dat si finanziell elo gesinn déi zwee Avantagen, firwat esou en Terrain da méi rationell wier, wann en an esou engem Ensembel géif gebaut ginn. Just, do kann een elo dovunner halen, wat ee wëllt. Ech wollt just déi Explikatioun op eng einfach Aart a Weis ginn.

Ech sinn och nach gefrot ginn, ob mer deen Nohaltegkeetsplang verschéckt hätten an déi eenzel Departementer. Jo, mir hunn e verschéckt.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Huet jiddwereen e gelies?

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Ob e gelies ginn ass, wollt ech soen, Här Hoffmann, dat kann ech Iech net elo beäntwerten.

(Interruption)

Ech ginn dovunner aus, datt jiddwereen e gelies huet.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Nohaltegkeetsminister. Den delegéierten Nohaltegkeetsminister, den Här Schank, huet elo d'Wuert.

M. Marco Schank, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures.*- Här President, ech wollt kuerz op déi Fro agoen, déi de Kolleeg François Bausch gestallt huet am Kontext mat dem Naturschutz um Site. Ech widderhuele mech net vis-à-vis vun där leschter Woch, wou mer déi Réunion jointe hate vun deenen dräi Kommissiounen, wou ech gesot hunn, datt mir als Departement Environnement nach net formell befaasst sinn, well mer nach ganz am Ufank vun der Prozedur si vun där Modification ponctuelle. Dat wësst Der.

Et ass awer esou, datt mer déi Etüd awer virläit. Déi Impaktetüd, déi EIE, déi datéiert vum September 2011. A mir hunn eis se och komme gelooss, mir hunn eis se ugekuckt. Nach wäerten d'Experten aus dem Ministère se sech dès le moment venu, wann et dann esou wäit kënnt, och am Detail ukucken. A mir wäerten dat och ganz kritesch maachen.

Et ass awer déi éischte Kéier, ech wëll dat betounen, déi éischte Kéier, wou de Site esou genee gekuckt gëtt um Niveau vun där EIE. An ech soen dat ganz bewosst, fir de Lien ze maache mam Historique.

Ech sinn och gefrot ginn, ech wollt och zwee Sätz zum Historique soen. Vun 1979 bis 1990 - ech erspueren Iech elo den Detail - huet deemools d'Forstverwaltung sech an enger Partie Avisen am Fong opposéiert fir d'Kreatioun vun enger Zone d'activité do, wou se am Fong haut ass, Auf Geespelt, am Géigesaz zu Im Weyer, wou dann de Stadion soll hikommen. Dat heescht am Kloertext, do befanne sech dann déi Gebailechkeeten op där Plaz, wou d'Forstverwaltung deemools ni wollt. Notamment et ass ugaange mat dem Centre commercial, Tankstell an aner Gebailechkeeten.

Dann am Mäerz, dat ass gefrot gi vum François Bausch, am Mäerz 1991 gëtt et dee Refus vum deemolegen Ëmweltminister, dem Alex Bodry, am Kontext vun enger Deviatioun vun der Bibeschbaach als préalabel, fir dann eng Zone d'activité do ze kreéieren. D'Motivatioun vum Refus war d'Vigeldirektiv vun '79 respektiv d'Kreatioun vun enger Réserve naturelle Réiserbann.

Da muss een awer soen, mä ausgerechent deen Dall vun der Bibeschbaach, do, wou de Stadion soll hikommen, ass net zréckbehale gi fir souwuel d'Vulleschutzgebitt, also déi Zone protégée communautaire, déi ugeschwat ginn ass, Vallée de l'Alzette respektiv déi Zone humide, also déi Réserve Réiserbann, an déi ass den 8. September '94 deklaréiert ginn.

Dann, wann een - an ech konnt se jo da liesen - d'Analys vum Bureau EFOR-ERSA liest, geet déi vill méi wäit wéi all dat, wat virdrun eng Kéier gemaach ginn ass vun Avisen, Analysë vun der Forstverwaltung oder vu wiem och ëmmer. Wann ech e Wonsch däerf ausdrécken: Ech hätt gären, dass een déi Konklusioune vun där EIE, déi dat géife verdéngen, eng Kéier och wëssenschaftlech géif kucken. An dat maache mir spéitstens wann et dann esou wäit ass, wann d'Prozedur iere virugeet.

Da wollt ech awer nach reagéieren op dat, wat de François Bausch nach sot, wou e seng Angscht ausgedréckt huet, mir géifen zwou Kategorië vu Biergerinnen a Bierger hei am Land kréien, respektiv et géife vill Kloe kommen, wann dat virugeet. Do muss ech dann nach eng Kéier soen, mir sinn an enger Modification ponctuelle, mir sinn an enger Prozedur dran, wou mer dann alles kucken, an den Naturschutz gëtt gradesou kritesch gekuckt wéi op anere Plazen.

A wann ech dat op eng ganz bescheide Manéier ka soen: Ech gesinn am Moment um Niveau vun deem, wat ech gekuckt hunn, ouni datt d'Experten et am Fong gekuckt hunn, gesinn ech am Fong an där Etude d'impact net, wou esou Kloe kéinte provozéiert ginn, déi de François Bausch fäert, wat natierlech ni ausgeschloss ass, et sief dann, et géife keng zolidd an appropriéiert Mesures compensatoires kommen.

An ech zitéieren dann ee Saz aus där Étude d'impact, déi ech och gäre viruginn. Ech hu se net maache gelooss, dat war de Promoteur, mä ech gesinn awer, et ass kee Geheimdokument.

Une voix.- Dat wollt ech just froen.

M. Marco Schank, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures.*- Voilà.

«Le projet ne pourra se faire sans la réalisation d'assez importantes mesures compensatoires, en partie préalablement, en partie parallèlement aux travaux.» Dat heescht, d'Terraine mussen zur Verfügung gestallt gi fir déi Mesures compensatoires, wann et dann esou wäit kënnt. An dat muss natierlech och de Promoteur leeschten.

M. le Président.- Merci dem Här delegéierten Nohaltegkeetsminister. An elo kritt d'Wuert den Här Sportsminister.

M. Romain Schneider, *Ministre des Sports.*- Merci, Här President. Bon, ech brauch am Inhalt, mengen ech, net méi anzegoen op den Historique vum Stadion. Dat gouf en long et en large gemaach an deenen eenzelne jointë Kommissiounssitzungen, déi mer haten.

Ech géif nach eng Kéier kuerz op d'Nécessitéit vun dësem Stadion agoen. Eng Rei vu Spriecher haut de Mëtteg hunn dat widderholl. Virun allem d'Deputéierte Ben Fayot an Norbert Haupert hu schonn op d'Konditiounen higewisen, wéi se de Moment am aktuelle Stadion sinn.

Engersäits d'Konditioune fir d'Spiller, anerersäits de Confort fir d'Zuschauer, fir d'Press, déi muss a Konditioune schaffen, wéi se hautdësdags net méi adaptéiert sinn. Da virun allem awer och d'Sécherheetsmoossnamen, déi net méi garantéiert sinn, a wou mer vu Joer zu Joer mat Autorisations spéciales vun UEFA a FIFA virufueren. An et muss ee regelrecht soen, all déi international Gäscht, déi mer hei empfänken, well mir schwätze jo hei all Kéiers vun internationale Matcher, déi do gespillt ginn, muss ee sech als Lëtzebuerger schumme fir dat, wéi een déi kann ënnert deenen dote Bedéngungen empfänken. Mir hunn dee mannste Stadion an deenen 53 Länner, déi zur UEFA gehéieren!

Dofir hunn ech och begréisst, datt de Mëtteg all d'Fraktiounen esou oder esou gesot hunn, datt se fir de Bau vun engem nationale Stadion sinn. Dat huelen ech ganz gären zur Kenntnis.

(Brouhaha)

Et muss een awer ëmmer erëm soen, an ech mengen, do kommen ech och op dat zréck, wat hei ugedeit gouf, datt mer och selbstverständlech mam Bau vun engem Stadion virun allem och d'Capacitéiten ëmmer erëm duerjerneegeheien.

Ganz kloer schwätze mer hei vun engem Stadion bis 10.000 Spectateuren. A mir sinn och bei der Sich no Modellen, wéi et am Ausland geet. Mir si kucke gaangen, wéi d'Münchener Arena besteet, wéi de Wembley Stadion zu London besteet. Mir si kucke gaangen an Holland op Kerkrade, mir si kucke gaangen an d'Schwäiz, ech selwer op Sankt Gallen respektiv op Thun. Dat si lauter Stadië mat 10.000 Leit, déi fonctionnéiere mat engem kombinéierte Modell, esou wéi en hei virgesinn ass.

Elo kéint et mir jo eigentlech als Sportsminister - tëschent Gänseféisercher - „egal" sinn, ob mer de Modell A huelen, e kombinéierte Stadion, oder e Modell B, dee gebaut gëtt vun de Sue vum Stat. Awer déi Iwwerleeungen, déi de Mëtteg hei eriwwerkoumen, souwuel mëndlech wéi och schréftlech, hu mer gewisen, datt et immens, immens schwéier gëtt, wa mer soen, mir huelen aus dem Statsbudget Suen, fir grad zu dësem Moment ee Stadion ze bauen. 2007, wéi déi heiten Démarchen ugefouert goufen, ware mer genau an därselwechter Situatioun wéi haut: Mir si komm aus enger Tripartite, mir hate ganz schwéier ekonomesch, wirtschaftlech Bedéngungen.

Mir musse jo och wëssen, mir schwätzen net vun 20 bis 25 Milliounen - dat ass de renge Stadion, mat Flutlicht derbäi -, mä do hu mer näischt derbäi vu Parking, vun Accès, vu Sécuritéitsmesuren, vun Terrain. Dat, wat de Claude Wiseler hei zitéiert huet, do komme mer op ee Chiffer vu 70 bis 80 Milliounen Euro!

An da froen ech mech, wien heibannen... Den Här Fayot huet zu Recht, ech ginn him recht, d'Prioritéiten opgezielt, déi jiddwereen op sollt zielen, déi heibannen zielen, vu Schoulen, vu Sozialariichtungen. Ech mengen, dann ass dat heite fir mech déi eenzeg Méiglechkeet, wéi mer an deenen nächste Jore relativ schnell kënnen ee Stadion bauen. Duerfir ass fir mech och ganz kloer, datt d'Solutioun A hei virun zielt, selbstverständlech am Respekt vun den Décisioune vun de Gemengenautoritéite vu Réiser respektiv och an de Prozeduren, déi ustinn.

An deem Sënn hoffen ech drop, datt mer kënne schnellstméiglech virukommen, well mir brauchen, dat widderhuelen ech nach eng Kéier, en adequate Stadion, fir eis international Matcher hei ënner gudden a flotte Bedéngungen ze spillen.

M. le Président.- Merci dem Här Sportsminister. Elo kritt d'Wuert den Här Wirtschaftsminister.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Här President, vu menger Säit am Fong geholl zwou Remarquë punktueller Natur, déi eng, déi vum Här Meisch opbruecht ginn ass, ganz am Ufank. Ech mengen, mir haten iwwert d'Fro vun der Confidentialitéit Rieds. Wann ee kuckt, dee Bréif, do gëtt just nach eng Kéier dra gesot, net dass et confidentiel wier, well et ass nodeem den Accord war, mä dass et kloer ass, wien d'Kommunikatioun mécht.

Ech muss Iech soen, dass dat eng gängeg Praxis ass, déi ech op alle Fall och uwenden. Heiansdo huele mir eis d'Recht, dass mir soen, mir maachen d'Kommunikatioun. Heiansdo gëtt se zesumme gemaach. An heiansdo gëtt ganz kloer gesot, hei ass de Betrib gefuerdert, fir d'Kommunikatioun selwer ze maachen, oder de Betrib selwer freet, fir d'Kommunikatioun ze maachen an net mir. Dat ass en Arrangement, deen ee mécht, an an deem Bréif fënnt ee just en Arrangement erëm, deen eppes mat der Kommunikatioun ze dinn huet. Et ass an deem Bréif jo net méi Rieds vun der Confidentialitéit, mä just, wien d'Kommunikatioun mécht.

Zweet Remarque, déi sech bezitt op déi Etüden. Gradesou wéi Etüde gemaach gi si vum Promoteur iwwert den Naturschutz an den Impakt, deen dat kéint hunn, esou sinn der och gemaach ginn op d'Geschäftswelt. An et ass eng Etüd gemaach ginn, déi op déi Etüd ageet, déi och vun der Stad Lëtzebuerg...

M. le Président.- Här Wirtschaftsminister, erlaabt Dir, datt den Här Bausch Iech eng Fro stellt?

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Jo.

M. le Président.- Här Bausch, wann ech gelift!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Hunn ech richteg verstanen, datt all déi Etüden do vum Promoteur selwer gemaach gi sinn?

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Jo, mä, am Moment, wéi wëllt een dat dann aneschters maachen? Mir maachen dat jo net.

Plusieurs voix.- Ooohhh! Aaahhh!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Also fannt Dir dat normal? D'Stad Lëtzebuerg huet d'Etüd iwwert de Commerce selwer an Optrag ginn an och selwer bezuelt. Fannt Dir et normal, datt bei engem Projet wéi deem doten de Promoteur selwer, dee jo en Intérêt huet doranner, och all d'Etüde mécht, fir ze kucken, ob säi Projet kompatibel ass mat anere Saachen? Fannt Dir dat normal?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Den Här Krecké fënnt dat normal.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Jo, well dat gëtt... Här Bausch, an all Projet, sief et iwwert d'Auswierkungen op d'Geschäftswelt, sief et iwwert d'Auswierkungen op d'Ëmwelt, muss ëmmer -

dat hei huet näischt mat Promoteuren ze dinn - de Betrib bezuelen. Ëmmer!

(Interruptions diverses)

Neen, dat ass ëmmer esou!

(Interruptions diverses)

Et deet mer leed, dat ass d'Regel. De Betrib bezilt.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Här Krecké, hei geet jo...

M. le Président.- Här Bausch.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Mä ech muss awer soen... Här President, hei geet et jo net... Den Ausléiser, fir dat hei ze kréien, ass jo net ee Privaten, deen iergendeppes wëllt maachen, mä et ass d'Regierung, déi Demandeur ass, am Numm vun der öffentlecher Hand, fir eppes ze kréien. An do ass et fir mech awer net normal, datt an esou enger Situatioun de private Promoteur all d'Etüde finanzéiert an och maache léisst! Hei hätt d'Regierung misse kucken, fir dat vu sech aus ze maachen.

Wann ee Privaten dat mécht, wann ee Privaten e Projet huet vu sech aus selwer, ouni datt d'Regierung en Intérêt huet, ass dat dat Normaalst vun der Welt, mä net an deem heite Fall. Dat ka jo net sinn!

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Also, ech bleiwen nach eng Kéier derbäi, d'Regierung huet hei net agegraff. Et ass e private Projet. Et ass jo kee PPP. Et ass e private Projet. An e Promoteur geet hin a geet eng Etüd maachen. Dat ass säi Recht, fir ze kucken, ob beispillsweis d'Zone de chalandise, ob déi entsprécht an ob déi mat sech bréngt, dass esou eng Zon iwwerhaapt machbar a rentabel ass. Dat huet hien interesséiert, an en huet dat maache gelooss. Mä, wann Dir se gär hätt, frot en! Ech ka se net...

(Interruption)

Lauschtert, wann ech gelift, dat si Konklusiounen, déi hien zitt. An dat huet bei him...

M. Xavier Bettel *(DP).*- Fir säin Intérêt!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Fir säin Intérêt. Dat ass jo evident.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Ma neen, hie geet kucken...

M. le Président.- Här Bettel, loosst de Minister äntwerten!

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Hie geet... Also, Här President, wann ech gelift, ech hu si jo och net ënnerbrach.

(Interruption)

M. le Président.- Jo, jo. Dir kritt déi Äntwert elo, an da kënnt...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dir sidd elo e bësse schlecht drun.

(Interruptions diverses)

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Et ass evident, et ass an all Projet esou. Wann ech muer e Geschäft opmaachen, kucken ech, ob op där Plaz, mat deem Angebot, wat ech wëlles hunn ze maachen, ob dann déi Rechnung bei mir opgeet. Duerfir maachen ech fir d'Éischt...

(Interruption)

M. le Président.- Neen, Här... Loosst elo fir d'Éischt de Minister äntwerten!

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Duerfir maachen ech fir d'Éischt eng Etüd, an déi ass gemaach ginn. An déi gehéiert dem Promoteur. A wann ee se gär consultéiere géif, da geet e bei en an e freet en, ob en déi kann... Et ass eng reng privat Etüd, an e wäert nach staunen, wat do vu Konklusiounen erauskomm ass, wat d'Etüd vun der Stad Lëtzebuerg ubelaangt.

Une voix.- Eng reng privat Etüd.

M. le Président.- Do waren awer dräi Froen, Här Wirtschaftsminister, wann Der erlaabt. Mä vläicht der Rei no, den Här Helminger hat d'Wuert gefrot, den Här Hoffmann an nach eng Kéier den Här Bausch.

M. Paul Helminger *(DP).*- Här President, et ass dach en Ënnerscheed tëschent engem Businessplang, deen effektiv e Promoteur opstellt, fir ze justifiéieren, ob säi Plang opgeet oder eng Chance huet, fir opzegoen oder net. Hei si mer jo awer net nëmmen... oder wa mer dat elo haut héieren, da muss ech soen, da verstinn ech d'Welt awer guer net méi. Wa mer elo haut nëmmen nach an engem Projet vu privater Promotioun sinn, da verstinn ech iwwerhaapt net, woufir dass d'Regierung sech engagéiert a seet, et wier e Projet d'intérêt national.

Wann et awer e Projet d'intérêt national ass, mat allem, wat dozougehéiert, dann ass et déi verdammte Flicht vun der Regierung, fir ze kucken, wat fir eng Répercussiounen dee Businessplang, deen de Promoteur virleet, op de Rescht vum Land huet. An et ass net um Promoteur, fir déi Etüd ze maachen, mä et ass un der Regierung, fir déi ze maachen!

A wann Dir doriwwer Problemer hutt mat där Etüd, déi d'Stad Lëtzebuerg gemaach huet, da solle mir eis vläicht eng Kéier zesummesetzen, fir ze kucken, wou déi Problemer sinn. Et kann dach net sinn, dass Dir einfach tëschent dem Promoteur an enger Etüd, vun där Dir anscheinend schonn, opgrond vun de Konklusioune vum Promoteur, mengt, se wier näischt wäert, géift décidéieren, dat do ass an der Rei. Dat kann et dach net sinn!

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Bon, ech proposéieren - mä et ass awer net meng Décisioun -, dass déi Etüden öffentlech gemaach ginn, da ka jiddweree sech domat ausenanersetzen a sech selwer e Bild maachen, ob et seriö genuch ass oder net. Dat ass dat Éischt.

M. Paul Helminger *(DP).*- Ma, ech fannen et iwwerhaapt komesch, dass hei de Wirtschaftsminister an net de Mëttelstandsminister de Promoteur vun deem Déngen ass.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Ech hätt elo gären, wa mer géifen der Rei no fueren. Den Här Hoffmann hat d'Wuert gefrot.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Also, de Punkt ass net, ob déi Etüd öffentlech gemaach gëtt oder net - dat ass zwar och interessant a wichteg, mä dat ass net de Punkt. De Punkt ass, wat eng Etüd ënnersicht vun engem private Promoteur a wat op där anerer Säit eng Etüd ënnersicht, déi vun der Regierung selwer an Optrag gi gëtt.

De private Promoteur, dee ka rechnen. Hien zitt en Deel vun der Kafkraaft, hie bréngt et fäerdeg, hien zitt en Deel vun der Kafkraaft aus anere Regiounen op sech. Dann ass hien zefridden. Wann domadder op anere Plaze Geschäfter futtiginn, respektiv op enger anerer Plaz Aarbechtsplazen ofgebaut ginn, da spillt dat am Businessplang keng Roll. Am Géigendeel, dat ass dann en faveur vun deem private Promoteur.

Fir déi do Auswierkungen...

M. Claude Meisch *(DP).*- Wat eng Leçon fir d'Sozialisten!

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Fir déi do Auswierkungen ze iwwerkucken, do brauch een eng onofhängeg Etüd. An déi kann nëmme vun der Regierung an Optrag gi ginn an natierlech dann och vun der Regierung finanzéiert ginn.

M. le Président.- Okay. Elo kritt nach...

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Wéi mir zu Esch konfrontéiert ware mam Standuert Belval, hu mir enger däitscher Firma, déi näischt mat engem Promoteur ze dinn hat, den Optrag ginn - Empirica war dat -, fir ze kucken: Wéi entwéckelt dat do sech? Wéi entwéckelt do d'Verhältnis sech tëschent Belval an dem Stadzentrum vun Esch? An esou weider an esou fort. Wéi gutt déi Etüd ass, dat ass eng aner Fro. Mä esou ass awer de Wee!

CHAMBRE
DES DÉPUTÉS

Chamber TV

**weist all
öffentlech
Sëtzung
live an integral**

An der Stad
***um Kanal S29 (Coditel) oder
um Kanal S40 (Eltrona/Siemens)***
•
Zu Esch
um Kanal S24 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Déifferdang
um Kanal S29
•
An der Gemeng Diddeleng
um Kanal S32
•
An der Gemeng Nidderaanwen
Kanal S29
An der Gemeng Bartreng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Walfer
um Kanal S29 / 367.25 Mhz
•
Zu Biwer an zu Wecker
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bous
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bërmereng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Konter
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dippech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
An der Gemeng Dikrech
um Kanal S19 / 287.25 MHZ
•
Zu Iermsdref
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Esch-Sauer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Nidder- an Uewerfeelen
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Gréiwemaacher
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hieffenech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hesper
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Kielen (& Brameschhaff),
Keespelt, Meespelt,
Ollem an Nouspelt
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Mamer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Manternach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Medernach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

M. le Président.- Gutt. Vläicht nach den Här Bausch, an dann äntwert den Här Krecké op all déi Froen. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Här President, ech kann et kuerz maachen, well den Här Hoffmann huet dat elo exzellent formuléiert, wat ech am Fong och wollt soen.

Ech wollt dem Här Krecké just soen, datt, wéi d'lescht Woch den Här Gira Iech nach eng Kéier d'CIMA-Etüd - déi mir als Stad Lëtzebuerg an Optrag ginn hunn, déi de Commerce am ganze Land an d'Kafkraaftstréimungen ënnersicht huet - iwwerreecht huet, hutt Dir gesot: Mir hunn och esou eng gemaach, esou eng Etüd.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Neen, net mir. Dat hunn ech net gesot.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Jo, dann eben, den Här Becca huet dann och esou eng gemaach. Mä den Här Becca huet also net esou eng gemaach, ganz kloer, mä en huet just eng gemaach, wéi Dir et richteg formuléiert hutt: Hie kuckt, datt bei him d'Rechnung opgeet, dat heescht, wéi hie méiglechst vill Kafkraaft ka bei sech zéien. Well et ass jo evident, datt de Promoteur keen... Deem ass dach e Geschäft an der Stad oder zu Ëlwen esou laang wéi breet. Dee kuckt, datt säi Commerce a säi Businessplang opginn. Dat ass säin eenzegen Objektiv, deen en huet.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Gutt. Den Här Wirtschaftsminister, wann ech gelift.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Här Bausch, mir hunn eng politesch Ausenanersetzung zu enger Orientatioun, wou mer eis einfach net eens sinn. Ech sinn der Meenung perséinlech, dass en Outlet-Zenter…

Une voix.- Et ass elo e grousse Kuddelmuddel.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- …op Lëtzebuerg gehéiert. Ech sinn der Meenung, dass, wann ee wëllt en attraktive Geschäftszentrum ginn, da muss ee sech déi Moyenë ginn, fir dass dat och méiglech ass. Ech sinn der Meenung, dass een dem Konsument net permanent ka soen, wat en ze maachen huet a wat en net ze maachen huet.

Ech sinn der Meenung, an d'Regierung huet dat och befollegt, dass mer am Regierungsprogramm nach eng Kéier festgehalen hunn, dass et keng Méiglechkeet gëtt, fir dee Stadion eleng ze bauen, aus finanzielle Grënn, an dass - dat steet jo am Regierungsprogramm dran - nach eng Kéier confirméiert ass, dass déi Virgehensaart a -weis, déi mer geholl haten, fir dat zesumme mat Verkafsflächen ze maachen, déi richteg ass.

Duerno leeft déi ganz Prozedur un. An do ka vläicht erauskommen, dass „at the end of the day" vläicht de Promoteur oder anerer soen, dass dat net geet. Dat ka muer bei den Naturschutzdispositioune sinn, dat kann och bei aneren Dispositioune sinn. Mä mir sinn net méi an der Lag, fir ze soen: „E Privatmann, deen e Projet wëllt maachen, eng Verkafsfläch, dee muss elo eng Etüd maachen." An där Phas si mer net méi. Mir dierfen dat iwwerhaapt net méi froen. Dat kann hien nach fir sech maachen, mä mir dierfen dat net méi froen. D'Direktiv „services" ass ganz evident a ganz kloer op deem Punkt.

Mir sinn hei an enger politescher Ausenanersetzung, wou mer eis net eens sinn. Dir sidd do anerer Meenung wéi ech selwer. Ech mengen, wat Dir och guer net a Betruecht zitt…

(Interruption)

Wann ech gelift, Här Bausch! Ech hunn Iech net ënnerbrach!

M. le Président.- Här Bausch, loosst dach elo den Här Wirtschaftsminister schwätzen!

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Ech weess net, wat fir eng Situatioun an där Chamber hei ass, dass een net zwee Sätz hannerenee ka soen, ouni ënnerbrach ze ginn. Ech war 15 Joer hei, ech weess, wéi ee sech behëlt an der Chamber!

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Boh! Dir sidd grad dee Richtegen, fir Lektiounen auszedeelen!

(Interruption)

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Äntwert op d'Froen!

M. le Président.- Sou! Loosst elo den Här Krecké op déi Froen, déi gestallt gi sinn, äntwerten!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Genau!

M. le Président.- Ech bieden Iech wierklech, elo nozelauschteren!

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Ech mengen och, wat feelt an deene ganzen Iwwerleeungen, déi mir hei féieren, dat ass och ze kucken, wat fir een direkten Notzen net nëmmen d'Gemengefinanzen, mä och d'Statsfinanzen un esou engem Projet hunn.

Hei gëtt jo nëmme geschwat vun engem Käschtefacteur, wa mir missten un der Stroosseféierungen eppes änneren oder wa mer aner Agréffer misste maachen, wou mir eppes missten als Stat investéieren. Ech froe mech, wien hei gekuckt huet, wat d'Retombéeë sinn um Niveau vun den direkte Steieren, um Niveau vun de Salairessteieren, um Niveau vun der TVA, um Niveau vun de Gemengefinanzen.

(Interruption)

An ech mengen, esou ee Projet… A mir hu jo Beispiller op der Grenz, wou awer nu wierklech alles, wat vu Retombée financière positive doraus erauskënnt, den IKEA-Projet, bleift op där anerer Säit vun der Grenz.

(Interruption)

Wa mer nach eng Kéier gären eppes Ähnleches hätten, an ech soen Iech, en Outlet-Zenter kënnt méi wéi sécher an eis Géigend. Wann een nëmmen op Zweebrécken kucke geet, dat gesäit een, wann een d'Reklamme gesäit, déi déi Firma hei zu Lëtzebuerg permanent mécht, da gesäit een, dass et e Besoin gëtt. Wann een d'Plaquë kuckt vun de Lëtzebuerger, déi dohinnerginn, da gesäit een, dass et e Besoin gëtt.

(Interruption)

Hei, Här President, sinn einfach eenzel Leit anerer Meenung. Ech sinn enger anerer Meenung wéi den Här Bausch a wéi anerer, mä dann ass et eben esou. Mä mir hunn Iech hei d'Äntwerte virgeluecht. Mir sinn eis op verschiddene Punkten net eens. Esou ass et eben an der Politik.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Gutt! Merci dem Här Wirtschaftsminister. Mir sinn domadder um Enn vun der Diskussioun...

Une voix.- Wéi bëlleg!

M. le Président.- …a mir kommen elo zu der Ofstëmmung vun de Motioune respektiv vun der Resolutioun.

Motions et résolution

Motion 3

M. Claude Meisch *(DP).*- Här President?

M. le Président.- Jo? Här Meisch, wann ech gelift.

M. Claude Meisch *(DP).*- Ech wëll zur Motioun soen, déi d'Majoritéit eraginn huet, datt déi Diskussioun, déi mer elo haut de Mëtteg hei haten, awer nach eng Kéier gewisen huet, a wat fir eng Situatioun mer elo komm sinn. D'Regierungsmemberen hu selwer hei x-mol gesot, datt et nach kee kompletten Dossier ass, datt nach ganz vill Saachen net gekuckt gi sinn, datt dee Projet eigentlech guer net konkret ass.

Trotzdeem ass déi Virgängerregierung 2009 higaangen an huet awer en extrem fermen Engagement ausgeschwat, fir dee Projet do zu Léiweng - Fussballstadion a Commerce zesummen - an där doter Envergure wëllen ze autoriséieren. Dat ass de Mëtteg awer nach eng Kéier kloer ginn. An et ass eis nach eng Kéier kloer ginn, a wat fir engem Kuddelmuddel datt dat dote gëendegt huet, well eigentlech kee méi weess, wat dann elo wéi a wou an duerch wien a vu wiem da richteg soll gemaach ginn.

Duerfir geet eis dat, wat an der Motioun vun der Majoritéit steet, net duer. Virun allem och, well mer net d'accord sinn, datt elo hei d'Responsabilitéit ganz einfach op d'Réiser Gemeng ofgi gëtt. Dat fannen ech net akzeptabel.

Ech fannen, datt déi Décisioun hei an d'Chamber gehéiert, ob mer dat dote wëllen oder ob mer dat net wëllen. Awer mir kënnen et net einfach an éischter Linn do responsabel maache vun enger Koalitiounsbildung an der Réiser Gemeng a wéi déi sech dann doriwwer eenegen, wann et virun allem, wéi d'Regierung selwer gesot huet, e Projet vun nationalem Interessi ass.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Den Här Bausch, wann ech gelift.

Mir sinn zwar elo emol bei der éischter Motioun. Den Här Meisch huet elo schonn zu der Motioun N°3 geschwat. Kënne mer vläicht der Rei no fueren?

M. François Bausch *(déi gréng).*- Kommt, mir fueren der Rei no, Här President!

Motion 1

M. le Président.- Ech wollt elo fir d'Éischt d'Motioun vum Här Claude Meisch huelen. Wëllt do nach een d'Wuert derzou ergräifen? Dat ass also d'Motioun N°1. Den Här Hoffmann, wann ech gelift.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Här President, ech wëll just preziséieren, dass ech den éischten Tiret vum „Invite" interpretéieren als e Stade de football an der öffentlecher Hand.

Merci.

M. le Président.- Gutt. Wëllt soss nach een zu der Motioun N°1 Stellung huelen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Kënne mer dann doriwwer ofstëmmen? Ech ginn dervun aus, datt de Vote électronique verlaangt ass.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

D'Motioun 1 ass verworf mat 38 Nee-Stëmmen, géint 21 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par Mme Viviane Loschetter), Camille Gira (par M. Henri Kox), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden (par M. Lucien Clement), Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Lucien Weiler (par M. Paul-Henri Meyers), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz.

Motion 2

Da kéime mer zu der Motioun N°2 vum Här Gast Gibéryen. Wëllt nach een dozou d'Wuert ergräifen? Wann dat net de Fall ass, kënne mer och direkt doriwwer ofstëmmen. Ech ginn och dervun aus…

(Interruption)

Jo? Den Här Bausch, wann ech gelift.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ech wéilt just soen, datt mer eis do wäerten enthalen, aus deem einfache Grond, well d'ADR sech fixéiert huet just op ee Site. An dat ass dat, wat eis gestéiert huet. Also, duerfir enthale mir eis.

M. le Président.- Den Här Gibéryen, wann ech gelift.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, mir haten och een Ableck wëlles, kee Site prezis dranzesetzen. Mä well den Här Krecké awer viru 14 Deeg gesot huet, dee Site géif sech eegenen, fir e Stadion ouni Geschäfter ronderëm ze implantéieren, hu mer geduecht, da kënne mer och deen direkt nennen. Mir sinn och dervun ausgaangen, datt mer doduerch déi gréissten Ënnerstëtzung vun de Majoritéitsparteie kéinte kréien.

(Hilarité)

M. le Président.- Den Här Hoffmann, wann ech gelift.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Ech hu mat ënnerschriwwe pour appui. Ech enthale mech awer aus deeneselwechte Grënn wéi den Här Bausch, well ech mengen, et ass einfach verfréit, an der aktueller Situatioun e prezise Site ze nennen.

M. le Président.- Gutt! Kënne mer dann doriwwer ofstëmmen?

Vote sur la motion 2

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

Och d'Motioun 2 ass verworf mat 38 Nee-Stëmmen, géint 4 Jo-Stëmmen a 17 Enthalungen.

Ont voté oui: MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt), Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Lucien Weiler (par Mme Martine Mergen), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Ben Scheuer), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz.

Se sont abstenus: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par Mme Viviane Loschetter), Camille Gira (par M. Henri Kox), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

M. André Hoffmann.

Ech ginn net dervun aus, datt nach ee wëllt seng Enthalung begrënnen.

Motion 3

Da kéime mer zu der Motioun N°3, déi eragereecht ginn ass vum Här Fayot. Wëllt nach dozou een d'Wuert huelen? Den Här Bausch, wann ech gelift.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Här President, ech fannen et jo ganz interessant, wat hei d'Majoritéit selwer schreift an den „Invite le Gouvernement". Dat ass natierlech eng wonnerbar an d'Akaul vum Här Krecké selwer, deen ons elo grad nach wollt erklären, datt jo gutt vill Etüde gemaach gi wären, datt den Impakt op de Rescht vum Commerce kee Problem géif duerstellen, datt dat alles wonnerbar analyséiert gi wär.

Well hei steet an där Motioun vun der Majoritéit dran: «- à reconsidérer, dans l'optique du respect de l'équilibre commercial sur le plan ré-

gional, les dimensions de l'infrastructure commerciale…» Also, d'Majoritéit selwer gëtt hei zou an där Motioun hei, datt dat doten e gravéierenden Aspekt huet op den Équilibre commercial an der ganzer Regioun, léisst esou eppes hei zur Ofstëmmung. An den Här Krecké erkläert eis hei viru fënnef Minutten, d'Regierung hätt dat zesumme mam Promoteur alles wonnerbar analyséiert an et wär kee Problem fir de Commerce régional.

Also, Här Krecké, Dir kënnt Äre Majoritéitsfraktioune Merci soen, well selten hunn ech gesinn, wéi e Minister esou désavouéiert gëtt vu senger eegener Majoritéit an enger Motioun!

(Interruptions)

Zweete Punkt, Här President. Da wëll ech soen, wat dann hannendru kënnt, dat ass nu wierklech… Also, do kann een nëmmen nach driwwer schmunzelen, well hei verlagere mer jo nëmmen d'Verantwortung vun der Regierung. Et stoung am Bréif dran, et ass jo e Projet d'envergure d'intérêt national.

Mir verlageren déi ganz Décisioun dovunner, déi waarm Gromper, bei de Gemengerot vu Réiser. Also, bravo! Bravo! Esou vill Eegeverantwortung muss ee wierklech nach fäeg si vun dëser Regierung ze huelen.

An Dir verstitt, Här President, mir hätten zwar scho bal wéinst dem zweeten „Invite"… Et hätt eis scho gereizt, just deen eenzel kënnen ofstëmmen ze loossen, well dat esou schéin ass. Mä mir stëmme selbstverständlech awer géint déi Motioun hei.

M. le Président.- Den Här Gibéryen huet d'Wuert gefrot.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech ka mech nëmmen deem uschléissen, wat mäi Virriedner, de Kolleeg Bausch, hei gesot huet, mä ech géif mengen, datt an deem Considérant, wou steet: «- à reconsidérer, dans l'optique du respect de l'équilibre commercial…», am Fong de politeschen Hannergedanken ass.

Mir wëssen, datt mer an der Réiser Gemeng eng CSV hunn, déi wëllt mat der LSAP an eng Majoritéit goen, déi awer virun de Wahle sech géint de Projet ausgeschwat huet. Duerfir ass den Här Weber de Mëtteg och wahrscheinlech net hei.

(Interruption)

An hei kritt d'CSV aus dem Réiserbann eng Dier opgemaach. Herno geet d'Regierung hin a se seet: „Ma da maache mer 10.000 Metercarré oder eppes manner, an da kann d'CSV am Réiserbann soen, si hätt sech duerchgesat, an duerfir kéint se och elo dem Projet zoustëmmen."

M. le Président.- Den Här Hoffmann, wann ech gelift.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Also, ofgesi vun där Fro vun der Verantwortung stëmmen ech och dergéint. Awer och wéinst deem zweeten „Invite", well u sech gëtt jo d'Logik vum Projet, wéi e bis elo besteet, an deem zweeten Tiret do bestätegt, quitte dass et e bësse reduzéiert gëtt, wéi et elo den Här Gibéryen gesot huet.

Mä et gëtt eigentlech nach eng Kéier bestätegt, et ass eng „infrastructure commerciale qui doit permettre la viabilisation". Dat heescht, et ass eng Infrastructure commerciale. Et sinn also kommerziell Intérêten, déi sollen derzou déngen, e Stadion ze realiséieren. Dat ass déi Logik vum Projet, wéi en elo doläit. An do sinn ech net dermat d'accord.

M. le Président.- Gutt. Ech soen dem Här Hoffmann Merci.

Wëllt soss kee méi d'Wuert zu där Motioun ergräifen?

(Négation)

Da stëmme mer doriwwer of.

Vote sur la motion 3

De Vote fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

D'Motioun 3 ass ugeholl mat 37 Jo-Stëmmen, géint 22 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden (par Mme Christine Doerner), Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Lucien Weiler (par Mme Martine Mergen), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Alex Bodry), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri et Ben Scheuer.

Ont voté non: Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Carlo Wagner), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par Mme Viviane Loschetter), Camille Gira (par M. Claude Adam), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Résolution 1

Da kéime mer nach zu der Resolutioun, déi vum Här François Bausch agereecht ginn ass. Ech wëll just drop opmierksam maachen, datt et hei ëm eng Resolutioun geet. Dat heescht, mir fuerderen eis selwer op, e Code de déontologie opzestellen, deen dann och fir d'Regierung, fir d'héich Fonctionnairen a fir d'Deputéierte valabel soll sinn.

Ass dat dat, wat gewënscht ass vum Här Bausch? Den Här Bausch kritt dozou d'Wuert.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Här President, ech ka vläicht kuerz preziséieren, well, ech mengen, mir kënne selbstverständlech net herno dat fir d'Regierung maachen, mä ech ginn awer dervun aus, datt, wa mir dat fir d'Deputéiert, also fir d'Chamber gemaach hunn, an e bëssen ähnlech wéi d'Europaparlament et gemaach huet fir d'Europaparlament, da schéngt et mer evident ze sinn, datt d'Regierung net méi derlaanscht kënnt, dat nämlecht ze maache fir d'Regierung a fir d'Beamte vum Stat.

Respektiv mir kënne jo dann, wa mer dann eens sinn, wa mir eis e Code de déontologie ausgeschafft hunn a fir Transparenz gesuergt hunn, eng Motioun hei nach nodréiglech erabréngen, wou mer soen: „Mir hätten elo gär, datt d'Regierung horgenee dat nämlecht mécht fir d'Regierung a fir d'Beamten."

M. le Président.- Den Här Spautz, wann ech gelift.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Jo, ech wollt just soen, dass ech Problemer hunn net mat dem „décide", mä vir mam „invite". An ech wollt froen, wa se déi dräi éischt Tirete kéinte sträichen, da kéint een do d'Zoustëmmung derzou ginn.

M. le Président.- Den Här Bausch, wann ech gelift.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Här President, ech ka verstoen, datt natierlech d'Majoritéit mat deenen dräi éischten Tireten e bësse Bauchwéi huet. Mir zéien déi selbstverständlech ënner Ausso fir eis net zréck, mä mir sinn awer d'accord. Well et geet jo hei ëm d'Saach, wat mer gär hätten, datt mer endlech dee Code de déontologie kréien. Aus deene Grënn si mer bereet, déi dräi Tireten erauszehuelen, fir datt d'Motioun och kann hei mat enger breeder Majoritéit gestëmmt ginn.

M. le Président.- Gutt. Wëllt soss kee méi dozou d'Wuert huelen?

Ech widderhuelen also nach eng Kéier: Wa mer déi Resolutioun stëmmen, well ech ginn dervun aus, déi gëtt vun enger grousser Majoritéit gestëmmt, wäerte mir als Chamber och e Code de déontologie opstellen, deen - ech liese vir -: „des règles pour les agents publics et les membres du Gouvernement" och fixéiert. Et muss een dat just wëssen. Ech wëll dat just hei betounen. Wann dat kee Problem ass, kënne mir bien entendu elo iwwert déi Resolutioun do ofstëmmen.

Den Här Minister Wiseler huet d'Wuert.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Ech wëll just als Bemierkung maachen, datt d'Regierung sech engagéiert huet an deem ganze Kader vun deenen Diskussiounen iwwert d'Fonction publique, e Code de déontologie iwwert d'Fonction publique selwer, dat heescht iwwert d'Beamten op där enger Säit, an och iwwert d'Politiker, d'Regierungsmemberen, well mer kënnen et net iwwert d'Chamber maachen, datt mer dat décidéiert hunn, fir eis ze maachen an dat och virzeleeën.

Dat heescht, deen Engagement huet de Statsminister d'leschte Kéier an der Diskussioun hei an der Kommissioun ginn. Et läit och vir vum Fonction-publiques-Minister, deen amgaangen ass dorun ze schaffen op Basis vun engem Text, dee scho wäitgehend fäerdeg ass. Dat bedéngt jo natierlech och Consultatioune mat de Statsbeamten. Evidenterweis kann dat jo net einfach esou geholl ginn, mä et mussen eng ganz Rei Diskussioune mat deene Concernéierte gefouert ginn.

M. le Président.- Okay. Den Här Bausch nach eng Kéier.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ech mengen, dat ass jo gutt.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Jo.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Wa mir parallell dozou och eis Aarbecht maachen, da ginn ech jo dervun aus, datt de part et d'autre genuch Drock besteet, fir datt mer dat zesumme relativ séier kënnen elo och zur Ofstëmmung bréngen.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Mä nach eng Kéier: Et ass awer kloer a mengen Aen, datt et soll sinn, datt hei d'Regierung fir d'Regierungsmemberen a fir d'Beamten dee Code de déontologie vun eis aus mécht. Dat ass dat, wat ech hei wollt preziséieren.

Résolution 1 modifiée

La Chambre des Députés,

- relevant le statut général des fonctionnaires de l'État prévoyant à l'endroit de l'article 14 (1) que «le fonctionnaire est tenu aux devoirs de disponibilité, d'indépendance et de neutralité»;

- notant que le Règlement grand-ducal du 16 octobre 1993 fixant les conditions générales du statut des agents de la Banque et Caisse d'Épargne de l'État retient à l'article 1er «Les agents de la Banque et Caisse d'Épargne de l'État, Luxembourg dénommée ci-après la banque, ont un statut de droit public assimilé à celui des employés de l'État. Sans préjudice des dispositions du présent règlement, sont applicables aux agents de la banque, le cas échéant par application analogique et compte tenu du caractère contractuel de l'engagement: a) les articles […], 9 à 16 (devoirs des fonctionnaires), […];

- soulignant ledit article 14 et ses alinéas réglementant l'activité accessoire du fonctionnaire de l'État;

- relevant que la Constitution prévoit à l'article 79 que «[l]es membres du Gouvernement sont responsables» et à l'article 82 que «[l]a Chambre a le droit d'accuser les membres du Gouvernement. - Une loi déterminera les cas de responsabilités, les peines à infliger et le mode de procéder, soit sur l'accusation admise par la Chambre, soit sur la poursuite des parties lésées»;

- considérant l'article 167 du Règlement de la Chambre des Députés retenant que «[l]es députés exercent leur mandat de façon indépendante. Ils ne peuvent être liés par des instructions ni recevoir de mandat impératif»;

- notant que les textes en vigueur ne donnent pas de réponse satisfaisante aux situations évoquées ci-contre;

décide

- d'instaurer un code de déontologie susceptible de fixer des normes et des règles pour les agents publics, les mandataires politiques locaux et nationaux ainsi que les membres du Gouvernement afin de préserver les valeurs de la fonction publique luxembourgeoise afin d'éviter à l'avenir tout conflit d'intérêts.

(s.) François Bausch, Eugène Berger, Fernand Etgen, Camille Gira, Claude Meisch.

M. le Président.- Gutt. Also kënne mer dann iwwert déi Resolutioun ofstëmmen à main levée?

(Assentiment)

Vote sur la résolution 1 modifiée

Wien ass mat där Resolutioun d'accord?

Une voix.- Jiddwereen.

M. le Président.- Dat schéngt mer d'Unanimitéit ze sinn.

Da géif ech lech Merci soen. Domadder wier dee Punkt ofgeschloss, a mir sinn och um Enn vun eiser Sitzung.

Déi nächst Sitzunge si virgesi fir de 15., 16. a 17. November.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.48 heures)

Sommaire des séances publiques nos 1, 2 et 3

Clôture de la session ordinaire 2010-2011 et ouverture de la session ordinaire 2011-2012 p. 1

Vérification des pouvoirs et assermentation de M. Serge Wilmes p. 1-2

Composition des organes de la Chambre des Députés p. 2

Octroi du titre honorifique à un ancien Député p. 2

Discours de M. le Président p. 2-3

Communications p. 3

Horaire de début des séances publiques p. 3

Ordre du jour p. 3

6277 - Projet de loi modifiant la loi du 9 mai 2008 relative aux chiens p. 3-4

6216 - Projet de loi mettant en œuvre le règlement (CE) n°1060/2009 du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 sur les agences de notation de crédit et portant modification de:

1) la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;

2) la loi modifiée du 8 décembre 1994 relative:

- aux comptes annuels et comptes consolidés des entreprises d'assurances et de réassurances de droit luxembourgeois,

- aux obligations en matière d'établissement et de publicité des documents comptables des succursales d'entreprises d'assurances de droit étranger p. 4

6285 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République fédérale d'Allemagne relative au renouvellement et à l'entretien du pont frontalier sur la Moselle entre Wellen et Grevenmacher, signée à Grevenmacher, le 21 octobre 2010 p. 4-5

Composition des commissions parlementaires p. 5

Déclaration de Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, sur la politique de coopération et d'action humanitaire (suivie d'un débat) p. 5-15

5816 - Projet de loi relative à la concurrence - second vote constitutionnel p. 16

6291 - Projet de loi portant modification de la loi du 29 mai 2009 instituant un régime temporaire de garantie en vue du redressement économique p. 16-18

Résolution relative à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant la définition, la désignation, la présentation, l'étiquetage et la protection des indications géographiques des produits vinicoles aromatisés - COM (2011) 530 p. 18-19

Résolution relative à la communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions sur la réforme de la politique commune de la pêche - COM (2011) 417 p. 19

6331 - Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'État p. 19-26

Heure d'actualité du groupe DP sur les normes de sécurité de la centrale nucléaire de Cattenom et la politique d'information de l'exploitant de la centrale en question p. 26-29

Débat d'actualité sur la position gouvernementale concernant les projets liés de Wickrange et de Livange p. 29-38

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°1** • SESSION ORDINAIRE 2011-2012

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
Session ordinaire 2010-2011		
1501	Marcel Oberweis	Suppression de plusieurs passages à niveau sur la ligne du Nord CFL
1546	Claude Haagen	Rétablissement du plein emploi
1548	Claude Haagen	Soutien financier des initiatives sociales pour l'emploi
1556	Eugène Berger	Chantier sur la bretelle reliant l'autoroute A1 à l'autoroute A3
1563	Nancy Arendt	Congé extraordinaire en cas de déclaration de partenariat
1573	Josée Lorsché	Protection des données de la jeunesse
1585	Lucien Clement	Relèvement des indemnités d'apprentissage dans le domaine de l'artisanat
1606	Jean Colombera	Répercussions de l'introduction d'une taxe sur les billets d'avion au départ de l'Allemagne sur l'Aéroport de Luxembourg
1607	Jean Colombera	Recherche dans le domaine des sciences humaines et sociales
1613	Marc Spautz	Incendie sur le site industriel à Dommeldange
1616	Anne Brasseur et André Bauler	Groupe de travail sur les relations futures entre l'État et les communautés religieuses
1617	Jean Colombera	Effets de l'hormone de synthèse diéthylstilbestrol (DES) commercialisé sous le nom de Distilbène et de Stilboestrol
1621	Claude Haagen	Radio socioculturelle 100,7
1623	Fernand Kartheiser	Position de la diplomatie luxembourgeoise par rapport à la politique sanitaire d'autres pays et notamment par rapport à l'avortement
1624	André Bauler	Accompagnement spécifique d'élèves dits «surdoués»
1627	Camille Gira	Règlement grand-ducal du 10 juillet 2011 qui permet la chasse au sanglier pendant toute l'année cynégétique
1628	Gilles Roth	Actes translatifs de propriété
1629	André Bauler	Travaux d'infrastructure à différents endroits de la ligne ferroviaire Luxembourg-Troisvierges-Gouvy
1632	Marc Spautz	Allergies alimentaires
1633	Eugène Berger	Réorganisation du service de tri et de distribution de l'Entreprise des Postes et Télécommunications
1634	Fernand Kartheiser	Château de Colpach
1636	Fernand Kartheiser	Centre de soins pour la faune sauvage à Dudelange
1638	Eugène Berger	Fuites d'huile malgré l'installation d'un nouveau bassin de rétention à l'aire de Berchem
1639	Fernand Etgen	Détection d'une épidémie de la fièvre Q dans deux exploitations agricoles au Luxembourg
1641 cf. 1649	Claude Adam	Éventuelle infection massive du courrier électronique par des virus
1642	François Bausch et Josée Lorsché	Différence de prix du tabac en France et au Luxembourg
1645	Eugène Berger	Masterplan Livange
1646	Félix Braz	Position du Gouvernement par rapport aux prisonniers innocentés de Guantánamo
1649 cf. 1641	Anne Brasseur	Augmentation des e-mails infectés par un virus au Luxembourg
1654	Jean Colombera	Distribution et administration de médicaments dans le cadre des soins à domicile
1655	Jean Colombera	Libre choix de l'entreprise de transports en ambulance et taxi
1656	Jean Colombera	Réorganisation de la distribution du courrier
1658	Jean Colombera	Utilisation du nom de jeune fille des patientes dans le milieu hospitalier
1662	Claude Adam	Exclusion du «Parti Pirate» de la Foire de l'Étudiant
1664	Ben Fayot	Recouvrement de la nationalité luxembourgeoise
1668	Félix Braz	Contrat d'accueil et d'intégration
1669	André Bauler	Phobie sociale auprès des adolescents
1672	Claudia Dall'Agnol	Label «hôpital ami des bébés»
1674	Eugène Berger	Projet de Livange
1675	Claudia Dall'Agnol	Reconnaissance officielle du langage des signes
1676 urgente	Félix Braz	Fermeture du bureau d'accueil pour demandeurs d'asile
1681	Emile Eicher et Marcel Oberweis	Utilisation du cuivre comme produit anticryptogamique
1682	Marcel Oberweis	Rapport de l'European Nitrogen Assessment (ENA) sur l'épandage excessif d'engrais chimiques en Europe
1686 urgente	Josée Lorsché	Dysfonctionnements dans l'organisation du vote par correspondance
1693	Camille Gira	Sommet de la terre Rio+20

Session ordinaire 2010-2011

Question 1501 (8.6.2011) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **suppression de plusieurs passages à niveau sur la ligne du Nord CFL:**

Depuis un certain temps les responsables ont exprimé leur souhait de supprimer plusieurs passages à niveau sur le tronçon de la ligne du Nord CFL. Il s'agit notamment du passage à niveau à Lorentzweiler qui devra relier le giratoire de la «route du Nord» avec la rue de Hunsdorf, du passage à niveau vers le «Stafelter» à Walferdange et du passage à niveau à Dommeldange.

En célébrant la «Journée mondiale de la sécurité aux passages à niveau» le 9 juin 2011, il me semble opportun de planifier et d'exécuter ces différents projets dans les meilleurs délais.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quel est l'avancement des trois projets de construction des trois passages à niveau sur le tronçon de la ligne du Nord entre Luxembourg et Mersch?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que les projets du passage à niveau à Dommeldange et Lorentzweiler devraient obtenir une priorité dans le planning des grands projets d'infrastructure?

Réponse (11.8.2011) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par la question parlementaire n°1501 l'honorable Député Marcel Oberweis souhaite s'informer sur l'avancement des projets de suppression des trois passages à niveau sur la ligne du Nord et plus particulièrement le PN13 à Dommeldange, le PN17 à Walferdange et le PN20b à Lorentzweiler.

En ce qui concerne tout d'abord le PN13 à Dommeldange, la ville de Luxembourg est en train de mener une étude de faisabilité en vue de remplacer le passage à niveau par un souterrain pour piétons au droit de la traversée routière actuelle.

Quant à la suppression du PN17 à Walferdange, il faudra examiner avant tout autre progrès en cours la faisabilité d'un tel projet. L'Administration des Ponts et Chaussées est actuellement occupée avec l'élaboration d'un contrat d'ingénieur afférent.

Finalement, pour ce qui est de la suppression du PN20b à Lorentzweiler, les études afférentes sont poursuivies en vue de demander toutes les autorisations nécessaires pour l'exécution des travaux.

Comme non seulement l'octroi des autorisations, mais aussi l'acquisition des emprises nécessaires à l'exécution du projet risquent de reculer ce projet dans le temps et au vu du fait qu'il s'agit d'un véritable point noir pour le transport en commun par rail et par route et pour le trafic en général, je viens d'autoriser l'Administration des Ponts et Chaussées à faire une étude de sécurité, englobant le passage à niveau tout comme les carrefours à proximité de la route nationale N7, pour examiner la possibilité de sécuriser dans la mesure du possible la traversée des voies ferrées, ainsi que la circulation aux abords du passage à niveau en intégrant le signal du relais activant la fermeture des barrières automatiques dans l'organisation du flux de la circulation.

Question 1546 (29.6.2011) de **M. Claude Haagen** *(LSAP)* concernant le **rétablissement du plein emploi:**

La loi du 3 mars 2009 a pour objet de rétablir le plein emploi. Elle règlemente l'intervention de l'État dans l'organisation et le financement d'initiatives prises par les employeurs en matière de lutte pour l'intégration des demandeurs d'emploi difficiles à insérer ou réinsérer sur le marché du travail et ce indépendamment de la situation conjoncturelle.

Comme le stipule l'article L.591-4. du Code du Travail, la mise en œuvre et le suivi du rétablissement du plein emploi sont confiés à l'Administration de l'emploi.

Dans ce cadre, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:

- Quel est l'état d'avancement de la mise en œuvre de la loi du 3 mars 2009 contribuant au rétablissement du plein emploi?

- Monsieur le Ministre dispose-t-il de chiffres exacts quant au nombre de demandeurs d'emploi actuellement pris en charge par des initiatives sociales pour l'emploi? Combien d'entre eux ont pu être intégrés sur le marché du travail en 2010?

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer que les jeunes de moins de 29 ans sont exclus de ces initiatives sociales? Dans l'affirmative, quelle en est la raison?

Réponse (22.9.2011) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Claude Haagen, je peux fournir les éléments suivants:

Un groupe de travail «initiatives sociales» a été mis en place depuis le 24 novembre 2009 en vue de la mise en œuvre de la loi du 3 mars 2009 contribuant au rétablissement du plein emploi. Les discussions portant entre autres sur la stratégie, le financement et la philosophie de la mise en œuvre de ladite loi.

Les réflexions menées au sein du groupe de travail ont conclu qu'avant de pouvoir mettre en place un nouveau régime basé sur la loi du 3 mars 2009, il était absolument nécessaire d'apurer le passé.

À cet effet, les audits commandités par le Ministère du Travail et de l'Emploi devraient fournir les explications nécessaires aux éléments constituant le passé, permettant ainsi de proposer des conséquences financières et des restructurations éventuelles qui en découlent.

Cet exercice devrait être achevé d'ici la fin de l'année 2011. L'audit relatif à l'a.s.b.l. ProActif sera disponible sous peu.

Les trois grandes initiatives sociales, à savoir les a.s.b.l. Objectif Plein Emploi, Forum pour l'emploi et ProActif encadrent actuellement en moyenne sur une base mensuelle:

- Objectif Plein Emploi: 880 demandeurs d'emploi

- Forum pour l'emploi: 350 demandeurs d'emploi

- ProActif: 410 demandeurs d'emploi

Sur base des informations qui nous sont renseignées par les initiatives sociales, le nombre de demandeurs d'emploi réintégrés sur le marché de l'emploi se chiffre pour 2010 à:

- Objectif Plein Emploi: 164 demandeurs d'emploi

- Forum pour l'emploi: 87 demandeurs d'emploi

- ProActif: 84 demandeurs d'emploi

Dans le cadre de la politique de l'emploi en faveur des jeunes (de moins de 29 ans), un certain nombre de critères ont été établis permettant d'identifier les jeunes ayant des difficultés d'insertion particulière et qui sont de ce fait susceptibles d'être encadrés dans le cadre des activités des initiatives sociales.

Question 1548 (29.6.2011) de **M. Claude Haagen** *(LSAP)* concernant le **soutien financier des initiatives sociales pour l'emploi:**

Le Titre IX du Code du Travail sur le rétablissement du plein emploi stipule dans son article L.593-1 (1) que «Le ministre ayant dans ses attributions l'emploi subventionne, à charge des crédits en provenance du fonds pour l'emploi, les activités de tout employeur en matière d'insertion ou de réinsertion professionnelle respectivement en matière socio-économique de personnes définies à l'article L.591-2. (2) Cette subvention est subordonnée à l'obtention d'un agrément ministériel ainsi qu'à la conclusion d'une convention de coopération. (3) Dans le cadre de la convention de coopération, le ministre ayant dans ses attributions l'emploi accorde des avances trimestrielles à l'employeur pour le financement des activités de réinsertion professionnelles et les activités socio-économiques.»

Dans ce cadre, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:

- Quel est le budget mis à disposition par l'État en faveur des initiatives sociales pour l'emploi?

Monsieur le Ministre peut-il confirmer l'information selon laquelle certaines initiatives ont momentanément des difficultés de trésorerie du fait que certains montants ne leur ont pas été virés?

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer qu'une évaluation régulière a été effectuée, voire si des audits concernant les initiatives sociales pour l'emploi sont en préparation?

Réponse (22.9.2011) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Claude Haagen, je peux fournir les éléments suivants:

Le montant total des conventions et avenants signés entre le Ministère du Travail et de l'Emploi et les Initiatives Sociales (IS) se chiffre pour l'exercice 2010 à 43,3 millions d'euros.

Il est à souligner que les conventions signées entre le Ministère et les trois a.s.b.l. OPE, ProActif et Forum pour l'emploi prévoient, par ailleurs, la possibilité à ces trois IS d'encadrer un nombre de demandeurs d'emplois en sus du montant plafond tel que prévu dans les conventions signées. Étant donné que l'encadrement de ces unités supplémentaires n'est pas plafonné en nombre, le financement effectivement réalisé dépasse les budgets prévus dans les conventions et avenants signés.

Par conséquent, le montant total du financement mis à disposition des initiatives sociales pour l'exercice 2010 se chiffre à 50,7 millions d'euros[1].

Les trois initiatives les plus importantes en terme de financement, à savoir les a.s.b.l. OPE, ProActif et Forum pour l'emploi bénéficie au total d'un financement de 43 millions d'euros[2], soit 84,92% de ce financement total de 50,7 millions.

Parmi ces trois initiatives sociales, deux sont confrontées à des problèmes de trésorerie qui trouvent leur origine dans le passé, à savoir largement au niveau des exercices 2005 à 2009.

L'origine de ce problème de trésorerie réside notamment pour une des IS dans le fait que les conventions n'étaient pas adaptées à l'évolution des frais de structure et de fonctionnement. Pour une autre, le problème réside dans la non-prise en compte dans le financement de 144 demandeurs supplémentaires encadrés.

Pour vérifier, valider et quantifier l'origine et l'ampleur du problème de trésorerie, des audits sont en cours de réalisation étant donné qu'une simple assistance à la documentation telle qu'effectuée par l'IGF n'a pas permis d'identifier un solde de tout compte.

Une autre raison pour ce problème de trésorerie est l'absence de décomptes finaux pour certaines des IS, qui n'ont pas été vérifiés, validés et par conséquent virés par le Ministère dans le passé.

C'est notamment, les résultats des audits commandités par le Ministère du Travail et de l'Emploi qui devraient identifier exactement tous les éléments nécessaires à la détermination des problèmes de trésorerie et d'opérer un solde de tout compte pour les années 2005-2010.

Par ailleurs, la question des déclarations des éligibilités des dépenses de la part des IS envers le Ministère font l'objet d'une analyse approfondie dans le cadre de ces audits.

Pour l'année 2011, dans le cadre de l'établissement du budget, il a été retenu d'un commun accord avec le Ministère des Finances d'allouer les mêmes budgets aux IS que pour l'année comptable 2010 en attendant le résultat des audits permettant de chiffrer le solde de tout compte. Un avenant a été signé par après afin de tenir compte de la hausse du salaire social minimum et de l'indexation des salaires.

Question 1556 (30.6.2011) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant le **chantier sur la bretelle reliant l'autoroute A1 à l'autoroute A3:**

Depuis plusieurs semaines les panneaux électroniques du CITA signalent aux automobilistes un chantier sur la bretelle reliant l'autoroute A1 à l'autoroute A3. Une piste de la bretelle a même été barrée dans ce contexte. Il me revient toutefois que, malgré la signalisation et la fermeture d'une piste, les travaux n'ont pas encore commencé à l'endroit en question.

Sachant que les bretelles d'autoroutes constituent un point particulièrement dangereux du réseau autoroutier, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- De quelle nature sont les travaux effectués sur la bretelle d'autoroute en question? Dans quels délais ces travaux débuteront-ils? Quand est-ce qu'ils seront finalisés?

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des explications au sujet de la signalisation prématurée du chantier en question?

Réponse (11.8.2011) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

En réponse à la question parlementaire n°1556 de l'honorable Député Monsieur Eugène Berger relative au chantier sur la bretelle d'autoroute reliant l'autoroute A1 à l'autoroute A3, il échet de préciser tout d'abord qu'à la fin de ladite bretelle, des accidents viennent de se produire régulièrement, notamment en cas de pluies abondantes après une période de sécheresse, en combinaison avec des vitesses excessives.

Bien conscient du fait que la mise en place d'une réduction de la vitesse maximale autorisée ne garantisse pas le respect de celle-ci et que le tronçon en question est quasi inaccessible pour y effectuer des contrôles de vitesse, des mesures supplémentaires ont dû être prises. C'est ainsi que la voie rapide dans la bretelle a été barrée. Suite à cette mesure une diminution considérable des accidents pendant des périodes météorologiques comparables a été constatée.

Par conséquent, le barrage de la voie rapide sera maintenu en attendant que l'Administration des Ponts et Chaussées ait pu examiner de façon précise les conditions qui ont mené aux accidents et trouver une solution adéquate au problème lié aux conditions météorologiques décrites ci-dessus.

Question 1563 (8.7.2011) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant le **congé extraordinaire en cas de déclaration de partenariat:**

La loi du 3 août 2010 a modifié e. a. l'article L-233-16 du Code du Travail en prévoyant un congé extraordinaire de six jours pour le salarié en cas de déclaration de partenariat alignant ainsi le régime du partenariat encore davantage sur celui du mariage. Or, certains employeurs se plaignent que cette disposition soit parfois utilisée de manière abusive dans le sens où certains salariés vont déclarer et puis dénoncer pour re-déclarer peu de temps après un partenariat afin de bénéficier du congé extraordinaire plusieurs fois de suite. Il est vrai que les modalités de dénonciation d'un partenariat sont particulièrement souples, contrairement à celles d'un mariage, permettant ainsi à de telles situations de se produire.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres de la Justice et du Travail et de l'Emploi,

1. s'ils sont au courant de situations d'abus telles que je viens de les décrire.

2. Dans l'affirmative, comment comptent-ils y réagir?

3. Existe-t-il des statistiques sur le nombre de dénonciations et de re-déclarations de partenariats?

4. En tout état de cause, ne pensent-ils pas qu'il faudrait prévoir des limites dans la loi en prévoyant p. ex. qu'un salarié qui aurait dénoncé son partenariat ne saurait profiter d'un nouveau congé extraordinaire en cas de nouvelle déclaration de partenariat qu'après un certain laps de temps à partir de la dénonciation du premier partenariat ou qu'un salarié ne saurait bénéficier que d'un nombre limité de congés extraordinaires en cas de déclaration de partenariat quel que soit le nombre réel de partenariats auxquels il se sera engagé?

Réponse commune (11.8.2011) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Justice*, et de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 3 août 2010 modifiant notamment la loi du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats et l'article L.233-16 du Code du Travail, Monsieur le Ministre de la Justice et Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration n'ont pas eu connaissance de situations d'abus telles que décrites par l'honorable Députée.

Actuellement l'article L.233-16 du Code du Travail, qui énumère les congés extraordinaires pour raisons d'ordre personnel et notamment celui dont peuvent bénéficier les salariés du fait de leur mariage ou d'une déclaration de partenariat, ne prévoit, pour aucun de ces congés une limitation à la fréquence d'utilisation.

D'après les données fournies par le Répertoire civil auprès du Parquet général, jusqu'au 14 juillet 2011, 3.551 déclarations de partenariat ont été inscrites au Parquet général; à la même date 234 dénonciations de partenariats y ont été inscrites depuis la loi du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats. Il n'y a pas de statistiques quant à des dénonciations et re-déclarations de partenariats.

Dès lors, vu les développements qui précèdent, il n'y a pas lieu, à ce stade, de modifier les dispositions en vigueur.

Question 1573 (13.7.2011) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant la **protection des données de la jeunesse:**

Le Gouvernement a l'intention d'introduire un système de paiement à l'acte par forfaits mensuels, journaliers et horaires pour les organismes œuvrant dans le domaine social, familial et thérapeutique. Ce mode de financement engendre certaines questions en relation avec le traitement des données à caractère personnel:

L'article 38 de la loi du 10 août 1992 relatif à la protection de la jeunesse interdit formellement «de publier ou de diffuser de quelque manière que ce soit les débats des juridictions de la jeunesse. Il en est de même de la publication ou de la diffusion de tous éléments qui seraient de nature à révéler l'identité ou la personnalité des mineurs qui sont poursuivis ou qui font l'objet d'une mesure prévue par la présente loi.»

- Comme la plus grande majorité de placements d'enfants et de jeunes auprès d'une institution ou d'une famille d'accueil sont ordonnés par mesure de protection juridique, est-ce que la transmission des données concernant des mineurs et leurs familles entre l'instance juridique et l'Office national de l'enfance peut se faire sans entrer en conflit avec la loi pénale précitée?

D'après nos sources, l'Office national de l'enfance envisagerait d'établir une banque de données rassemblant des informations concernant tous les bénéficiaires d'une mesure d'aide prestée par un service agréé par le Ministère de la Famille.

- Est-ce que ce fichage de personnes privées est conforme aux dispositions de la loi relative à la protection des données à caractère personnel, respectivement aux conventions internationales et directives européennes y relatives?

Selon les statistiques officielles du 1er avril 2011 publiées sur la page Internet de l'Office national de l'enfance, 1.184 enfants et adolescents sont placés en institution et en familles d'accueil, 197 sont placés en famille d'accueil jour, 169 enfants, adolescents ou familles bénéficient d'une aide d'une structure en milieu ouvert.

- Est-il exact que le Gouvernement demande à tout prestataire d'une aide sociale de fournir un minimum de trois rapports d'évolution succincts et un rapport annuel détaillé sur la situation familiale à laquelle il est confronté?

- Le cas échéant, face à l'ampleur de cette documentation déposée dans une administration, est-ce que l'obligation de rendre systématiquement des comptes aux fonctionnaires de l'ONE ne constitue-t-elle pas une sérieuse entrave à un travail social et psychologique de qualité qui se baserait plutôt sur des relations de confidentialité et de confiance?

Réponse (11.8.2011) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration*, et de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Justice:*

1) L'Office national de l'enfance a été créé par la loi du 16 décembre 2008 relative à l'aide à l'enfance et à la famille.

L'article 5 de cette loi prévoit en ses alinéas 2 et 3 ce qui suit: «Dans le respect des compétences reconnues par la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse aux autorités judiciaires, l'ONE a la mission de veiller à la mise en œuvre de l'aide sociale des enfants et des jeunes adultes en détresse. Dans tous les cas, l'intervention des cours et tribunaux prime sur celle de l'ONE. En cas de procédures pendantes devant les cours et tribunaux, l'ONE ne peut intervenir qu'à la demande expresse des instances judiciaires.»

La loi du 16 décembre 2008 relative à l'aide à l'enfance et à la famille règle dès lors de façon explicite l'intervention de l'ONE en cas d'une mesure de placement ordonnée par une autorité judiciaire, l'ONE ne pouvant alors intervenir qu'à la demande expresse des instances judiciaires. Il va sans dire que pour mener à bien cette mission, il est nécessaire de transmettre à l'ONE les données relatives à l'instance en cours.

Il n'y a de ce fait aucun conflit avec l'article 38 de la loi du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse dont l'objectif consiste à interdire la diffusion à des tiers, non concernés par la procédure en cours, des éléments sur l'identité ou la personnalité des mineurs qui font l'objet d'une mesure prévue par cette loi, mais qui n'empêche pas la communication de ces données aux institutions qui ont pour mission, entre autres, à coopérer à la mise en œuvre des décisions judiciaires.

2) Le traitement de données à caractère personnel, que l'honorable Députée appelle «fichage de personnes privées», a été mis en place par le législateur par l'entremise de l'article 7 de la loi AEF, article dont voici le texte: «Au vu des initiatives énumérées à l'article 6 ci-avant, il est créé un traitement de données à caractère personnel dont le responsable du traitement est l'ONE. Le dossier nominatif de chaque enfant peut être consulté par ses parents et l'enfant capable de discernement. Il est anonymisé à la demande de la personne concernée dès qu'elle a atteint l'âge de la majorité. Les données transmises à des fins de statistiques, de documentation et de recherche, préalablement, doivent être rendues anonymes.»

En outre le «Règlement grand-ducal 1. réglant l'organisation et le fonctionnement de l'Office national de l'enfance, et 2. modifiant le règlement grand-ducal modifié du 7 juin 1979 déterminant les actes, documents et fichiers autorisés à utiliser le numéro d'identité des personnes physiques et morales» précise certains points en la matière.

Par ailleurs la Commission nationale pour la protection des données (CNPD) a certifié à l'ONE par courrier du 21 juin 2010 que la notification des traitements informatiques a été faite en bonne et due forme et elle a délivré l'accusé de réception requis conformément à l'article 19 du règlement intérieur de la CNPD.

L'ONE a par ailleurs mis en place des standards de sécurité informatique très élevés: accès réservé aux collaborateurs de l'ONE et des services CPI, sécurisation des serveurs dans le firewall de l'État, accès uniquement par carte LuxTrust, log de l'ensemble des consultations et écritures, déclaration individuelle en matière de protection des données à signer par chaque intervenant, collaboration étroite avec les équipes CASES - sécurité de l'information du Ministère de l'Économie et du Commerce etc.

Mis à part les standards de sécurité informatique et de protection des données de l'ONE et des services de Coordination des projets d'intervention (CPI), un mouvement profond de sécurisation des données auprès des prestataires a été entamé depuis quelques mois, de même qu'en matière de transmission des données vers ou à partir de l'ONE.

3) L'obligation de documentation découle de la définition des missions de l'ONE décrites au niveau des articles 5 et 6 de la loi AEF, dans la mesure où l'ONE doit veiller à la mise en œuvre des mesures d'aide sociale et à leurs réévaluations régulières. Elle est inscrite de façon formelle au niveau de l'article 13 de la loi citée.

Lors des nombreuses réunions de concertation entre prestataires et représentants de l'État, les modalités précises de documentation des mesures d'aide sociale à l'enfance et à la famille ont été élaborées et inscrites au niveau des conventions-cadre. Ces modalités peuvent, dans certains cas, comporter au maximum un rapport annuel détaillé et trois rapports succincts pour permettre à l'ONE et aux services CPI dans une situation donnée de suivre l'évolution du jeune ou de la famille concernée.

4) L'ensemble des prestataires dans le secteur de l'aide à l'enfance et à la famille sont engagés depuis des années dans des démarches de documentation cohérente de leurs interventions. Dans ce secteur il n'en va pas autrement que dans les secteurs de la santé, de l'enseignement ou de l'aide sociale. À partir du moment où la collectivité finance des interventions lourdes, sur des durées importantes et à un coût élevé, la collectivité a le droit d'être informée sur les mesures mises en œuvre et sur leur réussite ou non.

Par ailleurs cette documentation est également la base qui peut servir à déterminer l'efficacité ou non de certaines mesures d'aide mises en œuvre et peut donc guider les politiques futures.

En outre il est un fait que dans de nombreuses situations un nombre important de spécialistes interviennent en parallèle, il est du devoir de l'État de veiller à une cohérence de ces interventions. Or, ceci n'est possible que dans la mesure où les interventions sont dûment documentées.

[1] Le total des 50,7 millions d'euros comprend le montant estimé des décomptes finaux pour 2010 qui se chiffre à 2,3 millions d'euros. Certains décomptes doivent encore être remis au Ministère pour contrôle, validation et paiement.

[2] Sous réserve de la validation du décompte final par le Ministère

En dernier lieu signalons que la documentation demandée ne reprend bien entendu pas le contenu des interventions éducatives ou thérapeutiques, mais leur cadre. Ainsi, il ne s'agit nullement d'intervenir dans une relation de confiance entre un intervenant et son client, mais de veiller à une utilisation optimale des deniers publics.

Question 1585 (22.7.2011) de **M. Lucien Clement** *(CSV)* concernant le **relèvement des indemnités d'apprentissage dans le domaine de l'artisanat:**

Le 20 juillet 2011, le Ministre du Travail et de l'Emploi a présenté plusieurs pistes pour lutter contre le chômage des jeunes qui devraient encourager ces derniers à s'orienter davantage vers l'artisanat. Il est ainsi louable que le Gouvernement envisage d'augmenter de 27 à 40% le remboursement de l'indemnité d'apprentissage pour les patrons d'entreprises qui encadrent un apprenti au niveau du certificat de capacité professionnelle.

Or, la rémunération des apprentis constitue également une incitation indéniable à entamer une formation dans l'artisanat.

Dans ce contexte, j'ai déjà soulevé à maintes reprises la problématique des indemnités d'apprentissage qui sont en règle générale nettement inférieures au salaire social minimum.

En mai 2010, Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi avait indiqué que Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle avait saisi les chambres professionnelles d'une proposition sur les indemnités d'apprentissage et que la Chambre des Métiers n'avait pas encore émis une proposition.

En novembre 2010, Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi avait demandé aux Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle ainsi qu'au Ministre des Classes moyennes d'étudier des mesures susceptibles d'encourager des jeunes à s'orienter vers les métiers de l'artisanat y compris une adaptation des rémunérations des apprentis.

Dans ce contexte, j'aurais aimé savoir de Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi et de Mesdames les Ministres de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et des Classes moyennes:

- Quelles ont été les propositions des chambres professionnelles quant à une hausse des indemnités d'apprentissage?

- Quelles sont les conclusions que le Gouvernement a tirées de ces propositions?

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer les résultats des discussions menées par Mesdames les Ministres de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et des Classes moyennes?

Réponse commune (23.9.2011) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*, de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*, et de **Mme Françoise Hetto-Gaasch,** *Ministre des Classes moyennes et du Tourisme:*

Suite à la mise en œuvre de la réforme de la formation professionnelle le principe de fixer une indemnité d'apprentissage par année scolaire ne peut plus être appliqué pour les qualifications du DAT (diplôme d'aptitude technique et professionnelle) et du DT (diplôme de technicien), puisqu'on ne peut plus parler de la réussite d'une année scolaire.

En effet, les apprenants continuent leur formation et ne doivent rattraper que les modules qu'ils n'ont pas réussis en cours de formation.

Les nouveaux montants des indemnités d'apprentissage sont arrêtés dorénavant avant et après réussite du projet intégré intermédiaire qui se situe en principe au milieu de formation.

Par contre pour la qualification du CCP (certificat de capacité professionnelle) les indemnités d'apprentissage sont fixées par année scolaire puisque ce niveau de qualification ne connaît ni le projet intégré intermédiaire ni le projet intégré final.

En ce qui concerne le niveau des d'indemnités d'apprentissage, les propositions des chambres professionnelles ont été reprises dans la majorité des cas par le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et les nouvelles indemnités d'apprentissage ont donc été légèrement augmentées.

De plus le Gouvernement prévoit, dans le cadre d'une prochaine modification du règlement grand-ducal sur les aides et primes de promotion de l'apprentissage, d'augmenter le montant des primes d'apprentissage en espérant ainsi créer un attrait supplémentaire pour les jeunes à s'engager dans la formation professionnelle.

Question 1606 (2.8.2011) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant les **répercussions de l'introduction d'une taxe sur les billets d'avion au départ de l'Allemagne sur l'Aéroport de Luxembourg:**

Den Medien ist zu entnehmen, dass in den ersten sechs Monaten dieses Jahres die Zahl der Passagiere auf verschiedenen deutschen Flughäfen zurückging. Dieser Rückgang sei vor allem in Grenzregionen zu verspüren und wird ursächlich auf die im Januar dieses Jahres umgesetzte Einführung der deutschen Steuer auf Flugtickets zurückgeführt.

So weist der „Stern" in einem Artikel Zahlenmaterial auf, aus dem hervorgeht, dass viele bisherige Passagiere, die über Flughäfen wie Frankfurt-Hahn im Hunsrück transitierten oder auch den Flughafen Weeze am Niederrhein benutzten, heute ins nahe Ausland ausweichen. So habe beispielweise der Flughafen Eindhoven in den Niederlanden im ersten Halbjahr 2011 einen Zuwachs von 30% an Fluggästen zu verzeichnen.

In diesem Kontext möchte ich folgende Fragen an den Herrn Minister für nachhaltige Entwicklung richten:

1) In welchem Maße profitiert der Flughafen Luxemburg heute von veränderten Kundenströmen aus Deutschland? Liegen dem zuständigen Minister Daten vor, die dieses Phänomen für den Flughafen Luxemburg aufschlüsseln?

2) Was gedenken die Regierung, der zuständige Minister, der Betreiber lux-Airport sowie die hier operierenden Fluggesellschaften zu unternehmen, um gegebenenfalls diesen zusätzlichen Kundenstrom längerfristig für den Flughafen Luxemburg zu gewinnen?

Réponse (6.10.2011) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Der ehrenwerte Abgeordnete erkundigt sich bezüglich der Entwicklung der Passagierzahlen am Flughafen Luxemburg im Hinblick auf die Einführung der Luftverkehrsabgabe in Deutschland seit Beginn des Jahres 2011.

Bezüglich veränderter Kundenströme aus Deutschland gilt es zu beachten, dass die betroffenen Kunden sich bisher hauptsächlich an „Lowcost"-Fluggesellschaften wendeten. Insofern stellen die Flughäfen wie Eindhoven und Maastricht, wo ebenfalls „Lowcost"-Fluggesellschaften sich angesiedelt haben, eine geeignete Alternative für diese Kundschaft dar.

Der Flughafen Luxemburg bietet wohl verständlich attraktive Flugreisen an, dennoch entspricht das kommerzielle Produkt, sowohl des Flughafens als auch der Fluggesellschaften, nicht den „Lowcost"-Produkten, an die diese Kunden gewöhnt sind. Folglich hat der Flughafen Luxemburg keinen unmittelbaren Einfluss von den in der deutschen Presse erwähnten veränderten Kundenströmen verspürt und der Anteil im Passagierzuwachs im ersten Halbjahr 2011 ist demnach als sehr geringfügig einzuschätzen.

Wie schon in der Antwort auf die Anfrage Nr.1387 erläutert *(cf. compte rendu n°13/2010-2011)*, betreibt die Betreibergesellschaft des Flughafens ein kontinuierliches und langfristiges Marketing, welches die qualitativen Vorteile des Flughafens Luxemburg hervorhebt.

Die Einführung zum 1. Januar 2011 der Flugverkehrssteuer in Deutschland ist und war kein Grund für eine spezielle Marketingkampagne der Betreibergesellschaft des Flughafens. Dabei wird noch einmal auf die vorgesehene zeitliche Befristung dieser Steuer verwiesen sowie auf die Tatsache, dass der Zuwachs auf den grenznahen Flughäfen wie Maastricht und Eindhoven größtenteils auf eine Repositionierung von Flugzeugen von sogenannten „Lowcost"-Fluggesellschaften zurückzuführen ist, die schon angekündigt haben, diese rückgängig zu machen, sobald die Flugverkehrssteuer nicht mehr in Deutschland erhoben wird.

Obwohl der Flughafenbetreiber sowie alle am Flughafen tätigen Fluggesellschaften gerne neue Kunden in Luxemburg empfangen, ist die Einführung einer Steuer in einem Nachbarland, in diesem Falle die Einführung der Luftverkehrssteuer in Deutschland, kein Anlass, das Marketingkonzept zur Positionierung des Flughafens Luxemburg als Referenzflughafen der Großregion mit einem guten Preis-Leistungs-Verhältnis zu ändern.

Nur durch effizienten und zuverlässigen Service sowie hohe Qualitätsstandards können die Betreibergesellschaft lux-Airport sowie die in Luxemburg ansässigen Fluggesellschaften Kunden nachhaltig für sich und somit den Flughafen Luxemburg gewinnen.

Question 1607 (2.8.2011) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant la **recherche dans le domaine des sciences humaines et sociales:**

In den letzten zehn Jahren hat Luxemburg im Bereich der wissenschaftlichen Forschung Fortschritte gemacht. Dennoch bleibt ein Nachholbedarf in einzelnen Bereichen, z. B. für die Geistes- und Sozialwissenschaften, wo nur wenige Themenschwerpunkte zurückbehalten wurden.

Da es in Luxemburg, anders als in unseren Nachbarländern, keine privaten Einrichtungen gibt, die geistes- und sozialwissenschaftliche Forschung fördern, bedeutet dies, dass Themen, die außerhalb der zurückbehaltenen Schwerpunkte liegen, nicht erforscht werden können.

Deshalb möchte ich folgende Fragen an den Herrn Forschungsminister stellen:

1) Wie viel Geld steht für Forschung auf dem Gebiet der Geistes- und Sozialwissenschaften in Luxemburg zur Verfügung?

2) Welche Themenschwerpunkte werden gefördert?

3) Wer legt diese Themenschwerpunkte fest und nach welchen Kriterien?

4) Wer sind die wichtigsten Nutznießer dieser Forschungsgelder und welche Projekte wurden gefördert?

5) Wie wird sichergestellt, das auch Forscher, die andere Themenfelder bearbeiten und außerhalb von staatlichen Einrichtungen arbeiten, Zugang zu staatlichen Fördergeldern erhalten?

6) Wie wird sichergestellt, dass die Forschung auf dem Gebiet der Geistes- und Sozialwissenschaften in Luxemburg zu einer kritischen Aufarbeitung der Geschichte des Landes und zu einer wertfreien Analyse aktueller sozialer, politischer und ökonomischer Fragestellungen beiträgt?

7) Welche Möglichkeiten bestehen, um private Stiftungen zu fördern, die im Wissenschaftsbereich tätig sind, um z. B. Alternativen und Ergänzungen zur „institutionellen" Forschung zu liefern?

Réponse (27.9.2011) de **M. François Biltgen,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

Die Förderung der öffentlichen Forschung in Luxemburg erfolgt bekanntlich im Wesentlichen sowohl über die mit dem Forschungsministerium vereinbarten Leistungsverträge als auch über die Fördermaßnahmen des Fonds national de la recherche (FNR), wobei folgende strategische Zielsetzungen angestrebt werden: Aufbau von wissenschaftlicher Qualität und Exzellenz, Verbesserung der institutionellen Infrastruktur sowie Förderung der Wissenschaftskultur.

Die vom FNR für Forschungsarbeiten in den Sozial- und Geisteswissenschaften bewilligten Fördermittel erreichen ca. 20-30% des gesamten Fördervolumens. Dazu ist zu bemerken, dass ein Großteil der Förderinstrumente des FNR fachübergreifend ausgerichtet sind, d. h., es können Projekte aus allen Fachbereichen eingereicht und nach positiver Begutachtung finanziert werden. Eine Ausnahme stellt lediglich das thematisch gebundene Programm CORE dar, welches sich nach den von der Regierung definierten nationalen Prioritäten orientiert und sich auf sechs nationale Themenschwerpunkte konzentriert, von denen zwei den Sozial- und Geisteswissenschaften zuzurechnen sind. Diese zwei nationalen Themenschwerpunkte beinhalten Forschungsvorhaben mit konkreten Fragestellungen zum nationalen Arbeitsmarkt, zu den Erziehungswissenschaften, zum hiesigen Finanzsektor, zum Zivil- und Sozialschutz, zur Identitäts- und nationalen Geschichtsforschung, zur Politikwissenschaft sowie zur Sprachenvielfalt und Diversität in der luxemburgischen Gesellschaft. Auf diesem Weg trägt die Forschung auf dem Gebiet der Geistes- und Sozialwissenschaften in Luxemburg zu einer kritischen Aufarbeitung der Geschichte des Landes und zu einer wertfreien Analyse aktueller sozialer, politischer und ökonomischer Fragen bei.

Diese Themenschwerpunkte bzw. nationalen Prioritäten wurden in den Jahren 2006-2007 auf der Grundlage einer durch den FNR im Auftrag des Forschungsministeriums durchgeführten Foresight-Studie erarbeitet. Sie wurden nach Kriterien bezüglich der wirtschaftlichen und gesellschaftlichen Relevanz für Luxemburg geprüft, durch den Regierungsrat verabschiedet und finden u. a. im CORE-Programm ihren Niederschlag.

Die größten Nutznießer dieser Fördermaßnahmen sind Forscher aus öffentlichen Forschungseinrichtungen Luxemburgs. Beim Forschungsbeihilfe-Programm „aide à la formation-recherche" (AFR) sind dies Nachwuchsforscher sowohl an inländischen als auch an ausländischen Forschungseinrichtungen. Die sogenannten Begleitmaßnahmen des FNR (Zuschüsse für Publikationen, Teilnahme an oder Organisation von Konferenzen, Schulungen und Förderung der Wissenschaftskultur) sprechen einen größeren Interessentenkreis, also auch Forscher ohne Anbindung an hiesige öffentliche Forschungsinstitute, an. Weitere Informationen zu den geförderten Projekten können den Jahresberichten sowohl des FNR als auch der Forschungseinrichtungen entnommen werden.

Eine in Ausarbeitung befindliche Gesetzesnovelle zum FNR sieht eine Ausweitung der möglichen Förderungsempfänger vor. Nach wie vor werden jedoch alle Projekte vorab aufgrund internationaler Expertisen (basierend auf dem Peer review system) hinsichtlich ihrer wissenschaftlichen Qualität und Relevanz begutachtet.

Question 1613 (8.8.2011) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant l'**incendie sur le site industriel à Dommeldange:**

Dans la nuit de vendredi à samedi plusieurs halls servant de dépôt à l'entreprise d'ArcelorMittal sur le site de Dommeldange ont été ravagés par un énorme incendie.

Les pompiers ont mis plus de trois heures pour éteindre l'incendie notamment à cause de l'absence de portes coupe-feu à l'intérieur des bâtiments et parce que les bouches d'incendie étaient vides. En plus, la présence de matières inflammables et notamment de bombonnes de gaz à l'intérieur des halls a empêché les pompiers d'éteindre le feu rapidement.

Au vu de ce qui précède, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration et à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

- L'exploitation des halls à Dommeldange est-elle conforme à la législation sur les établissements classés?

- Les entreprises qui utilisaient ces halls disposaient-elles des autorisations d'exploitation nécessaires?

- L'Inspection du Travail et des Mines a-t-elle effectué des inspections sur le site en question et, le cas échéant, a-t-elle détecté des infractions aux dispositions légales?

Réponse commune (6.10.2011) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*, et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

L'ancien site d'ARBED Dommeldange est actuellement utilisé par la firme ArcelorMittal Dommeldange et par la firme AMP.

AMP dispose d'un droit de superficie depuis 1980 pour une durée de 50 années sur les terrains et les halls qui ne sont pas sous la responsabilité d'ArcelorMittal Dommeldange.

Le bâtiment ravagé en partie par l'incendie survenu dans la nuit du 5 au 6 août dernier fait partie des halls sur lesquels la société AMP a un droit de superficie.

Les parties du bâtiment en question où avait sévi l'incendie étaient louées comme entrepôts par AMP à deux entreprises de construction, stockant surtout des produits de construction, mais aussi du matériel utilisé sur les chantiers de construction.µ

Comme les congés collectifs venaient de débuter, les deux entreprises avaient également déposé dans les locaux à leur disposition des engins et véhicules ainsi que de l'outillage provenant de leurs chantiers.

L'envergure pris par le sinistre et les problèmes rencontrés par les sapeurs-pompiers s'expliquent surtout par l'absence d'hydrantes sur le site.

Il découle de l'utilisation des parties sinistrées du bâtiment en question que les activités y exercées ne tombent pas sous les dispositions de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés et que partant les entreprises concernées ne devaient pas disposer d'autorisation d'exploitation.

Vu l'utilisation exclusive comme entrepôt des locaux en question, l'Inspection du Travail et des Mines n'avait pas effectué les deux dernières années d'inspection de ces locaux.

Les activités d'ArcelorMittal sur le site de Dommeldange sont par contre inspectées régulière-

ment, sans que n'aient été détectées les dernières années d'infractions graves aux dispositions légales tombant sous les compétences de l'Inspection du Travail et des Mines.

Question 1616 (9.8.2011) de **Mme Anne Brasseur** et **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **groupe de travail sur les relations futures entre l'État et les communautés religieuses:**

Lors du récent débat tenu à la Chambre des Députés sur les relations futures entre l'État et les communautés religieuses, il avait été retenu de créer un groupe de travail appelé à élucider l'ensemble des questions qui se posent dans ce domaine.

Partant, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Cultes:

- Pour quand au plus tard Monsieur le Ministre instituera-t-il un groupe chargé d'entamer les travaux nécessaires et préalables à une telle réforme?

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des informations sur la composition de ce groupe de travail?

- Dans quels délais le groupe en question devrait-il présenter ses conclusions?

Réponse (17.10.2011) de **M. François Biltgen,** *Ministre des Cultes:*

Le Gouvernement entend contacter les experts pouvant faire partie du groupe de travail avant la fin du mois d'octobre et finaliser le mandat avant la fin de l'année 2011.

Il est difficile de spéculer sur le délai qu'il sera possible d'imposer rationnellement avant la remise du rapport du groupe d'experts, vu la complexité du sujet et les travaux d'audition et de réflexion à mener par les experts. En Belgique, les travaux d'élaboration d'un rapport comparable ont duré 24 mois.

Le Gouvernement ne peut pas donner à ce stade des informations sur la composition du groupe. Il a cependant finalisé ses réflexions sur les experts qui pourront utilement faire partie du groupe de travail.

Avant tout progrès dans ce dossier le Gouvernement entend d'abord informer la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle.

Question 1617 (10.8.2011) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant les **effets de l'hormone de synthèse diéthylstilbestrol (DES) commercialisé sous le nom de Distilbène et de Stilboestrol:**

Le Diéthylstilbestrol (DES), commercialisé sous le nom de Distilbène et de Stilboestrol, est une hormone de synthèse qui a été prescrite de 1948 à 1976 à des femmes enceintes pour prévenir de fausses couches. Des tumeurs vaginales chez les filles et des malformations génitales chez les garçons sont les effets secondaires connus chez les enfants dits «Distilbène». Une récente étude épidémiologique menée par le professeur Charles Sultan du CHRU de Montpellier portant sur les effets transgénérationnels de cette hormone montre que la prévalence des malformations congénitales chez les petits-enfants des femmes traitées par Distilbène apparaît être 40 à 50 fois supérieure à celle attendue. Une association française parle de 160.000 enfants victimes de ces effets secondaires.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé:

1) Quelles conclusions Monsieur le Ministre tire-t-il de cette étude?

2) Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur l'usage du Distilbène et du Stilboestrol au Luxembourg?

3) Le Luxembourg dispose-t-il de statistiques renseignant sur les malformations génitales apparues suite à la prescription du Diéthylstilbestrol sur les enfants et petits-enfants de femmes concernées?

4) Les urologues et les gynécologues sont-ils sensibilisés à ce problème afin de pouvoir aider efficacement les victimes et afin de réunir des statistiques fiables?

5) Quelles sont les aides spécifiques que le Luxembourg apporte aux «enfants Distilbène» et à leurs parents? À qui les victimes peuvent-elles s'adresser?

Réponse (28.9.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

L'étude épidémiologique menée par le professeur Charles Sultan, auquel l'honorable Député se réfère, affirme effectivement que la prévalence d'une malformation de l'urètre est 40 à 50 fois plus élevée chez les petits-enfants de femmes traitées au DES que chez la population non traitée.

Les conclusions et résultats des travaux du professeur Sultan doivent néanmoins encore être confirmés par des études ultérieures.

Le distilbène est interdit au Luxembourg depuis le début des années 80. Jusqu'à cette date, le distilbène avait été utilisé en tant que comprimés et implants.

Il est aujourd'hui impossible de retracer l'usage qui a été fait du distilbène et mes services ne disposent pas de statistiques relatives à des malformations génitales chez des enfants qui auraient pu être la suite d'une prescription de distilbène lors de la grossesse de leur mère.

Le rôle des médecins et en particulier des gynécologues et gynéco-obstétriciens est important pour informer les femmes qui pourraient être concernées soit en raison d'un traitement pendant leur grossesse soit en raison d'une exposition in utero connue au DES.

Une enquête récente de l'Agence française de la sécurité sanitaire des produits de santé (Afssaps) auprès des gynécologues, dont les résultats peuvent être consultés sur le site Internet de l'Afssaps (http://www.afssaps.fr), a démontré que seule la moitié d'entre eux connaissaient précisément l'ensemble des conséquences de l'exposition au DES et que 40% d'entre eux souhaitaient la mise en place d'une nouvelle campagne d'information.

Une telle enquête n'ayant pas eu lieu au Luxembourg, je ne puis que supposer que la situation au Luxembourg devrait être sensiblement la même.

L'Afssaps a publié une information actualisée au 17 juin 2011 intitulée «Mise au point: Complications liées à l'exposition in utero au diéthylstilbestrol». Cette publication est également consultable sur le site Internet de l'Afssaps.

Mes services vont rendre les professionnels de santé concernés attentifs à cette sensibilisation faite par l'Afssaps.

La direction de la Santé se tient à la disposition pour toute information supplémentaire liée à l'utilisation du distilbène.

Question 1621 (10.8.2011) de **M. Claude Haagen** *(LSAP)* concernant la **radio socioculturelle 100,7:**

Le 29 juillet, un journaliste de la radio publique 100,7 a fait un commentaire sur le rôle des ONG face aux crises humanitaires. Dans ce contexte, il a critiqué une couverture médiatique souvent trop complaisante et superficielle des activités de ces ONG, en incluant expressément la radio 100,7 dans cette critique. Quelques heures plus tard, dans le cadre du «Mëttes-Panorama», la radio 100,7 a pris formellement ses distances vis-à-vis de cette partie du commentaire et fait savoir que le journaliste lui-même ne maintenait pas la critique qui visait sa propre rédaction.

Ces faits sont relatés par l'hebdomadaire «d'Lëtzebuerger Land» qui estime que «cet accroc n'est qu'une expression vers l'extérieur d'un désaccord flagrant de la rédaction avec le rédacteur en chef Jay Schiltz sur le profil des informations à la radio publique. L'ambiance fin de règne sous Fernand Weides devient de plus en plus palpable avenue Monterey.»

- Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils me dire quelle est leur impression face à cette réaction du rédacteur en chef qui oblige un de ses journalistes à se rétracter en public? Partagent-ils l'analyse du «Lëtzebuerger Land», selon lequel cet incident ne serait que l'expression d'un malaise général au sein de la rédaction dû en partie à une certaine lassitude au niveau de la direction de la radio publique?

- Comment les missions de la radio socioculturelle sont-elles définies dans son cahier des charges et de quels moyens le Gouvernement dispose-t-il pour garantir le respect de ces dispositions?

Réponse commune (27.9.2011) de **M. François Biltgen,** *Ministre des Communications et des Médias*, et de **Mme Octavie Modert,** *Ministre de la Culture:*

L'honorable Député aimerait savoir quelle est l'impression que les faits relatés par l'hebdomadaire «d'Lëtzeburger Land» sur la radio 100,7 dans son édition du 5 août 2011 ont suscitée auprès des ministres concernés.

La radio 100,7 est un établissement public créé par l'article 14(2) de la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques et est officiellement dénommée «établissement de radiodiffusion socioculturelle».

Les organes de cet établissement public sont le conseil d'administration et le directeur. Le règlement grand-ducal du 19 juin 1992 pris en exécution de l'article 14(2) de la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques décrit les fonctions du directeur comme suit:

«La direction et la gestion courante de l'établissement sont confiées à un directeur qui exécute les décisions du conseil d'administration. Le directeur est compétent pour régler toutes les affaires non dévolues spécialement au conseil d'administration. Il jouit d'une large autonomie dans l'exécution de ses fonctions.

Dans le cadre des orientations générales retenues par le conseil d'administration, le directeur est responsable de la programmation et de la réalisation des programmes.

Le directeur est le chef hiérarchique du personnel et il est seul habilité à soumettre au conseil d'administration des propositions en matière d'engagement et de licenciement du personnel.»

Par ailleurs, en vertu de ce règlement, la définition par le conseil d'administration des orientations générales précitées en matière de programmation se fait sur «la base d'une proposition émanant du directeur» et n'est pas subordonnée à l'approbation du ministre de tutelle.

Il s'ensuit que la structure retenue ainsi que la répartition des compétences entre les deux organes de l'établissement public ont été conçues de manière à garantir l'indépendance de l'établissement vis-à-vis des pouvoirs publics aussi bien au niveau de son fonctionnement qu'au niveau de sa programmation.

L'autorité publique est soucieuse de respecter cette volonté et au nom du principe de non-ingérence estime dès lors qu'elle doit s'abstenir à évaluer les faits commentés dans la presse.

L'honorable Député souhaite encore être renseigné sur la manière dont les missions de la radio socioculturelle ont été définies dans le cahier des charges et les moyens dont dispose le Gouvernement pour garantir le respect de ces dispositions.

Aux termes de l'article 14, paragraphes 1 et 2 de la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques, il est créé un établissement public dans le but d'exploiter une ou plusieurs fréquences de radiodiffusion luxembourgeoise et d'organiser des programmes («services de radio») à finalité socioculturelle, dont il assume la responsabilité. Un règlement grand-ducal, à prendre sur avis du Conseil d'État, en fixe les modalités de structure et de fonctionnement.

L'article 14(4) de cette même loi stipule que les programmes de la radio socioculturelle fourniront un large accès à l'antenne aux «organisations sociales et culturelles du Luxembourg».

Le règlement grand-ducal du 19 juin 1992 pris en exécution de l'article 14(2) de la loi précitée stipule dans son article 2(4) que

«Dans l'accomplissement de sa mission, et dans le respect du cahier des charges assorti à la permission de radiodiffusion, l'établissement doit notamment promouvoir la vie culturelle, favoriser la création artistique, contribuer à la communication sociale, y compris la vie interculturelle et la coopération transfrontalière, participer à l'information libre et pluraliste et fournir un large accès à l'antenne aux organisations sociales et culturelles du pays.»

Le cahier des charges assorti à la permission, dans ses articles 4 et 5, fournit des précisions supplémentaires quant au contenu du programme à finalité socioculturelle.

Article 4

(1) Les programmes à finalité socioculturelle doivent être de qualité et avoir une vocation de culture, d'information et de divertissement.

(2) Ils attacheront une importance particulière aux objectifs culturels suivants:

- la promotion de la création culturelle et artistique;

- la sensibilisation culturelle du public;

- le renforcement de l'identité culturelle luxembourgeoise;

- la connaissance de l'histoire nationale;

- la promotion de la langue luxembourgeoise;

- la coopération culturelle avec les régions voisines.

(3) Sur le plan de l'information, ils chercheront notamment à favoriser:

- la communication sociale de toutes les couches sociales;

- l'intégration sociale des personnes âgées, des personnes affectées par un handicap, des minorités et celle des différentes communautés ethniques et culturelles dans le respect de leurs cultures d'origine;

- le respect des divers cultures, croyances, courants de pensée et d'opinion;

- la prise de conscience de l'interdépendance complexe des réalités sociales, économiques et culturelles;

- la connaissance des réalités politiques, économiques et sociales;

- le respect de l'environnement naturel et humain et du patrimoine culturel et la compréhension des problèmes du développement;

- l'éducation du consommateur.

Article 5

(1) Le programme doit respecter les sensibilités intellectuelles et morales du public.

(2) Il ne peut ni mettre en péril la sécurité nationale ou l'ordre public, ni constituer une offense à l'égard d'un État étranger.

(3) Il doit se conformer aux bonnes mœurs ainsi qu'aux lois luxembourgeoises et aux conventions internationales en vigueur au Grand-Duché.

Il doit respecter en particulier les dispositions de la législation sur les droits d'auteur, sur la presse, sur la liberté d'expression dans les médias et sur la protection de la vie privée.

(4) Il doit respecter la personne humaine et sa dignité, et ne peut contenir aucune incitation à la haine pour des raisons de race, de sexe, d'opinion, de religion ou de nationalité.

(5) Sont interdits tous les éléments de programme susceptibles de nuire gravement à l'épanouissement physique, mental ou moral des mineurs, notamment des éléments de programme comprenant des scènes de pornographie ou de violence gratuites; sont également interdits tous les autres éléments de programme susceptibles de nuire à l'épanouissement physique, mental ou moral des mineurs, sauf s'il est assuré, par le choix de l'heure d'émission ou par toutes mesures techniques, que les mineurs n'entendent pas normalement ces éléments de programme.»

La surveillance du contenu du programme diffusé par l'établissement de radiodiffusion socioculturelle relève de la compétence du Conseil national des programmes qui peut, lorsqu'il prend connaissance d'une éventuelle violation, déclencher la procédure prévue à l'article 35 de la loi modifiée de 1991.

Question 1623 (11.8.2011) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **position de la diplomatie luxembourgeoise par rapport à la politique sanitaire d'autres pays et notamment par rapport à l'avortement:**

Unter Bezugnahme auf die Rechte, welche den Mitgliedern des Parlaments durch die diesbezüglichen gesetzlichen Bestimmungen zustehen, erlaube ich mir, Sie höflichst darum zu ersuchen, folgende Anfrage an die Frau Ministerin für Entwicklungshilfe weiterzuleiten. Meine Anfrage betrifft die Rolle der luxemburgischen Diplomatie im Hinblick auf die Gesundheitspolitik fremder Staaten, insbesondere im Zusammenhang mit deren Haltung in der Abtreibungsfrage.

Bereits am 29. Juni 2011 hatte ich eine parlamentarische Anfrage in luxemburgischer Sprache (Nr.1551) *(cf. compte rendu n°16/2010-2011)* zu diesem Thema an die Frau Ministerin für Entwicklungshilfe gestellt, die folgende Punkte betraf:

„1. Ënnerstëtzt Lëtzebuerg an iergendenger Form Kliniken oder aner medizinesch oder para-medezinesch Ariichtungen, Berodungsinstitutiounen oder ganz allgemeng Politiken, déi d'Ofdreiwung vun ongebuerene Kanner virhuelen, recommandéieren oder toleréieren?

2. Wann d'Madame Ministesch géif gewuer ginn, datt mat Lëtzebuerger Geld Ofdreiwungen an Entwécklungslänner praktizéiert oder direkt oder indirekt ënnerstëtzt oder finanzéiert ginn, géif si dann esou Zoustänn direkt ënnerbannen?

3. Trëtt d'Madame Ministesch an hire Rieden an internationalen Optrëtter konsequent fir de Schutz vum ongebuerene Liewen an, a kämpft si géint all Form vun Ofdreiwung?"

In ihrer Antwort vom 13. Juli antwortet die Frau Ministerin wie folgt auf diese Anfrage:

„De Gesondheetssecteur gehéiert zu den Haaptinterventiounssecteure vun der Lëtzebuerger Entwécklungshëllef. Eis Aktivitéite reflétéieren d'Demande vun eise Partnerlänner. Mat anere Wierder, mir passen eis Aktivitéiten de Prioritéite vun den Autoritéiten an deem jeeweilege Land un, souwäit wéi dat och mat onsen Objektiver a Prioritéite kompatibel ass. Dat geschitt natierlech am Respekt vun der Législatioun an de Partnerlänner.

Am Fall vun engem Land, dat den Avortement och da verbitt, wann therapeutesch Konterindikatioune virleien, thematiséiere mir dat an eise bilaterale Gespréicher."

Diese Aussage steht nicht im Einklang mit folgender Meldung der katholischen Nachrichtenagentur kath.net vom 6. August 2011, deren Wortlaut ich hier wiedergebe:

„Europäische UN-Delegationen setzen Lateinamerika unter Druck

Auch mit wirtschaftlichem Druck versuchen europäische Staaten mittels der UNO, die Abtreibungsgesetze in Lateinamerika zu liberalisieren.

New York (kath.net/C-FAM) Westliche Regierungen setzen über die UNO lateinamerikanische Staaten unter Druck, ihre Abtreibungsgesetze zu liberalisieren. Das berichtet das katholische Institut für Familie und Menschenrechte (C-Fam) in New York. Betroffene Staaten sind in letzter Zeit: El Salvador, Costa Rica, Chile, Brasilien, Bolivien, Belize und Argentinien.

Das Druckmittel ist dabei ein UN-Instrumentarium namens „Universal Periodic Review (UPR)". Es ist ein Dialogprozess zwischen Delegationen verschiedener Staaten zur Menschenrechtssituation in einem bestimmten anderen Staat. Manchmal führt dieser zu Empfehlungen der Delegationen, dass einer souveräner Staat seine Gesetze ändern soll, um deren Richtlinien zu entsprechen.

Während der letzten drei Jahre haben sich europäische Delegationen vor allem auf lateinamerikanische Staaten konzentriert. Ein vorrangiges Anliegen sind dabei alle Themen um sexuelle und reproduktive Gesundheit. Europäische Staaten haben hier mehrfach Druck ausgeübt, dass ein fehlender Zugang zu Abtreibung eine internationale Menschenrechtsverletzung darstelle.

Luxemburg drängt El Salvador, den „Zugang für Frauen zu Rechten und Einrichtungen sexueller und reproduktiver Gesundheit zu verbessern", Großbritannien verlangt, dass Costa Rica „Frauen mit angemessener Information versorgen soll, wie sie Zugang zu medizinischer Versorgung haben können, inklusive legaler Abtreibung". Schweden empfiehlt, dass Chile sich mehr bemühen soll, sicherzustellen, dass „seine Abtreibungsgesetze mit Chiles Menschenrechtsverpflichtungen übereingestimmt werden".

Piero Tozzi, Rechtsexperte des „Alliance Defense Fund", ein Verein zur Verteidigung von Meinungs- und Religionsfreiheit, sagt: „Im internationalen Recht existiert kein „Recht" auf Abtreibung. UN-Einrichtungen und extern Agierende überschreiten ihre Kompetenz maßlos, wenn sie verlangen, dass souveräne Nationen ihre eigenen Gesetze zum Schutz der Ungeborenen ändern. Staaten sollten solche unbefugten Forderungen kategorisch ablehnen."

Aufgrund wirtschaftlichen Drucks, weil westliche Staaten ihre Hilfe davon abhängig machen, haben etwa El Salvador und Belize schon zugesagt, die verlangten Änderungen durchzuführen.

Die „Universal Periodic Review", eingerichtet durch die UNO-Generalversammlung in der Resolution 60/251 im März 2006, ist ein Prozess, der alle vier Jahre durchgeführt wird, um die Menschenrechtssituation in allen 192 UN-Mitgliedstaaten zu überprüfen. Jeder Staat ist dabei aufgefordert, zu berichten, welche Aktionen zur Verbesserung der Menschenrechtssituation er bei sich vorgenommen habe."

Daher möchte ich folgende Fragen an die zuständige Ministerin richten:

1. Welches sind die „therapeutischen Gegenindikationen", welche in den Augen der Frau Ministerin für Entwicklungshilfe die Thematisierung der Abtreibung durch Luxemburg erlauben?

2. Auf welche internationalen Rechtsnormen beruft sich Luxemburg in seinen bilateralen Gesprächen, wenn es die Abtreibung thematisiert, und wie genau lauten die von der Regierung vorgebrachten Argumente beziehungsweise Forderungen?

3. Werden in irgendeiner Form Leistungen der luxemburgischen Entwicklungshilfe an die Erfüllung bestimmter Vorgaben der Empfängerstaaten in Bezug auf deren Haltung zur Abtreibung geknüpft?

4. Hat Luxemburg El Salvador in irgendeiner Weise dazu aufgefordert, den „Zugang für Frauen zu Rechten und Einrichtungen sexueller und reproduktiver Gesundheit zu verbessern", und wenn ja, in welchem Zusammenhang, aus welchem Grund und mit welcher Zielsetzung?

5. Warum hat die Frau Ministerin in der Antwort auf meine parlamentarische Anfrage Nr.1551 verschwiegen, dass diese Thematik nicht nur Inhalt bilateraler Gespräche ist, sondern auch in UN-Foren zur Sprache gebracht wird?

Réponse (15.9.2011) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire:*

1. Im Falle einer unmittelbare Gefahr für das Leben der schwangeren Frau.

2. Es gibt keine verbindliche internationale Rechtsnorm zur dieser Frage. Die Antwort zu Punkt 1 ergibt sich aus Gründen der Kohärenz mit der aktuell geltenden luxemburgischen Gesetzgebung.

3. Nein.

4. Das Zitat, das der Herr Abgeordnete Kartheiser in seiner Anfrage hervorhebt, gilt es in seinen Zusammenhang zu setzen. Die folgenden Auszüge sind einem offiziellen und öffentlich zugänglichen Bericht der UN entnommen. Sie dürften die Position Luxemburgs sowie die Reaktion des Vertreters von El Salvador klarstellen.

(extraits du rapport)

Le groupe de travail sur l'examen périodique universel, créé conformément à la résolution 5/1 du Conseil des droits de l'Homme en date du 18 juin 2007, a tenu sa septième session du 8 au 19 février 2010. L'examen concernant El Salvador a eu lieu à la 4e séance, le 9 février 2010. La délégation d'El Salvador était présidée par Monsieur Carlos Alfredo Castaneda Magaña, Vice-Ministre des affaires étrangères pour l'intégration et la promotion économique. À sa 8e séance, le 11 février 2010, le groupe de travail a adopté le présent rapport concernant El Salvador.

(…)

67. Le Luxembourg a félicité El Salvador de l'adoption d'une loi visant à protéger les enfants et a salué les récentes améliorations en matière de fréquentation scolaire, de sécurité et de lutte contre la violence à l'égard des femmes et des enfants. Il s'est déclaré préoccupé par le taux élevé d'homicides. Il a également évoqué le partenariat qu'il avait conclu avec El Salvador dans les domaines du développement et de la coopération aux fins d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement. Ce partenariat permettrait de promouvoir le droit à l'éducation et d'améliorer les services de santé et la bonne gouvernance. Le Luxembourg a formulé des recommandations.

II. Conclusions et/ou recommandations

81. El Salvador a examiné et approuvé (wir unterstreichen) les recommandations suivantes qui ont été formulées au cours du dialogue:

(…)

35. Accélérer la réforme législative en cours afin de lutter contre l'insécurité et la violence qui vise les femmes et les enfants, et renforcer cette initiative par d'autres mesures telles que l'amélioration de la collecte de statistiques ou la mise en place, dans les écoles, de programmes éducatifs sur les droits de l'Homme et l'égalité des sexes (Luxembourg);

(…)

4. Améliorer l'accès des femmes aux services de santé sexuelle et génésique ainsi que l'exercice de leurs droits dans ce domaine (Luxembourg);

5. Die Frage galt meinen Reden in internationalen Foren. Der Arbeitsgruppe der „allgemeinen regelmäßigen Überprüfung" des UN-Menschenrechtsrats habe ich noch nicht beigewohnt.

Question 1624 (17.8.2011) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant l'**accompagnement spécifique d'élèves dits «surdoués»:**

J'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle au sujet de l'accompagnement spécifique d'élèves dits «surdoués» dans notre enseignement fondamental et postprimaire:

- Comment et par qui ces élèves sont-ils généralement pris en charge?

- Existe-t-il un système de «mentoring» dans ce contexte?

- Le SCRIPT organise-t-il des formations continues pour les enseignants appelés à accompagner les élèves en question?

- Au cas où l'intégration d'élèves «surdoués» dans notre système scolaire s'avérerait très difficile, le Ministère entretient-il des contacts avec des établissements scolaires établis à l'étranger afin de proposer des offres concrètes aux élèves concernés?

Réponse (23.9.2011) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

En ce qui concerne l'encadrement spécifique d'élèves dits «surdoués» dans l'enseignement fondamental et dans l'enseignement secondaire et secondaire technique, aucune prise en charge particulière n'est prévue actuellement. Il faut souligner que la détection de la précocité intellectuelle s'avère difficile puisqu'elle est souvent accompagnée, à des degrés divers, de troubles du comportement comme la recherche systématique de l'attention des adultes, l'hyperémotivité, le désintérêt pour les matières scolaires, etc. Cependant, certains éléments de la réforme de l'école fondamentale permettent de proposer des solutions à la situation des enfants dits «surdoués». L'observation des progrès des élèves à travers les bilans intermédiaires, la mise en place de cycles d'enseignement et la possibilité de terminer un cycle en un an permettent aux enfants de progresser à leur rythme. De plus, la mise en place des commissions d'inclusion scolaire permet d'identifier plus tôt les situations particulières de ces enfants. Il est dès lors possible d'accorder des ressources supplémentaires, si cela s'avère nécessaire, pour permettre à l'enfant un programme adapté à sa situation.

Lors du passage à l'enseignement secondaire et secondaire technique, le suivi de ces élèves est assuré par le service de psychologie et d'orientation scolaires des différents lycées pour établir un diagnostic en vue de favoriser leur intégration dans l'enseignement qu'ils souhaitent suivre.

Au cas où des mesures locales avec des plans de prise en charge personnalisés ou des intervenants externes ne permettent pas de remédier aux difficultés constatées, le placement d'enfants dans des institutions spécialisées à l'étranger peut être organisé sur décision de la commission médico-psychopédagogique nationale. Les frais de scolarisation sont alors pris en charge par le service de l'éducation différenciée du MENFP. Actuellement, le nombre de prises en charge d'enfants dans des institutions à l'étranger se limite à un ou deux enfants par an.

Dans le cadre de son offre de formation, le SCRIPT propose depuis 2004 au moins une formation continue par an en relation avec la situation spécifique des enfants intellectuellement précoces. Les formations offertes se concentrent sur des sujets comme: «Lichtblick für helle Köpfe: Praktische Begabungs- und Begabtenförderung in der Schule; Hochbegabte Kinder in der Grundschule finden und fördern; Problématique des enfants à hauts potentiels».

Question 1627 (19.8.2011) de **M. Camille Gira** *(déi gréng)* concernant le **règlement grand-ducal du 10 juillet 2011 qui permet la chasse au sanglier pendant toute l'année cynégétique:**

Le règlement grand-ducal du 10 juillet 2011 concernant l'ouverture de la chasse prévoit la chasse au sanglier pendant toute l'année cynégétique.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:

- Quelles sont les raisons de l'extension de la durée de la chasse au sanglier à toute l'année cynégétique?

- La chasse au sanglier pendant toute l'année cynégétique ne risque-t-elle pas de perturber les autres espèces présentes sur le territoire?

Réponse (26.10.2011) de **M. Marco Schank,** *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:*

En premier lieu, il convient de souligner que la période de la chasse au sanglier n'a pas changé. Depuis l'apparition de la peste porcine il y a dix ans, la chasse au sanglier est ouverte pendant toute l'année.

L'on ne saurait nier que la chasse au sanglier - constat qui est également valable pour toute autre chasse - risque de perturber les autres espèces présentes sur le territoire. Ceci dit, il ne faut pas perdre de vue les raisons qui ont conduit à définir les conditions en question.

Il est bien connu qu'en Europe en général et au Luxembourg en particulier, les populations de sangliers ont augmenté de manière substantielle pendant les 25 dernières années, le taux d'augmentation des populations étant de 200 à 300% par an. Cette augmentation est due à une multitude de facteurs tels que le changement climatique qui a rendu les hivers plus doux, le nourrissage artificiel, la protection des femelles âgées lors des chasses, etc.

La régulation respectivement la diminution de la population de sangliers est indispensable, notamment si l'on considère l'augmentation considérable des dégâts causés par cette espèce dans les cultures agricoles. Au vu de l'évolution décrite plus haut, la seule interdiction du nourrissage artificiel - elle a été introduite par la loi du 25 mai 2011 relative à la chasse - ne suffit pas et l'ouverture de la chasse pendant toute l'année reste nécessaire.

Par ailleurs, je précise que le sanglier n'est pas la seule espèce que l'on peut chasser pendant toute l'année. En effet, le raton laveur et le rat musqué n'ont également pas de période de fermeture de la chasse.

Question 1628 (19.8.2011) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **actes translatifs de propriété:**

Dans le contexte de la polémique entourant des achats de terrain par un bourgmestre d'une commune limitrophe de la capitale, il se pose la question générale de la transparence des actes translatifs de propriété réalisés à titre privé par des membres d'un collège échevinal.

Je voudrais dans ce contexte poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

- Est-ce que le Gouvernement n'est pas d'avis qu'il serait dans l'intérêt d'une plus grande transparence mais également dans l'intérêt propre des membres d'un collège échevinal que les actes translatifs de propriété réalisés par eux directement ou indirectement à titre privé sur le territoire de leur commune soient soumis pour information à l'autorité de tutelle?

- Dans l'affirmative, est ce que le Gouvernement entend créer une base légale pour cette obligation d'information?

Réponse (22.9.2011) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

La question de l'honorable Député concerne les actes translatifs de propriété réalisés à titre privé par un membre d'un collège des bourgmestre et échevins.

L'honorable Député demande dans ce contexte, si une «obligation d'information» incombant aux membres d'un collège échevinal ne serait pas «dans l'intérêt d'une plus grande transparence mais également dans l'intérêt propre des membres d'un collège échevinal».

Qu'il soit rappelé à cet endroit que la loi modifiée du 25 septembre 1905 sur la transcription des droits réels immobiliers prévoit à l'article 1er que «tous les actes entre vifs, à titre gratuit ou onéreux, translatifs de droits réels immobiliers autres que les privilèges et hypothèques, seront transcrits au bureau de la conservation des hypothèques (…)».

Il s'ensuit que la législation en vigueur prévoit actuellement la publicité des actes entre vifs translatifs de propriété et que dès lors l'utilité d'une simple obligation d'information incombant à certains élus n'est pas établie. En effet, il est loisible à chaque citoyen de s'informer sur les transactions immobilières d'une personne déterminée auprès du bureau des hypothèques concerné.

La question de l'honorable Député évoque en outre la possibilité que cette obligation d'information soit établie à l'attention de l'autorité de tutelle. Or, cette proposition ne paraît guère compatible avec l'acceptation du principe de l'autonomie communale telle qu'on l'entend au Grand-Duché où l'État se voit en général reprocher par les élus communaux de s'immiscer trop dans les affaires locales.

Rappelons que le rôle de l'autorité de tutelle se confine au contrôle de la légalité des actes des communes et exclut les activités purement privées de mandataires communaux à moins qu'il ne s'agisse de comportements rentrant dans le cadre des articles 41 et 63 de la loi communale. Il est à constater en outre que l'évolution de notre législation va dans un sens de l'allégement de la tutelle administrative et je viens par ailleurs d'annoncer une réforme encore plus profonde en la matière.

Instaurer une obligation d'informer l'autorité de tutelle sur des activités purement privées des élus locaux me semble donc aller contre le sens de l'évolution de la législation communale.

Toutefois, si davantage de transparence est souhaitée dans les arcanes de la politique communale, rien n'empêche les membres des conseils communaux, soucieux de transparence dans ce domaine, d'informer le conseil communal en séance publique de la situation de leur patrimoine foncier sur le territoire communal, ainsi que des changements qui y interviennent par actes entre vifs. Rien non plus ne s'oppose à ce que les conseils communaux, en toute autonomie, se dotent d'un code de bonne conduite en la matière, certes à portée juridique toute relative, mais avec une valeur politique et éthique certaine.

Question 1629 (22.8.2011) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **travaux d'infrastructure à différents endroits de la ligne ferroviaire Luxembourg-Troisvierges-Gouvy:**

Ces dernières années le Gouvernement a fait réaliser des travaux d'infrastructure à différents endroits de la ligne ferroviaire Luxembourg-Troisvierges-Gouvy.

Voilà pourquoi je m'empresse de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quels sont les chantiers qui ont pu être finalisés jusqu'à présent et quel a été le coût (provisoire) de ces travaux?

- Quels projets restent à achever voire seront programmés à l'avenir?

- Afin d'assurer de meilleures correspondances train/autobus (notamment dans le contexte de la ligne du Nord), le Gouvernement prévoit-il d'inviter les CFL à optimiser leurs moyens d'information en faisant valoir une approche pragmatique qui répond au mieux aux besoins des citoyens et aux défis journaliers du système de transport national (imprévus, retards, travaux, etc.)?

- Est-il prévu d'introduire, si besoin en est, un système du type «Ruffbus» (assuré par des entreprises de transport privées et complémentaire au réseau RGTR) en vue d'accroître l'attractivité de la ligne du Nord et en réduisant le trafic croissant sur la N7 entre Diekirch et Wemperhardt?

- Le parking (Park & Rail) de la gare de Kautenbach a été récemment agrandi. Le Gouvernement envisage-t-il de procéder à d'autres agrandissements d'aires de parking le long de la ligne ferroviaire en question afin de délester la N7?

- Est-il prévu d'introduire une cadence horaire en direction de Liège (depuis Luxembourg) pour développer le lien avec le réseau européen TGV? Quels travaux d'infrastructure devraient être mis en œuvre dans ce contexte?

- Le Gouvernement luxembourgeois est-il déjà intervenu auprès des autorités belges en vue de développer un concept de transport interrégional (p. ex. des lignes de bus transfrontalières comme celles fonctionnant à l'est et au sud du pays) bénéficiant notamment aux travailleurs frontaliers venant tous les jours de la province de Liège et notamment de la région autour de St Vith?

Réponse (18.10.2011) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire n°1629 du 22 août 2011, l'honorable Député André Bauler souhaite s'informer au sujet des travaux d'infrastructure sur la ligne ferroviaire Luxembourg-Troisvierges-Gouvy.

Le maintien de la sécurité et de la pérennité sur la ligne du Nord nécessite des investissements à un niveau constant. Ainsi, les dépenses annuelles pour l'entretien courant de la ligne du Nord s'élèvent à quelque 5,5 millions € HTVA. Des dépenses à caractère d'investissement, mais tout aussi récurrentes, concernant p. ex. l'entretien et la consolidation des tranchées rocheuses s'élèvent à un million € HTVA par an.

Au niveau de la voie ferrée, la superstructure actuelle qui remonte aux travaux de modernisation, réalisée dans les années 1980, est en fin de vie et doit être intégralement renouvelée. Une loi du 24 juillet 2000 a autorisé les tronçons Luxembourg-Heisdorf (15 mio € HTVA) et Ettelbruck-Kautenbach (18,4 mio € HTVA). Un nouveau projet de loi complémentaire s'élevant à 96 millions € HTVA est en procédure d'approbation.

À côté des dépenses récurrentes, l'État et les CFL investissent dans l'attractivité de la ligne du Nord à travers un certain nombre de projets d'investissement. Les principaux projets d'investissement récemment finalisés sont notamment la remise en état du viaduc Pulvermühle (14 mio € HTVA), le renouvellement de voie entre Troisvierges et la frontière (4 moi € HTVA), la consolidation du pont-rivière près de Michelau (2,6 mio € HTVA), le renouvellement complet de la ligne Ettelbruck-Diekirch et de la gare de Diekirch (2 mio € HTVA), la reconstruction du pont-rivière à Troisvierges (1 mio € HTVA) et la construction d'un nouveau bâtiment de service à Ettelbruck (1 mio € HTVA).

En outre, les projets pratiquement terminés dont la finalisation des décomptes financiers est encore en cours sont le renouvellement complet de la ligne Kautenbach-Wiltz (32 mio € HTVA), le renouvellement du pont-rivière sur l'Alzette à Ettelbruck (16 mio € HTVA), la construction/reconstruction des souterrains à voyageurs dans les gares de Dommeldange, Mersch et Clervaux (6,5 mio € HTVA), la suppression du passage à niveau 23a en gare de Mersch (5 mio € HTVA) et la remise en état des ponts-rivière sur la Clerve et à Wilwerwiltz (2,6 mio € HTVA).

Enfin, d'autres grands projets à entamer sont notamment l'optimisation des sections de block entre Luxembourg et Ettelbruck et la modification du poste de signalisation à Ettelbruck (41 mio € HTVA).

En ce qui concerne les projets programmés à l'avenir, les grands projets concernant la ligne du Nord faisant partie du programme «mobil 2020» sont le raccordement ferroviaire du plateau de Kirchberg avec la nouvelle gare «pont rouge» (évalué au stade de l'étude de faisabilité à 100 mio € HTVA) et la gare d'Ettelbruck avec l'adaptation du plan des voies, le réaménagement complet des alentours, la création du P&R en élévation, le renouvellement des quais et marquises, la mise en conformité pour personnes à mobilité réduite et la construction d'un nouveau bâtiment-voyageurs (47,5 mio € HTVA).

Afin d'assurer les meilleures correspondances train/bus, les CFL ont prévu la mise en service du logiciel ARAMIS pour 2012/2013. Ensemble avec les composantes du schéma directeur pour la mise en œuvre de la télématique dans les transports publics qui est en élaboration par le Verkéiersverbond et le Ministère du Développement durable et des Infrastructures, une amélioration substantielle des correspondances sera garantie.

En ce qui concerne la question relative à l'introduction éventuelle d'un système «Ruffbus» dans le Nord du pays, j'aimerais préciser que mes services sont en train d'élaborer un concept de mobilité global et cohérent dont un des principes majeurs est de privilégier le réseau ferroviaire, de sorte qu'il y a lieu d'analyser la fonction de raccord du réseau bus par rapport aux différentes gares se situant sur la ligne du Nord.

En ce qui concerne la question relative au Park & Ride, il y a lieu de noter que dans le cadre du concept global de mobilité précité, une étude est en voie de finalisation dont l'objet est l'analyse des différents P&R existants susceptibles d'être agrandis et la réalisation d'éventuels P&R futurs.

Pour les gares de Mersch, Ettelbruck et Lorentzweiler, la construction de parkings P&R en élévation est envisagée dans le contexte des réaménagements urbains actuellement en étude sous l'égide des administrations communales et en concertation avec le département de l'Aménagement du Territoire et les CFL.

L'introduction d'une cadence horaire pour les trains en direction de Liège depuis Luxembourg n'est pas prévue. En effet, les comptages réalisés sur ces trains, dont le nombre moyen de voyageurs au-delà de Gouvy est d'environ dix personnes par jour dans les deux directions, ne justifient pas l'introduction d'un tel horaire.

Enfin, en ce qui concerne les relations avec les autorités belges pour développer un concept de transport interrégional, l'on précise qu'une première réunion a eu lieu avec les autorités belges afin de lancer l'élaboration d'un SMOT-schéma de mobilité transfrontalière avec la Belgique.

Question 1632 (25.8.2011) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **allergies alimentaires:**

De plus en plus de personnes souffrent d'une allergie alimentaire et présentent une intolérance au gluten, aux arachides, aux œufs etc. Les concernés ont souvent une qualité de vie réduite, non seulement à cause de leur pathologie, mais aussi parce qu'il s'avère parfois très compliqué de manger dans un restaurant, comme les menus ne donnent que très rarement des informations détaillées sur les ingrédients des différents plats.

Dans un souci de vouloir aider les personnes atteintes d'une allergie alimentaire et de promouvoir le secteur Horesca au Grand-Duché, j'aimerais poser les questions suivantes aux Ministres concernés:

- Le Gouvernement pourrait-il envisager l'introduction d'un label concernant les allergies alimentaires pour le secteur Horesca?

- Le Gouvernement n'estime-t-il pas qu'un guide touristique avec les hôtels et restaurants participant au label susmentionné pourrait promouvoir le tourisme au Luxembourg?

Réponse commune (3.10.2011) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch,** *Ministre des Classes moyennes et du Tourisme*, et de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

La Ministre des Classes moyennes et du Tourisme ainsi que le Ministre de la Santé partagent le point de vue de l'honorable Député quant à l'existence de ce problème dont souffre un nombre grandissant de personnes et quant à la pertinence d'une proposition de remède susceptible d'atténuer les effets négatifs de cette pathologie, notamment dans le domaine de la restauration.

Ils se demandent toutefois si l'introduction d'un label spécifique concernant les allergies alimentaires serait le moyen le plus adéquat pour circonscrire cette véritable maladie de civilisation.

Vu la pléthore de labels existant actuellement dans le secteur Horesca au niveau de l'environnement, de la consommation d'énergie, de la qualité des produits et des services etc., un label supplémentaire risquerait de ne pas avoir l'effet escompté auprès du consommateur, parfois désemparé face au flux d'informations dont il est asséné.

Pour ces raisons, les Ministres précités, en concertation avec Horesca, plaident plutôt pour l'organisation d'une campagne de sensibilisation et d'information, voire de formation, dans le secteur alimentaire et plus particulièrement dans celui de la restauration, afin de mettre ses ressortissants en mesure de mieux informer le client sur la composition des plats et le cas échéant sur l'intolérance due à tel ou tel ingrédient, et de les inciter à informer le client sur les menus offerts sur leur carte ou leur site Internet qui tiennent compte des diverses allergies.

Le Ministre de la Santé tient à réitérer les observations formulées lors de sa réponse à la question parlementaire n°1443 de l'honorable Député relative à un régime sans gluten *(cf. compte rendu n°14/2010-2011)*, en insistant notamment sur la nécessité d'une sensibilisation accrue auprès des médecins en charge afin qu'ils portent une attention particulière à la bonne information des patients.

Finalement, la réglementation applicable en matière d'étiquetage et de présentation des denrées alimentaires soumet les additifs, les auxiliaires technologiques et les autres substances qui ont des effets allergènes à des règles d'étiquetage (règlement grand-ducal modifié du 14 décembre 2000).

Question 1633 (26.8.2011) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant la **réorganisation du service de tri et de distribution de l'Entreprise des Postes et Télécommunications:**

De nombreux problèmes au niveau de la distribution du courrier se sont manifestés depuis que l'Entreprise des Postes et Télécommunications a procédé à une réorganisation de son service de tri et de distribution.

Ainsi, il me revient que récemment le courrier d'une initiative citoyenne n'a pas été correctement distribué à tous les ménages de la commune de Roeser. En effet, dix jours après l'envoi du courrier, bon nombre de ménages n'ont pas encore reçu le courrier en question. Un sondage dépendant de ce courrier toutes boîtes ne peut plus être réalisé dans les délais fixés par l'initiative susmentionnée.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Quelles sont les raisons qui empêchent toujours une distribution correcte du courrier par l'Entreprise des P&T?

- Quelles sont les mesures mises en place pour remédier à la situation?

- Plus précisément, j'aimerais savoir de la part de Monsieur le Ministre quelles mesures seront prises dans l'immédiat pour que le courrier susmentionné soit enfin correctement distribué à tous les ménages dans la commune de Roeser.

- Est-ce que l'initiative citoyenne lésée par ce dysfonctionnement a droit à un dédommagement pour les préjudices matériel et moral subis?

- Monsieur le Ministre estime-t-il que le service postal universel est toujours garanti au Grand-Duché et que la confiance des utilisateurs dans les services des P&T est encore de mise?

Réponse (28.9.2011) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

En ce qui concerne la distribution des envois non-adressés d'une initiative citoyenne dans la commune de Roeser, il est à signaler que:

- les envois concernés n'avaient initialement pas été distribués correctement à tous les ménages de la commune de Roeser;

- une distribution supplémentaire a par la suite été assurée dans les localités de Peppange et Livange;

- des erreurs humaines auprès de l'EPT sont à l'origine des difficultés de distribution rencontrées et afin de remédier à cette situation, les procédures internes seront revues et le personnel sensibilisé davantage afin qu'une telle situation, aussi exceptionnelle qu'elle soit, ne puisse se reproduire dans le futur;

- des pourparlers entre l'EPT et le client concerné ont permis d'identifier un accord qui donne entièrement satisfaction à ce dernier.

S'il est évident que la distribution d'envois non adressés a, dans ce cas isolé, en effet été touchée par des irrégularités regrettables, elles n'ont cependant aucun lien avec la réorganisation proprement dite de la distribution postale lancée en mai dernier.

Concernant la question du service universel, elle n'est pas pertinente comme le cas précité concerne par ailleurs des envois non-adressés, et non pas du courrier (adressé). La distribution d'envois non adressés ne fait pas partie du service postal universel et les procédures de distribution sont indépendantes de celles du courrier adressé. Les envois de l'initiative citoyenne dans la commune de Roeser et les incidents y survenus ne peuvent donc pas être mis en relation avec le service postal universel. Par conséquent, il n'y a donc pas lieu de conclure sommairement sur un service postal universel déficient ou une qualité imparfaite de la distribution postale dans son ensemble.

J'ai demandé à l'Entreprise des Postes et Télécommunications, qui s'est d'ailleurs excusée de ces malheureux événements, d'entreprendre des efforts substantiels pour éviter de pareils incidents dans le futur et pour continuer à offrir un service de qualité qui soit à la hauteur des attentes légitimes des clients et des citoyens.

Question 1634 (26.8.2011) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **Château de Colpach:**

Ce château, qui appartenait jadis à Émile Mayrisch et à son épouse Aline de Saint-Hubert, a été légué à la Croix-Rouge luxembourgeoise qui l'exploite actuellement en tant que maison de repos.

En visitant le château et son parc, on doit malheureusement se rendre compte de l'état désastreux dans lequel se trouvent le bâtiment même et ses alentours immédiats. Un des hauts-lieux de l'histoire culturelle du Grand-Duché se trouve maintenant dans un état de délabrement avancé. On a l'impression que le propriétaire ne se soucie nullement du château qui souffre en plus de travaux de construction dans sa proximité immédiate.

Par ailleurs, il convient de rappeler que le domaine du château de Colpach-Bas est classé monument national depuis 2002.

Au lieu de mettre le site en valeur, on a choisi de construire d'importantes bâtisses à quelques mètres seulement de l'édifice historique. Bien que le château n'appartienne pas à l'État luxembourgeois, je tiens à rappeler les liens très forts qui existent entre l'État et la Croix-Rouge luxembourgeoise.

Par conséquent, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture:

1. Madame la Ministre est-elle consciente de l'état de délabrement dans lequel se trouve le Château de Colpach?

2. Le Gouvernement est-il disposé à entamer un dialogue avec la Croix-Rouge luxembourgeoise sur l'avenir et sur l'entretien de ce château?

3. Le Gouvernement veut-il mettre en valeur l'héritage historique du Château de Colpach?

Réponse (25.10.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Durant de longues années la Croix-Rouge a exploité le château comme une partie du centre de convalescence de Colpach. Le château abritait des salles de réunion, l'administration ainsi que des chambres de patients. Or, l'exploitation du château n'étant plus du tout conforme aux exigences en vigueur, la Croix-Rouge, avec l'aval et le soutien du Ministère de la Santé, de la Commission permanente pour le secteur hospitalier et finalement de la Chambre des Députés (Loi du 21 décembre 2004 modifiant la loi modifiée du 21 juin 1999 autorisant l'État à participer au financement de la modernisation, de l'aménagement ou de la construction de certains établissements hospitaliers) a décidé de construire un nouveau centre de convalescence. Dès le départ, il était prévu par la Croix-Rouge de rénover le château dès la mise en service de ce nouveau bâtiment. Cette mise en service a eu lieu l'année passée après quatre années de construction.

Les «bâtisses à quelques mètres seulement de l'édifice historique» ont donc été construites en vertu d'une loi de financement spéciale et ce, après consultation du service des Sites et Monuments et en respect des exigences émises.

À ce stade, il y a donc lieu de confirmer que le château ne se trouve pas dans un état de délabrement, mais dans un état de chantier. Les premiers travaux d'un chantier complexe ont donc démarré et il a fallu entreprendre en premier lieu une opération de désamiantage de l'immeuble. En plus, les éléments historiques de l'immeuble, escaliers en pierre taillée, menuiseries, etc. ont été soigneusement protégés. Toutes les œuvres d'art se trouvant à l'intérieur du bâtiment ont été entreposées.

La glycine qui couvre la façade sud étant une des plus anciennes du Grand-Duché va être taillée par un homme de l'art afin de pouvoir être préservée.

Des études sur les structures existantes sont en cours afin de déterminer les mesures constructives à entreprendre pour donner au château une réelle utilité au niveau du site sans pour autant toucher aux parties historiques. Il faut remarquer que certaines parties du château ont eu, au fil du temps, diverses affectations, ce qui a entraîné des aménagements et modifications structurelles ponctuelles qui nécessitent une rénovation complète. Ce constat vaut notamment pour la partie ouest donnant vers le nouveau centre. L'ancienne cuisine du centre de convalescence, qui constitue une annexe assez récente, sera démolie pour redonner l'aspect original au bâtiment. La partie est par contre a été préservée dans son aspect historique et elle sera restaurée soigneusement dans le style de l'époque.

À court terme la Croix-Rouge veille à sécuriser le chantier afin qu'il n'y ait pas de dégradation durant la phase des travaux préparatoires, les études et plus particulièrement la saison hivernale (vidange du réseau de chauffage pour éviter le gel, protection totale des sols et des murs par du plancher spécialement posé, mesures anti-vandalisme et traçabilité des accès avec clés intelligentes, protections contre les dégâts des rongeurs).

En ce qui concerne l'intervention du Ministère de la Santé par le biais du Fonds spécial des investissements hospitaliers, des travaux de rénovation sont prévus pour les parties du château qui seront utilisées dans le cadre de l'exploitation du centre de convalescence de Colpach.

La Croix-Rouge est en dialogue avec l'État en ce qui concerne la rénovation et la préservation du patrimoine historique, voire son éventuel entretien pour la partie qui ne relève pas du centre de convalescence proprement dit.

Question 1636 (26.8.2011) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **Centre de soins pour la faune sauvage à Dudelange:**

Le Centre de soins pour la faune sauvage à Dudelange fait un excellent travail mais semble être soutenu, malgré l'importance de ses interventions, assez faiblement par les autorités étatiques et communales.

C'est pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres de l'Agriculture et du Développement durable:

1. Messieurs les Ministres estiment-ils que ce centre est actuellement suffisamment grand et bien doté pour répondre à tous les besoins en la matière sur le plan national?

2. Messieurs les Ministres accordent-ils tous les moyens nécessaires au bon fonctionnement de ce centre?

3. À combien s'élèvent les subventions de l'État au centre de soins précité et comment ont évolué les subventions étatiques au cours des dernières années?

Réponse commune (27.9.2011) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*, et de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Le Centre de soins pour la faune sauvage à Dudelange a été fondé en 1988 et a comme vocation de soigner les animaux sauvages en vue d'un retour à la liberté. Il est géré par l'a.s.b.l. Lëtzebuerger Natur- a Vulleschutzliga. Plus de 100 espèces d'animaux y sont accueillis chaque année. Le nombre total d'animaux hébergés et soignés en 2005 a été de 2.200.

Le financement des activités de ce centre se fait au moyen de fonds en provenance de l'administration communale de Dudelange, du département de l'Environnement du Ministère du Développement durable et des Infrastructures, du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural ainsi que de dons privés.

Le Gouvernement est conscient des efforts que le centre effectue en faveur de la faune sauvage et, en conséquence, contribue de deux manières aux frais de fonctionnement.

D'une part, le département de l'Environnement intervient, au moyen d'une convention conclue avec l'a.s.b.l. Lëtzebuerger Natur- a Vulleschutzliga, dans les frais pour un ouvrier à raison de 38.100 € pour 2008, 40.700 € pour 2009 et 41.072 € pour 2010.

D'autre part, le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural participe, depuis 2007, au salaire du vétérinaire chargé du traitement des animaux avec une subvention forfaitaire annuelle de 10.000 €.

Question 1638 (29.8.2011) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant les **fuites d'huile malgré l'installation d'un nouveau bassin de rétention à l'aire de Berchem:**

Il me revient que, malgré l'installation d'un nouveau bassin de rétention à l'aire de Berchem en direction de Luxembourg, des fuites d'huile ont été tout récemment constatées dans les alentours de la station.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Est-ce que Monsieur le Ministre et ses services ont connaissance de ces incidents?

- Quelles sont les origines et les raisons de ces nouvelles fuites d'huile?

- L'huile s'est-elle répandue dans les canalisations de Berchem et, le cas échéant, y a t-il un danger par évaporation de gaz?

- Plus généralement, j'aimerais savoir quelle pollution est à déplorer par ces fuites d'huile.

- Quelles mesures sont prises pour remédier dans les plus brefs délais à cette situation?

- Conformément au principe pollueur-payeur, qui devra régler les frais causés par cette pollution?

Réponse (31.10.2011) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite avoir des informations relatives à d'éventuelles fuites d'huile aux alentours de la station «Aire de Berchem».

En effet, en date du 27 août 2011, un incident s'est produit au niveau des déshuileurs d'installation de traitement des eaux de surface en provenance de l'aire de service. Cette situation irrégulière s'est produite suite au colmatage des filtres des déshuileurs par des particules fines alluvionnées par la pluie après un temps sec. Par conséquence, des traces d'hydrocarbure ont été constatées à la surface du ruisseau au lieudit Méckenheck. Cette situation est comparable avec celle décrite dans ma réponse à la question parlementaire n°0423 du 28 janvier 2010 *(cf. compte rendu n°10/2010-2011)*.

En outre et afin de déterminer le degré de pollution, l'Administration des Ponts et Chaussées a chargé un bureau de contrôle pour prendre des échantillons sur place. Les analyses des échantillons confirment qu'il n'y a pas eu de nouvelle pollution dans le fossé après l'incident du 27 août 2011.

Afin de réduire le risque de colmatage des filtres des déshuileurs, des travaux de modification et d'amélioration des installations ont été réalisés au cours des derniers mois. Par ailleurs, je peux vous informer que les nouvelles installations ont été mises en service définitivement pour le 21 octobre 2011 de sorte que l'on puisse présumer qu'une situation comparable ne se reproduira plus à l'avenir.

Enfin, il convient de souligner que l'État est le propriétaire des installations, et, pendant les travaux de modification, l'Administration des Ponts et Chaussées a repris la gestion de ces dernières. En appliquant le principe du pollueur-payeur, les frais causés par cette pollution seront donc à la charge de l'État.

Question 1639 (29.8.2011) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant la **détection d'une épidémie de la fièvre Q dans deux exploitations agricoles au Luxembourg:**

Dans un communiqué du 17 août 2011, l'Administration des Services vétérinaires a fait savoir que l'épidémie de la fièvre Q a été détectée dans deux exploitations agricoles au Luxembourg.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:

- Quelles sont les dispositions de précaution actuellement en vigueur?

- Quels sont les risques pour les moutons et les chèvres?

- Est-ce qu'il y a également un risque de contamination pour l'espèce bovine?

- Quelles sont les catégories d'animaux pour lesquelles une vaccination rentrerait en ligne de compte à Luxembourg?

- Est-ce que toutes les chèvres enregistrées au Grand-Duché de Luxembourg ont été vaccinées?

- La possibilité de vacciner les animaux domestiques existe-t-elle?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'il faudrait recommander à la population voisine des exploitations positives de garder les animaux domestiques autant que possible à l'intérieur des maisons?

- Est-ce que toutes les mesures de contrôle ont été prises afin de garantir la sécurité sanitaire de nos produits alimentaires?

- Comme la fièvre Q peut se transmettre à l'homme, est-ce qu'une campagne d'information a été lancée pour les exploitations caprines, les riverains des exploitations positives et le personnel des laboratoires et abattoirs?

- Est-ce qu'il existe des normes à respecter en ce qui concerne la distance entre les troupeaux des petits ruminants et les quartiers d'habitation?

- Existent-ils des conditions particulières pour la construction d'étables servant à abriter des chèvres?

- Est-ce que Monsieur le Ministre est disposé, ensemble avec le secteur agricole, à mettre sur pied à moyen terme un programme de prévention ainsi qu'une stratégie de précaution?

Réponse (26.9.2011) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

La fièvre Q est une maladie animale qui peut toucher pratiquement toutes les espèces du règne animal: animaux domestiques (chats, ovins, caprins, bovins), animaux sauvages (oiseaux, serpents, amphibiens) et les arthropodes (tiques). En outre il s'agit d'une zoonose, c'est à dire une maladie qui est potentiellement transmissible à l'homme. Alors que dans nos régions les animaux essentiellement atteints sont les petits ruminants (moutons, chèvres), dans d'autres endroits la maladie concerne surtout les bovins.

L'agent étiologique de la maladie est une bactérie, Coxiella burnetii, qui se transmet soit par voie directe (aérosol) soit par voie indirecte via les tiques. En général, la maladie est inapparente mais peut se manifester par une augmentation des avortements qui souvent est le seul signe clinique observé dans les troupeaux de chèvres ou moutons.

La surveillance des troupeaux peut se faire par recherche des anticorps (sérologie) ou par la recherche de l'agent pathogène (PCR). Cette dernière méthode est préférable puisqu'elle permet de faire des analyses de routine au niveau du lait de tank afin de détecter une contamination de l'exploitation.

L'Administration des Services vétérinaires préconise la vaccination uniquement pour les troupeaux testés positifs en prenant en compte les coûts de la vaccination et les éventuels effets indésirables de cette dernière (p. ex. diminution de la production de lait). Le programme de vaccination est établi pour l'exploitation concernée en étroite collaboration avec le vétérinaire traitant.

La vaccination des animaux domestiques n'est pas prévue de même qu'il n'existe aucun vaccin à destination humaine. Le risque de contamination pour les animaux domestiques est peu élevé et ne justifie pas une recommandation de maintenir les animaux à l'intérieur des habitations d'autant plus qu'une telle recommandation serait à l'encontre de la réglementation sur le bien-être animal.

En ce qui concerne la sécurité alimentaire, la transmission de l'agent pathogène par voie digestive peut être exclue. La transmission de la maladie se fait essentiellement par contact direct avec les animaux contaminés ou éventuellement par aérosol à partir de matières contaminées. Les mesures prescrites par l'Administration des Services vétérinaires au niveau des exploitations positives, comme la pasteurisation du lait avant sa mise sur le marché, servent à minimiser cette voie de transmission. La transmission indirecte entre animaux mais aussi des animaux vers l'homme peut se faire via les tiques, ces dernières étant d'ailleurs responsables pour la transmission d'autres maladies.

La fièvre Q est certes une zoonose mais ne constitue pas pour autant un problème majeur de santé publique comme l'ont montré les résultats d'analyses effectuées au niveau national. En conséquence, il n'est pas nécessaire de lancer une compagne d'information au niveau des personnes potentiellement à risque. Les personnes qui de part leur profession sont continuellement en contact avec des agents pathogènes sont informées sur les mesures d'hygiène qui s'imposent.

Au niveau réglementaire, il n'existe pas de normes concernant la distance entre les troupeaux des petits ruminants et les quartiers d'habitations mais il existe des recommandations qui divergent suivant les auteurs.

Les conditions pour la construction de bâtiments servant à abriter des chèvres sont les conditions générales reprises dans la réglementation concernant la protection des animaux dans les élevages mais ne sont pas spécifiques pour les chèvres.

L'Administration des Services vétérinaires continue à surveiller de près la situation en matière de santé animale et émet, le cas échéant, les recommandations appropriées pour les exploitations touchées par la maladie.

Question 1641 (1.9.2011) de **M. Claude Adam** *(déi gréng)* concernant l'**éventuelle infection massive du courrier électronique par des virus:**

Selon une étude récente (Symantec Intelligence Report: August 2011) de l'entreprise «Symantec» le Grand-Duché de Luxembourg serait après la Suède le pays dont le courrier électronique est le plus infecté par des virus (un e-mail sur 85,1).

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Est-ce que les Ministres peuvent confirmer les conclusions de l'étude en question?

- Dans l'affirmative, quelle en serait l'explication d'après le Gouvernement?

- Sachant qu'une infection massive du courrier électronique au Luxembourg par des virus pose un problème réel pour l'attractivité du site économique luxembourgeois, notamment à l'égard de la branche informatique, quelles mesures le Gouvernement entend-il adopter afin de pouvoir contrecarrer ce phénomène?

Question 1649 (1.9.2011) de **Mme Anne Brasseur** *(DP)* concernant l'**augmentation des e-mails infectés par un virus au Luxembourg:**

Selon une analyse récente de spécialistes de la sécurisation des systèmes informatiques, le nombre d'e-mails infectés par un virus aurait doublé au Luxembourg entre le mois de juillet et le mois d'août. Le Luxembourg occuperait ainsi, avec un courriel sur 85 infecté, la deuxième place au classement des pays les plus visés par de telles attaques.

Dans ce contexte, j'aimerais savoir:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer les faits relatés ci-dessus?

- Quelles sont les raisons de cette hausse considérable de courriels infectés au cours des dernières semaines?

- Des secteurs spécifiques comme le secteur public, le secteur informatique ou le secteur financier ont-ils été particulièrement visés au Luxembourg par ces attaques?

- Quelles sont les répercussions sur l'économie luxembourgeoise par de telles attaques, tout en sachant que les réseaux de communications électroniques constituent aujourd'hui l'échine de notre économie?

- La nouvelle unité CERT (Computer Emergency Response Team) dont la mission est la prévention et la réponse de cyberattaques, a-t-elle été saisie dans ce contexte?

Réponse commune (17.10.2011) de **M. François Biltgen,** *Ministre des Communications et des Médias*, de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*, et de **Mme Octavie Modert,** *Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative:*

Selon le «Symantec Intelligence Report: August 2011», au mois d'août de cette année, en moyenne un e-mail sur 85 (soit 1,2%) adressé à un client localisé au Luxembourg aurait été infecté par un malware. Le même rapport indique que la moyenne mondiale aurait été d'un e-mail infecté sur 203 envoyés, ce qui correspond à un taux d'infection de 0,49%.

Le rapport de Symantec laisse supposer que les clients de Symantec qui utilisent des noms de domaine luxembourgeois (.lu) auraient été la cible de ces attaques. Toutefois, les chiffres tels qu'avancés, devraient à notre sentiment être relativisés pour plusieurs raisons:

- Il échet de relever que Symantec n'a pas fourni les précisions nécessaires pour retracer de quelle manière a été effectuée la localisation géographique des incidents reportés.

- Il est dès lors probable que ces statistiques aient été élaborées sur base de paramètres qui ne permettent cependant pas de conclure que l'infrastructure ciblée soit dans tous les cas hébergée au Luxembourg.

- D'après les informations dont nous disposons, les chiffres émaneraient des solutions Cloud de Symantec et n'auraient donc qu'une représentativité limitée, étant donné que la société Symantec ne dispose que d'une part de marché d'environ 2,5% dans ce domaine.

- L'été est la période pendant laquelle il y a le plus d'activité de malware. D'abord parce qu'en août se tiennent les grandes conférences de sécurité comme la Defcon ou encore la BlackHat pendant lesquelles de nombreuses failles de sécurité sont publiées, failles qui sont peu après exploitées dans les nouvelles versions des codes malicieux. Ensuite, l'été est tout naturellement aussi la période où de nombreux touristes se connectent à leur e-mail ou encore à leur e-banking dans des cybercafés où les ordinateurs sont infestés de codes malicieux. En conclusion le ratio infections/non-infections tend naturellement à croître en été.

- En comparaison des chiffres avancés par Symantec, les statistiques qui ont été relevées par les trois CERT (Computer Emergency Response Team) luxembourgeois (le CERT gouvernemental, CIRCL et RESTENA-CSIRT) pour certaines grandes infrastructures e-mail situées au Luxembourg et donc plus représentatives dressent un tableau beaucoup moins alarmant:

- les serveurs mail gérés par le CTIE: 0.053% des 936.076 e-mails scannés en août 2011 étaient infectés (un vingtième du chiffre avancé par Symantec),

- les serveurs mail gérés par RESTENA: 0.041% des 1.123.227 e-mails scannés en août 2011 étaient infectés (en juin 2011: 0.012% et en juillet 2011: 0.0067%).

Il s'ensuit qu'il faut interpréter les chiffres publiés avec prudence sachant qu'il peut y avoir un certain nombre de sources d'incertitudes qui pourraient avoir une influence sur leur pertinence.

Le Luxembourg, comme les autres pays d'ailleurs, est une cible d'attaques dans le domaine des infrastructures informatiques.

Les infrastructures et réseaux de communication électroniques sont aujourd'hui le moteur principal de la croissance économique. Le Luxembourg étant un important centre financier international et un lieu attractif pour les entreprises actives dans le domaine des nouvelles technologies, la qualité et la sécurité des infrastructures de communication sont vitales pour le pays. Les réseaux de communication constituent également une infrastructure de base pour de nombreux autres secteurs et services et leur non-fonctionnement causerait d'importants dommages pour la population et l'économie.

Vu l'importance vitale du secteur, la protection des infrastructures de communication électroniques doit constituer une priorité pour notre pays.

Aujourd'hui, en cas d'incident sur les systèmes informatiques de l'État, les éléments ciblés sont isolés de l'attaquant avec comme objectif de rétablir le fonctionnement normal des services impactés. Il s'ensuit une analyse approfondie des sources et des impacts de l'incident. Les résultats de cette analyse serviront à l'amélioration des mesures de prévention, de détection et de réaction pour de futurs incidents.

Il y a lieu de noter qu'en corrélation avec les occurrences d'attaques qui vont en croissance, le Gouvernement n'a pas manqué dans le passé à intensifier ses efforts en matière de prévention auprès des acteurs économiques. Une attention particulière est portée au réseau gouvernemental dont la protection est assurée par des systèmes de détection et de prévention d'intrusions de pointe. De plus, il y a lieu de relever que les infrastructures gouvernementales sensibles sont régulièrement soumises à des audits aussi bien internes, qu'externes.

Force est de constater que sur le plan mondial les attaques perpétrées moyennant l'utilisation des réseaux informatiques se multiplient, que les actions malveillantes recensées récemment deviennent de plus en plus sophistiquées et que les cibles visées sont de plus en plus stratégiques. Aussi, sur initiative de Monsieur le Ministre des Communications et des Médias, le Gouvernement a-t-il décidé en juillet dernier de renforcer davantage la sécurité de nos infrastructures informatiques, que ce soit au niveau de la prévention ou de la capacité de riposte et de réaction. Dans ce contexte, il a décidé de créer:

- un Cyber Security Board, un comité fonctionnant sous l'autorité du Premier Ministre et composé de représentants des ministères concernés, avec pour mission la définition et l'élaboration d'une stratégie en matière de sécurité des systèmes d'information,

- un Computer Emergency Response Team (CERT) qui est rattaché aux services du Ministère d'État et qui est en charge de mettre en œuvre les mécanismes de prévention et les mesures de réponse à incidents pour autant que les systèmes d'information publics et les infrastructures critiques soient visés.

Signalons qu'il existe depuis plusieurs années déjà, deux autres structures, le CIRCL (Computer Incident Response Center Luxembourg) et le RESTENA-CSIRT (Computer Security Incident Response Team) dont chacune a comme mission principale de réagir au quotidien et de façon efficace à des incidents de sécurité dans leur domaine de responsabilité respectif. À l'avenir, ces trois structures poursuivront leur coopération, que ce soit au niveau de la collaboration dans le cadre de projets de recherche ou de l'échange d'informations qu'elles obtiendront sur les menaces et les vulnérabilités actuelles et émergentes.

Dans le même ordre d'idées, la coopération sur le plan national entre tous les acteurs concernés, privés et publics, ainsi que la coopération avec les autorités sur le plan européen et international sera intensifiée.

Question 1642 (1.9.2011) de **Mme Josée Lorsché** et **M. François Bausch** *(déi gréng)* concernant la **différence de prix du tabac en France et au Luxembourg:**

Selon les informations diffusées par la presse, les taxes du tabac vont être augmentées en France respectivement de 6% en octobre de cette année et de 6% en l'année 2012, ceci dans le cadre des mesures de rééquilibrage des finances publiques. L'écart de prix entre un paquet en France et au Luxembourg sera dès lors de 30% (6,50 € contre 4,50 €) et risque en conséquence d'augmenter encore le «tourisme du tabac» vers le Luxembourg.

D'après les estimations d'un représentant des vendeurs de tabacs, la zone d'attraction va passer de 50 km au-delà de 80 km, sachant que déjà à l'heure actuelle des habitants de Nancy font régulièrement le trajet au Luxembourg pour s'approvisionner en tabac.

Au-delà de l'impact négatif provoqué par le différentiel de prix élevé sur le plan de rigueur budgétaire français, le Luxembourg doit se poser la question de l'impact de ce différentiel de prix sur l'état de la santé publique.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre des Finances:

1. Y a-t-il des estimations quant aux rentrées fiscales issues de la vente au Luxembourg de tabac aux non-résidents? Si oui, à quel montant s'élèvent ces rentrées? Si non, est-ce qu'il ne faudrait pas y remédier le plus rapidement possible?

2. Le Gouvernement compte-t-il réagir au mouvement de hausse des prix du tabac amorcé par la France ou bien poursuit-il cette politique contradictoire qui, d'un côté et à juste titre, s'efforce de renforcer la lutte antitabac au Luxembourg, mais qui de l'autre supporte la vente massive de tabac aux résidents des pays limitrophes par un différentiel de taxe élevé?

Réponse (10.10.2011) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

L'Administration des Douanes et Accises ne dispose pas de chiffres exacts concernant les produits de tabac vendus aux non-résidents mais se base sur les chiffres fournis par le secteur. Ainsi, le taux des cigarettes vendues aux non-résidents se situe entre 85-90%.

En admettant un taux de 85% on peut estimer que la vente aux non-résidents représente environ 400 millions d'euros en recettes accises hors TVA.

Depuis l'entrée en vigueur du marché intérieur, le Grand-Duché a poursuivi une politique fiscale accisienne modérée tout en respectant les minima communautaires.

La charge fiscale totale sur les cigarettes (TVA incluse) s'élève actuellement pour un paquet Maryland au prix de 5,00 € à un pourcentage de 69,33% ce qui représente 3,466 € par paquet.

Les prix de vente d'un paquet de 20 cigarettes Marlboro se situent dans un contexte international comme suit:

LU:	4,40 €	BE:	5,00 €
DE:	5,15 €	FR:	5,90 €
IT:	4,90 €	ES:	4,25 €
PT:	4,00 €	NL:	5,50 €

Quant au différentiel qui existe entre le Grand-Duché et les pays limitrophes, celui-ci se chiffre pour ce même paquet à -34% avec la France, -17% avec l'Allemagne et -13,5% avec la Belgique.

À titre complémentaire ci-après les différentiels qui existent avec les pays limitrophes à la France: à la frontière France-Belgique le différentiel est de -18% en faveur de la Belgique, à la frontière France-Allemagne le différentiel est de -14,5% en faveur de l'Allemagne, à la frontière France-Italie le différentiel est de -20,4% en faveur de l'Italie et finalement à la frontière espagnole le différentiel est de -38,8% en faveur de l'Espagne (base septembre 2011).

Aussi faut-il souligner que suivant les estimations de l'Administration des Douanes et Accises, les 85% de ventes aux non-résidents sont en majeure partie des ventes à des frontaliers qui se rendent de toute façon quotidiennement au Luxembourg et à des camionneurs en transit.

Force est de constater que le marché intérieur permet depuis 1993 à ses résidents de s'approvisionner en toutes marchandises sans restrictions aucune à l'intérieur de l'Union européenne, sous condition que certains produits (notamment les boissons alcooliques et produits de tabac) soient destinés pour le besoin personnel de l'acheteur et qu'ils soient transportés par lui-même.

À titre complémentaire il ne faut pas oublier que pour les accises frappant le tabac à rouler des cigarettes, la situation est pareille et que d'ici à 2013 l'accise minimale doit augmenter des 40% actuels à 43% du prix de vente.

Il est évident que, d'ici 2013 respectivement 2014, suite aux dispositions communautaires, le Grand-Duché connaîtra inévitablement des augmentations des prix de vente des produits de tabac. Ces augmentations réduiront automatiquement les différentiels avec les pays limitrophes, ceux-ci n'ayant pas besoin d'un relèvement aussi sensible que le Grand-Duché, notamment en ce qui concerne les cigarettes. En effet, nos trois pays voisins se retrouvent déjà aujourd'hui proche ou au-dessus des 60%, pourcentage que le Luxembourg doit atteindre en 2014 (BE 59,45%, DE 60,65%, FR 64,25).

Question 1645 (2.9.2011) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant le **masterplan Livange:**

Lors de la présentation publique du masterplan Livange les bureaux d'études n'ont pas formulé d'objections spécifiques quant aux aspects concernant les inondations sur le site «Im Weyer» où est prévue l'implantation d'un centre commercial et d'un terrain de football.

Or, dans un arrêté ministériel du 23 mars 1990 le Ministre de l'Intérieur précise que le site en question est régulièrement inondé et que, par conséquent, il ne se prêtait pas à l'implantation d'un établissement quelconque.

Dans un arrêté du 26 janvier 1991 le Ministre de l'Environnement fait état de la directive européenne 409/79 et constate que plusieurs espèces de l'avifaune européenne figurant à l'annexe I de la directive en question ont été identifiées sur le site en question et le Ministre précise que la destruction de ce milieu humide serait contraire aux dispositions de la directive prémentionnée.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

- Dans quelle mesure le Ministre de l'Intérieur et l'Administration de la Gestion de l'Eau ont été impliqués dans les études du masterplan Livange?

- Est-ce que toutes les études nécessaires concernant les aspects des inondations et des zones humides ont été effectuées conformément aux différentes directives européennes?

- Pour quelles raisons les avis et conclusions des autorités compétentes datant des années 1990 et 1991 ne sont plus maintenus et respectés?

Considérant les avis pertinents établis à l'époque par les experts des différentes administrations publiques:

- Pourquoi le site en question n'a pas été repris sur la carte des zones inondables du Grand-Duché?

- Pour quelles raisons la commune de Roeser ne figure pas dans le plan d'aménagement partiel «zones inondables et zones de rétention»?

Réponse (10.10.2011) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

La question parlementaire de l'honorable Député Eugène Berger a pour objet les aspects relatifs à la gestion des risques d'inondation dans le contexte du masterplan de Livange.

D'emblée il y a lieu de noter que les projets de cartes des zones inondables et des cartes des risques d'inondation pour lesquelles la consultation du public et des communes est venue à échéance en avril 2011 conformément aux dispositions de la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau et de la directive 2007/60/CE ne reprend que 15 cours d'eau. Le choix de ces cours d'eau a été fait en tenant compte de l'envergure de la surface du bassin tributaire, ainsi que d'une évaluation préliminaire des risques d'inondation concernant les conséquences négatives potentielles pour les personnes, les biens et l'environnement.

Dans une phase transitoire avant l'entrée en vigueur de la nouvelle cartographie précitée par le biais de règlements grand-ducaux, les zones inondables sur les cours d'eau de l'Alzette, de l'Attert et de la Sûre inférieure restent régies par les dispositions de la cartographie établie sous le régime de la législation en matière d'aménagement du territoire pour lesquelles des plans d'aménagement partiels «zones inondables et zones de rétention» ont été déclarées obligatoire soit par voie de règlements grand-ducaux soit par une réglementation reprise au niveau du plan d'aménagement général (PAG). Il y a lieu de noter que pour la commune de Roeser une réglementation précise concernant les zones inondables et les zones de rétention n'est pas existante.

Le Bibeschbaach, dont le bassin versant ne représente qu'une superficie de 10,7 km², ne fait ni partie de l'ancienne ni de la nouvelle cartographie. Ainsi, d'après la carte des zones inondables (cf. eau géoportail.lu), le lieu-dit: «Im Weyer», prévu pour recevoir le centre commercial avec terrain de football à Livange, ne se trouve pas dans la zone inondable de l'Alzette. Par contre, la photo aérienne qui a été réalisée lors de la crue exceptionnelle de l'Alzette le 23 janvier 1995 montre que des eaux stagnantes se présentaient sur le site en question, provenant du Bibeschbaach. En effet, vu la capacité d'évacuation réduite des ouvrages hydrauliques près de la route nationale N31, les eaux de crue du cours d'eau débordaient du lit d'écoulement, par effet de refoulement.

L'Administration de la Gestion de l'Eau a participé à plusieurs réunions entre les différentes parties concernées par le projet en question qui ont eu lieu au cours des années 2009 et 2010. Lors de ces réunions, les promoteurs du projet ont été informés qu'une autorisation sur base de la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau est requise. Cette autorisation établira les conditions concernant l'aménagement du lit d'écoulement du Bibeschbaach, la compensation du volume de rétention dudit cours d'eau au cas où celui-ci serait supprimé suite aux travaux d'aménagement et l'assainissement du site en système séparatif avec écrêtement des eaux de ruissellement générées par les surfaces imperméabilisées. Jusqu'à ce jour, l'Administration de la Gestion de l'Eau n'a pas encore été saisie d'une demande d'autorisation de la part des promoteurs.

Question 1646 (2.9.2011) de **M. Félix Braz** *(déi gréng)* concernant la **position du Gouvernement par rapport aux prisonniers innocentés de Guantánamo:**

Une dépêche diplomatique datée du 22 octobre 2009 rendue publique par la plate-forme WikiLeaks qui a été établie par l'ambassade des États-Unis au Luxembourg suite à la visite au Luxembourg de Mme Albright, ancienne Ministre des Affaires étrangères des États-Unis, fait état d'une déclaration du Premier Ministre Jean-Claude Juncker rappelant la position de son parti, à savoir le refus d'accueillir un prisonnier de Guantánamo dont l'innocence aurait été démontrée, position en contradiction complète avec celle défendue par Monsieur le Ministre des Affaires étrangères au nom du Gouvernement luxembourgeois. Par contre, le Luxembourg serait disposé à aider financièrement des pays disposés à accueillir des prisonniers de Guantánamo et mettrait à disposition l'Aéroport de Findel pour les déplacements à condition que cette coopération ne soit pas rendue publique.

(voir: http://www.wikileaks.org/cable/2009/10/09LUXEMBOURG302.html)

Dans la dépêche en question, cette position est commentée positivement étant donné que par le passé la position du Luxembourg aurait été encore plus négative.

Pourtant, au Luxembourg et à l'étranger, le Gouvernement a toujours affiché une disponibilité pour accueillir un prisonnier innocenté de Guantánamo.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État et à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères:

1. Est-il vrai que le Premier Ministre et/ou le Gouvernement étaient d'accord pour que des opérations secrètes de transfert de détenus de Guantánamo aient lieu via l'Aéroport de Findel?

2. Est-ce que l'Aéroport de Findel a finalement servi au transfert de prisonniers de Guantánamo? Vers quelles destinations?

3. Quelle était la véritable position du Gouvernement luxembourgeois en automne 2009 - je ne me réfère pas à telle ou telle position de l'un ou l'autre parti de la coalition - quant à l'accueil de réfugiés de Guantánamo?

4. Quelle est sa position aujourd'hui? Pourquoi, le cas échéant, a-t-elle changé?

Réponse commune (28.9.2011) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État*, et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères:*

La dépêche à laquelle se réfère Monsieur le Député Braz, divulguée sur Internet par WikiLeaks, n'engage que ses auteurs.

1. Le Gouvernement a été et reste d'avis qu'il faut soutenir les efforts de l'administration américaine du Président Obama pour fermer le centre de détention de Guantánamo. Dans le cadre des discussions avec l'administration américaine concernant ledit soutien, le Gouvernement luxembourgeois avait proposé la mise à disposition de l'Aéroport de Findel à des fins exclusives de ravitaillement d'avions servant de moyen de transfert de détenus en provenance de Guantánamo vers leurs pays d'origine respectifs, afin de procéder à leur libération. Le degré de publicité d'un tel transfert aurait dû, le cas échéant, être apprécié au cas par cas par les autorités compétentes en matière de sécurité, en prenant en compte notamment la nécessité d'assurer la sécurité des personnes concernées.

En aucun cas, le recours à des infrastructures luxembourgeoises à des fins de transfert de détenus vers le centre de détention de Guantánamo n'a été autorisé.

2. À la connaissance du Gouvernement, l'Aéroport de Findel n'a pas servi au transfert de détenus de Guantánamo.

3. En référence à la réponse donnée sous (1), le Gouvernement confirme que sa position en automne 2009 a été d'être disponible pour soutenir les efforts des autorités américaines pour fermer le centre de détention de Guantánamo. Des pourparlers avec l'administration américaine étaient alors en cours pour explorer les différentes options selon lesquelles ledit soutien aurait pu se matérialiser. L'accueil de réfugiés de Guantánamo, une option posant de nombreuses questions d'ordres juridique, administratif et sécuritaire, fit partie des options discutées avec la partie américaine. Dans ce contexte, il est également fait référence aux réponses fournies aux questions parlementaires n°3021 du 10 décembre 2008 *(cf. compte rendu n°7/2008-2009)*, n°3097 du 25 janvier 2009 *(cf. compte rendu n°8/2010-2011)*, n°19 du 31 juillet 2009 *(cf. compte rendu n°1/2009-2010)* et n°827 du 5 août 2010 *(cf. compte rendu n°17/2009-2010)*.

4. La position du Gouvernement, précisée ci-dessus, reste inchangée. Notons encore que le Gouvernement n'est actuellement pas engagé dans des pourparlers avec l'administration américaine à ce sujet.

Question 1654 (12.9.2011) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant la **distribution et administration de médicaments dans le cadre des soins à domicile:**

In einem vor knapp einem Jahr im Rahmen einer TV-Sendung ausgestrahlten Beitrag wurde offensichtlich, dass die Verteilung und Vergabe von Medikamenten in der häuslichen Pflege nicht als Maßnahme der aktuellen „Nomenclature des actes et services des infirmiers pris en charge par l'assurance maladie" vorgesehen ist. In diesem Beitrag wurde darauf hingewiesen, dass die Gremien, die diese Aufnahme in die „Nomenclature" bestimmen, eben diese Maßnahme nicht als Dienstleistung des Katalogs zurückbehielten.

In der häuslichen Pflege, die von den Pflegediensten angeboten wird, wird diese Maßnahme oft angefordert und ausgeführt. Die Antragsteller zahlen einen bestimmten Tarif für die Stellung der sogenannten Medikamentenschachtel (Pillbox) oder auch für die Medikamentenvergabe unter Aufsicht.

Fragen:

1) Wie legal ist diese Maßnahme mit Bezug auf den Umstand, dass sie nicht Teil des aktuellen validierten Katalogs der „Caisse Nationale de Santé" ist?

2) Sind die Pflegefachkräfte, die diese Maßnahmen umsetzen, rechtlich abgesichert?

3) Wie sieht die aktuelle rechtliche Rahmengesetzgebung für die Umsetzung dieser Maßnahmen (Medikamentenvorbereitung, Medikamentenvergabe) aus?

4) Gibt es Jurisprudenzen, in denen aufgrund von Vorkommnissen Aspekte dieser Maßnahmen vor Gericht verhandelt wurden?

5) Muss die Medikamentenvorbereitung und Medikamentenvergabe durch eine rechtsgültige „Ordonnance médicale" abgedeckt werden?

6) Wenn ja, in welcher Form muss sie dann abgedeckt werden und wie lange ist diese „Ordonnance médicale" dann rechtsgültig?

7) Welche Qualifikationen muss eine Pflegekraft aufweisen, um die Medikamentenvorbereitung respektive Medikamentenvergabe vorzunehmen?

8) Welche Kontrollmaßnahmen müssen eingehalten werden (z. B. doppelte Kontrolle der vorbereiteten Medikation)? Muss dieselbe Person, die die Medikamente vorbereitet hat, sie auch verabreichen?

9) Können Familienmitglieder diese Aufgabe übernehmen? Wie weit gehen die Verantwortlichkeiten?

Réponse (14.10.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Die Verteilung und die Verabreichung von Medikamenten ist sowohl Bestandteil des Berufsbildes des Apothekers als auch des Krankenpflegers. Die Ausgabe von Medikamenten im nicht stationären Bereich obliegt den Apothekern, die Verabreichung von pharmazeutischen Behandlungen fällt in den Kompetenzbereich der Krankenpfleger.

Das großherzogliche Reglement vom 21. Januar 1998 über die Ausübung des Krankenpflegerberufs zählt im Anhang die Zuständigkeiten des Krankenpflegers auf. Unter Punkt 2.1.3. „Soins et actes techniques relevant du traitement médical" steht unter anderem:

„préparation en vue de leur administration, reconstitution et administration de substances médicamenteuses suivant prescription (…)".

Der Text beinhaltet jedoch keine weiterführenden Erklärungen über die Natur der „préparation". Man muss allerdings der Vollständigkeit halber sagen, dass diese Zuständigkeit unter dem Titel 2 „Soins et actes techniques que l'infirmier doit réaliser sur prescription médicale" zu finden ist. Alle in dieser Rubrik aufgeführten Akte unterliegen einer streng definierten, ärztlichen Verschreibungspflicht:

„2) Soins et actes techniques que l'infirmier réalise sur prescription médicale

Pour pouvoir être administrés, ces médications, soins et actes techniques doivent être précédés d'une prescription médicale compréhensiblement écrite. Une telle prescription doit nécessairement comprendre:

1) les éléments quantitatifs et qualitatifs indispensables à la précision des médications, soins ou actes techniques,

2) les dates du début et de la fin des médications, soins ou actes techniques,

3) la date, les coordonnées et la signature du médecin prescripteur.

À titre exceptionnel, une prescription médicale peut être adaptée par ordre médical à distance.

Hormis le cas d'urgence, dûment consigné comme tel au dossier du bénéficiaire et où l'infirmier agira comme décrit sous 2.3. ci-après, la prescription ainsi modifiée devient exécutable dès réception de la confirmation écrite, transmise notamment par voie de télécommunication. (…)."

Zurzeit geschieht das Auffüllen der „Pillbox" durch Krankenpfleger und sogar durch Hilfspflegekräfte gegen Bezahlung eines nicht von der Gesundheitskasse übernommenen Betrags.

Die Probleme hinsichtlich der beruflichen Qualifikationen, der Kontrolle und der Verantwortlichkeiten haben bis jetzt verhindert, dass eine diesbezügliche Position in die Nomenklatur der Krankenpfleger aufgenommen wurde.

Question 1655 (2.9.2011) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant le **libre choix de l'entreprise de transports en ambulance et taxi:**

Laut Artikel 137 vun de Statute vun der Krankeversécherung huet de Patient ënner anerem d'fräi Wiel vu senger Taxisentreprise am Fall vun Ambulanz- oder Taxifahrten, déi vun der Krankekeess remboursériert ginn. Dës fräi Wiel vun enger Taxisentreprise ass dëst Joer ënner anerem am Norden net méi ginn, well eng Taxisentreprise vum Dokter selwer engagéiert gëtt. Dëst verstéisst géint d'Regele vun der Krankekeess.

Dëst eesäitegt Begënschtege bréngt eng ganz Rei vun Taxi- an Ambulanzservicer am Norde vum Land a finanziell Schwieregkeeten, hate si dach hir Servicer zënter der Konventioun aus dem Joer 2001 op de Besoin vun hirer Clientèle ausgebaut. Elo komme verschidden Entreprisen an Existenzschwieregkeeten.

An dësem Kontext géif ech gären dës Froen un de Gesondheetsminister riichten:

1) Ass dem Här Minister dësen Tatbestand bekannt, well ëmmerhin eng Taxisentreprise an dësem Kontext ee Bréif un d'Direktioun vun der CNS geriicht huet, dee bis haut onbeäntwert bliwwen ass?

2) Wat gedenkt den Här Minister an dëser Saach ze ënnerhuelen?

Réponse (14.10.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Wéi den honorabelen Deputéierten et scho selwer bemierkt huet a senger Ufro u mech, ass de fräie Choix vun engem Prestataire ee vun de Prinzipien, déi souwuel statutaresch wéi och an de Konventiounen tëschent der Gesondheetskeess an deenen eenzelne Gruppementer vu Prestatairë festgeschriwwe sinn.

Wann d'Gesondheetskeess iwwerzeegend Bewäiser huet, dass e Prestataire sech Onregelméissegkeete par rapport zu der fräier Wiel vum Patient, fir sech e Prestataire erauszewielen, erlaabt, dann intervenéiert se.

Wat dee vum Deputéierte Colombera ugeschwatene Fall ugeet, huet d'Gesondheetskeess den 20. Juni 2011 eng Plainte vun engem Gérant vun engem Taxisbetrib erakritt, laut där en net mam Numm genannten Dokter vum Centre Hospitalier du Nord, laut den Aussoe vun engem vu senge Patienten, selwer de regelméissegen Transport vu senge Patienten an de Centre Baclesse géif organiséieren. D'Gesondheetskeess huet du versicht, iwwert de Centre Baclesse méi Informatiounen iwwert de mëssleche Fall ze kréien, an huet bei där Geleeënheet och un de Prinzip vun der fräier Wiel vum Patient erënnert.

Ech sinn der Meenung, dass d'Gesondheetskeess an deem Fall alles ënnerholl huet, wat méiglech an noutwendeg war. Wann den honorabelen Deputéierten awer sollt iwwer zousätzlech Detailer verfügen, da sollt e mir déi zoukomme loossen.

Question 1656 (3.9.2011) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant la **réorganisation de la distribution du courrier:**

Mit der Reorganisation des Postwesens hat sich viel in der Austeilung von Briefen, Werbung, Zeitungen und Paketen geändert. Hierfür sind verschiedene Firmen zuständig und die Kundschaft ist nicht immer zufrieden mit der gebotenen Leistung. So haben sich mehrmals in den Postämtern Personen beklagt, dass die Zulieferungsfirma für Pakete wegen Zeitmangels ihrer Aufgabe nicht immer gerecht wird. Der Zusteller hinterlässt ohne an der Tür zu klingeln ein Formular im Briefkasten mit der Aufforderung, das Paket im regionalen Postamt abzuholen, was natürlich mit Zeitaufwand und Verspätung der Dienstleistung für die Kunden verbunden ist und Zusatzarbeit für die Beamten in den Postämtern bedeutet.

Fragen:

1) Wurden dem Minister Reklamationen in dieser Problematik vorgetragen?

2) Wie sind die ersten Resultate der Testphase im Bezug auf die Umschichtung des Postwesens?

3) Wie gedenkt der Minister diese Unannehmlichkeiten aus dem Weg zu schaffen?

Réponse (14.10.2011) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

La distribution des colis est, depuis des années déjà, assurée pour une partie du pays par une filiale de l'Entreprise des Postes et Télécommunications (EPT). Dans le cadre des récentes réorganisations de la distribution postale, et notamment dans un souci de soulager les facteurs dans leurs tournées de distribution pour ce qui est des envois encombrants que sont les colis, cette même filiale assure maintenant la distribution des colis sur l'entièreté du territoire luxembourgeois.

Par ailleurs, il semble utile de préciser que rien n'a changé en ce qui concerne la procédure de remise des colis dans le cas où le destinataire ne se trouve pas à son domicile au moment de la livraison. En effet, la pratique consistant à informer le destinataire par voie d'un formulaire l'invitant à récupérer son colis dans un bureau de poste de sa région existe telle quelle depuis des décennies.

Quant aux questions soulevées, plusieurs remarques sont à formuler.

1) Je n'ai pas connaissance de réclamations fondamentales quant à la qualité de distribution des colis, que ce soit en relation à leur distribution par une filiale de l'EPT ou à la procédure de notification des destinataires et de la récupération des colis par ces derniers. L'EPT a cependant constaté qu'un certain nombre de colis a été avisé par erreur à un guichet de postes, alors que le destinataire était bel et bien présent et en aurait pu directement prendre réception. Or, une telle pratique n'est manifestement ni prévue, ni tolérée par les procédures internes de l'EPT. Les porteurs concernés sont par conséquent avertis et sensibilisés davantage sur cet aspect particulièrement important en termes de service aux clients.

2) Comme la question de l'honorable Député concerne les colis, je comprends que les questions 2 et 3 rentrent également dans ce contexte. La reprise susmentionnée de la distribution de l'intégralité des colis par une filiale de l'EPT date déjà de juillet 2011. Grâce à un encadrement et une préparation adéquate, et mise à part une phase de rodage relativement courte, ce système a rapidement atteint un très bon niveau de qualité et fonctionne maintenant à la pleine satisfaction des clients, qu'ils soient expéditeurs ou destinataires des courriers.

3) Comme les changements susmentionnés dans la distribution des colis n'ont pas donné

lieu à des difficultés significatives, seuls quelques peaufinages et interventions mineurs sont encore en cours afin d'atteindre un niveau de qualité maximal.

Question 1658 (3.9.2011) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant l'**utilisation du nom de jeune fille des patientes dans le milieu hospitalier:**

Sieht man sich die derzeitige Situation der offiziellen, in der Öffentlichkeit getragenen Namen an, so kann man feststellen, dass es eine uneinheitliche Praxis gibt.

Nehmen wir z. B. „Marie Müller" mit sogenanntem Mädchennamen, verheiratet mit „Pierre Schmit". Sie nimmt bei der Eheschließung den Familiennamen ihres Mannes an und nennt sich von nun an „Madame Schmit-Müller". Diese Frau will in der Öffentlichkeit demnach normalerweise als „Madame Schmit" angeredet werden. Sie praktiziert ihre Identifikation dann auch in diesem Sinne.

Kommt dieselbe Person nun in gewisse Kliniken unseres Gesundheitswesen, wird der von derselben Person gewählte Familienname, also „Madame Marie Schmit" in „Madame Marie Müller" abgewandelt, also ein Rückgriff auf den initialen Mädchennamen. Dies kommt daher, dass gewisse Kliniken aus „Marie Schmit née Müller" eine „Marie Müller épouse Schmit" machen.

Ruft nun der Familienarzt in der Klinik bezüglich dieser „Madame Schmit" (in der Klinik alias „Madame Müller") an, um über klinische Fragen Austausch zu halten, kann es gut sein, dass es zu mehrstufigen Verifikationsmaßnahmen kommt, um sicherzustellen, dass es sich um ein und dieselbe Person handelt.

Fragen:

1) Auf welcher regulatorischen Grundlage werden die Namen für Frauen, die in einer Klinik unseres Landes hospitalisiert werden, geführt?

2) In welcher Standard-Auslegung werden die Namen von Frauen in den Akten geführt?

3) Ist diese Standard-Auslegung verpflichtend für jede Klinik unseres Gesundheitswesens?

4) Wenn eine Frau angibt, auf den Familiennamen ihres Ehemannes zu hören, muss dann das betreuende Personal in einer Struktur unseres Gesundheitswesens auf diesen Wunsch eingehen?

5) Wer übernimmt die Verantwortung für etwaige Verwechslungen bei eigenwilligen und vermeintlich eigenmächtigen Vorgehensweisen bei der Benutzung von Familien- oder Mädchennamen bei hospitalisierten Frauen?

6) Gibt es eine Aufstellung der Kliniken, die den sogenannten Mädchennamen als Rufnamen im Kommunikations- und Dokumentationsgeschehen während des Klinikaufenthalts verwenden?

7) Denkt der Minister nicht auch, dass die Kliniken gut daran täten, im Sinne der Patientensicherheit, die im öffentlichen Leben geführten Namen zu verwenden, anstatt den Patienten realitätsferne Praktiken bei der Namensführung während der Kliniksaufenthalte aufzuzwingen?

8) Denkt der Minister nicht auch, dass es aufgrund der stetigen Informatisierung der Unterlagen im Klinikwesen eine gemeinsame Vorgehensweise für Personennamen geben müsste und ein einheitlicher nationaler Standard eingehalten werden müsste?

9) Gibt es bereits heute diesen einheitlichen nationalen Standard, und wenn ja, wo ist dieser hinterlegt?

Réponse (14.10.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Das Gesetz vom 6. Fructidor des Jahres II (23. August 1794) besagt in Artikel 1 dass:

„aucun citoyen ne peut porter de nom ni de prénom autre que ceux exprimés dans son acte de naissance."

Durch die Ehe erwirbt jeder Ehegatte das Recht, den Familiennamen des anderen Ehegatten zu benutzen. Die luxemburgische Tradition, dass verheiratete Frauen in Luxemburg ausschließlich oder zusätzlich den Namen ihres Ehegatten benutzen, basiert dementsprechend auf einer hohen Toleranzschwelle, die jeder legalen Basis entbehrt.

Weder die Gesundheitskasse noch die Krankenkassenunion hat jemals auf vertraglichem Wege versucht, den Versicherten eine wie auch immer geartete Benutzung des Familiennamens aufzudrängen oder gar vorzuschreiben. Das Projekt des großherzoglichen Reglements betreffend die Einführung einer Modellpatientenakte sieht diesbezüglich drei Rubriken vor: Name, Name des Ehegatten und Vorname.

Was die Gefahr der Verwechslung für den Patienten auf Grund der Benutzung der verschiedenen Namen angeht, stelle ich mir die Frage, ob zusätzliche Angaben betreffend die Benutzung des Familiennamens der verheirateten Frauen tatsächlich die Sicherheit des Patienten erhöhen. Die Kontrolle der Matrikelnummer scheint mir in diesem Zusammenhang viel effizienter zu sein.

Question 1662 (20.9.2011) de **M. Claude Adam** *(déi gréng)* concernant l'**exclusion du «Parti Pirate» de la Foire de l'Étudiant:**

Le 10 et le 11 novembre le Centre de Documentation et d'Information sur l'Enseignement Supérieur (CEDIES) tiendra la 25e Foire de l'Étudiant. Traditionnellement le CEDIES admet des partis politiques comme exposants à cette foire. Néanmoins, selon les dires du «Parti Pirate» du Luxembourg, depuis deux années, la demande de celui-ci à participer à la Foire de l'Étudiant aurait été refusée au motif que «le CEDIES n'admet comme exposants à la Foire de l'Étudiant que des partis ou groupements politiques représentés à la Chambre des Députés» (communication e-mail CEDIES du 23 août 2011). La demande auprès du CEDIES du 25 août par les responsables du «Parti Pirate» de présenter le règlement prévoyant un tel choix des exposants n'aurait pas eu de réponse.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Est-ce qu'un règlement existe qui prévoit que seuls les partis politiques présents à la Chambre des Députés peuvent participer comme exposants à la Foire de l'Étudiant?

- En l'absence d'un tel règlement, sur quelle autorité se base la décision du CEDIES de refuser la demande du «Parti Pirate»?

- Au cas où un tel règlement ou directive de la part du CEDIES ou du Ministère existe, comment expliquez-vous la participation d'organisations politiques autonomes non représentées dans la Chambre des Députés (comme p. ex. «déi jonk gréng», «Jeunesses Socialistes Luxembourgeoises» ou «Adrenalin»)?

- Monsieur le Ministre, juge-t-il opportun pour la culture démocratique au Luxembourg d'exclure un seul parti politique d'un tel événement?

Réponse (13.10.2011) de **M. François Biltgen,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

J'ai l'honneur d'apporter les éléments de réponse suivants à la question parlementaire de l'honorable Député Claude Adam relative à la participation de la «Piratepartei» à la Foire de l'Étudiant 2011.

La Foire de l'Étudiant, organisée annuellement par le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche/CEDIES, a pour objectifs de présenter aux élèves des classes terminales des lycées et des lycées techniques un large éventail d'institutions d'enseignement supérieur internationales ainsi qu'une palette d'acteurs du monde du travail. Le choix des exposants est opéré en fonction de ces deux objectifs.

Depuis un certain nombre d'années, les sections de la jeunesse des partis politiques luxembourgeois participent à la Foire de l'Étudiant. Ces sections de la jeunesse sont toutes membres de la Confédération générale de la Jeunesse luxembourgeoise et en tant que telles elles concourent à la sensibilisation et à la formation politiques des jeunes.

La «Piratepartei» ne dispose pas d'une telle section de la jeunesse, membre de la Confédération générale de la Jeunesse luxembourgeoise, de sorte que, pour l'édition 2011 de la Foire de l'Étudiant, une participation de la «Piratepartei» n'est pas possible.

Ceci étant, je suis d'avis que la question soulevée par l'honorable Député mérite une réflexion approfondie; à cet effet, je vais discuter avec la Confédération générale de la Jeunesse luxembourgeoise de la participation des sections de la jeunesse des partis politiques à la Foire de l'Étudiant.

Question 1664 (21.9.2011) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant le **recouvrement de la nationalité luxembourgeoise:**

La loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise prévoit dans son article 29 que «le descendant en ligne directe paternelle ou maternelle, même né à l'étranger, d'un aïeul Luxembourgeois à la date du premier janvier mil neuf cent et que celui-ci respectivement l'un de ses descendants a perdu la nationalité luxembourgeoise sur base des dispositions légales antérieures, peut recouvrer la nationalité luxembourgeoise par une déclaration à faire dans les dix ans qui suivent l'entrée en vigueur de la présente loi».

Il semble qu'un certain nombre d'étrangers obtiennent ou veulent obtenir ainsi la nationalité luxembourgeoise. Étant Luxembourgeois, ces personnes acquièrent aussi le droit de vote.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Quel est à l'heure actuelle le nombre de recouvrements accordés ainsi que celui des refus? D'où viennent ces nouveaux Luxembourgeois?

- Puisque ces personnes obtiennent par la nationalité le droit de vote à toutes les élections, Monsieur le Ministre de l'Intérieur peut-il me dire quelle est la procédure appliquée à l'égard de ces Luxembourgeois dont la plupart continuent sans doute de vivre à l'étranger (inscription sur les listes électorales, participation au scrutin)?

- Finalement, Messieurs les Ministres ne pensent-ils pas qu'il y a un problème de logique à accorder la nationalité luxembourgeoise et donc le droit de vote à des personnes parties depuis longtemps et souvent sans lien avec le pays et à continuer à demander des conditions de résidence pour obtenir le droit de vote à des résidents étrangers vivant depuis longtemps au Luxembourg?

Réponse commune (25.10.2011) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Justice,* et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

1. Sur base de l'article 29 de la loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise, le Ministre de la Justice a accordé le recouvrement de la nationalité luxembourgeoise en 2009 à 22 demandeurs et en 2010 à 80 demandeurs. Pendant la période du 1er janvier au 30 septembre 2011, 136 demandes ont été accordées. Le Ministre de la Justice n'a rendu aucune décision de refus de recouvrement pendant la période du 1er janvier 2009 au 30 septembre 2011.

En 2009 et 2010, le nombre des dossiers est relativement faible. Ce n'est qu'au cours du premier trimestre 2011 que l'engouement pour la procédure dite «recouvrement 1900» a réellement commencé. Il est rappelé que cette procédure a fait l'objet d'une large médiatisation dans nos pays voisins, et surtout en Belgique.

Pendant la période du 1er janvier au 30 septembre 2011, le Ministère de la Justice a été saisi d'environ 2.500 demandes de «recouvrement 1900». Les demandeurs sont dans une très large mesure des ressortissants belges.

2. En estimant que les personnes concernées obtiendraient «par la nationalité le droit de vote à toutes les élections», l'honorable Député semble confondre le droit de vote au niveau national et le droit de vote au niveau communal.

D'autre part, l'honorable Député semble s'inquiéter du fait que le droit de vote serait accordé «à des personnes parties depuis longtemps et souvent sans lien avec le pays». Or, la procédure du «recouvrement 1900» est également introduite par des personnes qui ont leur résidence au Grand-Duché. En outre, de nombreux demandeurs résidant dans nos pays voisins ont des liens étroits avec le Grand-Duché, notamment par le fait qu'elles exercent une activité professionnelle au pays et qu'elles contribuent au développement de notre économie.

Il faut clairement distinguer entre élections législatives et élections communales:

Quant aux élections législatives, l'article 52 de la Constitution réserve le droit de vote à ces élections aux personnes de nationalité luxembourgeoise. D'après l'article 1er, paragraphe 4 de la loi électorale modifiée du 18 février 2003, les Luxembourgeois domiciliés à l'étranger sont admis aux élections législatives par la voie du vote par correspondance. Afin de pouvoir exercer ce droit, l'article 169 de la loi électorale exige que les intéressés en avisent le collège des bourgmestre et échevins de la commune d'inscription et qu'ils demandent, par simple lettre, une lettre de convocation. Est à considérer comme commune d'inscription au Grand-Duché, la commune du domicile, à défaut la commune du dernier domicile, à défaut la commune de naissance, à défaut la ville de Luxembourg.

En ce qui concerne les élections communales, l'article 2, paragraphes 3 à 5, de la loi électorale soumet le droit de vote à ces élections aux conditions suivantes: D'abord, il faut être domicilié au Grand-Duché. Cette obligation s'applique à la fois aux Luxembourgeois et aux ressortissants étrangers. Ensuite, les ressortissants étrangers doivent avoir leur résidence au pays pendant au moins cinq ans. La condition de la durée de résidence trouve son fondement dans la considération qu'il faut permettre aux nouveaux arrivants de se familiariser tant avec l'organisation et le fonctionnement des institutions communales qu'avec le contexte local.

3. L'allusion de l'honorable Député à un «problème de logique» soulève les observations suivantes:

Tant le Ministre de la Justice que le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région exécutent les lois votées par la Chambre des Députés dont les dispositions sont claires et dont ils supposent qu'elle a parfaitement soutenu la logique. S'il s'avérait qu'une loi devait être réformée, il appartiendrait au Parlement de le faire.

Conformément à ses engagements pris, le Ministre de la Justice va élaborer un rapport détaillé sur l'exécution de la loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise. Ce rapport sera présenté à la Chambre des Députés au cours du premier semestre 2012.

Si la Chambre des Députés décidait d'organiser un débat à la suite de la présentation du rapport d'évaluation, le Ministre de la Justice s'en féliciterait. Des orientations claires de la Chambre des Députés faciliteraient l'élaboration d'un projet de loi portant modification de la loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise.

Statistiques de la procédure de recouvrement visée à l'article 29 de la loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise

Recouvrements accordés en 2009

Nationalité d'origine	Demandes accordées
Allemagne	2
Belgique	9
États-Unis d'Amérique	2
France	6
Royaume-Uni	1
Suisse	2
Total	22

Recouvrements accordés en 2010

Nationalité d'origine	Demandes accordées
Allemagne	6
Argentine	1
Belgique	22
Canada	1
États-Unis d'Amérique	7
France	36
Irlande	1
Italie	2
Royaume-Uni	1
Sans nationalité	1
Suisse	2
Total	80

Recouvrements accordés pendant la période du 1er janvier au 30 septembre 2011

Nationalité d'origine	Demandes accordées
Allemagne	1
Belgique	72
Brésil	1
Canada	1
États-Unis d'Amérique	6
France	51
Italie	1
Suisse	3
Total	136

Question 1668 (22.9.2011) de **M. Félix Braz** *(déi gréng)* concernant le **contrat d'accueil et d'intégration:**

Suite à ma question parlementaire n°1494 au sujet du contrat d'accueil et d'intégration *(cf. compte rendu n°15/2010-2011)* vous m'avez

fait état des dépenses effectuées en 2009 et 2010 pour un total de 283.067,27 €.

Il est question de rémunération de tiers, en l'occurrence

a) d'agences de publicité pour 159.617,07 €,

b) de consultants pour 39.547 €,

c) de sociétés de consultance pour 63.163 €,

d) de sociétés de traduction pour 20.740,20 €.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

- Comment le choix de ces sociétés et experts a-t-il été effectué? Y a-t-il eu appel à offres?

- Quelles ont été les sociétés retenues?

- Quelle était la tâche respective de ces intervenants extérieurs?

- Comme pour le budget 2011 un crédit non limitatif de 144.000 € est prévu, j'aimerais savoir comment il est engagé à ce jour.

- Quand est-ce que les premiers CAI pourront être offerts?

Réponse (21.10.2011) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

- Les budgets des différentes tâches confiées à des sociétés ou experts externes n'ont pas nécessité un appel d'offres selon les règles de la comptabilité de l'État.

Le choix a été motivé par les compétences et disponibilités des partenaires respectivement en fonction d'expériences de collaborations précédentes. Certains partenaires ont été choisis en collaboration avec le Service Information et Presse du Gouvernement.

- Pour votre information, en 2009 et 2010 les sociétés et experts suivants ont été impliqués (par ordre alphabétique).

- A-Part (graphisme, mise en page des documents à remettre au signataire du CAI et de matériel d'information et de promotion CAI)

- Cefis (Sesopi en 2009) (coordination de la construction du cours d'instruction civique)

- Comed S.A. (conception d'un site Internet interactif à l'usage des signataires)

- Display Center (fourniture de spots halogènes, dans le cadre de la réalisation du DVD produit pour les signataires, informant sur le Grand-Duché en général et le CAI plus spécialement)

- Eurotraduc (traductions du texte du DVD en 13 langues)

- Imprimerie Hengen (impression de dépliants en prévision du CAI)

- Maya El Alaoui (traductions des cours civiques enseignants et participants)

- Media65 Europe (production et conception du DVD)

- Melusina (développement de la formation de formateurs cours civiques)

- Mouvens Études et Conseil (appui à la mise en place d'un référentiel pour la gestion du CAI)

- Public Domain (élaboration et réalisation de la formation pour formateurs cours civiques)

- Stoldt Associés (élaboration d'un concept pour la journée d'orientation)

- Université du Luxembourg (développement de la formation de formateurs cours civiques).

- En 2011, les frais suivants ont été engagés pour:

- la réalisation et production de documents et de supports à l'intention des candidats signataires respectivement destinés à la promotion et l'information sur le CAI,

- l'élaboration et la mise en œuvre d'une séance de débriefing de la formation pour formateurs,

- la révision du dossier d'instruction civique,

- les traductions des différents documents et DVD,

- du matériel de bureau,

- des jouets pour enfants,

- des envois postaux.

- Le premier CAI a été signé en date du 3 octobre 2011.

Question 1669 (26.9.2011) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant la **phobie sociale auprès des adolescents:**

Il me revient de la presse quotidienne que la «Goethe-Universität» de Francfort-sur-le-Main a réalisé une étude représentative sur les jeunes qui pâtissent d'une phobie sociale. L'étude a révélé que quelque 13% des adolescents âgés entre 14 et 20 ans souffrent d'une telle phobie. Il en ressort également que presque 60% des jeunes concernés sont de sexe féminin. À l'heure qu'il est, le département de psychologie clinique et de psychothérapie de la «Goethe-Universität» étudie l'efficacité de deux méthodes thérapeutiques qui sont fréquemment mises en œuvre dans ce contexte.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle ainsi qu'à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

- Mesdames les Ministres peuvent-elles me fournir des informations sur d'éventuelles études effectuées sur ce phénomène au Luxembourg?

- Dans l'affirmative, quelles sont les conclusions de ces analyses?

- Le personnel des maisons relais et des établissements scolaires (services de psychologie, équipes multi-professionnelles,...) suit-il des formations spéciales qui lui permettent d'accompagner au mieux les jeunes souffrant d'une phobie sociale?

Réponse commune (25.10.2011) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*, et de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Il n'appartient ni au Ministère de la Famille et de l'Intégration ni au Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle de faire un relevé des phobies des enfants et adolescents placés sous leurs auspices.

Le Ministère de la Santé n'a pas connaissance d'une étude similaire pour le Luxembourg. Les chiffres avancés par l'honorable Député semblent exagérés pour le Luxembourg. Il y a des études récentes sur les phobies spécifiques des enfants qui évoquent un taux de 3 à 4% d'enfants concernés (Kashani et al, 1998, Essau et al. 2000).

Le DSM-IV, Diagnostic and Statistical Manual of Mental Disorders - American Psychiatric Association, décrit la phobie sociale comme: Une peur persistante et intense d'une ou de plusieurs situations sociales ou bien de situations de performance durant lesquelles le sujet est en contact avec des gens non familiers ou bien peut être exposé à l'observation attentive d'autrui. Le sujet craint d'agir (ou de montrer des symptômes anxieux) de façon embarrassante ou humiliante.

Selon les sources, les indications relatives à la prévalence de la phobie sociale varient sensiblement et dépendent de la prise en compte éventuelle d'autres troubles auxquels elle peut s'associer.

S'il y a lieu de sensibiliser les enseignants et les intervenants socio-éducatifs à la problématique évoquée, il ne leur appartient cependant pas d'en assurer le traitement, dont la responsabilité revient à des spécialistes du domaine thérapeutique.

Les psychologues intervenant au sein des équipes multiprofessionnelles et des Services de psychologie et d'orientation scolaires sont outillés de par leur formation pour juger de l'opportunité des suites à réserver dans le cas d'une présomption afférente. Après concertation avec les parents, les enfants et les jeunes concernés peuvent être adressés aux services compétents de la pédopsychiatrie et de la psychiatrie juvénile. Les traitements en question sont remboursés par la Caisse Nationale de Santé.

L'apport que le personnel éducatif et enseignant peut fournir en faveur de l'encadrement des élèves susmentionnés concerne donc avant tout la prise de conscience de la problématique évoquée et l'orientation précoce des enfants et jeunes concernés vers des spécialistes. Il en est de même pour tous les arrangements didactiques qui se fondent sur l'évaluation des compétences acquises plutôt que sur le constat et la sanction des insuffisances.

Des formations relatives à la prise en charge d'élèves en situation précaire sont offertes annuellement aux enseignants par l'Institut de Formation continue du Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT) du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle. Une centaine d'instituteurs et de professeurs s'inscrivent chaque année.

Ci-après, le relevé des cours de formation continue proposés dans ce domaine durant l'année scolaire 2011-2012:

- L'autisme et le Syndrome Asperger

http://focoweb.script.lu:8080/script/ScriptServlet/Catalogue?id=result&formID=9879

- Kinder mit Autismus-Spektrum-Störungen (= ASS) an Regelschulen

http://focoweb.script.lu:8080/script/ScriptServlet/Catalogue?id=result&formID=9866

- Der diagnostische Blick im Umgang mit verhaltensauffälligen Schüler/-innen

http://focoweb.script.lu:8080/script/ScriptServlet/Catalogue?id=result&formID=10028

- Entwicklungsberatung für Lehrer/-innen und Erzieher/-innen von auffälligen Kindern

http://focoweb.script.lu:8080/script/ScriptServlet/Catalogue?id=result&formID=10036

- Bausteine sozial-emotionaler Kompetenzen als Voraussetzung für einen erfolgreichen Schulbesuch

http://focoweb.script.lu:8080/script/ScriptServlet/Catalogue?id=result&formID=10030

- Sozial unsichere Kinder: ...die Kinder, die wir manchmal kaum bemerken

http://focoweb.script.lu:8080/script/ScriptServlet/Catalogue?id=result&formID=9796

Dans le domaine de l'accueil extrascolaire des enfants au Luxembourg, le Ministère de la Famille et de l'Intégration est par ailleurs en train d'opérer une mise en réseau des maisons relais pour enfants avec les services de conseil et de consultation. Cette mise en réseau doit permettre de mieux former les intervenants dans les maisons relais pour enfants dans différents domaines, dont celui de la reconnaissance et de l'orientation en cas de problèmes sociaux ou familiaux qui peuvent être rencontrés auprès des enfants accueillis.

Des formations continues sont aussi offertes en permanence aux professionnels du secteur de l'enfance et de la jeunesse. Ceci se fait à travers un site commun www.enfancejeunesse.lu qui permet à chaque professionnel de consulter l'offre de formation et de s'inscrire. Sur ce site sont regroupées toutes les formations des différentes structures concernées. Les professionnels du secteur de l'enfance et de la jeunesse ont aussi la possibilité de s'inscrire aux formations proposées par le SCRIPT du MENFP.

Question 1672 (28.9.2011) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant le **label «hôpital ami des bébés»:**

Selon les informations fournies par le Portail Santé (www.sante.public.lu) le Luxembourg a adopté en 2006 les recommandations de l'OMS pour l'allaitement maternel exclusif durant les six premiers mois de la vie. L'une des actions prévues par le plan d'action national visant à protéger, promouvoir et soutenir l'allaitement maternel au Luxembourg pendant la période 2006-2010 consistait à «encourager les hôpitaux et les maternités à adopter et poursuivre une politique et des pratiques favorables à l'allaitement maternel en accord avec les critères 'hôpitaux amis des bébés'».

Or, toujours selon le Portail Santé, actuellement seulement le Centre Hospitalier de Luxembourg (CHL) et le Centre Hospitalier Emile Mayrisch (CHEM) ont obtenu le label de l'UNICEF «hôpital ami des bébés» - la maternité de la Clinique Saint Joseph de Wiltz ayant fermé ses portes le 31 juillet dernier.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Monsieur le Ministre de la Santé les questions suivantes:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si les services du Ministère de la Santé ont tiré un bilan du plan d'action susmentionné? Dans l'affirmative, quels en sont les résultats?

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si les hôpitaux qui disposent d'une maternité et auxquels l'UNICEF n'a pas encore décerné le label «hôpital ami des bébés» ont mis en œuvre une politique visant à l'obtenir?

- Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas que toutes les maternités fonctionnant au Luxembourg devraient faire des efforts pour obtenir ce label?

Réponse (27.10.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Depuis 1979 déjà, le Ministère de la Santé est engagé dans la promotion de l'allaitement. En 1995 il a organisé une première conférence sur les «hôpitaux amis des bébés». Ce projet, dénommé en anglais «Baby Friendly Hospital Initiative» (BFHI), vise la promotion de la santé tant des bébés que de leurs mamans ainsi que la création de conditions favorables à l'allaitement dans les hôpitaux et maternités. Depuis cette date, ledit projet a été continuellement soutenu et promu par mon département.

À l'occasion d'une conférence de presse en date du 4 octobre 2011 j'ai présenté, avec mes services, la 3e étude nationale sur l'allaitement au Grand-Duché de Luxembourg, ALBA 2008. Cette étude avait pour but d'évaluer l'alimentation des bébés dans notre pays, le vécu des mères, les facteurs ayant des influences positives ou négatives sur l'allaitement. Un chapitre particulier de l'étude traite les différences entre établissements, notamment l'aspect «hôpitaux amis des bébés».

L'étude a permis d'évaluer un certain nombre d'initiatives du 1er plan d'action couvrant la période allant de 2006 à 2010, élaboré pour la mise en œuvre du programme national pour la promotion, la protection et le soutien de l'allaitement. En outre les résultats de l'étude ont servi à la formulation du plan d'action 2011-2015, qui a été présenté au cours de cette conférence de presse.

En analysant le taux d'initiation à l'allaitement, le taux de l'allaitement à la sortie des maternités, le taux d'allaitement en relation avec la possibilité du «rooming-in» (présence 24h/24h du bébé dans la chambre de la mère), de même que les taux d'allaitement chez les prématurés et des mères qui ont accouché par césarienne, je ne saurais que féliciter les efforts réalisés par les maternités en faveur et de la santé du couple mère-bébé et en faveur de l'allaitement.

En effet, les maternités qui portent le label «hôpital ami des bébés» présentent souvent de meilleurs taux, notamment en ce qui concerne l'allaitement exclusif et prolongé.

L'octroi du label BFHI, conditionné par des évaluations rigoureuses, a des influences positives sur les maternités.

Le plan couvrant la période 2011 à 2015 prévoit de faire du projet BFHI un projet national qui implique toutes les maternités du pays.

Question 1674 (29.9.2011) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant le **projet de Livange:**

Dans un document publié en date de ce jour «Les non-dits du projet Livange», le Mouvement écologique évoque un certain nombre de questions ayant trait au projet de Livange. Le Mouvement écologique soutient que le promoteur du projet de Livange aurait contracté des crédits «très importants» auprès d'une grande banque luxembourgeoise.

De plus, il relève qu'un membre de la direction de ladite banque ferait également partie du conseil d'administration d'une société regroupant une large majorité des activités dudit promoteur. Ainsi, le Mouvement écologique pose la question: «Ist der Staat noch frei, um politische Entscheidungen über Großprojekte aufgrund einer Sachabwägung zu treffen, oder ist er vermeintlichen Sachzwängen ausgesetzt, die zu einer präferenziellen Bevorzugung bestimmter Projekte eines Promotors führen?»

Le Mouvement écologique continue: «Angesichts der Tatsache, dass der Verwaltungsrat der Sparkasse zu einem großen Teil aus VertreterInnen von Ministerien besteht bzw. der Staat über einen «Commissaire du gouvernement» verfügt, erscheint eine Klarstellung der Regierung notwendig.»

Aussi, j'aimerais poser la question parlementaire suivante à Monsieur le Ministre des Finances:

- Le Ministre peut-il prendre position par rapport aux liens évoqués par le Mouvement écologique mettant en question le processus décisionnel dans le cadre du projet de Livange?

Réponse (4.10.2011) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

Dans le contexte des questions soulevées par l'honorable Député, je tiens à apporter les précisions suivantes:

- Le processus décisionnel concernant le projet Livange est en cours. Le Ministre des Finances n'a pas de compétence dans la procédure d'approbation. Dans ce contexte, il faut préciser que les relations bancaires d'un promoteur ne sont pas pertinentes dans le processus décisionnel.

- Le Ministre des Finances n'intervient pas dans la gestion quotidienne de la BCEE et n'est pas consulté en matière de prêts accordés par la BCEE.

- Le directeur général de la BCEE siège au conseil d'administration du fonds d'investissement spécialisé mis sur pied par le promoteur en question en tant que représentant de sa banque. Cette présence résulte de la relation

bancaire qu'entretient ce promoteur avec la BCEE et doit permettre à la banque de mieux suivre les investissements de son client.

Question 1675 (30.9.2011) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant la **reconnaissance officielle du langage des signes:**

Le 13 juillet dernier, la Chambre des Députés a voté le projet de loi 6141 portant approbation de la Convention relative aux droits des personnes handicapées, faite à New York, le 13 décembre 2006. Par la publication de la loi du 28 juillet 2011 au Mémorial, le Luxembourg a donc ratifié officiellement ladite convention ainsi que son protocole additionnel. Les principes directeurs de cette convention sont e. a. la non-discrimination, la participation et l'intégration pleines et effectives à la société, l'égalité des chances et l'accessibilité.

Dans ce contexte, la communication joue un rôle primordial. Or, pour les personnes malentendantes et les handicapés auditifs, le langage des signes est le moyen de prédilection pour communiquer avec leur entourage. En général, chaque langue parlée a son pendant en langage des signes.

Selon la Commission européenne, trois pays ont reconnu leur langage des signes national dans leur Constitution, de nombreux autres États membres ont donné un statut officiel à leur langage des signes par des lois ou d'autres mesures. Ainsi, ces pays suivent une recommandation du Parlement européen de 1988 et réitérée en 1998, invitant la Commission et les États membres à promouvoir le langage des signes.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

- Madame la Ministre peut-elle m'informer du statut du ou des langages des signes utilisés au Luxembourg?

- Étant donné que le Luxembourg reconnaît trois langues officielles du pays, faudra-t-il reconnaître divers langages des signes?

- Est-ce que des mesures ont été prises pour une reconnaissance officielle? Le cas échéant, lesquelles?

- Madame la Ministre ne pense-t-elle pas qu'une reconnaissance officielle du ou des langages des signes est de mise, surtout suite à la ratification de la convention susmentionnée?

- Quelles mesures Madame la Ministre envisage-t-elle pour arriver à ce but?

Réponse (21.10.2011) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

La langue des signes jouit d'une reconnaissance de fait au Luxembourg. Les tribunaux p. ex. engagent au besoin des interprètes en langue des signes et prennent en charge les frais afférents.

Depuis 2007 le Gouvernement assure le financement d'un interprète en langue des signes. Il intervient gratuitement lors de réunions et d'évènements organisés par les associations de et pour personnes malentendantes, comme p. ex. les Kofo (Kommunikationsforum), des conférences, les assemblées générales, etc. En ce qui concerne les démarches administratives, les visites médicales, les réunions des parents à l'école ou d'autres occasions comme les fêtes privées, des modalités de participation aux frais pour la mise à disposition d'un interprète ont été arrêtées en étroite collaboration avec les personnes concernées.

La culture de la langue des signes est désormais bien ancrée dans la société luxembourgeoise. Les associations de personnes malentendantes sont très actives, et les cours de langue des signes sont très convoités par les personnes non malentendantes.

En vue de la mise en œuvre de la Convention de l'ONU relative aux droits des personnes handicapées, le Gouvernement entend promouvoir l'utilisation de la langue des signes. Il y voit un moyen de prédilection pour favoriser l'inclusion des personnes malentendantes dans les différents contextes de vie. Une reconnaissance de la langue des signes aura lieu notamment par le fait que la langue des signes allemande sera enseignée au Centre de Logopédie, à côté des langues allemande et française écrites. L'enseignement de la langue des signes française est une perspective à envisager dans un deuxième temps.

Question urgente 1676 (3.10.2011) de **M. Félix Braz** *(déi gréng)* concernant la **fermeture du bureau d'accueil pour demandeurs d'asile:**

Selon des informations de l'association «ASTI Luxembourg», le bureau d'accueil du Service des réfugiés sous la tutelle du Ministère de l'Immigration aurait fermé ses portes pour une durée non déterminée.

Dans ce contexte, et considérant la situation de vie dramatique des personnes concernées, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:

- Quelle est la raison pour la fermeture du bureau d'accueil? Qui a pris cette décision? Est-ce qu'elle se trouve en conformité avec les obligations découlant des traités et obligations souscrites par le Grand-Duché?

- Quand est-ce que les services du bureau d'accueil seront disponibles de nouveau?

- Qu'adviendra-t-il des demandeurs d'asile se présentant entre-temps au Luxembourg?

Réponse (13.10.2011) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

L'honorable Député n'est pas sans savoir que le Luxembourg se trouve actuellement confronté à une situation exceptionnelle en ce qui concerne le dépôt de demandes de protection internationale par des personnes originaires des pays des Balkans de l'Ouest. Situation comparable à celle qui existait il y a dix ou douze ans lorsque les personnes fuyaient la guerre du Kosovo, sauf qu'il n'y a pas de guerre en ce moment, mais que les gens sont autorisés à entrer dans l'Espace Schengen en toute liberté, sans visa, du moment où ils sont titulaires d'un nouveau passeport biométrique et que lors de leur passage de la frontière extérieure de cet espace, ils peuvent justifier être en possession de moyens suffisants pour subvenir à leur besoins durant leur séjour dans l'Espace Schengen. Rappelons que l'obligation de visa a été abolie il y a un certain moment pour les ressortissants serbes, monténégrins et macédoniens, plus récemment pour les ressortissants bosniens et albanais, dans le but de permettre aux ressortissants de ces pays, candidats ou futurs candidats à l'adhésion à l'Union européenne, une plus grande liberté dans leur circulation.

Or, depuis le mois de septembre 2010, le nombre de demandeurs de protection internationale en provenance des pays des Balkans de l'Ouest ne cesse d'augmenter. Il vient d'exploser au cours des trois derniers mois.

Malgré ses effectifs réduits au niveau de l'accueil, le Service des refugiés a pu et su gérer en 2010 la première vague de demandeurs de protection internationale serbes et macédoniens. Depuis le mois de janvier 2011 toutefois, alors que quelque 1.550 personnes ont déposé une demande d'asile, dont 668 personnes de nationalité serbe et 302 personnes de nationalité macédonienne, la bonne gestion du dépôt des demandes d'asile ne peut plus être assurée. Et pour cause. Au cours de la seule semaine du 26 septembre, 165 personnes se sont présentées auprès du Service des réfugiés, dont 104 Serbes et 35 Macédoniens, pour y déposer leur demande de protection internationale. Pour le seul matin du lundi 10 octobre, on a pu enregistrer 42 primo-arrivants en provenance de la Serbie et de la Macédoine.

Étant donné que cet afflux est actuellement impossible à gérer par le personnel mis en place, j'ai pris, vendredi dernier 30 septembre 2011, la décision de fermer de manière temporaire le bureau d'accueil.

Cette décision fut renforcée par les informations inquiétantes provenant de notre Bureau de Coopération de Pristina. Ainsi, dans un rapport du 22 septembre 2011 à l'attention de Madame la Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire le chef de ce bureau constate «qu'une nouvelle vague d'émigrants pour le Luxembourg était en train de se préparer pour partir encore avant l'hiver». Cette constatation rejoint celles de Caritas Luxembourg, dont le chargé de direction du service «Solidarité et Intégration», après une visite en Serbie en début d'été de cette année, retient: «…ils ont entendu parler du Luxembourg comme un pays en bonne santé économique et calme, et cela les aurait poussés à venir au Luxembourg. Pourtant leur souhait n'était absolument pas de demander asile, mais à leur arrivée, il n'y avait pas d'autre alternative pour assurer la prise en charge du quotidien.»

Rappelons que les personnes arrivant de Serbie et de Macédoine sont titulaires d'un passeport valable, muni d'un tampon d'entrée dans l'Espace Schengen, apposé à la frontière serbo-hongroise. Ces personnes seraient en parfaite situation régulière sur le territoire si par ailleurs elles disposaient des moyens nécessaires à la subvention de leurs besoins au cours de la période de trois mois qu'il leur est permis de «séjourner» dans l'Espace Schengen.

Par ailleurs, une concertation avec les autorités belges qui sont confrontées à un problème similaire est en cours en vue d'en saisir la Commission européenne qui doit veiller à ce que la suppression de l'obligation de visa ne crée pas de telles tensions.

Pendant les jours de fermeture du bureau d'accueil, les agents du service en question ont procédé à l'enregistrement et à l'ouverture des dossiers des personnes arrivées avant le 30 septembre. Cette tâche étant désormais clôturée, le bureau pourra de nouveau être accessible.

En même temps, alors qu'un renforcement du personnel dans l'immédiat n'est pas possible, et que ce nouveau personnel devrait par ailleurs être formé avant de pouvoir vaquer à ses tâches, il a été procédé à une réaffectation d'agents de façon à renforcer l'occupation du bureau d'accueil. Ces agents laisseront évidemment de nouvelles lacunes dans la chaîne du traitement des demandes de protection internationales. Certaines auditions ne pourront pas avoir lieu aux dates prévues; certaines décisions seront retardées.

Pour le surplus il a été décidé d'introduire un système de canalisation des demandes. Ainsi un nouvel arrivant recevra dès son arrivée un numéro d'ordre avec indication de la date à laquelle il est invité à se présenter avec les membres de sa famille qui l'accompagnent, pour que son dossier puisse être définitivement ouvert. En attendant, il sera prié de compléter un formulaire qui lui est remis, ce qui permettra d'accélérer la procédure d'ouverture du dossier.

La procédure du dépôt de la demande de protection sera ainsi fractionnée, procédure ne s'opposant pas, après vérification, aux «obligations découlant des traités et obligations souscrites par le Grand-Duché». Il y aura d'abord la présentation de la demande par le demandeur d'asile; celle-ci sera acceptée immédiatement. Par après, sur rendez-vous, le demandeur se présentera au bureau d'accueil pour permettre aux agents en charge de procéder au dépôt du dossier et d'entamer le traitement de la demande.

Question 1681 (4.10.2011) de **MM. Emile Eicher** et **Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant le **rapport de l'European Nitrogen Assessment (ENA) sur l'épandage excessif d'engrais chimiques en Europe:**

Conformément à la directive européenne 2092/91, le cuivre peut être utilisé en agriculture biologique sous forme d'hydroxyde de cuivre, d'oxychlorure de cuivre, de sulfate de cuivre et d'oxyde de cuivre. Il est en particulier utilisé en viticulture biologique pour lutter contre le mildiou.

Depuis le 31 mars 2002, la réglementation européenne prévoit que les viticulteurs biologiques sont tenus d'utiliser des doses de cuivre métal inférieures à 6 kg/ha/an, ces doses étant calculées en moyenne sur cinq ans, afin de tenir compte des variations de pression parasitaire. Il n'en reste pas moins que l'utilisation du cuivre comme produit anticryptogamique reste fortement décriée par certains qui arguent que le cuivre présente l'inconvénient de s'accumuler dans les sols.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:

1) Quelles sont les doses de cuivre tolérées et utilisées dans la viticulture biologique luxembourgeoise?

2) Est-ce que les taux actuellement admis sont compatibles avec la vie du sol et sont cohérents avec le respect de l'environnement revendiqué par l'agriculture biologique?

3) Existe-t-il des solutions alternatives à l'usage du cuivre dans la lutte contre le mildiou suffisamment efficaces?

Réponse (31.10.2011) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

Remarque préliminaire: La directive européenne 2092/91 à laquelle se réfèrent Messieurs les Députés, n'était en fait pas une directive, mais un règlement du Conseil qui a été remplacé à partir du 1er janvier 2009 par le règlement (CE) modifié n°834/2007 du Conseil du 28 juin 2007 relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques et abrogeant le règlement (CEE) n°2092/91. Le règlement (CE) n°834/2007 précité a été complété par le règlement (CE) modifié n°898/2008 de la Commission du 5 septembre 2008 portant modalités d'application du règlement (CE) n°834/2007 du Conseil relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques en ce qui concerne la production biologique, l'étiquetage et les contrôles. Tous ces règlements sont d'application directe dans tous les États membres de l'Union européenne.

1) Différentes formes de cuivre (oxyde de cuivre, sulfate de cuivre, oxychlorure de cuivre) sont admises au niveau de la viticulture biologique. Depuis peu de temps, une nouvelle forme de cuivre, l'hydroxyde de cuivre, est disponible. Cette forme de cuivre se révèle particulièrement efficace dans la lutte contre le mildiou.

Les doses de cuivre utilisées aujourd'hui dans la viticulture sont nettement inférieures à celles utilisées autrefois. Avant 1950, date de mise sur le marché des premiers fongicides de synthèse, le cuivre était le seul fongicide existant en viticulture efficace contre le mildiou de la vigne. Les doses d'utilisation étaient au moins de l'ordre de 20 kg/ha de bouillie bordelaise par traitement, atteignant ainsi dans certaines années 50 kg/ha de cuivre pur.

Le règlement d'application (CE) n°889/2008 précité prévoit, dans son annexe II, point 6, que le cuivre peut être utilisé sous différentes formes en tant que fongicide et ce, jusqu'à une dose maximale de 6 kg par an et par ha. Dans les cultures pérennes, dont la viticulture, cette dose de 6 kg par ha doit être respectée en moyenne sur une période de cinq ans afin de permettre une utilisation plus importante pendant une année de cette période, en cas de conditions météorologiques particulièrement favorables au développement de maladies cryptogamiques.

À noter que les labels Bio-Label et Demeter ne tolèrent pas des doses excédant 3 kg par hectare et par an.

Les doses utilisées par les viticulteurs biologiques luxembourgeois respectent largement ces conditions. Sur les neuf exploitations enregistrées en 2010 auprès de nos services et contrôlées annuellement, les besoins en cuivre variaient entre zéro et 2,48 kg Cu/ha.

2) Les chiffres cités au point 1) montrent que les doses utilisées en viticulture luxembourgeoise sont parfaitement compatibles avec les exigences environnementales revendiquées par l'agriculture biologique.

Le cuivre étant non seulement un fongicide mais également un élément nutritif essentiel pour les plantes, il n'est pas à considérer de la même manière que les pesticides chimiques de synthèse. D'autre part, les viticulteurs biologiques sont obligés de veiller à une bonne qualité de sol, à garantir une vie active de celui-ci et à en empêcher l'érosion, vu qu'il doit être en mesure de livrer tous les nutriments nécessaires aux ceps de vigne. C'est pourquoi les interlignes sont cultivés avec des mélanges spéciaux d'engrais verts et ne sont pas laissés à nu, afin de fixer les éléments nutritifs et empêcher le sol de glisser. Ces cultures contribuent également à fixer une partie du cuivre épandu.

3) Actuellement, de nombreux projets de recherche sont en cours au niveau de divers pays européens, avec le soutien des fonds de recherche européens, afin de trouver une ou des alternatives satisfaisantes au cuivre, mais ces recherches n'ont pas encore livré de produit alternatif équivalent. En usage alternatif au cuivre, il existe un produit naturel à base d'algues brunes et de phosphonates. Ce produit porte le nom de Frutogard et est admis dans la viticulture biologique. Il ne s'agit pas d'un pesticide, mais d'un produit qui renforce l'autodéfense de la plante vis-à-vis d'organismes nocifs. À côté du cuivre, les phosphonates constituent pour le moment le produit le plus efficace dans la lutte contre le mildiou.

La lutte phytosanitaire en agriculture biologique est toujours basée sur le principe de précaution. Dans la pratique, différentes mesures contribuent à la réduction des doses de cuivre nécessaires:

- culture de cépages résistants contre les maladies fongiques (PIWI = pilzwiderständige Rebsorten);

- utilisation de modèles pronostiques, se basant sur des données météorologiques et servant à mieux déterminer le moment d'atteinte le plus critique par le mildiou. (www.agrimeteo.lu);

- techniques culturales comme p. ex. la défoliation qui contribue à un meilleur séchage de la masse foliaire et qui diminue le risque d'atteinte;

- utilisation préventive de doses minimales de cuivre;

- combinaison du cuivre avec des produits servant à renforcer la défense naturelle du cep (Pflanzenstärkungsmittel).

Le développement constant de la viticulture biologique va surement conduire les producteurs à s'investir davantage dans la recherche de produits naturels efficaces contre le mildiou.

Dans nos conditions météorologiques et faute de produits alternatifs aussi efficaces, la viticulture biologique ne peut cependant pas renoncer à l'heure actuelle au cuivre dans la lutte contre le mildiou.

Question 1682 (4.10.2011) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant le **rapport de l'European Nitrogen Assessment (ENA) sur l'épandage excessif d'engrais chimiques en Europe:**

Une récente étude menée par 200 chercheurs issus de 21 pays et dont un premier rapport a été publié le 11 avril 2011 dans le cadre du premier rapport de l'ENA (European Nitrogen Assessment) a évalué le coût annuel des dommages dus a un épandage excessif d'engrais chimiques en Europe entre 70 et 320 milliards d'euros par an.

L'azote n'est rien d'autre que le principal composant de l'air que nous respirons, un gaz inerte et inoffensif. Au long du siècle dernier, le recours de plus en plus massif aux engrais azotés en agriculture a fini par constituer un problème. En effet, on estime que la moitié de l'azote utilisé se dégrade en ammoniac et en nitrates qui, eux, ne sont pas anodins du tout. La présence de nitrates dans les nappes phréatiques et les cours d'eau suscite le débat depuis de longues années.

D'après l'étude ENA plus de dix millions de personnes en Europe sont potentiellement exposées à des niveaux d'azote dépassant les seuils réglementaires lorsqu'elles consomment de l'eau. Les dépôts atmosphériques d'azote auraient quant à eux entraîné la réduction de 10% de la biodiversité forestière. L'ammoniac participe à la formation de particules fines inférieures à 2,5 micromètres dans l'atmosphère.

Selon les auteurs de l'étude, la part de responsabilité de l'agriculture est de 50 à 60% pour la pollution des eaux (de 5 à 10% pour l'ozone, de 30 à 70% pour les particules fines et de 4% pour les émissions de gaz à effet de serre). Ils annoncent que les dommages sont deux fois plus élevés que les bénéfices résultant de l'utilisation de l'azote dans l'agriculture européenne.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:

- Est-ce que le Gouvernement a connaissance de cette étude?

- Notre pays a-t-il participé à l'étude précitée?

- Quelles sont les conséquences que le Gouvernement entend en tirer?

Réponse (27.10.2011) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

1) Le Gouvernement a connaissance de cette étude, dénommée «Évaluation Européenne sur l'Azote» ou «European Nitrogen Assessment». Il s'agit d'un rapport publié par Cambridge University Press, qui résume les travaux menés par 200 scientifiques issus d'une vingtaine de pays européens dans le cadre d'un programme de recherche quinquennal intitulé «Nitrogen in Europe» financé par l'European Science Foundation.

Ce projet a étudié les méfaits des émissions et rejets des différentes formes d'azote telles que les oxydes d'azote, l'ammoniaque, les nitrates, etc., provenant de diverses activités comme l'industrie, les transports, l'agriculture, l'urbanisation, l'épuration des eaux, la production d'énergie, etc., sur la qualité de l'air, des sols et des eaux ainsi que les effets sur le réchauffement climatique et la biodiversité.

Il s'ensuit que, contrairement à ce que laisse entendre la question parlementaire de l'honorable Député Marcel Oberweis, l'«Évaluation Européenne sur l'Azote» ne porte pas exclusivement sur le secteur agricole, voire en particulier sur l'épandage d'engrais minéraux, mais sur les nuisances pour l'environnement dues à l'azote rejeté par la totalité des activités humaines (agriculture, transport, énergie, urbanisation, etc.).

Les chercheurs estiment les coûts de cette pollution azotée entre 70 et 320 milliards d'euros par an pour l'ensemble du continent européen et l'ensemble des activités économiques citées plus haut. Il est donc inexact d'attribuer ces coûts estimés aux seuls engrais minéraux, comme le sous-entend l'honorable Député dans sa question parlementaire.

2) Le Grand-Duché de Luxembourg n'a pas participé à cette étude.

3) Le Gouvernement partage les conclusions de cette étude, qui mettent en évidence la nécessité d'entreprendre des actions en vue d'optimiser l'utilisation d'engrais azotés en agriculture, d'économiser de l'énergie, de promouvoir une meilleure efficacité énergétique dans le secteur de l'énergie et du transport, de développer les énergies renouvelables ainsi que d'utiliser de nouvelles technologies pour l'épuration de l'eau. À travers les différentes politiques sectorielles en place, le Gouvernement entend y contribuer.

Question urgente 1686 (4.10.2011) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant les **dysfonctionnements dans l'organisation du vote par correspondance:**

De nombreuses personnes ayant introduit une demande pour exercer leur droit de vote par correspondance se plaignent de problèmes d'organisation.

Ainsi, nombre d'enveloppes ne seraient pas parvenues à leurs destinataires, certaines enveloppes contiendraient des instructions insuffisantes, des enveloppes pour le retour sans adresse ou avec adresse incomplète, un nombre insuffisant de timbres pour l'affranchissement.

Par conséquent ces personnes sont privées de leur droit de vote qui constitue un droit et un devoir fondamental ancré dans notre Constitution. Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

- Quelles instructions les communes ont-elles reçues pour garantir le bon déroulement du vote par correspondance?

- Comment Monsieur le Ministre explique-t-il qu'apparemment certaines communes accompagnent leur envoi d'un nombre insuffisant de timbres pour l'enveloppe de transmission?

- Comment est-il possible que les enveloppes de transmission soient dépourvues d'une adresse postale complète et correcte?

- Comment les personnes en question peuvent-elles encore exercer leur droit de vote?

Réponse (10.10.2011) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Je voudrais d'abord marquer ma surprise devant la question de l'honorable Députée alors qu'aucune contestation concernant les difficultés d'application du vote par correspondance y visées n'est remontée à mon office. Je relève simplement que selon des informations relayées dans la presse de ce jour, ces problèmes concerneraient notamment la commune de Bettembourg, aucune autre commune n'étant mentionnée nommément.

En ce qui concerne les quatre questions posées, voici les réponses que je suis en mesure de donner:

1. Quant aux trois premières questions, il y a lieu de rappeler qu'il s'agit d'élections communales, ce qui implique donc en grande partie l'intervention des organes locaux, tant l'administration communale, en premier lieu le collège des bourgmestre et échevins, que le bureau électoral principal de la commune. Comme chacun de ces organes est censé connaître la loi, je renvoie aux articles afférents de la loi électorale:

«Art. 266.

Dès réception de la demande, le collège des bourgmestre et échevins vérifie si elle comporte les indications et pièces requises. Il vérifie si le requérant est inscrit sur les listes électorales.

Si le requérant remplit les conditions de l'électorat, le collège des bourgmestre et échevins lui envoie, au plus tard vingt jours avant le scrutin, sous pli recommandé avec accusé de réception, la lettre de convocation comprenant la liste des candidats et l'instruction annexée à la présente loi, une enveloppe électorale et un bulletin de vote dûment estampillés conformément aux dispositions de l'article 78 de la présente loi ainsi qu'une enveloppe pour la transmission de l'enveloppe électorale, portant la mention «Élections - Vote par correspondance», l'indication du bureau de vote destinataire du suffrage à l'angle droit en bas et le numéro d'ordre, le nom, les prénoms et l'adresse de l'électeur avec le paraphe du président du bureau de vote principal de la commune à l'angle gauche en haut.

Si le requérant ne remplit pas les conditions du vote par correspondance, le collège des bourgmestre et échevins lui notifie son refus au plus tard vingt-cinq jours avant le scrutin.

Art. 267.

Les enveloppes électorales fournies par l'État doivent être opaques et de type uniforme pour tous les votants.

Les enveloppes ainsi que les bulletins de vote requis pour le vote par correspondance sont déposés auprès du président du bureau principal de la commune qui les transmet à chaque collège des bourgmestre et échevins qui en fait la demande.»

Les informations et instructions relatives au vote par correspondance ont été rappelées aux communes de manière exhaustive dans ma circulaire n°2926 du 20 juin 2011 dont copie est jointe en annexe.

Comme il ressort des articles précités que le vote par correspondance relève de la seule responsabilité des collèges des bourgmestre et échevins, je ne suis pas en mesure de fournir de plus amples détails.

2. Quant à la quatrième question, la réponse se trouve également dans la loi électorale:

Art. 271. (Loi du 13 février 2011) «Les enveloppes contenant le suffrage doivent parvenir au bureau de vote destinataire du suffrage au plus tard avant quatorze heures du jour du scrutin.»

Par ailleurs, il ressort de l'article 268 alinéa 2 que les votants portés sur le relevé alphabétique des électeurs ayant demandé à voter par correspondance «ne peuvent pas choisir un autre mode de vote».

Question 1693 (10.10.2011) de **M. Camille Gira** *(déi gréng)* concernant le **sommet de la terre Rio+20:**

Du 4 au 6 juin 2012 se tiendra au Brésil, à Rio de Janeiro, la Conférence des Nations Unies sur le développement durable dite «Rio+20». Ce sera l'occasion de recréer l'élan civique et l'engagement politique suscités par le Sommet de la Terre en 1992 et d'aboutir à une réforme simple et ambitieuse de la gouvernance internationale de l'environnement.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Quel est le processus prévu par le Gouvernement en vue de l'élaboration d'une position luxembourgeoise pour le sommet de la terre Rio+20?

2. Est-ce que le Gouvernement a notamment prévu de constituer un comité préparatoire réunissant des représentants des organisations et organismes impliqués dans le pacte pour le climat?

3. À quel moment les ONG luxembourgeoises seront-elles impliquées dans ce processus? Quel sera leur rôle et quels seront les moyens mis à disposition pour remplir ce rôle?

4. À quel moment, le Gouvernement a-t-il prévu d'impliquer la Chambre des Députés dans ces préparatifs?

5. Quelles sont les idées que le Gouvernement compte apporter aux discussions sur le renforcement de l'économie verte, sujet central de la conférence.

6. Comment le Gouvernement compte-t-il renforcer les structures de gouvernance du développement durable au Luxembourg, notamment le CSDD et la CIDD?

Réponse (26.10.2011) de **M. Marco Schank,** *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:*

La Conférence des Nations Unies sur le développement durable, nommée «Rio+20» en référence au Sommet de Rio en 1992, aura lieu du 4 au 7 juin 2012 à Rio de Janeiro.

Les objectifs de ce sommet consistent à reconduire un engagement politique en faveur du développement durable, d'évaluer le progrès réalisé vers des objectifs de développement durable pour lesquels il existe un accord international, ainsi que d'adresser de nouveaux défis émergents.

Le Sommet se concentrera sur deux thèmes clé, à savoir «une économie verte dans le contexte de l'éradication de la pauvreté et du développement durable» et «un cadre institutionnel pour le développement durable».

Lors de sa réunion du 10 octobre, le Conseil Environnement avait adopté des conclusions relatives aux objectifs de l'Union européenne en vue d'une décision lors de la conférence de Rio en juin 2012.

Dans le cadre de la réponse à la question parlementaire n°1100 *(cf. compte rendu n°8/2010-2011)*, il a été annoncé que le Conseil supérieur pour le développement durable (CSDD) sera étroitement associé au processus de préparation de cette conférence.

Le processus de discussion et de concertation prévu par le Gouvernement en vue de l'élaboration d'une position luxembourgeoise pour le sommet de la terre Rio+20 intégrera dès lors le CSDD mais également le comité de pilotage du partenariat climat - ce qui permettra de garantir entre autres la participation des ONG.

En date du 18 octobre respectivement du 20 octobre 2011, le Ministre délégué a demandé au comité de pilotage du partenariat et au Conseil supérieur du développement durable de participer au processus précité.

Le comité de pilotage du partenariat a décidé que le groupe de travail «Kriterien globaler Klimapolitik und ihre nationale Bedeutung» serait chargé des travaux de préparation de la position luxembourgeoise, notamment en ce qui concerne les liens entre la gestion, respectivement la prévention du changement climatique et les objectifs de développement durable tels que retenus au niveau international. Au sein du CSDD, l'accord a été unanime pour élaborer un avis en vue d'une position luxembourgeoise pour la conférence de Rio+20.

À l'heure qu'il est, il reste à clarifier si les travaux afférents seront organisés sous forme d'un comité préparatoire ad hoc ou sous forme de réunions jointes CSDD/Partenariat.

L'honorable Député désire encore savoir si les organisations et organismes impliqués dans le pacte pour le climat seront également impliqués dans ce processus.

Il convient de préciser à ce sujet que la préparation du pacte climat a été effectuée par des représentants du département de l'environnement du MDDI, des Ministères de l'Intérieur et des Finances ainsi que par le GIE «My Energy». Le Syvicol a été consulté à plusieurs reprises au cours du processus. Le Gouvernement est d'avis que ce sont surtout les communes qu'il s'agira d'impliquer à l'exercice «Rio+20».

Comme déjà mentionné ci-dessus, les ONG seront directement associées par le biais du partenariat, étant entendu que le CSDD est naturellement libre de les consulter également au sujet des questions fondamentales qu'il sera principalement appelé à traiter.

Le Gouvernement a prévu de saisir une première fois la Commission du Développement durable de la Chambre des Députés au moment où il disposera d'un premier document de synthèse élaboré à partir des apports fournis par le partenariat et le CSDD.

Le Gouvernement s'est donné avec le plan d'action «Eco-technologies» présenté en janvier 2009, un premier instrument destiné à renforcer l'économie verte. Un cluster «Eco-Dev» a été lancé par Luxinnovation. Le plan d'action «Eco-Technologies» est mis en œuvre par le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur en collaboration avec le département de l'Environnement du Ministère du Développement durable et des Infrastructures dans le cadre d'un groupe interministériel de suivi.

Il convient de noter enfin que le Gouvernement va se pencher sur le renforcement des structures de gouvernance du développement durable au Luxembourg - à savoir le CSDD et le CIDD - dans le cadre d'un exercice de réflexion qui intégrera également l'apport du partenariat climat et qui pourra trouver son aboutissement dans un projet de réforme concernant la loi du 25 juin 2004 relative à la coordination de la politique nationale du développement durable.

LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES **N°2** • SESSION ORDINAIRE 2011-2012

4e séance	mardi	15 novembre 2011
5e séance	mercredi	16 novembre 2011
6e séance	jeudi	17 novembre 2011

L'ULC fête ses 50 ans

Dans le cadre du 50e anniversaire de l'Union luxembourgeoise des consommateurs, qui sera célébré officiellement le 14 décembre 2011, le Président de la Chambre des Députés s'est rendu au siège de l'ULC à Howald. Il y a rencontré les membres du comité de gérance qui lui ont esquissé les différentes activités de l'ULC dans le domaine de la protection des consommateurs.



Le Président de la Chambre en visite à l'ULC.

«Le but de l'ULC est d'informer, d'éduquer et de conseiller», a précisé son Président, M. Nico Hoffmann. Ainsi l'ULC propose de nombreux services d'assistance et de consultation et présente également des avis juridiques en rapport avec des initiatives législatives qui touchent les intérêts des consommateurs luxembourgeois. En ce qui concerne les consultations pour litiges, le secteur de la construction est prédominant.

L'ULC compte actuellement 44.000 membres. En 2010, elle a enregistré plus de 74.000 appels téléphoniques.

M. André Hoffmann se retire de son mandat



L'engagement pour les droits fondamentaux et l'amélioration des conditions de vie de tous les citoyens ont marqué la carrière de M. André Hoffmann qui a quitté son mandat de député le 15 novembre 2011 à l'âge de 70 ans. Au sein de la Chambre des Députés, il avait été une voix s'élevant pour défendre les droits des minorités et des démunis. Au cours des années 1990, ses critiques concernant le fonctionnement de la Chambre ont largement contribué à une amélioration des conditions de travail des sensibilités politiques.

Le Président de la Chambre a surtout honoré le style de l'orateur Hoffmann qu'il a qualifié de «particulièrement mesuré et modéré», se refusant à lever le ton, ce qui lui a valu d'autant plus le respect de ses collègues. M. Laurent Mosar a également rappelé l'esprit critique voire autocritique de l'homme politique Hoffmann qui l'a notamment amené à quitter le Parti communiste et à fonder un nouveau parti «nei Lénk» en 1994 et «déi Lénk» en 1999.

M. André Hoffmann était enseignant en allemand, philosophie et formation morale et sociale au Lycée de Garçons à Esch-sur-Alzette pendant près de 40 ans.

Il a siégé une première fois à la Chambre de 1990 à 1994 pour le parti KPL et en tant que député indépendant et a eu un second mandat de 1999 à 2000. Ayant accepté le mandat d'échevin à Esch-sur-Alzette, il a démissionné de la Chambre en 2000 pour y revenir en 2009.

Le Médiateur a présenté son rapport d'activité 2010-2011

Le Médiateur, M. Marc Fischbach, a présenté le 27 octobre 2011 à la Chambre des Députés son rapport annuel couvrant la période du 1er octobre 2010 au 30 septembre 2011. Il s'agit de son septième et dernier rapport: le mandat de huit ans non renouvelable de l'Ombudsman viendra à échéance en 2012.

Au cours de son intervention devant les députés et représentants de la presse, M. Fischbach a insisté avant tout sur la nécessité d'objectivité et de transparence dans les relations entre administration et administré. Malheureusement toutes les administrations ne répondraient pas à ces deux exigences pourtant basiques. Ainsi les motivations de certaines décisions prises par l'administration seraient souvent «peu claires, voire insuffisantes» ce qui entraînerait régulièrement des procédures judiciaires «aussi onéreuses qu'inutiles».



M. Marc Fischbach.

M. Fischbach estime par ailleurs qu'au terme de son mandat une réflexion sur le champ de compétence du Médiateur s'impose, ne fût-ce que pour éliminer certaines incohérences. À titre d'exemple il a cité le secteur hospitalier où la compétence de l'Ombudsman se limite aux seuls hôpitaux dotés d'un statut public alors que les hôpitaux privés échappent à toute intervention de sa part.

L'intégralité du rapport peut être consulté sur le site web du Médiateur www.ombudsman.lu. Les Parties I et II sont publiées aux pages R1 à R19 de ce compte rendu.

Pétition des chargés de cours de l'école fondamentale

Les enseignants de l'école fondamentale bénéficient de décharges horaires liées à l'âge. Depuis la loi scolaire de 2009, ils voient leur tâche réduite d'une heure par semaine à partir de 45 ans, de deux heures à partir de 50 et de quatre heures à partir de 55 ans. Cependant, cette réduction de tâche ne s'applique pas aux chargés de cours qui sont venus manifester en ville le 10 novembre 2011, lors de la remise d'une pétition à la Chambre des Députés.

1.000 personnes, dont non seulement des chargés de cours, mais aussi des instituteurs et institutrices, ont signé les cartes postales faisant office de pétition. Sous les drapeaux du FNCTTFEL-Landesverband, les représentants des chargés de cours ont souligné qu'ils connaissent exactement les mêmes signes de l'âge que les autres enseignants et qu'ils revendiquent donc les mêmes décharges horaires.



Les représentants des chargés de cours remettent une pétition au Président de la Chambre des Députés.

La pétition remise au Président de la Chambre des Députés a été continuée à la Commission des Pétitions pour examen.

DANS CE NUMÉRO

Politique européenne et étrangère	
- déclaration	p. 40
- débat	p. 47
Hommage à M. André Hoffmann	p. 45
Neutralité du réseau Internet	p. 60
Sommaire des séances publiques nos 4-6	p. 65
Rapport annuel du Médiateur	p. R1
Sommaire des questions parlementaires	p. Q14

La Chambre accueille un nouveau député

Élu deuxième aux élections législatives de 2009 sur la liste du groupe «déi Lénk» de la circonscription Sud, M. Serge Urbany a prêté serment entre les mains du Président de la Chambre des Députés le 16 novembre 2011. Il a pris la relève de M. André Hoffmann qui s'était retiré de son mandat la veille. M. Urbany avait déjà siégé à la Chambre entre 2002 et 2004.

Ses convictions politiques se sont toujours situées à gauche du spectre politique. Mettant fin à son engagement au Parti communiste en 1993, il fut le cofondateur de «nei Lénk» et de «déi Lénk» en 1999. De 1974 à 1993, il était conseiller communal dans la commune de Sanem.

À la Chambre, M. Urbany est devenu membre e. a. de la Commission du Travail et de l'Emploi, de la Commission du Développement durable, de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle et de la Commission des Pétitions. Il compte attacher une attention particulière aux dossiers concernant la Sécurité sociale au sein de la commission respective.



M. Serge Urbany.

M. Serge Urbany est né en 1952 et habite à Sanem. Après des études de droit à Luxembourg et à Paris-I, il a travaillé comme avocat de 1976 à 1979 et de 1994 à 2005, comme secrétaire politique et parlementaire pour le PCL de 1979 à 1994 et depuis 2005 comme responsable du département juridique du syndicat OGB-L.

Des pétitionnaires contre le bruit à Schifflange



Remise d'une pétition par des habitants de Schifflange.

Un collectif d'habitants de Schifflange, ennemis déclarés du bruit qui affecte leur commune, a remis le 24 octobre une pétition au Président de la Chambre des Députés. Se référant à la directive 2002/489/CE sur l'évaluation et la gestion du bruit dans l'environnement et le règlement grand-ducal du 2 août 2006 portant application de celle-ci, le collectif voudrait sensibiliser les députés à la multiplication des sources de bruit ambiant et notamment celle constituée par le passage du fret ferroviaire à travers Schifflange.

Ne voulant pas se dresser contre les CFL et nullement remettre en cause l'exploitation de la ligne qui traverse leur localité, les pétitionnaires entendent néanmoins rendre attentif au fait que le transport de marchandises par voie ferrée va en augmentant et risque de gravement impacter leur qualité de vie, surtout aux heures avancées de la nuit. Comme la ligne ferroviaire traversant Schifflange fait partie d'un corridor européen véhiculant de grandes quantités de biens et de marchandises d'Anvers en Belgique jusqu'à Mulhouse en France, le collectif réclame des mesures concrètes destinées à éviter, prévenir ou réduire les effets nuisibles qui naissent de leur exposition au bruit provoqué par l'augmentation constante du trafic.

Protéger les enfants contre la violence



Mme Marie Anne Rodesch-Hengesch et les représentants de l'ORK remettent au Président leur rapport.

La violence sous toutes ses facettes domine le rapport de l'«Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand» pour l'année 2011. La Présidente de l'ORK, Mme Marie Anne Rodesch-Hengesch, et les membres du comité l'ont remis le 21 novembre à M. Laurent Mosar, Président de la Chambre des Députés.

«La violence a changé de visage au cours des années et prend d'autres formes, comme par exemple le harcèlement et le mobbing via sms ou Internet», a insisté la Présidente de l'ORK. C'est pourquoi son 9e rapport y consacre la majeure partie de ses pages en se référant à des exemples de cas concrets et en expliquant les conséquences pour le développement de l'enfant, les difficultés de détection, les remèdes et la prévention.

Le rapport de l'ORK formule également des recommandations notamment à l'attention du Gouvernement, de l'Université du Luxembourg et de la Police grand-ducale.

Le Président de la Chambre des Députés a félicité les membres de l'ORK pour leur travail et leur engagement dans l'intérêt des enfants. Il les a également informés des suites accordées au rapport 2010, et notamment des avancées du projet de loi 5867 relatif à la responsabilité parentale.

Débats sur fond de crise



Échange de vues entre parlementaires allemands et luxembourgeois.

Le projet de la Commission européenne d'introduire une taxe de transaction financière a occupé une place importante au cours de l'échange de vues du 17 novembre entre les députés de la Commission des Finances et leurs homologues du Bundestag. Sous la présidence de Mme Birgit Reinemund (FDP), les députés allemands ont effectué une visite de travail au Luxembourg.

L'idée d'une taxe de transaction soulève cependant encore des incertitudes: les clients craignent qu'ils doivent en fin de compte payer la note et certains experts prévoient le risque de délocalisation de capitaux en dehors de la zone euro. Au cours de son entrevue avec la délégation allemande, le Président de la Chambre des Députés a estimé que la taxe, si elle devait être introduite, ne devrait pas se limiter aux seuls pays de la zone euro.

Les députés se sont aussi entretenus sur les règles plus exigeantes en matière de fonds propres des banques pour éviter une nouvelle crise comparable à celle de 2008. Les députés ont soulevé un certain nombre de questions sur le rôle des superviseurs et la collaboration entre les instances nationales et la régulation européenne.

Les présidents ont tenu à souligner les excellentes relations parlementaires bilatérales entre les deux assemblées.

En novembre dernier, une délégation de la Chambre des Députés avait visité le Bundestag où elle avait pu s'entretenir avec les membres de plusieurs commissions parlementaires.

Des «passeports de vie» pour les députés

Le don d'organes constitue un acte de générosité et de solidarité qui peut sauver des vies.

L'adoption d'une carte de donneur d'organes, appelée encore «passeport de vie» sur lequel la volonté de faire don de ses organes est inscrite, peut largement faciliter le travail des équipes médicales et soignantes qui procèdent au prélèvement et à la transplantation d'un organe.

C'est avec ce message que le Ministre de la Santé, M. Mars Di Bartolomeo a remis fin octobre au Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, des «passeports de vie» pour l'ensemble des députés et des membres de l'administration parlementaire, ceci en présence de plusieurs représentants de «Luxembourg-Transplant».

Au Luxembourg, le nombre d'organes disponibles ne suffit pas par rapport au nombre élevé de patients en attente d'un don. Environ 65 patients par an ont besoin d'un organe et uniquement 30 d'entre eux bénéficient au final d'une greffe. Alors que 62% de la population luxembourgeoise se disent prêts à faire don de leurs organes après la mort, en effet, seulement très peu de concitoyens portent sur eux une carte de donneur.

À l'occasion de la Journée mondiale du don d'organes qui se tient chaque année le 17 octobre, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) souhaite inciter les gens à réfléchir sur le don d'organes, à prendre une décision en toute âme et conscience et à faire connaître leur volonté tout en sachant que même après la mort, on peut sauver la vie d'autrui.



Des «passeports de vie» délivrés aux députés par le Ministre de la Santé, M. Mars Di Bartolomeo, accompagné des représentants de «Luxembourg-Transplant» .

Le Président en visite auprès de la «Fondation Autisme»

L'autisme étant une conséquence d'un désordre neurologique, ce handicap se manifeste par des troubles du comportement divers: difficultés de communication verbale et non verbale, d'interaction sociale et de développement des facultés ludiques et d'imagination.

Au Luxembourg, la «Fondation Autisme Luxembourg» (FAL) est l'une des organisations qui assure soutien et assistance aux personnes touchées et à leur famille. Le 22 novembre 2011, le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, s'est rendu à Munshausen pour s'informer sur le travail de la fondation.



M. Laurent Mosar a rendu visite à la «Fondation Autisme» à Munshausen. © John Lamberty

Dans cette commune dans le nord du Grand-Duché, M. Mosar a pu visiter le centre d'hébergement avec ses trois foyers qui accueillent actuellement vingt personnes. Le but principal de la «Fondation Autisme» est de promouvoir et de défendre les droits des personnes atteintes d'autisme. La prise en charge prévoit une implication de la famille, une médication minimale et des modèles éducatifs spécifiques. La fondation soutient les familles de l'évaluation diagnostique jusqu'à la prise en charge, de l'enfance jusqu'à l'âge adulte.

Le Président de la Chambre s'est montré impressionné par l'encadrement assuré au centre de jour par le personnel spécialement formé. Des adultes autistes, très dépendants à cause de leur handicap, peuvent y assister à des activités comme le jardinage, la cuisine, le bricolage, la buanderie ou le sport.

Visite présidentielle à la capitale autrichienne



M. Laurent Mosar et Mme Barbara Prammer.

Le projet de la Commission européenne d'introduire une taxe sur les transactions financières a figuré parmi les sujets abordés par le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, lors de son entretien avec la Présidente du Conseil national autrichien, Mme Barbara Prammer.

Au cours de leur entrevue le 25 novembre 2011, les deux Présidents ont jugé que si cette taxe devait être introduite, elle devrait être étendue à tous les pays de l'Union européenne. Ils ont également réitéré leur position par rapport à l'échange automatique d'informations et ont confirmé leur préférence pour un système fiscal de retenue à la source.

Les mécanismes de stabilité de la zone euro ont constitué un autre sujet abordé. Mme Prammer et M. Mosar étaient d'avis qu'au vu de la portée des décisions prises au niveau européen, les parlements nationaux devraient intensifier leur collaboration au sein de la zone euro.

Au cours de sa visite officielle à Vienne, M. Mosar a également rencontré le Président de la République d'Autriche, M. Heinz Fischer. Les relations bilatérales entre l'Autriche et le Luxembourg ainsi que les effets de la crise figuraient parmi les sujets de discussion.

Cadre financier euro-méditerranéen

Les 19 et 20 octobre derniers la Commission des affaires économiques et financières, des affaires sociales et de l'éducation de l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée s'est réunie à Antalya (Turquie). Le Luxembourg a été représenté par Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP), députée et présidente de la délégation luxembourgeoise de l'AP-UpM.



Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP).

Les délégués ont entendu des exposés sur le rôle du cadre financier euro-méditerranéen pour le développement économique de la région, la décentralisation, la cohésion territoriale, économique et sociale concernant les régions côtières et intérieures de la Turquie, la crise financière au sein de l'Europe et ses conséquences ainsi que les difficultés que les plus démunis ressentent pour s'en sortir. Plusieurs délégués de l'AP-UpM se sont montrés convaincus que l'assemblée peut contribuer à développer une économie équitable et une stabilité dans les pays concernés par le «printemps arabe».

Après discussion en commission furent nommés les rapporteurs qui présenteront leurs rapports et leurs conclusions à tirer des discussions des exposés d'Antalya lors de la prochaine réunion prévue au Maroc en printemps 2012.

L'AP-UpM regroupe les parlements des 27 pays de l'UE, dix parlements des pays du sud de la Méditerranée ainsi que les parlements de six autres pays faisant partie de l'UpM (Albanie, Bosnie-Herzégovine, Croatie, Mauritanie, Monaco et Monténégro).

Assermentation d'une nouvelle fonctionnaire de la Chambre des Députés



(de gauche à droite) M. Martin Bisenius, M. Claude Frieseisen, Mme Tania Braas, M. Benoît Reiter, Mme Isabelle Barra, M. Jean-Paul Ternes.

C'est en jurant «fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État» et en promettant de remplir ses fonctions avec intégrité, exactitude et impartialité que - conformément à l'article 3 du statut des fonctionnaires de la Chambre des Députés - une nouvelle fonctionnaire de l'administration parlementaire fut assermentée le 28 septembre 2011 par le Secrétaire général de la Chambre, M. Claude Frieseisen.

L'assermentation de Mme Tania Braas, nommée aux fonctions d'attachée, a eu lieu en présence des Secrétaires généraux adjoints, M. Benoît Reiter et Mme Isabelle Barra, du responsable du Service des commissions, M. Martin Bisenius et de M. Jean-Paul Ternes, chargé des Ressources humaines.

Mme Braas est affectée au Service des commissions parlementaires où elle s'occupera notamment des dossiers concernant la Constitution et la Sécurité sociale.

13. Europäische Interparlamentarische Raumfahrt-Konferenz

Unter dem Motto „Parlamentarier für Raumfahrt" haben sich am 17. und 18. Oktober Abgeordnete aus zehn Mitgliedstaaten der Europäischen Interparlamentarischen Raumfahrt-Konferenz getroffen. Beobachter aus weiteren EU- und NATO-Staaten waren ebenfalls dabei. Inhaltlich hat sich die Konferenz mit dem europäischen Satellitennavigationssystem Galileo und mit der globalen Umwelt- und Sicherheitsüberwachung GMES beschäftigt, die vor allem in den Bereichen umweltpolitische Verpflichtungen Europas, Landwirtschaft, Regionalentwicklung, Fischerei, Verkehr, gemeinsame Außen- und Sicherheitspolitik (GASP) einschließlich der europäischen Sicherheits- und Verteidigungspolitik (ESVP) von Nutzen ist.



Marcel Oberweis (CSV).

Das Galileo-Programm soll neben der exakten Verkehrsplanung auch weitere zahlreiche Vorteile u.a. für Rettungsdienste in Krisenzeiten anbieten. 30 Satelliten werden auf 23.600 km Höhe gebracht und sollen ab 2013 einsatzbereit sein. Schätzungen zufolge soll der Markt für Telekommunikationsdienstleistungen etwa 140 Milliarden Euro bis zum Jahr 2020 erwirtschaften.

In einer Anfrage schlug Herr Marcel Oberweis, Vertreter des luxemburgischen Parlamentes, vor, die breite Öffentlichkeit besser über die beiden Programme Galileo und GMES zu informieren. „Wer den Weltraum nutzen will, der braucht Wissen", erklärte Herr Oberweis. „Es muss das Ziel der Europäischen Union sein, durch Forschung und Entwicklung den Fortschritt mitzugestalten und einen eigenen Zugang zum Weltraum zu behalten, denn die Raumfahrt stellt eine Schlüsseltechnologie und einen wichtigen Wirtschaftszweig dar".

Damit die Europäische Union sich weiterhin an der aufstrebenden Raumfahrt beteiligen kann, bedarf es jedoch der Bereitstellung von Finanzmitteln für den Zeitraum 2014-2020, trotz der aktuellen Finanzkrise. Die Abgeordneten der Europäischen Interparlamentarischen Raumfahrt-Konferenz brachten deshalb ihre Unterstützung ein zum Vorschlag, das EU-Raumfahrtprogramm für den Zeitraum 2014-2020 mit 80 Milliarden Euro gegenüber 60 Milliarden Euro für die Zeitspanne 2007-2013 auszustatten.

Cadre financier pluriannuel de l'UE

La conférence à haut niveau sur le cadre financier pluriannuel 2014-2020 a réuni les 20 et 21 octobre, à Bruxelles, les représentants des institutions de l'UE, des parlementaires nationaux, des ministres et des ONG pour débattre de la proposition de la Commission européenne concernant le prochain cadre financier pluriannuel.

Pour rappel, les budgets annuels de l'UE se basent sur le cadre financier pluriannuel qui détermine les plafonds des crédits d'engagement annuels du budget de l'UE pour les grands domaines politiques et définit un plafond annuel global pour les crédits de paiement et d'engagement.

Lors de son allocution d'ouverture le Président de la Commission, M. José Manuel Barroso, a rappelé que le budget européen permet de réaliser des objectifs qui ne peuvent être réalisés à d'autres niveaux et qu'il soulage d'ailleurs la pression exercée sur les budgets nationaux en réalisant des économies d'échelle. Les futures dépenses budgétaires seront caractérisées par la conditionnalité, car directement liées aux objectifs de l'UE, et des contrats de partenariat avec les États membres qui devront contribuer à assurer la bonne utilisation des fonds européens.

Le Président du Parlement européen, M. Jerzy Buzek, a rappelé que l'Union européenne a besoin d'un budget à la hauteur de ses responsabilités internationales et face aux défis globaux qui se posent à elle.

La Commission a proposé d'introduire deux nouvelles ressources propres pour alimenter le budget européen: une taxe sur les transactions financières et une TVA modernisée. Le nouveau système de ressources propres serait plus juste et plus transparent, tout en créant un lien visible entre les objectifs des politiques de l'UE et le financement de celles-ci. La taxe sur les transactions financières (TTF) contribuerait à réduire les contributions nationales, facilitant ainsi les efforts nationaux d'assainissement budgétaire.



M. Alex Bodry.

M. Alex Bodry (LSAP), Président de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire de la Chambre des Députés, a déclaré que la Commission a fait preuve de courage en adoptant une approche innovante. Il soutient la proposition de TTF à condition qu'elle soit mise en œuvre au niveau de l'UE et qu'on réfléchisse à la manière de l'étendre à d'autres régions du monde. M. Bodry a salué la proposition de la Commission relative à une ressource TVA modernisée, à assiette large, taux faible et intégrée à la TVA actuelle, de manière à ne pas engendrer un coût supplémentaire pour le consommateur final.

Visite présidentielle à la Miami University



Afin de se faire une idée de la vie universitaire au «Miami University Dolibois European Center» (MUDEC), le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, s'est rendu dans les locaux universitaires où il a eu un échange de vues avec des étudiants et professeurs. En 1968, la Miami University, Ohio, a ouvert un centre au Luxembourg pour permettre aux étudiants américains de découvrir l'Europe tout en poursuivant leurs études universitaires. Cette année, il compte environ une centaine d'étudiants en provenance des États-Unis. D'abord situé dans la capitale, le MUDEC est installé depuis 1997 au Château de Differdange.

Le rôle des femmes dans les pays euro-méditerranéens

L'absence de droits des femmes dans les pays du sud de la Méditerranée est souvent décrite comme l'une des trois causes principales du manque de progrès dans ces pays, à côté de l'absence de libertés politiques et de la mauvaise qualité de l'éducation. La question des droits de la femme est en outre un sujet particulièrement d'actualité au moment où les Constitutions sont réécrites dans les pays qui ont connu une chute du régime.

Le rôle des femmes dans le processus de démocratisation et la gouvernance dans la région euro-méditerranéenne ont été les thèmes traités le 23 novembre dernier par les députés de la commission des droits de la femme dans les pays euro-méditerranéens réunis au Parlement européen à Bruxelles.

La réunion a été coprésidée par Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP), députée luxembourgeoise, et M. Sergio Silvestris, député européen. Des membres des parlements de l'Italie, de l'Algérie, de la Turquie et de la Palestine ont participé pour la composante «sud» de la commission, les députées européennes finlandaises, belges, italiennes et roumaines pour la composante «nord».

Les députés ont souligné que la question de la participation des femmes dans les mouvements de démocratisation dans le monde arabe et leur rôle dans les sociétés des pays qui ont vécu les soulèvements populaires est d'une importance capitale. Pour récolter des témoignages sur les situations actuelles, les membres de la commission ont eu un échange de vues avec Mme Nathalie Pilhes, chef de la division «femmes», mission interministérielle de l'Union pour la Méditerranée, Mme Najet Mizouni, secrétaire générale adjointe de l'Union générale du travail tunisienne et candidate à l'assemblée constituante tunisienne, et avec Mme Naela Khalil, jeune journaliste palestinienne et lauréate du prix Samir Kassir en 2008.

La réunion en plénière aura lieu en mars prochain à Rabat au Maroc.

Multiplier les exercices d'urgence en Grande Région



M. Fernand Diederich (LSAP) et M. Fernand Etgen (DP) (1er resp. 4e de gauche) et les autres participants à la réunion du CPI à Luxembourg.

Les membres de la Commission «Sécurité intérieure, Protection civile et Services de Secours» du Conseil parlementaire interrégional se sont réunis au Centre de coopération policière et douanière à Luxembourg, le 4 novembre dernier, pour s'informer des dernières évolutions de la coopération transfrontalière des services de secours et de la police.

La problématique d'un éventuel accident nucléaire figurait au centre des préoccupations des parlementaires de la Grande Région. Depuis de longues années déjà, les membres des services de secours de la Grande Région organisent des exercices communs afin d'être prêts en cas d'accident majeur.

Une multiplication et un élargissement de la coopération transfrontalière dans ce domaine sont toutefois envisagés. Les parlementaires du CPI ont plaidé pour un renforcement constant des exercices d'urgence transfrontaliers, surtout en ce qui concerne l'éventualité d'un accident nucléaire. Ils ont également exigé que les plans et scénarios existants soient régulièrement actualisés.

Les responsables du Centre de coopération policière et douanière ont informé les participants qu'ils envisagent notamment d'organiser un exercice de simulation d'une évacuation transfrontalière qui, en ce qui concerne le Luxembourg, prendrait en compte non seulement une évacuation des habitants, mais également celle des travailleurs frontaliers.

Construire une Europe adaptée aux enfants

Sous la présidence de S.A.R. la Princesse de Hanovre a eu lieu les 20 et 21 novembre 2011 la conférence sur la Stratégie du Conseil de l'Europe pour les droits de l'enfant 2012-2015.

Les objectifs de la conférence étaient d'évaluer les progrès enregistrés aux niveaux national et européen dans le cadre de la dernière stratégie lancée à Stockholm en 2008 et de discuter des éléments essentiels de la prochaine stratégie du Conseil de l'Europe sur les droits de l'enfant et notamment la campagne «un sur cinq» contre la violence sexuelle à l'égard des enfants.

MM. Marc Spautz (CSV) et Félix Braz (déi gréng), dans leur qualité respectivement de parlementaire de référence contre la violence à l'égard des enfants et de membre de la Commission des questions sociales, de la santé et de la famille de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, ont participé à cette conférence.



M. Félix Braz et M. Marc Spautz (à droite).

Le contrôle budgétaire au Luxembourg et en République tchèque

En République tchèque, le contrôle parlementaire des dépenses publiques se déroule de manière similaire qu'au Luxembourg. Des députés tchèques et luxembourgeois se sont, le 30 novembre dernier, entretenus sur les procédures existantes. Les similitudes concernent surtout les missions des commissions du contrôle de l'exécution budgétaire: analyse du compte général de l'État, examen du rapport de la Cour des Comptes, suivi des dépenses effectuées par le Gouvernement.

Les députés tchèques ont montré un intérêt particulier pour la notion de «responsabilité ministérielle» et les modalités de coopération avec la Cour des Comptes. La Présidente de la commission parlementaire luxembourgeoise, Mme Anne Brasseur, a



Les délégations parlementaires tchèque et luxembourgeoise.

renvoyé à l'article 11 de la loi sur la comptabilité de l'État. Elle a également cité l'exemple du système «e-go» ayant récolté des critiques sévères de la part de la Chambre.

Les députés ont aussi noté une différence dans l'organisation de leurs travaux: en République tchèque, les réunions de la commission du contrôle budgétaire sont toujours publiques. Cette situation entraîne cependant parfois des difficultés quand les députés doivent traiter des données sensibles voire confidentielles.

Au cours de leur visite de travail au Luxembourg, les députés tchèques ont également eu une entrevue avec des représentants des Cours des Comptes luxembourgeoise et européenne.

NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU **N°2** • SESSION ORDINAIRE 2011-2012

Pesticides

6244 - Projet de loi

- portant transposition de la directive 2009/127/CE du Parlement Européen et du Conseil du 21 octobre 2009 modifiant la directive 2006/42/CE en ce qui concerne les machines destinées à l'application des pesticides;

- modifiant la loi du 27 mai 2010 relative aux machines

Le projet de loi transpose en droit national la directive 2009/127/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 modifiant la directive 2006/42/CE. La loi du 27 mai 2010 faisant transposition de la directive 2006/42/CE doit être modifiée en conséquence.

La directive 2009/127/CE a comme but la protection de l'environnement et de la santé humaine dans le cadre de la construction de machines destinées à l'application des pesticides.

L'utilisation de pesticides constitue une menace pour la santé humaine et l'environnement. La conception, la construction et l'entretien des machines destinées à l'application de pesticides jouent un rôle significatif lorsqu'il s'agit de réduire les effets néfastes des pesticides sur la santé humaine et l'environnement. En ce qui concerne le matériel d'application des pesticides déjà utilisé par les professionnels, la directive-cadre introduit des exigences d'inspection et d'entretien à effectuer sur ce matériel.

Les exigences de protection de la santé et de la sécurité des personnes et, le cas échéant, des animaux domestiques et des biens sont d'ores et déjà prévues par la directive 2006/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 relative aux machines. Il convient donc d'inclure dans la directive 2006/42/CE les exigences essentielles de protection de l'environnement applicables à la conception et à la construction de machines neuves destinées à l'application des pesticides tout en s'assurant que ces exigences sont compatibles avec celles de la directive-cadre concernant l'entretien et l'inspection.

Dépôt par M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail et de l'Emploi et de l'Immigration, le 01.02.2011

Rapporteur: M. Roger Negri

Travaux de la Commission du Travail et de l'Emploi (Président: M. Lucien Lux):

20.06.2011	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
17.10.2011	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 17.11.2011

Sécurité ferroviaire

6282 - Projet de loi portant transposition de la directive 2008/110/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 modifiant la directive 2004/49/CE concernant la sécurité des chemins de fer communautaires (Directive sur la sécurité des chemins de fer) et modifiant

1. la loi du 22 juillet 2009 sur la sécurité ferroviaire,

2. la loi modifiée du 11 juin 1999 relative à l'accès à l'infrastructure ferroviaire et à son utilisation

Le projet de loi 6282 transpose la directive 2008/110/CE modifiant la directive 2004/49/CE sur la sécurité ferroviaire. La directive 2004/49/CE a été transposée en droit national notamment par le biais de la loi du 22 juillet 2009 sur la sécurité ferroviaire. Pour mettre en conformité le droit national avec les exigences communautaires en la matière, le cadre législatif doit être complété par la transposition de la directive 2008/110/CE.

Pour atteindre son objectif de revitaliser le secteur du rail, la Commission européenne poursuit avec conséquence sa politique de libéralisation du secteur ferroviaire. La directive 2008/110/CE a comme objectif de faciliter les procédures nationales d'homologation du matériel roulant. Ces procédures sont en effet considérées comme une barrière importante à la création de nouvelles entreprises ferroviaires. La Commission a donc jugé nécessaire d'intervenir pour harmoniser les procédures nationales, les simplifier et recourir de manière systématique au principe de la reconnaissance mutuelle.

L'un des apports de la directive consiste notamment à assigner à chaque véhicule apte à circuler sur une ligne de chemin de fer une entité chargée de son entretien et de sa maintenance. Dans certains cas, la directive 2008/110/CE permet cependant aux États membres de définir des dérogations en matière d'identification et de certification de cette entité en charge de la maintenance, et ce notamment en ce qui concerne les véhicules de pays tiers, pour les transports spéciaux ou pour le matériel militaire.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 06.05.2011

Rapporteur: M. Marc Spautz

Travaux de la Commission du Développement durable (Président: M. Fernand Boden):

25.05.2011	Désignation d'un rapporteur
19.07.2011	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
26.10.2011	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
09.11.2011	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 15.11.2011

Immigration

6306 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration

La promotion de l'immigration légale, dont l'immigration économique, est un des piliers de la politique d'immigration luxembourgeoise. Le programme gouvernemental indique, entre autres, qu'il y a lieu «*d'adapter l'immigration aux besoins de l'économie luxembourgeoise, dans le plein respect des engagements européens et internationaux auxquels le Luxembourg souscrit*». Le sujet de l'immigration légale a également été abordé dans le programme de La Haye de novembre 2004 qui a retenu à ce sujet que l'«*immigration légale jouera un rôle important dans le renforcement de l'économie de la connaissance en Europe et dans le développement économique, et contribuera ainsi à la mise en œuvre de la stratégie de Lisbonne.*» Dans le programme de la Haye, le Conseil européen a en outre invité la «*Commission à présenter, avant la fin de 2005, un programme d'action relatif à l'immigration légale, comprenant des procédures d'admission qui permettent au marché du travail de réagir rapidement à une demande de main-d'œuvre étrangère en constante mutation*».

Ce programme a finalement été présenté en décembre 2005.[1] Outre la création d'une directive-cadre générale, dont le principal objectif est de garantir «*des droits, dans un cadre commun, à tous les ressortissants de pays tiers occupant un emploi légal et déjà admis dans un État membre, mais qui ne peuvent encore prétendre au statut de résident de longue durée*», il préconise la mise en place de quatre directives spécifiques ayant trait aux conditions d'entrée et au séjour des travailleurs hautement qualifiés, des travailleurs saisonniers, des personnes transférées temporairement au sein de leur entreprise et des stagiaires rémunérés.

La proposition de directive établissant les conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers aux fins d'un emploi hautement qualifié fut adoptée le 23 octobre 2007 par la Commission européenne.[2] Elle vise à donner une réponse aux défis précités, en cherchant à renforcer les capacités de l'Union européenne à attirer des ressortissants de pays tiers aux fins d'emplois hautement qualifiés. Pour ce faire, elle instaure une «carte bleue» européenne, qui s'inspire de la «green card» américaine. En mai 2009, le Conseil de l'Union européenne a formellement adopté la directive.

[1] Ibid.

[2] COM(2007) 637 final du 23 octobre 2007 - Proposition de directive du Conseil établissant les conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers aux fins d'un emploi hautement qualifié.

Relevons encore que lors de l'élaboration de la loi du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration, il a été tenu compte de la proposition de directive. En effet, les auteurs du projet de loi précisent que le texte actuel permet d'ores et déjà le recrutement de travailleurs hautement qualifiés sans qu'ils soient soumis à la procédure habituelle des travailleurs salariés qui consiste à vérifier la priorité d'embauche et de soumettre la demande à un examen de la commission consultative pour travailleurs salariés. Outre la célérité du traitement des demandes rendue possible par la simplification de la procédure, les travailleurs hautement qualifiés sont d'ores et déjà autorisés à se faire accompagner ou se faire rejoindre par les membres de leur famille nucléaire sans être soumis à une condition de durée de la résidence.

Les auteurs du projet de loi continuent à préciser que le dispositif existant a fait ses preuves et que bon nombre des employeurs ont recouru à ce mode de recrutement depuis octobre 2008. Ainsi sur un total de 1.326 nouvelles autorisations de séjour délivrées en 2009, 116 étaient destinées à des travailleurs salariés, alors que presque autant, à savoir 107, concernaient des travailleurs hautement qualifiés. Pour 2010, les chiffres étaient similaires: 136 des 1.684 nouvelles autorisations de séjour délivrées concernaient des travailleurs salariés, dont 125 étaient des travailleurs hautement qualifiés.

Dans ce contexte, il convient finalement d'évoquer le régime fiscal pour les expatriés hautement qualifiés. Ce dernier s'applique tant aux salariés détachés temporairement par une entreprise étrangère vers une entreprise luxembourgeoise appartenant au même groupe international qu'aux salariés directement recrutés à l'étranger pour exercer une activité salariée au Luxembourg, et permet à l'employeur et à l'expatrié de profiter de certains avantages fiscaux.

Dépôt par M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, le 18.07.2011

Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration (Président: M. Ben Fayot):

20.10.2011	Désignation d'un rapporteur
07.11.2011	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
09.11.2011	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 17.11.2011

Chamber aktuell

Chamber TV vous propose tous les ***lundis*** *entre 20.00 et 22.00 heures les* ***moments forts*** *de l'actualité parlementaire.*

L'émission est ***rediffusée*** *du* ***mardi au vendredi*** *de 20.00 à 22.00 heures, à l'exception des jours de séance.*

SÉANCE 4

MARDI,
15 NOVEMBRE 2011

Présidence: M. Laurent Mosar, Président

Sommaire

1. Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés
- *M. le Président*

2. Communications
- *M. le Président*

3. Ordre du jour
- *M. le Président, M. Xavier Bettel*

4. Déclaration de politique européenne et étrangère présentée par M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères
- *M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères*

5. 6282 - Projet de loi portant transposition de la directive 2008/110/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 modifiant la directive 2004/49/CE concernant la sécurité des chemins de fer communautaires (Directive sur la sécurité des chemins de fer) et modifiant
1. la loi du 22 juillet 2009 sur la sécurité ferroviaire,
2. la loi modifiée du 11 juin 1999 relative à l'accès à l'infrastructure ferroviaire et à son utilisation
- *Rapport de la Commission du Développement durable: M. Marc Spautz*
- *Discussion générale: M. André Hoffmann*
- *M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

6. Hommage à M. André Hoffmann
- *M. le Président, M. André Hoffmann*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; Mme Marie-Josée Jacobs, MM. Luc Frieden et Claude Wiseler, Mme Octavie Modert, MM. Marco Schank et M. Romain Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Jean Asselborn, *Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères*.- Neen, Här President.

1. Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés

M. le Président.- Op Ufro vun der Regierung huet d'Presidentekonferenz sech derfir ausgeschwat, de Projet de loi 5949 iwwert d'Kommunalregister vun de Persounen an de Projet de loi 5950 iwwert d'Identifikatioun vun de Persounen am Nationalregister an d'Carte d'identité vum Rôle ze sträichen.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

2. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Bureau déposéiert.

2) D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschte Sitzungen an der Administration parlementaire déposéiert goufen, sinn och um Bureau déposéiert a goufen un d'Fraktioune verdeelt.

3) Vum 3. bis de 7. Oktober 2011 huet zu Stroossbuerg déi véiert Partie vun der Session ordinaire vun der Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe stattfonnt. D'Chamber war hei vertrueden duerch déi Damme Lydie Err an Anne Brasseur souwéi duerch d'Häre Norbert Haupert a Félix Braz.

4) De 24. Oktober 2011 ass vun den Awunner vu Schëffleng d'Petitioun N°311 eragereecht gi fir de Bau vun enger Schallschutzmauer op der Zuchstreck Lëtzebuerg/Esch, sou wéi dat d'Direktiv 2002/49/CE virgesäit.

5) De Landesverband huet den 10. November 2011 d'Petitioun N°312 iwwer eng Ancienneteitsdécharge fir d'Chargé-de-coursen eragereecht.

6) Sou wéi den Artikel 169 Alinéa 5 vun eisem Reglement et virgesäit, huet d'Conférence des Présidents, well keng Sitzung an deem Délai vun aacht Woche virgesi war, sech majoritär ausgeschwat fir d'Verschécken un déi europäesch Instanz vun engem Avis motivé zum Dokument Com (2011) 540 iwwer eng Propositioun vum Europaparlament an dem Conseil iwwer en Informatiounsmechanismus bei Accorden tëschent de Memberstaten an Drëttlänner.

7) Sou wéi d'Chambersreglement dat virgesäit, wollt ech folgend Kommunikatioun un d'Chamber maachen:

Conformément à la loi du 22 août 2003 instituant un Médiateur et aux dispositions des articles 127 à 131 du Règlement de la Chambre des Députés, celle-ci sera appelée à désigner un Médiateur en séance publique. La présente communication a lieu trente jours au moins avant la désignation en séance publique.

Les personnes intéressées peuvent adresser une candidature par simple lettre au Président de la Chambre des Députés au 23, rue du Marché-aux-Herbes à Luxembourg.

Les Députés peuvent proposer des candidatures par lettre adressée au Président de la Chambre des Députés. Dans ce cas, ils doivent s'assurer au préalable que le candidat accepte la candidature.

Pour être recevables, les candidatures doivent être adressées au Président de la Chambre des Députés au plus tard le 30 novembre 2011.

Les candidatures doivent être accompagnées de notices biographiques et de toutes pièces utiles indiquant que les qualifications requises par l'article 13 de la loi du 22 août 2003 instituant un Médiateur sont remplies, à savoir:

1. posséder la nationalité luxembourgeoise;

2. jouir des droits civils et politiques;

3. offrir les garanties de moralité requises;

4. être porteur d'un diplôme d'études universitaires documentant un cycle complet de quatre années d'études accomplies avec succès et posséder une expérience professionnelle dans un domaine utile à l'exercice de la fonction;

5. avoir une connaissance adéquate des trois langues administratives telles que définies par la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues.

Le ou la candidat(e) seront appelés à faire une déclaration sur l'honneur en ce qui concerne cette dernière condition.

La présente communication sera publiée sous forme de communiqué de presse.

8) Ech wéilt Iech dann och nach drop opmierksam maachen, datt de Bureau eng Rei vu Propositioune guttgeheescht huet, wat d'Präsenz vun den Deputéierten an den öffentleche Sitzungen ugeet. Dës Propositioune sinn Iech duerch e Bréif matgedeelt ginn. Ech wollt just nach drun erënneren, datt d'Präsenzlëschten also vun haut un öffentlech sinn an um Internetsite vun der Chamber publizéiert ginn.

Communications du Président - Séance publique du 15 novembre 2011

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau. Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et le projet de règlement grand-ducal suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

***6341** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 1er décembre 1992 portant*

1. création d'un établissement public pour le développement de la formation professionnelle continue et

2. fixation des cadres du personnel des Centres de formation professionnelle continue

Dépôt: Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 11.10.2011

***6342** - Projet de loi complétant la loi du 6 janvier 1995 relative à la distribution en gros des médicaments ainsi que la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments*

Dépôt: M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, le 11.10.2011

***6343** - Projet de loi portant:*

1) approbation du Protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer, signé à Palerme, le 12 décembre 2000, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée du 15 novembre 2000

2) modification du Code pénal

3) modification du Code d'instruction criminelle

4) modification de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 12.10.2011

***6344** - Projet de loi*

- approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la 16e reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement

- approuvant l'amendement de la loi du 22 décembre 2006 relative à la participation du Luxembourg à l'IADM et à la 7e reconstitution des ressources du Fonds International de Développement Agricole ajustant la contribution du Grand-Duché de Luxembourg à l'IADM

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 14.10.2011

***6345** - Projet de règlement grand-ducal*

a. portant exécution et sanction du règlement (CE) n°1072/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché du transport international de marchandises par route, et

b. modifiant le règlement grand-ducal modifié du 26 août 1993 relatif aux avertissements taxés, aux consignations pour contrevenants non résidents ainsi qu'aux mesures d'exécution de la législation en matière de mise en fourrière des véhicules et en matière de permis à points

Dépôt: M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 20.10.2011

***6346** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire*

Dépôt: M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 21.10.2011

***6347** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire*

Dépôt: M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 21.10.2011

***6348** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire*

Dépôt: M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 21.10.2011

***6349** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire*

Dépôt: M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 21.10.2011

***6351** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire*

Dépôt: M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 21.10.2011

***6352** - Projet de règlement grand-ducal relatif à la participation du Luxembourg à la mission d'observation de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe des élections législatives en Russie*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 24.10.2011

***6354** - Projet de loi portant exécution du règlement (UE) n°510/2011 du Parlement européen et du Conseil du 11 mai 2011 établissant des normes de performance en matière d'émissions pour les véhicules utilitaires légers neufs dans le cadre de l'approche intégrée de l'Union visant à réduire les émissions de CO_2 des véhicules légers*

Dépôt: M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures, le 24.10.2011

***6355** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée*

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 27.10.2011

***6356** - Projet de loi relatif à la construction du Bâtiment Laboratoires, de la Halle d'Essais Ingénieurs et de l'équipement de la deuxième Centrale de production de froid à Belval*

Dépôt: M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 27.10.2011

***6357** - Projet de loi relatif à la transformation et à l'extension du Lycée Hubert-Clément à Esch-sur-Alzette*

Dépôt: M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 27.10.2011

***6358** - Projet de règlement grand-ducal abrogeant*

- le règlement grand-ducal modifié du 19 juin 1996 concernant l'indication de la consommation d'énergie des machines à laver le linge domestiques;

- le règlement grand-ducal modifié du 28 juin 1996 concernant l'indication de la consommation d'énergie des réfrigérateurs, des congélateurs et des appareils combinés électriques;

- le règlement grand-ducal du 17 août 1998 concernant l'indication de la consommation d'énergie des lave-vaisselle domestiques

Dépôt: M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 27.10.2011

***6359** - Projet de loi portant*

1. création d'un pacte climat avec les communes

2. modification de la loi modifiée du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement

Dépôt: M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures, le 31.10.2011

***6360** - Projet de loi relatif à l'institution d'un statut d'hébergement touristique*

Dépôt: Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre des Classes moyennes et du Tourisme, le 07.11.2011

***6361** - Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal du 22 juin 2000 transposant la directive 96/98/CE du Conseil du 20 décembre 1986 relative aux équipements marins ainsi que la directive 98/85/CE de la Commission du 11 novembre 1998 modifiant la directive 96/98/CE du Conseil relative aux équipements marins*

Dépôt: M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 07.11.2011

6362 *- Projet de loi portant réorganisation de l'établissement public nommé «Salle de concerts Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte» et de la Fondation Henri Pensis*

Dépôt: Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture, le 09.11.2011

3) Du 3 au 7 octobre 2011 s'est tenue à Strasbourg la 4e partie de la session ordinaire de 2011 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Y ont assisté la Présidente de la délégation luxembourgeoise, Mme Lydie Err, les Membres effectifs et suppléant Mme Anne Brasseur et MM. Norbert Haupert et Félix Braz, MM. Fernand Boden et Marc Spautz s'étant excusés. L'ordre du jour de la session avec le relevé des textes adoptés (15 résolutions et sept recommandations) ont été distribués.

Parmi les points à l'ordre du jour il y a lieu de relever entre autres

- La communication du Comité des Ministres à l'Assemblée parlementaire, présentée par M. Kostyantyn Gryshchenko, Ministre des Affaires étrangères de l'Ukraine, Président du Comité des Ministres;

- La sélection prénatale en fonction du sexe;

- Statut de partenaire pour la démocratie auprès de l'Assemblée parlementaire octroyé par celle-ci au Conseil national palestinien;

- La coopération entre le Conseil de l'Europe et les démocraties émergentes dans le monde arabe;

- La souveraineté nationale et le statut d'État de droit dans le droit international contemporain: nécessité d'une clarification;

- Les activités de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) en 2010-2011;

- Combatte les «images d'abus commis sur des enfants» par une action engagée, transversale et internationalement coordonnée;

- La pornographie violente et extrême;

- L'impact du Traité de Lisbonne sur le Conseil de l'Europe;

- Le fonctionnement des institutions démocratiques en Arménie;

- Les recours abusifs au secret d'État et à la sécurité nationale: obstacles au contrôle parlementaire et judiciaire des violations de droits de l'Homme;

- Les droits de l'Homme et la lutte contre le terrorisme;

- La protection de la vie privée et des données à caractère personnel sur l'Internet et les médias en ligne;

- Les enfants migrants sans-papiers en situation irrégulière: une réelle cause d'inquiétude.

Lors de la susdite session ont eu lieu un débat d'actualité avec comme sujet «Comment les États membres du Conseil de l'Europe peuvent-ils venir en aide aux pays touchés par des catastrophes humanitaires comme ceux de l'Afrique de l'Est?» et un débat d'urgence sur la situation politique dans les Balkans.

Il faut aussi souligner le discours de M. Mahmoud Abbas, Président du Comité exécutif de l'Organisation de Libération de la Palestine, Président de l'Autorité nationale palestinienne.

La 1e partie de session de 2012 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe se tiendra à Strasbourg du 23 au 27 janvier 2012.

4) En date du 24 octobre 2011 les citoyens de Schifflange ont introduit la pétition n°311 pour la construction d'un mur antibruit sur la voie ferroviaire Luxembourg-Esch/Alzette en vertu de la directive européenne 2002/49/CE.

5) La pétition n°312 concernant la décharge pour ancienneté pour les chargés de cours a été remise par le Landesverband le 10 novembre 2011.

6) Conformément à l'article 169.-(5) du Règlement de la Chambre des Députés, la Conférence des Présidents, en l'absence d'une séance publique en temps utile pour respecter le délai de huit semaines, a décidé à la majorité des voix de l'envoi d'un avis motivé sur le document COM (2011) 540 d'une proposition de décision du Parlement européen et du Conseil établissant un mécanisme d'échange d'informations sur les accords intergouvernementaux conclus entre des États membres et des pays tiers dans le domaine de l'énergie.

7) Conformément à la loi du 22 août 2003 instituant un Médiateur et aux dispositions des articles 127 à 131 du Règlement de la Chambre des Députés, celle-ci sera appelée à désigner un Médiateur en séance publique. La présente communication a lieu 30 jours au moins avant la désignation en séance publique.

Les personnes intéressées peuvent adresser une candidature par simple lettre au Président de la Chambre des Députés, 23, rue du Marché-aux-Herbes, L-1728 Luxembourg.

Les Députés peuvent proposer des candidatures par lettre adressée au Président de la Chambre des Députés. Dans ce cas, ils doivent s'assurer au préalable que le candidat accepte la candidature.

Pour être recevables, les candidatures doivent être adressées au Président de la Chambre des Députés au plus tard le 30 novembre 2011.

Les candidatures doivent être accompagnées de notices biographiques et de toutes pièces utiles indiquant que les qualifications requises par l'article 13 de la loi du 22 août 2003 instituant un médiateur sont remplies, à savoir:

1. posséder la nationalité luxembourgeoise;

2. jouir des droits civils et politiques;

3. offrir les garanties de moralité requises;

4. être porteur d'un diplôme d'études universitaires documentant un cycle complet de quatre années d'études accomplies avec succès et posséder une expérience professionnelle dans un domaine utile à l'exercice de la fonction;

5. avoir une connaissance adéquate des trois langues administratives telles que définies par la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues.

Le ou la candidat(e) seront appelés à faire une déclaration sur l'honneur en ce qui concerne cette dernière condition.

La présente communication sera publiée sous forme de communiqué de presse.

Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.

3. Ordre du jour

An hirer Réunioun vum 10. November huet d'Presidentekonferenz folgenden Ordre du jour virgeschloen:

Haut de Mëtteg hu mer fir d'Éischt d'Deklaratioun iwwert d'Europapolitik an d'Aussepolitik vum Här Ausseminister Jean Asselborn; duerno de Projet de loi 6282, eng Direktiv iwwert d'Sécherheet am Schinneberäich - nom Basismodell.

Muer de Mëtteg um zwou Auer hëlt fir d'Éischt d'Chamber en neie Member op. Dann hu mer e puer Ofännerungen an der Zesummestellung vun de Kommissiounen an internationalen Delegatiounen. Dann hu mer d'Erneierung vun de Mandater vum President, Vizepresident an engem Conseiller vun der Cour des Comptes, an dann d'Debatt iwwert d'Europapolitik an d'Aussepolitik - nom Modell 2.

En Donneschdeg de Mëtteg um zwou Auer hu mer fir d'Éischt de Projet de loi 6244, eng Direktiv, déi d'Gesetz iwwert d'Maschinnen ofännert - nom Basismodell; duerno de Projet de loi 6306, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Libre circulation des personnes - nom Modell 1, an dann eng Interpellatioun vum Claude Adam iwwert den Neutralitéitsprinzip am Internet - nom Modell 1.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir héieren haut de Mëtteg d'Deklaratioun vum Här Ausseminister Jean Asselborn iwwert d'Aussepolitik vun der Regierung. Här Ausseminister, Dir hutt d'Wuert.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President!

M. le Président.- Jo. Entschëllegt, Här Ausseminister, den Här Bettel freet nach eng Kéier d'Wuert.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, just zum Ordre du jour. Dir hutt ugefaangen, andeem Der gesot hutt, dass d'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen um Bureau géif leien. Ech wier frou, wann d'Lëscht vun den net beäntwerte parlamentareschen Ufroen och eng Kéier géif nees ervirkommen. Mir hunn haut de Moien nees gekuckt. Mir hu parlamentaresch Ufroen - et sinn der ganz vill am Moment -, déi net beäntwert wieren.

Ech wier frou, wann Der nach eng Kéier - well mer elo scho fënnef Ministeren hei hunn - wierklech de Message géift weiderginn. Mir hunn en Délai, dee soll och respektéiert ginn. Wa se Problemer hunn, hu se jo eng Méiglechkeet, fir e verlängerten Délai unzefroen. Mä wa mer eis parlamentaresch Aarbecht wëlle seriö huelen, sollt d'Regierung och wann ech gelift mat Zäiten déi Äntwerte ginn.

M. le Président.- Ech wéilt dem honorabelen Här Bettel soen, datt de President regelméisseg d'Regierung erënnert, datt d'Froe sollen zur Zäit beäntwert ginn, an en huet dat och nach virun e puer Deeg erëm eng Kéier gemaach.

(Brouhaha)

Sou, elo kritt awer d'Wuert den Här Ausseminister Jean Asselborn.

4. Déclaration de politique européenne et étrangère présentée par M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères

M. Jean Asselborn, *Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre Deputéiert, léif Kolleegen, op den éischte Bléck kann een iwwerrascht sinn, wann een de Kontrast tëschent den zwee Ufere vum Mëttelmier géigeniwwerstellt: Am Norden ass en Europa, wat an der Kris an am Zweifel stécht; op där anerer Säit, am Süden, erwächt Nordafrika a verlaangert no Fräiheet an Hoffnung.

Op där enger Säit sinn alehrwürdeg Natiounen, déi gelähmt schéngen an net amstand sinn, sech aus engem Däiwelskrees ze befreien, dee se net verstinn, an déi sech nach esou vill hoffnungsvoll Heelmëttel wëlle ginn.

Op där anerer Säit hu courageiert Populatioune géint Regierungssystemer rebelléiert, vun deenen ee gemengt huet, dass se fir all Éiwegkeet géife bestoe bleiwen. Völker, deenen ee fälschlecherweis ënnerstallt huet, dass se net emol d'Aspiratioun op Fräiheet hätten, sinn op Initiativ vun hirer Jugend opgestanen an hunn hiert eegent Schicksal an d'Hand geholl.

Dës Duerstellung ass natierlech ze relativéieren. Ech sinn iwwerzeegt, dass Europa, trotz den aktuelle Problemer mat sech selwer, eng entscheedend Inspiratiounsquell war fir dat, wat mir allgemeng jo d'„Arabescht Fréijoer" nennen.

Natierlech sollt een net higoen an d'Evidenz ofstreiden: Europa stécht an enger schwéierer Kris, déi vill Facetten huet an déi wäit iwwert d'budgetär Schwieregkeete vun deenen engen oder aneren erausgeet.

Dës Feststellung soll eis awer net découragéieren. D'Länner vun der Europäescher Unioun hu scho vill aner Krisen zënter de 70er Joren duerchlieft, politescher, wirtschaftlecher a sozialer Natur. An d'Äntwert war ëmmer déiselwecht: Mir mussen no vir goen an déi europäesch Integratioun weiderdreiwen, mat Courage, mat Oppenheet. Et war net ëmmer einfach. Et ass net ëmmer esou séier gaangen, wéi een dat gehofft huet. Mä et gouf am Endeffekt ëmmer fäerdegbruecht.

Ech weess och, dass verschidde Leit eis haut iwwerzeege wëllen, dass dat Schnéi vu gëschter ass an dass d'Situatioun haut eng ganz aner wier. D'Léisunge vu fréier géifen net méi gräifen, heescht et, an déi sollten och deemno verworf ginn. Jo, et läit am Trend ze behaapten, dass mer um Enn vun engem historeschen Zyklus ukomm sinn, an dass d'europäesch Integratioun - nodeems se hiren Héichpunkt eigentlech erreecht huet - elo dozou verdaamt ass, fir ofzehuelen.

Ech kann nëmme virun esou Theorië warnen. Déi déngen nëmmen deenen, déi méi oder wéineger oppen déi national Egoisme verdeedegen a sech deenen anere wëlle verschléissen a sech ofkapselen. Eng Form vu salonfäegem Nationalismus an Egoismus schläicht bekanntlech duerch vill EU-Länner.

Wann déi nationalistesch Tendenze sech géifen duerchsetzen, da wier dat eng schlecht Entwécklung fir all d'Memberstaten, y compris fir déi, déi aus Nostalgie oder Selbstverblendung mengen, si kéinte sech eleng op der Weltbühn duerchsetzen. Fir eist Land wier esou eng Haltung déidlech, well eis Sécherheet an eis Prosperitéit op dem Erfolleg vun der Europäescher Unioun berouen.

Ech wiere mech géint déi, déi mengen, eis Aussepolitik géif sech ze vill mat der Europäescher Unioun beschäftegen an net genuch mat eisen eegenen Interessen. Den Erfolleg vun der Europäescher Unioun ass deen éischte vun eisen Interessen! Sech verantwortungsvoll a solidaresch asetze fir d'Verstäerkung vun der Unioun, dat ass och sech asetze fir eist Land. An dozou gëtt et keng Alternativ.

Dësen Engagement ass och eng konkret Ëmsetzung vun eise Wäerter, wéi d'Demokratie, wéi d'Mënscherechter an d'Solidaritéit. Et kann een also net zwou Aussepolitiken entgéintsetzen: eng, déi eis Interesse géif verdeedegen, an eng, déi eis Wäerter géif verkierperen. Et ass an der Moud, iwwerall wëllen de Konflikt tëschent Realismus an Idealismus ze gesinn. Mä dës Virstellung ass falsch! An eisem Engagement fir d'europäesch Integratioun fléissen eis Interessen an eis Idealer zesummen, ob dat am Beräich ass vun de Mënscherechter, der Rechtsstaatlechkeet oder selbstverständlech och dem Multilateralismus.

Ech wéilt Iech versichen ze weisen, dass eis Aussepolitik - iwwregens an de grousse Linnen ni a Kontradiktioun mat der Chamber - eng Politik ass, déi responsabel a solidaresch eis Interessen an och gläichzäiteg eis Wäerter verdeedegt.

D'Europäesch Unioun bestëmmt maassgeblech d'politescht, d'ekonomescht an dat soziaalt Liewen zu Lëtzebuerg. Et ass ëmsou méi bedauerlech ze gesinn, dass wesentlech Acquisë vun der europäescher Konstruktioun an der Lescht widderhuelt a Fro gestallt goufen.

D'Scholdekris huet d'Fundamenter vun der Wirtschafts- a Währungsunioun erschüttert an d'Stabilitéit vun der Eurozon a Gefor bruecht. Dës Kris ass sonnergläichen. Mir sti viru groussen Ëmwälzungen, wat d'Gestioun an der Eurozon betrëfft. Muncheree werft der Unioun vir, d'Scholdekris net an de Grëff ze kréien. Ech verstinn, dass d'Gestioun vun der Kris als ze lues an ze onduerchsiichteg emfonnt gëtt, an dass ouni Zweifel am leschten annerhallwe Joer och vill gezéckt a gedribbelt ginn ass, anstatt ze handelen.

Mä et däerf ee weder déi technesch nach déi politesch Komplexitéit nach d'Schwieregkeete vun dëser Aufgab ënnerschätzen. Déi politesch Responsabel vun haut mussen haut verschidde Versäumnisser behiewen, déi bei der Schafung vun eiser gemeinsamer Währung an den 90er Joren entstane sinn. D'Scholdekris huet verschidde wesentlech Manktumen an der europäescher Konstruktioun ënnerstrach.

Fir d'Politiker, déi haut am Vierdergrond stinn, ass d'Kris ee stännege Balanceakt. Et steet immens vill um Spill. D'Faillite vun engem Stat ass eng reell Gefor, déi wéi een Damoklesschwert iwwert de Käpp vu Millioune Bierger an Europa an hirer wirtschaftlecher Situatioun hänkt. D'Zuel vun den implizéierten Acteuren ass duerchaus beandrockend: d'Regierungen aus der Eurozon, d'europäesch Institutiounen, d'national Parlamenter, d'Banken, d'Investisseuren, d'Finanzmäert, mä awer och d'Memberstaten, déi net an der Eurozon sinn, an aner extern Acteure wéi den Internationale Währungsfong.

Ënnert deenen Ëmstänn geet et net duer, sech eng Kéier ze treffen, fir d'Froen ze regelen, vun deenen esou vill fir esou vill Leit och ofhänkt. Et muss ee sech ofschwätzen, sech beroden, verhandelen, sech nach emol ofschwätzen. Genau dat ass, wat am Moment gemaach gëtt. Et gëtt nonstop dru geschafft, fir déi beschtméiglech Léisungen ze fannen.

Et stëmmt, dass verschidde Moossnamen, déi am Kader vun der Kris hu misse getraff ginn, Ad-hoc-Moossname sinn, wéi zum Beispill d'Schafe vum Europäesche Fong fir Finanzstabilitéit. Et ass verständlech, dass a Krisenzäite muss kënne séier gehandelt ginn. De gemeinschaftleche Geescht, den „esprit communautaire", muss awer de Basisprinzip vum Fonctionnement vun der Unioun bleiwen, an dat an alle Beräicher.

Déi nei Uniounsmethod, wéi se vu Verschiddene genannt gëtt, muss d'Ausnahm bleiwen. Et brauch een net ze ënnersträichen, dass Lëtzebuerg - zesumme mat anere Memberstaten - ëmmer erëm de Respekt vun der Gemeinschaftsmethod fuerdert, an där d'Europäesch Kommissioun eng zentral Roll spillt.

Am Kader vun den Efforten, déi ënnerholl goufen, fir d'Scholdekris ze iwwerwannen, huet sech eist Land vun zwee grousse Prinzipië leede gelooss: vun der Solidaritéit an der Soliditéit. Op där enger Säit muss d'Eurozon solidaresch si mat de Länner, déi Schwieregkeeten hunn. Op där anerer Säit ass et evident, dass déi Länner sech hirersäits musse solidaresch mam Rescht vun der Eurozon erweisen, andeems si d'Moossname mussen ergräifen, fir hir eege Situatioun ze verbesseren an domat d'Soliditéit vun der Eurozon ze stäerken. An deem Zesummenhang goufen an de leschte Méint bedeitend Décisioune jo geholl.

Verschidde Länner hunn e schwaache Wuesstum, hunn héije Chômage, héich Scholden a grouss budgetär Defiziter. Dëst zwéngt si, hir sozial Budgeten drastesch ze kierzen an d'Steieren ze erhéijen: Moossnamen, déi zu politeschen an zu soziale Spannunge gefouert hunn. D'Kombinatioun vun héijen Defiziter a Scholden an engem schwaache Wuesstum huet dozou gefouert, dass d'Finanzmäert d'Eurozon ganz kritesch betruechten, a Griichenland, Irland a Portugal sech de Moment net méi um Finanzmaart - wéi mer wëssen - refinanzéiere kënnen.

D'Memberstate si sech voll a ganz bewosst, dass si ënnerenee musse solidaresch sinn: D'Defiziter an d'Scholde vun engem Land belaaschten och déi aner. Eng kollektiv Äntwert ass déi eenzeg méiglech Léisung, am Respekt vun de gemeinsame Regelen.

Eng global Äntwert op d'Scholdekris setzt sech aus verschiddenen Elementer zesummen: d'Europäescht Semester, de reformëierte Stabilitéits- a Wuesstumspakt, den Europäesche

Fong fir Finanzstabilitéit an den zukünftegen Europäesche Stabilitéitsmechanismus grad wéi och d'Hëllefsprogrammer, déi schonn ageriicht gi sinn, an d'national Reformpläng, déi ageleet goufen.

Dernieft ass am exzeptionelle Fall vu Griichenland d'Bedeelegung vum Privatsecteur a Form vun engem Scholdeschnëtt an eng Rekapitalisatioun vu betraffene Banke virgeholl ginn.

Gläichzäiteg muss d'Eurozon hire Fonctionnement verbesseren. Déi gemeinsam Währung setzt viraus, dass all Land d'Regelen anhält. Am anere Fall fält d'Gerüst an de Koup. A kee Land soll ausgeschloss sinn, an d'Länner a Schwieregkeete profitéiere vun de Bäistandsmechanismen. Mä d'Eurozon ka just als Ganzt fonctionnéieren.

D'Europäescht Semester huet zwee Ziler. Dat éischt Zil ass, dass d'Politiken, déi fir budgetär Disziplin - d'Stabilitéits- a Konvergenzprogrammer - respektiv fir méi e grousst Wuesstum a manner Chômage - d'national Reformprogrammer also - suerge sollen, besser openeen ofgestëmmt ginn. Dat zweet Zil ass eng Verstäerkung vun der wirtschaftlecher Gouvernance, andeems d'budgetär Politiken an der EU besser iwwerwaacht an och ofgestëmmt ginn.

Dank dësem neie Kader ginn d'Politiken an Zukunft an den éischte sechs Méint vum Joer, also virun de Budgetsdécisioune vun de Memberstate fir dat Joer drop, ënnereneen ofgestëmmt. Säit Juli leeft d'„nationaalt Semester". Heibäi ginn d'Recommandatioune fir d'Ausschaffe vum nationale Budget fir 2012, dee jo den nächste Mount hei an der Chamber wäert diskutéiert ginn, berücksichtegt. Esou wäert de Vote vum Budget - eng vun de wichtegste Kompetenze jo vun der Chamber - vill méi kloer wéi bis elo an engem europäesche Kader stattfannen. Dës Moossnam soll jo an den nächste Joren zu enger verstäerkter Integratioun - wéi ech gesot hunn - vun den nationale Budgetspolitike féieren.

Just heizou wéilt ech mat Nodrock betounen, dass een „haircut" vun de Sozialleeschtungen oder een Zerschloe vun eiser Kultur vum sozialen Dialog net däerf an net kann d'Zil sinn.

D'Reform vum Stabilitéits- a vum Wuesstumspakt gouf jo am September adoptéiert. Si soll zu enger méi strenger Iwwerwaachung féieren, andeems si wäitgehend automatesch Sanktioune virgesäit, wann d'Regelen net respektéiert ginn. Eng gemeinsam Währung bedeit eben och eng gemeinsam Solidaritéit.

Well awer d'Scholdekris net nëmmen an alle Fäll duerch gréisser Budgetsdefiziter verursaacht gouf, wéi d'Beispiller vun Irland an och vu Spuenien weisen, gëtt de reforméierte Stabilitéits- a Wuesstumspakt complétéiert duerch déi sougenannten „Prozedur vun den exzessive makroekonomeschen Ongläichgewiichter". Dës Prozedur gesäit vir, dass d'Memberstate musse Moossnamen ergräifen, déi zu enger gréisserer realer Konvergenz vun den Ekonomië féieren.

De 26. Oktober huet bekanntlech d'Eurozon sech kënnen eens ginn, ënner anerem, iwwer wichteg Punkte wéi d'Ëmstrukturéierung vun der griichescher Schold, d'Rekapitaliséierung vun de Banken an d'Verstäerkung vum Europäesche Fong fir Finanzstabilitéit. No eelef Sommeten an de leschten 20 Méint hunn déi 17 Eurolänner et fäerdegbruecht, déif gräifend Moossnamen ze huelen, fir aus der Kris erauszekommen. Si hu sech awer och engagéiert, d'Wirtschafts- an d'Währungsunioun ze complétéieren an d'Léieren aus där heiteger Kris ze zéien.

De President vum Europäesche Rot krut d'Mandat, Mesuren ze definéieren, fir d'wirtschaftlech Unioun ze stäerken a se op den Niveau vun der Währungsunioun lues a lues ze bréngen. Ännerunge vum Traité sinn net auszeschléissen, obwuel ee sech muss bewosst sinn, op wat fir ee Risiko dass ee sech do aléisst.

Bis Enn des Joers soll ee Pabeier virleien, wou och eise Premier als President vum Eurogroup mat implizéiert ass, deen d'Marschroute dozou soll festleeën, wann dat muss sinn; natierlech ëmmer am totale Respekt vun de Prärogative vun den europäeschen Institutiounen.

An der Zwëschenzäit ass de Sommet vun der Eurozon jo schonns institutionaliséiert ginn; mindestens zweemol am Joer soll en zesummekommen. D'Kommissioun an den Eurogroup mussen an Zukunft iwwer all wichteg Ännerung an der Budgetspolitik vun engem Land informéiert ginn, an dat nach ier dës Ännerungen definitiv adoptéiert ginn.

Wat d'Ëmsetze vun den Décisioune vum 26. Oktober ugeet, sollte mer dru gleewen, dass déi nei griichesch Iwwergangsregierung esou séier wéi méiglech de Rettungspak mat de betreffende Moossnamen adoptéiert an dem griichesche Vollek de Wee aus dem Tunnel preparéiert.

An de leschten Deeg, mir wëssen et, sinn och d'Suergen an Italien - ëmmerhin, wéi mer wëssen, déi drëttgréissten Ekonomie an der Eurozon, mat 17% vum PIB - gewuess. Italien huet eng héich Statsschold an e ganz niddrege Wuesstum de Moment. Dat ass scho méi laang gewosst, gradesou wéi et gewosst ass, dass déi politesch Situatioun an Italien keng einfach ass. An „normalen" Zäite war déi Situatioun net zefriddestellend, mä d'Soutenabilitéit vun den italienesche Statsfinanze war awer ni bedroht.

Mir sinn awer elo net méi an „normalen" Zäiten, an deemno muss Italien elo schnellstens déi Moossnamen ëmsetzen, zu deenen et sech verflicht huet an déi derzou bäidroen, dass seng aussergewéinlech héich Statsschold erofgeet. De Récktrëtt vum Premier Berlusconi soll derzou bäidroen, dass d'Vertrauen an d'italienesch Politik erëmkënnt an en Ausufere vun der Kris ka verhënnert ginn. An dem Här Mario Monti gëtt zougetraut, dass hien an Italien den Iwwerbléck fënnt, fir géigenzesteieren.

Här President, et schéngt mer och wichteg, nach eng Kéier un déi negativ Roll vun de Ratingagencen ze erënneren, dëst besonnesch nodeems wat d'lescht Woch mat Frankräich geschitt ass. Si nieren net nëmmen d'Spekulatioun op de Finanzmäert, mä droen och derzou bäi, dass d'Scholdekris nach ëmmer méi schlëmm gëtt.

D'Ratingagencen hunn d'Bonitéit vu Griichenland, Spuenien, Portugal an anere Länner erofgesat, obwuel dës Länner ganz courageis Reformen ënnerholl hunn, fir hir öffentlech Finanzen ze sanéieren.

Länner ze bewäerten, déi an engem Strukturupassungsprogramm sinn, ass ganz einfach onsënneg. Et fiert ee jo och net op Sandweiler mat sengem Auto, wann en nach an der Garage ass, fir gefléckt ze ginn!

De Ratingagencen hir Legitimitéit gëtt duerch hir Oligopol-Roll geschwächt, duerch hir Onfäegkeet, fir Feeler, déi si an der Vergaangenheet gemaach hunn, riichtzestoen, duerch hire Manktum un Transparenz an den Timing vun hire Bëuerteelungen.

Et ass och net akzeptabel, dass Ratingagencen d'Qualitéit vun engem demokratesche Prozess bewäerten - an ech mengen, eise Finanzminister gëtt mer do recht.

D'Bonitéit zum Beispill vun den USA gouf wéinst der Politik erofgesat, wéinst de Republikaner an den Demokraten, déi sech gläichzäiteg am Kongress blockéiert hunn, an net wéinst der wirtschaftlecher a finanzieller Situatioun u sech. Eng Ratingagence huet kee politescht Uerteel iwwer ee Land ofzeginn!

Duerfir schéngt et mir héich Zäit, dass den aktuelle System, deen de Ratingagencen eng iwwergrouss Muecht gëtt a si an de Mëttelpunkt vum Finanzsystem setzt, reforméiert gëtt. D'Propositiounen, déi d'Kommissioun haut op den Dësch geluecht huet zu Stroossbuerg, oder zu Bréissel, ginn an déi richteg Richtung a kënnen op eis Ënnerstëtzung zielen.

Mir brauchen elo eng staark a gemeinsam Politik, déi vun enger kloerer Zukunftsvisioun inspiréiert ass. D'Rekapitaliséierung vun de Banken aus der Eurozon an d'Ariichte vun enger Schutzmauer, déi zolidd genuch ass, fir déi aner Länner virun der Ustiechungsgefor ze schützen, si jo primordial.

D'Gläichgewiicht tëschent der Budgetskonsolidatioun an dem wirtschaftlechen Opschwong muss fonnt ginn, fir sozial Onrouen ze verhënneren. D'Scholdekris huet Regierungen un d'Fale bruecht: an Irland, a Portugal, an Italien, a Griichenland, an der Slowakei. Regierunge sinn, wéi mer wëssen, ze ersetzen, wa se abriechen. Den Euro däerf net abriechen, well en ass net ze ersetzen!

Den Euro ass ee Produkt vun der Coopération renforcée an der Europäescher Unioun. D'EU huet als „image de marque", wann ech däerf soen, d'Solidaritéit, also d'Inklusioun. De Géigendeel ass d'Exklusioun, d'Ofstoussen. Et däerf net d'Zil sinn, drop hinzeschaffen, fir Länner aus der Eurozon auszestoussen. Ënnert der Bedéngung, dass ee Land selbstverständlech sech hëllefe léisst a sech och esou verhält, muss déi Charakteristik sech ëremspigelen, déi un der Wéi eigentlech jo vun der Europäescher Unioun stoung: politesch Solidaritéit, haaptsächlech a schwieregen Zäiten.

Erlaabt mer och hei d'Wierder vum Jean-Claude Juncker a Saachen „Kär-Eurozon" vun der leschter Woch, un där jo Däitschland, Frankräich, Finnland, Éisträich an de Benelux dru bedeelegt sinn, ze gebrauchen. E sot: „Dat ass eng domm Iddi." Ech kann dat nëmmen deelen. Domm an deem Sënn, dass hei mam Euro a mam Schicksal an der sozialer Ofsécherung vun honnerte Milliounen Leit gespillt gëtt.

Net nëmmen d'finanziell Situatioun vun de Memberstaten, mä och de finanzielle Kader vun der Unioun no 2013 ass jo e wichtegt Thema, wou mir weider musse solidaresch handelen. D'Europäesch Unioun bereet jo d'Ëmsetzung vun hirer Politik fir d'Period 2014, déi elo bis 2020 geet, vir, fir weider zum Wuelstand vun hire Bierger bäizedroen an dernieft d'Ziler vun der Strategie „EU 2020" ze ënnerstëtzen.

Enn Juni huet d'Kommissioun eng ganz zolidd Basis fir de kommende Verhandlungsprozess virgeluecht, an déi éischt politesch Diskussiounen hu schonns stattfonnt. Lëtzebuerg wënscht sech, dass d'Verhandlungen iwwert de finanzielle Kader an enker Zesummenaarbecht tëschent dem Conseil, dem Parlament an der Kommissioun geprägt sinn.

D'EU muss sech déi néideg Mëttele ginn, fir hir Ambitiounen ëmzesetzen. Dës Mëttele musse sech op déi wichtegst Prioritéite selbstverständlech konzentréieren: d'Wäertsteigerung, d'Resultat an d'Qualitéit vun den europäeschen Ausgaben. Mä et muss een an enger Zäit vu Spuermoossnamen a budgetärer Disziplin och ënnerscheeden tëschent deem, wat méiglech ass, an deem, wat ebe wënschenswäert ass.

D'Diskussiounen iwwert den neie finanzielle Kader hunn ënner polnescher Présidence ugefaangen, wäerten ënner dänescher Présidence d'nächst Joer weidergefouert ginn, fir Enn vum Joer am zweete Semester 2012 ënner zypriotescher Présidence da kënnen ofgeschloss ze ginn. A mir wäerten also d'Geleeënheet hunn, fir op dëst Thema hei zréckzekommen.

Här President, am Juni 2010 hu mer ganz feierlech zu Schengen de 25. Anniversaire vum Schengen-Accord gefeiert. E puer Méint méi spéit koume jo déi éischt Versich, fir dësen Accord a Fro ze stellen. Eng Afrostellung, déi mat der Migratioun als Konsequenz vum „Arabesche Fréijoer" direkt a Verbindung jo bruecht ginn ass.

De Schengen-Raum ass ee vun deene wichtegsten Acquisë vun der europäescher Konstruktioun. Ee Raum, an deem sech iwwer 400 Millioune Mënsche fräi bewege kënnen. E Symbol fir Rechter a Fräiheet, deen och zum Opschwong vun eisem Land doudsécher bäigedroen huet. E Symbol carrément vun den Avantagë vun der Europäescher Unioun, ëm dat mer weltwäit beneit ginn!

Dës Konstruktioun gouf a leschter Zäit e puermol op d'Prouf gesat. Op där enger Säit sinn et d'Meenungsverschiddenheeten iwwert d'Participatioun vu Bulgarien a Rumänien am Schengen-Raum, op där anerer Säit unilateral Initiativen, wéi vun der fréierer Regierung aus Dänemark, déi d'Prinzipië vum Schengen-Raum a Fro stellen.

Dowéinst bedaueren ech populistesch Tendenzen, déi d'Zil hunn, d'Grondprinzipien a Fro ze stellen, op deenen de Schengen-Raum opgebaut ass. Mir brauche gemeinsam Politiken, déi d'Mënschen zesummeféieren an d'europäesch Iddi no vir bréngen, virun allem an esou schwieregen Zäiten.

Dowéinst freet et mech besonnesch, dass déi nei Regierung an Dänemark hirem Virgänger seng Décisioun, d'Grenzkontrolle mat Däitschland a Schweden erëm anzeféieren, réckgängeg gemaach huet.

Stellt Iech kuerz emol d'Konsequenze vir, wann d'Awunner vu Lëtzebuerg grad wéi och d'Frontalieren an der Groussregioun net méi vun hire Rechter a Fräiheete profitéiere kéinten, déi hinnen de Schengen-Raum garantéiert: wat fir eng Chicanerie, mat där se do all Dag konfrontéiert wieren!

Mä och wa Lëtzebuerg zënter Laangem d'Kontrollen op senge Grenzen ofgeschaaft huet, heescht dat net, dass mer net solidaresch si mat deene Memberstaten, déi ganz schwéier Problemer hunn, d'Baussegrenze vun der Unioun ze kontrolléieren. Wéi mir wëssen, gëtt dëse Schutz am aktuelle Kontext ëmmer méi schwiereg. Aus deem Grond huet Lëtzebuerg 2011 u verschiddene Missioune vun der europäescher Agence Frontex deelgeholl.

Nach ëmmer vum Traité - Här President - vu Lissabon ze schwätzen, schéngt vläicht onpassend a souguer anachronistesch, vu dass schonns vu senger Iwwerschaffung Rieds geet. Et huet sech effektiv erausgestallt, dass den Traité, deen hätt sollen ee stabilen institutionelle Kader afëieren, deelweis net komplett ass, fir d'Défië vun der Scholdekris, déi eben op eis zoukomm ass, an de Gréff ze kréien.

Dëst ass erkannt ginn, wéi d'Décisioun geholl ginn ass, den zukünftegen Europäesche Stabilitéitsmechanismus an d'Liewen ze ruffen - den Nofolger vum Europäesche Fong fir Finanzstabilitéit. Bei dësem Instrument - musse mer wëssen - befanne mer eis jo ausserhalb vum institutionellen europäesche Kader vum Traité. An deem Sënn huet d'Regierung e Gesetzesprojet déposéiert, deen d'Décisioun vum Conseil européen ratifizéiert, mat där den Artikel 136 vum Traité geännert gëtt. Dësen erméiglecht d'Ariichte vum permanenten Europäesche Stabilitéitsmechanismus.

Dernieft geet d'Ëmsetzung vum Traité vu Lissabon weider an d'EU-Institutioune gi Schratt fir Schratt verstäerkt. Et gouf beschloss - Dir wësst et -, den Europäeschen Auswäertegen Déngscht anzeriichten an d'Europäesch Biergerinitiativ an d'Wee ze leeden. Dank de Perspektiven, déi d'Traitéen erméiglechen, ginn d'europäesch Politiken a wesentleche Beräicher erneiert a verstäerkt, virun allem bei der Sécherheet, der Fräiheet an och der Justiz.

Wann den Europäeschen Auswäertegen Déngscht komplett asazbereet ass, wäert hien d'Visibilitéit an och d'Effizienz vun der Unioun op internationalem Plang verbesseren. Net nëmme wäerte seng Messagen a säin Afloss verbessert ginn, mä och d'Memberstate wäerten op eng aner Manéier vun dëser Evolutioun profitéieren. Dat ass virun allem de Fall fir Memberstate mat engem - wéi mir - éischter bescheidenen diplomatesche Réseau. Mir mussen deemno speziell derfir suergen, dass eng wierklech Kultur vu Kooperatioun an Informatiounsaustausch tëschent de Memberstaten an dem Aussendéngscht entsteet.

D'Europäesch Biergerinitiativ ass jo eng nei Form, fir d'Bierger un der Élaboratioun vun den EU-Politiken deelhuelen ze loossen. Si ass en éischt Element vun direkter Demokratie an der EU.

D'Reglement fir d'Europäesch Biergerinitiativ gouf de 16. Februar 2011 adoptéiert a wäert dann den 1. Abrëll 2012 a Kraaft trieden. Ab dësem Datum kënnen déi éischt Initiativen no enger genee definéierter Prozedur bei der Europäescher Kommissioun dann agereecht ginn. De Gesetzesprojet fir d'Ëmsetze vum europäesche Reglement gouf am August 2011 hei an der Chamber déposéiert, an ech sinn iwwerzeegt, dass d'Chamber dat Gesetz och ka geschwënn adoptéieren. Ech weess, dass an der Kommissioun intensiv dorunner geschafft gëtt vum Här Paul-Henri Meyers. Bei där Geleeënheet kënne mir, wann Dir wënscht, och am Detail selbstverständlech méi op déi Initiativ agoen.

Eist Engagement vis-à-vis vun der Europäescher Unioun manifestéiert sech och natierlech an eiser Politik als „État hôte" vu villen europäeschen Institutiounen. D'Regierung wäert och weider alles drusetzen, fir den europäeschen Institutiounen hei zu Lëtzebuerg eng grouss Liewensqualitéit an optimal Aarbechtskonditiounen ze bidden, fir dass si op eng effikass a kohärent Manéier fonctionnéiere kënnen.

Projete wéi den Ausbau an d'Renovatioun vum Konferenzzentrum um Kierchbierg, dee bis d'Sessioun vum Conseil vum Abrëll 2012 - sou hoffe mer op jidde Fall - misst ofgeschloss sinn, den zweeten Ausbau vun der Cour des Comptes, d'Renovatioun an den Ausbau vum Europäesche Parlament oder d'nei Gebaier fir d'Kommissioun sinn eng Chance, fir ze weisen, dass Lëtzebuerg trotz enger ëmmer méi grousser Konkurrenz als Stad an als Sëtz vun den europäeschen Institutiounen à même ass, dës ënnert de beschte Bedéngunge kënnen opzehuelen.

Niewent den Immobiliëprojete probéiert den Ausseministère natierlech och, d'Liewe vun den europäesche Beamten, déi an eisem Land liewen a schaffen, ze vereinfachen. Aus deem Grond wëlle mer eng nei Legitimatiounskaart fir si aféieren, an e Projet de loi gouf am Ufank vun dësem Joer hei an der Chamber déposéiert.

Wéi de Virstouss vum Parlament, d'Agenda vu senge Sessiounen ëmzeänneren, weist, ass d'Fro vum Sëtz ni endgülteg geléist. An dësem Kontext huet Lëtzebuerg e Mémoire als Ënnerstëtzung vu Frankräich agereecht, an och soss wäert Lëtzebuerg sech derfir asetzen, dass d'Traitéen an dësem Zesummenhang agehale ginn.

Déi verschidde Schwieregkeeten an Erausfuerderungen an der Europäescher Unioun, déi ech lech beschriwwen hunn, kéinten eigentlech pessimistesch stëmmen. Fir munch ee Pessimist sinn et Zeeche vun engem Déclin - wéi ech scho gesot hunn - vun Europa vis-à-vis vun aneren dynamesche Regiounen an der Welt. Deem kann ech awer bestëmmt net zoustëmmen!

Et muss ee just iwwert d'Grenze vun der Europäescher Unioun erauskucken, fir festzestellen, dass Europa nach ëmmer een Ideal verkierpert.

Dank dem traditionellen europäeschen Engagement an de grousse multilateralen Instanze fanne mir lues awer sécher déi richteg Usätz wéinstens fir global Äntwerten op déi drängendst Problemer vun der Weltgemeinschaft.

Ee staarkt europäescht Engagement ass esou néideg wéi nach ni, wéi d'Beispiller vun der Welthandelsorganisatioun oder de Kampf géint de Klimawandel weisen.

Mir setzen och weiderhin op de Multilateralismus beim internationalen Handel zu Genf bei der OMC. Scho säit zéng Joer engagéiert sech Lëtzebuerg indirekt iwwert d'Europäesch Unioun fir eng Conclusioun vun der Doha-Ronn. Leider ass et fir eng Rei wichteg Acteuren an der jëtzeger Situatioun net méiglech, fir engem Kompromëss zouzestëmmen. „Firwat dat Ganzt also?", frot Der mech vläicht, „firwat verhandele mer weider, wann anerer d'Doha-Ronn blockéieren?"

Aus deem einfache Grond, well mer iwwerzeegt sinn, dass an dëse Krisenzäiten, an Zäite vu protektionisteschen Tendenzen a wou d'Solidaritéit a Fro gestallt gëtt, mir mam gudde Beispill virgoe mussen. Mir sollten eis Idealer verdeedegen an den am mannsten entwéckelte Länner hëllefen, fir dass och si kënne vun der Globaliséierung positiv profitéieren. Genee doweinst engagéiert sech Lëtzebuerg am Kader vun der Doha-Ronn fir d'Integratioun vun den Entwécklungslänner eben an den internationalen Handelssystem.

Säitdeem d'Doha-Ronn blockéiert ass, féiert d'EU parallell - wéi Der wësst - bilateral Verhandlunge mat Drëttstaten. Esou ass d'Fräihandelsofkommes tëschent der Europäescher Unioun a Südkorea den 1. Juli a Kraaft getrueden. De Gesetzesprojet ass Enn August hei an der Chamber déposéiert ginn. E Fräihandelsofkommes ass och viru Kuerzem mat Kolumbien a Peru ofgeschloss ginn. Et betrëfft net just Handelsfroen, mä och d'Rechter zum Beispill vun den Aarbechter an nohalteg Entwécklung.

Ähnlech Verhandlunge lafen och mat der Ukraine, mat Indien, mat Kanada, mat Singapur an och mat e puer anere Länner. Si sinn en Zeechen dofir, dass sech d'EU fir oppen an ausgeglachen Handelsbezéiungen asetzt. Op där enger Säit kréien d'Lëtzebuerger Betriber op dës Manéier Zougang zu neie Marchéen, op där anerer Säit verlaangt Lëtzebuerg awer och, dass Émweltnorme strikt agehale ginn an dass, falls néideg, dës Accordë Klauselen iwwer eng nohalteg Entwécklung enthalen.

Russland trëtt geschwënn - wéi mer wëssen - der OMC bäi. Alles deit drop hin, wéi wann dat bis zum Enn vum Joer geschéie géif. Dat wier eng positiv Entwécklung. D'OMC baséiert op Rechtsprinzipien, fir dass d'Handelsbezéiunge méi sécher an och virun allem méi previsibel ginn. Si assuréiert, dass Divergenzen onparteiesch geregelt ginn.

D'Europäesch Unioun verhandelt och asymmetresch Accorden - wann ech esou soen däerf - iwwer eng wirtschaftlech Partnerschaft mat regionale Gruppéierungen aus Afrika, aus der Karibik an aus dem Pazifik. Dëst soll de betraffene Staten erlaben, un hirem privilegéierten Accès zu eise Mäert festzehalen a gläichzäiteg d'Solidaritéit ze förderen. Vu hir historesch Roll an dëse Regiounen ass d'Europäesch Unioun dëse Länner dat natierlech och schëlleg. Am Kader vun de Verhandlunge mat anere Partner wäert sech Lëtzebuerg och weider fir d'speziell Situatioun vun den AKP-Länner asetzen, dëst am Sënn vun enger méi kohärenter Uniounspolitik an de Beräicher Entwécklung an Handel.

Et geet net drëm, dëse Länner e Liberaliséierungsprogramm opzedrängen. Si sollen no hirem Rhythmus an op eng verantwortlech a solidaresch Manéier an de Welthandelssystem agebonne ginn. Hir Entwécklung soll hir eegen Ziler a Spezifissitéite berücksichtegen.

Wat de Kampf géint de Klimawandel ugeet, sinn d'EU-Memberstaten zwéngend Engagementer agaangen, fir d'CO_2-Emissiounen ze reduzéieren. D'Europäesch Unioun setzt alles drun, fir dass op der Konferenz zu Durban zum Schluss vum Joer décidéiert gëtt, d'multilateral Regelunge méi streng ze maachen. Doriwwer eraus droen d'EU a Lëtzebuerg am Kampf géint de Klimawandel hiren Deel zu engem séiere Finanzéierungsmechanismus bäi. Loosst mech ënnersträichen, dass dës Mëttelen am Fall vu Lëtzebuerg nei sinn an eis Entwécklungshëllef ergänzen.

An dëse schwieregen Zäiten däerfe sech Europa a selbstverständlech och eist Land net ängschtlech an egoistesch zréckzéien. Esou eng Astellung géif aus eis en Deel vum Problem maachen, wou mir dach legitim Ambitiounen hunn, en Deel vun der Léisung ze sinn.

Fir sech, Här President, vun de groussen Erwaardungen un Europa ze iwwerzeegen, muss ee just e Bléck op eis direkt Noperschaft werfen. Dozou gehéiert de westleche Balkan, eng Regioun, an där Lëtzebuerg an d'Europäesch Unioun selbstverständlech sech scho säit ville Jore staark engagéiert hunn. A mir wäerten och weider déi europäesch Vocatioun vun dëser Regioun voll a ganz ënnerstëtzen.

Op där enger Säit kënnen d'strukturell Problemer vum westleche Balkan just an der Europäescher Unioun laangfristeg geléist ginn. Op där anerer Säit si Fridden a Stabilitéit an dëser Regioun entscheedend fir d'Europäesch Unioun an hir Memberstaten. Ech brauch hei net weider ze ënnersträichen, wéi d'Entwécklungen an dëser Regioun eis direkt betreffen.

Lëtzebuerg huet dëst Joer fir d'éischte Kéier a Bosnien, a Montenegro an a Serbien Ambassadeuren, mat Residenz zu Lëtzebuerg, genannt. Domadder setze mir e staarkt Zeeche vun eisem Interessi an eisem Engagement an der Regioun vum Balkan.

Mir brauchen eis keng Illusiounen ze maachen: Och wann et scho Fortschrëtter gëtt, bleift nach immens vill ze maachen do. D'EU-Memberstaten, dorënner selbstverständlech och mir, musse sech weider engagéieren a solidaresch weisen. Mä den Unnäherungsprozess setzt och eng engagéiert a verantwortungsbewosst Astellung an de Balkanlänner viraus. Duerfir sinn och d'Autoritéiten an de concernéierte Länner gefuerdert, konkret Fortschrëtter ëmzesetzen. Hei kéint de Bilan - dat muss ee soen - wierklech besser sinn. Déi lescht Méint waren effektiv ganz schwéier fir dës Regioun.

Positiv ass, dass Kroatien de leschte Juni seng EU-Bäitrëttsverhandlungen ofgeschloss huet an um Enn vun dësem Joer de Bäitrëttsvertrag ënnerschriwwe wäert ginn. Wann d'kroatescht Vollek zoustëmmt, wäert Kroatien dann den 1. Juli 2013 als 28. Memberstat der Europäescher Unioun bäitrieden. Den EU-Bäitrëtt vu Kroatien ass e Bewäis derfir, dass den EU-Erweiderungsprozess en dynamesche Prozess ass an och bleift.

Ech hoffen, dass Kroatien eng Inspiratioun ass fir déi aner Länner an der Regioun, déi nach vill Effortë maache mussen, fir kënnen der EU bäizetrieden. Trotzdeem ënnersträichen ech, dass all d'Länner vum westleche Balkan zënter 2003 - wéi mer wëssen - eng europäesch Vocatioun hunn, an dass Lëtzebuerg si voll dobäi ënnerstëtzt, fir d'Reformen ëmzesetzen, déi néideg sinn, fir e Member vun der Europäescher Unioun ze ginn.

Trotz den erfollegräiche Verhandlunge mat Kroatien an der Wichtegkeet vun dësem Erfolleg fir de westleche Balkan däerfe mer net vergiessen, dass d'Erweiderungspolitik net just dës Regioun betrëfft.

Sou sinn d'Entwécklunge fir e Bäitrëtt vun der Türkei manner spektakulär wéi bei Kroatien, mä trotzdeem - géif ech soen - gräifbar. D'Parlamentswahle viru Kuerzem an der Türkei sinn no de Regele vun enger moderner Demokratie ofgelaf. Esou dierft et och méiglech sinn, dass d'Türkei an d'Europäesch Unioun eng Léisung fir déi Dossiere fannen, déi bis elo d'Verhandlunge wéinst enger ganzer Rei vu Punkte blockéiert hunn.

D'Türkei huet an de leschte Jore grouss Fortschrëtter gemaach, an d'türkesch Gesellschaft ass net méi déi nämlecht wéi virun 20 Joer an och net méi déi nämlecht wéi viru siwe Joer, wou an der Europäescher Unioun eestëmmeg de Grondsteen fir Memberschaftsverhandlunge geluecht gouf am Conseil européen zu Bréissel.

Et ass natierlech nach e wäite Wee, an d'Europäesch Unioun muss och weider Reformen encouragéieren an hir türkesch Frënn drun erënneren, hir Verflichtungen aus dem Ankara-Protokoll a gewëss Aspekter selbstverständlech och bei de Mënscherechter anzehalen.

D'Thema EU/Türkei ass jo scho bal politesch-philosophescher Natur. Et gëtt den EU-interne Prozess, mat den zréckhalende Positioune vum jëtzegen - ech betounen: jëtzegen - fransëische President, dann déi gespléckten Zréckhalung vun der däitscher Regierungskoalitioun, genee wéi d'Bedenke selbstverständlech - wéi mer wëssen - vu Griichenland a vun Zypern. Dann déi genee ëmgedréite Positioun vu Groussbritannien. Hei geet et virun allem drëm, déi strategesch Wierklechkeet vun der Türkei ze betruechten.

Lëtzebuerg positionéiert sech ganz kloer an der grousser Majoritéit vun deene 27, déi éischtens soen, dass d'Verhandlungen net däerfen ausgesat ginn, mä bis zu Enn musse gefouert ginn; dass zweetens d'EU ee formidabele Motor war a bleift, fir d'Reformprozesser an der Türkei am Intérêt vum türkesche Vollek a senge Grondfräiheete virunzedreiwen, an drëttens soen, dass d'Türkei net eleng ee risegt Maartpotenzial bedeit, dat weider wuesse wäert, mä och déi heiteg EU mat där Regioun verbënnt, déi esou kruzial fir de Weltfridden ass, an dësem Jorhonnert, wou mer liewen.

Entweder wëllt d'Europäesch Unioun Afloss hunn, oder se wëllt nokucken an erdroen. Fir eis Kanner, deenen hiert Liewen duerch dëst ganzt 21. Jorhonnert wäert féieren, sollte mer déi richteg Optiounen eis net verbauen!

Mat Island konnte mir eis scho bei zwee Verhandlungskapitelen elo eenegen. Island huet duerch säi Bäitrëtt zum Europäesche Wirtschaftsraum an de leschte 15 Joer natierlech scho grouss Deeler vum Acquis communautaire ëmgesat. Et muss ee sech deemno virun allem op déi méi schwiereg Sujete wéi d'Fëscherei, d'Landwirtschaft an d'Finanzdéngschtleeschtunge konzentréieren.

Ech sinn och frou iwwert de Start vun enger Informatiounscampagne an Island, fir d'isländnesch Bierger objektiv iwwer en EU-Bäitrëtt vun hirem Land ze informéieren. Et ass wichteg, hinnen d'Virdeeler, mä awer och gläichzäiteg d'Nodeeler, déi kënnen entstoe bei engem EU-Bäitrëtt, ze weisen.

Bei deenen anere Kandidaten huet Montenegro an de leschte Méint grouss Fortschrëtter gemaach a kënnt engem EU-Bäitrëtt méi no. Dem alljährleche Rapport vun der Europäescher Kommissioun no ass Montenegro prett fir d'Bäitrëttsverhandlungen. Lëtzebuerg deelt der Kommissioun hir Analys a mir wäerten eis derfir ausschwätzen, dass d'Bäitrëttsverhandlunge mat Montenegro 2012 ufänken.

Mazedonien - déi Fréier Republik Jugoslawien (veuillez lire: déi Fréier Jugoslawesch Republik Mazedonien) - ass gutt am Rennen. Mä fir dass d'Verhandlunge kënnen ufänken an d'Land bei enger euro-atlantescher Integratioun ka weiderkommen, muss et onbedéngt mat Griichenland eng Léisung wéinst dem Sträit vu sengem Numm fannen.

Lëtzebuerg ass net deen eenzege Memberstat vun der EU, dee kloer gesäit, dass Serbien um Balkan de Schlëssel fir d'Stabilitéit a fir de Wee op Bréissel ass. Duerfir ass Lëtzebuerg bereet, fir Serbien ze hëllefen, de Kandidatestatus ze kréien. Dass d'schrëttweist Normaliséiere vun de Relatioune mat Prishtina dann allerdéngs Realitéit muss sinn, sou sinn ech iwwerzeegt, ass och fir Belgrad eng logesch Konsequenz. Anerefalls riskéiert een, um Kandidatestatus sëtzen ze bleiwen.

Belgrad a Prishtina mussen un de Verhandlungsdësch zréckkommen an op all Zort vu Provokatioun verzichten. Just e konstruktiven Dialog mat konkrete Resultater erlaabt hinnen, eng gutt Noperschaft opzebauen. Eng gutt Noperschaft ass eng formell Bedéngung fir eng Unnäherung un d'Europäesch Unioun. Gewalttäteg Zwëschefäll wéi viru Kuerzem am Nordkosovo um Grenziwwergang zu Serbien kënne mer net akzeptéieren. Si destabiliséieren d'Sécherheet vun der ganzer Regioun.

An dësem Kontext wëll ech d'lëtzebuergesch Zaldoten a Polizisten extra ervirsträiche fir hir Aarbecht, déi si am Kader vun de KFOR- an och den EULEX-Missioune vun der NATO an der Europäescher Unioun am Kosovo maachen. Si engagéiere sech all Dag fir d'Sécherheet vum Land a fir d'Aféierung vun engem Rechtsstat.

Zënter Abrëll 2000 huet Lëtzebuerg mat 795 Zaldoten, opgedeelt op 35 Kontingenten, un de Friddensmissiounen deelgeholl.

Ech wëll och nach drop hiweisen,…

(Brouhaha)

M. le Président.- Ech géif Iech bieden, dem Här Ausseminister nozelauschteren!

M. Jean Asselborn, *Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères*.- Ech wëll och nach drop hiweisen, dass d'EULEX-Missioun am Kosovo mat hire bal 3.000 Vertrieder déi gréissten zivil Missioun ass. Hir Aufgabe wäerte sech ännere an d'Beräicher Justiz an Douane wäerten ëmmer méi wichteg ginn. Fir dës vill Disziplinen ze berücksichtegen a fir sech niewent der Police anere Fonctionnaireskategorien ze erschléissen, gouf d'groussherzoglecht Reglement iwwert d'Lëtzebuerger Bedeelegung un dëser Missioun geännert. Mir wäerten och weiderhin eisen Deel derzou bäidroen, dass dës Regioun, déi vill Leed erlieft huet, hir Plaz an der euro-atlantescher Famill ka kréien.

Mir bleiwen esou laang am Kosovo, wéi et muss sinn. Eis Präsenz ass eng wichteg Basis fir d'europäesch Diplomatie, fir tëschent Belgrad a Prishtina Bezéiungen opzebauen. Dës Bezéiunge géifen dëser Regioun, déi vill Leed erlieft huet an net wäit ewech ass vun eis, erlaben, hir Plaz an der europäescher Famill ze fannen.

Wat déi aner Länner an dëser Regioun ugeet, ass och de Bilan hei gedeelt. An Albanien mussen d'Regierung an d'Oppositioun onbedéngt konstruktiv matenee schwätzen a weisen, dass d'Land politesch räif genuch ass, fir der Europäescher Unioun méi no ze kommen.

A Bosnien-Herzegowina gouf säit de Wahlen am Oktober 2010 ze vill Zäit verluer. Fir Reformen anzeleeden, déi néideg si fir d'Stabilitéit an och de Fortschrëtt am Land, ass et wesentlech, dass esou séier wéi méiglech eng nei Zentralregierung endlech gebilt géif ginn.

E konkret Element, wou Länner aus der Regioun vum Anhale vun all de Kritäre profitéiert hunn, ass d'Liberaliséierung vun de Visaen. Direkt Kontakter tëschent de Bierger aus den EU-Memberstaten an de Westbalkan-Länner sinn essenziell.

Ech insistéieren natierlech och op d'Verflichtunge vun deenen, déi vun dësen neie Privilegië profitéieren. Et gëtt vill Mëssbrauch a Länner, wou viru Kuerzem d'Visae fir d'Westbalkan-Länner ofgeschaaft goufen. Dëse Mëssbrauch an de massiven Undrang vun „falschen" Demandeurs d'asile muss ophalen, fir dass d'Liberaliséierung vun de Visae ka weider bestoe bleiwen.

Här President, de Westbalkan ass net déi eenzeg Regioun, déi hir Hoffnung op Europa setzt. Dat ass och de Fall fir déi sechs Länner, déi duerch déi östlech Partnerschaft un d'Europäesch Unioun gebonne sinn, nämlech Armenien, Aserbaidschan, Wäissrussland, Georgien, Moldawien an d'Ukraine.

Dës Partnerschaft ass souwuel fir si wéi och fir d'Europäesch Unioun wichteg, well eng wierklech Zesummenaarbecht opgebaut ginn ass, fir Erfahrungen a fir eng gutt Praxis a verschiddene Beräicher auszetauschen.

D'Bierger vun de sechs Länner wëllen net onbedéngt der EU bäitrieden, mä si wëllen Europa méi no kommen, fir vum Wuelstand, mä och vun den déiwen europäeschen Acquisë wéi Demokratie, Meenungsfräiheet, Rechtsstaatlechkeet a Sécherheet ze profitéieren.

D'östlech Partnerschaft ass fir Lëtzebuerg vu grousser Wichtegkeet an hiert bedeitend Potenzial muss genotzt ginn. Mir wëlle voll a ganz zu der Realiséierung vun dësen ambitiéisen Ziler bäidroen, déi am Ufank vun dëser Initiativ 2009 festgeluecht goufen.

Mä d'Kritären, déi mir zesumme mat eise Partner entwéckelt hunn, mussen agehale ginn. Eis Noperen am Oste kënnen net méi vun der EU verlaangen, wa si selwer net bereet sinn, hir Gesellschaften ze reforméieren, virun allem a Beräicher wéi Demokratie oder och Rechtsstaatlechkeet. Et wier souwuel illusoresch wéi och net legitim, drop ze hoffen, dass si der Europäescher Unioun just opgrond vu materieller Hëllef oder well den europäesche Maart fir si opgemaach gouf kënne méi no kommen. Och si musse prett sinn, sech fir d'Wäerter, déi fir de Bau vun Europa wesentlech sinn, opzemaachen.

Och am Süde kucke selbstverständlech d'Noperen op d'Europäesch Unioun.

Wien hätt viru manner wéi engem Joer geduecht, dass de Verzweiflungsakt vun engem eenzege jonke Mann an Tunesien, wéinst engem Mangel u Perspektiv, esou eng politesch a sozial Lawin mat sech brénge géif? Den onwahrscheinleche Changement an Nordafrika, dee säitdeem geschitt ass, huet revolutionäre Charakter.

Ënnerdréckte Völker sinn erwächt, deenen hir anscheinend (veuillez lire: scheinbar) Passivitéit verschidde Leit gleewe gedoen hat, dass si net, wéi aner Völker och, wéilte fräi sinn. Si hu bewisen, dass si keng Ausnahm sinn. Mir mussen dës Demonstratioun vu Courage, Dynamismus an Ausdauer begréissen, déi schlussendlech d'Regimer, wéi mer wëssen, vu Ben Ali, Mubarak a Gaddafi gestierzt huet.

Als Europäer si mir natierlech bei esou Evenementer gefrot, déi sech virun eisen Aen eigentlech ofspillen, a Länner, déi duerch d'Geschicht och an d'Geografie un Europa gebonne sinn. Ech si voll dervun iwwerzeegt, dass dës ganz ënnerschiddlech Mënschemasse vu Fraen a Männer, vu Moslemen a Chrëschten, duerch ee Verlaangen no Wäerter ugedriwwe goufen. Wäerter, déi och d'Wäerter vun Europa sinn: de Wëllen, dass d'Rechter an d'Dignitéit vun all de Leit respektéiert ginn, dass d'Ënnerdréckung an d'Korruptioun ophalen, an de Stolz, endlech fir säin eegent Schicksal verantwortlech kënnen ze sinn.

D'Erwaardunge sinn, wéi mer wëssen, enorm. An et wäert och d'Aufgab vun den Europäer sinn, fir eng Äntwert heirop hëllefen ze fannen. Den Europäer hir Erfahrunge beim Opbau vun engem Rechtsstat, beim Iwwergank zu Demokratie a Mënscherechter ass an dësem Fall e grousse Virdeel, vun deem ee profitéiere soll. Réckschléi, déi géifen dës Hoffnung zerstéieren, musse partout évitéiert ginn. Mä eist Handele ka just eng Hëllef si fir déi concernéiert Völker. Et ass virun allem un hinnen an un hinne selwer, déi nächst Schrëtt op deem Wee ze maachen, dee si goe wëllen.

Et kann hiert Zil net sinn, eng Diktatur duerch eng aner ze ersetzen. Si hunn d'Fräiheet gespuert a wäerten elo net méi drop verzichte

wëllen. D'Hëllef vun der Europäescher Unioun wäert a muss och wirtschaftlecher Natur sinn.

Op där enger Säit muss d'Europäesch Unioun dëse Länner finanziell Hëllef ubidden, well hir schwiereg wirtschaftlech a sozial Situatioun kann all Zort vun antidemokrateschem Populismus ervirbréngen.

Op där anerer Säit wäert sech d'Europäesch Unioun am Kader vun hirer neier Noperschaftspolitik am Süden an de bilateralen Accordsverhandlunge fir fräien Handel derfir asetzen, och mat hire Mëttelmier-Partner ambitiéis Accordë fir ee liberaliséierten Handel ofzeschléissen. Dëst erlaabt hinnen, eng méi effikass an transparent Wirtschaftspolitik ze maachen, fir den Handel an d'Investitiounen erëm unzekuerbelen. Och wäert d'Europäesch Unioun hiren Zougang an d'Perspektiv op eng progressiv Integratioun op den europäesche Maart, eng Verbesserung vun hirer wirtschaftlecher Performance an eng politesch Stabiliséierung ënnerstëtzen.

Trotz de gemeinsame Punkten ënnerscheede se sech an hire jeeweilege Situatioune vunenaner.

An Tunesien goufen d'Wahle vun der internationaler Communautéit unerkannt a sinn dat éischt konkret Resultat vun der Transitioun. Op dëser Basis muss eng Assemblée constituante geschafe ginn, déi déi grouss Verantwortung wäert hunn, d'Institutioune fir en neit Tunesien opzebauen an d'Fundamenter vun der Demokratie an de Mënscherechter ze leeën. Souwuel op bilateralem Niveau wéi och am Aktiounsgrupp, dee vun der Europäescher Unioun zesumme mat den tuneseschen Autoritéiten an d'Liewe geruff ginn ass, huet Lëtzebuerg säi Wëlle bewisen, bei dëser Transitioun ze hëllefen.

An Ägypten bleift d'Situatioun weider ganz onsécher. Rezent Evenementer weise leider, dass et nach e laange Wee ass, bis dass d'Rechter vun de Minoritéite respektéiert ginn a bis dass d'Gewalt an der Politik keng Roll méi spillt. Et sollt een allerdéngs optimistesch sinn, dass d'Parlamentswahlen, déi jo den 28. November virgesi sinn, ee Schrëtt no vir bedeiten.

Den Haaptproblem an Ägypten ass déi grouss Aarmut fir vill Millioune vun den iwwer 80 Milliounen Awunner. Am Géigendeel zu Libyen huet Ägypten kee Pëtrol a kee Gas, oder ganz wéineg. Hei ass d'Europäesch Unioun wuel am meeschte gefuerdert, fir de wirtschaftlechen Opbau ze ënnerstëtzen an esou ville Leit eng sozial Perspektiv ze bidden.

A Libyen war leider e bluddege Konflikt néideg, fir dass d'libesch Populatioun d'Tyrannei stierze konnt, déi se iwwer 40 Joer ënnerdréckt huet. Dëst war just mat der aktiver Ënnerstëtzung vun der internationaler Communautéit méiglech, a mir ware jo bei deenen Éischten, déi fir eng Interventioun vun der internationaler Communautéit, am Kader vun de Regele vun der UNO-Charta, waren, fir d'Massakeren ze stoppen.

Den UNO-Sécherheetsrot huet Verantwortung bewisen an eng militäresch Interventioun zum Schutz vun de bedrohte Bierger erlaabt. D'NATO huet op dësen Appel reagéiert. An et ass wichteg ze ënnersträichen, dass hir Missioun vun der Arabescher Liga ënnerstëtzt ginn ass an dass verschidden arabesch Länner jo och aktiv dru bedeelegt waren.

D'Europäesch Unioun an hir Memberstaten hunn och eng aktiv Roll gespillt: Si hu wirtschaftlech Sanktiounen iwwert den ale Regime verhaangen an der Populatioun humanitär Hëllef zoukomme gelooss. Lëtzebuerg huet 1,8 Milliounen Euro a Libyen fir humanitär Zwecker bäigedroen.

Mir hu mat den anere Benelux-Länner un de Versammlunge vun der internationaler Kontaktgrupp deelgeholl, déi fir Libyen agesat ginn ass, an och un direkte Kontakter mam libeschen Iwwergangsrot, dem Conseil National de Transition. Dës direkt Kontakter hu schliesslech derzou gefouert, dass déi dräi Benelux-Länner d'Legitimitéit vum Conseil National de Transition unerkannt hunn.

Mir hoffen, dass den CNT mat der Hëllef vun der internationaler Gemeinschaft d'Erwaardungen elo vum libesche Vollek a sengen internationale Partner erfëlle kann. Hie muss eng demokratesch Gouvernance opbauen, wéi et an der Geschicht vum Land eigentlech nach ni eng ginn ass. D'Ausmooss vun dëser Aufgab däerf net ënnerschat ginn. Et muss kloer sinn, dass den Iwwergangsrot eng absolut Nulltoleranz a Saache Verletze vun de Mënscherechter garantéiere muss. Et muss gradesou kloer sinn, no dem groussen Asaz vun der internationaler Gemeinschaft fir een neit Libyen, dass a Saache Mënscherechter de Respekt vun der Charta vun de Vereenten Natiounen d'Basis muss sinn.

An anere Länner widdersetzt sech den alen, mä wacklege Regime weider dem Striewe vun der Populatioun no Fräiheet. Et kann ee just hoffen, dass am Jemen zum Beispill de President Saleh wäert endlech d'Bedéngunge fir en Accord, dee vun de Länner aus der Regioun ausgehandelt ginn ass, akzeptéieren an esou de Wee fräi mécht, fir dass d'Gewalt ophält an d'Land erëm stabil gëtt. Och d'humanitär Situatioun mécht eis grouss Suergen. Lëtzebuerg huet bis elo 700.000 Euro un humanitärer Hëllef do zougesprach.

A Syrien huet de Regime wéi mer wëssen net gezéckt, an zéckt och weider net, fir d'Arméi a Panzeren anzesetzen, fir d'Protester nidderzeschloen. Bis haut sinn iwwer 3.500 Leit ëmkomm, esou gëtt geschat. Et gëtt och geschat, wéi gëschter zu Bréissel gesot ginn ass, dass ronn 35.000 Leit wäerten ënner schwieregste Konditiounen an de Prisonge sëtzen.

D'EU huet direkt un een Enn vun der Gewalt appeléiert a Syrien an huet Sanktioune verhaang fir Persounen an Institutiounen, déi eppes mam Assad-Regime ze dinn hunn.

Lëtzebuerg ënnerstëtzt voll a ganz d'Efforten op internationalem Plang, fir eng adequat Äntwert op d'Situatioun a Syrien ze fannen. Un éischter Stell fir de Leiden vun der Populatioun een Enn ze setzen. Gläichzäiteg weess een, dass den Drock vun der Arabescher Liga ausgoe muss - wat jo och geschitt ass, a wou ee gëschter zu Bréissel am Ausseministerrot eng unanime Unerkennung fir dës courageiert Positioun och konnt feststellen.

Här President, eng vun de schwieregsten Aufgaben, déi d'international Communautéit ze meeschteren huet, ass den Ëmgang mam Iran. Eng zéng Joer al Erausfuerderung, déi sech zouspëtzt. Kloer gëtt et ëmmer méi, dass de Regime zu Teheran sech ausserhalb vum internationale Recht begëtt an aus sengem Recht, fir zivil Nuklearprogrammer ze entwéckelen, sech eigentlech d'Recht hëlt, fir nuklear Waffen ze bauen.

De Board of Governors vun der AIEA zu Wien, wat eng UNO-Institutioun ass, wäert dës Woch, nom Rapport vum Directeur général Amano, déi aktuell Lag duerleeën. Als Konsequenz ass mëttelfristeg gesinn eng nei Ronn vu Sanktiounsdebatten am Sécherheetsrot ze erwaarden an an der EU kuerzfristeg méi staark Sanktiounen nach, speziell um ekonomesche Plang. Moossnamen, déi sonnerzweifel de Regime zwar schwächen, allerdéngs och op d'Käschte ginn zum groussen Deel vun der iranescher Populatioun.

Et gëtt allerdéngs kaum eng Alternativ dozou, wann den Iran net gewëllt ass, mat der AIEA zu Wien a mat den EU3+3 - dat ass, wéi Der wësst, Russland, d'USA, China, Groussbritannien, Frankräich an Däitschland; déi fënnef Veto-Muechte plus Däitschland - ze verhandelen. Et ass am Fong schwéier virstellbar, dass awer um Enn vum Dag Russland a China zouloossen an hinhuelen, dass den Iran Atomwaffen zur Verfügung huet. Vu Saudi-Arabien an anere Länner aus der Regioun net ze schwätzen!

Et muss een d'Angscht an d'Suerg vun Israel selbstverständlech verstoen, well si sech viséiert fillen. Och d'Golfstaten, wéi och déi meescht arabesch Staten, sinn extrem nervös.

Mam US-Verdeedegungsminister Panetta sollt een awer soen däerfen, dass ee Militärschlag keng Optioun ass. D'Konsequenze wieren onkontrolléierbar an d'Zil géif net kënnen erreecht ginn, bien au contraire.

Bleift eng Politik vun den diplomateschen a wirtschaftlechen Drockmëttel fir d'Europäesch Unioun an d'Hoffnung, dass vu bannen een Ëmbroch am Iran komme kann.

Här President, d'Historiker wäerten enges Dags kënne bëuerteelen, wéi wäit d'Tragedie vum Noost-Konflikt zum „Arabesche Fréijoer" bäigedroen huet. Wat awer elo scho feststeet, an der ëmgekéierter Richtung, ass, dass déi Evenementer een direkten Impakt op d'Situatioun am Noen Osten hunn.

D'„Arabescht Fréijoer" huet mat Sécherheet d'Astellung vun enger Rei Staten aus der Regioun Israel géigeniwwer geännert. Israel kann net méi op vergaange Gewëssheeten zielen. Eng nei strategesch Lag wäert sech ganz séier ofzeechnen.

Ënnert dësen Ëmstänn kann een nëmmen hoffen, dass déi israelesch Regierung d'Noutwendegkeet vun engem Stopp vun hirer Siedlungspolitik géif agesinn an un de Verhandlungsdësch zréckkomme géif, op der Basis vun de Grenze vun 1967, fir iwwer eng Zwou-Staten-Léisung ze verhandelen. Eng Léisung, déi et deenen zwee Völker géif erlaben - Israel a Palästina -, a Sécherheet an och an Dignitéit nieftenee friddlech ze liewen.

Dovunner ass allerdéngs, dat muss ee feststellen, näischt ze gesinn.

D'Mauer an de pickegen Drot dränge weider an de palästinenseschen Territoire eran a maachen, dass et all Dag méi schwéier gëtt eigentlech, fir dass een zukünftege palästinensesche Stat iwwerhaapt existéiere kann. All Dag wiisst d'Demütegung, all Dag ginn d'Frustratioune méi grouss, all Dag niert sech den Haass, deen onweigerlech zu neie Gewaltdote wäert féieren.

Déi Politik, déi haut vun der israelescher Regierung verfollegt gëtt, wäert als fatal Konsequenz hunn, dass d'Sécherheet vum israelesche Vollek wäert ofhuelen - genau déi Sécherheet, déi d'Regierung jo behaapt wëllen ze verdeedegen. Dës Politik ass ee Steen am Wee fir eng Zwee-Staten-Léisung, déi eenzeg, déi laangfristeg d'Sécherheet vun Israel ka garantéieren. Wann een dat seet, dann ass een net israelfeindlech,…

Une voix.- Très bien!

M. Jean Asselborn, *Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères*.- …ganz am Géigendeel. Et ass d'Flicht vun all deenen, déi, wéi mir hei an der Chamber, alleguerte wëllen, dass och d'Sécherheet vum israelesche Stat garantéiert soll sinn, virun där Gefor ze warnen.

Meng Entrevuë mam President Abbas, mam Premier Fayyad a mam Ausseminister Maliki am September zu New York hu mech iwwerzeegt, dass d'Palästinensesch Autoritéit éierlech gewëllt ass, fir de Wee vun oppene Verhandlungen ze goen.

D'Progrèsen, déi d'Palästinensesch Autoritéit vollbruecht huet, fir staatlech Strukturen anzeféieren, sinn eigentlech remarquabel. Mä virun der Realitéit vun de Liewensbedéngungen vu ville Palästinenser zu Ramallah, an nach méi an der Gazasträif, wou ech selwer Zeie war viru kuerzer Zäit vum Leed vun der Populatioun, virun dëser Realitéit kann ech nëmmen ënnersträichen, dass et dréngend a wichteg ass, de Friddensprozess erëm unzefänken.

Virun dësem Hannergrond ass d'palästinensesch Démarche, fir an der UNO opgeholl ze ginn, net erstaunlech. Et kann een dat net - wéi allze vill Leit dat maachen - als Ausdrock vun engem unilaterale Schrëtt duerstellen, am Géigendeel. Et handelt sech ëm de legitimen Acte par excellence, wëll e jo dat Organ befaasst, dat am multilaterale System de Garant vum Fridden a vun der Sécherheet ass, nämlech de Sécherheetsrot.

Ech wënsche mer, dass d'Europäesch Unioun eng gemeinsam Positioun an där wichteger Fro fënnt. Mä déi Geschlossenheet kann awer net eng Passivitéit géigeniwwer de legitimen Aspiratioune vum palästinensesche Vollek bedeiten.

Sollt am Sécherheetsrot de Moment de Prozess fir d'UNO-Memberschaft gestoppt ginn - an esou gesäit et jo aus -, da setzt Lëtzebuerg sech an der Europäescher Unioun derfir an, dass an enger Resolutioun vun de 27 virun der UNO-Vollversammlung de Palästinenser de Statut vun engem Beobachter-Stat zougestane gëtt.

D'Zukunft vu Palästina ass et, seng Plaz an der multilateraler Institutioun, déi d'UNO ass, anzehuelen. Lëtzebuerg ënnerstëtzt Palästina weiderhin a sengem Bestriewen, fir seng Rechter a seng Würd gëllen ze loossen. Lëtzebuerg ënnerstëtzt natierlech och d'Effortë vum Quartett, fir direkt Verhandlungen tëschent deenen zwou Parteien ze relancéieren.

Eisen Engagement an der Géigend beschränkt sech net nëmmen op den eminent politeschen Dossier vum Noost-Konflikt. Et muss ee feststellen, dass eis Relatioune mat de Länner aus der Géigend sech ëmmer méi diversifizéieren an och am wirtschaftleche Beräich ëmmer méi wichteg ginn.

Genau aus dësem Grond wäerte mer an e puer Deeg eng nei Ambassade an de Vereenten Arabeschen Emiraten opmaachen, déi vun engem Ambassadeur mat Residenz hei zu Lëtzebuerg wäert geleet ginn. Et geschitt dëst am Kader vun der stänneger Upassung vun eisem diplomatesche Réseau, deen ech d'Éier hat, lech d'lescht Joer hei virzestellen.

D'Lëtzebuerger Diplomatie, Här President, an Afrika ass een Engagement, wat sech verdéift an ëmmer méi breet gefächert ass.

Afrika ass e Kontinent, deen an der voller Entwécklung stécht, deen e grousst Potenzial huet an deem seng Realitéit wäit ewech ass vum Afropessimismus vun nach virun e puer Joer. Et geet net drëms, d'Schwieregkeeten an d'Erausfuerderungen, déi de Kontinent muss ugoen, ze vertuschen, mä et gëtt och Grënn, fir sech iwwer seng Evolutioun ze freeën, wéi zum Beispill d'Progressioun vun de Wäerter, déi eis wichteg sinn a fir déi mir eis engagéieren, virun allem d'Demokratie an de Rechtsstat.

Et muss ee just d'beispilllos demokratesch Transitioun am Niger ernimmen, mä och dee rezente politesche Muechtwiessel a Sambia. Natierlech erënnert eis d'Beispill vun der Kris no de Wahlen op der Côte d'Ivoire, dass d'Demokratie fragile ass a munche Länner an Afrika, mä dës Kris konnt schlussendlech mam Triumph un den Urnen iwwerwonne ginn. Och erënnert dës Kris drun, dass d'Demokratie net just dorauser besteet, Wahlen ze organiséieren, mä dass déi verschidde politesch Acteuren och mussen d'Wahlresultater, wann d'Wahle gehale sinn, unerkennen.

Als engagéierten, verantwortungsvollen a solidaresche Partner vun Afrika gëtt sech Lëtzebuerg net domadder zefridden, vun Demokratie ze schwätzen. Mir engagéieren eis aktiv, fir d'Demokratie laangfristeg op dësem Kontinent ze verankeren. Esou si mir säit hirem Bestoen an der Commission de consolidation de la paix vun der UNO aktiv a schaffen notamment konkret un der demokratescher Transitioun an der Guinée-Bissau an och an der Guinée mat. Op Demande vun den Autoritéite vun der Guinée hu mir och d'Présidence vun der „Formation Guinée" vun der Kommissioun, déi am Februar gegrënnt gouf, iwwerholl.

Eng aner positiv Evolutioun op politeschem Plang an Afrika ass d'Gebuert vun engem neie Stat, d'Republik vum Südsudan, déi Lëtzebuerg nach deeselwechten Dag vun hirer Onofhängegkeet, den 9. Juli, unerkannt huet. Et kann ee sech freeën iwwert d'Onofhängegkeet vun dësem neie Stat, deen an engem Onofhängegkeetsreferendum jo décidéiert ginn ass, souguer wann ee sech den Erausfuerderungen, deene sech dësen neie Stat stelle muss, bewosst soll sinn.

Afrika spillt a wäert eng ëmmer méi wichteg Roll op internationalem Niveau spillen, ob am wirtschaftleche Beräich oder och op diplomateschem Plang. Et ass un der Zäit, sech un dës nei Realitéiten unzepassen an d'Konsequenzen doraus ze zéien, an awer gläichzäiteg kohärent ze bleiwen an eiser Ambitioun, fir Afrika en engagéierten an e verantwortungsvollen a solidaresche Partner ze sinn.

Lëtzebuerg ass scho säit ville Joren ëm eng méi diversifiéiert a méi engagéiert Partnerschaft mat der Subsahara beméit. Mir hunn décidéiert, eis Bezéiunge mat Afrika ze renforcéieren an den traditionelle Volet vun der Kooperatioun, wou mer ganz staark sinn a wou ech och hei wëll meng Unerkennung fir d'Madame Marie-Josée Jacobs als Kooperatiounsministesch soen, mat engem politesch-diplomateschen Deel, mä awer och mat engem wirtschaftlechen a mat engem kulturelle Beräich ze verbannen. Esou si mer eis mat der europäescher Linn och trei bliwwen, déi eng ëmmer méi strategesch Partnerschaft mat Afrika opbaue wëllt.

Vum politesch-diplomatesche Standpunkt ass d'offensichtlecht Zeeche vun eisem Engagement vis-à-vis vun Afrika sécherlech déi nei diplomatesch Vertriedung zu Addis Abeba an Äthiopien, déi net nëmme Lëtzebuerg permanent bei der Afrikanescher Unioun representéiert, mä och als bilateral Ambassade an Äthiopien fonctionnéiere wäert.

Addis Abeba huet sech an de leschte Joren als Haut-lieu vun der internationaler Diplomatie erwisen. Eng modern Diplomatie, déi sech den neie geopolitesche Realitéite bewosst ass, muss sur place representéiert sinn. Eis Ambassade zu Addis Abeba wäert eis erlaben, eis Bezéiunge mat der Kommissioun vun der Afrikanescher Unioun zu verstäerken, mat där mir schonns eng Kooperatioun ageleet hunn, virun allem fir d'Sécherheetssecteuren ze reforméieren. Esou wäerte mir och eis Bezéiunge mat aneren afrikanesche Länner, déi op der Plaz vertruede sinn, verstäerke kënnen, vu dass et net méiglech ass selbstverständlech, an all afrikaneschem Land vertrueden ze sinn.

Eng engagéiert, eng verantwortungsvoll a solidaresch Diplomatie muss proaktiv sinn an de Kontakt mat eisen afrikanesche Partner sichen. Duerfir ass et wichteg, dass sech eis Diplomatie déplacéiert an d'Initiativ ergräift, eis Partner an hire Länner ze treffen. An dësem Kader sinn ech a vill afrikanesch Länner gereest a wäert dat och d'nächst Joer maachen, fir d'géigesäitegt Verständnis ze förderen.

Och wat d'Wirtschaft ugeet, hu mir eist Engagement an Afrika verstäerkt. E Bewäis derfir ass déi éischt Wirtschaftsmissioun d'lescht Joer an Angola an eng weider an Algerien, mä och de Fait, dass eis Entreprisen ëmmer méi Interessi fir den afrikanesche Kontinent weisen. Et ass evident, dass verstäerkte Bezéiunge mat Afrika net eleng iwwert d'Politik kënnen opgebaut ginn, mä och duerch en Engagement vum Privatsecteur.

Och däerf ech un de kulturellen Aspekt an eiser Bezéiung mat Afrika erënneren. Gëtt Äthiopien, wou mir wëllen eng physesch Präsenz jo elo opbauen, net als Wéi vun der Mënschheet bezeechent? D'afrikanesch Kultur gëtt ëmmer méi bekannt a beléift. Et gëtt sécher vill Potenzial,

dat et auszeschöpfe gëllt. Ee Beispill ass eisen Accord fir eng kulturell Kooperatiouun, déi mer jo schonn hunn, mam Cap-Vert.

Eng Diversifikatioun vun eiser Bezéiung mat Afrika berout op der Iwwerzeegung, dass d'Beräicher Entwécklung, Diplomatie an Défense vun eiser auswäerteger Aktioun sech géigesäiteg complétéieren a verstäerken.

An dësem Kontext ass d'Horn vun Afrika dat beschte Beispill. Dës Regioun brauch wéinst der immens grousser Dréchent ganz dréngend humanitär Hëllef. Et muss een och begréissen, wéi séier d'Lëtzebuerger Kooperatioun reagéiert huet, fir der Populatioun an der Nout ze hëllefen. En engagéierten, verantwortungsvollen a solidaresche Partner däerf sech allerdéngs net op enger Äntwert am Fall vun humanitärer Nout ausrouen.

Fir de Problem laangfristeg ze léisen, mussen och der Situatioun hir politesch Ursaachen ugepaakt ginn. Et muss een agesinn, dass d'schrecklech Konsequenze vun der Dréchent net just op d'Klima zréckginn, mä och mat der schlechter Sécherheetslag a Somalia ze dinn hunn; ob am Land oder virun der somalescher Küst, wéi mer wëssen. Dës Feststellung mécht eist Engagement am Kader vun der EU-Militärmissioun als Bäitrag fir d'Ausbildung vu somalesche Sécherheetskräften nach méi pertinent, mä och eis Bedeelegung un der Missioun ënnert der Leedung vun der Europäescher Unioun, fir d'Piraterie am Indeschen Ozean ze bekämpfen; déi Missioun, déi mer jo ënnert dem Numm Atalanta kennen.

D'Aktioun vun der Europäescher Unioun am Ausland beschränkt sech net nëmmen op hir Verantwortung, déi souwisou scho grouss ass, fir op d'Erwaardunge vun de verschiddene Nopeschlänner a -regiounen ze äntwerten. D'Unioun féiert och e strategeschen Dialog mat hire grousse Partner an der Welt, bei deene si d'Wäerter an d'Interesse vun der Unioun verdeedegt. Eppes, vun deem natierlech och Lëtzebuerg a senge Bezéiunge mat dëse Länner profitéiert.

D'transatlantesch Bezéiung bleift souwuel fir d'Europäesch Unioun wéi och fir Lëtzebuerg zentral an onersetzbar. Et handelt sech net just ëm d'Relatiounen, déi duerch d'Geschicht an d'Kultur entstane sinn, et handelt sech och ëm gemeinsam Wäerter, déi d'Europäer an d'Amerikaner zesumme verdeedegen. D'aktuell wirtschaftlech a prinzipiell (veuillez lire: finanziell) Problemer op béide Säite vum Atlantik sinn e Bewäis, wéi enk déi zwee Deeler vun der Welt vuneneen ofhänken. Nëmmen eng enk Kooperatioun wäert eis erlaben, eng Léisung fir d'Problemer, déi an der Zwëschenzäit d'ganz Welt betreffen, ze fannen.

D'Bezéiunge mat Russland maache konkret Fortschrëtter: op europäeschem Plang, wou deemnächst d'Verhandlunge fir en neie globalen EU-Russland-Accord ofgeschloss wäerte ginn, mä och op lëtzebuergeschem Niveau. Ech konnt bei menger leschter Visite virun zwou Wochen zu Moskau eng ganz Rei wichteg Fortschrëtter feststellen, virun allem wat d'bilateral Wirtschaftsbezéiungen ugeet, déi sech ganz zefriddestellend entwéckelen.

D'séier wirtschaftlech Entwécklung vu China grad wéi seng Verflechtung mat der europäescher an der amerikanescher Wirtschaft geet weider. Säin ëmmer méi grousst wirtschaftlecht, politescht a militäreschт Gewiicht bréngt natierlech och eng ëmmer méi grouss Verantwortung mat sech. Ech hu keen Zweifel drun, dass d'Autoritéiten zu Peking sech dëser Tatsaach och bewosst sinn.

Ech wëll hei nach kuerz en anert Land ernimmen, dat och ee vun eise gemeinsame Partner ass, an zwar Japan. Bei der Naturkatastroph, déi dëst Joer d'Land getraff huet an där hir Konsequenz den Drama vu Fukushima war, huet Lëtzebuerg, an och d'Lëtzebuerger, et net verpasst, sech solidaresch ze weisen. Séier koum och d'Bewonnerung fir de Courage vun der japanescher Populatioun a fir d'stoesch Onerschütterlechkeet, mat där si op dës Katastroph reagéiert huet. Mir wëssen, dass d'Japaner dem Opbau vun hirem Land op jidde Fall gewuess sinn.

Ech wëll och dës Geleeënheet notzen, fir, wann Der dat erlaabt, dem Personal vun eiser Ambassade zu Tokio e grousse Merci ze soen, dass se de Lëtzebuerger Bierger a Japan während der Kris mat vill Zuvirkommenheet entgéintkomm sinn.

Dës Katastroph huet eis d'Risike vun der Atomenergie erëm eng Kéier bewosst gemaach, a mir mussen d'Konsequenzen aus dëser Kris zéien; och an eiser Regioun selbstverständlech.

Souwuel op europäeschem wéi och bilateralem Plang ënnerstëtze mir aktiv d'aktuell Effortë fir eng méi grouss Sécherheet an den europäeschen Atomzentralen.

Här President, déi engagéiert a solidaresch Approche, déi d'Aussepolitik vun eisem Land auszeechent, ass natierlech och an der Atlantescher Allianz - dem Häerzstéck vun eiser Sécherheet - erëmzefannen. Eis Bedeelegung u verschiddene Missiounen a Programmer vun der Allianz sinn déi konkret Verwierklechung dovunner.

Ech hu schonn d'KFOR-Missioun am Kosovo erwähnt. Ech wéilt op dëser Plaz also de Schwéierpunkt op eis Präsenz an Afghanistan am Kader vun der ISAF, der International Security Assistance Force, leeën.

Mat dem Accord vun der Chamber an ënner UNO-Mandat huet d'Regierung sech bereet erkläert, der ISAF an Afghanistan bis 2014 zur Säit ze stoen. Zu deem Zäitpunkt sollen d'Afghane selwer hir Sécherheet an d'Hand huele kënnen. D'Transitiounsphas, fir dat Zil ze erreechen, ass schonn dëst Joer ugelaf an déi éischt Provënze goufen den afghanesche Kräften, wat d'Sécherheet ugeet, iwwerreecht.

Virun e puer Wochen huet eis den zéngte Joresdag vun den Attentater vum 11. September un déi grujeleg Originë vun eisem Afghanistan-Engagement erënnert. Mat dësem Engagement am Aklang mat der UNO-Charta gouf den Artikel V vum Traité vun der Atlantescher Allianz an d'Praxis ëmgesat: sécherzestellen, dass dëst Land net méi e sécheren Hafe fir Terroriste gëtt.

Dëst Zil kann natierlech nëmmen erreecht ginn, wa mer et fäerdegbréngen, ee laangfristegt Partenariat mat Afghanistan opzebauen. D'Europäesch Unioun, d'NATO an d'USA bereede sech drop vir. Et ass sécher falsch, ze behaapten, dass 2014 de Schluss vun der internationaler Präsenz an Afghanistan géif agelaut ginn an dass d'Land sengem eegene Schicksal géif iwwerlooss ginn. D'Präsenz an den Engagement vun der internationaler Gemeinschaft an Afghanistan wäerten aner Formen unhuelen, mä si wäerte weiderhin hir Pertinenz behalen.

Am Dezember elo - ech mengen, et ass de 5. - wäert d'Bonner Konferenz, déi gemeinsam vun der afghanescher an der däitscher Regierung organiséiert gëtt, op en Neits ënnerstréichen, dass d'Effortë vun der internationaler Gemeinschaft dorops aus sinn, d'Land ze stabiliséieren an ee laangfristegt Partenariat an alle Beräicher mat Afghanistan opzebauen.

Ech wéilt och ënnerstréichen, dass d'Aktioun vu Lëtzebuerg an Afghanistan säit Laangem zukunftsorientéiert ass, ob dat am Kader vun eise Projeten am Beräich vun der Entwécklungshëllef ass oder wat eise Bäitrag fir de Finanzement vun den afghanesche Sécherheetskräfte betrëfft, op deenen d'Sécherheet vum Land a sengen Awunner jo eigentlech an Zukunft berout.

Och hei wéilt ech der Chamber, grad wéi fir de Kosovo, meng Unerkennung fir d'Präsenz an den Asaz vun de Lëtzebuerger Zaldoten um Kabuler Flughafen zënter 2003 ausspriechen. Keng einfach Missioun, keng ongefäierlech, mä eng noutwendeg! Zënter 2003 hunn 239 Zaldoten, opgedeelt op 36 Kontingenten, zu Kabul Déngscht geleescht an eisem Land all Éier gemaach.

Méi generell huet den NATO-Sommet vu Lissabon d'Ziler an d'Erausfuerderunge vun der Allianz fir déi nächst Jore skizzéiert. Ech sinn zefridden, dass d'NATO bei dëser Geleeënheet d'Wichtegkeet vum Partenariat mat Russland bestätegt huet. Dëst berout op enger Vertrauensbasis, déi eng aktiv Concertatioun erlaabt bei deene Punkten, bei deene mer eis eens sinn, awer och een éierlechen Dialog erméiglecht bei deene Punkten, bei deene mer eis nach net eens sinn, wéi zum Beispill der Rakéitenofwier. Dëse Projet, deen elo, am Géigesaz zu virdrun, e Projet ass vun der ganzer Allianz, muss vun der Allianz am Geescht vun enger richteger Kooperatioun mat Russland gefouert ginn. Et geet net géint Russland, et geet nëmme mat Russland.

D'NATO ass an de verschiddenen Operatiounen implizéiert. Dëse militäreschen Effort bleift nach ëmmer eng Noutwendegkeet. Leider, muss ee soen. Lëtzebuerg bleift fest dovun iwwerzeegt, dass mer mussen eis eege Sécherheet, déi vun eisen Alliéierten a vun der internationaler Gemeinschaft mat der klengstméiglecher Quantitéit vu Waffe garantéieren, ob dës konventionell oder nuklear sinn.

Mir ënnerstëtzen also weiderhin all Initiativ, déi d'Ofrëschtung an d'Limitatioun vun de Waffen erreeche wëllt. Eist dynamescht Engagement ass vun eisem Bestriewen no enger sécherer, also enger manner bewaffneter Welt gekennzeechent.

Dës besser Welt musse mir zesumme mat eise Partner opbauen, mä awer och, a virun allem mat deenen, déi eis Wäerter net onbedéngt deelen. Dës Realitéit mécht, dass mir musse Kompromësser agoen, Konzessioune maachen a Gedold hunn. Mä si wäert eis Regierung net dovunner ofbréngen, hir Ambitiounen, déi si mat der Chamber an eiser Populatioun deelt, vun enger Welt ouni atomar Waffen unzestriewen.

Mir loossen eis net vu Blocagen découragéieren, wéi bei der Ofrëschtungskonferenz oder vun der Netratifizéierung vum Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Mir wäerten eis weider derfir asetzen, fir dass dës Schlëssselelementer vun der Ofrëschtung a vun der Netproliferatioun vun atomare Waffen a Kraaft triede kënnen.

Eist Engagement géint Streebommen a Landminne bleift selbstverständlech intakt. Mir hunn eng exemplaresch Gesetzgebung an deem Beräich adoptéiert a finanzéiere konsequent Déminage- an Entsuergungsprojeten an deene Géigende vun der Welt, déi am meeschte betraff sinn.

All dës Effortë wieren ëmsoss, wa mir et net géife fäerdegbréngen, duerch eng besser Verdeelung vun der wirtschaftlecher Entwécklung strukturell Konditiounen ze schafen, déi Fridden a Sécherheet fir all d'Mënsche garantéiere kënnen. Eis Entwécklungspolitik ass deemno gläichzäiteg eng moralesch Flicht an ee gutt verstanent Investissement an eis eegen Zukunft.

Ech sinn houfreg, ënnersträichen ze kënnen, dass Lëtzebuerg eent vun de wéinege Länner ass, déi hir Efforten trotz der Kris bäibehalen, an ech erënneren och meng Gespréichspartner an der Welt dorunner.

D'Konferenz vu Rio, déi 2012 den 20. Anniversaire vum Sommet vu Rio iwwer eng nohalteg Entwécklung feiere wäert, ass eng weider Geleeënheet fir eist Land, an engem internationale Kontext a virun der ganzer internationaler Gemeinschaft säi Wëllen a seng Capacitéit ënner Bewäis ze stellen, säi Bäitrag fir dës fundamental Cause ze leeschten.

Här President, et géif sécherlech nach ganz villes ze soen zur Aussepolitik, mä ech wollt virun allem betounen, wéi eis Aussepolitik duerch d'Kohärenz vun hire verschiddenen Dimensiounen an duerch e responsabelt an och e solidarescht Engagement sech gläichzäiteg fir eis Wäerter an och fir eis Interessen asetzt - Wäerter an Interessen op där nämlechter Stuf.

Eis Kandidatur fir en net permanente Sëtz am Sécherheetsrot vun de Vereenten Natioune schléisst ganz un d'Traditioun vun dëser Approche un. An e bësse manner wéi engem Joer gëtt zu New York ofgestëmmt, an ech kann lech versécheren, dass all d'Effortë weiderginn, fir eis Partner an der internationaler Gemeinschaft net nëmme vun eiser Capacitéit ze iwwerzeegen, dës Verantwortung am Déngscht vun der internationaler Communautéit ze iwwerhuelen, mä och vun der Solidaritéit an dem déif gräifenden Engagement, dee Lëtzebuerg a seng Bierger eigentlech charakteriséiert.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech ginn dem Här Ausseminister Akt vu senger Deklaratioun, a muer de Mëtteg féiert d'Chamber d'Debatt iwwert d'Europa- an d'Aussepolitik.

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 6282, enger Direktiv iwwert d'Sécherheet am Schinneberäich. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht, an et si keng Riedner bis elo ageschriwwen. D'Wuert huet elo den Här Hoffmann.

(Brouhaha)

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

5. 6282 - Projet de loi portant transposition de la directive 2008/110/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 modifiant la directive 2004/49/CE concernant la sécurité des chemins de fer communautaires (Directive sur la sécurité des chemins de fer) et modifiant

1. la loi du 22 juillet 2009 sur la sécurité ferroviaire,

2. la loi modifiée du 11 juin 1999 relative à l'accès à l'infrastructure ferroviaire et à son utilisation

Rapport de la Commission du Développement durable

M. Marc Spautz *(CSV), rapporteur.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, no deem interessante Virtrag vum Ausseminister hunn ech elo déi schwiereg Missioun, duerno hei nach séier eppes ze soe vun der Transpositioun vun enger europäescher Direktiv. Déi Direktiv, déi mer haut ëmsetzen, do geet et drëm, fir d'Direktiv 2008/110 ëmzesetzen, wou et geet ëm d'Sécherheet am Schinnentransport, wou et virun allem geet ëm den Entretien fir all déi Gefierer, déi op dem Schinnennetz fueren.

De 6. Mee 2011 huet de Minister Wiseler den Dépôt vum Projet gemaach. De Conseil d'État huet de 5. Juli 2011 säin Avis ofginn an de 16. September nach eng Kéier en Avis complémentaire. D'Chambre des Salariés huet en Avis ofginn de 25. Mee, d'Chambre des Métiers den 21. Juli an d'Chambre de Commerce de 7. Oktober.

An der Sitzung vum 25. Mee 2011 huet d'Kommissioun mech zum Rapporteur designéiert, an den 19. Juli 2011 hu mer fir d'éischte Kéier eng Kéier d'Analyse du texte gemaach. Mir hunn de 26. Juli Amendementen ugeholl, déi mer och weiderginn hunn un de Conseil d'État, a wou mer de 26. Oktober 2011 de Rapport ugeholl hunn.

Bei den Avisen ass drop hinzeweisen, dass d'Chambre des Salariés gesot huet, dass hir Angscht besteet, dass mat där weiderer Liberaliséierung, déi an Europa géif stattfannen, wat d'Eisebunn ubelaangt, dass si fäert, dass domadder eng systematesch Zerschloung vun den Eisebunnsnetzer kéim, a si huet op de Risiko vum Outsourcing higewisen. Si huet awer ënnerstrach, dass si mat deem, wat elo virläit, notamment mat all deenen Observatiounen awer kéint liewen.

D'Chambre des Métiers huet gesot, si wier net concernéiert mat deem Avis, an d'Chambre de Commerce huet ënnerstrach, dass et wichteg ass, dass et och ganz kloer géif definéiert ginn, wat d'Aufgab an d'Missioune wiere vun der Administration des Chemins de Fer, well dat wichteg wier, dass dat géif preziséiert ginn.

Duerno ass nach festgehale ginn a mir hunn eng nei Chronologie vum Projet gemaach, an esou ass dat och am Avis d'lescht Woch ugeholl ginn. An ech géif esou d'Zoustëmmung hei gi vun der Kommissioun an ech hoffen, dass dann och d'Chamber d'Zoustëmmung zu dëser Ëmsetzung vun dëser Direktiv gëtt.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Rapporteur Merci. D'Wuert kritt den Här Hoffmann.

Discussion générale

M. André Hoffmann *(déi Lénk)*.- Här President, am Prinzip ass jo näischt ze soe géint d'Harmoniséierung vun de Sécherheetsbestëmmungen am Eisebunnsverkéier. Mä et ass awer net ze iwwersinn, dass dat Gesetz effektiv, wéi d'Chambre des Salariés et geschriwwen huet, dass dat Gesetz an déi Direktiv am Kader sti vun enger weiderer Liberaliséierung vum Schinneverkéier.

Am Exposé des motifs zum Gesetz gëtt dat souguer ausdrécklech als eng positiv Entwécklung duergestallt, ouni sech d'Fro ze stellen iwwert déi negativ Konsequenze vun där Liberaliséierung, souwuel am soziale Beräich wéi um Niveau vun der Sécherheet selwer, wéi och, wat eng Mobilitéitspolitik betrëfft, déi derfir géif suergen, dass jiddwereen Zougank huet zu enger Form vu Mobilitéit, déi awer keng Ëmweltschied bewierkt an net schiedlech ass fir de Klimawandel. Ech enthale mech.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Hoffmann. Da kritt nach d'Wuert den Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Ech wëll just zu där doter Remarque awer hannendru soen, datt - esou, wéi ech et och an der Kommissioun schonn explizéiert hat - der Regierung hir Positioun par rapport zu deenen nächste Punkte vun der Liberalisatioun vun de Chemins de Fer kloer ass. Mir sinn déi Eenzeg - mat hallef Eisträich -, déi gesot hunn, datt mer net mat deenen Texter d'accord wären.

Wann et hei positiv gedréit ass an dësem Text, dat ass, datt och eng Rei Punkten, notamment déi vun der Sécherheet - a wann een Harmonisatioun op Sécherheetsfroe mécht, esou wéi dat hei gemaach gëtt, datt jiddwer eenzelne Véhicule, Waggon, jiddwer Lokomotiv muss zertifizéiert sinn, muss kontrolléiert ginn -, datt dat natierlech och eng Rei positiv Punkte si vun enger europäescher Unificatioun. Dat soll heimadder ausgedréckt ginn. Dat gräift awer net op eis generell Basis an op e generelle Punkt, dee mer zu där ganzer Problematik do hunn, an ech wollt dat preziséieren.

Fir de Rescht soen ech dem Rapporteur an der Kommissioun Merci fir déi gutt a fir déi schnell Aarbecht.

M. le Président.- Merci dem Här Nohaltegkeetsminister. Domadder ass déi Diskussioun ofgeschloss, a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6282 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen, géint 1 Enthalung. Déi ass virdru scho begrënnt ginn.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Nancy Arendt), Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Marc Spautz), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter (par M. Félix Eischen);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Fernand Etgen), Claude Meisch (par M. Carlo Wagner), Mme Lydie Polfer (par M. Eugène Berger) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

S'est abstenu: M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

6. Hommage à M. André Hoffmann

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, haut de Mëtteg ass déi lescht öffentlech Chamberssitzung, un där eise Kolleeg Änder Hoffmann deelhëlt. Hien huet décidéiert, säi Mandat nidderzeleeën an domadder dem Serge Urbany ze erlaben nozeréckelen. Erlaabt mir, bei Geleeënheet vun där Sitzung e puer Wuert an all Ärem Numm un hien ze riichten.

De gebiertege Stater Änder Hoffmann ass duerch seng Nominatioun als Proff an de Jongelycée op Esch komm, wou hie bal 40 Joer laang Philosophie an Däitsch ënnerriicht huet. Eigentlech méi duerch Zoufall op Esch verschloe ginn, sollt hien d'Minette-Metropol appréciéiere léieren an an d'Häerz schléissen, sou datt sech eigentlech fir hien ni méi d'Fro gestallt huet, fir Esch ze verloossen.

Den engagéierte Politiker war schonn a senger Studentenzäit der ASSOSS bäigetrueden, wou hien iwwer Jore sech fir d'Interessië vun de Studenten agesat huet. 1970 ass hien du Member vun der Kommunistescher Partei ginn an och 1978 fir si an den Escher Gemengerot gewielt ginn. Hien ass während 30 Joer an der Gemengepolitik zu Esch aktiv gewiescht, wou hien ënner anerem d'Fonctioun vum Sozialschäffen ausgefëllt huet.

An d'Chamber ass den Änder Hoffmann fir d'Éischt 1990 gewielt ginn, an dat op der Lëscht vun der Kommunistescher Partei. Duerno ass hien 1994 als Onofhängegen nach e puer Woche bliwwen, fir schliesslech 1999 an 2009 als Deputéierten, dës Kéier vun déi Lénk, an d'Chamber zréckzekommen.

Während all dëse Joren huet den Änder Hoffmann sech ëmmer erëm fir d'Erhale vu mënschlechen a soziale Rechter op alle liewensnoutwendege Pläng, an dat fir jiddwer Eenzelne vun eis, agesat. Hien ass e Mënsch mat engem kritesche Geescht an en huet sech mat allen - an dat éiert hien, och mat sech selwer - kritesch auserneegesat, wat dann och dozou gefouert huet, datt hien 1994 décidéiert huet, der Kommunistescher Partei de Réck ze dréien a mat Gläichgesënnten d'Partei Nei Lénk ze grënnen, déi 1999 sollt déi Lénk ginn a wou hie bis haut politesch aktiv ass.

Ganz besonnesch um Häerz leien him awer déi demokratesch Rechter vun de Minoritéiten, an esou ass hien an dësem Haus ëmmer d'Stëmm vun deene gewiescht, déi sech fir méi Rechter fir d'politesch Sensibilitéiten agesat hunn. Hien ass net midd ginn, fir sech fir méi Riedezäit anzesetzen,...

(Hilarité)

...well hien der fundamentaler Iwwerzeegung ass, datt all politesch Sensibilitéit, egal wéi vill Vertrieder se hei huet, och muss genuch Zäit hunn, fir hir Iddien, Kritiken a Propositiounen an dësem Haus ze artikuléieren. Ech géif dann och emol ganz kéng behaapten, datt den Asaz vum Änder Hoffmann net ëmsoss war, well sécherlech d'Aarbechtsbedéngunge vun de politesche Sensibilitéite sech dach an de leschte Jore verbessert hunn, och wann a sengen Aen dat nach net esou ass, wéi et sollt sinn.

Den Änder Hoffmann huet awer ëmmer e ganz besonnescht Gespier, wat d'Anhale vu senger Riedezäit an och de Gedoldsfuedem vum President betrëfft. Obschonns hien nämlech praktesch ëmmer seng Riedezäit liicht iwwerzunn huet, ass hien dach ëmmer grad dann zum Schluss komm, wann ech um Punkt wor, fir op de Knäppchen ze drécken, fir hie ganz frëndlech drop opmierksam ze maachen, datt e sécher awer kloer misst zum Schluss kommen.

Wann eis awer ee Charakterzuch vun him wäert ganz besonnesch an Erënnerung bleiwen, dann ass dat, datt den Änder Hoffmann sech ëmmer ausgezeechent huet duerch seng äusserst sachlech a roueg Aart a Weis, mat där hie sech an d'Debatten an dësem Haus erabruecht huet. Hien huet selten, fir net ze soen ni, d'Stëmm op dëser Tribün gehuewen, a grad dat huet him déi Autoritéit ginn, ëm déi vill vun de Kolleegen hien an dësem Haus beneiden.

Wéi ech meng Interventioun vun haut virbereet hunn, hunn ech versicht, en Zitat ze fannen, wat géif op hie passen, ganz besonnesch am Kontext vun der Philosophie, dat Fach, wat e jo laang enseignéiert huet. Mä dat ass mer leider net gelongen. Ech hunn allerdéngs een Zitat vum André Gide fonnt, wat de Philosoph beschreift an dat ech lech net wëll virenthalen: «Quand un philosophe vous répond, on ne comprend même plus ce qu'on lui avait demandé."

(Hilarité)

Abee, beim Hoffmanns Änder weess een ëmmer ganz genau, wat hie seet a mengt. Wat mech dann dozou féiert ze behaapten, datt hien eigentlech näischt Gemeinsames mat engem Philosoph huet, zumindest engem, deen deem gläicht, deen den André Gide beschreift.

Vu muer u geet fir den Änder eng nei Etapp a sengem Liewen un. Och wa mir alleguerten e bësselchen traureg sinn, fir an Zukunft e kompetenten a sachleche Kolleeg an eise Reien net méi bei eis ze hunn, sou wënsche mir him dach ganz vill Gléck op sengem weidere Wee ausserhalb vun dëse Maueren.

Hie wäert an deenen nächste Wochen a Méint méi Zäit fanne fir verschidden Uleiessen, déi him ganz besonnesch um Häerz leien, an do denken ech an éischter Linn un de Resistenzmusée, awer ganz besonnesch och fir seng Famill, virun allem seng Fra, déi, zesumme mat sengem Hond, sech drop freet, fir méi ausgedehnte Promenaden an Esch ze maachen.

Äddi Änder. Bonne chance! A mir freeën eis, Dech nach oft bei anere Geleeënheeten erëmzegesinn.

(Applaudissements)

Sou, an elo kriss De d'Wuert an haut spillt keng Riedelimite.

(Hilarité)

Une voix.- Sot dat net!

Une autre voix.- De Foussball geet ëm Véirel op aacht un.

M. André Hoffmann *(déi Lénk)*.- Här President, ech sinn esou gewinnt un déi beschränkte Riedezäit, dass ech et iwwerhaapt net méi fäerdegbréngen, allze laang ze schwätzen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'Éischt emol e grousse Merci un Iech, Här President, fir déi schéi Wierder, déi Der gebraucht hutt fir mech. Merci och, dass de Chronometer also hei net leeft. Merci un d'Personal vun der Chamber fir déi ausgezeechent Aarbecht, déi si am Déngscht vun den Deputéierten a vun der parlamentarescher Demokratie leeschten.

Merci Iech all, léif Kolleeginnen a Kolleegen heibannen, fir déi fair a sachlech Ausenanersetzungen, déi mir an der Regel hei zesumme gefouert hunn - an ouni mech dann och wuel weider féieren. Merci u meng Matstreider vun déi Lénk, déi jo bei de leschte Wahlen e schéinen Erfolleg haten, och ouni meng Kandidatur. A vun haut aus och scho meng Félicitatiounen a meng bescht Encouragementer fir mäin Nofolger, de Serge Urbany, dee muer hei vereedegt gëtt.

Et ass, den Här President huet drun erënnert, fir d'Drëtt an et ass fir d'Drëtt, awer fir d'Lescht, wou ech mäi Mandat als Deputéierten ofginn. Et war ni aus Launen eraus. Et hat ëmmer säi prezise Grond, op deen ech awer elo net wëll agoen, well et ass net de Moment hei, eng Autobiographie ze maachen. An elo also fir d'Lescht, well et och eng Zäit gëtt, fir opzehalen, fir méi jonke Leit Plaz ze maachen a fir sech selwer och Zäit ze huele fir aner Beschäftegungen an eng aner Liewensgestaltung, soulaang wéi nach Zäit bleift.

Wat bleift dann nach fir mech vu Beschäftegung? Also keng Angscht, meng Kandidatur als Wirtschaftsminister stellen ech net.

(Hilarité)

Och net als Ombudsmann. Ech brauch schonn e Joer doheem, fir mäi Büro ze raumen. Kuckt lech muer emol d'Foto an der „Revue" un, da gesitt Der, wat domat gemengt ass! An ech brauch nach vill méi, wann ech et net fäerdegbréngen, net all Blat dräimol ëmzedréien, ier ech mech décidéieren, drop ze verzichten. An da waarden nach ganz vill Bicher, déi nawell gär gelies géife ginn. An da waarden, wéi den Här President et zu Recht gesot huet, meng Fra a meng Famill a mäin Hond drop, dass ech och fir si e bësse méi Zäit hunn.

An da muss ech mer nach Zäit retten, fir e bësse weiderhin nozedenken. Dozou géif ech gären e puer méi eescht, awer ganz allgemeng Wierder soen. Well et kann ee jo wierklech net behaapten, eis Welt wier an engem Zoustand, dass ee sech kee Kappzerbrieches driwwer misst maachen. Also duerfir e puer allgemeng Wierder iwwert deen Zoustand.

Fräiheet, Gläichheet, Bridderlechkeet: 200 Joer duerno sinn och déi Verspriechen eigentlech nach ëmmer net erfëllt. An déi mënschlech Dignitéit, déi Menschenwürde vun der Aufklärung, déi jo a verschiddene Verfassungen och drasteet, wou gëtt se net iwwerall nach mat Féiss getrëppelt! An d'Demokratie muss jo eigentlech erëm nei erstridde ginn an der aktueller Situatioun.

An d'Bridderlechkeet? D'Bridderlechkeet - ouni déi geschlechtsspezifesch Aschränkung géife mer haut dat éischter nenne Solidaritéit -, gëtt déi net ëmmer manner? Gëtt déi net souguer systematesch ofgebaut? Dee schéine Schiller-Vers - dee jo elo an der Europahymn matgesonge gëtt: „Alle Menschen werden Brüder" -, kléngt deen net wéi batter Ironie par rapport zu der Realitéit an Europa an an der Welt?

Géint déi Realitéit sinn also nach konkret Utopien unzedenken. Grad elo! An duerfir brauche mer Kappzerbrieches. Ech mengen awer, dass een net, wéi dat esou oft geschitt, ufänke soll mat der Fro, wat machbar ass, well ee sech soss jo eigentlech schonn an de Käfeg vun der bestehender Realitéit aspäert. Et misst een eigentlech fir d'Éischt froen: Wat ass denkbar? Wat kann ee sech virstellen? Wat ass wënschenswäert? Wat wär noutwendeg? An dann eréischt no Weeër sichen, fir dat dann an d'Realitéit ëmzesetzen.

D'Denke muss also oppe bleiwen. Dat schléisst all Pensée unique aus. Den Débat muss oppe bleiwen. Da kann et net heeschen, et gëtt keng Alternativen. An an deem Débat muss jiddwereen à peu près déiselwecht Chancen hunn. Do huet jo dann, Här President, effektiv eis Chamber och selwer nach e bëssen nozehuelen.

Zum Schluss däerf dann en Zitat ni feelen. Konkret Utopie, also denken, wat denkbar ass, awer nach net besteet - doriwwer schreift den éisträichesche Schrëftsteller Robert Musil a sengem Wierk „Der Mann ohne Eigenschaften" - an dofir brauch een, seet en, niewent dem Wierklechkeetssënn och e Méiglechkeetssënn, fir dat ze denken, wat zwar méiglech, mä nach net wierklech ass: „So ließe sich der Möglichkeitssinn geradezu als die Fähigkeit definieren, alles, was eben so gut sein könnte, zu denken, und das, was ist, nicht wichtiger zu nehmen als das, was nicht ist." Ech ergänzen: „was noch nicht ist".

Also zum Schluss, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wënschen ech Iech alleguerte méiglechst vill Méiglechkeetssënn.

Merci.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci nach eng Kéier dem Frënd Änder Hoffmann a bonne Chance!

Domadder si mir um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer ëm zwou Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.19 heures)

- **L'actualité parlementaire sur www.chd.lu**
- **Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.**
- **La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.**
- **L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.**
- **Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur www.chd.lu.**
- **De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.**

d'Chamber online op

www.chd.lu

SÉANCE 5

MERCREDI,
16 NOVEMBRE 2011

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • Mme Lydia Mutsch, Vice-Présidente

Sommaire

1. Vérification des pouvoirs et assermentation de M. Serge Urbany
- *M. le Président*
- *Tirage au sort des Députés constituant la Commission de vérification*
- *Interruption de la séance publique de 14.03 à 14.13 heures*
- *M. Alex Bodry*
- *Rapport de la Commission de vérification: Mme Tessy Scholtes*
- *Prestation de serment de M. Serge Urbany*

2. Changement de composition de la Conférence des Présidents
- *M. le Président*

3. Changement de composition des commissions parlementaires et des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales
- *M. le Président*

4. Renouvellement des mandats du Président et du Vice-Président de la Cour des Comptes et d'un conseiller à la Cour des Comptes
- *M. le Président*

5. Débat sur la politique européenne et étrangère
- *M. Norbert Haupert, Mme Lydie Polfer, M. Ben Fayot, M. Félix Braz, M. Fernand Kartheiser, M. Serge Urbany, Mme Lydie Err*
- *M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères*

6. Changement de composition de la Conférence des Présidents et d'une commission parlementaire
- *M. le Président*

Au banc du Gouvernement se trouve: M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre.

(Début de la séance publique à 14.00 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Jean Asselborn, *Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères*.- Neen, Här President.

1. Vérification des pouvoirs et assermentation de M. Serge Urbany

M. le Président.- Mir huelen haut en neie Member an d'Chamber op. A sengem Bréif vum 29. Oktober huet den Här André Hoffmann matgedeelt, datt hie vum 16. November dëses Joers un op säin Deputéiertemandat verzicht.

Den Artikel 167 vum Wahlgesetz gesäit Folgendes vir: Déi Kandidaten, déi op jiddwer Lëscht no deene kommen, déi als gewielt proklaméiert goufen, sinn dozou opgeruff, d'Mandat vun deenen Deputéierte weiderzeféieren, dat duerch Demissioun, Stierffall oder aus iergendengem anere Grond fräi gouf.

Den Artikel 9 vum Chambersreglement hält fest, datt de Chamberspresident fir d'Successioun vun deem vakanten Deputéiertemandat suergt, nodeems en de Statsminister doriwwer a Kenntnis gesat huet.

A mengem Bréif vum 2. November 2011 hunn ech mech also un den Här Serge Urbany vu Suessem gewannt, deen als éischte Suppléant op der Lëscht vun déi Lénk aus dem Wahlbezierk Süde steet.

A sengem Bréif vum 8. November 2011 huet den Här Serge Urbany matgedeelt, datt hie bereet ass, d'Mandat vum Här André Hoffmann weiderzeféieren.

Am Artikel 3 Paragraph 1, 4 a 5 vum Chambersreglement steet Folgendes:

«(1) La Chambre est juge de l'éligibilité de ses membres et de la régularité de leur élection.

(4) En cas d'admission d'un membre suppléant, la vérification est faite par une commission de sept membres tirés au sort.

(5) La Chambre se prononce sur les conclusions de la commission, et le Président proclame députés ceux dont les pouvoirs ont été déclarés valides.»

Ech géif Iech da bieden, d'Kommissioun ze konstituéieren, wéi et am Artikel 3 Paragraph 4 virgesinn ass. Mir lousen elo d'Deputéierten aus, déi an dës Kommissioun kommen.

Tirage au sort des Députés constituant la Commission de vérification

Den Här Bodry,…

Plusieurs voix.- Aaahhh!

M. le Président.- …den Här Colombera,…

Une voix.- En ass net do.

M. le Président.- …den Här Kaes, d'Madame Loschetter,…

Une voix.- Déi ass net do.

M. le Président.- Mir hunn net vill Chance.

…den Här Meyers, d'Madame Scholtes, den Här Helminger,…

M. Xavier Bettel *(DP)*.- En ass nach net do.

(Brouhaha)

M. le Président.- …den Här Kox,…

(Brouhaha général et hilarité)

Den Här Spautz ass awer do. Den Här Meisch…

Plusieurs voix.- Aaahhh!

Une voix.- Deen ass do.

(Brouhaha)

M. le Président.- …an den Här Scheuer.

D'Kommissioun setzt sech also aus folgenden Deputéierten zesummen: den Här Bodry, den Här Kaes, den Här Meyers, d'Madame Scholtes, den Här Spautz, den Här Meisch an den Här Scheuer.

Ech géif d'Kommissioun bieden, elo am Sall 4-5 zesummenzekommen, fir d'Resultater vun de Wahle vum 7. Juni 2009 ze préiwen, virun allem, wat den Här Serge Urbany betrëfft, an der Chamber doriwwer e Rapport virzeleeën.

D'Sitzung ass ënnerbrach.

(La séance est suspendue de 14.03 à 14.13 heures.)

Déi öffentlech Sitzung geet weider.

D'Wuert huet elo de President vun der Kommissioun, déi mer konstituéiert hunn: den honorabelen Här Alex Bodry.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Kommissioun, déi duerch d'Lous bestëmmt gouf, setzt sech aus folgenden Deputéierten zesummen: den Hären Alex Bodry, Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, der Madame Tessy Scholtes an den Häre Marc Spautz, Claude Meisch a Ben Scheuer. D'Madame Tessy Scholtes gouf zum Rapporteur vun der Kommissioun bestëmmt an ech selwer zum President.

Här President, ech bieden Iech och domadder, der Madame Rapporteur d'Wuert ze ginn.

M. le Président.- Merci dem Här President. D'Wuert kritt effektiv elo de Rapporteur, déi honorabel Madame Tessy Scholtes.

Rapport de la Commission de vérification

Mme Tessy Scholtes *(CSV), rapportrice*.- Dir Dammen an Dir Hären, am Numm vun der Kommissioun ad hoc géif ech Iech elo eise Rapport virdroen.

A sengem Bréif vum 29. Oktober 2011 huet den Här André Hoffmann de Chamberspresident doriwwer informéiert, dass hien ab dem 16. November dëses Joers op säin Deputéiertemandat verzicht.

Esou wéi den Artikel 167 vum Wahlgesetz an den Artikel 9 vum Chambersreglement et virgesinn, ginn déi Kandidaten, déi ob jiddwer Lëscht no deene kommen, déi als gewielt proklaméiert goufen, dozou opgeruff, d'Mandat vun deenen Deputéierte weiderzeféieren, dat duerch Demissioun, Stierffall oder aus iergendengem anere Grond fräi gouf. De Chamberspresident suergt fir d'Successioun vun deene vakanten Deputéiertemandater an informéiert de Statsminister dovunner.

A sengem Bréif vum 2. November 2011 huet de Chamberspresident sech un den Här Serge Urbany gewannt, deen als nächste Suppléant op der Lëscht vun déi Lénk aus dem Wahlbezierk Süde steet. Deeselwechten Dag huet de Chamberspresident och de Premierminister doriwwer informéiert.

Am Artikel 118 vum Wahlgesetz, a méi speziell am Artikel 3 vum Chambersreglement ass virgesinn: «(1) La Chambre est juge de l'éligibilité de ses membres et de la régularité de leur élection.» Eis Kommissioun hat als Aufgab, déi néideg Verifikatioune virzehuelen.

D'legislativ Wahle vum 7. Juni 2009 sinn den 8. Juli 2009 vun der Chamber iwwerpréift a validéiert ginn. Aus de Procès-verbaux vun dëse Wahle geet ervir, dass den Här Serge Urbany, wunnhaft zu Suessem, effektiv deen éischte Suppléant op der Lëscht vun déi Lénk am Wahlbezierk Süden ass an duerfir dem Här André Hoffmann seng Plaz anhuele kann.

A sengem Bréif vum 8. November 2011 huet den Här Serge Urbany eise Chamberspresident informéiert, dass hien d'Mandat vum Här André Hoffmann wëllt weiderféieren.

D'Kommissioun stellt eestëmmeg fest, dass näischt géint d'Vereedegung vum Här Serge Urbany schwätzt, a wënscht him vill Gléck bei der Ausübung vu sengem Mandat. Den Dossier, deen der Kommissioun zur Verfügung gestallt gëtt, gëtt um Bureau déposéiert.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen der Madame Rapportrice Merci. Der Konklusioun vun der Kommissioun no sinn d'Législatioun an d'Reglement op dësem Gebitt respektéiert ginn, an deemno kann den Här Serge Urbany den Här André Hoffmann ersetzen.

Ass d'Chamber mat de Konklusioune vun der Kommissioun averstanen?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Da géif ech Iech bieden, den Här Serge Urbany erakommen ze loossen.

Prestation de serment de M. Serge Urbany

Här Urbany, ech bieden Iech, den Eed ze leeschten, esou wéi en am Artikel 57 vun eiser Verfassung virgesinn ass an dee folgende Wortlaut huet: «Je jure fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État.»

Hieft wann ech gelift déi riets Hand, fir den Eed ofzeleeën, a sot no mir: «Je le jure.»

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Je le jure.

M. le Président.- Ech ginn Akt vum Eed vum Här Serge Urbany. Här Urbany, Dir sidd elo Member vun der Chamber proklaméiert. Meng Félicitatiounen!

2. Changement de composition de la Conférence des Présidents

D'DP-Fraktioun huet matgedeelt, datt den Här Claude Meisch d'Fonctioun vum Fraktiounspresident vum Här Xavier Bettel iwwerhëlt.

3. Changement de composition des commissions parlementaires et des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales

Duerch d'Assermentatioun vum Här Serge Urbany ännert sech d'Zesummesetzung vun de parlamentaresche Kommissiounen. Sou ersetzt den Här Serge Urbany den Här André Hoffmann a folgende Kommissiounen: Commission des Pétitions, Sous-commission «Statut du député», Commission du Développement durable, Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle, Commission de la Santé et de la Sécurité sociale - fir de Volet Sécurité sociale -, Commission du Travail et de l'Emploi.

Doduerch, datt DP-Fraktioun en neie Fraktiounspresident huet, ännert sech d'Zesummesetzung vun der Commission de Contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'État wéi follegt: Den Här Xavier Bettel gëtt duerch den Här Claude Meisch ersat.

D'LSAP-Fraktioun huet an hirem Bréif vum 14. Oktober matgedeelt, datt an der Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police den Här Ben Scheuer den Här Fernand Diederich ersetzt. An der Commission de la Culture ersetzt den Här Fernand Diederich den Här Ben Scheuer.

An hirem Bréif vum 9. November huet d'CSV-Fraktioun folgend Ännerungen an der Zesummesetzung vun de Kommissioune virgeschloen:

Den Här Paul-Henri Meyers gëtt neie Member vun der Commission du Règlement.

An der Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration ersetzt den Här Fernand Boden den Här Lucien Weiler an d'Madame Christine Doerner ersetzt den Här Michel Wolter.

An der Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire ersetzt d'Madame Martine Mergen den Här Michel Wolter.

An der Commission de la Culture ersetzt den Här Serge Wilmes den Här Marc Spautz.

An der Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire ersetzt den Här Emile Eicher den Här Marc Spautz.

An der Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports ersetzt den Här Serge Wilmes d'Madame Sylvie Andrich-Duval fir de Volet Éducation nationale et Formation professionnelle an den Här Marc Lies fir de Volet Sports.

An der Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media, des Communications et de l'Espace gëtt den Här Michel Wolter Member vun der Kommissioun, an d'Madame Diane Adehm ersetzt d'Madame Sylvie Andrich-Duval.

An der Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances ersetzt d'Madame Nancy Arendt épouse Kemp den Här Emile Eicher.

An der Commission de la Fonction publique et de la Simplification administrative ersetzt den Här Gilles Roth den Här Marc Spautz.

An der Commission du Logement ersetzt d'Madame Sylvie Andrich-Duval den Här Léon Gloden.

An der Commission de la Santé et de la Sécurité sociale ersetzt d'Madame Marie-Josée Frank den Här Jean-Paul Schaaf.

An der Commission du Travail et de l'Emploi ersetzt d'Madame Sylvie Andrich-Duval den Här Léon Gloden, an den Här Serge Wilmes ersetzt den Här Lucien Weiler.

Ass d'Chamber mat dësen Ofännerungen, wat d'Zesummesetzung vun de parlamentaresche Kommissiounen ugeet, averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

An hirem Bréif vum 17. Oktober 2011 huet d'CSV-Fraktioun matgedeelt, datt den Här Marc Spautz déi fräi Plaz vum Member vun der Delegatioun vun der UIP unhëlt.

Doduerch, datt d'Sensibilité politique déi Lénk haut en neie Member huet, ännert sech d'Zesummestellung vun der Delegatioun vum Conseil interparlementaire consultatif de Benelux, wou den Här Serge Urbany den Här André Hoffmann ersetzt.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

4. Renouvellement des mandats du Président et du Vice-Président de la Cour des Comptes et d'un conseiller à la Cour des Comptes

D'Demandë fir d'Mandatserneierunge vun den Häre Marc Gengler, Patrick Graffé an Tom Heintz sinn un d'Deputéierte verdeelt ginn.

Ass d'Chamber domadder averstanen, den Artikel 4 Alinéa 5 vum Chambersreglement ze applizéieren an domadder kee Vote iwwert déi dräi Mandatserneierungen ze maachen?

Ech géif déi bieden, déi domadder averstane sinn, d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

(Assentiment)

Domadder sinn dem Här Marc Gengler säi Mandat als President vun der Cour des Comptes, dem Här Patrick Graffé säi Mandat als Vizepresident an dem Här Tom Heintz säi Mandat als Conseiller vun der Cour des Comptes verlängert ginn.

Da kënne mer dee Punkt ofschléissen a mat eisem Ordre du jour weiderfueren.

Mir kommen dann elo zu der Debatt iwwert d'Europa- an d'Aussepolitik. D'Riedezäit ass hei nom Modell 2 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: den Här Haupert, d'Madame Polfer, den Här Fayot, den Här Braz, den Här Kartheiser, den Här Urbany an d'Madame Err. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Haupert agedroen. Här Haupert, Dir hutt d'Wuert.

5. Débat sur la politique européenne et étrangère

M. Norbert Haupert *(CSV)*.- Merci, Här President. Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, a senger ausféierlecher Ried zur Debatt iwwert d'Aussepolitik huet de Minister eis gëschter hei an der Chamber an Erënnerung gefouert, datt sech am leschte Joer an der Welt esou munches gedoen huet. Et ass d'Joer vun de politesche Bouleversementer, vu méi Bewegung a Richtung Demokratie a Rechtsstat, vun trageschen ekologesche Katastrophen, vu fortwährender Finanzkris, déi sech zu enger dramatescher Währungskris fir den Euro entwéckelt huet.

Den Ausseminister huet sech dann och méi laang mat der Eurokris beschäftegt an e Plädoyer fir méi europäesch Integratioun a manner nationalen Egoismus gehalen. Säi Message ass kloer, an ech zitéieren: „Den Erfolleg vun der Europäescher Unioun ass deen éischte vun eisen Interessen! Sech verantwortungsvoll a solidaresch asetze fir d'Verstäerkung vun der Unioun, dat ass och sech asetze fir eist Land." Fin de citation.

Här President, eis Aussepolitik beweegt sech ëmmer méi am Kader vun der europäescher Politik, wat net weider verwonnert. Den Op- an Ausbau vun enger gemeinsamer europäescher Aussepolitik, déi de wirtschaftlechen a politeschen Afloss vun der Europäescher Unioun weltwäit zréckspigele soll, kann nëmmen am Konsens an an Zesummenaarbecht mat deenen eenzelne Memberstate geschéien. Mat bal enger hallwer Milliard Awunner ass d'Europäesch Unioun e wirtschaftleche Gigant, deen ëmmer méi eng wichteg Roll um internationale Plang spille kann.

D'Memberstate verstinn et ëmmer méi, datt et an enger globaliséierter Welt méi einfach ass, zesummen eppes ze erreechen, wéi wann een eleng agéiert, och wa munch Politiker sech oft schwéierdinn, dëst Verständnis konkret auszeliewen an an der Praxis ëmzesetzen. Virun allem bei den EU-Schwéiergewiichter ass d'Nostalgie vun der Vergaangenheet nach ëmmer präsent a si kënne sech der Versuchung, Alleingäng ze maachen, schwéier entzéien.

Besonnesch an Zäiten awer, wou de wirtschaftlechen Afloss vun Europa ofhëlt, ass et wichteg, sech gemeinsam ze positionéieren iwwert de Wee vun enger gemeinsamer Aussepolitik, déi souwuel déi wirtschaftlech Intérête vun de Memberstate verteidegt wéi och d'Roll vun der Europäescher Unioun als onëmgängleche politeschen Acteur weltwäit festegt.

Här President, wann der Madame Ashton och de Kraaftakt gelongen ass, fir esou schnell wéi méiglech den europäeschen Aussendéngscht op d'Been ze setzen an ze organiséieren, esou huet se et nach ëmmer net fäerdegbruecht, fir datt, wat d'Aussepolitik vun Europa selwer betrëfft, d'Vertrieder vun den EU-Länner mat engem Mond schwätzen.

Esou droe paradox Positiounen, wéi déi vun der Memberschaft vu Palästina an der Unesco, net dozou bäi, datt d'Europäesch Unioun als seriöe Gespréichspartner an der Welt gesi gëtt. Den Objektiv muss sinn, fir eng gemeinsam europäesch Aussepolitik ze entwéckelen, wou et net drëms geet, fir d'Aktioune vun deenen eenzelne Memberstaten ze konkurrenzéieren oder ze duplizéieren. Et soll virun allem drëms goen, fir no enger richteger Valeur ajoutée an eiser gemeinsamer Aussepolitik ze sichen.

Här President, eent vun de wichtegsten Evenementer vun dësem Joer ass ouni Zweifel d'„Arabescht Fréijoer" mat senge politesche Bouleversementer an Tunesien, an Ägypten an dem Fall vum Gaddafi-Regime a Libyen. Dës Evenementer waren net ouni Konsequenz fir d'Europäesch Unioun. Eng enorm Well vu Flüchtlingen aus deene Länner huet Italien a Malta iwwerschwemmt, wat déi Länner eleng net verkraafte konnten.

Doropshin huet Italien deene Leit e Permis de séjour temporaire ausgestallt, woumat se sech zäitlech fräi an deenen aneren EU-Länner bewege konnten. Frankräich, dat am meeschten dës Décisioun ze spiere krut, huet eesäiteg décidéiert, am Kader vun der „clause de sauvegarde de Schengen" seng Grenze mat Italien zouzemaachen. Hei wier eng gemeinsam Haltung vun der Europäescher Unioun éischter ubruecht gewiescht!

Här President, wichteg ass awer virun allem, datt den „Printemps arabe" dozou gefouert huet, datt déi Länner sech vun engem Diktatur-Regime befreie konnten, fir sech a Richtung vu méi Demokratie, vu méi Fräiheet a vu méi Rechtsstat ze bewegen.

Besonnesch Tunesien, deem Land, vun deem d'Bewegung ausgaangen ass, schéngt d'Transitioun am beschten iwwerstan ze hunn. Tunesien huet op virbildlech Manéier seng éischt fräi Wahlen den 23. Oktober organiséiert, wou den Taux de participation volontaire bei iwwer 90% louch!

An Ägypten huet d'Arméi eng kruzial Roll gespillt, andeems se mam Vollek fraterniséiert huet. Mëttlerweil spillt d'Militär eng méi zweedeiteg Roll, wou kee méi esou richteg weess, wat hir Pläng sinn an ob si bereet sinn, hir Muecht ouni Weideres u gewielte Vertrieder vum Vollek ze iwwerginn. Esou huet de sougenannten „Conseil suprême de l'armée", deen zënter der Chute vum President am Februar un der Muecht ass, den 9. Oktober eng Demonstratioun vu Kopten, déi géint d'Verbrennung vun enger Kierch protestéiert hunn, brutal néiergeschloen.

Déi éischt fräi Parlamentswahle si fir Enn November geplangt. Dat gewielte Parlament soll dann och e Comité benennen, deen eng nei Verfassung redigéiere soll.

Dës éischter friddvoll Oplehnung vun der Bevölkerung an Nordafrika ass mam bluddegen Agräife vum Colonel Gaddafi géint säi Vollek a Libyen zu Enn gaang. A quasi leschter Minutt kruten d'Revolutionären Hëllef vun enger internationaler Trupp, déi ënnert dem Kommando vun der NATO steet an déi op de Resolutiounen 1979 an 1973 vum Sécherheetsrot vun der UNO baséiert. D'Zil vun der Operatioun „protecteur unifié", an där d'Fransousen an d'Engländer fiederféierend waren, war e Waffenembargo an eng Zone d'exclusion aérienne ze imposéiere souwéi och mat alle Mëttelen ze versichen, d'Attacke géint d'Zivilbevölkerung ze évitéieren.

Mam Doud vum Gaddafi an dem Anhuele vu senger Heemechtsstad Syrte gesäit d'NATO hir Missioun a Libyen erfëllt an huet deklaréiert, hirer Missioun en Enn ze ginn. Den 2. November huet den nationalen Iwwergangsrot deen neie Chef vun der Iwwergangsregierung designéiert. D'Zil vun dëser Iwwergangsregierung ass et, an deenen nächsten aacht Méint Wahlen ze organiséieren, fir eng national Konferenz virzebereeden, déi eng Verfassung fir d'Land ausschaffe soll.

Här President, zënter déi islamistesch Partei d'Wahlen an Tunesien gewonnen huet, a wéinst der staarker Positioun vun den „Frères musulmans" an Ägypten an dem Fakt, datt a Libyen de President vum Conseil national de transition virun der Press confirméiert huet, datt d'Scharia a Libyen als „loi essentielle" adoptéiert gouf, geet an der westlecher Welt d'Angscht virun islamistesche Regimer an Nordafrika ëm.

Dozou wier awer Folgendes ze soen: Éischtens, iwwert de Verlaf an d'Bedeitung vun de Wahlen an Tunesien muss een ernimmen, datt dës Wahlen a knapp néng Méint transparent an demokratesch organiséiert an duerchgefouert goufen. Dëst eleng an de Fakt, datt iwwer 90% vun de Leit un de Wahle participéiert hunn, si scho Grënn, fir den absolute Respekt géintiwwer den Tunesier auszedrécken. Déi islamistesch Parteie waren einfach besser organiséiert, well et se schonns méi laang gouf. De Fait, datt se ënnert den Diktature vill gelidden hunn a verfollegt goufen, well se ganz oft eng wichteg sozial an humanitär Roll gespillt hunn, schwätzt och fir d'Ofschneide bei de Wahlen.

Zweetens, a Libyen gouf et bis haut weder eng Verfassung nach politesch Institutiounen, déi d'Konture vun engem neie Stat kéinte bilden. Libyen ass bis dato keng Natioun, esou wéi dat fir eis e Begréff ass. Esou kann et engem aliichten, datt Libyen momentan keng aner Wahl huet wéi déi, fir sech op d'Scharia ze beruffen, vu datt aner doktrinal, sozial, kulturell a relationell Normen net existéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an anere Länner wéi am Bahrain an am Jemen, awer virun allem a Syrien dréine sech d'Demonstratioune vun der Bevölkerung géint hir autoritär Regimer zur Tragédie! Besonnesch tragesch ass et, datt zënter dem 2. November, den Datum, wou de syresche Regime der Ligue arabe säin Averständnis fir e Plang gouf, deen als Zil huet, der Gewalt am Land en Enn ze setzen, d'Néiermetzele vun de sougenannten Opposantë riicht weidergeet, wat zum Ausschloss vu Syrien aus der Arabescher Liga gefouert huet.

De syresche Regime schéngt all Dag méi isoléiert ze ginn. Länner wéi d'Türkei huelen däitlech Positioun, andeems se offen an aktiv déi syresch Oppositioun ënnerstëtzen. Och d'Europäesch Unioun huet sech bereet erklärt, mat Vertrieder aus dem syreschen Nationalrot zesummenzeschaffen. Et ass och wichteg, de Wee vun de wirtschaftleche Sanktiounen décidéiert weiderzegoen an ze versichen, um Niveau vun der Europäescher Unioun dëst ze verdéiwen an auszebauen.

D'Europäesch Unioun huet hir Zäit gebraucht, fir op d'„Arabescht Fréijoer" ze reagéieren. Déi massiv Flüchtlingsstréim, déi heiduerch lassgeléist goufen, hunn d'Europäesch Unioun an enger éischter Phas iwwerrumpelt, an et huet eng Zäit gedauert, bis datt hir Strategie festgeluecht war.

Wat sinn déi grouss Erausfuerderungen, déi sech an dëser Regioun, an dëse Länner stellen? A wat ass déi europäesch Äntwert heirobber?

D'Erausfuerderunge si virun allem wirtschaftlecher Natur. D'Revolutiounen hunn d'Fonctionnéiere vun der Wirtschaft staark perturbéiert. Fir déi politesch Fortschrëtter awer ze festegen an auszebauen, däerf déi wirtschaftlech Situatioun sech net nach weider verschlechteren.

De President vum Europäesche Conseil huet och virun der Generalversammlung vun der UNO affirméiert, datt, fir datt d'„Arabescht Fréijoer" gelénge kann, d'Europäesch Unioun gewëllt ass, all d'Etappe vun der demokratescher Transformatioun an den demokratesche Reformen ze ënnerstëtzen, an zwar duerch finanziell Ressourcen, duerch den Zougang zum europäesche Marché, duerch d'Mobilitéit an Europa an d'Hëllef beim Opbau vun den Institutiounen.

An dësem Esprit a mat dëser Finalitéit huet dann och d'Europäesch Kommissioun de 27. September eng ganz Rei vu Moossname géintiwwer Nordafrika an dem Mëttleren Osten ugekënnegt. Esou huet d'Kommissioun véier nei Décisiounen zugonschte vun deene Länner geholl, déi zu senger sougenanntener „politique européenne de voisinage" gehéieren. Dës Programmer solle spezifesch Hëllefe fir d'Demokratie, fir de Wuesstum, fir d'Schafe vun Aarbechtsplazen, fir d'Mikrofinanz a fir d'Héichschoul brëngen. Esou kann d'Europäesch Unioun dann och ganz stolz behaapten, datt si déi Éischt ass, déi eng seriö Äntwert op d'„Arabescht Fréijoer" gëtt, datt d'Relance an Nordafrika an am Mëttleren Osten zu hiren Haaptprioritéite gehéiert.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, am Konflikt tëschent Israel a Palästina huet et sech erwisen, wéi een engersäits mat geschéckter Diplomatie villes erreechen, an anerersäits mat sturer politescher Haltung alles verdierwe kann. An Zäit vun engem hallwe Joer hunn d'Palästinenser zwee politesch Succèsen op internationaler Bühn agefuer. Am Juni gouf hinnen unanime de Statut vun engem Partner fir Demokratie bei der parlamentarescher Assemblée vum Europarot zougestanen an am Oktober goufe se als 195. Member vun der Unesco opgeholl.

D'Reaktioun vun Israel, datt d'Land seng Transferte vu Fongen, déi se zugonschte vun der Palästinensescher Autoritéit sammelen, bis op Weideres afréiere wäert an datt de Bau vun neie Logementer an hire Kolonien zu Ost-Jerusalem an a Cisjordanien accéléréiert gëtt, ass fir munchereen enttäuschend. Fir d'Palästinenser huet dëst Resultat awer virun allem eng wichteg a symbolesch Bedeitung. Et stellt fir si en Erfolleg duer, mat deem se trotz erkläertem Widderstand vun den USA an Israel de Wee zur ugestriefter UNO-Vollmemberschaft décidéiert weiderginn.

Dernieft huet och d'„Arabescht Fréijoer" seng Konsequenzen op Israel. Wann een déi nei politesch Realitéiten, déi amgaang sinn ze entstoen, a Betruecht hëlt, stellt et sech sécher eraus, datt den zukünftegen Handlungsspillraum vun der israelescher Regierung méi kleng gëtt, wa se an der Regioun hir traditionell Verbündete behale wëllen. Et schielt sech ëmmer méi eng Tendenz vun enger eenheetlecher Bewegung vum „Arabesche Fréijoer" géint Israel eraus.

D'„Arabescht Fréijoer" kéint duerch en Neimësche vun de politesche Kaarten am Noen Osten derzou bäidroen, en neie Moment do ze schafen an d'Israelien an d'Palästinenser encouragéieren, nees nei ze verhandelen. Déi ëmmer méi zouhuelend Sympathië fir d'Palästinenser an hir Situatioun an der Welt, déi sech duerch den Unesco-Vote konkretiséiert hunn, kéinten ausserdeem Israel zu méi Kompromëssbereetschaft encouragéieren.

Här President, hei stellt sech d'Fro, wéi d'Roll wier, déi d'Europäesch Unioun an dësem Zesummenhang spille kéint. D'Europäesch Unioun huet sech ganz positiv an de Gespréicher vum Noost-Quartett abruecht, an esou munchereen ass der Meenung, datt d'Unioun d'Roll vun den Amerikaner innerhalb vun dësem Quartett iwwerhuele kéint. Amerika huet säi Kredit als Vermëttler tëschent Israel a Palästina zënter dem Obama senger Ried am September bei der UNO-Generalversammlung bei de Palästinenser verluer.

Esou konnt d'Vertriederin vun der europäescher Aussepolitik sech an de Verhandlungen innerhalb vum Quartett souwéi tëschent deenen zwee Protagoniste méi abréngen an huet dowéinst vill Luef kritt. Esou kritt d'Europäesch Unioun méi wéi jee d'Méiglechkeet, sech positiv an d'Négociatiounen anzeklicken. Duerfir ass et kruzial, datt sech d'Europäesch Unioun besonnesch elo op eng gemeinsam Linn iwwert d'Memberschaft vu Palästina festleet, fir déi ustehend Négociatiounen innerhalb vun der UNO.

Datt dës Rechnung leider awer riskéiert net opzegoen, huet eis d'europäescht Behuele beim Vote fir eng palästinensesch Memberschaft bei der Unesco däitlech gewisen. „Europa degradéiert sech mat esou Aktiounen zu engem aussepoliteschen Zwerg", esou eisem Ausseminister säi Commentaire iwwert d'Ofstëmmung zu Paräis, dee mer duerchaus deele kënnen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zënter e puer Jorzéngte waren d'Westbindung - dat heescht d'Memberschaft an der NATO an d'Beméien ëm eng EU-Memberschaft - d'Fundamenter vun der türkescher Aussepolitik. Säit e puer Joer mierkt een awer däitlech, datt d'Türkei sech ëmmer méi staark op hir eege Regioun besënnt. Et gëtt zousehends méi onkloer, wat déi definitiv türkesch Strategie an hirer Aussepolitik ass. Geet et der Türkei dorëm, eng eegestänneg Regionalmuecht ze etabléieren? Wëllt d'Türkei weider zum zentralen Alliéierte vun den Amerikaner an der Regioun opsteigen, oder ass nach wie vor eng integral Memberschaft vum Land an der EU dat iewescht Zil vun der Regierung?

Virun e puer Joer huet d'Türkei sech fir eng Strategie vun de sougenannten „Null Problemer mat den Noperen" ausgeschwat. An dëser Strategie gesäit d'Türkei sech als Schlëssselstat tëschent Europa an Asien, tëschent Russland am Norden an der arabescher Welt am Süden. D'„Arabescht Fréijoer" huet d'Türkei ëmdenke gedoen, huet ee radikaalt Ëmdenke vun der türkescher Aussepolitik zur Folleg gehat. Derbäi kënnt, datt den türkesche Modell ëmmer méi déi arabesch Populatiounen zënter dem Ufank vun der tunesescher Revolutioun faszinéiert. Fir dës Leit gëtt den türkesche Modell zur grousser Hoffnung an zum Virbild, dat et ze imitéiere gëllt.

An éischter Linn faszinéiert d'Türkei duerch hir wirtschaftlech Dynamik. D'Türkei verzeechent e Wuesstum vun 8,9% fir d'Joer 2010 an ass momentan souguer déi 15. Wirtschaft an der Welt. Derbäi kënnt, datt dëse wirtschaftlechen Erfolleg duerch e politeschen Erfolleg gekréint ass. D'AKP, d'Partei vun der Gerechtegkeet an der Entwécklung, huet et fäerdegbruecht, fir reliéis Traditiounen a Modernitéit, fir Islam an Demokratie souwéi och Islamismus a Laïcitéit mat-

eneen ze verbannen. Doduerch ass déi nei arabesch Generatioun, d'Islamiste virop, gewëllt, den türkesche Modell bei sech ze importéieren.

Wat den Ëmgang mat hiren Noperen ubelaangt, esou weist hei d'Türkei hir Zänn an optéiert fir eng Demonstratioun vun hirer Militärkraaft, déi duerch eng gewësse Krichsrhetorik ënnermauert gëtt. Esou scheit sech den türkesche President net, d'Konfrontatioun mat Israel, bedéngt duerch den Incident vun der Gaza-Hëllefsflott, eskaléieren ze loossen. Doriwwer eraus schéngt et, wéi wann d'Course no Energieressourcen och eng bedeitend Roll an der Spannung mat Israel an och mat Zypern géif spillen.

Wat d'Bäitrëttsgespréicher an d'Europäesch Unioun ubelaangt, esou schéngen déi momentan vu kenger Säit aus ze evoluéieren. De Fortschrëttsbericht iwwert d'Türkei, deen den Oktober vun der EU-Kommissioun veröffentlecht gouf, enthält nieft Luef awer och haart Kritik. Besonnesch am Beräich vun der Meenungs- a Pressefräiheet souwéi och, wat d'Onofhängegkeet vun der Justiz ubelaangt, gëtt et vill ze bemängelen. Derbäi kënnt, datt d'Israel-Politik wéi och d'Zypern-Politik vun der Türkei zu engem ëmmer gréissere Problem an de Relatiounen tëschent der Europäescher Unioun an der Türkei ginn.

D'Fro, déi sech stellt, ass ze wëssen, ob d'Türkei momentan iwwerhaapt nach un enger Memberschaft vun der Europäescher Unioun interesséiert ass. Dës Iwwerleeung kënnt engem an de Sënn, wann een d'Ustrengung vun der Türkei, fir hir Regionalmuecht auszebauen, considéréiert.

Derbäi kënnt, datt d'Europäesch Unioun staark u Popularitéit bei der türkescher Bevölkerung abéisst. D'Türkei fillt sech duerch hire wirtschaftlechen Erfolleg der EU géintiwwer och net méi ënnerleeën. Ganz am Géigendeel héiert een den türkeschen Europaminister selbstsécher behaapten, datt mat jiddwer Dag, dee vergeet, d'Türkei Europa ëmmer manner an Europa d'Türkei ëmmer méi brauch. Hie mengt, datt, wann déi zwee Partner bis am Gläichgewiicht wieren, et och méi einfach géif, nees zesummenzekommen.

Awer och vun der europäescher Säit gëtt et ëmmer méi kritesch Stëmme géintiwwer der Türkei. Besonnesch d'Drohung vun der Türkei, d'Gespréicher mat der Europäescher Unioun anzefréieren, falls Zypern d'Presidentschaft vun der EU iwwerhuele géif, kënnt guer net gutt un.

Une voix.- Très bien!

M. Norbert Haupert *(CSV)*.- An dach ass et noutwendeg, datt déi wichteg Relatioune mat der Türkei gefleegt an ausgebaut ginn. Besonnesch elo am Kontext vun der Finanz- a Budgetskris soll eis bewosst ginn, wéi d'Influenz vun Europa an der Welt amgaangen ass ofzehuelen. Wirtschaftlech wéi och demografesch ass Europa momentan an enger schwiereger Lag. Och zesumme mat der Türkei géif Europa am Joer 2050 nëmme just 7% vun der Weltbevölkerung ausmaachen. Duerfir ass et unabdinglech, datt déi europäesch Integratioun verdéift gëtt. Mir sollen der Türkei d'Dier net zouschloen, mä versichen, weider ze verhandelen, bis d'Türkei dee sougenannten „Acquis communautaire" erreecht huet.

De Fait, datt d'Türkei jo Europa de Réck gedréit huet, huet awer och mat der europäescher Haltung ze dinn, wou d'Türkei zënter dem Enn vun de 60er Joren ëmmer nees higehalen a vertréischt gëtt a keng kloer Linn vun Europa der Türkei géintiwwer ze erkennen ass.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, wéi schonns gesot, prägen d'Gestaltung an de Werdegang vun der Europäescher Unioun eis national Aussepolitik. D'Europapolitik ass e wichtegen Deel vun eiser Aussepolitik, an hiren Impakt op déi national Politik hëlt bestänneg zou. An deem Sënn wéilt ech méi detailléiert op d'Gestioun vun der europäescher Scholdekris säitens vun der Europäescher Unioun agoen. D'Scholdekris an der Eurozon an hir Gestioun huet nämlech dëst Joer wéi bal keen anere Sujet d'Europapolitik geprägt.

Dës Kris, déi mat der Iwwerschëldung vu Griichenland d'lescht Joer ugaangen ass an déi d'Europäesch Unioun viru schwéier Décisioune gestallt huet, huet dëst Joer dramatesch Tournuren ugeholl. An an där schwiereger Situatioun huet d'europäesch Politik an deene leschte Wochen a Méint net ëmmer geglänzt a vill Kritiken agefuer.

D'Ereegnesser vun de leschte Wochen, ugefaange mat der Matdeelung vum deemolege griichesche Premierminister, den europäeschen Accord vum 27. Oktober engem Referendum wëllen ze ënnerbreeden, iwwert d'Deklaratioun vum fréiere Bundeskanzler Schröder, et hätt een ni däerfe Griichenland an d'Eurozon eraloossen, bis zum Geert Wilders senger Iddi vun engem Referendum iwwer eng méiglech Sortie aus der Eurozon oder och nach dem Här Cameron säi Plädoyer fir e manner rigid Europa droen net derzou bäi, d'Kritiken ze entschäerfen.

Dobäi däerf een net vergiessen, datt bis elo schonn eng Rei vun décisiven Accordë fir d'Krisis ze meeschteren um europäesche Plang getraff an ëmgesat goufen. Wat alles net evident war, wann een d'Ausmooss vun der Kris bedenkt an och de Fait, datt hei all d'Décisiounen eenheetlech getraff musse ginn. Alleingäng, oniwwerluechten Handlungen an Aussoe stellen all dat, wat zesumme geleescht ginn ass, erëm an de Schiet, an dat ass extrem bedauerlech!

Ech wéilt hei net méi op all déi Moossnamen, déi geholl si ginn, fir d'Krisis ze meeschteren, agoen. Den Här Ausseminister huet se gëschter hei am Detail erläutert.

Datt Griichenland awer dës Kris net Meeschter gouf, huet e puer Ursaachen. Griichenland deet sech schwéier an der Ëmsetzung vun de Bedéngungen, déi un d'Hëllefe gebonne sinn. Och wann dem leschte Rapport vun den internationalen Auditeure vun der Troika no d'Situatioun a Griichenland ënner Kontroll ass, huet d'Regierung hir Privatiséierungsprogrammer ze lues ëmgesat, an d'Moossnamen, fir de Budget ze sanéieren, ginn och net duer.

Mä de Problem läit awer net doranner, datt d'Spuermoossnamen, déi d'Land bis elo getraff huet an déi virun allem de griicheschen Normalbierger treffen, net wierken. Am Géigendeel, si verschäerfen d'Situatioun, a Griichenland ass an eng beispilllos Rezessioun gefall.

Mä net nëmme Griichenland huet Problemer. Irland a Portugal profitéieren och schonns vum europäesche Rettungsschierm. Aner Länner, wéi Spuenien, mä virun allem Italien, hu seriö finanztechnesch Problemer. An all deene Länner lafe Spuermoossnamepläng respektiv si Moossnamen drop an drun, geholl ze ginn, fir déi öffentlech Finanzen ze sanéieren, och wa mat ënnerschiddlechem Äifer an Effikassitéit.

Här President, verschidden Experte werfen awer d'Fro op, ob déi streng Spuerpolitik, déi Griichenland operluecht gouf respektiv déi sech aner Länner méi oder wéineger fräiwëlleg operluecht hunn, net kontraproduktiv ass an d'Kris méi unheizt, wéi datt se de Problem géif léisen. D'Spueren däerf net zum Selbstzweck ginn. D'Spuere soll derzou bäidroen, d'Budgetsdefiziter an d'Verschëldung erofzesetzen.

D'Spueren däerf awer net eleng um Bockel vun deene klenge Leit ausgedroe ginn. Och si si Konsumenten an droen zur Beliewung vun der Ekonomie bäi. Dernieft däerf een och net den negativen Impakt vun eventuelle sozialen Onrouen, déi entstoe kënnen, op déi laangfristeg, wirtschaftlech orientéiert Investissementer ënnerschätzen.

Här President, den Accord vum 27. Oktober war mat grousser Erliichterung begréisst ginn, bis datt de Premier Papandreou deklaréiert huet, datt hien d'Entscheedung engem Referendum géif ënnerleeën. Wann een dem Papandreou seng Suerg och verstoe kann, esou reit seng onglécklech Sortie sech an enger ganzer Partie vun Initiativen, Proposen an aner Manifestatioune säitens der Politik an, déi kloer deen neien Trend an Europa uginn: Déi national Intérêten hunn nees Virrang.

Obscho keen EU-Memberstat déi néideg Gréisst oder déi néideg Ressourcen huet, fir kënnen eleng d'Scholdekris ze meeschteren, doktert emol deen een oder deen aneren drun, de Wee aus der Kris eraus ze fannen. Heiansdo setze sech souguer zwee Dokteren zesummen.

Dat alles wier net weider schlëmm, wann dat net an der Öffentlechkeet géif stattfannen, mä am „stillen Kämmerlein", bis datt d'Léisungen, déi presentéiert ginn, zeideg wieren, datt se mat deenen aneren EU-Memberstaten ofgeschwat wieren a vu jiddwerengem matgedroe kéinte ginn. Wat awer net ëmmer de Fall ass, well oft dat, wat als Léisung presentéiert gëtt, keng Léisung ass, zumindest keng ausgegore Léisung, oder si privilegéiert ganz offensichtlech national Intérêten a kann ergo net tel quel vun deenen anere Länner matgedroe ginn.

Et sinn och ganz offensichtlech national Intérêten, déi Léisungen oder Usätz vu Léisungen, déi eng adequat Äntwert op d'Kris kéinte sinn, am Keim zerstéieren. Ech denken do zum Beispill besonnesch un d'„Euro-Bonds".

Här President, ofschléissend wéilt ech ënnersträichen, wat den Här Ausseminister iwwregens och schonns gëschter a senger Ried gemaach huet, datt an der Vergaangenheet déi gemeinschaftlech Method sech bewährt huet an datt mir se haut méi wéi jee brauchen. Nach ni waren d'EU-Memberstaten esou ofhängeg vunenee wéi haut. Awer déi gemeinschaftlech Method beinhalt eng gewësse Solidaritéit tëschent de Länner. Ouni Solidaritéit gëtt et keen Europa. A wann et keen Europa méi gëtt, wat bleift dann? Wat trëtt an d'Plaz?

Et ass mat grousser Suerg, datt meng Fraktioun hei fir méi Solidaritéit an Unitéit plädéiert, fir Léisungen, déi gemeinschaftlech fonnt an ëmgesat ginn, Léisungen, déi eis alleguer weiderbréngen, amplaz datt se eis zersplécken an nach méi an d'Kris stierzen. Duerfir kënne mer den Ausseminister a senger Ausso, datt den Esprit communautaire de Basisprinzip vum Fonctionnement vun der Unioun muss bleiwen, och nëmmen ënnerstëtzen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Haupert. Als nächste Riedner ass d'Madame Lydie Polfer agedroen. Madame Polfer, Dir hutt d'Wuert.

Mme Lydie Polfer *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Ausseminister, a menger Ried vum leschte Joer hunn ech drop opmierksam gemaach, datt mir keng Insel sinn an datt mer eis Onofhängegkeet an eise Wuelstand just verteidege kënnen, wa mer eis déi néideg Moyenen och dozou ginn. Eis Aussen- a Wirtschaftspolitik war bis elo ëmmer doduerch gekennzeechent, datt mer eis hei zu Lëtzebuerg an no baussen an deem Sënn och opgestallt hunn. Den Här Ausseminister huet dat gëschter och ënnerstrach a senger Deklaratioun, wéi e vun de Missions diplomatiques geschwat huet an och vun der Wichtegkeet vun enger staarker wirtschaftlecher Komponent vun dëseselwechte Missiounen.

Erlaabt mer, elo hei eng kleng Klammer opzemaachen: Ech muss Iech doriwwer dofir soen, datt dat, wat d'lescht Woch am Vietnam geschitt ass, no bannen, mä och ganz besonnesch no baussen net wäert derzou bäidroen, eis méi positiv ze presentéieren an eis Positiounen ze festegen.

Ech maachen déi Klammer elo nees zou, mä ech mengen, dat muss awer gesot sinn,...

Une voix.- Très bien!

Mme Lydie Polfer *(DP)*.- ...well dat war keng verantwortungsvoll Manéier fir ze handelen. Well mir liewen hei zu Lëtzebuerg dovunner, exemplaresch an an der Kontinuitéit no baussen ze agéieren. Mir sinn net fir näischt Grënnungsmember vun alle wichtegen internationalen Organisatiounen, an et kënnt och net vun ongefëier, datt Lëtzebuerg sech an deene leschte Jorzéngten esou entwéckelt huet, wéi mer et haut kennen: dat heescht, e Land mat engem vun deenen héchste Liewensstandarden. An dat, dat wëlle mer jo och fir d'Zukunft préservéieren.

Här President, Lëtzebuerg an Europa sinn indissociabel. Dat gëllt net nëmme fir Lëtzebuerg, mä och fir all déi aner 26 EU-Memberen. An aus deem Grond ass et ëmsou méi bedenklech, datt d'Fro: „Europa, wat fir eng Télefonsnummer?" nach ëmmer aktuell ass - leider, muss ech soen. Op déi Fro, déi den Här Henry Kissinger also viru Jorzéngte gestallt huet, hu mer nach ëmmer keng Äntwert, obschonns mer eis jo mam Traité vu Lissabon déi méiglechst nei Moyenë wollte ginn. Mä dorobber kommen ech nach zréck.

An dat huet net nëmme gëschter den Här Ausseminister a senger Deklaratioun bewisen, mä dat huet virun allem d'Gestioun vun der Europäescher Unioun an der Scholdekris op eng ganz flagrant Aart a Weis erëm op en Neits ënnerstrach. Et geet net duer, de Kriseconstat ze maachen an duerno e Krisemanagement ze erfannen, et geet virun allem drëm, eng Analys ze maachen, wéi et konnt esou wäit kommen. An dat huet den Här Minister gëschter net gemaach. Et hätt ee sech awer kënnen effektiv erwaarden, datt den Här Ausseminister mat sech a sengen europäesche Kolleege méi streng an d'Geriicht gefuer wier.

Zum Krisemanagement: Sécherlech, et ass esou, datt déi Kriseninstrumenter, déi ee sech elo ginn huet, net konnten direkt aus dem Buedem geschloe ginn oder och nach direkt op der Hand louchen. Am Ufank war et jo esou, datt een nach guer net wousst, wat dann do wierklech d'Envergure vun där griichescher Kris wier a wouhi se a ganz Europa géif féieren.

Nach ass et awer esou, datt een zu engem bestëmmten Zäitpunkt wousst, datt et net nëmme géif duergoen, Griichenland - a Griichenland eleng - ënnert d'Äerm ze gräifen. An do ass verpasst ginn, Ratingagencen hin oder hier, sech déi néideg Moyenen ze ginn, fir Rou op d'Mäert ze kréien. Dat huet derzou gefouert, datt d'Politik sech ze laang - an ech géif bal gäre soen: nach ëmmer! - vun de Marchéen dreiwe léisst.

Dat huet och selbstverständlech domat ze dinn, datt de franséisch-däitsche Motor vun der Unioun net ëmmer esou ronn gelaf ass, wéi ee sech dat hätt kënnen erwaarden oder wéi et och heiansdo den Uschäin hat oder ee sech den Uschäi ginn huet. Dofir ass et och net richteg, wéi den Här Asselborn dat gemaach huet, just e Constat ze maachen, et muss een no den Ursaache sichen a se kloer erkennen.

D'Ursaach läit an der Manéier, wéi verschidde Regierungen iwwer Joren - jo, Jorzéngten! - iwwer hir Moyenë gelieft hunn an domat d'Kritären, déi si sech selwer ginn haten, net respektéiert hunn. Dora läit d'Haaptursaach vun der jëtzeger Kris, wat virun allem eng Kris vun der europäescher Glafwierdegkeet ass.

Dat huet och domat ze dinn, datt mer an der Situatioun, och wa se streckeweis jo nozevollzéie war, vum Wee vun der Méthode communautaire ofkomm sinn an de Rôle vun der Europäescher Kommissioun an den Hannergrond getrueden ass, an do deele mer Är Manéier, fir déi Saach ze gesinn, Här Minister.

Mä nach eng Kéier zréck zu den Ursaachen: Dat, wat net oft genuch gesot gëtt, dat ass, datt mer an der Europäescher Unioun am Fong all d'Instrumenter hunn, oder hätten, fir esou eng Kris ze verhënneren. A wann elo geschwat gëtt, de Stabilitéits- a Wuesstumspakt ze reforméieren, wou nach nei Sanktioune sollen agefouert ginn, da vergiesse mer ze soen, datt déi bestehend Dispositioune vum Stabilitéits- a Wuesstumspakt, déi mer elo schonns hunn, net respektéiert gi sinn a mir dofir an dëser Situatioun haut sinn. Mir mussen eis bewosst sinn, datt d'Scholdekris - nach eng Kéier - eng Kris vun der politescher Glafwierdegkeet ass!

Wichteg Strukturreforme sinn iwwer Joren net gemaach ginn, obwuel international Experte se dorobber higewisen hunn. A wann d'Ratingagencë sech zu der finanzieller Stabilitéit vun de Länner äusseren, an dat gewëss net ëmmer positiv - an dat deet och wéi -, mä da muss een awer och ënnersträichen, datt dat virun allem esou ass, well d'Regierunge selwer verfeelt hunn, op méi eng transparent an éierlech Aart a Weis iwwert den Zoustand vun der Finanzsituatioun vun hirem Land ze communiquéieren.

An deem Kontext, Här Minister, wéilt ech drun erënneren, datt déi bescht Manéier, fir den „sozialen Haircut", wéi Dir Iech gëschter ausgedréckt hutt, ze évitéieren, nu ganz einfach eng virsiichteg Haushaltspolitik viraussetzt. An dat soen ech ganz besonnesch a Richtung vun eiser Regierung - vun eiser ganzer Regierung, déi haut de Minister nees am Stéch léisst, wéi esou oft -, well och mir gi säit Jore schonns vu nationalen an internationalen Experten dozou encouragéiert, verschidde Strukturreformen ze maachen.

Wa mer vun enger Gouvernance économique schwätzen, dann hu mer eis elo weider Instrumenter, zum Beispill iwwert de Wee vum Semestre européen, ginn. Mä wou et awer wierklech drop ukënnt, dat ass, datt déi Moyenë mat schonungsloser Éierlechkeet applizéiert ginn, wa mer wëllen, datt se gräifen an eng reell Plus-value duerstellen. Dat gëllt och fir dee rezent gestëmmten a sougenannten „Sixpack-Accord", deen der Kommissioun jo soll erlaben, méi genau d'Memberstaten ze iwwerwaachen, an och fir d'„Strategie 2020" fir de Wuesstum vun der europäescher Wirtschaftsunioun ze favoriséieren.

D'Fro vun der Gouvernance économique huet och zäitweileg d'Fro opgeworf vun enger méi staarker politescher Unioun. An deem Kontext wollt ech ganz kloer ënnersträichen, datt mir eis mam Traité vu Lissabon jo e permanente President vum Conseil européen an en Ausseminister ginn hunn. D'Europäesch Unioun huet sech also mam Lissabonner Traité d'Capacitéit ginn, en Acteur op der internationaler Zeen ze sinn, andeems ënner anerem de Service pour l'action extérieure vun der EU eis méi Visibilitéit sollt verschafen.

Mä mir stelle fest, datt déi zwee Posten net déi Signalwierkung hunn, déi ee sech initialement dobäi erduecht hätt, an ech menge kënnen ze soen, dat wier en diplomateschen Understatement, wann ech dat soen.

An dat ass schued, well wéi sollen eis international Partner eis eescht huelen oder iwwerhaapt kënne verstoen, wat eis Positioune sinn, wa mer eis - an ech huelen e puer Beispiller - zum Beispill op enger Konferenz duerch dräi verschidde Leit vertriede loossen, wéi dëst de Fall war um NATO-Sommet zu Lissabon, wou souwuel de President vun der Kommissioun, de President vum Conseil an natierlech d'Lady Ashton och waren. A wann dann nach de Commerce derbäikënnt, dann ass och nach an deem Trio den Handelskommissär derbäi.

Oder en anert Beispill: Wéi iwwerhaapt solle mer eis bemierkbar maachen, wa kee visibel ass? Do denken ech un déi rezent Pressekonferenz, nodeem eng 60 Delegatioune sech ent-

scheet haten, 15 Milliarden Dollar vun deene blockéierte libyschen Avoiren ze débloquéieren, fir der lokaler Populatioun ze hëllefen. Ganz gutt. Mä keen, keen eenzegen europäesche Représentant war op där finaler Pressekonferenz agelueden, obwuel d'Lady Ashton an den Här Van Rompuy um Conseil op deem Sommet waren.

Ass et eng Personalfro? Eng Fro vun de Moyenen? Oder eng Fro vum Wëllen? Déi dräi treffe sécherlech jusqu'à un certain degré dorop zou. Dat heescht, wa mir et emol net fäerdegbréngen, se esou ze besetzen, datt se wierklech effikass kënne sinn an hinnen dann och d'Méiglechkeet ze ginn, hirem Rôle gerecht ze ginn, dann ass, ech muss et ganz éierlech soen, fir mech d'Fro vun enger méi déiwer politescher Unioun am Fong en „wishful thinking" oder eng Fata Morgana.

Mä, an hei halen ech et mat dem Änder Hoffmann, dee gëschter sot, et dierf een net nëmmen un dat denken, wat ass, et muss een och virun allem denken un dat, wat misst sinn oder wat kéint sinn, an duerfir, wann ech un dat denken, wat misst sinn a wat och wahrscheinlech eng Kéier wäert sinn, musse mer ons weiderhin energesch fir den europäeschen Integratiounsprozess asetzen an doru festhalen.

Une voix.- Très bien!

Mme Lydie Polfer *(DP)*.- An deem Integratiounsgedanken hëlleft sécher net, wa mat enger periodescher Frequenz vu verschiddenen Europapolitiker - vun alle Faarwen d'ailleurs, ech soen et direkt - d'Fro vun deenen dräi europäeschen Haaptstied gestallt gëtt. D'Traitéë gesi vir, datt Europa dräi Haaptstied huet, Bréissel, Stroossbuerg a Lëtzebuerg. Fir dee Prinzip si mir alleguerten nach ëmmer agetrueden a mir sinn och net bereet, ze akzeptéieren, datt doru gefréckelt soll ginn. Duerfir ass et och gutt, datt d'Infrastrukture vun der Europäescher Unioun hei zu Lëtzebuerg weider ausgebaut ginn. A fir datt Europa uerdentlech Aarbechtskonditiounen zur Verfügung gestallt kritt, Här Minister, do sidd Der eiser Ënnerstëtzung ganz sécher.

Här President, d'Fro vun der Erweiderung nu vun der Europäescher Unioun stellt sech weiderhin. Den Här Ausseminister huet ons gëschter gesot, datt eng Partie vun onse Partnerlänner um beschte Wee wieren, de Wäerter vun der Europäescher Unioun ëmmer méi no ze kommen. Ech ginn elo net méi op déi verschidde Länner an. Dir hutt et gëschter an aller Däitlechkeet an am Detail gesot.

Mä ech erlabe mer awer, um Hannergrond ebe just vun der Scholdekris, drop ze insistéieren, datt een hei net soll an net dierf an Zweckoptimismus verfalen, duerch d'Fangere kucken, an der Hoffnung: „Oh, et geet schonn an d'Rei."

Neen, hei muss nees eng Kéier mat schonungsloser Éierlechkeet operéiert a kontrolléiert ginn. Mir mussen d'Léieren zéien eben och aus der Scholdekris. An duerfir ass et extrem wichteg, datt hei strengstens op d'Anhale vun all de Kopenhagener Kritäre gepocht gëtt.

Här President, ech wollt och nëmmen e puer Wierder iwwert déi gemeinsam europäesch Aussepolitik verléieren. Ech wollt drop agoen, wéi mir als Europäesch Unioun eis zu de Konflikter, déi an der Welt entstinn, positionéiere mat eben eise Partner.

Här Ausseminister, Dir hutt vun deem formidabelen Élan geschwat, deen d'„Arabescht Fréijoer" opbléie gelooss huet, a mir gesinn et och esou. Dir hutt de Bilan gemaach vun deene Staten, wou sech d'Saache lues a lues zum Gudde wenden: Tunesien, Ägypten - mat Virbehalt -, awer och vun deenen, wou déi couragéierst Stëmme vun der Populatioun net gehéiert ginn, mä au contraire mat alle Moyenen ënnerdréckt ginn, a mir wëssen, u wie mer denken: besonnesch Syrien an och de Jemen.

D'europäesch Aussepolitik muss duerfir nieft de Sanktiounen, déi ausgeschwat ginn, sech Gedanke maachen iwwer nei Weeër, wéi se op esou Konfliktsituatiounen net nëmme reagéiere soll, mä am Virfeld duerch gemeinsam Positiounen an duerch gemeinsamt Handele kann en Afloss huelen.

An deem Sënn ass et och absolut néideg, sech kloer an däitlech zu där destruktiver Politik vum Iran ze positionéieren an all Mëttel net militärescher Natur anzesetzen, fir den iraneschen Autoritéite kloerzemaachen, datt d'international Communautéit hir Attitüd ënner kengen Ëmstänn guttheesche kann. An et ass natierlech kloer, datt do eng enk Zesummenaarbecht vun der EU mat Russland a China eng Conditio sine qua non ass.

Déi am Fall vum Iran préconiséiert militäresch Optioun kann an däerf net d'Optioun sinn. All eis Effortë musse sech elo op eng konstruktiv Négociatioun konzentréieren, fir eng méiglech Eskalatioun vun der Situatioun, déi dramatesch Folge fir d'Regioun kéint hunn, ze verhënneren. Ech mengen, do si mer eis heibannen eens.

D'Suerg vun Israel, wat d'Bedrohung, déi vum Iran ausgeet, ubelaangt, ass ze verstoen. Mä ech ka mech net oft genuch widderhuelen, datt eng militäresch Léisung net déi richteg Léisung wier.

Wann et och schwéier ass, déi aktuell Politik vun der israelescher Regierung op enger Rei Punkten, notamment der Siedlungspolitik, nozevollzéien, sou dierf een awer Folgendes net vergiessen - mir wëssen et: Op béide Säiten, an Israel an a Palästina, ass iwwert d'Jorzéngten esou vill Leed entstan, datt een Openanerduergoe vu béide Säiten ee bal iwwermënschlechen Effort kascht. Ech wëll awer gleewen, an ech muss gleewen, a mir musse gleewen, datt et méiglech ass, deen Effort ze maachen.

Ech wëll mech duerfir och vläicht méi nuancéiert wéi den Här Minister gëschter ausdrécken, well ech der Meenung sinn, datt mer aus där Spiral vun deene géigesäitege Scholdzouweisunge mussen erauskommen, fir op de Wee vun engem gemeinsame friddlechen Zesummeliewen an där Regioun ze kommen. Dat heescht och, datt à terme Israel a Palästina als zwee Staten niewentenee friddlech koexistéiere kënnen.

Dat bedeit awer och, datt virun allem d'international Communautéit sech eens gëtt an eng gemeinsam Linn definéiert, wéi een Israel a Palästina op dee richtege Wee hëllefe kann.

Här President, a puncto Kooperatioun mam afrikanesche Kontinent wéilt ech nach gären e puer Wierder soen. Et ass a mengen Aen do extrem wichteg, zwou verschidden Aarte vun Hëllef ze entscheeden. Selbstverständlech muss bei humanitäre Katastrophen, wéi zum Beispill där undauernder Hongersnout am Horn vun Afrika, net gezéckt ginn, eis Hëllef unzebidden. Et ass awer oft esou, datt während esou Situatioune politesche Chaos och herrscht an déi responsabel politesch Autoritéiten net kloer ze identifizéiere sinn, feelen oder - jo, et muss een et soen - leider korrupt sinn.

An deem Zesummenhang wëll ech nach eng Kéier ervirhiewen, wéi wichteg et ass, laangfristeg eng Kooperatiounspolitik virun Aen ze hunn, déi den Entwécklungslänner kann erméiglechen, hiren eegene Wee zur wirtschaftlecher Entwécklung an demokratescher Transitioun ze goen. Dëst sinn eise Wäerter no zwou néideg Konditiounen, fir e Land zum Wuelstand ze brengen.

Här President, genausou wéi den Här Asselborn hunn ech ganz vill Zäit dorobber verwennt, iwwert d'europäesch Politik ze schwätzen. Dëst ass och net verwonnerlech, well sech déi Lëtzebuerger Aussepolitik zu engem groussen Deel iwwert déi europäesch definéiert.

A well also onse Succès mam Succès vun Europa enk verbonnen ass, wëll ech als Konklusioun nach eng Kéier drop hiweisen, wéi wichteg et ass, am Sënn vun der Glafwierdegkeet vun der europäescher Politik ze schaffen. An déi erreeche mer net, andeems mer permanent un den Traitéë fréckelen oder nei Institutioune schafen. Domat gi mer nämlech no baussen d'Bild, wéi wa mir selwer net géifen un eis gleewen, a mir ginn domat e Bild - fir d'Ausso vum Här Minister vu gëschter e bëssen ëmzedréien -, mir ginn domat d'Bild, wéi wann d'Europäesch Unioun en Auto wier, dee permanent an der Garage géif stoen, fir gefléckt ze ginn. An datt esou een Auto net wäit kënnt, dat wësse mer jo. All Zweckoptimismus kann dës Situatioun och net schéirieden, mä nëmme konsequent, rigouréist a verantwortlecht Handelen.

Dir, Här Minister, d'ganz Regierung, jo mir all sinn do gefuerdert.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Polfer. Als nächste Riedner ass den Här Ben Fayot agedroen. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wollt fir d'Éischt dem Äusseminister Merci soe fir säin ëmfaassende Panorama iwwert d'Lëtzebuerger Europa- an Aussepolitik, deen hie gëschter hei virbruecht huet. Déi Meenungen, déi hien doranner vertrëtt, decke sech selbstverständlech zu engem allergroussen Deel mat deenen, déi mir hei och vertrieden. Dofir wollt ech mech hei a menger Interventioun an der Haaptsaach och op d'Europapolitik konzentréieren, op dat, wat elo an Europa amgaangen ass, an och d'Konsequenzen, d'politesch Konsequenze fir onst Land.

Firwat maache mer dat? Mä well mer wëssen, dass manner wéi iergenden anert Land onst Land sech net kann a seng Grenzen zréckzéien. Mir brauchen en oppene Maart, en Zougang zu der Welt, eng friddlech Ëmwelt, mir brauchen eng zolidd Währung an d'politescht Gewiicht vun der Europäescher Unioun, fir iwwerhaapt bei der Gouvernance mondiale kënne matzemaachen.

Mir sinn ons awer och bewosst, dat musse mer direkt hannendrusoen, dass déi global Vernetzung, an där mer dra sinn, fir ons eege Gesellschaft hei zu Lëtzebuerg munche Stress ka schafen. Wann d'Europäesch Unioun zum Beispill d'Visaflicht fir europäesch Länner um Westbalkan ophieft, da kommen esou vill Romaen op Lëtzebuerg, dass mer bal den nationalen Noutstand ausruffe mussen.

D'Aussepolitik vun engem Land ass haut net nëmmen Diplomatie a Verdeedegungspolitik. Et ass Kooperatioun, et ass Immigratiounspolitik, international Handelspolitik, Klimapolitik, a si huet och mam Kampf géint d'Aarmut an der Welt a mat enger Welt ze dinn, an där nei Puissancen entstinn, mat deene mer nei Forme vun Émgang musse sichen. Iwwer ons Memberschaft an der Europäescher Unioun eraus ass et also och d'europäesch Politik, Innenpolitik, mat där mer ëmmer méi konfrontéiert ginn.

Wéi geet et weider mat Europa? En Europa mat tëschent 30 a 40 Länner aus dem Westbalkan, aus Osteuropa, d'Türkei derbäi, wéi et op ons duerkënnt, wäert kee staark integréiert Europa sinn. Déi verstäerkt Zesummenaarbecht am Vertrag vu Lissabon wäert wuel méi wéi eng Kéier zur Uwendung komme mussen. En Europa vu verschiddene Vitessen ass virprogramméiert a wuel och néideg, fir zum Beispill nëmmen um soziale Plang méi staark kënnen zesummenzeschaffen.

Déi héchste Vitesse allerdéngs muss natierlech déi vun der Eurozon als Kärstéck vun der Europäescher Integratioun sinn. An dofir mussen all déi Konsequenze gezu ginn, déi eng gemeinsam Währung verlaangt, an dat heescht, méi eng intensiv Zesummenaarbecht op deem Plang. Déi Zesummenaarbecht heescht, dass Länner sech gemeinsam Objektiver ginn a sech verflichten - sech verflichten! -, déi Objektiver ze erreechen.

D'Memberlänner vun der Europäescher Unioun si verschidden, déi eng méi sozial, déi aner méi liberal. Jiddwer Land muss sech selwer gestalte kënnen am Respekt vun de gemeinsamen Ziler, déi fir den Zesummenhalt wesentlech sinn. A wat sinn déi Ziler? Mä e räsonabele Montant vu Scholden. E räsonabele Montant vu Scholden iwwerall, och zu Lëtzebuerg! E sozialen Niveau, deen eng Relatioun zur Wäertschöpfung vun der Wirtschaft huet. International Konkurrenzfäegkeet.

D'Stäerkt an d'Stabilitéit vun onser Währung hänken also of vun der Wirtschaftskraaft, vun der budgetärer Soliditéit a vum politeschen Zesummenhalt vun de Länner - dat ass eppes, wat ëmmer méi wichteg gëtt -, och vun deene Länner, déi déi Währung hunn. De politeschen Zesummenhalt gëtt garantéiert duerch Solidaritéit.

Fir ons Sozialisten ass e staarkt Europa net nëmmen en Europa vum fräie Wueren-, Déngschtleeschtungs- a Kapitalverkéier. Et ass virun allem e solidarescht Europa. Et muss dofir e Rééquilibrage tëschent Maart a Konkurrenz an Europa kommen, engersäits, Solidaritéit, anerersäits. En oppene Maart, jo. Mä de Maart kann net all Problemer léisen! Dofir mussen öffentlech Déngschtleeschtunge besser geschützt ginn. An et muss verhënnert ginn, dass alles, awer och grad alles, ob dat d'Iessen, d'Iesswueren, d'Waasser, d'Schoul, d'Gesondheet, d'Mobilitéit, d'Kultur, d'Wunnen ass, zum Objet vu kommerzielle Strategien a Spekulatioun gëtt, dat heescht, dem Maart iwwerlooss gëtt.

Et kann och net sinn, dass de Maart d'Plaz vun der Politik hëlt. Et ass net akzeptabel, dass d'Schwankunge vun de Finanzmäert Regierunge stierzen an décidéieren, wéi eng Regierung ausgesäit, oder dass d'Spekulatiounen op de Finanzmäert déi normal politesch Prozesser ersetzen.

Solidaritéit ënnert de Länner, dat war vun Ufank un a säit jeehier eng fundamental Errungenschaft vun der Europäescher Unioun; aarm Länner a Géigende vun Europa duerch gemeinsam Hëllef lues a lues op e méi héijen Niveau eropbréngen, an dat iwwert d'Grenze vun Europa ewech. Well d'Noperschaftspolitik, d'Politique de voisinage vun der Europäescher Unioun dréit vill zur Entwécklung vun europäesche Länner bäi, déi un de Grenze vun der Europäescher Unioun leien. Dofir muss d'Europäesch Unioun och am Mëttelmierraum Länner wéi Tunesien, Libyen oder Ägypten hëllefen, sech wirtschaftlech erëm opzebauen.

E solidarescht Europa kann och net dora bestoen, dass fir déi zukünfteg Generatiounen net méi investéiert gëtt. Dofir muss een d'Europäesch Unioun a besonnesch d'Europäesch Investitiounsbank félicitéieren, dass se e massive Bäitrag fir d'Investitiounen an Europa leeschten.

A schliesslech - en aneren Aspekt vun der Solidaritéit - géifen d'Leit dobaussen net verstoen, dass d'Staten d'Banke retten an dass d'Banke kee Bäitrag zur Léisung vun der Kris géife maachen. Solidaritéit soll och fir d'Finanzacteure gëllen. All déi Créancieren, déi duerch d'Spekulatioun op de Statsscholde massiv verdéngt hunn a weider verdéngen, musse bei der Hëllef fir héich verschëllte Länner matmaachen.

Här President, den Ausseminister huet sech intensiv mat der Finanzkris befaasst. Déi Kris schéngt net fir jiddwereen ze bestoen, soit dit entre parenthèses. Nach ëmmer gëtt et déck Bonussen an Dividenden, an d'Finanzwirtschaft an Europa wiert sech weider géint all Reguléierung, déi als Zil huet, de Finanzsecteur erëm zu deem ze maachen, wat en eigentlech soll sinn, nämlech en Déngschtleeschter fir déi produktiv Wirtschaft!

Une voix.- Très bien!

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Onst politescht Zil heiheem an an Europa muss sinn, natierlech den Euro ze retten, d'Scholde vun de Staten erofzedrécken an d'Wirtschaft dobäi net ze erstécken. An et muss och sinn, de Sozialofbau ze verhënneren an d'Consommatioun wéi d'Investissementer héich ze halen.

Här President, d'Europäesch Unioun befënnt sech duerch d'Finanzkris an enger kruzialer Phas vun hirer Entwécklung. Mat der Finanzkris huet en Deel vun der Europäescher Unioun, nämlech d'Eurozon, e qualitative Sprong an der Zesummenaarbecht gemaach. Et ass eng finanz-, wirtschafts- a sozialpolitesch Schicksalsgemeinschaft ginn, déi Eurozon. A vun der Manéier, wéi mer déi Kris léisen, hänkt d'ganz Zukunft vum europäeschen Eenegungsprozess of.

Den Euro als Weltwährung ass net nëmmen en Instrument vu wirtschaftlecher Zesummenaarbecht an Europa, mä och den Ausdrock vun der Wirtschaftskraaft vun onsem Kontinent. A fir den Euro ze erhalen an ze stäerken, si mer an der solidarescher Verantwortung mat alle Länner vun der Eurozon. Dat heescht, dass all Land vun dëser Zon fir sech selwer a fir déi aner Länner eng Responsabilitéit huet. Déi zwou Perspektive sinn onzertrennlech. Dat heescht, dass all Land seng Scholde méiglechst niddreg halen oder se ofbaue muss, an dat heescht, dass all Land an d'Solidaritéit fir déi Länner mat agebonne gëtt, déi Problemer hunn.

Et gëtt also méi zesumme gemaach. Et ass schonn hei gesot ginn: e gemeinsame Rettungsfong, e gemeinsame Stabiliséierungsmechanismus 2013. A muer vläicht eng nei Finanztransaktiounssteier, 'Euro-Bonds' an en europäeschen, keng national Mäert méi vun Obligatiounen, Bedeelegung och vum Fonds monétaire international a vu grousse Länner, déi en Interessi drun hunn - vergiesse mer dat net! - an der Welt, dass et eng zweet grouss Weltwährung niewent dem Dollar gëtt.

E Wuert zu dëser Finanztransaktiounssteier, Här President, déi elo jo vun der Kommissioun virgeluecht ginn ass. Mir Sozialiste si fir esou eng Steier, déi jo bekanntlech net op den normale Bankgeschäfter erhuewe gëtt, mä op all deenen Transaktiounen, déi bis elo net besteiert goufen, op all Operatioune vun Hedgefongen an aner Finanzinstrumenter, déi de Finanzsecteur an de leschte Joren oft zu engem Selbstzweck gemaach hunn. Mir mengen, dass dat eng Steier an der Europäescher Unioun vun de 27 Länner soll sinn an dass déi Steier als Ressource propre fir d'Europäesch Unioun bestëmmt soll sinn, mat där d'Europäesch Unioun Investissementer fir d'Zukunft maache kann.

Här President, wann een do no vir kuckt, muss een och zur selwechter Zäit e puer Froe stellen iwwert déi rezent Vergaangenheet, fir et eben an Zukunft besser ze maachen. Wat Griichenland zum Beispill ugeet, kënne mer jo net verleugnen, dass dat e Land ass, wat d'Scholdekris an der Eurozon duerch seng finanz- a budgetspolitesch Gewunnechte verschäerft huet.

Wéi war et méiglech, dass net gesi gouf an Europa vu ville gescheite Leit, dass Griichenland eng national Kontabilitéit huet wéi en Drëttweltland? Dass dat Land säin öffentlechen Déngscht innerhalb vun zwielef Joer verduebelt huet? Dass een do mat 55 Joer an d'Pensioun geet, wann een an engem schwéiere Beruff schafft, dass et awer 600 Beruffer gëtt, déi als solch bezeechent ginn?!

Villes ass do schifgelaf a villes ass ënnert den diplomateschen Europateppech gekiert ginn. D'EU, mengen ech, wa se seriö wëllt geholl ginn an Europa vun de Bierger an och an der Welt, ka sech dat do net nach eng Kéier leesch-

ten a muss bei sech selwer ufänken an hir Gouvernance verbesseren.

Wéi geet dat an der Finanzpolitik? Et musse gemeinsam Regele ginn, déi all Länner befollege mussen. Dat gëtt dann en anert Europa. Dat heescht, en Europa, wat méi zesummewiisst, an deem d'Länner op dem finanz- a budgetspolitesche Plang lues a lues d'selwecht ginn.

Mir haten déi Diskussioun hei an der Chamber am Zesummenhang mam Europäesche Semester a mat de Recommandatioune vun der Kommissioun fir Lëtzebuerg. De Sproochgebrauch war dunn d'accord mat den Objektiver, mä de Wee dohinner muss jiddwer Land selwer bestëmmen. Dat geet nëmmen, wann déi Objektiver kloer a strikt genuch sinn a vun all Land ugeholl ginn, wa se och méi oder wéineger automatesch sinn an net all Kéiers grouss Diskussiounen ervirruffen. An och d'Weeër, fir déi Objektiver ze erreechen, mussen op d'mannst konvergent si bei aller Verschiddenheet, fir dass d'Politik fir Kohärenz a Stabilitéit suerge kann.

Dat gëtt och fir onst Parlament, dat jo d'Budgetsautoritéit huet, grad wéi fir all déi aner national Parlamenter vun der Eurozon eng grouss Erausfuerderung, well déi Parlamenter da vill méi agebonne ginn nach an déi Mëttelen, an déi Weeër, fir eben déi Ziler ze erreechen, déi mer ons gestallt hunn.

Här President, déi Finanzkris ass systemesch. Et soll een dat och emol erëm eng Kéier soen an ëmmer erëm soen. Si ass jo doduerch entstan, dass d'Finanzwirtschaft sech vun der Realwirtschaft ofgekoppelt huet an hir eege Logik vu Profitmaximéierung verfollegt huet. De System, an deem mer dra sinn, besteet doran, dass d'Länner Schold bei de Kapitalmäert ophuelen an dass déi Mäert iwwer an duerch dës Schold ganz gutt rémunéréiert ginn.

Si hunn och Intérêt, dass mat dëser Schold spekuléiert gëtt, dass d'Zënsen eropginn an dass also déi verschëllte Länner méi mussen erëmbezuelen. Bei dëser Aktivitéit spillen natierlech d'Ratingagenture grad wéi d'Finanzspezialiste mat hiren Analysen an Aussoen eng grouss Roll. A mir erliewe jo all Dag déi Spiral, déi et gëtt, wann eben Deklaratioune kommen, grouss Headlines an den Zeitungen. Ee schaukelt deen aneren erop, an da gëtt natierlech erëm eng Kéier d'Veronsécherung méi grouss.

Déi international Finanzmäert liewen also vun dem Scholdebierg an hunn Interessi, dass et weidergeet, an dofir siche se sech ëmmer erëm nei Opfer. No Griichenland, Portugal an Irland sinn elo Italien an och Frankräich a vläicht muer ons belsch Noperen am Collimateur. Duerch dee Scholdebetrib geet de Service vun der Dette ëmmer weider erop an e kascht déi eenzel Länner Milliounen a Milliarden Euro, déi d'Steierzueler bezuele mussen an déi d'Investissementer fir d'Zukunft erofdrécken.

Vill Leit akzeptéieren dat net méi. Déi sougenannt Indignés- an duerno „Occupy"-Bewegung, „Occupy Wall Street"-Bewegung an den USA an a groussen europäesche Länner, ass en Zeeche fir de Ras-le-bol vu ville Mënschen, besonnesch jonken, och héich qualifizéierten, déi mat héijem Chômage a Perspektivlosegkeet ze kämpfen hunn. Dat kann d'Politik net ignoréieren, souguer wann een heiansdo mengt, dat wär e bësse méi Folklore. Mä dat ass eng seriö Bewegung an der Bevöllkerung, an d'Politik muss sech doriwwer Froe stellen.

Wat kann d'Politik maachen? Ech mengen, si muss op jidde Fall méi enk reguléieren. Ech weess, dass et zu Lëtzebuerg vill Leit gëtt, déi do virdru warne wéinst onser eegener Finanzplaz. Ech verstinn dat, mä ech kann net novollzéien, dass Lëtzebuerg net aktiv an Europa soll derfir antrieden, dass d'Finanzmäert an hire Fonctionnementer strikte Regelen ënnerworf gi sollen, fir esou Krisen, an där mer dra sinn, an Zukunft ze verhënneren.

D'Ratingagenture si jo elo och am Collimateur, déi lescht Deeg an och haut. Virun e puer Deeg huet jo déi Falschmeldung vun enger Ratingagentur iwwert d'Bonitéit vu Frankräich grouss Welle geschloen. Wat derhannert stécht, weess keen; ob et Noléissegkeet ass oder Absicht. Fakt ass awer, dass e ganzt Land doduerch an Opreegung geréit an d'Finanzmäert frëscht Blutt lecken.

Dofir, mengen ech, soll Lëtzebuerg, d'Lëtzebuerger Regierung déi Ustrengunge vun der Kommissioun, besonnesch och vum Kommissär Michel Barnier ënnerstëtzen, fir dee ganze Betrib vun deene Ratingagenturen, ech wëll emol net soen, ze moraliséieren - dat wär jo vläicht e bëssen iwwerdriwwen -, mä wéinstens prezisen, ganz prezise Regelen ze ënnerwerfen, déi agehale musse ginn a wou Verstéiss dergéint och sanktionéiert ginn.

Wann ee kuckt, dass den Här Barnier jo an der Kommissioun besonnesch vun de briteschen, hollänneschen an nach engem Kommissär gebremst ginn ass, fir eben d'Häerzstéck vun der Responsabilitéit vun de Ratingagenturen an dee System eranzebréngen, da weess ee jo, aus wat fir enger Géigend de Wand géint déi Regulatioune bléist, wou et jo Länner gëtt, déi vill Intérêt hunn, dass et eben esou mann wéi méiglech Regulatiounen an deem Finanzsecteur gëtt.

Ech mengen, Lëtzebuerg soll sech net do op déi Säit stellen. Et soll fir déi Regulatioune sinn, well d'Leit dobaussen erwaarden, dass d'Politik do hir Responsabilitéit hëlt.

Här President, ech ka meng Skepsis net verheemlechen, wann et heescht, et géifen am Zesummenhang mat der Finanzkris Vertragsännerunge preparéiert ginn. Wann eng Ännerung wéi déi iwwert den Artikel 136 vum Traité, fir dem Europäesche Stabilitéitsmechanismus eng Base légale iwwert d'Procédure accélérée vun der Vertragsännerung ze ginn, wann dat relativ einfach wäert sinn, gëtt dat wuel bei aneren Ännerunge méi schwéier.

Ech sinn der Meenung, well ech hunn dat jo och a menger politescher Carrière matgemaach, dass de politesche Wëllen duergeet, fir déi néideg Mesuren hei ze huelen. Ënnert dem Drock vun der Kris si vertraglech vill Méiglechkeeten ausgeschöpft ginn an et si vill wichteg Léisungen, Mesurë geholl ginn. Mir sollen ons Energie net mat laangen institutionellen Diskussioune verpolveren, fir e Vertrag ze maachen. Erënnert lech, de Vertrag vu Lissabon, dat huet bal eng Décennie, zéng Joer gedauert. A wa mer wëllen erëm op dee Wee goen, mengen ech, da komme mer esou bal net zu prezisen Ofschlëss.

Ech wëll awer zugläich derbäisoen, dass een natierlech iwwer Europa weider muss do nodenken. Et gëtt eng Saach, dat ass dat, wat mer direkt musse maachen, fir déi Finanzkris an de Grëff ze kréien. Mä et kann ee selbstverständlech iwwer Europa vill nodenken, well Europa ass e Modell, dee seng Onzoulänglechkeeten huet an deen och seng Problemer huet.

Et gëtt jo elo schonn e Frust bei zéng Net-EU-Memberlänner (veuillez lire: Net-Eurozon-Länner), well se net bei alle Réunioune vun der Eurozon derbäi sinn. Ënnert dem Drock vun der Krisebewältegung gesinn d'Eurozon-Ministeren a -Regierungschefe sech Woch fir Woch. Do wiisst eppes zesummen, wat anescht ass wéi deen iwwregens soss zimlech laangwierege Prozess, fir eppes an der Europäescher Unioun ze décidéieren.

Déi Reaktivitéit ass ze begréissen, och wann et ëmmer méi zum Intergouvernementalen higeet an déi heiteg Strukture vun der Europäescher Unioun a Fro gestallt ginn.

A puncto Iwwerleeung huet de fréieren däitschen Ausseminister Joschka Fischer an engem „Zeit"-Interview gesot, fir d'Europäesch Unioun ze erhalen, misst een d'Europäesch Unioun vun de 27 vergiessen, well se net capabel wär, schnell an effikass ze reagéieren, besonnesch vis-à-vis vun de Mäert. Et misst duerfir eng Avantgarde entstoen, an zwar e Käreuropa, grosso modo déi heiteg Eurozon-Länner, déi ënner sech en neie Vertrag aushandele solle wéi beim Schengen-Vertrag vun 1985, fir den Euro ze retten. An als demokratesch Legitimatioun géif um Ufank eng berodent Euro-Assemblée aus Vertrieder aus den nationale Parlamenter geschaf, well d'Budgetshoheit bei den nationale Parlamenter läit, déi domat och géifen opgewäert ginn.

(Interruption)

Egal, Här Meyers, wat ee vun deenen Iddien hält,…

(Brouhaha)

…et gëtt also iwwer Europa diskutéiert. Dat ass a mengen Ae wichteg. An et ass och noutwendeg, wann ee kuckt, wéi awer d'Europäesch Unioun vu verschiddene Länner, zum Beispill vun der Regierung vum Vereenegte Kinekräich, a Fro gestallt gëtt, déi näischt Besseres hunn, fir d'Unioun ze schwächen an hir Handlungsfäegkeet anzeschränken.

Mech interesséiert virun allem derbäi, egal wat vun esou Iddië kënnt, dass déi intergouvernemental Prozesser limitéiert bleiwen, dass déi communautaire Mechanismen net geschwächt ginn an dass d'demokratescht Matsproocherecht vun de Parlamenter eescht geholl gëtt.

Här President, iwwert d'Europapolitik hu mer jo e gudde Bericht vun der Regierung virleien, fir deen ech dem Ausseminister Merci soen. En ass ëmfaassend iwwer alles dat, wat mer an Europa maachen, all déi Beméiungen och vun onsen Diplomaten an onser Verwaltung. D'Chamber huet jo och duerch de Lissabon-Vertrag méi Verantwortung kritt. An ech mengen, dat fonctionnéiert och relativ gutt an de Kommissiounen.

Ech wëll just soen, dass ech frou wär, Här President, wann ons Kollaboratioun als Chamber mat der Regierung, net elo mat engem Minister - ech mengen, all Minister kënnt an all Kommissioun iwwer Europafroe schwätzen, dat ass kee Problem an dat ass och gutt esou -, mä wa mer mat der Regierung op dem inhaltleche Plang vun de legislativen Texter nach méi intensiv géifen zesummeschaffen.

D'Regierung, mengen ech, sollt automatesch Noten an Informatiounen, iwwert déi se verfügt an hirer Aarbecht, am legislative Prozess der Chamber zoukomme loossen, déi ons kënnen hëllefen, fir méi Expertise am europäesche legislative Prozess ze kréien. Ech weess, dass et do Retizenzen an der Regierung gëtt. Ech widderhuelen dat hei awer net, ech soen dat net fir d'Éischt, ech widderhuelen et net. Ech mengen, dat wär fir d'Zesummewuesse vun deem, wat mer als Regierung an als Chamber am Intérêt vum Lëtzebuerger Land zesumme maachen, gutt.

Ech wëll och soen, dass ons Chamber weider muss op deem Wee goen, fir sech am europäeschen Débat nach méi oft a selbstbewosst zu Wuert ze mellen.

Här President, fir ofzeschléisse wëll ech soen, dass een och muss eng Partie Saache kritiséieren, wat an der Europäescher Unioun net geet. Mir bedaueren, dass d'Barroso-Kommissioun sech net géint déi intergouvernemental Dérive gewiert huet, déi an der Finanzkris opkomm ass a sech weiderentwéckelt. Mir bedaueren d'Schwächt vun der Ausseministesch vun der Europäescher Unioun an der aussepolitescher Duerstellung vun Europa.

(Mme Lydia Mutsch prend la présidence.)

Et ass och ze bedaueren, dass d'europäesch Länner et net fäerdegbréngen, zu wichtegen Themen eng gemeinsam Haltung ze kréien. Dat huet de Minister jo och duergestallt.

Mir bedaueren och, dass vill Länner an Europa eigentlech déi europäesch Konstruktioun net weiderbrénge wëllen. Et gëtt an deene 27 Länner Versuchungen, sech ofzeschiermen, wichteg Acquisë vun der Europäescher Unioun ofzebauen, an och rietsextrem Tendenzen a Länner, déi derzou féieren, dass den Nationalismus erëm staark gëtt. Dat, fannen ech, dat ass net d'Zilsetzung vun Europa. An dat muss ee kënne mat aller Däitlechkeet soen.

An, wéi gesot, och wat d'Erweiderung vun der Europäescher Unioun ugeet, ass jo schonn en 28. Memberland virgesinn. Ech wëll net op déi Verhandlungen agoen, déi mat anere Länner och ufänken oder amgaange sinn.

Ech wëll just eppes soen: D'Partnerschaften am Osten, am Süden, iwwerall do, wou mer Länner hunn, mat deene mer gären zesummeschaffen, si gutt an nëtzlech, mä kënnen net all zur Memberschaft féieren. Mir mussen deene Länner soen, dass ëmmer méi Erweiderungen d'Europäesch Unioun handlungsonfäeg maachen.

Mir mussen nei Modeller vun Zesummenaarbecht fannen, amplaz ëmmer nëmmen déi Vollmitgliedschaft als Perspektiv ze ginn. Net all Land kann als vollwäertegt Mitglied vun enger Europäescher Unioun opgeholl ginn, déi jo méi soll sinn, wéi e gemeinsame Maart. A vill Länner, déi sech Hoffnunge maachen, hunn nach grouss Weeër hanner sech ze bréngen, fir iwwerhaapt op deen Niveau ze kommen, dee mer als Europäesch Unioun duerch ons Kritäre festgeluecht hunn.

Fir ofzeschléissen, Här President, wëll ech, wéi gesot, dem Ausseminister, perséinlech och, a senge Mataarbechter Merci soe fir säin Asaz, och fir seng Begeeschterung a säi Wëllen, kloer Wierder op der internationaler Bühn ze schwätzen. Mir wëssen dat ze appréciéieren an ënnerstëtzen den Ausseminister an där Aarbecht.

Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme la Présidente.- Merci, Här Fayot. Et ass dann um nächsten agedroene Riedner, an dat ass den Här Braz. Här Braz, Dir hutt d'Wuert dann och direkt.

M. Félix Braz *(déi gréng)*.- Merci, Madame Presidentin. Här Ausseminister, och am Numm vun der grénger Fraktioun wëll ech Iech Merci soe fir Är Deklaratioun vu gëschter Mëtteg. Dir hutt gëscht op eng routinéiert, professionell Aart a Weis, awer och op eng traditionell klassesch d'Lëtzebuerger Aussepolitik duergestallt. An dat fir e Joer ze résuméieren, wat awer dramatesch war, wat och revolutionär war.

Dramatesch, net nëmmen, well et eng ganz Rei Naturkatastrophen op eisem Planéit gouf. Dramatesch awer och, an domat wëll ech ufänken, duerch dat, wat a Japan geschitt ass um Ufank vum Joer zu Fukushima, wou een am Réckbléck och nach ëmmer muss seng Trauer ausdrécke fir d'Leed, wat deene Leit geschitt ass, gläichzäiteg awer och seng Bewonnerung muss ausschwätze fir d'Aart a Weis, wéi a Japan probéiert ginn ass, sech géint déi Katastroph ze stemmen an aus hir erauszekommen. E gewaltegen Effort, dee mat vill Aarbecht an Zilstrebegkeet verbonnen ass.

Bewonnerung awer och fir d'Décisiounen, déi a Japan geholl gi sinn, fir eben aus der Atomkraaft erauszeklammen. Si hunn dat domadder och ugefaangen, dass se fir d'Éischt emol probéieren, konsequent all Spuerpotenzialer an hirem Land auszenotzen. A si hunn elo schonn hire Verbrauch un elektrescher Energie op eng ganz zolidd Aart a Weis gekierzt kritt, am Beräich vu bal 25%, wat och weist, dass et méiglech ass, besonnesch well grad Japan jo e Land ass, wat héich industrialiséiert ass an also e Land ass, wat e ganz héijen Energieverbrauch huet awer och hat. An nawell ass et do méiglech, Efforten ze maachen.

Dir hutt Iech, Här Ausseminister, an Ärer Ried gëschter och mat där doter Fro vun der Atompolitik an Europa ausenanergesat. Dir hutt Iech ausgeschwat fir méi eng grouss Sécherheet bei de Reakteren.

Dat geet eis net duer, Här Ausseminister. D'Lëtzebuerger Politik am Beräich vun der Notzung vun der Atomenergie ass keng, déi drop aus ass, fir eng méi grouss Sécherheet nëmmen ze erreechen. D'Lëtzebuerger Politik ass eng Konstant bis elo gewiescht, dass mer wëllen aus der Atomenergie erausklammen. Déi Deklaratioun hu mer vermësst, Här Ausseminister. Déi hätte mer gären héieren.

Den Asaz fir méi Sécherheet, dat ass eigentlech traditionell den Discours vun deenen, déi Atomreaktere verkafen. Jiddwer Land, wat Atomreakteren huet a verkeeft, huet déi sécherst op der Welt. Hir kënne garantéiert keng Panne kréien an hir ginn ëmmer méi sécher. Bis et dann awer erëm eng Kéier zu enger schrecklecher Katastroph kënnt, an dann ass erëm den Discours fir dräi Méint en aneren, ier et dann erëm lassgeet.

Op deem dote Punkt, Här Ausseminister, hutt Der net déi Kloerheet gehat, déi mir eis géife wënschen. A mir wiere frou, wann Der déi doten Ausso kéint redresséieren a kloermaachen, woufir Lëtzebuerg am Ausland op der Fro vun der Energiepolitik an notamment vun der Atompolitik steet.

Wat mir brauchen, dat sinn nei Léisungen am Klimaschutz, a Lëtzebuerg stellt sech gären als eng Zort Virreider an Europa duer. Mir mussen awer soen als Gréng, dass dat ëmmer manner kredibel gëtt, wa Lëtzebuerg sech esou wëllt duerstellen. Mëttlerweil gehéiere mer zu Bréissel éischter zu de Bremser, well mer net méi bei deene sinn, déi bereet sinn, bis op minus 30% ze goen. Mir hunn eis éischter mëttlerweil agependelt bei minus 20% bei den CO_2-Emissiounen.

An och eisen CO_2-Allocatiounsplang hale mer fir e schlechte Plang. E Plang, deen nach ëmmer ganz vill op d'Fräikafe setzt, an e Plang, wou och mat waarmer Loft gehandelt gëtt. An dat ass net dat, wat ee sech vun der Lëtzebuerger Politik an deem dote Beräich als gréng Fraktioun erwaart.

Lescht Remarque zu deem Thema: An der Kooperatiounspolitik, wou Lëtzebuerg jo mat Sécherheet vill Positives opweises huet, bleift et nach ëmmer mat staarken Defiziter verbonne bei der Cohérence des politiques. Net nëmmen duerch dat, wat mer hei am Land anescht maache wéi dat, wat mer am Ausland probéieren iwwert de Wee vun der Kooperatiounspolitik ze impulséieren, mä och, well mer nach ëmmer keng koordinéiert Meenungen hunn.

Dat wier awer eng Aufgab, déi kéint vum Ausseministère iwwerholl ginn, fir zum Beispill d'Lëtzebuerger Positiounen och am Fonds monétaire international éischter mat deenen ofzeschwätzen, déi mer bei der Kooperatiounspolitik hunn. Fir dass net iwwert den Ëmwee vum FMI Problemer verschäerft ginn an deelweis deenen äermste Länner vun der Welt doduerch, dass se hir Droits de douane erofsetzen, domadder hir lokal Marchéé futtimaachen, och nach op Recettë musse verzichten, fir bei sech am Land kënnen eege Produktiounen opzebauen, notamment am Beräich vun der Souveraineté alimentaire.

Och do besteet e Problem vu Cohérence des politiques zu Lëtzebuerg, a mir mengen, dass tëschent deem, wat mer an der Kooperatioun maachen, an deem, wat mer bei aneren internationale Gremien och plädéieren, méi enk misst zesummegeschafft ginn. Mir wëssen, dass déi Ofsprooch am Moment zu Lëtzebuerg net stattfënnt. A wann ech soen „am Moment", da gëllt dat och mat Réckbléck op déi Jore virdrun.

Dat ass keen neie Phenomeen. Et ass awer e Phenomeen, Här Ausseminister, deem Dir Iech kéint unhuelen, fir en ze verbesseren.

Ech hunn aganks gesot, et wier och e revolutionäert Joer - Stéchwuert „Printemps arabe".

Et ass wouer, dass d'Europäesch Unioun e bëssen Zäit gebraucht huet, fir ze reagéieren. Et ass awer och wouer, dass ouni d'Europäesch Unioun an d'NATO et net hätt kënnen zu deem Ausgang kommen a Libyen, dee mer haut hunn. De Mérite huet natierlech dat libyscht Vollek, wat en héije Präis bezuelt huet, mä de Mérite huet selbstverständlech och d'Communauté internationale, déi emol - une fois n'est pas coutume - den Appel héieren huet vum libysche Vollek an och reagéiert huet mat den néidege Moyenen, fir zu engem Zil ze kommen.

Mir hunn awer d'Gefill als gréng Fraktioun, dass mer e bësse séier ewechgaange sinn am Kader vum Konflikt an nom Konflikt iwwer eis eege vergaange Relatioune mat deene Länner. Mir hunn net allze laang an de Spigel gekuckt, wou de Konflikt bis eng militäresch Dimensioun erreecht hat. Mä d'Froe bleiwen awer an eisen Ae gestallt.

Dat si Froen notamment, déi mat europäesche Waffenexporter ze dinn hunn. Do gëtt et e Rapport aus dem Mount Oktober vun dësem Joer vun Amnesty International, deen traitéiert justement vun de Waffenexporter an d'arabesch Länner. Déi Etüd, déi eng honnert Säiten huet, déi ënnersicht, wéi eng Rüstungsliwwerungen an Ägypten, de Bahrain, de Jemen, Libyen a Syrien gaange sinn.

Lëtzebuerg exportéiert selbstverständlech selwer keng Waffen, mä vill aner europäesch Länner maachen dat, an duerfir menge mer, dass et och en Thema fir d'Europäesch Unioun als Ganzt muss sinn.

Déi Länner, déi vill Waffen exportéiert hunn an der Europäescher Unioun, sinn Däitschland, eis belsch Noperen, Bulgarien, eis franséisch Noperen, Groussbritannien, Italien, Éisträich an Tschechien. Wëssend, dass d'Europäer net déi Eenzeg sinn, déi Waffen exportéieren. Mä mir hunn als Europäer iwwert den Ëmwee vun deenen dote Länner Waffen exportéiert, Munitioun exportéiert an och aner Ausrüstungen, fir dass d'Polizei an d'Militär an deene Länner iwwer Joren och zum Deel friddlech Demonstratioune konnten nidderknäppelen. Leit sinn do blesséiert ginn. Leit sinn do gestuerwen a si willkürlech verfollegt ginn.

Mir mengen, dass et misst eng seriö Ënnersichung gi vun deene leschte Jore vu Waffenexporter notamment an déi dote Länner, fir dass ee ka Léieren doraus zéien. Fir eis ass d'Léier kloer: Et dierfe keng Rüstungsgidder ausgeliwwert ginn, wann och nëmmen d'Gefor besteet, dass den Empfänger déi kéint asetzen, fir seng eege Bevölkerung domadder ze verkniechten.

Et gëtt jo e Verhalenskodex an der Europäescher Unioun fir d'Ausfuer vu Waffen. Dee soll jo och erneiert ginn. An do hoffe mer, Här Ausseminister, dass Dir genau deen dote Plädoyer wäert halen an deem dote Kader, fir sech mat där doter Fro seriö ze beschäftegen an eben an dee Spigel ze kucken, an dee mer eis net vill gekuckt hunn, wou de Konflikt a Libyen an och an Ägypten an och an Tunesien bis amgaange war. Mir si séier iwwert déi eege Vergaangenheet ewechgaangen. A mir mengen, dass et awer derwäert wär, nach eng Kéier stoen ze bleiwen a sech mat där Vergaangenheet ze beschäftegen, grad a speziell am Kontext vun de Waffenexporter.

En aneren Aspekt, dat sinn déi ekonomesch Relatioune mat deene Länner. Den Nach-Wirtschaftsminister Jeannot Krecké huet sech ëmmer ganz schwéiergedoen, fir eppes anescht wéi wirtschaftlech Relatioune wëllen ze diskutéieren. Aner Aspekter huet en ëmmer aus der Linn wëllen eraushalen. Mä och do menge mer, dass den Ausseminister déi Gespréicher kéint koordinéiere mam Ministère vun der Ekonomie, fir eng Linn ze dégagéiere fir d'Lëtzebuerger Wirtschaft, notamment do, wou d'Regierung sech mat drëms këmmert bei de Wirtschaftsmissiounen. Mir wäerten an der Chamber an deenen nächste Méint och nach doriwwer ze schwätze kréien.

Mir mengen, dass dat besonnesch an der Relatioun mat de BRICS-Länner misst séier diskutéiert ginn. Dat heescht net, dat ass kee Plädoyer derfir, dass ee keng wirtschaftlech Relatioune mat deene Länner soll hunn. Am Géigendeel, et ass e Plädoyer derfir, dass ee grad wirtschaftlech Relatioune kann hunn, mä dass ee muss sech eng Ligne de conduite ginn, un déi ee sech och hale kann an déi och fir jiddweree kloer a verständlech ass, fir dass ee sech deene Kritiken an deene Länner net eng Kéier muss ausgesat gesinn, déi een, wéi gesot, bei anere Länner, notamment an Nordafrika, während Joren awer ignoréiert huet.

An den arabesche Länner ass och haut - an an den nordafrikanesche Länner besonnesch - nach net alles kloer. Den Här Ausseminister huet seng Zefriddenheet iwwert d'Entwécklung ausgedréckt. Ech hätt mer allerdéngs e puer méi kritesch Téin och nach gewënscht, Här Ausseminister.

Fir mat Ägypten unzefänken: Et stellt ee fest, dass am Moment an Ägypten de Réckgréff op Militärtribunäl ganz ausgeprägt ass. Dat ass e méi wéi enorme Problem. D'Zuelen, déi schwätzen eng däitlech Sprooch. Zënter dem Stuerz vum Mubarak am Februar vun dësem Joer si ronn 12.000 Ägypter virun e Militärtribunal zitéiert ginn. Dat sinn der en fait méi wéi an den 30 Joer vum Règne Mubarak zesummegeholl.

Dat kann net dat gewiescht sinn, woufir sech d'ägyptescht Vollek agesat huet. An et kann net dat sinn, wat vun der internationaler Communautéit ouni Kommentar, ouni vehementen a verständleche Kommentar géif kënnen einfach higeholl ginn.

D'Europäesch Unioun ass op där doter Fro äusserst diskret. D'Madame Ashton ass inexistent op där doter Fro. An e puer Deeg si Wahlen an Ägypten. Déi Leit, déi virun déi militäresch Tribunäl gezu gi sinn, sinn och praktesch all vun de Wahle selbstverständlech direkt mat ausgeschloss ginn, well déi Stëmme wëllt ee jo net héieren.

Mir mengen, Här Ausseminister, dass een op deem dote prezise Punkt vun Iech a vun Äre Kolleegen an der Europäescher Unioun a vun der Madame Ashton an den nächsten Deeg nach ganz däitlech Wierder misst un d'Adress vun der ägyptescher Féierung an notamment vum ägyptesche Militär riichten.

A Libyen, do hu wéi gesot d'Europäesch Unioun an d'UNO gehollef. Mä mir sinn net fäerdeg mat der Hëllef. Et stellt ee fest, dass am Moment a Libyen nach ëmmer Règlements de compte stattfannen. D'Gewalt ass net eriwwer an deem Land. Dat ass eng expéditiv Justiz, déi lokal praktizéiert gëtt, ouni laang Prozesser an ouni och d'Aschalte vu Geriichter.

D'Europäesch Unioun muss onbedéngt beim CNT intervenéieren an och d'Moyenen zur Verfügung stellen, fir dass mer séier kënnen eng onofhängeg Justiz a Libyen mat opbauen. Dat war iwwregens och e wesentlechen Aspekt vun der Resolutioun 1973. Déi huet sech net nëmme mam militäresche Volet ofginn, déi huet och schonn d'Perspektiv opgemaach, fir kënnen déi Responsabel virun d'Cour pénale internationale ze zitéieren. Deen Deel vun der Resolutioun, deen däerf net ënnert den Dësch gekiert ginn.

An och, wann de Gaddafi dout ass - a mir bedaueren, dass e gestuerwen ass, well mir hätten e gäre veruerteelt gesinn, mir hätte gäre gesinn, dass en hätt misse Rechenschaft ofleeën, dat wär wichteg gewiescht fir Libyen -, menge mir, dass och mam Doud vum Gaddafi net all Responsabilitéit a Libyen fir d'Vergaangenheet verschwonnen ass. Et gëtt nach aner Responsabeler.

An am Sënn vun der Resolutioun 1973, Här Ausseminister, hätte mer gären, dass sech och déi international Communautéit derfir asetzt, dass déi Responsabilitéite virun der Cour pénale internationale gezu ginn. Et ass nach Zäit. An dat muss onbedéngt gemaach ginn. Dat wäert déi libysch Demokratie stäerken an hir Zukunft verbesseren.

Wat Syrien betrëfft, do geet et weider mat mëttlerweil Dausende vun Doudegen. Et ass e Massaker um eegene Vollek. Mir wëssen, dass Syrien net Member ass, Partie ass vum Traité vu Roum. Duerfir kënnen déi syresch Dirigenten nëmmen iwwert den Ëmwee vum Conseil de Sécurité virun d'Cour pénale internationale zitéiert ginn. Mir halen dat awer fir eng Méiglechkeet. Mir wëssen, dass et schwiereg ass, notamment wat de Rôle vu Russland a China betrëfft.

Mä grad wéi Dir, Här Ausseminister, gi mer d'Hoffnung net op, dass et och do um Niveau vum Sécherheetsrot kann zu engem Accord kommen. A mir sinn op jidde Fall der Meenung, Iech doranner ze ënnerstëtzen, dass Der fir ganz ferm Sanktiounen antrëtt.

Mir mengen och, dass Der sollt als Lëtzebuerger Land där Commission d'experts, déi de Conseil des droits de l'Homme vun der UNO agesat huet, bei all Kritik, déi ee par ailleurs um Conseil des droits de l'Homme vun der UNO kann ausspriechen, hei ass awer e Wee, deen eis dee richtege schéngt, dass och Lëtzebuerg sech do mat aschalt a Moyenë mat zur Verfügung stellt, dass dee Comité d'experts seng Aarbecht ka maachen, an dass mer op all den Niveaue fir déi fermste Sanktioune géint de syresche Regime mat antrieden.

Zu Israel a Palästina, Här Ausseminister, war ech an deene leschte Joren net ëmmer mat Iech d'accord, och net ëmmer op all de Punkten - soe mer esou - an och net ëmmer op all „wording". Ech muss awer soen, dës Kéier kann ech Är Ausserunge voll a ganz ënnerstëtzen. Ech hale se och am „wording" fir richteg.

Ech wëll awer op een Aspekt, op deen Der net agaange sidd, och speziell hiweisen. Virun e puer Deeg, ufanks November, ass op d'Hagit Ofran, Direktorin vun enger israelescher ONG, déi Peace Now heescht, schonn nees en Attentat versicht gi mat ganz konkrete Morddrohungen. An deen Uschlag, dee steet och an engem méi groussen Zesummenhang mat Ugréffer vu ganz radikale Siedler an Extremisten aus Israel, déi a mengen Aen net kënnen akzeptéiert gi vun der israelescher Regierung, an och duerfir net kënnen akzeptéiert gi vun der Communauté internationale an hire Relatioune mat der israelescher Regierung.

Laut engem Bericht vun de Vereenten Natiounen ass nämlech d'Gewalt vun de Siedler an der „West Bank" géigeniwwer de Palästinenser am Laf vun dësem Joer ëm 40% gewuess. An déi Ugréffer, déi muss ee veruerteelen op d'Hagit Ofran. Dat sinn déi Ugréffer, déi bekannt gi sinn als „Price Tag", well ëmmer dat Zeechen do hannerlooss gëtt.

Dat ass fir eis eng besonnesch feig Dot an eigentlech e schwéieren Ugréff op d'Demokratie an och op de Rechtsstat an Israel. Mir mengen duerfir, dass all déi demokratesch Kräften an Israel gefuerdert sinn, sech deenen doten Ugréffer entgéintzestellen, an dass besonnesch d'israelesch Regierung alles muss maachen, wat an hirer Muecht steet, fir déi Betraffen do ze schützen an déi Täter do zur Rechenschaft ze zéien. Et huet een allerdéngs d'Gefill, dass déi aktuell israelesch Regierung sech net terribel wéilt mat där doter Fro beschäftegen.

Duerfir kënne mer Iech, Här Ausseminister, an och do Är Kolleegin, d'Madame Ashton, nëmmen encouragéieren, dat doten opzewerfe bei der israelescher Regierung an op där doter Fro net lasszeloossen. Dat do ass net akzeptabel. Do geet et ëm d'Demokratie selwer. Israel weist zu Recht ëmmer nees drop hin, dass si déi eenzeg Demokratie sinn an där Géigend do vun der Welt, déi wierklech funktionéiert. Dat ass och net falsch. Dat ass och zu hirer Éier. Mä da musse se hir eegen Demokratie och da verteidegen, wa se ugegraff gëtt.

Wat den Iran betrëfft, Här Ausseminister, do stellt een eng Zouspëtzung fest. An déi ass och beängschtegend. Mir sinn awer mat Iech d'accord, och mat deem, wat d'Madame Polfer gesot huet. Mir sinn der Meenung, dass hei resolut soll op Diplomatie gesat ginn, dass soll op Sanktiounen am ekonomesche Beräich gesat ginn am Kader vun den Avoiren, am Kader vun der Reesfräiheet, déi üblech Mëttel, déi ee kann asetzen. Et gëtt der e puer, wou et net direkt zulaaschte vun der Populatioun geet, mä éischter vun den Dirigenten. Déi kennt een an déi soll een hei och asetzen. Och mir halen déi militäresch Optioun fir déi allerlescht, op déi ee misst kënne verzichten, laansch déi ee sollt onbedéngt probéieren ze kommen.

Et mussen och onbedéngt Efforten ënnerholl ginn, fir dass am Iran déi demokratesch Kräften ënnerstëtzt ginn. Den Iran ass net nëmmen den iranesche President. Dat Land ass vill méi komplex a vill méi vielschichteg wéi esou. An et gëtt och eng ganz lieweg a staark demokratesch Bewegung am Iran. Och do kann d'Zäit spillen am Intérêt vum Fridden an där Géigend vun der Welt an am Intérêt vun der Demokratie. D'Europäesch Unioun soll och am Kader vun den Diskussioune ronderëm den Nuklearprogramm ni d'Efforten noloossen, fir déi demokratesch Kräften an deem dote Land ze stäerken.

Dir hutt, Här Ausseminister, Är Freed ausgedréckt iwwert de Bäitrëtt vu Russland an d'OMC, dee jo imminent ass. Ech bedaueren, dass Der am selwechten Otemzuch vergiess hutt ze erwähnen, dass a Russland Ufank 2012 Wahle sinn an dass déi Wahlen no Kritäre wäerte stattfannen, déi mir hei net als demokratesch géifen ugesinn. Am Kader vun enger Männerfrëndschaft ass d'Wahlresultat scho festgeluecht ginn an dat wäert och sécher net anescht ausgoe wéi dat.

Russland ass en extrem wichtege Partner. Mir wënschen eis ausdrécklech eng Relatioun mat Russland, déi méi staark gëtt. D'Europäesch Unioun brauch Russland. A Russland brauch d'Europäesch Unioun. An et ass e gemeinsamen Intérêt do fir den europäesche Kontinent, déi Relatiounen ze verstäerken.

Mä dat ass e Grond, Här Ausseminister, fir - bei all Freed iwwert d'Stäerkung vun den ekonomesche Relatiounen a bei all Freed iwwert de Bäitrëtt vu Russland an d'OMC - net de Mond ze halen, wann a Russland am Kader vu Wahlen dat net esou ofleeft, wéi et sollt oflafen. Och do huet d'Europäesch Unioun dann de Mond opzedinn.

An och Dir, Här Ausseminister, musst dozou eng Meenung hunn. Et geet net just duer, sech doriwwer ze freeën, dass mer eng verstäerkten ekonomesch Relatioun kréien, wann dat och eng gutt Saach ass.

Zu der Türkei. D'Türkei kritt eng ëmmer méi grouss Roll ze spillen, och, awer net eleng am Kader vum Konflikt tëschent Israel an de Palästinenser. Mir mengen, dass déi grouss Roll vun der Türkei eng positiv Roll och ass. An duerfir ënnerstëtze mer Iech, Här Ausseminister, an Är Regierung och weiderhin, wann et drëms geet, d'Relatioune mat der Türkei ze verbesseren.

An der Türkei ass haut net alles prett, fir an d'Europäesch Unioun anzetrieden. Et sinn nach Saachen, déi net klappen. Mir hate jo als Chamber, als aussepolitesch Kommissioun d'Geleeënheet virun net allze laanger Zäit, bei enger Visite an der Türkei eng ganz Rei Entrevuen ze hunn. An do konnte mer eis selwer op der Plaz e Bild dovunner maachen an och vergewësseren, dass d'Richtung stëmmt, dass allerdéngs nach Effortë musse gemaach ginn. Mä mir sinn der Meenung, dass Lëtzebuerg an d'Europäesch Unioun der Türkei solle bei deenen Efforten hëllefen, fir dass mer méi séier kënnen zu engem Bäitrëtt vun der Türkei an der Europäescher Unioun kommen. D'Türkei wier e grousse Gewënn fir d'Europäesch Unioun.

D'Türkei ass amgaang sech awer och ze emanzipéieren. D'Türkei gëtt es esou lues midd, vun der Europäescher Unioun - dat ass zumindest hiert Gefill - e bësse permanent mat neien Argumenter virun der Dier gehal ze ginn. A si hunn ëmmer méi d'Gefill an d'Selbstgewëssheet, dass se vläicht d'Europäesch Unioun net brauchen oder se manner brauchen, wéi mir vläicht d'Türkei brauchen. Mir wiere frou, wann et kéint zu engem positiven Ausgang vun deenen Négociatioune kommen an engem gemeinsamen Intérêt och do. Et wier e wichtege Schrëtt fir den europäesche Kontinent, wann ee kéint mat der Türkei an eng gemeinsam Zukunft goen.

Leschte Punkt: Här Ausseminister, Dir hutt vill och geschwat iwwert d'Méthode communautaire, besonnesch am Kontext vun der Finanzkris. D'Méthode communautaire ass och an eisen Aen a Gefor. D'Kommissioun Barroso huet eng äusserst diskret Roll gespillt. Am Kader vun der Finanzkris hu mer alt erëm eng Kéier gesinn, dass d'Méthode intergouvernementale gespillt huet. Och wann dat Bild, wat no bausse vermëttelt ginn ass, dass et der nëmmen zwee géife ginn, sécher e falscht Bild ass - Däitschland a Frankräich hunn hei net dee ganze Match gemaach -, mä natierlech wär dee Match ouni Däitschland a Frankräich net méiglech gewiescht. Fakt ass awer, dass vun där gemeinsamer Démarche och während der Finanzkris näischt ze spiere war. Näischt!

Et ass dramatesch alt nees eng Kéier, wéi schwaach a wéi inexistent d'Kommissioun ass, wa wierklech eng Kris do ass, fir wierklech derfir ze suergen, dass et zu gemeinsame Léisunge kënnt. Et ass net fir d'éischte Kéier, wou dat geschitt. Mir haten dat schonn an de rezente Jore méi wéi eng Kéier, an nees eng Kéier ass et esou gaangen.

Och do kann déi gréng Fraktioun Iech nëmmen ënnerstëtzen op all den Niveauen, fir dee Plädoyer ze halen, deen Der hei gehalen hutt: de Plädoyer fir d'Méthode communautaire. Do hutt Der eis voll Ënnerstëtzung, Dir wësst dat. Mä et ass ëmmer nees derwäert, dat ze rappeléieren, well leider geet dat doten net an déi richteg Richtung, mä et geet weiderhin an déi falsch.

Dir hutt Iech mat de Ratingagenturen och an Ärer Ried ofginn. D'Chamber huet och schonn doriwwer geschwat, wäert och nach doriwwer ze schwätze kréien. Mä, vu dass Dir et ugeschnidden hutt, wëlle mer och als gréng Fraktioun dorobber reagéieren.

Eng Rei vun Äre Kritiken deele mer. Mir halen awer Äre Bilan e bësse fir onkomplett. Dir hutt Iech e bësse vill mam Thermometer beschäftegt, deen d'Ratingagenture sinn, an Dir hutt gemaach, wéi wa si praktesch un allem schold wieren. Dat ass net de Fall. Dat ass net de Fall, et muss een awer e puer Nuancë maache par rapport zu deem, wat Dir gëschter gesot hutt.

D'Finanzkris huet wuel d'Verscholdungskris zweifellos verschäerft, mä d'Verscholdungskris war do, ier d'Finanzkris do war. An déi Ratingagenturen hätten och manner Spillraum - ech kommen herno awer och dozou, wat ee muss ännere bei de Ratingagenturen -, mä si hätte manner Spillraum, wann d'Regierungen an d'Länner net esou héich verschëllt wieren. Et ass d'Politik, déi als Éischt d'Plaz dofir geschafen huet, dass d'Ratingagenturen hire Rôle kënne spillen. E Rôle, un deem et vill Kritike gëtt.

Mä ouni Verscholdungskris wär och d'Bedeitung vun de Ratingagenturen eng aner, an d'Politik ka sech net dédouanéiere vun der Responsabilitéit. Wann eis den Thermometer net passt, well deen eppes uweist, wat net schéin

ass, dann hu mer keng Léisung doranner fonnt, den Thermometer ze änneren, anescht ze eechen oder e futtizemaachen. Et bleift also, dass au départ e Problem ass, an deem ka sech d'Politik net entzéien.

Duerfir ass grad d'Politik awer e bësse schlecht gestallt, fir nëmme mam Fanger op d'Ratingagenturen ze weisen an domadder ze maachen, wéi wa se selwer keng Verantwortung hätt. Déi Verantwortung vun der Politik ass grouss. An d'Ratingagenturen halen eis an deem Sënn do och e Spigel virun d'Gesiicht, wou mer och, an eisen Aen, net kënnen ewechkucken.

D'Ratingagenture mussen awer reforméiert ginn - do si mer ganz eens a ganz d'accord mat lech, Här Ausseminister -, well zënter de 70er Joren eigentlech huet de Rôle vun de Ratingagenture geännert. Vun do un ongeféier hunn nämlech net méi déi d'Ratingagenture bezuelt, déi d'Obligatioune kaaft hunn, mä déi, déi d'Obligatioune wollten erausginn.

Den Här Ausseminister wëllt eng Fro stellen. Ah, pardon, et ass gutt. Entschëllegt! Ech fueren da weider.

Ech wollt soen, Här Ausseminister, dass eben de Rôle vun de Ratingagenture geännert huet viru ronn 40 Joer, well net méi déi, déi d'Obligatioune kaaft hunn, d'Ratingagenture bezuelt hunn, fir gutt beroden ze ginn, mä déi, déi d'Obligatiounen erausginn hunn. Wat natierlech e fundamentale Wiessel war an der Aarbecht vun deene Ratingagenturen!

Wäre virdrun dann d'Agenture gutt gewiescht, wa se virsiichteg geratet hätten - well jo hir eege Clientë vun de Ratingagenture soss Geld verluer hätten -, war et vun do un esou, dass se all Intérêt op eemol haten, fir lax ze raten, well hir Clienten, déi wollten Obligatioune lassginn. A wann dann eng Agentur net déi richteg Note ausgestallt huet, da sinn d'Émetteurë vun Obligatiounen alt bei eng aner gaangen. Et gouf der jo nach e puer weider wéi haut, wou eng ganz Partie Fusiounen och an deem dote Marché stattfonnt hunn.

Wou d'Finanzprodukter och ëmmer méi komplex gi sinn Enn den 80er Joren, sinn d'Agenturen higaangen an hunn de Banken ugebueden, och hir méi komplex Produkter ze bewäerten, ier se déi op de Marché géife bréngen. Wat natierlech a priori eng sënnvoll Saach ass, fir dass déi, déi solle kafen, eng zousätzlech Informatioun hätten.

Mä deeselwechten Interessenskonflikt huet et och do mat sech bruecht, dass d'Produkter esou opgebaut gi sinn, dass se konnte gutt gerated ginn an dass se u sech wéineg Risiko natierlech dann an deene Ratingen hätten. An natierlech huet een ëmmer dann e gudde Rating kritt als Emittent, wann een déi richteg Ratingagentur fonnt huet. D'Konkurrenz ass an deem dote Marché allerdéngs ganz begrenzt. An duerfir menge mer, dass ee se onbedéngt misst reforméieren, Här Ausseminister.

déi gréng hunn och do schonn eng Rei Virschléi gemaach, och um Niveau vum Europaparlament. Mir deelen déi positiv Aschätzung, déi Dir gemaach hutt vun den Initiative vun der Kommissioun, net. Mir halen déi Virschléi vun der Kommissioun fir zimlech saaftlos. Et ass knapps en Ufank an deem dote Beräich. Dat geet definitiv net duer als Reformusaz bei de Ratingagenturen. Mä mir mengen, dass een dat awer kéint mat dräi, véier Punkte besser an de Grëff kréien.

An eisen Ae misste sech déi Agenturen nämlech op den eigentleche Rating erëm konzentréieren a si däerften net méi am Berodungsgeschäft matmaachen. Och dat war emol eng Kéier getrennt. Déi Berodungsgeschäfter musse vun anere gemaach ginn. Dat däerfen net déiselwecht si wéi déi, déi de Rating maachen, well soss si se juge et partie à la fois. Da weess een, wat dee Rot an dee Rating ënnert dem Strëch wäert ass!

Mir brauchen och méi Konkurrenz, wéi gesot, an deem dote Marché. Et gëtt am Ufank... et gëtt am Moment nëmmen déi dräi grouss Agenturen. Et goufen der emol sechs, mä déi hu fusionéiert, an nach e puer klenger. An do musse mer d'Méiglechkeete schafen, dass et méi där Agenture gëtt. Virun allem wëlle mer awer och offiziell Lizenzen, déi enger anerer Agentur et géifen erlaben, Agentur ze sinn. A si sollten och anescht géréiert ginn.

Dat ass eng komplex Matière. Mä dat ass awer eng Matière, wou et muss um europäeschen Niveau Regele ginn, wou een net kann einfach dem Marché dat iwwerloossen an der Privatwirtschaft et iwwerloossen. Do musse Regelen opgestallt ginn an déi Regele mussen och fir déi Agenture verbindlech gemaach ginn.

Virun allem misst een den eigentleche Geschäftsmodell nees ëmbauen. Wann den Investisseur nees géif bezuelen, an net den Émetteur, géifen d'Ratingagenture méi seriö schaffen. Dat wier méiglech, wann zum Beispill d'Ratingagenturen iwwer eng Tax um Produkt selwer géife finanzéiert ginn. Déi Tax um Finanzproduit géif dann och vun enger anerer Gesellschaft kënnen agesammelt ginn, déi deen Optrag hätt. An iwwert dee Wee kéint ee Finanzement assuréiert ginn, deen et erlaabt, och un der Kredibilitéit an un der Onofhängegkeet vun deenen Agenturen net méi ze zweifelen, wat haut definitiv e fundamentale Problem bei deenen Agenturen do ass.

Dat si just e puer Wuert, fir eng Reform ze beschreiwen, déi an eisen Aen awer esou wäit wéi dat dote misst goen. Wat also wäit méi wäit geet wéi dat, wat d'Kommissioun am Moment proposéiert huet.

Ee Wuert och zu der Finanztransaktiounssteier. déi gréng hu sech och an der Vergaangenheet schonn derfir ausgeschwat. Ech wëll dat och hei nach eng Kéier am Numm vun der grénger Fraktioun maachen. Déi Finanztransaktiounssteier ass an eisen Aen eng Noutwendegkeet, an d'Lëtzebuerger Regierung soll sech zu Lëtzebuerg an an Europa am Besonnesche vehement derfir asetzen.

Mir hunn net d'Gefill, dass d'Lëtzebuerger Regierung sech vill agesat huet, dass se éischter eng diskret Roll gespillt huet an deem doten Dossier. Mir mengen, dass dat net dee richtege Wee ass. D'Regierung soll op där doter Fro Courage hunn a sech däitlech fir d'Aféierung vun enger Finanztransaktiounssteier ausschwätzen.

Den Här Fayot huet a senger Ried drun erënnert, dass den Euro kee Selbstzweck wier, mä dass d'Rettung vum Euro och gläichzäiteg misst eng Rettung vum europäesche Sozialstat mat sech bréngen; dass also d'Rettung vum Euro net op d'Käschte geet vum europäesche Sozialstat. Mir ënnerstëtzen dat selbstverständlech, wat den Här Fayot do gesot huet, mä mir soen awer och, dass déi Kris, d'Wirtschaftskris, d'Finanzkris, d'Verscholdungskris, all déi Krisen och musse genotzt ginn als eng Chance.

Eng Chance, fir aus der Kris erauszeklammen, mat engem Ëmbroch vun eise Wirtschaften, mat engem Ëmsetzen, mat engem Ëmschwong op dat, wat mir nennen de gréngen „new deal", deen an der Haaptsaach setzt op besser Chancë fir erneierbar Energien, op eng nohalteg Wirtschaft zu Lëtzebuerg an an Europa, an och méi Aarbechtsplazen, grad an deene Secteuren, déi eben haut nach Aarbecht schafen. Dat sinn déi Secteure vun den Ëmwelttechnologien, vun den neien Technologien. An dass een elo och déi Geleeënheet muss notzen, fir gestäerkt aus der Kris erauszekommen, an net nëmmen d'Kris hanneru sech bréngt, fir kënne weiderzefuere wéi et bis elo war.

Här Ausseminister, als Konklusioun: Mir hunn Är Interventioun gëschter och - ech hunn et ufanks gesot - traditionell, klassesch fonnt. Mir trauen lech eigentlech méi zou. Dir hutt jo emol, déi eng oder aner Kéier, och méi en däitlecht Wuert, méi en ongewinntent Wuert um internationale Parkett. Mir mengen, dass Der dat och kënnt méi oft maachen.

Mir wënschen eis eng Lëtzebuerger Aussepolitik, déi op e puer Punkte méi Courage huet, méi Initiativen hëlt, méi Visibilitéit och huet. A loosst lech net verblende vun der Perspektiv vun deem net permanente Sëtz am UNO-Sécherheetsrot, fir Courage a Visibilitéit ze begruewen! Et ass net dramatesch, wa mer net dës Kéier an dee Sécherheetsrot erakommen. Méi wichteg ass et, dass Lëtzebuerg déi Marge, déi et huet, op der internationaler Bühn notzt bis un de Rand. Dat géif lech gutt zu Gesiicht stoen an och dem Lëtzebuerger Land, an eisen Aen, zu méi Respekt kënne verhëllefen, wéi den éphémèrë Passage am Sécherheetsrot vun der UNO.

Ech soen lech Merci.

Une voix.- Très bien, Här Ausseminister!

(Hilarité)

Mme la Présidente.- Merci, Här Braz. D'Wuert geet da weider un den nächsten agedroene Riedner, an dat ass den Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt dann domadder d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Madame President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Ried, déi den Här Bausseminister gëschter hei gehalen huet, war ganz staark vun europapolitesche Froe markéiert, virun allem vun der Suerg ëm den Euro. Den Här Minister huet, wéi eis Regierung dat ëmmer mécht, eng „Euro-euphoresch" Approche gewielt. Der Regierung no brauche mir ëmmer méi Europa an och e bal blannt Vertrauen an d'Méthode communautaire, also och an déi Europäesch Kommissioun. Hätte mir esou ee Vertrauen, da wär scho bal alles gutt.

D'ADR ass do vill méi realistesch. Si gesäit Europa wéi et ass, an net wéi Verschiddener et sech erdreemen. Am Schiet vun der Eurokris ass déi Europäesch Kommissioun drëm beméit, fir hir Kompetenzen op d'Käschte vun de Memberstaten ëmmer méi wäit auszebauen. Esou Begréffer wéi d'Europäesch Wirtschaftsregierung, dat Europäescht Semester hunn entweder nëmme schwaach oder ondäitlech rechtlech Grondlagen am Lissabonner Vertrag an heiansdo iwwerhaapt keng!

Fir d'ADR ass kloer, datt et keng weider Verlagerung vu Souveränitéit un d'EU däerf ginn, a scho guer net ouni eng weider Upassung vun de vertragleche Grondlagen. Et ass net, well d'Stats- a Regierungschefe sech net op de Wee vun de Ratifikatiounen an de Referenden trauen, datt si elo ausservertraglech Arrangementer ënner sech däerfen ofmaachen, déi d'Souveränitéit vun de Memberstaten aschränken.

D'Europäesch Kommissioun huet dëst Joer nom Europäesche Semester géintiwwer Lëtzebuerg Recommandatiounen ausgeschwat, déi absolut net an hirem Kompetenzberäich leien, dorënner Kommentaren iwwer eise Pensiounssystem an den Index. Als ADR protestéiere mir géint déi Kompetenziwwerschreidunge vun europäeschen Institutiounen, speziell vun der Kommissioun. Mir brauchen op kee Fall méi Europa, mä mir brauchen eigentlech just nëmmen de Respekt vun deenen Dispositiounen, déi schonn am Maastrichter Vertrag sinn, an déi d'Stabilitéit vum Euro jo hätte sollen a misse garantéieren.

Et ass duerch de Laxismus vum Conseil a vun der Kommissioun, also och duerch de Laxismus vum Här Juncker als Lëtzebuerger Premier am Conseil an als President vum Eurogroup, datt mir an dës Kris progressiv eragerutscht sinn. Als ADR gi mir jiddefalls kengen europäeschen Institutioune méi Kompetenzen, a scho guer net deenen, déi an der Vergaangenheet esou versot hunn!

D'Lëtzebuerger Regierung sollt och domadder ophalen, fir iwwert de Wee vun europäeschen oder internationalen Institutiounen, an deene mir Member sinn, Recommandatiounen u sech selwer ze adresséieren, vun deene si mengt, datt si se soss aus reng bannepolitesche Grënn net kéint duerchsetzen. Mir hätte gär, datt d'Europäesch Kommissioun, d'OECD an anerer sech aus eise Saachen eraushalen.

Wann d'CSV an d'LSAP gär onpopulär Reformen hätten, da solle si de Courage hunn, fir eis dat ouni Hëllef aus dem Ausland och ze soen. All sënnvoll an néideg Reform hei am Land fënnt jo och d'Ënnerstëtzung vun der ADR. Duerfir hu mir jo och als éischt Partei Propositioune wéi d'Pensiounsreform op den Dësch geluecht. Fir dee Courage ze hunn, brauch d'ADR awer net fir d'Éischt Recommandatioune vun enger Europäescher Kommissioun. Och dat ënnerscheet eis vun aneren!

Madame President, d'ADR ass net derfir, datt d'Europäesch Kommissioun iwwert de Wee vun ëmmer méi Eegemëttelen hir Onofhängegkeet vun de Memberstate probéiert nach weider ze erhéijen. Mir brauchen eng staark finanziell Kontroll vun der Europäescher Kommissioun duerch d'Memberstaten. Mir kënnen eis nëmmen iwwert déi Naivitéit vun eiser Regierung wonneren, déi nach ëmmer ze menge schéngt, d'Europäesch Kommissioun géif Rücksicht op eis Interessen huelen. De Géigendeel ass wouer! D'Kommissioun behëlt sech ëmmer méi wéi e Stat am Stat. Si behëlt sech wéi e grousst Land a si vergësst dobäi, datt si just nëmmen duerch de Wëlle vun de Staten, och vun deene klenge Memberstaten, existéiert.

D'ADR akzeptéiert weder ëmweltpolitesch nach finanzpolitesch Schäinargumenter, fir der Kommissioun méi Eegemëttelen ze ginn. An eisen Ae stinn zousätzlech Steieren, och eng eventuell „Tobin tax", ausschliesslech den Nationalstaten zou. All eventuell Erhéijung oder Diversifizéierung vun de Recettë vun der Kommissioun, déi mir awer ausdrécklech net wëllen, misst - sollt et si dann eemol ginn - op d'mannst a gläichzäiteg duerch aner Reduktiounen zugonschte vun de Memberstaten a vollem Ëmfang kompenséiert ginn. Prinzipiell ass d'ADR der Iwwerzeegung, datt an dësen Zäiten, wou mir all musse spueren, de Budget vun der EU net däerf erhéicht ginn!

Weder eis national Budgeten nach d'Bierger oder d'Betriber däerfen ënnert dem Strëch zugonschte vun den europäeschen Institutiounen nach méi belaascht ginn, sief et duerch Steieren oder duerch méi héich Bankkäschten. D'ADR wëllt, global gesinn, manner Belaaschtung, manner Virschréften, manner Bürokratie a manner Steieren.

Eis Regierung wëllt awer offensichtlech de Contraire: ëmmer méi Belaaschtung vun de Bierger an de Betriber! Amplaz, wéi eis Regierung dat mécht, ëmmer méi Suen an Europa ze pompelen, géif d'ADR dowéinst emol gär e substanzielle personellen Ofbau an der Bréisseler Bürokratie gesinn.

Madame President, an eisen Aen däerf Europa weder eng Transfer- nach eng Scholdenunioun ginn. De Geescht vu Maastricht muss och endlech respektéiert ginn. State wéi Griichenland musse kënnen aus dem Euro erausgoen, fir nees kompetitiv ze ginn. Dat huet d'ADR jo op enger Pressekonferenz erkläert. Et ass besser, d'Banken ze rekapitaliséieren, wéi gutt Geld hannert schlechtem hierzegeheien. Mir brauche kee Faass ouni Buedem, mä en zolidd Fëllement, fir nees op d'Been ze kommen.

Madame President, d'ADR verlaangt, datt eis Europapolitik endlech manner idealistesch a méi realistesch gëtt. Mir wënschen eis vun eiser Regierung, datt si eis Lëtzebuerger Interessen an Europa vertrëtt, amplaz sech fir supranational Visiounen anzesetzen. Et ass falsch, an der Integratiounsrhetorik vun de 50er a 60er Joren hänken ze bleiwen, déi deemools sécher richteg war. Mä dat Europa vun haut musse mir als en Instrument gesinn, als e Vecteur vun eisem baussepoliteschen an interessigeleetenen Handelen, an engem Matenee vu souveränen Natiounen, déi sech Institutioune ginn, déi an hirem Déngscht stinn, an net ëmgekéiert!

D'Europäesch Integratioun ass kee reliéisen Dogma, mä eng baussepolitesch Optioun, déi ëmmer nees muss nei evaluéiert ginn. Déi ganz, anscheinend jo onëmkéierbar, Integratiounsrhetorik huet mat dozou gefouert, datt eng währungspolitesch Iddi wéi den Euro politesch iwwerbelaascht gouf. Och déi forcéiert Iwwerpolitiséierung vum Euro ass mat schold un der Eurokris. Fir ze probéieren, eng Scholden- a Währungskris mat politeschen Instrumenter ze léisen, amplaz mat währungspoliteschen, dat ka mëttelfristeg net fonctionnéieren. Mir kënnen elo pléischteren an iwwerbrécken, mä laang hält dat net!

Et mécht ekonomesch net vill Sënn, fir nëmmen een Zënssaz an enger héich diverser Ekonomie ze hunn. De Bannemaart ass net unitaire! D'Staten, déi elo Problemer hunn, brauchen nees hir eege Fiskal- an Zënsautonomie, fir kënnen ze agéieren. Well weder déi betraffe Staten nach mir däerfen einfach Scholden op d'Käschte vun deenen nächste Generatioune maachen. A weder déi betraffe Staten nach mir däerfen elo probéieren, fir déi héich Statsschold duerch eng gewollten a wahrscheinlech net méi steierbar Inflatioun lasszeginn an domadder a Kaf huelen, fir vill gespuertent Kapital ze zerstéieren!

Madame President, wie sech Europa als Scholden- an als Transferunioun virstellt - an dozou gehéiert och d'Iddi vun den „Euro-Bonden"-, deen hätt gär konkret, datt d'Steierbezueler an deene méi räiche Länner de Bierger aus deene méi aarme Länner kënne Virschréfte maachen. Dozou gehéiert eng Budgetskontroll an deene Staten, eng Tutelle - wéi dat esou schéin heescht -, enorme sozialen Ofbau an och déi Virstellunge vun enger limitéierter Souveränitéit.

Den Här Juncker hat dee Begréff zum Beispill fir Griichenland gebraucht. D'ADR wëllt awer keng Limitë vun der Souveränitéit, wéinstens net där doter. Eis erënneren esou Begréffer un aner Zäiten, zum Beispill un eng Breschnew-Doctrine, déi jo bekannterweis och eng Doctrine vun der limitéierter Souveränitéit war, an zwar eng, déi och mat militärescher Gewalt duerchgesat gouf.

D'ADR hätt gär, datt domat opgehale gëtt, fir d'Demokratie an d'Souveränitéit vun de Memberstaten anzeschränken, nëmme well Verschiddener hir politesch Integratiounsvisiounen an Europa wëllen zu bal egal wéi engem Präis duerchboxen. An esou Prozesser läit en neien an héich geféierlechen demokrateschen Defizit an Europa: eng forcéiert Integratioun op d'Käschte vun der Demokratie an de Länner an der souveräner Selwerbestëmmung vun de Memberstaten!

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

En Europa vun der variabeler Geometrie an de verschiddene Vitessen, och a währungspolitesche Froen, ass keng domm Iddi, mä den Ausdrock vun engem verantwortungsvolle Realismus, am Géigesaz zu enger integrationistescher Illusiounskultur.

Här President, den Här Minister Asselborn hat och vun der Visafräiheet a vum Balkan geschwat. Der ADR hirer Meenung no gehéiert, niewent der Reesfräiheet bei oppene Grenzen - fir déi éierlech Bierger, an nëmme fir déi -, och ëmmer e Recht op national Sécherheet.

Wann oppe Grenzen zu engem Risiko ginn, zum Beispill duerch organiséierten Asyltourismus, da muss ee si och nees kënne kontrolléieren, an zwar esou, wéi d'Staten dat wëllen, an esou laang, wéi d'Staten dat wëllen, an dofir brauche si keen Accord vun der Bréisseler Bürokratie. D'Grenze sinn a bleiwen eng Fro vun der nationaler Souveränitéit.

Mir wonneren eis och driwwer, datt Lëtzebuerg ëmmer nach ënnert deenen ass, déi prinzipiell fir eng Visafräiheet mat de Balkanstaten antrieden. Den Här Bausseminister dréit dobäi och eng perséinlech Verantwortung. Elo héiere mer, datt Lëtzebuerg och fir de Bäitrëtt vu Rumänien a Bulgarien zum Schengen-Raum antrëtt, obwuel et do nach enorm Problemer gëtt. An deene Länner gëtt et weder eng anstänneg Justiz nach en engagéiert Virgoe géint d'Korruptioun nach en nennenswäerte Kampf géint déi organiséiert Kriminalitéit.

Mir haten als ADR och hei zu Recht an als Éischt vum Asyltourismus als Konsequenz vun der Visafräiheet, besonnesch mat Serbien a Mazedonien, geschwat. Mir hate vun organiséiertem Mënschenhandel geschwat a mir hate vun der Regierung e konsequent Handele gefuerdert, och a besonnesch um Plang vun de finanziellen Avantagen, déi deene Leit zoukommen, a mir hate vun noutwendege Grenzkontrolle geschwat. Haut muss d'Regierung dës Fakte selwer zouginn a si muss elo schrëttweis op dee Wee goen, dee mir scho laang gefuerdert haten. Och an deem Dossier huet dee pragmatesche Realismus vun der ADR sech als richteg erwisen.

Här President, eng vun den Haaptursaache vun der griichescher Scholdelaascht ass deen héije Militärbudget. An deen ass néideg, net well d'Hellene besonnesch aggressiv Leit wären, mä wéinst deene Menacen, deenen dat Land dagdeeglech ausgesat ass. Wien d'Tierkei als Noper huet, dee brauch eng staark Arméi. Déi heefeg Verletzunge vum griichesche Loftraum an déi Menacen, déi op Zypern leien, sinn eng héich finanziell Belaaschtung fir Griichenland an domadder och elo fir eis.

Dowéinst geet et net duer, déi griichesch Schold ëmzestrukturéieren, fir ze probéieren, der Scholdekris Meeschter ze ginn - dat probéiere jo d'Finanzministeren -, mä d'Ausseministeren hätten emol missen en eescht Wuert mat der Tierkei schwätzen. Esou ee Bäitrag wär sécher net onnéideg gewiescht.

Eng zweet aussergewéinlech Belaaschtung fir Griichenland ass déi héich Zuel un illegalen Awanderer. Och hei spillt d'Tierkei keng positiv Roll. Um Landwee wéi iwwert d'Mier mécht dat Land praktesch näischt, fir déi Mënschestréim ze stoppen. Zemools am Beräich vun der Grenzkontroll féieren déi Spuermoossnamen, déi mir vu Griichenland fuerderen - dorënner jo och eng signifikant Reduktioun vun der Zuel vun de Beamten -, dozou, d'Grenze vun Europa nach manner sécher an nach méi duerchlässeg ze maachen.

D'Tierkei ass e strategesch wichtege Partner fir hir Alliéiert an der NATO. Dat kann net bezweifelt ginn, mä si huet trotzdeem en negativen Afloss op Europa. Si verhënnert zënter Joren eng Optiméierung vun der Zesummenaarbecht tëschent der NATO an der Unioun wéinst der Zypern-Fro, si hält sech net un hir Verflichtunge géintiwwer der Unioun, wat den Accès zu hiren Häfen a Flughäfen ugeet, jo, si geet neierdéngs esou wäit, der Europäescher Unioun ze dreeë fir de Fall, wou Zypern dat anert Joer seng turnusgeméiss Presidentschaft iwwerhëlt.

Firwat ass dat hei besonnesch derwäert, drop anzegoen? Mä well eis Regierung ëmmer méi eng vill ze vill grouss Tierkei-Frëndlechkeet weist. D'Tierkei, Här President, behëlt sech hautzudags wéi en operstanent Osmanescht Räich. Intern bleift si totalitär, beschränkt d'Fräiheet vun der Press an erlaabt kaum Progrèsen an der Reliounsfräiheet. D'Rechter vun de Minoritéite wéi och déi vun der politescher Oppositioun ginn net genuch respektéiert.

Baussepolitesch gëtt Ankara ëmmer méi gefëierlech: Déi Vereenegt Natiounen hunn an hirem Rapport iwwert déi Tëschefäll mat där éischter Gaza-Flottill niewent enger berechtegter Kritik un der iwwerproportionaler Reaktioun vun Israel och däitlech d'Tierkei kritiséiert, a besonnesch där hir Relatiounen zu deenen islamisteschen Organisateure vun der Gaza-Flottill.

Obschonns d'Tierkei hir islamesch Identitéit nees staark betount a sech méi als wichteg Mëttelmuecht am Noen Oste wëllt profiléiere wéi als europäesche Stat, hunn hir Versich, eng Féierungsroll an där Regioun no den arabesche Revolutiounen ze iwwerhuelen, bis elo net vill Succès. Eleng hir aktuell Roll am Fall Syrien schéngt méi positiv ze sinn.

D'Bäitrëttsverhandlungen tëschent der Tierkei an der EU maache kaum Progrèsen. An ëmmer méi muss ee sech d'Fro stellen, ob d'Tierkei iwwerhaapt der Unioun bäitriede wëllt. Hire Bäitrëtt wär jiddefalls eng Katastroph fir d'Unioun, och well dat Land nach ëmmer keng Kultur vum Konsensus huet.

Dir, Här Minister Asselborn, hutt gesot, de Bäitrëtt vun der Tierkei géif „dat strategescht Gewiicht vun Europa an der Welt däitlech méi grouss maachen" - dat ass en Zitat.

De Géigendeel ass an eisen Aen awer wouer: D'Tierkei géif zwar duerch hire Bäitrëtt nach méi aflossräich ginn, mä d'Unioun kéint nëmmen nach mam Averständnes vun der Tierkei politesch handelen. Et wär d'Enn vun eiser europäescher Identitéit als Ausdrock vun eiser jüddesch-chrëschtlecher Kultur, déi och am Geescht vun der Opklärung a vum Humanismus geprägt gëtt,...

(Interruption)

...d'Enn vun eiser Mënscherechtspolitik, d'Enn vun der europäescher Communautéit vu Wäerter, déi mir elo kennen. Här Minister, d'Énnerstëtzung vun eiser Regierung fir en tierkeschen EU-Bäitrëtt ass e Feeler!

Wann d'Tierkei, wéi si et jo esou gär behaapt, fir eis e wichtege strategesche Partner am Noen Oste si soll, da verlaange mir op d'mannst, datt d'Tierkei hir Relatioune mat Israel normaliséiert, der Okkupatioun vun Nord-Zypern en Enn setzt, hir Verflichtungen aus dem Ankara-Protokoll respektéiert an datt si dat griichescht Statsgebitt net méi violéiert. A mir verlaangen en Enn vun der Kanounebootpolitik géint Zypern wéinst dem présuméierte Gas- an Uelech-Buedemräichtum am Mier.

Wat déi tierkesch Relatioun mat Armenien ugeet, do gëtt et och net vill Guddes ze mellen. Den Här Erdoğan ass dëslescht virun allem doduerch opgefall, datt hien e Friddensmonument un der tierkesch-armenescher Grenz wollt zerstéiere loossen.

Och dowéinst kënnt d'ADR an noer Zukunft nees op d'Fro vun der Condamnatioun vum armenesche Genozid zréck. Den honorabelen Här Henckes hat déi Fro jo schonn am Joer 2001 hei am Parlament ugeschwat. Mir hätte gär, datt an dëser Fro eis Chamber an all eis Parteie musse Faarf bekennen: Sti si un der Säit vum Negationismus vun der tierkescher Regierung oder op der Säit vun all deene westlechen Natiounen, déi an deene leschte Joren eng no där anerer den armenesche Genozid condamnéiert hunn?

D'ADR weess jiddefalls, wou se steet: op der Säit vun den Affer an der historescher Wourecht, an ëmmer fest am Lager vun de westlechen Demokratien. Mir stellen awer fest, datt verschidden aner Parteien heibanne mat hirer klorer Westorientéierung ëmmer méi Problemer ze hu schéngen.

Här President, en anere wichtegen Thema am Här Bausseminister senger Ried war den Noen Osten. Well och hei mécht eis Regierung e Feeler, wa si eng staatlech Unerkennung vun de besatene palästinenseschen Territoiren ënnert den ablackleche Konditioune wëllt duerchsetzen. Wiem wär dann duerch esou eng Unerkennung gehollef? Wat géif da konkret duerch esou en Akt verbessert ginn? Géif esou eng Unerkennung net d'Situatioun um Terrain nach vill méi schwiereg maachen, de Friddensprozess nach méi onwahrscheinlech erschénge loossen amplaz, wéi jo esou gär behaapt gëtt, eng Virkonditioun fir e gerechte Fridden ze sinn?

Wat ass dat fir eng Politik, wann eise Minister an de Medien erzielt: „Bessere Beziehungen zu Israel wären kontraproduktiv."? Ass dat eng glafwierdeg Aussepolitik, eng, déi eise politeschen an ekonomeschen Interessen, eise strategesche Partnerschaften an eisen Traditiounen entsprécht?

Här President, d'ADR ass net hei, fir kloer illegal Rétorsioune vun der israelescher Regierung ze justifiéieren, an dat gëllt besonnesch och fir de Bau vu Wunnengen an de besatene Gebidder. Mä d'ADR steet hei, fir d'Regierung un eng Rei vu Wourechten ze erënneren!

Eng dovunner ass, datt nëmmen Entitéiten als State sollen unerkannt ginn, déi déi véier völkerrechtlech Konditiounen aus der Konventioun vu Montevideo vun 1933 och effektiv a vollstänneg erfëllen. Mir hunn dat am Fall Kosovo mëssuecht a mir gesinn haut d'Konsequenzen. Mir gesinn och déi enorm Schwieregkeeten a Bosnien-Herzegowina, e kënschtleche Stat, deem seng Deeler net zueneefannen. De Fall vun de besatene palästinenseschen Territoiren ass awer nach vill méi komplex wéi d'Statennofollegregelung no der Opléisung vum sozialistesche Jugoslawien et war an et nach ëmmer ass.

Eng zweet Wourecht ass, datt jiddweree weess, deen et wëllt wëssen, datt eng Friddensléisung am Noen Osten nëmme kann eng Verhandlungsléisung sinn. A mir als Europäer hunn eis gläich an e puermol dozou mat engagéiert. All wichteg UNO-Resolutiounen iwwert den Noen Osten, d'Feuille de route, d'Deklaratioune vum Quartett schwätzen ausdrécklech vun enger négociéierter Solutioun, och den israelesch-palästinenseschen Accord intérimaire, also „Oslo II". Keen däerf de Statut veränneren unilateral - dat ass de Sënn dovunner -, ouni eng Verhandlungsléisung.

Dofir, Här President, „pacta sunt servanda", dat muss och fir Israel an déi Palästinensesch Autoritéit gëllen. D'ADR steet dozou: Eng dauerhaft Friddensléisung am Noen Oste muss eng négociéiert Léisung sinn, a vun deem Zil däerfen och esou Orchestratioune wéi déi op der UNESCO net oflenken.

Et ass net déi richteg Plaz gewiescht, Här Minister, fir op der UNESCO eppes ze ënnerstëtzen - mir hunn nach kee palästinensesche Stat, en huet keng unerkannten an definéiert Grenze mat Israel. Dir wësst dat selwer, mir haten och zejoert driwwer geschwat, et gëtt keng kloer Grenz, och déi vu '67 ass nëmmen eng Linn aus engem Waffestëllstandsofkommes. Dir wësst - an Dir hat an den Zeitunge gesot an och hei -, datt et „Swape" gëtt. Ënnert deene Konditiounen, wou et kee kloert Statsvollek gëtt, keng kloer Grenz, kënne mer och dee Stat net unerkennen. Ausserdeem gi mer hin a mir ënnerminéieren d'Autoritéit vum UNO-Sécherheetsrot an der Vollversammlung, wa mer op dee Wee ginn!

Mir hätte besser gehat, kloerzemaachen, datt d'UNESCO net déi Plaz ass, wou mer wëllen eng Staatlechkeet duerchsetzen, déi et nach net gëtt, mä mir hätte besser gehat, op eng Verhandlungsléisung ze drängen.

Verhandlungsléisung: Mir wëssen, Här Minister, Dir a mir wëssen, datt den Här Netanjahu do net ëmmer ganz virbildlech a fläisseg ass. Mä mir mussen awer och soen, datt d'Palästinenser et och net sinn. Et gëtt keng Verhandlungspositioun, déi vun alle Palästinenser gedeelt gëtt. Et gëtt d'Hamas, déi nach ëmmer d'Existenzrecht vun Israel net wëllt unerkennen. Dat steet am Widdersproch zu deem, wat de Quartett seet - Dir wësst et: Unerkennung vum Existenzrecht, Verzicht op Gewalt. Dat sinn alles Saachen, déi d'Hamas, déi jo awer Deel da vun enger palästinensescher Delegatioun wär, net géif akzeptéieren, an dofir kënnt et och net zu enger gemeinsamer palästinensescher Verhandlungspositioun, wéinstens net am Ableck.

Meng Zäit ass ofgelaf, dofir wëll ech elo...

(Interruption)

...nach just soen, datt nach géif ganz vill...

Awer nëmmen, nëmmen elo an dëser Ried, Här Minister. Freet Iech net ze fréi, meng Zäit ass nach net allgemeng ofgelaf!

(Interruptions et hilarité)

Mä et géif nach ganz vill ze soen, och iwwert déi Tatsaach, Här Minister, datt Der zum Beispill refuséiert hat, fir fir d'Chrëschten an der Welt anzetrieden, iwwert den Iran, iwwert d'Beäntwerte vu Questions parlementaires, déi un Iech gestallt ginn.

Heiansdo, Här Minister, huet een den Androck, datt Der ze vill mat Diktatoren an der Welt dorëmmer schwätzt. Amplaz hinnen ze erklären, wéi eng Demokratie funktionéiert, hunn ech heiansdo den Androck, datt Dir zréckkommt mat Alluren, zemools wat d'Beäntwerte vu Questions parlementaires ugeet,...

(Interruption)

...déi net méi ganz demokratesch sinn.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Abee Merci!

(Brouhaha)

M. le Président.- Merci dem Här Kartheiser. Als nächste Riedner ass den Här Serge Urbany agedroen.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, de Bericht vum Här Ausseminister fänkt zu Recht u mat dem „Arabesche Fréijoer" 2011, als Ausdrock vum universellen - an net chrëschtlechen, Här Kartheiser - Bestriewen no Fräiheet an Demokratie. Et fält awer och op, dass bei der Beschreiwung vum Zoustand dës Säit, op eiser Säit vum Mëttelmier déi Wierder „Fräiheet" an „Demokratie" oder och „Gläichheet" net falen.

Dobäi hunn och déi Froen eng grouss Aktualitéit an Europa kritt, net nëmme bei der Gestioun vun der Kris, mä och scho beim Ufank vun der Kris, nämlech der ongläicher Verdeelung vum Räichtum, fir d'Éischt emol duerch eng Politik, déi de Räichtum ëmmer manner besteiert. Doduerch si massenhaft Suen den öffentleche Finanzen entzu ginn an de Finanzmäert zougefouert ginn. Déi, bei deenen de Räichtum haut konzentréiert ass, déi bezuelen haut, fir et e bësse vereinfacht auszedrécken, keng Steiere méi, mä si verléinen dat esou gespuertent Geld un d'Staten a kasséieren Zënsen dofir.

Den aktuelle Finanzkapitalismus baséiert zu engem groussen Deel op der Verschëldung, dozou kënnt en Deel Kasinokapitalismus derbäi. Et gëtt zum Beispill dovun ausgaangen, dass d'Spekulatioun op de Scholden duerch sougenannt Kreditausfallzertifikater dat Dräi- bis Véierfacht vun den eigentleche Scholdschäiner ausmécht. Et ass duerfir net esou, dass 2008 d'Banke schold gewiescht wieren un der Kris an 2011 d'Staten. Ervirgeruff goufen déi zwou Krisen duerch déiselwecht Ursaach: Dereguléierung an domat d'Verselbstständegung vu private Profitinteressen.

Och de permanente Réckgang vun de Léin par rapport zu de Profitter dréit derzou bäi, grouss Geldmassen op d'Finanzmäert ze bréngen an do d'Spekulatioun unzeheizen. Dat verbessert awer d'wirtschaftlech Situatioun net, ganz am Géigendeel, dat féiert zu enger Rezessioun an domadder zu manner Steiereinnahmen an zu méi Verschëldung.

Europa, Här President, leit net un ze wéineg Geld, mä Europa leit un ze vill Geld, wat schlecht ugeluecht ass. An Europa leit drënner, dass iwwert dat Geld net méi demokratesch gewielte Parlamenter am Endeffekt décidéiere kënnen.

Dat gesäit een och bei der Aart a Weis, wéi den europäesche Krisemechanismus funktionéiert. Och hei sëtzen déi mat um Hiewel, déi dës Kris verursaacht hunn. D'Banke kënne quasi onbegrenzt Sue léine bei der öffentlecher Zentralbank fir en erofgesatenen Zënssaz vun engem Prozent, fir se da weiderzeverléine fir deiert Geld un d'Staten. Siwe Prozent kasséiere se bei italieneschen Obligatiounen, nach vill méi bei griicheschen.

Den Här Draghi, den neien EZB-President, dee virdru vermutlech selwer bei Goldman Sachs der griichescher Regierung déi héich Scholden opgeschwat huet, deen huet viru Kuerzem all Interventioun vun der Zentralbank fir eng Senkung vun deene Wucherzënsen do ofgelehnt. Fir de Risiko awer stinn déi europäesch Steierzueler an.

Prêten am Kader vum sougenannten „Europäesche Finanzéierungsfong", vun deenen d'Banken haaptsächlech profitéieren, ginn zousätzlech „gehiewelt", wéi se soen, dat heescht, et ginn allerhand Derivatprodukter drugehaangen, sou wéi et scho bei der amerikanescher Subprime-Kris geschitt ass, mam bekannte Resultat. Domat gëtt awer och dee privaten Deel vum Finanzement vun deem Fong, fir deen d'State jo riichtstoe mussen, laanscht d'Parlamenter geschleist a gëtt iwwert d'Finanzmäert weiderhin ofgeweckelt.

D'Léieren aus der Finanzkris sinn also nach ëmmer net gezu ginn. Et geet monter weider, och zu Lëtzebuerg natierlech, wou ëmmer nei Finanzproduiten entwéckelt ginn. Geschwë votéiere mer zum Beispill iwwer e Gesetz iwwer sougenannt „dematerialiséiert Titeren".

Et geet net duer, wéi den Här Asselborn dat mécht, d'Notatiounsagencen ze kritiséieren, mengen ech, well dee ganzen europäesche System, dee ganzen neie System vu Gouvernance économique, déi ganz Konditiounen, déi zum Beispill Griichenland operluecht kritt mat enger Troika aus Kommissioun, Zentralbank an Internationalem Währungsfong, sinn den Ausdrock vun enger Diktatur vun de Finanzmäert.

De Soziolog Alain Joxe huet rappeléiert, dass déi griichesch Demokratie virun 2.600 Joer mat engem Verbuet vun der Scholdeversklavung vun de griichesche Bierger ugefaangen huet a schreift: «La commission de surveillance de l'Union européenne s'imagine déjà jouant le résident général d'un nouveau système d'asservissement: une mise en esclavage pour dette du peuple grec.»

Ech hu keng Zäit hei, Här President, aus deene bekannte Grënn, fir Alternativen opzezielen - déi Lénk huet dat op anere Plaze gemaach. Mä Alternative féieren op jidde Fall iwwer méi Europa an iwwer méi Kooperatioun an Europa.

Nach ganz séier zum Schluss e Wuert zum „Arabesche Fréijoer". Nach eng Kéier, ech soen dem Här Ausseminister Merci fir déi Unerkennung vu Palästina an der Unesco duerch Lëtzebuerg. Mä ech wëll virun allem awer och virun engem verstäerkten Afloss an där Géigend vun esou Länner wéi Saudi-Arabien oder Katar warnen, well déi hunn net vill mam Fréijoer um Hutt!

Libyen léisst och e batteren Nogeschmaach, an ech wëll virun enger neier Well vu militäreschen Interventiounen am Mëttleren Oste warnen, zum Beispill a Syrien an am Iran, och well ech 2003 hei an der Chamber d'Entwécklung vun där Kris, déi ëm den Irak konstruéiert ginn ass, leider hunn...

M. le Président.- Dir misst awer elo...

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Ech sinn och direkt fäerdeg, Här President. Besonnesch wëll

ech warne virun esou enger militärescher Entwécklung, well ech selwer hei 2003 déi Kris ëm den Irak hautno konnt materliewen, mat deem bekannte Resultat.

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. Als lescht Riednerin ass d'Madame Lydie Err agedroen. Madame Err, Dir hutt d'Wuert.

Mme Lydie Err *(LSAP)*.- Merci, Här President. Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, och ech wëll mat der Verschëldungskris vun Europa ufänken an hei am Fong méi Froen opwerfen, wéi Äntwerte ginn. Déi éischt Fro, déi sech opdrängt, ass a mengen Aen déi: Huet dës Kris eppes mam Euro ze dinn, jo oder neen, oder wéi ass et méiglech, dass verschidde Länner, dass méi Länner an der Net-Eurozon manner Problemer mat de Scholden hunn, wéi dat bannendran de Fall ass? Eng Äntwert op déi Fro wier sécherlech interessant, och wann ech mer déi Äntwert erhoffen, déi Dir, Här Minister, Iech sécher virstelle kënnt.

Et stellt sech och d'Fro, wéi d'Scholdekris soll gehandhabt ginn, wat d'Rekapitaliséierung vun de Banken ubelaangt, mat all deem, wat dat fir d'Leit, déi an der Austeritéit musse liewen, un enorme Schwieregkeete bedeit, wann eng Austeritéitspolitik eleng praktizéiert gëtt, wou fir déi Leit, déi déi Austeritéitspolitik erliewen, fir déi se net selwer ofgestëmmt hunn, am Fong keng Visiounen opgemaach ginn, wéi d'Zukunft vun hire Kanner haaptsächlech soll besser ausgesi wéi déi schwiereg Situatioun, an där si selwer dra sinn.

Déi drëtt Fro oder déi drëtt Feststellung vläicht: Ekonomesch Problemer hu politesch Léisungen erfuer elo rezent, déi sozial a politesch Konsequenzen hunn, wouvunner eng déi ass, dass Technokraten aus der Finanzwelt an der Politik praktesch imposéiert gi sinn, esou dass ee kann, wéi de President Jean-Pierre Jouyet sot, de President vun der franséischer Autorité des marchés, vun enger „dictature des marchés" schwätzen, wéi dat schonn hei bei engem Virriedner ugeklongen ass.

Ass, wann a Griichenland de Lucas Papademos als Bankier an als ancien Member vun der BCE, wann an Italien de Mario Monti, Exconseiller bei Goldman Sachs, an och de Mario Draghi op der BCE, Exvizepresident bei Goldman Sachs, genannt ginn, déi Fro berechtegt oder net, Här Minister, esou wéi de Jürgen Habermas se formuléiert huet, wéi e gefrot huet: „Ass manner Demokratie besser fir d'Mäert, jo oder neen?"?

Kloer op jidde Fall ass, dass Politik a Wirtschaft auserneendriften an dass et net normal ass, dass déi Vermëschung op héchstem Niveau op deem Punkt ass, ouni dass eng demokratesch Grondlag dofir besteet.

Här Minister, Dir hutt gëschter de Jean Monnet zitéiert, dee mer öfters hei zitéieren, well dee gesot huet, dass Europa ëmmer duerch Krise weiderkomm ass. Et bien, mir hoffen, dass dës Kris, déi ganz no un eng Tragédie erukënnt, op eng Katharsis erauskënnt, dat heescht op e Klärungsprozess, deen eng Sortie aus der Kris bréngt, dee salutaire ass fir ganz Europa an deen et de jonken Europäer vun haut erlaabt, deenen nächste Krise mat méi Serenitéit wéi haut entgéintzekucken.

Dat heescht och, dass an Zäite vun enger Croissance minimale, wéi mer se elo de Moment bal hunn, et ëmmer méi schwiereg gëtt, duerch Sozialtransferte grouss Inegalitéiten an eiser Gesellschaft auszegläichen. Dat mécht et natierlech net méi einfach, fir eng Austeritéitspolitik méi akzeptabel ze maachen, besonnesch dann, wa kloer ass, beispillsweis a Griichenland, dass net d'Ausgaben an d'Scholdekris eleng schold sinn, oder wann op jidde Fall kloer ass, dass vun där enormer Scholdekris, déi Griichenland huet, aner europäesch Länner massiv profitéiert hunn, déi dann och natierlech bereet sinn, fir nei Kreditter ze ginn, fir dass hir Scholden, déi gemaach gi si fir hir Armes-Systemer, kënne rembourséiert ginn. Et ass bal - ech weess net, ech fannen eigentlech keng Wierder, wéi ech et soll soen -, mä ech denken, dass no bausse ganz oft déi Saachen do e bësselchen eesäiteg duergestallt ginn.

Vergiesse mer op jidde Fall net, dass - wéi och ëmmer staark oder schwaach d'Länner an Europa sinn - Europa no baussen, an enger mondialiséierter Welt, nëmmen zesummen eppes duerstellt. Well och déi stäerksten europäesch Wirtschaft, déi stellt um Welthandel nëmmen e klengen Deel, si huet e klengen Deel, deen insignifiant ass par rapport zu deem, wat Europa duerstellt no baussen als eng Eenheet, och dann, wa mir vu banne wëssen, dass et grouss Differenzen, vill Differenzen, Schwächten, aner Schwächten an aner Stäerkte vu Land zu Land gëtt.

Wat wiere méiglech Solutiounen aus der Kris? D'ganz EU schwätzt vu méi Integratioun - wonnerbar! -, dat géif heeschen, all dat, déi Idealvirstellungen, déi hei schonn opgezielt gi si vun de Kolleegen: e Gouvernement économique an eng Union monétaire, déi viraussetzt, dass de politesche Wëllen do wier, net nëmme vun den europäesche Regierungen, mä och vun den europäesche Bierger.

An ech denken, dass kee sech Illusioune mécht, dass an dëser Zäit esou en Transfert vun nationaler Souveränitéit iwwerhaapt méiglech ass. An d'demokratesch Kontroll ass souwisou och an deem System, deen ideal a priori schéngt, nach net ausgeduecht, sou dass mer eis sécherlech musse mat enger transitorescher Solutioun zefridde ginn, wéi se ugeklongen ass an déi sécherlech och an déi richteg Richtung geet.

De Fonds européen, dee geschafe ginn ass, deen ass e Schrëtt an déi Richtung, an ech denken och, dass en zesumme mat enger Finanztransaktiounssteier eventuell d'Relance ka suscitéieren, op déi all déi Länner waarden, sehnsüchteg waarden, déi de Moment ënner enger Austeritéitspolitik ze leiden hunn.

Well wann déi Finanztransaktiounssteier kënnt, wou nach ganz wichteg Froen opstinn, wéi zum Beispill déi: Wat ass d'Assise géographique a wat ass d'Destinatioun vun deene Fongen?, schéngt et mir - an ech schwätzen do net am Numm vu menger Fraktioun - evident, dass ee muss ganz Europa an net nëmmen d'Eurozon mat abegräifen an dass de Benefiss vun där Steier, wat och ëmmer se ass, misst an en europäesche Budget fléissen.

Dat géif net ausschléissen, wourop - wéi soll ech soen? - d'Virleefer vun dëser Tax am Fong aus waren, déi Tobin-Tax, déi eigentlech geduecht war fir an d'Coopération au développement, mä och, wa se an den europäesche Budget geet, ass dat jo nach ëmmer méiglech, sief et dann ebe fir déi europäesch Kooperatiounspolitik.

Schold iwwer Ofwäertung an Inflatioun aus der Welt schafen, oder wéinstens vum Pabeier schafen, wier eng vun deene Méiglechkeeten. Déi ass awer och, mengen ech, wierklech net ze empfehlen: Éischtens ass se net méiglech, well se verbueden ass vun den Traitéen aus, net nëmmen op europäeschem Plang, mä och op nationalem Plang. Mä et ass ganz kloer och an der Praxis, wann ee sech virstellt, wann ee wëllt aus der Eurozon erausgoen, seng eege Suen erëm aféiert, fir kënnen ze dévaluéieren, kënnt eng Inflatioun, gëtt et onméiglech, déi Scholden, déi scho bestinn, ze rembourséieren, ginn natierlech d'Importatioune méi deier, an et ka kee sech d'Illusioun maachen, dass doduerjer, dass den Export favoriséiert géif ginn, dat eng Léisung wier.

De Joschka Fischer huet eigentlech eng ganz flott Formule fonnt, fir ze soen, dass et ganz einfach schéngt oder ze soen ass jiddefalls: „... aus dem Euro erausgoen, fir erëm Chef iwwer seng eege Mënz ze sinn," - sot en - „dat ass an der Rei. Erausgoen ass einfach, mä erëm erakommen ass schwiereg! Oder hutt Dir eng Léisung, wéi een aus enger Omelette erëm en Ee ka maachen?"

(Hilarité)

Ech mengen, genau dat ass d'Problematik, sou dass dat Erausgoen aus dem Euro sécherlech eng Solutioun ass, wou all Mënsch sech misst virstellen, dass dat net dat Lescht ass.

Déi lescht Positioun, déi bleift, ass déi vun enger Regulatioun, vun enger Regulatioun vun der Finanzwelt. Déi ass ugeschwat ginn, an ech ka mech bal allem, wat ech hei héieren hunn, do uschléissen. Ech mengen och, dass et wichteg ass - och wann et net duergeet -, och vun den Agences de notation e Wuert ze soen. Wann de Kommissär Barnier ugeduecht huet, et ze verbidden, dass Agences de notation dierfte Staten net méi a Schwieregkeeten - wéi soll ech soen? - estiméieren oder aviséieren, sou bleiwen aner Froe bei där Iddi do.

En huet och ugeduecht iwwregens - wat a priori eng interessant Iddi ass -, dass ee sech kéint eng europäesch Ratingagentur virstellen. Et bleift, dass och an deenen zwee Fäll, wou déi Hypotheese géife realiséiert ginn, Froen opbleiwen, déi immens wichteg sinn. Dat heescht: Wéi kommen déi Bewäertungen zustanen, déi an deenen Agencen do gemaach ginn? Vu wiem gi se gemaach a mat wat fir enger Technik? Wien ass onofhängeg a firwat ass en als onofhängeg unerkannt an deenen Agencen? Wat kaschten déi Expertisen a virun allem, wéi fiabel si se?

A wat - an dat ass am Fong déi schwieregst Fro, op déi kee mer konnt och nëmmen en Ufank vun enger Äntwert ginn -, wat géif d'Spekulanten dovunner ofhalen, mat de Ratingagenturen hiert Handwierk weiderzefeieren, wa se weider kënne profitéiere vun Insiderwëssen, wat se zweifellos haten, soss wieren net mat deenen Operatiounen an deene leschten Zäiten esou vill Sue gemaach ginn op eng Aart a Weis, déi ganz schlecht ass fir eis Leit?

Kuerz e Wuert vun der Kris am Euroland an der Kris oder dem „Fréijoer" an Nordafrika, wou och Kris ass, mä Kris mat enger Ausgangspositioun, déi e bësse méi optimistesch war wéi déi bei eis. Mir hoffen awer a mir sinn iwwerzeegt, dass mir et och fäerdegbréngen, déi schwiereg Situatioun vun haut zu engem besseren Enn ze féieren. An alle Länner ass et schwiereg - ech wëll dofir net méi op dat zréckkommen, wat d'Kolleegen hei scho gesot hunn -, besonnesch och a Libyen an an Tunesien.

An Tunesien, wou et besonnesch gutt ugefaangen huet, wou et immens schwiereg ass, an ech erlabe mer, elo op eppes hinzeweisen, wat am Fong bis elo nach kee gesot huet: Et ass net nëmme schwiereg mat der Demokratie a mat de Wahlen en général, et ass virun allem schwiereg och mat de Fraerechter, besonnesch an Tunesien, déi relativ en héijen Niveau haten an déi am Fong elo duerch déi Revolutioun, déi demokratesch Revolutioun, erëm e Réckgang hunn an dem Demokratieverständnis vun de Fraen, besonnesch wat d'Politik ubelaangt.

Och an deenen anere Länner besteet deeselwechte Problem, just dass déi net esou wäit vir waren, wéi dat an Tunesien de Fall war. Mä ech denken, dass et och ons Missioun ass - wa mer als Europäesch Unioun déi Länner do bei der Hand huelen a mer och de Portmonni mathuelen -, fir se opmierksam ze maachen, dass Demokratie a Mënscherechter och eng Dimensioun vun Egalitéit hunn, déi och si, déi och déi Länner do musse respektéieren.

Zu Syrien ass alles gesot, ech wëll hei net de Juppé zitéieren, de franséischen Ausseminister, dee gesot huet, et ass alles..., et ass Happ a Malz verluer, géife mir op Lëtzebuergesch soen. Wann een deen een Dag versprécht, et géif een ophalen, et géif een ophalen domat, d'Arméi anzesetzen, an deen aneren Dag weiderfiert, wéi wann näischt gewiescht wier, ass et ganz kloer - an der internationaler Communautéit gëtt et jo och praktesch keng Géigestëmme méi, ausser Leit, ausser Russland, déi och nach amgaange sinn, hir Positioun eventuell ze änneren.

De Broch vum internationale Recht ass a Libyen offensichtlech, an d'Vereenegt Natioune sinn, wéi esou oft, net eens an net handlungsfäeg. Dat ass natierlech ze bedaueren, mä Europa behält...

(Interruption)

...seng ganz Verantwortung an en fait méi eng grouss Verantwortung, well et nach méi schwéier ass op der UNO eppes sech virzestellen, wat kéint weiderhëllefen, a well mir jo och als Europäer déi sinn, déi am nooste bäi sinn. Si sinn am Fong Partie vun eiser Noperschaftspolitik, esou gesinn. A mir hunn also net nëmmen aus mënscherechtleche Grënn, mä och aus ganz konkrete Grënn Grënn genuch, fir hinne méi speziell ënnert d'Äerm ze gräifen.

Ech wollt ee Wuert oder zwee Wierder zu der Türkei soen, ier ech ophalen, a soen: Ech si vun Ufank un der Meenung gewiescht, dass d'Türkei, wa se d'Konditiounen erfëllt, natierlech soll, wat se versprach kritt huet, kënnen üben an der Europäescher Unioun bäitrieden.

Ech sinn also net am Prinzip géint eng Opnahm vun der Türkei. Ech stellen awer fest, dass an deene leschten - an dat ass wahrscheinlech, Här Minister, eng vun eise klengen Divergenzen an der ganzer Aussepolitik - ...ëmmer méi skeptesch, wann ech gesinn, wat virun de Wahlen an der Türkei versprach ginn ass a wat no de Wahle passéiert ass.

Ausser e bësselche méi kulturell Rechter fir d'Kurden ass kee Verspriechen agehale ginn. Et ass virun de Wahle gesot ginn, et géif eng politesch Léisung mat de Kurde geholl ginn. No de Wahle si gewielten Deputéierte vun enger Partei ënnert dem Verdacht zu enger Proximitéit mat der PKK an de Prisong gesat ginn. An net nëmmen Deputéierten, mä Honnerte gewielte Lokalpolitiker sëtzen zënter Méint am Prisong ouni Prozess an ouni Instruktioun. An ech denken, dass dat intolérabel ass mat deene Prinzipien, déi an der Unioun herrschen.

Et ass kloer, dass dee Wahlsuccès vun der AKP méi eng aggressiv Politik vun den Türken erbäiféiert, méi Selbstsécherheet vläicht, och wann et net grad duergeet, fir eng Verfassungsännerung eleng ze stëmmen. Si si méi aggressiv ginn an si hunn hir Politik massiv geännert.

Et ass schonn hei deelweis ugeschwat ginn, dass hir privilegéiert Relatioune mat Syrien a mat Israel komplett eriwwer sinn, aus Ursaachen, déi mer kennen, wou mer net brauchen drop anzegoen. Mä wat eigentlech vill méi gefëierlech ass, a wat och verständlech iergendwou ass, mä wat gefëierlech ass a wat net nëmmen an Europa Angscht mécht, dat ass déi Tatsaach, dass et eppes wéi eng Achs tëschent Israel an Ägypten gëtt, iwwert déi déi direkt Nopere vun Israel sech natierlech net freeën.

Et ass och kloer, dass et een net freet, wann ee gesäit, dass Frankräich eng Konventioun mat der Türkei ofschléisst fir d'Bekämpfung vum Terrorismus, wann ee weess, wat an der Türkei alles ënnert dat Wuert fält. An ech bedaueren dat, dass esou divergent Handlungen, Zeechen aus Europa, wéi dat doten, kommen.

Alles an allem, an och dat ass schonn ugeschwat ginn, ass d'Aggressioun, ofgesi vun Armenien a vun der Zypern-Fro, déi mer scho kennen, am Fong verstäerkt ginn duerch déi Tatsaach, dass Zypern de Moment probéiert, am libysche Mier no Gas ze sichen. An datselwecht ass de Fall am griichesche Mier, wou probéiert gëtt, no Pëtrol ze sichen. D'Türke probéieren, dat ze verhënneren, obscho se jo eigentlech, rechtlech gesinn, keng Positioun derzou hunn.

Ech mengen, dass een dat muss mat an de Kont huelen. Meng Konklusioun dorauser ass, dass d'Türkei ustrieft, vill éischter Leadership an hirer Regioun ze kréien, wéi sech hei un d'Konditioune vun der Stee an der Europäescher Unioun ze halen. Ech hoffen nach ëmmer, dass dat, wat ech haut denken, eventuell muer net méi wouer ass. Ech fäerten awer, dass et esou wäert sinn.

Ee Wuert zum Ofschloss zu Israel an zum Iran. Wann ech mat eppes wierklech honnertprozenteg d'accord si vun där Politik, déi Dir vertrëtt, Här Ausseminister, dann ass et déi par rapport zu Palästina. Ech denken, jiddwereen, deen eng Kéier an engem Camp a Palästina war, dee ka keng aner Meenung vertriede wéi déi, déi Dir vertrëtt. Mir ass et eigentlech e Rätsel, dass déi Leit, déi näischt ze verléieren hunn, esou laang stallhalen an esou vill nach bereet sinn, ze probéieren ze verhandelen, fir zu där Zwee-State-Léisung ze kommen, déi mer eis all wënschen, mä un déi mer praktesch net méi gleewen.

Mir ass opgefall, an duerfir wëll ech dës Interventioun mat enger leschter Fro ophéieren: En Unisprofesser aus Israel zu Tel Aviv huet d'Fro opgeworf, an dee ka jo net suspektéiert sinn, net Israeli-frëndlech ze sinn, dee seet: „Ass et net esou lues Zäit,..." - an dat ass eng Fro, déi ech un Iech weiderginn, Här Minister -„...dass mer vun der Zwee-State-Léisung erofkommen an dass mer probéiere vun enger Konfederatioun ze schwätzen, well deen aneren Niveau ass ze héich, dee packe mer souwisou net?"

Merci fir déi, déi mer nogelauschtert hunn.

M. le Président.- Merci der Madame Err. Elo kritt nach eng Kéier den Här Ausseminister Jean Asselborn d'Wuert.

M. Jean Asselborn, *Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères*.- Här President, léif Kolleegen, ech géif vläicht, fir et einfach ze maachen, probéieren, op déi meescht Froen ze äntwerten, déi jiddweree gestallt huet. Mä ech hunn net ëmmer gewosst, ob et Froe wieren oder ob et Stellungnahme sinn. An ech ka bestëmmt net op all d'Froen agoen.

Ech géif vläicht da mam Här Haupert ufänken, dee richteg drop higewisen huet dee Lien ze maachen tëschent dem Europäeschen Aussendéngscht an eben de Positioune vun der Europäescher Unioun a Saachen Aussepolitik. Nun, mir musse wëssen, dat eent - et deet mer leed, Här Haupert - huet eigentlech näischt mat deem aneren direkt ze dinn, well d'gemeinsam Aussepolitik, dat ass eppes, wat mer all Kéiers, wa mer zesumme sinn, mussen erstriewen.

Et ass jo keng Politique communautaire. Et ass eng Politik, wou mer musse kucken an der Europäescher Unioun ee gemeinsamen Nenner ze kréien an dann dat Mandat un d'Madame Ashton, also un den Haut-Représentant, ze ginn. Während den Aussendéngscht, dat si jo d'Radaren - wann ech däerf esou soen - vun Europa, vun der Europäescher Unioun an der Welt.

Dat ass d'Diplomatie vun Europa, déi jo elo opgebaut ass, wou Der jo wësst, dass mir och als Lëtzebuerger jo op zwou Plaze Chef de mission sinn. Dat heescht virun allem zu Singapur, awer och an Haiti. An ech mengen, et däerf een do net verwëschen. Den Aussendéngscht gëtt opgebaut. Dee wäert och an zwee, dräi, véier Joer optimal fonctionnéieren. Ech hoffen, dass den Aussendéngscht dann och ka konsularesch Aufgabe maachen. Mä déi gemeinsam europäesch Aussepolitik ass eng méi. Ech weess net, ob mer do virum Joer 2050 op een aneren Trëtt kommen.

Palästina, dat ass hei vu ville Kolleeginnen a Kolleegen ugeschwat ginn. Ech mengen, ech si mat jiddwerengem d'accord, och mat de Kritiken, déi ech selbstverständlech astiechen, mä ech mengen, et ass dat, wat d'Madame Err elo grad gesot huet: Wann Der eng Kéier zu Ramallah waart - ech soen elo Ramallah, net zu Gaza -, an Dir gesitt, wéi Dausende Kanner do an

deene Flüchtlingslagere liewen, an Dir gesitt déi Mauergruewen an Dir gesitt de pickegen Drot och goen, ech mengen net, dass Der dann eng aner Positioun hätt wéi meng, déi ech versichen natierlech ni partial duerzestellen.

Et ass och net eng Positioun - dass ech richteg verstane ginn -, déi géint Israel geriicht ass. Bestëmmt net. Mä ech soen Iech, an dat soen ech net eleng, dass ganz, ganz vill Leit an der Europäescher Unioun, och vill Ausseministeren, ganz kloer d'Analys maachen: Wann déi Politik vun der Blockad weidergeet an der israelescher Regierung, da steiert dat doten anzwousch hin, wou mer schonn eng Kéier waren.

An do zitéieren ech ee ganz, ganz bekannten Diplomat aus Israel - Avi Primor heescht en -, dee mer kennen, dee sot: „Israel ka sech net all zwee, dräi Joer e Krich leeschten." An duerfir géif ech mengen, dass een elo muss versichen - elo ass et Zäit -, fir ze probéieren ze pushen, dass an der israelescher Regierung een Emdenke kënnt, an net dat Denken, wat zum Beispill den Ausseminister huet. Mir musse waarden a Palästina, bis mer e Mëttelstand entwéckelt hunn - dat heescht an 30 Joer -, an da kënne mer iwwert de Fridde verhandelen.

Ob dat elo d'Zwee-State-Léisung ass oder eng Konfederatioun, ech mengen, dat spillt keng Roll. Mä wat mer wëllen an der Europäescher Unioun, dat ass natierlech Afloss hunn, dass déi zwou Säite sech erëm beienanersetzen an aushandelen.

Ech wëll Iech awer och soen - an do muss ech Iech enttäuschen, Här Haupert -: Als Europäesch Unioun kéinte mer d'Plaz vun den Amerikaner anhuelen, a mir misste se souguer anhuelen, mä do musse mer zu 27 mat enger Stëmm schwätzen. An do si mer net. Ech kann Iech dat soen: Do si mer net!

Firwat si mer net do? Vläicht virun allem, well verwiesselt gëtt, an deene Länner jo haaptsächlech, wou während ville Joren - ganz laang hier, am Zweete Weltkrich a virdrun - Schreckleches geschitt ass, wou natierlech e Gewëssen do ass an deene Länner, fir dat erëm guttzemaachen, awer wou da verwiesselt ginn d'Intérête vum israelesche Vollek, d'Intérête vum Stat Israel, mat den Intérête vun dëser Regierung, déi elo an Israel ass.

An duerfir: Kritik ass näischt, wierklech näischt, wat antiisraelesch ass, géint d'Vollek ass vun Israel. Mä an Europa si mer an enger Positioun, Dir kennt déi zwee Länner, déi am meeschte blockéieren, dat ass Däitschland an et ass Holland. Heiansdo ass nach en anert derbäi, wéi d'Tschechesch Republik, mä ouni déi, ouni déi, soen ech och hei fir deen - ech mengen, et war den Här Braz -, dee vun der Unesco geschwat huet, ouni déi Positioun hätte mer eng gemeinsam Positioun fonnt op der Unesco, déi leider net méiglech war doduerch, dass zwee, dräi Länner op eng aner Linn gespronge sinn.

An da kënnt dat eraus, wat huet missen erauskommen. Eelef waren der derfir, eelef hu sech enthalen, an ech mengen, et waren der fënnef, déi dann nach bleiwen, déi hunn dergéint gestëmmt.

Türkei: Ech kann net erëm vu vir ufänken, mä ech wëll vläicht hei just dat och widderhuelen, net wat ech gëschter gesot hunn, mä wat den Här Haupert gesot huet: Mir sollen d'Dier net zouschloen - bei alle Kritiken.

An, Madame Err, op Är Fro, fir op déi ze äntwerten, dat ass eigentlech ganz einfach. Stellt Iech vir, mer maachen zou, mer soen, et ass eriwwer, mir verhandelen net méi mat der Türkei. Wat geschitt dann um Niveau Mënscherechter an der Türkei? All déi Avancéeën, déi mer kritt hunn zënter 2004, si jo drop zréckzeféieren, dass sech ëmmer erëm agesat ginn ass, vun de jeeweilege Présidencen, vun dem Kommissär Olli Rehn; dee war de Kommissär vun der Erweiderung. Ech si selwer jo an eiser Présidence mat him dohinnergaang, a Schrëtt fir Schrëtt sinn d'Ouverturë gemaach ginn. A wann een dat ofbrécht, da mécht een eppes, wat net am Intérêt ass vum türkesche Vollek. Duerfir géif ech wierklech dervir warnen, dass een zouschléit. Dat däerfe mer net maachen, och net an der zypriotescher Présidence.

Dann e Wuert zu deem,…

(Interruption)

…wat d'Madame Polfer gesot huet zu engem Kolleeg aus der Regierung. Dir wësst, an der Regierung ass et bal wéi an Europa: „in Vielfalt vereint", mä och d'Solidaritéit spillt eng grouss Roll. An ech géif dat heite soen, an dat soen ech awer ganz eescht:…

(Interruption)

Loosse mer och dem Politiker, egal wien et ass, a muer kéint et ee vun eis sinn, loosse mer him och seng mënschlech Dugenden! An et gëtt Politiker, déi an engem gewëssene Choix e perséinleche Choix treffen an dee perséinleche Choix huet de Jeannot Krecké getraff.

En huet och dee perséinleche Choix getraff, well en dat gefillt huet, dass et richteg wier, fir aus dem Vietnam fortzegoen. Ech kann Iech hei berouegen, weder de Grand-Duc nach d'vietnamesesch Delegatioun hunn domadder e Problem gehat,…

(Interruption)

…a meng Wéinegkeet huet versicht, fir dann och mat der Delegatioun, der Wirtschaftsdelegatioun, déi sur place war, fir do mäi Bescht ze ginn, dass do kengem dat negativ opgefall ass.

(Interruptions)

Mä ech mengen, nach eng Kéier wëll ech soen, dass mer de Jeannot Krecké solle moossen un deem, wat e geschafft huet an der Lëtzebuerger Regierung an all där Zäit, wou en do war, an dofir, dat seet jo awer och all Mënsch, brauch e sech wierklech net ze schummen, an hei dat akzeptéieren, wat e gemaach huet als eng Reaktioun, déi hie richteg fonnt huet, an do sollt een dobäi bleiwen. Do ass d'Land net beschiedegt ginn derbäi.

Dat Zweet, wat ech wollt soen, dat ass: Madame Polfer, Dir hutt vun de Feeler geschwat, déi vun der Regierung gemaach gi sinn. Dat stëmmt a Griichenland, a Portugal an an Irland. Iwwerall si Feeler gemaach ginn. A bis viru Kuerzem, dat wéilt ech Iech just soen - Dir waart jo och eng Zäit an enger Regierung, esou wéi ech och dra war, vun 2004 un -, bis viru Kuerzem ass eréischt Eurostat erlaabt ginn, ass et der Kontrollinstanz erlaabt ginn, fir iwwerhaapt an nationale Regierunge kucken ze goen, fir ze kontrolléieren, wat soll gemaach ginn.

Wat ass dann do eigentlech falschgelaf? Et ass eigentlech falschgelaf, dass een nom Pacte de stabilité sech net amüséiert huet, wann ech esou däerf soen, fir d'Kontroll effektiv och effikass duerchzehuelen. Dat ass de Feeler, dee geschitt ass. Duerfir ass dat esou spéit erauskomm. Rien n'empêche, dass vill Länner héchstwahrscheinlech an der Mentalitéit waren: „Elo si mer am Euro, elo kënne mer eis verschëlden, dat gëtt keng Spannungen, et ass genuch Resistenz do, fir dat ze packen." An dat war de Feeler, deen net méi däerf geschéien.

Ech wëll och soen zum Här Fayot, dass ech him absolut recht ginn, wann e seet, dass Europa ëmmer méi eng Schicksalsunioun ginn ass. Hien huet geschwat virun allem jo och vun de Vertragsännerungen. A mir wëssen, hien huet vläicht wéi keen aneren erfuer am Europaparlament deemools am Konvent, mä awer och hei an eiser Chamber, och beim Referendum, wat et heescht, fir Verträg duerchzekréien.

Nun, ech wëll Iech éierlech hei meng Meenung soen. Mir sinn an enger Situatioun, wou dat stäerkste Land, wou dat stäerkste Land an der Europäescher Unioun hei, an ech soen dat, och aus innenpolitesche Grënn - och aus innenpolitesche Grënn! - Vertragsännerunge freet. Dat ass kloer. Et gëtt elo ee Land nom aneren zu Berlin, d'Ambassadeuren, déi do sinn, gi bestallt a jiddweree kritt explizéiert, all Land kritt explizéiert, firwat dass Däitschland dat wëllt. Et ass och Däitschland, déi dat do wëllen. Et si keng siwe Länner. Et ass net Frankräich, et ass Däitschland, déi dat dote wëllen.

D'Zil ass, a mengen Aen, wéi ech et elo gesinn, fir dass och kéint bei engem Verstouss géint de Stabilitéitspakt d'Cour de justice européenne verlaangt ginn. Dat ass d'Zil. Ob et esou wäit kënnt, dohinner kënnt, ob net nach aner Saachen derbäikommen, dat weess ech net.

Et gëtt, Här Fayot, keng generell grouss Änneruing vum Traité. Mä wann esou eppes gemaach gëtt wéi dat do, da si mer net an där klenger Ännerung vun den Traitéen. Da brauche mer e Konvent a mer brauchen eng Conférence intergouvernementale duerno. Déi Däitsch hunn och schonn eng Virstellung - ech soen dat -, dass dee Konvent géif ugoen an der Mëtt vum nächste Joer an dass alles ofgeschloss wier um Enn vun 2013.

Sou, elo musse mer also kucken, wéi dat doten evoluéiert, a mer mussen och wëssen, dass ee grousse Problem besteet. Ech schwätzen elo net vun der Substanz, mä wa mer dat doten net fäerdegbréngen - mir, d'Europäesch Unioun zu 27 -, da si mer ganz séier erëm op der Schinn vun de 17. Wat heescht 17! Da si mer am Intergouvernementalen!

Dat heescht, hei muss ofgeweit ginn, wéi déi Debatt elo leeft. Dir wësst, dass e Grupp agesat ginn ass, wou den Här Van Rompuy, den Här Barroso an och eise Premierminister elo solle Virschléi maache scho bis den Dezember. Mir mussen dat also ofwaarden. Mä mer musse wëssen, dass d'Vertragsännerung eng Revendicatioun ass, an déi ass och nach eng Kéier erëm widderholl ginn op engem Kongress vun där gréisster Partei de Moment an Däitschland, dass drop gepocht gëtt,…

(Interruption)

…fir déi Ännerungen duerchzekréien.

Et muss een also och als Chamber - ech mengen, Dir hutt och komplett recht, Här President -, dass een dat heite ganz no verfollegt, an ech si selbstverständlech och bereet, fir all Schrëtt, déi do elo geschéien, fir do mat der Kommissioun a Kontakt ze bleiwen, wou mer do virukommen.

Dann den Här Félix Braz. Bei den Atomreakteren, bon, fir d'Alleréischt,…

(Interruptions)

…fir d'Alleréischt wëll ech soen, dass mer jo hei zu Lëtzebuerg keen Atomreakter mussen zoumaachen. Do soen ech och bei aller Bescheidenheet: Déi Partei, wou ech Member sinn, huet jo e gewëssene Mérite dorunner.

Mä mir hunn awer och, wëll ech soen, an der Europäescher Unioun, awer och als Lëtzebuerger nach ni - nach ni! - déi ënnerstëtzt, déi an der Atomenergie - a leider, leider, leider gëtt et jo der e puer méi - hiert Heel sichen. Bien au contraire. Ech hoffe just, dass no Fukushima och déi, déi gedréit hunn - ech kéint Iech déi Länner opzielen, mä dat wësst Der gradesou gutt wéi ech -, dass déi erëm eng Kéier deen anere Wee ginn an effektiv net d'Zukunft vun der Energieversuergung op d'Atomenergie gesat gëtt. Dat ass d'Positioun, déi Lëtzebuerg vertrëtt, an dat kann och dee bezeien, dee vun deene Gréngen am Europaparlement sëtzt. Den Här Turpel huet och mat mer Kontakt gehat.

(Interruptions et hilarité)

Entschëllegt, den Här Turmes, mat deem mer do matenaner Kontakt haten. Sou.

Vläicht nach ganz kuerz zu Ägypten, Libyen a Syrien. An Ägypten wësse mer, dass effektiv, wéi ech gëschter gesot hunn - mengen ech -, dee gréisste Problem d'Aarmut ass, mä dass selbstverständlech och e Problem - et ass och vu verschiddene Leit ugeschwat ginn - eben déi onduerchsiichteg Positionéierung elo de Moment vun der Arméi ass. Mir wëssen dat an der Europäescher Unioun ganz genee.

Mir wëssen awer och, dass et kee Wee gëtt, dee laanscht elo effektiv jo éischt Parlamentswahle féiert, déi Enn des Mounts sinn, an dass een da muss kucken, dass - och wéi an Tunesien - de Wëllen do ass, eng Constituante ze maachen, fir eng nei Verfassung auszeschaffen, an dass dann och eventuell kéinte schonn am Joer 2012 um Enn Presidentschaftswahle sinn.

Dat ass e Prozess also vu Wahlen, deen elo muss agelaut ginn. Et muss een natierlech och wëssen als Europäesch Unioun, wat ech gëschter versicht hunn ze soen, dass d'Aarmut an Ägypten virherrscht selbstverständlech, wou Milliounen a Millioune Leit mat manner wéi engem Dollar ze liewen hunn - dat ass e Fait -, an dass mer do musse probéieren, alles ze maachen als Europäesch Unioun, fir wirtschaftlech ze hëllefen, dass dat Land eng ekonomesch an och eng sozial Zukunft kritt.

A Libyen wéilt ech vläicht Iech soen, awer och dem Här Urbany - wann ech mer dat däerf erlaben, dat och direkt ze maachen -, dass mer et jo bei Libyen trotzdeem fäerdegbruecht hunn als international Gemeinschaft, no 42 Joer Diktatur ze versichen, dass wéinstens eng Méiglechkeet besteet, dass déi Leit, déi do liewen, eng Chance hunn, fir selwer kënnen ze bestëmmen, wien, awer och wéi se solle regéiert ginn. Duerfir gesinn ech awer doranner wierklech ee positive Schrëtt. Et muss ee sech jo nëmme just an d'Haut versetze vun de Leit a Libyen, déi ënnert deem Amboss do hu misse während véier Jorzéngte liewen, an hinnen eng Chance ginn.

Ech weess och, dass de Conseil national de transition, wou jo Spannunge sinn, wou leider och den Här Jibril, dee fréier, also virdrun elo Premierminister war, net méi derbäi ass, mä wou awer - mengen ech - versicht gëtt, ze verstoen, dass just mer mussen drop pochen als déi, déi jo gehollef hunn an Europa, fir dass déi Transitioun do zustane kënnt, dass d'Charta vun den Nations unies, dass d'Mënscherechter respektéiert ginn. An do si mer awer net op engem Wee, wou elo do guer keng Aussiicht ass.

Ech géif och mengen, dass d'Cour pénale internationale, wat Dir gefrot hutt, Här Braz, do si mer absolut eens an der Europäescher Unioun, dass dat d'Haaptzil muss sinn, fir dee Wee anzeschloen.

Natierlech, Dir kënnt net de Libyer vu vireran diktéieren a soen, dass si eigentlech guer kee Recht hätten, well se ni an deene 40 Joer en Tribunal haten, eng Justiz haten, fir selwer och da Riichter ze sinn iwwert déi, déi esou vill Misär an deem Land gemaach hunn.

Wat Syrien ugeet, do ass jo eng interessant Entwécklung elo, wou och een Iwwergangsrot sech op d'Bee setzt. Deen Iwwergangsrot ass sech net ganz eens nach, deen ass zum Deel och zerstridden. Mä do gëtt jo versicht, och virun allem gëtt awer gehollef vun den Türken do, fir eng Unitéit erauszekréien. Dir hutt gesinn, dass zu Berlin schonn ee vun de Leadere vun deem Conseil national de transition, wann ech esou däerf soen, empfaang ginn ass.

Awer bei Syrien zielt nëmmen eent, wat wichteg ass. Haut zu Rabat waren d'Ausseministere vun der Arabescher Liga zesummen. Déi Ausseministere vun der Arabescher Liga verstäerken den Drock op de Regime. Dat heescht, d'arabesch Welt, mat vläicht e puer Ausnahmen - Jemen, an eventuell och e wéineg Zécke vun der Algérie, an de Libanon -, mä dass do awer eng grouss Unitéit ass, fir Drock ze maachen op Syrien. An ech mengen, dat kéint awer wierklech Bewegung erabréngen an och de Regime esou schwächen, dass e géif abriechen.

Bei de Ratingagencen, dat huet den Här Fayot ugeschwat an och aner Kolleegen hei, ech fannen, gëschter huet et nach e wéineg besser ausgesinn, well ee jo effektiv geduecht huet, dass den Här Barnier kéint sech duerchsetzen a soen, dass, während enger Period, wou Restrukturéierungen an engem Land stattfannen, do net däerf d'Ratingagence da kommen a bewäerten. Dat schéngt awer logesch ze sinn, wann een dat iwwerleet.

Mä leider sinn do e puer Länner, ugefouert vun England, Schweden an anerer, déi gebremst hunn. De Kommissär Barnier huet gesot, et ass net ganz vum Dësch. Mä trotzdeem ass dat dote vläicht net dat, wat och d'Europaparlament erwaart huet. Wann een d'Reaktioune vum Europaparlament kuckt, da gesäit een, dass do nach net alles giess ass.

Déi Finanztransaktiounssteier, ech hunn dat mat Intérêt hei nogelauschtert, an do gëtt et keng Nuancen tëschent der Chamber, deenen, déi geschwat hunn, an der Regierung. D'Regierung ass fir eng Finanztransaktiounssteier, wéi d'Madame Err gesot huet, um Niveau vun deene 27. An déi Finanztransaktiounssteier soll jo an eisen Aen eng Ressource propre gi fir de Budget vun der Europäescher Unioun. Dat ass dat, wat mer als Linn hunn. An do marschéiere mer zesummen, fir do eng Léisung ze fannen.

Dann, wat d'Madame Err nach gesot huet - wann Der wëllt -, dass mer nëmmen zesummen eppes duerstellen an Europa, wa mer och zesummestinn. Dat ass evident.

Mä, wat ech vläicht awer wollt soen: Mir hunn heiansdo d'Tendenz ganz staark, d'Madame Ashton ze kritiséieren, d'Cathy Ashton ze kritiséieren. Mä et ass awer esou, dass zum Beispill bei de Fraerechter, wann een d'Biller kuckt vun Tripolis vum leschte Sonndeg oder Samschdeg an och déi Efforten, déi se eis erzielt huet, fir zum Beispill och an deene Länner awer de Frae virun allem jo e gewësst Selbstbewosstsäin ze ginn, dass och si net nëmme musse mathëllefen, mä och solle mathëllefen, an dass se mat agebonne ginn, dat schéngt mer jo eppes ze sinn effektiv an deene Länner, wou, wat d'Madame Err zu Recht gesot huet, fir d'Fraerechter awer och vun der Europäescher Unioun do e Push kéint kommen an déi richteg Richtung. An dat mécht d'Madame Ashton awer mat enger Tenacitéit an alle Länner, déi ganz remarquabel ass.

Ech wéilt vläicht, fir ofzeschléissen, nach e Wuert soen. Also jo, den Diktator! Also ech géif dat heite soen: Weder als Éierebuergermeeschter vu Stengefort nach als Ausseminister ginn ech mer d'Méi, och wann heiansdo där Diktatore mer jo duerch d'Gräpp lafen - dat ass esou. Ee vun deenen, dat war zu Bischkek a Kirgistan. Dräi Deeg, nodeem e mech gesinn hat, huet en ofgedankt.

(Hilarité)

An ech hoffen, dass dat nach mat e puer esou geschitt.

Mä ech wéilt awer zum Schluss nach eppes am Eescht soen, wat Der sollt awer och akzeptéieren als Vertrieder vun der ADR. Ech fannen et net ganz gutt, wa mer hei eise Premierminister, de Jean-Claude Juncker, als President vum Eurogroup, dass mer global seng Aarbecht esou definéieren, dass se net am Intérêt wier vu Lëtzebuerg.

Ech mengen, dat ass net nëmme falsch, dat kann ech net akzeptéieren, mä dat ass och blessant. An duerfir solle mer do oppassen, dass mer awer wëssen, dass et Leit an der Europäescher Unioun gëtt, déi, bei aller Kritik, déi se selbstverständlech mussen erdroen, mä dass mer net operéiere mat esou schwaarz-wäisse Sloganen. Dat ass net esou. Et ass eng ganz, ganz schwiereg Situatioun, fir aus där Kris ze kommen, an et gëtt och Leit an der Europäescher Unioun an och hei zu Lëtzebuerg, déi sech awer all Méi ginn, fir dass Europa eraus-

kënnt aus där Kris. An dat solle mer och respektéieren.
Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Ausseminister. Domadder wiere mer och um Enn vun dëser Debatt.

6. Changement de composition de la Conférence des Présidents et d'une commission parlementaire

Ech wollt just nach preziséiere par rapport zu der Ännerung an der Présidence vun der DP-Fraktioun, datt déi eréischt effektiv gëtt den 29. November. Sou datt dann och eréischt vun do un den Här Claude Meisch an der Conférence des Présidents an an der Commission de Contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'État den Här Xavier Bettel wäert ersetzen.

Domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer um zwou Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.21 heures)

SÉANCE 6 JEUDI, 17 NOVEMBRE 2011

Présidence: M. Laurent Mosar, Président

Sommaire

1. 6244 - Projet de loi:
- portant transposition de la directive 2009/127/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 modifiant la directive 2006/42/CE en ce qui concerne les machines destinées à l'application des pesticides;
- modifiant la loi du 27 mai 2010 relative aux machines
- *Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi: M. Roger Negri*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

2. 6306 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration
- *Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Marc Angel*
- *Discussion générale: Mme Martine Mergen, M. Xavier Bettel, M. Fernand Kartheiser, M. Serge Urbany*
- *M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, M. Fernand Kartheiser, M. Nicolas Schmit*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

3. Dépôt d'une motion par M. Alex Bodry
- *M. Alex Bodry*

4. Interpellation de M. Claude Adam sur le principe de la neutralité du réseau Internet
- *Exposé: M. Claude Adam (dépôt d'une motion)*
- *Débat: Mme Diane Adehm, M. Eugène Berger (dépôt d'une résolution), M. Ben Fayot, M. Jean Colombera*
- *M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias*
- *Vote sur la motion 1 (adoptée)*
- *Résolution 1: M. Ben Fayot, M. Eugène Berger*
- *Vote sur la résolution 1 modifiée (adoptée)*

5. Motion de M. Alex Bodry sur le réexamen de la grille tarifaire fixée par le projet de règlement grand-ducal n°6173 sur base des résultats financiers de la première année d'exercice des centrales de biogaz
- *Vote sur la motion (adoptée)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. François Biltgen et Nicolas Schmit, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.00 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Als éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut hu mer de Projet de loi 6244, eng Direktiv, déi d'Gesetz iwwert d'Maschinnen ofännert. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. Bis elo huet nach kee Riedner sech ageschriwwen. D'Wuert kritt also elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Roger Negri. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

1. 6244 - Projet de loi:

- portant transposition de la directive 2009/127/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 modifiant la directive 2006/42/CE en ce qui concerne les machines destinées à l'application des pesticides;

- modifiant la loi du 27 mai 2010 relative aux machines

Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi

M. Roger Negri *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, Enn Abrëll d'lescht Joer hu mir an der Chamber déi sougenannte Maschinnendirektiv 2006/42 an nationaalt Recht ëmgesat, wou all Maschinnen oder Geschier bestëmmten Normen erfëlle mussen, am Sënn fir d'Gesondheet vu Mënsch an Émwelt ze protegéieren. Mat deem haut virleienden Text erweidert sech d'Législatioun och op Maschinnen, déi Pestiziden - op Däitsch „Schädlingsbekämpfungsmittel" - verstreeën.

Mä komme mer awer nach kuerz do virdrun op déi initial Maschinnendirektiv zréck. Vu dass déi meescht Memberstaten national Sécherheetsnormen an d'Regelen, wat de Gebrauch an d'Fabrikatioun vu Maschinnen ugeet, an hire Gesetzer festgehalen hunn, gouf et grouss Ënnerscheeder an der Europäescher Unioun. Fir dës Villfalt vu Regelungen EU-, weltwäit d'selwecht ze gestalten, hunn d'Europäescht Parlament an den Europäesche Conseil d'Direktiv 2006/42 ausgeschafft.

Den Haaptobjektiv vun dëser Direktiv ass also eng technesch Harmoniséierung an eng déif gräifend Normalisatioun (veuillez lire: Normëierung) vun alle Maschinnen, déi an der Europäescher Unioun zirkuléieren a gebraucht ginn, dat souwuel zu industrielle wéi och zu privaten Zwecker. Duerch dës Harmoniséierung garantéiert d'Direktiv och d'libre Circulation vun de Maschinnen um ganzen europäesche Maart a fixéiert kloer Fuerderungen, fir d'Gesondheet an d'Sécherheet vun deene Leit ze sécheren, déi mat dëse Maschinne schaffen.

Virum Gebrauch vun enger Maschinn soll dofir jiddweree sech vergewësseren, ob dat Zeechen CE drop ass. Dëst bedeit „conformité européenne". Ech hunn et, Här President, emol nach eng Kéier matbruecht, fir eng Kéier ze weisen, wéi et ausgesäit, wat op all Maschinn soll sinn.

(Interruptions diverses)

Une voix.- Gëtt et dat nëmmen am Schwaarzen?

M. Roger Negri *(LSAP), rapporteur.*- Jo.

La même voix.- Ma dat fannen ech awer net gutt.

(Hilarité)

M. Roger Negri *(LSAP), rapporteur.*- Dëst bedeit, wéi gesot, „conformité européenne" an ass dat offiziellt Zeeche fir all Wuer, déi konform zu den europäeschen Normen ass.

Dat Gesetz, wat mer haut stëmmen, setzt d'Direktiv 2009/127 ëm a complémentéiert (veuillez lire: complétéiert) domat d'Gesetz iwwert d'Maschinne vum leschte Joer vum 27. Mee 2010. Wa bei deem Gesetz vum leschte Joer e Kader fir d'Sécherheets- an d'Gesondheetskritäre generell fir d'Maschinnen an Occasiounsmaschinnen opgestallt gouf, sou konzentréiert sech den hei virleiende Gesetzestext speziell op Maschinnen, déi agesat gi fir d'Applikatioun ebe vu Pestiziden.

D'Zil ass, d'Gesondheet vun de Leit, déi mat de Maschinne schaffen, déi Pestiziden applizéieren, esou gutt wéi méiglech ze schützen. Natierlech stellt d'Applikatioun vu Pestizide generell eng eescht ze huelend Gefor fir d'Gesondheet vu Mënsch, Déier an och fir d'Émwelt duer. Dofir ass et ëmsou méi wichteg, dass d'Konzeptioun, d'Fabrikatioun an den Entretien vun esou Maschinne kloer geregelt a kontrolléiert sinn, fir déi schiedlech Effekter op e strikte Minimum ze reduzéieren.

D'Direktiv-Kader 2009/128 féiert prezis Regelen a fir d'Inspektioun an den Entretien vu Material, dat vu professionelle Leit benotzt gëtt, fir Pestiziden ze applizéieren. De virleiende Gesetzestext féiert an deem Sënn spezifesch Fuerderungen an, fir de Schutz vun der mënschlecher Gesondheet an der Émwelt esou effikass wéi méiglech ze garantéieren.

Här President, elo kann ee sech awer froen, firwat ausserhalb der normaler - fir se emol esou ze nennen - „Maschinnendirektiv", déi mer d'lescht Joer gestëmmt hunn, bei den heitege Pestizidmaschinnen extra huet misse légiféréiert ginn.

Normal üblech Maschinne mussen esou gebaut sinn, dass se sécher sinn, wa mat hinne geschafft gëtt. Huele mer als Fallbeispill eng Kreessee, déi, wa se fonctionnéiert, net dierf d'Seeblat verléieren - lassgoen an esou weider. Mä wann dës Maschinn erëm aus ass an de Stecker erausgezunn ass, ka keng Gefor méi vun där Maschinn ausgoen.

Den Ënnerscheed, ëm deen et bei dësem Gesetz haut hei geet, ass, dass d'Pestizidmaschinnen och dann nach, niewent där Sécherheet, déi virdru gefuerdert ass, kee Schued duerch d'Technik vun der Verstreeung vun de Pestizidmëttelen uriichten dierfen - zum Beispill duerch d'Produzéiere vun enger Donstwollek vun de Pestiziden -, domat d'Gesondheet vum Mënsch gefährden, grad wéi bei den Déieren, oder keng Tracen op Plazen hannerloossen - Bëton oder Placken an esou weider - an och keng Belaaschtung fir d'Émwelt duerstellen dierfen, zum Beispill e Schued fir d'Grondwaasser.

Well et sech bei de Pestiziden ëm phytopharmazeutesch Produiten handelt, déi also staark toxesch sinn an domat geféierlech fir Mënsch, Déier an Émwelt sinn, ass ebe ganz genau dorop opzepassen. Phytopharmazeutesch Produite sinn och genau definéiert am CE-Reglement 1107/2009 vum 21. Oktober 2009.

Scho bei der Konzeptioun a Konstruktioun vu Pestizidmaschinnen - an dorëms geet et an dësem Gesetz - muss de Konstrukteur no prezise Kritären eng Evaluatioun maachen, ob de Risque vu Gesondheetsschied besteet. Zum Beispill muss kloer nogewise ginn, dass d'Maschinn keng Fuiten huet, also de Pestizidproduit während der Applikatioun net aus engem Maschinnendeel sabbelt, esou weider op de Buedem leeft, an de Buedem, d'Grondwaasser an esou weider.

Och mussen d'Pestizidmaschinnen esou gebaut sinn, dass de Pestizidproduit einfach gefëllt an och erëm eidel ka gemaach ginn, ouni dass alles derlaanscht leeft an esou weider, evaporéiert, etc. an domat eng Gefor géif duerstellen. Esou muss och den Dosage vum Pestizidmëttel prezis kënnen agestallt ginn, dass en och prezis an homogen zugläich do sprëtzt, wou een dat wëllt, mat entspriechenden Düsen zum Beispill.

Ënner Ëmstänn kann et esou wäit goen, dass deemno, wat fir e Mëttel applizéiert gëtt, den Numm vum Pestizidproduit souguer op der Maschinn kann a muss markéiert an och kann agestallt ginn.

Wann Der also industriell, wéi an engem Bauerebetrib, oder privat bei Iech doheem Planzen a Beem géint iergendwellech Insekte sprëtzt, musst Der selbstverständlech déi entspriechend Virsiichtsmoossname respektéieren, déi op der Notice vun der Maschinn stinn, mä awer och ëmmer kucken, ob dat virdru gewisent CE-Zeechen op dem Apparat och drop ass. Da sidd Der nämlech sécher, dass d'Maschinn och sécher ass.

Sollt d'CE-Zeechen net drop sinn, an dat gëllt fir all Maschinnen, da mellt dat wann ech gelift bei der ITM, der Inspection du Travail et des Mines, well all Maschinn d'CE-Zeechen innerhalb vun der EU muss hunn, am Sënn vun der Sécherheet fir Mënsch, Déier an Émwelt.

Här President, mat deem Gesetz vun haut gëtt d'Gesetz vun der initialer Maschinnendirektiv vum 27. Mee 2010 op déi speziell Applikatioun vu Maschinnen, déi Pestizide verstreeën, ugepasst. Et ass am Artikel 5 virgesinn, dass dëst Gesetz ab dem 15. Dezember 2011 en vigueur ass.

An domat ginn ech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- An ech soen dem Här Rapporteur Merci.

Et huet kee Riedner sech ageschriwwen. De Rapporteur war och méi wéi kloer. Ech ginn och net dervun aus, datt d'Regierung nach eppes wëllt dozou soen, esou dass d'Diskussioun ofgeschloss ass a mer direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi kommen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6244 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Christine Doerner), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen,

Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies (par M. Jean-Paul Schaaf), Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers (par M. Lucien Clement), Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz (par Mme Martine Mergen), Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Raymond Weydert), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter (par M. Félix Eischen);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Roger Negri), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Ben Scheuer), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Ben Fayot);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Eugène Berger), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. Henri Kox), Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Jacques-Yves Henckes (par M. Jean Colombera) et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Da komme mer elo zum Projet de loi 6306 iwwert d'libre Circulation des personnes. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: d'Madame Mergen, den Här Bettel, den Här Kartheiser an den Här Urbany.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Marc Angel. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

2. 6306 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, mat dësem Projet de loi ännere mer eist Gesetz vum 29. August 2008 iwwert d'libre Circulatioun vun de Persounen an d'Immigratioun, also kuerz, wat mir hei eist „Immigratiounsgesetz" nennen. Dës Ännerung, déi ass néideg ginn, well mer mussen eng Direktiv, d'Direktiv 2009/50/CE vum 25. Mee 2009, an eist nationaalt Recht transposéieren.

Dës Direktiv, a wann ech den Titel zitéieren, wësst Der schonn, ëm wat et geet, seet, regelt d'«conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers aux fins d'un emploi hautement qualifié». Et ass also eng Direktiv, déi d'Migratioun vun den Travailleurs hautement qualifiés aus Drëttstate favoriséiere soll. Hir Conditions d'entrée an de séjour sollen an Europa harmoniséiert ginn, an awer och soll d'Mobilitéit vun den Travailleurs hautement qualifiés innerhalb vun der Europäescher Unioun gefördert ginn.

Et geet also drëm bei där Direktiv, der Europäescher Unioun hir Capacitéit ze renforcéieren, fir méi Leit aus Drëttstaten unzezéien, fir eben héich qualifizéiert Aarbechtsplazen an der Europäescher Unioun ze besetzen. Fir dat Zil ze erreechen, gëtt dofir an der Europäescher Unioun eng sougenannten „blue card" agefouert, déi sech un där amerikanescher „green card" inspiréiert.

Mir liewen haut, Här President, dat wësse mer all, an enger ëmmer méi globaliséierter Welt mat ëmmer méi Échanges commerciaux an och ëmmer méi Interdependenzen tëschent deene verschiddenen Ekonomien. An dëser Welt sinn déi sougenannten „travailleurs hautement qualifiés" och e ganz wichtege Kompetitivitéitsfacteur.

An deene meeschten EU-Länner stelle mer eng Baisse vun de Gebuerterate fest an och eng Veralterung vun der Bevölkerung. Mir wëssen och, dass e gudden Deel vun der Croissance vum Emploi och deelweis op der Schafung vun héich qualifizéierten Aarbechtsplaze berout. Et besteet also Handlungsbedarf an Europa, besonnesch wann ee weess, dass d'Migranten, déi héich qualifizéiert sinn, Destinatioune wéi d'USA, Kanada, Australien an d'Schwäiz virzéie vis-à-vis vun der Europäescher Unioun.

Eist Land ass och vun där Pénurie vun Héichqualifizéierte betraff duerch eben d'Importenz vun eiser Finanzplaz, duerch de Poids vun den Entreprises de services, deenen hir Aktivitéite sech ëmmer méi an engem internationalen Ëmfeld ofspillen, an och d'Intensivéierung vun de Relatioune mat Mäert, déi wäit ausserhalb vun der Europäescher Unioun leien. An d'Spezialisséierung vun eiser Wirtschaft huet eben als Konsequenz, dass eise klassesche Réservoir, dat heescht, d'Résidenten hei am Land an déi aus der Grenzregioun engersäits, an anerersäits d'Bierger aus deene 26 aneren EU-Länner, deelweis ausgeschöpft ass.

Dësen Defizit kann also dann deelweis duerch héich qualifizéiert Leit aus Drëttlänner opgehuewe ginn. Mä ech wëll awer och remarquéieren, dass Europa muss weider u senger Wëssensgesellschaft schaffen a se ausbauen, an ech wëll och ënnersträichen, dass mir hei zu Lëtzebuerg eis bewosst sinn, dass eng „blue card" net all Problemer ka léisen.

Eis Politik fir d'Schoulwiesen ze reforméieren, eis Politik fir d'Uni weider auszebauen, eis Politik fir méi Doktoranden hei zu Lëtzebuerg auszebilden, eis Politik vun de Centres de recherche publics, eis School of Finance - an ech kéint nach vill aner Saachen opzielen, mengen ech -, dat sinn Efforten, déi mer maachen an déi derzou bäidroen, dass och d'Résidentë vun eisem Land kënnen esou héich an esou gutt wéi méiglech qualifizéiert ginn. An ech wollt ënnersträichen, dass mer wëssen, dass mer déi Effortë weider wäerte maache mussen. Ech sinn och iwwerzeegt, dass mer dat hikréien!

Bei der Transpositioun vun der Direktiv iwwert dës „blue card" brauche mer eist Immigratiounsgesetz am Fong net elo déif gräifend ze änneren. Well wéi mer 2008 dat neit Immigratiounsgesetz hei mat 60 Stëmme vu 60 Deputéierten unanime ugeholl hunn, du louch eis schonn d'Propositioun vun där Direktiv, déi mer haut ëmsetzen - d'Direktiv ass vun 2009, mä d'Propositioun war vun 2007 -, déi louch eis scho vir. Doduerch konnten d'Auteure vun deem Projet de loi deemools vum 2008er Gesetz scho ganz vill Dispositiounen aus där Proposition de directive abannen, sou dass deen aktuellen Text vun 2008 et eis schonn erlaabt huet, en Titre de séjour ze gi fir d'Travailleurs hautement qualifiés.

An d'Zuelen, déi am Exposé des motifs vun dësem Projet de loi leien, beleeën dat och. Ech wollt der zwou ervirsträichen: Am Joer 2009 ware vun 1.326 neien Openthaltsgenehmegungen hei am Land der schonn 107 ausgestallt gi fir sougenannten „travailleurs hautement qualifiés", an am Joer 2010 ware vun 1.684 neien Openthaltsgenehmegungen der 125 fir Travailleurs hautement qualifiés.

De Projet de loi vun haut transposéiert also haaptsächlech déi Direktiv, vun där ech elo grad geschwat hunn. Mä derniewent ginn och nach eng Rei kleng Redressementer am Kapitel 2 vum 2008er Gesetz gemaach. Dat si Redressementer, déi sinn drop zréckzeféieren, dass d'Kommissioun en Avis gemaach huet iwwer eist 2008er Gesetz, dat Gesetz analyséiert huet an dunn e puer Proposen un d'Regierung geschéckt huet. An déi Proposë sinn och mat an deem Gesetz hei verschafft.

De Projet de loi vun haut, deen huet en Article unique mat 27 Punkten. Vill vun deene Punkten an och vill vun deene wichtege Punkten handelen iwwert den Artikel 45 vum 2008er Gesetz. A bei deem Artikel geet et justement ëm déi Travailleurs hautement qualifiés. An dësen Artikel 45 gëtt och komplett remaniéiert, fir dass mer mat der Direktiv kompatibel sinn.

Den éischte Paragraph vun deem Artikel 45 zielt weiderhin d'Konditiounen op, wéi ee kann esou eng „blue card" kréien. Niewent de Bedéngunge vum Artikel 34 vum Gesetz, dass ee selbstverständlech muss e Pass an e Visa hunn, muss dee sougenannten „héich qualifizéierten Drëttstaatler" och e Contrat de travail virweisen an natierlech derniewent en Dokument, dat attestéiert, dass en héich qualifizéiert ass, fir de Bedéngunge vun deem Aarbechtskontrakt gerecht ze ginn, oder dass en déi néideg Diplomer oder déi néideg Qualifikatiounen huet, wann et sech géif ëm eng Profession règlementée handelen.

Et ass och festgesat am Gesetz, dass den Travailleur hautement qualifié e bestëmmte Salaire kréie muss. D'Direktiv schreift vir, dass de Salaire op d'mannst 1,5-mol den duerchschnëttleche Loun vum betreffende Memberstat si muss. A wéi bis elo wäerte mir och dat an engem Règlement grand-ducal festleeën - dat war schonn an engem Règlement grand-ducal festgeluecht -, dat musse mir dann och nei festleeën.

Den Artikel 45 kritt och en neie Paragraph 2, dee wichteg Definitiounen opzielt: den Emploi hautement qualifié, d'Diplomer vum Enseignement supérieur, d'Expérience professionnelle, an deen och nach eng Kéier erënnert, wat ënner Profession règlementée fält.

Et ginn och am Paragraph 3 vun deem Artikel 45 eelef Fäll genau opgezielt, déi net a Fro géife kommen, fir esou eng „blue card" ze kréien.

E ganz wichtege Punkt, mengen ech, ass och hautzudags de véierte Paragraph, wou et ëm sougenannten „garanties procédurales" geet. Ech mengen, den Demandeur kritt do gewësse Rechter. De Minister muss bannent 90 Deeg seng Décisioun dem Demandeur bekannt ginn.

Den Titre de séjour, deen also fir d'Travailleurs hautement qualifiés aus Drëttstaten ausgestallt gëtt, deen heescht „Carte bleue européenne". Den Demandeur vun där Kaart muss och beweisen, dass en zu Lëtzebuerg e Logement huet. Dës Kaart ass fir zwee Joer gülteg.

Dës zwee Punkte sinn an deene verschiddenen Avisen, déi mer kritt hunn, diskutéiert ginn, an och an der Kommissioun hu mer déi diskutéiert. Wat d'Durée ubelaangt, gesäit d'Gesetz zwee Joer vir. D'Direktiv erlaabt allerdéngs bis zu véier Joer. De Conseil d'État hat sech fir dräi Joer ausgeschwat an d'Chambre de Commerce huet sech fir véier Joer ausgeschwat.

Wann een elo d'Gesetz net am Ganze kuckt an och net déi verschidden Dispositiounen am Detail analyséiert, géif ee mengen, mir wären elo méi streng ginn oder mir géifen no hanne goen, well am 2008er Gesetz hat den Titre de séjour fir d'Travailleurs hautement qualifiés eng Durée vun dräi Joer. Mä mir hunn eis fir eng Gültegkeet vun zwee Joer ausgeschwat, well dës Durée vun zwee Joer coïncidéiert mat der Durée, wou den Détenteur vun där sougenannter „blue card" nëmmen e limitéierten Accès op den Aarbechtsmaart kritt. No deenen zwee Joer - an dat ass nei - a wann d'Kaart renouveléiert gëtt, bénéficiéiert déi concernéiert Persoun vun enger Gläichstellung mat de Lëtzebuerger a mat deenen aneren EU-Bierger, wat den Accès op den Aarbechtsmaart ugeet vun deenen Héichqualifizéierten.

Ech hunn dat - an dat hate mer och an der Kommissioun diskutéiert - e bësse méi am Detail am schréftleche Rapport explizéiert, net fir dass gemengt kéint ginn, mir géifen hei e Schrëtt no hanne goen.

D'Gesetz, Dir Dammen an Dir Hären, Här President, iwwerhëlt och d'Dispositioune vun der Direktiv, déi d'Mobilitéit vun den Travailleurs hautement qualifiés an der Europäescher Unioun verbesseren. Sou kann - ech ginn e Beispill - zum Beispill en Travailleur hautement qualifié no 18 Méint legalem Séjour an engem Memberstat och an engem zweete Memberstat mat esou enger Kaart schaffe goen op enger héich qualifizéierter Aarbechtsplaz.

D'Gesetz hëlt och aus der Direktiv déi méi favorabel Konditioune fir de Regroupement familial. Wat och interessant ass: D'Gesetz erliichtert et och zum Beispill, fir de Statut vum Résident de longue durée ze kréien, well déi Perioden, wou een an anere Länner vun der EU legal residéiert huet, kënnen do zesummegerechent oder zesummegezielt ginn.

Wat och interessant ass: E fréieren Détenteur vun der Carte bleue, deen dann duerno de Statut vum Résident de longue durée kritt, dee kann och d'EU fir 24 Méint verloossen, ouni säi Statut ze verléieren. Ech mengen, dat ass eng wichteg Dispositioun, besonnesch wann een déi Dispositioun am Kontext vun der Migration circulaire gesäit.

Dat erlaabt et nämlech engem betreffenden héich qualifizéierten Drëttstaatler, a besonnesch wann en aus Entwécklungslänner kënnt, dat Wëssen, wat en hei op enger Aarbechtsplaz kritt huet, och zréck a säi Land ze bréngen, emol erëm kucken ze goen, wéi a sengem Land d'Situatioun sech entwéckelt huet, versichen ze goen a sengem Land erëm Fouss ze faassen, ouni dass en déi Angscht muss hunn: „Wann s de eng Kéier Europa verléiss, dann hues de keen Accès méi zu Europa zréck." Esou dass ech dat am Kontext vun der Migration circulaire eng ganz interessant an eng ganz wichteg Dispositioun fannen.

Erlaabt mer zum Ofschloss ganz kuerz nach eng Kéier op déi verschidden Avisen zréckzegoen.

De Statsrot fänkt a sengem Avis u mat engem relativ interessante Cooperativ tëschent der amerikanescher „green card" an der europäescher „blue card". Am Groussen a Ganzen hat de Statsrot am Fong keng negativ Remarquë gemaach.

De Statsrot huet eng Rei vun Textproposë gemaach, déi mer an der Kommissioun en détail mat de Vertrieder vun der Regierung duerchgaange sinn a wou mer zum groussen Deel och déi Textproposen iwwerholl hunn. Genau Detailer kënnt Der am schréftleche Rapport noliesen.

D'Chambre de Commerce - ech hat dat schonn ugeschwat, déi Diskussioun iwwert d'Durée -, déi hätt natierlech eng Durée vu véier Joer léiwer gesinn. Si hätt och léiwer gehat, dass net nëmmen eleng den Demandeur, also den Travailleur hautement qualifié seng Demande maache kann, mä dass och kéint de Patron, den Employeur déi kéint maachen. Awer ganz positiv reagéiert d'Chambre de Commerce iwwert de Fait, dass mer am Gesetz kee Quota maximal, also keng Maximalquot agefouert hu fir d'Admissioun vu sougenanntenen Travailleurs hautement qualifiés aus Drëttstaten.

Här President, ech wollt och nach erwähnen, dass mer als Kommissioun dem Statsrot de 7. November e Bréif geschriwwen hunn, an deem mer kleng Erreur-matériellë redresséiert hunn. Dës Feeler, déi hu mer och natierlech dann am Text, wéi en hannen an engem Rapport steet, verbessert, esou dass den Text, wéi mer en haut ofstëmmen, elo ouni déi kleng Erreur-matériellen ass. Mir hunn och e klengen Toilettage de texte gemaach, dass mer all Kéiers do, wou nach „CE" stoung, „UE" geschriwwen hunn. Dat just nach zur Informatioun.

Ech géif mer dann erlaben, zum Ofschloss den Accord selbstverständlech vun der LSAP-Fraktioun hei ze ginn, an ech hoffen, dass deen Text hei vun Iech all gestëmmt gëtt. Ech wëll drun erënneren, dass mer 2008, wéi mer jo d'72er Gesetz nei gemaach hunn, eist Immigratiounsgesetz, dat ass hei am Haus mat 60 vu 60 Stëmmen ugeholl ginn. Ech fannen dat formidabel, dass mir hei an engem Land sinn, wou mer kënnen an der Immigratiounspolitik zesumme mat der Regierung am Dialog an der Kommissioun e Gesetz maachen, wat op engem sensibelen Thema wéi der Immigratioun vun all Mënsch gestëmmt gëtt.

A vu dass et sech haut hei jo ëm eng liicht Ëmännerung nëmme vun deem Gesetz handelt, hoffen ech selbstverständlech, dass och haut hei all Mënsch dat Gesetz ka matstëmmen.

Dat gesot, soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Rapporteur Marc Angel. Als éischt Riednerin ass d'Madame Mergen agedroen. Madame Mergen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Martine Mergen *(CSV)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt am Numm vun onser Fraktioun am Alleréischten dem Rapporteur Marc Angel Merci soe fir säin explizite Rapport an och seng engagéiert Schlussfolgerung. Mä dat si mer jo vun him gewinnt.

Den Europäesche Conseil an d'Europaparlament hu sech 2005 virgeholl, all déi Problemer, déi mat der legaler Migratioun am europäesche Raum ze dinn hunn, unzepaken, an zwar betreffend Saisonsaarbechter, déi Stagiairen, déi an der glécklecher Lag sinn, eppes ze verdéngen, déi Leit, déi sech ausserhalb vun hire Länner, awer innerhalb vun hire Firmen déplacéieren, a schliesslech déi, iwwert déi mer haut schwätzen, nämlech iwwert déi europäesch „blue card", also d'Séjourë vun héich qualifizéierte Persounen.

Et geet der Europäescher Kommissioun drëm, dës héich qualifizéiert Aarbechtskräften och an Europa ze lackelen, well et de Moment esou ass, wéi et den Här Angel scho gesot huet, dass se sech éischter vun anere Länner ugezu fillen. De Franco Frattini hat d'Ziffere presentéiert. Während op där enger Säit 85% vun den net qualifizéierten Aarbechter an d'Unioun kommen an nëmme 5% an d'Vereenegt Staten, sinn et 5% vun den héich qualifizéierten Aarbechtskräften, déi Europa unzitt, géint 55%, déi an d'Vereenegt State ginn. Och aner Länner wéi Kanada, Australien oder d'Schwäiz si méi attraktiv wéi mir.

Wat déi wirtschaftlech Innovatioun an Europa ubelaangt, geet et awer hei drëm, och där gudder Gehirer heihinner ze kréien. Besonnesch wann een ons demographesch Zukunft betruecht, wäerte mer an Zukunft den Zouwuess vu bausse batter néideg hunn an deenen nächste Jorzéngten. De Manuel Barroso huet gesot, mat der „blue card" géif Europa e ganz kloert Zeeche setzen: Héich qualifizéiert Migrante sinn och bei ons wëllkomm.

Och onst Land huet sech a leschter Zäit weiderbeweegt a Richtung Innovatioun an Diversifikatioun mat deene sougenanntene Kompetenznischen. An hei wéilt ech als exzellent Beispill d'Biomedezin nennen. Dës Aktivitéiten hunn e massive Besoin un héich qualifizéiertem Personal mat sech gezunn. An dëser Leit hu mer ebe leider net nëmmen net genuch hei am Land, mä d'Rekrutéierung iwwerschreit oft d'Grenze vun der Europäescher Unioun.

Wéi de Rapporteur et scho richteg gesot hat, hate mer als Land an onser Gesetzgebung där Proposition de directive scho Rechnung gedroen an d'Awanderung vun deene Leit, déi mer an deenen Domäne gebraucht hunn, am Gesetz vun 2008 méi flexibel gestalt. Dëst Gesetz gëtt also elo ergänzt vun deem heiten, wat nach an e puer Punkten der richteger Direktiv, also net der Propositioun, déi 2009 erauskomm ass, Rechnung dréit.

Déi wesentlech Neierunge sinn: d'Aféierung vun der europäescher „blue card", déi dann, wéi mer hoffen, en eeschtzehuelende Konkurrent fir déi amerikanesch „green card" soll ginn, awer och eng Rei vun anere Moossnamen, déi et erlaben, d'Famillje méi einfach zesummenzeféieren. Den Accès soll also weider erliichtert ginn.

D'Leit vum Terrain bestätegen, dass et säit dem 2008er Gesetz méi einfach ginn ass, Leit anzestellen. D'Délaie vun der Beaarbechtung vun den Dossiere si wesentlech erofgaangen, dat awer och dank där gudder Kollaboratioun an der Motivatioun vun deenen zoustännegen Administratiounen hei zu Lëtzebuerg.

Mä verschiddentlech gëtt et awer nach e puer Problemer op deem Wee. Et ass schliesslech och drëm gaangen, an dësem Gesetz d'Konditiounen, fir eng „blue card" ze kréien, an deenen europäesche Länner ze harmoniséieren.

Si gëtt déi éischte Kéier fir zwee Joer ausgestallt. Während dëser Zäit mussen eventuell Ännerunge vun der berufflecher Situatioun vun der Administratioun genehmegt ginn. No 18 Méint kann den „blue card"-Besëtzer schonn an en anert europäescht Land migréieren a schaffe goen. D'Kaart ass erneierbar, an no fënnef Joer kann de Kandidat de Statut de résident de longue durée kréien.

Déi aner Neierung ass déi vereinfacht Familljenzesummeféierung, déi dann och net op bestueten oder gepacste Koppele begrenzt ass, mä och op bestoend aner Partnerschaften, esou wäit se schonn am Ursprongsland bestanen hunn. Dës Persoune kënnen dann och eng Aarbechtsgenehmegung kréien; also déi Persounen, déi matkommen.

Dat ass ouni Zweifel e wichtege Punkt fir d'Attraktivitéit vun der Offer hei bei ons, well wie wëllt scho jorelaang ouni seng Fra oder säi Mann an ouni seng Kanner am wäiten Ausland liewen, och wann et ëm e gutt bezueltenen Job geet?

Iwwert d'Konditiounen, notamment wat d'Héicht vun de Revenuen ubelaangt, hat den Här Angel scho geschwat. Hei gouf et um europäesche Plang am meeschten Diskussiounen, well hei natierlech d'Definitioun vum héich qualifizéierten Aarbechter mat drunhänkt. D'Referenz ass dofir de mëttlere Loun an deene Länner, well net all Land an Europa huet schliesslech esou wéi mir e Mindestloun.

En anere Punkt, dee mer awer och wesentlech schéngt, an dofir wëll ech en hei eraussträichen, och wann e sécher op onsem Lëtzebuerger nationale Plang manner spillt wéi um europäeschen: Et ass eben dee vum „brain drain", der Flucht vun de Gehirer.

An deenen diverse Partnerschaften, déi mer agaange sinn - an déi ech besser kennen, dat ass déi vun der Unioun vum Mëttelmier -, gëtt säit Jore vun de Südpartner d'Suerg ausgedréckt an ëmmer erëm widderholl, dass hir héich qualifizéiert Leit, déi op hir Fraisen zum Wuel vun hire Länner an hire Wirtschaften ausgebilt ginn, hinne verluer ginn duerch Joboffferen an deene méi räichen a méi entwéckelte Länner, obwuel si eigentlech an aneren Domänen ëmmer erëm op eng Liberaliséierung an eng Vereinfachung vun der Immigratioun pochen.

Och déi Europäesch Associatioun vun den Universitéiten huet sech doriwwer Gedanke gemaach, wéi ee kann d'Vertrauen an d'Échangen, notamment tëschent Europa an Afrika, förderen. Et ass esou, dass an zéng afrikanesche Länner méi wéi 40% vun hiren Universitairen ausserhalb vum Land liewen, an dass net grad ee vun zwee afrikanesche Fuerscher an Europa lieft.

Et geet also hei drëm, dës Partnerschaften an Zukunft ze stäerken, fir a Kollaboratioun mat europäeschen Universitéiten a Fuerschungszentren eng Kreesbewegung ze erlaben, also dass dës Leit och an hire Länner kënnen zur Weiderentwécklung bäidroen.

Dëse Bedenken huet déi europäesch Direktiv Rechnung gedroen, andeem si de Memberlänner erlaabt, d'Direktiv an deene Secteuren, wou am Ursprongsland eng Pénurie besteet, net ze applizéieren. D'Memberlänner kënnen och aus etheschen Ursaachen eng individuell „blue card" refuséieren, wann d'Kandidaten aus engem Land kommen, wou an deem Secteur eng Pénurie besteet. An d'„blue card"-Besëtzer - dat huet den Här Angel scho gesot - kënnen och länger Perioden ausserhalb vun der EU verbréngen, ouni hire Statut ze verléieren, dëst fir hir Mobilitéit ze erhéijen.

Voilà! Dat waren déi puer Gedanken, déi ech am Numm vun der CSV-Fraktioun wollt mat hei an d'Diskussioun bréngen. Ech bréngen och heimadder den Accord vun onser Fraktioun zu dësem Gesetz a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen der Madame Mergen Merci. Als nächste Riedner ass den Här Xavier Bettel agedroen. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Här President, ech soen Iech Merci. Fir d'Éischt wëll ech dem Här Angel Merci soe fir säi schréftlechen a säi mëndleche Rapport, deen hei wierklech komplett war. Et ass gutt, dass mer dat Gesetz haut stëmmen. Dem Text no hätt een dat jo misse viru Juni 2011 maachen. Mir si jo scho bal an den Zäiten. Ech mengen, dat ass eppes, wat een och dann hei soll awer ervirsträichen, well dat déi lescht Zäit net ëmmer Usus ass.

Ech wëll och soen, dass ech frou sinn, dass den Här Angel Rapporteur war an den Här Schmit de Projet déposéiert huet. Well ech ka mech erënneren 2004, wou d'Lëtzebuerger Sozialistesch Aarbechterpartei an der Oppositioun war, wore si déi Éischt, déi ëmmer gesot hunn: „Déi selektiv Immigratiounspolitik vun der CSV/DP-Koalitioun, dat ass net gutt. Mir brauche vun allem hei zu Lëtzebuerg." An haut selwer hu se de Minister an de Rapporteur.

Ech sinn iwwerzeegt, wann den Här Frieden haut op der Regierungsbänk géif sëtzen, fir dat heiten hei virzestellen, an den Här Wolter oder iergendeen aus der CSV-Fraktioun Rapporteur wär, dass dann d'Sozialistesch Aarbechterpartei vläicht net esou motivéiert gewiescht wär, wéi se dat haut ass.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass ëmmer en delikate Sujet, well op där enger Säit héiere mer all Dag um Radio, dass verschidde Leit mussen zréck an hiert Land goen, well se do gebraucht ginn, fir d'Land nees opzebauen, well se an enger ekonomescher Situatioun sinn, wou se dohanne gebraucht ginn. A fir déi heite Leit soe mer: „Jo, wa se awer gutt sinn, da brauche mer se awer och an Europa."

Et ass en delikate Sujet. Do muss ee sech wierklech froen, ob eng Fuite vun de Matière-grisen och a verschiddene Länner net méiglech ass duerch esou Texter. Mä mir sinn eis selbstverständlech all eens: Mir wëllen och kucken, dass et eiser Ekonomie gutt geet, a wa mer Leit hunn, déi hautement qualifié sinn, da wëlle mer se och selbstverständlech mat oppenen Äerm empfänken. Wéi gesot, d'Avisë sinn do. Si sinn och positiv. Mir hunn och deemools Jo gesot - wéi den Här Angel scho gesot huet - a mir wäerten och haut Jo soen.

Ech gi just nach op zwee Punkten an. Deen ee Punkt, dee fir mech ganz wichteg och ass, dat ass selbstverständlech, dass de Partenariat dës Kéier och unerkannt gëtt. An ech wëll och der Regierung do Merci soen, dass do Effortë gemaach ginn. Et kann net sinn, dass et bei Mariagë Facilitéite gëtt an beim Partenariat net.

Ech fannen et virun allem awer och wichteg fir dee méi Schwaachen, dee keng Autorisation de travail vläicht direkt kritt huet, wou säi Partner eng „blue card" kritt huet, säi Mann oder seng Frau. Hautdësdags no enger Scheedung oder no enger Rupture vun engem Partenariat ass et net garantéiert, dass dës Persoun och kéint an engem Land bleiwen. Dowéinst ass et an eisen Ae ganz wichteg, dass dee méi Schwaachen da vläicht an der Koppel, deen net eng Aarbecht huet, déi héich bezuelt gëtt, awer dann och meeschtens net gesot kritt: „Du kriss elo de Kuerf, mä du muss och nach deng Wallis paken." Fir eis ass dowéinst och déi dote Garantie eppes, wou mer der Regierung och Merci soen, dass se dat doten elo mécht.

Här President, wéi gesot, fir eis ass dat heiten en Text, dee wichteg ass, deen adaptéiert ass. Mä, wéi gesot, et muss een ëmmer oppassen, wéi een et formuléiert. Et muss een e richtegen Équiliber fannen tëschent deene Länner, net en totalen Export vun hirer Matière grise ze hunn, an op eiser Säit och als Europäer denken, dass mer Leit brauche mat enger héijer Qualifikatioun an dass déi och hei fir eis Ekonomie gebraucht ginn. Dofir wäerte mir och als Fraktioun vun der Demokratescher Partei deen heite Projet stëmmen.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Bettel. Als nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser agedroen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen Iech villmools Merci. Ech wollt selbstverständlech wéi och meng Virriedner fir d'Éischt dem Här Marc Angel villmools Merci soe fir säi wierklech ganz gudde schréftlechen a mëndleche Rapport. Dat Gesetz hei entsprécht engem objektive Besoin. Jo, mir brauchen hei am Land qualifizéiert, héich qualifizéiert ausländnesch Aarbechtskräften - dofir stëmmt d'ADR och net géint dat Gesetz -, mä et gëtt awer eng ganz Rei Kritikpunkten. An dowéinst hu mir och décidéiert, fir eis ze enthalen.

E puer vun deene Kritikpunkte wëll ech Iech haut hei presentéieren.

Deen éischten ass eng ganz prinzipiell Considératioun. Mir denken, datt et net onbedéngt un den europäeschen Instanzen ass, fir ze décidéieren oder Direktiven ze maachen, wien hei am Land däerf en Openthaltsrecht hunn an ënner wéi enge Konditiounen, mä datt dat prinzipiell eng national Kompetenz ass, fir dat ze décidéieren.

Dat Zweet ass, mir hunn hei, an dat ass schonn e puermol gesot ginn, an Europa eng schwiereg demographesch Situatioun. Mir hätte gär dofir eng ganz voluntaristesch Politik, fir méi Kanner hei an Europa an och hei am Land ze hunn. Mir brauchen net all Problem iwwer Immigratioun ze léisen. Mir sollte villméi derfir suergen, datt mir eng Familljepolitik hunn, déi derfir suergt, datt mir net e Land sinn, wat vereelst, mä en dynamescht a jonkt Land. Dat ass eng Erausfuerderung fir d'Politik. Dat ass dee Wee, dee mir wëllen als ADR proposéieren, éischter wéi datt mer a Richtung Immigratioun denken.

Eng drëtt Saach, déi mer wëlle soen, ass, datt d'Préférence communautaire fir eis richteg a wichteg ass. D'Préférence communautaire soll gepréift ginn. Wa mer an der EU Bierger hunn, déi dat do, dee Besoin bei eis kënnen decken, da soll dat och esou sinn, datt mer e communautairë Citoyen virhuelen. Dat ass hei an eisen Aen net méi garantéiert, datt dee Prinzip gëllt. An dat ass schued, an och dofir hu mer Bedenken, wat dat Gesetz ugeet.

Véiertens, d'Referenz vum Mindestloun. Här Minister, Dir verstitt, datt ech mengen, datt dat net gutt verhandelt ginn ass. Mir brauchen, wa mer an enger europäescher Direktiv verhandelen, net onbedéngt Notiounen unzehuelen, déi mir hei am Land net gebräichlecherweis benotzen, wéi zum Beispill eng Referenz op en duerchschnëttleche Bruttoverdéngscht. Mir hätten och kënnen an de Verhandlunge soen, datt dann déi Länner, déi e Mindestloun hunn, eng Referenz op hire Mindestloun kënnen doran hunn. Ech mengen, dat wär eng Saach vun der Verhandlung gewiescht.

Mir mussen elo Reglementer änneren, obschonn, wa mer besser verhandelt hätten, dat eiser Iwwerzeegung no net néideg gewiescht wär. Ech géif mengen, an dat deelt Dir wahrscheinlech och aus Ärer berufflecher Erfahrung eraus, datt: Wie gutt verhandelt, dee kritt och herno e gutt Resultat.

De véierte Punkt, dee mer wëlle maachen, ass dee vun der Notioun vun der Main-d'œuvre hautement qualifiée. Mir hunn e Problem vu Pénurie, och well den Niveau vun der Éducatioun hei am Land permanent erofgeet. Ech weess, den Här Angel huet hei mat Begeeschterung opgezielt, wat mer alles un Infrastrukturen hunn, mä en huet domadder wëllen Niwwelbomme geheien, fir eppes ze verstoppen, wat mer awer all wëssen, nämlech datt den Niveau vun der Éducatioun vun eise Schoule permanent an dramatesch ofhëlt.

Dat ass och den Hannergrond vun deenen Diskussiounen, déi mer am Ableck ëm d'Schoulpolitik hunn. Dat ass, datt vill Leit, notamment bei den Enseignanten, awer och bei de Schüler, well déi ëm hir Zukunft fäerten, net méi bereet sinn, op deem do Wee matzegoen. Mir hunn hei Chômage, och well eis Schoulen einfach net méi op deem Niveau sinn, wou se misste sinn.

An elo gi mer hin a mir maachen Immigratioun, fir dat ze kompenséieren. Och dat ass falsch. Genausou wéi mir antriede fir eng resolut Familljepolitik, triede mir a fir Schoule mat héijem Niveau, déi op engem Leeschtungsprinzip baséieren, an net op iergendwéi anere Konzepter, déi u sech laangfristeg de Schüler méi schueden, wéi se hinnen hëllefen.

En anere Kommentar ass, datt den Niveau, deen hei virgesinn ass fir eng Main-d'œuvre hautement qualifiée ganz einfach niddreg ass. Et kann een doriwwer och diskutéieren, wat a verschiddene Beruffsberäicher gebraucht gëtt oder wat net, mä e Bac + 3 ass net terribel héich. An ech weess net, ob mer eng Unanimitéit hätten, fir ze soen, dat wär wierklech hautement qualifié. Gutt, et hänkt vum Beruff of, et hänkt och vun der Beruffserfahrung of. Mä u sech ass dat elo net en Niveau, dee beandrockend héich wär a woufir mer missten do „blue-carden" oder „green-carden", wéi och ëmmer, aféieren.

En nächste Punkt ass, datt mer alt erëm eng Kéier an der Ëmsetzung vun enger Direktiv méi wäit gi wéi déi Direktiv. Dat ass och hei gesot ginn, ech mengen, vum Statsrot: «En accordant une égalité de traitement après ces deux premières années, le Luxembourg va au-delà des exigences de la directive.» Och do froe mir eis ganz prinzipiell, ob mer net sollten op e Prinzip goe vun „toute la directive, rien que la directive", ausser wann et an eisem direkten nationalen Interessi wär, fir dat anescht ze maachen.

Mä prinzipiell: Firwat musse mer an esou Matièrë méi wäit goen, méi Konzessioune maache wéi dat, wat d'Direktiv eis virschreift? Souwuel an der Generositéit wéi och ëmgekéiert, inverse, datt mer déi Motiver, fir Reserve kënnen ze maachen, déi an der Direktiv awer virgesi waren, datt mer déi net all benotzen. Och dat ass explizit vum Statsrot a vun anere mentionnéiert ginn, datt mer d'Motifs de refus net alleguer notze wëllen.

Dat sinn och wichteg Saachen do derbäi. Mir sinn net streng bei der Durée de résidence, mir sinn net streng am Fall, wou een an de Chômage fält während senger Präsenz hei am Land, mir sinn allgemeng, fanne mir op jidde Fall, terribel generéis. Och do froe mer eis, ob dat wierklech néideg ass, ob mer eis domadder wierklech e Gefale leeschten oder net.

Et wär vläicht méi e grousst Gläichgewiicht néideg, wa mer Direktiven ëmsetzen, tëschent der Evaluatioun vun engem communautairë Gesetzeswierk - wéi wäit mer dat brauchen -, ëmmer ofzeweie par rapport zu eise wierklech nationalen Interessen, ob déi och genuch gewahrt sinn, wa mer esou eppes ëmsetzen.

Dann nach en anere Punkt: Mir hu bei de Citoyens de l'Union européenne - et geet jo net nëmmen ëm Drëttstaatler hei an deem Gesetz, et geet jo och ëm EU-Bierger, déi heihinner kommen -, do ass eng wichteg Ouverture gemaach ginn. D'CSV ass ganz séier doriwwer ewechgaangen. D'Madame Mergen huet geschwat: „Jiddwereen ass frou, wann e säi Mann respektiv seng Fra bei sech huet." Mä hei geet et méi wäit. Mir hunn hei engersäits eng Selbstverständlechkeet, dat heescht, datt bestuete Leit däerfen hire Partner matbréngen, hiren Ehepartner matbréngen, datt Leit, déi e Pacs hunn, och hire Partner kënne matbréngen ënner Konditioun vu Verifikatiounen an esou weider, déi mer dann eben hunn.

Awer mir ginn hei méi wäit: Mir ginn hei hin a mir soen, och déi Leit, déi an enger Unioun libre wunnen, dat heescht, déi weder bestuet nach gepacst sinn, déi einfach an enger Frëndschaft wunnen, oder wéi dat fréier gesot gouf, déi „gekummert" woren - haut: hire Frënd eben oder hir Frëndin -, déi kënnen och heihinner kommen, ouni datt awer hiert Zesummeliewen iergendeng legal Basis huet.

Dat ass awer elo eng Ännerung, déi och un eist gesellschaftlecht Liewen duerchaus erugeet. Ech mengen, do si Situatiounen, wou mir elo soen... oder wou mir Problemer hunn, fir ze iwwerpréiwen, ob do iwwerhaapt eng Relation durable tëschent deene Leit bestanen huet, ier se kommen.

Dat ass jo och nach am Ausland gewiescht deen Ableck, emol net hei am Land, an et ass net zu Onrecht, wou de Statsrot hofft, datt dat do net eng Source d'abus gëtt. A wann de Statsrot dat hofft - u sech ass et eng Gefor, déi en eis weist, de Statsrot seet: «...une source d'abus qui risqueraient de contrecarrer la volonté clairement exprimée d'une immigration contrôlée.» Dat heescht, datt mer do d'Dier opmaache fir Leit, déi einfach soen: „Ma ech hat eng Relation durable mat där an där Persoun", an déi däerf och elo hei an d'Land komme mat allen Avantagen. «...et que l'examen du caractère durable d'une relation, de son intensité, de son ancienneté et de sa stabilité constituera une charge de travail administratif non négligeable et un exercice souvent alléatoire.» Dat ass de Statsrot.

Dat heescht, mir hunn hei eppes zougelooss, wat eis en administrative Problem kreéiert - wat u sech eppes ass, wat mir iwwerhaapt net kënne verifizéieren, fir realistesch ze sinn - a wou mer dann och nach higinn a Kategorië vu Leit hei akzeptéieren, déi mer u sech net géifen akzeptéieren.

Do hu mer nogefrot an der Kommissioun: „Wéi ass dat do dann iwwerhaapt méiglech, datt et esou wäit koum?" Ma do ass eis gesot gi vum Vertrieder vun der Regierung: „Dat ass am leschten Ableck an de Verhandlungen do

erakomm, op Wonsch vu verschiddene Länner."

Mä da froe mir eis: Mä de Lëtzebuerger Vertrieder, deen dosëtzt - Dir, Här Minister, oder Äre Vertrieder -, muss deen dann do jo soen? Firwat kann deen dann net nee soen? Oder fir Lëtzebuerg eng Ausnahm maachen, oder fir aner Länner? Dir wësst dach, Här Minister, an Ärem Beruff wësst Der et, datt ee ka verhandelen. Et kann een nee soen zu Bréissel. Et kann een national Interessen an enger Verhandlung geltend maachen an et brauch ee keng Angscht ze hunn, fir dat ze maachen! D'Regierung soll dat maachen. Firwat musse mir elo hei an esou Risiken eralafen?

An net nëmmen dat: De Vertrieder vun der Regierung an der Kommissioun huet eis och nach gesot, datt mir net sécher sinn, ob déi Restriktiounen, déi mir elo an dat Gesetz hei erageschriwwen hunn, nämlech, datt déi Relation durable soll mindestens ee Joer bestanen hunn oder datt e Kand do ass, e gemeinsamt Kand, fir dat déi zwee eng Autorité parentale hunn - et ass besser, vun Autorité parentale ze schwätze wéi vu Responsabilitéit, well d'Kanner brauchen Autoritéit an net nëmmen Elteren, déi Verantwortung hunn, mä och Elteren, déi eppes ze soen hunn iwwer e Kand - Klammer zou...

Mä firwat musse mer dann elo higoen an déi Restriktiounen, déi Lëtzebuerg nach dragesat huet - nämlech hei eng Relatioun, déi ee Joer dauert oder wou e gemeinsamt Kand existéiert -, firwat musse mer dann elo nach fäerten, datt d'Kommissioun eis dat vläicht net gutthält - an dann nach eventuell e Prozess virum Europäesche Geriichtshaff! -, an eppes riskéieren, wat mir bis elo an eisem Ordre public hei iwwerhaapt net wollten toleréieren?

Dat do ass einfach schlecht verhandelt, Här Minister. Ech mengen net, datt Der eis haut kënnt vum Contraire iwwerzeegen, well Dir hutt do keng materiell Argumenter. Op jidde Fall, mir enthalen eis.

Une voix.- Den Traité...

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Gelift?

Une voix.- Den Traité, deen Dir eigentlech och...

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Jo, iwwer europäesch Traitéë schwätze mer och nach ganz gär, mä vläicht elo net, well den Här Mosar, dee kuckt ëmmer ganz, ganz prezis op d'Auer, wann ech schwätzen.

Sou, an op jidde Fall, mir enthalen eis, Här Minister.

Ech soen Iech villmools Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Kartheiser. Als leschte Riedner ass den Här Serge Urbany agedroen. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, dat hei Gesetz ass e Meilesteen an der Dereguléierung vum Lëtzebuerger Aarbechtsmaart, dee jo gläichzäiteg e regionalen Aarbechtsmaart ass. Dat seet an anere Wierder och d'Chambre de Commerce an hirem Avis, an deem se seet, dat hei wier eng Pierre angulaire fir d'Lëtzebuerger Ekonomie.

Dat Gesetz geet dovun aus, dass et an der Groussregioun net genuch héich qualifizéiert Aarbechtskräfte fir eis Ekonomie gëtt. Dat ass déi offiziell Begrënnung vun deem Gesetz hei. Déi Behaaptung gëtt awer duerch keng konkret Donnéeën ënnermauert. Den Här Minister liwwert eis och keng konkret Zuelen, wou e beweist, dass déi fënnef Universitéiten an engem Émkrees vun net emol 150 km net déi Fachkräften ausbilde kéinten, déi d'Ekonomie an zum Beispill och déi nei Filièrë vun der Ekonomie bräichten. Derniewent gëtt et jo och an aneren europäesche Länner nach gutt Fachhéichschoulen a Fuerschungszentren.

Ech si selbstverständlech net géint d'Recht op fräi Zirkulatioun vun den Aarbechtskräften an hir Gläichbehandlung. Mä da kann een net selektiv sech d'Korinthen aus dem Kuch plécken an deenen net qualifizéierten Aarbechtskräften aus Drëttlänner, och wa se en Aarbechtsvertrag hunn, eng Préférence communautaire um Aarbechtsmaart entgéinthalen, wann net souguer se mat militäresche Mëttelen drun hënneren, en Accès zur Unioun ze kréien, an anerersäits Héichqualifizéierter mat engem Aarbechtsvertrag ouni allze vill Begrenzungen zouloossen, well se e Patron hunn.

Ouni Zweifel ass hei och e Loundumping an eng Akzeptéierung vu méi schlechten Aarbechtsbedéngunge geplangt. Wat iwwregens och doraus ervirgeet, dass d'Chambre de Commerce an hirem Avis seet, deen hei Projet wier gutt fir d'finanziell Situatioun vun de Betriber ënnert der Bedéngung, dass dee Sockel, vun deem u kann op déi Verträg hei zréckgegraff ginn, erofgesat gëtt op 1,5-mol de mëttlere Loun hei zu Lëtzebuerg, deen, mengen ech, esou ausgesäit, dass, wann een dovunner 1,5-mol hëlt, wéi et an der Direktiv als Minimum steet, da kënnt een ongeféier op 5.000 Euro, während et de Moment awer vill manner (veuillez lire: méi) ass.

Dat hei Gesetz ass e weideren Ausdrock vum Nëtzlechkeetsprinzip an der Immigratiounspolitik. Et wäert et erméiglechen, qualifizéierten Aarbechtskräften aus der Regioun den Accès zum Aarbechtsmaart méi schwéier ze maachen, wat och contraire ass zu enger regionaler Politik. An et wäert et erlaben, weider ze flexibiliséieren.

Duerfir wäert ech, gradesou gutt wéi d'Chambre des Salariés, déi sech ganz eendeiteg hei géint dat Gesetz ausgeschwat huet, géint dat Gesetz hei stëmmen. Ech iwwerhuelen dann eben e bëssen d'Roll hei vun der LSAP, wou jo gesot ginn ass, déi wier jo och ëmmer mat genau därselwechter Begrënnung géint esou Moossname wéi déi hei gewiescht.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. Elo kritt d'Wuert den Här Immigratiounsminister Nicolas Schmit.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*.- Här President, ech wëll emol fir d'Éischt dem Rapporteur Merci soen an him félicitéiere fir dee kompletten, exhaustive Rapport, deen e gemaach huet iwwert dee Projet de loi, an och de Riedner, déi effektiv d'Wichtegkeet vun deem Projet do unerkannt hunn.

Et muss ee jo emol éischtens wëssen, datt dee Projet keng Revolutioun hei zu Lëtzebuerg déclenchéiert, vu datt mer mat onsem Gesetz iwwert d'Immigratioun a libre Circulatioun virun - wéi vill Joer? - dräi Joer selwer déi Méiglechkeet do agefouert hunn, dat heescht, d'Méiglechkeet opgemaach hunn, datt Leit, déi héich qualifizéiert sinn, kënnen ënner vereinfachte Konditiounen hei zu Lëtzebuerg schaffen - Leit aus Drëttlänner natierlech.

Ech brauch net laang op d'Geschicht vun der Lëtzebuerger Wirtschaft a vun der Entwécklung vun der Lëtzebuerger Wirtschaft anzegoen. Hätte mer eigentlech déi dote Praxis net gehat an deene vergaangene Jorzéngten, an ech géif soe Jorhonnerten, besonnesch am Ufank vun onser Industrialiséierung, dann hätte mer wahrscheinlech Schwieregkeete kritt, fir iwwerhaapt déi Lëtzebuerger Wirtschaft, déi Lëtzebuerger Industrie an enger éischter Phas an duerno hire Servicesecteur hei zu Lëtzebuerg esou kënnen ze développéieren.

Mir sinn nun emol, besonnesch als klengt Land, e Land, wat op ass, e Land, wat Leit brauch, déi vu bausse kommen, déi mat Entreprisë kommen an déi e gewëssene Know-how matbréngen, deen dann awer ëmmer an der Vergaangenheet, an ech hoffen och an der Zukunft, hei zu Lëtzebuerg op e gudde Buedem fält an et ons erlaabt, Secteuren, Aktivitéiten, Industrien, Servicer ze développéieren. Dat ass esou wéi Lëtzebuerg säit Jorzéngten, an ech soe méi wéi Jorzéngten, funktionéiert huet.

Nu si mer an enger neier Konstellatioun, an dat, wat mat däitschen Ingenieuren an der Sidérurgie geschitt ass, mat Bankieren, déi aus Amerika, England oder Däitschland oder wouhier och ëmmer komm sinn, dat geschitt natierlech elo an engem Espace, dee wäit doriwwer erausgeet, deen eben deen ass vun der Globaliséierung. An eng Zeitung wéi den „Economist" huet gesot, virun e puer, vläicht virun engem Joer: „It's the run for talents" op der ganzer Welt, well effektiv mer an enger Phas sinn, wou d'Wirtschafte sech dauernd mussen erneieren, dauernd mussen innovéieren.

Mir musse kucke Schratt ze hale mat deenen Entwécklungen, déi an de Kommunikatiounstechnologien an esou weider geschéien, an dat kann nëmmen och esou hei zu Lëtzebuerg funktionéieren, wa mer net eng grouss Mauer ronderëm Lëtzebuerg bauen - wéi den Här Kartheiser dat vläicht wëllt - oder mat moraleschen, pseudomoralesche Kritären operéieren, fir ze soen: Du bass awer mat Engem do zesummen oder mat Enger zesummen, beweis du mir emol, ob s du mat deem bestuet bass oder wéi laang dass du mat deem liefs! Ech géif also soen, dat kann net de Kritär sinn. Mir sinn eng oppen, fräi Gesellschaft a mir ginn net de Leit iergendwéi an d'Kummer kucken, wéi dann hir Relatioun ass.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- An dat seet den Ausweisungsminister!

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*.- Dat kann also net de Kritär sinn, fir déi Entwécklung hei um ekonomesche Plang ze maachen.

M. le Président.- Här Minister, den Här Kartheiser wëllt Iech eng Fro stellen.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*.- Jo, an der Rei.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Här Minister, ech wonnere mech, well Dir reprochéiert mir hei eppes, wat Dir selwer proposéiert! Et ass an Ärem Gesetz, wou d'Lëtzebuerger Verwaltung seet, mir wëllen elo kucken, ob dat eng Relation durable ass vun op d'mannst engem Joer an esou weider. Dat ass elo net eng Propositioun vun der ADR. Et ass dat, wat Dir, Här Minister, eis proposéiert! Gitt Dir dann elo an deenen anere Leit hir Schlofkummere gär kucken an esou weider? Mä dat doten ass eppes, wat net elo eis Iddi ass. Et ass eng Iddi, déi Dir bruecht hutt an déi mir kritiséieren. Also dréit dat net ëm, Här Minister!

M. le Président.- Här Kartheiser, dat war zwar keng Fro, dat do. Här Minister, fuert virun!

(Hilarité)

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Den Här Minister däerf awer äntwerten.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*.- Wat ech wollt soen, dat ass, datt mer net kënnen iwwert déi dote Fro e Pour oder e Contre vun deem Text do maachen. Ech mengen, dat ass net dat Wesentlechst an där ganzer Geschicht. Dat Wesentlechst ass, datt Lëtzebuerg en oppent Land bleift, e Land och, en tolerant Land, hoffen ech, fir jiddwereen, besonnesch och fir auslännesch Matbierger.

Dat hei ass eng europäesch Direktiv, an Dir sot, mir géifen do effektiv déi Direktiv iwwert dat ëmsetzen, wat gefuerdert wier. Éischtens rappeléieren ech Iech, datt déi Direktiv hei à la majorité qualifiée ugeholl gëtt, wéi dat de Fall ass fir alles, wat libre Circulation ass. Also, souguer wann de Lëtzebuerger Delegéierte sech hei massiv gewiert hätt, da wier en iwwerstëmmt ginn. Ech weess, Här Kartheiser, datt Dir fir d'Unanimitéit an der Europäescher Unioun dans toutes les constellations sidd, mä...

(Interruption)

Majo, Dir wësst jo, wéi d'Voten zu Bréissel ginn, Dir hutt dat jo materlieft. Dir wësst also genau, wéi d'Votë sinn. Dat ass e bësse méi komplizéiert, wéi Dir dat presentéiert.

Also, mengen ech, datt déi Direktiv schonn an engem nationalen Intérêt ass. Et ass am Intérêt vun der Lëtzebuerger Ekonomie. An doraus ze schléissen, datt mer ons Problemer kéinten eleng iwwert d'Demographie léisen, ech mengen, dat ass e bësse kuerz geduecht. Natierlech si mer alleguer derfir, datt mer hei zu Lëtzebuerg à la fois vill jonk Leit hunn, déi gutt ausgebilt sinn. Mä vill jonk Leit, déi gutt ausgebilt sinn, dat heescht net, datt mer net och nach Leit brauchen, déi op Lëtzebuerg kommen an hir Erfahrung, hir Connaissancë matbréngen.

Dir sot, e Bac + 3, dat géif net duergoen, fir en „hautement qualifié" ze sinn. Dir wësst ganz genau, datt den Diplom beim „hautement qualifié" nëmmen een Aspekt ass. Et kann ee souguer Leit hunn, déi vläicht kee Bac + 3 sinn an awer extrem „hautement qualifié" sinn. Den Här Steve Jobs - Dir wësst, deen ass elo virun e puer Deeg, virun e puer Woche gestuerwen -, deen hat kee Bac + 3! Ech géif awer net onbedéngt soen, datt hien net en „hautement qualifié" war.

Also ech géif soen, deen heite Projet complétéiert e Gesetz, wat mer haten. Et gëtt näischt Fundamentales an där Approche do geännert, an duerfir kann ech nëmmen all déi félicitéieren, déi am Sënn vum Développement vun der Lëtzebuerger Ekonomie fir dee Projet hei stëmmen.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M le Président.- Merci dem Här Minister. Domadder wiere mer um Enn vun der Diskussioun a mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6306 ass ugeholl mat 55 Jo-Stëmmen, géint 1 Nee-Stëmm a 4 Enthalungen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher (par Mme Nancy Arendt), Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz (par Mme Martine Mergen), Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Ben Scheuer), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par Mme Claudia Dall'Agnol), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Ben Fayot);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Carlo Wagner), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par Mme Viviane Loschetter), Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter.

A voté non: M. Serge Urbany.

Se sont abstenus: MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Gast Gibéryen) et Fernand Kartheiser.

Wëllt ee seng Abstentioun begrënnen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Da géif ech elo d'Wuert ginn dem Här Alex Bodry fir den Dépôt vun enger Motioun.

3. Dépôt d'une motion par M. Alex Bodry

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Här President, léif Kolleegen, erlaabt mer, dass ech am Numm vun der Wirtschaftskommissioun hei vun der Chamber eng Motioun deponéieren, déi mer gemeinsam guttgeheescht hunn an eiser leschter Kommissiounssitzung.

Et geet am Konkreten ëm den Avis vun der Chamber am Kader vum Règlement grand-ducal, deen d'Produktioun, d'Bezuelen an d'Kommerzialisatioun vum Biogas ugeet, wou mer, wéi gesot, eis kritesch mat deem Text vun der Regierung ausenanergesat hunn, wou mer net wëllen u sech d'Mise en vigueur vun dem Reglement retardéieren, mä wou mer awer der Meenung sinn, dass déi Fro vum Tarif fir de Biogas nach eng Kéier frësch muss gekuckt gi vu Regierungssäit, an dat op der Grondlag vun deene konkreten Zuelen, déi sech aus der Exploitatioun vun deene Lëtzebuerger Biogasanlagen erginn.

An da froe mer vun der Regierung, dass se also opgrond vun deenen Zuelen déi Tariffer géif kucken an adaptéieren, natierlech am Respekt vun den europäesche Bestëmmunge wat d'Aides d'État ugeet, dat heescht, ouni wahrscheinlech eng Verhandlung mat der Europäescher Kommissioun ass do net virunzekommen. Mir mengen, dass mer awer net kënnen am Status quo do stoe bleiwen. Ech géif also och bieden, dass d'Chamber déi heite Motioun géif guttheeschen.

Motion

La Chambre des Députés,

- rappelant que le projet de règlement grand-ducal n°6173 relatif à la production, la rémunération et la commercialisation de biogaz est soumis à l'assentiment de la Conférence des Présidents en vertu de l'article 12 de la loi modifiée du 5 août 1993 concernant l'utilisation rationnelle de l'énergie;

- considérant l'objet du projet de règlement grand-ducal précité qui est de promouvoir la production et l'injection subséquente de biogaz dans le réseau de gaz naturel sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg;

- constatant que la Conférence des Présidents a renvoyé le projet de règlement grand-ducal n°6173 pour avis à la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire;

- prenant acte de l'avis de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire exprimant sa préoccupation que le tarif de 6,5 cents par kilowatt-heure prévu pour la catégorie de centrales de biométhanisation qui injectent déjà du biogaz dans le réseau de gaz naturel pourrait s'avérer insuffisant pour garantir la survie économique de ces centrales «pionnières»;

- relevant que la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire de-

mande expressément que le Gouvernement réexamine, à la lumière des coûts de projet estimés initialement, la grille tarifaire projetée en se fondant sur les données comptables certifiées de ces centrales de biogaz au terme d'une première année d'exploitation sous ce nouveau régime de rémunération;

- notant que la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire est d'avis qu'une renégociation avec la Commission européenne de ces aides d'État pourrait être menée à bien sur base des chiffres précités;

invite le Gouvernement

- à réexaminer, à la lumière des coûts de projet estimés initialement, et à adapter, dans le respect des dispositions communautaires, la grille tarifaire fixée par le projet de règlement grand-ducal relatif à la production, la rémunération et la commercialisation de biogaz, sur base des résultats financiers de la première année d'exercice des centrales de biogaz participant au mécanisme de rémunération qui sera mis en place par ce même projet de règlement.

(s.) Alex Bodry, André Bauler, Félix Eischen, Claude Haagen, Henri Kox.

M. le Président.- Merci dem Här Bodry.

D'Chamber befaasst sech haut de Mëtteg mat der Interpellatioun vum Här Claude Adam iwwert den Neutralitéitsprinzip am Internet. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: d'Madame Adehm, den Här Berger, den Här Fayot an den Här Colombera. D'Wuert huet elo den Auteur vun der Interpellatioun, den honorabelen Här Claude Adam. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

4. Interpellation de M. Claude Adam sur le principe de la neutralité du réseau Internet

Exposé

M. Claude Adam *(déi gréng), interpellateur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Artikel 19 vun der Deklaratioun vun den universelle Mënscherechter vun 1948 - enger Zäit also, wou et nach keen Internet ginn ass - steet: All Mënsch huet d'Recht op eng fräi Meenung a fir se fräi auszedrécken. All Mënsch huet och d'Recht, fir Informatiounen an Iddien ze sichen, ze kréien an ze verbreeden, mat all deene Mëttelen, fir sech auszedrécken, déi et gëtt, an ouni sech mussen u Grenze vu Länner ze halen.

An der Tëschenzäit hu sech Radio an Televisioun entwéckelt a weiderentwéckelt, mir kommunizéiere mëttlerweil iwwer Satellit, an den Artikel 19 huet nach näischt vu senger Gültegkeet verluer. Den Internet erlaabt haut eng large Participatioun vun de Bierger u politeschen Débaten, en erlaabt nei Iddië schnell an un e grousse Public virunzeginn. Den Internet ass haut eng ähnlech Revolutioun an der Demokratiséierung vum Wëssen, wéi et an der Zäit d'Entwécklung vum Buchdrock war.

Facebook, Twitter a Konsorten erlaben et, ze organiséieren an ze bewegen, ouni eng Organisatioun ze sinn oder ze hunn. Dat funktionéiert weltwäit! Déi rezent Veränneren an der arabescher Welt zum Beispill sinn ënner anerem och vun den elektroneschen Netzwierker begënschtegt ginn. A well dat esou ass, ass den Internet och ville Regierunge vu manner demokrateschen oder ondemokratesche Staten net geheier. An esou Regimer - China, Iran, Wäissrussland oder och d'Türkei, fir der just e puer ze nennen - probéieren dann och, mat méi oder manner Succès, a leider och mat westlecher Technologie, aus politesche Grënn d'Fräiheet um Internet anzeschränken.

Dir Dammen an Dir Hären, och zu Lëtzebuerg ass et méiglech, ze bewegen, ze organiséieren, ouni eng Organisatioun ze sinn. Dat huet zum Beispill eis Educatiounsministesch viru gutt zwou Wochen erlieft, wéi e puer Honnert Schüler sich iwwer Facebook rekrutéiert haten, fir hirem Onmutt iwwert d'Schoulreform Ausdrock ze ginn. An et ass fir d'Politik mindestens esou schwéier, sech mat dëser Form vu Protest auserneenzesetzen, wéi mat dem strukturéierte Protest, wéi mer et zum Beispill vu Beruffsverbänn gewinnt sinn.

De fräien Zougang zum Internet huet d'Funktionéiere vun eiser Gesellschaft scho wesentlech verännert a wäert och nach fir weider Veränneruge suergen. Ee Beispill, wou een dat besonnesch mierkt, sinn d'Répercussiounen op eist Pressewiesen. Haut si schonn oft ganz vill Biller a Kommentaren iwwer en Accident oder eng Neiegkeet um Internet, ier den éischte Journalist op der Plaz ass.

D'Funktionéiere vum Internet war bis elo ëmmer, mat Bléck op den Inhalt, neutral - an dat muss och esou bleiwen. Dat ass eng wesentlech Charakteristik vum Internet an dat erkläert och zum Deel de Succès vum Internet. Dat wëllt natierlech net heeschen, datt den Internet e rechtsfräie Raum ass. Eis Gesetzer, zum Beispill iwwert d'Postgeheimnis oder iwwert de Schutz viru Verleumdung, gëllen och fir den Internet.

Den Internet ass awer och ee wichtege Wirtschaftsfacteur. D'OECD geet dovun aus, datt d'Breetbandkommunikatioun haut scho mat wéinstens engem Drëttel zum Produktivitéitswuesstum vun de wirtschaftlech héich entwéckelte Länner bäidréit. Well den Internet esou e wichtege Wirtschaftsfacteur ginn ass, huet de Volume vun den Daten, déi vun den Internetprovideren transportéiert ginn, vu Joer zu Joer zougeholl. Virun allem d'Entwécklung vu ville modernen, datenintensiven Déngschter wéi Video streaming, Internettelevisioun, Cloud computing an d'Multiplikatioun vun de Geräter, déi um Internet hänken, verlaangen een deieren Ausbau vun den Infrastrukturen, soss riskéiere mer en Datestau, an dee ka kee Land sech leeschten.

Et gëtt eigentlech just eng eenzeg Méiglechkeet, wéi d'Netzbedreiwer den Transport vu groussen an ëmmer méi grousse Quantitéite vun Daten am Internet kënnen assuméieren: Si bauen hir Netzer aus, si bauen ëmmer méi grouss Datenautobunnen, fir all Date kënnen ze transportéieren. Wa si hir Netzer net oder net schnell genuch ausbauen, da sinn d'Providere quasi forcéiert, fir hir Neutralitéit opzeginn: Si transportéiere verschidden Daten ënnerschiddlech schnell an am Extremfall verschidden Zorte vun Donnéeë guer net méi.

Duerfir si mir och der Meenung, datt kee Wee laanscht den Ausbau vun eisem Breetbandnetz féiert. An duerfir setzt déi Lëtzebuerger Regierung verstäerkt op e schnellen Ausbau vun engem schnelle Glasfasernetz, eng Haltung, déi mir begréissen an ënnerstëtzen. Mir sinn hei zu Lëtzebuerg jo schonn elo EU-Spëtzereider, wat d'Zuel an d'Vitessë vun den Internetaccèse betrëfft. Sou kréie mer dat op alle Fall emol ëmmer vun eisem Minister gesot.

Mir hu gewëssen Zweifel, ob mer zu Lëtzebuerg wierklech iwwerall esou problemlos a gutt an d'Netz kommen. Mir héieren alt öfters, datt zum Beispill d'Télee iwwer Internet aus techneschen Ursaachen net optimal funktionéiert. Wou mer genee dru sinn - ech ginn dovun aus, datt den Här Biltgen eis do eventuell och nach weider Zuele ka ginn.

Mir froen eis an deem Kontext, ob et net sënnvoll wier, ee Service universel mat enger Mindestversuergung fir den Internet virzeschreiwen, gradesou wéi mer vun engem Service universel bei der Bréifpost schwätzen. Mir hunn effektiv am Gesetz vum 27. Februar 2011, wou mer de Paquet Télécom 3 gestëmmt hunn, am Artikel 48 festgehalen: «Tout utilisateur final a droit au service universel en matière de communications électroniques.»

An der Beschreiwung vun deem Service geet et awer dann ausschliesslech ëm den Télefon, a mir mengen, d'Fro wier berechtegt, ob mat der Formulatioun en Internetuschloss mat enger räsonabeler Bandbreet an zu engem räsonabele Präis aklobar wier. Sollten déi Zweifel bestoe bleiwen, da misste mer d'Gesetz nobesseren a preziséieren, datt och all Mënsch hei am Land en Urecht op eng Mindestversuergung mat Internet huet.

Dir Dammen an Dir Hären, eng Konditioun, fir datt d'Netzneutralitéit garantéiert ass, schéngt eis also emol dee generellen Ausbau vum Glasfasernetz ze sinn. Dat ass allerdéngs „une condition nécessaire, mais non suffisante". Ech kommen nach eng Kéier op de System Internet zréck. De grousse Succès vum Internet ass ënner anerem och dorop zréckzeféieren, datt en all Informatiounen, egal vu wou se kommen an egal wat drasteet, d'selwecht behandelt. An dat ass de Prinzip vun der Netzneutralitéit, an dee Prinzip ass an der Vergaangenheet öfters a Fro gestallt ginn a gëtt och haut nach gäre vu verschiddene Provideren an och vu Regierungen a Fro gestallt.

Ee Problem an deem Kontext hat de Lucien Thiel, dee jo Rapporteur vun de Gesetzer war, mat deene mer de Paquet Télécom 3 ëmgesat haten, bei där Geleeënheet hei an der Chamber erwähnt:

D'Firma Skype, déi d'Telefonéieren iwwert den Internet weltwäit populär gemaach huet a Privatleit quasi gratis Télefonsgespréicher uechtert d'ganz Welt erméiglecht huet, war bei deenen aneren Télefonsfirmen net beléift. Déi verdénge jo bei den Auslandsverbindungen nach ëmmer eng schéi Staang Suen an hunn duerfir laang probéiert, sech déi lästeg Konkurrenz vum Hals ze halen, an zwar doduerch, datt där Konkurrenz den Zougang zum Internet zumindest erschwéiert ginn ass. Dat ass contraire zu der EU-Direktiv, de Gedanke vun der fräier Konkurrenz gëtt jo nawell op europäeschem Niveau héichgehalen, an dat ass an dësem Fall och gutt!

Dat léist awer net all Problemer. Wann den Internet a sengen Ufäng an engem gewësse Sënn domm war, well e keng Ënnerscheeder tëschent den Date gemaach huet, déi en transportéiert huet, sou ass en haut méi intelligent ginn, an dat net onbedéngt am Interessi vun de Useren, mä virun allem am Interessi vun de Provideren.

Well den Netzausbau vill Sue kascht a well mer haut d'technesch Moyenen derfir hunn, schéngt den Netzmanagement eng interessant a präiswäert Alternativ zum Ausbau ze sinn. Haut kënnen eenzel Datepäck op hiren Inhalt ënnersicht ginn an op där Basis prioritär oder eben net prioritär behandelt ginn oder eventuell geblockt ginn. Knapp Transportcapacitéite kënnen esou effizient genotzt ginn. Besonnesch zäitlech Spëtzebelaaschtunge schéngen esou op eng präisgënschteg Manéier entschäerft kënnen ze ginn, an dat souwuel beim Festnetz wéi beim mobilen Netz.

D'Aféierung vum neien Internetprotokoll IPv6 mécht Datepäck liicht identifizéierbar an erméiglecht technesch relativ einfach eng Priorisiérung. Fir datt zum Beispill IP-Téleepäck eng gutt a stéierungsfräi Bildqualitéit ubidde kënnen, mussen déi Donnéeë mat genuch Bandbreet duerch d'Netz geleet ginn.

Dat sinn allerdéngs Praktiken, déi zimlech gefëierlech sinn. Dat kann dozou verleeden, datt Internetserviceprovidere sech Moossnamen, déi d'Qualitéit ofsécheren, extra bezuele loosse wëllen. Dat ass duerchaus novollzéibar. YouTube, iTunes, eBay, Facebook an esou weider gi steeräich, andeems se d'Leit iwwert d'Breetbandnetzer vun de Providere bedéngen, ouni sech mussen ëm d'Onkäschte vum Netzausbau ze këmmeren.

An awer ass dat e Wee, dee mer op kee Fall däerfe goen. Wann den Internetserviceprovider d'Roll vum Dierwiechter kritt, dee matdécidéiert iwwert d'Inhalter, déi senge Clienten zougestallt ginn, da stelle mer den Internet als oppene Medium a Fro. Netzneutralitéit am Internet bedeit, datt d'Internetnetz ähnlech funktionéiert wéi d'Stroumnetz: D'Stroumnetz mécht keen Ënnerscheed, ob den transportéierte Stroum fir e Mixer, e PC oder en Elektroauto genotzt gëtt.

Netzneutralitéit ass an eisen Aen eng absolut Noutwendegkeet. Den Internet ass haut eng vun deene wichtegste Plazen, wou d'Mënschen hiert Recht op eng fräi Meenungsäusserung praktizéieren. Den Internet ass ee globaalt Netz, wou Kommunikatioun iwwert d'Landesgrenzen eraus encouragéiert gëtt. D'Innovatiounskraaft vum Internet an d'Villfalt vu senge Méiglechkeete bleiwe just erhalen, wann d'Netzneutralitéit erhale bleift. Den Internet däerf och an Zukunft net duerch d'Gréisst vum Portmonni vun deem, deen eng Offer am Netz mécht, bestëmmt ginn. Wa mer ze vill op d'Effizienzsteigerung vun der Netzinfrastruktur setzen, riskéiere mer, den noutwendegen Ausbau vum Netz onattraktiv ze maachen an ze vernoléissegen.

Natierlech ass d'Netzproblematik eng global Problematik, an duerfir ass et och gutt, datt d'Europäesch Kommissioun eng öffentlech Consultatioun iwwert den oppenen Internet an d'Netzneutralitéit vun den europäesche Réseaue gemaach huet.

Ganz interessant ass och d'Stellungnahm vum Contrôleur européen de la protection des données vum 7. Oktober 2011, wou nach eng Kéier an aller Däitlechkeet drun erënnert gëtt, datt all déi Moyenen, déi d'Netzbedreiwer sech erfonnt hunn, fir hinnen eng besser Gestioun vun hirem Netz ze erlaben - ech denken do zum Beispill un d'Méiglechkeete vun der sougenannter „deep packet inspection" -, riskéieren, grave Konsequenze fir d'Grondrecht vum Schutz vun der Privatsphär a vun den Date vun all Eenzelnen ze hunn. Dës Grondrechter sinn am Artikel 8 vun der Europäescher Konventioun iwwert d'Mënscherechter festgehal, a mir ginn och net midd, dës Grondrechter ëmmer erëm anzekloen.

De Contrôleur européen de la protection des données fuerdert d'Ausschaffe vu Richtlinnen, wéi am Kader vum Internet den Dateschutz ka garantéiert bleiwen, a stellt och an Aussiicht, datt wahrscheinlech weider legislativ Mesurë mussen ergraff ginn.

Mir hu mat Satisfaktioun d'Kontributioun vun der Lëtzebuerger Regierung zu der Consultatioun vun der Europäescher Kommissioun gelies. Mir deelen d'Positioun vun der Regierung an de wesentleche Punkten. Wien een Afloss kann huelen op dem User säin Zougang zum Internet, deen ass an enger Positioun, fir den Internet ze kontrolléieren. Dat wëlle mer op kee Fall.

De Risiko vu Mëssbrauch duerch Opérateure gëtt och an dëser Stellungnahm vun der Regierung als reell agestuuft. Et ginn och Beispiller vun esou engem Mëssbrauch ugefouert. Et gëtt och drop higewisen, datt déi Grouss am Netz ëmmer méi grouss ginn an d'Kompetitioun um Netz verzerren.

Interessant ass och, datt de Minister net gleeft, datt am Netz de fräie Wettbewerb op engem fräie Marché alles regele kann. „The existing rules are only an ex post remedy."

Mir ginn also dervun aus, datt déi Lëtzebuerger Regierung och zu Bréissel wäert weiderhin drop drécken, fir e legislative Kader ze kréien, deen d'Netzneutralitéit festschreift. Mir hunn op alle Fall am Moment d'Gefill, wéi wann zu Bréissel zurzäit am Dossier Internet virun allem nom Motto „wait and see" geschafft gëtt - d'Wäissbuch zur Netzneutralitéit läit nach ëmmer net um Dësch - an datt sech vill ze vill vun der Regulariséierungskraaft vum fräie Maart erwaart gëtt.

Duerfir hu mir och an enger Motioun, déi ech zum Schluss vu menger Ried wäert déposéieren - et ass eng gemeinsam Motioun vun alle Fraktiounen -, en Tiret dragesat, wou mer als Chamber wëllen d'Regierung ënnerstëtzen, weiderhin um internationalen Terrain fir d'Netzneutralitéit anzetrieden, dat zum Beispill um Conseil «Transport, télécommunications et énergie» den 13. Dezember an dësem Joer.

Dobäi ass d'Logik vum fräie Maart, wou de Konsument, wann en dann net zefridden ass mat der Offer vun engem Provider, ka bei en anere Provider wiesselen, zu Lëtzebuerg nach manner richteg wéi an anere Länner. De Lëtzebuerger Marché ass nun emol en zimlech klenge Marché, an duerfir ass d'Angebot noutgedrongen och manner grouss, an duerfir muss de Régulateur ëmsou besser oppassen.

An deem Kontext freet et eis natierlech, datt mer haut am „Wort" hu kënne liesen, datt den ILR ënnersicht huet, ob d'Netzneutralitéit zu Lëtzebuerg géif respektéiert ginn an datt keng Behënnerung vum Dateverkéier konnt festgestallt ginn. Mir wieren natierlech do frou, wann de Minister eis géif Detailer ginn, wat dann elo wéini genee ënnersicht ginn ass. Dat kann haut an der Chamber sinn, dat kann awer och an där zoustänneger Kommissioun vun der Chamber sinn.

Vläicht well zu Bréissel vill iwwert d'Ofsécherung vun der Netzneutralitéit diskutéiert gëtt, awer wéineg Konkretes geschitt, sinn an der leschter Zäit a villen europäesche Länner Initiativen ergraff ginn, der Netzneutralitéit ee legislative Kader ze ginn. A Frankräich haten eng Rei Deputéierte vun der Gauche am Dezember 2010 eng Proposition de loi op den Instanzewee geschéckt, déi allerdéngs scho verworf ginn ass; vläicht well Frankräich eis Positioun zur Netzneutralitéit net deelt, wéi de Minister a sengem Interview haut gesot huet.

Am Abrëll 2011 ass ee Rapport d'information sur la neutralité de l'Internet et des réseaux an der Assemblée nationale déposéiert ginn. Do deelen déi gréng mat Sécherheet net alles, wat an deem Rapport steet. Ech géif souguer gär behaapten, datt mer vill Problemer hätte mat deene Positiounen, déi do gemaach goufen. Interessant ass awer op alle Fall d'Propositioun 1, «qui consiste à définir dans la loi la neutralité de l'Internet», an och d'Propositioun 2, «qui veut fixer la promotion de la neutralité comme objectif aux autorités réglementaires».

Och eis belsch Kolleege waren aktiv. Do gouf et gläich zwou Initiative vun Deputéierten, fir d'Netzneutralitéit ze garantéieren. An Däitschland huet d'Regierung Virschrëften aus dem Telekommunikatiounsgesetz iwwer Transparenz a Mindestqualitéit ënnert der Iwwerschrëft Netzneutralitéit zesummegefaasst. Et handelt sech allerdéngs just ëm Kann-Vorschriften. Et ass also just e minimale Schrëtt an déi richteg Richtung.

Dat hollännescht Parlament ass allerdéngs zu Recht houfreg drop, de Prinzip vun der Netzneutralitéit a säin Telekommunikatiounsgesetz ageschriwen ze hunn. A mir si frou, datt de Minister gesot huet - erëm eng Kéier an dem Interview, deen haut am „Wort" stoung -, Holland stéing mat senger Haltung net eleng do, Lëtzebuerg an Estland géife se deelen.

Dir hat et e bëssen anescht gesot, mä ech mengen, sënngeméiss misst et dat do sinn.

M. François Biltgen, *Ministre des Communications et des Médias.*- Also, ech soen dat am Detail herno, wann ech äntwerten.

M. Claude Adam *(déi gréng), interpellateur.*- Gutt.

M. François Biltgen, *Ministre des Communications et des Médias.*- Prinzipiell si mer enger Meenung. D'Fro ass, wéini légiféréieren a wéi légiféréieren.

M. Claude Adam *(déi gréng), interpellateur.*- Voilà!

M. François Biltgen, *Ministre des Communications et des Médias.*- Mä mir si relativ no beieneen.

M. Claude Adam *(déi gréng), interpellateur.*- Mir sinn no beieneen. Mir si frou…

(Hilarité)

Mir sinn och frou doriwwer, Här Minister, datt Dir Iech esou oft zur Netzneutralitéit bekennt. Mir sinn der Meenung, datt et fir Lëtzebuerg gutt a wichteg wier, wa mer, niewent all den Efforten, déi mer maachen, fir den Internet an déi nei Technologien am Interessi vun eiser Wirtschaft ze förderen, och eng Spëtzepositioun géifen anhuelen, fir den Dateschutz an d'Netzneutralitéit am Sënn vun de Konsumenten ze förderen.

Mir sinn eis scho bewosst, datt et e gewëssent Mooss u Management am Netz muss ginn, a sief et nëmmen, fir dem Problem vu Spam-Mailen an Internetvire kënnen entgéintzewierken. Och verschidde sënnvoll medezinesch Applikatiounen an och den Appell fir Rettungsdéngschter brauchen eng grouss Sécherheet an duerfir eng gewësse Prioritéit am Netz.

Mä esou eng technesch Inspektiounen, esou eng Aschränkunge musse méiglechst geréng an ënnert der strenger Kontroll vum Régulateur geregelt ginn. Déi mussen an engem geregelte Kader an am Respekt vum Dateschutz vun allen Useren duerchgefouert ginn.

Duerfir déposéieren ech dann haut eng Motioun gemeinsam mat deenen anere Fraktiounen, wou mer d'Regierung opfuerderen, de Prinzip vun der Netzneutralitéit an d'Gesetz festzeschreiwen. Mir mengen, dat misst méiglech sinn am Gesetz vum 27. Februer 2011 iwwert d'Communications électroniques et ondes radioélectriques. Mir sinn iwwerzeegt, dat géif dem Minister seng Positioun bei de Verhandlungen op dem internationalen Terrain stäerken.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- rappelant que la neutralité du réseau est un principe fondateur de l'Internet qui exclut au niveau de la transmission des données toute discrimination à l'égard de la source, de la destination et du contenu des paquets de données et qui garantit en conséquence un accès strictement égalitaire aux utilisateurs indépendamment de leurs ressources;

- considérant que la neutralité de l'Internet est un garant indéniable d'opportunités entre autres en matière d'innovation économique, de participation de l'individu à la vie sociale, de pluralisme informationnel et de diffusion générale du savoir;

- considérant que le principe de la neutralité de l'Internet n'est pas absolu et que toute exception indispensable à ce principe doit être définie par la loi et contrôlée par le régulateur;

- soulignant l'avis du contrôleur européen de la protection des données (CEPD) du 7 octobre 2011 sur la neutralité de l'Internet, la gestion du trafic et la protection de la vie privée, qui attire l'attention sur les dangers potentiels des atteintes au principe de la neutralité des réseaux - notamment la violation systématique de la confidentialité des communications - qui nuiraient à la fois aux entreprises et aux citoyens, voire aux sociétés démocratiques dans leur ensemble;

- vu la Communication de la Commission européenne au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions du 19 avril 2011 sur l'Internet ouvert et la neutralité d'Internet en Europe (COM 2011/222);

- considérant qu'actuellement et à l'échelle mondiale certains opérateurs de réseau, fournisseurs d'accès au réseau et fournisseurs de contenus tentent de mettre à mal la neutralité de l'Internet (p. ex. blocage d'applications, de protocoles ou de sites, priorités «commerciales» pour certains contenus ou fournisseurs de contenus, filtrage injustifié, etc.) pour des raisons de maximisation du profit;

invite le Gouvernement:

- à inscrire dans la loi le principe de la neutralité de l'Internet ainsi que les exceptions indispensables en tenant compte des développements sur le plan de l'Union européenne;

- à s'engager pour le respect du principe de la neutralité de l'Internet au niveau européen et notamment lors du Conseil «Transport, télécommunications et énergie» du 13 décembre 2011.

(s.) Claude Adam, Diane Adehm, Eugène Berger, Ben Fayot, Henri Kox.

„The existing rules are not sufficient to insure ex ante that the Internet remains the level playing field it has been in the first place", steet am Rapport un d'Europäesch Kommissioun iwwert den oppenen Internet an d'Neutralitéit vun de Réseauen. Mir hunn d'Méiglechkeet hei zu Lëtzebuerg, elo ex ante ze schaffen, an och nach grad haut huet d'Europäescht Parlament eng Resolutioun gestëmmt, fir op deen do Wee ze goen. Duerfir, Här Minister, ohne Wenn und Aber fir Netzneutralitéit: „Let's do it!"

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Adam. Als éischt Riednerin ass d'Madame Diane Adehm ageschriwwen. Madame Adehm, Dir hutt d'Wuert.

Débat

Mme Diane Adehm *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an de leschte 15 Joer huet den Internet oder World Wide Web dee Boom erlieft, a mir alleguerten heibanne kënnen eis bal kee Liewe méi ouni eise Computer oder Tëlefon mat Internetuschloss virstellen. Mir brauchen en einfach fir eis alldeeglech Aarbecht, mä och an eiser Fräizäit benotze mer alleguerte fläisseg den Internet.

Dass mir den Internet iwwerall an zu all Moment benotze kënnen, verdanke mir dem Prinzip vun der „net neutrality". D'Netzneutralitéit ass e vill diskutéierte Begréff, mä net jiddweree weess, wat d'Netzneutralitéit fir deen Eenzelne bedeit. Dofir erlaben ech mer och eng kuerz Definitioun vun dësem Begréff. D'Netzneutralitéit ass u sech de Basisprinzip vum Internet a bedeit, dass sämtlechen Trafic vun Donnéeën um Internet d'selwecht behandelt gëtt vun de Fournisseurs d'accès à l'Internet oder op Englesch ebe vun de sougenannten „Internet service provider".

Wann d'Netzneutralitéit garantéiert ass, da gëtt et keng Diskriminatioun betreffend d'Hierkonft, d'Destinatioun oder den Inhalt vun Informatiounen, déi um Internet zirkuléieren. De fräien Zougang zum Internet ass u sech d'Conditio sine qua non, fir vum Internet op wirtschaftlechem, sozialem a kulturellem Plang ze profitéieren. Dofir huet d'Regierung de Prinzip vun der Netzneutralitéit an hir Stratégie nationale pour les réseaux à «ultra-haut» débit vum Abrëll 2010 ageschriwwen.

En oppenen an transparenten Zougang zu de Réseaux à «ultra-haut» débit baséiert nämlech um Prinzip vun der Netzneutralitéit. Et ass grad de fräien Zougang zum Internet, deen de Succès dovunner ausmécht. Et kann nämlech all Benotzer vum Internet, egal ob et sech ëm e privaten oder e professionellen handelt, un déiselwecht Informatiounen erukommen an deeselwechten Inhalt, Applikatiounen oder Servicer benotzen.

Als CSV-Fraktioun sti mir hannert dem Prinzip vun der Netzneutralitéit, well en encouragéiert Innovatioun a Konkurrenz um Internet. Jiddweree ka Servicer oder Applikatiounen entwéckelen an dës iwwert den Internet zur Verfügung stellen oder och verkafen. Doduerch, dass den Internet fräi zougänglech ass, kann een iwwer Internet potenziell Benotzer oder Clienten an der ganzer Welt fannen.

Esou huet jiddwereen déiselwecht Chancen, fir seng Iddien ze entwéckelen an ze verbreeden, egal ob et sech ëm e puer Jugendlecher handelt, déi doheem an der Garage um Computer bastelen, oder ëm grouss etabléiert Firmen. Et ass den Endverbraucher, deen décidéiert, ob de Service oder d'Applikatioun en Erfolleg gëtt oder net.

Wann d'Netzneutralitéit net gewiescht wier, da wier Skype wahrscheinlech net gegrënnt ginn, geneesou wéi vill aner Firmen, déi haut aus dem E-Business net méi ewechzedenke sinn. Dank der Netzneutralitéit ass de sougenannten ICT-Secteur an de leschte Jore gewuess, och hei zu Lëtzebuerg. Mir däerfen och an dësem Zesummenhang net vergiessen, dass grad dëse Secteur nei Aarbechtsplaze geschafen huet an eisem Tresor d'lescht Joer 370 Milliounen Euro erabruecht huet.

An de leschte Jore gouf et awer ëmmer méi Diskussioune betreffend dëse fräien Zougang zum Internet. Doduerch, dass den Trafic um Internet exponentiell gewuess ass, muss och an d'Réseauen investéiert ginn, fir dësem Trafic gerecht ze ginn. Wat de fixen Internet ugeet, also d'Kabelen, déi am Buedem leien, do mussen d'Kofferkabelen duerch Glasfaser ersat ginn. An dat kascht.

Am Allgemengen ass et eng Fauschtregel, fir ze soen, dass d'Génie-civil-Käschte praktesch 70% vun den Investissementer ausmaachen. An dann hu mir nach net vun de Käschte geschwat, fir kënnen ëmmer méi an ëmmer méi séier Donnéeën iwwert de mobilen Internet oder iwwer Satelliten ze schécken.

Aus dëse verständleche Grënn wëlle munch Firmen d'Infrastrukturkäschten net méi eleng bezuelen. Et geet hinnen net duer, dass d'Benotzer vum Internet hiren Accès bezuelen. Si hätte gären, dass déi Firmen, déi Internet als Basis fir hir Aktivitéite benotzen, sech och un dëse Käschte bedeelegen.

Et gëtt mëttlerweil technesch Équipementer, déi et den „Internet service provider" erlaben, fir ganz detailléiert ze kucken, wéi eng Donnéeën iwwer hire Réseau geschéckt ginn. Doduerch hu si och d'technesch Méiglechkeet, fir net méi all Donnéeën um Internet gläich ze behandelen, mä si kënnen zum Beispill eng E-Mail mat engem décke PDF-Fichier bremsen, fir dass eng Videokonferenz, déi zur gläicher Zäit ass, eng besser Qualitéit kritt.

Eent vun den Argumenter, fir dëst ze justifiéieren, ass, dass net genuch Bandbreet um Internet zur Verfügung steet, fir alles gläichzäiteg ze schécken. Wann dat och nach a ville Fäll gerechtfertegt ass an am Intérêt vun den Internetbenotzer ass, esou gëtt et verschidde Beispiller, wou den „Internet service provider" décidéiert huet, d'Donnéeë vu Konkurrenten ze bremsen oder ze blockéieren, fir sengen eegene Servicer oder Applikatioune Prioritéit ze ginn.

An deene Fäll ass ganz kloer de Prinzip vun der Netzneutralitéit net méi garantéiert. Dëse Prinzip implizéiert, dass eventuell Aschränkungen nëmme cibléiert an zäitlech begrenzt dierfe sinn. Mir schwätzen da vun enger «gestion du trafic raisonnable et acceptée». Eng zentral Fro an der Debatt iwwert d'Netzneutralitéit ass déi, wat genee eben eng räsonabel an akzeptéiert Gestioun ass. Ech kommen nach eng Kéier op dëse Punkt zréck.

Den drëtten Télécom-Pak vun 2009, dee sech, wann och begrenzt, mat der Netzneutralitéit auserneesetzt, beäntwert dës Fro net. Dëse Pak gesäit just vir, dass déi national Regulatiounsautoritéite vum Télécom-Secteur eventuell Konflikter tëschent de Fournisseuren, déi d'Servicer ubidden, an deenen, déi den Accès ubidden, kënne léisen.

Déi national Autoritéiten dierfen och Moossnamen huelen, fir de Clienten e minimale Qualitéitsservice ze garantéieren. Déi eenzeg obligatoresch Mesure, déi den drëtten Télécom-Pak virgesäit, ass déi, dass am Fall, wou den Trafic iwwer Internet gebremst oder agschränkt gëtt, de Client misst am Sënn vun enger gréisserer Transparenz informéiert ginn. Am Résumé: vill Fakultéiten a wéineg Obligatiounen.

Et muss een awer an dësem Kontext ervirhiewen, dass d'Europäesch Kommissioun an enger Deklaratioun, déi um drëtten Télécom-Pak ugehaangen ass, festgehalen huet, dass d'Neutralitéit vum Internet e politeschen Objektiv ass, an dass si d'Situatioun wäert verfollegen a gegebenenfalls Mesurë géif ergräifen.

Hei zu Lëtzebuerg hu mir den drëtten Télécom-Pak mam Gesetz vum 27. Februar 2011 iwwert d'Réseaux et services de communications électroniques ëmgesat. An dësem Gesetz ass dann och d'Obligatioun verankert, dass den „Internet service provider" muss seng Clienten informéieren iwwer eventuell Restriktiounen am Zougang zum Internet. Den Institut Luxembourgeois de Régulation ass déi zoustänneg Autoritéit hei zu Lëtzebuerg, déi d'Beschléss vum drëtten Télécom-Pak ëmsetze soll.

Verschidden Organisatiounen, déi sech fir d'Rechter an d'Fräiheeten am Netz asetzen, bedaueren déi zögerlech Attitüd vun der zoustänneger Kommissioun. Si fannen, dass et net domadder gedoen ass, just eng Informatiounsflicht am Fall vun enger Restriktioun virzegesinn a setze sech a fir méi eng staark europäesch Reglementatioun a Saachen Netzneutralitéit.

Woubäi mir scho bal bei den nächste kruziale Froe sinn: Wéi gesäit et zu Lëtzebuerg aus mam Accès zum Réseau? Konnte Problemer vum ILR festgestallt ginn? An: Musse mir eng Schëpp noleeën a puncto Reglementatioun?

Mir si keng gréisser Problemer bis haut bekannt; wat awer net wëllt heeschen, dass keng seriö Problemer kéinten optauchen. Et bleift also d'Fro, ob d'Moyenë vum ILR duerginn. Egal wéi d'Appréciatioun hei wäert ausfalen, mir denken an der CSV-Fraktioun, dass déi beschten Enceinte, fir doriwwer ze diskutéieren, déi europäesch Enceinte ass. Et mécht effektiv fir eis wéineg Sënn, eleng op nationaler Basis ze operéieren.

Wann een d'Problematik wëllt op eng seriö Aart a Weis ugoen a sécherstellen, dass de Prinzip vun der Netzneutralitéit respektéiert gëtt, dann huet een all Intérêt, fir ze kucken, dass all d'EU-Länner déiselwecht Regelen applizéieren an dass all déi national Regulatiounsautoritéiten déiselwecht Moyenen hunn, fir gegebenenfalls anzegräifen.

Dat erreecht ee just, andeems een de Prinzip vun der Netzneutralitéit op d'europäesch Agenda setzt a kuckt, ob déi puer bekannte Beispiller vun Abusen eemoleg waren, ob des Weideren d'Kritike vun deene verschiddenen Organisatioune gerechtfertegt sinn oder net oder just zum Deel, an andeems een eng gemeinsam Positioun an Approche entwéckelt op Basis vun deem, wat europawäit festgestallt ginn ass. Nëmmen esou kann ee garantéieren, dass de Prinzip vun der Netzneutralitéit net eng Coquille vide gëtt.

An der gemeinsamer Motioun, déi mir mat deene Gréngen an eisem Koalitiounspartner ausgeschafft hunn, fuerdere mir d'Regierung op, sech um europäesche Plang fir de Respekt vum Prinzip vun der Netzneutralitéit anzesetzen. Déi nächstbescht Geleeënheet ass de Conseil vum 13. Dezember 2011. D'Regierung gëtt och invitéiert, de Prinzip vun der Netzneutralitéit an d'Exceptiounen zu dësem Prinzip am Gesetz festzeleeën, ënner Virbehalt vun den Développementer op deem Plang an Europa.

Ech wier frou, wann Dir all, léif Kolleeginnen a Kolleegen, géift dëser gemeinsamer Motioun zoustëmmen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Adehm. Als nächste Riedner ass den Här Eugène Berger agedroen. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wëll ech dem Frënd a Kanada fir säi Gebuertsdag félicitéieren: eng E-Mail, an eng Sekonn drop kann dee sech driwwer freeën. Wëll ech wëssen, wat se a Neiséiland iwwert d'EU-Kris denken: eng kuerz Recherche op Google, Yahoo oder soss engem Suchinstrument a schonns kann ech dat noliesen. Wëll ech enger Frëndin an England telefonéieren an och him déif an d'Ae kucken: eng kleng Séance op Skype,…

(Interruption)

…och dat ass kee Problem. Wëll ech meng Meenung zu engem politesche Sujet soen an dat mat praktesch all de Mënschen op der Welt austauschen: Och dat ass kee Problem.

Firwat? Well kaum ee Medium huet esou fundamental eis Gesellschaft an de leschten 20 Joer beaflosst a verännert wéi déi digital Technologien an den Internet. Et ass och méi wéi einfach e modernt Gesellschaftsphenomeen ginn, et ass eng radikal Verännerung vun der globaler Kommunikatioun domadder geschitt.

Dat ass alles méiglech ginn duerch d'Réseaue vum Internet, déi déi vital Réckgrater vun der moderner Kommunikatioun gi sinn. Ouni déi Réseaue géifen déi Forme vu Kommunikatioun, déi ech elo opgezielt hunn - an et gëtt der nach sécher eng ganz Rei anerer - net fonctionnéieren. Doduerjer sinn déi Réseauen awer och zu engem immensen Enjeu ginn, wou et ëm Business a Commerce geet, mä awer och ëm fundamental Froe vu Schutz vun der Privatsphär, Froe vu Fräiheet an Demokratie.

Eng wesentlech Fro, déi sech jo stellt an deem Débat och haut de Mëtten, dat ass déi: Wiem gehéiert dat Medium Internet? Wiem gehéiert och de Réseau, fir en ze benotzen? Sinn dat d'Netzwierkbedreiwer? Sinn dat d'Internetdéngschtleeschter? Sinn dat déi eenzel State vläicht? Sinn et vläicht déi eenzel Utilisateuren? - D'Äntwert muss fir mech ganz kloer sinn: Den Internet gehéiert kengem a jiddwerengem gläichzäiteg.

Grad dëst war eng Viraussetzung fir den Erfolleg vun dësem Medium an de vergaangene Joren. Dowéinst ass den Internet bis haut dat eenzegt wierklech demokratescht a globaalt Medium.

De Bertolt Brecht huet an den 30er Joren dovunner gedreemt, datt mam Radio deemools all Mënsch net nëmmen Adressat, mä och Sender vun Informatioune kéint ginn. An haut ebe mam Internet ass dëst méiglech ginn iwwer Blogs, Podcasts, Internetforen, sozial Netzwierker, Videoplattformen an esou weider. All Mënsch kann haut also zu engem Sender ginn.

Dëst ass en enorme Fortschrëtt fir d'Meenungsvillfalt an déi fräi Meenungsäusserung. Datselwecht gëllt natierlech och fir de fräien Zougang zu Informatiounen an d'Recht vu jiddwerengem Eenzelnen, fir sech iwwert déi fräi zougänglech Quellen ze informéieren, sech ze instruéieren, sech weiderzebilden.

Den Internet bitt haut Millioune vu Mënschen e fräien, e gratis Zougang zu Informatiounen, dee se viru Joren eben nach net haten. Derbäi kënnt och, datt eigentlech den Zougang zu deem Medium am Prinzip fir jiddwereen haut nach deeselwechten ass. D'Netz mécht jo u sech keen Ënnerscheed, ob ech elo en tunesesche Blogger sinn oder Reporter vun enger grousser amerikanescher Televisiounsstatioun.

A wat den Transport vu mengen Donnéeë betrëfft, mécht den Internet keen Ënnerscheed, ob ech elo aarm oder räich sinn, ob ech am Norden oder am Süde liewen; keen Ënner-

scheed tëschent der Hautfaarf. E mécht och keen Ënnerscheed, wat fir eng philosophesch Liewensopfaassung ech hunn. Jiddweree gëtt do eigentlech gläich behandelt. Et ass jo eigentlech am Prinzip jo och nëmmen eng Leitung, wou all déi Kommunikatioun driwwerfléisst, ouni datt do kategoriséiert gëtt, ouni datt do Ënnerscheeder gemaach ginn.

Bon, dat war bis elo esou. Wäert dat dann och nach an Zukunft de Fall sinn? Dat ass déi fundamental Fro, déi eben hannert der heiteger Debatt steet. Soll d'Netzneutralitéit, déi vun Ufank un awer - dat muss ee soen - ee vun den Haaptbestanddeeler vum Medium Internet war, fale gelooss ginn oder net?

Här President, d'DP, wann dat nach muss widderholl ginn, bekennt sech zu der fräier Meenungsäusserung, zu dem fräien Zougang zu den Informatiounen an zur Neutralitéit vum Internet. Och de Schutz vun der Privatsphär gehéiert zur DNA vun der Demokratescher Partei. An déi Prämisse sinn och eis Guideline an dësem Dossier.

Une voix.- Très bien!

M. Eugène Berger *(DP)*.- Et gëtt haut scho Beispiller, wou d'Netzneutralitéit vun de Provider lues awer sécher a Fro gestallt gëtt an ausgehielecht gëtt. An da ginn ëmmer eng ganz Rei oder verschidden Argumenter ugefouert, mat deenen dës Schrëtt solle gerechtfertegt ginn. An dat Argument, dat een am heefegsten dann an deenen Diskussiounen héiert, dat ass dat vun den Enkpäss vun der Capacitéit, oder op Englesch och nach déi sougenannten „quality of service"-Fro.

An d'Argument, dat dann natierlech vu verschidden interesséierte Säiten, déi Intérêt dorunner hunn, fir dat an Ëmlaf ze bréngen, bruecht gëtt, seet, datt dann eben, well kéinten Enkpäss entstoen, déi verschidden Internetservicer, wéi zum Beispill den Internet TV, déi eng héich Bandbreet brauchen an och gläichzäiteg keng Verzögerung vun der Latenzzäit toleréieren - Verzögerung vun der Latenzzäit, dat heescht op Lëtzebuergesch, datt d'Bild net soll ruckelen a wackelen -, fir datt also esou Servicer solle prioritär behandelt ginn, well déi ebe méi Plaz bräichte par rapport zu anere Servicer, wéi zum Beispill privaten E-Mailen oder Diskussiounsforen.

Well soss - dat sinn och hir Argumenter - kéinten eben, wann een dat alles gläichzäiteg iwwert d'Réseaue schéckt, Enkpäss entstoen an dat géif dann eben d'Qualitéit vu verschiddene Servicer minderen, zum Beispill datt een dann net eng optimal Qualitéit vum Internet TV kéint garantéieren.

D'Fro stellt sech einfach emol als Éischt: Gëtt et iwwerhaapt esou Capacitéitsenkpäss? Sinn et déi an der Vergaangenheet ginn? Ech kennen net genau elo déi lescht Chifferen oder déi lescht Donnéeë fir Lëtzebuerg. Mir sinn op alle Fall keng Zuelen oder Problemer aus der Vergaangenheet hei bekannt.

Fir an d'Ausland kucken ze goen, do gëtt et am däitsche Bundestag d'Projektgruppe Netzneutralität. Déi huet virun e puer Wochen do Zuele bei eisen däitschen Nopere publizéiert. Ech ginn elo do net an déi technesch Detailer, dat ass e laange Rapport. Mä d'Resultat ass souwuel bei hire Backbone-Réseauen, also bei deenen Haaptsträng, wéi awer och bei deenen nationalen oder regionale Réseauen, datt do d'Capacitéit vum Netz an deene leschte Jore méi schnell gewuess ass wéi eigentlech de Volume vun den Donnéeën, déi iwwert deen Datestroum benotzt gi sinn.

Also méi einfach ausgedréckt: De Moment gëtt et kee Problem vun Iwwerlaaschtung oder Enkpäss an den Internetréseauen. Dat heescht also, datt Internet TV, E-Mailen, Sichen iwwer Google, mat Skype telefonéieren, Musek downloaden an esou weider an esou fort wierklech gläichzäiteg ouni technesch Aschränkung méiglech sinn.

An ech mengen, an Zukunft gi jo nach déi technesch Capacitéiten oder Méiglechkeeten ausgebaut, och haut hei zu Lëtzebuerg, wat ze begréissen ass. Et ginn iwwerall Glasfaserverbindunge geluecht. Och bei mir doheem si se amgaang virun der Dier den Trottoir opzerappen. An déi nächst Woche wäert ech dann och do déi Glasfaser erageluecht kréien.

Dat heescht nëmmen, datt mer, op alle Fall hei zu Lëtzebuerg, mä awer och insgesamt an Europa a weltwäit, och do nach eng besser Situatioun wäerte kréien. Mä ech mengen, einfach déi Gefor hei bei deenen Argumenter vun där Lobby, déi also do awer wëllt gleewen doen, datt Enkpäss wieren, dat ass einfach e bëssen esou eng „self-fulfilling prophecy", déi do e bëssen entsteet, datt se also wierklech e bësse wëllen déi Enkpäss erbäirieden a vläicht och d'Gefor ass, datt se dann herno dat souguer och nach e bësse kéinten esou manipuléieren, datt se dann awer eng Kéier kéinte kommen.

Well wann dann déi Enkpäss soi-disant do wieren, da kéinte se soen: „Ah, elo musse mer awer dann déi eenzel Donnéeë kategoriséieren. Elo musse mer se a Prioritéiten astufen. Déi eng hunn d'Prioritéit an déi aner kënnen an der Schlauf dréien oder dierfe guer net méi benotzt ginn." An et ass scho kloer, datt si dann d'Chance do gesi fir eben dann och d'Netzbedreiwer a fir domadder dann endlech gutt Geld ze verdéngen.

Well dat ass jo och de Problem. D'Netzbedreiwer, déi sinn haut net un deene grousse Gewënner vun dem Software- an Déngschtleeschtungssecteur am Internet bedeelegt. Gläichzäiteg sinn awer d'Netzbedreiwer an enger strategesch immens wichteger Positioun. Si kënnen eigentlech de Krunn op- an zoudréien; wann een et esou wëllt huelen. An ebe wa se elo géife soen: „Mir mussen elo Prioritéite ginn an deem ganzen Internetréseau", da kéinte si dann och endlech an dat grousst Geschäft eraklammen an domadder Sue maachen.

Konkret géif dat heeschen, datt awer dann d'Netz net méi neutral wier, datt dann net méi jiddweree kéint do onbegrenzt a fräi den Internet benotzen. Wéi gesot, mir mussen also oppassen, datt dat net awer eng Kéier an der Zukunft Realitéit gëtt.

Et si schonn och Länner, wou dat haut awer schonn zum Deel - kéint ee soen - Realitéit ass. Verschidde franséisch Opérateuren, déi hunn zum Beispill bei Voice over IP - Internettëlefon - Programmer carrément späre gelooss, well eben… Firwat? Net, well do en Enkpass war am Netz, mä einfach, well se do gesinn hunn: „Dat ass eng gënschteg Alternativ zum Tëlefon, an dat wëlle mer jo awer dann net hunn." Also hu se dann den Internet do eigentlech mëssbraucht, fir do dann déi Konkurrenz auszeschalten.

Wann dës Entwécklunge géifen iwwerhandhuelen, géife se och zu enger Wettbewerbsverfälschung féieren a géife natierlech etabléiert Firme favoriséieren, an déi kleng innovativ Firma-Start-upen, déi géifen do wierklech ganz grouss Schwieregkeete kréien.

Well wann dat géif geschéien, géif och en elementaren Atout verluer goen. Deen ass jo ebe firwat den Internet iwwerhaapt esou en innovatiivt Medium war. Wann een do also net méi jiddweree géif draloossen, druloossen, da kéint déi zukünfteg Entwécklung domadder ausgebremst gi respektiv kéinte sech déi grouss Firme wierklech, déi grouss Konzerner do etabléieren zum Nodeel vu vläicht klengen a ganz innovative Betriber.

Här President, d'Demokratesch Partei ass zouversiichtlech, datt de Problem vun de Capacitéitsenkpäss aus ekonomesche Grënn net misst, net dierft antrieden. Well do d'Nofro ass eben - ech hunn dat virdru gesot -, wäert och déi technesch Offer méi grouss ginn.

Wann een dat kuckt: Eigentlech bezuele mer haut jo awer iergendwéi indirekt scho verschidden Aspekter vun där Offer. Wa mer zum Beispill awer vill méi e schnellen oder e verbesserten Zougang wëllen hunn, wéi zum Beispill „high definition"-Televisioun an aner Saachen, bezilt ee jo awer scho verschidde Servicer. Wann dann och elo nach géif en zousätzleche Präis derbäikommen, ebe fir iwwerhaapt d'Netz ze benotzen, géif dat natierlech och nees zousätzlech Käschte ginn a géif dat vläicht awer och eng Rei sozial manner bemëttelt Leit nees désavantagéieren.

Här President, wann de Contenu géif am Internet agestuuft ginn, prioritär oder net, gesi mer nach eng aner ganz grouss Gefor - si ass jo och scho vu Virriedner ugedeit ginn oder och schonn do kuerz erwähnt ginn -, dat ass, wann een dat géif maachen, géif also déi verschidde Contenuen a prioritär oder manner prioritär astufen, dat géif jo heeschen, datt een da mat Prozedure wéi den „deep packet inspection", datt ee géif also de gesamten Datestroum fir d'Éischt missen analyséieren, kucken, wat eigentlech den Inhalt ass, fir datt ee se kann an déi eenzel Kategorien andeelen.

Et misst also all Kéiers vum Netzwierk, vum Netzbedreiwer gekuckt ginn: Ass et zum Beispill eng privat E-Mail, ass et en Download, ass et e Contenu vun enger Firma, déi awer vläicht da gutt bezuelt huet, fir datt si Prioritéit kritt mat hirem Contenu? Dat heescht, de facto misst een dauernd kucken, déi Firma, dann den Netzbedreiwer: Wat fir eng Date kréien ech elo geschéckt? Dat misst also, automatesch géif alles, wat mir op den Internet schécken, gekuckt ginn: Ass et eng E-Mail, ass et dat net? an esou virun an esou fort.

An och wann dës Informatiounen eigentlech dann offiziell net däerften enregistréiert ginn, net gekuckt ginn, mécht een awer do wierklech Dieren op fir Mëssbrauch. An eben aus dësem Grond, dat ass en zousätzleche weidere Grond, fir datt een net soll an déi Richtung goen, fir datt een d'Netzneutralitéit soll opginn.

Här President, d'DP hat schonn 2007 en Débat hei an der Chamber ugefrot zum Gläichgewiicht tëschent Sécherheet an individuelle Fräiheeten. Deemools hat d'DP dat a Bezuch op eng ganz Rei vu sécuritairë Gesetzesprojete vun der Regierung gesot, datt esou Mesuren effizient a proportional misste sinn, an datt d'Kontroll vun deene Mesurë misst garantéiert sinn.

Ech kommen op déi Kritären, well déi Kritäre sech eigentlech hei och e bësselche fir eis an dëser Diskussioun applizéieren, zum Éischte wat d'Effizienz ubelaangt. Esou eng prioritär Datebehandlung wier net méi effizient. Ech hunn et scho gesot, de Moment gëtt et keng Problemer, keng Enkpäss. Also, et wier keng besser technesch Effizienz, wann een dat géif aféieren.

D'Proportionalitéit: Fir eben dann déi Prioriséierung vun den Daten ze erreechen, misste mer de gesamten Datestroum iwwer Internet kontrolléieren. Dat schéngt eis och eng disproportionéiert Mesure ze sinn.

An dann och d'Kontroll, deen drëtte Punkt do an deene Kritären. Dat wier och fir eis bedenklech - ech hunn dat jo och elo grad gesot -, well mer dann eben d'Kontroll och carrément a Privathänn géife gi vun all deem, wat mer op den Internet géife schécken.

Also, Här President, aus all dëse Grënn ass d'DP, d'Demokratesch Partei géint eng Prioriséierung vun den Datestréim am Internet. Fir d'Meenungsfräiheet, d'Informatiounsfräiheet an d'informativ Selbstbestëmmung ze garantéieren, wëllt d'Demokratesch Partei un der Netzneutralitéit festhalen. A mir freeën eis, datt dat och hei e groussen Zousproch an der Chamber fënnt, an datt och, laut dem Interview, dee schonn zitéiert ginn ass haut de Moien, an der Regierung schéngt déi Meenung ze sinn.

Wa mer dat also wëlle verhënneren, da musse mer adequat Solutioune fannen. Solutioune fannen, déi net eleng nëmmen hei fir Lëtzebuerg gülteg sinn. Déi musse mindestens europawäit gülteg sinn, well de Medium Internet ass jo och eent, dat per se eent ass ouni Grenzen. Et muss ee Solutiounen um EU-Plang fannen. An de Moment geet de Paquet Télécom awer als legislative Kader do net duer. Deen ass onzouräichend, do muss dru geschafft ginn.

Mä ech mengen awer, net nëmmen eleng do! Och mir sollen eis dee Sujet hei wierklech zu Häerz huelen. An ech mengen, mat dëser Interpellatioun, déi ganz sënnvoll war, wat eng gutt Initiativ war, si mir der Meenung, datt deen Débat awer net ofgeschloss ass haut de Mëtteg, mä eigentlech fänkt den Débat fir eis elo eréischt richteg un!

Mir fuerderen och, oder mir sinn och domadder d'accord, datt eng gesetzlech Regelung vun der Netzneutralitéit kënnt. Duerfir hu mer och déi Motioun vun deene Gréngen, vum Claude Adam mat ënnerschriwwen. Mä mir wëllen awer och, datt hei an der Chamber en Débat d'orientation soll gemaach ginn, mat engem Rapport, wou dann all d'Facettë solle beliicht ginn, wou all Partei kann eng Kéier dozou Stellung huelen.

Well mir wëllen net, datt nëmmen de Régulateur oder de Législateur sech mat där Problematik ausenanersetzt hannert zouenen Dieren! Mir wëllen, datt mer hei an der Chamber eng genau Analys maachen, kucken: Wat ass de gesetzleche Kontext hei zu Lëtzebuerg? Wéi geet een, wat fir eng Approchë gëtt et um EU-Niveau? Mir wëlle kucken: Wéi sinn d'Situatiounen, souwuel hei am Land wéi op anere Plazen? Mir wëllen also do wierklech eng detailléiert Analys maachen an esou engem Débat d'orientation mat engem Rapport.

Mir kéinten eis virstellen, datt dat e bësselchen esou an deem Sënn ass wéi an Däitschland. Do war nämlech och eng Enquêtëkommissioun am däitsche Bundestag, déi huet geheescht „Netzneutralität", déi huet e Rapport och ausgeschafft an all déi Facettë beliicht. Do ass e Rapport vun 120 Säiten erauskomm! Ech weess net, ob mir hei och esou vill misste schreiwen. An opgrond dovunner ass dann och e largen Débat gefouert ginn. An et ass och do, wou dann d'ganzt Parlament konnt d'Regierung guidéieren, fir weider Schrëtt ze maachen.

Also mir froen duerfir, datt esou en Débat hei organiséiert gëtt. Et kéint ee sech och virstellen, datt zum Beispill e Rapporteur vun esou engem Débat oder vun esou engem Rapport kéint dann och een Oppositiounspolitiker zum Beispill sinn. Firwat net? Voilà, an deem Sënn géif ech dann och hei eng Resolutioun déposéieren.

Résolution 1

La Chambre des Députés,

- constatant qu'elle s'est largement exprimée en faveur du maintien de la neutralité des réseaux Internet;

- considérant qu'il incombe aujourd'hui à l'Institut Luxembourgeois de Régulation de veiller à ce que les opérateurs assurent un accès non-discriminatoire aux réseaux Internet;

- considérant que le principe même de la neutralité des réseaux Internet n'a cependant pas encore été traduit en droit luxembourgeois;

- considérant les discussions menées tant au niveau européen qu'au niveau des États membres visant à créer un cadre légal permettant de garantir la neutralité des réseaux Internet;

- considérant les travaux parlementaires menés à cet égard dans nos pays voisins;

- notant qu'une analyse détaillée de la situation actuelle au Luxembourg à l'instar de celle faite par nos pays voisins fait actuellement défaut;

décide

- de charger la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media, des Communications et de l'Espace à élaborer un rapport en vue d'un débat d'orientation sur l'opportunité d'inscrire le principe de la neutralité des réseaux Internet dans la législation luxembourgeoise.

(s.) Eugène Berger, André Bauler, Xavier Bettel, Fernand Etgen, Claude Meisch.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Berger Merci. Als nächste Riedner ass den Här Ben Fayot agedroen. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Här President, fir d'Éischt wéilt ech soen, dass ech begréissen, dass mer haut an der Chamber iwwert den Internet schwätzen, an och de Claude Adam dofir félicitéieren, déi Initiativ geholl ze hunn. Vläicht just, fir direkt op dat anzegoen, wat den Här Berger elo proposéiert huet, en Débat d'orientation mat engem Rapport an der Kommissioun. Bon, ech mengen, all Deputéierte kann esou eppes froen. Ech fannen och, dass et u sech eigentlech gutt ass, wann een an der zoustänneger Kommissioun vill doriwwer schwätzt. Ob et elo en Débat d'orientation gëtt, bon, dat muss d'Conférence des Présidents décidéieren.

Mä et schéngt mer wichteg, och opgrond vun all där Viraarbecht, déi ech op jidde Fall, an ech mengen och aner Kolleegen hei, iwwert dat Thema gemaach hunn, dass mer an der Kommissioun méi oft missten iwwert dee Problem, dee mer haut hei traitéieren, schwätzen, mat onsem Régulateur, mam Minister, mat deene Leit, déi sech dorëm bekëmmeren, fir eben déi Evolutioun, déi sech op deem Gebitt mécht, fir déi ze verfollegen.

Mir si vläicht als Lëtzebuerger Politik e bësse spéit drun. Ech wéilt dat just soen, wann ee ronderëm kuckt, wat an de Länner ronderëm ons schonn alles gelaf ass, da gesäit een, dass do villes amgaangen ass, ebe just iwwert dat Thema vun der Netzneutralitéit. Et ass scho gesot ginn. A Frankräich hat d'Assemblée nationale eng Mission d'information décidéiert, déi am Abrëll 2011 ofgeschloss ginn ass, mat engem Rapport vun enger UMP-Deputéiert, d'Madame Laure de la Raudière, an derniewent hat awer dee sozialisteschen Deputéierte Christian Paul eng Proposition de loi abruecht, fir d'Netzneutralitéit an engem Gesetz festzehalen.

An der Belsch ware verschidde Propositions de loi gemaach ginn an et war souguer eng Propositioun vun Ännerung vun der Verfassung proposéiert ginn, fir d'Netzneutralitéit an d'Verfassung ze setzen. Bon, eigentlech ass dat nach net aboutisséiert. Ech wollt dat just soen, fir duerzestellen, dass ebe villes an de politesche Kreesser geschitt.

Ech erënneren drun, dass och am November 2009, do huet deemools d'Madame Reding, d'Kommissärin, als Member vun der Kommissioun zoustänneg fir d'Telekommunikatiounen, ënnert den zwielef Haaptmesurë vum Télécom-Pak souwuel d'Rechter vun de Bierger fir de fräien Accès zum Internet an dem neutralen Internet, fir e méi oppenen an neutralen Internet virgeluecht. D'Kommissioun huet, ouni d'Neutralitéit vum Internet an d'Gesetz anzeschreiwen, an enger Deklaratioun derniewent ganz kloer gesot, dass se déi Netzneutralitéit natierlech wëllt.

Dir wësst och, dass national an europäesch Régulateure probéieren, tëschent de Wirtschaftsinteresse vu klengen a groussen Acteuren an den Interesse vun deenen eenzelnen Utilisateuren ze vermëttelen. Den Débat tëschent de villen Acteuren ass héich politesch an héich tech-

nesch zugläich an en ass permanent an ëmsou méi engagéiert, wéi et sech ëm riseg politesch, wirtschaftlech a kulturell Enjeuen handelt.

Den Internet entwéckelt sech ëmmer weider. D'Demande no schneller Kommunikatioun ass riseg op der ganzer Welt, an ëmmer méi gëtt den Internet en Instrument vu wirtschaftlecher Innovatioun, mä och vu Pouvoir.

Här President, et schiele sech zwou grouss Haltungen an deem Débat eraus: Déi eng ass äusserst - ech soen „äusserst" - liberal, déi de Maart absolut gewäerde loosse wëllt, an déi aner ass méi oder wéineger bereet ze intervenéieren, fir d'Netz esou gutt wéi méiglech ze maachen an och, fir d'Netz esou oppe wéi méiglech ze halen.

Mir hunn natierlech an Europa scho vu vireran d'Haltung vun onse Grondfräiheeten a vun der Demokratie, wat et natierlech an autoritäre Regimer net gëtt, wou den Internet enk vum Stat iwwerwaacht gëtt an och emol ausgesat gëtt, wann et em ze vill regimekritesch gëtt.

Bei ons natierlech ass jo d'Diskussioun net dorëm. Et denkt keen un esou eng Aart vun Iwerwaachung, vu Kontroll. Mä mir wëssen, dass trotzdeem an der Demokratie och den Ordre public muss geschützt ginn, kriminell Aktivitéiten iwwert den Internet musse verhënnert ginn. Et gëtt Cyberkriminalitéit, dat wësse mer, a souguer där vu grousse Staten, déi wirtschaftlech, technesch, militäresch oder politesch Expertise iwwert den Internet klaue wëllen. Dat (veuillez lire: Dat ze bekämpfen) ass eng Noutwendegkeet.

Déi aner Noutwendegkeet ass natierlech, fir d'Privatsphär ze schützen an Transparenz vun der Behandlung vun de perséinlechen Donnéeën ze schafen. Wann alles zougänglech ass, bis eran an d'Haiser an an d'Schlofzëmmeren, dann ass d'Fräiheet vläicht grouss, mä net méi vill wäert.

D'Fro ass, wéi dat geschéie soll. Ech hale perséinlech - an ech mengen, meng Partei och - vill vun Autoregulatioun. An et gëtt jo ëmmer erëm vun den Acteure selwer versécher, dat wär fir si dee richtege Wee, deen och d'Weiderentwécklung vum Internet erlabe géif. Mir hunn national an europäesch Régulateuren, déi iwwerwaachen, wéi dës Autoregulatioun fonctionnéiert, an déi agräifen, wa se net fonctionnéiert - also ex post, Här Adam!

Well d'Entwécklung vum Internet esou rasant ass an esou schnell enorm Muechtpositiounen domat geschaf ginn, kann et schnell dozou kommen, dass monopolistesch oder oligopolistesch Positiounen déi Autoregulatioun onméiglech maachen oder ofschwächen. An dann ass et meeschtens ze spéit! Dofir ass d'Fro berechtegt, ob d'Prinzipien net méi kloer ex ante festgeluecht musse ginn.

An der Welt vum Internet gëtt et vill Zorten Acteuren. An et gëtt gradesou vill Meenungen, wéi et esou Acteure gëtt. Wat fir ee Wee also huelen? Et ass schonn hei ervirgestrach ginn: D'Europäesch Unioun huet den 30. Juni 2010 eng öffentlech Consultatioun an Europa lancéiert, fir erauszefannen, wat dann d'Acteure wëllen. An d'Lëtzebuerger Regierung - et ass och scho gesot ginn - huet der Kommissioun dozou den 30. September 2010 eng Kontributioun geschéckt, déi mer och an der zoustänneger Kommissioun gekuckt hunn.

Doranner gëtt Folgendes gesot, ech widderhuelen et: Eischtens, Lëtzebuerg ass kloer fir de Prinzip vun Neutralitéit vum Internet, esou wéi dat an onser nationaler Strategie fir Breetband mat ganz héijer Vitesse och am Abrëll 2010 scho steet. Dës Neutralitéit, zweetens, ass och am europäesche Regelwierk ageschriwwen. Sollte Problemer entstoen, sollen d'Wettbewerbsregele vun der Europäescher Unioun gëllen.

Drëttens, et gëtt Geforen, dass den Internet net méi deen „level playing ground" bleift, dee jiddwerengem erlaabt, sech duerchzesetzen, an et gëtt elo schonns versicht - seet ons Lëtzebuerger Kontributioun -, fir d'Chaîne de valeurs vum Internet ze kontrolléieren.

Véiertens, „traffic management" vun de Réseaue soll méiglech sinn, awer nëmmen aus techneschen Ursaachen.

Fënneftens, de Marché muss oppe bleiwen a muss eleng décidéieren, wat fir Servicer erfollegräich sinn.

Sechstens, d'national Régulateure sollen e Minimum u Qualitéit fir d'Servicer festleeën.

A siwentens, déi fundamental Fräiheete vun Informatioun, vu Mediëpluralismus, vu kultureller Diversitéit mussen duerch den Net gefördert ginn.

No där Consultatioun huet d'Kommissioun doraus eng Partie Konklusioune gezunn: Déi weisen hirer Meenung no, dass d'Opérateure vum Net, d'Serviceprovideren an déi Firmen, déi sech ëm d'Infrastruktur bekëmmeren, haut an Europa kee Problem gesinn, wat d'Offenheet an d'Neutralitéit vum Netz ugeet.

Dergéint awer - dat ass och wichteg, well dat ass eng Diskussioun, déi amgaangen ass - seet de BEREC, also dat ass d'Organisatioun vun den nationale Régulateuren, dorënner och onsen ILR, dass et Fäll gëtt, wou d'Daten net all gläichméisseg behandelt goufen. E stellt fest, dass et Länner an Europa gëtt - ech zitéieren dee Bericht -, wou den „peer-to-peer file sharing" oder de Video streaming gedrosselt goufen.

Vläicht eng Klammer, eng vu lexikografescher Natur, Här President: Wann ech mer virstellen, dass dat, wat mer hei an der Chamber als Lëtzebuerger Rieden halen, de Korpus ass, op deen den Dictionnaire vum Lëtzebuergeschen opgestallt gëtt, dann ass dat natierlech fir déi Leit, déi dorobber schaffen, eng schwéier Affär - Klammer zou. Mä bon, ech mengen trotzdeem, dass een déi technesch Wierder do esou muss gebrauchen. Ech hunn nach keng Lëtzebuerger Traductioun dovunner fonnt.

Et gëtt och Länner, wou „voice over Internet protocol"-Déngschtleeschtungen - „voice over Internet protocol", ech kenne kee lëtzebuergeschen Ausdrock! - blockéiert oder extra taxéiert goufen. Dat soen och ONGen an deem Beräich, grad wéi d'Konsumenteschutzorganisatiounen.

Dofir constatéiert dee BEREC, also dat Organ vun de Régulateuren, dass eng Partie vun deene Problemer vum selwe geléist goufen, also duerch Autoregulatioun. E mengt och, dass bei neie Problemer den Télécom-Kader vun der EU am Ablack duer géif goen, fir eng Léisung ze fannen.

Da gëtt och festgehalen, dass „traffic management" fir d'Effikassitéit vum Internet noutwendeg ass an net kontradiktoresch mat der Netzneutralitéit ass. Wann dee Management - soen dann och déi Régulateuren - allerdéngs zum Zil huet, fir gewësse Servicer eng Prioritéit am Netz ze ginn, ass dat net akzeptabel. An da komme Froe vu Confidentialitéit vun den Daten a Schutz vun der Privatsphär, déi bei dem Management respektéiert musse ginn. Et muss also Transparenz iwwert den Netzmanagement ginn. An eng weider Fro betrëfft och d'Differenzen tëschent dem fixen an dem mobilen Internet an d'Qualitéit vum jeeweilege Service.

E wichtegt Thema ass d'Transparenz fir de Consommateur, speziell wat d'Informatioun iwwert d'Konditioune vun de Kontrakter ugeet, d'Méiglechkeet, de Fournisseur ze changéieren. An ëmmer erëm stellt d'Fro sech, ob een nei Regele schafe soll oder ob déi bestehend méi allgemeng, zum Beispill iwwert de Service universel, duerginn. D'allgemeng Tendenz ass op jidde Fall, wéineg oder keng nei gesetzlech Regelungen ze schafen.

Wat natierlech den Internet méi wiisst, wat e sech technesch méi entwéckelt, wat d'Froe méi komplizéiert ginn. Ech ginn ee Beispill, wat mech an deene ville Bäiträg, déi ech heizou gelies hunn, besonnesch frappéiert huet. Eng nei Dimensioun zum Beispill vum Internet wäert sinn, am Gesondheetsberäich - „eHealth" genannt - zum Beispill den Häerzrhythmus vun engem Patient oder aner Parametere vun der Gesondheet vun engem Mënsch à distance iwerwaachen ze loossen, also iwwert den Internet iwwerwaachen ze loossen.

Dat kann natierlech nëmmen da reibungslos fonctionnéieren, wann déi Zort Trafic, Internettrafic, absolut Prioritéit an den Netzer kritt. Déi Iwwerwaachung muss regelméisseg op deemselwechten Niveau vu Vitesse stattfannen. Aner esou Prioritéite kann ee sech virstellen, zum Beispill fir gewëssen öffentlech Déngschtleeschtungen oder Kommunikatiounen a besonnesche Fäll, wéi a Katastrophefäll.

Dat ass dann theoretesch a praktesch net méi mat dem Prinzip vun der Netzneutralitéit ze maachen, déi verlaangt, dass all Daten déiselwecht Rechter an der Transmissioun hunn.

Virun allem bréngt déi wirtschaftlech Bedeitung vum Internet d'Versuchung vu grousse Gruppen, dëst Instrument monopolistesch oder oligopolistesch ze profitéieren, ob horizontal oder vertikal.

Här President, den 19. Abrëll - no där Consultatioun vun 2010 -, den 19. Abrëll 2011 huet d'Kommissioun eng Kommunikatioun iwwert den oppenen Internet an d'Neutralitéit vum Internet an Europa erausginn. Mir haten déi Kommunikatioun och an der zoustänneger Kommissioun. An de Konklusiounen dozou seet d'Kommissioun, dass d'Regele vum Paquet Télécom einstweilen duerginn, fir en oppenen Internet ze schafen.

Si seet och, dass Enquêtë vun der Kommissioun iwwer Fäll vu Blocage an Aschränkunge vu gewëssenen Zorten Trafic amgaange sinn an dass se opgrond dovunner eng Décisioun iwwer weider Orientatiounen iwwert d'Neutralitéit vum Internet wëllt huelen. Dat ass also eppes, wat an der Schwief ass.

De 7. Oktober - also net laang hier - huet den europäeschen Dateschutz, d'Dateschützer, den „European Data Protection Supervisor" geschriwwen, dës Kommunikatioun vun der Kommissioun géif net wäit genuch goen, wat d'Protektioun vun den Daten an der Privatsphär ugeet, an dass een nach weider analyséiere muss, wat d'Konsequenze vun de Praktike vun den Netzbedreiwer sinn, an dass eventuell de gesetzleche Kader misst gestrafft ginn.

Dës Kommunikatioun gëtt den 13. Dezember - dat ass schonn hei gesot ginn - dëst Joer an engem Conseil „Télécommunication" beschwat. An ech sinn der Meenung, dass d'Chamber mat dëser Interpellatioun och eng gutt Geleeënheet huet, fir d'Regierung ze encouragéieren, op deem Conseil kloer an däitlech fir d'Netzneutralitéit a fir den oppenen Netz anzetrieden. An ech mengen, haut, op jidde Fall dës Woch, huet d'Europaparlament eng Resolutioun ugeholl, déi an déiselwecht Richtung geet.

Sécher, dat wëll ech och nach derbäisoen, well mer awer trotzdeem an der Kommissioun dorobber geschafft hunn, huet all Land seng Spezifissitéiten. Mir erënneren ons, dass mer am November 2010 eng Entrevue mat de Vertrieder vun der Entreprise des Postes et Télécommunications iwwer ons national Strategie fir en „ultra haut débit" haten. D'Post finanzéiert jo d'Infrastrukture fir déi Strategie, ass en Opérateur dominant um Lëtzebuerger Maart, well se jo de gréissten Deel vum Réseau besëtzt. Dofir muss den ILR jo déi sougenannten Opérateurs alternatifs schützen.

Och déi hate mer am Februar 2011 an der Kommissioun. All Opérateure solle jo Zougank zum Netz zu anstännege Konditioune kréien. Nu sinn eng Partie Opérateurs alternatifs - dat huet d'Post ons gesot -, eng Partie Opérateurs alternatifs um Lëtzebuerger Maart sinn Opérateurs dominants op hirem nationale Maart, wéi zum Beispill Orange, France Télécom, Tango oder Belgacom. Et ass also net esou, wéi wann déi Opérateurs alternatifs um Lëtzebuerger Maart nëmme kleng, intelligent Tëftler wären, déi an hirer Garage en neit glorräicht Kapitel vum Internet géife schreiwen. Et geet schonn ëm wirtschaftlech Muechtpositiounen! An dofir kann d'Europäesch Unioun och net éiweg zécken, fir preventiv Uerdnung ze schafen.

Lëtzebuerg huet duerch d'Gesetz vum 27. Februar 2011 de Paquet Télécom ëmgesat. An deem Paquet stoung näischt iwwert d'Neutralitéit vum Netz. Also steet och näischt an onsem Gesetz, dat dee Paquet transposéiert huet. Et kann ee sech haut froen, ob et net nëtzlech gewiescht wier, de Prinzip an d'Gesetz anzeschreiwen. Dat ëmsou méi, wéi et jo bekanntlech déi Deklaratioun vun der Kommissioun als Annex zu den Direktive gëtt.

Esou wéi d'Gesetz ausgesäit, kann een awer soen, steet de Prinzip vun der Neutralitéit implizit dran - doduerch, wat den ILR um Marché muss maachen a wat en och mécht -, mä de Prinzip steet net explizit dran. Dofir hu mir och déi Motioun vum Claude Adam matgedroen, well doranner gesot gëtt, dass ee sech iwwerleeë soll, fir déi Notioun vun der Netzneutralitéit an d'Gesetz anzeféieren.

Dat kann, menger Usiicht no, an dësem Gesetz vum 27. Februar 2011 sinn, op enger Plaz ganz am Ufank, wou déi Prinzipië festgeluecht ginn, oder anzwousch anescht. Mä ech mengen, et ass schonn interessant, dass dës Chamber dat och wëllt ausdrécke vis-à-vis vun der Regierung. Op jidde Fall, nach eng Kéier, ech hunn dës Aarbecht, fir dës Ried an dës Debatt ze preparéieren, ganz interessant fonnt an ech hoffen, dass mer an der Kommissioun op déi eng oder déi aner Manéier och weider dorobber schaffen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Fayot. Als leschte Riedner ass den Här Colombera agedroen. Här Colombera, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean Colombera *(ADR)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt wéilt ech soen, datt mir d'Initiativ vum Claude Adam begréissen. Eng Interpellatioun, déi vläicht éischter technesch ass, mä awer e grousse sozialen Impakt huet, haaptsächlech am Beräich vun der Innovatioun, zum Beispill an der Medezin - an den Här Fayot huet mat Recht dorop higewisen.

A ville Länner gëtt hefteg debattéiert, fir ze bestëmmen, ob de Prinzip vun der Neutralitéit vum Netz vun der Gesetzgebung garantéiert soll ginn oder net. De 24. Juni 2011, bei der Transpositioun vum Paquet Télécom an d'hollännescht Recht, ass Holland dat éischt europäescht Land ginn, dat eng Protektioun vun der Neutralitéit vum Réseau an d'national Gesetzgebung ageschriwwen huet. Holland ass e Virreider, e ganz klengt Land. Dat beweist dat grousst Demokratieverständnis vun deem Land, an net eleng an dësem Domän, och an aner Domäner. An ech sinn iwwerzeegt, datt déi kleng Länner, wéi Lëtzebuerg och, op dee Won do wäerte sprangen, ouni vläicht op d'Europäesch Gemeinschaft ze waarden.

An den USA, wou den Débat iwwert d'Neutralitéit vum Netz scho méi laang gefouert gëtt, huet dat amerikanescht Regulatiounsinstitut „Federal Communications Commission" ganz contraignant Regelen ausgeschafft, fir d'Neutralitéit vum Netz ze garantéieren. Fir d'Neutralitéit vum Netz ze garantéieren, muss een etlech Prinzipië respektéieren, nämlech d'Transmissioun vun den Donnéeën, ouni d'Quell, de Contenu an d'Destinatioun an iergendenger Weis ze beaflossen. A fir dës Neutralitéit ze garantéieren, muss een de Réseau wéi ee Bien public reguléieren. An ech mengen, dat ass d'Wuert, dat een hei muss gebrauchen: ee Bien public.

Den Internet sollt jo am Ufank bei senger Konzeptioun eng universal Ressource ginn, ouni zentral Regulatioun, fir seng Entwécklung net anzeschränken. Et sinn awer déi rezent technologesch Entwécklungen - sief et un der physescher, sief et un der logistescher Architektur -, déi dëser Logik vun engem fräien an neutralen Internet eng gewësse Brems operluecht hunn.

Mat dëser technologescher Entwécklung hu sech nei ekonomesch Modeller entwéckelt, mat der Entstehung vun engem Internet, dee verschidde Servicer an Applikatiounen ubitt, ënner gewësse Bedéngungen, déi finanzieller Natur sinn, a wou esou d'Impressioun entsteet, datt den Internet e puer Vitessen huet. Dernieft gëtt et och verschidden administrativ Mesuren, déi d'Neutralitéit vum Netz hemmen. Hei sief un de Blocage vun, zum Beispill, pädopornografesche Siten erënnert, déi duerch een administrative Filter blockéiert ginn.

Et gëtt sécherlech eng ganz Rei vun Argumenter, déi fir d'Neutralitéit vum Netz an d'Feld gefouert ginn. Wann een dovunner ausgeet, datt déi fräi Kommunikatioun vun den Iddien an de Meenungen eent vun de Grondrechter vum Mënsch ass, well jo all Bierger fräi schwätzen, schreiwen an drécke kann, ouni dovunner ze abuséieren a mam Gesetz a Konflikt ze kommen; wann ee gesäit, datt déi nei Kommunikatiounsmethode sech generaliséieren, mat engem méi groussen Impakt un der demokratescher Gestaltung vum Zesummeliewen, dann implizéiert dëst Grondrecht automatesch d'Fräiheet, fir un d'Internetservicer Zougank ze kréien.

Wann den Internet als Informatiounsquell ugesi gëtt - an anere Wierder och eng Form vun Éducatioun an och vun enger öffentlecher Instruktioun -, dann ass och nom Artikel 23 vun der Verfassung de Stat den Haaptacteur, fir dat jiddwerengem ze garantéieren, ouni Distinctioun vu senger ekonomescher Lag. Wouer ass och, datt d'informatescht Material an den Zougank zum Netz relativ bëlleg sinn, esou datt d'Majoritéit vun de Leit sech dat leeschte kann.

Bleift dann d'Problematik vun den Zousazkäschte fir nei Servicer oder Applikatiounen. Dat ass bekannterweis dovunner ofhängeg, wéi sech d'Opérateure vum Netz an d'Fournisseure vum Netz eens ginn. D'Fournisseure kënne jo bekanntlech nei Servicer ubidden, ouni Accord vun den Opérateure vum Réseau. Opérateuren, déi awer och ee Stéck vum Kuch wëllen hunn a vun den neie Servicer profitéiere wëllen, anerefalls et theoretesch schnell zu engem Blocage vu verschiddene Réseauë kéint kommen.

Do entsteet ënner anerem eng onglécklech Konkurrenz, well en Opérateur jo een Deel vu sengem Netz deemjéinege Fournisseur zur Verfügung stelle kann, deen him am sympatheschsten ass oder deen him am meeschten abréngt. An dësem Fall ass eng egalitär Informatiounsplattform net méi garantéiert! A wa se garantéiert wier, da wier et schlussendlech um Endverbraucher, fir d'Rechnung ze bezuelen, wat net fir jiddweree réalisabel ass.

D'Géigenargumenter, déi géint eng Neutralitéit vum Netz schwätzen, sinn éischter - wéi gesot - ekonomescher Natur. Et gëtt behaapt, datt déi nei Infrastruktur, zum Beispill déi optesch Glasfaseren, net eleng duerch d'Abonnementer vun de Consommateure kënne gedeckt ginn. An duerfir sichen d'Opérateuren no enger neier Quell vu Revenuen.

Et gëtt och gesot, datt, fir e schnellen Internet an eng kleng Latenzzäit ze garantéieren, wat Zäiten um Internet sinn, duerfir dierften d'Leit, déi net u verschidde Servicer abonnéiert wieren, keen Zougang dozou hunn.

Bei all dësen ekonomesche Considératiounen ass et sécherlech d'Roll vum Stat, déi hei entscheedend ass. De verlängerten Aarm vum Stat, den ILR, den Institut Lxembourgeois de Régulation, huet sécher keng einfach Missioun, fir d'Partner un en Dësch ze kréien an eng akzeptabel Solutioun fir jiddwereen ze fannen. D'Roll vum ILR muss gestäerkt ginn, wat eiser Usiicht no schonns awer ganz gutt fonctionnéiert.

Et bleift awer schlussendlech an der Kompetenz vum Stat, fir d'Neutralitéit vum Réseau als Grondrecht an der Verfassung ze verankeren a jiddwerengem zougänglech ze maachen, ofgesi vun allen ekonomesche Considératiounen.

Och besteet Interventiounsbedarf an de Gemengen. Déi si gefuerdert, fir hire Bierger optimal Konditiounen ze garantéieren. D'Installatioune vun Internetstuffen oder eng Subventioun géif hei sécherlech dozou bäidroen, datt d'Inegalitéit an dësem haarde Konkurrenzmarché net déi sozial Schwaach géif treffen, an esou de Gruef tëschent Wëssen an Onwësse méi kleng ze maachen.

Nach ee Wuert, Här President, iwwert de Contenu. D'Fro, déi ee sech hei ka stellen oder stelle muss, ass, ob een all Site toleréiere soll, och deen allerschlëmmsten.

Et ass eben esou, datt d'Welt esou ass wéi se ass, mat hire gudde Säiten, mat hire schlechte Säiten. Dozou gehéiere sécherlech Gewaltakten a Brutalitéite vun aller Aart. Esou ass d'Welt ebe konzipéiert an dat wäert existéiere mam Internet oder och ouni Internet. Et gëtt schliesslech keen obligéiert, fir esou Siten ze kucken. A wann ee preventiv eppes wéilt ënnerhuelen, da soll de Législateur an de Schoulen d'Kanner an déi Jugendlech op esou Thematike sensibiliséieren. Dat ass wouer, fir den Drogekonsum, den Alkoholkonsum, d'Suchtverhalen a fir d'Fëmmen anzedämmen. D'Preventioun ass do primordial.

Als Konklusioun ass et kloer, et huet alles säi Präis. Et kann awer net sinn, datt mir nom Prinzip handelen, alles, wat bëlleg ass an de facto och riskéiert, manner gutt Qualitéit ze sinn, dat gehéiert der grousser Mass, an alles, wat deier ass, mat engem besseren Niveau, dat gehéiert der Élite. Dat wier sécherlech net am Sënn vun der Chancëgläichheet a jiddweree muss vun dësem Angebot profitéiere kënnen. An do hoffe mir op positiv Signaler.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Colombera. Elo kritt d'Wuert den Här Kommunikatiounsminister François Biltgen.

M. François Biltgen, *Ministre des Communications et des Médias*.- Merci, Här President. Ech wëll emol fir d'Éischt dem Interpellant, dem Claude Adam, Merci soen, dass en d'Interpellatioun gemaach huet.

Elo ass et jo normalerweis esou, wann een eng Interpellatioun mécht, da flucht d'Regierung, seet, elo musse mer eis hei auserneesetzen. Haut ass et aneschters gaang, well mer eis haut eens gi sinn.

Eigentlech, wa mer drun denken, dass mer déi Debatt, dass mer schonn oft iwwert dee Problem an der Kommissioun geschwat hunn, war dat och virauszegesinn, dass mer eis géifen eens ginn. Esou, dass natierlech d'Press an d'Observateuren dobausse vun der Chamber TV sech kënne froen: „Wat solle mer dann elo nach driwwer berichten oder kucken? Si streide jo net. Woufir maache se dann eng Debatt, wa se net streiden?"

Ech si besonnesch frou, dass déi Debatt hei stattfënnt - ech mengen, et hu schonn e puer Virriedner et gesot -, well dat hei jo net eleng e lëtzebuergesche Sujet ass, mä zurzäit en europäesche Sujet ass. An ech kommen nach eng Kéier op Europa zréck an op déi eenzel Positioune vun den eenzelnen Institutiounen. An dass et fir mech wichteg ass, wann ech den 13. Dezember am Télécom-Conseil sinn, dass ech ka soen, dass dat heiten eng wichteg Fro ass an dass et hei eng Unanimitéit an der Chamber gëtt an dass déi eigentlech de Minister dréckt, fir méi wäit ze goen, an net, fir nozeginn.

Duerfir mengen ech, dass déi Debatt eng wichteg Debatt ass. Ech si ganz frou, dass mer déi Debatt haut haten, well et eiser Positioun, déi ech am Numm vun der Regierung wäert den 13. Dezember virdroen, vill méi Visibilitéit a vill méi Poids gëtt.

Elo ass et natierlech eng wichteg Debatt, awer och eng technesch komplizéiert Debatt. An an der Debatt, ech hunn dat och haut gemierkt, grad wéi och an Europa, ginn ëmmer zwee englesch Begréffer - ech probéiere lues a lues dat emol op Lëtzebuergesch ze erklären - matenee vermëscht: d'„net neutrality", d'Neutralitéit vum Internet, an d'„freedom of net", d'Grondrechtwahrung um Internet. Dat sinn zwee Begréffer, déi enk matenee verbonne sinn an trotzdeem hiert eegent Liewen hunn.

D'Neutralitéit vum Internet ass éischter eng wirtschaftlech Gréisst, währenddeem d'Fräiheeten um Internet éischter eng juristesch Gréisst sinn. Déi zwee muss een awer beienee kucken, well heiansdo gëtt dat eent benotzt, fir dat anert a Fro ze stellen a vice versa. Zwou Saache si wichteg um Internet: Dat eent ass d'Innovatioun, an dat anert ass d'„net neutrality", d'Internetneutralitéit.

Wann net alles, jiddwereen hätt kënnen eppes Klenges maachen, géif et keng ginn. Och Google huet eng Kéier kleng ugefaangen a Yahoo huet eng Kéier kleng ugefaangen a Skype huet eng Kéier kleng ugefaangen. Duerno si Leit räich ginn domadder, mä si hunn eng Kéier kleng ugefaangen. A wa se net hätte kënne kleng ufänken, wäre se ni do, wou se elo sinn. An da wären och keng Servicer um Internet.

Dat anert sinn d'Fräiheete vum Internet. Wann d'Fräiheete vum Internet ze vill a Fro gestallt ginn, da wär et keen „Arabescht Fréijoer" ginn a ganz vill aner Saachen och net. Ech mengen, et gouf oft genuch hei gesot.

Ech wäert versichen, e bësselchen all déi Begréffer méi kloer ze maachen. Ech wëll awer allen Intervenanten, dem Här Adam, der Madame Adehm, dem Här Berger, dem Här Fayot an dem Här Colombera, Merci soen, well se sech vill an d'Detailer erageschafft hunn an och eng profund Sachkenntnis hei gewisen hunn. An ech wëll dann duerfir e bësse profitéieren, fir deene Leit, déi nach vläicht virun der Chamber TV sëtzen, dat e bësse manner technesch ze erklären, vu wat mer hei schwätzen. An da maache mer et wéi an der „Feuerzangenbowle" an da soe mer: „Dann stelle mer ons janz dumm und dann sage mer so."

(Hilarité)

D'Internet ass eng Autobunn. An op där Autobunn, do fueren d'Motorrieder, kleng Autoen, mëttel Autoen, déck Autoen, Camionnetten a Camionen. An da kann et zu Staue kommen. An da stellt sech d'Fro: Wéi regele mer de Verkéier, wa Stauen do sinn? An dat ass d'Fro oft vum Bedreiwer vun der Autobunn selwer. Wie kritt d'Prioritéit? Wie fiert virun deem aneren? An dann ass déi aner Fro: Wéi kucke mer, dass net Rowdyen do sinn an dass net falsch Saachen transportéiert ginn? An dat ass eng Fro da vun der Polizei a vum Strofrecht.

Dat Éischt huet eppes mat Neutralitéit um Internet ze dinn an dat Zweet huet eppes mat Fräiheet um Internet ze dinn.

Da wëll ech emol fir d'Éischt ufänke mat der Neutralitéit um Internet. D'Neutralitéit um Internet heescht, dass deen, deen de Verkéier regelt, den Autobunnsbedreiwer, dass deen net dierf froen: „Vu wou kënns de? Wou fiers de hin? A wat transportéiers de?" Wann dann e Stau kënnt, da muss en, wann en de Stau wëllt regelen, wien d'Prioritéit huet, dann dierf en och dat doten net froen. Dann dierf e wuel froen: „Wat loossen ech hei éischter duerch oder wat muss vläicht bezuelen, fir éischter duerchzekommen?" A woufir muss e bezuelen? Majo, well e méi Belaaschtung huet.

D'Motorrad um Internet, dat ass den SMS. Dat ass net vill Belaaschtung; duerfir brauche mer net vill Breetband. Eng Foto, da si mer scho méi wäit. A wa mer dann e ganze Video eroflueden, dann hu mer en décke Camion dostoen. Alles dat brauch Capacitéit vum Internet. Duerfir - elo si mer erëm bei der Autobunn - muss d'Autobunn ausgebaut ginn. Dat ass emol dat Éischt. Mir bauen d'Autobunnen dauernd aus, dass méi Camionen, Motorrieder, Autoe kënnen drop fueren.

Zu Lëtzebuerg wëlle mer Virreider sinn. Duerfir eis „haut débit"-Strategie, woubäi natierlech Haut débit och ëmmer..., et muss ee kucken, wat et ass. Et ass wéi bei der Autobunn. Wéi mer déi éischt zweespureg Autobunne gebaut hunn: „Wat sinn déi grouss!", soten d'Leit. An haut si se ze kleng. Esou ass dat beim Internet och.

Mir sinn effektiv, Här Adam, Leader beim héijen Internet. Mä do schwätze mer vu ganz klengen, vu ganz klenge Stréim schwätze mer do. Mir wëllen op 100 goen an duerno op ee Gigabyte goen, an da schwätze mer vu ganz aneren.

Ech mengen also net, fir op eng Fro vun Iech zréckzekommen, dass ee misst e Service universel ubidden. Dat gëtt a verschiddene Länner gemaach, wou d'Bedreiwer selwer - well et ass jo Konkurrenz do - net genuch ubidden. Ech mengen, mir sinn haut héich, vir bäi, mä mir mussen dat nach ausbauen. An duerfir hu mer déi Strategie gemaach, wou mer soen, mir hätten dat gär. D'Post huet en Optrag, mä mir hätte gär och do Neutralitéit um Netz. Dat heescht, och do mussen déi alternativ Ubidder kënne mat erakommen.

Duerfir, mengen ech, brauche mer net an d'Gesetz eppes dranzeschreiwen iwwer ee Service universel, well mer amgaang sinn, dat ze maachen. A wann Der d'Reklammen héiert, gesitt Der, dass net nëmmen d'Post Reklamme mécht, mä och anerer maache Reklammen, fir en héich qualitativen Internet unzebidden.

Well dat ass nach eng Kéier d'Fro. Dir kënnt, wann Dir nëmme fënnef Megabyte hutt, eng Foto eroflueden, mä et dauert laang. E Lidd dauert scho vill méi laang. An e Video, dee luet Der net erof. Hutt Der allerdéngs 50, wou mer elo amgaang sinn ze kommen, respektiv 100, wou mer deemnächst wëlle kommen, oder herno e Gigabyte, jo da kritt Der dat séier erofgelueden. Elo ass natierlech d'Fro: „Muss ee fir dat net méi bezuelen?" Dat heescht, wann ee gär e Camion séier bei sech doheem hätt, muss ee vläicht méi fir de Camion bezuelen.

Dat ass dann d'Fro vun der Regulatioun um Internet. Wichteg ass, dass een da seet: Majo, fir Camionen ze kréien, muss de méi bezuelen. - Awer e Camion ass e Camion. Déi grouss Gefor ass, dass den Internetbedreiwer seet, fir en Autobunnsbedreiwer: „Ma ech hunn d'Camionen a meng Camione kriss de gratis. Also, komm bei mech, a meng Camione kriss de gratis mat, an déi aner Camione muss de bezuelen." An dat ass d'Gefor, dass mer eng vertikal Integratioun kréien, wou dann de Konsument muss deier, deier bezuelen - an da si mer um Problem aarm/räich, wat mer virdrun haten -, deier, deier bezuelen, fir op dee Camion ze goen, well dee kritt Prioritéit an deen anere Camion kritt d'Prioritéit net.

Dass een also Taxe freet, Maut freet op der Internetautobunn ass richteg, mä da muss et déiselwecht si fir e Motorrad, déiselwecht fir e klengen Auto, déiselwecht fir en décken Auto an déiselwecht fir eng Camionnette oder e Camion, egal wiem se gehéiert. An dat ass e bësselche wichteg. Et kann een differenzéiert Präisser maachen, mä nëmmen nom Typ vun dem Contenu an net vun der Origine vum Contenu aus. Et dierf een also net froen „Wiem gehéiers du?" Dat geet net. An dat ass zu der Regulatioun vum normalen Internet. Dat ass d'„net neutrality".

Deen zweete Punkt ass dee vum „freedom of Internet". Wéini kann dann do e Polizist kommen a soen: „Hei, erof vun der Autobunn!"? An dat ass eng grouss Gefor iwwerall, well een da muss wierklech sech strofrechtlech positionéieren a soen: „Nëmme wann et wierklech, wann s du wierklech illegal dech behëls oder illegal Contenuen an dengem Camion hues, wann s de Kannerpornografie an dengem Camion gelueden hues, jo da muss de net nëmmen erof, mä da muss och däi Contenu iwwerhaapt zerstéiert ginn." Ech kommen nach op déi dote Fro zréck, dass de Contenu muss zerstéiert ginn.

Sou, dat ass déi aner Fro. An dat ass déi Fro, wou ee muss oppassen, dass heiansdo dat eent mat deem anere vermëscht gëtt, dass gesot gëtt: „Majo, well mer wëllen illegal Contenuen op dem Internet verbidden, duerfir musse mer elo alles reguléieren." An da gëtt also eng strofrechtlech Approche, e Grondrecht, eng Mënscherechtsapproche benotzt, fir eigentlech wirtschaftlech eppes ze kréien. An dat ass déi grouss Diskussioun an Europa, wou natierlech d'Meenunge vill auserneeginn.

Ech ginn Iech dann d'Beispill ebe vun der Kannerpornografie, well mer elo eng Direktiv ugeholl hunn zesummen tëschent dem Europäesche Ministerrot an dem Europaparlament, wou d'Europaparlament eis gehollef huet, a wann ech vun eis schwätzen, sinn dat verschidde Ministere wéi de lëtzebuergesche Justizminister. Et ass nämlech eng Direktiv vun de Justizministeren, net vun de Kommunikatiounsministeren, an och der däitscher Justizministesch, wou mer dauernd eis do ofgeschwat hunn.

An dat ass d'Fro bei Kannerpornografie: Blockéiere mer de Site oder läsche mer de Site? A woufir ware vill Leit géint d'Blockéieren? Majo, well mer ëmmer Angscht haten, da gëtt dann iergendeppes geholl als Ursaach - jo, dat kann e Site sinn - an da gëtt e blockéiert.

Et muss ee wëssen: Kannerpornografiesiten, déi googelt een net. Do muss een nämlech wëssen, wéi een u se erukënnt. Dat ass déi grouss Aarbecht, déi och eise Parquet ganz gutt mécht, fir mat aneren ëmmer erëm zesummenzeschaffen, fir un déi Siten ze kommen an dann un d'Hannerleit vun deene Siten ze kommen. An do schaffe mir ganz gutt mat.

Duerfir muss de Prinzip sinn - an esou ass et elo am Artikel 25 zréckbehale vun där Direktiv -, de Prinzip muss sinn: läschen. Nu geet dat net ëmmer. Wann de Site an iergendengem Land iergendwou am Ozean hänkt, kréie mir deen net an Europa geläscht. An Europa kréie mer se geläscht. Ganz oft si se awer net an Europa, déi Siten. Also muss ee kënnen zum Beispill an esou engem Fall blockéieren. Mä da muss een an esou engem Fall blockéieren an net automatesch blockéieren.

An duerfir steet am Artikel 25 och derbäi, dass, wa blockéiert gëtt - virdrun ass gesot ginn, et muss ëmmer blockéiert ginn -, wa blockéiert gëtt - also, elo ass de Prinzip am Artikel 25, e muss geläscht ginn -, Länner kënne blockéieren, mä dann nëmmen am Respekt vun de Regele vun der Proportionalitéit an der Fonctionnalitéit. Also kann een net einfach soen: „Ech spären elo esou Siten, well se mer louche virkommen." Mä da muss een effektiv och iwwer juristesch Prozeduren da soen: „Ma, dat doten ass e Site, dee geféierlech ass." Dat ass ganz kloer. D'Strofrecht däerf keng Grenz fannen am Internet. An duerfir musse mer méi europäescht Strofrecht maachen, gemeinsamt Strofrecht.

Ech sinn e bëssen enttäuscht, dass mer bei de Justizministeren net méi wäit komm si bei enger anerer Direktiv, wou ech och eng Kéier hei an d'Haus kommen, iwwer Internetkriminalitéit a Computerkriminalitéit. Do wär ech gär méi wäit gaangen als Justizminister, well ech mengen, dass et wichteg ass, dass mer héich strofrechtlech Standarden hunn an Europa. Mä et mussen europäesch Standarde sinn, wou da jiddweree sech drun ze halen huet.

Dat also zu deenen zwou Zorte vu Regulatioun vun där Internetautobunn. Déi eng administrativ, déi dierf net nëmme kucken, wien d'Autobunn méi belaascht wéi deen aneren, net kucken: Wien ass et? An déi aner ass eben: Wien ass illegal? An dat musse strofrechtlech Illegalitéite sinn an net iergendwéi eppes Diffuses.

Dann d'Fro: Wéi gi mer elo weider? Wou sti mer? A wéi gi mer weider? Et war esou, dass mer de Paquet Télécom haten, wou schonn deemools mäi Virgänger, de Jean-Louis Schiltz, mat e puer anere staark plädéiert huet, fir d'Internetneutralitéit an de Paquet eranzekréien. Dat ass net gaang. Duerfir war keng Majoritéit do. A well keng Majoritéit do war, d'Kommissioun war derfir, d'Kommissioun huet dunn déi Deklaratioun, wat verschidde Riedner scho gemaach hunn, déi Deklaratioun gemaach, dat géif dann duerno weidergekuckt ginn.

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Gemeng Bartreng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

An der Gemeng Bous *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

An der Gemeng Conter *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

An der Gemeng Dikrech *um Kanal S19 / 287.25 Mhz*

Zu Esch-Sauer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

An der Gemeng Gréiwemaacher *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

An der Gemeng Hesper *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

Mir hunn dunn de Pak hei ëmgesat a mir hunn de Pak ëmgesat no deem sakrosankte Prinzip - mat deem ech jo heiansdo meng Schwieregkeeten hat an hunn a wäert hunn -, de sakrosankte Prinzip ugewannt, d'Direktiv eent zu eent ëmzesetzen. Also, entweder et ass e sakrosankte Prinzip, eent zu eent ëmsetzen, oder et ass keen. Ech si perséinlech der Meenung, dass ee soll driwwer diskutéieren. Mä all Fraktioun, mengen ech, kënnt ëmmer mat dem Prinzip eent zu eent ëmsetzen. Mir hunn et eent zu eent ëmgesat. Dat wëllt allerdéngs net soen, dass mer näischt indirekt iwwer Internetneutralitéit hei drageschriwwen hätten, well drasteet, wéi de Paquet Télécom et och virgesäit, dass den nationale Régulateur sollt kucken, dass minimal Qualitéitsprinzipië respektéiert ginn an dass och d'Transparenz ass, wa géife Restriktioune kommen. Sou dass den ILR dat mécht. An en huet et och gemaach.

Ech soen nëmmen - ech kucke meng Zäit hei - ganz kuerz, den Haaptproblem zu Lëtzebuerg, dee sech konkret gestallt huet, dat ass: Maachen d'Mobilophonie-Bedreiwer - notamment een - Skype Misär oder maache se Skype kee Misär?

Den ILR huet dat kontrolléiert an en huet versécher kritt an huet eis dat och esou gesot, dass do Skype kee Misär gemaach kritt, a Voice over IP och net. Sou dass dat déi konkret Fro ass, mat där den ILR sech huet missen auserneesetzen. Dat ass och esou gekuckt ginn.

Sou dass mer zurzäit net de Problem zu Lëtzebuerg hunn, an den ILR och dauernd seng Aarbecht mécht.

Wéi gi mer elo weider? Elo hu mer déi Debatt an Europa, wou mer nach kee Wäissbuch hunn effektiv, wou déi Befroung war a wou d'Kommissioun sech e bësse schwéierdeet, well se tëschent zwee Still sëtzt. An och an der Kommissioun gëtt et déi eng an déi aner.

Also, ech mengen, dass d'Madame Kroes schonn éischter esou denkt wéi mir. Mä ech weess net, ob jiddwereen esou denkt wéi si, well heiansdo kucken ech ëmmer, wat deen ee Kommissär an deen anere Kommissär seet. Déi leien net ëmmer op enger Linn, sou dass d'Kommissioun do schonn tëschent zwee Still sëtzt. Déi, déi kloer nach ëmmer majoritär fir d'Internetneutralitéit waren - dat war och beim Paquet Télécom esou -, dat ass d'Europäescht Parlament. Am Ministeschrot ginn d'Meenunge wäit auserneen. Déi, déi bis elo ëmmer am meeschten derfir plädéiert hunn, dat war Lëtzebuerg, dat war Estland - et ass och an deenen zwee Länner, wou Skype doheem ass -, dat waren d'Hollänner.

Grouss Länner, déi grouss Télécomopérateuren di sech méi schwiereg. Obwuel ech mat Interessi festgestallt hunn, dass am däitsche Bundestag eng Debatt awer elo lassgaangen ass eigentlech, fir géint déi traditionell Meenung vun Däitschland iwwert d'Internetneutralitéit do ze schwätze respektiv à la limite ze légiféréieren. Dat ass also ganz interessant.

Wéi gi mer elo och zu Lëtzebuerg weider? Solle mer légiféréieren? Solle mer net légiféréieren? Fir d'Éischt emol, woufir mer net légiféréiert hunn. Éischtens, well mer bis elo net festgestallt hunn, dass mer zu Lëtzebuerg e Problem hätten. Dat musse mer och weider poursuivéieren.

Zweetens, well mer och eng Gefor bis elo gesinn hunn, dass, wa mir elo géife virpreschen, dann op eemol d'Kommissioun, déi tëschent zwee Still ass, op déi géif klappen, déi wëlle méi wäit goe wéi de Paquet.

Dat Drëtt ass - an dat wëll ech och hei ze bedenke ginn -, dass eng Gefor ass, wann ee légiféréiert, dass een op eemol och Exceptioune légiféréiert. An Amerika zum Beispill sinn déi gréisste Befirwuerter vun der „net neutrality" géint eng Action législative, well se soen, da kommen och erëm eng Kéier Exceptiounen an herno hu mer méi Misär gemaach wéi net.

Duerfir soen ech: Wann ee légiféréiert, hätt ech och da gär, dass mer dat och dann, wa mer géifen Exceptioune maachen, dass dat och nëmmen europäesch Exceptioune wären an dass mer net - bon, ech gesinn d'Gefor no där Debatt hei net ganz grouss -, mä ech soen, mir mussen dat kucken.

Wéi gi mer dann elo weider, mat légiféréieren oder net? Do ass meng Propositioun folgend: Ech mengen, Dir hutt eng Motioun, Dir hutt eng Resolutioun, domat kann een alles ganz gutt liewen. Ech wëll souwisou - ob Der elo en Débat d'orientation maacht oder net, mir ass et egal, dat musst Dir décidéieren -, ech wollt Iech Folgendes virschloen: Den 13. Dezember gesinn ech dann definitiv, wéi d'Kommissioun steet - dat ass fir mech extrem wichteg - an och wéi déi eenzel aner Länner stinn. Dat ass och fir mech wichteg. Ze légiféréieren zu Lëtzebuerg kann zwee Intérêten hunn. Deen een ass deen, wa mer géife gesinn - an do kuckt den ILR dauernd drop - , mir hätte selwer Problemer, da musse mer légiféréiere souwisou.

Wou mer et maachen, dat ass effektiv am Kader vum Gesetz vum Februar 2011, wa mer légiféréieren.

An dat Zweet ass, ob et vläicht ka sënnvoll sinn, dass verschidde Länner an Europa selwer no vir preschen a légiféréieren, fir doduerch d'Kommissioun dohinner ze dreiwen, dass se méi hirer urspréngleche Haltung nogëtt.

Duerfir soen ech, kann ech net soen, wéini ech géif hei Iech eng Propos maachen. Meng Propos ass, dass nom 13. Dezember - wéini och ëmmer dat geet mat der Kommissioun - esou séier wéi méiglech, wann et net méi geet dëst Joer, dann no Ufank Januar, mer an d'Kommissioun géife kommen.

Ech géif och do kucken, dass den ILR derbäi wär, dass den ILR och géif am Detail op déi verschidde Froen äntwerten a seng Analys maachen. Ech géif dann de Compte rendu maache vun der Positioun vun der Kommissioun an och vun eenzelne Länner, an da géife mer an der Kommissioun eng Debatt maachen. Ob Dir se duerno als Débat d'orientation hei weiderféiert oder net, ech mengen, dat ass d'Décisioun vun der Chamber. Do ass de Minister selbstverständlech à disposition vun der Chamber. A mir géifen dann de Point de la situation maachen an da soen: Huet et elo en Zweck, séier eppes ze maachen? En Zweck, net séier eppes ze maachen?

Wéi gesot nach eng Kéier, ech sinn hei bereet, dat ze maachen. Ech sinn duerfir och ganz frou, dass hei eng Motioun unanime gedroe gëtt vun alle Fraktiounen. Dat stäipt mer och de Réck den 13. Dezember. Duerfir nach eng Kéier Merci fir dës Debatt.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Kommunikatiounsminister François Biltgen. Domadder wiere mer um Enn vun der Diskussioun.

Motion 1

Mir hunn awer hei elo nach iwwer eng Motioun fir d'Éischt ofzestëmmen, déi erakomm ass vum Här Claude Adam, déi, souwäit ech dat gesinn, vun alle Fraktioune matgedroe gëtt, sou dass ech géif proposéieren, dass mer à main levée doriwwer géife ofstëmmen.

Vote sur la motion 1

Wien ass mat där Motioun d'accord?

Dat schéngt mer d'Unanimitéit ze sinn. Domadder wier dës Motioun ugeholl.

Résolution 1

An dann hu mer nach eng Resolutioun, déi eragereecht ginn ass vum Här Eugène Berger. Wie wëllt dozou nach Stellung huelen? Den Här Fayot.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Här President, ech hunn eigentlech kee Problem mat där Resolutioun. Et ass ëmmer gutt, wann en Deputéierte freet, dass an enger Kommissioun Aarbecht gemaach gëtt. Ech wollt just iwwert den drëtte Considérant eppes soen. Do steet: «… considérant que le principe même de la neutralité des réseaux Internet n'a cependant pas encore été traduit en droit luxembourgeois…».

Also, wat stëmmt, dat ass, am Droit luxembourgeois ass dee Prinzip nach net ageschriwwen. Mä ech mengen awer, an der Praxis vum ILR, souwäit ech dat verstanen hunn, opgrond och vun der Direktiv Télécom a vun der Ausriichtung vun där Direktiv Télécom, déi mer duerch d'Gesetz vum 27. Februar 2011 transposéiert hunn, kënne mer awer soen, dass mer dee Prinzip hei zu Lëtzebuerg applizéieren.

Sou dass ech Iech géif proposéieren, Här President, dass mer, wann den Här Berger d'accord ass, géife schreiwen: «n'a cependant pas encore été inscrit dans la législation luxembourgeoise», well «traduit en droit luxembourgeois», dat geet awer méi wäit.

M. le Président.- Den Här Berger huet d'Wuert.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Jo, Här President, ech hunn absolut kee Problem domadder. An ech géif et op alle Fall begréissen, wa mer kéinten an déi Richtung goen, well mir hu jo och elo gesinn, opgrond vun den Informatiounen och vum Här Minister, datt mer eis beim Zil eens sinn, mä fir de Wee dohinner, datt mer do sécherlech gutt maachen, wa mer eis gutt informéieren, wa mer wierklech eis optimal drop preparéieren, fir herno dann och gutt Texter ze maachen. An ech mengen, dat ass dat, wat da wichteg ass.

Merci.

M. le Président.- Merci. Kéint ech dann déi vum Här Fayot ëmgeännert proposéiert Resolutioun vum Här Berger zum Vote stellen?

(Assentiment)

Résolution 1 modifiée

La Chambre des Députés,

- constatant qu'elle s'est largement exprimée en faveur du maintien de la neutralité des réseaux Internet;

- considérant qu'il incombe aujourd'hui à l'Institut Luxembourgeois de Régulation de veiller à ce que les opérateurs assurent un accès non discriminatoire aux réseaux Internet;

- considérant que le principe même de la neutralité des réseaux Internet n'a cependant pas encore été inscrit dans la législation luxembourgeoise;

- considérant les discussions menées tant au niveau européen qu'au niveau des États membres visant à créer un cadre légal permettant de garantir la neutralité des réseaux Internet;

- considérant les travaux parlementaires menés à cet égard dans nos pays voisins;

- notant qu'une analyse détaillée de la situation actuelle au Luxembourg à l'instar de celle faite par nos pays voisins fait actuellement défaut;

décide

à charger la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Média, des Communications et de l'Espace à élaborer un rapport en vue d'un débat d'orientation sur l'opportunité d'inscrire le principe de la neutralité des réseaux Internet dans la législation luxembourgeoise.

(s.) Eugène Berger, André Bauler, Xavier Bettel, Fernand Etgen, Claude Meisch.

Vote sur la résolution 1 modifiée

Wien ass mat där Resolutioun d'accord?

Dat schéngt mer och d'Unanimitéit vun dësem Haus ze sinn, sou datt déi Resolutioun och domadder ugeholl wär.

5. Motion de M. Alex Bodry sur le réexamen de la grille tarifaire fixée par le projet de règlement grand-ducal n°6173 sur base des résultats financiers de la première année d'exercice des centrales de biogaz

Da kéime mer nach zu enger Motioun, déi den Här Bodry virdrun eragereecht huet, déi och, wann ech dat hei iwwersinn, vun alle Fraktiounen an deem Haus gedroe gëtt.

Kann ech déi also och à main levée zum Vote stellen?

(Assentiment)

Vote sur la motion

Wien ass mat där Motioun d'accord?

Déi wär dann och à l'unanimité ugeholl.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn dann och domadder um Enn vun eiser Sitzung vun haut ukomm. Déi nächst Sitzunge si virgesi fir de 6., 7. an 8. Dezember.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.34 heures)

Sommaire des séances publiques nos 4, 5 et 6

Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés p. 39

Communications p. 39-40

Ordre du jour p. 40

Déclaration de politique européenne et étrangère présentée par M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères p. 40-44

6282 - Projet de loi portant transposition de la directive 2008/110/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 modifiant la directive 2004/49/CE concernant la sécurité des chemins de fer communautaires (Directive sur la sécurité des chemins de fer) et modifiant
1. la loi du 22 juillet 2009 sur la sécurité ferroviaire,
2. la loi modifiée du 11 juin 1999 relative à l'accès à l'infrastructure ferroviaire et à son utilisation p. 44-45

Hommage à M. André Hoffmann p. 45

Vérification des pouvoirs et assermentation de M. Serge Urbany p. 46

Changement de composition de la Conférence des Présidents p. 46

Changement de composition des commissions parlementaires et des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales p. 46-47

Renouvellement des mandats du Président et du Vice-Président de la Cour des Comptes et d'un conseiller à la Cour des Comptes p. 47

Débat sur la politique européenne et étrangère p. 47-56

Changement de composition de la Conférence des Présidents et d'une commission parlementaire p. 56

6244 - Projet de loi:
- portant transposition de la directive 2009/127/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 modifiant la directive 2006/42/CE en ce qui concerne les machines destinées à l'application des pesticides;
- modifiant la loi du 27 mai 2010 relative aux machines p. 56-57

6306 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration p. 57-59

Dépôt d'une motion par M. Alex Bodry p. 59-60

Interpellation de M. Claude Adam sur le principe de la neutralité du réseau Internet p. 60-65

Motion de M. Alex Bodry sur le réexamen de la grille tarifaire fixée par le projet de règlement grand-ducal n°6173 sur base des résultats financiers de la première année d'exercice des centrales de biogaz p. 65

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

RAPPORT D'ACTIVITÉ DU MÉDIATEUR

1.1. Statistiques

Relevé global
(du 1er octobre 2010 au 30 septembre 2011)

Le taux de correction est déterminé sur base du nombre de dossiers clôturés, déduction faite des réclamations irrecevables, non fondées, transmises à d'autres Médiateurs, des affaires que le Médiateur a refusé d'examiner ainsi que de celles dans lesquelles le réclamant s'est désisté.

Les dossiers clôturés provisoirement sont comptabilisés parmi les affaires en cours et ne sont pas pris en considération pour la détermination du taux de correction.

=> TAUX DE CORRECTION:	80,40%

Nombre de réclamations par mois

octobre 2010	101
novembre 2010	100
décembre 2010	87
janvier 2011	87
février 2011	101
mars 2011	100
avril 2011	79
mai 2011	106
juin 2011	86
juillet 2011	88
août 2011	81
septembre 2011	70

Ventilation par suites réservées à la réclamation

Nombre total de réclamations	1086
Dossiers en cours (y compris 33 dossiers clôturés provisoirement)	282
Dossiers clôturés	804
Transmis à un autre Médiateur	3
Réclamations non fondées	244
Désistement du réclamant	98
Pas de correction obtenue	68
Correction partielle obtenue	45
Correction totale obtenue	234
Demandes irrecevables	81
Refus d'examiner	31

Ventilation détaillée

Demandes irrecevables	81
Jugements coulés en force de chose jugée	6
Incompétence ratione materiae	70
Incompétence ratione loci	0
Non-immixtion dans une affaire judiciaire pendante	5
Refus d'examiner	31
Demandes prématurées	13
Demandes manifestement non fondées	5
Absence de démarches préalables	11
Actio popularis	0
Obscurum libellum	2

Légende:

dossiers clôturés: les dossiers dont l'instruction est clôturée

réclamations irrecevables: les réclamations dont l'objet n'est pas dans la compétence du Médiateur, il s'agit notamment de réclamations qui ne sont pas dirigées contre un organisme public

refus d'examiner: il s'agit dans l'essentiel de réclamations qui n'ont pas fait l'objet de démarches préalables anonymes, de réclamations à libellé obscur ou de réclamations qui ne concernent pas directement les réclamants

désistement des réclamants: les réclamations dont l'instruction a été arrêtée sur demande du réclamant

clôtures provisoires: il s'agit plus particulièrement de dossiers mis en attente sur demande du réclamant

1.1.1. Affaires relevant de l'État

1.1.1.1. Immigration, permis de travail, visas, passeports

Nombre d'affaires	81
Affaires clôturées	60
Affaires en cours (y compris 2 affaires clôturées provisoirement)	21
Correction totale/partielle	24
Pas de correction	0
Réclamations non fondées	20
Refus d'examiner	5
Demandes irrecevables	0
Désistement du réclamant	11
Transmis à un autre Médiateur	0
=> TAUX DE CORRECTION:	100%

1.1.1.2. Logement et Classes moyennes

Nombre d'affaires	40
Affaires clôturées	28
Affaires en cours (y compris 2 affaires clôturées provisoirement)	12
Correction totale/partielle	15
Pas de correction	3
Réclamations non fondées	5
Refus d'examiner	2
Demandes irrecevables	0
Désistement du réclamant	3
Transmis à un autre Médiateur	0
=> TAUX DE CORRECTION:	83,33%

1.1.1.3. Administration judiciaire

Nombre d'affaires	14
Affaires clôturées	13
Affaires en cours	1
Correction totale/partielle	3
Pas de correction	0
Réclamations non fondées	3
Refus d'examiner	1
Demandes irrecevables	5
Désistement du réclamant	1
Transmis à un autre Médiateur	0
=> TAUX DE CORRECTION:	100%

1.1.1.4. Fiscalité (ACD, AED, Administration des Douanes et Accises)

Nombre d'affaires	121
Affaires clôturées	92
Affaires en cours (y compris 2 affaires clôturées provisoirement)	29
Correction totale/partielle	42
Pas de correction	4
Réclamations non fondées	37
Refus d'examiner	0
Demandes irrecevables	0
Désistement du réclamant	9
Transmis à un autre Médiateur	0
=> TAUX DE CORRECTION:	91,30%

1.1.2. Affaires relevant des Communes

1.1.2.1. Urbanisme

Nombre d'affaires	35
Affaires clôturées	20
Affaires en cours	15
Correction totale/partielle	4
Pas de correction	0
Réclamations non fondées	7
Refus d'examiner	3
Demandes irrecevables	0
Désistement du réclamant	6
Transmis à un autre Médiateur	0
=> TAUX DE CORRECTION:	100%

1.1.2.2. Affaires communales générales

Nombre d'affaires	90
Affaires clôturées	63
Affaires en cours (y compris 3 affaires clôturées provisoirement)	27
Correction totale/partielle	19
Pas de correction	2
Réclamations non fondées	26
Refus d'examiner	4
Demandes irrecevables	1
Désistement du réclamant	11
Transmis à un autre Médiateur	0
=> TAUX DE CORRECTION:	90,47%

1.1.3. Affaires concernant les Établissements publics relevant de l'État ou des Communes (y compris l'ADEM, la CNPF, le FNS)

1.1.3.1. Affaires de Sécurité sociale

Nombre d'affaires	129
Affaires clôturées	108
Affaires en cours (y compris 1 affaire clôturée provisoirement)	21
Correction totale/partielle	36
Pas de correction	18
Réclamations non fondées	40
Refus d'examiner	7
Demandes irrecevables	0
Désistement du réclamant	6
Transmis à un autre Médiateur	1
=> TAUX DE CORRECTION:	66,66%

1.1.3.2. Administration de l'Emploi (ADEM)

Nombre d'affaires	49
Affaires clôturées	30
Affaires en cours (y compris 1 affaire clôturée provisoirement)	19
Correction totale/partielle	9
Pas de correction	9
Réclamations non fondées	6
Refus d'examiner	0
Demandes irrecevables	1
Désistement du réclamant	5
Transmis à un autre Médiateur	0
=> TAUX DE CORRECTION:	50%

1.1.3.3. Caisse nationale des Prestations familiales (CNPF)

Nombre d'affaires	105
Affaires clôturées	70
Affaires en cours (y compris 9 affaires clôturées provisoirement)	35
Correction totale/partielle	35
Pas de correction	9
Réclamations non fondées	16
Refus d'examiner	1
Demandes irrecevables	1
Désistement du réclamant	8
Transmis à un autre Médiateur	0
=> TAUX DE CORRECTION:	79,54%

1.1.3.4. Fonds national de Solidarité (FNS)

Nombre d'affaires	21
Affaires clôturées	14
Affaires en cours (y compris 2 affaires clôturées provisoirement)	7
Correction totale/partielle	2
Pas de correction	3
Réclamations non fondées	8
Refus d'examiner	0
Demandes irrecevables	0
Désistement du réclamant	1
Transmis à un autre Médiateur	0
=> TAUX DE CORRECTION:	40%

1.2. Affaires relevant de l'État

1.2.1. Immigration

Le nombre de réclamations n'a pas diminué par rapport à l'année précédente.

Nombreux étaient les réclamants qui se sont plaints de lenteurs dans l'instruction de leur dossier.

D'autres se sont plaints de ne pas avoir obtenu suffisamment d'informations de la part du Ministère.

Restant pendant des mois sans la moindre information sur l'état de leur dossier, les réclamants ont parfois l'impression d'être laissés pour compte.

Ainsi le Médiateur est intervenu à d'itératives reprises auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration pour s'enquérir sur l'état de la procédure, alors qu'il lui semblait effectivement que l'instruction du dossier était particulièrement longue.

Dans un de ces cas la réclamante était une femme de nationalité ukrainienne, qui avait épousé un Luxembourgeois en 2003. De cette union est né un enfant en 2006. De 2003 à 2007, la dame a disposé d'une autorisation de séjour en qualité de membre de famille. En 2007, les époux se sont installés en Allemagne. Le couple ne s'entendant plus, une demande en divorce a été introduite en Allemagne et la réclamante est revenue s'établir au Grand-Duché en 2009.

Sa demande en octroi d'une autorisation de séjour en qualité de membre de famille a été avisée négativement étant donné que son époux résidait en Allemagne à ce moment-là.

Or, la réclamante attendait d'être divorcée pour pouvoir épouser son nouveau compagnon.

S'inquiétant cependant du silence de la Direction de l'Immigration pendant plusieurs mois l'intéressée s'est adressée au Médiateur afin qu'il intervienne auprès du Ministre.

Le Ministre a expliqué que le dossier n'avait pu être considéré comme complet que 5 mois après que la demanderesse avait exposé sa situation et ce par la remise d'une déclaration de prise en charge par son compagnon.

Finalement une autorisation de séjour temporaire pour raisons privées lui a été accordée.

Un autre cas concernait la demande de regroupement familial d'un ressortissant d'un pays tiers qui avait été faite en novembre 2010. Ce ne fut qu'en avril 2011 que le Ministère a sollicité la communication de pièces supplémentaires qui auraient été remises sans délai.

Alors qu'il restait toujours sans nouvelles des suites réservées à sa demande le réclamant a sollicité l'intervention du Médiateur. Cette intervention était d'autant plus urgente que le réclamant était atteint d'un cancer en phase avancée, de sorte qu'il comptait sur une réponse dans les meilleurs délais afin d'être apaisé quant à sa situation illégale sur le territoire qu'il souhaitait régulariser le plus vite possible.

Dans sa prise de position le Ministre s'est dit favorable à l'octroi d'une autorisation de séjour pour raisons privées. À cette fin le demandeur a été invité à faire parvenir au Ministre un engagement de prise en charge souscrit en bonne et due forme par un membre de sa famille.

Le Médiateur a été saisi en février 2011 d'un dossier par une réclamante de nationalité luxembourgeoise au sujet d'une demande en obtention d'un visa en vue d'un regroupement familial en faveur de son mari de nationalité algérienne, demande qui avait été déposée en octobre 2010 auprès des autorités diplomatiques belges à Alger.

Le Médiateur s'est adressé au Ministre des Affaires étrangères afin de savoir dans quelle mesure il serait disposé à s'enquérir auprès des autorités diplomatiques belges à Alger afin de comprendre ce qu'il était advenu du dossier.

Le Ministre a informé le Médiateur que le dossier avait bel et bien été déposé mais que suite à une erreur de classement le dossier n'avait pas été transmis aux autorités luxembourgeoises.

Finalement, le Ministère a traité la demande de visa avec la diligence requise.

Dans un autre dossier, le Médiateur a été saisi par une femme de nationalité russe résidant sur le territoire avec son mari et ses enfants et dont le dossier était en cours de régularisation. La réclamante s'étonnait d'avoir reçu en date du 10 février 2011 un courrier l'informant de ce qu'un courrier datant de décembre 2009 n'aurait pas obtenu les suites voulues

Or, l'avocat de la famille avait réservé une suite à ce courrier en janvier 2010.

Les pièces sollicitées étaient entrées à la Direction de l'Immigration en janvier 2010.

En avril 2010, le Ministre a accusé réception du courrier de janvier 2010 et a sollicité des renseignements sur l'état des démarches effectuées par la famille en vue de l'obtention de passeports.

En mai 2010, l'avocat a fait parvenir les informations à ce sujet.

Par la suite tant la famille que l'avocat de la famille ont en vain tenté d'obtenir des renseignements quant à la suite qui serait réservée à leur dossier de demande d'autorisation de séjour.

Par courrier du 16 février 2011, l'avocat a fait parvenir au Ministre les informations supplémentaires sollicitées en date du 10 février 2011.

La famille s'inquiétait du délai qu'allait prendre le Ministre pour répondre à sa demande alors que le 11 février 2011, l'Administration communale du lieu où la famille était domiciliée avait décidé de faire procéder à la radiation d'office de la famille des registres communaux de la population.

Le Médiateur s'est donc adressé au Ministre en faisant état des allégations de la réclamante et en demandant qu'une suite soit réservée au dossier dans les tout meilleurs délais.

Finalement une autorisation de séjour a été délivrée à la famille.

Dans une autre affaire, le Médiateur a été saisi par une femme de nationalité bosnienne arrivée au Grand-Duché en 2004 pour rejoindre son mari, de nationalité macédonienne. Le couple était accompagné de deux enfants, nés en 2001 et 2003.

Une demande en obtention du statut de réfugié leur a été refusée en 2005 et 2006.

Selon les informations reçues, le couple aurait signé, au cours du mois de juin 2007, un document en vue d'un retour volontaire. Ils furent informés qu'ils recevraient un courrier concernant leur départ dans les semaines suivantes.

Les mois et les années ont passé sans que le couple ne soit recontacté.

Le Médiateur, bien conscient de ce que cette famille n'avait aucun droit de se trouver sur le territoire, n'est cependant pas resté indifférent à l'angoisse des réclamants qui ne s'imaginaient pas devoir quitter le Grand-Duché alors surtout que les 3 enfants sont bien intégrés dans notre pays. En effet, les deux aînés fréquentent l'école primaire et parlent les trois langues du pays.

Depuis son arrivée en 2004, la famille était logée dans un foyer réservée à l'accueil des demandeurs d'asile. Le père et la mère ont travaillé de manière ponctuelle afin de subvenir aux besoins de la famille.

Le couple a consulté le Médiateur alors qu'ils ne souhaitaient rien de plus que de pouvoir travailler légalement et subvenir à leurs besoins en toute légalité et ne dépendre par ailleurs d'aucune manière que ce soit de l'État luxembourgeois.

La famille en question n'avait pas, à proprement parlé, formulé de demande de régularisation de sorte qu'aucun reproche ne pouvait être adressé au Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration sauf peut-être que les personnes n'avaient jamais été fixées sur leur sort alors pourtant qu'en 2007 on leur avait assuré qu'ils seraient informés des suites réservées à leur accord en vue d'un retour volontaire.

Le Médiateur s'est dès lors adressé au Ministre afin de connaître les suites qui seraient réservées à leur cas, alors que la famille devait une fois pour toutes être fixée sur son sort.

Suite à l'intervention du Médiateur, le Ministre a décidé à titre tout à fait exceptionnel qu'une autorisation de séjour pourrait être octroyée à cette famille à condition que les intéressés remplissent endéans un délai de six mois les conditions pour exercer une activité salariée.

Le Médiateur a été saisi par une réclamante de nationalité monténégrine qui a sollicité au mois de juin 2010 la délivrance d'une autorisation de séjour longue durée qui lui fut refusée de sorte qu'elle a demandé le renouvellement de son autorisation de séjour en tant que travailleur salarié au mois d'août 2010. Son autorisation de séjour venait à expiration à la fin du mois de septembre 2010.

Au moment de la saisine du Médiateur au mois de décembre la réclamante était toujours sans nouvelles quant à son dossier et ce malgré plusieurs rappels de sa part.

Or, du fait de l'expiration de l'autorisation de séjour la réclamante ne percevait plus d'indemnités de chômage, ce qui concrètement la mettait dans une situation difficile qui ne pouvait perdurer, d'autant plus qu'elle élevait seule son enfant en bas âge.

À la mi-décembre, la réclamante fut informée qu'un titre de séjour en qualité de membre de famille lui serait accordé jusqu'au mois de juillet 2012, date d'expiration de l'autorisation de séjour du mari de la réclamante et du père de son enfant dont elle était séparée. Le même jour elle a reçu une réponse à sa demande de renouvellement de son autorisation de séjour en qualité de travailleur salarié, selon laquelle elle devrait joindre au dossier un contrat de travail valable au-delà du 31 décembre 2010 et un certificat d'affiliation à émettre par le Centre commun de la Sécurité sociale reprenant l'intégralité de ses affiliations au Luxembourg.

Munie de son titre de séjour en qualité de membre de famille la réclamante s'est rendue à l'ADEM afin de faire réactiver son dossier, alors qu'elle était sans ressources depuis le mois d'octobre 2010.

La personne en charge du dossier l'aurait informée qu'à défaut d'une autorisation de travail, le titre de séjour en qualité de membre de famille ne lui conférerait pas le droit de percevoir les indemnités de chômage.

Le Médiateur s'est adressé au Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration alors que se posait la question du droit aux indemnités de chômage d'un citoyen dont l'autorisation de séjour en tant que travailleur salarié avait expiré.

En l'espèce le Ministre a décidé de délivrer une autorisation de séjour en qualité de travailleur salarié, ce qui a permis à la réclamante de bénéficier à nouveau des indemnités de chômage complet et de se faire payer a posteriori les indemnités de chômage dont elle n'avait pas bénéficié au cours de plusieurs mois.

Le Médiateur a également été saisi d'une réclamation par un ressortissant d'un pays tiers vivant en couple avec une dame de nationalité luxembourgeoise. En décembre 2010, le réclamant a sollicité une autorisation de séjour au Grand-Duché de Luxembourg. À la date de la saisine du Médiateur, soit quelque cinq mois plus tard, le Ministre ne s'était pas encore prononcé sur le fond de l'affaire mais avait demandé la communication de pièces et des explications supplémentaires quant à la situation du réclamant.

Au moment de l'intervention du Médiateur le couple attendait la naissance d'un deuxième enfant prévue pour le mois de juillet.

Le réclamant disposait d'une autorisation de séjour dans un pays limitrophe valable jusqu'à la fin du mois de juillet 2011, mais souhaitait pouvoir s'établir légalement à Luxembourg et subvenir aux besoins de sa famille.

Étant donné la date butoir du 1er août 2011, le Médiateur a demandé au Ministre de traiter cette affaire dans les tous meilleurs délais, afin que, dans l'hypothèse d'une décision négative, le réclamant puisse prendre ses dispositions en vue de voir prolonger l'autorisation de séjour sur le territoire limitrophe.

Le Ministre, tout en soulignant que les conditions de l'article 69 et suivants de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration pour l'obtention d'une autorisation de séjour en qualité de membre de famille n'étaient pas remplies et que par ailleurs la situation financière de la compagne du réclamant n'était pas telle qu'elle serait en mesure de prendre en charge le réclamant, a toutefois décidé qu'il était disposé à accorder à ce dernier une autorisation de séjour à condition qu'il lui fasse parvenir dans les meilleurs délais un contrat de travail ainsi que la preuve qu'il est couvert par une assurance maladie.

Bureau des passeports, visas et légalisations

Le Médiateur a été saisi de plusieurs réclamations à l'encontre du Bureau des passeports, visas et légalisation, dans le cadre de demandes de délivrance de visa en vue de rendre visite à des personnes résidant sur le territoire du Grand-Duché.

Ainsi le Médiateur a connu le cas d'un réclamant qui se plaignait du rejet de sa demande de prise en charge de sa compagne au motif qu'il serait insolvable.

Étant donné que sa compagne était déjà venue à plusieurs reprises au Grand-Duché, sans que sa venue n'ait apparemment posé de problème par le passé, le réclamant ne comprenait pas pourquoi cette fois-ci le Bureau des passeports lui opposait un refus.

La situation a pu être débloquée endéans un délai raisonnable. Il s'agissait manifestement d'un malentendu entre le Bureau des passeports et le réclamant au sujet des moyens de subsistance du réclamant.

Manifestement il n'avait pas été expliqué clairement au réclamant les motifs de la décision de refus. Par le passé le réclamant n'avait pas été confronté au même problème ce qui lui a donné inévitablement l'impression d'être la victime de chicaneries de la part du Bureau des Passeports.

1.2.2. Logement et Classes moyennes

Logement

Au vu des réclamations dont il a été saisi à l'encontre du Ministère du Logement, le Médiateur déplore que les délais de réponse du Ministère du Logement restent en général très longs. Par ailleurs la motivation des décisions prises en matière d'aides au logement n'est souvent pas claire et suffisante.

Aides au logement

Le Médiateur a été saisi à trois reprises de réclamations émanant de personnes impliquées dans une procédure de divorce pour cause déterminée. Une telle procédure de divorce peut se prolonger sur plusieurs années. Dans les dossiers soumis au Médiateur, les réclamantes avaient des enfants à charge et assumaient seules la charge du prêt hypothécaire. Le divorce n'était pas encore prononcé, mais la procédure avait déjà dépassé le stade de l'ordonnance de référédivorce fixant certaines mesures provisoires pendant la procédure de divorce (telles que la résidence des époux et la garde des enfants).

Dans deux cas, les réclamantes avaient demandé des aides pour un logement qu'elles avaient acheté pendant l'instance de divorce en vue d'aller y habiter avec leurs enfants. Dans l'autre cas, la maison familiale appartenait exclusivement à l'épouse, dès avant le mariage. Comme les maris ne contribuaient que faiblement à l'entretien des enfants, les réclamantes se trouvaient dans une situation financière des plus précaires. Les aides au logement leur étaient refusées au motif qu'elles ne pouvaient pas produire une pièce prouvant le prononcé du divorce ou un certificat de première comparution.

Le Médiateur a donné à considérer au Ministre que, par une telle exigence, le Service des aides au Logement opère une discrimination des personnes qui se trouvent dans une instance de divorce pour cause déterminée par rapport à celles qui se trouvent dans une instance de divorce par consentement mutuel.

En effet, les personnes qui décident de divorcer par consentement mutuel ont le droit de bénéficier des aides dès lors qu'elles disposent d'un certificat de première comparution.

Or, un certificat de première comparution n'existe que dans une procédure de divorce par consentement mutuel. Les réclamantes qui avaient engagé une procédure divorce pour cause déterminée se trouvaient dans l'impossibilité d'obtenir un tel document de sorte qu'elles auraient dû attendre la fin de leur divorce pour pouvoir bénéficier des aides au logement.

Cette exigence est d'autant plus étonnante qu'une première comparution n'implique nullement que le divorce sera prononcé. Par contre une ordonnance de référé-divorce constitue une première décision et l'assignation, qui fait partie intégrante de cette ordonnance de référé, indique que l'affaire est pendante au fond.

Suite à de longs échanges de courriers dans lesquels le Médiateur a fait valoir ses arguments, le Service des aides au Logement a finalement accepté d'accorder provisoirement les aides à l'une des réclamantes et de réévaluer la situation deux années plus tard si le divorce ne devait pas encore être prononcé après écoulement de ce délai.

Dans le deuxième dossier, le divorce a entretemps été prononcé de sorte que le paiement des aides a été repris.

Le troisième dossier a finalement été solutionné sur base du nouveau règlement grand-ducal du 5 mai 2011 concernant l'aide au logement. Le nouveau règlement permet en effet au Service des aides au Logement d'accorder une continuation provisoire des aides au logement pendant deux ans en cas de divorce à condition que le bénéficiaire continue à habiter dans le logement, qu'il ait repris à lui seul le prêt hypothécaire et qu'il soit le propriétaire exclusif du logement.

Le Médiateur a également été saisi d'une réclamation contre le Service des aides au logement par un père de famille qui s'est vu refuser les aides au motif que son logement serait trop petit. En vertu de l'article 7 du règlement grand-ducal modifié du 23 juillet 1983 abrogé entretemps par le règlement du 5 mai 2011 concernant l'aide au logement, la surface utile d'habitation d'un logement en copropriété divise ne devait pas être inférieure à 52 m² pour pouvoir bénéficier des aides au logement. Alors que l'acte notarié d'acquisition de l'appartement indiquait une surface d'habitation de 52,08 m², la surface utile d'habitation calculée par le Service des aides au Logement sur base des plans n'était que de 48,60 m².

Suite à l'intervention du Médiateur, le Ministre a finalement accordé une dispense de la condition de surface minimale. Cette décision était d'autant plus justifiée que le nouveau règlement grand-ducal ne prévoit plus qu'une surface minimale de 45 m².

Un autre cas dont le Médiateur a été saisi concernait l'aide au financement d'une garantie locative. Un couple marié avec quatre enfants avait sollicité cette aide en vertu du règlement grand-ducal modifié du 2 avril 2004 fixant les conditions et modalités d'octroi d'une aide au financement de garanties locatives prévue par l'article 14 quater de la loi modifiée du 5 février 1979 concernant l'aide au logement. Confronté à des problèmes d'humidité dans le logement qu'il occupait jusque-là, le ménage devait se reloger rapidement. Toutefois de par la situation financière difficile dans laquelle il se trouvait, le couple n'était pas en mesure de payer la caution de 3.000 euros sollicitée par le nouveau bailleur.

Il a été informé par le Service des aides au Logement qu'au vu de ses revenus, une aide d'un montant maximum de 4.350,15 euros pourrait lui être accordée. Seulement, conformément à l'article 6, paraphe 1, alinéa 3 du règlement grand-ducal susvisé, pour pouvoir obtenir cette aide, le loyer du logement ne doit pas être supérieur à 1.450,05 euros.

Le loyer que les réclamants devaient payer était cependant de 1.500 euros, de sorte que le seuil autorisé était dépassé de 49,95 euros. Ainsi l'aide au financement de la garantie locative leur était refusée.

Au vu de la situation de la famille et de ses difficultés à trouver à prix raisonnable un logement adapté à ses besoins, le Médiateur a demandé au Ministre du Logement d'examiner avec bienveillance la possibilité de l'octroi de l'aide sollicitée par les réclamants.

En effet, suivant l'intention du législateur, l'objectif de l'aide au financement d'une garantie locative est de prêter secours aux ménages à revenu modéré ou faible qui ne sont pas en mesure de payer la garantie locative. Comme il s'agit en plus d'une aide à titre de prêt, qui doit être remboursée par les bénéficiaires, le Médiateur a demandé au Ministre de bien vouloir reconsidérer sa décision.

Finalement le Ministre était d'accord de venir en aide aux réclamants.

Dans son rapport couvrant la période du 1er octobre 2009 au 30 septembre 2010, le Médiateur a fait état de la réclamation d'une personne à qui le Ministère du Logement reprochait de ne pas avoir remis de certificat de changement de résidence en temps utile, malgré le fait que le Ministère aurait attiré son attention sur le défaut de production de ce document de sorte que les aides au logement avaient été suspendues pendant une durée de 6 mois.

Le Médiateur était intervenu dans cette affaire étant donné qu'à l'époque à laquelle le Ministère avait demandé la remise du document, la personne concernée n'avait pas encore déménagé et qu'elle était donc dans l'impossibilité de remettre le certificat sollicité.

Dans cette affaire, le Médiateur a dû intervenir à plusieurs reprises, en raison des incohérences relevées.

Le Ministre du Logement a estimé que par la signature du formulaire de demande d'octroi d'une subvention d'intérêt en 2005, la réclamante avait déclaré avoir parfaite connaissance des clauses et conditions de la réglementation en vigueur et qu'il était dès lors dans son intérêt de transmettre tout document manquant dans les meilleurs délais afin d'éviter que le paiement des aides ne soit suspendu.

Le règlement grand-ducal du 28 février 1994 portant modification du règlement modifié du 23 juillet 1983 fixant les mesures d'exécution relatives aux primes et subventions d'intérêts en faveur du logement prévues par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement dispose que:

«le bénéficiaire de la subvention est tenu d'informer le ministre ayant le logement social dans ses attributions de tout changement concernant sa situation de famille susceptible d'entraîner la suppression ou la réduction de la subvention.»

Le Médiateur s'interrogeait dès lors si l'emménagement dans le logement pour lequel les subventions d'intérêts sont octroyées fait partie des changements susceptibles d'entraîner la suppression ou la réduction de la subvention.

Finalement le Ministre a informé le Médiateur qu'au vu de l'ancien règlement grand-ducal modifié du 23 juillet 1983 sur les aides au logement qui n'était pas très explicite au sujet de l'étendue de l'obligation d'information contrairement à l'article 12, paragraphe 2, alinéas 3 et 4 et à l'article 15 du nouveau règlement grand-ducal du 5 mai 2011 fixant les mesures d'exécution relatives aux aides individuelles au logement promouvant l'accès à la propriété et prévues par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement, la Commission en matière d'aides individuelles au logement a considéré que dans la mesure où la réclamante a habité le logement subventionné pendant la période litigieuse, elle devrait également bénéficier d'une subvention d'intérêt pour cette période.

Fonds du Logement

Le Médiateur a été saisi de quelques réclamations relatives à des demandes en attribution d'un logement social.

Dans ses diverses interventions, le Médiateur a rappelé tant au Ministre du Logement qu'au Président du Fonds du Logement qu'il n'avait toujours pas reçu d'informations précises quant aux critères prépondérants qui sont à la base de l'attribution des logements sociaux.

À défaut de tels critères il sera difficile, sinon impossible à la Commission d'expliquer aux citoyens concernés les raisons objectives d'attribution respectivement de refus d'attribution d'un logement vacant.

Le Président du Fonds du Logement a répondu que la Commission consultative serait soucieuse de la transparence et du traitement non discriminatoire des demandeurs. La Commission ne ferait aucun classement automatique des demandes de logement, mais opérerait sur base des critères prévus dans la réglementation en vigueur, c'est-à-dire sur base des articles 10 et 11 du règlement grand-ducal modifié du 16 novembre 1998 fixant les mesures d'exécution relatives aux logements locatifs, aux aides à la pierre ainsi qu'aux immeubles cédés sur la base d'un droit d'emphytéose et d'un droit de superficie.

Or, la liste des critères (établie notamment en fonction des critères socio-familiaux, financiers, la précarité du logement, etc.) ne serait pas exhaustive et les critères ne seraient pas quantifiables. Les décisions d'attribution de logement seraient prises en tenant compte de la situation sociale des demandeurs et de toutes les autres particularités du dossier.

Le Médiateur ne saurait se satisfaire de cette prise de position qui ne répond nullement à son souci de voir le Fonds traiter les dossiers en toute transparence et objectivité.

1.2.3. Administration pénitentiaire

Le nombre de saisines à l'encontre de l'Administration pénitentiaire a plus que triplé par rapport à l'année dernière.

Si la nature des réclamations est restée sensiblement identique, l'augmentation considérable du nombre de saisines mérite une analyse plus approfondie.

Aux yeux du Médiateur, l'accroissement du nombre de réclamations est étroitement lié à la mise en place du Contrôle externe des lieux privatifs de liberté suite à l'entrée en vigueur de la loi du 11 avril 2010 (1) portant approbation du protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, adopté par l'Assemblée Générale de l'Organisation des Nations Unies à New York, le 18 décembre 2002 et (2) portant désignation du Médiateur en tant que mécanisme national de prévention et fixant ses attributions.

Ainsi la première mission effectuée par le Médiateur en sa qualité de Contrôleur externe des lieux privatifs de liberté portait sur la santé des détenus au sens le plus large (soins de santé, alimentation, hygiène, activités sportives, etc.) ainsi que sur l'entrée du détenu en milieu carcéral. Cette mission a trouvé un très large écho auprès des détenus qui de ce fait ont sollicité le Médiateur d'une manière beaucoup plus fréquente.

Or, malgré les efforts déployés pour mettre en exergue la différence entre la fonction de Médiateur et celle de Contrôleur externe des lieux privatifs de liberté, il y a eu beaucoup de confusion au départ. Ainsi nombre de réclamants ont fait état de leur crainte quant à une violation future ou imminente de droits dont ils sont dépositaires sans que ces craintes aient été justifiées.

La pratique démontre qu'il n'est pas chose aisée pour les détenus de distinguer entre les attributions du Médiateur et celles réservées au Contrôleur externe.

Ainsi l'action du Contrôleur externe se situe toujours en amont de l'émergence de toutes les situations susceptibles de poser des problèmes au regard des droits de l'Homme, alors que le Médiateur n'intervient qu'en aval de tous les litiges qui opposent un détenu à l'Administration pénitentiaire ou à une quelconque autre administration.

À cette fin le Médiateur et ses collaborateurs se déplacent régulièrement au Centre pénitentiaire de Schrassig pour recueillir sur place les réclamations des détenus.

Par ailleurs, les détenus s'adressent souvent au Médiateur par voie téléphonique pour lui signaler des griefs de moindre importance.

Grâce à la bonne collaboration et aux contacts quasi journaliers que le Secrétariat du Médiateur entretient avec les responsables de l'Administration pénitentiaire, ces plaintes sont généralement traitées avec diligence et sans autre formalité bureaucratique.

1.2.4. Fiscalité

A. Administration de l'Enregistrement et des Domaines

La collaboration entre l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines et le Médiateur est excellente. Les réclamations concernent des problèmes très divers. Les plus significatives peuvent être rangées dans les rubriques suivantes.

1. Le crédit d'impôt portant sur les droits d'enregistrement et de transcription prévus par la loi du 30 juillet 2002

Le crédit d'impôt continue de susciter beaucoup de réclamations qui pour la plupart ont trait à la dispense de remboursement. Beaucoup de réclamants ont des problèmes avec l'obligation relative à la durée d'occupation légale qu'ils n'ont pas remplie ce qui leur fait perdre le bénéfice du crédit d'impôt.

Plusieurs cas ont été soumis au Médiateur de la part de réclamants qui ont cédé leur habitation dans le délai d'occupation légal moyennant compromis de vente tandis que l'acte notarié de vente a été conclu après la date d'expiration du délai. Bien que l'acte authentique stipule que le transfert de propriété et de jouissance aura lieu à la date de l'acte ou à une date postérieure et que les réclamants aient continué à occuper l'habitation jusqu'à la fin du délai, l'Administration de l'Enregistrement a requis le remboursement du crédit d'impôt. En effet, conformément à l'article 11 de la loi du 30 juillet 2002, «la location même partielle de l'immeuble, la cession de l'immeuble, (…) endéans la période légale d'occupation donnent lieu au remboursement total de l'abattement accordé».

Aux fins de situer la date du transfert de propriété, l'Administration se réfère à l'article 1583 du code civil aux termes duquel «la vente est parfaite entre les parties et la propriété est acquise de droit à l'acheteur à l'égard du vendeur, dès qu'on est convenu de la chose et du prix, quoique la chose n'ait pas encore été livrée ni le prix payé.» Elle se base par conséquent sur la date du compromis de vente sans tenir compte de la clause de l'acte notarié fixant le transfert de propriété à une date postérieure. Cette conclusion est exacte d'un point de vue strictement formel. Il n'en reste pas moins que l'intention réelle des parties au compromis de vente est généralement de reporter le transfert de propriété et de jouissance à la date de l'acte notarié. Quasiment tous les actes notariés contiennent la même clause de style y relative.

La position de l'Administration est restée inflexible sur ce point et, dans un cas, elle a même requis le remboursement du crédit d'impôt alors que la clause du compromis de vente précisait que le transfert de propriété se réaliserait à la signature de l'acte notarié à la condition que le prix stipulé ait été intégralement versé au vendeur. L'Administration a interprété cette clause comme une condition suspensive ayant un effet rétroactif à la date de conclusion du compromis de vente. Le Médiateur a fait valoir que la clause fixant la date du transfert de propriété ne constitue pas une condition suspensive.

Le Directeur de l'Enregistrement a finalement reconnu que la cession n'a pas eu lieu dans le délai d'occupation légal.

Dans un autre dossier, la clause du compromis de vente était moins précise et spécifiait seulement que le transfert de jouissance aurait lieu au jour de l'acte notarié qui contenait une clause plus claire précisant que le transfert tant de la jouissance que de la propriété aurait lieu à la date de ce dernier. Le Directeur de l'Enregistrement n'a cependant pas accepté que la clause de l'acte notarié reflétait l'intention réelle des parties à la date de signature du compromis de vente.

Monsieur le Ministre des Finances a pris l'initiative d'instruire le Directeur de l'Enregistrement et des Domaines sur la base de l'article 63 de la loi du 22 frimaire an VII que le crédit d'impôt n'est exceptionnellement pas à rembourser par les demandeurs qui ont rempli la condition d'occupation à la date de l'acte notarié mais non pas au jour de la signature du compromis de vente. Cette décision d'espèce couvre cependant les seuls actes notariés dressés entre le 1er novembre 2010 et le 1er janvier 2011 sans mettre en cause le bien-fondé de la position de l'Administration et sans qu'elle puisse servir de précédent.

2. Délai de remboursement de la TVA aux entreprises étrangères

Des réclamations introduites début octobre 2010 par des entreprises de transport international établies en Allemagne concernaient des lenteurs dans le remboursement de la TVA. Il s'agissait de la TVA relative aux années 2009 et 2010 et se chiffrant à des montants substantiels à tel point que les réclamantes faisaient valoir des problèmes de liquidités encore exacerbés par la baisse de leurs activités suite à la crise financière des années 2008 et 2009.

Le Directeur de l'Enregistrement et des Domaines a informé le Médiateur qu'à l'origine de ces lenteurs se trouvaient des problèmes techniques auxquels il serait remédié à court terme de sorte que le remboursement de la TVA pourrait reprendre au cours du mois de novembre 2010.

3. Délai de remboursement de la TVA aux entreprises de construction

Une réclamation encore actuellement pendante a été introduite par la Fédération des Jeunes Dirigeants d'Entreprises au sujet de lenteurs dans le remboursement de la TVA aux entreprises de construction. En général, ces entreprises facturent à leurs clients un taux de TVA super-réduit de 3%. En revanche, les entreprises paient à leurs propres fournisseurs le taux normal de TVA de 15% de sorte qu'elles ont droit à des remboursements substantiels. Les réclamants se plaignent que l'Administration de l'Enregistrement ne procède en général pas aux remboursements en fonction des déclarations périodiques mais seulement après réception et contrôle de la déclaration de TVA annuelle. De même, les délais de remboursement suite au dépôt de la déclaration peuvent encore s'étendre sur plusieurs mois. Les montants en cause souvent considérables manquent aux entreprises qui se voient contraintes de solliciter des emprunts auprès d'établissements de crédit. L'entreprise se trouve alors doublement pénalisée: elle doit payer des intérêts sur les sommes empruntées sans avoir droit à des intérêts sur sa créance de restitution envers l'administration.

4. Évaluation de la valeur des immeubles

Le Médiateur est régulièrement saisi par des héritiers ayant surévalué l'immeuble dépendant d'une succession. Ces réclamants affirment avoir suivi l'avis d'un agent immobilier respectivement celui de leur notaire. Des réclamants ont même versé au Médiateur des rapports d'expertise ayant conclu à une valeur largement surfaite d'un immeuble qui n'a pu être vendu qu'à un prix très inférieur. Les parties ne se rendent compte de leur erreur qu'après avoir mis en vente l'immeuble. Or, à ce moment-là, aucune rectification n'est plus possible.

Il est un fait que l'évaluation de la valeur d'un immeuble reste toujours approximative et qu'elle est sujette à erreur.

Le principe d'une rectification étant admis par la loi, elle est cependant cantonnée dans un délai extrêmement court de 6 semaines suivant le dépôt de la déclaration de succession. Ce délai est manifestement trop court. À ce moment, les héritiers n'ont souvent pas encore offert en vente l'immeuble de la succession. Si la loi permet le principe d'une rectification, elle doit également faire en sorte qu'il soit possible de la mettre en œuvre en cas d'erreur au moment où les ayants droit se rendent compte de l'erreur commise lors de l'évaluation de l'immeuble dont ils ont hérité.

Le Médiateur continue à être saisi par des réclamants en litige avec l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines au sujet de la fixation de la valeur vénale d'un immeuble en cas de succession ou de donation.

Ces réclamants soumettent au Médiateur des avis d'experts dont l'estimation diverge de la valeur fixée par l'administration. Dans les cas soumis au Médiateur, les évaluations des experts unilatéraux des parties ont rarement été prises en compte. L'Administration se réfère à des transactions ayant eu lieu à proximité ou dans un quartier équivalent d'une localité. Il s'agit d'une estimation sommaire qui prend surtout en compte la situation de l'immeuble.

L'article 16 de la loi du 27 décembre 1817 prévoit que le préposé pourra requérir une expertise si l'insuffisance de la déclaration ne peut pas être constatée autrement. Il semble résulter de ce texte que l'administration ne devrait pas se limiter à opposer aux parties une estimation supérieure de la valeur vénale de l'immeuble. Si la loi prévoit qu'il revient à l'administration d'opérer un constat, celle-ci doit a fortiori prendre en compte tous les éléments constitutifs de l'état de l'immeuble et spécifier en détail les raisons qui l'ont conduit à une estimation supérieure. Ainsi les parties pourront se faire une idée précise sur les éléments à la base de l'évaluation de l'administration et décider en connaissance de cause des suites à y réserver. Une telle manière de procéder est conforme à l'obligation de motivation des décisions administratives qui est aussi un principe général de bonne administration.

Au cas où l'administration n'est pas en mesure de justifier son évaluation par des données précises, elle devrait donc elle-même requérir une expertise conformément à l'article 16 al.1 et 2 de la loi du 27 décembre 1817.

La procédure actuelle permet aussi aux parties de faire constater par expertise la valeur de l'immeuble en notifiant cette demande par exploit d'huissier au préposé. L'exploit contiendra la nomination de l'expert choisi par la partie déclarante avec sommation à l'administration de nommer son expert dans la huitaine. La valeur fixée par les experts s'imposera à l'administration.

Les parties courent cependant un risque. L'article 15 de la loi du 27 décembre 1817 prévoit à titre d'amende un dédoublement des droits de succession supplémentaires dus s'il est reconnu que la valeur des immeubles n'a pas été déclarée conformément à la loi et que l'excédent surpasse d'un huitième la valeur déclarée ce qui correspond à seulement 12,5 %.

La menace d'une telle amende décourage évidemment les parties à contester la fixation de la valeur vénale par l'administration.

Le Médiateur estime dès lors qu'une réforme de la loi désuète du 27 décembre 1817 s'impose.

B. Administration des Contributions directes

La collaboration de l'Administration des Contributions directes avec le Médiateur est excellente. Le Médiateur se félicite de la diligence des prises de position du Directeur des Contributions directes. Les réclamations soulèvent des problèmes très divers. Les plus significatives peuvent être rangées dans les rubriques suivantes.

1. Problèmes en relation avec les plus-values immobilières

Un nombre significatif de réclamants se sont plaints que l'Administration des Contributions directes a imposé en tant que bénéfice commercial les plus-values générées par une vente immobilière. Ils contestent que cette vente soit à qualifier d'activité commerciale en application de l'article 14, n°1 L.I.R.

Dans un cas soumis au Médiateur, l'immeuble en question acquis par succession était la dernière résidence des parents du réclamant. Ce dernier avait procédé à d'importants travaux de rénovation en vue d'aménager l'immeuble en trois appartements dont deux furent mis en vente et le troisième loué. La question à résoudre dans ces dossiers était celle de savoir si les limites de la gestion d'un patrimoine privé ont été dépassées ou non. Nul doute que l'immeuble issu d'un héritage fait partie du patrimoine privé. En revanche, la réalisation d'importants travaux de rénovation en vue d'une vente est proche d'un comportement commercial. Par contre, la réalisation de travaux de rénovation sur un immeuble à appartements et leur financement au moyen d'une vente subséquente d'une partie des appartements semble rester dans le cadre d'une gestion de fortune privée, si le but final est de conserver dans le patrimoine un immeuble rénové. En outre, dans ce dossier, il s'agissait d'une opération isolée réalisée suite à une succession, le caractère de permanence propre à l'activité commerciale faisant défaut.

D'autres cas soumis au Médiateur concernaient des ventes successives de plusieurs immeubles d'habitation qui avaient été loués pendant une assez longue durée. La location est considérée comme activité typique de gestion d'un patrimoine privé. La mise en vente par un particulier d'un ou même de plusieurs immeubles détenus longtemps reste dans le cadre de la gestion du patrimoine privé. En effet selon les travaux préparatoires de la loi du 4 décembre 1967, «le caractère de permanence sépare l'activité commerciale (…) d'actes similaires isolés». Bien qu'il soit évident qu'il n'y ait pas eu d'achats pour revente, il n'en reste pas moins que si ces opérations se répètent, l'administration pourrait imposer les plus-values réalisées en tant que bénéfice commercial en considérant qu'il s'agit d'un transfert d'éléments substantiels de la fortune («Umschichtung»). L'Administration des Contributions se réfère souvent au commentaire de l'article 14 L.I.R, selon lequel «le caractère de permanence n'implique pas nécessairement que l'activité se répète. Pour qu'il y ait permanence, il suffit que l'activité ait lieu avec l'intention de la répéter si l'occasion se présente (…).» Ce sont souvent des problèmes liés à la location (p.ex. pertes de loyers, procès coûteux, etc.) qui sont à l'origine des cessions et non pas la volonté de réaliser un bénéfice ou «de se constituer de la sorte une source de revenu sur la base d'opérations répétées». Dans un cas présenté au Médiateur, le réclamant a mis en avant des problèmes pour trouver des locataires, des défauts de paiement du loyer et des désaccords entre indivisaires au sujet de la rénovation et de la location des immeubles pour justifier des ventes immobilières répétées quelques années seulement après leur acquisition. Une courte période de détention, la régularité des opérations de cession sont des éléments indicatifs de la volonté de participer à la vie économique générale.

L'Administration des Contributions directes doit examiner en détail et au cas par cas toutes ces situations pour décider du mode d'imposition des cessions. Les critères distinguant une activité commerciale d'une gestion privée sont loin d'être précis et nourrissent un contentieux abondant. Les réclamants déclarent ne pas avoir été au courant du risque de requalification de leurs opérations en tant qu'activité commerciale voire même avoir reçu des informations erronées de l'administration. Il est un fait qu'il y a dans cette matière une grande insécurité juridique à tel point que le Médiateur insiste sur la nécessité de voir le législateur intervenir pour fixer des critères plus précis en vue de délimiter clairement l'activité commerciale de la gestion de fortune privée. Une telle approche irait également dans le sens d'une simplification administrative.

Un autre problème qui se pose souvent concerne la réalisation d'une plus-value imposable en tant que bénéfice en cas de cessation d'une activité commerciale. En pareil cas, les locaux commerciaux concernés sont réintégrés dans le patrimoine privé sans qu'il y ait cession et encaissement d'un prix de vente. Le bénéfice est calculé sur la base d'une valeur estimée de réalisation de la partie de l'immeuble ayant servi au commerce. L'imposition de cette plus-value peut générer une dette fiscale importante et absorber une grande partie des économies de commerçants retraités. Souvent ces derniers sont tout simplement obligés de mettre en vente l'immeuble qui leur a servi à la fois de logement et de local de commerce. Il existe des situations où des commerçants en retraite maintiennent artificiellement en vie un très petit commerce avec pour seule raison le report de l'imposition de plus-values.

La question se pose de lege ferenda si l'imposition des plus-values réalisées en cas d'arrêt de petits commerces ne devrait pas être allégée.

2. Indemnité de licenciement fixée par transaction

Des cas ont été soumis au Médiateur ayant pour objet l'imposition d'indemnités de licenciement fixées entre parties moyennant transaction.

L'indemnité de licenciement pour résiliation abusive du contrat de travail est déclarée exempte de l'impôt sur le revenu jusqu'à concurrence du montant de 20.193,12 € en application de l'article 115, al.9 L.I.R.

En revanche, suite à un revirement inattendu, l'Administration impose au taux normal de l'impôt sur le revenu le montant excédant le montant exempté et refuse une imposition allégée en tant que revenus extraordinaires.

Or, l'indemnité de licenciement répare aussi une perte de revenus: «Cette indemnisation vise notamment à accorder au travailleur ce qu'il aurait dû percevoir si l'employeur n'avait pas illégalement mis fin à la relation de travail» (Cour de Justice de l'Union européenne, arrêt du 9 février 1999, affaire C-167/97).

L'Administration des Contributions directes refuse cependant de reconnaître à l'indemnité excédant le montant exempté le caractère d'un revenu de substitution indemnisant une perte de revenu et qualifie cette partie tout simplement d'avantage salarial. En conséquence, l'indemnité en question ne tomberait pas sous le champ d'application de l'article 11 L.I.R. concernant «les indemnités et avantages accordés pour perte ou en lieu et place de recettes» qui sont imposés en tant que revenus extraordinaires (en vertu de l'article 132, al.1er, n°4 L.I.R).

Avant la réforme intervenue par la loi du 23 décembre 1997, l'article 115, n°9 L.I.R. prévoyait l'exemption d'impôts des indemnités pour résiliation abusive du contrat de travail si elles étaient fixées par la juridiction du travail ou par une transaction. La loi du 23 décembre 1997 a institué des plafonds à l'exonération d'impôts des indemnités pour résiliation abusive du contrat (500.000 francs respectivement six fois le montant mensuel des salaires pour les douze derniers mois). Les travaux parlementaires (n°4361) ont justifié cette réforme en évoquant les difficultés de l'administration pour déterminer le caractère strictement indemnitaire du montant transactionnel.

En effet, les indemnités de licenciement réparent plusieurs catégories de préjudice, considération dont il a été tenu compte lors des travaux préparatoires de la loi du 5 décembre 1967 (projet de loi n°571). Dans son commentaire relatif à l'article 112 du projet de loi [l'actuel article 115 L.I.R.], le Conseil d'État a clairement posé le problème en distinguant, d'une part, la partie de l'indemnisation «destinée à compenser une perte de salaire ou de traitement, c'est-à-dire des revenus imposables qui sont soumises à l'impôt conformément d'ailleurs à la règle énoncée à l'article 14» [l'actuel article 11 L.I.R. précité qui permet une imposition allégée en tant que revenus extraordinaires] et d'autre part «les indemnités de congédiement supplémentaires et les indemnités pour résiliation abusive de contrat qui ne tiennent pas lieu de rémunération, mais sont destinées à réparer un préjudice particulier subi par le salarié».

La première partie de cette indemnité constituerait donc, selon le Conseil d'État, une indemnité pour perte de revenu qui reste imposable, mais bénéficie d'une imposition allégée (elle tombe sous les articles 11 et 132, al.1, n°4 L.I.R. indiqués ci-avant). La seconde partie est censée indemniser un préjudice particulier (par exemple un préjudice moral). Seule cette dernière tomberait sous l'exemption de l'article 115 L.I.R. Le but de la réforme intervenue par la loi du 23 décembre 1997 a été de prévoir pour cette partie exonérée un forfait en vue de faciliter le travail de l'administration.

La position actuelle de l'Administration des Contributions directes en matière d'indemnité de licenciement fixée par transaction ne semble pas conforme à la volonté du législateur telle qu'elle résulte des travaux préparatoires: en application de l'article 115, al.9 L.I.R., elle exempte l'indemnité de l'impôt sur le revenu jusqu'à concurrence du montant de 20.193,12 €, mais refuse l'application des articles 11 et 132, al.1, n°4 L.I.R pour la partie de l'indemnité allouée au titre d'une perte de revenu.

L'Administration des Contributions directes traite donc différemment l'indemnité de licenciement fixée par transaction et celle attribuée par une décision judiciaire. Le Médiateur a des doutes quant à la conformité de cette position à la volonté du législateur telle qu'elle résulte des travaux préparatoires.

3. Crise financière: difficultés de revente de l'ancienne résidence principale

Plusieurs cas ont été soumis au Médiateur concernant l'imposition de plus-values générées par la cession de résidences principales, plus-values qui sont exemptes d'impôt en vertu de l'article 99bis alinéa (3) L.I.R.

Il s'agit de contribuables qui ont fait l'acquisition d'une nouvelle habitation avant la cession de leur ancienne résidence principale. L'ancienne habitation sera qualifiée de résidence principale au sens fiscal à condition que «la réalisation de cette habitation intervienne au cours de l'année qui suit le transfert dans une nouvelle habitation» (article 102bis alinéa 3 L.I.R.).

En raison de la crise financière et du ralentissement temporaire du marché immobilier, un certain nombre de contribuables n'ont pas réussi à vendre leur ancien logement au cours de l'année suivant celle de l'emménagement dans leur nouvelle habitation et n'ont donc pas pu bénéficier de l'exemption de la résidence principale.

Ces réclamants sont effectivement victimes de circonstances indépendantes de leur volonté. Ils sont sanctionnés à plusieurs titres: non seulement l'exemption de la plus-value réalisée leur est refusée, mais ils ont également dû subir une baisse des prix immobiliers par rapport au niveau d'avant la crise et, en outre, ont dû prendre à leur charge les frais d'entretien de l'immeuble pendant la longue période de mise en vente. Certes en procédant à une acquisition avant d'avoir réussi à vendre l'ancien logement, ils ont pris un certain risque. Il n'en reste pas moins qu'avant la crise financière, il s'agissait d'une pratique courante.

Néanmoins, le Directeur des Contributions directes n'était pas disposé à octroyer une remise gracieuse pour iniquité objective dans ce cas.

4. Lenteurs du bureau traitant les non-résidents français et allemands

Le Médiateur a été régulièrement saisi par des réclamants frontaliers résidant en Allemagne respectivement en France se plaignant de lenteurs dans le traitement de leurs déclarations d'impôt. Ces lenteurs s'expliquaient par l'augmentation rapide du nombre des contribuables immatriculés au bureau compétent qui était passé de 16.000 à 26.500.

Le Médiateur se félicite de l'action efficace du Directeur des Contributions directes qui a créé un nouveau bureau d'imposition à Remich traitant les dossiers des non-résidents allemands.

5. Accès des héritiers légaux au dossier fiscal de leur auteur

Le Médiateur a été saisi par deux réclamants auxquels l'Administration des Contributions directes avait refusé l'accès au dossier fiscal de leur père décédé en leur opposant le secret fiscal prévu au §22 de la loi générale des impôts (Abgabenordnung).

La doctrine et la jurisprudence allemandes élaborées sur la base de ce paragraphe 22 AO abondent en sens contraire étant donné que les héritiers légaux sont continuateurs de la personne du défunt.

Le Directeur maintint néanmoins sa position en invoquant qu'elle n'a pas pour mission d'être l'archiviste des contribuables et qu'elle ne pourrait donner suite à une demande d'accès que dans des cas exceptionnels et dûment justifiés, toute autre solution entraînant des perturbations et des dysfonctionnements sérieux pour les bureaux d'imposition.

En l'espèce, les héritiers, tenus de déposer les déclarations fiscales en souffrance de leur auteur, ne disposaient pas d'informations sur les sources de revenus de ce dernier dont la compagne refusait de transmettre les papiers personnels.

Les héritiers n'avaient pas d'autres moyens pour retracer les sources de revenus de leur auteur que de consulter son dossier fiscal auprès du bureau d'imposition.

Le Directeur des Contributions directes a finalement été d'accord de transmettre aux héritiers les déclarations fiscales et les bulletins d'imposition des trois dernières années mais restait réticent pour donner accès au dossier tout entier en soulevant qu'il n'existe «aucune obligation légale à charge de l'Administration des Contributions directes à communiquer le contenu d'un dossier fiscal».

La position du Médiateur était qu'en droit, le refus d'accès au dossier fiscal constitue une violation du principe général de droit relatif au libre accès au dossier personnel, principe fondamental s'imposant à l'Administration des Contributions directes nonobstant le principe de l'autonomie fiscale. La limitation de l'accès à quelques documents seulement ne pouvait être raisonnablement motivée en l'espèce par l'invocation de contraintes administratives d'ordre pratique.

Finalement, le Directeur des Contributions directes a transmis aux parties le dossier fiscal auquel elles avaient demandé d'avoir accès.

6. Délai de prescription annale du §153 AO opposé aux demandes de restitution d'impôt

Le Médiateur continue à être saisi de réclamations concernant le refus par le fisc de traiter la déclaration d'impôt de personnes non soumises à l'imposition par voie d'assiette et auxquelles l'article 153, alinéa 4 L.I.R. permet de faire valoir des pertes moyennant introduction d'une déclaration d'impôt.

Il s'agit de personnes au revenu plutôt modeste qui font valoir une déduction de leurs intérêts hypothécaires de la valeur locative de leur habitation. Ces contribuables n'introduisent pas de déclarations d'impôt et l'Administration ne leur adresse aucun formulaire de déclaration. Le droit à déduction des intérêts hypothécaires est d'ailleurs très mal connu des contribuables.

Le Médiateur estime que l'application à ces déclarations d'impôt d'un délai de prescription spécial plus long que celui prévu au paragraphe 153 AO serait une mesure sociale juste.

1.2.5. Affaires générales relevant de l'État

Environnement

Le Médiateur a été saisi de nombreuses réclamations lesquelles concernaient essentiellement les lenteurs excessives dans la durée de traitement de leur dossier ainsi que l'absence d'informations claires et compréhensibles fournies par l'Administration.

Dans son rapport d'activité 2009-2010, le Médiateur avait déjà soulevé le fait que nombre de réclamants se plaignaient des lenteurs concernant le traitement des demandes en obtention des primes CAR-e et CAR-e plus. Or, le nombre de réclamations en la matière n'a pas cessé d'augmenter avec le temps. Les citoyens se sont ainsi plaints de retards allant même au-delà d'une année.

Lors d'une entrevue que le Médiateur a eue avec le Ministre délégué compétent, ce dernier a expliqué que ces lenteurs seraient d'une part dues à un manque d'effectifs et d'autre part au fait que certaines demandes n'avaient pas été présentées dans les formes requises.

Le Ministre délégué a ainsi certifié que d'ores et déjà du personnel supplémentaire a été recruté, tout en précisant que la seule augmentation des effectifs ne saurait suffire pour rattraper en quelques mois les retards accumulés.

En effet, il y aurait lieu de prendre en considération que les agents nouvellement recrutés doivent dans un premier temps être formés.

Le Médiateur espère qu'avec le renforcement du personnel les demandes futures seront traitées dans des délais autrement plus raisonnables.

De nombreuses réclamations portaient sur les longs délais de traitement de demande en obtention des aides financières pour la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des énergies renouvelables.

D'autres réclamations ont eu pour objet l'incompréhension des réclamants face aux exigences du Département de l'Environnement.

Les courriers émanant du Département de l'Environnement ne sont souvent pas suffisamment explicites. L'Administration se borne à demander des documents sans autre motivation et souvent sans expliquer les raisons pour lesquelles les documents transmis par les demandeurs sont insuffisants. Il arrive fréquemment que les demandeurs en obtention d'aides es-

timent avoir transmis au Département de l'Environnement toutes les informations demandées et que dès lors ils ne comprennent pas l'utilité et la nécessité de demandes d'informations supplémentaires qui leur sont adressées.

Ainsi, le Médiateur a notamment été saisi par un réclamant qui avait introduit une demande en obtention d'une aide financière pour l'assainissement de sa maison en février 2008. Depuis l'introduction de son dossier, le réclamant avait reçu plusieurs courriers l'invitant à présenter des pièces justificatives supplémentaires.

Les courriers du Département de l'Environnement consistaient à chaque fois en une liste énumérant toute une série d'informations ou de documents à fournir, sans autre explication. Le réclamant ne comprenait pas pourquoi l'administration lui demandait régulièrement des documents dont il n'avait pas été question auparavant ou lui demandait des documents dont il était persuadé les avoir déjà transmis.

Suite à l'intervention du Médiateur, il s'est avéré que le dossier de demande du réclamant n'était pas complet lors de l'introduction. En raison de la multitude d'aides existantes et des changements fréquents dans la législation et la réglementation, le demandeur avait confondu certaines aides et omis d'indiquer certaines informations. Le Département de l'Environnement a constaté au fur et à mesure de l'avancement du dossier et des pièces reçues que le réclamant avait effectué d'autres travaux que ceux indiqués lors de sa première demande et qu'il devait compléter son dossier afin de pouvoir bénéficier des aides non sollicitées dans sa demande initiale.

Un rendez-vous a été pris afin d'informer de vive voix le réclamant sur les documents manquant au dossier.

Il est cependant regrettable que cette entrevue ne soit intervenue qu'après l'intervention du Médiateur et ce plus de deux ans après l'introduction de la demande.

Le Médiateur déplore que le manque d'informations et d'explications de la part du Département de l'Environnement soit souvent source de frustrations auprès des demandeurs.

Dans une autre affaire, le réclamant avait procédé à un assainissement énergétique de sa maison en remplaçant les fenêtres par des fenêtres à triple vitrage. En raison des retards considérables dans le traitement du dossier, il devait attendre plus de quinze mois avant d'être informé par l'Administration de l'Environnement que son dossier était toujours incomplet.

Le réclamant a contacté son fournisseur pour recevoir les documents manquants qu'il a transmis à l'Administration. L'Administration a cependant continué à demander des informations supplémentaires.

En vertu du règlement grand-ducal du 20 avril 2009 instituant un régime d'aides pour la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des énergies renouvelables, le demandeur de l'aide financière doit fournir un certificat du fabricant indiquant les dimensions exactes, ainsi que le coefficient thermique de chaque fenêtre pour laquelle l'aide est demandée. En vertu du règlement, le coefficient de transmission thermique «U» maximal (exprimé en W/m^2K) pour des fenêtres à triple vitrage ne doit pas dépasser la valeur de 1.

Au vu du dossier, il semblait que le réclamant avait transmis toutes les attestations requises à l'Administration. Or, celle-ci lui demandait également le coefficient de transmission du vitrage Ug, le coefficient de transmission du cadre/châssis Uf et le coefficient linéaire de conductivité thermique (valeur PSI) Ψ. La transmission de ces informations ne semblait cependant pas nécessaire au regard du règlement grand-ducal du 20 avril 2009.

Tout comme le demandeur, le Médiateur n'était pas en mesure de juger de l'utilité et de la nécessité de la transmission de ces données extrêmement techniques. Il a donc demandé des explications concernant ces exigences.

L'Administration de l'Environnement a expliqué que les informations fournies par le fabricant n'étaient pas correctes. Elle a donc demandé des informations supplémentaires et détaillées en vue de pouvoir calculer elle-même le coefficient thermique de chaque fenêtre.

En l'espèce, comme dans le dossier évoqué plus haut, des explications plus précises et plus claires de la part de l'Administration auraient permis au réclamant de comprendre les raisons de cet acharnement administratif. Des requêtes successives d'informations supplémentaires, à première vue non prévues dans le règlement grand-ducal, donnent forcément au citoyen le sentiment d'être traité de manière quelque peu arbitraire.

Le Médiateur a été saisi d'un autre cas concernant les aides en matière de promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des énergies renouvelables.

Le réclamant s'est vu refuser une aide pour une pompe à chaleur au motif qu'il s'agit d'un système à évaporation directe qui n'est pas prévu par le règlement grand-ducal du 20 avril 2009 instituant un régime d'aides pour la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des énergies renouvelables.

Or, selon l'expert du constructeur de la maison, la pompe à chaleur installée serait plus performante que les pompes visées par le règlement grand-ducal du 20 avril 2009. En effet, la pompe en question réduirait les émissions CO_2 et serait plus efficiente en matière d'énergie.

Dans son intervention écrite auprès du Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures, le Médiateur a estimé qu'il serait inéquitable et même illogique de ne pas accorder l'aide financière pour des installations qui de l'avis de l'expert seraient plus performantes que celles prévues par le règlement grand-ducal du 20 avril 2009. Étant donné que l'objectif des aides financières est la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des énergies renouvelables, il n'a pas pu être dans l'intention du législateur de pénaliser les personnes qui optent pour une technologie qui est plus avancée que celle prévue par la réglementation en vigueur. Si les constructeurs devaient être obligés de conseiller l'installation de matériel moins performant pour ne pas priver leurs clients des aides financières, l'objectif du règlement du 20 avril 2009 ne serait pas atteint.

Nonobstant d'itératifs rappels, le Médiateur reste toujours dans l'attente d'une réponse de la part du Ministre.

Le Médiateur a par ailleurs été saisi d'une réclamation concernant l'allocation de l'aide étatique pour la réalisation d'une installation photovoltaïque, telle que prévue par le règlement grand-ducal du 20 avril 2009.

La réclamation portait sur le fait que l'Administration avait, pour le calcul de l'aide, seulement pris en compte le montant brut investi, sans prendre en considération la TVA.

L'intéressé a contesté ce mode de calcul, alors que selon lui l'article 8 du règlement grand-ducal de 2009 est clair en ce qu'il prévoit qu'il y a lieu de prendre en considération les «coûts effectifs». Il estime donc qu'il y aurait lieu de prendre en considération le montant total dépensé, y compris le montant correspondant à la TVA.

Dans un courrier en réponse, le Directeur de l'Administration de l'Environnement explique que quand bien même il pourrait lire l'interprétation dégagée par le réclamant, il ne saurait cependant l'appliquer, au motif qu'il ne serait pas certain qu'un remboursement de la TVA ait été sollicité auprès de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines. D'autre part, et même à supposer qu'il soit établi qu'aucun remboursement n'ait été accordé à ce titre, le Directeur explique que beaucoup de personnes se trouveraient dans cette situation et qu'une révision de toutes les aides entraînerait des incidences budgétaires importantes.

Le Médiateur a réagi en répondant qu'un tel raisonnement serait dénué de tout fondement, alors que la législation en vigueur ne prévoit pas le bénéfice du taux super-réduit de 3% pour les installations photovoltaïques. Dès lors, le risque d'un remboursement éventuel de la part de l'Administration de l'Environnement ne se pose pas en la matière.

Quant à l'argument selon lequel un recalcul des aides sollicitées tenant compte de la TVA pourrait avoir des incidences budgétaires non négligeables, le Médiateur a répondu qu'un tel argument ne saurait être avancé, alors que les citoyens ne doivent pas être les victimes d'une mauvaise gestion budgétaire et qu'il y a lieu de leur octroyer ce que le législateur a prévu en leur faveur.

Le Médiateur a été saisi de plusieurs réclamations concernant le refus d'octroi de primes d'encouragement écologique pour l'électricité produite à partir de l'énergie éolienne, hydraulique, solaire, de la biomasse et du biogaz.

Plus particulièrement, les personnes concernées se sont vu refuser les aides en question, au motif que leur demande avait été introduite tardivement.

En effet, le règlement grand-ducal du 28 décembre 2001 prévoyait que pour obtenir la prime, tout intéressé devait adresser sa demande au ministre avant le 1er mars de chaque année. Le Médiateur a rendu attentif le Ministre au fait que les citoyens étaient mal informés de l'existence d'un tel délai, alors que le formulaire de demande n'en faisait pas mention.

Par ailleurs, certaines personnes étaient lésées par rapport à d'autres, dans la mesure où elles ne recevaient le décompte de l'opérateur que quelques jours avant l'expiration du délai, leur laissant ainsi très peu de temps pour introduire leur demande.

Le législateur, conscient de ces problèmes, a modifié le règlement grand-ducal applicable en la matière. Dorénavant, les personnes concernées disposent de 24 mois après la date de l'émission du relevé pour introduire leur demande. Par ailleurs, les personnes dont le décompte est postérieur au 1er juillet 2008 peuvent également invoquer cette disposition pour demander un réexamen de leur dossier.

Éducation nationale et Formation professionnelle

Le Médiateur a été saisi de plusieurs réclamations relevant du ressort du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle. Les réclamations étaient très variées.

Ainsi certaines réclamations ont été introduites par des parents qui ont contesté l'avis d'orientation de leurs enfants vers l'enseignement secondaire technique.

D'autres réclamations mettaient en cause le comportement inapproprié d'un enseignant.

La Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle a réagi rapidement aux interventions du Médiateur en ordonnant une enquête interne en vue de vérifier le bienfondé des reproches formulés. Les parents ont reçu un compte-rendu de l'enquête ainsi que les conclusions qui en ont été tirées.

Ainsi, un père critiquait le comportement d'une enseignante suite à un litige qui était né entre le père et l'enseignante au sujet des notes de son fils et du déroulement de certains devoirs en classe. Le père estimait que son fils n'avait pas eu les mêmes chances que ses camarades de classe qui auraient eu l'occasion de faire un devoir supplémentaire pour améliorer leur note alors que le fils du réclamant n'avait pas eu cette possibilité du fait qu'il était absent le jour de l'épreuve.

Les parents ont informé le Médiateur que toute tentative de discussion des parents avec l'enseignante avait échoué. Par contre, l'enseignante avait évoqué le litige qui l'opposait aux parents de cet élève devant la classe. Elle avait encore demandé à tous les élèves de contresigner une lettre explicative qu'elle allait adresser aux parents de l'élève concerné.

Le Médiateur a estimé qu'une telle façon de procéder d'une enseignante est inacceptable. Les camarades de classe qui n'étaient nullement concernés n'auraient en aucune façon dû être mêlés au litige qui opposait les parents de l'élève concerné à l'enseignante.

Suite à l'intervention du Médiateur, la Ministre a demandé une enquête au directeur du lycée concerné pour déterminer si les devoirs en classe s'étaient déroulés correctement. Vu le comportement de l'enseignante, une enquête administrative a été ordonnée.

Une problématique similaire a été présentée au Médiateur dans le cadre d'une autre réclamation. En l'espèce, une mère mettait en cause l'orientation de son fils vers l'enseignement secondaire technique. La mère ne comprenait pas pourquoi son fils avait été orienté vers l'enseignement technique alors que ses notes étaient bonnes et que certains camarades de classe qui avaient des notes inférieures avaient été orientés vers l'enseignement secondaire classique.

Sans vouloir ni pouvoir mettre en question l'avis d'orientation, le Médiateur a décidé de communiquer la réclamation au Ministère alors que le rapport de l'enseignante à l'adresse du conseil de classe que la mère avait trouvé dans le dossier de son fils semblait contradictoire et contenait en plus un avis que l'enseignante émettait sur la mère de l'élève, ainsi qu'une appréciation sur les loisirs de l'élève.

La mère considérait le rapport de l'institutrice comme étant diffamatoire à son égard. Par ailleurs, elle se demandait si l'opinion que l'enseignante avait d'elle n'avait pas influencé la décision d'orientation de son fils.

Au cours de l'enquête menée par la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, l'inspecteur d'arrondissement a expliqué que le rapport litigieux avait été rédigé sur sa demande. Aucun autre membre du conseil de classe n'aurait vu le rapport en question. Par ailleurs l'enseignante se serait excusée auprès de la mère pour son comportement inapproprié.

En ce qui concerne la procédure d'orientation en tant que telle, l'enquête aurait révélé qu'elle se serait déroulée correctement.

Le Médiateur a par ailleurs été saisi d'une réclamation par un professeur-stagiaire dans l'enseignement secondaire, lequel avait malheureusement échoué aux examens de fin de stage pédagogique.

Au vu de cet échec, le réclamant fut écarté de l'enseignement de sorte qu'il ne pouvait pas non plus exercer en qualité de chargé d'éducation.

Sans vouloir remettre en question les résultats et par là même l'échec du jeune homme, le Médiateur s'est toutefois senti interpellé par cette affaire. Il s'est adressé à la Ministre afin de souligner l'incohérence du système.

Dans un cas similaire, la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle avait informé le Médiateur que la raison pour laquelle les personnes ayant échoué à l'examen pratique de fin de stage ne pouvaient plus être engagées comme chargés d'éducation tenait au fait que de par son échec à l'examen pratique de fin de stage le candidat a définitivement prouvé qu'il ne dispose pas des compétences requises.

En l'espèce, cette constatation n'était pas en adéquation avec les commentaires des professeurs de tutorat du stagiaire.

En effet il avait été donné au Médiateur de constater que les commentaires des tuteurs qui ont suivi le stagiaire au cours du stage étaient bons et attestaient du fait que, malgré certaines critiques, les tuteurs appréciaient les efforts fournis et concluaient que le candidat détenait les compétences requises pour devenir un bon enseignant.

Le Médiateur s'est dès lors adressé à la Ministre de l'Éducation nationale en demandant s'il n'y avait pas lieu de revoir le système selon lequel les stagiaires qui ont échoué à l'examen de fin de stage sont écartés purement et simplement de l'enseignement. De plus il est apparu que les stagiaires en situation d'échec, mais qui préalablement avaient été engagés par un contrat à durée indéterminée avant de suspendre leur contrat durant la durée du stage, retrouvent quant à eux leur emploi en qualité de chargés d'éducation.

La Ministre de l'Éducation nationale a confirmé que la position du Ministère depuis quelques années était effectivement de ne plus procéder à des engagements sous un autre statut, notamment sous le statut de chargé d'éducation à durée déterminée en cas d'échec à l'examen de fin de stage.

La Ministre a expliqué que s'il est exact qu'un certain nombre de stagiaires qui ont échoué au stage mais qui étaient sous CDI avant leur entrée en stage et avaient demandé à bénéficier d'un congé sans traitement pour raisons professionnelles pendant la durée du stage ont retrouvé leur emploi comme chargés d'éducation, le Ministère envisageait de mener des réflexions à ce sujet pour l'avenir.

Le Médiateur ne pouvant se satisfaire de cette réponse est intervenu une nouvelle fois auprès de la Ministre afin d'être informé des réflexions concrètes que le Ministère entend mener au sujet des incohérences soulevées pour apporter les modifications qui s'imposent à la situation telle qu'elle existe actuellement.

Police grand-ducale

Le Médiateur a été saisi par un réclamant qui contestait le procès-verbal dressé à son encontre par un agent de police sur base du non-respect de l'article 92(1) de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 portant règlementation de la circulation sur toutes les voies publiques qui dispose que:

«Hormis les hypothèses visées aux paragraphes 2 et 3, un véhicule routier appartenant à une personne physique ou étant détenu par une personne physique qui a sa résidence normale au Luxembourg ou appartenant à une personne morale ou étant détenu par une personne morale qui a son siège social au Luxembourg ne peut être mis en circulation au Luxembourg qu'à condition d'être dûment immatriculé au Luxembourg et d'être couvert par un certificat d'immatriculation valable.»

Le réclamant, originaire d'un autre État membre de l'Union européenne, fut verbalisé alors qu'il conduisait un véhicule immatriculé dans cet autre État membre. Il a expliqué au Médiateur avoir pris en leasing une voiture immatriculée dans son pays d'origine. Il était au Grand-Duché pour une période limitée car détenteur d'un contrat à durée déterminée qui devait prendre fin au printemps 2011.

Selon l'article 5.13. de l'arrêté grand-ducal précité la résidence normale d'une personne se définit comme le «lieu où une personne de-

meure habituellement, c'est-à-dire pendant au moins 185 jours par année civile, en raison d'attaches personnelles et professionnelles, ou, dans le cas d'une personne sans attaches professionnelles, en raison d'attaches personnelles, révélant des liens étroits entre elle-même et le lieu où elle habite; toutefois, la résidence normale d'une personne dont les attaches professionnelles sont situées dans un lieu différent de celui de ses attaches personnelles et qui, de ce fait, est amenée à séjourner alternativement dans des lieux différents, est censée se situer au lieu de ses attaches personnelles, à condition qu'elle y retourne régulièrement; cette dernière condition n'est pas requise lorsque la personne effectue le séjour pour l'exécution d'une mission d'une durée déterminée; la fréquentation d'une université ou d'une école n'implique pas non plus le transfert de la résidence normale.»

Le réclamant estimait ainsi ne pas être concerné par les dispositions prévues à l'article 92(1) de l'arrêté en question, alors qu'il aurait sa résidence normale dans un autre État membre. Le policier qui l'a verbalisé n'aurait cependant pas accepté son argumentation et aurait soutenu que, si l'occasion se présentait à nouveau, il serait verbalisé en conséquence.

Le Médiateur, estimant que la réclamation était justifiée, est intervenu auprès du Directeur général de la Police afin de s'enquérir de sa prise de position et de lui demander dans quelle mesure il serait disposé à ne pas donner suite au procès-verbal.

Dans un premier temps, le Directeur a informé le Médiateur que pour des raisons de compétence, il ne serait pas en mesure de donner suite à la requête, alors que le dossier ne se trouverait plus entre ses mains.

Par la suite, étant donné la pertinence des arguments présentés, le Directeur a toutefois informé le Médiateur qu'il s'était chargé d'expliquer la situation à l'agent en question qui a renoncé à faire suivre le rapport au Parquet.

Enseignement supérieur et Recherche

Aides financières pour études supérieures

Le Médiateur entretient de bonnes relations avec le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Il constate cependant que les réponses que reçoivent les réclamants, en particulier du CEDIES sont souvent peu motivées. Dans de nombreux cas, le CEDIES se contente d'énoncer l'article sur lequel il se base pour refuser une aide financière, sans expliquer en quoi exactement cet article n'a pas été respecté ou quel critère n'est pas rempli. Dès lors, les demandeurs ont parfois du mal à comprendre les raisons du refus.

Suite à la modification de la loi du 22 juin 2000 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures, le Médiateur a été saisi de nombreuses réclamations émanant d'étudiants dont la demande d'octroi d'une aide financière a été refusée.

En vertu de la loi du 26 juillet 2010, l'étudiant doit, pour bénéficier de l'aide financière, être inscrit «dans un établissement dispensant un enseignement supérieur et y suivre un cycle d'études dont la réussite procure à l'étudiant un grade, diplôme ou autre titre délivré par une autorité compétente et attestant la réussite à ce programme d'enseignement supérieur. L'établissement supérieur et le cycle d'études doivent être reconnus par l'autorité compétente du pays où se déroulent les études comme relevant de son système d'enseignement supérieur.»

Les nouvelles exigences ont posé des problèmes à certains étudiants qui venaient de commencer leurs études soit qu'ils n'avaient pas connaissance de ces exigences, soit qu'ils ignoraient que l'établissement dans lequel ils étaient inscrits ne remplissait pas les conditions de la loi.

D'autres étudiants auxquels l'aide financière avait été accordée par le passé, ont été surpris du fait que par la modification de la loi l'université qu'ils fréquentaient n'était désormais plus éligible.

Le Médiateur a été saisi par quelques étudiants qui se trouvaient dans un tel cas, notamment un étudiant qui suivait des études auprès d'une université privée en Allemagne. Il était inscrit au septième semestre et il ne lui restait plus que deux semestres d'études à accomplir en vue de l'obtention de son diplôme final, soit une année académique.

Pendant les six premiers semestres, le réclamant a bénéficié de l'aide financière de l'État pour études supérieures. Or, en raison de la modification de la législation en juillet 2010, il s'est vu refuser l'aide financière pour le premier semestre de l'année académique 2010/2011, au motif que son école ne serait pas à considérer comme un établissement d'enseignement supérieur.

Malheureusement, la loi du 26 juillet 2010 ne prévoit pas de dispositions transitoires qui permettraient aux étudiants ayant pu bénéficier de l'aide financière pour une partie de leurs études, de continuer à en bénéficier jusqu'au terme de leurs études. En plus, les étudiants se trouvant dans cette situation, n'avaient aucune raison de croire qu'ils n'allaient plus bénéficier de l'aide financière pour la suite de leurs études.

En l'espèce, le réclamant voyait ses études sérieusement mises en péril. Il n'avait pu financer ses études que grâce à l'aide financière de l'État, ses parents n'ayant pas les moyens financiers nécessaires pour le soutenir. Il risquait donc de devoir abandonner ses études pour des considérations financières. Les semestres qu'il avait déjà réussis avec succès auraient alors, en quelque sorte, été perdus puisqu'il n'obtiendrait pas de diplôme final.

Le Médiateur a invoqué le principe de la légitime confiance auprès du Ministre de l'Enseignement et de la Recherche. En effet, l'étudiant pouvait légitimement admettre qu'il allait pouvoir bénéficier de l'aide financière comme pour les années passées.

Le Ministre a soumis le cas de cet étudiant, ainsi que ceux de certains autres étudiants se trouvant dans la même situation, à la commission consultative qui est instituée sur base de la loi de 2000 concernant l'aide financière pour études supérieures.

Sur base du principe de la légitime confiance, le Ministre a finalement accepté d'accorder l'aide financière aux étudiants concernés à titre exceptionnel et pour la dernière fois au titre de l'année académique 2010/2011.

Il estime toutefois que le principe de la légitime confiance ne pourra s'appliquer audelà de l'année académique 2010/2011. Les étudiants concernés devront dès lors se réorienter vers un établissement dispensant un enseignement supérieur au sens de la loi modifiée du 20 juin 2000 au cas où ils voudraient continuer à bénéficier de l'aide financière de l'État pour études supérieures.

Abrogation des primes d'encouragement

La loi du 26 juillet 2010 n'a pas seulement modifié les critères d'éligibilité pour l'aide financière de l'État pour études supérieures, mais a également abrogé les primes d'encouragement dont pouvaient bénéficier les étudiants qui avaient terminé leur cycle d'études endéans une période déterminée. Ces primes ont été abrogées à partir du 1er janvier 2011.

Or, les formulaires de demande d'une prime que les étudiants avaient requis avant juillet 2010 auprès du CEDIES dès la réussite de leur cycle indiquaient que le délai pour introduire la demande de la prime d'encouragement était d'un an à partir de la date de l'obtention du diplôme.

Ainsi les étudiants qui s'étaient fiés à ce formulaire et qui ont introduit leur demande de prime d'encouragement après le 1er janvier 2011, se sont vus refuser la prime parce que leur demande était hors délai.

Le Ministre a cependant estimé à juste titre qu'on ne saurait reprocher à ses services d'avoir commis une faute. En effet les formulaires de demande distribués avant le changement législatif n'avaient pas pu tenir compte de la modification et que les nouvelles dispositions législatives étaient applicables dès l'entrée en vigueur de la loi du 26 juillet 2010.

De l'avis du Ministre, les étudiants concernés auraient dû se renseigner auprès du CEDIES étant donné que la presse a couvert largement le vote de la loi qui abrogeait les primes d'encouragement.

Le Médiateur a également été saisi d'une réclamation de la part d'un étudiant à qui le CEDIES a refusé l'octroi de l'aide financière pour études supérieures au motif qu'au moment du dépôt de sa demande, il ne remplissait pas la condition de statut de travailleur, tel que prévu par l'article 1er paragraphe 2°b) de la loi du 26 juillet 2010 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures.

Le CEDIES était notamment d'avis que seule la période de travail qui était couverte par un contrat de travail pouvait être prise en considération, alors que le stage ne pouvait pas être considéré comme telle. Or, au moment où le réclamant a déposé sa demande, il était effectivement lié par un contrat de stage.

Après analyse des textes légaux en vigueur et de la jurisprudence communautaire, le Médiateur est cependant venu à la conclusion que le CEDIES avait fait une mauvaise interprétation de la loi du 26 juillet 2010.

L'article 1er paragraphe 2°b) de la loi de 2010 prévoit notamment que pour pouvoir prétendre à l'aide en question, il faut que le ressortissant d'un État membre de l'Union européenne autre que le Luxembourg ou le ressortissant d'un des États parties à l'Accord sur l'Espace économique européen et de la Confédération suisse séjourne, conformément à la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration, au Grand-Duché de Luxembourg en qualité de travailleur salarié.

Étant donné que la loi de 2008 résulte de la transposition de plusieurs directives européennes, il y a lieu d'interpréter le terme de «travailleur salarié» à la lumière des textes communautaires et notamment au regard de l'article 45 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (ancien article 39 du Traité CE).

Selon la jurisprudence communautaire, le statut de travailleur est attribué à toute personne exerçant une activité qui comporte une valeur économique qui doit être réelle et effective, à l'exclusion de toute activité qui se présente comme purement marginale et accessoire.

C'est dans ce même ordre d'idées que la Cour de Justice de l'Union européenne (CJUE) a considéré que les stagiaires entraient également dans cette définition dès lors que leur activité était réelle et effective. Les juridictions communautaires ont ainsi considéré que même une personne dont la productivité est modeste, tel que ceci pouvait être le cas pour un stagiaire, pouvait être qualifiée de travailleur salarié au sens de l'article 45 du Traité.

En l'espèce, le réclamant avait effectué un stage d'une durée approximative de six mois, période pendant laquelle il percevait une rémunération. Il ne faisait donc aucun doute que le stage en question devait être considéré comme période de travail réelle et effective, compte tenu du fait que le stage était rémunéré et qu'il s'étendait sur une période plus ou moins longue.

Le Médiateur en est ainsi venu à la conclusion que le CEDIES avait fait une mauvaise application de la loi de 2010 et a demandé au Ministre compétent de revoir la décision portant refus d'octroi de l'aide financière qui avait été sollicitée par le requérant.

Le Ministre a finalement décidé de faire droit à la demande de l'intéressé.

Conditions de remboursement de l'aide financière accordée sous forme de prêts

Dans un autre cas, le Médiateur a été saisi d'une réclamation relative aux conditions de remboursement de l'aide financière sous forme de prêts prévue par la loi modifiée du 22 juin 2000 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures. Le réclamant s'est vu refuser par la BCEE une période de remboursement dépassant cinq ans à moins d'obtenir de la part de la Commission consultative prévue par l'article 8 de la loi susvisée une prolongation du délai de remboursement du prêt.

Le refus de la banque était intervenu conformément à la convention conclue entre l'État et la BCEE aux termes de laquelle la durée de remboursement serait ramenée à cinq ans pour l'étudiant ayant atteint l'âge de 35 ans au premier septembre de l'année au cours de laquelle il commence ou reprend ses études supérieures.

Ainsi le réclamant s'était vu opposer un refus à sa demande en obtention d'une période de remboursement de dix ans par le Ministère, la Commission consultative ayant émis un avis négatif. Dans ce dossier, des problèmes de plusieurs ordres ont été soulevés par le Médiateur.

D'abord, il a relevé certaines déficiences du texte du règlement grand-ducal modifié du 5 octobre 2000 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures, dont l'article 22 prévoit que la durée du remboursement des prêts ne peut dépasser une période de dix ans. La question se pose de savoir de quelle latitude l'administration dispose pour fixer une durée de remboursement inférieure à ce maximum.

Une durée maximale de dix ans ne peut guère être interprétée comme un droit en faveur des étudiants. La conclusion s'impose que le texte dans sa teneur actuelle ne prévoit en ce qui concerne la durée de remboursement aucun droit précis en faveur des étudiants. Il s'agit là d'une situation «d'indétermination légale». Ni la loi, ni le règlement ne donne d'indications au sujet des différents motifs de refus pouvant être valablement opposés aux intéressés sollicitant l'application du délai maximal. L'octroi à l'administration d'un pouvoir discrétionnaire aussi étendu pour fixer la durée de remboursement semble difficilement justifiable.

Le fait que le règlement prévoit le principe d'une durée maximale de dix ans ne semble pas conférer à l'administration le pouvoir de fixer librement une durée maximale de remboursement du prêt inférieure pour toute une catégorie de personnes ayant atteint un âge déterminé. «L'administration n'a pas le droit de prendre des mesures de principe, comme par exemple d'opposer un refus d'autorisation à caractère général exclusivement fondé sur des considérations d'intérêt trop vague» (Conseil d'État français, 9 juillet 1943, Tabouret et Laroche).

Ensuite, le Médiateur a soulevé que la fixation d'une durée maximale de cinq ans pour les personnes ayant atteint l'âge de 35 ans peut constituer une discrimination fondée sur l'âge. En effet, en raison de leur âge, ces personnes sont traitées moins favorablement que les autres. Ne sauraient être justifiées que des différences de traitement qui sont objectivement motivées et qui poursuivent un but légitime. De plus, il y a lieu de vérifier si la différence de traitement en question est effectivement nécessaire et appropriée pour réaliser ce but. Après avoir analysé la situation des personnes ayant atteint l'âge de 35 ans en la comparant à celle des étudiants plus jeunes, le Médiateur est arrivé à la conclusion qu'un délai de remboursement limité en principe à cinq ans n'est pas justifiable.

Enfin, le Médiateur a critiqué l'arrêté ministériel signé par le Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche et par le Ministre des Finances pour ne pas avoir précisé les motifs du refus de la demande de prolongation du délai de remboursement. Conformément à l'article 6 du règlement grand-ducal du 8 juin 1979 relatif à la procédure à suivre par les administrations relevant de l'État et des communes, toute décision administrative doit formellement indiquer les motifs en cas de refus de faire droit à la demande de l'intéressé.

Le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche a été sensible à ces développements et a fait prolonger le délai de remboursement du prêt conclu par le réclamant.

Finalement le Médiateur a été saisi d'une réclamation par un ressortissant roumain titulaire d'un diplôme d'éducation physique et d'un diplôme de kinésithérapie qui s'est vu refuser la reconnaissance de ce dernier diplôme.

Avant d'entamer le cursus qu'il entendait suivre en Roumanie, il s'était renseigné auprès du CEDIES pour s'assurer que ce diplôme serait reconnu au Luxembourg.

Après avoir terminé son cursus de trois ans le réclamant s'est adressé au Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle en juillet 2010 pour demander la reconnaissance de son diplôme roumain.

Fin janvier 2011, le réclamant fut informé que son dossier avait été transmis au Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

Le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche estime que ces études comporteraient «des différences essentielles par rapport au programme luxembourgeois établi par règlement grand-ducal pour la profession de masseur-kinésithérapeute en ce qui concerne le contenu théorique, technique et pratique ainsi que la durée de la formation (la partie majeure du programme de formation concerne l'éducation physique et le sport)».

Le Ministre poursuit en indiquant qu'en application de la loi du 19 juin 2009 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles, le diplôme roumain de licencié en éducation physique et sport, spécialisation kinésithérapie et motricité spéciale pourra être reconnu équivalent au diplôme d'État luxembourgeois de masseur-kinésithérapeute sous condition d'accomplir un stage d'adaptation de deux ans à temps plein dans un établissement hospitalier, une institution de soins ou une autre institution agréée par le Ministère de la Santé ou bien de se soumettre à une épreuve d'aptitude en matière de connaissances professionnelles et de législation professionnelle.

Ne possédant toutefois pas le niveau linguistique requis pour se soumettre à une épreuve d'aptitude, seul le stage de deux ans était envisageable.

Dans un premier temps le réclamant voulait comprendre en quoi le diplôme roumain présentait des différences essentielles par rapport au programme luxembourgeois. Par ailleurs, il s'interrogeait sur les raisons qui expliquent qu'un stage de deux ans soit nécessaire ce délai lui paraissant long par rapport aux trois années d'études en cette matière.

Nonobstant son incompréhension et pour faire avancer les choses qui traînaient depuis juillet 2010, le réclamant a néanmoins décidé d'adresser des demandes auprès d'institutions de soins afin d'obtenir la possibilité d'effectuer

son stage de deux ans. Ces demandes se sont malheureusement toutes révélées infructueuses.

Ne sachant plus comment faire avancer les choses, le réclamant s'est adressé au Médiateur afin qu'il intervienne le cas échéant auprès du Ministère compétent pour avoir une réponse aux différentes questions qu'il se posait.

Le Médiateur s'est adressé au Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et à la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle afin qu'ils donnent aux réclamants des explications plus détaillées quant à la constatation qu'il existerait des différences essentielles entre le programme roumain et le programme luxembourgeois.

Une des questions que se posait le réclamant était également de savoir s'il existait une éventuelle possibilité que dans certains cas la rémunération des stagiaires kinésithérapeutes soit prise en charge par une autorité étatique, le Ministère de la Santé par exemple, et ce en vue de faciliter l'accomplissement du stage d'adaptation lorsqu'un tel stage est imposé et si le réclamant pouvait le cas échéant effectuer un stage d'adaptation auprès d'un cabinet de kinésithérapie libéral.

Le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche ainsi que la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle ont fait part au Médiateur que les différences essentielles entre les formations constatées par la commission ad hoc concernent la partie théorique et la durée des études. Les crédits alloués au réclamant pour les branches couvrant exclusivement la formation de kinésithérapeute équivalent à une année d'étude. Or, l'article 2 du règlement grand-ducal modifié du 24 septembre 1969 portant exécution des articles 1er et 5 de la loi du 18 novembre 1967 portant réglementation de certaines professions paramédicales en ce qui concerne la profession de masseur-kinésithérapeute prévoit que la durée des études de masseur kinésithérapeute est de trois années. Ce constat donne donc lieu à l'exigence que le demandeur accomplisse un stage d'adaptation d'une durée de deux années ou qu'il se soumette à une épreuve d'aptitude.

Le stage d'adaptation est régi par les dispositions des articles 11, 12 et 13 de la loi du 19 juin 2009 ayant pour objet la transposition de la directive 2005/36/CE. Dans le cas précis du masseur-kinésithérapeute, le terrain de stage doit être agréé par le Ministre de la Santé. Si le stage est effectué au sein d'un cabinet de kinésithérapie privé, ce dernier peut faire une demande écrite d'agrément ponctuel. Durant le stage d'adaptation, l'intéressé bénéficie d'un contrat de travail à durée déterminée, les émoluments étant à charge de l'employeur.

Le Médiateur et les réclamants ont pris acte des explications données.

Il est cependant un fait qu'à ce jour, le réclamant a sollicité un stage auprès d'une trentaine d'établissements et que malgré ses démarches, aucun employeur ne semble vouloir engager un stagiaire dont le diplôme n'est pas reconnu, de sorte que la condition imposée par le Ministère semble dans les faits irréalisable.

Le Médiateur s'est une fois de plus adressé aux Ministres compétents afin de signaler le problème auquel le réclamant se trouve confronté.

Culture

Le Médiateur déplore que ses interventions auprès du Ministère de la Culture ne sont pas traitées avec la diligence requise.

Il a notamment été saisi par un réclamant qui lui a expliqué qu'en l'an 2000 le Directeur du Service des Sites et Monuments nationaux s'était rendu sur sa propriété et lui avait demandé s'il serait disposé à coopérer avec son Service en vue de la conservation d'une maison de journalier sise sur la propriété du réclamant.

À l'époque le réclamant aurait été informé que le Service des Sites et Monuments contribuerait pour une somme importante à la mise en valeur de la maison de journalier, alors qu'il n'existait dans tout le pays que très peu de maisons de ce genre.

Des travaux de démolition furent entamés mais les travaux de rénovation se faisant attendre, la maison en question a fini par se délabrer.

Par la suite les discussions ont été relancées pour la continuation des travaux. Hélas il se serait vite avéré que le Service était à court de moyens pour finir les travaux.

Dans un courrier adressé au réclamant en août 2006, la Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche a indiqué que ce qui a été promis serait réalisé mais pas avant le printemps 2007 et ce pour des raisons budgétaires.

En juin 2007, les travaux n'avaient toujours pas été entamés.

En février 2009, le réclamant a rencontré le Directeur du Service des Sites et Monuments nationaux qui l'a informé du peu d'intérêt du Service pour ce projet. Étant donné que ce dernier n'était toutefois pas au courant de l'ensemble du dossier, le réclamant s'était engagé à lui fournir tous les détails de l'affaire. De nouveau le dossier est resté sans suite concrète et le Directeur a fini par solliciter du réclamant qu'il réintroduise une demande.

Le réclamant s'était adressé au Médiateur alors qu'il était d'avis qu'il ne saurait être tenu de réinitialiser sa demande comme s'il s'agissait d'une demande nouvelle de subvention avant travaux, alors que l'affaire traînait depuis dix ans et ce par la faute du Service des Sites et Monuments nationaux.

Le Médiateur est dès lors intervenu dans un premier temps afin que la Ministre de la Culture lui fasse part de sa prise de position, alors qu'il lui semblait effectivement inconcevable que l'accord trouvé avec le Directeur de l'époque pris en considération par ses successeurs ne soit pas exécuté en raison d'une mauvaise organisation du Service en question.

Dans sa prise de position la Ministre a expliqué que selon elle il y avait lieu de faire une différence entre ce qui a été promis par ses services et par elle-même, ce qui a été réalisé par ses services et dans quelle mesure ses services pouvaient encore contribuer au projet et par quel moyen.

La Ministre rappelle que dans un avis daté de 2002, le Directeur de l'époque du Service des Sites et Monuments nationaux aurait écrit que «son service contribuera par une somme importante à la mise en valeur» de la maison de journalier et que dans un courrier daté d'août 2006, il avait été promis que des travaux de restauration seraient supportés par le Service à concurrence de 30%. Le Médiateur ne saurait accepter une telle interprétation alors que dans le courrier daté d'août 2006, la Secrétaire d'État s'était engagée à faire réaliser les travaux de restauration extérieure du bâtiment tandis que le reste des travaux seraient financés par l'Administration des Eaux et Forêts tout en rappelant qu'il n'était pas habituel que les autorités publiques prennent en charge tous les frais et que le maximum serait de 30%.

La Ministre indique encore que les travaux réalisés jusqu'à maintenant ont coûté la somme de 9.500 EUR et souligne qu'elle est cependant toujours disposée à octroyer une subvention pour des travaux à réaliser, conformément aux engagements pris, mais que cette aide ne pourra se concrétiser que conformément au texte actuellement en vigueur en dehors d'une logique d'indemnisation. À ce titre la Ministre a invité le réclamant à introduire une nouvelle demande et à attendre la promesse de subvention qu'elle formulerait sur base d'un dossier complet.

S'il est un fait que la réglementation a changé depuis les promesses qui lui ont été faites par le Service, le réclamant ne saurait accepter aujourd'hui que son dossier soit traité comme le serait n'importe quelle nouvelle demande de subvention. Le Médiateur estime que la responsabilité de l'État est engagée sur base de la loi du 1er septembre 1988 relative à la responsabilité civile de l'État et des collectivités publiques et a dès lors prié la Ministre de l'informer dans quelle mesure elle serait disposée à faire une proposition au réclamant tenant compte des promesses faites par le Service des Sites et Monuments nationaux et du temps écoulé ainsi que de la perte de jouissance du bien concerné.

Dans une autre affaire le Médiateur a été saisi d'un différend opposant une personne morale de droit privé au Ministère de la Culture au sujet de la mise en place d'une enseigne publicitaire sur la façade du commerce exploité par la société en question.

L'affaire avait été portée devant le Tribunal administratif qui, en se basant sur l'article 9 du règlement grand-ducal du 4 juin 1984 relatif à la publicité, avait jugé que la Ministre avait, à tort, refusé la délivrance d'une autorisation pour la mise en place de l'enseigne publicitaire en question.

En effet les juges ont rappelé que: «l'article 9 du règlement grand-ducal du 4 juin 1984, en ce qu'il prévoit que le ministre ayant dans ses attributions les affaires culturelles, peut accorder des dérogations sous la forme y visée, sort du cadre de la disposition habilitante de l'article 38 de ladite loi.

À défaut de toute autre disposition légale habilitante, le tribunal administratif est dès lors amené à refuser l'application dudit article 9, conformément à l'article 95 de la Constitution, aux termes duquel les cours et tribunaux n'appliquent les arrêtés et règlements généraux et locaux qu'autant qu'ils sont conformes aux lois.»

La décision de refus prise sur cette base a partant été annulée par le Tribunal administratif.

À la suite de cette décision la Ministre a toutefois rappelé à la réclamante que selon l'article 38 de la loi du 18 juillet 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments:

«Toute publicité, qui n'est pas conforme aux critères à définir par règlement grand-ducal, est interdite. Toute publicité installée en violation de la loi doit être enlevée et les lieux doivent être rétablis dans leur état antérieur.»

L'article 39 quant à lui autorise le pouvoir réglementaire à définir des localités dans lesquelles toute publicité est subordonnée à une autorisation du Ministre de la Culture. Or, l'article 13 du règlement grand-ducal du 4 juin 1984 relatif à la publicité visée aux articles 37 et suivants de la loi du 18 juillet 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux désignait la localité dont il s'agissait parmi celles dans lesquelles toute publicité est soumise à autorisation et il était un fait que la société ne disposait pas d'autorisation pour la mise en place de l'enseigne publicitaire.

La Ministre de la Culture a menacé la société d'en informer le Parquet.

Suite au courrier du conseil de la société, la Ministre a réitéré sa proposition de voir installer une enseigne à plat d'une longueur maximale de six mètres et de la centrer afin de respecter la symétrie et l'harmonie de la façade.

Le Médiateur est intervenu auprès de la Ministre afin qu'elle l'informe de manière générale, mais également dans le cas d'espèce, selon quels critères objectifs elle décide d'octroyer ou non une autorisation dans les localités désignées comme étant soumises à une autorisation ministérielle. En effet ni la loi ni le règlement grand-ducal ne définissent de critères qui seraient de nature à encadrer la décision ministérielle, alors pourtant que les intéressés sont en droit de connaître les raisons qui sont à la base d'un refus qui leur est opposé.

De même, le Médiateur a invoqué l'éventuelle opportunité de revoir la réglementation existante au vu de la jurisprudence des juridictions administratives concernant les difficultés d'application de l'article 9 ainsi que celle concernant l'application combinée des articles 10, 12 et 13 du règlement grand-ducal.

La Ministre a expliqué qu'en l'espèce, elle n'a pas interdit toute publicité, mais qu'elle a recherché un équilibre entre la nécessaire protection de l'espace public et la liberté du commerce et de l'industrie, tout en veillant à respecter la symétrie et l'harmonie de la façade principale de l'immeuble en question. Considérant que la protection des centres villes ou des centres des localités contre la profusion de publicités démesurées du point de vue optique fait partie des prérogatives en matière de conservation du paysage, la Ministre a donc proposé une solution alternative, notamment une enseigne à longueur réduite centrée sur le pan de mur délimité par les encadrements des baies inférieures et les ouvertures du 1er étage. La surface proposée du bandeau dépassait en effet de plus de trois fois la surface autorisée d'office même dans les localités non visées au règlement grand-ducal en matière de publicités.

La Ministre estime que de manière générale, il n'y a pas lieu d'installer dans la localité concernée, où toute publicité est subordonnée à une autorisation ministérielle, une enseigne à longueur surfaite. Elle estime qu'en l'espèce le centre de la localité qui témoigne d'une riche histoire architecturale, fait partie des localités à protection particulière définies par voie de règlement grand-ducal.

En ce qui concerne l'opportunité de revoir la réglementation existante au vu de la jurisprudence des juridictions administratives concernant les difficultés d'application de l'article 9 ainsi que celle concernant l'application combinée des articles 10, 12 et 13 du règlement grand-ducal précité, la Ministre estime que la jurisprudence fait une interprétation stricte des dispositions réglementaires. Elle a informé le Médiateur qu'un nouveau règlement grand-ducal serait en voie d'élaboration.

Le Médiateur estime qu'en attendant qu'un nouveau règlement grand-ducal précise les critères selon lesquels une décision ministérielle peut être prise pour autoriser la publicité dans les localités dans lesquelles une telle autorisation est requise, des critères clairs et précis devraient être définis au sein du Service concerné afin de garantir la transparence, la lisibilité et l'objectivité indispensables en la matière et d'éviter ainsi tout risque de décision arbitraire.

Administration de la Gestion de l'Eau

Le Médiateur a été saisi d'une réclamation par un agriculteur au sujet d'un différend qui l'opposait à l'Administration de la Gestion de l'Eau, plus précisément le service compétent pour la qualité des eaux au sujet d'un projet de construction d'une exploitation agricole.

La question qui posait problème était celle de l'évacuation de l'eau de vidange du réservoir situé dans la chambre à lait. Il était prévu que l'évacuation des eaux de vidange se ferait par la canalisation. Cependant la crainte de l'Administration de la Gestion de l'Eau était de voir se déverser une quantité trop importante de lait dans la canalisation en cas de survenance d'un problème au niveau de l'étanchéité de la cuve.

L'Administration de la Gestion de l'Eau estimait en effet que la station d'épuration ne pourrait pas faire face à un tel incident ou serait du moins bloquée pendant quelques jours. Elle était d'avis qu'il serait préférable que ces eaux soient évacuées dans la fosse à lisier. Le réclamant pour sa part ne voulait pas envisager une telle solution étant donné que les eaux de vidange contiennent des produits de lavage qui ne sont en aucun cas compatibles avec l'agriculture biologique qu'il entendait pratiquer.

L'Administration de la Gestion de l'Eau aurait proposé au réclamant de faire installer une citerne spéciale pour recueillir ces eaux de vidange, cette solution nécessitait cependant une élimination régulière par camion du contenu de cette citerne, ce qui ne manquerait pas de générer un coût élevé à charge du réclamant. Le Directeur de la Station d'épuration était plutôt réticent alors qu'il estimait que la Station d'épuration ne saurait accueillir de manière régulière le contenu de ces citernes qu'elle serait dans l'impossibilité de stocker en attendant d'être traité.

Le Médiateur est intervenu dans cette affaire afin de souligner que le réclamant, qui ne disposait pas de prise de position écrite ni définitive, ne pouvait être maintenu plus longtemps dans cette situation alors qu'il disposait par ailleurs de toutes les autorisations nécessaires au démarrage du projet.

Finalement le Ministre a informé le Médiateur qu'une solution avait pu être trouvée après une entrevue sur place de toutes les parties concernées.

Travail et Emploi

Le Médiateur a été saisi de quelques réclamations concernant les indemnités compensatoires versées aux travailleurs handicapés engagés au sein d'un atelier protégé.

Depuis l'introduction de la loi du 12 septembre 2003 modifiée relative aux personnes handicapées, les personnes travaillant au sein d'un atelier protégé peuvent prétendre à un salaire au moins équivalent au salaire minimum. Afin de ne pas pénaliser les personnes qui gagnaient plus sous l'ancienne législation, il a été décidé de faire bénéficier ces personnes d'une indemnité compensatoire afin de compenser toute perte éventuelle de salaire.

Or, il s'avère que ces indemnités sont constamment payées avec plusieurs mois de retard et que les montants attribués varient de manière considérable, de sorte à ce que les personnes concernées n'arrivent pas à comprendre le mode de calcul de ces montants.

Le Médiateur est intervenu auprès du Ministre compétent pour connaître les raisons qui sont à la base de ces retards, de même que les motifs qui pourraient expliquer les différences de calcul des indemnités compensatoires.

Dans sa prise de position, le Ministre a informé le Médiateur des raisons qui se trouvent à la base de ces problèmes. À ce titre, il a expliqué que les retards sont dus à différentes raisons, notamment aux retards dans la transmission des documents nécessaires pour le calcul ainsi qu'à l'organisation interne des services compétents. Pour ce qui est du mode de calcul de l'indemnité compensatoire, il avoue qu'un contrôle des indemnités versées n'a jusqu'à aujourd'hui pas pu être effectué, faute de ressources humaines suffisantes.

Pour des raisons de transparence, le Médiateur a proposé qu'un décompte mensuel détaillé soit adressé aux travailleurs handicapés concernés, sur base duquel ils peuvent comprendre le mode de calcul ainsi que les éventuelles retenues effectuées.

À ce jour, le Ministre ne s'est toujours pas prononcé sur ce dernier point.

Famille et Intégration

Revenu minimum garanti (RMG)

Le Médiateur a été saisi par une réclamante qui se plaignait de ne plus avoir droit au bénéfice du revenu minimum garanti (RMG).

Elle bénéficiait du RMG jusqu'au mois d'octobre 2010. Suite à une visite à domicile d'un collaborateur du Fonds national de Solidarité (FNS), le FNS a décidé de retirer le RMG à la réclamante au motif que la réclamante formait un ménage commun avec son bailleur.

En vertu de l'article 4 alinéa 1er de la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti «Sont présumées faire partie d'une communauté domestique toutes les personnes qui vivent dans le cadre d'un foyer commun, dont il faut admettre qu'elles disposent d'un budget commun et qui ne peuvent fournir les preuves matérielles qu'elles résident ailleurs.»

Or, la réclamante était seulement locataire et ne formait pas un foyer commun avec le bailleur. Elle avait loué une chambre à coucher avec une salle de douche et des toilettes dans une maison privée dans laquelle le bailleur habitait également.

La réclamante disposait d'un contrat de bail en bonne et due forme en vertu duquel elle payait un loyer mensuel. Elle était en mesure de prouver moyennant des extraits de compte qu'elle payait effectivement le loyer de manière régulière.

Malgré les documents probants établissant la réalité de la location le FNS maintenait son refus.

Parallèlement à la saisine du Médiateur, la réclamante avait cependant fait un recours devant le Conseil arbitral des Assurances sociales. Le Conseil arbitral a donné droit à la requérante en considérant que les documents qu'elle avait produits prouvaient qu'elle ne vivait pas en communauté domestique avec le bailleur et qu'il n'y avait pas lieu de conclure à l'existence d'un budget commun.

Le Médiateur regrette que la réclamante fût obligée de passer par la voie judiciaire pour obtenir gain de cause, alors que cette affaire aurait pu être facilement résolue au niveau de la médiation.

Le Médiateur a encore été saisi par une réclamante qui contestait le montant de l'allocation complémentaire dont elle était la bénéficiaire.

Il s'agissait d'une personne âgée de 59 ans qui était en instance de divorce et souffrait d'une incapacité de travail d'au moins 30%. Sa demande en obtention d'une pension alimentaire de la part de son conjoint avait été déclarée non fondée par le tribunal. Elle avait introduit une demande en obtention du statut de travailleur handicapée qui avait été refusée par la Commission médicale. En attendant l'issue de l'instance pendante devant le Conseil arbitral des Assurances sociales, elle avait entrepris des démarches auprès du Fonds national de Solidarité en vue d'obtenir une allocation complémentaire. Le Fonds national donna suite à cette demande mais procédait cependant à une réduction de l'allocation au motif qu'elle était, ensemble avec son mari, propriétaire d'un appartement de 65 m² situé en Espagne. Cette réduction fut opérée conformément à l'article 20 de la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit au revenu minimum garanti. Selon cet article, il incombe au Fonds national de Solidarité d'évaluer la fortune immobilière de l'intéressé et de procéder à un calcul de conversion du capital en une rente viagère sur la base de coefficients prévus par la loi. Le montant résultant de ce calcul est déduit de l'allocation complémentaire.

En l'espèce, il restait à la réclamante un montant modique de seulement 636,30 euros qui ne suffisait pas pour assurer son entretien. La réclamante ne percevait aucun revenu de l'immeuble en question.

Bien que la situation de la réclamante fût extrêmement précaire, le Fonds national de Solidarité est resté sur sa position.

Participation aux salaires des bénéficiaires de l'indemnité d'insertion

Le Médiateur a été saisi d'une réclamation de la part d'une société qui bénéficia d'une participation financière en application de l'article 13, alinéa 3 de la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti.

Cette réclamante s'était vu refuser ses demandes de participation couvrant une période de cinq mois au motif que le délai prescrit pour l'introduction des demandes n'aurait pas été respecté et que celles-ci n'auraient pas été couchées sur le formulaire prescrit.

La réclamante ne contesta pas ces faits et se justifia par le fait que l'employée chargée du dossier aurait été en congé de maladie et que sa remplaçante n'avait pas été au courant de l'utilisation obligatoire du formulaire de demande. En outre, l'instruction du dossier révéla que la remplaçante adressa les fiches de salaire mensuelles de la personne concernée à la fiduciaire de la société au lieu de les adresser à la fiduciaire mandatée par le Ministère pour le traitement des demandes.

C'est seulement lors d'un contrôle des comptes à la fin de l'année que la société s'aperçut de son erreur. Elle affirma en outre ne pas avoir reçu la lettre du 23 août 2010 du Ministère l'avertissant de l'emploi obligatoire du nouveau formulaire. La société réintroduisit des demandes de participation pour la période en question, demandes qui furent refusées par le Ministère.

Il s'avéra au cours de l'instruction du dossier que les obligations imposées aux administrés relatives à l'utilisation d'un formulaire déterminé ou à l'observation d'un délai pour l'introduction des demandes n'avaient pas de base légale ou règlementaire. En effet, conformément au principe de légalité, ces conditions ne peuvent être légalement opposées à la réclamante pour refuser une demande de participation. Une administration ne saurait prescrire de telles obligations au moyen d'un simple courrier.

Nonobstant les arguments présentés par le Médiateur, le Ministère de la Famille et de l'Intégration n'était pas disposé à réexaminer le dossier dans le sens voulu par la réclamante.

Éducation différenciée

Le Médiateur a été saisi de plusieurs réclamations relatives à l'application de la loi du 14 mars 1973 portant création d'instituts et de services d'éducation différenciée.

Les réclamantes ont contesté être redevables des montants élevés qui leur sont demandés par le Ministère de la Famille et de l'Intégration au titre de participation aux frais de placement de leurs enfants à l'étranger.

Selon la position du Ministère, l'article 8 de la loi susvisée ne prévoit pas la gratuité du séjour et de l'entretien dans des institutions étrangères.

Le Ministère fait au regard des placements à l'étranger la même distinction applicable aux élèves fréquentant les institutions de l'éducation différenciée luxembourgeoise entre d'une part, l'enseignement qui est gratuit et d'autre part, les frais relatifs au séjour, à l'internat, qui, en vertu de l'article 203 du Code civil, resteraient en principe à charge des parents. À la demande des parents, le Ministère de la Famille assume une participation aux frais de séjour de l'enfant. Cette participation est calculée sur la base du prix de revient de l'institution choisie et de la part des frais à assumer par les parents dont le montant est déterminé selon les modalités de la convention pour centres d'accueil avec hébergement pour enfants et jeunes adultes au Grand-Duché de Luxembourg. Le Ministère se réfère à ce sujet à l'article 18 de la loi du 16 décembre 2008 relative à l'aide à l'enfance et à la famille dont il semble faire une application par analogie.

Or, une étude approfondie du projet de loi et des travaux préparatoires de la loi du 14 mars 1973 portant création d'instituts et de services d'éducation différenciée ne permet pas de confirmer les conclusions du Ministère.

Le problème provient de ce que l'article 8 de la loi susvisée n'est pas très clair en ce qui concerne les frais de placement des enfants placés à l'étranger, problème qui a d'ailleurs été soulevé dans un avis de l'Inspection générale des Finances.

Afin d'écarter le moindre doute au sujet du principe de gratuité généralement applicable au séjour des enfants à l'étranger, la Commission de l'Éducation nationale et des Affaires culturelles avait fait dans son rapport de synthèse un résumé des différentes gratuités:

«L'article prévoit la gratuité de l'enseignement proprement dit pour les enfants placés dans les instituts et services étatiques énumérés à l'article 2,

dans les centres privés ou communaux luxembourgeois repris par l'État selon les critères de l'article 15 sur base de conventions,

dans les instituts spécialisés étrangers reconnus par le Ministre de l'Éducation nationale. Sont inclus dans cette gratuité: le séjour, le traitement médical (borné aux seules inadaptations à la base de la scolarisation différée) et l'entretien après un amendement proposé par le Conseil d'État et repris sans commentaire par le Gouvernement.

La Commission exprime le désir exprès d'interpréter les termes de «séjour» et d' «entretien» aussi largement que possible, vu les charges extraordinairement importantes qui pèsent sur les parents d'enfants handicapés.»

Conformément à l'article 1 de la loi du 14 mars 1973, le Ministre de la Famille est responsable de l'aspect familial et social de l'éducation différenciée. La loi charge donc le Ministre de la Famille d'assurer la gratuité vis-à-vis des parents d'enfants nécessitant une éducation différenciée sous tous les aspects susvisés.

Le Ministère de la Famille ne fait dès lors pas une application du principe de gratuité conforme à la loi du 14 mars 1973.

Le Ministre a maintenu sa position dans ce dossier bien qu'un argumentaire détaillé lui ait été soumis par le Médiateur.

Transport

Le Médiateur a été saisi de plusieurs réclamations en matière de transports publics.

Deux citoyens ont notamment contesté le fait d'avoir reçu une amende au motif qu'il leur était reproché de ne pas voyager en possession d'un ticket de transport valide pour la ligne de bus qu'ils avaient utilisée.

Dans le premier cas, il s'agissait d'un jeune étudiant qui avait emprunté une ligne de bus qui est prise en charge par une entreprise privée, mais qui effectue également des trajets transfrontaliers, notamment vers l'Allemagne. Lors du passage du contrôleur, le réclamant a montré sa «Jumbokaart». Cependant, le contrôleur a estimé que la carte n'était pas valable pour la ligne en question et lui a dressé un avertissement à hauteur de 35€. L'intéressé a contesté cette décision au motif qu'il n'avait utilisé la ligne de bus que pour la partie de trajet qui est effectuée sur le territoire national. Il s'est également défendu en disant qu'il avait utilisé la ligne en toute bonne foi, alors qu'il était persuadé que, s'agissant d'une ligne desservie par une entreprise luxembourgeoise, il ne devrait avoir aucun problème pour pouvoir y voyager avec sa «Jumbokaart».

Le Médiateur a pris acte que la ligne de bus empruntée par le réclamant fait partie du réseau RGTR. Dans la mesure où la «Jumbokaart» est définie sur le site mobilitéit.lu comme étant un abonnement permettant de voyager sans limitations de parcours sur l'ensemble du réseau de transport public luxembourgeois, le réclamant estime qu'il est en droit de pouvoir y circuler avec sa carte, sauf disposition légale ou réglementaire contraire.

Dans le deuxième cas de figure, une dame qui avait également emprunté une ligne de bus qui effectue des trajets transfrontaliers s'est vue adresser un avertissement pour défaut de titre de voyage valable, alors qu'on lui aurait dit que sa «Seniorekaart» ne saurait être utilisée pour de tels trajets.

Le règlement grand-ducal du 12 juin 2007 fixant les tarifs des transports publics prévoit que la «Jumbo-» et la «Seniorekaart» sont valables sur les réseaux de transports publics du RGTR, CFL, AVL et TICE. S'il est vrai que certaines limitations sont prévues pour les abonnements annuels, notamment pour les trajets dans les trains au départ ou à destination d'un point frontière, force est cependant de constater que le texte en question ne fait pas référence aux trajets en bus.

Le Médiateur a certes connaissance qu'un accord introduisant des titres de transport «RegioZone1» et «RegioZone2» sur les tarifs uniformisés transfrontaliers a été signé en date du 9 août 2010 entre le Grand-Duché de Luxembourg et les régions de la Lorraine, de la Sarre et de la Rhénanie-Palatinat. Cependant, il tient à souligner que dans la mesure où le

texte n'est pas publié sur Internet, il est évident que les usagers ne peuvent pas se tenir informés à son sujet.

Les usagers ne sont pas au courant des éventuelles restrictions qui pourraient exister concernant leur titre de transport. Pour cette raison, le Médiateur a estimé qu'il serait injuste de pénaliser les réclamants, alors qu'ils avaient utilisé leurs cartes d'abonnements en toute bonne foi.

Le Ministre compétent a fait preuve de compréhension et a décidé de retirer l'amende qui avait été dressé contre les intéressés. Par ailleurs, il s'est engagé à ce que les informations concernant les éventuelles restrictions pouvant concerner certains types de transport, notamment pour les trajets transfrontaliers, soient mieux ciblées, de façon à ce que les tarifs soient compréhensibles sans équivoque.

Par ailleurs, le Médiateur a été saisi de deux réclamations dirigées contre la Société Nationale de Contrôle Technique (SNCT) relatives à la fixation du taux d'émission suite à l'augmentation de la puissance du moteur d'un véhicule. Plus particulièrement, les réclamants ont contesté le raisonnement effectué par la SNCT, qui consiste à dire qu'à défaut de pouvoir ramener la preuve contraire, il y a lieu de considérer que suite à l'augmentation de la puissance du moteur d'un véhicule, le taux d'émission de ce dernier a augmenté proportionnellement.

Les personnes concernées ont contesté cette façon de procéder, ceci pour plusieurs raisons. Tout d'abord, chacune d'elle détenait un TÜV sur lequel il est certifié que les données techniques du véhicule n'étaient pas modifiées suite à l'augmentation de la puissance du véhicule.

Le Médiateur s'est ainsi adressé au Directeur de la SNCT afin de connaître la base légale imposant au citoyen l'obligation de rapporter la preuve que la puissance modifiée de sa voiture n'avait pas d'impact sur le taux d'émission de CO_2.

La réponse fournie par la SNCT, quand bien même elle était bien motivée, n'était cependant pas juridiquement convaincante sur tous les points.

L'article 26 du règlement grand-ducal du 27 janvier 2001 modifié prévoit que dès lors qu'un véhicule a été modifié, une réception à titre isolée s'impose. Pour ce faire, il faut passer par le service «Agréation», qui se charge de dresser un nouveau procès-verbal de réception.

Aux termes de l'article 27 du même règlement grand-ducal, le procès verbal de réception doit contenir les principales données techniques du véhicule, dont au moins celles figurant sur le certificat d'immatriculation, donc également le taux d'émission de CO_2.

La SNCT se base notamment sur le paragraphe 2 du même article pour exiger de la part d'un citoyen qu'il ramène la preuve sur base d'un certificat établi par un centre agrée et reconnu dans les États membres de l'Union européenne, que le taux d'émission de CO_2 n'a pas augmenté suite à la transformation du véhicule en question.

En effet, cette disposition prévoit que l'organisme de contrôle peut exiger du propriétaire ou du détenteur d'un véhicule devant se soumettre à une nouvelle agréation, tout certificat, procès-verbal ou attestation mentionnant les données pour lesquels les systèmes, les composants et entités techniques du véhicule ont été calculés, dimensionnés et documentant le(s) niveau(x) de performance de ceux-ci.

La SNCT estime ainsi que cet article l'autorise à exiger de la part d'un citoyen qu'il rapporte la preuve en question. À défaut pour l'intéressé à pouvoir ramener un certificat qui prouve que suite à la transformation du véhicule le taux d'émission de CO_2 n'a pas augmenté, la SNCT se réserve le droit d'appliquer un calcul par extrapolation, selon lequel le taux en question est supposé avoir augmenté proportionnellement à la puissance du véhicule. Un tel calcul demeure cependant critiquable, dans la mesure où aucune loi ni aucun règlement grand-ducal ne permet à la SNCT de procéder de la sorte.

Le Médiateur a également eu à connaître de réclamations venant de citoyens qui se plaignaient de la lenteur de la procédure de renouvellement de leur permis de conduire.

Dans un dossier, les courriers du réclamant n'ont pas connu de suite parce qu'ils avaient été égarés.

Dans un autre dossier le réclamant, après avoir écopé qu'une peine de prison assortie d'une interdiction de conduire d'une durée de cinq ans, a fait une demande auprès du Ministère du Développement durable et des Infrastructures en vue de récupérer son permis de conduire. En réponse à sa demande, il a été informé par arrêté ministériel que son permis de conduire sera renouvelé sous condition qu'il réussisse à un examen de contrôle pratique. En plus, il a dû se soumettre à des analyses médicales.

D'après les informations qu'il avait reçues à la suite de l'examen, il devait récupérer son permis de conduire dans les trois jours. Or, il n'a pas pu récupérer son permis, parce qu'il s'est avéré que son interdiction de conduire était encore en cours.

Le réclamant s'estimait lésé du fait d'avoir été induit en erreur par les informations qu'il avait reçues.

Le Médiateur a expliqué au réclamant que suivant le dernier alinéa de l'article 13 du Code de la Route, «l'interdiction de conduire judiciaire ne produit cependant pas d'effets durant l'exécution d'une peine privative de liberté (…)».

L'interdiction de conduire ne pouvait dès lors prendre cours qu'après sa libération.

Dans une autre affaire, le Médiateur a été saisi par un réclamant qui se plaignait d'avoir été arbitrairement convoqué à un examen médical. Le réclamant avait été informé par la Commission médicale du Département des Transports qu'il devait se soumettre à certaines analyses médicales et que le maintien de son permis de conduire dépendait du résultat de ces analyses. Le courrier de la Commission médicale n'indiquait pas les raisons de la demande.

Cette convocation a d'autant plus surpris le réclamant qu'elle ne se situait pas dans le cadre d'une procédure d'octroi ou de renouvellement du permis de conduire. Le réclamant ne comprenait dès lors pas les raisons pour lesquelles il devait se soumettre à cet examen médical.

Le Médiateur a expliqué au réclamant qu'en vertu de l'article 77 de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques, le Ministre a parfaitement le droit de demander un examen médical à un titulaire d'un permis de conduire s'il a des doutes sur l'aptitude de conduire de cette personne.

Ce pouvoir du Ministre est conforme aux dispositions de la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques et l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques qui prévoient que tous les titulaires d'un permis de conduire doivent remplir certaines conditions médicales.

Chambre de Commerce

Le Médiateur a eu à connaître de certaines réclamations introduites par des sociétés commerciales, notamment par des SOPARFI, qui contestent le fait de se voir appliquer une cotisation forfaitaire.

L'article 18 de la loi du 26 octobre 2010 portant réorganisation de la Chambre de Commerce prévoit notamment qu'il est loisible à la Chambre de fixer dans son règlement de cotisation des montants forfaitaires pour les sociétés qui détiennent principalement des participations financières et qui sont répertoriées comme telles selon la Nomenclature générale des activités économiques dans la Communauté européenne (NACE).

Ainsi, la Chambre de Commerce considère qu'à partir du moment où une société est une société de participations financières (SOPARFI) et qu'elle est enregistrée en tant que telle selon la NACE, celle-ci doit se voir appliquer le montant prévu au titre des cotisations forfaitaires.

Le Médiateur ne partage cependant pas ce point de vue. En effet, après analyse de la loi du 26 octobre 2010 et des travaux parlementaires y afférents, le Médiateur est venu à la conclusion que la loi pose clairement deux conditions cumulatives. Il ressort notamment de l'article 18 de la loi de 2010 qu'une cotisation forfaitaire doit être appliquée dès lors qu'une société détient des participations financières et qu'elle est répertoriée en tant que telle auprès de la NACE. Ainsi, le seul fait qu'une société soit répertoriée en tant que SOPARFI ne saurait être suffisante pour rendre applicable cette disposition.

La Chambre de Commerce défend cependant sa position à plusieurs titres. Tout d'abord, elle continue à considérer qu'à partir du moment où une société est répertoriée en tant que SOPARFI auprès de la NACE, l'article 18 de la loi de 2010 est applicable. D'un autre côté, elle ne nie pas que deux interprétations différentes sont possibles. Elle estime ainsi qu'il appartiendra aux juridictions compétentes de se prononcer sur la question.

Par ailleurs, la Chambre de Commerce justifie sa position en prétendant que les SOPARFI ne sauraient être libérées des cotisations forfaitaires, alors que ce taux a été négocié en leur faveur. En effet, par le passé, les SOPARFI étaient soumises à des cotisations proportionnelles aux bénéfices qu'elles dégageaient. La Chambre de Commerce estime que pour ces raisons, elle ne saurait accorder une dérogation à toutes les sociétés qui se trouvent dans la même situation que les sociétés réclamantes, d'autant plus que leur nombre est relativement élevé.

Le Médiateur considère cependant que les arguments avancés par la Chambre de Commerce ne sont pas justifiés.

Suite à une nouvelle intervention de sa part auprès des responsables de la Chambre de Commerce, le Directeur lui a fait savoir qu'il entend rester sur sa position en attendant de voir le juge se prononcer sur le litige.

1.3. Affaires relevant des Communes

Le Médiateur entretient avec les communes des relations qui dans l'ensemble sont satisfaisantes.

1.3.1. Affaires communales générales

Le Médiateur a été saisi d'une réclamation au sujet du paiement d'une redevance minimum pour ordure facturé au cours de l'année 2010 et qui s'élevait à quelque 150 EUR.

La réclamante était d'avis de ne pas devoir ce montant. Selon elle, elle ne profitait pas du service alors qu'elle n'occupait que très rarement cette maison.

Dans un courrier du Bourgmestre adressé à la réclamante celui-ci l'informait que le règlement relatif à la gestion des ordures ménagères dispose que «Tout immeuble destiné à l'habitation situé à l'intérieur de la commune doit être raccordé à l'enlèvement public des déchets.»

Le courrier indiquait également que le règlement prévoyait qu'une dérogation pouvait être accordée par le collège échevinal sur présentation d'une demande écrite et motivée, ce que la réclamante n'a pas manqué de faire en expliquant les raisons pour les-quelles elle estimait ne pas devoir payer la redevance.

Suite à ce courrier, le Bourgmestre a informé la réclamante qu'une telle dérogation ne lui serait pas accordée par le collège échevinal en l'invitant par ailleurs à prendre contact avec la commune pour la délivrance d'une poubelle.

Une nouvelle intervention de la part de la réclamante n'y a rien changé et le Bourgmestre a réitéré son refus d'accorder une dispense sans par ailleurs donner d'explications pour justifier son refus.

Le Médiateur est intervenu auprès du Bourgmestre en lui expliquant qu'il comprenait fort bien que selon l'article cité ci-dessus, tout habitant devait régler une redevance forfaitaire minimum indépendamment de l'utilisation effective ou non du service d'enlèvement des ordures ménagères. Le Médiateur a cependant demandé au Bourgmestre la communication du règlement communal relatif à la gestion des ordures ménagères, afin de comprendre et d'expliquer à la réclamante en quoi la Commune ne saurait faire droit à sa demande de dérogation.

Le règlement en question dispose que:

«Tout immeuble destiné à l'habitation situé à l'intérieur des limites de la commune doit être raccordé à l'enlèvement public des déchets.

L'utilisation des poubelles est obligatoire.

Peuvent être exclus du raccordement obligatoire à l'enlèvement public pour certaines fractions de déchets seulement ou pour toutes les fractions en général, les immeubles destinés à l'habitation présentant jamais, très rarement ou irrégulièrement des déchets susceptibles d'être enlevés.

Cette dérogation à la disposition de l'alinéa (1) peut être accordée par le collège des bourgmestre et échevins sur présentation d'une demande écrite et motivée.

L'autorisation de déroger peut être retirée par le collège des bourgmestre et échevins lorsque les conditions de son octroi ne sont plus remplies.»

Étant donné la formulation du règlement, le Médiateur a demandé au Bourgmestre de l'informer pour quelles raisons la commune refusait d'accorder une dérogation à la réclamante. Une telle dérogation ayant en effet été accordée 30 ans plus tôt, la réclamante s'interrogeait en quoi la situation aurait changé de sorte qu'une prolongation ne soit plus possible.

Le Bourgmestre a informé le Médiateur qu'en vertu de son pouvoir discrétionnaire, le collège échevinal n'accordait plus depuis 2005 de dérogation à aucun ménage et ce pour des raisons de salubrité et d'hygiène. Il a indiqué également que le règlement communal qui n'avait pas encore été modifié le serait très prochainement.

Étant donné la prise de position formelle du Bourgmestre, le Médiateur ne disposait pas d'arguments suffisamment convaincants pour amener le collège échevinal à renoncer à la taxe en question. Ces informations auraient cependant dû être communiquées dès le départ à la réclamante afin d'étayer le refus opposé à la demande de dérogation.

Dans une autre affaire, le Médiateur a été saisi d'une réclamation à l'encontre d'une Commune qui réclamait le paiement d'une taxe pour seconde résidence fixée à 250 EUR pour un appartement que les réclamants avaient donné en location.

Les réclamants refusaient de payer cette taxe au motif que l'appartement n'était, selon eux, pas à considérer comme seconde résidence étant donné qu'il avait été donné en location.

La Commune a fait savoir aux réclamants que selon les informations dont elle disposait l'appartement était vide. Comme personne n'était inscrit à l'adresse indiquée, la Commune a considéré l'appartement comme seconde résidence.

Il ressort du règlement-taxe sur les résidences secondaires de la Commune que:

«Est considéré comme résidence secondaire au sens du présent règlement tout logement privé autre que celui qui est affecté au domicile habituel au sens des dispositions du code civil et de la loi électorale, dans lequel on peut séjourner à tout moment durant les week-ends et pour prendre des loisirs et des vacances, qu'il s'agisse notamment d'une maison de campagne, d'un bungalow, d'un appartement, d'une maison ou d'une maisonnette de week-end ou de plaisance, d'un pied-à-terre ou de tout autre abri d'habitation, en ce compris les roulottes, caravanes et mobilhomes, même si on occupe ce logement qu'en partie ou occasionnellement et quelle que soit la qualité de l'occupant: propriétaire, locataire ou usager à titre gratuit.

Ne sont pas considérés comme résidences secondaires au sens du présent règlement:

1) les logements privés donnés en location permanente ou cédés à titre gratuit à une ou plusieurs personnes qui y ont fixé leur domicile au sens des dispositions du code civil et de la loi électorale. (…)»

Les articles 102 à 105 du Code civil disposent que:

«Art. 102. Le domicile de tout Luxembourgeois, quant à l'exercice de ses droits civils, est au lieu où il a son principal établissement.

Art. 103. Le changement de domicile s'opérera par le fait d'une habitation réelle dans un autre lieu, joint à l'intention d'y fixer son principal établissement.

Art. 104. La preuve de l'intention résultera d'une déclaration expresse, faite tant à la municipalité du lieu que l'on quittera, qu'à celle du lieu où on aura transféré son domicile.

Art. 105. À défaut de déclaration expresse, la preuve de l'intention dépendra des circonstances.»

L'article 10 de la loi électorale du 18 février 2003 dispose en outre que:

«Le domicile électoral du citoyen est au lieu de sa résidence habituelle, c'est-à-dire où il habite d'ordinaire. (…)

Pour la détermination du domicile électoral, la preuve de la résidence habituelle peut être apportée par tout moyen.»

Le Médiateur est donc intervenu auprès du Bourgmestre pour l'informer que les réclamants pouvaient démontrer que la personne à laquelle ils ont donné en location l'appartement avait établi son principal établissement dans l'appartement en question. Il ne devrait pas y avoir de problème quant au fait de ne pas considérer l'appartement en question comme seconde résidence et ce indépendamment du fait que la locataire en question ait été inscrite au registre de la population de la commune ou non.

Suite à l'envoi par le locataire du contrat de bail et aux explications fournies quant aux raisons qui expliquaient qu'il ne se soit pas inscrit à cette adresse, et au vu de la position du Médiateur, le Bourgmestre a accepté de renoncer à la taxe pour résidence secondaire.

1.3.2. Inscription au registre de la population

Dans une autre affaire, le Médiateur a été saisi d'une réclamation par un propriétaire à propos du refus par la Commune d'inscrire un de ses locataires dans le registre de la population. Celui-ci s'est vu remettre un courrier par lequel il a été invité à prendre contact avec la Police des Bâtisses.

Le propriétaire avait acquis cet immeuble quelques années auparavant. L'acte de vente mentionnait comme objet de la vente une maison de rapport. Le vendeur s'était engagé à faire installer un compteur électrique individuel pour chaque appartement. Par ailleurs dans les faits, la maison était subdivisée en quatre appartements comprenant toutes commodités.

À sa grande surprise, le propriétaire fut informé par la Commune que l'immeuble n'était pas à considérer comme immeuble résidentiel mais comme maison unifamiliale.

Suite à une visite des lieux, le service technique de la Commune a informé le propriétaire qu'il aurait encore la possibilité de régulariser la situation et qu'un courrier renseignant sur les modalités à suivre pour se mettre en conformité lui serait adressé.

Resté sans nouvelles malgré l'envoi d'un courrier par lequel il sollicitait un rendez-vous, le propriétaire s'était adressé au Médiateur qui n'a pas manqué d'intervenir auprès du Bourgmestre afin qu'il l'informe des suites qu'il entendait réserver à la demande d'entrevue, le cas échéant des démarches à entamer afin de remédier aux problèmes qui se posaient et afin qu'il lui indique sur quelle base la Commune avait pris la décision de s'opposer à une inscription au registre de la population de l'éventuel locataire.

Le Bourgmestre a informé le Médiateur que l'immeuble en question n'était pas officiellement subdivisé en quatre appartements au moment de la passation de l'acte notarié, alors que les transformations n'ont jamais fait l'objet d'une demande ni a fortiori d'un permis de bâtir.

Selon lui, le registre de la population renseignerait également que la maison en question n'a jamais été occupée par plus d'un ménage et que l'immeuble en question serait partant à qualifier de maison unifamiliale.

Par ailleurs le règlement sur les bâtisses en interdisait la modification en maison de rapport.

N'ayant jamais été saisi d'une demande d'autorisation pour les transformations à l'intérieur de la maison respectivement pour une subdivision en logements, le Bourgmestre confirme l'affectation de l'immeuble comme maison unifamiliale, ne comprenant par définition qu'un seul logement.

En ce qui concerne la question de l'inscription d'un nouveau locataire au registre de la population, le Bourgmestre explique que les services communaux n'ont eu d'autre choix que de se baser sur le dossier tel qu'il résulte des informations et déclarations des propriétaires successifs des lieux qui auraient renseigné une maison unifamiliale occupée par un seul ménage. Il paraissait ainsi difficile au Bourgmestre de reconnaître comme domicile un deuxième logement à une adresse à laquelle il n'en existe qu'un seul.

Le Médiateur a fait part au Bourgmestre qu'il ne saurait accepter l'argument invoqué pour refuser l'inscription au registre de la population à cette adresse. La Commune ne saurait en effet refuser l'inscription d'une personne qui désire s'établir à cette adresse, sous prétexte qu'il s'agirait d'une maison unifamiliale.

Par ailleurs le Médiateur a souhaité connaître les suites qui seraient réservées à cette affaire alors que jusqu'alors aucune solution concrète n'avait été proposée, ce qui aggravait la situation financière du réclamant. Or, il est un fait qu'avant le départ de certains des locataires, l'immeuble a été occupé par quatre ménages qui ont tous été inscrits au registre de la population et que le réclamant paye les impôts fonciers relatifs à un immeuble de rapport et ce sans que jamais la commune n'ait remis en cause cette situation.

À ce jour, le Médiateur reste dans l'attente d'une prise de position de la Commune.

Le Médiateur a été saisi de quelques réclamations à l'encontre de communes refusant l'inscription au registre de la population des personnes résidant au Grand-Duché sans titre de séjour.

Pour le Médiateur l'inscription d'une personne au registre de la population ne saurait, en l'état actuel des textes applicables, être liée à son séjour légal sur le territoire.

Les législations concernant l'immigration et l'inscription au registre de la population sont distinctes, de sorte que le Médiateur est d'avis qu'une commune ne devrait pas refuser l'inscription au registre de la population d'une personne en raison du fait que son séjour sur le territoire ne serait pas légal. La Commune devrait, en l'état actuel des textes applicables en matière d'inscription au registre de la population, se borner à constater si la personne en question réside de manière effective à l'adresse indiquée sans que sa situation du point de vue de la législation en matière d'immigration influe sur son inscription.

Quant à l'argument avancé par certaines Communes qu'une telle inscription créerait des droits injustifiés, force est de constater que les demandes d'octroi de prestations sociales doivent être accompagnées la plupart du temps de la preuve de ce que les demandeurs se trouvent légalement au Grand-Duché, preuve qui ne saurait dès lors être apportée.

Le nouveau projet de loi relatif à l'identification des personnes physiques, au registre national des personnes physiques, à la carte d'identité, aux registres communaux des personnes physiques (projet n°6330 du 15 septembre 2011) est de nature à clarifier les choses.

1.3.3. Urbanisme

Le Médiateur est régulièrement saisi par des citoyens qui se plaignent du manque de précision des motifs à la base des décisions prises par les autorités communales.

Tel était notamment l'objet d'une plainte formulée par des propriétaires en indivision d'un terrain qu'ils entendaient vendre et pour lequel l'architecte des réclamants avait remis à l'Administration communale une étude de faisabilité en vue de l'obtention d'une autorisation de principe pour la construction d'une résidence.

Il ressortait de cette étude que d'après les dispositions du règlement sur les bâtisses, il serait envisageable de construire un immeuble à onze unités de logement sur le terrain en question.

Au vu du tissu urbain existant du quartier, le Bourgmestre a limité le nombre maximal de maisons à construire sur cette parcelle à trois dont une maison pourrait comprendre deux logements séparés.

Lors d'une première entrevue, le Bourgmestre aurait indiqué aux réclamants ainsi qu'à leur architecte qu'un immeuble à appartements, même s'il était conforme au règlement, n'aurait pas sa place dans un environnement rural.

Il était pourtant un fait que le terrain en question était situé en zone de moyenne densité et non pas en zone rurale.

Lors d'une seconde entrevue en vue de trouver un compromis, les propriétaires ont sollicité une autorisation de principe pour trois maisons bi-familiales soit six unités d'habitation.

Malheureusement le Bourgmestre a réitéré sa prise de position initiale.

Le Médiateur est intervenu auprès du Bourgmestre afin de connaître les raisons exactes de son refus, alors que les motifs exposés oralement aux réclamants leur donnaient plutôt l'impression que son refus relevait d'une appréciation purement discrétionnaire.

Le Bourgmestre a expliqué qu'il avait invité les réclamants à présenter un projet d'aménagement particulier qui devait être compatible avec le tissu urbain du quartier concerné.

Il estime que l'instrument que constitue le plan d'aménagement particulier permet aux communes de veiller à ce que tout projet de construction d'envergure s'insère harmonieusement dans le tissu urbain du quartier concerné et fait remarquer que le tissu urbain du quartier est en l'espèce dominé par des maisons unifamiliales isolées. Un projet de construction d'envergure romprait, selon lui, l'équilibre urbanistique du quartier.

Le Bourgmestre a proposé aux demandeurs de limiter à quatre le nombre de logements à construire sur la parcelle cadastrale.

Le projet présenté à la Commune semblait respecter tant le PAG que le règlement sur les bâtisses. Se posait dès lors la question de savoir dans quelle mesure le conseil communal pourrait désapprouver le PAP tel que présenté par les demandeurs. Il importe en l'espèce de savoir si, comme l'a indiqué le Bourgmestre, les dispositions invoquées octroient à la Commune la possibilité d'apprécier de manière discrétionnaire le nombre d'unités de logement à autoriser sur le terrain en question.

Afin de clarifier les choses, le Médiateur s'est adressé au Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région afin se savoir, si selon lui, le conseil communal est en droit de s'opposer au projet sur base de l'article 2 (b) de la loi modifiée du 19 juillet 2004 en invoquant le cas échéant une appréciation subjective quant au développement harmonieux ou non des structures urbaines et rurales.

Cet article dispose que:

«L'aménagement communal et le développement urbain ont pour objectifs d'assurer à la population de la commune des conditions de vie optimales par une mise en valeur harmonieuse et un développement durable de toutes les parties du territoire communal. À cet effet, ils ont principalement pour mission de concevoir, de développer, de coordonner et de mettre en œuvre, au niveau communal, les moyens nécessaires pour garantir:

(…)

(b) le développement harmonieux des structures urbaines et rurales… (…)»

Dans sa lettre de réponse, le Ministre de l'Intérieur estime qu'il résulte de la combinaison de plusieurs articles de la partie écrite du plan d'aménagement général de la commune que la construction d'un immeuble à onze unités de logement est réalisable.

Il poursuit en ajoutant qu'il y a toutefois lieu de remarquer que le tissu urbain du quartier en question est dominé par des maisons unifamiliales isolées et qu'il semblerait qu'un projet de construction d'une certaine envergure romprait l'équilibre urbanistique dudit quartier.

Il invoque encore les articles 2 et 3 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain de sorte à estimer que les autorités communales ont, d'après la jurisprudence ainsi que d'après la loi du 19 juillet 2004, l'obligation de vérifier la conformité d'un projet d'aménagement particulier avec les dispositions de l'article 2 précité, or, il semblerait que le projet initial d'un immeuble collectif à onze logements soit, d'un point de vue juridique et urbanistique, contraire aux dispositions de l'article 2 de la loi.

Le Ministre souligne que l'application de cet article ne permet toutefois pas aux autorités communales de diminuer de façon considérable le droit de construction sur la parcelle litigieuse fixé par les parties graphique et écrite du PAG en vigueur sous peine d'encourir le risque de poursuites civiles.

Selon le Ministre, sans toutefois qu'il veuille préjuger de l'affaire, il semblerait que le compromis proposé par les réclamants consistant en la construction de trois maisons bifamiliales puisse être considéré comme compatible avec une lecture combinée des articles 2 et 3 de la loi du 19 juillet 2004 et de la partie écrite du PAG de la commune concernée.

Suite à cette réponse, le Médiateur s'est une nouvelle fois adressé au Bourgmestre afin que ce dernier l'informe de sa prise de position par rapport à la prise de position du Ministre de l'Intérieur et quant à l'éventualité de délivrer une autorisation de principe pour la construction de trois maisons bifamiliales. À ce jour le Médiateur reste dans l'attente d'une prise de position du Bourgmestre.

Le Médiateur a été saisi d'une réclamation au sujet d'une demande d'autorisation de construire en vue de la transformation d'une maison unifamiliale pour laquelle la commune soumettait l'autorisation de construire sollicitée à la mise en conformité aux prescriptions du règlement sur les bâtisses d'une construction annexe déjà existante, à savoir un garage, située dans le recul latéral du terrain.

Le projet des réclamants prévoyait la démolition de l'annexe arrière afin d'en reconstruire une plus modeste ainsi qu'une terrasse.

Comme condition préalable à l'autorisation de transformation, la commune exigeait que le réclamant démolisse une partie du garage existant situé dans le recul latéral du terrain afin que celui-ci soit conforme aux prescriptions dimensionnelles de l'actuel règlement sur les bâtisses.

Le règlement sur les bâtisses prévoit que la façade postérieure de constructions annexes existantes ne peut dépasser l'alignement de la façade antérieure de la construction principale d'une profondeur allant au-delà de celle prévue par le règlement des bâtisses. Or, en l'espèce, le garage dépassait la longueur prescrite.

Le règlement sur les bâtisses dispose en outre que la Commune peut soumettre l'octroi de l'autorisation de construire sollicitée à la mise en conformité aux prescriptions du règlement sur les bâtisses d'une construction annexe déjà existante.

Le Médiateur était d'avis qu'étant donné qu'il s'agissait de priver l'intéressé d'une partie de la construction qu'il venait d'acquérir en subordonnant une éventuelle autorisation de transformation à la démolition d'une partie du garage et étant donné que l'adaptation en question était une faculté laissée à l'appréciation du Bourgmestre, il allait sans dire que ce dernier devait faire usage de cette faculté à bon escient.

Le Médiateur avait du mal à saisir l'utilité d'une telle exigence en l'espèce.

Le Bourgmestre a pris position en expliquant que, selon lui, les conditions d'application de cet article se trouvaient indubitablement réunies en l'espèce.

Le Bourgmestre explique que dans l'exercice de la faculté prévue, il lui importe de suivre certains principes directeurs de base de manière à assurer un traitement équitable de toute demande de permis de construire et le traitement égal de tout citoyen.

Il explique qu'une des normes fondamentales à laquelle il se réfère dans ses prises de décision est la sécurité juridique, c.à.d. que toute nouvelle construction respectivement toute construction transformée doit se conformer aux prescriptions de la réglementation sur les bâtisses en vigueur. La dérogation devrait rester l'exception et ne se justifier que dans les cas de figure où l'application d'une disposition fait peser une charge disproportionnée sur l'administré par rapport au but recherché.

En sollicitant la démolition du garage existant et la conformité de l'immeuble au règlement sur les bâtisses le Bourgmestre estime avoir usé de son pouvoir discrétionnaire à bon escient en prenant en considération d'un côté les impératifs de l'intérêt public et d'un autre côté la faible envergure de la destruction exigée.

Le Bourgmestre estime que le réclamant était libre de consulter, avant l'introduction de la demande de permis de construire respectivement avant l'acquisition de l'immeuble, les services compétents de la Commune qui l'auraient certainement informé du risque qu'une mise en conformité au règlement sur les bâtisses pourrait être requise lui permettant ainsi de considérer cette contrainte dans le projet immobilier.

Le Médiateur fait remarquer au Bourgmestre que son exigence avait des conséquences sur le plan financier alors que le réclamant perdrait le bénéfice d'un garage à deux emplacements tel qu'il existait au moment de l'acquisition et par ailleurs devrait supporter les frais de démolition et de remise en état de la toiture du garage.

Par ailleurs le Médiateur a fait savoir au Bourgmestre que selon lui cette disposition du règlement sur les bâtisses qui permet d'exiger, avant l'octroi d'une autorisation de construire, l'adaptation au règlement sur les bâtisses d'autres parties de l'immeuble en question ne serait guère conforme au principe de la sécurité juridique.

Le Médiateur estime qu'une appréciation au cas par cas est de mise pour l'application de la disposition en question. Or, aucune suite n'avait été réservée à la demande de visite des lieux qui avait été sollicitée par les réclamants de sorte que le Médiateur a demandé au Bourgmestre de revoir sa position et le cas échéant de prévoir une entrevue sur place.

Le Bourgmestre a fait droit à cette requête et a prévu une entrevue sur place entre les réclamants et le service compétent. Un arrangement a finalement pu être trouvé dans la mesure où, même si la mise en conformité sur laquelle le Bourgmestre insistait a été maintenue, elle a néanmoins été remise à plus tard. L'autorisation a par ailleurs été délivrée nonobstant le fait qu'il n'y ait pas adaptation immédiate de la construction existante aux dispositions de l'actuel règlement sur les bâtisses.

Dans une autre affaire le Médiateur a été saisi par un réclamant qui se voyait opposer un refus de la part du Bourgmestre de lui délivrer l'autorisation de construire un hangar en zone verte. Le réclamant avait obtenu l'autorisation de la part du Ministre de l'Environnement. Un recours avait été intenté par les voisins qui furent toutefois déboutés par le Tribunal administratif dont la décision fut confirmée par la Cour administrative.

Par la suite le Bourgmestre a cependant refusé d'accorder cette autorisation en se basant sur diverses dispositions du règlement sur les bâtisses.

Le Médiateur a dans un premier temps mis en doute le fait que l'autorisation serait contraire aux articles pertinents du règlement sur les bâtisses.

Dans la réponse du Bourgmestre il n'apparaissait pas clairement si le refus du Bourgmestre était basé sur la violation d'une disposition du règlement sur les bâtisses ou sur la crainte d'un recours qui serait exercé par les voisins.

À cet égard, le Médiateur s'est une nouvelle fois adressé au Bourgmestre pour lui rappeler que la décision à prendre devait être basée sur de seules considérations d'ordre urbanistique. Si le projet est conforme au PAG ainsi qu'au règlement sur les bâtisses, le Bourgmestre ne saurait tenir compte des contestations des voisins pour justifier son refus à la demande d'autorisation.

Il est également des cas dans lesquels les Administrations communales motivent leurs décisions de manière étudiée.

Dans deux affaires, le Médiateur a été saisi par des réclamants qui se plaignaient que le Bourgmestre avait délivré une autorisation de construire à leur voisin en passant outre le fait qu'ils avaient retiré leur accord donné préalablement à leur voisin pour la construction envisagée.

En effet dans certains cas et dans la mesure où le règlement sur les bâtisses le prévoit, le Bourgmestre peut déroger à certaines dispositions, si le demandeur s'accorde avec le voisin à ce propos.

Dans les deux cas, les réclamants avaient marqué leur accord à la construction voisine avant de se rétracter par la suite.

Face à l'autorisation délivrée par le Bourgmestre, ils ont demandé au Médiateur d'intervenir.

Dans l'un des cas, le Bourgmestre était d'avis qu'il ne lui appartenait pas de tenir compte de la rétractation unilatérale de l'accord du réclamant et ce en vertu de l'article 1134 du Code civil qui dispose que: «Les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites. Elles ne peuvent être révoquées que de leur consentement mutuel ou pour les causes que la loi autorise. Elles doivent être exécutées de bonne foi.»

Le fait que le réclamant invoque que son consentement ait été extorqué par le promoteur du voisin restait pour lui à l'état de pure allégation.

Le Médiateur, conscient de ce que le Bourgmestre ne peut s'ériger en juge de la violence morale qui aurait, selon le réclamant, été exercée à son encontre et ce pour décider de la nullité ou non du consentement donné, n'a dès lors pas pu insister en faveur du réclamant.

Dans l'autre cas, le réclamant avait donné son accord à l'agrandissement de la maison voisine. Par crainte de l'ampleur du projet il s'était rétracté par la suite et ce alors que le dossier était en cours d'instruction et qu'aucune autorisation n'avait encore été délivrée. Il résultait d'une disposition de la partie écrite du plan d'aménagement général, que le Bourgmestre pouvait délivrer l'autorisation pour des agrandissements au rez-de-chaussée ou pour la mise en place d'aménagements légers, sous condition qu'il n'y ait pas de gêne pour les voisins.

Il semblait donc que la disposition applicable ne soumettait pas l'octroi d'une autorisation à la seule condition que tous les voisins aient donné leur accord.

Dans ce cas il n'était pas possible au Médiateur d'insister auprès du Bourgmestre pour qu'il reconsidère l'autorisation de bâtir délivrée au voisin du simple fait que le réclamant avait retiré son accord au projet au cours de la phase d'instruction. En l'espèce le Bourgmestre disposait d'un pouvoir d'appréciation en ce qui concerne la gêne causée aux voisins. Or, les raisons qui ont fait changer d'avis le réclamant relevaient plus d'une crainte d'un éventuel désagrément du fait de la construction de cette véranda et de l'utilisation qui pourrait en être faite que d'un trouble réel.

1.3.4. Problèmes de logement

Finalement à l'instar des années passées, le Médiateur se retrouve encore et toujours confronté à des réclamations de citoyens qui ne trouvent pas le moyen de se loger. Dans la majorité des cas la situation de détresse dans laquelle se trouvent les personnes concernées est le résultat de plusieurs facteurs qui ensemble forment un engrenage duquel il est parfois difficile de se dépêtrer sans l'aide des institutions publiques (perte d'un travail, accumulation de dettes, dépression…).

Les Communes jouent un rôle important dans le soutien de ces personnes. Encore faut-il cependant que leurs problèmes soient pris en charge à temps. En effet, le Médiateur a été confronté à des personnes qui, ayant perdu leur logement et n'ayant donc plus d'adresse, se voyaient en plus confrontées au risque de perdre le soutien des offices sociaux, dès lors que ceux-ci n'interviennent que si la personne concernée dispose encore d'une adresse dans la Commune.

Dans le cas où la personne est rayée des registres de la population, elle risque donc de se retrouver sans aide sociale et parfois sans revenu étant donné que pour pouvoir bénéficier du RMG, la personne doit avoir une adresse.

Le Médiateur est régulièrement saisi par des personnes en détresse qui doivent être relogées en urgence. Dans ces cas le Médiateur s'adresse généralement à la Commune de référence en vue de trouver une solution.

Le problème majeur demeure celui du peu de logements d'urgence disponibles. Aussi le Médiateur entend-il insister sur la nécessité de voir les communes faire des efforts supplémentaires en vue de la mise à disposition de structures pouvant accueillir les personnes qui ont un besoin urgent d'être relogées.

Le Médiateur connaît également des cas où des personnes se plaignent de manière générale de ce qu'elles ne trouvent pas à se loger alors que les propriétaires n'acceptent pas les personnes en situation relativement précaire parce qu'elles ne perçoivent que le salaire social minimum ou qu'elles ne disposent que d'un contrat de travail à durée déterminée. Par ailleurs, ces personnes sont souvent dans l'impossibilité de fournir au propriétaire une garantie locative qui correspond souvent à deux ou trois mois de loyers.

Le Médiateur n'est pas compétent pour intervenir auprès des propriétaires qui souhaitent des garanties.

Selon les cas le Médiateur redirige ces personnes vers le Service des aides au logement afin de faire le cas échéant une demande d'aide étatique au financement d'une garantie locative.

Dans nombre de cas, l'assistant(e) social(e) est également amené(e) à faire une demande en attribution d'un logement auprès du Fonds pour le développement du logement et de l'habitat ou auprès de l'Agence immobilière sociale. L'Agence immobilière sociale n'est pas une structure d'urgence. Elle fonctionne comme un intermédiaire entre des propriétaires désireux de mettre à disposition des logements inoccupés mais réticents à se voir confronter à d'éventuels problèmes de location et des personnes qui ne trouvent pas sur le marché un logement au loyer abordable. L'Agence immobilière sociale négocie le loyer des biens en fonction de toutes les garanties données au propriétaire quant à la bonne gestion de ses biens.

Un accompagnement social est organisé de sorte qu'après une durée maximale de trois ans les bénéficiaires puissent se reloger sur le marché.

Le Médiateur se félicite de la qualité des services rendus par l'Agence immobilière sociale qui, endéans deux ans de fonctionnement, a pu reloger 219 personnes.

1.4. Affaires concernant des établissements publics relevant de l'État et des Communes (y compris l'ADEM et la CNPF)

1.4.1. Affaires de sécurité sociale, y compris affaires relevant de la compétence de l'ADEM et de la CNPF

A. Sécurité sociale

Les relations entre les organismes de Sécurité sociale et le Médiateur sont bonnes. Certains problèmes dont le Médiateur a fait état dans son rapport d'activité de l'année 2009/2010 n'ont cependant pas encore été solutionnés.

Santé au travail et procédure de reclassement

Santé au travail

Au cours de cette année, le Médiateur a encore été saisi de quelques dossiers où les patients se sont vu refuser une prise en charge d'un traitement à cause d'erreurs commises par des médecins traitants qui n'étaient pas au fait de la procédure administrative applicable.

Le Médiateur prend acte que la Chambre des Députés partage ses réflexions quant à la nécessité d'une formation continue en matière administrative et législative pour tous les médecins qui exercent leur profession au Luxembourg.

Le Médiateur se félicite de l'engagement pris par le Ministre d'introduire une formation en matière administrative et législative, de l'intégrer dans la formation continue géné-rale des médecins et médecins-dentistes et de la consacrer légalement dans le cadre d'une prochaine révision de la législation sur la profession de médecin.

Après une étude comparative des législations étrangères les plus avancées dans le domaine, le département de la Santé présentera un projet de réforme de la législation de base, dans lequel, outre la question de la formation continue, seront abordés des sujets tels que l'exercice en groupe et la limite d'âge. Il est à noter que de nombreux pays connaissent actuellement déjà une réglementation beaucoup plus contraignante en matière de formation continue régulière à suivre par les médecins et médecins-dentistes.

À ce jour, le Médiateur est cependant encore en attente de mesures concrètes en vue de la mise en oeuvre de cette proposition.

Reclassement

Dans son rapport d'activité de l'année 2009/2010, le Médiateur avait examiné les problèmes qui se posent dans le cadre de la procédure de reclassement des salariés incapables d'occuper leur dernier poste de travail.

À ce jour, aucun changement n'a eu lieu en ce qui concerne la procédure. Mais, le Médiateur prend acte que la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale a été informée par le Ministre de la Sécurité sociale que l'avant-projet de loi portant réforme de la législation sur la réinsertion professionnelle, élaboré de concert par le Ministère de la Sécurité sociale et le Ministère du Travail et de l'Emploi, serait en cours de finalisation et devrait sous peu pouvoir être déposé à la Chambre des Députés.

Suivant les informations fournies par le Ministre cette réforme poursuit les objectifs suivants:

saisine concomitante des Services de Santé au travail et de la Commission mixte de reclassement afin de raccourcir la durée de l'instruction du dossier,

création d'un statut spécifique du travailleur reclassé avec maintien de ce statut pour le salarié subissant un échec dans son reclassement externe,

introduction d'une période de réévaluation de la capacité de travail des salariés reclassés en vue soit de leur réinsertion, soit de leur admission éventuelle à la pension d'invalidité.

Le Médiateur se félicite que les mesures annoncées par le Ministre sont de nature à répondre en partie aux propositions qu'il avait formulées dans le rapport d'activités 2009/2010.

Le Médiateur continue à être saisi de réclamations ayant pour objet des problèmes d'application de la législation portant sur le reclassement des travailleurs incapables d'occuper leur dernier poste de travail.

Ainsi, une réclamante, victime d'un accident de travail, bénéficiait d'un reclassement externe pendant deux ans. Par la suite, en vertu d'une décision du Conseil arbitral, la réclamante s'était vu octroyer une rente plénière transitoire avec effet rétroactif à une date antérieure à la décision de reclassement de la Commission mixte.

La rente d'accident plénière fut ensuite retirée et remplacée par une rente d'accident viagère de 30%. La Caisse nationale d'assurance pension refusa cependant de reprendre le versement de l'indemnité d'attente. La CNAP a d'abord pris la position que l'octroi rétroactif de la rente plénière transitoire par la décision du Conseil arbitral aurait eu pour effet d'annuler implicitement l'intégralité de la procédure de reclassement.

Le Médiateur a fait valoir ses doutes à cet égard et cela d'autant plus que la notion de la cessation rétroactive du contrat de travail au jour à partir duquel le salarié est reconnu incapable de travailler au sens de l'article 187 du Code de la Sécurité de Travail n'est pas acceptée non plus par la jurisprudence (Schintgen et Faber, Le contrat de travail, page 171). Il est dès lors difficile de concevoir une annulation implicite de la décision de reclassement par l'effet d'une décision d'octroi d'une rente d'accident plénière transi-toire avec effet rétroactif. Afin de trouver une solution pour la réclamante, la CNAP s'était déclarée d'accord à ressaisir le médecin-conseil de l'Administration du Contrôle médical en vue de l'octroi d'une pension d'invalidité pour la même période que la rente d'accident plénière et de la saisine de la Commission mixte pour un nouveau reclassement conformément à l'article 551-1, alinéa 2.1 du Code du Travail.

Dans sa dernière prise de position, la CNAP mit en avant un nouveau motif de refus de versement de l'indemnité d'attente en se basant sur l'article L. 551-5. (2) du Code du Travail qui dispose que «si au terme de la durée légale du paiement de l'indemnité de chômage y compris la durée de la prolongation, le travailleur visé à l'article premier n'a pu être reclassé sur le marché du travail, il bénéficie d'une indemnité d'attente…». Étant donné que l'Association d'Assurance contre les Accidents avait remboursé les indemnités de chômage versées au cours du reclassement externe comme suite à la décision d'octroi rétroactif d'une rente d'accident, la réclamante se retrouve effectivement dès lors dans la même situation où elle s'était trouvée après la notification de la décision de reclassement de la Commission mixte. Par voie de conséquence, la réclamante a introduit auprès de l'ADEM une nouvelle demande en obtention d'indemnités de chômage.

Ce dossier qui n'a toujours pas été solutionné met en lumière les complexités procédurales de cette matière.

Dans le cadre de plusieurs dossiers, la Caisse nationale d'Assurance Pension a pris la position de refuser le versement de l'indemnité d'attente aux travailleurs ayant déjà épuisé leurs droits aux indemnités de chômage à la date du reclassement.

La CNAP s'appuie sur l'article L. 551-5. (2) du Code du Travail qui dispose que «si au terme de la durée légale du paiement de l'indemnité de chômage y compris la durée de la prolongation, le travailleur visé à l'article premier n'a pu être reclassé sur le marché du travail, il bénéficie d'une indemnité d'attente (…)». Ce texte est interprété par la CNAP comme subordonnant l'octroi de l'indemnité d'at-tente au versement préalable des indemnités de chômage.

Une réclamation ancienne qui n'a pas pu être finalisée en faveur du réclamant a finalement fait l'objet d'un arrêt favorable de la Cour de Cassation du 2 juillet 2009. La Haute Juridiction a reproché aux juges du fond qu'en refusant l'indemnité d'attente, ils avaient fait du «terme» inscrit à l'article susvisé une «condition» du bénéfice de l'indemnité d'attente.

L'affaire concernait un assuré reclassé qui avait été bénéficiaire d'une pension d'invalidité qui lui fut retirée en vertu de l'article 193 du Code de la Sécurité sociale.

La CNAP interprète la décision de la Cour de Cassation en ce sens qu'elle s'applique aux seules bénéficiaires d'un reclassement en vertu de l'article L. 551-1 alinéa 2.1 du Code du Travail, c'est-à-dire les assurés ayant fait l'objet d'un retrait d'une pension d'invalidité.

Cette position a été confirmée par la jurisprudence du Conseil arbitral des Assurances sociales postérieure à l'arrêt susvisé.

Il n'en reste pas moins que le texte légal en spécifiant les conditions d'octroi de l'indemnité d'attente ne fait aucune distinction entre les différents cas d'ouverture du reclassement précisés à l'article L. 551-1 du Code du Travail. En outre, l'article L.551-5 alinéa 2 se réfère en général au «travailleur visé à l'article L. 551-1» sans opérer de distinctions.

Le même texte serait-il donc à interpréter différemment en fonction de différentes catégories de bénéficiaires. Une telle interprétation n'enfreint-elle pas l'adage «ubi lex non distinguit (…)».

Aussi le Médiateur ne saurait-il approuver le refus d'octroi de l'indemnité d'attente aux reclassés en question.

Caisse Nationale de Santé

Le Médiateur est régulièrement saisi de réclamations contre la Caisse nationale de Santé (CNS) lorsque celle-ci refuse de payer des indemnités de maladie ou de prendre en charge un traitement.

Le Médiateur a été saisi par une réclamante qui contestait le refus de prise en charge d'un traitement orthodontique pour son fils.

La CNS a refusé la prise en charge de l'appareil dentaire au motif qu'il aurait fallu demander l'autorisation préalable du Contrôle médical de la Sécurité sociale avant l'accomplissement de l'acte. Or, le tarif (nomenclature) des actes techniques et généraux des médecins-dentistes tel qu'il figure sur le site Internet de la CNS ne prévoit pas une telle obligation pour l'acte litigieux (code DT21 – traitement de la malposition des dents par appareils divers, avant le début du traitement actif).

Par contre, les statuts de la CNS disposent que «le traitement d'orthodontie n'est pris en charge que s'il est fait sur autorisation préalable et sous surveillance du contrôle médical».

Suite à l'intervention du Médiateur, la CNS a maintenu son refus par l'argument qu'en cas de contradiction, les statuts de la CNS prévalent sur la nomenclature, car ce sont les règles légales et statutaires qui fixent les droits et obligations des assurés en matière de prise en charge.

Le Médiateur a argumenté que tant l'erreur du médecin-dentiste que la contradiction des textes applicables à l'origine de celle-ci n'étaient pas imputables au patient et qu'il ne convenait donc pas de laisser tous les frais à charge de ce dernier.

La CNS a toutefois maintenu son refus en insistant sur l'exigence d'un accord préalable du Contrôle médical, condition qui n'était pas remplie en l'espèce.

Le Médiateur a encore été saisi d'une réclamation d'un patient qui contestait le refus de remboursement d'un vêtement compressif.

La prise en charge a été refusée par la CMFEP parce que le magasin dans lequel le patient a acheté le vêtement en question ne disposait pas de l'agrément nécessaire de la CNS pour la vente de telles fournitures.

Le Médiateur a été informé par la CNS que les fournitures inscrites dans la nomenclature des actes et services des maîtres mécaniciens orthopédistes-bandagistes et des maîtres orthopédistes-cordonniers ne peuvent être prises en charge que si elles sont vendues par une personne admise à la profession conformément aux conditions d'accès et d'exercice applicables aux professions visées par cette nomenclature. Les personnes pouvant délivrer lesdites fournitures à charge de l'assurance maladie doivent disposer du titre et du brevet de maîtrise dans l'exercice de leur métier.

Le magasin qui avait délivré le vêtement compressif au réclamant disposait certes d'un agrément du comité-directeur de la CNS en application de l'article 2, alinéa 1er sub b) des statuts de la CNS comme magasin qui peut délivrer à charge de l'assurance maladie certaines fournitures, mais le vêtement compressif prescrit en l'espèce n'en faisait pas partie.

Il s'ensuivait que le magasin en question avait le droit de vendre le vêtement compressif, qui ne pourra cependant pas être pris en charge par le CNS. Par contre, si un patient achète le même vêtement compressif dans un magasin qui dispose de l'agrément nécessaire de la CNS, le vêtement compressif est pris en charge.

Ce système de prise en charge mène inévitablement à des différences de traitement des assurés. Le Médiateur craint d'une part que les patients n'aient pas connaissance du fait qu'ils peuvent se faire rembourser en fonction du choix du magasin et d'autre part qu'ils ne soient pas en mesure d'identifier les magasins disposant de l'agrément nécessaire.

Le Médiateur a soutenu auprès de la CNS qu'il est impossible d'exiger de l'assuré qu'il ait connaissance des diverses modalités des agréments accordés aux différents professionnels. Il serait donc profondément injuste de laisser les frais d'une fourniture, a priori remboursable, à charge de l'assuré qui achète la fourniture dans un magasin plutôt que dans un autre.

La CNS a cependant maintenu son refus en invoquant l'obligation du magasin d'informer le client sur le non-remboursement d'une fourniture qui n'est pas prévue à l'annexe de son agrément. Sur ce, le Médiateur a donné à considérer qu'il n'est guère réaliste de croire que le magasin informe le client que la fourniture en question peut être remboursée si le client l'achète dans un autre magasin qui dispose de l'agrément nécessaire.

Le Médiateur a soulevé la question de savoir s'il n'était pas plus équitable de faire dépendre le remboursement d'un produit du produit même au lieu de le faire dépendre du magasin qui le vend.

La CNS a répondu à cette suggestion que la prise en charge d'une prestation par l'assurance maladie dépend de manière générale non seulement de la qualité de l' «objet», mais également de celle de son «vendeur». Il en serait également ainsi pour les médicaments dont la prise en charge par l'assurance maladie est notamment subordonnée à la condition que la vente, ainsi que le cas échéant les conseils professionnels au sujet de leur mode d'emploi soient assurés par une pharmacie sous la responsabilité d'un pharmacien et non pas par un quelconque autre commerçant.

Cet argument n'est pas de nature à convaincre le Médiateur étant donné que les médicaments remboursables ne peuvent être vendus que dans une pharmacie alors que les fournitures comme le vêtement compressif prescrit au réclamant peuvent être vendues à la fois dans des magasins disposant de l'agrément nécessaire pour la prise en charge et dans des magasins ne disposant pas de cet agrément. La situation est donc différente.

Le Médiateur comprend que seuls des magasins bénéficiant d'un agrément puissent mettre en vente les fournitures remboursables, il n'en reste pas moins que le système de prise en charge doit rester transparent et ne pas conduire, en fait, à des solutions inéquitables. Ou bien le commerçant dispose d'un agrément et il pourra légalement vendre un produit tout en étant qualifié pour conseiller l'acheteur, ou bien il n'en dispose pas et il ne devrait pas être autorisé à commercialiser le produit.

Le Médiateur a également été saisi d'un dossier qui, au bout de nombreux échanges de courriers avec la CNS a finalement pu trouver un arrangement.

La réclamante avait reçu l'accord du Contrôle médical de la Sécurité sociale sur le devis de son médecin-dentiste pour la prise en charge de prothèses dentaires. D'après le devis, elle avait droit à une prise en charge à hauteur de 2.421,20 euros. Suite à cet accord, elle s'est soumise au traitement.

Or, à la grande surprise de la réclamante, la CNS ne lui a finalement remboursé que 938,30 euros au lieu du montant accordé de 2.421,20 euros. Suite à sa réclamation, la CNS l'a informée que le montant remboursé était celui prévu par les textes légaux et que «le montant inscrit sur le devis par la Caisse nationale de Santé ne sert que d'indication, mais ne saurait lier la Caisse nationale de santé quant au rem-

boursement effectif». Une erreur avait été commise sur le devis.

Au vu de cette affirmation, se pose la question de savoir pour quelle raison un devis doit être soumis et approuvé par le Contrôle médical préalablement au traitement si l'assuré ne peut pas se fier aux indications de ce devis.

Par ailleurs, cette position de la CNS se trouve en contradiction avec les informations donnés aux assurés sur le site internet «Portail Santé». Non seulement y est-il indiqué qu'il est «fortement recommandé d'attendre le retour du devis du contrôle médical de la sécurité sociale avant de commencer un traitement pour éviter toute surprise quant à la participation personnelle aux frais», mais dans la partie «Lire un devis», il est expliqué que «le médecin-conseil du contrôle médical indique soit que le traitement est accordé et rappelle le montant du remboursement qui sera effectué par la caisse de maladie; soit il indique que le traitement est refusé et met le motif du refus».

Le Médiateur a argumenté que de telles explications font croire en toute légitimité à l'assuré qu'il sera remboursé sur base du devis. L'assuré est ainsi en situation de prendre en toute connaissance de cause la décision de se soumettre ou non à un traitement.

Or, la CNS maintenait son refus au motif que la décision était conforme aux textes légaux en vigueur.

Le Médiateur estimait cependant que la position de la CNS n'était pas tenable parce que non conforme aux principes généraux du droit et notamment aux principes de la sécurité juridique et de la confiance légitime et au principe de responsabilité de l'administration.

Le principe de la sécurité juridique et de la confiance légitime exige que le citoyen doit pouvoir faire confiance à l'administration. Celle-ci ne saurait brusquement modifier une décision prise en faveur d'un citoyen qui a pris sur cette base des engagements envers des tiers. La modification de la décision administrative le met dans une situation difficile. Le citoyen a droit à ce que ses prévisions légitimes soient respectées.

Dans un arrêt du 22 novembre 1995, la Cour d'appel a affirmé le principe selon lequel «l'administration ne doit pas, par son comportement, tromper la légitime confiance des administrés». Le principe de la confiance légitime se trouve donc consacré par notre jurisprudence.

Quant au principe de la responsabilité de l'administration, le Médiateur a invoqué qu'en prenant une décision non conforme aux textes applicables, l'administration a commis une faute pour laquelle elle doit assumer la responsabilité et qui donne lieu à indemnisation du préjudice causé en relation avec la faute. Le principe de la responsabilité de l'administration est un principe général de droit qui a été consacré par la Charte des droits fondamentaux de l'UE qui dans son article 41 a reconnu le droit à une bonne administration: «Toute personne a droit à la réparation par la Communauté des dommages causés par les institutions, ou par leurs agents dans l'exercice de leurs fonctions, conformément aux principes généraux communs aux droits des États membres.»

Il n'en reste pas moins que dans le cas d'espèce, en donnant des informations inexactes, l'administration a commis une faute qui a induit en erreur l'assurée dont la confiance a été trompée: cette dernière a subi un préjudice dans la mesure où elle s'est vu imposer une participation qu'elle n'aurait probablement pas assumée si elle avait pu décider en connaissance de cause et il incombe à l'administration de réparer ce préjudice.

La jurisprudence luxembourgeoise est également en ce sens: «les pouvoirs publics ont le devoir de ne pas tromper la légitime confi-ance des administrés et ils engagent leur responsabilité en cas de manquement à la conduite à laquelle, selon le droit, on peut raisonnablement s'attendre de leur part à l'égard de la personne lésée» (arrêt de la Cour d'appel du 22 novembre 1995 Pas 30.167).

Une administration responsable ne saurait donc vis-à-vis du citoyen se cantonner dans une attitude de refus et le contraindre à engager une action judiciaire. Le but de la médiation est précisément de permettre aux assurés de faire l'économie d'une procédure judiciaire longue et coûteuse.

Il ne saurait être contesté que la réclamante avait été informée que la CNS devrait assumer une prise en charge de 2.421,20 euros. Par ailleurs tout citoyen non averti serait incapable de vérifier l'exactitude d'un tel devis et du remboursement y indiqué. L'assurée s'était fiée au devis vérifié et accepté par le Contrôle médical et la CNS et c'est en fonction de la prise en charge y indiquée qu'elle a pris sa décision quant à son traitement. Elle soulevait qu'elle aurait pris une autre décision si elle avait su que la prise en charge de la CNS se limiterait à la somme de 938,30 euros et qu'elle devrait assumer personnellement des frais dépassant le montant de 3.110,00 euros. Aussi les frais supplémentaires résultant d'un calcul rectifié postérieurement au traitement constituent-ils une charge excessive qu'il serait inéquitable de faire supporter par la réclamante. Le principe d'équité s'oppose à ce qu'un citoyen préjudicié par une erreur administrative ne soit pas indemnisé.

Finalement la CNS a accepté d'accorder à la réclamante à titre indemnitaire la différence entre le remboursement effectué et le montant du devis approuvé.

Le Médiateur a également été saisi de réclamations relatives à l'application du droit communautaire de la protection sociale. Ainsi, un réclamant s'est vu refuser la prise en charge d'un congé de maladie au motif qu'il ne remplissait pas les conditions de l'actuel article 14, alinéa 3 du Code de la Sécurité sociale aux termes duquel, en cas de cessation de l'affiliation, le droit à l'indemnité pécuniaire est maintenu à condition que l'assuré ait été affilié pendant une période continue de six mois précédent immédiatement la désaffiliation. La durée d'affiliation du réclamant au Luxembourg était effectivement inférieure à six mois. Il pouvait cependant faire valoir une longue période d'assurance maladie en France à titre de chômeur.

Conformément aux dispositions de l'article 18 du règlement (CEE) n°1408/71, la CNS est tenue de prendre en «compte, dans la mesure nécessaire, des périodes d'assurance, d'emploi ou de résidence accomplies sous la législation de tout autre État membre, comme s'il s'agissait de périodes accomplies sous la législation qu'elle applique.»

Par conséquent, la condition prévue à l'article 14, alinéa 3 du Code de la Sécurité sociale se trouvait remplie et le réclamant avait droit à une prise en charge de son congé de maladie.

Or, selon l'interprétation que la CNS fait de l'article 18 susvisé, il n'y aurait lieu de tenir compte des périodes d'affiliation étrangères que dans la mesure où un assuré, se trouvant au Luxembourg dans la même situation que le réclamant, aurait pu y être affilié conformément à l'article 1, n°1) à 5) et 7) du Code de la Sécurité sociale.

Ainsi, selon la CNS, les prescriptions de l'article 18 susvisé ne pourraient pas s'appliquer du fait que l'affiliation du réclamant auprès de la caisse de maladie française au titre de chômeur ne pourrait être assimilée à une affiliation obligatoire visée à l'article 1, n° 1) à 5) et 7) du Code de la Sécurité sociale luxembourgeois. Étant donné qu'un chômeur luxembourgeois n'est pas affilié conformément à l'article 1 susvisé, les périodes d'assurance maladie du chômeur français réalisées en France ne pourraient être prises en considération non plus au titre de l'article 18 du règlement (CEE) précité.

Le Médiateur a pris la position que le bout de phrase inscrit à l'article 8 du règlement communautaire précité «comme s'il s'agissait de périodes accomplies sous la législation qu'elle applique» est à interpréter en ce sens que des périodes d'assurance maladie accomplies sous la législation d'un État membre sont à prendre en considération telles quelles comme des périodes indigènes.

L'interprétation de la CNS a pour effet d'éliminer toutes les périodes d'assurance maladie de la législation française qui s'écartent des conditions légales luxembourgeoises. Or, l'article 18 susvisé n'accorde pas à l'organisme d'un État membre le droit de remettre en cause les périodes d'affiliation à l'assurance maladie d'un autre État membre. Dès que celles-ci sont données, il y a lieu de les prendre en compte comme s'il s'agissait de périodes luxembourgeoises. Ce régime s'apparente au régime de la totalisation des périodes d'assurance pension. Ainsi, pour les travailleurs ayant poursuivi une activité professionnelle dans plusieurs États membres, les périodes d'assurance pension de tous ces pays sont additionnées afin de déterminer si l'assuré a atteint le minimum de périodes requises pour toucher une pension. Lors de cette totalisation, la caisse de pension ne peut refuser de prendre en compte des périodes étrangères qui au Luxembourg ne seraient pas prises en compte pour parfaire le stage requis pour la pension de vieillesse.

La CNS a cependant maintenu sa position dans ce dossier. Elle a informé le Médiateur que la Commission européenne était déjà intervenue à ce sujet auprès du Gouvernement luxembourgeois en matière de précontentieux par une communication du 15 février 2008 (référence: 2-UE-2008-1090). Le Ministère de la Sécurité sociale aurait pris position et aurait informé la Commission européenne que des travaux seraient engagés au niveau de la commission administrative pour la sécurité sociale des travailleurs migrants pour trouver des règles correctes de coordination.

En attendant la fin de ces travaux la Commission aurait suspendu sa procédure contre le Luxembourg.

Un autre dossier concerne le refus de prise en charge par la CNS d'un supplément dépassant 2.000 euros facturé par une clinique universitaire belge à un assuré luxembourgeois bénéficiant d'une autorisation de transfert. Il s'agissait de suppléments pour prothèses et implants restant à charge de l'assuré selon la législation belge.

Le motif du refus était tiré de ce que lesdits montants constituent des suppléments que l'hôpital a mis en compte en dépassement des tarifs officiels de l'assurance maladie belge. L'intervention de la CNS ne couvrirait donc que les participations et franchises mises en compte à l'assuré selon les dispositions de la règlementation étrangère.

Or, selon la jurisprudence luxembourgeoise transposant les principes de la jurisprudence VANBRAEKEL de la Cour de l'Union européenne (arrêt du 12 juillet 2001, C-368/98) «l'assuré qui s'est fait soigner (…) à l'étranger peut prétendre à un remboursement complémentaire si parmi les prestations lui facturées figurent des prestations qui auraient été prises en charge par la sécurité sociale luxembourgeoise si le traitement avait eu lieu au Grand-Duché de Luxembourg.»

Il importe dès lors uniquement de savoir si, conformément à la législation luxembourgeoise, les prestations et fournitures en question auraient été ou non intégralement prises en charge en cas d'hospitalisation au Luxembourg.

Dans une seconde prise de position récente, la CNS a précisé son argumentation en relevant que les suppléments en question avaient été facturés par un chirurgien non conventionné au moment de l'intervention chirurgicale et que seules les prestations «ne dépassant pas ce qui est utile et nécessaire» peuvent être prises en charge. Les médecins non conventionnés peuvent pratiquer des prix dépassant les tarifs officiels de l'accord médico-mutualiste. De tels suppléments ne sont effectivement pas opposables à l'assurance maladie luxembourgeoise. En cas d'hospitalisation, il appartient dès lors au patient de veiller à ce qu'il soit soigné par un médecin conventionné. Mais les choses sont encore plus compliquées, car certains médecins sont partiellement conventionnés et pra-tiquent le tarif officiel certains jours ou certaines heures seulement. En l'espèce cependant, il s'agissait non pas de suppléments d'honoraires médicaux mais de suppléments pour prothèses et implants facturés par la clinique qui elle est conventionnée. Il appartiendra au Médiateur de poursuivre l'instruction du dossier et de vérifier si le réclamant était en situation de pouvoir éviter ces suppléments.

Une autre réclamation concerne un refus de prise en charge par la CNS d'une série de transports ambulanciers vers une institution étrangère parce que les conditions très strictes imposées par les statuts de la CNS n'avaient pas été suivies.

Le refus de prise en charge avait été motivé par le fait que le certificat médical étranger qui avait attesté la nécessité d'un traitement médical en série sur une période d'une année ne contiendrait pas toutes les indications requises par les statuts et n'aurait pas été couché sur le formulaire spécial de la CNS. Le Contrôle médical n'aurait ainsi pas été en mesure de donner son accord préalable.

La demande de prise en charge devant être établie par le médecin responsable du centre assurant le traitement médical en série, l'assurée n'a pas d'emprise sur la rédaction de la demande en question. Il est évident que les patients qui se trouvent dans un état de santé critique ne sont pas à même de prendre des renseignements sur la règlementation applicable. Il est inacceptable qu'un assuré puisse se voir définitivement refuser la prise en charge des frais de transport en question en raison d'une non-conformité de la demande de prise en charge.

Il ressort de l'article 19 sub «Procédure d'autorisation par le Contrôle médical de la Sécurité sociale» des statuts de la CNS que «lorsque le contrôle médical est saisi de demandes incomplètes, il est en droit de faire retourner la demande à l'expéditeur sans se prononcer sur l'affaire mais en faisant connaître ses désirs ou exigences. Ce renvoi ne vaut pas refus de l'autorisation, mais est à considérer comme demande d'instruction complémentaire (…)»

Bien qu'à l'article ci-avant, il ne soit question que d'un droit du Contrôle médical, les principes de bonne administration obligent ce dernier à informer l'assuré au cas où la demande est incomplète et ne contient pas toutes les données nécessaires pour apprécier le bienfondé de la demande. Une telle information préalable servira à compléter la demande et à corriger d'éventuels vices de forme comme l'exigence d'un formulaire spécial.

En l'espèce, le Médiateur a estimé qu'il aurait appartenu au Contrôle médical, au lieu de refuser immédiatement la demande de prise en charge, de mettre la réclamante en situation de compléter l'ordonnance du médecin étranger afin de la rendre conforme aux exigences des statuts de la CNS.

La CNS s'est finalement ralliée aux arguments du Médiateur et a pris en charge les frais de transport en question.

B. Administration de l'Emploi (ADEM)

Le nombre de réclamations contre l'Administration de l'Emploi (ADEM) n'a pas diminué par rapport aux années précédentes. Les réclamations étaient très variées et mettaient en cause tous les services de l'ADEM.

Certains réclamants se plaignaient d'avoir été mal renseignés auprès de l'ADEM, d'autres ne recevaient pas de réponses à leurs demandes, d'autres encore contestaient l'arrêt du paiement de leurs indemnités de chômage par l'ADEM.

Le Médiateur a aussi eu à connaître de réclamations qui ont fait apparaître un manque de motivation des décisions prises par l'ADEM.

Aide au réemploi

Le Médiateur a été saisi de plusieurs réclamations concernant l'aide au réemploi.

En vertu du règlement grand-ducal modifié du 17 juin 1994 fixant notamment les modalités et conditions d'attribution d'une aide au réemploi, cette mesure permet sous certaines conditions aux salariés ayant perdu leur emploi antérieur pour des motifs économiques et qui bénéficient d'une rémunération inférieure dans leur nouvel emploi, d'obtenir la différence entre leur nouvelle rémunération et 90 % de leur ancienne rémunération pendant les 48 premiers mois du reclassement dans le nouvel emploi.

Le Médiateur a été saisi de quelques réclamations émanant de salariés qui se plaignaient de lenteurs dans l'instruction de leur dossier.

Ainsi le Médiateur a été saisi par un réclamant qui attendait la confirmation de son droit à l'aide au réemploi avant d'accepter une offre d'emploi qui lui avait été faite. Il risquait de perdre cette chance parce que l'employeur ne pouvait pas attendre des mois avant d'avoir une réponse.

Le Médiateur a encore été confronté à d'autres problèmes en relation avec l'aide au réemploi.

Ainsi, il a été saisi par un chômeur indemnisé qui avait reçu une offre d'emploi d'une société qui était disposée à l'embaucher à condition toutefois de le voir bénéficier de l'aide au réemploi. Le salarié a donc fait une demande en obtention d'une aide au réemploi auprès de l'ADEM.

Or, l'ADEM a refusé cette aide au motif que le droit à l'aide au réemploi serait épuisé parce que le salarié en avait déjà bénéficié antérieurement pendant une période de quatre ans.

Dans son intervention auprès de l'ADEM, le Médiateur s'est référé à la réponse du Ministre du Travail et de l'Emploi à une question parlementaire du 11 mars 2003 (question n°2083). Suivant la réponse du Ministre, un salarié pourra bénéficier de l'aide au réemploi à chaque nouvelle fois qu'il tombe dans une situation visée par l'article 14 du règlement grand-ducal du 17 juin 1994 tel qu'il a été modifié par le règlement grand-ducal du 31 juillet 1995.

Le Médiateur prend acte que cette position n'est pas partagée par l'actuel Ministre du Travail et de l'Emploi.

En effet, ce n'est que dans des cas exceptionnels et dûment justifiés que l'aide au réemploi pourrait être accordée pour une nouvelle période de 48 mois.

Par ailleurs, l'article 16 alinéa 1 du règlement grand-ducal modifié du 17 juin 1994 est dorénavant interprété dans le sens que l'aide au réemploi ne peut être allouée au-delà des 48 premiers mois du reclassement. Les 48 mois doivent se suivre et il n'est plus possible de bénéficier postérieurement de l'aide au réemploi qui n'aurait pas été consommée dans les 48 mois suivant le reclassement.

Le Médiateur s'étonne toutefois que la position de l'ADEM soit différente de celle du Ministre du Travail et de l'Emploi.

Ainsi, le Médiateur a été saisi par une réclamante qui n'était pas d'accord avec le montant de l'aide au réemploi allouée par l'ADEM.

En l'espèce, la réclamante avait déjà bénéficié de l'aide pendant 36 mois quelques années auparavant.

Elle a ensuite travaillé successivement auprès de plusieurs employeurs avant de se retrouver au chômage. La réclamante s'est vu offrir un nouvel emploi, mais avec un salaire toutefois bien inférieur au salaire dont elle bénéficiait auprès de son dernier employeur. Ce nouvel employeur souhaitait embaucher la réclamante le plus rapidement possible, mais cette dernière ne voulait accepter le poste que si elle pouvait compter sur un salaire proche de son dernier salaire.

Suite à sa demande d'aide au réemploi auprès de l'ADEM, la réclamante a été informée que, puisqu'elle avait déjà bénéficié de l'aide au réemploi pendant 36 mois par le passé, elle ne pourrait bénéficier que de douze mois supplémentaires. En plus, la base de l'aide au réemploi serait la même que celle qui avait été retenue à l'époque où elle avait bénéficié pour la première fois de l'aide.

Une deuxième demande d'aide au réemploi ne pourrait être introduite que sous condition que le premier octroi soit venu à terme.

Au vu des informations dont dispose le Médiateur, cette décision de l'ADEM n'est pas conforme à la position du Ministre.

Indemnités de chômage

En ce qui concerne les indemnités de chômage, le Médiateur a notamment été saisi d'une réclamation d'un couple marié qui s'était vu refuser les indemnités de chômage.

Les deux époux habitent au Luxembourg depuis fin mars 2010. Ils avaient tous les deux un contrat de travail à durée déterminée de type saisonnier d'une durée de sept mois. Leurs contrats de travail ont pris fin le 31 octobre 2010. Inscrits auprès de l'ADEM depuis le 29 octobre 2010, ils ont introduit une demande d'octroi des indemnités de chômage complet le 3 novembre 2010.

La demande d'octroi des indemnités de chômage complet a été refusée au motif qu'ils ne remplissaient pas la condition de domicile prévue par l'article L.521-3 du Code du Travail. Cet article prévoit en effet que dans le cadre d'un contrat à durée déterminée, le demandeur doit être domicilié sur le territoire luxembourgeois pendant au moins six mois avant le terme du contrat.

Les réclamants ne s'étaient effectivement inscrits à la commune de leur lieu de résidence qu'en date du 21 mai 2010 alors qu'ils y habitaient déjà depuis fin mars. Or, pour l'ADEM, seule la date inscrite sur le certificat de résidence était déterminante.

Lors de l'instruction de ce dossier, le Médiateur s'était interrogé sur l'interprétation du terme «domicilié» tel qu'il est utilisé à l'article L.521-3 du Code du Travail. Il a admis que cette notion doit être interprétée conformément au Code civil.

En vertu de l'article 102 du Code civil, le domicile d'une personne se trouve au lieu où il a son principal établissement. Au vœu de l'article 103 du Code civil, le changement de domicile est conditionné par deux éléments, à savoir, d'une part, un élément objectif consistant dans l'habitation réelle dans un autre lieu et, d'autre part, un élément subjectif qui s'y joint, à savoir l'intention d'y fixer son principal établissement (Cour administrative, 31 janvier 2008, n° 24010C du rôle).

Il résulte de l'article 105 du Code civil qu'«à défaut de déclaration expresse, la preuve de l'intention dépendra des circonstances». La preuve du domicile peut donc en principe être rapportée par tout moyen.

Contrairement, par exemple, à la législation sur les allocations familiales où il est précisé à l'article 269, 2e alinéa du Code de la Sécurité sociale qu' «est considérée comme ayant son domicile légal au Luxembourg toute personne qui est autorisée à y résider, y est légalement déclarée et y a établi sa résidence principale», la législation applicable aux indemnités de chômage ne contient pas d'exigence quant à la déclaration d'une personne à la commune.

Nonobstant ces arguments, l'ADEM a maintenu son refus en tenant compte uniquement du certificat de résidence.

Le Médiateur ne saurait se satisfaire de cette réponse alors qu'en vertu de l'adage «ubi lex non distinguit nec debemus distinguere», l'administration ne peut pas faire une distinction qui n'a pas été voulue par le législateur.

L'exigence d'un certificat de résidence est une condition qui n'a pas été prévue expressément par le législateur. À défaut de toute définition plus claire et plus précise de l'article L.521-3 du Code du Travail, les dispositions du Code civil devraient être applicables.

Le Médiateur a également été saisi d'une réclamation par une dame de nationalité bulgare qui est arrivée à Luxembourg en août 2008. Cette dame a procédé à une déclaration d'enregistrement et a sollicité et obtenu une autorisation de travail, telle que l'exige la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation et l'immigration qui prévoit que durant le temps de validité des mesures prises en application des dispositions transitoires aux traités d'adhésion à l'Union européenne et à l'Accord sur l'Espace économique européen, les travailleurs salariés ressortissants de ces États (Roumanie et Bulgarie) demeurent soumis à l'octroi d'une autorisation de travail.

Cette autorisation de travail est venue à échéance le 21 août 2009.

Elle a continué à travailler chez son employeur qui l'a licenciée en septembre 2010.

Inscrite auprès de l'ADEM comme demandeur d'emploi, elle s'est toutefois vu refuser le paiement des indemnités de chômage au motif qu'elle n'était «plus en possession d'une autorisation de séjour en tant que travailleur salarié valable», de sorte qu'elle ne pourrait pas être considérée comme étant disponible pour le marché du travail luxembourgeois.

Il est un fait que le Gouvernement luxembourgeois a décidé en septembre 2008 de prolonger pour une nouvelle période de trois ans la décision prise le 6 octobre 2006 visant à imposer aux citoyens bulgares et roumains l'obligation de disposer d'une autorisation de travail pour accéder au marché du travail luxembourgeois.

Cependant la nécessité de disposer d'une autorisation de travail ne vaut que pour l'accès à proprement parler au marché du travail.

En effet l'annexe au Traité d'adhésion de la République de Bulgarie et de Roumanie, qui concerne les mesures transitoires concernant la Roumanie dispose en son point 2 que:

«Les ressortissants roumains qui travaillent légalement dans un État membre actuel à la date d'adhésion et qui sont admis sur le marché du travail de cet État membre pour une période ininterrompue égale ou supérieure à douze mois pourront bénéficier de l'accès au marché du travail de cet État membre, mais non au marché du travail d'autres États membres qui appliquent des mesures nationales.»

Si le citoyen bulgare ou roumain est employé pendant un an au Luxembourg dans un même secteur, l'obligation de disposer d'une autorisation de travail cesse et la personne concernée a un accès libre au marché du travail.

La réclamante qui a obtenu deux autorisations de travail successives de six mois devrait dès lors pouvoir bénéficier de l'accès au marché du travail sans restrictions, de sorte qu'il n'est pas correct d'estimer qu'elle n'est pas disponible pour le marché du travail pour lui refuser le paiement des indemnités de chômage complet.

Le Médiateur a demandé à l'ADEM de revoir sa décision et d'accorder à la réclamante le paiement des indemnités de chômage complet, ce que l'ADEM n'a pas manqué de faire.

Par ailleurs, le Médiateur a été saisi par un réclamant dont la demande d'octroi d'indemnités de chômage a été refusée par l'ADEM au motif qu'au cours de la période de référence de douze mois précédant le jour de l'inscription comme demandeur d'emploi, la réclamante ne pourrait faire valoir un stage d'une durée de 26 semaines.

La réclamante avait poursuivi une activité professionnelle normale jusqu'à la date de son congé de maternité suivi d'un congé parental à la suite duquel elle avait repris son travail à plein temps. Peu de temps après, son contrat de travail fut résilié pour raisons économiques. Après l'écoulement du délai de préavis, un cancer du sein fut diagnostiqué chez la réclamante sans qu'elle ait pu faire valoir un droit à des indemnités pécuniaires. Elle introduit une demande de pension d'invalidité transitoire auprès de la caisse de pension qui ne lui fut cependant accordée qu'à l'expiration du délai de six mois prévu à l'article 190 alinéa 4 du Code de la Sécurité sociale. Dès que la pension d'invalidité fut retirée à la réclamante, elle se fit inscrire à l'ADEM.

Le Médiateur fit d'abord valoir auprès de la Commission spéciale de réexamen qu'il y a lieu de refaire le calcul des différentes prolongations de la période de référence de douze mois en y englobant la période de douze mois durant laquelle la réclamante avait touché une pension d'invalidité et la période annuelle du congé parental conformément à l'article L.234-47, alinéa 9 du Code du Travail.

En outre, il fit remarquer que le délai de six mois prévu à l'article 190, alinéa 4 du Code de la Sécurité sociale pendant lequel la réclamante était en attente d'une pension d'invalidité constituait également une période d'incapacité de travail qui selon l'article L.521-6, alinéa 2 du Code du Travail donne droit à prolongation de la période de référence.

Il s'agissait d'une question d'interprétation de l'article susvisé libellé dans les termes suivants:

«(2) Lorsque la période de référence de douze mois comprend des périodes d'incapacité de travail ou de capacité de travail réduite d'un taux égal ou supérieur à 50% (cinquante pour cent), celle-ci est prorogée, si nécessaire, pour une période d'une durée égale à celle de l'incapacité de travail ou de la capacité de travail réduite.»

L'ADEM l'interpréta en ce sens que seules les périodes d'incapacité de travail indemnisées étaient susceptibles de proroger cette période de référence et non pas les périodes durant lesquelles l'assuré, incapable de travailler, n'a pas été indemnisé (par des indemnités pécuniaires de maladie ou une pension d'invalidité). Or, la distinction entre période d'incapacité de travail indemnisée et période non indemnisée ne peut être déduite du texte de la loi. Une telle interprétation irait également à l'encontre de l'adage «ubi lex non distinguit (…)».

Un autre argument en faveur de la position du Médiateur résulte du second alinéa du point (2) de l'article L.521-6, selon lequel «ladite période de référence comprend des périodes de détention, des périodes de chômage indemnisé ou des périodes d'attente d'une décision portant sur l'octroi d'une pension d'invalidité à prendre par les juridictions sociales compétentes».

Les périodes de détention ou les périodes d'attente d'une décision portant sur l'octroi d'une pension d'invalidité jusqu'à décision des juridictions sociales sont normalement des périodes sans affiliation obligatoire. Ces périodes donnent lieu à une prolongation de la période de référence. Une personne désaffiliée par son employeur et souffrant d'une incapacité de travail ne peut pas être traitée plus mal qu'un détenu.

La Commission spéciale de réexamen se montra sensible à ces arguments et réforma la décision de l'ADEM.

Finalement, le Médiateur a été saisi d'une réclamation de la part d'une personne originaire d'un État tiers détentrice d'une autorisation de séjour de type étudiant, qui s'est vu refuser l'octroi des indemnités de chômage au motif qu'elle ne remplirait pas toutes les conditions prévues par la loi. Plus particulièrement, l'ADEM a estimé que l'intéressé ne serait pas à considérer comme disponible pour le marché du travail conformément à l'article L.521-3 point 4 du Code du Travail.

Le réclamant était notamment détenteur d'une autorisation de séjour en tant qu'étudiant, alors qu'il poursuivait un doctorat auprès de l'Université du Luxembourg. Parallèlement, il avait conclu un contrat de travail à durée déterminée avec cette même université, où il était occupé en tant que chercheur. Au terme de son contrat de travail, il s'est inscrit en tant que demandeur d'emploi auprès de l'ADEM et a fait une demande en obtention des indemnités de chômage.

L'article 57 alinéa 3 de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la circulation des personnes et de l'immigration prévoit que tout détenteur d'une autorisation de séjour de type étudiant est autorisé à exercer une activité salariée d'une durée maximale de dix heures en moyenne par semaine sur une période de un mois. La loi prévoit par ailleurs une dérogation à cette limitation de durée, notamment pour les personnes souhaitant effectuer des travaux de recherche, tel que ceci avait été le cas pour le réclamant. Le Médiateur a souhaité savoir si cette dérogation légale ne suffirait pas pour considérer qu'une personne détentrice d'une autorisation de séjour de type étudiant est disponible pour le marché du travail, quand bien même il s'agirait d'une disponibilité limitée.

L'ADEM n'a cependant pas suivi ce raisonnement et est restée sur sa position, alors qu'elle estime qu'une disponibilité pour le marché général ne saurait être déduite d'une dérogation.

Mesures de mise au travail

Le Médiateur a été saisi par une réclamante qui, au terme du bénéfice de douze mois d'indemnités de chômage complet a bénéficié d'une mise au travail auprès d'un Centre intégré pour personnes âgées pour une durée de six mois. À la fin de cette période, l'employeur et la réclamante s'étaient accordées sur une prolongation du contrat. L'employeur fut informé par courrier électronique qu'une prolongation de la mise au travail était accordée.

La réclamante a donc continué à travailler, mais se rendant compte qu'elle n'était plus indemnisée, elle s'est renseignée auprès de l'ADEM qui l'a informée qu'elle n'aurait pas dû continuer à travailler et qu'elle aurait dû savoir qu'elle n'en avait pas le droit.

L'employeur s'est alors mis en rapport avec l'ADEM qui l'a informé que la réclamante aurait dû elle-même solliciter la prolongation.

Sur ce, la réclamante fut cependant une nouvelle fois informée qu'une telle prolongation n'était pas possible.

Le Médiateur est intervenu pour recueillir la prise de position de l'ADEM notamment quant aux déclarations contradictoires faites à la réclamante et quant à la possibilité de continuer à travailler auprès du Centre intégré ou pour le moins quant à la possibilité de se faire indemniser la période durant laquelle elle a continué à travailler.

La Directrice de l'ADEM a informé le Médiateur que la réclamante avait été assignée au Centre intégré pour personnes âgées en vue d'une occupation temporaire indemnisée (OTI) d'une durée de sept mois, ce qui de par la loi est impossible étant donné que la prolongation en matière d'indemnisation de chômage complet ne peut aller au-delà de 182 jours.

L'occupation temporaire indemnisée est limitée à une durée de six mois avec la possibilité d'une prolongation d'une durée maximale de six mois. Cependant dans le cas d'espèce cette possibilité se heurtait aux dispositions applicables en matière d'indemnisation de chômage complet laquelle ne peut être prolongée de plus de six mois.

Il est un fait que les agents de l'ADEM ont fait une erreur, cependant cette erreur ne saurait avoir pour conséquence d'ouvrir le droit à la prolongation de l'OTI. Étant donné toutefois que la réclamante a travaillé un mois de plus du fait de cette erreur, le Médiateur s'est une nouvelle fois adressé à la Directrice de l'ADEM afin de s'enquérir au sujet d'une éventuelle indemnisation de la réclamante pour cette période.

Le Médiateur a souligné qu'il y va tant du principe de la sécurité juridique et de la confiance légitime que du principe de la responsabilité de l'administration. Les principes de confiance légitime et de sécurité juridique ont fait l'objet d'une jurisprudence abondante en Belgique. La Cour de cassation belge a confirmé l'existence du principe selon lequel l'administration est tenue d'honorer les prévisions justifiées qu'elle a fait naître dans le chef des citoyens. La Haute juridiction belge refuse d'entériner le principe selon lequel une décision contra legem n'est constitutive d'aucun droit dans le chef du citoyen et que l'administration ne peut pas engager sa responsabilité en appliquant la loi. Il n'en reste pas moins que pour la Haute juridiction belge, la violation du principe de confiance légitime peut être constitutive d'une faute de l'administration engageant la responsabilité de cette dernière. Le principe de la responsabilité de l'administration est un principe général de droit qui a été consacré par le législateur luxembourgeois.

Finalement l'ADEM était d'accord pour octroyer à la réclamante une indemnisation pour le mois durant lequel elle a continué à travailler.

C. Caisse nationale des prestations familiales (CNPF)

Le nombre de réclamations contre la Caisse nationale des Prestations familiales (CNPF) n'a guère diminué au cours de cette année.

La majorité de ces réclamations faisait état de lenteurs dans l'instruction des dossiers. Les réclamants se plaignent toujours de ne pas recevoir de réponse à leurs demandes.

Comme il est quasiment impossible de joindre le gestionnaire du dossier par téléphone, les citoyens sont souvent obligés de prendre congé pour se déplacer aux guichets de la CNPF. Or, les informations reçues au guichet seraient souvent imprécises et incomplètes.

Le Médiateur s'attend à ce que la réorganisation interne mise en œuvre par la nouvelle équipe dirigeante apporte des améliorations sensibles au fonctionnement de la CNPF.

Le Médiateur a été saisi de nombreuses réclamations relatives à l'application du règlement grand-ducal du 7 octobre 2010 ayant pour objet de déterminer les conditions d'application de l'octroi des allocations familiales en faveur des élèves âgés de plus de dix-huit ans.

Depuis l'entrée en vigueur du règlement grand-ducal du 7 octobre 2010, seules les personnes âgées de plus de 18 et de moins de 27 ans qui suivent un enseignement secondaire ou qui se trouvent en apprentissage au sens du règlement peuvent continuer à bénéficier des allocations familiales.

Ainsi le Médiateur ne cesse d'être confronté au problème récurrent de la qualification de l'enseignement suivi. Il est en effet des établissements qui ne sont considérés ni comme des établissements d'enseignement secondaires ni comme des établissements d'enseignement supérieur. Les élèves qui fréquentent un tel établissement n'ont dès lors droit ni aux allocations familiales, ni à l'aide financière de l'État pour études supérieures.

Dans d'autres cas, le dossier a pu être rapidement débloqué par la fourniture d'un certificat de scolarité qui manquait dans le dossier de la CNPF.

Le Médiateur a également été saisi de plusieurs réclamations d'élèves qui après avoir échoué à l'examen de fin d'études secondaires se sont inscrits à l'eBac.

N'ayant plus trouvé de lycée disposé à les recevoir, ces élèves ont considéré cette option comme seule alternative à l'enseignement ordinaire.

Ces élèves auraient été informés en été 2010 qu'en choisissant de terminer leurs études par un eBac, ils ne subiraient aucun désavantage par rapport au parcours ordinaire. Ainsi ils auraient toujours droit au bénéfice des allocations familiales. Tel était effectivement la situation avant l'adoption du règlement du 7 octobre 2010.

Depuis lors les élèves en question sont exclus du bénéfice des allocations familiales. En effet le règlement grand-ducal du 7 octobre 2010 exige qu'un minimum de 16 heures de cours par semaine soit suivi «effectivement, sur place».

Les élèves en formation eBac ne suivent pas la majorité de leurs cours dans une salle de classe d'un établissement d'enseignement secondaire ou secondaire technique. L'eBac permet aux élèves âgés de plus de dix-huit ans de préparer leur diplôme de fin d'études secondaires (baccalauréat) de la section G en mode «blended learning», c'est-à-dire 75% des cours se déroulent à distance, via Internet, et seuls 25% des cours sont dispensés en présence de professeurs. Les élèves suivent donc bien des cours, même si la majeure partie se déroule dans une salle de classe virtuelle, sur Internet.

Le Médiateur est intervenu auprès de la Ministre de la Famille et de l'Intégration pour lui demander d'examiner la possibilité d'étendre le bénéfice des allocations familiales aux étudiants en formation eBac.

Le Médiateur regrette en effet qu'après tant d'efforts de promotion de cette voie de formation déployés par le Ministère de l'Éducation nationale, les candidats à l'eBac soient maintenant découragés du fait d'être exclus du bénéfice des allocations familiales et donc des seules ressources propres dont ils disposaient jusque-là.

La CNPF n'est pas favorable à l'idée d'accorder les allocations familiales aux personnes suivant un eBac à plein temps en raison du précédent qu'une telle solution constituerait pour des situations similaires dans lesquelles pourraient se trouver des élèves qui fréquentent des cours du soir ou qui suivent des études à distance.

En plus, se poserait le problème des équivalences parce que le règlement grand-ducal du 7 octobre 2010 pose comme condition que les études des élèves qui suivent leur formation à l'étranger doivent mener à un diplôme équivalent aux diplômes luxembourgeois visés par le règlement.

Toutefois, Madame la Ministre a informé le Médiateur qu'en raison des liens de cette matière avec le Ministère de l'Éducation nationale et de la formation professionnelle, elle saisira le Conseil de Gouvernement de cette question.

Boni pour enfants

Depuis la réforme introduite par la loi du 21 décembre 2007, le Médiateur a été saisi de nombreuses réclamations relatives au paiement du boni à des parents ayant placé leurs enfants dans des foyers. Le paiement du boni est refusé aux parents au motif que la CNPF verse directement les allocations familiales à ces organismes et que les enfants, pour des raisons de scolarité, sont inscrits au registre de la population de la Commune où le foyer est établi.

Le Médiateur a pris la position qu'aucun motif déterminant de refus ne peut être déduit de l'article 1 de la loi du 21 décembre 2007 selon lequel «pour tout enfant vivant dans le ménage commun de ses père et mère et ouvrant droit aux allocations familiales, il est octroyé un boni pour enfant à titre de bonification d'office de la modération d'impôt».

En fait, les enfants concernés se trouvent dans la même situation que des enfants fréquentant un internat qui retournent dans leur famille les fins de semaine, les jours de fête et pendant les vacances et dont les besoins sont intégralement assumés par leurs parents.

La même condition relative à la résidence des enfants se trouve inscrite à l'article 123 L.I.R. En effet, aux termes de cet article, la modération d'impôt est accordée pour les enfants qui font partie du ménage du contribuable. Selon l'alinéa 3 de l'article 123 L.I.R., sont censés faire partie du ménage du contribuable tant les enfants qui vivent sous le même toit que le contribuable que ceux qui séjournent passagèrement ailleurs pour une raison autre qu'une occupation essentiellement lucrative. La notion d'absence passagère a été définie dans une circulaire du Directeur des Contributions directes (n°123/1 du 22 mai 2000) comme suit:

«On entend par absence passagère tout séjour prolongé mais non définitif hors du foyer familial. N'est donc pas considéré comme seulement passagèrement absent l'enfant âgé de moins de 21 ans qui a abandonné sans esprit de retour le foyer du contribuable parce qu'il a été recueilli définitivement au foyer d'un tiers (parent ou étranger).»

La condition que les enfants fassent partie du ménage des parents semble donc bien remplie.

Il résulte de l'article 1 de la loi du 21 décembre 2007 que le boni est octroyé pour tout enfant ouvrant droit aux allocations familiales et de l'article 5 que le boni pour enfant est payé par la CNPF avec effet libératoire à l'attributaire des allocations familiales.

Il est un fait que les enfants concernés donnent toujours droit au paiement d'allocations familiales. Le problème provient de ce que la CNPF les verse directement aux foyers.

À ce sujet, le Médiateur a pris la position que les parents de ces élèves continuent à revêtir la qualité d'attributaire des allocations familiales nonobstant paiement direct aux foyers. En effet, d'un point de vue juridique, le versement des allocations familiales par la CNPF est plutôt à qualifier de paiement par délégation. Par l'effet de ce versement, les deux dettes, à savoir la dette d'allocations familiales de la CNPF envers les parents et la dette de ces derniers envers le foyer sont payées simultanément. Ainsi, d'un point de vue juridique, le versement effectué par la CNPF au foyer peut toujours être qualifié de paiement effectué par les parents. Rien ne s'oppose donc à ce qu'ils continuent à se voir reconnaître la qualité d'attributaire des allocations familiales.

Le Médiateur estime dès lors que parents des enfants concernés ont droit au boni pour enfants.

Congé parental

Le Médiateur a également été saisi de quelques réclamations concernant le refus d'un congé parental.

Ainsi, un capitaine d'un navire battant pavillon belge qui travaille pour une société luxembourgeoise a saisi le Médiateur parce que sa demande de congé parental avait été refusée. D'origine polonaise le réclamant travaille dans la navigation fluviale. En tant que salarié d'une société luxembourgeoise avec un contrat de travail soumis au droit luxembourgeois, toutes ses charges sociales sont payées à Luxembourg.

La situation du réclamant est très complexe, parce qu'il réside en Pologne et le navire à bord duquel il travaille bat pavillon belge. Il s'agit d'un navire qui est spécialement équipé pour transporter du fuel. Ces navires étant très chers, ils sont généralement pris en leasing par les sociétés exploitantes. En l'espèce, le navire était pris en leasing auprès d'un propriétaire belge.

Au départ du Luxembourg, le navire à bord duquel travaille le réclamant assure le transport de produits pétroliers entre la Belgique et le Luxembourg. Le réclamant travaille toujours pendant plusieurs semaines de suite et bénéficie ensuite de plusieurs semaines de congé.

Le congé parental du réclamant a été refusé au motif que son lieu de travail ne se trouverait pas au Luxembourg.

La situation du réclamant est compliquée par le fait que le cas de personnes travaillant dans la navigation fluviale n'est pas spécialement réglé par les dispositions du Règlement (CE) n° 883/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 sur la coordination des systèmes de sécurité sociale.

En date du 11 février 2011, un nouvel accord relatif à la détermination de la législation applicable aux bateliers rhénans, conclu sur base de l'article 16 § 1 du Règlement (CE) n° 883/2004 est entré en vigueur, avec effet au 1er mai 2010, date d'application du Règlement (CE) 883/2004.

L'accord s'applique à tous les bateliers des États signataires dont le Luxembourg.

En vertu de cet accord, le batelier rhénan est soumis à la législation de l'État signataire sur le territoire duquel est établie l'entreprise ou la société qui assure effectivement l'exploitation du bateau à bord duquel ce batelier exerce son activité professionnelle.

Étant donné que la société qui emploie le réclamant est établie au Luxembourg, la CNPF a finalement accordé le congé parental au réclamant.

2.1. Des recommandations du Médiateur et des suites y réservées par les autorités compétentes

Le pouvoir de formuler des recommandations et de procéder à leur publication est un moyen d'action utile et valorisant dans l'exercice de la magistrature d'influence du Médiateur.

Au-delà de multiples recommandations ayant pour objet le réexamen de décisions administratives individuelles, le Médiateur a, jusqu'à ce jour, formulé 45 recommandations relatives au bon fonctionnement de l'administration et/ou comportant des propositions de modifications législatives ou réglementaires.

Parmi les recommandations qui ont trouvé une réponse de la part des autorités compétentes, 30 ont jusqu'à présent été suivies et transposées ou sont en voie d'être transposées, soit dans la pratique administrative, soit dans le droit interne.

A. Recommandations relatives à la mise en conformité du droit interne avec les droits et libertés consacrés par la Convention européenne des droits de l'Homme

Recommandation n°11 relative au réexamen de la loi du 27 juillet 1987 concernant l'assurance pension en cas de vieillesse, d'invalidité et de survie

Vu la réclamation dont le Médiateur a été saisi par Monsieur S. au sujet de la suspension de sa pension à la suite d'une condamnation à une peine privative de liberté;

attendu qu'en vertu de l'article 210 de la loi du 27 juillet 1987 concernant l'assurance pension en cas de vieillesse, d'invalidité et de survie les pensions sont suspendues pendant l'exécution d'une peine privative de liberté supérieure à un mois;

considérant qu'une telle disposition pose problème par rapport à sa conformité avec la Convention européenne des droits de l'Homme;

qu'en effet même si le droit à la pension n'est pas comme tel garanti par la Convention des droits de l'Homme, il résulte de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'Homme qu'une pension légalement due est à assimiler à un droit de propriété au sens de l'article 1er protocole 1 de la Convention (arrêt Gaygusuz contre Autriche du 16 septembre 1996, recueil des arrêts et décisions 1996-IV, paragraphe 39-41);

attendu dès lors qu'il convient d'examiner si l'ingérence dans le droit patrimonial du réclamant était justifié en vertu notamment du principe de proportionnalité;

que ce faisant, il y lieu de s'interroger sur la nécessité, au regard de l'intérêt général, de la suspension du droit à la pension dont pouvait se prévaloir le réclamant;

constatant l'absence de tout lien qui existe entre la condamnation pénale d'une personne et la suspension de la pension qui lui revient légalement sur base de cotisations versées tout au long de sa vie active;

qu'à partir de ce constat, il y a lieu de conclure qu'à travers les dispositions de l'article 210 de la loi précitée, le législateur a rompu, au détriment de la personne concernée, l'équilibre qu'il convient de ménager entre la protection du droit à la propriété de l'individu et les exigences liées à l'intérêt général.

Le Médiateur recommande au Gouvernement de réexaminer la loi du 27 juillet 1987 concernant l'assurance pension en cas de vieillesse, d'invalidité et de survie à la lumière de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'Homme afin de la rendre compatible avec le niveau de protection minimum des droits de l'Homme.

Réponse:

Dans sa réponse du 2 août 2006 à une lettre de rappel du Médiateur datée du 24 juillet 2006, le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale l'a informé que l'avant-projet de loi relatif au dispositif légal applicable aux détenus en matière de sécurité sociale devrait être finalisé dans les prochains mois.

Dans cet avant-projet de loi, il serait tenu compte de sa recommandation.

Le Médiateur a dès lors bon espoir que la recommandation sera transposée en droit interne dans un proche avenir.

En date du 25 août 2008, le Ministre de la Justice a confirmé l'intention du Gouvernement de tenir compte de sa recommandation dans le cadre d'un projet de loi relatif à la sécurité sociale des détenus qu'il compte présenter ensemble avec le Ministre de la Sécurité sociale au Conseil de Gouvernement en automne 2008.

En date du 29 juillet 2009 le nouveau Ministre de la Justice a informé le Médiateur que le processus de concertation avec le Ministre de la Sécurité sociale ne serait pas encore terminé.

Le Médiateur ne connaît pas les raisons qui expliquent l'absence de progrès au niveau de l'exécutif alors que les pourparlers entre le Ministère de la Justice et le Ministère de la Sécurité sociale remontent à plus de trois ans.

En date du 29 juillet 2011 le Ministre a informé le Médiateur que suite aux pourparlers qui avaient eu lieu avec les autorités compétentes, le Code de la Sécurité sociale serait modifié, la suspension du droit à la pension en cas d'incarcération d'une personne sera abolie, ce point fera partie du projet de loi portant réforme de l'administration pénitentiaire.

B. Recommandations comportant d'autres propositions de modifications législatives ou réglementaires

Recommandation n°25 relative à une révision: 1. de la loi modifiée du 11 novembre 1970 sur les cessions et saisies des rémunérations de travail ainsi que des pensions ou rentes 2. de la loi du 26 juillet 1980 concernant l'avance et le recouvrement de pensions alimentaires par le Fonds national de Solidarité

Considérant que le Médiateur a été saisi par un nombre important de demandes d'information et de réclamations écrites relevant du domaine de l'application de la loi modifiée du 11 novembre 1970 sur les cessions et saisies des rémunérations de travail ainsi que des pensions ou rentes, voire du domaine de l'application de la loi modifiante du 23 décembre 1978 modifiant la législation en matière d'aliments et en matière de cessions et saisies sur les rémunérations de travail, pensions et rentes;

conscient de ce que toutes les réclamations en la matière échappent à la compétence directe du Médiateur pour défaut de compétence;

considérant cependant que, tant les de-mandes d'information adressées au Médiateur que les réclamations dont il a été saisi en la matière dénotent l'existence de certains problèmes dont la gravité diffère selon les circonstances, appelant une analyse approfondie et une révision de la législation précitée.

1. Les saisies et cessions pour des créances autres que les pensions alimentaires et les cessions relatives aux créances issues d'un contrat de prêt ou d'épargne contracté à des fins d'acquisition d'un immeuble

En ce qui concerne le recouvrement de ces créances par voie de saisie-arrêt spéciale sur salaire ou de cession, force est de constater que l'application de la législation existante peut conduire, dans certains cas, à une disproportion entre les droits du créancier au recouvrement de sa créance et les droits du débiteur au maintien des ressources financières absolument nécessaires pour lui permettre de suffire à ses besoins élémentaires.

En effet, faute de prendre en considération un certain nombre de paramètres sociaux, la législation en vigueur impose une charge excessive au débiteur. Ainsi, la loi prévoit comme seul critère de détermination des quotités saisissables et cessibles le revenu net du débiteur. Si l'on se place dans l'hypothèse d'une créance donnant lieu à l'application des taux maxima saisissables et cessibles, il reste au débiteur (cédant et/ou saisi), en cas d'une saisie ou d'une cession, un minimum de 1.505 € par mois pour subvenir à ses propres besoins. Si le débiteur est confronté à une saisie et à une cession, le restant mensuel qui lui est garanti par la loi est ramené à 1.260 €.

La situation ainsi créée ne tient aucunement compte de la situation familiale du débiteur. Or, s'il est vrai qu'une personne célibataire peut subvenir à ses besoins avec de tels montants minima garantis, il en est autrement pour un couple et surtout pour une famille avec un ou plusieurs enfants, à revenu unique, qui, avec de tels revenus mensuels minima, même augmentés des allocations familiales, sont souvent confrontés à des problèmes existentiels.

Force est de constater que le manque de prise en considération de la situation familiale du débiteur a été souligné et désapprouvé par la Commission des Affaires sociales de la Chambre des Députés, qui dans son rapport du 10 février 1978 sur le projet de loi modifiant la loi du 11 novembre 1970 sur les cessions et saisies des rémunérations de travail ainsi que des pensions ou rentes, a fait le commentaire suivant: «Est-ce admissible? Ici, l'on doit se rendre compte combien imparfait est le critère choisi par la loi pour déterminer les portions cessibles et saisissables. C'est le montant du salaire net. Cette donnée est cependant bien insuffisante pour refléter la situation économique d'une famille. Elle ne tient pas compte des charges de la famille, comme le loyer, ni du nombre de personnes devant vivre sur un salaire ni de l'existence éventuelle d'autres sources de revenus.»

2. Les saisies et/ou la cession sur les traitements et les pensions d'agents jouissant du statut public pour des créances issues d'un contrat de prêt ou d'épargne contracté à des fins d'acquisition d'un immeuble

Par les dispositions de l'article premier de la loi du 23 décembre 1978 modifiant la législation en matière d'aliments et en matière de cessions et saisies sur les rémunérations de travail, pensions et rentes, le législateur a augmenté les pourcentages cessibles sur les traitements, salaires, pensions et rentes dans l'hypothèse d'une créance née d'un contrat d'épargne contracté à des fins d'acquisition d'une propriété immobilière. Ce faisant, il a introduit une distinction suivant que les débiteurs relèvent du secteur public ou du secteur privé. En effet, pour des raisons non précisées dans les travaux préparatoires, la législation existante assure à un débiteur issu du secteur privé un montant minimum incessible et insaisissable supérieur à celui d'un agent issu du secteur public.

Par ce fait, il a désavantagé les débiteurs issus du secteur public par rapport à ceux du secteur privé. Si la législation existante garantit à un débiteur non issu du secteur public un montant minimum restant de 1.365 € en cas de cession «immobilière» et de 1.120 € en cas d'une cession «immobilière» et d'une ou de plusieurs saisies, ce montant est ramené pour les agents du secteur public à 1.245 € en cas d'une cession et à 1.000 € en cas d'une cession et d'une ou de plusieurs saisies.

Cette discrimination, qui paraît dénuée de tout fondement, a déjà fait l'objet d'une critique de la part du Conseil d'État qui, dans son avis du 6 juin 1978 sur le projet de loi modifiant la loi du 11 novembre 1970 sur les cessions et saisies des rémunérations de travail ainsi que des pensions ou rentes, s'est exprimé en ces termes: «Le Conseil d'État se prononce contre le taux de cessibilité plus élevé adopté par la Chambre des Députés (…). En effet, la loi du 11 novembre 1970 a pour but de protéger le salarié contre des cessions et saisies-arrêts excessives qui le priveraient des fonds nécessaires pour subvenir aux besoins de sa famille.»

3. Les saisies-arrêts spéciales sur salaires aux fins de recouvrement de créances issues d'obligations alimentaires

En vertu des dispositions de l'article 8 de la loi modifiée du 11 novembre 1970 sur les cessions et saisies des rémunérations de travail ainsi que des pensions ou rentes, le terme courant non honoré d'une pension alimentaire est prélevé sur la portion insaisissable et incessible du revenu.

Deux cas de figure doivent être distingués, celui, très peu fréquent, du débiteur du terme courant d'une pension alimentaire sans autres arriérés et qui ne fait pas l'objet d'une cession ou de saisies-arrêts spéciales sur salaire. À priori, les dispositions du prédit article 8 sont ici de nature plutôt théoriques alors qu'en tout état de cause, le débiteur n'est pas exposé au danger de précarité financière.

Le deuxième cas de figure, celui beaucoup plus fréquent, du débiteur de pension alimentaire ayant accumulé des arriérés de pension alimentaire et faisant l'objet d'autres recouvrements par voie de cession et/ou de saisies-arrêts spéciales sur salaire, est extrêmement délicat. Si l'on admet l'hypothèse d'une cession et d'une ou de plusieurs saisies au taux légal maximum et l'existence d'une obligation alimentaire mensuelle, le terme courant de cette obligation sera prélevé chaque mois sur la portion insaisissable et incessible, donc en principe garantie, du revenu.

En application de la disposition légale précitée et, dans l'hypothèse d'une pension alimentaire de 500 € par mois, il resterait au débiteur pour subvenir mensuellement à ses propres besoins:

- Saisie(s), cession («immobilière»), agent public: 500 €
- Saisie(s), cession («immobilière»), agent privé: 620 €
- Saisie(s), cession normale: 760 €
  Saisie (s): 1.005 €

On constate donc une variation allant du simple au double du montant restant après avoir opéré les déductions légales, selon le profil spécifique du débiteur quant à ses dettes et quant à son statut.

Une telle situation est intenable alors surtout que dans les trois premières hypothèses, les moyens absolument nécessaires au débiteur pour assurer sa subsistance ne sont plus garantis.

En ce qui concerne les pensions alimentaires, il y a lieu de considérer également un autre problème qui ne concerne pas directement les cessions ou les saisies-arrêts spéciales sur salaire, mais dont il importe de tenir compte pour protéger certains créanciers de pensions alimentaires.

En effet, en vertu de la loi du 26 juillet 1980 concernant l'avance et le recouvrement de pensions alimentaires par le Fonds national de Solidarité et par la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti, le Fonds national de Solidarité avance le terme courant d'une pension alimentaire et, le cas échéant, également d'éventuels arriérés au créancier, sous réserve cependant que ce dernier ait tenté par toutes les voies légalement prévues d'obtenir lui-même le paiement des obligations alimentaires qui lui sont dues.

Il convient à cet endroit de distinguer trois cas de figure différents. Le premier est celui du débiteur de pension alimentaire qui touche lui-même le revenu minimum garanti (RMG). Comme ce dernier n'est pas saisissable ou cessible, le Fonds national de Solidarité fait l'avance des obligations alimentaires dues tout en étant de ce fait subrogé dans les droits du créancier qu'il pourra faire valoir si ce débiteur reviendrait à meilleure fortune.

Le deuxième cas est celui d'un débiteur d'obligations alimentaires à revenus très modestes ou, du moins, très proche du salaire social minimum. Si ce débiteur se voit également exposé à des voies de recouvrement de créances par saisie-arrêt spéciale sur salaire ou par voie de cession, on revient au cas de figure décrit plus haut, à savoir que ce débiteur ne disposera plus des moyens financiers nécessaires à sa propre subsistance.

Le troisième cas concerne les débiteurs de pensions alimentaires qui ont les capacités financières pour suffire à leurs obligations, mais qui tentent de s'y soustraire et pour lesquels une procédure de recouvrement par voie de saisie-arrêt sur salaire ou par voie de cession est inopérante alors qu'ils dissimulent une partie de leurs revenus ou qu'ils exercent une activité non salariée.

En pareil cas, il est également possible au créancier d'une pension alimentaire de solliciter l'avance de cette pension par le Fonds national de Solidarité. Cependant, il est fréquent que l'obligation alimentaire est entérinée par une convention de divorce et non par un titre judiciaire, ce qui exclut selon la législation actuelle toute avance par le Fonds national de Solidarité. Or, pour les créanciers de pensions alimentaires à revenus modestes et ce cas est très fréquent, il n'est souvent pas possible d'entamer les voies de recouvrement légalement prévues ou de se procurer un titre judiciaire, faute de moyens financiers suffisants. Il est d'ailleurs à noter dans ce contexte que les critères d'attribution de l'assistance judiciaire ne vont pas au-delà du RMG.

4. Le conflit entre le recouvrement par voie de saisie-arrêt spéciale et le revenu minimum garanti

La législation régissant le droit au revenu minimum garanti ainsi que d'autres dispositions législatives ont consacré le principe de l'insaisissabilité et de l'incessibilité du revenu minimum garanti.

Or, par l'application de ce principe, le législateur consacre une inégalité de traitement entre les débiteurs salariés à revenus modestes frappés d'une ou de plusieurs saisies-arrêts spéciales sur salaire et/ou d'une cession et les bénéficiaires du revenu minimum garanti.

4.1. Le débiteur célibataire sans enfants

Actuellement, le salaire social minimum pour un adulte non qualifié est fixé à 1.570,28 € brut, soit à 1.312,67 € net.

Le revenu minimum garanti est fixé actuellement au montant de 1.097,68 € brut, soit à 1028,48 € net pour un adulte.

Si l'on se place dans le cas de figure d'un salarié touchant le salaire social minimum et frappé d'une cession et/ou d'une ou de plusieurs saisies concernant par leur quantum l'intégralité de la portion saisissable et cessible, on arrive aux montants restant au débiteur suivants:

- Saisie(s) seulement: 1.177,01 €
  Saisie(s) et cession: 1.041,35 €

Dans ce cas de figure, le salarié débiteur ne gagnant que le salaire social minimum dispose d'un solde de salaire qui est de 148,53 € à 12,87 € supérieur au RMG.

4.2. Le débiteur bénéficiant de la classe d'impôt 2 avec ou sans enfants

Il est important d'apporter cette distinction alors que dans cette hypothèse, ni le débiteur bénéficiant du salaire social minimum, ni celui bénéficiant du RMG ne sont soumis à l'imposition sur le revenu.

Le montants restant au débiteur bénéficiaire du salaire social minimum saisi et/ou cédé s'établissent dès lors comme suit:

- Saisie(s) seulement: 1.204,16 €
  Saisie(s) et cession: 1.059,45 €

Si l'on admet l'hypothèse, assez fréquente, d'un bénéficiaire du salaire social minimum dont le conjoint ne travaille pas et, si l'on procède à une comparaison du revenu de ce ménage avec celui d'un ménage à deux adultes bénéficiant du RMG, qui est dans ce cas de 1.646,56 € brut, soit de 1.545,86 € net, force est de constater que la situation financière d'un ménage bénéficiaire du RMG est nettement plus favorable que celle d'un ménage disposant du salaire social minimum si ce ménage est frappé d'une cession et/ou d'une ou de plusieurs saisies, la différence se situant dès lors entre 341,70 € et 486,41 € en défaveur du débiteur qui exerce une fonction salariée.

Dans l'hypothèse d'une famille avec enfants, bénéficiant d'un seul salaire social minimum, le fossé se creuse encore davantage. En effet, la législation sur le RMG prévoit un supplément de 99,87 € brut par enfant pour un ménage. Il en découle qu'un ménage avec deux enfants et disposant du RMG a un revenu mensuel net de 1732,72 €. En pareil cas, la différence se situera entre 528,56 € et 673,27 € en défaveur du débiteur salarié, suivant qu'il est frappé d'une ou de plusieurs saisies avec ou sans cession.

Il est dès lors établi que la législation en vigueur est nettement défavorable au débiteur qui touche le salaire social minimum du fait de son travail, sauf s'il s'agit d'un débiteur célibataire.

5. Considérations d'ordre procédural

S'il est vrai que la procédure régissant les saisies-arrêts spéciales sur salaire ainsi que les actes de cession volontaire ont été révisés par le législateur à bon droit afin de permettre aux créanciers de recouvrer leurs créances par le biais d'une procédure simple et largement gratuite, sans avoir besoin de recourir aux services d'un avocat, il reste cependant que la simplification à outrance peut mener à des situations compromettant la situation de travail des débiteurs ou des présumés débiteurs.

Si l'on compare la procédure des saisies-arrêts spéciales sur salaire avec une autre procédure de recouvrement, assez analogue de par sa simplicité et sa quasi-gratuité, à savoir celle de l'ordonnance conditionnelle de paiement, on est amené à constater que la procédure des saisies-arrêts spéciales fait intervenir dès le début de la procédure une tierce partie, à savoir l'employeur du débiteur ou du présumé débiteur, la partie tierce saisie.

En matière d'ordonnance conditionnelle de paiement, le présumé débiteur se voit notifier à titre personnel une ordonnance conditionnelle de paiement lui enjoignant de s'acquitter auprès de la partie créancière du montant réclamé, sinon de former contredit dans un délai de 15 jours à partir de la notification au greffe de la Justice de Paix territorialement compétente. Si le présumé débiteur estime ne pas redevoir le montant réclamé, s'il conteste la créance dans son quantum ou dans son principe, ou les deux à la fois, il dispose d'une voie de recours efficace qui interrompt la procédure entamée. Le seul moyen pour le créancier de prospérer dans son instance consiste à solliciter la convocation des parties à une audience. Il appartient dès lors au juge de décider sur le bien-fondé de la demande après avoir contradictoirement entendu les parties en leurs moyens et explications. Le même droit de solliciter la convocation est d'ailleurs accordé au débiteur. Si le juge estime la demande fondée, il émettra un titre judiciaire, susceptible d'appel si le montant de la condamnation dépasse le seuil non appelable. Il appartiendra à la partie créancière de faire opposer ce titre soit au débiteur lui-même, soit à une tierce partie quelconque ou à l'employeur du débiteur aux fins de saisie-arrêt spéciale sur salaire.

En matière de saisie-arrêt spéciale sur salaire, la procédure est différente alors que l'ordonnance de procéder à des retenues sur le salaire du salarié, qui n'est toujours qu'une ordonnance conditionnelle, est dès le début notifiée à la partie tierce saisie. Dès la réception de cette ordonnance, ce dernier est tenu de déposer une déclaration affirmative au greffe et d'opérer les retenues légales.

L'expérience a clairement montré que bon nombre d'employeurs et surtout ceux qui n'emploient que très peu de personnel, considèrent la notification d'une saisie comme preuve d'une faute plus ou moins grave de leur employé. Bien que toute action visant la résiliation du contrat de travail suite à la notification d'une saisie-arrêt spéciale sur salaire ou toute autre action répressive interne soit formellement interdite par le Code du Travail, il n'en reste pas moins que la relation de confiance entre l'employeur et son salarié est souvent sérieusement compromise. Il est à noter que la notification d'un acte de cession produit souvent des effets similaires, même s'il ne s'agit pas d'un acte émanant des autorités judiciaires. Comme la cession est cependant un acte volontaire du débiteur, il n'appartient pas au législateur d'en délimiter les conséquences en ce qui concerne ses possibles répercussions sur les relations de travail.

* * *

Considérant dès lors que des modifications à la législation régissant les saisies-arrêts spéciales sur salaire s'imposent afin de garantir un traitement plus équitable et plus proportionné à la situation familiale du débiteur;

considérant que la distinction entre salariés issus du secteur public et salariés du secteur privé est dénuée de tout fondement;

considérant que les retenues actuellement applicables en matière de pension alimentaire, si elles se trouvent combinées à d'autres saisies-arrêts spéciales sur salaire et/ou à une cession, exposent le débiteur saisi à une situation financière hautement précaire;

considérant que la législation interdisant toute saisie ou cession sur le revenu minimum garanti pénalise fortement le travailleur à revenu modeste par rapport au bénéficiaire du revenu minimum garanti;

considérant que les règles de procédure actuelles en matière de saisies-arrêts spéciales sur salaire ou de cessions sont susceptibles, dans certaines circonstances, de porter préjudice à la relation de travail du débiteur saisi.

Le Médiateur recommande au Gouvernement de revoir:

1. la loi modifiée du 11 novembre 1970 sur les cessions et saisies des rémunérations de travail ainsi que des pensions ou rentes et

2. la loi du 26 juillet 1980 concernant l'avance et le recouvrement de pensions alimentaires par le Fonds national de Solidarité, notamment afin

de prendre les dispositions nécessaires à ce que le revenu restant à un débiteur salarié frappé d'une ou de plusieurs saisies et/ou d'une cession ne pourra en aucun cas être inférieur à celui auquel peut prétendre un débiteur bénéficiaire du RMG suivant sa situation familiale;

d'abolir la fixation différente des retenues à opérer en cas d'une cession qui trouve son origine dans un contrat de prêt ou d'épargne signé à des fins de financement d'une acquisition immobilière selon que le cédant est issu du secteur public ou non;

de modifier les dispositions légales pertinentes relatives aux modalités de retenue du terme courant des obligations alimentaires en garantissant au débiteur saisi un revenu minimal insaisissable lui permettant de disposer de moyens de subsistance personnels suffisants qui ne sauraient être inférieurs au revenu minimum garanti;

d'adapter la législation concernant le RMG dans le sens que l'avance d'une pension alimentaire par le Fonds national de Solidarité soit également envisageable dans l'hypothèse d'un divorce par consentement mutuel;

d'encourager dans la même optique le Ministère public à faire plus systématiquement usage des prérogatives qui lui sont accordées en vertu des articles 391 bis et 391 ter du Code pénal;

de modifier les règles de procédure dans le sens de l'introduction d'une ordonnance conditionnelle de saisie-arrêt spéciale sur salaire contre laquelle le débiteur saisi pourrait former contredit dans un délai imparti avant toute notification à l'employeur; en cas de contestation de la créance par le débiteur, l'employeur n'obtiendrait connaissance de la saisie qu'en cas de jugement de validation pris après débat contradictoire, sans préjudice du droit du débiteur de former à tout moment opposition contre une saisie-arrêt spéciale sur salaire.

Réponse:

Le Médiateur espère que, suite à sa recommandation, le projet de loi n°4955 déposé à la Chambre des Députés le 16 mai 2002 et les règlements grand-ducaux afférents visant une refonte majeure de la législation sur les saisies-arrêts spéciales sur salaire et les cessions seront remis à l'ordre du jour de la Chambre des Députés.

Le Médiateur se félicite de ce que ce projet se recoupe largement avec ses recommandations, notamment en ce qui concerne la prise en compte de la situation familiale du débiteur, l'abolition d'un traitement différent suivant que le débiteur relève du régime public ou du secteur privé, la limitation des effets du principe de cumul des saisies et cessions ainsi qu'en ce qui concerne la modification des taux applicables aux tranches saisissables et cessibles.

Le Médiateur tient cependant à soulever la question si ce projet de loi qui autorise dans une mesure certes réduite la saisie ou la cession du Revenu Minimum Garanti ne va pas à l'encontre du principe que ce revenu devrait constituer le minimum que l'État garantit, sous certaines conditions, à chaque résidant afin qu'il puisse subvenir à ses besoins les plus élémentaires et participer d'une manière minimale aux actes de la vie sociale.

Le Médiateur se félicite également du fait que le projet de loi n°5155 portant réforme du divorce et déposé en date du 20 mai 2003 se propose de modifier l'article 230 du Code civil en ce qui concerne la convention de divorce. Par l'homologation du tribunal, toutes les mesures contenues dans une telle convention, donc également celles relatives au secours alimentaire, seront exécutoires et ce au même titre que la décision ayant prononcé le divorce. Par conséquent le paiement d'une avance de pension alimentaire par le Fonds national de Solidarité pourrait désormais se faire sans aucun problème, ainsi qu'il a été proposé par le Médiateur.

Le Médiateur salue la remise à l'ordre du jour de la Chambre des Députés du projet de loi n°4955.

Par un courrier du 25 août 2008, le Ministre de la Justice informe le Médiateur que la Commission juridique de la Chambre des Députés se penche actuellement sur ledit projet de loi.

En effet d'après les informations qui lui ont été transmises par le Ministre de la Justice, la Commission juridique de la Chambre des Députés a déjà entamé l'instruction dudit projet de loi alors même qu'il n'a pas encore été avisé par le Conseil d'État.

Le Médiateur espère que sur la base de l'avis émis par le Conseil d'État en date du 23 février 2010, la Chambre des Députés pourra finaliser dans les meilleurs délais l'instruction du projet de loi n°4955.

Suite à nouvelle interpellation du Médiateur le Ministre de la Justice l'a informé en date du 5 septembre 2011 que suite à l'avis du Conseil d'État du 23 février 2010 des amendements au projet de loi n°4955 seraient en cours d'élaboration.

Recommandation n°35 relative à la discrimination des enfants naturels par rapport aux enfants légitimes de la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la Caisse nationale des Prestations familiales

Le Médiateur, a été saisi par un certain nombre de personnes qui se sont plaintes d'une discrimination des enfants naturels par rapport aux enfants légitimes de la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la Caisse nationale des Prestations familiales;

considérant que les parents qui habitent et travaillent au Luxembourg, et dont les enfants naturels ne sont pas élevés dans leur ménage, mais à l'étranger, doivent rapporter la preuve qu'ils sont à leur charge principale;

que par contre, les parents se trouvant dans la même situation mais ayant des enfants légitimes ne sont pas obligés de rapporter la preuve de la charge principale;

considérant qu'en effet, l'article 1er de la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la Caisse nationale des Prestations familiales prévoit que:

«A droit aux allocations familiales dans les conditions prévues par la présente loi,

pour lui-même, tout enfant résidant effectivement et d'une façon continue au Luxembourg et y ayant son domicile légal;

pour les membres de sa famille, conformément à l'instrument international applicable, toute personne soumise à la législation luxembourgeoise et relevant du champ d'application des règlements communautaires ou d'un autre instrument bi- ou multilatéral conclu par le Luxembourg en matière de sécurité sociale et prévoyant le paiement des allocations familiales suivant la législation du pays d'emploi. Est considéré comme membre de la famille d'une personne au sens de la présente loi l'enfant appartenant au groupe familial de cette personne, tel que défini à l'article 2. Les membres de la famille visés par le présent texte doivent résider dans un pays visé par les règlements ou instruments en question.»;

que l'article 2 de la même loi prévoit que:

«(2) Sont considérés comme appartenant à un même groupe familial au sens de la présente loi, pour autant qu'ils remplissent les conditions d'octroi des allocations familiales, tous les enfants légitimes ou légitimés issus des mêmes conjoints, ainsi que les enfants adoptés par les mêmes conjoints en vertu d'une adoption plénière.

(3) Sont assimilés aux enfants légitimes d'une personne, aussi longtemps qu'ils sont légalement déclarés et élevés dans son ménage et qu'ils remplissent les conditions visées à l'alinéa précédent:

a) les enfants adoptés en vertu d'une adoption simple;

b) ses enfants naturels qu'elle a reconnus;

c) les enfants du conjoint ou du partenaire au sens de l'article 2 de la loi du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats (L. 09.07.2004);

d) ses petits-enfants, lorsqu'ils sont orphelins ou que les parents ou celui d'entre eux qui en a la garde effective sont incapables au sens de la loi.»;

considérant qu'ainsi les enfants visés à l'alinéa 3 précité ne sont pas à considérer comme membre de la famille au sens de la loi modifiée du 19 juin 1985 lorsqu'ils ne sont pas élevés dans le ménage du travailleur;

considérant qu'il résulte de ce qui précède que le parent dont l'enfant naturel n'est pas élevé dans son ménage n'ouvre pas droit aux allocations familiales;

que le travailleur dont l'enfant légitime n'est pas élevé dans son ménage mais à l'étranger ouvre cependant droit aux allocations familiales;

considérant que conformément à l'article 73 du règlement (CEE) n°1408/71, «le travailleur salarié ou non salarié soumis à la législation d'un État membre a droit, pour les membres de sa famille qui résident sur le territoire d'un autre État membre, aux prestations familiales prévues par la législation du premier État, comme s'ils résidaient sur le territoire de celui-ci»;

qu'en vertu de l'article 1er f) i) du même règlement, la qualité de membre de la famille est définie par la législation au titre de laquelle les prestations sont servies. Par conséquent pour les enfants du travailleur occupé au Luxembourg la qualité de membre de la famille de ce dernier doit être remplie conformément à la législation luxembourgeoise (articles 1er et 2 combinés précités);

considérant que pour permettre néanmoins le paiement des allocations familiales en faveur des enfants naturels qui ne résident pas dans le ménage du travailleur mais à l'étranger, la Caisse nationale des Prestations familiales fait application de l'article 1er f) i) du règlement (CEE) n°1408/71 qui prévoit que:

«Le terme «membre de la famille» désigne toute personne définie ou admise comme membre de la famille ou désignée comme membre du ménage par la législation au titre de laquelle les prestations sont servies ou, dans les cas visés à l'article 22 paragraphe 1 point a) et à l'article 31, par la législation de l'État membre sur le territoire duquel elle réside; toutefois, si ces législations ne considèrent comme membre de la famille ou du ménage qu'une personne vivant sous le toit du travailleur salarié ou non salarié ou de l'étudiant, cette condition est réputée remplie lorsque la personne en cause est principalement à la charge de ce dernier.»

qu'en vertu de cet article, même si l'enfant n'habite pas dans le ménage du parent, il est considéré comme membre de la famille si le parent rapporte la preuve de la charge principale;

considérant que suivant une circulaire de Madame la Ministre de la Famille, la preuve de la charge principale est rapportée si le travailleur, qui ne touche que le salaire social minimum, verse régulièrement et mensuellement 150 euros par enfant à titre de contribution alimentaire, et 200 euros dans les autres cas. Des versements réguliers sur une période continue de six mois au minimum doivent être prouvés;

considérant que l'article 2 de la loi modifiée du 19 juin 1985 consacre une discrimination, contraire à l'article 14 de la Convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des Libertés fondamentales relatif à l'interdiction de discrimination, combiné avec l'article 8 de la Convention relatif au droit au respect de la vie privée et familiale;

considérant que le comité-directeur de la Caisse nationale des Prestations familiales a déjà proposé une modification de l'article 2 de la loi précitée dans son avis sur le projet de loi relatif aux effets légaux de certains partenariats, en suggérant de lier le groupe familial dans tous les cas de figure à une condition de ménage commun, et d'introduire dans la loi nationale la condition de la charge principale déjà ancrée dans le droit communautaire;

qu'au vu de ce qui précède et afin que les enfants légitimes et les enfants visés à l'alinéa 3 de l'article 2 de la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la Caisse nationale des Prestations familiales soient traités de manière égale, une modification de cette loi s'impose;

recommande au Ministre de la Famille et de l'Intégration de réexaminer les dispositions afférentes de la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la Caisse nationale des Prestations familiales.

Réponse:

En date du 11 mai 2010 Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration a informé le Médiateur que ses services seraient en train de préparer un projet de loi réformant globalement les allocations familiales.

Dans le cadre de cette réforme il serait prévu d'introduire le principe de l'égalité des enfants. Ce projet aurait été retardé afin de pouvoir tenir compte des propositions gouvernementales actuellement en discussion.

Par lettre du 22 août 2011 la Ministre a assuré au Médiateur que sa recommandation sera suivie dans les meilleurs délais.

Recommandation n°36 relative au coût et à la simplification des procédures de recouvrement de créances par voie d'huissier de justice

Le Médiateur a été saisi depuis son entrée en fonctions par un nombre non négligeable de citoyens exposés à des procédures de recouvrement par voie d'huissier de justice.

Indépendamment de toute question de fond, la presque totalité des débiteurs se sont plaints des coûts de la procédure et surtout des coûts liés au recouvrement forcé de petites créances.

En effet, pour des créances ne dépassant pas 100 ou 200 €, il n'est pas rare de constater que les frais d'un recouvrement forcé se chiffrent jusqu'au sextuple de la créance principale.

Or, il ne peut être dans l'intérêt d'une justice bien comprise d'exposer des débiteurs, qui se trouvent souvent dans des situations très précaires, à des frais pouvant s'élever à plusieurs centaines d'euros pour s'acquitter d'une dette dont le principal n'excède pas 50 euros.

Après avoir procédé à une analyse approfondie de la matière, plusieurs mesures seraient à envisager afin de réduire le coût des procédures de recouvrement forcé.

1. La défiscalisation intégrale de la procédure de recouvrement pour toute créance inférieure à 1.250 euros

Il est proposé d'abolir la TVA, les droits de timbre et les droits d'enregistrement (exemption de droit d'enregistrement) grevant les actes de procédure dans des affaires dont l'enjeu financier ne dépasse pas le montant de 1.250 €. Cette mesure contribuerait largement à assurer une proportionnalité plus raisonnable entre le coût d'un recouvrement forcé et le montant de la créance.

2. Le droit fixe

Il serait utile, toujours dans l'intérêt d'une proportion raisonnable entre le coût d'une procédure de recouvrement et le montant d'une créance, d'établir une proportionnalité entre le droit à percevoir et le montant à recouvrer. Cette pratique existe d'ores et déjà en Belgique où elle a fait ses preuves.

3. L'accès aux bases de données informatiques de l'État et du CCSS

L'impossibilité pour l'huissier d'accéder directement à certaines banques de données entraîne souvent des coûts supplémentaires alors que les huissiers sont obligés à procéder à la recherche de certaines données concernant les débiteurs, leurs employeurs ou organismes débiteurs à leur égard d'une pension, d'une prestation sociale ou d'une rente à l'égard, auprès des administrations ou établissements publics compétents.

Si les huissiers de justice obtenaient un accès informatique à certaines banques de données, les recherches d'adresses auprès des Communes ainsi que celles effectuées à l'heure actuelle sur base d'injonctions délivrées par les Justices de Paix sur base de l'article 11 de la loi modifiée du 11 novembre 1970 sur les cessions et saisies des rémunérations de travail ainsi que les pensions et rentes pourraient être directement effectuées par l'huissier, comme c'est notamment le cas en Belgique. Les banques de données principalement concernées seraient celle du CCSS afin de pouvoir déterminer les qualités d'un éventuel employeur ou d'un éventuel organisme débiteur d'une pension, d'une prestation sociale ou d'une rente, celle tenue auprès du Ministère des Transports afin de pouvoir vérifier si un éventuel débiteur dispose d'une voiture et celle existant auprès de l'Administration du Cadastre et de la Topographie afin de pouvoir déterminer si un débiteur dispose d'un bien immobilier. Il est évident que ces accès devraient être paramétrés de manière à ne divulguer que les informations strictement nécessaires à l'exercice du ministère.

4. Les frais de route

Afin de garantir un maximum de transparence en matière de mise en compte de frais de route, il serait indiqué d'avoir recours à un système forfaitaire qui tiendrait compte de la distance moyenne entre le siège de l'huissier et l'endroit auquel un acte est à poser. Ce modèle a fait ses preuves en Belgique. À son image, on pourrait prévoir pour le Grand-Duché entre 3 et 6 tarifs.

5. Le principe de l'unicité des actes posés par l'huissier de justice

Si les bases légales et réglementaires actuellement en vigueur énumèrent et précisent les différents actes qu'un huissier de justice est habilité à poser, elles n'en déterminent cependant pas le nombre.

En principe un huissier de justice ne devrait pas poser pour la deuxième fois le même acte, sauf dans des cas exceptionnels dûment justifiés dans l'acte même et dont la justification serait ainsi portée à la connaissance du justiciable.

Il appartient aux autorités judiciaires de contrôle de se prononcer en cas de contestation sur la nécessité de la pluralité d'actes.

6. La procédure de validation des saisies-arrêts spéciales sur salaire

Les textes actuellement en vigueur prévoient une procédure de validation d'une saisie-arrêt spéciale sur salaire, sur demande de la partie la plus diligente ou sur opposition du débiteur même dans les cas où la partie saisissante peut se prévaloir d'un titre exécutoire.

S'il est vrai que les droits de la défense méritent une protection toute particulière, on peut néanmoins s'interroger sur la justification d'une pareille procédure si les procédures applicables ont été observées.

Dans l'intérêt d'une plus grande rapidité des procédures de recouvrement par le biais de saisies-arrêts spéciales sur salaires, mais également dans l'intérêt d'un désencombrement certain des audiences des justices de paix directement concernées, il serait utile de restreindre l'accès à la procédure de validation, en cas d'existence d'un titre exécutoire aux seules contestations de la procédure, à faire valoir par la partie débitrice ou la partie tierce saisie dans un délai relativement court.

7. Les sommations

Les sommations adressées par huissier au débiteur sont en principe à charge du créancier, sauf si les conditions générales d'un contrat prévoient cette procédure par voie d'huissier de justice pour faire courir les intérêts à charge

du débiteur. En ce cas, les frais de l'acte de sommation devraient être fixés par le législateur.

8. Le système du Tiers payant automatique en matière d'honoraires médicaux impayés

Dans l'intérêt d'un désencombrement majeur des Justices de Paix, mais également en vue d'abolir des coûts de procédure générés par la mise en intervention d'huissiers de justice par le corps médical, il serait important de modifier les termes du Titre XI, art 67 de la Convention modifiée du 13 décembre 1993 entre l'UCM et l'AMMD conclue en exécution de l'article 61 et du CAS - Convention pour médecins.

En effet, l'obligation imposée par ce texte au médecin et au médecin-dentiste de soumettre un titre exécutoire ou un document judiciaire attestant du fait que le débiteur est sans domicile ou résidence connu à l'UCM afin d'obtenir par la voie du Tiers payant paiement des mémoires non honorés par les patients n'a pas seulement fait augmenter d'une façon spectaculaire le nombre d'ordonnances de paiement causant ainsi un encombrement majeur des greffes concernés, mais elle a également généré un surcoût en matière de recouvrement alors que certains médecins font appel à des huissiers de justice pour traiter ces dossiers. Il est évident que les frais générés par l'intervention de l'huissier de justice seront imputés au débiteur. Ceci est particulièrement délicat en matière d'honoraires médicaux qui généralement ne portent que sur des sommes modiques et où la moindre intervention d'un huissier de justice fait de suite augmenter le coût total de l'opération de recouvrement à un multiple de la créance principale.

Il serait donc logique de procéder à la réintroduction de l'ancien système qui laissait au médecin concerné le libre choix, soit de faire parvenir son mémoire non honoré à l'UCM pour obtenir paiement de la part du tiers-payant, soit d'entamer la voie judiciaire.

9. Regrouper les textes législatifs et réglementaires concernant les huissiers de justice

Dans un souci de transparence et de clarté, il serait utile de codifier tous les textes législatifs et réglementaires concernant les huissiers de justice et de les compléter par des dispositions régissant la déontologie de la profession de l'huissier de justice.

Y devrait figurer notamment une obligation d'information dans le chef des huissiers de justice, qui, afin d'amener le débiteur à s'acquitter de ses dettes sans autres frais supplémentaires, devraient être obligés d'informer les justiciables lors de l'exécution de tout acte du coût de la procédure entamée, du coût global des actes à venir, du déroulement précis de la procédure ainsi que des moyens de défense à leur disposition.

Un tel code aurait l'avantage de faciliter l'accès à toutes les dispositions légales et réglementaires en la matière, tant aux créanciers qu'aux débiteurs et de leur faire connaître au mieux leurs droits et obligations.

10. Réflexions sur l'évolution de la profession de l'huissier de justice à moyen et à long terme

S'il est indéniable que l'huissier de justice joue un rôle important dans le domaine de la justice et qu'il ne saurait se voir substituer, du moins dans certaines de ses fonctions, par d'autres auxiliaires de la justice, il faudrait néanmoins se poser la question sur les coûts des procédures.

De par la loi, les justiciables sont obligés, dans certaines procédures judiciaires notamment introductives d'instance et d'exécution, de recourir aux services d'un huissier de justice.

Or, plus particulièrement en ce qui concerne l'intervention de l'huissier de justice en matière de recouvrement se pose la question des frais. Si l'huissier de justice peut procéder à un recouvrement d'une créance auprès d'un débiteur solvable, celui-ci doit également s'acquitter des frais engendrés par la procédure de recouvrement. Dans le cas du débiteur indigent par contre, ces frais seront mis à charge du demandeur qui ne se voit pas seulement spolié de son dû au principal, mais qui de surcroît doit supporter les frais de l'exécution.

Il est évident que le montant de ces frais est très largement tributaire de l'attitude du débiteur et que partant il risque d'être plus élevé si le recouvrement s'annonce difficile.

Or, depuis la mise en vigueur de la loi modifiée sur l'organisation judiciaire du 7 mars 1980, qui par l'article 186 a aboli le casuel des greffiers, le principe de la gratuité des services rendus par l'administration judiciaire est largement acquis.

Afin d'étendre ce principe également à la procédure introductive d'instance et à la procédure d'exécution de décisions judiciaires et plus généralement à toutes les procédures dans lesquelles des textes légaux et règlementaires prévoient obligatoirement l'intervention d'un huissier de justice, procédures qui dans nombre de cas génèrent des frais disproportionnés, il serait opportun de prévoir, à terme, la fonctionnarisation des huissiers de justice en tant qu'agents de l'administration judiciaire avec un cadre de personnel propre et correspondant à leur formation.

Une telle réforme, accompagnée d'une législation fiscale adaptée, permettrait au justiciable de faire l'économie des coûts de l'intervention de l'huissier de justice tout en mettant ces coûts à charge de l'État.

Réponse:

Dans sa prise de position du 25 mars 2009 le Ministre de la Justice a informé le Médiateur que sa recommandation comprend des pistes de réflexion intéressantes qui feront l'objet d'une analyse plus approfondie.

Interpellé par le Médiateur au sujet des suites réservées à cette recommandation le Ministre de la Justice a pris position en date du 5 septembre 2011 par rapport aux cinq propositions qui relèvent directement de la compétence du département de la Justice.

Le Médiateur se félicite de l'engagement pris par le Ministre de voir la procédure de validation des saisies arrêts spéciales sur salaire trouver une solution dans le cadre du projet de règlement grand-ducal annexé au projet de loi n°4955 sur les cessions et saisies.

Le Médiateur prend acte que sa proposition visant à introduire le système du tiers payant automatique a d'ores et déjà trouvé une solution dans le cadre de la loi du 17 décembre 2010 portant réforme du système de soins de santé.

La proposition de regrouper l'ensemble des textes législatifs et réglementaires concernant les huissiers de justice trouve l'appui du Ministre en ce sens que les lois spéciales éditées par le Ministère de la Justice seront complétées par une rubrique reprenant les textes en question, en particulier toutes les références au «règlement tarification».

De même il est envisagé d'élaborer un texte coordonné pour le «règlement tarification» à publier sur le site du Ministère de la Justice.

Le Médiateur se félicite encore de l'adhésion du Ministre à sa proposition de voir élaborer un code de déontologie même si en raison d'autres projets prioritaires ces travaux n'auraient pas encore pu être entamés.

Le Médiateur salue également l'intention du Ministre d'envisager une réforme de la profession de l'huissier.

À cet effet le Ministre entend procéder à une large concertation et consultation avec la profession concernée comme aussi avec les barreaux et les autorités judiciaires.

Quant aux autres propositions contenues dans la recommandation qui relèvent essentiellement de la compétence du Ministre des Finances et du Ministre de la Sécurité sociale, le Médiateur reste toujours dans l'attente d'une prise de position de la part des Ministres concernés.

Recommandation n°38 relative aux décisions susceptibles de recours dans le cadre de la procédure de reclassement de travailleurs incapables d'occuper leur dernier poste de travail

Considérant que le Médiateur a été saisi d'un certain nombre de réclamations concernant la procédure de reclassement par des personnes qui s'estimaient incapables d'occuper leur dernier poste de travail en raison de leur état de santé;

considérant que suivant l'article L.552-2. du Code du Travail, le Contrôle médical de la Sécurité sociale saisit, en accord avec l'intéressé, la Commission mixte de reclassement, désignée ci-après par «Commission mixte», lorsqu'il estime que la personne concernée est susceptible de présenter une incapacité pour exercer son dernier poste de travail;

considérant qu'en vertu du même article du Code du Travail, si l'intéressé remplit les conditions prévues pour un reclassement interne ou externe, la commission mixte saisit le médecin du travail compétent en application du livre III, titre II concernant les services de santé au travail qui convoque et examine l'intéressé endéans les quinze jours;

considérant que si le médecin du travail estime que l'intéressé est capable d'exercer son dernier poste de travail ou régime de travail, il en informe par avis motivé le Contrôle médical de la Sécurité sociale et la Commission mixte;

considérant que dans ce cas l'article L.552-2. du Code du Travail n'oblige pas la Commission mixte à prendre une décision susceptible de recours rejetant la demande de reclassement de l'intéressé;

considérant que si le médecin du travail compétent estime que l'intéressé est incapable d'exercer son dernier poste ou régime de travail, il retourne le dossier à la Commission mixte, qui décide le reclassement interne ou externe de l'intéressé;

considérant que l'article L.326-6. du Code du Travail prévoit que si un travailleur reprend son activité après une absence ininterrompue de plus de six semaines pour cause de maladie ou d'accidents de travail, l'employeur est tenu d'en avertir le médecin du travail. Le médecin peut soumettre le travailleur à un examen médical ayant pour but d'apprécier son aptitude à reprendre son ancien emploi ou de déterminer l'opportunité d'une mutation, d'une réadaptation ou d'une adaptation du poste de travail;

que suite à une décision de reclassement interne et dans le cadre de l'examen médical prévu à l'article L.326-6. du Code du Travail, le médecin du travail peut arriver à la conclusion que le nouveau poste ou régime de travail est adapté aux capacités résiduelles de travail de la personne concernée telles qu'elles ont été retenues dans son avis médical établi lors de la procédure de reclassement;

que la personne concernée peut ne pas partager cet avis;

considérant que tous ces litiges ont trait à des contestations de droit civil.

Le Médiateur recommande au Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration de proposer une modification des articles L.552-2 et L.326-6. du Code du Travail et de prévoir qu'une décision susceptible de recours soit transmise à l'intéressé lorsque:

1) la Commission mixte ne donne pas suite à une demande de reclassement au motif que, suivant l'avis du médecin du travail, la personne concernée est capable d'occuper son dernier poste de travail;

2) en vertu de l'article L.326-6. du Code du Travail, suite à une décision de reclassement interne, le médecin du travail opine que le nouveau poste ou régime de travail est adapté aux capacités résiduelles de travail de la personne concernée.

Réponse:

Dans sa réponse du 15 mars 2010 le Ministre du Travail et de l'Emploi tout en reconnaissant l'utilité d'un droit de recours tel que recommandé par le Médiateur, estime que la Commission mixte ne serait pas l'organe approprié pour prendre une décision susceptible de recours.

Tout en étant pas convaincu par cette prise de position le Médiateur prend acte que le Ministre a continué sa recommandation au Ministre de la Santé en lui demandant d'envisager la possibilité d'un droit de réexamen auprès du médecin chef de division de la santé au travail dont la décision serait susceptible de recours.

À ce jour le Médiateur reste toujours en attente d'une prise de position de la part du Ministre de la Santé.

Le Médiateur prend acte du courrier qui lui a été adressé par le Ministre de la Sécurité sociale en date du 20 septembre 2011.

Les arguments avancés par le Ministre pour s'opposer à la transposition de cette recommandation échappent à la compréhension du Médiateur.

En vertu de l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'Homme, toute personne a le droit de voir trancher des contestations sur ses droits de caractère civil par un tribunal indépendant et impartial.

Il est inadmissible que dans un État de droit un membre du gouvernement refuse de prendre les dispositions requises pour mettre la législation interne en conformité avec le niveau de protection minimum en matière des droits de l'Homme.

Recommandation n°41 relative à la saisine de la Commission mixte de reclassement en présence d'avis médicaux contradictoires

Le Médiateur considérant qu'il est régulièrement saisi de réclamations concernant la procédure de reclassement;

considérant que dans nombre de cas dont il a été saisi, le Contrôle médical de la Sécurité sociale a estimé que les personnes concernées ne présentaient pas une incapacité de travail pour leur dernier poste de travail;

considérant qu'en vertu de L.552-2. du Code du Travail, dès lors que le Contrôle médical de la Sécurité sociale estime qu'un assuré ne présente pas une incapacité pour exercer son dernier poste de travail et qu'il s'abstient par conséquent de saisir la Commission mixte d'une demande de reclassement, il est mis fin à la procédure sans que la personne concernée ait la possibilité de contester la position prise par le Contrôle médical de la Sécurité sociale;

considérant cependant que dans un certain nombre de cas soumis au Médiateur, le médecin du travail dans le cadre de la procédure de l'article L.326-6. du Code du Travail est, en accord avec le médecin traitant, arrivé à la conclusion que les personnes concernées n'étaient pas capable d'exercer leur dernier poste ou régime de travail;

considérant qu'aucune saisine directe de la Commission mixte par le médecin du travail n'est prévue par le Code du Travail;

recommande au Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration de proposer l'insertion d'une nouvelle disposition dans le Code du Travail prévoyant que dans le cas où le médecin-conseil de l'Administration du Contrôle médical de la Sécurité sociale estime qu'un assuré social ne présente pas une incapacité pour son dernier poste de travail alors qu'au contraire le médecin traitant et le médecin du travail arrivent tous les deux à la conclusion que la personne concernée est inapte pour exercer son dernier poste ou régime de travail, la Commission mixte sera saisie par l'Administration du Contrôle médical de la Sécurité sociale sur demande lui adressée par le médecin du travail.

Réponse

Nonobstant d'itératifs rappels dont le dernier date du 29 août 2011, le Médiateur reste toujours dans l'attente d'une prise de position du Ministre du Travail et de l'Emploi.

Recommandation n°42 relative
1. à la mise en place d'une structure d'écoute, d'information et de médiation;
2. à l'indemnisation des dommages résultant de soins de santé

1. Mise en place d'une structure d'écoute, d'information et de médiation indépendante en matière de santé et de sécurité des soins

Le Médiateur est régulièrement saisi par des demandes d'information, voire par des doléances émanant de patients qui s'estiment lésés à la suite de traitements ou d'interventions de nature médicale dispensés, en ce qui concerne la plupart des saisines, en milieu hospitalier ou parahospitalier.

Dans une très grande majorité des cas, après une première analyse, ces saisines semblent avoir pour origine, un manque de communication et de dialogue entre le professionnel de santé et le patient.

Le Médiateur se doit de constater que très souvent les citoyens qui font appel à ses services en pareil cas ne souffrent pas en premier lieu d'un grave dommage, corporel ou moral, qui serait survenu à la suite d'un acte médical ou de soins. Force est de constater que la grande majorité des citoyens qui font appel au Médiateur en cette matière font plutôt état, après une intervention médicale plus ou moins invasive, d'un sentiment d'insécurité quant à leur état de santé et son évolution ainsi que de questionnements quant à la nature et l'évolution de leurs pathologies respectives et surtout quant à l'impact de cette évolution sur leur vie familiale, professionnelle et sociale. Souvent ces citoyens qui ont subi une thérapie médicale ou une intervention chirurgicale se plaignent de n'avoir reçu que des informations très sommaires quant à leur maladie ou quant aux changements à apporter au mode de vie que leur maladie spécifique impose ou rend du moins indiqués.

Le Médiateur s'est également vu confronter à certains dossiers dont l'instruction l'amène à ne pas exclure l'engagement d'une éventuelle responsabilité civile, et dans quelques très rares cas, également d'une éventuelle responsabilité pénale d'un professionnel du domaine de la santé.

Il n'est certainement pas question de mettre en cause le sens du devoir et de l'éthique professionnelle d'une écrasante majorité des médecins ou des autres professionnels de santé dont la préoccupation première est de dispenser des services médicaux et paramédicaux de qualité.

Cependant, et au vu de l'expérience faite en France après la mise en place d'un pôle santé et sécurité des soins, il serait utile et nécessaire que le Grand-Duché de Luxembourg se dote également d'un instrument destiné à renforcer les efforts déjà déployés par les autorités publiques compétentes et les différents acteurs du domaine de la santé en matière d'intensifica-

tion du contrôle de la qualité et de la sécurité des soins ainsi que de la garantie d'un maximum de transparence.

De par l'obligation de moyens qui leur incombe, les professionnels de la santé ont le devoir de garantir aux patients des soins sécurisés. Il s'agit-là d'une exigence légitime. La sécurité du soin est la mission première des professionnels de santé. Il faut donc s'assurer que tous les moyens soient mis en œuvre pour éviter la survenance d'évènements indésirables liés aux soins médicaux.

Si l'on admet l'hypothèse, tout à fait justifi-able, que les évènements indésirables dans le domaine des soins médicaux et paramédicaux ne sont pas moins fréquents, toutes proportions gardées, au Grand-Duché de Luxembourg que dans les pays limitrophes, il serait à cet égard indiqué d'envisager la création d'un mécanisme appelé notamment à s'assurer du respect des meilleures pratiques en matière de la qualité et de la sécurité des soins médicaux et paramédicaux, à favoriser le dialogue et à garantir un maximum de transparence dans les relations entre les différents intervenants du domaine de la santé et le patient et à fournir à toute personne les informations sollicitées sur les droits qu'elle peut faire valoir en tant que patient.

Dans un monde qui affiche une tendance accrue à la judiciarisation avec une médecine de plus en plus sophistiquée où à tort ou à raison les professionnels de santé se sentent de plus en plus critiqués et fragilisés dans leur exercice et où les usagers aspirent légitimement à être dûment écoutés et informés, il semble utile de confier la triple mission décrite plus haut à une structure d'écoute, d'information et de médiation, capable de favoriser et de soutenir davantage au sein du monde de la santé une démarche de dialogue et de transparence.

Il est important de souligner qu'une telle structure, équidistante entre le patient et le professionnel ou l'établissement de santé, serait notamment appelée à renouer le dialogue rompu entre le professionnel de santé et le patient, à rapprocher les parties dans un esprit d'ouverture et de compréhension mutuelle afin de trouver une issue donnant satisfaction à toutes les parties impliquées.

Une telle structure investie d'une indépendance totale tant à l'égard du monde de la santé et des institutions publiques qu'à l'égard des patients devrait également contribuer à diminuer les contentieux médicaux dont les tribunaux sont saisis et qui demandent tant de la part du patient que du professionnel de santé concerné un investissement financier considérable dans des procédures souvent longues avec une issue peu prévisible.

La structure d'écoute, d'information et de médiation à créer serait évidemment également à la disposition de tout professionnel de santé qui se voit confronté à un événement indésirable ou à un quelconque autre problème dans l'exercice de sa profession.

Dans cet ordre d'idées, il est évident que la médiation ne fonctionnera utilement qu'à condition que la partie mise en cause ne pourra s'y soustraire.

Afin de remplir pleinement l'objectif d'un meilleur dialogue et d'un maximum de transparence, cette structure ne devrait cependant fonctionner qu'à titre subsidiaire et donc en deuxième ligne.

Il serait dans cette logique nécessaire que chaque établissement de santé, voire

chaque profession de santé se dote d'une structure d'écoute, d'information et de médiation interne dont la composition devrait garantir un maximum de neutralité. Il appartiendrait au patient de saisir d'abord l'intervention des médiateurs locaux et seulement en cas d'échec celle du Médiateur national.

Dans l'exercice de sa fonction, le Médiateur obtiendra nécessairement connaissance d'un grand nombre d'évènements indésirables survenus dans le domaine médical ou paramédical.

Ces événements, dans la mesure où ils sont susceptibles d'avoir un impact réel ou présumé sur la santé publique pour autant qu'ils ne concernent pas des cas uniques et isolés, seront continués par le Médiateur national aux différents responsables de la santé afin d'en tenir compte, notamment dans le cadre de l'assurance de la qualité des prestations hospitalières prévue aux articles 21 et 23 du règlement grand-ducal du 13 mars 2009 établissant le plan hospitalier national et déterminant les missions et la composition minimale des structures d'évaluation et d'assurance qualité des prestations hospitalières et les modalités de coordination nationale de ces structures.

En conclusion, il est proposé de procéder à la création d'une structure d'écoute, d'information et de médiation locale et nationale dans le domaine de la santé, compétente pour informer et recevoir toutes les réclamations qui mettent en cause:

- Le non-respect des droits des patients
- La qualité du système de santé
- La sécurité des soins
- L'accès aux soins

La structure de médiation appelée à réaliser ces objectifs sera double. En première ligne, le patient ou le professionnel de santé devra saisir la structure de médiation locale fonctionnant au sein de son établissement. En cas d'échec de la médiation locale, le Médiateur national pourra être saisi par la partie la plus diligente.

Le secret médical ne pourra être opposé aux structures de médiation.

Le Médiateur national peut s'entourer, à charge de son budget, de tout avis d'expert ou de toute expertise contradictoire jugée utile dans le cadre de l'accomplissement de sa mission. Il ne transmettra aux parties que les conclusions finales de l'expert. Tout refus d'un patient ou d'un professionnel de la santé de se soumettre à une expertise ou de collaborer avec l'expert mettra fin à la médiation.

Le Médiateur rédigera un rapport final sur l'issue de la médiation.

La question de savoir s'il incombe de confier la mission d'écoute, d'information et de médiation nationale à un nouvel organe à créer ou de l'intégrer dans une structure d'ores et déjà existante relève essentiellement de l'opportunité politique.

Le Médiateur donne cependant à considérer que son périmètre de compétences inclut d'ores et déjà tous les établissements publics de santé.

Ainsi il serait pour le moins indiqué de réfléchir également sur la possibilité d'intégrer la structure proposée dans le périmètre d'action du Médiateur.

2. L'indemnisation des dommages résultant de soins de santé

En tant que remarque préliminaire, il est important de rappeler que le domaine de la santé n'échappe pas aux règles normales du droit civil, voire du droit pénal.

Il arrive cependant fréquemment qu'un patient subit un dommage suite à des soins de santé sans que la moindre faute professionnelle n'ait pu être constatée dans le chef des professionnels de santé concernés.

Deux cas de figure répondent plus particulièrement à cette situation: il s'agit premièrement des infections nosocomiales contractées alors même que tous les protocoles d'hygiène hospitalière ont été respectés et deuxièmement des dommages résultant d'aléas thérapeutiques. S'il est clair que chaque thérapie médicale comporte un risque, fût-il minime, il est tout aussi évident que les patients victimes de tels aléas peuvent être affectés par des dommages.

Tant les victimes d'infections nosocomiales provoquées sans qu'une faute soit imputable à un professionnel de santé que celles d'aléas thérapeutiques peuvent subir des dommages corporels ou moraux, voire les deux à la fois, qui compromettent sérieusement leur qualité de vie, leur avenir professionnel et familial et/ou alors leur situation financière.

S'il est acquis que toutes les victimes de maladies graves ou de dommages corporels ou moraux graves peuvent bénéficier des différentes aides ou mesures proposées par le système de sécurité sociale, tant en ce qui concerne la prise en charge d'un éventuel traitement, d'un appareillage prothétique, d'un agencement du domicile adapté à des besoins spécifiques, de différentes facilités concernant l'emploi comme le reclassement, qu'en ce qui concerne l'octroi d'une pension d'invalidité transitoire ou permanente, il n'en reste pas moins que ces patients subissent un préjudice moral et surtout financier certain qui, lorsqu'il survient à un âge relativement jeune, ou s'il concerne une personne qui as-sure seule le revenu de toute une famille, peut pousser les concernés jusqu'au bord de la précarité.

Se pose dès lors la question de la couverture par l'État de tout ou de partie des dommages résultant de tels évènements indésirables.

Cette question est étroitement liée à celle de savoir où devraient se situer les limites de l'intervention de l'État-providence.

Réponse:

Dans sa prise de position du 3 février 2010 le Ministre de la Santé a informé le Médiateur qu'il entendait finaliser au cours du premier semestre 2010 un avant-projet de loi portant sur la mise en place d'une structure de médiation dans le domaine des soins de santé.

En date du 14 avril 2011 le Ministre de la Santé a fait part au Médiateur d'un avant-projet de loi relatif aux droits et aux obligations du patient dont le chapitre 3 porte précisément sur la médiation dans le domaine de la santé.

Tout en se félicitant de l'initiative prise par le Ministre le Médiateur prend acte du caractère non obligatoire de la procédure de médiation tel que prévu à l'article 20 de l'avant-projet de loi.

Or, le Médiateur ne voit pas l'utilité d'une procédure de médiation qui laisserait à la partie mise en cause la possibilité de s'y soustraire.

La médiation servant essentiellement à renouer le dialogue rompu entre le professionnel de santé et le patient et à rapprocher les parties dans un esprit d'ouverture et de compréhension mutuelle, le rejet d'une médiation par le prestataire de soins n'aura d'autre effet que de renforcer la frustration ressentie par le patient et de l'inciter à engager une procédure judiciaire dont l'issue sera par ailleurs incertaine.

Le Médiateur note que suivant les dispositions de l'article 20 de l'avant-projet de loi: «dès lors qu'une plainte porte sur des soins de santé prestés en milieu hospitalier elle peut être adressée soit au service de médiation hospitalier de l'établissement hospitalier dans lequel a eu lieu la prestation, soit au service national de médiation dans le domaine de la santé. Lorsque l'un de ces services se trouve saisi d'une plainte, le second se dessaisit du dossier.»

Dans le respect du principe de subsidiarité et dans un souci de responsabilisation des parties en cause le Médiateur estime que toute plainte devrait en premier lieu être traitée au niveau le plus proche des parties concernées.

À cette fin il serait utile d'instituer une procédure de médiation non seulement au niveau de chaque établissement mais également au niveau de chaque profession.

Ce ne serait qu'en cas d'échec de la médiation locale que le médiateur national pourrait être saisi par la partie la plus diligente.

Recommandation n°43 relative à l'accès à la jurisprudence en matière de sécurité sociale

Considérant que le site des organismes de Sécurité sociale www.secu.lu contient une rubrique consacrée à la jurisprudence (base de données «OASIS») qui ne couvre cependant que partiellement les domaines de l'assurance accident, de l'assurance pension et de la procédure,

considérant par ailleurs que les publications écrites regroupant les jurisprudences importantes en la matière sont assez rares (Bulletins des Assurances sociales, Pasicrisie rouge),

considérant que l'accès à la jurisprudence en matière de Sécurité sociale au sens large (incluant l'Administration de l'Emploi, la Caisse nationale des Prestations familiales et la Commission mixte de reclassement) est indispensable pour la bonne compréhension des droits et des obligations par les citoyens et pour garantir l'égalité des armes entre les administrations et les justiciables,

considérant qu'à l'instar de la publication des jugements et arrêts des juridictions administratives dans le bulletin de jurisprudence administrative (Pasicrisie administrative) et sur leur site Internet, la publication systématique des décisions des juridictions sociales sur le site Internet de même que l'élaboration d'une Pasicrisie sociale seraient de mise.

Le Médiateur recommande au Ministre de la Sécurité sociale de prendre les dispositions requises pour assurer la publication des décisions des juridictions sociales à l'instar des décisions des juridictions administratives.

Réponse:

En date du 2 août 2011 le Ministre de la Sécurité sociale a informé le Médiateur qu'à l'heure actuelle seules trois institutions de la Sécurité sociale, à savoir l'Association d'Assurance contre les Accidents, le Centre commun de la Sécurité sociale et la Caisse nationale des Prestations sociales publient les jurisprudences relatives à leur compétence sur leurs sites respectifs.

Les services du Ministère de la Sécurité sociale auraient entre-temps contacté le Parquet général en vue de déterminer le ou les sites appropriés pour la publication des jurisprudences en matière de sécurité sociale.

En fait la question première à trancher serait celle de savoir si le Parquet général pourrait lui-même se charger de cette publication ou s'il serait préférable de voir les différentes institutions publier les jurisprudences respectives sur leur propre site.

Par ailleurs le Ministre s'engage à ce que lors de cette consultation soit également élucidé le principe de la publication d'une Pasicrisie sociale.

Le Médiateur se félicite de l'initiative prise par le Ministre en vue de répondre aux attentes légitimes des justiciables.

C. Nouvelles recommandations

Recommandation n°44 relative au délai de prescription extinctive de droit commun

Considérant que le Médiateur a été saisi par un certain nombre de réclamations émanant de citoyens qui se sont vu réclamer le remboursement d'un indu suite à la vérification de leurs dossiers après de longues années consécutives à l'octroi d'aides ou de prestations de l'État;

considérant que dans un cas particulier le service des aides au logement a mis 17 ans pour enjoindre à un couple marié de rembourser un montant de plus de 3.000 euros correspondant à un trop perçu de bonification d'intérêts;

considérant que suivant une jurisprudence constante des juridictions administratives la répétition de l'indu même de sommes payées à des termes périodiques ne revêt pas le caractère d'une créance périodique;

que dès lors que ce n'est pas la prescription quinquennale telle qu'énoncée à l'article 2277 du Code civil relatif aux créances périodiques qui est applicable mais la prescription trentenaire de droit commun prévue par l'article 2262 du Code civil;

considérant l'inadéquation manifeste entre la prescription trentenaire dont peuvent se prévaloir tous créanciers et en l'occurrence aussi l'État pour toutes les actions réelles et personnelles et les délais généralement très courts allant de six mois à deux ans au-delà desquels le citoyen n'est plus autorisé à demander une aide ou quelconque prestation de l'État à laquelle il a légalement droit;

considérant que la prescription pour être un des principes inhérents à tout système juridique moderne peut si elle est trop longue aller à l'encontre du principe de sécurité juridique;

considérant que selon la doctrine «le droit et la justice qui doit dire le droit ont en effet pour fonction essentielle la paix sociale, et, à cette fin, ils ne peuvent tolérer qu'une situation qui emporte des effets juridiques puisse demeurer indéfiniment ouverte et faire sans fin l'objet de discussions ou de litiges, à peine de mettre en péril la sécurité juridique, indispensable à la stabilité sociale[1]»;

considérant «que la sécurité des transactions juridiques s'accommode mal d'une prescription particulièrement longue et désormais d'autant moins nécessaire que les acteurs juridiques ont un accès plus aisé qu'auparavant aux informations qui leurs sont indispensables pour exercer valablement leurs droits[2]»;

considérant qu'en France le délai de prescription extinctive de droit commun a été réduit à cinq ans en matière contractuelle et à dix ans en matière extra-contractuelle et qu'en Allemagne le délai de prescription trentenaire a été réduit de trente à trois ans;

considérant que dans les textes plus modernes qui régissent la répétition de l'indu en matière administrative le délai de prescription est de cinq ans;

qu'ainsi conformément à l'article 85 du chapitre 4 du statut des fonctionnaires de la Communauté européenne, «la demande de répétition doit intervenir au plus tard au terme d'un délai de cinq ans commençant à courir à compter de la date à laquelle la somme a été versée».

Le Médiateur recommande au Ministre de la Justice de revoir le délai de la prescription extinctive de droit commun afin de la ramener à un délai plus raisonnable qui en tout état de cause ne devrait pas dépasser dix ans.

Réponse:

Le Médiateur reste toujours dans l'attente d'une réaction de la part du Ministre à sa lettre de réponse à une première prise de position du Ministre qui ne l'a guère convaincu.

---

[1] «Le droit, la justice et le temps qui passent» Nicole Cahen

2 «Pour un droit de la prescription moderne et cohérent» par Messieurs Jean-Jacques Hyest, Hugues Portelli et Richard Yung au nom de la Commission des lois et de la mission d'information de la Commission des lois

Recommandation n°45 relative à l'institution d'un organe de surveillance auprès des ordres professionnels et d'autres professions libérales

Depuis son entrée en fonction en mai 2004, le Médiateur est régulièrement saisi de réclamations émanant de citoyens qui expriment leur mécontentement sur la manière de voir traiter leurs plaintes par les instances des ordres professionnels ou d'autres professions libérales réglementées en charge de veiller au respect des règles déontologiques par les membres de la profession.

Il s'agit en l'occurrence notamment de réclamations émanant de citoyens insatisfaits du traitement de leurs plaintes adressées au Conseil de l'Ordre des avocats, à la Chambre des huissiers, à la Chambre des notaires ou encore au Collège médical.

Tout en n'ayant pas de compétence directe pour connaître de telles réclamations à l'encontre d'instances qui ne sont pas des instances publiques au sens de la loi du 22 août 2003 instituant un Médiateur, il est néanmoins légitime que le Médiateur s'interroge sur le fonctionnement des instances internes aux professions libérales qui par délégation de la puissance publique ont notamment pour mission de veiller à la réputation de la profession et de protéger les citoyens contre tous agissements de leurs membres qui seraient préjudiciables à l'honneur de la profession.

Il s'agit-là d'une préoccupation d'autant plus pertinente que de par la nature de leurs services et de leurs prestations ces professions libérales se situent dans un cadre proche de celui d'un service public.

Les expériences acquises au cours des sept dernières années amènent le Médiateur à conclure que nombre de citoyens à tort ou à raison n'arrivent pas à se défaire du sentiment que les instances de surveillance des différentes professions libérales ont plutôt le réflexe de défendre leurs membres contre toutes critiques ou contestations venant de l'extérieur que d'assurer la protection du public contre des agissements ou des comportements non conformes aux règles de la profession.

Dans une société marquée par une évolution ultrarapide des connaissances scientifiques, techniques et professionnelles dans laquelle les citoyens se sentent souvent dépassés et insécurisés par une législation de plus en plus envahissante, les experts membres de professions libérales assument une responsabilité d'autant plus grande à l'égard de leurs clients.

Aussi le pouvoir d'autorégulation, l'une des pierres angulaires d'un système qui pour certaines professions remonte au début du XIX^{e} siècle, ne saurait-il de nos jours puiser sa justification que dans la détermination de tout ordre professionnel de veiller scrupuleusement à l'observation des règles déontologiques de la profession et ainsi d'assurer pleinement les responsabilités qui lui incombent de par la loi.

Si les instances désignées de par la loi à engager des poursuites disciplinaires contre des membres de la profession ayant enfreint les règles déontologiques n'ont pas d'obligation légale de rendre des comptes aux plaignants, la responsabilité morale de motiver leur prise de position et d'informer les personnes concernées des suites réservées à leur plainte semble d'autant plus évidente que, sauf en cas de saisine par le Procureur général d'État ou par le Procureur d'État, il leur appartient à elles seules de juger de l'opportunité d'une poursuite devant le Conseil de discipline.

Interpellé par de nombreuses plaintes dont il a été saisi à l'encontre des instances appelées à veiller à la sauvegarde de l'honneur de la profession et sans vouloir aucunement mettre en cause l'intégrité et l'engagement des mandataires en charge de cette mission dans les différents ordres professionnels, le Médiateur estime qu'un fonctionnement interne des professions libérales à l'abri du moindre regard de l'extérieur n'est plus guère compatible avec les principes d'objectivité et de transparence qui sont à la base d'une conception évoluée de l'État de droit et de la démocratie.

Aussi le Médiateur est-il convaincu que la mise en place d'une instance de surveillance de l'État auprès des ordres professionnels et d'autres professions libérales serait de nature à renforcer la confiance du public dans le fonctionnement de ces professions et à corroborer la légitimité du pouvoir d'autorégulation dont elles sont investies.

Si à ce jour une telle instance n'a pas encore trouvé sa place dans les démocraties de l'Europe occidentale, l'idée n'est pas nouvelle dans la mesure où déjà en 1981 elle s'est trouvée inscrite dans le programme de François Mitterrand, candidat de la gauche aux élections du Président de la République française.

Ainsi le Médiateur ne voit pas d'argument qui serait de nature à empêcher le législateur luxembourgeois d'être pour une fois à la pointe du progrès démocratique en s'appropriant une idée dont la mise en œuvre pourrait servir d'exemple à d'autres États européens.

À cette fin, le Médiateur estime que le législateur serait bien conseillé de s'inspirer du système professionnel tel qu'il fonctionne au Québec, dans un État qui depuis des décennies est à l'avant-garde du processus démocratique et de la protection des droits du citoyen.

En 1973, l'État du Québec s'est doté d'un code des professions avec comme principale innovation l'institution d'un office des professions.

Il s'agit en l'occurrence d'un organisme gouvernemental dont la mission première consiste à surveiller le fonctionnement des ordres professionnels et notamment à veiller à ce que chaque ordre s'acquitte de son mandat de protection du public.

Cela étant, le Médiateur se rend parfaitement à l'évidence que vu la multiplicité des missions et des compétences dévolues à l'office des professions, le modèle québécois ne saurait être transposé tel quel dans le droit interne luxembourgeois.

Ainsi et au-delà de son rôle d'organisme-conseil auprès du gouvernement l'office des professions vérifie les mécanismes d'évaluation de la compétence et de l'éthique des professionnels ainsi que la situation financière des ordres professionnels. Il dispose également d'un pouvoir réglementaire et de pouvoirs d'enquête.

Dans le contexte de la présente recommandation le Médiateur propose de limiter la surveillance de l'État à l'évaluation qualitative du traitement par les instances compétentes des ordres professionnels et d'autres professions libérales des plaintes des citoyens relatives à des actes ou à des comportements de leurs membres.

Il s'agirait en l'occurrence d'un contrôle relatif au traitement approprié des dossiers suite à des réclamations adressées à l'organe chargé par l'État de protéger le public contre tous dysfonctionnements d'un ordre professionnel.

Ainsi en cas d'un traitement inapproprié par l'instance compétente d'une profession libérale d'une plainte lui adressée par un citoyen, l'organe de surveillance pourrait s'adresser à l'instance concernée pour demander un réexamen du dossier sans pour autant avoir le droit d'intervenir dans le fond de l'affaire.

L'organe de surveillance pourrait notamment enjoindre à l'instance concernée de transmettre au plaignant une réponse dûment motivée. Il veillerait à ce que le plaignant reçoive dans les meilleurs délais de plus amples explications sur les suites réservées à son dossier afin qu'il comprenne au mieux le sens de la position prise par l'instance compétente de l'ordre ou de la profession concernés.

L'organe de surveillance accuserait réception de toutes réclamations écrites dans les cinq jours tout en s'obligeant à y apporter dans toute la mesure du possible une réponse dans les quatre-vingt-dix jours.

L'organe de surveillance établirait autant de rapports annuels que de besoin sur la nature des plaintes dont il a été saisi à l'encontre des instances des ordres professionnels ou d'autres professions libérales. Ces rapports contiendraient, le cas échéant, des commentaires et des suggestions en vue d'une amélioration des relations que les ordres professionnels entretiennent avec les citoyens.

Chaque rapport serait adressé tant à l'ordre ou à la profession concernés qu'au Ministre de tutelle.

Quant à la détermination et à la composition de l'organe de surveillance auprès des ordres professionnels ou autres professions libérales, le Médiateur estime que pour des raisons liées à l'indépendance et à l'impartialité il serait indiqué de confier cette mission à un collège composé de trois conseillers à la Cour d'appel.

En conclusion le Médiateur recommande au Gouvernement de prévoir l'institution d'un collège composé de trois conseillers à la Cour d'appel en tant qu'organe indépendant de surveillance auprès des ordres professionnels et autres professions libérales avec pour mission

d'examiner le bien-fondé des réclamations individuelles dont il a été saisi à l'encontre des instances internes aux professions libérales;

de veiller à ce que les plaintes adressées aux instances concernées soient traitées avec toute la diligence et tous les soins requis;

d'enjoindre aux instances compétentes de réexaminer le dossier dès lors qu'il estime que la plainte d'un citoyen n'a pas fait l'objet d'un traitement approprié sans pour autant avoir le droit de s'immiscer dans le fond de l'instruction;

de s'assurer que les plaignants soient explicitement informés des suites réservées à leur dossier;

de présenter pour autant que de besoin aux ordres professionnels et autres professions libérales ainsi qu'aux Ministres de tutelle un rapport annuel sur la nature des plaintes dont il a été saisi assorti le cas échéant de commentaires et de suggestions en vue d'une amélioration des relations que ces professions entretiennent avec les citoyens.

Réponse:

En date du 5 septembre 2011 le Ministre de la Justice a informé le Médiateur que cette recommandation aurait été soumise aux autorités judiciaires, aux barreaux et à la Chambre des notaires et qu'à l'heure actuelle il ne disposerait pas encore de tous les avis.

Par ailleurs et comme il s'agit d'une recommandation qui s'adresse également à d'autres Ministres il serait envisagé de traiter la question au Conseil de gouvernement en vue d'une prise de position commune.

Dans une réaction écrite datée du 6 août 2011 la Ministre des Classes moyennes et du Tourisme a félicité le Médiateur de son «excellente initiative qui répond malheureusement à un besoin réel pour encadrer certaines professions libérales».

- L'actualité parlementaire sur **www.chd.lu**.
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.

- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

www.chd.lu

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

www.chd.lu

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°2** • SESSION ORDINAIRE 2011-2012

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
Session ordinaire 2010-2011		
1594	Ben Fayot	Conservation du patrimoine architectural de la ville de Luxembourg
1643	Fernand Kartheiser	Construction de nouveaux établissements scolaires
1648	François Bausch	Transport d'armes à sous-munitions via l'Aéroport de Luxembourg
1650	Marc Spautz	Sites sidérurgiques de Rodange et de Schifflange
1659	Fernand Kartheiser	Disponibilité des services de secours à coopérer avec un éventuel dispositif de soutien aux animaux domestiques
1666	Sylvie Andrich-Duval	Acquisition d'œuvres artistiques pour des immeubles de l'État
1667	André Bauler	Pénurie de postes d'apprentissage
1670	Marcel Oberweis	Réorganisation des services postaux
1671	Jean Colombera	Commerce électronique et «maintien à domicile»
1673	Claude Haagen	Système de remboursement par chèque de la CNS
1677	Eugène Berger	Bulletin du Centre d'Initiative et de Gestion Local (CIGL)
1678	Fernand Etgen	Double remboursement à l'a.s.b.l. ProActif pour engagement de travailleurs handicapés
1679	André Hoffmann	Violences policières
1680	Roger Negri	Suppression par la Deutsche Bahn de six trains IC et de l'ICE entre Trèves et Berlin
1683	Jean Colombera	Plaintes des patients et impact de l'avis du collège médical
1684	Jean Colombera	Programme mammographie et convention avec tous les organismes de sécurité sociale couvrant les assurés du territoire luxembourgeois
1685	Jean Colombera	Effets des benzodiazépines et antidépresseurs sur la maladie d'Alzheimer
1688	Marcel Oberweis	Utilisation de la bande d'arrêt d'urgence sur les autoroutes par les automobilistes
1689 cf. 1691 et 1692	Jean Colombera	«Research Nurse»
1690	Jean Colombera	Hélicoptère de l'Air Rescue
1691 cf. 1689 et 1692	Jean Colombera	Courants de pensée infirmière
1692 cf. 1689 et 1691	Jean Colombera	Reconnaissance des diplômes des courants de pensée infirmière
1695	Jacques-Yves Henckes	Décote de plus de 60% pour les créanciers de la Grèce
1696	François Bausch	Utilisation d'un «Statstrojaner» au Luxembourg
1697	Henri Kox	Introduction d'un système de bornes pour voitures électriques
Session ordinaire 2011-2012		
1700	Jean Colombera	Achat en ligne de médicaments
1702	Fernand Etgen	Interdiction générale de fumer dans les cafés et bistrots
1704	Jean Colombera	«Carnet radiologique»
1705	Jean Colombera	Informatique médicale
1707	Claude Adam	Statistiques relatives aux différentes épreuves du concours réglant l'accès à la fonction d'instituteur de l'enseignement fondamental
1708	Carlo Wagner	Acquisition par les autorités allemandes d'un CD-Rom avec des données de citoyens allemands ayant déposé leur fortune dans une banque au Luxembourg
1710	Martine Mergen	Programme d'aide au sevrage tabagique de l'Union des caisses de maladie
1712	Claude Haagen	Hébergement des demandeurs d'asile
1713	André Bauler	Attribution du titre «ville»
1714	Jean Colombera	Prix Nobel de médecine 2011
1756 urgente	Jean Colombera	Biberons toxiques

Session ordinaire 2010-2011

Question 1594 (27.7.2011) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant la **conservation du patrimoine architectural de la ville de Luxembourg:**

En septembre 2010, le Service des Sites et Monuments avait finalisé 48 dossiers à l'effet de protéger des témoins importants du passé architectural et urbain de la ville de Luxembourg. Ces dossiers, au moment d'être examinés et avalisés par le conseil communal, furent retirés de l'ordre du jour par le collège échevinal sous prétexte que la ville avait suffisamment de moyens de protéger son patrimoine.

- Madame la Ministre peut-elle m'informer comment le SSMN a réagi à cette façon de faire de la ville, si des négociations ultérieures ont eu lieu avec la ville sur ces dossiers et quelle en a été l'issue? Le Service des Sites et Monuments se trouve-t-il toujours impliqué dans la conservation du patrimoine architectural de la ville et de quelle façon?

- Parmi ces dossiers se trouvait aussi celui de la rue Alfred de Musset au Limpertsberg. En ce moment deux maisons d'une valeur architecturale évidente datant du début du 20e siècle sont en train d'être démolies pour faire place à une opération immobilière. Le Service des Sites et Monuments a-t-il été au courant de l'autorisation de démolition?

- Finalement, au lieu de conserver des alibis sous forme de façades voire de portions de façades, comme cela semble le cas pour les maisons de la rue Alfred de Musset et d'autres objets architecturaux, ne va-t-on pas enfin se décider à conserver des éléments aussi essentiels du patrimoine que sont les plafonds, vitraux, boiseries, portes et autres?

Réponse (15.11.2011) de **Mme Octavie Modert,** *Ministre de la Culture:*

Plusieurs entrevues et réunions ont eu lieu entre les responsables de la ville de Luxembourg et mes services respectivement moi-même. Une des conclusions retenues fut que, en attendant que le nouveau PAG de la ville puisse être en place, le seul moyen à disposition est la mise en œuvre des moyens de protection prévus par la loi de 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux.

Depuis la décision du non-examen d'un certain nombre de dossiers ainsi introduits auprès du collège des bourgmestre et échevins de la capitale du pays, le Service des Sites et Monuments Nationaux a encore pu rencontrer les services compétents de la ville dans le cadre de réunions régulières.

Concernant la question portant sur un objet particulier, le Service des Sites et Monuments Nationaux fut en contact avec le nouveau propriétaire l'ayant acquis dans l'intention d'y construire un immeuble de résidence et qui détenait déjà une autorisation afférente des autorités communales. Après avoir revu l'objet, certes de valeur, mais isolé, le Service a décidé de renoncer à toute intervention.

Par rapport à la dernière question, je tiens à informer l'honorable Député que tous les immeubles protégés du fait de la loi de 1983 le sont dans leur entièreté.

Je voudrais souligner que mes services mènent depuis plus de trois ans une campagne de sensibilisation auprès des responsables communaux visant à les encourager à mettre en place une protection pour leur patrimoine bâti dans le cadre de l'établissement des nouveaux plans d'aménagement généraux.

Question 1643 (31.8.2011) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **construction de nouveaux établissements scolaires:**

Pour des raisons budgétaires, le Gouvernement a reporté à la prochaine législature la construction de trois nouveaux lycées, à savoir Mondorf-les-Bains, Clervaux et Differdange. Compte tenu du fait que la situation financière de l'État s'est quelque peu améliorée, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre:

- Le Gouvernement maintient-il sa décision de ne pas entamer la construction de nouveaux lycées à Mondorf-les-Bains, Clervaux et Differdange au cours de la législature actuelle?

Réponse (7.11.2011) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite avoir des informations relatives à la planification des trois nouveaux lycées à Mondorf, Differdange et Clervaux, reportés l'année dernière par le Gouvernement pour des motifs budgétaires.

Il échet de préciser tout d'abord que même si la réalisation desdits lycées est reportée, la planification est poursuivie normalement.

En ce qui concerne le lycée de Clervaux, la phase de l'avant-projet détaillé (APD) est en cours et il est prévu que l'APD est finalisé fin 2011/début 2012. Le planning actuel prévoit le début des travaux pour 2014 avec une durée probable de chantier d'environ trois ans. Le coût du lycée, disposant d'une capacité d'accueil d'environ 650 élèves et comprenant des surfaces notamment pour l'enseignement (salles de classes, salles spéciales et ateliers), l'encadrement socio-éducatif, une salle des fêtes et un restaurant scolaire, l'administration et des infrastructures sportives avec piscine, est estimé à ce stade à quelque 60 millions d'euros.

En ce qui concerne le lycée de Differdange, le comité d'acquisition a été chargé des procédures nécessaires en vue de l'acquisition des terrains. Le programme pluriannuel des dépenses en capital 2011-2015 déposé dans le cadre du budget prévoit les fonds nécessaires pour permettre un début des travaux au courant de la période précitée.

En ce qui concerne enfin le lycée de Mondorf, le programme des besoins a fait l'objet d'une étude d'implantation. Il a été demandé de charger le groupe interministériel «plan directeur sectoriel lycées» de l'actualisation et de la vérification des données et chiffres relatifs au lycée à prévoir dans la région de Mondorf-les-Bains. Par ailleurs, il est prévu d'étudier la faisabilité de ce projet par voie de «PPP».

Question 1648 (5.9.2011) de **M. François Bausch** *(déi gréng)* concernant le **transport d'armes à sous-munitions via l'Aéroport de Luxembourg:**

Une dépêche diplomatique datée du 31 mai 2007, rendue publique par la plate-forme Wikileaks, qui a été établie par l'ambassade des États-Unis au Luxembourg suite à un entretien avec un fonctionnaire du Ministère des Affaires étrangères, fait état de la position du Luxembourg de ne pas empêcher le transport d'armes à sous-munitions par les forces armées de l'OTAN à travers l'espace aérien du Luxembourg et même à travers les infrastructures de l'Aéroport civil national de Findel - ceci malgré l'engagement fort du pays d'œuvrer pour l'interdiction totale de ces armes et malgré la législation en vigueur à l'époque en matière de transport et de trafic d'armes.

(voir: http://www.wikileaks.org/cable/2007/05/07LUXEMBOURG215.html)

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Est-ce que le Ministre en charge des Transports était au courant de cette position du Ministère des Affaires étrangères pour le moins ambiguë par rapport à la législation en vigueur?

2. Est-ce que l'Aéroport de Findel a finalement servi au transfert d'armes à sous-munitions? Vers quelles destinations?

3. Est-ce que le Gouvernement maintient sa position ambiguë en matière de transport d'armes à sous-munitions via l'Aéroport civil de Findel?

Réponse (21.11.2011) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite avoir des informations relatives à une dépêche diplomatique datée du 31 mai 2007, rendue publique par la plate-forme Wikileaks, faisant état de la position du Luxembourg «de ne pas empêcher le transport d'armes à sous-munitions par les forces armées de l'OTAN à travers l'espace aérien du Luxembourg (…)».

Suite à des investigations internes, mon administration ne dispose d'aucune information attestant ou pouvant faire croire que l'Aéroport de Luxembourg ait été utilisé à une fin prohibée par la convention sur les armes à sous-munitions.

Je considère pour le reste que la réponse de Monsieur le Ministre des Affaires étrangères est claire est sans équivoque et garde toute sa valeur en l'occurrence *(cf. compte rendu n°17/2010-2011 - question parlementaire n°1647).*

Question 1650 (9.9.2011) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **sites sidérurgiques de Rodange et de Schifflange:**

Il me revient que les deux usines ArcelorMittal de Rodange et de Schifflange, déficitaires depuis un certain temps, seraient menacées de fermeture. Le plan de sauvetage et de restructuration décidé lors de la «tripartite sidérurgie» du 16 juin 2011 qui prévoyait entre autres une réduction significative de la masse salariale ne suffirait pas à atteindre les résultats escomptés pour pérenniser l'activité sur les deux sites.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations?

- Quel est l'avenir des deux sites susmentionnés?

Réponse (7.11.2011) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Marc Spautz concernant les sites sidérurgiques de Rodange et de Schifflange, je puis vous communiquer les informations ci-après:

Il est indéniable que la société ArcelorMittal Rodange et Schifflange connaît depuis 2009 de sérieux problèmes de marche industrielle résultant dans des pertes financières substantielles.

La brève embellie conjoncturelle en début d'année a entre-temps cédé le pas à un net assombrissement. Le secteur de la construction en Europe est particulièrement touché par le tassement des taux de croissance des principales économies européennes.

Un «plan de sauvetage» élaboré par ArcelorMittal Rodange et Schifflange, en concertation avec le partenaire social, n'a pas sorti les effets escomptés en raison de la contraction persistante des principaux débouchés de la société.

La tripartite sidérurgique du 11 octobre 2011 a analysé en détail la situation actuelle et les perspectives immédiates d'ArcelorMittal Rodange et Schifflange. L'accord Lux 2011 a été prorogé jusqu'au 31 mars 2012.

Une prochaine réunion de la tripartite sidérurgique a été arrêtée pour le 14 décembre 2011.

Sera alors fait le point sur l'évolution et les perspectives des marchés desservis par ArcelorMittal et seront discutées les conclusions qui en découlent.

En attendant, je puis vous confirmer que selon les informations à ma disposition:

- l'aciérie à Schifflange arrête temporairement sa production en novembre et décembre;

- le train C produit à un rythme de un poste par jour;

- le train A produit prévisiblement à deux postes.

Question 1659 (13.9.2011) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **disponibilité des services de secours à coopérer avec un éventuel dispositif de soutien aux animaux domestiques:**

Un tel dispositif de soutien pourrait être assuré par une association ou une entreprise privée qui garantirait une permanence téléphonique et qui s'occuperait des animaux domestiques en cas d'empêchement de leur propriétaire. Un tel cas peut se présenter notamment lors d'un accident grave ou d'une maladie nécessitant une hospitalisation prolongée. Plus précisément, l'association se mettrait en contact avec une personne de confiance précédemment désignée par le propriétaire d'un animal domestique et lui fournirait tous les renseignements utiles concernant l'accès à l'animal et ses besoins spécifiques.

Les clients d'une telle entreprise ou les membres d'une association seraient munis d'un porte-clefs ou d'une carte d'identification spéciale pour informer les services de secours, en cas de besoin, du fait qu'il faudra prendre soin d'un animal domestique pendant l'absence de son propriétaire et pour les prier de contacter l'association ou l'entreprise renseignée sur cette carte. Ceci contribuerait à prévenir des situations pouvant mener jusqu'à la mort d'un animal.

À cet égard, j'aimerais demander à Monsieur le Ministre de l'Intérieur si le Gouvernement est disposé à favoriser l'introduction d'un tel dispositif de soutien aux animaux domestiques en donnant des informations respectivement des instructions aux services de secours pour que ceux-ci coopèrent avec les associations ou entreprises de droit privé pouvant assurer un tel dispositif de secours aux animaux domestiques.

Réponse (16.11.2011) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Lors de leurs interventions, il arrive que les agents des services de secours se trouvent confrontés au problème de la prise en charge d'animaux domestiques devenus orphelins.

Comme les interventions d'urgence des services de secours visent en premier lieu le secours de personnes, les agents n'ont généralement pas le temps de s'occuper de ces animaux. Dans ce cas, les services de secours font souvent appel à la Police grand-ducale qui organise la prise en charge ces animaux.

Bien qu'il existe des offres sporadiques de personnes privées qui offrent leurs services pour prendre en charge ces animaux, il n'existe actuellement pas de structure coordonnée nationale, disponible 24/24 h sur tout le territoire national, à laquelle le Central des Secours d'Urgence 112 pourrait s'adresser pour solliciter systématiquement un soutien en de tels cas.

L'Administration des Services de Secours ne s'oppose évidemment pas à coopérer avec des associations ou entreprises de droit privé qui peuvent garantir une permanence et un dispositif de secours pour animaux domestiques.

Question 1666 (22.9.2011) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** *(CSV)* concernant l'**acquisition d'œuvres artistiques pour des immeubles de l'État:**

La loi modifiée du 30 juillet 1999 concernant a) le statut de l'artiste professionnel indépendant et l'intermittent du spectacle b) la promotion de la création artistique prévoit dans son article 13, alinéa 3: «Lors de la construction d'un édifice par l'État ou de la réalisation d'un édifice par les communes ou les établissements publics financée ou subventionnée pour une part importante par l'État, un pourcentage du coût total de l'immeuble ne pouvant être en dessous de 1% et ne pouvant dépasser les 10% est affecté à l'acquisition d'œuvres artistiques à intégrer dans l'édifice.»

Le règlement grand-ducal modifié du 26 septembre 2003 déterminant le pourcentage du coût global d'un immeuble, réalisé par l'État ou par les communes ou les établissements publics, financé ou subventionné pour une part importante par l'État, à affecter à l'acquisition d'œuvres artistiques ainsi que les modalités d'appréciation et d'exécution des dispositions relatives aux commandes publiques prévues par la loi modifiée du 30 juillet 1999 concernant a) le statut de l'artiste professionnel indépendant et l'intermittent du spectacle b) la promotion de la création artistique prévoit dans son article 3 l'institution de la Commission de l'aménagement artistique qui a pour mission, entre autres, de donner son avis sur des œuvres artistiques à intégrer dans les immeubles, respectivement de proposer des artistes en vue de la création d'œuvres artistiques à cette fin.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quels sont les critères selon lesquels la Commission de l'aménagement artistique se décide pour proposer une œuvre d'art respectivement de choisir un artiste pour la création d'une œuvre d'art?

- Est-ce que la commission en question dispose d'une liste d'artistes luxembourgeois ou étrangers ayant été déjà choisis en vue de fournir des œuvres d'art?

- Dans l'affirmative, selon quels paramètres les artistes sont inscrits respectivement rayés de ce relevé? Est-ce que les artistes restent inscrits sur cette liste de façon permanente ou existe-t-il des raisons qui pourraient amener la Commission de l'aménagement artistique à écarter un artiste de façon définitive?

Réponse (28.11.2011) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Députée souhaite avoir des informations relatives à l'application de la législation et de la réglementation sur l'aménagement artistique lors de la construction d'édifices étatiques.

Tout d'abord, il y a lieu de faire la différence entre, d'une part, les projets faisant l'objet d'une loi de financement et, d'autre part, les autres projets de construction de moindre envergure.

Ainsi, pour les projets soumis pour approbation à la loi (au-dessus de 40 millions d'euros), un concours d'idées est lancé conformément à l'article 13 alinéa 3 de la loi modifiée du 30 juillet 1999 concernant a) le statut de l'artiste professionnel indépendant et l'intermittent du spectacle b) la promotion de la création artistique qui dispose que: «(…) Un concours d'idées est lancé dans les cas où une loi spéciale doit être votée pour la réalisation de l'édifice, ceci conformément aux dispositions de l'article 99 de la Constitution.»

La procédure du concours d'idées est décrite à l'article 4 du règlement grand-ducal modifié du 26 septembre 2003 déterminant le pourcentage du coût global d'un immeuble, réalisé par l'État ou par les communes ou les établissements publics, financé ou subventionné pour une part importante par l'État, à affecter à l'acquisition d'œuvres artistiques ainsi que les modalités d'appréciation et d'exécution des dispositions relatives aux commandes publiques prévues par la loi du 30 juillet 1999 concernant a) le statut de l'artiste professionnel indépendant et l'intermittent du spectacle b) la promotion de la création artistique.

En ce qui concerne d'autre part les projets en dessous du seuil d'une loi de financement (40 millions d'euros), un appel à candidature se fera par publication officielle. La Commission de l'aménagement artistique a la possibilité de choisir les artistes parmi ces candidatures pour proposer un projet en fonction de la nature de l'œuvre artistique s'intégrant au mieux dans l'édifice.

Les critères d'évaluation pour le choix de l'œuvre d'art sont notamment l'originalité et l'intérêt artistiques, la cohérence du projet proposé par l'artiste par rapport à l'édifice, l'impact visuel du projet, l'intégration au site, la faisabilité, la pérennité et la facilité d'entretien de l'œuvre d'art et l'adéquation du projet par rapport au prix proposé.

L'attribution du marché se fait dans ce cas conformément à ces critères d'évaluation qui sont d'ailleurs identiques ou similaires à ceux prévus lors d'un concours d'idées précité.

En ce qui concerne la deuxième question de l'honorable Députée relative à une éventuelle «liste d'artistes luxembourgeois ou étrangers ayant été choisis en vue de fournir des œuvres d'art», mes services sont certes en mesure d'établir un tel inventaire, à l'instar de tout autre inventaire reprenant les fournisseurs ou entreprises ayant travaillé pour le compte de l'État.

Or, il ne s'agit en l'occurrence aucunement d'un relevé sur lequel sont inscrits ou rayés des artistes, comme l'insinue l'honorable Députée, alors que cette façon de procéder serait certainement contraire à la législation en vigueur sur les marchés publics.

Question 1667 (21.9.2011) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant la **pénurie de postes d'apprentissage:**

Lors d'une réunion jointe de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et de la Commission du Travail et de l'Emploi en date du 13 juillet 2011, Monsieur le Ministre avait fait savoir qu'il aurait «une entrevue avec les organisations patronales la semaine prochaine afin de trouver des remèdes à la pénurie actuelle de postes d'apprentissage».

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- À part l'augmentation de l'indemnité d'apprentissage de 27 à 40% pour les patrons d'entreprises qui encadrent un apprenti rémunéré, quelles sont d'autres démarches proposées à l'issue de cette réunion? Combien de postes d'apprentissage supplémentaires ont été créés depuis cette entrevue?

- En juillet dernier, quelque 500 jeunes étaient encore à la recherche d'un poste d'apprentissage. Monsieur le Ministre peut-il me dire combien de ces jeunes ont trouvé entre-temps un poste approprié?

- Par quels moyens les jeunes qui n'ont pas su trouver un poste sont-ils accompagnés dans leur recherche?

Réponse (14.11.2011) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

En date du 4 novembre 2011, 362 jeunes étaient encore inscrits au service Orientation Professionnelle (OP) de l'ADEM en vue d'un placement en apprentissage pour l'année scolaire 2011/2012, dont:

- 237 ayant un niveau de qualification DAP (anciennement CATP);

- 125 ayant un niveau de qualification CCP (anciennement CCM).

À la même date, 222 offres de postes d'apprentissage étaient encore déclarées au service en question, dont:

- 177 ayant un niveau de qualification DAP/CATP;

- 45 ayant un niveau de qualification CCP/CCM.

En tout, 1.544 jeunes ont été assignés en vue d'une conclusion de contrat d'apprentissage, dont:

- 1.135 dans un poste niveau de qualification DAP/CATP;

- 375 dans un poste niveau de qualification CCP/CCM;

- 34 dans un poste d'apprentissage transfrontalier.

La comparaison avec l'année 2010 donne l'image suivante:

	31 décembre 2010	4 novembre 2011
Demandeurs d'apprentissage:	358	362
dont niveau CATP/DAP	210	237
dont niveau CCM/CCP	148	125
Offres d'apprentissage:	263	222
dont niveau CATP/DAP	200	177
dont niveau CCM/CCP	63	45
Placement en apprentissage:	1.428	1.544
dont niveau CATP/DAP	1.129	1.135
dont niveau CCM/CCP	299	375

Les données ci-dessus montrent que cette année 116 jeunes ont été placés en plus, soit une augmentation de 8,12% par rapport à l'année précédente.

Il faut noter que pour certains postes d'apprentissage le nombre de demandeurs est bien inférieur au nombre d'offres. Ceci est le cas pour les métiers/professions (niveau DAP/CATP) suivants:

«charpentier»; «ferblantier-zingueur»; «maçon»; «plafonneur-façadier»; «serveur de restaurant».

Il est à souligner qu'afin de réduire ces déséquilibres et de pouvoir placer autant de jeunes que possible dans un poste d'apprentissage, le service OP sensibilise tous les candidats à l'apprentissage à s'inscrire et à rechercher parallèlement dans trois métiers d'apprentissage différents pour maximiser leurs chances en vue d'une conclusion d'apprentissage.

De même, le service OP organise des actions ciblées comme celle du 5 août 2011. Celle-ci consistait en une sensibilisation en faveur des jeunes demandeurs d'apprentissage dans la profession du «commis de vente». Ce poste comptait alors 200 demandes pour 14 offres.

Les jeunes concernés ont été convoqués par le service d'OP en vue de la présentation des profils de profession du «serveur de restaurant» et du «cuisinier» par des experts de l'Horesca. Environ 50 offres de poste d'apprentissage sur le niveau de qualification CCP étaient déclarées à ce moment dans ces deux professions.

Sur les 200 jeunes convoqués, 42 ont expliqué être en mesure de poursuivre l'école dans une classe de niveau supérieur, 56 se sont excusés, 60 ont été absents sans excuse et 42 ont participé aux ateliers.

Sur ces 42 candidats, 30 jeunes ont été convaincus de rechercher également des postes d'apprentissage dans la profession du «serveur de restaurant» et du «cuisinier», dont trois élèves avaient trouvé jusqu'au 28 octobre dernier un employeur formateur.

Les jeunes qui n'ont malheureusement pas de contrat d'apprentissage seront invités par le service OP de l'ADEM à participer aux sessions de sensibilisation «Bock drop». Celles-ci sont encadrées par différents acteurs étatiques, à savoir le Service National de la Jeunesse (SNJ), l'Action Locale pour Jeunes (ALJ), l'École de la 2e Chance (E2C) du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle ainsi que les services «Développement de l'Emploi», «Emploi des Jeunes» et «Orientation Professionnelle» de l'ADEM. Le but de ces sessions est de présenter et d'offrir aux jeunes des solutions ou mesures concrètes comme le Service Volontaire d'Orientation (SVO), l'inscription à l'E2C, le placement en mesure CAE ou CIE, etc.

En ce qui concerne l'apprentissage pour adultes, en date du 4 novembre 2011, 432 personnes ont été assignées, dont:

- 353 ayant un niveau de qualification CATP/DAP;

- 71 ayant un niveau de qualification CITP/CCM/CCP;

- 8 ayant un niveau DT (technicien - mécanicien d'avion).

Les chiffres de l'année 2010 en date du 31 décembre étaient de 455 personnes assignées, dont:

- 374 ayant un niveau de qualification CATP/DAP;

- 74 ayant un niveau de qualification CITP/CCM/CCP;

- 7 ayant un niveau DT (technicien - mécanicien d'avion).

Concernant l'augmentation de l'indemnité d'apprentissage de 27 à 40%, un avant-projet de règlement grand-ducal a été préparé, l'annonce de cette mesure ayant sûrement contribué à encourager les entreprises à prendre davantage de jeunes en apprentissage de niveau CCP/CCM. En effet, 45 postes d'apprentissage de niveau CCP/CCM étaient encore ouverts au 4 novembre dernier contre 63 en 2010 et 375 jeunes ont été placés cette année contre 299 l'année dernière.

Outre cette mesure, les entreprises et les communes sont régulièrement sensibilisées aux différentes mesures qui leur sont à disposition, notamment celles en faveur des jeunes.

Question 1670 (27.9.2011) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **réorganisation des services postaux:**

Avant la réorganisation des services postaux, le facteur était entre autres responsable de la distribution du courrier, des journaux et de certaines publicités.

Selon mes informations, cette distribution se fait maintenant en trois voire même quatre tournées distinctes ce qui entraîne une consommation excessive de carburant et en aval des émissions de gaz à effet de serre considérables, ce qui est contraire à la politique du développement durable préconisée par l'Union européenne et suivie par le Gouvernement luxembourgeois.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, quel est le surplus de kilomètres parcourus par les voitures des P&T?

- Quel est le bilan CO_2 de cette réorganisation?

Q16

Réponse (4.11.2011) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

La question parlementaire n°1670 appelle la réponse suivante de la part du Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

Il est correct que la réorganisation de la distribution postale a engendré une multiplication des tournées, en sus du réseau de distribution nocturne des quotidiens luxembourgeois et des tournées assurées par les facteurs. Ainsi, dans les régions concernées par la réorganisation, la distribution des publicités non adressées est largement assurée depuis mi-mai via des tournées spécifiques, et la distribution des colis a été confiée depuis mi-juillet à une filiale de l'Entreprise des Postes et Télécommunications (EPT).

Ces mesures sont cependant à positionner dans un contexte plus global:

- l'EPT prévoyait initialement, pour des raisons opérationnelles et financières, de transférer la distribution des publicités non adressées vers son réseau nocturne des quotidiens, allégeant ainsi le travail des facteurs. Comme l'implémentation de cette solution s'avérait impraticable pour des raisons externes à l'EPT, un réseau supplémentaire de porteurs de publicités était requis, faute de quoi toute la réorganisation de la distribution postale aurait été mise en péril. Pour être parfaitement clair: ce réseau supplémentaire revêt d'un caractère purement transitoire, l'EPT recherchant activement des solutions mieux appropriées;

- la distribution des colis par une filiale de l'EPT est la conséquence de revendications d'alléger les tournées des facteurs, tout en répondant aux besoins d'un marché dynamique des colis qui demande une plus grande flexibilité dans les modes de distribution.

Quant au surplus de kilomètres et le bilan CO_2 en résultant, l'implémentation récente des mesures susmentionnées (à savoir mi-mai pour la distribution des publicités non adressées, respectivement mi-juillet pour les colis) ne permet pas encore de tirer un tel bilan à ce stade-ci.

Il est cependant évident que des considérations écologiques et une politique de développement durable jouent un rôle important, tant pour le Gouvernement luxembourgeois que pour l'EPT. Via son comité de développement durable, l'EPT entreprend des efforts conséquents dans le cadre de son programme «eco+», dont:

- l'utilisation d'électricité verte;

- la construction de nouveaux bâtiments selon des normes environnementales très strictes et faisant l'objet d'une certification officielle;

- l'achat de voitures et camionnettes à faible consommation de carburant, y compris des véhicules LPG, électriques et hybrides;

- etc.

Les résultats d'un «Environmental Measurement and Monitoring System» (EMMS) du secteur postal, initiative sectorielle unique au monde, témoignent d'une réduction significative et continue de l'empreinte écologique du métier postal de l'EPT, bien au-delà des progrès réalisés par d'autres opérateurs postaux.

Encouragée par ces résultats, l'EPT continuera à poursuivre ses efforts de réduire son empreinte écologique, y compris au niveau de la distribution postale.

Question 1671 (25.9.2011) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant le **commerce électronique et** le **«maintien à domicile»:**

In den letzten Wochen und Monaten scheint sich die Idee des Online-Shoppings für Lebensmittel bei den Supermärkten hierzulande in immer konkretere Projekte zu wandeln.

Diesen Eindruck kann man gewinnen, wenn man die wiederkehrenden Ankündigungen und parallele Werbung für diese neuen, auf Informations- und Kommunikationstechnologien basierenden Dienstleistungen in den nationalen Medien verfolgt.

Insbesondere ältere Menschen, bei denen die Mobilität aus diversen Gründen etwas nachlässt, könnten aus diesen neuen Dienstleistungen Nutzen ziehen. Der sogenannte „maintien à domicile" würde konkret unterstützt werden. Durch die Online-Beauftragung könnten die benötigten Artikel regelmäßig bei diesen Dienstleistern bestellt, in der Lieferung zusammengelegt und bis an die Haustür ausgeliefert werden. So könnte der „maintien à domicile" von älteren Menschen weiter aufrechterhalten und die Autonomie in den eigenen vier Wänden gepflegt werden, wenn die Lebensmittel „online" und auf Distanz eingekauft werden könnten und bis nach Hause geliefert würden.

Fragen:

1) Gibt es Zahlenmaterial darüber, wie viele ältere Menschen, die zuhause bleiben wollen, Rückgriff auf solche Dienste nehmen?

2) Wie hoch ist der Prozentsatz in den angelsächsischen bzw. nordischen Ländern, wo diese Dienste bereits seit Jahren bestehen?

3) Wie will die Regierung diese Online-Dienstleistungen unterstützen, um sie noch attraktiver für ältere Menschen zu machen? Welche konkreten Unterstützungsmaßnahmen würden gegebenenfalls ins Auge gefasst werden?

4) Denkt der Minister daran, die Pflegenetze zu motivieren, solche Dienstleistungen in ihr Programm aufzunehmen, zum Beispiel beim Transport von der Haustür in die Abstellräume, bei der Online-Bestellung, bei der Zahlung mit Kreditkarte oder beim Angebot von Schulungskursen für das Online-Shopping?

5) Gibt es bereits eine Liste von Dienstleistern, die solche Unterstützungsmaßnahmen für Senioren und Seniorinnen im Bereich der Abwicklung von Online-Shopping anbieten?

6) Würde die Regierung im Sinne einer Ausweitung der Kompetenzen und Fähigkeiten in dieser Altersgruppe solche Schulungs- und Begleitmaßnahmen mit entsprechenden finanziellen, technischen und logistischen Ressourcen unterstützen wollen?

Réponse (22.11.2011) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch,** *Ministre des Classes moyennes et du Tourisme:*

Es gibt verschiedene Studien beziehungsweise Statistiken über den Rückgriff älterer Menschen auf Online- oder Internetdienste. Die meisten diesbezüglichen Studien sind über das Internet frei zugänglich.

Das Angebot an Online-Dienstleistungen nimmt von Tag zu Tag zu. Eine beträchtliche Zahl von Dienstleistern bieten mittlerweile Online-Shopping an. Auch große luxemburgische Unternehmen haben mittlerweile diesen Markt entdeckt. All diese Unternehmen stehen in einer Konkurrenzsituation zueinander. Aus wettbewerbstechnischen Gründen ist daher das Erstellen einer Liste, die solche Dienstleister aufführt, von staatlicher Stelle aus problematisch.

Finanzielle Unterstützung erfolgt für derartige Unternehmen gemäß den gegenwärtig gültigen Rahmenbedingungen der EU hinsichtlich staatlicher Hilfen für kleine und mittlere Unternehmen.

Question 1673 (29.9.2011) de **M. Claude Haagen** *(LSAP)* concernant le **système de remboursement par chèque de la CNS:**

Dans leur réponse commune à ma question parlementaire n°1218 du 2 février 2011 concernant la convention entre la CNS et la BCEE relative à l'utilisation de chèques *(cf. compte rendu n°10/2010-2011)*, Messieurs les Ministres de la Sécurité sociale et des Finances avaient confirmé la résiliation unilatérale par la BCEE de ladite convention avec effet au 1er janvier 2012.

Dans cette convention, l'assuré avait droit à un chèque établi par la CNS, libellé à l'ordre de l'assuré pour le montant remboursable par son assurance sociale et ceci sans frais pour lui-même.

Ce système, utilisé par beaucoup d'assurés, présentait des atouts indéniables puisqu'un remboursement en numéraire a été écarté en 2008.

Vu ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1) La CNS a-t-elle trouvé un autre institut financier pour le maintien du système de remboursement par chèque? Dans l'affirmative, quel est cet institut financier et quand la convention sera-t-elle signée entre la CNS et cet institut financier?

2) À partir de quelle date cette nouvelle convention sera-t-elle applicable?

Réponse (4.11.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

La convention conclue entre la Caisse Nationale de Santé (CNS) et la BCEE venant à échéance le 31 décembre 2011, la CNS est entrée en pourparlers avec l'entreprise des P&T qui est disposée à prendre la relève dans ce dossier. Un accord de principe a été donné et un projet de convention est en voie d'élaboration. En principe, il ne devrait pas y avoir d'entraves à la conclusion de cette convention qui devra être prête pour le 1er janvier 2012..

Question 1677 (3.10.2011) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant le **bulletin du Centre d'Initiative et de Gestion Local (CIGL):**

Ces derniers jours un bulletin du CIGL Roeserbann, membre du réseau Objectif Plein Emploi, a été distribué en double exemplaire (version française et version allemande) à tous les ménages de la commune de Roeser. Il est manifeste que le bulletin est un tract politico-publicitaire, le bourgmestre apparaissant à plusieurs reprises sur des photos et signant un éditorial dans lequel il est question des élections communales du 9 octobre.

Considérant l'actuel débat au sujet du financement et de la comptabilité des initiatives pour l'emploi, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- Est-ce que la distribution d'un bulletin pareil figure parmi les missions d'une initiative pour l'emploi?

- Est-ce qu'une telle mesure fait partie des dépenses subventionnées par l'État?

Réponse (22.11.2011) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

Les conseils d'administration des CIGL du réseau OPE informent régulièrement les habitants de leur commune respective des activités en cours. Ceci est fait par tous les CIGL depuis leur mise en place sous forme de périodiques ou de dépliants distribués en toutes boîtes.

L'article 2.4. «Les coûts administratifs et d'entretien» (point: Publicité pour l'action; ex: petites annonces, affiches, brochures…) du guide administratif actuellement en vigueur indique que les dépenses mentionnées sont éligibles pour le Ministère du Travail et de l'Emploi.

Le Ministère du Travail et de l'Emploi travaille actuellement sur une version modifiée du guide administratif et financier dans un souci de mieux adapter les éligibilités des dépenses déclarées aux activités des associations qui tombent sous le champ d'application de la loi du 3 mars 2009 et de tenir compte des insuffisances du guide déjà mentionnées dans le rapport d'audit de BST. Dans ce cadre la neutralité politique est absolument à respecter.

Question 1678 (3.10.2011) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant le **double remboursement à l'a.s.b.l. ProActif pour engagement de travailleurs handicapés:**

Selon mes informations, l'initiative pour l'emploi «ProActif a.s.b.l.» aurait encadré ces dernières années plusieurs travailleurs handicapés. D'aucuns affirment que l'initiative aurait dans ce contexte profité d'un double remboursement pour l'engagement de travailleurs handicapés.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire combien de travailleurs handicapés ont été encadrés par l'initiative en question au cours des cinq dernières années?

- Est-il exact que l'initiative a profité d'un double remboursement pour l'encadrement des personnes concernées? Dans l'affirmative, de quels montants indûment accordés s'agit-il?

- Est-ce que cette pratique a, le cas échéant, été redressée entre-temps?

- Est-ce que l'initiative devrait, au cas où les affirmations s'avéreraient être exactes, restituer les concours financiers afférents comme le prévoient les dispositions de l'article 83 de loi du 8 juin 1999 sur le Budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'État?

Réponse (22.11.2011) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

Au cours des cinq dernières années, la répartition de l'effectif «personnel stagiaire» ayant le statut de travailleur handicapé encadré au sein de l'a.s.b.l. ProActif est comme suit:

2007	2008	2009	2010	2011
21	27	28	25	29

Les indemnités versées à cet effet à l'a.s.b.l. ProActif ont été enregistrées en comptabilité de l'association en tant que diminution de charges. De ce fait, il n'y a pas eu de double financement de la part de l'État en la matière.

La subvention au titre de la participation du Fonds pour l'Emploi annuelle a été diminuée d'autant par cette opération.

Question 1679 (3.10.2010) de **M. André Hoffmann** *(déi Lénk)* concernant les **violences policières:**

Selon les informations de la presse, les déclarations de la victime présumée et des témoins, le 17 septembre 2011 un jeune Luxembourgeois d'origine africaine aurait subi des brutalités policières. Pour une affaire anodine de carte grise, des agents de police apparemment très jeunes l'auraient plaqué au sol, menotté, emmené au commissariat où il aurait subi des injures racistes et des coups entraînant une légère commotion cérébrale. Voulant déposer une plainte, on le lui aurait refusé au commissariat - et il l'aurait donc adressée à l'Inspection générale de la Police.

Je voudrais prier Monsieur le Ministre de répondre aux questions suivantes:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que l'affaire sera l'objet d'une enquête, qu'elle sera menée dans l'urgence qui s'impose et que les résultats seront rendus publics?

- Un commissariat de police peut-il refuser d'accepter une plainte qui le concerne?

- Le Ministre peut-il informer de l'ampleur et de la fréquence de cas semblables de violence policière, de plaintes pour injures racistes, des enquêtes et des suites de ces enquêtes au cours de la décennie passée?

- Comment s'expliquer que les critères de recrutement, la formation initiale, la formation continue et l'accompagnement des jeunes aspirants policiers et policiers ne sont pas à même de prévenir de tels comportements?

- Quelles sont les mesures envisagées par Monsieur le Ministre pour mieux sauvegarder tant une autorité méritée de la police que le respect de la dignité et des droits des citoyens?

Réponse (14.11.2011) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

L'Inspection générale de la Police a acté plainte en date du 21 septembre 2011. Par ailleurs, dans le cadre de l'article 76 de la loi du 31 mai 1999 sur la Police grand-ducale et l'Inspection générale de la Police, le Parquet de Luxembourg a chargé l'Inspection générale d'une enquête judiciaire. Ce dossier judiciaire sera retourné aux autorités judiciaires dans le respect des dispositions procédurales.

La police ne peut refuser de recevoir une plainte, mais dans le cas présent, la question de l'objectivité pourrait se poser.

En 2010, l'Inspection générale de Police a traité 29 enquêtes pour violence policière et deux enquêtes pour injures racistes; (cf. rapport d'activité 2010 de l'Inspection générale de la Police sur le site public www.igp.lu). L'autorité judiciaire est la seule autorité à connaître le suivi de ces affaires.

Les formations de base ainsi que les formations continues portent bien entendu sur les comportements à adopter. Néanmoins importe-t-il de souligner la complexité des situations sur le terrain et les problèmes de reconnaissance d'une autorité généralement contestée ces derniers temps.

Néanmoins, dans un souci d'adaptation permanente de la formation aux besoins du terrain, le Ministère revoit actuellement, en concertation étroite avec la Direction générale de la Police, l'Inspection générale de la Police ainsi que les représentations du personnel, les modalités de fonctionnement de l'École de Police ainsi que les formations enseignées.

Question 1680 (4.10.2011) de **M. Roger Negri** *(LSAP)* concernant la **suppression par la Deutsche Bahn de six trains IC et de l'ICE entre Trèves et Berlin:**

Selon un article de presse, la «Deutsche Bahn» aurait décidé de supprimer, à partir de décembre, trois des six trains IC qui relient Luxembourg au réseau allemand ainsi que le ICE entre Trèves et Berlin. Il est rappelé qu'un accord devrait être signé sous peu entre le Luxembourg et l'Allemagne sur la mise à double voie du tronçon entre Igel et Trèves. Par cet accord, le Gouvernement luxembourgeois s'engage à contribuer huit millions d'euros à ce projet de construction.

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer les informations ci-dessus? Dans l'affirmative, quel est l'impact de la décision allemande sur l'accord à conclure? La participation luxembourgeoise est-elle remise en cause suite à l'évolution récente du dossier?

Réponse (21.11.2011) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par la question parlementaire n°1680 l'honorable Député Roger Negri souhaite s'informer au sujet de la suppression par la Deutsche Bahn de trois trains IC qui relient le Luxembourg au réseau allemand ainsi que sur la suppression du train ICE entre Trèves et Berlin.

En effet la DB Fernverkehr AG a décidé de supprimer, à partir du 11 décembre 2011, trois des cinq trains IC entre Luxembourg et Coblence. Dans un souci de garantir la bonne liaison du Luxembourg au réseau allemand, le Ministère du Développement durable et des Infrastructures, le Ministère de l'Intérieur, du Sport et de l'Infrastructure de la Rhénanie-Palatinat, ainsi que les CFL, le SPNV-Nord et la DB Regio ont cherché ensemble pour trouver une solution à cette nouvelle situation défavorable pour les clients.

L'on a convenu par conséquent que tous les trains IC entre Luxembourg et Trèves, supprimés à partir du 11 décembre 2011, seront substitués par des trains RE RegionalExpress. Il est à soulever que le train de 16h20 à partir de Luxembourg est prolongé en direct jusqu'à Coblence. Le train de 19h20 à partir de Coblence est prolongé en direct jusqu'à Luxembourg de sorte que la correspondance avec les trains en provenance de Cologne/Emden et Francfort/Vienne est garantie. Afin d'assurer le confort des voyageurs, ces trains directs en direction et en provenance de Coblence seront composés de voitures à double étage des CFL.

Pour les voyageurs en provenance de Luxembourg, cette mesure de substitution permet de garantir la liaison avec Coblence qui constitue le nœud de communication pour les trains de grandes lignes en Allemagne et au-delà vers l'Est de l'Europe.

Par ailleurs l'on tient à préciser que cette mesure constitue une solution provisoire jusqu'au changement d'horaire mi-décembre 2014, à partir duquel fonctionnera le Rheinland-Pfalz-Takt qui reliera le Luxembourg à Coblence toutes les heures et qui permettra d'améliorer substantiellement la liaison avec le réseau ferré allemand. L'accord signé en date du 6 octobre 2011 entre le Luxembourg et l'Allemagne sur la mise à double voie du tronçon Igel-Igel-West est en effet une condition nécessaire à la mise en place du Rheinland-Pfalz-Takt à partir de 2014.

Question 1683 (4.10.2011) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant les **plaintes des patients et impact de l'avis du collège médical:**

Concernant les plaintes des patients concernant des thérapies inadéquates avec résultat néfaste, maints patients s'adressent au collège médical et d'autres patients portent parallèlement leur affaire devant le tribunal. Des situations bizarres peuvent se présenter, notamment si le collège médical attend de transmettre le dossier devant le conseil de discipline, en attendant la sentence du tribunal. Il y a eu des cas où le tribunal a donné raison au patient plaignant même du point de vue déontologique et où le conseil médical a relaxé le médecin incriminé. Devant cette ambiguïté se pose la question de la crédibilité des différentes procédures. Se pose aussi la question de l'impact de l'avis du collège médical sur les patients lésés et les médecins incriminés.

Questions:

1) Est-ce que le collège médical ne devrait pas trancher par le biais du conseil de discipline avant le prononcement de la sentence judiciaire pour éviter ainsi des quiproquos difficiles à comprendre?

2) Quelle est la valeur qualitative d'une décision du collège médical, sachant qu'il y a une certaine réticence de vouloir accuser un confrère ou une consœur?

3) N'y a-t-il pas de risque que le patient lésé soit freiné d'entamer une action judiciaire si le collège médical donne un avis défavorable à une plainte justifiée?

4) N'y a-t-il pas le risque que le médecin responsable continue à pratiquer de la même façon une fois blanchi par le conseil médical pouvant ainsi être un danger pour d'autres patients?

Réponse (9.11.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Je voudrais rappeler, sinon expliquer à l'honorable Député la procédure disciplinaire à l'encontre d'un médecin telle qu'elle est prévue par la loi du 8 juin 1999 relative au collège médical.

Selon l'article 16 de la loi prédite du 8 juin 1999, le président du collège médical peut tout d'abord proposer ses bons offices pour régler les différends qui peuvent naître entre un médecin et son patient.

La saisine proprement dite des juridictions disciplinaires a lieu après instruction préliminaire faite par le président du collège médical.

Cette instruction est diligentée conformément aux articles 21 et 22 de la loi du 8 juin 1999.

Selon l'article 21 de la prédite loi, le président du collège médical instruit les affaires dont il est saisi soit par le procureur d'État, soit sur plainte ou dont il se saisit d'office. Il les défère au conseil de discipline, s'il estime que les faits rentrent dans une des hypothèses visées à l'article 19 de la loi du 8 juin 1999.

Il est tenu de déférer au conseil de discipline les affaires dont il est saisi à la requête du procureur d'État.

L'article 19 énumère les catégories de faits qui peuvent donner lieu à une action disciplinaire devant le collège médical. En effet, selon cette disposition, le Conseil de discipline exerce le pouvoir de discipline sur toutes les personnes relevant de la prédite loi pour:

1. violation des prescriptions légales, réglementaires et déontologiques concernant l'exercice de la profession;

2. fautes et négligences professionnelles graves;

3. faits contraires à l'honorabilité et à la dignité professionnelle;

le tout sans préjudice de l'action judiciaire et de l'action disciplinaire prévue par le statut général des fonctionnaires de l'État et celui des fonctionnaires communaux pouvant naître des mêmes faits.

L'article 22 de la loi de 1999 prévoit qu'avant de saisir le conseil de discipline, le président du collège médical dresse un procès-verbal des faits qui ont motivé l'instruction. Il peut s'adresser au procureur général d'État pour voir charger des officiers de police judiciaire de procéder à une enquête.

Toute personne poursuivie devant le conseil de discipline est convoquée par le biais d'une citation qui lui est adressée par lettre recommandée, conformément à l'article 23 de la loi. Cette citation doit contenir un exposé au moins sommaire des griefs formulés à l'égard de la personne citée.

Selon l'article 20 de la même loi, les peines disciplinaires que peut prononcer le conseil de discipline du collège médical sont dans l'ordre de leur gravité:

1. l'avertissement;

2. la réprimande;

3. l'amende d'ordre de 125 à 2.500 euros (5.001 à 100.000 LUF);

4. la subordination de l'exercice de la profession à des conditions déterminées;

5. la suspension du droit d'exercer la profession pour un terme qui ne peut être inférieur à 15 jours ni excéder cinq ans;

6. l'interdiction à vie d'exercer la profession.

L'article 29 de ladite loi prévoit encore que les décisions du conseil de discipline peuvent être attaquées par la voie de l'appel, tant par la personne sanctionnée que par le président du collège médical.

L'appel est porté devant le conseil supérieur de discipline.

Ainsi, l'action disciplinaire engagée par un patient devant le collège médical et qui pourra éventuellement donner lieu à une sanction disciplinaire de la part du conseil de discipline est en principe indépendante d'une éventuelle action en responsabilité civile ou pénale qu'un patient pourra entamer devant les juridictions compétentes pour les mêmes faits.

Question 1684 (4.10.2011) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant le **programme mammographie et** la **convention avec tous les organismes de sécurité sociale couvrant les assurés du territoire luxembourgeois:**

En 1992 le programme mammographie a été installé. Il s'adresse aux personnes protégées des caisses de maladie luxembourgeoises. En 1996 a été signée une convention entre l'État Luxembourgeois et l'Union des Caisses de Maladie instituant le projet-pilote en programme permanent de dépistage du cancer du sein par mammographie. Les critères de qualité sont repris dans les «European Guidelines for Quality Assurance in mammography screening». En 1997 ont été fixées les exigences de qualité technique.

Or, il s'avère que bon nombre de femmes résidentes ne bénéficient pas de ce programme mammographie, car elle ne sont pas assurées par des caisses de maladie luxembourgeoises. De nombreux cas de cancer débutant ont été dépistés avec retard, d'autant plus qu'en privé pas tous les gynécologues bénéficient d'appareils ultraperformants.

Ces retards de diagnostic sont responsables de situations impossibles.

Questions:

1) Pourquoi n'a-t-il pas été conclu des conventions avec tous les organismes de sécurité sociale couvrant les assurées du territoire, par exemple les assurées de la communauté européenne?

2) Est-ce que de telles conventions sont en vue?

3) Ne serait-il pas souhaitable d'élargir le programme mammographie en vue d'une égalité d'accès à la prévention et au dépistage?

Réponse (14.11.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

La convention conclue entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et l'Union des Caisses de Maladie portant organisation d'un programme permanent de dépistage précoce du cancer du sein par mammographie telle qu'elle est actuellement en vigueur fonde sur l'article 17 alinéa 3 de l'ancien Code des assurances sociales (nouveau Code de la sécurité sociale) et ne peut par conséquent se limiter qu'aux seules personnes tombant sous le champ d'application personnel du livre 1er dudit code, lequel a été étendu par le règlement (CE) 1408/71[1] aux personnes protégées non résidentes.

En ce qui concerne plus particulièrement les affiliées, respectivement les coaffiliées du Régime commun d'assurance maladie des Communautés européennes (RCAM), j'avais demandé à la Commission européenne d'étudier les possibilités pour faire examiner ces assurées dans le cadre de l'infrastructure existante au Luxembourg, et plus particulièrement en ce qui concerne le programme de dépistage précoce du cancer du sein par mammographie.

En effet, en raison du fait que le RCAM n'est pas partie à la convention précitée, ni les conjointes de fonctionnaires européens résidant au Luxembourg, ni les fonctionnaires de nationalité luxembourgeoise engagées auprès des institutions européennes à Luxembourg, ne sont éligibles pour le programme national de dépistage. Toujours est-il que les assurées qui sont couvertes par le RCAM ont droit, selon des périodicités prédéfinies dans le pays de leur résidence respective, à des examens médicaux concernant différents programmes de dépistage, notamment la mammographie, la colonoscopie et l'examen gynécologique.

La participation de fonctionnaires et d'agents des Communautés européennes à un programme national spécifique se heurte essentiellement au principe selon lequel le RCAM, qui est un système d'assurance maladie universel, doit garantir les mêmes avantages à tous les assurés, quel que soit leur lieu de résidence. Dans ces conditions il paraît difficile d'offrir des avantages plus importants aux fonctionnaires et agents résidants au Luxembourg qu'à ceux résidant dans un autre État membre.

Quant aux aspects relatifs à la protection des données personnelles, le cadre légal applicable limite d'ailleurs considérablement la communication d'informations sensibles, en particulier dans le domaine médical.

Or, comme l'évaluation d'un programme national de dépistage du cancer du sein est essentielle, il importe de surcroît de pouvoir assurer l'accès aux données médicales.

[1] Remplacé par le règlement (CE) n°883/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale

Question 1685 (4.10.2011) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant les **effets des benzodiazépines et antidépresseurs sur la maladie d'Alzheimer:**

Concernant les médicaments hypnotiques et les calmants de la série des benzodiazépines et les antidépresseurs trois études indépendantes, à savoir une étude française (Bernard Bégard, épidémiologiste à Bordeaux) et deux études anglaises (CFAS1 et CFAS2), ont démontré que ces médications étaient responsables de la recrudescence de la maladie d'Alzheimer. Sachant que pour éviter ces effets néfastes, il ne faut utiliser les médicaments incriminés que pendant un laps de temps restreint, se pose la question sur la prescription de ces médicaments à long terme surtout chez les personnes âgées, chez lesquelles la maladie d'Alzheimer survient de plus en plus fréquemment. Ici un problème de santé publique est en train de surgir et il serait opportun d'intervenir le plus rapidement possible.

Questions:

1) Est-ce que Monsieur le Ministre est conscient de ce phénomène?

2) Quels moyens d'action envisage-t-il sur le terrain au niveau du corps médical et au niveau de la population?

3) Y a-t-il possibilité d'évaluer tous les malades d'Alzheimer au Luxembourg au sujet de la prise de benzodiazépines et d'antidépresseurs dans leurs antécédents?

4) Y a-t-il une possibilité de classer ces médicaments sous la rubrique des stupéfiants?

Réponse (14.11.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

L'honorable Député mentionne, sans indication de références bibliographiques précises, trois études indépendantes qui démontreraient la responsabilité des médicaments de la série des benzodiazépines et les médicaments antidépresseurs dans la «recrudescence» de la maladie d'Alzheimer.

Les études anglaises citées par l'auteur sous l'acronyme CFAS, désignent en fait une étude multicentrique du Royaume-Uni, la «Medical Research Council Cognitive Function and Ageing Study» (MRC CFAS) ayant comme objectif d'étudier les affections de démences ainsi que leurs facteurs de risque par des enquêtes dont le principe est le suivi longitudinal d'un groupe de sujets (cohorte épidémiologique).

Entre autres cette étude a eu comme objectif d'évaluer l'effet de la prise de traitements à effet anticholinergique sur les performances cognitives dans une population de sujets âgés. Ce sujet a d'ailleurs déjà fait l'objet de la question parlementaire n° 1579 de Monsieur le Député.

L'étude française mentionnée par l'honorable Député n'étant pas encore accessible sous forme de publication scientifique, il paraît difficile d'en discuter les résultats. Dans le cas présent il faut savoir si l'association mise en évidence correspond à une relation cause à effet. Il faut donc également examiner les arguments qui plaident en faveur de la causalité de la relation, c'est-à-dire les critères internes à l'étude.

Les études CFAS et autres enquêtes épidémiologiques ont montré que les médicaments à effet anticholinergique pourraient augmenter le risque de déclin cognitif chez certains patients âgés. Physiologiquement le vieillissement entraîne un affaiblissement du système cholinergique qui peut contribuer à l'apparition de ces effets néfastes.

Les benzodiazépines font partie des médicaments introduits sur le marché depuis une cinquantaine d'années et auxquelles le nombre cumulé de sujets exposés est élevé.

Dans une bonne indication, à la bonne posologie et surtout pour une courte durée, les benzodiazépines peuvent être des médicaments efficaces et utiles. Bien prescrire une benzodiazépine suppose d'emblée de programmer son arrêt. Les recommandations internationales dégagent un consensus que les benzodiazépines devraient être prescrites uniquement dans des indications précises et pendant le temps le plus court possible.

Q18

Question 1688 (7.10.2011) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant l'**utilisation de la bande d'arrêt d'urgence sur les autoroutes par les automobilistes:**

La région flamande a récemment autorisé pour la première fois l'utilisation de la bande d'arrêt d'urgence d'une autoroute (E313 Anvers-Liège) par les usagers lors des heures de pointe afin de fluidifier davantage le trafic.

Cet accroissement de la capacité de l'autoroute permet de réduire les embouteillages lors des heures de pointe. Ce système pourrait également résoudre certains problèmes de trafic au Luxembourg.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre est-il au courant de cette initiative?

- Ce modèle serait-il transposable au Luxembourg?

Réponse (7.11.2011) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite avoir des informations relatives au système appliqué sur l'autoroute E313 Anvers-Liège autorisant les usagers à circuler sur la bande d'arrêt d'urgence (ci-après la «BAU») lors des heures de pointe.

Mes services ont connaissance de ce système qui est d'ailleurs également déjà en phase d'analyse dans d'autres pays dont l'Allemagne, les Pays-Bas, la Grande-Bretagne et la Suisse où, à l'instar de la France et de la Belgique, l'utilisation de la BAU est en phase d'essai comme voie supplémentaire.

Il échet tout d'abord de préciser que les caractéristiques spécifiques du réseau autoroutier luxembourgeois (distance moyenne entre échangeurs de l'ordre de 3 km) ne sont pas comparables aux sites d'expérimentation étrangers. Ainsi, la mise en pratique de ce système exige la réalisation de toute une série d'adaptations de la bande d'arrêt d'urgence (BAU). Force est de constater que la largeur des bandes d'arrêt d'urgence ne correspond pas à celle d'une voie de circulation de sorte qu'un élargissement systématique serait de mise.

Un autre point délicat est certainement le nombre important d'échangeurs où le trafic circulant sur la BAU pour aller tout droit doit se partager ces voies de décélération et d'accélération avec le trafic quittant l'autoroute ou y accédant et réaliser beaucoup de manœuvres d'entrecroisement, avec un risque de bouchons pouvant remonter sur des kilomètres. Par conséquent, le gain de l'ajout d'une voie par l'ouverture au trafic de la BAU risque d'être complètement résorbé par ces goulots d'étranglement créés artificiellement.

Enfin, le point le plus problématique en l'occurrence est celui où l'utilisation de la BAU cesse d'être co-utilisée, c'est-à-dire au plus tard aux endroits des sorties vers les lieux de destination. Ici aura lieu inéluctablement une réduction des voies autorisées à la circulation avec des bouchons pouvant remonter sur des kilomètres. Le risque est que le gain de l'ajout d'une voie par l'ouverture au trafic de la BAU risque d'être complètement résorbé par ces goulots d'étranglement créés artificiellement.

Un autre problème à résoudre serait l'encombrement potentiel de la BAU par un véhicule en panne. Les projets réalisés à l'étranger montrent qu'une télésurveillance par caméras-vidéo serait nécessaire pour garantir la sécurité du trafic empruntant la BAU.

Dans ce contexte, je suis d'avis que la problématique soulevée par l'honorable Député, à savoir la capacité lors des heures de pointe, ainsi que la question de la priorité des transports publics sur le réseau autoroutier et notamment sur l'axe France-Belgique (A3-A6), ne pourra trouver de solution que dans le cadre de l'élargissement des autoroutes A3-A6.

Question 1689 (8.10.2011) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant la **«Research Nurse»:**

Im Rahmen der Ankündigung einer Kooperation zwischen der ANIL (Association Nationale des Infirmiers et Infirmières Luxembourgeoises) und der privaten „Paracelsus Medizinische Universität" (Salzburg) und der Motivation dieser Initiative mit dem mittelfristigen nationalen Bedarf an Pflegewissenschaftlern stellt sich auch die Frage nach der derzeitigen Regulierung der Pflegewissenschaft in Luxemburg.

In bestimmten Forschungsbereichen, unter anderem in öffentlichen Forschungszentren des Landes, scheinen Pflegefachkräfte zum Einsatz zu kommen, die dann in den offiziellen Veröffentlichungen als „Research Nurse" geführt werden. Dabei wird allerdings nicht immer ersichtlich, in welchem Maße diese Positionen eine gewisse minimale akademische Qualifizierung erfordern, derweil auf der anderen Seite die Führung des Titels „Research Nurse" hierzulande oder auf europäischer Ebene geregelt sein könnte.

Es fällt auf, dass im europäischen Ausland Kurse und Studien angeboten werden, die zur akademischen Qualifizierung von „Study Nurse/Research Nurse" führen.

Fragen:

1) Ist die Führung des Titels „Research Nurse" hierzulande an gewisse Auflagen gebunden?

2) Muss die Aktivität als „Research Nurse" zunächst vom Gesundheitsministerium homologiert werden aufgrund von entsprechenden qualifizierenden akademischen Diplomen, die hierzulande oder im Ausland erworben wurden?

3) Wie viele Pflegefachkräfte arbeiten derzeit als „Research Nurse" im Land und mit welchen Qualifikationen?

4) Was sind die Verdienstmöglichkeiten für „Research Nurse" hierzulande (Anfangsgehalt/Endgehalt)?

5) In welchem Maße wird dieser Berufszweig an Bedeutung gewinnen durch die Entwicklung des nationalen Biomedizin-Projektes? Wie viele dieser Fachkräfte werden in Zukunft gebraucht?

6) Welche akademischen Studiengänge werden von den zukünftigen „Research Nurses" erwartet, um eine Anstellung und eine Arbeitserlaubnis erhalten zu können?

Question 1691 (9.10.2011) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant les **courants de pensée infirmière:**

Am 30. September 2011 informierte die ANIL im Rahmen einer Pressekonferenz über die Initiative zum Angebot in Luxemburg eines Online-Studiums in Pflegewissenschaft mit der Kooperation der PMU Salzburg.

In einem Beitrag auf der Internetseite der ANIL wird darauf hingewiesen, dass in Luxemburg das Gesundheitswesen immer komplexer wird und wir Pflegewissenschaftler brauchen.

Fragen:

1) In welchem Zusammenhang steht die Initiative mit der oben zitierten Feststellung, nach der in naher Zukunft Pflegewissenschaftler gebraucht werden?

2) Was sind konkrete Projekte, die begonnen werden, im Rahmen derer Pflegewissenschaftler mit akademischen Abschlüssen gebraucht werden?

3) Wie viele Pflegewissenschaftler/innen sind bereits in diesem Zusammenhang in Luxemburg angestellt und in welchen öffentlichen Institutionen arbeiten sie?

4) In welcher Rolle steht das Gesundheitsministerium in dieser Initiative? Unterstützt der Minister die Initiative als Idee, als Projekt mit finanziellen Zuschüssen oder gar auch durch gesundheitspolitische Initiativen mit konkreter Pflegeforschung?

5) Was sind potenzielle öffentliche Institutionen, in denen Pflegewissenschaftler zukünftig eine Arbeitsstelle finden könnten?

6) In welchem Maße können interessierte Personen an diesem Studiengang teilnehmen und von einem Mentoring des Gesundheitsministeriums oder einer anderen öffentlichen Institution des Gesundheits- respektive Sozialwesens profitieren? (Mentoring im Sinne von finanzieller Unterstützung bis Angebot eines Anstellungsangebots bei erfolgreichem Abschluss des Studiums)

Question 1692 (9.10.2011) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant la **reconnaissance des diplômes des courants de pensée infirmière:**

In den vergangenen Jahren wurden öfters wohlgemeinte Initiativen genommen, um Hochschulstudienangebote anzubieten, insbesondere für die Fort- und Weiterbildung von Pflegefachkräften. Man erinnert sich unter anderem an die Initiative, die darin bestand, ein „DUT Management Social et Management de la Santé" zu betreiben oder auch das Studienangebot eines „Masters in Gerontologie".

Das Interesse für diese Studiengänge war in der Tat groß und viele Fachkräfte schrieben sich voll motiviert für die Kurse ein. Alles schien klar zu sein, auch was die Anerkennung der Diplome bei Studienabschluss anging sowie auch die Möglichkeiten, in Managementpositionen des Gesundheits- und Sozialwesens aufzusteigen. In der Wirklichkeit scheint es dann in der Folge etwas anders abgelaufen zu sein.

Das derzeitige Angebot eines sicherlich interessanten Studiengangs in Pflegewissenschaften durch die ANIL in Kooperation mit der privaten Paracelsus Medizinischen Universität (PMU) aus Salzburg wirft wiederum dieselben Fragen auf wie jene, die sich bei dem Angebot des DUT (Diplôme Universitaire de Technologie) oder des angesprochenen Masters stellten.

Fragen:

1) Inwieweit verfolgt das Hochschul- respektive das Gesundheitsministerium diese ANIL-Initiative?

2) Ist der Studiengang in der Bologna-Prozedur validiert? Soll die Präsenz des Gesundheitsministers bei der Vorstellung des Online-Studiengangs und der Unterzeichnung des Kooperationsvertrags am 30. September 2011 Zeugnis dafür ablegen, dass diese Fragen im Vorfeld endgültig abgeklärt wurden?

3) Wie wurden die Studienabschlüsse sowohl im „DUT Management Social et Management de la Santé" als auch im „Master in Gerontologie" in Luxemburg anerkannt? In welchen Kategorien des Bologna-Prozesses sind wir angesiedelt?

4) Welches Ministerium ist verantwortlich für die Validierung dieses ANIL-PMU-Studiengangs, die Anerkennung des Abschlusses und die einwandfreie Homologierung im „Registre des titres d'enseignement supérieur"?

5) Welche Maßnahmen gedenkt die Regierung für all jene einzurichten, die den Studiengang erfolgreich abschließen und dann doch keine diesem Wissensstand äquivalente Arbeitsstelle in Luxemburg finden?

6) Gedenkt die Regierung eine Liste all jener Studierenden zu führen, die einen Studiengang in Pflegewissenschaften beginnen, um so das Angebot und die Nachfrage an solchen Spezialisten mit verwalten und gestalten zu können?

Réponse commune (16.11.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé*, et de **M. François Biltgen,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

Die oben angeführten Anfragen befassen sich mit der Thematik der Pflegewissenschaften sowie verwandter Weiterbildungen für Krankenpfleger/-schwestern, sowohl was die Studiengänge als auch die Ausübung der Berufe oder die Anwendung dieser Weiterbildungen angeht. Da die Anfragen in sehr kurzem zeitlichem Abstand gestellt wurden und da sie sich zudem inhaltlich sehr ähneln, werden sie gemeinsam im Rahmen der folgenden Antwort behandelt.

Bedingt durch die ständige Weiterentwickelung der wissenschaftlichen Erkenntnisse und der Behandlungsmethoden im Pflegesektor sind das Berufsbild sowie der Aufgabenbereich der Pflegekräfte einem steten Wandel unterzogen. Die fortwährende Technologisierung des Gesundheitswesens hat zu einer Spezialisierung der einzelnen Ausbildungsbereiche im Sektor der Pflegekräfte geführt und dazu, dass deren Kompetenzgebiet immer komplexer wird. Demnach ist es wahrscheinlich, dass spezialisierte Fachkräfte auf dem Gebiet der Krankenpflege und auch im Forschungsbereich in Zukunft gebraucht werden. Folglich stehen die unterzeichneten Minister Ausbildungsinitiativen in besagten Fachbereichen auch wohlwollend gegenüber. Dies gilt beispielsweise für den von der ANIL vorgestellten Online-Studiengang der Parcelus Medizinischen Universität im Bereich der Pflegewissenschaft.

Die Paracelsus Medizinische Universität Salzburg ist eine private Universität, die gemäß den dortigen Bestimmungen von den österreichischen Behörden akkreditiert wurde. Des Weiteren bietet diese Universität Online-Kurse im Bereich der Pflegewissenschaft an. Da es sich um einen in Österreich akkreditierten Online-Provider handelt, benötigt dieser keine Akkreditierung in Luxemburg.

Studienabschlüsse werden generell wie folgt im europäischen Qualifikationsrahmen angesiedelt:

Level 5: DUT Management Social et Management de la Santé

Level 6: Bachelor

Level 7: Master (also auch Master in Gerontologie)

Das Ministerium für Hochschule und Forschung lässt öffentliche und private Studiengänge von ausländischen, in Luxemburg agierenden Hochschuleinrichtungen akkreditieren, sofern die Studiengänge zu einem Diplom führen. Das Gesetz vom 19. Juni 2009 „Loi du 19 juin 2009 portant organisation de l'enseignement supérieur" liefert hierzu die Grundlage.

Der Beruf der „Research Nurse" oder des „Pflegewissenschaftlers" ist kein offiziell anerkannter Gesundheitsberuf gemäß dem Gesetz vom 26. März 1992 über die Berufsausübung und Revalorisierung verschiedener Gesundheitsberufe. Folglich sind auch die Aktivität der „Research Nurse" oder des „Pflegewissenschaftlers" nicht reglementiert. Jedoch muss die Person, welche diesen Tätigkeiten nachgehen will, im Falle der Ausübung von Aktivitäten/Techniken, welche per großherzogliche Verordnung der/dem zugelassenen Krankenschwester/Krankenpfleger oder einem anderen Gesundheitsberuf vorbehalten sind, über eine Ausübungserlaubnis des Ministers für Gesundheit verfügen. Jedoch können gemäß Artikel 5 des genannten Gesetzes Krankenschwestern/Krankenpfleger, welche eine Ausübungserlaubnis erhalten haben, das Tragen ihres jeweiligen akademischen Titels beantragen (gegebenenfalls des Titels „Research Nurse"). Zudem muss eine Einschreibung des Universitätsdiploms in das „Registre des titres d'enseignement supérieur" beim Hochschulministerium beantragt werden.

Da weder der Beruf der „Research Nurse" noch der des „Pflegewissenschaftlers" zurzeit als Gesundheitsberuf reglementiert ist, sind keine finanziellen Zuschüsse an die Studierenden seitens des Ministeriums für Gesundheit vorgesehen. Studierende fallen unter die Bestimmungen der „Aide financière de l'État pour études supérieures", sofern sie in einem Diplomstudiengang an einer Hochschule eingeschrieben sind.

Des Weiteren können demnach auch noch keine Angaben über die Anzahl der Personen, welche dieser Tätigkeit nachgehen, die Verdienstmöglichkeiten, den Fachkräftebedarf sowie die zukünftigen Berufsanforderungen und Arbeitsstellen gemacht werden.

Question 1690 (9.10.2011) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant l'**hélicoptère de l'Air Rescue:**

In der Notfallversorgung des Landes spielt der Einsatz des Air-Rescue-Helikopters eine lebensrettende Rolle. Viele Menschen verdanken nach akuten Krisen, Anfällen und Unfällen dieser Einrichtung ihr Leben.

Auf der anderen Seite ist demgegenüber auch gewusst, dass es immer wieder Einsätze gibt, für die schlussendlich die Entsendung eines Helikopters nicht gerechtfertigt war.

Fragen:

1) Wie viel kostet eine Stunde Einsatz des Air-Rescue-Helikopters in der nationalen Notfallversorgung?

2) Gibt es Statistiken über die Einsätze des Air-Rescue-Helikopters über die Jahre?

3) Wie entwickeln sich die globalen Zahlen, was die Einsätze anbelangt?

4) Gibt es gesicherte Informationen über die medizinischen Diagnosen, die bei Patienten gestellt wurden, die in akuten und gefährdenden Gesundheitsnotfällen mit der Air Rescue in die diensttuende Klinik transportiert wurden?

5) Gibt es gesicherte Erkenntnisse darüber, wie viele Transfers medizinisch nicht gerechtfertigt waren?

6) Wurde bisweilen ein Audit über diesen Teil der Notfallversorgung in Luxemburg vorgenommen? Wenn ja, was waren die Erkenntnisse?

7) Wie kann der Air-Rescue-Einsatz noch gezielter und effizienter gestaltet werden? Welche Rolle kann die Informationsannahme im Notruf-Call-Center des 112 spielen, um eine präzisere Analyse der Notfallsituation zu erlauben und so über die Notwendigkeit des Air-Rescue-Helikoptereinsatzes zu entscheiden?

8) Wie wird in spezifischen Notfallsituationen über den Einsatz des Air-Rescue-Helikopters oder alternativer Versorgungsmittel entschieden? Werden die Entscheidungsfindungen dokumentiert?

9) Werden die Entscheidungen von unabhängiger Seite im Nachhinein als Qualitätskontrollmaßnahme validiert? Wenn ja, durch wen?

Réponse commune (21.11.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé*, et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

En vertu d'une convention conclue avec l'État, Luxembourg Air Rescue (LAR) se voit allouer chaque année un subside à hauteur de 515.000 € pour financer les coûts engendrés par les interventions des hélicoptères de la LAR; ceci dans le cadre des interventions du SAMU. Les activités de la LAR s'inscrivent dans le cadre général du fonctionnement du SAMU.

Une convention conclue entre l'UCM (CNS) et la LAR prévoit les modalités de mise en compte des prestations de transport des personnes protégées par hélicoptère sanitaire lorsque ces transports sont pris en charge par l'assurance maladie respectivement l'assurance accident. Les articles 11 et 12 de ladite convention prévoient les tarifs suivants:

«Art. 11. L'indemnité par minute de vol s'élève à 44,55 euros.

Le temps de vol est déterminé par minute comprise dans le block time.

La prise en charge par l'assurance maladie inclut les vols d'aller et de retour effectués lors d'un transport de malade ou de blessé.

Art. 12. La LAR a en sus le droit de mettre en compte les forfaits suivants:

- pour le matériel utilisé dans le cas de réanimation cardiaque, un forfait s'élevant à 99 euros;

- pour le nettoyage de l'hélicoptère et des instruments médicaux, un forfait s'élevant à 74 euros;

- pour l'administration d'oxygène, un forfait s'élevant à 44 euros;

- pour la désinfection de l'hélicoptère et des instruments médicaux, uniquement en cas de transport d'un sujet atteint d'une affection contagieuse, un forfait s'élevant à 195 euros.»

Le tarif pour une minute de vol a été adapté pour la dernière fois en décembre 2008.

Les interventions de la LAR dans le cadre du SAMU s'élèvent à 805 unités pour 2008, à 844 pour l'année 2009 et à 932 pour l'année 2010.

L'évolution du nombre des transports par hélicoptère, exprimé en minutes de vol, pris en charge par l'assurance maladie, se présente comme suit:

Année	2005	2006	2007	2008	2009
Minutes de vol	20.006	20.843	16.974	22.134	23.454

En cas d'un appel de détresse au Central des Secours d'Urgence (CSU 112) de l'Administration des Services de Secours, le préposé du CSU 112 juge, suivant des critères définis et les indications reçues lors de l'appel, du degré d'urgence et de la nécessité d'une intervention médicale.

Au cas où le préposé estime, suivant les informations reçues, qu'une intervention médicale s'impose, il alerte le médecin du SAMU. Il incombe au médecin du SAMU de juger de l'opportunité de se déplacer par un moyen terrestre ou aéroporté. De façon générale, le médecin choisit le moyen de transport le plus rapide, ce qui est normalement le cas lorsque le lieu d'intervention est situé à plus de 15 km de l'hôpital de garde ou lorsque les conditions de trafic laissent supposer des délais d'intervention importants. La question sur la justification ex post ne se pose donc pas, puisque la décision d'utiliser le SAMU aéroporté est un jugement lié aux informations disponibles au moment de l'alerte, même si par après il s'avère que ces informations étaient fautives. Le jugement du préposé du CSU 112 est donc largement tributaire de la qualité de l'information disponible au moment de l'appel d'urgence.

Le diagnostic médical final est établi par les médecins prenant en charge le patient à l'hôpital de garde. Le diagnostic fait partie intégrante du dossier médical du patient qui est soumis au secret médical. L'Administration des Services de Secours n'a donc pas de possibilité de faire un lien entre le diagnostic final et la justification d'une intervention SAMU, qu'elle soit effectuée par voie terrestre ou aéroportée.

Les critères pour juger de l'opportunité d'une intervention médicale ont été adaptés en 2010 en tenant compte des critères applicables dans nos pays voisins et font partie intégrante des fiches réflexes dont disposent les préposés du CSU 112. Les critères de décision se basent sur le retour d'expérience gagné au cours des dernières décennies. L'optimisation de la fiche réflexe sur la justification d'une intervention médicale a cependant ses limites, puisque la qualité du jugement du préposé du CSU 112 dépend essentiellement du maillon le plus faible de la chaîne décisionnelle, qui reste finalement l'information reçue lors de l'appel d'urgence.

Il y a lieu de souligner que toute décision du préposé du CSU 112, toute démarche et toute communication vocale sont enregistrées et archivées. En cas de problème, d'équivoque ou de litige, les décisions du CSU 112 peuvent ainsi être retracées et vérifiées.

Question 1695 (11.10.2011) de **M. Jacques-Yves Henckes** *(ADR)* concernant la **décote de plus de 60% pour les créanciers de la Grèce:**

E Méindeg, den 10. Oktober, huet de Chef vum Eurogroup, de Jean-Claude Juncker, am éisträichesche Fernseh (ORF2) op d'Fro, ob fir Griichenland e Scholdeschnëtt vu 50% oder 60% diskutéiert géif, dës Äntwert ginn: „Mir schwätzen iwwer méi."

Dofir géif ech gären dem Här Finanzminister dës Froe stellen, fir de Fall, wou de Scholdeschnëtt fir Griichenland géif bei 60% leien:

1) Wat bedeit dëst fir de Budget vum Lëtzebuerger Stat, wat d'bilateral Engagementer a Garantië betrëfft?

2) Wat bedeit dëst fir de Budget vum Lëtzebuerger Stat, wat europäesch Engagementer, zum Beispill am EFSF an an der BCE, betrëfft?

3) Wat bedeit dëst fir de Budget vum Lëtzebuerger Stat, wat international Engagementer, zum Beispill am IWF, betrëfft?

4) Wat fir Répercussiounen hätt esou e Scholdeschnëtt op d'Lëtzebuerger Finanzplaz?

Réponse (18.11.2011) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

Dans sa question parlementaire, Monsieur le Député fait référence à une interview que Monsieur le Premier Ministre a donnée à une station de télévision étrangère. Il convient de relever que les faits évoqués lors de cette interview ont entre-temps été confirmés par le sommet des chefs d'État ou de Gouvernement de la zone euro qui, en date du 26 octobre 2011, ont décidé que: «La participation du secteur privé joue un rôle vital pour ramener l'endettement de la Grèce à un niveau supportable. C'est pourquoi nous nous félicitons des discussions en cours entre la Grèce et ses investisseurs privés visant à trouver une solution permettant d'approfondir la participation du secteur privé.

Parallèlement à un programme de réforme ambitieux pour l'économie grecque, la participation du secteur privé devrait garantir la diminution du ratio de la dette grecque au PIB, l'objectif étant de parvenir à un taux de 120% d'ici 2020. À cette fin, nous invitons la Grèce, les investisseurs privés et toutes les parties concernées à mettre en place un échange volontaire d'obligations avec une décote nominale de 50% sur la dette nationale grecque détenue par les investisseurs privés. Les États membres de la zone euro contribueront à l'ensemble des mesures relatives à la participation du secteur privé à hauteur de 30 milliards d'euros. Sur cette base, le secteur public est disposé à fournir un financement supplémentaire au titre du programme pour un montant allant jusqu'à 100 milliards d'euros jusqu'en 2014, y compris la recapitalisation requise des banques grecques. Le nouveau programme devrait être arrêté d'ici la fin de 2011 et l'échange d'obligations devrait être mis en œuvre au début de 2012. Nous demandons au FMI de continuer de contribuer au financement du nouveau programme grec.»

L'aide accordée à la Grèce s'élève à environ 100 milliards jusqu'en 2014 et est constituée d'une contribution par les États membres par les prêts bilatéraux (ce qui est actuellement le cas pour le 1er programme), d'une contribution par la Facilité européenne de stabilité financière (FESF) (ce qui sera le cas pour le 2e programme) et également par une contribution du FMI.

C'est le secteur privé qui est visé par les décisions prises le 26 octobre 2011. Ces décisions n'ont en effet pas d'impact sur les prêts bilatéraux que le Luxembourg a accordés à la République hellénique étant donné que la décote visée par l'extrait reproduit ci-dessus s'applique uniquement à la dette détenue par les investisseurs privés.

Ainsi, l'application de la décote susmentionnée n'a pas d'implications directes pour le budget de l'État. Par ailleurs, elle n'a pas d'implication pour les engagements implicites de l'État luxembourgeois vis-à-vis de la FESF étant donné que la FESF n'a pas encore accordé de prêts à la République hellénique. C'est toutefois par une garantie via la FESF que les États membres de la zone euro contribueront à l'effort du secteur privé et ceci à hauteur de 30 milliards d'euros. Cette garantie via la FESF n'aura pas d'impact budgétaire direct.

Finalement, l'État luxembourgeois ne dispose pas d'informations chiffrées concernant l'impact de l'application de cette décote sur les titres grecs détenus dans le portefeuille de la Banque centrale européenne (BCE) étant donné que la BCE n'a pas de comptes à rendre aux gouvernements de la zone euro sur la conduite indépendante de la politique monétaire.

L'État luxembourgeois, en tant qu'État membre du Fonds monétaire international (FMI), participe indirectement aux prêts accordés à la République hellénique par le FMI. Or, le financement par le FMI d'une assistance financière à un pays n'a pas d'implications budgétaires directes pour les États membres du FMI, le FMI étant une «quota-based international financial institution». Ceci dit, en cas d'augmentation de capital du FMI, l'État luxembourgeois y contribue conformément à sa quote-part dans le capital du FMI. Il convient de relever que les prêts accordés par le FMI bénéficient du statut de créancier privilégié (preferred creditor status) et ils ne sont pas affectés par l'application d'une décote sur les engagements détenus par des créanciers privés.

Une restructuration de la dette publique grecque ne pose pas de risques pour la stabilité financière de la place financière de Luxembourg. Les expositions des banques, fonds d'investissement et entreprises d'assurance luxembourgeoises à la dette souveraine grecque sont relativement modérées et les pertes éventuelles pourront être absorbées par les institutions financières luxembourgeoises sans pour autant affecter leur solvabilité.

Question 1696 (12.10.2011) de **M. François Bausch** *(déi gréng)* concernant l'**utilisation d'un «Statstrojaner» au Luxembourg:**

Suite aux révélations sur l'utilisation de logiciels d'espionnage «Statstrojaner» par la police allemande (BKA), j'aimerais avoir les renseignements suivants:

1) Est-ce que de tels programmes d'espionnage d'ordinateurs sont également utilisés par la Police grand-ducale?

2) Dans l'affirmative, quelle est la base légale pour l'utilisation de tels logiciels d'espionnage? Dans la négative, est-ce qu'il y a une disposition législative qui interdit le recours à ces logiciels?

Réponse (22.11.2011) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

La Section «Nouvelles Technologies» du Service de police judiciaire, chargée de l'exploitation des données informatiques, n'utilise pas de programmes de surveillance de système informatique.

Aucune disposition légale n'interdit le recours à ces programmes.

Question 1697 (12.10.2011) de **M. Henri Kox** *(déi gréng)* concernant l'**introduction d'un système de bornes pour voitures électriques:**

Suivant nos informations, votre direction de l'Énergie préparerait actuellement l'introduction d'un système de bornes de recharge pour voitures électriques.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

1. Est-ce que nos informations en relation avec l'introduction d'un tel système de bornes de recharge sont correctes? À quel stade d'avancement se trouve la planification d'un tel système? Qui sont les partenaires avec lesquels ce système est planifié?

2. De quelle façon l'alimentation de ces bornes avec de l'électricité verte, en provenance de sources renouvelables, est-elle assurée? Qui serait le ou quels seront les fournisseurs d'électricité verte?

Réponse (7.11.2011) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Henri Kox concernant l'introduction d'un système de bornes de recharge pour voitures électriques, je puis vous communiquer les informations ci-après:

Au Luxembourg, un début de développement de la mobilité électrique est en train de se faire tant au niveau communal qu'au niveau privé et des premiers projets pilote se sont déjà concrétisés. Autour de ces activités, une filière de l'électro-mobilité a commencé à se structurer grâce à la création de la plateforme «Elektromobilitéit», plateforme qui s'est donné comme vision d'élaborer un concept de mobilité électrique durable avec la mise en place d'une activité de recherche et d'innovation et le développement de services avec les acteurs nationaux,

le secteur privé et de la recherche. Cette plateforme compte aujourd'hui plus de 50 entreprises et institutions membres.

Conscients de ces développements et mouvements, le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur et le Ministère du Développement durable et des Infrastructures, en collaboration étroite avec l'Institut Luxembourgeois de Régulation, ont décidé de charger un cabinet de conseil avec la réalisation d'une étude permettant de définir, dans un processus collaboratif avec les parties prenantes au Luxembourg, un concept national structuré et partagé de mise en œuvre concrète et coordonnée de l'électro-mobilité au Luxembourg.

Les parties prenantes qui participent à l'élaboration d'un tel concept national sont notamment les gestionnaires de réseau, les fournisseurs d'électricité, le Centre de Recherche Public Henri Tudor et les autres membres de la plateforme «Elektromobilitéit».

L'objectif de cette étude est de préciser les spécificités des besoins luxembourgeois dans ce domaine, de faire un état des lieux de l'expérience et des initiatives luxembourgeoises et européennes dans la mobilité électrique, de synthétiser les tendances de fond en termes techniques, économiques et de normalisation concernant les infrastructures de recharge des véhicules électriques et hybrides rechargeables et finalement de mettre à plat les grandes variantes d'infrastructures de recharge possibles pour le Luxembourg. L'étude tient notamment compte de la caractérisation de l'infrastructure de charge, du modèle d'approvisionnement en électricité des bornes de recharge publiques, des acteurs potentiellement responsables du déploiement et de l'exploitation des bornes de recharges tout comme des modèles de financement possibles. Elle s'efforce de caractériser une plateforme globale informatique permettant la communication entre les utilisateurs, les voitures et les stations de recharge d'une part, les fournisseurs d'électricité d'autre part ainsi que l'implication active des gestionnaires de réseau concernés. Y vont également être traitées la question de l'électricité pouvant alimenter les bornes de recharge et celle du libre choix du fournisseur dans le cadre des marchés libéralisés de l'énergie.

À ce stade, ni une décision concernant le déploiement des bornes, ni une décision sur la forme de l'approvisionnement en énergie électrique de ces bornes n'ont été prises.

Session ordinaire 2011-2012

Question 1700 (13.10.2011) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant l'**achat en ligne de médicaments:**

Für ältere und mobilitätseingeschränkte Menschen werden die elektronischen Anwendungen (unter anderem eHealth und e-commerce) immer mehr zum praktischen Mittel, ihren verbleibenden Grad an Selbstversorgung relativ hoch zu halten. So ist es seit einiger Zeit möglich, Rezepte an ausländische Online-Apotheken zu senden und um die Auslieferung per Post/per Paketdienst der ärztlich verschriebenen Medikamente zu bitten.

Derweil die Dienstleistung einwandfrei funktioniert, insbesondere auch von Interesse sein kann, wenn die Auslieferung von Medikamenten hierzulande wegen bekannter und gehäufter Vorkommnisse von „rupture de stock" nicht möglich sein sollte oder nur mit erheblichen Verzögerungen zustande käme, so stellen sich doch Fragen bezüglich der Möglichkeiten, die anfallenden Beschaffungskosten von der Gesundheitskasse zurückerstatten lassen zu können.

Fragen:

1) Wie steht die Gesundheitskasse zu Medikamenteneinkäufen bei Online-Apotheken?

2) Gibt es Möglichkeiten, die Beschaffungskosten für ärztlich verordnete Medikamente von der Gesundheitskasse zurückerstatten zu lassen? Wenn ja, welche Rückerstattungstarife werden dann angewandt?

3) Gibt es Einschränkungen bei der Beschaffung von Medikamenten bei Online-Apotheken, auf die der Versicherte achten muss?

4) Welcher Rückerstattungstarif wird durch die Gesundheitskasse angewandt, insbesondere im Fall eines Medikamentes, das billiger bei der Online-Apotheke beschafft werden kann als der offizielle Verkaufspreis, der auf der positiven Liste der Gesundheitskasse hierzulande festgelegt wurde?

5) Gibt es in Luxemburg Online-Apotheken, bei denen Medikamente per Post bezogen werden können?

6) Welches sind die rechtlichen Rahmenbedingungen für den Vertrieb von Medikamenten per Post hierzulande?

7) Wenn es noch keine rechtlichen und regulatorischen Rahmenbedingungen hierzulande geben sollte, für wann kann mit einer Konkretisierung von entsprechenden Formalitäten gerechnet werden?

8) Wie viele Anfragen auf Rückerstattungen von Medikamenteneinkauf bei Online-Apotheken durch CNS-Versicherte gehen pro Jahr bei der Gesundheitskasse ein und auf welche Gesamtsumme chiffrieren sich diese Forderungen?

Réponse (10.10.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député, je me permets de renvoyer à ma réponse à la récente question parlementaire n°1313 de Madame la Députée Nancy Arendt relative à l'importation illégale de médicaments *(cf. compte rendu n°14/2010-2011)*, de laquelle il ressort que la législation luxembourgeoise interdit en principe toute délivrance au public d'un médicament en dehors d'une pharmacie ou d'un hôpital.

Ce principe s'applique également à la vente par correspondance et notamment à la vente de médicaments par Internet. Toutefois, depuis un arrêt de la Cour de Justice des Communautés européennes du 11 décembre 2003, les ventes en ligne par des pharmacies autorisées au Luxembourg ou dans un autre État membre de l'Union européenne sont licites pour autant que les médicaments vendus soient autorisés au Luxembourg et que la délivrance n'y soit pas soumise à prescription médicale. Pour plus de précisions à cet égard, je me permets de renvoyer à ma réponse du 17 mars 2007 à la question parlementaire n°1633 *(cf. compte rendu n°10/2006-2007)*.

Il résulte de ce qui précède que la vente par Internet et la vente par correspondance de médicaments soumis à prescription sont illicites au Luxembourg.

Pour ce qui concerne la question du remboursement, la prise en charge de médicaments par la CNS se limite strictement aux médicaments de la liste positive qui reprend les prix publics maxima respectifs avec les taux qui s'y appliquent. Si la facture porte sur un prix inférieur au prix de la liste, le taux s'applique à ce prix inférieur. Lorsque le prix facturé est supérieur au prix de la liste, le taux s'applique au prix de la liste.

Étant donné que pour un médicament en vente libre au Luxembourg la vente par Internet et la vente par correspondance sont licites, les factures afférentes sont remboursables par la CNS dans les conditions décrites ci-avant. À noter toutefois que les médicaments en vente libre au Luxembourg ne figurent en règle générale pas sur la liste positive.

La CNS n'a pas connaissance de factures remboursées portant sur des médicaments vendus par le biais d'Internet ou par correspondance.

Question 1702 (14.10.2011) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant l'**interdiction générale de fumer dans les cafés et bistrots:**

Monsieur le Ministre de la Santé a récemment déclaré vouloir déposer un projet de loi qui vise à introduire une interdiction générale de fumer dans les cafés et bistrots. Il me revient toutefois que le Ministère des Classes moyennes et du Tourisme envisage une autre solution dans ce domaine, à savoir le libre choix du propriétaire concernant l'interdiction de fumer dans son café.

Connaissant l'énorme importance du secteur de la restauration et du tourisme pour l'économie luxembourgeoise, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre des Classes moyennes et du Tourisme:

- Est-il exact que le Ministère des Classes moyennes et du Tourisme s'oppose à l'introduction de l'interdiction totale de fumer dans les cafés et bistrots? Dans l'affirmative, quelle solution le Ministère préconise-t-il?

- Au cas où l'interdiction de fumer était généralisée, par quels moyens financiers le Ministère entend-il venir en aide aux cafetiers et taverniers?

Réponse (22.11.2011) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch,** *Ministre des Classes moyennes et du Tourisme:*

En date du 29 avril 2011, le Gouvernement a pris connaissance du bilan de la loi du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac.

À cette occasion, le Conseil de Gouvernement a initié Monsieur le Ministre de la Santé d'élaborer un avant-projet de loi visant le «renforcement de la protection des non-fumeurs et mettant un accent particulier sur les jeunes».

Le Ministère des Classes moyennes et du Tourisme, comme d'ailleurs le Gouvernement dans son ensemble, prend au sérieux les soucis du secteur Horeca et s'est engagé à procéder à des concertations avec les concernés dans le cadre de l'élaboration du projet de loi.

Le Ministère des Classes moyennes et du Tourisme et le Ministère de la Santé se concerteront à ce sujet.

Question 1704 (16.10.2011) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant le **«Carnet radiologique»:**

In der InSight SantéSécu-Ausgabe 2/2006 wird im Beitrag „eHealth: Weit mehr als nur Vision" davon berichtet, dass der „Carnet radiologique" eines der ersten eHealth-Projekte gewesen sei, das bereits finanziell vom Gesundheitsministerium unterstützt wurde. Dabei handele es sich um einen Pass, der alle Röntgenuntersuchungen auflistet, um Doppeluntersuchungen zu verringern. Es scheint so zu sein, dass bereits im Jahre 2001 in Artikel 10 des Règlement grand-ducal vom 16. März 2001 auf eine solche Initiative gesetzt wurde und ein erstes Projekt im Jahre 2005 in Angriff genommen wurde. Eine Redefinition wurde dann später im Rahmen von Cara II vorgenommen. Dem Vernehmen nach wäre eine erste praktische Implementierung eines Pilotprojekts „Carnet radiologique" in einer luxemburgischen Klinik für 2007 geplant gewesen. Auch wird darauf hingewiesen, dass der „Carnet radiologique" hierzulande als Vorläufer der elektronischen Patientenakte angesehen werden könne.

Fragen:

1) Wie steht es mit dem Projet phare „Carnet radiologique"? Wann können die Versicherten im Luxemburger Gesundheitswesen in den Genuss dieses elektronischen Passes kommen?

2) Wie steht es allgemein um den Fortgang der Arbeiten um das nationale strategische eHealth-Projekt?

3) Inwiefern haben etwaige Verzögerungen bei der Umsetzung des eHealth-Projektes direkten oder indirekten negativen Einfluss auf die Forschungsarbeiten, die im Biomedizin-Projekt (u. a. personalisierte Medizin) umgesetzt werden sollen?

4) Was sind die Gründe für etwaige Verzögerungen bei der Umsetzung von eHealth-relevanten Projekten?

5) Was sind konkrete, verpflichtende zukünftige Daten bei der Konkretisierung von eHealth-Projekten und wie ist das Timing, das mit den vertraglich gebundenen Firmen ausgehandelt wurde?

6) Stimmt es, dass Luxemburg eine schlechte Leistung in Sachen eHealth aufweist (Health Consumer Powerhouse 28. September 2009)?

7) Wieso werden den Patienten nicht etwa regelmäßig Papierdaten aus der CNS-Datenbank zugestellt, auf denen Details der radiologischen Untersuchungen der letzten fünf bis zehn Jahre aufgelistet sind, damit die Patienten sie als Unterlagen mit in die Klinik oder zum Arzt nehmen können, solange der elektronische „Carnet radiologique" nicht angepasst ist?

Réponse (24.11.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale:*

Wie vom ehrenwerten Abgeordneten hervorgehoben, wurde mit dem Projekt „carnet radiologique" als Vorläufer einer elektronischen Patientenakte im Jahre 2005 im Rahmen von eSanté begonnen.

Das Projekt „Carnet radiologique" ist in vieler Hinsicht zu einem wertvollen Pilotprojekt geworden. Die vielen und anregenden Diskussionen mit den Ärzten und Radiologen haben es ermöglicht, die Bedürfnisse der zukünftigen Anwender besser zu verstehen und zu berücksichtigen. Dabei wurde klar, dass das Projekt „carnet radiologique" eigentlich über die Idee eines „elektronischen Passes" hinausgehen sollte.

Weiter hat sich herauskristallisiert, dass die für 2007 erwogene Pilot-Realisierung im Rahmen eines Forschungsprojektes durch den „Santec", eine Abteilung des Centre de Recherche Public (CRP) Henri Tudor, zwar denkbar gewesen wäre, jedoch dem Datenschutz und den Patientenrechten nicht in genügendem Maße hätte Rechnung tragen können.

Es wurde somit in der Folge beschlossen, dass der „carnet radiologique" ein Dienst der zukünftigen eHealth-Plattform im Rahmen der Realisierung einer breiteren elektronischen Austauschakte werden sollte, also dem heutigen „Dossier de soins partagé" (DSP).

Auf der zukünftigen eHealth-Plattform ist beabsichtigt, dass die verschreibenden Ärzte einen Zugriff auf den Befund und später ebenfalls auf Befundbilder erhalten. In der Austauschakte können befugte Benutzer jederzeit auf Befunde und Bilder zurückgreifen. Es ist vorgesehen, dass die Radiologiebefunde ein Teil der ersten Informationen sein werden, welche über die eHealth-Plattform bereitgestellt und ausgetauscht werden.

Die Gesundheitsreform, welche durch das Gesetz vom 17. Dezember 2010 in Kraft getreten ist, legt den Grundstein zur Schaffung der nationalen Austauschakte und sieht die Schaffung einer Agentur vor, welche sich ausschließlich eHealth-Fragen sowie dem Aufbau der nötigen Infrastruktur widmet.

Wie im Gesetz vorgesehen, wird die neue Agentur durch eine Umwandlung der wirtschaftlichen Interessengemeinschaft (groupement d'intérêt économique - GIE) HealthNet geschaffen. Dieser erste Schritt ist vor Kurzem erfolgt. In den kommenden Monaten wird die „Agence nationale des informations partagées dans le domaine de la santé" weiter aufgebaut, um in der Folge die Realisierung der eHealth-Projekte schrittweise übernehmen zu können, diese umzusetzen und weiter auszubauen.

Die Basis für die zukünftige Umsetzung des Projektes „carnet radiologique" sowie weiterer Dienste ist somit gelegt. Das Projekt „carnet radiologique" befindet sich jedoch zurzeit in einer Übergangsphase, da in Zukunft die neu geschaffene Agentur für den Aufbau der eHealth-Plattform verantwortlich zeichnen wird. Die Agentur wird, auf der Arbeit von eSanté aufbauend, letzte technische Punkte klären und dann damit beginnen, Lastenhefte zu erarbeiten, auf die sich die praktische Umsetzung stützen wird.

Die Umsetzung innovativer Projekte im Bereich eHealth ist komplex und langwierig. Die Herausforderungen sind in diesem Bereich nur zum Teil technischer Natur, überwiegend jedoch auf dem Gebiet der Akzeptanz und Vertrauensbildung bei den Patienten und Akteuren des Gesundheitswesens angesiedelt. Regionale Projekte in unseren Nachbarländern zeigen jedoch das vorhandene Potenzial und den konkreten Mehrwert.

Es sei auch darauf hingewiesen, dass es im Bereich eHealth in Luxemburg schon erste Dienste gibt: die Digitalisierung des „Programme Mammographie", der elektronische Versand von Labordaten, das HealthNet… Die Gründung der vorerwähnten Agentur soll die anstehenden Arbeiten beschleunigen. Konkrete Projekte können jedoch nur schrittweise und in enger Zusammenarbeit mit allen Akteuren gelingen.

Die neu geschaffene Agentur wird bestehende und neue Projekte vernetzt mit allen Akteuren des Gesundheitssystems angehen. So werden die Arbeiten im Laborbereich mit dem Staatslaboratorium (LNS), den Privatlaboren und den Krankenhäusern weitergeführt und der „carnet radiologique" wird in enger Zusammenarbeit mit den Krankenhäusern umgesetzt. Positiv wird sich hier die Schaffung des „Centre informatique sectoriel" (CIS) auswirken, welches die Rolle eines zentralen Knotenpunktes der Krankenhausinformationssysteme übernehmen soll. Ich bin demnach zuversichtlich, dass Luxemburg sich progressiv der Spitzengruppe der Länder mit einer ausgezeichneten Infrastruktur im Bereich eHealth anschließen kann.

Die Forschungsarbeiten im Bereich der personalisierten Medizin laufen im Moment noch unabhängig von den eHealth-Aktivitäten. Das Gesetz zur Reform des Gesundheitswesens sieht allerdings vor, dass die neu geschaffene Agentur depersonalisierte Gesundheitsdaten bereitstellen soll für Studien, für Statistik und Forschung. Dies ist in den Grundkonzepten der eHealth-Plattform mit bedacht worden. Es ist also nur eine Frage der Zeit, wann Forschungsarbeiten zur personalisierten Medizin und eHealth zusammenfinden werden. Auch wird die neu geschaffene Agentur generell die Interoperabilität durch Nutzung gemeinsamer Standards (z. B. die vergleichbare Nutzung der „LOINC"-Kodifikation im Bereich der Labordaten) fördern. Dies wird sich positiv auf Forschungsbereiche auswirken, in welchen solche Daten zweitgenutzt werden sollen.

Die der Gesundheitskasse (CNS) zurzeit zur Verfügung stehenden Routinedaten beinhalten den Code des Aktes gemäß nationaler Nomenklatur, den Code des Leistungserbringers, die Kosten, jedoch keine weiteren medizinischen Daten. Diese Informationen sind zurzeit auch nur dann verfügbar, wenn der Patient in Vorleistung gegangen ist. Im Rahmen der Gesundheitsreform ist generell vorgesehen, dass der Patient künftig eine Auflistung der ihn betref-

fenden Kostenübernahmen erhalten wird. Im Rahmen des „Médecin référent" ist weiterhin vorgesehen, dem Patienten Daten zu vorherigen Untersuchungen seitens der CNS bereitzustellen. Es obliegt dann dem Willen des Patienten, diese Daten seinem behandelnden Arzt zur Verfügung zu stellen.

Question 1705 (16.10.2011) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant l'**informatique médicale:**

Das luxemburgische Gesundheitswesen ist gefordert, sein Versorgungssystem in dem Maße umzubauen, gemäß den neuen Möglichkeiten der Informations- und Kommunikationstechnologien. Es besteht also dringender Bedarf an Pflegeinformatikern im Gesundheitswesen.

Die angestrebte Gesundheitsreform beinhaltet die Einführung der elektronischen Patientenakten und der entsprechenden Informatikstrukturen.

Diese Frage scheint noch nicht genug thematisiert worden zu sein, um potenziell interessierte Pflegekräfte dazu zu bringen, sich in diesen Bereichen zu spezialisieren und schnellstmöglich für die Umsetzung der nationalen eHealth-Strategie zur Verfügung zu stellen.

Fragen:

1) Was gedenkt der Minister zu tun, um diese Fachkräfte in der Pflegeinformatik aufzutreiben?

2) Welche Initiativen wurden bereits genommen, um Pflegefachkräfte zu einer Zusatzausbildung in der Pflegeinformatik zu motivieren und wird es eine Informationskampagne geben?

3) Welche akademischen Ausbildungen werden benötigt, um als Pflegeinformatiker anerkannt zu werden? Werden Pflegeinformatiker beim Gesundheitsminister homologiert?

4) Wurden schon medizinische Pflegeinformatikabteilungen in den Kliniken eingerichtet?

5) Wie viele Spezialisten in medizinischer Informatik respektive Pflegeinformatik werden mittel- und langfristig in Luxemburg gebraucht? Gibt es vorliegende Projektionszahlen?

6) Wird es in Kürze zur Anerkennung der Spezialisierung „Medizininformatik und Pflegeinformatik" kommen und werden in diesem Bereich genauso wie bei anderen Bereichen der Pflege Sonderbesoldungen garantiert werden?

7) Welche proaktive Rolle wird der Minister spielen in der Förderung der eHealth-relevanten Spezialisierung der Fachkräfte, um die eHealth-Strategie umzusetzen?

Réponse (24.11.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Ich stimme mit dem Herrn Abgeordneten überein, dass die immer stärker um sich greifende Informatisierung im Gesundheitswesen die nötigen Fachkräfte erfordert, um die sich bietenden Chancen der IT-gestützten Informationssysteme optimal nutzen zu können. Hierzu sind zwei Grundkenntnisse verlangt, welche sich ergänzen sollten: IT-Fachkräfte mit Spezialisierungen im Bereich Gesundheit und Pflege (spezifische Normen wie HL7, DICOM… oder andere Spezialgebiete wie Bioinformatics), welche die Systeme aufbauen, sowie das effiziente Benutzen der Möglichkeiten der Informationssysteme auf Seiten der Anwender.

Die ersten Fachkräfte in der Pflegeinformatik werden vor allem an Universitäten im Ausland ausgebildet. Zurzeit entsteht dort in der Tat ein Angebot für die sogenannte Pflegeinformatik, oft als Weiterentwicklung von eHealth-Werkzeugen. In den luxemburgischen Krankenhäusern werden Projekte im Bereich Pflegeinformatik ebenfalls von dem IT-Personal betreut, welches für die medizinischen Anwendungen verantwortlich zeichnet. Für das IT-Fachpersonal in den Krankenhäusern sind die Grenzen zwischen Pflegeinformatik und Medizininformatik fließend und entsprechen nicht unbedingt einer gelebten Abgrenzung.

Anwender von IT-Systemen werden meistens bei der Einführung von neuen IT-Systemen spezifisch geschult. Solche spezifischen Ausbildungen der Anwender werden meistens von den Projektträgern organisiert.

Die im Aufbau befindliche eHealth-Agentur sowie auch die Vereinigung HL7 Luxemburg können im Bereich Weiterbildung eine tragende Rolle spielen. Beide Organisationen werden mit Sicherheit Ausbildungen anbieten, vor allem was die Interoperabilität von IT-Systemen und die Anwendung der zukünftigen Dienste der eHealth-Plattform anbelangt. Beide Organisationen erhalten aus meinem Ministerium die notwendige Unterstützung für diese Aufgaben.

Question 1707 (18.10.2011) de **M. Claude Adam** *(déi gréng)* concernant les **statistiques relatives aux différentes épreuves du concours réglant l'accès à la fonction d'instituteur de l'enseignement fondamental:**

Le règlement grand-ducal du 9 mars 2009 déterminant les modalités du concours réglant l'accès à la fonction d'instituteur de l'enseignement fondamental précise également les modalités relatives aux épreuves préliminaires au concours définies à l'article 2 du règlement susmentionné. Ces épreuves préliminaires visent à vérifier les connaissances linguistiques en luxembourgeois, français et allemand, de même que les connaissances générales en matière de législation et de réglementation scolaires au Luxembourg.

Dans ce contexte, je souhaite avoir les informations suivantes de la part de Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

Épreuves préliminaires:

1) Combien d'étudiants (m/f) se sont présentés chaque année aux épreuves préliminaires au concours d'accès pour les années 2009, 2010 et 2011? De quelles écoles sont-ils issus?

2) Combien d'étudiants ont réussi ces épreuves préliminaires en 2009, 2010 et 2011? De quelles écoles sont-ils issus?

Épreuves du concours:

1) Combien d'étudiants se sont présentés chaque année aux épreuves du concours d'accès proprement dit pour les années 2009, 2010 et 2011? De quelles écoles sont-ils issus?

2) Combien d'étudiants ont réussi leurs épreuves en 2009, 2010 et 2011? De quelles écoles/instituts sont-ils issus?

Réponse (14.11.2011) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Les réponses aux questions de l'honorable Député sont consignées dans les deux tableaux ci-dessous.

1) Épreuves préliminaires

	Instituts de formation francophones		Universités de formation germanophones		Autres		Université du Luxembourg		Total	
	Candidats	Admis	Candidats	Admis	Candidats	Admis	Candidats	Admis	Candidats	Admis
Année:										
2008/2009	202	117	17	7			1	/	220	124
2009/2010	324	227	15	8	1	/	1	1	341	236
2010/2011	204	110	10	5	2	1			216	116

En ce qui concerne les épreuves préliminaires, il y a lieu de remarquer que les dispenses suivantes peuvent être accordées par le Ministre:

a) le candidat inscrit à l'Université du Luxembourg peut être dispensé des épreuves d'allemand et de français s'il a accompli avec succès des épreuves de langues réglant l'accès des étudiants à l'Université;

b) le candidat pouvant attester, dans la langue allemande respectivement dans la langue française, en oral et en écrit, d'un niveau C1 du Cadre européen commun de référence pour les langues, certifié par un institut agréé ou reconnu par le Ministre, peut être dispensé des épreuves dans la langue respective;

c) le candidat pouvant attester la fréquentation, pendant au moins dix années scolaires, d'écoles qui dispensent l'enseignement de la langue luxembourgeoise conformément à la législation concernant l'organisation de l'enseignement fondamental et de l'enseignement postprimaire peut être dispensé des épreuves de luxembourgeois;

d) le candidat ayant commencé ou terminé la dernière année d'études supérieures menant à un diplôme étranger d'études supérieures préparant à la profession d'instituteur dans un pays ou dans une région francophone ou germanophone peut être dispensé des épreuves respectivement de français ou d'allemand;

e) le candidat ayant au cours de ses études supérieures suivi avec succès un cours consacré à la législation et la réglementation scolaires luxembourgeoises peut être dispensé de l'épreuve portant sur ces matières.

2) Concours

	Instituts de formation francophones		Universités de formation germanophones		Autres		Université du Luxembourg		Total	
	Candidats	Admis	Candidats	Admis	Candidats	Admis	Candidats	Admis	Candidats	Admis
Année:										
2008/2009	169	95	9	6			120	79	298	180
2009/2010	214	127	11	7			139	110	364	244
2010/2011	236	88	10	8	1	/	144	121	391	217

*«Admis» signifie être classé en rang utile à l'issue du concours pour accéder à un poste d'instituteur conformément au plan de recrutement arrêté par le Gouvernement.

Question 1708 (18.10.2011) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant l'**acquisition par les autorités allemandes d'un CD-Rom avec des données de citoyens allemands ayant déposé leur fortune dans une banque au Luxembourg:**

Le 5 février 2010 j'ai demandé à Monsieur le Ministre des Finances dans une question parlementaire comment il entendait réagir face à l'intention du Gouvernement allemand de procéder au recel afin d'obtenir un CD-Rom contenant des fichiers de citoyens allemands ayant déposé leur fortune dans une banque suisse. À l'époque le Ministre m'a répondu: «J'estime qu'il n'est pas opportun de se prononcer sur une question qui relève de la seule compétence des autorités allemandes sur base du droit allemand et qui concerne un dossier entre l'Allemagne et la Suisse.» *(cf. compte rendu n°10/2009-2010 - question parlementaire n°0440)*

La presse s'est faite ces derniers jours l'écho des autorités du Rhénanie-Palatinat ayant acquis un CD-Rom de clients d'une banque au Luxembourg.

Aussi, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Le fait que les autorités allemandes aient acquis un CD-Rom avec des données de citoyens allemands ayant déposé leur fortune dans une banque au Luxembourg ne revient-il pas à du recel? Dans la négative dans quelle mesure ce genre de pratique se différencie-t-il du recel?

- Quelles conséquences le Ministre estime-t-il que cette pratique risque d'avoir pour notre place financière et le Luxembourg?

- Le Ministre entend-il intervenir auprès des autorités allemandes étant donné qu'il s'agit d'un dossier concernant le Luxembourg et l'Allemagne? Vu que cette sorte de recel semble devenir de plus en plus courante, comment le Ministre estime-t-il qu'il faille réagir à cette situation? Qu'en est-il de cette pratique au niveau du droit international?

- Monsieur le Ministre est-il déjà intervenu auprès des instances européennes?

Réponse (18.11.2011) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

Le Gouvernement regrette tout d'abord le vol d'un CD-Rom contenant les données privées des clients allemands d'une banque présente sur note place financière. C'est un comportement qui contrevient a priori à notre droit pénal et qui par ailleurs n'est tout simplement pas éthique. Cela étant, seules les autorités judiciaires compétentes peuvent qualifier en droit interne les comportements qui sont visés dans la question parlementaire et décider de leur poursuite.

Il est également à préciser que le Gouvernement ne dispose pas d'informations supplémentaires à celles circulées par les médias - ni sur les circonstances ayant amené les autorités allemandes à acquérir ces données, ni sur le contenu exact des données disponibles.

Au-delà de ces précisions, il est utile de rappeler que la lutte contre la fraude fiscale est un objectif que le Gouvernement partage évidemment, tout en espérant que les instruments qui sont développés soit au sein de l'Union européenne (par exemple la directive «fiscalité de l'épargne» depuis 2005) ou dans nos relations bilatérales (à voir par exemple la récente modification de notre convention de non-double imposition) pourront remplacer les pratiques décrites dans la question parlementaire.

Question 1710 (18.10.2011) de **Mme Martine Mergen** *(CSV)* concernant le **programme d'aide au sevrage tabagique de l'Union des caisses de maladie:**

Début janvier 2008, un programme d'aide au sevrage tabagique a été instauré par le Ministre de la Santé et l'Union des caisses de maladie (UCM).

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé:

- Combien de patients ont été enrôlés dans le programme de 2008 à 2010?

- Quel a été le taux de succès en termes de dossiers complets envoyés et de patients sevrés?

- Quel est le coût du présent programme?

- Si le programme n'a pas atteint les objectifs espérés, quelles sont les modifications que vous entendez y apporter?

Réponse (22.11.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Le tableau ci-dessous fournit un aperçu sur le nombre des personnes enrôlées dans le programme de sevrage tabagique de 2008 à 2010:

Année	2008	2009	2010
Nombre de personnes	458	222	201

Il est à souligner que parmi les 881 personnes qui ont commencé le sevrage dans le cadre du programme, presque 25% l'ont poursuivi jusqu'à la fin.

Le coût de ce programme sur les trois années confondues avoisine les 85.000 euros. Ce coût englobe les frais liés aux actes médicaux délivrés par les médecins dans le cadre du programme de sevrage ainsi que les frais du forfait pour les médicaments.

www.chd.lu

Question 1712 (19.10.2011) de **M. Claude Haagen** *(LSAP)* concernant l'**hébergement des demandeurs d'asile:**

Au cours des dernières semaines plusieurs communes se voient confrontées à un nombre croissant de demandeurs d'asile. Ce fait résulterait d'une recrudescence des demandes d'asile liée notamment au fait que les ressortissants de certains pays n'ont plus besoin de visas pour entrer dans l'UE.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes:

1. Madame la Ministre peut-elle m'indiquer la répartition actuelle des réfugiés et des demandeurs d'asile suivant les communes?

2. Madame la Ministre peut-elle m'indiquer le type de logement mis à disposition des demandeurs d'asile?

3. Par quels moyens les responsables communaux sont-ils informés de l'hébergement ou du logement - soit-il provisoire - des demandeurs d'asile, respectivement du changement d'hébergement de ces personnes?

4. Madame la Ministre ne prévoit-elle pas d'introduire un certain quota d'hébergement pour demandeurs d'asile afin de garantir une répartition nationale équilibrée et équitable?

Réponse (24.11.2011) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

1. Le relevé joint en annexe renseigne sur la répartition actuelle des réfugiés et demandeurs de protection internationale par cantons et communes.

2. Les demandeurs de protection internationale sont hébergés soit dans des foyers gérés par l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI); les foyers en question sont la propriété de l'État respectivement pris en bail, soit dans des foyers d'hébergement gérés par des ONG et soutenus financièrement par l'OLAI.

3. Le contact avec les autorités communales se fait au moment où une nouvelle structure a été trouvée par le service en charge du logement ou a été proposée par un privé ou la commune elle-même. Il y a des contacts téléphoniques et des réunions dans les communes.

Le service Logement de l'OLAI remet en main propre des DPI un formulaire confirmant son entrée au foyer d'hébergement en vue de son inscription auprès de l'administration communale concernée. Lors de la sortie de foyer, les administrations communales sont informées par fax, soit par les soins de l'OLAI, soit par le gestionnaire du foyer d'hébergement.

4. Je ne puis que confirmer mes déclarations sur l'introduction d'un quota d'hébergement pour les demandeurs de protection internationale.

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Question 1713 (12.10.2011) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant l'**attribution du titre «ville»:**

La localité de Mersch figure depuis longue date parmi les chefs-lieux de canton du Grand-Duché de Luxembourg. Elle est le siège de plusieurs entités administratives et héberge maints établissements éducatifs à caractère régional, voire national. Y sont également implantées des entités uniques au Grand-Duché telles le Centre National de Littérature, la Maison des Aveugles et le Village pour Enfants.

Mersch est aussi un point central du point de vue des transports publics et des moyens de communication en général, si bien que la localité de Mersch constitue un attrait indéniable comme entité urbanistique à caractère central pour l'ensemble des communes riveraines.

La commune de Mersch comptait au 13 septembre 2011 8.161 habitants.

Sa population est en croissance continue depuis les années 1990 (plus de 2.000 habitants durant les 20 dernières années). La localité de Mersch compte actuellement 3.621 citoyens.

Alors que des localités de taille plus réduite portent le titre de «ville» depuis des décennies (e. g. les villes de Vianden et de Remich), Mersch ne s'est pas encore vue conférer ce titre malgré plusieurs démarches effectuées par ses édiles de par le passé.

Voilà pourquoi je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Selon quelle procédure le titre de «ville» est-il conféré et quels sont les critères à respecter?

- Pour quelles raisons la localité de Mersch ne s'est-elle pas encore vu octroyer cette distinction?

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si le Gouvernement sera disposé à prendre l'initiative en vue d'élever la localité de Mersch au rang d'une ville? Si tel était le cas, dans quels délais les démarches à entreprendre pourraient-elle aboutir?

Réponse (27.10.2011) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

L'honorable Député m'interroge sur les conditions d'accession d'une commune au titre de «ville» et ce, en particulier, en ce qui concerne la commune de Mersch.

1. Principe

La dénomination de «ville» est attribuée par la loi.

Il n'existe pas de critères légaux selon lesquels une commune pourrait être érigée en ville, la seule taille d'une localité n'étant pas déterminante. En effet, de nombreuses communes comptant bien plus d'habitants que la commune de Mersch ne sont pas des villes au regard de la loi luxembourgeoise.

2. Historique

La loi du 24 février 1843 sur l'organisation des communes et des districts disposait que «le pays est divisé en communes, et celles-ci forment des districts, le tout de telle manière qu'il est établi ou qu'il sera ultérieurement arrêté. Néanmoins, la dénomination de ville est conservée aux communes de Luxembourg, Diekirch, Grevenmacher, Echternach, Wiltz, Vianden et Remich.»

Le législateur de 1843 s'est donc limité à consacrer un fait historique.

Par la suite la qualification de ville a été attribuée aux localités d'Esch-sur-Alzette (loi du 29 mai 1906), de Differdange, Dudelange, Rumelange et Ettelbruck (loi du 4 août 1907).

Depuis lors, aucune commune luxembourgeoise n'a accédé au titre de ville.

L'article 1er de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 a conservé expressément la dénomination de ville aux communes de Luxembourg, Diekirch, Differdange, Dudelange, Echternach, Esch-sur-Alzette, Ettelbruck, Grevenmacher, Remich, Rumelange, Vianden et Wiltz.

3. Critères retenus dans le contexte des lois de 1906 et 1907

Quant aux critères éventuels, il y a lieu de relever que l'exposé des motifs de la loi du 29 mai 1906 qui a attribué à Esch-sur-Alzette la qualification de ville précise qu'il résulte d'anciennes chartes - qu'il énumère d'ailleurs - que la localité d'Esch-sur-Alzette a possédé le titre légal de «ville et franchise» déjà avant le règne de Jean l'Aveugle. Par ailleurs, il note que l'ancienne ville et franchise d'Esch-sur-Alzette est devenue le chef-lieu du canton de même nom et le centre du bassin minier et de l'industrie métallurgique du Grand-Duché; son importance politique et administrative est en proportion de son développement économique et de l'accroissement de sa population. Le recensement du 1er décembre 1905 accuse le nombre de 15.000 (en réalité: 12.000) âmes environ.

Dans son avis du 19 janvier 1906 le Conseil d'État s'est demandé s'il n'y a pas lieu de donner la même qualification de ville aux localités d'Ettelbruck, de Differdange et de Dudelange. Il a en effet constaté qu'on admet ordinairement que l'importance des établissements publics, le chiffre de la population et surtout les occupations auxquelles celle-ci se livre caractérisent une ville.

Lorsque les travaux sont principalement commerciaux ou industriels, c'est une ville. Le Conseil d'État a estimé que ces considérations militent en faveur des trois localités en question aussi bien qu'en faveur d'Esch-sur-Alzette.

C'est en se basant sur cet avis du Conseil d'État que le directeur général de l'Intérieur présenta en 1907 un projet de loi pour donner la qualification de ville aux localités de Differdange, Dudelange, Ettelbruck et Rumelange.

Dans son avis du 31 mai 1907 le Conseil d'État a constaté que les conditions généralement exigées pour justifier le titre de ville - population assez importante, siège de l'industrie ou du commerce, entretien et éclairage des rues, constructions régulières et agréables, existence de services publics, facilité de circulation, etc. - se réalisent et se complètent, surtout dans les localités d'Ettelbruck, Differdange et Dudelange. Pour Rumelange il a estimé qu'il était à prévoir que tel serait le cas sous peu, grâce au grand développement de son industrie.

Il résulte des considérations retracées ci-dessus que la dénomination de ville est conférée à une localité lorsque celle-ci revêt une certaine importance et se distingue des autres localités.

Cependant, les considérations y développées doivent être replacées dans leur contexte historique et ne peuvent être transposés telles quelles à l'époque contemporaine.

Ce qu'il est permis de constater néanmoins, c'est qu'il n'est pas dans les usages d'attribuer le titre de ville à une localité pour la valoriser. Au contraire, c'est l'essor d'une localité qui permet de justifier qu'on lui attribue la qualification de ville.

4. Procédure

Quant au volet procédural de la question, il y a lieu de se référer à la procédure législative, l'accession d'une commune à la dénomination de ville relevant de la seule volonté du législateur.

Question 1714 (18.10.2011) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant le **prix Nobel de médecine 2011:**

Anfang des Monats erhielt ein gebürtiger Luxemburger den Nobelpreis in der Medizin. Nicht wenige Institutionen in der hiesigen Forschungslandschaft erwähnten in ihren aktuellen Mitteilungen zu diesem Ereignis, dass dieser Professor in Kontakt mit ihrer Forschungsinstitution geblieben war.

Wenn es verständlich erscheint, dass der Nobelpreisträger Anfang der 70er Jahre die Entscheidung traf, die französische Nationalität anzunehmen, um seine Karriere in einem der besten Forschungszentren Frankreichs weiterzuführen, so kann man sich dennoch heute die Frage stellen, wie ein so anerkannter Forscher Anfang dieses Jahrhunderts in die nationale Forschung hätte eingebunden werden können, um hier in Luxemburg mit den Mitteln, die ihm gleich anderen Forschern hätten zur Verfügung gestellt werden können, wegweisende Forschung in seinem Bereich der Biomedizin führen zu können.

Fragen:

1) Als die Regierung die Initiative nahm, Forscher aus dem Ausland nach Luxemburg zu bringen, wurde zu jenem Zeitpunkt auch der diesjährige Nobelpreisträger für Medizin zu einem solchen Schritt ermutigt?

2) Was war zu jenem Zeitpunkt das Angebot der Regierung an den heutigen Nobelpreisträger?

3) Kann die Regierung bestätigen, dass es sich um die Zurverfügungstellung eines Forschungslabors gehandelt habe?

4) In welche Projekte war der Nobelpreisträger konkret hierzulande einbezogen und in welcher Rolle?

5) Wie gedenkt die Regierung den luxemburgischen Nobelpreisträger nunmehr zu ehren?

6) Wird es möglich sein, den Nobelpreis-Laureaten in Zukunft stärker in das nationale Forschungsgeschehen einzubeziehen? Wenn ja, in welche Projekte konkret?

Réponse (22.11.2011) de **M. François Biltgen,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

Die Anfrage des ehrwürdigen Abgeordneten zielt im Wesentlichen auf die Anstrengungen ab, die von der Seite der Regierung unternommen wurden, anerkannte Forscher zwecks Verstärkung der nationalen Forschungsgemeinschaft nach Luxemburg anzuziehen, und wie diese im spezifischen Fall des Professors Jules Hoffmann angewandt wurden.

Ich möchte in diesem Zusammenhang auf die Programme ATTRACT und PEARL des Fonds national de la recherche (FNR) verweisen. Der FNR hat diese neuen Finanzierungsprogramme ins Leben gerufen, um ausländische Forscher für Luxemburg zu gewinnen. Das Programm PEARL richtet sich an etablierte Wissenschaftler, während ATTRACT jungen, erfolgversprechenden Forschern gute Forschungsaussichten bietet. Durch den Aufbau neuer Forschungskapazitäten sowie die Finanzierung von neuen Forschungsideen sind die Programme ATTRACT und PEARL eine wichtige Ergänzung zu den existierenden Programmen des FNR, die hauptsächlich die laufende Forschung in Luxemburg unterstützen. ATTRACT (Finanzierung durch den FNR von bis zu 1,5 M€) und PEARL (Finanzierung durch den FNR von bis zu 5 M€) haben es den Luxemburger Forschungseinrichtungen in den letzten Jahren ermöglicht, hervorragende Forscher nach Luxemburg abzuwerben. Die entsprechenden Unterstützungen werden aufgrund eines gemeinsamen Antrages der Forschungseinrichtung und des Forschers nach einer strengen Auswahl, in welche jeweils eine internationale Expertengruppe eingebunden ist, vergeben.

Mir ist kein über diese Maßnahmen hinausgehendes Angebot bekannt, welches seitens der Regierung an den heutigen Nobelpreisträger gerichtet worden wäre.

Es ist jedoch darauf hinzuweisen, dass Professor Jules Hoffmann als Mitglied des wissenschaftlichen Beirats (seit 2001) und als Mitglied des Verwaltungsrats (seit 2003) des CRP-Santé aktiv an der Ausrichtung der Forschung dieser Forschungseinrichtung mitarbeitet.

Darüber hinaus gedenke ich, dem Nobelpreis-Laureaten eine Mitarbeit in beratender Funktion in anderen Projekten, insbesondere im Bereich der Lebenswissenschaften anzubieten.

Question urgente 1756 (18.11.2011) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant les **biberons toxiques:**

Frankräich huet beschloss, kuerzfristeg Biberonen a Suckelen aus dem Verkéier ze zéien, déi mat „oxyde d'éthylène (EtO)" steriliséiert gi sinn. Dëst Verfahre steet am Verdacht, Kriibs kënnen ervirzebréngen. E groussen Deel vun dëser Produktioun kënnt aus der Belsch.

An deem Kontext géif ech dem Gesondheetsminister dës Froe stellen:

1) Ginn an de Lëtzebuerger Maternitéen, Spideeler an aneren Institutioune Biberonen a Suckele verwendt, déi mat Hëllef vun dësem Verfahre steriliséiert gi sinn? Ginn esou Accessoirë fir Puppelcher zu Lëtzebuerg verkaaft?

2) Wa jo, ass de Gesondheetsminister bereet, dës Biberonen a Suckelen esou schnell wéi méiglech ze verbidden?

Réponse (28.11.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Lëtzebuerger Spideeler verwenden, sou wéi auslännesch Etablissementer, Biberonen a Suckelen, déi mat Ethylenoxid (EO) steriliséiert gi sinn. Dës steril Biberonen a Suckele sinn néideg bei Fréigebuerene souwéi bei immundepriméierte Bëbeeën.

A Geschäfter, also am fräie Verkaf, wou Artikele fir Bëbeeë verkaaft ginn, sinn esou Artikelen net ze fannen. Och an den Apdikte ginn dës Produkter net verkaaft.

Dëst Sterilisatiounsverfahren gëtt lafend fir d'initial Sterilisatioun vu medezineschen Artikelen agesat. Europäesch Norme preziséieren d'Konditioune vun der Realisatioun a Validatioun vun dëser Technik, andeems op d'Geforen am Zesummenhang mam Sterilisatiounsmëttel opgepasst gëtt. D'Fabrikante mussen ënner anerem de residuellen Ethylenoxid doséieren; maximal zoulässeg Konzentratiounen dovu sinn an der Norm fixéiert.

Meng Servicer hu schonn den 18. November sämtlech Spideeler am Land gefrot, fir no Alternativen zu de mat EO steriliséierte Biberonen a Suckelen ze sichen. Doriwwer eraus si mir amgaangen ze iwwerpréiwen, wat fir weider Aktioune vun eiser Säit nach missten ënnerholl ginn.

De franséische Gesondheetsministère huet den 18. November matgedeelt, dass laut den aktuelle Kenntnisser de Gebrauch vun dëse mat EO steriliséierten Artikele keng bekannte gesondheetlech Konsequenze schéngt ze hunn, compte tenu vun der Dosis an der Dauer vun der Expositioun.

De Gebrauch vu mat EO steriliséierte Biberonen a Suckelen ass och net an der Belsch verbuede ginn; de „Conseil supérieur de la Santé" soll eng méi detailléiert Analys maachen.

d'Chamber online op
www.chd.lu

LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES **N°3** • SESSION ORDINAIRE 2011-2012

7e séance	mardi	6 décembre 2011
8e séance	mercredi	7 décembre 2011
9e séance	jeudi	8 décembre 2011
10e séance	jeudi	8 décembre 2011

Mme Lydie Err succédera à M. Marc Fischbach comme médiateur

Mme Lydie Err se substituera comme «ombudsman» ou encore médiateur à M. Marc Fischbach dont le mandat se terminera sous peu. Au cours d'un vote lors de la séance publique du 15 décembre 2011 à la Chambre des Députés, 44 parlementaires se sont prononcés en sa faveur alors que trois députés ont voté pour M. Roy Reding et que huit bulletins blancs ont été remis. Mme Err assumera sa nouvelle fonction de médiateur dès le mois de février 2012.

Née en 1949 à Pétange, Mme Err fut élue une première fois à la Chambre des Députés en 1984 et confirmée comme mandataire public aux élections législatives de 1989, 1994, 1999, 2004 et 2009. Entre 1998 et 1999 et suite à un remaniement ministériel, elle occupait notamment le poste de Secrétaire d'État aux Affaires étrangères, au Commerce extérieur et à la Coopération.



La nouvelle médiateure, Mme Lydie Err (LSAP).

Juriste de formation, Mme Lydie Err est avocate depuis 1976. Médiatrice agréée par le Ministère de la Justice depuis 2001, elle exerce le métier de médiatrice au Centre de médiation du Barreau de Luxembourg depuis 2004.

Au cours de son mandat de députée, Mme Err a notamment été membre de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle et de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale. À l'heure qu'il est, elle assume encore la fonction de Vice-Présidente de la Commission juridique de la Chambre et se trouve à la tête de la délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Mme Viviane Reding, 70 jeunes et la crise

Crise - mais quelle crise exactement? Avec quelque 70 élèves issus de trois lycées (Lycée Michel-Rodange de Luxembourg, Lycée Nic-Biever de Dudelange et Lycée du Nord de Wiltz), la Vice-Présidente de la Commission européenne, Mme Viviane Reding, a dialogué sur la situation économique et financière actuelle.



Mme Viviane Reding, Vice-Présidente de la Commission européenne.

Alors qu'au départ il s'agissait d'une crise bancaire et financière, celle-ci a débouché dans une crise des dettes souveraines puisque nombre de pays européens ont dû intervenir pour sauver des établissements de crédit et soutenir la conjoncture afin de ne pas sombrer dans une récession économique. Maintenant où certains pays de l'Union européenne (UE) connaissent de graves problèmes budgétaires, il s'agit, dans un élan de solidarité, de les aider à se libérer de cette spirale du surendettement.

L'aspect de la solidarité a provoqué diverses réactions parmi les élèves. La majorité d'entre eux fut d'avis qu'il fallait certes aider les pays en difficulté à s'en sortir, mais qu'il fallait également veiller à ce qu'un tel scénario ne se reproduise plus. De quels moyens dispose l'UE pour contrôler si les pays s'endettent trop et comment a-t-on pu en venir à la situation actuelle? Les députés luxembourgeois et européens présents ont rappelé l'importance de mettre en place une procédure budgétaire commune et des sanctions touchant les pays qui ne respectent pas les règles.

D'autres échanges entre lycéens et parlementaires ont concerné l'élargissement de l'Union et la peur de certains pays de perdre leur souveraineté nationale. Mme Viviane Reding a également rappelé la responsabilité de l'UE en matière économique et le rôle de l'Europe dans un monde globalisé.

Jeunes lycéens en visite à la Chambre

À la fin novembre, deux classes de l'éducation différenciée ont visité la Chambre des Députés.

Les jeunes, âgés entre 12 et 15 ans, fréquentent le «Uelzecht Lycée» de Luxembourg ou le Lycée Josy Barthel de Mamer. Au cours d'une visite de l'Hôtel de la Chambre, ils ont d'abord reçu des informations sur la première institution du pays et sa place dans la procédure législative avant d'être accueillis par son Président, M. Laurent Mosar.

Lors d'un échange de vues, le Président a notamment renseigné les élèves sur la composition de la Chambre, le fonctionnement des institutions au Luxembourg et celui de la Chambre des Députés en particulier. Il a également répondu aux différentes questions des élèves concernant la politique, les élections, les partis et groupes politiques ainsi que le rôle dévolu au Président du Parlement.



Les élèves ont été reçus par M. Laurent Mosar.

Un calendrier «féminin» pour le Président de la Chambre

À l'approche des fêtes de fin d'année, le Conseil national des femmes du Luxembourg (CNFL) a remis au Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, son calendrier 2012 intitulé «Le sport au féminin au Luxembourg».

Basé sur le constat que les athlètes féminins sont moins visibles dans les media que leurs homologues masculins et que les mérites sportifs des femmes sont moins bien reconnus que ceux des hommes, le CNFL a placé l'année 2012 sous le thème des femmes et du sport. Outre des projets de sensibilisation et de promotion (exposition, calendrier), le Conseil prévoit d'autres actions de sensibilisation et de soutien pour l'année 2012.



Le calendrier du CNFL.

Le CNFL est une association sans but lucratif fondée en 1975 qui regroupe aujourd'hui douze associations membres engagées pour une citoyenneté active des femmes. Au-delà des clivages sociaux, politiques et religieux, le CNFL œuvre pour la construction d'une société d'égalité entre les femmes et les hommes.

Séance plénière du Conseil parlementaire interrégional

Débat sur la sortie du nucléaire et engagement pour l'industrie sidérurgique

Les stresstests à la centrale nucléaire de Cattenom et l'avenir de la sidérurgie dans la Grande Région figuraient au cœur des débats du Conseil parlementaire interrégional (CPI) qui s'était réuni pour sa 47e séance plénière à Metz, le 2 décembre dernier.

Dans son rapport devant les parlementaires, le Président des Exécutifs de la Grande Région et Président du Conseil régional de Lorraine, M. Jean-Pierre Masseret, a expliqué qu'il acceptait l'idée que la centrale de Cattenom serait fermée si les tests menés par les autorités en charge montraient des insuffisances manifestes, mais que toute décision en la matière relevait exclusivement de la France.

Débat sur la sortie du nucléaire

Après un débat animé qui a vu s'opposer les tenants d'une sortie du nucléaire, qui plaidaient pour davantage d'énergies renouvelables, et les défenseurs de l'énergie atomique, la recommandation soumise par la Commission «Sécurité intérieure, protection civile et services de secours» présidée par la membre sarroise du CPI, Mme Helma Kuhn-Theis, n'a pas pu être adoptée en raison de l'opposition d'une majorité des membres lorrains et de la Communauté française de Belgique. Malgré les interventions en faveur de la recommandation de la part de la délégation luxembourgeoise qui était composée de M. Claude Adam, M. Fernand Diederich, M. Emile Eicher, M. Fernand Etgen, Mme Marie-Josée Frank, M. Roger Negri, M. Marcel Oberweis et Mme Tessy Scholtes, aucune solution de compromis ne s'était dégagée avant le vote.

(suite à la page 2)

DANS CE NUMÉRO

Budget 2012	
- Rapport Gilles Roth	p. 66
- Exposé Luc Frieden	p. 70
- Débat	p. 76
Compte général 2010	p. 74
Sommaire des séances publiques nos 7-10	p. 97
Sommaire des questions parlementaires	p. Q23

Séance plénière du Conseil parlementaire interrégional *(suite de la page 1)*

Débat sur la sortie du nucléaire et engagement pour l'industrie sidérurgique

Sidérurgie

La sidérurgie a également fait l'objet d'un débat approfondi. Il s'agit d'une activité importante dans la Grande Région, de par sa valeur économique et de par le nombre de travailleurs qui y sont occupés. C'est pour cette raison que le CPI a décidé de recommander aux gouvernements et à la Commission européenne de soutenir davantage ce secteur. L'Union européenne ne peut se contenter de discussions formelles et longues avec les autres pays producteurs d'acier mais doit mettre en place des critères sociaux et environnementaux afin d'éviter que les entreprises ne se trouvent dans une situation discriminatoire. En cette période de crise de la dette, l'Union européenne doit soutenir la demande du marché intérieur en mettant en place les moyens à la hauteur du défi.



La délégation luxembourgeoise auprès du CPI.

Énergies renouvelables

Les parlementaires de la Grande Région ont en outre voté unanimement en faveur d'une recommandation proposée par M. Emile Eicher en sa qualité de Président de la Commission «Environnement et Agriculture», dans laquelle le CPI formule son vœu auprès des gouvernements d'approfondir les efforts de coopération en matière de gestion des ressources hydrographiques et des parcs naturels et d'explorer la possibilité de multiplier les projets de production d'énergie hydrographique renouvelable compatibles avec la protection des ressources hydrographiques, à l'image de la SEO à Vianden. Le CPI souhaite par ailleurs que les gouvernements multiplient les efforts pour réduire la pollution et la dégradation de la qualité des eaux, pour renaturer les cours d'eau et garantir un approvisionnement en eau durable.

Dans le même contexte, les membres du CPI exigent que tout soit mis en œuvre pour que l'évolution de l'habitat et le développement de zones d'activité commerciales et industrielles ne se fasse pas au détriment des ressources hydrographiques et de privilégier un habitat non pas de quantité mais de qualité, y compris des logements sociaux de qualité et de développer des zones d'activité commerciales et industrielles respectueuses de l'environnement.

En ce qui concerne les projets financés par la Commission européenne qui permettent souvent de financer la coopération interrégionale dans ce contexte, les parlementaires de la Grande Région souhaitent que les obstacles administratifs soient réduits au maximum, particulièrement en ce qui concerne la mise en œuvre de projets financés par l'Union européenne, afin de permettre aux bénéficiaires des financements publics de se concentrer sur la mise en œuvre de leurs projets.

Coopération transfrontalière

Les autres sujets qui ont fait l'objet de recommandations portaient sur la coopération transfrontalière pour la formation professionnelle et l'apprentissage, les transports en commun transfrontaliers et la coopération dans le domaine de l'éducation préscolaire et des écoles maternelles. De même, les députés ont adopté et débattu des recommandations sur l'urbanisme et la protection civile dans la Grande Région à l'occasion de cette séance plénière qui a réuni les assemblées de la Lorraine, du Luxembourg, de la Rhénanie-Palatinat, de la Sarre, de la Communauté française de Belgique, de la Communauté germanophone de Belgique ainsi que de la Wallonie dans le but de promouvoir le rôle politique, économique, environnemental, culturel et social de la Grande Région.

Lors d'une conférence des Présidents du CPI qui a précédé la séance plénière et à laquelle a participé le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, il a été décidé de renforcer considérablement le CPI en tant qu'institution phare de la coopération parlementaire de la Grande Région.

CHAMBRE
DES DÉPUTÉS

d'Chamber live

Chamber TV

och an der Rediffusioun

all Sëtzungsdag

vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op

www.chd.lu

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU **N°3** • SESSION ORDINAIRE 2011-2012

Compte général 2010

6293 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2010

Par rapport au budget définitif de l'exercice 2010, les **variations** sont les suivantes:

	Budget définitif 2010	Compte général 2010	Variations	
			en valeur	en %
Recettes - courantes - en capital	 8.398.711.866,00 1.420.132.500,00	 9.354.798.046,82 1.666.718.701,92	 956.086.180,82 246.586.201,92	 11,38 17,36
Total recettes (1)	9.818.844.366,00	11.021.516.748,74	1.202.672.382,74	12,25
Dépenses - courantes - en capital	 8.850.914.097,00 942.910.386,00	 8.993.280.313,94 1.117.438.461,89	 142.366.216,94 174.528.075,89	 1,61 18,51
Total dépenses (2)	9.793.824.483,00	10.110.718.775,83	316.894.292,83	3,24
Excédent de recettes (1)-(2)	**25.019.883,00**	**910.797.972,91**	**885.778.089,91**	

Le compte général de l'exercice 2010 est clôturé avec un excédent de recettes de 910,8 millions d'euros. En faisant abstraction des recettes du produit d'emprunts nouveaux (1.597,5 millions d'euros), le compte général pour l'exercice 2010 affiche cependant un excédent de dépenses de 686,7 millions d'euros.

Les dépenses courantes et en capital effectives dépassent de 3,24% le total des dépenses prévues pour 2010 (cette évolution était de 4,46% en 2009). En valeur absolue, cet écart correspond à 317 millions d'euros.

Ces dépenses supplémentaires proviennent notamment de la majoration relative:

- au remboursement de la dette publique (Fonds de la dette publique) (+ 133.555.700,00 euros);
- aux transferts de revenus aux ménages (+ 56.150.659,00 euros);
- à l'achat de terrains et bâtiments dans le pays (+ 49.469.943,22 euros);
- aux transferts de revenus aux administrations de sécurité sociale (+ 41.669.089,84 euros);
- aux transferts de revenus aux administrations publiques locales (+ 29.273.289,84 euros);
- aux dotations de fonds de réserve (+ 26.715.811,31 euros);
- aux subventions d'exploitation (+ 17.836.310,67 euros);
- aux transferts de capitaux aux entreprises (+ 12.312.646,07 euros).

Par rapport au compte général de l'exercice 2009, les dépenses courantes et en capital ont augmenté de 4,40% (soit 426 millions d'euros).

En ce qui concerne la situation financière des Fonds spéciaux de l'État, la Cour des Comptes constate une régression de 9% des avoirs des fonds spéciaux de l'État au courant de l'exercice 2010 (contre une augmentation de 32% en 2009). Dans les projections des recettes et des dépenses du projet de budget de 2010, cette diminution avait été estimée à -39,05%. Cette amélioration s'explique par le fait que les recettes des fonds spéciaux ont été plus importantes que prévu (+7,07%) et que l'évolution des dépenses a été moins prononcée que prévu en 2010 (-10,14%).

Au cours de l'exercice 2010, des emprunts à hauteur de 200 millions d'euros ont été crédités sur le Fonds du rail et le Fonds des routes. Déduction faite de ces emprunts, la diminution des avoirs des fonds spéciaux est de l'ordre de 18,38%.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 07.06.2011

Rapporteur: M. Fernand Etgen

Travaux de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire (Présidente: Mme Anne Brasseur):

27.06.2011 Désignation d'un rapporteur
15.07.2011 Présentation du projet de loi
07.11.2011 Présentation du rapport général de la Cour des Comptes
21.11.2011 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Michel Wolter):

15.07.2011 Présentation du projet de loi

Vote en séance publique: 07.12.2011

Loi du 16 décembre 2011

Mémorial A: 2011, n°270, page 4682

Chamber aktuell

*Chamber TV vous propose tous les **lundis** entre 20.00 et 22.00 heures les **moments forts** de l'actualité parlementaire.*

*L'émission est **rediffusée** du **mardi au vendredi** de 20.00 à 22.00 heures, à l'exception des jours de séance.*

Budget 2012

6350 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2012

L'objet du présent rapport est de faire le point sur la situation des finances publiques du Grand-Duché par rapport au projet de budget pour l'année 2012 tel qu'il a été présenté par le Gouvernement le 5 octobre 2011.

Le rapport entend faire en particulier une analyse des principales ressources fiscales de l'État, et de leur affectation en termes de transferts sociaux, d'investissements publics et de répartition entre pouvoir central et autorités locales.

Redresser les finances publiques nécessite de mener une réflexion approfondie sur les moyens que l'État se procure pour couvrir les dépenses publiques, et en répartir la charge entre tous les contribuables. Cette réflexion est conditionnée par l'environnement économique du moment et son évolution à moyen terme tout comme par des impératifs d'une nécessaire cohésion sociale. Cela vaut à plus forte raison pour un petit État dont le bien-être est largement tributaire de l'évolution économique et financière internationale.

L'Administration centrale affiche pour l'année 2012 un déficit prévisible de 1.143 millions d'euros. Le solde de l'Administration centrale est déficitaire depuis l'année de crise économique 2008. Dans ce contexte, le rapporteur se demande s'il ne serait pas préférable d'introduire une norme budgétaire, déterminée par la croissance à moyen terme, l'inflation et l'élasticité des rentrées fiscales.

Le projet de loi concernant le budget pour l'exercice 2012 a été élaboré dans un contexte conjoncturel mondial et européen difficile, marqué essentiellement par la crise des dettes souveraines européennes. Le projet de budget tablait encore sur une croissance du PIB de 3,2% pour 2011 et de 2,1% pour 2012. Or, dans sa Note de Conjoncture n°3-2011, le STATEC a revu ses prévisions et mise désormais sur une croissance de 2% pour l'année 2011 et de 1,4% en 2012.

Toutefois, les nouveaux chiffres ne modifient pas de manière fondamentale l'essence même du projet de loi et les conclusions en tirées, de sorte que le Gouvernement n'a pas estimé opportun d'amender le projet de loi budgétaire.

La Commission des Finances et du Budget est également d'avis qu'une modification substantielle du projet de loi n'est pas de mise tant qu'il n'y a pas de changements dramatiques dans la situation en Europe et plus précisément en Grèce ou en Italie, les deux pays qui préoccupent le plus en ce moment.

L'analyse de l'environnement fiscal luxembourgeois permet de conclure que la pression fiscale est raisonnable et équilibrée. Elle s'est réduite de quelque 10 points de pour cent entre 2002 et 2008 et est ainsi largement inférieure (8 points de pour cent) par rapport à la moyenne de l'Union européenne.

Les impôts directs prédominent, quoique leur poids se soit nettement réduit à la suite des réformes fiscales en 1990 et 2001/2002. Les impôts indirects restent inférieurs en pourcentage de PIB par rapport à ceux de nos principaux partenaires économiques, malgré la croissance des dépenses de consommation des ménages, l'implantation au Luxembourg de sociétés actives dans le commerce électronique, les recettes au titre de la taxe d'abonnement tout comme les recettes provenant des droits d'accises liées au commerce transfrontalier. Les cotisations sociales sont relativement faibles. La répartition de la charge fiscale entre entreprises et ménages est relativement équilibrée.

Les transferts sociaux et les prestations familiales constituent le plus gros paquet de dépenses assurées par l'État avec quelque 35%. Le montant global budgétisé est de 3.580 millions d'euros. Face à l'importance-clé que revêt le système de protection sociale sous le rapport de la qualité des prestations, de sa soutenabilité à moyen et à long terme tout comme de son impact budgétaire, le rapport contient une analyse de l'évolution de la situation financière des régimes de protection sociale au fil du temps tout en esquissant certaines pistes de réflexion au regard desquelles certaines prestations pourraient être réorientées dans l'optique d'un meilleur ciblage social.

Enfin, le rapporteur identifie les défis auxquels notre pays est confronté dans un contexte de crise économique et financière et présente certaines perspectives d'avenir. Il propose, au niveau des différents domaines d'analyse, certains constats et des pistes de réflexion qui pourraient permettre d'ajuster les moyens financiers déployés pour mieux atteindre les mesures politiques définies. Les principales constatations et conclusions ont été résumées en 55 points.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 05.10.2011

Rapporteur: M. Gilles Roth

Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Michel Wolter):

05.10.2011 Échange de vues sur les grandes lignes du projet de budget avec le Ministre des Finances et le Directeur de l'Inspection générale des Finances
11.10.2011 Échange de vues au sujet de l'évolution des recettes de l'État avec les représentants de l'Administration des Contributions directes
14.10.2011 Échange de vues au sujet de l'évolution des recettes de l'État avec les représentants de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines et de l'Administration des Douanes et Accises
18.10.2011 Échange de vues avec le STATEC au sujet des dernières prévisions économiques
21.10.2011 Échange de vues avec les représentants de la Commission de Surveillance du Secteur financier et du Commissariat aux Assurances
25.10.2011 Échange de vues avec M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région
28.10.2011 Échange de vues avec M. le Ministre de la Sécurité sociale
08.11.2011 Échange de vues avec M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures
Présentation de l'avis de la Banque Centrale et échange de vues
10.11.2011 Échange de vues avec les représentants du Trésor
15.11.2011 Échange de vues avec Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration
Présentation de l'avis de la Cour des Comptes
18.11.2011 Examen de l'avis du Conseil d'État et des avis des chambres professionnelles
24.11.2011 Échange de vues avec le STATEC au sujet des dernières prévisions économiques
30.11.2011 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 08.12.2011

Loi du 16 décembre 2011

Mémorial A: 2011, n°266, page 4365

SÉANCE 7

MARDI,
6 DÉCEMBRE 2011

Présidence: M. Laurent Mosar, Président

Sommaire

1. Communications
- *M. le Président*

2. Changements de composition
- *Changement de composition de la Conférence des Présidents*
- *Changements de composition des commissions parlementaires*

3. Ordre du jour
- *M. le Président*

4. 6350 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2012
- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Gilles Roth*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; MM. Luc Frieden, Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler, Mmes Octavie Modert, Françoise Hetto-Gaasch et M. Romain Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances*.- Neen, Här President.

1. Communications

M. le Président.- Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) Fir d'Éischt ass d'Lëscht vun deenen neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten um Bureau déposéiert.

2) Da goufe folgend Projeten an der Administration parlementaire déposéiert: de 15. November vum Ausseminister de Projet de loi 6363, eng Konventioun mat Bosnien-Herzegowina iwwert d'Sécurité sociale; de 17. November vun der Erzéiungsministesch de Projet de loi 6364 iwwert d'Schafe vun engem Lycée technique zu Réiden; dann de Projet de loi 6365 iwwert d'Schafe vun engem Sportslycée; deeselwechten Dag vum Finanzminister de Projet de loi 6366 iwwert den Family Office; den 18. November vum Nohaltegkeetsminister de Projet de loi 6367 iwwert de Kaméidi; den 22. November och vum Nohaltegkeetsminister de Projet de loi 6368 iwwert d'Rechter an d'Flichte vun den Zuchbenotzer; deeselwechten Dag vum Wirtschaftsminister de Projet de règlement grand-ducal 6369 iwwert d'Benennung vun Textiler an de Projet de règlement grand-ducal 6370 iwwert d'Analysmethode vu Mëschtextiler; den 23. November vum Héichschoulminister de Projet de loi 6371 iwwert d'Organisatioun vun der Héichschoul; den 29. November vum Aarbechtsminister de Projet de loi 6373, eng Ofännerung vum Code du Travail; a schliesslech den 30. November vum Aarbechtsminister de Projet de loi 6374, eng weider Ofännerung vum Code du Travail.

Communications du Président - Séance publique du 6 décembre 2011

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau. Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et les projets de règlement grand-ducaux suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

***6363** - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Bosnie-et-Herzégovine en matière de sécurité sociale, signée à Luxembourg, le 8 avril 2011*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 15.11.2011

***6364** - Projet de loi modifiant la loi du 12 janvier 2004 portant création d'un établissement d'enseignement secondaire technique à Redange-sur-Attert*

Dépôt: Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 17.11.2011

***6365** - Projet de loi portant création du Sportlycée*

Dépôt: Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 17.11.2011

***6366** - Projet de loi relative à l'activité de Family Office et portant modification de:*

- la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier,

- la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 17.11.2011

***6367** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 juin 1976 relative à la lutte contre le bruit*

Dépôt: M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures, le 18.11.2011

***6368** - Projet de loi déterminant le régime des sanctions applicables en cas de violation des dispositions du règlement (CE) n°1371/2007 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007 sur les droits et obligations des voyageurs ferroviaires*

Dépôt: M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 22.11.2011

***6369** - Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 21 mai 1999 relatif aux dénominations textiles*

Dépôt: M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 22.11.2011

***6370** - Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 1er août 2001 relatif à certaines méthodes d'analyse quantitative de mélange de fibres textiles*

Dépôt: M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 22.11.2011

***6371** - Projet de loi modifiant la loi du 19 juin 2009 portant organisation de l'enseignement supérieur*

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le 23.11.2011

***6373** - Projet de loi portant modification du Titre III du Livre IV du Code du Travail*

Dépôt: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, le 29.11.2011

***6374** - Projet de loi portant*

1. modification de l'article L.211-11 du Code du Travail;

2. modification de la loi modifiée du 17 février 2009 portant 1. modification de l'article L.511-12 du Code du Travail; 2. dérogeant, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L.511-5, L.511-7 et L.511-12 du Code du Travail;

3. modification de la loi modifiée du 11 novembre 2009 1. concernant certaines mesures temporaires visant à atténuer les effets de la crise économique sur l'emploi des jeunes; 2. modifiant certaines dispositions du Code du Travail

Dépôt: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, le 30.11. 2011

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

2. Changements de composition

Changement de composition de la Conférence des Présidents

An der Sitzung vum 16. November hat ech lech matgedeelt, datt de Wiessel an der Présidence vun der DP-Fraktioun vum 29. November un effektiv wier. Mëttlerweil huet d'DP-Fraktioun e Bréif eragereecht, dee beseet, datt d'Ännerung an der Présidence vun der Fraktioun eréischt vun dëser Sitzung un effektiv ass, sou datt dann den Här Claude Meisch eréischt vun haut un den Här Xavier Bettel an der Conférence des Présidents an an der Commission de Contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'État…

(Interruption)

…wäert ersetzen.

Changements de composition des commissions parlementaires

An hirem Bréif vum 29. November huet d'CSV-Fraktioun folgend Ofännerung an der Zesummesetzung vun der Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media, des Communications et de l'Espace virgeschloen: Den Här Serge Wilmes ersetzt den Här Michel Wolter.

Ass d'Chamber mat dëser Ofännerung, wat d'Zesummesetzung vun de parlamentaresche Kommissiounen ugeet, averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

3. Ordre du jour

An hirer Réunioun vum 23. November huet d'Presidentekonferenz fir dës Woch folgenden Ordre du jour virgeschloen:

Haut de Mëtteg hu mer d'Presentatioun vum Rapport iwwert de Statsbudget fir d'Joer 2012.

Muer de Mëtteg um zwou hu mer den Exposé vum Finanzminister iwwert de Statsbudget fir d'Joer 2012; d'Konte vun der Chamber fir d'Joer 2010, nom Basismodell; d'Resolutioun iwwert d'Konte vun der Cour des Comptes fir d'Joer 2010; d'Resolutioun iwwert d'Konte vum Médiateur fir d'Joer 2010 an de Projet de loi 6293 iwwert d'Konte vum Exercice 2010, nom Basismodell.

En Donneschdeg de Moien um 9 Auer hu mer d'Budgetsdebatten, nom Modell 6. A mëttes um zwou Auer hu mer den Ofschloss vun de Budgetsdebatten an de Vote iwwert de Budget 2012.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Mir kommen dann elo zum Rapport vun der Finanzkommissioun iwwert de Projet de loi vum Statsbudget fir d'Joer 2012, an dat esou, wéi et am Artikel 109 vum Chambersreglement festgehalen ass. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

4. 6350 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2012

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Gilles Roth *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, et ass wuel Niklosdag, awer keng Zäit fir Cadeauen, duerfir e Budget, fir nozedenken.

Mir bewegen eis de Moment an engem schwierege wirtschaftlechen a finanziellen Emfeld. Dat zielt fir Europa, mä dat gëllt och fir eist Land. D'Chamber huet seelen iwwer e Budget diskutéiert, wou de Verlaf vun der Ekonomie - där nationaler, mä och där internationaler - esou onsécher war, wéi dat dëst Joer de Fall ass.

Jo, tëschent der Opstellung vun eisem nationale Budget am fréien Hierscht dëst Joer an dem heitegen Dag, genau zwee Méint duerno, huet sech d'Wirtschafts- a Finanzwelt dramatesch verännert. Betraff ass virun allem Europa. Zënter Oktober si mat Griichenland an Italien gläich zwou europäesch Regierungen op d'Kopp gaangen, Ursaach all Kéiers eng desastréis Defizit- a Scholdelag vun den öffentleche Finanzen, als Konsequenz ee Spekuléiere vun de Finanzjongleure géint déi Länner. Dovunner betraff: an engem dramateschen Ausmooss d'Wirtschaft an de sozialen Zesummenhalt. An de Bierger? Jo deen, dee läffelt zum Schluss déi ganz Zopp aus.

Déi ënnerschiddlechst Léisungsweeër ginn - vun Dag zu Dag - vu Sommeten a Mini-Sommeten, vu Stats- a Regierungschefe grad wéi vun europäeschen an internationale Finanzgremien ausgeschafft. Un Effortë feelt et beileiwen net. Et schéngt awer, wéi wa bis ewell nach kee kloert a gemeinsam gedroent Konzept um Dësch géif leien.

Nationalen Houfer, Eegeninteressi vu groussen Nopeschlänner, e Manktum u Solidaritéit sinn un deem Misär net onschëlleg. Eng weider Hoffnung zënter gëschter awer elo: een Duerchbroch beim Sommet vun de Stats- a Regierungschefe vun iwwermuer zu Bréissel. D'Resultat vun deem ganze Schlamassel gesi mir: D'Leit si veronséchert; d'Finanzspekulatioun geet monter virun; déi ekonomesch Welt spillt verréckt. Mä loosse mir deenen anere keng Lektioune ginn! Konzentréiere mir eis op eis Hausaufgaben heiheem!

Här President, an Europa wäert de Wirtschaftswuesstum d'nächst Joer zréckgoen. China erwaart dergéint fir 2012 en Uwuess vun 9% PIB, Indien 8%. Latäinamerika, Japan mat dem Neesopbau no Fukushima, jo souguer d'USA wäerten eng positiv Evolutioun vun hirer Wirtschaft kennen. Vun esou Wirtschaftsprognose kënne mir bei eis de Moment nëmmen dreemen. Mir mussen eis hei am Land gewollt oder ongewollt mat enger wäitaus onconfortabeler Situatioun ausenanersetzen. Mir däerfen duerfir d'Ae virun der Realitéit net einfach zoumaachen.

2008/2009 si mir laanscht déi deemoleg Bankekris mat engem bloen A dovukomm. Dës Kéier ass d'Situatioun wäitaus méi ongewëss. Mir mussen dat eescht huelen, ouni awer a Panik ze verfalen.

An den eenzelne Secteure vun eiser Ekonomie huet sech zënter dem Summer schonn e gewëssenen Abroch ofgezeechent. Déi lescht Konjunkturdate vum Statec soen, dass de Finanzsecteur insgesamt sech iwwert d'Joer 2011 emol guer net esou schlecht gehalen huet. Mä am Beräich vun der Fongenindustrie hu mir, trotz enger liichter Reprise iwwert den Oktober, een Abroch vu 5%. Grond: déi net grad roseg Bourssenevolutioun zënter dem August.

An der Industrie - dës Kéier där richteger - geet et manner gutt. Grond si restriktiv Budgetspolitike virun allem a Südeuropa, wouduerch eis grouss Industriebetriber manner Ofsaz hunn, besonnesch am Stolberäich.

Dem Bau geet et hei am Land erstaunlecherweis gutt: eng Progressioun vun insgesamt 3% géigeniwwer dem Virjoer. Et goufe global 20% méi Baugenehmegungen erstallt. D'Nofro hëlt besonnesch bei Privathaiser zou.

Den Eenzelhandel huet zënter dräi Méint en zolitte Réckgank. Hei spillt eng Onsécherheet beim Verbraucher. Autosumeldunge gëtt et der 1% manner wéi 2010, däitlech ënner engem Wuesstum vun 11% an Däitschland. D'Luxair verzeechent eng zolidd Steigerung vun 10% iwwert déi lescht aacht Méint. D'Cargolux dergéint verléiert 3% am Géigesaz zu aneren internationale Fret-Gesellschaften.

D'Inflatioun an der Eurozon beweegt sech tëschent 2 a 4%; hei am Land fir dëst Joer bei 3,2% an d'nächst Joer bei geschaten 2,3%. D'Inflatioun geet also konjunkturbedéngt zréck.

De Chômage, jo, dee läit 2011 hei am Land bei ronn 6% an dierft d'nächst Joer an d'Luucht goen. D'Beschäftegung geet erstaunlecherweis dëst Joer ëm 3% an d'Luucht. 45% vun den neie Plaze ginn duerch Frontaliere besat. Dësen Taux geet awer zréck. Bis d'lescht Joer ware praktesch zwou vun dräi Plazen, déi duerch Frontaliere besat goufen.

An den éischte sechs Méint hate mir 458 Failliten. 1.500 Leit hunn dobäi hir Plaz verluer. De Chômagetaux wäert d'nächst Joer bei eis méi héich si wéi an Däitschland. An Éisträich gëtt et den niddregste Chômagetaux an der EU mat 3,9%. An dann zum Schluss de faméise Coût salarial moyen, mä dee wäert dem Statec no 2012 d'selwecht wéi an den Nopeschlänner verlafen.

Här President, zur Finanzsituatioun vun dem Stat. Mat dem Hannergrond vun dëse Wirtschaftsdate musse mir déi finanziell Situatioun vum Stat bewäerten.

Eis Finanzsituatioun ass net esou dramatesch wéi an aneren EU-Länner. Lëtzebuerg ass niewent Estland a Finnland ee vun deenen dräi EU-Memberstaten, déi d'Maastricht-Kritären erfëllen. Mä mir däerfen eis öffentlech Finanzen awer duerfir net einfach schéirieden. Mir däerfen d'Hänn net einfach an de Schouss leeën. Mir mussen der Realitéit an d'Ae kucken.

Déi däischter Reewolleken um europäesche Finanz- a Wirtschaftshimmel zéien dës Kéier bei eis net einfach laanscht. Wou sti mir dann elo mat eise Finanzen?

Bei de gesamt öffentleche Finanzen, d'Zuelen, déi mir op Bréissel schécken, hu mir zënter 2009 een Defizit. Dat waren 2009 337 Milliounen, 2010 427 Milliounen, fir 2011 däerft et e Minus vu ronn 250 Milliounen Euro ginn a fir 2012 ass dem Budget no den Defizit op 329 Milliounen Euro ageschat, viraussiichtlech 0,7% vun onsem Bruttoinlandsprodukt. Erlaabt no Bréissel: en Defizit vun 3%.

Dat schéngt op deen éischte Bléck jo nawell guer net esou schlecht. Mä et ass u sech awer nëmmen déi hallef Wourecht. Zu eise gesamt öffentleche Finanzen zielt niewent de Gemengen och d'Resultat vun eise Sozialversécherungen. Abee do, an entgéint deem, wat ëmmer gemengt gëtt, hu mir de Moment en zolitten Iwwerschoss.

Mä opgepasst! An der Lescht koumen all Joer ronn 10.000 Aarbechtsplazen derbäi. Doduerch komme méi Cotisatiounen eran, wéi Leeschtunge musse bezuelt ginn. Eis Sozialversécherunge verschéineren deemno eise gesamt öffentlechen Defizit ëm méi wéi 700 Milliounen Euro, an dat all Joer.

Kommt, mir soen et kloer an däitlech: Eis momentan Iwwerschëss an der Sécurité sociale sinn, längerfristeg, eng zolidd verkappte Schold! All déi, déi haut sief et vun heiheem oder iwwert d'Grenzen hei am Land schaffen, hunn an zéng, 20 oder spéitstens 30 Joer och Urecht op eng Pensioun. Jo, an da wäerte mer keng Iwwerschëss méi an der Sozialversécherung hunn, ganz am Contraire. Mir berappen een décken zousätzlechen Defizit, an deen, deen deet da richteg wéi.

Et ass duerfir net vun ongeféier, dass mir vun all internationaler Organisatioun, dem Weltwährungsfong, also dem mëttlerweil beschtbekannten FMI - wann och wéinst aneren Affären -, der OCDE vu Paräis, jo och vun der Bréisseler Kommissioun, schonns quasi gebietsmillenaarteg ëmmer nees gesot kréien: „Äert Zil muss net een Nulldefizit no Maastricht sinn, mä mëttelfristeg musst Dir een Iwwerschoss vu minimum engem hallwe Prozent Bruttoinlandsprodukt hunn an Äre gesamt öffentleche Finanzen. Anescht kënnt Dir Ar verstoppte Renten- a Pensiounsschold op laang Siicht net méi finanzéieren."

Déi laang Siicht, Dir Dammen an Dir Hären, ass 2024 bis 2030, also ganz relativ.

Ouni dat momentaant an zäitlech limitéiert Polster vun eise Sozialversécherungen hätte mir haut net en Defizit vun de gesamt öffentleche Finanzen no Maastricht vun 0,7%, mä vu ganzer 2,6%. Mir wieren dann haart un dem Maastricht-Limit.

Beim klasseschen Zentralstat kréie mir zënter 2008/2009 d'Enner net méi beieneen. Mir hunn elo schonns dräi Joer hannereneen een Defizit vu méi wéi enger Milliard Euro. 2012 kënnt nach eng Kéier eng déck Milliard derbäi.

Nun, wat sinn dann d'Ursaachen? Mä mir gi ganz einfach méi Suen aus, wéi mer der erakréien, an op d'laang Weil kann dat net opgoen!

Eis öffentlech Einnahme sinn iwwert déi lescht fënnef Joer um Niveau vun dem Zentralstat ëm 25% geklomm, déi öffentlech Ausgabe sinn dergéint ëm 41% gestigen. De Berechnunge vun der Handelskummer no sinn déi lafend Ausgabe vum Stat an der Period vun 2005 bis 2010 dräimol méi séier an d'Luucht gaange wéi an Däitschland. Dat ass duebel esou séier wéi an dem EU-Duerchschnëtt.

Dat heescht net, dass mir d'Sue méi schlecht ausginn hätte wéi eis Nopeschlänner. Ronn 80%, wann net méi, vun eisen öffentlechen Ausgabe si ganz einfach de Finanzement vu Gesetzer, déi mir iwwer Jorzéngten, iwwregens ënner verschidde Regierungen, hei an der Chamber gestëmmt hunn.

D'Ausgabe geschéien an der Regel am Interessi vun eisem sozialen Zesummenhalt. Si gi gemaach zum Wuel vun der Entwécklung vun eisem Land, heiheem an dobaussen, am Sënn vun der nationaler Wirtschaft.

Wat dann elo maachen, fir déi Saach erëm an d'Rei ze kréien?

Virun allem de Wëllen dofir. Zesummen. Am Dialog. Am beschten am Konsens. Eenzel budgetäert Handwierksgeschir kann dobäi och hëllefen; zum Beispill nees erëm eng Budgetsnorm, vu ville Rapporteure viru mir proposéiert. Si géif d'Uwuesse vun eisen öffentlechen Ausgaben iwwer méi Jore virzeechnen.

Dës Budgetsnorm géif baséieren op der Inflatioun, dem allgemenge Wirtschaftswuesstum, der Evolutioun vun de Steiereinnahmen, der Progressioun vun de Statsausgaben an den Nopeschlänner.

Mä loosse mir eis näischt virmaachen! Eng Budgetsnorm, en „zero-based budgeting", eng Lolf - dat kléngt alles gutt. Dat sinn awer keng Wonnermëttel, mä et ass derwäert, fir et ze probéieren.

Mir bräichten och generell eng besser Aschätzung vun den Eckdaten, déi eis Budgetspolitik bestëmmen. Eng besser Koordinatioun, méi Austausch tëschent den eenzelnen Acteuren.

Mir sinn e klengt Land. Mir kënnen eis et net leeschten, dass jiddweree seng eegen Zopp kacht. D'Politik kann de Bierger net all Dag mat aneren Zuele belageren. Dat bréngt Onrou, veronséchert de Konsument, schuet eiser nationaler Ekonomie.

Et ass och sécher net einfach, a wirtschaftlech verréckten Zäite längerfristeg fiabel Aschätzungen ze maachen, mä trotzdeem féieren Zuelen, soubal se public sinn, natierlech jee no Gefillslag, zu ganz ënnerschiddlechen Interpretatiounen. An de Sträit oder - fir dann haut fein ze bleiwen - d'Diskussioune si virprogramméiert.

Et ass net glécklech, wann de 5. Oktober e Statsbudget opgestallt gëtt, mat engem geschate Wirtschaftswuesstum fir 2012 vun 2,1% Bruttoinlandsprodukt. Den 18. Oktober, also knapp 14 Deeg duerno, kritt d'Finanzkommissioun vum Statec gesot, de Wirtschaftswuesstum léich awer viraussiichtlech nëmme bei 1 bis 2%, an de 24. November gëtt de Wirtschaftswuesstum fir 2012 dann op 1,4% vun dem Statec ageschat.

Mir brauchen ee bessert Zesummespill tëschent de Verwaltungen, dem Statec, der Cour des Comptes, der Zentralbank, wat d'Aschätzungen an d'Liesaart vun de Wirtschaftsdaten ass.

D'Zuelen, wa se public gemaach ginn, mussen och an dee richtege Kontext gesat ginn. Schwaarzmolerei eleng bréngt do näischt.

Hätten dann opgrond vun den neie Wirtschaftsprognose mir net missen d'Zuelen an dem Budget änneren? 0,7% manner Wirtschaftswuesstum bedeite reng arithmetesch ronn 280 Milliounen Euro manner Steiereinnahmen.

Dës Rechnung wier richteg, wa mir eng reng mechanesch Verbindung hätten zu Lëtzebuerg tëschent Wirtschaftswuesstum a Steiereinnahmen. Mä deem ass awer net esou.

Fir d'Joer 2011 war de Budget opgestallt mat engem geschate Wirtschaftswuesstum vun 3,2%. De Statec seet elo 2% nach viraus, an awer däerften d'Steiereinnahmen um Enn vum Joer gréisstendeels déi si wéi urspréinglech ageschat.

Et gëtt och dozou eng Erklärung. D'Steieropkommes vun de Léin a Gehälter zum Beispill hänkt vun der Entwécklung vun der Lounmass of. Dës gëtt, niewent der Unzuel vun neien Aarbechtsplazen, haaptsächlech duerch Gesetzer am öffentlechen Déngscht, Kollektivverträg am Privatsecteur beaflosst, also gréisstendeels onofhängeg vun dem Wirtschaftswuesstum.

Souguer bei der Betribssteier ass d'Relatioun Wirtschaftswuesstum-Steieropkommes net voll ginn. An engem bestëmmte Joer gi jo net nëmmen Avancë bezuelt, mä och eventuell Réckstänn aus vergaangene Joren.

Mä loosse mir awer net naiv sinn! Wann d'Kris nach Méinten oder méi laang sollt unhalen, da wäert dat och ouni Zweifel, mat oder ouni mechanesch Verbindung, säin Néierschlag an de Steierrecetten hunn.

Aufgab vun der Politik ass et, mëttelfristeg ze denken. Mir kënnen duerfir net bei all Wirtschaftsprognosen d'Zuelen am Budget änneren. Dës musse mir an hirer Gesamtheet kucken.

Sollt sech deemno am Verlaf vum nächste Joer d'Situatioun weider verschlechteren, jo, da verbitt et Regierung a Parlament net, d'Budgetsgesetz am Laf vum Joer gegebenenfalls ze amendéieren. Dat zielt um Niveau vun de Recetten. En Iwwerdenke vun den Ausgabe sollt an deem Fall net vu vireran ausgeschloss ginn.

Här President, déi öffentlech Schold an d'Statsgarantien. Aschätzungen hin, Previsiounen hier, et ass eleng d'Resultat, wat hannen erauskënnt, wat zielt, an do hu mir nun emol beim klasseschen Zentralstat een zolitten Defizit.

Wat geschitt dann, wa mir net handelen? D'Äntwert ass: en Uwuesse vun eiser öffentlecher Schold. Dës läit de Moment bei 7,77 Milliarden Euro, dat si ronn 18% vun eisem Bruttoinlandsprodukt. Verhältnisméisseg niddreg.

Mir sinn domat, no Estland, déi Zweetbescht an Europa. Mir leien däitlech ënnert der Maastricht-Grenz vun enger Maximalverscholdung vu 60%, mä bis dohin däerfe mir guer net kommen.

Mir sinn e klengt Land. Engem Verscholdungssog resistéiere mir vill manner laang wéi grouss national Ekonomien. Derzou kënnt, op mëttelfristeg Siicht, déi verstoppte Schold vun eisem Pensiounssystem. D'Bäitragszueler vun haut sinn d'Pensionnairë vu muer.

Eis öffentlech Schold ass och zimlech konterbont gestréckt. Si begräift ronn eng Milliard Gemengeschold grad wéi nach 1,3 Milliarde Schold aus der Rettung vun der BGL BNP Paribas. Mä hei huet de Stat als Géigepart eng Bedeelegung am Kapital. Eis Bedeelegung an dem Europäesche Rettungsfong, dem sougenannten FESF, dee sech zum Deel mat Empruntë finanzéiert, schléit am Bilan vun eiser öffentlecher Schold mat ronn 30 Milliounen Euro zu Buch. D'Verschëldung vun dem eigentleche Stat ass also duerchaus räsonabel.

Politesch responsabel solle mir och weiderhi mat eiser Schold ëmgoen. Dëst bréngt och méi, wéi eng Scholdegrenz an eiser Verfassung anzeschreiwen, wéi dat an eenzelnen Nopeschlänner de Fall ass. Mä esou ganz ondifferenzéiert däerfe mir eis Statsschold dann awer net kucken. Mir hunn och substanziell Statsgarantië lafen. Dozou zielen zwou Milliarde fir den Europäesche Rettungsfong.

Een A musse mir awer och op d'Garantien halen, déi eist Land - niewent Frankräich an der Belsch - ginn huet am Kontext vun der Restrukturéierung vum Bankegrupp Dexia. Mir hunn zwou Garantië ginn: Eng staamt aus dem Joer 2008, wou den Encours - dat heescht, wat nach opsteet - de Moment nach ronn 877 Milliounen Euro bedréit. Derzou kënnt nach eng Garantie vun 2,7 Milliarden, déi d'Joer 2031 ausleeft. Dës Garantie ass vum Oktober dëst Joer un iwwer e Règlement grand-ducal gelaf. Si gëtt duerch déi sougenannten „loi budgétaire" elo gesetzlech verankert.

D'Garantië fir den FESF an d'Dexia belafe sech dann insgesamt op 5,60 Milliarden Euro. Dat sinn 13% vun eisem Bruttoinlandsprodukt. Wann do eppes sollt schiflafen, hätt dat natierlech en zolitten Afloss op d'Finanzsituatioun vun dem Lëtzebuerger Stat.

Här President, dat erklärtent Zil vun der Regierung war et, bis 2014 eis gesamt öffentlech Finanzen an den Équiliber ze kréien. Et ass also ëm déi Zuelen, wou et geet, am Hannergrond natierlech vun der allgemenger wirtschaftlecher Situatioun. Fir d'Enner beieneenzekréien, musse mir méi Suen erakréie respektiv der manner ausginn. Erreeche kënne mir dat am beschten, wa mir op deene grousse Bléck vun Einnahmen, mä och vläicht - oder virun allem - op der Ausgabesäit agéieren.

Dat ass net ëmmer eng ganz einfach Saach. Dat allermeescht berout op engem fest verankerte gesetzleche Regelwierk. Et kann ee Schrauwen dréien, ouni däerfen awer dee ganze System duerjerneenzebréngen. Eng delikat Aufgab, net nëmme politesch, besonnesch a méi schwéieren Zäiten! Mä mir däerfen duerfir awer net de Kapp an de Sand strecken.

Eis Aufgab ass et, zesummen am Interessi vu Land a Leit elo d'Weichen ze stellen, fir dass d'Rechnung, besser gesot de Budget, an e puer Joer och nach opgeet. Méi genee agéiere kënne mir bei eise Steiereinnahmen, de Sozialausgaben an den Investitiounsausgaben, deenen dräi grousse Bléck am Statsbudget. De bescheidene Bäitrag vun dem Budgetsrapporteur beschränkt sech dorop, d'Zuelen ënnert d'Lupp ze huelen an e puer - eemol sief et erlaabt - eenzel méi perséinlech Gedanken unzeregen.

Här President, fir 2012 sinn am Budget Einnahme geplangt vun 10,6 Milliarden Euro. Dës kommen zu 98% vu Steiereinnahmen. Eis Steierlandschaft, dat sief och emol eng Kéier gesot, ass allgemeng gutt gestréckt - kompetitiv am Verglach zum Ausland, ausgeglach a puncto Verdeele vun der Steierlaascht heiheem.

Déi gesamt Steierlaascht läit bei eis am Land zu 97% - 37%, pardon - op direkte Steieren, 32% op indirekte Steieren an 30% op Sozialbäiträg. Déi direkt Steieren huelen am Verglach zu 1984, also op eng Zäitspann vu 25 Joer, of. Déi indirekt Steieren huelen zou. D'Sozialbäiträg bleiwe gläich.

Mir hunn am internationale Verglach eng niddreg Laascht vun indirekte Steieren. Dat kënnt besonnesch duerch eisen TVA-Saz vu 15% an déi reduzéiert TVA-Sätz. Niewent Malta huet Lëtzebuerg déi niddregst TVA an der ganzer Europäescher Unioun.

Entgéint deem, wat geleeëntlech behaapt gëtt, ass d'Verdeele vun der Steierlaascht tëschent Betriber a Privatleit och relativ ausgeglach: ee Verhältnis vun 53% fir d'Privatleit zu 47% fir d'Betriber. '85 war dat Verhältnis nach 60% zu 40%, zuongonschte vun de Privatleit. Déi verschidde Steierreformen hunn also d'Privatleit, Här Statsminister, substanziell entlaascht.

Fir e richtege Verglach ze hunn, kann een net nëmmen de Verlaf an der Zäit vun der Loun- an der Akommessteier mat deem vun der Betribssteier kucken. Et muss ee bei de Betriber och nach d'Gewerbesteier an d'Verméigenssteier derzouzielen. Déi zwou lescht Steiere maachen 2011 iwwer 900 Milliounen Euro aus.

De sougenannten „ouvrier moyen" - eng international Norm, fir d'Steierlaascht ze préiwen - mat engem Joresverdéngscht zu Lëtzebuerg vun 52.000 US-Dollar, bestuet mat zwee Kanner, behält no Steieren a Sozialtransferte wéi Kannergeld, Steierbonien, awer och Familljenzouwendungen, ronn 99% vu sengem Bruttoloun als Netto. Den duerchschnëttlechen OCDE-Wäert ass do 85%, an der Europäescher Unioun 83%.

D'Verdeele vun der Steierlaascht tëschent de Privatpersounen ass och sozial ofgefiedert. Breet Schëlleren droen do méi. An dat ass och gutt esou. 2,5% vun de Stéit hei am Land bezuele 37%, also méi wéi een Drëttel, vum gesamte Steieropkommes. 5% vun de Stéit bezuele ronn 50% vun der Akommes- a Lounsteier, a 40% vun de Stéit bezuele keng Steieren. Eise Steiertarif ass wuel dach net dee schlechtsten!

Ee Regime vun enger sougenannter „flat tax" mat zum Beispill dräi Tauxen: 15%, 25% a 35%, géif wuel vläicht méi modern ausgesinn. D'Steiererklärung kéint een dann och vläicht um Béierdeckel maachen, mä d'Steierlaascht wier méi ongerecht verdeelt. D'Steieropkommes wier manner grouss. Dat kënne mir eis a Krisenzäiten och net leeschten.

Här President, et gëtt behaapt, d'Betriber, déi géifen zu Lëtzebuerg net vill Steiere bezuelen. Abee, de Stat kritt vun de Betriber ronn 1,5 Milliarde Kierperschaftssteier, 15% vun de Gesamteinnahme vum Stat. Net vill Betriber am Land bezuele vill Steieren, mä e puer Betriber, dorënner eng Rei Finanzinstituter, déi bezuele richteg gutt. De Finanzsecteur bezilt zwee Drëttel vun der Betribssteier, eng Milliard pro Joer. 300 Milliounen Euro kommen eleng vun de sougenannten „SOPARFIen". Ee raffinéierte Steierregime, deen dem Land iwwert d'Joren awer scho vill Steiersuen abruecht huet!

Net ëmmer bedeite méi héich Steiersätz och méi Steiereinnahmen. Als klengt Land, wat vum Finanzsecteur awer gutt lieft, musse mir gutt oppassen, wa mir un de Steierschrauwen dréie ginn. Mir däerfen eis Kompetitivitéit net op d'Spill setzen. Am Ausland, do schlofe se net. A Krisenzäite kënne mir sécher keng Betribssteier erofsetzen. Mëttelfristeg ass et awer vläicht ze iwwerleeën, ob mir net sollen d'Besteierungsbase verbreederen an den Taux e bësschen erofsetzen. Den Trend op europäeschem Plang schéngt an déi Richtung ze goen.

D'Loun- an d'Akommessteier, déi vun de Privatleit bezuelt gëtt, huet sech iwwert déi lescht zéng Joer méi wéi verduebelt: geschaten 3,3 Milliarden Euro fir d'Joer 2012. Dat ass bedéngt duerch eng gutt Entwécklung vun der Lounmass iwwert déi lescht Joren trotz wirtschaftlech méi ugespaanten Zäiten. Déi nei Aarbechtsplazen, déi geschafe ginn, adresséiere sech generell u méi héich qualifizéiert Leit. D'Gehalt, an deemno d'Lounsteier, fält méi héich aus. 27% vun der gesamter Lounsteier kommen aus dem öffentlechen Déngscht, ronn ee Véirel vum Finanz- an Assurancësecteur.

Ee Wuert zu de sougenannte steierlech begënschtegte Sonderausgaben oder Abattementer. Graff gesot, et ass all dat, wat ee ka vun de Steieren ofsetzen. Niewent de Sozialbäiträg falen dorënner besonnesch d'Scholdzënsen op Immobilien oder fir zum Beispill en Autoskaf, verschidden Assurancen, d'Bauspueren, d'Zousazversécherung, déi ee privat mécht.

Insgesamt ginn iwwert dee Wee vun de Steierabattementer a Sonderausgabe ronn 1,3 Milliarden Euro pro Joer steierlech geltend gemaach. Mat engem duerchschnëttleche Steiersaz vun 20% heescht dat fir de Stat een „Steierausfall" - entre guillemets - vu ronn 275 Milliounen Euro pro Joer.

Vun deenen Abattementer profitéiert just deen, dee Steiere bezilt. Ass dat versteierlecht Akommes méi héich, ass de Steiergewënn och méi héich. E Stot mat zwee Kanner an engem Bruttoakommes pro Joer vu 50.000 Euro profitéiert vun der steierlecher Ofsetzbarkeet vu Scholdzënsen, Assurancen, Bausparverträg - wann d'Leit déi dann nach kënne maachen - ëm ronn 2.200 Euro. De Steierbenefiss fir e Stot mat engem Bruttoakommes vun 125.000 Euro pro Joer oder méi ass dergéint 5.800 Euro.

Een, dee keng Steiere bezilt, huet näischt dovun. Mä och dee Mann oder déi Fra muss hir Autoshaftflicht bezuelen! Ass dat sozial gerecht? Et schéngt wuel ganz schwiereg ze sinn, eenzel Abattementer ofzeschafen. Dat ass och politesch delikat.

Eenzel Wirtschaftszweiger profitéieren natierlech dovun, fir hir Produkter un de Mann oder d'Fra ze bréngen. D'Reklamme vu moies, mëttes an owes um Radio däerfte wuel kengem ze entgoen. Mä ass et richteg, dass een eng RC-Chasse, also eng Haftflichtversécherung vun engem Jeeër - an dobäi hunn ech guer näischt géint déi Leit -, steierlech ka geltend maachen an esou, bei engem gudde Verdénger, d'Allgemengheet dovunner ronn 40% vun der Prime bezilt? - Jiddweree mécht do seng Analys.

De Montant vun den Abattementer ass méirendeels (veuillez lire: gréisstendeels) zënter 1990 net méi ugepasst ginn. De finanziellen Impakt fir de Stat geet doduerch natierlech erof. Eng generell Evaluatioun vun de verschiddene Steierabattementer, wéi iwwregens och an dem Regierungsprogramm ugeduecht, schéngt ubruecht.

Ee steierlech net manner däregen Dossier war viru sechs Joer d'Aféierung vun der sougenannter Quellesteier vun 10% op de Spuerprodukter. D'Opreegung vun deemools, et wier eng Attack géint de Klengspuerer, huet sech nawell schnell geluecht. D'Fro - awer just, fir unzedenken - ass déi, ob een net den Taux vun der Quellesteier vun 10% op 15% an d'Luucht kéint setzen an zur gläicher Zäit och op d'Dividenden eng Quellesteier vu 15% sollt aféieren?

D'Zënsen an d'Dividende géifen no deemselwechten a virun allem einfache System besteiert ginn. Et wier - awer nëmmen, fir unzedenken - vläicht an ugespaanten Zäiten eng Méiglechkeet, fir - ouni allze vill wéizedoen - e puer Milliounen Euro méi an d'Statskeess ze kréien.

Ech ginn Iech ee Beispill, ee ronnt: Fir eng Privatpersoun, en „Klengspuerer", mat 200.000 Euro Spuereinlagen zu 2% Verzënsung géif et bei enger Quellesteier vu 15% amplaz vun 10% e Plus vun 200 Euro Steiere pro Joer méi bedeiten. Fir de Stat wier et e Plus u Recettë vu ronn 20 Milliounen Euro d'Joer.

Här President, an ugespaanten Zäite gëtt regelméisseg gefuerdert, et sollt een d'Verméigenssteier nees aféieren. D'Verméigenssteier war 2006, iwwregens an der Konterpartie zur Quellesteier op de Spuerzënse fir d'Privatleit, ofgeschaaft ginn. D'Verméigenssteier besteet nach fir d'Betriber a bréngt dem Stat 230 Milliounen Euro pro Joer. D'Neesaféiere vun der Verméigenssteier ass awer e rechtlech delikaten Exercice.

D'Bewäertung vun den Immobilië geet op d'Joer 1941 zréck, an do stelle sech nawell eng etlech Froen, och verfassungsrechtlecher Natur. D'Relatioun vun den Immobiliëwäerter, wéi se an der Krichszäit festgeluecht gouf, an de reelle Wäerter vun haut stëmmt net méi iwwereneen. Dëst zielt iwwregens och fir d'Grondsteier. Eng total ridicule Gesamteinnahm fir d'Gemenge vun 30 Milliounen Euro d'Joer. Manner wéi d'Halschent vun der Autosteier! Wëllt ee mat deem aktuelle System weiderfueren, mä da kënnt een net laanscht eng Neibewäertung vun den Immobilien. Dat ass een net onwesentleche Verwaltungsopwand. D'Zilführung ass dobäi och nach net onbedéngt schlësseg.

Eng aner Méiglechkeet - awer nëmmen, fir unzedenken - wier, landeswäit e Referenzwäert pro Meter carré fir Terraine festzeleeën, mat der Differenz, ob den Terrain bannent oder baussent dem Perimeter géif leien. Dëse Referenzwäert géif da mat engem Gemengenhebesatz multiplizéiert ginn. Bei Haiser oder Betribsgebaier géif een de Referenzwäert op de Meter carré brutto Wunn- oder Notzfläch festleeën an och do mat engem Gemengenhebesatz multiplizéieren.

D'Basis wier jiddefalls landeswäit ëmmer nees de Meter carré als Unitéit. D'Differenz géif eleng duerch d'Lag vum Terrain, bannent oder baussent dem Perimeter, an dem kommunalen Hebesatz kommen.

De Gesetzgeber kéint och nach eng Forschett festleeën, tëschent där de Gemengenhebesatz sech kéint bewegen, fir eventuell Abusen ze verhënneren. Esou ee System gëtt a verschiddenen däitsche Bundesländer och schonn ausgeschafft. E Berechnungsbeispill ass am schréftleche Rapport opgefouert.

Här President, zënter den 90er Jore kënnt déi gréisste Steiereinnahm aus de Recettë vun der TVA. E gudden Deel vun der TVA-Recette steet awer op wackelege Féiss. Fir 2012 stinn d'TVA-Recettë fir geschate 27% vun de Gesamteinnahme vum Stat, ronn 2,9 Milliarden Euro. D'TVA-Recette huet sech iwwert déi lescht zéng Joer méi wéi verduebelt. Explikatioune sinn dee relativ héije Wirtschaftswuesstum, mä virun allem d'TVA um elektroneschen Handel. De sougenannte Commerce électronique bréngt 2011 508 Milliounen Euro un TVA-Recetten, fir 2012 souguer geschate 572 Milliounen Euro.

Iwwer 5% vun de Gesamteinnahme vum Lëtzebuerger Stat komme vun dem Commerce électronique. Als Gréisstenuerdnung, bal den Équivalent vun dem gesamte Käschtepunkt vun dem Beschäftegungsfong. Fir all elektronesch Verkafsoperatioun, déi iwwer Lëtzebuerg leeft, fält d'TVA hei am Land un an net do, wou verkaaft gëtt. Eng Nisch aus engem europäesche Regelwierk, déi mir trotzdeem, zumindest soulaang et se nach gëtt, ausnotzen. Dëse Regime leeft no enger Iwwergangszäit vun 2015 bis 2018 leider aus.

Nun - nëmmen, fir nozedenken -, als Fro an net als Propos: Wat géif dat da bedeiten, dëse Verloscht? Emmerhin e Véirel vun onse gesamten TVA-Recetten! Am Kloertext: Mir missten net nëmmen den normalen TVA-Saz vun elo 15% op 18% eropsetzen, mä och zousätzlech all reduzéierten TVA-Saz vun elo 3% op de Kannerschong, den lesswueren, dem Restaurant, dem Bau, fir nëmmen déi ze nennen, op 6% an d'Luucht setzen.

Här President, vill Gespréich gëtt et am Moment a puncto Fiskalitéit am Immobiliësecteur. E Renner: d'TVA vun 3% am Bau. Zënter 2002 ass d'Regel do een Direktapplizéiere vun dem reduzéierten TVA-Saz vun 3% amplaz vu 15%. De Stat huet hei op insgesamt 1,1 Milliarde Steiereinnahmen zugonschte vu ronn 352.000 Untragsteller verzicht.

Verzichte mécht den Enregistrement a mir all als Bierger awer net gären op déi sougenannten „TVA irrécouvrable". Dat ass d'TVA, déi zwar geschëllt ass, an der Regel och vum Endverbraucher bezuelt ass, mä net un de Stat ofgefouert gouf. Schold ass oft d'Faillite vun enger Entreprise. Geschate kumuléierte Gesamtausfall fir de Stat: 687 Milliounen Euro!

Här President, d'Taxe d'abonnement ass eng Steier, déi vun der Investmentfongenindustrie bezuelt gëtt. Geschate 630 Milliounen Euro fir 2011 an 2012, ëmmerhin tëschent 6 a 7% vun eise Statseinnahmen. Dës Recette ass ganz volatil, si schwankt, si ass virun allem net krisefest. Ginn d'Bourssen erof, kréie mir manner eran. Fir een Euro - ech widderhuelen: een Euro - Taxe d'abonnement eranzekréien, brauche mir de Moment ronn 14.000 Euro Avoiren an engem Fong! Eleng dee Chiffer ënnersträicht, wat fir eng Onmass vu Suen - am positive Sënn - d'Fongenindustrie op Lëtzebuerg bréngt, de Moment iwwer 2.000 Milliarden Euro!

Här President, eng weider Statseinnahm, déi op wackelege Féiss steet: eis Akzisen um Bensin, de sougenannten Tanktourismus. D'Tanken, an zwar d'Bensintanken, ass zwar keen Deel vun der Tourismusbranche, mä dat Tanke bréngt - ech preziséieren, budgetär, a wëll net mëssverstane ginn - dem Land ronn eng Milliard Akzisen d'Joer! Dat si bal 10% vun eisem Statsbudget. Dat ass de Géigewäert vu sämtleche Familljenzoulagen, déi iwwert d'Joer vum Stat bezuelt ginn. Derbäi kommen nach eng Kéier ronn 300 Milliounen Euro TVA-Einnahmen.

Mir sinn eis eens, dës Steiereinnahm ass net nohalteg, weder am richtegen nach am iwwerdroene Sënn. Et ass och keng Netto-Recette. D'Basis vun dëser Einnahm, de Spritverbrauch, mat der verbonnener CO_2-Emissioun, spigelt sech negativ an eiser Kyoto-Bilanz erëm. Mä reng budgetär ass dës Recette de Moment net ersatzlos sträichbar.

Firwat hu mer eigentlech déi grouss Recette? Mä well bei eis de Sprit méi bëlleg ass. Net well mir méi Bensin an Diesel méi bëlleg akafen, mä mir froen dorop virun allem manner Taxen. Niewent de Résidentë gëtt vun de Grenzgänger an de Vakanztouristen hei getankt. Vun all Liter Bensin kritt de Stat 46 Cent, vun all Liter Diesel 33 Cent de Moment. Dës Sue fléissen zum Deel an de Kyoto-Fong an an de Beschäftegungsfong.

Bensin gëtt all Joers manner getankt: 2011 bal nëmme méi d'Halschent vum Joer 2000. De Verbrauch vum Diesel stagnéiert zënter 2005. Budgetär si mir um Maximum ukomm. Schloe mir méi héich Taxen op de Sprit drop, gëtt d'Differenz vum Präis mam Ausland méi kleng, et komme manner Leit tanken, an d'Einnahm gëtt méi kleng. Hätte mir deeselwechte Präis um Diesel a Bensin wéi d'Belsch, wieren dat fir eis 150 bis 180 Milliounen Euro Einnahme pro Joer manner.

Här President, ech wollt dat Beispill ginn, fir ze ënnersträichen, wéi ufälleg eis Recette - wéi gesot, 10% vun onsem Statsbudget - ass. Mir kënne budgetär dës Recette net ersatzlos sträichen. Mir sollten awer mëttelfristeg net weider mat dëser Recette plangen.

All Elenggank um Niveau vun engem vläicht gutt gemengten zolitten Erhéije vun den Taxe riskéiert, budgetär kontraproduktiv ze sinn. Eng gemeinsam concertéiert Aktioun mat den Nopeschlänner, d'Akzise liicht unzehiewen, kéint - just, fir unzedenken - e Wee vun enger zousätzlecher Recette sinn.

A wéi steet et da mat den Taxe vum Tubak? Dat si 530 Milliounen Euro d'Joer. Dozou 130 Milliounen Euro TVA. D'Antifëmm-Politik huet schonns hir Wierkung! Den Zigarettekonsum ass ëm ronn een Drëttel zënter 2000 erofgaangen, mä de Kaf an de Verkaf vu lassenem Tubak geet dergéint ëm 30% vun 2000 bis 2010 an d'Luucht. Dat ass op d'Verdeiere vun den Zigarettepräisser zréckzeféieren. Deier Präisser bei den Zigarette reduzéieren de Konsum.

D'Recettë fir de Stat bleiwe bis zu engem gewëssene Mooss awer gläich, well méi héich Präisser och méi Akzisen an TVA bréngen. 85% vum Zigaretteverkaf hei am Land geet un Netrésidenten, dovunner ronn 85% un d'Frontalieren. De Punkt, wéi wäit ee mat der Erhéijung vum Zigarettepräis geet, deen ass schwéier anzeschätzen. D'Beispill vun den nordesche Länner mat ganz héijen Taxen um Alkohol an um Tubak huet gewisen, dass dann de Risiko vu Schmuggel, Schwaarzhandel a Fälschung wiisst.

Här President, Enn 2006 war et d'Reform vun der Autosteier. Fënnef Joer duerno - Zäit, fir e klenge Bilan ze maachen aus budgetärer Siicht. D'Autosteier bréngt 2012 geschate 67 Milliounen Euro. Dat ass eppes méi wéi dat Duebelt vum Joer 2006, also dem Joer virun der Reform. Längerfristeg däerft d'Recette vun der Autosteier awer erëm erofgoen. Firwat? Mä eisen Automobilspark erneiert sech schnell. D'Leit kafen zu Lëtzebuerg méi oft en neien Auto wéi am Ausland. Déi nei Autoen hu reduzéiert CO_2-Emissiounen, wat gutt ass. An esou wäert d'Steierrecette fir de Stat a fënnef bis sechs Joer erëm ënnert dem Wäert vun 2006 leien.

Et kënnt derbäi, dass de Moment op ronn 25.000 Autoe manner wéi 50 Euro Autosteier pro Joer ze bezuelen ass. Weider 91.000 Dieselautoen, wou d'Autosteier zwar méi wéi 50 Euro d'Joer ass, kréien eng Ermässegung, also eng Subventioun - dat gesitt Der alleguerten op Äre Kaarten - vu 50 Euro, well se ee Partikelfilter hunn. Mä all Dieselauto, dee muss hei am Land e Partikel (veuillez lire: Partikelfilter) hunn, well soss kann e guer net zu Sandweiler ugemellt ginn. Géif de Stat dës Partikelfiltersubventioun sträichen an eng Mindesttax op all Auto vu 50 Euro aféieren, esou wier dat e Plus vu ronn fënnef bis sechs Milliounen Euro Steierrecetten d'Joer méi. Wéi gesot, nëmmen, fir unzedenken.

Här President, Steiergerechtegkeet heescht och...

(Interruptions diverses)

Steiergerechtegkeet heescht och en ugepasstent Andreiwe vun der Steierschold. Dat zielt ëmsou méi an ugespaanten Zäiten! Et wier duerfir ubruecht, dass eis Steierverwaltunge personalméisseg géifen opgestockt ginn, fir méi effektiv Kontrollen ze maachen. An deem Kontext sollt een a Rou d'Ëmsetze vun deenen exzellente Recommandatiounen, déi 1997 an dem Rapport Krecké iwwert d'Steierhannerzéiung gemaach goufen, evaluéieren.

(Interruptions diverses)

Manner Steierbedruch ass och méi Steiergerechtegkeet!

(Interruptions diverses)

Här President, mat Commerce électronique, Tanktourismus an zum Deel Taxe d'abonnement stinn 2,5 Milliarden oder bal 25% vun eise Statseinnahmen deelweis op wackelege Féiss! Eise Steiersystem erlaabt dergéint - wéi virdrun e puer Pisten opgezeechent - ee gewëssene Sputt. Un der Politik, fir a Rou, am Kontext vun enger Kris, mä och vläicht doriwwer eraus, iwwert d'Vir- an d'Nodeeler vun där enger oder där anerer Pist nozedenken.

Här President, zu de Sozialausgabe vum Stat. E gesonden Équiliber vun de Statsfinanze schafen heescht, e Bléck op d'Steierrecetten ze hunn, mä och déi staatlech Ausgaben ze hannerfroen! Am décke Budgetsbuch ass dat eng laang Lëscht vu Kreditter, verdeelt op méi wéi 500 Säiten. Déi Haaptbléck sinn d'Sozialausgaben an d'Investitiounsausgaben. Zesumme maache si wäit méi wéi d'Halschent vun de Gesamtausgaben aus.

De Statsminister sot den 29. Juli 2009 an der Regierungserklärung: „Och d'Sozialpolitik muss d'Gesetzer vun der Nohaltegkeet respektéieren. Mir garantéieren de Sozialstat haut. Mir wëllen en Ofséchere fir déi, déi muer dervu wëllen a solle kënne profitéieren. Sozial ass, wat d'Mënsche sech haut a muer kënne leeschten. Onsozial ass et, d'Leeschtunge vun haut esou wäit an d'Luucht ze drécken, dass déi Generatioun, déi no eis kënnt, se net méi finanzéiere kann. Nohalteg ass net nëmmen, wat haut opgeet, ma wat muer an iwwermuer Bestand huet."

D'Sozialtransferten an d'Familljenzoulage belafe sech op ronn 35% vun de Statsausgaben: 1,3 Milliarde staatlech Bedeelegung un der Pensiounskeess, 850 Milliounen Euro Bedeelegung un der Krankeversécherung, 175 Milliounen Euro un der Fleegeversécherung, eng Milliard un de Familljenzoulagen an 190 Milliounen um RMG an un der Deierechtzoulag.

Zu eise Pensiounen. Reng budgetär gesi geet et eisem Pensiounssystem de Moment eigentlech gutt: een Iwwerschoss vun enger Milliard am Joer 2010, eng Reserv vun zéng Milliarden - 3,9-mol de jährleche Leeschtungen -, an dat, am internationale Vergläich, bei engem niddrege Cotisatiounstaux, engem niddregen effektive Pensiounsalter an héich Leeschtungen.

Mä laangfristeg, an dat bescheinegen eis all d'Experten, national an international, geet ouni Adaptatioun d'Rechnung net méi op! Souguer e Wirtschaftswuesstum vu 4% pro Joer geet net duer, fir laangfristeg de System am Équiliber ze halen. Zum Verglach: Dëst Joer ass eise Wirtschaftswuesstum 2%, d'nächst Joer viraussiichtlech manner. Mir kënnen eis do dréien a kéieren, mä d'Demografie, déi mécht einfach net mat!

Virun 100 Joer ware 6% vun de Leit méi al wéi 65 Joer. Haut sinn et 14%. 1910 war d'Halschent vun de Leit ënner 25 Joer. Haut ass knapps een Drëttel manner al wéi 25. All déi, déi haut heiheem an iwwert d'Grenzen daper Cotisatioune bezuelen, hunn an zéng, 20, 30 a méi Joer Recht op Leeschtungen. Mir mussen also nohalteg handelen, well wa mer näischt maachen, da gëtt den Applaus vun haut de Päifconcert vu muer, fir an de Wierder vun eisem Statsminister ze bleiwen.

Dat heescht net un enger Schrauf ze dréien. Der Zentralbank no géif d'Ofschafe vun dem Ajustement de Problem schonns zergutt léisen. Et sollt villméi en équilibréiert Gesamtwierk sinn, wou am Interessi vun dem intergenerationelle Gläichgewiicht a vun eiser sozialer Kohäsioun déi meesch sech dran erëmfannen. D'Grondprinzipië vun eisem Pensiounssystem sollen dobäi net op d'Kopp gehäit ginn. Mä mir hu besser, mir maachen elo eis Hausaufgab, wéi wa mer se vu baussen opgedrängt kréien. Beispiller dofir gëtt et der jo an der Aktualitéit genuch!

Här President, 10% vun eise lafende staatlechen Ausgabe si Familljebäihëllefen. Eppes méi also wéi eng Milliard, verdeelt op ronn 624 Milliounen Euro Kannergeld, 212 Millioune Kannerboni, 180 Millioune Leeschtunge wéi Gebuertenzoulag, Zoulag fir d'Schoulrentrée, d'Mammerent, de Congé parental. All dës Leeschtunge si gesetzlech verankert. Ee kritt wéi deen aneren, an der Regel onofhängeg vu senger Akommes- a Verméigenssituatioun.

D'Fro ass déi, ob een dat esou viruféiert, oder d'Leeschtunge méi sozial selektiv asetzt. Sozial selektiv heescht net soziale Kahlschlag! Sozial selektiv heescht, verstäerkt do ënnert d'Äerm ze gräifen, wou et néideg ass. An der Konterpartie d'Leeschtungen no ënne schrauwen, wou et net esou néideg ass: bei Famillje mat héijem Akommes.

Eng méi grouss sozial Selektivitéit vun de Sozialleeschtunge gëtt an dem Regierungsprogramm ugestrieft. Si gëtt vun enger Rei Acteuren, dorënner de Wirtschafts- a Sozialrot, ausdrécklech ënnerstëtzt. Verschidde Beruffskhamberen, esou d'Handelskummer, d'Handwierkschamber, setze sech an hirem Budgetsavis och mat der Fro auserneen; si maache konkret Léisungsvirschléi.

Sozialexperten, esou am Sozial-Almanach 2011 vun der Caritas, ënnersträichen déi wichteg Roll vun de Sozialtransferten am Kontext vun der Bekämpfung vun der Aarmut hei zu Lëtzebuerg. Jo, déi gëtt et och hei! 14,5% vun de Leit liewen dem Statec no ënnert der Aarmutsgrenz, festgesat op 60% vun dem sougenannten „revenu médian". Dat ass keen eegent Lëtzebuerger Mooss, et ass eng international Norm.

D'Aarmutsgrenz bei engem Stot vun zwee Kanner louch 2010 hei am Land bei 3.300 Euro, bei enger eenzelner Persoun bei ronn 1.600 Euro, bei engem Elengerzéier mat engem Kand bei ronn 2.100 Euro. De Risiko, fir ënnert d'Aarmutsgrenz ze falen, ass am gréisste bei Leit mat Kanner. Ouni Sozialleeschtunge géife ronn 28% vun de Leit ënnert der Aarmutsgrenz liewen.

D'Propos vun de Sozialexperten - a Richtung méi Selektivitéit - ass duerfir, verstäerkt dem Facteur Kand an de Sozialleeschtunge Rechnung ze droen, fir dee betraffene Stot iwwert

d'Grenz vun dem Aarmutsrisiko ze hiewen. Hei gëtt och ënnerstrach, d'Sozialleeschtunge fir mannerbemëttelt Stéit an hirer Gesamtheet ze gesinn. Et däerf ee keng kontraproduktiv Effekter schafen, andeems een, doduerch, dass een op där enger Säit bäigëtt, op där anerer Säit den Zougank zu méiglechen Hëllefe verspäert.

Am Géigenzuch kéint un den Zouwendunge fir Famillje mat héijem Akommes gespuert ginn. Wéi dat Offiedere vun de Familljenzoulagen ab engem gewëssen Akommes geschitt, ass u sech zweetrangeg. Eng méiglech Pist - awer just, fir unzedenken - wier zum Beispill en Offiederen ab dem Plafond cotisable. Een anere Wee wier d'Besteierung, zum Beispill als Revenu extraordinaire, mat der Halschent oder engem Véierel vum globale Steiertaux; dat wieren da bei Spëtzeverdénger 20% respektiv 10% Familljenzoulag manner.

D'Familljenzoulage maachen eng Milliard Euro, 10% vun eisem Statsbudget, aus. An Zäite vu méi ugespaanten öffentleche Finanze sollt et keen Tabu sinn, iwwer méi sozial Selektivitéit an deem Beräich nozedenken.

Här President, nach e Wuert zu de Chèques-services. Käschtepunkt fir 2012: geschaten 223 Milliounen Euro. D'Gesamtausgab fir d'Kannerbetreiung huet sech an deene leschte fënnef Joer verfënneffacht.

Mä d'Gesamtausgab muss een an de richtege Kontext setzen: de Wëlle vun der Regierung, d'Kannerbetreiung mëttelfristeg gratis ze maachen; d'Tripartitebeschléss, fir d'Kannergeld net ze indexéieren an dofir an der Konterpartie Sachleeschtungen ze ginn; déi fréier Steiermoderatioun fir Kanner duerch de Kannerbonus ze ersetzen - all Kand profitéiert dervun, an dat onofhängeg vun der Akommessituatioun vun den Elteren.

De System huet ouni Zweifel seng Preuvë gemaach: 77.000 Kanner tëschent null an zwielef Joer hunn op den 1. Januar dëst Joer vun de Chèques-services profitéiert, 69% vun alle Kanner aus där Altersklass.

Zäit fir eng Evaluatioun: A méi ugespaanten Zäite sollt et och keen Tabu sinn, do, wou de System vun de Chèques-services vläicht dann awer ze generéis schéngt, verschidde Korrekturen unzebréngen.

Fir komplett ze sinn, sief drop higewisen, dass d'Chambre des Salariés an hirem Avis zum Budget notéiert, dass Famillje mat Kanner tëschent zwielef an 18 Joer net vun de Chèques-services profitéieren. D'Kannergeld géif an dëser Alterskategorie zënter 2006 ee Verloscht vu ronn 13% opweisen, well et net méi un den Index gebonne wier.

Här President, kuerz zum Beschäftegungsfong. Fir 2012: geschaten Ausgabe vu 590 Milliounen Euro. 190 Milliounen Euro Chômageindemnitéiten, 59 Milliounen Euro fir d'Reklasséierungsmoossnamen a ronn 48 Milliounen Euro fir d'Beschäftegungsinitiativen.

D'Ausgabe riskéieren an der Zukunft nach méi an d'Luucht ze goen. Grond: zum Deel déi speziell Situatioun vun eisem Aarbechtsmaart. De Chômage louch 2002 nach bei 2,6% vun der aktiver Bevölkerung. Duerno geet en eigentlech permanent an d'Luucht. Haut läit e bei ronn 6%. Dobäi ass de Wirtschaftswuesstum mat Ausnahm vun 2008 an 2009 an d'Luucht gaangen. Et gouf eng permanent Progressioun vun der Beschäftegungszuel.

Experte kommen zur Konklusioun, dass mir praktesch 6% Wirtschaftswuesstum bräichten, fir de Chômagetaux signifikativ erofzedrécken. Dat ass eng strukturell Schwächt vum Lëtzebuerger Aarbechtsmarché.

Mir hunn eng Offer vun de Betriber, déi sech adresséiert u méi héich qualifizéiert Leit. Mir mussen eis Leit duerfir besser ausbilden a weiderbilden, fir dëser Demande gerecht ze ginn; der Jugend besser op d'Spréng hëllefen, sech fir den Aarbechtsmaart ze qualifizéieren. Net nëmme fuerderen, dass d'Leit méi laang schaffe ginn, mä och d'Aarbechtsplazen am Alter garantéieren, d'Praxis vun de Reklassementer um Terrain iwwerpréiwen. Dat, wat mir doran investéieren, spuere mir - wann och nëmmen deelweis - un den Ausgabe vun dem Beschäftegungsfong.

Här President, zu den Investitiounsausgabe vum Stat: Vum Stat gëtt et hei eng konjunkturënnerstëtzend Politik - si gëtt och verlaangt. Déi schléit sech natierlech op där anerer Säit am Defizit néier. Fir 2012 gesäit de Budget vun dem Zentralstat ronn 1,85 Milliarden Investissementer vir. Dat ass e gewaltege Chiffer. Deen héchsten Investitiounsvolumen, deen de Stat jee geplangt hat.

D'Regierung geet hei gewollt, mä konjunkturbedéngt vun hirer urspréngleche Marschroute erof. Do huet de Finanzminister kloer dat bei der Budgetspresentatioun gesot. An der Regierungserklärung war nämlech festgehale ginn, dass d'Investissementer 2010 nach eng Kéier aus Konjunkturgrënn sollte klammen. Mä et steet och geschriwwen, dass ab 2011 d'Investitiounsausgaben an eng Progressiounslogik missten agewise ginn, déi däitlech no ënne géif goen.

2010 louchen d'Investitiounsausgabe bei 1,65 Milliarden, fir 2012 sinn nach eng Kéier 200 Milliounen Euro méi geplangt.

Vum héijen Investitiounsvolume profitéieren an éischter Linn eis Wirtschaft an eis Handwierksbetriber. Mä déi iwwer méi Joren héich öffentlech Investitiounsausgabe sinn och een Deel vun dem aktuelle Budgetsdefizit. Laangfristeg kann déi Progressioun vun den Investitiounsausgaben net an deem Mooss virugoen.

Zum Verglach: Tëschent 2001 an 2003 louchen d'Investitiounsausgabe bei enger Milliard, tëschent 2004 an 2008 bei ronn 1,3 Milliarden. 2011 an 2012 si mir bei iwwer 1,8 Milliarden ukomm, deemno ronn 500 Milliounen Euro oder 40% nach méi wéi virun dräi Joer.

Vun 2006 bis 2009 louchen déi öffentlech Investitiounsausgaben däitlech ënner 4% PIB, zënter 2010 zolidd iwwer 4%.

Déi direkt Investitiounsausgabe vum Stat verdeele sech haaptsächlech op de Bau vun administrative Gebaier a Schoulen engersäits, op d'Verbesserung vum Stroossen- an Eisebunnsnetz anerersäits. Jo, e modernt Land brauch modern Infrastrukturen: Mir brauche gutt Schoulen, mir brauchen e performant öffentlecht Verkéiersnetz. Dat ass en Deel vun enger kohärenter Landesplanung. Mä wa bis eng Kéier décidéiert, dann däerf am Interessi vum Land net alles duerno erëm torpedéiert ginn!

Wann d'Leit moies stonnelaang am Stau stinn, schuet dat eiser Ekonomie. Mir si gäre kompetitiv an den neie Kommunikatiounstechnologien. Mir brauchen duerfir déi richteg Dateréseauen. Ouni dat geet et net, an all dat huet natierlech säi Präis. Mä dee Präis musse mir och kënne laangfristeg bezuelen. Och beim Investéieren ass dat Deierst net ëmmer grad dat Bescht.

Vill Effortë goufen iwwert déi lescht Joren am Sënn vun enger méi effizienter Bautepolitik gemaach. De sougenannten „taux de réalisation" vun eisen öffentleche Bauten - dat heescht, ob déi verplangte Suen och an deem Zäitplang verschafft ginn - huet sech wesentlech verbessert.

Mir musse weiderhi préiwen, ob déi Präisser an déi Zäit, déi mir op Chantieren hei am Land verplangen, an der Linn leie vu vergläichbare Projeten am Ausland. Dat zielt fir d'Stroosseninfrastruktur, dat zielt fir d'Gebaier, mä och zum Beispill fir d'Kläranlagen. Well d'Avoire vun eisen Investitiounsfongen - wat zwar eng reng Kontabelsoperatioun ass - sinn an deene leschte Joren däitlech erofgaangen. Ronn zwee Drëttel vun eisen Investitiounsausgaben am Stroossen- a Schinneberäich ginn haut schonn iwwer Empruntë finanzéiert.

Här President, kuerz zu de Gemengefinanzen. D'Gemengen iwwerhuelen am Interessi vu Land a Leit eng ganz Rei vu wichtegen Aufgaben. Si entlaaschten domadder de Stat.

D'Lëscht vu Précoce, Maisons relais, Museksunterrecht, Jugendhaiser, Initiativen am Sozialberäich gëtt vu Joer zu Joer méi laang. An déi Aufgaben erleedegt een eben net zum Nulltarif. D'Verhältnis tëschent de lafende Gemengen- a Statseinnahme war uganks 2000 nach eent zu véier. Haut ass et op bal eent zu fënnef erofgaangen. An d'Aufgaben huelen, wéi gesot, permanent zou.

Et wier duerfir wënschenswäert, dass, wéi och scho vun enger Rei anere Budgetsrapporteure viru mir proposéiert, dës parallell Evolutioun vun de Recetten - wuelverstanen no ënne wéi no uewen - géif ëmgesat ginn.

Här President, de Montant vun den zilgebonnenen Zouwendunge vum Stat un d'Gemenge geet iwwert déi lescht Joren dergéint konstant an d'Luucht: insgesamt 199 Milliounen Euro am Joer 2005 an dëst Joer 434 Milliounen Euro.

Här President, iwwert d'Noutwendegkeet vun enger Reform vun de Gemengefinanze gëtt scho jorelaang diskutéiert. En Enn ass nach net a Siicht. Et ass och e politesch delikaten Exercice. Mä net nëmmen!

D'Grondprinzipië vun eise Gemengefinanze sinn och emol guer net esou schlecht. De sougenannten „Peréquatiounsmechanismus" - dat heescht, e Verdeele vun de staatlechen Zouwendungen no Awunnerzuel, Gemengefläch an aneres - mécht, dass eng ganz Rei vu Gemengen iwwerhaapt kënne finanziell iwwerstoen.

D'Ëmverdeelung: Eng Rei Gemengen hunn zum Beispill grouss Industriezonen an domat verbonne jo och verschidde Chargen. Si kréien awer net vill eege Gewerbesteier, well d'Betriber an deenen Zonen net vill Steieropkommes hunn. De finanziellen Ureiz, fir klassesch Industriezonen ze schafen, ass duerfir landeswäit éischter limitéiert.

Dat ass awer a Kontradiktioun mat der Industrie- a Mëttelstandspolitik vun der Regierung. Bei Bürosgebaier mat Finanzdéngschtleeschtungsbetriber oder Satellitebedreiwer ass d'Rechnung natierlech do schonns eng ganz aner.

Et mécht duerfir wéineg Sënn, wéi vun Eenzelnen ugeduecht, d'Gewerbesteier strikt un d'Betribssteier unzelehnen a se där Gemeng zoukommen ze loossen, wou de Betrib etabléiert ass. Vun esou engem System géife just eng Handvoll Gemenge profitéieren, déi rentabel Déngschtleeschtungsbetriber bei sech hätten.

Här President, de groussen Nodeel vun eise Gemengefinanzen ass deen, dass si ausgeluecht sinn op eng Gemengelandschaft mat e puer groussen a ville klenge Gemengen. Eng Situatioun, wéi et se scho virun 30 Joer gouf, zum Deel mir se haut nach hunn. 74 vun 106 Gemengen hu manner wéi 3.000 Awunner. Mä d'Aufgabe vun de Gemenge sinn an der Zwëschenzäit gewuess. D'Erwaardunge vun de Bierger, landeswäit déiselwecht Déngschtleeschtungen ze kréien, gi legitimerweis méi grouss. Kleng Gemengen hunn awer net déi finanziell Méiglechkeeten, fir deem gerecht ze ginn.

Resultat: Nei Aufgabe verlaangen eng Neiuerdnung vun eiser Gemengelandschaft, mat méi grousse Gemengen a méi finanzielle Mëttelen. D'Territorialreform an d'Reform vun de Gemengefinanze ginn deemno Hand an Hand.

Här President, e puer méi däreg Ausgaben awer ganz kuerz beliicht:

Den öffentlechen Transport, geschate Käschtepunkt fir 2012: 712 Milliounen Euro. Een Drëttel dovunner, 239 Milliounen, fir den öffentleche Bustransport. Den RGTR: 127 Milliounen Euro, mat 44 Millioune Fahrten.

D'Gehälter an der Fonction publique, Käschtepunkt 2,7 Milliarden Euro, ronn 20% vun den Ausgabe vun dem Zentralstat. Den Taux vun de Personalkäschte beim Stat ass zënter 2000 awer praktesch op de Prozent deeselwechte bliwwen. Am internationale Vergläich ass deen Undeel vun de Personalkäschte relativ niddreg.

Den Enseignement, Käschtepunkt insgesamt fir 2012: 1,3 Milliarden Euro. Dovunner 130 Milliounen Euro staatlech Investissementsausgabe fir de Bau vu Lycéeën a Schoulen; Gehälter ronn eng Milliard.

Fuerschung: 280 Milliounen Euro, 0,66% vum Bruttoinlandsprodukt. Zil ass, mëttelfristeg op 1% PIB eropzekommen.

De Logement: 125 Milliounen Euro, ronn 40 Milliounen Euro fir de Bau vun 150 neie Wunnechten d'nächst Joer an 59 Milliounen Euro fir individuell Wunnengshëllefen.

An zum Schluss d'Landwirtschaft an de Wäibau: 114 Milliounen Euro, ronn 1% vun de Statsausgaben.

Här President, ee Land mat Perspektiven. Eis Bankeplaz huet d'Kompetenzen, d'Fachwësse vun deene villen Dausende Beschäftegten. Mir si gewinnt, international ze schaffen. Eis Experienz an der Verméigensverwaltung kënne mir enger weltwäiter Clientèle ubidden. Mir mussen déi nei Clienten awer siche goen, déi néideg Promotioun maachen. E puer gudder Clientë bréngen eis heiansdo vill méi, wéi eng ganz Rëtsch quokeleger.

Och dobäi wäert Lëtzebuerg mam Bockfiels Lëtzebuerg bleiwen, a mir gi keen zweet Monaco.

Eis héich spezialiséiert Investmentfongenindustrie ass opgestallt fir nei Erausfuerderungen. Un der Politik, fir séier an iwwerluecht dem Secteur déi Instrumenter ze ginn, fir dass e sech weider kann entwéckelen. De Standuertvirdeel Lëtzebuerg musse mir notzen an ausbauen.

Mir si méisproocheg. Eise Bildungssystem musse mir awer optiméieren. Den Aarbechtsmaart heiheem muss déi Qualifikatioune kréien, déi e brauch. Dat zielt fir den Dokter, den Affekot, den Ingenieur; et zielt awer virun allem fir gutt ausgebilten Handwierker.

Mat der Fuerschung si mir um richtege Wee, vun der Biomedezin bis an de Weltall. D'Zesummenaarbecht tëschent öffentlechen a private Fuerschungsmëttelen, déi leeft och konkret. Si däerf roueg weider verdéift ginn. D'Resultater vun eiser Fuerschung loosse sech weisen. Mir mussen hinnen no bausse méi eng grouss Visibilitéit ginn.

Här President, zesumme Weiche stelle fir d'Zukunft. - Ech kommen zum Schluss. - D'Zäite virun Aen, mir mussen de Rimm méi enk schnallen. Net alles, wat mir gären hätten, kënne mir eis leeschten. Eis Statsfinanze sinn am Kontext vun der wirtschaftlecher Konjunktur liicht aus dem Rudder gelaf.

(Interruptions)

Eise Statsdefizit an eis öffentlech Scholdesituatioun sinn am Verglach zum Ausland nach duerchaus an der Rei. Mä mir sinn e klengt Land. Eis Eegemëttel, där finanzieller an där anerer, sinn duerfir méi limitéiert. Mir däerfen d'Maastricht-Parameteren och net ausreizen, net elo an net méi spéit. Mir mussen elo eis Hausaufgabe maachen, fir herno och nach gutt dozestoen. Déi elo um Rudder sinn, sinn deenen, déi elo nach d'Schoulbänk drécken, dat schëlleg.

Um Rudder sinn net nëmmen déi, déi haut de Mëtteg heibanne sinn. Mir mussen zesummen d'Marschroute virginn; hëllefe muss dobausse jiddwereen esou gutt e kann.

Mir mussen a Rou, onopgereegt, mä entschlossen d'Strukture vun eiser Altersversuergung den demografesche Realitéiten upassen.

Mir mussen eis sozial a Familljeleeschtungen an der Gesamtenveloppe, déi zur Verfügung steet an net ëmmer méi déck ka ginn, esou strécken, dass se verstäerkt deenen zeguttkommen, déi se brauchen, an do offiederen, wou d'Schëllere méi breet sinn.

Mir mussen eis eens ginn, wat mir an Zukunft bauen a wéi mir bauen. Schoulen, eng modern Stroossen- a Schinneninfrastruktur hu Prioritéit. Alles kënne mir net hunn, och wa mir villes gären hätten. Déi konjunkturbedéngte Progressiounslogik un den öffentlechen Ausgabe kënne mir net laang esou weiderféieren.

Eis Steierrecetten iwwerstinn eng kuerzfristeg ofschwächend Konjunktur; längerfristeg, op méi Joren, geet dat awer net. Wann dës Zäite méi laang an den nächste Jore sollten unhalen, däerfen och do Kriseninstrumenter keen Tabu sinn. An och dann zielt: Breet Schëllere musse méi breet droen.

Mir si keng Insel. Mir mussen an dësen Zäiten, grad wéi iwwregens eis Noperen, der Realitéit awer an d'Ae kucken an d'Aerm eropstréppen. Mir mussen eis Virdeeler ausspillen, eis Chancen notzen. Mir mussen eis organisatoresch gutt opstellen, mir brauchen eng méi kohärent Landesplanung, erëm méi Politik vum klengen Déngschtwee. An all dat, jo, dat läit an eisen Hänn.

Mir brauchen duerfir keng Angscht ze hunn. Dës Zäit ass eng Erausfuerderung, fir eis besser opzestelle fir d'Zukunft. Zesummen an ouni ze vill Sträit geet dat am beschten.

Merci der Finanzkommissioun, déi mir bei mengem schréftleche Rapport vill Fräiheet gelooss huet. Merci all deene vu Verwaltung, Beruffschamberen a villen aneren, déi mech bei menger Aarbecht iwwert déi lescht Wochen ënnerstëtzt hunn, dem Marc Reiter an de Mataarbechter aus der CSV-Fraktioun am Speziellen. E grousse Merci och un d'Madame Carole Closener vun dem Chamberssekretariat. Merci fir Är Gedold an d'Nolauschteren!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech ginn Akt vun der Deklaratioun vum Budgetsrapporteur, dem Här Gilles Roth. Muer um zwou Auer héiere mer den Exposé vum Finanzminister Luc Frieden.

Domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer um zwou Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 15.38 heures)

d'Chamber online op
www.chd.lu

SÉANCE 8

MERCREDI,
7 DÉCEMBRE 2011

Présidence: M. Laurent Mosar, Président

Sommaire

1. Changements de composition des commissions parlementaires
- *M. le Président*

2. Dépôt de deux résolutions par Mme Anne Brasseur
- *Mme Anne Brasseur*

3. 6350 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2012
- *Exposé: M. Luc Frieden, Ministre des Finances*

4. Question urgente n°1787 de M. Gast Gibéryen sur la réforme des traités européens
- *M. Gast Gibéryen - M. Luc Frieden, Ministre des Finances*
- *M. Ben Fayot (question complémentaire) - M. Luc Frieden*

5. Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2010
- *Rapport de la Commission des Comptes: M. Carlo Wagner*
- *Vote sur la résolution proposée par la Commission des Comptes (adoptée)*

6. Résolution concernant les comptes de l'exercice 2010 de la Cour des Comptes
- *Mme Anne Brasseur*
- *Vote sur la résolution (adoptée)*

7. Résolution concernant les comptes de l'exercice 2010 du Médiateur
- *Mme Anne Brasseur*
- *Vote sur la résolution (adoptée)*

8. 6293 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2010
- *Rapport de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire: M. Fernand Etgen*
- *Discussion générale: M. Félix Eischen, Mme Anne Brasseur*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Octavie Modert, Françoise Hetto-Gaasch et M. Romain Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.02 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances*.- Neen, Här President.

1. Changements de composition des commissions parlementaires

M. le Président.- An hirem Bréif vum 6. Dezember 2011 proposéiert d'DP-Fraktioun folgend Ännerungen an de Kommissiounen:

An der Commission du Règlement ersetzt den Här Claude Meisch den Här Xavier Bettel.

An der Commission du Développement durable iwwerhëlt den Här Paul Helminger de Volet Environnement vum Här Etgen an den Här Eugène Berger iwwerhëlt de Volet Aménagement du Territoire vum Här Etgen.

An der Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire ersetzt den Här Paul Helminger den Här André Bauler.

An der Commission des Finances et du Budget ersetzt den Här Fernand Etgen den Här Xavier Bettel.

Den Här Eugène Berger soll d'Madame Lydie Polfer an der Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle esou laang ersetzen, bis datt d'Proposition de révision de la constitution 6205 an d'Proposition de loi 6206 zum Enn vun hirer Prozedur komm sinn. Dëst ass elo de Fall, sou datt d'Madame Lydie Polfer erëm Member an dëser Kommissioun ka sinn.

Ass d'Chamber mat dësen Ofännerungen, wat d'Zesummesetzung vun de parlamentaresche Kommissiounen ugeet, averstanen?

Une voix.- Très bien!

(Assentiment)

M. le Président.- Dann ass dat esou décidéiert.

Mir héieren elo den Exposé vum Här Finanzminister Luc Frieden iwwert de Statsbudget fir d'Joer…

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Här President!

M. le Président.- Jo?

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Ech hätt nach den Dépôt vun zwou Resolutiounen ze maachen.

M. le Président.- Ma, da kritt Dir nach direkt d'Wuert fir den Dépôt vun zwou Resolutiounen.

2. Dépôt de deux résolutions par Mme Anne Brasseur

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, ech hunn den Dépôt vun zwou Resolutiounen ze maachen, déi eng iwwert d'Konte vun der Cour des Comptes. D'Budgetskontrollkommissioun huet déi an der Rei fonnt, a laut onsem Reglement muss dat vun der Chamber approuvéiert ginn.

Als President vun der Kommissioun hunn ech dat eleng ënnerschriwwen. Ech wier frou, wann all Fraktioun dat mat kéint ënnerschreiwen.

An dann hunn ech eng zweet Resolutioun. Dat sinn d'Konte vum Médiateur, déi arrêtéiert gi sinn. An do wor et de Bureau vun der Chamber, deen déi guttgeheescht huet. Pour le bon ordre muss awer d'Chamber déi och nach guttheeschen. An duerfir hunn ech mer erlaabt, och do eng Resolutioun ze preparéieren an ze ënnerschreiwen, an et wier och gutt, wann déi vun all Fraktioun kéint gedroe ginn. Sou dass ech déi och hei déposéieren.

Résolution

La Chambre des Députés,

- vu le rapport du réviseur des comptes de la Cour des Comptes qui estime que «les comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la Cour des Comptes au 31 décembre 2010, ainsi que des résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel comptable tel que décrit dans la Note 2 qui fait partie intégrante des comptes annuels[1]»;

- vu l'accord de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire avec le rapport du réviseur des comptes marqué suite à l'analyse des comptes en question lors de sa réunion du 21 novembre 2011;

approuve

les comptes de l'exercice 2010 de la Cour des Comptes.

(s.) Anne Brasseur.

(La résolution n'ayant porté qu'une signature lors du dépôt, elle a par la suite été cosignée par Mme Diane Adehm et MM. François Bausch, Gast Gibéryen et Lucien Lux.)

Résolution

La Chambre des Députés,

- vu les comptes clôturés et révisés de l'exercice 2010 du Médiateur arrêtés par le Bureau de la Chambre des Députés lors de sa réunion du 17 juin 2011,

approuve

les comptes de l'exercice 2010 du Médiateur.

(s.) Anne Brasseur.

(La résolution n'ayant porté qu'une signature lors du dépôt, elle a par la suite été cosignée par Mme Diane Adehm et MM. François Bausch, Gast Gibéryen et Lucien Lux.)

M. le Président.- Merci der Madame Brasseur.

Mir kommen dann elo zum Exposé vum Här Finanzminister Luc Frieden iwwert de Statsbudget fir d'Joer 2012. Här Finanzminister, Dir hutt d'Wuert.

3. 6350 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2012

Exposé

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances*.- Här President, erlaabt mer fir d'Éischt am Numm vun der Regierung an a mengem perséinlechen Numm dem Budgetsrapporteur vun dësem Joer, dem Här Gilles Roth, Merci ze soe fir eng remarquabel Aarbecht. Eng Aarbecht, déi net nëmmen an der Form an an der Intensitéit interessant war, mä wou en och gëschter hei a senger mëndlecher Ried eng ganz Rei interessant Messagë matginn huet, wou ech kann direkt soen, datt se deckungsgläich si mat enger ganzer Rei vun Iwwerleeungen, déi ech als Finanzminister maachen.

Ech géif mer fir hien a fir eis all wënschen, datt eng Rei vun deenen Iddien, déi gëschter hei gemaach gi sinn, soit am Numm vun der Finanzkommissioun, soit a sengem perséinlechen Numm, net nëmme bei de Budgetsdebatte vun dësen Deeg, mä och an deenen nächste Méint géifen eng Grondlag si fir interessant Debatte ronderëm d'öffentlech Finanzen.

An dee Merci géif ech och gären all d'Kolleege vun der Finanz- a Budgetskommissioun ënner hirem President Michel Wolter aschléissen, déi an deene leschte Woche vill Stonne mam Statsbudget, deen d'Regierung abruecht huet, verbruecht huet. An ech muss soen, et ware fir d'Regierung interessant Gespréicher an der Finanzkommissioun.

Dës Budgetsdebatten, Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéierten, féiere mer an enger Zäit, wou grouss Fragezeiche stinn hannert der ekonomescher Zukunft vun eisem Land, Europa an der Welt.

Et gëtt op d'mannst fënnef wirtschaftlech Fakten, déi hei beieneekommen: D'Weltwirtschaft dréit méi lues. Mir hunn ze di mat enger aussergewéinlecher Beonrouegung vun den internationale Finanzmäert. Mir hunn eng enorm Vertrauens- a Scholdekris an Europa. Mir stelle fest eng Verlagerung vun dem ekonomesche Wuesstum an der Muecht ewech vun Europa. A mir gesinn eng nei Interdependenz tëschent de Länner an Europa an tëschent de Kontinenter.

Kee kann dës Fragezeichen, dës Problemer, dës Erausfuerderungen einfach ewechblosen. Kee weess all d'Äntwerten op dës Froen. Mä sécher ass: Mir liewen an turbulenten Zäiten, wou grouss Changementer kommen, déi en Impakt op eist Land, op eis Ekonomie an och eis Statsfinanze wäerten hunn.

Mä, wann déi Défië kommen, gëllt et net, de Kapp hänken ze loossen, de Kapp an de Sand ze stiechen, mä da muss ee gemeinsam, mat all deem, wat mer schonn erreecht hunn, mat all deem, wat mer sinn, musse mer eis opmaachen, fir eise Bäitrag ze leeschten, fir déi Changementer erbäizebréngen.

Ech mengen, datt mer net nëmmen an Europa eis fundamental Froe musse stellen, mä och hei zu Lëtzebuerg. Mir brauchen en fait en anert, en neit Lëtzebuerg an engem Europa, wat sech nei definéiert an enger globaler Ekonomie, déi nei Acteuren no vir bréngt. D'Lëtzebuerger Sozial-, Wirtschafts- a Finanzpolitik muss hei mat Äntwerte bäidroen. Mir hunn net alleguerten d'Äntwerten, mä mir hunn e Stéck vun deem grousse Kuch, dee mir musse bäidroen. An duerfir sollen och dës Budgetsdebatten, hoffen ech, dozou e Bäitrag liwweren.

Europa, hunn ech gesot, steet an enger ganz déiwer Vertrauens- a Stabilitéitskris. D'Statsobligatiounen, dat, wat d'Leit kaaft hunn, wa se wollten, niewent dem Spuerbuch, e séchert Investissement hunn, werft haut aner Froen op, wéi virun e puer Joer. Verschidde Länner kréien net méi Sue geléint. An d'Stabilitéit vun de Banken a Fongen, déi dem Stat Sue geléint hunn, gëtt erëm op verschiddene Plazen ugezweifelt.

D'Interdependenz, d'Interrelatioun tëschent privat an öffentleche Finanzen, tëschent Finanzindustrie a Stat war nach ni esou grouss wéi elo. An en fait, mengen ech, hu mer mat enger Banken- an enger Statskris ze doen. Mir haten dat 2008, mir hunn dat och erëm op d'mannst an embryonaler Form 2011.

Fir mech ass et awer kloer, datt Lëtzebuerg Europa brauch. Mir brauchen et politesch, mir brauchen et ekonomesch. Sécherheet, Stabilitéit a Wuelstand sinn onzertrennbar fir Lëtzebuerg mat Europa verbonnen.

Ekonomesch brauche mer de Bannemaart. An engem Land, wou bal all Gidder a Servicer, déi mer produzéieren, exportéiert ginn, ass e evident, datt mir en Intérêt drun hunn, e grousse Bannemaart ze hunn, an deem mer kënnen operéieren. An datselwecht gëllt natierlech fir den Import, wann ee weess, datt bal alles, wat mer heibanne gebrauchen, consomméieren, aus dem Ausland, aus der Eurozon, aus Europa kënnt.

Duerfir ass och fir eis den Euro, trotz alle Suergen, déi ee kann hunn, e wichtegt Instrument fir d'Lëtzebuerger Land. Et huet eis erlaabt, iwwert déi lescht zéng Joer, zwielef Joer keng Wiesselkursschwankungen ze hunn, keng Dévaluatioune musse matzemaachen, déi eiser Ekonomie extrem geschuet hätten. Den Euro huet eis erlaabt, Präisstabilitéit ze hunn - manner wéi 2% iwwert déi éischt zéng Joer vun dem Liewe vun eiser gemeinsamer Währung.

Mä et kann ee keng gemeinsam Währung hunn, et kann ee keng gemeinsam Währung wëllen an alles an den Hänn vun den nationale State loossen. Dat eent an dat anert geet zesummen. An duerfir brauche mer Responsabilitéit vu jiddwerengem a Solidaritéit. Wat deen ee mécht, huet ganz einfach en Effet op déi aner.

Duerfir, mengen ech, musse mer eng Rei vu Moossnamen huelen - kuerzfristeg, mëttel- a laangfristeg. Mir brauche kuerzfristeg eng Solidaritéit an Europa, déi sécherstellt, datt déi Länner, déi déi gréisste Schwieregkeeten hunn - Griichenland, Portugal, Irland -, datt déi Hëllefe kréien, mä Hëllefen, déi gebonne sinn u ganz strikt Konditiounen, fir datt séchergestallt gëtt, datt déi Hëllefen och en Zil hunn. Nämlech, datt déi Länner duerno erëm kënnen autonom fonctionnéieren, andeems se och vun de Finanzmäert erëm Sue geléint kréien. Déi Hëllefen, déi mer deene Länner ginn, sinn och Hëllefen, déi an eisem Intérêt sinn, well et geet drëm, d'Stabilitéit vun der gesamter Eurozon ofzesécheren.

Mir brauchen natierlech och kredibel Instrumenter, fir déi Hëllefe kënnen ze assuréieren. Duerfir brauche mer en zolitten an effikassen EFSF an ESM, dat sinn déi Europäesch Rettungsschiermer, deen, dee mer elo hunn an dee mer amgaange sinn opzebauen. A mir brauchen eventuell och d'Hëllef vun dem Internationale Währungsfong, woubäi Europa jo souwisou zesummegeholl dee gréissten Aktionär vum IWF ass.

[1]Principes généraux: Les comptes annuels de la Cour des Comptes sont établis par le Collège de la Cour des Comptes conformément aux principes comptables généralement admis à Luxembourg à l'exception des acquisitions en équipements et mobiliers qui sont comptabilisées directement dans le compte de revenus et charges dès la date d'acquisition, ainsi que des spécificités concernant l'exercice budgétaire et comptable du chapitre 3 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État.

www.chd.lu

De Renforcement vun dësen Hëllefsinstrumenter, där europäescher, där internationaler, kann och eventuell mat sech zéien, datt mer mussen an deenen nächste Méint hei zousätzlech finanziell Mëttelen zur Verfügung stellen.

Mëttel- a laangfristeg gëtt et awer nëmmen ee Rezept. Dat ass, mir brauche gesond Statsfinanzen. Ouni gesond Statsfinanze fënnt Europa kee Vertrauen a keng Stabilitéit zréck.

Mir brauchen eng méi effikass, eng europäesch Manéier, fir eis Budgets- a Wirtschaftspolitik ze gestalten.

Mir mussen zu 27 eis Politikgestaltung méi openeen ofstëmmen. Dat verlaangt déi Interdependenz, vun där ech virdru geschwat hunn. Et kann net jiddweree maachen, wat e wëllt.

Dat verlaangt och vläicht ab engem gewëssene Moment institutionell Ännerungen. Mä virun allem kënnt et eis drop un, datt mer elo emol dat ëmsetzen, wat mer schonn décidéiert hunn.

Mir hunn an deene leschte Wochen, souwuel am Europäesche Ministerrot wéi am Europaparlament, eng ganz Rei vu Gesetzgebungen ugeholl, déi sollen eng besser Koordinatioun, virun allem vun der Wirtschaftspolitik, virun allem vun der Budgetspolitik, zum Deel och vun der Wirtschaftspolitik erbäibréngen.

Lëtzebuerg war a bleift fir e Maximum vu Kontroll- a Sanktiounsmechanisme vis-à-vis vun deene Länner, déi a Problemer sinn a riskéieren, déi aner Länner mat a Problemer ze zéien.

Am Euroland liewen, verlaangt ganz einfach, datt ee Souveränitéit gemeinsam aushidd, an dat ass dat, wat mer gewollt hunn, dat ass dat, wat mer ëmgesat hunn, dat musse mer och nach verstäerkt an deenen nächste Méint ëmsetzen. Well déi Décisiounen, déi geholl gi sinn, mussen elo emol an deenen nächste Méint an all de Länner, och hei zu Lëtzebuerg, hiren Niderschlag fannen.

De Retour un national Währungen ass fir Lëtzebuerg ekonomesch a politesch net denkbar, och net wënschenswäert. Mä de groussen Test fir d'Eurozon, dee kënnt am nächste Joer, wa ganz vill Länner - déi, déi méi gesond sinn, déi, déi manner gesond sinn - op d'Finanzmäert wäerte Milliarde musse léine goen. Da kënnt den Test, ob dat, wat mer bis elo gemaach hunn, kredibel war oder net.

Loosse mer awer alles maachen, och als Lëtzebuerger, fir eise Bäitrag ze leeschten, datt Europa, d'Eurozon de Garant vu Stabilitéit bleift, esou wéi dat an deene leschten zéng Joer eisem Land ganz vill bruecht huet!

Mä dëst ass e Prozess, Dir Dammen an Dir Hären, mat ganz villen Etappen. Net ee Sommet, och net dee vum 8. an 9. Dezember, kann duerch eng Décisioun all Problemer ewechblosen. Et ass e Prozess mat villen Etappen, an ech hunn Iech se gesot, déi kuerz-, mëttel- a laangfristeg, déi mer elo mussen ëmsetzen. A wa mer dat alles zesumme maachen, och hei zu Lëtzebuerg, an och eise Bäitrag leeschten, dann hu mer eng Chance, fir erëm a méi stabel Environnementer ze kommen.

Dës Interdependenz, Här President, dës Schicksalsgemeinschaft, an där mer an Europa sinn, gëllt net nëmme fir den europäesche Kontinent. E gëllt och generell fir d'Welt a fir d'Relatioun tëschent Europa an dem Rescht vun der Welt.

Mir gesinn et um wirtschaftleche Plang. Et entstinn nei Acteuren. Wirtschaftswuesstum entsteet op anere Plaze vun der Welt, an d'Roll vun Europa gëtt méi kleng. Politesch, well mer ze oft net gëeent optrieden; ekonomesch, well aner Acteure méi schnell wuessen an hir Plaz an der Weltekonomie méi breet maachen.

Fir Lëtzebuerg heescht dat, datt mer eis mussen opmaachen op déi nei Realitéit. Mir musse kucken, eng Bréck mat deenen neien Ekonomien opzebauen, versichen eis un deem Wuesstum ze bedeelegen. Akzeptéieren, datt d'Ekonomie vum 21. Jorhonnert net déiselwecht ass wéi déi vum 19. an 20. Jorhonnert.

Ech weess, datt dat fir vill, och hei am Land, eng grouss Ëmstellung mat sech bréngt. Dat ass en Opmaachen op aner Länner, op aner Kulturen, op aner Mënschen. Wa Russen, Inder, Chineesen, Araber zu Lëtzebuerg investéieren an a verschiddene Secteure vun der Ekonomie, da kënnt ëmmer erëm d'Fro op, och heibannen heiansdo: Gëtt et dann do keng Lëtzebuerger Léisung? Ass dat dann do net den Ausverkaf vu Lëtzebuerg?

Neen, et gëtt seelen eng Lëtzebuerger Léisung. Well zu Lëtzebuerg net genuch privat Kapital, privat Sue sinn, fir ganz grouss Zommen ze investéieren. Et ass och keng durabel Léisung a finanziell net denkbar, datt de Stat alles keeft a géréiert.

Lëtzebuerg huet am Fong ëmmer vum auslännesche Kapital gelieft a profitéiert. Däitsch, belsch, franséisch Investisseuren hunn eis Stolindustrie an eis Finanzplaz grouss gemaach an d'Amerikaner hu grouss Industriebetriber an de 60er, 70er Joren op Lëtzebuerg bruecht.

Loosse mer duerfir déi nei Investisseuren aus de sougenannten „emerging markets" wëllkomm heeschen! Si sinn iwwregens guer net esou anescht, wéi mir heiansdo mengen. Mir brauche si a mir profitéieren dovun, och op hire Mäert. An duerfir brauche mer och weider eng aktiv Promotiounspolitik a Länner, déi méi wäit ewech vun eis sinn, niewent der weiderer Kommunikatioun an eis Nopeschlänner.

Latäinamerika, Asien, China, Russland, d'Türkei, d'Golfstate si Plazen, wou et wichteg ass, datt d'Regierung, a virun allem de Wirtschaftsminister an ech selwer, ëmmer erëm de Fändel vun eisem Land opriichten an erklären, wat fir eng Méiglechkeete mir hei ze bidden hu respektiv wat eis Entreprisen op deene Mäert kënnen entdecken.

Duerfir ass et och wichteg, an de Budget 2012 leet duerfir d'Grondlag, datt mer nei Ambassaden, och aus ekonomesche Grënn, zu Abu Dhabi an zu Ankara opgemaach hunn.

Datt déi gréisste chineesesch Bank hiren europäeschen Hub, hiren europäeschen Zentrum hei zu Lëtzebuerg opgemaach huet, an datt d'Lëtzebuerger Fongen déi meescht verkaafte Fongen op enger Plaz wéi Hongkong sinn, beweist, datt dës Relatioune mat neie Mäert, mat neien, staarken Ekonomien an der Welt, datt dat Marchéë sinn, déi an deenen zwou Richtungen am Intérêt vun der Weiderentwécklung vun der Lëtzebuerger Ekonomie sinn. Déi Aarbecht muss virugoen.

Et ass an deem dote Kontext, wou ech och hei gär géif e Wuert soen iwwert d'BIL, déi eelste Lëtzebuerger Privatbank, déi hei e gutt Beispill vun dësem Changement ass an iwwert déi an dësem Budgetsgesetz, iwwert dat Der muer ofstëmmt, jo och Garantiebestëmmungen drastinn.

Wéi de Grupp Dexia Enn September grouss an urgent Schwieregkeeten hat, hu sech fir mech folgend zwou Froe gestallt: Soll de Stat sech iwwerhaapt dorëms bekëmmeren? An zweetens, wa jo: Soll de Stat déi Bank kafen?

Wann eng Bank esou vill Clienten huet, déi hei am Land wunnen, a wann e Finanzinstitut wéi déi dote Bank e systemesche Charakter huet, dann ass et am ekonomeschen an am sozialen Intérêt, am Intérêt général, géif ech soen, fir datt de Stat eng aktiv Roll bei der Léisung vum Problem spillt, fir doduerch grousse Schued vum Land ewechzehalen.

Dat hu mer 2008 bei der BGL gemaach, dat hu mer 2011 elo bei der BIL gemaach.

Mir mengen net, datt et à moyen et à long terme déi beschte Léisung ass, datt de Stat all Guichetsbanken zu Lëtzebuerg keeft, a sengem Besëtz - zum Deel oder ganz - huet. D'Acquisitioun duerch de Stat kann ëmmer nëmmen eng Noutléisung sinn. Si bleift eng Noutléisung.

Mir brauchen och bei de Guichetsbanken, mir brauchen och am Retailgeschäft zu Lëtzebuerg eng Konkurrenz tëschent privaten Entreprisen. Doduerch, datt mer konnten e finanzkräftegen Investisseur fannen, fir der BIL eng stabel Zukunft ze ginn, huet de Lëtzebuerger Stat net missen op déi Noutléisung, also den Opkaf zu 100%, zréckgräifen.

D'Verhandlungen tëschent dem kataresche Keefer an dem Grupp Dexia komme gutt virun a si sinn no beim Ofschloss.

De Lëtzebuerger Stat huet d'Intentioun, eng Participatioun vu ronn 10% fir e Präis vun ëm déi 100 Milliounen Euro an där Bank ze kafen. Déi genee Modalitéite bleiwen ze definéieren. Dës Participatiounen hänken och of vun de Gespréicher, déi mer amgaang sinn ze féiere mat der Europäescher Kommissioun, déi hei muss hiren Accord gi wéinst de Konkurrenzrechtsregelen an de Statsbäihëlleferegelen, déi an Europa festgeluecht sinn.

Als Konditioun fir d'Rettungsaktioun vun der BIL huet missen eng Décisioun fir d'Éischt geholl ginn iwwert d'Opléisung vun dem Grupp Dexia. A fir déi Opléisung kënnen ze maachen, huet missen eng Léisung fonnt gi fir de Refinanzement vun der Dexia, dat heescht vun deem, wat bleift an der Mammegesellschaft.

D'Fro un d'Lëtzebuerger Regierung, och vun de Kolleegen a Frankräich an an der Belsch - wëssend, datt Frankräich an d'Belsch eng direkt respektiv indirekt Participatioun un där Gesellschaft hunn, wat net de Fall ass fir Lëtzebuerg -, d'Fro u Lëtzebuerg war also: Wëllt Der d'BIL aus dem Grupp erauskréien? Da musst Der matmaache bei de Garantië vu maximal 90 Milliarden, déi dann tëschent deenen dräi Länner géifen opgedeelt ginn.

An, vu datt den Intérêt national, ekonomesch a sozial ass hei zu Lëtzebuerg, d'BIL ze retten, ware mer d'accord, fir bei dëse Garantië matzemaachen, net well mer dorunner Plëséier fonnt hunn, mä well dat deen eenzege Wee war, fir zu deem Zil ze kommen, der BIL zu Lëtzebuerg eng stabil, autonom, onofhängeg Zukunft ze ginn, am Intérêt vun deene ville Clienten an am Intérêt vun der Finanzsituatioun, vun der Finanzplaz en général.

Ech rappeléieren och, datt mer 2008 e Schlëssel ofgemaach haten tëschent deenen dräi Länner, jee no Importenz vun deene Banken an deene Länner. An dee Schlëssel gesäit vir, datt bei deene Garantien, deemools wéi haut, d'Belsch 60,5% dréit, Frankräich 36,5% a Lëtzebuerg 3%.

Déi Garantien, déi mer 2008 ginn hunn, gradesou wéi déi Garantien, déi mer elo ginn, déi gi rémunéréiert. De Lëtzebuerger Stat huet vun deene Garantië bis haut 30 Milliounen Zënse kritt. Déi Garantië vun 2011 musse selbstverständlech och rémunéréiert ginn, nom nämlechte Schlëssel an zu Tariffer, déi amgaang si mat der Europäescher Kommissioun och do diskutéiert ze ginn. Duerfir hu mer och déi Garantien nach net ënnerschriwwen. Well si ginn eréischt dann ënnerschriwwen, wann d'Europäesch Kommissioun hire Feu vert ginn huet.

Ech zielen op den Accord vun der Chamber zu dëse Garantien, fir domat der BIL eng Zukunft ze ginn. Den Enjeu fir vill Mënschen hei am Land, déi do hir Erspuernisser hunn, fir vill Mënschen, déi do schaffen, ass enorm grouss. An ech wäert och wéi bis elo - ech mengen, ech war schonn zweemol an der Finanzkommissioun mat deem Dossier -, ech wäert och an der Zukunft d'Chambersfinanzkommissioun enk informéiert halen iwwert d'Evolutiounen an dësem Dossier.

2012, Här President, gëtt keen einfacht Joer fir d'Banken, fir Europa, an d'Ligne de conduite am Fall BIL ass och, wéi 2008, der Regierung hir Linn heiheem an an Europa, wa weider Bankerettungsoperatiounen noutwendeg wären. Wa sech e Problem stellt, si mer der Meenung, datt folgend Etappe musse spillen.

Éischtens muss ëmmer fir d'Éischt eng Léisung mat privat Kapital gesicht ginn. Wann déi net méiglech ass, kënnt zweetens eng Solutioun, déi nationalstaatlech Interventioune virgesäit. Dat wëlle mer zu Lëtzebuerg maache fir systemesch Banken an, wéi 2008, fir all d'Guichetsbanken, mat deenen d'Résidentë vu Lëtzebuerg hir deeglech Bankoperatioune maachen.

Mir hätte gär, drëttens, datt eng europäesch Koordinatioun, wat d'Konditioune vun esou Interventiounen ubelaangt, stattfënnt. Mir hunn déi Positioun och am Finanzministerrot an Europa vertrueden, datt mer méi Koordinatioun, notamment iwwert déi Konditiounen, brauche wéi 2008.

Fir datt och an dëser schwiereger Zäit d'Lëtzebuerger Zentralbank hir aktuell an zukünfteg Aufgaben am Intérêt vun der Stabilitéit vun der Finanzplaz, vun Europa an hir zousätzlech Roll an de Relatioune mam Internationale Währungsfong ka spillen, ass d'Regierung der Meenung, datt mer d'Kapital vun der Lëtzebuerger Zentralbank an deenen nächste Méint mussen erhéijen.

D'Schwieregkeete vun der Finanzwelt, d'Statsscholdekris, déi Turbulenzen op de Finanzmäert hu selbstverständlech Effeten op d'Lëtzebuerger Ekonomie a si wäerten d'Statsfinanzen 2012, 2013, 2014 selbstverständlech affectéieren. An dee Budget 2012 muss een ëmmer duerfir an enger méi laangfristeger Perspektiv gesinn. E kënnt op engem Moment, deen, wéi gesot, mat ville Fragezeiche behaftet ass, mä duerfir versicht dëse Budget 2012, Stabilitéit, Wuesstum a Kafkraaft ze erreechen. An ech géif soen, en huet virun allem véier Charakteristiken.

Éischtens versicht dëse Budget, héich Investitiounsausgaben als Stäip fir d'Ekonomie ze halen.

Zweetens huet en eng breet Sozial- a Solidaritéitspolitik. Kanner, Studenten, Kranker, Pensionéierter, Chômeure bénéficiéiere vun dëser Politik.

Drëttens versicht dëse Budget, eng besser Zukunft virzebereeden, duerch zum Beispill méi Dépensë fir Fuerschung, fir Energiedéfien, fir öffentlechen Transport.

A véiertens stäerkt dëse Budget och d'Kafkraaft vun de Leit, ënner anerem doduerch, datt d'Ofschafen, an dësem Budget, vun der Krisesteier virgesinn ass. An dat Ganzt, wann ech dat alles zesummenhuelen, ouni eng abenteuerlech Finanzpolitik ze maachen.

Mä, ech soe jo mä, mir hunn en Defizit! Mir behalen en Defizit no europäesche Kritäre vun ongeféier 0,7%, vläicht méi, wann d'Recettë manner schnell erakommen, vun engem bis annerhallwe Prozent, wat eng 300 bis 500 Millioune bei de gesamt öffentleche Finanze sinn. Dat ass wäitaus besser wéi déi meescht Länner an der Eurozon, mä et ass en Defizit, un dee mer historesch zu Lëtzebuerg net gewinnt sinn.

A méi schlëmm, mir hunn en Defizit vu ronn 1,1 Milliarde beim Zentralstat. Dat si ronn 2,5% vum Bruttoinlandsprodukt.

Dësen Defizit muss ee selbstverständlech och kucke par rapport zu deem, wat mer notamment am Investitiounsberäich maachen, fir déi Chiffere kënnen am Detail ze analyséieren.

Mir hunn d'nächst Joer Investitiounen - an de Budgetsrapporteur huet dat gëschter rappeléiert - vun 1,8 Milliarden Euro. Mir froen an dësem Budget, fir och deen Defizit kënnen ofzedecken, eng Autorisatioun, fir eventuell kënne 500 Millioune léinen ze goen, bei enger Statsschold, déi fir de Moment bei 7,5 Milliarden Euro läit.

Wann ech also déi Chifferen do all zesummenhuelen, da gesäit een, datt mer net méi léine wéi dat, wat mer fir Investitiounen ausginn, datt mer en fait nëmme léinen, fir Investitiounen ze tätegen. Dat sinn, mengen ech, Elementer, déi een och muss hei mat berücksichtegen, wann een dëse Budget vun 2012 kuckt.

An dann ass do selbstverständlech déi berechtegt Fro, déi an deene leschte Wochen an deenen Debatte vill gestallt ginn ass: Ass dëse Budget ze optimistesch?

Ech kann déi Fro net prezis beäntwerten, well dat hänkt dovun of, wéi d'ekonomesch Evolutioun d'nächst Joer ass. De Budget ass ze optimistesch, wann d'Eurozon weider a Schwieregkeete bleift, a wann d'Weltwirtschaft weider no ënnen tendéiert. En ass realistesch, wa mer et fäerdegbréngen, déi Kris kuerzfristeg an de Gréff ze kréien.

Mir hunn et, méi wéi jee virdrun, mat enorme Schwankungen ze doen, wat d'Previsiounen ubelaangt. Ech wéilt dat hei nach eng Kéier rappeléieren an och nach eng Kéier drop hiweisen, datt en fait kee weess, wéi d'Joer 2012 millimetergenau ekonomesch ausgesäit.

Wéi ech am Juli ugefaangen hunn, mat menge Beamten de Budget ze preparéieren, si mer dervun ausgaangen, datt mer d'nächst Joer zu Lëtzebuerg eng Croissance vun 3% hätten: Chifferen, déi mer geliwwert kritt hu vun eisem statisteschen Amt. Schonn am Oktober, wéi mer de Budget op politeschem Niveau zesummen diskutéiert hunn, ware mer bei 2%. An elo am November ginn d'Previsiounen nach eng Kéier zréckgeholl a leien elo, jee no statisteschem Amt, heiheem oder an Europa, tëschent engem hallwen an annerhallwem Prozent. Iwwer, wéi gesot, eng Zäitspan vu sechs Méint sinn déi Previsioune permanent no ënne revidéiert ginn.

Duerfir, wann Der mech haut frot, haut um Dag genee, an ech misst d'Fro beäntwerten, ob de Budget ze optimistesch opgestallt ass, kann ech soen: „Jo!"

Mä ech stellen awer och d'Fro: „Soll een de Budget dann änneren? A wéi ännert een en?" Ech soen: „Neen, et soll een en elo net änneren." Well et kann een natierlech um Dag vun haut soen: „Da setze mer 200 Millioune manner Recetten an." Ass dat onbedéngt richteg? Net onbedéngt, well d'Recetten, an notamment de Gros vun de Recettë gëtt mat engem Retard jo akasséiert. Dat heescht, mir kasséieren net dat an elo am Januar, wat am Dezember erwirtschaft ginn ass, mä d'Steiere gi mat engem gewëssenen Décalage akasséiert. Duerfir huet déi wirtschaftlech schwiereg Situatioun menger Meenung no virun allem eng Inzidenz op d'Recettë vun 2013, 2014.

Zweetens: Ännert een d'Dépensen? Mir mengen, datt an dësem Moment vu wirtschaftlecher Onsécherheet et wichteg wär, datt mer d'Ekonomie notamment duerch héich Investitioune géifen ënnerstëtzen. Mir mengen och, datt et net gutt wär, en Zickzackkurs ze fueren, all Mount en anere Budget, all Mount deen een oder anere Kredit ze änneren.

Da stellt sech natierlech d'Fro: Ass dee Budget do an dësen Zäiten, wat d'Dépensen ubelaangt, wat d'Recetten ubelaangt, dann onofhängeg vun där Volatilitéit een, deen ee kann an dëser Situatioun verstoen an ënnerstëtzen?

Wann ech kucken, wat mer gemaach hu bei de Recetten, rappeléieren ech Iech, datt mer d'Recetten ëm 5% méi héich agesat hu wéi dat, wat mer fir 2011 erwaarden. Mir hunn awer och do scho verschidde Steierkategorië manner héich agesat wéi am Budget vum Joer virdrun, notamment bei der Kierperschaftssteier, déi ëm ronn 100 Millioune manner héich agesat ginn ass. Dat heescht, mir hu schonn eng Brems ageluecht och bei der Aschätzung vun de Recetten.

A bei den Dépensen, déi ëm ronn 6% wuessen, kann ee sech natierlech d'Fro stellen: Wéi ass dat dann, datt déi Dépensen zu Lëtzebuerg am Statsbudget esou schnell wuessen? Duerfir géif ech Iech einfach emol hei gären e puer Beispiller gi vu staarke Croissancen am Budget vum nächste Joer, fir ze erklären, firwat Joer fir Joer

zu Lëtzebuerg mer mat enger relativ staarker, duerch Automatismen oder wirtschaftlech Entwécklung geprägter Rapiditéit an d'Luucht wuessen.

Siwe Beispiller: De Finanzement vum Stat an d'Pensiounskeese klëmmt ëm 87 Milliounen. D'Participatioun vum Stat an der Fleegeversécherung klëmmt ëm 35 Milliounen. Dem Stat seng Bedeelegung un de Kannerbetreiungsstrukture klëmmt ëm 60 Milliounen. D'Participatioun vum Stat un de Krankekeese klëmmt ëm 40 Milliounen. Eis Bedeelegung un der öffentlecher Fuerschung klëmmt ëm 30 Milliounen. Eis Bedeelegung an der Entwécklung vun der Formation professionnelle, der Beruffsausbildung, klëmmt ëm 36 Milliounen. D'Gehälter - duerch Automatismen - vun de Leit, déi beim Stat schaffen, klammen ëm 150 Milliounen.

Dat sinn, mat Ausnahm vun der Kannerbetreiung, der Formation professionnelle an der Recherche, Saachen, déi duerch Automatismen entstinn, an déi dräi, déi ech elo zum Schluss nach eng Kéier genannt hunn, entstinn aus politeschen Engagementer, déi mer geholl hunn, fir der wirtschaftlecher Entwécklung, der Beruffsausbildung, der Zukunftspolitik vun eisem Land gerecht ze ginn.

De klasseschen Train de vie vum Stat iwwregens, de klassesche Fonctionnement vum Stat wiisst manner wéi d'Gesamtaugmentatioun vun den Dépensen. Ech hunn Iech gesot, d'Gesamtaugmentatioun läit bei 6%. Den Train de vie vum Stat klëmmt ëm 4,5%.

D'Investissementer, rappeléieren ech nach eng Kéier, klammen op 1,8 Milliarden. Ech deelen d'Iwwerleeung, déi de Budgetsrapporteur hei gëschter gemaach huet, à moyen terme. Kuerzfristeg sinn déi domadder 400 Millioune méi héich wéi 2009, respektiv och wéi 2008, 2009: Do ware se ëmmer op ongeféier 1,4 Milliarden. Dat heescht, mir hunn iwwer eng Period vu véier Joer eng Augmentatioun vun 30%. Dat ass kuerzfristeg gutt a richteg, fir d'Ekonomie ze ënnerstëtzen. Laangfristeg werft dat natierlech eng Rei Froen op, op déi ech herno zréckkommen.

Mä mat deene Suen duerch de Budget vun 2012 maache mer wesentlech Strukturreformen, Infrastrukturreformen hei am Land, wéi zum Beispill, datt mer fir ronn 90 Milliarde Schoule bauen, datt mer fir ronn 60 Milliarde Spideeler bauen, fir ronn 180 Milliarden - oh, Milliounen, pardon, pardon: 80 Millioune Schoulbauten, 60 Millioune Spideeler, fir 180 Milliounen d'Schinnennetz hei zu Lëtzebuerg ausbauen oder moderniséieren.

Dat heescht, do aus deene Suen an aus deenen zousätzlechen Ausgaben entsti Projeten, déi net nëmmen am Joer 2012 hiren Effet hunn, mä dem Land zeguttkommen och an deene Joren duerno.

Ech weisen och drop hin, datt mer an deem Budget 2012 weder d'Steiere fir d'Betriber nach fir d'Privatleit eropgesat hunn. Am Géigendeel, de Privatleit hir Steierlaascht geet duerch d'Ofschafe vun der Krisesteier 2012 erof.

Generell sinn ech der Meenung, datt mer an der Steierpolitik och bei enger Defizitsituatioun ëmmer mussen d'Aen ophalen, fir eng attraktiv, dat heescht eng konkurrenzfäeg Steiergesetzgebung ze behalen. Mir liewen an enger oppener Ekonomie. Dat gëllt virun allem fir d'Betriber. Also kann een net d'Steiere reng theoretesch fixéieren, mä et muss een ëmmer kucken: Wéi ass d'Steierbelaaschtung fir déi Entreprisen, déi international operéieren, zu Lëtzebuerg?

Ech deelen duerfir d'Opfaassung vum Budgetsrapporteur, déi e gëschter hei gemaach huet, datt mer mussen nach eng Kéier driwwer diskutéieren, ob ee fir d'Kierperschaftssteier eng méi breet Assiette mécht mat engem méi niddregen Taux, oder awer ob een deen aktuelle System bäibehält.

Dëst huet natierlech ënnerschiddlech Effeten op d'Betriber. Déi Betriber, déi schonn hei sinn, si gewinnt un dëse System. Nei Betriber, déi op Lëtzebuerg kommen, kritt een natierlech éischter mat engem méi niddregen Taux, well déi nach net un eng gewëssen Assiette sech adaptéiert hunn. Et géif eis awer erlaben, méi no bei der OECD-Moyenne vun den Tauxe bei der Kierperschaftsbesteierung och an Zukunft ze bleiwen.

D'Besteierung natierlech muss an engem internationale Kontext och der technologescher Evolutioun Rechnung droen, mat hir ootmen. D'Fro stellt sech zu Lëtzebuerg zum Beispill bei der TVA-Behandlung vun de Bicher. D'Regierung deelt d'Opfaassung vun der Europäescher Kommissioun, déi gëschter an hirer TVAs-Kommunikatioun der Meenung war, datt déiselwecht Gidder deemselwechten TVAs-Taux sollen ënnerworf ginn, egal, wat fir enger Technologie se ënnerworf sinn. Dat ass iwwregens och d'Meenung vu Frankräich, wat en neit Gesetz den 1. Januar a Kraaft setzt, dat Pabeier an elektronesch Bicher matenee gläichstellt.

Well mer zu Lëtzebuerg e wichtege Secteur vum elektroneschen Handel hunn, well mer wëllen, datt Lëtzebuerg konkurrenzfäeg am europäesche Bannemaart bleift, a well e Buch e Buch ass, wëllt d'Regierung deeselwechten Taux vun 3% vum 1. Januar un op alle Forme vu Bicher applizéieren an domadder en fait déi Kommunikatioun vun der Europäescher Kommissioun direkt uwennen.

Ech mengen, Här President, datt de Budget vun 2012 e Budget ass, dee Budgetsdisziplin, sozial Responsabilitéit an ekonomesch Entwécklung matenee verbënnt. E probéiert, iergendwéi en Équiliber ze fannen tëschent der Begrenzung vun der Steigerung vun den Dépensen...

An ech kann Iech soen, villes vun deem, wat d'Kolleegen an der Regierung wollten, villes vun deem och, wat eng Rei Kolleegen hei an der Chamber wollten, ass net méiglech gewiescht, hu mer missen an de Budgetsdebatte refuséieren. Mä mir hunn awer och e Kompromiss gesicht, deen an dëser Situatioun eng zolidd Ënnerstëtzung vun enger Rei vu Projeten, déi ugefaange sinn, weiderhin erlaabt.

Duerfir mécht dëse Budget vill fir d'Familljen, e mécht vill fir d'Grondausgaben, eh, d'Grondaufgabe vum Stat, Beispill: Sécherheet, e mécht vill fir d'Betriber - Subsiden, Investissementer, ech hunn dovu geschwat -, e mécht vill fir déi Schwaach an der Gesellschaft heiheem an an der Welt.

Mä esou - relativ gesinn - positiv, wéi eis Statsfinanzen am internationale Verglach dostinn, esou enorm ass a bleift awer den Défi, fir d'Statsfinanzen, ech géif soen, fir eist Land fir dëst Joer, fir déi Joren, déi elo kommen, besonnesch an engem Moment - an dat ass jo och d'Schwieregkeet, déi ech virdru beschriwwen hunn -, fir de Budget 2012 ganz genee an deem onsécheren Environnement millimetergenau, notamment op der Recettësäit, ze fixéieren.

Mir mussen also eis virun allem vun den Défië vun der Zukunft och beim Budget 2012 bewosst sinn.

Den Defizit, dee mer hu bei de gesamt öffentleche Finanzen, also Stat, Sécurité sociale, Gemengen, ass op Dauer en Defizit, dee mer net kënne bäibehalen. No den europäesche Regelen, déi mer mat akzeptéiert hunn, an ech muss Iech och soen, Regelen, déi mer voll a ganz Sënn maachen - mir hu se net akzeptéiert, well Europa se gären esou hätt, mir mengen, datt dat Regele vu bon Sens wären! -, muss ee sech e mëttelfristegt Budgetszil ginn.

Dat mëttelfristegt Budgetszil, den „medium-term objective", huet am Fong dräi Elementer, déi ee muss berücksichtegen: d'Wuesstumsperspektiven, d'Statsschold an de Käschtepunkt vun de Pensiounen, déi spéider musse bezuelt ginn. An dësen „medium-term objective", dëst mëttelfristegt Budgetszil fir Lëtzebuerg verlaangt am Fong, datt mir en Iwwerschoss bei de gesamt öffentleche Finanzen hunn, wéinst eiser verstopptener Schold, wéinst eisen „implicit liabilities", dat heescht, déi Dépensen, déi mat der zounehmender Veralterung vun der Populatioun hei zu Lëtzebuerg zesummenhänken.

Duerfir wëll ech hei ganz kloer am Numm vun der Regierung soen, datt fir d'Regierung d'Zil bleift, 2014 d'gesamt öffentlech Finanzen am Équiliber ze hunn.

Ech fügen awer derbäi, als Finanzminister, datt et absolut noutwendeg ass, datt mer schnellstens, a spéitstens 2015 oder 2016, op eisem mëttelfristege Budgetszil, also engem liichten Iwwerschoss bei de gesamt öffentleche Finanze musse sinn. An ech géif soen, datt mer en drëtt Zil mussen hunn, nämlech datt mer den Defizit bei dem Zentralstat iwwert déi nächst fënnef, sechs Joer mussen op e Minimum reduzéieren.

Dësen Defizit nämlech vum Zentralstat vu ronn enger Milliard ass net e Problem fir ee Joer, ass net e Problem fir zwee Joer. Et ass e Problem, wann en iwwer eng Dauer vun e puer Joer bleift, besonnesch wann d'wirtschaftlech Entwécklung, wéi elo, ganz lues ass, ganz schwiereg ass, wëssend, datt mer gewinnt waren, hei zu Lëtzebuerg e Wirtschaftswuesstum ze hu vu ronn 4% an elo konfrontéiert si mat ronn 1% Wirtschaftswuesstum.

Firwat ass dat esou wichteg, deen Defizit ze reduzéieren?

Wa mer nämlech méi ee klengen Defizit hunn, bei de gesamt öffentleche Finanze wéi bei dem Zentralstat, dann huet dat jo ganz eleng domadder ze doen, datt mer duerch e staarkt Wirtschaftswuesstum en Iwwerschoss bei der Sécurité sociale realiséiert hunn. Or, deen Iwwerschoss, déi Suen, déi am Dëppe vun der Sécurité sociale sinn, déi kann een natierlech net gebrauche fir de Fonctionnement an d'Investitiounsausgabe vum Stat. Also muss de Stat mat dem Rescht vun den Einnahmen och seng normal Dépensen, déi vum Zentralstat, tätegen.

Duerfir musse mer eng fundamental Diskussioun féieren, wéi mer deen Defizit iwwert déi nächst Joren op eng ekonomesch sënnvoll a sozial gerecht Aart a Weis kënne realiséieren. Eise Budget huet e puer grouss Bléck, an et ass an all deene Bléck, wou mer dës Diskussioun musse féieren.

Mir hu 35% ronn Sozialausgaben: Krankekeess, Pensiounen, Kannergeld, Chômage; mir hunn 20% Paien, mir hu 14% Investitiounen a ronn 7% Konsumausgabe vum Stat, fir nëmmen déi grouss Bléck ze nennen.

Eng zilführend Diskussioun brauch menger Meenung no e puer Elementer, an ech wär frou hei, wa mer och vläicht géife bei dëse Budgetsdebatten déi eenzel Fraktiounen dozou héieren.

Hu mer e breeden Accord iwwert d'Noutwendegkeet, dësen Defizit ze reduzéieren, a wa jo, iwwer wat fir eng Zäitspan? Akzeptéiere mer, datt net alles ka bleiwen, wéi et ass? Si mer oppe fir eng Rei Changementer? Droe mer mat, datt jiddwereen, mat Ausnahm vun deenen, déi ganz wéineg hunn, eng Responsabilitéit huet, datt net alles ka bleiwen, wéi et ass, an datt jiddweree säi Bäitrag muss leeschten, wann et drëm geet, ze spueren, an net nëmme Potenzial bei deem anere gesinn?

Kucke mer zesummen, wéi mer kënnen eng Rei Automatismen, déi d'Dépensen all Joers - all Joers! - an d'Luucht dreiwen, ob mer déi ofgebremst kréien, oder net? Domat huele mer jo kengem eppes ewech, mä mir évitéieren, datt all Kéiers eppes bäikënnt, wat natierlech flott ze hunn ass, mä net onbedéngt an all Situatioun noutwendeg ass.

Ech wënsche mer derniewent am Fong eng Zort Moossnamekatalog, wéi mer zu Lëtzebuerg an enger oppener Ekonomie méi Aarbechtsplaze kënne schafen, datt d'Betriber kënnen och schnell sech ausbauen, ausbreeden, wa se dat wëllen a kënnen. Duerfir musse mer och vläicht iwwer verschidde Regelen a Prozeduren - déi mer gemeinsam heibanne beschloss hunn - oder iwwer ënnerschiddlech, kontradiktoresch Ziler vläicht en neien Équiliber heiansdo sichen.

Ech weess, datt dat net einfach ass, ech weess, datt et net do eng Léisung gëtt, mä den Débat ass noutwendeg an engem Moment, wou eis Ekonomie schwaach ass a wou mer mussen alles maachen, fir zousätzlech Aktivitéiten op Lëtzebuerg ze kréien. Well nëmmen, wann d'Betriber profitabel sinn, nëmmen, wa Betriber e Sënn gesinn, fir zu Lëtzebuerg weider ze investéieren, da schafe se Aarbechtsplazen an da bezuele se - an dat ass net onwesentlech! - Steieren.

Duerfir brauche mer eng aktiv Finanz-, Wirtschafts- an Aarbechtsmaartpolitik, déi muss déi nei Gegebenheeten, d'Gegebenheete vum 21. Jorhonnert vun engem Land, wat sech breet gemaach huet a verschiddene Secteuren, nei iwwerdenken. Dës Diskussioun, mengen ech awer och, verlaangt, datt mer aus de Klischeeën, aus den Ideologien, aus de Partisanekëschten, aus de virgefaasstene Meenunge vun deenen engen an deenen aneren erauskommen. Dat gëllt fir d'Sozialpartner, dat gëllt fir eis an der Politik, ech mengen, dat gëllt fir all d'Bierger hei am Land.

Mir mussen d'Gesamtproblematik an net nëmmen d'Deelaspekter kucken, mir mussen den Intérêt général an net den Intérêt vun deem engen oder anere Grupp hunn, wa mer wëllen hei virukommen. An duerfir mengen ech, datt mir brauchen - heibannen, mä och am nächste Joer - e groussen nationalen Dialog iwwert déi enorm Defië vun eisem Land. Ech fänken dat u bei de Statsfinanzen, mä et beschränkt sech net nëmmen dorobber, mä d'Statsfinanze sinn d'Grondlag vu ganz ville Politikberäicher.

Ech sichen duerfir 2012 informell Gespréicher mat alle Fraktiounen am Parlament, mat de Sozialpartner, mat aneren organiséierte Gruppen, virun allem och mat de Jugendmouvementer hei am Land, fir iwwert d'Zukunft, virun allem déi finanzpolitesch, déi a mäi Beräich fält, ze diskutéieren. Well et geet hei net ëm de Budget vun engem Joer! Jo, et geet och dodrëmmer, mä et geet ëm d'finanziell Spillraim, et geet ëm d'Gestaltung vun eisem Land iwwert déi nächst fënnef bis zéng Joer.

Gutt éischt Schrëtt si geholl ginn: Déi Debatte vun 2009 hunn eng Rei Elementer bruecht. Mä an enger Welt, déi sech ännert, kann een, muss een eng nei Stroossekaart zesummen definéieren, mam Zil: e Lëtzebuerg, wat eng sécher Plaz huet, eng ausbaufäeg Plaz huet, mat Aarbechtsplazen, déi och deenen, déi aus der Schoul kommen, eng Chance ginn. An op deem neie Lëtzebuerg gehéieren natierlech gesond Statsfinanzen derzou.

Gesond Statsfinanzen, en fait, sinn d'Grondlag vun der Stabilitéit an der wirtschaftlecher Entwécklung hei am Land. Et ass déi Grondlag, an ouni gesond Statsfinanzen huet dat Land hei keng Chance an der Zukunft!

Duerfir brauch et, an ech hunn dat virdrun ugeschnidden, eng räsonabel, dat heescht fir d'Leit akzeptabel Besteierung. Den Defizit ass net ewechzeblose mat engem ganz héije Steiersaz, mä et brauch een eng Besteierung, déi Solidaritéit a Responsabilitéit matenee verbënnt, mä déi och de Leit hir Kafkraaft erhält. Mir brauche bei de Betriber en international konkurrenzfäege Steiersaz.

A mir brauchen natierlech och eng Sozialpolitik, déi zwee Kritäre gerecht gëtt: Si muss finanzéierbar sinn a si muss sech konzentréieren op déi, déi et am meeschte brauchen. Net jiddweree muss datselwecht hunn. Ech deelen do d'Aschätzung, déi gëschter de Budgetsrapporteur hei gemaach huet.

Duerfir kënne mer och an deenen nächste Joren net alles bauen, wat wënschenswäert ass, mä mir mussen nach eng Kéier Prioritéiten definéieren, Prioritéiten, déi der wirtschaftlecher an der sozialer Entwécklung musse gerecht ginn.

Duerfir brauche mer och, Här President, eng nei Budgetsprozedur a Budgetsregelen, déi zum Zil hunn, Budgetsdisziplin, Effikassitéit an eng besser Evaluatioun vun den Dépensen ze erreechen.

Dës Budgetsnorm, dës Budgetsdisziplin erreeche mer am Kader vun enger grousser Budgetsreform, déi ech ugefaangen hunn. An där Budgetsnorm, déi mer fréier schonn zu Lëtzebuerg an engem net europäesche Kontext haten, där hu mer och zougestëmmt virun e puer Wochen am Kader vun deenen neien europäesche Reglementer iwwert d'ekonomesch Gouvernance an Europa.

Ech wäert am Laf vun 2012 intensiv mat der Chamber zesummeschaffen, fir mat Iech iwwert dës Budgetsprozedur, eng nei Budgetsprozedur, eng besser Budgetsprozedur, déi zu Transparenz a besserer Qualitéit vun de Budgetsdépensë féiert, ze diskutéieren a Propositioune maachen.

Här President, eisem Land geet et am internationale Verglach gutt. Gäre géif een och alles halen, wat een huet, oder géif ee méi maachen. An ech soen nach eng Kéier: Vill vun Iech hu vill Iddien, déi ee gär géif ëmsetzen. Mä dat ass net méiglech. Schwaarz Wolleken hänken um Himmel vun eisem Land, hänken um Himmel iwwer Europa, a mir mussen déi Défien, déi sech eis stellen, elo am Liicht vun där neier Evolutioun ugoen.

Ech hunn haut wéineg Zifferen, wéineg Zuelen an dëser Ried genannt. Bewosst, well ech mengen, datt d'Défien, déi sech de Statsfinanzen an dem Land stellen, net nëmmen op Chiffere sech beschränken. Et geet ëm d'Ekonomie am Allgemengen. Et geet ëm den Aarbechtsmaart an domat zesummenhängend ëm d'Lëtzebuerger Statsfinanzen.

Nëmme wa mer zesummeschaffen a wa mer oppe si fir Changementer, bleift Lëtzebuerg eng Plaz, wou Sécherheet a Wuelstand, wou Zesummeliewen, Vertrauen a Solidaritéit och an der Zukunft wichteg Wäerter wäerte bleiwen.

Net Popularitéit, mä Responsabilitéit an Zukunftsbléck mussen eis „guidelines" an der Finanzpolitik sinn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Finanzminister Merci an ech ginn em Akt vu senger Deklaratioun. D'Debatten iwwert de Statsbudget fir d'Joer 2012 fänke muer um 9 Auer un.

Ier mer elo zu eisem nächste Punkt kommen, hu mer elo nach eng Question urgente N°1787 vum Här Gast Gibéryen iwwert d'Reform vun den europäeschen Traitéen. Den Här Gibéryen huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung zéng Minutten Zäit, fir drop ze äntwerten. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

4. Question urgente n°1787 de M. Gast Gibéryen sur la réforme des traités européens

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President, fir d'Unerkennung vun dëser Fro als urgente. Ech mengen, dës Woch, de leschte

Méindeg, de 5. Dezember, hunn de President vun der Franséischer Republik an d'Kanzlerin vun der Bundesrepublik Däitschland en Accord getraff an eng Rei vu Propositioune gemaach, déi däerften déif gräifend Ännerunge fir d'Europäesch Unioun mat sech bréngen. Iwwert dës Propositioune soll nach dës Woch op engem Sommet décidéiert ginn. An deeselwechten Dag huet zoufälleg och eng Ratingagentur den „Triple A" fir eng Rei Länner aus der Eurozon - dorënner och Lëtzebuerg - ënner eng negativ Perspektiv gesat.

An dësem Kontext hunn ech gemengt, wier et wichteg, fir dem Här Finanzminister eng Rei vu Froen ze stellen, fir datt domadder och d'Parlament d'Usiichten an d'Meenunge vun der Regierung zu dëse verschiddenen Theme géif gewuer ginn. Duerfir wëll ech an deem Kontext Froe stellen.

Éischtens: Wéi steet d'Lëtzebuerger Regierung zu den Ännerunge vun den Traitéen?

Zweetens: Ass d'Lëtzebuerger Regierung averstanen, an eng europäesch Fiskal- oder/a Budgetsunioun anzetrieden?

Drëttens: Ass d'Lëtzebuerger Regierung generell mat d'accord, fir weider Souveränitéitsrechter un d'Europäesch Unioun ofzetrieden?

Véiertens: Wéi eng Schrëtt huet d'Europäesch Unioun ënnerholl, fir eng bedeitend europäesch Ratingagence selwer an d'Liewen ze ruffen?

A fënneftens: Wat ass d'Meenung vun der Regierung iwwert déi vun enger Ratingagence ugekënnegt Ausso, ënner anerem och Lëtzebuerg ënner eng negativ Perspektiv oder Observatioun ze setzen? Huet dat Konsequenze schonn an dëser Phas och op d'Zënssätz vun zukünftegen Emprunten, déi de Lëtzebuerger Stat ënner Émstänn schonn d'nächst Joer och wäert missen ophuelen?

Et wier also interessant, d'Meenung vun onser Regierung doriwwer ze héieren, virun allem iwwert d'Ausso… Wat d'Observatioun vu Lëtzebuerg am Kader vun dem „Triple A" ubelaangt, huet de Statsminister dës Moossnam als maasslos iwwerzunn an ongerecht gesinn, an eise Finanzminister, den Här Frieden, war net iwwerrascht - laut de Presseinformatiounen - iwwert déi Ausso vun der Ratingagentur.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Gibéryen. Elo kritt d'Wuert den Här Finanzminister Luc Frieden.

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances*.- Här President, ech hunn zum Deel op déi Froen, déi den Här Gibéryen elo grad gestallt huet, am Kader vu mengen Ausféierungen zum Budget scho geschwat. Gäre ginn ech awer nach eng Kéier an deem Kontext, deen ech virdru beliicht hunn, op déi eenzel Froen do méi prezis an, och en vue vum Conseil européen, dee muer an iwwermuer zu Bréissel stattfënnt.

D'Lëtzebuerger Regierung ass der Meenung, datt sech d'Fro net an éischter Linn stellt, ob ee fir oder géint Ännerungen um Traité ass, mä fir d'Éischt emol muss kucken: Wat wëllt een?

A mir si schonn der Meenung, datt - an dat hunn ech virdrun och ausgefouert - mer an enger enorm staarker Interdependenz matenee liewen, datt d'Tatsaach, datt een an Europa an engem gemeinsame Bannemaart ass, an enger Eurozon ass, datt dat eng Rei Comportementer mat sech zitt, déi verlaangen, datt een net ka maachen, wat ee wëllt. Wat deen ee mécht, huet en Effet op anerer. Dat gëllt fir déi Länner, déi a Schwieregkeete sinn. Dat gëllt och fir eis. An duerfir si mer der Meenung, datt ee scho muss eng Rei Regelen iwwerkucken.

Éischt Prioritéit awer vun der Lëtzebuerger Regierung ass, datt mer emol all dat ëmsetzen, wat mer an deene leschte Wochen décidéiert hunn. Dat ware schwiereg Verhandlungen. Do hu mer virgesinn ënner anerem, datt mer de Stabilitéits- a Wuesstumspakt verstäerken um preventiven Deel, um repressiven Deel, a wa Länner sech vun deem Pad vun enger Budgetsdisziplin, vun de Regele vun der Eurozon - Defizitgrenz, Scholdegrenz - ewechbewegen, datt dann Agréffsméiglechkeeten, y compris Sanktiounsméiglechkeete bestinn.

Duerfir menge mer, datt d'Ëmsetzung vun all deem, wat mer beschloss hunn, schonn emol en éischt wichtegt a vläicht ausschlaggebend Instrument wär, fir datt déi Währungsunioun, un déi mer gleewen - an ech hu virdrun och gesot, firwat mer mengen, datt se gutt fir Lëtzebuerg wär -, datt déi och an Zukunft géif besser fonctionnéieren.

Ob een zousätzlech dozou nach Ännerungen un de Verträg muss maachen, hänkt dovun of, wat an deenen Ännerunge géif stoen. Mir mengen, mir sinn oppe fir Vertragsännerungen, mengen awer net, datt dat onbedéngt noutwendeg wär. Datt ee vläicht kann an deem engen oder aneren Zousaz zu den Traitéen déi eng oder déi aner zousätzlech Prezisioun erafféieren, notamment dat, wat d'Benelux-Staten ëmmer gewollt hunn, datt déi Sanktioune géife méi automatesch kommen.

Dat war eng Demande, déi Lëtzebuerg hat, wéi mer dee sougenannten „Sixpack-Accord" négociéiert hunn. Dat huet awer net all Land esou gewollt. Do schéngt eng Evolutioun komm ze sinn, well dat kredibel mécht no baussen, datt jiddweree sech un d'Regelen hält.

Duerfir beäntwerten ech och domat déi Fro, ob mir der Meenung sinn, datt ee soll weider Souveränitéitsrechter un d'Unioun oftrieden. Ech mengen, datt ee Souveränitéit an enger Währungsunioun muss gemeinsam ausüben. Déi Regelen, déi mer eis ginn hu fir d'Wirtschafts- a Währungsunioun, sinn net Regelen, déi iergendeen zu Bréissel erfënnt! Dat si Regelen, déi mer gemeinsam diskutéiert hunn an déi mer gemeinsam ugeholl hunn. Och d'Lëtzebuerger Chamber am Kader vum Stabilitéits- a Wuesstumspakt, am Kader vum Traité iwwert d'Europäesch Währungsunioun 1999.

Mir mengen awer, datt, wa Länner a Schwieregkeete sinn, oder wa Länner sech vun der Budgetsdisziplin ewechbewegen, et dann enorm wichteg ass, datt Europa kann agräifen. Dat ass en fait dat, wat mer fir de Moment amgaange sinn, a Griichenland an a Portugal ze maachen.

Duerfir mengen ech, datt et wichteg ass, datt d'Regele respektéiert ginn. Traitésännerunge si fir eis keng absolut Noutwendegkeet; mir sinn net ofgeneigt, wa se e Plus bréngen, datt déi Regelen och wierklech respektéiert ginn, mä mir mengen, datt dat, wat fir de Moment gemaach ginn ass, scho ganz wäit geet, a wann dat emol géif ëmgesat ginn, datt mer da schonn eng stabel Währungsunioun hätten.

Souveränitéitsrechter oftrieden ass am Fong net d'Thema, d'Thema ass, Souveränitéitsrechter gemeinsam ausüben. An, jo, ech si schonn der Meenung, datt een a gewësse Situatiounen europäesch Organer brauch - Conseil, d'Kommissioun, Geriichtshaff vläicht -, déi kënne sécherstellen, datt sech un déi Regelen, déi mer eis gemeinsam ginn hunn, och gehale gëtt.

Ass d'Lëtzebuerger Regierung, freet den Här Gibéryen, averstanen, an eng europäesch Fiskal- an/oder Budgetsunioun anzetrieden? Dobäi géif ech gären hei eng wichteg Prezisioun ginn: Eng Fiskalunioun heescht net eng steierlech Unioun. Dat ass eng Iwwersetzung vum Engleschen - „fiscal union" - an heescht en fait, datt mer eis eng gemeinsam Budgetspolitik ginn. D'Fro ass hei net iwwer eng gemeinsam Steierpolitik. Dat ass sécherlech eng Fro an Europa; dat ass keng Fro, déi sech hei an dësem Kontext stellt.

(Interruption)

Mir hätten…

(Interruption)

Den Här Bausch seet - well d'Leit dat soss net héieren -, datt dozou och d'Steiere gehéieren.

Dat gehéiert, Här Bausch, a mengen Aen zum Bannemaart. Zum Bannemaart gehéiert schonn d'Fro - duerfir hunn ech lech virdrun d'Beispill gi vun der TVA -, datt mer am Bannemaart op déiselwecht Aart a Weis eng Rei grenziwwerschreidend Produkter besteieren. An duerfir, mengen ech, ass et wichteg, datt mer doriwwer, notamment bei der TVA, bei der Betribsbesteierung, europäesch Diskussioune féieren. Mä do sinn ech der Meenung, datt een déi muss zu 27 féieren, well déi net direkt mat der Währungsunioun, mä virun allem mam Bannemaart zesummenhänken.

Mir sinn der Meenung, datt mer an enger Budgetsunioun sinn an der Währungsunioun, datt mer eis mussen un déi Regelen halen an datt, wa mer eis net un déi Regelen halen… Dat gëllt fir d'Budgetspolitik virun allem, et gëllt heiansdo och fir verschidden Aspekter vun der Koordinatioun vun der Wirtschaftspolitik, net datt déi uniform a ganz Europa vun uewen erof dekretéiert ginn, mä datt mer kucken, dat, wat deen ee mécht, datt dat kann en Effet hunn op anerer.

Wa verschidde Länner eng Budgetspolitik gemaach hunn, déi enorm déi Länner, mä och Europa an d'Onstabilitéit gefouert huet, da gesi mer am beschten un deenen dramatesche Beispiller, datt mer net kënnen akzeptéieren, net an enger Budgetsunioun ze sinn, mä datt mer all Intérêt hunn, datt déi gemeinsam Regele vu jiddwerengem respektéiert ginn.

Also am Résumé: Mir hu ganz vill gemaach. Regelen, déi mer fréier haten, sinn net ëmmer respektéiert ginn, dat ass den Haaptproblem. D'Defiziter an d'Schold an Europa si vill ze vill klamme gelooss ginn, an duerfir ass d'Haaptprioritéit, mir mussen zréckkommen zum Respekt vun de Regelen!

D'Ëmsetzung vun deem, wat mer an deene leschte Wochen décidéiert hunn, muss schnellstens geschéien. A wann een do nach dat eent oder anert Element zousätzlech ka maachen, fënnt dat d'Zoustëmmung vun der Lëtzebuerger Regierung. Mä vill zousätzlech Schrëtt, mengen ech, sinn net méiglech. D'Ëmsetzung vun deem, wat mer gemaach hunn, ass dat Wesentlechst.

Ech gesinn och de Sommet vun e Freideg méi als eng Kontinuitéit vun deem, wat mer gemaach hunn, als Confirmatioun vun deem, wat mer gemaach hunn. Abee, do kann ee vläicht déi eng oder déi aner Schrauf nach zousätzlech adaptéieren. Mä d'Richtung muss sinn: Stabilitéit, hëllefen do, wou et noutwendeg ass, verbonne mat strikten Oplagen. An à moyen et à long terme muss all Land seng Schold reduzéieren a muss évitéieren, datt et grouss Budgetsdefiziter gëtt.

Zu der Fro vun de Ratingagencë géif ech soen, datt ech net mengen, datt fir de Moment eng europäesch Ratingagence an iergendenger Form amgaangen ass ze kommen.

Ech géif awer dozou och wëlle Folgendes soen: Ech mengen, datt d'Iddi, wa mer eng europäesch Ratingagence hätten, datt déi géif soen, alles ass super, an amerikanesch Ratingagencen, déi soen, et ass en décke Problem, datt dat net menger Lecture entsprécht. Eng Ratingagence kuckt no enger Rei vu Kritären, mat deenen ee kann d'accord sinn oder net, wat ee ka vun enger gewëssener Politik, vun enger gewëssener Kreditwierdegkeet, vun der Glafwierdegkeet vu Moossnamen halen.

An duerfir mengen ech, datt d'Tatsaach, datt dat amerikanesch Agencë sinn, en fait net den ausschlaggebende Kritär ass. Mech géif et net stéieren, wann et nach e puer Agencë géif ginn, dorënner och eng europäesch. Ech mengen, dat wier flott, wann et der nach géif ginn, mä d'Lecture doraus ze liesen, datt dat just wier, well et Amerikaner wieren, kann ech perséinlech net deelen.

Wat déi Stellungnahm ass vu Standard & Poor's betreffend den negativen Ausbléck, wat d'Kreditwierdegkeet vun all de Länner, och den „Triple A"-Länner vun der Eurozon ubelaangt, géif ech gär Folgendes soen: Den Zäitpunkt ass effektiv komesch, an ech mengen, d'Ausso vum Statsminister a senger Qualitéit als Eurogroup-Chef war eng, déi ee muss esou liesen, datt den Zäitpunkt an der Woch vum Sommet vläicht iwwerrascht, an datt de Fait, datt eng Rei Moossnamen décidéiert gi sinn, vläicht net genuch berücksichtegt ginn ass. Déi ass net kontradiktoresch mat deem, wat ech gesot hunn.

Mech huet déi Ausso vu Standard & Poor's net iwwerrascht, an deem Sënn, datt quasi all Wirtschaftszeitungen, quasi all Mënsch, deen op iergendenger Finanzinstitutioun schafft, zënter Méint genau dat dote seet, datt d'Eurozon an enger ganz zolitter Kredibilitéits- a Vertrauenskris stécht. Just dat hu mer gelies. Déi eng hunn et gegleeft, déi aner hunn et net gegleeft, a wann eng Ratingagence dat seet, da kritt dat vill méi e Medieneffet.

Ech mengen, datt Europa sech bewosst ass, datt et eng ganz Rei Saache muss maachen, datt Standard & Poor's am Fong hei zu engem Zäitpunkt, wéi gesot, dee vläicht e komeschen ass, dat gesot huet, datt dat eng Warnung ass, déi, wann Der och meng Rieden noliest vun deene leschte Méint, en fait genau dat ass no all Eurogroup, no all ECOFIN - géif ech soen -, wat bal d'Halschent vun de Finanzministere seet, datt mer an enger déiwer Kris stiechen, datt mer gemeinsam eng Responsabilitéit hunn.

An ech soen derbäi, et gëtt net eng Léisung, fir dat doten ewechzeblosen, mä einfach ze maachen, wéi wann déi Warnung do aus der Loft gegraff wier, datt dat just d'Iddi wier vun engem, deen an Amerika moies eng Kéier opgestanen ass a gemengt huet, Europa hätt e Problem. Ech mengen, dat ass net richteg. Europa huet e Problem! Mir sinn amgaangen, dee Problem all gemeinsam ze léisen.

Et gëtt keng einfach Léisung. Ech mengen, mir sollten eis net ze vill opreegen iwwert dat, wat Standard & Poor's seet, mir sollten eis opreegen iwwert dat, wat an deene leschte Joren an Europa schifgaangen ass, an dat ass en ze héijen Defizit an eng ze héich Statsschold. Mir sollten dorauser Lektiounen zéien, an duerfir sollte mer fir eng besser, méi effikass, méi europäesch Politikgestaltung an Europa sinn.

Merci.

M. le Président.- Ech soen dem Här Minister Merci. Domadder ass dëse Punkt ofgeschloss.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Här President!

M. le Président.- Den Här Fayot, jo.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Här President, wann Der erlaabt, ech wollt d'Regierung froen, well mer kuerz virun deem Sommet sinn. Zu där Diskussioun, déi elo hei mat där Question urgente opkomm ass, wollt ech do zwou Froe stellen.

Déi éischt, dat ass, mir hu jo an den Zeitunge gesinn, dass d'Madame Merkel an den Här Sarkozy déi ganzen Zäit, ils ont mené le train, wann een esou ka soen. Si schreiwe jo muer, oder haut hu se dem Här Van Rompuy e Bréif geschriwwen, an den Här Van Rompuy, op där anerer Säit, als President vum Conseil européen, ass jo och chargéiert ginn, fir en Text virzeleeën dem Conseil européen, fir ze kucken, wéi et soll weidergoen.

An ech wollt d'Regierung froen, wéi si dat gesäit: Ob se dann elo, de Vertrieder vun der Lëtzebuerger Regierung an deem Conseil européen, op Bréiwer vun der Madame Merkel a vum Här Sarkozy schafft, oder ob se op deene Propositioune vum Här Van Rompuy schafft. Well dat ass jo awer ausschlaggebend an der Method: Gemeinschaftsmethod à l'intérieur vun den Traitéen, op där anerer Säit eng intergouvernemental Method, fir der Madame Merkel an dem Här Sarkozy ze follegen.

Dat géif mech awer interesséieren, wéi d'Regierung dat gesäit, wa se an dee Conseil européen geet.

M. le Président.- Jo, Här Fayot, et ass eigentlech esou: Den Här Gibéryen hat hei eng Question urgente gestallt. Déi ass elo vum Finanzminister beäntwert ginn. Dir hutt sécherlech elo hei eng ganz interessant Fro gestallt. Ech weess just elo net, a wat fir enger Prozedur datt mer elo do dra sinn.

(Brouhaha)

Ech hunn awer kee Problem, vu datt et eng Question d'actualité ass, a wann de Finanzminister d'accord ass, datt mer dorobber äntwerten.

(Interruptions)

Ech mengen, mir sollen eis awer hei un d'Prozeduren halen, an et ass normalerweis awer net üblech, datt, wann een eng Fro stellt, nach en anere Kolleeg dorobberhin Zousazfroe stellt.

Maache mer eng Kéier eng Exceptioun?

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Dann ass dat d'Jurisprudenz Fayot.

M. le Président.- Här Finanzminister, wann ech gelift.

(Interruption)

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances*.- Här President, vu datt d'Regierung opgrond vun der Verfassung à tout moment kann d'Wuert an der Chamber froen, beäntwerten ech och gären dem Här Fayot seng Observatioun.

(Interruption)

D'Lëtzebuerger Regierung ass ganz kloer der Meenung, an der Vergaangenheet, haut an an der Zukunft, datt mer dat communautäert Element mussen ënnerstëtzen, an duerfir: Alles - ech schwätzen och elo zum Inhalt -, wat dat Intergouvernementaalt stäerkt, schwächt dat Communautäert.

Mir si fir d'europäesch Institutiounen. An ech wëll lech soen, datt an deenen Diskussioune fir d'Lëtzebuerger Regierung an och en Donneschdeg an e Freideg déi Propositiounen, déi den Här Van Rompuy als President vum Conseil européen, iwwregens a Concertatioun mam President vun der Europäescher Kommissioun a mam President vum Eurogroup gemaach huet, d'Grondlag vun där Diskussioun sinn.

Den Här Van Rompuy huet den nationale Regierungen, Regierungschefe seng Propositiounen zoukomme gelooss. Déi sinn och zum Deel haut a Medien am Ausland scho reflétéiert. Si sinn d'Grondlag vun deenen Diskussiounen.

Ech géif awer gär derbäisoen, datt, wann een d'Medienopreegung ronderëm verschidden Evenementer vun deene leschten Deeg vergësst, da kann ech zum Inhalt soen, datt an deem, wat vum President vum Conseil européen proposéiert gëtt, an an deem, zu deem sech Däitschland a Frankräich geäussert hunn, ganz grouss Elementer vun Deckungsgläichheet sinn.

Och mir Lëtzebuerger, mengen ech, hunn en Intérêt drun. Ëmmer dann, wann Däitschland a Frankräich enger Meenung sinn, a wann déi Meenung en plus nach déi nämlecht ass wéi déi, déi mir hunn, da kënnt Europa och an eisem Intérêt virun. An duerfir, mengen ech, solle mir hei net ze vill Oppositiounen tëschent Leit sichen.

Mir mengen, datt déi Propositiounen, déi um Dësch leien, eng gutt Grondlag sinn, fir ze diskutéieren. Dat sinn déi Propositioune vum Här Van Rompuy. All Land huet selbst-

verständlech d'Recht, zousätzlech Propositiounen ze maachen, mä souwäit ech dat awer kann an dësem Moment liesen, ginn déi alleguerten an déi nämlecht Richtung.

An nach eng Kéier: Däitschland a Frankräich, well se grouss Ekonomië sinn, hu selbstverständlech d'Recht, hir Propositiounen ze maachen. Ech gesi keng fundamental Divergenzen tëschent eis an hinnen, tëschent deem, wat de President Van Rompuy proposéiert, an eis. D'Schwieregkeete si grouss genuch, sou datt mer eis sollen op den Inhalt konzentréieren, an net op deene falsche Plazen iwwert déi falsch Saache matenee streiden.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Finanzminister.

Elo komme mer dann zum nächste Punkt, nämlech d'Chamberskonte vum Joer 2010. D'Riedezäit ass hei nom Basismodell festgeluecht. Et huet bis elo kee Riedner sech ageschriwwen. D'Wuert kritt elo den Rapporteur, den honorabelen Här Carlo Wagner.

5. Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2010

Rapport de la Commission des Comptes

M. Carlo Wagner *(DP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hat et en fait zejoert hei schonn ugekënnegt, eis Reserven hei vun der Chamber sinn ëm e gutt Stéck zréckgaange wéinst der Participatioun vun der Chamber un der Acquisitioun vun der Maison Wiltheim, also där fréierer Dresdner Bank.

Wann d'Reserve vun der Chamber sech also op den 1. Januar 2010 nach op 20.072.000 Euro chiffréiert hunn, vun deenen der 16 Milliounen Euro un d'Trésorerie de l'État iwwerwise gi sinn, esou huet d'Reserv vun der Chamber sech op den 31.12.2010 nach just op 4.072.000 Euro belaf. Woubäi een awer muss am Viraus och soen, dass dovunner schonn dräi Millioune virgesi si fir d'Renovatioun vun der Maison Wiltheim.

Déi Participatioun vun der Acquisitioun vun der Maison Wiltheim huet natierlech och hiren Niderschlag op den Aktiv an op de Passiv kritt. Wann deen den 31. Dezember 2009 nach bei 22,7 Millioune louch, esou läit deen elo um Enn vun deem leschte Joer nach just bei 7.780.000.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn eis an der Kommissioun, esou wéi all Joer an och esou wéi den Artikel 164 vun eisem Règlement interne dat virgesäit, selbstverständlech mat der Analys vun deene verschiddene Konten auserneegesat.

Ech wëll elo awer beileiwen net Iech elei mat Zuelematerial ploen. Just Folgendes: Vergläiche mir de Budget, dee fir den Exercice 2011 virgesi war, mat den effektiven Dépensen, esou stelle mer fest, dass mer en fait 2,5 Milliounen - 2.555.000, fir méi genau ze sinn - manner ausginn hunn, wéi virgesinn. Dat sinn ëmmerhin 8,74 Prozent. Déi erkläre sech aus folgende Sektiounen:

Fir d'Alleréischt emol: Bei der Section Députés sinn et am Ganzen 844.000 Euro, déi mer gespuert hunn, an dat eben, well eng nei Politik komm ass vun der Europäescher Bank, déi an Zukunft d'Paie vun den Deputéierten iwwerhëlt. Hei vu Lëtzebuerg aus gëtt elo an Zukunft nach just een eenzegen Deputéierte bezuelt, an déi aner fënnef ginn, wéi gesot, vum Europaparlament iwwerholl.

Deen zweete Punkt ass dee vum Personal, wou 314.000 Euro gespuert gi sinn, an dat haaptsächlech, well an dem Budget virausgesi war, dass d'Beamte géifen alleguerten op den 1. Januar agestallt ginn, wat natierlech net de Fall war. Si sinn am Laf vum Joer agestallt ginn.

Den drëtten déif gräifende Punkt ass dee vum Compte rendu: minus 527.000 Euro. Dat ass doduerch, dass am Budget 19 Editioune virgesi waren - vum Compte rendu selbstverständlech -, awer der nëmme 17 an en hallwe realiséiert gi sinn. Dir fannt et vläicht komesch, ech hunn et och komesch fonnt: en hallwe Compte rendu. Dat erkläert sech awer duerch de Fait, dass munch Sessiounen op en anert Joer iwwerschriwwe ginn. Esou zwar, dass dat dee Moment pro Joer proportionell opgedeelt gëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et bleift mir nach just d'Firma Deloitte ze zitéieren, déi den Audit vun de Konte vun der Chamber gemaach huet. Ech zitéieren also: «À notre avis les comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la Chambre des Députés au 31 décembre 2010, ainsi que des résultats pour l'exercice clos à cette date.» Fin de citation.

Dat gesot, stellen ech fest, dass also d'Spezialkommissioun à l'unanimité an och de Réviseur d'entreprises Deloitte der Meenung sinn, dass d'Konte vun der Chamber fir den Exercice 2010 an der Rei sinn. An deem Sënn géif ech Iech dann och alleguerten heibanne bieden, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Konte fir den Exercice 2010 ze approuvéieren.

Ech wëll et dann och net verpassen, fir mam gudde Beispill virzegoen an domadder den Accord vun der Demokratescher Partei ginn.

Ech wéilt dem President awer och nach just eng Resolutioun iwwerreechen. Eng Resolutioun, déi also seet, dass d'Chamber déi Konten unerkennt an dass mer d'Konten an och de Rapport vun der Commission des Comptes un d'Cour des Comptes géife weiderreechen.

Résolution

La Chambre des Députés,

vu le rapport de sa Commission des Comptes,

approuve

les comptes de l'exercice 2010 et prie son Président de transmettre la présente résolution et le rapport de la Commission des Comptes à la Cour des Comptes pour y être enregistrés.

(s.) Carlo Wagner, François Bausch, Jean Colombera, Ali Kaes, Viviane Loschetter, Roger Negri.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Rapporteur Carlo Wagner.

Wëllt nach een dozou d'Wuert ergräifen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Domadder wär d'Diskussioun ofgeschloss.

Esou wéi den Artikel 165 vum Chambersreglement et virgesäit, stëmme mer elo iwwert déi Resolutioun of, déi d'Kontekommissioun virgeschloen huet an déi folgende Wuertlaut huet: «La Chambre des Députés, vu le rapport de sa Commission des Comptes, approuve les comptes de l'exercice 2010 et prie son Président de transmettre la présente résolution et le rapport de la Commission des Comptes à la Cour des Comptes pour y être enregistrés.»

Ass d'Chamber domadder averstanen, à main levée iwwert dës Resolutioun ofzestëmmen?

(Assentiment)

Vote sur la résolution

Ech bieden dann déi, déi mat der Resolutioun vun der Kontekommissioun averstane sinn, d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Dat schéngt mer d'Unanimitéit ze sinn.

Domadder wär dës Resolutioun ugeholl. Esou wéi den Artikel 165 vum Chambersreglement et virgesäit, gëtt dës Resolutioun mam Rapport vun der Kontekommissioun un d'Cour des Comptes weidergereecht.

Mir kommen dann elo zum nächste Punkt vum Ordre du jour, an zwar d'Resolutioun iwwert d'Konte vun der Cour des Comptes fir d'Joer 2010. Hei huet bis elo kee Riedner sech ageschriwwen, duerfir kritt just déi honorabel Madame Anne Brasseur als Auteur vun der Resolutioun d'Wuert.

6. Résolution concernant les comptes de l'exercice 2010 de la Cour des Comptes

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Här President, ech mengen, d'Resolutioun selwer ass explizit genuch. Ech géif just froen, se soll wann ech gelift och vun deenen anere Fraktioune gedroe ginn, well si dréit nëmme meng Énnerschrëft.

M. le Président.- Et ass entre-temps geschitt, Madame Brasseur.

Wëllt nach soss een dozou d'Wuert ergräifen?

(Négation)

Dat schéngt och net de Fall ze sinn.

Domadder wär och d'Diskussioun ofgeschloss.

Esou wéi den Artikel 158 vum Chambersreglement et virgesäit, stëmme mer also elo iwwert d'Resolutioun of, déi d'Budgetskontrollkommissioun virgeschloen huet an déi folgende Wuertlaut huet: «La Chambre des Députés, vu le rapport du réviseur des comptes de la Cour des Comptes qui estime que „les comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la Cour des Comptes au 31 décembre 2010, ainsi que des résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel comptable tel que décrit dans la Note 2 qui fait partie intégrante des comptes annuels"; vu l'accord de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire avec le rapport du réviseur des comptes marqué suite à l'analyse des comptes en question lors de sa réunion du 21 novembre 2011; approuve les comptes de l'exercice 2010 de la Cour des Comptes.»

Ass d'Chamber domadder averstanen, à main levée iwwert dës Resolutioun ofzestëmmen?

(Assentiment)

Vote sur la résolution

Ech bieden déi, déi mat der Resolutioun vun der Kontekommissioun averstane sinn, d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Dat schéngt mer och d'Unanimitéit ze sinn.

Domadder wär och dës Resolutioun ugeholl. An esou wéi den Artikel 158 vum Chambersreglement et virgesäit, gëtt dës Resolutioun un d'Cour des Comptes weidergereecht.

Eisen nächste Punkt ass d'Resolutioun iwwert d'Konte vum Médiateur fir d'Joer 2010. Hei géif ech och direkt der honorabeler Madame Anne Brasseur d'Wuert ginn.

7. Résolution concernant les comptes de l'exercice 2010 du Médiateur

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Deem ass näischt bäizefügen, Här President.

(Hilarité)

M. le Président.- Wonnerbar. Ech ginn net dervun aus, datt also nach een dozou wëllt d'Wuert ergräifen, esou datt och domadder d'Diskussioun ofgeschloss ass.

An esou wéi den Artikel 5 vum Gesetz vum 22. August 2003 iwwert de Médiateur et virgesäit, stëmme mer elo iwwert d'Resolutioun of, déi folgende Wuertlaut huet: «La Chambre des Députés, vu les comptes clôturés et révisés de l'exercice 2010 du Médiateur arrêtés par le Bureau de la Chambre des Députés lors de sa réunion du 17 juin 2011, approuve les comptes de l'exercice 2010 du Médiateur.»

Ass d'Chamber domadder averstanen, à main levée iwwert dës Resolutioun ze stëmmen?

(Assentiment)

Dat wär esou décidéiert.

Vote sur la résolution

Ech bieden déi, déi mat der Resolutioun vun der Kontekommissioun averstane sinn, d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Dës Resolutioun wär domadder och à l'unanimité ugeholl.

Mir kommen dann elo zum Projet de loi N°6293 iwwert d'Konte vum Exercice 2010. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: den Här Eischen an d'Madame Brasseur. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Fernand Etgen. Här Etgen, Dir hutt d'Wuert.

8. 6293 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2010

Rapport de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire

M. Fernand Etgen *(DP), rapporteur.*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi 6293 iwwert d'Statskonten 2010 ass de 7. Juni 2011 an der Chamber déposéiert ginn. Dobäi gouf dee gesetzlechen Délai nëmme liicht iwwerschratt. Zënter der Reform vun der Statskontabilitéit war et ee virrangegt Zil vun der Budgetskontrollkommissioun, datt d'Debatt iwwert d'Konte keen Exercice de style däerf ginn, mä och als Basis muss dénge fir de Budget.

An dësem Sënn war et duerfir en Haaptuleies vum Rapporteur vum Kont 2009, dem Kolleeg Félix Braz, fir d'Qualitéit vun den Informatiounen iwwert de Kont ze verbesseren.

Et war duerfir de Wonsch vun der Kommissioun:

éischtens, ee prezisen Detail iwwert d'Entwécklung vun de Recetten an Dépensë vun de Statsfongen ze kréien, esou wéi dat beim Budget am Volume 2 de Fall ass. Et geet jo schliesslech drëm, datt d'Chamber informéiert ass an hiert Kontrollrecht ausübt iwwert d'Resultater vun der öffentlecher Politik, déi en œuvre gesat gëtt mat deene Finanzmëttelen, déi d'Chamber hir zur Verfügung stellt.

zweetens, een Dokument, wat d'Konten no de Regele vum SEC 95 presentéiert.

Här President, ech wëll haut meng Satisfaktioun zum Ausdrock bréngen, datt mer et an der leschter Ligne droite fäerdegbréngen, datt d'Konte vum Virjoer vum Budget gestëmmt ginn. Genugtuung och, datt den Exposé des motifs wesentlech méi Elementer enthalen huet, wéi dat an de Virjoren de Fall war.

Enttäuschung awer, datt d'Regierung deen Detail iwwert d'Spezialfongen eréischt de 27. Juli nogereecht huet, nodeem d'Budgetskontrollkommissioun dat an engem Bréif rappeléiert huet. Well dës Prezisiounen eréischt kuerz virun der Vakanz virlouchen, war et onméiglech, hei een déif grënnege Contrôle ze maachen, wat awer onerlässlech ass, wa mer eis Aufgab wëlle seriö huelen.

Här President, d'Joer 2010 war gekennzeechent vun enger staarker ekonomescher Reprise no där déifer Rezessioun 2009, wou mer beim PIB ee Minus vun 3,6% geschriwwen hunn. D'Regierung war fir 2010 méi wéi virsiichteg an hat ee Wuesstum vun 1 bis maximum 1,5% virgesinn. Mä nun ass et awer esou, datt déi kéngsten Dreem iwwertraff goufen a mer en ekonomesche Wuesstum vun 3,5% 2010 erreecht hunn. Hei sief bemierkt, datt dëse formidable Wuesstum awer nach ënnert der Moyenne vu 4% läit, dee mer an der Zäitschinn vun 1995 bis 2010 kannt hunn.

Um Aarbechtsmaart huet sech dëse Wuesstum awer net niddergeschloen. De Beschäftegungstaux ass zwar ëm 1,5% an d'Luucht gaangen, de Chômagetaux ass awer net changéiert a läit nach ëmmer bei 6%. Ulass zur Besuergnis gëtt, datt de Laangzäitchômagetaux vun 1,8 op 2,3% an d'Luucht gaangen ass.

D'Administration publique huet fir d'Joer 2010 ee Besoin de financement an der Gréissenuerdnung vun 1,7% vum PIB, wat ee Solde de financement négatif vu ronn 700 Milliounen Euro ausmécht; wat natierlech ee beträchtleche Montant ass. Esou wéi fir de Privatmann de Kontoauszuch vun der Bank op den 31. Dezember ee bequeemt Mëttel ass, fir festzestellen, wéi een iwwert seng Verhältnisser gelieft huet, esou ass dat och mat den Zuele vum Statskont.

Mir haten en Total u Recettë vun 11.021.516.748 Euro, géigeniwwer engem Total vun Dépensë vun 10.110.718.775 Euro, wat engem Iwwerschoss vu Recettë vun 910.797.972 Euro gläichkënnt. Awer opgepasst: Bei de Recettë sinn 1.597.500.000 Euro vun engem neien Emprunt mat dran, esou datt mer a Wierklechkeet fir d'Joer 2010 een Defizit vu 686,7 Milliounen Euro hunn. Mir kommen also net ëmhin, fir festzestellen, datt mer 2010 weider op d'Käschte vun där zukünfteger Generatioun gelieft hunn.

Bei de lafenden Einnahmen hu mer eng Plusvalue de recettes vun 11,38%, zum gréissten Deel bei den direkte Steieren, awer och bei der TVA a bei de Participatioune vum Stat a Privatgesellschaften.

An deene leschte Joren hu mer an dësem Haus öfters iwwert d'Qualitéit vun der Planifikatioun vun de Fiskaleinnahme geschwat. Et ass richteg: D'Lëtzebuerger Ekonomie ass total offen, staark vun der Finanzplaz ofhängeg, an et kann een d'Evolutioun vum PIB net mat därselwechter Prezisioun viraussoe wéi zum Beispill Däitschland oder Amerika.

De Spezialrapport vun der Cour des Comptes iwwert d'Qualitéit vun der Planification des recettes fiscales huet awer eng Rei Defiziter opgedeckt. Mir brauchen ee Comité de prévision mat deene verschiddenen ekonomeschen a fiskaleschen Acteuren, fir bei de Previsiounen op méi performant ekonomesch Muster kënnen zréckzegräifen. Ech si frou, datt de Finanzminister esou ee Comité an der Tëschenzäit agesat huet.

Weider hu mer nach ëmmer Retardë beim Traitement vun den Dossieren, wat mat sech bréngt, datt d'Solden onprezis an ongewëss bleiwen. Dat gëllt fir d'Recetten, awer och fir d'Remboursementer. Derbäi kommen d'Rapporten zum Schluss vun engem Besteierungsjoer. Eng transparent Gestioun vun de Steierdossiere wier zum Virdeel vum Stat a vum Steierflichtegen.

Ze begréissen ass, datt 2012 den Effektiv vun de Fiskalverwaltungen ëm 25 Leit an d'Luucht geet. Et gëllt och emol erëm eng Kéier am Fong nozefroen, wéi et mat der Fraude fiscale ass.

Déi lafend Dépensë sinn 3,24% méi séier gewuess, wéi dat virgesi war. An absoluten Zuele sinn dat 317 Milliounen Euro; wat net näischt ass!

Här President, wat déi finanziell Situatioun vun de Spezialfongen Enn 2010 ubelaangt, musse mer eng Regressioun vun 9% feststellen. Mat Emprunten an der Héicht vun 200 Milliounen

Euro si verschidde Fonge kreditéiert ginn - de Fonds du rail an de Fonds des routes -, esou datt déi real Regressioun bei 18,38% läit. D'Evolutioun vun den Ausgabe war och mat minus 10,14% manner héich, wéi virgesinn.

Esou sinn zum Beispill am Waasserfong nëmme 56,5 Milliounen Euro ausgi ginn, woubäi dach awer 75,3 Milliounen am Budget virgesi waren; ee Minus vu 25%. Fir mech ass dat onerklärlech, wann ee weess, datt Lëtzebuerg Enn Oktober op en Neits vum Europäesche Geriichtshaff zitéiert gouf, well et sengen Aufgaben opgrond vun der Waasserdirektiv net nokënnt.

D'EU-Kommissioun huet hei eng forfaitaire Sanktioun vun 2,2 Milliounen Euro an eng deeglech Astreinte vun 11.340 Euro gefrot, wat enger gesamter jährlecher Strof vu 6.339.100 Euro entsprécht. Bei dësem Fong missten d'Ausgaben also éischter eropgefuer ginn, anstatt datt mer hei ee substanzielle Minus schreiwen!

D'Cour des Comptes huet an hirem Rapport, wéi schonn déi Jore virdrun, festgestallt, datt et Differenze fir verschidde Fongen tëschent dem Kont an den Donnéeë vum Modul SAP gëtt. Hei mussen déi néideg Korrekture virun der Approbatioun vum Kont virgeholl ginn.

Haaptkritikpunkt bei de Spezialfonge bleift, datt d'Informatiounen ni zur Zäit geliwwert ginn, esou datt ee richtege Contrôle net méiglech ass. Bemängelt gëtt och, datt fir verschidde Fonge keng Ventilatioun op déi eenzel Projete gemaach gëtt. Ze bemierken ass hei, datt awer aus Grënn vu Schutz vu perséinlechen Date fir de Fonds d'assainissement en matière de surendettement an de Fonds social culturel dat net méiglech ass.

D'Budgetskontrollkommissioun bekräftegt hir Fuerderung, datt, éischtens, d'Informatiounen iwwert d'Evolutioun vun de Spezialfongen am gesetzlechen Délai, also virum 31. Mee, mam Kont geliwwert ginn. Zweetens, datt mer ee genauen Detail pro Projet kréien, do, wou dat méiglech ass. An drëttens, Explikatiounen iwwert de Fortgank vun deenen eenzelne Projeten, déi vun dëser Chamber op d'Schinn gesat goufen.

Här President, zesumme mat der Cour des Comptes bedauere mer weider, datt d'Regierung sech, aus Grënn vun ze groussem Aarbechtsopwand, schwéierdeet, Vergläichstableauen no de Regele vum SEC 95 matzeliwweren.

D'Cour des Comptes weist drop hin, datt eng nei Budgetsstruktur weider op sech waarde léisst. De Finanzminister huet eis an der Kommissioun seng éischt Iwwerleeunge matgedeelt, an all Fraktiounen hunn hei hire Wëllen, fir iwwerparteilech un dëser dach wichteger Reform um Wee zu enger méi analytescher Presentatioun vun de Statszuelen aktiv matzeschaffen, bekräftegt. Eng nei Budgetsstruktur géif deelweis de Problem vun den Transferts de crédits léisen, besonnesch, wann et sech ëm minimal Chiffren handelt.

D'Cour des Comptes huet sech méi intensiv mat den ugefouerte Beweggrënn vun den 376 Arrêtés de transferts befaasst, fir festzestellen, datt an 83 Fäll dës Transferten net motivéiert waren. Hei hat d'Motivatioun nëmmen ee Standardcharakter. Intérieur, Famille a Santé waren déi ministeriell Departementer, déi hei am dackste sech net un déi virgeschriwwe Regele gehalen haten. D'Budgetskontrollkommissioun wënscht sech och hei eng méi grouss Disziplin.

D'Cour des Comptes huet sech, wéi aus de Virjore gewinnt, méi intensiv mat der Kontroll vun de Rémunératioune vun den Agenten, déi beim Stat schaffen, beschäftegt. Dat gëtt, wéi gewinnt, op Basis vun engem Échantillon gemaach. Hei sief virewech bemierkt, datt d'Gehälter 2010 mat 1.892.603.209 Euro ee wichtege Budgetsposten duerstellen. Am Verglach zum Exercice 2009 ass dëse Posten ëm 210.780.000 Euro an d'Luucht gaangen, also eng Progressioun vun 12,53%. Dat ass eng zolidd Progressioun, an dat ëmsou méi, wann ee bedenkt, datt mer an deenen zwee Joer virdrun, vun 2007 op 2009, schonn eng Progressioun vu 17% haten!

Am Ganze sinn 3.369 Paidossiere vu Fonctionnairen, Employéën, Aarbechter a Studente kontrolléiert ginn. Dovu waren der 611 - 18,14% - net komplett. No enger kontradiktorescher Géigeniwwerstellung bloufen 1,93% vun den Dossieren onkomplett. An 269 vun den 3.369 Dossiere goufen Onregelméissegkeete festgestallt. Dat si 7,98% vun de kontrolléierten Dossieren. Summa summarum ass d'Budgetskontrollkommissioun der Meenung, datt dëst Resultat éischter positiv ass.

D'Kommissioun huet awer ausdrécklech de Wonsch ausgedréckt, datt fir déi nächst Exercicer d'Cour hire Contrôle och op d'Rémunératioun vun de Pensionéierten erweidert. D'Membere vun der Cour haten eis gesot, datt et hinnen um néidegen Humankapital géif feelen, fir dëse Contrôle duerchzeféieren. D'Budgetskontrollkommissioun freet sech dofir, ob et net opportun ass, fir d'Effektiver an där ieweschter Carrière vun der Cour des Comptes eropzesetzen.

A sengem Avis vum 15. November huet de Statsrot sech virun allem Froe gestallt wéinst de signifikativen Écartë bei de Previsioune vun de Statsrecetten. Och wann déi besser Konjunktur e wichtege Facteur bei de méiglechen Explikatiounen ass, freet de Statsrot sech, wat de wierklechen Impakt vun anere Facteuren ass, wéi d'Steiererhéijungen; wéi d'Effortë vun de Fiskalverwaltungen, fir d'Besteierungsdélaien erofzeschrauwen; wéi een Impakt datt déi administrativ Gestioun, souwuel vum Bezuele vu Steiere wéi och d'Remboursementer, huet; a last but not least, wéi et mat der Steierhannerzéiung ass.

De Statsrot bescheinegt der Regierung eng gutt Maîtrise vun de Budgetsausgaben, incitéiert d'Regierung awer ausdrécklech, hir Spuereffortë bei der Gestioun vun den öffentleche Gelder net lasszeloossen. De Statsrot seet och, datt déi jëtzeg Presentatioun vum Statskont net gëeegent ass, fir ekonomesch a finanziell Analysen ze maachen.

Weider rappeléiert de Statsrot d'Wichtegkeet, fir eng Presentatioun vun Zuelen no de Regele vum SEC 95 ze kréien, fir eng komplett Analys vun der Finanzgestioun vum Gesamtstat ze maachen. De Conseil d'État mécht sech och Suergen, datt fir 2010 de Besoin de financement vum Zentralstat sech op 1.333.000.000 beleeft.

Här President, ofschléissend wéilt ech festhalen, datt d'Budgetskontrollkommissioun zefridden ass, datt d'Chamber hirer Kontrollaufgab ëmmer besser ka gerecht ginn. Et gëllt, déi ugeschnidden Defiziter am Viséier ze behalen. Ee Merci un d'Membere vun der Cour des Comptes, déi säit hirer Asetzung am Joer 1999 eis Kommissioun op deem dote Wee exzellent begleet.

An dësem Sënn bieden ech d'Chamber, de Kont vum Exercice 2010 ze stëmmen, an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Rapporteur Etgen. D'Wuert kritt elo den Här Félix Eischen.

Discussion générale

M. Félix Eischen *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, virewech en décke Merci dem Rapporteur Fernand Etgen fir säi Rapport, dee ganz ausféierlech an detailléiert dat erëmginn huet, wat mir och an der Budgetskontrollkommissioun geschwat an décidéiert hunn.

Ech wollt hei bei dëser Geleeënheet net nach eng Kéier am Detail op d'Joer 2010 agoen, e Joer, wat awer vläicht esou bal net méi wäert erëmkommen, wann ee bedenkt, dass mer eng zolidd Reprise économique haten, mat engem Wuesstum vun 3,5%, wou am Virfeld virsiichteg 1,5% prognostizéiert goufen. 2010 huet mat engem Recetteniwwerschoss vun 910 Milliounen ofgeschloss, an nëmme 25 Milliounë ware virausgesot ginn.

Esou een Iwwerschoss géif ee fir déi nächst Jore mat zwou Hänn ënnerschreiwen. E gutt Joer also, kann ee soen, wann net, jo, wann net awer d'Dépenses courantes et en capital ëm 4,4%, sprech 426 Milliounen am Verglach zu 2009 an d'Luucht gaange wieren. Dat sinn 3,24% méi, wéi am Budget virgesi waren. D'Dépenses ordinaires ware mat 317 Milliounen och méi héich wéi de Budget. Dee stäerkste Poste bei den Zousazausgaben ass ganz kloer d'Zréckbezuele vun der Dette publique, déi mat iwwer 133 Milliounen Euro an d'Gewiicht geschloen huet.

Schold maachen ass u sech einfach - normalerweis -, mä egal wéi, dat Dommt ass a bleift derbäi, dass een déi Suen och eng Kéier muss zréckbezuelen. Allerdéngs, a mir erënneren eis jo all drun, huet d'Regierung sech engagéiert, bis 2014 déi öffentlech Finanzen am Equiliber ze hunn an d'Statsverscholdung mat der Zënslaascht a Grenzen ze halen.

Am Kontext vun dësem Engagement huet d'Regierung des Weideren ugekënnegt, 2012, dat nächst Joer also, e sougenannten „mid-term review" ze maachen, eng Revue à mi-parcours vun der Budgetspolitik. Dat heescht, et gëtt eng Evaluatioun vun den Effortë gemaach, a wann déi dann onbefriddegend sinn, sollen nei Konsolidéierungsmoossnamen décidéiert ginn, fir den Objektiv 2014 vum équilibréierte Budget ze erreechen. Mir hoffen op eng éierlech Analys, Dir Dammen an Dir Hären, well mir sinn definitiv net méi an der Zäit, och nëmmen iergendeppes schéinzeschwätzen.

Här President, aus dem Rapport wëll ech och nach kuerz de Statsrot zitéieren, deen den Iwwerschoss duerch déi verbessert Konjunktur vun 2010 erkläert a sech awer trotzdeem wonnert, dass soss keng Ursaache fir de groussen Écart tëschent de budgétiséierten an de reelle Recettë konnt fonnt ginn. Wéi steet et mat den Effortë vun der Steierverwaltung, d'Retarden opzeschaffen? A wat fir ee Gewiicht hu bei de Resultater vun de Konten 2010 d'Efforten, déi gemaach gi si géint d'Fraude fiscale?

Ech wëll de Krees zoumaachen a résuméieren, dass, fir dat gesatent Zil, 2014 équilibréiert Finanzen ze hunn, 2010 427 Millioune manner an 2011 247 Millioune manner hätte missen op der Dépensësäit stoen.

Als Konklusioun ënnersträichen ech och, dass d'Budgetskontrollkommissioun sech de Remarquë vum Statsrot uschléisst, fir méi Suerg bei den Analysen am Virfeld ze droen, dass um Enn d'Differenz vun deem, wat derbäi erauskomm ass, net esou wäit ewech vun deem soll leien, wat am Ufank budgétiséiert ginn ass. 2010 huet dat zum Gudden ausgeschloen, mä wann de Pendel déi aner Säit ausschléisst - ausschléit, pardon -, dann hu mer e Problem.

D'Finanzprevisioune sinn a wäerten an den nächste Joren eng ganz bedeitend Roll an dësem Land spillen. Ech wëll och nach ganz kuerz un eng Note erënneren, déi bei der Regierungserklärung 2009 gemaach gouf, wou de Groupe de travail „finances publiques" eng Ufro u Statec, IGF an IGSS gemaach huet, fir mat der Steierverwaltung zesummen déi haapt makroekonomesch Linne fir d'Period 2009-2014 ze zéien.

Mat dëse Konklusiounen a Reflexioune ginn ech natierlech den Aval vun der CSV-Fraktioun zu dësem Projet an ech soe Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Eischen Merci. Als nächst Riednerin ass d'Madame Anne Brasseur agedroen. Madame Brasseur, Dir hutt d'Wuert.

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Här President, et ass fir d'Éischt, menger Erënnerung no, dass mer et als Chamber fäerdegbréngen, dass d'Konte vum Joer virdru virun der Diskussioun an der Approbatioun vum Budget kënne gestëmmt ginn. A mir mussen als Chamber wierklech all deene Merci soen, déi gehollef hunn, dat méiglech ze maachen.

Mä et ass eng Obligatioun, et ass eng Obligation légale, mir hunn d'Gesetz iwwert d'Kontabilitéit vum Stat vun 1999, do sinn Délaie virgeschriwwen, an déi Délaien, déi sinn zum Deel agehale ginn. D'Regierung hat e liichte Retard vun enger Woch mat dem Dépôt vun de Konten. D'Cour des Comptes huet sech och net genee un d'Délaie gehalen, a mir mussen och do als Chamber zesumme mat all deenen, déi hëllefen, deen doten Exercice ze maachen, mir mussen et zesumme fäerdegbréngen, d'Dispositions légales anzehalen. Dat ass e Minimum! Mä mir sinn dës Kéier fir d'Éischt der Saach méi no komm. An ech géif jiddwerengem wëlle Merci soen, an och dem Rapporteur, dem Här Etgen, e ganz grousse Merci!

Et ass haut ëmsou méi wichteg, dass mer d'Dépensë maîtriséieren an dofir als Chamber och kucken, wat d'Regierung da mat engem Budget, dee mir hei stëmmen, mécht, ob se deen esou exekutéiert, wéi mer deen hei gestëmmt hunn. Et ass ëmsou méi wichteg an enger Finanzkris, an enger Wirtschaftskris an an enger Vertrauenskris, dass mir mam gudde Beispill virginn a wierklech kucken, dass ee rigouréis mat den Dépenses publiques ëmgeet.

„Mir brauche gesond Statsfinanzen", huet elo virun enger Stonn de Finanzminister hei op dëser Tribün gesot. Recht huet en domat, mä fir gesond Statsfinanzen ze hunn, muss een och Rigueur bei der Applikatioun vum Budget uwennen. A wann een d'Konte vun 2010 kuckt, da stellt een awer fest, dass mer nach ëmmer en Defizit vu 700 Milliounen hunn.

Deen Defizit ass manner héich wéi dat, wat mer gemengt hunn, wéi de Budget hei gestëmmt ginn ass, mä deen Defizit, dat sinn awer nach ëmmer 700 Milliounen! An d'Defiziter muss ee jo och accumuléieren. Dat heescht, wa mir all Joers en Defizit maachen, da geet dat op d'Käschte vun der Marge de manœuvre vun duerno. Et geet awer net nëmmen op d'Käschte vun der Marge de manœuvre vun duerno, mä et geet op d'Käschte vun der nächster Generatioun. Eppes, wat mer op kee Fall kënnen akzeptéieren! Och de Finanzminister selwer huet dat virdru gesot, dass mer Rigueur mussen hunn.

An ech si frou, dass de Finanzminister elo heibannen ass, fir ze soen, Här President, dass mer ganz frou sinn als Fraktioun vun der Demokratescher Partei iwwert dat, wat de Finanzminister elo grad haut hei gesot huet: dass en d'nächst Joer wëllt Kontakt ophuele mat all deenen, déi concernéiert sinn, och alle politesche Parteien, Jugendmouvementer, fir ze kucken, wéi ons Finanzpolitik an deenen nächste Jore soll sinn. D'Énnerstëtzung vun der Demokratescher Partei huet e selbstverständlech dobäi.

Mir hunn och eng Propositioun op den Dësch geluecht, wéi mir als Demokratesch Partei gesinn, dass ee soll mam Budget ëmgoen. De Finanzminister huet gesot, hie géif eng nei Propositioun maachen, wéi an Zukunft - an e wor jo och schonn do an der Finanzkommissioun mat deene Propositiounen, mat enger éischter Orientatioun -, wéi an Zukunft de Budget, d'Struktur vum Budget soll ausgeriicht ginn.

Ech si frou, dass de Finanzminister d'Initiativ hëlt, fir d'nächst Joer eng Consultatioun ze maachen. Well dat ass eng Aufgab, op déi mer scho laang gewaart hunn a wou mer ons froen, firwat dat net schonn éischter geschitt ass. Well et ass wierklech akuten Handlungsbedarf do! An dee Rôle, deen de Finanzminister elo ënnerhëlt a wou mer en derbäi ënnerstëtzen, ass am Fong e Rôle, deen de Premierminister scho wéi déi éischt schlecht Zeeche koumen hätt missen iwwerhuelen. Mir wëssen all, dass de Premierminister mat aneren Dossieren iwwerheeft ass an och mat anere Problemer a sécher dofir keng Zäit dofir hat. Dofir Merci dem Finanzminister, dass en dat mécht. Mä mir hätte léiwer gehat, dat wier vill éischter geschitt!

Den Train de vie vum Stat, huet de Finanzminister gesot, geet elo 2012 4,5% an d'Luucht. Dat ass awer an onsen Aen nach ganz vill.

Ech wëll nach ee Wuert soen zum Budgetsrapporteur. Ech hu mat Opmierksamkeet och seng Interviewe gelies an ech deele seng Analys. Allerdéngs, mat senge Konklusioune sinn ech net d'accord, well d'Konklusioun kéint nëmmen déi sinn, dass e géint de Budget vun 2012 géif stëmmen.

Plusieurs voix.- E mécht dat, e mécht dat jo och.

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Dat wier a mengen Aen déi eenzeg richteg Äntwert, déi en dorop konnt ginn no deene puer Observatiounen.

Mir hunn hei limitéiert Riedezäit fir awer, Här President, e wichtegen Exercice. E wichtegen Exercice, well et ass d'Kontrollfunktioun vum Parlament, fir d'Regierung ze kontrolléieren. Ech wëll soen, dass, wat d'Dépensen ubelaangt, beim Exercice 2010 awer Rigueur ugewannt ginn ass. Mir hunn awer nach ëmmer en Defizit vu 700 Milliounen. An dat musse mer onbedéngt an de Gréff kréien!

Mä d'Gestioun vum Budget, mat e puer Ausnahmen a verschidde Ministèren, an den Här Etgen huet dat als Budgetsrapporteur gesot, d'Gestioun vum Budget wor awer insgesamt bei den Dépensë gutt. Dofir wäerte mir als Demokratesch Partei och onsen Accord ginn an nach eng Kéier de Finanzminister ënnerstëtzen, dass mer e responsabele Budget kréien. Well mir iwwerhuelen och ons Responsabilitéit! Well dat ass eng vun deene gréissten Aufgaben, fir déi mer iwwerhaapt gewielt gi sinn a fir déi mer e Mandat kruten, hei an der Chamber ze siégéieren.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen der Madame Brasseur Merci. Ech hunn elo soss keng aner Wuertmeldung méi, sou datt ech nach dem... De Finanzminister brauch och net méi ze intervenéieren. Domadder wär d'Diskussioun ofgeschloss a mir kéimen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi N°6293.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi N°6293 ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen, géint 1 Nee-Stëmm.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6293 est adopté par 59 voix pour et 1 voix contre.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Lucien Clement),

MM. Fernand Boden (par Mme Christine Doerner), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Alex Bodry), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger (par M. Carlo Wagner), Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera (par M. Gast Gibéryen), Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

A voté non: M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer um néng Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 15.51 heures)

SÉANCE 9

JEUDI,
8 DÉCEMBRE 2011

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • M. Michel Wolter, Vice-Président

Sommaire

6350 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2012 (suite)

- *Discussion générale: M. Marc Spautz, M. Claude Meisch, M. Lucien Lux, M. François Bausch*

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Luc Frieden, Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Halsdorf, Mme Octavie Modert et M. Romain Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 9.00 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances*.- Neen, Här President.

M. le Président.- De Moie fänke mer mat eise Budgetsdebatten un. D'Riedezäit ass hei nom Modell 6 festgeluecht, an et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Spautz, Meisch, Lux, Bausch, Gibéryen, Urbany a Bodry. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz agedroen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

6350 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2012 (suite)

Discussion générale

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mam Budgetsrapport 2012 diskutéiere mir elo iwwert den éischte Budget, deen no der neier Prozedur vum Semestre européen ausgeschafft ginn ass, een, dee fir méi Koordinatioun tëschent den europäesche Budgets- a Wirtschaftspolitike steet.

De Rapporteur, den honorabele Gilles Roth, huet déi nei Prozedur detailléiert a sengem schréftleche Rapport duergeluecht. Hien huet en Dokument erstallt vun iwwer 259 Säiten, e Reflexiounspabeier mat Informatiounen a villen Tableauen, déi engem plastesch weisen, wéi wichteg et ass ëmzedenken, fir datt mir eis d'Zil vun engem ausgeglachene Budget 2012 erreechen. Dëst muss kuerzfristeg, awer och virun allem mëttelfristeg geschéien. Ech wëll dem Gilles Roth am Numm vun eiser Fraktioun fir dëse Rapport e grousse Merci soen!

Kolleeginnen a Kolleegen, den Horizont, op dee mir hischaffen, ass, fir 2014 de budgetären Équiliber nees erreecht ze hunn. 2014 ass d'Enn vun dëser Legislatur, iwwert déi eraus d'Regierung sech net engagéiere kann an iwwert déi Period eraus mir 60 heibannen och kee Mandat hunn. D'Virausetzung fir déi nei néideg Trendwend ass d'Bereetschaft, datt mir dat virleiend Zuelematerial an déi verschidde Propositiounen oder Iddien och d'selwecht interpretéieren.

„Voir, juger, agir", dat ass de Leetsproch vum Kardinol Cardijn gewiescht, dem Grënner vun der JOC, der „Jeunesse ouvrière catholique". Dëse Sproch, deen ech doheem als Kand ëmmer an ëmmer erëm ze héiere kritt hunn, ass och de Sproch, ënnert deem ech de Budget analyséieren a jugéieren.

Une voix.- Très bien!

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Den elo virleiende Budget kann awer net richteg betruecht a bewäert ginn, ouni e Réckbléck ze maachen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, am September 2008 ass d'Bank Lehman Brothers an den USA an d'Faillite gaangen an huet domadder e wirtschaftlecht a finanzpolitescht Äerdbiewen ausgeléist vun engem Ausmooss, deem ee sech deemools net esou richteg bewosst war. D'Nowéie spiert een nach haut!

Wann déi griichesch Scholdekris zum Beispill, déi eis an d'ganz Welt an Otem hält, zum allergréissten Deel hausgemaach ass, esou huet d'Kris vun 2008/2009 och zur Verschäerfung vun der prekärer Lag vu Griichenland bäigedroen. An dat, wat fir Griichenland gëllt, gëllt och fir all anert EU-Land. D'Banken- an d'Finanzkris vun 2008, déi ee Joer méi spéit zu enger Wirtschaftskris mutéiert ass, huet Spuren hannerlooss. Mir hunn zënterdeem déi allergréisste Méi, fir nees laangfristeg de Wee vum Opschwong ze fannen. D'Persistenz vun der griichescher Scholdekris riskéiert, zu enger Zerräissprouf fir d'EU ze ginn an negativ Konsequenze mat sech ze droen.

Béis Zonge behaapten, Griichenland wier den Europäer hir Lehman Brothers. D'Kris a Griichenland war den Optakt fir d'Scholdekris an der Eurozon. No Griichenland hunn Irland a Portugal esou grouss finanztechnesch Problemer kritt, datt se hu misse gehollef kréie via de Rettungsfong. Aner Länner sinn ugeschloen, wéi Spuenien, Frankräich, mä och a virun allem Italien. Esou gutt wéi keen EU-Land ass verschount, och wann d'Situatioun bei deem engen net gradesou dramatesch ass wéi bei deem aneren.

Zënter dësem Summer kënnt bei d'europäesch Scholdekris nach eng nei Bankekris derbäi. D'Banken, déi extrem exposéiert sinn, leide weider ënnert de Konsequenze vun der europäescher Scholdekris. D'Banke sinn zum Deel ënnerkapitaliséiert. Si hunn och nach ëmmer vill ze vill toxesch Pabeieren. D'Konsequenz ass déi, datt vill Banken net genuch Liquiditéiten hunn, fir kënne Sue selwer ze léinen, wat sech natierlech op d'Wirtschaft nidderschléit.

D'Amerikaner fäerten, datt den „bank run", deen d'Kris 1929 ausgeléist huet, kéint erëmkommen, wou jiddweree seng Sue vun der Bank ewechgeholl huet. Dat wier dramatesch. Fir esou eng Situatioun ze vermeiden, fir d'Märt ze berouegen, hunn déi lescht Woch déi sechs wichtegst Noutebanken décidéiert, de globale Finanzsystem ze ënnerstëtzen a Form vu Liquiditéitsfluxen, déi an de System eragepompelt ginn. Dës Entscheedung soll d'Spannung op de Mäert reduzéieren an de Finanzinstituter genuch Liquiditéiten zur Verfügung stellen, datt si genuch Suen hunn, fir d'Wirtschaft ënnert der Form vun de Prêten unzekuerbelen.

D'Griichenlandkris huet virun allem d'Schwächte vun der EU ervirgehuewen. Obschonns d'EU-Länner a virun allem d'Länner aus der Eurozon ofhängeg si vuneneen, feelt et nach ëmmer un enger adequater budgetärer a wirtschaftlecher Koordinatioun. Woubäi ee fairerweis muss soen, datt scho villes op deem Gebitt geschitt ass: de Semestre européen, „Europa 2020", de Pacte Euro.

De Problem ass, datt eis d'Zäit fortleeft, fir ofzewaarden, ob dës Moossname konkret gräifen. De Semestre européen ass eréischt agefouert ginn. Eréischt d'nächst Joer kënne mir gesinn, ob dat eppes bruecht huet oder net. Mir hunn net méi vill Zäit, an d'Mäert spillen dorobber. Si spekuléieren, si hunn awer och vläicht d'Gedold net, fir ofzewaarden, fir ze kucken, ob de Semestre européen zum Beispill eng gutt Initiativ war, oder vläicht si se midd ofzewaarden, datt d'Europäer endlech waakreg ginn a verstinn, datt se alleguerte gemeinsam mussen den Dossier Scholdekris ugoen.

D'Drohung vun der Ratingagentur Standard & Poor's, d'Kreditratinge vu 15 Memberen an der Eurozon, eis Lëtzebuerger inklusiv, an deenen nächste Wochen erofzesetzen, spigelt de Verloscht u Vertraue vun deenen Investisseuren an d'Fäegkeet vun der EU, a virun allem an der Eurozon, d'Kris ze meeschteren. Souguer de Rating vum Rettungsfong soll, deemno wéi, erofgesat ginn. D'Investisseure gleewen net méi dorunner, datt déi 17 Eurolänner, a scho guer net déi 27 EU-Länner et fäerdegbréngen wäerten, sech op gemeinsam Léisungen a Moossnamen ze verstännegen. An et kann een hinnen net béis sinn. D'Politik an Europa huet net geglänzt an deene leschte Wochen a Méint.

Den Optrëtt vum franséische President a vun der däitscher Kanzlerin de Méindeg ass an deem Sënn positiv ze bewäerten, datt d'Schwéiergewiichter vun der EU endlech schénge sech openeen zouzebewegen. Grad elo zielt et, datt de franséisch-däitsche Motor net aussetzt.

Dësen Optrëtt huet awer net déi erwënschten Auswierkunge gehat, wann een d'Drohunge vun de Ratingagenture kuckt. Villes vun deem, wat se de Méindeg proposéiert hunn a wat se wëllen haut an de Freideg um Sommet gemeinsam virleeën, ass näischt Neies. Vill Iddië si scho viru laanger Zäit diskutéiert ginn a sinn un den Divergenzen tëschent grad Frankräich an Däitschland gescheitert. Vill kostbar Zäit ass verluer gaangen, vill Vertrauen ass verspillt ginn.

Et ass bekannt, datt keng Léisung machbar ass, wann ee vun deenen zwee Länner se net matdréit. Dës zwee Länner hunn eng enorm Responsabilitéit. Den Helmut Kohl, de François Mitterand an de Jacques Chirac ware sech dëser historescher Responsabilitéit bewosst a waren och bereet, iwwer hire Schiet ze sprangen. Frankräich an Däitschland dierfe weder Léisungen, déi hinnen aus nationale Grënn net gefalen, blockéieren nach deenen anere Länner Léisungen opzwéngen. Si hu Virbildcharakter an als solch solle si sech ëmmer fir déi gemeinschaftlech Method asetzen.

Ech bedaueren, datt d'Madame Merkel an den Här Sarkozy sech net ëmmer virbildlech verhalen, wann et ëm Europa geet. Ech hätt et gutt fonnt, wa se hir Proposë bis zum Sommet fir sech gehalen hätten, datt se dann dës Proposë mat hiren Homologen diskutéiert hätten an all Entscheedung als eng gemeinschaftlech Entscheedung verkaaft hätten. Dat wier menger Meenung no genee dee richtege gemeinschaftleche Werdegang, op dee vill Leit waarden. Mir hätten domadder sécherlech d'Kakofonie vun deene leschte Méint verhënnert an d'Kris hätt net dat Ausmooss ugeholl, dat se haut huet an dat se och net verdéngt.

Well wann een den Experten nolauschtert, ass de Problem an Europa bei aller Problematik guer net esou schlëmm wéi 2008 bei der Faillite vu Lehman Brothers. D'Suergekand Griichenland kréie mir op déi eng oder aner Manéier geregelt. D'Situatioun an Irland schéngt sech ze stabiliséieren.

Wat Italien ugeet, muss dat Land zwar Kreditter ophuelen an dofir méi wéi 7% Zënse bezuelen, mä dat Land kritt de Moment nach Sue geléint. Italien huet och eng Rei vu couragéierte Reformen ugekënnegt, déi, wa se gestëmmt ginn an ëmgesat ginn, dem Land deen néidege Spillraum kéinte ginn, fir sech nees ze erkréien. Vill Experten, virun allem amerikanesch Bankenexperten, ginn dovunner aus, datt Italien de Potenzial huet, fir selwer ouni Hëllef aus der Kris erauszekommen.

Frankräich, wéi Italien, muss méi Zënse bezuelen, mä och hei ass Frankräich nach an enger Situatioun, wou et Sue geléint kritt. Et ass awer kloer, datt dëst net onendlech geet. En Trend zeechent sech of: Ëmmer méi Investisseuren zécken, fir an de Krisestaten ze investéieren.

D'Zil fir all Land ass et, seng Schold ze kierzen an den Defizit ofzebauen. Net fir näischt sinn iwwerall Spuermoossnamen a Reforme fir d'Wirtschaft unzekuerbelen ugekënnegt. Mä eng Konditioun sine qua non, fir datt Spuermoossnamen, déi op nationalem Niveau ergraff ginn, och déi erwënschte Konsequenze mat sech bréngen, ass déi, datt d'Scholdekris um europäeschen Niveau gemeeschtert gëtt.

De Sommet zu Bréissel, deen haut a muer stattfënnt an op deen d'ganz Welt a besonnesch d'Investisseure wäerte kucken, wäert - hoffen ech - d'Weiche fir e Gesamtkonzept stellen. Ech erwaarde mir net méi, awer och net manner. Deen, dee mengt, datt de Freideg alles décidéiert gëtt, alles ficeléiert ass, datt et da mam Sommet gedoen ass, deen iert gewalteg.

Par contre, et wier héich Zäit, datt mir d'Richtung uginn, wou et soll higoen. Mir brauche souwuel kuerzfristeg Mesuren, fir deenen ugeschloene Länner ënnert d'Äerm ze gräifen, wéi och mëttelfristeg a laangfristeg Moossnamen, fir an Zukunft Krisen ze verhënnere respektiv besser ze géréieren. Et ass evident, datt net alles op engem Sommet kann entscheet ginn. Mä d'Richtung muss genee festgeluecht ginn, d'Solidaritéit an d'Unitéit mussen nees an de Vierdergrond réckelen. Europa muss gemeinsam aus engem Mond schwätzen, muss gemeinsam Léisunge virdroen. Et ass keng Plaz fir Divergenze méi.

D'Madame Merkel huet net komplett Recht, wa se seet: „Was eine Ratingagentur macht, das ist in der Verantwortung der Ratingagentur." Et ass zumindest zum Deel, wéi am Fall vun der Scholdekris an der Eurozon, och d'Verantwortung vun der Politik. D'Ratingagenturen an d'Mäert reagéiere sensibel op all Ausso, all Initiativ, all Léisungsvirschlag vun europäesche Politiker. Dat muss ee wëssen, ier een an d'Öffentlechkeet geet.

Doriwwer eraus deelen ech dem Premier seng Meenung, datt de gedrohten Downrating ongerechtfertegt an exzessiv ass. D'Drohunge vu Standard & Poor's verzerren déi wirtschaftlech Realitéit vu villen EU-Länner. Ënnert dëse Konditioune kënne Ratingen net méi als verloossbar Moossinstrumenter. Ech fäerte just, datt vill Investisseure sech net méi d'Méi wäerte maachen, fir erauszefannen, wat un deene Ratinge richteg ass oder net. Si kucke sech einfach de Rating un an décidéieren, ze investéieren oder net, jee nodeem de Rating gutt oder schlecht ass.

Och wann eng méiglech Erofstufung net dramatiséiert soll ginn, bleift et, datt d'Ratingagenturen och zu engem gewëssene Mooss fir d'Verstäerkung vun der Kris matverantwortlech sinn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, zënter der griichescher Scholdekris gëtt den Euro verdäiwelt. Et gëtt vun „Eurokris" geschwat, woubäi den Euro ni an der Kris war. Mir haten a mir hu keng Eurokris! Trotz allem héiert een deen een oder deen anere vun enger méiglecher Sortie vum Euro schwätzen. Awer wat wier, wa mir den Euro net hätten, mä nach de Frang?

Fir déi Fro ze beäntwerten, kann ee villes soen. Fir d'Alleréischt, fir emol mat eppes ganz Einfachem unzefänken: Wou, mengt Dir, géif de belsch-Lëtzebuerger Frang haut stoen, nodeem eis Nopere ganzer 540 Deeg gebraucht hunn, fir eng Regierung op d'Been ze stellen? An dat och eréischt, nodeem Standard & Poor's d'Bewäertung vun der Belsch de 25. November erofgesat huet.

An da wëll ech Iech un d'Joren 1982 an 1983 erënneren. Deemools huet eise Währungspartner, d'Belsch, ouni Lëtzebuerg ze froen, de Frang op- an ofgewäert, an et ass erop- an erofgaangen, an dat bei engem deemolegen Inflatiounstaux vun 10%! Dir kënnt Iech jo denken, wat dat fir Konsequenze fir eist Land an eis Wirtschaft hat. Mir Lëtzebuerger waren 80 Joer monetär vun der Belsch ofhängeg an net fräi an eisen Décisiounen. Haut si mir gläichberechtegte Copropriétaire vun där stäerkster Währung vun der Welt. Mir sinn net manner, mir si méi souverän ginn!

Dann eppes, wou mir alleguerten direkt an dësem Alldag géife mierken, wat lass wier: Wa mir den Euro net hätten, dann hätte mir haut wesentlech méi héich Präisser un der Pompel. D'Uelechpräiserhéijung vu ronn 40% huet sech net voll op d'Präisser un der Pompel fir de Verbraucher duerchgeschloen, well den Euro a sengem Verhältnis zum Dollar sech esou entwéckelt huet, datt mir dat ofgebremst kruten a kréien. Et ka jo kee sech méi virstellen, wann de Lëtzebuerger Frang par rapport zum Dollar géif stoen, wat dat wier.

Trotz der Kris, den enormen Turbulenzen an der extrem kritescher Situatioun a Griichenland muss ee feststellen, datt den Euro eis Stabilitéit bruecht huet. Ech wëll nach eng Kéier kloer drun erënneren - et seet een et net oft genuch -, datt mir eng Scholdekris hunn a keng Eurokris. Dëst gëtt leider allze oft falsch duergestallt. Den Euro ass net schold un der Kris, mä déi zukunftsblann Defizitpolitik, déi an enger Rei Länner iwwer laang Jore gemaach ginn ass. Natierlech huet d'Scholdekris en Afloss op den Euro, notamment well Eurolänner dovu betraff sinn, mä eent ass a mengen Ae sécher: Ouni den Euro wier déi Kris nach vill méi schlëmm ausgefall, wéi se schonn ass.

Mä zréck zur Stabilitéit, déi den Euro eis bruecht huet. Dës Solidaritéit ass fir eng kleng Exportwirtschaft wéi eis vun essenzieller Bedeitung. Mir bedreiwen eisen Aussenhandel mat eise wichtegste Wirtschaftspartner an därselwechter Währung. Dat huet de Konditiounen, zu deenen d'Lëtzebuerger Betriber schaffen an exportéieren, handelen an importéieren, eng enorm Previsibilitéit ginn.

Den Euro, deen der esou vill verhënnere wollten an deen der esou vill fir eng Utopie gehalen hunn an dee verschiddener och hätten erëm am léifste wëllen ofschafen, ass trotz dem aktuelle schwieregen Ëmfeld an all den Diskussioune ronderëm den Euro déi gréisste politesch Leeschtung vun den Europäer am leschte Véirel vum leschte Jorhonnert.

Den Euro huet de Währungsturbulenzen, déi den Europäer an deene leschten 20 Joer vum leschte Jorhonnert esou dacks op de Kapp gefall sinn, en Enn gesat. Den Euro huet den Aus bedeit fir d'kompetitiv Ofwäertungen, mat deene verschidden europäesch Länner sech an der Vergaangenheet ongestrooft op d'Käschte vun hiren Nopere beräichert hunn.

Den Euro huet dem europäesche Wirtschaftsraum eng Stabilitéit bruecht, déi dëse virdrun ni kannt huet. Ech erënneren drun, datt an der éischter Halschent vun den 1990er Joren d'Geld an Europa net manner wéi fënnefmol op- an ofgewäert ginn ass. An all Kéiers huet d'Lëtzebuerger Exportindustrie drënner gelidden. All Kéiers hunn déi südlännesch Währungen drënner gelidden; ass déi däitsch Währung an d'Luucht gaangen a mir hunn Inflatioun importéiert, hu mir Ofsazmäert an aneren europäesche Länner verluer.

Déi Lëtzebuerger Betriber, déi zu 70% an déi aner EU-Länner exportéieren, liewe roueg, well d'Italiener zum Beispill net iwwer Nuecht kënnen ofwäerten an domat eis Betriber vun haut op muer méi deier ginn, fir hir Produkter ofzesetzen.

Wa mir den Euro net hätten a wann et d'Wirtschafts- an d'Währungsunioun net géif ginn, da wieren d'Zënsen däitlech méi héich zu Lëtzebuerg, wéi se elo sinn. D'Betriber géife manner investéieren, well Sue léinen däitlech méi deier wier wéi elo mam Euro. An d'Privatleit, déi eng Schold mussen zréckbezuelen op en Haus, wieren och däitlech méi belaascht.

Wann ech mer den Niveau vun der Lëtzebuerger Inflatioun ukucken an dat reng vun de wëssenschaftleche Kritären hier betruechten, da sinn d'Zënsen zu Lëtzebuerg niddreg. Si si méi niddreg, wéi se eigentlech misste sinn opgrond vun eiser Inflatioun. Dat verdanke mir der Währungsunioun an dem Euro. Wann ech mer d'Zënsen ukucken, déi mir virum Euro haten, an ech kucke mir d'Zënsentwécklung zënterhier un, muss ech soen, datt d'Zënsentwécklung virum Euro méi ongënschteg fir d'Lëtzebuerger Verbraucher an hir Kafkraaft war, wéi dat haut de Fall ass.

Wann ech mer de Wirtschaftswuesstum an de Länner vun der Eurozon ukucke virum Antrëtt an d'Eurozon, an ech kucke mer de Wirtschaftswuesstum an deene Länner no dem Antrëtt an d'Eurozon un, dann ass d'Wirtschaftskris (veuillez lire: Wirtschaftskraaft) däitlech méi héich, nodeems den Euro agefouert ginn ass.

Natierlech muss ee sech bewosst sinn, datt déi momentan Inflatioun vun 3% an der Eurozon a vun 3,4% zu Lëtzebuerg e gudde Krack iwwert den 2% läit, déi vun der EZB ugestrieft ginn. Datt dowéinst d'Zënsen eigentlech misste méi héich sinn, wéi dat aktuell de Fall ass, ass och gewosst. Krisebedéngt a fir d'Wirtschaft unzekuerbelen, léisst d'EZB de Leetzëns awer op engem niddregen Niveau. Trotzdeem wiere mir wäit vun den Zënstauxen aus der Vir-Euro-Zäit ewech! Wat soll dann elo falsch gewiescht sinn un der Décisioun, fir datt den Euro komm ass? Wat wier d'Alternativ dozou gewiescht?

D'Alternativ dozou wier jiddefalls, datt d'Deierecht, „der Feind des kleinen Mannes", zu Lëtzebuerg geklomme wier an datt eis Industrie, besonnesch déi exportorientéiert, manner gutt géif funktionéieren. D'Resultat wier mat Sécherheet eng manner gënschteg Lag vun de Statsfinanzen zu Lëtzebuerg an eng wesentlech méi fragil Wirtschaftsstruktur, wa mir dat do net gemaach hätten.

Den Euro huet sech also trotz allem als Schutzwall géint international Onsécherheet duerchgesat an ass dowéinst grad a Krisenzäiten en enorm wichtegt Instrument, fir datt mir grad dës Kris kënnen iwwerstoen. Ech kann also beim beschte Wëllen net verstoen, datt esou vill Leit fir eng Sortie aus dem Euro plädéieren. Ech kann och net verstoen, datt ee fir déi ugeschloe Länner eng Sortie envisagéiert. Zumindest zu dësem Zäitpunkt wier dat net richteg. Mir mussen deene Länner d'Méiglechkeet ginn, sech ze erkréien. Dat geet net vun haut op muer. D'Spuermoossname musse gräifen, d'Reformen hir Friichten droen. Et dierf een an deem Kontext och net vergiessen, datt ze drastesch Spuermoossnamen iwwer eng länger Zäit en negativen Impakt kënnen hunn. Alles muss ausbalancéiert ginn.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, déi aktuell Kris ass net déi éischt, där mir eis mussen an eisem Land stellen. Nom Zweete Weltkrich war d'Industrie, a besonnesch d'Stolindustrie, d'Lokomotiv vun der wirtschaftlecher Entwécklung zu Lëtzebuerg. Ufanks de 70er Joren huet eleng d'Stolwirtschaft eng 30% vun der Valeur ajoutée zu Lëtzebuerg ausgemaach, dee ganzen Industriesecteur méi wéi 50%. Op de Schmelzen an op de Minnen hunn um Héichpunkt vun der Sidérurgie eng 25.000 Leit geschafft. Dat waren deemools 16% vun allen Aarbechtsplazen hei am Land.

D'Kris vun der Stolindustrie an de Joren '75 bis '85, ausgeléist duerch zwee Pëtrolsschocken, huet eis op eng frappant Aart a Weis gewisen, wéi vulnérabel e Land ass, wat op engem groussen Deel vun engem eenzege Wirtschaftssecteur ofhängeg ass.

D'Pëtrolskrisen aus de Joren 1973 an 1979/1980 hate fir eist Land a seng Wirtschaft staark Auswierkungen, staark, well parallell säin Zuchpäerd, d'Stolwirtschaft, och mat seriöe Problemer ze kämpfen hat duerch ëmmer erëm riseg Iwwerproduktiounen um Weltmarché an deen domadder verbonnene Präisverfall vun de Stolprodukter. An där Zäit stoung - a vun engem Moment op deen aneren - op eemol all sechst Aarbechtsplaz hei zu Lëtzebuerg um Spill.

D'Konsequenz vun dëse schwieregen Zäite war déi, datt tëschent '74 an '83 d'Produktioun ëm d'Halschent erofgaangen ass, op den Niveau vun 1955. An därselwechter Zäit ass och den Emploi an deem Beräich agebrach: vu 25.000 Leit am Joer '74 op 13.400 am Joer 1985. 14.800 Stolaarbechter hunn hir Aarbecht verluer. Dovu sinn der um Enn 30% an d'Préretraite geschéckt ginn.

Mir hunn e ganz Jorzéngt gebraucht, ier mir eis als Land erëm vun där Kris erholl haten. An dës Kris hat hire Präis, souwuel um mënschleche wéi och um finanzielle Plang, well d'Moossnamen, déi d'Politik an dëser schwiereger Zäit huet missen huelen, waren net zum Nulltarif. D'Dépense budgétaire, déi de Stat am Kader vum Plan sidérurgique tëschent 1975 an 1987 ausginn huet, huet en Total ausgemaach vun enger Milliard Euro. An der Moyenne sinn all Joer 5% vun de Statsdépensen an d'Rettung vun der Sidérurgie gefloss. Et handelt sech hei ëm eng fir dës Zäiten onvirstellbar héich Zomm, déi nëmmen duerch en exzeptionelle kollektiven Effort vun der ganzer Bevölkerung konnt opbruecht ginn.

Datt et während an no dëser Krisenzäit zu Lëtzebuerg awer erëm biergop gaangen ass, ass un dräi Elementer festzemaachen: d'Entwécklung vun der Finanzplaz Lëtzebuerg, déi praktesch simultan mat der Kris an der Stolwirtschaft stattfonnt huet, déi verstäerkten Diversifizéierungsbestriewunge fir eis Ekonomie an eng moderat Lounpolitik. Et muss een an deem Zesummenhang och drun erënneren, datt 1982 eng Kéier den Index, déi eng soen „moduléiert", déi aner soen „manipuléiert" gouf.

Här President, bis déi nächst Kris ufanks 2000 komm ass, hate mir 15 exzeptionell Joren, wou et zu Lëtzebuerg geboomt huet, mat engem Duerchschnëttswuesstum vu méi wéi 5%. Nëmmen d'Iren hunn a ganz Europa en ähnleche Wirtschaftswuesstum kannt. Den Emploi ass an därselwechter Zäitspan vun 161.000 op 265.000 geklommen. Dat entsprécht all Joer engem duerchschnëttleche Wuesstum vun 3,4%.

Haaptverantwortlech fir de Wuesstum vun eiser Wirtschaft war virun allem de Finanzsecteur mat senge Banken a Servicer an awer och déi héich Investitiounspolitik vum Stat, déi relativ niddreg Besteierung vun de Leit an déi niddreg Lounniewekäschten, duerch déi mir de Coût du travail op engem concurrentiellen Niveau konnten halen.

Zéng Joer méi spéit ass et nach ëmmer de Finanzsecteur, deen eiser Wirtschaft de Stempel opdréckt. Mëttlerweil schaffe bal 43.000 Leit an deem Secteur. Dat sinn iwwer 12% vum Emploi total, dee mëttlerweil bei iwwer 350.000 Beschäftegte läit.

Wéi vill dëse Secteur zu den Einnahmen am Statsbudget bäisteiert, ass alles bekannt, et ass méi wéi ee Véirel vun alle Steierrecetten. Bei der Kierperschaftssteier, vereinfacht formuléiert, der Steier vun de Betriber, sinn et zwee Drëttel.

Fir Iech dee Wandel vum Industriestanduert Lëtzebuerg hin zur Déngschtleeschtungsgesellschaft mam Schwéierpunkt Finanzen ze verdäitlechen, wollt ech Iech folgend Zuelen nennen: Huet 1970 déi gesamt Industrie 53% vun der Valeur ajoutée totale ausgemaach, sou waren et der 1985 nach 28% an 2005 nëmmen nach 16%. An därselwechter Zäit ass am Beräich Services - Services financiers, Commerce, Transport a Kommunikatioun an aner Servicer - de Prozentsaz vun der Valeur ajoutée totale vun 43% am Joer 1970 op 83% am Joer 2005 geklommen. Eng Entwécklung, déi an de leschte Joren nach weidergaangen ass. Eleng de Finanzsecteur mécht haut iwwer 30% vun der Valeur aus.

Ech hunn Iech dës Beispiller genannt, fir ze weisen, datt mir eis vun der Ofhängegkeet vun engem Secteur an d'Ofhängegkeet vun engem anere Secteur erabeweegt hunn an datt déi lescht Joren eis kloer virun Ae gehalen hunn, wéi geféierlech a vulnérabel et fir e Land ass, wann een zum groussen Deel just vun engem Secteur lieft. De wirtschaftleche Monolithismus, virun deem besonnesch och de Lucien Thiel ëmmer gewarnt huet, ass eng Gefor fir déi wirtschaftlech a sozial Entwécklung an eisem Land! Irland soll eis an dësem Kontext als warnend Beispill déngen, well och si waren, nach méi wéi mir, vum Finanzsecteur ofhängeg. Ee Grond iwwregens, firwat se ënnert den europäesche Rettungsprabbeli hu misse flüchten.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech hunn Iech virdru gesot, wat d'Rettung vun der Stolindustrie iwwer Jore kascht huet, eng Rettung, déi nëmmen duerch e kollektiven Effort vun all de Leit am Land konnt realiséiert ginn. Wéi héich d'Rechnung fir de Stat an eist Land wier, wann eng ähnlech Kris wéi deemools an de 70er Joren am Stolsecteur am Lëtzebuerger Finanzsecteur géif optrieden, mam Verloscht vun der Halschent vun den Aarbechtsplazen an dem Ewechbrieche vun engem groussen Deel vun eise Steierrecetten, dat kann a wëll - mengen ech - zu dësem Moment kee sech virstellen.

An ob déi kollektiv Solidaritéit, déi Enn de 70er, ufanks den 80er Jore gespillt huet, haut nach géif gräife fir grouss Deeler vun eise Leit, fir solidaresch ze si mat dem Bankesecteur, wéi se deemools solidaresch ware mam Stolsecteur, dat mag ech och bezweifelen. Well haut kuckt jo jiddweree méi no dem sougenannten „Korpsgeescht" wéi nach no der grousser Solidaritéit.

Och wann eis Bankeplaz fir de Moment nach relativ onbeschuet duerch d'Kris komm ass, sou wëll ech Iech awer eng Kéier e puer Zuele liwweren, fir ze ënnermaueren, wat mat eiser Ekonomie géif geschéien, wann eise Finanzsecteur an d'Bredouille géif kommen. Mäi Virgänger, de Lucien Thiel, dee jo en unerkannte Finanzexpert a Kenner vun der Zeen war, hat mer eng Kéier beschriwwen, wat engem géif geschéien, wann eigentlech aus där enger oder där anerer Ursaach de Lëtzebuerger Bankesecteur géif an d'Stottere kommen. Ech ka mech nach gutt drun erënneren, wat hien deemools erzielt huet, well den Impakt op d'Finanzplaz an awer och op déi ganz Ekonomie war enorm.

Huele mer emol un, d'Bankendépôte géife Problemer kréien: D'Kontributioun vum ganze Finanzsecteur an der Valeur ajoutée totale vun eiser Ekonomie, déi fir de Moment eng 30% ausmécht, géif ëm e Véirel zréckgoen. Mir géifen 8% vun eisem PIB abéissen, wat sech an engem Uwuesse vum Budgetsdefizit vu méi wéi 2% géif erëmspigelen. Och de Steierausfall wier grouss, ëmmerhi steiert de Finanzsecteur eng 25% vun de Steierrecettë bäi.

Ausserdeem wieren op der Finanzplaz eng 7.000 Aarbechtsplazen a Gefor an an der ganzer Ekonomie kéinten eng 11.000 Plaze verschwannen. Wann ech dës Chifferen zu den aktuelle Chômagezuele géif derbäizielen, da komme mer op e Punkt, wou och de Fonds pour l'Emploi dës zousätzlech Chargen net méi kéint droen, ausser mir géifen d'Solidaritéitssteier erëm op den Niveau setzen, dee mir während der Stolkris haten, an dann nach ass d'Fro, ob dat géif duergoen. A wou mir dës Leit nach erëm géifen op Aarbechtsplazen ënnerdaach kréien, dat wier nach e ganz anere Problem.

Här President, ech wëll elo net den Däiwel un d'Mauer molen, net a Pessimismus verfalen, mä de Leit just eng Kéier virun Ae féieren, wat an eisem Land lass wier, wann d'Kris wierklech op eise Bankesecteur géif duerchschloen an eng gewëssen Unzuel vu Banke géifen oder missten zoumaachen an eist Land verloossen. Ech warnen dowéinst déi Leit, déi mengen, et misst een d'Banken zur Keess bieden, schliesslech hätte si och zur Kris bäigesteiert. Ech sinn net géint eng besser Kontroll, e besseren Encadrement vun de Banken an dem ganze Finanzsecteur; et muss ee just oppassen, wat ee mécht a wat ee verlaangt. Ze vill däers Gudde kann negativ Konsequenze mat sech bréngen, déi net gewollt waren.

Et bleift, datt d'Ofhängegkeet vum Finanzsecteur net gesond ass. Dofir muss fir d'Regierung, nieft der Sanéierung vun de Statsfinanzen iwwert de Wee vun Aspuerungen op der Dépensëséit, eng méi breet opgestallte Wirtschaft eng absolut Prioritéit sinn. Dës Diversifizéierungsbestriewunge kënnen awer nëmme vu Succès gekréint ginn, wa mir de potenziellen Investisseuren e kompetitiivt Ëmfeld bidden. An datt dëst Ëmfeld am internationale Verglach net esou gutt ass, wéi mir eis dat vläicht ëmmer wëllen agestoen, ënnermaueren d'Positioune vu Lëtzebuerg an e sëlleche Klassementer an internationale Rankingen, wouvun ech der e puer Beispiller wëll soen.

Do hätte mir fir d'Éischt de Kompetitivitéitsindex vum Weltwirtschaftsforum. Dësen analyséiert de mëttel- a laangfristege Kompetitivitéitsniveau vun 142 Länner a benotzt fir seng Berechnungen eng honnert Indicateuren, sou zum Beispill d'Schoul, d'Santé, den Aarbechtsmaart, d'Infrastrukturen an d'Innovatioun. Am Joer 2011 si mir an dësem Klassement ëm dräi Plazen op d'Plaz 23 gefall. Däitschland ass op der sechster, d'Belsch op der 15. a Frankräich op der 18. Plaz.

Deen nächste Ranking ass dee vum „International Institute for Management Development". Hei gëtt analyséiert, a wéi engem Mooss e Land capabel ass, sengen Entreprisen e gutt Ëmfeld

zur Verfügung ze stellen. 59 Länner goufen op méi wéi 300 Kritären analyséiert. Hei sti mir op der eelefter Plaz, d'selwecht wéi d'lescht Joer. Däitschland ass an dësem Ranking besser gestallt wéi eist Land. D'Belsch a Frankräich par contre sinn hanner eis.

Dat drëtt Beispill ass dat vum „European Innovation Union Scoreboard" vun der Europäescher Kommissioun, deen am Kader vun der Strategie „Europa 2020" op d'Bee gestallt ginn ass. Hei kann een erausliesen, a wéi engem Rhythmus d'Zilsetzunge vun der Strategie 2020 an de verschiddene Memberlänner vun der EU ëmgesat ginn. An där Editioun vun 2010 leie mir op der zéngter Plaz, Däitschland op der véierter, d'Belsch op der sechster an d'Fransouse knapp hanner eis op der eelefter Plaz.

Et kann een elo vun dëse Rankingen halen, wat ee wëllt. Et kann ee se kritiséieren, soen, datt se net der spezifescher Situatioun vu Lëtzebuerg Rechnung droen, datt hei Äppel mat Bire verglach ginn, etc. All dat kann ee soen. Fakt ass awer, datt et ënner anerem dës Rankinge sinn, déi vu potenziellen Investisseure g nee ënnert d'Lupp geholl ginn, wa se virun der Entscheedung stinn, fir sech an deem engen oder deem anere Land néierzeloossen. Ob mir dat elo gutt fannen oder net, Tatsaach ass, datt Lëtzebuerg an dëse Klassementer, iwwer Jore gekuckt, Plomme gelooss huet an ëmmer manner gutt bewäert ginn ass a gëtt.

Dës Faiten an d'Realitéit um Terrain, déi vill Leit nach ëmmer gewollt oder ongewollt verkennen, loossen eis Fraktioun zur Konklusioun kommen, datt mir onbedéngt a virun allem séier eppes fir d'Kompetitivitéit vum Standuert Lëtzebuerg mussen ënnerhuelen. Datt dat méi einfach gesot ass wéi gemaach an och net vun haut op muer ka geschéien, ass och bekannt.

Bekannt ass awer och, datt vill Iddien a Verbesserungsvirschléi schonn zënter laanger Zäit um Dësch leien. Ech denken hei virun allem un déi 65 Proposen, déi de Wirtschaftsminister Jeannot Krecké den 10. Abrëll…

(Interruption)

…2010 opgezeechent huet an déi mir och weiderhin ënnerstëtzen.

Och hu mir deemools als Fraktioun weider 20…

(Interruption)

…weider 20 respektiv 21 Pisten opgezeechent, déi een zousätzlech zu deene 65 Proposë kéint méi oder manner séier ëmsetzen.

Ech wëll dofir gären nach eng Kéier dat rappeléieren, wat de Jean-Louis Schiltz am Kader vun deenen Debatten zur Lag vun der Natioun de 6. Mee 2010 gesot huet: „Mir als CSV-Fraktioun hëllefe gär bei der Ëmsetzung, der Preziséierung, dem Ausschaffe vun den Detailer vun deene 65 Propositiounen. Mir mengen och, dat misst séier geschéien. Et muss een nämlech wëssen, datt vill vun deene Propositioune vun der Regierung eigentlech net nei sinn an datt se dofir am Endeffekt nëmme richteg pertinent wäerte sinn, wa se séier an effikass kënnen ëmgesat ginn. Soss bleift dat Ganzt en Exercice, deen zwar e konzeptuelle Wäert huet, mä deen am Resultat net vill brëngt. Ech brauch dem Wirtschaftsminister an aneren hei net ze soen, datt eis Konkurrenten dobaussen net schlofen. Si wëssen dat gradesou gutt wéi ech."

Här President, mir stinn och nach haut zu dësem Wuert. Leider hu mir d'Impressioun, datt an dësem Punkt bis haut an der Regierung sech net vill beweegt huet a verschidde Leit hir Hausaufgaben einfach leie gelooss hunn. Dofir schloe mir als CSV-Fraktioun vir, datt déi concernéiert Ministeren hei an der Chamber eis en Tëschebilan vun der Ëmsetzung vun deene Mesurë géife presentéiere kommen.

Ausserdeem géife mir eis wënschen, datt deen neie Wirtschaftsminister sech dëse Punkt ganz uewen op seng Lëscht géif schreiwen, well mir brauchen eng gutt Kompetitivitéit, nëmmen da brénge mir et och fäerdeg, nei Aarbechtsplazen ze schafe respektiv Aarbechtsplazen ze erhalen.

De Finanzminister huet gëschter Froe gestallt, wéi et mat verschiddene Reformen ass, déi bluttnoutwendeg sinn. Och hei muss d'Solidaritéit spillen, d'Solidaritéit tëschent de Generatiounen, d'Solidaritéit tëschent all deenen, déi vill hunn, an deenen, déi näischt hunn. De Solidaritéitsgedanke muss erëm an de Mëttelpunkt kommen, an dofir waren déi Froe ganz berechtegt.

D'Regierung kann awer op alle Fall op eis Fraktioun zielen, wann et heescht, Reformen unzegoen. Mir hu fir all Reform en oppent Ouer. Mä et hänkt ëmmer dovun of, wat am Detail an deem Projet drasteet.

(Interruption)

Dat brëngt mech, Här President, zur aktueller Situatioun um Aarbechtsmaart. D'Situatioun um Aarbechtsmaart ass net gutt. Si ass ugespaant, spigelt och dat schwieregt wirtschaftlecht Ëmfeld erëm, dat ech virdru beschriwwen hunn. Mä net nëmmen! D'nächst Woch stëmme mir hei d'Reform vun der ADEM. Déi war néideg. Do si mir eis alleguerten eens. Mä mat der Reform vun der ADEM, mat engem neie Gesetzestext geet et awer nach laang net duer. Mir mussen och dat ganzt Ëmfeld änneren. Mir musse méi ambitiéis sinn, wann et ëm den Aarbechtsmaart geet. Awer dozou méi d'nächst Woch beim Projet vun der Reform vun der ADEM.

Enn Oktober ware laut der ADEM 16.600 Leit am Chômage. Dat waren der 506 méi wéi de Mount virdrun. Dat entsprécht enger Progressioun op de Mount gekuckt vun 3,1%. Do derbäi kënnt, datt d'Zuel vun de Leit, déi an enger Beschäftegungsmoossnam sinn, mat 4.065 Leit konstant héich bleift. Am Joer 2009 waren et der nach an der Moyenne eng 3.100. Par rapport zu 2009, wat jo nach net esou laang hier ass, ass d'Zuel vun de Leit an enger Beschäftegungsmoossnam ëm ronn 30% an d'Luucht gaangen, wat eng enorm Progressioun duerstellt.

Mat dëse Chiffere leie mer momentan bei engem Chômagetaux vu 6%, en Taux iwwregens, deen an der Moyenne vum ganze Joer zimlech konstant bliwwen ass. Ech wëll drun erënneren, datt mir 2010 an der Moyenne 6% haten, 2009 5,7% Chômage haten.

Mir kënnen eis natierlech freeën. Et schéngt, datt de Chômage sech mëttlerweil agependelt huet. Et schéngt - nom Statec soll d'nächst Joer de Chômage op 6,5% klammen. Mir bleiwen also ëm déi 6%. Mä et ass kloer, datt egal, ob et sech ëm 6% oder 6,5% handelt, dat ausserguéinlech héich Tauxe sinn, notamment am Verglach mat deem, wat mir op eisem Aarbechtsmaart an deene leschten 30 Joer gewinnt waren.

Och wann den Emploi salarié zënter e puer Méint eng Tendenz no uewe verzeechent, sou hu mir jo trotz alle Beméiungen, déi ënnerholl gi sinn, et leider net fäerdegbruecht, de Chômagetaux substanziell no ënnen ze drécken. Mir hunn et ëmmer méi mat engem strukturelle Chômage ze dinn, well d'Inadéquatioun tëschent der Offer an der Demande op eisem Aarbechtsmaart ëmmer méi grouss gëtt. Mir maachen eis besonnesch vill Suergen iwwert de Chômage vun den eelere Salarièen an de Jugendchômage - e Problem, op deen ech nach ze sprieche wäert kommen.

D'Aussiichten um Aarbechtsmaart sinn dann och éischter beonrouegend. Duerch den aktuellen Ofschwong vun der internationaler Konjunktur, deen hei Lëtzebuerg als staark exportorientéiert Land direkt ze spiere kritt, geet de Statec a senger leschter Note de conjoncture dovun aus, datt et an Zukunft zu enger weiderer Hausse vun der Aarbechtslosegkeet wäert kommen.

Och den Dynamismus beim Emploi salarié vun de leschte Méint wäert zréckgoen. Konkret gesäit de Statec vir, datt de Chômage sech am Joer 2012 an der Moyenne op 6,5% wäert belafen. An hie schätzt, datt den Emploi just nach ëm 1,5% wäert par rapport zu deenen 3%, déi fir d'nächst Joer virgesi waren, an d'Luucht goen.

Als CSV-Fraktioun hoffe mir, datt et an der Tripartite séier zu enger Eenegung kënnt, fir déi Mesuren ze ergräifen, déi néideg sinn, fir der Problematik vun der Aarbechtslosegkeet entgéintzewierken. Wann dat net de Fall sollt sinn, dann ass et un eis heibannen, eis Verantwortung ze iwwerhuelen.

Et muss een an eisen Ae séier zu engem konkreten Ofschloss kommen, well mir sollten nämlech net vergiessen, datt sech hanner all Chômeur en individuellt mënschlecht Schicksal verstoppt respektiv eng ganz Famill dovunner betraff ass. Et musse virun allem nei Pistë festgehale ginn, déi haaptsächlech eisen eeleren Arbeitnehmer erëm zu enger fester Aarbecht verhëllefen. Mir sinn der Meenung, datt d'Leit iwwer 50 Joer nach laang net zum alen Eise geheieren, mä am Géigendeel duerch hir Experienz der Wirtschaft an eisem Land nach vill kënne brëngen.

Och beim Jugendchômage heescht et, Remedur ze schafen. D'Ursaache si jo hisiichtlech bekannt: gréisstendeels bedéngt duerch kee Schoul- oder Beruffsschoulofschloss respektiv en Ofschloss, dee vun eiser Ekonomie net gebraucht gëtt. Dorunner sinn awer ganz sécher net nëmmen déi Jonk schold, mä mir als politesch Responsabel mussen eis seriö Froe stellen, ob d'Schoul, d'Formation professionnelle a besonnesch och d'Beruffsorientéierung hire Rolle gerecht ginn.

De Méindeg huet d'Ministesch Mady Delvaux eng Rei Proposë virgestallt betreffend d'Reform vum Enseignement secondaire. Mir wäerten déi analyséieren a mat de Leit vum Terrain - den Enseignanten, Schüler, Elteren a Betriber - diskutéieren an eis Iddien dann och erabréngen.

Fir eis ass et awer och wichteg, e Bilan ze kréie betreffend den Enseignement fondamental. Well do ginn d'Meenunge vum Erfolleg oder vum Échec vun der Reform zumindest dobaussen an der Populatioun, mä och bei den Enseignantë selwer, wäit auserneen. Ëmsou méi wichteg och ass et, e Bilan vum Ministère ze kréien, och wann dëse Bilan nëmme virleefeg ass.

Wichteg wier et och ze wëssen, wéi et an der Beruffsausbildung ausgesäit, wou d'Reform jo schonns an Etappen ëmgesat gouf. Ech perséinlech sinn der Meenung, datt d'Formation professionnelle erëm misst dem Aarbechtsministère agegliddert ginn, wéi et bis Enn de 60er Jore war. Awer dat ass, wéi gesot, meng perséinlech Meenung. Genausou wéi ech mer och eng Fro stellen, ob et gutt ass, datt d'Gesondheetsberuffer just eleng an der Éducatioun ugesiedelt sinn, mä ob do net och d'Santé vill méi misst matschwätzen.

Nach ëmmer zu de Gesondheetsberuffer: D'Lëtzebuerger Infirmiersschüler mussen dräi Sprooche kënnen, fir net nëmmen hire Beruff däerfen ze léieren, mä och dann de Bac ze packen. Do stellt sech fir mech d'Fro, ob dës Décisioun, déi an den 90er Jore geholl ginn ass, net erëm misst iwwerkuckt ginn. Et ass jo esou, datt d'Frontalieren, déi an d'Land kommen, kenger Kontroll ënnerleien, wat d'perfekt Schwätzen an d'Verstoe vun deenen dräi Sproochen ugeet. Dat ass emol dat Éischt. Doriwwer eraus ass d'Villsproochegkeet gutt, awer et muss een ëmmer wëssen, ob mer Dolmetscher oder Gesondheetspersonal brauchen.

„Voir, juger agir" muss eiser Meenung no och den A an den O an der Bildungspolitik sinn. Bei der Schoulpolitik ass et wéi beim Fussball, wou all Mënsch ëmmer besser Bescheed weess, wéi d'Équipe ze spillen huet, wéi den Trainer. Sou ass et och an der Schoul, wou all Mënsch mengt ze wëssen, hie kéint besser Schoul hale wéi den Enseignant. Hei brauche mir Reforme mam Corps enseignant, mat de Schülerinnen a Schüler, mat den Elteren a mat der Beruffswelt.

Eis Jugend, eis Kanner sinn eis Zukunft, an da musse mir hinnen och eng Zukunft bidden. Si musse sech jo och méi wéi mir national an international beweisen. Si musse mat all deenen anere kënne mathalen.

A bei all deene Reformen an der Bildungspolitik däerf och d'Weiderbildung net vergiess ginn. Ouni déi hei noutwendeg Kreditter ass et och net méiglech, déi Leit, déi hir Plaz verluer hunn, ëmzeschoulen, fir datt se erëm „employabel" ginn, wéi dat jo haut esou schéin heescht am neie Lëtzebuergesch.

Här President, d'Sanéierung vun de Statsfinanze soll sinn an ass eng Prioritéit vun der Regierung. Wa mir vu Sanéierung vun de Statsfinanze schwätzen, da kënnt een net derlaanscht, och iwwert d'Transferts sociaux ze schwätzen. An dësem Kontext mécht an der Debatt iwwert d'Soutenabilitéit vun eise Sozialausgaben zënter e puer Wochen en neit Schlagwuert d'Ronn, nämlech dat iwwert d'sozial Selektivitéit.

Jiddwer Partei huet sech a leschter Zäit méi oder manner fir eng méi grouss sozial Selektivitéit an de Sozialtransferten a besonnesch bei de Familljenzoulagen ausgeschwat. Déi um ënneschte Bord vun eiser Gesellschaft solle méi staark ënnert d'Äerm gegraff kréie wéi déi, deenen et besser geet. Dat ass jo och alles schéin a gutt, an et kënnt och bei de Leit dobausse positiv un, wann een esou eng Fuerderung stellt. Mä wann et da konkret ëm d'Ëmsetzung vun esou Mesurë geet, wëllen - wéi esou oft hei am Land - vill Leit séier näischt méi dovu wëssen.

(Interruption)

Des Weideren huet nach kee konkret gesot, wat hie sech genee ënnert der sozialer Selektivitéit virstellt, op wéi enge Kritäre se baséiere soll a wat d'Zilsetzung ass: Geet et virrangeg ëm eng Ëmverdeelung vun de Suen oder wëllt een domadder eng aner Zort vu Politik maachen? A wat wieren d'Zilsetzunge vun esou enger Politik?

Geet et drëms, datt iwwert de Wee vun de Familljenzoulagen d'Allgemengheet de Wäert vun der Kannererzéiung unerkenne soll, déi jo fir all Famill e Käschtepunkt duerstellt, onofhängeg vun hirem Revenu? Soll mat dësen Zoulagen d'Famill als solch gefördert ginn oder soll et einfach nëmmen en Zousaz sinn zum eigentleche Revenu, fir d'Kafkraaft vun der Famill ze stäerken?

Dat si grondsätzlech Froen, déi mir eis musse stellen an op déi et gëllt, Äntwerten ze ginn. Mir musse wëssen, wou mir wëllen ukommen, ier mer fortfueren.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, eise System vun de Familljenzoulagen ass en universelle System. Dat bedeit, datt d'Integralitéit vun der Populatioun ouni Konditioune Familljenzoulagen an Usproch kann huelen. Am Fong handelt et sech ëm eng direkt finanziell Bäihëllef fir d'Familljen, vu datt d'Familljenzoulage jo net besteiert ginn. Dës Zoulage ginn deemno nom Prinzip vun der Gläichberechtegung an der Gerechtegkeet ausbezuelt.

De Virdeel vum aktuelle System ass deen, datt keng Kritären definéiert sinn. Jiddwereen, egal wat e schafft oder wou en hierkënnt, kritt déiselwecht Leeschtungen. Ech wëll awer och drun erënneren, datt et an eisem System haut schonns eng gewësse Selektivitéit gëtt: Sou gëtt d'Unzuel respektiv den Alter vun de Kanner a Betruecht gezunn.

Här President, sou e System fannt Der och an anere Länner, an e gëtt esou laang net a Fro gestallt, soulaang déi néideg Mëttel fir seng Finanzéierbarkeet zur Verfügung stinn. Wann d'Geld awer ufänkt, knapp ze ginn - et däerf ee jo net vergiessen, datt et sech jo en fait ëm eng Ëmverdeelung vu Steierrecetten handelt -, da gëtt dee ganze System hannerfrot.

Ech muss jo kengem soen, datt mer mëttlerweil an esou Zäiten ukomm sinn, datt mir d'Ham net méi an der Mëllech kënne kachen, och wann dat a verschidde Kreesser net akzeptéiert wëllt ginn.

Opgrond vun där prekärer finanzieller Situatioun beim Stat, wou mir virun allem op der Depensësäit de Risque lafen, d'Kontroll ze verléieren, muss et erlaabt sinn, driwwer nozedenken, ob et net ubruecht wier, bestëmmte Gesellschafts- a Beruffsgruppe respektiv Familljemat groussem Akommes, fir déi d'Familljenzoulage keen entscheedende Bestanddeel sinn, vun hirem Akommes duerstellen, dës Familljenzoulagen net méi oder an engem anere Mooss auszebezuelen. An ech erënneren do un d'Aussoe vun dem Budgetsrapporteur, dem Gilles Roth, wat d'Besteierung vum Kannergeld ubelaangt.

All Kand huet deeselwechte Wäert, mä net all Kand huet deeselwechte Point de départ.

Mir si jiddefalls der fester Iwwerzeegung, datt een d'Sue prioritär deene Leit soll zeguttkomme loossen, déi wierklech eng finanziell Ënnerstëtzung vum Stat brauchen. Heizou ziele mir och eis behënnert Matbierger an och nach d'Studenten.

Dat ass eng Approche, déi, mengen ech, vun alle Parteie misst gedeelt ginn. Et geet eis net drëm, deenen engen eppes ewechzehuelen, et handelt sech och net ëm Sozialofbau, wann een esou eppes ëmsetzt, well et geet virrangeg drëms, d'Verdeelung vun de Suen ze rationaliséieren, an dat am Sënn vun nationaler Solidaritéit, der sozialer Kohäsioun an dem sozialen Ausgläich.

Dofir ass et fir eis wichteg, datt déi sozial Selektivitéit keen eidelt Schlagwuert ass, mä eng Äntwert op déi gesellschaftlech Problemer vun haut a muer an eng Äntwert fir d'laangfristeg Ofsécherung vun eise gudde Sozialleeschtungen.

À propos Selektivitéit: War d'Krisesteier net eng selektiv Moossnam? Déi, déi vill hunn, hu vill bezuelt, an déi, déi näischt hunn, hunn näischt bezuelt. Awer déi schafe mir jo elo of.

Här President, d'Ofsécherung vun eise Sozialleeschtunge brëngt mech zu deem nächste Punkt, deen iwwert d'Reform vun eisem Pensiounssystem.

An den nächsten Deeg presentéiert de Sozialminister seng Iddien zu enger Reform. Déi grouss Pistë si bekannt, mä den Däiwel läit, wéi ëmmer bei grousse Reformen, am Detail.

Fir d'CSV-Fraktioun muss dës Reform, déi och an der Optik vun der Ofsécherung vun de Statsfinanze muss gesi ginn, nohalteg a laangfristeg ausgeluecht sinn, an net nëmme fir déi nächst zéng Joer. An de Joren 2020 bis 2025 wäerte massiv och eis Frontalierskolleegen an de Genoss vun hirer wuelverdéngter Pensioun kommen, a wa mer näischt maachen an eisem Pensiounssystem, da fält op eemol eise System wéi e Kaartenhaus zesummen.

Eise System berout aus enger Zäit, wou déi meescht Leit mat 15 Joer ugefaangen hu mat Schaffen a mat 65 Joer an d'Pensioun gaange sinn an 72 Joer al gi sinn. Haut gëtt am Duerchschnëtt mat 22 Joer ugefaangen ze schaffen, et hält ee mat 59 Joer op, an dank der gudder Versuergung an der gudder Gesondheet ginn déi meescht Leit iwwer 80 Joer al. An domadder ass et einfach, datt de System sech mat där aler Method net méi kann droen.

E gudde Sozialsystem brauch Aarbechtsplazen, an do musse mir d'Simplification administrative weiderdreiwen. Et däerf net ze laang daueren, bis d'Betriber kënnen expandéieren oder sech hei nidderloossen, sou wéi e Logistikzenter op den alen Terraine vun der WSA zu Beetebuerg-

Diddeleng, wou et net séier genuch virugeet; an och op anere Plazen dauert et einfach ze laang, als Beispill den Agrarzenter, de Ban de Gasperich, fir elo emol nëmmen déi ze nennen.

D'lescht Woch huet den Ausseminister e Bréif un d'Madame Merkel geschriwwe wéinst der Europapolitik. Et wier sécherlech och net schlecht gewiescht, e Bréif op Sterpenich ze schécken an ze froen, firwat deenen hir Zon esou séier grouss gëtt an esou séier wiisst, well mer och emol do wéilte wëssen, wéi déi dat dann zu Sterpenich géife maachen.

Jo, mä esou e Bréif brauche mer net ze maachen, well mir hu jo d'Äntwert. Mir missten et fäerdegbréngen, datt eis Prozedure méi einfach ginn an datt d'Leit och méi séier kënnen investéieren.

(Interruption)

Ee gutt Beispill ass hei de Belval.

(Interruptions diverses)

Här Gibéryen…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här Spautz, wien ass da schold drun?

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här Gibéryen, ech hu gelies op der Riednerlëscht, datt Dir agedroe sidd, da wäert Dir eis dorop d'Äntwert ginn.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech soen et elo direkt: D'CSV ass schold drun!

M. Marc Spautz *(CSV).*- E gutt Beispill ass hei de Belval, wat eppes Grandioses ass fir d'Beliewung vun deenen alen Industriebroochen, wéi den Universitéitscampus, eng Schoul, Servicebetriber a Wunnengsbau. De Michel Wolter ass ufanks belächelt ginn, wéi hie mat der Iddi komm ass, an haut ass et amgaangen, Realitéit ze ginn.

Awer Belval huet ee Bémol: Wa vun auslännesche Gäscht de Site besicht gëtt, hu se, soubal se d'Autobunn verloossen, d'Gefill, si kéimen, naja, ech wëll et emol esou ausdrécken: an d'Pampa. An dann, 250 Meter méi wäit, gi se mat enger anerer Welt konfrontéiert, wou d'Mainzelmännercher fantastesch Gebaier opgeriicht hu fir d'Finanzwelt, d'Recherche, de Commerce, Wunnengen, Lyceeën an d'Uni.

Hei gëtt et endlech Zäit, datt mir op dësem Zukunftssite och eng entspriechend Entrée kréien, déi deem Zukunftssite gerecht ass, well heiansdo kënne sech d'Leit emol net virstellen, datt hannert där schrecklecher Entrée och wierklech hannendrun en Universitéitscampus soll sinn.

(Interruption)

Här President,…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Schwätzt emol mat Ärem Minister!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Mir maachen dat, Här Gibéryen.

(Interruptions diverses)

Här President, Aarbechtsmaartpolitik, Kompetitivitéit an öffentlech Finanze sinn enk matenee verknäppt. Wann et an engem Beräich zu Problemer kënnt, sinn déi aner zwee direkt mat am Coup. Mir sinn haut awer an der Situatioun, datt mir net op engem Punkt Problemer hunn, mä datt mir gläichzäiteg op deenen dräi Niveaue mussen agéieren, fir datt eist Land och nach an Zukunft handlungsfäeg bleift.

Dat mécht d'Saach net méi einfach. De wirtschaftlechen Ofschwong, dee mir d'nächst Joer erwaarden, féiert evidenterweis derzou, datt d'Situatioun sech um Aarbechtsmaart weider zouspëtzt an datt manner Suen an d'Statskeess kommen.

Mir wëssen, datt e klengt Land wéi Lëtzebuerg mat enger oppener Ekonomie sech a Krisenzäiten nëmme ganz limitéiert ka selwer hëllefen, mä vu sengen Handelspartner ofhängeg ass. An deene wäert et d'nächst Joer och net besonnesch gutt goen.

Mir wëssen, datt, wann eise Finanzsecteur vun der Scholdekris bis ugestach ass, mer en neie Problem kréien. Mir wëssen, datt eis Statsdépensen ufänken, eis definitiv fortzelafen. Mir wëssen, datt den Triple-A wackelt.

Mir wëssen och, datt mir d'Statsschold net aus dem Rudder kënne lafe loossen an eis esou héich verschëlde kënnen, wéi dat scheinbar eis grouss Noperen an anerer maache kënnen, och wann dat aus verschiddene Kreesser vu Politik a Gesellschaft aneschters gesi gëtt. Déi intakt Finanzcapacitéit vum Stat ass fir eis bluttnoutwendeg. Déi radikalste Method, fir manner Suen auszeginn, wier déi, datt de Stat net méi Suen däerf ausginn, wéi et dëst Joer ass, an datt esou eng Budgetsnorm géif festgehale ginn.

Dofir gëllt et fir eis, nach méi wéi virdrun, elo ze spueren an d'Statsfinanzen erëm definitiv an d'Rei ze kréien, dat heescht an den Équiliber ze bréngen. Hei gëllt et, wéi och fir aner Punkten, wat am Koalitiounsaccord 2009 ofgemaach ginn ass.

Déi programméiert „mid-time review" vun der Budgetspolitik am nächste Joer wäert eis weisen, wou mer stinn a wéi eng Effortë mer nach mussen ënnerhuelen, fir datt mer d'Zil vum Nulldefizit um Horizont 2014 erreechen. En Zil, wat fir eis weiderhin déi éischt an absolut Prioritéit ass.

An dësem Zesummenhang fannen ech d'Propos vum Finanzminister ganz gutt, fir d'nächst Joer zesumme mat alle Fraktiounen, de Jugendorganisatiounen an de Sozialpartner doriwwer ze schwätzen, wéi hir Vuë sinn, datt mer dat kënnen all zesummen erreechen. Dat ass de richtege Wee.

Mir als d'CSV si bereet, Verantwortung fir dëst Land a seng Bierger ze iwwerhuelen, well et geet an den nächste Méint a Joren hei net ëm eng Partei, och net ëm soss eng Organisatioun. Et geet hei eenzeg an eleng ëm d'Zukunft vum Lëtzebuerger Land.

Mat all deenen Ausféierungen, Kolleeginnen a Kolleegen, ginn ech och d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun zum Budget an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Marc Spautz, an als nächste Riedner ass den Här Claude Meisch agedroen. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Meisch *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Lëtzebuerg ass amgaangen, eng Politik ze maachen, déi eendeiteg op d'Käschte vun deene künftege Generatioune geet.

Mir si mëttlerweil hei zu Lëtzebuerg bei enger Pro-Kapp-Verschëldung ukomm vun iwwer 10.000 Euro. De Statsdefizit 2012, pro Awunner gerechent, mécht net manner wéi 2.233 Euro aus. Däitschland gëtt sech do scho mat nëmme 477 Euro zefridden, d'Belsch mat 1.131 Euro a Frankräich mat 1.463 Euro. Fënnefmol méi Statsdefizit op de Kapp also zu Lëtzebuerg wéi an Däitschland, duebel esou vill wéi an der Belsch.

Den Defizit beim Zentralstat 2012, also dee Budget, dee vun der Regierung kontrolléiert gëtt, dee vum Finanzminister a Budgetsminister géréiert gëtt, beleeft sech op 1,1 Milliarden Euro. Bal all zéngten Euro, deen de Stat d'nächst Joer wëllt ausginn, huet en net, kritt en net duerch seng üblech Recetten an d'Keess eran. Dat ëmschreift, wéi ganz vill aner Zuelen, den Train de vie vum lëtzebuergesche Stat.

D'Dépensë vum lëtzebuergesche Stat sinn tëschent 2005 an 2010 ëm 38,54% geklommen. Och do huet Däitschland sech mat 10,72% zefridde ginn. Dat huet derzou gefouert, datt mer an de Budgeten, déi mer hei gestëmmt hunn, 2009, 2010, 2011 an och 2012, e Budgetsdefizit vun emol eng Kéier e bësse méi an eng Kéier e bësse manner wéi enger Milliard Euro ausgewisen hunn.

D'Regierung huet sech hei an de leschte Joren eenzeg an eleng op de Prinzip Hoffnung verlooss a gehofft, et géif dach iergendwéi vum selwen nees besser goen.

Haut si keng Reserve méi do. Haut musse mer kucken, datt mer manner an d'Infrastruktur investéieren; dat hunn ech am Rapport vum Budgetsrapporteur héieren, wat ech allerdéngs bedenklech fannen, well all Dag, wa mer op der Strooss ënnerwee sinn, mam öffentlechen Transport ënnerwee sinn, all Dag, wa mer an d'Schoulen era kucke ginn a wa mer mat villen Acteuren am Land schwätzen, da wësse mer, datt mer nach wie vor e grousse Bedarf un zousätzlechen an neien Infrastrukturen hunn.

Et gëtt vun enger Pensiounsreform geschwat vun dëser Regierung, déi bis ewell oft vertagt ginn ass an dann awer elo Enn dëst Joer soll kommen. Mä wa se deem entsprécht, wat ugekënnegt ass, dann ass et wuel kaum dee grousse Worf, well et wäert sécherlech keng generatiouneniwwergräifend Léisung do derbäi erauskommen.

De Chômage, dee klëmmt ganz besonnesch - an dat ass ganz besonnesch dramatesch - bei deene Jonken. D'Schoul gëtt zwar reforméiert, et gesäit een awer net wierklech, wat dat da finalement deem eenzelne Schüler sollt bréngen.

Mir haten eng grouss Diskussioun hei am Land iwwer eng Gesondheetsreform. Allerdéngs gesäit een elo, e Joer méi spéit, net, wat fir ee Problem dann do konkret geléist ginn ass bis ewell. A mir hunn nees Tripartite, an do geet et, wéi esou oft, alt erëm eng Kéier ëm den Index.

Bei bal all deenen doten Zukunftsproblemer mécht d'Regierung eppes, nämlech si mécht d'Aen zou. CSV an LSAP si gutt doranner, d'Aen zouzemaachen. Esou maache si och d'Aen zou virun enger ganzer Rei vun anere Risiken, déi och, an dat zu Recht, am Rapport vum Budgetsrapporteur opgezielt goufen, nämlech, wéi mer eng Kéier déi ewechfalend Recetten aus dem Tanktourismus géifen ersetzen, wéi mer déi ewechfalend Recettë vun der TVA um Commerce électronique géifen ersetzen.

An de Budgetsrapporteur huet et jo virgerechent: En huet gesot, wa mer dat Geld - wat mer riskéieren ab 2015 duerch eng nei europäesch TVA-Regel - géifen um Commerce électronique verléieren, da misste mer hei zu Lëtzebuerg den TVA-Saz vu 15% op 18% eropsetzen - e sate Plus vun 3%! -, de bëllegen Taux gläichzäiteg och nach eng Kéier vun 3% op 6% eropsetzen, an de mëttleren Taux, deen elo bei 12 läit, géif ganz ofgeschaaft ginn.

Ech wëll dem Budgetsrapporteur eleng fir déi dote Berechnung, déi interessant ass, félicitéieren, mä awer och fir säi gesamte Rapport, well ëmmer, wann een e Budgetsrapport mécht, ass dat eng ganz grouss Fläissaarbecht an et huet een et mat Sécherheet net ëmmer einfach, well een dee gesonden Équiliber muss fannen tëschent deem, wat ee selwer wéilt, wann ee ganz eleng kéint esou e Rapport schreiwen, doranner wéilt schreiwen, an deem, wat d'Kolleegen an der eegener Fraktioun, op där anerer Säit beim Regierungspartner an da vläicht och nach esou an der Finanzkommissioun dann alles an deem Rapport och nach wëlle liesen, oder och vläicht net wëlle liesen. Duerfir eleng gehéiert dem Budgetsrapporteur vun dësem Joer, dem Gilles Roth, eise Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Meisch *(DP).*- Wann déi Berechnung do interessant ass, da seet se eis awer och eppes. An natierlech ass et just e Rechebeispill. Dat gouf jo och schonn hei esou duergeluecht. Mä wann déi eenzeg Propos an déi eenzeg Pist, déi bis ewell vun dëser Regierung op den Dësch geluecht ginn ass, fir déi ewechfalend Recetten aus dem Commerce électronique ze kompenséieren, eng Erhéijung vun 3% vun der TVA ass, da gëtt et mer baang. Da gëtt et mer baang, well ech erëm eng Kéier gesinn, datt dës Regierung an dës Majoritéit keng aner Pistë sicht.

Et kéint een do sech iwwerleeën: Wat maache mer, fir déi Entreprisen am Land ze behalen? Et kéint ee sech iwwerleeën: Wat fir en Ureiz gi mer och dem Commerce électronique no 2015 hei zu Lëtzebuerg? Et kéint ee sech iwwerleeën: Wat fir eng aner Beräicher probéiere mer hei zu Lëtzebuerg ze développéieren?

Mä neen, eenzeg an eleng, wann eng Recette riskéiert ewechzefalen, da gëtt probéiert, un der Steierschrauf ze dréien, an hei un enger ganz besonnesch béiser an onsozialer Steierschrauf, well wann d'TVA eropgesat gëtt, dat betrëfft jiddwereen, dat bezilt jiddwereen hei, a prozentual gesinn déi Kleng, déi mat deene klenge Revenuen hei am Land, däitlech méi wéi déi aner.

Ech hoffen, datt dat doten dann duerfir och e Rechebeispill bleift, mä bei där doter Regierung, do, muss ech soen, sinn ech dovunner net esou iwwerzeegt.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Meisch *(DP).*- Nach musse mer zu Lëtzebuerg keng Austeritéitspolitik maachen, mä wéi schnell et geet, gesi mer an enger ganzer Rei vun anere Länner. An zu wat dat féiere kann, wann een op Dauer d'Aen zoumécht virun der Realitéit an d'Erausfuerderungen net wëllt gesinn an net wëllt drop reagéieren a vläicht der nächster Regierung, der iwwernächster Regierung dat iwwerloossen, dat gesi mer momentan weltwäit bei deenen Dausenden an Honnertdausende vu Leit, déi hirem lerger op der Strooss Loft maachen, deene Protester queesch uechtert d'Stied op der ganzer Welt, sief et an Europa, sief et méi wäit ewech.

(M. Michel Wolter prend la présidence.)

An et si virun allem déi Jonk, déi do op d'Strooss ginn, well si d'Gefill hunn, datt et déi Jonk wäerte sinn, déi herno déi Zopp mussen ausläffelen, déi d'Politik an deene Jore virdrun hinnen agebrockt huet. Eng Politik vum Geldverdeelen, eng Politik vum Cadeaue maachen, eng Politik, déi esou gemaach huet, wéi wann een eigentlech sämtlech ekonomesch Gesetzer a Logike kéint ausser Kraaft setzen. Eng Politik, déi duerch all Stopschëld an duerch all rout Luucht mat Vollgas derduerchgerannt ass. Haut sinn déi Regierungen, déi déi dote Politiken am Laf vun deene leschte Jore gemaach hunn, net méi do.

D'Problemer awer si bliwwen: de Chômage, d'Perspektivlosegkeet, Auswanderungen. Ganz Gesellschafte leiden ënnert deenen dote Problemer an et kënnt an deene Länner zu enger déiwer Vertrauenskris. Eng Vertrauenskris par rapport zu engem Wirtschaftsmodell, deen dach déi Länner do gehollef huet ze entwéckelen, oft iwwer Jorzéngten ewech, an och, an dat muss eis ze denke ginn, eng Vertrauenskris par rapport zu engem demokratesche politesche System.

Haut erdrécken déi Problemer ganz besonnesch déi jonk Generatiounen. Mat der Konsequenz, datt et zu Austeritéitsprogrammer kënnt an deene Länner, mat der Konsequenz, datt de Chômage weider klëmmt, obschonn en do schonn op engem héijen Niveau ukomm ass, a mat der Konsequenz, datt et zu milliounefacher Perspektivlosegkeet fir déi Jonk wäert kommen.

Déi Feeler aus dem Ausland däerfe sech hei zu Lëtzebuerg net widderhuelen. Duerfir solle mer eis hei d'Fro stellen: Wat bedeit eis de Generatiounevertrag haut a wéi kënne mer de Generatiounevertrag haut nei definéieren?

Mir hunn…, eis Generatioun huet dëst Land vun hiren Eltere gëierft. E Land, dat ëmmer gezeechent war vu groussem Optimismus, e Land, dat iwwer Jorzéngten e groussen Opschwong kannt huet, e Land, dat et fäerdegbruecht huet, senge Bierger ëmmer e Maximum vun individuelle Liewenschancen ze ginn.

Esou e Land solle mir och der nächster Generatioun kënnen iwwerloossen. Ass dat de Fall? Wat kënnt op déi nächst Generatioun duer hei zu Lëtzebuerg, wann d'Politik net ännert?

Si wäerten déi Scholden, déi haut gemaach ginn, eng Kéier mussen zréckbezuelen. Et sinn déi Jonk, déi keng Perspektiven um Aarbechtsmaart hunn, et si si, déi wierklech wäerten da virun der Rentemauer stoen. Et si si, déi sech musse Gedanke maachen, wéi se ewechfalend Recettë musse kompenséieren.

Mir brauchen zu Lëtzebuerg en neie Generatiounevertrag, dat schéngt mer ganz, ganz kloer. Mir däerfen zu Lëtzebuerg d'Problemer net weider virun eis hierdrécken. Mir mussen déi nei Erausfuerderungen, déi sech haut stellen, definitiv ugoen. Mir mussen och akzeptéieren, datt mer haut an engem neien Émfeld musse Politik maachen.

Ech erënnere mech nach un d'Tripartite 2006. Do hu mer vun der Regierung eigentlech déiselwecht Analys gemaach kritt, wéi dat, wat mer virun zwee Deeg vum Budgetsrapporteur hei héieren hunn, wéi dat, wat gëschter de Finanzminister nach eng Kéier ënnerstrach huet.

Och do, 2006, dat si scho bal iwwer fënnef Joer hier, ass vun däischtere Wolleke geschwat ginn, vu grousse Risiken. Mä no där Diskussioun do koum et zu kenger Reform. Et koum zu kenger struktureller Reform, fir deene Risiken an deenen däischtere Wolleken do kënnen ze begéinen.

2006 waren hei zu Lëtzebuerg 8.500 Mënschen ouni Aarbecht. D'Politik huet sech awer an deem Domän net geännert. 2007 waren 8.900 Mënschen ouni Aarbecht. D'Politik huet sech awer nach ëmmer net geännert. 2008 waren 9.100 Mënschen ouni Aarbecht. D'Politik ass déiselwecht bliwwen. 2009 waren du schonn 12.500 Mënschen ouni Aarbecht, ouni datt d'Politik reagéiert hätt. 2010 huet d'Aarbechtslosegkeet 13.500 Mënschen hei am Land konkret betraff. D'Politik huet dorobber net reagéiert. An haut si mer bal bei 15.000 Mënschen hei zu Lëtzebuerg, déi keng Aarbecht hunn, déi gäre wéilte schaffen, déi wéilte sech an hirer Famill eng Perspektiv bidden an déi keng gebuede kréien an dësem Land. An nach fäert een, datt d'Politik och dës Kéier nees net wäert reagéieren.

Ech froe mech: Wéi héich muss de Chômage hei zu Lëtzebuerg nach klammen, bis mer agesinn hunn, datt mer musse Schluss maache mat där doten Aarbechtsmaartpolitik, datt mer mussen ëmdenken an deem doten Domän an datt mer d'Ae virun allem virun deem individuelle Schicksal vun deene Leit, déi hei zu Lëtzebuerg keng Aarbecht hunn, endlech mussen opmaachen?

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Meisch *(DP).*- An deene leschten 20 Joer hu mer net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, mä op der Welt enorm Bouleversementer erlieft. De Kommunismus ass zesummegebrach, mir hunn d'Enn vum Kale Krich erlieft, Honnerte vu Milliounen Mënschen huelen um weltwäiten Handel deel, déi bis dohinner eigentlech an hire Wirtschaftssystemer hannert dem eiserne Virhang agespaart waren. Fréier Aarmenhaiser op dëser Welt, wéi d'Länner a Südostasien oder a Südamerika, si hu sech opgemaach a si hunn net nëmmen eng schéin nei Fassade opgeluecht, mä si hunn en zolidd, stabilt Fundament gebaut an och eng ganz staark droend Struktur hirer Ekonomie ginn.

Et koum zu enger weiderer industrieller Revolutioun ëm alles dat, wat sech ronderëm d'Infor-

matiounstechnologie gedréint huet, déi nei Méiglechkeete geschafen huet, déi nei Chancë gebueden huet, déi awer och eng ganz Rei vun neie Gefore mat sech bruecht huet.

Léiersätz wéi „de Stat kann net faillite goen" si mëttlerweil net méi wouer. Europa ass besonnesch betraff duerch eng Scholdekris, op déi et net virbereet war. Déi gemeinsam Währung, wat jo e Jorhonnertprojet war, steet haut um Spill, an ee Rettungsplang dee jot deen aneren, an alleguerte kucke mer haut, hoffnungsvoll op jidde Fall, op de Bréisseler Sommet.

De Businessmodell op jidde Fall fir déi ganz entwéckelt Welt, dee muss sech änneren, wa mer net ze vill wëlle vun eisem Wuelstand déi nächst Joren opginn.

Politik am 21. Jorhonnert maachen, dat ka sech net drop konzentréieren, fir einfach just dat weiderzeschreiwen, wat am leschte Jorhonnert, am 20. Jorhonnert, vläicht gutt a richteg war. Mir mussen haut ëmdenken. Mir mussen eis haut a Fro stellen. Mir mussen awer och dat neit Potenzial entdecken, dat dat neit Ëmfeld eis bitt, a mir mussen déi Chancen, déi et ganz besonnesch och hei zu Lëtzebuerg gëtt, déi musse mer notzen.

Mir kënnen nach eng Zäitchen d'Aen zoumaachen. An et gëtt der hei zu Lëtzebuerg, déi mengen, et këint een et nach e puer Joer packen. Mä de Schock wäert ëmsou méi grouss sinn, wa mer dann iergendwann eng Kéier och hei zu Lëtzebuerg d'Aen nees mussen opmaachen.

Duerfir ass et irresponsabel, d'Leit gleewen ze dinn, et bräicht sech näischt ze änneren, d'Problemer, déi géife sech vum selwe léisen, an d'Kris, jo d'Kris, déi wär schonn eriwwer.

Den LSAP-Fraktiounspresident Lucien Lux huet virun e puer Méint gemengt, d'Kris, déi wär eriwwer: „Wir haben eine Zeit der Chancen und Risiken hinter uns. Wir haben die Chancen am Kragen gepackt und das Land erfolgreich durch die Krise geführt. Jetzt gilt es, eine Phase des Aufschwungs und der Reformen vorzubereiten."

Dat war de Lucien Lux, de Fraktiounspresident vun der LSAP, ëmmerhin enger Regierungspartei, den 11. Juli 2011.

(Interruptions)

Den 11. Juli 2011!

(Interruptions)

Dat war virun e puer Méint, léif Kolleegen, a gëschter a virgëschter sinn awer vun der Regierung an hire Vertrieder hei aus hirer Majoritéit nees aner Biller gezeechent ginn: Vun däischtere Wolleken, déifgräifende Reformen a vun engem groussen Ëmdenke gouf geschwat.

Et schéngt, wéi wann d'Regierung déi leschte Joren op déi falsch Prophete gelauschtert hätt, a wa mer weiderhin op déi dote Prophete lauschteren, da wäert et ganz, ganz elle komme fir déi nächst Generatiounen an dësem Land.

(Interruptions)

Mir sinn zu Lëtzebuerg nach net an der Situatioun, datt mer mussen eng Austeritéitspolitik maachen, wéi se haut a Spuenien, an Irland, a Griichenland, Italien a vläicht och an anere Länner noutwendeg ass. Mä Lëtzebuerg muss awer endlech ophalen, esou ze maachen, wéi wa mer keng Problemer hätten. Lëtzebuerg brauch e puer couragéiert Reformen. Lëtzebuerg kann, an dovunner si mer fest iwwerzeegt, och emol mat manner Sue finalement eng besser Politik maachen.

D'Regierung muss endlech erwächen an handelen. D'Regierung muss einfach dat maachen, firwat se do ass: D'Regierung muss regéieren. An dat heescht: elo Reformen upaken. Reformen upaken, dat heescht net, Reforme virgaukelen, déi eigentlech guer keng richteg Reforme sinn. Reformen upaken, dat heescht och net, Reformen ze verspriechen a se da Joer fir Joer einfach nees viru sech hierdrécken. An et gëtt eng Hällewull vun esou Reformen, déi dës Regierung an d'Vitrine stellt, mä déi eigentlech keng richteg Reforme sinn an déi vu Joer zu Joer bis ewell ëmmer vertagt goufen.

D'Reform vun der ADEM: Jo, do gëtt sech ëm d'Struktur an ëm de Kader vun der Administration de l'emploi, de Kader vun der Aarbechtsmaartpolitik gekëmmert, mä inhaltlech a konzeptionell ännert näischt mat där doter Reform un der Lëtzebuerger Aarbechtsmaartpolitik. Wou geet déi Reform do Hand an Hand mat der Bildung a mat der Ekonomie? Wou geet se Hand an Hand mat deenen, déi d'Leit ausbilden, déi op den Aarbechtsmaart kommen, an deenen op där anerer Säit, déi déi Leit do brauchen, déi se gäre wéilten astellen, wa se déi néideg Kompetenzen hätten?

Déi aktuell Reform op jidde Fall, fäerte mer, wéi se d'nächst Woch nach hei wäert diskutéiert ginn, déi wäert de Chômage net erofdrécken. Op jidde Fall esou laang net, wéi net déi Propositiounen, déi mer schonn oft hei gemaach hunn, endlech ugepaakt ginn, fir aus der Administration de l'emploi eng Agence ze maachen, déi d'Weiderbildung an de Mëttelpunkt stellt, a fir eben och d'Aarbechtsmaartpolitik esou ëmzekrempelen, datt d'Aktivéierung am Mëttelpunkt steet an d'Leit ganz schnell nees zréck an den Aarbechtsprozess kënne bruecht ginn.

Eng Reform, déi hei och als grouss Reform duergestallt gouf a finalement komplett échouéiert ass, op jidde Fall, wann ee se kuckt aus dem Finanzminister sengem Eck, ob se da wierklech zur Konsolidéierung vum Budget géif bäidroen, dat ass déi vun de Studiëbäihëllefen.

Do sollten zéng Milliounen Euro pro Joer gespuert ginn, haut gi mer 19 Milliounen Euro pro Joer méi aus. A mir hunn all Grondsaz, deen am Regierungsprogramm stoung, deen och gëschter a virgëschter hei nach eng Kéier opgelëscht gouf, nämlech vun enger selektiver Politik, do jo iwwer Bord gehäit. Well do hate mer e selektive System, dee gekuckt huet: Wien, wat fir e Student muss a Fonctioun vun deem, wat doheem verdéngt ginn ass bei den Elteren, wéi eng Hëllef kréien? Kritt en e Prêt, kritt en eng Bourse, déi en net muss zréckbezuelen, a wéi héich ass dat?

Dat war e selektive System. Déi dote Regierung CSV an LSAP, déi esou vill vu Selektivitéit hei schwätzt, déi geet hin a mécht genau de Contraire, wéitscht dee System do ewech a setzt een dohinner, wou jiddwereen datselwecht kritt, onofhängeg vum Portmonni vun den Elteren an onofhängeg vun den Ausgaben och vum Student. Well et mécht en Ënnerscheed, ob een heiheem bei den Eltere wunnt oder ob een zu London, zu Paräis oder soss iergendwou muss een deiere Studio lounen, fir kënnen do senge Studien nozegoen. A mir wëssen, datt do jo och nach de Risiko besteet, datt déi Reform do nach eng Kéier méi deier wäert ginn, nämlech jee nodeem, wat d'Europäesch Unioun dovunner finalement wäert soen.

Mir haten och Reformen an der Éducatioun, jo. Ech denken un dee Chaos, dee mer erlieft hu bei der Ëmsetzung vun de Reformen, bei der Grënnung vun der Grondschoul, an elo soll nach de Secondaire reforméiert ginn, an d'Veronsécherung ass do jo op d'mannst gradesou grouss wéi bei der Grondschoul. Haut gesäit eigentlech kee wierklech, wat d'Plus-value vun där doter Reform, wéi se dës Woch virgeluecht ginn ass, da wierklech këint ginn. An och mir hunn d'Impressioun, datt se wierklech laanscht déi reell Besoinë vun de Schüler geet.

2011 sollt jo d'Joer si vum grousse Spuerbudget. Mä wéi ass dat Joer ugaangen? Mat engem Belaaschtungspak, net andeems d'Leit entlaascht goufen, net andeems de Stat selwer probéiert hätt, bei sech ze spueren, mä andeems einfach probéiert ginn ass, et do ze huelen, bei de Bierger a bei den Entreprisen hei am Land, wou da gemengt ginn ass, et wär nach iergendeppes ze huelen.

Gespuert sollt ginn: 34 Millioune vun engem Budget vu bal eelef Milliarden, dat maachen dräi Promille aus. Wann een dann elo Enn 2011 kuckt, da war et domadder jo eigentlech och net ganz esou déck, mat deem Spueren do vun deene 34 Milliounen. Well wann ee seet, mir spuere 34 Milliounen, mengt ee jo, et géif ee 34 Millioune manner ausgi wéi dat Joer virdrun. Esou stellen ech mer et vir, wann ech doheem mat menger Famill kucken, wou ee vläicht de Rimm e bësse méi enk ka schnallen.

Neen, hei ass et esou gewiescht, datt 2011 nach eng Kéier de Lëtzebuerger Stat däitlech méi ausginn huet wéi 2010, dat Joer virdrun. Am Budget 2012 gëtt dann eigentlech och emol guer net méi vun engem neie Spuereffort geschwat; déi Ambitioun, déi besteet dann emol guer net méi. A fir d'nächst Joer wäerten d'Dépensë vum Lëtzebuerger Zentralstat nach eng Kéier ëm 8,5% par rapport zu 2011 an d'Luucht goen. Dat ass d'Reaktioun vun dëser Regierung op d'Kris.

Eng Rentereform, och dat soll jo eng Reform ginn. Do ass et eiser Meenung no kloer, datt, wa mer eng Reform maachen am Domän vun de Renten, da muss et ëm déi laangfristeg Ofsécherung vum System goen, da muss et eis drëms goen, datt mer de System esou ausbalancéieren, datt mer deene Jonken, déi haut an de System eraklammen, nach kënnen d'Garantie ginn, datt de System d'Strooss hält, wa si dann och iergendwann eng Kéier an de Benefiss vun den eegene Renteleeschtunge sollte kommen.

D'Reform vun der Regierung gesäit jo alt emol vir, datt sech elo näischt soll änneren, an net nëmmen, datt bei de Pensioune vun haut et soll stabil bleiwen, mä neen, datt d'Pensiounen déi nächst Joren nach sollten an d'Luucht goen! Dat schéngt eis de falschen Usaz ze sinn, well dat féiert dozou, datt duerno, wann dann eng Kéier muss reagéiert ginn, et da vill méi wéi wäert doen, wa mer elo d'Pensiounen nach erhéije ginn, fir se duerno méi däitlech mussen aschneiden ze goen. Dat doten ass net nëmmen onverschimt, dat doten ass eng Politik, déi irresponsabel ass par rapport zu deene Jonken hei am Land!

Wierklech Reformen, déi eis weiderbréngen, sinn dat doten also net, net beim Chômage, net bei de Renten, net beim Budget, net an der Schoul. Gelonge Reformen, Dir Dammen an Dir Hären, déi gesinn anescht aus. An d'Experte soen eis et alleguerten - an ech wëll virun allem emol mech op déi méi parteionofhängeg Experten hei konzentréieren.

De Statsrot huet et geschriwwen, d'Banque Centrale huet et geschriwwen, de Statec huet et gesot, d'Cour des Comptes, si all si sech eens, datt mer an enger wirtschaftlech a finanziell ganz schlechter Situatioun sinn. Si all si sech eens, datt den Defizit - nach eng Kéier, vun 1,1 Milliarden Euro pro Joer -, datt deen net nëmme konjunkturell bedéngt ass, mä datt e strukturell, déifgräifend strukturell Ursaachen huet. Si all si sech eens, datt d'Recetten, wéi se am Budget 2012 figuréieren, datt déi iwwerschat sinn. Si all si sech eens, datt musse méi staark Effortë gemaach ginn, fir d'Dépensen an de Gréff ze kréien. Si all si sech eens, datt mussen endlech hei zu Lëtzebuerg eng Rei vu strukturelle Reformen ugepaakt ginn. A si all si sech eens, datt, wann näischt geschitt, da wäerte mer mëttelfristeg eis musse vum Wuelstand verabschieden.

Ech këint Iech eng Hällewull vun Zitater liwweren, vum Statsrot, vun der Banque Centrale, vun der Cour des Comptes, déi soen: Stop mat där doter Budgets- a Finanzpolitik, et ass héich Zäit fir ëmzesteieren. Seele virdru waren d'Avisë vun de politesch onofhängegen Observateuren esou negativ wéi zu dësem Budget 2012!

D'Demokratesch Partei wëllt awer net nëmme kritiséieren. D'Demokratesch Partei huet schonn eng Hällewull vun Alternativen op den Dësch geluecht. An ech begréissen déi Initiativ, déi de Finanzminister gëschter geholl huet, fir och d'Parlament opzefuerderen, mat an den Débat eranzeklammen. Nun, an deem Débat steet d'Demokratesch Partei schonn eng ganz Rei vu Joren. Ech muss awer och soen, wann de Finanzminister heihinner kënnt bei senger Budgetsried an e seet: „Sot mer wann ech gelift, wat mer sollte maachen", datt dat den Ausdrock ass vun enger ganz, ganz grousser Hëlleflosegkeet vun där doter Regierung.

D'DP huet scho fir deen doten Débat geliwwert. Mir hu ganz konkret Propositiounen op den Dësch geluecht, an ech wëll der e puer nach eng Kéier skizzéieren, wéi mer de Budget këinten an den Équiliber kréien, wat mer kënnen zu Lëtzebuerg maachen, fir de Chômage ze bekämpfen a wéi mer d'Attraktivitéit vum Standuert Lëtzebuerg nees kënne verbesseren.

An ech hunn es heiansdo sat, muss ech soen, fir Joer fir Joer, Debatt fir Debatt heihinner zréckzekommen an der Regierung déiselwecht Propositiounen op den Dësch ze leeën, an da vun där anerer Säit mierken ech, datt se net gelauschtert ginn, mä datt trotzdeem d'Analys gemaach gëtt, datt sech eppes misst dinn, mä finalement näischt konkret ugepaakt gëtt!

Et gëtt eng Alternativ, soen ech Iech, zum Näischtmaachen. Et gëtt eng Alternativ zu der Verschëldung. Et gëtt eng Alternativ zu den zukünftege Steiererhéijungen. An ech gleewe ganz fest un d'Potenzial vun dësem Land a vu senge Leit. Et geet elo dorëms, dat Potenzial och endlech ze notzen, well mir bleiwe fest dovunner iwwerzeegt, datt Lëtzebuerg et besser kann. Mir mussen eis allerdéngs dann och bewosst sinn, datt mer vläicht e Stéck mussen ëmdenken an datt mer en neien Zukunftsmodell Lëtzebuerg musse skizzéieren.

Esou en neien Zukunftsmodell Lëtzebuerg, jo, dee muss virun allem op enger neier Wirtschaftsstrategie an enger neier Wuesstumsstrategie baséieren. Déi ganz Regierung - déi ganz Regierung, an net nëmmen de Wirtschaftsminister! - misst sech drëms këmmeren, wéi mer nei Aarbechtsplazen hei am Land kënne schafen. Deen heiansdo - de Wirtschaftsminister, an et konnt een e bedaueren - den einsame Rufer war, wann et drëms gaangen ass, fir sech ëm d'Kompetitivitéit hei am Land ze këmmeren, mä wou der vill vu senge Kolleegen an der Regierung do net matgemaach hunn an e blockéiert hunn, a virun allem wou der vill a senger eegener Partei net wollte matmaachen, wann et ëm zukunftsfäeg Aarbechtsplazen, wann et ëm en attraktiivt Ëmfeld fir Entreprisen hei am Land gaangen ass.

Mir mussen endlech op alle Gebidder Virfahrt gi fir d'Schafung vun neien Aarbechtsplazen hei zu Lëtzebuerg, soss komme mer aus där doter Kris net eraus!

D'Demokratesch Partei huet, et ass annerhalleft Joer hier, hei op dëser Plaz e Programm vun 31 Pistë virgeluecht, wéi mer d'Finanzplaz kënnen nei opstellen - dee gréisste Wirtschaftsmotor hei vun eiser Ekonomie -, mat 31 ganz konkrete Pisten, wéi d'Finanzplaz sech no der grousser Finanzkris, déi jo dee ganze Secteur do bouleverséiert huet, nees nei kéint opstellen. Mir hunn hei x Propositioune gemaach, wéi mer an der Energiepolitik kënnen ëmsteigen; wéi mer der Pëtrolsfal kënnen entkommen; wéi mer um Wee zu enger Klimabank eis kéinte bewegen, déi et erlaabt, datt mer vill méi staark hei zu Lëtzebuerg këinten an erneierbar Energien investéieren, déi et géif erlaben, datt mer vill méi staark këinten an d'Sanéierung vun där aler, bestehender Bausubstanz investéieren. Dat wär en impeccabele Konjunkturprogramm fir eis mëttelstänneg Entreprisen, et kéinten Dausenden an Dausende vun Aarbechtsplazen an deem dote Secteur nei geschafe ginn.

Wéi oft hu mer eis heibannen iwwert d'Simplification administrative opgereegt? „Et soll Chefsaach ginn", sot de Premier Juncker 2009. Nun, de Chef huet bis ewell do nach net vill zustane bruecht!

Mir brauchen eng nei Strategie hei zu Lëtzebuerg, wéi mer der schläichender Desindustrialiséierung wëllen entgéintwierken. Gëschter gouf op ville Plazen am Land demonstréiert, well d'Leit Angscht hunn, datt dat lescht Kärsték vun der Lëtzebuerger Industrie, déi verbleiwend Stolindustrie, och nach lues a lues géif verschwannen. Nun, mir brauchen eng Strategie, wéi esou industriell Betriber och zu Lëtzebuerg kënnen täteg bleiwen, mat deem Ëmfeld, dat mer hei hunn.

Mir brauche méi Hightech, mir brauche méi Fuerschung, mir brauche méi Plus-valuen an deem doten Domän. Mir froen: Wou ass déi Strategie? Wou ass och d'Strategie, fir d'Universitéit - déi mer geschafen hunn an déi gläich och an nei Gebailechkeete wäert kommen - och zu engem Wirtschaftsfacteur kënne ganz konkret auszebauen?

A wann et drëms geet, fir, jo, eng Wuesstumsstrategie opzëerleeën, da komme mer och net laanscht d'Fro vum Index. D'Lëtzebuerger hei am Land hunn an der Regel ganz héich Léin, wa mer se mam Ausland vergläichen. Allerdéngs heescht dat net onbedéngt, datt mer méi Kafkraaft hunn. Well, wann ee muss liewen, a virun allem, wann ee muss wunnen hei zu Lëtzebuerg, da bleift vun deene méi héije Léin oft net méi ganz vill iwwreg! A bei all Indextranche, déi nei erfält, ass et dann och oft esou, datt e Stéck vun der Indextranche eigentlech dann erëm ganz schnell an d'Präisser mat agerechent gëtt an och eng nei Inflatioun bewierkt.

Op Dauer heescht dat doten dann, datt mer vläicht méi verdéngen hei am Land wéi am Ausland, ouni datt mer awer iergendwéi méi Kafkraaft spieren, ouni datt et eis wierklech géif besser goen!

Elo hat den Indexsystem, an en huet se haut nach, eng ganz Rei vu Virdeeler: En erhält d'Kafkraaft vu ganz ville Leit, déi net an engem Kollektivvertrag sinn, déi net d'Force hunn, fir par rapport zu hirem Patron dann d'Distributioun vun deem, wat erwirtschaft ginn ass zesummen an engem Betrib, fir dat korrekt kënnen ze négociéieren. En huet, mengen ech, och derzou bäigedroen, datt mer a groussen Deeler vun eiser Ekonomie, jo, eng ganz gutt Produktivitéit hunn, well steigend Lounkäschten och ganz oft dozou gefouert hunn, datt de Patron sech d'Fro gestallt huet: Wéi kann ech besser do fonctionnéieren? En huet och sécherlech an ouni Zweifel derzou bäigedroen, datt mer e gewëssene soziale Fridden iwwert d'Joren a Jorzéngten hei zu Lëtzebuerg haten.

Den Index - a gewëssene Situatiounen, a Krisesituatiounen, a wirtschaftlech schwierege Situatioune kann en awer och eng Gefor duerstellen. D'Demokratesch Partei huet am Laf vum leschte Joer eng Ëmfro gemaach zum Index bei den Entreprisen, bei deenen also, déi Aarbechtsplaze schafen hei am Land, déi Aarbechtsplazen nei schafen oder déi der och vläicht ofbauen.

An d'Äntwert war zimlech kloer, datt, wann et zu enger Indextranche kënnt an déi Indextranche do net kann op d'Präisser répercutéiert ginn, well een an engem Secteur doheem ass, wou dat einfach net geet, well een an enger grousser internationaler Konkurrenz lieft, da féiert dat dozou, datt vläicht manner agestallt gëtt. Da féiert dat och emol dozou, datt vläicht Personal ofgebaut gëtt; net direkt entlooss gëtt, mä awer, wann een an d'Pensioun geet oder ee kënnegt, datt deem säi Posten awer emol eng Zäitche fräi bleift. Dat war déi ganz kloer Konklusioun vun deem Sondage, deen d'Demokratesch Partei zesumme mat TNS-ILRES bei ganz ville Wirtschaftsdécideuren hei zu Lëtzebuerg gemaach huet.

Duerfir menge mer, datt déi Propos, déi d'DP hei scho gemaach huet, fir am Index eng Tranche auszesetzen, fir de Betriber an enger schwiereger Situatioun nei Loft ze ginn, fir awer och d'Inflatioun eng Kéier ze käppen an déi méi héich Inflatioun, déi mer zu Lëtzebuerg kennen, e Stéck zréckhuelen op den internationalen Niveau, op d'mannst op deen Niveau, wéi en och an den Nopeschlänner ass, a gläichzäiteg dann op dee méi nohaltegen Index iwwerzegoen, nämlech deen, wou Pëtrolspräisser, wou Energiepräisser en général e manner staarkt Gewiicht sinn, an dann dat kombinéiere mat neie Mechanismen, fir de Leit ze hëllefen, der Energiepräisfal ze entkommen - mir mengen, datt déi Propos nach ëmmer déi beschten Äntwert ass op déi wirtschaftlech Situatioun, déi ee momentan kéint maachen.

A mir hunn op d'mannst schonn een an der Regierung iwwerzeegt. Leider ass en net méi laang do. Et ass den Nach-Wirtschaftsminister Jeannot Krecké, dee jo déi dote Propositioun gemaach huet, deen awer ganz schnell erëm zréckgepaff ginn ass an ofgeschoss ginn ass vu senger Partei a vu sengem Fraktiounspresident.

D'Fro stellt sech, Dir Dammen an Dir Hären, ob zu dësem Zäitpunkt bei deene Verhandlungen, déi elo an der Tripartite amgaange sinn, e Kompromëss méiglech ass an der Indexfro. D'Demokratesch Partei mengt „jo", well mir mengen, datt, wann et ëm d'Schafung vun Aarbechtsplaze geet, mir mengen, wann et ëm d'Erhalung vun Aarbechtsplaze geet, da kann et och de Gewerkschaften net egal sinn.

A mir mengen op där anerer Säit, datt, wann een déi Propositioun, wéi mir se gemaach hunn - eng Indextranche ausfalen ze loossen an dann op den nohaltegen Index iwwerzegoen -, wann een dem Patronat dat géif presentéieren a proposéieren, da misst d'Patronat eigentlech och bereet sinn, en Effort op engem aneren Niveau ze maachen.

A mir mengen, datt d'Patronat kéint duerfir bereet sinn, fir ze soen: „Et ass gutt. Wa mer eng Indextranche ausfale loossen, dann engagéiere mir eis, datt mer ganz besonnesch deene Jonken, déi elo op der Sich sinn no enger Aarbecht, déi keng Ausbildung hunn, hëllefen, an d'Betriber eranzekommen, an d'Aarbechtswelt eranzekommen." Dat kéint e Pakt sinn, fir den Index zesumme mat Aarbechtsplazen ze kombinéieren.

Esou e Paquet „Index/Aarbechtsplazen" wéi deen doten, dee kéint Lëtzebuerg virubréngen, ech mengen, op dräi Ebenen: éischtens géif en Aarbechtsplazen ofsécheren, zweetens géif e ganz vill nei Perspektive fir ganz vill Jonker bidden, Jonker, déi virun allem keng Formatioun hunn, déi soss perspektivlos riskéieren ze bleiwen, an op där anerer Säit géife mer dann och - drëttens - méi en attraktiivt Ëmfeld fir ganz vill Betriber hei am Land kréien.

Dir Dammen an Dir Hären, Reforme si méiglech, mä jiddweree muss en Effort maachen. Mä jiddweree kann och profitéieren. A mir kënne Reforme sozial offiederen. Dorëms geet et net, an ech mengen, dorëms wäre mer eis hei an dësem Haus ganz, ganz schnell eens.

Wann Dausende vu Mënschen awer am Chômage sinn, dann ass dat déi onsoziaalste Politik, déi ech mer ka virstellen: Mënschen, déi keng Perspektiven hunn, Mënschen, déi sech ausgegrenzt spieren, jo, Mënschen, déi sech ouni Wäert spieren.

En Zukunftsmodell Lëtzebuerg muss dann, mengen ech, awer och de Wee skizzéieren, wéi mer zréck zu enger seriöer Finanzpolitik kommen. Et muss ee bei de lafenden Ausgabe spueren. An et ass dat Éischt, wat muss gemaach ginn!

Mir proposéieren zënter Joren, datt een op de Wee soll goen, fir eigentlech all Dépense, déi de Stat mécht, Joer fir Joer nees virtuell eng Kéier zréck op Null ze setzen an dann ze kucken: Wat brauche mer wierklech dëst Joer, fir där Praxis, fir Budgetsartikelen einfach emol virunzeschreiwen a mam Index op d'mannst emol no uewen ze erweideren, endlech en Aus ze maachen?

Mir mengen och, datt op dem Niveau vun de Subventiounen ee ganz, ganz villes sollt iwwerpréiwen an datt et Weeër gëtt, fir dat duerch méi intelligent Mechanisme kënnen ze ersetzen. Mir mengen och, datt een an der Sozial- an an der Familljepolitik e Stéck méi selektiv ka virgoen. A mir mengen awer och, datt ee keng nei Dépensen op onsécher Recettë soll baséieren, esou wéi mer et beim Tanktourismus gemaach hunn, esou wéi mer et dann och elo amgaange sinn, bei de Recetten aus der TVA vum Commerce électronique ze maachen.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

An ech wëll do nach eng Kéier d'Propos vum Charles Goerens - déi en als deemolege Fraktiounspresident vun der DP hei gemaach huet - vum virtuellen Ausstieg proposéieren, fir ze soen: Jo, mir huelen dat Geld, wat mer iwwert den Tanktourismus erakréien, mä mir ginn et eben net an de lafende Budget a mir leeën eis et op d'Säit, fir dann duerno emol eng Kéier méi schlecht Momenter, wann déi dote Recetten ewechbriechen, fir dann e Stéck méi wäit kënnen ze kommen."

Wa mer dat maachen, da brauche mer keng weider Verschëldung ze maachen. Wa mer dat maachen, da kréie mer neie Spillraum, och fir déi nächst Generatiounen. A wa mer dat maachen, da kréie mer och nei Margen, fir nei Politiken an aneren Domäne kënnen ze maachen. Well mir däerfen ee Feeler net maachen: Mir däerfen eis och net kapottspueren, esou wéi ganz vill aner Länner momentan amgaange sinn, dat mussen ze maachen, an da kee Spillraum méi hunn, fir nei ze investéieren, fir op nei politesch Erausfuerderunge kënnen ze reagéieren.

Mir mengen, datt um Niveau vun den öffentlechen Investitiounen nach wie vor e groussen Nohuelbedarf ass. A wa mer vun engem Zukunftsmodell Lëtzebuerg schwätzen, da muss och dat ee Volet dovu sinn, wou mer eis d'Wuert ginn hei am Land, wat fir eng Infrastrukture mer nach brauchen, wat fir eng, virun allem, datt mer prioritär brauchen.

Et gëtt nach Schoulen hei am Land, déi musse gebaut ginn. Mir mussen déi Universitéit do weider op- an ausbauen. Mir brauchen Infrastrukturen. Mir brauchen nach méi en Engagement an der Fuerschung. Mir brauchen och nach en neien Engagement an den erneierbaren Energien. An et ass nach ganz, ganz villes ze maachen am Domän vun der Mobilitéit. Dat mierke mer all Dag, wa mer am Land ënnerwee sinn.

Dat dote kënne mer awer och nëmme maachen, wa mer et fäerdegbréngen, jo Fouss bei Mol ze hale bei de lafenden Ausgaben. Wa mer do déi lafend Ausgaben esou fortlafe loossen, wéi mer dat déi lescht Jore gemaach hunn, da wäerte mer villes, wat nach noutwendeg ass un Infrastruktur hei zu Lëtzebuerg, net kënne realiséieren a mer bleiwen do stoen, wou mer haut stinn, nämlech ganz, ganz oft am Stau.

Et gëtt awer och eng Rei vun neie Politikfelder, déi sech opdinn, wou mer musse Margen hunn, fir do kënnen aktiv ze ginn. An och dat gehéiert zu engem neien Zukunftsmodell Lëtzebuerg. Ech denken do un nei Erausfuerderungen an der Sozialpolitik. Ech denken un nei Erausfuerderungen an der Bildungspolitik. Ech denken un nei Erausfuerderungen an der Familljepolitik. Mir mussen endlech ufänken, eng Sozial- a Familljepolitik ze maache fir dat 21. Jorhonnert, well et gëtt haut nach eng ganz Rei vun Ongerechtegkeeten.

Wa mer iwwert d'Zukunftschancë vun de Kanner schwätzen, da wësse mer, datt déi net déiselwecht sinn hei zu Lëtzebuerg jee nodeem, aus wat fir enger Famill, jee nodeem, aus wat fir engem soziale Milieu, jee nodeem, ob ech aus enger Famill mat oder ouni Immigratiounshannergrond kommen.

Mir wëssen, datt d'Gefor besteet, datt d'Energieaarmut sech wäert breetmaachen déi nächst Joren, virun allem dann, wann d'Energiepräisser weider wäerte klammen. A mir sollen einfach emol dovunner ausgoen, datt se weider wäerte klammen.

Mir wëssen, datt mer e Problem hunn zu Lëtzebuerg, fir bezuelbare Wunnraum ze fannen. Déi Dausende vu jonke Familljen, déi iwwert d'Grenzen eraus wunne gaange sinn, well se sech hei am Land näischt konnte leeschten, sinn dee beschte Beweis dovunner. A si wäerten déi aner Säit vun der Grenz net laang eleng bleiwen, well Dag fir Dag sinn der nach ënnerwee. Mir brauchen also Margen, fir eis op déi doten nei Erausfuerderunge kënnen ze konzentréieren.

Fir méi Chancëgerechtegkeet hei zu Lëtzebuerg fir all Kand brauche mer nach nei Investitiounen an der Familljepolitik. Mir brauche méi Betreiungsplazen. Mir brauchen awer och eng besser, eng qualitativ héichwäerteg Kannerbetreiung. Mir menge virun allem, datt een nach méi frëi soll ufänken, de Kanner kënnen duerch eng qualitativ Förderung do dat Bescht mat op de Wee ze ginn.

D'Famill ass wichteg. D'Famill ka ganz, ganz villes maachen. Nu wësse mer awer, datt d'Famill där Aufgab do net ëmmer zu honnert Prozent gerecht ka ginn. An do, wou et net klappt, grad do musse mer op d'Fréiförderung vun de Kanner setzen. Dat ass dee beschte Preventiounsprogramm. Dat seet all wëssenschaftlech Analys aus dem Ausland eis, datt mer genau do kënnen usetzen, fir duerno den Échec scolaire ze évitéieren, fir duerno Aarbechtslosegkeet ze évitéieren, fir duerno Délinquance ze évitéieren. An et kascht finalement vill, vill manner, wa mer et bei deene klenge Kanner richteg maachen, wéi et duerno bei deene méi grousse mussen ze korrigéieren.

Mir brauchen an der Schoulpolitik, an der Bildungspolitik eng Reform - a Reformen, déi bei de Kanner ukommen, déi bei den Enseignanten ukommen, déi virun allem finalement am Klassesall ukommen. Wann d'Bildung weiderhin de Rôle soll spillen als soziale Lift, dann däerfe mer eis grad och elo bei deene Reformen, déi elo an der Diskussioun stinn, déi elo am Mëttelpunkt stinn, do net verhedderen, mä mir mussen eis op déi pädagogesch Elementer och do konzentréieren.

Mir mussen eis op d'Formatioun an d'Capacitéite vum Enseignant konzentréieren. An duerfir soe mir, datt deen, deen d'Pädagogik an der Klass steiert, dee finalement responsabel ass fir e gudden oder e manner gudden Unterrecht, den Enseignant, datt mer eis bei all de Reformen op dee musse konzentréieren, datt hien de Mëttelpunkt vun enger gelongener Bildungspolitik ass.

Fir d'Wunnen am Land nach méiglech ze maachen, do gëtt et eng Propos - se ass net vu gëschter - vun der Demokratescher Partei, fir eng ganz konkret Reform unzegoen. Mir wëllen d'Kannergeld reforméieren, vläicht insgesamt manner Kannergeld ausbezuelen, an ergänzen duerch e Wunngeld. Duerch e sozial gestaffelt Wunngeld, duerch e Wunngeld, dat der Akommessituatioun vun der jeeweileger Famill ugepasst ass, duerch e Wunngeld awer och, dat der Kannerzuel ugepasst ass am jeeweilege Stot. Do hëllefe mer nämlech deem, deen am meeschten Hëllef brauch. Et ass selektiv a sozial gerecht an eisen Aen.

Mir mengen, datt mer och um Niveau vun deem engen oder aneren Abattement nach éischter mussen d'Fro stellen, ob mer do net méi musse maachen. Wann een haut d'Scholdzënse ka mat engem gewëssene Plaffong ofsetzen, e Plaffong, deen zënter Joren net ugepasst ginn ass, e Plaffong, deen och de Wunnpräisser haut eigentlech net méi Rechnung dréit, wéi mer se haut hei zu Lëtzebuerg hunn, da menge mer, datt een do eppes ka maachen an datt een eppes muss maachen. Mir hunn duerfir proposéiert, datt ee jonke Leit, déi dat éischt Logement géifen uschafen, eng Verdräifachung vun deem aktuelle Plaffong géif zeguttkomme loossen.

Mir si géint deen neie bëllegen Akt, well mer e sozial net gerecht fannen, well mer et net gerecht fannen, datt deen, dee sech keen Haus vun der Klass A a Klass B - Passivhaus, Niddreg-Energie-Standard - ka leeschten, bestrooft gëtt. Et misst jo ëmgedréit sinn.

All déi Parteien, déi hei optrieden, all déi Riedner, déi hei optrieden a vu sozialer Selektivitéit schwätzen, déi missten hei plädéieren, fir genau de Contraire ze maachen, nämlech datt een deem, dee sech keen nei gebautent Haus ka leeschten an eben dann oft muss op Occasiounen, op al Haiser zréckgräifen, fir sech awer op d'mannst emol eppes unzeschafen, méi staark misst hëllefen, fir sech iwwerhaapt nach eppes kënnen unzeschafen, wéi datt een e steierlech herno och nach bestrofe geet. Duerfir si mer och géint déi nei Variant vun der Reform vum bëllegen Akt. Dat do ass mat eis net ze maachen, Dir Dammen an Dir Hären!

Une voix.- Très bien!

M. Claude Meisch *(DP)*.- Da musse mer, fir dem Logementsproblem bäizekommen, eis Prozeduren dach endlech straffen. Et ass net normal, datt dat vun deem Moment un, wou en Terrain fräi ass bis e bebaut gëtt an d'Leit kënnen an d'Haiser eraplënneren, oft aacht Joer oder méi dauert. Mir mussen et endlech fäerdegbréngen, datt zu Lëtzebuerg um Wunnengsmarché d'Offer méi schnell op d'Demande ka reagéieren. Ouni dat wäerte mer mat all de Mesuren op jidde Fall ëmmer nees hannendrulafen.

Dann hunn ech et gesot: Mir sinn der Meenung, datt ee bei der Rentereform elo emol soll virgoen a keng weider Erhéijung vum aktuelle Rentenniveau virgesinn. Eng Propositioun d'ailleurs och, déi vun der Banque Centrale gemaach ginn ass, déi souguer - a vläicht iwwerschätzt d'Banque Centrale do selwer déi Propositioun dach ëm e Stéckelchen -, wou gesot ginn ass: „Wa mer dat maachen, wa mer dee System vum Ajustement ausser Kraaft setzen, da komme mer mëttelfristeg nees an eng däitlech besser Situatioun, esou datt mer e gudden Deel vun deem, wat mer als Budgetssanéierungsprozess hei zu Lëtzebuerg nach virun eis hunn, eleng mat där doter Mesure kéinten ofschafen."

Ech sinn net gradesou optimistesch. Ech mengen awer, datt een elo kengem eppes soll ewechhuelen, datt et elo net drëms geet, d'Liewensleeschtung vun all deenen, déi virun eis do waren, net méi unzëerkennen, bien au contraire. Ech mengen awer, datt eng Reform, déi generatiounegerecht ass, eng Reform ass, déi vu jiddwerengem och e gewëssene Bäitrag misst kënne mat sech bréngen.

Ech bleiwe fest dervun iwwerzeegt, datt déi aktuell Rentnergeneratioun ganz gären op e Stéckelche verzicht, fir sécher ze sinn duerno, datt hir Kanner an hir Enkelkanner dann och nach eng zolidd Pensioun herno hei zu Lëtzebuerg kënne kréien. Et wëllt kee vun dëser Generatioun e Stéck méi, wann e weess, datt seng Kanner oder seng Enkelkanner dat Geld eigentlech herno eréischt mussen erschaffen, fir et dann iergendwann eng Kéier zréckzebezuelen.

Déi geplangte Rentereform, wa se dann elo emol virläit, do sinn ech dann och gespaant, wéi de Premierminister eis dat wäert erklären, wéi mat där doter Rentereform, wéi se elo vum Sozialminister ugeduecht ginn ass, mer d'Rentemauer wäerten ëmkurven. Ech si wierklech gespaant op déi doten Erklärunge vum Premierminister, well hien et jo ëmmer war, dee virun der grousser Rentemauer gewarnt huet. Mä mat dëser Reform, do kënnt se nach éischter e Stéckelche méi schnell, wéi datt se op d'mannst emol nëmmen no hanne géif geréckelt ginn.

Mir mussen, wat d'Subventiounen ubelaangt - an ech hunn et hei schonn oft gesot -, eng déifgräifend Analys maachen, well Subventiounen, wéi mer se haut hunn, sinn net ëmmer gutt. Si kaschten awer ëmmer ganz vill Geld a si sinn net ëmmer sozial gerecht.

Kommt, mir huelen emol dee ganzen Domän vun erneierbaren Energien a vun den Isolatioune vun den Haiser, vun enger neier Energiepolitik also, déi mer musse maachen. Ass et da sozial gerecht, engem eng Subventioun ze ginn, dee sech et ka leeschten, eng Solaranlag op den Daach ze setzen, deen déi aner Prozenter, déi de Stat net iwwerhëlt, an der Täsch huet, fir dat direkt kënnen ze finanzéieren?

An déi, déi déi Moyenen do net hunn? An där gëtt et ganz vill hei am Land, an et si virun allem déi, déi oft an enger aler Bausubstanz wunnen. Et si virun allem déi, wou de Sanéierungsbedarf am gréissten ass. An et si virun allem déi, déi dem Risiko vun der Energieaarmut am däitlechsten ausgesat sinn, déi dovunner missten eigentlech profitéieren. Et sinn déi, déi vum aktuelle System vun de Subventiounen net kënne profitéieren.

Duerfir brauche mer do en Ëmdenken. Et soll ee Subventioune generell op d'Zäit limitéieren a se vun Zäit zu Zäit dann analyséieren. Et soll een éischter am erneierbaren Energieberäich, an den Isolatioune vun den Haiser virfinanzéieren. An dann, mengen ech, soll een awer och kucken, datt munches, wat dann iergendwann eng Kéier muss sinn, och gesetzlech festgeschriwwen ass, datt jiddwereen dat eng Kéier muss erreechen an datt een do ewechkënnt vun deene ganz ville Mitnahmeffekter, déi een do huet.

Mir hunn ee Beispill virgeluecht, wéi een eng aner Politik an deem doten Domän kéint maachen opgrond vun eisem Konzept vun enger Klimabank, wou mer Subventiounen duerch en intelligente Mechanismus géifen ersetzen, wou mer grad deene Leit kënnen hëllefen, déi an deenen eeleren Haiser wunnen, wou den Isolatiounsbedarf an den Investitiounsbedarf am gréissten ass, wou mer awer och wëssen, datt déi Leit oft vun hirer Bank gesot kréien: „Neen, du hues schonn e Kredit, du hues däin Auto nach virfinanzéiert, mer kënnen der elo fir déi Solaranlag do oder mir kënnen der fir déi nei Fassade, déi nei Fënsteren, den isoléierten Daach net nach e Prêt maachen."

Dat kéint eng Klimabank dann assuréieren, datt jiddweree seng Investitiounen do finanzéiert géif kréien. An et géif rembourséiert gi mat deem, wat ee Mount fir Mount un Energiekäschte spuert.

D'Chamber hat opgrond vun eiser Propositioun, fir eng Klimabank hei zu Lëtzebuerg ze schafen, am Abrëll vun dësem Joer eng Motioun ugeholl. Mir selwer si vum Premierminister opgefuerdert ginn, dach do emol e bësse méi wäit nozedenken iwwer esou e Konzept. Mir hu virun e puer Woche méi en detailléierte Projet vun enger Klimabank hei zu Lëtzebuerg virgeluecht.

Ech hoffen dann elo, datt d'Regierung endlech op deen dote Wee geet a mat eis dat dote wëllt ëmsetzen, well ech wëll lech soen: Mir sinn amgaangen, doriwwer mat den Acteuren am Land ze diskutéieren, a ganz vill vun den Handwierker, déi mierken, wat do vu Potenzial dran ass. Ganz vill vun deene betraffene Leit, déi soen: „Ech géif gären eppes änneren, mä ech ka momentan näischt änneren." Déi wëssen, wat dat dote géif fir e Plus fir si bedeiten.

A ganz vill Acteuren och op der Finanzplaz weise ganz, ganz groussen Interessi um Projet

vun enger Klimabank. Et kéint och en neie Pilier gi fir eise Finanzzentrum hei zu Lëtzebuerg. Et wär finalement eng eenzegaarteg Win-win-Situatioun do, wou de Statsbudget kéint profitéieren, vun där mer am Klimaschutz géife profitéieren, vun där mer d'Energieaarmut kéinte bekämpfen a wou mer Dausende vun neien Aarbechtsplaze kéinten hei zu Lëtzebuerg schafen. Ech froe mech, firwat mer dat doten net scho laang amgaange sinn ze maachen.

CSV an LSAP hu sech, wou se zu dëser Regierung ugetruede sinn 2009, eng Rei vu gudde Virsätz geholl. Si wollte méi staark mat Lëtzebuerg aus der Kris kommen, si wollten d'Kompetitivitéit stäerken, si wollten och selektiv Sozialpolitik maachen. Zweeanenhalleft Joer duerno ass vun deene gudde Virsätz leider näischt méi iwwreg bliwwen, well d'Politik ass eng aner. D'Politik an deenen zweeanenhallwe Joer huet eigentlech nëmme gelieft vun ale Reflexer: dovunner, fir Acquis-socialen ze verteidegen, dovunner, fir Problemer weider mat Geld zouzetippen. Geld, dat mer haut awer net méi hunn!

Et sinn also leider Ukënnegunge bliwwen ouni Suite. Ukënnegungen, wéi mer se da gëschter och nach eng Kéier héieren hunn. De Finanzminister kënnt heihinner a seet, mir missten elo ufänken, erëm zréck op de Wee vun enger seriöer Finanzpolitik ze kommen, mir missten elo ufänken, dann emol erëm méi seriö ze spueren.

Dat kënnt mer bekannt vir. Deeselwechte Finanzminister huet hei zum Budget vun dësem Joer, also virun engem Joer, op dëser Plaz Folgendes gesot: „Dat heescht fir mech, datt och am Budget 2012 eng spuersam Politik muss virugemaach ginn. A spuersam Politik heescht virun allem, datt d'Ausgaben net däerfe staark klammen. D'Ausgaben däerfen net méi klamme wéi dat, wat mer dëst Joer gemaach hunn. Et muss ee virun allem kucken, datt d'Wuesse vun den Dépensen am Gréff behale ka ginn."

Wann ech de Budget 2012 kucken, deen de Finanzminister, deen dat dote virun engem Joer hei gesot huet, virgeluecht huet, da froen ech mech, wéi et dann nach kann ëm déi Ukënnegunge vu gëschter hei gestallt sinn a wéi eescht ze huelen datt déi da solle sinn.

CSV an LSAP weise sech als reformonfäeg. CSV an LSAP, dat ass déi falsch Regierung fir dës Zäit! De Budgetsrapporteur huet eng richteg Analys gemaach. De Budgetsrapporteur huet eis op eng ganz Rei vun Erausfuerderungen hei opmierksam gemaach. Erausfuerderungen, déi mer zum Deel awer och scho kannt hunn, mä et ass esou, datt mat dëser Regierung en Ëmsteieren, en Ëmdenken net méiglech ass, datt mer nëmme kënnen och an enger anerer politescher Konstellatioun op déi doten Erausfuerderunge kohärent a konsequent reagéieren.

An et fänkt jo zu Lëtzebuerg net eréischt un, biergof ze goen. Et ass jo net, wéi wa mer nach an allem richteg gutt wären.

Gëschter ass eng Etüd mer an de Grapp komm vun der „Stiftung Marktwirtschaft". Do ass dat, wat och haut de Moie schonn eng Kéier ugeklongen ass vum Marc Spautz, do ass dat dann och emol nach eng Kéier opgelëscht ginn: Wéi steet et eigentlech mat der wierklecher Verschëldung vu Lëtzebuerg? Wa mer net nëmmen déi vum Zentralstat huelen, mä wa mer déi vun der Sécurité sociale mat arechnen, wou mer jo e Versprieche gemaach hunn, wat d'Rentepolitik ubelaangt, wat mer de Leit schëlleg sinn an Zukunft. Nun, wa mer déi Gesamtschold kucken, Zentralstat an d'Sécurité sociale zesummen, da lande mer an deem Ranking hanner Griichenland.

Lëtzebuerg läit domadder hanner Griichenland, trotzdeem gëtt et der hei am Land nach ëmmer, déi mengen, mir bräichten eis net ze bewegen. Fir eng aner Politik hei ze maachen, do brauche mer eng gëeente Regierungséquipe. Eng Regierungséquipe, wou net ee probéiert, deem anere Knëppelen tëschent d'Been ze geheien. Wou net all Propos, déi vun engem gemaach gëtt, direkt vun engem Parteikolleeg oder vun engem Koalitiounspartner torpedéiert gëtt, wéi et an esou ville Proposë vum Wirtschaftsminister Jeannot Krecké war.

Et brauch een eng gemeinsam Strategie, an d'Zukunft vum Land muss am Mëttelpunkt stoen. Et däerf net weiderhin esou sinn, datt de parteipolitesche Profit fir deen een oder deen anere Regierungspartner do zentral Bedeitung huet.

Fir eng aner Politik ze maachen, Dir Dammen an Dir Hären, do brauche mer awer och e Regierungschef, deen d'Ficellen an der Hand hält. E Regierungschef, dee präsent ass.

(Interruption)

E Regierungschef, deen iwwerzeege kann. E Regierungschef, dee seng Popularitéit - déi en huet -, deen déi Popularitéit och am Déngscht vum Lëtzebuerger Land asetzt, fir hei zu Lëtzebuerg d'Leit, d'Mënschen hei am Land, vun enger anerer Politik kënnen ze iwwerzeegen.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Très bien!

M. Claude Meisch *(DP).*- Nëmme mat enger Regierung, déi selwer u sech gleeft, loosse sech d'Lëtzebuerger iwwerzeegen. Nëmme mat enger Regierung, déi selwer iwwerzeegt ass, sinn d'Lëtzebuerger bereet, och sech e Stéck wäit ze änneren, fir datt et dësem Land an Zukunft och gutt soll goen.

(Interruption)

D'Demokratesch Partei ass bereet, Verantwortung mat ze iwwerhuelen. An ech begréissen nach eng Kéier déi Invitatioun vu gëschter - wa se dann eescht gemengt war -, fir och d'Oppositiounsfraktioune mat an deem Débat do kënnen erunzezéien.

Fir eis ass et kloer, datt all Zukunftspolitik dräi Konditioune muss erfëllen: Éischtens muss se der Generatiounegerechtegkeet gerecht ginn. Mir däerfen net weiderfueren, d'Problemer op déi nächst Generatiounen an op déi Jonk vun haut ofzewälzen an hinnen e Land ze hannerloossen, wat manner gutt op d'Zukunft preparéiert ass wéi dat Land, wat mir vun eisen Elteren iwwerlooss kritt hunn.

Mir mussen eng modern Sozialpolitik maachen. Mir mussen déi richteg Äntwerte ginn op déi sozial Froe vun haut: wéi mer der Energiepräisfal entkommen, wéi mer Chancëgerechtegkeet bei de Kanner assuréieren, wéi mer d'Mëttelschicht och weider kënne stäerken, wéi mer och an der Sozialpolitik net laanscht déi Generatioune vu muer Politik wëlle maachen.

A mir däerfen net zréckzécken - an d'Demokratesch Partei, déi zéckt net, wann et drëms geet, Problemer unzepaken! D'DP ass an de leschte Joren net deen einfachste Wee gaangen, wann et drëms gaangen ass, hei am Parlament Faarf ze bekennen:

D'DP war géint deen an eisen Aen net sozial selektive System vun de Studiëbäihëllefen. Mir hunn deen net matgestëmmt. Mir hunn och dee leschten Ajustement net matgestëmmt. Mir hunn och hei an der leschter Regierungsperiod de Kannerbonus net matgestëmmt, well mer deemools schonn dervun iwwerzeegt waren, datt een net mat Geldleeschtungen do all Problem ka léisen an datt een éischter a Betreiung, also a Sachleeschtungen, misst weider investéieren. Mir hunn net de System vum Chèque-service matgedroen, well mer en als administratiivt Monstrum gesinn hunn.

Mir hunn also net all Kéiers mat mam Kapp geneckt, wann et drëms gaangen ass, de Leit hei am Land eppes ze verdeelen, eppes ze versprieche. Mir kéinten eis et als Oppositiounspartei, als gréissten Oppositiounspartei, ganz einfach maachen an heihinnerkommen a lamentéieren. Mir kéinten d'Problemer beschreiwen, mir kéinten op déi offensichtlech Differenzen innerhalb vun der Regierung an der Regierungskoalitioun opmierksam maachen.

Mä d'Demokratesch Partei wëllt méi! D'Demokratesch Partei wëllt d'Potenzial opzeechnen, wat mer hei zu Lëtzebuerg nach hunn a wat mer kënnen notzen. D'Demokratesch Partei wëllt ganz konkret Handlungsalternativen hei opzeechnen. D'DP ass iwwerzeegt, datt mer d'Kéier kënne kréien hei zu Lëtzebuerg. Nach ass Zäit. Nach hu mer all Méiglechkeeten hei zu Lëtzebuerg, fir ze reagéieren. Mir musse just wëllen!

CSV an LSAP wëllen net! CSV an LSAP kënnen net! CSV an LSAP kënnen net zesummen!

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Meisch. Als nächste Riedner ass den Här Lux agedroen. Här Lux, Dir hutt d'Wuert.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll am Numm vun den 13 Kolleeginnen a Kolleegen aus der LSAP-Fraktioun fir d'Éischt dem Kolleeg Gilles Roth fir säi schréftlechen an och säi mëndleche Rapport, deen en iwwert de Budget 2012 gemaach huet, ganz staark félicitéieren. En huet vill Wëssen a säi schréftleche Rapport erageluecht. Mir wäerten nach oft Geleeënheet kréien, op Säiten zréckzebliederen, fir Saachen nozekucken.

En huet eng Rei vun Akzenter versicht ze setzen, déi Courage verlaangen. Ech kennen ee vun deenen Akzenter - wann Der et net weidersot, da soen ech lech, dass et d'Autossteier ass -, fir ze wëssen, wéi vill Freed een dobaussen huet, wann een esou Sujeten upeilt. Mä ech mengen, dat ass gutt esou. Courage brauche mer, an Dir hutt et, Här Roth, an Ärem Bericht dëst Joer gemaach, an dofir eis Félicitatiounen!

Säit Méint, jo, et kéint ee bal soen, säit Joren, renne mer vun enger Krisemeldung, vun neien Zuelen, vun neien Iddien, déi op déi Krisesituatioune gesat ginn, zur anerer a mir mierken - an dat ass schonn ee vun de Punkten, wou ech souguer mat mengem Virriedner, dem Kolleeg Claude Meisch, d'accord sinn -, mir lafen ëmmer méi an eng Glafwierdegkeetskris, an eng Vertrauenskris eran. Well vill vun deene Propositiounen, déi deen een Dag gemaach ginn, sinn deen aneren Dag scho Makulatur oder awer erëm vergiess oder ginn zerséit an der Bürokratie zu Bréissel, wou se Méint a Jore brauchen, fir dass endlech gesetzlech Direktiven oder Reglementer doraus entstinn.

Ech hunn emol nogezielt, dass mer säit dem Ufank vun der Kris zu Bréissel 22 Sommeten haten, 22! Et kéint een dat scho bal Aktionismus nennen. An et mierkt een och ëmmer méi, an dës Woch ass jo e Beispill dofir, dass bei ville groussen Optrëtter, déi gemaach ginn, zum Beispill deen op dem Perron vun dem Elysée, sech a sech méi innenpolitesch Agendae hannendru verstoppen, wéi déi seriö Suerg, fir roueg, souverän an och ofgeschwat mat alle Partner zu gemeinsame Léisungen ze kommen, déi sonndes wouer sinn an och méindes dann och ëmgesat ginn. Dat schaaft oft zousätzlech Erwaardungen, déi dann net erfëllt ginn, a vill Veronsécherung.

Mir hunn dës Woch erlieft, dass Standard & Poor's 15 europäesch Länner, dorënner och Lëtzebuerg, op en negativen Ausbléck gesat huet a mat enger Ofstufung vun Triple-A op Double-A gedroht huet. Dass elo den EFSF an och eenzel Banke gëschter do drunhänken, ass a sech kohärent, wann een dat ka soen zu deem, wat déi Ratingagenturen do maachen.

D'Reaktiounen op déi Ofstufungen do, oder déi Drohunge vun Ofstufung, sinn extrem ënnerschiddlech. Si sinn et souguer zu Lëtzebuerg - extrem ënnerschiddlech - tëschent dem Finanzminister, dee gëschter dat éischter als e bal normalen Akt emfonnt huet, bal gerechtfertegt huet, dass dat a sech d'Situatioun erëmgëtt, wéi an Asien an op anere Plazen an der Welt iwwer Europa an der Tëschenzäit geduecht gëtt, an dass vläicht dodrunner och deen Drock erzeugt gëtt, deen derzou féiert, zu deene Politiken ze kommen, wou ee wëllt hikommen, an op där anerer Säit dem Premier, deen éischter rose reagéiert huet, dat „ongerecht", e „Paukenschlag" genannt huet an éischter fonnt huet, dass domat och dräi oder véier Deeg virun engem Sommet éischter Politik hei soll gemaach gi wéi eng seriö Ausenanersetzung mat der Situatioun vun eenzelne Staten.

Am Fall vu Lëtzebuerg muss ee soen: Wat soll dat, e Land mat 17%, 18% Statsverschëldung - doranner nach ëmmer eist Kapital, wat mer bei der BGL BNP Paribas hunn - a mat engem öffentlechen Defizit vu manner wéi engem Prozent eropzestufen (veuillez lire: erofzestufen)? Dat ass éischter eng absurd Situatioun. Ech mengen, et bleiwen elo nach dräi Länner. Wann déi 15 géifen erofgestuft ginn, bleiwen der nach, mengen ech, dräi rescht: Singapur, Kanada an nach iergenden drëtt, déi dann am Triple-A bleiwen.

An dat stellt dann och d'Fro - an da kommen ech zréck op dat, wéi ech ugefaangen hunn -, dass mer scho säit zwee, dräi Joer dann och diskutéieren: Wat maache mer mat deene Ratingagenturen an ass et net noutwendeg, eng onofhängeg europäesch Ratingagentur opzebauen? Dat hu mer scho virun zwee, wann net souguer virun dräi Joer gesot, och héchstwahrscheinlech hei gesot. A mir fänken natierlech elo erëm un an dëser Woch, wann een d'Meldunge liest - et gëtt an alle Länner elo erëm vill méi hefteg an haart driwwer nogeduecht: Wéini maache mer endlech dat, fir eis vun dem Damoklesschwäert vun deenen amerikaneschen Agenturen, wou effektiv zum Deel och vill Politik gemaach gëtt, ze befreien?

D'Politik huet also d'Wiel, op deen Drock, deen do erzeugt gëtt, heiansdo am eegenen Intérêt, ze reagéieren, andeem een dat fir Verschwörungstheorien hält an dorobber opgereegt an nervös reagéiert, oder awer - an do wär ech méi no bei der Attitüd, déi de Finanzminister gëschter zu där Fro hei hat - ze versichen, mat méi Souveränitéit, mat méi Rou a mat méi Kloerheet op déi Situatioun do ze reagéieren.

Mir géifen also eendeiteg fir déi zweet Optioun plädéieren: eis drop ze besënnen, wat mer wëllen, wat déi eigentlech Aufgabe sinn, déi mer ze erfëllen hunn, an dann och wierklech déi Aufgaben upaken. Ech géif der véier nennen, déi fir eis wichteg a kloer sinn.

Déi éischt ass - an et féiert kee Wee derlaanscht -, dass mer finanziell Stabilitéit brauchen, dass mer Scholde mussen ofbauen an dass mer net kënnen op d'Käschte vun deenen nächste Generatioune liewen. Wann een dat seet, dann heescht dat - an dat ass eng Fro, déi de Finanzminister gëschter gestallt huet an déi ech direkt wëll beäntworten -, dass eis Fraktioun déi Zilsetzung, fir en équilibréierte Budget am Gesamtstat 2014 ze erreechen, nach wie vor mat zwou Hänn ënnerschreift.

Weider gereechten Ziler, déi ech gëschter héieren hunn, déi, mengen ech, sollt een emol am Laf vum nächste Joer, wa mer déi sougenannten „mid-term review" maachen, kucken.

Une voix.- Mir hu jo gutt Zäit, mir hu jo gutt Zäit!

(Interruptions diverses)

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Mir mengen also, dass déi Zilsetzung, nach eng Kéier, Här Helminger, fir 2014 - an da kuckt Der Iech emol un, wéi d'Situatioun...

(Hilarité)

Da kuckt Der Iech emol un, wéi d'Situatioun an deenen anere Länner sech duerstellt, wa mer 2014 dat Zil do erreechen - dass mer da vill fäerdegbruecht hunn.

An ech wéilt Iech och soen, dass mer an där Trajectoire - ech kommen herno nach op déi zréck -, déi mer an dëser Legislaturperiod ugaange sinn, mat deene Spuermoossnamen, déi mer geholl hunn, zwee Joer - haut schonn! -, zwee Joer en avance si vun deem, wat mer eis 2010, Ufank 2010, am Pacte de stabilité virgeholl hunn. Ech wëll also soen, dass déi Zilsetzung do eng Zilsetzung ass, déi vun dëser Regierung ugepaakt ginn ass a wou se och op deem richtege Wee ass!

Déi zweet Zilsetzung ass déi, fir gläichzäiteg a parallell - an dat wäert eng vun de wesentlechen Aussoe sinn, déi ech haut am Numm vun eiser Fraktioun wëll maachen -, dass mer gläichzäiteg och fir Wuesstum a fir Aarbecht musse suergen.

Dat heescht am Kloertext, dass Investitiounsvirhaben net onnéidegerweis solle gekierzt ginn, besonnesch dann, wa se wichteg si fir déi zukünfteg Generatioun an déi zukünfteg Aufgaben, déi mer hunn, an dass mer och bei der Kafkraaft vun de Leit dobaussen net eng onnëtz eesäiteg Austeritéitspolitik sollte maachen, fir derfir ze suergen, dass ebe Konfienz herrscht, Konfienz herrscht souwuel bei den Investore wéi och bei de Konsumenten, fir dass d'Kaz sech net an den eegene Schwanz bäisst. Well dat ass dat, wat an der Tëschenzäit a ville Länner amgaangen ass ze geschéien.

Ech wëll just drun erënneren, och wann dat keng Referenz am Rescht vu menger Interventioun soll sinn, ech wëll drun erënneren, wann een dat genau liest, wat bei der Erofstufung, der ugedrohtener Erofstufung vu Standard & Poor's gesot gëtt, dass déi Agence eis extra drop hiweist, dass déi héich Defiziter an déi héich Schold, dass dat net de Grond ass vun der Kris, mä dass dat d'Folge si vun der Kris. A si warnt virun enger eesäiteger Austeritéitspolitik. Si mécht extra drop opmierksam, dass een en équilibréierte Mix muss maache vu Politiken, an net eesäiteg, wéi dat awer an eenzelne Länner ass. A Griichenland gesäit een, wéi onméiglech et wäert ginn, fir op deem Wee do aus der Situatioun erauszekommen.

Deen drëtten, an do deelen ech déi Remarquen, déi mäi Virriedner gemaach huet, deen drëtte Punkt ass dee vun der Kompetitivitéit. Ech gesinn net, ech soen dat hei, ech gesinn net, wou et heibanne bei deene 65 Propositiounen, déi de Wirtschaftsminister gemaach huet, ganz grouss Divergenze gëtt. Et gëtt vläicht eng, ech kommen herno op déi zréck, a puncto vum Index, mä ech mengen, all déi aner Punkten, besonnesch déi vum Ofbau - an Dir hutt se genannt -, vum Ofbau vu bürokrateschen Hürden an der Fro, wéi schnell mer kënne Prozedure maachen, do hu mer heibannen, mengen ech, e grousse Konsens, fir dat ze maachen. Elo wëll ech awer eppes...

(Interruptions diverses)

Elo wëll ech awer eppes soen, Här Meisch, elo wëll ech eppes soen, Här Meisch, total onpolemesch; meng Gripp erlaabt mer net, ze vill hefteg de Moien hei ze sinn. Ech wëll Iech soen, dass de groussen Deel - an déi, déi zu Bréissel elo op eemol en anert Lidd sangen an all hiren Aussoen, och d'Kommissioun, déi am Lissabonner Prozess soen, mir musse méi schnell virukommen, méi schnell décidéieren -, ech soen Iech, dass 80% vun deem, wat eis hënnert, an de Prozedure méi schnell virunzekommen, gebuer a gedeeft ginn ass an de Bréisseler Conseilen.

An och an enger Regierungsperiod, wou Dir mat derbäi waart, si wesentlecher vun deenen Direktiven, déi eis haut vill Misär maachen, deemools do diskutéiert an ëmgesat ginn.

(Interruption)

Mir hätten also all Intérêt - neen, dat ass net einfach! -, mir hätten also all Intérêt,...

(Interruption)

...och de Bréisseler Bürokraten ze soen, dass, wa mer haut am Lissabonner Prozess endlech dovunner schwätzen, fir méi schnell virunzekommen, dass een och eng Entforstung net nëmmen zu Lëtzebuerg soll maachen, mä eng Entforstung vu ville Prozeduren, déi onnëtz sinn, zu Bréissel soll ufänken. Dat wär, mengen ech, dee richtege Wee, fir emol do unzefänken, wou déi meescht gebuer si ginn.

Dee véierten...

Une voix.- ...dat ass de Problem.

M. Lucien Lux *(LSAP)*.- Dee véierte wesentlechen Eckpfeiler vun deem, wat eis Fraktioun denkt, ass dee vun der sozialer Kohäsioun: derfir ze suergen, dass eise Sozialmodell - an ech kommen herno dorobber zréck -, dass eise Sozialmodell gestäerkt gëtt. Dass mer derfir suergen, dass déi Mannerbemëttelt méi gehollef kréie wéi déi aner, dat ass ee richtege Prinzip. Ech kommen herno och méi konkret a praktesch nach eng Kéier dorobber ze schwätzen.

An da wëll ech eng Bemierkung maachen: Do muss ech soen, heiansdo froen ech mech, ob mer deeselwechte Film dobausse kucken. De Claude Meisch huet elo opgehalen a senger Ried a gesot, dës Regierung wär reformonfäeg. Ech muss éierlech soen, wann ech mer déi lescht Wochen, mer déi lescht Deeg dobaussen ukucken, da froen ech mech zwar, ob ee matkritt huet heibannen, Här Sozialminister, ob ee matkritt huet heibannen, dass de Sozialminister virun engem décke Joer eng Reform gemaach huet am Krankekeeseberäich...

(Interruption)

...a vun engem Grupp, de liberalen Dokteren, mat engem Streik bekämpft ginn ass, fir dass net sollten eenzel Acquisen a Fro gestallt ginn. Hu mer dat matkritt, dass also e Minister hei au charbon gaangen ass - an am Fussball géife mer soen: an de Strofraum gaangen ass, do, wou et wéi deet, heiansdo souguer an de Fënefmeterraum.

Da froen ech mech, ob mer matkritt hunn, dass de Fonction-publiques-Minister, dass deen an der Reform, déi elo do läit - déi dausend Säite Reform an der Fonction puplique -, dass deen au charbon gaangen ass mat der Ministesch zesummen, fir derfir ze suergen, dass mer eng Rei vun Acquisen, eng Rei vu Bewegungen an de Käpp an an de Methoden an der Fonction publique kréien - an dofir keen Applaus, wierklech keen Applaus kritt, wa mer dës Woch héieren hunn, wat dann elo iwwert déi Accordë vu virun der Vakanz geduecht gëtt!

Ass eis entgaangen, oder Iech entgaangen, dass mer an der Bipartite vum 29. September d'lescht Joer mat de Gewerkschaften en Accord fonnt hunn iwwert den Index, eng Indexmodulatioun - e Report vun der Indextranche vum 1. Juni décidéiert hunn op den 1. Oktober -, déi vill méi bruecht huet, wann ech dat fir d'Ekonomie kucken, vill méi bruecht huet, wéi vill vun deene Virschléi, déi am Zesummenhang mat Ännerungen am Wuerekuerf hei proposéiert an ugeduecht ginn?

Ass et entgaangen, dass den Aarbechtsminister souwuel um Niveau vun der Praxis haut mat méi Leit, méi Agencen, bessere Methoden an engem Projet de loi, deen d'nächst Woch hei wäert gestëmmt ginn, derfir gesuergt huet, dass mer endlech Damp an deen Dossier vun der Reform vun der ADEM a vun der Aarbechtsmaartverwaltung kritt hunn?

An ass Iech entgaangen, vläicht och nach, dass d'Éducatiounsministesch am Moment amgaangen ass, no der Reform am Fondamental, wierklech am Strofraum ze sinn, do wou et stëbst a kraacht, fir derfir ze suergen, dass dëst Land reforméiert gëtt?

(Interruption)

An dofir mengen ech, dofir mengen ech, dass déi Beispiller do...

(Interruptions diverses)

...déi dote Beispiller Iech weisen, dass déi doten...

(Interruption)

Jo, ech muss och soen, wann ech iwwert d'Géisskan... Dir hutt jo elo vill dovu geschwat, vun der Géisskan...

Une voix.- Huelt eng Schlupp Waasser!

(Hilarité)

M. Lucien Lux *(LSAP)*.- Sidd fein.

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Majo. Mat der Géisskan.

M. Lucien Lux *(LSAP)*.- Ech wëll Iech och soen - un d'DP geriicht, da brauch ech dat herno net ze maachen -, et kann een der Koalitioun... An ech ginn op eenzel Beispiller ganz selbstkritesch an, an der Fro vun: Wéi brénge mer et fäerdeg, fir endlech d'Selektivitéit an eenzel Moossnamen ze kréien? Mä ech muss Iech soen, wann ech - leider ass en elo net heibannen - mä ech muss soen, wann ech un d'Renten denken an un déi Virschléi, déi elo gemaach ginn, fir den Ajustement auszesetzen, muer ganz ofzeschafen, an dann ze schwätze vun der Géisskan, vun der Responsabilitéit, vun der Rentemauer, da wëll ech Iech soen: Déi gréisste Schubkar voll vu Géisskanen am Beräich vun de Renten, déi jee duerch dëst Land gefuer ass, dat war déi vum liberale Sozialminister Carlo Wagner nom Rentendësch. Dat war déi gréisste Géisskan, déi d'Land jee gesinn huet! Dofir géif ech mengen, e bësse méi Bescheidenheet...

(Interruption)

E bësse méi Bescheidenheet wär gutt.

Une voix.- War da jiddwereen derbäi?

M. Lucien Lux *(LSAP)*.- E bësse méi Bescheidenheet.

Une voix.- Waart Dir dergéint?

(Interruptions diverses)

M. Lucien Lux *(LSAP)*.- E bësse méi Bescheidenheet géif Iech also guttdoen. Wann Der iwwert deenen aneren hir Géisskane schwätzt, da kuckt emol fir d'Éischt, mat wat fir enger Géisskan...

M. Claude Meisch *(DP)*.- Maacht Iech awer elo net lächerlech, Här Lux!

M. Lucien Lux *(LSAP)*.- ...Der duerch d'Land gaange sidd.

M. Claude Meisch *(DP)*.- Elo maacht Iech awer net lächerlech!

(Interruptions diverses)

M. Lucien Lux *(LSAP)*.- Ech wéilt en zweete Punkt soen...

Une voix.- Et schafft keen am Gaart dermat.

M. Lucien Lux *(LSAP)*.- Ech wéilt en zweete Punkt soen, dat ass deen...

Une voix.- Hie souz vir an der éischter Rei.

M. Lucien Lux *(LSAP)*.- ...dat ass deen - ganz kuerz, well de Kolleeg Alex Bodry wäert herno nach am Detail dorobber agoen -, e kuerzt Wuert iwwert déi Virschléi, déi dann elo, déi nei Virschléi, déi elo vun der däitscher Bundeskanzlerin an dem franséische President gemaach ginn. Ech wéilt net weider politesch kommentéieren, wéi een de Fait selwer an och déi grouss Kéieren, déi do an deene leschte Jore gemaach gi sinn - wann ech eleng de franséische President kucken, vun Deauville bis de Méindeg um Perron an esou virun, wéi vill Kéieren, dass do hu misse gemaach ginn, fir dann zu deem Resultat ze kommen.

Ech wéilt soen, dass d'Resultat, fir elo eng Modifikatioun ze maache vum Traité mat automatesche Sanktiounen, Règle d'or, Kompetenze vum Europäesche Geriichtshaff, do wéilt ech soen, dass eis Fraktioun sech net prinzipiell géint Vertragsännerunge stäipt. An ech géif hei huelen dat Wuert vum Ausseminister, dee gesot huet: „Wa se schnell a schmäerzlos sinn"; nach musse mer dann definéieren, wat schmäerzlos da fir déi eng a fir déi aner heescht. Mä ech wéilt soen, dass ee muss wëssen, ier een elo emol juristesch gekläert huet, wéi déi Vertragsännerungen da solle schnell goen - well et ass jo dorobber, wou et ukënnt, fir zu engem Vertrauensbeweis no baussen erëm ze kommen -, wéi mer dat maachen.

Ech héieren elo schonn, dass d'Europäesch Kommissioun der Meenung ass, dass de Protokoll 12 déi richteg Basis wär, fir dat ze maachen, dass den Elysée an d'franséisch Regierung der Meenung sinn, et wär de Protokoll 14, fir dat ze maachen. Ech wënsche bonne Chance, fir zu deene Vertragsännerungen do ze kommen - wann ee weess, wéi schwiereg dass dat an eenzelne Länner wäert ginn, an déi politesch Risiken, déi domadder verbonne sinn -, fir hei schnell a vertrauenserweckend zu Resultater ze kommen.

De „Sixpack", deen ass eréischt a Kraaft a geet zimlech wäit an eenzelne Punkten, dat wäerte mir selwer un eenzelne Beispiller och nach erliewen, a scho ginn nei Vertragsännerungen an d'Diskussioun bruecht, mat neien Instrumenter. Mir sinn do éischter skeptesch a mir sinn och bei der Règle d'or vun der Verschëldung éischter der Meenung, dass, wann een an esou eng Richtung soll goen, da soll een dat och hei zu Lëtzebuerg éischter op engem gesetzleche Plang gesi wéi um Niveau vun der Verfassung. Mä ech mengen, dat sinn Diskussioune, wou mer Zäit hunn, driwwer ze diskutéieren.

D'Politik steet also viru ganz eeschte Verantwortungen. A wann ee vu Lëtzebuerg ausgeet, mat enger Verschëldungsquot vu 17%, déi jo fir Eenzelner schonn anscheinend en Horrorzeenario duerstellt, da wëll ech deene siwe féirende Wirtschaftsmächten aus dem G7 emol hir Verschëldung eng Kéier hei einfach oplëschten, fir dass mer emol d'Situatioun genau kucken: Amerika läit bei enger Verschëldung vu ronn 100% vu sengem PIB, Japan bei 229%, Däitschland bei 80%, Frankräich bei 88% - dat sinn déi, déi esou grouss Lektiounen erdeelen deenen aneren -, England bei 83%, Italien bei 120%, Kanada bei 84%, och nach ee Land vun deenen, déi den Triple-A nach hunn.

An ech kommen dann op dat zréck, wat scho meng zwee Virriedner gesot hunn - déi Verschëldungskris. Aus där Verschëldungskris ass eng regelrecht Vertrauenskris ginn: Kee Vertrauen an d'Fäegkeet vu Staten a Regierungen, déi Scholdekris an de Gréff ze kréien, d'Defiziter ofzebauen, d'Kompetitivitéit ze verbesseren a fir Croissance ze suergen; Investoren, déi iwwerdriwwen - an eisen Aen - nervös reagéieren; d'Politik, déi sech vun de Finanzmäert dreiwe léisst!

An ech muss Iech soen, ech hätt, wéi vill heibannen, sécherlech léiwer gäre gesinn, dass den Här Berlusconi an Italien vum Vollek bei demokratesche Wahlen ofgewielt an an d'Oppositioun geschéckt gi wär, wéi duerch den Drock vun de Finanzmäert. Dat wär, mengen ech, och fir d'Vertraue vun de Leit an och fir deen Demokratiedefizit, deen dat a Wierklechkeet duerstellt, besser gewiescht.

An da muss ech jo soen, wann ech gesinn, wéi déi Regierungen, déi technokratesch Regierungen do opgebaut ginn, do tummele sech dann all déi Ex-Goldman-Sachs-Leit, déi mat responsabel ware fir d'Banken- an d'Finanzkris. Déi hu sech elo alleguer nach eng Kéier geläutert, eng Kéier gerëselt, sinn eng Kéier e bëssen duerch d'Feegfeier gaangen, an elo triede se schonn erëm op a ginn eis alleguerte Lektiounen. Ech mengen, och do muss een da ganz hellhöreg sinn!

Déi sozial Konflikter, an dat erliewe mer a Griichenland, a Portugal an a villen anere Länner ëmmer méi, ginn duerch déi Austeritéitspolitik ëmmer méi grouss, mat allem, wat un Aarmutsrisiko, Streiken, soziale Revolten an domadder och un Ofbau vu Wettbewerbsfäegkeet mat drunhänkt.

D'Äntwert dorobber aus der Siicht vun der LSAP-Fraktioun an e puer Punkten: Mir mengen - an, Här Meisch, do ass eng vun den Differenzen, déi mer hunn -, mir mengen, dass een net op där enger Säit d'Vertraue kann erbäiriede wëllen an duerch Gesten no baussen och kloermaachen, dass mer Vertraue bei Investoren a bei de Konsumente wëllen, an op där anerer Säit dann awer, an eisen Aen, ze vill Katastrophismus maachen, ze vill d'Situatioun schlechtrieden, ze vill eis Chancen an eis Trëmp, déi mer hunn, schlechtrieden. Ech mengen, dass mer do eng Divergenz an der psychologescher Upak schonn eleng hunn, wéi mer no baussen dat solle maachen.

De Jacques Delors huet eng Kéier gemengt, 50% vun enger gudder Wirtschaftspolitik wär, derfir ze suergen, dass psychologesch eng Atmosphär géif herrschen, déi positiv wär, déi déi wär, fir d'Aermel eropzekrempelen an net Heulsusen ze spillen! Mir mengen, dass dat och haut nach ëmmer richteg ass, an dass, wann een d'Zeitungen duerchkuckt: „Eurozone droht der Supergau", „Kernschmelze in Europa" fir d'Verschëldungskris, dass dat natierlech och ee Wuertlaut ass, deen natierlech net derzou bäidréit, fir d'Bierger an d'Investoren och méi sécher ze maachen.

Den Helmut Schmidt huet virun e puer Deeg um SPD-Parteitag zu Berlin geschwat an nach eng Kéier drop higewisen, dass den Euro zur zweetwichtegster Währung an der Weltwirtschaft ginn ass, dass dës europäesch Währung, dësen Euro no bannen an och am Ausseverhältnis vill méi stabil ass, nach ëmmer méi stabil ass wéi den amerikaneschen Dollar. An iwwregens - huet e gemengt - fir säi Land och vill méi stabil wär, wéi d'D-Mark an deene leschten zéng Joer vun hirer Existenz. An en huet zum Schluss, ech zitéieren en, gesot: „Alles Gerede und Geschreibe über eine angebliche Krise des Euro ist leichtfertiges Geschwätz von Medien, von Journalisten und von Politikern." Dat ass jo och eng Meenung vun engem, deen, mengen ech, jo awer d'Kompetenz an och d'Ausstrahlung huet, fir eis op deem Gebitt do eng Rei vu Lektiounen ze ginn.

Déi zweet Äntwert ass déi: D'Politik muss glafwierdeg Äntwerten op déi Vertrauenskris do ginn. Dat geet an éischter Linn, wann endlech dat och ëmgesat gëtt, wat eng Kéier beschloss ginn ass. Ech hunn dat virdru gesot: 22 Sommete mat Säiten a Säite Resolutiounen, grousse Virhaben, déi an d'Vitrine gestallt ginn, a meeschtens doktere mer dann, wa mer iwwerhaapt nach dokteren, doktere mer Méint a Joren drun, fir zur Ëmsetzung dovunner ze kommen. An dat ass och wouer fir all déi Treffen um G8, um G20, IWF-Treffen a Sommeten, wéi gesot, mat derbäi.

Wat ass a Saache Finanzmaartreguléierung bis elo geschitt? Wat ass a puncto makroekonomescher Koordinéierung geschitt? Wat ass an der Bekämpfung vun der Scholdekris effektiv konkret geschitt, ausser ee Sommet nom aneren a grouss Resolutiounen? An dann, mengen ech, an ech hunn dat scho gesot, wär et gutt, an et huet keen heibannen - an do sinn ech mam Kolleeg Spautz d'accord -, Europa huet ëmmer eppes dovunner, wann den däitsch-franséische Motor funktionéiert. Dat ass vum Prinzip hier ëmmer richteg a gutt fir Europa!

Trotz allem muss ech soen - an ech hu virdru gesot: Däitschland 80% Schold vu sengem PIB, Frankräich 88%, op den Defizit ginn ech net an -, ech mengen, och do wär et gutt, wann déi, déi no bausse glafwierdeg wëllen optrieden, dass déi sech emol bei hirer eegener Nues fir d'Éischt géifen huelen a selwer weisen, dass se och „les bons élèves" an der Klass sinn, fir no vir ze goen. Ech mengen, och dat gehéiert an der Glafwierdegkeetsfro derzou, dass mer virukommen.

An dann, drëttens, ass deen Discours vun der Alternativlosegkeet een, wou mer sollten ophalen. Dat Wuert, wat ëmmer méi erëmkënnt: „Et gëtt dozou keng Alternativ", och dat ass fir eis Demokratie ee ganz gefäierleche Wee, dee mer ginn, ze mengen, dass déi Politiken, déi ugebuede ginn op deene Sommeten, an deene Resolutiounen, dass et dozou keng Alternativ gëtt. Dat ass an eisen Aen net richteg! Déi eenzeg Léisung, an ech hunn dat virdru scho gesot, déi eenzeg Léisung, déi doranner besteet: „Spueren, spueren, Defiziter senken", ass sécherlech eng, déi dozou féiert, dass déi aktuell Kris nach ka verschäerft an nach wäert verschäerft ginn.

Ech hunn hei oft den Ausdrock gebraucht: „Mir sollten eis net kapottspueren". Dann hunn ech op dëser Säit vum héijen Haus, bei de Kolleege vun der CSV gesinn, déi hunn dann d'Stir gerunzelt, wann ech dat gesot hunn. Dofir war ech ganz frou ze liesen, dass an deem éischten Interview, deen hie ginn huet als neie Fraktiounspresident am „Lëtzebuerger Wort", och den Här Spautz déi Formule geholl huet, fir ze soen: „Mir däerfen eis net kapottspueren", zitéiert mat Gänseféisercher. Ech mengen, dass et richteg ass, derfir ze suergen, dass deen Équiliber ass tëschent op där enger Säit där Spuerpolitik, déi mer weiderhi musse maachen, an op där anerer Säit awer derfir ze suergen, dass mer en Équiliber hunn an den Investitiounen an an der Kafkraaft bei de Leit, dass dat déi Politik ass, déi mer och an deenen nächste Jore weider zesumme musse maachen.

Mir hunn, ech mengen, déi Aschätzung, an ech wëll drop zréckkommen, wat de Kolleeg Claude Meisch gesot huet. Jo, ech gehéieren zu deene ganz villen, déi am Juni, Juli virun der Vakanz - an et gouf der nach bis an den Ufank Oktober, déi där Meenung waren, opgrond vun de makroekonomeschen Donnéeën, déi mer haten, opgrond vun der Atmosphär, déi geherrscht huet bei den Investoren an och bei de Konsumenten, an dat huet sech zu Lëtzebuerg ausgedréckt duerch lauter ganz favorabel Zuelen, souwuel am Konsum wéi och an den Investitiounen - der Meenung waren, dass mer aus der Kris eraus wären an dass mer d'Enn vum Tunnel géife gesinn.

De Budgets- a Finanzminister huet nach de 5. Oktober hei am héijen Haus um Ofschloss vu senger Budgetspresentatioun gesot: „Eis geet et ganz gutt." An effektiv, opgrond vun de Vergläicher, déi mer mat jiddwerengem kënne maachen, geet et eis och haut ganz gutt. Dat hëlt eis awer net d'Verantwortung ewech! An da sinn ech erëm bei Iech, fir op enger Rei vu Punkten, op déi ech ze schwätze kommen, derfir ze suergen, dass mer déi Situatioun, déi mer hunn, dass mer déi nach besser kënne maachen.

Jiddefalls ass et eendeiteg: Wann een d'Zuele kuckt, si mer vu Croissancezuelen, déi mer nach virun der Vakanz vum Statec, vun der OECD gesot kritt hunn, vun 3%, 4% erofgepurzelt op 1% a manner wéi 1%. Ech mengen, dat ass an Zäit vun dräi, véier Méint geschitt. Esou grave ass déi Vertrauenskris, well dat ware keng haart Fakten, déi dozou gefouert hunn, dat war eleng d'Psychologie, dat war eleng d'Atmosphär, déi herrscht an Europa duerch déi Verschëldungskris, duerch déi Kris um Niveau vun der politescher Gouvernance, déi mer feststellen. Eleng doduerch, mengen ech, ass also déi Situatioun geschitt.

Wat mech iwwregens dozou féiert, dass, wann dëse Weekend fir d'Eurozon a fir d'Décisiounen e gudde Weekend gëtt - a jiddwereen heibanne wënscht sech, dass et muer den Owend zu kloren Décisioune kënnt -, sinn ech och iwwerzeegt, dass mer gradesou schnell, wéi mer an déi Situatioun erofgefall sinn, et och fäerdegbréngen, mat allen Trëmp, déi mer an der

Eurozon hunn, an och mat dem Euro als Währung, als zweetstäerkst Währung vun der Welt, dass mer och gradesou schnell erëm aus deem Dall do kënnen erauskommen.

Da stellt sech d'Fro - mir hu bei der Budgetspresentatioun, nodeem mer de Budgetsminister oft... „kritiséiert" wär iwwerdriwwen, mä fonnt hunn, dass en ze vill virsiichteg a senge Previsioune war -, dass och heibanne vill Leit gesot hunn: „Dir bleift léiwer um Geld sëtzen." „Hien huet net genuch politesch Volontéit, fir no vir ze goen." Déi éischte Kéier, wéi mer hei erausgaange sinn an d'Gefill haten, dass de Budgetsminister emol eng Kéier beim Budget - d'Virstellung vun 2012 - Volontéit gewisen huet, Optimismus gewielt huet, ass en natierlech e bësse bestrooft ginn!

Dat deet eis leed, Här Budgetsminister, mä bleift awer an där Linn, wéi Der dat de 5. Oktober gemaach hutt. Mä Ären Optimismus de 5. Oktober ass leider net vun de Fakten, déi sech duerno ofgespillt hunn, an deene Vertrauensindexen, déi mer elo kennen, an deenen Zuelen, déi mer elo kennen a mat deene mer eis mussen ausenanersetzen... Mä mir sinn absolut mat Iech d'accord, dass dee Budget hei och opgrond vun deenen neie Previsiounen net soll op d'Kopp gekéiert ginn.

Mir si scho mat Iech ganz op enger Säit, fir ze soen, dass een hei soll e rouege Kapp behalen, fir an deenen nächste Méint ze kucken, wéi d'Situatioun sech weider entwéckelt. An ech mengen, mir hunn dann Zäit, fir nom éischte Semester 2012, wa mer d'Zuele vun de Recetten, och um Niveau vun den Dépensen an iwwerhaapt d'Zuelen dobausse gesinn, fir dann déi „mid-term review" virzehuelen, déi eis erlaabt, e Bléck ze geheie bis 2014 an deenen Zilsetzungen, déi mer ginn hunn.

Ech wëll och nach eng Kéier soen, dass déi gesamt Regierung sécherlech och virun der Vakanz geduecht huet, mir wären esou lues um Wee aus der Kris eraus, wéi se den Accord salarial mat der Fonction publique ënnerschriwwen huet. Laang ware mer heibannen der Meenung, dass een an deem Accord salarial fir déi nächst zwee, dräi Joer, fir dës Legislaturperiod keng Verbesserungen um Niveau vun de Gehälter soll maachen. Mir hu se awer gemaach, well mer gemengt hunn, dat géif deem Opschwong hëllefen, deen amgaange war, sech ze weisen.

Datselwecht gëllt och fir d'Krisesteier, d'Ofschafung dovunner. Vläicht hu mer ze fréi lassgelooss, mä et waren, mengen ech, déi politesch Décisiounen, déi zu där Situatioun gepasst hunn. An ech mengen, mir mussen dann d'nächst Joer bei der „mid-term review" op eenzel Punkten dann och zréckkommen.

Ech wéilt op e puer Punkte vun der politescher Agenda zréckkommen, e puer wéineger. Zu der ADEM-Reform hunn ech geschwat. Ech mengen, mir kréien d'nächst Woch d'Geleeënheet, den nächsten Donneschdeg, fir déi Reform hei ze diskutéieren an ze kucken, ob se wäit genuch geet oder ob se net wäit genuch geet. Ech sinn awer haut schonn der Meenung, dass d'Beschäftegungspolitik a sech den Thema wär, dee mer am Januar, Februar missten hei diskutéieren.

Well d'ADEM-Reform ass eng Strukturreform vun enger Verwaltung. Dat ass net eng Ausenanersetzung mat der Beschäftegungspolitik vun dëser Regierung. Et ass ee Volet dovunner! Ech géif dofir och als President vun där Kommissioun, wann d'Memberen dovunner d'accord sinn, soen, dass mer eis scho sollten am Februar Zäit huelen - wa mer déi Reform elo gestëmmt hunn d'nächst Woch -, Zäit huelen eng Kéier an enger Debatt, wéi mer se dann och ëmmer nennen, fir ze kucken: Wéi ass et mat der Evaluatioun vun deenen eenzelne Moossnamen? Wat muss do geschéien?

Eng Rei vu Viraarbechte leien do. Et wär net gutt, wa mer nach eng Kéier, wéi d'nächst Woch, erëm eng Verlängerung misste stëmme vun de Krisemoossnamen, ënner anerem och de Beschäftegungsmoossnamen, mä dass mer d'nächst Joer derfir suergen, déi Evaluatioun ze maachen, fir dann net nëmmen einfach mir näischt, dir näischt den Instrumentarium ze verlängeren, esou wéi mer dat d'nächst Woch wäerte stëmmen, mä och derfir suergen, dass mer eng Analys maachen a kucken, wat wierklech ze geschéien huet.

Deen zweete Punkt ass deen - an ech mengen, dat mécht een e bëssche verdrësslech -, wann ee gesäit, wat um Niveau vun der Fonction publique sech elo ofspillt. Ech mengen, mir hunn alleguerten deen Accord, deen d'Regierung fonnt huet, souwuel iwwert den Accord salarial wéi och iwwert d'Reform vum Statut, all déi Ännerungen hu mer a sech positiv opgeholl. Ech mengen, et ass ëmmer gutt, wann d'Regierung et fäerdegbréngt, mat de Sozialpartner dobausse sech eens ze ginn. Dat ass e gudde Wee. Wa mer deen hei kënne validéieren, ass dat, mengen ech, och de Kinnekswee, deen ee soll goen. Haut mierke mer, dass villes erëm a Fro gestallt gëtt.

Mir sinn - an ech mengen, dat ass déi Ausso, déi ech am Numm vun eiser Fraktioun hei wéilt maachen - bei allen Diskussiounen, déi elo am Moment stattfannen, der Meenung, dass deen Accord, dee fonnt ginn ass tëschent der Regierung an der CGFP, eent zu eent soll ëmgesat ginn. A mir wäerten als Fraktioun bei deenen dausend Säiten, déi elo virleien, da wann dee Prozess, dee jo elo nach amgaangen ass - fir mat der CGFP a mat deenen anere Gewerkschaften an Ënnerorganisatiounen ze diskutéieren -, wann deen dann ofgeschloss ass an de Projet de loi deponéiert gëtt, wäerte mer ganz genau, akribesch kucken, ob dat deem entsprécht, wat ofgemaach ass; wat och an der Koalitioun dat war, wou mer der Meenung waren, dass een et konnt akzeptéieren.

An dat virun allem op zwee Punkten: Deen éischte Punkt ass dee vum Bewäertungssystem. Ech soen nach eng Kéier dat Wuert, wat ech virun engem Joer am Januar eng Kéier geprägt hat: Mir wäerten net akzeptéieren, dass aus deem Bewäertungssystem e bürokratescht Monster gëtt, wou muer vill méi Zäit an Energie verluer geet, fir Leit ze bewäerten, wéi fir derfir ze suergen, dass Aarbecht gemaach gëtt an dass Dossiere behandelt ginn an dass et an der Fonction publique an an de Verwaltunge virugeet.

An zweetens: Gradesou akribesch wäerte mer dofir kucken, dass deen Accord, dee mer haten, an deen Accord, deen och mat der CGFP fonnt ginn ass, fir um Niveau vun den Ufanksgehälter eng Reduzéierung vun deene Gehälter just virzehuelen, just an eenzeg an eleng um Niveau vun der Stagezäit, an net herno um Niveau vun den Zäiten, wann d'Leit schaffe ginn, agehale gëtt. Ech mengen, dat sinn déi zwee Punkten, déi eis bei där Geleeënheet wäerte wichteg sinn.

An ech mengen, dass dat fir vill aner Punkten och gëllt. An ech soen et nach eng Kéier bei der Tripartite: Beim État de la nation hunn ech am Numm vun eiser Fraktioun e waarmen Appel gemaach un d'Sozialpartner, sech um Bidon ze rappen, fir derfir ze suergen, dass d'Tripartite erëm un d'Rulle kënnt, dass et zu Accorder kéint kommen.

Ech sinn net onbedéngt - obschonn ech esou gebuer sinn -, net onbedéngt optimistesch, wann ech an de Kulisse vun deenen engen a vun deenen aneren héieren, wéi d'Positioune schonn erëm amgaange sinn, festgeklappt a festgezurrt ze ginn. Mä d'Hoffnung stierft zulescht an deem, dass se d'nächst Woch an d'iwwernächst Woch an an där Zäit, déi de Premier an déi aner Membere vun der Regierung, déi hei tangéiert si vun deenen eenzelnen Dossieren, sech huelen, fir dat ze maachen...

Ech wéilt iwwregens en passant, Här Meisch, Iech soen: Ech gesi mech elo wierklech net hei als deen, deen de Premier muss verteidege par rapport zu deem, wat Der schonn d'lescht Woch an enger Pressekonferenz gemaach hutt, an och haut nach eng Kéier. Ech wëll awer wierklech soen - dat ass och an eiser Fraktioun esou diskutéiert ginn -, dass ee wierklech net soll higoen, dobaussen ze maachen, dass, wann de Premier zu Bréissel amgaangen ass - oder op villen aneren Enceinten -, fir derfir ze suergen, dass mer Reformen an erëm e Vertrauensbeweis um Niveau vun der Eurozon a vum Euro kréien, dass dat net eng Aarbecht ass, déi en do mécht - Stonnen an Deeg an heiansdo nuechtelaang an esou virun -, dass dat net eng Aarbecht ass, déi un éischter Stell och de Lëtzebuerger an dësem Land zeguttkënnt. Deen Déngen, ze maachen, dass dat, wat zu Bréissel geschitt, net am Intérêt wär vun deem, wat hei misst gemaach ginn, ass eppes, wat ech net gutt fannen…

M. Claude Meisch *(DP).*- Ech hunn net de Contraire behaapt.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- …a wat mir och net…

M. Claude Meisch *(DP).*- Et bleift awer ganz villes hei leien.

(Interruptions)

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Wat mir net gutt fannen… Ech mengen, et ass… Ech hunn Iech virdrun am Ufank vu menger Ried kloer gewisen, opgrond vun all deene Beispiller, dass dës Koalitioun an dës Regierung, dass déi absolut reformfäeg ass. An ech wëll Iech nach eng Nouvelle ginn, fir dat ze ënnermaueren, wann ech Iech soen, dass d'Rentereform, de Projet vun der Rentereform muer aacht Deeg am Regierungsrot wäert sinn an dann do kann diskutéiert an dann Ufank Januar oder am Januar kann deponéiert ginn.

Dat weist an engem ganz décke Batz vu Reformpolitik hei zu Lëtzebuerg eng weider Kéier, niewent deene sechs Beispiller, déi ech Iech scho genannt hunn, dass och an deem siwenten Dossier an dëser Koalitioun an an dëser Regierung elo Neel mat Käpp gemaach ginn an de Projet dann am Joer 2012 hei am héijen Haus kann diskutéiert ginn.

Ob en dann deem gerecht gëtt, Här Meisch, ob en dann deem gerecht gëtt, wat Dir driwwer denkt a wat mir driwwer denken, ass eng aner Saach!

Mir hu beim Ajustement eng aner Appréciatioun, wéi Dir eng schéngt ze hunn. Mir wëllen net einfach esou mir näischt dir näischt den Ajustement zur Dispositioun stellen, mä mir wëllen e koppelen un d'Situatioun, déi am Rentewiesen an an de Keesen an um Niveau vun der Evolutioun vum Emploi an deem Moment geschitt.

Mä au moins, haalt op, de Virworf ze maachen, dass dës Regierung bei de Krankekeesen, beim Aarbechtsamt, bei der Schoulpolitik, bei der Fonction publique, beim Index, bei der Rentepolitik amgaangen ass a schonn ëmgesat huet eng ganz Rei vu Reformen, déi weisen, dass mer do an déi richteg Richtung ginn an dass déi Stroossekaart, déi de Finanz- a Budgetsminister wëllt zeechnen, dass déi Stroossekaart schonn an deene Beispiller do amgaangen ass, laang och matgezeechent ze ginn.

Une voix.- Très bien!

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Zum Index wëll ech Iech soen: Och dat ass, mengen ech, kee Mëssel, dat ass kee Mëssel, wann ee feststellt, dass een eng Divergenz do kann hunn. An Dir hutt richteg gesot, mir haten déi och mam Nach-Wirtschaftsminister Jeannot Krecké an der Fro vun dem Cumul engersäits vum Report vum Index, an op där anerer Säit dem Eraushuele vun de Pëtrolspräisser aus dem Wuerekuerf.

Mir bleiwen nach wie vor opgrond vun deene Beschlëss, déi geholl gi sinn - awer déi geholl gi si vun der Regierung mat de Gewerkschaften zesummen den 29. September d'lescht Joer -, mir bleiwen der Meenung, dass een déi effikass Moossnam soll huelen. Dat ass déi, fir an der Tripartite an engem gesamte Paquet derfir ze suergen, dass een e weidere Report ka maachen. Wann ee sech do kann eens ginn, wär dat e wichtege Schrëtt an déi richteg Richtung. Mir mengen net, dass ee cumuléiert do derbäi nach soll d'Pëtrolspräisser eraushuelen, well mer och der Meenung sinn, dass een de System net soll kapottmaachen. Et soll een, wann een d'Gripp huet - an ech weess, vu wat ech schwätzen -, da soll een och net den Thermometer ewechgeheien.

An hei si mer och der Meenung, dass een de System net soll änneren. Iwwregens sinn dat och Iwwerleeungen, déi beim Statec selwer och gemaach gi sinn. Wann ee säin Text vu virun engem Joer, seng Studien nach eng Kéier nokuckt, huet en och a sech plädéiert, dass een an déi Richtung soll goen. An dass mer dat am beschten am Sozialdialog, am beschten an engem Accord an der Tripartite sollte fäerdegbréngen - wien heibannen, mengen ech, géif dozou eppes aneschters soen! D'Regierung, an de Premier un éischter Stell weist mat senge 44 oder 45 Stonnen, déi e sech Zäit hëlt, fir an dësen Deeg mat de Sozialpartner getrennt an herno zesummen ze diskutéieren, wéi dee Wee ka geschéien.

Ech soen och nach eng Kéier - obschonn och dat e Punkt ass, an ech si mam Här Meisch do d'accord -, ech hunn e Patron virun e puer Deeg um Fernseh gelies, dee gefrot ginn ass: „Wéi ass Är Appréciatioun vum Moment?" Ech wëll iwwregens soen, dass och mam Index zwou Entreprisen, d'lescht Woch eng an dës Woch eng, décidéiert hunn, och mam Index op Lëtzebuerg ze kommen an ze investéieren.

Ech wëll drun erënneren, dass Lëtzebuerg an deene leschte sechs Joer vun der Kris dat eenzegt Land ass, wat och mam Index et fäerdegbruecht huet, fir e positive Saldo an der Schafung vun Aarbechtsplazen ze hunn, par rapport zu all deenen aneren, déi réckgängeg gaange sinn. Och dat, mengen ech, weist, dass een op Trëmp an op Chancë vun dësem Land soll setzen.

Mä ech mengen, et ass ee Punkt, wou mer net schnell genuch virukommen - ech hunn et virdru schonn ugedeit am Zesummenhang mat den europäeschen Direktiven -, dat ass dee vun der Bürokratie. An dee Patron huet och prezis gesot, dass net den Index säin éischte Souci wär, mä säi Souci Nummer eent wär déi Zäit, déi e géif verléieren, fir Paperassen auszefëllen, fir Prozeduren, déi en heiansdo zum Deel onnëtz oder duebel an dräifach géif gesinn.

Ech mengen, dat ass e Punkt, wou méi misst geschéien. An ech mengen, den Här Spautz, de Kolleeg Spautz huet virdrun, mengen ech, a senger Interventioun och deeselwechte Punkt nach eng Kéier genannt, fir de Fokus drop ze setzen, dass mer hei musse weiderkommen.

Ech wëll och - dat maachen ech all Kéiers, an och haut -, ech wëll och hei ëmmer erëm soen un d'Regierung, un d'Adress vun der Regierung, mä vun eis alleguerten, dass, wa mer iwwer Kompetitivitéit a Produktivitéit schwätzen, dass mer net eleng sollten deenen nolauschteren, déi eis da just mam Fanger weisen op d'Entwécklung vun den nominale Léin. Dat geet, fir e Bild ze hu vun der Kompetitivitéit vun dësem Land, net duer! Dat spréngt vill ze vill kuerz.

Wann een dat mécht, da muss ee fir d'Betriber och soen, dass eis Fiskallandschaft fir d'Entreprisen - an d'OECD huet dat d'lescht Joer an engem Ranking gewisen, wou Lëtzebuerg op der éischter Plaz war; d'Zeitungen hunn titréiert a Frankräich an an der Belsch: „Luxembourg champion du monde" um Niveau vun der Fiskallandschaft fir d'Entreprisen -, da muss ee soen, dass eis Soziallaaschten, an ech mengen, dat ass jo awer och wesentlech, wann ee schwätzt iwwer Reformen, déi gemaach ginn, dass eis Soziallaaschte fir d'Entreprisen déi niddregst sinn. An ech weess net, wéi wäit dass mer musse goen, vläicht bis op Singapur musse mer goen, fir nach ähnlech niddreg Soziallaaschten ze hunn.

A wann ech virdru gesot hunn, de Sozialminister huet virun engem Joer ënner schwierege Konditiounen eng Reform am Krankekeeseberäich gemaach - haut an der Gesondheetskeess -, dann ass et virun allem drëm gaangen, fir derfir ze suergen, e Bäitrag zur Kompetitivitéit ze maachen. Dat war net nëmmen eleng, fir eng Krankekeess aus rouden Zuelen erëm a schwaarz Zuelen ze kréien, wéi mer et haut hunn. Mä et war och, fir derfir ze suergen, dass d'Cotisatiounen net sollten an d'Luucht goen, fir e Bäitrag zur Kompetitivitéit ze ginn.

Och do wëll ech de Verglach emol iwwerhaapt net ufänken ze maachen, fir eis Soziallaaschten a virun allem och eis Situatioun an der Krankekeess, déi haut am Positive steet a schwaarz Zuele schreift, ze vergläiche mat den horrenden Defiziter an de Krankekeese vun eisen Nopeschlänner, mat vill méi héije Cotisatiounen an heiansdo och mat manner gudde Leeschtungen, déi op deem Gebitt gebuede ginn, fir ze weisen, dass dat eng Reform war, déi eng Strukturreform war an déi och der Ekonomie an der Kompetitivitéit vun eisem Land effektiv gehollef huet.

An deem Mosaik vun der Kompetitivitéit, leschtens, géif ech och drop hiweisen - och wann Eenzelner heiansdo Schwieregkeeten hunn, dat mat nozevollzéien - a soen, dass d'Lëtzebuerger Salariéen am Verglach, dee mer kënne maachen an der Groussregioun a mat all eisen Nopeschlänner, eng héich Aarbechtszäit hunn. Mir hunn an deene meeschte Secteuren eng héich Aarbechtszäit, wat dozou féiert, dass, wann een déi véier Saachen zesummenhëlt - nominal Lounentwécklung, awer och d'Fiskallandschaft, awer och d'Landschaft um Niveau vun de Sozialbäiträg an déi vun der Aarbechtszäit -, e ganz anert Bild dobäi erauskënnt an eng Produktivitéit dobäi erauskënnt, déi sech weise léisst par rapport zu all eise Konkurrenten. An ech mengen, dass dat och wesentlech ass.

Ech wëll weider net agoen op d'Situatioun vum Chômage. Dat kënne mer, wéi gesot, d'nächst Woch den Donneschdeg bei der Reform vun der ADEM maachen. Ech wëll awer bei menge leschte Bemierkungen och nach agoen op dat, wat de Rapporteur Gilles Roth zu enger vu senge wesentlechen Aussoen dobausse gemaach huet - och an deenen Interviewer, déi en op verschiddene Plaze gemaach huet -, déi vun der sozialer Selektivitéit.

Elo ass dat jo e bëssen, wann ee 25 Joer hei derbäi ass, dann ass dat wéi d'Monster vu Loch Ness, déi sozial Selektivitéit. Mir schwätzen eis domm an dämlech, géif ech bal soen, iwwer sozial Selektivitéit. Ech hunn dräi oder véier Koalitiounsverhandlunge matgemaach, wou d'sozial Selektivitéit ëmmer ganz uewe stoung, a wa mer fäerdeg waren, dann ass net vill derbäi erauskomm. An ech wëll elo emol léiwer net mam Fanger op déi weisen, déi am meeschte resistent waren, fir an eenzelne Kapitelen an d'sozial Selektivitéit eranzegoen.

Ech mengen effektiv, dass dee Prinzip…, an et sinn e puer Prinzipien, déi do wichteg sinn. Mir mengen als Fraktioun, dass d'Stäerke vun de Familljen dobaussen an de Kanner an deene Familljen, dass dat eng wesentlech Aufgab ass vun all Gesellschaft. Also an deem Beräich vun de Laaschten, déi mer verdeele fir d'Familljen, si mer schonn hellhöreg opzepassen, wat mer do maachen. A mir musse jo och op déi juristesch Elementer, déi et do gëtt - well d'Kannergeld, zum Beispill, ass e Recht vum Kand, et ass net e Recht vun den Elteren, et ass e Recht vum Kand, déi Jurisprudenze gëtt et haut -, op déi muss een also oppassen, wann een eenzel Pistë mécht.

Mä och do wëll ech - an da kommen ech emol erëm eng Kéier, fir en erëm méi freedeg ze stëmmen, bei den Här Meisch zréck -, et muss een allerdéngs, wann een dat seet, Här Roth, a wa mer eis dat alleguer soen, dass dat wichteg ass, dass een deene Mannerbemëttelte méi soll hëllefe wéi deenen, déi et net esou brauchen..., an de Faitë maache mer meeschtens ëmmer de Géigendeel.

An dat Beispill, wat de Claude Meisch genannt huet, ass leider Gottes e richtegt Beispill: Dat ass dat vun der Ëmwandlung vum Kannergeld an d'Bourssen, déi mer gemaach hunn. En hat Recht an en hat Onrecht. En hat Onrecht an der Fro, ob mer bei där Operatioun gespuert hunn.

Mir hu bei där Operatioun gespuert, Här Meisch, well op där enger Säit zwar bei de Boursse mer méi bezuelen, mä Dir hutt net ofgerechent, wat mer beim Kannergeld manner ausbezuelen. Wa meng Zuelen, déi ech gëschter kritt hunn, richteg sinn - mä dat kënne mer kucken, dat ass elo weider net wichteg -, mä wa meng Zuelen déi richteg sinn, da spuere mer. Insgesamt spuere mer eppes dobäi, wa mer bei der Kannergeldkeess, wou awer, mengen ech - ech hunn déi Zuelen elo net am Kapp -, wou mer awer e gewëssenen Deel, e gudden Deel spueren duerch de Fait, dass mer hei kappen, an op där anerer Säit dat, wat mer bei de Boursse maachen.

Ech muss Iech soen, ech hunn..., och wa mer iwwer sozial Selektivitéit schwätzen, da musse mer selbstkritesch genuch mat eis sinn, fir ze soen: Hu mer et do richteg gemaach? Besonnesch, wann ech gesinn - an do hutt Der ganz recht -, wann ech gesinn, dass mer deene Studenten, déi hei zu Lëtzebuerg studéieren, dass mer deenen datselwecht gi wéi deenen, déi - ech huelen elo emol meng - zu London an zu Berlin sinn. Wann ech déi Käschte kucken an ech vergläichen déi mat deem, wat een hei als Ausgaben zu Lëtzebuerg huet, mengen ech, da muss een - a mir kréie jo souwisou d'Geleeënheet, dorobber zréckzekommen - dat nach eng Kéier op de Métier huelen.

An datselwecht Beispill, an ech géif proposéieren, dass mer emol géifen domadder ufänken - kommt, mer fänken emol mat engem Punkt un, dat ass dat vun de Chèques-services.

Ech mengen, dass ee wierklech bei de Chèques-services un de Punkt komm ass, wou een, wa mer eis elo wëllen haut eescht huelen - a mir schénge jo alleguer der Meenung ze sinn, dass d'sozial Selektivitéit dee richtege Wee ass: dat huet de Budgetsrapporteur gesot, dat huet de Finanzminister gesot, dat huet den Här Meisch gesot, dat soen ech och nach eng Kéier, dat huet den Här Spautz gesot -, mä kommt, mir huelen - dat ass déi Propositioun, déi ech lech géif maachen - d'Chèques-services, well hei mengen ech, gëtt awer wierklech an engem Mooss Schindluder gemaach mat de Prinzipien, déi richteg an engem Land misste sinn, dass mer hei wierklech eppes maachen, fir deenen ze hëllefen, déi et wierklech néideg hunn, par rapport zu deenen, déi Gesangscoursen a Solfègecoursen an aner Saache wierklech aus der eegener Täsch kënne bezuelen, ouni dass dat muss iwwer e Subsid an de Familljeministère goen.

Zu deene leschte Bemierkungen, déi ech wëll maachen, dat ass dat vun… Ech hätt gären - mä ech wëll zum Schluss kommen -, ech hätt gären e Wuert gesot an ech géif awer eng Propositioun maachen: Ech hunn elo fënnef Joer d'Geleeënheet gehat, d'Chance gehat - an dat waren och flott Erausfuerderungen -, un de Klimakonferenzen deelzehuelen, déi tout au long bis zu Kopenhagen, wou dee groussen Hype jo stattfonnt huet, deemools ouni Accord awer.

Dass haut zwee Kolleegen, mengen ech, de Fernand Boden an den Eugène Berger, fir eis Chamber zu Durban derbäi si bei der Klimakonferenz... A wa mer eis och vläicht d'Zäit net genuch geholl hunn, fir eng Kéier virdrun, da vläicht awer dann duerno eng Kéier ze diskutéieren, wat fir eng Erausfuerderunge fir Lëtzebuerg national, europäesch an international do drunhänke bis zum Enn vum Kyoto-Accord Enn 2012 an deem, wat e méiglechen Nofolgeaccord kéint sinn, wéi schwiereg dat och am Moment zu Durban ass - wann ee vu Wäitem an och mat eise Leit dohannen diskutéiert -, wéi schwiereg dass et ass, emol vläicht China dozou ze kréien, fir e ganz schwammegen Accord ze ginn zu engem méiglechen Nofolgeabkomme vu Kyoto.

Ech géif proposéieren, dass mer eis awer och hei, wann d'Fraktiounen domat d'accord wären, Zäit géifen huelen, fir am neie Joer eng Kéier dorobber zréckzekommen an iwwer Durban - net iwwer Durban en tant que tel, ech mengen, esou vill wäert dobäi net erauskommen -, mä eng Kéier de Point ze maachen iwwert dat, wat eis Virschléi do kënne sinn.

De Budgetsrapporteur Gilles Roth huet, ech hat dat am Ufank gesot, sech d'Autosteier erausgeholl. Als Spezialist vun der Autosteier sinn ech - an ech wëll zwou Saachen do soen - trotz allem frou driwwer, dass d'Reform vun der Autosteier an de Joren 2007 an 2008 déi eenzeg war, déi mer an all deene leschte Jore gemaach hunn, déi wierklech zu enger nationaler Reduktioun vun CO_2-Emissioune gefouert huet. Déi eenzeg! All de Rescht hu mer bis elo mat vill Geld am Akaf vun Emissiounsrechter dobaussen an der Welt musse maachen, mat vill Suen, déi eis dat kascht. Mä wéinstens do huet et derzou gefouert - wéi schwiereg et och ëmmer war, huet et derzou gefouert -, dass e Switch stattfonnt huet hin zu Dausenden an Dausenden, an Dir hutt et gesot, mengen ech: 26.000 Autoen, déi haut manner wéi 50 Euro bezuelen.

Et kritt ee jo bei esou Geleeënheeten der ëmmer an d'Schnëss vun deenen, déi méi musse bezuelen. De Luef vun deene 26.000, déi haut manner wéi 50 Euro Autosteier bezuelen, deen ass bis elo ausbliwwen. Mä trotz allem, mengen ech, war dat e richtege Wee, an dass ech zäitliewens nach géif en Deputéierte fannen, dee géif proposéieren, fir d'Autosteier ze héijen, wéi Dir et gemaach hutt op deem Gebitt, dat hätt ech net geduecht!

(Hilarité)

Mä fir de Courage wëll ech Iech nach eng Kéier félicitéieren, dass Der dat op deem Gebitt gemaach hutt.

(Interruption)

Mä loosse mer iwwer eis Klimaschutzziler an esou, wéi mer et wëlle maachen, och mat deene Propositiounen, an den Här Meisch huet recht, d'Regierung huet d'lescht Kéier hei am Débat vum État de la nation gesot, dass se déi Propositiounen... Ech mengen, mir hu souguer eng Motioun ugeholl iwwert déi Klimabank an iwwert d'Aart a Weis, wéi mer déi Investitiounen am Beräich vun der Energieeffizienz a vun den erneierbaren Energië géife maachen. Ech mengen, loosse mer effektiv bei där Geleeënheet dann de Point maachen an derfir suergen, dass dat ëmgesat gëtt. Well wann et gutt Iddië sinn, dann ass et egal, ob se blo oder rout oder schwaarz oder gréng ugestrach sinn. Da sollte mer se och ëmsetzen.

Ech wëll e lescht Wuert soen iwwert déi Reform an der Éducatioun an déi Reform um Niveau vun dem Secondaire, déi och am Moment amgaangen ass. Dat gehéiert och zu deene Strukturreformen, déi noutwendeg sinn an déi esou schwiereg sinn - wann een dobausse kuckt, wéi d'Atmosphär an den Diskussiounen heiansdo ass.

De President vun der Éducatiounskommissioun, de Kolleeg Ben Fayot, huet mer de Moien e klenge Rapport gemaach iwwert déi Sitzung, déi gëschter an der zoustänneger parlamentarescher Kommissioun zu dem Text vun der Madame Delvaux stattfonnt huet, fir mer ze soen, dass dat an engem ganz uerdentlechen, konstruktiven Toun stattfonnt huet an dass déi eenzel Fraktiounen d'Bekenntnis ofgeluecht hunn, dass se bereet sinn, fir iwwer eng Reform mat ze diskutéieren - deenen enge geet se vläicht ze wäit, deenen anere geet se net wäit genuch -, mä au moins derfir ze suergen, dass mer e konstruktiven Dialog kënne kréien.

An dat Eenzegt, wat ech am Numm vun eiser Fraktioun wëll soen, no baussen un d'Adress vun de Proffen, un d'Adress vun den Enseignanten, un d'Adress vun den Elteren, un d'Adress vun de Schüler an de Studenten: dach derfir ze suergen, dass déi Froen, déi hei diskutéiert ginn, ob ee 7e a 6e an engem Block mécht, ob een op 2e en Travail personnel mécht oder net, wéi een déi eenzel Dominanten opdeelt oder net, dass dat awer keng Froe sinn, wou et ëm Liewen an Doud geet, dass een an engem Klima mateneen diskutéiert, deen et net méi méiglech mécht, an dësem Land roueg a sachlech mat enger Ministesch ze schwätzen, déi jo awer nu wierklech net no baussen d'Atmosphär ausstrahlt, eng ze sinn, déi mat der Dampwalz a mam Bulldozer wëllt do derduerchgoen.

An dass mer endlech sollten elo deen Appel eescht huelen, fir esou, wéi et da gëschter an eiser Kommissioun hei roueg a sachlech a konstruktiv erofgaangen ass, och dobaussen een Toun ze fannen, deen et erlaabt, fir seriö ze diskutéieren, wat mer fir eis Kanner a fir eis jonk Leit op deem Gebitt vum Secondaire an deenen nächste Jore wëlle maachen.

Wa mer eis driwwer eens sinn, dass eng Reform noutwendeg ass, wa mer eis iwwert déi grouss Ursaache vun de Problemer, déi mer am Secondaire an an eisem Enseignement do hunn, wa mer eis doriwwer eens sinn, an ech hunn awer d'Gefill, dass mer dat sinn, da wäerte mer dach, mengen ech, vill méi roueg a vill méi sachlech et fäerdegbréngen, fir dat kënnen ze maachen. Ech mengen och, dass bei den Enseignanten dee Wëllen dach misst bestoen, fir mateneen ze diskutéieren, wéi mer dat maachen, ouni dass dat op eng Aart a Weis geschitt, déi, mengen ech, eiser net würdeg ass an der Aart a Weis, wéi mer hei zu Lëtzebuerg gewinnt sinn, iwwer Reformen ze diskutéieren.

An ech wëll ee Punkt, een Detailpunkt derbäisoen: Et sollt een och bei där Geleeënheet, bei där Reform am Secondaire an och bei deem, wat nach an der Ëmsetzung vun der Reform am Fondamental amgaangen ass, net ze vill an d'Schubkar leeën.

Ech wëll domadder op Lëtzebuergesch soen, dass déi Virschléi, déi elo gläichzäiteg kommen aus der Reform vum Statut vum Statsbeamte fir d'individuell Bewäertung an d'Fixatioun vu Postes à responsabilité am Enseignement, dass een déi vläicht emol soll e bëssen op d'Säit schubsen an net hei e Cumul vu Saache maachen, deen am Moment der néideger Visibilitéit vun deem, wat mer an der Haaptsaach an der Reform vum Secondaire wëlle maachen, nëmme ka schueden.

Et soll een dat emol op d'Säit leeën an et soll een et dann och a Rou kucken, wéi esou Saache wéi de Bewäertungssystem an d'Postes à responsabilité, wéi déi am Enseignement effektiv kënnen ëmgesat ginn. Well ech soen Iech hei de Prinzip, deen an eiser Fraktioun dann awer e Prinzip ass, dee mer akzeptéieren: dass een hei net kann eng Verwaltung an d'Aart a Weis an d'Method, wéi an enger Verwaltung geschafft gëtt, dass een déi einfach esou (veuillez lire: net einfach esou) eent zu eent kann eriwwerswitchen op dat, wéi et an engem Schoulgebai geet, mat Leit, mat Enseignanten, déi a Klassen eng selwecht Responsabilitéit vis-à-vis vun deene Kanner a vis-à-vis vun den Elteren an der Gesellschaft droen. Dofir mengen ech, sollt een emol deen Dossier vläicht op d'Säit schubsen, fir dann, mengen ech, e bësse méi sech ëm dat Wesentlecht kënnen ze këmmeren.

Ech wollt nach ee Punkt soen, mä ech loossen deen haut aus, mä ech mellen en un: dass mer och eng Kéier, niewent der Diskussioun iwwert d'Beschäftegungspolitik, niewent Diskussiounen iwwert de Klima, d'Responsabilitéiten no der Konferenz vun Durban, dass et eis an der Fraktioun och Suerge mécht, dat, wat an der Akafspolitik vum Katar hei zu Lëtzebuerg geschitt.

Ech wëll haut net an den Detail vun eenzelnen Dossiere goen - wéi dat bei der Cargolux, bei der BIL, bei der KBL an Zukunft sech kéint auswierken -, mä ech mellen un, dass mer eis als Fraktioun hei scho Suerge maachen iwwer eenzel Dériven, déi et hei kéint ginn, och an där Kultur, an där Betribskultur, an där Fro vu Cogestioun, an där Fro vu Responsabilitéiten no baussen an och an där Fro vu Strategie, déi mer hannendru gesinn - dass een déi Diskussiounen eng Kéier muss féieren. Mä ech mengen, haut geet dat iwwert d'Zil eraus, haut an där Debatt. Mä ech mengen, et ass eng Debatt, déi mer an deenen nächste Wochen a Méint eng Kéier musse féieren.

Ech hat ee Punkt vergiess, Här Meisch, ech halen da fir Iech en beauté do op, fir ze soen, dass mer déi Suergen, déi Der hei ausgedréckt hutt am Zesummenhang mat der Reform vum bëllegen Akt, dass mer déi zu engem Deel och akzeptéieren an der Meenung sinn, dass mer déi Diskussioun hei ze féieren hunn, wann den Avis vum Conseil d'État elo virläit; an dann an der Finanzkommissioun, vläicht an enger Commission jointe zesumme mat der Logementskommissioun.

Ech mengen, dat wär vläicht eng Method, déi net schlecht wär, effektiv ze kucken, dass mer hei deenen zwou Zilsetzungen - deenen zwou Zilsetzungen, derfir suergen, dass eppes um Niveau vun der Nohaltegkeet an der Energieeffizienz ka geschéien -, dat fanne mer e richtege Punkt, mä dass mer net déi Leit hei dierfe vum bëllegen Akt ausschléissen, déi an der Onméiglechkeet sinn, der finanzieller Onméiglechkeet sinn, fir heiansdo déi Suen opzebrénge fir e Passivhaus oder fir eng Renovéierung vun engem alen Haus ze maachen, an all déi Schwieregkeeten, déi et soss an Appartementshaiser gëtt, dann zesummen ze diskutéieren, fir ze kucken, zu engem gudden Enn ze kommen.

Meng Konklusioun, am Numm vun eiser Fraktioun, ass déi: An där Krisesituatioun, an där mer dra sinn - an där politescher Krisesituatioun, finanzieller Verschëldungskrisesituatioun -, ass méi Souveränitéit, méi Iwwerzeegung an eis eege Stäerkten noutwendeg, mat deene klore véier Ziler, déi ech am Ufank hei genannt hunn: gesond Finanzen - jo -, Wuesstum an Aarbecht an Investitiounen an deem Beräich - jo -, Kompetitivitéit op allen Niveauen, fir dass eis Ekonomie och am Export an der Lag ass, hire Match ze maachen - jo -, an eng sozial Kohäsioun, déi zu enger Gesellschaft gehéiert, wéi mir eis se virstellen - jo! Dat wären déi Punkten, wou mir d'Regierung an deenen nächste Méint gäre géifen ënnerstëtzen an dee Budget och stëmmen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Lux, an als nächsten a leschte Riedner fir de Moien ass den Här Bausch agedroen. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, dës Budgetsdebatte vun dësem Joer, déi si fir eis anescht wéi déi vun deene leschte Joren, an dat aus e puer Grënn.

Éischtens, mir diskutéieren iwwer eng Budgetsvirlag, déi op der Einnahmesäit vun iwwerdriwwenen Erwaardungen ausgeet, déi opbaut op eng wirtschaftlech Entwécklung, déi ganz sécher an den nächste Joren net wäert realiséiert ginn. Mir diskutéieren deemno, eiser Meenung no, iwwer e fiktive Budget.

Zweetens, mam Budget stëmme mer eng staatlech Garantie vun 2,7 Milliarde fir eng Holding, an dat ouni datt mer eng seriö Analys hunn, wat mer do eigentlech garantéieren, respektiv ouni eng parlamentaresch Debatt driwwer gefouert ze hunn. Mir stellen deemno e Chèque en blanc aus, deen eis Statsschold op ee Schlag ëm 35% kann erhéijen.

Drëttens, mir erliewen eng Regierung, déi an der Budgetspolitik en dramatesche Schleiderkurs fiert an net à même ass, fir e seriöen, mëttelfristege finanzielle Konsolidéierungsprogramm virzeleeën.

Véiertens, mir wësse bis haut nach net, wat da wierklech d'Prioritéite vun dëser Regierung an der öffentlecher Investitiounspolitik sinn. Dat, obschonn ugesiichts vun der dramatescher Lag längst misst gekläert sinn, wou dann d'Prioritéite vun dëser Regierung do leien. Nach ëmmer gëllt fir dës Regierung just dat, wat am Koalitiounsofkommes leider festgeschriwwe ginn ass: datt alles - an ech betounen: alles! - ënnert de Finanzéierungsvirbehalt gestallt ass.

Fënneftens, mir hunn nach ëmmer keng kloer Strategie, wat d'Kontroll vun de Fonctionnementskäschte vum Stat ubelaangt. Am Géigendeel, dës Regierung huet virum Summer dëst Joer et fäerdegbruecht, d'Fonctionnementskäschte fir d'Zukunft zimlech staark eropzeschrauwen, andeem se hire Beamte fir 2013 eng 2,2%-Gehaltserhéijung versprach huet. Dobäi riskéiere mer, fir 2012 an eng Rezessioun ze falen, an 2013 wäerte mer mat Sécherheet kee Wuesstum hunn, deen eng allgemeng 2,2-prozenteg Erhéijung vun de Léin a Gehälter an der Fonction publique wäert erlaben.

Sechstens, déi grouss strukturell Reformen, déi mer onbedéngt am Interessi vun den nächste Generatioune misste maachen an déi awer och en enormen Impakt op d'Statsfinanzen hunn, wéi zum Beispill d'Rentereform, gi weider viru sech hiergeschoben a mer verléiere wäertvoll Zäit.

Siwentens, datt mer aus finanziellen, mä och aus soziale Gerechtegkeetsgrënn onbedéngt och iwwert d'Einnahmesäit vum Stat missten diskutéieren, dat heescht iwwer eise Steier- a Subventiounssystem, dat schéngt dës Regierung bis elo wéineg ze interesséieren.

Aachtens, an där dramatescher europäescher Statsscholdekris gëtt et doriwwer eraus ëmmer méi däitlech, datt de Finanzminister an de Premierminister zwou verschidde Linne vertrieden. Deen een übt sech am desastréise Crashkurs vun der Madame Merkel, an deen anere läit éischter op der Linn vum wäitsiichtegen däitschen Altkanzler Helmut Schmidt. An der CSV gëtt et eendeiteg zolidd Meenungsverschiddenheeten tëschent dem Premier a sengem designéierten Nofolger an der Budgets- a Finanzpolitik.

Néngtens, datt d'Energie- a Klimakris an deene kommende Joren a Jorzéngten och nach een zousätzlechen Impakt op d'Budgets- a Finanzpolitik wäert hunn, dovunner schéngt dës Regierung souwisou nach näischt matkritt ze hunn. Si mengt wuel, well eng onverbesserlech Politikwelt zu Durban sech laanscht dat Thema wëllt drécken, datt domadder och automatesch de Klimawandel net géif stattfannen.

Eent, Dir Dammen an Dir Hären, gëtt op jidde Fall bei dëser Finanzpolitik méi wéi däitlech: De séchere Wee, dee gesäit anescht aus!

Ech wëll fir unzefänke vläicht kuerz drop äntwerten, wou schonn den Här Lux virdrun dat elo hei e bëssen zum Ausdrock bruecht huet, mä och gëschter de Finanzminister an och de Rapporteur a sengem Rapport, datt e bëssen den Uschäin hei geliwwert gi wär, wéi wann déi Kris hei 2008 ugaange wär, iergendwann dertëschent eriwwer gewiescht wär, eng Paus ageluecht hätt, an duerno eis mat enger grous-

ser Iwwerraschung am September elo dëst Joer erëm op de Kapp gefall wär.

Datt dat net esou ass, datt éischtens et eng Fraktioun an deem Parlament hei gëtt, an zwar déi gréng Fraktioun, déi bei alle Rieden, inklusiv der Budgetsried, déi ech d'lescht Joer hei gehalen hunn, an och beim État de la nation dëst Joer drop higewisen huet, datt eiser Meenung no dës Kris net eriwwer ass an datt et genuch Ekonomiste ginn ass, op déi mer eis och konnte referéieren, déi kontinuéierlech geschriwwen hunn, datt de Risiko vun engem „double dip", respektiv datt mer net aus där Kris eraus sinn, datt dee ganz grouss ass. Dat aus deem ganz einfache Grond, well eigentlech déi grouss strukturell Problemer, déi eis an d'Kris gefouert hunn, sief et am Kontext vun der Reguléierung vun der Finanzwelt, mä sief et awer och, wat d'Statsscholdekris ubelaangt, well déi net geléist gi wäre respektiv net déi richteg Léieren erausgezu gi sinn.

Et ass leider esou, datt europäesch gesinn an och weltwäit gesinn déi Ekonomisten, wéi zum Beispill den Nouriel Roubini, deen d'Kris scho vun 2008 zimlech däitlech virausgesot huet, datt deem seng Appeller a sengen Artikelen, déi e geschriwwen huet, respektiv senge Konferenzen, déi e gehalen huet, och virum Summer dëst Joer, kaum vun de Leit a virun allem net an der Politikwelt, mä och net an der Finanzwelt, eescht geholl gi sinn an einfach gemaach ginn ass, wéi wann - nodeems datt 2008 déi Schockwell op eis duerkomm war -, datt gemengt ginn ass, duerch déi grouss Rettungsaktioune kéint elo erëm alles weidergoe wéi virun 2008.

Dat heescht, wann een e bësselche realistesch an op Basis vun deem, wat eben net geschitt ass, gekuckt huet, dann huet ee kënne schonn och virum Summer sech ausmolen, datt déi Kris net eriwwer ass an datt de Risiko ganz grouss wär, datt mer erëm kéinten an d'Rezessioun zréckfalen.

Doriwwer eraus wëll ech bemierken, datt, wa mer de Wirtschaftswuesstum kucken an der Europäescher Unioun a virun allem awer zu Lëtzebuerg - an ech kommen herno nach dorobber zréck -, da musse mer feststellen, datt dat lescht Joer, wou mer héije Wirtschaftswuesstum haten - mindestens an deene Parameteren, wou mir et gewinnt waren -, datt dat 2007 war, datt 2008, 2009, 2010 an och 2011, souguer nach virum Summer, wou jo fir 2011 3% virausgesot gi waren, mir kengesweegs an deene Parametere louche wéi virun der Kris vun 2008.

Dat heescht, datt mer et net fäerdegbruecht hunn, jeemools an deene Joren duerno op den Niveau ze komme vu virun 2008, an och dat hätt eis missen ze denke ginn, wéi mer de Budget opgestallt hunn.

Ech wëll mech duerfir och haut a menger Budgetsried mat deenen néng Punkten, awer och mat dem Budgetsrapporteur senge Recommandatioune beschäftegen, well der do eng ganz Rei derbäi sinn, iwwert déi et net nëmmen derwäert ass ze diskutéieren, mä déi eigentlech eiser Meenung no schonn an dësem Budget hätte missen hiren Néierschlag fannen.

Ech wéilt dem Rapporteur iwwregens och Merci soe fir seng Aarbecht, déi e gemaach huet. En huet e gudde Rapport erstallt, a virun allem fannen ech et interessant, datt en am Contraire zu der Traditioun vun de Jore virdrun an den Ufankssäite mat de schlechten Nouvellen ugefaangen huet a sech duerno eréischt mat där méi detailléierter Analys vum Budget beschäftegt huet vum Joer 2012.

Ech mengen, dat hätt kënnen oder dat hätt missen op alle Fall jiddwerengem erlaben, d'Erausfuerderunge genau ze erkennen, well jo d'Tendenz awer grouss ass bei de Leit, wat ee méi hannen an de Rapport kënnt, wat d'Konzentratioun - loosse mer soen - méi noléisst. An deementspriechend, vu datt hei d'Erausfuerderunge fir déi nächst Joren am Ufank stoungen, hätt jiddwereen déi misse kënne liesen.

D'Regierung huet während dem Summer eng Budgetsvirlag opgestallt mat als Ausgangsbasis engem Wirtschaftswuesstum vun 3%. Deementspriechend sinn natierlech och verschidde Recetten agedroe ginn. Am Total sollen d'Steierrecettë par rapport zum gestëmmte Budget 2011 ëm 11,3% klammen. Déi grouss Steierrecetten: zum Beispill d'Kierperschaftssteier soll ëm 6,9% klammen, d'Lounsteier souguer ëm 17,3%, d'Besteierung op Basis vun der Assiette ëm 17% an d'TVA ëm 6,9%.

Elo kréie mer gesot vum Budgetsminister an och vum Rapporteur - wann Der si haut géift froen, ob dat ze optimistesch ageschat ass, da géife se Iech soen, jo, dat wär ganz sécher ze optimistesch a wann een d'Zuele vun haut géif kucken, da kéint een dervun ausgoen, wann déi sech géife confirméieren, datt déi do Recetten net géifen erakommen, mä leider wéisst keen, ob a sechs Méint d'Kris net iwwerstane wär an donc dës op 3% - ech betounen: op 3%! - Wuesstum opgebauten Einnahmeschätzungen awer kéinten erfëllt ginn.

Ech mengen, et brauch ee wierklech ugesiichts den allgemenge wirtschaftleche Parameteren am Moment kee verbatterte Pessimist ze sinn, fir ze soen, datt ganz sécher dat nächst Joer keng 3% Wuesstum wäerten erreecht ginn.

Da seet de Finanzminister, datt déi agezunne Steiereinnahmen am Laf vum Joer net déi reell Situatioun vun eiser Ekonomie géife berücksichtegen, well jo vill géif nobesteiert ginn an deemno am Fall vu schlechter Konjunktur 2012, dat heescht, wa mer net dee Wuesstum géifen erreechen, dat eréischt mat Verspéidung säin Néierschlag géif fannen am Budget, also 2013 oder 2014.

Heizou wëll ech Folgendes ze bedenke ginn: Éischtens, duerch déi nei Steierandreiwung, zum Beispill bei der Betribsbesteierung, wou jo manner wäert nobesteiert ginn, spigelt an Zukunft d'Recette, zum Beispill bei der Kierperschaftssteier, vill méi d'Realitéit vum lafende Joer erëm, wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war.

An zweetens, wat d'Nobesteierung ubelaangt, esou musse mer awer dovunner ausgoen - an iwwregens fannen ech et nach ëmmer net seriö, datt mer keng fiabel Chifferen iwwert dem Finanzminister seng Vergaangenheetsmouk, loosse mer et emol esou nennen, kënne kréien, weder vun him nach vun der Steierverwaltung -, mä musse mer awer bedenken, datt déi gutt Steierjoren, also zum Beispill d'Joer 2006 oder 2007 an och nach 2008 - obscho jo zum Schluss vum Joer d'Kris komm war, ass dat awer u sech nach guer kee schlecht Joer gewiescht -, datt déi elo fäerdeg sinn, wat d'Solden ubelaangt, an datt mer elo un déi méi schlecht respektiv moer Jore kommen.

An ech wëll hei drun erënneren, datt mer zënter 2007 wäit ewech si vun de boomende Wirtschaftsjore vu virdrun. Just nach eng Kéier zur Erënnerung, wéi de Wuesstum war an deene leschte Joren: 2007 hate mer nach e Wuesstum vu 6,6%, 2008 si mer nach just bei 0,8% ukomm, 2009 hate mer e Minuswuesstum vu 5,3%, 2010 e Plus vun 2,7%, 2011 wäerte mer ëm déi 2% leien, wahrscheinlech souguer éischter ënner 2% wéi op 2%.

Dat heescht, wann een no 2007 kuckt, déi lescht véier Joer no 2007, da leie mer an enger Wuesstumslogik vun an der Moyenne nach genau 1,36%, op véier Joer gekuckt 1,36%. Gitt emol déi 15, 20 Joer virdru kucken, an da kuckt Der emol do d'Moyenne haaptsächlech tëschent 1992 an 2007, an da kuckt Der emol, wéi d'Moyennen do waren, da wäert Der feststellen, datt mer dräi- bis véier- a fënnefmol esou héich louchen, jee nodeem, wat fir Perioden datt Der kuckt.

Do kann ee sech also eiser Meenung no och kee wundersamt gëllent Kallef méi erwaarden, wat d'Solden ubelaangt, well et ass jo evident, wa mer e Wuesstum hu vun an der Moyenne 1,36%, dann huet dat jo sécherlech en Impakt op all eis Steierrecetten. Dat heescht, bei der Nobesteierung kritt een do mat Sécherheet manner agedriwwe wéi nach déi Jore virdrun, wat Jore waren, wou mer e Wuesstum haten - wéi zum Beispill 2007 - vu 6,6%.

Wann ech da gesinn, datt souguer op där optimistescher Vue, op där de Budget opgebaut ass, nämlech vun engem Wuesstum vun 3%, mer 10,692 Milliarde Gesamteinnahmen op där enger Säit hunn, an awer 11,088 Milliarde Gesamtausgaben deem géigeniwwerstinn, dat heescht, datt mer en Defizit vun 395,8 Milliounen Euro am Gesamtbudget hunn, da kann een awer elo scho sécher dovunner ausgoen, wann een dat kuckt, wat ech elo gesot hunn, datt de Gesamtdefizit dat nächst Joer ganz sécher méi héich wäert ausfale wéi dat, wat mer hei am Budget stoen hunn.

Haut steet am Budget, datt mer 11,1% Mehreinnahme par rapport zu 7,5% Mehrausgaben hunn. Villes schwätzt awer dofir, eiser Meenung no, datt eis Mehrausgabe méi héich wäerte si wéi d'Mehreinnahmen, wat relativ problematesch ass. An et ass souguer angesiichts der géifeierlecher konjunktureller Lag, an där mer eis befannen, eiser Meenung no net responsabel.

Vun Ofbau vu Schold a virun allem vu Schrëtt a Richtung équilibréiert Statsfinanze kann definitiv keng Rieds méi sinn. A wann Der d'Avisë liest, déi mer kritt hu vun deenen eenzelne Beruffskammere respektiv dem Statsrot an och der Cour des Comptes, da gesitt Der, datt déi eis alleguerten eigentlech recht ginn.

Ech wëll eigentlech just stellvertriedend fir all déi negativ Avisen an deem Kontext just dee vum Statsrot zitéieren, dee seet: «Le Conseil d'État regrette que l'exposé introductif au projet de budget 2012 ne comporte pas d'analyse sur l'impact du programme défini par le Gouvernement en 2010 dans le cadre de la politique d'assainissement des finances publiques. Le Conseil d'État a également cherché en vain une analyse du Gouvernement sur la continuité de la politique d'assainissement budgétaire, dont la nécessité a pourtant été documentée de façon convaincante dans le projet de budget 2011. Si le Conseil d'État apprécie à sa juste valeur l'engagement réitéré du Gouvernement de „rétablir l'équilibre de tous les secteurs de l'administration", documenté en termes explicites l'an passé, il a été interpellé par le silence que le Gouvernement entretient sur cet aspect essentiel de sa politique financière dans l'exposé budgétaire 2012.»

Nach méi schlëmm gesäit et aus, wann een d'Entwécklung just vum Zentralstat kuckt. Do musse mer feststellen, datt mer en definitive strukturellen, also chroneschen Déséquiliber erreecht hunn. Mir ginn iwwert d'Jore méi Suen aus, wéi mer der erakréien.

Wa mer déi lescht Period vu fënnef Joer kucken, da stelle mer dat däitlech fest, an och do kann ech den Avis vum Statsrot zitéieren. Hie schwätzt vun enger «détérioration totale du solde budgétaire de 1,5 milliards d'euros sur cinq années». Dat ass e grousse Problem an eiser Meenung no wierklech net responsabel.

Et ass kloer, datt d'Kris, déi 2008 ugefaangen huet a wou iwwer Bankerettungen a Konjunkturprogrammer versicht ginn ass, eis aus dem Ofgrond ze retten, d'Statsverscholdung an d'Luucht gedriwwen huet. Och deen doduerjer méi héije Chômage kascht de Stat vill Suen, mä déi strukturell finanziell Problemer, déi mer hunn, déi sinn et och scho virdru ginn. Si sinn duerch d'Kris nëmme méi schnell sichtbar a spierbar ginn. An déi strukturell Problemer, déi hu mer och op zwou Säiten, nämlech op der Einnahmesäit an op der Ausgabesäit.

Ech wëll mat der Einnahmesäit ufänken.

Zënter 1990 si vill wichteg Steiereinnahme vum Stat konstant no ënne geschrauft ginn. Ech wëll just emol drun erënneren, wou mer virun 1990 stoungen. Et gouf virdrun e Spëtzesteiersaz vu 56%, haut si mer bei 39%. Virdru gouf et e Kierperschaftssteiersaz vu 46,8% fir déi éischt Tranche tëschent enger Millioun an 1,3 Milliounen, an dann iwwer 1,3 Milliounen ëmmerhin nach 34%. Haut si mer bei 21%. Et gouf eng Verméigenssteier, et gouf eng Gewerbekapitalsteier an d'Gewerbesteiertauxe waren och vill méi héich, wéi se haut sinn.

Une voix.- Richteg!

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Mir hunn also zënter 1990 systematesch d'Finanzcapacitéit vum Stat no ënne geschrauft. Dat sécherlech a gudder Gesellschaft mat allen aneren EU-Staten, an der Logik vun enger neoliberaler Wirtschaftsideologie, déi fonnt huet, wann ee méi Geld direkt am Wirtschaftsfloss géif loossen, wär dat besser fir d'Weiderentwécklung vun eiser reeller Ekonomie.

Et ass och permanent erkläert ginn, datt trotz manner héije Steiersätz um Enn méi Steieren an d'Statskeess géifen zréckkommen, well doduerjer, datt mer jo méi Geld am Wirtschaftsfloss géife loossen, méi Wuesstum géif entstoen an deemno méi Kafkraaft an och méi Aarbechtsplazen, donc och herno awer nach ëmmer vill respektiv méi Steiere géifen erakommen.

Déi Logik huet nëmmen a klengen Ekonomië wéi Lëtzebuerg - an dat och nëmmen zäitweis - fonctionnéiert. An all seriöen Ekonomist weist Iech drop hin, dat déi Équatioun „niddreg Steieren, héije Wuesstum, héije Wuelstand" iwwerhaapt nach ni fonctionnéiert huet.

Une voix.- Très bien!

M. François Bausch *(déi gréng)*.- A gréissere Länner huet se ni fonctionnéiert. An, Här Henckes, Dir wäert elo erliewen, wat ech Iech hei zielen, datt dat net falsch ass. A gréissere Länner huet se ni fonctionnéiert, an e gudden Deel vun der enormer Statsverscholdung ass justement drop zréckzeféieren, datt déi feelend Recetten duerch manner Steiereinnahmen einfach duerch ëmmer méi Scholde kompenséiert gi sinn, fir kënne Sozialausgaben oder öffentlech Investitiounsausgaben oprechtzeerhalen.

Une voix.- Très bien!

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Besser 10% vun eppes wéi 80% vun näischt!

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Oh, Här Henckes, wann dat géif stëmmen, wat Der do sot, da froen ech Iech, wéi et méiglech war, datt an der Nokrichszäit, also no 1945, wou jo am Kader vu Bretton Woods vill Décisioune geholl gi sinn a wou och e wirtschaftlechen Opschwong komm ass op der ganzer Welt, dee sengesgläiche sicht an dee précisément just op déi do Logik, op déi aner Logik opgebaut huet, wou et souguer an de Vereenegte State ganz héich Steiere gi sinn, wéi dat dann déi Zäit konnt fonctionnéieren. Wéi dat Wirtschaftswonner an déi Golden Sixties méiglech waren ënnert deenen…

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Ma well d'Welt geännert huet. D'Wirtschaftspolitik huet geännert, d'Welt huet geännert!

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Neen, Här Henckes, déi fundamental Parameteren hunn do guer net geännert, a wann Der Iech e bësse seriö géift domadder auserneesetzen, géift Der dat och kënne feststellen.

Lëtzebuerg war eent vun deene klenge Länner, wou dës fatal Logik während enger Zäit fonctionnéiert huet. Irland war en anert innerhalb vun der EU. Dat klengt Land hat awer manner Chance wéi mir bis elo an der Kris, et ass duerfir eent vun deene finanzielle Suergekanner vun der EU, a seng Populatioun muss am Moment enorm Opfer bréngen.

Mä zënter 2008 fonctionnéiert den ominéise „4%-Wuesstum-an-der-Moyenne-Modell" och net méi bei eis, an d'Resultater schloe sech jo och deementspriechend mat enger ëmmer méi héijer Statsverscholdung a chronesche Budgetsdefiziter nidder.

Mä zréck zu de Steiereinnahmen. Ab dem 1. Januar schafe mer jo erëm eng, déi mer eréischt 2010 agefouert hunn, erëm of. An der Summereuphorie ass am Juli am Kader vum Accord mat der Fonction publique décidéiert ginn, fir d'Krisesteier ofzeschafen. Nodeems mer also 2010 eng Rei Steiere gehéicht haten an eng nei agefouert haten, an dat, fir eben d'Statsfinanzen op der Einnahmesäit méi an den Équiliber ze bréngen, schafe mer, well mer e Kouhandel gemaach hu mat enger Gewerkschaft, déi erëm of, an dat onofhängeg vun der reeller Situatioun vun de Statsfinanzen.

Elo sinn déi gréng keng Unhänger vun der Krisesteier gewiescht a mir kräischen där och keng Tréin no, well mir waren a bleiwen der Meenung, datt dës Steier, esou wéi se gestalt war, sozial net gerecht war. Allerdéngs ass et scho paradox, wéi gesot, datt mer an Zäite vu Budgetsdefiziter déi Steiereinnahmen do emol einfach no ënne schrauwen.

De Budgetsrapporteur huet jo a senge Pisten, wéi en dat nennt… An ech mengen, dat Wuert „Pisten", dat gëtt zum Unding-Wort vun dëser Koalitioun, well schonn 2010, am Kader vun den Tripartite-Diskussiounen, ass ëmmer, wann du vun der Regierung Proposen op den Dësch komm sinn a se sinn duerno ëmstridden diskutéiert ginn, gesot ginn: „Oh neen, dat si keng Proposen, dat ass net eis Meenung, dat sinn nëmme Pisten!"

Dat heescht, mir wären nawell och emol eng Kéier interesséiert, ze wëssen, iwwert d'Pisten eraus, wat dann d'Meenung ass vun der Majoritéit respektiv vun der Regierung, well wann ee gären eppes wëllt änneren, da muss een awer iergendwann eng Kéier soen, wat seng Meenung ass, an och versichen, déi iergendwann eng Kéier duerchzezéien.

Mä komme mer awer dorobber zréck, zu de Steierpistë vum Här Roth, an do huet e jo vill och iwwert d'Kierperschaftssteier sech Gedanke gemaach, wat interessant ass. Iwwregens, Här Henckes, wou Der och gesitt, datt an der Majoritéit jo awer gespuert gëtt, datt et esou net méi ka weidergoen an datt meng Analys net esou falsch ka sinn. An do huet e gesot, e géif sech léiwer iwwert d'Bemiessungs…

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- … schwaarz gesinn ech en.

(Hilarité)

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Oh, Här Henckes, wësst Der, Dir wäert gesinn an deenen nächste Joren, datt kaum ee Land an Europa net iwwer Steiere wäert diskutéieren. Well ech soen Iech, dat, wat do wäert op eis duerkommen, déi, déi de Leit wëllen de Moment wäissmaachen, do bräicht een net iwwer Steieren déi nächst Joren ze diskutéieren, déi beléien d'Leit, datt et niwwelt a kraacht. A wann Dir dat och maacht, da beléit Dir se och.

(Brouhaha)

Den Här Roth huet gesot, et misst ee sech, e géif sech léiwer iwwert d'Bemiessungsgrondlag vun de Betribssteieren ënnerhalen an doriwwer nodenken, wéi iwwert den Taux vun där Steier. Et ass sécherlech net falsch, dat ze maachen, well wat hu mer vun engem Kierperschaftssteiertaux vun 21%, wann 80% vun de Kapitalgesellschaften null Steiere bezuelen, well se duerch e geschéckte fiskalen Engineering d'Besteierungsbasis zu engem Schwäizer Kéis gemaach hunn, sou datt se eben doduerjer keng Steiere méi musse bezuelen?

Fir eis als Gréng ass et just wichteg, datt Kapitalgesellschaften erëm musse Steiere bezuelen, an dat aus zwee Grënn. Éischtens, well och Kapitalgesellschafte vill vun öffentlechen Infrastrukture profitéieren, déi vu Steiergelder bezuelt gi sinn; an zweetens, well et och eng

Fro vu Steiergerechtegkeet ass. Wa mer weiderfueren, wéi dat bis elo ass, datt mer déi Verschiebung vun der Besteierung vu Kapital ëmmer méi weiderféieren, also zuongonschte vun deene Leit, déi géint Loun a Gehalt schaffe gi respektiv vun de physesche Persounen, dat wäert sécherlech net méi laang goen, well da wäerte vill Leit net méi laang stallhalen.

An eigentlech, déi Reaktiounen, déi mer kréien de Moment a ganz Europa vu Manifestatiounen, déi sougenannten Occupy-Bewegung, dat ass schonn en Ausdrock dovunner. Well wann ech kucken, wien do demonstréiert, dat sinn net Leit, déi sech e Renouveau vum Mee '68 erdreemen, mä et si gréisstendeels Leit, déi aus dem Mëttelstand kommen oder respektiv souguer éischter iewescht Kaderberäicher, déi do manifestéieren, wéi datt dat elo, wéi gesot, onverbesserlech Revolutionäre wären, déi mengen, si missten a Revival vum Mee '68 kréien. Mä et ass ganz kloer d'Fro vun der Gerechtegkeet a virun allem vun der Steiergerechtegkeet an Ëmverdeelungsgerechtegkeet, déi déi Leit undreift a firwat se manifestéieren.

Fir eis ass et duerfir wichteg, datt eng Steierreform, déi kënnt, haaptsächlech eben zum Resultat muss hunn, datt Kierperschaften erëm méi zum Finanzement vum Stat bäidroen. An duerfir hu mer gesot, mir si bereet, iwwert déi Propositioun an deem Sënn ze diskutéieren, wéi se hei am Rapport proposéiert ginn ass.

Wéineg beschäftegt sech den Här Roth awer a senge Pistë mam Spëtzesteiersaz. Hei menge mir awer, datt nach Spillraum no uewen ass, a mir kéinten eis duerchweegs virstellen, datt de Spëtzesteiersaz eropgesat gëtt. Ganz iwwregens am Sënn vun deem, wat de Rapporteur um Schluss vu sengem Rapport gesot huet, datt staark Schëllere méi mussen droe kënne wéi schwaach Schëlleren.

Mir sinn net der Meenung, datt een de Spëtzesteiersaz op en Niveau muss bréngen, wéi e vläicht virun 1990 war. Mä tëschent, wéi ech gesot hunn, 56%, wéi en deemools war, an 39% vun haut, do ass awer sécherlech nach Sputt dran. A mir mengen, och zu Lëtzebuerg misst do eppes geschéien. Dat wär méi sozial gerecht, wéi wa mer aner Steieren aféieren, déi éischter Mëttelschichte betreffen oder Leit, déi wéineger Revenu hunn.

Wat awer onbedéngt och muss duerchforst ginn, dat sinn d'Ofschreiwungsméiglechkeeten an, eiser Meenung no, esou gutt déi vun de private Persoune wéi och déi vun de Kapitalgesellschaften. Net nëmmen, well mer do och Spuereffekt gesinn, mä mir mengen och, datt vill Ofschreiwungsméiglechkeeten, déi haut bestinn an eisem Steiersystem, déi jo an enger gewëssener Zilsetzung vläicht agefouert gi si virun zéng, 15 oder 20 Joer, haut keng Berechtegung méi hunn, well déi Zilsetzung haut entweder anescht gesi gëtt oder iwwerhaapt net méi ginn ass.

Och d'Pist vum Rapporteur, fir iwwert d'Verméigenssteier nozedenken, ass eng richteg, well grad bei ganz héije Verméige besteet eng grouss Diskrepanz tëschent hirem Räichtum an dem Bäitrag, dee se leeschten un de gesellschaftlechen Aufgaben. Mir si frou, datt déi Diskussioun haut anescht gesi gëtt wéi nach viru sechs, siwe Joer, an dat ass och richteg esou.

Vollkomme Recht kënne mer dem Rapporteur nëmme ginn, datt et héich Zäit gëtt, eng seriö Reform vun der Grondsteier virzehuelen, an zwar aus villfältege Grënn, ënner anerem och déi, déi e beschriwwen huet, wou en dorop opmierksam mécht, iwwert d'Entwécklung vum Terrain, also vu Grondstécker zu Lëtzebuerg, d'Valeur dovunner a wéi dat zu Lëtzebuerg am Moment besteiert gëtt.

Dat gëtt eng schwiereg Reform, dat gëtt eng komplizéiert. Do muss een oppassen, datt een net déi falsch Leit trëfft. Do muss ee verschidden normal Bierger schützen. Mä et gëtt der awer vill, wou - menger Meenung no - vill ze maachen ass an och vill derbäi erauszehuelen ass, a wou dat nëmmen aus Steiergerechtegkeetsgrënn - eiser Meenung no - och richteg ass.

Zu Recht gëtt am Budgetsrapport och drop higewisen, datt ee gudden Deel vun eise Recetten an deene leschte Joren duerch d'Steigerungsrate bei der TVA komm ass, an do speziell duerch den elektroneschen Handel. Dëst wäert ab 2015, wann déi nei Direktiv a Kraaft trëtt, eriwwer sinn.

Mir sinn der Meenung, datt duerch dee glécklechen Ëmstand - well et ass jo net, well mir esou besonnesch intelligent a gutt waren, datt mer deen Ëmstand do haten, mä et ass, well déi Grouss an Europa sech bei der Besteierung vum elektroneschen Handel ënnereneen net richteg eens gi sinn, an dunn ass eng Léisung gesicht ginn, déi zoufällegerweis eis immens zeguttkomm ass -, mä ëmmerhin, duerch deen Ëmstand vun deene leschte Joren, datt déi TVA vum elektroneschen Handel zu Lëtzebuerg erhuewe ginn ass, ass en neie Secteur zu Lëtzebuerg entstanen.

A mir mengen och, datt, dank eise gudden Infrastrukturen, déi mer an deem Beräich hunn, et wäert méiglech sinn, dee Secteur zu Lëtzebuerg ze behalen a souguer nach auszebauen. A rezent Beispiller, déi vu Betriber, déi op Lëtzebuerg komm sinn, déi beleeën dat jo och.

Mä duerch déi nei europäesch Verdeelung vun der TVA wäert dat bei där Steier awer manner Suen an eis Keess spullen, dat ass evident. A wann een d'Steigerungsrate virun allem kuckt vum Joer 2011 an och dat, wat sech 2012 erwaart gëtt, dann huet dat entre-temps, vu datt jo aner Steiere manner héich erakommen, e substanziellen Effekt op de Budget.

De Rapporteur deit duerfir un, datt een dowéinst net laanscht d'Erhéijung vun aneren TVA-Sätz oder der TVA tout court kéim. Hei géif ech ze bedenke ginn, datt eng einfach generell Erhéijung vun der TVA sécherlech déi onsoziaalst Mesure wär, déi ee kéint huelen, well se jiddweree gläich fir all Produkter trëfft, onofhängeg ob en e klengen oder en décke Revenu huet.

Wa mer bei den indirekte Steieren eppes wëlle maachen - a mir mengen och, datt een eppes do soll maachen -, da wëlle mer Folgendes bemierken:

Éischtens, et wär sënnvoll, endlech eng ekologesch Steierreform mat engem deementspriechende sozialen Ausgläich, engem sougenannten Öko-Bonus, ze maachen. Dëst hätt de Virdeel, datt ee sozial Schwaacher kéint besser schützen an datt mer och nach een ekologesche Lenkungscharakter kéinte kréien.

An zweetens: Déi Mehreinnahmen, déi mer do erakréichen, missten, och wann de Budget eng Unicitéit huet, awer iergendwou zweckgebonne genotzt ginn, fir den ekologesche Strukturwandel ze finanzéieren, zum Beispill den Ausbau vum öffentlechen Transport, d'energetesch Sanéierung am Bau, alternativ Energien oder Ëmwelttechnologien. Doduerch géifen iwwregens och nach Aarbechtsplazen a Bau an Handwierk geschafen an erhale ginn. Ech komme spéider nach eng Kéier op deen Aspekt zréck.

Da komme mer och zum Thema Tanktourismus, mat deem den Här Roth sech och vill beschäftegt huet, aus gudde Grënn, well en natierlech eng substanziell Recette ass bei eise Steiereinnahmen.

Ech muss awer do soen, et mécht ee wierklech rosen, wann een elo erëm liest, wéi wann - éischtens - déi Erkenntnis vun der finanzieller Ofhängegkeet vum Tanktourismus nei wär, an - zweetens - mir hei zu Lëtzebuerg iwwerhaapt e Choix hätten, ze bestëmmen, datt de fossilen Energieträger Pëtrol an der Fortbewegung an der Zukunft eng Roll sollt spillen oder net, an deementspriechend weider Recettë kéinten duerch e Präisdifférentiel einfach esou an eis Statskeess fléissen.

Ech wëll Iech soen, fir eis ass et ganz kloer: Bensin an Diesel wäerten a mussen an deenen nächsten zéng bis 15 Joer zu null tendéiere bei Transporter mat Autoen, Bussen a Camionen. Et ass aus klimatologesche Grënn noutwendeg, mä och aus wirtschaftlechen, well de Pëtrol als Rohstoff duerch d'Weltmaartpräisser ëmmer méi deier wäert ginn. Am Transportwiesen, an der Mobilitéit wäerten a musse mer eng industriell Revolutioun erliewen, déi ons aus der Ofhängegkeet vum Pëtrol erausféiert.

Duerfir, dës Einnahm wäert kuerz- bis mëttelfristeg staark zréckgoen, an eigentlech däerfte mer scho laang kee Centime méi, deen aus där Einnahmequell kënnt, fir laangfristeg Konsumausgaben am Statsbudget notzen. Mir sinn der Meenung, datt mer missten direkt de Gros vun deenen Einnahmen an en öffentlechen Investissementsfong leeën an datt dës Einnahmen nëmmen nach dierfte genotzt ginn, fir Investissementsausgaben ze tätegen, déi eist Land wirtschaftlech méi breet a méi op e fest Fundament géifen opstellen.

Ech kommen dann zum zweete Volet, zu den Ausgaben.

De Budget an den Équiliber ze bréngen, dat heescht awer och sécherlech bei den Ausgaben unzesetzen, do natierlech als Éischt bei de Fonctionnementskäschte beim Stat. Mir bleiwe bei der Meenung, datt do nach vill Sputt ass. Ech gesinn dat ëmmer erëm, och um Gemengenniveau, wa mer de Budget opstellen, datt ze vill, vill ze vill automatesch Reflexer do sinn, déi an der Regel, wann dru gedréit gëtt, keng Déngschtleeschtung verschlechteren an awer vill Spuereffekt hunn. Et muss een awer mat System do drugoen, da kritt een och Resultater.

Wann de Finanzminister gëschter all Fraktioune freet, si sollen him soen, ob se bereet wären, iwwer eng ganz Rei Saachen ze diskutéieren - virun allem schwätzt en natierlech jo dann iwwert déi Saachen, déi och e grousse finanziellen Impakt hunn op de Budget -, da kann ech mech nëmme wonneren an em soen: Firwat hutt Der an deene leschte Joren net schonn déi Saache gemaach, déi mir Iech proposéiert hunn als Oppositiounspartei? Firwat hutt Dir awer an de leschte Joren deelweis de Contraire gemaach zu deem, wat Der selwer elo hei priedegt, respektiv zu deem, wat mir Iech proposéiert hunn?

Ech wëll Iech nëmmen e puer Beispiller gi vu Saachen, déi mir schréftlech an och mëndlech hei proposéiert hunn!

Mir waren der Meenung zum Beispill, datt de Forfait d'éducation hätt sollen 2010 auslafen, datt een deen hätt sollen auslafe loossen. Dat heescht, all deenen, déi e bis dohinner haten, hätte mer e solle loossen, mä ab 2010 hätt kee méi sollen derbäikommen. D'Regierung huet dat awer net esou gesinn a si huet just d'Altersgrenz op 65 Joer eropgesat.

Ech wëll iwwregens soen, wann hei virdru vum Här Lux gesot ginn ass, gemaach ginn ass, wéi wa beim Rentendësch 2001 all Parteien unisono alles matgestëmmt hätten, datt dat net stëmmt! Éischtens war meng Partei als eenzeg do um Rentendësch der Meenung, datt se prioritär léiwer diskutéiert gehat hätt iwwert d'BIT-Studie, wou iwwert déi 4%-Wuesstumslogik diskutéiert gi wär. Leider wollt kee mat eis doriwwer schwätzen.

Et ass richteg, déi deemoleg Regierung an de Sozialminister wollten och net driwwer schwätzen. Du souze mer zimlech eleng do mat der Studie. An eigentlech dat, firwat dann dunn e Rentendësch ageruff ginn ass, iwwert dat ass iwwerhaapt net diskutéiert ginn.

Mä och bei de Resultater si Saachen derbäi erauskomm, déi mir net gestëmmt hunn! Mir hunn dee Forfait d'éducation deemools net gestëmmt, deen eis vill Sue kascht, well mer der Meenung waren, datt dat just nëmmen, datt dat sécherlech bei deene Leit gutt géif ukommen, déi et géif treffen, mä datt se et éischtens net gefrot haten, an zweetens, datt et en elektorale Cadeau war vun der CSV un eng bestëmmte Clientèle, deen och opgaangen ass, well 2004 huet dat sech immens bezuelt gemaach bei den doropfolgende Wahlen.

Donc soll elo wann ech gelift keen eis hei ziele kommen, wat jiddwereen ëmmer alles matgedroen huet! Dat ass net richteg! Mir hunn deemools gewarnt hei virdrun, datt dat eng permanent héich Ausgab gëtt an datt ee besser gehat hätt, et hätt een déi Suen agesat zum Beispill, fir de Rentesystem laangfristeg finanziell ofzesécheren.

Zweetens: Mir fannen et keng gutt Iddi, fir d'Kannergeld no Akommes ze staffelen, well dat sollt e gläicht Recht fir jiddweree bleiwen, dee Kanner huet. Jiddwerengem säi Kand soll dem Stat a priori dat nämlecht wäert sinn.

Dat nämlecht gëllt fir eis och iwwregens beim Chèque-service, well ech muss soen, dem Här Lux seng Iddi, fir beim Chèque-service unzesetzen... Wou ech em recht ginn, dat ass, datt de Chèque-service onnëtzerweis ausgedehnt ginn ass op Leeschtungen, déi eiser Meenung no nëmmen en... Enfin, et ass och iergendwou ëmmer... Alles ass iergendwou Kannerbetreiung! Mä wann ech op eemol fir Sportsveranstaltungen oder Gott weess wat Chèque-servicer kann asetzen, dat war net gefrot vun Ufank un. Dat huet dës Regierung ausgedehnt. Firwat?

Well dat zum Deel och bei verschiddene Lobbye gutt ukomm ass. Stéchwuert: Museken am Land an esou weider. Elektoral kënnt dat ganz gutt un, wann een esou eppes mécht, an do geet ee sech vill Wieler sichen. Dat ass awer ni gefrot gewiescht.

Mä wat awer d'Grondiddi war vum Chèque-service am Ufank, dat war, fir iwwert de Chèque-service eng éischt Etapp ze maachen zu der gratis Kannerbetreiung fir all Mënsch. Mä d'Contrepartie dovunner - dat war deemools op alle Fall vun eis esou an der Diskussioun gesinn - wär gewiescht, datt een dann hätt missen driwwer diskutéieren, wann een d'gratis Kannerbetreiung fir all Mënsch mécht..., qualitativ, gutt verstanen, dann huet ee jo vill missen als Stat investéieren, dann huet ee vill Infrastrukture missen zur Verfügung stellen. An et kascht jo och deen Eenzelnen näischt. Da muss een op där anerer Säit och kucken, wou een da Saache schneide geet, déi dann natierlech jo net méi noutwendeg sinn, déi een net méi brauch ze ginn am Beräich vun der Familljepolitik.

An do gëtt et sécherlech eng Rei Saachen. Mä ech géif virdru warnen, fir generell eng Diskussioun ze féieren, fir beim Chèque-service als solches respektiv der Kannerbetreiung als solches, fir do Ënnerscheeder ze maachen tëschent Revenuen. Ech si selbstverständlech d'accord, datt de Chèque-service, déi Ausdehnung op verschidde Leeschtungen, déi eiser Meenung no net berechtegt waren, iwwert déi kann een diskutéieren.

Mä mir haten awer och 2010 eng Propos gemaach par rapport zum Kannergeld. Mir hu gesot, et soll jiddwereen dat nämlecht kréien, mä fir datt et sozial gerecht wär, respektiv fir datt net onnëtz Leit Sue kréichen, déi se net bräichten, sollt d'Kannergeld besteiert ginn, well da géif iwwert de Steiersystem automatesch bei deenejéinege Leit, déi vill verdéngen, en Deel vun de Suen zréckkommen an de Stat, an dann hätte mer automatesch eng gestaffelt an équilibréiert Approche zu dem Kannergeld.

Drëttens, mir sinn der Meenung, datt doriwwer eraus all staatlech Subsiden, déi et gëtt, selbstverständlech solle gekuckt gi par rapport zu der Akommessituatioun vun de Leit. Ech wëll net soen, datt ee se all soll d'office koppelen un d'Akommessituatioun, mä mir solle se cas pour cas alleguerte kucken an dat a Fonctioun dovunner analyséieren.

Véiertens, mir ware fir d'Ofschafung vun der Kilometerpauschal, ausser fir déi Leit, déi op Schichte schaffen, well mer gesot hunn, datt d'Kilometerpauschal fir eis och aus ekologesche Grënn eng fragwürdeg Approche wär, mä mir hunn net agesinn déi iwwerméisseg grousszügeg Approche, déi mir zu Lëtzebuerg hu bei der Kilometerpauschal, datt déi berechtegt wär. Wéi gesot, ausser fir Leit, déi op Schichte schaffen, déi wierklech oft keng aner Méiglechkeeten hu wéi iwwert de Privatauto, fir op deen zréckzegräifen, fir op hir Aarbecht ze kommen. Hätte mer dat gemaach, hätte mer vill Sue gespuert.

Fënneftens, mir waren 2010 der Meenung, datt bis 2014 beim Stat keng prozentual Gehaltserhéijung sollt virgeholl ginn. Dat heescht, datt nëmme qualitativ Elementer bei Gehälterverhandlunge sollen zougestane ginn, wéi zum Beispill Congéen oder Weiderbildung, eventuell och gratis öffentlechen Transport an esou weider. Do hätt ee sech eng ganz Rei Saache kënne virstellen.

Dës Regierung ass awer higaangen a si huet virum Summer 2011 en Accord salarial mat der CGFP ausgehandelt, dee souguer scho fir 2013 - dat heescht fir dat Joer, wou de Finanzminister eis gëschter hei gesot huet, datt e fäert, datt et dat schwéierst Joer wäert ginn, grad fir dat Joer - eng 2,2%eg Punktwäerterhéijung zougesteet.

Ech froe mech, wou een op esou eng Iddi ka kommen, fir virum Summer… An dat huet wierklech näischt dermat ze dinn, datt mir den öffentleche Beamten net eng Gehaltserhéijung kéinte vergonnen. Mä dat ass dach awer eng Saach vun hallefweegs politeschem Realismus, deen een hätt missen hu virum Summer, fir esou eppes net zouzegestoen. Well virum Summer 2011, fir eng Gehaltserhéijung vun 2,2% fir 2013 - an deenen onsécheren Zäiten, wou mer hei sinn - zouzegestoen, dat fannen ech wierklech irresponsabel!

An ech fannen et och net korrekt par rapport zu där Gewerkschaft, mat där verhandelt gëtt, a par rapport zu deene Beamten, well et huet ee se eigentlech domadder belunn a bedrunn. Well et weess ee genau, datt een eppes versprécht, wat ee mat Sécherheet net wäert kënnen halen.

Une voix.- Très bien!

(Interruption)

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Sechste Punkt, mir hu schonn 2010 eng kloer Positioun virgeluecht, wou mer soen, datt mer am Interessi vun de kommende Generatiounen onbedéngt eng Rentereform musse maachen, mä awer och, well d'Statsfinanzen dat soss net méi wäerte packen.

An ech mengen, beim Rentendossier, mir kënnen… Dat ass jo keen neien Dossier. Deen huet am Fong dräi Parameteren, déi ganz däitlech erginn, datt mer zu Lëtzebuerg besonnesch e grousse Problem hunn.

Deen éischte Parameter, dat ass een, dee gëtt et iwwerall. Dat ass een, datt d'Liewenserwaardung vun de Leit eropgeet. Dat gëtt et an alle Länner vun der Welt, oder bal alle Länner vun der Welt, loosse mer soen. An den industrialiséierte Länner, loosse mer léiwer betounen, well et gëtt och Länner, wou d'Liewenserwaardung nach ganz niddreg ass.

Mä dat mécht awer natierlech, datt et e Problem gëtt, wa mer an engem Umlageverfahre sinn. An ech erënneren drun, wou d'Grondiddi vun deem Umlageverfahren hierkënnt, dat datéiert aus dem leschte Jorhonnert. Dat ass de Bismarck, deen dat erfonnt huet. Dat heescht,

déi Grondiddi, déi eng gutt Iddi ass, vun dem solidaresche Verknäppe vun de Generatiounen, déi ass erfonnt ginn zu enger Zäit, wou d'Liewenserwaardung vun de Leit bei 45 Joer louch am Duerchschnëtt. An net bei, wéi haut bei de Männer - wou si mer drun, Här Di Bartolomeo? -, bei 84 bei de Fraen an 82 bei de Männer?

(Interruption)

Jo, bei de Fraen e bësse méi héich. Dat heescht, mir leien um Duebelen haut bei der Liewenserwaardung.

Bon, eleng dat seet eis, datt mer kënnen e Problem kréien, well natierlech duerch de Fait, datt mer ëmmer méi Leit hunn, déi an der Pensioun sinn, mer ewechkomme vun engem System, wou jo eigentlech, ech soen elo emol op ee Pensionär, wéi et fréier war, véier oder fënnef Leit komm waren, déi cotiséieren. Wann et esou weidergeet, kënnt et iergendwann eng Kéier op e Punkt, datt mer eent zu eent sinn oder souguer an de Minus kommen, datt méi Leit an der Pensioun si wéi der eventuell schaffen. Jee nodeem, wéi d'Entwécklung um Aarbechtsmaart ass, kéint dat eis duerchweegs passéieren. Datt dat e Problem ass an datt dat e ganz gravë strukturelle Problem ass, misst eigentlech all Mënsch aliichten.

Da kënnt déi méi spezifesch Lëtzebuerger Problematik. Mir hunn zu Lëtzebuerg profitéiert vun enger Situatioun vun deene leschten 20 Joer, déi einfach exceptionnel war; dat musse mer esou soen, wéi et ass: Wuesstum, hunn ech gesot, vun iwwer 4%, oft iwwer laang Perioden - wou mer elo gesinn, wou mer elo ukomm sinn -, Schafung vun neien Aarbechtsplazen, Dausenden neien Aarbechtsplaze pro Joer. Eng absolut Exceptioun! Ech mengen, et gëtt bestëmmt… Dach, vläicht wann een elo géif an de südostasiatesche Raum kucken, do gëtt et bestëmmt och nach esou Phenomeener. Mä awer wann ech elo d'Europäesch Unioun kucken, do gëtt et kee Land, wou esou eng verréckt Entwécklung war wéi bei eis déi lescht 15, 20 Joer, wat d'Schafung vun den Nettoaarbechtsplazen ubelaangt pro Joer am Land - vun neien Nettoarbechtsplaze pro Joer am Land!

Elo ass et esou, datt dat natierlech eis d'Situatioun och vereinfacht huet, well evidenterweis sinn dat jonk Leit, déi op den Aarbechtsmaart kommen, déi keng Leeschtungen nach ze erwaarden hunn, déi da vill cotiséieren. Dat huet gemaach, datt duerfir eis Reserven natierlech enorm ugewuess sinn. Gott sei Dank, muss ee soen. Dat mécht eis natierlech och haut nach d'Situatioun e bësse méi einfach.

Mä iergendwann eng Kéier mussen do Leeschtunge bezuelt ginn. An de System kann nëmmen - wa mer an där Logik vun haut wëlle bleiwen, mat den niddrege Cotisatiounen, mat deene Leeschtungen -, da kann de System nëmmen eng Kéier iwwerliewen, wa mer entweder déi Multiplikatioun vun den Aarbechtsplazen ëmmer erëm esou weiderféieren. Dat bedeit da bis 2050 - dat ass einfach reng Arithmetik -, bis 2050 misste mer dann zu Lëtzebuerg ongeféier 1.500 Aarbechtsplazen hu par rapport zu haut - pardon -, 1.500.000 Aarbechtsplazen hu par rapport zu haut ongeféier 400.000. Dat heescht, nach eng Kéier verdräifachen!

Mä souguer wann een awer wierklech en onwahrscheinlechen Optimist ass, kann ee jo emol net dru gleewen, guer net dervun ze schwätzen, datt mer eis dat jo awer net wënschen, datt mer eng Kéier dohinner kommen. Well dann hu mer nämlech landesplaneresch an och ëmweltpolitesch vill ganz aner Grënn, déi hannendru sinn.

Dat heescht, mir packen dat sécher net, fir déi Steigerungsrate weider esou ze halen déi nächst 40, 50 Joer. Mir kréien doweinst e Problem.

An da bleiwen net vill Méiglechkeeten. Da kann ee soen: „Dat ass eis egal, da gëtt ebe méi fiskaliséiert." Dat heescht, de Stat iwwerhëlt eben nach méi eng grouss Part vum Rentesystem zu Lëtzebuerg, wéi et haut schonn ass, wou et jo scho fir de Privatsecteur een Drëttel ass, beim öffentleche Secteur sinn et zwee Drëttel, wou en iwwerhëlt, well do gëtt jo d'Cotisatioun, déi 8% vun de Patronen, net bezuelt, déi iwwerhëlt de Stat jo och nach d'office.

Dat heescht, do kann ee soen: „Dann dehne mer dat nach aus, da gëtt dat net méi en Drëttel, mä d'Halschent." Dann, op där anerer Säit, muss ee mer awer soen, wou dann déi Sue sollen hierkommen am Statsbudget, well dat si jo keng kleng Zommen, dat si grouss Zommen. Oder et seet een: „Mir loossen d'staatlech Participatioun plus ou moins wou se ass, an d'Cotisatioune gi gehéicht."

Et kann ee jo esou maachen. Mir sinn zu Lëtzebuerg enorm… - de Rapporteur huet jo déi Zuele flott erausgeschriwwen, d'Verhältnis zu de Cotisatiounen, déi zu Lëtzebuerg bezuelt gi par rapport zu eisen Nopeschlänner -, an da soe mer: „Oh, do ass nach immens Sputt. Da gi mer erop op deenen hiren Niveau."

Éischtens ass ze soen: Mir musse wäit iwwert deenen hiren Niveau goe mat de Cotisatiounen. An zweetens, mir wësse jo och, wa mer dat maachen, wat fir eng Konsequenzen dat huet. Da verdeiere mer d'Aarbecht awer wierklech zolidd. Da kréie mer doduerch e Problem.

An da soen ech Iech, wa mer mengen, am Joer 2040 oder '50 wär eng jonk Generatioun d'accord, datt se géif 50%, oder bis zu 50% vun hirem Loun a Sozialversécherungsbäiträg bezuelen, fir datt dann eng al Generatioun weider kéint bequem liewen, deen, dee mengt, déi Rechnung géif opgoen an dat géif iwwerstane ginn, gesellschaftlech gesinn, dee läit wierklech komplett dernieft.

Spéitstens zu deem Zäitpunkt kënnegt déi jonk Generatioun, déi déi Belaaschtung huet, de Vertrag op a seet: „Mir hunn es genuch, well mir hunn net méi genuch vun deem, wat mer erakréien, firwat mer schaffe ginn, fir kënnen ze liewen, well mer mussen därmoossen héich Cotisatioune bezuele fir eppes, wou mer emol selwer net wëssen, ob jeemools mer eng Kéier an deen nämlechte Genoss kommen."

Dee Vertrag wäert deen Dag spéitstens opgeléist ginn. A mir hunn eng verdammte Flicht, fir derfir ze suergen, haut, wou et nach Zäit ass, datt mer net esou wäit kommen, datt mer där nächster Generatioun net esou eng Ierfschaft iwwerginn! Ech sinn och fest iwwerzeegt, datt och bei deenen eelere Leit, och bei Leit, déi an der Pensioun sinn, datt déi absolut Verständnis duerfir hunn, respektiv Leit, déi haut am aktive Liewe sinn an déi just virdru stinn, datt déi Verständnis duerfir hunn a bereet sinn, wa mer dat esou erklären, op dee Wee do matzegoen.

Une voix.- Très bien!

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Mir hunn awer och eng Reform proposéiert am Beräich vun de Renten, déi eiser Meenung no kéint derzou bäidroen, datt d'Soziallaaschten ënnert de Betriber méi gerecht verdeelt ginn oder opgedeelt ginn.

Mir hätten zum Beispill gär e Rééquilibrage, datt e Rééquilibrage gemaach gëtt tëschent aarbechts- a kapitalintensive Betriber bei der Finanzéierung vun der sozialer Sécherung. Domat wëll ech an engems och soen, datt mer strikt dergéint sinn, datt Betriber aus der sozialer Verantwortung géifen erausgeholl ginn an hei net méi géife mat berücksichtegt ginn.

Mä mir mengen, datt et e grousse Problem gëtt an eiser Gesellschaft haut, datt et oft héich kapitalintensiv Betriber gëtt, datt mer Betriber hunn, déi ganz héich Gewënner maachen, mä déi am Sozialstat kaum nach eppes wäerte matfinanzéieren. Par contre gëtt et vill Kleng- a Mëttelbetriber, haaptsächlech denken ech do zum Beispill un de Bau, den Handel an d'Handwierk, déi ganz aarbechtsintensiv sinn an et och wäerte bleiwen, well dat an der Logik vun der Saach läit, datt se et sinn, an déi e groussen oder ze vill e groussen Deel mussen droe vun de Soziallaaschte bei der Ofsécherung vun der sozialer Sécherheet insgesamt.

Ech mengen, dat ass och eng Fro - fir do eng Ännerung virzehuelen - vu Solidaritéit ënnerhalb vun den Entreprisen, datt déi erëm anescht muss spillen. Well wa mer do e Rééquilibrage géife maachen, da géif dat bedeiten, datt virun allem Kleng- a Mëttelbetriber aus Bau, Handel an Handwierk géifen dovu profitéieren, an dat wär sécherlech och am Intérêt vun der Schafung oder vun dem Erhale vun den Aarbechtsplazen.

Bei all dëse Reforme muss einfach d'Meenung am Sozialstat iwwer eppes kloer sinn: Si solle sécherlech derfir suergen, datt eise Sozialstat méi cibléiert gëtt, déi besser erreecht ginn, déi et am meeschte brauchen, a verhënneren, datt déi dervu profitéieren, déi et eigentlech net brauchen. Mä et dierf keng Reforme ginn, fir de Sozialstat als solches a Fro ze stellen!

An ech soen dat hei mat Betounung, well de Moment an deem Imbroglio, wou mer eis de Moment befannen, vu Scholdekris an Diskussiounen, wéi ee Scholden ofbaut a wou ee soll kierze goen, et där enger an där anerer gëtt. Et gëtt der och, déi ganz sécher amgaange sinn - an dat sinn déi nämlecht iwwregens zu engem groussen Deel, déi eis an dee Misär hei erabruecht hunn, déi nämlecht Ideologen -, déi natierlech wëlle profitéiere vun där Kris hei fir ze soen, dat ass elo déi Geleeënheet, fir net e Rééquilibrage ze maachen, mä wierklech dee ganze Buttek an de Koup ze schéissen.

Mir wëllen eist soziaalt Netz reforméieren, fir et ze erhalen, fir datt och déi nächst Generatioune kënnen dervu profitéieren, an dat ass e grousse Ënnerscheed. An duerfir kënnt et immens drop u bei all deene Saachen, deenen eenzelne Mesuren, déi een hei an der Zukunft wäert diskutéieren, datt een dat ëmmer am A behält an datt jiddwereen och Faarf bekennt a seet, wat en dozou mengt.

Zur Ausgabesäit gehéiert sécherlech och déi öffentlech Investitounspolitik. Hei ass et fir eis kloer, hei dierft esou mann wéi méiglech gespuert ginn, awer ënner enger Konditioun. Fir d'Éischt musse mer eng Analys maachen: Wou sinn eis Chancen, eis Stäerkten, an awer och eis strukturell Schwächten? An da muss eng Prioritéit festgeluecht ginn a prioritär doranner investéiert ginn.

Fir eis sinn d'Beräicher kloer. Mir hunn nëmmen eng eenzeg Ressource, dat ass deen éischte Beräich, dat ass eis Matière grise! Dat heescht, Bildung, Weiderbildung a Fuerschung musse fir eis eng absolut Investitiounsprioritéit sinn!

Mir hunn awer och en duebelen Défi zum Beispill an der Mobilitéit. Éischtens, d'Klima- an Energiekris wäert d'Mobilitéit revolutionéieren, a mir mussen duerfir massiv an den öffentlechen Transport, d'Mobilité douce an och an intermodal Mobilitéitskonzepter investéieren.

Zweetens, eis Stied, eis Wirtschaftszentre riskéieren, duerch Immobilitéit gebremst ze ginn. Haut ass d'Investissement an nei Mobilitéitskonzepter, wéi zum Beispill „Mobilitéit 2020", een extrem wichtege Wirtschaftsstanduertfacteur ginn. Duerfir konnt ech och nëmme staunen, wéi ech de Rapporteur op RTL héieren hu soen, datt den Tram als ee wichtegt Element an deem Konzept - ech betounen: ee wichtegt Element an deem Konzept - just e Gedankespill wär an nach keng Investitiounsprioritéit hätt.

Une voix.- Très bien!

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Eng weider Prioritéit ass fir eis de Wunnengsbau an domadder verbonnen d'Förderung vun Energieeffizienz am Wunnengsbau.

D'Wunnproblematik riskéiert, fir de Stat e finanziellt Faass ouni Buedem a fir déi betraffe Leit eng sozial Katastroph ze ginn, wann et se net schonn ass fir Verschiddener! Doriwwer eraus wäerten duerch déi usteigend Energiepräisser zousätzlech d'Leit och nach an Energieaarmut gedriwwe ginn. Duerfir ass fir eis ee seriöe staatlechen, nohaltegen Investitiounsprogramm am Wunnengsbau ganz wichteg, well e léist vill méi sozial Problemer wéi vill sozial öffentlech Geldleeschtungen an e schaaft an erhält Dausende vun Aarbechtsplazen am Bau an am Handwierk.

D'Klima- an Energiekris, iwwert déi kéint ech Iech elo laang a laang schwätzen hei. Dat wëll ech awer net maachen; ech wëll Iech dat erspueren. Mä ech wëll awer just eng Rei Fakten an Erënnerung ruffen.

An deene leschte 15 Joer sinn déi extrem Wiedereregnisser esou schlëmm ginn, datt op der ganzer Welt 15-mol méi Gelder mussen opbruecht gi wéi an der Period virdru fir Reparaturaarbechten. Déi grouss Réckversécherungsgesellschaft Münchener Rück, eng vun deene gréisste weltwäit, huet ausgerechent, datt, wann näischt sech ännert, am Joer 2050 weltwäit pro Joer 600 Milliarden Euro mussen opbruecht ginn, eleng fir d'Schied ze reparéieren, déi duerch extrem Wiederkonditiounen entstane sinn.

De bekannten engleschen Ekonomist Nicholas Stern huet ausgerechent, datt, wann näischt sech ännert, am Joer 2100 20% vum PIB, vum Welt-PIB, dropginn, fir Schied duerch de Klimawandel ze reparéieren.

Am meeschte wirtschaftlech drënner leide wäerten d'Beräicher Energieerzeugung, Landwirtschaft an och d'Industrie. Mä doriwwer eraus gëtt et dramatesch Konsequenze fir eis Gesondheet, fir d'Aartevillfalt op der Äerd an eis Ökosystemer insgesamt.

Wa mer haut handelen a richteg investéieren, da spuere mer net nëmme vill Geld, mä mir maachen eppes fir eis Liewensgrondlag, fir eis Gesellschaft, an et bréngt eis doriwwer eraus och nach wirtschaftlech eppes. Well wa mer an déi richteg Beräicher do investéieren, schafe mer Dausenden, fir net ze soen Zéngdausenden nei Aarbechtsplazen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Eng intelligent Investissementspolitik, en - wéi mir et nennen - „green new deal" schützt de Klima, schaaft Aarbechtsplazen an domadder och nohaltege Wuesstum. Hei stinn natierlech d'Investissementer an d'Energieeffizienz, d'Biomass, d'Geothermie an d'erneierbar Energien un éischter Stell. Duerfir zielen déi natierlech och fir eis zu den Top-Prioritéiten am öffentlechen Investissementsberäich.

Fënneft a lescht Prioritéit si fir eis d'Investissementer an d'Kannerbetreiung. Mir sinn der fester Iwwerzeegung, datt qualitativ Kannerbetreiungsstrukture wichteg sinn, well se et erlaben, datt d'Kanner, déi d'Zukunft vun eiser Gesellschaft duerstellen, sech gutt entfale kënnen; an domadder erspuere mer eis iwwregens och vill Sozialausgabe vu muer!

Doriwwer eraus brauche mer an enger Gesellschaft, wou Männer a Frae beruffstäteg sinn, esou Strukturen. Domadder si qualitativ Kannerbetreiungsstrukturen haut och ee ganz wichtegen Aspekt am Kontext vun engem interessanten a moderne Wirtschaftsstanduert.

Also am Résumé: Bildung, Weiderbildung, Fuerschung, Mobilitéit, Logement, Energiewend a Kannerbetreiung. Wann d'Geld méi knapp gëtt, da muss alles anescht dëse Beräicher ënnergeuerdnet ginn.

Dës Regierung huet eiser Meenung no 2009 de grousse Feeler gemaach, datt se bei den öffentlechen Investissementer einfach alles ënnert de Finanzéierungsvirbehalt gesat huet. Wann een do awer keng Prioritéite setzt, da gëtt d'Investitiounspolitik beliebeg, jiddweree versicht klengkaréiert, just seng Saachen duerchzesetzen, si gëtt oneffikass a setzt schlussendlech falsch Prioritéiten, jo, si kann zur Geldverschwendung ginn.

Ech komme bei dësen Debatten natierlech och net derlaanscht, fir iwwert déi 2,7 Milliarde Garantie fir d'Dexia ze schwätzen. Et ass erstaunlech, datt an dësem Parlament bei enger Budgetsdebatt iwwert dat, wat dee gréissten Engagement ass fir déi nächst Joren am Budget, net méi geschwat gëtt.

Ech wëll gläich betounen, datt et fir eis och wichteg ass, fir d'BIL aus dem Groupe Dexia erauszeléisen. Et ass fir eis duerfir och richteg, datt d'Regierung alles mécht, fir dat ze erreechen. Allerdéngs muss ech dem Finanzminister hei awer och eng Rei onbequem Remarquë maachen, och vläicht em eng Rei onbequem Froe stellen.

Éischtens, wat d'BIL ugeet, sou sinn ech total averstanen, datt dat eng uerdentlech gefouert a wichteg Schalterbank ass an datt déi fir d'Lëtzebuerger Ekonomie an d'Groussregioun och ekonomesch ganz bedeitend ass. Mir hunn och a priori kee Problem, datt privat Investisseuren dës Bank wëlle kafen. Wat mer awer gäre wéisste, dat ass: Wat ass den zukünftege Geschäftsmodell vun der BIL? Wat wäert dee sinn? Kritt oder behält dës Bank ënnert deem neien Investisseur déi Geschäftsgrondlag, mat där se an der Regioun grouss a staark ginn ass? Dat heescht, eng zolidd Bank, déi der Realekonomie Kreditter gëtt a qualitativ de Spuerer aus der Regioun hir Erspuernisser verwalt? Oder keeft den neien Investisseur déi Bank just op, fir dann dorauser e Vehikel ze maachen, fir op de Weltfinanzmäert e maximale Rendement ze erzilen?

Dat ass eng wesentlech Fro, déi mir gäre beäntwert hätten, well un där hänke schlussendlech och déi iwwer 3.000 Aarbechtsplazen, déi do hannendrustinn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Zweetens, mir hu grouss Problemer, wéi déi 2,7 Milliarde Garantie für den Holding Dexia ausgehandelt gi sinn. Déi mécht eis grouss Suergen. An ech wëll vläicht verdäitlechen och un e puer Saachen, firwat.

Dat Éischt ass emol, wann Der kuckt, wéi déi Opdeelung gemaach ginn ass a wat se duerstellt fir déi eenzel Länner, dann hu mer schonn eng Rei Problemer. Wann ech kucken en valeur absolue, ech hunn hei en Tableau comparatif, wou ech kucken, wat dat en valeur absolue ausmécht, da stellt dat 32,85 Milliarde fir Frankräich duer, 54,45 fir d'Belsch an 2,7 fir Lëtzebuerg.

Wat eis awer am meeschten erschreckt, dat ass, wann ech kucken, wat et heescht par rapport, wat den Impact potentiel ass par rapport zu dem PIB respektiv par rapport zu eiser öffentlecher Schold. Wann een do d'Opdeelung kuckt a wat et ausmécht fir déi eenzel Länner, da gesäit een, datt dat Bild schonn e bëssen anescht ausgesäit.

Eis Schold géif, wa mer missten opkomme fir déi 2,7 Milliarden, op ee Coup ëm 35% eropgoen. Fir d'Belsch géif et 16% ausmaachen, fir Frankräich 2%. Virun allem awer och, wann ech kucken, wat dat géif ausmaachen, d'Augmentatioun par rapport zu der Dette publique a Prozenter par rapport zum PIB, da stellen ech fest, datt do zu Lëtzebuerg eleng déi do Operatioun eis 6,4% d'Schold par rapport zum PIB géif eropdreiwen, fir d'Belsch 15,4% a fir Frankräich 1,7%.

Firwat zitéieren ech dat? Mä éischtens emol, fir d'Envergure emol vläicht de Leit heibanne kloerzemaachen a wat mer iwwerhaapt hei décidéieren. Mä awer och, fir erauszeträichen, datt natierlech deen Impakt vun där Rettungsaktioun do respektiv vun där Garantie do e ganz aneren ass fir Lëtzebuerg oder fir d'Belsch

wéi fir Frankräich. A mir fannen dat eigentlech ganz seltsam. Well, wann een all déi Artikele gelies huet a kuckt, firwat datt d'Dexia a Schwieregkeete geroden ass, d'Dexia S.A., den Holding a Schwieregkeete geroden ass, da stelle mer fest, datt ganz vill Ursaachen, firwat déi Schwieregkeeten entstane sinn, aus Frankräich awer kommen.

Sou datt mer eis awer Froe stellen, wéi hei verhandelt ginn ass. A mir stellen eis d'Froen, ob hei net Frankräich de Luusspätter gespillt huet an d'Belsch a Lëtzebuerg zimlech iwwert den Dësch gezu gi sinn.

Da kënnt de Problem, déi Fro, déi ee sech jo muss stellen, et kann ee jo elo soen: „Majo, dat ass jo kee Problem - enfin, kee Problem -, mä et ass jo net esou grave, well kuckt, 2008, do hu mer jo och scho Garantien iwwerholl, an et ass eigentlech näischt aneschters wéi 2008." Da soen ech: Dach! Éischtens ass d'Verhältnis zu deem, wat mer garantéieren, zu der gesamter Bilanszomm vun der Dexia méi héich, wéi et 2008 war.

Mä virun allem muss ee wëssen, datt an deem Holding, nodeem dann elo déi - loosse mer soen - Korinthen erausgezu wäerte sinn, do nach just wäert e Résiduel iwwreg bleiwen, dee ganz schwéier wäert sinn ze verkafe respektiv ze refinanzéieren, respektiv et sinn net wéineg Analysten, déi dovunner ausginn, datt e ganz groussen Deel vun deem, wat do läit, och Pabeiere sinn, déi mat der Dette souveraine ze dinn hu vun enger Rei Länner, virun allem vu Griichenland.

Dat heescht, de Risiko ass ganz kloer par rapport zu deem, wat do iwwreg bleift, vill méi héich wéi dee par rapport zu där Garantie, déi mer 2008 ginn hunn. An ech kann och nëmme staunen, firwat d'Fransousen et fäerdegbruecht hunn, sech eng Rei Garantien auszehandelen, déi bis elo menges Wëssens - jiddefalls huet de Minister eis se net gesot - mir net fäerdegbruecht hunn.

Ech wëll drop hiweisen, datt d'Fransouse sech véier Garantien ausgehandelt hunn. Mir hunn déi erausgeholl aus engem Text, aus engem Pabeier, deen am Franséische Senat diskutéiert ginn ass ronderëm d'Dexia. Dat eent ass, datt déi Garantie, déi staatlech Garantië fir d'Fransousen op kee Fall spillen, wann d'Dexia S.A., also den Holding, géif un en Tiers verkaf ginn.

Dat Zweet, an dat ass fir eis dat Wichtegst: datt se gären e Rapport hätten, dee ganz genau oplëscht, wat den Ensemble vun de Produits structurés an der Dexia S.A. duerstellt, fir kënnen emol erauszedetektéieren, wéi grouss datt dann d'Risiken iwwerhaapt sinn.

Dat Drëtt ass, datt se gär e jährleche Bericht hätte vun dem Holding an Zukunft. An dat Véiert ass, datt während där ganzer Period, während där ganzer Lafzäit, wou d'Garantië spillen, vun dem Holding keng Bonussen a keng Dividenden dierfen ausbezuelt ginn.

Dat si Garantien, déi sinn awer net onwesentlech. Virun allem déi Zweet a virun allem, wann ee weess, datt vill Produits structurés - a vill geféierlecher - an deem Holding leien. Ech verstinn net, firwat datt d'Fransouse sech dat konnten aushandelen a mir dat net zum Beispill kritt hunn, firwat mir net kënnen Informatioune kréien oder firwat d'Lëtzebuerger Regierung och wahrscheinlech keng Informatiounen huet, wat do läit.

Mir fannen dat wierklech zimlech problematesch. An d'Risiken, déi do leien, déi kënnen dramatesch Konsequenzen hu fir eis, jee nodeem, wat geschitt. Däers musse mer eis bewosst sinn.

Dat bleift eng lescht Fro, e leschte Punkt. Dat ass, mir wéisste gär wierklech am Detail, wat d'Matsproocherecht gëtt vum Stat, och vum Lëtzebuerger Stat, herno an der Dexia S.A., am Holding. Well ech mengen, dat ass och net onwesentlech, wa mer déi Garantien do ginn.

Op alle Fall hu mir à ce stade grouss Problemer, fir esou eppes zouzestëmmen. Wéi gesot, mir sinn op där enger Säit ganz kloer der Meenung, datt d'BIL eng Bank ass, déi gesond ass, an datt et duerchweegs wichteg ass, datt mer déi erausgeléist kréien. Mä mir hunn e grousse Problem, fir dat heite matzestëmmen, well mer der Meenung sinn, och angesiichts de Fakten, déi mer hu par rapport zu deem, wat Frankräich ausgehandelt huet, datt mer hei awer gewëssermoossen e Blankoscheck ausstellen an d'Fransouse sech besser ugeluecht hu bei deenen Négociatioune wéi d'Belsch oder d'Lëtzebuerger.

Zum Schluss wéilt ech och nach e puer Wuert iwwert déi europäesch Scholdekris soen. Éischtens, d'Finanzkris huet de Scholdebierg un d'Kippe bruecht, mä sougutt déi öffentlech wéi awer och déi privat Säit - an dat muss een och ëmmer betounen, wann een iwwer Scholde schwätzt: Et geet net nëmmen ëm déi öffentlech Scholden, mä och ëm déi privat - huet virdru während méi wéi zwee Jorzéngten op Schold gelieft an dozou bäigedroen. Vill Wirtschaftswuesstum war op Schold finanzéiert. An d'Steierproblematik, déi ech virdru beschriwwen hunn, ass ee groussen Deel dovunner, dee mat dozou bäigedroen huet, awer net deen eenzegen.

Et muss een awer och soen, datt während där Zäit 1% vun der Bevölkerung an de groussen Industrieregiounen, dat heescht och an Europa, extrem räich ginn ass, an datt deen Deel vun der Bevölkerung och net onschëlleg ass un där fataler gesellschaftlecher Entwécklung, un där fataler wirtschaftlecher Entwécklung.

A ville Länner an der Europäescher Unioun ass awer an deene leschten 20 Joer d'Realakommes stagnéiert, souguer zréckgaangen. Dat muss een och derbäisoen. An dat dierf een och net vergiessen, wann et drëms geet elo, iwwert d'Sanéierung ze schwätzen.

Duerfir muss eiser Meenung no op zwee Niveauen d'Scholdekris bekämpft ginn: andeems natierlech gespuert gëtt a gläichzäiteg awer och am Sënn vun Ëmverdeelung vu Räichtum. An der Bedeelegung un den Onkäschte vun der Kris musse grouss Vermëigen a Kapital mat erugezu ginn, fir déi Scholden do ofzebauen.

An zweetens, et gëtt ganz sécher och eng Rei Länner, déi eng desastréis Gouvernance haten, hei virun allem natierlech Griichenland, an duerfir mussen do besonnesch déif an haart a batter Reforme gemaach ginn.

An deem Sënn missten och an Europa sécherlech méi verbindlech a kloer Regelen opgestallt ginn, fir datt esou Situatiounen innerhalb vun der EU net méi kënne virkommen.

Ech wëll mech elo net äusseren zu deem, wat eventuell wäert kommen no dem Sommet vun dësem Weekend. Dat, wat mer bis elo gewuer gi sinn, war u sech net schrecklech vill Neies respektiv och net schrecklech vill Ëmwerfendes. Mä ech loosse mech awer gär iwwerraschen an ech hoffen och, datt de Sommet et wäert fäerdegbréngen, méi kloer an och méi effikass Saachen ze décidéieren an deenen nächsten Deeg.

Drëttens, déi Scholdekris kann nëmmen europäesch geléist ginn, well si ass europäesch entstanen. All eenzelt europäescht Land ass fir sech net staark genuch, fir kënnen an enger globaliséierter Welt mat neien, mächtege Wirtschaftsrise wéi China, Indien, Brasilien, fir nëmmen déi ze nennen, ze bestoen.

Ouni de grousse gemeinsamen a kafkraaftstaarken europäesche Bannemaart vun ëm déi 700 Milliounen Awunner ass all eenzelt EU-Land net vill wäert. Wann een nëmmen d'Wirtschaftslokomotiv Däitschland kuckt, déi jo virun allem esou gutt dosteet duerch Exporter, da muss ee feststellen, datt 50% vun den Exporter vun Däitschland innerhalb vun der EU ginn, dat heescht, si profitéiere vun deem Bannemaart, deem kafkraaftstaarke Bannemaart.

Dat heescht dat, wat den Altkanzler Helmut Schmidt - mat deem ech a senger Carrière sécherlech net ëmmer d'accord war, mä vun deem ech fonnt hunn, datt en um SPD-Parteidag eng brilliant Ried gehalen huet - kierzlech och do gesot huet, datt - vläicht e bëssen iwwerspëtzt - de Griichen hir Scholden, dat sinn den Däitschen hir Exportiwwerschëss. An ech mengen, dee Saz, dee gëllt net nëmme fir d'Griichen, mä dee gëllt fir eis alleguerte respektiv fir alles, wat an der Europäescher Unioun leeft. De Wuelstand, deen déi Länner hunn, déi nach gutt dostinn, deen hu se nëmmen, well anerer och mat am Boot waren an dohinner konnt exportéiert ginn.

Et mécht duerfir och kee Sënn, nozedenken iwwer zum Beispill en Erausgeheie vun de Griichen an - wie weess? - muer de Portugisen, de Spuenier oder den Iren aus dem Euro. Wann d'Griiche muer aus dem Euro erausfléien, da musse se mat engem staark ofgewäerten Drachme hir héich Schold, déi se awer an Euro hunn, zréckbezuelen. Ech brauch jo kengem ze soen, datt dat definitiv net méi géif opgoen! Mä dat wär net nëmmen dat definitiivt Enn vun deem Land, mä dat géif an deem Land, soen ech lech, zu engem Biergerkrich féieren.

Deen, deen de Leit dobausse wëllt wäissmaachen, den haarde Kär vun Eurolänner kéint mat engem Trümmerhaufe ronderëm sech gemittlech weiderexistéieren, dee bedreift en extrem geféierleche Populismus a setzt d'Zukunft an de Fridde vun Europa an donc och vu senger eegener Bevölkerung op d'Spill.

Duerfir, mir brauche sécherlech méi verbindlech budgetär a finanziell Spillregelen an Europa, mä mir brauchen och eng gemeinsam europäesch Scholdenhaftung, dat heescht „Euro-Bonds". An ech si frou, datt ech konnt liesen an engem Interview an der „Süddeutsche Zeitung", datt eise Premierminister sech weider duerfir asetzt.

An deem Kontext fannen ech et dann och total onseriö, datt de Finanzminister der Madame Merkel hiren nationalistesche Crashkurs fiert, währenddeem de Premierminister sech ebe fir déi „Euro-Bonds" asetzt. An Tëschenzäit ass all Mount, all Dag, dee verluer geet, ier hei konsequent gehandelt gëtt, ze vill verluer.

Och d'Madame Merkel misst spéitstens no hirer Pressekonferenz vun de Méindeg an der direkt folgender Ofwäertung vu Standard & Poor's vun Däitschland an enger Rei aneren Triple-A-Länner verstanen hunn, datt Kosmetik a falsch Léisungen näischt daachen, fir d'Lag ze verbesseren oder ze berouegen.

An ech ginn dem Här Lux recht, an ech hunn et gutt fonnt, datt en haut de Moien och hei zitéiert huet dat, wat d'Beweggrënn ware vu Standard & Poor's ënner anerem, fir deen Triple-A ofzewäerten. Do sinn alleguerten déi dote Punkten, déi ech elo opgezielt hunn, mat derbäi.

Drëttens, et muss awer an Europa kee mengen, datt nëmme mat grouss ugeluechten Austeritéitsprogrammer d'Kris ze iwwerwanne wär. Wann niewent Spuermoossnamen net gläichzäiteg ee groussen europäeschen Investitiounsprogramm opgeluecht gëtt, da wäert d'Kris sech just weider verschlëmmeren.

Par contre, wann an Europa intelligent Investitiounsprogrammer, zum Beispill an de Beräicher Energieeffizienz oder erneierbar Energien, lancéiert ginn, dann erreeche mer véier Saache gläichzäiteg: éischtens Wuesstum, an domadder och erëm Recetten oder méi Recetten, fir datt d'Scholden iwwerhaapt kënnen zréckbezuelt ginn; zweetens, mir schafen Aarbechtsplazen, mir bekämpfen also de Chômage; drëttens, mir bedreiwen aktive Klimaschutz. A véiertens - och ganz wichteg -, mir besetze wirtschaftlech Technologië vun der Zukunft, well et sinn déi, déi d'21. Jorhonnert wäerten dominéieren a wou am meeschte Wuesstum sech och wäert ze erwaarde sinn.

En europäeschen „green new deal" fir Wuesstum an Aarbechtsplazen, dee brauche mer onbedéngt begleedend zu den noutwendege Spuermoossnamen!

Véiertens, wa mer keng Léieren aus der Finanzkris zéien, dat heescht, wa mer et net fäerdegbréngen, d'Finanzwelt esou ze reguléieren, datt an Zukunft net méi de kuerzfristege maximale Rendement, mä de gesonden Intérêt vun der Realwirtschaft am Vierdergrond steet, da renne mer vun enger Finanzkris an déi nächst a mat ëmmer méi dramatesche Konsequenze respektiv politeschen Instabilitéiten.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir liewen an enger schwéierer, an enger problematescher an an enger riskanter Zäit. Mä an esou enger Zäit gëtt an der Politik, wéi et op Däitsch esou schéin heescht „die Spreu vom Weizen getrennt".

Bei enger Debatt iwwert d'Budgets- a Finanzpolitik vun haut, do kann ee sech net méi verstoppen hanner bëllege Spréch an Ausrieden oder primitivem Populismus. Duerfir ass d'Lag ze vill eescht. Et muss Faarf bekannt ginn. Et muss een eng Linn hunn. Et muss ee positiv Zilsetzungen hunn. D'Leit erwaarde vun eis, datt mer net bëlleg op déi nächst Wahle kucken, mä soen, wat wierklech ass, wat mer wierklech mengen, an datt mer och deementspriechend handelen.

D'Kris ka fir d'Politik eng Chance sinn, fir d'Primat an der Gesellschaft zréckzegewannen. De Sproch, datt all Kris och eng Chance ass, deen ass sécherlech ultrabanal, mä en ass richteg, awer ënnert der Konditioun, datt mer déi richteg Léieren zéien an déi richteg Weiche stellen.

Duerfir geet et haut och net méi duer, fir sech nach just derduerchzewurschtelen, wéi dës Regierung dat mécht. De Problem bei dëser Regierung ass, datt se als Kollektiv midd ass, keng Visioune méi huet a sech fir näischt méi kann décidéieren.

De frappantsten Ausdrock an deene leschte Wochen dovunner war d'Demissioun vum Wirtschaftsminister. Net, datt mer eis falsch verstinn: Et ass och engem Politiker säi Recht, fir ze soen: „Ech hunn es genuch, ech halen op." Mä an deem heite Fall huet d'Aart a Weis, wéi en opgehalen huet, alles ausgesot iwwert den Zoustand vun dëser Regierung! Schonn ee Joer virdrun huet en öffentlech säin Onmutt matgedeelt a seng Regierung als handlungsonfäeg duergestallt. Hien ass eigentlech de gelieftenen Ausdrock vun der Middegkeet vun dëser Regierung. An deementspriechend gesinn och d'Finanzgestioun an d'Finanzperspektive vun dëser Regierung aus!

Nach ni, Dir Dammen an Dir Hären, ass et eis Gréng als Oppositiounspartei esou liichtgefall, géint ee Budget ze stëmmen, wéi géint dësen!

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Bausch Merci. An ech géif lech proposéieren, datt mer de Mëtteg eréischt géife mat eisen Debatten um hallwer dräi ufänken. All déi Kolleegen, déi elo net hei sinn, ginn iwwer E-Mail informéiert.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 12.55 heures)

- **L'actualité parlementaire sur www.chd.lu**
- **Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.**
- **La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.**
- **L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.**
- **Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur www.chd.lu.**
- **De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.**

d'Chamber online op

www.chd.lu

SÉANCE 10

JEUDI,
8 DÉCEMBRE 2011

Présidence: M. Laurent Mosar, Président

Sommaire

6350 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2012 (suite)

- *Discussion générale: M. Gast Gibéryen (dépôt de deux motions), M. Serge Urbany (M. François Bausch intervient), M. Alex Bodry*
- *M. Luc Frieden, Ministre des Finances*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Motion 1: M. Jacques-Yves Henckes, M. Marc Spautz*
- *Vote sur la motion 1 (rejetée)*
- *Motion 2: M. Luc Frieden, Ministre des Finances, M. Gast Gibéryen (motion retirée)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Luc Frieden, Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Halsdorf et Romain Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Mir fueren de Mëtteg weider mat eise Budgetsdebatten. Et sinn elo nach ageschriwwen: déi Häre Gibéryen, Urbany a Bodry. Als éischte Riedner haut de Mëtteg kritt elo den Här Gast Gibéryen d'Wuert.

6350 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2012 (suite)

Discussion générale (suite)

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President.

Une voix.- Très bien!

Une autre voix.- Mir hunn Zäit.

(Hilarité)

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Här President, och dat kënnt an der Chamber vir, datt, wann ee seng Ried mat Zäiten heihinnerleet, dann ee virdru kënnt an engem d'Säiten duerjerneentässelt.

(Hilarité générale)

M. le Président.- Ech sinn iwwerzeegt, Här Gibéryen, datt Dir lech awer erëmfannt.

(Hilarité générale)

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Jo, ech muss. Ech muss awer elo zortéieren.

Une voix.- Wie war et?

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Ech hunn e Verdacht.

(Brouhaha et hilarité)

Une voix.- War et den Här Kartheiser?

(Interruptions et hilarité)

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- En huet ganz Aarbecht geleescht, kann ech lech soen, also!

(Hilarité générale)

Une voix.- Dat kann dach net sinn! Du hues se dach am Kapp.

(Interruption)

Une autre voix.- Komm, sëtz dech!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Voilà! Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen,…

(Hilarité)

Une voix.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- …ech mengen, selten hate mer Budgetsdebatten, déi am Virfeld esou diskutéiert gi sinn an och esou kontradiktoresch diskutéiert gi sinn, wéi dat dëst Joer de Fall ass, wat och d'Wichtegkeet vun dëse Budgetsdebatten ervirsträicht.

Ech wëll awer, ier ech méi op d'Detailer aginn, fir d'Éischt dem Rapporteur, dem Kolleeg Gilles Roth, Merci soe fir säi Rapport, deen en eis hei virgeluecht huet, wat aus menger Siicht, kann ee soen, praktesch e Meeschterwierk ass, an dat an duebeler Hisiicht. Éischtens, well et eng Fläissaarbecht ass. Dee Rapport ass wierklech gutt strukturéiert an et ass eng Fondgrouf vun Informatiounen. En ass gutt opgebaut. Och wann ee selbstverständlech net mat allem politesch averstanen ass, wat dran ass.

Zweetens awer och, well en et fäerdegbruecht huet, trotz enger, géif ech soen, vu senger Säit aus gesi grousser Kritik um Budget dach awer herno nach zu positive Konklusiounen ze kommen.

(Hilarité et interruption)

Am „Lëtzebuerger Wort" vum 17. November, nodeems d'Avisen zum Statsbudget alleguer virlouchen, stoung zum Rapporteur sengem Rapport: „Würde er sich dabei allein an den bis dato vorliegenden Gutachten inspirieren, er würde am Entwurf des Finanzministers kaum ein gutes Haar lassen."

Une voix.- Ah!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Dat stoung am „Lëtzebuerger Wort", enger Zeitung, déi der CSV jo awer relativ nosteet.

De Rapporteur huet praktesch a sengem Rapport op all Risiken, an deenen eis finanziell Situatioun vum Stat ass, higewisen, an et kann een déi och quasi zu honnert Prozent deelen. Ech war just, wéi gesot, erstaunt, datt de Rapporteur dëse Budget wëllt stëmmen.

(Hilarité)

Well op all déi berechtegt Problemer, op déi hien higewisen huet, gëtt dëse Budget keng Äntwert. Au contraire: Dëse Budget verschäerft déi ganz finanziell Situatioun vum Stat nach weider.

Här President, ech wëll och - aneschters wéi fréier - d'Konklusioune vu menger Ried virzéien, viru meng Interventioun setzen. Meng Konklusioune sinn: Mir ginn als Gesellschaft méi Geld aus, wéi mer verdéngen. Keng Spur vun Nohaltegkeet. Mir liewen op d'Käschte vun eise Kanner a Kandskanner. D'Regierung huet net d'Zukunft vun onse Kanner, mä just deen nächste Wahltermin am Bléck.

D'Regierung gëtt d'Geld weider esou aus, wéi wann näischt geschitt wier an déi finanziell Zukunft vum Land méi wéi ofgeséchert wier. Mir ginn haut Geld léinen, fir weider ënner eis ze verdeelen, wëssend, datt eis Kanner mussen an zéng, 20 Joer dat Geld zréckbezuelen. Mir wëllen haut wa méiglech nach besser Pensioune kréien a wa méiglech nach manner laang schaffe goen, wëssend, datt doduerch eis Kanner méi laang musse schaffe goen a méi kleng Pensioune kréien.

Wann d'Regierung d'Zukunft vum Land a vun de kommende Generatiounen, eise Kanner an Enkelkanner, am A hätt, dann hätt se e Budget am Équiliber presentéiert, ee Budget ouni neien Emprunt.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Mä déi eenzeg Zukunft, déi d'Regierung am A huet, ass den nächste Wahltermin.

Sou huet den Här Frieden gëschter hei gesot: „Mir brauche mëttel- a laangfristeg gesond Statsfinanzen." Dat kann ee mat zwou Hänn ënnerschreiwen. Dee Budget hei, deen den Här Frieden awer presentéiert huet, dee bewierkt awer just de Contraire!

D'lescht Joer huet de Rapporteur säi Budget betitelt - de Budget 2011 - e Budget „Sortie de crise". Dëst Joer seet de Budgetsrapporteur: „e Budget, fir nozedenken". Richteg wier gewiescht: Budget 2012, e Budget voll an d'Kris an an d'Katastroph.

Här President, ech wollt déi Konklusioune virzéien, ier ech op eng Rei vu Punkten aginn, fir se direkt am richtege Kontext ze situéieren. Ech wëll unhand vu 16 Beispiller beweisen, wéi fragile déi finanziell Situatioun vun eisem Stat a Wierklechkeet ass.

Éischtens, d'Eckwäerter vum Budget 2012, wat d'Recetten an d'Dépensen ubelaangt, wou mer mat engem Defizit vun iwwer enger Milliard - 1.143.000.000 - ofschléissen. Mir hunn zënter dem Budget vun 2008 permanent en Defizit vun ëm eng Milliard. D'Dépensë klamme méi séier wéi de PIB a si si méi héich wéi bei eisen Nopeschlänner. Déi Rechnung kann net opgoen. Et kann een dat ee Joer maachen, zwee Joer maachen. Mä hei gëtt et lues a lues zur Traditioun.

Zweete Punkt: de PIB. Wéi d'Regierung d'Previsioune gemaach huet vum Budget, du waren d'Previsioune fir 2011 3,2% a fir 2012 2,1% vum PIB. De Statec huet se den 18. Oktober no ënne korrigéiert an de 24. November nach eng Kéier no ënne korrigéiert: fir 2011 2% a fir 2012 1,4%. Wann een déi international derbäihélt, da leie mer fir 2012 tëschent 0,5 an 1,5%.

Mir hunn also der Regierung hir Opstellung vum Budget an d'Estimatioune vum Wirtschaftswuesstum, wéi se sech elo presentéieren. De Budget ass mat 0,7 bis 0,8% méi héije Prognosen opgestallt ginn, wéi ee se elo ka viraussoen.

Am Prinzip mécht dee manner Wirtschaftswuesstum vun 0,7% eng Moins-value vun ongeféier 280 Milliounen u Steierrecetten aus. Och wann déi Steierrecetten net am Joer 2012 bemierkbar ginn, well de Gros dovunner an deene Joren duerno encaisséiert gëtt, sou musse mer awer wëssen, datt mer déi Moinsvalue vu Steierrecettë wäerte kréien. An och déi, well 2010, dëst Joer, ass elo schonn zweemol no ënne revidéiert ginn. Dat heescht also och, datt dëst Joer déi Suen, déi 2011 verdéngt si ginn, manner u Steiere wäerten ofwerfen. An dat wäert dann och seng Konsequenze schonn 2012 an 2013 kréien.

Den drëtte Punkt: d'Maastricht-Kritären. Mir wëssen alleguer, datt den Defizit net däerf iwwer 3% goen. Wa mer hei kucken eis Entwécklung, déi mer hunn: 2009 hate mer an der Administration publique - dat ass de Stat, d'Sécurité sociale an d'Gemengen zesummen - minus 0,9%. Mir sinn do liicht eropgaangen, liicht erofgaangen. Mir sinn haut erëm bei 0,7% fir d'Joer 2012. Et ass also och do bei der Administration publique eng relativ Stagnatioun.

Mä och beim renge Statsbudget, der Administration centrale, ware mer 2009 bei 2,7, sinn do liicht erofgaangen a sinn elo erëm fir 2012 op 2,6 eropgaangen. Dat heescht also, datt mer, iwwer véier Joer gesinn, keng Verbesserung bei den Defiziter kritt hunn, souwuel an der Administration publique wéi an der Administration centrale.

Mir mussen also wëssen, datt et net méiglech ass, och wann de Moien hei Spriecher an och gëschter d'Regierung soten, si géif um Zil festhalen, bis 2014 op null ze sinn, wat d'Administration publique ugeet, sou ass dat mat dësem Budget net méi, oder no dësem Budget vun 2012 doudsécher net méi méiglech. An datselwecht huet och de Gouverneur vun der Lëtzebuerger Zentralbank an der zoustänneger Kommissioun gesot, datt mat dësem Budget ee ka mat Sécherheet dovun ausgoen, datt dat Zil, fir 2014 op null ze sinn an der Administration publique, datt dat net méi méiglech wier.

Véierte Punkt: d'Maastricht-Kritären, wat d'Verschëldung ubelaangt mat 60%...

(Interruption)

…mat 60%. An der Entwécklung vun 2005 op 2011 ass de Montant an der Administration centrale op 6,7 eropgaangen an an der Administration publique 7,700 Milliarden. Dat heescht also an anere Wierder: Vu 6,1 op 18,2% ass d'Schold hei zu Lëtzebuerg an engem Zäitraum vu sechs Joer eropgeklommen.

Ech hunn nach all Joers drop higewisen op ee Problem, wat fir mech de wesentleche Problem ass, virun allem, wat d'Finanzkris an Europa ubelaangt, well net nëmme Lëtzebuerg dee Feeler mécht, mä déi meescht State maachen dee Feeler, datt, wa se Emprunten ophuelen, se kee Kapital zréckbezuelen, mä nëmmen Zënsen zréckbezuelen. Dat ass fir mech dee gréisste Problem. Dat ass fir mech dee gréisste finanzpolitesche Feeler, dee Lëtzebuerg an all europäesch State maachen.

D'Scholde ginn einfach op déi nächst Generatiounen ofgewälzt, wëssend, datt, wann den Erfallsdatum kënnt, wou dann déi Scholden, d'Kapital an enger Kéier misste rembourséiert ginn, dat bei deene meeschte Staten d'Budgeten esou iwwerstrapazéiert, datt keng Gelder do sinn, fir déi Emprunten, d'Kapital an enger Kéier zréckzebezuelen. An da ginn nei Emprunten opgeholl, fir eben déi Emprunten, déi oflafen, ze refinanzéieren oder nei ze finanzéieren. D'Statsscholde klammen duerfir ab engem gewëssenen Datum duebel esou séier, wann dee Moment kënnt, wou al Emprunten oflafen a wou nei Empruntë mussen opgeholl ginn.

Lëtzebuerg ass dovunner betraff. A vun 2013 un - et ass also net méi ganz laang -, da lafen och hei zu Lëtzebuerg praktesch all Joers Emprunten of, an et gesäit net esou duerno aus, datt mer da Geld do hätten, fir dach kënnen d'Kapital an enger Kéier zréckzebezuelen. Et mussen duerfir dann, wéi gesot, nei Emprunten opgeholl ginn niewent deenen normalen Emprunten, fir de Budget vum Stat an den Équiliber ze bréngen.

Dat huet zur Konsequenz, wat een haut d'Scholdekris an Europa nennt. Mir brauchen ons och duerfir net ze wonneren, wann och elo schonn d'Ratingagenturen onst Land verschäerft ënnert d'Kontroll huelen. Mir sinn amgaangen, mat Riseschrëtt och an déi Scholdekris do ze falen.

Nach eng Kéier wëll ech soen, datt dat menger Meenung no dee gréisste finanzpolitesche Feeler ass. De Stat muss oder misst, genau wéi all Bierger oder all Betrib oder all Gemeng, déi en Emprunt ophëlt, vun Ufank un och Kapital zréckbezuelen an net nëmmen Zënsen. Da wier de Stat och direkt a sengem normale Budget mat Remboursementer vum Kapital beluecht an e géif gesinn, ob en dierft déi Schold ophuelen oder ob e se net kéint ophuelen. Mir sinn der Meenung, datt dat e ganz wichtege Punkt ass.

An duerfir, Här President, deponéiere mer och eng Motioun, wou mer verlaangen, datt, wann an Zukunft de Stat Emprunten ophëlt, e sech och misst direkt engagéieren, bei neien Emprunten d'Kapital direkt zréckzebezuelen.

Motion 2

La Chambre des Députés,

considérant

- le risque, pour le Luxembourg, de perdre sa note AAA et partant de devoir souscrire des emprunts à des taux d'intérêt plus élevés;

- que pour les emprunts en cours, l'État ne paye que les intérêts, ne rembourse pas le capital et prolonge les emprunts parvenus à échéance;

- que ce faisant, le Gouvernement reporte le remboursement des emprunts sur les générations futures;

- qu'il y a lieu de mettre un terme à cette pratique financière malsaine;

demande au Gouvernement

de ne contracter à l'avenir que des emprunts prévoyant un remboursement du capital prêté à annuités constantes.

(s.) Gast Gibéryen, Jean Colombera, Jacques-Yves Henckes, Fernand Kartheiser, Serge Urbany.

E fënnefte Punkt, firwat datt eis Finanzsituatioun ganz fragile ass, oder dëse Budget, dat ass d'Iwwerschätzung vun de Recetten. D'Steierverwaltung huet eis och matgedeelt, datt verschidde Chifferen, wat d'Recetten ubelaangt, d'Steieren ubelaangt, am Budget méi héich agesat wieren, wéi d'Verwaltung se proposéiert huet.

Do dernieft muss een nach eng Kéier soen, datt d'Recetten agesat si mat engem Wirtschaftswuesstum, dee méi héich dierft virgesi gi sinn, wéi en an der Realitéit ass. An et däerf een och net derbäi vergiessen, an dat ass ee vun de wesentleche Punkten, wa mer iwwert d'Fragilitéit vun de Statsfinanze schwätzen, dat ass de Finanzsecteur, wou mer wëssen oder eis zumindest bal eens sinn, datt deen ni méi wäert esou vill Geld ofwerfen an der Zukunft, wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war.

Mir hate Jore virun de Krisen, wou de Finanzsecteur am Fong viru Steiere sechs Milliarden zesumme Benefisser gemaach huet. Déi sinn 2009 op 200 Milliounen erofgaangen, fir duerno erëm op dräi Milliarden eropzegoen. Et sinn also do, och wat d'Recettë vum Stat ubelaangt, engersäits iwwerschate Recetten; zweetens mat engem Wirtschaftswuesstum berechent, deen ze héich ass; an drëttens muss een och wëssen, datt d'Finanzplaz ni méi wäert déi Steiere bezuelen, wéi dat an der Vergaangenheet war.

Sechste Punkt iwwert d'Fragilitéit vun eise Finanzen, dat ass d'TVA, a priori den E-Commerce. 19% kommen aus deem Secteur, wat eis TVA ubelaangt. 2012 ass dat virgesi mat 572 Milliounen, déi eleng aus dem E-Commerce solle kommen, an déi awer duerch eng europäesch Direktiv dierften degressiv tëschent 2015 an 2018 ewechfalen.

De Rapporteur huet hei ugedeit, datt ee kéint oder einfach theoretesch kéint déi Perte kompenséieren, andeem datt ee géif d'TVA vu 15 op 18% ausmaachen, fir ebe virzeféieren, wéi grouss datt déi Perte duerch den E-Commerce am Deel vun der TVA ass.

Mir wëllen awer direkt soen, datt dat fir eis keng richtungsweisend Politik ass, well eng Augmentatioun vun der TVA fir eis eng ganz onsozial Method ass. Mir waren iwwerrascht, datt eis sozialistesch Kolleegen dësem Rapport esou séier zougestëmmt hunn, wou esou eng Iwwerleeung dran ass. Mä wéi gesot, et gëtt där enger Sozialisten an et gëtt där aner Sozialisten. A mir hei zu Lëtzebuerg hu méi där aner Sozialisten.

(Hilarité et interruption)

Här Lux, wann ech vun deenen anere Sozialiste schwätzen, da mengen ech domadder d'Kaviarsozialisten, wou mir hei zu Lëtzebuerg eng Konzentratioun dovun erwëscht hunn. An anere Länner ass dat e bësse besser verdeelt.

(Interruptions)

Wann ech zum Beispill an der Belsch kucken, wou jo och Sozialisten an der Regierung sinn - de Premier -, an der Belsch zum Beispill gëtt net, trotzdeem jo déi méi schlecht dru si wéi Lëtzebuerg, um Index manipuléiert an et gëtt eng Verméigenssteier agefouert. Hei zu Lëtzebuerg manipuléieren d'Sozialisten…

(Interruptions)

…um Index a si schafen d'Verméigenssteier of. Dat ass eben d'Differenz tëschent deenen engen an deenen aneren.

Och musse mer wëssen, wa mer vun der TVA schwätzen, datt mer an der Vergaangenheet hätte kënne méi TVA hei zu Lëtzebuerg erakréien. Ech erënneren drun, wann IKEA dës Säit der Grenz gebaut gi wier, da wiere vläicht d'Belsch bei eis heihinner komm, TVA bezuelen. Elo fueren d'Lëtzebuerger an d'Belsch, hir TVA bezuelen, oder an Däitschland oder a Frankräich.

(Interruption)

Dat heescht also och, wann ee vun der TVA schwätzt, da muss een och wëssen, wat fir eng Feeler mer als Land an der Vergaangenheet gemaach hunn. An heiansdo huet een d'Gefill, mer hätten näischt dorauser geléiert.

Och muss ee wëssen, wann een iwwert d'TVA schwätzt, datt bei der TVA ronn eng Milliard TVA aussteet, déi net encaisséiert ass, an dovunner 687 Millioune laut der Verwaltung net méi anzedreiwe sinn, wou gréisstendeels d'Ursaach bei de Faillitë läit.

An och hei, mengen ech, musse mer soen, ech perséinlech hu schonn zweemol hei an der Chamber eng Interpellatioun gemaach iwwert d'Failliten, mat enger ganzer Rei vu Propositiounen, wat mer misste veränneren un de Failliten an un der Gesetzgebung, fir datt mer net méi déi Faillitë kréien, fir datt mer net méi d'Faillites frauduleuses kréien. Mä hei och beweegt d'Regierung sech absolut net. Do gëtt schonn zënter dräi Regierungen, kann ee quasi soen, doriwwer diskutéiert, mä mir hunn nach absolut keng Ännerung kritt.

A wann een da gesäit, wat d'Pertë sinn op där enger Säit fir de Stat, wat d'TVA ubelaangt! Mir schwätzen hei wéi gesot vun enger Milliard, wou bis elo scho 687 Milliounen dovun op Failliten zréckzeféiere sinn. Mir kënnen dat bei der Kierperschaftssteier, kënnen et bei der Gewerbesteier huelen, mir kënnen et awer och bei de Cotisatiounen huele vun der Sécurité sociale, d'Pensiounen, Krankekeess a Fleegeversécherung, alles Cotisatiounen, déi bezuelt si gi vun de Leit, mä déi net ofgefouert si ginn. Genausou gutt wéi hei déi 687 Milliounen TVA, déi si reell bezuelt ginn, mä si sinn net ofgefouert ginn. Da gesäit een, wat fir eng enorm grouss ekonomesch Perte dat hei am Land duerstellt, wat de Statsbudget an d'Sozialversécherungen ubelaangt. Mä op dësem Punkt ass d'Regierung net bereet bis elo gewiescht, ze bougéieren.

Et muss ee sech allerdéngs d'Fro stellen: Firwat, firwat geet eng Regierung net hin, wou se weess, wou de Problem läit, a se behieft en? Do kommen engem scho gelunge Gedanken!

Här President, e siwente Punkt sinn d'Solde vun der Kierperschaftssteier. Ech bréngen déi och all Joers erëm hei an d'Diskussioun. Mir wëssen, datt d'Betriber fënnef Joer Zäit hunn, fir d'Kierperschaftssteier ze bezuelen, a mir wëssen och, datt an de Joren 2010 an 2011 méi Solden eragedriwwe si ginn, wéi dat an deene Jore virdrun de Fall war. Dat huet och zum Deel mat deem neie Besteierungssystem ze dinn.

Mir wëssen awer och, datt uganks dëses Joers eleng duerch ee Betrib, wou d'Solden, d'Dekonte gemaach gi sinn, duerch ee Betrib 140 Milliounen erakomm sinn. An et muss een nëmme bedenken, dat si 5,6 Milliarden aler Frang, déi do nobezuelt si ginn an déi dann esou eng grouss Répercussioun op eise Statsbudget hunn, esou datt dat schonn duergaangen ass, fir an den éischte sechs Méint eise Budget vun dësem Joer an den Équiliber ze bréngen, eleng duerch d'Konte vun engem eenzege Betrib.

Wa mer dann awer wëssen, datt 2009 zum Beispill e Joer war, wou de Finanzsecteur ganz wéineg, fir net ze soe bal keng Steiere bezilt, an awer Avancë bezuelt huet, da wier et wierklech interessant, fir emol gewuer ze ginn, wat nach vu Solden opsteet, ob de Stat nach eng Rei vu Betriber huet, déi Sue mussen iwwerweisen, oder ob vläicht ëmgedréit de Stat muss och Betriber Suen zréckiwwerweise fir Avancen, déi Betriber a Jore bezuelt hunn, wou d'Benefisser méi kleng waren.

Den Här Finanzminister huet bis elo refuséiert, eis déi Informatiounen ze ginn. An der leschter Budgets- a Kontrollkommissioun huet den Här Frieden eis awer gesot, e géif déi Informatioun bei d'Verwaltung siche goen. Mir hunn nämlech gesot: Et brauch ee jo net vun Honnerten oder vun Dausende Betriber déi Analys ze maachen, mä wann een déi 20, 30, 40 déckste Betriber hëlt, déi hir Steiere bezuelen, déi dann och de ganz groussen Deel vun der Kierperschaftssteier bezuelen, an et geet ee just déi Betriber kucken, dann huet ee relativ séier eng Iwwersiicht iwwert d'Solden, ob de Stat nach Suen zegutt huet a wéi vill datt dat ongeféier ass, oder ob de Stat muss Rembourseméenter maachen.

Et ass mer och vu Leit aus der Verwaltung gesot ginn, datt dat am Fong kee Problem wier, fir dat kuerzfristeg ze maachen. Et hänkt just dervun of, datt dee Büro déi néideg Uweisung kritt. Ech fannen et duerfir e Skandal, datt mir elo scho jorelaang doriwwer diskutéieren, ob do nach Solden ausstinn.

Et ass fir mech déi eenzeg Inconnue, déi mer an eise Statsfinanzen hunn, well bei all deenen anere Steieren, do si mer souzesoen à jour mat de Steieren. Et ass am Fong just d'Kierperschaftssteier, wou et eng Inconnue gëtt, well et do eben, wéi gesot, nach ka bis fënnef Joer ausstoen. An ech hoffen, datt mer endlech eng Kéier dozou kommen, datt mer och doranner Kloersiicht kréien.

Ech soen och ganz kloer: Ier mer kënnen an engem Parlament diskutéieren, fir nei Recetten ze maachen oder fir Saachen op där anerer Säit ze spueren oder Ofbau ze maachen, verlaange mir, datt fir d'Éischt eng absolut Transparenz an d'Finanze kënnt. An dozou gehéiert fir eis och, ganz genau ze wëssen, wéi d'Situatioun mat de Solde bei de Kierperschaftssteieren ass. Ouni déi Informatioune kann een net dermat d'accord sinn, datt aner Aschnëttsmëttele politesch décidéiert ginn.

En aachte Punkt, wat d'Ongewëssheet vun de Finanzen ubelaangt, ass zum Beispill den Emprunt vun zwou Milliarden, dee mer fir d'BGL gemaach hunn. Do ass d'Lafzäit bis 2013. Et ass deemools gesot ginn, well de Stat och an d'Kapital vun der BGL ageklommen ass, datt een eventuell kéint zu deem Zäitpunkt déi Aktië verkafen, fir domadder den Emprunt ze rembourséieren.

Mir wëssen, datt dat uganks 900 Millioune waren. Déi waren op de Stand vum 30. September dëst Joer nach 386 Millioune wäert a sinn an der Zwëschenzäit awer erëm op 440 Millioune geklommen. Et kann een also soen, datt se am Ablack d'Halschent vum Wäert hunn, esou datt een elo net kann higoen a se verkafen, fir eben deen Emprunt vun deenen zwou Milliarden ze rembourséieren, mä datt mer 2013 wahrscheinlech mussen en neien Emprunt ophuelen, fir deen Emprunt ze refinanzéieren; wat ech virdru scho gesot hunn.

Och op där anerer Säit, do hu mer 1,6 Milliarden als Lëtzebuerg an d'BGL investéiert, déi net op der Bourse cotéiert sinn, wou een duerfir am Ablack och net weess, wat déi wäert sinn. Et kann een eng Kéier drun denken, fir déi ze verkafen, mä da muss e Keefer do sinn.

Eng ähnlech Situatioun hu mer bei der Dexia. An de Kolleeg Bausch ass de Moie méi an den Detail doranner gaangen. Ech mengen, wou mer eis alleguer kloer sinn: Wann de Stat… Engersäits hu mer am September 2008 eng Participatioun a Form vun Obligatiounen, déi ee kann an Aktien ëmwandelen, geholl vun 376 Milliounen. Am Oktober hu mer eng Garantie geholl vun dräi Milliarden. Op den 31. Oktober 2011 si vun där Garantie nach 888 Milliounen als Garantie.

An elo ass d'Diskussioun amgaangen, fir eben d'Dexia BIL aus dem Grupp erauszekafen; vum Katar, datt deen déi soll kafen. An de Lëtzebuerger Stat wëllt dann dorunner participéiere mat ongeféier 100 Milliounen oder zéng Prozent vum Actionnariat.

Hei kann ee sech och d'Fro stellen - eng Fro un den Här Minister -, wou mer déi Suen do hierhuelen, déi 100 Milliounen, fir eis do anzekafen. An ech wëll awer och soen, datt mer gäre wéissten, wat fir eng Garantien datt mer vun deene Leit aus dem Katar kréien, wa se déi Bank iwwerhuelen.

Ech wëll drun erënneren - ech kommen herno drop zréck -, datt mer och sengerzäit vum Här Mittal Garantië soi-disant kritt hunn, wéi se Arcelor iwwerholl hunn. A wat déi Garantien haut wäert sinn, dat kënne mer all Dag gesinn! Ech kommen herno, wéi gesot, dorobber nach eng Kéier zréck. An duerfir wéisste mer och gären, wann hei vu Garantië geschwat gëtt, a wat fir enger Form datt déi Garantien… ob dat eng mëndlech Ofmaachung ass, ob dat eng vertraglech Ofmaachung ass a wat esou Garantië wäert sinn.

Den zéngte Punkt vun der Fragilitéit vun eise Finanzen, dat ass den Europäesche Rettungsschierm. Ech wëll soen, datt och fir eis als Partei den Euro e wichtegt Finanzéierungsinstrument ass fir eist Land, an datt mer eis net kéinte virstellen, als Land ouni Euro ze fonctionnéieren. Ech brauch net op déi Zäiten anzegoen, wéi mer nach um belsche Frang houngen. Duerfir hu mer all en Intérêt drun, fir datt deen Euro iwwerlieft, och wa mer different Vuen hunn, wéi deen Euro muss gerett ginn.

Ech mengen, mir hunn an där Debatt, déi mer am August heibannen haten, ganz kloer eis Positioun als ADR, déi mer och op enger Pressekonferenz uganks des Joers gemaach hunn, virgestallt, déi aneschters ass wéi déi vun deenen anere Parteien. Mir sinn déi Partei, déi seet: „Fir den Euro ze retten, sollt ee Länner wéi Griichenland hëllefen, fir datt se fräiwëlleg kéinten aus dem Euro erausklammen, an deenen dann ebe mat finanzielle Mëttelen hëllefen, fir dat ze erméiglechen." Dat rett eiser Meenung no den Euro éischter, wéi dee Wee, dee mer elo amgaange sinn ze goen.

Da musse mer och wëssen, datt mer do - an dat ass och d'Fragilitéit vun eise Finanzen - eis Garantien duerch d'Gesetz elo vum 22. September vun 1,15 op zwou Milliarden hu missen eropsetzen. An all déi Garantien… Et weess een, vun Dag zu Dag kënnt ee lues a lues méi zur Konklusioun, datt een och muss dermat rechnen, datt all déi Garantien eng Kéier wierken, an datt mer dann eisen Deel dozou och musse bezuelen.

Insgesamt - an dat ass den eelefte Punkt - musse mer wëssen, datt de Stat fir 5,6 Milliarde Garantien iwwerholl huet. Do sinn déi zwou vum Rettungsschierm an 3,6 Milliarde fir de Finanzsecteur dran. 5,6 Milliarden. Wa keng Risike géife bestoen, da bräichten och keng Garantien iwwerholl ze ginn; däers si mer eis bewosst.

Jiddwereen hofft, datt déi Garantien ni brauchen anzetrieden, mä et muss een awer ëmmer wëssen, wann een iwwer Finanzpolitik mëttel- a laangfristeg denkt (veuillez lire: nodenkt), datt do e Risiko besteet, datt déi Garantien, déi de Lëtzebuerger Stat ginn huet, och eng Kéier kënnen zum Droe kommen an dann eng relativ massiv a séier Progressioun mat sech brénge géifen, wat d'Statsverschëldung géif ubelaangen.

Den zwielefte Punkt, dat ass de bilaterale Prêt, dee mer tëschent Lëtzebuerg a Griichenland gemaach hunn, deen am Fong nach virun d'Zäit vum Rettungsschierm zréckgeet, wou mer ons engagéiert hunn als Lëtzebuerger Stat, Griichenland 206 Milliounen direkt ze ginn, also bilateral ze ginn. Do si schonn 110 Millioune gelaf, an eng weider Tranche, war gesot ginn, géif elo November/Dezember oder Oktober/November lafen. Wou meng Informatiounen awer elo net sécher sinn, wéini datt se gelaf sinn a wat dee Montant ubelaangt.

D'Griiche bezuelen eis duerfir Zënsen. Déi kommen och regelméisseg, ass eis gesot ginn. Mä op där anerer Säit musse mer wëssen, den Datum, wou dat Kapital sollt u Lëtzebuerg zréckbezuelt ginn, do war an der éischter Phas vun 2014 geschwat ginn, an elo ass deen Délai schonn iwwer 2020 erhéicht ginn. Also muss een och wëssen, datt dee Remboursement vun deem Kapital, wat mer de Griichen do geléint hunn, vun Dag zu Dag méi wäit ewechréckelt.

En 13. Punkt, wat d'Fragilitéit vun eise Statsfinanzen ubelaangt, dat sinn déi staatlech Participatiounen a Gesellschaften, déi op de Bourssë cotéiert sinn. Am Rapport vun der Cour des Comptes gëtt et do eng ganz interessant Tabell, wourauser ee gesäit, datt tëschent zwee Joer - an zwar dem 30. September 2010 an dem 30. September 2011, also bannent engem Joer - d'Valeur vun deene Participatiounen an deene Gesellschaften, déi op der Bourse cotéiert sinn, vun 2.176.000.000 op 1.471.000.000 erofgefall ass; also déi hu 705 Millioune manner Valeur bannent zwielef Méint, oder 32,41% manner Valeur wéi dat Joer virdrun.

Och dat muss ee wëssen, datt also do d'Réckgrat vun de Statsfinanze bannent engem Joer ëm 700 Milliounen erofgaangen ass eleng bei deene Gesellschaften. Dat ka wuel nach eng Kéier an d'Luucht goen, mä am Ablack ass dat den Niveau, dee se erreecht hunn.

De 14. Punkt, wat d'Fragilitéit ubelaangt, dat ass, datt mer elo wäerten an deenen nächste Méint mat engem Projet de loi hei befaasst ginn, wat eng Rekapitulatioun vun der Lëtzebuerger Zentralbank ubelaangt. Dat ass eis an der Finanzkommissioun matgedeelt ginn - den Här Minister huet dat gëschter hei och eng Kéier erwähnt -, mä et ass eis net gesot ginn, éischtens - an do wier ech frou, wann den Här Minister eis kéint do vläicht eng Äntwert ginn -, wa mer vun enger Rekapitulatioun vun der lëtzebuergescher Zentralbank schwätzen, vu wat fir engem Montant datt mer do schwätzen, a wéi mer dee Finanzement och géife maachen, wou mer dee Montant géifen hierhuelen, fir d'Zentralbank ze refinanzéieren.

15. Punkt Fragilitéit: Dat sinn d'Investitiounsfongen, déi mer maachen. Mir wëssen, datt mer d'nächst Joer Rekordinvestitioune vun 1,8 Milliarde maachen. Mir hunn och festgestallt, wann ee kuckt, datt an deene Jore virdrun d'Investitiounen, esou wéi se an de Budgete geplangt waren, an der Regel net ganz opgeschafft si ginn. Mir hunn awer och festgestallt, datt dat an deene leschte Joren zwar ëmmer méi no bei de Budget komm ass. Dat heescht, wann een also och dat géif bäibehalen, da misst een dervun ausgoen, datt dee ganz groussen Deel vun deenen 1,8 Milliarden 2012 géif opgeschafft ginn.

Aus de Chiffere wësse mer, datt déi Fonge sech vun 2009 op 2012 dann dierfte vun deemools 2,1 op ronn eng Milliard reduzéieren. Dat heescht an anere Wierder, datt mer mat enger Vitesse vun 300 bis 400 Milliounen d'Joer den Investitiounsfong géife reduzéieren. Mir hunn en an dräi Joer halbéiert, an 2015 wieren d'Fongen dann eidel.

Et muss een awer och wëssen, datt déi Gelder, déi do op deene Fonge gebucht sinn, keng Sue méi aus deene gudde Jore sinn, mä déi Suen, déi do nach als Écriture stinn, dat sinn am Fong Emprunten, déi mer tëschent 2006 an 2012 opgeholl hunn. Mir hunn 932 Milliounen opgeholl fir an de Fonds du rail; mir hunn 850 Milliounen opgeholl fir an de Fonds des routes. Also, insgesamt hu mer an deene leschte fënnef Joer 1,8 Milliarden Euro opgeholl, déi an d'Fongen iwwerwise gi sinn. Ouni dës Empruntë wieren d'Fongen also elo schonns eidel.

Et war also en CSV-Mäerchen, och bei de leschte Chamberswahlen erëm, fir d'Leit gleewen ze doen, datt opgrond vun deene gudde Joren a vun der wäitsiichteger Finanzpolitik vun der CSV mer hätte kënne Reserven uleeën!

Déi Reserven, déi gëtt et scho laang net méi. Dat, wat haut op de Fonge steet, dat sinn, wéi gesot, Emprunten, déi mer an deene leschte fënnef Joer opgeholl hunn. Mä déi Emprunten do sinn och nëmmen eng Écriture budgétaire, déi awer als Suen an der Trésorerie selwer net méi ze fanne sinn.

Wann den Här Minister et géif esou maache wéi d'Fra, déi deemools op d'Spuerkeess gaangen ass. Si ass an de Guichet gaangen a si sot, si géif elo gär d'Sue gesinn, déi se op hirem Spuerbuch hätt, ob déi deen Dag do sinn. Wann déi géif bei den Här Finanzminister kommen a se géif soen: „Weist eis emol an der Trésorerie, ob d'Sue vun de Fongen och nach do dra sinn!", da kéint hie se net virweisen, well mer déi Sue schonns zu engem gudden Deel aneschters zweckentfriemt hunn. Zum Beispill de bilaterale Prêt mat Griichenland, deen ass aus der Trésorerie einfach finanzéiert ginn, well eben dat Geld do war, wat awer och legal mat eise Bestëmmunge vun de Gesetzer an der Rei ass.

Här President, dat si 15 Punkten, déi ech wollt opweisen, fir ze weisen, wéi fragile d'Finanzsituatioun vum Lëtzebuerger Stat ass. Dobäi hunn ech net iwwert d'Risike geschwat, déi mer bei den Akzisen hunn, wat Bensin an Tubak ubelaangt, respektiv eis Engagementer, déi mer vis-à-vis vu Kyoto kënnen oder mussen huelen.

Den zweeten Deel, Här President, dat wier dann, wat ech elo opgewisen hunn, wou d'Finanzsituatioun vun eisem Land drun ass. Da muss ee feststellen, datt se ganz, ganz fragile ass. Mir hunn also net nëmmen eng Milliard Defizit pro Joer am Zentralstat, mä mir hunn eng ganz Rei vun Inconnuen, wat d'Finanzpolitik ubelaangt, eng ganz Rei vu Punkten, wou kee kann haut genau soen, wéi et an engem, zwee, dräi oder véier Joer ausgesäit.

An duerfir ass et onverantwortlech, eiser Meenung no, datt d'Regierung hei mat dësem Budget riicht virufiert wéi wann näischt wier, wéi wa keng Risike géife bestoen, wéi wann d'Finanzen ofgeséchert wieren. Alles aneschters ass d'Wourecht!

Wou kann dann elo gespuert ginn? Fir d'Éischt muss ech emol soen, Här President, datt ech dat Wuert „spueren" weder am mëndleche Rapport vum Här Rapporteur nach an der Interventioun vum Finanzminister… Gëschter ass an deenen zwee Deeg dat Wuert „spueren" net eng Kéier gefall.

Dat ass signifikativ fir dës Regierung, déi léiwer Geld zur Fënster erausgehäit an op där anerer Säit Geld bei d'Steierzueler siche geet, oder déi op där anerer Säit wëllt sozialen Ofbau maachen. Mä dat Wuert „spueren" ass weder gëschter nach virgëschter hei virkomm.

Duerfir, mengen ech, ass et och sécher, datt een da verschidde Meenungen, déi een hei héieren huet, och ka verstoen. Datt eng Regierung net spuert, ech mengen, mir hunn an deene leschte Joren des Öfteren drop higewisen, wéi mer hei bei Projete wierklech d'Ham an dem Rahm gekacht hunn, wou mer Gelder zur Fënster erausgehäit hunn, wou Prioritéite falsch gesat si ginn, wou haut och nach ëmmer Gelder a Projeten zur Fënster erausgehäit ginn. Et huet een absolut nach net d'Gefill, wéi wann déi Regierung hei d'Situatioun vun der Zäit erkannt hätt, mä datt se riicht virufiert mat Geld zur Fënster erausgeheien!

Duerfir hätte mer och gären, datt d'Cour des Comptes sollt méi Pouvoirë kréien, fir och d'Effikassitéit vun den Dépensë vum Stat kënne matzekontrolléieren. An datselwecht gesi mer och, wat d'Gemengen ubelaangt, wou mer der Meenung sinn, datt misst en Transfert vun der Kontroll geschéien, wat elo am Service financier vum Intérieur geschitt, datt dat och sollt oder misst eriwwer bei d'Cour des Comptes goen, well mer der Meenung sinn, datt net kann en Intérieur Projeten approuvéieren a gläichzäiteg se kontrolléieren. D'Finanzgestioun: Och do sollt een déi Trennung do maachen.

Ier mer also ufänken, géife mir proposéieren, datt de Stat emol sollt mam gudde Beispill virgoen a spueren do, wou et geet. A bei engem Budget vun zwielef Milliarde muss méi ze spuere sinn, wéi dat, wat ee bis elo konnt mierken, nämlech näischt.

Dat Zweet, wat mir soen, wat preventiv wier: Mir schwätzen eis fir eng Scholdebrems aus, déi soll an der Verfassung geännert ginn. Mir sinn der Meenung, datt een esou eng Scholdebrems an der Verfassung sollt aschreiwen zu Zäiten, wou een nach wäit vun deem Punkt ewech ass, wou een ebe kéint a Konflikt mat esou enger Scholdebrems kommen.

Wann ee kuerz virdru steet, da mécht een esou eng Scholdebrems net méi, well ee sech jo net selwer da wëllt kuerzfristeg eng Barrière maachen. Et muss ee se also maachen, wann een nach wäit dervun ass. An et muss natierlech dann awer och eng Scholdebrems sinn, déi ee kann anhalen, an net mat honnertdausend Schlupflächer, wéi mer dat elo bei eisen Nopere gesinn, déi wuel eng Scholdebrems hunn an awer nach e ganze Koup vun Argumenter hunn, fir kënne laansicht esou eng Scholdebrems ze kommen.

Ech mengen, grad als e klengt Land mat enger klenger Ekonomie hu mir en Intérêt drun, fir eis Scholden a Grenzen ze halen. A mir waren eis heibannen am Fong, wéi mer dat virun zwee, dräi Joer ugefaangen hu mat diskutéieren, parteiiwwergräifend eeneg, datt am Fong e Land wéi Lëtzebuerg sollt oppassen. Och wa laut de Maastricht-Kritäre 60% erlaabt sinn, ware mir eis eeneg, datt mir als kleng Ekonomie sollten de Seuil vun 30% net iwwerschreiden. Dat wier eng preventiv Finanzpolitik fir e Land.

Mir wëssen awer elo, datt mer bannent fënnef Joer vu fënnef op bal 20% eropgaange sinn. Et geet relativ séier. A wa mer wëssen, datt mer an deenen nächste Joren och mussen Emprunten ophuelen; datt de Budget defizitär bleift; wa mer wëssen, datt Empruntë vun 2013 un oflafen, déi mer mussen nei finanzéieren, also dann de Prozentsaz duebel esou séier an d'Luucht geet, wa mer alleguer déi Inconnuen - hoffentlech triede se net an! - a Betruecht zéien, da kann et ganz séier sinn, datt mer iwwert déi 30% eraus ginn. Duerfir hu mer all Intérêt, fir direkt eng Brems anzegeheien an unzefänke mat spueren.

Duerfir wëlle mir, datt mer och an eiser Verfassung, ofgesinn dovunner, well dat vläicht op europäeschem Plang diskutéiert gëtt… Mir sinn och net frou mat deem Här Sarkozy an der Madame Merkel, déi mengen eis missen alles virzeschreiwen, mä mir sinn awer als ADR, an dat hu mer och schonns uganks des Joers gesot, fir esou eng Scholdebrems.

En drëtte Punkt, wou mer eis Bemierkung wëlle maachen, dat ass den Accord salarial. Ech mengen, den Accord salarial, do hu mer… An der Debatt iwwert d'Lag vun der Natioun am Mee 2010 huet de Statsminister vun dëser Plaz aus gesot: „D'Regierung ass der Meenung, dass et an der Fonction publique bis un d'Enn vun der Legislaturperiod keng Erhéijung vum Punktwäert ka ginn." An e seet dann, mä et wier fir d'Regierung wichteg ze wëssen, ob déi aner Parteien hei am Haus eis Meenung deelen, datt et zu kenge Lounerhéijunge beim Stat an deenen nächste Joren a bis zum Enn vun dëser Legislaturperiod géif kommen.

(Interruption)

Den Här Meisch huet gesot: „Nun, ech wëll lech soen, fir eis ass et normal, wann a Krisenzäiten, wou de Stat kee Geld huet, mä wou e muss spuere goen, wou e Scholde mécht, datt een dann deene Leit, déi eng sécher Plaz hunn, déi net fir hir Plaz mussen all Dag baangen, net nach kann eppes bäiginn. Dat schéngt fir eis eng Evidenz ze sinn."

An den Här Bausch huet gesot: „Fir eis ass et eng Selbstverständlechkeet, datt an där Zäit, wou mer de Moment sinn, eng Nullronn muss gemaach gi mat der Fonction publique."

An ech hu gesot am Numm vun der ADR: „Mir als ADR schléissen eis deene véier Parteien,…" - dat sinn elo d'CSV an d'LSAP, déi virdru scho geschwat hunn - „…déi sech an dëser Debatt schonn zu der Nullronn am öffentleche Secteur ausgeschwat hunn, un."

Ech mengen, dat ass e staarkt Zeeche vun engem Parlament, wat a Virverhandlunge praktesch eestëmmeg der Regierung de Réck stäipt, fir ze soen, an dëser finanzieller Situatioun kann d'Land sech, de Stat sech net erlaben, och nach eng Augmentatioun niewent dem Index an der öffentlecher Funktioun ze maachen. Duerfir si mir och fir eng Nullronn an dem öffentleche Secteur.

Et war also virun engem Joer, wou all Partei an d'Regierung heibanne sech fir eng Nullronn ausgeschwat hunn, an awer, virun de Gemengerotswahlen, wéi dat ëmmer bei der CSV üblech ass kuerz viru Wahlen, ass en Accord salarial de 15. Juli ënnerschriwwe ginn, wou eng Prime unique vun 0,9% fir d'Joer 2012 virgesi ginn ass an eng Augmentatioun vum Punktwäert vun 2,2%, also praktesch eng Indextranche, déi den 1. Januar 2013 géif kommen.

Et muss een also wëssen, datt d'Regierung, obscho se e kloert Mandat huet a selwer de Statsminister dat hei gesot huet, an d'Regierung eng Situatioun hat, wéi se nach ni hat, wou all Parteien hannerun hir stinn, a si geet dann hin a mécht awer esou eng Augmentatioun hei. Dat versteet kee Mënsch am Land! An ech hunn och mat ville Statsbeamte geschwat. Si sinn natierlech frou, wa se et kréien, mä se verstinn net, wéi d'Regierung zu dësem Zäitpunkt nach kann esou e Schrack maachen.

Et muss ee wëssen, Här President, ech wëll dat ganz kloer soen, datt mir am Prinzip haut hei Geld elo léine gi fir Gehälter, wat jo awer keng Sozialfäll sinn, fir déi Gehälter nach ze erhéijen, an eis Kanner, déi mussen an zéng Joer déi Emprunten zréckbezuelen!

Et muss een de Statsbeamten dat erklären, datt mir Geld léine ginn, fir eis Gehälter ze erhéijen, inklusiv eis heibannen, well mir gi jo och als Statsbeamte bezuelt, datt mir elo eis Gehälter héije gi mat engem Emprunt a mir soen zu eise Kanner: „Mir hunn eis et virun zéng Joer gutt goe gelooss, an dir musst elo zéng Joer méi spéit kucken, datt dir déi Augmentatioun, déi mir eis virun zéng Joer nach derbäiginn hunn, finanzéiert kritt; well an zéng Joer wäerte mer och nach kee Geld hunn, da mussen déi erëm Gelder léine goen, fir datt an zwanzeg Joer déi dann den Accord salarial vun dësem Joer bezuele kënnen.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Déi Sue fir d'Banken hutt Der awer net esou hefteg kritiséiert, Här Gibéryen, virdrun. D'Banke kréie jo och 2,7 Milliarden als Garantie an och als aner Hëllefen. Dir als Gewerkschaftler oder fréiere Gewerkschaftler...

M. le Président.- Här Urbany, Dir kommt herno drun,…

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Entschëllegt!

M. le Président.- …a wann ech gelift stellt eng Fro, mä fuert net engem Riedner einfach esou a seng Interventioun eran! Här Gibéryen, fuert virun!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech wëll dem Här Urbany just soen, och als Gewerkschaftler, fréiere Gewerkschaftler, datt doduerch, datt de Stat déi Banke gerett huet, mer d'Léin an d'Plaze vun all deene Leit, déi op deene Banke geschafft hunn, och gerett hunn. Dir hätt déi wahrscheinlech dann d'Baach erofgoe gelooss…

(Interruption)

…mat Äre kommunisteschen Naupen, déi Der nach ëmmer hutt. Op jidde Fall, mir hunn eis Responsabilitéit iwwerholl, an déi Leit hunn hir Plazen haut nach behalen.

Bon, Här President, en anere Punkt, dat ass, den Här Frieden huet gëschter hei gesot - dat huet awer mam Accord salarial ze dinn -: „Net Popularitéit, mä Responsabilitéit muss ons leeden."

Also, ech muss soen, wann ech den Accord salarial kucken, da géif ech soen, dann huet sécherlech net d'Responsabilitéit, mä d'Popularitéit d'Regierung do geleet.

E weidere Punkt, Här President, dat ass den Index. D'ADR ass fir d'Bäibehale vum Index. A mir soen och hei eise Message un d'Tripartite: Mir géife léiwer eng Nullronn gesinn, datt en Accord géif getraff gi mat de Gewerkschaften, souwuel aus dem öffentleche wéi dem Privatsecteur, datt ee soll eng Nullronn maache bei de Gehälter, an et sollt een den Index bäibehalen, an domadder kritt jiddweree säi Kafkraaftverlescht ausgeglach, an op där anerer Säit géife mer dann d'Gehälter roue loossen an där Situatioun, wou mer elo am Ablack sinn.

An da soll d'Regierung higoen, se soll hir Aarbecht maachen, deen alen an deen neie Wirtschaftsminister, a se sollen d'Inflatioun bekämpfen. Well wa mer d'Inflatioun bekämpfen, wou mer jo hei a Lëtzebuerg awer am Ablack amgaange sinn, Rekorder opzestellen, wat d'Inflatioun ass, wou e gudden Deel vun der Inflatioun eng hausgemaachten Inflatioun ass; wa mer also géifen ophalen, eis eng hausgemaachten Inflatioun ze maachen, mer géifen erëm iwwer eng Präiskontroll schwätzen, da kréiche mer keng esou héich Inflatioun méi hei am Land, da kréiche mer eng Inflatioun, wéi se an aneren europäesche Staten d'Normalitéit ass.

A wa mer keng héich Inflatioun hunn, da kréie mer och manner Indextranchen. Da kréiche mer also eng Situatioun, wou mer d'office net all zwielef Méint oder all puer Méint oder all zwielef Méint eng Indextranche kréien, da géifen déi no hanne réckelen.

Also, mir soen ganz kloer, mer sollten den Index bäibehalen, mer sollte mat de Gewerkschaften am privaten an am öffentleche Secteur schwätze fir eng Nullronn. Dat huet nämlech och de Virdeel, wa mer den Index bäibehalen, datt all déi Leit, déi net ënner Kollektivverträg falen, an dat sinn der vill, an de Gros vun deene sinn déi mat deenen niddregste Revenuen, mat den niddregste Paien, wann déi keng Indextranche kréien, da kréien déi keng Augmentatiounen, well et keng Kollektivverträg gëtt, an doduerch, datt mer den Index maachen, kritt jiddweree säi Kafkraaftverlescht hei ausgeglach. An ech mengen, dat kënnt och eisem Commerce zegutt. Wann de Leit hir Kafkraaft erhal gëtt, dann investéiere se och, an dat kënnt dann och eise mëttelstännegen a klenge Betriber zegutt.

E weidere Punkt, dat ass déi selektiv Sozialpolitik. Do ass elo scho laang vill driwwer geschwat ginn, an et ass selbstverständlech och an dëser Debatt doriwwer geschwat ginn. An ënner selektiver Sozialpolitik, do versteet jiddwereen eppes aneschters.

Ech mengen, den Här Lux huet de Moien hei gesot, an ech mengen, et war och den Här Meisch, dee frou war, datt d'CSV sech och elo méi konkret bei der selektiver Sozialpolitik beweegt. Ech hu virdru geschwat vun dem Géisskaneprinzip, wou mer iwwert d'ganzt Land gefuer sinn. Bon, ech mengen, de Rapporteur huet eng relativ kloer Sprooch geschwat, wat déi selektiv Sozialpolitik ubelaangt.

Eis Chamber huet jo och eng Televisiounschaîne, an do war eng Table ronde elo virun enger Woch drop, wou dann d'Représentantë vun de Chambres professionnelles waren. Och eise Rapporteur, den Här Gilles Roth, war an där Table ronde derbäi. An dunn ass hien natierlech och drop ugeschwat ginn, wéi hie sech déi selektiv Sozialpolitik géif virstellen, an huet dann och eng ganz kloer Äntwert ginn.

E war allerdéngs virsiichteg, en huet se a sengem perséinlechen Numm gemaach, en huet se net am Numm vun der CSV gemaach, well e weess net, ob d'CSV esou wäit géif matgoen, huelen ech un,…

(Interruption)

…well en huet nämlech gesot, een, deen e Joresrevenu huet vun iwwer 500.000 Euro d'Joer, wier hien der Meenung,…

(Hilarité)

…dee bräicht kee Kannergeld méi ze kréien. Dat huet mech un dee Sportler erënnert, deen d'Lat ëmmer esou héich geluecht huet, datt e gutt drënner erduerchkomm ass.

(Hilarité générale)

Dat heiten och mat 500.000 Euro d'Joer, do hat de Rapporteur d'Lat esou héich geluecht, ech mengen, wie kënnt nach dodrun? Also, an och déi do géifen drënner leien, dat brëngt wahrscheinlech eng Onmass vu Geld dann eran, datt de Statsbudget bannent e puer Woche sanéiert wier!

(Hilarité)

An déiselwecht Kerb huet de Rapporteur gëschter heibanne geschloen, wéi e vun de Klengspuerer geschwat huet, wou ee kéint...

(Interruption)

…bei de Klengspuerer vun 200.000 Euro d'Joer… Do hunn ech mer geduecht: Dee Rapporteur do, a wat fir enge gesellschaftleche Kreesser beweegt dee sech do, wou se 500.000 Euro d'Joer verdéngen an déi Klengspuerer jiddwereen 200.000 Euro op der Säit huet?!

Hei sinn d'Kreesser, dat ass d'Sphär, wou d'CSV sech dra beweegt; do muss ech Raute wénken, do kann ech net méi matschwätzen.

(Hilarité)

Ech kennen déi Leit do net, also wierklech, mä et gesäit een awer, datt d'CSV elo bereet ass, haart duerchzegräifen, an op der richteger Plaz amgaangen ass, do Akzenter ze setzen. Duerfir soll dann och d'Quellesteier vun zéng op 15% erop, fir datt déi kleng Leit do haart solle getraff ginn.

Eh ben, ech mengen, déi Leit, déi haut Gelder op de Spuerbicher hunn, déi kréien emol net méi esou vill Zënsen, wéi d'Inflatioun ausmécht, déi verléiere schonn all Dag. A wann dann och nach d'Quellesteier erhéicht gëtt, dat ass also en Encouragement, fir iwwerhaapt net méi ze spueren.

An da maachen ech mer Suergen ëm déi Leit do, wat déi da mat hirem Geld do maachen, wa se och schonn näischt méi op der Bank wäerte kréien. Mä wéi gesot, dat ass déi selektiv Sozialpolitik, wéi d'CSV se hei ganz gutt dokumentéiert huet a wéi se se och an deene leschten zéng Joer ganz aktiv bedriwwen huet, wëll ech soen.

Här President, wa mer vu sozialer Selektivitéit schwätzen, mengen ech, da sollte mer kucken, wou hei am Land d'Aarmut ass. A wa mer wëssen, datt hei am Land 14,5% vun de Leit ënnert der Aarmutsgrenz leien an ouni Sozialtransferten dat 45% wieren, wa mer wëssen, datt eleng erzéiend Familljen, meeschtens sinn dat jo Frae mat Kanner, datt do 46% sinn - also, praktesch all zweet eleng erzéiend Mamm hei am Land läit ënnert der Aarmutsgrenz, oder Famillje mat méi Kanner, déi och ënnert der Aarmutsgrenz leien -, dann ass et fir eis do, datt mer déi sozial Selektivitéit ubauen, an datt mer virun allem deene Familljen, den eleng erzéiende mat Kanner a Famillje mat méi Kanner, datt mer deene mussen hëllefen.

An duerfir war et och falsch vun der Regierung, fir grad d'Kannergeld ze desindexéieren. Et war falsch, fir d'Mammerent vu 65 Joer op 60 Joer ze setzen. A mir sinn och duerfir ëmmer derfir agetratt, datt ee sollt d'Negativsteier iwwer Crédits d'impôt aféieren, fir virun allem deene Familljen iwwer Steierkreditter Suen zoukommen ze loossen. Déi bis elo am Fong am meeschten dovu vertrieden, dat sinn dem Här Roth seng Frënn, déi bis elo am meeschte vun där Steierpolitik profitéieren. Mir sinn der Meenung, datt ee sollt Steierkreditter aféieren, d'Negativsteier, da géifen déi richteg Leit dat kréien.

Duerfir proposéiere mir och eng Aféierung vun engem Betreiungsgeld, wou mer am Fong soen, wou ee soll all déi familljepolitesch Zoulagen zesummeféieren an all Famill déi zoukomme loossen. An och all déi Moossname sollten eiser Meenung no der Steier ënnerworf ginn, sou datt ee se da kierzt op deem ieweschten Niveau an op deem ënneschten Niveau léisst ee se ganz.

Mir si souguer der Meenung, et sollt ee se héijen a se dann der Steier ënnerwerfen, datt dat fir de Statsbudget finanzpolitesch neutral bleift, mä da gi mer d'Geld dohinner sichen, wou et ass, a mir ginn et dohinner, wou et gebraucht gëtt.

Dann hu mer eng sozial Komponent dran, an an eiser Iddi géif eng Famill wéi déi aner behandelt ginn. De Stat géif sech net méi dran amëschen, ob eng Famill décidéiert, hir Kanner selwer ze erzéien oder ob se se a Strukture gëtt. D'Erzéiungsaarbecht doheem géif unerkannt ginn. D'Mamm, déi doheem ass, géif sozial ofgeséchert ginn, well an eiser Iddi och d'Mamm misst, dann, wa se dat Betreiungsgeld kritt, och all Mount eng Cotisatioun an d'Pensiounskeese bezuelen.

E weidere Punkt ass d'Fraude fiscale, Här President, wou mer och der Meenung sinn, wéi de Rapporteur, datt een der Steierverwaltung misst méi Leit bäiginn, well, wann ee mat deene Leit schwätzt, et sinn nach vill Gelder, déi kéinten eragedriwwe ginn. Et gëtt vill Steierhannerzéiung gemaach. An duerfir soe mir, et sollt een effektiv higoen an der Steierverwaltung déi Leit ginn, well déi Leit géifen dem Stat wierklech Gelder erabréngen, Gelder, déi mer brauchen.

An och hei si mir der Meenung, datt ee bei den Abattementer sollt iwwerkucken, ob all Abattementer, déi viru Joren agefouert si ginn, ob déi nach geschëllt sinn. A wéi virdru bei der familljepolitescher Diskussioun gesot, datt een do sollt eng Rei vun deenen Abattementer a Crédits d'impôt ëmwandelen, fir datt och all Mënsch dovunner ka profitéieren.

Et kann ee selbstverständlech iwwert d'Réforme administrative schwätzen, mä dat ass scho bal langweileg. Mir schwätze schonns vun un datt ech hei an der Chamber sinn iwwert d'Réforme administrative. An déi successiv Ministeren, déi ginn all puer Joer déck Broschüren eraus mat grousse Programmer, mat 50 Punkten, mat 100 Punkten, wat alles do gemaach gëtt, an da leeë se dat an den Tirang, bis deen Nächste kënnt an dat mécht.

Mä wann ee kuckt bei de Leit um Terrain, da brauch een nëmmen d'Avisen zu dësem Budget ze kucke vun de Beruffschamberen, déi domadder musse liewen, d'Chambre de Commerce an esou virun, an da gesäit een, wat fir ee vernichtend Uerteel déi iwwert déi Réforme administrative hunn, déi jo anscheinend scho stattfonnt huet, well d'Regierung seet ëmmer, si hätt scho vill gemaach, mä et huet nach just keen eppes dovun am Land gemierkt.

An duerfir ass och ganz kloer, wat se gemaach huet. Si huet nämlech näischt bis elo gemaach, an dat ass also och eppes, wat mer nach mat viruschleefen, mä dorunner hänken eis Betriber hei am Land. Wa se am Prozedurendschungel hänke bleiwen an an de Paperassen, komme se net virun. Dat ass och, wéi gesot, dës Regierung, déi och nach näischt Konkretes an deem Punkt gemaach huet.

E weidere Punkt, wou mer der Meenung sinn, datt misst eng Reform kommen, ass bei de Renten, an dat souwuel privat an öffentlech. Ech mengen, doriwwer brauche mer keng Diskussioun méi ze féieren. Ech mengen, bei allem, wat mer wäerten änneren, ginn ech dovun aus, datt dat fir déi zwee Regimer ass, datt mer do keng Differenze méi maachen.

Mir hunn als ADR uganks vum Joer Propositioune gemaach, fir datt eise Pensiounssystem kéint laangfristeg ofgeséchert ginn. Mat engem permanente Wuesstum vu 4% wier de System laangfristeg ofgeséchert. D'Fro ass awer, ob mer eis dann de Konsequenze vun deene 4% bewosst wieren.

Éischtens, ob mer et fäerdegbréngen, fir permanent 4% Wuesstum ze maachen. Dat décidéiere mir net hei zu Lëtzebuerg selwer, dat gëtt um Niveau vun der Weltekonomie décidéiert. An och, wa mer dee Wuesstum hätten, wat dat géif bedeiten. Da musse mer wëssen, datt mer mussen am Joer 2050 1,5 Milliounë Bäitragszueler hunn. An dann ass de Problem net geléist, mä dat geet jo dann ëmmer virun, an 2070 wiere mer scho bei dräi Milliounen, an da wier de Problem nach net giess.

Da musse mer eis d'Fro stellen: Wëlle mer déi Entwécklung - jo oder neen? Mir soe ganz kloer, mir wëllen déi Entwécklung net. A wann een déi Entwécklung net wëllt, wann een deenen nächste Generatiounen dat net wëllt zoumudden, datt eis Gesellschaft sech misst esou entwéckelen, da muss een och bereet sinn, fir eppes ze änneren.

Mir hunn eng Rei vu Propositioune gemaach. Ech ginn aus Zäitgrënn elo net méi dorop eran. De Minister soll jo dëser Deeg oder dëst Joer nach seng Propositiounen op den Dësch leeën. Mir sinn der Meenung, datt mer eis da sollten zesummesetzen a verstänneg schwätzen, fir Léisungen ze sichen. Mä kloer ass: Wann een näischt um System ännert, wann et esou viruleeft, da lafe mer an eng Katastroph eran, well da komme mer net derlaanscht, datt mer deene kommende Generatiounen esou eppes opbierden, wat kee vun eis wëllt maachen.

Dann ee Punkt nach: d'Finanzéierung vun Europa. Mir wëssen, datt vun der Europäescher Kommissioun proposéiert gëtt, eng Finanztransaktiounssteier anzeféieren, wouvun een Drëttel soll an den Nationalbudget fléissen an zwee Drëttel sollen an den EU-Budget fléissen, an et soll 1% vun der TVA och an den EU-Budget fléissen.

Zum Prinzip géif ech soen, datt mir als ADR dergéint sinn, datt et europäesch Steiere gëtt. Steieren dierfe fir eis nëmmen national sinn. Den europäesche Budget dierf nëmme vun den nationale Budgete finanzéiert ginn, an déi eenzel Staten décidéieren eleng a selwer iwwer hir Steieren.

Wann en Accord géif fonnt gi fir eng Finanztransaktiounssteier, déi dann awer op nationalem Plang géif agefouert ginn, gemaach ginn, dann awer nëmmen ënnert der Konditioun, datt déi iwwert d'Grenze vun eisem Land, iwwert d'Grenze vun Europa géif erausgoen an datt se och an all aner Länner, wou Finanztransaktioune stattfannen, sief dat England, d'Schwäiz, Singapur oder Hongkong, misst applicabel sinn.

Da muss een och wëssen, datt duerch d'Aféierung vun enger Finanztransaktiounssteier hei zu Lëtzebuerg eist Geschäft mat den Derivate géif ewechfalen. Doriwwer si mer informéiert ginn.

Dann en anere Punkt, deen ee muss wëssen: Géif den europäesche Budget direkt iwwer eng Finanztransaktiounssteier finanzéiert ginn, géife Länner wéi Lëtzebuerg, déi eng relativ kleng Ekonomie, awer e staarke Finanzsecteur hunn, prozentual vis-à-vis vun deenen anere State méi an den europäesche Budget, an d'europäesch Keess abezuelen, wéi dat déi aner State géife maachen. Dat kann net sinn, an duerfir dierf eis Regierung eiser Meenung no och esou enger Regelung net zoustëmmen.

Zum Schluss, Här President, e puer Wuert iwwert de Chômage. Ech mengen, de Chômage, dee klëmmt rapid, dee klëmmt rapid hei zu Lëtzebuerg! Mir ginn elo un d'Grenz - wa mer d'Beschäftegungsinitiative mathuelen - vun 20.000 Leit erun. Mir sinn an enger permanenter Progressioun, kommen u 6%. An theoretesch misst een déi Leit, déi an der Sidérurgie an den CDR beschäftegt sinn, och nach als Chômeure mat bäihuelen.

Et muss ee wëssen, datt de Jugendchômage hei zu Lëtzebuerg Rekorder huet elo scho vun 18,7% vun de Jugendlechen, déi am Chômage sinn. Dräi Véirel vun den Demandeuren hu kee schouleschen Ofschloss. An trotzdeem mer all Joer 10.000 netto Aarbechtsplaze schafen, kréie mer et net fäerdeg, hei am Land de Chômageproblem ze léisen. Dat ass dorop zréckzeféieren, wéi gesot, well mer eben eng schlecht Formatioun, eng schlecht Schoulbildung hunn. Mir proposéieren - an ech ginn d'nächst Woch dann an där Debatt iwwert d'Reform vun der ADEM méi dorop eran -, datt een am Fong och misst d'Beschäftegungsinitiative méi an d'ADEM integréieren.

E weidere Punkt, Här President: Et muss een oppassen, datt d'Schaffe sech erëm rentéiert. Mir musse feststellen, datt d'Differenz tëschent dem RMG an dem soziale Mindestloun fir d'Jonggesellen nach ënner 200 Euro läit. Wann een dann och nach bedenkt, datt deen, dee schaffe geet, nach Käschten huet mat Déplacementer an esou virun, sou datt een da vläicht seet, ee Jonggesell, ob e schaffe geet oder net schaffe geet, ob en de Mindestloun oder den RMG kritt, dat ass datselwecht.

Mir sinn der Meenung, datt d'Schaffen erëm muss interessant ginn. Duerfir deponéiere mer och eng Motioun, wou d'Regierung soll eng Etüd maachen iwwert de Wee vun de Steieren, fir Crédit-d'impôten anzeféieren, déi dann och dem Mindestlounbezéier géifen entgéintkommen, an doduerch iwwert de Wee vun de Steieren de Mindestloun géif gehéicht ginn, an do erëm méi eng grouss Differenz tëschent dem RMG, wat eng wichteg sozialpolitesch Moossnam war, fir datt déi da kann op de Mindestloun dropgeschloe ginn, an dann erëm méi eng grouss Differenz do ass.

Motion 1

La Chambre des Députés,

considérant

- que la différence entre le revenu disponible du salarié à revenu minimum et le revenu disponible du bénéficiaire du RMG est minimale et tend à devenir nulle;

- qu'il y a lieu de maintenir l'attractivité du salaire social minimum pour ouvrier qualifié et non qualifié et des personnes à faible revenu par rapport au niveau du revenu disponible du bénéficiaire du RMG;

demande au Gouvernement

- d'étudier les modalités d'augmentation du revenu disponible des salariés bénéficiant du SSM pour ouvrier non qualifié et qualifié et des salariés à faible revenu par une augmentation du crédit d'impôt salarié, voire par une révision du barème d'impôt;

- de déposer un projet de loi permettant d'atteindre cet objectif au courant de l'exercice 2012.

(s.) Gast Gibéryen, Jean Colombera, Jacques-Yves Henckes, Fernand Kartheiser, Serge Urbany.

Et muss een och wëssen, datt d'Entwécklung an der Stolindustrie, Här President, en Afloss huet op d'Beschäftegungspolitik. Wann ech virdru gesot hunn, datt mer bal 20.000 Chômeuren hunn, muss een och kucken, déi Leit, déi an der Cellule de reclassement, der CDR an der Stolindustrie sinn, datt dat och, et kéint ee bal soen, Chômeuren an engem gewëssene Sënn sinn.

An hei wëll ech drop opmierksam maachen, datt mat där Politik, déi momentan an der Stolindustrie gemaach gëtt, ee muss wëssen, datt dësen Industriesecteur, d'ArcelorMittal, wann déi wäert weider staark reduzéieren, datt dat och Schëffleng, Rodange bedeit, datt dat och seng Konsequenzen huet fir zum Beispill den Transportsecteur, d'CFL-Cargo, déi da praktesch e groussen Deel vun hirem Marché verléiert, de Camionssecteur TRA verléiert dervun, de Mäerterter Hafe wäert de gréissten Deel vu sengem Ëmschlag verléieren.

Et muss een also wëssen, wat hannert dem Ofbau vun ArcelorMittal belaangt (veuillez lire: steet) an datt do och eng Zäitbomm tickt.

Ech hu virdru gesot, wéi mer iwwert d'Banke geschwat hunn, vum Katar, wat d'Garantien ubelaangt. De 27. Juni 2006 hei an der Chamber huet eise Statsminister gesot, wéi hei d'Fro gestallt ginn ass, wat fir eng Garantien datt mer vu Mittal hätten, wéi se Arcelor iwwerholl hunn, huet den Här Statsminister hei de 27. Juni gesot, déi Garantie fir d'Stolstanduerter zu Lëtzebuerg hu mir awer kritt. A weider sot den Här Statsminister a senger Interventioun: Déi Leit, déi op eise Schmelze schaffen, hu maximal Garantië kritt, wat d'Erhalung vun hirer Beschäftegung ubelaangt. Mir hunn all Garantië vu Mittal kritt.

D'Fro ass haut erlaabt un eisen Här Statsminister, dee jo entschëllegt net do ass haut: Wat fir eng Garantien huet den Här Juncker oder d'Lëtzebuerger Regierung vum Här Mittal da kritt? Wa se Garantië kritt hunn, da brauche mer eis jo keng Gedanken ze maachen. Da misst jo alles an der Rei sinn. Da bleiwen déi Standuerter erhalen.

Wa se awer net erhale bleiwen, hu mer da keng Garantië kritt? Si mer da belu ginn? Et muss ee sech déi Fro stellen. Wann ee Statsminister heihinnerkënnt an e seet, en hätt Garantië kritt, datt déi Standuerter géifen erhale bleiwen an datt déi Beschäftegt an der Stolindustrie sech keng Suerge brauchen ze maachen, de 27. Juni 2006 op dëser Plaz, wéisste mir gär vum Statsminister a vun der Regierung, wat fir eng Garantië se da kritt hunn. War dat beim Kaffiskränzchen? War dat, wou se sech grad ofgekësst hunn, datt een dem aneren eppes an d'Ouer geflüstert huet? Oder waren dat verbindlech Garantien, déi schréftlech festgehale gi sinn?

Mir wéissten dat gären, wat de Statsminister de 27. Juni 2006 hei op dëser Plaz gesot huet, vun deene Garantien, déi si vum Här Mittal kritt hätten, wat d'Standuerter an d'Beschäftegungen ubelaangt huet. Et kann een net heihinnerkommen a soen, et hätt ee Garantië kritt, wann ee keng huet.

Dat gesot, Här President, kommen ech zum Schluss. Mir sinn als ADR iwwerzeegt, datt d'Leit am Land bereet sinn, am Interessi vun der Zukunft vun dësem Land an de kommende Generatiounen, fir gewësse Sacrificer op sech ze huelen, ënnert der Konditioun, datt d'Regierung Kloertext schwätzt, Transparenz an de Statsfinanze mécht. An ech erënneren nach eng Kéier un d'Solden an der Kierperschaft.

Datt déi Sacrificer sozial gerecht verdeelt ginn, datt d'Situatioun vun eleng erzéiende Familllje mat Kanner an d'Prioritéit geréckelt gëtt an datt déi Leit, déi méi verdéngen, deementspriechend och musse méi droen.

D'gerecht Verdeelung tëschent physesche Persounen, öffentlechen a Privatsecteur, physesche Persounen a Gesellschaften. Wann d'Leit d'Gefill kréien, datt déi Laascht sozial gerecht verdeelt ass an datt jiddweree säin Obolus zu senge Méiglechkeeten dréit, sinn ech iwwerzeegt, datt d'Lëtzebuerger bereet sinn, an och mir als Oppositiounspartei, dee Wee hei matzegoen, fir och dësem Land an eise Kanner eng schéin Zukunft ze garantéieren.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Gibéryen Merci. Als nächste Riedner ass den Här Serge Urbany agedroen. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, den Här Finanzminister huet gëschter hei gesot, an deenen nächste Jore wier dee groussen Test fir d'Politik, géif doranner bestoen, wann d'Länner op d'Finanzmäert Sue wäerte léine goen. En huet domat, mengen ech, an enger ausseruerdentlech däitlecher Form gesot, wien hei an Europa regéiert. Ob et d'Politik ass, déi d'Norme setzt, oder ob et d'Finanzmäert sinn, déi d'Norme setzen.

Déi däitsch TAZ, déi Zeitung, huet viru Kuerzem geschriwwen: „Nicht nur Staaten, sondern auch die Parlamente sind postsouverän geworden. Statt Gewalt herrscht Sachzwang, Haushaltsdisziplin und Expertentum. Parlamente und Parteien haben sich gänzlich der Logik der Märkte unterworfen und ihnen ihre hoheitlichen Kompetenzen überlassen. Das Kriterium für gutes Regieren lautet nun: Wie reagieren die Märkte?"

Här President, wéi d'Politik sech zum Beispill u sougenannt Sachzwäng upasse kann, weist déi geplangte Budgetsreform vun der Regierung. Op Aluedung vum Här Frieden huet d'OECD elo e Rapport iwwert d'Budgetsprozedur zu Lëtzebuerg verfaasst, an deem se eng Rei vu Recommandatioune mécht. Obschonn ech net Member sinn an där Kommissioun, wou dee Pabeier virgestallt ginn ass, fannen ech et awer fir wichteg, hei e puer Konklusiounen draus virzedroen.

D'OECD-Experte schloen zum Beispill vir, déi staatlech Investitiounsfongen opzeléisen. Domat géife Sue fir d'Zukunft agespuert ginn, gëtt gesot, fir d'Schold vun haut erofzesenken. Wie profitéiert dovunner? Natierlech déi räich Geldbesëtzer, déi och Créancierë vun de Staten, deene se a ville Fäll keng Steiere méi bezuelen, mä Sue léinen. An d'Zunkunft gëtt dobäi geopfert, wann Investitiounsfongen opgeléist ginn. Wann déi Recommandatioune selbstverständlech sech duerchsetze wäerten, dat gesi mer jo dann nach.

A well d'Schold awer zu Lëtzebuerg esou niddreg ass, soen och déi Experten, sollten d'Suen aus den Investitiounsfongen och geholl ginn, fir entweder an de Pensiounsfong vun der Rentekeess ze stiechen, oder, wann do keng zousätzlech Sue méi gebraucht ginn, domat e Rentesystem fir d'Statsbeamten ze schafen, deen - nun haalt Iech un! - um Kapitalisatiounsprinzip berout. A béide Fäll géifen erëm eng Kéier d'Finanzmäert déi sinn, déi dovu profitéieren, an da gëtt nach gesot, wann dann nach Iwwerschëss am Budget wieren, da sollten d'Steiere gesenkt ginn.

Här President, d'Salariatskummer seet an hirem Avis zum Budget, dass Stabilitéitsprogrammer a Scholdebremsen eigentlech zum Zil hunn, fir d'öffentlech Dépensen a fir d'Steierbeträg ze senken an ze verhënneren, dass de Stat nach Iwwerschëss behält, mat deenen e Politik maache kann.

Esou eng Politik gëtt och gedeelt vum Finanzminister, dee gëschter hei nach formell bei senger Duerleeung zur Dexia-Affär d'Thees opgestallt huet, et misst een ëmmer fir d'Éischt eng Léisung mam Privatkapital fannen. Dat wier d'iewescht Prioritéit vun der Wirtschaftspolitik zu Lëtzebuerg, huet den Här Frieden gëschter hei deklaréiert.

Dat ass natierlech eng reng ideologesch Haltung, wéi ee se eigentlech och net anescht erwaart vun deem maartradikalen an onflexibele Firspriecher vun den Interesse vun de Finanzmäert hei.

Ech wëll nach zwee weider kuerz Beispiller zitéieren aus deem Pabeier vun der OECD. Et gëtt zum Beispill virgeschloen, eng Regel anzeféieren, déi verhënnert, dass de Budgetséquiliber duerch nei Steieren erëm kann hiergestallt ginn. Zesumme mat enger Bannung vun den Dépensen un d'Entwécklung vum PIB géif esou d'Part vum Statsbudget um geschafene Räichtum agefruer ginn; op d'mannst no uewen.

Et gëtt och an deem Pabeier gesot - an et wonnert mech eigentlech, dass nach keen dat hei opgegraff huet -, dass d'Chamber nach nëmme méi géif de Budget presentéiert kréien a senge grousse Richtlinnen, a sech dann och während e puer Joer dorunner misst halen, an dass och déi eenzel Ministeren hir Ausgabe géifen an deem Budget gedeckelt kréien.

Wat dat bedeit, ënner anerem fir d'Souveränitéit vun engem Parlament iwwert d'Kontroll vum Budget, déi jo historesch gewuess ass an

och erkämpft ginn ass, dat muss sech an Zukunft nach erweisen. Ech fäerte just, dass sech hei e weideren historesche Réckschlag ukënnege wäert.

Déi Budgetsreform, déi jo nach soll diskutéiert ginn, gräift och am Fong geholl schonn deenen europäeschen Diskussiounen iwwer eng konstitutionell Budgetsnorm, déi sougenannte gëlle Regel, vir. Déi iwwregens, dat wëll ech awer och hei soen, an Amerika an den 80er Jore vum Ronald Reagan agefouert ginn ass an e wesentleche Bestanddeel vun de sougenannten „Reaganomics" war, déi och där Politik vun haut schonn deemools virgegraff huet.

An den nächste Wochen a Méint ass ze fäerten, dass zu Bréissel Weiche gestallt gi fir eng europäesch Regierungsform, déi een net méi kann als ganz demokratesch bezeechnen, déi ee kann als autoritär bezeechnen, déi net demokratesch legitiméiert ass, och ënner anerem duerch d'Europaparlament, an déi souguer riskéiert géint bestehend EU-Verträg ze verstoussen, zum Beispill bei der Zweedrëttelmajoritéit; déi mussen d'Staten hu fir géint eng..., fir eng Sanktioun vun der Kommissioun zréckzeweisen.

Dat ass eng Bestëmmung, déi steet net am europäesche Vertrag iwwert de Fonctionnement vun der Unioun. Et steet souguer de Contraire dran: Et misst eng Zweedrëttelmajoritéit derfir do sinn.

Ech mengen, dass d'Lëtzebuerger Regierung bei all deenen Diskussiounen eng relativ wichteg Roll spillt. Den Här Frieden huet och gëschter hei onmëssverständlech d'Argumentatioun vun de Ratingagencen iwwerholl. E sot just, si hätten zum falschen Zäitpunkt sech öffentlech iwwert den Triple A vun den Eurostaten ausgeschwat.

Mä ech mengen och, dass et keen Ënnerscheed a Wierklechkeet gëtt zwëschent dem Här Frieden an dem Här Juncker. Well och den Här Juncker ass en Exponent vun där Politik. Zum Beispill, wann en als Eurogroup-Chef vu Bréissel aus par personne interposée Lëtzebuerg Oplage mécht, wéi se sollten d'Rente verschlechteren, den Index manipuléieren, den öffentlechen Déngscht verschlechteren, an alles nëmme mam Zil, fir de Lounniveau zu Lëtzebuerg ze senken, deen als ze héich emfonnt gëtt an deen emfonnt gëtt, dass en der Kompetitivitéit vun der Lëtzebuerger Ekonomie géif am Wee stoen. Do notzen och all Etüde vun der Chambre des Salariés dann näischt, déi just de Contraire beweisen.

Här President, d'Opbausche vum Statsdefizit geschitt an Europa zu engem groussen Deel mat deem ganz kloren Zil, strukturell Reformen duerchzesetzen. Duerfir, mengen ech, muss een och déi Erpressungsmanövere vun de Ratingagencen de Moment an deem Kontext gesinn.

„Der Krieg der Banken gegen das Volk", dat ass den Titel vun engem Artikel vun haut an der groussbiergerlecher däitscher FAZ. Do spillt eng Dramaturgie, déi do bewosst an d'Feld gefouert gëtt, déi besonnesch awer am Fall vu Lëtzebuerg komplett déplacéiert ass, well grad Lëtzebuerg respektéiert jo, wéi mer all wëssen, d'Maastricht-Kritären als eent vun deene Länner, déi am wäitste vun de Grenzen, déi do gezu ginn, ewechleien.

A wann ee weess och nach, wou déi Schold hierkënnt - zum Deel, zu engem groussen Deel vun deenen 2,7 Milliarden, woufir de Lëtzebuerger Stat sech elo engagéiert huet, während 20 Joer am Ganzen, fir dat, wat een d'„bad bank" vun der Dexia kann nennen, mat Statsgelder ze garantéieren -, da gesäit een am Fong geholl, wéi verréckt déi Politik ass, déi gemaach gëtt.

D'Regierung an och, muss ech soen, d'LSAP an der Regierung hält awer dru fest, an ech mengen, all Parteie schéngen hei dru festzehalen, fir d'Scholde bis 2014 op null erofzesetzen an duerno souguer e Boni ze maache bei de Statsfinanzen, e Produit, wéi dat neierdéngs an der Maastrichter Sprooch heescht.

Dat ass zwar géint all wirtschaftlech Logik an entzitt dem Land weider Substanz. An dat sot keen anere wéi haut am Leitartikel vum „Tageblatt" den Alvin Sold, dee geschriwwen huet: „Und wie ärgerlich, dass eine LSAP hilft, Luxemburg tiefer in die Rezession zu stürzen. Das war nie ihr Auftrag."

D'Regierung wëllt elo mat allerhand Organisatioune schwätzen. Wouriwwer? Iwwert d'Transferte vun universale Sozialrechter an iwwer selektiv Sozialpolitik, déi jo am Fong geholl näischt aneschters mécht, wéi Plooschteren dorëmmer ze verdeelen, well déi universal Rechter sollen ofgebaut ginn.

No de geplangte Verschlechterunge beim „bëllegen Akt", déi wäerte substanziell grad fir déi ausfalen, déi sech eng ekologesch Erneierung vun hirem Haus net leeschte kënnen, gëtt elo offensichtlech d'Aaxt ugesat bei de Steierabattementer, wat d'Steierlaascht natierlech fir d'Stéit wäert an d'Luucht setzen.

Dann d'Familljenzoulagen. Hei gouf jo scho kräfteg an der Vergaangenheet gespuert duerch d'Desindexéierung. Ech muss soen, ech akzeptéieren net, wann eng Spuermoossnam, déi wierklech eng reng Spuermoossnam ass, als eng Moossnam vu sozialer Gerechtegkeet duergestallt gëtt. Well e Besserverdénger schuet engem Klengverdénger net, wann e Kannergeld kritt. Kritt en et awer ewechgeholl, fält och innerhalb vum Salariat déi noutwendeg Solidaritéit ewech, zum Beispill wann an Zukunft d'Kannergeld soll gekierzt ginn.

Et ass e bësse wéi beim Index. Beim Index dierft jo grad d'Patronat am Bankesecteur vun engem gedeckelten, fälschlecherweis sozial genannten Index profitéieren. An duerch eng Politik vun niddrege Steieren op Gewënner, Kapital an héich Léin profitéiere virun allem och erëm eng Kéier déi Besserverdéngend, souguer wann hiert Kannergeld géif mat besteiert ginn.

Gerecht ass eng Steierpolitik, déi de Räichtum wierklech besteiert an net zu enger ëmgekéierter Ëmverdeelung féiert vun direkten zu indirekten, sozial ongerechte Steieren. Elo soll jo och d'TVA erëm eng Kéier erhéicht ginn. Dat ass jo ee vun de Virschléi, deen am Budgetsrapport gemaach ginn ass. An et ass och net richteg, dass et an der Vergaangenheet gefouert huet vu Steieren op de Betriber an um Kapital zu Steieren op de Stéit.

Wéi déi Lénk awer dacks hei nogewisen hunn, ass et an der Steierpolitik grad zu där falscher Ëmverdeelung an der Vergaangenheet komm. Dorun ännert och näischt, dass et nach eng relativ Progressivitéit bei der Akommessteier de Moment gëtt. Wann 10% vun den Akommesbezéier 50% vun de Steiere bezuelen, da seet dat am Fong geholl näischt aneschters, wéi dass et grouss Akommesënnerscheeder zu Lëtzebuerg gëtt.

Et misst och emol nogewise ginn, wéi vill méi Steiere mer hätten, wann d'Progressivitéit vun der Akommessteier méi staark wier. Déi Verstäerkung vun der Progressivitéit vun der Akommessteier gëtt awer vun der Regierung kategoresch ausgeschloss.

D'Regierung schléisst och aus, de Plaffong vu fënnefmol de Mindestloun bei der Cotisatioun fir d'Krankekeess ze erhéijen. A bei der Fleegeversécherung, wou et dee Plaffong jo net gëtt, léisst se zou, dass verschidde Patronen - ech froe mech eigentlech, wat fir Patronen dat sinn - keng Donnéeën iwwer Léin vu méi wéi fënnefmol de Mindestloun liwweren an domat verhënneren, dass déi Moossnam wierksam gëtt an dass déi Sue vun der Sozialversécherung kënnen encaisséiert ginn.

Si ëmgeet souguer hiert eegent Gesetz, wou Penalitéiten dorobber stoungen, a mécht en neit Gesetz, fir op en anere Wee et ze erméiglechen, dass d'Patronen net mussen direkt selwer déi Revenuen, déi se ausbezuelen an hirem Betrib, deklaréieren. Da gëtt iwwert de Wee vun de Steiere verfuer.

Wéi wéineg de Räichtum besteiert gëtt, gesäit een och bei der Taxe d'abonnement; där Tax, déi um Ëmsaz vun der Fongenindustrie erhuewe gëtt. Dat ass déi Industrie, déi jo e gewaltegen Ëmsaz huet vun 2.000 Milliarden Euro, déi vu Lëtzebuerg aus gesteiert gëtt an d'ganz Welt eraus. An et ass eigentlech jo de Mëttelpunkt vun deem, wat een nennt eng Finanzialiséierung vun der Wirtschaft. An et gëtt jo och gesot, déi wier um Ursprong vun där aktueller Kris.

Abee, wann ee weess, dass op Avoirë vu 14.000 Euro just een eenzegen Euro Steieren do opgehuewe gëtt, da versteet een, wat eng ongerecht Besteierung ass a wat eng Favoriséierung vum Räichtum an der Steierpolitik duerstellt. Et gëtt net dru geduecht, fir zum Beispill déi Taxe an d'Luucht ze setzen. Awer wann et ëm d'Autostax geet, dat ass selbstverständlech kee Problem fir do ze schwätze vun Erhéijungen.

Och bei der Rentereform, mengen ech, geet et ganz kloer drëm, fir méi laang schaffen ze goe respektiv Leeschtungskierzungen a Kaf ze huele respektiv e lukrative Maart fir Privatzousazrenten ze schafen. Mir komme bestëmmt nach méi wéi eng Kéier op déi Froen do zréck.

Och muss ech soen, opgrond vun där Diskussioun, déi virdrun hei stattfonnt huet, och am öffentlechen Déngscht geet et schlussendlech dorëmmer, grad wéi bei der Indexfro, fir d'Lounquot erofzesetzen an domat Signalwierkung och ze erzilen an dem private Secteur. A mir wësse jo, dass zum Beispill de konventionéierte Secteur vun de Spideeler, vun de Sozialdéngschter an esou weider och un deene Lounerhéijungen am öffentlechen Déngscht mat drunhänkt, déi dann elo anscheinend jo unanime, ausser wéi d'lescht Kéier schonn déi Lénk, vun alle Parteien hei de Moment ofgelehnt gëtt, obscho se schonn ausgehandelt war.

Ech wëll net soen, dass ech mat den Detailer vun där Aushandlung d'accord war an ob ech d'accord war, dass dat gebonne war un dee Projet, deen elo virläit. Mä ech stelle just fest: Eng Lounerhéijung, déi am öffentlechen Déngscht de Leit zougestane gi war, soll elo anscheinend net méi kommen, an dat fannen ech eng verheerend Décisioun, déi Der hei zesummen huelt!

Ech wollt nach eppes soen iwwert d'Wirtschaftspolitik. Ech gesinn awer schonn, dass meng Zäit...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Här Urbany, déi nach net geholl ginn ass, entschëllegt.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Si ass jo hei awer elo ugekënnegt...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ech wéilt lech awer drun erënneren, datt nach ëmmer d'Parlament fir d'Éischt muss e Gesetz stëmmen, ier eppes a Kraaft ass. A menges Wëssens ass emol nach kee Projet de loi fir déi Erhéijung hei gestëmmt. Duerfir kënne mer net eppes ofschafen, wat nach ni hei déposéiert ginn ass.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ech mengen, dee Projet de loi, dee sollt elo déposéiert ginn, esou wéi en ausgehandelt ginn ass. An da soll en och hei gestëmmt ginn. An ech hunn lech awer och héieren, Här Bausch,...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Jo.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- ...ganz kloer an däitlech nach eng Kéier hei soen...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Här Urbany, ech widderhuelen lech nach méi haart: Meng Partei ass der Meenung, datt déi nächst dräi Joer eng Nullronn soll gedréit ginn am öffentleche Secteur. Et geet net dorëms. Ech wëll lech just drop hiweisen, datt nach ëmmer d'Parlament zoustänneg ass, fir ze décidéieren, wat gestëmmt gëtt a wat net gestëmmt gëtt.

Une voix.- D'Parlament hat e kloren Optrag...

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ech kennen och d'Prozeduren hei. Meng Partei ass awer der Meenung, dass grad an enger Zäit vun esou enger Kris, wéi mer se elo erliewen, wou mer erëm eng Kéier gesinn, wien dovu profitéiert...

M. le Président.- Här Urbany, Dir musst elo esou lues awer sécher zum Schluss kommen.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ech komme ganz séier zum Schluss. Mäi leschte Saz. Ech war och derbäi, wéi déi 30.000 Leit hei demonstréiert hu mam Slogan: „Mir bezuelen net fir Är Kris." Ech stelle just fest, dat, wat mer hei an d'Ae faassen, och wa mer et nach net beschloss hunn, dat geet awer ganz genau an déi Richtung, dass mer fir d'Kris vun deenen, déi se verursaacht hunn, musse bezuelen, Här Bausch, an do kënnt Der nach esou vill Stiglitz an aner fortschrëttlech Ekonomisten zitéieren. Hei kënnt et drop un, a Musek ëmzesetzen, wat déi Leit schreiwen. An da geet et och net drëm, fir ze soen...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Wéi geschriwwen, d'Statsbeamte géifen 2,2%...

(Hilarité)

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- An da geet et och net hei fir ze soen, mir refuséieren engem ganze Secteur, dem öffentleche Secteur vun deene Beschäftegten, refuséiere mir eng Lounerhéijung, déi scho laang aussteet an hinnen och zousteet.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. Als leschte Riedner ass den Här Alex Bodry agedroen. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

Une voix.- Do si ganz vill fein Leit derbäi.

Plusieurs voix.- Ooohhh! Aaahhh!

Une voix.- Awer och där anerer!

Une autre voix.- De ganze Spidolssecteur an esou weider hänkt dodrun.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre,...

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Sou, elo lauschtere mer dem Här Bodry no.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- ...ech wollt zum Schluss vun dësen Debatten net alles erëm opkachen, wat schonn hei gekacht ginn ass am Laf vun dëse stonnelaangen Diskussiounen. Vläicht schwätzen ech éischter och zum Deel als fréiere Budgetsrapporteur, dee vum Budget vum lafende Joer.

Et fält mer op, dass eigentlech iwwert dat lafend Joer nach ni esou mann geschwat ginn ass wéi grad dëst Joer. All Mënsch huet gekuckt iwwert de Budget 2012 an eigentlech ass wéineg geschwat ginn iwwer 2011. Normalerweis huet d'Regierung och ëmmer profitéiert, fir bei dëser Debatt déi lescht Zuelen ze ginn eigentlech, wat d'Exekutioun vum lafende Budget ugeet.

De Budget 2012, wann ech elo dee kucken, deen ass effektiv villdeiteg. En ass opgebaut op Kontraster. Et kann een den Akzent leeën op déi relativ positiv Eckwäerter, déi an deem Budget 2012 och weiderhin dra sinn: eng Etapp an der Leeschtung vun eisem Stabilitéitszil vun den öffentleche Finanze fir 2014; héich Investissementer; kaum Neiverschëldung; d'Schold soll souguer Enn 2012 méi niddreg si wéi Enn 2011. E Gesamtdefizit am öffentleche Beräich vu manner wéi engem Prozent.

Et kann een awer och an deem heite Budget e weidere Bewäis gesinn, dass mer hei zu Lëtzebuerg strukturell Defiziter hunn, strukturell Defiziter och besonnesch am Zentralstat, am Statsbudget hunn, an dat net eréischt zënter 2008! An do géif ech vläicht profitéieren, fir d'Erënnerung vun eenzelne Kolleeginnen a Kolleegen hei opzefrëschen. Hei gëtt jo gemengt, dass op eemol mat 2008 öffentlech Defiziter opgedaucht wieren. Dem ist nicht so! Wat fir ee Joer mengt Der dann, dass an deene leschten 20 Joer Lëtzebuerg dee gréissten öffentlechen Defizit ausgewisen huet? 2008, 2009, wäerten déi eng soen. Neen, 2004!

Plusieurs voix.- Ooohhh! Aaahhh!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- 2004, drolegerweis e Wahljoer. Drolegerweis e Wahljoer!

Une voix.- Do gitt Der awer wäit sichen.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dat lescht Joer... Neen, et ass net wäit...

(Interruptions diverses)

M. Xavier Bettel *(DP).*- Fënnef Joer an der Regierung, soss hätt Der wierklech ni eppes ze soen...

Une voix.- Jo, jo, jo.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- ...ass nach haut dat Joer, wou Lëtzebuerg zënter ufanks den 80er Joren am leschte Jorhonnert dee gréisste Statsdefizit ausgewisen huet.

M. Claude Meisch *(DP).*- A wéi vill Iwwerschëss goufen tëschent 1999 an 2004 gemaach? Sot Der eis dat och?

M. Alex Bodry *(LSAP).*- An deenen anere Lektiounen erdeelen, wéi een et soll maachen!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Dir sidd amgaang alles auszedeelen.

(Interruptions diverses)

M. Alex Bodry *(LSAP).*- ...sollten emol nokucken, ob si hir Hausaufabe sengerzäit gemaach hunn, wéi si an der Verantwortung stoungen.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Ech bieden Iech, dem Här Bodry nozelauschteren!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Si héieren dat net gär. 2004 bleift bisweilen - an ech hoffen, dass dat och esou bleift - deen Exercice, wou Lëtzebuerg dee gréisste Statsdefizit ausgewisen huet. Et waren 2,6% am Zentralstat an et war en Defizit vun 1,2% an der Administration publique. Dat ass also nach haut ëmmer ze toppen. Et ass also u sech ënner Juncker a Polfer, wou bis elo dee gréisste Statsdefizit hei geschriwwe ginn ass.

(Interruptions diverses)

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Wann Der scho wëllt drun erënnert ginn. Mä et ass wouer!

(Interruptions diverses)

Une voix.- Dat si staark Argumenter, dat do!

M. le Président.- Sou, elo loosst den Här Bodry schwätzen!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Déi nächst Generatioune soen Iech Merci, Här Di Bartolomeo!

M. le Président.- Här Bettel, Dir kënnt herno d'Wuert froen, mä loosst elo den Här Bodry schwätzen!

Une voix.- D'Tempos-Fraktioun, roueg!

(Interruption)

M. Xavier Bettel *(DP).*- Wat heescht provozéieren? Mir haten ni e Chômage, deen esou héich war. Mir haten ni esou eng Situatioun!

(Interruptions diverses)

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Also, den Här Helminger, deen hat wéinstens nach ganz vill Klass.

M. Xavier Bettel *(DP).*- All déi Leit op der ADEM soen Iech Merci. Bravo! Gutt, gutt!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Also von da an ging's bergab!

(Hilarité)

Mir wäerten nach eng Kéier un den Här Helminger denken!

M. le Président.- Ech géif Iech bieden, déi Zwëschegespréicher...

M. Xavier Bettel *(DP).*- Dir hutt et gutt ugepaakt, Här Di Bartolomeo. Dat war Äre Slogan. Bravo! Paakt et nach e bësschen un! Paakt nach e bësschen un, d'Leit soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Mir wäerten nach oft un den Här Helminger denken.

M. le Président.- Ech géif Iech bieden, Kolleeginnen a Kolleegen, an och den Här Minister Di Bartolomeo, elo dem Här Bodry nozelauschteren!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ech wär frou, Här President, wann ech e bësse Riedezäit herno nach géif hei zeguttgeschriwwe kréien, wann déi Hären an Damme fäerdeg sinn.

(Interruptions diverses)

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Knapp aus der Spillschoul eraus!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ech widderhuelen also nach eng Kéier, dass, wann een also de Bléck werft op d'Finanzsituatioun vun haut, däerf een de Bléck net verschléissen op dat, wat war. De Fait och, dass mer also mat eise Statsfinanzen, notamment mam Statsbudget, scho méi laang Problemer, strukturell Problemer hunn, dass déi 2004 en absoluten Déifpunkt erreecht haten, an dass mer elo gemeinsam d'Aufgab hunn, do erauszekommen.

Et ass effektiv esou, dass déi lescht Zuelen, déi virleien, déi lescht Prognosen, déi gemaach si ginn an den Nopeschlänner, vun den internationalen Institutiounen, drop hiweisen, dass mer wahrscheinlech mat méi schwieregen Zäiten ze rechnen hunn, wéi dat nach gemengt gi war bei der Opstellung vun dësem Budget. Mir mengen awer, dass dat kee Grond zur Opreegung ass - wéi ech se elo grad hei gemierkt hunn -, kee Grond zur Panik, zur Dramatiséierung. An ech mengen, dass een och net muss dem modernen Trend verfalen, andauernd hei Blutt-, Schweess-, Tréinerieden ze halen.

Effortë sinn néideg! Effortë si sécherlech néideg! Ech mengen awer, dass mer solle méi wéi jee probéieren, eng Politik vun der roueger Hand a vum klore Kapp ze maachen, net d'Aen zouzemaache virun deene Problemer, déi mer hunn, och an de Statsfinanzen, an doriwwer eraus och déi strukturell Problemer, déi Lëtzebuerg manifestement zënter etleche Jore schonn huet an déi sech och erëm am 2012er Budget weisen.

Mä gradesou awer och d'Suerg hunn, nieft enger noutwendeger Budgetsdisziplin, also engem Laisser-aller entgéintzetrieden. Op där enger Säit awer och kloerzemaachen, dass mer gläichzäiteg déi noutwendeg Budgetsdisziplin musse koppele mat enger couragéiser Investitiounspolitik, besonnesch a Schoul an Ausbildung, a Fuerschung, Entwécklung, a grouss Infrastrukturen. Et ass do, wou mer déi zwee Elementer vun enger Krisestrategie musse gekoppelt kréien.

Spueren? Jo, do, wou et néideg ass! Mä gradesou wichteg ass investéieren, nach vläicht souguer méi wéi haut, op eenzelne Plazen, fir och dem Wuesstum eng nei Chance ze ginn, och hei zu Lëtzebuerg.

Ech géif och mengen, dass een haut ka soen, dass et richteg war, dass d'Regierung net Hals iwwer Kapp de bestehende Budget geännert huet. Effektiv ka keen heibanne soen, a wat fir engem Sënn se am Detail hätt missen Ännerungen un deem Budgetstext virhuelen.

Op där anerer Säit musse mer eis awer och bewosst sinn, dass mer och héchstwahrscheinlech, sollte sech déi Prognose bestätegen an deenen nächste Méint vun engem ganz luese Wirtschaftswuesstum, vläicht souguer vun enger Rezessioun an Europa an och zu Lëtzebuerg, dass mer da bei der Exekutioun vun dësem Budget aner Methode mussen hunn, wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war. Ech mengen net, dass, wa sech dat alles esou bestätegt, wann dat och eng Répercussioun op eenzel grouss Statseinnahmen hätt, een dann de Budget einfach esou ka weiderlafe loossen, wéi en hei vum Parlament gestëmmt ginn ass.

Ech betounen nach eng Kéier, dass et en Autorisatiounsgesetz ass, an dass et un der Regierung ass, ze determinéieren, wat fir eng Dépensen dass se effektiv tätegt am Laf vum Joer. Dat muss si gesinn a genau préiwen am Laf vun der Exekutioun vun dësem Joer.

Et gëtt jo och ewell eng ganz Rëtsch vun europäesche Monitoringen, déi opgebaut ginn an déi wahrscheinlech eng éischte Kéier wäerten am Laf vun 2012 spillen, wou also net nëmmen d'Lëtzebuerger Regierung an d'Lëtzebuerger Institutioune gefuerdert sinn, mä wou sécherlech och eng Rei vun europäeschen Institutiounen och wäerten e genaue Bléck op d'Exekutioun vun dësem Statsbudget 2012 werfen. Ech kommen nach e bësse méi spéit op dat Element ze spriechen, wat an den Debatte vun haut e bëssen ze kuerz komm ass, wat de Budgetsprojet 2012 ugeet.

Ech mengen, et soll een also roueg bleiwen, bereet sinn, eng Rei vun Ännerunge virzebereeden. Op där anerer Säit sollt een awer och net Lëtzebuerg méi schlecht maache wéi et ass a Lëtzebuerg am selwechten Otemzuch nenne wéi Griichenland, wéi Portugal, wéi Irland, wéi aner Länner, déi Schwieregkeeten hunn, den Androck ze ginn, dass d'eventuell Ofstufung, déi vun enger Agence ugekënnegt ginn ass, vum „Triple A" vu Lëtzebuerg eppes mat der Lëtzebuerger Politik ze dinn hätt. Dat huet nëmme mat der Euroland-Politik ze dinn.

Loosse mer also och awer, bei allem Hang zum Pessimismus, dee verschidde Leit hei bei dësen Debatten ze iwwerkomme schéngt, nach eng Kéier d'Fakte vun 2011 kucken!

Komme mer also awer och nach ee Moment, wann Der erlaabt, op dat lafend Joer 2011 ze schwätzen! 2011, wéi et elo ausgesäit - an dat si provisoresch Zuelen -, weist en Defizit aus insgesamt öffentlech vun 0,6%. Dat ass ee vun de beschten a ganz Europa. Mir weisen eng Statsschold, eng öffentlech Schold, vun 19% vum PIB aus; eng vun deene beschten a ganz Europa.

Mir hu Reserven an eise staatleche Fonge vu ronn enger Milliard Euro. An eise Pensiounsfongen hu mer iwwer eelef Milliarden Euro Reserve fir de Moment. Mir hunn eng Progressioun vum Emploi hei zu Lëtzebuerg gehat vun 3% am Schnëtt héchstwahrscheinlech am Laf vun 2011; e Wäert, mat deem eigentlech kee Mënsch heibannen och gerechent hat an dësem Joer. Et ass wouer, mir hunn en héije Chômage: 6%. An Europa ass en zwar wäit iwwer 10% am Duerchschnëtt. Et ass ze héich, 6%. A mir hunn eng héich Inflatioun vun 3%.

Et däerf een also bei allem Jéimeren iwwert dat, wat ass a wat kënnt, awer net vergiessen, dass mer 2011 zumindest stabil dostinn. Mir sinn eis bewosst - dat ass ganz kloer -, dass mer déi relativ gutt Situatioun, an där mer stinn, déi eis zu den Top Dräi an Europa mécht, souwuel wat d'öffentlech Schold ugeet wéi och wat den öffentlechen Defizit ugeet, dass mer dat zum Deel op eng Rei vun ausseruerdentleche Recetten zréckzeféieren hunn, déi elo 2011 gespillt hunn, notamment de sougenannten Apel fir den Duuscht; dat heescht also d'Solde vu fréiere Statssteieren, déi agedriwwe gi sinn an déi sech elo bemierkbar maachen, besonnesch och bei der Kierperschaftssteier respektiv bei der Gewerbesteier fir dëst Joer.

Et däerf een awer trotzdeem soen - déi zulescht verfügbar Zuelen, déi ech hunn, sinn déi vun Enn September -, dass sech awer erausgestallt huet, dass mer 2011 wäerten héchstwahrscheinlech 600 Milliounen Euro méi Statssteieren anhuelen, wéi dat nach bei der Opstellung vum Budget 2011 geplangt war. Et ass awer och wouer, dass mer eng 200 Milliounen Ausgabe méi hunn, wéi dat bei den Opstellunge vun deemselwechte Budget 2011 geplangt war. Duerfir soll een déi doten Donnéeën - dat sinn awer och Fakten - net einfach vergiessen. Dat gëtt eis eng relativ zolidd Ausgangspositioun fir déi nächst Joren.

Jo, mir sti gutt do, mä… Ech maachen et do wéi de Minister, ech soen awer och direkt e Mä hannendrun. Jo, mä mir wëssen et, et ass keng nei Erkenntnis, et gëtt regelméisseg widderholl an all méigleche Rapporte vun dëser Chamber, vu Spezialkommissiounen, vu Budgetsrapporten, an de Budgetsrapporteur, den Här Roth, huet dat dëst Joer och nach eng Kéier op eng ganz explizit Aart a Weis gemaach:

Mir wëssen, dass déi relativ gutt Situatioun, an där mer dra sinn, prekär ass, dass se zerbriechlech ass, dass mer méi wéi gréisser Länner enger grousser Volatilitéit ausgesat si vun den Einnahmen, och vun de wirtschaftleche Schwankungen, well mer nach wie vor haaptsächlech op een oder zwee Secteuren an enger staarker Ofhängegkeet hei stinn.

Mir wëssen och, dass laangfristeg eng ganz Rëtsch vu Chargë wäerten op de Statsbudget duerkommen. De Renteberäich ass scho genannt ginn. Mir wëssen och, dass mer eventuell mat méigleche Réckgäng vu grousse Statseinnahmen an deenen nächste Jore kéinte rechnen, och opgrond vun neien europäesche Bestëmmungen. Dat gëllt zum Beispill fir d'TVA, dat gëllt fir d'Akzisen.

Lëtzebuerg brauch keng Vollbremsung virzehuelen - wéi aner Länner eis dat op eng net flott Aart a Weis virdemonstréieren - fir de Moment, mä mir musse sécherlech d'Progressioun vun eisen Ausgabe verträglech halen. Mir mussen déi Progressioun och wahrscheinlech momentan zréckféieren.

Ech ginn e Beispill. 2011/2012, wann ech se vergläiche mam Kont 2010, an d'Zentralbank huet dat gemaach: An zwee Joer ginn eis Statsausgaben ëm 12% an d'Luucht. 6% pro Joer! Dat ass enorm vill! Dat ass an dësen Zäiten enorm vill. Dat war sécherlech - mä mir louche schonn driwwer - hei Norm zu Lëtzebuerg. Dat konnte mer eis och während laange Jore leeschten, mä et schéngt mer kloer ze sinn, wann een och vergläicht, wat am Ausland üblech ass an och elo, wann een op déi europäesch Bestëmmungen ze schwätze kënnt, dass esou eng Progressioun sécherlech net méi ze halen ass.

Déi Progressioun do ass mat deene Prognose vun dem Wirtschaftswuesstum, déi elo virleien, net méi konform mam Rhythmus vun enger normaler Entwécklung vun de Statseinnahmen, ass och net méi konform zu de mëttelfristege Wuesstumsperspektiven, déi fir Lëtzebuerg momentan zumindest ausgeschafft gi sinn.

An ech wëll drun erënneren oder fir d'Éischt hei soen, well et ass eigentlech nach net vill driwwer geschwat ginn - mir wäerten awer déi Diskussioun, denken ech, an deenen nächste Méint hei féiere mussen, och hei am Parlament -, dass duerch den „Sixpack", déi nei europäesch Bestëmmungen, déi d'Gouvernance économique ausmaachen, déi elo Mëtt Dezember a Kraaft wäerten trieden - dat si jo zu engem groussen Deel Reglementer -, dass do schonn d'Welt eng aner wäert gi fir dës Chamber an och fir dës Lëtzebuerger Regierung. Ech wëll net soen, ob dat onbedéngt déi Welt ass, déi ech gären hätt, mä et ass awer déi, déi elo gëllt.

D'Experte vun der Regierung hunn eis ausgerechent, wann een déi nei europäesch Budgetsnorm hëlt, déi jo soll ab 2012 och scho gëllen, dass dat, 2011 gekuckt, eng maximal Progressioun vun eise Statsausgabe vu 5,2% hätt däerfte bedeiten.

Déi war an engem Moment ausgerechent ginn, wéi déi Prognose fir d'Wirtschaft nach net esou negativ waren. Wann ech elo kucken, wat déi lescht Prognose vun der OCDE sinn, vun aneren Instituter, déi de Statec jo och mat iwwerholl huet, denken ech, dass mer wéi 2012, wa mer déi doten europäesch Norm, déi elo geltend Recht wäert ginn, hei op de Budgetsprojet 2012 applizéieren, dass mer riskéiere mat enger Progressioun vu 6% vun de Statsausgaben zu Bréissel duerchzefalen.

De Risiko ass grouss, dass d'Berechnung vun där europäescher Norm eis wäert ënner 6% bréngen. Wat erauskënnt, dat gesi mer, wann d'Regierung den nationale Programm fir Wuesstum a Stabilitéit am Fréijoer wäert op Bréissel schécken. Do wäert eng Analys gemaach ginn opgrond vun deenen neien europäesche Bestëmmungen, wat d'Budgetsnorm ugeet. An da kann et sinn, dass dee Programm do zréckgeschéckt gëtt, vu Bréissel op jidde Fall e bësse kritesch Remarquë wäerten iwwert déi dote Virschléi kommen.

Mir sinn also schonn an engem Ëmfeld, wat en anert ass wéi dat, wat mer eigentlech kannt hunn. A mir mussen eis drop astellen, dass mer och no an no vun deem System vun den Avisen, vun de Recommandatiounen, mat deenen ee mécht, wat ee fir richteg fënnt, och riskéieren ewechzekommen duerch eng Verschäerfung, déi ëmmer erëm an deene leschte Méint vun den Exekutiven décidéiert ginn ass, och ënnert dem Drock vun de Finanzmäert, vun de Spekulatiounen och géint den Euro a géint eenzel Staten, fir ëmmer méi wäit ze goen an där doter Spiral vun der Kontroll vun der Budgetsdisziplin an deenen eenzelne Memberstaten.

An eis Regierung war och dermat averstanen, fir eng ganz Rëtsch vun also Verschäerfungen an dat europäescht Recht mat anzebauen, souwuel wat de preventiven Aarm vum Wuesstumspakt ugeet wéi och natierlech, wat de repressiven Deel vun deem Wuesstumspakt do ugeet.

Mir mussen eis also als Chamber bewosst sinn, dass mer, mengen ech, déi leschte Kéier hei eng Diskussioun gefouert hunn iwwert de Lëtzebuerger Statsbudget aus der elengeger Optik vu Lëtzebuerg, an dass mer am Laf vum Joer a beim Budget d'nächst Joer wäerten ëmmer méi eng Diskussioun hei féieren, déi vill méi enk gesat ass ginn iwwer eng Rei vun europäesche Virgaben, déi politesch festgehale gi sinn.

A wann ech kucken, wat an deenen Texter steet, an deem „Sixpack", deen elo zum gudden Deel a Kraaft trëtt dëst Joer, wann ech och kucken, wat d'Kommissioun nach Enn November vun zousätzleche Propositioune gemaach huet, fir dee ganze System nach ze verschäerfen eigentlech, fir am Fong ze soen: „Majo, de Budgetsprojet mussen d'Länner schonn am Hierscht zu Bréissel mellen, an ier d'Parlamenter ofstëmmen, gi mir eisen Avis zu deenen doten Texter."

Déi Regel do ass nach net duerch, mä wann ech kucken, wat fir eng politesch Stëmmung amgaangen ass, sech an Europa ze maachen, muss ech soen, dass ech fäerten, dass sech no an no déi doten Zaang ëmmer méi zouzitt. Mir mussen eis also bewosst sinn, wéi den europäesche Rumm an Zukunft wäert hei definéieren, wat fir ee staarken Impakt dee wäert hei och op eis Diskussioune kréien.

Ech géif mer och wënschen, dass net déi Leit sech an Europa elo duerchsetzen, och an deenen Diskussioune vun dësen Deeg, déi nach ëmmer méi wäit wëlle goen, ëmmer nach méi wäit wëlle goen an eigentlech awer déi ganz Diskussioun ronderëm den Euro, ronderëm d'Statsfinanzen a ronderëm de Budget résuméieren op eng Fro vun Équiliber vun de Budgeten. De Statsbudget ass méi, wéi en Équiliber ze sichen. Et ass jo kee Selbstzweck vum Budget.

De Statsbudget - ech soen et hei nach eng Kéier - huet als Haaptfunktioun, derfir ze suergen, dass d'öffentlech Servicer kënne finanzéiert ginn, dass eng Ëmverdeelungspolitik ka gemaach ginn, dass grouss Investissementer och kënne getätegt ginn. Dat sinn d'Haaptfunktioune vun engem Statsbudget.

Wënschenswäert ass et natierlech, dass dat geschitt an engem Équiliber, mëttelfristeg gekuckt, mat Ofweichunge vu Joer zu Joer, selbstverständlech. Et muss ee jo och kënnen op d'Situatioune reagéieren. Et muss een och kënnen eng antizyklesch Politik och nach an Zukunft maachen, wann et schlecht geet. Mä et bleift, dass mer also do sécherlech ënner engem staarken Androck si vun dach engem Gedankegutt, wat jo bal en ideologesche Charakter huet op europäeschem Plang, fir eigentlech déi ganz Finanzfro just nach ronderëm den Équiliber vun de Statsbudgeten ze maachen.

Deen zweeten Haaptbegréff vum Stabilitéitspakt, „Wuesstum" - et ass de Stabilitéits- a Wuesstumspakt -, deen, fäerten ech, kënnt ëmmer méi ënnert d'Rieder bei all deenen Diskussiounen, déi op europäeschem Plang gefouert ginn. An dat erkläert zum Deel, firwat och d'sozialistesch Fraktioun am Europaparlament géint eng ganz Partie vun deene Mesuren am „Sixpack" gestëmmt huet. Déi sinn net gestëmmt gi mat de Stëmme vun der sozialistescher Fraktioun am Europaparlament.

Mir brauchen also och hei fir Lëtzebuerg nei Prozeduren, wou mer eis op dat neit Ëmfeld astellen. Et muss sinn, dass mer ab Januar ufänken hei an der Chamber an der zoustänneger Kommissioun ze diskutéieren, wéi et elo weidergeet, wat d'Opstellung och ugeet vun deem nationale Plang fir Wuesstum a fir Stabilitéit, déi d'Regierung jo am Abrëll zu Bréissel muss weiderginn.

An do setzt d'Regierung d'Jalonen! Do setzt d'Regierung d'Jalonë bis 2014, an et ass déi Diskussioun, déi mer öffentlech och hei musse féieren. Mir musse se och öffentlech hei am Parlament, an der Chamber féieren, well do geet et eigentlech ëm d'Weichestellung fir déi nächst Joren, vill méi vläicht wéi mer dat haut maache bei der Diskussioun ronderëm de Statsbudget 2012.

Ech mengen, de Lucien Lux huet et scho gesot: D'LSAP-Fraktioun steet zu deem Stabilitéitszil, öffentlech Finanzen 2014, d'Gläichgewiicht. Mir wëllen net, wéi dat hei den Här Urbany ugedeit huet, d'Verscholdung op null erofféieren.

Wann Der dee leschte Stabilitéitsplang vun der Regierung kuckt, da gesitt Der, dass do souguer virgesinn ass, dass déi Schold nach liicht wäert uwuesse bis 2014. Mir maachen also net eng Politik vum radikalen Ofbau, mä vun enger vernünfteger Finanzpolitik. An hannert där Politik, do steet och d'LSAP-Fraktioun.

(Interruption)

E Wuert vläicht zu Europa nach weider mat all deenen Diskussiounen, déi virleien, all deene Proposen, déi gemaach si ginn. Et stellt ee fest, wann een dat liest, dass do ganz vill Reditë sinn, dass ganz vill nei Proposen eigentlech al Propose sinn, déi erëm opgewiermt ginn, dass d'Positioune changéiere vun deem engen a vun deem aneren.

Mä et schéngt awer och kloer ze sinn, dass, wann eng staark Äntwert vun Europa sollt kommen - an déi gëtt sécherlech och dobaussen an

dësen Deeg erwaart -, déi ronderëm véier Achsen opgebaut ass. Dat ass op där enger Säit de provisoresche Rettungsschierm, gekoppelt mat deem neien, dem ESM, deen - déi eng soen 2013, déi aner soen 2012 - soll a Kraaft trieden.

Et ass d'Europäesch Zentralbank, déi eng wichteg Roll ze spillen huet. Et sinn och déi national Zentralbanken, déi och duerch eng Konzertatioun kënnen eng ganz wichteg Roll an där ganzer Krisebewältegung spillen. An duerfir ass et jo net vun ongefeier, dass d'Regierung hei proposéiert huet, fir och d'Kapitalisierung vun der Lëtzebuerger Zentralbank eropzesetzen, fir also och do kënne méi eng staark Äntwert ze ginn, wéi dat mat de Méiglechkeete vun haut de Fall ass.

Et sinn esou Instrumenter wéi d'„Euro-Bonden", déi och matspillen, wou jo Propose vun der Kommissioun virleien, wou eng Propos souguer derbäi ass, wou een net bräicht vill un de Verträg, näischt bräicht un de Verträg änneren ze goen, déi vläicht manner wäit geet wéi anerer, déi awer schonn, mengen ech, e gudden Ufank wär.

Mir sinn der Meenung, dass, wann een déi Elementer do zesummenhëlt - de Rettungsschierm, d'Europäesch Zentralbank, d'national Zentralbanken, d'„Euro-Bonden" -, wann een dat richteg matenee verbënnt, een dann u sech eng staark Äntwert op déi Verantwortung géif ginn, déi sech momentan an Europa an alle Länner hei stellt.

Et ginn zousätzlech Finanzmëttele gebraucht, dat ass ganz kloer. D'Regierung huet éischt Indicatiounen an déi Richtung do gemaach. An och déi eenzel Instanzen, déi ech genannt hunn, brauchen och zousätzlech Handlungsméiglechkeeten, well soss komme mer aus deem aktuelle Schlamassel wahrscheinlech net méi eraus.

Mir sinn eis alleguerten eens, och wann et momentan e bësse méi roueg ass, well jiddwereen ofwaart, wat da passéiert, dass wahrscheinlech déi nächst Woche wäerte fir Europa ganz décisiv Woche ginn. Do wäert sech erausstellen, ob Europa, ob den Euro kippt oder net. Et ass also ganz wichteg, dass mer och als nationaalt Parlament enk un deenen Diskussiounen associéiert bleiwen.

Ech wëll mat engem Rappel ophalen, dee mer e bësse wéideet, mä deen ech awer muss maachen. Ech huelen elo d'Konklusioune vu mengem Budgetsrapport. Ech kéint déi vun deene Budgetsrapporteure virdrun huelen. Dat wär vläicht nach méi haart! A vläicht kënne mer d'nächst Joer - ech hoffen et net - deeselwechten Exercice maache mat de Proposen, déi de Gilles Roth dës Kéier a sengem Rapport gemaach huet, woubäi dat u sech éischter eenzel Propose waren, déi méi de Rapporteur selwer gedroen huet wéi d'Kommissioun.

Mä dee leschte Rapport, dee war eigentlech vun der gesamter Budgetskommissioun gedroen. Do waren aacht Propositioune gemaach ginn. Wann ech se haut duerchginn - ech wëll net esou grausam sinn, dat ze maachen -, dann ass de Gros vun deenen net realiséiert; déi vun der Regierung, wou mer eis alleguerten - alleguerten! - eigentlech eens waren, fir dat ze maachen.

Ech wëll op een, zwee besonnesch hiweisen, well mer déi awer um Häerz leien a wou ech mengen, dass een do och muss Neel mat Käpp maachen, well mer och gemierkt hunn, dass dat nach ëmmer haut zu Problemer féiert.

Et ass u sech d'Festleeung vun den ökonomesche Previsiounen, awer och vun de Steierprevisiounen. Dat ass nach wie vor e ganz schwieregt Unterfangen. Eng absolut Sécherheet wäerte mer ni kréien, dat ass evident.

Ech mengen, dass et awer wichteg wär, dass dee Comité de prévision - deen huet d'Regierung jo an d'Liewe geruff am Laf vun dësem Joer - net nëmmen zesummegeruff gëtt bei der Opstellung vum Stabilitéitsprogramm, mä dass een deen och zesummerifft dertëschent, wa wichteg Décisiounen ze huele sinn, dass ee virun allem - dat ass nach ëmmer net geschitt - derfir suergt, dass all déi Institutiounen, d'Servicer, d'Verwaltungen, déi wichteg Donnéeën hunn, wat d'Budgetspolitik ugeet, wat d'Steiereinnahmen ugeet, wat d'Previsioune vun der Wirtschaftsentwécklung ugeet, dass déi déi Donnéeën austauschen, dass net jiddwereen op sengen Donnéeë sëtze bleift.

Mir hunn nach elo héieren an den Diskussiounen an der Finanzkommissioun, dass anscheinend d'Zentralbank net déi lescht Donnéeën hat vun de Steierverwaltungen, wat d'Einnahmen am lafende Joer ugeet. Dat däerf net méi sinn! Dat däerf net méi sinn, nodeem mer jorelaang heiriwwer diskutéiert hunn.

An dat Spillchen do geet nach ëmmer monter weider, wou jiddweree seng Kapell do wëllt schützen a wou kee bereet ass, eigentlech deem anere seng Donnéeën ze ginn. Mir sinn an enger Krisesituatioun! Et kann net sinn, dass dat Spillchen do weidergeet. Duerfir brauche mer, mengen ech, och ofgeséchert Donnéeën, op deene mer kënnen déi richteg Politik och mëttelfristeg festleeën an deenen nächste Joren. Dat ass ee vun deene Punkten, mengen ech, déi mer besonnesch um Häerz leien.

Dat gesot wëll ech de Wonsch ausschwätzen, d'Iwwerzeegung ausschwätzen, dass mer dës Kéier net fir d'Lescht och iwwert de Budget 2012 geschwat hunn, dass mer an deenen nächste Wochen a Méint dat wäerte mussen hei maachen an der Finanzkommissioun, an der Budgetsexekutiounskommissioun, dass mer et musse maache bei der Opstellung vun deem nächste Programme de stabilité et de croissance vu Lëtzebuerg fir 2012 an doriwwer eraus, an dass mer dat och mussen öffentlech diskutéieren.

Ech mengen, d'Situatioun ass esou, dass mer eis net méi kënnen de Luxus erlaben, dass mer den europäesche Volet vun der Finanz- a Budgetspolitik net beieneefëieren op den nationale Volet - soss komme mer net eraus.

An deem Sënn: op eng gutt Zesummenaarbecht!

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Bodry. An elo kritt nach eng Kéier d'Wuert den Här Finanzminister Luc Frieden.

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech géif gären zum Schluss vun dëser Debatt soen am Numm vun der Regierung an als Finanzminister, datt ech dëst extrem interessant, konstruktiv a sachlech Budgetsdebatte fonnt hunn. Si hu sech ofgesonnert vun Debatten, déi ech emol an deene leschten zéng Joer gesinn hunn, well am Fong mer eis, wann ech dat dierf graff résuméieren, op zwee Punkten eens sinn heibannen.

Deen éischte Punkt ass deen, datt am Fong keen heibanne fundamental contestéiert huet, datt mer eis mussen iwwert déi nächst Joren, an d'Regierung huet dat formuléiert mam Zil 2014, op ausgeglache gesamt öffentlech Finanzen hibewegen.

An deem Constat war och dran, datt mer an enger ganz volatiler Situatioun sinn, datt mer eng Rei strukturell Problemer hunn - si sinn hei och elo grad nach eng Kéier genannt ginn - wéi Chômage, héich Inflatioun, en Defizit, dee mer iwwer dräi, véier Joer beim Zentralstat hunn, deen also net reng konjunkturell bedéngt ass. An ech mengen, datt dee Constat hei vun op d'mannst de Fraktiounssprecher vun den Haaptparteie gemaach ginn ass. Dat ass eppes, wat mech positiv stëmmt op deem schwierege Wee, dee virun eis läit.

Zweetens kann ech feststellen - an och dat war eng Fro, déi ech gëschter gestallt hunn, a se ass hei am Fong an dëser Debatt beäntwert ginn -: De Reformwëllen, d'Akzeptatioun, datt een, och wann et schwéier gëtt, verschidde Saache wëllt änneren, ass net fundamental a Fro gestallt ginn.

Jiddwereen ass sech bewosst, datt all Änneréng, déi och ëmmer deen een oder deen anere méi positiv begleet, deen een oder deen anere wäert net dermat d'accord sinn, datt hei kee Blocage total war, fir Saachen ze änneren. An ech schwätze virun allem am Kontext vun den öffentleche Finanzen, wat den Objet war vun dësen Debatten a wat virun allem als Finanzminister meng Aufgab ass.

Ech soen awer derbäi, datt, wa mer eis dat Zil 2014 ginn, wa mer bereet sinn zu Changementer, mer mussen am Kapp halen, datt dat Zil vun 2014 net dat eenzegt Zil ass, wat mer kënnen hunn, wëssend, datt dës Legislaturperiod bis 2014 geet, mä datt mer en fait zwee Problemer behalen, déi mer awer elo mat dëser Debatt och mussen ugoen.

Dat eent ass nach eng Kéier d'mëttelfristegt Budgetszil, wat muss am Iwwerschoss bei de gesamt öffentleche Finanzen endegen, nämlech wéinst eiser grousser verstopptener Schold, déi zesummenhänkt mat der demographescher Situatioun, dat heescht mat der Finanzéierung vun de Pensiounen. Och däers, mengen ech, sinn d'Leit sech heibanne bewosst. Mä dee Wee, deen dohinner ass, ass nach méi schwéier wéi deen, dee mer scho bis 2014 ze goen hunn. An dee Wee duerno ass och deen, fir den Defizit bei dem Zentralstat ze reduzéieren.

Ënnerschätzt net, wat fir eng schwiereg Debatten dat ginn! An et ass hei gewise gi mat anere Beräicher, net déi, déi direkt d'Statsfinanze betreffen, wou eng Rei Reformen op den Dësch komm sinn, wéi déi zerriet ginn. Et heescht also drëm, datt herno, no enger breeder Debatt, d'Parlament seng Responsabilitéit iwwerhëlt an d'Regierung selbstverständlech un éischter Plaz déi Propositioune muss maachen, datt déi och hei ganz staark an deenen nächste Jore wäert gefuerdert ginn.

Dat Drëtt, wat ech ganz positiv feststellen, dat ass, datt dës Debatten extrem prezis och scho waren. Ech hu mer se net esou prezis erwaart. Jo iwwert de Constat, jo iwwert d'Zil, an eng ganz Rei vu Kolleegen hunn hei ganz konkret Propositioune gemaach. Ech denken u Propositiounen, wou relativ breet iwwert d'Parteien eraus gesot ginn ass, datt d'Dépensen net kéinten alleguerten op déiselwecht Aart a Weis jiddwereen am Land betreffen, mä datt ee scho muss kucken, jee no Akommessituatioun, fir verschidde Saachen nei ze orientéieren, wa manner Suen do sinn.

Ech stellen och fest, datt déi Pensiounsreform, déi d'Regierung an deenen nächste Méint wäert sous forme vu Projet de loi presentéieren, datt och déi Zilsetzung oder déi gesamt Orientatioun, also déi Problematik hei net contestéiert ginn ass. Am Géigendeel. An déi huet natierlech eng wichteg Inzidenz op d'gesamt öffentlech Finanzen à moyen et à long terme, well et geet jo drëm ebe just, ze kucken, datt och am Joer 2020, 2030 an duerno, datt mer dann och nach dat kënne finanzéieren.

An duerfir denken ech och, datt dat och wichteg Diskussioune sinn, déi net nëmmen de Volet Pensioune betreffen, mä selbstverständlech och de Volet öffentlech Finanze fir d'Zukunft.

Ech hu gëschter hei gesot, datt ech gäre géif iwwert déi Problematiken, déi och déi gesamt öffentlech Finanze betreffen, mat ville Leit schwätzen. Ech hunn de Fraktiounspresident vun der sozialistescher Fraktioun um Radio gëschter héieren. En huet sech gefrot, mä mir hätte jo scho Foren, fir dat ze maachen. Ech mengen, dat ass richteg. Mir hu Foren, fir dat ze maachen. Mä déi Fore sinn oft begrenzt an der Zesummesetzung oder an der Thematik.

Mir hunn an der Tripartite eng Diskussioun iwwer Aarbechtsmaart, iwwer Lounentwécklung, iwwer Index. Mä an der Tripartite sëtzen zum Beispill keng Parteien, keng Netregierungsorganisatiounen, keng Jugendmouvementer. An der Chamber hu mer Fraktiounen, mä et gëtt och aner Beräicher.

Duerfir ass och meng Iddi net, fir en neie Forum ze schafen. Mä esou wéi déi Debatt vun haut, déi ech extrem begréissen, mengen ech, kann een a ville klenge Gespréicher erausfannen: Wou komme mer gemeinsam op dësem schwierege Wee virun?

Et ass evident, datt d'Regierung op engem gewëssene Moment muss hei méi Verantwortung wéi anerer droen an datt se méi muss Propositioune maachen. Mä ech mengen, et ass wichteg, datt een net, an dat wollt ech gëschter soen och mat Klischeeën, datt een alles, wat d'Oppositoun proposéiert, schlecht fënnt, alles, wat d'Majoritéit proposéiert, gutt fënnt, dat alles, wat ech an der Tripartite oft feststellen, datt et e permanenten oder oft répétéierte Konflikt tëschent de Sozialpartner gëtt.

Mir mussen zesumme versichen, an dat fënnt een heiansdo an informelle Gespréicher, déi net annoncéiert ginn, wou keng Kameraen derbäi sinn, wou keen eppes seet, ier en an d'Sitzung erageet an ier en aus der Sitzung erauskënnt, komme mer héchstwahrscheinlech e Stéck virun.

Den Här Lux, mengen ech, huet hei gesot, wann et eng gutt Iddi gëtt, dann ass et egal, ob se schwaarz, rout, blo oder gréng ass. Dat ass genau dat, wat ech domadder wollt soen. Ech mengen, eng Rei vun deene Punkten, déi haut hei diskutéiert gi sinn, hu parteiiwwergräifend héchstwahrscheinlech eng Chance, eis weiderzebréngen.

Den Här Meisch huet gesot, absolut Virfahrt brauche mer fir Aarbechtsplazen. Dat ass richteg. Déi grouss Erausfuerderung kënnt, datt mer kënne kucken, an enger Welt, déi ronderëm eis ännert, wéi mer et fäerdegbréngen, zu Lëtzebuerg weider Aarbechtsplazen ze schafen. An do komme mer dann a Konflikter mat och Politiken, déi mer selwer hei décidéiert hunn.

D'Prozeduren, déi hu mir décidéiert. Dat sinn och heiansdo géigesäiteg Intérêten, déi mer mussen da versichen zesummenzebréngen - Kommodo, Ëmwelt, Landesplanung, Steieren, Kaderbedéngungen -, déi mer musse versichen, op ee Leescht ze bréngen an der Richtung, fir datt mer zu Lëtzebuerg kënnen Aarbechtsplaze schafen.

An duerfir wollt ech och deene grénge Kolleege soen, datt ech et als äusserst schwiereg gesinn, datt ee Steieren erhéicht. Sécherlech muss een déi eng oder déi aner Steier iwwer Joren upassen. Mä déi Vergläicher mat der Vergaangenheet - an ech mengen, den Här Bausch huet et zum Deel och gesot -, déi droen natierlech net der Tatsaach Rechnung, datt an Europa generell d'Steiere vun de Betriber iwwert déi lescht Jore substanziell erofgaange sinn.

Dat kann ee bedaueren. Mä wann een an enger oppener Ekonomie lieft, da muss een d'Steieren notamment fir d'Betriber ëmmer esou fixéieren, datt mer par rapport zu deenen, mat deene mer a Konkurrenz sinn, an enger Situatioun sinn, wou et fir auslännesch Betriber, déi heihinnerkommen, an de Gros vun hinne sinn nun eemol Betriber, wou d'Kapital am Ausland ass - ech schwätze vun deene grousse Betriber -, et muss een also kucken, datt een an enger Situatioun bleift, wou mer all déi Betriber duerch d'Steierpolitik net erausdrécken.

Am Kontext vun de Steiere wollt ech och soen, well et ass e puermol hei ugeschwat ginn, datt d'Regierung net d'Intentioun huet, an dësem Moment d'TVA ze héijen. De Rapporteur huet gesot, an dat war dat Eenzegt, wat en, mengen ech, op deem Punkt gesot huet, datt, wann de Commerce électronique 2015 ewechbrécht, da misst een, theoretesch gesinn, eleng fir dat ze kompenséieren, am Fong d'TVA ëm 3% héijen. Et ass hei also net esou - op d'mannst esou hunn ech de Budgetsrapporteur net verstanen -, wéi wann en dat proposéiert hätt.

Ech soen awer derbäi och, datt contrairement zu deem, wat e puer Kolleege gesot hunn, ech net onbedéngt der Meenung sinn, datt d'TVA ëmmer ka beschriwwe ginn als eng net sozial Steier. Well deen, dee méi huet a méi consomméiert, bezilt och méi Steier, TVA. Dat heescht, datt also deem säi Budget, deen e consomméiert, domat och méi participéiert un dem TVA-Opkommes.

Mä nach eng Kéier, dat ass eng Diskussioun, déi elo net aktuell ass. Et ass net virgesi vun de Säite vun der Regierung, fir d'TVA elo ze héijen. Mä et ass eng Debatt, déi mer musse féieren, well generell an Europa - an dat féiert mech erëm zu den Aarbechtsplazen -, generell an Europa d'Meenung virherrscht, datt et besser ass, d'Aarbecht wéineg ze besteieren an ze kucken, datt d'Consommatioun besteiert gëtt, aus diversen Ursaachen, wou mer eng Kéier eng méi eng breet Debatt mussen driwwer féieren. Ech mengen, datt et wichteg ass, datt mer och do eng ekonomesch Iwwerleeung mat draleeën an net nëmmen eng reng Prinzipieniwwerleeung, déi vläicht an engem aneren ekonomesche Kontext entstanen ass.

De Budget 2012, wéi gesot, versicht an enger onroueger, ongewësser Zäit eng gewësse Stabilitéit eranzebréngen. Déi Constaten, déi hei gemaach gi sinn, stëmme mech an deem Sënn positiv, datt mer et wäerte gemeinsam fäerdegbréngen, eng Rei vun deenen Défien unzegoen.

Déi aktuell Situatioun, hunn ech gesot, ass onsécher. Ech wëll dem Budgetsrapporteur vum leschte Joer soen, datt de Budget vun 2011 a

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

seng Exekutioun esou gemaach ginn ass, wéi de Budget gestëmmt ginn ass, mä datt een Element derbäikënnt, wat ech schonn e bëssen a Previsioun vum Mäerz d'nächst Joer soen: De Fait, datt mer d'Steiereinnahme méi schnell agedriwwen hunn, wäert derzou féieren, datt de Budget vun 2011, d'gesamt öffentlech Finanze wäerte besser ausgoen, wéi mer dat ursprénglech erwaart haten.

Doraus awer dann am Mäerz, Abrëll d'Konklusiounen zéien, datt elo also kee Problem wär, wär déi falsch Konklusioun. Ech anticipéieren dat, wat vläicht deen een oder deen anere wäert am Mäerz wëlle soen. Ech mengen, datt déi strukturell Problemer, an notamment d'Croissance vun den Dépensen, iwwer Joren, déi och elo grad den Här Bodry nach eng Kéier rappeléiert huet, datt duerch eng Rei vun Automatismen, vun Transferten och gëschter erklärt ginn ass, datt mer doriwwer mussen eng breet Debatt féieren.

Ech soen all deene Merci, déi de Budget vum Joer 2012 wëlle stëmmen, an Iech all fir déi äusserst konstruktiv, hëllefräich Interventiounen, déi haut hei gemaach gi sinn, an déi Debatt an der Finanzkommissioun, mä och méi breet an der Chamber an am Land wäerten an deenen nächste Méint méi einfach maachen.

Villmools Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Finanzminister. Domadder wäre mer um Enn vun eisen Diskussiounen. Mir kommen elo zu der Ofstëmmung iwwert de Budget fir d'Joer 2012.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6350 ass ugeholl mat 39 Jo-Stëmmen, géint 21 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden (par M. Marc Spautz), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Ben Scheuer), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry).

Ont voté non: MM. André Bauler, Eugène Berger (par M. Fernand Etgen), Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Motions

Da kéime mer nach zu zwou Motiounen, déi den honorabelen Här Gibéryen eraginn huet. Dozou freet nach eng Kéier den Här Henckes d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Merci, Här President. Déi éischt Motioun, do froe mer, datt mer sollten iwwer ee Problem nodenken, dee sech dorauser ergëtt, wann een d'Revenuë vum RMG vergläicht mat de Revenuë vum Mindestloun a vun enger Eenzelpersoun.

Bei enger Eenzelpersoun läit de Revenu disponible vun dem Mindestloun am Ablack bei 1.549,41 Euro. A wann een den RMG kuckt, dann ass dat e Montant vun 1.354,39 Euro. Mä de Bénéficier vum RMG, deen huet och nach verschidden Avantagen, wéi datt en e Kulturpass huet, datt e fräi ka mam öffentleche Verkéier fueren an esou weider. A Waasser-Gas-Elektresch och méi bëlleg kritt.

An do gëtt et elo eng Situatioun, zumools wann d'Regierung higeet a si géif och nach d'Allocation de loyer héijen, datt herno den Attrait, fir schaffen ze goen, d'Motivatioun, d'Récompense fir deen, deen de Mindestloun huet, datt déi ëmmer méi kleng gëtt. A vill Jonker, déi 25 Joer al sinn, stelle sech op eng Kéier d'Fro, ob se net besser hätten, aus finanzielle Grënn ophalen ze schaffen an op den RMG iwwerzegoen.

Ech mengen, do muss ee sech iwwerleeën, ob een net eng Léisung fënnt. Mir froen also vun der Regierung, datt se soll eng Etüd maachen, fir ze kucken, ob een net soll iwwert de Wee vun enger Erhéijung vum Crédit d'impôt oder iwwer eng Moduléierung vun der Steiertabell oder vun engem Mix vun deenen zwee kucken, datt den Attrait, fir nees ze schaffen, speziell bei deene Jonken, méi grouss gëtt.

Déi zweet Motioun, déi mer virgestallt hunn, déi geet dorop eraus, datt mer gären hätten, datt an Zukunft keng Empruntë méi ënnerzeechent ginn, wou nuren Zënsen zréckbezuelt ginn an net Kapital.

Mir verlaange vun der Regierung, datt se an Zukunft nure méi Empruntë virleet, wou festgeluecht gëtt, wéini d'Kapital a wat fir engen Annuitéiten zréckbezuelt gëtt.

M. le Président.- Merci dem Här Henckes fir déi Zousazexplikatiounen. Den Här Spautz freet nach d'Wuert.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Jo, ech wollt just soen, dass dat, wat den Här Henckes elo gesot huet, beim RMG gutt kléngt. Mä awer, et ass awer net richteg an et ass och net esou ëmzesetzen, well den RMG kënnt Der net eleng kucken op eng Eenzelpersoun. Et muss een och op de Complément kucken, wann eng Familljenzesummesetzung ass.

Wéi e Salaire social minimum iwwert de Barème d'impôt soll entlaascht ginn, dat hunn ech nach net verstanen. Well wann ech richteg informéiert sinn, si ganz vill Leit, oder de Gros vun deenen, déi de Salaire social minimum kréien, déi bezuelen iwwerhaapt keng Steieren. Duerfir kann een dat net iwwert de Barème maachen.

(Interruption)

An dann ass et och net méi iwwer Ouvrier qualifié, mä dann ass et net méi een Ouvrier qualifié, da wier et e Salarié qualifié, well mir hunn neierdéngs hei zu Lëtzebuerg e Statut unique.

An duerfir kënne mir, och wann et gutt kléngt, déi Motioun awer net matdroen.

Une voix.- Dir waart seele besser, Här Spautz!

Motion 1

M. le Président.- Gutt, mir kéimen dann zur Ofstëmmung iwwert déi éischt Motioun.

Kënne mer à main levée ofstëmmen?

(Interruption)

Den Här Gibéryen freet de Vote électronique.

Vote sur la motion 1

Da geet d'Ofstëmmen un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

D'Motioun 1 ass verworf mat 48 Nee-Stëmmen, 4 Jo-Stëmmen an 8 Enthalungen.

Ont voté oui: MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden (par Mme Nancy Arendt), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Ben Scheuer), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Ben Fayot);

MM. André Bauler, Eugène Berger (par M. Fernand Etgen), Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Carlo Wagner), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner.

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

M. Serge Urbany.

Wëllt ee seng Enthalung begrënnen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Motion 2

Da kéime mer zu der Motioun 2.

Kënne mer direkt doriwwer ofstëmmen? Neen, den Här Finanzminister wëllt nach dozou d'Wuert ergräifen.

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances.*- Zu där zweeter Motioun wéilt ech soen, datt prinzipiell, wat d'Zilsetzung vun där Motioun ubelaangt, datt ech domadder d'accord sinn. Ech sinn net d'accord mam „wording", an ech erklären, firwat.

Ech sinn net d'accord mat deem, wat hei geschriwwe gëtt, notamment am Considérant, wou hei en Amalgame gemaach gëtt tëschent dem Risiko, wéi hei steet, fir Lëtzebuerg, fir säin „Triple A" ze verléieren. Lëtzebuerg verléiert net säin „Triple A" duerch de Scholdestand an duerch de Fait, ob mir Kapital oder Zënsen zréckbezuelen. Déi Diskussioun, an dat ass jo hei amplement diskutéiert ginn, ass eng iwwert d'Stabilitéit vun der Eurozon als Ganzt. Duerfir huet dat iwwerhaapt näischt mat „Triple A" ze doen.

Dat Zweet, dat ass, am zweete Considérant steet: «ne rembourse pas le capital».

Dach! Lëtzebuerg bezilt säi Kapital zréck. Et ass schlecht erkläert hei. Dir wëllt soen, mir hunn elo net prezis gesot, ab wéi engem Moment mir zréckbezuelen. Mä ech wëll allen Investisseure soen, déi zu Lëtzebuerg dem Lëtzebuerger Stat Sue geléint hunn, Lëtzebuerg ass e Land, wat sengen Obligatiounen an der Vergaangenheet an och an der Zukunft zréckkomm (veuillez lire: nokomm) ass, a mir bezuele selbstverständlech d'Statsobligatiounen zréck.

Drëtt Remarque: Beim Considérant, datt dat eng «pratique financière malsaine» wär.

Dat ass falsch, well bal all, wann net all d'Länner an Europa hu ganz oft, wann e Prêt erfält, en Emprunt erfält, da gëtt deen nei refinanzéiert. Dat ass déi ganz Diskussioun, déi mer fir de Moment an Europa hunn.

Duerfir soen ech, d'Motioun, esou wéi se formuléiert ass, sinn ech net dermat d'accord.

Par contre, wou ech d'accord sinn a wou ech hei wëll en Engagement virun der Chamber huelen: Et ass scho richteg, datt mir haut eng Rei Emprunten hunn, wou mer elo nach net prezis gesot hunn an och net ëmmer prezis wëssen, op wéi engem Moment mer den Emprunt als Kapital zréckbezuelen. Den Här Gibéryen huet selwer e Beispill a senger Ried ginn: Dat ass deen Emprunt, dee mer opgeholl hunn, fir an d'Kapital vun enger Lëtzebuerger Bank eranzeklammen.

Ech mengen, datt et gutt wär, wann an Zukunft géif d'Regierung - an ech engagéiere mech dozou -, wa mer en neien Emprunt ophuelen, datt mer der Finanzkommissioun oder der Chamber, dat ass mer egal, e Remboursementsplang, esou wéi mer en an deem Moment gesinn, iwwert d'Kapital och virleeën, fir datt d'Chamber ka gesinn, wéi mer gedenken dat Kapital och zréckzebezuelen.

Mir hunn zum Deel iwwert déi lescht Joren e Fonds de la dette gehat, mat deem mer och déi al Emprunten all zréckbezuelt hunn. Mir haten ee Moment iwwerhaapt keng Schold méi an duerno hu mer elo erëm eng Kéier Schold opgeholl. Dir wësst, datt mer fir de Moment 7,5 Milliarden hunn. An ech mengen, e Plan de remboursement, wéi en hei gefuerdert ass, domadder kann een d'accord sinn. An ech engagéiere mech hei, och ouni Motioun, fir dat bei deenen nächsten Emprunten, déi mer maachen, och der Chamber, virun allem der Finanzkommissioun virzeleeën.

M. le Président.- Den Här Gibéryen freet nach eng Kéier d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, no den Erklärunge vum Här Minister géif ech proposéieren, mir géifen d'Motioun zréckzéien a mir géifen d'Considérantë frësch formuléieren a se dann nach eng Kéier frësch deponéieren.

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances.*- Okay.

M. le Président.- Merci. Domadder wäre mer dann um Enn vun der Diskussioun an och um Enn vun eiser Sitzung ukomm.

Déi nächst Sitzunge si virgesi fir den 13., 14. a 15. Dezember.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.42 heures)

Sommaire des séances publiques nos 7, 8, 9 et 10

Communications	p. 66
Changements de composition	p. 66
Ordre du jour	p. 66
6350 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2012	
- Rapport de la Commission des Finances et du Budget	p. 66-69
- Exposé de M. Luc Frieden, Ministre des Finances	p. 70-72
- Discussion générale	p. 76-89
- Discussion générale (suite)	p. 90-96
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel	p. 96-97
- Vote sur les motions	p. 97
Changements de composition des commissions parlementaires	p. 70
Dépôt de deux résolutions par Mme Anne Brasseur	p. 70
Question urgente n°1787 de M. Gast Gibéryen sur la réforme des traités européens	p. 72-74
Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2010	p. 74
Résolution concernant les comptes de l'exercice 2010 de la Cour des Comptes	p. 74
Résolution concernant les comptes de l'exercice 2010 du Médiateur	p. 74
6293 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2010	p. 74-76

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Gemeng Bous *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Dikrech *um Kanal S19 / 287.25 Mhz*

•

An der Gemeng Dippech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

Zu Esch-Sauer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Gréiwemaacher *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Mamer um Kanal S40 / 455.25 Mhz

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°3** • SESSION ORDINAIRE 2011-2012

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
Session ordinaire 2010-2011		
1651	André Hoffmann	Risque d'outsourcing des services de maintenance de Cargolux
1652	Claudia Dall'Agnol	Hébergement d'associations dans le futur bâtiment de la Bibliothèque nationale
1657	Jean Colombera	Tuberculose et sida dans le milieu carcéral
Session ordinaire 2011-2012		
1698	François Bausch	Avantages fiscaux en faveur des salariés hautement qualifiés et spécialisés
1701	André Bauler	Construction de nouveaux lycées
1703	Ben Fayot	Vote par correspondance
1709	Eugène Berger	Secret professionnel
1711	Jean Colombera	Étude «Vivre au Grand-Duché de Luxembourg après un accident vasculaire cérébral»
1715	Roger Negri	Suppression de trains Luxembourg-Belgique
1716	François Bausch	Coût du projet Visupol
1717	Fernand Etgen	Formations continues organisées par le Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT)
1718	André Bauler	Pont sur la Sûre près de Goebelsmühle (CR348)
1719	Eugène Berger	Marquage provisoire dans le tunnel «Howald»
1720	Félix Eischen	Installation de petites éoliennes sur les poteaux et pylônes électriques
1721	Jean Colombera	Dispositifs rétro-réfléchissants
1722	Jean Colombera	Bonne pratique administrative
1723	Jean Colombera	Concept du «médecin-référent»
1724	Tessy Scholtes	Cours de natation des élèves de l'école fondamentale
1725	André Bauler	Politique de prix de la CFL
1726	Xavier Bettel	Services de la Police grand-ducale responsables des enquêtes judiciaires
1727	Camille Gira	Procédure commodo/incommodo pour exploitations de chèvres et moutons
1730	Claude Haagen	Coordinateur de sécurité et de santé
1731	Félix Braz et Henri Kox	Réaffectation du parc des machines d'ArcelorMittal à Bettembourg
1732	Jean Colombera	Remboursement des mémoires d'honoraires par la CNS
1733	Jean Colombera	Multilinguisme dans le secteur de la santé
1734	Félix Braz et Henri Kox	Accusations de violations des droits de l'Homme au Cambodge à l'égard d'une structure de sociétés de droit luxembourgeois
1735	Félix Braz	Capacités d'accueil de refugiés au Luxembourg
1736	Marie-Josée Frank et Martine Mergen	Application de l'index aux laboratoires
1742	Jean Colombera	Manque de personnel à l'unité OR3 du CHNP
1744	Viviane Loschetter et Félix Braz	Pièces nécessaires pour une demande d'attestation d'enregistrement des immigrants de pays de l'UE
1747	Jacques-Yves Henckes	Dispositif antidémarrage par éthylotest électronique
1748	André Bauler	Neutralité de l'école par rapport aux différentes convictions et pratiques religieuses
1749	Camille Gira et Henri Kox	Concept énergétique du bâtiment pour le nouveau DataCenter à Roost
1751	Jean Colombera	Directive établissant les normes minimales relatives à la protection des poules pondeuses
1752	Claude Adam	Aides financières accordées par le Fonds national de soutien à la production audiovisuelle
1755	Henri Kox	Augmentation de la radioactivité dans l'air depuis quelques semaines à travers l'Europe
1757	Jean Colombera	Vente en ligne de médicaments
1758	Vera Spautz	Congé spécial pour parents
1759	André Bauler	Insertion de personnes handicapées dans le monde du travail
1761	Anne Brasseur	Violence dans le football
1765	Félix Braz	Construction probable d'une série de barrages hydroélectriques au Laos et leurs conséquences sur les projets de la Coopération luxembourgeoise dans la région
1766	Félix Braz	Modification éventuelle du cycle de garde des pharmacies luxembourgeoises
1767	Serge Urbany	Transport de troupes militaires par une compagnie aérienne luxembourgeoise
1770	Fernand Kartheiser	Égalité des droits des parents
1772	Claude Adam et Félix Braz	Durée du titre de séjour pour étudiants issus de pays tiers
1776	André Bauler	Vote par correspondance
1782	Claude Adam	Prix de vente et droits d'auteur des livres numériques (e-book)
1794 urgente	Viviane Loschetter et Félix Braz	Mineurs détenus au Centre pénitentiaire de Schrassig

Session ordinaire 2010-2011

Question 1651 (9.9.2011) de **M. André Hoffmann** *(déi Lénk)* concernant le **risque d'outsourcing des services de maintenance de Cargolux:**

Selon mes informations, la direction de Cargolux a informé début de l'année le comité mixte de l'entreprise d'une éventuelle joint venture de l'entreprise avec la société aérienne américaine Atlas Air, coopération qui devrait se limiter à l'acquisition et la gestion de pièces de rechange pour les nouveaux Boeings.

Le 26 mai 2011 deux sociétés ont été constituées au Luxembourg, à savoir «Global Aviation Technical Solutions GP S.A.» et «Global Aviation Technical Solutions SECS» (Mémorial C n°1943 et n°1964). Le siège de ces sociétés se trouve à l'Aéroport de Luxembourg et le conseil d'administration de «Global Aviation Technical Solutions S.A.» est constitué de façon paritaire par trois représentants de Cargolux et trois représentants d'Atlas Air.

Pourtant, la société-mère des deux sociétés n'est ni Cargolux ni Atlas Air, mais une société installée aux Îles Vierges Britanniques - à savoir «GATS Partnership (BVI) LP», représentée par la société «GATS GP (BVI) Ltd» - soumises à la juridiction et évidemment aux paradisiaques lois fiscales des Îles Vierges Britanniques.

L'objet social des sociétés nouvellement créées est l'exploitation d'un centre de maintenance pour avions, voire même l'exploitation d'aéronefs.

Les adresses email du personnel du département de la maintenance de Cargolux ont déjà été changées de «…@cargolux.com» en «…@gats.aero»!

L'État luxembourgeois est à l'heure actuelle le plus grand actionnaire de Cargolux (État, BCEE, SNCI, Luxair).

Ces faits soulèvent un bon nombre de questions, auxquelles je voudrais prier Messieurs les Ministres de bien vouloir répondre:

1. Le Gouvernement possède-t-il des informations concernant un éventuel outsourcing du personnel du département de la maintenance de Cargolux vers une autre société?

2. Dans l'affirmative, le comité mixte de Cargolux fut-il informé et consulté au sujet de ces plans, comme le prévoit le Code du Travail?

3. Pour quelle(s) raison(s) des représentants de Cargolux forment-ils la moitié des membres du conseil d'administration de «Global Aviation Technical Solution S.A.»? Existent-ils des liens ou intérêts communs entre les deux sociétés? Lesquels?

4. Cargolux est-elle impliquée dans la société «GATS Partnership (BVI) LP», respectivement «GATS GB (BVI) Ltd», sociétés-mères de «Global Aviation Technical Solution S.A. & Secs» et ayant leurs sièges aux Îles Vierges Britanniques, destination connue de l'évasion fiscale? Si oui, de quelle façon et pour quelles raisons?

Réponse (19.12.2011) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite avoir des informations relatives à un quelconque «risque d'outsourcing des services de maintenance de Cargolux et l'implication de Cargolux dans des sociétés nouvellement créées».

Tout d'abord, d'après les informations que j'ai reçues, les procédures internes en la matière, à savoir présentation au comité mixte et approbation par le conseil d'administration, ont été respectées en l'occurrence.

Pour le reste, il n'appartient pas au Gouvernement de s'immiscer dans la gestion interne d'une société commerciale de droit privé, gérée par un comité de direction et surveillée par un conseil d'administration.

Question 1652 (12.9.2011) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant l'**hébergement d'associations dans le futur bâtiment de la Bibliothèque nationale:**

Dans la réponse du 5 août 2011 de Madame la Ministre à ma question parlementaire n°1557 du 1er juillet 2011 *(cf. compte rendu n°17/2010-2011)*, il est précisé ce qui suit: «Nos services ont collaboré à l'élaboration du programme qui prévoit, comme par le passé, que les six sections de l'Institut grand-ducal ainsi que la Société préhistorique, avec leurs bibliothèques respectives, seront hébergées dans le futur bâtiment de la Bibliothèque nationale.»

Or, il s'avère que la Société préhistorique, bien qu'elle soit une organisation très scientifique et dynamique depuis sa fondation en 1979, ne constitue pas une section de l'Institut grand-ducal, mais une association sans but lucratif (R.C.S. Luxembourg F 5.275). Considérant que d'autres associations sans but lucratif luxembourgeoises sont aussi à la recherche de lieux de stockage bon marché pour leurs biens administratifs, bibliothèques et archives, je me permets de poser les questions suivantes:

- Sur quelle base juridique a-t-il été décidé d'accorder à cette a.s.b.l. un traitement qu'on peut qualifier de «privilégié» par rapport à d'autres associations?

- Quelles sont les démarches à entreprendre par d'autres a.s.b.l. auprès du Ministère de la Culture afin de pouvoir bénéficier d'un traitement identique?

- Est-ce que l'État ou la Bibliothèque nationale demanderont une contribution financière à l'a.s.b.l. pour l'hébergement de leurs bureaux et le stockage de leur bibliothèque au sein de la BNL?

Réponse (14.12.2011) de **Mme Octavie Modert,** *Ministre de la Culture:*

Suite à la question parlementaire n°1652 de Madame la Députée Claudia Dall'Agnol relative à l'hébergement futur de la Société préhistorique luxembourgeoise au sein du nouveau bâtiment de la Bibliothèque nationale à Luxembourg-Kirchberg, j'ai l'honneur d'apporter la réponse suivante.

L'hébergement de la Société préhistorique et de son importante bibliothèque au sein de la Bibliothèque nationale est dans la droite ligne du programme de Gouvernement tel que retenu en 2009. Il est conforme aux objectifs fixés par ce programme pour valoriser la culture «comme élément constitutif de la société de la connaissance», pour rendre la «culture accessible à tous» tout en mettant en place «des synergies accrues» et appropriées entre acteurs et organismes culturels. Pour mettre en œuvre cette politique, l'État dispose de la liberté de contracter, y compris avec un organisme tel que la Société préhistorique luxembourgeoise.

La Société préhistorique luxembourgeoise, créée en 1979, a «pour but de promouvoir la recherche archéologique, l'étude et l'exploration de la préhistoire et de la protohistoire du Grand-Duché». Ses travaux se traduisent en particulier par la publication du «Bulletin de la Société préhistorique luxembourgeoise - Revue

interrégionale de Pré- et Protohistoire», publié avec le concours de subventions publiques. La Société préhistorique a rassemblé au fil du temps une importante collection d'ouvrages à caractère scientifique en rapport avec la recherche sur le plan international et national en matière de pré- et de protohistoire. Ces publications sont acquises en très grande partie par échange international avec de multiples institutions de recherche européennes de renom, qu'il s'agisse de centres de recherche d'universités, de musées ou d'associations archéologiques et préhistoriques. Elles constituent aujourd'hui la plus grande bibliothèque spécialisée du Luxembourg en matière de pré- et de protohistoire.

La riche bibliothèque de la Société préhistorique présente un grand intérêt documentaire, non seulement pour les membres de la société mais encore pour d'autres personnes, chercheurs, étudiants voire personnes privées désireuses de s'informer sur le sujet de la protohistoire et de la préhistoire. Par leur caractère scientifique, ces publications constituent un complément des collections afférentes de la Bibliothèque nationale et de l'Institut grand-ducal qui sera hébergé lui aussi au sein du nouveau bâtiment de la Bibliothèque nationale à Kirchberg.

Dans le souci de sauvegarder à long terme cet important instrument de documentation et de recherche, de le rendre aisément accessible au public intéressé et d'améliorer les conditions de travail de la Société préhistorique, celle-ci a sollicité l'aide de l'État et il a été convenu d'héberger la Société préhistorique et sa bibliothèque au sein du nouveau bâtiment de la Bibliothèque nationale.

Les modalités détaillées de cette future cohabitation, en particulier les modalités financières et bibliothéconomiques ainsi que les conditions de consultation de la bibliothèque de la Société préhistorique par le public, seront réglées en temps utile par convention entre l'État, d'une part, et la Société préhistorique luxembourgeoise, d'autre part.

Question 1657 (4.9.2011) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant la **tuberculose et sida dans le milieu carcéral:**

Un cas de tuberculose pulmonaire s'est manifesté à la prison de Schrassig. Généralement la tuberculose peut être une maladie en corrélation avec le sida soit en étant un signe avant-coureur, soit les personnes atteintes du sida contractent plus rapidement la tuberculose.

Questions:

1) Combien de patients atteints du sida se trouvent dans le milieu carcéral?

2) A-t-on pris des mesures supplémentaires pour isoler les personnes atteintes du sida pouvant développer plus rapidement la tuberculose que les personnes saines?

3) Quelles mesures ont été prises pour éviter une extension de la maladie?

Réponse (20.12.2011) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Justice:*

L'honorable Député s'enquiert d'un cas de tuberculose pulmonaire, en corrélation avec le sida, apparu récemment au Centre pénitentiaire de Luxembourg.

Il faut rappeler tout d'abord qu'en raison du secret médical et des principes de la protection des données, les autorités pénitentiaires ne peuvent pas fournir de chiffres absolus et fiables à ce sujet alors qu'il n'existe pas d'obligation d'informer les autorités pénitentiaires des maladies éventuellement diagnostiquées par un médecin auprès d'un détenu. Ce point important étant précisé, les questions posées appellent les observations suivantes:

1. Le dépistage du VIH est proposé systématiquement à toute personne nouvellement admise au Centre pénitentiaire de Luxembourg, mais il reste toujours sujet au consentement du détenu, conformément notamment aux directives déontologiques admises au sein des pays membres du Conseil de l'Europe. Les chiffres statistiques restent donc tout à fait relatifs. À l'heure actuelle, aucune personne détenue au Centre pénitentiaire de Luxembourg n'est atteinte du sida.

2. Il faut différencier à ce sujet entre les personnes VIH-séropositives et les malades atteints du sida, c'est-à-dire chez lesquels la maladie se manifeste. Ces derniers, très rares, bénéficient d'un suivi individuel intensif et les mesures à prendre sont toujours ordonnées par le médecin spécialiste traitant. L'identité des patients atteints du sida n'étant pas révélée à la direction du Centre pénitentiaire de Luxembourg pour les raisons indiquées en introduction, aucune mesure d'isolation n'a été prise par la direction du Centre pénitentiaire de Luxembourg récemment. Une telle mesure ne pourrait de toute façon être prise que sur avis médical.

3. Afin d'éviter une propagation de la tuberculose, le patient chez lequel la maladie a été constatée a été traité en milieu hospitalier. Les autorités compétentes du Ministère de la Santé ont été informées sans délai et les procédures prévues pour ces cas par le service de l'inspection sanitaire du Ministère de la Santé ont été appliquées (screening de toutes les personnes qui ont été en contact avec le malade, c'est-à-dire environ 300 personnes, détenus, personnel, magistrats, avocats, témoins, etc.). En cas de besoin, le Centre pénitentiaire de Luxembourg dispose par ailleurs d'une cellule équipée d'un appareil du type Plasmair pour la désinfection de l'air ambiant.

Session ordinaire 2011-2012

Question 1698 (12.10.2011) de **M. François Bausch** *(déi gréng)* concernant les **avantages fiscaux en faveur des salariés hautement qualifiés et spécialisés:**

Avec la circulaire du directeur des contributions L.I.R. - n°95/2 du 31 décembre 2010, l'Administration des Contributions directes a précisé une série d'avantages fiscaux appelés: Encadrement fiscal des dépenses et charges en relation avec l'embauchage sur le marché international de salariés hautement qualifiés et spécialisés.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Quel est le nombre de personnes qui, depuis le 1er janvier 2011, sont tombées sous l'application de cette circulaire?

2. Quel est le coût fiscal engendré par cette circulaire depuis le 1er janvier 2011?

3. Quels sont les secteurs économiques qui ont pu en profiter?

Réponse (15.12.2011) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

Depuis le 1er janvier 2011 et jusqu'au 3 octobre 2011 inclus, 49 demandes ont été présentées à l'Administration des Contributions directes en application de la circulaire L.I.R. n°95/2 du 31 décembre 2010.

23 demandes ont été avisées favorablement et bénéficient ainsi des dispositions de la circulaire L.I.R. n°95/2 du 31 décembre 2010 portant sur l'encadrement fiscal des dépenses et charges en relation avec l'embauchage sur le marché international de salariés hautement qualifiés et spécialisés. Les demandes proviennent essentiellement du secteur financier. Les secteurs de l'IT, de l'industrie et de la logistique ont également présenté quelques demandes.

Vu le nombre peu élevé de demandes, le coût fiscal est par conséquent très faible à ce jour.

Question 1701 (14.10.2011) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant la **construction de nouveaux lycées:**

À l'occasion du dépôt du projet de budget de l'État pour l'exercice 2012, Monsieur le Ministre des Finances a annoncé que le Gouvernement se propose d'accélérer la création des lycées à Clervaux et à Differdange.

Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures a récemment fait savoir que la réalisation de ces infrastructures scolaires se ferait dans l'ordre suivant: Clervaux, Differdange et Mondorf-les-Bains.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il fournir un calendrier précis selon lequel la construction des lycées en question sera mise en œuvre?

- Quels sont les programmes de construction retenus pour les trois lycées?

- À quels montants provisoires respectifs ces projets sont-ils évalués?

Réponse (1.12.2011) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite avoir des informations relatives à la planification des trois nouveaux lycées à Mondorf, Differdange et Clervaux, reportés l'année dernière par le Gouvernement pour des motifs budgétaires.

Tout d'abord, je me permets de renvoyer l'honorable Député à ma réponse à la question parlementaire n°1643 de l'honorable Député Kartheiser concernant ce même sujet *(cf. compte rendu n°2/2011-2012)*.

Pour le surplus, je me permets d'informer l'honorable Député que l'actuel programme du lycée de Mondorf prévoit un lycée jusqu'à 1.200 élèves avec quelque 53 salles de classe de classes normales et spéciales.

En ce qui concerne le lycée de Clervaux, cet établissement dispose d'une capacité d'accueil d'environ 650 élèves et comprend notamment des surfaces pour l'enseignement (26 salles de classe, 6 salles spéciales et 8 ateliers), l'encadrement socio-éducatif, une salle des fêtes, un restaurant scolaire, des locaux pour l'administration et des infrastructures sportives avec piscine. Le coût du projet, qui sera définitivement arrêté à la fin de la phase de l'avant-projet détaillé, est actuellement estimé à quelque 60 millions d'euros.

Enfin, en ce qui concerne le Lycée funiculaire de Differdange, l'on planifie une capacité d'accueil d'environ 800 élèves avec des surfaces notamment pour l'enseignement (31 salles de classe, 8 salles spéciales et 2 ateliers) et l'encadrement socio-éducatif, une salle des fêtes, un restaurant scolaire, des locaux pour l'administration et des infrastructures sportives; des synergies éventuelles seront recherchées avec la commune de Differdange, notamment en ce qui concerne l'utilisation de la piscine communale.

Question 1703 (14.10.2011) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant le **vote par correspondance:**

- Monsieur le Ministre de l'Intérieur peut-il me dire combien d'électeurs ont demandé à voter par correspondance aux élections communales du 9 octobre 2011 et combien de bulletins de vote par correspondance sont effectivement arrivés dans les bureaux de vote? Quant à l'acheminement des bulletins par la poste aux électeurs, sachant que ces lettres sont des envois recommandés, combien d'envois n'ont pu parvenir aux électeurs du fait que les électeurs ne pouvaient être atteints par la poste? Quant au renvoi des bulletins par les électeurs, combien d'envois ne sont pas parvenus en temps utile aux bureaux de vote?

- Il me revient par ailleurs que des électeurs résidant à l'étranger ont eu des difficultés à renvoyer leurs bulletins de vote moyennant les enveloppes prévues à cet effet. Ainsi, en Autriche, la poste ne reçoit ces enveloppes spéciales que moyennant une surtaxe de 13 euros. Peut-on constater des difficultés analogues dans d'autres pays?

Réponse (6.12.2011) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

La question de l'honorable Député concerne le vote par correspondance lors des dernières élections communales du 9 octobre 2011.

Sur un total de 263.068 électeurs 12.027 ont demandé à voter par correspondance, selon la répartition par commune détaillée en annexe. En revanche, le Ministère de l'Intérieur et à la Grande Région n'est pas destinataire des chiffres relatifs au nombre effectif de bulletins de votes acheminés vers les bureaux de vote, les constatations étant faites lors du dépouillement dans les bureaux de vote des 106 circonscriptions locales. Quant aux délais, l'article 271 de la loi électorale dispose clairement que «les enveloppes contenant le suffrage doivent parvenir au bureau de vote destinataire du suffrage au plus tard avant quatorze heures du jour du scrutin» de sorte que les envois tardifs ne sont pas pris en compte lors du dépouillement.

En ce qui concerne d'éventuelles difficultés d'envoi soulevées par l'honorable Député, le Ministère de l'Intérieur et à la Grande Région n'a pas été directement saisi d'une contestation ni d'aucune information chiffrée relative à cette question. Le Ministère a pris connaissance, cependant, d'informations relatées dans la presse concernant la commune de Bettembourg, ce cas isolé ayant fait l'objet d'une réponse à la question parlementaire n°1686 du 12 mai 2010 de Madame la Députée Josée Lorsché *(cf. compte rendu n°1/2011-2012)*.

En ce qui concerne l'affranchissement des enveloppes, il y a lieu de rappeler que la loi n'instaure pas de principe de gratuité pour l'exercice du vote par correspondance.

Par conséquent, même si de nombreuses communes font bénéficier les électeurs par correspondance de coupons-réponse destinés à couvrir les frais d'envoi, l'on ne saurait en déduire un droit au paiement ou au remboursement de ces frais.

Il s'avère toutefois que le format actuel des enveloppes servant au vote par correspondance ne correspond pas à un format standard et peut donner lieu à des tarifs divergents selon les pays concernés.

Voilà pourquoi il est prévu d'adapter dans la mesure du possible - et notamment eu égard à la taille des bulletins de vote à y introduire - le format des enveloppes destinées au vote par correspondance.

Question 1709 (18.10.2011) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant le **secret professionnel:**

Lors de la réunion jointe de la Commission du Développement durable, de la Commission des Affaires intérieures et de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports en date du 5 octobre 2011, Monsieur le Ministre de l'Économie a expliqué que non seulement les membres du Gouvernement et les hauts fonctionnaires du département de l'Aménagement du Territoire disposeraient d'informations détaillées sur le plan sectoriel «logement», mais également des personnes externes: «D'Ministere waren och au courant, mä mëttlerweil sinn eng Rei Leit scheinbar och au courant, dat mierken ech u Bréiwer, déi ech kréien, ganz erstaunlech, wou och Organisatiounen Detailer wëssen, wat mech wonnert, a souguer där Associatiounen, déi menger Meenung no keen Intérêt hunn, dass een der Spekulatioun elo Präis gëtt. Déi dierfte keng Intérêten dorunner hunn. Souguer déi hunn en, dat mierken ech u Bréiwer, déi ech kréien.»

Monsieur le Ministre laisse ainsi entrevoir qu'une ou plusieurs personnes auraient violé le secret professionnel en relation avec un document-clé de la politique du logement, qui ne devait en aucun cas tomber entre les mains de spéculateurs fonciers.

Au vu de ce qui précède, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures ainsi qu'à Monsieur le Ministre du Logement:

- Depuis quand Messieurs les Ministres sont-ils au courant de telles fuites au sein de leurs Ministères?

- Quelles mesures ont été prises afin d'identifier les auteurs de ces indiscrétions?

- Messieurs les Ministres ont-ils connaissance de transactions suspectes sur le marché foncier indiquant que les spéculateurs de terrain disposeraient d'informations réservées aux initiés?

- Messieurs les Ministres ne jugent-ils pas qu'il serait désormais important de présenter les plans sectoriels «zones d'activités économiques» et «logement»?

Réponse commune (2.12.2011) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*, et de **M. Marco Schank,** *Ministre du Logement:*

Le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et le Ministre du Logement n'ont aucune connaissance de fuites d'informations au niveau du plan sectoriel «logement» au sein de leurs Ministères.

Les sites potentiels de développement sont indiqués sur des plans à grande échelle accessibles par un nombre très restreint de collaborateurs tenus au secret professionnel.

Il est évident que ces sites peuvent également se dégager lors d'une analyse intelligente de la structure urbaine de notre pays et de ses pôles de développement, exercice qui est quotidiennement opéré par les acteurs professionnels du secteur de l'immobilier.

Les Ministres n'ont aucune information précise sur des transactions suspectes sur le marché immobilier.

Les deux plans sectoriels invoqués seront engagés dans la procédure prévue par le législateur, suite au vote du projet de loi sur l'aménagement du territoire.

Question 1711 (19.10.2011) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant l'**étude «Vivre au Grand-Duché de Luxembourg après un accident vasculaire cérébral»:**

Unter dem Titel „Vivre au Grand-Duché de Luxembourg après un accident vasculaire cérébral" kündigten im Jahr 2008 die Uni Luxemburg zusammen mit dem CRP- Santé eine großangelegte Studie über die Versorgung und Nachsorge von Schlaganfallpatienten an. Das

Ziel war es, den Alltag und die Bedürfnisse von Hirnschlagpatienten und ihren Familien sowie die Qualität der Betreuung in Krankenhäusern und Reha-Einrichtungen zu untersuchen.

Finanziert werden sollte diese Studie vom Fonds national de la recherche und unterstützt von den Krankenhäusern, der Evaluierungseinheit der Pflegeversicherung sowie dem Gesundheitsministerium, dem Familienministerium und dem Ministerium für soziale Sicherheit.

Fragen:

1) Ist die Studie mittlerweile ausgewertet und abgeschlossen? Wo können die Resultate für den interessierten Teilnehmer, Patienten, Mediziner und Gesundheitsakteure nachgelesen werden?

2) Was sind die konkreten Resultate dieser Schlaganfallstudie für den Patienten?

3) Was sind die zurückbehaltenen Schlussfolgerungen für die Versorgungslage der Patienten im nationalen Gesundheitssystem?

4) Welches sind politische Maßnahmen, die nunmehr anstehen? Wird es eine nationale Stroke Unit geben? Wird es in diesem Sinne zu einer Bündelung der Ressourcen in der Schlaganfallversorgung hierzulande kommen?

5) Wie viel hat die AVC-Studie der Uni Luxemburg und des CRP-Santé schlussendlich und insgesamt gekostet?

6) Wird es Nachfolgestudien geben, welche die Reformmaßnahmen in diesem Bereich von Schlaganfallpatienten verfolgen und evaluieren werden?

Réponse (7.12.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

L'étude «Vivre au Grand-Duché de Luxembourg après un accident vasculaire cérébral» a été menée durant la période allant de 2005-2011.

Il s'agit d'une collaboration entre le Centre de Recherche Public-Santé (CRP-Santé) et l'Université du Luxembourg.

Les analyses effectuées sont actuellement encore en voie d'évaluation. Un premier rapport d'analyse sera publié au courant du 1er semestre 2012.

Cette étude contient un volet épidémiologique ainsi qu'un volet sociologique, menés respectivement par le CRP-Santé et par l'Université du Luxembourg.

Après une étude de faisabilité s'étendant sur une année (2005), le volet épidémiologique a pu démarrer. Ainsi, entre juin 2006 et juin 2007, tous les codes «AVC» dans les diagnostics de sortie d'hospitalisation ont été répertoriés. Les données fournies par l'Inspection générale de la sécurité sociale, alors qu'elles ne renseignent que sur un seul code diagnostique, ne permirent pas à elles seules d'identifier les patients atteints d'un AVC.

À peu près 800 patients, dont le consentement a été requis pour la consultation de leur dossier d'hospitalisation, étaient concernés par l'étude.

Pour ces patients, une analyse du parcours de soins a ainsi pu être faite.

Le CRP-Santé s'est attelé à vérifier si les patients AVC sont passés ou non par les stroke-units existantes, s'il y a une différence en matière d'évolution et de morbidité/mortalité entre les patients ayant séjourné dans une stroke-unit et ceux qui n'y ont pas séjourné. Le suivi des critères et des «guidelines» internationaux en matière de parcours de santé et en matière de traitement et de prise en charge à l'intérieur de la stroke-unit a également été analysé.

Ensuite un «suivi secondaire» basé sur les données de consommation de soins et de médicaments a été fait sur une durée de deux ans (2008 et 2009). Ainsi, on a pu constater que certaines faiblesses subsistent en matière de «suivi secondaire»; notamment au niveau de la prise en charge des séquelles d'AVC, du traitement des comorbidités (diabète, hypercholestérolémie, HTA…).

On peut estimer qu'il y a entre 800 et 900 cas d'AVC par an au Luxembourg.

Dans le cadre du volet sociologique, qui a été assuré par l'Université du Luxembourg, une enquête sur la qualité de vie de ces personnes a été réalisée deux ans après leur hospitalisation pour un AVC (période de 2008 à 2010). Cette enquête portait également sur la satisfaction des patients envers leurs soignants, ainsi que sur la satisfaction de leurs aidants principaux.

Les résultats seront publiés au cours de l'année 2012.

Des modèles statistiques pour une évaluation plus précise des cas incidents seront élaborés.

Mon Ministère engagera également des discussions avec les médecins spécialistes en neurologie, les médecins traitants et les soignants.

L'étude totale, d'une durée totale de quatre ans (dont une année d'étude de faisabilité) a coûté 500.000 €. Elle a été financée par le Fonds national de la recherche, avec le soutien des Ministères de la Santé, de la Sécurité sociale et de la Famille et de l'Intégration, ainsi que celui de la cellule d'évaluation et d'orientation de l'assurance dépendance et des hôpitaux.

Le CRP-Santé a par ailleurs fourni des ressources humaines supplémentaires en matière de coûts qui n'étaient pas prévisibles au départ (négociations avec le comité d'éthique, la Commission nationale pour la protection des données, démarches dans les hôpitaux, etc.).

Question 1715 (20.10.2011) de **M. Roger Negri** *(LSAP)* concernant la **suppression de trains Luxembourg-Belgique:**

Le conseil d'administration de la SNCB (Société nationale des chemins de fer belges) a décidé en date du 18 octobre d'exécuter un plan d'économies entraînant la suppression de quelque 193 trains dont 23 connexions transfrontalières. Selon la liste dévoilée par la presse belge, quatre trains de et vers Luxembourg seraient ainsi supprimés d'ici 2014.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes:

1. Monsieur le Ministre est-il au courant de ce plan d'économies?

2. Combien de voyageurs sont touchés par la suppression des trains en question?

3. Est-il prévu de remplacer les connexions supprimées par une offre alternative?

4. Existe-t-il des accords bilatéraux entre les deux sociétés ferroviaires respectivement entre les deux pays concernant l'exploitation des lignes transfrontalières? Dans l'affirmative, quelles sont les répercussions de la suppression des trains en question sur ces accords?

Réponse (1.12.2011) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par la question parlementaire n°1715, l'honorable Député Roger Negri souhaite s'informer au sujet de la suppression par la SNCB de quatre trains de et vers Luxembourg d'ici 2014.

En effet, la SNCB a transmis aux CFL les décisions de son conseil d'administration du 18 octobre 2011 qui peuvent être résumées comme suit:

- suppression de 170 trains du trafic intérieur belge qui ne transportent pas plus de 40 voyageurs, à partir de décembre 2012;

- négociations avec les partenaires internationaux de la SNCB (dont les CFL) afin d'envisager la suppression de 23 trains transfrontaliers qui ne transportent pas plus de 40 voyageurs et dont les recettes commerciales ne couvrent même pas la facture d'énergie de traction, à partir de décembre 2013.

Les quatre trains touchés par les propositions de suppression touchant le Luxembourg et les CFL sont les suivants:

- train 5641 de Luxembourg à Arlon départ 21h57 (sans arrêts intermédiaires);

- train 5642 de Luxembourg à Arlon départ 22h58 (sans arrêts intermédiaires);

- train 5943 de Luxembourg à Arlon départ 23h47 (avec arrêts intermédiaires);

- train 5904 d'Arlon à Luxembourg départ 04h39 (avec arrêts intermédiaires).

Selon les comptages des CFL en 2010 et en 2011, ces trains sont occupés en moyenne de 10 à 20 personnes (en fonction des heures).

Il est à souligner que l'éventuelle suppression des quatre trains transfrontaliers n'est pas encore définitive, mais fera encore l'objet de négociations entre les CFL et la SNCB. Dans le cas où une suppression de ces trains à partir de décembre 2013 serait décidée, il pourrait être envisagé de remplacer l'un ou l'autre des trains concernés.

Il existe un contrat bilatéral entre la SNCB et les CFL dont le principe d'échange des prestations est le suivant:

- le Luxembourg prend en charge les prestations que les trains SNCB réalisent sur la partie luxembourgeoise du parcours;

- la SNCB paie les prestations que les trains CFL réalisent sur la partie belge du parcours.

À préciser enfin dans ce contexte que la suppression de quatre trains réalisée par la SNCB engendre une réduction des dépenses annuelles pour les CFL évaluée à quelque 250.000 €. Ces dépenses correspondent à la partie luxembourgeoise du parcours réalisé par les trains SNCB.

Question 1716 (21.10.2011) de **M. François Bausch** *(déi gréng)* concernant le **coût du projet Visupol:**

L'évaluation du projet-pilote «Visupol» publiée début octobre soulève des doutes sérieux quant à l'efficacité de la vidéosurveillance dans la lutte contre la criminalité.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre:

- Quel est le coût total du projet-pilote «Visupol» depuis sa mise en place à ce jour: acquisition, installation et entretien du matériel, location des locaux, formation et rémunération du personnel chargé de l'évaluation des images filmées, frais de fonctionnement courants, etc.?

Réponse (24.11.2011) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Je vous joins en annexe une évaluation des coûts du projet-pilote portant sur la vidéosurveillance sur le territoire de la ville de Luxembourg.

Frais du projet pilote VISUPOL 2005-2011

	Chiffres en €	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
1	Frais de consultance	23.520	8.310	33.350	0	0	0	0
2	Acquisition et installation	0	23.088	1.580.211	363.135	37.114	17.573	1.764
3	Entretien	0	0	375	20.077	12.845	3.425	1.322
4	Location des locaux	0	0	8.662	8.662	8.662	8.662	8.662
5	Formation	0	0	Formation interne	0	0	0	0
6	Rémunération du personnel	0	0	*	*	*	*	*
7	Frais de fonctionnement courants	0	0	16.466	99.569	145.209	142.031	131.195
	Sous Total:	23.520	31.398	1.639.063	491.443	203.831	171.691	142.943
	Total:	2.703.889						

*= Depuis 2007 4 policiers et 5 employés de la WSA font la gestion du système

Question 1717 (21.10.2011) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant les **formations continues organisées par le Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT):**

Le Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT) a entre autres pour mission de mettre en œuvre la formation continue du personnel enseignant et éducatif des écoles et des lycées. À cette fin, le SCRIPT organise chaque année un certain nombre de formations dispensées par des experts étrangers.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Combien de formations continues ont été organisées au cours de cette année par le SCRIPT?

- Madame la Ministre peut-elle fournir des détails chiffrés pour chaque cours de formation continue (sujet, participants, coûts)?

- Combien de ces formations ont été dispensées par des experts recrutés à l'étranger?

- Quels sont les sujets traités dans les formations dispensées par les experts non luxembourgeois?

- Existe-t-il des critères pour le choix des experts étrangers? Si oui, lesquels? Dans la négative, Madame la Ministre ne pense-t-elle pas qu'il serait opportun de définir de tels critères?

- Existe-t-il des limites pour les honoraires des experts étrangers? Dans l'affirmative, quel est le montant maximal?

Réponse (22.11.2011) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Durant l'année scolaire 2010-2011, l'Institut de formation continue du SCRIPT pour le personnel enseignant et éducatif des écoles et des lycées a organisé un total de 1.107 cours de formation continue, dont les participants étaient répartis en 1.406 groupes.

L'offre de formation de l'Institut de formation continue est structurée selon les domaines suivants:

Lernende Schule - Kultur des Miteinanders:
- organisation et qualité scolaire,
- travail en équipes,
- coopération avec les parents,
- communication et médiation - compétences sociales,
- leadership et management.

Im Mittelpunkt: Lehrerin und Lehrer:
- compétences personnelles,
- compétences administratives,
- compétences technologiques - maîtrise des outils liés aux TIC,
- initiation pédagogique pour chargés d'éducation (ES/EST),
- insertion professionnelle: relever le défi des deux premières années d'enseignement,
- personnes ressources: institutrices et instituteurs ressources, formatrices et formateurs, tutrices et tuteurs,
- enseignement fondamental: présidents des comités d'école,
- enseignement fondamental: membres des comités d'école,
- enseignement fondamental: coordinateurs et coordinatrices de cycle,
- enseignement fondamental: éducateurs et éducatrices (gradués),
- enseignement fondamental: titulaires des cours d'accueil.

Im Mittelpunkt: Schüler und Schülerin:
- enfants et adolescents,
- aide aux enfants,
- orientations scolaire et professionnelle,
- compétences sociales - troubles du comportement.

Lernen und unterrichten:
- apprentissage et motivation,
- classroom-management,
- Unterricht planen und durchführen,
- beobachten und fördern - Evaluation,
- troubles d'apprentissage,
- pädagogisches Handeln: Rückblick und Ausblick.

Sprachen und Medienerziehung (Fächer - Wissen - Kompetenzen):
- langues,
- alphabétisation - promotion de la lecture et de l'écriture,
- défis pluriels: enseigner et apprendre en contextes plurilingues et pluriculturels,
- éducation aux médias.

Mathe und Wissenschaften (Fächer - Wissen - Kompetenzen):
- mathématiques,
- éveil aux sciences et sciences naturelles,
- histoire - Comoco - géographie,
- éducation au développement - environnement,
- promotion de la santé.

Gestalten, Musik, Bewegung (Fächer - Wissen - Kompetenzen):
- éducation artistique et travaux manuels,
- éducation musicale - expression corporelle - théâtre,
- sport - promotion du mouvement.

Philosophie - Formation morale et sociale - Formation morale et religieuse:
- philosophie - formation morale et sociale - formation morale et religieuse,
- sciences économiques et sociales - sociologie.

Berufliche Fächer (Fächer - Wissen - Kompetenzen):
- toutes formations,
- professions de santé,
- formations horticoles et agricoles,
- métiers de l'électricité,
- métiers de l'automobile,
- métiers du bâtiment,
- division informatique,
- métiers de l'hôtellerie et du tourisme,
- réforme de la formation professionnelle.

Le nombre de participants par formation peut varier, à savoir:
- 10, qui est le minimum pour une formation organisée au niveau national,
- 12 pour les formations en interne dans une école ou un lycée,
- 20 à 25, en fonction du dispositif mis en place par les formatrices et formateurs.

Le nombre minimal de participants peut exceptionnellement être réduit si les sujets de formation le requièrent (p. ex. au niveau de la formation professionnelle). Le nombre de participants peut également être augmenté pour une conférence s'adressant au grand public.

La durée d'une formation peut varier entre deux heures (conférences grand public) et plus de 100 heures pour certaines formations qualifiantes.

Les coûts des formations se chiffrent de la façon suivante:
- frais d'honoraires (cf. tableau dernière page),
- frais de séjour (hébergement et frais de restauration) pour les formatrices et formateurs venant de l'étranger,
- frais de voyage.

Durant l'année 2010-2011, 559 formatrices et formateurs sont intervenus pour les formations continues offertes par l'Institut de formation continue du SCRIPT.

Les formatrices et formateurs étaient originaires des pays suivants:

pays d'origine	nombre de formatrices et formateurs	part relative
Luxembourg	301	53,85%
Allemagne	163	29,16%
Belgique	34	6,08%
Suisse	22	3,93%
France	21	3,76%
Autriche	8	1,43%
autres	10	1,79%
total	559	100%

Les formatrices et formateurs intervenant pour le compte du SCRIPT:

- possèdent une expérience professionnelle avérée dans la matière des cours proposés (activité de formation auprès d'instituts de formation connus, publications, activités d'enseignement…);

- offrent des formations qui s'appuient sur un cadre théorique scientifique;

- conçoivent les formations offertes de manière à cibler clairement les pratiques pédagogiques en favorisant les échanges entre les enseignants sur leurs pratiques ainsi que la mise en commun et l'analyse de ces pratiques;

- proposent une variété d'arrangements didactiques qui incitent à une transposition active et réfléchie en classe;

- clarifient les objectifs de la formation et les adaptent, le cas échéant, selon les attentes et besoins des participants;

- veillent à créer un climat favorisant l'apprentissage et le respect mutuel, à offrir un cours de qualité (compétences disciplinaires et didactiques) et à présenter des documents de travail pertinents.

Les offres de formation continue sont systématiquement soumises à des évaluations de qualité et seront, en cas de besoin, adaptées aux exigences du système éducatif luxembourgeois et des participants.

Les indemnités dues aux formatrices et formateurs sont fixées sur la base d'une durée d'une heure de cours (60 minutes), y inclus le temps de préparation. Ces indemnités sont versées conformément à la loi du 7 octobre 1993 ayant pour objet: a) la création d'un Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation pédagogiques et technologiques; b) la création d'un Centre de Technologie de l'Éducation; c) l'institution d'une Commission d'Innovation et de Recherche en Éducation.

Le montant de l'indemnité est déterminé en fonction des qualifications des intervenants. Les tarifs applicables aux formateurs luxembourgeois sont également valables pour les intervenants étrangers s'ils disposent d'une qualification analogue:

qualification	tarifs en vigueur à partir du 1er octobre 2011
professeurs d'universités (ou fonctions assimilables)	131,32 €
enseignants des grades E7-E8 qui dispensent une formation de type supérieur; formateurs d'instituts étrangers de formation des enseignants ou qualifications assimilables	108,12 €
enseignants des grades E1-E6 qui dispensent une formation de type supérieur	88,00 €

Dans des cas exceptionnels, afin de pouvoir engager des experts renommés dans les domaines de formation prioritaires, des tarifs dépassant les tarifs en vigueur sont négociés.

Q26

Question 1718 (24.10.2011) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **pont sur la Sûre près de Goebelsmühle (CR348):**

La couche de roulement du pont sur la Sûre près de Goebelsmühle (CR348) se trouve dans un mauvais état, si bien que des problèmes d'étanchéité risquent de se poser à brève échéance.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre est-il au courant de ces problèmes? Quelles mesures devraient être prises?

- L'Administration des Ponts et Chaussées envisage-t-elle d'effectuer une réfection de cet ouvrage d'art? Dans l'affirmative, quand ces travaux pourraient-ils être réalisés?

- Dans ce contexte, est-il également prévu de procéder à une rénovation du pont avoisinant sur la Wiltz (RN27)?

Réponse (1.12.2011) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite avoir des informations relatives à la couche de roulement du pont sur la Sûre près de Goebelsmühle (CR348).

En effet, le problème évoqué par l'honorable Député est bien connu par mes services et les mesures de réhabilitation planifiées comprennent notamment la démolition et la reconstruction complète de la superstructure avec mise en œuvre d'un nouveau complexe d'étanchéité. En plus, il est prévu de renforcer les fondations et de réhabiliter les maçonneries ainsi que les parements des tympans. Ainsi, le programme de l'Administration des Ponts et Chaussées prévoit non seulement une simple réfection, mais une réhabilitation complète du pont. Après obtention de la permission de cours d'eau, les travaux de réhabilitation seront mis en adjudication de sorte que le chantier puisse en principe débuter au printemps 2012.

Quant à l'ouvrage OA1214 portant la route N27 et traversant la rivière Wiltz et les voies ferrées de la Société Nationale CFL, une inspection est lancée en vue de déterminer les mesures de réfection nécessaires le cas échéant.

Question 1719 (24.10.2011) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant le **marquage provisoire dans le tunnel «Howald»:**

Dans le cadre des travaux de mise en état du tunnel «Howald» un marquage provisoire jaune a été mis en place sur toute la longueur du chantier. Après la finalisation des travaux fin novembre 2010 ce marquage a été décapé seulement provisoirement.

Bon nombre d'automobilistes me signalent toutefois que les restes du marquage provisoire sont dérangeants, voire dangereux, notamment pendant la nuit ou en cas de pluie.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer pourquoi le marquage provisoire n'a pas encore été entièrement enlevé?

- Dans quels délais pourra-t-on s'attendre au décapage définitif du marquage provisoire?

Réponse (1.12.2011) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite avoir des informations relatives au marquage provisoire jaune mis en place lors du chantier dans le tunnel Howald.

Le marquage provisoire du chantier de la refonte du tunnel Howald à l'approche de ce dernier a été réalisé sur un revêtement du type drainant, qui a cependant permis une pénétration plus profonde de la peinture.

Après la fin du chantier, le marquage provisoire a été fraisé superficiellement et normalement le reste du marquage se dégrade peu à peu sous l'effet du passage des véhicules journaliers. Un fraisage plus profond de la couche supérieure de roulement n'a pas été possible, car il aurait causé une dégradation importante de la chaussée.

Vu le résultat médiocre de dégradation et vu que le renouvellement de la couche de roulement n'est pas prévu avant 2014, il est prévu d'ôter le reste du marquage en utilisant du décapant avant la fin de cette année. Cette intervention nécessitera cependant la fermeture des voies de circulation et une circulation en alternance ce qui engendrera des perturbations importantes de trafic.

Il faut noter que le marquage provisoire de la bretelle de l'A3 vers l'A1 sur la Croix de Gasperich en direction du tunnel Howald a pu être complètement enlevé étant donné que la couche de roulement a été remplacée.

Question 1720 (25.10.2011) de **M. Félix Eischen** *(CSV)* concernant l'**installation de petites éoliennes sur les poteaux et pylônes électriques:**

La construction d'éoliennes dans notre pays se heurte souvent à de nombreux obstacles et suscite de nombreuses polémiques au sein de la population. Une alternative serait d'utiliser les poteaux et pylônes électriques du réseau de transport d'électricité au Luxembourg (365 pylônes de 220 kV et 1.677 pylônes de 65 kV) comme supports à éoliennes. Une première installation a récemment été mise en service à Fribourg-en-Brisgau. En installant une éolienne d'une puissance de 50 kW sur les 30.000 poteaux sur le territoire de Bade-Wurtemberg, la puissance installée serait équivalente à celle d'une tranche nucléaire.

Un autre avantage de ce concept est de pouvoir disposer d'éoliennes sur l'ensemble du territoire.

Comme le Luxembourg dispose de plusieurs centaines de poteaux électriques et de pylônes haute tension le potentiel énergétique à exploiter serait non négligeable.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de ce concept?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre entend-il transposer cette idée sous forme de projet-pilote au Luxembourg?

- Quel serait le potentiel énergétique à exploiter?

- Quelles autorisations sont requises pour l'installation de telles éoliennes sur les poteaux et pylônes électriques?

Réponse (25.11.2011) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Félix Eischen concernant l'installation de petites éoliennes sur les poteaux et pylônes électriques, je puis vous communiquer les informations ci-après:

Je peux vous confirmer que j'ai connaissance du concept concernant l'installation de petites éoliennes sur les poteaux et pylônes électriques. Lors de l'établissement du Plan d'action national en matière d'énergies renouvelables (ci-après «le Plan») tel que prévu par la directive 2009/28/CE relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables, une analyse des différentes technologies renouvelables a été entreprise afin d'identifier un bouquet réaliste de technologies permettant la réalisation de l'objectif en matière des énergies renouvelables qui se chiffre à 11% de la consommation finale nationale à l'horizon 2020. La technologie visée n'a pas été directement retenue pour des raisons techniques, économiques et de potentiel de mise en œuvre.

Au moment de l'établissement du Plan, les analyses ont montré que la technologie des éoliennes sur les poteaux et pylônes électriques n'était pas assez mûre pour lui permettre un développement à moyen et long terme. En outre, le grand nombre de questions techniques, dont entre autres le souci de la stabilité des poteaux et pylônes électriques, la protection des câbles contre des objets qui pourraient se détacher des éoliennes, la maintenance en toute sécurité des éoliennes concernées et l'intégration de la production électrique à basse tension dans les réseaux m'ont mené à la conclusion de ne pas intégrer cette technologie dans le Plan.

Finalement, des estimations ont montré que le potentiel est très limité par rapport à l'objectif national en matière des énergies renouvelables. En supposant que chaque poteau et pylône de 220 kV et de 65 kV du réseau électrique national puisse accueillir jusqu'en 2020 une éolienne d'une puissance de 10 kW, ce qui constitue une approche purement théorique et très optimiste, la production maximale estimée se chiffrerait en 2020 à environ 30 GWh, ce qui correspond à quelque 0,06% de la consommation d'énergie nationale.

Pour ce qui est des autorisations requises pour l'installation et l'exploitation d'éoliennes ne dépassant pas la puissance de 100 kW sur les pylônes et poteaux électriques, celles-ci sont exemptes d'une autorisation en vertu de la législation en matière des établissements classés. Une modification de la nomenclature est actuellement en procédure réglementaire. Il se peut qu'à l'avenir certaines petites éoliennes puissent être considérées comme faisant partie d'un parc éolien et être soumises à autorisation.

Question 1721 (25.10.2011) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant les **dispositifs rétro-réfléchissants:**

Die Herbstzeit hat angefangen und damit gehen auch alljährlich widrige Verhältnisse im Straßenverkehr einher, bedingt durch die instabilen und wechselhaften klimatischen Bedingungen. Oft kommt es dann in den Morgenstunden oder auch tagsüber zu Nebelbildung mit eingeschränkter Sicht.

Im Ausland sieht man oft neue Markierungsmethoden von Straßen und Fahrbahnen. Hier werden sogenannte „Katzenaugen" (Reflektoren) gar in verschiedenen Farben sowohl in der Mitte der Fahrspuren als auch an den Rändern der Straßen im Straßenbelag mit eingebaut, um auch bei schlechten Sichtverhältnissen den Fahrer visuell zu orientieren. Die Wahl der Farbe (rot, gelb, grün, blau, weiß) der Reflektoren hilft zusätzlich bei der Orientierungshilfe des Verkehrsteilnehmers.

Fragen:

1) Wieso sieht man bisweilen diese Errungenschaft der Verkehrssicherheit kaum hierzulande?

2) Was sind die Gründe für die derzeitige bescheidene Präsenz von solchen an der Fahrbahn fixierten Katzenaugen?

3) Gedenkt der Minister, in diesem Bereich Initiativen zu nehmen, um die nationale Verkehrssicherheit weiter verbessern zu können?

4) Denkt der Minister nicht auch, dass beispielsweise Zebrastreifen in diesem Sinne zu allen Zeiten sichtbarer gemacht werden sollten und das Anbringen von Reflektoren auf den Fahrbahnen eine Lösung darstellen könnte?

Réponse (1.12.2011) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député s'enquiert sur l'utilisation du marquage lumineux comme moyen permettant de renforcer la sécurité routière. Il se demande de même si la sécurité des piétons empruntant un passage pour piétons ne peut être renforcée par la mise en place d'un marquage lumineux.

L'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques, encore appelé Code de la Route, ne prévoit à l'heure actuelle aucune disposition réglant l'utilisation du marquage lumineux. L'article 110 du Code de la Route dispose toutefois que le marquage (non lumineux) comporte des marques qui sont soit de couleur blanche, soit de couleur jaune. Tout en reconnaissant l'utilité du marquage lumineux comme outil dans la lutte contre l'insécu-

rité sur la voie publique, il est cependant recommandable d'éviter une panoplie de couleurs et de se limiter, par analogie aux dispositions de l'article 110 précité, aux couleurs blanche et jaune.

Au Luxembourg, le marquage lumineux est essentiellement utilisé dans le cadre de chantiers, lorsque le marquage ou l'aménagement habituel de la chaussée est temporairement modifié et rendu, le cas échéant, plus complexe. Dans tous les autres cas, le marquage de la chaussée et l'aménagement de l'espace routier devraient offrir les garanties de sécurité requises.

En ce qui concerne plus particulièrement les passages pour piétons, l'éclairage vertical à la hauteur même du passage constitue un moyen approprié pour renforcer la sécurité des piétons voulant s'engager sur un tel passage, notamment en cas de visibilité réduite. La mise en place d'un signal A, 11a «approche d'un passage pour piétons», le cas échéant complété par un feu clignotant, permet également à renforcer la sécurité des passages pour piétons.

D'une manière plus générale, il convient de préciser qu'une récurrence élevée à ce type de dispositif lumineux comporte le risque de brouiller la perception de l'espace routier par l'automobiliste. Il existe par conséquent une corrélation directe entre l'usage fréquent des dispositifs en question et le risque d'accidents.

Question 1722 (26.10.2011) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant la **bonne pratique administrative:**

En 2008 le Médiateur a donné une série de recommandations concernant la bonne pratique administrative à savoir:

1) Toute demande d'un citoyen devrait faire l'objet d'un accusé de réception dans un délai de deux semaines sauf évidemment si dans le même délai une réponse exhaustive peut être transmise au citoyen.

2) L'agent public est tenu d'instruire les dossiers dans un délai raisonnable. Ce délai ne devrait pas dépasser trois mois. Dans le cas où ce ne serait pas possible vu la complexité du dossier, l'agent public ne devrait pas tarder à en informer le citoyen en indiquant dans toute la mesure du possible les délais dans lesquels il peut raisonnablement s'attendre à une prise de décision.

Questions:

1) Qu'est-il advenu du projet de loi concernant le droit à l'information du citoyen?

2) En absence d'une telle loi, y-a-t-il des recommandations internes faites aux agents publics concernant les délais de réponse?

3) Y a-t-il un recours pour les citoyens en cas d'absence d'une réponse?

4) Que pense le Ministre des recommandations du Médiateur et quels sont les aboutissants?

5) Combien de plaintes ont été faites ces dernières années auprès du Médiateur concernant la non-réponse et combien de fois le Médiateur a-t-il dû intervenir?

6) Quelles conclusions le Ministre a-t-il tiré de ces interventions?

Réponse (29.11.2011) de **Mme Octavie Modert,** *Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative:*

Monsieur le Député Jean Colombera s'enquiert sur les suites réservées à une série de recommandations formulées en 2008 par le Médiateur en matière de bonne conduite administrative.

En réponse aux questions posées, je voudrais fournir à l'honorable Député les informations suivantes:

En ce qui concerne le droit à l'information du citoyen, les services du Ministère d'État sont sur le point de finaliser un projet de loi concernant l'accès des citoyens aux documents détenus par l'administration. Ce projet de loi tient compte des recommandations que le Conseil de l'Europe a faites en la matière. Il sera soumis après finalisation au Gouvernement et suite à son approbation par le Conseil de Gouvernement engagé dans la procédure législative.

À la question de savoir s'il existe des recommandations internes aux agents au sujet du respect de délais de réponse, je voudrais au préalable faire référence au droit positif, pour lequel l'administration n'est en principe pas tenue d'observer un délai précis. Toutefois, il convient d'ajouter le principe général découlant de l'article 4 (1) de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif qui prévoit un délai général de trois mois, passé lequel la demande est censée être refusée (voir infra). Par ailleurs, il convient de souligner que la législation luxembourgeoise prévoit, dans des domaines particuliers, des délais spécifiques endéans lesquels l'administration publique doit prendre une décision administrative. Un tel délai est par exemple prévu par l'article 9, paragraphe 4, de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés.

Par ailleurs, les juridictions administratives contrôlent régulièrement si une décision administrative a été prise dans un «délai raisonnable» (Cour administrative, arrêts des 5 mars 2009, numéro du rôle: 24981C, 1er juillet 2010, numéro du rôle: 26747C et 28 octobre 2010, numéro du rôle: 26877C).

Enfin, il convient de préciser que le département de la Simplification administrative est en train d'élaborer un avant-projet de loi prévoyant, conformément au programme gouvernemental de juillet 2009, la mise en place de délais de réponse envers l'administration publique.

La troisième question a trait aux possibilités de recours en cas d'absence de réponse. D'après l'article 4 (1) de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif, une décision implicite de refus se forme si dans un délai de trois mois à partir de la date du dépôt d'une demande aucune décision n'est intervenue. Dans ce cas, le demandeur peut introduire un recours contre la décision implicite de refus devant le tribunal administratif.

Pour ce qui est de la quatrième question, je voudrais rappeler que les deux recommandations auxquelles l'honorable Député fait référence dans son introduction font partie de la recommandation n°34 relative à l'introduction d'un Code de bonne conduite par le Médiateur. Cette recommandation à caractère global est intégralement reprise dans le rapport d'activité du Médiateur couvrant la période du 1er octobre 2008 au 30 septembre 2009. À la page 72 du même rapport, le Médiateur reprend, analyse et commente également la réaction du Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative. Il constate en guise de conclusion que «tout en se félicitant de la prise en considération de sa recommandation tant dans le projet d'un code de déontologie que dans d'autres projets relatifs à l'accueil et au service des citoyens, le Médiateur ne manquera pas pour autant de suivre de près l'évolution du processus de réforme et son impact sur la pratique administrative».

En ce qui concerne la suite réservée au processus de réforme en matière de «pratique administrative», je me permets d'indiquer qu'un important paquet de réformes de modernisation touchant aussi bien au fonctionnement des administrations qu'au statut et à la structure des traitements de la fonction publique a été élaboré depuis et est sur le point d'être introduit dans la procédure législative.

En matière de fonctionnement des administrations, ces réformes prévoient l'introduction d'une gestion par objectifs destinée à mettre en relation et à suivre les objectifs personnels des agents et les objectifs généraux de l'administration. La fixation d'objectifs généraux est basée entre autres sur les niveaux de qualité de service et les niveaux de satisfaction des citoyens et des usagers qu'une administration souhaite atteindre, ces niveaux prenant en compte les attentes en matière d'accessibilité, d'accueil, de devoir d'information et de délais de traitement des dossiers telles qu'elles sont exprimées également dans le Code de bonne conduite.

Parallèlement, les trois plans d'action approuvés par le Conseil de Gouvernement en date du 28 mai 2010 pour les années 2010 à 2014, à savoir le programme «Simplification administrative des procédures et formalités de l'État», le plan d'action de la réforme administrative et le plan directeur de la mise en œuvre des technologies de l'information au sein de l'État, ont en commun de porter sur le fonctionnement des administrations et l'organisation des procédures et d'en améliorer la qualité et l'efficience. Ils continuent à proposer aux administrations et services de l'État des méthodes, des démarches et des outils destinés à leur permettre d'agir dans le respect des principes de la meilleure réglementation et de la moindre charge administrative, d'assurer l'implémentation et l'usage efficace des outils de l'information et de la communication, d'analyser et d'améliorer leurs processus de traitements de dossiers et de couvrir les aspects relationnels entre l'administration publique et ses usagers. Qu'il me soit permis à titre d'exemple de relever spécialement parmi ces outils l'introduction de la gestion électronique des documents au sein des administrations et services de l'État, solution informatique et organisationnelle qui organise et gère tous les aspects liés aux informations et aux documents électroniques de l'État et dont l'objectif déclaré est entre autres d'offrir un meilleur service à l'usager grâce à ses possibilités de suivi du dossier, d'optimisation des flux et d'accélération en conséquence du traitement de dossiers.

En ce qui concerne plus particulièrement les aspects en relation avec le comportement exigé de l'agent envers le citoyen, le paquet de réformes comprend un texte fixant les règles déontologiques dans la fonction publique.

La cinquième question, portant sur le nombre de plaintes faites ces dernières années auprès du Médiateur concernant la non-réponse et le nombre d'interventions de celui-ci dans ce contexte précis, relève plus directement de la compétence du Médiateur et je ne peux que me référer aux statistiques publiées en annexe des rapports annuels de celui-ci.

Finalement et pour répondre à la dernière question portant sur les conclusions à tirer des interventions du Médiateur, il m'est important d'attirer l'attention sur le fait que, de manière générale et pour ce qui touche au fonctionnement de l'administration, les exigences exprimées par le Médiateur, que ce soit au sujet de l'accessibilité et de la réactivité ou que ce soit au sujet de la transparence, d'une réponse compréhensible et d'une prise de décision motivée, sont toutes au centre des différentes initiatives en cours en matière de modernisation de la fonction publique, aussi bien dans le contexte des réformes en cours en matière statutaire et salariale que dans le cadre des plans d'action de la simplification administrative, de la réforme administrative et de la mise en œuvre des technologies de l'information au sein de l'État.

Question 1723 (26.10.2011) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant le **concept du «médecin-référent»:**

Im Rahmen des Konzeptes „Referenzarzt", das in Kürze eingeführt werden soll, können ab 2012 Patienten auf freiwilliger Basis ihren Referenzarzt bestimmen. Das Gutachten der Arbeiterkammer war in einigen Punkten skeptisch gegenüber dem Vorhaben, insbesondere was die Tatsache betraf, dass in der Einführung des Referenzarztes das Prinzip der freien Wahl des Gesundheitsministers in Frage gestellt wurde. Aber auch andere Elemente werfen Fragen auf, was ihre konkrete Umsetzung betrifft.

So sieht der Arzt eine Reihe neuer Anforderungen auf ihn zukommen, die über die derzeitigen Möglichkeiten einer Arztpraxis hinausgehen. Wenn ein Patient beispielsweise in eine Klinik eingewiesen wird, müsste in der Logik des Konzeptes „Referenzarzt" und in der Logik der Versorgungskontinuität dem behandelnden Arzt in der Akutklinik der letzte Stand in der Behandlung und in der Versorgung mitgeteilt werden.

Fragen:

1) Wie wird das Konzept des „Referenzarztes", das nunmehr in einigen Wochen zum Einsatz kommen wird, schlussendlich aussehen?

2) Wo können die Modalitäten dieses Konzeptes sowohl von den betroffenen Gesundheitsversorgern als auch den Patienten nachgelesen werden? Gibt es eine spezifische Internetseite mit entsprechenden und aktuellen Informationen zur ab 2012 gültigen Erneuerung?

3) Wie soll die Verwaltung der Gesundheitsdaten und Informationen von Patienten, die einen Vertrag mit ihrem „Referenzarzt" unterschrieben haben, organisiert werden? Inwiefern können Gesundheitsdaten zwischen Dienstleistern ausgetauscht werden?

4) Wie werden die zusätzliche Arbeitsbelastung in den Arztpraxen und die damit verbundenen finanziellen Mehrkosten gelöst?

5) Wie kann die Zurverfügungsstellung von Gesundheitsdaten bezüglich eines Patienten, der notfallmäßig operiert wird, im Interesse des Patienten verbessert werden? Wie steht es mit einem elektronischen System, das unabhängig von Ort und Zeit Basisdaten als Zusammenfassung der relevanten Patientengeschichte („Patient Summary"-Datei) zur Verfügung stellen kann?

Réponse (6.12.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Die Vorbereitungen zur Einführung des Referenzarztes, so wie es die Gesundheitsreform vorsieht, welche durch das Gesetz vom 17. Dezember 2010 in Kraft getreten ist, verlaufen weiterhin nach Plan.

Im Übrigen verweise ich auf meine ausführliche Antwort auf die parlamentarische Anfrage Nr.1620 des ehrenwerten Abgeordneten *(cf. compte rendu n°17/2010-2011)*.

Question 1724 (26.10.2011) de **Mme Tessy Scholtes** *(CSV)* concernant le **cours de natation des élèves de l'école fondamentale:**

Le plan d'études de l'école fondamentale prévoit la tenue des cours de natation et ceci à partir du cycle 1. Il semble pourtant que l'organisation de ces derniers diffère fortement d'une commune à l'autre. Cette différenciation se fait sentir tant au niveau de leur tenue générale que dans la manière de les organiser. En effet, leur enseignement est soit assuré par l'instituteur lui-même, soit par un chargé de cours, soit par un instructeur de natation.

Souvent l'instituteur ne se considère pas apte à l'enseignement de la natation et ceci pour différentes raisons. D'une part, la formation d'instituteur n'inclut pas de formation spécifique en la matière, à part le brevet de premiers secours ainsi qu'un séminaire théorique où la natation fait partie des nombreux sujets abordés.

D'autre part, surtout dans les cycles inférieurs comprenant de nombreux élèves non nageurs, l'instituteur se voit souvent débordé par la tâche d'enseigner seul à sa classe. Voilà pourquoi maints instituteurs préfèrent se dessaisir de ce cours dont l'enseignement incombe finalement aux chargés de cours bien qu'eux non plus ne disposent pas d'une formation adéquate dans ce domaine.

Pour les communes où les instructeurs de natation sont chargés des cours, des questions sur leur rémunération et sur leur degré d'intervention se posent. En effet, bien que la loi sur l'enseignement fondamental de 2009 n'inclue pas les instructeurs de natation dans la liste du personnel intervenant, 941 leçons de natation par semaine sont actuellement gérées par ces derniers.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre peut-elle confirmer toutes ces allégations? Si tel est le cas, pourquoi ne pas procéder à une uniformisation des cours de natation au niveau national?

- Dans une telle optique, trois solutions pourraient se présenter, à savoir:

1. Une première solution pourrait résider dans une formation spécifique en natation des futurs instituteurs comprenant des volets théorique et pratique, comme l'encourage par ailleurs le programme gouvernemental 2014.

2. Une deuxième solution pourrait consister à confier la branche «psychomotricité, expression corporelle, sports et santé» dans l'enseignement fondamental aux titulaires d'un diplôme en éducation physique et sportive. Ces personnes sont manifestement qualifiées dans ce domaine qui offre néanmoins un nombre de postes limité.

3. Finalement on pourrait envisager d'inclure les instructeurs de natation dans la liste du personnel intervenant dans l'enseignement fondamental sous condition d'approfondir leur formation pédagogique en la matière.

Laquelle ou lesquelles de ces propositions Madame la Ministre pourrait-elle prendre en considération?

Réponse (29.11.2011) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

La série de questions posées par l'honorable Députée donne lieu aux réponses suivantes:

1. D'une part, des cours de natation font partie de la mise en œuvre du plan d'études de l'enseignement fondamental dans le cadre du domaine de développement et d'apprentissage qui regroupe l'expression corporelle, la psychomotricité, les sports et la santé. Pour ce qui est de la natation, les socles de compétence à atteindre à la fin des différents cycles de l'enseignement fondamental s'annoncent comme suit:

- l'élève sait se mouvoir librement et avec assurance dans l'eau à hauteur de poitrine (cycle 1);

- l'élève glisse sur l'eau à hauteur légèrement inférieure à la taille de l'enfant, avec l'aide de matériel auxiliaire (cycle 2);

- l'élève nage avec assurance dans un style de natation sur une courte distance

(25 m) (cycle 3);

- l'élève nage sans interruption dans un style sur une distance de 100 m (cycle 4).

La natation fait donc partie d'un large domaine de développement et d'apprentissage qui, d'après l'annexe 3 du règlement grand-ducal du 11 août 2011 fixant le plan d'études pour les quatre cycles de l'enseignement fondamental, comprend 108 leçons annuelles pour les cycles 2 et 3 ainsi que 72 leçons annuelles pour le 4e cycle. Il est à remarquer qu'au 1er cycle de l'enseignement fondamental, il n'y a pas de grille horaire fixe, mais que le personnel enseignant et éducatif y est appelé à veiller à prévoir pour chaque semaine des situations d'apprentissage qui couvrent l'ensemble des domaines de développement et d'apprentissage définis par la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental.

D'après les informations dont je dispose, 76,14% des leçons consacrées au domaine de développement et d'apprentissage susmentionné sont assurées par des instituteurs et 23,86% par des chargés de cours. Pour des raisons liées aux modalités de la saisie informatique, il n'est pas possible actuellement de faire le partage exact entre les leçons de natation et les autres leçons d'éducation physique.

2. D'autre part, les articles 7 et 8 du règlement grand-ducal du 31 juillet 1990 établissant des mesures de sécurité dans l'intérêt de la natation scolaire traitent des dispositions relatives aux qualifications du personnel chargé de cours de natation:

«Art. 7. Peuvent être chargés des cours de natation dans les différents ordres d'enseignements:

a) les professeurs d'éducation physique;

b) les instituteurs de l'enseignement primaire et de l'éducation préscolaire;

c) les chargés de direction, les chargés de cours et les remplaçants des personnes visées sous a) et b);

d) les instructeurs de natation.

Art. 8. Le niveau de qualification est basé sur les connaissances et capacités fondamentales dans les matières renseignées ci-après et à acquérir, pour les personnes visées sous b) et c) de l'article 7 ci-devant, dans le cadre de la formation initiale et continue:

- pédagogie et technique relatives à l'organisation et au déroulement des cours d'apprentissage de la nage;

- nage, plongée et plongeon;

- premiers secours, sauvetage et réanimation;

- hygiène des eaux.

Le niveau de qualification déterminé ci-dessus est vérifié dans le chef:

a) des instituteurs ayant terminé leur formation avant l'entrée en vigueur du présent règlement ainsi que

b) des remplaçants pouvant se prévaloir d'une formation adéquate ou des chargés de l'enseignement de la natation avant l'entrée en vigueur du présent règlement.

De par leur formation professionnelle, la qualification pédagogique est dans tous les cas acquise aux instituteurs.»

En ce qui concerne la préparation des futurs instituteurs en matière de tenue de cours de natation dans le cadre de la formation initiale des instituteurs, celle-ci est à la fois tributaire des instituts de formation et des choix opérés par les étudiants lors du parcours de leur formation. Dans ce contexte, il y a lieu de relever que la promotion 2011 des instituteurs nouvellement admis à la fonction compte 121 lauréats de l'Université du Luxembourg et 96 lauréats issus d'un institut de formation étranger.

Il convient aussi de relever que l'Institut de formation continue du personnel enseignant et éducatif des écoles et des lycées organise une série de formations continues en éducation physique et natation qui connaissent un vif succès (p. ex.: «Schwimmenlernen mit Kindern, Der Kompetenzbereich: Bewegen im Wasser im Rahmen des neuen Lehrplans der Grundschule»).

3. En guise de conclusion et conformément à l'article 11 du règlement grand-ducal précité: «L'enseignement de la natation appartient au titulaire de la classe. Toutefois, le titulaire peut être déchargé de cette obligation et remplacé pour tout ou partie des charges inhérentes au cours de natation par décision des autorités scolaires. Dans ce cas, celles-ci concluent un arrangement avec l'autorité responsable de la piscine», j'encourage la prise en compte dans l'organisation de la formation initiale et continue des instituteurs des spécificités liées à la tenue de cours de natation conformément à la réglementation précitée.

Je tiens à signaler également que, pour ce qui est de la tenue des leçons de natation dans l'enseignement fondamental par des instructeurs de natation, j'ai l'intention de faire régler les conditions de leur intervention dans le cadre d'un futur projet de loi.

Question 1725 (26.10.2011) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant la **politique de prix de la CFL:**

Il me revient que les CFL pratiquent une politique de prix très favorable à l'intention des voyageurs frontaliers occasionnels, grâce à la formule «billet 1 jour», et ce pour de nombreuses destinations situées dans la Grande Région. Ces billets sont valables pour un aller-retour au tarif du billet aller simple. Des habitants de la région septentrionale du pays ont toutefois attiré mon attention sur le fait que le tarif «1 jour» ne vaut pas pour les destinations de Gouvy, Vielsalm, Trois-Ponts et Coo (ligne du Nord). Ainsi, comme le trajet aller-retour de Troisvierges à Gouvy coûte 11,60 euros par personne, de nombreuses personnes refusent d'effectuer ce trajet en train.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre est-il au courant de cette discrimination? Dans l'affirmative, ce tarif défavorable est-il également en vigueur pour le passage en direction d'Arlon?

- Quelle est la raison de la discrimination de prix à l'égard des voyageurs traversant la frontière belge entre Troisvierges et Gouvy?

- Monsieur le Ministre compte-t-il intervenir auprès des responsables des CFL afin de remédier à cette situation? Dans l'affirmative, dans quels délais le tarif pourrait-il être adapté?

- Quels ont été les résultats des négociations entamées en 2008 avec la SNCB afin de prolonger le tarif CFL jusqu'à Gouvy?

Réponse (12.12.2011) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire n°1725 du 26 octobre 2011, l'honorable Député André Bauler souhaite s'informer au sujet de la tarification transfrontalière et le «billet 1 jour».

En effet, les CFL, de concert avec les entreprises ferroviaires des pays limitrophes, émettent des titres de transport journaliers aller et retour à destination de nombreuses villes de la Grande Région telles que par exemple Trèves, Sarrebruck, Thionville, Metz, Arlon et Virton. Les prix appliqués sont soit des prix de marché, soit des prix dérivés du tarif normal par l'octroi d'une réduction variable.

À l'heure actuelle, les CFL sont en cours de négociations avec la SNCB pour une mise en service d'une telle tarification «billet 1 jour» à destination des gares de Gouvy, Vielsalm et Trois-Ponts. Sous réserve de l'accord définitif des responsables SNCB, cette nouvelle tarification devrait pouvoir se mettre en place pour le 1er février 2012.

Pour ce qui est des navetteurs frontaliers professionnels, une éventuelle extension jusqu'à la gare de Gouvy de la tarification nationale luxembourgeoise en termes d'abonnement mensuel est actuellement à l'étude auprès de la SNCB en vue de l'élaboration d'un business case. Une mise en place de cette extension est également préconisée pour la date du 1er février 2012, sous réserve de l'accord de la SNCB.

Question 1726 (26.10.2011) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant les **services de la Police grand-ducale responsables des enquêtes judiciaires:**

En matière d'enquête judiciaire, sous les ordres du Parquet ainsi que du cabinet d'instruction, la Police grand-ducale dispose, à côté du Service de Police Judiciaire, (compétence nationale), de six Services d'Enquête et de Recherche Criminelle/SREC (compétence régionale), unités destinées à combattre la petite et moyenne criminalité. Or, la pratique montre que souvent des affaires de petite et moyenne criminalité deviennent très complexes et atteignent un niveau de criminalité beaucoup plus élevé voire un niveau de criminalité organisée.

Tout comme leurs collègues du SPJ, les membres de ces Services de Recherche doivent faire preuve d'une grande flexibilité et disponibilité, ceci souvent au détriment de leur vie privée.

Cette flexibilité et disponibilité permanente, les heures de travail supplémentaires et irrégulières, une très haute responsabilité dans l'exécution des tâches journalières et dans l'accomplissement de leurs missions et bien d'autres raisons encore rendent ces unités souvent inintéressantes pour grand nombre de fonctionnaires de la police. Les SREC font face à des difficultés de recrutement considérables.

Il faut également savoir que le coût des formations en matière judiciaire et tactique policière comme la technique de filature sont considérables. À cela s'ajoute que l'expérience des différentes sections sur le terrain (mœurs, vol organisé, stupéfiants, cellule de police technique et protection de la jeunesse) se font aux prix de longues années d'expérience.

Aussi, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Le Ministre a-t-il connaissance des faits relatés ci-dessus?

- Dans l'affirmative, comment Monsieur le Ministre entend-il remédier à la situation afin que les services concernés puissent répondre de manière adéquate aux exigences des autorités judiciaires tout en garantissant une exécution de qualité en matière de lutte contre la criminalité?

Réponse (29.11.2011) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Le programme gouvernemental prévoit une révision de la loi du 31 mai 1999 sur la Police grand-ducale et l'Inspection générale.

Dans le domaine de la police judiciaire, un groupe de travail interministériel a été instauré sous autorité du Ministre de la Justice et du Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région. Les propositions élaborées par le groupe de travail sont actuellement analysées et le processus décisionnel est en cours. Il est évident que l'excellence de qualité de travail en matière judiciaire est primordiale.

Toutes les analyses et discussions sont menées en concertation étroite avec les autorités judiciaires et policières.

Question 1727 (27.10.2011) de **M. Camille Gira** *(déi gréng)* concernant la **procédure commodo/incommodo pour exploitations de chèvres et moutons:**

La fièvre Q est une maladie infectieuse extrêmement contagieuse, un être humain pouvant être infecté par une bactérie unique. Dans un communiqué du 17 août 2011, l'Administration des Services vétérinaires a fait savoir que l'épidémie de la fièvre Q a été détectée dans deux exploitations agricoles au Luxembourg.

Selon la réponse de Monsieur le Ministre à la question parlementaire n°1639 de Monsieur Fernand Etgen du 29 août 2011 *(cf. compte rendu n°1/2011-2012)*, il n'existe pas de normes concernant la distance entre les troupeaux des petits ruminants et les quartiers d'habitation, ni pour la construction de bâtiments servant à abriter chèvres et moutons.

Or, la proximité entre troupeaux et quartiers d'habitation peut être problématique en cas d'épidémie et les écoulements issus des troupeaux peuvent contaminer dans certains cas la nappe phréatique ou des réservoirs d'eau potable, non seulement avec des agents pathogènes, mais également avec des résidus de produits chimiques ou le mercure contenu dans les vaccinations pour bétail.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Agriculture:

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'il serait opportun d'instaurer une procédure commodo/incommodo pour les exploitations de chèvres et moutons?

Réponse (1.12.2011) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

En réponse à la question parlementaire sous objet, j'aimerais en premier lieu rappeler certains éléments de ma réponse que j'ai fournie à la question parlementaire n°1639 de Monsieur le Député Fernand Etgen.

La fièvre Q est une maladie animale qui peut toucher pratiquement toutes les espèces du règne animal: animaux domestiques (chats, ovins, caprins, bovins), animaux sauvages (oiseaux, serpents, amphibiens) et les arthropodes (tiques). En outre, il s'agit d'une zoonose, c'est-à-dire une maladie qui est potentiellement transmissible à l'homme. Alors que dans nos régions les animaux essentiellement atteints sont les petits ruminants (moutons, chèvres), dans d'autres endroits la maladie concerne surtout les bovins.

L'agent étiologique de la maladie est une bactérie, Coxiella burnetii, qui se transmet soit par voie directe (aérosol) soit par voie indirecte via les tiques.

La fièvre Q est certes une zoonose mais ne constitue pas pour autant un problème majeur de santé publique comme l'ont montré les résultats d'analyses effectuées au niveau national.

Au niveau réglementaire, il n'existe pas de normes concernant la distance entre les troupeaux des petits ruminants et les quartiers d'habitation, mais il existe des recommandations qui divergent suivant les auteurs.

Les conditions pour la construction de bâtiments servant à abriter des chèvres sont les conditions générales reprises dans la réglementation concernant la protection des animaux dans les élevages mais ne sont pas spécifiques pour les chèvres.

Pour ce qui concerne la demande précise de Monsieur le Député et qui consiste à instaurer une procédure commodo/incommodo pour les exploitations de chèvres et de moutons, il y a lieu de signaler qu'actuellement l'établissement «bergeries ou étables à moutons dans une agglomération de plus de 2.000 habitants (capacité de plus de 50 bêtes)» tombe sous le champ d'application de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés. Les demandes d'autorisation y relatives sont traitées par l'Administration de l'Environnement.

Un projet de règlement grand-ducal élaboré par le Ministre du Développement durable et des Infrastructures se propose d'élargir le champ d'application sur toutes les étables pour ovins et caprins d'une capacité à partir de 50 bêtes et sans distinction de lieu d'implantation.

Par ailleurs, l'Administration des Services vétérinaires continue à surveiller de près la situation en matière de santé animale et émet, le cas échéant, les recommandations appropriées pour les exploitations touchées par la maladie.

Question 1730 (28.10.2011) de **M. Claude Haagen** *(LSAP)* concernant le **coordinateur de sécurité et de santé:**

La fonction de coordinateur de sécurité et de santé sur les chantiers est souvent perçue par le maître d'ouvrage d'un projet comme un devoir embarrassant, alors qu'il est indéniable que la sécurité et la santé des travailleurs sont à respecter et à préserver avant toute autre chose.

Les conditions de formation applicables à la fonction de coordinateur de sécurité et de santé sont déterminées par la loi du 13 janvier 2002 modifiant la loi du 17 juin 1994 concernant la sécurité et la santé des travailleurs au travail (dispositions intégrées au Code du Travail en 2006) et précisées par le règlement grand-ducal du 9 juin 2006 en la matière.

En 2005 l'ITM avait demandé à tous les coordinateurs de sécurité de rédiger une demande afin de pouvoir exercer cette fonction.

En 2006 l'ITM demandait à l'aide d'un formulaire les expériences professionnelles de même que les références y relatives.

Il me revient qu'actuellement l'analyse de ces demandes et formulaires vient de se terminer.

Dans ce cadre, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

1) Combien de coordinateurs de sécurité et de santé ont formulé une demande en vue de sauvegarder leur fonction? Combien de demandes formulées ont été refusées et pour quels motifs?

2) Quels ont été les délais maxima et minima pour le traitement des demandes d'agrément? Pour quelles raisons l'évaluation des formulaires et des références des coordinateurs de sécurité et de santé potentiels a duré aussi longtemps?

Selon la législation précitée, l'accès à la fonction de coordinateur de sécurité et de santé sur les chantiers temporaires ou mobiles requiert un certain niveau de formation, en fonction de la catégorie de chantier à surveiller. Il s'agit d'un brevet de maîtrise dans un des métiers de la construction pour les chantiers de la catégorie A, d'un diplôme d'ingénieur industriel ou d'ingénieur technicien en génie civil pour les chantiers de la catégorie B, ou d'un diplôme (bac+5) d'ingénieur en génie civil ou d'architecte pour les chantiers de la catégorie C.

3) Un coordinateur de sécurité exerçant cette fonction depuis maintes années déjà, mais ne pouvant se prévaloir des diplômes respectifs requis, ne serait-il plus en droit d'exercer cette fonction depuis l'entrée en vigueur de la loi de 2002? Si tel était le cas, quelles seraient les conséquences en matière de responsabilités professionnelles pour les projets réalisés par ces coordinateurs de sécurité avant 2002, 2006 et 2011 en cas de non attribution de l'agrément en 2011?

4) La loi dispose que les postulants à la fonction de coordinateur de sécurité doivent être détenteurs d'un des diplômes énoncés ci-dessus ou avoir accompli une «formation équivalente». Monsieur le Ministre peut-il me citer des exemples me renseignant sur le terme «formation équivalente»? Pourquoi les agréments des niveaux B et C restent-ils réservés aux seuls diplômés en génie civil?

5) Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas que les expériences professionnelles en tant que coordinateur de sécurité devraient être prises en compte pour l'attribution des agréments, en pouvant se substituer sous certaines conditions à l'exigence d'un diplôme sanctionnant une formation particulière?

6) Le cadre législatif et réglementaire luxembourgeois en la matière est-il comparable à celui en vigueur dans nos pays voisins voire dans les autres États membres de l'UE? Est-ce que des individus ou des sociétés établis à l'étranger, agréés ou non dans leur pays d'origine, peuvent offrir leurs services de coordination de chantiers sur le territoire du Grand-Duché dans le cadre de la libre prestation de services dans le Marché unique? Dans l'affirmative, ont-ils besoin d'un agrément luxembourgeois à cet effet?

7) Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'il faudrait réadapter la législation actuelle?

Réponse (12.12.2011) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

Comme le souligne à juste titre l'honorable Député, la fonction de coordinateur de sécurité et de santé sur les chantiers est essentielle pour préserver la sécurité et la santé des salariés.

D'après les dispositions afférentes du Code du Travail précisées dans le règlement grand-ducal du 9 juin 2006, tout candidat coordinateur de sécurité et de santé sur les chantiers temporaires ou mobiles doit remplir trois prérequis pour pouvoir obtenir un agrément:

- un prérequis de qualification (brevet de maîtrise, diplôme d'architecte, diplôme d'ingénieur en génie civil, diplôme d'ingénieur industriel en génie civil ou ingénieur technicien en génie civil, ou alors disposer d'une formation reconnue comme équivalente);

- une expérience professionnelle de trois, respectivement cinq ans dans le domaine de la construction;

- une formation spécifique comme coordinateur de sécurité et de santé sur les chantiers temporaires ou mobiles.

L'agrément délivré aux coordinateurs de sécurité et de santé sur les chantiers temporaires ou mobiles a comme but d'assurer que les coordinateurs disposant d'un tel agrément ont les compétences minimales requises pour assumer les tâches dont ils ont la charge.

Concernant la première question, il convient de relever que 228 demandes d´agrément ont été introduites entre 2004 et le 23 novembre 2011. Toutes ont été traitées. 31 de ces demandes ont dû être refusées, parce que le postulant ne remplissait pas, soit le prérequis de qualification, soit le prérequis d'expérience professionnelle.

Quant à la deuxième question il y a lieu de noter que le paragraphe 4 de l´article 9 du règlement grand-ducal du 9 juin 2006 précité dispose que tout coordinateur de sécurité et de santé doit remplir les conditions réglementaires au plus tard 25 mois après la publication au Mémorial des nouveaux cycles de formation. Ces nouveaux cycles de formation ayant été publiés au Mémorial en date du 18 juillet 2007, les coordinateurs de sécurité et de santé auraient dû suffire aux dispositions légales et réglementaires au plus tard le 18 août 2009.

À cette date, 175 dossiers avaient été avisés par le comité consultatif relatif aux formations et aux agréments des coordinateurs de sécurité et de santé sur les chantiers temporaires ou mobiles, dénommé ci-après le comité, 41 dossiers n'étaient pas complets ou se trouvaient en suspens parce que les postulants avaient encore des pièces à produire.

En cours de route de la phase d´appréciation des dossiers, des consultations et réunions avec les parties concernées (ministères compétents en la matière, chambres professionnelles, instituts de formation, représentants des coordinateurs de sécurité et de santé) ont été organisées régulièrement afin que les membres du comité puissent disposer d'un maximum d´informations pour pouvoir aviser les dossiers de demandes d´agrément.

Dans le cadre de ces consultations les éléments figurant à l´ordre du jour visaient, dans la majorité des cas, le prérequis de formation (la formation de base) des postulants.

Suite à ces consultations, il a été décidé qu'il serait seulement possible d´envoyer les décisions ministérielles simultanément à tous les postulants pour les raisons suivantes:

1. l'envoi au fur et à mesure des décisions ministérielles aurait certainement eu des influences néfastes considérables sur le marché des coordinateurs de sécurité et de santé;

2. lors des délibérations du comité consultatif, il a été constaté que certaines décisions, notamment dans le cadre des reconnaissances des formations reconnues comme équivalentes, au sens de l´article L. 312-8 du Code du Travail en ce qui concerne les activités de coordination sur les chantiers temporaires ou mobiles, avaient des influences sur des dossiers déjà avisés antérieurement.

Comme certains postulants ont dû être recontactés à plusieurs reprises par le secrétariat du comité pour qu´ils produisent les éléments nécessaires afin que le comité puisse se prononcer et afin de compléter leurs dossiers, les travaux finaux se sont prolongés jusqu´à la mi-mars 2011.

Concernant la troisième question, il faut relever que même si un candidat coordinateur de sécurité et de santé a exercé depuis maintes années les fonctions de coordinateur de sécurité et de santé sur les chantiers temporaires ou mobiles, ceci ne le décharge pas de suffire aux dispositions légales et réglementaires en la matière. Comme déjà indiqué, les conditions figurant à l'article L.312-8 du Code du Travail et précisées par les dispositions de l'article 6 du règlement grand-ducal du 9 juin 2006 quant à la formation de base, d'expérience professionnelle et de formation appropriée, sont cumulatives et doivent être remplies simultanément.

Comme les dispositions précitées du Code du Travail prévoient que les modalités d'octroi de l'agrément à délivrer aux coordinateurs de sécurité et de santé doivent être fixées par règlement grand-ducal (règlement grand-ducal pris le 9 juin 2006), comme ce règlement grand-ducal instaure une période transitoire étant venue à échéance en août 2009, et comme la délivrance des agréments a été retardée pour les raisons décrites ci-dessus, les autorités chargées du contrôle de l'application de la législation et réglementation en matière de coordination de sécurité et de santé sur les chantiers temporaires ou mobiles ne pouvaient pas sanctionner un coordinateur ne pouvant pas se prévaloir des diplômes respectifs requis.

La période entre 2002 et 2011 a d'ailleurs été utilisée par maints coordinateurs pour, soit faire le nécessaire pour disposer d'un diplôme tel que prévu par la législation, soit se procurer l'expérience professionnelle exigée par la réglementation.

La responsabilité professionnelle des coordinateurs ne pouvant obtenir un agrément en 2011 et ayant réalisé des projets après 2002, 2006 et après la prise de décision ministérielle en matière de coordination de sécurité et de santé, est évidemment engagée, étant donné que ces coordinateurs ne remplissent pas les conditions de la législation, respectivement de la réglementation précitées.

Quant à la quatrième question, voici quelques exemples de formations reconnues comme équivalentes au sens de l'article L. 312-8(6) du Code du Travail et de l'article 5 du règlement grand-ducal du 9 juin 2006 en ce qui concerne les activités de coordination sur les chantiers temporaires ou mobiles:

Pour le niveau A au lieu d'un brevet de maîtrise, le diplôme de:

- baccalauréat technologique - sciences et technologies industrielles - génie civil;

- bachelier technicien en génie;

- conducteur des travaux publics et technicien de bureau d'études.

Pour le niveau B au lieu d'un diplôme d'ingénieur industriel en génie civil respectivement d'ingénieur technicien en génie civil, le titre de:

- Diplom-Ingenieur (FH) - staatlich nachdiplomiert - Ausbildungsgang Hochbau;

- gradué en bureau de dessin et d'organisation en construction;

- ingénieur technicien section travaux publics.

Pour le niveau C au lieu d'un diplôme d'architecte ou d'ingénieur en génie civil, le titre de:

- master en sciences, technologies, santé, à finalité professionnelle, mention: mécanique, énergétique et ingénierie, spécialité: génie civil et infrastructure;

- ingénieur diplômé spécialité bâtiment et travaux publics, grade de master;

- diplômé en méthodes de construction industrie et bâtiment.

La directive 92/57/CEE concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé à mettre en œuvre sur les chantiers temporaires ou mobiles concerne les chantiers où s'effectuent des travaux du bâtiment ou de génie civil.

Qui peut mieux connaître les risques engendrés par un tel chantier qu'un homme de l'art en la matière qui ne peut être qu'un architecte ou un ingénieur en génie civil, un ingénieur industriel en génie civil ou un ingénieur technicien en génie civil ou alors une personne disposant d'un brevet de maîtrise d'un des métiers de la construction.

Entre les années 1997 et 2002, les autorités de contrôle ont dû constater que la réalisation des missions dans la phase conception en bonne et due forme suivant la réglementation en la matière faisait malheureusement souvent défaut. Cette situation peut être expliquée par le fait qu´une partie des coordinateurs n´avait que très peu de notions dans le domaine du génie civil et de la construction ainsi que dans le domaine de l´organisation d´un chantier.

Concernant la cinquième question, il est évident que l'expérience professionnelle est un des prérequis exigés par la législation et par la réglementation en matière de coordination sur les chantiers temporaires ou mobiles.

La législation européenne donne en plus la possibilité à chaque personne de faire valider son expérience professionnelle afin d'obtenir un diplôme, un titre à finalité professionnelle ou un certificat de qualification professionnelle sur la base de son expérience professionnelle.

Certains candidats coordinateurs de sécurité et de santé ont d'ailleurs fait usage de cette possibilité et ont pu obtenir leur agrément.

Quant à la sixième question, il convient de noter que les dispositions légales, réglementaires et administratives en matière de la coordination de sécurité et de santé sur les chantiers temporaires ou mobiles ont comme base la directive européenne 92/57/CEE concernant les prescriptions minimales à mettre en œuvre sur les chantiers temporaires ou mobiles.

Les conditions pour pouvoir accomplir les missions de coordination sur les chantiers temporaires ou mobiles sont comparables dans nos pays voisins voire dans les pays de l'Union européenne. De manière générale les trois prérequis figurant dans la législation luxembourgeoise pour se voir octroyer un agrément sont comparables avec les conditions existant dans nos pays limitrophes, à part l'exigence concernant la spécialisation en génie civil qui n'existe qu'en Allemagne.

Cette exigence a été introduite dans la législation et la réglementation luxembourgeoise suite à des consultations avec la Commission européenne dont les personnes responsables ont encouragé les autorités luxembourgeoises à procéder de cette sorte.

D'ailleurs en juin 2011, les autorités belges se sont adressées à mes services afin de se renseigner quant au système d'agrément au Grand-Duché alors qu'ils sont en train de préparer une modification de la réglementation existante belge et veulent suivre l'exemple luxembourgeois.

Toute personne ou société établie à l'étranger peut offrir ses services de coordination sur les chantiers temporaires ou mobiles sur le territoire luxembourgeois, à condition de détenir l'agrément luxembourgeois correspondant au type de chantier et le cas échéant d'autres autorisations nécessaires afin de pouvoir œuvrer sur le territoire luxembourgeois.

Finalement il y a lieu de relever que, comme les dispositions transitoires en matière de la réglementation relative à la coordination de sécurité et de santé sur les chantiers temporaires ou mobiles sont venues à terme il y a peu et comme les décisions concernant les demandes d'agrément des postulants coordinateurs de sécurité et de santé sur les chantiers temporaires ou mobiles n'ont été prises qu'en date du 4 mai 2011, il est trop tôt pour avoir assez de retours d'expérience afin de savoir si la législation devrait faire l'objet d'une modification.

Contrairement à l'évolution croissante des coûts dans le domaine de la construction, la mission du coordinateur de sécurité et de santé donne actuellement lieu à des discussions au niveau européen quant à sa nécessité et sa plus-value, car les taux des accidents de travail dans les domaines de la construction et du parachèvement n'ont pas considérablement baissés en Europe depuis l'entrée en vigueur de la directive 92/57/CEE précitée. On peut constater une certaine prise de conscience auprès de la Commission européenne et des États membres du fait que seul un spécialiste en génie civil dispose des capacités nécessaires pour pouvoir coordonner la prévention des accidents de travail d'un projet d'ouvrage dès la phase conception jusqu'à sa réalisation.

Question 1731 (27.10.2011) de **MM. Félix Braz** et **Henri Kox** *(déi gréng)* concernant la **réaffectation du parc des machines d'ArcelorMittal à Bettembourg:**

D'après des informations de la presse luxembourgeoise, l'entreprise ArcelorMittal serait en train d'envisager une réaffectation substantielle du parc des machines de son site de Bettembourg.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

1. Est-ce que cette entreprise a reçu au courant des cinq dernières années des subventions d'investissement de l'État luxembourgeois ou des crédits subventionnés de la part de la SNCI ou d'un autre organisme public?

2. Dans l'affirmative, pour quelles installations et investissements exactement ces subventions ont-elles été payées?

3. Est-ce que de telles subventions sont en général et en particulier combinées à des garanties de maintien de l'emploi? Le cas échéant, quelles sont les modalités de ces garanties?

Réponse (18.11.2011) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

1. La société ArcelorMittal Bettembourg n'a pas bénéficié au cours des cinq dernières années de subventions du Ministère ou de crédits subventionnés de la part d'organismes publics, y compris la SNCI.

2. La question 2 est sans objet.

3. Les demandes d'aides sont avisées par la Commission interministérielle aides d'État avant prise de décision conjointe par les Ministres des Finances et de l'Économie et du Commerce extérieur. Les dossiers sont évalués individuellement sur base de leurs mérites propres. La sauvegarde ou le renforcement des effectifs est un des critères d'appréciation en la matière. Des garanties de maintien de l'emploi ne sont en règle générale pas exigées, mais les entreprises sont tenues de rembourser les aides perçues en cas de fermeture des activités subventionnées endéans un délai de cinq ans.

Question 1732 (29.10.2011) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant le **remboursement des mémoires d'honoraires par la CNS:**

Im Rahmen von vermeintlichen Sparzwängen in der Finanzindustrie schlagen immer mehr Banken und Finanzinstitute ihren Kunden verlängerte Versandtermine von 14 Tagen oder gar einem Monat für Kontoauszüge vor. Dieses Angebot wird dann zusätzlich noch attraktiver gemacht mit dem einstweiligen Versprechen von verminderten Versandkosten zu Lasten des Kontoinhabers.

Wenn diese Vorgehensweise der Reduzierung von Papierverschwendung auch im Sinne der Erhaltung der Natur und anderer Ressourcen in Ordnung geht, so stellt sich die Frage nach den verlängerten Zeiträumen, in denen Rückzahlungen, beispielsweise durch die Gesundheitskasse, abgeschlossen werden können. Denn es scheint, dass die Gesundheitskasse bisweilen keine anderen Belege anzunehmen bereit wäre als die Originalkontoauszüge, die dann mit dieser neuen Entwicklung immer später dem Kontoinhaber und CNS-Versicherten zur Verfügung gestellt werden.

Die Konsequenz könnte sein, dass ein „Mémoire d'honoraires" dann bis zu zwei Monaten benötigen könnte, gerechnet vom Zeitpunkt des Arztbesuches bis hin zum Eingang bei der Gesundheitskasse zur Rückzahlung, um auf das Konto des Versicherten gebucht zu werden.

Auf der anderen Seite ist der Umstieg unserer Gesellschaft auf Modalitäten wie e-Banking nicht mehr zu verkennen und viele Bürger/innen zahlen ihre Rechnung von Gesundheits-

dienstlern mittels der ihnen zur Verfügung stehenden Online-Banking-Möglichkeiten.

Fragen:

1) In welchem Maße könnte die Gesundheitskasse Ausdrucke von Zahlungen über Online-Bankkonten anerkennen und aufgrund dieser Belege eine zeitnahe Rückerstattung vornehmen?

2) Inwiefern könnten die nationalen Banken mithelfen, auf der Ebene des e-Bankings Funktionen in ihrer Software vorzusehen, in denen zertifizierte Ausdrucke von Zahlungsbelegen entweder direkt an die Gesundheitskasse übermittelt werden könnten, oder zum Beispiel mittels eines „code-barres" oder eines verschlüsselten Piktogramms, das den Zahlungsauftrag für die Gesundheitskasse über den beigefügten Beleg ermitteln lässt.

3) Wie lange wird es noch dauern, bis eine Alternative zum derzeit anachronistisch erscheinenden Papierverkehr der Gesundheitskasse angeboten werden kann?

4) Welche konkreten Initiativen will der zuständige Minister in diesem Bereich unternehmen? Wie prioritär ist auch in diesem Bereich des Gesundheitswesens das von der Regierung erstellte Ziel der konkreten Umsetzung der „simplification administrative"?

Réponse (12.12.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Die Gesundheitskasse hat beschlossen, was Bankoperationen angeht, welche mittels Online-Banking erfolgen und insbesondere was die diesbezüglichen Kontoauszüge angeht, alle von den Versicherten vorgelegten Zahlungsbelege anzunehmen, also auch die vom ehrenwerten Herrn Abgeordneten angesprochenen Ausdrucke.

Der Herr Abgeordnete möchte des Weiteren wissen, inwieweit die Banken mithelfen könnten, Funktionen in ihrer Software zu entwickeln, welche zertifizierte Ausdrucke ermöglichen, die sofort an die Gesundheitskasse übermittelt werden könnten. Diese Frage müsste an die Banken gerichtet werden, wobei Bestrebungen in dieser Hinsicht aufgrund der sehr großzügigen Auslegung des Begriffs „Zahlungsbeleg" seitens der Gesundheitskasse eigentlich überflüssig sind.

Zum heutigen Zeitpunkt ist nicht vorgesehen, Papierdokumente vollständig durch eine Alternative zu ersetzen, da die Mehrzahl der Versicherten sich an diese Art der Informationsübermittlung gewöhnt haben.

Question 1733 (30.10.2011) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant le **multilinguisme dans le secteur de la santé:**

Das Luxemburger Gesundheitswesen gibt sich als „polyglott" und der praktizierende Arzt kann Berichte und Unterlagen aus dem Gesundheitswesen einlesen, in denen in den verschiedenen amtlichen Sprachen des Landes kommuniziert wird. Es ist auch eine Tatsache, dass Gesundheitsakteure aus vielen unterschiedlichen Ländern in Luxemburg tätig sind und aus diesem Grunde unterschiedliche Sprachen in der Kommunikation zwischen dem Personal sowie auch im Kontakt mit den Patienten zur Anwendung kommen.

Diese Praxis ist allerdings nicht ohne Risiken und Gefahren, insbesondere wenn es darum geht klarzustellen, dass Informationen auch richtig verstanden werden und sich die angemessenen medizinischen und pflegerischen Akte daraus ergeben.

Bedenklich wird es dann, wenn man feststellen muss, dass in den Notizen von Patientenakten nicht eine einzige und damit einheitliche, bestimmte Sprache verwendet wird, sondern mehrere, und dies auch noch alternativ, wohl auch nach Gutdünken der verfassenden Person. Das kann dann Deutsch, Französisch sowie auch Luxemburgisch sein.

Fragen:

1) Ist dem zuständigen Minister diese Praxis in der medizinischen und pflegerischen Ausübung im Gesundheits- und Sozialwesen des Landes bekannt?

2) Wenn ja, wurde diese Praxis von der zuständigen Obrigkeit ausdrücklich genehmigt?

3) Wenn nicht, was sind die offiziellen Anweisungen bezüglich der Verwendung von Sprachen in der medizinischen und pflegerischen Dokumentation hierzulande?

4) Wer übernimmt die Verantwortung im Falle von Vorkommnissen, in denen der Patient aufgrund von nachweislichen Problemen beim Verständnis von Textpassagen in der Patientenakte zu Schaden und es zu Schadensforderungen seitens des Patienten kommt?

5) Wie gedenkt das zuständige Ministerium die Sprachenfrage nunmehr in dem in Kürze anlaufenden nationalen elektronischen Patientendossier zu lösen, insbesondere auch wenn es darum geht, Dokumente in einer Sprache an eine andere Klinik weiterzusenden, in der eine hiervon abweichende Mundart als „erste" Kommunikationssprache festgelegt wurde?

Réponse (6.12.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Ich bin mir bewusst, dass im medizinischen und pflegerischen Bereich zwischen den verschiedenen Akteuren und mit den Patienten in unterschiedlichen Sprachen kommuniziert wird.

Es gibt in Luxemburg keine gesetzlichen oder reglementarischen Bestimmungen, welche den Gebrauch einer bestimmten Sprache vorschreiben würden bei der Anlegung einer Patientenakte. Im Jahr 2007 wurde eine Vorlage einer großherzoglichen Regelung betreffend die Einführung einer individuellen Patientenakte nach einem vorgeschriebenen Modell vom Ministerium für soziale Sicherheit ausgearbeitet. Diese sah vor, dass alle Dokumente der Patientenakte in einer der drei offiziellen Sprachen des Landes verfasst sein müssten.

Die besagte Vorlage wurde nie angenommen, aufgrund von Einwänden seitens des Staatsrats, welche auf eine unzureichende legale Basis verwiesen. Nach Verabschiedung der Gesundheitsreform, die am 1. Januar 2011 in Kraft getreten ist, wurden die Arbeiten an dem Reglement wieder aufgenommen.

Man muss allerdings sagen, dass besagte Vorlage nur die aktuellen Gepflogenheiten in Sachen Erstellen von Patientenakten reglementarisch verankert hätte, da bereits heute der weitaus größte Teil aller Patientenakten in einer oder mehreren der offiziellen Landessprachen erstellt wird.

Eine restriktivere Reglementierung wäre nicht möglich aufgrund der Vielsprachigkeit der in diesem Bereich Beschäftigten, welche zu einem Großteil aus der Großregion Saar-Lor-Lux und Belgien kommen und deren Arbeitskraft benötigt wird, um in Luxemburg die Aktivitäten des Gesundheits- und Pflegesystems zu gewährleisten.

Question 1734 (31.10.2011) de **MM. Félix Braz** et **Henri Kox** *(déi gréng)* concernant les **accusations de violations des droits de l'Homme au Cambodge à l'égard d'une structure de sociétés de droit luxembourgeois:**

La Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme vient d'éditer un rapport sur l'impact des plantations industrielles d'hévéa sur les habitants de plusieurs villages de la région de Mondulkiri au Cambodge. Dans ce rapport des accusations massives de violations des droits de l'Homme sont soulevées à l'égard d'une structure de sociétés de droit luxembourgeois et cotées à la Bourse du Luxembourg.

Dans ce contexte et considérant la situation de vie dramatique des personnes concernées, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Est-ce que le Ministre de l'Économie n'est pas d'avis qu'il faudrait adopter un cadre légal et des politiques conséquentes afin de permettre de tenir responsables des sociétés établies légalement au Luxembourg pour des violations des droits de l'Homme commises à l'étranger, ainsi que permettre aux victimes d'accéder à des voies de recours effectives?

2. Le cas échéant, est-ce que le Ministre de l'Économie compte mettre en place une législation allant dans cette direction?

3. Étant donné que des exactions à l'égard de la population locale peuvent constituer un risque managérial conséquent, est-ce que le Ministre de l'Économie est d'avis qu'il serait utile d'exiger des sociétés cotées en Bourse au Luxembourg de compléter leurs rapports financiers et comptables par un rapport annuel décrivant les impacts sociaux et environnementaux tant positifs que négatifs de leurs activités (y compris des activités de leurs filiales)?

4. La Bourse de Luxembourg s'est dotée de principes de gouvernance d'entreprise applicables aux sociétés luxembourgeoises cotés en Bourse. Ne serait-il pas opportun d'y intégrer un volet concernant la gouvernance sociale et environnementale?

Réponse (6.12.2011) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

La question parlementaire n°1734 des honorables Députés Henri Kox et Félix Braz appelle la réponse suivante de la part du Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.

La question parlementaire des honorables Députés Henri Kox et Félix Braz se réfère à un rapport intitulé «Cambodge - terrains défrichés; droits piétinés» dans lequel la Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH) porte des accusations à l'encontre de la société Socfin-KDC concernant le non-respect des droits de l'Homme dans le cadre de l'exploitation de plantations industrielles d'hévéa au Cambodge. Socfin-KDC est détenue majoritairement par la société Socfinasia S.A. cotée en bourse au Luxembourg.

Le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur constate tout d'abord que depuis la publication de la question parlementaire sous rubrique, la société Socfin S.A., à laquelle appartient Socfinasia S.A., a réagi aux allégations de FIDH et a démenti les accusations portées à son encontre. FIDH, tout en donnant suite au droit de réponse de Socfin S.A. par la publication sur son site Internet de leur prise de position, maintient les constatations, l'analyse et les recommandations publiées dans le rapport.

Il échet de constater qu'il est difficile de juger les faits relatés par FIDH et les actions que Socfin S.A. estime avoir prises sans pouvoir procéder aux vérifications sur place au Cambodge.

Par ailleurs il convient de souligner que le Luxembourg a adhéré dans le cadre de l'OCDE aux «Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales». Ces lignes directrices ont été établies en juin 2000 et ont été renforcées récemment en mai 2011.

Les principes directeurs à l'intention des entreprises multinationales sont des «recommandations non contraignantes adressées aux entreprises par les gouvernements qui y ont souscrit. Leur objectif est d'aider les entreprises multinationales à agir en conformité avec les politiques gouvernementales et les attentes de la société» (www.oecd.org). Les principes directeurs établissent ainsi des normes demandant aux entreprises multinationales d'agir de façon responsable tant en ce qui concerne les impacts environnementaux, le respect des normes sociales ou encore les populations locales. Ils s'adressent à toutes les entreprises luxembourgeoises qui effectuent des investissements à l'étranger, et en particulier aux investissements effectués dans les pays en voie de développement et davantage fragilisés.

Le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur estime que le cadre de l'OCDE devra être davantage promu pour inciter les entreprises à respecter leurs responsabilités sociétales lors d'investissements à l'étranger. Il est ainsi prévu de publier les principes directeurs de l'OCDE également sur le site Internet du Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur.

En ce qui concerne les sociétés qui sont présentes au Luxembourg à travers des sociétés «holding», et notamment celles cotées à la Bourse de Luxembourg, force est de constater que la gestion opérationnelle des activités des entités contrôlées par la société "holding" est à l'étranger et donc soumise aux législations nationales respectives. Il n'est pas prévu à ce stade de légiférer en cette matière.

Les principes de gouvernance de la Bourse de Luxembourg (www.bourse.lu) comportent aujourd'hui déjà un principe spécifique qui prévoit que la mission du conseil d'administration d'une société consiste à agir «en tant qu'organe collégial, dans l'intérêt social et sert l'intérêt commun des actionnaires en veillant au développement durable de la société» avec une ligne de conduite qui appelle le conseil d'administration des sociétés cotées en bourse à prendre en considération tous les aspects de la responsabilité sociale de l'entreprise en définissant les valeurs de la société. Les principes de gouvernance ont été mis à jour en octobre 2009 et seront régulièrement révisés afin de tenir compte des évolutions futures en matière de gouvernance d'entreprise (e. a. les aspects sociaux et environnementaux).

Question 1735 (2.11.2011) de **M. Félix Braz** *(déi gréng)* concernant les **capacités d'accueil de refugiés au Luxembourg:**

Nos infrastructures d'accueil et nos ressources d'encadrement pour familles et personnes individuelles ne sont pas en équation avec l'augmentation actuelle du nombre de demandeurs d'asile au Grand-Duché.

Dans ce contexte et considérant la situation de vie parfois dramatique des personnes concernées, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

1. Est-ce que Madame la Ministre compte entamer, comme elle l'a récemment annoncé dans une interview à la télévision luxembourgeoise, une démarche visant une coordination nationale pour l'accueil des réfugiés, impliquant l'ensemble des communes selon leurs capacités?

2. Est-ce que Madame la Ministre compte y associer le Syvicol?

3. Selon quels critères, Madame la Ministre envisage-t-elle de réaliser la répartition équitable des demandeurs d'asile sur les différentes régions et communes du pays?

4. Sur quel appui et renforcement dans le domaine de l'encadrement social des demandeurs, les communes peuvent-elles compter?

Réponse (7.12.2011) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

1. La démarche visant une coordination nationale pour l'accueil des demandeurs de protection internationale vient d'être entamée.

2. Une réunion à cet effet a déjà eu lieu avec le Syvicol. D'autres réunions sont prévues à partir de janvier 2012.

3. Les critères de répartition des demandeurs de protection internationale seront déterminés au cours desdites réunions.

4. Il en va de même des modalités d'appui et de renforcement à garantir aux communes.

Question 1736 (3.11.2011) de **Mmes Marie-Josée Frank** et **Martine Mergen** *(CSV)* concernant l'**application de l'index aux laboratoires:**

Les tarifs des prestataires de soins ont été revalorisés par l'application de l'index aux lettres-clés au 1er octobre 2011. Or, il paraît que le seul secteur faisant exception soit celui des analyses médicales extrahospitalières.

S'il est un fait que les frais de ces laboratoires ont bien augmenté avec l'application de l'indexation des salaires de leurs employés, il faut dire de même que la loi sur la réforme du système des soins prévoit bien dans son article 4 l'application de l'index aux laboratoires hospitaliers.

- Nous voudrions savoir de Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale les raisons de cette application inégale à l'index?

Réponse (6.12.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

La question parlementaire des honorables Députées soulève «l'inégalité de traitement» qui consisterait à accorder l'adaptation indiciaire des tarifs aux laboratoires hospitaliers en vertu de l'article 4 de loi sur la réforme du système de soins de santé alors que cette adaptation serait refusée aux laboratoires du secteur extrahospitalier.

L'article 66 du Code de la sécurité sociale dispose dans son alinéa 2 que les valeurs des lettres-clés des nomenclatures des prestataires de soins visées à l'article 61 alinéa 2 point 1) à 3) et 12) correspondent au nombre cent de l'indice pondéré du coût de la vie au 1er janvier 1948 et sont adaptées suivant les modalités applicables aux traitements et pensions des fonctionnaires de l'État.

Or, cette disposition introduisant en 2003 (loi du 22 juillet 2003 modifiant le chapitre V «Relations avec les prestataires de soins» du livre Ier du Code des assurances sociales) le principe de l'indexation automatique des tarifs des prestataires libéraux à l'échelle mobile des salaires ne vise pas les laboratoires d'analyses médicales. D'après le commentaire des articles à la base de la loi de 2003, les auteurs du texte ont à l'époque délibérément renoncé à faire bénéficier les laboratoires d'analyses médicales et de biologie clinique de l'adaptation indiciaire automatique, étant donné que le plafond pour l'adaptation des tarifs était précisément fixé à l'augmentation du coût de la vie (article 67 du Code dans sa teneur avant l'entrée en vigueur de la loi de 2003).

En ce qui concerne l'article 4 de la loi du 17 décembre 2010 portant réforme du système de soins de santé qui attribuerait l'adaptation indiciaire aux tarifs des laboratoires hospitaliers, il dispose «par dérogation aux articles 65 alinéa 2 et 67 à 70 du Code de la sécurité sociale, les valeurs des lettres-clés des prestataires visés à l'article 61 alinéa 2 points 1 à 7 et 12 sont maintenues par rapport à leur valeur applicable au 31 décembre 2010 au nombre cent de l'indice pondéré du coût de la vie au 1er janvier 1948 pour la période du 1er janvier 2011 au 31 décembre 2012.

Toutefois pour la même période, et par dérogation à l'alinéa précédent, la valeur de la lettre-clé de la nomenclature des médecins est fixée à 0,51109 à l'indice 100, celle de la nomenclature des médecins-dentistes est fixée à 0,62021 à l'indice 100 et celle de la nomenclature des infirmiers est fixée à 0,65251 à l'indice 100».

L'article 4 ne déroge formellement qu'aux articles 65 alinéas 2 et 67 à 70 du Code de la sécurité sociale, mais non à l'article 66 qui introduit le principe général de l'indexation automatique des tarifs de certaines catégories de prestataires.

L'article 65 prévoyant le principe général de la fixation des tarifs et de leur inscription dans des nomenclatures dispose dans son alinéa 2 que «Dans chacune des nomenclatures des prestataires de soins visées à l'article 61, alinéa 2, points 1 à 4 et 12, chaque acte ou service est désigné par la même lettre-clé et par un coefficient. La lettre-clé est un signe dont la valeur en unité monétaire est fixée par valeur conventionnelle. Le coefficient est un nombre exprimant la valeur relative de chaque acte professionnel inscrit dans chacune des nomenclatures visées au présent alinéa tenant compte de la durée, de la compétence technique et de l'effort intellectuel requis pour dispenser cet acte professionnel.»

L'article 67 décrit le mécanisme de la revalorisation biannuelle des nomenclatures. Cet article contient d'ailleurs également la disposition susmentionnée fixant le plafond des négociations de la valeur de la lettre-clé des laboratoires d'analyses médicales à la variation de la moyenne annuelle de l'indice du coût de la vie entre la quatrième et la deuxième année précédant l'exercice en cause.

Du fait que la dérogation (inscrite à l'article 4 de la loi susmentionnée) vise parallèlement encore les articles 68 à 70, dispositions qui encadrent la fixation de la valeur de la lettre-clé par voie conventionnelle, on peut déduire que le législateur, en dérogeant à l'article 65, alinéa 2, ait voulu déroger exclusivement au mécanisme de la fixation par voie conventionnelle de la lettre-clé pendant les deux années à venir. Pour préciser la base de ce soi-disant «gel» de la lettre-clé pour les deux exercices à venir, le législateur a disposé à l'article 4 que «les valeurs des lettres-clés … sont maintenues par rapport à leur valeur applicable au 31 décembre 2010 au nombre cent de l'indice pondéré du coût de la vie au 1er janvier 1948 pour la période du 1er janvier 2011 au 31 décembre 2012.» Une autre interprétation est difficilement concevable pour plusieurs motifs. D'abord en raison du fait que les tarifs des prestataires auxquels réfère l'article 4 ne sont pour partie pas fixés par lettre-clé, mais tous sont fixés par voie conventionnelle. Ensuite même si on admettait que la formulation de l'article 4 accordait aux prestataires y visés le bénéfice de l'indexation automatique des tarifs, la base de rattachement à la périodicité prévue à l'article 66 du Code (c'est-à-dire adaptation suivant les modalités applicables aux traitements et pensions des fonctionnaires de l'État) ferait défaut.

La disposition figurant à l'article 4 est une disposition financière transitoire, de laquelle on ne peut tirer qu'elle puisse mettre à néant un principe général de fixation des tarifs. À supposer toutefois qu'il en était ainsi et que l'article 4 introduirait l'indexation automatique des tarifs des laboratoires du secteur extrahospitalier, cette mesure ne s'appliquerait que jusqu'au 31 décembre 2012. La question à laquelle il faudrait dès lors également trouver une réponse est celle de savoir si l'adaptation indiciaire accordée une seule fois devrait être prise en considération lors des prochaines négociations conventionnelles de la valeur de la lettre-clé, à savoir que dès lors le plafond prévu à l'article 67 serait éventuellement déjà atteint.

En ce qui concerne l'application de l'article 4 aux laboratoires du secteur hospitalier, il convient de constater que l'article 74 alinéa 8 renvoie, en ce qui concerne les tarifs des prestations de laboratoire, aux dispositions du secteur extrahospitalier et que par conséquent les laboratoires du secteur hospitalier sont soumis aux règles extrahospitalières pour leur activité correspondante. En conséquence ils facturent leurs prestations suivant les mêmes tarifs et subissent dès lors l'application de la même valeur de la lettre-clé: «les actes et prestations dispensés par un laboratoire hospitalier en milieu extrahospitalier et figurant dans la nomenclature des actes et services des laboratoires d'analyses médicales et de biologie clinique sont pris en charge suivant les modalités régissant le milieu extrahospitalier».

Comme la CNS est amenée à prendre en charge par le biais de la procédure budgétaire voire via rectification budgétaire les coûts supplémentaires résultant de l'application de l'évolution de l'échelle mobile des salaires du personnel des laboratoires hospitaliers, même si ce même personnel effectue des prestations de laboratoire décomptées via la nomenclature des actes et services du secteur extrahospitalier, elle a mis en place un mécanisme permettant, à partir du coût intégral généré par le laboratoire hospitalier, d'imputer de façon précise les prestations de laboratoire soit au laboratoire hospitalier ou au laboratoire extrahospitalier. De la sorte la quote-part du personnel liée à l'activité extrahospitalière peut être extrapolée et est dispensée de l'augmentation due à l'évolution de l'indice du coût de la vie.

Question 1742 (8.11.2011) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant le **manque de personnel à l'unité OR3 du CHNP:**

Im diesjährigen Bericht des „Service de contrôle externe des lieux privatifs de liberté" wird in den „Observations finales" auf Seite 49 auf den „manque flagrant de personnel soignant et médical à l'unité OR3 du CHNP" hingewiesen.

Nun gibt es hierzulande das kanadische Pflegeinstrument PRN (Projet de Recherche Nursing), das seit Jahren im nationalen Gesundheitswesen zum Einsatz kommt und den für die Patientenprofile adäquaten Personalschlüssel ausrechnen soll, und in einer zweiten Phase stellt die Gesundheitskasse die notwendigen finanziellen Mittel für die Entlohnung des Personals zur Verfügung.

Trotz dieser Vorgaben scheint es auf der vom Ombudsmann besuchten „Unité OR3" des CHNP einen flagranten Mangel an medizinischem und pflegerischem Personal zu geben.

Fragen:

1) Ist dem zuständigen Minister die Personalsituation auf der „Unité OR3" des CHNP bekannt gewesen?

2) Was gedenkt der Minister kurzfristig und konkret zu unternehmen, um diese Situation zu verbessern, sowohl zum Wohle der dort versorgten Patienten als auch des dort arbeitenden Personals?

3) Denkt der Minister, dass das kanadische Pflegemessungsinstrument PRN das angebrachte System darstellt, um in der Pflege den Personalschlüssel zu bestimmen?

4) Spiegelt der derzeitige und vom Ombudsmann beanstandete Personalschlüssel auf der OR3 des CHNP die vom PRN vorgegebene Anzahl der einzusetzenden Pflegekräfte wider?

5) Wird das CHNP den Vorschlägen des Ombudsmanns nachkommen und den Personalschlüssel kurzfristig und permanent erhöhen, ungeachtet der Pflegemessungsdaten des PRN?

Réponse (14.12.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Der ehrenwerte Abgeordnete bezieht sich auf den Missionsbericht des Ombudsmanns, in seiner Qualität als externes Kontrollorgan im Freiheitsentzug, betreffend die geschlossene Jugendpsychiatrie (OR3) im CHNP.

Der Ombudsmann erwähnt in seinem Missionsbericht einen Personalmangel auf der Station OR3 des CHNP. Dieser Missionsbericht, der auf den Inspektionsbesuchen des Ombudsmanns im CHNP beruht, wurde dem CHNP zwecks Stellungnahme zugestellt.

Das CHNP, das eine öffentliche Einrichtung ist, die eine gewisse administrative Unabhängigkeit genießt, hat die Bemerkungen und Feststellungen, die der Ombudsmann in seinem Missionsbericht zurückbehalten hat, ernsthaft zur Kenntnis genommen und ihm eine detaillierte Stellungnahme zukommen lassen.

Diese Stellungnahme beschreibt unter anderem die reelle Personalsituation in der erwähnten Station und gibt dem Ombudsmann zusätzliche Erklärungen, aus denen laut CHNP hervorgeht, dass die Qualität der Behandlung der jugendlichen Patienten der Station OR3 nicht durch die aktuelle Personaldotation beeinträchtigt ist.

Es ist zutreffend, dass momentan noch eine Stelle als Jugendpsychiater im CHNP ausgeschrieben ist und dass die Direktion des CHNP sich bemüht, diese Stelle so schnell wie möglich zu besetzen.

Ich möchte dem ehrenwerten Abgeordneten versichern, dass ich ebenfalls der Meinung bin, dass eine qualitativ hochwertige psychiatrische Betreuung der Kinder und Jugendlichen eine Priorität ist und dass das CHNP genügend Personal haben muss, um einem solchen Auftrag gerecht zu werden.

In diesem Zusammenhang möchte ich den ehrenwerten Abgeordneten informieren, dass ich dem CHNP ermöglicht habe, einen Bauernhof in Putscheid zu erwerben, der Jugendliche nach einem Aufenthalt in der geschlossenen Jugendpsychiatrie aufnehmen soll, um ihre Integration in die Gesellschaft zu unterstützen und wieder zu ermöglichen.

Dementsprechend habe ich kürzlich die Detailplanung des Projektes in Putscheid freigegeben.

Was die generelle Frage der Anwendung des PRN-Systems als Pflegemessungsinstrument betrifft, möchte ich den ehrenwerten Abgeordneten auf meine detaillierten Antworten auf seine parlamentarische Anfrage Nr.0821 sowie auf die parlamentarische Anfrage Nr.1148 des ehrenwerten Abgeordneten Claude Haagen verweisen *(cf. comptes rendu n°3 et n°10/2010-2011).*

Question 1744 (9.11.2011) de **Mme Viviane Loschetter** et **M. Félix Braz** *(déi gréng)* concernant les **pièces nécessaires pour une demande d'attestation d'enregistrement des immigrants de pays de l'UE:**

Selon des informations diffusées ce matin par RTL 92,5, un nombre croissant de communes demanderaient aux ressortissants issus de pays membres de l'UE de présenter un contrat de travail à durée indéterminée comme pièce justificative avant d'établir l'attestation d'enregistrement (ancienne carte de séjour). Or, l'article 8 de la loi en vigueur depuis le 1er janvier 2008 et l'article 2 du règlement grand-ducal du 5 septembre 2008 portant exécution de certaines dispositions relatives aux formalités administratives prévues par la loi du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration sont très claires et définissent comme pièces supplémentaires à présenter:

Le travailleur salarié présentera:

- soit un contrat de travail (daté et signé par les deux parties);

- soit une promesse d'embauche (datée et signée) délivrée par le futur employeur;

- soit d'une attestation de travail.

Le contrôle des dispositions de la loi en question incombe soit au Ministre délégué aux Affaires étrangères, soit à l'Inspection du Travail et des Mines. Les communes de séjour des étrangers n'ont pas le droit de contrôle ultérieur des conditions de séjour à remplir par les personnes concernées.

Dans ce contexte et afin de clarifier la situation dans les meilleurs délais, nous aimerions poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Est-ce que Messieurs les Ministres peuvent confirmer ces informations?

- Si oui, quelles mesures envisagez-vous de prendre afin de faire respecter la loi?

Réponse commune (12.12.2011) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région,* et de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

Les agents du Service des étrangers de la direction de l'Immigration ne sauraient confirmer que des administrations communales réclameraient, aux fins de la délivrance d'une attestation d'enregistrement d'un citoyen de l'Union, la preuve d'un contrat de travail à durée indéterminée. La direction de l'Immigration ne dispose d'aucune d'information relative à un cas concret où une administration communale aurait procédé de cette manière contraire à la loi.

Avant et après l'entrée en vigueur le 1er octobre 2008 de la loi du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration, telle qu'elle a été modifiée par la suite, des circulaires d'information relatives à la mise en œuvre et à l'interprétation de la nouvelle loi, rédigées par les services du ministre ayant l'immigration dans ses attributions, ont été communiquées par le Ministère de l'Intérieur aux administrations communales.

Par ailleurs, à intervalles réguliers, et notamment en décembre 2008 et mai 2011, la direction de l'Immigration réunit les agents des bureaux de la population de toutes les administrations communales pour leur apporter toute information utile et nécessaire afin qu'ils puissent au mieux remplir leurs missions en matière d'enregistrement des citoyens de l'Union et des membres de leur famille.

Ainsi, les administrations communales y ont été informées qu'un contrat de travail à durée déterminée ou un contrat de travail temporaire doivent être considérés comme étant suffisants pour permettre la délivrance de l'attestation d'enregistrement à un citoyen de l'Union en qualité de travailleur salarié. Cette information est reprise d'ailleurs dans une brochure d'information de mai 2011 mise à disposition des administrations communales via la circulaire n°2928 du 30 juin 2011 du Ministère de l'Intérieur. L'information en question est jointe en annexe.

Les administrations communales ont de même été informées qu'un contrôle du respect des conditions de séjour est effectué a posteriori par la direction de l'Immigration.

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Question 1747 (14.11.2011) de **M. Jacques-Yves Henckes** *(ADR)* concernant le **dispositif antidémarrage par éthylotest électronique:**

Le nombre d'automobilistes sanctionnés pour avoir circulé en état d'ivresse va croissant. Le seul choix laissé au juge est la fixation du taux de l'amende et la durée de l'interdiction de conduire. Le récidiviste peut également être condamné à une confiscation du véhicule et à une interdiction de conduire pour une durée qui peut être extrêmement longue.

J'estime que, à l'instar du législateur français, une nouvelle peine complémentaire devrait être offerte au magistrat, à savoir l'interdiction de conduire un véhicule ne comportant pas un dispositif d'antidémarrage par éthylotest électronique.

L'antidémarrage avec éthylotest permet au conducteur de se voir matériellement dans l'impossibilité de démarrer son véhicule, puisque si l'éthylotest est positif, le véhicule ne démarre pas.

Cette peine complémentaire nouvelle permettrait la responsabilisation du conducteur et offrirait au magistrat une mesure de prévention combinée à une sanction.

Bien entendu, il faudrait prévoir parallèlement des sanctions pour la personne qui aurait utilisé de façon frauduleuse le dispositif, par exemple de faire démarrer le véhicule par un tiers.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Le Gouvernement envisage-t-il d'introduire dans notre législation une peine complémentaire pour les automobilistes circulant en état d'ivresse, à savoir l'interdiction de conduire un véhicule ne comportant pas un dispositif d'antidémarrage par éthylotest électronique?

Réponse (12.12.2011) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député s'enquiert sur une éventuelle introduction dans notre législation de «l'alcolock», i. e. un dispositif qui soumet le démarrage d'une voiture à un test d'alcoolémie.

En effet, certains pays comme la France, la Belgique et les Pays-Bas ont introduit récemment dans leur législation respective le système alcolock comme peine alternative voire complémentaire à une interdiction de conduire à prononcer à l'égard de conducteurs condamnés pour ivresse au volant. Les conducteurs concernés doivent installer entièrement à leurs frais le dispositif en question sur leur véhicule et se soumettre à un programme destiné à «dissocier l'alcool et le volant».

Dans ce contexte, j'ai contacté récemment les différents acteurs concernés, tels le Ministère de la Justice, le Ministère de l'Intérieur et à la Grande Région, le parquet et la Police grand-ducale pour aborder avec eux l'efficacité d'un tel outil dans le système des peines luxembourgeois.

Question 1748 (15.11.2011) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant la **neutralité de l'école par rapport aux différentes convictions et pratiques religieuses:**

Il me revient que Madame la Ministre vient de soumettre pour avis au collège des inspecteurs de l'enseignement fondamental ainsi qu'aux collèges des directeurs de l'enseignement secondaire et secondaire technique une instruction concernant l'accueil d'élèves témoignant de convictions religieuses dans les écoles fondamentales et lycées publics.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre estime-t-elle que chaque école fondamentale et chaque lycée sont en mesure d'organiser des cours de natation séparés pour filles et garçons?

- Avec une telle mesure, Madame la Ministre ne craint-elle pas mettre en question le statut d'une école publique qui se veut neutre par rapport aux différentes convictions et pratiques religieuses?

Réponse (7.12.2011) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Il est correct que j'ai soumis à l'avis des collèges des directeurs de l'enseignement secondaire et secondaire technique, du collège des inspecteurs de l'enseignement fondamental ainsi qu'à la commission des droits de l'Homme un texte portant sur l'accueil à l'école fondamentale ou au lycée d'élèves témoignant de convictions religieuses. Ce texte porte sur divers aspects de cette question épineuse.

Je n'y ai pas évoqué des cours de natation séparés pour garçons et filles, mais j'ai parlé de la possibilité de prévoir des cours supplémentaires de natation pour les garçons et pour les filles.

Je m'étonne que le député évoque une école publique neutre par rapport aux différentes convictions et pratiques religieuses qui n'est pas ainsi définie par la législation de notre pays. Pour ce qui est du principe de cours communs pour les garçons et les filles dans toutes les disciplines, je n'ai pas l'intention d'y déroger.

Question 1749 (15.11.2011) de **MM. Camille Gira** et **Henri Kox** *(déi gréng)* concernant le **concept énergétique du bâtiment pour le nouveau DataCenter à Roost:**

LuxConnect, une société créee par le Gouvernement en 2006 avec la double mission de construire et d'exploiter des centres internationaux d'hébergement et de communication au Luxembourg et de déployer des réseaux de transmission de données basées sur la fibre optique au Luxembourg comme à l'international, est en train de construire un nouveau centre de données informatiques DataCenter à Roost. Il est prévu de refroidir les installations techniques de ce bâtiment à l'aide de l'énergie produite par une nouvelle installation de cogénération située sur le même site.

Or, des centres de données informatiques comparables en France (p. ex. au Val d'Europe dans le département Seine-et-Marne) utilisent l'énergie produite par leur installations techniques pour chauffer à l'aide d'un circuit d'eau chaude 600.000 m^2 de bureaux et d'équipements publics et pour refroidir ainsi leurs propres installations. Donc, contrairement au concept du DataCenter à Roost, l'énergie produite du centre au Val d'Europe est utilisée pour substituer d'autres formes de production d'énergie pour le chauffage de bâtiments. Ce concept nous paraît être beaucoup plus intéressant du point de vue développement durable que le concept du centre à Roost.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias.

- Est-ce qu'une étude a été réalisée en relation avec l'utilisation de l'énergie produite au DataCenter à Roost?

- Si oui, est-ce que l'option de la récupération et de l'utilisation de l'énergie du DataCenter a été étudiée (p. ex. pour alimenter un réseau de chaleur)? Pourquoi, le cas échéant, cette option n'a pas été retenue?

- Si non, pourquoi l'option de la récupération de l'énergie produite par le DataCenter n'a pas été étudiée?

Réponse (14.12.2011) de **M. François Biltgen,** *Ministre des Communications et des Médias:*

Le concept de «Green IT» fait partie intégrante du programme gouvernemental et se traduit notamment par la recherche d'économies d'énergie, l'utilisation d'énergies renouvelables et la réutilisation de l'énergie actuellement dégagée dans l'atmosphère.

Dans cet ordre d'idées, les centres de données construits au Luxembourg par les sociétés à participation étatique directe ou indirecte, soit LuxConnect et E-business & Resilience Centre (ebrc), ont le souci d'utiliser l'énergie de la façon la plus rationnelle possible et ce non seulement dans un souci environnemental, mais également afin de rester compétitif sur un marché international fortement concurrentiel.

D'une manière générale, tant du point de vue économique qu'écologique, un centre de données constitue d'ailleurs un meilleur choix par rapport à une salle serveur interne pour une entreprise gérant un parc informatique. En effet, vu le prix de l'énergie électrique, tout élément d'un centre de données doit être optimisé afin d'avoir une consommation énergétique aussi basse que possible, ce qui est rarement le cas d'une simple salle serveur qui se situe dans un bâtiment servant également à d'autres fins que l'hébergement d'infrastructures informatiques.

La construction d'un centre de données représente un investissement considérable. Avant de commencer une telle construction, des études approfondies sont faites afin de réaliser un centre qui correspond aux critères écologiques et économiques, ainsi qu'aux attentes des clients nationaux et internationaux.

Le résultat de ces efforts est mesuré par l'indicateur d'efficacité énergétique ou «power usage effectiveness» (PUE) en anglais, un facteur technique qui renseigne sur l'efficacité d'utilisation de l'énergie du centre de données. Plus la valeur de l'indicateur est petite, plus un centre de données est énergétiquement efficace.

Avec des techniques de plus en plus avancées, comme notamment le «free cooling» et le «free chilling» (refroidissement de l'air ou de l'eau par le contact avec l'air extérieur), on obtient aujourd'hui des indicateurs d'efficacité énergétique inférieurs à 1,35. À titre de comparaison, en 2008 cet indicateur était généralement encore supérieur à 2. Un indicateur d'efficacité énergétique de 2 signifie que pour un kilowatt (kW) d'énergie consommée par l'équipement informatique, le centre de données doit retirer le double du réseau électrique, le 2e kW étant nécessaire au traitement de l'énergie électrique et à la production du froid. Du fait que l'énergie devient de plus en plus chère, il est évident qu'aussi bien les opérateurs que les clients soient fortement intéressés à ce que le centre de données travaille de la manière la plus économe en énergie possible.

L'énergie nécessaire pour le fonctionnement et le refroidissement des équipements informatiques se retrouve finalement à la fin des processus, convertie sous forme de chaleur. Aussi bien LuxConnect qu'ebrc ont mis en place des dispositifs pour récupérer cette chaleur de rebut, afin de l'utiliser dans une application utile.

Pour tous ces centres de données, LuxConnect utilise la chaleur de rebut pour chauffer ses bâtiments administratifs et techniques ainsi que pour préchauffer ses générateurs de secours. La chaleur de rebut en excès pourra, à terme, être utilisée à d'autres fins, comme par exemple pour le chauffage d'un bâtiment administratif ou technique avoisinant.

En ce qui concerne plus particulièrement le nouveau centre de données de LuxConnect à Bissen, il convient de souligner que la société Kiowatt S.A. y construira une installation de cogénération. Cette installation brûlera du bois de rebut, classé biomasse, et produira primairement de l'énergie électrique destinée à être injectée dans le réseau de Creos. La chaleur de rebut dégagée dans ce processus est récupérée pour la réutilisation dans différents processus:

- 53% sont convertis en froid et dirigés vers le centre de calcul de LuxConnect pour refroidir les équipements informatiques;

- 25% sont utilisés pour une production de pellets;

- les 22% restants pourront, à terme, par exemple être utilisés pour l'alimentation d'un réseau de chaleur à distance; la réalisation d'un tel réseau de chaleur à distance ne dépend cependant pas de la volonté de LuxConnect.

L'installation de Kiowatt S.A., qui fait partie intégrante du concept du centre de données LuxConnect à Bissen, permettra à notre pays une réduction importante des émissions de CO_2 de l'ordre de 10.000 tonnes/an.

Outre la réduction considérable de consommation énergétique, LuxConnect est, grâce à Kiowatt, le premier centre de données au monde, qui selon la connaissance de mes services s'alimente principalement à base de biomasse.

En ce qui concerne ebrc, la chaleur de rebut est également utilisée pour le chauffage de bâtiments annexes, comme c'est par exemple le cas du bâtiment Editus à Kayl.

Par ailleurs, il est à noter qu'ebrc est certifiée ISO 14001, une norme dans le domaine du management environnemental.

L'engagement environnemental d'ebrc porte essentiellement sur l'optimisation de la consommation énergétique des centres de données par l'amélioration continue des installations: récupération des eaux pluviales et des eaux grises, panneaux solaires à cellules photovoltaïques, «free chilling», pompes à chaleur, «free-cooling» ou roue de Kyoto, façade dynamique, «Cold Aisle Containment», etc. En outre, ebrc achète de l'énergie de source exclusivement hydroélectrique et éolienne.

Question 1751 (16.11.2011) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant la **directive établissant les normes minimales relatives à la protection des poules pondeuses:**

D'EU-Direktiv 1999/74/CE setzt nei Norme fir d'Hale vun Hinger, déi Eeër leeën. D'Käfeghaltung gëtt streng geregelt, an deem Sënn, datt dës Déiere méi Plaz kréien an zum Beispill iwwer en Nascht an e Perchoir verfügen.

Dës Direktiv, déi op de Juli 1999 datéiert ass, huet laang Iwwergankszäite bewëllegt, esou datt eréischt vum 1. Januar 2012 un d'Hale vun Hinger a klenge Käfege ganz verbueden ass. An awer hunn, laut den EU-Institutiounen, nëmmen Däitschland, Schweden, Éisträich a Lëtzebuerg dës Direktiv mat Zäit ëmgesat.

Um EU Ministerrot fir Landwirtschaft vum 14. November huet déi däitsch Ministerin fir Landwirtschaft gedréit, en Importstopp ze erloosse fir Eeër aus Länner wou d'Direktiv net applizéiert gëtt.

An deem Kontext géif ech dës Froen un de Landwirtschaftsminister stellen:

1) Wat fir eng Haltung huet d'Lëtzebuerger Regierung an dësem Dossier op dem Ministerrot vum 14. November vertratt?

2) Envisagéiert d'Regierung och en Importstopp fir Eeër aus Legebatterien aus Länner wou d'EU-Direktiv net ëmgesat ass?

3) Wéi vill Prozent vun den Eeër, déi zu Lëtzebuerg consommméiert ginn, kommen aus eegener Produktioun, a wéi vill aus dem Ausland? Aus wat fir Länner ginn am meeschten Eeër op Lëtzebuerg importéiert?

Réponse (12.12.2011) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

1) Op hirer Réunioun vum 14. November 2011 huet déi Europäesch Kommissioun d'Landwirtschaftsministèren iwwert de Stand vun der Ëmsetzung vun der Direktiv 1999/74/CE informéiert. Aus dëser Informatioun geet ervir, datt eng Partie Länner déi Direktiv net wäerte bis den 1. Januar 2012 ëmgesat hunn. D'Kommissioun huet drop opmierksam gemaach, datt se ferm géint déi Länner wäert virgoen. Lëtzebuerg, wat déi Direktiv ewell ëmgesat huet, huet d'Kommissioun an där Hisiicht ënnerstëtzt.

2) D'Lëtzebuerger Regierung envisagéiert zu dësem Zäitpunkt keen Importstopp op den Eeër aus dëse Länner. De Landwirtschaftsministère wäert awer d'Situatioun um Marché am A behalen.

3) Op Basis vun de statisteschen Donnéeë vum Service d'Économie rurale a vum Statec kann ee soen, datt d'Consommatioun vun den Eeër aus Lëtzebuerger Produktiouun an deene leeschte Joren an d'Luucht gaangen ass an datt mer am Joer 2010 ongefeier 27% aus eegener Produktiouun verbraucht hunn. Déi importéiert Eeër stame praktesch all aus eisen Nopeschlänner, dat heescht aus der Belsch, aus Däitschland an aus Frankräich.

Question 1752 (16.11.2011) de **M. Claude Adam** *(déi gréng)* concernant les **aides financières accordées par le Fonds national de soutien à la production audiovisuelle:**

Le règlement grand-ducal du 4 juillet 2007 portant exécution de la loi du 8 juin 2007 portant modification de la loi modifiée du 13 décembre 1988 instaurant un régime fiscal temporaire spécialisé pour les certificats d'investissement audiovisuel prévoit l'obligation de justifier des conditions de moralité et d'honorabilité.

1. Quel contrôle des conditions de moralité et d'honorabilité est effectué par le Fonds national de soutien à la production audiovisuelle lors de l'attribution des agréments des sociétés requérantes? Est-ce que l'actionnariat et les dirigeants des sociétés ayant obtenu l'agrément sont contrôlés régulièrement?

2. Dans la mesure où seules les œuvres achevées entrent en ligne de compte afin de pouvoir profiter des aides étatiques, est-ce bien la volonté du législateur de permettre postérieurement à la déclaration de faillite d'une société que la production du film soit terminée et que le Fonds établisse des certificats d'investissement audiovisuel avec pour conséquence que des endossataires puissent profiter des effets de l'article 6 de la loi du 21 décembre 1998 (abattement de 30% du revenu imposable du contribuable bénéficiaire du certificat) sans pour autant que la rémunération des personnes ayant participé à la réalisation du film soit assurée?

3. De quels mécanismes de contrôle le Fonds dispose-t-il pour parer à des agissements frauduleux, comme par exemple le gonflement artificiel des frais de production afin d'obtenir plus d'aides étatiques?

Réponse commune (23.12.2011) de **Mme Octavie Modert,** *Ministre de la Culture*, et de **M. François Biltgen,** *Ministre des Communications et des Médias:*

L'honorable Député Claude Adam souhaite obtenir un certain nombre d'éclaircissements au sujet des aides financières accordées par le Fonds national de soutien à la production audiovisuelle, ci-après le Fonds, dans le domaine de la production audiovisuelle.

1. Aux termes de l'article 2 de la loi modifiée du 13 décembre 1988 instaurant un régime fiscal temporaire spécial pour les certificats d'investissement audiovisuel, ci-après la Loi, les certificats d'investissement audiovisuel sont accordés à des sociétés de production agréées. L'agrément est délivré par les ministres compétents, à savoir les ministres ayant dans leurs attributions les finances, le secteur audiovisuel et la culture, le conseil d'administration du Fonds préalablement entendu en son avis.

Les moyens du Fonds pour contrôler dans ce contexte la moralité et l'honorabilité des organes de gérance, des actionnaires et associés sont les suivants: (article 2 de la Loi, article 1er du règlement grand-ducal du 4 juillet 2007 portant exécution de la loi du 8 juin 2007 portant modification de la loi modifiée du 13 décembre 1988 instaurant un régime fiscal temporaire spécial pour les certificats d'investissement audiovisuel).

- La société requérante doit faire parvenir dans le cadre de sa demande d'agrément la copie de l'autorisation d'établissement délivrée par le Ministère des Classes moyennes, de sorte que le Fonds ne procède plus à un contrôle à ce sujet.

- Les dirigeants des sociétés de production requérantes doivent en outre justifier auprès du Fonds de leur qualification professionnelle dans le domaine de la production audiovisuelle (article 1er du règlement grand-ducal du 7 juillet 2007, précité). Cette qualification est démontrée notamment par l'expérience acquise dans le domaine de la production audiovisuelle au Luxembourg et le cas échéant à l'étranger.

- L'agrément est accordé pour un terme renouvelable de deux ans. À l'expiration de ce terme, la société de production peut demander le renouvellement de son agrément. Dans le cadre de la demande de renouvellement, elle est tenue de notifier le cas échéant au Fonds toutes modifications survenues au niveau de la société, de ses actionnaires, associés et gérants et dirigeants.

L'administration du Fonds suit de près l'évolution des sociétés de production par l'intermédiaire des projets audiovisuels pour lesquels une aide financière est demandée. Et ceci au moment du dépôt des dossiers, au cours de la réalisation du projet, ainsi que lors du décompte final de la production. Si le Fonds constate qu'une société agréée manque gravement à ses obligations légales, réglementaires ou contractuelles, ou que les conditions pour l'octroi de l'agrément ne sont plus remplies, il doit en aviser les ministres compétents qui peuvent prononcer le retrait de l'agrément à la société concernée. En application de l'article 1er, 6e alinéa, du règlement grand-ducal du 4 juillet 2007 précité, le retrait de l'agrément entraîne de plein droit la déchéance du bénéfice du régime de la Loi pour les productions audiovisuelles en cours ou à venir de la société sanctionnée.»

Le Fonds est autorisé à demander à tout moment aux sociétés agréées tous documents et renseignements permettant de vérifier si les conditions pour l'octroi de l'agrément sont toujours remplies.

2. Les certificats d'investissement audiovisuel sont attribués au bénéfice d'une œuvre audiovisuelle déclarée éligible suivant les conditions fixées par la loi et le règlement grand-ducal afférent (article 4 de la Loi, article 2 du règlement grand-ducal du 4 juillet 2007 précité).

Avant le début d'une production, la société de production agréée introduit une demande en bénéfice du régime des certificats d'investissement audiovisuel, pour une œuvre déterminée. Dans le cas où l'œuvre est déclarée éligible elle pourra bénéficier du régime de soutien. En exécution de cet arrêté, une convention est ensuite signée entre le Fonds et la société de production.

Si au cours de la production, la société de production est déclarée en état de faillite, il appartiendra au curateur, qui représente et défend les intérêts de la masse de tous les créanciers, de décider, suite à l'autorisation du juge commissaire compétent, s'il veut poursuivre la production de l'œuvre. En effet, conformément à l'article 3, alinéa 3 de la Loi précitée, les certificats audiovisuels ne sont émis que pour des œuvres achevées. Une œuvre dont la production est engagée mais n'est pas terminée ne donne pas droit à l'obtention de certificats au prorata des coûts exposés.

Si la production est achevée, les certificats seront émis au profit de l'œuvre terminée dans la mesure où ces coûts ont été exposés et dépensés conformément aux dispositions légales.

La décision d'achever une œuvre permettra au curateur de se voir attribuer des certificats audiovisuels et de récupérer ainsi des fonds qu'il pourra par après distribuer aux créanciers.

Le curateur distribue les fonds conformément aux règles qui existent en matière de faillite.

Il convient de rajouter que la distribution des fonds entre les créanciers comme d'ailleurs les opérations de réalisation d'actifs ou de poursuite d'une activité sont effectuées sous le contrôle et avec l'accord du juge-commissaire sinon du tribunal.

3. Avant le début de la production:

- Dans le cadre d'une demande en bénéfice du régime de soutien à la production audiovisuelle, le budget de production et le plan de financement sont examinés en détail par le comité d'analyse économique et financière. Ce comité procède en outre à une audition du requérant pour chaque demande et l'interroge sur les éléments économiques et financiers du projet. Ce comité est composé de membres de l'administration du Fonds et d'experts nationaux et internationaux choisis en raison de leurs compétences professionnelles.

- Le Fonds signe une convention avec le producteur après réception de toutes les preuves de financement du projet.

Pendant la production:

- Conformément à la convention signée entre le Fonds et le producteur, ce dernier est tenu d'informer le Fonds sans délai de toute modification majeure apportée à son projet. Au cas où une modification majeure intervient sans avoir été autorisée, le Fonds peut résilier la convention. Dans ce cas l'arrêté ministériel devient caduc.

À la fin de la production:

- Suite au tirage de la première copie du film, la société de production dépose sa demande de certificats accompagnée du décompte des coûts du film qui doit obligatoirement être accompagné d'un rapport d'audit externe établi par un réviseur agréé. (Chaque société de production agréée doit tenir une comptabilité analytique.)

L'administration du Fonds vérifie par la suite le décompte introduit par le producteur conformément aux procédures arrêtées par le conseil du Fonds en exécutant les contrôles nécessaires des pièces comptables quant à l'opportunité des dépenses (qui doivent être en relation avec la production) et quant au décaissement effectif de celles-ci. Le montant des certificats est attribué sur base des seuls coûts de production effectivement exposés et dépensés dans le cadre de la production. Dans le cadre de ce contrôle le Fonds peut être amené à refuser d'admettre des dépenses soit parce qu'elles ne sont pas en relation avec la production soit parce qu'elles n'ont pas été effectivement décaissées ou qu'elles ne sont pas conformes aux prévisions budgétaires.

- Les certificats d'investissement audiovisuel ne sont émis qu'après l'achèvement de l'œuvre et l'approbation du décompte par le Fonds.

Si dans le cadre de son activité, le Fonds relève des agissements qui sont susceptibles de pouvoir être qualifiés de contraires aux dispositions pénales en vigueur, il transmet le dossier au Parquet général. Dans cette hypothèse, la procédure d'émission des certificats est suspendue avant tout autre progrès en cause.

- Dans tous les cas, le Fonds peut suggérer aux ministres compétents le retrait immédiat de l'agrément de la société requérante responsable s'il s'avère que les conditions pour son octroi ne sont plus remplies.

Question 1755 (18.11.2011) de **M. Henri Kox** *(déi gréng)* concernant l'**augmentation de la radioactivité dans l'air depuis quelques semaines à travers l'Europe:**

Depuis environ deux semaines différents laboratoires et stations de mesure en Europe de l'Est mais aussi en Allemagne et en France enregistrèrent une augmentation de la radioactivité dans l'air liée à l'isotope iode 131, sans que l'origine exacte puisse être identifiée. Hier, l'Institut hongrois de recherche sur les isotopes a annoncé avoir enregistré une augmentation des émissions d'iode 131 dans son laboratoire de Budapest. Le pays à l'origine de la fuite d'iode 131 en Europe de l'Est serait donc la Hongrie.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer que cette fuite d'iode 131, annoncée en Hongrie, est bien à l'origine de l'augmentation de la radioactivité mesurée depuis deux semaines à travers l'Europe?

2. Est-ce que cette fuite radioactive fut découverte si tardivement ou est-ce qu'elle fut intentionnellement cachée au public hongrois et européen?

Réponse (20.12.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Fin octobre - début novembre 2011, des traces d'iode 131 ont été détectées dans différents pays en Europe de l'Est. Au fur et à mesure, les pays de l'Europe situés plus à l'ouest ont également détecté des traces d'iode 131 dans les analyses radiologiques des filtres des stations de surveillance de l'air ambiant. Tel fut également le cas pour le Luxembourg.

Informée de ces anomalies dans les mesures de l'air ambiant par la République tchèque, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a procédé à des investigations dès le 11 novembre 2011 afin d'identifier la cause et l'origine de ce nucléide. Dans un communiqué daté au 17 novembre 2011, l'AIEA annonce qu'il s'agit d'un institut de production d'isotopes situé à Budapest en Hongrie, où plusieurs rejets en iode 131 ont eu lieu au cours des mois de septembre à novembre 2011. L'AIEA a demandé aux autorités hongroises d'éclaircir ces événements au plus vite.

Il est vrai que les pays voisins de la Hongrie ont détecté en premier ces particules d'iode 131.

À l'heure actuelle la cause de ces rejets n'a pas encore pu être déterminée. Les autorités hongroises ont ouvert une enquête et vont présenter leurs conclusions à l'AIEA. À la fin de leur enquête, les autorités hongroises remettront leur rapport à l'AIEA.

Question 1757 (20.11.2011) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant la **vente en ligne de médicaments:**

In seiner Antwort auf die parlamentarische Frage Nr.1700 zum Einkauf von Medikamenten weist der zuständige Minister darauf hin, dass der Bezug von rezeptpflichtigen Medikamenten über Online-Dienste oder Versandhandel nicht zulässig sei und eine Anfrage auf Rückerstattung der Kosten von der Gesundheitskasse negativ beschieden werde *(cf. compte rendu n°2/2011-2012)*.

Nun gibt es aber in Deutschland offiziell anerkannte Apotheken, die in einem offiziellen Register erfasst sind und strengen Auflagen unterworfen sind. Somit wäre ein legaler Einkauf von Medikamenten auf Rezept, der in einem europäischen Land getätigt wird, in einem anderen europäischen Land durch Überqueren der nicht mehr vorhandenen Grenzen illegal geworden.

Fragen:

1) Für den Fall, dass Personen, die bei der CNS versichert sind, Medikamente auf Rezept bei diesen ausländischen registrierten Versandapotheken beschaffen würden, müsste dann nicht die Rückerstattung von der CNS erfolgen?

2) Für den Fall, dass eine in Luxemburg angesiedelte Apotheke einen Online-Shop einrichten würde und/oder einen Versandhandel einrichten wollte, könnte diese Anfrage vom Minister grünes Licht erhalten?

3) Welche Möglichkeiten haben Versicherte der CNS hierzulande, um sich rezeptpflichtige Medikamente zu beschaffen, wenn sie Probleme mit der Mobilität haben? In welchen Fällen könnte ein Versand dieser Medikamente nach Vorlage (durch postalische Zusendung) der ärztlichen Verordnung erlaubt sein?

4) Denkt der Minister an eine Differenzierung und Relativierung dieses derzeitigen Verbots des Bezugs von rezeptpflichtigen Medikamenten über Online-Ankauf und Versandapotheken?

5) Welche schwerwiegenden Beweggründe haben den Minister seinerzeit dazu bewogen, pauschal den Bezug von rezeptpflichtigen Medikamenten über Online-Dienste und/oder Versandapotheken zu verbieten, auch angesichts der Tatsache, dass andere europäische Länder diese Problematik sehr viel differenzierter angegangen sind?

6) Inwieweit wird über diese derzeitige Maßnahme eine Art Protektionismus betrieben zulasten der betroffenen Patienten und Versicherten der CNS?

7) Gilt diese Regel des Verbots des Bezugs von rezeptpflichtigen Medikamenten auch für Versicherte von internationalen Institutionen, wie beispielsweise CECA-Bedienstete, NATO- und WSA-Beschäftigte?

Réponse (23.12.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale:*

Dans ma réponse à la question parlementaire n°1700 de l'honorable Député, j'avais souligné que la vente par Internet et la vente par correspondance de médicaments soumis à prescription sont actuellement illicites au Luxembourg.

Tel que le précise déjà ma réponse à la question parlementaire précitée, la loi interdit actuellement toute délivrance au public d'un médicament en dehors d'une pharmacie ou d'un hôpital. L'interdiction de ce type de délivrance résulte des dispositions de la loi modifiée du 25 novembre 1975 concernant la délivrance au public des médicaments.

En ce qui concerne les motifs du législateur, je me permets de rappeler à nouveau ma réponse à la question parlementaire n°1633 *(cf. compte rendu n°10/2006-2007)* à laquelle j'avais déjà renvoyé dans ma réponse à la question parlementaire n°1700. Pour le surplus, l'honorable Député pourra utilement consulter les documents parlementaires relatifs au projet de loi n°1857, qui est devenu la loi précitée du 25 novembre 1975.

En application de la loi précitée, une pharmacie établie au Luxembourg ne saurait être autorisée à distribuer par Internet des médicaments soumis à prescription.

En ce qui concerne les autres questions de l'honorable Député en rapport avec le remboursement de l'achat en ligne dans une pharmacie étrangère officiellement reconnue par le pays de son établissement, il y a lieu de souligner que cette question a été analysée au regard du droit communautaire par un arrêt du 11 décembre 2003 rendu par la Cour de justice des Communautés européennes entre le «Deutscher Apothekerverband» et la société «Doc. Morris N.V.». Cet arrêt a été largement commenté à l'époque et a fait l'objet de plusieurs questions parlementaires.

Je me permets de rappeler ainsi à l'honorable Député que la Cour de justice a retenu dans cette affaire que pour les médicaments soumis à prescription médicale, ces derniers échappent à l'ouverture faite par la Cour en faveur de la vente de médicaments par correspondance. S'agissant de ces médicaments, généralement plus invasifs et requérant pour le consommateur une protection plus élevée dans le sens d'un conseil médical et pharmaceutique, la Cour a en effet été d'avis que l'article 30 du Traité, protégeant la santé et la vie des personnes, autorise une dérogation par la législation nationale au principe de la libre circulation des marchandises.

Par ailleurs, je souhaite porter à l'attention de l'honorable Député que la directive 2011/62/UE modifiant la directive 2001/83/CE instituant un code communautaire relatif aux médicaments à usage humain, en ce qui concerne la prévention de l'introduction dans la chaîne d'approvisionnement légale de médicaments falsifiés, introduit dans la législation communautaire une réglementation détaillée minimale de la vente à distance au public.

À noter toutefois que la directive précitée réserve expressément les législations des États membres qui interdisent - comme au Luxembourg - l'offre à la vente à distance au public de médicaments soumis à prescription.

Question 1758 (21.11.2011) de **Mme Vera Spautz** *(LSAP)* concernant le **congé spécial pour parents:**

L'article L.233-10 du Code du Travail prévoit que «le congé est fixé en principe selon le désir du salarié, à moins que les besoins du service et les désirs justifiés d'autres salariés de l'entreprise ne s'y opposent». Il s'avère cependant que cette formulation est régulièrement mise en avant par les patrons pour refuser un congé lors des vacances scolaires. Par conséquent, il est impossible aux parents, souvent monoparentales, de partir avec leurs enfants en vacances pour faute de congé accordé.

À cela s'ajoute qu'un grand nombre de maisons relais sont fermées pendant les vacances d'été et de Noël. Cette situation infortunée oblige les parents, souvent monoparentales, à recourir à l'assistance des membres de la famille ou des amis, voire les obligent à se déclarer malade afin de pouvoir s'occuper de leurs enfants.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- Monsieur le Ministre, le patron a-t-il le droit de refuser constamment au salarié un congé lors des vacances scolaires si le concerné a un ou plusieurs enfants à sa charge?

- Monsieur le Ministre existe-t-il une disposition législative qui permet au salarié d'avoir au moins quelques jours de congé lors des vacances scolaires s'il a un ou plusieurs enfants à sa charge?

- Dans la négative, ne serait-il pas indiqué de prévoir au moins un minimum légal de jours de congé que les parents puissent prendre lors des vacances scolaires indépendamment des besoins du service?

Réponse (23.12.2011) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

Conformément à l'article L.233-10 du Code du Travail le congé est fixé en principe selon le désir du salarié, à moins que les besoins du service et les désirs justifiés d'autres salariés de l'entreprise ne s'y opposent.

La lecture de cette disposition légale et notamment la prise en compte des désirs justifiés des salariés laisse conclure qu'il est quasi impossible qu'un employeur refuse constamment la prise de congé pendant les vacances scolaires et ce notamment aux parents d'enfants scolarisés.

Aucune plainte en ce sens n'a d'ailleurs jamais été portée à ma connaissance.

À l'heure actuelle il n'existe pas de disposition légale qui permette au salarié d'avoir au moins quelques jours de congé lors des vacances scolaires s'il a un ou plusieurs enfants à sa charge.

Bien au contraire, il existe deux règlements grand-ducaux qui, dans le domaine de l'agriculture, de la viticulture, dans les entreprises hôtelières, dans les entreprises de restauration et dans les débits de boissons, interdisent au personnel y occupé, d'exiger la fixation de son congé annuel pendant les vacances scolaires d'été.

Si pour des raisons d'égalité de traitement entre tous les salariés, une priorité légale spécifique pourra être difficilement instituée en faveur des salariés en raison de leur situation familiale, il y a néanmoins à prendre en considération, notamment au niveau de l'entreprise, la compatibilité entre vie familiale et vie professionnelle.

Question 1759 (21.11.2011) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant l'**insertion de personnes handicapées dans le monde du travail:**

Il me revient que des personnes handicapées, encadrées dans des ateliers protégés, ne peuvent guère bénéficier de la possibilité de participer à un stage spécifique leur permettant de collecter des expériences professionnelles et de se retrouver en relation avec un patron qui pourrait se forger ainsi une image assez fidèle de leurs capacités et compétences.

Selon mes informations, le droit du travail ne prévoit pas de stage à leur intention, à moins que celui-ci ne soit organisé par un établissement post-primaire ou supérieur. Il n'est donc pas surprenant que les responsables, chargés d'encadrer ces personnes, éprouvent de sérieuses difficultés à les placer dans un contexte de stage, ce qui risque d'entraver, voire de mettre en question leur accès futur au marché du travail.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations? Dans l'affirmative, quelles sont les mesures prises jusqu'à présent par le ministère pour favoriser l'insertion de personnes handicapées dans le monde du travail?

- Quelles décisions le ministère se proposera-t-il de prendre à l'avenir afin de faciliter l'accès des personnes souffrant d'un handicap à des stages et, dans la mesure du possible, au premier marché du travail? Monsieur le Ministre peut-il me dire si le Gouvernement se propose d'alléger les démarches administratives en la matière?

Réponse (12.12.2011) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

Conformément à l'article 18 de la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées, il échet de constater que pour le travailleur handicapé guidé vers les ateliers protégés, les responsables des structures prénommées définissent les mesures permettant l'emploi du travailleur handicapé dans des conditions adaptées à ses besoins et les mesures d'insertion professionnelle, d'accompagnement et de suivi sur le marché du travail ordinaire.

Dans cette optique, les ateliers protégés peuvent organiser pour leurs salariés handicapés des stages extérieurs avec des employeurs afin d'augmenter leur employabilité en vue d'une intégration éventuelle sur le marché du travail ordinaire.

En ce qui concerne les demandeurs d'emploi inscrits à l'Administration de l'Emploi, je me permets de citer le contrat d'appui-emploi (CAE), le contrat d'initiation à l'emploi (CIE) ainsi que le stage de réinsertion professionnelle comme instruments servant à améliorer les perspectives d'emploi.

La Commission d'orientation et de reclassement professionnel peut proposer au directeur de l'Administration de l'Emploi des mesures d'initiation ainsi que des stages d'adaptation ou de réadaptation au travail pour des travailleurs handicapés (selon l'article 8 de la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées).

Finalement, des discussions avec tous les acteurs impliqués concernant l'allégement et la simplification de toutes les démarches seront prévues pour le début de l'année 2012 et ceci surtout dans le cadre de la mise en œuvre de la Convention onusienne relative aux droits des personnes handicapées.

Question 1761 (21.11.2011) de **Mme Anne Brasseur** *(DP)* concernant la **violence dans le football:**

Dans un commentaire diffusé par RTL Radio en date du 21 novembre 2011, un journaliste a révélé que pour certains matchs de football de soi-disant supporters se manifesteraient non seulement de façon très ostentatoire, voire agressive, mais que leur principal objectif consisterait dans le déclenchement de bagarres.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports:

- Monsieur le Ministre est-il au courant de tels agissements qui nuisent gravement à la réputation du football?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre a-t-il contacté les responsables de la Fédération Luxembourgeoise de Football (FLF) pour mettre sur pieds un programme de prévention?

Réponse (20.12.2011) de **M. Romain Schneider,** *Ministre des Sports:*

Dans sa question parlementaire du 21 novembre 2011, Madame la Députée est revenue sur un commentaire diffusé par RTL Radio concernant certains agissements de soi-disant supporters de football qui nuiraient gravement à la réputation du football dans notre pays.

À ma connaissance, lesdits agissements se limitent à ce jour à des déclarations et annonces diffusées par voie d'Internet.

J'ai pris contact avec la Fédération Luxembourgeoise de Football (FLF) sur ce phénomène apparu tout récemment sur le «net». J'ai eu confirmation de la part de la FLF qu'aucun incident récent n'a eu lieu en relation avec des agissements de groupes de supporters sur les terrains de football du pays.

Toutefois, les clubs plus spécialement concernés ont été contactés par la FLF afin de connaître leur point de vue quant au problème évoqué et les responsables des clubs en question se sont déjà concertés de leur côté pour discuter du bienfondé de la prise de mesures préventives lors de certaines rencontres.

Question 1765 (22.11.2011) de **M. Félix Braz** *(déi gréng)* concernant la **construction probable d'une série de barrages hydroélectriques au Laos et leurs conséquences sur les projets de la Coopération luxembourgeoise dans la région:**

Le Ministère de la Coopération luxembourgeois a deux pays prioritaires pour ses projets en Asie, à savoir le Laos et le Viêtnam. Une série de projets de barrages hydroélectriques sur le Mékong et notamment un premier projet de construction du Gouvernement laotien risquent d'avoir un impact socio-économique et environnemental lourd sur les régions et les populations concernées.

La «Mekong River Commission for Sustainable Development (MRC)» - une commission internationale chargée de coordonner la gestion et l'exploitation des eaux du bassin du Mékong entre le Cambodge, le Laos, la Thaïlande et le Viêtnam - est actuellement saisie d'un premier projet appelé «Xayaburi Dam».

En tant que pays donateur du MRC, le Luxembourg participera au prochain Conseil du MRC qui se tiendra le 8 décembre 2011. Cette réunion sera particulièrement importante, car les pays donateurs invités y font traditionnellement une déclaration commune et pourraient y faire référence aux projets de barrage, rappeler les conclusions de l'étude du MRC et plaider pour le report de la décision.

Alors que ces barrages ne seraient pas nécessaires pour couvrir les besoins énergétiques du Laos, leur construction serait en contradiction flagrante avec les conclusions de l'étude d'impact environnementale initiée par la MRC. L'étude souligne en effet de graves lacunes scientifiques de même que des conséquences néfastes sur l'écologie, sur le tissu économique et sur la sécurité alimentaire des populations qui dépendent directement du Mékong. En conclusion, elle recommande aux pays membres de reporter de dix ans toute décision relative aux barrages.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

1. Quel serait l'impact de la construction d'un ou de plusieurs barrages hydroélectriques sur les projets financés ou cofinancés par la Coopération luxembourgeoise au Laos et au Viêtnam?

2. Le Luxembourg partage-t-il les conclusions de l'étude d'impact initiée par le MRC et la recommandation de reporter toute décision relative à la construction?

3. Est-ce que le Luxembourg entend insister auprès des pays membres pour que la décision soit reportée? Cette demande ne devrait-elle pas figurer dans la déclaration commune des pays donateurs lors du Conseil MRC du 8 décembre?

Réponse (7.12.2011) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire:*

1. La construction éventuelle de barrages hydroélectriques sur le cours principal du Mékong ne pose pas de risque d'impacts directs sur les projets financés ou cofinancés par le Luxembourg.

2. L'étude intitulée «Strategic Environmental Asessment of Hydropower on the Mekong Mainstream» recommande un report de dix ans de toute décision relative aux barrages sur le cours principal du Mékong. Le Luxembourg appuierait pleinement le Laos si celui-ci prenait la décision d'un tel report qui devrait permettre de réaliser des études beaucoup plus détaillées et de mener un réel processus de concertation avec toutes les parties prenantes de la sous-région.

3. Les partenaires au développement de la MRC, dont le Luxembourg, prépareront une déclaration commune pour la réunion du 9 décembre qui abordera aussi la question des barrages hydroélectriques. Cependant, la MRC étant un organisme consultatif qui élabore des recommandations aux pays membres, ni les pays membres ni les partenaires au développement n'ont la possibilité de s'opposer à la décision souveraine d'un des États membres.

Question 1766 (22.11.2011) de **M. Félix Braz** *(déi gréng)* concernant la **modification éventuelle du cycle de garde des pharmacies luxembourgeoises:**

Le Syndicat des Pharmaciens luxembourgeois a.s.b.l. réfléchirait à des changements dans l'organisation des cycles de gardes des pharmacies luxembourgeoises. Ces changements auraient pour résultat essentiel de scinder les pharmacies luxembourgeoises en deux catégories: celles situées à proximité d'une maison médicale et d'une polyclinique qui seraient de garde de 08h00 à 08h00 et les autres, plus éloignées des maisons médicales et des polycliniques, qui seraient de garde jusqu'à 22h00 en semaine et de 10h00 à 22h00 les dimanches et jours fériés seulement.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Monsieur le Ministre est-il au courant de ces réflexions?

2. Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que les pistes proposées risquent d'être contraires aux intérêts de bon nombre d'assurés? Dans l'affirmative, quelles démarches allez-vous entreprendre?

Réponse (23.12.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Le Syndicat des Pharmaciens luxembourgeois (SPL) m'avait effectivement mis au courant de ses réflexions concernant des changements qu'il souhaitait faire introduire au niveau de l'organisation des gardes des pharmacies.

Suite aux objections de ma part, le SPL vient toutefois de retirer ses propositions.

L'organisation du service de garde des pharmacies, qui requiert l'approbation du soussigné, doit répondre à la fois aux besoins des usagers et aux préoccupations des pharmaciens.

C'est sur la base de ces prémisses que les discussions seront menées avec le SPL.

Question 1767 (23.11.2011) de **M. Serge Urbany** *(déi Lénk)* concernant le **transport de troupes militaires par une compagnie aérienne luxembourgeoise:**

Je viens de prendre connaissance d'un communiqué de l'OGB-L relatif à la compagnie aérienne Strategic Airlines S.A., établie à l'Aéroport de Findel et enregistrée au Registre de commerce luxembourgeois. Selon ce communiqué, cette compagnie aérienne luxembourgeoise opère depuis quelques jours des transports de troupes militaires pour le compte de l'OTAN à destination de l'Afghanistan et de l'Iraq. À cause de la situation politique précaire, voire d'une situation de guerre dans ces territoires, le personnel navigant immatriculé au Luxembourg et engagé dans le cadre d'un contrat de travail civil, ayant effectué jusqu'à présent des vols de charter purement commerciaux, aurait peur d'effectuer des vols à caractère militaire dans ces régions. Plusieurs salariés auraient contacté l'OGB-L parce que la sécurité et la santé au travail ne seraient plus garanties.

Ces faits soulèvent des questions fondamentales, auxquelles je voudrais prier Messieurs les Ministres de bien vouloir répondre:

- Le Gouvernement peut-il confirmer que la société de droit luxembourgeois Strategic Airlines effectue des transports de troupes en Afghanistan et en Iraq?

- Pour le compte de qui ces transports sont-ils effectués? S'agit-il de l'OTAN dont le Luxembourg est membre ou, directement ou indirectement, d'un autre donneur d'ordre avec qui le Luxembourg entretient des relations diplomatiques?

- Est-il normal et acceptable que du personnel civil soit impliqué contre sa volonté dans des opérations à portée militaire?

- Le Gouvernement entend-il intervenir d'urgence auprès de cet employeur luxembourgeois afin qu'il cesse immédiatement de mettre en danger la vie de salariés employés au Luxembourg?

- Le Gouvernement entend-il intervenir auprès du donneur d'ordre afin qu'il cesse immédiatement d'utiliser du personnel civil comme supports, voire même de couverture de convois militaires?

Réponse commune (19.12.2011) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères,* de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*, et de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

- Lors d'une demande en obtention de droits de trafic, la société Strategic Airlines a indiqué qu'elle effectuerait des vols vers l'Iraq ainsi que l'Afghanistan et cela pour le compte de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN). Cette demande a été déposée auprès de la Direction de l'Aviation civile (DAC), autorité compétente en la matière et a reçu une suite favorable.

- Pour pouvoir réaliser ces vols, l'opérateur a dû soumettre à la DAC une analyse de la situation sécuritaire de la région de destination des avions, basée sur une évaluation des risques et mettre en place un dispositif de surveillance par le biais d'un échange régulier d'informations avec les autorités militaires présentes sur les aéroports desservis.

La DAC continue à s'assurer, dans un contact permanent avec l'opérateur des vols, que les mesures prises restent adaptées à la situation sécuritaire sur le terrain. Il est utile de rappeler à cet endroit que les deux aéroports desservis, celui de Kaboul en Afghanistan et d'Erbil en Iraq, sont utilisés courrament par des compagnies aériennes comme Lufthansa, Austrian Airlines, Olympic Airlines ou encore Turkish Airlines.

- Le Gouvernement, à travers les administrations et organes compétents, continuera à surveiller la situation.

Question 1770 (24.11.2011) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**égalité des droits des parents:**

À plusieurs reprises, Madame la Ministre de l'Éducation nationale a confirmé son intention de respecter l'égalité des droits des parents sur leurs enfants, indépendamment de leur statut matrimonial. En plus, la Cour Constitutionnelle a déclaré, dans son arrêt 47/08 du 12 décembre 2008, que les articles 302, alinéa 1er et 378, alinéa 1er du Code civil ne sont pas conformes à l'article 10 bis (1) de la Constitution dans la mesure où ils n'autorisent pas l'exercice conjoint par les deux parents divorcés de l'autorité parentale sur les enfants communs.

Normalement, toutes les écoles devraient donc veiller à toujours faire parvenir les mêmes documents aux deux parents des élèves et de les associer, de façon strictement égale, à toute décision concernant leurs enfants.

Or, il semble que de nombreux problèmes subsistent à cet égard. Le système informatique ne semble pas prévoir la possibilité d'inscrire, si nécessaire, deux adresses différentes pour les parents des élèves. En outre, surtout à l'école primaire, les élèves sont parfois priés de ramener eux-mêmes des documents à la maison, ce qui, dans le cas de parents séparés ou divorcés, revient à priver l'un des deux parents de ses droits.

Plusieurs écoles, qui ont fait l'objet de demandes de la part de parents concernés, ne semblent pas répondre à de telles démarches.

Par conséquent, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale:

1) De quelle façon, Madame la Ministre a-t-elle informé les écoles des modalités à appliquer pour toujours garantir le traitement égal des deux parents? Ces instructions sont-elles suffisamment claires et contraignantes? Est-ce que ces instructions ont également été transmises aux écoles privées et à l'École européenne qui sont toutes soumises à la législation luxembourgeoise en la matière?

2) Madame la Ministre veille-t-elle à ce que les modalités pratiques, par exemple en matière de gestion électronique des documents, permettent de traiter les deux parents de façon égale?

3) Est-ce que les écoles communiquent toujours à l'autre parent les éléments d'information contenus dans des documents que les enfants sont censés remettre en personne au parent chez lequel ils habitent?

Réponse (23.12.2011) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

1) Il va de soi que tant les écoles publiques que les écoles privées et l'École européenne situées sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg sont tenues de respecter les dispositions du Code civil luxembourgeois. Il ne m'appartient toutefois pas de donner des instructions à l'École européenne dont le statut est régi par la convention portant statut des écoles européennes, signée le 21 juin 1994 et approuvée par la loi ad hoc du 23 décembre 1998.

J'ai informé les directions des lycées et les inspecteurs des écoles fondamentales que les

deux parents d'un élève ont le droit d'être renseignés sur la progression scolaire de leur enfant, indépendamment de l'état civil des parents. Je ne manquerai de rappeler cette disposition par voie de circulaire aux directions des lycées et aux membres de l'inspectorat de l'enseignement fondamental.

2) La saisie électronique des données à caractère personnel d'un élève ne constitue pas d'obstacle au traitement égal des deux parents. Sont saisis, d'un côté, l'adresse de résidence de l'élève, et de l'autre, les noms, prénoms, adresses électroniques et numéros de téléphone de leurs père et mère et autre représentant légal, le cas échéant.

3) Il n'y a pas de raison que les écoles ne communiquent pas, sur demande, à l'autre parent les éléments d'information contenus dans les documents que les enfants sont censés remettre en personne au parent chez lequel ils habitent. Dans ce contexte, je tiens à attirer l'attention de l'honorable Député sur le fait que depuis la mise en vigueur des lois du 6 février 2009 relatives à l'enseignement fondamental, l'obligation de réunions d'échanges trimestrielles entre parents et titulaires de classe, portant notamment sur la progression scolaire des élèves, a été introduite progressivement.

Question 1772 (25.11.2011) de **MM. Claude Adam** et **Félix Braz** *(déi gréng)* concernant la **durée du titre de séjour pour étudiants issus de pays tiers:**

Suite aux protestations d'étudiants concernés et de plusieurs cercles et associations d'étudiants, le Ministère de l'Immigration vient d'annoncer aujourd'hui que les étudiants de pays tiers bénéficieraient désormais à nouveau d'un permis de séjour d'une durée d'un an et non plus de six mois. Il s'avère que depuis le 1er septembre le Ministère avait en effet attribué des titres de séjour limités à six mois avec comme justification que cette durée correspondrait à la durée de l'inscription des étudiants qui se fait par semestre.

Par ce changement dans l'attribution des titres, le Ministère s'est mis en non-conformité flagrante avec la législation nationale et européenne. Aussi bien la directive européenne 2004/114/CE dans son article 12, que la loi du 29 août 2008 portant sur la libre circulation des personnes et l'immigration dans son article 57, fixent 12 mois comme durée minimale d'un titre de séjour pour étudiant. Une exception est prévue: Si la durée du «cycle d'études» est inférieure à un an, le titre de séjour peut être réduit à la période d'études. Or, dans la quasi totalité des cas, le «semestre» ne correspond pas au «cycle d'études».

Dans ce contexte, nous souhaitons avoir les informations suivantes de la part de Monsieur le Ministre:

1) Qui a pris la décision de changer la durée du titre de séjour pour étudiants de pays tiers à partir du 1er septembre?

2) Quelles furent les raisons à la base de cette décision?

3) Est-ce que cette modification de la durée fut décidée de commun accord avec le Ministère de l'Enseignement supérieur?

4) Comment est-il possible que le Ministère de l'Immigration commence à appliquer de nouvelles dispositions manifestement contraires à la loi?

5) Combien d'étudiants furent concernés à la date d'aujourd'hui par la délivrance d'un permis de six mois?

Réponse (12.12.2011) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

La décision de limiter la durée de validité du titre de séjour des étudiants à la durée du semestre d'hiver 2011/12 a été prise par la direction de l'Immigration, en concertation avec le Service des Études et de la Vie Étudiante de l'Université du Luxembourg. Alors que, selon les informations du SEVE, l'inscription actuelle des étudiants est limitée au semestre d'hiver 2011/12, de même que leur affiliation à la sécurité sociale, il avait été retenu que la durée du titre de séjour serait limitée à titre exceptionnel à une durée de six mois, en attendant une solution du problème de l'affiliation à la sécurité sociale des étudiants ressortissants de pays tiers.

Entre-temps, les 189 étudiants concernés sont informés de l'extension de la durée de validité de leur titre de séjour.

Il convient de préciser que l'article 56, paragraphe (1) de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration dispose que la couverture par une assurance maladie constitue une des conditions pour l'octroi d'une autorisation de séjour en tant qu'étudiant. Il sera veillé à ce que cette condition reste remplie pour le semestre d'été 2012.

Question 1776 (28.11.2011) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **vote par correspondance:**

La date ultime qui avait été retenue pour la présentation des candidatures aux élections communales de l'an 2011 était le 9 septembre. Le tirage au sort des numéros de listes avait été fixé au 10 septembre. La semaine du 12 au 16 septembre était réservée à la préparation et à l'impression des bulletins de vote. L'envoi ultime des bulletins de vote par correspondance avait été fixé au lundi 19 septembre.

Dans ce contexte, il m'a été signalé que les délais retenus ont été très serrés et que l'on aurait pu risquer, par exemple dans le cas d'une panne technique au niveau de l'impression, de ne pas être en mesure de respecter la date du 19 septembre.

À noter que des envois, qui sont partis au plus tard le 19 septembre pour les pays d'outre-mer, ne sont pas parvenus en temps utile au bureau de vote principal de nombre de communes. Il en résulte que ces votes n'ont pas été pris en compte. Par conséquent, une partie du travail a été en vain, sans parler des coûts de l'opération.

Voilà pourquoi je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire s'il serait disposé à procéder à l'avenir à un réajustement du délai à respecter pour l'envoi ultime des bulletins de vote par correspondance?

- Dans l'affirmative, comment ce réajustement pourrait-il se présenter?

Réponse (19.12.2011) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Dans sa question parlementaire l'honorable Député soulève le problème des délais en matière de vote par correspondance en me demandant si je suis disposé «à procéder à l'avenir à un réajustement du délai à respecter pour l'envoi ultime des bulletins de vote par correspondance».

L'auteur de la question fonde sa demande sur le constat que «les délais retenus ont été très serrés et que l'on aurait pu risquer, par exemple dans le cas d'une panne technique au niveau de l'impression, de ne pas être en mesure de respecter la date du 19 septembre», date limite pour l'envoi des bulletins par correspondance.

Indéniablement, les opérations préélectorales se jouent dans un espace-temps extrêmement serré.

Ainsi, l'article 227 de la loi électorale prévoit que «les candidats doivent être présentés au moins trente jours avant celui fixé pour le scrutin». Aux termes de l'article 227 de la loi électorale «Si le requérant remplit les conditions de l'électorat, le collège des bourgmestre et échevins lui envoie, au plus tard vingt jours avant le scrutin (…)».

Notons d'abord que le délai rapproché pour le dépôt des candidatures et des listes de candidats répond à un souci d'ouverture maximal de l'exercice de la liberté fondamentale que constitue le droit de vote passif qui, je le pense, repose sur un large consensus.

Pour répondre à la question de l'honorable Député, je formulerais à mon tour la question suivante: que se passerait-il si en raison d'un imprévu (par exemple une grève dans la poste d'un pays destinataire, une absence passagère du destinataire de son domicile, etc.) l'électeur par correspondance était mis dans l'impossibilité matérielle de répondre à temps, c'est-à-dire au plus tard avant 14.00 heures du jour du scrutin?

Sans doute, l'émoi serait grand, y compris dans la classe politique luxembourgeoise qui porte un grand intérêt à la question du vote par correspondance, à en juger le nombre de questions parlementaires à ce sujet.

Voilà pourquoi j'estime qu'il faut laisser, dans cette suite des délais plutôt brefs, le délai le plus favorable à l'électeur et réserver les délais les plus contraignants à l'administration publique. C'est en tout cas ce que j'entends par une administration efficiente au service du citoyen.

Pour cette raison je n'entends pas prendre une initiative dans le sens proposé par l'honorable Député.

Question 1782 (1.12.2011) de **M. Claude Adam** *(déi gréng)* concernant le **prix de vente et droits d'auteur des livres numériques (e-book):**

- Est-ce qu'en matière de TVA, l'e-book est considéré en tant que livre imprimé ou service fourni par voie électronique?

- Au niveau du prix de vente, l'e-book est-il soumis à la même législation que le livre imprimé, c'est-à-dire le prix conseillé pour les livres produits au Grand-Duché et le prix libre pour les livres importés?

- Comme la publication numérique n'était pas encore courante il y a une dizaine d'années, la cession des droits d'auteur numériques n'était pas prévue dans les accords entre auteurs et éditeurs. Au Luxembourg, à qui reviennent donc les droits d'auteur pour la reproduction de ces vieux titres sur un support numérique? À l'auteur ou à l'éditeur qui possède déjà les droits de reproduction sur support papier?

Réponse commune (19.12.2011) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*, et de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

La question parlementaire n°1782 de l'honorable Député Claude Adam appelle la réponse suivante de la part du Ministre des Finances et du Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.

1. Le Gouvernement a décidé, pour des raisons de neutralité, qu'il y a lieu d'accorder une acception large à la notion de livre, visé au point 5 de l'annexe B de la loi concernant la taxe sur la valeur ajoutée et à l'article 2, point 5, sous a) du règlement grand-ducal modifié du 21 décembre 1991 déterminant les limites et les conditions d'application des taux réduit, super-réduit et intermédiaire de la taxe sur la valeur ajoutée, en ce sens qu'à identité de fonction, une distinction entre support physique et support numérique ne s'impose pas.

2. Il n'existe ni de législation ni de réglementation au niveau du prix de vente des livres.

3. La réponse à cette question appelle à une analyse au cas par cas en fonction du droit applicable, dont le droit contractuel positif, ainsi que des conventions passées entre parties.

Il importe donc de vérifier si un contrat d'édition a stipulé ou non une éventuelle cession du droit de reproduction par numérisation au niveau du droit de reproduction de l'œuvre, notamment moyennant disposition claire définissant exhaustivement ou de façon limitative les formes d'utilisation du droit de reproduction cédé.

Le droit de reproduction d'une œuvre protégée (par voie numérique ou non) constitue de par la loi un droit exclusif du titulaire des droits de cette œuvre.

Question urgente 1794 (8.12.2011) de **Mme Viviane Loschetter** et **M. Félix Braz** *(déi gréng)* concernant les **mineurs détenus au Centre pénitentiaire de Schrassig:**

D'après des informations qui nous ont été confirmées par plusieurs sources, deux garçons mineurs, âgés de 10 et 11 ans, seraient actuellement détenus au Centre pénitentiaire de Schrassig. Des vols leur seraient reprochés.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame et Monsieur les Ministres:

- Est-ce que les Ministres peuvent confirmer ces informations?

- Le cas échéant, comment se peut-il que des enfants de 10 et 11 ans soient détenus au Centre pénitentiaire de Schrassig? En application de quels textes de loi cette décision totalement inacceptable a-t-elle été prise?

- N'estimez-vous pas qu'il convient de transférer immédiatement ces enfants dans une structure adaptée à leur âge?

- Le Gouvernement n'estime-t-il pas qu'il serait de son devoir de mettre immédiatement un avocat à disposition de ces enfants afin que leurs droits puissent être défendus?

- Que ferez-vous pour éviter que pareils faits ne se reproduisent à l'avenir?

Réponse (12.8.2011) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Justice:*

Les honorables Députés s'enquièrent de la situation de deux mineurs placés récemment au Centre pénitentiaire de Luxembourg.

Il peut être confirmé que deux mineurs de nationalité croate et âgés respectivement de 12 et de 13 ans ont en effet été placés au Centre pénitentiaire de Luxembourg le 21 novembre 2011 à partir de 01.20 heures alors qu'ils sont les auteurs présumés de plusieurs dizaines de vols; ils ont été entendus par le juge d'instruction à ce sujet.

La mesure de garde provisoire en question a été prononcée par le parquet en application des articles 1er, 7 et 25 de la loi du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse. En application de la même loi, un avocat a été immédiatement mis en contact avec chacun des mineurs par ordonnance du juge de la jeunesse du 21 novembre 2011. Il va de soi que ces mineurs n'ont pas été placés ensemble avec des détenus majeurs. Au contraire, les quelques mineurs placés au Centre pénitentiaire de Luxembourg reçoivent toujours une attention particulière et deux éducatrices s'occupent dans ces cas plus spécialement des mineurs.

Les deux mineurs en question ont été libérés le 7 décembre 2011 à 16.30 heures sur base d'une décision du juge de la jeunesse qui leur a accordé un congé sur mesure de garde provisoire sous condition d'un éloignement du territoire du Grand-Duché de Luxembourg. Ils ont été recueillis par leurs parents qui ont fini par se présenter devant le juge de la jeunesse, de sorte que la question des honorables Députés relative au transfert de ces mineurs dans une structure adaptée est devenue sans objet.

En tout état de cause, tant la décision de placement que la décision de libération ont été prises par les autorités judiciaires compétentes en application de la loi et il n'appartient pas aux membres du pouvoir exécutif de discuter le bien-fondé des décisions prises dans un cas d'espèce.

Toujours est-il que, de façon générale, nous partageons les préoccupations des honorables Députés relatives au placement de mineurs dans un établissement pénitentiaire.

Force est de constater cependant que les autorités judiciaires saisies de ce genre de cas sont trop souvent confrontées avec un manque cruel de structures de placement appropriées, de sorte qu'un placement au Centre pénitentiaire de Luxembourg est très souvent la dernière option.

La création des structures de placement des mineurs se heurte très souvent à de nombreux problèmes administratifs. Ainsi, l'unité de sécurité de Dreiborn, déjà prévue par la loi du 16 juin 2004 portant réorganisation du centre-éducatif de l'État, ne pourra être mise en service qu'au cours de l'année 2012, suite à de nombreuses péripéties administratives notamment au niveau local.

Toutefois, nous sommes également de l'avis qu'une prison ne saurait être le lieu indiqué pour le placement de tels mineurs qui ne sauraient pâtir de l'absence de structures appropriées.

Dans cet ordre d'idées, et dans le cadre plus général de la réforme pénitentiaire, le Ministre de la Justice a saisi le Conseil de Gouvernement pour sa séance du 16 décembre prochain de deux projets de loi portant respectivement réorganisation de l'administration pénitentiaire et de l'exécution des peines, dont le premier propose d'inscrire formellement dans la future loi pénitentiaire que seuls les mineurs visés par l'article 32 de la loi précitée du 10 août 1992 pourraient être placés au Centre pénitentiaire de Luxembourg; il s'agit donc de mineurs qui i) ont au moins 16 ans et qui ii) ont commis une infraction pénale d'une gravité telle qu'ils sont poursuivis et jugés selon le droit pénal commun applicable aux adultes.

Ainsi, il pourrait être évité que ces mineurs soient placés ensemble avec d'autres mineurs, plus jeunes et présentant des problèmes moins graves, ce qui risquerait d'être préjudiciable à ces derniers.

LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES **N°4** • SESSION ORDINAIRE 2011-2012

11e séance mardi 13 décembre 2011
12e séance mercredi 14 décembre 2011
13e séance jeudi 15 décembre 2011

Audience au Palais grand-ducal



Photo: © SIP/Zineb Ruppert

À l'occasion du Nouvel An, Leurs Altesses Royales le Grand-Duc et la Grande-Duchesse ainsi que Son Altesse Royale le Grand-Duc héritier ont reçu en audience au Palais grand-ducal le Bureau de la Chambre des Députés avec en tête son Président, M. Laurent Mosar.

Vœux de Nouvel An et priorités pour 2012



Le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, lors de son discours de Nouvel An, entouré de MM. Michel Wolter, Alex Bodry, Claude Frieseisen (secrétaire général), Mmes Lydie Polfer, Lydia Mutsch, MM. Lucien Lux et Marc Spautz, membres du Bureau (de gauche à droite).

Après avoir adressé ses meilleurs vœux pour l'année 2012 aux membres du Bureau et de l'administration parlementaire, le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar a identifié deux priorités pour l'année à venir dans son traditionnel discours de Nouvel An:

- l'élaboration d'un code de déontologie pour les mandataires et agents publics conformément à l'esprit d'une résolution votée par le Parlement en octobre 2011, et

- l'instauration d'un système de pétitions électronique pour qui veut saisir la Chambre d'une pétition.

Depuis peu, les citoyens ont la possibilité d'envoyer à la Chambre des Députés des pétitions par courrier électronique. Celles-ci figurent sur le site Internet du Parlement (www.chd.lu) avec les suites qui leur ont été réservées. Actuellement la Chambre des Députés se voit saisie d'une proposition de la part de la Commission des Pétitions pour introduire un système de pétitions électronique qui devrait permettre aux citoyens de signer à l'avenir les pétitions par voie électronique. Soutenues par 4.500 signataires au moins, elles devraient impérativement faire l'objet d'une discussion publique entre pétitionnaires, députés de la Commission des Pétitions et d'autres instances concernées. La presse et le public pourraient assister à ces réunions qui seraient également retransmises par Chamber TV.

Par ailleurs, le Président a exprimé son souhait que le groupe interinstitutionnel - constitué de représentants du Parlement, du Gouvernement et du Conseil d'État, réfléchissant à une amélioration de la procédure législative dans le but de l'accélérer - arrive à des conclusions avant la fin de l'année.

Pour sa part, le Secrétaire général de la Chambre des Députés, M. Claude Frieseisen, a confirmé pour l'année écoulée une réduction des dépenses administratives de l'ordre de 8%. Le regroupement de certains services de l'administration parlementaire dans le bâtiment Wiltheim, situé en face de l'Hôtel de la Chambre, devrait finalement se faire au courant de l'été 2012. En automne, une journée «portes ouvertes» devrait permettre au public de s'informer sur le fonctionnement de l'institution parlementaire.

Ne pas oublier les défavorisés



M. Laurent Mosar a visité la «Stëmm vun der Strooss».

Dans le cadre des vœux qu'il a adressés pour le Nouvel An, le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar s'est déplacé dans les locaux de la «Stëmm vun der Strooss» à Bonnevoie afin d'aller à la rencontre des personnes qui ne sont pas gâtées par les aléas de la vie.

Accueilli par la chargée de direction, Mme Alexandra Oxacelay, le Président s'est entretenu avec les responsables de la «Stëmm», mais également avec des bénévoles de l'organisation, des sans-abri, des chômeurs et des bénéficiaires du RMG en compagnie desquels il a déjeuné.

La «Stëmm» offre en moyenne tous les jours un repas à une centaine de personnes parmi lesquelles 83 nationalités différentes ont déjà pu être recensées.

Session d'hiver du Parlement Benelux

Sécurité nucléaire et sécurité alimentaire à l'ordre du jour

Les travaux des membres du Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux (Parlement Benelux), réunis les 16 et 17 décembre 2011 en séance plénière à La Haye aux Pays-Bas, étaient organisés autour de différents thèmes, dont un en particulier continue à susciter de vives discussions au sein de l'Union européenne depuis plusieurs mois.

Il s'agit de la sécurité nucléaire qui a fait l'objet d'un débat d'actualité en début de séance. Le vote sur la recommandation qui devait en découler a été reporté à la session de mars 2012 en raison d'un remaniement du texte original, qui dans sa version finale devra tenir compte des conséquences psychologiques de la contamination radioactive et de la nécessité de définir des normes communes aux pays du Benelux avec une ligne de communication unique comme clé de voûte.

Autre sujet poignant en 2011, la sécurité alimentaire, lié à l'apparition de la bactérie EHEC en Europe et à une mauvaise gestion de la communication. Le Parlement Benelux a adopté une recommandation aux trois gouvernements de mettre en place un système d'information efficace dans le cadre de la sécurité alimentaire, notamment envers les médias et le public.

Constatant qu'une approche unique des mesures fiscales prises dans les pays du Benelux en matière d'économies d'énergie n'existe pas, les parlementaires de ces trois États ont adopté une recommandation visant l'uniformisation. La délégation luxembourgeoise a demandé toutefois à ce que la recommandation se limite aux règles applicables aux subventions et ne concerne pas les accises.

La conférence «Forêts et climat» qui avait eu lieu le 30 septembre 2011 à Luxembourg a abouti à l'adoption d'une recommandation encourageant les gouvernements des pays du Benelux à mettre en place une gouvernance forestière transnationale au sein du Benelux et à sensibiliser l'opinion publique aux problèmes liés à la gestion forestière.

Après avoir écouté les explications du secrétaire général de l'Union Benelux à propos du plan annuel 2012, les membres du Parlement Benelux ont également donné leur aval à une recommandation relative à la coopération transfrontalière et aux synergies entre le Parlement Benelux et le Comité des Régions, d'une part, et entre le Parlement Benelux et d'autres structures de coopération transfrontalière, d'autre part.

La délégation luxembourgeoise, présidée par M. Marcel Oberweis, était composée par ailleurs de MM. Marc Angel, Xavier Bettel, Roger Negri et Gilles Roth.



(de gauche à droite) MM. Xavier Bettel, Gilles Roth, Roger Negri, Marcel Oberweis, Marc Angel, députés, et M. Alain de Muyser, secrétaire général adjoint de l'Union Benelux.

DANS CE NUMÉRO

Crise de la dette, sauvetage de l'euro - déclaration du Premier Ministre p. 109
Réforme de l'ADEM p. 127
Discours de fin d'année du Président Mosar p. 142
Sommaire des séances publiques nos 11-13 p. 143
Sommaire des questions parlementaires p. Q36

Deux ans après le Traité de Lisbonne: premières expériences sous la procédure législative ordinaire

Lors d'un séminaire en décembre 2011 sur la procédure législative ordinaire, les trois Vice-Présidents du Parlement européen (PE) en charge de la conciliation, M. Gianni Pittella, Mme Rodi Kratsa-Tsagaropoulou et M. Alejo Vidal-Quadras ont exposé leur point de vue sur le processus législatif européen depuis l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne. M. Marcel Oberweis (CSV) a participé à ce séminaire en tant que représentant de la Chambre des Députés.

Mme Rodi Kratsa-Tsagaropoulou a souligné que le rôle des parlements nationaux constituait l'élément novateur majeur du processus législatif depuis l'entrée en vigueur définitif du Traité de Lisbonne. La légitimité démocratique de la procédure législative européenne s'en trouve renforcée. Le Parlement européen attache une importance particulière au maintien d'un dialogue «structuré et constructif» avec les parlements nationaux qui disposent des données de terrain permettant de mieux évaluer les effets immédiats de la législation européenne.

«Il est intéressant de voir comment la procédure législative est en train d'évoluer en Europe», a déclaré M. Oberweis, qui déplore néanmoins la complexité du processus législatif européen, difficile à expliquer aux citoyens. Saluant l'organisation du séminaire, le député a invité le Parlement européen à réfléchir sur la tenue annuelle d'une telle réunion pour faire le point sur le processus législatif avec les parlements nationaux.

Les Vice-Présidents du Parlement européen ont répondu favorablement à la proposition du député luxembourgeois en appelant de leurs vœux l'organisation d'un séminaire annuel sur les questions de subsidiarité.



M. Marcel Oberweis (CSV).

NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU **N°4** • SESSION ORDINAIRE 2011-2012

Profession d'avocat

5660B - Projet de loi concernant l'exercice de la profession d'avocat sous forme d'une personne morale et modifiant

1. la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;

2. les articles 2273 et 2276 du Code civil

1. L'exercice de la profession d'avocat sous forme de personne morale

L'innovation majeure du projet de loi consiste à élargir le droit d'association entre avocats, consacré à l'article 34, paragraphe (1) de la loi du 10 août 1991 sur la profession d'avocat en ce que les avocats sont désormais autorisés à s'associer dans une personne morale qui a la forme d'une société commerciale tout en maintenant le caractère ou la nature civile de l'association et en précisant l'interdiction pour les avocats d'exercer une quelconque activité commerciale, artisanale ou industrielle[1].

Si aujourd'hui les avocats ne peuvent exercer en commun leur profession que moyennant une association civile consacrée par voie de contrat écrit[2], le projet de loi leur permettra à l'avenir également d'exercer cette profession sous forme de personne morale. Cette personne morale prendra la forme, soit d'une société civile, soit d'une société ayant la forme d'une des sociétés telles que prévues à l'article 2 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales y inclus la société unipersonnelle[3]. Les dispositions de la loi du 10 août 1915 seront applicables aux sociétés d'avocats à chaque fois que la future loi n'y déroge pas expressément[4].

Aussi le projet de loi prévoit d'ajouter deux nouvelles listes au tableau des avocats, à savoir (i) la liste V comprenant les personnes morales exerçant la profession d'avocat et ayant un ou plusieurs associés (personne physique) inscrit(s) à la liste I exerçant une influence significative sur l'activité de la personne morale au Luxembourg et (ii) la liste VI reprenant les autres personnes morales exerçant la profession d'avocat[5].

La possibilité pour une personne physique exerçant une profession libérale de s'organiser en personne morale n'est pas nouvelle en droit luxembourgeois puisque la loi l'autorise déjà pour les architectes et ingénieurs-conseils[6], les experts comptables[7] et les réviseurs d'entreprises[8].

Le projet de loi vise à adapter le droit luxembourgeois conformément à une évolution que nos pays voisins, comme la France ou encore la Belgique, ont déjà suivie depuis longtemps.

En France, la loi du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales[9] permet aux avocats de se constituer en société. La loi française limite toutefois le choix de la forme de la société aux sociétés suivantes, à savoir: la société à responsabilité limitée, la société anonyme, la société par actions simplifiées ou la société en commandite par actions régies par les dispositions du Livre II du Code de commerce français[10]. Ces sociétés sont qualifiées de société d'exercice libéral.

En Belgique, «*[l]es avocats peuvent s'associer en constituant une société de droit commun ou une société civile à forme commerciale au sens du Code des Sociétés, à l'exception de la S.A. et de la société en commandite, ou en y adhérant*»[11].

Le projet de loi n°5660B permet, quant à lui, aux avocats de s'associer sous la forme de n'importe quel type de société telle que prévue à l'article 2 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, y compris la société unipersonnelle. Cette large ouverture quant à la forme juridique de la personne morale présente l'avantage de la simplicité, de la flexibilité et de la sécurité juridique.

Au niveau communautaire, la directive 98/5/CE visant à faciliter l'exercice permanent de la profession d'avocat dans un État membre autre que celui où la qualification a été acquise, tient également compte de la possibilité pour les avocats d'exercer leur métier sous forme de société d'avocats[12], de sorte que l'adaptation de notre droit à cette réalité est dans l'intérêt de la liberté d'établissement.

Cet intérêt est double:

- D'une part, les avocats exerçant sous forme de société dans leur pays d'origine peuvent venir s'établir au Luxembourg sans devoir abandonner ou devoir modifier la forme juridique sous laquelle ils exercent dans leurs pays d'origine[13].

- D'autre part, la future loi permettra également aux avocats établis au Luxembourg sous forme de personne morale d'exercer dans un autre État membre sous la même forme pour autant que cet État membre prévoie la possibilité pour les avocats de s'associer sous la forme d'une personne morale. Les avocats luxembourgeois pourront également s'associer au sein d'une personne morale de droit étranger.

Enfin, les avocats organisés sous forme de personne morale du droit d'un pays tiers pourront également exercer à Luxembourg, à condition de prouver qu'ils sont habilités à exercer la profession d'avocat dans leur pays d'origine.

Le projet de loi tire dès lors les conséquences juridiques d'une évolution constante qui, depuis des décennies, accélérée par le phénomène de la mondialisation, a influencé notre droit en rapprochant deux systèmes juridiques différents, à savoir, d'une part, le système civiliste et, d'autre part, le système du «*Common Law*».

2. Les conséquences juridiques d'une évolution constante

Selon le Rapport sur les professions du droit établi en mars 2009 à la demande du Président de la République française par une commission présidée par Maître Jean-Michel Darrois, l'avenir de la profession d'avocat est en effet intimement lié aux systèmes juridiques dans lesquels cette profession est exercée[14].

Au Luxembourg, pays à tradition civiliste, *«[l]a profession d'avocat ne peut être suspectée de rechercher son propre intérêt […]»*, elle est au contraire chargée d'*«[…] assurer des garanties à l'usager»*[15]. Ces extraits de l'exposé des motifs du projet de loi qui est à l'origine de la loi du 10 août 1991 sur la profession d'avocat, témoignent de la conception civiliste de la profession d'avocat qui est une conception de (quasi-)[16] service public[17] dans la mesure où l'avocat est au service du peuple dont les droits et devoirs sont garantis. Cette conception de la profession d'avocat se justifie surtout eu égard à sa tâche traditionnelle qui est d'assurer les droits de la défense.

Jusqu'à la date du 10 août 1991, le décret impérial contenant règlement sur l'exercice de la profession d'avocat et la discipline du barreau du 14 décembre 1810 était applicable. Ce décret marque la conception de la profession d'avocat en ce que Napoléon justifie sa réglementation en les termes suivants: *«[…] nous avons en conséquence ordonné, par la loi du 22 ventôse an XII, le rétablissement du tableau des Avocats, comme un des moyens les plus propres à maintenir la probité, la délicatesse, le désintéressement, le désir de la conciliation, l'amour de la vérité et de la justice, un zèle éclairé pour les faibles et les opprimés, bases essentielles de leur état»*. Le décret interdit aussi aux avocats *«[…] de faire des traités pour leurs honoraires, ou de forcer les parties à reconnaître leurs soins avant les plaidoiries […]»*.

Le Règlement intérieur de l'Ordre des Avocats du Barreau de Luxembourg reflète encore aujourd'hui cette conception humaniste de la profession d'avocat en érigeant en devoirs impérieux de l'avocat *«[l]a diligence, la dignité, la conscience, l'indépendance, la probité et l'humanité, l'honneur, la loyauté, la délicatesse, la modération, la courtoisie, le désintéressement et la confraternité […]»*[18].

Dans les pays du «*Common Law*» en revanche, le droit est conçu depuis longtemps comme un *«business»*[19], un marché du droit. Ainsi, *«[l]es lawyers américains et les solicitors anglais depuis plus d'un siècle se sont tournés vers le droit des affaires et ont adapté leur pratique professionnelle aux caractéristiques du „Common Law"*.

Les contrats qu'ils rédigent tendent à prévoir et résoudre tous les événements susceptibles de se produire au cours de leur exécution. Cette façon de travailler est donc facilement exportable et

---

[1] Article 1er points 6. et 7.

[2] Cf. article 11.3. du Règlement Intérieur de l'Ordre des Avocats du Barreau de Luxembourg tel qu'adopté par le Conseil de l'Ordre lors de sa réunion du 12 septembre 2007 (Mémorial A, n°207, 28 novembre 2007, p. 3621).

[3] Nouvel article 34-2 paragraphe (1) de la loi du 10 août 1991 sur la profession d'avocat.

[4] Idem, paragraphe (3).

[5] Article 8, paragraphe (3).

[6] Loi du 13 décembre 1989 portant organisation des professions d´architecte et d´ingénieur-conseil, Mémorial A, n°82, 23 décembre 1989, p. 1625.

[7] Loi du 10 juin 1999 portant organisation de la profession d'expert-comptable, Mémorial A, n°83, 29 juin 1999, p. 1770.

[8] Loi du 18 décembre 2009 relative à la profession de l'audit, Mémorial A, n°22, 19 février 2010, p. 296.

[9] Loi du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé et aux sociétés de participations financières de professions libérales, loi n°90-1258.

[10] Article 1er de la loi du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé et aux sociétés de participations financières de professions libérales.

[11] Ordre des barreaux francophones et germanophones (O.B.F.G.), règlement du 18 juin 2003 relatif à l'exercice en commun de la profession d'avocat.

[12] Article 8 de la directive 98/5/CE.

[13] Le projet de loi exige que pour l'inscription à la liste V que un ou plusieurs des associés ayant une influence significative sur l'activité de la personne morale soit inscrit à la liste I, c'est-à-dire qu'il ait la qualité d'avocat à la Cour. L'inscription d'une personne morale à liste VI n'est pas pourvue de ces conditions, ces avocats ne pourront toutefois pas accomplir les actes pour lesquels le ministère d'avocat à la Cour est exigé (point 7 du projet de loi).

[14] Rapport sur les professions du droit établi en mars 2009 à la demande du Président de la République par une commission présidée par Maître Jean-Michel Darrois (ci-après le Rapport Darrois), p. 4; http://www.justice.gouv.fr/art_pix/rap_com_darrois_20090408.pdf.

[15] Projet de loi 3273 sur la profession d'avocat, 30 septembre 1988, commentaire des articles, doc.parl. 3273/01, p. 15.

[16] Jacques Hamelin écrit que *«[….] si la profession d'avocat n'a pas le caractère d'une fonction publique, beaucoup considèrent qu'en raison de ses liens avec l'exercice de la Justice, en raison du contrôle que les pouvoirs judiciaires peuvent exercer sur les Barreaux, l'avocat exerce une profession se rattachant au droit public […]»*; HAMELIN Jacques, Nouvel abrégé des règles de la profession d'avocat, éd. Dalloz, 1968, p. 12.

[17] Dans son livre «L'État luxembourgeois», Pierre Majerus indique qu'*«[i]l existe, à côté des organes proprement dits du pouvoir judiciaire, des agents publics institués pour prêter leur ministère aux magistrats et aux parties, soit dans la procédure judiciaire, soit pour l'accomplissement d'actes extra-judiciaires. Ce sont les greffiers, les huissiers, les notaires, les avocats-avoués et les agréés»;* MAJERUS Pierre, L'État luxembourgeois, Manuel de droit constitutionnel et de droit administratif, Imprimerie Bourg-Bourger, Luxembourg, 1959, p. 226.

[18] Article 1.2. du règlement intérieur de l'Ordre des Avocats du Barreau de Luxembourg (Mémorial A, n°207, p. 3610).

[19] Rapport Darrois précité, p. 7.

adaptable aux règles locales. La puissance économique et financière des États-Unis comme du Royaume-Uni, la volonté des États et des entreprises de demander à leur avocats de les accompagner et de les conseiller dans leurs opérations nationales ou internationales, ont permis aux firmes anglo-saxonnes, après avoir assuré leurs marchés nationaux, de se développer dans le monde entier, d'y affirmer leur influence, et celle de leurs pratiques professionnelles»[20].

À l'avocat plaideur, expert en contentieux, se joint l'avocat conseil qui exerce son activité en dehors de tout affrontement devant un juge.

Déjà en 1991, ce constat a justifié l'élaboration de notre législation actuelle sur la profession d'avocat.

Ainsi peut-on lire dans l'exposé des motifs des travaux parlementaires de la loi du 10 août 1991 sur la profession d'avocat que *«[…] la profession […] comporte, depuis 1810, le monopole de la postulation […]. On sait que, sous l'influence de la pratique anglo-saxonne, des avocats de plus en plus nombreux qui, sur le plan de la place financière, exercent une activité dans le domaine du droit des sociétés, du droit fiscal ou du droit financier, émettent assez couramment des „légal opinions" qui sont des avis juridiques formels. Souvent, l'intervention d'avocats étrangers qui, pour couvrir leur domaine de consultation, insistent sur l'obtention de ces avis, empêche que ces avis soient donnés par des personnes qui ne sont pas membres du Barreau, mais il s'agit là d'une simple situation de fait. On a vu s'installer à Luxembourg des cabinets, tantôt bénéficiant d'une autorisation d'agence d'affaires, tantôt pratiquant sans une telle autorisation, sous des titres divers et dont les qualifications ne font l'objet d'aucune vérification.*

Or, la consultation est non moins importante - et donc aussi redoutable, puisque non contrôlée par le juge - que la plaidoirie et la représentation en justice. Le Luxembourg, centre financier international, tout comme il s'est doté d'un système réglementé de révision par des experts compétents, a besoin d'une profession juridique qualifiée: l'exemple d'autres places est significatif, tel que celui de Londres où les professions des solicitors et des barristers constituent traditionnellement une partie essentielle de l'infrastructure.»[21]

En effet, au Royaume-Uni deux professions se partagent le métier de l'avocat, à savoir:

- les *barristers,* ceux qui plaident et se rapprochent dès lors de notre définition classique de la profession d'avocat; et

- les *solicitors,* ceux qui donnent des avis juridiques.

À noter par ailleurs que les distinctions établies en droit anglais sont bien moins nettes qu'elles ne le paraissent. Dans un rapport relatif à la réforme du cadre légal des services légaux, le rapporteur explique que «*[t]he grain of Government legislation over the years has been in the direction of encouraging greater competition between different types of lawyer. The Administration of Justice Act 1985 permitted licensed conveyancers to compete with solicitors in the conveyancing market. The Courts and Legal Services Act 1990 enabled solicitors to acquire rights of audience in higher courts, previously the preserve of members of the Bar; and since then two other professional bodies have been allowed to grant limited rights of audience to their members. Today there are around 2000 solicitors with higher court rights; and a significant amount of advocacy, primarily in the lower courts but increasingly in the higher courts, is done by solicitors. At the same time there are a large number of barristers, such as those who advise on tax or conveyancing issues, whose job is similar to many solicitors. The cultures of the Bar Council and Law Society are markedly different; but whilst they may remain separate professional bodies they cannot be regarded as separate professions.*»[22]

La Commission juridique a discuté de l'opportunité d'introduire une subdivision semblable en droit luxembourgeois. Étant donné toutefois qu'une telle demande n'existe pas de la part des organes représentatifs de la profession d'avocat qui sont en charge de sa réglementation, le projet de loi sous rapport ne poursuit pas cet objectif. La Commission juridique tient cependant à souligner qu'elle estime que des réflexions quant à l'opportunité d'introduire un système d'avocat-contentieux et d'avocat d'affaires devront être menées à l'avenir.

Le projet de loi sous rapport se situe dans la mouvance de la loi du 10 août 1991 sur la profession d'avocat en ce qu'il entend garantir la compétitivité de cette profession ainsi que du Luxembourg en tant que terre d'accueil de nombreux cabinets étrangers.

Adapter la profession d'avocat aux réalités induites par le rapprochement pré-décrit sans pour autant jeter par-dessus bord les principes fondamentaux qui gouvernent depuis toujours l'exercice de cette profession au Luxembourg et qui, comme nous l'avons vu ci-dessus, justifient sa spécificité, voilà la tâche à laquelle le législateur est confronté aujourd'hui. C'est pour cette raison que le champ d'application du projet de loi a finalement été limité à la seule profession d'avocat.

3. Un champ d'application limité à la profession d'avocat

Le texte de loi future résulte principalement des amendements parlementaires du 13 octobre 2010 qui ont limité le champ d'application de la législation future à la seule profession d'avocat.

La Commission juridique est ainsi revenue au projet de loi n°5660 initial qui avait *«[…] pour principal objet d'élargir le droit d'association entre avocats […]»*[23].

Le Conseil d'État a critiqué ce choix dans son premier avis du 24 avril 2007. La Haute Corporation aurait préféré un cadre juridique unique pour toutes les professions réglementées afin d'éviter un traitement inégal d'une profession à l'autre qui serait contraire à l'article 10bis de la Constitution.

Dans un premier temps, la Commission juridique a suivi le Conseil d'État en étendant le droit de s'associer au sein d'une personne morale à forme commerciale aux architectes et ingénieurs-conseils, experts-comptables et aux réviseurs d'entreprises.

Dans son avis complémentaire du 14 juillet 2009, le Conseil d'État note toutefois qu'il n'a pas été suivi *«[…] dans sa demande de prévoir un système complet intégrant non seulement l'aspect droit des sociétés, mais abordant également les autres aspects notamment les questions fiscales ou de responsabilité professionnelle.*

Seul l'aspect d'un point de vue du droit des sociétés a été réglé, abandonnant ainsi au droit commun les autres aspects liés aux différentes professions énumérées à l'article 1er du projet de loi sous examen qui pourraient cependant avoir des répercussions notamment sur le secret professionnel des avocats, sur la domiciliation de sociétés pour les professions autorisées à ce faire, pour autant que la domiciliation de sociétés soit un acte de commerce, et sur l'étendue du champ d'activité de la profession d'expert comptable. Comme certaines professions réglementées n'ont pas imposé à leurs membres l'interdiction de poser des actes de commerce, il y a lieu de se demander si ces professions devront obligatoirement s'adapter à la société d'exercice libéral ou si elles pourront continuer à fonctionner, selon le choix de chaque membre, comme société commerciale régie par la seule loi du 10 août 1915 précitée.»[24]

Cet avis du Conseil d'État témoigne de la difficulté d'instaurer pour l'exercice de ces professions libérales un cadre légal unique tout en préservant les spécificités de chacune d'entre elles.

C'est finalement la spécificité de la profession d'avocat qui a amené la Commission juridique à limiter le champ d'application de la future loi à cette seule profession. La réglementation relative à la profession d'avocat n'est pas nécessairement incompatible avec l'association des avocats sous forme d'une personne morale à forme commerciale pour autant, justement, que la spécificité des règles professionnelles applicables aux avocats soit préservée.

Pour garantir cette spécificité, le projet de loi prévoit que les règles de droit commun, par exemple du droit des sociétés, s'appliquent aux associations d'avocats, mais seulement pour autant que la loi sur la profession d'avocat n'y déroge pas. La principale dérogation est d'ailleurs que les avocats ne pourront pas exercer une activité commerciale ou artisanale et que l'objet de leur société sera toujours civil.

En matière fiscale, le droit commun s'appliquera également aux avocats, tandis qu'en matière de responsabilité professionnelle, les règles spécifiques à la profession d'avocat, le droit commun de la profession d'avocat pour ainsi dire, continueront à s'appliquer.

L'exercice de la profession d'avocat sous une forme sociétale n'est pas choquant. Il suffit de constater qu'au niveau européen, en ce qui concerne la société d'exercice libéral d'avocat, le cadre légal et réglementaire de certains pays membres de l'Espace économique européen prévoit une forme sociétale propre à la profession d'avocat en raison du caractère spécifique et distinct des règles déontologiques régissant cette profession.

Comme soulevé ci-avant (cf. Titre II, point 2 du présent rapport) l'avocat remplit, du moins à certains égards, une mission d'intérêt public, en ce qu'il est appelé à assurer la défense des intérêts du justiciable.

La profession d'avocat est régie par trois grands principes déontologiques, à savoir (i) l'indépendance, (ii) l'absence de conflits d'intérêts et (iii) le secret professionnel.

La Cour de justice de l'Union européenne a reconnu le caractère spécifique de la profession d'avocat et en particulier des règles déontologiques qui lui sont applicables. Dans son célèbre arrêt *Wouters*[25] la Cour a reconnu que *«[s]elon les conceptions en vigueur aux Pays-Bas, où l'ordre national des avocats est chargé par l'article 28 de l'Advocatenwet d'arrêter la réglementation devant assurer l'exercice correct de la profession d'avocat, les règles essentielles adoptées à cet effet sont notamment le devoir de défendre son client en toute indépendance et dans l'intérêt exclusif de celui-ci, celui, déjà mentionné, d'éviter tout risque de conflit d'intérêts ainsi que le devoir de respecter un strict secret professionnel.*

Ces obligations déontologiques ont des implications non négligeables sur la structure du marché des services juridiques, et plus particulièrement sur les possibilités d'exercer conjointement la profession d'avocat et d'autres professions libérales actives sur ce marché.

Ainsi, elles imposent que l'avocat se trouve dans une situation d'indépendance vis-à-vis des pouvoirs publics, des autres opérateurs et des tiers, dont il convient qu'il ne subisse jamais l'influence. Il doit offrir, à cet égard, la garantie que toutes les initiatives qu'il prend dans un dossier le sont en considération de l'intérêt exclusif du client.

La profession des experts-comptables n'est, en revanche, pas soumise, en général et plus particulièrement aux Pays-Bas, à des exigences déontologiques comparables.»[26]

Il s'ensuit, eu égard à l'ensemble des considérations énoncées ci-dessus, qu'il est opportun de prévoir au Luxembourg un cadre juridique propre à la profession d'avocat.

Dans le même ordre d'idées, il faut également maintenir l'esprit libéral de la profession d'avocat quant aux différentes formes d'associations d'avocats. Il s'agit de préserver le libre choix de l'avocat quant aux structures associatives et d'éviter, notamment dans le contexte international, toute discrimination à rebours.

[20] Rapport Darrois précité, p. 6-7.

[21] Projet de loi 3273 sur la profession d'avocat, 30 septembre 1988, commentaire des articles (doc.parl. n°3273[1], p. 15).

[22] SIR CLEMENTI David, *Review of the regulatory framework for legal services in England and Wales, final report,* décembre 2004, p. 5-6.

[23] Projet de loi n°5660, déposé le 21 décembre 2006, exposé des motifs (doc.parl. n°5660, p. 7).

[24] Avis complémentaire du Conseil d'État du 14 juillet 2009 (doc.parl. n°5660B[7], p. 1-2).

[25] Arrêt de la Cour du 19 février 2002, affaire C-309/99.

[26] Idem, considérants 100 à 103.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 10.04.2007

Rapporteur: M. Gilles Roth

Travaux de la Commission juridique
(Président: M. Gilles Roth):

21.05.2008	Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
04.06.2008	Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
11.06.2008	Continuation des discussions
28.01.2009	Continuation de l'examen du projet de loi Adoption d'amendements
11.02.2009	Présentation et adoption d'un projet de texte coordonné
18.03.2009	Désignation d'un nouveau rapporteur
10.03.2010	Échange de vues avec des représentants du Conseil de l'Ordre des Avocats du Barreau de Luxembourg et du Conseil de l'Ordre des Avocats du Barreau de Diekirch ainsi que des représentants de la Conférence du Jeune Barreau de Luxembourg
24.03.2010	Échange de vues suite à la réunion du 10 mars 2010 avec des représentants du Conseil de l'Ordre des Avocats du Barreau de Diekirch et du Conseil de l'Ordre des Avocats du Barreau de Luxembourg ainsi que des représentants de la Conférence du Jeune Barreau de Luxembourg
14.07.2010	Continuation de l'examen du projet de loi
13.10.2010	Présentation et adoption d'un projet de lettre d'amendement et d'un projet de texte coordonné
12.10.2011	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
09.11.2011	Présentation et adoption d'un projet de rapport
23.11.2011	Échange de vues suite à la mise en demeure du Luxembourg par la Commission européenne au sujet des conditions d'admission des avocats européens à la liste I du tableau d'avocats au Grand-Duché de Luxembourg
30.11.2011	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 15.12.2011

Loi du 16 décembre 2011

Mémorial A, n°278, p. 4946

Emploi des personnes handicapées

6161 - Projet de loi portant modification

1. de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées;

2. du Code du travail;

3. de la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du travail

La politique en faveur des personnes handicapées figure parmi les priorités du programme gouvernemental, présenté le 29 juillet 2009 par le Premier Ministre à la Chambre des Députés. Ce programme prévoit notamment que *«[l]e Gouvernement déposera un projet de loi portant révision de la loi du 12 septembre 2003 relative au revenu des personnes handicapées, qui introduira entre autres un loyer au profit des personnes handicapées à l'instar des dispositions prévues par la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti*».

Le projet de loi s'inscrit dans la lignée d'un vaste chantier législatif entamé par la loi du 28 juillet 2011 portant approbation de la Convention de l'Organisation des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées, faite à New York, le 13 décembre 2006.

La Convention véhicule une nouvelle conception du handicap que les auteurs du projet de loi définissent comme *«un changement de paradigmes»*. Ainsi, *«[l]es personnes handicapées ne sont plus perçues en tant que personnes qui nécessitent de l'assistance mais en tant que personnes qui gèrent leur vie de manière autonome et qui participent de manière égalitaire avec les autres aux différents aspects de la vie en société»*.

L'apport majeur du projet de loi consiste en la généralisation d'une participation de l'État à 100% aux frais du salaire des personnes handicapées engagées dans un atelier protégé.

Le projet de loi prévoit encore que les personnes atteintes d'une maladie évolutive qui doivent suivre une formation spécifique afin d'assurer leur maintien dans l'emploi peuvent bénéficier de jours de congé-formation supplé-

mentaires et ceci indépendamment des heures investies dans cette formation.

Enfin, le projet de loi entend encore parfaire la loi du 12 septembre 2003 par deux types différents de dispositions. Les premières visent à *«supprimer certaines lourdeurs procédurales»*. Les secondes cherchent à *«assurer la cohérence avec d'autres textes législatifs»*.

Dépôt par Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 16.07.2010

Rapporteur: M. Emile Eicher

Travaux de la Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances

(Président: M. Jean-Paul Schaaf):

05.10.2010	Présentation du projet de loi
	Désignation d'un rapporteur
21.09.2011	Examen de l'avis du Conseil d'État
15.11.2011	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
07.12.2011	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.12.2011

Loi du 16 décembre 2011

Mémorial A, n°272, p. 4880

Substances chimiques dangereuses

6204 - Projet de loi

a) relative aux contrôles et aux sanctions concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques et les restrictions y applicables, telles que ces substances sont visées par le règlement (CE) n°1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), instituant une agence européenne des produits chimiques, modifiant la directive 1999/45/CE et abrogeant le règlement (CEE) n°793/93 du Conseil et le règlement (CE) n°1488/94 de la Commission ainsi que la directive 76/769/CEE du Conseil et les directives 91/155/CEE, 93/67/CEE, 93/105/CE et 2000/21/CE de la Commission;

b) relative aux contrôles et aux sanctions concernant la classification, l'étiquetage et l'emballage des substances et des mélanges, tels que ces substances et mélanges sont visés par le règlement (CE) n°1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, modifiant et abrogeant les directives 67/548/CEE et 1999/45/CE et modifiant le règlement (CE) n°1907/2006;

c) abrogeant la loi modifiée du 15 juin 1994 relative à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses;

d) abrogeant la loi modifiée du 3 août 2005 relative à la classification, à l'emballage et à l'étiquetage des préparations dangereuses

Le projet de loi 6204 a pour objet d'exécuter et de sanctionner le règlement CE 1272/2008 du Parlement et du Conseil du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, modifiant et abrogeant les directives 67/548/CEE et 1999/45/CE et modifiant le règlement 1907/2006, appelé communément le règlement CLP (Classification, Labelling, Packaging). D'autre part, le projet intègre les dispositions de la loi du 27 avril 2009 (dite REACH) et donc celle-ci est abrogée.

Le nouveau système général harmonisé décrit la classification des produits chimiques par type de danger et propose des éléments de communication correspondant à ces dangers, y compris des fiches de sécurité. L'Union européenne a transposé ce système dans le règlement CLP, en vigueur depuis le 20 janvier 2009. La période transitoire pour changer les classifications de substances court jusqu'au 1er décembre 2010 et pour les mélanges jusqu'au 1er juin 2015.

Ledit règlement CLP vise à garantir un niveau élevé de protection pour l'homme et l'environnement lors de l'utilisation de substances chimiques et se substitue aux dispositions REACH sur la classification et l'étiquetage des substances. Par rapport au système antérieur en matière de substances chimiques, la nouveauté de REACH est le renversement de la charge de la preuve. Ainsi, il appartient à l'entreprise de démontrer que les substances peuvent être fabriquées, utilisées et détruites sans entraîner de risques pour la santé humaine et l'environnement. REACH a aussi pour objectif le remplacement progressif de substances dangereuses par des substances ou des technologies moins dangereuses.

Dépôt par M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures, le 07.10.2010

Rapporteur: M. Marcel Oberweis

Travaux de la Commission du Développement durable

(Président: M. Fernand Boden):

18.10.2010	Désignation d'un rapporteur
12.01.2011	Examen du projet de loi
26.10.2011	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
30.11.2011	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
07.12.2011	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.12.2011

Loi du 16 décembre 2011

Mémorial A, n°265, p. 4358

Propriété intellectuelle

6207 - Projet de loi portant modification de la loi portant approbation du Protocole portant modification de la Convention Benelux en matière de propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles), fait à Bruxelles, le 22 juillet 2010

Le présent projet de loi entend approuver les modifications apportées par le Protocole du 22 juillet 2010 à la Convention Benelux en matière de propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles) entrée en vigueur le 1er septembre 2006 (ci-après: CBPI).

Les quatre principales modifications se résument comme suit:

1. renonciation à la création d'un registre des mandataires agréés

Des dispositions visant l'introduction d'un registre des mandataires agréés ont été adoptées lors de la dernière modification apportée aux lois uniformes Benelux. Elles n'ont toutefois jamais été mises en vigueur parce que l'accessibilité du registre à tous les intéressés dans l'ensemble du Benelux n'était pas suffisamment garantie. Par ailleurs, certaines évolutions au niveau communautaire font qu'il a été finalement proposé aux Gouvernements de supprimer les dispositions y relatives.

2. ancrage dans la Convention du moyen de preuve de dépôt «i-DEPOT»

Le service i-DEPOT, offert depuis 1998, est à présent ancré dans la CBPI. Les Gouvernements veulent procurer, grâce à l'i-DEPOT, un moyen de preuve fiable et accessible qui peut être utilisé en cas de litige, par exemple en cas d'atteinte au droit d'auteur ou en cas de concurrence déloyale. L'i-DEPOT n'est rien de plus qu'un moyen de preuve.

3. assouplissement des conditions de publication du règlement d'exécution

Le Conseil d'administration, habilité à cet effet en vertu de la CBPI, est l'organe compétent pour établir le règlement d'exécution. L'objectif de cette habilitation, accélérer et assouplir la procédure par rapport au passé, restait cependant difficile à atteindre du fait que l'on continuait à faire dépendre l'entrée en vigueur des modifications de leur publication dans les journaux officiels des trois pays. C'est pourquoi les Gouvernements ont décidé que la publication par le Directeur général sur le site Internet de l'OBPI serait désormais une condition suffisante pour l'entrée en vigueur des modifications du règlement d'exécution. Les pays du Benelux continueront au demeurant à publier les actes modificatifs dans leur journal officiel, mais cette publication ne conditionne plus l'entrée en vigueur.

À noter que ce projet de loi requiert une approbation dans les conditions de l'article 114, alinéa 2 de la Constitution (majorité qualifiée).

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 12.10.2010

Rapporteur: Mme Lydia Mutsch

Travaux de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire

(Président: M. Alex Bodry):

12.01.2011	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
15.11.2011	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 14.12.2011

Loi du 16 décembre 2011

Mémorial A, n°264, p. 4354

Nouvelle ADEM

6232 - Projet de loi:

1. portant création de l'Agence pour le développement de l'emploi;

2. modifiant

- le Code du Travail;

- la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;

- la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet;

- la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration;

3. abrogeant la loi modifiée du 21 février 1976 concernant l'organisation et le fonctionnement de l'Administration de l'emploi et portant création d'une Commission nationale de l'Emploi

Le projet prévoit la réforme du dispositif organique de l'Administration de l'emploi (ADEM) en transformant celle-ci en Agence pour le développement de l'emploi. Au terme d'un certain nombre d'audits, le projet prévoit une adéquation des moyens et des structures de l'administration aux défis auxquels elle doit faire face et un réajustement de ses procédures.

Les éléments essentiels de la réforme peuvent être résumés comme suit:

- développement d'une nouvelle philosophie: organisation de l'Agence en fonction des besoins des usagers (demandeurs d'emplois et employeurs) et adoption des méthodes les plus efficaces pour répondre aux besoins de ces derniers;

- redéfinition de la mission du service public de l'emploi.

Ainsi, selon le texte légal, la nouvelle ADEM aura pour attributions:

1) d'accompagner, de conseiller, d'orienter et d'aider les personnes à la recherche d'un emploi;

2) de contribuer à la sécurisation des parcours professionnels des salariés;

3) de coordonner et d'organiser la formation des demandeurs d'emploi en vue d'augmenter leurs compétences professionnelles en collaboration avec les instances qui ont la formation professionnelle dans leurs attributions;

4) de prospecter le marché de l'emploi, de collecter les offres d'emploi, d'aider et de conseiller les employeurs dans leur recrutement;

5) d'assurer la mise en relation des offres et des demandes d'emploi;

6) d'assurer l'application de la législation concernant la prévention du chômage, la résorption du chômage, l'octroi des prestations de chômage et les aides en faveur de l'emploi;

7) d'intervenir en matière de reconversion et de réemploi de la main-d'œuvre;

8) de contribuer à la mise en œuvre de la législation sur le rétablissement du plein emploi;

9) d'organiser le placement en apprentissage des jeunes et des adultes;

10) d'assurer l'orientation professionnelle en vue de l'intégration ou de la réintégration des jeunes et des adultes dans la vie professionnelle;

11) de contribuer au développement et à la gestion des mesures en faveur de l'emploi des jeunes;

12) de promouvoir l'emploi féminin, notamment en ce qui concerne l'accès à l'emploi;

13) d'assurer l'orientation, la formation, la rééducation, l'intégration et la réintégration professionnelles ainsi que le suivi des salariés handicapés et des salariés à capacité de travail réduite;

14) de surveiller et d'analyser la situation et l'évolution du marché de l'emploi;

15) d'assurer les relations techniques avec les services similaires étrangers et internationaux;

16) de réaliser toute autre mission dont elle pourra être chargée par le Ministre ayant l'emploi dans ses attributions.

- Augmentation des effectifs par un meilleur recrutement de qualité des conseillers professionnels et organisation dans leur chef de formations initiales et continues proches des réalités du terrain;

- extension du réseau d'agences régionales, en tant que service de proximité;

- création d'une plateforme informatique commune, d'un intranet performant ainsi que d'un répertoire opérationnel des professions, métiers et emplois;

- procédure de suivi individualisé plus efficace des demandeurs d'emploi;

- approfondissement des relations avec les employeurs, notamment par le biais de la création d'un service spécifique chargé des relations avec les employeurs;

- définition d'une nouvelle gouvernance et réorganisation de la direction et des services. Ainsi la direction de la nouvelle Agence pour le développement de l'emploi sera attribuée à une structure collégiale, composée d'un directeur et de deux directeurs adjoints, ceci afin de tenir compte du fait qu'un directeur seul ne peut plus à lui seul assumer des tâches d'une telle envergure et diversité.

- aménagement de la procédure de recrutement à l'étranger;

- création d'une commission de suivi chargée d'assister le Ministre dans l'accompagnement et l'évaluation de l'accomplissement des missions et attributions de l'Agence pour le développement de l'emploi.

À la demande du Ministre, la commission de suivi lui rend des avis sur la mise en œuvre de la politique de promotion de l'emploi et les activités de l'Agence pour le développement de l'emploi ainsi que sur l'organisation et le fonctionnement de celle-ci.

À cette fin, la commission peut entendre des experts et des représentants de personnes, entreprises, administrations ou secteurs directement concernés par les questions relevant de sa compétence.

Les membres de la direction ainsi que tout autre agent de l'Agence pour le développement de l'emploi peuvent être invités aux réunions de la commission de suivi avec voix consultative. Ils peuvent également être entendus à leur demande.

La commission de suivi se compose comme suit:

a) un président;

b) un représentant du Ministre ayant l'emploi dans ses attributions;

c) un représentant du Ministre ayant l'économie dans ses attributions;

d) un représentant du Ministre ayant la formation professionnelle dans ses attributions;

e) un représentant du Ministre ayant la lutte contre la pauvreté dans ses attributions;

f) un représentant du Ministre ayant l'économie solidaire dans ses attributions;

g) trois représentants des organisations professionnelles des employeurs;

h) trois représentants des organisations syndicales.

La commission de suivi est nommée pour cinq ans.

- Renforcement des missions de l'Agence rattachées à la formation des demandeurs d'emploi et instauration d'une commission consultative accompagnant l'organisation, la gestion et l'évaluation des formations en question.

Dépôt par M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, le 22.12.2010

Rapporteur: M. Lucien Lux

Travaux de la Commission du Travail et de l'Emploi

(Président: M. Lucien Lux):

02.05.2011	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
17.10.2011	Présentation et adoption des amendements
25.10.2011	Examen et adoption des amendements parlementaires
21.11.2011	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
01.12.2011	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 15.12.2011

Vote en séance publique: 14.12.2011

Loi du 16 décembre 2011

Mémorial A, n°261, p. 4326

Matériel roulant ferroviaire

6290 - Projet de loi portant approbation du Protocole de Luxembourg portant sur les questions spécifiques au matériel roulant ferroviaire à la Convention relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles, signé à Luxembourg, le 23 février 2007

Le projet de loi a pour objet d'approuver le Protocole portant sur les questions spécifiques au matériel roulant ferroviaire à la Convention relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles. Ce protocole a été signé à Luxembourg le 23 février 2007.

Le Protocole de Luxembourg s'inscrit dans le cadre de la Convention du Cap du 16 novembre 2001 relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles. Le 16 novembre 2001, les États parties à la Convention du Cap avaient déjà adopté un premier protocole relatif aux questions spécifiques portant sur des matériels d'équipement aéronautiques. La Convention du Cap, ensemble avec le premier protocole, a été approuvée par la loi du 28 mai 2008 portant approbation de la Convention du Cap du 16 novembre 2001 relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles et de son Protocole portant sur les questions spécifiques aux matériels aéronautiques.

Le principal objectif de la Convention du Cap est de poser des règles efficaces pour faciliter le financement des matériels d'équipement mobiles, en fixant un cadre juridique en faveur des créanciers ayant financé ces équipements. À cet effet, la Convention du Cap crée une garantie internationale reconnue par toutes les parties signataires, conférant aux créanciers inscrits sur le matériel un droit de préférence. Les garanties sont inscrites dans un registre spécifique, accessible par internet. En créant cette nouvelle garantie internationale, la Convention du Cap confère davantage de sécurité juridique aux investisseurs, lesquels, auparavant, ne pouvaient être sûrs de la reconnaissance, par les systèmes juridiques nationaux des différents pays, de leurs garanties sur un matériel coûteux qui, par sa nature, traverse les frontières nationales.

Le Protocole de Luxembourg étend le champ d'application de la Convention du Cap aux matériels roulants ferroviaires et à leurs accessoires.

La pierre angulaire du système de garanties internationales mis en place par la Convention du Cap et par le Protocole de Luxembourg consiste dans la création d'un registre mondial des actifs ferroviaires sur lequel les garanties sont inscrites et qui assure leur publicité à l'égard des tiers. Les règles relatives à la constitution, l'inscription et l'exécution des garanties internationales sont inscrites dans la Convention du Cap et précisées dans le Protocole de Luxembourg. En ce qui concerne l'exécution des garanties internationales, le Protocole de Luxembourg déroge à la Convention du Cap, notamment en accordant au créancier le droit de faire enlever et d'exporter le matériel grevé de garantie, si le débiteur défaillant y avait donné son accord. Une autre dérogation importante par rapport aux règles de la Convention du Cap consiste dans l'exception de service public. Si, en effet, en cas de défaillance du débiteur, le matériel grevé de garantie est affecté au service public, le Protocole met en œuvre une série de règles protectrices destinées à maintenir le service public indispensable.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 30.05.2011

Rapporteur: M. Marc Spautz

Travaux de la Commission du Développement durable

(Président: M. Fernand Boden):

29.06.2011	Désignation d'un rapporteur
09.11.2011	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
24.11.2011	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.12.2011

Loi du 16 décembre 2011

Mémorial A, n°267, p. 4656

Financement des partis politiques

6263 - Proposition de loi

1. portant modification de la loi du 21 décembre 2007 portant réglementation du financement des partis politiques;

2. portant modification de la loi électorale modifiée du 18 février 2003

Dans son exposé des motifs, l'auteur de la proposition de loi tient à rappeler que la loi du 21 décembre 2007 portant réglementation du financement des partis politiques a permis à notre pays de se doter d'une législation dont les objectifs consistent à:

- garantir aux partis politiques une assise financière stable;

- assurer une transparence absolue du financement des partis politiques;

- établir une égalité de chances et de droits des formations politiques;

- renforcer l'indépendance des partis politiques en limitant et en réglementant d'une manière stricte le financement privé;

- écarter tout conflit d'intérêt.

Les dispositions de la loi du 21 décembre 2007 précitée et celles des articles 91 à 93 de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 ont fait leurs preuves, ce que la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle, qui a assuré le suivi d'application de cette législation, a pu constater à l'examen des rapports de la Cour des Comptes sur l'observation des dispositions des articles 2, alinéa 3, 6, 8, 9, 10, 11, 12 et 13 de la loi du 21 décembre 2007 pour les exercices 2008 et 2009.

La Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle, qui s'est encore prêtée à préciser avec les partis politiques la portée de leurs obligations au regard de la loi du 21 décembre 2007 précitée, a pu se convaincre, notamment à la lecture des rapports précités de la Cour des Comptes, qu'il convient, dans un souci de clarification, d'apporter quelques adaptations à la loi du 21 décembre 2007 et à la loi électorale modifiée du 18 février 2003 précitées. Cette démarche doit permettre de tenir compte, dans la mesure du possible, des recommandations du Groupe d'États contre la corruption (GRECO) du Conseil de l'Europe formulées dans son rapport d'évaluation du Luxembourg sur la *«Transparence du financement des partis politiques»*, adopté lors de la 38e réunion plénière du 9 au 13 juin 2008, ainsi que dans son rapport de conformité intermédiaire sur le Luxembourg, adopté lors de sa 50e réunion plénière du 28 mars au 1er avril 2011.

La Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle tient également à rappeler que dans sa réunion du 13 juillet 2011, la Chambre des Députés a complété l'article 16 de son Règlement par un alinéa 5 nouveau prévoyant que *«Les aides financières accordées aux groupes politiques sont destinées exclusivement à couvrir les dépenses ayant trait aux activités parlementaires et ne peuvent être utilisées pour couvrir les dépenses produites par les partis politiques.»*

Dépôt par M. Paul-Henri Meyers, Député, le 16.03.2011

Rapporteur: M. Paul-Henri Meyers

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

(Président: M. Paul-Henri Meyers):

28.09.2011	Désignation d'un rapporteur
	Examen de la proposition de loi, de la prise de position du Gouvernement et de l'avis du Conseil d'État
	Examen de la Résolution de l'Union interparlementaire (UIP) sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales: transparence et responsabilité
19.10.2011	Continuation des travaux parlementaires
23.11.2011	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Ciel unique européen

6303 - Projet de loi portant approbation du Traité relatif à l'établissement du bloc d'espace aérien fonctionnel «Europe Central» entre la République fédérale d'Allemagne, le Royaume de Belgique, la République française, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas et la Confédération Suisse, fait à Bruxelles, le 2 décembre 2010

Le projet de loi se propose d'approuver un traité basé sur le concept du bloc d'espace aérien fonctionnel «Functional Airspace Block» (FAB) qui consiste à repérer des éléments déterminants pour développer la coopération entre prestataires de services de navigation aérienne afin d'améliorer les performances et de créer des synergies.

En effet, l'objectif du Ciel unique européen est de réorganiser la gestion du trafic aérien (ATM) en Europe sous la forme d'un réseau flexible, harmonisé et homogène, indépendant des frontières nationales et constitué de blocs d'espace aérien fonctionnels (FAB). Pour créer ce nouveau réseau ATM européen et obtenir plus de capacité, de sécurité et plus d'efficacité économique, les États membres de l'UE doivent créer ces blocs d'espace aérien fonctionnels (FAB). Les FAB doivent être basés sur les besoins opérationnels, intégrer les espaces aériens civils et militaires, sans tenir compte des frontières nationales. Un FAB se justifie par la valeur ajoutée globale qu'il apporte, notamment l'utilisation optimale des ressources financières, techniques, environnementales et humaines.

Le premier paquet législatif pour la réalisation du «Ciel Unique Européen» a été adopté en 2004. Les États membres de la Communauté européenne ont engagé la restructuration de leur espace aérien en blocs d'espace aérien fonctionnels, avec pour objectif une gestion de l'espace aérien plus intégrée.

Le second paquet du «Ciel Unique Européen» renforce le concept des FAB et prévoit leur mise en œuvre au plus tard le 4 décembre 2012. Ces dernières années, neuf initiatives ont été lancées en vue de créer des FAB en Europe, parmi lesquelles le FAB «Europe Central» (FABEC).

L'espace aérien des pays signataires du traité accueille 55% de tout le trafic aérien européen et il est de loin le plus important d'Europe. Sa position géographique en fait la charnière dans la future réorganisation de l'espace aérien et de la gestion du trafic aérien en Europe.

La Belgique, l'Allemagne, le Luxembourg et les Pays-Bas, rejoints ensuite par la France et la Suisse, avaient décidé de lancer, en juillet 2006, une étude de faisabilité d'un FAB dans l'espace aérien de ces pays. Ce projet impliquait les autorités civiles et militaires et les fournisseurs de services de navigation aérienne. Cette étude a livré ses conclusions fin juin 2008. Le rapport final a mis en évidence non seulement la faisabilité du projet mais aussi la nécessité de le concrétiser. Ainsi, les six États signataires ont décidé de préparer conjointement l'édification et la mise en œuvre d'un FAB englobant l'espace aérien relevant de la responsabilité des six États, ainsi que d'intensifier leurs activités en vue de finaliser un accord-cadre relatif au FAB «Europe centrale» (FABEC).

Pour réaliser les objectifs définis pour les FAB dans le cadre du Ciel unique, le système actuel des services de navigation aérienne devrait évoluer au sein du FABEC, vers un système harmonisé, transparent et progressivement intégré.

Toutefois, la souveraineté des six États dans leur espace aérien national ne devrait pas être remise en question. Chaque État demeurerait compétent pour les questions telles que la surveillance, la sûreté et les aspects militaires dans son espace aérien national. Les prérogatives des six États dans les domaines de la surveillance, de la sûreté et de la défense aérienne devraient donc être préservées à tout moment et en tout lieu au sein du FABEC.

Les signataires entendent faire en sorte que les buts à atteindre et les objectifs de performance du FABEC portent sur les domaines suivants:

- sécurité;
- viabilité environnementale;
- capacité;
- efficacité économique;
- efficacité des vols;
- efficacité des missions militaires.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 04.07.2011
Rapporteur: M. Marc Spautz

Travaux de la Commission du Développement durable
(Président: M. Fernand Boden):

19.07.2011	Désignation d'un rapporteur
24.11.2011	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
30.11.2011	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.12.2011
Loi du 16 décembre 2011
Mémorial A, n°271, p. 4866

Personnel de l'enseignement fondamental

6307 - Projet de loi modifiant et complétant l'article 76 de la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental

Le projet de loi a pour objet de modifier l'article 76 de la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental. L'article 76 précité règle la répartition des frais de personnel de l'enseignement fondamental entre l'État et les communes. Il prévoit à l'heure actuelle que les rémunérations du personnel des écoles sont à charge de l'État (deux tiers à charge de l'État et un tiers à charge des communes par une réduction afférente de la dotation annuelle allouée aux communes par le biais du Fonds communal de dotation financière), à l'exception des rémunérations pour prestations dépassant le cadre du contingent pour assurer l'enseignement de base qui sont à charge de la commune respective. En application de l'article 76 précité, l'ensemble des rémunérations pour prestations dépassant le cadre du contingent reste dès lors à charge des communes. En résulterait une diminution importante de la participation de l'État aux frais de personnel de l'enseignement fondamental, au détriment des communes.

Le nouveau libellé proposé pour l'article 76 de la loi précitée du 6 février 2009 entend satisfaire aux objectifs suivants:

- Il s'agit de préciser de façon détaillée les différentes sortes de frais de personnel dont un tiers du volume sera pris en compte pour déterminer, individuellement pour chaque commune, la réduction que subira la dotation annuelle allouée à cette même commune au titre du Fonds communal de dotation financière. Il s'agit en l'occurrence des rémunérations:

a. du personnel qui lui est attribué pour assurer l'enseignement de base en tenant compte des normes pédagogiques communément admises en matière d'effectifs de classe;

b. du personnel qui lui est attribué pour réaliser des mesures prévues par le plan de réussite scolaire;

c. des éducateurs intervenant comme 2e personne dans les classes d'éducation précoce au premier cycle d'apprentissage;

d. du personnel effectuant les remplacements des instituteurs, des chargés de cours ainsi que des éducateurs dans les écoles fondamentales;

e. liquidées à titre d'indemnités extraordinaires aux instituteurs, chargés de cours ou éducateurs pour surplus de travail dans le cadre de leur tâche d'enseignement ou d'éducateur dans l'enseignement fondamental.

Il y a lieu de relever que les frais de personnel pris en compte pour le calcul de la réduction se limitent aux éléments de coût se rapportant à l'organisation de base de l'enseignement fondamental, alors que d'autres éléments comme les leçons attribuées pour répondre à des besoins en relation avec la composition socio-économique et socioculturelle de la population scolaire, les leçons attribuées pour assurer l'enseignement moral et social, les rémunérations des équipes multiprofessionnelles ainsi que les rémunérations des intervenants dans les cours d'accueil restent entièrement à charge de l'État.

- Les précisions susmentionnées entraînent la nécessité d'adapter les dispositions légales de base réglementant le Fonds communal de dotation financière aux nouvelles dispositions concernant la répartition des frais de personnel de l'enseignement fondamental entre l'État et les communes.

- Il convient en outre de rendre univoque l'exécution de l'article 45 de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental, qui prévoit que les chargés de cours engagés sous contrat à durée indéterminée par une commune, les fonctionnaires communaux, les employés communaux, ainsi que les salariés des communes des carrières éducatives et socio-éducatives, en service auprès des écoles au 15 septembre 2009, peuvent continuer à intervenir dans l'enseignement fondamental, sous réserve que les communes qui les emploient aient conclu une convention avec l'État. L'article 45 précité dispose que l'État prend dans ce cas à sa charge, sous certaines conditions, une partie des frais de personnel de ces agents communaux, sans préciser pour autant la clé de répartition de ces frais entre les deux partenaires.

Même si les conventions établies jusqu'ici entre l'État et un certain nombre de communes partent du principe traditionnel de la répartition des frais de personnel, en l'occurrence un tiers à charge des communes et deux tiers à charge de l'État, le nouveau libellé de l'article 76 de la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental apporte la sécurité juridique nécessaire en confirmant ce principe.

- Enfin, il s'agit de rendre plus contraignante la procédure de présentation des décomptes des frais de personnel à établir par les services du Ministère de l'Éducation nationale et servant de base au Ministère de l'Intérieur, gestionnaire du Fonds communal de dotation financière, pour déterminer la part du coût total des rémunérations du personnel à porter en déduction de la dotation financière annuelle allouée à chaque commune.

Comme les dispositions de l'actuel article 76 se sont révélées inapplicables, la dotation annuelle allouée à chaque commune a été calculée à titre provisoire en s'orientant sur des décomptes déjà anciens ne tenant compte ni de la nouvelle réforme, ni de l'évolution récente des ressources humaines. Afin de régulariser cette situation et de permettre d'apurer les comptes budgétaires, les dispositions du nouvel article 76 devront être applicables à partir de l'entrée en vigueur des lois du 6 février 2009 portant réforme et concernant le personnel de l'enseignement fondamental, en l'occurrence le début de l'année scolaire 2009/2010.

Dépôt par Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 26.07.2011
Rapporteur: M. Fernand Diederich

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports
(Président: M. Ben Fayot):

17.11.2011	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
24.11.2011	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 14.12.2011
Loi du 16 décembre 2011
Mémorial A, n°259, p. 4320

Organisation du notariat

6333 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat

L'article 15 de la loi du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat dispose que *«[p]our être admis aux fonctions de notaire, il faut […] être Luxembourgeois […]»*. À première vue la condition de la nationalité luxembourgeoise n'est pas étonnante puisque l'article 1er de la même loi dispose que:

«[L]es notaires sont les officiers publics établis pour recevoir tous les actes et contrats auxquels les parties doivent ou veulent faire donner le caractère d'authenticité attachés aux actes de l'autorité publique (…).»[27]

L'exercice d'une prérogative de puissance publique et la clause d'exclusivité nationale allaient longtemps de pair. L'article 51 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) (ex-article 45 TCE) rappelle de manière inchangée que *«[s]ont exceptées de l'application des dispositions du présent chapitre* [relatif au droit d'établissement], *en ce qui concerne l'État membre intéressé, les activités participant dans cet État, même à titre occasionnel, à l'exercice de l'autorité publique»*.

Et pourtant, cette exception à la liberté d'établissement a été circonscrite par une jurisprudence constante de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) depuis l'arrêt *Reyners* du 21 juin 1974[28]. Dans cette affaire rendue dans le cadre de la liberté d'établissement des avocats, la Cour a notamment estimé que *«[l'] exception à la liberté d'établissement prévue par l'article 55, alinéa 1, du traité CEE* [article 51 TFUE] *doit être restreinte aux activités visées par l'article 52* [article 49 TFUE] *qui, par elles-mêmes, comportent une participation directe et spécifique à l'exercice de l'autorité publique; on ne saurait donner cette qualification, dans le cadre d'une profession libérale comme celle de l'avocat, à des activités telles que la consultation et l'assistance juridiques, ou la représentation et la défense des parties en justice, même si l'accomplissement de ces activités fait l'objet d'une obligation ou d'une exclusivité établie par la loi»*.

Dans l'affaire *Reyners* la Cour était notamment appelée à répondre à la question de savoir ce qu'il faut entendre par *«activités participant dans cet État, même à titre occasionnel, à l'exercice de l'autorité publique»*. La Cour a répondu *«[q]u'une extension de l'exception permise par l'article 55* [article 51 TFUE] *à une profession entière ne serait admissible que dans les cas où les activités ainsi caractérisées s'y trouveraient liées de telle manière que la libéralisation de l'établissement aurait pour effet d'imposer à l'État membre intéressé l'obligation d'admettre l'exercice, même occasionnel, par des non-nationaux, de fonctions relevant de l'autorité publique; qu'on ne saurait, par contre, admettre cette extension lorsque, dans le cadre d'une profession indépendante, les activités participant éventuellement à l'exercice de l'autorité publique constituent un élément détachable de l'ensemble de l'activité professionnelle en cause.»*[29]

Si pour l'avocat dont l'activité principale consiste en la consultation, l'assistance juridique et la défense en justice, la Cour exclut, du moins partiellement, une participation à l'autorité publique[30], l'analyse paraît moins évidente pour la profession des notaires.

L'application de la jurisprudence *Reyners* aux notaires est discutable et ceci justement en raison des fonctions publiques exercées par ces derniers. Ainsi un auteur a formulé en 2006 la problématique de la manière suivante:

«[…] Il est difficile de présager ce que pourrait être la position de la Cour de justice quant à l'invocation de l'exception de l'article 45 CE du Traité [article 51 TFUE] pour justifier que soient réservées aux nationaux les professions de notaire, ainsi que cela résulte des réglementations nationales dans la plupart des dix-neuf États membres qui connaissent le notariat latin (la condition de nationalité ayant été élargie en Espagne et en Italie).

[…] Il paraît évident que l'activité consistant à établir des actes authentiques est de celles qui comportent une participation directe et spécifique à l'exercice de l'autorité publique. Pour ses propres fins, la directive 2005/36 du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles (Journal Officiel de l'Union européenne 30 Septembre 2005) abonde en ce sens, en indiquant que cette directive „ne préjuge pas l'application (…) de l'article 45 [article 51 TFUE] *du traité, notamment en ce qui concerne les notaires" (consid. 41).*

Dès lors, la profession tout entière peut-elle être couverte par l'exception? La jurisprudence «Reyners» n'apporte à cet égard qu'une aide limitée, dans la mesure où la situation est très exactement inverse de celle qui, relativement aux avocats, était soumise à la Cour. Les activités des notaires qui constituent une participation directe et spécifique à l'exercice de l'autorité publique, celles qui sont relatives à l'établissement d'actes authentiques, sont les plus typiques et les plus importantes de la profession. C'est à propos d'autres activités que l'on doit se demander si, ne pouvant être couvertes par l'exception, elles sont détachables et doivent être accessibles aux professionnels d'autres États membres; il s'agit des activités de conseil juridique (pour autant qu'elles sont séparées de l'établissement d'un acte authentique) ou d'activités telles que le conseil immobilier.

[…] Quelle que soit la réponse que la Cour ne manquera pas d'apporter, en étant saisie d'une manière ou d'une autre, le notariat est aujourd'hui la seule grande profession juridique - par sa présence dans la plupart des États membres et par son importance numérique - qui demeure, le plus souvent, réservée aux nationaux.»[31]

La Cour n'a effectivement pas hésité à répondre à cette problématique et ceci notamment par un arrêt concernant le Luxembourg[32] rendu dans une foulée d'affaires semblables.

Après une analyse détaillée de la fonction de notaire au Luxembourg[33], la Cour conclut que *«les activités notariales, telles qu'elles sont définies en l'état actuel de l'ordre juridique luxembourgeois, ne participent pas à l'exercice de l'autorité publique au sens de l'article 45, premier alinéa, CE* [article 51 TFUE]»[34]. La fonction principale d'un notaire est d'authentifier, en tant qu'officier public, des actes juridiques, cette intervention est tantôt obligatoire, tantôt faculta-

[27] Nous soulignons.
[28] Jean Reyners contre Belgique, arrêt du 21 juin 1974, affaire C-2/74, Recueil de jurisprudence 1974, pages 631 et suivantes.
[29] Idem, considérants 46 à 47.
[30] Idem, voir considérant 52.
[31] PERTEK Jacques, Professions juridiques et judiciaires, libre circulation. Reconnaissance mutuelle des qualifications. - Équivalence des autorisations nationales d'exercice, application des règles de concurrence; LexisNexis, Jurisclasseur Europe Traité, Fascicule 731, Cote 05, 2006, 15 avril 2006, paragraphes 65 à 67.
[32] Commission européenne contre Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord et contre le Grand Duché de Luxembourg, arrêt de la Cour, 24 mai 2011, affaire C-51/08, JOUE, 9 juillet 2011, C 204/3, (ci-après, l'affaire C-51/08).
[33] Idem, voir considérants 8 à 25 ainsi que 105 à 125.
[34] Idem, considérant 125.

www.chd.lu

tive[35]. Les actes que le notaire authentifie relèvent de la volonté des parties qui y ont librement souscrit. En plus, les notaires peuvent modifier de façon unilatérale la convention à authentifier sans recueillir, au préalable, l'accord des parties[36]. Pour la Cour *«[l]'activité d'authentification confiée aux notaires ne comporte donc pas, en tant que telle, une participation directe et spécifique à l'exercice de l'autorité publique […]»*[37]. Le fait que certains actes doivent obligatoirement être authentifiés, sous peine de nullité, ne change rien à cette conclusion[38].

Ni la poursuite d'un objectif d'intérêt général, ni la force probante des actes qu'il établit, ni la participation du notaire à des saisies immobilières, ni son intervention en matière successorale, n'impliquent que le notaire exerce l'autorité publique au sens de l'article 51 TFUE.

La Cour relève que, dans les limites de leurs compétences territoriales respectives, les notaires exercent leur profession dans des conditions de concurrence, ce qui n'est pas caractéristique de l'exercice de l'autorité publique[39]. De même, ils sont directement et personnellement responsables, à l'égard de leurs clients, des dommages résultant de toute faute commise dans l'exercice de leurs activités, à la différence des autorités publiques dont la responsabilité des fautes est assumée par l'État[40].

Dans ces conditions, la Cour juge que les activités notariales, telles que définies actuellement dans les États membres en cause, ne participent pas à l'exercice de l'autorité publique au sens de l'article 51 TFUE. Par conséquent, la condition de nationalité requise par la réglementation de ces États pour l'accès à la profession de notaire constitue une discrimination fondée sur la nationalité interdite par le traité[41].

C'est pour cette raison que le projet de loi supprime la condition de nationalité prévue par la loi du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat.

Même si la Cour qualifie l'exigence de la nationalité luxembourgeoise de discrimination interdite[42], elle a cependant, admis que *«[…] le fait que les activités notariales poursuivent des objectifs d'intérêt général, qui visent notamment à garantir la légalité et la sécurité juridique des actes conclus entre particuliers, constitue une raison impérieuse d'intérêt général qui permet de justifier d'éventuelles restrictions à l'article 43 CE découlant des spécificités propres à l'activité notariale, telles que l'encadrement dont les notaires font l'objet au travers des procédures de recrutement qui leur sont appliquées, la limitation de leur nombre et de leurs compétences territoriales ou encore leur régime de rémunération, d'indépendance, d'incompatibilités et d'inamovibilité, pour autant que ces restrictions permettent d'atteindre lesdits objectifs et sont nécessaires à cette fin»*[43].

Pour cette raison le projet de loi introduit l'exigence d'avoir une connaissance adéquate des trois langues administratives et judiciaires telles que définies par la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues dans la loi du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat.

[35] Affaire C-51/08, voir considérant 13 et considérants 89 à 92.
[36] Idem, voir considérants 90 à 91.
[37] Idem, considérant 92.
[38] Idem, voir considérant 93.
[39] Idem, voir considérant 116.
[40] Idem, voir considérant 117.

[41] La Cour a par ailleurs reconnu que le Luxembourg n'a pas manqué à son obligation de transposition de la directive 89/48 du 21 décembre 1988 relative à un système général de reconnaissance des diplômes d'enseignement supérieur qui sanctionnent des formations professionnelles d'une durée minimale de trois ans.

Cette directive exige en son article 3 que *«[L]orsque, dans l'État membre d'accueil, l'accès à une profession réglementée ou son exercice est subordonné à la possession d'un diplôme, l'autorité compétente ne peut refuser à un ressortissant d'un État membre, pour défaut de qualification, d'accéder à cette profession ou de l'exercer dans les mêmes conditions que les nationaux […] si le demandeur possède le diplôme qui est prescrit par un autre État membre pour accéder à cette même profession sur son territoire ou l'y exercer et qui a été obtenu dans un État membre […]»*. Or, la Cour a estimé que *«[…] compte tenu des circonstances particulières qui ont accompagné le processus législatif ainsi que de la situation d'incertitude qui en a résulté, […], il n'apparaît pas possible de constater qu'il existait, au terme du délai imparti dans l'avis motivé, une obligation suffisamment claire pour les États membres de transposer la directive 89/48 en ce qui concerne la profession de notaire»*, considérant 143.
[42] Affaire C-51/08, voir considérant 126.
[43] Affaire C-51/08, considérant 97.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 27.09.2011
Rapporteur: M. Léon Gloden

Travaux de la Commission juridique
(Président: M. Gilles Roth):
07.12.2011 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État
14.12.2011 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 15.12.2011
Loi du 16 décembre 2011
Mémorial A, n°274, p. 4898

Gestion de crises transfrontalières

6335 - Projet de loi portant approbation du Mémorandum d'accord concernant la coopération dans le domaine de la gestion des crises pouvant avoir des conséquences transfrontalières entre le Royaume de Belgique, le Royaume des Pays-Bas et le Grand-Duché de Luxembourg, signé à Luxembourg, le 1er juin 2006

En 2003, il a été décidé de faire de la coopération transfrontalière lors d'accidents et de catastrophes le nouveau thème d'une coopération plus étroite au sein du Benelux. Le 1er juin 2006, les ministres de la Justice ou des Affaires intérieures du Benelux ont signé le Mémorandum d'accord en question sur la coopération sur le plan de la gestion des crises, alors qu'un Mémorandum d'accord prévoyant une coopération dans le domaine de la police, de la justice et de l'immigration a déjà été adopté en 1996.

Les Parties contractantes sont obligées d'échanger des informations. Pour ce faire, elles mettent en place et maintiennent en service un système approprié d'information mutuelle moyennant un réseau de transmission permettant de transmettre vingt-quatre heures sur vingt-quatre, sept jours sur sept, les éventuelles alertes, notifications, demandes d'assistance mutuelle ou autres informations relatives à une situation de crise pouvant avoir des conséquences transfrontalières. D'autres mesures prévues sont des réunions de concertation annuelles (article 6), l'organisation d'exercices communs (article 8) et la rédaction d'évaluations communes (article 9). De plus, l'article 7 contient une disposition sur un correspondant pouvant suivre des actions sur les autres territoires en cas d'un événement au sens de l'article 1er. Enfin, l'article 10 contient une description de la procédure à suivre pour régler des différends.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 27.09.2011
Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration
(Président: M. Ben Fayot):
28.11.2011 Désignation d'un rapporteur
05.12.2011 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 14.12.2011
Loi du 16 décembre 2011
Mémorial A, n°263, p. 4348

Fusion Philharmonie / OPL

6362 - Projet de loi portant réorganisation de l'établissement public nommé «Salle de concerts Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte» et de la Fondation Henri Pensis

Le projet de loi a pour objet de réorganiser l'établissement public dénommé «Salle de concerts Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte» pour lui conférer, à côté des missions actuelles de la Philharmonie, celles de l'OPL et d'abroger les deux lois ayant été à l'origine des deux entités juridiques actuellement existantes.

Les missions de la nouvelle entité seront principalement subdivisées en deux volets, à savoir la gestion et l'exploitation de la salle de concerts, d'une part, et la gestion de l'orchestre, d'autre part. La nouvelle structure permettra de réaliser des synergies dynamiques à la fois sur le plan local, régional et international. Sur le plan artistique, des synergies pourront être créées au niveau de la planification, de sorte à optimiser la programmation autant de la salle que de l'orchestre.

L'établissement sera administré par un conseil d'administration composé de neuf membres et dirigé par un directeur général. Le personnel des deux structures en place au moment de l'entrée en vigueur de la loi sera regroupé au sein de l'organisation qui sera doté de procédures de contrôle de gestion interne. Les fonctions de direction et de gestion seront centralisées au sein d'une seule organisation, assumées par des personnes qualifiées et ainsi exécutées de manière efficace et rentable en termes de coûts.

Dépôt par Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture, le 09.11.2011
Rapporteur: Mme Martine Mergen

Travaux de la Commission de la Culture
(Présidente: Mme Martine Mergen):
14.11.2011 Examen du projet de loi
01.12.2011 Désignation d'un rapporteur
08.12.2011 Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 14.12.2011
Loi du 16 décembre 2011
Mémorial A, n°277, p. 4942

Travail / Emploi

6374 - Projet de loi portant

1. modification de l'article L.211-11 du Code du travail;

2. modification de la loi modifiée du 17 février 2009 portant 1. modification de l'article L.511-12 du Code du travail; 2. dérogeant, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L.511-5, L.511-7 et L.511-12 du Code du travail;

3. modification de la loi modifiée du 11 novembre 2009 1. concernant certaines mesures temporaires visant à atténuer les effets de la crise économique sur l'emploi des jeunes; 2. modifiant certaines dispositions du Code du travail

Le projet de loi proroge, pour une période de douze mois, différentes dispositions légales dans le domaine du droit du travail dont la validité est actuellement limitée au 1er janvier 2012, respectivement même au 31 décembre 2011.

En premier lieu, le projet propose de proroger les dispositions de la section 4 du Chapitre premier du Titre Premier du Livre II du Code du travail, relatives à l'organisation du travail et notamment à l'application d'une période de référence de quatre semaines ou d'un mois, à l'établissement d'un plan d'organisation du travail (POT) ainsi qu'à la possibilité d'introduire des périodes de référence plus longues par autorisation ministérielle ou par voie conventionnelle.

Ensuite, le projet de loi propose également la prolongation de différentes mesures de crise en matière de chômage partiel introduites par la loi du 17 février 2009 portant modification de divers articles du Code du travail. Il s'agit des mesures mises en place pour prévenir les licenciements conjoncturels et maintenir ainsi un niveau satisfaisant de l'emploi en période de difficultés économiques à caractère général. Ces mesures concernent principalement les modalités de la prise en charge par le Fonds pour l'emploi de l'indemnité de compensation versée aux salariés d'entreprises en difficultés et déclarées éligibles au chômage partiel.

Finalement, le projet de loi prévoit de proroger les dispositions de la loi modifiée du 11 novembre 2009 concernant certaines mesures temporaires visant à atténuer les effets de la crise économique sur l'emploi des jeunes.

Rappelons que la loi précitée a prévu d'un côté une adaptation des deux mesures existantes, à savoir le CIE (contrat d'initiation à l'emploi) et le CAE (contrat d'appui emploi) créés par la loi du 22 décembre 2006; ces mesures sont désormais ouvertes également aux jeunes diplômés. De l'autre côté, cette loi a introduit un nouvel instrument, le CIE-EP (contrat d'initiation à l'emploi-expérience pratique), réservé aux jeunes diplômés qui n'éprouveraient pas de difficulté à intégrer le marché du travail en temps de conjoncture normale.

Dépôt par M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, le 30.11.2011
Rapporteur: M. Roger Negri

Travaux de la Commission du Travail et de l'Emploi
(Président: M. Lucien Lux):
07.12.2011 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État du 6 décembre 2011
09.12.2011 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 15.12.2011
Loi du 16 décembre 2011
Mémorial A, n°260, p. 4324

SÉANCE 11

MARDI,
13 DÉCEMBRE 2011

Présidence: M. Laurent Mosar, Président

Sommaire

1. Communications

- *M. le Président*

2. Résolution relative aux dispositions particulières applicables au Fonds européen de développement régional et à l'objectif «Investissement pour la croissance et l'emploi», et abrogeant le règlement (CE) n°1080/2006 (document COM(2011)614)

- Art. 169 (5) du Règlement de la Chambre
- *M. le Président*
- *Vote sur la résolution (adoptée)*

3. Ordre du jour

- *M. Claude Meisch, M. Lucien Lux*
- *Vote*

4. Heure de questions au Gouvernement

- Question n°131 du 13 décembre 2011 de Mme Nancy Arendt épouse Kemp relative à la destruction des saisies de médicaments soumis à prescription médicale vendus via Internet et qui sont contrefaits, adressée à M. le Ministre de la Santé et à M. le Ministre de la Sécurité sociale
- *Mme Nancy Arendt - M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale*
- Question n°132 du 12 décembre 2011 de M. André Bauler relative aux élections récentes de représentants des parents au sein des comités d'école dans l'enseignement fondamental, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle
- *M. André Bauler - Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*
- Question n°133 du 13 décembre 2011 de M. Ben Scheuer relative à l'unité de sécurité du CSEE Dreiborn, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration

et

- Question n°134 du 12 décembre 2011 de M. Eugène Berger relative à l'unité de sécurité à Dreiborn, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration
- *M. Ben Scheuer - M. Eugène Berger - Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration*
- Question n°135 du 13 décembre 2011 de Mme Josée Lorsché relative au suicide, adressée à M. le Ministre de la Santé
- *Mme Josée Losché - M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé*
- Question n°136 du 13 décembre 2011 de M. Félix Eischen relative à la construction éventuelle d'un grand centre d'enfouissement de déchets nucléaires à Bure en Lorraine, adressée à M. le Ministre de la Santé et à M. le Ministre de la Sécurité sociale
- *M. Félix Eischen - M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale*
- Question n°137 du 12 décembre 2011 de M. Fernand Etgen relative aux différentes mesures fiscales destinées à encourager l'amélioration de l'efficacité énergétique dans le domaine du logement, adressée à M. le Ministre du Logement
- *M. Fernand Etgen - M. Marco Schank, Ministre du Logement*
- Question n°138 du 12 décembre 2011 de M. Eugène Berger relative au système des chèques-services, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration
- *M. Eugène Berger - Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration*

5. Question élargie n°23 de M. André Bauler sur le transport de personnes handicapées

- *M. André Bauler - Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration*

6. 6161 - Projet de loi portant modification

1. de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées;
2. du Code du travail;
3. de la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du travail

- *Rapport de la Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances: M. Emile Eicher*
- *Discussion générale: M. Eugène Berger, Mme Claudia Dall'Agnol, Mme Josée Losché, M. Jean Colombera, M. Serge Urbany*
- *Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

7. 6204 - Projet de loi

a) relative aux contrôles et aux sanctions concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques et les restrictions y applicables, telles que ces substances sont visées par le règlement (CE) n°1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), instituant une agence européenne des produits chimiques, modifiant la directive 1999/45/CE et abrogeant le règlement (CEE) n°793/93 du Conseil et le règlement (CE) n°1488/94 de la Commission ainsi que la directive 76/769/CEE du Conseil et les directives 91/155/CEE, 93/67/CEE, 93/105/CE et 2000/21/CE de la Commission;

b) relative aux contrôles et aux sanctions concernant la classification, l'étiquetage et l'emballage des substances et des mélanges, tels que ces substances et mélanges sont visés par le règlement (CE) n°1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, modifiant et abrogeant les directives 67/548/CEE et 1999/45/CE et modifiant le règlement (CE) n°1907/2006;

c) abrogeant la loi modifiée du 15 juin 1994 relative à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses;

d) abrogeant la loi modifiée du 3 août 2005 relative à la classification, à l'emballage et à l'étiquetage des préparations dangereuses

- *Rapport de la Commission du Développement durable: M. Marcel Oberweis*
- *Discussion générale: M. Eugène Berger*
- *M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

8. 6290 - Projet de loi portant approbation du Protocole de Luxembourg portant sur les questions spécifiques au matériel roulant ferroviaire à la Convention relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles, signé à Luxembourg, le 23 février 2007

- *Rapport de la Commission du Développement durable: M. Marc Spautz*
- *Discussion générale: M. Serge Urbany*
- *M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

9. 6303 - Projet de loi portant approbation du Traité relatif à l'établissement du bloc d'espace aérien fonctionnel «Europe Central» entre la République fédérale d'Allemagne, le Royaume de Belgique, la République française, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas et la Confédération Suisse, fait à Bruxelles, le 2 décembre 2010

- *Rapport de la Commission du Développement durable: M. Marc Spautz*
- *Discussion générale: M. Eugène Berger*
- *M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mmes Marie-Josée Jacobs, Mady Delvaux-Stehres, MM. Mars Di Bartolomeo, Claude Wiseler, Mme Octavie Modert et M. Marco Schank, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet D'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

1. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) D'Lëscht vun deenen neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Bureau déposéiert.

2) Dann hunn d'Fédération des Photographes Professionnels an d'Lëtzebuerger Fotografen a Fotofachhandel a.s.b.l. den 12. Dezember 2011 d'Petitioun N°313 iwwert de Projet de loi 6330 eragereecht.

Communications du Président - séance publique du 13 décembre 2011

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) La pétition n°313 concernant le projet de loi 6330 a été introduite le 12 décembre 2011 par la Fédération des Photographes Professionnels et Lëtzebuerger Fotografen a Fotofachhandel a.s.b.l.

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

2. Résolution relative aux dispositions particulières applicables au Fonds européen de développement régional et à l'objectif «Investissement pour la croissance et l'emploi», et abrogeant le règlement (CE) n°1080/2006 (document COM(2011) 614)

- Art. 169 (5) du Règlement de la Chambre

An hirer Réuniouun vum 1. Dezember 2011 huet d'Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire eestëmmeg décidéiert, en Avis motivé un d'Europäesch Kommissioun ze riichten, deen d'Dokument COM(2011)614 iwwert de Fonds européen de développement régional betrëfft.

D'Wirtschaftskommissioun war am Kader vun der Kontroll vum Subsidiaritéitsprinzip mat engem legislative Virschlag vun der EU-Kommissioun befaasst, an d'Wirtschaftskommissioun koum zur Konklusioun, datt de Subsidiaritéitsprinzip verletzt ginn ass. D'Prozedur, déi hei applizéiert gëtt, ass geregelt am Artikel 169 vun eisem Reglement. Den Avis motivé vun der Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire läit Iech a Form vun enger Resolutioun vir.

Résolution

La Chambre des Députés,

- considérant l'article 169 du Règlement de la Chambre des Députés;

- rappelant que la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire a été saisie d'une proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif aux dispositions particulières applicables au Fonds européen de développement régional et à l'objectif «Investissement pour la croissance et l'emploi», et abrogeant le règlement (CE) n°1080/2006 (document COM(2011)614) et relevant du contrôle du respect des principes de subsidiarité et de proportionnalité;

- constatant que ladite commission parlementaire a décidé, lors de sa réunion du 1er décembre 2011, l'adoption d'un avis au sujet de la proposition de règlement précitée;

décide de faire sien cet avis motivé de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire ayant la teneur suivante:

«Considérations générales

La proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif aux dispositions particulières applicables au Fonds européen de développement régional et à l'objectif „Investissement pour la croissance et l'emploi", et abrogeant le règlement (CE) n°1080/2006 a été renvoyée à la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire aux fins d'un contrôle du respect des principes ancrés dans l'article 5 du Traité sur l'Union européenne. Le délai de huit semaines accordé à ce contrôle parlementaire prend fin le 13 décembre 2011.

Cette proposition de règlement fait partie du paquet législatif sur la politique de cohésion, encadré par une proposition de règlement à caractère général qui établit des règles communes pour l'ensemble des fonds de cohésion européens (COM(2011)615).

La politique de cohésion est une politique de l'Union européenne définie aux articles 174 et suivants du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

En ce qui concerne la proposition de règlement dite „FEDER", la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire a été surprise de ne trouver qu'une motivation extrêmement lapidaire par rapport au principe de subsidiarité, tandis qu'une motivation par rapport au principe de proportionnalité fait carrément défaut. Il paraît donc utile de rappeler l'article 5 du

protocole n°2 sur l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité:

„Les projets d'actes législatifs sont motivés au regard des principes de subsidiarité et de proportionnalité. Tout projet d'acte législatif devrait comporter une fiche contenant des éléments circonstanciés permettant d'apprécier le respect des principes de subsidiarité et de proportionnalité. Cette fiche devrait comporter des éléments permettant d'évaluer son impact financier et, lorsqu'il s'agit d'une directive, ses implications sur la réglementation à mettre en œuvre par les États membres, y compris, le cas échéant, la législation régionale. Les raisons permettant de conclure qu'un objectif de l'Union peut être mieux atteint au niveau de celle-ci s'appuient sur des indicateurs qualitatifs et, chaque fois que c'est possible, quantitatifs. Les projets d'actes législatifs tiennent compte de la nécessité de faire en sorte que toute charge, financière ou administrative, incombant à l'Union, aux gouvernements nationaux, aux autorités régionales ou locales, aux opérateurs économiques et aux citoyens soit la moins élevée possible et à la mesure de l'objectif à atteindre."

Pourtant, dans le domaine des fonds structurels européens, le principe de proportionnalité revêt une importance de tout premier ordre. En-dessous d'une masse financière critique par programme opérationnel, l'équilibre entre le coût administratif et le bénéfice potentiel est rompu. L'équilibre pour le Luxembourg était donné pour la période 2000-2006, mais a été rompu sur la période 2007-2013 pour laquelle l'étude indépendante SWECO, ordonnée par la Commission européenne, révélait un coût disproportionné par rapport à l'enveloppe budgétaire.

Examen de la compatibilité de la proposition de règlement avec les principes de subsidiarité et de proportionnalité

Même si la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire est en mesure de partager l'affirmation de la Commission européenne que la présente proposition de règlement respecte „le principe de subsidiarité en ce sens que les missions du FEDER sont décrites dans le traité et que la politique est mise en œuvre conformément au principe de gestion partagée et dans le respect des compétences institutionnelles des États membres et des régions", elle se doit toutefois d'exprimer des réserves quant à certains aspects du dispositif proposé, qui, rappelons-le, est à considérer en parallèle à la proposition de règlement à caractère général (COM(2011)615), règlement qui prévoit des conditionnalités ex ante relatives aux politiques des États membres (article 17 et annexe IV).

La Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire peut également souscrire au principe qu'il soit veillé dans la définition des stratégies et des programmes opérationnels et dans leur mise en œuvre via les projets sélectionnés pour un cofinancement européen „à la cohérence des interventions des Fonds (...) avec les politiques et priorités de l'Union et (...)". La déclinaison de ce principe général par objectifs thématiques étant fortement détaillée, sans qu'une distinction soit introduite entre programmes opérationnels plus et moins dotés, la commission parlementaire est amenée à considérer ce manque de flexibilité et la charge administrative en résultant comme disproportionnés.

En ce qui concerne la mise en œuvre du vaste partenariat et de la gouvernance à plusieurs niveaux, la commission parlementaire préférerait que ledit règlement général s'en remette au règlement actuel, laissant à chaque État membre le soin de s'organiser en conséquence.

Tout en concédant que la stratégie d'une concentration thématique et le „fléchage EU2020" puissent paraître appropriés, les restrictions instaurées par le présent règlement semblent être peu flexibles et pourraient limiter le choix qu'auront les régions - et le Luxembourg est considéré comme une région - dans le menu des objectifs thématiques proposés. En effet, cette nouvelle réglementation ne tient pas suffisamment compte des États membres et régions avec des budgets très limités ou des „micro programmes".

L'allocation des ressources FEDER est ainsi très largement dictée par la réglementation communautaire: 80% des ressources sont concentrées sur trois objectifs, dont un doit bénéficier de 20% au moins de l'enveloppe totale. 5% des ressources du FEDER sont, par ailleurs, à placer d'office dans une „réserve de performance". Cette réserve sera constituée de 5% des ressources allouées à chaque fonds relevant du Cadre stratégique commun et proportionnellement à chaque État membre en fonction de la part qu'il reçoit du montant total du soutien du FEDER. Il est prévu de faire bénéficier les États membres de cette réserve seulement suite à un examen des performances réalisées. La commission parlementaire doute de l'utilité de cet examen supplémentaire pour un État membre ne disposant que d'un seul programme par fonds et, en vertu du principe de simplification administrative, demande que cette réserve soit supprimée ou que sa dotation soit laissée au choix des États membres (cette possibilité est prévue dans la règlementation actuellement en vigueur).

Au vu du déséquilibre entre coût administratif et bénéfice potentiel qui existe déjà à l'heure actuelle et compte tenu des nouveaux éléments proposés, la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire est d'avis que ce déséquilibre se creusera davantage et plaide, de manière générale et compte tenu de l'expérience du Luxembourg avec des enveloppes budgétaires relativement faibles, pour un dispositif allégé permettant à certains États membres de se limiter à un nombre plus restreint d'objectifs thématiques.

Afin de rétablir cet équilibre, la commission parlementaire insiste à ce que l'occasion, que représentent les deux propositions de règlement en question, soit saisie afin de progresser vers une réelle proportionnalité entre l'envergure des programmes et les efforts de programmation, de monitoring ou d'évaluation. Ceci d'autant plus qu'au Luxembourg le niveau national se confond avec le niveau régional et que les résultats et l'impact des fonds sont très limités sur la croissance et l'emploi.

En effet, pour les „micro programmes", un potentiel substantiel de simplification existe dans les domaines suivants:

- la planification stratégique (contrats de partenariats, programmes opérationnels, évaluation ex ante, conditionnalités thématiques et générales...);

- l'évaluation, les indicateurs et le suivi des programmes;

- la gestion financière, le contrôle, le reporting et la clôture intermédiaire ou finale.

En ce qui concerne la gestion et le contrôle, la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire propose qu'il soit davantage tenu compte de l'expérience passée et des résultats obtenus. Ainsi, les „micro programmes", qui ont fait preuve d'une longue et bonne expérience dans le domaine tant de la gestion que des contrôles et qui en même temps ont démontré avoir établi un système fiable sans erreurs matérielles, sont à qualifier comme étant des programmes à faible risque financier. Sur ce plan, en ignorant la réalité de pareils „micro programmes", les règlements proposés pourraient être améliorés.

La notion de „micro programmes" devrait être intégrée dans la législation avec des facilités de programmation et de gestion permettant de tenir compte des réalités concrètes sur le terrain, ou alternativement permettre explicitement de prévoir dans le contrat de partenariat des mesures spécifiques de simplification dans les aspects susmentionnés.

En l'absence d'un dispositif allégé à tous les niveaux, allant de la programmation stratégique jusqu'aux contrôles financiers et à la clôture des programmes et à l'égard de tous les intervenants, pour des petits programmes de développement régional, la commission parlementaire se doit de constater que, dans sa teneur actuelle, le présent règlement n'est pas en ligne avec l'esprit de l'article 5, paragraphe 4 du Traité sur l'Union européenne. Cette proposition de règlement excède de par sa complexité les dispositions nécessaires pour atteindre son objectif.

Ce n'est qu'en assurant une relation raisonnable entre les enveloppes budgétaires, d'une part, et les charges, d'autre part, que l'effet de levier recherché par la politique européenne de cohésion pourra être réalisé.

Conclusion

La Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire est favorable à une politique de cohésion ambitieuse portant sur toutes les régions européennes sans exception et apportant une contribution forte aux objectifs de la Stratégie Europe 2020.

La commission parlementaire est soucieuse d'une efficacité maximale des interventions et accueille favorablement la proposition réglementaire de concentrer les ressources sur un nombre restreint de priorités en respectant les particularités des États membres et régions et en leur laissant une certaine flexibilité.

Bien qu'un certain nombre de mesures de simplification aient été proposées, la commission parlementaire reste d'avis qu'il convient de réduire encore la charge administrative et de tenir davantage compte des problèmes spécifiques des «micro programmes».

Sous réserve d'une meilleure prise en compte de l'aspect des «micro programmes», la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif aux dispositions particulières applicables au Fonds européen de développement régional et à l'objectif „Investissement pour la croissance et l'emploi", et abrogeant le règlement (CE) n°1080/2006 est conforme au principe de proportionnalité et n'enfreint pas l'article 5 du Traité sur l'Union européenne.»

(s.) Alex Bodry, André Bauler, Félix Braz, Félix Eischen, Claude Haagen.

E Vote sans Débat gëtt virgeschloen.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Vote sur la résolution

Wie mat dëser Resolutioun d'accord ass, ass gebieden, d'Hand ze hiewen.

Dat schéngt mer d'Unanimitéit ze sinn. Domadder wär dës Resolutioun ugeholl. Ech soen Iech Merci an ech leeden den Avis dann un déi zoustänneg europäesch Instanze weider.

3. Ordre du jour

D'Presidentekonferenz huet fir dës Woch folgenden Ordre du jour virgeschloen: Haut de Mëtteg hu mer fir d'Éischt eng Froestonn un d'Regierung; duerno d'Question élargie N°23 vum Här André Bauler iwwert den Transport vun handicapéierte Leit; dann de Projet de loi 6161, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert déi handicapéiert Leit, nom Modell 1; de Projet de loi 6204, eng Direktiv iwwert d'Kontroll vu chemesche Substanzen, nom Basismodell; de Projet de loi 6290, eng Direktiv iwwert d'Schinnematerial, nom Basismodell; an de Projet de loi 6303, en Traité iwwert de Bloc d'espace aérien fonctionnel „Europe Central", nom Basismodell.

Muer de Mëtteg um zwou Auer hu mer fir d'Éischt eng Deklaratioun vum Här Premierminister iwwert den Europäesche Conseil vum 8. an 9. Dezember 2011 mat uschléissender Debatt; dann de Projet de loi 6362 iwwert d'Reorganisatioun vum Concertssall Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte an d'Fondation Pensis, nom Modell 1; dann de Projet de loi 6207, e Protokoll zu enger Benelux-Konventioun iwwert d'Propriété intellectuelle, och nom Basismodell; dann de Projet de loi 6307, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert den Enseignement fondamental, nom Modell 1; dann de Projet de loi 6335, e Memorandum zu engem Accord vun de Benelux-Länner iwwert d'Kooperatioun an der Krisegestioun, nom Basismodell; d'Proposition de loi 6263 iwwert d'Parteiefinanzéierung, nom Modell 1.

Den Donneschdeg de Moien um néng Auer hu mer fir d'Éischt de Projet de loi 6232 iwwert d'ADEM, nom Modell 2; duerno d'Nominatioun vum Médiateur; dann de Projet de loi 6374, eng Ofännerung vum Code du travail, nom Basismodell; de Projet de loi 5660B iwwert den Affekoteberuff, nom Modell 1; de Projet de loi 6333 iwwert d'Organisatioun vum Notariat, nom Basismodell.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

M. Claude Meisch *(DP).*- Här President!

M. le Président.- Den Här Claude Meisch freet d'Wuert.

M. Claude Meisch *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir waren eis d'lescht Woch hei bei de Budgetsdebatten net iwwer alles eens. Iwwer ee Punkt allerdéngs ass et e breede Konsens ginn, nämlech doriwwer, datt, wa mer elo dës Woch iwwert d'Reform vun der ADEM hei wëllen ofstëmmen, et dann net nëmme kann drëms goen, fir wierklech de Chômage ze bekämpfen, datt mer un der Struktur schaffe vun der Administration de l'emploi, mä datt mer gläichzäiteg awer och ëm d'Konzept eis Diskussioun mussen dréie loossen a kucken, wat fir eng Aarbechtsmaartpolitik mer wëlle maachen.

Ech géif eigentlech do nach e bësse méi wäit goen a soen, eigentlech, ier mer d'Struktur wëllen definéieren, mat där mer wëllen Aarbechtsmaartpolitik maachen, musse mer festleeën, wat fir eng Aarbechtsmaartpolitik mer wëlle maachen.

An dat, wat de Lucien Lux jo och d'lescht Woch hei proposéiert huet, nämlech fir ze soen, am Januar soll ee sech wierklech Zäit huelen, fir ëm d'Aarbechtsmaartpolitik ze diskutéieren - jo, datt mer do d'Logik eigentlech inverséiert hunn, datt mer eigentlech fir d'Éischt missten iwwert de Fong vun der Matière diskutéieren an duerno kucken, wat fir eng Struktur datt mer der neier Aarbechtsmaartverwaltung domadder wëlle ginn.

Ech proposéieren also duerfir, de Vote vum Projet de loi 6232, d'Reform vun der ADEM, fir dës Woch vum Ordre du jour ze huelen, fir ze erméiglechen, datt mer eng breet Debatt kréien iwwert de Fonctionnement op eisem Aarbechtsmaart, iwwert déi Prioritéiten, déi mer misste setzen, iwwert déi Mesuren, déi vläicht missten iwwerluecht ginn, an dann, wa mer do ganz konkret Konklusiounen draus gezunn hunn hei zesummen am Parlament, datt mer dann duerno eréischt iwwer eng Reform vun der Administration de l'emploi géifen ofstëmmen. Dat wär op jidde Fall an eisen Ae vill méi wichteg.

Här President, meng Fraktioun proposéiert duerfir och esou schnell wéi méiglech en Débat d'orientation iwwert déi doten Thematik. Wa mer dat esou géife maachen, da géif dat eis gläichzäiteg och erméiglechen, nach emol am Fong iwwert dee Rapport vun der Cour des Comptes ze diskutéieren, deen eng Kéier kuerz beliicht ginn ass an der Commission de l'exécution budgétaire, deen awer - mengen ech - och nach eng Kéier misst gekuckt ginn en vue vun der Reform vun der Administration de l'emploi, well an deem Rapport et jo awer am Detail ëm d'Mesurë gaangen ass, déi momentan fonctionnéieren, a wou eng Hällewull vu Kritikpunkten och opgelëscht sinn an eng Rei vu Propositiounen eigentlech op der Hand leien, wéi déi Mesurë misste reorientéiert ginn, fir méi performant kënnen de Chômage ze bekämpfen.

Merci, Här President.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Meisch. Freet dozou een d'Wuert?

Den Här Lucien Lux.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen, dass mer den Donneschdeg prett sinn, no laangen Aarbechten an der zoustänneger Kommissioun, fir déi Reform vun der ADEM virzehuelen. Ech mengen och net, dass d'Argumentatioun onbedéngt richteg ass, ze soen, et misst een dat eent virun dat anert zéien, well mer an der Kommissioun an deene leschten zwee Joer a sech parallell och ëmmer iwwert d'Beschäftegungsproblematik en tant que tel mam Minister diskutéiert hunn, och iwwer Moossnamen diskutéiert hunn.

Ech géif mengen, dass et vill méi logesch wär, mir géifen elo emol endlech dat Instrumentarium schafen, wou mer a ville Sëtzungen d'Geleeënheet haten, fir och iwwer Verbesserungen ze diskutéieren, déi ech zwar méi oft an der Press gelies hunn, wéi ech se an der Kommissioun héieren hunn. An ech mengen, dass mer do um Enn vun eisen Aarbechten ukomm sinn.

Mir hunn och déi Rapporten, déi Der genannt hutt, zum Beispill dee vun der Cour des Comptes, déi hu mer och an der zoustänneger Kommissioun vum Travail matdiskutéiert, well mer dat an enger Réunion jointe mat der Comexbu gemaach hunn. Mir hunn duerno nach dee Rapport héiere vun dem externe Grupp, deem externe Büro, deen am Prinzip och e bëssen an déi Richtung gaangen ass wéi d'Cour des Comptes. An opgrond vun deem sinn, mengen ech, néng Amendementë vum Minister nach eng Kéier proposéiert ginn - opgrond, wéi gesot, vun deene Rapporten -, déi sinn och ugeholl ginn, déi sinn och herno no dem Avis complémentaire vum Conseil d'État an de Projet mat agefloss, sou dass ech mengen, dass mer do wierklech um Enn vun eisen Aarbechten ukomm sinn.

An et hënnert eis guer näischt, fir dann um Ufank vum neie Joer deen Débat d'orientation, deen Dir elo frot, mä iwwert dee mer am Prinzip och an der Kommissioun eis eens waren - an dat hunn ech jo och de leschten Donneschdeg hei gesot -, ze maachen, fir ze kucken: Wéi ass et um Niveau vun deenen eenzelne Mesuren?

Mä dat huet, mengen ech, näischt ze di mat deem, wat d'Kaderreform vun der Verwaltung ADEM ubelaangt, déi ass an hiren Instrumenter den Donneschdeg, wann de Projet gestëmmt ass, an der Lag, fir op déi Beschäftegungspolitik ze äntwerten, déi mir mengen déi richteg ze sinn.

Dofir géif ech mengen, mir sollten och den Donneschdeg de Projet diskutéieren a stëmmen a bei eisem Ordre du jour bleiwen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Nach eng Wuertmeldung?

Wann dat net de Fall ass, géif ech proposéieren, datt mer elo iwwert den Ordre du jour ofstëmmen.

Vote sur l'ordre du jour

Wien ass mam Ordre du jour d'accord, esou wéi e virgeschloen ass vun der Presidentekonferenz?

Wien ass do dergéint?

Wien enthält sech?

Dat schéngt mer kloer ze sinn. Domadder wär den Ordre du jour esou akzeptéiert, wéi e proposéiert ginn ass.

(Interruption et hilarité)

Haut de Mëtteg huet d'Chamber eng Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 83 vum Chambersreglement huet en Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung véier Minutten Zäit, fir drop ze äntwerten. D'Froe kommen ofwiesselnd vun der Majoritéit an der Oppositioun.

Als Éischt hu mer de Mëtteg d'Fro N°131 vun der Madame Nancy Arendt un de Gesondheetsminister an de Minister vun der Sécurité sociale iwwert d'Zerstéiere vu gefälschtene saiséierte Medikamenter. Madame Arendt, Dir hutt d'Wuert.

4. Heure de questions au Gouvernement

- Question n°131 du 13 décembre 2011 de Mme Nancy Arendt épouse Kemp relative à la destruction des saisies de médicaments soumis à prescription médicale vendus via Internet et qui sont contrefaits, adressée à M. le Ministre de la Santé et à M. le Ministre de la Sécurité sociale

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Jo, Här Minister, d'Geschäft mat gefälschtene Medikamenter boomt weltwäit. 30 Milliarde ginn all Joer mam Verkaf vun oft geféierleche Medikamentefälschungen ëmgesat. Iwwert den Internet ass et relativ einfach, u Medikamenter erunzekommen, déi net erlaabt sinn oder déi rezeptflichteg sinn, wéi zum Beispill Schlof-, Ofhuel- oder Potenzpëllen.

D'Poursuitë si mat grousse Käschten an administrative Laaschte verbonne fir eist Land. Eng grouss Majoritéit vun deene Medikamenter, déi een haut um Internet ze kafe kritt, kommen, ouni datt déi Leit Bescheed wëssen, aus dem asiatesche Raum, a si beinhalten och net nëmmen dat, wat am Internet versprach gëtt. Do fënnt een heiansdo déi onméiglechst Saachen dran: vu Mäusekot bis hin zu zerknirschtenen CDen, gradesou wéi Iwwerreschter vun ale Medikamenter, déi mat deeneselwechten Utensilië produzéiert gi sinn, déi awer net propper gemaach gi sinn, geschweig steriliséiert gi sinn oder nach ganz oft falsch doséiert Wierkstoffer beinhalten.

Wann eis Douane an Zesummenaarbecht mam Ministère de la Santé bei enger vun hire sëlleche Kontrollen esou e Pak oder eng Enveloppe opmécht, sinn dës zum gréissten Deel ouni richteg Verpakung, geschweig Beschreiwungen oder och nach Ordonnance. Et si meeschtens gefälschte Medikamenter a klenger Quantitéit, déi regelméisseg bestallt ginn. Eis entspriechend Gesetzgebung vun 1984 ass also aus enger Zäit, wou nach keen iwwer Internetverkaf richteg nogeduecht huet.

De Fait, datt mir truquéiert a rezeptflichteg Medikamenter einfach zréckschécken amplaz se ze zerstéieren, kascht de Stat Geld, an et besteet bei de Leit um Terrain de Verdacht, datt déi zréckgeschéckte Pëllen direkt an deen nächste Päckelche wanderen, fir dann erëm frësch d'Rees bei eis heihinner zréckzemaachen.

Meng Fro un den Här Minister: Wär et net un der Zäit, eis Gesetzgebung un d'21. Jorhonnert a seng technesch Moyenen an Possibilitéiten unzepassen?

Kéint de Minister sech virstellen, op de Wee ze goen, deen Däitschland zum Beispill ageschloen huet, wou d'Medikamenter, déi d'Douane saiséiert huet, iwwer eng vereinfacht national Gesetzgebung dann och zerstéiert ginn, ouni grouss administrativ Opwänn an ouni grouss Laaschte fir eist Land?

Mengt de Minister net, datt mer awer Geld kéinten aspueren an datt laangfristeg esou eng Moossnam och méi logesch wär a méi effizient wär, a finalement och am Intérêt vum Konsument?

Ech soe Merci.

M. le Président.- Merci der Madame Arendt, an elo kritt d'Wuert den Här Gesondheetsminister a Minister vun der Sécurité sociale, den Här Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen der Madame Arendt villmools Merci, dass se, nodeems se mech virun aacht Deeg mat der Fro saiséiert huet, fir dass ech dat sollt nokucken, mech haut nach eng Kéier iwwer eng Question orale domat saiséiert.

Ech wëll soen, dass et net falsch ass, dass ee periodesch soll seng Reglementatioun iwwerkucken, fir sech méi neie Phenomeener unzepassen. Wéi Der richteg gesot hutt, ass d'Bestelle respektiv d'Ausliwwere vu Medikamenter, besonnesch och vu rezeptflichtege Medikamenter iwwer Internet hei zu Lëtzebuerg net erlaabt.

Am Prinzip ass et esou, dass Medikamenter iwwer Apdikte respektiv Spidolsapdikten ausgehändegt ginn. An dat ass och richteg, dass bei deene méi wëlle Bestellungen iwwer Internet an deenen Ugebueter iwwer Internet d'Risike vill méi grouss sinn, well dat, wat een u Medikamenter iwwert deen dote Wee sech kann heem bestellen, zum gudden Deel gefälscht ass. E gudden Deel vun deene Medikamenter ass net fir näischt vum Maart geholl ginn, zum Deel, well se geféierlech sinn. Si si vum offizielle Maart verschwonnen an dann awer iwwer parallell Weeër erëm an Erscheinung getrieden.

Duerfir mengen ech, ass et ganz gutt, et ass ganz wichteg, dass d'Douane mam Ministère de la Santé, mat der Direktioun vun der Santé effikass zesummeschafft an eng ganz Rei vu Päck pro Joer aus dem Verkéier zitt. Am Joer 2010 waren dat ëm 130 Päck. An et ass richteg drop higewise ginn, dass déi Medikamenter, déi saiséiert gi sinn, elo net onbedéngt liewenswichteg Medikamenter sinn, mä erektiounssteigernd Medikamenter zu 60% sinn, Medikamenter fir ofzehuelen zu 20% sinn, Schlofmëttel a Benzodiazepinnen an anere Fäll, sou dass dat doten, deen dote Parallellwee sécher näischt zu der öffentlecher Gesondheet bäidréit.

Wéi gesot, wat gutt ass, dat ass, dass vill Päck, déi saiséiert ginn, net un de Konsument kommen, deen et bestallt huet. De Konsument gëtt informéiert, wann esou eppes saiséiert gëtt, an am Prinzip ginn dann no enger gewëssener Zäit déi Päck zréckgeschéckt.

Richteg ass et, an ech ënnersträichen dat, wat d'Madame Arendt gesot huet, dass een, wann et sech ëm gefälschte Medikamenter oder ëm geféierlech Medikamenter handelt, dass een déi net onbedéngt soll un den Ofsender zréckschécken, mä dass et e Sënn ergëtt, dass een déi definitiv aus dem Verkéier zitt an dass ee se verbrennt oder soss beseitegt.

Mir hunn och duerfir, an dat ass dat Gutt un der Interventioun, déi virun e puer Deeg war, Kontakt mat der Douanesdirektioun geholl, an am klenge Comité wäerten eis Servicer sech zesummesetzen, fir ze kucken, wéi mer déi Reglementatioun - et ass en fait eng Circulaire -, wéi mer déi kënnen adaptéieren a wéi mer der Douane d'Méiglechkeet kënne ginn, wa keng Zweifelen do sinn, dass et geféierlech oder gefälschte Medikamenter sinn, dass een dat direkt aus dem Verkéier kann zéien an zerstéieren.

Ech soen Iech Merci fir d'Fro a Merci fir d'Opmierksamkeet.

M. le Président.- An ech soen dem Här Gesondheetsminister Merci. Mir kommen dann elo zu der Fro N°132 vum Här André Bauler un d'Erzéiungsministesch iwwert d'Wahle vun den Elterevertrieder an de Schoulcomitéen. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°132 du 12 décembre 2011 de M. André Bauler relative aux élections récentes de représentants des parents au sein des comités d'école dans l'enseignement fondamental, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

M. André Bauler *(DP).*- Merci, Här President. Ech wollt eng Fro un d'Madame Éducationsministesch stellen. Viru Kuerzem waren d'Wahle fir d'Vertrieder vun den Elteren am Comité d'école vun de Grondschoulen. Mengen Informatiounen no war d'Participatioun un dëse Wahlen zimlech geréng. Op verschiddene Plaze gouf et emol net genuch Kandidaten.

D'Madame Ministesch huet d'Participatioun vun den Elteren ëmmer als e Kärelement vun hirer Reform duergestallt, duerfir wollt ech si Folgendes froen:

Kann d'Madame Minister meng Informatioune bestätegen? Wéi vill Poste konnten, faute de candidats, net besat ginn? Wéi sollen dës Plaze besat ginn? Wat gedenkt d'Madame Minister ze ënnerhuelen, fir den Interesse vun den Elteren ze steigeren?

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Bauler. D'Wuert kritt elo d'Madame Erzéiungsministesch Mady Delvaux-Stehres.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Merci, Här President. Ech kann dem Här Bauler net soen, wéi vill Vertrieder an all Versammlung waren, wou Elterevertrieder gewielt si ginn. Ech kann en awer berouegen, dass ausser an enger Schoul hei vun deenen 154, déi mer zu Lëtzebuerg hunn, iwwerall Elterevertrieder gewielt si ginn, dass et just eng eenzeg Schoul ass, wou de Moment keng Elterevertrieder sinn, a vu dass am Gesetz och net feststeet, wéi vill Leit an de Comité - wéi vill Elterevertrieder - musse gewielt ginn, ass dat jee no Schoul ganz ënnerschiddlech. Am Ganze sinn elo am Oktober 762 Elterevertrieder an deenen 154 Schoule gewielt ginn.

Mir hunn all deenen nei gewieltenen Elterevertrieder elo e Bréif geschriwwen an eng Dokumentatioun zoukommegelooss. Mir wéilten och regelméisseg regional Versammlunge maachen, wou mer d'Elterevertrieder dann och invitéieren, fir dass se och kënnen de Suivi maachen. Dat sinn elo emol déi éischt Mesuren, déi mer hei geholl hunn.

Merci.

M. le Président.- Merci der Madame Erzéiungsministesch. Mir kommen dann zu der Fro N°133 vum Här Ben Scheuer an der Fro N°134 vum Här Eugène Berger un d'Familljeministesch iwwert d'Unité de sécurité zu Dräibuer. Fir d'Éischt kritt den Här Scheuer d'Wuert.

- Question n°133 du 13 décembre 2011 de M. Ben Scheuer relative à l'unité de sécurité du CSEE Dreiborn, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration

et

- Question n°134 du 12 décembre 2011 de M. Eugène Berger relative à l'unité de sécurité à Dreiborn, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration

M. Ben Scheuer *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, jorelaang ass regelméisseg kritiséiert ginn, wa jugendlech Stroftäter an de Prisong agespaart goufen. D'Gesetz vum 16. Juni 2004 iwwert d'Reorganisatioun vum Centre socio-éducatif de l'État huet dunn endlech de Bau vun enger Unité de sécurité zu Dräibur virgesinn. Verschidden administrativ Hürden hu misse geholl ginn, bis Enn 2007 d'Gemeng Wuermer d'Baugenehmegung ginn huet. Mä eréischt Enn 2009 ass mat dem Bau ugefaange ginn. Enn 2011 soll déi sougenannten Unisec kënne fonctionnéieren - eng laang Geschicht fir en Dossier a fir eng Problematik, iwwert déi Eenegkeet besteet.

D'lescht Woch koum d'Noriicht, dass nees zwee Kanner zu Schraasseg agespaart goufen. Dëst war och net déi éischte Kéier. Ech wollt an deem Kontext zwou Froen un d'Madame Ministesch stellen.

Éischtens, wéi wäit ass de Bau vun der Unité de sécurité zu Dräibuer fortgeschratt?

Zweetens, wéini fonctionnéiert déi Unité de sécurité?

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Scheuer, elo kritt d'Wuert den Här Eugène Berger.

M. Eugène Berger *(DP).*- Mir haten awer eng zousätzlech Fro, déi nach net vum Här Scheuer gestallt ginn ass. Ech mengen, och ech muss dat awer nach eng Kéier kuerz widderhuelen, fir ze soen, datt Lëtzebuerg an deene leschte Jore méi wéi eng Kéier schaarf kritiséiert ginn ass, datt Mannerjähreger zesumme mat erwuessenen Délinquanten am Prisong agespaart ginn. An ech erënneren och dobäi un eng Rei - scho bal onzähleg - Rapportë vum Comité contre la torture vun de Vereenten Natiounen. Mir hu jo och elo dee rezente Fall, wou zwee Meedercher vun eelef an zwielef Joer am Prisong mat erwuessenen Délinquanten agespaart waren.

Ech wëll och erënneren un d'Aussoe vum Justizminister an deem Kontext, dee gesot huet, et ass e Skandal, datt mer no 20 Joer nach ëmmer keng adequat Strukturen hunn, fir esou Kanner ënnerzebréngen.

Ech wéilt awer duerfir och wëssen: Wéi ass d'Positioun vun der Ministesch par rapport zu den Aussoe vun hirem Regierungskolleeg? Déi Fro, déi schonn de Ben Scheuer gestallt huet: Wéini geet et..., oder wou ass déi ganz Geschicht mat der Unité de sécurité zu Dräibur drun? Geet déi endlech op? An och d'Fro, ob dann duerno garantéiert ass, datt dann, wann déi Unité de sécurité opgeet, keng Mannerjähreg méi géifen an de Prisong kommen.

Da wollt ech awer och nach froen, wéi et mat den Isolatiounszellen ass am Centre socio-éducatif. Eng Praxis, fir déi jo och Lëtzebuerg an der Vergaangenheet méi wéi eng Kéier och kritiséiert ginn ass. Sinn déi nach am Gebrauch oder sinn déi elo definitiv zou?

Ech soe Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Berger. Elo kritt d'Wuert d'Madame Familljeministesch Marie-Josée Jacobs.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif gären deenen zwee Deputéierte Merci soe fir hir Fro, déi se gestallt hunn, an hinne soen, wa mer schwätzen iwwer Lëtzebuerg, d'Land vun deene klenge Weeër, datt et de Bauteminister - a wann ech elo d'Deputéiert géif heibanne froen, wien datt dat wor, dee fir d'Éischt gesot hat, datt mer dee Projet géife bauen, da wieren déi meescht, déi heibanne sinn, déi wieren emol net méi hei gewiescht, wéi dat hei gesot gouf -, nämlech de Robert Goebbels wor; da wësst Der also, wéi laang datt et hier ass an da wësst Der, wéi laang datt mer Zäit brauchen, bis mer esou eppes fäerdeg kréien! An ech géif zur selwechter Zäit an zur selwechter Geleeënheet... Ech erspueren Iech alles dat, wat ech an deene Joren - net wéinst dem Robert Goebbels - matgemaach hunn, mä matgemaach hunn:...

(Hilarité)

...datt mer net amstand woren - an den Här Berger hat zu Recht hei drop higewisen, mer si vill kritiséiert gi vun der Commission des tortures -, datt mer net amstand wieren, fir esou eppes ze hunn.

Ech géif all déi, déi heibanne sinn, bieden - an déi jo och zum groussen Deel Gemengeresponsabilitéiten hunn -, wann Der bereet sidd, mat op de Wee ze goen, Jugendlecher oder och ähnlech Saache bei Iech an Ärer Gemeng opzehuelen, ech sinn ëmmer Demandeur fir nach esou Saache kënnen ze bauen.

Et ass also net, wéi wa mer elo kéinten alleguerten op Tauchstatioun goen a soen, et ass elo keen, deen do iergendeppes wousst.

Enn dëses Joers wäert dat Haus opgoe fir zwielef Jugendlecher. Dofir kann ech haut an hei net garantéieren, datt dat duergeet, fir ëmmer ze soen, et kann ni méi an a kenge Fäll... - an dat huet och mäi Kolleeg, de Justizminister, gesot -, Jugendlecher, déi iwwer 16 Joer al sinn, kënnen och nach duerno an de Prisong kommen. Mä zwielef Kanner wor de Maximum, dee mer genehmegt krute vun der Gemeng, fir dat Haus do ze bauen, wou wäerte 44 Leit dra schaffen. Da brauch ech Iech hoffentlech net ze beschreiwen, wéi vill datt dat pro Kand a Jugendleche kascht, déi dohinner kommen.

(Interruption)

Wou mer och hätte kënnen 20 Jugendlecher dranhuelen, mä wann natierlech de Wëllen och dofir net do ass, dann ass et och schwéier, fir dat fäerdeg ze kréien.

Dir gesitt also, datt dat dote wierklech keng Geschicht ass, wou mer eis mat Ruhm bekleckeren! Wou mer esou laang Zäit brauchen, fir esou eppes dann endlech fäerdeg ze kréien, a wou, mengen ech, heibanne jiddwereen - an och déi, déi net heibanne sinn - der Meenung ass, datt d'Kanner iwwerall higehéieren, mä net an e Prisong.

Merci.

M. le Président.- Merci der Madame Familljeministesch. An elo komme mer zu der Fro N°135 vun der Madame Josée Lorsché un de Gesondheetsminister iwwert de Selbstmord. Madame Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°135 du 13 décembre 2011 de Mme Josée Lorsché relative au suicide, adressée à M. le Ministre de la Santé

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Merci, Här President. Här Minister, wahrscheinlech ass déi héich Zuel vu Suiciden hei am Land e wéineg ze relativéieren, well eis Méthode de comptage iwwert d'Recommandatioune vun der OMS erausgeet an doduerch bei eis méi Doudesfäll als Suicide interpretéiert gi wéi an anere Länner. Trotzdeem ass a bleift déi Zuel vun de Suiciden, déi mer hei kennen, e beonrouegende Phenomeen, virun allem bei Jugendlechen.

Fir deem virzebeugen, hutt Dir, Här Minister, am Februar 2010 en Aktiounsplang ugekënnegt, deen duerno vun den Acteuren um Terrain sollt konkretiséiert ginn. Ech wollt haut wëssen, ob dee Plang ëmgesat ginn ass. A wa jo, ob schonn éischt Konklusiounen doraus gezu kënne ginn, wat säin Impakt op d'Preventioun ubelaangt.

Eng aner Fro betrëfft d'Schafung vun engem Internetsite an enger anonymer Tëlefonsnummer. Souwäit wéi ech weess, ass de Site „Prévention suicide" momentan deen eenzege Site hei am Land, dee fir déi Problematik zoustänneg ass, jiddefalls am Beräich vun der Preventioun. Op deem Site steet allerdéngs just de Programm an d'Umeldung fir d'fënneft Journée nationale pour la prévention du suicide, déi am Februar 2011 stattfonnt huet, a soss steet weider näischt drop.

Et kann een also net dervun ausgoen, datt op deem Site nach vill leeft, well en net méi aktualiséiert ginn ass.

D'Helpline „SOS Détresse" bitt a mengen Aen och keng direkt Hëllefstellung, well déi Linn

weder 24 Stonnen op 24 funktionéiert, mä just aacht Stonnen am Dag, an zweetens, well d'Problematik vum Suicide op enger méi allgemeng gehalener Helpline riskéiert, ze kuerz ze kommen, an am ganze Gewulls ënnergeet.

Dofir meng Fro: Sidd Dir, Här Minister, net der Meenung, datt e spezifeschen Internetsite an eng anonym Tëlefonsnummer misste geschafe ginn, déi sech speziell mat der Problematik vum Suicide befaassen an eng direkt a spontan Hëllefstellung bidde kéinten, souwuel fir suicidegefährdet Persoune wéi och fir hiert direkt Emfeld?

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci der Madame Lorsché. An d'Wuert kritt elo den Här Gesondheetsminister.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt emol Merci fir d'Fro, déi awer leider e bëssen ze vill reduktiv ass, wa se sech op deen een oder deen anere Service fokaliséiert. Ech mengen, et wär wichteg, bei dëser Geleeënheet och drop hinzeweisen, wat fir Efforten an deene leschten zéng Joer gemaach gi sinn, fir d'Dezentraliséierung vun de Centres de santé mentale, fir d'Dezentraliséierung vun den akute Kliniken a Saache Psychiatrie hei zu Lëtzebuerg weiderzedreiwen.

Et ass also net esou, dass d'Prise en charge vu gefährdete Leit just iwwer eng Tëlefonsnummer, déi permanent besat wär, respektiv iwwer en Internetsite soll ugaange ginn. Richteg a wichteg ass et, dass déi Servicer, déi eng anstänneg Prise en charge kënne maache vun deem Mënsch, deen an Détresse ass, esou zougänglech solle si wéi méiglech.

Mir hunn an der Zwëschenzäit psychiatresch Servicer mat där noutwendeger Hëllefstellung, och mat Preventiounsméiglechkeeten an deene véier grousse Kliniken am Land. Mir hunn iwwerall am Land dezentraliséiert „Réseau-psy"en, déi och an der Prise en charge vu Leit, déi akut Problemer hunn, spezialiséiert sinn.

Do derniewent hu mer viru véier Joer d'Vernetzungsinitiativ „Suicide" op d'Bee gestallt, wou all d'Acteuren aus dem Service enk zesummeschaffen, all Joers zwou Journées de prévention du suicide organiséieren, vun dem Ministère oder vun der Regierung insgesamt den Optrag kritt hunn, fir en Aktiounsprogramm zesumme mat eis opzestellen, fir d'Preventioun vun dem Suicide weiderzedreiwen, am Moment amgaange sinn, hiren Internetsite fir all déi Servicer méi populär ze maachen, amgaange sinn, deen opzestellen.

Mir sinn amgaangen, un engem Wegweiser ze schaffen - hei ass en, en ass nach net gedréckt -, fir de Leit alleguer déi spezialiséiert Servicer méi zougänglech ze maachen. An dräi Méint ass déi nächst Journée de prévention du suicide.

Ech géif also der Madame Deputéiert soen, dass et richteg ass, dass mer sollen d'Visibilitéit vun deene Servicer verbesseren. Dass mer - richteg - sollen de Leit weisen, wat fir eng Servicer 24 Stonnen op 24 erreechbar sinn. Dat gëllt zum Beispill fir d'Klinikservicer. Déi sinn an der Urgence an an der Permanence mat dran.

Falsch wär et, d'Impressioun ze ginn, dass an deene leschte Joren an deem heite Beräich net vill geschitt wär. Vläicht verkafe mer eis nach net esou gutt. Mä, Madame Deputéiert, maacht eis Vertrauen. Mir schaffen dodrun!

(Interruption)

Villmools Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Gesondheetsminister. Mir kommen elo zu der Fro N°136 vum Här Félix Eischen un de Gesondheetsminister a Minister vun der Sécurité sociale iwwert de Bau vun engem Site fir nucléaire Offäll zu Bure. Här Eischen, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°136 du 13 décembre 2011 de M. Félix Eischen relative à la construction éventuelle d'un grand centre d'enfouissement de déchets nucléaires à Bure en Lorraine, adressée à M. le Ministre de la Santé et à M. le Ministre de la Sécurité sociale

M. Félix Eischen *(CSV)*.- Merci, Här President. Déi lescht Woch stoung an enger Lëtzebuerger Dageszeitung an enger fettgedréckter Iwwerschréft „Lothringen soll Atomendlager erhalten".

Ech hu mer d'Fräiheet erausgeholl, fir mer déi Saach e wéineg méi genee unzekucken a sinn op relativ vill Informatioune gestouss, wou dann eise franséischen Noper dëst geplangtent Endlager fir héich radioaktiven Offall wéilt maachen.

Déi sech mat dësem Sujet beschäftegen, wëssen et sécher. Deenen anere sief gesot, dass et sech hei ëm e Site no bei Bure hei vir am Louthrengeschen handelt, dëst en Honnert-Séilen-Dierfchen, 60 Kilometer südwestlech vun Nanzeg an 200 Kilometer vu Lëtzebuerg ewech.

Zënter 1995 gëtt et hei eng grouss Versuchsstatioun mat enger Hällewull vun internationale Mataarbechter a Spezialisten, wäit iwwer 300 un der Zuel. Hei gëtt da gekuckt a getest, ob de louthrengesche Buedem sech eegent, op éiweg radioaktiven Offall ze lageren. De leschten Erkenntnisser no, an dofir stoung et da wahrscheinlech och an der Press, schéngt de Site ideal ze sinn. Wann d'Autorisatiounen elo virléichen, géif 2015 ugefaange gi mat Bueren, mat ënnerierdesch Lagerraim schafen, an tëscht 2025 an 2030 kéint da mat der Endlagerung ugefaange ginn.

Här Minister, ech sinn elo wierklech kee Spezialist an der Matière, mä vu dass et mech awer interesséiert, wat ronderëm eise Grand-Duché leeft, géif ech da gäre vun Iech wëssen, ob déi Lëtzebuerger Regierung iwwert dat, wat do virun eiser hënneschter Dier geschitt, informéiert ass. Ob gewosst ass, dass dat louthrengescht Endlager en zweet Gorleben soll ginn. Aus Däitschland huet et schonn 2001 geheescht: „Beim Atommüll ist eine europäische Lösung kein Tabu."

Wat fir eng Dimensioune sinn dann och hei geplangt?

Bemierkt sief och, dass et rezenterweis Geologe gëtt, déi zu Gorleben de Risque vun enger gréisserer Gasexplosioun net ausschléissen.

Ob de Minister, géif ech dann och gär wëssen, sech an der Vergaangenheet schonn zu dësem Projet geäussert huet. Ob mir an der Lescht, no der Atomdebatt dëst Joer an der Chamber, eis Positioun oder eis Usiicht zu dësem Projet geännert hunn an ob mir ënner iergendenger Form Awänn zu dëser eventueller europäescher Endlagerung Bure hunn. An och, wat fir eng Zort Lagerung dann hei geplangt ass, ob dat héich, mëttel oder schwaach radioaktiv Offäll solle sinn.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Eischen. An d'Wuert kritt den Här Gesondheetsminister Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann den honorabelen Deputéierte Félix Eischen seet, dass e sech d'Fräiheet geholl huet, fir sech fir deen heite Sujet e bësse méi no ze interesséieren, da kann ech em soen, dass d'Lëtzebuerger Regierung sech d'Fräiheet geholl huet, zënter 2006 sech fir dee Problem ze interesséieren an en interministeriellen Aarbechtsgrupp agesat huet, fir deen dote Projet genee ënnert d'Lupp ze huelen, och 2003 engem renomméierte Professer den Optrag ginn huet, fir de Projet ze analyséieren. Dat ass de Professer Alec Baer.

An der Zwëschenzäit läit de Rapport vun deem Groupe de travail interministériel vir.

(Interruption)

E läit vir an en ass publizéiert - wéi dat normal ass an enger transparenter Approche - um Site vun dem Ministère de la Santé ënner: www.radioprotection.lu. Den honorabelen Deputéierte brauch sech also net méi eleng aus der Press ze informéieren. E ka sech direkt dann och um Site am Detail iwwert de Projet informéieren. Voilà.

Den honorabele Félix Eischen freet dann d'Regierung, wéi hir Positioun zu deem dote Projet wär. Et wäert Iech net iwwerraschen, dass, wa mer en ordre principal géint Atomreakteren, insbesondere och op eiser Grenz sinn, dass mer dann och net fir Projete sinn, déi mat der Atomenergie oder mat de Folge vun der Atomenergie zesummenhänken.

Eis Méiglechkeeten, fir d'franséisch Regierung un der Planung respektiv un der Realiséierung ze hënneren, sinn awer denkbar beschränkt, wann net Konklusiounen erauskommen, déi op eng direkt Gefor fir eist Land hiweisen.

Da just esou wäit zu de Konklusioune vun deem Rapport: Do geet draus ervir, dass déi Geologie, déi erausgewielt ass, d'Distanz, déi erausgewielt ass, d'Déift, déi erausgewielt ginn ass, d'Waasserflëss, déi éischter an d'Géigerichtung lafen, do geet draus eraus, dass d'Gefor fir Lëtzebuerg miniimst wär, a souguer am Fall vun engem GAU mat deem radioaktive Material, dat staark radioaktiv ass, géif et Honnertdausende vu Joren daueren, bis iergendwelch Retombéeën zu Lëtzebuerg kéinte kommen.

Dat heescht, den Dossier ass net esou, dass Lëtzebuerg elo grouss Plaintë kéint féiere géint dat dote Lager, well aus deenen Expertisen ervirgeet, dass keng direkt Gefor fir Lëtzebuerg do ass.

D'Genehmegungsprozedur, déi offiziell Genehmegungsprozedur wäert 2015 ulafen. Den interministeriellen Aarbechtsgrupp wäert déi doten Aarbecht weider verfollegen.

D'Lëtzebuerger Regierung an den Aarbechtsgrupp sinn der Meenung, dass et ganz schued ass, dass déi franséisch Autoritéiten net Alternative préiwe gelooss hunn, déi vläicht nach méi sécher gewiescht wären.

Ech mengen och, dass et eng Illusioun ass, dass ee vun Tëschelagere schwätzt. Well opgrond vun där Zukunft oder där feelender Zukunft, déi d'Atomenergie schéngt ze hunn, ass et kaum ze erwaarden, dass kommend Generatiounen no dem Atomzäitalter déi dote Grotten erëm opmaachen, fir déi radioaktiv Décheten ze behandelen.

Mä, wéi gesot, mir bleiwen um Ball. A wa sech sollt erweisen, dass mer eng Méiglechkeet hu fir ze agéieren, oder eng Noutwendegkeet do ass fir ze agéieren, wäerte mer dat maachen.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Gesondheetsminister. Mir kommen elo zu der Fro N°137 vum Här Fernand Etgen un de Logementsminister iwwert déi steierlech Mesurë fir d'Ënnerstëtzung vun den erneierbaren Energien. Här Etgen, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°137 du 12 décembre 2011 de M. Fernand Etgen relative aux différentes mesures fiscales destinées à encourager l'amélioration de l'efficacité énergétique dans le domaine du logement, adressée à M. le Ministre du Logement

M. Fernand Etgen *(DP)*.- Merci, Här President. An der Debatt vum 8. Dezember 2011 déi lescht Woch iwwert de Statsbudget huet den LSAP-Fraktiounspresident Lucien Lux d'Suerge vun der DP-Fraktioun a puncto bëllegen Akt gedeelt a proposéiert, fir de Projet de loi, nodeems den Avis vum Conseil d'État do wär, nach eemol ze kucken, och virum Hannergrond vun der Fro, ob de Projet enger vu sengen Zilsetzungen entsprécht, nämlech net déi Leit auszeschléissen, déi an der Onméiglechkeet sinn, fir ee Passiv- oder een Niddreg-Energie-Haus beziehungsweis eng Renovatioun ze finanzéieren.

Dat ass een neie Moment am Dossier, well de Koalitiounspartner net méi bedéngungslos hannert dem Projet ze stoe schéngt. Duerfir meng Fro un de Logementsminister: Wäert d'Regierung de Projet nach eemol op de Leescht huelen, fir sozial Ongerechtegkeeten auszeraume beziehungsweis Amendementer anzebréngen?

Am Projet de loi ass nämlech och virgesinn, datt déi nei Dispositioune ronderëm de bëllegen Akt den 1. Januar 2012 sollen a Kraaft trieden. Een Délai, dee wuel net méi ze halen ass!

Wat d'Leit awer dobausse wëlle wëssen: Wéini sollen déi nei Dispositiounen a Kraaft trieden? Wéi een neien Timing gesäit de Minister vir? Oder huet de Minister wëlles, d'Gesetz retroaktiv a Kraaft trieden ze loossen, wat awer och erëm administrativ Schwieregkeeten an en administrativen Duerjernee mat sech brénge wäert.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Etgen. An d'Wuert kritt elo den Här Logementsminister Marco Schank.

M. Marco Schank, *Ministre du Logement*.- Här President, ech hat net d'Éier, d'lescht Woch hei an der Chamber ze sinn. Duerfir weess ech net, awéiwäit de Fraktiounschef vun der LSAP d'Suerge vun der DP deelt oder net deelt.

M. Fernand Etgen *(DP)*.- Är Leit kënnen Iech dat confirméieren.

(Interruption et hilarité)

M. Marco Schank, *Ministre du Logement*.- Ech wollt just soen, datt ech e bësse verwonnert war iwwert d'Fro, well dee Projet de loi, deen den honorabele Fernand Etgen uschwätzt, jo um Instanzewee ass. Dat heescht, dee läit an der Chamber a mir waarden op den Avis vum Statsrot. A soubal wéi deen do ass, denken ech, datt dann och d'Chamber sech wäert mat deem Projet beschäftegen.

An éischtens emol à la lumière vun deem Avis wäert d'Chamber dann dat maachen, wat se fir richteg fënnt, an och an deem Gesetz verankeren, wat se fir richteg fënnt. Ech wollt awer och nach derbäisoen, datt vum Prinzip hier net de Logementsminister zoustänneg ass, mä de Finanzminister. Nach si mir eng Regierung, an ech äntwerten duerfir ganz gären op dat, wat de Fernand Etgen seet.

Ech wollt net iwwert d'Virdeeler vun där Virgoensweis nach eng Kéier referéieren, ech wollt awer zumindest soen, datt an deem Projet de loi dräi Mesurë virgesi sinn: den Amortissement accéléré fiscal fir d'Investissementer vun de Propriétairë fir Mietwunnengen am Kontext vun der Sanéierung, an datt 8% d'Joer kënnen ofgesat ginn, also 80% iwwer zéng Joer. Dat Zweet ass den Taux super-réduit TVA fir Haiser, déi ënner 20 Joer al sinn, dat heescht eigentlech fir d'Haiser alleguerten, exklusiv fir d'Albausanéierung am Kontext vu méi Energieeffizienz; an dann eben de bëllegen Akt.

An do, mengen ech, kann ech awer den honorabelen Deputéierte berouegen: Et gëtt selbstverständlech keen Timing, well ee jo muss gesinn, wéi d'Chamber virukënnt an hiren Aktivitéiten, wa se iwwert dat Gesetz beréit. An et gëtt och keng Retroaktivitéit ganz sécher. Dat kann ech mer net virstellen. Op jidde Fall trëtt et net den 1. Januar a Kraaft. Dat geet jo wuel net. Esou datt ech och do ka berouegen.

Ech wëll awer vläicht zwou Saache soen, well ech nach ganz e bëssen Zäit hunn, och fir do d'DP ze berouegen, datt ech och e Bréif un de Justizminister gemaach hu mat der Problematik vun der Copropriétéit, well dat jo eventuell ee Problem ka sinn, datt mer dat Gesetz wéilten ännéren, fir datt een e manner héije Pourcentage vu Leit bräicht, déi sech dann décidéieren, fir ee ganzt Appartementshaus energetesch ze sanéieren.

An dat Zweet ass - dat hunn ech och a mengem Paquet Logement, deen ech am Mee virgestallt hunn, däitlech gemaach -, et gëtt 21 Mesuren, net nëmmen de bëllegen Akt, wëll ech och nach eng Kéier soen, wéi den Éco-prêt à taux zéro, a virun allem awer och, datt mer amgaange sinn, d'Primen nei ze bündelen, nei opzedeelen. An do ass eben och geplangt, eng Prime d'acquisition énergétique ze maache fir Leit, déi beispillsweis esou Haiser kafen, fir se dann duerno energetesch ze sanéieren, eng Aart Bonus ze ginn, fir datt dann do eppes passéiert.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Logementsminister. Mir kommen elo zu der leschter Fro fir de Mëtteg, nämlech der Fro N°138 vum Här Eugène Berger un d'Familljeministesch iwwert d'Chèque-servicen. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°138 du 12 décembre 2011 de M. Eugène Berger relative au système des chèques-services, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration

M. Eugène Berger *(DP)*.- Merci, Här President. Jo, Här President, ech war d'lescht Woch och net do. Ech war zesumme mam Här Schank zu Durban a Südafrika op der Klimaschutzkonferenz. Mä et ass mer bis dohinner, bis hannen a Südafrika, zu Ouere komm, datt e Member vun der Majoritéit, an awer net där mannster een, nämlech de Fraktiounspresident vun der LSAP…

Une voix.- Ma neen!

(Interruptions diverses)

M. Eugène Berger *(DP)*.- …Aussoe gemaach huet…

(Interruptions diverses)

Une voix.- Dat ass e Fraktiounschef!

M. Eugène Berger *(DP)*.- Ech gesinn de Moment net, Här President,…

M. le Président.- Här Berger, stellt wann ech gelift Är Fro.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Mä op alle Fall war mer do zu Ouere komm, datt en also Aussoen zu de Chèque-servicë gemaach huet. En huet gesot, dat wier eigentlech eng Politik mat der Strenz, déi ganz Politik mat de Chèque-servicen, an an deem Dossier misst een op alle Fall vill méi sozial selektiv virgoen. Ech mengen, dat si Feststellunge vum Här Lux, déi si mir net nëmme sympathesch, mä Dir wësst jo och, datt dat zu engem gudden Deel och der Positioun vun der DP entsprécht.

Mä an dësem Kontext wollt ech also och dann déi zoustänneg Ministesch froen, wéi se zu deenen Aussoe steet. Deelt déi ganz Regierung déi Aschätzung vum Här Lux iwwert d'Chèque-servicen? Sinn dann elo Ännerunge virgesinn? Wa jo, wat fir eng Ännerungen? An a wat fir engem Zäitraum kënne mer dann hei déi Ännerungen an der Chamber stëmmen?

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Berger. An d'Wuert kritt elo d'Madame Familljeministesch.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Här President, mat vorauseilendem Gehorsam hunn ech mech ewell op de Wee gemaach, fir dem Här Berger ze äntwerten. Ech ka jo natierlech elo net hei amplaz vum Här Lux äntwerten, well do misst Der jo dem Här Lux d'Fro stellen.

M. Eugène Berger *(DP).*- Neen, ech hunn lech eng Fro gestallt.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Jo, jo, jo. Dofir äntwerten ech lech och elo op dat, wat Dir mech gefrot hutt. Mä vu datt den Här Lux jo den Ausgangspunkt dovu wor, denken ech, datt dat dote jo am Kader… Well et wor mir wéi lech, ech wor och net am Land gewiescht. Dofir hunn ech och nëmmen héieren aus der…

M. Eugène Berger *(DP).*- Da geet alles schif!

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Da geet alles schif. Wa mir zwee net do sinn, dann ass alles op der Kopp. Do gesitt Der et jo!

(Hilarité)

Mä ech denken, datt et eng vun deene Propositioune wor, iwwert déi am Kader vum Budget diskutéiert gouf, fir ze soen, wou ee sollt a wou een eventuell kéint kucken, datt een Aspuerunge kéint maachen. Wa mer do e Pak beieneekréien, deen all deene verschiddene Sensibilitéiten entsprécht a wou och jiddwereen en Opfer dra bréngt, dann ass et duerchaus méiglech, datt een och ka kucken, wat een do mécht.

Dat, wou ech mech dergéint wieren, ass selbstverständlech, datt mer géifen ufänken an datt mer nëmme schwätzen driwwer, wat gespuert gëtt bei de Chèque-servicë respektiv bei dem Kannergeld. Wa mer also am grousse Ganze Moossname fannen, fir de Budget an d'Rei ze kréien, dann ass dat eppes, wou mer musse kucken: Wat ass da sënnvoll? Wat ass net sënnvoll? Ech hunn och bis elo net héieren, vu kengem, wat da prezis dat ass, wou d'Strenz ass, wat prezis dat ass, wou sollen Aschränkungen…

(Interruption)

Jo, ma gären, Här Meisch! Da kucke mer dat an dann denken ech, datt mer och doriwwer kënnen eens ginn. Wéi gesot, an engem Gesamtpak, deen hëlleft, fir d'Lëtzebuerger Finanzen erëm an d'Rei ze kréien.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci der Madame Familljeministesch. Domadder wäre mer um Enn vun der Froestonn. Mir kommen dann elo zu enger Question élargie, nämlech der N°23 vum Här André Bauler iwwert den Transport vun handicapéierte Leit. Den Auteur vun der Fro huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister seng Zousazfro virzedroen. Der Regierung stinn zéng Minutten zou. Den Här Bauler kritt elo d'Wuert.

5. Question élargie n°23 de M. André Bauler sur le transport de personnes handicapées

M. André Bauler *(DP).*- Här President, Dir Dammen, Dir Hären, mir hu viru Kuerzem hei am Haus d'UN-Konventioun iwwert d'Rechter vu Mënsche mat Behënnerung gestëmmt. E wichtege Paradigmewiessel an dësem Text ass, datt d'Mënsche mat Behënnerung sollen an hirer Autonomie gestäerkt ginn, fir datt se sech fräi entwéckelen an um gesellschaftleche Liewen deelhuele kënnen.

Eng wichteg Viraussetzung ass dofir an den Ae vun der Demokratescher Partei d'Bewegungsfräiheet. Fir kënnen enger Ausbildung oder enger Aarbecht nozegoen oder och u kulturelle bezéiungsweis sportlechen Aktivitéite kënnen deelzehuelen, si Mënsche mat Behënnerung op e speziell fir si adaptéierte System vun öffentlechem Transport ugewisen. Ouni dee wiere si vun hirer Émwelt ofgeschnidden a géifen e groussen Deel vun hirer Autonomie verléieren.

Aus dësem Grond kënnt dem Transport vu Mënsche mat Behënnerung eng besonnesch Wichtegkeet zou. An dësem Beräich gëtt et awer eng juristesch Grozon. D'Fro stellt sech nämlech, wéi eng Responsabilitéiten d'Firmen an hir Chaufferen hunn, déi den Transport vu Mënsche mat Behënnerung assuréieren.

Am Moment ass et esou, datt d'Responsabilitéit vum Chauffer, reng juristesch gekuckt, sech nëmmen op den Transport beschränkt. Wou eng Persoun mat Behënnerung erausklëmmt, wie se an Empfang hélt a wat nom Verloosse vum Bus geschitt, dëst ass alles net gekläert.

Esou konnt et da viru Kuerzem passéieren, datt e Minibus säi geplangten Itinéraire net agehalen huet an e jonke Mënsch mat Trisomie 21 ausserplangméisseg an der Géigend vun der Stater Gare erausgelooss huet. Dee Jonke war total desorientéiert an huet sech offensichtlech an en Zuch Richtung Ettelbréck gesat. En huet d'Nuecht am Fräie verbruecht, an eréischt den Dag drop gouf en op engem Camping total traumatiséiert erëmfonnt.

Hei sinn déi Bedeelegt nach eng Kéier mat engem grousse Schreck dervukomm. Elo stellt sech d'Fro: Wéi gëtt den Transport vu Kanner a Jugendlechen op anere Plazen organiséiert? Am Beräich vum Schoultransport hunn d'Chaufferen eng kloer Feuille de route, un déi se sech hale mussen. An do wëssen d'Membere vum Léierpersonal, wat fir ee Kand a wat fir engem Bus ass bezéiungsweis a wat fir ee Bus klamme soll a wat fir Consignen do ze beuechte sinn. An eenzelne Gemenge fuere souguer Eltere mat, fir derfir ze suergen, datt während dem Transport Uerdnung am Bus ass.

D'Chaufferen hunn also kloer Virschrëften. An esou soll et och beim Transport vu Persoune mat Behënnerung sinn. Et kënnt wierklech op d'Feuille de route un. Eng Feuille de route, op där ënner anerem och d'Coordonnéeë vun den Elteren, besonnesch d'Télefonsnummere vun den Elteren dropstinn. Virun dësem Hannergrond muss ee sech d'Fro stellen, wéi een den Transport vu Mënsche mat Behënnerung esou gestalte kann, datt een hir Autonomie maximal fördert an awer genuch Sécherheet bitt.

Dofir meng Froen un d'Madame Ministesch, wéi si dëser Situatioun wëll begéinen: Éischtens, wéi sollen d'Kanner an de Bussen an Empfang geholl ginn? Zweetens, wat gesäit d'Konventioun vum Ministère mat de Busentreprisë vir? Drëttens, wéi kann deenen ënnerschiddleche Graden un Autonomie vu Mënsche mat Behënnerung Rechnung gedroe ginn? Véiertens, wéi kënnen d'Chauffère gebrieft a sensibiliséiert ginn? Fënneftens, wéi gëtt also eng verantwortlech Gestioun vun dësen Transporter organiséiert?

Et besteet effektiv e Flou artistique a Saachen Zoustännegkeet a Verantwortung. Zurzäit sinn dräi Ministèrë betraff: d'Famille, d'Éducatioun an den Transport. Dofir heescht et hei, Kloerheet ze schafen, souwuel a Saache Verantwortung wéi Zoustännegkeet a Sécherheet. Et bedeit och, d'Chaufferen ze sensibiliséieren, fir datt si an alle Fäll au préalable Bescheed wëssen, wéi se sech ze verhalen hunn.

Ech wier frou, wann d'Madame Ministesch, déi jo an dësem Dossier de Lead huet, eis soe kéint, wat fir Schrëtt ënnerholl ginn, fir dës Situatioun ze verbesseren.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Bauler. An d'Wuert kritt elo direkt d'Madame Familljeministesch, déi schonn do ass.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Merci, Här President. Ech wëll soen, datt ech hei ënnert der Kontroll vun dem Transportminister schwätzen, well d'Fro u mech geriicht ass, mä awer eigentlech eng ganz Partie vun deenen heite Froe Responsabilitéiten an Organisatiounsfroe vun dem Minister vun dem Transport sinn. Mä vu datt elo grad ewell gesot ginn ass, et wier jo nëmmen eng Regierung, da probéieren ech, dorobber ze äntwerten. An dat, wat ech elo net weess oder net richteg weess, selbstverständlech kann dorobber de Claude Wiseler äntwerten.

Ech denken, datt et och interessant ass fir d'Deputéiert ze héieren, wat dee Behënnertentransport ubelaangt, datt all Dag 569 Busse mat 2.500 Leit ënnerwee sinn, fir eben ze kucken, datt déi Leit entweder an e Centre vun der Éducation différenciée komme respektiv op eng Plaz, wou se an en Atelier kommen, fir dann hir Formatiounen ze maachen.

Et sinn ongeféier 50 Centres, déi domadder ofgedeckt ginn, véier verschidden Zorte vu Busser, déi do fueren, an do ginn ech mech elo net drun, fir ze erklären, wéi eng datt dat sinn. D'Majoritéit dovu sinn awer Minibusse mat maximal néng Plazen dran; 25 Entreprisen, déi dee Service ubidden an exklusiv Privatunternehme sinn. An déi fueren opgrond vun engem Accord-cadre, dee se mat dem Transportminister ausgehandelt hunn, ouni iwwer en Avis, iwwer e Marché public ze fueren.

All déi eenzel Servicer, all déi eenzel Centren hunn een extrae Bus, dee bei si dohinner kënnt. Dat wor jo eng vun Äre Froen, Här Bauler, gewiescht, fir ze kucken, wéi datt dat géif fonctionnéieren. Den Transportministère passt och drop op, datt d'Leit am Generellen net méi wéi 60 Minutten ënnerwee sinn. Dat kann an eenzelne Fäll méi laang daueren, well entweder eng speziell Behënnerung do ass oder awer och well d'Eltere wëllen, datt e Kand oder e Jugendlechen oder een Erwuessenen - wéi et och ëmmer ass, eng behënnert Persoun - éischter op déi Plaz higeet wéi datt se op eng aner Plaz higeet. Mä wéi gesot, de Ministère mécht sech d'Méi, fir ze kucken, datt deen Transport net méi wéi 60 Minutten dauert.

De Ministère ass och terribel flexibel, well iwwer 3.000 verschidde Modifikatioune kommen all Joer eran, fir erëm dee Service do unzepassen, a wou dat dann heiansdo vun engem Dag zum aneren nei gefrot gëtt. Vun deene Courssen, wou ech lech gesot hunn, sinn der 203, déi an d'Éducation différenciée ginn, wat 43% vun deene Persoune mat Handicap ausmaachen, déi transportéiert ginn; an d'Atelierprotégéë sinn et 40%, an da sinn nach 3% vun deenen Transporter, déi an d'Centre-psychogériatriquë ginn.

Den totale Coût pro Joer, dat heescht also, de Präis 2011 ass ronn 35 Milliounen Euro. Ech denken, datt dat eppes ass, wat een och muss verhalen, wou mer och gesinn, datt dat an deene leschte Joren och ëmmer zougeholl huet, well ebe wierklech individuell probéiert gëtt… Oft ginn déi Kanner oder déi Jugendlech oder déi Persounen doheem ofgeholl, an déi ginn och erëm zréck bei sech doheem - wéi soll ech dat soen? - erausgelooss vun deenen, wou se matfueren.

Dir hutt awer elo ee Fall zitéiert, wou effektiv e Chauffer drop wor, deen och net gewinnt wor, dorobber ze fueren, a wou dat geschitt ass, wat selbstverständlech jo net dierf virkommen. Mä op der Welt gëtt et jo Saachen, déi virkommen, och wa se net dierfte virkommen. Dat do wor eng vun deenen, déi sécher séier bedauerlech ass, virun allem fir dee behënnerte jonke Mënsch selwer, mä och fir déi Famill, déi dat selbstverständlech enorm do opgereegt huet.

Et ass mat dem Ministère eng Formatioun, déi gemaach gëtt fir op de Bussen, a wou se och kucken, datt och eng Formatioun fir Éischt Hëllef gemaach gëtt. Mä wou déi Formatioun bis elo fakultativ ass, dat ass op de Minibussen. An do ass och de Ministère amgaangen ze iwwerleeën, opgrond vun där Zuel vu Leit, déi och mat ëmmer méi schwéiere Behënnerunge mat an esou Minibussen oder a Busse fueren, fir dat och do obligatoresch ze maachen. Ech denken u Persoune mat Autismus oder awer och eeler Leit, déi kënnen Alzheimer hunn, wou et also wichteg ass, datt jiddwereen dat weess.

An esou, wéi den Här Bauler et gesot huet, sinn net d'Chauffere responsabel, déi op deene Busse fueren - déi si responsabel fir den Transport, mä awer net fir d'Betreiung do ënnerwee -, mä an der Éducation différenciée ass et eigentlech d'Éducation différenciée, déi dofir d'Responsabilitéit huet an déi och vu jiddwerengem vun hire Leit, déi do transportéiert ginn, eng plastifizéiert Kaart matgëtt mat enger Foto drop vun där betraffener Persoun, mam Gebuertsdatum, mat dem Centre, wou se higeet, mat der Adress doheem a selbstverständlech och mat deene verschiddenen Télefonsnummeren derbäi.

A wéi gesot, wann dee Chauffer vun deem eenzelne Fall, wou Der do geschwat hutt, dat gewousst hätt, hätt dee selbstverständlech missen déi Elteren uruffen an deene soen, esou an esou ass dat, da wier deen dote Misär selbstverständlech net geschitt.

Also, ech muss soen, an deene laange Joren, wou ech an dem Familljeministère sinn, sinn zwee oder dräi Fäll - wou dat richteg ass, datt, wann et der zwee oder dräi sinn, datt et der zwee oder dräi ze vill sinn - virkomm. Mä et ass awer eppes, wou ech muss soen, datt déi Leit, déi dat maachen, dat mat engem ganz grousse Seriö maachen. Datt een ëmmer nach ka selbstverständlech och Verbesserunge maachen, ass déi aner Fro. Mä ech denken, datt ee sech ebe muss iwwerleeën, ob een an der Zukunft ka mat deene Formatiounen..., ob déi eben och op d'Minibussen do kënnen erweidert ginn.

Eng vun de Froen, déi ëmmer erëm gestallt gëtt, ass selbstverständlech och déi vun dem Accompagnement vun esou Transporter. Wann een awer weess, datt een esou vill där Busser am Asaz huet, da weess een natierlech och, wann een iwwerall do nach eng Persoun derbäisetzt, datt dat natierlech nach derzou géif bäidroen, fir nach erheblech méi finanziellen Opwand ze ginn, wéi dat bis elo de Fall ass.

Voilà! Ech géif elo emol Merci soen an da waarden ech of, wat den Här Bauler mech nach ze froen huet.

M. le Président.- Här Bauler, wëllt Dir nach eng Zousazfro stellen?

M. André Bauler *(DP).*- Bon, eng vun de Froe war just déi, ob an där Konventioun tëschent dem Ministère an de Busentreprisen dat do am Fong geholl géif preziséiert ginn, spezifizéiert ginn, fir dann am Fong geholl dat do extra nach eng Kéier an Evidenz ze setzen. Dir hutt vun de Formatioune vun de Chaufferen an de Busentreprisë geschwat. Ech mengen, dat ass en Element, wat ganz wichteg ass: Sensibiliséierung, Formatioun, an eben och d'Fro, ob een dat do eventuell kéint an d'Konventioun mat aschreiwen, datt et ee fir allemol kloer ass.

Merci.

M. le Président.- Madame Ministesch, wann ech gelift.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Also, an de Formatiounen an an de Kontrakter iwwert déi aner dräi Zorte vun Transportbussen, déi et gëtt, do ass dat an dem Kontrakt dran. Wéi gesot, do, wou et fakultativ ass, dat ass an de Minibussen. An, wéi gesot, ech mengen, den Transportminister ass hei, en huet Är Suerge mat héieren. An et ass sécher eppes, wat och fir den nächste Kontrakt, dee mat deene Leit ausgehandelt gëtt, méiglech ass, fir ze soen: „Hei, mir weiten dat elo op d'Minibussen aus." Wat, ech mengen, méi eppes wier, wat ze realiséiere wier, wéi fir ze soen: „Mir kënnen och nach organiséieren, datt mer an all eenzelnem Transport och nach eng Personne d'accompagnement derbäi hunn."

Merci.

M. le Président.- Merci der Madame Familljeministesch. Domadder wär dëse Punkt och ofgeschloss. Mir kommen dann elo zum éischte Projet de loi vun haut de Mëtteg, nämlech dem Projet de loi 6161, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert déi handicapéiert Leit. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht, an et hu sech bis elo ageschriwwen: den Här Berger, d'Madame Dall'Agnol, d'Madame Lorsché an den Här Colombera.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Emile Eicher. Här Eicher, Dir hutt d'Wuert.

6. 6161 - Projet de loi portant modification

1. de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées;

2. du Code du travail;

3. de la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du travail

Rapport de la Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances

M. Emile Eicher *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Gesetzesprojet 6161, iwwert dee mer haut ofstëmmen, schreift sech an eng Well vu Gesetzer an, déi zum Zil hunn, eis Gesellschaft méi gerecht ze maache fir Mënsche mat Behënnerung.

Éischt Etapp an dëser wichteger Démarche wor d'Gesetz vum 28. Juli 2011, dat d'UNO-Konventioun iwwert d'Rechter vu Mënsche mat Behënnerung a Lëtzebuerger Droit ëmgesat huet. De Gesetzesprojet 6161 muss am Liicht vun där Konventioun betruecht ginn. De Gesetzesprojet, grad wéi d'Konventioun, enthält ee Paradigmewiessel, deen doranner besteet, datt déi behënnert Persounen net als Leit duergestallt ginn, déi Hëllef brauchen, mä als Matbierger, déi mat hirer Behënnerung wëllen en normaalt, eegestännegt an en erfëlltent Liewe féieren.

Duerfir mussen d'Obstaclen aus de Féiss geschaf ginn, déi de behënnerte Mënschen hir Onofhängegkeet huelen. Niewent der Accessibilitéit an der Mobilitéit, dem Logement an der Ausbildung ass de Beruff ee vun de Garanten, wann net deen Haaptgarant fir en eegestännegt an erfëlltent Liewen.

De Respekt vun der mënschlecher Dignitéit, d'Recht op Aarbecht, d'Recht, seng eege Choixen ze treffen, zielen zu den Haaptgrënn, fir déi mir haut iwwert de Gesetzesprojet 6161 ofstëmmen. Duerfir gëtt d'Gesetz vum 12. September 2003 iwwert d'Leit mat Behënnerung an e puer Aspekter ofgeännert. Eng éischt formell, mä awer fundamental Änneru besteet doranner, datt d'Termen „Travailleur handicapé" duerch „Salarié handicapé" ersat ginn. Dës Änneru ass engersäits duerch d'Gesetz vum Statut unique vum 13. Mee 2008 bedéngt, well dëst Gesetz d'Bezeechnunge wéi „Travailleur", „Ouvrier", „Employé privé" an „Employé" duerch „Salarié" ersetzt. Anerersäits awer ass dës terminologesch Änneru och Ausdrock vun der Ratio legis, vum Geescht vun dësem Gesetzesprojet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Beruff, dat ass e reelle Garant vun der individueller Fräiheet. Ouni finanziell ofgeséchert ze sinn, gëtt et keng Onofhängegkeet.

Ech hu virdru scho gesot, datt dëse Gesetzesprojet een Deel vun engem Paradigmewiessel ass. Dëse Paradigmewiessel besteet och doraner, datt Leit mat Behënnerung net méi als Travailleurs handicapés ugesi ginn, mä als normal Salariés mat alle Rechter a Flichten, déi dëse Statut bedéngt. Fir Salarié ze ginn an ze bleiwen, si fir jiddweree vun eis zwou Saache

wichteg: eng zolidd Ausbildung an eng gutt Beruffserfahrung.

Fir Leit mat Behënnerung ass den Zougang zu Formatioun a Beruffserfahrung net ëmmer einfach. De Gesetzesprojet ännert dat duerch zwee wichteg Changementer.

Éischtens, de Stat dréit an Zukunft zu 100%, an net nëmmen zu 80% de Salaire vu Leit, déi an engem Atelier protégé schaffen. Schonn am Gesetz vum 12. September 2003 wor virgesinn, datt de Stat kéint bis 100% vun de Salairë vun enger behënnerter Persoun bezuelen. Den Atelier protégé ass keng zouen Infrastruktur, mä huet och als Zil, Mënsche mat Behënnerung op eng normal Aarbechtsplaz virzebereeden. Dës Moossnam ass doduerch justifiéiert, datt d'Behënnerung soll kompenséiert ginn, well se zu engem groussen Deel och doduerch entsteet oder besser gesot verschlëmmert gëtt, well eis Gesellschaft net ëmmer behënnertegerecht funktionéiert.

Zweetens, wat de Volet Formatioun ugeet, sou gesäit de Gesetzestext och nach vir, datt an Zukunft de Stat d'Käschten dréit fir Formatioun, Orientatioun a fir déi professionell Integratioun an och Reintegratioun.

En plus kënnen déi Leit, déi un enger evolutiver Krankheet leiden an déi dowéinst musse speziell Formatioune maachen, fir kënne weider am Beruff ze bleiwen, an Zukunft esou vill zousätzleche Congé kréien, wéi se brauchen, fir dës Formatioun ze maachen. Dës Dispositioune verbesseren zweifelsouni d'Méiglechkeet fir all Salarié handicapé, duerch adaptéiert Formatioun säi Potenzial besser ze notzen.

Weder de Salarié selwer nach seng Famill brauche sech, wéi dat bis haut de Fall ass, un den Onkäschte vun der Formatioun ze bedeelegen. Dëst ass besonnesch wichteg, well jo och net jiddwereen d'Méiglechkeet huet, fir déi Käschte selwer ze droen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Gesetzesprojet 6161 dréit och zur Vereinfachung vun de Prozedure bäi. Ouni wëllen op den Detail anzegoen, géif ech nawell gäre folgend Punkten ervirhiewen.

Éischtens, d'Gesetz vum 12. September 2003 féiert de Revenu fir schwéierbehënnert Leit an. De Gesetzesprojet ergänzt dës Prestatioun duerch eng zousätzlech Logementshëllef. Doduerch brauchen déi concernéiert Persounen net méi extra eng Demande iwwert d'RMGs-Gesetz ze maachen, fir esou eng Hëllef unzefroen, mä kënnen dat elo direkt iwwert dëst Gesetz maachen.

Wann eng Persoun Bénéficiaire vum Revenu fir schwéierbehënnert Leit ass, dann huet de Fonds national de la solidarité am Fall, wou déi Persoun stierft, e prioritäert Recht op d'Successioun vun där Persoun duerch d'Androe vun enger Hypothéik. Dat ass näischt Neies a steet och schonn haut esou an dem RMGs-Gesetz.

Ech wëll awer bemierken, datt, wann de Conjoint vun der verstuerwener Persoun nach an deem hypothéquéierten Haus lieft, da kann de Solidaritéitsfong seng Hypothéik net geltend maachen, bis dës Situatioun sech geännert huet.

Zweetens, d'Gesetz vum 12. September 2003 gesäit vir, datt den Travailleur handicapé als Demandeur d'emploi bei der ADEM muss ageschriwwe sinn. Dës Exigenz gëtt och ëmgeännert, an zwar esou, datt de Salarié handicapé muss disponibel si fir eng Aarbechtsplaz. Disponibel ass jiddwereen, deen e Beruff zu Lëtzebuerg däerf ausüben. Domadder gëtt d'Gesetz vun 2003 an déi aktuell Terminologie vum Code du travail ugepasst.

Drëttens, eng Demande, fir als Salarié handicapé unerkannt ze ginn oder fir e Revenu fir schwéierbehënnert Leit ze kréien, gëtt vun der Commission médicale iwwerpréift. Wann dës Kommissioun feststellt, datt d'Demande net richteg ass oder se hätt missen aneschters formuléiert ginn, da brauch den Demandeur keng nei Demande méi ze maachen. D'Commission médicale requalifiéiert déi Demande da selwer, andeems se vum Demandeur eventuell nach nei Piècë freet.

Véiertens, et ännert sech och eppes um Niveau vun de Recoursen. Bis elo konnten d'Décisioune vun der Commission médicale fir d'Éischt virun der Commission de réexamen attackéiert ginn. Elo mat deem neie Gesetzesprojet gëtt en direkte Recours beim Conseil arbitral des assurances sociales an duerno en Appel bei engem Conseil supérieur des assurances sociales agefouert.

Nëmmen d'Décisioune vun der Commission d'orientation et de reclassement professionnel ginn nach virun d'Spezialkommissioun, déi am Artikel L.527-1 vum Code du travail virgesinn ass.

Fënneftens: Zulescht géif ech vläicht nach gären ënnersträichen, datt de Gesetzesprojet och eng Dispositioun enthält, déi déi sougenannten duebel Immunisatioun vum Revenu betrëfft. D'RMGs-Gesetz gesäit vir, datt bei der Bestëmmung vum RMG 30% vum Revenu fir schwéierbehënnert Leit net mat considéréiert ginn. Doduerch kann dëse Revenu bis zu 30% méi héich sinn, wéi u sech vum Législateur gewollt wor. De Revenu fir schwéierbehënnert Leit sollt eigentlech dem RMG entspriechen. De Gesetzesprojet 6161 gesäit duerfir vir, datt an Zukunft de Revenu fir schwéierbehënnert Leit bei engem Calcul vum RMG ganz matabezu gëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Chambre des Métiers an d'Chambre de Commerce hu sech ganz positiv iwwert dëse Gesetzesprojet ausgeschwat.

D'Chambre des Salariés an de Centre pour l'égalité de traitement maache sech awer Suerge mat dem Recours direct virum Conseil arbitral des assurances sociales, deen duerch d'Ofschafe vun der Commission de réexamen entstanen ass. Si fäerten, datt de Conseil arbitral mat Affären iwwerlaascht kéint ginn.

Ech géif hei awer gären dozou ënnersträichen, datt de Conseil arbitral sech d'Moyenë gëtt, fir dës Recoursen effikass a schnell ze traitéieren. Et besteet och weiderhin d'Méiglechkeet vun engem zousätzleche Recours en appel virum Conseil supérieur des assurances sociales.

De Statsrot begréisst a sengem Avis vum 21. Juni dëse Gesetzesprojet. En hat nach eng Fiche financière gefrot, déi d'Regierung dunn och nogereecht huet. Niewent enger Rei vu klengen Textverbesserungen huet sech déi héich Kierperschaft d'Fro gestallt: Wat sinn d'Konditiounen, fir eng professionell Aktivitéit zu Lëtzebuerg ze exercéieren?

D'Kommissioun huet heibäi preziséiert, datt déi Konditioun erfëllt ass, wann een eng Autorisation de travailler zu Lëtzebuerg huet.

Opgrond vum Statsrot sengem zweeten Avis huet d'Kommissioun och proposéiert, eng direkt Referenz am Gesetzesprojet op d'Dispositioune vum Livre II, Titre II, Chapitre II vum Code du travail ze maachen. Dës Dispositioune regelen de Salaire social minimum. D'Salairë vun de Mënschen, déi an Ateliers protégés beschäftegt sinn, ginn domadder un de Régime général ugepasst, ouni datt hei eng Diskriminatioun géif entstoen.

Och wann de Statsrot den Term „Travailleur handicapé" besser fënnt, huet d'Kommissioun awer décidéiert, den Term „Salarié handicapé" bäizebehalen, well et ebe just drëm geet, Ënnerscheeder ze iwwerwannen a fir Gläichbehandlung ze suergen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Gesetzesprojet ass sécherlech technesch, mä en ass e wichtegt Zännrad an engem Ensembel vun enger ganzer neier Législatioun, déi dës Gesellschaft méi gerecht soll maachen.

Et geet ëm net méi an och net manner wéi elementar Mënscherechter, déi fir jiddweree gëllen: d'Recht op Aarbecht, d'Recht, säi Liewe selwer ze bestëmmen, kuerz gesot, et geet ëm de Respekt vun der mënschlecher Dignitéit, déi mat dësem Gesetzesprojet gestäerkt gëtt.

Ech ginn duerfir op alle Fall den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Projet an hoffen, datt Der lech deem kënnt uschléissen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Rapporteur Emile Eicher. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Eugène Berger agedroen. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Eugène Berger *(DP)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, rezent - et ass nach net esou laang hier - hu mer d'UNO-Konventioun fir d'Rechter vun den handicapéierte Matmënschen an der Chamber gestëmmt. A mir mussen awer wëssen, trotz dësen Texter an trotz ville gudden Absichtserklärungen ass eis Gesellschaft nach ëmmer net inklusiv an nach ginn net ëmmer all déi néideg Effortë gemaach, fir de Mënsch mat engem Handicap optimal an d'Gesellschaft ze integréieren.

Ech kann och eigentlech nëmmen hei haut dat rappeléieren, wat ech deemools bei menger Ried gesot hunn, och e bësselchen, géif ech soen, zum Deel eegekritesch, wann ech mech als Member vun dëser Chamber kucken, well, wa mer eis als Chamber kritesch ënnert d'Lupp huelen, musse mer feststellen, datt mer och hei am héijen Haus an deem Sënn Defiziter hunn: Den Accès fir Behënnerter an eise Sitzungssall oder och op eis Zuschauertribün ass net optimal. Fir daf Matbierger hu mer hei keng systematesch Iwwersetzung prett. Ech kéint nach aner Saachen opzielen.

Et ass also och noutwendeg, datt mer net nëmme Gesetzer an dem Beräich Handicap an der Chamber stëmmen, mä se och selwer hei eescht huelen.

Ech wëll och nach eng Kéier drun erënneren, datt mat der UNO-Konventioun och e Paradigmewiessel op d'Politik an d'Gesellschaft duerkënnt. Bis elo ass d'Gesellschaft gäre mat den Handicapéierten esou ëmgaangen, wéi wa si speziell Objekter wieren, déi ee misst versuergen. An deem Sënn kann een och verschidde Gesetzer aus der Vergaangenheet interpretéieren, déi mer hei zu Lëtzebuerg gestëmmt hunn.

D'UNO-Konventioun stellt elo kloer, datt déi handicapéiert Matbierger ënner engem aneren an ënner engem richtege Bléckwénkel, nämlech deem vun de Mënscherechter, musse considéréiert ginn. Si si keng speziell Wiesen, déi Sonderrechter brauchen; si si Mënschen, Matmënschen, déi mussen eigentlech alleguerten déiselwecht Rechter kréie wéi alleguerten déi aner och. Net méi an net manner! Dat Gesetz, wat mer haut diskutéieren, kann a muss een och an dee Kontext setzen.

Mir hunn et hei mat enger Modifikatioun vun engem bestehende Gesetz vun 2003 ze dinn, wou de Rapporteur schonn all Detailer gesot huet. Ech wéilt och hei dem Rapporteur Merci soe fir säin detailléierte Rapport.

Ganz kuerz déi grouss Eckwäerter. En huet se och scho gesot. Mä déi, déi fir eis och wichteg sinn, dat ass, datt de Stat also dann zu 100% de garantéierte Mindestloun vun den agestallten Handicapéierten iwwerhélt an den Ateliers protégés an datt doduerjer déi Concernéiert - géif ech soen - op eng gewëssen Aart a Weis eng eege Pai kréien an och voll als beruffleche aktive Mënsch unerkannt ginn.

En zweete Punkt ass deen och, datt d'Käschte vun der Formatioun - d'Weiderbildung, d'Zousazbildung an esou weider - iwwerholl ginn. Och dat schéngt eis noutwendeg, fir den Handicapéierten all Chancen ze ginn, um Aarbechtsmarché ze evoluéieren, an datt se och dann do eventuell zousätzlech Chancen an der Beruffswelt kréien oder sech eben och kënnen op hirer Aarbechtsplaz verbesseren.

Een drëtte Punkt, deen och wichteg ass, dat ass, datt déi verschidde Prozeduren allégéiert ginn, insbesonnesch, datt se, wa se dee Statut hu vum Handicapéierten, dann net mussen iwwert de Wee vun der ADEM goen. Ech mengen, dat ass eng Plo gewiescht. An dat ass wierklech och e positive Punkt.

Ech mengen, mir als DP begréissen op alle Fall déi Ännerungen a kënnen duerfir de Projet och stëmmen.

Ech wëll awer och drop hiweisen, datt hei kéint eng Gefor leien, datt zum Beispill d'Tendenz kéint kommen, datt Leit mat engem Handicap verstäerkt an Ateliers protégés - ech géif emol soen - agewisen oder ofgewise ginn an datt dann d'Employeuren, den „normalen" Aarbechtsmarché, fir dat dann emol esou ze formuléieren, datt déi da manner interesséiert sinn un den handicapéierte Matmënschen, fir déi anzestellen, a sech soen: „Okay, wa se an Ateliers protégés sinn, dann iwwerhélt jo de Stat komplett d'Pai. Dann hu mir also manner Verantwortung." Ech mengen, dat dierf op alle Fall net passéieren.

Duerfir wier et och vläicht gutt, wann ee géif, ech soen net regelméisseg, mä awer déi eng oder aner Kéier am Laf vun deenen nächste Jore vläicht e kuerze Bilan maachen a kucken, wat dann opgrond vun dësem Gesetz an der Praxis geschitt ass.

Ech wëll awer och iwwert de Gesetzesprojet hei eraus nach e puer Remarquë maachen. Ech wëll eben och drun erënneren, datt och mat dem Vote vun der UNO-Konventioun a mat dësem Gesetz, dat mer elo haut hei da stëmmen, een net der Meenung soll sinn, datt a puncto Integratioun a Mënscherechter vu behënnerte Matbierger wierklech alles elo an der Rei wier hei zu Lëtzebuerg. Loin de là! Mir musse kucken, datt mer eis deeglech Praxis an nach aner Gesetzer eben och un d'Konventiounen (veuillez lire: Konditiounen) vun der UNO-Konventioun upassen.

Ech hat et virdru scho gesot, datt mer eis selwer hei an der Chamber mussen och verbesseren. An et gëtt och eng Rei aner Beräicher hei zu Lëtzebuerg, wou weiderhin Handlungsbedarf besteet.

Ee Beräich zum Beispill, wou nach eppes ze verbesseren ass, betrëfft den Zougang zu de Gebaier - deenen öffentlechen, deenen anere Gebaier, Wunnengen. E Stat misst do jo och mam gudde Beispill virgoen. Och do ass dat net iwwerall haut de Fall. An et ass jo och d'Associatioun „Nëmme mat eis", déi ëmmer erëm op déi Problematik zum Beispill hiweist. Och hu mer hei an der Chamber do scho Gesetzer gestëmmt 2001, mä nach ëmmer bestinn do eng Rei Barrièren.

Datselwecht gëllt och fir d'Mobilitéit an den öffentlechen Transport. Mir haten elo grad virdrun hei och nach eng Fro vum honorabelen André Bauler, déi - bon, de près et de loin - awer och an dee Beräich geet. Och do si weiderhin Defiziter ze vermierken.

E leschte Beräich, deen ech awer wierklech och nach eng Kéier wéilt opzielen a wou d'Regierung wierklech gefuerdert ass, ass dee vun der Éducatioun. An dat huet awer och e ganz klore Kontext oder e Lien mat deem, wat mer haut stëmmen. Fir mech ass nämlech de Beräich vun der Éducatioun ee vun deene sensibelsten, wou een eng Regierung besonnesch kann dru moossen, wéi se et mat dem Respekt vun de Mënscherechter vun de Behënnerten hält.

D'Zil muss et jo sinn, fir ze versichen, fir esou vill wéi méiglech Kanner, jonk Mënsche mat Handicap an eis regulär Schoulen ze integréieren, souwuel an d'Grondschoul wéi och an de Secondaire, fir datt se dann eben herno all Chancen hunn um Aarbechtsmarché, all Chancë kënne kréien an net nëmmen eleng op d'Ateliers protégés ugewise sinn.

An ech muss wierklech feststellen - ech sinn dat net eleng -, datt d'Tendenz do ass an der leschter Zäit, fir d'Kanner, Jonker mat Behënnerunge wierklech aus der Regelschoul, géif ech soen, net nëmmen erauszehuelen, mä praktesch och erauszesortéieren, an datt dat wierklech scho bal wierklech do e System gëtt.

Här Fayot, et gëtt ëmmer méi. Och déi Zuelen, déi mer zum Beispill an der Éducatiounskommissioun,…

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Ech kann nëmmen de Kapp rëselen!

M. Eugène Berger *(DP)*.- …wou Dir jo President sidd, wou mer dat mat Zuelen ënnerluecht kréien, datt ëmmer méi jonk Mënschen aus der Grondschoul aussortéiert ginn an an d'ÉDIF verwise ginn. Och déi Saachen, déi ech an der Press gelies hunn elo vun deem Projet, deen um Instanzewee oder geschwënn um Instanzewee ass, fir d'ÉDIF ze reformëieren, geet ganz kloer an déi Richtung.

Ech mengen, et ass jo kloer, d'Schoulcarrière vu behënnerte Kanner, déi direkt an d'ÉDIF ofgewise ginn, ass virgezeechent, a si kréien dann herno all Chance verbaut, fir sech kënnen an d'Gesellschaft an och an d'Beruffswelt ze integréieren.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Dat ass net wouer, Här Berger. Dat ass falsch.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Mir wäerten dat dann also nach gesi bei der Diskussioun vun deem Projet de loi, Här President.

Op alle Fall, ech wollt also iwwert de Kader vun dësem Projet de loi erausgoen. Mä dat hei sinn awer och Saachen, wann ech vun der Schoul schwätzen, déi awer direkt mat deem Projet de loi trotzdeem ze dinn hunn. Ech wollt déi kritesch Remarque ebe maachen, fir drun ze erënneren, datt trotz der UNO-Konventioun, déi mer gestëmmt hunn, datt trotz Gesetzer, déi mer gestëmmt hunn - an haut also nach eent stëmmen -, nach eng Rei Defiziter hei zu Lëtzebuerg bestinn an datt mer weider gefuerdert sinn, fir zousätzlech Efforten an deem Beräich ze maachen, fir datt déi behënnert Matmënschen enges Dags wierklech kënnen an enger inklusiver Gesellschaft hei zu Lëtzebuerg liewen.

Dat gesot, géif ech awer och den Accord nach eng Kéier vu menger Fraktioun dozou ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Berger. Als nächst Riednerin ass d'Madame Dall'Agnol agedroen. Madame Dall'Agnol, Dir hutt d'Wuert.

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP)*.- Merci, Här President. Madame, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen alleguerten, natierlech soen och ech am Numm vun der LSAP-Fraktioun dem Rapporteur Merci fir säin exzellente Rapport. Ech sinn och frou, datt dëse Projet de loi endlech de Wee an d'Plénière fonnt huet, well et erëm ee Schratt ass méi wäit an der Émsetzung vun der UNO-Konventioun, déi mer jo virun enger Rei Méint hei am Haus mat groussem Enthusiasmus gestëmmt hunn.

Ech soen och de Leit aus deenen zwee Ministèrë gär Merci, virun allem, well et e Projet ass, deen an enger enker Zesummenaarbecht tëschent der Famille an dem Emploi…, datt et an enker Zesummenaarbecht zu dësem Projet de loi ebe koum. E Projet de loi, deen net nëmme wichteg ass, mä virun allem och néideg ass!

Et ass mir awer och wichteg ze betounen, datt doduerch, datt elo 100% vun de Salariatskäschten direkt vum Stat gedroe ginn, datt dat eng richteg Entscheedung ass, well een domadder eben d'Ateliers protégés net de Critères de rentabilité, déi et op eisem éischten Aarbechtsmarché gëtt, ënnerwerft.

Ech weess, et gëtt och eng Rei behënnert Leit, déi dat net esou gesinn, notamment och den Département vun den Travailleurs handicapés vum OGB-L, déi an hirem Avis soen, datt, wann automatesch 100% bezuelt ginn, net méi genuch Wäert drop geluecht géif ginn, fir déi behënnert Persoun op de sougenannten éischten Aarbechtsmarché ze kréien, an datt se esou ebe riskéiert, e Liewe laang an engem Atelier protégé festzehänken.

Ech hoffen natierlech, datt dat net de Fall ass, datt dat net geschitt an datt weiderhi jiddwereen, deen eben d'Méiglechkeet huet, um normalen Aarbechtsmarché Fouss ze faassen, datt deen och dohinner orientéiert gëtt an datt em eben och gehollef gëtt, eng Plaz ze fannen.

Dee Schrëtt, 100% ze bezuelen, et soll een dat och esou gesinn, wéi datt d'ganz Sociétéit elo 100% vun de Käschte vum Handicap bezilt oder sech dorunner bedeelegt. Wat an eisen Aen net méi wéi richteg ass, well behënnert, dat ass kee fräiwëlleg, an et sicht och kee sech säin Handicap selwer eraus!

Mir begréissen natierlech och, datt d'Changementer an den Artikelen 3, 4 an 8, datt mer doduerch eng Simplification administrative duerchgesat kréien. Wann ee weess, wéi schwiereg et heiansdo ass, sech schonn als net behënnert Persoun duerch de Verwaltungsdschungel ze bewegen, da kann ee sech sécherlech virstellen, datt mer hei net kënnen dergéint sinn.

Mir sollen awer bei dësem Projet de loi och nach eemol iwwert d'Ausbildung vun de behënnerte Matmënschen nodenken. Well och hei geet ganz kloer aus de Chiffere vun der ADEM ervir, datt déi Leit, déi am schlechtsten ausgebilt sinn, och déi sinn, déi am mannste Chance hunn, eng Aarbecht um sougenannten éischten Aarbechtsmarché ze fannen.

Dat dierft elo eigentlech heibanne kee wonneren, well mer wësse schonn, wéi schwéier et hautdësdags ass fir eng net handicapéiert Persoun, eng Plaz ze fannen. Netdestotrotz hunn déi awer ëmmer nach méi Choix wéi eng behënnert Persoun, well se ganz dacks awer nach kënnen eng kierperlech Aarbecht unhuelen, wat an de seltenste Fäll bei enger handicapéierter Persoun méiglech ass. Duerfir wëll ech dann och nach eng Kéier drun erënneren, datt mer eben am Domän Handicap, oder och am Domän Handicap musse Wäert leeën op eng gutt Ausbildung an och op eng gutt Orientatioun.

Mir suppriméiere jo och an dësem Projet de loi d'Limite vun 80 Deeg, wat de Congé de formation fir déi vun dësem Gesetz betraffe Persounen ubelaangt. Dat ass am Sënn - wat ech elo just sot - vun der Ausbildung natierlech nëmmen ze begréissen.

Ech wéilt awer och nach eng Remarque kuerz opgräifen, déi d'Salariatskummer gemaach huet, déi ganz zum Schluss vun hirem Avis schreift, datt se d'Regierung opgefuerdert hätt, an ech zitéieren elo aus deem Avis: «…d'intégrer le projet de loi concernant la situation de revenu des personnes handicapées dans le projet de loi concernant l'incapacité de travail et la réinsertion professionnelle afin de faciliter la compréhension et l'application du texte.».

Si erklären dann och, firwat: nämlech, datt se Interferenze fäerten tëschent dësem Gesetz an deem vun der Incapacité de travail. Vläicht kann d'Madame Minister herno e puer Wuert doriwwer verléieren. Och wann et net hiren Domän ass, sou weess se awer vläicht, ob dat da wierklech esou ze realiséiere wär, wéi d'Salariatskummer sech dat an hirem Avis virstellt.

De Statsrot, deen hat jo dann och proposéiert, den Term „Salarié handicapé" net ze gebrauchen an eben den Term „Travailleur handicapé" stoen ze loossen. Dëst, well et hirer Meenung no sech ëm e Contenu juridique propre handelt. Mir hunn doriwwer jo an der Kommissioun och diskutéiert. Meng Meenung ass, datt mer dobäi bleiwe sollen an dat war och d'Meenung an der Kommissioun. Well wa mer d'UNO-Konventioun wëlle richteg uwennen oder ëmsetzen, dann däerfe mer net hei scho bei den Termen ufänken, eng Diskriminatioun anzeféieren. Well firwat wären déi eng elo alleguerte Salariéë ginn, an déi aner, déi géifen Travailleurs bleiwen? Ech mengen, dat ergëtt kee Sënn.

Ech ginn elo net méi an op all d'Neierungen, déi mer an dësem Projet de loi aféieren, zum Beispill de Recours oder datt d'Personnes gravement handicapées och elo kënne vun der Indemnité de logement bénéficiéieren. Dat ass vum Rapporteur an och vum Virriedner gemaach ginn. Vu datt mir als Sozialisten dës Neierungen och nëmme begréissen, mengen ech, brauch ech net nach laang hei driwwer ze schwätzen.

Zum Schluss wéilt ech awer nach eng Kéier nohaken, wéi et dann elo fir d'Joer 2011 ausgesäit, wat dëst Gesetz ubelaangt. De Projet de loi, dee gouf jo am Juli 2010 déposéiert, an eng ganz Rei vun den Acteuren am Beräich vun den Travailleurs handicapés hunn domadder gerechent, datt se fir 2011 mat der 100%eger Prise en charge kéinte rechnen.

Wann ech de Statsbudget vun 2011 op der Säit 344, Artikel 31.051 kucken a wann ech mech do net gëiert hunn, da gesinn ech, datt de Crédit limitatif et sans distinction d'exercice, wat déi Salaritatskäschten ubelaangt, ee gudde Krack an d'Luucht gaangen ass par rapport zum Joer virdrun, sou datt ech unhuelen, datt déi Suen do jo och scho virgesi waren. An ech mengen och, datt een elo d'Ateliéren net däerft penaliséieren, just well mir e bësse méi laang gebraucht hunn, fir d'Gesetz hei ze stëmmen. Virun allem, well et sech och net ëm kleng Zommen handelt an d'Atelieren eben op déi Suen ugewise sinn, fir net an eng penibel Situatioun ze kommen.

Dat gesot, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Dammen an Häre Ministeren, ginn ech den Accord vun der sozialistescher Fraktioun fir dëse Projet a soen Iech natierlech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Dall'Agnol. An als nächst Riednerin ass d'Madame Josée Lorsché agedroen. Madame Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir unzefänken ee grousse Merci un den Här Eicher fir säin ausféierleche Rapport. Dëse Projet de loi reit sech, wéi gesot, an déi positiv Dynamik a vun der internationaler Behënnerterechtskonventioun, déi Lëtzebuerg nieft mëttlerweil 106 anere Länner ratifizéiert huet. Domat ass zwar e Paradigmewiessel an der Behënnertepolitik agelaut ginn, allerdéngs verlaangt deen nach vill Efforten, bis e Realitéit ass.

Nach ëmmer gi Persoune mat enger geeschteger oder physescher Behënnerung op ville Plazen iwwergaangen, entmündegt a souguer culpabiliséiert, wéi kierzlech an engem Témoignage an der Press ze liese war. An nach ëmmer stousse behënnert Mënsche mat hire Fuerderungen op Onverständnis an op Gläichgültegkeet, net nëmmen am allgemengen Alldag, mä och am Beruffsliewen.

Wann een e Bléck op d'Diskussioun iwwert d'Aarmut zu Lëtzebuerg gehäit, da fält op, datt dat Wuert „Behënnerung" oder „Defizit" an där Diskussioun kaum virkënnt. Och wann net vill doriwwer geschwat gëtt, ass et kee Geheimnis, datt den Taux vun der Aarmut a vun Ausgrenzung bei behënnerte Persoune méi héich läit wéi bei anere Mënschen, an et ass och gewosst, datt déi materiell Aarmut ganz enk verbonnen ass mam Verloscht vu soziale Kontakter a Kultur.

Et sinn och déi behënnert Persounen, déi opgrond vu méi ausgeprägte Bedürfnisser als éischt aus dem Gesondheets- a Sozialsystem erausfalen, woubäi eise Gesondheetssystem scho vu vireran net all Defizit kompenséiert.

D'Zil vun der UNO-Konventioun, eng geeschteg oder physesch Aschränkung als Normalitéit unzegesinn, well se ganz einfach zum Mënsch gehéiert, gëtt net just mat gudden Intentiounen erreecht an och net mat gutt gemengter Virsuerg, déi am Fong soss näischt ass wéi Entmündegung. D'Recht op Participatioun an op eng inklusiv Liewensqualitéit, esou wéi d'Konventioun se virgesäit, setzt d'Adaptatioun vun eiser Gesetzgebung viraus.

Et geet haut virun allem ëm Upassunge vum Aarbechtsrecht, ëm d'Aféierung vum Eenheetsstatut och an dësem Beräich, ëm d'Recht op den RMG, ëm d'Bedeelegung vum Stat an den Ateliers protégés, ëm déi sozial Ofsécherung, ëm d'Formatioun an ëm eng däitlech Vereinfachung vun de Prozeduren. Woubäi mir zum Beispill begréissen, datt aarbechtslos Persoune mat engem Handicap automatesch bei der ADEM ageschriwwe ginn, woubäi déi nach e Kapitel fir sech ass.

Mir sinn och frou, datt d'Demande fir d'Unerkennung vum Statut vum Salarié handicapé prozedural vereinfacht gëtt. Datt den Term „Travailleur handicapé" konnt ersat ginn duerch „Salarié handicapé" am Konsens mat alle Membere vun der Kommissioun, ass begréissenswäert, schonn eleng, fir eng Diskriminatioun am Sproochgebrauch ze vermeiden. Och wann de Statsrot domat eng Inkohärenz mat anere Gesetzestexter befäert, menge mir, datt de Problem ka geléist ginn, wann e sech sollt stellen. D'Prioritéit muss an eisen Aen nach ëmmer um respektvollen an net diskriminatoresche Sproochgebrauch leien; net nëmmen am Gesetz, mä iwwerall.

Déi gréng Fraktioun wäert dësem Projet de loi doweinst zoustëmmen, allerdéngs mat der Remarque, datt et nëmmen en Ufank vun engem laange Prozess däerf sinn, deen a Richtung Inklusioun geet.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer e puer Remarquen, déi sech indirekt oder direkt op eenzel Punkten aus dem Projet bezéien.

Och wa mir en an der Gesamtheet ënnerstëtzen, stelle mer eis awer e puer Froen. Virun allem froe mir eis, wisou am Kontext vun dësem Gesetz net eng allgemeng Diskussioun gefouert ginn ass iwwert d'Héicht vun der Indemnitéit fir Locatiounszwecker, déi all d'Empfänger vum RMG zegutt hunn an déi de Mënsche mat engem graven Handicap elo automatesch ouni Demande zougestane gëtt.

Wann ee bedenkt, wéi d'Präisser um Wunnengsmaart an de leschte Joren explodéiert sinn, dann ass eng Indemnitéit vun 123 Euro de Mount nach just eng Drëps op e waarme Steen. Säit 1993, also säit 18 Joer, ass déi Indemnitéit, déi net un den Index gebonnen ass, déiselwecht bliwwen, sou datt se par rapport zu 1993 praktesch näischt méi wäert ass an onbedéngt misst gehuewe ginn.

Eng Remarque dann och zu der 100%eger Bedeelegung vum Stat um Salaire an den Ateliers protégés. Den Artikel 27 vun der Behënnerterechtskonventioun erkennt de behënnerte Mënschen e gläichwäertegt Recht op Aarbecht zou, mat der Méiglechkeet, sech de Liewensënnerhalt op enger fräi gewielter an accessibeler Aarbechtsplaz ze verdéngen, also um fräien Aarbechtsmaart. Datt dat am Fall vun engem graven Handicap net ëmmer méiglech ass, läit op der Hand, an et ass och kloer, datt d'Beschäftegung an engem Atelier protégé an deem Fall oft déi eenzeg Alternativ ass, fir de passiven Openthalt an engem Foyer ze verhënneren.

D'Aféierung vun enger 100%eger Bedeelegung vum Stat un deem Salaire schaaft de Beschäftegten eng gewësse Sécherheet op Basis vum RMG a verhënnert bei de Gestionnairen den Drock vun der Produktivitéit an der Rentabilitéit.

Aus der Perspektiv vun der sozialer Ofsécherung a vun der Kompensatioun vum Handicap duerch öffentlech Gelder ass dës Modifikatioun duerchaus e Fortschrëtt. Allerdéngs riskéiert déi Moossnam awer och, en Deséquiliber ze schafen tëschent der Attraktivitéit vun den Ateliers protégés an där vum regulären Aarbechtsmaart - e Problem, op deen den Här Berger och schonn higewisen huet.

Wann d'Salairen an den Atelieren zu 100% vum Stat iwwerholl ginn, däerf déi Prise en charge op där anerer Säit awer net op d'Käschte goe vun der Orientéierung op de fräien Aarbechtsmaart, quitte datt et laut Gesetz d'Missioun vun de Gestionnairen ass, hir Beschäftegt op dee Maart ze orientéieren. Et geschitt hinnen awer näischt, wa se et net maachen.

Déi Persounen, déi duerchaus capabel wären, fir enger Beschäftegung an engem normale Betrib nozegoen, sinn nämlech fir d'Gestionnairen och déi ideal Persounen, fir d'Roll vum Viraarbechter oder vun der Viraarbechterin am Atelier ze iwwerhuelen. Domat kréie si zwar méi Responsabilitéit, mä dat eigentlecht a wichtegst Zil vun der Insertioun gëtt domat verfeelt.

Fir deem virzebeugen, misst de Prozess vun der Insertioun vill méi kategoresch organiséiert a kontrolléiert ginn, mat alle Begleetmoossnamen, déi dat bedeit. Dofir sinn net nëmme finanziell Mëttel verlaangt, mä och e klore politesche Wëllen, Asaz, Kreativitéit an eng wäitgefächert, staatlech finanzéiert Weiderbildung.

Wat et zum Beispill am Ausland gëtt, ass de System vum „job coach", dee behënnert Persounen individuell op e Beruff virbereet an hinnen déi néideg Ausbildung gëtt, fir datt si duerno autonom kënne schaffen. Esou Beméiunge stiechen hei am Land nach an de Kannerschong an et muss ee sech munchmol froen, ob se net just eng Alibifunktioun hunn.

Éischtens, well se sech geziilt op eenzel Defiziter beschränken, an zweetens, well d'Leit, déi dovu Gebrauch maachen, hir Ausbildung musse virfinanzéieren. Dobäi ass jo gewosst, datt vill behënnert Mënsche sech un der Aarmutsgrenz bewegen, net déi néideg Mëttele fir e Virfinanzement kënnen opdreiwen a riskéieren, am Fall vun engem Échec net remboursséiert ze ginn.

Niewent der Aféierung vum „job coaching" denken ech och un d'Bereetstellung vu staatlech finanzéierten Aarbechtsassistenten am Berufsalldag, un eng iwwergräifend organisatoresch an technesch Ennerstëtzung fir d'Betriber a virun allem u méi eng grouss Offer u regelméisseger a konstanter Weiderbildung, déi fir all Mënsch accessibel muss sinn. Woubäi ech besonnesch u blann oder gehéierlos Persounen denken, déi ganz oft ze kuerz kommen, wat d'Kommunikatioun an deene Coursen ubelaangt.

An där Logik misst et och méiglech sinn, datt dat Geld, wat d'Gestionnairen an Zukunft duerch déi 100%eg Participatioun vum Stat spueren, der Formatioun an der Insertioun op dem Aarbechtsmaart zeguttkéim.

E puer Wuert och zu der Fräistellung fir speziell Formatiounen. All Persoun, déi ënner enger evolutiver Krankheet leit, kann op Avis vun der berodender Kommissioun Congé fir eng speziell Formatioun an Usproch huelen, onofhängeg vum Congé fir déi gängeg Weiderbildung.

D'Fro, déi sech hei stellt, ass déi, firwat de Congé fir eng spezifesch Formatioun net op all Persounen ausgedehnt gëtt, déi ënnert de Statut vum Salarié handicapé falen. Eng Formatioun, déi den individuelle Besoinen an dem individuellen Defizit geziilt Rechnung dréit, wär an eisen Ae vu groussem Notze fir all Eenzelnen. Dofir froe mir eis, firwat dee Surplus u Formatioun sech just op evolutiv Krankheete limitéiert.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- En iwwerduerchschnëttleche Congé fir Formatioun huet allerdéngs och eng Gefor, nämlech déi, datt d'Patronat léiwer op d'Astellung vun deene Leit verzicht, aus Angscht virun enger ze niddreger Rentabilitéit vum Betrib a wéinst enger Rei vun organisatoresche Problemer, déi doduerch entstoe kënnen.

Fir deem bäizekommen, misst d'Diskussioun iwwert d'Astellungsquoten, déi jo virun enger Zäit hei an der Chamber gefouert ginn ass, nach eemol opgeworf ginn. Esou wär et zum Beispill interessant, gewuer ze ginn, ob d'Ratifizéierung vun der UNO-Konventioun schonn e positiven Impakt op déi Quot huet an ob dann elo méi Betriber a méi öffentlech Institutioune sech an hirer Astellungspolitik tatsächlech un d'Richtlinn vu 5% halen.

Ech woen ze behaapten, datt dat kaum de Fall ass, an et wäert och esou laang kaum de Fall sinn, bis Sanktiounen op der Netanhalung vun der Quot wäerten agefouert ginn. Datt mat deem Geld Integratiounsmoossnamen a Weiderbildunge kéinte finanzéiert ginn, läit op der Hand, allerdéngs nëmmen, wann de politesche Wëllen dofir besteet.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et gëtt vill Weeër, fir eng inklusiv an op Matbestëmmung ausgeriicht Behënnertepolitik weiderzedreiwen an ze gestalten. Dëst Gesetz ass e klenge Bausteen op engem grousse Chantier, op deem nach vill ze di bleift.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Une voix.- Merci!

M. le Président.- Merci der Madame Lorsché, an als nächste Riedner ass den Här Colombera agedroen. Här Colombera, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean Colombera *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat dësem Projet, dee vun eisem Kolleeg Emile Eicher presentéiert gouf, deem mir fir säi mëndlechen a schréftleche Bericht félicitéieren, soll nom Geescht vun der internationaler Konventioun iwwert d'Rechter vun de behënnerte Matbierger - Konventioun, déi 2006 vun der Assemblée générale vun der UNO adoptéiert ginn ass - ee Paradigmewiessel agelaut ginn, am Sënn, datt déi behënnert Leit hiert Liewen autonom géréiere kënnen an op eng egalitär Manéier um gesellschaftleche Liewen, wéi all déi aner, mat deelhuele sollen.

Mat dësem Gesetz solle verschidden administrativ Prozeduren erliichtert ginn. Et ass sécherlech eng luewenswäert Initiativ, ee Schratt no vir, mä mir wëssen alleguerten, datt de Prozess vun enger totaler Egalitéit nach net ofgeschloss ass an nach etlech Barrièrë mussen ofgebaut ginn.

Heizou wéilt ech gär e puer Reflexioune maachen. Wann ee vu Barrièrë schwätzt, da soll d'Fro erlaabt sinn: Firwat waren oder firwat sinn déi Barrièren do? Ass eng Barrière net eigentlech do, fir virun eppes ze schützen? A wie soll dann do eigentlech geschützt ginn? Ass dat dee sougenannten normale Bierger virun der behënnerter Persoun? Déi Impressioun kritt ee vläicht, wann een d'Kanner an d'École différenciée schéckt, well verschidden Eltere fäerten, hir

Kanner géifen dann dee Moment net méi gutt léieren, wann ee Behënnerten niewent hinne géif sëtzen.

Ech mengen, normalerweis misst et awer sinn, datt de behënnerte Bierger virun der Mentalitéit vum normale Bierger misst geschützt ginn, well dat Ganzt ass einfach eng Mentalitéitssaach.

An deem ganze Prozess sinn e puer Denkfeeler. Denkfeeler, déi onbedéngt misste revidéiert ginn! Virop mengt deejéinegen, dee seng Fäegkeeten alleguerten huet, hie wär am Virdeel par rapport zum behënnerte Matbierger: e Virdeel am physesche Beräich, e Virdeel am psychesche Beräich, awer och Virdeeler zum Beispill vun der Accessibilitéit, Virdeeler an der Disponibilitéit. Hei läit deen éischten Denkfeeler, well et jo awer nëmme logesch ass, datt déi behënnert Persoun hiren Defizit versicht ze kompenséieren, an dat mat ganz groussem Succès!

Mir haten, erënnere mer eis, eng Grupp vu behënnerte Matbierger an der Familljekommissioun invitéiert, ënner anerem Leit mat ganz staarkem Defizit, ënner anerem eng Madame mat enger degenerativer Muskeldystrophie, en Här mat enger kongenitaler Arthrogrypose: Dat ass eng Krankheet, déi zu engem Blocage vun der Artikulatioun féiert, duerch manner gutt entwéckelt Muskelgruppen, wat dozou féiert, datt déi Persoun, wa se e Computer, en Tëlefon benotze wëllt, mam Mond dee Computer, deen Tëlefon muss benotzen.

Mir waren an der Kommissioun positiv iwwerrascht, wéi kloer déi Leit am Kapp waren a wat fir e Potenzial do zum Virschäi komm ass! Och de President vun der Initiativ „Nëmme mat eis" huet e ganz grousst Wësse manifestéiert, wat esou dann awer nëmmen d'Schlussfolgerung mat sech zitt: Déi behënnert Leit däerfen op kee Fall ënnerschätzt ginn, wat hir Kompetenzen ugeet!

En zweeten Denkfeeler, dee gemaach gëtt, ass deejéinege Feeler, deen am Numm vum etheschе Prinzip, am Numm vun der Berouegung vun eisem Gewësse gemaach gëtt an deen eis dozou verleet, fir e perfekten Alibi op den Dësch ze leeën, andeems mir soen: „Mä mir maache jo eppes fir déi behënnert Leit, fir déi an eiser Mëtt ze integréieren; mir maache jo eist Bescht; mir maache jo alles, wat méiglech ass."

Do ass den zweeten Denkfeeler, dee mer maachen. Mir mengen, fir eppes am Numm vun der Integratioun ze maachen - wat jo gutt ass, mä dat ass awer net verlaangt -, wat verlaangt ass, ass net eng Integratioun, mä eng Inklusioun an der Gesellschaft! Dat heescht, datt de System sech adaptéiere muss un dee Behënnerten, an net ëmgedréit, datt de Behënnerte sech dem System adaptéiere muss. An dat ass e ganz groussen Ënnerscheed!

Doraus entsteet den drëtten Denkfeeler, an dësen Denkfeeler ass doduerch bedéngt, datt eng sougenannten normal Persoun fir e behënnerte Matbierger décidéiere muss, wat gutt oder wat schlecht fir deem seng Konditioun ass. Or, et misst jo awer ëmgedréit sinn! Et misst eng behënnert Persoun décidéieren, wat misst an engem Gesetzesprojet oder engem Gesetzestext, engem Reglement drastoen, fir esou eppes ze änneren, well déi weess jo Bescheed, wat net fonctionnéiert. Et huet een awer d'Impressioun heiansdo, datt déi behënnert Leit an enger Opferroll drasëtzen an do net méi erauskommen a praktesch gezwonge sinn, fir ëmmer Merci ze soen, wann iergendeppes, wann iergendwou eppes fir e Behënnerte gemaach gëtt, eng nei Toilette aménagéiert gëtt oder eng Parkplaz aménagéiert gëtt.

Da gëtt et derniewent och eng ganz Rei vun Aberratiounen, do muss een einfach de Kapp rëselen, wéi zum Beispill, ech zitéieren eis Fleegeversécherung, déi normalerweis ëmmer... oder wou gesot gëtt, datt se fir d'Fleegefäll zoustänneg ass; wou ee mengt, datt dat eng Ulafstell ass fir behënnert Matbierger; déi maachen eppes fir si. Neen, wäit gefeelt! Do ass e Paragraphekrich, wéi iwwerall, wou eng Administratioun mengt, de Punkt op den i ze setzen: Esou kritt een zwar e Lift vum Keller bis op de Späicher garantéiert, mä wann dee behënnerte Matbierger een Tabloid freet, fir e Buch op eng elektronesch Aart a Weis ze liesen, da kënnt et do zum Refus vun der Fleegeversécherung, well dat net an hire Statuten drasteet.

Do maache mer dann de véierten Denkfeeler. Mir verfalen dem véierten Denkfeeler, an zwar, datt mir mengen, datt elo mat dësem neie Gesetz alles an der Regel (veuillez lire: an der Rei) ass. An d'Fro, déi ee sech stelle muss, ass déi, ob et net ubruecht wär, fir datt déi nei Médiatrice, déi mer den Donneschdeg hei am Parlament bestëmmen, eng Sous-unitéit...

(Interruptions diverses)

Une voix.- Dir hutt awer net vill Vertrauen an dee Kandidat!

Une autre voix.- Da wielen ech fir den Här Reding.

Une troisième voix.- Elo hutt Der Iech awer schéi verroden!

M. Jean Colombera *(ADR).*- Här President, ech hunn heiansdo Visiounen. Ech sinn zwar kee Prophet...

Une voix.- Dat wësse mer, dat wësse mer!

(Hilarité)

M. Jean Colombera *(ADR).*- Déi Visioun, déi ech fir den Donneschdeg hunn, do gesinn ech kloer eng Médiatrice.

(Hilarité)

Also d'Fro, déi sech do stellt, ass, ob mer net sollen eng nei Sous-unitéit bei der Médiatrice schafe fir déi behënnert Matmënschen. Esou eng Unitéit wär och am Krankewiese vu groussem Intérêt. Esou eng zentral Stell wär ideal, fir d'Rechter vun der behënnerter Persoun méi effikass ze vertrieden.

Eng aner Pist wär déi, fir enger behënnerter Persoun ee Budget ze ginn, datt déi Persoun sech Begleetpersounen uschaaft, déi hir bei der alldeeglecher Aarbecht hëllefe géifen. Da wär dann déi Persoun, déi behënnert Persoun, an enger aktiver Roll an net méi an enger passiver Roll!

Dat gesot, Här President, dëse Gesetzesprojet geet an déi richteg Richtung a mir hoffen, datt d'Madame Minister hir Efforten nach weider wäert ausbreeden. Ech denken dann, wéi gesot, un d'Inklusioun an der Schoul an och hei am Parlament: Wéi den Här Eugène Berger gesot huet, ass et guer net behënnertegerecht. Ech ka mer net virstellen, datt een Här Wolfgang Schäuble, deen hei géif sëtzen, datt deen hei géif eens ginn. Also do ass nach ganz, ganz vill ze maachen.

Dat gesot, gi mir hei d'Approbatioun zu dësem Gesetzesprojet, an ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Colombera. Als leschte Riedner ass den Här Urbany agedroen. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Merci. Dir Dammen an Dir Hären, Reduzéierunge vun administrative Barrièrë kënnen och a gewësse Fäll zum Ofbau vu Rechter oder vu Méiglechkeete vun assuréierte Leit féieren. Dat gesäit een hei bei der Ofschafung vun der Commission spéciale de réexamen. Dat war déi Kommissioun, déi jo besteet op enger paritéitescher Basis an och ënner Derzouzéie vun Experten aus dem Aarbechtsberäich vun den Handicapéierten, an déi dofir zoustänneg war, fir op e Recours vun engem Assuré hin eng Décision négative vun der Commission médicale nach eng Kéier frësch ze ënnersichen.

Déi Kommissioun huet a verschiddene Fäll Décisiounen - déi negativ fir d'Leit waren - vun der Commission médicale revidéiert an domat de Leit d'Recht zouerkannt op de Statut d'handicapé. Si huet hir Incapacité de travail ënnersicht, an am Contraire zu der Commission médicale, déi jo no reng medezinesch-funktionelle Kritären d'Leit ënnersicht, no engem Barème vun Incapacitéiten, deen an décke Bicher steet, während déi Commission de réexamen awer vill méi vun der Praxis hier d'Situatioun vun deenen Eenzelnen ënnersicht huet an och gekuckt huet, wéi hir medezinesch Situatioun par rapport zum Aarbechtsverhältnis ze bewäerte wier.

Ech bedaueren et, dass déi Rekursméiglechkeet, wat eng intern Rekursméiglechkeet war an der Administratioun, dass déi elo ofgeschaaft gëtt, an ouni sech d'Fro ze stellen, ob zum Beispill d'Commission médicale dann ëmmer effikass funktionéiert, op d'Commission médicale, déi jo aus fënnef Doktere besteet, dann ëmmer dat néidegt Organ ass, fir d'konkret Situatioun vun de Leit ze ënnersichen.

D'Praxis huet bewisen, dass dat net ëmmer de Fall ass! Mä amplaz déi ganz Prozedur nach eng Kéier op de Leescht ze huelen, ass elo décidéiert ginn, déi gênant Commission de réexamen, mat där vill Leit an der Regierung net d'accord waren a wou och déi Dokteren aus där Commission médicale net ëmmer d'accord waren, déi einfach aus dem Wee ze schafen, an d'Leit ginn elo forcéiert, an alle Fäll déi laangwiereg Prozedur op de Geriichter anzeschloen.

Eng zweet Remarque wëll ech hei nach maachen, dat ass, wat d'Lounkäschten zu 100% vum Stat ugeet, déi sollen iwwerholl ginn. Ech versti verschidde vun deenen Iwwerleeungen, déi an deem Zesummenhang gefouert ginn. Ech wëll awer och ze bedenke ginn, dass en Deel vun deem Secteur vun den Ateliers protégés awer och aus kommerzielle Gesellschafte besteet, déi jo dann elo d'Lounkäschten zu 100% iwwerholl kréien! An ech wëll hei awer wierklech d'Fro stellen, wéi dat dann do an der Praxis geregelt gëtt vis-à-vis vun deene Gesellschaften, déi jo dann awer wierklech d'Lounkäschten do vum Stat integral iwwerholl kréien, awer gläichzäiteg déi Produiten, déi se produzéieren, awer kënnen no bausse vermaarten.

Drëttens mengen ech, dass hei d'Geleeënheet net genuch genotzt ginn ass, fir wierklech konkret ze kucken, wéi d'Integratioun um Aarbechtsmaart kéint verbessert ginn.

Ech hunn 2003 fir dat Gesetz hei gestëmmt, wat elo soll geännert ginn. Ech wëll mech dës Kéier enthalen, virun allem, well ech mengen, dass déi Verschlechterung vun der Prozedur, déi awer Auswierkungen huet op d'Situatioun um Fong vu ganz ville Leit, an Zukunft wäert negativ Auswierkungen hunn, déi net ze vertriede sinn!

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Urbany, an elo kritt d'Wuert dann d'Madame Familljeministesch Marie-Josée Jacobs.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif elo wëlle fir d'Éischt dem honorabelen Här Eicher villmools Merci soe fir säin ausféierleche schréftlechen a mëndleche Rapport, dee mer et erméiglecht, net méi op all d'Detailer anzegoen, obschonns, wann ech elo eng Partie vun de Riednerinnen a Riedner héieren hunn, ech mengen, datt vläicht nach net alles verstanen ass, sou wéi et an dem Gesetz dran ass.

Ech si frou, datt mer dat Gesetz elo nach zum Enn vun dësem Joer kënne stëmmen, besonnesch och wéinst der Fro an der Méiglechkeet, fir den Atelier-protégéé kënnen déi Mëttelen ze ginn, déi se brauchen, fir op déi 100%eg Participatioun ze kommen, an och, well ech mengen, datt dat hei wierklech e Gesetz ass, wou mer laang genuch dru geschafft hunn, fir datt et endlech och elo nach konnt virun de Feierdeeg gestëmmt ginn.

Zënter dem Vote 2003 vun dem Gesetz iwwer Mënsche mat enger Behënnerung huet sech munches gedoen. A besonnesch ass sécher déi gréissten Ännerung d'Adoptioun vun der Konventioun iwwert d'Rechter vu Mënsche mat enger Behënnerung, wou mir och hei zu Lëtzebuerg den 13. Juli hei an der Chamber déi Konventioun gestëmmt hunn, wou an der Zwëschenzäit och dat Ratifizéierungsdokument um Siège vun der UNO déposéiert gouf a mer eis domadder och international verflichten, fir déi Dispositioune vun dem Mënscherechtstraité op nationalem Plang ëmzesetzen.

De Paradigmewiessel, vun deem vill geschwat gouf, vum medezineschen zum soziale Modell, a wourop och déi ganz UN-Behënnerterechtskonventioun opgebaut ass, ass e Modell, dee mer 2003 ewell applizéiert hunn. Et ass e Wiessel ewech vun enger Gesellschaft, déi e Behënnerten als hëllefsbedürftegt Wiese gesäit, hin zu enger Gesellschaft, déi dat enormt Potenzial erkennt, wat an de Mënschen dran ass, déi eng Behënnerung hunn an déi aktiv an eiser Gesellschaft musse kënne participéieren. An, wéi gesot, dat ass och net nei, dat wor och ewell de Gedanken an de Grondgedanken och beim Gesetz 2003.

Wa mer gesinn, wat eenzel Behënnerter fäerdegkréien, ob dat op dem Aarbechtswee ass - an eng ganz Partie vu Leit mat Behënnerungen hu mer jo an eise Verwaltungen - oder ob dat um kulturelle Plang ass, dann ass dat jo aussergewéinlech a remarquabel. An duerfir: Jiddwereen huet an eiser Gesellschaft seng Plaz. Duerfir ass et och kloer, datt och jiddwereen, egal wéi eng Behënnerung datt en huet, och bei eis an der Gesellschaft seng Plaz muss fannen.

Ech sinn elo e bëssen erstaunt, datt eenzel Leit fannen, datt et net gutt wier, datt mer op de Wee géife goe fir eng 100%eg Bedeelegung vum Stat bei dem Bezuele vun de Behënnerten. Wann ech awer weess, wat och all dat ronderëm alles kascht, och déi Leit, déi awer mussen do sinn, fir déi Leit ze betreien, da schéngt dat mer awer evident ze sinn, datt et net duergeet mat deene Suen, déi do erakommen, och wa mer wëssen, datt do Produkter geschafe ginn, déi duerno kënne verkaaft ginn. Mä dann ass et awer bei Wäitem sécher net, datt dat e Selbstkostenpunkt elo géif ginn an datt elo déi Atelieren do géife Geschäfter drop maachen, wou se net wéissten, wat se da mat de Sue sollte maachen.

Ech denken och, datt et wichteg ass, datt een hei vläicht nach eng Kéier drun erënnert, datt nieft den Atelier-protégéen, déi 100% kréie bei der Participatioun vum Salaire vun enger Persoun, déi de Statut vum Travailleur handicapé huet - oder elo vum Salarié handicapé, wann Der bis d'Gesetz gestëmmt hutt -, datt et och wichteg ass ze wëssen, datt och e Patron, deen am private Secteur eng Persoun astellt, déiselwecht Montantë ka kréien, y compris sougutt och herno d'Soziallaaschte vun deenen Eenzelnen.

Selbstverständlech ass et de Wonsch vu jiddwerengem, fir ze kucken, datt déi Leit kënnen op den éischten Aarbechtsmaart kommen. Et muss een awer wëssen, datt dat a ville Fäll entweder net méiglech ass, an an anere Fäll souguer fir dee Behënnerte selwer och net gutt wier, wann en dat misst maachen, well mer awer wëssen, datt op dem éischten Aarbechtsmaart dacks e groussen Drock op d'Leit ausgeübt gëtt an datt et dann och schwiereg wier, fir dat kënnen ze maachen.

Derbäi kënnt dat, wann ee seet, datt Gläichberechtegung net datselwecht ass wéi Gläichbehandlung. Och wa Mënsche mat enger Behënnerung vun deeneselwechte Rechter profitéiere kënne wéi en net behënnerte Mënsch, wat zu Lëtzebuerg ewell laang de Fall ass, verschafen hinnen dës Rechter nach laang net ëmmer déiselwecht Méiglechkeeten. Dacks ass eng Upassung vun der Emwelt néideg. Et mussen Aménagementer getraff ginn a Mesure-positivë geholl ginn, fir datt déi gläich Rechter och kënnen zu enger Gläichbehandlung ginn.

D'Zil vum Gesetz vun 2003 wor et, datt Mënsche mat enger Behënnerung déi néideg Ënnerstëtzung kréien, fir sech kënnen um éischten Aarbechtsmaart ze behaapten, sief dat um éischten Aarbechstmaart oder awer och an dem geschützten Aarbechtsmaart. En zolidd Aarbechtsverhältnis mat engem regulären Aarbechtskontrakt ass also eng wichteg Basis fir dat eegeverantwortlecht Handelen an erlaabt et, fir säin eegent Geld ze verdéngen. Dir gesitt, datt dat deemools ewell e Schrëtt wor an d'Richtung vun der Onofhängegkeet, wou mer ebe wollten ewechkomme vun dem Karitativen, mä hin zu deem Normalen an zu der Autonomie vun de Leit.

Ech sinn awer mat all deenen d'accord, déi hei och de Mëtteg scho gesot hunn, datt mer musse virun allem d'Barrièren ewechraumen, déi de Leit am Wee stinn. An déi gréisste Barrièrë sti meeschtens an de Käpp vun de Leit. An dat ass dat, wat och am schwéiersten ass ëmzesetzen, fir eben dee Mentalitéitswiessel fäerdegzekréien, fir all deene Leit d'selwecht ze begéine wéi jiddwerengem aneren och.

E Mënsch, dee behënnert ass - hunn ech mer soe gelooss -, kënnt an e Restaurant, da gi se deem, dee mat em kënnt, d'Menüskaart an da soe se: „Da kuckt Dir emol, wat hie wëllt iessen." Firwat soll ee Mënsch, dee vläicht eng Behënnerung huet, duerfir net selwer kënnen décidéieren, wat e kann iessen? Dat, fir ze weisen, wéi bornéiert mir an eise Käpp dra sinn a wéi schwéier datt et ass, fir do d'Barrièren ewechgeholl ze kréien. Da kann ee sech virstellen, wat dat vis-à-vis vun deene Leit ass, déi selwer betraff sinn, fir dat och iwwerhaapt kënnen ze akzeptéieren.

Ech hoffen, wéi gesot, datt mer et och mat dësem Gesetz fäerdegkréien, datt méi Patronen aus dem Privatsecteur sech engagéieren, fir emol Leit anzestellen. An ech muss och do soen: Déi, déi - ech soen Iech herno d'Ziffferen - dat bis elo gemaach hunn, hunn et och am Regelfall net bedauert, wat jo also positiv ass. Mä et sinn der eigentlech ze vill, déi sech net trauen, fir dat ze maachen. An duerfir, mengen ech, ass dat och wichteg, datt een ëmmer erëm dorop hiweist.

Den Atelier protégé ass och net d'Zil a sech. Et soll e Wee si fir déi Leit, déi entweder net kënnen, well dat duerch hir Behënnerung net méiglech ass, oder awer e Wee sinn, fir kënnen domadder gestäerkt ze ginn an herno d'Chance ze kréien, fir op den éischten Aarbechtsmaart kënnen ze kommen.

Sécher ass et net d'Zil, fir ze verhënneren, datt mat där 100%eger Participatioun elo vum Stat herno d'Leit an den Atelier-protégéé gehale ginn. Eis Suerg wor eigentlech de Contraire, well mer gesot hunn: Wa mer keng 100% ginn an de Stat ze wéineg bezuelt, da riskéiere mer, datt an der Zukunft kënne Leit an den Ateliere soen: „Mir wëllen nëmme Leit hunn, déi eigentlech vläicht nach d'Chance hätten, fir op den éischten Aarbechtsmaart ze kommen, mä well mer dann awer eis Rentabilitéit vun eisem Atelier net kënne garantéieren, loosse mer déi Leit net op den éischten Aarbechtsmaart goen." Et ass also deen ëmgekéierte Wee vun deem, wat hei vun eenzelne Leit gefaart gouf. An duerfir mengen ech ewell, datt et richteg ass, datt mer dat och zu 100% maachen.

Op d'Upassungen och un d'Situatioun vun net behënnerte Mënschen an déi Modifikatiounen ass den Emile Eicher agaangen. Duerfir ass et nëmme vun Ufank un eise Wonsch gewiescht, datt mussen d'Leit, déi de Revenu pour personnes gravement handicapées kréien, datt deen an därselwechter Héicht ass, wéi och den

RMG et ass, datt een och an der Zukunft net eng extra Demande muss maachen, fir déi Allocation de loyer ze kréien.

An datselwecht zielt och fir den Ausdrock vun dem „Travailleur handicapé" an dem „Salarié". Fir eis wor dat, esou wéi och fir d'Leit an der Kommissioun, eng Selbstverständlechkeet, datt déi Ausdréck do net géife kënnen d'selwecht virugefouert ginn, mä datt mer, wa mer Changementer an deenen anere Gesetzer maachen, dat selbstverständlech och hei sollte maachen.

Dir gesitt also… An ech sinn och mat all deenen d'accord, déi dat gesot hunn, datt dat heiten e Schrëtt ass, dee wichteg ass, mä datt der nach vill anerer mussen nokommen. Ech denken, virun allem och ass hei iwwert d'Accessibilitéit geschwat ginn. An dat do ass selbstverständlech och fir jiddwereen, deen eng Responsabilitéit huet.

Mir hunn ewell zënter laange Joren zesummen och mat der Organisatioun vun den Architekten a vun den Ingenieuren e Code, dee mer erausginn hunn, e grousst voluminéist Dokument, wat och d'Gemenge sech kënnen uneegnen, fir ze kucken: Wat ass méiglech a wat kann ee maachen? Well mer jo net nëmmen eng Zort vun Handicap hunn, mä dat wierklech dann och weist: Wann een deen ee Wee mécht, wat geschitt dann? Dat ass da vläicht gutt fir eng Persoun, déi am Rollstull ass, et kann awer sinn, datt et just de Contraire ass fir eng Persoun, déi blann ass.

Dir gesitt also, datt een och doriwwer e grousst Wësse muss hunn. Et ass net nëmmen de gudde Wëllen, deen een do brauch, mä et muss een och Leit hunn, déi dovunner eppes kennen.

Duerfir mengen ech och, datt et wichteg ass, datt mer och bei deene Leit, déi eng evolutiv Krankheet hunn…, a wann ech do och drun denken, zum Beispill een, deen no an no blann gëtt, do ass et kloer, datt jo villes a sengem Liewen op eemol aneschters gëtt, datt een also d'Bereetschaft muss léieren, datt dat awer nëmmen een Element ass vu villem, wat eben derzou féiert, datt et engem et méiglech mécht, fir kënnen an d'Liewen eranzegoen.

Duerfir, nach eng Kéier, ech sinn dervun iwwerzeegt, datt mer an deenen nächste Jore méi wéi eng Kéier nach op déi verschidde Punkten hei wäerten agoen. Ech sinn och der Iwwerzeegung an och mat dem Här Berger d'accord, fir ze soen, et dierf kee forcéiert ginn, an en Atelier protégé schaffen ze goen. Een, deen d'Méiglechkeet huet an dee wëllt op eng aner Plaz schaffe goen, dee muss dat, wann et denkbar ass a wann et méiglech ass, muss deen dat och kënne fäerdegkréien.

Op där anerer Säit fäerten ech manner, datt op eemol d'Leit géifen an den Atelieren zréckbehale ginn, well mer eigentlech wëssen, datt mer an deenen nächste Joren éischter e Mangel wäerten hunn un Ateliersplazen, wéi datt mer der ze vill hunn, sou datt vun dohier - ech mengen - dat net déi grouss Gefor ass.

Op der Madame Dall'Agnol hir Fro hunn ech geäntwert. Wat der Madame Lorsché hir Aussoen och ubelaangt, zum Beispill iwwer Leit mat enger Behënnerung, weess ech net, ob Der wousst, datt zu Lëtzebuerg et och de Kulturpass gëtt, fir deene Leit och den Accès ze erméiglechen, fir kënnen och an d'Kulturinstitutiounen ze goen, ouni datt se duerfir musse bezuelen. Dat ass eng Associatioun, déi dee geschaaft huet an deen „Culture for all" heescht, wou ech mengen, datt dat och flott ass, fir dat kënnen ze maachen.

Indemnitéite wat de Loyer ubelaangt, dat ass natierlech eppes, wat méi wäit geet wéi elo hei an dësem Kader, mä ech denken och, datt do, wa mer et fäerdeg géife kréien - an de Logementsminister ass och hei -, datt mer méi Gemenge fannen, déi mat op de Wee gi vum Logement social, datt et méiglech wier, méi bëlleg a méi Logementer ze bauen, ouni datt mer just nëmmen, wa mer déi Indemnitéit do an d'Luucht setzen, de Propriétairen esou vill Sue weider ginn an datt duerfir ënnert dem Strëch fir deen, dee betraff ass, nach net ganz vill geschitt ass.

D'Quoten, do wëll ech lech vläicht e puer Chiffere soen, well ech weess, datt dat ëmmer d'Chamber interesséiert, an da komme mer an engems zu deene Prozenter, déi mer hunn - déi eng an déi aner. De Stat huet mëttlerweil 839 Leit, an domadder si mer op 3,49%; d'Gemengen - do ass nach e bëssen Nachholbedarf - 212 Leit, déi bei de Gemenge schaffen, datt ass 1,69%. Am private Secteur sinn et 1.711 Leit - 0,53%. An an den Atelier-protégéen hu mer 858 Leit, déi doranner schaffen, wat en Total ausmécht vun 3.620 Leit, déi mam Statut vum Travailleur handicapé op deene verschiddene Plaze schaffen.

A wéinst de Quote wëll ech elo soen, de Stat ass bis haut eigentlech net op de Wee gaangen, fir bei d'Betriber Sue sichen ze goen a froen ze goen, well mer selwer bis elo eis Quoten - weder als Stat nach als Gemengen oder aner öffentlech Institutiounen - net erfëllt hunn. Och an deenen nächste Jore ginn, esou wéi an der Vergaangenheet och, pro Joer 50 Leit beim Stat agestallt, déi de Statut vun dem Travailleur handicapé hunn, an ech wier frou, wann och anerer dat géifen nomaachen.

Enn 2010 woren nach 1.944 Leit, déi de Revenu pour personnes gravement handicapées haten; 2011 woren et 590 Leit, déi de Statut krute vun der Kommissioun, an 51 Leit, déi de Revenu pour personnes gravement handicapées kritt hunn. Ech wëll lech elo net mat all deenen Zuelen hei ze vill en décke Kapp maachen, mä mir gesinn, datt am Ganze bei allen Demandeurs d'emploi 9,15% dovun Travailleurs oder och Salariés handicapés sinn.

Et wäert an engem Total dëst Joer fir ebe Persoune mat enger Behënnerung am Statsbudget 65 Milliounen ausmaachen, sougutt wat d'Atelier-protégéen ubelaangt wéi och de Revenu pour personnes gravement handicapées. Ech hunn lech virdrun d'Zuele genannt vun dem Transport, wa mer alles dat beieneerechnen, da gëtt dat natierlech ganz erheblech Ausgaben, déi mer doranner investéieren, mä wou ech denken, datt dat heibannen an och soss néierewou contestéiert ass.

Fir op dee Montant vun deenen 100% ze kommen, si fir 2010 2.224.000 Euro zousätzlech virgesinn, fir datt also och d'Atelieren déi Suen zur Verfügung hunn, déi se brauchen, fir d'Leit kënnen zu 100% dann och ze bezuelen.

Merci villmools.

M. le Président.- Merci der Madame Familljeministesch. Domadder wier d'Diskussioun ofgeschloss, a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6161 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen an enger Enthalung.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert (par Mme Nancy Arendt), Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes (par Mme Martine Mergen), MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter (par M. Marc Spautz);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Claude Haagen (par M. Ben Scheuer), Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Fernand Etgen), Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Carlo Wagner), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

S'est abstenu: M. Serge Urbany.

Wëllt ee seng Abstentioun begrënnen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Da komme mer elo zum Projet de loi 6204, eng Direktiv iwwert d'Kontroll vu chemesche Substanzen. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht, an et huet sech bis elo just ageschriwwen: den Här Berger. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Marcel Oberweis. Här Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

7. 6204 - Projet de loi

a) relative aux contrôles et aux sanctions concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques et les restrictions y applicables, telles que ces substances sont visées par le règlement (CE) n°1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), instituant une agence européenne des produits chimiques, modifiant la directive 1999/45/CE et abrogeant le règlement (CEE) n°793/93 du Conseil et le règlement (CE) n°1488/94 de la Commission ainsi que la directive 76/769/CEE du Conseil et les directives 91/155/CEE, 93/67/CEE, 93/105/CE et 2000/21/CE de la Commission;

b) relative aux contrôles et aux sanctions concernant la classification, l'étiquetage et l'emballage des substances et des mélanges, tels que ces substances et mélanges sont visés par le règlement (CE) n°1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, modifiant et abrogeant les directives 67/548/CEE et 1999/45/CE et modifiant le règlement (CE) n°1907/2006;

c) abrogeant la loi modifiée du 15 juin 1994 relative à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses;

d) abrogeant la loi modifiée du 3 août 2005 relative à la classification, à l'emballage et à l'étiquetage des préparations dangereuses

Rapport de la Commission du Développement durable

M. Marcel Oberweis *(CSV), rapporteur.*- Sou, Dir Dammen an Dir Häre, Här President, Här Minister, no deem dach soziale Volet elo muss ech elo mat engem e bësse méi technesche Volet iwwerraschen an zielen hei. Et geet hei beim virleiende Projet de loi ëm eng Suite vun dem Gesetzestext REACH, dee mir hei schonn de 9. Mäerz virun zwee Joer behandelt hunn.

Kuerz zum Gesetzestext selwer: Den delegéierten Nohaltegkeetsminister huet de 7. Oktober 2010 dësen hei an der Chamber déposéiert. D'Beruffschambere vum Commerce, vun de Salariéen a vun de Métieren hunn hir Avisen erabruecht. De 27. September dëst Joer huet de Statsrot säin éischten Avis agereecht, a säin zweeten Avis datéiert vum 22. November dëst Joer. Den 12. Januar dëst Joer ass de Projet de loi eng éischte Kéier an der Chamberskommissioun analyséiert ginn, an de 26. Oktober ass den Avis vum Statsrot consultéiert ginn. Opgrond vun deem Avis sinn awer dunn nach eng Rei vun Amendementer néideg ginn. Deen zweeten Avis vum Conseil d'État ass den 30. November diskutéiert ginn an de Rapport ass de 7. Dezember unanime ugeholl ginn.

Bei REACH handelt et sech - kuerz nach eng Kéier erënnert - ëm en integréierte System fir d'Registréierung, d'Evaluatioun an d'Zouloossung vu geféierleche Substanzen a Mëschungen. Mëttlerweil si ronn 30.000 där Produkter, déi an der Europäescher Unioun agesat ginn, an der Erfaassungsagence ECHA zu Helsinki registréiert. REACH verlaangt vun den Industrien, all Informatiounen iwwert den Impakt vun dëse Substanzen a Mëschungen op d'Gesondheet vum Mënsch an d'Auswierkungen op d'Ëmwelt virzeleeën. Wéi geféierlech dës chemesch an toxesch Materialië sinn, hu rezent Chemiekatastrophe bewisen: Seveso an Italien, Bhopal an Indien, un dem Floss Theiss an der Tschechei, a méi no bei eis virun enger gewëssener Zäit zu Basel um Rhäin.

E fundamentaalt Element vu REACH besteet doranner, dass d'Entreprisen, déi chemesch Substanzen hierstellen oder importéieren, hir Responsabilitéit iwwerhuele mussen. Dat gëllt awer och fir d'Importateuren, fir d'Händler a fir de Verbraucher. Déi mat der Notzung verbonne Risike fir de Mënsch an d'Ëmwelt mussen iwwerbléckt ginn. All Mesurë mussen ergraff ginn, fir dës Auswierkungen esou kleng wéi méiglech ze halen.

Dierf ech hei nach eng Kéier op déi eenzel Kategorië vu schiedlechen a geféierleche Substanzen a Mëschungen agoen? Dat sinn där, déi Kriibs ervirruffen, déi d'Ierfgutt vum Mënsch veränneren oder d'Fortplanzung verhënneren. Et sinn där, déi toxesch sinn oder sech an de Liewensressourcë Buedem, Waasser, Loft oflageren an domat endokrin wierksam kéinte ginn.

Dës Opzielung weist kloer drop hin, dass duerch Fuerschung an Entwécklung derfir gesuergt muss ginn, dass manner schiedlech Substanzen a Mëschungen op de Maart kommen, jo, dass se aus dem Handel a Verbrauch komplett verschwannen.

Dofir investéieren d'Europäesch Unioun an déi eenzel Memberstate ganz staark an d'Fuerschungen an dësem Beräich, fir dass méi ëmweltfrëndlech Substanzen entwéckelt ginn. Et ass e formidabelen Challenge fir d'Fuerschungszentren an d'Industriebetriber. Wa mir do gutt Fortschrëtter maachen, da verschaaft Europa sech do sécherlech Avantagen um Weltmarché.

Well den technesche Fortschrëtt awer net ophält, si mëttlerweil an deem Dossier REACH nei Erkenntnisser gewonne ginn, an dat bréngt mat sech, dass mir dat virleiend Gesetz zu REACH iwwert d'Registréierung, d'Evaluatioun an d'Zouloossung vun de Substanzen a Mëschungen aus dem Joer 2009 verbessere mussen.

Mat deem virleiende Projet de loi setze mir déi europäesch Direktiv 1272 aus dem Joer 2008 mat Bléck op d'Klassifikatioun, d'Verpakung an den Étiquetage vun dëse geféierleche Substanzen a Mëschungen ëm. Et ginn domadder zwee Gesetzer iwwerschafft: dat éischt aus dem Joer '94 d'lescht Jorhonnert iwwert d'Klassifikatioun, den Emballage an den Étiquetage vun dëse Substanzen; dat zweet aus dem Joer 2005 iwwert d'Klassifikatioun, d'Verpakung vun dëse Mëschungen.

E wichtege Punkt ass awer d'Tatsaach, dass elo de Reversement vun der Preuve zum Droe kënnt. Vun elo un ass et un der Entreprise, fir nozeweisen, dass déi entwéckelt a produzéiert Produkter ouni Risike fir déi mënschlech Gesondheet an d'Ëmwelt verdriwwen dierfe ginn.

Bei der Registréierung bei der Agence ECHA zu Helsinki sinn d'Menge vu méi wéi 1.000 Tonne pro Joer bis Enn 2010 erfaasst ginn. Vu Lëtzebuerg goufen deemools 141 Dossieren erstallt, an dat woren nëmmen 0,56% vun allen erfaasste 25.000 Dossieren. Elo awer nei: Ab dem Juni 2013 solle Mengen ab 100 Tonne pro Joer registréiert ginn a souguer ab dem Juni 2018 Mengen ab enger Tonn. Dat beweist ganz kloer, dass déi Europäesch Unioun verlaangt, dass ëmmer méi Kontroll iwwert dës Mengen duerchgefouert gëtt.

Den zweeten Deel vun dem Projet de loi behandelt d'Reglement CLP. CLP steet, wéi gesot, fir Classification, Labeling a Packaging. Dat ass d'Kärstéck vun der europäescher Direktiv, déi den 20. Januar 2009 a Kraaft getrueden ass an déi elo duerch REACH complétéiert gëtt. Mat dëser Direktiv gëtt alles ënnerholl, fir an der Europäescher Unioun en harmoneschen a generelle System zu de chemesche Produkter opzebauen, an dat iwwert de Wee vu Fichieren an Datebanken. Dës Fichiere kënnen entweder an der däitscher oder an der franséischer Sprooch hei am Land geschriwwe ginn.

Op der Étiquette stinn eng ganz Rei vu Piktogrammen, déi de Verbraucher opmierksam maache mussen, dass hien eng geféierlech oder toxesch Substanz an de Grapp hélt. Des Weidere steet dat Wuert Gefor ganz grouss drop. E gëtt opmierksam gemaach, welch Mesuren ergraff musse ginn, wann en Accident geschitt. All dës Substanze mussen op enger sécherer Plaz gelagert ginn, sou dass keen Onbedeelegten Accès dozou kritt.

Da soll d'Kommunikatioun op dem internationalen Niveau iwwert d'Gefore fir de Mënsch an d'Ëmwelt vun dëse Substanzen a Mëschungen ausgebaut ginn. Den CLP ass vum 1. Dezember d'lescht Joer obligatoresch fir d'Substanzen a gëtt fir Mëschungen ab Juni 2015 wierksam. Well den Asaz vun dëse gëftege Substanzen a Mëschunge politesch iwwergräifend Wierkunge ka kréien, kënnt et hei zu enger enker Zesummenaarbecht tëschent eenzelne Verwaltungen: der Ëmweltverwaltung, der ITM, der Gesondheetsdirektioun, der Gestion de l'eau, den Douanes an Akzise wéi och dem ILNAS. Et gëtt och e Comité REACH-CLP an d'Liewe geruff, fir d'Applikatioun vun dem Gesetz ze iwwerwaachen.

Doniewent hunn och Associatiounen, déi an dësem Beräich agéieren, en Ableck an dës Dossieren.

Et ass evident, dass an dësem Projet de loi e Punkt iwwer penal Sanktiounen ageschriwwe gëtt. Et si Strofen tëschent 251 Euro bis 500.000 Euro virgesinn. Dat ënnersträicht de Wëlle vun dem Ëmweltministère, dass hei net ze spaassen ass. Ëmmerhin, hei gëtt de Prinzip vum „pollueur-payeur" komplett zum Droe bruecht.

Wann ee gesäit, welch Aufgaben duerch d'Applikatioun vun dësem Projet de loi op déi staatlech Verwaltung zoukommen, da kann een och verstoen, dass si freet, zousätzlecht Personal anzestellen. Si freet hei zwee Ingenieuren an ee Redakter. De Statsrot hat awer gemengt, dass domat nei Fonctionnairen agestallt ginn an och domat de Statsbudget grevéiert géif ginn. Mä fir d'Protektioun vun der mënschlecher Gesondheet an och, fir eis Ëmwelt ze schounen, sollte mer dee Schrëtt hei ënnerstëtzen.

An der éischter Versioun vum Projet de loi wor och keng Fiche financière derbäi, déi ass awer vun der Regierung nogereecht ginn. Nach weider Detailer iwwert de REACH-CLP kënnt Der awer am schréftleche Rapport noliesen.

Bevir ech zum Schluss kommen, nach vläicht ee Punkt. D'Chambre des Salariés huet drop opmierksam gemaach, dass si et wichteg géif fannen, dass d'Personaldelegatioun informéiert gëtt, wann zum Beispill Kontrolle mat Bléck op REACH-CLP an hirer Entreprise duerchgefouert ginn. Si soll och d'Méiglechkeet kréien, dës Agenten ze begleeden. Firwat? Ma d'Salariéë musse wëssen, dass an hirer Entreprise eventuell geféierlech Substanzen a Mëschunge stockéiert ginn. Et geet jo och virun allem dorëm, fir d'Gesondheet vun de Mënschen, déi an dëse Betriber schaffen, ze protegéieren.

Eng kleng Erreur matérielle huet sech leider ageschlach. Dir Dammen an Dir Hären, Här President, Dir Häre Ministeren, op der Säit 17 muss ee liesen amplaz c) an d) - et ass den Artikel 10 - a) a b). Op der Säit 26, den Artikel 10, do muss ee liesen amplaz e) an f): a) a b). Dat ass ganz kuerz higewisen dorobber, mä dat ass net weider schlëmm.

Wéi Der gesitt, et handelt sech heibäi ëm e wichtege Projet de loi, an esou, wéi mir an der Chamberskommissioun beim Vote zum Rapport eng Eestëmmegkeet haten, esou bieden ech lech och hei, dëse Projet de loi eestëmmeg ze stëmmen.

Den Accord vun der CSV bréngen ech domat eran a soe Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci un de Rapporteur Marcel Oberweis. Den Här Eugène Berger huet d'Wuert gefrot.

Discussion générale

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Ech wéilt dem Rapporteur Merci soen, deen hei déi Detailer ginn huet iwwer eigentlech eng Weiderféierung vun der Direktiv REACH. Ech ginn net méi op déi technesch Detailer an. Ech wéilt eigentlech nëmme soen, datt déi Direktiv hei respektiv dee Projet de loi am Sënn ass vum Schutz vun der Ëmwelt a virun allem vum Mënsch. Duerfir kënne mir och den Accord ginn zu dësem Projet de loi.

Ech wéilt awer op e klenge Punkt hiweisen, wat ech och schonn zu aneren Direktive gemaach hunn am Ëmweltberäich, fir d'Praxis, wéi mer herno déi Direktiven hei zu Lëtzebuerg ëmsetzen. Et ass esou, datt jo hei och zum groussen Deel d'Ëmweltverwaltung déi Direktiv muss ëmsetzen. A fir déi Aufgaben hei vu REACH muss ee wëssen, datt mer de Moment an der Ëmweltverwaltung, ech soen emol ee bis zwee Beamten, Beamtinnen hunn, déi dat maachen, fir déi Risenaufgab, wou an anere Länner Honnerte vu Beamten drunner schaffen. An dat huet näischt mat der Gréisst vum Land ze dinn. Wa mer hei zum Beispill e puer Firmaen hätten, déi wéilten hei massiv nei Produiten op de Marché bréngen, misste mir hei zu Lëtzebuerg also déi ganz Saachen ofwéckelen, wéi gesot, da mat ee bis zwee Leit.

Duerfir einfach hei den Opruff an nach eng Kéier den Appel, datt mer also och eis d'Moyenë ginn, fir esou Direktive kënnen ëmzesetzen, och déi minimal personell Moyenë ginn, fir dat ëmzesetzen. Ech mengen, do muss ee wierklech kucken, wéi een dat an Zukunft mécht.

Ech wëll och rappeléieren, datt ech och schonn déi eng oder aner Kéier gesot hunn, datt mer sollen och kucken, eis Ëmweltverwaltung ze reforméieren, fir datt se besser och strukturéiert ass, fir d'europäesch Direktiven ëmzesetzen, well mer awer soss wierklech riskéieren, an enger Situatioun ze sinn, datt mer zwar hei Direktive stëmmen, mä datt mer an der Praxis guer net fäeg sinn, déi Direktiven ëmzesetzen, an da vläicht och eng Kéier vu Bréissel kéinten de béise Fanger gewise kréien.

Also einfach nëmme fir ze soen, datt mer den Accord ginn zu dem Projet de loi, an och wierklech en Appel, fir verstäerkt Personal anzestellen, fir eben och eise minimalen Aufgabe bei der Ëmsetzung vun der Direktiv nozekommen.

M. le Président.- Merci dem Här Berger. Wëllt den zoustännege Minister nach eppes soen?

Den Här Marco Schank huet d'Wuert.

M. Marco Schank, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures.*- Jo, ech wollt an éischter Linn dem Rapporteur, dem Marcel Oberweis, e grousse Merci soe fir deen detailléierte Rapport. Ech hätt et als Minister net kënne besser maachen, am Detail an am Gesetz insgesamt.

Ech wollt awer och der Kommissioun Merci soen, respektiv och zum Schluss elo dem honorabelen Eugène Berger, fir déi Ënnerstëtzung am Kontext och vun deene Leit, déi mer effektiv brauchen.

An dësem Gesetz am Artikel 12 sinn dräi Leit virgesinn. Et ass effektiv esou, datt dat eng ganz komplex Matière ass, an et ass och esou, datt de Volume vun der Aarbecht a virun allem och d'Präsenz an deene sëlleche Réuniounen zu Bréissel an zu Helsinki einfach bedeiten, datt mer Leit brauchen. An déi dräi, déi mer am Gesetz ageschriwwen hunn, brauch ee ganz sécher. Ech hunn awer och scho mam zoustännege Minister doriwwer geschwat, fir datt mer déi Leit och méiglechst séier kréien. Mir hunn der elo véier, déi mer bäikréien am Kontext vum Kommodo, déi zum Deel och en place sinn, déi ech och scho méi laang gefrot hat. An hei, wéi gesot, kréie mer elo déi Leit, déi mer brauchen. Mir hunn och schonn eng Persoun zousätzlech zu deenen zwee Universitären, déi virdrun ugeschwat goufen, en place, fir deem Graffsten entgéintzewierken.

Ech wëll och Merci soen der Chamber, datt dat Gesetz haut ka gestëmmt ginn.

M. le Président.- Merci dem Här Minister Marco Schank. Domadder wäre mer um Enn vun der Diskussioun ukomm.

Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi. Ah, entschëllegt, ech muss lech nach eng Kéier drop hiweisen, wéi de Rapporteur dat och scho gemaach huet, datt am Artikel 10 Paragraph 2 d'Numérotatioun net klengen e) an f), mä klengen a) a klenge b) ass. Mir stëmmen also elo iwwert den ofgeännerten Text of a wäerten dem Conseil d'État dës Ännerunge schréftlech matdeelen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6204 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi n°6204 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert (par Mme Nancy Arendt), Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes (par Mme Diane Adehm), MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter (par M. Marc Spautz);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Claude Haagen (par M. Alex Bodry), Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Claude Meisch), Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Eugène Berger), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Eisen nächste Punkt vum Ordre du jour ass de Projet de loi 6290, eng Direktiv iwwert d'Schinnematerial. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. Et huet sech bis elo kee Riedner ageschriwwen an d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

8. 6290 - Projet de loi portant approbation du Protocole de Luxembourg portant sur les questions spécifiques au matériel roulant ferroviaire à la Convention relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles, signé à Luxembourg, le 23 février 2007

Rapport de la Commission du Développement durable

M. Marc Spautz *(CSV), rapporteur.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi Direktiv, déi mer ëmsetzen, dat ass e Projet de loi ginn, deen den 30. Mee 2011 vum Ausseminister deponéiert ginn ass. De Conseil d'État huet de 25. Oktober 2011 säin Avis ofginn. D'Kommissioun hat mech den 29. Juni 2011 zum Rapporteur bestëmmt an den 9. November hu mer den Avis nach eng Kéier analyséiert an den 23. November ass de Rapport och ugeholl ginn.

Den Objet vun deem Projet de loi ass, dass et drëm geet fir den „matériel roulant ferroviaire de la Convention relative aux garanties internationales", dat dréit sech zréck op eng Konventioun, déi den 23. Februar 2007 hei zu Lëtzebuerg ënnerschriwwe ginn ass. Do geet et drëm, fir dass dat Équipement - de Finanzement vun deem Équipement mobile an der Eisebunn - kann aneschters finanzéiert ginn. Do ass zesummen eng Konventioun „UNIDROIT", dat ass fir d'Garanties internationales vum Matériel d'équipement gemaach ginn. Dat ass ähnlech, wéi dass Der en OACI hutt bei der Loftfahrt, sou ass dat hei bei der Eisebunn, wou et och drëm gaangen ass, fir eng Effikassitéit ze hu vum Finanzement vum Material, wat op der Schinn leeft.

Déi Diskussioune si gefouert ginn op den Niveaue vun de Regierungen. Duerno ass dee Protokoll komm. Mä et geet drëm, fir dass et méi einfach gëtt, de Finanzement vum Material ze maachen, wat op der Schinn leeft. Et ass wichteg, dass do international Garantië spillen. An et ass och wichteg, dass dat alles och ass am Kader vum Finanzement vum Service public, fir dass mer och domat kënnen en uerdentleche Fonctionnement vum Transport public hei zu Lëtzebuerg oprechterhalen. Duerfir géif ech och d'Propositioun maachen - d'CSV gëtt hir Zoustëmmung -, dass d'ganz Chamber och soll d'Zoustëmmung zu dësem Gesetz ginn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruption)

M. le Président.- Ech soen dem Här Rapporteur Marc Spautz Merci, deen esou detailléiert a prezis war, datt wierklech keng aner Wuertmeldung méi noutwendeg ass.

Dach, den Här Urbany wëllt awer nach d'Wuert dozou. Här Urbany.

Discussion générale

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Jo, ech wëll dozou soen awer trotzdeem, de Kontext ass awer deen, fir privaten Investisseure Garantien ze ginn, déi an Eisebunnsmaterial investéieren. Et gëtt zwar eng Reserv gemaach fir den Ordre public vun deenen eenzelne Länner, mä ech weess net, ob déi Reserv duergeet.

Ech kann op jidde Fall dee Projet hei net stëmmen, well en ass ganz kloer eenzeg an eleng duerfir do, fir privaten Investisseuren zousätzlech Garantien ze ginn.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Do hutt Der mech gutt iwwerzeegt fir ze stëmmen.

(Hilarité)

M. le Président.- Den Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler freet nach d'Wuert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Dat gleewen ech bei lech net, Här Henckes!

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Et gëtt eng Reserv gemaach, fir de Service public ze assuréieren an ze garantéieren an deem Text. An et geet haaptsächlech drëm, fir sécherzestellen, datt déi finanziell Mëttele fir d'Investissementer an den öffentlechen Transport och kënnen zur Verfügung gestallt ginn.

Also a mengen Aen en Text, deen den öffentlechen Transport ënnerstëtzt an domadder richteg an e wichtegen Text. Ech hunn näischt derbäizesoen zu deem perfekte Rapport, deen de Marc Spautz eis hei am Numm vun der Kommissioun gemaach huet, an ech soen em Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Nohaltegkeetsminister. Domadder wär d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6290 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen, géint 1 Nee-Stëmm.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert (par M. Marcel Oberweis), Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes (par Mme Nancy Arendt), MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter (par Mme Martine Mergen);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Alex Bodry), MM. Ben Fayot, Claude Haagen (par M. Roger Negri), Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Claude Meisch), Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Carlo Wagner), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

A voté non: M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Da komme mer elo zum Projet de loi 6303, en Traité iwwert de Bloc d'espace aérien fonctionnel „Europe Central". Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. Et huet sech bis elo just agedroen: den Här Eugène Berger. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, nach eng Kéier den honorabelen Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

9. 6303 - Projet de loi portant approbation du Traité relatif à l'établissement du bloc d'espace aérien fonctionnel «Europe Central» entre la République fédérale d'Allemagne, le Royaume de Belgique, la République française, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas et la Confédération Suisse, fait à Bruxelles, le 2 décembre 2010

Rapport de la Commission du Développement durable

M. Marc Spautz *(CSV), rapporteur.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat hei ass eng Konventioun, déi dréit iwwert den „Ciel ouvert". Dat ass e Projet, wou mer schonn 2004 d'Basis gestëmmt hunn. Dat hei ass elo eng weider Etapp dovun. Dat hei ass e Protokoll (veuillez lire: Projet de loi), deen de 4. Juli 2011 vum Ausseminister hannerluecht ginn ass.

De Conseil d'État huet de 15. November 2011 säin Avis ofginn. D'Kommissioun hat mech den 19. Juli 2011 zum Rapporteur genannt. An de 24. November hu mer dem Conseil d'État säin Avis analyséiert an och duerno den 30. November de Rapport an der Kommissioun ugeholl.

Et geet hei ëm den „functional airspace block". Do geet et drëm, dass sechs verschidde Länner zesumme kucken, wéi déi Autobunnen, déi et an der Loft gëtt, wéi do alles kann zesumme gemaach ginn. Déi sechs Länner, déi dat maachen, dat sinn d'Benelux-Staten, dat ass d'Schwäiz, déi och herno gesot huet: „Mir spille mat." An et ass och wichteg, dass… Däitschland, pardon, déi hat ech elo vergiess, an och Frankräich, déi duerno sech zu dem Protokoll (veuillez toujours lire: Traité) bekannt hunn a matgespillt hunn.

Deen eenzege Problem, dee war, an deen huet de Statsrot och opgeworf: ob een hei net géif verschidde Souveränitéiten am Kader vum Artikel 114 opginn, doduerch dass dat hei e Protokoll wier. Do géif et zwou Méiglechkeete ginn: Entweder géif all Kéiers, wann eng Ännerung un deem Protokoll wier, d'Chamber nach eng Kéier saiséiert ginn. Oder eng zweet Méiglechkeet wier, dass mer déi Souveränitéitsrechter géifen oftrieden an da kéint all Kéiers d'Regierung eleng décidéieren.

Mir waren an der Kommissioun, no Récksprooch och mam Nohaltegkeetsminister, der Meenung, dass et méi einfach wier, dass d'Regierung all Kéiers géif an d'Chamber kommen, wann eng Ännerung an deem Protokoll géif stattfannen. Duerfir hu mer dat net zréckgehale fir am Kader vum Artikel 114, mä dass d'Chamber all Kéiers, wann iergendeng Ofännerung gemaach gëtt, fir d'Éischt consultéiert gëtt.

An da wëll ech och ënnersträichen, dass dee Protokoll eréischt a Kraaft trëtt, wann déi sechs Länner e ratifizéiert hunn. An haut de Mëtteg, wa mir elo alleguerten deem Projet d'Zoustëmmung ginn, wäert Lëtzebuerg dat éischt Land si vun deene sechs, wat dem Projet d'Zoustëmmung gëtt.

(Brouhaha)

An dann ass et net, wéi ëmmer gesot gëtt, mir wieren ëmmer déi Lescht!

(Interruptions)

Villmools Merci. An ech hoffen op Är Ënnerstëtzung.

M. le Président.- Merci nach eng Kéier un den Här Rapporteur Marc Spautz, deen erëm ganz detailléiert war, sou datt ech...

Den Här Berger freet awer nach dozou d'Wuert.

(Hilarité)

Discussion générale

M. Eugène Berger *(DP)*.- Merci, Här President. Ech wéilt éischtens d'Wuert ergräifen, fir dem Rapporteur Merci ze soe fir säi schréftlechen a mëndleche Bericht, an och den Accord ginn zu deem Projet de loi.

Ech wéilt awer d'Geleeënheet notzen, Här President, fir an deem Kontext vun der Loftfahrt e puer ganz terre à terre Froen ze stellen un den zoustännege Minister. Et gouf Informatiounen an der Press, ënner anerem och en Artikel am „Lëtzebuerger Land", déi vu schwierege Verhältnisser schwätzen tëschent zwou Verwaltungen, déi zoustänneg si fir d'Loftfahrt hei zu Lëtzebuerg, wou do also Schwieregkeete wieren. Et geet Rieds vun enger verfuerener Situatioun tëschent der DAC an der ANA, also tëschent der Direction de l'aviation civile an der Administration de la navigation aérienne.

An ech ka mech erënneren, oder, wann ech dat richteg an Erënnerung hunn, hat och d'LSAP am Juni eng Heure d'actualité zu deem Sujet hei ugefrot an der Chamber. Et ass zwar ni dozou komm. Ech weess net, ob dat nach ëmmer virgesinn ass, fir esou eng Froestonn hei ze maachen. Si ass nach net behandelt ginn. Dat heescht, dat ass eigentlech och en Appel dann hei un d'Chamber selwer, fir dat ze maachen.

Mä ech wéilt also dann an deem Kontext vun der Loftfahrt d'Geleeënheet notzen, fir de Minister ze froen, fir vläicht Opschloss eis ze ginn, wat de Moment do lass ass tëschent deenen zwou Verwaltungen an ob do och déi Problemer, déi anscheinend do sinn, mëttlerweil geléist sinn. Well ech mengen, an et geet awer hei ëm essenziell Froe vun der Sécherheet an dem Loftverkéier an och besonnesch ëm d'Sécherheet vun den Usagerë vum Findel a vun deene Leit, déi hei zu Lëtzebuerg de Fliger huelen oder hei mam Fliger landen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Berger. Domadder ass den zoustännege Minister erausgefuerdert, dee sécherlech wëllt äntwerten. Här Minister wann ech gelift.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Selbstverständlech. Op dem Här Berger seng Fro wëll ech effektiv soen, datt ech mer bewosst sinn, datt déi eng oder déi aner Kommunikatiounsschwieregkeet tëschent zwou Administratiounen, der DAC - Direction de l'aviation civile - an der ANA - der Administration de la navigation aérienne - waren. Dat hutt Der och an der Press kënne liesen.

Et ass esou, datt mer et hei mat zwou Administratiounen ze dinn hunn, wou déi eng, d'DAC, de Superviseur, de Contrôleur a sech vun der ANA, vun där anerer ass. Datt do heiansdo déi eng oder déi aner Diskussioun opkënnt, dat läit an der Logik vun der Saach.

Nach muss ech soen, datt ech muss derfir suergen an dat och amgaange sinn ze maachen, datt déi Kommunikatioun, déi tëschent deenen zwou Administratioune muss sinn an och gesetzlech festgehalen ass - well hei si Kommunikatiounsflëss, déi automatesch musse fonctionnéieren, déi och noutwendeg sinn, wann een alles dat wëllt ofsécheren a garantéieren, wat muss an der Loftfahrt ofgeséchert ginn -, datt och all meng Méi mer och maachen, fir och déi Kommunikatioun esou hinzekréien, wéi se muss sinn.

Vill Diskussioune sinn an deene leschte Woche gelaf. Vill Diskussioune wäerten och nach kommen. An dat kréie mer och hin! Fir dann ze soen, och den Text vun der FABEC - ech wollt och do eng Kéier dem Rapporteur villmools Merci soen -, ech si frou, datt mer hei relativ schnell konnten am Ëmsetze sinn. Och dësen Text dréit eppes dozou bäi, wéi déi Administratiounen an deenen nächste Jore wäerte fonctionnéieren.

Well deen Text hei organiséiert am Fong de ganzen europäesche Loftraum, an haaptsächlech eng aner Zort vu Kommunikatioun, wat déi Kommunikatioun ass, déi déi europäesch Navigatiounsadministratiounen ënnerenee sollen hunn, respektiv och déi Diskussioun an déi Kommunikatioun, déi déi europäesch Loftfahrtkontrollorganisme musse mateneen hunn. Esou datt do och nach eng ganz Rei Diskussioune musse gefouert ginn, fir dat an der Praxis an deenen nächste Méint - well dat muss am Dezember stoen - an de Gréff ze kréien.

Ech mengen, dat, wat mir elo hei gemaach hunn, dat war haut ee vun deenen einfachsten Deeler. Ech si frou, datt mer schnell waren. Dat, wat an deenen nächste Méint usteet, dat wäert wesentlech méi ee schwéieren Deel sinn, well dee FABEC europawäit respektiv tëschent deene sechs Länner a Kraaft trieden ze loossen an an d'Realitéit ëmzesetzen, dat ass nach e ganz anere Match, wou mer an deenen nächste Méint vill Ustrengunge musse maachen, fir dat och fristgerecht a korrekt ëmzesetzen.

Merci dem Rapporteur a Merci der Kommissioun.

M. le Président.- Merci dem zoustännege Minister. Da komme mer elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6303 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert (par Mme Nancy Arendt), Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes (par M. Marcel Oberweis), MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter (par Mme Marie-Josée Frank);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Claude Haagen (par M. Alex Bodry), Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Carlo Wagner), Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Fernand Etgen), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung vun haut ukomm. D'Chamber kënnt muer nees um zwou Auer zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.01 heures)

CHAMBRE
DES DÉPUTÉS

d'Chamber live
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

SÉANCE 12

MERCREDI,
14 DÉCEMBRE 2011

Présidence: M. Laurent Mosar, Président

Sommaire

1. Déclaration de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, relative aux conclusions du Conseil européen des 8 et 9 décembre 2011, suivie d'un débat

- *Déclaration: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État*
- *Débat: M. Marc Spautz, M. Claude Meisch, M. Ben Fayot, M. François Bausch (dépôt d'une motion), M. Gast Gibéryen, M. Serge Urbany*
- *M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État*
- *Vote sur la motion (rejetée)*

2. Question urgente n°1801 de M. Fernand Etgen sur la Tripartite

- *M. Fernand Etgen - M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État*

3. Résolution relative à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant les règles relatives aux paiements directs en faveur des agriculteurs au titre des régimes de soutien relevant de la politique agricole commune (COM(2011) 625)

- Art. 169 du Règlement de la Chambre
- *M. le Président*
- *Vote sur la résolution (adoptée)*

4. Résolution relative à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil portant organisation commune des marchés des produits agricoles (règlement «OCM unique») - (COM(2011) 626)

- Art. 169 du Règlement de la Chambre
- *M. le Président*
- *Vote sur la résolution (adoptée)*

5. Résolution relative à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant les règles relatives aux paiements directs en faveur des agriculteurs au titre des régimes de soutien relevant de la politique agricole commune (COM(2011) 625)

- Art. 169 (5) du Règlement de la Chambre
- *M. le Président*
- *Vote sur la résolution (adoptée)*

6. Résolution relative à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader), proposition législative émanant de la Commission européenne (COM(2011) 627)

- Art. 169 (5) du Règlement de la Chambre
- *M. le Président*
- *Vote sur la résolution (adoptée)*

7. 6362 - Projet de loi portant réorganisation de l'établissement public nommé «Salle de concerts Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte» et de la Fondation Henri Pensis

- *Rapport de la Commission de la Culture: Mme Martine Mergen*
- *Discussion générale: Mme Lydie Polfer, M. Marc Angel, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser*
- *Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

8. 6207 - Projet de loi portant modification de la loi portant approbation du Protocole portant modification de la Convention Benelux en matière de propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles), fait à Bruxelles, le 22 juillet 2010

- *Rapport de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire: Mme Lydia Mutsch*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

9. 6307 - Projet de loi modifiant et complétant l'article 76 de la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental

- *Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports: M. Fernand Diederich*
- *Discussion générale: M. Emile Eicher, M. André Bauler, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser*
- *Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

10. 6335 - Projet de loi portant approbation du Mémorandum d'accord concernant la coopération dans le domaine de la gestion des crises pouvant avoir des conséquences transfrontalières entre le Royaume de Belgique, le Royaume des Pays-Bas et le Grand-Duché de Luxembourg, signé à Luxembourg, le 1er juin 2006

- *Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Marc Angel*
- *Discussion générale: Mme Martine Mergen, M. Fernand Kartheiser*
- *M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

11. 6263 - Proposition de loi

1. portant modification de la loi du 21 décembre 2007 portant réglementation du financement des partis politiques;
2. portant modification de la loi électorale modifiée du 18 février 2003

- *Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle: M. Paul-Henri Meyers*
- *Discussion générale: M. Jean-Pierre Klein, M. Marc Spautz, M. Félix Braz, M. Gast Gibéryen, M. Claude Meisch*
- *Vote sur la proposition de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; Mmes Marie-Josée Jacobs, Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, Jeannot Krecké, Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler, Mme Octavie Modert, M. Marco Schank et Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.00 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Mir héieren de Mëtteg eng Deklaratioun vum Här Premierminister Jean-Claude Juncker iwwert den Europäesche Conseil vum 8. an 9. Dezember, mat uschléissender Debatt. Bei der Debatt huet all Fraktioun zéng Minutten zegutt, d'ADR fënnef Minutten, déi Lénk zwou an eng hallef Minutten an d'Regierung zéng Minutten, no der Interventioun vun den Deputéierten.

An elo ginn ech dem Här Premier Jean-Claude Juncker d'Wuert fir seng Deklaratioun.

1. Déclaration de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, relative aux conclusions du Conseil européen des 8 et 9 décembre 2011, suivie d'un débat

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt verschidde Fassongen, fir e Parlament ze beleidegen. Ech beherrsche keng vun deenen. Mä eng dovu wier, fir ze erklären, wourëms et bei enger Debatt geet. Well ech wëll dovun ausgoen, an ech mengen dat och maachen ze kënnen, dass déi Décisiounen, déi d'Stats- an d'Regierungschefen den 8. an 9. Dezember zu Bréissel geholl hunn, dësem Haus am Detail bekannt sinn. Si si jo publizéiert ginn, si si beschriwwe ginn, si si kommentéiert ginn, si si kritesch bewäert ginn, an ech mengen, dofir wier et iwwerflëssig, fir am Detail dee ganzen Tapis ofzerullen, wou déi Stécker drop ze fanne sinn, déi d'Décisiounsmass vum 8. an 9. Dezember ausmaachen.

Dofir wëll ech just e puer allgemeng Bemierkunge maachen, nodeem ech de Vizepremier och hei an der Chamber begréisst hunn, an eenzel spezifesch Commentairë maachen.

Ech wëll fir d'Éischt soen, just fir den atmosphäresche Kontext vun dëser Debatt a vun all deem, wat déi lescht Woche geschitt ass, ze rétabléieren, dass mer et, entgéint deem, wat an den Zeitungsiwwerschréften heiansdo steet, net mat enger Eurokris ze dinn hunn. Eis Währung ass net a Gefor, net an hirem Ensembel an net an hiren Detailimplicatiounen, fir déi Leit, déi déi Währung hir eegen nennen.

Mir hunn et hei mat enger Verschëldungskris an eenzelne Länner vun dem Eurowährungsgebitt ze dinn. An et geet drëm, fir erëm Vertrauen an déi Währungsunioun, an dat Währungsgebitt zréckzebréngen.

D'Vertraue vun de Finanzmäert fir d'Éischt, jo. Dat si wichteg Acteuren, e bësse méi wéi Coacteure vun der aktueller Situatiounsbegradegung. Mä ech hunn net ganz gären, wann d'Politiker an Europa soen - ech maachen dat och heiansdo, well ech muss mech jo dem Slang upassen -, dass hei alles muss gemaach ginn, fir d'Vertraue vun de Finanzmäert erëmzekréien.

D'Finanzmäert si wichteg, si hunn heiansdo gutt Argumenter, heiansdo hallef gerechtfertegt Reflexer, mä si sinn eis namentlech eigentlech net bekannt. Mir schwätze vun de Finanzmäert wéi wann dat Leit wieren, déi mer géifen duzen. Ech begéine vill Finanzmaartacteuren, vill Analysten, mä ech mengen net, dass ech d'Finanzmäert géif identifizéiere kënnen. Mir geet et bei all deem, wat mer maachen, hei an zu Bréissel, drëm, fir emol d'Vertraue vun de Mënschen an den europäesche Projet an an déi europäesch Währung zréckzegewannen.

Ech setzen éischter op d'Vertrauenszréckgewënnung bei de Mënschen, bei de Bierger an der Eurozon, wéi op d'Zréckgewanne vun dem Vertraue vun de Finanzmäert. Wa mer dat kréien, tant mieux. Wa mer dat Vertraue vun de Finanzmäert erëmkréien ouni parallell gläichzäiteg dozou d'Vertraue vun de Mënschen erëmzekréien, dann ass déi Aarbecht, déi mer amgaange sinn ze maachen, nëmmen hir Halschent wäert.

Dat, wat mer déi lescht Woch zu Bréissel den 8. an den 9. gemaach hunn, dat ass, entgéint deem, wat méi Opgereegter als Message an d'Welt erausginn, keng endgülteg Léisung vun der Fro, mat där mer et hei ze dinn hunn. Et ass d'Schafung vun deenen noutwendege Grondviraussetzungen, déi mer brauchen, fir Schrëtt fir Schrëtt, am Kader vun engem sech op eng laang Zäit hinzéiende Prozess, mat där Kris hei fäerdeg ze ginn.

Dofir ass dat, wat mer d'lescht Woch décidéiert hunn um Niveau vun de Stats- a Regierungschefen, ouni all Zweifel, obwuel keng endgülteg Léisung, dach awer ee Schratt an déi richteg Richtung, well mer déi zukünfteg Grondarchitektur no Iwwerpréiwung besser kënne beschreiwen an duerstellen, well mer dem Wuessen an dem Ginn an der Währungszon méi Prévisibilitéit bäibruecht hunn. Well mer et fäerdegbruecht hunn, op eng, wéi ech fannen, partiell onkomplett Aart a Weis, d'Intersektioun tëschent der Soliditéitsleeschtung vun deenen, déi an der Vergaangenheet net richteg gewirtschaftet hunn, an der Solidaritéitsnoutwendegkeet vun deenen, déi sech besser stinn, ze ameubléieren.

Et ass kee Befreiungsschlag, dee mer en Donneschdeg an e Freideg gemaach hunn. An ech si ganz zréckhalend bei der Attributvergebung „historesch", well ech hu schonn un esou villen historesche Sommete bäigeholl (veuillez lire: deelgeholl), dass ech vu lauter Geschicht ënnerginn.

(Hilarité)

Net all Sommet ass ee Sommet. Il y a parfois des sommets qui ne sont que des collines.

Dat, wat mer d'lescht Woch gemaach hunn, war éischter ee Sommet. Mä et muss een awer wëssen, dass mer do iwwer vill Hiwwelen hu misse goen an dass och erëm vill Hiwwelen hannendrukommen. Hei sinn effektiv Biergsteigerqualitéite verlaangt, mä et sinn awer och Marathonsleeferqualitéite verlaangt bei der Bewältegung vun där globaler Kris, an där hirem Epizentrum Europa, total onverdéngterweis, steet, déi hei gefrot sinn.

Ech soen, onverdéngterweis si mer am Epizentrum vun enger globaler Kris, well eis fundamental Daten, op déi soss d'Finanzmäert an d'Ratingagenturen an aner Gurue vun dëser Welt esou vill Gewiicht leeën, jo an Europa däitlech besser sinn, wéi op anere Plazen an der Welt!

An de Vereenegte State vun Amerika - ech si strikt onfäeg, fir systematesch all déi amerikanesch Reflexer ze kultivéieren - sinn d'Budgetsdefiziter an d'Verschëldungsstänn méi héich wéi am Duerchschnëtt vun der Währungszon. Datselwecht trëfft zou fir Japan, déi beispillsweis 200% Statsschold hunn. Dat hunn d'Italiener ni fäerdegbruecht, 200% Statsschold ze accumuléieren. Dat ass och wouer fir dat Vereenegt Kinnekräich déi aner Säit vum Kanal.

An anere Wierder: Dat hei ass keng total Léisung, et ass kee Befreiungsschlag, mä et ass d'Setze vu richtege Schrëtt an déi richteg Richtung, déi eis et lues a lues erlaben, wa mer keng Feeler maachen, zu positiv konklusive Resultater ze kommen.

Mir hunn een zwëschestaatleche Vertrag an d'A gefaasst, eis op de Prinzip vun deemselwechte gëeenegt d'lescht Woch zu Bréissel. Dat ass keng Ofännerung vum Vertrag iwwert d'Europäesch Unioun. Dofir brauche mer 27 Staten. Dat ass een zwëschestaatlecht Arrangement tëschent op jidde Fall deene 17 Eurostate plus wahrscheinlech, mä net sécher, 26 EU-Staten, well Groussbritannien jo fir sech selwer décidéiert huet, dee Vertrag, dee bis de Mäerz 2012 muss ënner Dach a Fach sinn, net positiv an deemselwechten ze gestalten, mä sech selwer aus deemselwechten ausschléissend matzebegleeden.

Mir wier et léiwer gewiescht, an et war och d'Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung, mir hätten dee Vertrag zu 27 gemaach. Ech genéissen dat guer net an huelen och net deel un - mir hu kee richtegt lëtzebuergescht Wuert derfir - där „Häme", déi elo iwwert déi britesch Regierung do erabrécht. Zu Recht! Déi muss zu Recht kritiséiert ginn. Mä et soll een net feieren, dass mer et net fäerdegbruecht hunn, zu 27 een neien, net extensiven, mä limitéierte Vertrag ze maachen.

Divisioun ass net gutt fir Europa. Divisioun ass net gutt fir eis an Divisioun ass och net gutt fir England. Mä déi Tatsaach, dass mer net zu 27 eens gi sinn, stellt eis virun ee gewaltege juristesche Problem, deen éischter an der aktueller Kommentéierung vun deem, wat d'lescht Woch zu Bréissel geschitt ass, ënnerbeilicht bleift.

Wéi mécht een dat, fir Artikelen aus engem Vertrag zu 27 ausserhalb vun engem Vertrag zu 26 elo ofzeänneren, dass se sech op déi 26 applizéieren a vun deem 27. an der Applikatioun net kënne verhënnert ginn? Dat ass méi wéi eng Knobelaarbecht, déi d'Juristeservicer vun der Kommissioun a vum Conseil, och vum Parlament, wéi ech weess, de Moment ze erleedegen hunn, an un de juristesche Problemer schaffe mer.

Woubäi een net de Feeler soll maachen, wéi dat lafend och an der europäescher Press geschitt, dee Virgang hei mat den Ufanksstonne vum Schengen-Vertrag ze vergläichen. Schengen huet op der grénger Wiss ugefaangen, a mir ware fräi fir ze maachen, wat mer wollten. An hei fänke mer an engem Vertrag un, deen alles anescht wéi eng gréng Wiss ass, a mir mussen e bal total, wat d'Zuel vun den ënnerschreiwende Memberstaten ubelaangt, änneren.

Dofir si mir der Meenung an der Lëtzebuerger Regierung, dass alles muss gemaach ginn an nächster Zäit, esou séier wéi méiglech, fir aus deem Vertrag, dee mer eis apprêtéieren, zu maximal 26 ofzeschléissen, ee Vertrag zu 27 ze maachen, fir dass mer keng juristesch Grondlinnen duerch Europa zéien, déi sech eng par rapport zu där anerer auserneebewegend an d'Zukunft eran orientéieren.

Ech wëll zu e puer Substanzdeeler vun der Décisioun vun dem leschten 8. an 9. Dezember eppes soen. Ech weess ni richteg, wéini dass déi Décisioune gefall sinn, well ech mäin Dag do um hallwer eng den 8. ugefaangen hunn a mueres den 9., dunn hat ech scho Gebuertsdag, wat awer am allgemengen Evenement partiell ënnergaangen ass.

(Hilarité)

Ah neen, dach! Anerer konnte sech schonn drun erënneren, dass mer genau 20 Joer virdrun, den 9. Dezember, de Maastrichter Vertrag ofgeschloss hunn. Mä well ech deen Eenzege sinn, deen dee Vertrag iwwerlieft huet, war d'Zuel vun deenen, déi dat genau wossten, relativ kleng. Ech weess also net, ob déi Décisiounen op den 8. oder den 9. Dezember ze datéiere sinn, mä ech wëll zu eenzelnen eppes soen.

Fir d'Éischt wëll ech an Erënnerung ruffen, an dat ass nämlech ënnergaang bei der als „historesch" beschriwwener Begeeschterung vun Eenzelnen - ech géif dat net esou aklassifizéiert wëlle gesinn -, dass mer eis schonn an de leschte Méint op dee berühmten „Sixpack" gëeenegt hunn. An all Politiker schwätze vum „Sixpack" a wonnere sech dann driwwer, dass kee Mënsch méi an Europa versteet, wat mir dann eigentlech do schwätzen.

(Hilarité)

Mä ech wëll Iech just soen, den „Sixpack", deen hu mer ugeholl. An do geet et am Wiesentlechen ëm eng Ongenügend. An dofir ass dat elo verbessert ginn, de Renforcement vun der Budgetsdisziplin. Dobäi geet et am Wiesentlechen ëm d'Regelen, déi d'Koordinéierung vun der gemeinsamer Wirtschaftspolitik sollen encadréieren, bis hin zu der Behandlung vu makroekonomeschen Ongläichgewiichter, wat keng onwichteg Fro ass an enger Währungsunioun.

Obschonn déi makroekonomesch Ongläichgewiichter an der Eurozon net méi grouss si wéi déi makroekonomesch Ongläichgewiichter an dem US-Dollarraum, mä mat deene Froe beschäftege mer eis, an ech denken och, dass de Finanzminister eng Sonderdebatt an der Finanzkommissioun an duerno hei am Plenum iwwert déi Aspekter féiert. Well dat muss jo alles an eis national Législatioun no där Debatt iwwergefouert ginn.

Jiddefalls ass et richteg, deen „Sixpack" mécht d'Sanktiounen, d'Ausenanersetzungsmechanisme mat sech net korrekt par rapport zu de Regele behuelende Memberstate vun der Europäescher Unioun méi séier, ass méi preventiv an ass ergo och méi effizient am Ëmgang mat Dérapagen, déi et an der Haushaltspolitik vun den eenzelnen Euro-Memberstate ka ginn.

Mir hunn eis zu Bréissel ee Joer ze spéit op een total richtegen Ëmgang mat de Sanktiounen, déi géint déi Memberstaten ze ergräife sinn, déi sech net un d'Regelen halen, gëeenegt. Et ass eis gelongen, an ech gehéieren net zu deenen, déi ëmmer soen, ech hu mech duerchgesat, mir hu gewonnen... Et gëtt kee Raum, wou et méi Gewënner gëtt, wéi de Raum, an deem d'europäesch Stats- a Regierungschefe sech zesummefannen, an ech héieren ni een, dee gesot huet, ech hu verluer. Dofir ass dat eigentlech ondiplomatescht Gebraddels, fir ëmmer ze soen, ech hu gewonnen an déi aner hunn noginn.

Wat ass dat fir eng Opfaassung vun europäesche Saachen, dass déi eng sech duerchsetzen an déi aner verléieren? Dat ass jo eng Aart a Weis, fir mateneen ëmzegoen a fir d'Leit och spieren ze dinn, wéi Europa fonctionnéiert, déi total nieft dem Dill läit.

Mä et ass eis gelongen, eis alleguer, fir sécherzestellen, dass Sanktioune géint Memberstaten, déi ze vill Defizit maachen, dass déi méi automatesch ginn doduerch, dass, wann d'Kommissioun feststellt, dass ee Memberstat ee vill ze héijen Defizit huet, déi Décisioun, fir déi an eng exzessiv Defizitprozedur anzeweisen, besser kann doduerch geholl ginn, dass mer an Zukunft doriwwer mat ëmgedréitener qualifizéierter Majoritéit décidéieren.

Wann d'Kommissioun fréier gesot huet, huele mer emol theoretesch Beispiller, Däitschland oder Frankräich hätten ze vill Defizit, dann hu mer misse mat enger qualifizéierter Majoritéit där Feststellung vun der Kommissioun zoustëmmen, fir dass déi Länner konnten an eng exzessiv Defizitprozedur agewise ginn. Elo, bei der ëmgedréitener qualifizéierter Majoritéit, musse mer mat qualifizéierter Majoritéit oflehnen de Befund vun der Kommissioun, dass, fir theoretesch Beispiller ze huelen, déi sech an der Vergaangenheet jo nach ni presentéiert hunn, Däitschland a Frankräich an defizitärer Positioun wieren.

Dat ass eng massiv Stäerkung vun der Aflosszon vun deene klengen a mëttlere Staten. Dat schléit déi Dier zou vun deem Raum, an deem déi grouss Länner sech ënnerenee verstännegt hunn, fir eng blockéierend Minoritéit géint een däraarteg lautende Beschluss vun der Europäescher Kommissioun erbäizeféieren.

Dat ass mer dofir wichteg, well et eng Protektioun ass vu klenge Länner géint budgetäert Feelverhale vu grousse Länner. Et ass eng Protektioun vu klengen a mëttlere Länner. Dat ass net meng Antriebsfieder an Europa, mä et ass awer een Element, wat mer hei scho wichteg war, derfir ze suergen, dass mir net ofgestrooft ginn duerch d'Netbestrofe vu grousse Länner, déi Feeler maachen.

Dir wësst, a wat fir engem Mooss dass ech d'Ratingagenturen a mengem Häerz droen. Mä ofzestreiden, dass d'Ratingagenture richteg gesinn, esou wéi eise Finanzminister dat och gesot huet, dass mer Problemer an der gesamter Eurozon hunn, well eenzel Länner grouss Problemer hunn, déi mer net gemeinsam begradegt kréien, ass jo net eng wëssenschaftlech Ineptie, mä einfach ee Constat, dee sech zwangsleefeg ergëtt. Dat heescht, wa vill Länner a vill grouss Länner Scholde maachen an Defiziter maachen, ouni dass se gebremst ginn, da kënnt eis eege Bonitéit, eis eegen Héchstqualifizéierung duerch d'Finanzmäert, duerch d'Ratingagenturen an duerch d'Gefill vun de Mënschen a Gefor.

Ergo hu mer Interessi dodrun, dass mer dorénavant, wat esou vill heescht wéi vun elo un, mat ëmgedréitener qualifizéierter Majoritéit a Saachen Etappebewältegung vum Stabilitéitspakt an notamment Antrëtt an d'exzessiv Defizitprozedur an an d'Sanktiounscortègë geschitt (veuillez lire: an d'Sanktiounscortègen décidéieren).

Dat war d'konstant Positioun vun deenen dräi Benelux-Regierungen, déi, onofhängeg vun hirer variabeler Zesummesetzung, dat ëmmer esou gesinn hunn. Dat ass d'Annullatioun, den totalen Dementi vun engem Deel vun de Beschléss, déi zu Deauville vun zwee Memberstate vun der Europäescher Unioun getraff gi sinn a géint déi d'Benelux-Staten, a mir haaptsächlech och, an alle Prozedure vun dem Ministerrot plädéiert hunn.

An dofir si mer doriwwer extrem frou, well mer jo net däerfe vergiessen, dass nieft der Finanz- a Wirtschaftskris déi Verschëldungskris vun eenzelne Memberstate vun der Europäescher Unioun an domat d'Gefährdung vun der Finanzstabilitéit vun der gesamter Eurozon haaptsächlech drop zréckzeféieren ass, dass an eenzelne State vun der Währungsunioun iwwer Jorzéngten an och an deene leschte Joren, trotz Warnungen an trotz intensivem Zourieden, ze vill Defiziter an ze vill Scholde gemaach ginn.

De Problem vun der aktueller Verschëldungskris ass net d'Wirtschaftskris, an där mer sinn, mä ass den net korrekten Ëmgang mat den nationale staatleche Finanzen an eenzelne Memberstate vun der Währungszon. An dat gëtt an Zukunft verbessert duerch d'Verstäerkung vun deene Sanktiounsmechanismen, déi méi séier kommen a méi automatesch kommen a méi effizient wierken, déi mer elo aféieren.

Mir hunn et och hikritt dee leschten Donneschdeg a Freideg an der belscher Haaptstad, fir a Saache Bedeelegung vun dem Privatsecteur un der Behiewung vun de Scholdekrisen an eenzelne Memberstaten endlech erëm zu engem allgemeng verständleche Kloertext zréckzekommen doduerch, dass mer deen Androck verwëschen, endgülteg verwëschen, wéi wann ëmmer, wann ee Stat mat senger Verschëldungskris a mat sengem Scholdestand net zurechtkënnt, de Privatsecteur, dat heescht d'Banken, dat heescht d'Fongen, dat heescht d'Versécherungen, mussen an d'Täsch gräifen, fir déi Scholdekris ze behiewen.

Dat hu mer am Fall vu Griichenland gemaach, wou ech selwer och d'Verhandlungen ze féieren hat, andeem mer de Banken an aneren dat hu missen erklären. An ech sinn nodréiglech och do derfir! Well ech soen, d'Finanzindustrie, där mer jo nëmme Merci ze soen hu fir hiert Behuelen déi lescht Joren, muss och bereet sinn, d'Bewältegungsresponsabilitéit ze iwwerhuelen. Ech sinn also, wann ech dat kann esou soen, ideologesch derfir, dass d'Finanzindustrie sech ëmmer muss un de Käschte vun der Kriseneliminatioun bedeelegen. Et ass wahrscheinlech eng Iwwerraschung fir dëst Haus, wann ech hei zu Protokoll ginn, dass ech awer och lernfäeg sinn.

An ech hunn, schonn ier mer dat a Griichenland gemaach hunn - mä do ass et net anescht gaang, well et ass esou een exzeptionelle Fall, dass et ouni d'Bedeelegung vun dem Privatsecteur net geet -, séier geléiert, dass, wa mir an Europa, an der Eurozon dat eenzegt Währungsgebitt an der Welt sinn, wou, vu vireran a prinzipiell, geet et ëm d'Behiewung vun enger Verschëldungskris, de Privatsecteur sech muss bedeelegen, mer dozou bäidroen, dass natierlech kee Mënsch, kee privaten Investisseur méi bereet ass, sech nach an iergendengem Land vun där Währungszon ze engagéieren, well e jo prinzipiell riskéiert, ier et iwwerhaapt richteg lassgeet, op ee groussen Deel vu senge Fuerderungen ze verzichten.

Déi Lëtzebuerger Banke behaapten, ech wier net hire Frënd. Do ire se sech, mä ech sinn am Prinzip kee Frënd vun der Finanzindustrie, wa se sech net responsabel behëlt. An dat betrëfft an engem ganz klenge Mooss nëmmen d'Luxemburgensia an deem wäite Feld. Mä wann ee gesäit, dass een eng Regelung mécht, déi déi „Gerechtigkeitslücke" fëllt, déi doranner besteet, dass d'Leit soen: Hei muss de Steierzueler bezuelen, an d'Banken droen näischt zur Bezuelung vun der Kris bäi!, wann een déi doduerch fëllt, dass een awer d'Investisseuren aus Europa erausdreift, dass een déi dozou bréngt, ee groussen Tour ronderëm Europa ze maachen, dann ass dat net de gudde Wee.

A mir stelle fest ee grousse Kapitaloffloss an Europa, mir stelle fest, dass d'Investisseure sech no Asien an no aneren opstriewenden Ekonomien dirigéieren an net méi an Europa de Moment investéieren. Dat huet ee gär oder et huet een et net gär, mä d'Ursaach derfir ass, dass déi Investisseuren net wëllen de Risiko lafen, dass se een Deel vun hirem Investissement verléieren, wann d'Politik sech falsch beweegt. An dofir ass et richteg, dass mer gesot hunn, dass et net méi prinzipiell an Zukunft esou ass, mä just exzeptionell am griichesche Fall esou war, dass de Privatsecteur sech muss finanziell duerch Verzicht un der Behiewung vun der Scholdekris bedeelegen.

Zweet Annullatioun vun dem Beschloss, deen zu Deauville d'lescht Joer am Oktober getraff gi war an ouni dee mer dat dote schonn hätten in due-time kënne maachen an eis vill Misär, wéi ech fannen, erspuert hätten.

Den EFSF, dee Rettungsschierm, deem säi Sëtz hei zu Lëtzebuerg ass, dee gëtt duerch d'Beschléss vum Sommet vun der leschter Woch gestäerkt doduerch, dass déi Hiewelwierkungen, op déi d'Finanzministere sech schonn ee Mount virdru gëeenegt haten, eng eklatant Bestätegung fannen. An dat dréit dozou bäi, dass mer e Schutzwall, eng Feiermauer géint weider Ausbreedung vun der Ustiechungsgefor opgeriicht hunn. An dat ass noutwendeg, well aus der griichescher verfuerener Situatioun, trotz alle Bemëiunge vun der griichescher Politik an de Mënschen a Griichenland, net däerfen déi gëfteg Gasen iwwert de Rescht vum Kontinent sech hinzéien, déi mer, well se d'Leit an anere Länner och krank maachen, onbedéngt mussen un hirer Verbreedung hënneren.

D'Europäesch Zentralbank gëtt Agent vun dem Europäesche Rettungsschierm. Dat heescht, dass d'technesch Expertise vun der Zentralbank der Équipe vum Klaus Regling, déi hei zu Lëtzebuerg sëtzen an déi den EFSF do géréieren, un d'Säit sprëngt, well mer net déi Expertise am Kader vun deem Beräich bis elo hunn, déi d'Europäesch Zentralbank huet. D'Finanzmäert huelen dat méi opmierksam zur Kenntnis wéi anerer, déi sech dat erkläre musse loossen.

Deen definitiven, dee permanenten, deen dauerhaften Europäesche Stabilitéitsmechanismus, deem säi Start mer virgesinn hate fir de Juli 2013, dee gëtt virverluecht, de Start, op Juli 2012, jiddefalls op d'Joer 2012. An zu deem Zweck, well deen dauerhafte Schierm, dee mat 500 Milliarden Euro dotéiert ass - am Mäerz vum nächste Joer iwwerpréiwe mer, ob do musse méi grouss Zommen alignéiert ginn -; deen Europäesche Stabilitéitsmechanismus, well en éischter ufänkt, bréngt fir eist Land och d'Obligatioun mat sech, dass mer schonn am Joer 2012 ufänken, dat anzebezuelen, d'Kapital unfänken anzebezuelen. Dat sinn 80 Milliarden Euro fir all Memberstaten op fënnef Joer betruecht, opgedeelt op fënnef Etappen zu jeeweils 16 Milliarden. Dat sollt am Joer 2013 ufänken. Mir mussen domat am Joer 2012 ufänken.

Ech perséinlech sinn der Meenung - et gëtt net vu jiddwerengem gedeelt -, dass dat ganzt Kapital soll am éischte Joer abezuelt ginn, well mer dann einfach déi Feierkraaft zur Verfügung hunn, déi kredibel ofschreckend op Spekulante wierkt. Mä dat ass eng Décisioun, déi ech net komme gesinn, mä vun där ech awer frou wier, wa se géif kommen, well et wier eng Décisioun vum gesonde Mënscheverstand. Mä wéi esou dacks scho stellen ech fest, dass deeselwechten, dee gesonde Mënscheverstand, an der Europäescher Unioun relativ ongläichméisseg verdeelt ass, sou dass ech mer net allze vill Illusiounen doriwwer maachen.

Dat brauch, fir dass deen ESM, deen Europäesche Stabilitéitsmechanismus, un d'Fléie kënnt, eng Vertrags- net -ännerung, mä -neifaassung. Mir brauchen ee Vertrag iwwert den Europäesche Stabilitéitsmechanismus. Deen hunn d'Finanzministeren esou wäit fäerdeg. Ech hu sechsmol dëst Joer eng Sitzung vu 27 Finanzministere geleet, fir déi Saachen do an d'Rei ze bréngen.

Elo, well mer elo eng aner Regelung getraff hunn, wat d'Privatgläubigerbeteiligung ubelaangt, well déi net méi ex ante an a priori systematesch a prinzipiell kënnt, mä nëmme méi an der Linn vun de Praxisse vum Internationale Währungsfong ka geschéien, wat bedéngt, dass den Artikel 12 vun deem Vertrag eliminéiert gëtt a senger jëtzeger Fassung an an d'Considéranten auswandert, wou de Prinzip festgeluecht gëtt, dass den „private sector involvement", also d'Bedeelegung vu privaten Investisseuren, net prinzipiell geschitt.

Dee Vertrag, soubal wéi en ofgeschloss ass, wëlle mer, Här President, Iech selwer an de Kolleegen heibanne spéitstens dräi Wochen no senger definitiver Verabschiedung hei virleeën, well dat ass natierlech een Engagement vu Lëtzebuerg finanziellen Zouschnëttes, wat ouni parlamentaresch Zoustëmmung net ka gemaach ginn.

Mä deen ESM-Vertrag, dee permanente Stabilitéitsmechanismus, gëtt méi flexibel doduerch gestalt, dass mer, och an Ofännerung vun deem elo virleienden Avant-projet zu deem Vertrag, déi Dispositioun erausbriechen, déi wëllt, dass all Décisioune vum Europäesche Stabilitéitsmechanismus mussen eestëmmeg getraff ginn. Mir soen elo, dass an Drénglechkeetsfäll mat qualifizéierter Mehrheet vu 85% kann ofgestëmmt ginn. Dat ass ee weidert Ofrécke vun hirer Positioun vun deene grousse Memberstaten, dorënner déi zwee gréissten ënnert hinnen.

Wichteg fir eis ass aus nationaler Siicht, dass déi Gesamtrevisioun vum Pakt a vu senge Regele méi streng Regele virgesäit fir déi Staten, déi an enger exzessiver Defizitprozedur sinn. Dat heescht, fir déi, déi entweder iwwer 60% Scholdestand hunn oder ënner 3% Defizitstand leiden, déi gesi sech mat enger méi staarker Konditionalitéit konfrontéiert wéi déi State wéi mir. Mä et gëtt der net vill wéi mir, déi wäit vun deenen Defizitgrenzen - nach - ewech sinn, wat d'Budgetsgrenz ubelaangt.

Mir mussen awer wëssen, dass relevant ass beim ganze Pakt eng Notioun, déi mer heiheem net vill behandelen, dat ass den „medium-term objective", op Lëtzebuergesch genannt dat mëttelfristegt Finanzzil, an dat seet fir Lëtzebuerg net nëmmen, wat jo dem gesonde Mënscheverstand entsprécht, dass ee muss een ausgeglachene Budget hunn, mä seet fir Lëtzebuerg, wéinst deenen indirekte Verbindlechkeeten, déi mer am Pensiouns-, am Rentewiesen hunn, dass mer mussen eigentlech ëmmer all Joer en Excédent vun 0,5% vum Bruttoinlandsprodukt hunn.

Nun hu mer gesot als Regierung, mir wëllen e Gläichgewiicht hunn am Joer 2014, wat d'gesamtstaatlech Finanzen ubelaangt. A mir sinn derbäi, aneren, déi eis net esou gutt kenne wéi mir eis selwer net wëlle gesinn, ze erklären, dass mer deen 0,5%ege Budgetsexcédent, deen „medium-term objective", an de Joren 2015/2016 wëllen erreechen.

Déi Länner, déi an engem exzessiven Defizitverfahre sinn, dat heescht, déi vum Eurogrupp virgeschriwwe kréien, wat se musse maachen, fir erëm an d'Regele vum Stabilitéitspakt zréckzekommen, déi musse mat der Kommissioun eng Reformpartnerschaft ofschléissen, déi vun dem Eurogroup ze décidéieren ass.

Da gëtt et eng ganz Diskussioun iwwer eppes, wat vill Leit net verstinn a wat eigentlech am Liicht gekuckt och schlecht ze verstoen ass, dat ass déi sougenannten „golden rule" oder d'Scholdebrems. Dorëms sinn elo vill romantiséierend Gedichter geschriwwe ginn. Déi golde Regel, wat iwwerhaapt historesch guer net déi golde Regel ass, well déi golde Regel an der Finanzwëssenschaft ass, dass een net méi Scholden däerf hunn, wéi een Investitiounsausgaben huet. An hei gëtt d'golde Regel och als déi presentéiert, déi seet, dass ee muss en ausgeglachene Budget hunn. An dofir ass de richtegen Ausdrock och „Scholdebrems".

Déi Regel stellt der Lëtzebuerger Regierung kee Problem. Mir hunn elo een zwëschestaatleche Vertrag, deen amgaangen ass ze entstoen. Mir hu Regelen am Stabilitéitspakt, déi ëmgeännert gi sinn, déi dat net nëmme virtuell, mä reell virschreiwen. Dat sinn Texter, déi an der Hierarchie vun den Norme souwisou aneren Texter iwwergeuerdnet sinn, och den nationale Verfassungen, wat eng laang Debatt ass an och eng soll sinn. An dofir bräicht een dat eigentlech net. An dofir hunn ech mech och net verausgabt, weder rhetoresch nach inhaltlech, bei der Behandlung vun där Fro bis elo.

Mir hunn elo festgehalen, dass et déi Scholdebrems soll ginn, dass déi soll an d'national Verfassungen oder an équivalent juristesch verbindlech Texter agefouert ginn. Mir sollen dat maachen, well mir hu jo keen Intérêt drun, als eent vun deenen Eurolänner, déi den niddregsten Defizit hunn an déi niddregste Statsschold hunn, eis ze distinguéieren op deem Plang. Déi Regel ass jo de bon sens, a mir applizéiere se souwisou.

Ech sinn awer aus iwwergeuerdnete statspolitesche Grënn dergéint, fir dat an eng Verfassung ze schreiwen. Ech si mer mam Finanzminister a mam Ausseminister driwwer eens ginn, dass mer dat an ee Gesetzestext solle schreiwen, deen nëmme mat enger besonnescher qualifizéierter Majoritéit kann ofgeännert ginn.

Eis Verfassung ass keen Text, deen inhaltlech Politike beschreift - heiansdo orientéiert en -, mä et ass een organeschen Text, een Text, deen de Stat a sengem Fonctionnement organiséiert, an net inhaltlech Virfestleeungen, mat Ausnahm vun de grousse Prinzipien, Mënscherechter an esou virun, beinhalt.

An dofir, well Der hoffentlech dat alleguer gelies hutt, fillen ech mech Zeil fir Zeil mat engem Artikel an Iwwereestëmmung, déi de Kolleeg Alex Bodry där Deeg an där Zeitung, déi him fréier nostoung, geschriwwen huet…

(Hilarité)

…iwwert déi Fro, déi mer hei amgaang sinn ze behandelen. Mir fannen doriwwer tëschent der Regierung an dem Parlament eng Regelung, ech zweifele kee Moment dodrun, mä ech wollt just soen: Mir schreiwen et net an d'lëtzebuergesch Verfassung!

Mir hätte gären, dass awer een eenheetlechen Text eis emol zur Kenntnis bruecht gëtt iwwert déi inhaltlech Elementer, déi inhaltlech Artikulatioun vun där gëllener Regel, fir dass déi a gläichen Termen an allen Texter kann ëmgesat ginn. Well ee schnellt Liese vun der Scholdebrems an der polnescher Verfassung, an der däitscher Verfassung, an der spuenescher Verfassung, an der ugeduechter éisträichescher Verfassung weist riseg Ennerscheeder konzeptueller Natur a beschreiwender Natur tëschent deenen eenzelne konstitutionellen Dispositiounen, déi d'ailleurs vun der Europäescher Cour de justice nëmmen dahingehend kënnen iwwerpréift ginn, ob dann all Memberstat an engem Text konstitutionellen Zouschnëttes déi Scholdebremsregelung an nationaalt Recht iwwergefouert huet.

Déi och vun Däitschland penetrantst geäussert Meenung iwwert déi lescht Méint, wéi wann en Europäesche Geriichtshaff Verstéiss géint d'Budgetsregele kéint iwwerpréiwen a sanktionéieren, ass natierlech net vun dem Conseil zréckbehale ginn. Ech weess net méi richteg, wie sech do duerchgesat hat. Et ass jiddefalls net zréckbehale gi vum Conseil européen.

Mir hunn eis drop verstännegt, dem Internationale Währungsfong supplementar finanziell Ressourcen zouzeféieren an der Héicht vun 200 Milliarden Euro fir all EU-Staten. An der Hoffnung, déi och opgeet, dass aner Partner weltwäit sech un der Opstockung vun de Ressourcë vum Internationale Währungsfong bedeelegen, esou zwar, dass den Internationale Währungsfong méi Mëttelen zur Verfügung huet, fir an der Eurozon ënner strikte Konditionalitéite weider sech no uewe korrigéierend Interventiounen ze tätegen.

Ech ginn dervun aus, dass dat - dat ass awer esou net festgehale ginn, mä esou ass dat awer -, dass d'Eurostate fir 150 Milliarden Euro musse riichtstoen. Ech wëll dervun ausgoen, dass d'Opbrénge vun deene bilaterale Prêten, déi d'Euro- an d'EU-State plus anerer dem Internationale Währungsfong zoukomme loossen, sech muss no dem Opdeelungsschlëssel, dee souwisou beim Internationale Währungsfong spillt, maachen.

Dat géif fir Lëtzebuerg heeschen, dass mer tëschent 1,5 an zwou Milliarden Euro mussen als Lëtzebuerg e Bäitrag zu der Stäerkung vun de Ressourcë vum Internationale Währungsfong bereetstellen. Ech wollt dem Haus soen, dass mir nach keng festgezurrte Meenung hunn iwwert de Wee, wéi een dat ka maachen.

Mir befannen eis wéi déi aner europäesch Länner och a Verhandlungen, a Gespréicher - loosse mer emol esou soen -, well mat enger onofhängeger Zentralbank kann ee jo net verhandelen. Et däerf ee just mat hir schwätzen, mat eiser Zentralbank, driwwer, wéi déi Zomme kënnen zur Verfügung gestallt ginn, iwwer Prêten, déi d'Staten direkt maachen, déi de Stat direkt mécht, iwwer Prêten, déi d'Zentralbank mécht, iwwer Prêten, déi d'Zentralbank mécht an déi mat enger staatlecher Garantie mussen ënnerluecht ginn.

Mir schwätzen och ufanks Januar mat der Chamber doriwwer. A soubal mer Arrangementer mat der Zentralbank fonnt hunn, déi och sech aklénken an d'Gesamtarrangement, wat d'Geldpolitik an d'Budgetspolitik an der gesamter Eurozon muss erbäiféieren, befaasse mer d'Parlament selbstverständlech mat där Fro, well ech mengen, ob dat elo direkt Sue sinn, déi fléissen - wat ech net mengen -, oder Prête sinn oder Prête sinn, déi garantéiert ginn, dat kann een net ouni parlamentaresch Aussprooch, wahrscheinlech och parlamentaresch Approbatioun maachen. Mir wëlle jiddefalls deen doten Deel vum Pak vun dem 8. an 9. Dezember net ouni eist Parlament, ouni eis Chamber ëmsetzen.

Wichteg ass prinzipiell, dass mer elo eng Debatt als Debatt op en Enn gefouert hunn, déi sech ronderëm d'Koordinatioun vun der Wirtschaftspolitik drängt. D'Koordinatioun vun der Wirtschaftspolitik hu mer nach net. Mir hunn elo gesot, autoprogramméierend, dass den Europäesche Conseil, jiddefalls de Conseil vun de Regierungschefe vun dem Euroraum d'europäesch Wirtschaftsregierung ass.

Weises gëllt! An dofir gëtt jo elo gesot, mir sollen eis um Niveau vun de Regierungschefen eemol de Mount treffen. Ech gesinn deem mat Spannung entgéint. Ob dat och esou geschitt an ob dat dann och esou ergiebeg ass, wéi elo gemaach gëtt, dass dat kéint sinn, do hunn ech recht Zweifelen, déi ech och artikuléiert hunn.

Well wann da Lëtzebuerg virgeschriwwe géif kréien, seng Indexéierung ofzeschafen, da brauche mer jo doriwwer eng Debatt vu véier Stonnen! A wann iwwer Slowenien geschwat gëtt an iwwert d'Belsch an iwwert d'Indexéierungsklauselen am spueneschen Tarifrecht, da brauche mer jo fënnef oder sechs Stonnen! Dat heescht, wie wëllt d'Wirtschaftsregierung sinn, dee muss sech och mat dem Wësse bewaffnen, wat ee brauch, fir kënne sech an intim wirtschaftspolitesch Prozesser vun deenen anere Memberstaten anzemëschen; wat mer musse maachen, mä wou ech net weess, ob d'Regierungschefen déi sinn, déi am beschte gestallt sinn, fir dat ze maachen.

Mä mir hunn eis prinzipiell dorop gëeenegt. An ech géif gären derfir plädéieren, dass mer dat, a), gutt verstinn an, b), och net enthusiastesch, awer mat festem Wëlle begleeden. Mir hunn ee groussen Intérêt drun, dass et zu enger méi staarker Verzahnung vun der Wirtschaftspolitik an deenen eenzelne Memberstate vun der Eurozon kënnt.

Well dat, wat deen ee mécht, huet Auswierkungen op deen aneren. An dat, wat deen een ënnerléisst, huet negativ oder positiv Auswierkungen op deen aneren. An dofir gëtt et noutwendeg, dass mer eng Ex-ante-Diskussioun iwwert déi eenzel Budgetsprojete féieren, a gëtt et noutwendeg, dass mer iwwer all gréisser Reformschrëtt, déi ee Land virhëlt, gemeinsam am Eurogroup doriwwer diskutéieren.

Ech ginn Iech emol ee Beispill aus der Vergaangenheet. Däitschland huet 2005 décidéiert, säin Normalsaz bei der TVA vu 16 op 19% unzehiewen. Och een historesche Kompromëss, well d'SPD hat gesot: „D'TVA muss stoe bleiwen", an d'CDU hat gesot: „Se gëtt 2% erhéicht". Doraus gëtt dann an enger grousser Koalitioun eng Erhéijung vun 3%.

(Interruption)

Dat ass normal, déi eegen Arithmetik, déi grouss Verbänn charakteriséiert.

Mä déi Tatsaach, dass Däitschland seng Mehrwertsteuer am Regelsaz vu 16 op 19% ugehuewen huet, hat während engem Joer an der Moyenne vun der Eurozon eng 0,3%eg Inflatiounserhéijung zur Folleg. Wat déi aner hätte misse wëssen, wéi se hir Budgete gemaach hunn, dass se mat enger importéierter Inflatiounsmaximéierung, bedéngt duerch eng unilateral getraffen däitsch Décisioun, konfrontéiert géife ginn. An déi Froen an anerer muss ee selbstverständlech zesumme bespriechen.

Deen Term „Wirtschaftsregierung" ass nach virun annerhallwem Joer wéi eppes emfonnt ginn, wat aus der obszöner Zauberkëscht von der Europa-Politik géif iwwer eenzel Landstrécher, net wäit vun hei ewech ugesiedelt, erabriechen, well vill Länner géint d'Wirtschaftsregierung sinn a géint eng Maximéierung vun der Koordinatioun vun der Wirtschaftspolitik.

Ech hu fir déi Wirtschaftsregierung, andeem mer d'Wuert gebraucht hunn, 1991 plädéiert, wéi mer de Vertrag vu Maastricht gemaach hunn. Et muss een dat heiansdo an Erënnerung ruffen - et war jo keen derbäi vun deenen, déi elo do sinn -, dass den Här Delors dat wollt; den Här Maystadt, deemolege belsche Finanzminister a jëtzege President vun der Europäescher Investitiounsbank, de Pierre Bérégovoy, dee leider dout ass, an ech selwer, mir waren derfir, dass ee wuel kéint soen, d'Wirtschaftspolitik ass national, mä dass mer eis musse Mechanismen an d'Hand ginn, fir d'Koordinéierung vun deenen nationale Wirtschaftspolitiken am europäesche Sënn ze maachen.

Déi mussen, déi national Wirtschaftspolitiken, am allgemengen europäeschen - haaptsächlech Euroraum - Interessi sinn. An dat gëtt haut beschriwwe vun Eenzelnen als de Gebuertsfeeler vun der Währungsunioun, dass dee geldpoliteschen Aarm muscléiert ginn ass duerch déi onofhängeg, zentral agéierend Europäesch Zentralbank, an dass dee wirtschaftspoliteschen Aarm schwaach bleift, well deen eigentlech aus 17 Fangere besteet a keng richteg Aarm- an Hiewelwierkung mangels effizienter Koordinéierung huet.

Net Lëtzebuerg an net Frankräich hunn 1991 d'Wirtschaftsregierung an d'Koordinatioun vun der Wirtschaftspolitik ofgelehnt. Dat war Däitschland, dat war Éisträich, déi informell derbäi waren, well si waren nach net Memberstaten, an dat war Holland. Wann ech also haut gesinn, mat wat fir enger Begeeschterung dass Eenzelner sech an d'Wirtschaftsregierung stierzen, da muss een en extrem héifleche Sänger sinn, fir kee Géigechouer unzestëmmen, wann een dat alles gesäit.

Eng aner Remarque, déi mer wichteg ass, léif Kolleegen, dat ass déi hei. Ech halen d'Haushaltskonsolidéierung an allen Eurostaten, och heiheem, a virun allem an deene Staten, déi ënnert ze héijen Defiziter an ze héijer Schold leiden, fir alternativlos. Ech gebrauchen dat Wuert net gär, well et ass, nodeem dat an déi däitsch Debatt agefouert ginn ass, e bëssen am Merkelsche Sënn iwwerkonnotéiert - ech soen emol - fir optiounslos.

Wann d'Staten hir öffentlech Schold net ofbauen, wa se hir Defiziter net ënner Kontroll kréien, da gi mer ee schwéiere Wee. Da gi mer ee schwéiere Wee! An da bleiwe mer net nëmmen ënner Beobachtung vun deene mat der Lupp agéierende Ratingagenturen, da brénge mer et net fäerdeg, eis als eng kredibel Währungszon an als kredibel eenzel Acteuren an der Währungszon no baussen hin duerzestellen.

Wa mer eis Defiziter an eis Scholdestänn net ënner Kontroll kréien, da ginn ech vu Pessimismus, wann ech d'Saach mer perspektivesch ukommen (veuillez lire: ukucken), befall, well mer da keng richteg Iwwerliewenschance hunn. An dee grousse Feeler ass, dass mer d'Instrumenter net haten, fir d'Iwwerverschëldung an d'Iwwerdefizitéierung vun de Staten ze verhënneren.

Ech kritiséiere keen - mir hunn dat jo och hei gemaach, iwwregens mat der Zoustëmmung vum gesamten Haus -, dass een an der Kris antizyklesch Politike muss maachen, a wann d'Privatnofro ausfält, dass een da muss déi öffentlech Nofro stäerken, fir dass d'Wirtschaft net ofsackt, dass een also eng klassesch antizyklesch Politik gemaach huet. Déi huet net zur Verschëldung gefouert. Et waren déi Scholdestänn, déi virdrun do waren, déi an der Kombinatioun mat der Banken- a Finanzkris a mat der Scholdekris elo zu deem Elendszoustand gefouert hunn, an deem eenzel Länner sech befannen.

An dofir muss een d'Ursaache vun der Kris bekämpfen. An d'Ursaach vun der Kris sinn onorthodox Budgetspolitiken. An déi, déi sech nach a relativ orthodoxe Gewässer befannen, solle sech déi negativ Geschicht vun deenen, déi de Moment bal un der Finanzlaascht an un der Scholden- an un der Zënslaascht erstécken, ganz genau ukucken, fir net eng Politik an déiselwecht Richtung ze bedreiwen.

An dofir och bei der „golden rule", bei der Scholdebrems, muss kloer sinn - jiddefalls fir mech ass dat kloer, fir d'Regierung och -, wann een eng Scholdebrems mécht, muss déi natierlech ootme kënne mat dem wirtschaftlechen Zyklus. Dat muss iwwert dee ganze Konjunkturzyklus goe vun dräi, véier Joer. A wa mer an eng rezessiv Phas erakommen, wouranner Holland elo schonn erëm ass a wouvu mir net extrem wäit ewech sinn, da muss ee kënne Scholden ophuelen, fir dass een de wirtschaftleche Circuit normalerweis um Lafe behält.

D'Scholdebrems däerf keng Wuesstumsbrems ginn. An déi, déi mengen, d'Scholdebrems wier en Antiwuesstumsprogramm, déi hunn entweder d'Wuesstumspolitik oder d'Scholdevermeidungspolitik net richteg verstanen. Mir mussen oppassen, jee nodeem wéi mer redigéieren, dass mer net an déi Fal do erantappen.

Firwat soen ech dat? Ganz einfach, fir menger Iwwerzeegung nach eng Kéier och heibannen emol eng Kéier Ausdrock ze ginn, dass, esou wichteg wéi d'Haushaltskonsolidéierung ass - an ech hale se, wéi gesot, fir optiounslos -, esou wichteg ass et och, dass mer net nëmmen an deene Länner, déi de Moment schlecht dru sinn, mä am ganzen Euroraum, well deen ass wuesstumsschwaach fir de Moment, zu enger europäesch ofgestëmmtener Wuesstumspolitik kommen.

Déi, déi mengen, Griichenland, Spuenien, Italien, Portugal, Irland, d'Belsch géifen nëmmen doduerch erëm op d'Bee kommen, dass massiv agespuert gëtt, déi ire sech. Wa se net massiv aspueren, komme se net op d'Been, mä wann nëmmen agespuert gëtt, ouni dass sech parallell dozou mat enger europäescher Wuesstumsstrategie beschäftegt gëtt, déi deene Länner erëm Élan gëtt, fir an d'Zukunft ze kommen, an iwwregens och de Mënschen, déi an deene Länner wunnen, emol erëm eng Hoffnung gëtt, dass et enges Daags ka besser goen, déi ire sech fundamental.

An dofir hunn ech zu Bréissel d'lescht Woch beantragt, dass, wa mer eis elo eemol de Mount treffen, mer spéitstens beim zweeten Treffen eis mam Thema europäesch Wuesstumsstrategie auserneesetzen. Elo hu mer jo alleguerten déi budgetär Regele festgeluecht; da solle mer eis elo emol mam zweete Standbee vum Weiderkommen an d'Zukunft era beschäftegen. An dat ass eng orientéiert, gutt cibléiert europäesch Wuesstumspolitik.

An ech soen Iech, well d'Staten, och déi, déi gutt dru sinn, net exzessiv vill Geldiwwerschoss de Moment hunn, dass et nëmmen ee Wee gëtt, fir dat ze maachen. An dat ass d'Lancéieren, wann ee se schonn net wëllt, fir an der Scholden- an Zënsekris zur Léisung bäizedroen, da sinn „Euro-Bonds", émettéiert an Europa, fir grouss öffentlech Investitioune kontinentalwäit ze finanzéieren, fir dass mer duerch d'Verstäerkung vun de Mobilitéitsweeër, duerch d'Vergréngung vun der europäescher Wuesstumspolitik déi Wuesstumselementer an déi eenzel national Wirtschaftsraim eraninduzéieren, déi mer brauchen, fir dass mer hei vun der Plaz kommen.

An dofir soen ech: Konsolidéierung jo, mä d'Konsolidéierung mécht perspektivesch nëmme Sënn, wa se mat den adequate wuesstumspoliteschen Impulser begleet gëtt. An dorunner sollt d'Europäesch Unioun an d'Eurozon mindestens mat esou vill Energie schaffen, wéi mer elo dru geschafft hunn, fir d'Grondarchitektur am Disziplinarraum esou anzeriichten, dass se fir jiddweree verständlech gëtt.

Ech bleiwen der Meenung - mä ech soen dat net méi haart -, dass an der Kris, déi mer hunn, d'Aféierung vun „Euro-Bonds" och een Deel vun der Gesamtäntwert hätt kënne ginn. Ech hunn dat d'lescht Joer am Dezember mam italienesche Finanzminister lancéiert, déi „Euro-Bonds"-Geschicht. Ech hunn den Artikel zu Tripolis geschriwwen ier ech op Tunis geflu sinn. Dir hutt jo gesinn, wat duerno an deenen zwee Länner geschitt ass.

(Hilarité)

Mä fir mech bleift dat an Erënnerung och doduerch, dass deen Artikel, deen den Här Tremonti an ech - deen och schonn net méi do ass d'ailleurs - iwwert déi „Euro-Bonds" geschriwwen hunn, dat ass an Däitschland an an anere Länner einfach wéi eng Karikatur behandelt ginn, well gemengt gëtt - och eenzel Stëmmen zu Lëtzebuerg iwwregens haten dat gemengt -, dass mer do zu… Jo, mä Merkel/Sarkozy/Kartheiser.

(Hilarité générale)

Ech si frou, dass se net allen dräi zu Lëtzebuerg sinn.

Et ass net esou, dass déi „Euro-Bonds", richteg gemaach, géifen zu enger Vereinheitlechung vun den Zënssätz féieren. Et misst ee jo vum Lämmes gebass sinn, fir iwwerall an Europa, ouni op d'Ursaache vun der Verschëldung

duerch d'Mutualiséierung vun de Scholdestänn anzegoen, derzou ze kommen, dass all Länner deeselwechten Zëns géife bezuelen.

Dat géif schonn eng Zënsdifferenzéierung bleiwen tëschent héich verschëllte Staten an niddreg verschëllte State wéi Däitschland a wéi Lëtzebuerg. Mä et hätt de groussen Avantage, dass mer e groussen europäeschen Obligatiounsmaart hätten. 80% vum amerikaneschen Obligatiounsmaart, deen eis onheemlech géif hëllefen, fir Kapital an Europa unzezéien a mat deem Kapital hei an Europa ze schaffen, anstatt dass mer mussen nokucken, wéi europäesch Investisseuren amerikanesch Statspabeiere kafe ginn, obschonn Amerika jo den „Triple A" vun enger Ratingagentur ewechgeholl kritt huet.

Mir bleiwen un deem Thema drun. Deen ass net explizit zréckbehale ginn, mä wann Der de Paragraph 7 vun de Konklusioune vun dem Europäesche Conseil liest, an déi Aufgabestellung, déi den Här Van Rompuy, den Här Barroso an ech kritt hunn, da mierkt Der, dass duerch déi kleng Hannerdier déi „Euro-Bonds" erëm monter eramarschéieren. Ech fäerten och, am Mäerz komme se awer net op dem europäeschen Tapis un, well nach iergendeen hinnen deen Tapis ënnert de Féiss wäert ewechzéien.

Mä deen Thema bleift. Deen Thema, deen net zur kuerzfristeger Behiewung vun der Kris kéint bäidroen, mä deen, ënnert der Viraussetzung, dass mer a Saache Fiskalunioun a Koordinéierung vun der Wirtschaftspolitik grouss Fortschrëtter maachen, duerchaus een Element vun der Gesamtäntwert ka sinn.

Grad wéi och d'Finanztransaktiounssteier a mengen Aen - ech weess, dass déi Positioun vu villen zu Lëtzebuerg net integral geduecht gëtt - eng Gerechtegkeetsevidenz ass, déi ëmsou méi evident elo gëtt, wou mer, dem gesonde Mënscheverstand folgend, d'Privatsecteurbedeelegung bei der Krisebewältegung prinzipiell ausgeschloss hunn, muss et elo esou sinn, dass duerch d'Finanztransaktiounssteier oder eng aner Form vu Besteierung vun der Finanzindustrie dee Secteur méi mat an d'Kollektivfinanzéierungsresponsabilitéit vun de Bewältegungskäschte vun der Kris eragezu gëtt.

Ech hunn Iech elo op e puer Punkte wëllen opmierksam maachen, ouni op alles anzegoen. Ech weess, dass dat vill méi en ëmfaassend Thema ass wéi dat, wat ech hei behandelt hunn. D'Lëtzebuerger Regierung huet hei net ëmmer datselwecht gesot wéi de President vum Eurogroup. Dat ergëtt sech aus dem verschiddene Status vun deenen handelnde Persounen.

Mä dat, wat mer gemaach hunn, vum nationale Standpunkt aus betruecht, hunn ech an enkster Zesummenaarbecht mam Finanzminister gemaach, och oft no Récksprooch mat dem Ausseminister. An ech hunn elo hei och dem Lëtzebuerger Directeur du Trésor, dem Här Dr. Georges Heinrich, Merci ze soe fir seng wäertvoll Bäiträg, déi eis vill gehollef hunn, souwuel an Europa wéi och hei zu Lëtzebuerg, fir mat deenen Themen do op een net endgültegt gutt Enn, mä op ee provisorescht, an déi richteg Richtung weisend gutt Enn ze kommen.

Wësst Der, léif Kolleegen, hei leeft een ëmmer d'Gefor, an et kann een et och net anescht maachen, fir esou an den technesche Feinheete vun deenen Dossieren ënnerzegoen. An ech hunn der haut net vill hei opgezielt, well et gëtt der onendlech méi, a si sinn och heiansdo net richteg gutt an definitiv ze verstoen.

Et geet hei leschten Enns ëm eppes ganz anescht. Et geet hei drëm, ob déi Währung do, déi mer hunn, ob déi gutt an d'Zukunft kënnt oder ob se beschiedegt an d'Zukunft kënnt oder ob se iwwerhaapt an d'Zukunft kënnt. Ech gleewen drun, och well mer virun 20 Joer bal Dag fir Dag dee Maastrichter Vertrag definitiv ausgehandelt hunn, dass déi Währung et derwäert war, gemaach ze ginn, well nach ni an der Geschicht vun der Mënschheet ass et 17 Länner gelongen, hir national Währungen an eng eenheetlech Währung ze fusionéieren.

Stellt Iech eng Sekonn vir, an dëser Wirtschafts- a Finanzkris hätte mer misse mat 17 nationale Währungen, woubäi mir emol keng eege gehat hätten, untrieden, fir mat deene sech och ouni Währungsunioun globaliséiert presentéierten, net nëmme positiv schaffende Finanzkräften op der Welt eens ze ginn! Mir wieren haut net méi do.

An ech soen Iech, ouni eis belsch Noperen, fir déi meng Sympathie haut besonnesch ausgeprägt ass, wéinst deem Schrecklechen, wat gëschter geschitt ass, stellt Iech emol vir, déi lescht 565 Deeg matzen an der Wirtschafts- a Finanzkris hätte mer de belsche Frang gehat! Wat mengt Der, wat elo nach vum Lëtzebuerger Frang iwwreg wier, wann et net en Euro ginn hätt, deen d'Belsch geschützt huet an hirer Unvernunft, fir sech ze eenegen, an deen eis geschützt huet doduerch, dass mer méi staark sinn duerch eng gemeinsam Protektiounsmauer, déi mer aus eegener Kraaft an och net mat der belscher Hëllef jeemools hätte kënnen opriichten.

A wann deen Euro fält - an dee fält net, well deen huet Bestand -, dann ass dee ganzen europäeschen Integratiounsprojet a senger Substanz an a senger Essenz menacéiert. Ech hunn déi dramatesch Zukunftsbiller net gär, mä ech si fundamental dervun iwwerzeegt, wa mer deen Euro do net an deenen nächste Joren zukunftsfäeg erhalen, dass dann déi gesamt europäesch Integratioun erëm a Stécker zesummefält.

Mir waren als Europäer am Ufank vum 20. Jorhonnert 20% vun der Weltbevölkerung. Am Ufank vun dësem Jorhonnert ass et nach 11% Europäer op der Welt ginn. Mir sinn net d'Häre vun der Welt, mir waren et nach ni. An dee Moment, wou mer gemengt hunn, mir wieren et, do war dat net zum Gudde vun der Welt. Dat war am 18. an am 19. Jorhonnert. Dat war net schrecklech gutt, wat mer do geleescht hunn.

An der Mëtt vun dësem Jorhonnert gëtt et nach 7% Europäer, an um Enn vun dësem Jorhonnert gëtt et nach ganz genau 4% Europäer. Wa mer elo mengen, et wier elo gescheit, sech an all deene Populismen ze wenzelen, déi iwwerall sech Gehéier verschafen; wa mer elo mengen, elo wier de Moment komm, wou mer ëmmer manner ginn, fir eis erëm a Stécker ze zerleeën, fir eis erëm an déi national Eegenaarten esou ze verléiwen, dass mer nach just déi gesinn, an net méi dat Mateneen, déi Flicht zum Mateneen op dësem gefolterte Kontinent nei ze entdecke fir déi nächst Generatiounen, dann hu mer Essenzielles net verstan.

Déi europäesch Integratioun, dat ass net nëmmen d'Wierk vun Adenauer, Bech, De Gasperi an alles, wat mer do haten; et ass virun allem d'Liewenswierk vun der Generatioun vun eisen Elteren, déi aus de KZer komm sinn a vun de Fronten zréckkomm sinn, wou se gesot hunn: „Dat dote maache mer ni méi." Mir sollen dorun denken!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech ginn dem Här Premierminister Akt vu senger Deklaratioun. A mir kéimen dann elo zu der Debatt fir déi, déi sech schonn ageschriwwen hunn: déi Häre Spautz, Meisch, Fayot, Bausch, Gibéryen an Urbany. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz agedroen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Alleréischt wollt ech dem Statsminister Merci soe fir seng Erklärungen an elo och eise Respekt ausdrécke fir säin Asaz um Sommet zu Bréissel. D'Verhandlunge während dem leschte Krisesommet zu Bréissel déi lescht Woch ware keng einfach. Enttäuschend ass et, dass et zu Divergenze komm ass, dass London net bereet war, enger Vertragsännerung zouzestëmmen, woubäi d'Stabilitéit vun der Eurozon ganz kloer och am Intérêt vu Groussbritannien läit.

Doriwwer eraus riskéiert London sech mat senger Haltung um europäesche Plang ze isoléieren. Och wann de britesche Premier zu London vu verschiddene Leit grouss gefeiert gëtt, esou däerf ee sech awer d'Fro stellen, ob dat gutt war laangfristeg fir säi Land, mä op alle Fall - eng Fro, déi ee sech däerf stellen -, ob duerch deen Nee vun England an déi stur Haltung net aner Länner awer bereet waren, deem ganze Projet zouzestëmmen.

Duerch déi onflexibel Haltung, geprägt duerch déi national Intérêten, ass et net gutt an ass et net fäerdegbruecht ginn, dass Europa mat enger Stëmm geschwat huet, mä dass se duerch déi englesch Reaktioun emol net et fäerdegbruecht hunn, zu 27 zu engem Accord ze fannen. An dat ass eppes, wat ee muss bedaueren.

20 Joer nom Maastrichter Vertrag, deen d'Gebuertsstonn vum Euro agelaut huet, di sech d'Europäer eens, fir den Euro eng nei legal Basis ze schafen an domadder kleng Gebuertsfeeler vun der Währungsunioun am Nachhinein ze verbesseren. Deen Eenzegen, dee vun Ufank un derbäi war beim Maastrichter Vertrag, dat war eise Statsminister, wéi en et och elo grad nach eng Kéier an Erënnerung geruff huet.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, 1991 huet den Helmut Kohl zum Maastrichter Vertrag gesot: „Die Weichen für einen neuen Abschnitt des europäischen Vereinigungsprozesses sind gestellt." 20 Joer méi spéit beschreift dëse Saz zoutreffend déi ëmmerhin historesch Entscheedung, déi virun e puer Deeg getraff ginn ass. Ënnert dem Drock vun der Scholdekris hu mir et endlech fäerdegbruecht, d'Weiche fir eng Wirtschafts- a Finanzunioun ze stellen.

De Sommet huet dat fäerdegbruecht, wat mir eis 1991 alleguerte gewënscht hunn a wat awer vill Leit sech net getraut hunn, fir dat esou op d'Been ze stellen. An een, deen dat och deemools scho wollt maachen, war keen anere wéi de Jean-Claude Juncker. Deemools wollt Däitschland net alenken.

20 Joer méi spéit an no enger europäescher Scholdekris ass en Ëmdenke komm. Et war e laange Wee, e géie Wee bis zum Ëmdenken, dass et manner déi national Intérêten sinn, déi zielen. An dach sinn um Enn vill Entscheedunge getraff ginn oder nees fale gelooss ginn an et huet ee sech ëmmer erëm d'Fro kënne stellen, wann ee Kommentare gelies huet an der internationaler Press déi lescht Wochen a Méint, wat do deen een oder deen anere gesot huet, dass et awer elo trotzdeem weider wäert goen an nach weider ka goen.

Länner wéi Däitschland hu sech lues a lues mat der Iddi vun enger Gouvernance économique ugefrënnt, net aus purem Altruismus, well déi aner europäesch Länner dat onbedéngt wollten, mä well si sech endlech de Risike vun enger Währungsunioun ouni wirtschaftlech Koordinatioun bewosst gi sinn.

Zu Bréissel ass och festgehale ginn, dass een a Saache Restrukturatioun vun de Statsscholde misst nei virgoen. D'Iddi vun engem Haircut, vun enger Bedeelegung vun de private Créancieren, an anere Wierder vun de Banken un de Statsscholden, esou wéi dat zu Deauville d'leschte Kéier vum Tandem Merkozy an d'Welt gesat ginn ass - dësen Tandem, dee jo och alles drugesat huet, fir dat ëmzesetzen -, dës negativ Auswierkungen hunn awer elo en Ëmdenke provozéiert.

Hei sollt een no der laang bewäerter Praxis vum FMI virgoen, ouni dass elo dës Referenz op d'Praxis vum FMI länger definéiert oder erkläert gouf, wat leider d'Mäert bedaueren.

D'Wierder vum Herman Van Rompuy vum leschte Freideg: «L'approche que nous avions auparavant sur la manière d'impliquer les créanciers privés est maintenant officiellement abandonnée.», ginn esou gedeit, dass elo d'Ausléise vun der Restrukturatioun vun enger Statsschold net méi automatesch soll sinn, woubäi déi eng mengen, dass elo au cas par cas misst gekuckt ginn, wéi et weidergeet, an déi aner - d'Banken - just zur Keess gebiede géifen, wann déi finanziell Ënnerstëtzung net gräife sollt oder net duer géif goen.

Hei ass Klärungsbedarf. Wa mir wëllen d'Investisseuren op eiser Säit hunn, muss déi Fro a mengen Ae kloer beäntwert ginn, soss wäert weider Mësstrauen an de Mäert, betreffend wat elo soll geschéien a wéi et weidergeet, geschéien, an duerfir ass et wichteg, dass all Konsequenzen do ausgeschloss ginn.

Dem FMI seng Approche, wann een iwwert déi lescht Joren esou kuckt, beinhalt och normalerweis eng Rei vu Moossnamen. Et geet drëms, fir deenen ugeschloene Länner e komplette Kader unzebidden, mat deem se hir Problemer kënnen an de Gréff kréien. E komplette Kader géif bedeiten, dass souwuel kuerzfristeg wéi och mëttel- a laangfristeg Mesurë festgehale ginn. Et ass dat, wat d'Mäert an d'Experten dobausse vermëssen.

Et sinn historesch Entscheedunge gefall, Entscheedungen institutioneller Natur, Entscheedungen, déi noutwendeg woren a längst iwwerfälleg sinn. Mä wou sinn déi kuerzfristeg Mesuren, déi engem ugeschloene Land hëllefen, aus der Kris erauszekommen?

Dat ass déi Fro, déi sech d'Mäert an d'Investisseuren dobausse stellen. Si bedaueren, dass, wat do zu Bréissel erauskomm ass, net vill Neies beinhalt, fir déi geplangte Budgetsregele kënnen ëmzesetzen. Wichteg ass, dass déi nei Budgetsregelen bis de Mäerz ausformuléiert solle ginn. Vill kostbar Zäit ass verluer gaangen, an elo ass et wichteg, dass mer do endlech virukommen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir si bis elo der Kris hannendrugelaf. Mir hunn extrem vill Zäit, Talenter an Energie an der Behiewung vun den Divergenze verluer, amplaz dës Zäit, Talenter an Energie drop ze verwäerten, fir konkret Moossnamen auszeschaffen, Detailer vun de Léisunge festzehalen an de Länner bei der Ëmsetzung ze hëllefen a se ze ënnerstëtzen. Dat muss sech imperativ änneren.

Elo, wou mir d'Uerdnung am Haus Europa bruecht hunn, zumindest um strukturelle Plang, musse mir als Alleréischt alleguerten zesummen, ouni Ausnahm, all déi Entscheedungen, déi getraff gi sinn, all déi Moossnamen, déi festgesat goufen, och konkret ëmsetzen.

Dëst Fréijoer muss den ugekënnegte Vertrag net nëmme verbessert ginn, mä och an all deene 26 Länner, déi där Iddi vun enger Vertragsneibestëmmung zougestëmmt hunn, ëmsetzbar sinn. Dernieft musse mir awer och kuerzfristeg Léisunge fannen, fir d'Mäert definitiv ze berouegen.

Zu Bréissel ass festgehale ginn, dass d'EU-Länner bis zu 200 Milliarden Euro fir d'Krisebekämpfung duerch den FMI bereetstelle sollen. D'Iddi ass déi, dass déi europäesch Noutebanken dem FMI Sue bereetstellen, déi dozou genotzt solle ginn, fir den ugeschloene Länner ze hëllefen.

Dëse Wee, oder plutôt Ëmwee iwwert den FMI ass kritiséiert ginn. Firwat net iwwert de Wee vum Rettungsschierm fueren? Anscheinend gëtt et politesch Grënn, firwat dat net machbar wier; soit, dat wäert sech weisen.

Et bleift, wann déi 200 Milliarden Euro vun den EU-State selwer finanzéiert solle ginn, dass awer déi international Communautéit och opgefuerdert ginn ass, parallell Bäiträg ze leeschten.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, d'Finanzunioun ass en Instrument, dat eis wäert hëllefen, mëttel- a laangfristeg d'Scholdekris an Europa ze bewältegen. Mä mat der Unioun eleng ass et net gedoen, wann de Wëllen net do ass, sech u streng Budgetsregelen ze halen. De Wëllen, fir ze spueren, wäerte mir Europäer a mir Lëtzebuerger fir déi nächst Jore konsequent ënner Bewäis stelle mussen. Standard & Poor's huet et schonn déi lescht Woch ugekënnegt, Moody's dës Woch: Si wäerte genee d'Entwécklung um europäesche Plang matverfollegen a wäerten net zécken, de Rating vun där ganzer Eurozon erofzesetzen, falls si där Meenung sinn, dass d'Situatioun sech net verbessert.

Mir musse kredibel sinn, wa mir wëllen nees d'Vertraue vun den Investisseuren zréckgewannen. Italien konnt sech fir siwe Milliarden Euro op ee Joer ouni Problemer an zu engem liicht méi gënschtegen Taux refinanzéieren, wéi dat nach virun engem Mount de Fall war. Italien huet a kuerzer Zäit seng innenpolitesch Problemer mat der Demissioun vum Berlusconi an der Ernennung vum Monti als neie President vum Conseil geléist.

Italien huet awer virun allem e Spuerprogramm opgestallt, dee courageis ass. Ouni deen hätt Italien säi Prêt net esou einfach kritt, a scho guer net zu deene Konditiounen, déi elo un dee Prêt gebonne sinn.

Dat, wat fir Italien gëllt, gëllt fir all EU-Land, inklusiv Lëtzebuerg. Och wann et eis am Verglach mat anere Länner relativ gutt geet, heescht dat nach laang net, dass mir keng Problemer hunn oder dass keng nei Problemer wäerte kommen.

Ech hunn a menger Ried zum Budget d'lescht Woch eng Rei vu Chantieren opgezielt, vun der Diversifikatioun vun der Wirtschaft bis zur Ofsécherung vun eise Sozialleeschtungen, déi besser betruecht musse ginn a wou et ëm eng Ëmverdeelung vun de Sue geet, wou mir mussen eng Hand uleeën.

Ech hunn awer och vun intakte Finanzcapacitéite vum Stat geschwat, déi fir eis bluttnoutwendeg sinn, an ech hunn och gesot, dass déi radikaalste Method, fir manner Suen auszeginn, déi ass, dass de Stat d'nächst Joer net däerf méi Suen ausgi wéi dëst Joer.

Fir eis ass a bleift d'Zil vum Nulldefizit um Horizont 2014 absolut Prioritéit. Mir musse spueren a mir musse Reformen an d'Wee leeden. Dat beinhalt ganz kloer Moossnamen, déi net jiddwerengem wäerte gefalen, mä déi noutwendeg si fir eist Land, fir eis Bierger a fir déi zukünfteg Generatiounen. Ech denken, dass jiddwereen heibannen an dobaussen, well dat och senge Kanner an Enkelkanner wäert zeguttkommen, duerfir och domadder averstane wäert sinn.

Am Allerléifsten hätt ech gären, dass déi néideg Reforme schnell an am Konsens géife kommen. Noutfalls awer, wann dat net méiglech ass, muss d'Politik - mir heibannen - de Courage hunn, alles dat duerchzezéien, wat fir d'Land am Allgemenge wichteg ass. Mir wäerten op jidde Fall als CSV-Fraktioun eis konstruktiv abréngen an eis Verantwortung iwwerhuelen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, et ass naiv, ze mengen, dass mat engem eenzegen EU-Sommet alles geléist wier. Mir wäerten der nach vill brauchen. Ech denken awer, dass déi Richtung, déi ageschloe ginn ass, déi richteg ass. Zumindest wësse mir elo, wou et higeet, och wann nach vill Inconnuen do sinn. Mä fir dohin ze kommen, brauch jiddwereen ee Kompass, deeselwechte Kompass, soss drifte mir nees auserneen, an dat kënne mir eis definitiv net leeschten.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Spautz Merci. Als nächste Riedner ass den Här

Claude Meisch agedroen. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Meisch *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, fir de Sommet vun der leschter Woch ze bewäerten, muss een en natierlech och gesinn am Liicht vun deenen Erwaardungen, déi un e geriicht waren, vun deem groussen Drock, dee bestanen huet, dee jo nach d'lescht Woch eng Kéier däitlech vergréissert ginn ass duerch d'Ukënnegung, datt e gudden Deel vun der Eurozon hiren „Triple A" kéint verléiere vun enger Ratingagence.

Wat ass derbäi erauskomm? De Premierminister huet et a senger Deklaratioun nach eng Kéier hei skizzéiert.

Haut gëtt geschwat vun engem Accord, deen an Europa an den eenzelne Länner eng Scholdebrems géif aféieren. Et gëtt vun automatesche Sanktioune geschwat bei engem ze héijen Defizit. Mir wäerten den Europäesche Stabilitéitsmechanismus éischter kréien, wéi dat virdru schonn ofgemaach war. Et kënnt zu engem Revirement vun der Politik, wann et zu Ëmschëlldunge muss kommen, wat d'Participatioun vum Privatsecteur an notamment vun de Banke betrëfft. An den IMF gëtt och nach eng Kéier ëm 200 Milliarden Euro opgestockt, fir méi staark ze sinn, fir an den eenzelnen europäesche Länner, do, wou et noutwendeg ass, kënnen ze agéieren.

D'Fro stellt sech: Geet dat doten elo duer? Si mer domadder deenen Erwaardunge gerecht ginn? Huet et d'Marchéën zum Beispill berouegt?

E Freideg huet et ee Moment esou ausgesinn, e Méindeg huet et schonn erëm net méi esou ausgesinn. An d'Fro stellt sech dann awer och: Ass dat doten de richtege Wee, fir aus der Scholdekris erauszekommen?

Et gëtt effektiv eng Rei vu Froen, déi sech haut, no deem doten Accord, nach stellen. Eng dovunner ass - an ech hunn d'Impressioun, datt et hei éischter ëm eng Rei vun Zukunftsmechanisme geet, déi sollen en place gesat ginn, an datt sech manner domat beschäftegt ginn ass, wéi déi akut Situatioun an eenzelne Länner respektiv an der ganzer Eurozon elo soll bewältegt ginn. Et ass e Stéck Zukunftsgestaltung vläicht ofgemaach ginn, allerdéngs, mir hu kee konkreten Auswee aus der aktueller an och akuter Scholdekris mat dësem Accord hei skizzéiert kritt.

Geet et duer, fir och d'Vertrauen an d'Finanzgestioun vun de Staten zréckzekréien? D'Iddi vun enger Scholdebrems, mengen ech, ass do eng, déi dach ganz zentral ass. Op där anerer Säit wësse mer awer och, datt mer schonn déi eng oder aner Scholdebrems haten.

De Maastricht-Vertrag an d'Stabilitéitskritären aus dem Maastricht-Vertrag ware jo eigentlech och eng Zort vu Scholdebrems, déi eis awer net dru gehënnert huet, duerch déi Mauer, déi mer do eis selwer opgestallt hunn, och emol kënnen derduerch oder derlaanscht ze fueren.

Mir wëssen, datt aner Länner, notamment d'USA, eng Scholdebrems och an hirer Constitutioun stoen hunn. Se waren awer innovativ genuch, fir dee Moment, wou se dann hätte missen op d'Brems drécken, déi Scholdebrems nach eng Kéier do e bëssen ze manipuléieren, fir datt een nach e bësse méi wäit kéint fueren. Also, dat eleng wäert sécherlech net duergoen.

Da gëtt haut vun automatesche Sanktioune geschwat. Eigentlech méi richteg wär et, se als semi-automatesch Sanktiounen ze bezeechnen. Richteg ass, datt de Mechanismus ëmgedréit ginn ass, mat ëmgedréitener qualifizéierter Majoritéit. Wa virdrun eng qualifizéiert Majoritéit vun den europäesche Länner huet misse soen, jo, mir leeden eng Defizitprozedur géint dee Stat do an, dann ass et haut eng qualifizéiert Majoritéit, déi dat muss oflehnen.

Sécherlech si mer do méi schnell am Prozess vun enger Defizitprozedur dran, mä trotzdeem besteet och an Zukunft nach ëmmer d'Méiglechkeet mat der qualifizéierter Majoritéit. A stelle mer eis einfach emol vir, am Fall wou ganz vill Länner selwer betraff wären oder no dru wären, datt se och vun enger Defizitprozedur kéinten touchéiert ginn, jo, da kann ee sech och do Zeenarië virstellen, datt déi qualifizéiert Majoritéit awer erëm ganz schnell ze erreeche wär.

Et ass dann och am Laf vun deene leschte Méint e gewëssenen Hickhack ginn. Dat, wat virun e puer Méint - an de Premierminister huet et eigentlech selwer hei skizzéiert - nach richteg war a wou drop gepocht ginn ass, datt et soll agehale ginn, nämlech datt de Privatsecteur bei enger Ëmscholdung vu Griichenland, datt dee soll participéieren, gëllt haut net méi als richteg, well mer natierlech och bäigeléiert hunn. Mä deen Hin an Hier do dréit natierlech och net onbedéngt derzou bäi, fir de Mënschen an Europa, awer och de Finanzmäert d'Vertrauen ze ginn, datt dat, wat hei gemaach gëtt, ëmmer richteg ass an datt Politik ëmmer weess, wat se dann hei mécht.

Fait ass jo haut, datt mer gesinn, datt eleng deen dote Prinzip derzou gefouert huet, datt europäesch Länner méi schwéier Geld geléint kritt hunn, datt se méi héich Zënsen hu misse bezuelen an datt et eigentlech kontraproduktiv war. Datt eigentlech e Prinzip, dee politesch richteg ass, fir datt déi Länner, déi och an der Vergaangenheet schonn héich Zënsen eigentlech encaisséiert hunn, well se enger Rei vun notamment südeuropäesche Länner hir Finanzementer matfinanzéiert hunn, Geld geléint hunn, datt déi och participéiert ginn.

Politesch mag dat richteg sinn. Wa se dann herno awer musse wierklech participéiere bei engem Scholdeschnëtt, da kann dat awer och derzou féieren, datt, wéi de Premierminister et hei skizzéiert huet, dat Geld eben aus Europa offléisst, respektiv datt bei Refinanzementer méi héich Zënsen noutwendeg sinn, wat eis grad an där akuter Situatioun, wou mer haut dra sinn, dach éischter nei Problemer bereet, wéi datt et al Problemer géif léisen.

Dat, wat sécherlech ze bedaueren ass a vill diskutéiert ginn ass iwwert déi lescht Deeg, dat ass, datt Europa kee gëeentent Bild ofginn huet, datt Groussbritannien sech eigentlech selwer isoléiert huet aus deem Prozess hei eraus, wat - jo - virun allem e Problem vu Groussbritannien ass, mä awer och e Problem vun der Europäescher Unioun ka ginn.

Europa riskéiert hei an eng Usammlung vu verschiddene Clibb sech ze zersplitteren. Europa riskéiert, datt punktuell Zweckgemeinschafte sech hei zesummefannen, amplaz datt mer ëm dee groussen europäeschen Zukunftsprojet eis zesumme rassembléieren a kucken, wéi mer dee Kontinent hei op eng Rei vun dach fundamentalen Erausfuerderungen, déi d'Zukunft eis stellt, kënne virbereeden.

An offensichtlech war et jo och esou, datt - jo - déi britesch Haltung haaptsächlech duerch eng Rei vu Fuerderunge vun der Londoner City diktéiert ginn ass, wat och nach eng Kéier weist, datt net op allen Ecker, och an dësem Kontinent, a scho guer net an der Welt verstane ginn ass, datt bei de Regele fir d'Finanzwelt sech och eppes misst änneren, wa mer Krise wéi déi heite wëllen évitéieren, respektiv wa mer aus der aktueller Kris wëllen erauskommen.

Dat alles, mengen ech awer, léisst och nach ëmmer Plaz fir e gewëssenen Zweifel, datt heimadder elo de gesamte Wee virgezeechent ginn ass, wéi mer aus der Scholdekris erauskommen, de gesamte Wee virgezeechent ginn ass, wéi mer ähnlech Situatioune wéi déi heite kënne fir d'Zukunft évitéieren. De ganz, ganz grousse Worf war och deen Accord do vum leschten Donneschdeg respektiv de leschte Freideg sécherlech nach net.

An - ech sinn och frou an ech deelen do dem Premierminister seng Meenung - et feelen eng Rei vun Aspekter, a virun allem een, deen eis feelt, op dee mer hei op dëser Plaz och ëmmer erëm higewisen hunn, dat ass dee vun de wirtschaftleche Perspektive fir dëse Kontinent, dat ass dee vun den - jo - neien Opschwongsperspektiven, virun allem fir déi betraffe Länner. Mir kënnen net ëmmer nëmme spueren, spueren a spueren. Mir musse wëssen, firwat mer wëlle spueren a firwat mer musse spueren, nämlech fir datt et op anere Plazen och erëm ka biergop goen.

Wa mer wëlle Vertraue kréien an d'Politik, wa mer wëlle Vertraue kréien an eise Wirtschaftssystem, wa mer wëlle Vertraue kréien och an d'Demokratie an enger ganzer Rei vu Länner, wou dat Vertrauen nun dach amgaangen ass ze wackelen an ze bröckelen, dann, mengen ech, komme mer laanscht déi dote Fro net derlaanscht.

Wat heescht deen doten Accord fir Lëtzebuerg? Mir ënnerschreide sécherlech sämtlech Kritären, déi do definéiert gi sinn, wat den Defizit ubelaangt. Trotzdeem, mengen ech, musse mer awer och gesinn, datt Lëtzebuerg an enger spezieller, an enger spezifescher Situatioun dran ass.

Datt deen Iwwerschoss, dee mer hei zu Lëtzebuerg an de Sozialversécherungen hunn, datt deen derzou féiert, datt den Defizit, wann en dann no Maastricht oder no der europäescher Regel gerechent gëtt, datt en da relativ kleng ausgesäit. Mä wa mer awer emol deen Iwwerschoss do aus de Sozialversécherungen ewechrechnen, virun allem, wa mer dann nach eng Kéier gesinn, datt dee jo haaptsächlech aus de Rentekeesen, aus der Renteversécherung kënnt, an datt dergéint jo och d'Versprieche sti fir déi nächst Generatiounen, datt mer deenen eng sécher Pensioun kënne garantéieren, da gesäit dat Bild schonn erëm ganz, ganz aneschters aus.

Duerfir däerfe mer eis also net nëmmen un deenen doten Defizitkritären orientéieren hei zu Lëtzebuerg, mä mir mussen e Stéck méi wäit goen, e Stéck méi wäit eis Hausaufgabe maachen, duerch déi spezifesch Situatioun, déi mer an eiser Gesamtstatsfinanzlag hunn.

En anere Punkt, mengen ech, däerfe mer als Lëtzebuerger Land och net aus den Ae verléieren, dat ass deen, deen och nach eng Kéier opgeworf ginn ass vun der europäescher Steierharmoniséierung - sécherlech eng Diskussioun, déi derwäert ass gefouert ze ginn; wou Lëtzebuerg sech net bei déi däerf stellen, déi soen, dat doten, dat ass fir eis keen Thema. Mir wëssen awer, duerch eis Situatioun wéi se ass hei zu Lëtzebuerg, duerch eis Vergaangenheet, awer och duerch d'Opstellung vun eiser nationaler Ekonomie, datt dat eng heikel Diskussioun fir Lëtzebuerg ka sinn an datt mer do Schrëtt fir Schrëtt ganz genau mussen analyséieren, éier mer en dann definitiv och wëlle maachen.

An ech mengen awer och, datt bei allen Diskussiounen ëm Harmoniséierung och an Zukunft nach eng gewësse Steierkonkurrenz an Europa sécherlech noutwendeg ass, fir datt net de grousse Stat iwwerall jiddwerengem kann d'Geld dach nëmmen do ofhuelen, mä datt och heiansdo de Bierger an och emol eng Entreprise kann dem Stat soen: „Esou net. Dat doten, dat geet ze wäit."

De Stat misst eigentlech sech och emol eng Kéier eppes aneschters afale loossen, wéi e seng eege Finanzgestioun kéint maachen. Wann dat déi eenzeg Konklusioun herno aus der Finanzkris wär, mengen ech, da wär et sécherlech déi falsch.

Wann een no enger zéngminüteger Interventioun eng éischt Konklusioun hei soll zéien, well et kann eigentlech nëmmen eng éischt Konklusioun sinn, well mer eenzel Aspekter vun deem Pak do jo nach eng Kéier erëmgesinn oder nach e puermol hei an der Chamber wäerten zesummen diskutéieren, da géif ech mengen, mer kënne frou sinn, datt mer en Accord hunn.

An dat Bescht um Accord ass eigentlech och, datt e besteet, datt et zu engem Accord komm ass, well wann d'Stats- a Regierungschefen auserneegaange wären a se wäre sech net eens ginn, se hätte sech net kënnen eens maachen op eng Rei vun dach grondleeënde Veränneerunge vu wichtegen, grondleeënden europäesche Prinzipien, ech mengen, dat wär sécherlech en desastréist Signal gewiescht un d'Finanzmäert an och un d'Mënschen hei an Europa.

Et ass awer, mengen ech, nach vill ze fréi, fir sech elo definitiv zréck an d'Fotell ze lehnen an ze mengen, et wär alles gemaach. Eng ganz Rei vu weidere Schrëtt musse kommen.

Ech soen dem Premierminister jiddefalls Merci fir déi Deklaratioun, déi en hei gemaach huet. An enger ganzer Rei vu Punkte sécherlech fënnt en och d'Ënnerstëtzung vun der Demokratescher Partei. Et gëtt awer sécherlech nach munches och ze iwwerleeën, wat an deem Pak dodran ass, a munches huet eis och nach gefeelt, mä mir wäerten nach d'Geleeënheet kréien, dorobber zréckzekommen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Meisch. Als nächste Riedner ass den Här Ben Fayot agedroen. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, déi bedeitsam Villschichtegkeet vun dem Här Statsminister sengem Virtrag haut de Mëtteg huet gewisen, mat wat fir Saachen hie sech an deem Resultat vum Sommet vum 9. Dezember ka begeeschteren a wat fir eng hie méi nodenklech maachen.

Fir d'Éischt wollt ech emol dem Statsminister och Merci soen, dass en haut de Mëtteg bei d'Parlament komm ass. An ech mengen, dass mer besonnesch an der Nofolleg vun dësem Sommet als Parlament nach vill méi wéi an der Vergaangenheet an déi Diskussioune mussen agebonne ginn, well dat, wat leschte Freideg décidéiert ginn ass, dat geet jo an der alleréischter Linn och d'national Parlamenter un an hirer budgetärer Oberhoheit.

Et ass eng vun deene wesentlechen Aufgabe vun engem nationale Parlament, fir Budgeten ze décidéieren. An dat, wat an deem Sommet ugedeit ass a wat kënnt, dat ass jo eng zolidd Aschränkung vun dëser Souveraineté budgétaire vun den nationale Parlamenter.

Duerfir mengen ech, dass mer an der Zukunft an deenen nächste Wochen a Méint mussen iwwert déi Saache schwätzen. Ech wëll just soen, dass mer jo - de President vun der Finanzkommissioun, mat der Europakommissioun - mam Finanzminister Luc Frieden zesummekommen am Januar, fir eben och deen „Sixpack" emol ze kucken, wat dat fir d'national Parlamenter bedeit. Och déi aner Saachen, déi eben elo ugedeit gi sinn, mussen an dem nationale Parlament gekuckt ginn.

Här President, ech mengen, mir brauchen hei net ze soen, dass mer den Euro als Lëtzebuerger brauchen an dass en Zesummebroch vun onser gemeinsamer Währung eng politesch an eng sozial a wirtschaftlech Katastroph wier an dass mer dofir déi Währung musse stabiliséieren. Mir däerfen ons dobäi net iren. Et ass sécher, dass et schnell muss goen, dass et effikass muss ginn. Et ass net, dass et sech elo jorelaang däerf hischleefen.

Et däerf och net nëmmen Austeritéit sinn an Ofbau sinn. Et muss och a virun allem wirtschaftlechen Opbau sinn. An d'EU muss, no Moossen, esou vill wéi méiglech zesummebleiwen an eng Unioun vu Partner bleiwen, déi dës Unioun weider ausbauen a weider integréieren.

D'Erklärung vun de Stats- a Regierungschefen den 9. Dezember ass fir eemol kuerz, mä explosiv. Trotzdeem fir d'Éischt e Wuert zur Method. Mir erkennen d'Roll vun Däitschland a Frankräich als Achs vun der Europäescher Unioun gären un. Mir bedaueren awer, dass déi Institutiounen, déi mer ons duerch e Vertrag ginn hunn, hei permanent a gravéierend courtcircuitéiert gi sinn.

De Rotspresident, den Här Van Rompuy, war mam Kommissiounspresident Barroso a mam Eurogroup-Chef Jean-Claude Juncker beoptragt ginn, fir dem Sommet Virschléi virzeleeën. Parallell dozou hunn d'Madame Merkel an den Här Sarkozy d'Agenda diktéiert. Dat ass natierlech och fir d'Zukunft vun dem Zesummenhalt vun der Europäescher Unioun net ganz glécklech.

Iwwert dee sougenannten intergouvernementale Vertrag, deen do décidéiert ginn ass, wier villes ze soen. Et ass een, deen net no de Regele vun der Europäescher Unioun virbereet an décidéiert gëtt, mä no de gewéinleche Regele vum internationale Vertragsrecht. A wat dat fir d'Europäesch Unioun bedeit, ass am Fong geholl elo an dësem Ableck net virauszegesinn. Den neie Vertrag, dee soll Prozeduren aféieren, déi méi contraignant si wéi alles dat, wat mer bis elo haten. Déi national Budgete vun de Länner vun der Eurozon solle strikt iwwerwaacht ginn. An d'Länner, déi sech net un d'Regelen halen, setze sech quasi automatesche Sanktiounen aus.

Den Artikel 126 vum Traité gëtt jo verschäerft, an automatesch Sanktioune sollen agefouert ginn, bei deenen de Geriichtshaff och eng Roll soll spillen. Dobäi kann ee sech natierlech d'Fro stellen, ob de Geriichtshaff - e Geriichtshaff, iergende Geriichtshaff - op esou engem Gebitt anzegräifen huet.

Déi sougenannt „golde Regel" soll an all Land agefouert ginn. Et ass jo déi däitsch Scholdebrems. An der Deklaratioun vum 9. Dezember steet jo, et soll e konstitutionelle Charakter kréien oder en equivalente Charakter. An den Här Statsminister huet erkläert, wat mir ënner „equivalent" verstinn.

Et soll also net an d'Verfassung kommen. Et soll an e Gesetz kommen, wat mat enger Verfassungsmajoritéit gestëmmt gëtt. Dat ass op jidde Fall eng Solutioun, mat där ee ka liewen, obschonn ee sech d'Fro muss stellen, étant donné déi Diversitéit vun de konstitutionelle Charaktere vun de Länner, ob een iwwerhaapt esou eppes soll maachen.

Dëst gëtt, an dat ass dat, wat mech am meeschten inquiétéiert, en anert Europa. Net e partnerschaftlecht, mä en Europa, wat elo op Däitschland a Frankräich zentréiert gëtt an dann och nach däitsch Methoden an der Budgetspolitik zu europäesche Methode mécht.

Här President, mir sinn ons eens, dass muss verhënnert ginn, dass d'Budgetsdefiziter vun de Memberlänner vun den nationale Regierungen ausufere gelooss ginn. Kee Land däerf dat an enger Währungsunioun, wou jiddweree matresponsabel fir déi aner ass. D'Konsequenz ass, dass d'Leit an deene Länner, déi manifest net fir d'Währungsunioun prett waren, schwéier Sacrificë maache mussen, fir déi riseg Schold vun hirem Land ofzedroen.

D'Austeritéit ass net nëmmen an deene Länner eng schwéier Hypothéik fir d'wirtschaftlech Situatioun, mä och an Europa. D'öffentlech Investitiounen - muss ee wëssen -, déi sinn an Europa säit der Kris vun 2008 massiv zréckgaangen. D'Austeritéit féiert och zu enger sozial explosiver Situatioun, well et d'Leit mat klenge Pensiounen a Salairen am schlëmmsten trëfft an déi Räich hir Suen am Ausland horten. Wann d'Solidaritéit an enger Gesellschaft feelt, ass et schwéier, eng national Ustrengung ze verlaangen.

An deem Zesummenhang muss ech trotzdeem soen: Et ass net ze verstoen, dass de Sommet e Schrëtt zréckgeet an d'Créanciere vu Statsscholden aus der Flicht entléisst, esou wéi dat bei Griichenland duerch d'Décisioun vum Sommet vum Juli an Oktober ugefaange gouf. Domat ginn déi, déi gutt un der Kris verdéngen, aus der gemeinsamer Ustrengung entlooss.

Ech wëll iwwregens och hei nach derbäisoen, dass jo och den Europäesche Gewerkschaftsbond an dem Zesummenhang vun deem neie Vertrag d'Fuerderung no engem Protokoll iwwer soziale Fortschrëtt virgeluecht huet. Ech fannen dat eng interessant Fuerderung, déi ee sollt bei där Redaktioun vun deem Vertrag mat a Betruecht zéien.

Här President, mir Sozialiste bedauere ganz besonnesch, dass déi néideg Stabiliséierung exklusiv duerch d'budgetär Austeritéit soll geschéien. De Sommet vum 9. Dezember gesäit näischt fir d'Reprise vun der Wirtschaft vir. Ech bedauere mam Statsminister, dass de Wee iwwer eng gewësse Mutualiséierung vun de Statsscholden net ageschloe gouf.

„Euro-Bonds" sinn en Instrument, fir den ugeschloene Länner Loft ze ginn an hinnen ze erlaben, weider ze investéieren. Och en europäesche Maart vun Obligatioune wier e weidere Schrëtt um Wee vun der Sanéierung.

D'Finanztransaktiounssteier ass eng weider Méiglechkeet, fir de Finanzsecteur un der Bewältegung vun der Wirtschaftskris participéieren ze loossen a weider Mëttele fir Investissementer fräizemaachen. An deem Zesummenhang begréisse mer, dass de Finanzsecteur méi staark reguléiert gëtt an Dériven, déi 2008 zur Finanzkris gefouert hunn, ënnerbonne ginn. Mir begréissen och, dass dem Wonsch vun dem Vereenegte Kinnekräich fir en Opt-out vun de Finanzregulatiounen net entsprach gouf.

D'Roll vun der Europäescher Zentralbank gëtt an der Deklaratioun net ugeschwat. Ech weess, dass dat eng helleg Kou ass, mä wa schonns esou energesch an d'Eegestännegkeet vun den Nationalstaten agegraff gëtt, hätt ee sech och e bësse méi Courage fir dee wesentlechen Aspekt vun der Roll vun der Europäescher Zentralbank an der Europäescher Währungsunioun gewënscht.

Här President, wuel seelen an hirer Geschicht war d'Europäesch Unioun an esou enger schwiereger Lag wéi um Enn vun 2011. Hir Währung - do sinn ech och mam Statsminister d'accord - ass net a Gefor, mä si ass awer an enger schwéierer Situatioun duerch verschidde Scholdekrisen an eenzelne Länner.

Ech gestinn och gären an, dass et net einfach ass, à chaud an ënnert der Pressioun vun de Finanzmäert Léisungen ze sichen, wéi dat mat de Stats- a Regierungschefen op verschiddene Sommete säit deene Joren, wou déi Kris ugefaangen huet, stattfonnt huet. Mä ech mengen trotzdeem, wann dës Kris e positiven Ausgang kritt - a si muss dee kréien -, da verlaangt dat vun alle Länner sécher Ustrengungen, fir besser ze haushalten, mä och den Asaz géint déi ëmmer méi grouss Aarmut an Europa, mat der Iwwerzeegung, dass besser a méi gerecht ëmverdeelt an duerfir neie Räichtum muss geschaf ginn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Fayot. Als nächste Riedner ass den Här François Bausch agedroen. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann e Marathonleefer net am Équiliber ass, da geschitt em dat, wat mir e Samschdeg geschitt ass, nämlech da fält en op seng Nues an dann huet en en déckt blot A an den Daum gebrach. An ech mengen, e bëssen an dem nämlechte Stil, awer mat vill méi grousse Risike fir d'Gesondheet vun eis alleguerten diskutéiere mer de Moment iwwert d'Situatioun vun de Finanzen an Europa a vun der wirtschaftlecher Situatioun.

Ech mengen, mir sinn op engem Punkt als Gréng ganz sécher d'accord mat deem, wat hei de Mëtteg gesot ginn ass vum Premierminister. Dat ass, datt d'Haushaltskonsolidéierungen an Europa essenziell sinn. Dat Eenzegt, wat eis stéiert, dat ass, datt an der Diskussioun de Moment awer och nëmmen essenziell just déi an der Diskussioun sinn, an all déi aner wichteg Punkten, déi dozou gehéieren, fir datt mer erëm op de Wee vu Wuesstum, vu méi Stabilitéit, vu Gerechtegkeet an eiser Gesellschaft, vu méi Nohaltegkeet kommen, déi feelen.

Et ass richteg, datt d'Problemer, déi mer haut mat der Verschëldung hunn, datt déi net - an ech géif awer do just gär e Wuert bäifügen - ausschliesslech op d'Kris zréckzeféiere sinn, well et ass jo ganz ënnerschiddlech, firwat d'Verschëldung an deenen eenzelnen europäesche Länner entstanen ass.

Wann ech d'Beispill huele vun Irland an dat vergläiche mat zum Beispill Griichenland, dann ass et bei Griichenland méi wéi däitlech, datt et zu ganz groussen Deeler, ech géif soen zu 99 Prozent, hausgemaachten Ursaache sinn. Mä bei Irland ass eng aner Situatioun. Bei Irland huet d'Verschëldung ganz kloer mat der Kris ze dinn, well Irland huet missen, fir säi Finanzsystem, fir seng Banken ze retten, en enormen Effort maachen, a seng Schold dierft effektiv domadder enorm an d'Luucht gedriwwe gi sinn.

Och Spuenien ass ganz verschidde par rapport zu Griichenland. Ech wëll hei nëmmen drun erënneren, datt 2008, wéi d'Finanzkris ausgebrach ass, vu Spuenien behaapt ginn ass, et misst ee sech e Beispill huelen un de spuenesche Banken, dat wären déi beschtgefouert a séchersten an tipptoppsten, déi et géif ginn. Dat ass zu deem Zäitpunkt och richteg gewiescht, well een eigentlech nach net esou richteg gesinn huet, datt hannert der spuenescher Immobiliëblos sech och géif erëm e Finanzsecteur verstoppen, deen net ëmmer schrecklech sécher a wäitsiichteg dra gehandelt huet. An dat huet ënner anerem och a Spuenien, zu engem Deel mindestens, derzou gefouert, datt d'Verschëldung vu Spuenien déi ass, déi se haut ass.

Da muss ee soen, datt souwisou d'Finanzkris an d'Wirtschaftskris, déi dorauser entstanen ass, a virun allem deementspriechend de Chômage, deen dramatesch an d'Luucht gaangen ass a villen europäesche Länner - ënner anerem zum Beispill a Spuenien -, deen haut Rekordniveauen huet, datt dat de Stat och eppes kascht, an datt déi vill Chômeuren, déi op der Strooss sëtzen, jo awer d'Resultat si vun der Wirtschafts- a Finanzkris. An d'Allgemengheet misst derfir suergen, datt déi net definitiv am sozialen Ofgrond landen, respektiv datt d'Chômageindemnitéiten zum Beispill bezuelt ginn.

Dat heescht, et ass komplizéiert. Et misst een et souwisou de cas en cas kucken an deenen eenzelne Länner, wann een d'Verschëldung kuckt. Richteg ass awer prinzipiell - an dat ënnerschreiwe mir och -, datt vill Problemer vun der Haushaltskonsolidéierung, déi et elo gëtt, scho virun der Kris do waren. Mä och déi hunn erëm als Ursaach eng Politik, déi déi lescht 20 Joer verfollegt ginn ass, nämlech datt d'Finanzcapacitéite vun deenen eenzelne Staten ëmmer méi no ënne geschrauft gi sinn.

Et brauch jo kee méi heibannen haut dorun ze erënneren, well ech hunn och d'Zäit net derfir, datt zënter 1990 an engem ideologesche Liberaliséierungswahn - kann ee scho bal soen - d'Steierrecetten, nämlech d'Einnahmesäit vum Stat massiv no ënne geschrauft ginn ass an allen europäesche Länner, an der Illusioun natierlech, datt dee Modell, dee während 20 Joer propagéiert ginn ass, dee mer jo importéiert hunn aus den angelsächsesche Länner aus den 80er Joren, souwisou da géif automatesch derzou féieren, datt mer vill méi Wuesstum kriten an donc och vill méi Recetten oder mindestens gläichméisseg Recetten hätten oder hale géifen an donc och géifen Aarbechtsplazen entstoen, datt dat net esou agetratt ass an deene meeschte Länner.

Mir sinn als Lëtzebuerger Land eng absolut Ausnahm an där Hisiicht mat eiser Moyenne vu 4% Wuesstum, mat eise villen Iwwerschëss. Mä dat huet awer och erëm eng Kéier dermat ze dinn, datt mir e Land sinn, wat natierlech duerch dat, wat geschitt ass an den 80er an an den 90er Joren, nämlech déi liberaliséiert Finanzmäert, déi entfesselt Finanzmäert, datt mir extrem dovu profitéiert hunn als klengt Land. Mä mir sollen net mengen, datt déi Ausnahm, déi mer waren, déi mer wahrscheinlech a mat grousser Wahrscheinlechkeet net méi wäerte bleiwen, datt déi Ausnahm gülteg wär fir sämtlech europäesch Länner!

Dat heescht, déi vill Infrastrukturen, déi gebaut gi sinn an Europa, dee Sozialstat, dee jo awer nach weider bestan huet, zum groussen Deel och nach ausgebaut ginn ass, deen ass zu gréissten Deeler op Schold finanzéiert ginn an deene leschten 20 Joer. An dat ass de Grond, firwat datt déi vill Scholdebierger entstan sinn. Mä deen huet awer erëm eng Kéier ze dinn, wéi gesot, mat enger wirtschaftlecher a finanzpolitescher Logik, déi ganz geziilt drop erausgesteiert huet, datt d'Staten hir Finanzcapacitéit op e Minimum reduzéieren.

An duerfir feelt eis och dee Volet gänzlech oder ganz staark an der Diskussioun, wann et drëms geet, iwwert de Scholdenofbau ze diskutéieren. Natierlech kann et net sinn oder soll et net sinn an däerf et och net sinn, datt Scholden, déi gemaach gi sinn, datt eigentlech déi, déi d'Sue geléint hunn, dauernd mussen dervun ausgoen, datt se d'Suen net méi erëmkréien.

Dat muss a Griichenland eng Ausnahm gewiescht sinn. Dat kann net zur Regel ginn. Mä et misst awer derzou féieren an Europa, datt mer iwwer eng seriö Diskussioun iwwert d'Steieren zum Beispill, iwwert d'Einnahmesäit och driwwer diskutéiere kënnen, datt déijéineg, déi an deene leschten 20, 25 Joer un der Entwécklung vun eiser Gesellschaft, sief et am infrastrukturelle Beräich oder am soziale Beräich, datt déi och erëm méi derzou bäidroen, datt eng Gesellschaft ka funktionéieren, dat heescht, datt de Stat och handlungsfäeg ass. Datt se e brauchen, dat hu se jo selwer gemierkt 2008, wéi d'Kris komm ass. An et wär wierklech och elo un der Zäit, wéi gesot, fir déi Diskussioun ze féieren.

An dat ass, eiser Meenung no, och d'Grondviraussetzung, fir datt bei der Bevölkerung an Europa iwwerhaapt akzeptéiert gëtt, datt mer iwwert d'Konsolidéierung vun den Haushalter diskutéieren a Moossnamen treffen. Et gëtt Moossnamen, déi musse getraff ginn, wou mer Gewunnechten, léif Gewunnechte mussen a Fro stellen, wat wéideet.

Jiddwereen, deen eng Gewunnecht hat, wann e se op eemol muss opginn, dee mécht dat net gär, egal wien dat ass. Mä déi ginn nëmmen akzeptéiert, dat Opginn, wann d'Leit d'Impressioun hunn, datt déi Verdeelung an eiser Gesellschaft vu Räichtum erëm méi gerecht zougeet fir d'Zukunft. Dat heescht, datt mer, wéi gesot, iwwert d'Steieren och mussen diskutéieren.

Mir bedaueren och, datt déi „Euro-Bonds"… Mir si souwisou der Meenung, Europa ass eng Schicksalsgemeinschaft ginn. An och, wa mer elo net méi wëllen iwwert d'Scholden oder d'Finanzéierung vu Scholden iwwer „Euro-Bonds" diskutéieren, esou muss een et mat Sécherheet aus deem Grond maachen, deen elo just hei och de Mëtteg zitéiert ginn ass. Nämlech wa mer nach wëlle Suen opdreiwen, fir datt weider kann investéiert ginn, musse mer iwwer „Euro-Bonds" diskutéieren. Mä et ass och souwisou keen anere Choix do.

Et sollt awer kee mengen, datt een eenzelt europäescht Land iergendeppes wäert wär, och wirtschaftlech gesinn, wa mer net an deem Raum vun deene 27 wären. Ech hunn a menger Budgetsried hei den Altkanzler Schmidt zitéiert, dee richteg gesot huet - vläicht e bëssen iwwerspëtzt, mä et ass awer richteg an der Approche -, d'Exportiwwerschëss vun Däitschland, dat sinn d'Scholde vu Griichenland gewiescht.

Däitschland exportéiert zu iwwer 50% innerhalb vun der Europäescher Unioun. Datt Däitschland haut esou gutt dosteet, dat huet guer näischt mat enger innenpolitescher Situatioun ze dinn, oder wéineg, mä et huet haaptsächlech dermat ze dinn, well Däitschland en extrem staarkt Exportland ass.

Une voix.- Jo.

M. François Bausch *(déi gréng)*.- A wa 50% an d'Europäesch Unioun ginn, da muss ee wëssen, da mussen déijéineg, wou ee wëllt exportéieren, och nach d'Suen hunn, fir déi Wueren ze kafen, déi ee wëllt exportéieren. Dat ass wierklech: Eent an eent ass zwee. Dat ass net esou komplizéiert. A fir datt dat ka funktionéieren an datt mer erëm Wuesstum kréien, a mir mussen an deenen nächste Jore Wuesstum kréien, musse mer och „Euro-Bonds" kréien. An da musse mer dat och gemeinsam händelen; natierlech dann ënner anere Viraussetzungen, wéi mer se an der Vergaangenheet haten.

Duerfir ass elo fir eis dat, wat diskutéiert ginn ass a festgehale ginn ass zu Bréissel, eigentlech richteg. Mä dat si Mesuren, déi betreffen en gros d'Zukunft an net d'Vergaangenheet. Dat heescht, dat si Mesuren, déi an der Zukunft musse wierken, datt, wa mer zum Beispill op de Wee vun „Euro-Bonds" ginn, wou mer gemeinschaftlech hafte fir verschidde Scholden, et dann net ka sinn, datt awer verschidde Leit mengen: „Ma fein, jiddwereen haft jo mat fir dat, wat mir hei vu Rëndvéizegkeete maachen." An duerfir musse mer, wéi gesot, déi Regelen hunn. Mä et léist eis Problemer vun der Vergaangenheet net.

An dann, bei de Steierdiskussiounen ass déi Fro vun der Finanztransaktiounssteier fir eis keng symbolesch, mä dat ass eng eminent wichteg, déi sécherlech och reguléierend Effekter huet - do sinn ech fest dervun iwwerzeegt - an de Finanzmarchéen, mä déi virun allem och eng Gerechtegkeetsfro ass, an déi d'Leit och net méi wäerten akzeptéieren, wann déi Steier net kënnt.

Ech soen och hei - mir kënnen elo laang driwwer diskutéieren, ob et gescheit ass, dat an deene 27 oder an de 17 Eurolänner fir d'Éischt eleng ze maachen an déi aner wären all d'Luusspätteren -: Kuckt lech dach emol un, wat op der Welt geschitt a wéi wou iwwerall manifestéiert gëtt! Deejéinegen, dee mengt, egal wou et ass, an de Vereenegte Staten oder wou och ëmmer, datt et nach fënnef, zéng oder 15 Joer kéint esou weidergoen, datt e gudden Deel, oder loosse mer emol soen 1% vun deene Superräiche verschount géif an all déi aner missten d'Fraisë fir alles bezuelen, mä dee läit jo awer nu wierklech komplett dernieft!

Esou eng Gesellschaft ass wierklech net fonctiounsfäeg. An duerfir wäerten och an deenen anere Länner mat Sécherheet Regele kommen, ob et elo Finanztransaktiounssteier heescht oder wéi et och ëmmer wäert heeschen, mä wou d'Finanzacteuren, déi kuerzfristeg, well et geet jo hei ëm déi, déi iwwer Spekulatioun vill Geld verdéngen, och méi mat erugezu ginn, fir verschidde Saachen ze finanzéieren.

Här President, mir wäerten eis virbehalen duerfir als gréng Fraktioun alles dat, wat an d'Parlament kënnt, fir dat matzestëmmen, fir ze kucken all Kéiers, ob all déi aner Saachen, déi ech elo beschriwwen hunn, dat heescht eng Wuesstumsstrategie, déi kloer soll derzou féieren… Iwwregens an där Wuesstumsstrategie kéint een och nach vill Problemer léisen, déi elo zu Durban diskutéiert gi sinn. Déi ganz Energieproblematik spillt do eng wichteg Roll. Mä ob déi dra sinn? Mir wäerten eis virenthalen, ob d'„Euro-Bonds" wäerte kommen, ob an der Besteierung aner Regele kommen, ob déi Finanztransaktiounssteier kënnt.

Alles dat si Saachen, déi fir eis mindestens, fir net ze soe méi wichteg sinn à ce stade actuel wéi déi golde Regele fir d'Zukunft, well déi hunn nëmmen e Sënn, wa mer dat dote maachen. Soss komme mer net aus der Kris eraus. A wéi gesot, mir wäerten och duerfir nëmme Saachen hei matstëmmen, wa mer wierklech feststellen, datt parallell all déi aner Punkte gläichzäiteg also ageléist ginn, well mer der fester Iwwerzeegung sinn, datt soss dat Ganzt ongerecht ass an och a kenger Hisiicht vun den europäesche Bevölkerungen - an zu Recht - wäert akzeptéiert ginn.

Et ass richteg, den Euro ass e Projet, dee mer mussen... Mir mussen dee Projet net retten, mä mir mussen e weiderféieren, erhalen, well ouni - an ech wëll dat net all Kéiers nach widderhuelen, well dat schonn e puermol gesot ginn ass -, ouni d'Europäesch Unioun si mer eigentlech näischt méi wäert an där Welt, wou mer eis hei befannen. Mä mir mussen awer net mengen, datt mer dee Projet gerett kréien, andeem mer verschidden Elementer einfach vergiessen.

An, Här President, well eis dat wichteg ass, hu mer ons erlaabt, och de Mëtteg eng Motioun ze maachen, déi mer hei wëllen, déi ech hei wëll déposéieren, wou déi Elementer alleguer drastinn a wou mer gär de Mëtteg hei zum Vote hätten, wou mer d'Regierung opfuerderen, derfir ze suergen, datt, wéi gesot, parallell dozou all déi aner Chantiere weiderginn an déi och parallell dozou a Beschlossfaassunge solle münden. An ech wëll déi dee Moment och hei déposéieren.

Ech soen Iech Merci.

Motion 1

Engager l'Union européenne sur une voie de sortie de crise, renforcer la solidarité fiscale et la régulation financière

La Chambre des Députés,

- vu que la règle d'or décidée lors du Conseil de l'Union européenne du 9 décembre obligera certes les budgets nationaux à être à l'équilibre, mais ne pourra tenir lieu de stratégie économique;

- vu qu'une règle d'or appliquée aux budgets publics n'aurait en aucun cas évité les problèmes macroéconomiques rencontrés en Irlande, en Espagne et au Portugal depuis 2008 et l'emballement qui s'en est suivi;

- vu que les conclusions du Conseil omettent toute référence à une stratégie d'intégration fiscale européenne, essentielle pour assurer une juste contribution du secteur financier et des entreprises transnationales, et ne laisse ainsi pas d'autre choix aux États membres pour équilibrer leurs budgets que des coupes dans les dépenses ou l'augmentation des impôts indirects pesant sur l'équité sociale;

- vu que les dégâts de ces politiques d'austérité menacent actuellement l'Union européenne de récession et ne font qu'y accentuer les inégalités de revenus;

- vu que les conclusions du Conseil ignorent la nécessité d'une garantie de liquidité crédible pour ramener la confiance sur les marchés de la dette souveraine et ne mentionnent même pas les eurobligations comme éléments d'une solution durable qui permettrait aux Européens de mutualiser leurs dettes publiques;

- vu que les réformes nécessaires en Europe (notamment sur le plan fiscal et en matière d'investissement) n'ont aucune chance d'être socialement acceptées en l'absence d'une solide légitimité démocratique;

- vu que le refus de la Grande-Bretagne de participer aux décisions prises lors du Conseil laisse pla-

ner un doute considérable sur la faisabilité et la légitimité des mesures envisagées dans le cadre des règles et institutions communautaires;

invite le Gouvernement

- à participer activement aux négociations européennes visant à engager l'Union européenne sur une voie de sortie de crise crédible;

- à accepter à cette fin une démarche de modification des traités communautaires sous condition:

- qu'une garantie de liquidité solide pour ramener la confiance sur les marchés de la dette souveraine soit mise en place notamment à travers l'introduction d'euro-obligations selon la proposition du Pacte pour la réduction des dettes du Conseil des Sages allemand;

- qu'un engagement politique ferme des gouvernements des États membres pour rééquilibrer les budgets publics aille de pair avec un pacte de solidarité visant à ramener à terme les déséquilibres macroéconomiques entre les différentes économies de l'UE;

- que le Mécanisme européen de stabilité soit doté d'une licence bancaire en vue de la création d'un Fonds monétaire européen afin d'éviter que la Banque centrale européenne ne joue un rôle politique dans la résolution de la crise;

- que des mesures de régulation financière soient mises en place afin de réduire le risque de l'économie financière et bancaire sur l'économie des biens et services en général et celui des banques systémiques en particulier. Ceci évitera notamment à la BCE de continuer à jouer le rôle du prêteur en dernier ressort au profit des banques;

- que les taxations financières utiles à cet effet, telle que la Taxe sur les transactions financières, soient effectivement mises en place;

- qu'une politique fiscale communautaire soit mise en place afin de renforcer les objectifs de l'Union européenne dans les domaines de la cohésion sociale, de développement durable et stabilisation économique;

- qu'un programme de la relance économique soit lancé pour contrer les risques de récession et mettre en œuvre la transition des systèmes économiques et énergétiques nécessaires.

(s.) François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Josée Lorsché.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Bausch. Als nächste Riedner ass den Här Gibéryen agedroen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll vun eiser Säit aus och eng Rei vu Froen an Iwwerleeunge mat an déi Diskussioun hei erabréngen.

Dee leschten EU-Sommet vum 8. an 9. Dezember vun de Stats- a Regierungschefen huet op en Neits bewisen, datt Europa net méi amstand ass, dës gréisste Kris, déi d'Europäesch Unioun bis haut kannt huet, weder ze géréieren nach zu enger novollzéibarer Léisung ze féieren. Vu Sommet zu Sommet gëtt sech gerett, ginn nei Iddië proposéiert, nei Décisioune geholl an al Décisiounen iwwer Bord gehäit.

Nach ni stoung Europa esou oneens an esou zerstridden do, wéi dat haut de Fall ass. D'Machtlosegkeet vun de Stats- a Regierungschefe virun de Konsequenze vun deem Koup Schierbelen, dee si selwer ze verantwerten hunn. Europa huet duerch de Maastrichter Vertrag Kritären, déi d'Stabilitéit vum Euro grantéiere sollen, kritt, mä et waren d'Stats- an d'Regierungschefen, déi an der Zwëschenzäit iwwer 80-mol dës Kritäre selwer violéiert hunn. Si hu sech géigesäiteg d'Absolutioun ginn, an haut sti mer do, wou mer elo sinn: an enger grousser Scholdekris!

Et waren d'Stats- a Regierungschefen, déi doudsécher woussten, wéi Griichenland seng Chifferen a Bilanen truquéiert huet, a se awer an den Euro opgeholl hunn. Déi bestehend Texter hunn d'Méiglechkeet op d'Kontroll ginn, si si just net genotzt ginn. A well déi Responsabel hir Aarbecht net gemaach hunn, hätte se elo gären als Merci méi Rechter vis-à-vis vun deenen eenzelne Staten!

D'ADR ass duerfir dergéint, weider Souveränitéitsrechter un déi doten Europäesch Unioun ofzetrieden, wann een iwwerhaapt nach vun enger Europäescher Unioun ka schwätzen. Wéi huet et ëmmer geheescht: Ee Land huet esou vill Rechter wéi dat anert. A wéi ass d'Realitéit? Merkel a Sarkozy décidéieren, an déi aner hunn ze paréieren.

Verschidde Länner wéi Griichenland, Portugal, Italien an esou weider, déi mam Réck zur Wand stinn, hu souwisou keen anere Choix méi wéi ze paréieren. Déi kleng Länner wéi Lëtzebuerg haten nach ni vill ze soen, a Länner wéi England huele sech d'Recht, fir emol géint de Stroum ze schwammen a sech net dem Diktat vu Paräis oder Berlin ze ënnerwerfen.

Mä och d'Décisioune vum leschte Sommet hu keng Äntwert op déi aktuell Scholdekris bruecht, héchstens wann een Accord fonnt géif ginn iwwert de Vertrag, fir an Zukunft besser preventiv kënnen anzewierken. Mä zur Berouegung vun der aktueller Scholdekris huet dee leschten EU-Sommet keng positiv Äntwerte bruecht. Dat beweisen d'Stellunge vun de Ratingagenturen déi Deeg duerno. Esou huet zum Beispill d'Ratingagentur Moody's geschriwwen: „…hat sich unzufrieden mit den Beschlüssen auf dem Euro-Krisengipfel in der vergangenen Woche gezeigt. An unserer Ansicht, dass der Zusammenhalt in der Euro-Zone gefährdet ist, hat sich nichts geändert." De Sommet war also keng Stärestonn, héchstens Sternschnuppen, déi bekanntlech schnell vergléien.

Nom leschte Sommet gëtt dann Europa nach méi komplizéiert an domadder nach méi fonctiounsonfäeg wéi et schonns ass. Mir hunn eng Europäesch Unioun vu 27 Staten, en Eurogroup vu 17 Staten, Schengen 30 Staten, an elo soll och nach en zwëschestaatleche Vertrag tëschent 17 a plus Staten derbäikommen, nieft dem „Sixpack" an dem Semestre européen, déi schonns décidéiert si ginn!

Elo schonns zweifele renomméiert Juristen de Wäert vun esou engem Vertrag un. Och de Kommissiounspresident Barroso an de Rotspresident Van Rompuy hu virum Europaparlament deklaréiert, datt esou e Vertrag géif juristesch Problemer opwerfen. E Vertrag, deen nieft den europäesche Verträg géif fonctionnéieren.

Wie fir d'Anhalen an d'Duerchsetzung zoustänneg ass, wéi bindend esou e Vertrag kéint sinn a wou iwwerhaapt kéint geklot ginn, awer och, wat den Inhalt ubelaangt, zum Beispill d'Fiskalunioun: Wat ass domadder konkret prezis gemengt? Bis elo hu mer nach keng Äntwert kritt. Sinn dat europäesch Steieren? Ass dat d'Vereenegung vun den nationale Steieren oder Steiersätz? Oder eng Finanztransaktiounssteier, wou mer mengen, wann dat net an alle Länner agefouert gëtt, wou Finanztransaktioune stattfannen, wéi London, Schwäiz, Hongkong, Singapur an esou weider, datt dat dann eng Konkurrenz fir d'Lëtzebuerger Finanzplaz ka sinn.

Mir sinn der Meenung, datt Lëtzebuerg ni däerf enger Finanztransaktiounssteier zoustëmmen, wann net och déi aner State gläichzäiteg mat dodrënner falen. A mir wiere frou, och hei d'Positioun vun eiser Regierung ze kréien.

D'Scholdebrems, Här President. D'ADR hat sech scho méi laang fir eng Scholdebrems agesat. Haut huet den Här Statsminister gesot, och si - d'Regierung - wieren domadder d'accord. Et soll net an d'Verfassung kommen, et sollt e Gesetz ginn. Wichteg ass, fir ze kucken, wat d'Valeur vun esou engem Text ass, wat fir eng Hannerdieren, wat fir eng Schlupflächer esou een Text opléisst fir déi Situatioun, wa se da sollt antrieden. Wichteg ass et awer, fir ze wëssen, datt een e Gesetz ka méi einfach änneren, och spéiderhin, wéi eng Verfassung.

Lëtzebuerg ass am Ableck amgaangen, voll an eng Iwwerschëldung eranzekommen. A mir hunn dat och beim Budget mat 16 Punkten hei gemaach. An dat ass am Fong dee gréisste Feeler. D'Scholdekris, déi haut entstanen ass, ass, well vill europäesch Länner an och Lëtzebuerg hir Scholden net zréckbezuelen, mä just Zënse bezuelen, a spéider Generatioune mussen d'Kapital zréckbezuelen. Doduerch entsteet d'Scholdekris an deenen anere Länner an doduerch entsteet och hei d'Scholdekris zu Lëtzebuerg.

Eng weider wichteg Roll ass, wat fir eng Roll datt déi national Parlamenter nach kënnen an Zukunft spillen. De Minister Nicolas Schmit huet dëser Deeg vun enger Entmuechtung vun den nationale Parlamenter geschwat. Et gëtt an Zukunft zu Berlin an zu Paräis décidéiert iwwert d'Eckwäerter vun eiser Politik.

Här President, d'Zäit leeft mer fort. Duerfir wëll ech zum Schluss soen, datt d'ADR och géint „Euro-Bonds" ass. „Euro-Bonds" ass am Fong eng nei Schold, déi mer maachen, just op europäeschem Niveau. A gläichzäiteg soe mer: „D'Nationalstate sollen d'Scholden ofbauen."

Mir deelen d'Meenung vum Statsminister iwwert d'Wichtegkeet vun engem Euro, dee mer brauchen, a virun allem e Land wéi Lëtzebuerg brauch. Och wann eis Meenunge fir d'Rettung zum Euro ausenanerginn, si mer awer fir d'Wichtegkeet vum Euro. An och wann eis Meenungen ausenanerginn, wënsche mer der Regierung awer eng glécklech Hand, fir datt mer den Euro gerett kréien.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Gibéryen. Als leschte Riedner ass den Här Serge Urbany agedroen. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Här President, dräi Remarquen zum europäesche Sommet wëll ech hei maachen.

Éischtens: D'europäesch Stats- a Regierungschefen hu fräi Fahrt gi fir d'Banken a fir déi Leit mat ville Suen. D'Banke kréie kee Scholdeschnëtt méi imposéiert. D'Banke kréie weider quasi onbegrenzt Kreditter bei der Europäescher Zentralbank zu engem Prozent Zënsen a kënne mat vill méi héijen Tauxen u State weiderverléinen. D'State selwer kréien awer weiderhi keen Zougang zu de Kreditter vun der Europäescher Zentralbank, déi se awer selwer finanzéieren.

Et kann een also soen: Et ginn hei erëm eng Kéier öffentlech Sue verstäerkt zu privaten Investisseuren ëmgeleet, déi doduerch méi staark ginn. Et kann een natierlech all Erpressungsmanöver justifiéieren, mä et weess ee ganz genau, datt, wann een engem Erpresser eng Kéier nogëtt, da kënnt en ëmmer erëm mat senge Fuerderungen. An dat ass dat, wat mer gesinn.

Ech mengen, et ass definitiv keng Léier gezu ginn aus der Kris vun 2008. Et ass och keng Léier gezu ginn aus der Kris vun 2011, déi iwwregens menger Meenung no keng eigentlech Scholdekris ass, mä eng Verdeelungskris. Et si vill ze vill Suen accumuléiert a privat Hänn an et gëtt vill ze wéineg staatlech Kontroll doriwwer.

Zweetens: D'europäesch Stats- a Regierungschefen hu beschloss, den Defizit vun de Budgete vun de Memberstate strukturell op 0,5% ze begrenzen. Dat huet menger Meenung no net zum Zil, d'State méi onofhäng ze maache vun deenen, déi hinne Sue léinen. Domadder soll mat enger gläichzäiteger Senkung vun de Steieren de Wuesstum vun de staatleche Budgeten am geschafene Räichtum an enger Gesellschaft reduzéiert ginn.

Dat bedeit eng Senkung vun der Statsquot a bedeit och méi Privatiséierung. Et bedeit awer och eng Austeritéitspolitik, déi eis gläichzäiteg diktéiert gëtt duerch den Ofbau vun den universale Sozialleeschtungen an duerch hiert Ersetzen duerch eng Politik vun de Plooschteren, och nach genannt: selektiv Sozialpolitik. Zesumme mat enger gläichzäiteg vu Bréissel recommandéierter Reduzéierung vun de Léin gëtt also elo, Här President, vollzunn, wougéint mer 2009 op d'Strooss gaange sinn. Mir sollen elo, jo, definitiv bezuele fir d'Kris, déi vun de Finanzmäert provozéiert ginn ass.

Drëttens: D'europäesch Stats- a Regierungschefen hu beschloss, déi ongeheier Favoriséierung vum private Räichtum de Staten zentralistesch opzedrängen. D'Austeritéit geet am Gläichschrëtt mat verschäerfte Sanktiounen a Repressiounen. Dorobber musse mer nach méi wéi eng Kéier zréckkommen, och am Kader vun der geplangtener Budgetsreform hei zu Lëtzebuerg. Mir fäerten, dass do demokratesch Regelen an d'Budgetssouveränitéit a Fro gestallt ginn.

Dat hei ass eng Zaangegebuert zu Bréissel vun engem neien „austeritären" an autoritären Europa, dat net méi dat wirtschaftlech héich entwéckelt a sozial harmoniséiert Europa ass, dat eis awer ëmmer versprach ginn ass, ënner anerem och bei der Diskussioun iwwert den europäeschen Traité!

D'Kritiker vun deem Traité hu leider recht behalen. Déi neoliberal Logik vun deem Traité ass entscheedend gestäerkt ginn, och mat Mathëllef vun der lëtzebuergescher Regierung. Mä elo geschitt awer wéinstens d'Politik an Europa vill méi am Gläichschrëtt wéi virdrun. An ech mengen och, d'Resistenz géint déi Politik ka sech elo vill méi zesumme maachen, noutgedrongen op engem europäesche Plang.

Ech wëll meng Interventioun schléisse mat engem Appel, deen haut erauskomm ass vu Mélenchon a Lafontaine, e gemeinsamen Appel un d'europäesch Salariéen, an deem steet: «Nous vous appelons à la résistance de toutes vos forces contre ce recul de notre civilisation européenne.»

Ech soen Iech Merci. Leider, Här Juncker, kann ech net méi an den Detail agoen, et ass e bëssen holzschnëttaarteg, wat ech hei soen. Mä meng Riedezäit ass leider zimlech begrenzt.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. Elo kritt d'Wuert nach eng Kéier den Här Statsminister.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Här President, léif Kolleegen, an deene verschiddenen Interventioune si kaum Elementer derbäi, déi ech a menger net behandelt gehat hätt. Och huet den Här Gibéryen eng Rei vu Froe gestallt, vun deenen ech den Androck hat, dass ech op se agaange wier. Mä mir kënnen dat awer gären eng aner Kéier nohuelen.

Ech wollt zu där Motioun vun deene Gréngen, déi mer partiell gefält, soen, dass d'Regierung déi awer beim beschte Wëllen net kann unhuelen, well déi Considéranten, déi hei alignéiert ginn, net gläichdeckend mat der Aschätzung vun der Regierung sinn.

Mir si beispillsweis net der Meenung, dass déi Politiques d'austérité, wéi se hei charakteriséiert sinn, automatesch géifen d'Europäesch Unioun a Rezessioun féieren. Et si rezessiv Phasen do. Et kann een net ofstreiden, dass och rezessiounsbestëmmend Elementer an deene Spuerprogramme sinn. Mä ouni Spuerprogrammen an ouni Ofbau vun den Defiziter an ouni Ofbau vun der öffentlecher Schold kënnt et och net zu der Méiglechkeet iwwerhaapt, dass een erëm wuesstumsorientéiert Politike kann op de Wee schécken. Dofir gefalen déi Considéranten eis hei net.

An dann, wat den Haaptdispositif ubelaangt, huet d'Regierung enger Vertragsofännerung zougestëmmt am Wëssen drëm, dass net all Konditiounen, déi hei als Prekonditioune beschriwwe gi sinn, erfëllt gi sinn. Ech hunn um Sommet zu Bréissel eng Banklizenz fir den EFSF gefrot. Dat ass ofgelehnt ginn. Ech hunn - wann ech soen „ech", dat ass d'Lëtzebuerger Regierung, mä ech war awer eleng do: „Jean-Claude allein in Brüssel" - gesot, dass mer gären Euroobligatiounen no bestëmmte Konditiounen hätten. Ech hunn iwwert d'Roll vun der Zentralbank kee Wuert no baussen, mä munnecht Wuert no banne gesot. An dat sinn alles Saachen, déi net d'Unanimitéit fonnt hunn.

Dofir kënne mer dee Vertrag, deen noutwendeg ass a senge Stabiliséierungselementer, obschonn nëmmen intergouvernemental an net communautaire ausgeriicht, net der Erfëllung vun dëse Konditiounen ënnerwerfen, déi eendeiteg vun der Majoritéit vun de Membere vum Conseil européen ofgelehnt gi sinn. Et si Saachen derbäi, déi mir perfekt passen, mä d'Logik kann net déi sinn, dass mer elo erëm ufänken ze verhandelen. Den Här Hollande, dee seet zwar, wann e géif un de Pouvoir kommen - wat ech net fir eng gräisslech Perspektiv géif halen -, géif e renégociéieren. Mä ech sinn nach drun, dofir kann ech elo net renégociéieren.

M. le Président.- Merci dem Här Statsminister. Domadder wiere mer um Enn vun der Diskussioun a mir kéimen zur Ofstëmmung iwwert d'Motioun.

Motion 1

Wëllt nach een dozou d'Wuert ergräifen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn. Ech ginn dervun aus, datt de Vote électronique verlaangt ass. Mir géifen dann ofstëmmen iwwert déi Motioun.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

D'Motioun 1 ass verworf mat 52 Nee-Stëmmen, géint 8 Jo-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement: la motion 1 est rejetée par 52 voix contre 7 voix.

Ont voté oui: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

M. Serge Urbany.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert (par M. Marcel Oberweis), Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Nancy Arendt), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Carlo Wagner), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Mir kommen dann elo zum nächste Punkt, nämlech enger Question urgente N°1801 vum Här Fernand Etgen iwwert d'Tripartite. Den Här Etgen huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet zéng Minutten Zäit, fir drop ze äntwerten. Här Etgen, Dir hutt d'Wuert.

2. Question urgente n°1801 de M. Fernand Etgen sur la Tripartite

M. Fernand Etgen *(DP).*- Merci, Här President.

Plusieurs voix.- Oh!

M. Fernand Etgen *(DP).*- Wat hunn ech gesot?

(Hilarité)

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, eist Land ass an enger schwiereger wirtschaftlecher Situatioun. Dat dierft, mengen ech, jiddwerengem heibanne kloer sinn.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat kann net haart genuch gesot ginn.

M. Fernand Etgen *(DP).*- An dësem schwierege Moment gesäit et awer esou aus, wéi wann d'Verhandlungen an der Tripartite no 2010 nees eng Kéier géife scheiteren. Ee weidert Scheiteren däerfe mir eis am Intérêt vun eisem Land awer net erlaben.

D'Positioune vun dem Patronat a vun de Gewerkschafte sinn zënter gëschter bekannt: D'Patronat huet eng Rei vun Diskussiounspunkten op den Dësch geluecht, an d'Gewerkschaften hu gedroht, net un der Tripartite deelzehuelen, wann dës Punkten net géifen zréckgezu ginn. Deen eenzege Partner aus der Tripartite, vun deem ee bis elo näischt héieren huet, ass d'Regierung. Dofir wollt ech folgend Froen un de Statsminister stellen:

Wat sinn d'Positiounen an d'Propositiounen, mat deenen d'Regierung an déi nächst Réunioun vun der Tripartite wëllt goen? Wéi wëllt se ee Scheitere vun de Verhandlunge verhënneren? Ass d'Regierung bereet, iwwer all déi Punkten, déi vum Patronat ugeschwat goufen, ze diskutéieren, oder refuséiert se dat wéi d'Gewerkschaften? Wa jo, op wat fir puer Punkte besteet esou ee Refus?

Nom Scheitere vun der Tripartite 2010 hutt Dir gemengt, och d'Chamber misst sech verstäerkt an d'Diskussiounen ëm d'Zukunftsfäegkeet vun eisem Land mat abréngen. Ech zitéieren Iech: „Ech fannen, och Är Chamber misst am Oktober, November ee Kompetitivitéitstour dréien an nei Iddië mat an de Krees vun den Iwwerleeunge werfen." Fin de citation. Ech mengen, datt d'Chamber a speziell meng Partei dat gemaach hunn.

Dofir eng lescht Fro: Wéi een Timing gesäit d'Regierung vir, fir ofzeschléissen? Waren d'Positioune vun der UEL Iech scho säit Längerem bekannt?

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Etgen. An elo kritt d'Wuert den Här Premierminister Jean-Claude Juncker.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dir Dammen an Dir Häre, den Här Etgen invitéiert mech hei zu enger „Castroliker" Laangzäitried iwwer alleguer déi Punkten, déi Patronen a Gewerkschafte virgeluecht hunn. En hätt gären, dass ech zu all Punkt soen, wat d'Regierung denkt a wat d'Regierung oflehnt a wat d'Regierung zréckbehält. Do wollt ech Iech froen: Bis wéi vill Auer hutt Der wëlles, heizebleiwen?

Une voix.- Mir hunn Zäit.

Une autre voix.- Gleeft mer et!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Mir sinn a Gespréicher mat de Patronatsorganisatiounen a mat de Gewerkschaften. Ech hat den Organisatiounen, deenen engen an deenen aneren, een Tableau matginn, wéini dass ech bereet wier, déi Gespréicher ze féieren. Deen ass och amplement benotzt gi vun de Sozialpartner, déi ech vill gesinn hunn d'lescht Woch an och dës Woch nach - an déi Woch ass nach net al! An een Deel vun deem Zäitkredit vun 43 Stonnen, déi ech do lassgebaggert hat, deen ass benotzt an deen huet mer erlaabt, souwuel de Patronatsorganisatioune wéi och de Gewerkschaften ze soen, wou mer kéinte mat hinnen averstane sinn a wou net.

Wann et elo zu enger Situatioun komm ass, déi mech net optimistesch stëmmt fir de weidere Verlaf vun deenen Tripartitesgespréicher, dann huet dat mat engem Konflikt ze dinn, deen tëschent de Gewerkschaftsorganisatioune besteet an de Patronatsorganisatiounen.

D'Gewerkschaften hu gëschter däitlech gemaach, dass se an hire Gespréicher mat der Regierung - wat e bëssen eng pluriel Beschreiwung vun engem singulierë Virgang ass - relativ wäit komm sinn. An d'Patronat huet sech och bis elo nach net iwwer eng mangelhaft Diskussiouns- an Dialogbereetschaft vun der Regierung beklot, wourauser ee kéint ofliesen, dass et Punkte gëtt am Revendicatiounskalenner vun deenen engen a vun deenen aneren, mat deenen d'Regierung sech averstan erkläert huet, mä awer net mat alle Punkten an de Revendicatiounskalennere vun deenen engen a vun deenen aneren.

Ech wëll elo hei net Punkt fir Punkt déi Streck do eng Kéier duerchlafen. An de Revendicatiounselementer vun de Gewerkschafte kënne mer keng zréckbehalen, déi d'nächst Joer mat supplementare budgetären Ausgabe verbonne sinn. Dat geet net a gëtt och net gemaach.

An an de Patronatskalennere sti Saachen dran, déi ee sech kann iwwerleeën, iwwerleeë mer eis och: eng gewëssen Ëmorientéierung vu Stécker vum Aarbechtsrecht a Richtung méi Flexibiliséierung; awer nëmmen do, wou dat Sënn mécht. Zum Beispill d'Contrats à durée déterminée ze flexibiliséiere mécht Sënn. An de ganz ieweschten, international ze besetzende Gehaltssegmenter mécht et iwwerhaapt kee Sënn. An dem Lounsecteur, deen iwwert den Niddregléin läit, d'Fuerderung, dass mer d'Mindestléin net méi géifen adaptéieren, ass eng Fuerderung, där d'Regierung sech net kann uschléissen.

Elementer, wéi een zu méi Beschäftegung ka kommen - a Kombinatioun vu Mindestloun a vu Lounzousazdeeler - ass eng Diskussioun, déi mer kënne féieren. Mä wa mer d'Partner net un een Dësch kréien, kënne mer se net féieren.

Egal wéi, ob eng Tripartite ass oder net, d'Décisioune falen dës Woch. A wa keng Tripartite méi zesummekënnt - an no Gespréicher, déi ech nach esou féieren -, d'Regierung hélt e Freideg de Moien, falls keng Tripartite stattfënnt, all Décisiounen, déi am Intérêt vum Land musse geholl ginn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Statsminister. Domadder wiere mer um Enn vun dësem Punkt.

3. Résolution relative à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant les règles relatives aux paiements directs en faveur des agriculteurs au titre des régimes de soutien relevant de la politique agricole commune (COM(2011) 625)

- Art. 169 du Règlement de la Chambre

D'Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural huet an hirer Réunioun vum 12. Dezember 2011 décidéiert, en Avis politique un d'Europäesch Kommissioun ze riichten, deen d'Dokument (COM(2011) 625) iwwert d'Regele vum direkten Ausbezuele vun den Agrarënnerstëtzunge betrëfft.

D'Kommissioun huet wuelverstane kee Problem, wat de Respekt vum Subsidiaritéitsprinzip ugeet, mä wëllt politesch Bedenken zum Ausdrock bréngen, esou wéi et den nationale Parlamenter an där sougenannter Barroso-Initiativ erlaabt ass. D'Prozedur, déi applizéiert gëtt, ass hei geregelt am Artikel 169 vun eisem Chambersreglement. Den Avis vun der Agrarkommissioun ass Iech a Form vun enger Resolutioun verdeelt ginn.

Résolution

La Chambre des Députés,

- considérant l'article 169 du Règlement de la Chambre des Députés;

- rappelant que la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural a été saisie d'une proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant les règles relatives aux paiements directs en faveur des agriculteurs au titre des régimes de soutien relevant de la politique agricole commune (COM(2011) 625);

- constatant que la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural a adopté majoritairement lors de sa réunion du 12 décembre 2011 un avis politique au sujet de l'initiative législative précitée;

décide d'adopter cet avis politique de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural ayant la teneur suivante:

<u>Remarques préliminaires</u>

La proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant les règles relatives aux paiements directs en faveur des agriculteurs au titre des régimes de soutien relevant de la politique agricole commune fait partie du paquet législatif définissant le cadre légal de la Politique agricole commune pour la période 2014-2020. Elle a été renvoyée à la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural afin que celle-ci vérifie la conformité de cette proposition communautaire aux principes énoncés à l'article 5 du Traité sur l'Union européenne.

En ce qui concerne cette analyse, la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural renvoie à son avis motivé rédigé à ce sujet et rappelle qu'elle considère l'ambition de la Commission européenne de vouloir définir en détail la notion d'«agriculteur actif» comme contraire à l'article 5 du Traité sur l'Union européenne.

La proposition de règlement en question comporte toutefois une série d'autres éléments nouveaux, suscitant parfois des préoccupations, et qui méritent d'être commentés.

<u>Le paiement en faveur des pratiques agricoles bénéfiques pour le climat et l'environnement</u>

La Commission européenne propose un «verdissement» du premier pilier de la Politique agricole commune, c'est-à-dire l'introduction d'un «paiement en faveur des pratiques agricoles bénéfiques pour le climat et l'environnement» séparé et obligatoire qui représente 30% de l'enveloppe budgétaire prévue pour le paiement direct.

Le versement de cette prime à l'hectare de surface éligible est conditionné par le respect de plusieurs critères.

Il importe de savoir qu'à l'heure actuelle un régime d'aides analogue existe au niveau du deuxième pilier de la Politique agricole commune (ci-après «la PAC»), de sorte que la commission souhaite mettre en garde devant des conséquences négatives de l'intégration au premier pilier d'un tel paiement «écologique» tant sur les programmes agro-environnementaux du deuxième pilier que sur les exploitants agricoles qui les mettent en œuvre. Il est ainsi fort probable que certaines mesures prévues actuellement dans le deuxième pilier devront être supprimées au risque d'occasionner pour certains exploitants une perte sèche de revenu.

Il y a également lieu de se rendre à l'évidence que le maintien d'une seule prime, tel que le paiement unique actuel, dans le cadre du premier pilier aurait été bien plus simple à gérer, quitte à adapter la conditionnalité de façon à tenir compte de certains critères proposés pour le «verdissement» et de la cibler davantage sur l'activité agricole. Cette réforme va donc à l'encontre de la volonté affichée de la Commission européenne de vouloir parvenir à une simplification administrative.

Par ailleurs, il y a lieu de rappeler qu'actuellement déjà maintes normes environnementales et notamment les critères de la «cross compliance» sont à respecter obligatoirement et le seront également à l'avenir par tous les exploitants agricoles.

La Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural tient ainsi à souligner son attachement à un régime d'aides agro-environnementales incitatives. Elle est fondamentalement d'avis que le système actuellement en vigueur, qui permet aux agriculteurs d'assurer leur revenu en participant sur une base volontaire à des régimes honorant certaines pratiques agricoles écologiques bien définies, est un système non seulement plus simple, mais tout aussi efficace car suscitant un engagement plus fervent que ne l'obtiendrait un régime de pure contrainte.

La commission parlementaire propose par conséquent de procéder à une adaptation mesurée des exigences relatives aux bonnes pratiques agro-environnementales, au lieu d'introduire un nouvel instrument dans le premier pilier.

Dans le cadre du système actuel et de son régime d'aides agro-environnementales sur une base volontaire, le Luxembourg a su obtenir de réels progrès. La commission parlementaire insiste donc qu'il soit tenu compte des acquis du Luxembourg en ce qui concerne le «verdissement» de la PAC.

Quant aux critères à remplir par l'exploitant agricole pour avoir droit au versement du paiement dit «écologique», la part des surfaces agricoles à réserver comme surface à haute valeur écologique (à hauteur de 7% des surfaces arables et/ou cultures permanentes) est à considérer comme exagérée. Un effort conséquent serait à réaliser sur ce plan même dans un pays comme le Luxembourg, dont la surface agricole est pourtant caractérisée par un morcellement très prononcé et laquelle comporte de ce fait une proportion relativement élevée de surfaces ayant un intérêt écologique (haies, bosquets, talus, etc.). Par ailleurs, la commission parlementaire met en garde que, dans sa teneur actuelle, le texte réglementaire risque de permettre des pratiques pas conformes à l'esprit de cette mesure, comme le louage d'un terrain périphérique par une exploitation à la seule fin de le mettre en jachère afin de se conformer à ce critère.

La commission parlementaire souhaite également rappeler que les exploitants agricoles ne peuvent pas ou que difficilement répercuter une hausse des coûts de production sur leurs prix de vente. L'impact du «verdissement» du premier pilier sur les coûts de production, estimé selon l'étude d'impact de la Commission européenne pour le Luxembourg à 60 euros par hectare, figure parmi les plus importants dans l'Union européenne. Dans la pratique et compte tenu de la nature des exploitations, ce coût devrait même se situer largement au-dessus de cette évaluation, notamment en ce qui concerne les cultures permanentes telle que la viticulture.

Quant au critère du maintien des prairies permanentes existantes, la commission parlementaire donne à considérer que le Luxembourg a déjà appliqué une règle similaire dans le cadre de son régime des primes à l'entretien de l'espace naturel et du paysage (deuxième pilier). Il va de soi qu'en tant que règle du paiement «écologique» du premier pilier, cette réforme aura un impact financier sur le régime correspondant du deuxième pilier.

La dérogation prévue pour l'agriculture biologique dans ce contexte constitue aux yeux de la commission parlementaire une incohérence, tandis que les surfaces soumises à un «programme biodiversité» devraient se soumettre à ces nouveaux critères écologiques obligatoires.

De manière générale, l'intégration d'un paiement écologique au niveau du premier pilier risque de créer des incohérences avec des régimes environnementaux existant déjà au niveau du deuxième pilier.

Par conséquent, la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural plaide, en ordre principal, pour apporter lesdites réformes telles qu'exposées dans le cadre du deuxième pilier, tout en permettant au Luxembourg de tenir compte de ses acquis dans ce domaine.

<u>Convergence du taux des paiements directs</u>

La proposition de règlement prévoit une convergence partielle du taux des paiements directs entre les États membres et une convergence totale entre les exploitations d'une même région, le Luxembourg étant considéré comme une seule région. Cette proposition se solderait, d'une part, par une réduction de 2% du budget des paiements directs alloués au Luxembourg et, d'autre part, par la disparition de la prise en compte de l'historique des paiements versés aux exploitants agricoles d'une même région.

Sur ce point, la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural insiste également à ce qu'il soit tenu compte des acquis des États membres qui, par le passé déjà, ont progressé en partie vers une régionalisation, tel que le Luxembourg, qui a mis en place un modèle régional hybride, où environ 30% de l'enveloppe du paiement unique ont été distribués de façon uniforme et 70% sur base de l'historique individuel des exploitations.

Le rythme de l'harmonisation tel qu'il est actuellement prévu est bien trop rapide, notamment dans la première année de l'entrée en vigueur de la PAC. En effet, le respect du «verdissement» est désormais une condition pour chaque exploitation si elle souhaite avoir droit au paiement de base et peut également être considéré comme une «régionalisation» des paiements qui sera d'application de suite. Ainsi, 70% des paiements directs (30% via le paiement «écologique» et 40% du paiement de base) pourraient être qualifiés dès cette première année comme étant régionalisés. La commission parlementaire insiste donc à ce qu'il soit tenu compte des efforts de régionalisation déjà réalisés par les États membres lors de la mise en œuvre de l'examen à mi-parcours en 2005.

Enfin, la commission parlementaire tient à mettre en garde devant le risque d'une consolidation d'un marché de droits au paiement unique à l'image de celui des quotas laitiers. La commission demande donc à ce qu'il soit au moins permis aux États membres d'interdire le transfert non définitif de ces droits par location ou leasing.

(s.) Roger Negri, Fernand Boden, Lucien Clement, Jean Colombera, Fernand Etgen.

Vote sur la résolution

E Vote sans débat gëtt virgeschloen. Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Wie mat dëser Resolutioun d'accord ass, ass gebieden, d'Hand ze hiewen.

Wien ass net mat där Resolutioun d'accord?

Wien enthält sech?

Domadder wär déi Resolutioun awer mat enger ganz grousser Majoritéit ugeholl, an ech géif Iech Merci soen an den Avis dann un déi zoustänneg europäesch Instanze weiderleeden.

4. Résolution relative à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil portant organisation commune des marchés des produits agricoles (règlement «OCM unique») - (COM(2011) 626)

- Art. 169 du Règlement de la Chambre

Déiselwecht Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural huet an hirer Réunioun vum 12. Dezember 2011 décidéiert, en zweeten Avis politique un d'Europäesch Kommissioun ze riichten, deen d'Dokument (COM(2011) 626) iwwert d'Organisatioun vun den Agrarmäert betrëfft.

D'Kommissioun huet wuelverstane kee Problem, wat de Respekt vum Subsidiaritéitsprinzip ugeet, mä wëllt politesch Bedenken zum Ausdrock bréngen, esou wéi et den nationale Parlamenter an där sougenannter Barroso-Initiativ erlaabt ass. D'Prozedur, déi applizéiert gëtt, ass geregelt am Artikel 129 (veuillez lire: 169) vun eisem Chambersreglement. Den Avis vun der Agrarkommissioun ass lech a Form vun enger Resolutioun verdeelt ginn.

Résolution

La Chambre des Députés,

- considérant l'article 169 du Règlement de la Chambre des Députés;

- rappelant que la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural a été saisie d'une proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil portant organisation commune des marchés des produits agricoles (règlement «OCM unique»);

- constatant que la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural a adopté lors de sa réunion du 12 décembre 2011 un avis politique au sujet de l'initiative législative (COM(2011) 626) précitée et relevant du contrôle du respect des principes de subsidiarité et de proportionnalité;

décide d'adopter cet avis politique de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural ayant la teneur suivante:

La proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil portant organisation commune des marchés des produits agricoles fait partie du paquet législatif définissant le cadre légal de la Politique agricole commune (ci-après «la PAC») pour la période 2014-2020. Elle a été renvoyée à la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural afin que celle-ci vérifie la conformité de cette proposition communautaire aux principes de subsidiarité et de proportionnalité suivant l'article 5 du Traité sur l'Union européenne.

La Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural se doit de renvoyer à ses deux avis motivés concernant les documents communautaires (COM(2010) 738 final) et (COM(2010) 799). En effet, la présente proposition de règlement persiste dans la même approche et permet à la Commission européenne un recours massif à l'acte délégué pour l'adoption d'éléments essentiels de la législation. La commission parlementaire a jugé et continue à juger cette façon de procéder comme contraire aux articles 290 et 291 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et donc incompatible avec l'article 5 du Traité sur l'Union européenne.

Cette critique réaffirmée, la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural ne décèle toutefois pas de nouveaux éléments quant au fond qui risquent d'enfreindre le principe de subsidiarité ou de proportionnalité.

La proposition de règlement «OCM unique» introduit une série de nouvelles dispositions, qui prévoient notamment l'harmonisation partielle des mesures d'urgence; la création d'un fonds d'urgence de 500 millions d'euros annuels, reportables, pour faire face aux situations de crise sur les marchés agricoles; l'abandon de l'aide à l'incorporation de poudre de lait dans l'alimentation animale.

Le maintien des principales mesures de gestion des marchés, comme l'intervention ou le stockage privé est à saluer, même si le manque d'ambition de la proposition dans ce domaine est à regretter.

Eu égard au secteur viticole luxembourgeois, la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural insiste à ce que le régime des droits de plantations soit prolongé.

Enfin, la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural constate que la suppression du système de régulation du marché via quotas de production dans les secteurs du lait et du sucre se voit confirmée par cette proposition de règlement.

Compte tenu de l'importance de la branche laitière dans l'agriculture luxembourgeoise (30% de la valeur de la production agricole), la commission parlementaire s'est plus particulièrement intéressée à l'existence d'éventuelles propositions permettant d'assurer aux États membres un «atterrissage en douceur» dans le contexte de la suppression des quotas laitiers en 2015. Or, l'absence de telles propositions est hautement décevante et la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural juge cruciale que le dispositif proposé soit complété à ce sujet en introduisant, par exemple, une réduction progressive du prélèvement supplémentaire et/ou l'abolition du facteur de correction matière grasse.

(s.) Roger Negri, Fernand Boden, Lucien Clement, Jean Colombera, Fernand Etgen, Henri Kox.

Vote sur la résolution

E Vote sans débat gëtt virgeschloen. Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Wie mat dëser Resolutioun d'accord ass, ass gebieden, d'Hand ze hiewen.

Dat schéngt mer d'Unanimitéit vun dësem Haus ze sinn. Domadder wär dës Resolutioun ugeholl, an ech géif lech Merci soen an den Avis un déi zoustänneg europäesch Instanze weiderleeden.

5. Résolution relative à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant les règles relatives aux paiements directs en faveur des agriculteurs au titre des régimes de soutien relevant de la politique agricole commune (COM(2011) 625)

- Art. 169 (5) du Règlement de la Chambre

An därselwechter Réunioun, nämlech vum 12. Dezember 2011, huet déiselwecht Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural décidéiert, en Avis motivé un d'Europäesch Kommissioun ze riichten.

D'Agrikulturkommissioun war am Kader vun der Kontroll vum Subsidiaritéitsprinzip mat engem legislative Virschlag vun der EU-Kommissioun befaasst. Dee Virschlag betrëfft d'Regele vum direkten Ausbezuele vun den Agrarënnerstëtzungen. D'Agrikulturkommissioun koum zur Konklusioun, datt hei de Subsidiaritéitsprinzip verletzt ginn ass. D'Prozedur, déi applizéiert gëtt, ass geregelt am Artikel 169 vun eisem Reglement. Den Avis motivé vun der Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural läit lech a Form vun enger Resolutioun vir.

Résolution

La Chambre des Députés,

- considérant l'article 169 du Règlement de la Chambre des Députés;

- rappelant que la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural a été saisie d'une proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant les règles relatives aux paiements directs en faveur des agriculteurs au titre des régimes de soutien relevant de la politique agricole commune, proposition législative émanant de la Commission européenne (COM(2011) 625) et relevant du contrôle du respect des principes de subsidiarité et de proportionnalité;

- constatant que la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural a adopté, lors de sa réunion du 12 décembre 2011, un avis motivé au sujet de l'initiative législative précitée;

décide d'adopter cet avis motivé de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural ayant la teneur suivante:

Considérations générales

La proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant les règles relatives aux paiements directs en faveur des agriculteurs au titre des régimes de soutien relevant de la politique agricole commune fait partie du paquet législatif définissant le cadre légal de la Politique agricole commune (ci-après «la PAC») pour la période 2014-2020.

Cette proposition de règlement a été renvoyée à la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural afin qu'elle vérifie si cette proposition communautaire est conforme aux principes de subsidiarité et de proportionnalité. Ces principes, ancrés dans l'article 5 du Traité sur l'Union européenne, s'énoncent comme suit:

«En vertu du principe de subsidiarité, dans les domaines qui ne relèvent pas de sa compétence exclusive, l'Union intervient seulement si, et dans la mesure où, les objectifs de l'action envisagée ne peuvent pas être atteints de manière suffisante par les États membres, tant au niveau central qu'au niveau régional et local, mais peuvent l'être mieux, en raison des dimensions ou des effets de l'action envisagée, au niveau de l'Union. (…)

En vertu du principe de proportionnalité, le contenu et la forme de l'action de l'Union n'excèdent pas ce qui est nécessaire pour atteindre les objectifs des traités. (…)».

Le délai prévu pour le contrôle du respect de ces principes expire le 15 décembre 2011.

La commission parlementaire a noté que la Commission européenne entend introduire une série de nouvelles dispositions par rapport au système actuel, dont la définition d'un «agriculteur actif».

Examen de la compatibilité de l'article 9 de la proposition de règlement avec les principes de subsidiarité et de proportionnalité

Dans sa volonté de mieux cibler les paiements du premier pilier de la PAC aux agriculteurs et d'exclure certains excès, la Commission européenne propose de définir comme suit l'agriculteur actif (article 9):

«Agriculteur actif

1. Aucun paiement direct n'est octroyé à des personnes physiques ou morales, ni à des groupes de personnes physiques ou morales, qui se trouveraient dans une des situations suivantes:

a) le montant annuel des paiements directs est inférieur à 5% des recettes totales provenant des activités non agricoles au cours de l'exercice fiscal le plus récent, ou

b) leurs surfaces agricoles sont principalement des surfaces naturellement conservées dans un état qui les rend adaptées au pâturage ou à la culture, et ils n'exercent pas sur ces surfaces l'activité minimale établie par les États membres conformément à l'article 4, paragraphe 1, point c).

2. Le paragraphe 1 ne s'applique pas aux agriculteurs qui ont perçu moins de 5.000 EUR de paiements directs pour l'année précédente.

3. La Commission se voit conférer le pouvoir d'adopter des actes délégués, conformément à l'article 55, aux fins d'établir:

a) les critères permettant de fixer le montant des paiements directs pertinents aux fins des paragraphes 1 et 2, en particulier au cours de la première année d'attribution des droits au paiement, lorsque la valeur des droits au paiement n'est pas encore définitivement établie, ainsi que pour les nouveaux agriculteurs;

b) les exceptions à la règle selon laquelle les recettes réalisées au cours de l'exercice fiscal le plus récent doivent être prises en considération, lorsque ces données ne sont pas disponibles; et

c) les critères permettant de déterminer les cas dans lesquels les surfaces agricoles doivent être considérées comme étant principalement des surfaces naturellement conservées dans un état qui les rendent adaptées au pâturage ou à la culture.»

Jusqu'à présent, les États membres bénéficiaient, sur ce point, d'une certaine liberté dans l'application des différents régimes de soutien. La transposition, toutefois, par certains États du cadre communautaire a permis à certaines personnes physiques et morales dont l'objectif commercial n'était pas ou guère lié à l'exercice d'une activité agricole, tels que des aéroports, des entreprises de chemin de fer, des sociétés immobilières et des entreprises de gestion d'installations sportives de solliciter et d'obtenir des subventions agricoles.

Au Luxembourg de tels paiements peu conformes à l'esprit de la PAC ont pu être exclus et l'application du Luxembourg de ces régimes de soutien a même été relevée positivement par la Cour des comptes européenne: «(…) mais les conditions d'admission n'ont pas été appliquées de manière uniforme dans toute la Communauté. Par exemple, le Luxembourg a restreint l'attribution de droits aux demandeurs qui gèrent réellement une exploitation agricole disposant de toutes les machines et équipements nécessaires à une gestion indépendante. Tous les autres États membres appliquant le modèle régional ou hybride ont accepté des demandes émanant de propriétaires qui se sont engagés à maintenir, ou à faire maintenir, leurs terres dans de bonnes conditions agricoles et environnementales, même s'ils ne possédaient pas de machines ou d'équipements agricoles.» (Rapport annuel sur l'exécution du budget relatif à l'exercice 2006).

Il est donc tout à fait possible, même en l'absence d'une disposition communautaire définissant l'agriculteur actif, d'exclure ce qui peut être considéré comme un emploi abusif de fonds publics destinés à préserver une agriculture productive, durable et diversifiée.

Même si l'intention de la Commission européenne est à saluer, il est évident que la définition proposée va compliquer de manière excessive la mise en œuvre de la PAC et laisse à craindre une augmentation démesurée de la charge administrative. Elle obligera l'administration à prendre en compte tous les revenus non agricoles des demandeurs d'aide et devrait impliquer la comptabilisation de l'ensemble des revenus de tous les bénéficiaires du paiement unique. Cette disposition soulève une multitude de questions d'application pratique.

Compte tenu du fait que le Luxembourg a, dans le cadre communautaire actuellement en vigueur, pu cibler l'accès au paiement unique de manière efficace sur les agriculteurs actifs, la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural considère que le contenu de cet article va bien au-delà de ce qui est nécessaire pour atteindre l'objectif souhaité.

Par conséquent, l'article 9 est soit à supprimer, soit à reformuler de manière plus générale en se limitant à énoncer l'objectif à atteindre et de confier aux États membres le soin d'élaborer leurs textes de transposition nationaux de sorte à exclure les pratiques incriminées tant par la Cour des comptes européenne que par la Commission européenne.

Conclusion

Dans sa teneur actuelle, la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant les règles relatives aux paiements directs en faveur des agriculteurs au titre des régimes de soutien relevant de la politique agricole commune, et plus particulièrement par son ambition de définir l'agriculteur actif, est en contradiction avec l'article 5, paragraphe 4 du Traité sur l'Union européenne.

(s.) Roger Negri, Fernand Boden, Lucien Clement, Jean Colombera, Fernand Etgen, Henri Kox.

Vote sur la résolution

E Vote sans débat gëtt virgeschloen. Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Wie mat dëser Resolutioun d'accord ass, ass gebieden, d'Hand ze hiewen.

Och déi Resolutioun schéngt mer op d'Unanimitéit vun dësem Haus ze stoussen. Domadder ass se ugeholl. Ech géif lech Merci soen an och dësen Avis un déi zoustänneg europäesch Instanze weiderleeden.

6. Résolution relative à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader), proposition législative émanant de la Commission européenne (COM (2011) 627)

- Art. 169 (5) du Règlement de la Chambre

Nach eng Kéier an der Réunioun vum 12. Dezember 2011 huet nach eng Kéier déiselwecht Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural décidéiert, en zweeten Avis motivé un d'Europäesch Kommissioun ze riichten.

D'Agrikulturkommissioun war am Kader vun der Kontroll vum Subsidiaritéitsprinzip mat engem legislative Virschlag vun der EU-Kommissioun befaasst. Dee Virschlag betrëfft d'Ënnerstëtzung vum Fonds européen agricole pour le développement rural. D'Agrikulturkommissioun koum zur Konklusioun, datt de Subsidiaritéitsprinzip verletzt ginn ass. D'Prozedur, déi applizéiert gëtt, ass geregelt am Artikel 169 vun eisem Reglement. Den Avis motivé vun der Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural läit lech a Form vun enger Resolutioun vir.

Résolution

La Chambre des Députés,

- considérant l'article 169 du Règlement de la Chambre des Députés;

- rappelant que la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural a été saisie d'une proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader), proposition législative émanant de la Commission européenne (COM(2011) 627) et relevant du contrôle du respect des principes de subsidiarité et de proportionnalité;

- constatant que la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural a adopté, lors de sa réunion du 12 décembre 2011, un avis motivé au sujet de l'initiative législative précitée;

décide d'adopter cet avis motivé de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural ayant la teneur suivante:

Considérations générales

La proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (ci-après «le Feader») a été renvoyée à la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural aux fins d'un contrôle du respect des principes de subsidiarité et de proportionnalité dans le sens de l'article 5 du Traité sur l'Union européenne. Le délai de huit semaines accordé à ce contrôle s'écoule le 15 décembre 2011.

Cette proposition de règlement fait partie du paquet législatif définissant le cadre légal de la Politique agricole commune (ci-après «la PAC») pour la période 2014-2020. Elle se distingue pourtant par le fait qu'elle est à considérer dans le contexte d'une proposition de règlement à caractère général qui établit des règles communes pour l'ensemble des fonds de cohésion européens (COM(2011) 615).

La politique de développement rural conserve ses objectifs stratégiques à long terme, à savoir contribuer à la compétitivité de l'agriculture, à la gestion durable des ressources naturelles, à la lutte contre le changement climatique et au développement territorial équilibré des zones rurales. Cette politique devrait intervenir de manière coordonnée et complémentaire avec le premier pilier de la Politique agricole commune.

Conformément à la stratégie Europe 2020, les grands objectifs de l'aide au développement rural pour la période 2014-2020 sont détaillés suivant les six priorités afférentes de l'Union européenne.

Foncièrement nouveau, par contre, est l'ambition de faire intervenir cette politique de développement rural, financée par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et qui agit dans les États membres par l'intermédiaire des programmes de développement rural, de manière coordonnée également avec les autres fonds de l'Union européenne et ceci en particulier avec le Fonds européen de développement régional (FEDER), le Fonds social européen (FSE), le Fonds de cohésion et le Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche (FEAMP). Les fonds sont placés dans un Cadre stratégique commun (CSC) au niveau de l'UE, lequel sera transposé dans des contrats de partenariat au niveau national, avec les règles et objectifs communs relatifs à leur fonctionnement. C'est cet aspect-là qui a plus particulièrement interpellé la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.

Examen de la compatibilité de la proposition de règlement avec les principes de subsidiarité et de proportionnalité

La Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural rappelle que la politique de développement rural fait partie intégrante de la PAC et accompagne et complète les paiements directs et les mesures de soutien au marché et contribue ainsi à la réalisation des objectifs de ladite politique énoncés dans le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

En raison de ce fait, la programmation commune envisagée des fonds structurels de l'Union européenne suscite de vives préoccupations auprès de la commission parlementaire.

En effet, le Programme de développement rural (ci-après «le PDR»), qui est à réaliser en vue du soutien par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) pour la période 2014-2020, est soumis à l'approbation de la Commission européenne et ce programme constituera la base juridique de la loi concernant le soutien au développement rural indispensable pour la mise en œuvre du PDR. Par le passé, cette phase d'approbation a bel et bien duré six mois. La nouvelle démarche conjointe avec les autres fonds européens, non soumis à cette même contrainte de temps, va sans aucun doute considérablement prolonger cette procédure. La commission parlementaire déplore donc vivement non seulement l'absence d'une réduction de la charge administrative dans le sens d'une simplification et d'une accélération de la procédure d'approbation des PDR, mais se prononce contre cette étape commune de programmation supplémentaire laquelle constitue le contrat de partenariat.

De surcroît, la charge administrative supplémentaire liée non seulement à l'approbation des différents programmes en relation avec la programmation commune avec les autres fonds structurels souhaitée par la Commission européenne, mais également à leur monitoring et leur évaluation, pose pour un État de la taille du Luxembourg de réels problèmes organisationnels au niveau de son administration sans apporter de véritable plus-value compte tenu de la petite envergure de ces programmes au Luxembourg.

Partant, la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural insiste à ce que l'occasion que représente cette proposition soit saisie afin de progresser vers une réelle proportionnalité entre les efforts de programmation, de monitoring ou d'évaluation et de leur coût par rapport à l'envergure des mesures. Il est impératif d'alléger l'architecture générale de l'évaluation, de donner aux États membres la flexibilité requise et de définir des indicateurs simples et efficaces.

En ce qui concerne la gestion et le contrôle, il devrait davantage être tenu compte de l'expérience antérieure et des résultats obtenus des États membres. Au Luxembourg cette longue et bonne expérience dans le domaine de la gestion et des contrôles permet de qualifier son système de fiable et à faible risque financier.

Dans ce même ordre d'idées, la commission parlementaire voit d'un œil critique le concept de la conditionnalité des aides, basée notamment sur une analyse ex ante qui, dans la volonté de mieux cibler les mesures en fonction des objectifs globaux, risque d'affecter lourdement le processus décisionnel et de retarder la mise en place de la programmation. Il importe donc de limiter l'évaluation des conditions ex ante aux seules conditions ayant un lien direct avec la politique de développement rural.

La commission parlementaire s'interroge également sur la nécessité de créer un prix de la coopération locale innovante dans les zones rurales au niveau européen (article 56). Même si un tel prix semble intéressant au niveau national, les charges administratives sont disproportionnées par rapport aux montants en jeu. L'organisation de ce prix n'apporte pas de plus-value réelle.

Il en est de même avec la «réserve de performance» proposée. Cette réserve sera constituée de 5% des ressources allouées à chaque fonds relevant du Cadre stratégique commun et proportionnellement à chaque État membre en fonction de la part qu'il reçoit du montant total du soutien du Feader. Il est prévu de faire bénéficier les États membres de cette réserve seulement suite à un examen des performances réalisées. La commission parlementaire doute fermement de l'utilité de cet examen supplémentaire et, en vertu du principe de simplification, demande que cette réserve soit supprimée.

En aucun cas la commission parlementaire ne peut donc partager l'affirmation de la Commission européenne que le présent règlement soit conforme au principe de proportionnalité énoncé à l'article 5, paragraphe 4 du Traité sur l'Union européenne. Dans sa teneur actuelle, cette proposition de règlement excède manifestement ce qui est nécessaire pour atteindre son objectif.

De manière générale cette proposition ne tient pas suffisamment compte des États membres et régions avec des budgets très limités ou des programmes de développement rural réduits. La proposition devrait impérativement prévoir, à tous les niveaux, des dispositions de simplification substantielle pour des programmes de développement rural n'étant dotés que d'une enveloppe budgétaire relativement réduite afin d'assurer une gestion efficace et efficiente qui soit en rapport avec l'envergure de ces programmes.

Un autre élément clé pour le Luxembourg est la question de la délimitation des zones défavorisées. La commission parlementaire note qu'à ce stade la liste des critères proposés et leur articulation ne sont pas satisfaisantes puisqu'elles ne prennent pas correctement en compte tous les handicaps auxquels les agriculteurs doivent faire face. De surcroît, la Commission européenne souhaite imposer aux États membres la réalisation d'une sorte de «fine-tuning», lorsqu'ils délimitent pareilles zones: «(…) les États membres procèdent à un exercice d'affinement basé sur des critères objectifs, afin d'exclure les zones dans lesquelles des contraintes naturelles importantes, au sens du premier alinéa, ont été documentées, mais ont été surmontées par des investissements ou par l'activité économique.» (article 33, paragraphe 3, deuxième alinéa). La commission parlementaire considère cette nouvelle obligation comme contraire aux principes de l'article 5 du Traité sur l'Union européenne: juger de l'opportunité de la réalisation d'un tel examen détaillé devrait être laissé au libre choix des États membres.

Conclusion

Dans sa teneur actuelle, la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) est, en ce qui concerne les points ci-avant exposés, en contradiction avec l'article 5 du Traité sur l'Union européenne.

(s.) Roger Negri, Fernand Boden, Lucien Clement, Jean Colombera, Fernand Etgen.

E Vote sans débat gëtt virgeschloen. Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Vote sur la résolution

Wie mat dëser Resolutioun d'accord ass, ass gebieden, d'Hand ze hiewen.

Och dës Resolutioun wär domadder à l'unanimité ugeholl an och deen Avis géif ech un déi zoustänneg europäesch Instanze weiderleeden.

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 6362 iwwert d'Reorganisatioun vun der Salle de concerts Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte an der Fondatioun Pensis. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: d'Madame Polfer, den Här Angel, den Här Adam an den Här Kartheiser. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madame Martine Mergen. Madame Mergen, Dir hutt d'Wuert.

7. 6362 - Projet de loi portant réorganisation de l'établissement public nommé «Salle de concerts Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte» et de la Fondation Henri Pensis

Rapport de la Commission de la Culture

Mme Martine Mergen *(CSV), rapportrice.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mir sollten a wäerten hoffentlech haut mat dësem Gesetzestext zwou vun deene prestigiéisten Institutiounen, déi mer um kulturelle Gebitt zu Lëtzebuerg hunn, zesummebréngen, fusionéieren, oder sollt ee soe bestueden? Mir hunn op där enger Säit den OPL, dee mer fréier als RTL-Orchester kannt hunn an dee vill vun ons, mech jiddefalls, fir d'Éischt a Kontakt bruecht huet mat klassescher Musek. Et war schonn am Lycée mat de „Jeunesses Musicales" an duerno an de Concerten am Stater Theater. Un den Här Pensis selwer, deen der Orchesterfondatioun säin Numm ginn huet, kann ech mech zwar net méi erënneren, mä dofir awer besonnesch un de Louis de Froment an de Leopold Hager.

Mat all senge Chefen huet dësen traditiounsräichen Orchester et iwwer Joren a Jorzéngte fäerdegbruecht - a mécht dat iwwregens och viru mat sengem Chef Emmanuel Krivine -, duerch eng héich Qualitéit vu senge Prestatiounen a besonnesch duerch seng villfälteg a spannend Museksprogrammen ze iwwerzeegen, heiheem an am Ausland.

1996 ass dunn aus dem RTL-Orchester den OPL, de philharmoneschen Orchester vu Lëtzebuerg ginn. Dat duerch eng voluntaristesch Décisioun vun der deemoleger Regierung, net zouzeloossen, dass dës Musekstraditioun dem Land sollt verluer goen, wéi RTL duerch déi déizäiteg Bouleversementer an der Mediëlandschaft sech net méi amstand gesinn huet, den Orchester weider um Liewen ze erhalen. Och d'Stad Lëtzebuerg huet sech deemools bereet erkläert, en net onwesentleche finanzielle Bäitrag ze leeschten, a mécht dat bis haut.

D'Fondatioun krut den Numm vum Henri Pensis, dem éischten Dirigent vum Orchester, engem Pafendaller Jong, Komponist a Violonist, deen 1940 an Amerika emigréiert ass, fir do seng musikalesch Carrière fortzesetzen.

2005 ass dunn d'Philharmonie opgaangen - et muss ee richteg soen: d'Salle de concerts Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte -, ënnert der Form vun engem Établissement public kreéiert; a vill vun Iech heibannen hunn nach d'Kreditter matgestëmmt, déi et erlaabt hunn, dësen architektonesche Bijou op de Kierchbierg ze setzen.

Ouni am Detail wëllen op de Bau anzegoen, muss een awer hei soen, dass dee grousse Sall mat senger aussergewéinlech gudder Akustik an awer och den Inhalter, dem Programm - deem also, wat den Direkter Naske mat senger Équipe draus gemaach huet -, wäit iwwert d'Grenzen ewech en Unzéiungspunkt fir Museksamateuren aus dem Land, aus der Groussregioun a vun der ganzer Welt ginn ass. 400 Concerten am Joer, dat ass eng Leeschtung, déi d'Philharmonie an de Spektrum vun de grousse Concertssäll an Europa setzt. Dat ware mer och hei net esou gewinnt!

Den Här Naske huet eng Anekdot erzielt aus senger Ufankszäit, wéi e Mann e gefrot huet, wéi een Dag an der Woch dann elo e Concert an deem Sall wier. Et konnt kee sech virstellen, dass dat sollt all Dag sinn. Also, wéi gesot, e Meilesteen am Lëtzebuerger Kulturliewen! An no net emol zéng Joer gi mer haut an d'Philharmonie, wéi mer an de Kino ginn oder op d'Place d'Armes een huelen. D'Musekswelt huet hir Entrée zu Lëtzebuerg fonnt.

Dat sinn also déi zwee Partner, déi et gëllt, méi no zesummenzebréngen, well obwuel den OPL den Hausorchester war an d'Philharmonie säin Doheem, ass villes net harmonesch zesummen, mä parallell an heiansdo dissonant gelaf.

Et war e Besoin, d'Potenzialitéite vum Orchester besser auszenotzen an him nach weider Fortschrëtter an der Qualitéit ze erlaben, awer och der Philharmonie, dass si hir Programmatioun an d'Villfältegkeet vun der Offer kéint ausbauen an de Leit vum OPL beschtméiglech Aarbechtskonditiounen kéint erméiglechen. Schliesslech goung et och drëm, duerch Synergien a Rationaliséieren d'Explosioun vun de Käschten anzedämmen. Domadder wëll ech net soen, dass dat Ganzt esou méi bëlleg wäert ginn - dat gëtt et am Kulturliewen eigentlech néierens -, mä dass d'Käschten an Zukunft sollten e bësse méi lues klammen.

D'Kulturministerin huet dofir zwee Experte beméit, den Här Sanders, fréieren Direkter vum Concertgebouw zu Amsterdam, an den Här Bayle, Direkter vun der Cité de la musique an der Salle Pleyel zu Paräis, déi eng Rei vu Propositioune gemaach hunn, fir déi zwou Institutiounen an enger gemeinsamer neier juristescher Struktur zesummenzeféieren an esou déi besser Kollaboratioun ze erlaben. D'Potenzialitéite vun deenen zwee Partner ginn doduercher vill méi grouss. Si kënne sech zesumme weiderentwéckelen.

D'Virbereedungsaarbechten zum Projet, dee mer haut wäerte stëmmen, waren net einfach. Fir se duerchzeféieren ass e Groupe d'accompagnement ënnert dem Direkter gegrënnt ginn. Fir d'Éischt hu missen d'Négociatioune gefouert ginn, fir déi zwee Kollektivverträg, déi ganz ënnerschiddlecher Natur waren, duerch en neie gemeinsame Kollektivvertrag ze ersetzen. Dës Négociatioune goufen elo am Juni 2011 mat Erfolleg ofgeschloss an et gouf en neie Kollektivvertrag ënnerschriwwe fir d'Personal vun der Philharmonie a fir déi 98 Museker an och dat anert Personal vum Orchester. Dëse Kollektivvertrag trëtt, wa mer dat Gesetz hei stëmmen, den 1. Januar 2012 a Kraaft.

An de leschte Méint ass dunn nach deen interne Fonctionnement an den Organigramm ausgeschafft ginn, och dëse Punkt essenziell, fir double Emploien ze verhënneren a Synergien ze schafen. Ënnert dem Generaldirekter soll et sechs grouss Divisioune ginn: den Orchester mat sengem Chef a sengem Direkter Stefan Rosu, eng artistesch Divisioun, eng administrativ Divisioun, eng fir Kommunikatioun a Marketing, fir d'Ressources humaines an eng technesch. Och dësen Schrëtt ass gemaach. De Règlement de travail steet a kann och den 1. Januar a Kraaft trieden.

Schliesslech war et dunn och nach un ons, fir e bëssen dozou bäizedroen. D'Kulturkommissioun ass de 24. Juni fir d'Éischt vun der Madame Minister Modert iwwert d'Expertise au courant gesat ginn an och iwwert de weidere Verlaf vun der Fusiounsprozedur. Den 9. November ass dëse Projet de loi deponéiert ginn. De 14. November ass de Projet fir d'Éischt ënnert d'Lupp geholl ginn an onser Kommissioun. Den 1. Dezember sinn ech Rapporteur genannt ginn. De 6. Dezember ass den Avis vum Statsrot komm an den 8. Dezember hu mer dësen Avis ënnersicht a mir hunn de Rapport, dëse Rapport ugeholl.

Dir héiert, et huet misse séier goen, fir dass mer haut d'Gesetz kéinten op den Ordre du jour huelen. Ech wollt dofir och alle Kolleegen aus der Kulturkommissioun, onser Sekretärin, der Madame Closener, an onsem Kollaborateur, dem Här Hurt, Merci soen, dass si dat Spill esou séier matgemaach hunn. Well nëmmen esou kënnen d'Reorganisatioun an de Kollektivvertrag den 1. Januar a Kraaft trieden.

Ech wéilt nach just op e puer Punkten agoen. Den Detail vun den Diskussiounen an der Kommissioun fannt Der fir de Rescht am schréftleche Rapport.

Mir haten de 14. November an der Kommissioun eng länger Diskussioun iwwert den Numm vum Établissement public, dee jo elo heescht: „Salle de concerts Grand-Duchesse Joséphine-Charlotte". Verschidde Memberen, eigentlech aus alle Parteien, hunn et komesch fonnt, dass den Etablissement, also d'Gebai an den Orchester sollten „Salle" genannt ginn. A well sech an der Ëmgangsprooch den Numm „Philharmonie" entre-temps bei ons hei duerchgesat huet, ass d'Propositioun gemaach ginn, et sollt een den Établissement public einfach „Philharmonie du Luxembourg" nennen.

Wann een dat gemaach hätt, hätt ee kënnen déi zwee Concertssäll, déi nach keen Numm hunn, d'„Salle Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte" an dee klengen „Salle Henri Pensis" nennen. Esou hätt een an engems kënnen dësen Numm, also vum Henri Pensis, récupéréieren, deen elo de Moment verluer geet. Dat hätt awer en Amendement erfuerdert, an dofir war einfach d'Zäit net do. D'Madame Minister huet och bemierkt, dass den Numm vun der Fondatioun wéineg genannt gëtt, dass effektiv dat Ganzt wuel souwisou schonn d'„Philharmonie" ass a wäert bleiwen.

Et gëtt iwwregens nëmmen ee Beispill an Europa, wou e Concertssall an en Orchester op eng ähnlech Aart a Weis zesumme fonctionnéieren, an dat ass d'Kinneklecht Konzerthaus vu Stockholm.

D'Kommissioun huet sech den Argumenter vun der Madame Modert ralliéiert. Mir géifen awer wëllen haut deem neie Conseil d'administration d'Iddi mat op de Wee ginn, effektiv deenen zwee Säll en Numm ze ginn, se ze deefen. Da géifen déi zwee mat dem Orchester an dem Haus verbonnen Nimm, dee vun der Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte an dee vum Orchester sengem éischten Dirigent, méi lieweg erhale bleiwen.

Wat den Avis vum Statsrot ugeet, sou gëtt et och hei verschidde Bemierkungen ze maachen. Am éischten Artikel proposéiert hien, d'Referenzen op déi al Gesetzer aus dem Text ze huelen, well si jo duerch dat hei abrogéiert géife ginn, grad wéi den zweeten Alinéa ewechzeloossen, deen iwwert d'Reprise vum Personal vun der Fondation Henri Pensis, well am Artikel 9 vum Gesetz d'Gesamtheet vun de Rechter an Obligatioune vun der Fondatioun un déi nei Entitéit geet. D'Kommissioun huet dës Propositioun vum Statsrot iwwerholl.

Iwwert den zweeten Artikel huet de Statsrot sech eng Rei Froe gestallt. E war musikalesch inspiréiert. En huet sech iwwert d'Differenz vun der Tonalitéit vun deenen zwee Tireten am éischten Alinéa Froe gestallt. An deem ginn d'Missioune vun deem neien Etablissement definéiert. En huet awer keng aner Formuléierung proposéiert. D'Kommissioun huet den Text, esou wéi e war, kloer genuch fonnt an och keng nei Formuléierung proposéiert.

Si huet den Term „distribuer" deem vum Statsrot proposéierten „commercialiser" virgezunn, wat déi Produiten, Gadgeten, Kalenneren, Bléck, Bicen, jee, all déi Souveniren ubelaangt, déi d'Philharmonie wäert ënnert d'Leit brëngen, sou wéi all déi grouss Haiser an Europa dat an hire Shope maachen.

Am drëtten Artikel, wou et ëm d'Zesummesetzung an d'Organisatioun vum Conseil d'administration geet, do proposéiert de Statsrot, dass een d'Detailer vun der Nominatioun vun deenen dräi Memberen, déi de Kulturminister benennt, sollt ewechloossen. D'Kommissioun iwwerhëlt hei de Statsrot. Si hëlt och Note vun deenen anere Remarquë vum Statsrot zum selwechten Artikel.

Am véierten Artikel iwwerhëlt d'Kommissioun d'Proposition de texte vum Statsrot, wou et ëm déi Décisioune geet, déi de Conseil d'administration kann eleng huelen, respektiv nom Accord vu sengem Ministre de tutelle.

De fënneften Artikel beschreift dann d'Relatioun tëschent dem Conseil d'administration, der Direction général an dem Personal; keng Remarquen heizou vum Statsrot.

De sechsten Artikel geet iwwert déi méiglech Ressourcen, op déi deen neien Etablissement public zréckgräife kann. Hei gëtt et par rapport zum alen Text e puer Prezisounen, wat d'Editioun, d'Produktioun an d'Distributioun vun de Spektakelen, mä och vun den audiovisuellen Derivaten dovun ubelaangt, an dann déi virdru schonn ernimmte Broschüren, Bicen, Kaarten, Kalenneren, Bicher.

Nei sinn och an dësem Kapitel d'Zënsen an d'Revenuen aus dem Patrimoine vum Etablissement. Dat war fir d'Fondatioun Henri Pensis esou virgesinn a gëtt vun där neier Entitéit iwwerholl. Dës Fonge mussen nach transféréiert ginn an eng Statutenännerung vun der Fondatioun an dësem Sënn ass an der Maach.

Op Propositioun vum Statsrot huet d'Kommissioun dann och aus dem Introductiounssaz den Term „notamment" erausgeholl, dee keen normative Wäert huet.

Zum siwenten Artikel iwwert d'Kontroll vun de Konte vum Établissement public huet de Statsrot keng Bemierkung. Mä dem Institut des réviseurs d'entreprises war a sengem Avis opgefall, dass d'Referenz op d'Gesetz iwwer hire Beruff vum 28. Juni 1984 falsch ass, well dëst Gesetz mëttlerweil ersat ass duerch een neit Gesetz vum 18. Dezember 2009. Mir hunn dat als Erreur matérielle ugesinn, et also ersat, an de Chamberspresident huet dem President vum Statsrot an dësem Sënn e Bréif geschriwwen de 7. Dezember. Mir kënnen also dovun ausgoen, dass dat esou seng Uerdnung huet.

Am aachte Kapitel iwwert d'Dispositions fiscales setzt de Statsrot en „modifiée" zum Referenzgesetz vum 4. Dezember 1967. Och dat iwwerhëlt d'Kulturkommissioun.

Wat den néngten Artikel ubelaangt, huet de Statsrot fonnt - an deem geet et iwwert d'Dissolutioun vun der Fondation Henri Pensis -, do huet de Statsrot fonnt, dass..., do gouf et eng länger Diskussioun en fait. De Statsrot seet, et wier net un der Regierung, eng Fondatioun opzeléisen, mä si misst no deenen an hiren eegene Statute virgesinnene Regelen an no den Dispositioune vum aschlägege Gesetz iwwert d'Associatiounen an d'A.s.b.l.en opgeléist ginn. Hie mécht awer och hei keen Textvirschlag.

D'Kommissioun war der Meenung, dass, vu dass d'Regierung deemools iwwer Gesetz d'Erlaabnis krut, déi Fondatioun ze grënnen, si och misst kënnen eng Autorisatioun per Gesetz kréien, se erëm opzeléisen. Dat respektéiert de Parallélisme des formes. Et gouf hir och versécher t - also der Kommissioun -, dass dës Dissolutioun an enker Zesummenaarbecht mat dem Justizministère soll erfollegen a selbstverständlech och no de Regele vum genannte Gesetz. D'Kulturkommissioun hält deemno deen initialen Text bäi.

Dat zéngt Kapitel abrogéiert déi al Texter iwwert déi respektiv Fonctionnementer vum OPL a vun der Philharmonie a kritt keng Remarque vum Statsrot, grad wéi den eeleften Artikel, deen den Datum vum 1. Januar 2012 fixéiert fir d'Akraafttriede vum neie Kollektivvertrag fir déi zwou Belegschaften - enfin, dat ass jo dann eng Belegschaft.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn elo d'Aarbechte vun der Kommissioun e bësse méi am Detail beschriwwen, fir ze weisen, dass een eng seriö Aarbecht och a kuerzer Zäit ka maachen, a wëll nach eemol de Membere vun der Kulturkommissioun fir hir Flexibilitéit am Timing an hiert Engagement Merci soen, dass dat konnt esou iwwert d'Bühn goen.

An den Ae vun onser CSV-Fraktioun ass dëst Gesetz wichteg. Et huet eng eminent kulturell Relevanz fir onst Land, gradesou wéi déi Institutiounen, déi mer zesummeleeën. Wa mer et also haut stëmmen, hu mir onse Bäitrag geleescht, dass Philharmonie an OPL an Zukunft an enker Synergie sech kënne besser virunentwéckelen, dass si déi kulturell Institutioun vun der Groussregioun kënne ginn, dass si sech nach méi oft kënnen zum charmante Botschafter vun onsem Land am Ausland maachen.

D'Aarbecht vun der administrativer an artistescher Belegschaft an enger eenzeger Équipe ënnert dem Generaldirekter, dem Matthias Naske, ass net ofgeschloss, mä kann elo emol richteg lassgoen. Ech géif hinne wëlle wënschen, dass si vill a grouss Erfolleger kënnen zesumme feieren.

Ech brëngen dann och nach hei den Accord vun onser Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Rapportrice. Als éischt Riednerin ass déi honorabel Madame Lydie Polfer agedroen. Madame Polfer, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Lydie Polfer *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer fir d'Alleréischt, der Madame Rapporteur vun dësem Gesetz Merci ze soen. Si huet, wéi se et Iech jo elo just och scho gesot huet, an enger kierzester Zäit eis duerch dee Projet de loi, deen d'Madame Minister eis viru gutt engem Mount virgeluecht huet, gefouert - e bësse méi wéi e Mount -, a mir hunn zesummen an, ech mengen, och an enger bal grousser Unanimitéit dee Projet de loi gekuckt. Duerfir kënne mer haut och zesummen doriwwer diskutéieren an hoffentlech eben herno och all zesummen ofstëmmen.

Jo, et geet hei ëm d'Fusioun vun zwou vun eise wichtegste kulturellen Institutiounen. Déi eng, eng ganz al schonn, ass den Orchester, dee mer haut den Orchestre philharmonique vu Lëtzebuerg nennen, deen awer zréckgeet op den RTL-Orchester, deen elo 78 Joer dësem Land an de Leit aus dësem Land an iwwert d'Grenzen eraus wierklech e ganz wichtegen Ambassadeur war an deen, wéi d'Madame Mergen et och gesot huet, eis an eiser Jugend wierklech an d'klassesch Musek ageféiert huet.

Eng Destinée, déi viru 15 Joer aneschters ginn ass, wéi eben am Kader vun der Renégociatioun vun der Konzessioun vun RTL deen Orchester net méi den RTL-Orchester war, mä eriwwer komm ass an d'Responsabilitéit vum Stat, awer nach eng ganz Zäit an der Villa Louvigny doheem war. Dat ass déi éischt wichteg an al Institutioun, a mir si ganz frou, datt mer och haut eben nach kënne stolz op den OPL sinn, haut ënnert der Direktioun vum Emmanuel Krivine.

2005 ass dunn en neie Moment komm. 2005 konnte mer nämlech d'Philharmonie de 26. Juni zesummen aweien. Leider war d'Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte net méi derbäi, fir dëst wonnerbart Gebai ze inauguréieren, dat Gebai, wat hiren Numm dréit - si huet eis leider um Ufank vun deem nämlechte Joer verlooss -, déi Philharmonie, op déi mer alleguer effektiv ganz houfreg sinn, net nëmmen, well et e wonnerbart Gebai ass, wat den Här de Portzamparc gebaut huet, mä och wéinst deem, wat an deene sechs Joer den Här Naske mat senger ganzer Équipe do fäerdegbruecht huet.

Et ass wierklech dee Sall, deen international eng formidabel Renommée an där kuerzer Zäit sech konnt maachen, wou déi prestigiéisten Orchestere gespillt hunn, Museker, Solisten. A mir kënnen do nëmmen den Hutt ofdi virun deem, wat do geleescht ginn ass.

Haut also solle mer déi zwee méi no beieneebréngen. Wéi steet et am Projet de loi? Am Projet de loi, do steet, ech zitéieren, datt de But wier: «une meilleure recherche de complémentarité et de niches». Et kann een net vill dozou bäifügen. Et geet effektiv drëm, duerch eng besser Koordinatioun, eng besser Exploitatioun vun all deene Potenzialitéiten, déi an dem Haus an an deem Orchester sinn, méi a Besseres ze erreeche fir se allen zwee, a wéi et haut och an engem Artikel steet, dat kann nëmmen deenen zwee vun Notze sinn. Dat kann deenen zwee nëmmen hëllefen, sief dat um Niveau vum Marketing, sief dat um Niveau vun der Kommunikatioun, sief dat och um Niveau vun der Programmatioun.

Et kann ee sech also nëmme freeën an et kann ee sech vläicht froen: Firwat elo eréischt? Mä loosse mer net an d'Vergaangenheet goen! Loosse mer einfach haut en neit Blat ëmdréien an hoffen, datt, wéi gesot, déi Fusioun, dat Zesummeschaffe vun elo un deenen zwee méi brëngt!

Ech wéilt awer hei vun dëser Geleeënheet och nach profitéieren, fir drop hinzeweisen, datt, fir datt mer haut kënnen driwwer ofstëmmen, do ganz vill Viraarbecht geleescht ginn ass. A well ech selwer Member vum Conseil d'administration vum OPL sinn, kann ech dat natierlech direkt appréciéieren.

Ech sinn et am Numm vun der Stad Lëtzebuerg - wëll ech soen -, et geet hei net ëm perséinlech Intérêten, mä ech vertrieden hei d'Intérête vun der Stad Lëtzebuerg, well d'Stad Lëtzebuerg, wéi d'Madame Mergen et jo och scho gesot huet, zënter laange Joren e substanzielle Subsid och fir den OPL gëtt an - esou wéi ech et an der Kommissioun gesot hunn, wëll ech dat och hei nach ënnersträichen - och där neier Institutioun gewëllt ass, dee Subsid natierlech weider ze ginn.

Ech konnt also do ermiessen, wéi vill Aarbecht hei geleescht ginn ass vun deem Comité d'accompagnement, fir datt mer haut esou wäit sinn an datt den 30. Juni scho konnt déi Convention collective ofgeschloss ginn. Wierklech e ganz grousse Merci deenen, déi do an deem Comité d'accompagnement matgehollef hunn, dat hei op d'Been ze brëngen.

Ech géif der Madame Minister och un d'Häerz leeën, och - an ech schwätzen hei elo wierklech net a mengem perséinlechen Numm -, deene Membere vun deenen zwee Conseil-d'administrationen, déi och elo iwwer laang Jore ganz vill sech hierginn hunn, fir déi zwou Institutioune gutt a flott op d'Been ze stellen, fir deenen och Merci ze soen. Well an Zukunft ass et jo nëmmen nach een, an aus deenen enge sinn der forcément eng Rei derbäi, déi net méi derbäi sinn. Eh ben, ech mengen, mir alleguerte kënnen hinnen awer Merci soen, an ech sinn och sécher, datt d'Madame Minister dat mécht.

Et ginn hei nei Perspektiven op, nei Perspektive fir déi zwee. Dee Projet de loi ass och am Fong am Sënn vun der Simplification administrative, well, wann ee bedenkt, datt virdrun den Orchester..., et gëtt jo déi zwou Institutiounen, datt jo eben zu deem allergréissten Deel, zu der ganz, ganz grousser Majoritéit déi finanziell Méiglechkeeten, déi hinnen zur Verfügung stinn, vum Stat kommen, vun der öffentlecher Hand kommen. Virdrun, wéi et nach zwou getrennten Entitéite waren, du war et dann esou, datt déi eng Entitéit där anerer Entitéit zum Beispill Loyer bezuelt huet, fir kënnen de Sall ze benotzen. Mä ech mengen, an Zukunft gëtt dat méi einfach, méi iwwersiichtlech.

Mä den Engagement vum Stat, dat heescht vun der öffentlecher Hand, deen ass grouss. Ech huelen nëmmen déi Ziffere vun deem leschten, also vun dësem Joer, wou ronn 19 Milliioune fir déi zwou Entitéite virgesi waren. An d'lescht Joer, also 2010, waren et der 19,4. Fir d'nächst Joer sinn am Budget 20,8 Milliioune virgesi fir déi zwou zesummen.

Et geet also net onbedéngt elo hei drëm, fir gewalteg ze spueren, oder et ass op alle Fall net den Trend no ënnen, deen een hei an de Chiffere gesäit. Mä d'Madame Minister erklärt eis ganz bestëmmt, wou dat do hierkënnt a wéi eben déi Opdeelung vun de Méiglechkeete geduecht ass.

Et ass effektiv esou, datt de Moment den OPL, sou wéi en als getrennt Struktur fonctionnéiert, méi e groussen Deel nach vun öffentlecher Ënnerstëtzung krut. An Zukunft gëtt dat zesummegeschloen. An ech kann hei natierlech nëmme wënschen, datt och an Zukunft awer bei der Programmatioun vum OPL eben zesumme mat der Programmatioun vun der Philharmonie, datt do déi beschtméiglech Koordinatioun ka kommen, fir deem engen an deem aneren, wéi gesot, déi beschtméiglech Chancen ze ginn.

Mir bleift et nëmmen nach iwwreg, där neier Struktur eng ganz glécklech Hand ze wënschen, fir, wéi gesot, deenen zwou Institutiounen zesummen en neien Ufank ze ginn an, wéi gesot, Iech, Madame Minister, eng glécklech Hand an der Zesummesetzung vun deem neie Conseil d'administration.

An natierlech brëngen ech den Accord vun der Demokratescher Partei.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Polfer. Als nächste Riedner ass den Här Marc Angel agedroen. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Angel *(LSAP)*.- Merci, Här President. Madame Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Rapportrice, d'Dokter Martine Mergen, eis Presidentin vun der Kulturkommissioun, huet jo an hirem gudde mëndleche Rapport an och am schréftleche Rapport schonn op vill Detailer vun dësem Projet higewisen. Och meng Virriednerin, d'Madame Polfer, huet wichteg Punkten ervirgestrach. Duerfir wëll ech hei net an d'Detailer goen an e puer Saachen ervirsträichen.

D'Madame Mergen huet gesot, dass ee ka gutt Aarbecht a kuerzer Zäit maachen. De Projet ass am November déposéiert ginn. Mir stëmmen en elo of, mä et ass vill Viraarbecht gemaach ginn. An ech wollt e bëssen un déi erënneren. Ech wollt drun erënneren, dass eis Kommissioun, d'Kulturkommissioun, säit zwee Joer agebonne war an dat Zesummebrénge vun deenen zwou Institutiounen.

Dat ass ugaangen den 2. August 2010. Am Summer hate mer eng Réuniouн mat der Kulturministesch, wou se eis iwwert d'Zukunft vun deenen zwou Strukture geschwat huet, wou se eis déi Etüd vun den auslänneschen Experten erkläert huet, déi véier Modeller, déi do erauskomm sinn, an och eis all Dokumenter ginn huet, esou dass mer vun Ufank u beschtens informéiert waren.

Ech wollt der Madame Minister am Fong Merci soen. Ech fannen, Dir hutt dat Zesummespill vun all deenen Acteuren do wierklech gutt traitéiert. D'Gesetz, iwwert dat mer haut ofstëmmen, war, mengen ech, laang a gutt duerchduecht an och preparéiert. An och dee Kalenner - dat ass nämlech wichteg -, deen Der eis den 2. August 2010 ginn hutt, ech mengen, deen ass parfaitement respektéiert ginn.

Dee Groupe d'accompagnement, dee paritéitesch besat war vu Memberen aus den zwee Conseil-d'administrationen a pilotéiert ginn ass vum Här Naske, mengen ech, huet an där Iwwergangszäit eng exzellent Aarbecht gemaach. An et huet mech och gefreet, dass déi ganz Aarbecht ëmmer am Dialog - an dat war, mengen ech, ganz wichteg - mat de Personalvertrieder gemaach ginn ass, well soss hätt een net kënnen den 20. Juni 2011 dee wichtegste Schrëtt am Fong an deem Mariage hei - dat war dee Kollektivvertrag -, soss hätt een deen net esou gutt iwwert d'Bühn kritt.

Den 20. Juni ass also dee Kollektivvertrag ënnerschriwwe ginn. Véier Deeg drop, Madame Minister, waart Dir bei eis an der Kommissioun an hutt eis, wéi gesot, iwwert d'Fortschrëtter vun deenen Négociatiounen informéiert. Du krute mer de Projet, wéi gesot, den 11. November an d'Kommissioun.

An d'Madame Mergen huet et schonn ugeschwat, do war ee Bémol, dee mer haten an där ganzer Geschicht. Dat war eben déi Geschicht mam Numm, obscho mam Intitulé elo vum Projet de loi, do sinn déi zwou Institutioune genannt, mä am Artikel 1, wou et ëm den Numm geet vum Établissement public, do geet eben nëmme Rieds iwwer eng „Salle de concerts". Mir hu fonnt, de Problem ass, et ass jo méi wéi eng Salle de concerts. Et ass e Gebai. Et ass d'Philharmonie, e Gebai mat vill Inhalt, mat vill Programmatioun, mat vill Liewen. An et ass en Orchester mat 98 Musekerinnen a Museker.

Ech fannen, den Numm gëtt dat net gerecht zréck. Mä dat ass eng Formsaach. An ech mengen - am Volleksmond -, mir wäerte weiderhi vun der Philharmonie Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte schwätzen a vun dem OPL. Ech mengen, dat ass am Fong eng Formsaach. Dofir si mer dann och iwwert deen Detail do ewechgaangen, well eben den Inhalt vum Pro-

jet awer wierklech gutt ass an en eben déi Synergien erlaabt, souwuel um ekonomesche wéi um artistesche Plang. Well ech mengen, dat ass wichteg, grad déi Synergien um artistesche Plang ervirzesträichen.

Ech mengen, et däerf an Zukunft kee Mënsch méi iergendengem de Virworf maachen, dass Philharmonie an OPL - an Orchester - géife laanschtenee schaffen. Ech mengen, et ass elo e Mateneeschaffen ugesot. Déi Période de transition, déi ënnert dem Här Naske pilotéiert ginn ass, dat war am Fong eng Verlobungszäit. A mir sinn elo bei enger Vernunftehe. An ech sinn iwwerzeegt, dass aus där Vernunftehe och eng Liebesehe gëtt.

(Interruption)

Dat ass op jidde Fall de Wonsch vun all deenen, déi hei un deem Projet matgeschafft hunn.

De Wonsch vun alle Concernéierten ass et, och vum artistesche Point de vue aus, wéi gesot, déi nei Opportunitéiten um Niveau vun der Planificatioun ze gebrauchen, fir souwuel - an ech widderhuelen dat - d'Programmatioun vun der Philharmonie, mä och d'Programmatioun vum Orchester ze optimiséieren.

Wat den Orchester ubelaangt, ass et fir eis Fraktioun enorm wichteg, dass dee weiderhin op engem ganz, ganz héijen Niveau den Ambassadeur culturel vun eisem Land am Ausland bleift, dass e weiderhin a vläicht nach méi wéi elo kann am Ausland a prestigiéisen Haiser a prestigiéise Stied optrieden.

Eng kleng Remarque och zum neie Verwaltungsrot. D'Artikelen 3 a 4 vun dësem Projet de loi explizéiere jo, wéi deen zesummegesat gëtt. Ech wollt just drun erënneren, dass mer gëschter an der Commission de l'Égalité des chances Rieds haten iwwert d'Zesummestellung vu Verwaltungsréit an der Privatindustrie an och beim Stat, wat d'Établissement-publicen ubelaangt.

An do hu mer als Stat e bëssen eng Bringschuld, well mir hunn, wat d'Égalitéit vun de Genren ugeet… An der Besetzung vun dem Verwaltungsrot si mer anscheinend nach méi schlecht wéi d'Privatwirtschaft. Ech fannen, dofir misst een oder Dir sollt deen Aspekt och berücksichtegen, well d'Ministesch vun der Chancëgläichheet huet jo gesot, wann dat net besser gëtt hei zu Lëtzebuerg, da géif se an zwee Joer e Projet de loi virbréngen. Dat war eng Remarque zum Verwaltungsrot.

Ech wollt awer och nach soen, dass deen neien Établissement public, also dat Zesummespill vun deenen zwou Institutiounen, e ganz wichtege Facteur och ass fir de Kulturtourismus hei zu Lëtzebuerg. An och Kulturtourismus ass jo e Punkt, deen an der Regierungserklärung vun 2009 och ervirgestrach ginn ass.

Eng lescht Remarque ass de Problem, deen ech och ëmmer an der Kommissioun ugeschwat hunn, deen elo net mat der Fusioun vun deenen zwee Haiser ze dinn huet, mä awer mat der Philharmonie ze dinn huet. Et ass déi Geschicht vun eiser Billetterie nationale. D'Philharmonie war ni an där Billetterie nationale dran. Ech muss awer soen, dass d'Philharmonie ëmmer e klenge Contingent vu Plazen un déi Billetterie nationale weiderginn huet.

Mir hunn awer aner Kultur... Och d'Coque war ni do dran. An et mécht mer Suergen, mir hunn eng Billetterie nationale: d'Rockhal ass net méi dran, Neumünster ass net méi dran - se heescht nach ëmmer „Billetterie nationale". Dëst ass, mengen ech, e waarmt Eisen. An esou wéi ech Iech kennen, Madame Minister, hutt Dir keng Angscht, och dat Eisen unzepaken. Ech wënschen Iech beim Ausschaffe vun enger Solutioun an där doter Geschicht, mengen ech, esou eng gutt Hand, wéi Der et hei gewisen hutt beim Zesummeleeë vum OPL a vun der Philharmonie.

Déi 98 Museker vum Orchester, wann déi optrieden, da musse se zesummespillen, well soss komme keng schéi Melodien eraus. An ech mengen, dat kënne se gutt, an dofir si mir och iwwerzeegt, dass dat neit Zesummespill zwësche Philharmonie an OPL gutt wäert ginn an dass dobäi keng falsch Téin erauskomme wäerten.

Heimadder soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn och den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Angel. An als nächste Riedner ass den Här Adam agedroen. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Ech hu meng Auer hei am A, okay. Ech wëll fir d'Éischt der Madame Mergen Merci soe fir hiren ausféierleche mëndlechen a schréftleche Rapport. Si ass och op den Historique - grad wéi déi Virriedner, virun allem d'Madame Polfer - , si ass op den Historique vun deenen zwou Entitéiten agaangen. An et ass och ganz vill iwwert déi positiv Aspekter gesot ginn, déi déi Fusioun hei vu Philharmonie an OPL bréngt.

Mir sinn als Gréng och der Meenung, datt et wichteg ass, datt mer déi Fusioun hei kréien, well mir haten, wéi 2005 d'Philharmonie hir Dieren opgemaach huet, eigentlech Philharmonie an OPL an eng Situatioun vu Konkurrenz gesat. Mir haten et mat zwou verschiddenen Entitéiten ze dinn. Dat huet am Fong geholl, eiser Meenung no, den OPL heiansdo och an eng schwiereg Situatioun bruecht, well mer an der Philharmonie - an den Erfolleg huet der Direktioun vun der Philharmonie Recht ginn -, mä do hu mer wierklech d'ganz Welt op Lëtzebuerg bruecht. A mir hunn am Fong geholl eng Éducatioun gemaach - wann zu Lëtzebuerg net méi New York oder London oder Wien um Programm stoung, dann hate mer Schwieregkeeten, d'Leit ze bewegen, an de Concert ze kommen.

Duerfir menge mer, datt et wierklech eng Gewënnsituatioun ass, datt mer déi zwee Instituter hei zesummebréngen. Déi Synergien, déi an der Natur vun der Saach leien - ech denken un de Beräich Kommunikatioun, ech denken un de Beräich Marketing, natierlech och, wat d'Käschten ugeet vun deenen zwou Entitéiten, wat d'Effizienz an d'Expertise ugeet -, déi kënnen hei genotzt ginn, dat ass an eisen Aen eng absolut Noutwendegkeet. Mir mengen, datt den OPL vun där Situatioun hei wäert profitéieren. Et ass jo och haut esou, datt een en Austausch huet: Wann een en Orchester vum Ausland op Lëtzebuerg hëlt an et ass deeselwechten, dee Chef ass, da kann och vläicht am Géigesteck den OPL an d'Ausland méi einfach Zougang kréien.

Mir mengen also, den OPL gëtt gestäerkt, an dat net op d'Käschte vun der Philharmonie, mä neen, dat si Synergien, déi si ganz gutt. Et ass och schonn hei oft gesot ginn - ech maachen dat dann och kuerz -, et ass e grousse Verdéngscht, deen un den Här Naske geet. Natierlech och eng wichteg Roll huet gespillt de stellvertriedende Generaldirekter, de Stefan Rosu, an och déi kënschtleresch Direktioun an de Chefdirigent Emmanuel Krivine hunn eng wichteg Roll gespillt. Mä ech hu mäi Brecht gelies: Et waren net nëmmen déi Leit un der Spëtzt, mä effektiv hunn alleguerten d'Memberen, déi an der Philharmonie schaffen an déi dann do och viru schaffen - also 98 Leit si jo am Orchester, 65 sinn an anere Posten -, déi hunn och alleguerte matgespillt, an ech hunn och d'Gefill, wéi wann do deen een oder anere bereet gewiescht wier, perséinlech Interessen zréckzestiechen, fir eben där ganzer Struktur hei eng Stäerkung ze ginn.

Mir hunn och - d'Madame Polfer huet d'Zuel och nach gesot - 20,8 Millioune am Budget fir 2012 stoen. Mir erkennen also net, datt mer wëlle spueren, mä mir wëllen déi Suen, déi mer asetzen, méi effizient notzen. Dat ass och gutt! Den Här Naske huet nach haut an engem Interview an der Zeitung als Iwwerschréft stoe gehat: „Wir werden alle davon profitieren!", a mir sinn och iwwerzeegt dovun, datt souwuel OPL wéi Philharmonie vun där Fusioun hei profitéiere wäerten.

Allerdéngs, an dat ass eng Fro, déi een eben och um Rand awer muss uschwätzen: Wéi gesäit et da fir déi aner Kulturträger aus? Wann ee seet, mir hunn 20,8 Millioune fir déi Entitéit hei, déi mer jo elo nach gestäerkt hunn, déi nach méi schlagkräfteg ass, dann ass et natierlech och berechtegt ze froen: Ma wéi gesäit et dann um regionale Plang aus? Wéi gesäit et mat de regionale Kulturhaiser aus?

An da maachen ech nach ganz kuerz eng Reklamm an eegener Saach: Ech hat hei den 8. Juni 2010 eng Motioun déposéiert, wou mer sollen eis Gedanke maachen iwwert d'Entwécklung am kulturelle Raum, dann eben och vun deenen anere Kulturhaiser, am Schiet souzesoe vun der Philharmonie. Ech si frou, datt déi Motioun elo opgetaucht ass an der Kulturkommissioun, datt mer se do wäerten diskutéieren an datt se dann eventuell och nach eng Kéier hei an der Chamber diskutéiert gëtt.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Ech bréngen den Accord vun der grénger Partei fir dëse Projet de loi an ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Claude Adam. Als nächsten a leschte Riedner ass den Här Fernand Kartheiser agedroen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Villmools Merci, Här President. Als Alleréischt och en häerzleche Merci un de Rapporteur, d'Madame Mergen, fir e ganz gudden an ausféierleche Rapport. Mir soe bei dëser Geleeënheet emol fir d'Éischt e grousse Merci a mir schwätzen eis Unerkennung aus un den Orchester an un de Sall fir déi wonnerbar Aarbecht, déi se an deene leschte Jore gemaach hunn, a mir wënschen hinnen en neien Elan an och, duerch déi Synergien, déi se elo kréien, eng ganz gutt Zukunft am kulturelle Beräich am Interessi vun hinne selwer, awer och vun eisem ganze Land.

Dräi Kommentare wéilt ech maachen. Dat Éischt ass iwwert den Numm: Mir hätten eis och gewënscht, datt mer vun enger „Philharmonie du Luxembourg" kéinte schwätzen an datt mer déi zwee Nimm, dee vun der Groussherzogin an dee vum Dirigent, vum éischten Dirigent, an de Säll hätte kënne perpétuéieren. Dat wär sécher e gudde Geste gewiescht, et ass aus Zäitgrënn net gaangen, dorobber kommen ech dann nach eng Kéier zréck.

Eng zweet Bemierkung ass d'Ambitioun. Dir hutt elo Méiglechkeete kritt, an ech géif wierklech déi nei Infrastruktur encouragéieren, an den Ambitiounen net zréckzeschrauwen, mä au contraire ze kucken, ob de Repertoire, deen elo gespillt gëtt, nach kann ausgebaut ginn iwwert de Wee och eventuell vu méi Pulter fir den Orchester. Dat ass eng Saach, déi ee muss kucken, ob et mat geléinte Museker geet, ob iwwerhaapt de Besoin besteet, mä ech wéilt et hei awer prinzipiell soen, datt eng Erhéijung vun de Pulter iwwert d'Zäit vum Orchester net sollt ausgeschloss ginn.

Eng drëtt Bemierkung - ech soen dat, well den Här Angel déi Fro opgeworf huet - ass déi vun der Kompositioun vum Verwaltungsrot. Loosst Iech net beandrocken, Madame Minister an all déi aner, vu Quotendiskussiounen. Sicht Iech Leit eraus, déi kompetent sinn, fir där neier Infrastruktur…

(Interruptions diverses)

…déi beschtméiglech Chancen ze ginn. Sicht no Kompetenz onofhängeg vu Geschlecht, Hautfaarf, Alter, soss geet et lech wéi der däitscher SPD. Dat ass eng Organisatioun, déi den Här Angel vläicht gutt kennt, déi haten ugefaange mat enger Fraequot, elo hu se nach zousätzlech eng Quot fir Leit aus der Immigratioun, a mir froen eis schonn, wou an zéng Joer déi nächst Quot kënnt. Wien an där Logik ufänkt, dee kënnt herno net méi eraus.

Dann nach eng lescht Bemierkung: Wéi den Här Juncker hei geschwat huet, virun e puer Minutten, huet e gesot - hie muss et wëssen -, et géif vill Méiglechkeete ginn, fir e Parlament ze beleedegen. E war awer ganz modeste, hien huet gesot, hie selwer géif keng dovu kennen. Mä et ass awer eng Fro vu Respekt virun engem Parlament, fir e Projet de loi - an och virum Conseil d'État, net nëmme Respekt virun der Chamber, mä och virum Conseil d'État -, fir e Gesetz an enger Zäitrumm ze presentéieren, fir datt dee legislative Prozess kann an Uerdnung an an deem normalen Zäitoflaf stattfannen, sou datt all Prozesser richteg kënne gemaach ginn.

An och, wann d'Chamber nach wëllt Amendementer maachen, wann dat hire Wonsch da gewiescht wär, wéi zum Beispill an der Fro vum Numm, datt dann net gesot gëtt: Dat kënne mer elo net maachen, well den 1. Januar 2012 muss dat a Kraaft trieden. D'Schold dobäi läit bei deenen, déi dee Projet de loi ze spéit presentéiert hunn. Et ass also hei alt erëm eng Kéier e Fall, wou mer feststellen, datt de Respekt virum Parlament an de Respekt och virum Statsrot net genuch garantéiert war.

Dat gesot, nach eng Kéier eis allerbeschte Wënsch fir déi nei Infrastruktur a villmools Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci dem Här Kartheiser. Elo kritt d'Wuert d'Madame Kulturministesch Octavie Modert.

Mme Octavie Modert, *Ministre de la Culture*.- Merci, Här President, Merci, Dir Dammen an Dir Hären, fir Är Bemierkungen an Encouragementer, déi, mengen ech, all deenen, déi bedeelegt sinn un dësem Projet hei, ganz gutt doen an hinne ganz vill Zouversiicht ginn, fir déi flott nei Erausfuerderunge kënnen unzegoen. Ganz besonnesch Merci och der Madame Rapportrice fir hir konstruktiv Aarbecht an hire ganz gudde Rapport. Merci fir Är eenhelleg Zoustëmmung. Mat dësem Gesetz kënne mer nämlech elo d'Schafung vun enger neier a gemeinsamer Basis vun zwee vun de grousse Kulturbotschaftere vu Lëtzebuerg maachen.

Dir Dammen an Dir Hären, et war och 1996 e grousse Moment, wéi deen heitegen OPL definitiv vun der öffentlecher Hand iwwerholl gi war an eist Land dann och souzesoen en öffentlechen Orchester hat, sou wéi et an allen anere Länner, souguer einfach a grousse Stied de Fall ass. Haut ass et nach méi en historesche Moment a bal weltwäit eenzegaarteg, wou zwou Strukturen an eng iwwergefouert ginn, mam Zoudoen a Matschaffe vun alle Betraffenen an ouni Sträit, geschweige da Streik, mam Zil fir méi Qualitéit a méi Synergien.

Jo, et ass schonn eng aussergewéinlech an eenzegaarteg Operatioun, aus e puer Ursaachen. Intern gesinn: Hei gëtt et net een oder méi Gewënner an een oder méi Verléierer, hei gëtt et just Gewënner. Keen huet brauchen ze fäerten, datt e säi Gesiicht verléiere géif oder misst. Et ass am grousse Respekt vun alle Bedeelegte gehandelt a verhandelt ginn. Hei gëtt och an Zukunft souwuel dem OPL wéi der Philharmonie hir eege jeeweileg kulturell a musikalesch Identitéit respektéiert a gewahrt.

Am Land gesinn: Mir hunn elo d'Instrumenter - am duebele Sënn vum Wuert souzesoen - geschaf an an der Hand, fir an eisem Land vun de ville Museksadepten - well mir hunn hei vill Musekskliebhaber sougutt wéi vill Leit, déi Musek aktiv maachen, ob am Bénévolat oder als Beruff - nei Weeër ze goen an nach méi Méiglechkeete bidden ze kënnen, fir entweder Musek auszeüben a sech ze professionaliséieren oder awer fir héchste Museksgenoss ze kréien. Mir kënnen an eisem klenge Land un deem beschten internationale Musekksschmaus deelhuelen. Fir déi immens Chance ze hunn, muss ee soss a Milliounestied liewe goen oder dohinner reesen.

An um internationale Plang ass dat hei aussergewéinlech a gëtt eis eng grouss Opmierksamkeet, well haut fäerte Leit dacks an der Welt ëm hir Plazen, och an der Kultur. Mä hei zu Lëtzebuerg huet d'Politik geschafft, fir dës Aarbechtsplazen (veuillez lire: Aarbechtsplazen an der Kultur) ze sécheren an ze retten, gepaart mat der Ufuerderung vun héijer Qualitéit a beschtem Niveau wäit iwwert d'Grenzen eraus.

D'Tragweit vun dësem Gesetz ass also kulturell a geet gläichzäiteg wäit doriwwer eraus; si ass och ekonomesch a geet gläichzäiteg wäit iwwert dat Ekonomescht eraus.

Dëst Gesetz ass aus kulturpolitescher Siicht vu grousser Bedeitung. Et ass e Projet, deen nei Weeër am kulturellen Encadrement (veuillez lire: Encadrement a Management) ageschloen huet. Et ass eng Strukturreform. Eng Strukturreform, wéi se der jo soss esou dacks gefuerdert ginn, och wann op déi hei d'Opmierksamkeet vläicht manner staark ass, wéi wann et an anere Secteure geschitt wär.

Et ass e Projet an eng Operatioun, déi an den internationale Kreesser, besonnesch an der europäescher Kultur, eisem Land grousse Respekt abréngen, well se gesinn an unerkennen, datt mir hei am Land e kulturelle Projet hunn an der Kultur Perspektive ginn, och a Krisenzäiten, wou an anere Länner d'Kulturträger einfach de Buedem ënnert de Féiss riskéieren ewechgezunn ze kréien. Si gesinn am Ausland, datt mir net just eng Bankenavenue ouni Häerz a Séil sinn, an esou e Projet wéi dësen deet dem internationalen Image an Usinn vun eisem Land also ganz gutt, grad a besonnesch a Krisenzäiten!

Domadder etabléiert Lëtzebuerg sech och als e kulturellen a kreativen Hub an Europa a kann domadder Aarbechtsplazen ofséchere plus nei Aarbechtsplaze schafen, och a Beräicher, déi indirekt mat der Kultur zesummenhänken.

Virun allem awer ass et e Projet, deen dem Orchester nei Perspektive gëtt, fir säi Bekanntheetsgrad a säi musikaleschen Niveau a seng Effizienz nach ze steigeren. Genau do ass och dëst Virhaben nämlech ugaange gewiescht. Virun déck zwee Joer hunn ech do ugesat, an déi Ufuerderunge si vun de Museker gedeelt ginn. Dës Verbesserunge wären net ouni eng Reorganisatioun gaangen.

M. le Président.- Ech géif Iech bieden nozelauschteren, wann ech gelift!

Mme Octavie Modert, *Ministre de la Culture*.- Dës Verbesserunge wären net ouni eng Reorganisatioun gaangen. D'Integratioun vun den zwee Haiser Philharmonie an OPL huet e Paradigmewiessel méiglech gemaach, a mat hirem international réputéierte Chefdirigent Emmanuel Krivine hu mir dofir all déi richteg Trëmp an der Hand. D'Leeschtung, de Bekanntheetsgrad an d'Unerkennung vun der Philharmonie an der ganzer Welt, déi de Matthias Naske esou wonnerbar a ganz séier mat der Philharmonie hikritt huet, complétéieren natierlech dës Trëmp. An d'kreativ Kraaft vum OPL, dee sech haut schonn net ze verstoppe brauch, ass selwer de Garant dofir, datt déi och vun him gewënschte Steigerung effektiv wäert ginn.

Elo grad huet de Statsminister gesot, dat wat deen ee mécht, huet Auswierkungen op deen aneren, wat deen een ënnerléisst oder positiv mécht, huet och Auswierkungen op deen aneren. Jo, wann den OPL en nach besseren Niveau huet, dann ass dat extrem positiv fir

d'Philharmonie wann den Orchester, deen do en résidence ass, mathält mat de Gaaschtorchesteren, déi dohinner op Tournee kommen. An, jo, wann d'Philharmonie attraktiv ass fir déi beschten Orchesteren an Dirigente vun der Welt, da kënnen déi och hiren Interessi fir den OPL entdecken an hir berühmten Nimm mat dem OPL associéieren, zum Beispill iwwer Gaaschtdirigenten. A souwisou: D'Konzentratioun vun de Kräften ass gutt an engem klenge Land, an engem klenge Maart.

Den OPL huet scho laang virun 1995 als Radioan als RTL-Orchester eng grouss Roll am kulturelle Liewe vum Land gespillt gehat, a vill Leit sinn iwwer hien erugefouert ginn u klassesch Musek, wéi d'Madame Rapporteur et scho gesot hat. Esou sinn e puer Generatioune vun him geprägt ginn; an dat soll kënne weider esou bleiwen, och wa mer haut méi Ensemblen a grouss Diversitéit an dësem Beräich hunn. A vun 2005 un huet sécherlech d'Philharmonie gradesou eng prägnant Roll gespillt am Bewosstsinn vun dem Publikum an zum Wuel vun der klassescher Musek.

Mir maachen hei aus zwee Haiser (veuillez lire: aus zwou verschiddenen Entitéiten) eng eenzeg juristesch Struktur. An der Praxis ännert dat fir de Meloman net vill, ausser um Niveau vun de Prestatiounen an der Qualitéit. Um Niveau vum Numm wäert et ëmmer den OPL an d'Philharmonie bleiwen, sou wéi ech dat schonn ervirgestrach hat. Et gëtt an der Praxis eng Generaldirektioun, mä zwou Andeelungen an zwee jeeweileg zoustänneg kompetent Leit, souwuel fir den Orchester wéi fir de Concertsbetrib.

Eng transversal Integratioun vun den zwee Haiser am neien Organigramm an allen administrative Beräicher, mä och an der Programmatioun, an e bessert Aneneegräife wäerten och an der Praxis de Fall sinn, gradesou wéi eng optimiséiert Koordinatioun, Kommunikatioun, an am Beräich vum Marketing natierlech och eng geännert Disponibilitéit, fir Concerten ze spillen, a méi villfälteg Formatioune vum Orchester a selbstverständlech en neie Kollektivvertrag, deen dann och elo mat dem Stëmme vun dësem Gesetz a mat der Ënnerstëtzung vun Ärer Chamber sécher ass, fir den 1. Januar 2012 a Kraaft trieden ze kënnen an also och Existenzen ofzesécheren.

Schliesslech eng besser kënschtleresch Planung, gemeinsam Projeten a virun allem eng nei Motivatioun an eng verstäerkten Dynamik. An och nach méi Effizienz, optimiséiert Ressourcennotzung an duerch Synergien och Spuereffekter. Intim verbonnen, mä awer mat eegenen Identitéite sinn elo déi zwou bis elo eng vun där anerer onofhängeg Strukturen, a mat där neier juristescher Konstruktioun, déi mer elo haut hei ofseene wäerten, weise souguer d'Ausriichtungen dann dee Moment vun dësen zwee Haiser, datt Lëtzebuerg nei Weeër - an zwar säin eegene Wee - goe kann. Mir hunn hei eigentlech elo bal nees en neie Lëtzebuerger Modell agefouert.

Dir Dammen an Dir Hären, et ass nach eng Kéier d'Affär vum Numm ugeschwat ginn. Ech mengen, den Numm fënnt sech gemeinsam am Titel vun dësem Gesetz erëm. Mir däerfen och hei keng falsch Diskussioun lasstrieden. Firwat verkomplizéieren? Ech kéint mer éischter virstellen, datt een zum Beispill e Präis géif schafen, deem een den Numm vun engem Henri Pensis géif ginn, zum Beispill fir Nowuessmuseker. Dat géif ech vill besser fanne wéi eppes, wat am Sproochgebrauch am Fong geholl souwisou net weider gebraucht a benotzt gëtt.

Dir Dammen an Dir Hären, den Erfolleg huet heiansdo vill Mammen a Pappen. Wann ech héieren, wou elo iwwerall gesot gëtt, déi Leit oder si oder hien hätte schonn ëmmer gemengt, et sollt alles an enger Hand sinn - mä et war awer ni! -, also allerspéitstens da sinn ech bestätegt, datt meng Entscheedung déi richteg war, fir déi zwou Entitéiten zu enger eenzeger juristescher Struktur zesummenzefëieren.

Déi zwee international Experten hate jo véier Modeller virgeluecht. Ech hunn do dee radikaalste Wee gewielt gehat. Ech konnt e bis hannenhinner goen, well ech d'Leit mat u Bord kritt hunn a well de Groupe d'accompagnement eng formidabel Aarbecht gemaach huet ënnert der Leedung vum Matthias Naske a well d'Museker op de Wee matgaange sinn, fir mat Verbesserungen och hir Zukunft, och am musikalesche Beräich, nach ze steigeren.

Merci also all deenen, déi hei matgehollef hunn. Un éischter Plaz, wéi gesot, d'Museker an d'Personal, de Groupe d'accompagnement ënnert dem Matthias Naske, d'Direktioune vun deenen zwee Haiser an d'Verwaltungsréit ënner hire Presidente Jean Hoss an Damien Wigny souwéi de Chefdirigent Emmanuel Krivine. Ech wëll nach eemol déi konstruktiv Haltung vun alle Bedeelegten an hiert Matschaffen ënnersträichen. Merci och der Kulturkommissioun vun der Chamber fir hir Mataarbecht an hiert Zoudoen.

Mir hunn elo aus zwee eent gemaach fir déi beschtméiglech Integratioun. Zwee Museksbetriber, déi ënner engem Dach liewen, sollen net nëmmen niewenteneen existéieren, mä matenee liewen a funktionéieren. A wann et vläicht am Ufank eng Vernunftehe war, da sinn ech awer sécher, datt dat sech entwéckele wäert zu enger ganz grousser Zouneigung a Léift, well och haut ass et absolut keng Exklusioun, mä ass et schonn e groussen inklusive Betrib.

A schliesslech an endlech geet et jo just ëm eppes, ëm d'Musek an d'Kultur an ëm d'Freed, fir dem Publikum seng Musek méi no ze bréngen, ëm d'Freed, fir dem Publikum Freed ze maachen a fir dem Publikum Musek spillen ze kënnen. Ech si ganz zouversiichtlech iwwer e gutt Zesummespill ouni Disharmonien an eng ganz gutt Zukunft fir eis nei Struktur.

Merci fir Är Ënnerstëtzung an deem Beräich.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Ministesch. Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss, a mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6362 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner (par M. Marcel Oberweis), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert (par Mme Nancy Arendt), Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber (par M. Lucien Clement), Lucien Weiler (par M. Marc Spautz), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Ben Scheuer), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux (par M. Roger Negri), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Carlo Wagner), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox (par M. Félix Braz), Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Da komme mer elo zum Projet de loi 6207, e Protokoll zu enger Benelux-Konventioun iwwert d'Propriété intellectuelle. Et sief drop higewisen, datt laut Artikel 114 vun eiser Verfassung eng qualifizéiert Majoritéit vun zwee Drëttel vun de Stëmmen erfuerdert ass an de Vote par procuration net erlaabt ass. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech weider keng Riedner ageschriwwen. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madame Lydia Mutsch.

8. 6207 - Projet de loi portant modification de la loi portant approbation du Protocole portant modification de la Convention Benelux en matière de propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles), fait à Bruxelles, le 22 juillet 2010

Rapport de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire

Mme Lydia Mutsch *(LSAP), rapportrice.*- Merci, Här President. Den Objet vun dësem Projet ass et, fir e Protokoll vum 22. Juli 2010 ze approuvéieren, deen d'Convention Benelux en matière de propriété intellectuelle am Beräich vu Marken, Zeechnungen a Modeller op verschidde Punkten ëmännert.

Zënter de spéide 60er, uganks 70er Jore ginn d'Marken, dat heescht d'Nimm an d'Logoe vu Produiten a Servicer, Zeechnungen a Modeller, déi de visuellen Aspekt vun engem Produit betreffen, an de Benelux-Länner op eng an déiselwecht Manéier geschützt. Dat geschitt duerch een eenzegen Dépôt vun enger neier Mark oder enger Zeechnung, engem Modell beim „Bureau Benelux des Marques" respektiv beim Benelux-Büro „des Dessins ou Modèles", déi allen zwee hire Sëtz zu La Haye an Holland hunn.

Den 1. September 2006 huet eng Konventioun d'Benelux-Gesetzer ersat an eng nei gesetzlech Basis geschaaft. Des Weideren huet d'Konventioun deenen zwee Benelux-Büroen en neien eenheetlechen Numm ginn: „Office Benelux de la Propriété intellectuelle". Dësen Office ass déi offiziell Instanz an de Benelux-Länner, fir Marken, Zeechnungen a Modeller ze enregistréieren. Donieft bitt den Office och den „i-DEPOT" un, also déi elektronesch Méiglechkeet, fir d'Existenz vun Iddien, Konzepter, Kreatiounen a Prototypen ze actéieren.

Laut dem Rapport d'activité 2010 vum Office Benelux de la Propriété intellectuelle goufen am Joer 2010 iwwer 22.000 Marken déposéiert, ronn 1.150 Modeller an iwwer 4.500 i-Dépôte gemaach. Et ass also schonn eppes mat enger gewësser Envergure. Dës Zuelen ënnersträichen also d'Bedeitung vum Office Benelux de la Propriété intellectuelle op eng beandrockend Aart a Weis.

De Protokoll, dee mir elo haut de Mëtteg approuvéieren, passt d'Konventioun un d'Besoinë vun den Déposanten an der Administratioun un, déi sech iwwert déi lescht Joren erausgeschielt hunn. Ausserdeem gëtt versicht, dee ganze System ze vereinfachen an un den technologesche Fortschrëtt unzepassen. Ech wëll elo am Résumé - dat wäert schnell goen - d'Haaptännerungen, déi de Protokoll virgesäit, virstellen.

Éischtens, de Regëster vun de Mandataires agréés gëtt net realiséiert. Wéisou net realiséiert? Majo, d'Schafung vun esou engem Regëster war, nodeems laang doriwwer diskutéiert gouf, bei der leschter Modifikatioun vun de Benelux-Gesetzer zréckbehale ginn. Dëse Regëster ass awer ni a Kraaft getrueden, well d'Accessibilitéit an d'Pérennitéit vum Regëster iwwerhaapt net zefriddestellend waren an och net garantéiert konnte ginn. De Conseil d'administration huet dunn décidéiert, fir esou e Regëster net ze realiséieren an de Benelux-Regierungen dann och proposéiert, fir déi betraffen Dispositiounen an der Konventioun ze sträichen. Dat ass dann och heimadder geschitt.

Zweetens, de Service i-DEPOT gëtt an der Konventioun verankert. De Service i-DEPOT gëtt schonn zënter 1998 ugebueden; duerch de Protokoll gëtt en also elo och an der Konventioun fest verankert. Den i-DEPOT ass e Beweismëttel an hëlleft, potenziell Konflikter am Beräich vun den Urheberrechter ze évitéieren, well do gëtt et e ganz grousst Konfliktpotenzial. Wann zum Beispill eng Iddi oder e Prototyp nach net genuch ausgeräift ass, fir elo schonn e Brevet ze kréien, da kann een awer scho via i-DEPOT actéiere loossen, dass een den Auteur vun där Iddi oder vun deem Prototyp ass, an da kann am Fong näischt méi geschéien.

An drëttens, d'Konditiounen, wat d'Publikatioun vum Règlement d'exécution betrëfft, ginn opgelockert. De Conseil d'administration vum Office Benelux de la Propriété intellectuelle ass zoustänneg, fir de Règlement d'exécution ze etabléieren. Eventuell Ännerungen um Reglement trieden awer eréischt a Kraaft, wa se an de Journaux officiels vun den dräi Benelux-Länner publizéiert goufen.

Et huet sech erausgestallt, dass dat oft ze laang dauert an dass d'Utilisateuren dräi verschidde Publikatioune musse konsultéieren, fir erauszefannen, ob a wéini Ännerungen dann iwwerhaapt en vigueur sinn. Dat ass zimlech opwändeg an net gutt retraçabel. Dofir hunn d'Regierungen décidéiert, dass et an Zukunft duergeet, dass de Generaldirekter vum Office Benelux de la Propriété intellectuelle d'Ännerunge vum Règlement d'exécution um Internetsite veröffentlecht, fir a Kraaft ze trieden. D'Benelux-Länner publizéiere weiderhin d'Modifikatiounen an hirem Journal officiel, mä dës Publikatioun conditionnéiert awer net méi hir Mise en vigueur oder hir Entrée en vigueur.

An dësem Kontext freet sech d'Chambre de Commerce an hirem Avis, ob et duergeet, de Règlement d'exécution um Internetsite ze veröffentlechen, fir iwwerhaapt eng Rechtsgültegkeet ze hunn.

Well de Stat op dës Manéier Attributiounen, déi him per Verfassung zoustinn, un eng international Institutioun oftrëtt, fuerdert de Statsrot a sengem Avis, dass de Projet de loi geméiss dem Artikel 114 zweeten Alinéa vun eiser Verfassung, also mat enger Majorité qualifiée - wat mer dann och haut maachen - adoptéiert muss ginn. D'Ekonomieskommissioun huet sech dem Statsrot op dësem Punkt ralliéiert.

Doriwwer eraus mengt de Statsrot, dass d'Veröffentlechung vum Règlement d'exécution am Mémorial via Arrêté grand-ducal kéint geschéien. Well esou Modifikatiounen awer meeschtens direkt am Mémorial publizéiert ginn, ouni Détour vun engem Arrêté grand-ducal, huet d'Ekonomieskommissioun décidéiert, dës Recommandatioun vum Statsrot net unzehuelen, zemools well et och net am Sënn vu méi enger grousser Simplification administrative wier, déi mir natierlech all ustriewen.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, Dir hutt et scho gemierkt, dëst ass e Projet de loi mat Ëmsetzungsprotokoll, dee Sënn mécht. Et ass e Projet de loi, deen de Realitéiten um Terrain Rechnung dréit an deen dofir och d'Zoustëmmung vun eiser ganzer Fraktioun fonnt huet.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- An ech soen der Madame Rapportrice Merci fir hire ganz detailléierte Rapport. Ech mengen, et wär alles gesot, et ass kee Riedner méi, deen d'Wuert freet. Da kéime mer direkt zur Ofstëmmung. Ech wëll hei nach eng Kéier drun erënneren, datt eng Majoritéit vun zwee Drëttel erfuerdert ass an de Vote par procuration net erlaabt ass.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6207 ass ugeholl mat 49 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

M. Marc Angel, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Fernand Etgen, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Da komme mer elo zum Projet de loi 6307, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert den Enseignement fondamental. D'Riedezäit ass hei nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Hären Eicher, Bauler, Adam a Kartheiser. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Fernand Diederich. Här Diederich, Dir hutt d'Wuert.

9. 6307 - Projet de loi modifiant et complétant l'article 76 de la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports

M. Fernand Diederich *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, duerch d'Schoulgesetzer vum 6. Februar 2009 ass d'Léierpersonal vum Enseignement fondamental eleng ënnert d'Autoritéit vum Stat gestallt ginn, vertrueden duerch de Ministère vun der Éducation nationale; während säit dem Schoulgesetz vun 1912 d'Autoritéit deelweis beim Stat, deelweis bei der Gemeng louch.

D'Léierinnen an d'Schoulmeeschtere ginn also vum Ministère genannt, genausou wéi d'Memberen aus der Réserve des suppléants an déi zäitweileg Remplaçanten, an duerno an déi verschidde Gemengen affectéiert, dëst am Respekt vum Contingent vun den Unterrechtsstonnen, wéi dësen am Artikel 38 vum Gesetz vun 2009 festgeluecht ass. Säit dem 15. September 2009 sinn d'Gemengen net méi berechtegt, neit Léierpersonal anzestellen.

Den Artikel 76 vum Gesetz vum 6. Februar 2009 iwwert d'Organisatioun vun der Grondschoul huet als Objet, d'Opdeelung vun de Personalkäschten tëschent dem Stat an de Ge-

menge festzeleeën. Hie gesäit vir, datt d'Personalkäschten zulaaschte vum Stat sinn, mat Ausnahm vun de Käschte fir Leeschtungen, déi de Kader vum Contingent dépasséieren, déi zulaaschte vun der respektiver Gemeng sinn.

Dës Bestëmmungen hunn awer an der Praxis zu enger Rei Schwieregkeete gefouert. Hir Ausféierung géif eng bedeitend Reduktioun vun der staatlecher Bedeelegung un de Personalfraisë bedeiten, dëst zum Nodeel vun de Gemengen, wat net d'Absicht vum Gesetzgeber war.

En interministeriellen Aarbechtsgrupp mat Vertrieder aus der Éducation nationale, dem Intérieur an de Finanzen ass zur Schlussfolgerung komm, den Artikel 76 ze änneren. Et gëtt proposéiert, déi noutwendeg Ännerungen ze konzentréieren, fir dem Text eng méi grouss Transparenz souwéi eng besser Lisibilitéit ze ginn, esou datt den amendéierten Text prezis déi verschidde Personalkäschten definéiert, déi ze berücksichtege sinn, fir d'Opdeelung tëschent den zwee Partner, dem Stat an de Gemengen, festzeleeën.

De Paragraph 2 beseet, datt déi jährlech Dotatioun, déi iwwert de Fonds communal de dotation financière den eenzelne Gemengen zousteet, ëm een Drëttel vum Gesamtbetrag vun de Käschte reduzéiert gëtt. Betraff sinn d'Ausgabe fir d'Personal, dat dem Stat zougedeelt ass, fir de Basisunterrecht ze assuréieren; b) fir d'Personal, dat virgesinn ass, fir d'Moossnamen ze realiséieren, déi am Plan de réussite scolaire virgesi sinn; fir d'Éducateuren, déi als zweet Persoun an de Klasse vun der Éducation précoce intervenéieren; fir d'Personal, dat Remplacementer assuréiert fir d'Schoulmeeschteren, d'Chargé-de-coursen an d'Éducateuren; och fir d'Schoulmeeschteren, d'Chargéen oder d'Éducateuren als aussergewéinlech Entschiedegunge fir ee Méi un Aarbecht, also fir Iwwerstonnen.

Aner Elementer, wéi d'Stonnen, déi zougestane ginn, fir d'Besoinen am Zesummenhang mat der sozioökonomescher a soziokultureller Zesummesetzung vun der Schoulbevölkerung, d'Stonne fir den Enseignement moral et social ze assuréieren, d'Käschte vun den Équipes multiprofessionnelles souwéi déi vun de Cours d'accueil si ganz zulaaschte vum Stat.

E Spezialkredit ass am Budget vun de lafenden Ausgabe vum Innenministère ageschriwwen; hie beleeft sech op d'Differenz tëschent der Dotatioun vum Fong, wéi se jährlech am Budgetsgesetz definéiert ass, minus een Drëttel vum Gesamtkäschtepunkt vun de Rémunératiounen. De Stat bedeelegt sech zu zwee Drëttel un der Rémunératioun vun de Gemengefonctionnairen, den Employéen a Salariéë vun de Gemengen, déi weider an der Grondschoul intervenéiere laut de Konventiounen, déi mat de betraffene Gemengen ofgeschloss sinn, virausgesat, datt hir Leeschtungen an der Schoulorganisatioun virgesi sinn, déi vum Minister approuvéiert ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Dekonte vun de Personalkäschten, déi pro Gemeng oder Schoulsyndikat ventiléiert sinn, gi vun de Servicer vum Ministère de l'Éducation nationale opgestallt op Basis vun den Donnéeën, déi vun der Verwaltung vum Statspersonal geliwwert ginn an un dee Ministère weidergeleet ginn, deen zoustänneg ass fir de Fonds communal de dotation financière. Dëst muss geschéie spéitstens zwee Joer nom Enn vun dem Schouljoer, fir dat den Dekont erstallt gëtt. D'Bestëmmungen zu dësem Gesetz sinn applicabel beim Ufank vum Schouljoer 2009-2010, well déi jährlech Dotatioun, déi all Gemeng zoukënnt, provisoresch berechent ginn ass, andeems ee sech u fréieren Dekonten orientéiert huet, esou datt eng Regulariséierung vun der Situatioun néideg ass.

Bon, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech sinn elo op déi wichtegst Punkte vun dësem Gesetz agaangen - weider Detailer fannt Dir an dem geschriwwene Rapport - an ech bréngen heimat den Accord vu menger Fraktioun an ech soen Iech Merci och fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- An ech soen dem Här Rapporteur Diederich Merci fir säi Rapport, an als éischte Riedner ass den Här Emile Eicher agedroen. Här Eicher, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Emile Eicher *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mam Gesetzesprojet 6307 schafe mir elo Kloerheet an Transparenz an der Verdeelung vun de Käschte vum Personal vum Enseignement fondamental tëschent Stat a Gemengen. Den Artikel 76 vum Gesetz vum 6. Februar 2009 hat festgehalen, datt de Stat zwee Drëttel vun de Rémunératioune vum Schoulpersonal iwwerhëlt, dat duerch den Artikel 67 definéiert gouf, soulaang se net de Kader vum Contingent iwwerschreiden.

De Grondgedanke vum Contingent ass, fir alle Schoulen am Land eng équitabel Verdeelung vu Stonnen ze organiséieren, déi net nëmmen der Schülerzuel Rechnung droen, mä och der sozioökonomescher an der soziokultureller Zesummesetzung vun de Schüler. Deem kënne mir natierlech nëmmen zoustëmmen.

Am selwechte Gesetz gouf eng wäitreechend Entscheedung geholl, nämlech datt de Personnel enseignant eenzeg an eleng dem Ministère de l'Éducation nationale ënnerstallt gouf. D'Léierpersonal ass demno an de Kader vum Enseignement fondamental iwwerholl ginn, an d'Gemenge kënne keen neit Personal astelle fir den Enseignement fondamental an Zukunft. Fir all déi Intervenanten, déi am September 2009 eng Festustellung als Chargé de cours, als Fonctionnaire communal, als Employé communal oder als Salarié communal hate bei der Gemeng, goufe Konventiounen tëschent Stat a Gemengen etabléiert.

Här President, bei der Ëmsetzung vum Artikel 76 ass awer festgestallt ginn, datt eng ganz Rei vu Prestatiounen an de Schoulen zu Interpretatiounsproblemer bei der Käschteverdeelung tëschent Stat a Gemenge gefouert hunn. Duerfir gëtt den Artikel 76 elo ëmgeännert, andeems onzweedeiteg festgehale gëtt, datt de Stat d'Rémunératioune vum Schoulpersonal a vum Personal vun de multiprofessionnellen Équipen iwwerhëlt.

Iwwert de Fonds communal de dotation financière gëtt de Gemengen hir Bedeelegung un dëse Personalkäschten ofgehalen. Esou bedeelege sech d'Gemengen an Zukunft nach ëmmer zu engem Drëttel bei de Stonne vum Enseignement de base. Derbäi kommen elo nach déi Stonnen, déi fir d'Ëmsetzung vu Moossname fir de Plan de réussite scolaire virgesi sinn, déi bis dato eleng vum Stat gedroe goufen. Genausou wéi bis elo finanzéiert de Stat zu 100% déi Stonnen, déi zousätzlech gebraucht ginn, éischtens, fir de Besoinen ze entspriechen, déi duerch déi sozioökonomesch a soziokulturell Bedéngungen néideg sinn, an zweetens, déi Stonne fir den Enseignement moral et social.

Nei geregelt ginn déi Prestatiounen, déi net am Contingent festgehale sinn. D'Gemenge bedeelege sech och an Zukunft zu engem Drëttel, éischtens, un de Gehälter vun den Éducateuren, déi als zweet Persoun an der Éducation précoce schaffen; zweetens, un den Indemnitéite vun de Remplaçanten; an drëttens, un den Indemnitéite fir Iwwerstonnen. Sou iwwerhëlt de Stat 100% vun de Gehälter vun den Équipes multiprofessionnelles a vun den Intervenanten am Cours d'accueil.

Dëst si wesentlech Verbesserungen, déi bis elo deelweis zu Interpretatiounsproblemer gefouert haten. De Syvicol begréisst dës Gesetzesännerung, freet sech awer och, ob de Stat net besser hätt, sämtlech finanziell Chargë vum Schoulpersonal ze iwwerhuelen.

Am drëtte Punkt vum Artikel 76 engagéiert sech de Stat, duerch Konventioune mat de Gemenge mat zwee Drëttel un de Gehälter ze partizipéiere vun deene Fonctionnairen an Employés a Salariés communaux, souwäit hir Prestatiounen duerch d'Schoulorganisatioun vum Ministère approuvéiert sinn. An déi Konventioun begrenzt natierlech d'Paien och op dee Montant, dee Fonctionnairen an Employéë beim Stat hätten.

Här President, an Zukunft leet de Ministère de l'Éducation nationale een detailléierten Dekont vun de Fraisë vun dësem Schoulpersonal fir all Gemeng vir, an dat spéitstens zwee Joer nom Schouljoer, a gëtt e weider un de Ministère de l'Intérieur. De Moment sinn 270 Leit aus dem Gemengepersonal dovunner betraff. Sou wéi de Syvicol richteg bemierkt huet, wier et wichteg, wann d'Gemenge kéinten hiren Avis zu deenen detailléierten Dekonte ginn, ier se virun un de Ministère de l'Intérieur géife weidergereecht ginn. Dëst géif sécherlech och nach zu méi Transparenz féieren.

Dem Rapporteur, dem Här Fernand Diederich, wëll ech awer hei félicitéiere fir säin aussergewéinlech gudde mëndlechen an och schréftleche Rapport. D'CSV begréisst dëse Gesetzesprojet ausdrécklech a soumat ginn ech och den Accord vu menger Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Eicher, an als nächste Riedner ass den Här Bauler agedroen. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler *(DP)*.- Merci, Här President. Ech géif och dem Rapporteur Fernand Diederich Merci soe fir säin ausféierleche Bericht, deen hien op seng dach him eege Manéier virgedroen huet. Mir begréissen dann och, datt mat dësem Gesetzesprojet, dee jo den Artikel 76 vum Schoulgesetz vum 6. Februar 2009 ofännert, déi verschidde Personalfraisen, déi mat dem Enseignement fondamental verbonne sinn, méi preziséiert ginn. Domadder entsprécht d'Opdeelung vun de Käschten tëschent dem Stat an de Gemengen dem initiale Wëlle vum Gesetzgeber.

Et wier awer och begréissenswäert gewiescht, wann d'Regierung d'Geleeënheet genotzt hätt, fir d'Texter vun 2009 och aus pädagogescher Siicht op de Métier ze huelen a berechtegte Kritike vun de Schoulpartner domadder Rechnung ze droen, déi an de leschte Méint a Wochen artikuléiert goufen an op déi eisen deemolegen Éducatiounssprecher Eugène Berger och higewisen hat.

Plusieurs voix.- Aaahhh! Très bien!

M. André Bauler *(DP)*.- Dës Kritiken dréie ronderëm Sujete wéi zum Beispill d'Opstellung vum Contingent oder ëm d'Autonomie vun de Schoulen. Et ass regrettabel, datt dës noutwendeg a vu ville Säite gefuerdert Upassungen net parallell an Ugréff geholl ginn an datt an eise Grondschoule weiderhin eng bürokratesch Kompetenz- a Bewäertungslogik dominéiert.

Dëst gesot, wëll ech awer den Accord vu menger Fraktioun zum virleienden Text ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Bauler. Als nächste Riedner ass den Här Adam agedroen. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Ech fueren elo net do weider, wou den Här Bauler opgehalen huet, well ech zwar och der Meenung sinn, datt een nach villes kann iwwert d'Reform soen, an et gëtt och villes iwwert de Fong geschwat, mä et schéngt mer awer net am Kader vun dësem Projet de loi ze sinn - oder wéinstens net déi néideg Zäit ze huelen, déi dat bräicht -, fir dat an engem konstruktive Sënn kënnen ze maachen.

Ech wëll just kuerz hei op dëse Projet de loi agoen, an zwar ass et virun allem den Avis vum Syvicol, dee menger Meenung no awer eng ganz Rei Ustéiss gëtt, déi, fannen ech, derwäert sinn, diskutéiert ze ginn. Et ass emol fir d'Alleréischt: Mir haten, wéi mer am Schoulgesetz 2009 festgeluecht hunn, datt d'Gemengen..., oder datt d'Léierpersonal ganz géif vum Stat bezuelt ginn, do hu mer jo dann awer festgehalen, datt awer, wéi och bis elo, een Drëttel vun de Gemenge kënnt, just datt et direkt iwwert d'Dotation communale geet. Dat ass u sech eng gutt Saach, wat d'Léierpersonal ugeet, well fir déi ass et kloer geregelt, wien elo hire Patron ass. Et ass net méi déi Zwee-Drëttel-/Een-Drëttel-Geschicht fir d'Enseignanten.

Et bleift awer, datt d'Gemengen nach ëmmer e ganz groussen Deel an hirem Budget stoen hunn, wat iwwert den Enseignement geet. Fir verschidde Gemengen ass dat souguer déi déckste Dépense, déi d'Gemeng huet an hirem Budget. An et muss een awer och fairerweis soen: Eng Gemeng huet do haut net méi matzeschwätzen iwwert d'Evolutioun vun där Dépense. Si si weder gefrot ginn, wat bei de Gehälter vum Léierpersonal geschitt ass...

A wat ech och ganz erstaunlech fannen: wann ech am Rapport vum Syvicol liesen, wéi laang datt dat dauert, bis d'Gemengen déi Suen zréckkréien, déi se virgestreckt hunn, an och e Virworf am Fong geholl vu Mangel un Transparenz, wéi dat verrechent gëtt. Dat ass anscheinend nach net üblech, datt dat automatesch an novollzéibar un d'Gemenge geschéckt gëtt, wéi sech dann déi Fraisen zesummesetzen. Dat géif ech mer wënschen - am Zäitalter vun eGovernment a vun allen elektronesche Moyenen, déi een haut huet, misst et jo awer méiglech sinn, éischtens, déi Délaie méi kleng ze kréien, an zweetens, och méi Transparenz an déi Saach eranzekréien.

Fir de Rescht: Selbstverständlech maache mer mat deem Gesetz hei en Oubli vum Gesetz vun 2009, béie mer et riicht. Dat fanne mer richteg a gutt, an duerfir bréngen ech och den Accord vun der grénger Fraktioun fir dëse Projet de loi.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Adam, an als leschte Riedner ass den Här Kartheiser agedroen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Här President, ech soen Iech villmools Merci. Ech wollt och just e puer Kommentare maachen. Zum Prinzip vum Gesetz gi mer ganz gär eisen Accord a mir soen och dem Här Rapporteur Merci fir seng ganz gutt Aarbecht. Et ass en Oubli gewiescht. Et ass nach vill aneres am Schoulgesetz iwwert d'Reform vun der Primärschoul, wat ze kritiséiere wär; mir komme bestëmmt nach eng aner Kéier dorobber zréck.

Eng Fro: Et ass vläicht nach net ganz kloer, wat mam sozioéducative Personal geschitt a mat de Schwammmeeschteren, wéinstens am Kader vun deenen hiren Aufgaben am Unterrecht; do ka vläicht d'Madame Minister eppes derzou soen.

An ee Regret hu mer awer, dat ass schonn, wat d'Technique législative ugeet. Et ass scho bedauerlech, wann de Statsrot seet, datt déi Fiche financière, déi bei deem Gesetz do derbäiläit, héiflech ausgedréckt „très lacunaire" wär. Do géife mir awer mengen, wann...

(Interruption)

Et ass d'Meenung vum Statsrot, Madame Minister. Do géife mir awer mengen, wa mir hei mat engem Gesetz saiséiert ginn, wou retroaktiv och nach de Gemenge solle Sue gi ginn - wat mir awer begréissen -, da géife mir awer als Parlament gär wëssen, ëm wat et sech genee handelt. Schliesslech läit d'Budgetsautoritéit - wéinstens am Ableck nach - hei. Vläicht kënnt Dir vum nächste Joer un direkt mat Bréissel schwätzen, mä soulaang mir hei d'Kompetenz fir de Budget hunn, géife mer och gär doriwwer Bescheed wëssen!

Villmools Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Kartheiser. D'Wuert kritt elo d'Madame Unterrechtsministerin.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*.- Merci, Här President. Och ech wëll mech uschléissen un deen Dank un de Rapporteur fir säi Rapport an ech freeë mech iwwert déi breet Zoustëmmung hei zu dësem Projet de loi, deen en fait e relativ techneschen Aspekt vum Schoulgesetz concernéiert.

Ech denken, dass, wéi d'Gesetz vun 2009 gestëmmt ginn ass, et de Wëlle war vum Législateur, dass de Stat sollt zwee Drëttel iwwerhuele vun de Käschten an d'Gemengen een Drëttel. Dat war jo eigentlech Traditioun esou am Lëtzebuerger Unterrecht an der Grondschoul. Dat ass och esou an d'Gesetz geschriwwe ginn. Do huet sech just erausgestallt beim Verrechnen, dass et eigentlech verschidde Kategorië vu Personal gëtt an dass deem am Gesetz net Rechnung gedroe gi war, well mer eigentlech ëmmer iwwert de Contingent geschwat hunn an net iwwert d'Remplaçanten, zum Beispill, an aner Intervenanten, an dofir gëtt et elo den Artikel, d'Propositioun, fir den Artikel 76 ze änneren.

Ech mengen, graff gesot ass et esou, dass de Stat an d'Gemenge sech all Personal deelen: zwee Drëttel fir de Stat, een Drëttel fir d'Gemeng, ausser dat Personal, wat supplementär accordéiert gëtt, wann eng Gemeng en Indice social huet, dee méi schlecht ass - da kréie se jo doduerch méi Personal am Contingent. Déi ginn 100% zulaaschte vum Stat. Selbstverständlech alles, wat den Enseignement moral et social ugeet, déi Stonne bleiwen 100% zulaaschte vum Stat. Alles, wat „équipe multi" ass, d'Équipes multiprofessionnelles, also dat spezialiséiert Personal, wat intervenéiert, wat virdru ganz zulaaschte vun de Gemenge war, geet elo ganz zulaaschte vum Stat. An dann all d'Intervenantë fir d'Cours d'accueil, wou Primo-arrivanten opgeholl ginn, wäerten och ganz zulaaschte vum Stat sinn. Dat gëtt eng Clarificatioun, ganz sécher, et gëtt och eng Verschiebung, et gëtt eng Entlaaschtung fir d'Gemengen, also et ass méi zulaaschte vum Stat wéi elo.

Ech sinn och ganz verdrësslech doriwwer, dass déi Ofrechnungen, dass dat esou laang Zäit brauch, bis d'Dekonte gemaach sinn. An et ass jo am Fong, dat war jo eent vun den Objektiver vum Gesetz vun 2009, fir d'Responsabilitéiten, de Finanzement a méi Transparenz ze schafen an deem ganze Secteur. Mir hunn elo ugefaangen, d'Prozeduren nei ze definéieren, eisen Informatiksystem ass elo bal optimal. Et muss een natierlech gesinn, dass hei vill Acteure mussen eng Datebank speisen. D'Datebank, dat ass dann de Fichier vum Personal, wat beim Stat schafft. Mä déi Leit ginn agedroe vu verschiddene Plazen, an dofir kann ech elo nach net mat 100%eger Sécherheet soen, dass alles klappt. Mä mir sinn awer amgaangen, déi Prozeduren do ze straffen, an ech sinn och ganz zouversiichtlech, dass dat ëmmer besser gëtt.

Ech wëll just rappeléieren, dass iwwer Joren Dekonte vun de Gemengen erakomm sinn, wou Leit vun deem enge Joergank, deem aneren dra waren, dass do Retardë waren op där enger Säit an op där anerer. Also mir sinn alleguerte verbesserungsfäeg, fir hei méi Transparenz an e bessere System eranzebréngen. Dat gesot...

(Interruption)

Neen, ech kann Iech assuréieren, dass mer äifreg do amgaange sinn. An dat gesot, freeën ech mech iwwert dee Konsens an ech sinn och

iwwerzeegt, dass d'Gemenge begréissen, dass mer deen neie System hunn an dann d'Ofrechnunge kënnen elo no dësem System maachen.

Wat déi aner Aspekter ugeet vum Schoulgesetz, do steet am Regierungsprogramm - an ech hunn och wëlles, dat anzehalen -, dass mer no dräi Joer e Rapport maachen an dass mer dann iwwert déi Saachen alleguerten diskutéieren. An dat wäert sinn d'nächst Joer ëm dës Zäit.

Ech soen Iech Merci, dass Der dat Gesetz do esou massiv stëmmt.

M. le Président.- Merci der Madame Schoulministesch. Domadder wär d'Diskussioun ofgeschloss a mir kéimen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6307 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi n°6307 est adopté à l'unanimité des 58 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert (par M. Lucien Clement), Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber (par Mme Martine Mergen), Lucien Weiler (par M. Marc Spautz), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Ben Scheuer), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Carlo Wagner), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Josée Lorsché;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Eisen nächste Projet de loi ass de Projet de loi 6335, e Memorandum zu engem Accord vun de Benelux-Länner iwwert d'Kooperatioun an der Krisegestioun. D'Riedezäit ass hei nom Basismodell festgeluecht, an et hu sech bis elo ageschriwwen: d'Madame Mergen an den Här Kartheiser. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Marc Angel. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

10. 6335 - Projet de loi portant approbation du Mémorandum d'accord concernant la coopération dans le domaine de la gestion des crises pouvant avoir des conséquences transfrontalières entre le Royaume de Belgique, le Royaume des Pays-Bas et le Grand-Duché de Luxembourg, signé à Luxembourg, le 1er juin 2006

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, mir befannen eis, wéi gesot, bei dësem Memorandum…

(Brouhaha général)

Mir befannen eis bei dësem Memorandum am Kader vun der Kooperatioun vun de Benelux-Länner, an am Joer 2003 hunn déi dräi Länner décidéiert, aus der grenziwwerschreidender Zesummenaarbecht bei Accidenter oder bei Katastrophen en neien Thema ze maache vu méi enger enker Zesummenaarbecht. Dëse Memorandum gouf den 1. Juni 2006 vun de Justiz- oder Innenministeren ënnerschriwwen aus deenen dräi Länner. An et gëtt schonn en ähnleche Memorandum aus dem Joer '96, wou et ëm d'Kooperatioun geet am Domän vun der Polizei, Justiz an Immigratioun.

Et ass vläicht wichteg, och hei ervirzestréichen, dass dëse Memorandum, iwwert dee mer haut ofstëmmen, laut Auteure vum Projet de loi an awer och laut Conseil d'État, an awer och laut deem, wat an der Belsch gesot gëtt an an Holland, equivalent ze setzen ass mat engem internationalen Traité, well de Memorandum juristesch Dispositiounen enthält, déi bindend sinn.

De Projet de loi 6335 besteet aus engem Article unique, wou mer einfach dee Memorandum approuvéieren. Ech wollt awer e puer Wuert selwer zum Memorandum soen zwëschen deenen dräi Länner - Belsch, Holland a Lëtzebuerg. Et geet u mat enger ganzer Rei Considéranten, déi da gefollegt si vun eelef Artikelen.

Här President, ech ginn op e puer Punkten an. D'Problemer, Incidenten oder Accidenter, déi a grenznoe Géigende geschéien, hunn oft Konsequenzen, déi iwwert d'Grenze vun deene Länner erausginn. Mir hunn an deenen dräi Benelux-Länner eng Rëtsch Seveso-Betriber. Mir hunn an der Belsch an an Holland Atomkraaftwierker; mir hunn Autobunnen, Schinnen, op deene geféierlech Transporter duerchgezu ginn. Also, et kann ëmmer emol eppes do geschéien.

Wann et zu esou Incidentë kënnt, kennen d'Konsequenze vun deenen Incidenten natierlech déi Grenzen net. De Problem stellt sech awer par contre fir d'Rettungsdéngschter an och hir Mataarbechter, fir déi déi Landesgrenzen oft en Obstacle duerstellen. An dëse Memorandum soll eben dozou déngen, fir déi Obstaclen ewechzeraumen.

Am Artikel 1 ginn eng Rei Instrumenter presentéiert, wéi e besseren Informatiounsaustausch, eng méi grouss Harmoniséierung vun der Planification d'urgence. Den Artikel 2 zielt och déi responsabel Autoritéiten op an deenen dräi Länner. Fir Lëtzebuerg ass dat den Hautcommissariat à la Protection nationale. Den Artikel 3 schwätzt vun de sougenanntenen techneschen a prakteschen Arrangementer, déi mussen ëmgesat ginn. Et gëtt och schonn zwee där Reglementer. Dat steet alles am schréftleche Rapport, dat kënnt Der do noliesen.

Den Artikel 7 seet, dass och all Land e Correspondant muss ernennen, an dann den Artikel 4, dee seet, dass mer mussen e Réseau de transmission vun Informatiounen hunn, dee 24 Stonnen op 24 a siwen Deeg op siwen Deeg funktionéiert. Am Artikel 5 geet et ëm de Contenu vun den Informatiounen, déi ausgetauscht kënne ginn. An d'Artikele 6 an 10, déi zielen op, dass ee muss alljährlech Concertatiounsréuniounen hunn. Et muss ee gemeinsam Übungen organiséieren zwëschen deenen dräi Länner an et muss een natierlech och d'Redaktioun vu gemeinsamen Evaluatiounsberichter maachen.

De Statsrot huet sech dësem Projet de loi net opposéiert. Et goufe keng weider Avisen. Dofir géif ech Iech proposéieren, den Accord ze ginn zu dësem Projet de loi. Meng Fraktioun wäert dat op jiddwer Fall maachen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Angel. D'Wuert kritt elo als éischt agedroe Riednerin d'Madame Martine Mergen.

Une voix.- Als éischt an eenzeg Riednerin.

M. le Président.- Den Här Kartheiser ass nach agedroen.

Discussion générale

Mme Martine Mergen *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'Alleréischt wollte mer als CSV-Fraktioun dem Rapporteur Marc Angel villmools Merci soe fir säin exzellente Rapport. E war esou komplett, dass ech brauch nëmme ganz kuerz - Här Bettel! -, dass ech nëmme ganz kuerz muss heizou Stellung huelen.

Mir denken alleguerten net gären un d'Katastrophenzeenarien, an et hofft een natierlech, dass et ni dozou kënnt. Et ass awer onëmgänglech an et gehéiert zu onsen Aufgaben, gewëssenhaft op esou tragesch Ereegnisser virbereet ze sinn, fir dass, am Fall wou, alles esou virbereet ass, esou preparéiert ass, fir méiglechst séier an effikass ze intervenéieren.

D'Katastrophen an d'Accidenter stierzen d'Welt an de Chaos a si änneren d'Liewe vu Mënsche bannent Sekonnen. Mir gesinn dat ëmmer erëm op der Televisioun a jiddwereen hofft, quitte dass ee mat leit, dass et laansch onst Land geet.

Wéi oft héiert een, dass bei verschiddenen Zeenarien awer ze vill kostbar Zäit verluer gaangen ass, wann d'Hëllef net rechtzäiteg op der Plaz ukomm ass oder d'Gestioun vun der Hëllef net op der Héicht war, mat oft tragesche Konsequenze fir déi Betraffen.

Et geet och ganz vill ëm d'Koordinéierung vun der Hëllef, an ech erënneren drun, zu Ramstein - et ass zwar schonn eng ganz Rei Joren hier -, wou déi amerikanesch Hëllefsdéngschter an déi däitsch Hëllefsdéngschter béid zwar op der Plaz waren, mä wou awer zwou Iddië vun Hëllef openanergeknallt sinn, dat heescht, déi eng hunn d'Leit, sou wéi se waren, an d'Ambulanze gelueden, déi aner wollte se op der Plaz primär versuergen. Dat heescht, et ass scho gutt, dass een och an där Hisiicht am Viraus sech Gedanke mécht, wéi een dat dann elo wëllt maachen.

D'Moderniséierungs- an d'Globaliséierungsprozesser hu mat sech bruecht, dass d'Ufuerderungsprofiler am Krisen- a Katastrophemanagement sech rasant veränneren. Ganz besonnesch vill Ufuerderunge sinn och hei un d'Material gestallt.

Accidenter a Katastrophen hunn natierlech och oft iwwerregional Auswierkungen, sou dass et wichteg ass, dass een och iwwert d'Grenzen effikass zesummeschafft, mat der Situatioun ugepassten Hëllefsinterventioune mat interdisziplinärem Charakter, fir dës Hëllef kënnen esou séier wéi méiglech ze erméiglechen.

Dass d'Efforten, fir interregional am Kader vun der Benelux méi kohärent zesummenzeschaffen, net vun haut a gëschter datéieren, weist de Memorandum aus dem Joer 1996, deen eng Kooperatioun am Beräich vun der Police, der Justiz an der Immigratioun erméiglecht.

Dëse Gesetzestext, dee mer elo virleien hunn, stellt d'Rahmenbedéngungen, fir eng grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht am Fall vu Katastrophen an Accidenter ze erméiglechen.

Ech géif wëllen der CSV-Fraktioun hiren Accord zu dësem Gesetzesprojet ginn a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Mergen. An d'Wuert kritt elo den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, och fir d'Éischt emol e ganz häerzleche Merci un den Här Angel, deen als Rapporteur erëm eng Kéier fläisseg a ganz gutt geschafft huet, wéi en dat gewéinlech mécht, mä ech géif awer nach gären e puer Froen un den Här Minister stellen.

Här Minister, Dir hutt elo deen Accord hei dem Parlament virgeluecht, fir datt mer deen da ratifizéieren, mä bei där Geleeënheet wollte mer Iech - éischtens - froen: Sidd Der mat eisen Nopeschstaten och am Gespréich iwwert d'Méiglechkeete vun der Air Rescue, fir do kënnen och ze participéieren un deenen Operatiounen?

Dat schéngt jo net ëmmer méiglech ze sinn an och net ëmmer einfach méiglech ze sinn. Et wär vläicht interessant, wann Der dozou kéint e Wuert soen.

Eng zweet Fro betrëfft - dat ass vläicht net direkt an Ärem Kompetenzberäich -, mä et betrëfft awer déi institutionell Regelungen op Lëtzebuerger Säit, vläicht kënnt Der och dozou eppes soen, an dat ass d'Fro vum Haut-commissariat à la Protection nationale, wou mer nach ëmmer net déi gesetzlech Regelungen hunn, déi awer scho säit Laangem am Raum stinn. Et wär interessant, vun Iech ze erfueren, wéi d'Regierung gedenkt an deem Dossier virunzegoen.

Eng drëtt Saach ass: Mir hunn elo hei e Memorandum mat de Benelux-Staten, dee mer jo och begréissen an dee mer och gär matstëmmen, mä mir hu bei där Geleeënheet awer och nogekuckt, wéi et da mat eise Relatiounen am Sécherheetsberäich mat eisen aneren Noperen, mat Däitschland a mat Frankräich, ass.

Mir erënneren hei un eng parlamentaresch Fro, déi den honorabelen Här Gibéryen virun enger gewësser Zäit gestallt hat iwwert de Problem vu Kettenuewen - ech däerf Iech den Här Gibéryen virstellen.

Do ass erauskomm an der Beäntwertung vun där Fro duerch eis Regierung, datt mer en Ofkommes mat Frankräich iwwert d'Zesummenaarbecht vun de Pompjeesdéngschter hunn aus dem Joer - ech muss nokucken - 1962, dat wor also nach viru Kettenuewen. D'Fro stellt sech, ob d'Regierung vläicht an der Tëschenzäit drun denkt, dat ze aktualiséieren a vläicht e bëssen ze komplettéieren.

A mat Däitschland, och e Land, wou Atomzentralen nach ëmmer funktionéieren an déi och kéinte vun engem Accident an der Belsch oder zu Kettenuewen betraff sinn, do hu mer en Ofkommes iwwert d'Zesummenaarbecht mat de Sécherheetsdéngschter vun 1980. Dat ass och elo net brandaktuell. Dat ass awer eréischt 31 Joer al, während et mat Frankräich scho bal aus Revolutiounszäiten ass!

Dofir, Här Minister: Kéint Der eis vläicht do e bësse méi Informatioune ginn?

Dat gesot, stëmme mer awer dëse Memorandum mat der Benelux ganz gär mat. Ech soen Iech Merci.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Kartheiser. An d'Wuert kritt elo den Här Innen- an Arméiminister Jean-Marie Halsdorf.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, dëse Memorandumsaccord ass, mengen ech, eng ganz interessant Initiativ, well se ass eenzegaarteg an der EU. U sech kann een et als Traité considéréieren. Duerfir huet et och esou laang gedauert, bis mer effektiv dee Projet hei an d'Chamber kritt hunn. 2006 waren déi éischt Elementer.

Wann ech vun Eenzegaartegkeet geschwat hunn, da mengen ech domat, dass et deen eenzegen Traité oder Accord ass, deen trilateral ass. Et gëtt praktesch iwwerhaapt keng Accorden, a wann et der iwwerhaapt gëtt an der EU, da si se bilateral.

Duerfir wollt ech dem Här Kartheiser och soen: Gesitt Der, hei si mer awer schonn avantgardistesch, wéi mer et och bei der Polizei sinn, wou mer och dat eenzegt Land sinn an Europa, wou et e Centre commun policier et douanier gëtt zwësche véier Staten: Däitschland, Belsch, Frankräich a Lëtzebuerg. An och hei si mer an Neiland.

Et soll jo am Fong geholl festgeluecht ginn, wéi déi dräi national Strukture sollen zesummeschaffe bei Incidenten, déi iwwert d'Grenze ginn. Do ass et scho Virleefer ginn. Dee Grupp, deen ëmmer do geschafft huet, deen huet geheescht „Groupe catastrophes".

(Hilarité)

An deen Numm - dee war scho ganz gutt -, duerfir heescht dee Grupp elo anescht, en heescht elo „groupe de travail Gestion des crises du Benelux", an dee soll dann eben iwwer eng modern, holistesch, integrativ Approche all Secteuren am Fong geholl regruppéieren.

Et ass ugeschwat ginn: Atomkraaftwierkskatastrophen, Naturkatastrophen. Zum Beispill am Seveso-Beräich gëtt et eng Direktiv effektiv, wéi een e Seveso-Betrib ze considéréieren huet. Awer et gëtt keng Gestiounsdirektiv. Also mécht et scho Sënn. An ech weess, dass geplangt ass, éischtens, deemnächst gemeinsam Exercicer ze maachen. Et hu schonn Exercicer stattfonnt bilateral. Do waren dann och Lëtzebuerger respektiv Hollänner oder Belsch derbäi, deemno wou et war.

Zweetens, et sinn technesch Arrangementer gemaach ginn. Dee Réseau, dee 24 Stonnen op 24, 365 Deeg d'Joer soll schaffen, dee fonctionnéiert. Do gëtt et eng Information mutuelle. Do si Leit designéiert. An do sinn och da Memberen dovun notamment de Service Information et Presse, d'Administration des services de secours an och den HCPN. Also, dat steet alles, an déi Leit gesi sech och regelméisseg.

Drëttens ginn deemnächst d'Korrespondenten definéiert, déi sollen an der Cellule de crise matschaffen, wann e Problem ass. Wann e Problem an Holland geschitt, wéi ee Belsch geet dohinner, wéi ee Lëtzebuerger geet dohinner? Wann een an der Belsch geschitt…, an esou weider. Dat alles leeft och.

Dir gesitt also, et si kloer Virstellungen do. Wat gutt ass: Dee Käschtepunkt dovun ass null. Well déi Strukturen, déi elo bestinn, déi huelen dat Ganzt mat duerch. Et gëtt also kee Coût supplémentaire. Just déi Käschten, wann eng Kéier géif eppes geschéien, déi kommen natierlech.

A mir ginn dovun aus, dass déi Erfahrungswäerter, déi mer hei kréien, vläicht iwwer e Projet pilote an een EU-wäite Projet kënnen afléissen, well mer mengen, dass et wierklech derwäert ass, dës Démarche ze analyséieren a wierklech e permanente Monitoring ze maachen.

Mir wëssen och, dass verschidden Elementer vun deem Memorandum hei schonn a lokal Initiativen oder regional Initiativen agelaf sinn, sou dass ech muss soen, hei beweegt sech eppes.

An esou ass et och fir déi Froen, déi Dir, Här Kartheiser, och gestallt hutt betreffend notamment de Projet de loi iwwert den HCPN. Do gëtt dru geschriwwen a geschafft.

Wat d'Air Rescue ugeet, dat ass ee Partner, wéi et der vill gëtt an deem Beräich. Et muss ee kucken, wann een dat heiten elo opgestallt huet, wéi een déi Leit ka mat abannen.

An datselwecht ass am Pompjees- a Rettungswiesen. Do wësst Der, dass mer eng Reform ustriewen. Ech wollt d'nächst Joer e Projet de loi hei an d'Chamber bréngen. A mat där neier

Struktur oder mat där gemeinsamer Struktur versiche mer dann eben, déi Kontakter, déi awer permanent sinn... Et gëtt permanent Échangen zwësche Lëtzebuerger Leit aus dem Rettungswiesen an der Belsch, zwësche Lëtzebuerger Leit aus dem Rettungswiesen a Frankräich an och mat Rheinland-Pfalz an dem Saarland. Et gëtt also do ganz kloer Kontakter, och um klengen Déngschtwee, wéi een dat esou nennt. Do gëtt et wierklech konkret Saachen. An et geet drëm, eng Methodologie ze kréien, fir dass déi da konsequent a kohärent zesummeschaffen.

Voilà, dat gesot, soen ech Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Innenan Arméiminister. Domadder wäre mer um Enn vun eiser Diskussioun a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6335 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert (par M. Félix Eischen), Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber (par M. Marc Lies), Lucien Weiler (par Mme Martine Mergen), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Ben Scheuer), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux (par M. Marc Angel), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Fernand Etgen), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Claude Adam), Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox (par M. Félix Braz), Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter (par Mme Josée Lorsché);

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Da komme mer elo zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour, nämlech d'Proposition de loi iwwert d'Parteiefinanzéierung. D'Riedezäit ass hei nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Spautz, Bodry, Braz a Gibéryen. D'Wuert huet elo den Auteurrapporteur vun der Proposition de loi, den honorabelen Här Paul-Henri Meyers. Här Meyers, Dir hutt d'Wuert.

11. 6263 - Proposition de loi

1. portant modification de la loi du 21 décembre 2007 portant réglementation du financement des partis politiques;

2. portant modification de la loi électorale modifiée du 18 février 2003

Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

M. Paul-Henri Meyers *(CSV), auteur-rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Gesetzesvirschlag 6263 ass an der Institutiounskommissioun ausgeschafft ginn no den Diskussiounen, déi déiselwecht Kommissioun hat am Zesummenhang mat der Ausféierung vum Parteiefinanzéierungsgesetz vum 21. Dezember 2007.

D'Kommissioun huet sech laang mat där Problematik ofginn an huet och d'politesch Parteien an déi Diskussioun matabezunn, sou wéi d'Kommissioun och d'Rapportë vun der Cour des Comptes an d'Recommandatiounen an och d'Rapportë vun dem Groupe d'États contre la corruption vum Conseil de l'Europe - an Ofkierzung GRECO - sou wäit wéi méiglech an hiren Diskussiounen och berücksichtegt huet.

Et kann ee festhalen, dass d'Gesetz vun 2007 verschidden Zilsetzungen hat. Dat waren ënner anerem: d'Transparenz vun der Finanzéierung vun de Parteien ze assuréieren, d'Onofhängegkeet vun de Parteien ze stäerken, besonnesch, wat den Afloss vun de Privatentreprisen ugeet, d'Interessekonflikter ze vermeiden an de Parteien eng staark finanziell Hëllef oder e staarkt finanziellt Akommes ze garantéieren.

D'Kommissioun konnt feststellen, dass déi Ziler wäitgehend erreecht si ginn, dass also d'Gesetz vun 2007, sou wéi et elo virläit, a senge wesentlechen Ausriichtungen och dat erreecht huet, wat virgesi war.

Allerdéngs war d'Kommissioun och der Meenung, dass et e puer Punkte gëtt, déi musse méi kloer formuléiert ginn. Et muss een och derfir suergen, haaptsächlech fir de Reprochë vum GRECO entgéintzekommen, dass och déi strofrechtlech Bestëmmungen e bësse méi visibel ginn, wéi se et bis elo waren. D'Kommissioun huet duerfir och bei der Redaktioun vun hirem Text sou wäit wéi méiglech déi Recommandatioune berücksichtegt.

Et kann ee festhalen - den Text huet dräi Deeler -, dass deen éischten Artikel sech mat den Änneronge vum Parteiefinanzéierungsgesetz vum 21. Dezember 2007 befaasst. Fënnef Punkte gi geännert. Eng éischt Ännerung betrëfft d'Publikatioun vum Bilan a vun de Konte vun de Parteien.

No den Artikele 6 a 17 vun deem jëtzegen Text ginn d'Konten an d'Bilane publizéiert engersäits op der Internetsäit vun der Chamber an anerersäits am Mémorial B. Elo ass et awer esou, dass bei der Chamber déi Publikatioun geschitt ass, soubal wéi den Dépôt gemaach war, während d'Publikatioun vun de Konten an de Bilanen am Mémorial eréischt geschitt ass, nodeem de Rapport vun der Cour des Comptes virlouch. Dat heescht, mat engem Retard bal op jidde Fall vu sechs Méint an nach méi. Dee Retard ass och vum GRECO ganz staark kritiséiert ginn, an en huet och gefrot, dass déi Publikatioun misst méi séier gemaach ginn.

D'Kommissioun war der Meenung, dass déi zweegleiseg Publikatioun eigentlech kee Sënn mécht an dass et och kee Sënn mécht, fir eng Publikatioun am Mémorial ze maachen, ee Joer nodeem d'Konte schonn deponéiert waren. Duerfir hu mer proposéiert, déi Publikatioun am Mémorial falen ze loossen, well et eigentlech kee Sënn méi mécht och am Hibléck dorop, dass jiddwereen op der Internetsäit vun der Chamber all d'Donnéeën iwwert d'Konten an d'Bilane vun de Parteien direkt, wa se deponéiert sinn, kann akucken.

Eng zweet Ännerung betrëfft den Artikel 7, dee méi kloer formuléiert soll ginn. Den Artikel 7 gesäit vir, dass - ech zitéieren hei den Text - bei enger falscher Deklaratioun d'Partei deen duebele Betrag un de Stat muss zréckbezuelen.

Den Ausdrock „falsch Deklaratioun" ass zweedeiteg. Ech explizéiere mech: Eng Deklaratioun ka falsch sinn duerch ee materielle Feeler, ouni dass domat d'Intentioun war, fir wierklech eng Fälschung ze maachen. Et kann ee sech gëiert hu bei enger Zesummerechnung. Dat weess jiddwereen. Dat kann ee redresséieren. Den Text ënnerscheet also net, wéi en elo virläit, tëschent engem Iertum an enger wierklecher strofrechtlecher Handlung, wou ee bewosst eng Fälschung mécht, fir méi Geld vum Stat ze kréien. A mir hu versicht, déi zwou Méiglechkeete méi kloer auserneenzehalen.

Läit en Iertum oder e materielle Feeler vir, ouni dass eng bewosst Fälschung geschitt ass, muss selbstverständlech dee Betrag, deen ze vill bezuelt ginn ass, un de Stat zréckbezuelt ginn, dee Moment, wou et festgestallt gëtt, notamment vun der Cour des Comptes.

Läit awer eng bewosst Fälschung vir, déi duerch en Uerteel vum Strofgeriicht dokumentéiert ass, da muss d'Partei deen dräifache Betrag vun deem, wat se onrechtméisseg kritt huet, un de Stat zréckbezuelen. Dee Moment ass och dat Zréckbezuelen eigentlech eng Peine accessoire zu der strofrechtlecher Handlung, déi vum Geriicht festgestallt ginn ass. Mir hunn duerfir och den Artikel 17 - do kommen ech nach derzou - an deem Sënn ofgeännert.

Drëttens, eng drëtt Ännerung betrëfft d'Donen. Hei gëtt haaptsächlech preziséiert, wat een ënner „don en nature" muss verstoen. Et ass net einfach - an dat hunn d'Parteien och zouginn -, fir festzestellen, wat dann een Don en nature ass. De Conseil d'État huet souguer a sengem Avis - liest deen no, deen ass och e bëssen ironesch formuléiert -, gemengt, et sollt een d'Dons en nature ganz fale loossen, well se schwéier ze erfaasse sinn. An e schwätzt vun der „corbeille bien remplie", déi d'Membere vun enger Partei bei engem Duerffest spendéieren an esou virun. Awer dat ass schonn interessant, wat de Conseil d'État seet.

Mir sinn allerdéngs dem Conseil d'État op deem Punkt net gefollegt. Mir sinn der Meenung, dass, wann d'Donë kënnen evaluéiert ginn a wa se iwwer 250 Euro leien, se dee Moment och mussen als Don ausgewise ginn, well dat jo awer eng gewëssen Importenz huet. Domat sinn all déi kleng Déngschtleeschtungen a Servicer, déi d'Membere vun enger Partei hirer eegener Partei leeschten, net méi als Donen ze considéréieren, wat eigentlech och - dat huet jiddweree festgestallt - eng onméiglech Situatioun war, wat jo eigentlech net kann dee Moment richteg erfaasst ginn. Ech wëll net do mat Beispiller déngen, well do kéint een der och vill bréngen.

Eng véiert Ännerung, déi et ze preziséiere gëllt, dat sinn déi Geldleeschtungen, déi déi politesch Mandataires opgrond vun hirem Mandat un hir eege Partei offéiere sollen oder mussen. Bei deene meeschte Parteien ass virgesinn, dass se en Deel vun deene Geldleeschtungen, déi se opgrond vun hirem Mandat kréien, un d'Partei offéieren.

An deem Text, deen elo en vigueur ass, steet dran, dass déi Geldleeschtungen ni als Don kënne considéréiert ginn. Deen Text ass vum GRECO kritiséiert ginn. An och d'Membere vun der Partei waren där Meenung, dass, wann een do keng Limitë setzt, da kéinten iwwert dee Wee Donen un d'Parteie gemaach ginn, iwwert den Émwee vun de Mandataires, ouni dass déi dee Moment als Donë bräichten ausgewisen ze ginn. Ee Mandataire kéint also alles, wat en als Mandataire kritt, souguer deen duebele Betrag oder deen dräifache Betrag, ginn, ouni dass dat als Don considéréiert géif ginn, wat natierlech och net de Sënn vum Text war.

Fir deene Remarquë vum GRECO och Rechnung ze droen, gesäit d'Kommissioun dann elo vir, dass an Zukunft déi Geldleeschtungen, déi all Mandataire muss offéieren, vun der Partei selwer fixéiert ginn an engem offiziellen Dokument, sief et an de Statuten oder an engem Règlement interne, an dass dann all dat, wat dee Mandataire iwwert dat, wat d'Partei him imposéiert, un d'Partei offéiert, als Don considéréiert gëtt an och als Don muss ausgewise ginn.

Fir déi do Bestëmmung ze kontrolléieren, mussen dann - dat steet zwar net am Text - awer all Parteien der Cour des Comptes mat hire Konten an hirem Bilan och déi dote Bestëmmunge vun hire Statuten oder dee Règlement interne mat ofginn.

Eng lescht punktuell Mesure ass d'Neifaassung vum Artikel 17. Do war bis elo d'Publikatioun virgesinn am Mémorial. Déi fält ewech. Déi gëtt duerch eng strofrechtlech Bestëmmung ersat. Dat ass keng nei penal Bestëmmung. Et ass een Hiweis, dass, wann d'Parteien d'Bestëmmungen, eenzel Bestëmmungen - notamment bei den Donen - vum Gesetz net anhalen, dass dann d'Artikele 496 1, 2 an 3 applicabel sinn.

De Conseil d'État huet mat Recht gesot, déi sinn de toute façon applicabel bei enger Fälschung, also braucht Der et net ze soen. Mir hunn et hei gemaach, well de GRECO eis drop opmierksam gemaach huet, dass déi Bestëmmungen net do waren. Si sinn do. Heimat gi se just méi visibel gemaach. Et komme keng nei strofrechtlech Bestëmmungen. Et gëtt just drop higewisen, et gëtt ee Verweis gemaach op déi doten Artikelen, déi de toute façon applicabel waren.

An engem Artikel 2 proposéiert d'Institutiounskommissioun, d'Wahlgesetz vum 18. Februar 2003 ofzeänneren an den Artikel 93bis bäizefügen. Deen Artikel fixéiert d'Modalitéiten, no deenen déi politesch Parteien no de Wahlen d'Käschte vun de Wahle kënne bei der Chamber zréckfroen, een Deel oder jee no de Modalitéiten. Déi Modalitéite stoungen elo am Reglement vun der Chamber. D'Chambersreglement ass awer keng Ausféierungsbestëmmung vun engem Gesetz. Duerfir hu mer gemengt, et wier besser, wann een déi Modalitéiten an d'Gesetz selwer géif setzen. A wa se ze preziséiere sinn, solle se duerch ee Règlement grand-ducal preziséiert ginn.

Den Text vum 93bis bréngt dann awer och eng Neierung. An dat ass, dass no der Kritik vum GRECO d'Kommissioun proposéiert, dass déi Bestëmmunge vum Parteiefinanzéierungsgesetz, notamment déi vun den Donen, och applicabel si bei der Finanzéierung vun de Wahlcampagnen an dass d'Parteien dee Moment och déi Donen, déi se während der Wahlcampagne kréien, matdeelen. Si misste se souwisou an hire Konten ausweisen, mä hei musse se dee Moment och der Chamber, wa se déi Hëllefen zréckfroen, déi Donen, déi se kritt hunn am Hibléck op d'Wahlcampagne, da matdeelen.

An engem Artikel 3 schléit de Conseil d'État vir, dass dat Gesetz hei op den 1. Januar 2012 soll a Kraaft trieden, notamment wéinst de Mesuren, déi d'Kontabilitéit vun de Parteie betreffen. D'Kommissioun ass selbstverständlech och mat deem Text d'accord. A fir dass den Text virum 1. Januar kann a Kraaft trieden, muss en also och virum Enn vun dësem Joer gestëmmt ginn.

An et ass dat, wat ech Iech géif bieden, Dir Dammen an Dir Hären, fir deem Text zouzestëmmen, an zwar an där Form, wéi en eestëmmeg vun der Institutiounskommissioun ugeholl ginn ass.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Auteur-rapporteur. An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Bodry agedroen.

(Interruption)

Den Här Klein intervenéiert am Numm vum Här Bodry.

Discussion générale

M. Jean-Pierre Klein *(LSAP).*- Dir Dammen an Dir Hären, Merci dem Här Rapporteur fir säin…

M. le Président.- Entschëllegt, den Här Spautz…

(Interruption)

Mä da fiert den Här Klein virun an da kënnt den Här Spautz.

(Interruptions et hilarité générale)

M. Jean-Pierre Klein *(LSAP).*- Här President, am Numm vun der LSAP-Fraktioun géif ech dem Rapporteur villmools Merci soe fir säi prezise Bericht, e Rapport mat där Prezisioun, wéi mer dat vun him gewinnt sinn. D'Gesetzgebung vun 2007 ass vill méi kloer ginn. Mir kënne roueg eisen Accord zu dësem Projet de loi ginn.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Sou, an elo kritt den Här Marc Spautz d'Wuert.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'Éischt wëll ech dem Paul-Henri Meyers villmools Merci soe fir seng Aarbecht an och fir säi Rapport. Et ass ze begréissen, dass d'Gesetz vum 21. Dezember 2007 elo op verschidde Punkten och clarifiéiert gëtt, wat noutwendeg ass. Den Artikel 7 - de Paul-Henri Meyers huet dat erkläert - ass ganz wichteg, well do dann och herno gekuckt gëtt mat den Dons en nature oder net en nature.

D'Parteien hu jo net méi spéit wéi gëschter de Rapport zougestallt kritt a solle jo elo Stellung huelen zu deene Saachen, déi am Rapport stinn. An do huet ee jo gemierkt, wéi wichteg et ass, dass déi Dons en nature definitiv géife kloergestallt ginn. Et si jo och bei sämtleche Parteie Kontrollen an de Lokalsektioune gemaach ginn, déi och énuméréiert ginn, sou dass et och wichteg ass virun allem fir eis Lokalsektiounen, dass dat gekläert ass, dass se wëssen, wou et higeet.

Ech wëll mer awer erlaben, vun dëser Plaz aus e puer Remarquen nach ze maachen. Mir mussen awer oppassen an dësen Diskussiounen. Wéi dat elo ass, dat hu mer elo bei de leschte Wahle festgestallt, dass do an de Proporzgemengen ëmmer méi fräi Lëschten untrieden. An do sinn dann déi Kolleegen, déi mat offizielle Parteilëschten untrieden, jo benodeelegt, well déi mussen hir Konten opleeën, an déi, déi als fräi Lëschten optrieden an de Proporzgemengen, gi jo net kontrolléiert, weder vun der Cour des Comptes nach vu soss engem, wou awer d'Lokalsektioune vun den etabléierte Parteie kontrolléiert ginn op déi Ausgabe respektiv op déi Recetten, déi se gemaach hunn. Dofir wier et wichteg, dass mer och eis doriwwer eng Kéier ënnerhalen, fir dat, wat d'Proporzgemengen ubelaangt, wat misst gekläert sinn.

Et muss ee jo och wëssen, dass - aneschters wéi bei den Europawahlen a bei den Nationalwahlen - jo am Wahlkampf d'Rückerstattungskosten nëmme spillen an de Chambers- an Europawahlen, an net an de Gemengewahlen. An do hu mer alleguerten, all Parteien, déi heibanne vertratt sinn, ëmmer gesot, dass nach ëmmer d'Gemengewahlen d'Urzell an d'Kärzell vun der politescher Demokratie wieren. An do misst ee sech och eng Kéier d'Fro stellen, wéi een dat och aneschters ka maachen, wéi dat bis elo opgepasst gëtt.

En zweete Punkt, wou mer mussen oppassen, dat ass, dass d'Parteien net Strukturen an Énnerorganisatioune maachen, déi juristesch getrennt sinn an domadder aner Moyenen hunn, fir awer kënnen Donen ze huelen an Donen ze kréien - awer just d'Mammepartei ka keng kréien. Do muss een och oppassen, wéi dat mat dem juristesche Punkt ass. Ech mengen, dat ass eng Fro, mat där mer eis och eng Kéier musse beschäftegen. Sou wéi ech de GRECO an Zwëschenzäit an deenen doten Dis-

kussioune matkritt hunn, deene wäert dat spéitstens bei hirem nächste Bericht och afalen, fir domadder ze kommen.

Drëttens musse mer awer och oppassen, dass mer mat deem Gesetz net de Bénévolat an der Parteiaarbecht futtimaachen. Net, dass verschidde Leit sech herno d'Fro stellen: Wann ech elo nach Caissier ginn, sëtzen ech da schonn iergendwou a Problemer an hu scho Problemer, ier et lassgeet? Mä dass och de Bénévolat an de Parteien nach méiglech bleift, well mir si jo Membersparteien a mir hätte jo och gär, dass d'Leit sech kënnen am Bénévolat mat abréngen. Net, dass ee sech herno ëmmer muss froen: Wann ech mech elo an dee Comité mellen an do wier iergendeppes, dann hänken ech.

Ech mengen, dat ass wichteg. Och virun allem mir als Vollekspartei gesinn, dass déi, déi eng Membersparteien sinn, dass et do wichteg ass, och deene Leit déi Sécherheet ze ginn, fir dass se net Angschtgefiller kréien: Wat ass dat elo, wann ech elo deen Don unhuelen oder wann ech elo déi dräi Thüringer oder véier Thüringer gegrillt hunn?

Dat, Kolleeginnen a Kolleegen, ware just déi puer Remarquen. Ech wollt awer kloer soen, dass mir selbstverständlech déi Proposition de loi vum Paul-Henri Meyers ënnerstëtzen an dass mer him och Merci soe fir déi Aarbecht, a selbstverständlech och der Kommissioun fir deen unanimë Vote. Ech hoffen och, dass dat hei esou heibanne gestëmmt gëtt, mä dass mer duerno nach eng Kéier an enger nächster Phas och iwwert déi aner Problemer nach schwätzen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Spautz. Als nächste Riedner ass den Här Braz agedroen. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

M. Félix Braz *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Ech wëll och am Numm vun der grénger Fraktioun dem Paul-Henri Meyers Merci soe fir säi ganz gudde schréftlechen an och mëndleche Bericht, deen en am Numm vun der Kommissioun gemaach huet. Ech mengen, mir sinn hei elo schonn eng Weilchen amgaangen, net nëmmen als Parlament, mä och mat de Parteien, déi Leit hei am Parlament hunn, iwwert dës Problematik ze schwätzen.

Et ass richteg, dass de GRECO den Ustouss ginn huet. Dat hätt awer net misse sinn. D'Froe wéi déi, déi de GRECO opwerft, sinn an all Demokratie richteg Froen a wichteg Froen, déi ee sech muss stellen an déi ee sech och muss beäntwerten. Et geet ëm Froe vun Transparenz. Et geet ëm Froe vu Conflits d'intérêts. An et ass, mengen ech, zur Éier vun all Parlament, wann et sech mat dëse Froe beschäftegt.

Mir hunn et gemaach ënnert dem Impuls vum GRECO, deelweis och ënnert dem Drock vum GRECO. Mat Momenter hate mer och d'Gefill, dass de GRECO säin Drock net gläichméisseg verdeelt iwwert déi eenzel Länner, mä dass en den Drock méi punktuell verdeelt. Mä dat ass awer net schlëmm, well, wat dobäi erauskënnt, ass eppes, wat, mengen ech, fir eist Parlament keng schlecht Saach ass. Déi Regelen, déi mer eis ginn hunn, déi Regelen, déi mer elo e bëssen iwwerschaffen an e bësse verbesseren, mengen ech, maachen aus eisem Parlament eng besser Institutioun wéi virdrun.

Et sinn eng Rei Froen opgeworf gi vum Marc Spautz. Ech wëll déi net widderhuelen. Ech wëll der awer nach eng oder zwou drunhänken, iwwert déi mer eis och nach eng Kéier missten ënnerhalen. Déi eng Fro ass déi vun der Personnalité juridique vun de Parteien. Dat hu mer schonn diskutéiert. Mä mir sinn net wierklech zu enger anerer Konklusioun komm wéi an der Vergaangenheet.

Ech mengen awer, dass den Trend awer dee wäert sinn, dass mer eis iergendwann eng Kéier an nächster Zukunft…, awer och do zum Deel aus deem, wat den Här Spautz och opgeworf huet, vun deene politesche Gruppéierungen, déi nëmme punktuell optrieden, do sinn natierlech Froen, déi gestallt bleiwen. Wann een déi wëllt kënne beäntwerten, da muss et natierlech eng Äntwert sinn, déi fir sämtlech Parteie gëllt. Et kann net sinn, dass mer elo Ad-hoc-Léisunge géifen ustriewe fir lokal Lëschten an dëser oder där Gemeng.

Dofir menge mer als gréng Fraktioun, dass mer à terme net derlaanscht kommen, eis och mat der juristescher Form vun de Parteien zu Lëtzebuerg awer ze beschäftegen, ouni awer dofir iwwert d'Zil erauszeschéissen. Et soll een et awer net verkomplizéieren. Dee Wonsch no enger Debatt iwwert déi politesch Struktur ass kee Plädoyer fir eng Verkomplizéierung vun de Prozeduren.

Mir fannen als gréng Fraktioun, dass dat fir eis Lëtzebuerger Gesetzgebung schwätzt, dass et relativ liicht ass, sech un enger Wahl ze beelegen, wesentlech méi liicht wéi bei deene meeschten anere Länner an Europa, wou ganz vill Formalismus zum Deel verlaangt gëtt, fir sech kënnen un enger Wahl ze bedeelegen. Dat muss een, mengen ech, net ustriewen.

Ustriewe soll een awer, dass een och bei der Fro vun der juristescher Form - wat kann als Partei gëllen? - sech nach muss Gedanke maachen. An ech mengen, dass déi Diskussioun och eréischt wäert clôturéiert ginn, wa mer se eng Kéier beäntwert hunn. Soulaang mer dat net maachen, wäert et eng éiweg Debatt sinn, déi mer virun eis schleefen. Dofir, menge mir als gréng Fraktioun, solle mer se féieren an och eng Kéier zu Enn brëngen.

Zweet Remarque: zu den Dons en nature. De Marc Spautz ass zum Deel drop agaangen. Ech wëll awer nach en anere Volet opgräifen. An och an der Kommissioun, wou mer eis doriwwer ënnerhalen hunn, huet déi gréng Fraktioun déi Fro schonn opgeworf. Et gëtt och nach aner Dons en nature, déi am Moment net vum Gesetz erfaasst ginn: Ech schwätze vun der Lëtzebuerger Press.

D'Lëtzebuerger Press kritt vill Subventiounen, an dat muss och sinn, soss hätte mer déi Villfalt net an de Publikatiounen zu Lëtzebuerg. Dofir ass eise Marché ze kleng. Wann een awer esou vill Subventioune kritt - a wéi gesot, ech fannen dat richteg -, da mengen ech awer och, dass ronderëm déi Momenter vun der Demokratie et iergendwou och muss en Neutralitéits- an Transparenzretour vun de Medienhaiser dann och ginn.

Well - kommt, mir maachen eis näischt vir! - déi Sonderbehandlung, déi verschidde Parteien an där Zeitung kréien, déi hinnen nosteet,…

(Interruption)

…Zeitungen - kommt, mir soe Presseorganer -, déi Behandlung, déi verschidde Parteien an deene Presseorganer kréien, déi hinnen nostinn, ass natierlech och en Don en nature. Dat ass vill Plaz, fir déi eegen Iwwerzeegungen duerzestellen, fir déi een net muss bezuelen.

Elo wësse mir awer och als gréng Fraktioun, dass et net einfach ass, de Strëch ze zéien tëschent deem, wat Informatioun ass, legitim Informatioun, legitimen Intérêt vun enger Zeitung, an deem, wat an de Beräich eriwwergeet vum net bezweifelbaren Don en nature. Wann ee kuckt, wéi vill Plaz verschidde Parteien a verschiddenen Zeitunge kréien, dann ass dat onbestreitbar en Don en nature. Kommt, mir maachen eis dach näischt vir!

(Interruption)

An ech mengen, dass déi Journalisten, déi do schaffen, dass dat deenen allermeeschten och penibel ass, dass se sech mussen all puer Joer erëm eng Kéier hierginn, fir während zwou, dräi, véier, fënnef Woche Saachen ze schreiwen, wou se wierklech fannen als Journalist, dass dat eigentlech net…

(Interruption)

…zu hirem Job gehéiert. Och doriwwer musse mer eis eng Kéier ënnerhalen.

A wa mer an dësem Gesetz iwwert d'Dons en nature schwätzen, da soen ech ganz kloer fir déi gréng Fraktioun, dass mir mengen, dass déi Sonderbehandlung, déi verschidde Parteien an deenen Organer kréien, déi hinnen nostinn, fir eis evidenterweis ënnert d'Dons en nature fält an dass op deem dote Punkt d'Diskussioun och net eriwwer ass. Dat kann net sinn.

Une voix.- Très bien!

M. Félix Braz *(déi gréng)*.- Wann ee kuckt, wéi vill Subventiounen un déi Organer ginn - à juste titre -, da muss een awer och kënnen e Retour erwaarden dee Moment, wou d'Demokratie spillt, an och an där Period virdrun. Well mir kritiséieren alleguerten an dësen Deeg zum Beispill d'Wahlen a Russland a mir bezeechne se als net fair, haaptsächlech well den Zougang zu de Medien net richteg organiséiert ass.

Elo hu mir keng russesch Verhältnisser. Dat wëll ech net gesot hunn.

(Interruptions)

Mä mir hunn nach awer trotzdeem ronderëm d'Medien a ronderëm d'Wahle Froen, déi sech stellen. An och déi Diskussioun wäert esou laang net fäerdeg sinn, bis mer net eng Äntwert op déi Froe ginn hunn, déi fir d'Demokratie a fir eis heibanne wichteg sinn.

(Interruptions)

An ech wëll nach zwou aner Froen drunhänken. Mir beschäftegen eis als Parlament vill mat der Fro vun der Parteiefinanzéierung - zu Recht. Mä et gëtt nach aner Voleten, wou mer eis Demokratie kënne verbesseren. An och domadder wäerte mer eis beschäftegen. Mir hunn elo domat ugefaangen. Dat ass d'Fro ronderëm d'Transparenz bei den Deputéierten, wou mer am Januar, spéitstens am Februar an der zoustänneger Kommissioun eis a priori wäerten doriwwer ënnerhalen, wat de Code de déontologie fir Parlamentarier soll sinn, wou mer och do musse Verbesserunge maachen, dans le même ordre oder dans le même esprit, wéi mer et elo diskutéiere bei de Parteien a bei der Parteiefinanzéierung.

Och do si mir als gréng Fraktioun der Meenung, dass et schëtzeg muss goen, dass mer do net brauchen ze waarden, dass iergendee GRECO fir Parlamentarier sech mellt. Dee gëtt et awer schonn, en heescht „Transparency International". Mä ech mengen, och do kënne mer aus eegener Kraaft eppes produzéieren am Beräich vun der Transparenz a virun allem och vum Conflit d'intérêts, well dorëms geet et jo.

Déi Transparenz déngt jo dem Conflit d'intérêts, fir dee visibel ze maachen, fir dass d'Wielerinnen an d'Wieler wëssen, wou se mat dësem oder deem dru sinn. Net onbedéngt, fir eppes ze verbidden, mä fir einfach kloerzemaachen: Wou sinn Interessenskonflikter? Do musse mer och séier virukommen.

An datselwecht gëllt och fir d'Regierung a fir déi ganz Verwaltung. Do ass vläicht net d'Chamber gefuerdert, fir deenen hir Hausaufgab ze maachen. Mä och wann d'Regierung sech mat där do Fro wäert beschäftegen, ass dat keng Privatsaach vun CSV an LSAP, och wann déi grad zoufälleg elo d'Regierung bilden.

Une voix.- Dat ass awer keen Zoufall!

M. Félix Braz *(déi gréng)*.- Och wann d'Regierung sech mat deene Froe beschäftegt, si mir der Meenung, dass och déi aner Parteien an d'Opinion publique e Recht hunn, sech och do mat an d'Diskussioun kënnen anzebréngen. Och do sinn nach Froen net gekläert. Et geet also net nëmmen ëm d'Thüringer an ëm déi Zorte vun Dons en nature. Et geet nach ëm ganz aner, vill méi substanziell Froen am Beräich vun dem Zougang zu de Medië bei de Wahlen, am Beräich vun de Conflits d'intérêts fir Parlamentarier, awer och fir Regierungsmemberen a fir d'Verwaltung insgesamt.

Och zu deene Froe wäerte mer eis hoffentlech an deenen nächste Wochen a Méint ganz detailléiert äusseren an och hoffentlech zu Konklusioune kommen an dësem Geescht, am Geescht vum Konsens, wéi mer et gemaach hu bei der Parteiefinanzéierung, wou mer d'Eestëmmegkeet ustriewen an et och fäerdegbruecht hunn, gutt Léisungen ze fannen. Ech ginn d'Hoffnung net op, dass mer et bei deenen aneren Themen, déi ech genannt hunn, och wäerte fäerdegbréngen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Braz. D'Wuert kritt elo den Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Ech mengen, mir als Partei, als ADR ware ganz frou, wéi mer 2007 dat Parteiefinanzéierungsgesetz hei gestëmmt hunn, well mer virdrun ëmmer gesot hunn, datt et falsch ass, datt d'Parteie sech missten iwwert Donë finanzéieren, wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war, an domadder sech automatesch als Partei och eng gewëssen Ofhängegkeet ginn hunn.

Ech schwätzen elo net vun deene klengen Donë vun deemools nach e puer Honnert Euro oder e puer Honnert Frang, mä ech schwätzen och vu relativ substanziellen Donen, déi déi Zäit un d'Parteie gefloss sinn. Entreprisen oder Leit, déi substanziell Donen un d'Parteie fléisse gelooss hunn, déi hunn dat an der Regel net wéinst de schéine Gesiichter vun de Politiker gemaach, mä déi hunn dat normalerweis mat Hannergedanke gemaach, a si hätten och gären iergendwéi eppes retour dovun.

Duerfir waren d'Parteien net méi onofhängeg - géif ech soen - vis-à-vis vun enger Rei vun Entreprisen, a mir hate jo an der Vergaangenheet genuch Fäll, déi dat bewisen hunn. Duerfir war et scho gutt, datt mer dat Parteiefinanzéierungsgesetz gemaach hunn, wou d'Parteie vun dem Stat, dat heescht vum Steierzueler direkt finanzéiert ginn.

Mä de Corollaire dovu war, datt dann awer op där anerer Säit keng Donë méi dierfte vun Entreprisë kommen, mä datt se, wéi d'Gesetz et virgesäit, nach kënne vu physesche Persoune kommen, mä datt déi da musse public gemaach ginn, sou datt och jiddweree weess, wann Donë kommen, vu wat fir enge Persounen déi Donë kommen. Ech mengen, dat war de Corollaire dovunner an dat war och wichteg. A mir waren eis deemools och heibannen alleguer eeneg, fir an déi dote Richtung ze goen.

De Kolleeg Spautz huet hei d'Problematik opgeworf vun de fräie Lëschten, déi mer elo bei där enger oder där anerer Gemeng doruechter konnte feststellen. Et ass richteg, datt déi Lëschte kënnen am Fong Donen asammelen, well se ënner keng gesetzlech Kontroll falen. Mä et muss een op där anerer Säit och soen, déi Lëschte kréie keng Suen iwwer eng Parteiefinanzéierung. Duerfir, wann een higeet an et seet een, déi däerfen zum Beispill keng Donë méi kréien, da misst een och eng Regelung fannen, wéi een dann déi fräi Lëschte géif finanzéieren, wa se kandidéieren. Et kann een net soen, si kréie keng Donen, an Dir gitt hinne keen Ersatz dofir.

Ech sinn also och der Meenung, datt een do sollt eng Regelung fannen, fir datt déi net méi op Donen ugewise sinn - oder kréien oder net kréien -, mä datt déi och wéi all Partei missten d'Méiglechkeet kréien, iwwer eng Finanzéierung kënnen hir Wahlcampagnen ze finanzéieren.

Doriwwer eraus kann och eng Partei haut nach Donë kréien. Si brauch just op d'Parteiefinanzéierung ze verzichten. Also, et ass also net, datt eng Partei keng méi ka kréien. Mä wann eng Partei mengt, si géif iwwert Donë besser liewen, kéint se dat maachen. Si muss dat natierlech dann no bausse public maachen, an da kann all Mënsch sech natierlech seng Gedanke maachen, wéi eng Partei géif op d'Parteiefinanzéierung verzichten, well se iwwert Donë géif finanzéiert ginn.

E véierte Punkt, dee geet iwwert d'Dons en nature. De Kolleeg Félix Braz huet dat hei erklärt, an ech ka vun eiser Säit aus zu honnert Prozent eis domat d'accord erklären, wat de Kolleeg Braz hei gesot huet. Den Här Spautz huet a senger Interventioun vun Dons en nature och vun deene véier Thüringer geschwat.

Une voix.- Grillinger!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Ech mengen, de Problem wier net bei deene véier Thüringer bei den Dons en nature, mä e läit genau do, wou de Kolleeg Braz et gesot huet: E läit bei där indirekter Hëllef, déi d'Parteien iwwert d'Zeitunge kréien, déi hinne méi oder manner nostinn.

Une voix.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- An ech mengen, wann ee weess, wat do a verschidden Zeitungen… An de Félix Braz huet gesot: 14 Deeg, dräi Wochen. Wieren et nëmme 14 Deeg, dräi Wochen! Mä et sinn der 365 Deeg am Joer,…

(Hilarité)

…wou verschidde Parteien an hiren Zeitungen, déi hinnen nostinn, permanent - permanent! - eng Campagne gemaach kréien. Dat geet vun de Fotoen iwwert d'Artikele bis bei de „Gaart an Heem". Wann ee vun hirer Partei President ass, da steet dee méi grouss do wéi en aneren. Also, do geet et systematesch.

Wann een dat misst, Här President, ëmrechnen a Geld, wat dat fir ee Wäert brëngt, dat wier net ze chiffréieren. Da wier déi ganz Parteiefinanzéierung Peanuts am Fong vis-à-vis vun där Hëllef, déi een do kritt.

Ech soen och, déi gréissten Zeitung hei am Land, d'„Lëtzebuerger Wort", déi mécht jo awer fir d'CSV esou eng enorm Campagne joeran, joeraus,…

Une voix.- Ah bon?

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- …déi ass net ze bezuelen.

(Interruption)

An do muss een och d'Fro stellen am Fong, ob do de Krees sech net zoumécht. Well déi Zeitung gehéiert net der CSV, souvill wéi ech weess, gehéiert déi dem Bistum.

Do muss ech dann och d'Fro stelle vun der Ofhängegkeet oder Onofhängegkeet vu Parteien a Kierchen, wann deen Amalgame iwwer eng gratis Publicitéit iwwer hir Zeitung enger Partei zur Verfügung gestallt gëtt.

(Interruption)

Also ech mengen och, wa mer scho vun Dons en nature schwätzen, dann ass dat doten dee Fall, dee mer ee fir allemol och mussen eng Kéier diskutéieren, well do gëtt dee gréissten Abus bedriwwen. An et wonnert mech, datt de GRECO nach net dorobber gestouss ass, wou am Fong dee gréissten…

(Interruptions)

…Abus stattfënnt an den Dons en nature. Mir wäerten och dorobber pochen, datt mer do eng Kéier eng Regelung kréien, déi korrekt ass. Déi kréien eng Pressehëllef vum Steierzueler a si hunn eiser Meenung no duerfir och eng Obligatioun, fir an enger gewësser Neutralitéit d'Parteie wéi eis gesamt Gesellschaft ze behandelen. Si kréie se doudsécher net, fir parteipolitesch Propaganda ze maachen - oder mir hätten eppes do falsch verstanen!

Dat gesot, Här President, wëll ech dem Kolleeg Paul-Henri Meyers Merci soe fir säi gudde Rapport. Mir wëssen, datt seng Rapporten, souwuel déi schréftlech wéi déi mëndlech, esou explizit sinn, datt kee vu menge Virriedner an och ech eis am Fong hu missen direkt mat dem Gesetzestext befaassen. Dee war komplett hei a formidabel gutt erkläert ginn, sou datt ech vun eiser Säit aus awer och kann d'Zoustëmmung zu dësem Gesetzesprojet bréngen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Gibéryen. Elo kritt nach d'Wuert den Här Claude Meisch.

M. Claude Meisch *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mam Parteiefinanzéierungsgesetz vun 2007 hu mer hei zu Lëtzebuerg Neiland betratt, wat wichteg war dee Moment. D'Ambitioun war et vun der Chamber, fir den demokrateschen Débat ze animéieren, fir eng lieweg Demokratie ze hunn, sou datt d'Parteien, déi e Rôle an enger lieweger Demokratie ze spillen hunn, beim Meenungsbildungsprozess aktiv sech kënne bedeelegen, datt se d'Moyenë kréien, fir dat haut, esou wéi d'Demokratie haut fonctionnéiert, dann och kënnen ze maachen.

Gläichzäiteg war et awer och d'Ambitioun vun deem Gesetz, fir e Stéck méi Transparenz kënnen ze assuréieren, wat de Finanzement an de Fonctionnement vun de Parteien ubelaangt, a gläichzäiteg och e Stéck Chancëgläichheet ze garantéieren, datt jiddwereen, deen an engem gewëssene Mooss mat enger gewëssener Masse critique wëllt untrieden, datt deen och d'Méiglechkeet huet, do an deem demokrateschen Débat da matzemaachen.

Mir hunn Erfahrung gesammelt am Laf vun deene leschten dräi, véier Joer. Et huet een elo gemierkt, datt eng Rei vu Lücken opstoe bliwwe sinn, an ech wëll se net méi alleguerten opzielen, meng Virriedner hunn dat eigentlech hei gemaach. Et war de Moment, fir deen Text do nach eng Kéier ze adaptéieren.

Gläichzäiteg hu mer dann och vu baussen nach eng Kéier eng Rei vu Rotschléi mat op de Wee kritt, deene mat dësem Gesetz wäert Rechnung gedroe ginn, wou mer eis e Stéck weider un international Tansparenzregele wëllen upassen. Ech mengen, och dat ass e wichtegen an en noutwendege Prozess. Woubäi een zwar dach muss soen, datt an den Detaildiskussiounen een ëmmer erëm gemierkt huet, datt dat A vu baussen dann awer heiansdo aner Enverguré gewinnt war ze kontrolléieren, wéi mir dat hei zu Lëtzebuerg hunn, an datt eng Rei vu Recommandatioune sécherlech net op - jo - déi Praxis, déi mer hei zu Lëtzebuerg am Alldag gelieft hunn, ëmmer esou ze applizéiere waren.

Et huet een awer festgestallt, datt et hei jo net ëmmer nëmmen ëm Tombolaslousen awer och gaangen ass a Cadeaue fir an d'Tombola an ëm Thüringer, mä datt et finalement awer och drëms geet, fir - jo - den Afloss vu grousse Lobbygruppen, dee virun allem iwwer Geldmoyenë ka geltend gemaach ginn, fir deen ze beschränken, an datt et éischter d'Iddië sinn, déi an der Demokratie no vir solle kommen, déi eben och iwwer hei eng öffentlech Finanzéierung vun de Parteie kënne mat an engem groussen Débat sech Gehéier verschafen - Iddien, déi vun de Bierger solle kommen, déi vun de Wieler solle kommen, déi vun de Membere vun de Parteie solle kommen an doduerjer finalement zum Wëllensbildungsprozess hei an der Demokratie kënne bäidroen. Duerfir stëmmt och d'demokratesch Fraktioun dëst Gesetz.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Meisch. Domadder wäre mer um Enn vun der Diskussioun a mir kéimen zur Ofstëmmung iwwert d'Proposition de loi.

Vote sur l'ensemble de la proposition de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

D'Proposition de loi N°6263 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert (par Mme Nancy Arendt), Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Lucien Clement), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber (par M. Marc Lies), Lucien Weiler (par M. Marc Spautz), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Roger Negri), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Fernand Etgen), Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Claude Meisch), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Eugène Berger) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox (par Mme Josée Lorsché), Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter (par M. Claude Adam);

MM. Jean Colombera (par M. Fernand Kartheiser), Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer um 9 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.23 heures)

Chamber TV *och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vu 19:00 Auer un*

SÉANCE 13

JEUDI, 15 DÉCEMBRE 2011

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • Mme Lydia Mutsch, Vice-Présidente

Sommaire

1. Dépôt d'une motion par M. Norbert Haupert
- *M. Norbert Haupert*

2. 6232 - Projet de loi:
1. portant création de l'Agence pour le développement de l'emploi;
2. modifiant
- le Code du Travail;
- la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;
- la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet;
- la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration;
3. abrogeant la loi modifiée du 21 février 1976 concernant l'organisation et le fonctionnement de l'Administration de l'emploi et portant création d'une Commission nationale de l'Emploi
- *Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi: M. Lucien Lux*
- *Discussion générale: M. Marc Spautz, M. André Bauler, Mme Viviane Loschetter, M. Gast Gibéryen, M. Serge Urbany*
- *M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration (Mme Viviane Loschetter pose une question)*

3. Ordre du jour
- *M. le Président*

4. Nomination d'un médiateur
- *M. le Président*
- *Vote secret (appel nominal)*

5. 6374 - Projet de loi portant
1. modification de l'article L.211-11 du Code du Travail;
2. modification de la loi modifiée du 17 février 2009 portant 1. modification de l'article L.511-12 du Code du Travail; 2. dérogeant, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L.511-5, L.511-7 et L.511-12 du Code du Travail;
3. modification de la loi modifiée du 11 novembre 2009 1. concernant certaines mesures temporaires visant à atténuer les effets de la crise économique sur l'emploi des jeunes; 2. modifiant certaines dispositions du Code du Travail
- *Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi: M. Roger Negri*
- *Discussion générale: M. Serge Wilmes, M. André Bauler, Mme Viviane Loschetter*
- *M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*

6. 5660B - Projet de loi concernant l'exercice de la profession d'avocat sous forme d'une personne morale et modifiant
1. la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;
2. les articles 2273 et 2276 du Code civil
- *Rapport de la Commission juridique: M. Gilles Roth*
- *Discussion générale: M. Xavier Bettel, M. Alex Bodry, M. Félix Braz, M. Jacques-Yves Henckes*
- *M. François Biltgen, Ministre de la Justice (M. Jacques-Yves Henckes pose une question)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

7. Projet de loi n°6232 (suite)
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

8. Projet de loi n°6374 (suite)
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

9. Motion de M. Norbert Haupert relative à l'opposition à l'initiative de création d'un Fonds européen pour la démocratie
- *M. Norbert Haupert (renvoi en commission)*

10. 6333 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat
- *Rapport de la Commission juridique: M. Léon Gloden*
- *Discussion générale: M. Jacques-Yves Henckes*
- *M. François Biltgen, Ministre de la Justice*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

11. Discours de fin d'année de M. le Président
- *M. le Président, M. Lucien Lux, M. François Biltgen, Ministre de la Justice*

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. François Biltgen et Nicolas Schmit, Ministres.

(Début de la séance publique à 9.00 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Ech géif direkt d'Wuert dem Här Norbert Haupert gi fir den Dépôt vun enger Motioun. Här Haupert, Dir hutt d'Wuert.

1. Dépôt d'une motion par M. Norbert Haupert

M. Norbert Haupert *(CSV)*.- Merci, Här President. Am Numm vun de Kolleege vun dem Conseil de l'Europe wollt ech hei eng Motioun déposéieren, well mer constatéieren, datt elo vun der EU eng international Konventioun soll ënnerschriwwe ginn am Kader vun de Politiques de voisinage de l'Union européenne, déi erëm en neien Organe, e „Fonds européen pour la démocratie" géif an d'Liewe ruffen.

Mir mengen, datt an där ganzer Politik vun dem Voisinage Länner dra sinn, déi och am Conseil de l'Europe sinn, esou datt mer eis d'Fro stellen, ob esou en neit Organ noutwendeg wier. A mir géifen d'Regierung invitéieren, fir sech deem ze opposéieren.

Motion

La Chambre des Députés,

- constate avec étonnement l'idée qui circule dans les enceintes européennes de créer un Fonds européen pour la démocratie, qui serait institué par une Convention internationale et s'inscrirait dans le cadre de la politique de voisinage de l'Union européenne;

- s'interroge sur la cohérence politique de ceux qui soutiennent une telle initiative en pleine période de crise budgétaire aiguë dans un grand nombre de pays membres de l'Union européenne, alors même que le Conseil de l'Europe remplit déjà cette mission;

- rappelle que la principale limite opposée au Conseil de l'Europe lorsqu'il entend exercer la totalité de ses missions est d'ordre budgétaire et s'étonne que cette contrainte disparaisse, dès lors que la démarche suivie s'inscrit dans le cadre de l'Union européenne;

- souligne qu'à l'exception du Belarus, les États concernés par le partenariat oriental de l'Union européenne appartiennent au Conseil de l'Europe et que celui-ci développe de très efficaces mécanismes de suivi («monitoring»);

- insiste sur le fait que l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a su dépasser la logique territoriale pour accorder le statut de partenaire pour la démocratie au Maroc et au Conseil national palestinien, répondant de la sorte aux objectifs de la politique étrangère de l'Union européenne;

- fait observer que le Conseil de l'Europe est la seule organisation multilatérale mondiale a avoir accordé un statut de partenaire aux ONG internationales, via la Conférence des OING;

- renouvelle son souhait que l'Union européenne ne duplique pas systématiquement et à grands frais les organes et politiques du Conseil de l'Europe, à l'image de l'Agence des droits fondamentaux ou de la création d'une nouvelle assemblée parlementaire internationale pour le partenariat oriental (Euronest);

- souligne que la création dans chaque État membre d'une nouvelle organisation, comme prévu en l'espèce, ici à Varsovie, répond certainement à une logique d'aménagement du territoire communautaire, mais en aucun cas à celle d'une politique rationnelle et respectueuse du contribuable européen;

invite le Gouvernement

- à s'opposer très fermement à une initiative particulièrement inopportune à l'heure où l'Union européenne avance sur la voie de l'adhésion à la Convention européenne des droits de l'Homme et que s'esquisse ainsi un rapprochement bienvenu entre les deux grandes organisations paneuropéennes.

(s.) Norbert Haupert, Fernand Boden, Félix Braz, Lydie Err, Marc Spautz.

M. le Président.- Merci dem Här Norbert Haupert. Mir kommen dann elo zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Moien, nämlech dem Projet de loi 6232 iwwert d'ADEM. D'Riedezäit ass hei nom Modell 2 festgeluecht, an et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Spautz a Bauler, d'Madame Loschetter, den Här Gibéryen an den Här Urbany. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Lucien Lux. Här Lux, Dir hutt d'Wuert.

2. 6232 - Projet de loi:

1. portant création de l'Agence pour le développement de l'emploi;

2. modifiant

- le Code du Travail;

- la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;

- la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet;

- la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration;

3. abrogeant la loi modifiée du 21 février 1976 concernant l'organisation et le fonctionnement de l'Administration de l'emploi et portant création d'une Commission nationale de l'Emploi

Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi

M. Lucien Lux *(LSAP), rapporteur.*- Gudde Moien, Dir Dammen an Dir Hären.

(Interruptions)

Geet et Iech gutt? Hutt Der gutt geschlof?

(Interruption)

Da sinn ech frou.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir diskutéieren de Moien d'Reform vun der ADEM a kommen domadder op d'Diskussiounen zréck, déi och an dëser Chamber an deene leschte Jore fir vill Diskussiounen oft gesuergt hunn an der Kommissioun; an déi sécherlech zu deene Reforme gehéiert, iwwert déi hei zu Lëtzebuerg bal am längsten, heiansdo iwwer 15, 20 Joer schonn diskutéiert gëtt. Si reit sech an an déi Aarbechten - an ech mengen, dat wäerte mer de Moie sécherlech och diskutéieren -, déi och an der Evaluatioun vun der Beschäftegungspolitik tout court ze féiere sinn. A mir hu jo duerno e Projet de loi nach ze diskutéieren iwwert d'Verlängerung vun enger Rei vu Moossnamen, wou dat och ee Bestanddeel vun eisen Debatte wäert sinn.

Dat Arbeitsamt, wat mer haut kennen, zréckgoend op d'Reformen an d'Entstehung an de 70er Joren, ass sécherlech dréngend reformbedürfteg gewiescht. Dat schonn nëmmen eleng opgrond vun enger Ekonomie an engem Aarbechtsmaart, dee sech an dësem Land an deene leschte Joren extrem qualitativ a quantitativ entwéckelt huet an deen et méi wéi jee noutwendeg mécht, dass déi Aarbechtsmaartverwaltung net nëmmen eleng eng Gestioun vum Chômage mécht, den Enregistrement vu Chômeuren a vun Demandeurs d'emploi mécht, mä dass se méi wéi jee e „Serviceprovider" - géif een dat dann haut nennen - gëtt, deen eng aktiv, zilorientéiert, transparent Aarbechtsmaartpolitik méiglech mécht, deen derfir suergt, dass Leit, déi Aarbecht sichen, bei déi Aarbechtsplaze kommen, déi ugebuede ginn, an och heiansdo ëmgedréit derfir suergt, dass déi Plazen, déi fräi sinn, bei déi Leit kommen, déi op der Sich duerno sinn oder déi aarbechtslos sinn.

Wann een e puer Zuele fir d'Entwécklung vun eisem Aarbechtsmaart a vun eiser aktiver Bevölkerung kuckt, da gesäit een am Joer 1980 - an et ass awer gutt, sech déi Zuelen eng Kéier virun Aen ze féieren - en Emploi salarié vun 137.000, haut bei ronn 340.000. An do derniewent, wann een d'Zuel vun de Frontaliere kuckt an deemselwechte Joer 1980, bei 11.900, an haut bei ronn 150.000, dann ass scho villes gesot iwwert d'Noutwendegkeet fir déi nei Verwaltung, d'Dieren an d'Fënstere grouss opzemaachen, och iwwert d'Grenzen ewech grouss opzemaachen, fir hirer Aarbecht gerecht ze ginn, an dat och an engem Moment, wou och d'Chômagezuele vun 2% nach am Joer 1990 dach awer d'Tendenz hunn, fir op 7% eropzegoen, wann een de Previsiounen, déi de Statec an anerer an dësen Deeg maachen, ka gleewen.

Déi enorm Verännerungen an der Struktur vun eisem Aarbechtsmaart gesäit een och, wann een eenzel Secteure kuckt. Aus enger Stolindustrie, déi an de 70er Joren nach bal bis zu 30.000 Leit beschäftegt huet, sinn der haut - an ech schwätze léiwer net vun den Evenementer, déi mer an dësen Deeg nach erliewen - nach 5.000, 6.000 do, an ëmgedréit de Bankesecteur, deen dann déi Zäit an den 90er Joren net déi Entwécklung hat, mä bei 23.000 louch an haut bei iwwer 40.000 Persounen läit, déi an deem Secteur schaffen.

Dat heescht, och déi Entwécklung do vun engem Secteur, vun der Stolindustrie, deen dominéiert war vu Leit, déi manuell geschafft hunn, do gi mer haut vill méi an de Beräich vun de Servicer era mat Leit, déi aner Beschäftegungsprofiler hunn, an et muss sech deementspriechend och an där Verwaltung ëmgestallt ginn.

Mir hunn och d'Feststellung, dass e Chômage, dee laang Joren éischter e konjunkturellen Usaz hat, haut ëmmer méi ee strukturellen huet. A mir si jo scho laang geprägt vun deem Wuert vun der Inadéquatioun, déi mer op eisem Aarbechtsmaart erliewen. Tëschent der Tatsaach, dass dëst Land an deene leschte Joren, souguer an de Krisejoren, ëmmer nach Aarbechtsplaze geschafen huet an e positive Saldo um Niveau vu sengem Emploi hat, an dass trotz allem de Chômage an d'Luucht gaangen ass, dat weist, dass vill vun deene Résidenten net déi Formatiounen, net déi Qualifikatiounen haten, déi noutwendeg waren, fir déi Aarbechtsplazen ze hunn, oder aneschters ausgedréckt, dass déi Résidenten net an der Lag waren, sech géint déi Konkurrenz aus der Groussregioun ze behaapten, déi ëmmer méi derzou gefouert huet, dass Frontalieren, gutt qualifizéiert, gutt motivéiert, déi Aarbechtsplaze geholl hunn.

Ech mengen, mat där Problematik huet och déi nei Verwaltung ze dinn a sech deementspriechend och opzestellen, fir deem Beräich vun der Formatioun, vun der Weiderbildung méi Wäert ze ginn, wéi se dat bis elo nach mécht.

Mir hunn op där anerer Säit och bei de Constaten ëmmer erëm déi Feststellung - dat ass dann oft de Sproochgebrauch dobaussen -, dass d'Betriber sech ëmmer erëm driwwer opreegen, dass se vum Arbeitsamt net esou bedéngt ginn, net déi Leit kréien, déi se wierklech brauchen. Dat féiert natierlech och derzou, dass d'Umelle vun oppene Plaze beim Arbeitsamt onzefriddestellend ass an deementspriechend och déi Verwaltung oft net an der Lag ass, fir hirer Aarbecht gerecht ze ginn, well de Kontakt mat der Welt dobaussen, mam Privatsecteur, mä och mam öffentleche Secteur net esou gutt ass, dass en erlaabt, dass jiddwereen op deemselwechte Stand vun Informatioun a vun Informatioun vun oppene Plazen a vun Initiativen ass.

Och där Onzefriddenheet do, mengen ech, muss een entgéinttrieden. An ech mengen, dat ass de Versuch, deen dës Verwaltungsreform och mécht.

Wann ech soen: Wat ass dës Reform, a wat ass se virun allem net, dann ass dat, fir emol un éischter Stell ze soen, dass all Text, dee mer hei stëmmen, gedëlleg ass. Gedëlleg an deem Mooss, dass et an Zukunft, wéi iwwerall, drop ukënnt, wat déi Leit, déi muer an där neier Agence schaffen, mat deenen Instrumenter ufänken, déi se vum Gesetzgeber elo kréien.

Et geet also drëm, dat mat Liewen ze erfëllen. Et geet drëm, en Esprit ze hunn. An ech wëll direkt hei soen, well ech mengen, dat kënnen am Numm vun der Kommissioun ze soen, dass dat an de Verwaltungen oft ganz uewen am Kapp ugeet. An et ass ee vun de Punkten, déi jorelaang an der Kommissioun, schonn an der leschter Legislaturperiod an och dës Kéier, Bestanddeel vun eisen Diskussioune waren, dass d'Regierung an den zoustännege Minister sech och d'Moyenë musse ginn.

Mir iwwerloossen him, wéi en dat mécht, fir derfir ze suergen, dass mer eng Direktioun hunn, déi och deem Esprit bagarreur, deem Esprit d'ouverture, deem Esprit de transparence gerecht gëtt, fir derfir ze suergen, dass dat hei net lettre morte bleift, wat mer hei an dëst neit Gesetz aschreiwen, mä dass se derfir suergen, dass dat och ëmgesat gëtt an dass deenen neie Méiglechkeeten dann och eng effikass Politik hannendrugestallt gëtt.

Mir hunn e Rahmegesetz hei, wat et soll erlaben, méi effikass, méi aktiv ze schaffen. Mä, wéi gesot, eleng d'Gesetz geet net duer, fir grondleeënd Ännerungen ëmzesetzen. Dofir braucht et, wéi gesot, d'Mataarbecht an de Wëlle vun allen Acteuren, natierlech deenen an der Politik, natierlech bei deenen an där neier Agence, um Niveau vun der Direktioun a vum Personal, mä virun allem och bei de Patronen dobaussen, sief et privat oder öffentlech Patronen, déi opgefuerdert si mat dësem Gesetzestext, derfir ze suergen, dass se alles maachen, fir deene Leit, déi Aarbecht sichen, dann och deementspriechend gerecht ze ginn.

Ech géif och hannendrunhänken, dass et och drop ukënnt, dass déi Leit selwer, déi Aarbecht sichen, och opgefuerdert sinn, alles ze ginn, en Esprit bagarreur ze hunn, fir derfir ze suergen, dass och si derfir suergen, dass se all déi Méiglechkeeten notzen, déi ugebuede ginn.

An ech géif bei deem Appel un déi doten och drunhänken, dass dat och oft en Appel ass un d'Elteren, vis-à-vis vun hire Kanner derfir ze suergen, dass een net muss dovunner ausgoen, dass jiddwereen um städtesche Bus oder op der Eisebunn muss schaffen, mä dass, mengen ech, och am Privatsecteur doriwwer eraus haut gutt Emploien ugebuede ginn, déi et erlaben, fir e gudde professionelle Wee ze goen. An ech mengen, dat ass en Esprit, dee bei jiddwerengem, deen an de Käpp muss sëtzen.

Ech wollt soen, wat et net ass. Mir maachen eng Verwaltungsreform a mir hunn dofir jo an der Kommissioun an och hei schonn am Plenum virgëschter - de Kolleeg Claude Meisch an ech selwer d'lescht Woch bei de Budgetsdebatten - gesot, dass et noutwendeg ass, parallell och derfir ze suergen, dass mer eng seriö an effikass Evaluatioun maachen, déi jo amgaangen ass gemaach ze gi vu qualifizéierte Leit vun alle Beschäftegungsinitiativen, vun alle Beschäftegungsmoossnamen, déi mer an deene leschte Jore geholl hunn, fir sécher ze sinn - wat och d'Cour des Comptes jo schonn ugefaangen huet ze maachen -, dass mer net onnëtz Geld a Moossnamen erapompelen, déi sech erweisen, net där Effikassitéit an deem Zil gerecht ze ginn, firwat mer se hei gestëmmt hunn.

Déi Aarbecht, mengen ech, musse mer maachen. Dofir hu mer jo virgesinn an der Beschäftegungspolitik - dat ass nach, mengen ech, eppes aneschters wéi dat, wat mer hei um Niveau vun enger Verwaltungsreform diskutéieren -, dass mer dat am Ufank vum nächste Joer maachen, wann och vum Ministère éischt verlässlech Evaluatioune virleien, fir där Aarbecht dann do gerecht ze ginn.

Ech wëll och soen, dass iwwert dat eraus, wat dës Reform duerstellt, de Minister jo derfir gesuergt huet, fir net op dës Reform ze waarden, fir um Niveau vun der Aarbechtsmaartverwaltung scho fir nei Initiativen, nei Schrëtter ze suergen.

Ech wëll drun erënneren, dass d'Astellung vu 35 neie Placeuren, muer „Conseillers professionnels", mat Erfahrung och aus dem Privatsecteur schonn amgaangen ass, ëmgesat ze ginn. Dat féiert dozou, dass fir déi al Placeuren - wann ech se esou kann nennen -, déi deemools ëm déi 600 bis 700 Dossiere pro Placeur hu missen traitéieren, déi Zuel drastesch wäert erofgoen op 200, 300 Dossiere pro Placeur. Dat sinn der nach vill, mä au moins ass et awer schonn en entscheedende Schrëtt an eng richteg Richtung.

Do derniewent, och erëm eng Kéier am Geescht vum Serviceprovider, deen déi nei Agence wëllt sinn, d'Eröffnung vun dräi neie regionale Büroen - a sech souguer véier, wann een dee Stater mat derbäirechent -, deen zu Diddeleng, deen zu Déifferdeng an deen zu Waasserbëlleg. Déi sollen derfir suergen, mengen ech, dass d'Kontakter och an de Regiounen net nëmme vis-à-vis vun deenen, déi Aarbecht sichen oder déi keng hunn, mä och vis-à-vis vun de Betriber kënnen dozou féieren, dass lokal, regional Initiative stattfannen, wéi et der an deene leschte Jore schonn ëmmer gouf.

Ech erënnere mech un déi Diddelenger, déi säit Laangem e sougenanntene Sommet de l'emploi an hirer Regioun gemaach hunn, wou d'Arbeitsamt och ëmmer derbäi war mat de lokalen Entreprisen, mat der Gemeng, mat allen Acteuren, fir wierklech ze kucken, sech géigesäiteg ze informéieren, géigesäiteg Iddien, Suggestiounen, Initiativen auszetauschen, wat ëmmer, mengen ech, gutt ass, fir an eng richteg Richtung positiv kënnen ze schaffen.

Bei den Haaptpunkte vun dëser Reform - ech wäert der eng Rei opzielen a maachen do net onbedéngt en Ënnerscheed tëschent deem, wat Änneruge sinn, déi direkt am Gesetzestext stinn, oder deenen, déi sech aus dem Exposé des motifs eraus erginn, déi net onbedéngt am Gesetzestext stinn; wat dat vu Politiken dann herno och sollt erginn.

Deen neie Vocabulaire, deen déi nei Aarbechtsmaartverwaltung kritt, déi dann „Agence pour le développement de l'emploi" heescht, soll jo, mengen ech, och eng nei Philosophie erëmginn, ewech nëmmen eleng vun enger Chambre d'enregistrement vu Chômeuren an enger Verwaltung da vun Aarbechtslosegeld an esou virun, mä hin zu enger Philosophie vu proaktiver Aarbechtsmaartpolitik, tout en sachant - an ech mengen, och dat muss een hei soe bei dëser Geleeënheet -, dass d'Arbeitsamt oder muer d'Agence keng Aarbechtsplaze schaaft, dass se keng Léierplaze schaaft, mä ech mengen, dass se awer ee ganz wichtege Rôle ka spillen, fir, wéi ech et am Ufank gesot hunn, Aarbechtssichender bei Aarbecht ze brénge an ëmgedréit. Ech mengen, déi Aarbecht do an déi Verantwortung hëlt awer keen där neier Agence ewech.

An deem neie Vocabulaire spigelt sech och erëm, dass ee muer vun „Proposition d'emploi" schwätzt an net vun „Assignation", dass ee vun „Conseillers professionnels" schwätzt an net vun „Placeuren", dass een net vun „Demandeur d'emploi", mä och vun „Client" schwätzt. Ech mengen, alles dat soll eng nei Philosophie an en neit Denken an d'Käpp vun allen Acteuren, net nëmmen deenen, déi bei där neier Agence wäerte schaffen, mä och vun all deenen anere ginn, fir derfir ze suergen, dass mer en aneren Esprit kréien.

Zweetens hunn ech gesot - dat ass och wesentlech -, dass mer bei de Placeuren, déi haut zu ëm déi 30 sinn, muer bei iwwer 70 wäerte sinn, déi als Conseillers professionnels wierklech och déi Erfahrungen aus dem Privatsecteur matbréngen, déi derfir suerge wäerten, fir geziilt a schnell Vermëttelung ze maachen. Ech mengen, op déi Kompetenz, op déi Erfahrungen ziele mer, fir dass dee Flux do besser spillt, wéi dat bis elo de Fall ass.

Drëttens wäert et noutwendeg sinn, fir eng systematesch Weiderbildung vun deem Personal ze maachen. Dat wäert muer méi wéi jee - an ech soen net, dass dat haut net geschitt; d'Welt gëtt och net ganz nei erfonnt, sécher net! -, mä ech mengen, dass et méi wéi jee verstäerkt op d'Weiderbildung vun all deenen Acteuren an der neier Agence muss féieren an dass och d'Zesummenaarbecht vun dëser Agence mat den Agencen an der Groussregioun, an de Länner, an den Nopeschlänner méi wéi jee muss groussgeschriwwe ginn, wann ee weess, dass mer haut jo schonn an dem Remboursement vun Aarbechtslosegeld, mengen ech, dräi Méint fir Leit, déi Frontalier sinn, matbezuelen, mä dass virun allem à partir vum 1. Mee d'nächst Joer och d'Méiglechkeet besteet fir Frontalieren, sech ënner gewëssene Konditiounen hei anzedroen.

Et ass mer gëschter gesot ginn, dass erwaart gëtt, dass dat bis zu 600 bis 800 Leit pro Mount kéinten am Ufank ginn. Wann dat sech bewahrheitet, da kënnt do eng Aarbecht op déi nei Agence zou, déi natierlech och eng nei Erausfuerderung quantitativ, mä virun allem och qualitativ an hirer Aarbecht wäert sinn.

Véiertens ass et noutwendeg, nei informatesch Systemer méi wéi jee ze notzen. Ech mengen, och hei gëtt jo dru geschafft, fir e Regëster vu Beruffer a mat enger Rei vu Froestellungen, déi sech do drunhänken, ze schafen, e fransëische Logiciel, deen amgaangen ass, mengen ech, installéiert ze ginn, fir och derfir ze suergen, dass ee sech nei Moyenë gëtt, déi schnell an effikass derfir kënne suergen, fir de Leit ze hëllefen.

Fënneftens ass et méi wéi jee - mä ech mengen, dat ass och an anere Gesetzgebunge schonn ëmmer den Usproch gewiescht -, fir derfir ze suergen, dass ee vis-à-vis vun deene Leit, déi Aarbecht sichen, eng perséinlech an ugepasste Betreiung mécht, dass ee genau e Profil kann erstelle vun deene Leit, mat deenen een ze dinn huet: Wéi wäit si se wierklech an hirer Qualifikatioun, och an hirer sozialer Qualifikatioun, ewech vum Aarbechtsmaart? Wou si se situéiert? Wou kann ee se muer och am Aarbechtsmaart, um Niveau vum Aarbechtsmaart eran engagéieren?

Ech mengen, déi Aarbecht do, déi Analys an d'Erstellung vun engem genaue Profil, och zum Beispill muer bei deene Leit, déi am Reclassement sinn, ass sécher eng vun de wesentlechen Aarbechten, déi opgrond vun engem Bilan vun de Leit dann och muss gemaach ginn.

Sechstens: nei a vereinfacht Aschreiwungsprozeduren, déi sécherlech - an ech hunn dat gesot - an deenen neie regionale Büroe méiglech ginn, mat dem Ënnerschreiwe vun enger Convention de collaboration, déi genau d'Aufgaben an d'Flichte vum Conseiller professionnel engersäits, a vun deem, deen Aarbecht sicht, anerersäits fixéiert.

Siwentens: déi nei opgestallten Direktioun, collégial Direktioun, mat dräi Memberen, engem Direkter, zwee Directeurs adjoints. Ech widderhuelen hei net nach eng Kéier dat, wat sécherlech och nach aner Kolleege wäerte soen a wat eis déi leschte Kéier an der Kommissioun beschäftegt huet, wéi mer getagt hunn zesumme mat der Commission du Contrôle de l'exécution budgetaire an eng Analys gemaach hunn iwwert de Rapport, deen d'Cour des Comptes gemaach huet iwwer eng Rei vu Moossnamen an eng Rei vun Aarbechtsmethoden innerhalb vun der ADEM.

Ech muss soen, ech si jo laang hei an deem héijen Haus derbäi, ech hu selten ee Rapport gelies vun der Cour des Comptes - virdrun der Chambre des Comptes -, deen esou mam Fanger gewisen huet op deen Defizit vu Kollaboratioun, op den Defizit, wierklech op d'Problemer zouzegoen a se net ënnert den Teppech ze kieren, net einfach d'Oueren, d'Aen an de Mond zouzemaachen a vun näischt eppes wëllen ze wëssen, wéi bei där aktueller Direktioun, déi mer an der ADEM hunn.

Dat ass net de la Responsabilité vun der Chamber, sech dorëm ze këmmeren, dat ass déi vun der Regierung. Mä ech mengen, an der Ëmsetzung vun dëser Reform ass dat ee vun deene Punkten, wou mer dem Minister bonne Chance, bon Courage a bonne Solution wënschen, fir derfir ze suergen, dass vum Kapp un derfir gesuergt gëtt, dass déi Reform och hei wierklech an all hire Facetten an hanner all hire Kommaen och herno kann ëmgesat ginn a mer net esou Rapporten nees eng Kéier musse liesen, wéi deen, dee mer vun der Cour des Comptes virun e puer Woche kritt hunn!

Aachtens sinn déi eenzel Servicer Servicer, déi mer engersäits kennen, an nei Servicer, déi derbäikommen, déi och weisen, wouhin d'Rees soll goen. Natierlech de Service vun de Conseillers professionnels, de Service fir den Développement de l'emploi a vun der Formatioun, mä och déi, déi derbäikommen: de Service vun de Salariés à capacité de travail réduite, de Service administratif, de Service vun den Employeuren, dee mir schéngt extrem wichteg ze sinn - d'Relatioun mat den Employeuren, wierklech dofir ze suergen! Hei lafen och elo haut schonn eng ganz Rei vun Initiative mat de Federatioune fir, wéi ech virdru gesot hunn, d'Dieren an d'Fënstere grouss opzemaachen.

An ech mengen, et wäert och wichteg sinn, an deem nei gegrënntene Service vun Etüden a Recherchen déi néideg Statistiken an déi néideg Analysë vun eisem Aarbechtsmaart ze maachen. Well nëmmen, wann ee genau Kenntnisser huet vun deem, wat dobausse geschitt, wann een d'Evolutiounen an der Zäit am Zäitraffer wierklech genau ka beobachten, kritt een och all déi Informatiounen, déi ee brauch, fir kënnen un de Schrauwen ze dréien, wa Saache musse fir d'Zukunft aneschters agencéiert ginn.

Eeleftens, an ech mengen, dat war e wichtegen Deel och vun eisen Aarbechten an der Kommissioun, dee vun der Formatioun, dee vun der Weiderbildung: derfir ze suergen, dass dat, wat ech gesot hunn, déi Inadéquatioun ofhëlt, déi Tatsaach, dass mer vill ze vill Leit um Aarbechtsmaart hunn, déi iwwerhaapt keng Qualifikatioun hunn, deenen oft och déi sozial Qualifikatioun feelt, fir sech dobausse kënnen ze behaapten.

Dat geet schonn einfach domat un: Wéi ginn ech mech virstellen? Wéi schreiwen ech eng Demande? Wéi schreiwen ech e CV? Wéi behuelen ech mech an der Aart a Weis, wéi trieden ech einfach op? Ech mengen, fir all dat dote muss a villen Initiativen um Niveau vun der ADEM och gesuergt ginn, dass hi bis zu de Formatiounen och derfir gesuergt gëtt, dass de Betriber hei gehollef gëtt an dass virun allem deenen, déi Aarbecht sichen, gehollef gëtt.

Zwou nei Kommissioune kommen an de Punkten 12 an 13, déi ech wollt kommentéieren. Engersäits eng nei Commission consultative, déi et erlaabt fir all déi Leit, déi um Niveau vun der Formatioun a vun der Formation continue sollen hëllefen, un engem Dësch ze sëtzen: déi, déi responsabel sinn an der Éducation nationale fir de Beräich vun der Formation professionelle, natierlech déi am Ministère vun dem Travail, déi aus de CNFPCen, d'Delegéiert, den Délégué vun der Formation professionnelle genau wéi den Délégué vun dem Emploi, dem Emploi des jeunes, dass déi beieneen un engem Dësch sëtzen, fir kontinuéierlech kënnen un deenen Initiativen do ze schaffen.

Schlussendlech als dräizéngte Punkt d'Schafe vun enger Commission de suivi. Ech mengen, dat ass eng wichteg Neierung, déi dozou féiert erëm eng Kéier, dass d'Dieren an d'Fënstere grouss opgemaach ginn, fir dass vu baussen eran d'Sozialpartner d'Geleeënheet kréien, fir an där ADEM do kënne matzeschwätzen.

Engersäits d'Sozialpartner, an ech mengen dann d'Gewerkschaften, déi éischter de Souci da wäerten hunn, fir ze kucken: Wat muss een un d'Richtung vun deene Leit maachen, déi Aarbecht sichen? An natierlech och d'Federatioune vun dem Patronat, déi e Bléck ginn - deen, mengen ech, och eminent wichteg ass -, fir derfir ze suergen, dass hei och aktiv a proaktiv ka geschafft ginn, wann nei Entreprisë kommen, dass sur le tas Formatioune kënnen ugebuede ginn, dass schnell ka reagéiert ginn, fir derfir ze suergen, dass de Résidentë prioritär déi Aarbechtsplaze kënnen zougefouert ginn, ouni dass mer eis natierlech verschléissen deem Rôle, dee mer an der Groussregioun hunn als en dynameschen Aarbechtsmaart. An ech mengen, dat hu mer déi lescht Joren ëmmer och gemaach.

An där Commission de suivi sinn niewent de Sozialpartner awer och all déi Ministèren, déi eng Roll ze spillen hunn, natierlech dee vun dem Emploi, mä och dee vun der Éducation nationale, vun der Formation professionnelle, vun der Ekonomie, d'Responsabel vun der Pauvretéit, wat haut d'Famille dann ass, a mir hu jo och derfir gesuergt, och d'Économie solidaire, well mer mengen, dass dat e wichtege Bréckeschlag um Aarbechtsmaart ass, dass och dee Ministère an déi Responsabel an där Commission de suivi solle vertratt sinn.

M. le Président.- Här Lux, Dir misst awer lues awer sécher zum Schluss kommen.

M. Lucien Lux *(LSAP), rapporteur.*- Kuckt, Här President, wann ech elo géif higoen an ech géif déi Zäit vum Rapporteur huelen an ech géif déi addéiere mat där, déi d'LSAP huet, a mir géifen déi zesummerechnen, da kéint Der mech nach e bësse schwätze loossen.

M. le Président.- Jo, dat ass ganz richteg, Här Lux. Mir hunn awer e Reglement, wou ech muss derfir suergen, dass et respektéiert gëtt, an dat Reglement gesäit dat leider net vir. Da musse mer dat Reglement änneren. Ech mengen, ech si ganz large. Dir hutt elo scho sechs Minutten iwwerzunn. Ech ginn lech och nach ganz gär déi eng oder déi aner, mä da musst Der awer zum Schluss kommen.

M. Lucien Lux *(LSAP), rapporteur.*- Soss kommen ech herno nach eng Kéier zréck an da fueren ech da weider.

Une voix.- Voilà, voilà!

M. Lucien Lux *(LSAP), rapporteur.*- Bei den Avisë ginn ech net laang op d'Geschicht an, mä ech mengen, heibanne sinn der, déi an der Commission du Travail an der leschter Legislaturperiod scho länger an intensiv doriwwer diskutéiert hunn - d'Avisë vun der OECD, den Avis vum Médiateur, deen eng Rei vu Saache gesot huet an engem ganz gudden Avis, deen e gemaach huet, déi Avisë vun deem Cabinet de consultance, dee mer haten, „MindForest", elo zum Schluss an déi zu enger Rei vun Amendementen nach gefouert hunn. Ech gi weider net an op déi eenzel Avisen, ech mengen, dat kënnt Der a mengem schréftleche Rapport dann noliesen.

Ech wëll bei den Aarbechte vun der parlamentarescher Kommissioun, eiser Kommissioun, Här President, wann Der erlaabt, ee Punkt awer nach eraushuelen, deen, mengen ech, wesentlech war an eisen Aarbechten. Niewent deenen Diskussiounen, déi mer haten iwwert d'Formatioun, iwwert d'Zesummeschaffe vun deenen eenzelnen Acteuren, hu mer eis laang ënnerhalen iwwert d'Fro: Établissement public fir déi nei Agence oder net?

An der Regierungserklärung war nach virgesinn, en Établissement public ze schafen, an ech géif och menge kënnen hei ze soen - déi eenzel Riedner kënnen awer herno soen, dass se dat aneschters gemengt hunn, wann dat esou war -, dass och an der Kommissioun éischter ee Konsens gewiescht wär oder jiddefalls eng grouss Majoritéit gewiescht wär, fir an d'Richtung vun engem Établissement public ze goen.

De Minister huet eis duerno gesot, dass e bei dem Statut vun haut wéilt bleiwen. Engersäits, well en der Meenung war, dass d'Prioritéit haut wierklech de Souci wär, sech ëm den Aarbechtsmaart ze këmmeren an net onnëtz Zäit an Energien ze verléieren, ënner anerem och vläicht an engem Litige, deen et géif gi mat der national representativer Gewerkschaft vun der Fonction publique, mat Conciliatioun an esou weider. Mä zweetens, well en och der Meenung wär, dass den aktuelle Statut et géif erlaben, all dat, wat e sech virgeholl huet, ëmzesetzen.

Ech wëll am Numm vun der Kommissioun hei ofschléissend soen, dass mir de Minister suivéiert hunn op deem Wee, bei deem aktuelle Statut ze bleiwen, mä awer, mengen ech, d'Meenung ausgedréckt hunn, dass een an e puer Joer - ech wëll keng Zuel elo hei fixéieren - soll e Bilan maachen a kucken, war dat wierklech esou, huet dat wierklech an deem aktuelle Statut zu deem gefouert, wat mer wollten, fir dann op déi Fro vun dem Établissement public eventuell bei enger nächster Revisioun zréckzekommen. Mä à ce stade, mengen ech, wëlle mer emol kucken, ob dat geléngt, alles dat, wat ech elo opgezielt hunn.

An ech mengen, Här President, mat der Hoffnung, dass eng breet Majoritéit der ADEM haut eng nei Struktur an en neie Wee gëtt, an der Hoffnung, dass dorauser wierklech eng nei a proaktiv an dynamesch Aarbechtsmaartpolitik kënnt, géif ech alle Memberen aus der Kommissioun an och dem Minister Merci soe fir déi vill Aarbecht, déi mer an deene leschte Joren zu där Reform hei gemaach hunn.

Merci.

M. le Président. Merci dem Här Rapporteur. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz agedroen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Alleréischt wëll ech dem honorabelen Här Lucien Lux Merci soe fir säin ausféierleche Rapport zur Reform vun der ADEM, souwuel wat déi schréftlech wéi och elo déi mëndlech Presentatioun ubelaangt.

Ech ginn a menger Interventioun net op all Detail vun dësem nach virleiende Projet de loi an, mä wëll awer eng Rei vun Iwwerleeungen ustellen, déi sech éischtens mat der ADEM als Verwaltung, zweetens mat der Problematik vum Chômage selwer an drëttens dem Encadrement vun de Chômeure beschäftegen.

An der leschter Woch hu sech Kolleege vun anere politesche Parteie wéi och d'Gewerkschafte wéi och d'Patronat öffentlech zur Reform vun eisem Aarbechtsamt geäussert, an et wier gutt, wann hir Kritike vun der Regierung, an do méi speziell vum Aarbechtsminister, net op déi liicht Schëller géife geholl ginn. Och wann ech net all Iwwerleeung deelen, sinn eng Rei vun hire Remarquen dach pertinent an a mengen Aen och nach eng méi déif Reflexioun wäert.

Ech deelen allerdéngs net hir Konklusioun, dass een de Projet de loi zum jëtzegen Zäitpunkt sollt oflehnen, mä et ass wichteg, dass mer elo emol ukommen, an duerno huet een nach ëmmer Zäit, déi néideg Adaptatiounen ze maachen.

Zum éischte Punkt. Zënter Enn den 90er Jore klëmmt de Chômage zu Lëtzebuerg, an esou, wéi et ausgesäit, si mer leider nach net um Enn ukomm. Dëst ass virun allem fir déi, déi betraff sinn, eng schlëmm a sécher keng einfach Situatioun. E Mënsch, egal ob Fra oder Mann, dee seng Plaz verléiert, verléiert och e Stéck vu sengem wat eis däitsch Noperen „Selbstwertgefühl" nennen.

Nieft deenen, déi hir Plaz verléieren oder verluer hunn, hu mir och eng Rei Jonker, déi keng Aarbechtsplaz kréien, keng Aarbechtsplaz fannen, entweder well se kee Schoulofschloss hunn oder hir Formatioun ass net um Lëtzebuerger Aarbechtsmaart gefrot. A wann ee Stat, sprëch eis Gesellschaft, et net fäerdegbréngt, dës Leit optimal an adequat ze encadréieren, da leeft eppes schif. Grad op dës Erausfuerderung misst a sollt dëse Projet de loi eng Äntwert ginn. Ob dës Reform dëst dann och wäert fäerdegbréngen, dat wäert sech weisen. Ech hoffen et op alle Fall!

Wat sécher kee Geheimnis ass, ass, dass d'ADEM hire Missiounen an de leschte Joren net méi gerecht konnt ginn. Eleng de Chômage ze verwalten entsprécht net deem, wat een haut vun engem modernen Aarbechtsamt erwaarden dierf. Mir brauchen dës Reform wéi den Amen am Gebiet, virun allem am Intérêt vun deenen, déi eng Plaz sichen, an och an eiser aller Intérêt, well mat engem weidere Klamme vum Chômage och d'sozial Kohäsioun hei am Land a Gefor ass.

Et ass keng einfach Saach, eng Administratioun wéi d'ADEM ze reforméieren, a wéi bei bal all gréisser Reforme wäerte bestëmmt Korrekturen néideg sinn. Mä wat sécher ass, ass, dass den A an den O vun dëser Reform, de Knackpunkt souzesoen, dee fir den Erfolleg oder den Échec vun der Reform steet, d'Gestioun an de Management vum neien Aarbechtsamt wäert sinn. Wann do sech näischt Fundamentales ännert, da läit eng eidel Schachtel um Dësch. Da kann dës Reform esou vill gutt Usätz hu wéi se wëllt, da wäert se net gräife wéi se sollt, an näischt wäert sech konkret ännere fir de Chômeur dobaussen.

Den Aarbechtsminister muss dowéinst besonnesch grousse Wäert op d'Bestëmmung vun deem Comité de direction leeën an eng sécher Hand hunn, wann et drëms geet, déi richteg Leit ze nominéieren. Ech bleiwen optimistesch an ech hoffen, dass den Här Schmit do eng glécklech Hand wäert hunn.

Well vun deem, wéi d'Kompositioun vun där neier Direktioun, dem neien Team ass, hänkt all Succès vun dëser Reform of. Well et ass wichteg, dass, wann dat neit Gesetz kënnt, déi nei Bestëmmungen ëmgesat ginn, dat dann och als Équipe ka gemaach ginn. An dat ass just méiglech, wann eng staark Direktioun do ass. Well wann d'Direktioun net weess, wouhin den Zuch fiert, wéi sollen d'Mataarbechter vum Aarbechtsamt wëssen, wou et higeet? Wéi soll hei e Chômeur kënne gutt berode ginn, an net nëmmen informéiert?

De Management muss net nëmmen d'Richtung festleeën oder nei Impulser definéieren, mä e muss och der ganzer Verwaltung, de Mataarbechter d'Richtung erklären an déi nei Impulser vermëttelen. Eng Verwaltung, egal wat fir eng

Verwaltung, muss, wa se grondleeënd reforméiert gëtt, d'Mataarbechter an d'Reform abannen. Wat elo net heescht, dass, wat vläicht vun deene Mataarbechter kritiséiert gëtt, net soll kommen, mä dat heescht, dass ee mat de Mataarbechter schwätzt, dass ee mat hinne kuckt, wéi ee sech dat Ganzt virstellt.

Et muss een d'Mataarbechter op senger Säit hunn, et muss ee se iwwerzeegt kréien, net all eenzelnen an net op all Punkt am Detail, mä e moderne Management muss et fäerdegbréngen, seng Leit matzehuelen, seng Mataarbechter ze begleeden um Prozess vun der Weiderentwécklung vun dëser Verwaltung, dat heescht virun allem op intern Kommunikatioun an Transparenz setzen.

Et geet awer do net duer, eng intern Zeitung ze maachen, eng Charte des valeurs ze erschafen an opzehänken, grouss Informatiounsversammlungen ofzehalen, mä et muss mat de Mataarbechter, mat de Servicer geschwat ginn. Si sinn et, déi eenzel Servicer, déi dat Ganzt um Lafen halen, an et ass un hinnen, fir dat och um Terrain kënnen ëmzesetzen, wat mir hei amgaange sinn ze stëmme respektiv an enger hallwer Stonn wäerte stëmmen. Et ass un de Mataarbechter, de Kollaborateure vum Aarbechtsamt, déi dat herno am Alldagsliewe mussen ëmsetzen, a si musse matgeholl ginn a si musse vun deem iwwerzeegt sinn, wat mer hei am Gesetz festhalen, well soss ass et, wéi gesot, eng eidel Schachtel.

Fakt ass, d'Mataarbechter vun der ADEM, wann déi net vun der Reform iwwerzeegt sinn, wäert dee ganze Projet hei och keng Resultater bréngen. Dofir ass et esou wichteg, dass, wa mer hei de Réibau elo erstallt hunn, wann d'Gesetz gestëmmt ass, bei de Maueren, déi gebaut ginn, do och d'Mataarbechter vun der ADEM kënne kräfteg mat upaken.

Une voix.- Très bien!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här President, wat elo déi juristesch Natur vum neien Aarbechtsamt ugeet, do ass de Choix net op d'Form vun engem Établissement public gefall, obwuel dëse Choix an der leschter Legislaturperiod ugeduecht a vun der deemoleger Chamberskommissioun recommandéiert gi war, mä do ass de Regime vun enger Statsverwaltung zréckbehale ginn. Ech wëll awer nach eng Kéier soen, firwat deemools d'Iddi opkomm war, fir en Établissement public ze maachen, wéi nämlech bei eisen däitschen Noperen.

Do ass e Comité de direction do, dee sech aus deenen dräi Parteien zesummesetzt, wou och d'Patronen an d'Sozialpartner, also d'Gewerkschafte mat an d'Verantwortung gezu ginn, an dat war d'Iddi, déi deemools hannendrustoung, fir esou e Begleetorgan, esou e Comité ze schafen, fir dass och do aktiv souwuel d'Patrone wéi och d'Gewerkschafte sech hätte kënnen abréngen. Dat war deemools d'Iddi, déi hannendrustoung, fir dass déi Ëmwandlung vum Aarbechtsamt sollt kommen.

D'Argument, dass d'Ëmwandlung d'Aarbechtsamt op Joren dozou verdaamt hätt, sech nëmme mat sech selwer ze beschäftegen, wa mer dat gemaach hätten, hält a mengen Aen d'Strooss net ganz. Mä dës Fro soll awer elo keng Prinzipiëfro ginn, vun där d'Ofstëmmung vum Text géif ofhänken. Ausserdeem huet d'Kommissioun an hirem Rapport jo zréckbehalen, gegebenenfalls op de Choix vun der Personnalité juridique zréckzekommen.

Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen elo méi zum zweeten an drëtte Punkt, déi enk matenee verknäppt sinn, an zwar dem Chômage selwer an dem Encadrement vun deenen, déi no enger Aarbecht sichen.

D'Loi organique vun der ADEM kënnt aus dem Joer 1976 an huet jiddweree vun de Chômeuren, déi deemools hei am Land waren, namentlech kannt, well et waren der net vill, et waren der eng ronn 20. Mat där enger oder anerer Adaptatioun am Laf vun de Joren ass do näischt geschitt. D'Gesetzgebung ass net méi zäitgemëiss an dréit weder dem Wandel vun der Gesellschaft nach där vum Aarbechtsmaart Rechnung.

Esou huet sech d'Zesummesetzung vun de Salariéë geännert. Méi Frae si beruffstäteg, et schaffen ëmmer manner Leit an der Industrie, et kommen all Dag méi Frontalieren op Lëtzebuerg. Op där anerer Säit, och wann eisen Emploi geklommen ass, sou ass awer och eise Chômage geklommen. All dës Komponente bréngt mat sech, dass de Chômage hautdësdags net e Phenomeen ass, deen nëmmen ze géréieren ass, mä dass aktiv muss mam Chômage ëmgaange ginn.

Et modernt Aarbechtsamt muss den Demandeur d'emploi, ob en elo Chômage kritt oder net, encadréieren, beroden, forméieren. D'Zil ass a bleift d'In- an d'Reintegratioun op dem Aarbechtsmaart, an dat esou schnell wéi méiglech. Dass dëst net einfach ass, ass eng Tatsaach. All Persoun ass anescht, huet hir Vuen an hir Virstellungen. Et ass awer d'Aufgab vum Aarbechtsamt, derfir ze suergen, dass den Encadrement sech net nëmmen op d'Verwalten, mä op eng reell Begleedung vum Chômeur ka fokusséieren.

Dass mer hei am Land e strukturelle Chômageproblem hunn, ass bekannt. Mä wat maache mer dergéint? Gëtt et eng fiabel a valabel Bestandsopnahm vun den Demandeurs d'emploi, déi beim Aarbechtsamt ageschriwwe sinn? Wa jo, kann een déi kréien? Wann neen, firwat gëtt et déi net? Eleng d'Ausso, dass méi wéi 40% vun den Demandeurs d'emploi nëmmen eng Obligation scolaire hunn, geet mir als Ausso net duer!

Fir kënne besser en Demandeur d'emploi ze encadréieren an ze orientéieren, brauch een, menger Meenung no, op d'mannst den Detail, wat fir een Niveau scolaire, mat der geneeër Richtung vun deem Niveau scolaire, wou se hir Schoul gemaach hunn - well jo och ganz vill Leit do sinn, déi hir Schoul net zu Lëtzebuerg gemaach hunn -, wéi déi auslännesch Schoulbildung ze bewäerten ass a wat se op hirer leschter Schaff gemaach hunn a wat hir Sproochekompetenze sinn, well dat och eng ganz grouss Roll spillt um Marché de l'emploi.

Nëmme wann een dës Informatiounen huet, ass et och méiglech, individuell mat jiddwerengem ze kucken, welch Perspektiven um Aarbechtsmaart fir dës Persoun bestinn.

D'Zuelen, déi all Mount am Comité de conjoncture publizéiert ginn, sinn net detailléiert genuch, fir kënnen optimal ze handelen. Well wéi ass et soss erklärbar, dass d'Entreprisë Leit mat enger niddreger Qualifikatioun sichen an et der ënner anerem Zëgdausenden awer bei der ADEM gëtt, déi gemellt sinn, an déi passen iergendwéi net openeen. An do musse mer kucken, fir dat och kënnen ofzeschafen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et kann ee sech och emol d'Fro stellen: Wat geschitt mat enger Persoun, déi um Aarbechtsamt virstelleg gëtt? Gëtt déi Persoun esou begleet, dass se all déi Informatioune kritt, déi se brauch, fir erëm um Aarbechtsmarché Fouss ze faassen? Wat geschitt, wann Defiziter constatéiert ginn? Gëtt do zesumme mat hir an anere gekuckt, wat méiglech ass, a virun allem, wat realistesch ass? Well tëschent deem, wat méiglech ass a realistesch ass fir dee Betraffenen, dat sinn zwou verschidde Welten!

An dësem Kontext erlaabt mer, eng kuerz Klammer opzemaachen. Wat deen elo genannte Conseiller professionnel ubelaangt, geet et ganz sécher net duer, den Numm ze changéieren - ob et virdrun e Placeur war an elo ass et e Conseiller professionnel -, mä et muss een dat och mat Inhalt fëllen, well et wichteg ass, dass déi Leit och wëssen, wat fir eng Aufgab a Verantwortung se hunn. Well et ass wichteg, dass déi Leit motivéiert sinn! An och nëmmen e motivéierten, ob dat elo e Placeur ass oder ob dat an Zukunft e Conseiller ass, kann och aktiv hëllefen, déi Leit erëm op d'Aarbecht zréckzebréngen. Ech kann dofir och nëmme begréissen, dass de Recrutement vun de Mataarbechter sech net nom Prinzip vun de Statscarrièrë mécht, mä dass do versicht gëtt, nei Recrutementsweeër anzeschloen.

De Stat huet et bis ewell nach net fäerdegbruecht, Kompetenzen, déi ee sech net iwwer en Diplom, mä duerch Beruffserfahrung ugëeegent huet, adequat ze rémunéréieren. Dat ass schued, well et gëtt ganz vill Leit, déi déi Matière do beherrschen am Alldag, mä déi net vläicht deen Diplom hunn, deen an enger Statscarrière virgesinn ass, fir kënnen op déi Plaz ze kommen. An dat wier gutt, wa mer och do déi Méiglechkeet hätten. Och dat war eng Ursaach, firwat verschidde Leit ëmmer vum Établissement public geschwat hunn, fir dass mer déi Méiglechkeet hätten, och déi Leit esou anzestellen an esou ze rémunéréieren, dass se och interesséiert wieren, op dee Posten ze kommen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Dir Dammen an Dir Hären, en aneren Aspekt, deen och anescht misst ugepaakt ginn, ass dee vun der Formatioun vun de Mataarbechter a künftege Mataarbechter. Zwar gëtt am Gesetzestext vu Formatioun geschwat, mä ouni weider Detailer an ouni Prezisiounen. Firwat net op de Wee goen an eng méi professionell Formatioun vun de Mataarbechter gesetzlech festschreiwen, wéi dat bei verschiddenen Nopeschlänner de Fall ass, virun allem - wann ee vum Marché de l'emploi schwätzt -, wann ee bei enger ADEM oder engem Aarbechtsamt schafft.

Ech denken, dass hautdësdags eng Basisqualifikatioun, sprécht e Bac, eng Première net duergeet, fir ze wëssen, wat op esou enger Plaz verlaangt ass, mä dass een och muss déi aner Aspekter, déi et an der Ekonomie gëtt, déi an der Beruffswelt Realitéit sinn, dass een och déi muss wëssen, ier een op esou enger Plaz wéi op der ADEM kann zum Asaz kommen. Well et bréngt näischt, wann ee vun der Schoulbänk kënnt an direkt dohinner geet an et weess een net, wat d'Realitéiten um Aarbechtsmaart sinn, et weess een net, wat d'Betriber dorënner verschaffen. Dofir wier et och wichteg gewiescht, dass mer d'Méiglechkeet hunn, och déi Leit, déi dat kennen an déi dat beherrschen, kënnen eranzehuelen.

Iwwert d'Kenntnisser vun der Beruffswelt eraus ass et jo och wichteg, dass déi Leit wëssen, wat an der Beruffswelt lass ass, an dass se och wëssen, wat d'Schoulsystemer an deenen anere Länner sinn, well jo awer och ganz vill Leit, déi a Lëtzebuerg gemellt sinn, net hire Schoulwee hei zu Lëtzebuerg gemaach hunn, mä an anere Länner - net nëmmen den Nopeschlänner, mä och Länner, déi wäit ewech sinn -, dass een och weess, wat do lass ass.

D'Iwwerleeung, déi ee muss hunn: Et muss ee jo och d'Betriber matagebonne kréien, et muss een et jo fäerdegbréngen, dass d'Employeuren eng Begeeschterung kréie fir d'ADEM, wat déi lescht Joren net ëmmer de Fall war. Well wann ee jo och weess, dass iwwer dräi Véirel vun deene Placementer, déi hei am Land gemaach ginn, laanscht d'ADEM lafen, dat heescht, dass déi net mat aktivem Bäidroe vun der ADEM gemaach ginn, mä dass déi iwwer aner Weeër, iwwer aner Firmaen, iwwert d'Zeitunge gemaach ginn, ass et wichteg, dass een et fäerdegbréngt, och elo d'Patronat an d'Betriber dofir ze begeeschteren, mam Aarbechtsamt zesummenzeschaffen, well nëmmen da bréngt mer et och fäerdeg, eisen Aarbechtsmaart esou ze gestalten, dass mer och erëm eng Chance hunn, fir d'Chômeuren do ënnerdaach ze bréngen.

En anere Problem vun eisem Aarbechtsmaart ass deen, dass déi Leit, déi zu Lëtzebuerg op der Sich no enger Aarbecht sinn, net qualifizéiert oder ënnerqualifizéiert sinn. Entweder hunn déi Leit net vill Schoule gemaach respektiv hu fréizäiteg mat der Schoul opgehalen, ier se iwwerhaapt en Diplom haten, oder dës Leit hunn zwar e Schoulofschloss, eng Qualifikatioun, déi awer op eisem Aarbechtsmaart net méi onbedéngt gefrot ass.

Well Lëtzebuerg ass jo a verschiddene Saache begrenzt mat deem, wat d'Offeren op verschidde Plazen ubelaangt, an zënter eisem Wiessel an der Wirtschaft - dass mer manner en Industrie- oder en Handwierkerland sinn, mä méi eng Déngschtleeschtungsgesellschaft - brauch eist Land einfach méi héich qualifizéiert oder héich spezialiséiert Salariéen, fir där ze fannen, wéi dass mer eppes hu fir déi Leit, déi keng Qualifikatioun hunn, déi awer ganz gutt manuell Aarbechter wieren. Mä wa keng manuell Aarbechtsplazen do sinn, da muss ee sech och bewosst sinn, dass et da méi schwéier gëtt, fir déi Leit ënnerdaach ze kréien.

Wann ee weess, dass 40% vun deenen ageschriwwene Chômeuren net iwwer eng Obligation scolaire kënnen ewechkommen, da muss ee sech och d'Fro stellen, ob et net méiglech ass, iwwer zousätzlech Formatiounsweeër - do sinn der jo bestëmmt och derbäi, wou net méi dran ass, mä et sinn der awer och vläicht derbäi, déi an der Zäit Flauterte waren, oder wéi soll ech et nennen, an einfach gesot hunn, ech halen op, wou awer elo nach Matière grise do ass -, fir deenen och nach eng Qualifikatioun ze ginn, dass mer dat och fäerdegbréngen, déi op deen Niveau de qualification ze bréngen, deen an eiser Ekonomie, an eiser Wirtschaft gebraucht gëtt.

Et ass wichteg, dass mer dat fäerdegbréngen, well op eise Grenzen, däers musse mer eis bewosst sinn, do waarden der nach Dausenden, déi gären op Lëtzebuerg kommen. Mä ech mengen, et muss eis awer och prioritär drëm goen, ouni de Gedanke vun der Grussregioun wëllen op d'Kopp ze geheien, dass mer awer och déi Leit, déi hei zu Lëtzebuerg wunnen, dass mer déi op den Aarbechtsmaart kréien.

Dofir ass et och wichteg, dass mer eng Orientation tout au long de la vie maachen, en nationaalt Konzept, fir eng Kéier e Bildungshaus ze bauen, wou et wichteg ass, dass zesummegeschafft gëtt tëschent dem Aarbechtsamt, dem Aarbechtsministère, de Classes moyennes, der Ekonomie an der Formation professionnelle. Et ass och elo schonn zesummegeschafft ginn, mä dass een dat och vill méi kompakt mécht, well nëmmen da bréngt mer et och fäerdeg, fir all déi Problemer unzegoen. Well, wann d'Leit net déi richteg Formatioun hunn, fir op eisen Aarbechtsmaart ze kommen, dann hu se och Problemer, fir hei eng Aarbecht ze fannen. An dat muss vill méi enk gefouert ginn!

Well déi Stammdëschgespréicher mat der mathematescher Rechnung: Mir hu 16.000 Chômeuren an et kommen all Dag 150.000 Frontalieren an d'Land; wann der 16.000 manner kéimen, da wieren déi 16.000 net hei a Lëtzebuerg ageschriwwen, vollbeschäftegt. Dat sinn zwar mathematesch richteg Rechnungen, mä méi wéi d'Mathematik beim Comptoir ass awer guer näischt richteg dorunner!

(Interruption)

Ech sinn där Meenung, dass do déi Leit net déi Qualifikatioun hunn, a mir mussen, et ass eis Aufgab, Här Gibéryen...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ...Dausenden, déi keng Qualifikatioun hunn...

M. Marc Spautz *(CSV).*- ...awer net déi 16.000. 40% vun deene 16.000 hu keng Qualifikatioun. An deene Leit...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ...kéinten awer 60% kréien.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Dir kënnt Är Ausféierungen herno maachen. Dir hutt jo, wann ech richteg informéiert sinn, Är Riedezäit och nach virun Iech, da kënnt Dir do Är Rechnunge maachen. Hei sinn déi Rechnungen, op déi ech mech elo baséieren, mat 40% vun de Leit, déi keng Qualifikatioun leider hunn.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo, jo, dat stëmmt.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Et ass och wichteg, dass mer d'Aarbechtsamt och als Vermëttler ugesinn. Et si verschidde Leit, déi mengen, d'Aarbechtsamt wier do, fir de Leit eng Aarbecht ze ginn. D'Aarbechtsamt ka keng Aarbechtsplaze schafen! Dat ass net d'Aarbechtsamt, wat dat mécht, mä et ass d'Aarbechtsamt, wat se vermëttelt. Dofir ass et och wichteg, dass mer alles maachen, fir dass mer nach weider Aarbechtsplazen hei schafen; awer och Aarbechtsplaze schafen, wou mer och Netqualifizéierter kënne besser a méi ënnerdaach bréngen.

Wat de Projet, deen d'Regierung... D'Regierung wëllt jo elo vill méi een individuellen Encadrement vun den Demandeurs d'emploi maachen, an ech mengen, dass dat eng gutt Saach ass, an dat fënnt och meng voll Ënnerstëtzung. Ech hoffen och, dass mer schnellstméiglech Friichten dorauser wäerte kréien. Eis Ekonomie ass am permanente Wandel, an déi Leit, déi eng Plaz sichen, brauchen oft eng Zousazqualifikatioun respektiv souguer eng nei Qualifikatioun. Aus deem Grond ass et och extrem wichteg, dass déi verschidde staatlech Instanzen nach besser matenee schaffen.

Här President, de Projet de loi huet trotz där enger oder anerer kritescher Remarque, déi ech gemaach hunn, den Accord vun der CSV-Fraktioun. Summa summarum ass et en Text, dee vill gutt Usätz huet, an e verdéngt et, gedroen ze ginn. Mä mir wäerten d'Aen drop halen an et ass wichteg, wéi den Här Lux och gesot huet, dass mer no zwee oder dräi Joer eng Kéier eng Analys hei maachen an dann zesumme kucken, wat et bruecht huet, wat fir eng Problemer mer geléist kritt hunn a wat fir eng Problemer mer nach net geléist kritt hunn, an dann déi Adaptatiounen huelen, fir et dann nach méi richteg ze maachen, fir dass d'Aarbechtsamt an där heiteger Gesellschaft, déi mer hunn, dee gesellschaftleche Wandel ka matdroen. Well eleng mat der Ännerung vum Numm wäerte mer de Problem vum Aarbechtsamt a vun de Chômeuren net geléist kréien!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Spautz. Als nächste Riedner ass den Här André Bauler agedroen. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler *(DP).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech géif fir d'Éischt emol dem Rapporteur Lucien Lux Merci soe fir säin ausféierleche schréftlechen a mëndleche Rapport. Ech wollt dann awer och soen, dass den Här Lux mech mat senger Remarque mat de Fënsteren an Dieren, déi hie grouss opgemaach wëllt gesinn am Kader vun der ADEM, un de Johannes XXIII. erënnert huet, deen…

Plusieurs voix.- Ooohhh! Aaahhh!

M. André Bauler *(DP).*- ...deen dat viru 60 Joer an der Kierch mat „Vatikan II" initiéiert hat. Deemools koum et zu engem Wandel an der Kierch. Ob et awer zu engem Wandel an der Aarbechtsmaartpolitik kënnt, dat muss d'Zukunft nach weisen.

Lëtzebuerg war laang Joren an der glécklecher Situatioun, en niddregen Taux de chômage ze hunn. Laang Jore war de Chômage also heizuland just d'Saach vun deenen, déi duerch hir ongenügend Qualifikatioun oder duerch aner Ursaache sech net an den Aarbechtsmaart integréiere gelooss hunn.

Et huet eigentlech geschéngt, wéi wa mer eis déi doten Aarbechtslosegkeet leeschte kéinten. Mir hunn eis dacks als Insel gesinn, déi vun der Massenaarbechtslosegkeet verschount bléif. De wirtschaftleche Wuesstum huet eis dann och erlaabt, de Phenomeen vun der Aarbechtslosegkeet sozial a finanziell ofzefiederen. Dat ass eis gelonge bis dee Moment, wou d'Wirtschaftsgebai vu Lëtzebuerg éischt Rëss gewisen huet, dat war esou géint d'Joer 2005. A wéi dunn 2008/2009 d'Finanzkris koum, dunn huet de Chômage och ëmmer méi a méi Leit mat gudder Ausbildung betraff.

Fir déi concernéiert Leit ass de Chômage eng Katastroph, en individuellen Drama: Vun engem Dag op deen anere verléiert dee Betraffene seng Planungssécherheet, och a grad op finanziellem Plang. Vun engem Dag op deen anere geet engem säi Selbstwäertgefill, dat een duerch seng Aarbecht kritt, verluer. Vun engem Dag op deen anere gëtt engem seng Plaz, säi Stand an der Gesellschaft, deen haut zu engem groussen Deel iwwert d'Aarbecht respektiv iwwert de Beruff definéiert gëtt, gëtt dee massiv ënnergruewen.

Wat fir Ausmoossen d'Katastroph vum Chômage an de leschte Joren zu Lëtzebuerg ugeholl huet, sollen e puer Zuelen ënnersträichen: Innerhalb vun zéng Joer ass d'Zuel vun de Leit op der Sich no enger Schaff ëm bal 10.000 geklommen, vu 4.832 am September 2001 op 14.634 am September 2011. Den Taux de chômage ass geklomme vun 2,5% 2001 op 5,9% 2011. Rechent een déi Leit derbäi, déi de Moment an enger Beschäftegungsmoossnam sinn, da klëmmt d'Zuel vun de Leit op der Sich no Aarbecht op 18.821 Persounen!

Knapp d'Halschent vun de Leit ouni Aarbecht hunn e Qualifikatiounsniveau, deen emol net der obligatorescher Schoulflicht entsprécht. 16% vun de Chômeure sinn ënner 26 Joer al, 41,7% vun deene Betraffene siche scho méi wéi zwielef Méint no enger Aarbecht. D'Dépensë vum Fonds pour l'Emploi hu sech an de leschten aacht Joer méi wéi verduebelt: vun 263 Milliounen am Joer 2003 op 547 Millioune fir 2011. Dat muss ee sech emol eng Kéier a Frangen op der Zong zergoe loossen, dat sinn ëmmerhin 22 Milliarden al Frangen.

All dës Problemer sinn zënter Jore bekannt, dogéint gouf awer nëmme wéineg ënnerholl. Et gouf effektiv keng zilstrebeg, koordinéiert, determinéiert, jo offensiv Politik fir d'Bekämpfung vun der Aarbechtslosegkeet. Et schéngt, wéi wann de politesche Wëlle bei der Regierung net do wier, fir dëse Problem wierklech unzegoen. 2004 huet d'LSAP nach plakatéiert: „70% méi Chômage, mir paken et un!" Wann een d'Zuele vun 2004, 8.242 am Juli 2004, mat deene vun haut, knapp 15.000, vergläicht, da kann ee just soen: Dir hätt besser gehat, d'Fanger ewechzeloossen.

Här President, de Lëtzebuerger Aarbechtsmaart huet an de leschte Jore grouss Veränneruge matgemaach. Op där enger Säit hu mer e spektakuläert Uwuesse vu Grenzgänger an op där anerer eng rasant Entwécklung vum Dëngschtleeschtungssecteur, vum tertiäre Secteur. Dës zwee Facteuren, zesumme mat enger Demande no ëmmer méi Qualifikatiounen, hunn zu engem strukturelle Chômage am Land gefouert. Déi zwee Haaptproblemer a Saache Chômage spigele sech an där héijer Zuel vu Leit mat ganz gerénge Qualifikatiounen an an deem héijen Undeel vu Laangzäitaarbechtslosen erëm. Derbäi kënnt nach de Problem vum héije Jugendchômage, deen an de leschte Jore spierbar eropgaangen ass. Dës dräi Problemer sinn dann och d'Erausfuerderung, d'Haapterausfuerderung souzesoen un d'Aarbechtsmaartpolitik. Un dësen dräi Problemer muss sech eng erfollegräich Aarbechtsmaartpolitik moosse loossen.

Här President, mir als Demokratesch Partei hu grouss Zweifel, dass déi geplangte Reform vun der ADEM dës Problemer ka léisen, respektiv dass domadder de Problem vum Chômage generell ka wierksam bekämpft ginn. De Reformprojet vun der Regierung ass an eisen Ae beschtefalls e klenge Schrëtt an déi richteg Richtung. Sécherlech ginn e puer Punkte verbessert, wéi zum Beispill d'Verbesserung, d'Opstockung vun den informatesche Mëttel bei der ADEM.

Villes am Projet bleift awer vag respektiv besteet just aus Absichtserklärungen, wou net kloer ass, wéi dës konkret sollen ëmgesat ginn, respektiv ob se tatsächlech eppes zur Bekämpfung vum Chômage wäerte bäidroen. D'Chambre de Commerce an d'Chambre des Métiers kommen an hirem gemeinsamen Avis zur Konklusioun: «…la réforme de l'ADEM risque en définitive de rester une „réformette", sans réel effet de changement radical sur le marché de l'emploi.»

1996, also viru 15 Joer, huet d'Fiduciaire générale du Luxembourg en éischten Audit vun der ADEM gemaach. Déi wichtegst Konklusiounen aus dësem Audit si folgend: d'Qualitéit vun den Déngschtleeschtunge vun der ADEM entsprécht net den Erwaardungen; d'ADEM kennt d'Chômeuren net gutt genuch; d'ADEM kennt d'Besoinë vun den Entreprisen net gutt oder net wierklech; d'ADEM informéiert net gutt genuch; déi personell an informatesch Capacitéite vun der ADEM ginn net duer.

D'Konklusiounen aus dësem Audit ginn haut, also 15 Joer duerno, vun der Regierung als Begrënnung fir déi virleiend Reform ugefouert. 15 Joer, an deenen déi successiv CSV-Aarbechtsminister beschtefalls Gepléischters a Saache Bekämpfung vum Chômage respektiv Reform vun der ADEM bedriwwen hunn. 15 Joer, an deenen d'Problemer, d'Defiziter vun der ADEM bekannt waren a wou näischt Wesentleches ënnerholl ginn ass!

Här President, wéi dréngend eng Reform vun der ADEM ass, léisst sech net nëmmen un deenen héije Chômagezuelen ofliesen, mä och un der schlechter Performance vun der ADEM an der Vermëttlung. Dat gouf ganz offensichtlech, wéi mer de Rapport vun der Cour des Comptes virgeluecht kruten. Grad emol 7% - esou konnt een am Exposé des motifs vum Gesetz, vum Gesetzesprojet noliesen - vun de vermëttelten Aarbechtsplaze sinn op eng direkt Vermëttlung vun der ADEM zréckzeféieren: 7%!

Wann ee sech dëse Gesetzesprojet ukuckt, da freet ee sech: Ass dat hei dann elo eng fundamental Reform? Gëtt et mat dësem Text eng aktivéierend Politik, eng Politik, déi de Chômeur vum éischten Dag un a Bewegung setzt an hie begleet? Wouranner läit dann elo de Mehrwert, d'Plus-value vun dëser Reform? Wat wäert sech heimadder spierbar veränneren?

De virleiende Projet riskéiert eiser Meenung no, an der Schinn vum Gepléischters an dem Etiketteschwindel ze bleiwen. Wann een d'„Administration de l'emploi" - an de Kolleeg Marc Spautz huet och drop higewisen - an „Agence pour le développement de l'emploi" ëmbenennt a wann een nei, chic Termë wéi „conseiller professionnel" oder „consultant" benotzt, dann hëlleft dat haaptsächlech, d'Feele vun engem Gesamtkonzept ze iwwerdecken. Et weist, dass dëse Projet awer nëmme Gepléischters ass, an et ass ze fäerten, dass et nees net zu engem grondleeënde Wandel an der Chômagebekämpfung kënnt.

De Statsrot entlarvt dann och dësen Etiketteschwindel a sengem Avis, wann e schreift: «En matière d'illusions, la nouvelle appellation „Agence pour le développement de l'emploi" est significative. Aux yeux du Conseil d'État, c'est toujours l'économie qui crée et développe l'emploi.» Och de Lucien Lux huet virgëschter an engem Interview an der Dagespress gemengt - ech zitéieren de Lucien Lux: „Auch die neue ADEM wird keine Arbeitsplätze, keine Lehrlingsstellen schaffen." A wou de Lucien Lux recht huet, do huet e recht, an d'Demokratesch Partei gesäit dat genausou!

D'Kreatioun vu regionalen Agencë vun der ADEM an d'Eropsetze vun der Zuel vun de Placeure gëtt vun der Regierung gären als grouss Innovatioun duergestallt. Or, et ännert sech näischt, wann ech déiselwecht onwierksam Politik op méi Plazen am Land maachen. Et ass kengem Chômeur wierklech gehollef, wann e sech zu Déifferdeng oder zu Waasserbëlleg bei der ADEM kann aschreiwen, wann hannendru weider kee personaliséierte Suivi vu sengem Dossier stattfënnt.

Och menge mir, dass een dës Initiativen hätt missen an dee ganze Reformprojet abauen, amplaz Hals iwwer Kapp 35 weider Placeuren anzestellen, ouni e geneet an definitiivt Konzept mat engem geneeë Profilage vun de jeeweilegen Acteure virleien ze hunn. Et goufen Entscheedunge geholl, ouni dass e Konzept bestanen huet, wéi déi bestehend Struktur an Zukunft soll besser a virun allem wesentlech méi zilorientéiert genotzt ginn.

An dësem Kontext muss ech och drop hiweisen, dass vun 2012 un och d'Frontaliere kënnen op d'Servicer vun der ADEM zréckgräifen. Dat wäert - an et ass gesot ginn - eng Steigerung vum Aarbechtsvolume fir d'Placeure mat sech bréngen. Déi 35 zousätzlech Leit kéinte sech also séier als déi berühmten Drëps op de waarme Steen erweisen.

Här President, wéi wëllt een eng aner Aarbechtsmaartpolitik maachen, wann een emol net déi bestehend Mesuren op de Leescht hëlt an op hir Wierksamkeet analyséiert?

Mir hunn eng Hällewull vu Mesuren, wou kee Mënsch méi en Iwwerbléck driwwer huet. Dës Moossname goufen zu ënnerschiddlechen Zäitpunkten agefouert, wou punktuell ganz ënnerschiddlech Besoinë bestanen hunn. Si goufe verlängert, modifizéiert, oder - wat dacks de Fall war - einfach ausgebaut. Eng déif gräifend Analys vun de Mesurë steet awer weiderhin aus. Dës Analys ass an eisen Aen awer eng vun de wesentleche Viraussetzungen, fir eng wierklech Reform vun der ADEM respektiv vun der Aarbechtsmaartpolitik an Ugréff ze huelen.

Eng éischt Analys vun de Mesurë läit vir. Am Summer vun dësem Joer huet d'Cour des Comptes an engem Spezialrapport verschidde Mesuren ënnert d'Lupp geholl. D'Konklusioune vun der Cour waren zum Deel vernichtend, quasi eng Bankrotterklärung fir d'Aarbechtsmaartpolitik aus deene leschte Joren.

Ech wëll hei nëmmen e puer vun deene wichtegste Punkten aus deem Rapport opzielen, dem Rapport vun der Cour des Comptes:

- Convention d'activation individualisée - CAI: «La Cour constate que l'objectif de la loi, qui est de proposer à chaque demandeur d'emploi une CAI dans un délai déterminé, n'a pas été atteint.»

Op d'Fro vun der Cour des Comptes, ob d'CAI zu enger méi fréier Aktivéierung vun den Demandeurs d'emploi gefouert hätt, huet d'ADEM geäntwert, dass si net à même wier, dëst ze evalueieren.

- Zum Contrat d'appui-emploi - CAE: Och hei konnt d'ADEM keng Äntwert drop ginn, ob den Objectif, d'Zilsetzung vun dëser Mossnam, nämlech d'Employabilitéit vun deene Jonken ze verbesseren, konnt erreecht ginn.

- Aide au réemploi: «…la Cour constate qu'au fil des années, la mesure a conduit à certaines dérives…». Sou huet d'Cour des Comptes festgestallt, dass a munche Fäll d'Aide au réemploi méi héich ass oder méi héich war wéi de Salaire, dee vum Patron ausbezuelt ginn ass.

D'Cour des Comptes kënnt an hirem Spezialrapport dann och zur Konklusioun: «En effet, selon la Cour, il s'avère important de pouvoir évaluer une mesure au bout d'un certain temps afin d'apporter des corrections nécessaires ou de l'abandonner tout simplement, si elle n'a pas apporté les résultats escomptés.» D'Cour des Comptes fuerdert dann och, dass d'ADEM sech en Evaluatiounssystem vun deene verschiddene Mesurë gëtt. Dovunner geet am Projet vun der Regierung iwwregens guer net Rieds.

Och sinn dës Mesuren dacks net wierklech bekannt, weder de Patron nach den Demandeur d'emploi kennt se. Dofir fuerdere beispillsweis déi zwou Chamberen, d'Chambre des Métiers an d'Chambre de Commerce, an hirem gemeinsamen Avis, dass dës Instrumenter méi bekannt gemaach musse ginn. Och dovunner keng Spur am Gesetzesprojet, dee mer haut hei solle stëmmen.

Här President, mat deem virleiende Projet soll d'ADEM och eng sougenannten „Commission de suivi" kréien.

Mir stellen eis wierklech och hei d'Fro, wat dann elo d'Plus-value vun dëser Kommissioun ass oder wouranner d'Plus-value soll bestoen. Riskéiere mer heimadder net, en administrative Waasserkapp ze schafen? Hätt een net einfach d'Missioun vum Comité permanent de l'emploi kéinten adaptéiere respektiv verstäerken? Huet de Minister kee Vertrauen an déi zukünfteg nei Direktioun vun der ADEM, dass en dëse Leit vun Ufank un eng Art Kontrollgremium virun d'Nues setzt?

Mir hätten eis och gewënscht, dass a Saache Profiling vun deenen eenzelnen Demandeurs d'emploi méi Effortë géife gemaach ginn, sou wéi dat beispillsweis an Däitschland gemaach ginn ass, wou tëscht „Informationskunden", „Beratungskunden" an „Betreuungskunden" ënnerscheet gëtt.

Net all Chômeur huet déiselwecht Froen oder Bedürfnisser. Während deen een nëmmen eng Informatioun brauch, muss deen anere vläicht méi intensiv betreit ginn. Eng méi pointéiert Approche client feelt an eisen Aen am virleiende Projet. Villes am Reformprojet vun der Regierung bleift also „Stückwerk", wéi déi Däitsch dat géifen nennen, oder op d'Struktur fixéiert.

Fazit: Grondleeënd wäert sech mat dëser Minireform, déi de Changement vun der Struktur virun dee vun der Kultur stellt, näischt un der Aarbechtsmaartpolitik änneren!

Här President, d'Demokratesch Partei steet fir eng aner Aarbechtsmaartpolitik! Eng Aarbechtsmaartpolitik, déi als Zil huet, deen eenzelnen Demandeur d'emploi individuell ze betreien an ze guidéieren. Eng Aarbechtsmaartpolitik, déi vill méi effizient an der Vermëttlung ass, wéi dat bis ewell de Fall war, an esou dem Demandeur d'emploi eng reell Perspektiv op eng nei Aarbecht gëtt. Eng Aarbechtsmaartpolitik ouni Blankoscheck fir d'Beschäftegungsmesuren, deenen hire Sënn an Zweck, nämlech d'Leit nees fit fir den éischten Aarbechtsmaart ze maachen, etlech Kéieren a Fro gestallt gouf.

Dofir wëlle mir - éischtens - eng Reform vun der Kultur an der Aarbechtsmaartvermëttlung, an net nëmmen eng Reform vun der Struktur. Dëse kulturelle Changement ass vum Minister dacks ugekënnegt, jo, beschwuer ginn, an op dësem Punkt muss een dem Minister recht ginn. Et freet ee sech awer, firwat dëse vill beschwuerene Changement an der Aarbechtskultur vun der ADEM net scho vun de Virgänger vum Här Minister a Bewegung gesat ginn ass.

D'Auditen hunn dat scho viru Jore kloer gefuerdert, an et hätt sech sécher un der Betribskultur munches kënnen etappeweis veränneren, ier een d'ADEM u sech, per se an en neie legislative Kontext oder Kader gesat hätt.

Och an deene leschte Méint huet sech un dëser Kultur näischt Substanzielles verännert. Grad well dëst net geschitt ass, bleiwe berechtegt Zweifel bestoen, dass sech hei wierklech eppes verännert. Dobäi steet och am Rapport vun der Kommissioun, ech zitéieren: «…la mise en œuvre du projet de réforme exige un véritable changement de culture au sein de cette administration appelée à muter d'un instrument de gestion de chômage vers un instrument proactif de l'emploi.»

Mir erkennen dann och net, wéi et mat dësem Text zu dësem Kulturwandel komme soll. An och d'Majoritéit, zumindest d'LSAP-Fraktioun, schéngt dat mëttlerweil och esou ze gesinn. Well d'lescht Woch während de Budgetsdebatten huet de Lucien Lux gemengt - an en ass elo just erakomm zu deem treffende Moment -, et wier net opportun, dësen Débat zu enger Generalofrechnung mat der Regierung hirer Aarbechtsmaartpolitik ze maachen. Hei géif et just ëm eng Strukturveränneruge goen.

Dës Ausso war entlarvend. Si bestätegt meng Fraktioun an hirer Kritik. Hei geet et just ëm d'Struktur, an net ëm e wierklecht Ëmdenken an der Aarbechtsmaartpolitik!

Zweetens, mir als DP wëlle keen Etiketteschwindel, deen aus der „Administration de l'emploi" eng „Agence pour le développement de l'emploi" an aus dem „Placeur" een „Conseiller professionnel" mécht, ouni dass sech hei wierklech eppes ännert. Mir wëllen e wierklechen Ëmbau vun der ADEM an eng modern an effikass, zouverlässeg Weiderbildungs- a Vermëttlungsagence.

Drëttens, mir wëllen der ADEM méi Autonomie a Personal- a Finanzfroe ginn. Dat ass awer ënnert dem Statut vun enger Verwaltung, enger Administratioun net méiglech. D'Regierung wollt dat iwwregens och. An de Rapportë vun der zoustänneger Chamberskommissioun aus der leschter Legislaturperiod kann een nämlech Folgendes noliesen: «Le Ministère du Travail et de l'Emploi n'a pas manqué de réfléchir sur une solution alternative, tout en restant prioritairement attaché au modèle de l'établissement public.» An och am Regierungsprogramm, am Koalitiounsprogramm vun 2009 kann een dës Absicht noliesen: «Il sera créé un établissement public sous la dénomination „Agence luxembourgeoise pour l'Emploi" (ALE).»

Mir fannen et bedauerlech, dass d'Regierung hiert initiaalt Zil einfach iwwer Bord geworf huet. Si schéngt Angscht virun hirem eegene Courage kritt ze hunn, aneschters léisst sech hire Sënneswandel an dëser Fro kaum erklären: «Après mûres réflexions,…» - „réflexions" au pluriel - «…son département…» - MTE - «…est arrivé à la conclusion que dans le contexte actuel la transformation en établissement public n'apporterait pas de plus-value dans la politique de l'emploi.»

All eventuell Schwieregkeeten, déi sech bei der Ëmwandlung vun der ADEM an en Établissement public hätte kënne stellen, wéi zum Beispill dat fehlend Kadergesetz fir esou Etablissementer, dispenséieren an eisen Aen op kee Fall déi politesch Responsabel vun hirer Verantwortung a vun hirer Verflichtung, ze handelen. Dofir ass d'Situatioun um Aarbechtsmaart vill ze vill eescht. Bei Dausende vu Chômeuren däerfe mer eis keen esou en Hin an Hier oder Gezécks erlaben.

Véiertens, mir als Demokratesch Partei wëllen eng reell, individualiséiert Betreiung vun deem eenzelnen Demandeur d'emploi an net en einfacht Eropsetze vun der Zuel vun de Placeuren. Etüden a Beispiller aus dem Ausland weisen, dass fir eng optimal Betreiung e Verhältnis vun 1 zu 100 vu Placeur par rapport zu Chômeur néideg ass. Dir wësst dat alleguer: Zu Lëtzebuerg leie mer bei knapp 400 Leit pro Placeur. Ënnert dësen Ëmstänn ass eng effektiv Vermëttlung weiderhin net méiglech. Och wann d'Leit aus dem Service generell eng exzellent Aarbecht leeschten, kënne si de Problem mat hirem aktuelle Personalstand net an de Gréff kréien. Si goufe während ville Jore vun der Politik am Stach gelooss.

Fënneftens, mir wëllen dofir, dass d'Zuel vun de Placeure weider eropgesat gëtt. Parallell dozou wëlle mir, dass déi rekrutéiert Leit entsprie-

chend forméiert ginn. «Les relations avec les employeurs constituent le point faible de l'Administration de l'emploi.», steet am Exposé des motifs vun dësem Gesetzesprojet. Dofir si mer iwwerzeegt, dass et wichteg ass, d'Roll vum Placeur ze stäerken. Mir wëllen, dass hie méi enk mat de Betriber zesummeschafft, dass hien an d'Betriber kucke geet, fir sech direkt a sur place mam Patron e Profil fir eng eventuell oppe Plaz unzekucken an och auszeschaffen.

Sechstens, et fält op, dass d'ADEM weider eng quasi Monopolstellung an deem Ganze behält. Dobäi wier et eiser Meenung, der Meenung vun der Demokratescher Fraktioun no, immens wichteg gewiescht, dass och privat Acteuren hëllefen, fir Leit nees a Brout an Aarbecht ze brëngen. Mir wëllen déi privat Initiativ an der Aarbechtsvermëttlung stäerken an net nëmme Consultanten aus der Privatwirtschaft, déi mat der ADEM zesummeschaffen. Beispiller aus dem Ausland weisen, dass déi privat Initiativ zu positive Resultater ka féieren.

Och d'OECD gesäit dat genausou a schreift schonn 2007 an hirem Rapport iwwert d'ADEM: «En ce qui concerne l'utilisation de prestataires privés payés selon les résultats en termes de retour à l'emploi, le modèle des Employment Zones britanniques, où les chômeurs de longue durée sont affectés pendant six mois soit à un seul prestataire privé, soit à trois prestataires mis en concurrence, est un modèle dont pourrait s'inspirer le Luxembourg, car il semble adapté à sa situation.»

Och an anere Länner, wéi beispillsweis an Australien, goufe gutt Resultater mat privaten Aarbechtsvermëttler erreecht. Hei gouf e Bewäertungssystem agefouert fir dës Vermëttler. Sou konnten déi ineffizient Vermëttler detektéiert ginn, a schwéier vermëttelbar Chômeure goufen nach just deene performante Vermëttler uvertraut. An Däitschland gouf eng Prime agefouert fir privat Aarbechtsvermëttler, wa se en Demandeur d'emploi op eng Plaz vermëttelt hunn.

Et gesäit een also, dass hei duerchaus Chancen a Potenzialer an der Aarbechtsvermëttlung bestinn. Et ass bedauerlech, dass d'Regierung opgrond vun engem fehlende Gesamtkonzept dës Potenzialer einfach broochleie léisst.

Siwentens, mir wëllen eng aktivéierend Aarbechtsmaartpolitik, déi nieft enger gudder Ofsécherung vum Chômeur méi Effortë vun deem Eenzelne verlaangt, amplaz vun engem laange Strofekatalog, deen net konsequent applizéiert gëtt. Dat huet och d'OECD an hirem Rapport vun 2007 esou gesinn. Den Ausbau vun enger Strategie a Richtung Activatioun vun den Demandeurs d'emploi wier, esou d'OECD, essenziell.

Och d'Chambre des Métiers an d'Chambre de Commerce gesinn dat esou. Si fuerderen an hirem Avis «…une activation aussi précoce que possible des demandeurs d'emploi avec comme corollaire une responsabilisation de ces derniers.»

D'Aschreiwe bei der ADEM muss fir all Chômeur eng reell Chance sinn. Zil muss et sinn, dass jiddwereen, dee sech aschreift, besser ausgebilt ass, wann en eng nei Plaz untrëtt. Dofir wëlle mer, dofir wëlle mir als DP eng verflichtend Formatioun fir all Demandeur d'emploi, amplaz vu just engem Verspriechen op eng Formatioun. Deen eenzelnen Demandeur d'emploi muss op déi ugebueden Hëllef a Solidaritéit awer parallell och mat Eegeverantwortung äntwerten.

Dofir ass et an eisen Aen onerlässlech, dass all Chômeur e wierklecht Interesse un enger neier Aarbechtsplaz opweist. Am Fall, wou en Demandeur d'emploi eng zoumuttbar Aarbecht refuséiert, einfach refuséiert, oder senge Verflichtunge vis-à-vis vun der ADEM net nokënnt, mussen direkt Sanktiounen, och finanzieller Natur, wann et net anescht geet, wéi beispillsweis en Erofsetzen oder en Aussetze vun der Chômageindemnitéit, erfalen.

Aachtens, d'DP ass net géint de Prinzip vun de Beschäftegungsinitiativen. Mir sinn awer der Meenung, dass dës Initiativen an hirer aktueller Form hirem eigentlechen Zil net gerecht ginn. An eisen Ae muss d'Haaptzil - d'Haaptzil! - doranner bestoen, fir Leit während enger bestëmmter Zäit ze betreien a via Formatioun an Accompagnement ze probéieren, se nees an den éischten Aarbechtsmaart anzeglidderen, wëssend, dass et Leit gëtt, déi nëmme ganz schwiereg oder guer net op den éischten Aarbechtsmaart ze vermëttele sinn.

Aktuell muss een awer feststellen, dass d'Beschäftegungsinitiativen hiert Zil nëmmen zu engem Deel erreechen. Dobäi hélt d'Employabilitéit vun de Leit of, wat si méi laang an enger Moossnam dra sinn. Dëst gëtt och ganz kloer vun der CEPS-Etüd bestätegt. Dofir fuerdere mer eng grondleeënd Reform vun de Beschäftegungsmoossnamen. An deem Kontext si mer dovunner iwwerzeegt, dass et an Zukunft d'öffentlech Hand misst sinn, déi dës Initiative géréiert a kontrolléiert.

Néngtens, mir wëllen eng konsequent Orientéierungspolitik - a méi Virriedner ass och schonn dorop agaangen -, eng Orientéierungspolitik, déi an eise Lycéeën zu engem feste Bestanddeel vum Unterrecht muss ginn, a keng Flickschusterei, wann d'Kar bis am Dreck läit, also, wann déi Jonk ouni Aarbecht an ouni Perspektiv dostinn.

An deem Kontext muss een och d'Fro stellen, ob dës Reform mat dem Schoulministère ofgeschwat war oder net. Mir mengen, dass dat net de Fall war, wat alt nees weist, dass kee Gesamtkonzept an der Chômagepolitik virläit.

Här President, d'Reform vun der ADEM fënnt net am lofteidele Raum statt. Net méi spéit wéi haut de Mëtteg um 12 Auer leeft en Ultimatum vun de Gewerkschaften of, fir net un der nächster Tripartite deelzehuelen. Alt nees eng Kéier drängt sech engem den Androck op, dass dës Tripartite vun der Regierung net gutt preparéiert gouf. Mir kënnen, jo mir däerfen eis awer net e weidert Scheitere vun der Tripartite erlaben. Lëtzebuerg stécht matzen an enger grousser wirtschaftlecher Kris, an an esou enger Situatioun ass der Regierung hir passiv Haltung an der Vermëttlung tëschent de Sozialpartner méi wéi fahrlässeg.

Gëschter huet de Statsminister hei an der Chamber ugekënnegt, dass hie sech eng Flexibiliséierung bei CDDe fir héich qualifizéiert Leit ka virstellen. An deem Kontext wollt ech den Här Minister froen, ob hien eis dozou méi Detailer herno kéint ginn. Ass dat d'Positioun vun der Regierung? Gëschter hat een den Androck, wéi wann Dir, Här Schmit, op deem do Punkt net mam Här Juncker averstane wiert.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- Mir haten et proposéiert. Dach, dach!

(Interruptions)

M. André Bauler *(DP).*- Dann ass dat elo gekläert.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- No der Tripartite.

M. André Bauler *(DP).*- Här President, dëse Projet ass keng grondsätzlech Reform, mä beschtefalls den Usaz vun enger Reform. Et feelt e Gesamtkonzept, wann et ëm d'Bekämpfung an ëm d'Vermeide vun der Aarbechtslosegkeet geet. Mat dësem Gesetzestext gëtt den Akzent virun allem op Strukturelles gesat. Et geet awer net ëm e wierkleche Changement, ëm e Paradigmewiessel an der Aarbechtsmaartpolitik.

Fir dass et awer zu engem regelrechte Paradigmewiessel kéim, bräichte mer e resolut Ëmdenken, also eng nei Kultur an der Vermëttlung vun de Chômeuren. Mir brauchen eng nei Kultur an der Orientéierung vun deene Jonken. A mir brauchen eng Wirtschaftspolitik, déi Aarbechtsplaze fir ënnerschiddlech Kategorië vun Demandeurs d'emploi schaaft. Aarbechtsmaartpolitik, Wirtschafts- a Sozialpolitik mussen enk matenee verknäppt sinn, soss reduzéiere mer dee strukturell bedéngte Chômage net.

D'Erausfuerderung vun der Aarbechtsmaartpolitik besteet an eisen Aen doranner, sech nees op d'Schafe vun Aarbechtsplazen ze fokusséieren. Mir mussen et fäerdegbréngen, dass mer, wéi an de leschte Joren, och weiderhin nei Plaze schafen, a gläichzäiteg musse mer derfir suergen, dass méi vun dëse Plaze vun Demandeurs d'emploi, an net vu bausse besat ginn.

Dat geet awer nëmme mat enger anerer Politik. Dat geet nëmme mat méi Formatioun a méi Weiderbildung. Dat geet nëmme mat reforméierte Chômagemesuren.

D'Demokratesch Partei kann dofir dës hallefhäerzeg Reform, mat där deene ville Leit am Chômage net wierklech gehollef ass, net ënnerstëtzen. An dofir wäerte mir géint dëse Projet stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Bauler. Als nächst Riednerin ass d'Madame Viviane Loschetter agedroen. Madame Loschetter, Dir hutt d'Wuert.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt emol dem Rapporteur, dem Här Lucien Lux, Merci fir säi schréftleche Rapport, deen ech ganz lehrreich a ganz komplett fonnt hunn an der laanger Geschicht vum Arbeitsamt, an och fir säin e bëssen aneschters formuléierte mëndleche Rapport, deen éischter visionär war, mä deem ech awer och kann a senge Visiounen, wéi en eng Reform vun engem Arbeitsamt beschreift, eigentlech nëmmen zoustëmmen.

Ech hunn awer och festgestallt, datt dee mëndlechen a mënschleche Rapport vum Här Lux haut de Moien oft net erëmzefannen ass an deenen eenzelnen Artikele vun dësem Projet de loi. Ech erklären dat elo a mengem Exposé. Egal wéi war et awer ganz interessant, deem nozelauschteren. Dofir Merci!

Mir sinn ons eens heibannen - ech denken, meng Virriedner hunn dat och schonn ënnerstrach -, datt d'Arbeitsamt muss reforméiert ginn. Et huet och scho jiddweree gesot, datt et keng nei Erkenntnis ass. Et muss reforméiert ginn, well mer eng Urgence hunn, an zwar op verschiddenen Niveauen.

An ech géif emol e bëssen anescht ufänken: éischtens fir déi Leit, déi am Arbeitsamt schaffen an deenen et bal onméiglech ginn ass, hire Missiounen nozegoen ënnert deene Konditiounen, déi se de Moment virleien hunn. Zweetens awer och fir d'Patronen, déi eigentlech guer net méi connectéiert sinn un engem Arbeitsamt, wann et drëms geet, Aarbechtsplazen ze vermëttelen an déi Aarbechtsplazen, déi si nun eemol hunn, och un déi richteg Persoun ze bréngen. An drëttens natierlech fir déi Leit, déi keng Aarbecht hunn, fir d'Demandeurs d'emploi oder déi Leit, déi mussen ëmgeschoult ginn, sief et no engem Sozialplang oder aus enger anerer Ursaach.

D'Demandeurs d'emploi, dat si vill Leit, mëttlerweil ganz vill verschidde Leit hei an dësem Land. Dat si jonk Leit. Dat si Leit, déi eng Léier sichen. Dat sinn eeler Leit, dat si schwiereg placéierbar Leit. Dat sinn och Chômeurs de longue durée.

Wéi gesot, d'Arbeitsamt huet 36 Joer. Et ass, an dat ass och scho beschriwwe ginn, et huet sech minimal verännert. Et huet sech sécherlech hei oder do adaptéiert par la force, vraiment par la force des choses, mä et huet sech minimal verännert. Ech denken, datt eng Verwaltung eigentlech dat u sech huet an éischter reformresistent wéi reformfrëndlech ass, ouni elo dat wëllen als Kritik duerzestellen, mä et ass eng Tatsaach.

D'Gesellschaft, d'Beschäftegungsproblematik, d'Wirtschaftsrealitéit um Terrain, d'Verhältnis tëschent deene méi aarmen an deene méi räiche Leit huet sech geännert. An 30 Joer ass esou munches geschitt, och hei an dësem Land. An an deene leschten 30 Joer ass och esou munches verpasst ginn: verpasst ginn, matzäiten ze reagéieren, fir kënnen an Zukunft ze agéieren.

An ech erënnere mech ëmmer erëm un dee fréieren Aarbechtsminister, Äre Virgänger, Här Schmit, dee wéi oft hei op der Tribün vun der Regierung huet misse sech bekloen, datt en eigentlech éischter Pompjee géif spillen, wéi richteg Aarbechtsminister géif spillen.

An et ass net, wéi wa keng Virwarnung oder Warnsignaler komm wieren an deene leschte Joren!

Huele mer emol nëmmen d'Biographie vum Arbeitsamt a fänke mer an där Biographie vum Arbeitsamt einfach emol beim Historique un, deen de Rapporteur a sengem schréftleche Rapport geschriwwen huet, wat ech jo och esou interessant fannen.

Loosse mer emol ufänke beim Rapport vum Médiateur 2007/2008 a säitdeem praktesch all Joers an de Rapportë vum Médiateur, dee munches geschriwwen huet iwwert d'Effikassitéit, d'Effizienz vum Arbeitsamt als solcht, als Verwaltung, a wat eigentlech de Schued vum Demandeur d'emploi ass.

Huele mer de Rapport Grubb vun der OCDE, deen net onëmstridden ass, mä deen d'Mängel vum Arbeitsamt, fir effikass ze fonctionnéieren, beschreift, notamment och, an do ware mer ons all eens - mir waren ons bäi Wäitem net ëmmer eens bei deem OCDE-Programm, mä do ware mer ons awer wierklech alleguerte mam Här Grubb eens -, bei der Zuel vun den Dossiere pro Placeur, déi wierklech jenseits von Gut und Böse war.

Huele mer emol déi ganz Aarbecht, déi dëse President vun der Kommissioun fairerweis och a sengem schréftleche Rapport beschriwwen huet, déi wierklech grëndlech Aarbecht, géif ech soen, déi déi viregt Commission du Travail et de l'Emploi gemaach huet. Si huet sech oft a vill mat der Problematik Aarbecht, Beschäftegung, Chômage, Arbeitsamt, seng Struktur, seng Gérance, seng Gestioun an esou weider beschäftegt, mat de verschiddenaartegste Rapportë vum Médiateur duerch d'Joren 2007/2008/2009 an och duerch verschidde Visiten an Explikatiounen, déi mer vum Arbeitsamt kritt hunn.

Dofir ware mer ons och an där viregter Kommissioun Travail et Emploi eens - wann ech soen, ware mer ons eens, dat ass, well ech och déi gréng Fraktioun hunn dierfen do vertrieden -, datt dat Thema sollt sinn. Mir wollte souguer en Débat d'orientation hei an der Chamber maachen, net nëmmen iwwert d'Arbeitsamt, mä iwwert d'Beschäftegungspolitik, an zwar virun de Wahlen, well mer eigentlech wollten, datt dat och en Thema an deenen Nationalwahlen 2009 sollt sinn.

Bon, esou wäit ass et dunn awer net komm. Ech weess selwer als Oppositiounspolitikerin eigentlech net, firwat, wat de Grond dovunner war, mä et wäert sécherlech op d'mannst ee gi sinn. N'empêche, war och effektiv während der Wahlcampagne d'Beschäftegung en Thema bei alle Parteien, et stoung och iwwerall eppes an de Programmer.

Et stoung och iwwerall, an alle Programmer, mengen ech, vun alle Parteien, ausser vläicht déi Lénk, datt d'Arbeitsamt misst de fond en comble reforméiert ginn an datt et misst en Établissement public ginn. An et war och erkläert ginn, firwat. Ech ginn elo net drop an. Ech mengen, jiddweree kennt säi Programm.

An et war, et ass scho gesot ginn, mä et ass esou wichteg, dofir widderhuelen ech et, an der Regierungserklärung, déi iwwregens, an dat steet och dran, dat huet nach kee gesot, déi Regierungserklärung berout - oder wéi soll ech dat soen? -, baséiert sech och op de Rapport Grubb vun der OCDE a seet, mir brauchen a mir wäerten en Établissement public kreéieren. Si hate sech och scho Gedanken iwwer en Numm gemaach: „Agence luxembourgeoise pour l'Emploi". Déi misst wierklech de fond en comble reforméiert ginn.

Et war och eppes gesot ginn iwwer: Wat maache mer mat deene Leit, déi elo schonn do schaffen? Wat maache mer mat deene Leit, déi mer nei wëllen, ënner engem neie Statut dann och par la force des choses, astellen? Wat maache mer domadder? Dat steet alles dran. Et ass och Rieds gaange vun engem Conseil d'administration a vun engem Comité directeur.

An ech muss soen, datt de Rapporteur sech virdrun de Porte-parole gemaach huet vum Aarbechtsminister, wat jo och legitim ass, datt an e puer Joer vläicht elo misst e Bilan gemaach ginn iwwert dat, wat mer haut proposéiert kréien. An e puer Joer, vläicht. Et steet och am Rapport dran: Mir schléissen net aus, datt eng Kéier aus deem Arbeitsamt oder aus där Agence de développement en Établissement public sollt ginn.

Mir fannen dat als Gréng eigentlech e Wuertlaut, deen net dierft an enger Politik sinn, a scho guer net bei enger Propositioun vun enger Regierung. Dat ass ons ze vag: iergendwann e Bilan, vläicht an e puer Joer, wann de Moment méi propice ass. Wat kéint méi propice si wéi haut?

Ech zitéieren aus dem Rapport vum Rapporteur, Här Minister.

(Interruption)

Jo, ech kommen och nach dorop zréck, datt effektiv am Exposé des motifs eppes anescht drasteet. Richteg.

Bon, entre-temps hu mer en neien Aarbechtsminister, eng deels nei Besetzung vun der Verwaltung vum Ministère du Travail. An deen neie Minister, deen ech awer och op deem Punkt zum Deel wëll a Schutz huelen, deen ass, grad wéi säi Virgänger, d'selwecht gefuerdert. Et ass eigentlech näischt Neits. An do, wou e gefuerdert ass, dat ass ganz einfach d'Reform vum Arbeitsamt! Dat ass d'Thema! Dat war virdru schonn d'Thema. Dat ass elo nach ëmmer d'Thema. An deen neien Aarbechtsminister, dee konnt soss näischt an de Grapp kréien, wéi där do Fuerderung nozegoen.

Déi nei an al Regierung awer, déi 2009 untrëtt, déi weess am Joer 2009 schonns pertinemment - schonns pertinemment! - , a wéi engen Zäite mer ons deemools befonnt hunn an op wéi eng Zäite mer ons wäerten hibewegen: eng Finanz- a Wirtschaftskris, d'Gefor vun enger Inflatioun. Mir si bal elo ukomm do, en explosive Cocktail fir d'Beschäftegung.

An et war spéitstens, Dir Dammen an Dir Hären, 2009 de Moment komm, et war 2009 Zäit fir eng angehend Regierung, sech opzestelle fir d'Zukunft. An zwar, éischtens, d'Wirtschaftspolitik mat sozialen an ekologesche Komponenten ze definéieren an dozou eng strukturéiert Bildungs-, Orientéierungs- a Beschäftegungspolitik ze entwéckelen; an zweetens e Masterplang, e Plan d'action national, eng Regierungsprioritéit opzestellen, fir dësem Land eng Chance ze ginn, sech an deenen nächste Jorzéngten nei ze entwéckelen.

Leider, quasi bal an der Halbzeit vun dëser Regierung, ass um Niveau Beschäftegungspolitik een Thema. Dat Thema heescht Arbeitsamt. D'Äntwert vun der neier Regierung, dans sa totalité, zu enger Finanz- a Wirtschaftskris um Thema Beschäftegung, Demandeurs d'emploi, Orientéierung heescht: Reform Arbeitsamt!

Okay, Dir sot ons elo: Dir sidd jo och fir eng Reform vum Arbeitsamt! Ech iwwerloossen Iech elo, ze googlen oder op Wikipedia d'Definitioun vun „Reform" sichen ze goen, mä manifestement versti mir Gréng eppes aneschters ënner Reform um politesche Plang wéi dat, iwwert dat mir haut ofstëmme sollen.

Mä à propos Reform: Den Aarbechtsminister déposéiert virun engem Joer, am Dezember 2010, de Projet de loi zu der Reform vum Arbeitsamt. Bal ee Joer duerno, loosse mer emol éierlech sinn a soen, zéng Méint duerno, ginn eng Rei Amendementer déposéiert, am Oktober 2011. Déi Amendementer baséiere virun allem, wann net haaptsächlech op Konklusioune vun engem Bureau d'experts en „change management", eng Rei Amendementer, déi duerchaus Sënn maachen, souguer d'Essenz vun dësem Projet de loi gi sinn. D'Missioune ginn definéiert, d'Tâchë ginn definéiert.

Gott sei Dank ass dësen externe Bureau erbäigezu ginn, well en eigentlech deem ganze Projet de loi Fong gëtt, Inhalt gëtt. E weist awer och an engems, déi Amendementer weisen an onsen Aen och an engems op d'Schwächt hi vun deem initiale Projet de loi, dee vum Minister déposéiert gi war.

An onsem Verständnis ass eng regelrecht Reform vun enger Institutioun, déi soll eng Vermëttlungsroll, eng Orientéierungsroll an eng Begleedungsroll assuméieren, déi eng proaktiv Beschäftegungspolitik soll förderen - méi e grousse Chantier -, déi och politesch sech anescht auszeechent wéi dëse Projet de loi.

E puer Beispiller, e puer Froen dozou. Wou bleift den effektiven Échange mat de Patronen a mat de Betriber? Wou kréien d'Betriber e Genre Guichet unique fir eng regelrecht Kollaboratioun tëschent Vermëttlungsinstitutioun,...

(Interruption)

...tëschent Vermëttlungsinstitutioun an Offres d'emploi? Wou ass déi Plaz, wou de jonke Mënsch higeet an e regelméissege mënschlechen a fördernde Suivi garantéiert kritt, wou hien op eng konstruktiv Manéier säi Projet de vie gestalte kann?

(Interruption)

Wou sinn d'Schnëttstellen, d'Plattform tëschent Schoul an Aarbechtswelt? Wou ass déi Plaz, wou de Conseiller, deen am Arbeitsamt schafft, eng opbauend oder endlech eng opbauend an effizient Aarbecht leeschte kann an e Suivi vun Ufank bis zum Schluss garantéiere kann?

Datt elo Leit agestallt ginn, ass sécherlech begréissenswäert; d'Aart a Weis, wéi se elo agestallt solle ginn, ass och begréissenswäert. Mä dat reduzéiert ee Conseiller oder ee Placeur op awer nach e puer Honnert Dossieren. Dat ass an onsen Aen Dossiersaarbecht a keng Mënschenaarbecht.

Wéi eng Roll spillt den Observatoire de l'économie an dësem Kontext? Natierlech ass d'Arbeitsamt keng Plaz, wou d'Aarbechtsplaze geschafe kënne ginn. Dat brauche mer och net, well mer nach ëmmer hei zu Lëtzebuerg Aarbechtsplaze schafen. Et ginn nach ëmmer zu Lëtzebuerg Joer fir Joer Aarbechtsplaze geschafen. Mä de Problem ass d'Vermëttlung.

7%, an net, Här Spautz, wéi Dir virdru gesot hat, dräi Véirels vun de Plazen. Neen! Iwwer 90% vun den Embauchë gi laanscht d'Arbeitsamt, well grad 7% vun den Embauchë lafen haut iwwert d'Arbeitsamt!

Mir bezweifelen, datt mat dëse puer Ännerungen am Arbeitsamt, éischtens, d'Vermëttlung sech ka verbesseren, an zweetens, se gutt genuch opgestallt sinn, fir där ëmmer gréisserer Nofro gerecht ze ginn.

An dann, nieft der Vermëttlungsroll sollt jo esou eng Institutioun eng Orientéierungsroll spillen. Alt e puermol kënnt dat Wuert „orientéieren" oder „Orientéierung" am Text vum Projet de loi vir. Wien Orientéierung denkt, seet Schoul, Ausbildung, Formatioun, säi Wee fannen, an dësem Fall säi Wee an der Aarbechtswelt.

Hei ass et fir ons net novollzéibar, kee konkrete Lien zu enger Maison de l'orientation ze fannen. Wéi mir als Gréng am Joer 2009 déi Iddi vun der Maison de la formation et de l'orientation presentéiert hunn, hunn eng etlech Leit, déi am Alldag mat der Orientéierung vu jonke Leit um Terrain schaffen, dës Iddi begréisst. Si hu sech - déi Leit, déi um Terrain dagdeeglech schaffe mat der Orientéierung vu jonke Leit -, si hu sech praktesch aus der Nout eraus en Netz opgebaut, fir iwwerhaapt emol eng adequat Orientéierung ze garantéieren. Si sinn Demandeur fir esou eng Vernetzung, egal ob se am Ministère de l'Éducation nationale et de le Formation professionnelle oder am Ministère du Travail affectéiert sinn.

Kennt Dir zum Beispill, Dir Dammen an Dir Häre, kennt Dir de Wee vun engem jonke Mënsch, deen no senger Neuvième eng Léierplaz sicht? Wësst Dir, wéi dat viru sech geet?

Mëtt Juli décidéiert e Conseil de classe, datt dee jonke Mënsch da besser hätt, eng Léier ze sichen, well et an der Schoul net esou gutt virugeet. Da gëtt e geschéckt op dem Arbeitsamt seng Annex, Orientation professionnelle, wann et gutt geet och nach begleet vun der Action locale pour jeunes, fir sech do anzeschreiwen, datt en eng Léierplaz sicht. An do kritt e gehollef, eng Léierplaz - wann dann eng fonnt gëtt - ze fannen.

Wat awer manifestement de Problem ass, dat ass net, datt eng Orientation professionnelle oder eng Action locale pour jeunes am Juli, August Schoulvakanz huet. Neen, déi hu keng Schoulvakanzen, déi schaffen dann zimlech op Hochtouren. Mä wann awer muss mat der Schoul nach geschwat ginn, sech ofgestëmmt ginn, dann ass dat nom 15. Juli eriwwer, well déi sinn an der Vakanz. Dat ass e Fait, deen hei emol eng Kéier muss gesot ginn, well déi Vernetzung klappt net ëmmer. A mir kënne frou sinn, datt déi, déi an der Orientéierung schaffen, déi Aarbecht praktesch esou engagéiert maachen, well soss géif praktesch guer näischt goen!

Mä net vill Leit wëssen dat - dee Wee, deen e Jugendleche mat 15, 16, vläicht 17 Joer muss maachen an direkt gesot kritt: „Hei, du gees elo schaffen. Mell dech do an där Orientation professionnelle vum Arbeitsamt."

Déi meescht kommen och aus engem Régime préparatoire. Dat si grad déi schwächste Glidder vun onser Gesellschaft. Si hu wéineg Lobby. Si hunn och heibanne wéineg Lobby. Dofir ass et och net esou bekannt. An dat ass och hire Problem. An déi, déi dann am September keng Léierplaz fonnt hunn, déi gehéieren dann herno zu deene plus ou moins - doriwwer gëtt sech jo och gestridden, nach ëmmer - 300 Schouloffbriecher pro Joer, déi dann am „leeren Raum" dostinn. Dat sinn déi Leit, déi keng Léier fonnt hunn, déi mer herno do erëmfannen a wou mer versichen, se dann an iergendenger paraschoulescher Struktur ënnerzekréien.

Mir fannen dat net akzeptabel. Et geet dach hei haaptsächlech drëms, virun allem deene jonke Leit e méiglechst gudden Astieg an d'Aarbechtswelt ze garantéieren. Virun allem deenen, déi e bësse méi fragil sinn, och wa se net ëmmer fragil ausgesinn.

Well soss programméiere mer deem jonke Mënsch, sou wéi ech en Iech virdru beschriwwen hunn, en Abonnement op d'Arbeitsamt. An dee gëtt sech dann och iergendwann a sengem jonken Alter, ouni e Choix de vie, e Projet de vie gemaach ze hunn, ënnerlech op.

Mir fannen, datt, wann een dëser wichteger a schwiereger Aufgab nogeet, eng Beschäftegungsvermëttlungsinstitutioun ze reforméieren, da gehéiert dozou op alle Fall als Prioritéit och de Volet Orientatioun. An an onsen Aen, an onsem Verständnis vu proaktiver Beschäftegungspolitik wier et eminent wichteg gewiescht, nieft enger Agence de l'emploi, sou wéi se am Regierungsaccord steet, oder enger Maison de l'emploi, wéi mir dat gäre géife gesinn, och eng Maison de l'orientation ze schafen an déi mateneen ze presentéieren.

Wann ech mech hei méi laang iwwert d'Orientatioun vu jonke Mënschen ophalen, dann ass dat, well bal en Drëttel vun den Demandeurs d'emploi ënner 30 Joer hunn an an där Altersspart vun ënner 30 Joer méi Réinscriptiounen ze vermierke sinn um Arbeitsamt wéi éischt Inscriptiounen. Dat ass vläicht net esou vill wéi a Spuenien oder a Griichenland, mä dat ass enorm vill an dat ass dach symptomatesch fir e Land, wat all Joers nach ëmmer Aarbechtsplaze schaaft.

Datt mer hei zu Lëtzebuerg vill ze vill oder nach ëmmer ze vill Jonker hunn, déi d'Schoul ouni Ofschloss verloossen, datt mer keng adequat Struktur fir all Jonker hunn, virun allem fir Jonker hunn, mä méi spezifesch déi Kategorie vu Jonken hunn, fir déi ze empfänken, léisst déif blécken iwwert d'Gestaltungspolitik fir déi nächst Generatiounen.

Wat mer awer hunn, si Servicer, déi souwuel affectéiert sinn um Arbeitsamt, wéi zum Beispill d'Orientation professionnelle, wéi och um Ministère de l'Éducation nationale, wéi zum Beispill d'Action locale pour jeunes, an déi gesinn déi Trennung tëschent deenen zwee Ministërë guer net esou enk wéi an der Politik.

Firwat? Obwuel et en Aarbechtsgrupp gouf - oder vläicht nach gëtt - tëschent deenen zwee Ministèren, huet den Aarbechtsminister dëse Projet de loi déposéiert d'lescht Joer am Dezember an net ofgewaart, datt de Projet „Maison de l'orientation" fäerdeggestallt wier. Wat fir eng verpasste Chance, fir strukturell Zesummenaarbecht ze garantéieren an den Demandeurs d'emploi, virun allem deene jonke Mënschen, e méiglechst gudden Encadrement an e gudden Iwwergank op den Aarbechtsmaart ze erméiglechen!

Ech géif gären nach e puer Wuert soen zu enger substanzieller Aarbecht, déi och vum Arbeitsamt geleescht gëtt: all déi Aarbecht ronderëm déi sëlleche Mesuren. Net nëmmen de Rapport vun der OCDE, dat ass schonn hei gesot ginn, mä och de Rapport vun der Cour des Comptes stellt effektiv d'Effikassitéit an d'Effizienz vun enger ganzer Rei vu Mesuren a Fro, virop och déi Mesuren, déi aus dem Projet 5611 entstane sinn, déi Mesuren CAE, CIE, CIE-EP.

Och bemängelt d'Cour des Comptes, dat ass schonn hei gesot ginn, datt et bis elo schwéier méiglech war, wann net onméiglech, eng Evaluatioun ze maachen an effektiv dem Zil gerecht ze ginn. Am Ufank gouf et emol keng Indicateurs de performance, wat mer eigentlech net verstinn. Well wa mer wëllen engem Zil gerecht ginn, da musse mer vun Ufank un Indicateurs de performance asetzen, fir datt mer och herno wëssen, ob mer d'Zil erreecht hunn oder net.

Déi brut Statistiken hu mer herno kritt. Elo sollen dann och qualitativ Statistike gemaach ginn. Mä wou kommen all déi Mesuren hier? Firwat si se agefouert ginn? Si se nach ubruecht? Hu se eppes bruecht? Passe se openeen? Si se complémentaire? Si se temporaire? Solle se temporaire bleiwen? Dat alles si Froen, wou mer keng wëssenschaftlech Äntwert drop hunn.

An all Sozialpartner, souwuel d'Patrone wéi d'Gewerkschafte wéi jiddwereen, deen en Avis dozou ginn huet, si sech eens fir ze soen, datt mer musse mat deene Mesuren opraumen no der Verlängerung.

Souguer de Rapporteur vun dësem Projet de loi, de Fraktiounspresident vun der Sozialistescher Aarbechterpartei, huet d'lescht Woch hei an der Chamber gesot am Kader vun de Budgetsdebatten, datt mer wierklech net kënnen, ech zitéieren: „...mir näischt dir näischt dës Mesuren einfach esou ëm ee Joer verlängeren". An dofir misst eng Evaluatioun kommen. An dofir misst och hei eng Debatt gefouert ginn. Net eng Debatt iwwert d'Mesuren, mä eng Debatt iwwert d'Beschäftegungspolitik.

Mir kënnen deem nëmmen zoustëmmen, Här Fraktiounspresident vun der Sozialistescher Aarbechterpartei. Wou mer Iech allerdéngs net recht ginn, dat ass, wann Dir an engem Interview an der Zeitung sot: „Mir sollen eis elo emol Zäit loossen an dat a Rou maachen." Ech mengen, mir hate ganz vill Zäit a mir sollen ons elo keng Zäit méi loossen, mä mir mussen dat do elo ënnerhuelen!

D'Mesurë sinn a Saache Beschäftegungspolitik vu jonke Mënschen déi Haapt- oder wann net déi eenzeg Léisungsvirschléi vun der Regierung. Dëst si Mesuren, wou ee jonke Mënsch - héich, manner héich oder guer net qualifizéiert - dierf op eng Plaz schaffe goe fir manner wéi de Mindestloun an op engem CDD.

An ech muss Iech soen, Här Bauler: Natierlech huet den Aarbechtsminister déi Flexibiliséierung vun u sech dem Aarbechtsrecht ënnerstëtzt. Et ass net nëmmen d'UEL, déi seet, mir mussen d'Aarbechtsrecht flexibiliséieren a méi CDDen aféieren. Et ass den Aarbechtsminister, deen dat eigentlech och als eng Mesure favorable zu jonke Leit fënnt, well e seet, dat ass eng flott Mesure - méi CDDen, eng flott Mesure -, fir datt déi Jonk besser op den Aarbechtsmaart kommen.

Also mir ginn hei an der Philosophie erof vun deem, wat Standard ass - nämlech CDI, a wou CDD eigentlech ëmmer gutt reglementéiert d'Ausnahm war -, bei jonke Leit, déi op den Aarbechtsmaart emol eréischt kommen, a mir soen, d'Léisung géint de Chômage des jeunes ass méi CDD.

Den Arbeitgeber kritt da fir dës Mesuren, déi dann och CDD sinn, substanziell finanziell Ënnerstëtzung. Et gëtt sech bal esou verhalen, wéi wann de Patron eng Aart Entschiedegung géif kréien, well en e jonke Mënsch astellt op CDD!

Dir Dammen an Dir Hären, well ech muss Iech eppes soen: Ech géif gären an dësen Zäite vun haut dee Patron gesinn, deen, wéi den Här Lux seet, „mir näischt dir näischt" einfach e jonke Mënsch astellt, ouni datt en eng Aarbechtskraaft brauch!

Wann e Patron een astellt, dann ass dat, well en ee brauch! Da brauch hien net iwwer eng Mesure ze fueren, déi déi Jugendlech eigentlech diskriminéiert a wou hien eng finanziell Sprëtz nach zousätzlech zu der Aarbechtskraaft kritt!

An ech muss am Numm vun der grénger Fraktioun soen, datt et fir ons net méi haltbar ass, datt dës Mesuren, déi mer herno stëmme sollen an deem nächste Projet de loi, erëm ëm ee Joer verlängert ginn! Do gi wichteg... - also wéi soll ech dat soen? -, dat ass..., do gëtt... En Aarbechtsvermëttlungsinstitut muss sech eigentlech mat Mesurë ploen, fir eigentlech eng net nohalteg Beschäftegungspolitik ze förderen.

Net nëmme wësse mer net, ob se sech bewährt hunn, déi Mesuren - manque de statistiques -, mä de Prinzip fanne mir einfach falsch. Et dierf an onsen Aen net sinn, datt eng Aarbechtsvermëttlungsinstitutioun als Instrument Mesurë kritt, déi eigentlech e Jugendlechen zwar à court terme beschäftegen, mä ënner ongerechte Konditiounen.

Dës Mesuren, just dës Mesurë fir Jugendlecher, kaschten d'Allgemengheet all Joers iwwer 10 Milliounen Euro aus dem Fonds pour l'Emploi.

Mir bedaueren et och, datt am Kontext „Reform vun der Vermëttlung" d'Vermëttlerroll vun der Ëmschoulung, d'Beschäftegungsinitiativen net ernimmt ginn. Et war scho virdru gesot ginn. Duerch d'Aktualitéit vun deene leschte Méint ass et zwar kloer ginn, datt d'Beschäftegungsinitiativen eng wichteg Roll kënne spillen, awer besser organiséiert musse ginn, och legislativ. Wéi a wéi vill kënne si ee complémentairë Partner zu enger reforméierter ADEM sinn? Keng Spur dovunner!

Ech wollt och an dësem Kontext de Ressort vum Landwirtschaftsminister hei ervirbréngen, nämlech d'Économie sociale et solidaire, wou virun engem Mount eng flott Konferenz war, wou mer zumindest an engem éischten Essai emol eng strukturéiert Approche presentéiert kritt hunn, wéi ee kann op deem awer sensibelen Thema vun der Économie sociale et solidaire hei an dësem Land mat alle Partner versichen, eng reell - déi nach opzebauen ass - Économie sociale et solidaire opbauen.

An onsen Aen, als gréng Fraktioun menge mir, datt do ganz, ganz vill Potenzial ass, fir eng nei Form vu Beschäftegungspolitik ze maachen, déi iwwregens och méi nohalteg soll sinn.

Schlussendlech wëll ech ons alleguerten drun erënneren - dat ass och e bëssen d'Konklusioun vun der grénger Fraktioun -, datt et eng Corrélatioun gëtt tëschent Wirtschaftskris, Beschäftegung a Chômage, Aarmut a Cohésion sociale zu Lëtzebuerg an doriwwer eraus. Mir kënnen an Zukunft déi eenzel Politiken an hire Krisen net méi separat kucken a separat no Léisunge sichen, well déi wäerte mer op dës Manéier net fannen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dëse Projet de loi vum Aarbechtsminister weist d'Onfäegkeet vun enger ganzer Regierung, fir kohärent, iwwerluecht an duerchduecht Politiken ze presentéieren, déi Politik, déi mir bräichten an dësen Zäiten, wou mer ons mussen op eng aner Form vu Liewensqualitéit astellen a méi op all Eenzelnen agoen, fir de soziale Fridde weiderhin ze garantéieren. An dofir wäerte mir géint dëse Projet stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Loschetter. An als nächste Riedner ass den Här Gibéryen agedroen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, och vun eiser Säit aus e Wuert vu Merci un de Kolleeg Lucien Lux als Rapporteur vun dësem Gesetz. Ech mengen, de Lucien Lux, wann een e bëssen a seng Biographie erakucke geet, schafft am Fong schonn 30 Joer un deem Projet de loi. An en huet mer selwer gesot, datt en 1979 um éischte Grënnungskongress vum OGB-L schonn eng Reform vun der ADEM verlaangt huet. Dat war 1979. Dat sinn also schonn 32 Joer hier. A wann ee weess, datt d'ADEM viru 35 Joer an där heiter Form entstanen ass: Do huet en also praktesch direkt nodeem datt d'ADEM entstanen ass ugefaangen ze fuerderen, datt se misst reforméiert ginn.

Gëschter huet en am „Lëtzebuerger Wort" geschriwwe vu 25 Joer. Ech wëll drun erënneren, de Lucien Lux ass vun '89 u scho politesch aktiv. E war Deputéierten, Minister, an elo erëm Deputéierten. An ech géif dann elo soen, als kréinenden Ofschloss vu senger 30-jähreger gewerkschaftlecher a politescher Aarbecht konnt en dann elo Rapporteur zu engem Gesetz ginn, wat en iwwer 30 Joer laang gefuerdert huet, datt et reforméiert gëtt. Mä et ass ni ze spéit, fir gutt ze maachen.

Här President, de Chômage, dee klëmmt hei zu Lëtzebuerg permanent. Ech mengen, mir kommen elo lues a lues un d'Grenz vun 20.000 Demandeurs d'emploi, wa mer déi Chômeuren huelen, déi als Chômeuren enregistréiert sinn, plus déi Leit, déi an de Beschäftegungsmooss-name sinn.

Ech ka mech erënneren, an de Joren, wéi d'Stolkris entstanen ass, do hu mer deemools festgehalen, wa mer eng Kéier géife bei 7.500 Chômeuren hei zu Lëtzebuerg kommen, da

wier dat eng exzeptionell Kris an et misst och deementspriechend reagéiert ginn. Haut schwätze mer net méi vu 7.500, haut gi mer lues a lues op d'Zuel vun 20.000 duer!

De Chômagetaux wäert geschwënn hei am Land d'6%-Grenz erreechen. A mir wëssen alleguer, opgrond vun deenen Informatiounen, déi mer kréien, datt en an deenen nächste Joren dierft weider klammen an iwwert den Taux vu 6% erausgoen.

Et muss ee sech dat eng Kéier a Relatioun stelle mat den Nopeschlänner, wou am Prinzip de Chômage am Ableck lues zréckgeet. A wou elo souguer eis däitsch Nopere souguer ënner 6% kommen, gi mir elo déi aner Richtung: Mir ginn iwwer 6%. Et muss een also feststellen, datt mir hei entgéint der genereller Entwécklung an eisen Nopeschlänner eng Progressioun am Chômage hunn.

Ech mengen, et ass net d'Schold vun der ADEM, datt mer dee Chômage hunn. D'ADEM, an dat ass de Moien hei scho gesot ginn, déi schaaft keng Aarbechtsplazen. Mä wa mer awer wëssen, datt mer esou een héijen Taux vu Chômeuren hunn, a mir wëssen, datt 16, 18% vun deenen och nach Jugendlecher sinn, dann däerf dat eis einfach net méi kalloossen a mir musse politesch reagéieren.

Ech mengen, wa mer eiser Jugend keng Perspektive méi ginn, wann d'Jugend sech verlooss fillt, d'Gefill huet, se wier vun der Politik, vun der Gesellschaft verlooss, mir géifen hinne keng Aarbecht méi ubidden, da musse mer wëssen, wann d'Jugend keng Perspektive méi huet fir hir Zukunft, hiert Liewen, hir Famill opzebauen, datt dat Konsequenzen huet, déi néfaste kënne fir eng Gesellschaft sinn.

(Mme Lydia Mutsch prend la présidence.)

Et muss also duerfir eis Prioritéit sinn, a priori jonke Mënschen Aarbechtsplazen ze ginn. An duerfir ass et och wichteg, datt mer esou eng Reform maachen.

Wann ech virdru gesot hunn, datt d'ADEM keng Aarbechtsplaze schaaft, da wësse mer, datt op där anerer Säit et d'Ekonomie ass, déi déi Aarbechtsplaze schaaft. Mä net nëmme méi d'Privatwirtschaft schaaft haut vill Plazen, mä wa mer déi lescht Joren zréckkucken, och den öffentleche Secteur, de Stat, d'Gemengen an Organisatiounen, déi virun allem am Fleegedéngscht zoustänneg sinn, hunn an deene leschte Jore ganz vill Aarbechtsplazen hei am Land geschaaft.

Et ass och net, datt mer hei am Land keng Aarbechtsplaze schafen. Et gëtt ëmmer geschwat vun der Diversifikatioun vun den Entreprisë vun eiser Ekonomie. Mä souguer bei engem ganz schwaache Wuesstum, dee mer am Ableck hei am Land hunn, komme mer awer nach un Zuelen eru vu praktesch 10.000 netto Aarbechtsplazen, déi mer pro Joer hei am Land schafen. Dat heescht, et ginn ëmmer nach weider Aarbechtsplazen hei am Land geschaaft. An duerfir ass d'Fro ëmsou méi berechtegt: Wéi ass et da méiglech, wa mer 10.000 netto Aarbechtsplazen d'Joer hei schafen, datt trotzdeem de Chômage vu Joer zu Joer wäert klammen?

D'Ursaach, mengen ech, déi mer feststellen, an datt dee Chômage..., déi 10.000, et ginn ongeféier 40% vun deenen neien Aarbechtsplazen, déi mer eis schafen, déi gi vu Frontaliere besat.

D'Ursaach, déi een ëmmer héiert bei de Betriber, dat ass, datt se keng Leit fannen, déi déi néideg Qualifikatioun hunn, déi se an de Betriber brauchen. Wa mer déi Ursaach da méi verdéiwen, da fanne mer am Fong, datt am Fong d'Schoulpolitik, déi mer iwwer Jorzéngten hei am Land gemaach hunn, eng vun den Haaptursaachen ass, datt mer haut dee grousse Chômage hunn, well eben eis Schoulen net eiser Jugend déi Formatioun ginn, déi eis Ekonomie, déi d'Betriber brauchen. Mir orientéieren a forméieren eis Kanner net de Bedierfnisser vun de Betriber no.

An duerfir mengen ech, ass et wuel wichteg, datt mer och hei ëmmer erëm betounen, datt d'ADEM muss och eng Struktur hunn, fir Weiderbildung vun deene Leit ze ginn, déi Demandeurs d'emploi sinn. Mä vill méi wichteg ass, mer ginn de Leit preventiv an eisem normale Schoulsystem, an de Grondschoulen, an de Lycéeën, mir ginn hinnen do déi Formatioun, déi se brauchen, fir herno am Aarbechtsmaart integréiert ze ginn. Wa se dann och nach eng Weiderbildung herno wëlle maachen, tant mieux! Mä mir däerfen net mengen, datt d'ADEM dat misst opfänken, dat Versoen, wat iwwer Jorzéngten an der Schoulpolitik hei zu Lëtzebuerg geschitt ass. Dat ass eng Realitéit, déi mer musse wëssen!

Et ass natierlech och kloer, wa mer soen, mir hunn 20.000 Leit - mat deenen an de Beschäftegungsinitiativen -, oder bal 20.000, datt d'Betriber trotzdeem zu enger grousser Zuel op Frontalieren zréckgräifen. Ech mengen, et ass de Moien hei gesot ginn, 40% vun deenen hu praktesch keng Qualifikatioun. Mä déi aner hunn awer zum Deel eng Qualifikatioun, bis haut souguer ganz performant Qualifikatiounen. An ech mengen, do spillt och d'Relatioun tëschent de Betriber an der ADEM eng Roll, wou ech herno nach wäert drop kommen, déi muss onbedéngt verbessert ginn, fir datt déi Relatioun Betriber-ADEM zustane kënnt, fir datt wierklech déi Leit, déi dem Aarbechtsmaart zur Verfügung stinn - a mir hunn der hei -, datt mer do einfach musse kucken, datt d'Betriber och déi Leit kréien.

Et ass natierlech wouer, datt de Chômage terribel staark geklommen ass an datt mer iwwert d'Joren och d'ADEM net deementspriechend ugepasst hunn. Un de Wuesstum vum Chômage hu mer de Wuesstum vun de Placeuren net alignéiert, an dat awer, Här President - wëll ech hei kloer soen! -, virun allem zu Zäiten, wou d'Aarbechtsministeren hei am Land Juncker a Biltgen geheescht hunn. Ech mengen, et ass virun allem d'CSV, déi hei muss e Mea culpa maachen, déi quasi 15 Joer laang dee Ministère do hat, a wou während 15 Joer näischt geschitt ass. Dat muss ee ganz kloer hei soen!

An ech war e bëssen iwwerrascht de Moien, wéi ech de Kolleeg Spautz hei héieren hunn, deen am Fong nach haut de Moien hei opgetratt ass an am Fong déi Kritiken - en huet vun de Gewerkschaften, vum Patronat, vun de Beruffschambere geschwat, déi Kritike vis-à-vis vun dësem Projet a vis-à-vis vum Minister maachen -, hie konnt déi Kritike verstoen an deenen och nach zum Deel recht ginn als Koalitiounspartner! Den Här Spautz hätt sollen de Moien hei... An der Adventszäit misst jo e Politiker, deen den C a sengem Numm huet - als Chrëscht an net fir Carrière ze maachen -, esou ee Politiker misst am Fong dann och hei selwer mat sech emol eng Kéier zu Kouer goen a soen, datt déi gréisste Schold, datt mer haut esou eng Situatioun op der ADEM hunn, a senge Reien ze fannen ass bei de Ministere Juncker a Biltgen.

Ech géif mengen, wann ee weess, datt do zwee Ministere vun der CSV iwwer 15 Joer näischt gemaach hunn, da muss een och wëssen, datt déi schold dru sinn, datt iwwer Joren Honnerten an Dausende vu Jugendlechen hei am Land keng Aarbechtsplaz fonnt hunn. Dat ass d'Schold vun der CSV a vu soss kengem, Här Spautz, an dat hutt Der de Moien hei vergiess ze soen!

(Interruption)

Et ass soss kengem seng Schold wéi der CSV hir, datt Dausende Jugendlecher iwwer Jorzéngten hei am Land keng Aarbechtsplaz fonnt hunn! Dir sollt do net esou maachen...

(Interruptions diverses)

Ech wëll net den Nicolas Schmit als neie Minister hei a Schutz huelen, mä mat dem neien Aarbechtsminister ass wéinstens Bewegung...

(Interruptions diverses)

...ass emol wéinstens Bewegung an den Dossier komm an et ass kee Stëllstand, dee mer vun der CSV iwwer dräi, véier Perioden hei konnte feststellen.

Ech mengen, et si Leit agestallt ginn, et si 35 Leit als Placeur bäikomm, et ass eng Dezentralisatioun komm vun der ADEM op Diddeleng, Déifferdeng a Waasserbëlleg. An duerfir mengen ech, sollt een net awer elo als CSV higoen an och nach op de Koalitiounspartner hei wëlle klappen - wou ech jo beileiwen net bekannt sinn, datt ech en a Schutz huelen! Mä hei hunn ech awer fonnt, datt et fir e chrëschtleche Politiker an enger Adventszäit wierklech déplacéiert war, fir hei esou Saachen ze soen.

(Hilarité)

Här President, wat de Statut ubelaangt, ob et en Établissement public gëtt, wat d'CSV an d'LSAP och am Koalitiounsaccord festgehalen haten: Ech wëll awer soen, datt mir schonn och an eisem Wahlprogramm an der leschter Legislaturperiod gesot hunn, datt de Statut fir eis net dat Wichtegst ass. Mir kënnen och domat liewen an där Form, datt et Fonctionnairë sinn, déi d'ADEM féieren a Placeur sinn. Domadder kënne mir gutt liewen.

Ech mengen, et ass dem Demandeur d'emploi ganz egal, ob en e Fonctionnaire do sëtzen huet oder e Salarié ënnert dem Privatstatut. D'Haaptsaach fir deen ass, datt en eng Plaz kritt. Deem ass de Statut vum Placeur ganz egal! An duerfir musse mer kucken, datt déi Leit à même gesat ginn, déi do sinn, fir de Leit eng Plaz ze ginn a se kënne begleeden, datt se déi Formatiounen hunn an déi Relatioune mat de Betriber hunn, déi se brauchen, fir kënne Leit eng Plaz ze ginn. Dat ass dat Wichtegst!

An ech fannen, datt dat en Nieweschauplatz ass, op dee mer higinn, fir déi ganz Zäit iwwert de Statut ze schwätzen, ouni datt mer... Da mussen déi Leit jo am Fong geholl och soen, si wieren der Meenung, d'Fonctionnairë wieren net à même, fir dat doten ze maachen. Da sot et esou kloer, déi, déi hei alleguerte soen, et misst en Établissement public ginn. Wann Der dat wëllt maachen, da sot dat! Sot einfach: Déi sinn net capabel an duerfir musse mer en Établissement public maachen. Mir soe ganz kloer: Eis ass de Statut egal, fir eis ass et prioritär, datt déi Leit Placeure vis-à-vis sëtzen hunn, déi hinnen Aarbecht ginn.

Datt mer kënnen an esou enger Struktur och op Leit aus dem Privatsecteur zréckgräifen, déi Méiglechkeet sollte mer eis ginn, fir eben och déi Flexibilitéit eranzekréien. Et kënnen Zäite kommen, wou mer kuerzfristeg vill méi Leit kréien, déi eng Plaz sichen, a wou mer wëssen, datt iwwert déi Prozedur, wéi mer se an der Fonction publique hunn, mer net direkt kënne séier Leit asetzen, respektiv och wann de Chômage, wat mer eng Kéier hoffen alleguer, datt deen erëm eng Kéier zréckgeet, datt een och vläicht erëm déi Leit ka lues a lues ofbauen. Da gëtt de Privatstatut engem méi Méiglechkeeten. Dat kann een zousätzlech dozou maachen, fir ebe sech déi Flexibilitéit ze ginn. Mä fir de Rescht hu mir awer kee Problem, wa se ënnert deem Statut bleiwen, wéi en elo ass.

D'Zil muss sinn, datt eng besser Betreiung vum Demandeur d'emploi gemaach gëtt: wann en eng Weiderbildung muss kréien, datt en déi dann och soll kréien, mä datt net nëmme méi, wéi mer an der Vergaangenheet e bëssen de Fall haten, de Chômage verwalt gëtt. Wou awer och net déi Leit schëlleg sinn, well wann ee Placeur 400 Leit ënner sech huet, fir ze placéieren, da kann e se nëmme just méi verwalten an e ka keng uerdentlech Placeursaarbecht maachen. Och dat muss ee soen.

Also musse mer d'ADEM, déi nei Verwaltung en mesure setzen, datt se genuch Leit huet, fir kënnen ënner räsonabele Konditiounen déi Betreiung ze maachen, a wa méiglech eng individuell Betreiung. All Demandeur d'emploi soll den Numm kennen, soll eng Persoun hunn, mat där en d'Relatiounen hierstellt, eng Persoun hunn: Dat ass mäi Placeur, un deen ech mech permanent wennen a mat deem ech ka schaffen. Mir ware viru Joren eng Kéier mat der Kommissioun an England kucken, do gëtt et déi sougenannten Jobzentren, déi och laut deem System méi oder wéineger fonctionnéieren, wou jiddweree seng Kontaktpersoun huet, fir dat ze maachen.

Dat heite Gesetz beschäftegt sech jo am Fong och nëmme mam Kader, mat der Struktur, net mat de Beschäftegungsmoossnamen, allen aarbechtspolitesche Moossnamen; dat sinn aner Gesetzer, déi mer direkt solle maachen.

Här President, ech géif awer och nach drop agoen, op d'Relatioun tëschent der ADEM an de Betriber. Ech mengen, déi muss virun allem verbessert ginn. An et ass de Moie schonn ugeklongen an och mir sinn der Meenung, wann een haut mat de Betriber schwätzt, da soe se: „Ma mir kréie praktesch keng Leit geschéckt, oder wa mer der geschéckt kréien, dann entsprieche se net deem Profil, wéi mir eis e virstellen." Mir kéinten eis virstellen - an dat Gesetz hei gëtt eis jo och Méiglechkeeten -, datt mer eis informatesch esou ausbauen, datt wierklech de Profil vun all Demandeur esou prezis wéi méiglech beschriwwe gëtt an datt d'Betriber da misste kënnen online dorobber zréckgräifen an direkt kucken: Ma gëtt et där Leit bei dem Aarbechtsamt oder der ADEM, déi deem Profil entspriechen?

Dat soll natierlech net mam Numm dostoen, well ech mengen, den Dateschutz muss respektéiert ginn. Mä et muss awer méiglech sinn, datt e Betrib direkt uklickt a kuckt: Gëtt et där Leit, déi dee Profil hunn, deen ech am Betrib brauch? Eventuell och nach, wou e wunnt a wat e vu Führerschäin a Gott weess wat alles vu Formatioun huet - de Profil esou genau beschreiwe wéi méiglech. A wann en där fënnt, da wennt e sech un d'ADEM, an déi gëtt em dann d'Relatioun, stellt déi hier mat där Persoun, mam Numm, fir datt déi zwee a Verbindung kommen.

Ech mengen, et sollt een... Also duerfir ass et och fir eis wichteg, datt déi Commission d'accompagnement do geschaaft gëtt, wou dann och d'Betriber déi Problemer, déi een elo ëmmer héiert vun de Betriber - datt dat eent oder dat anert, datt se net richteg informéiert wieren -, datt een do un der Zesummenaarbecht schafft. Duerch déi Kommissioun kënnen d'Betriber jo awer elo direkt dann och do Afloss huelen un der Plaz, fir ze soen, wat si gären hätten.

Ech wëll dann nach fir déi kuerz Zäit, wou mer bleift, Här President, e puer Wierder verléieren iwwert d'Beschäftegungsinitiativen. Et war sécherlech déi Zäit, wéi d'Beschäftegungsinitiative gegrënnt gi sinn, eng gutt Initiativ, well mer, egal wat mer maachen, ëmmerhin deen een oder deen anere Prozentsaz vu Leit behalen, déi schwéier bis guer net ze placéiere sinn. Ech mengen, och dat musse mer wëssen, datt mer ni wäerten en Null-Prozentsaz am Chômage kréien. Et wäert ëmmer eng Kategorie vu Leit ginn, déi mer net an den éischten Aarbechtsmaart integréiert kréien.

Awer mir mussen deene Leit trotzdeem eng Beschäftegung ginn, eng Aarbecht ginn, eng Zukunft ginn. Se musse sech awer als vollkommen an der Gesellschaft kënne fillen. An duerfir waren déi Beschäftegungsinitiativen och gutt. Mä iwwert d'Joren hunn déi Beschäftegungsinitiative sech esou entwéckelt, datt se eiser Meenung no haut hir Berechtegung verluer hunn.

Si hunn hir Berechtegung verluer, well einfach: Am Ursprong hate mer dat zäitlech limitéiert, déi Leit haten e Contrat à durée déterminée. Dann hu mer festgestallt, datt dat net respektéiert ginn ass. Si si vun enger Beschäftegungsinitiativ bei déi aner transféréiert ginn, fir eben iwwert dee Contrat à durée déterminée do erauszegoen. An elo ass et dann indéterminé. A Verschiddener, déi elo doranner komm sinn, gesinn dat als eng Liewensstellung, déi se do kréien. An de But, fir an den éischten Aarbechtsmaart eranzekommen, deen ass net méi do.

Duerfir mengen ech, wann een och kuckt, datt mer 50 Milliounen Euro praktesch d'Joer an déi Beschäftegungsinitiativen erapompelen, wou mer festgestallt hu bei de Problemer, déi mer elo kierzlech mat esou enger Initiativ haten, datt mer am Fong geholl op zwee Demandeuren een Accompagnant kréien; wa mer wëssen, datt mer beim Aarbechtsamt ee Placeur fir 400 Demandeuren hunn a mer hunn op där anerer Säit op zwee Demandeuren een, a mir gesinn dann d'Resultat, wat awer bei der Beschäftegungsinitiativ erauskomm ass - et ass quasi null, wat mer do vu Leit an den éischten Aarbechtsmaart integréiert kréien -, da muss een dat einfach esou gesinn an et muss ee soen: „Dat ass een Échec!", an da soll een domadder ophalen!

Mir proposéieren duerfir, datt een déi Beschäftegungsinitiative soll annexéieren un d'Aarbechtsamt, well dann déi direkt Relatioun do steet, an datt ee soll a priori versichen, en Tri ze maachen tëschent deene Leit, déi schwéier bis guer net ze placéiere sinn, an déi eventuell bei Gemengen, beim Stat ënnerzekréien - datt ee se a sozialen Ariichtungen an A.s.b.l.en ënnerkritt -, an déi aner, wou ee gesäit, dat sinn der wierklech, déi kéinten op den éischten Aarbechtsmaart kommen, do soe mir, da sollen déi an d'Betriber kommen, quitte datt een d'Betriber och do soll - an do sinn ech mat menger Virriednerin net d'accord, datt een d'Betriber net méi soll ënnerstëtzen -, dach, et muss een d'Betriber encouragéieren, fir déi Leit da bei sech anzestellen!

Natierlech ënnert der Konditioun, datt e Betrib net kann higoen a permanent eng bestëmmten Zäit een huelen - an dann dee subsidiéiert kréien - an dann duerno deen erëm op d'Strooss setzen an deen Nächsten huelen. Dat däerf et net sinn! Also och do musse mer eis Regele ginn, datt d'Betriber eng gewëssen Obligatioun dann och kréien, wa se där Demandeure kréien a se kréie vum Stat, vun der Allgemengheet gehollef, da musse se och déi Leit astellen. Et sief, et géifen Argumenter, novollzéibar Argumenter virleien.

Duerfir soe mir, eist Zil muss et sinn, déi Leit, déi fäeg sinn, an den éischten Aarbechtsmaart ze kommen, déi musse mer och kucken an den éischten Aarbechtsmaart eranzekréien. An dat kënne mer nëmmen, wa mer déi Leit an d'Betriber dirigéieren. An déi Leit, déi mer eben net mengen an den éischten Aarbechtsmaart kënnen eranzekréien, déi sollte mer, wéi gesot, bei Stat, Gemengen a sozialen Institutiounen ënnerbréngen. Dann, mengen ech, hu mer eng Situatioun... Graff, d'Gewerkschaften, déi sollen hir Aarbecht maachen als Gewerkschaften, an d'Betriber, déi sollen hir Aarbecht als Betriber maachen, a mir sollen dat eent mat deem anere net verwiesselen.

Här President, ech hu relativ positiv elo déi ganzen Zäit hei iwwert dat Gesetz geschwat an ech mengen, et sinn och eng ganz Rei vun Akzenter, déi positiv an dësem Gesetz sinn. Virun allem, et geschitt emol eppes! Dat ass fir eis emol dat Wichtegst. Nodeems mer 15, 20 Joer CSV-Stëllstand an deem Dossier haten, geschitt elo emol eppes, an dat soll een awer och als Oppositiounspolitiker däerfen ervirhiewen.

Ech mengen, et ass e Kader, dee mer eis hei gesat hunn, dee muss elo mat Liewen, mat Inhalt gefëllt ginn. Do kann natierlech jiddweree seng Skepsis hunn, an déi hu mir och. Mir wëssen, datt mer ganz dacks hei gutt Virsätz haten, an

herno huet d'Praxis awer bewisen, datt dat net esou war. Duerfir geheie mir och an Zukunft e kritesche Bléck op dat heite Gesetz.

Mir wäerten duerfir beim Gesetz net dergéint stëmmen, mä mir wäerten eis enthalen, fir einfach mat engem kritesche Bléck dat Gesetz ze observéieren an op där anerer Säit awer eng glécklech Hand ze wënschen, datt dat, wat mer..., oder de Minister, oder d'Regierung sech hei virgeholl huet, datt dat och wäert glécken.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme la Présidente.- Merci, Här Gibéryen. Deen nächsten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Urbany. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Merci, Madame Presidentin. Dee Gesetzesprojet hei, deen huet jo, et ass wéineg dovu geschwat ginn hei, eng politesch staark ausgeprägte Virgeschicht. Déi Virgeschicht geet am Fong geholl zréck op déi Diskussioun, déi den Här François Biltgen 2006 lancéiert huet als Aarbechtsminister, iwwert d'Beschäftegungspolitik. En huet deemools e Projet de loi déposéiert. Dat ass iwwregens ee vun deene wéinegen, wann net deen eenzege Projet de loi, deen haut nach bekannt ass ënner sengem Numero: de 5611. Dat ass e richtegt Markenzeeche ginn.

Esou wéi „Kölnisch Wasser 4711"...

(Hilarité)

...ass et e richtegt Markenzeeche gi fir eng Beschäftegungspolitik, déi virun allem wollt deemools de Problem vun der Jugendbeschäftegung léisen um Bockel vun deene Jugendlechen. Dee Gesetzesprojet huet ganz séier zu grousse Schülermanife gefouert, och mat deene gréissten, déi an deene leschte Jore stattfonnt hunn. Doropshi sinn eng Rei Saachen dra geännert ginn, mä am Wesentleche besteet nach ëmmer de 5611 a senger Logik, a senger Philosophie an och a sengem Contenu haut nach am Aarbechtsrecht.

Virun allem steet e fir d'Proratiséierung vum Chômage, dat heescht dofir, d'Durée vum Chômage unzepassen un déi Zäit, wou ee virdru geschafft huet. E steet fir eng Aktivéierungspolitik vun den Aarbechtslosen, wou am Fong geholl virausgesat gëtt, dass déi Aarbechtslos prinzipiell onwëlleg sinn, fir schaffen ze goen, an doweinst gesäit en och Sanktioune vir. E steet fir eng Politik vu bëllegen Aarbechtskräften duerch eng Rëtsch vu Placementsmesuren a prekären Aarbechtsverhältnisser: CAE. De Begréff vun der Employabilitéit vun der Aarbecht stécht dohannert, deen am Fong geholl dovun ausgeet, net vun de reelle Bedierfnisser vun der Ekonomie, mä vu virausgesatene Verwäertungsbedierfnisser, an domadder entwäert en och d'Aarbecht u sech.

A well mer jo schonn an der Adventszäit sinn - ech sinn net esou bewandert do an deene Kategorien - wëll ech awer och de Jean-Paul II. zitéieren,...

Plusieurs voix.- Aha!

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- ...an zwar indirekt am Kader vun engem Artikel vum Här Léon Zeches vum 19. September 2009, dee sech ausenanergesat huet deemools mat deene Mesuren a mat där ganzer Politik, deen huet geschriwwen: „Irgendeine Arbeit ist besser als keine!" géif gesot ginn, „Doch entwerten solche Parolen nicht die Arbeit an sich und verschleißen das Arbeitsvermögen? Die staatliche Nötigung Arbeitswilliger, so Johannes Paul II., jede irgendwie zumutbare Arbeit anzunehmen, verletze das persönliche Grundrecht auf sinnvolle Arbeit und mache die Gesellschaft zu einer Horde von Arbeitstieren." Ganz staark Wierder!

Den Här Schmit huet den Dossier 5611 iwwerholl, dat war ongefëier déiselwecht Zäit. Dat huet awer net wierklech zu engem Ëmdenke gefouert, well duerch e Gesetz vun 2009 huet hien déi prekär Aarbechtsverträg: CIE, CAE an der Zäit verlängert a souguer subventionéiert, esou staark, dass a gewësse Fäll 115% vun der Indemnitéit vum Stat iwwerholl gi sinn. De Statsrot huet deemools geschriwwen: «On ne saurait difficilement faire plus.»

(Hilarité)

Hei funktionéiert d'ADEM iwwregens mat Belounungen, net mat Sanktiounen! Ech liesen och, dass elo déi Leit, déi op d'Aarbechtsamt ginn, sollen „Clienten" sinn. Et heescht awer och „le client est roi". An ech weess net, wien dee richtege Roi hei ass vis-à-vis vun der ADEM, wann ech mer déi do Saachen ukucken. Et si sécherlech net déi Aarbechtslos. Et ass e System, deen iwwregens och wahrscheinlech net funktionéiert. Dat wäerte mer nach gesinn, wa mer déi Chiffere virgeluecht kréien, déi versprach gi sinn. An et ass och déi Gesetzgebung, déi herno soll verlängert ginn. Ech wäert och do dergéint stëmmen.

Et ass symptomatesch, mengen ech - ech sinn awer net deen Eenzegen, deen dat hei seet -, fir déi Debatt, dass ouni Evaluatioun vun de Beschäftegungsmoossnamen a vun där gesamter Aarbechtspolitik hei déi Moossname verlängert ginn an och eng Reform vum Aarbechtsamt soll agefouert ginn. Ech begréissen zwar déi méi aktiv Démarche vun där neier Agence pour l'emploi a puncto Prospektioun a Formatioun. Mä do gi keng Absichtserklärungen duer, dofir muss se och Mëttele kréien.

An ech fannen, ganz interessant sinn déi Pisten, déi zum Beispill vun der Chambre des Salariés opgezeechent gi sinn um Niveau vun enger aktiver Interventioun beim Maintien dans l'emploi, vun enger Kontroll och vun de Licenciements économiques, déi net däerfen zu Abusë féieren. Ech wëll och an deem Kader un eis eege Proposition de loi erënneren, déi den Här Hoffmann hei erabruecht huet, iwwert d'Verhënnerung vu mëssbräichleche Kënnegungen. An ech mengen, déi soll endlech och vum Statsrot aviséiert ginn.

Et ass kloer, dass all Aarbechtsplaz, déi an engem Betrib ka gehale ginn, eng manner ass, déi muss traitéiert ginn um Niveau vum Aarbechtsamt. Deen ugekënnegten Débat iwwert de Chômage a sengem Gesamtkontext, mengen ech, an ech schléisse mech do anere Virriedner un, muss endlech gefouert ginn.

Mir begréissen awer contrairement zu deem, wat anerer hei gesot hunn, dass déi nei Agence weiderhi soll eng staatlech Verwaltung bleiwen an net ausgelagert soll ginn.

Mir sinn also d'accord - och wann d'Madame Loschetter virdru suggéréiert huet, déi Lénk wiere géint eng Reform vun der ADEM.

(Interruption)

Do si mer sécher dergéint!

(Interruption)

Mir sinn awer derfir, dass d'ADEM rationell a vill méi effektiv ka funktionéieren, laut hire Moyenen natierlech, déi een da muss kucken. Mä ech mengen, hei bleiwen Inhalt a Richtung vun där Reform weiderhin onbestëmmt respektiv bleiwen op der aler Schinn. An duerfir kënnegen ech och hei meng Enthalung zu deem Projet do un.

Mme la Présidente.- Merci, Här Urbany. Et sinn da keng weider Riedner agedroen. Dann huet d'Regierung elo d'Wuert.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*.- Madame Presidentin, ech wëll emol fir d'Éischt, wéi all meng Virriedner, dem Rapporteur Merci soe fir deen ëmfangräiche Rapport, deen effektiv dee laangen Historique mécht vun där Reform hei.

Et ass elo e puermol gesot ginn: D'Gesetz iwwert d'ADEM ass vun 1976, a mir haten eng Rei Etappen, wou effektiv déi Reform hei ugeduecht ginn ass, iwwer en éischten Audit an den 90er Joren an dann dee berühmtenen Audit vun der OCDE, deen, ech rappeléieren, dräi Saachen, fir mech wichteg Saache gesot huet: D'ADEM huet keng Mëttelen, d'ADEM huet net genuch Leit a si huet ze wéineg Plaz. Dat heescht, raimlech ass se extrem enk bemiess.

Ech mengen, déi dräi Punkten eleng, déi jo net schénge fir den Här Bauler besonnesch wichteg ze sinn, déi hu mer ganz schnell geléist. Mir hunn der ADEM méi Mëttele ginn. Mir hunn der ADEM méi Plaz ginn, an zwar op verschiddene Plazen, wou den Accès fir d'Demandeurs d'emploi a fir d'Entreprisë méi einfach ginn ass. A mir hunn hir besonnesch och méi Leit ginn. Dat just als Virbemierkung.

Mir sinn alleguer d'accord, datt vläicht déi Reform éischter hätt kënne kommen. Mä dat ass eng Diskussioun, déi net wichteg ass. Si ass elo do a si muss elo mat Liewe gefëllt ginn.

Ech ka mech nëmmen e bësse wonneren, datt ee vum Gesetz, vun engem Gesetz alles fuerdert, besonnesch, wann et sech ëm eng Administratioun oder ëm eng Institutioun oder eng Agence handelt. Et ass nëmmen e Kader. An ech kann absolut déi Formel, déi den Här Spautz gebraucht huet, vum Réibau iwwerhuelen. Et ass e Réibau, a mir mussen dee Réibau elo vu banne fëllen. Mir mussen déi richteg Miwwelen, déi richteg Tapéit a besonnesch déi richteg Bewunner, déi musse mer drakréien. Dir wësst, vu wat ech schwätzen. An dat ass den essenzielle Punkt: wéi mer déi Reform elo un d'Liewe kréien.

An dat ass awer amgaangen! Et ass net esou, datt mer elo op dat Gesetz gewaart hätten, d'Hänn an de Schouss geluecht hätten a gesot hätten: Ma elo stëmme mer emol schéi brav d'Gesetz an da kucke mer, wéi dat Gesetz implementéiert gëtt. Neen, déi Reform, déi ass amgaange säit dem éischte Moment, säitdeem, wou mer déi Reform ugepaakt hunn.

Ech wëll och e bësse korrigéieren, wat hei gesot ginn ass iwwer notamment déi Amendementer, déi a leschter Minutt do erakomm wieren an dee ganze Projet revolutionéiert hätten. Also, ech hunn..., an dat nëmmen, well mer eng Firma - MindForest, fir se net ze nennen - engagéiert hunn. Déi Agence, déi schafft scho bal, scho säit engem ganze Joer an der ADEM an ass amgaangen, d'Prozeduren effektiv unzepasse fir dat, wat jo jiddwereen hei fuerdert: den individuelle Suivi, déi individuell Betreiung, fir dat och richteg ze organiséieren.

Mä déi Amendementer hunn dee Projet hei iwwerhaapt net revolutionéiert. Si hu just e puer Korrekturen drabruecht. Duerfir kann ech mech heiansdo wonneren, wéi d'Leit hir Projeten oder d'Amendementsprojete liesen. Mä dat ass en Detail.

Wichteg ass natierlech och, datt mer déi Aarbecht vun der interner Reform zesumme mat där Agence weiderféieren. An dat ass och virgesinn! Well am Projet selwer ass en Artikel virgesinn, deen ons erlaabt, iwwert déi nächst zwielef Méint, a wann et muss sinn och méi laang, dee Reformprozess ze ënnerstëtzen, fir datt déi Reform hei e Succès gëtt. Well mir kënnen ons keen Échec - an hei sinn ech mat jiddwerengem d'accord! -, mir kënnen ons keen Échec erlaben. Den Enjeu ass ze grouss.

D'ADEM, jo, ass net d'Institutioun, déi Aarbechtsplaze kreéiert. Dat wësse mer alleguer. Dat ass eng Binsenwahrheit. Dat bräicht een eigentlech scho guer net méi ze rappeléieren. „It's the economy, stupid", wéi de Clinton gesot hat, déi d'Aarbechtsplaze schaaft. Et ass do, wou mer mussen derfir suergen effektiv, datt Aarbechtsplazen entstinn.

Mä déi entstinn! Et ass net esou, datt d'Lëtzebuerger Ekonomie an deene leschte Joren, souguer an deene leschte Méint keng Aarbechtsplaze kreéiert hätt! Ech krut de Mueren déi lescht Chifferen. An déi lescht Chiffere weisen, datt am August, iwwert d'Joer gekuckt, par rapport zum August vum Joer virdrun nach 3,3% méi Aarbechtsplazen hei zu Lëtzebuerg entstane sinn - an 3,3% Salariés-Aarbechtsplazen! Net, wéi ëmmer gesot gëtt, dat si lauter Fonctionnairen, déi geschafe ginn, well d'Kreatioun vun deenen Aarbechtsplaze läit nëmme bei 1,8%.

Dat heescht, de Secteur, deen Aarbechtsplaze schaaft a méi engem Beräich vu Konkurrenz, deen ass nach weider dynamesch. Mä do, wou et oft happert, dat ass, datt mer déi Aarbechtsplazen net ëmmer mat Leit besat kréien, déi hei am Chômage sinn. Okay, do läit en „gap". Do läit dee groussen Défi. An do ass natierlech eppes vun der ADEM erfuerdert.

Mä och - ech weess net, ob Dir et waart, deen dat gesot huet -, Dir kënnt net d'ADEM mat alle Missioune belaaschten. Ech hunn an engem Interview gelies, d'ADEM misst elo eng Fortbildungs- a Weiderbildungs- an ech weess net wat fir eng aner Bildungsinstitutioun ginn.

Jo, d'Instrument vun der Weiderbildung, vun der Fortbildung, vun der neier Orientéierung ass en essenziellt Stéck an der ADEM, mä d'ADEM ass net en neien CNFPC, ass net eng Institutioun Schoul. D'ADEM ass en Organ, en Instrument, fir d'Leit an déi richteg Richtung, wa muss weidergebilt ginn, wa muss fortgebilt ginn, ze orientéieren. Mä si selwer huet net d'Missioun, alles dat, wat an der Schoul verpasst ginn ass, ze kompenséieren a sech der Schoul praktesch ze substituéieren. Dat ass also wichteg.

Mä wat ass d'ADEM als Instrument nach? D'ADEM ass eigentlech fir ons, an enger ganz oppener Ekonomie, an engem Aarbechtsmaart, deen extrem oppen ass... A Gott sei Dank op ass, well soss hätte mer net dee Wuelstand, dee mer hei erreecht hunn, wann net déi 150.000 Leit all Dag bei ons géife schaffe kommen an derfir suergen, datt déi Ekonomie hei op esou engem héijen Niveau dréit an esou eng héich Produktivitéit huet an esou vill Räichtum fir ons alleguerten hei produzéiert - vläicht net fir ons alleguer, mä fir eng grouss Zuel - a fir e Sozialstat suergt, dee mer bis elo nach konnten an der Riicht halen.

Mä - mä! - d'ADEM muss ons trotz allem hëllefen, de Contrôle an d'Initiativ op onsem eegenen, wann een esou dierf soen, nationalen Aarbechtsmaart besser erëmzekréien. Do läit d'Missioun vun der ADEM, datt och déi Leit, déi Résidenten, déi hei am Chômage sinn, eng Chance hunn, op engem kompetitiven, konkurrenzstaarken Aarbechtsmaart eng Chance hunn, an d'Aarbechtsliewen eranzekommen.

A wann d'ADEM schwaach ass, wann d'ADEM net gutt funktionéiert, wann d'ADEM deene Leit net Méiglechkeeten offréiert, fir e Wee ze fannen, an d'Aarbecht zréckzekommen, da spillt natierlech dee berühmtene Marché. A mir wëssen, wéi dee Marché spillt!

Haut ass eng interessant Statistik erauskomm - et gëtt jo ëmmer gesot, mir hätten net vill Statistiken iwwert d'Aarbechtsliewen -, mä aus der Groussregioun, iwwert d'Grenzgänger. An do ass probéiert ginn, de Grenzgänger ze identifizéieren. Wien ass de Grenzgänger? Am éischte Saz steet, en ass männlech, en ass jonk, en ass vollzäitbeschäftegt an en ass iwwerduerchschnëttlech qualifizéiert.

Dat ass den Défi vun engem oppenen Aarbechtsmaart, dat doten, datt d'Leit eben an där Konkurrenzsituatioun stinn. An duerfir musse mer natierlech suergen, datt déi Leit, déi an de Chômage kommen, net offalen an net Laangzäitaarbechtsloser ginn, well d'Laangzäitaarbechtslosegkeet ass natierlech Gëft an heescht och - ech mengen, den Här Lux huet dat gesot -, heescht, datt aus der Aarbechtslosegkeet ganz oft eng Verlängerung an eng permanent Fragilitéit, eng permanent Précaritéit vun der Aarbechtslosegkeet gëtt.

Dat heescht, d'ADEM ass onst Instrument, fir d'Initiativ op onsem Aarbechtsmaart ze behalen, oder - besser gesot - ze verbesseren.

Nu wëll ech mech net laang ophale mat der Diskussioun: Établissement public oder net Établissement public? Ech mengen, dat ass scho laang gesot ginn. Dat, wat wichteg ass, dat ass, datt déi Leit, déi do schaffen, datt déi hir Aarbecht gutt maachen, datt déi Moyenë kréien, fir hir Aarbecht gutt ze maachen, datt se gutt ausgebilt ginn. An och hei gesäit d'Gesetz vir - an ech mengen, dat ass eng relativ Innovatioun, datt dat an engem Gesetz virgesinn ass -, datt déi Leit, déi an enger Administratioun beschäftegt sinn, musse weidergebilt ginn.

Natierlech spillt och do de Rekrutement eng Roll. Et gëllt net einfach ze soen, bon, aus dem Concours beim Stat huele mer de 27., 28. an den 29., déi schécke mer bei d'ADEM. Neen, net jiddwereen ass fir dee komplizéierten an haarde Métier vum Conseiller professionnel gemaach. Ech mengen, do muss ee kucken, datt déi Leit, déi déi Carrière choiséieren, och wierklech déi Viraussetzunge matbréngen an dann natierlech déi Formatioun kréien, zu Lëtzebuerg oder iergendwou anescht. Duerfir hu mer jo och déi Kooperatioune mat onsen Nopeschlänner, besonnesch mat den Agenturen an onsen Nopeschlänner, fir déi Kooperatioun ze maachen.

Also, mengen ech, ass déi Fro vum Établissement public net eng wesentlech Fro. Mä mir hu virgesinn, fir deenen dat ze rappeléieren, déi vläicht viru laanger Zäit dee Projet emol gelies hunn, datt mer a fënnef Joer - mä wann Der wëllt, kënne mer dat och an dräi Joer maachen - eng Evaluatioun maachen a kucken: Huet dee Kader hei seng Erwaardungen erfëllt, oder stellt sech effektiv d'Fro, datt mer dat awer changéieren, well effektiv eng Rei Problemer vläicht entstane sinn, déi mer haut nach net esou direkt gesinn?

Déi Méiglechkeet ass do, an ech géif och soen, déi ass scho praktesch am Projet ageschriwwen. Well wann... Ech si verwonnert, datt iwwert déi Commission de suivi esou vill Negatives gesot gëtt. Mä déi Commission de suivi, wann déi kritiséiert gëtt: Géif dann och an engem Établissement public kritiséiert ginn, wa mer e Conseil d'administration geschaf hätten? Géife mer dann och soen, dat wier e Conseil d'administration, deen e Waasserkapp géif duerstellen? Neen, dat géife mer net soen, well do zu engem Établissement public gehéiert e Conseil d'administration.

Da froen ech, firwat net bei enger grousser Administratioun, déi no beim Bierger, no bei hirem Client muss sinn, och dierf eng Commission de suivi sinn, déi, wéi den Här Spautz d'ailleurs gesot huet, eng tripartite Kompositioun huet, dat heescht, datt souwuel d'Patrone wéi d'Gewerkschaftler an esou enger Commission de suivi zesummekommen, fir ebe genau eng Evaluatioun ze maachen, fir Recommandatiounen ze maachen an, ech soen et ganz kloer, fir e gewëssene Contrôle op d'Direktioun vun der ADEM auszeüben.

Mir sinn also hei schonn amgaangen, u sech eppes ze maachen, wat vläicht net ganz klassesch ass, wat vläicht e bëssen déi e bësse konservativ Konzeptioun vun der Administratioun iwwerschreit. Mä ech mengen, hei gëllt et, innovativ ze sinn, hei gëtt also eng Richtung uginn, datt eben déi Administratioun net einfach kann als Administratioun funktionéieren, mä datt se weess, datt doriwwer d'Sozialpartner plus aner Ministèren, iwwregens och de Ministère vun der Économie sociale et solidaire, kucken, ob déi Missioune richteg ausgeübt ginn. Dat ass also fir mech e ganz wichtege Punkt, datt déi Commission de suivi, wa se composéiert ass, och e wichtege Rôle an der ADEM do spillt.

Elo gëtt geschwat vun dem Suivi individuel. Ech mengen, dee steet oft genuch am Projet. Mä de Suivi individuel, dee muss um Terrain stattfannen! Dee fënnt net am Projet statt, dee fënnt um Terrain statt. An dee fënnt statt, well d'Conseillers professionnels éischtens Zäit hunn; mir mussen also d'Zuelen nach weider reduzéieren, wou se sech mat Demandeurs d'emploi beschäftegen, a si brauchen eben eng méi komplett Orientatioun, méi eng komplett Form vun der Aarbecht.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

An do ass d'Instrument geschaf! Mir hunn eng Convention de collaboration, an déi Convention de collaboration, déi erlaabt précisément, den Demandeur d'emploi besser kennenzeléieren, all seng Facetten ze kucken an ze kucken: Wou si seng Schwächten, wou si seng Stäerkten, wou musse mer dat kompenséieren iwwer Formatiounen, déi e brauch, fir seng - obwuel ech dat Wuert net besonnesch gär hunn - Employabilitéit ze verbesseren an en esou op den Aarbechtsmaart zréckzebréngen?

Nun huelen ech eng aner Propositioun eraus, et ass déi vum Här Bauler, dee seet, ma mir hätte misse méi mat privaten Acteuren oder privaten Agencen zesummeschaffen. Och do, Här Bauler, hutt Der d'Gesetz net esou gelies, wéi ech eigentlech vun Iech dat erwaart hat.

(Brouhaha)

M. André Bauler *(DP).*- Ah sou!

Une voix.- Très bien!

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- Well mir hunn ons déi Moyenen am Gesetz ginn. Dat steet vläicht net op 24 Zeilen, mä et steet ganz kloer do, datt d'ADEM d'Méiglechkeet huet, mat privaten Entitéiten zesummenzeschaffen. Geschitt dat net elo schonn? Natierlech geschitt et elo schonn!

A wa vu Beschäftegungspolitik geschwat gëtt, wat ass da Beschäftegungspolitik? Dat ass e grousst Wuert. Mä Beschäftegungspolitik, déi deklinéiert sech an eng Kooperatioun mat deenen, déi, wéi Der richteg sot, d'Aarbechtsplaze schafen. Beschäftegungspolitik vun uewen erof kann net funktionéieren. Beschäftegungspolitik muss haaptsächlech mat deenen zesummen ausgeschafft ginn, wou d'Aarbechtsplaze geschaf ginn.

An dat si mer amgaangen ze maachen, wa mer dee Programm „Fit4Job" an de Finanzsecteur bruecht hunn, fir ze probéieren, e Maximum vu Leit, déi an deem Secteur hir Aarbechtsplaz verluer hunn, erëm zréck op eng Aarbechtsplaz ze bréngen. A mat engem reelle Succès, well mir sinn elo beim véierte Programm, an eng ganz Rei Leit hunn erëm eng Aarbechtsplaz am Finanzsecteur fonnt, well se zesumme mam Secteur evaluéiert gi sinn, hir Kompetenze gekuckt gi sinn, an natierlech zesumme mat der ADEM an dem Secteur d'Vermëttlung organiséiert ginn ass.

An dat, wat mer beim Finanzsecteur maachen, dat maache mer beim Commerce; dat leeft elo ufanks des Joers un. Ech hat virun e puer Deeg d'Horeca do, déi interesséiert ass, en ähnleche Projet ulafen ze loossen. D'Chambre des Métiers, mat där si mer amgaangen, fir ze kucken, wéi mer och d'Handwierk, wat jo ee vun deene Créateurs d'emplois nach hei zu Lëtzebuerg ass, wéi mer och do besser d'Leit kënnen an d'Handwierk orientéieren.

Dat ass konkret Beschäftegungspolitik, net iwwer grouss national Pläng iwwer Beschäftegung, mä konkret mat den Acteuren zesumme kucken: Wéi bréngе mer et fäerdeg, Leit, déi am Chômage sinn, jonk Leit, déi eng Aarbechtsplaz sichen, schnell an eng Beschäftegung ze kréien? Wat brauche se? Brauche se Formation complémentaire, da gi mer hinne se, awer déi muss och definéiert ginn, mat den Entreprisen, mat den Employeuren, fir datt se och wierklech et erlaabt, an eng Aarbechtsplaz eranzekommen.

Dat sinn also e puer Iwwerleeungen, déi ech hei wéilt maachen. E Punkt: Struktur a Kultur - jo natierlech, dat do ass d'Kultur, an op déi Kultur kënnt et un. An ech wëll do ee Wuert soen zu deem, wat den Här Spautz am Ufank gesot huet, dat ass de Management. An do, mengen ech, ass e groussen..., eppes, wat nach net ëmmer hei zu Lëtzebuerg ukomm ass.

Eng Administratioun heescht net, administréieren, eng Administratioun heescht och Management. An ech mengen, wa mer vu Réforme administrative schwätzen, dann heescht dat natierlech, dee Geescht vu Management, vun Organisatioun, vu Kommunikatioun, vun Transparenz, vun Écoute an d'Betriber, mä och an d'Administratiounen erabréngen. An ech mengen, dat ass effektiv ee groussen Défi, datt mer an deem Sënn d'ADEM ëmbauen an datt mer déi Reform mat de Leit fäerdegbréngen. Mir bréngen déi net géint d'Leit, déi an der ADEM schaffen, fäerdeg. Mir bréngе se nëmme mat de Leit, déi an der ADEM schaffen, fäerdeg. Dat ass dee reellen Défi.

Duerfir hu mer och déi Reform mat de Leit ugefaangen. Mir hunn - wa gesot gëtt, periodesch Réuniounen organiséiert -, natierlech hu mer periodesch Réuniounen, well d'Leit net sollen d'Gefill hunn, datt iwwer hir Käpp ewech décidéiert gëtt, mä datt muss probéiert ginn zesummen - mat all deene gudden Iddien, déi all déi Leit hunn, déi jorelaang an där ADEM schaffen, hiren Experienzen, hire Frustratiounen, hiren Déceptiounen, awer op déi eng Äntwert fonnt gëtt! -, datt mer do dee richtege Wee fannen, fir an déi richteg Richtung ze goen.

Eng lescht Remarque fir d'Orientatioun. Madame Loschetter, ech si verwonnert, datt Dir esou vill iwwert d'Absence vun Orientatioun geschwat hutt. Och do ass dat en Artikel, ech mengen, dee méi kloer net am Gesetz ka stoen. Dir hutt ugeprangert, datt misst zesummegeschafft ginn tëschent den Acteuren, besonnesch fir déi Jonk.

Mä Orientatioun ass net nëmmen eng Saach vun deene Jonken. Orientatioun gëtt och ëmmer méi eng Saach vu manner Jonken, vun all deene Leit, déi mussen hir Aarbechtsplaz änneren, déi hir Aarbechtsplaz verléieren, déi hir Qualifikatioun op eemol dévaloriséiert kréien, well se net méi gebraucht gëtt. Orientatioun ass eppes Breedes, wat net nëmmen déi Jonk ugeet, mä och Leit, déi schonn e bësse méi al sinn.

Den Artikel 622-18, dat ass relativ um Schluss vum Gesetz, dee seet ganz kloer, énuméréiert ganz kloer all déi Acteuren, déi mussen zesummebruecht ginn, a seet: «Cette collaboration peut être organisée dans le cadre d'une structure commune de l'orientation.». Eh bien, dës Structure commune de l'orientation wäerte mer, an Dir sidd häerzlech als Schäffe vun der Stad Lëtzebuerg, Sozialschäffen, agelueden...

M. le Président.- Här Minister, erlaabt Der, datt d'Madame Loschetter Iech eng Fro stellt?

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- Jo.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Merci. Ech weess, Här Minister, datt Dir elo gläich eppes aweit. Ech weess och, datt dee Saz am Artikel steet. Mä ons Kritik war eng ganz aner. Ons Kritik war: Mengt Dir - oder d'Fro, déi ech Iech stellen -, mengt Dir net, et wier sënnvoll gewiescht, Iech vläicht nach sechs Méint ze huelen an dann e Projet ze déposéieren, wou net nëmmen drasteet, datt Dir wëllt mat deenen zesummeschaffen? Oder wëllt Dir per Règlement grand-ducal elo iergendwéi de Modus definéieren, wéi en Arbeitsamt mat enger Maison de l'orientation an notamment och mat aneren Institutioune soll schaffen, déi vläicht anescht si wéi just d'Commission de suivi?

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- Ech si verwonnert: Dir hutt op där enger Säit gesot, d'Zäit, déi wier knapp a mir hätte schonn Zäit verpasst, fir déi Reform ze maachen - a mir sollten elo nach eemol sechs Méint huelen, fir ze kucken, wéi mer...

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Dir hat zwee Joer Zäit!

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- Neen, d'Maison de l'orientation, déi mécht op, wahrscheinlech am Februar oder am Mäerz. D'Modalitéiten, wéi do zesummegeschafft gëtt, déi si fixéiert, a mir brauchen duerfir net laang Gesetzer ze maachen. Mir sinn e Land, wat mengt, mir missten alles iwwer Gesetzer regelen. A mir brauche Joren, ier mer e Gesetz adoptéiert hunn!

Neen, ech mengen, wann et eng Maison de l'orientation gëtt, wou all d'Acteuren, Dir hutt se entre autres e bëssen alleguer genannt, ob dat elo d'ALJ ass, ob et de SPOS ass, ob dat de Service d'orientation vun der ADEM ass - ech hoffen, datt och d'Héichschoulservicer do matmaachen, de CEDIES -, wou déi sech regruppéieren an enger Maison de l'orientation. Duerfir, dee Wee, deen Dir opgezeechent hutt vun deem Jonken - dee vun der ALJ bei en anere Service iwwert d'Schoul net weess, wou en higeet -, dee weess da ganz genau, wou seng Adress ass a wou e richteg berode gëtt an net sechsmol dat nämlecht gesot kritt, mä eemol gesot kritt, wat säi Wee, säi méigleche Wee, no sengem eegene Choix natierlech, kéint sinn.

An déi Maison de l'orientation kënnt op d'Stäreplaz; d'Locatioun ass gemaach. Mir kënnen also ganz schnell démarréieren a mir brauchen net nach eng Kéier sechs Méint ze verléieren, fir déi Maison de l'orientation opzemaachen.

Voilà, ech mengen, de Service employeurs wollt ech awer nach kuerz uschneiden. Och do ass gesot ginn, d'ADEM misst e Guichet unique hu fir d'Employeuren. Mä genau dat ass et, wat mer am Text stoen hunn. An dat ass och amgaangen, en place gesat ze ginn. D'ADEM huet u sech - ech hunn dat Wuert, et ass gesot ginn, „Clienten" a priori net besonnesch gär; „Usageren", loosse mer emol et besser esou nennen - zwou Zorte vun Usageren: op där enger Säit den Employeur, ouni deen näischt geet, well ouni Offere kann déi descht ADEM kee vermëttelen, an natierlech den Demandeur d'emploi.

A fir den Employeur, fir déi Confiance ze gewannen, déi mer brauchen, fir aus der ADEM dat Instrument ze maachen, wat mer wëllen, riichte mer e Service employeurs an, wou d'Employeuren all Informatioune kréien, wou se geholl kréien, och fir hir eegen Offeren. Well oft sinn d'Offeren och net ganz prezis! Wa gesot gëtt, et gëtt dee Falschen dohinner geschéckt, dann ass dat och oft, well d'Offer net genügend definéiert ass a genügend preziséiert ass!

An e leschte Punkt ass - keen huet et gesot - den Délégué à la formation, d'Koordinatioun vun der Formatioun, d'Evaluatioun vun alle Programmer, déi et fir Formatioun gëtt. Well och do: D'Wuert magique „Formatioun" ass net eng Léisung fir alles - mir mussen och do mat enger gewëssener Prudenz drugoen! Ech mengen, dat, wat mer de Leit wëlle ginn, dat ass net „formation pour la formation", dat ass eng Qualitéitsformatioun, mat där se och kënnen an hirem zukünftege Beruffsliewen eppes ufänken. An duerfir ass d'Schafe vun engem Délégué à la formation virgesinn.

Ech mengen, dat ass en zentraalt Element vun enger moderner ADEM, an ech hoffen, datt alles dat zesummen an engem Geescht vu Kooperatioun tëschent deene verschiddenen Acteuren an der ADEM, mä awer och mat de Partner dobaussen, ons erlaabt, de Chômage hei zu Lëtzebuerg zréckzebréngen an effektiv, esou wéi ech dat virdru gesot hunn, d'Initiativ op onsem Aarbechtsmaart erëmzekréien.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Aarbechtsminister. Domadder wier d'Diskussioun ofgeschloss.

3. Ordre du jour

Mir kënnen am Moment net iwwert de Projet ofstëmmen, well mer e Problem mat eiser Ofstëmmungsmaschinn hunn. Mir mussen also de Vote méi spéit virhuelen.

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. le Président.- Ech wollt Iech och soen, datt mer d'Sitzung herno kuerz wäerten ënnerbriechen. Nodeems mer nach iwwert de Médiateur ofgestëmmt hunn an och nach nom Projet de loi iwwert d'Ännerung vum Code du travail maache mer eng kuerz Ennerbriechung, an um hallwer zwou geet d'Sitzung dann erëm virun.

4. Nomination d'un médiateur

Gutt, elo kéime mer dann zu eisem nächste Punkt: Sou wéi d'Artikelen 127 bis 131 vum Chambersreglement et festhalen, ass d'Chamber dozou opgeruff, haut de Moien e Médiateur ze bezeechnen. D'Lëscht vun de Kandidaten ass un d'Deputéiert verdeelt ginn, d'Désignatioun vum Médiateur erfollegt duerch eng Majoritéit vun deenen Deputéierten, déi präsent sinn.

D'Chambersreglement gesäit vir, datt d'Ofstëmmung geheim a perséinlech ass. Et däerf also net par procuration gestëmmt ginn. Dir sidd also gebieden, Iech fir eng Kandidatur um Stëmmziedel ze entscheeden.

Ech géif dann eis Huissiere bieden, d'Stëmmziedelen auszedeelen.

Vote secret

Sou! Ech maachen dann elo den Appel nominal, fir d'Stëmmziedelen anzesammelen.

Appel nominal

Den Här Adam, d'Madame Adehm, d'Madame Andrich-Duval, den Här Angel, d'Madame Arendt, den Här Bauler, den Här Bausch, den Här Berger, den Här Bettel, den Här Boden, den Här Bodry, d'Madame Brasseur, den Här Braz, den Här Clement, den Här Colombera, d'Madame Dall'Agnol, den Här Diederich, d'Madame Doerner, den Här Eicher, den Här Eischen, d'Madame Err, den Herr Etgen, den Här Fayot, d'Madame Frank, den Här Gibéryen, den Här Gira, den Här Gloden, den Här Haagen, den Här Haupert, den Här Helminger, den Här Henckes, den Här Kaes, den Här Kartheiser, den Här Klein, den Här Kox, den Här Lies, d'Madame Lorsché, d'Madame Loschetter, den Här Lux, den Här Meisch, d'Madame Mergen, den Här Meyers, ech selwer, d'Madame Mutsch, den Här Negri, den Här Oberweis, d'Madame Polfer, den Här Roth, den Här Schaaf, den Här Scheuer, d'Madame Scholtes, den Här Spautz, d'Madame Spautz, den Här Urbany, den Här Wagner, den Här Weber, den Här Weiler, den Här Weydert, den Här Wilmes an den Här Wolter.

Huet jiddweree säi Stëmmziedel ofginn?

(Assentiment)

Dat schéngt de Fall ze sinn.

Da gëtt d'Sitzung ënnerbrach.

(Suspension de la séance publique à 11.54 heures)

* * *

(Reprise de la séance publique à 12.00 heures)

D'Sitzung geet erëm weider.

D'Stëmmziedele si folgendermoossen opgedeelt: Total vun de Stëmmziedelen: 55. Domadder ass déi noutwendeg Majoritéit, esou wéi se am Gesetzestext virgesinn ass, 28. Déi Stëmme verdeele sech folgendermoossen: fir d'Madame Lydie Err: 44 Stëmmen, fir den Här Roy Reding: 3 Stëmmen, a wäiss Ziedelen: 8. D'Majoritéit ass also mat 28 Stëmmen - an also am Ganze 44 Stëmmen - fir d'Madame Lydie Err erreecht, esou datt si domadder als Médiateure gewielt ass.

(Applaudissements)

Meng Félicitatiounen un d'Madame Err. Mir wënschen hir bonne Chance fir hiert neit Mandat.

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 6374, enger Ofännerung vum Code du travail. D'Riedezäit ass hei nom Basismodell festgeluecht, an et hu sech ageschriwwen: déi Häre Wilmes a Bauler. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Roger Negri. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

5. 6374 - Projet de loi portant 1. modification de l'article L.211-11 du Code du Travail; 2. modification de la loi modifiée du 17 février 2009 portant 1. modification de l'article L.511-12 du Code du Travail; 2. dérogeant, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L.511-5, L.511-7 et L.511-12 du Code du Travail; 3. modification de la loi modifiée du 11 novembre 2009 portant 1. concernant certaines mesures temporaires visant à atténuer les effets de la crise économique sur l'emploi des jeunes; 2. modifiant certaines dispositions du Code du Travail

Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi

M. Roger Negri *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Finanzkris, d'Wirtschaftskris a steigende Chômage begleeden eis an dëse Méint permanent. De Projet de loi, iwwert dee mer haut ofstëmmen, proposéiert an dem Kontext vum Chômage eng Verlängerung vu verschiddene Moossname vum Aarbechtsrecht ëm e weidert Joer, bis zum 31. Dezember 2012. Spéitstens säit de Statec seng Note de conjoncture vum November 2011 publizéiert huet, wësse mer, dass eng Verbesserung vun de wirtschaftlechen Zuelen an domat eng Verbesserung vun den Zuelen um Aarbechtsmaart nach net a Siicht ass, mais bien au contraire.

De lëtzebuergeschen Aarbechtsmaart huet während dem zweeten Trimester 2011 leider nees eng Hausse vun der Aarbechtslosegkeet verzeechent a klëmmt mat sechs Prozent am Oktober dëst Joer op den Niveau vun 2010. Wann ee bedenkt, dass am Moment ronn 15.000 Leit op der Sich no enger Aarbecht sinn, an do sinn déi, déi zurzäit an enger Mesure sinn, net dragerechent, da gëtt ee sech dem Eescht vun der Situatioun voll bewosst.

De Projet de loi, iwwert dee mer haut ofstëmmen, dréit dëse besuergniserregende Previsioune Rechnung a verlängert dofir ëm ee weidert Joer folgend dräi Moossnamen, déi soss den 31. Dezember dëst Joer respektiv den 2. Januar 2012 auslafe géifen, an zwar: éischtens, d'Dispositioun iwwert d'Applikatioun vun der sougenannter Période de référence; zweetens,

d'Flexibiliséierung vun den Dispositioune vum Chômage partiel; an drëttens, d'Beschäftegungsmoossname géint de Jugendchômage.

Här President, déi éischt Mesure geet op d'Gesetz vum 24. Juli 2007 zréck, wou den Artikel 211-11 vum Code du Travail iwwert d'Période de travail an engem deementspriechende Plan d'organisation du travail, POT, bis den 1. Januar 2012 verlängert gouf an elo haut nach emol bis den 31. Dezember 2012.

D'Mesure vun enger Période de travail beinhalt, dass e Betrib, deen a Schwieregkeeten ass, d'Méiglechkeet kritt, während véier Wochen hannerenee seng Aarbechtszäiten esou flexibel ze gestalten, ouni awer d'Moyenne vun der 40-Stonnen-Woch insgesamt ze iwwerschreiden. Heifir muss de Betrib e Plan d'organisation du travail, POT, zesumme mat de Gewerkschaften, opstellen an och genehmege loossen.

D'Evaluatioun vun dëser Mesure sollt sengerzäit bis zum Zäitraum vum 31. Juli 2011 gemaach ginn, an dat gëtt haut och nach eemol am Gesetz réitéréiert. Dës éischt Mesure ass fir de Statsbudget käschtenneutral.

Déi zweet Mesure geet op d'Gesetz vum 17. Februar 2009 zréck an ännert d'Artikele 511-5, -7 an -12 am Code du Travail. Dëst war eng Krisemoossnam mat der konkreter Zilsetzung, d'Beschäftegung ze erhalen an deene Betriber, déi a konjunkturelle Problemer stiechen, duerch Kuerzaarbecht ënnert d'Äerm ze gräifen. Dës Moossnam huet also kloer gewisen, dass et eng Alternativ zu Entloossunge gëtt.

An de Joren 2008 an 2009 gouf et een enormen Ustuerm vu Betriber, déi gefrot hunn, „kuerz" ze schaffen. Den absolute Maximum war am Mee 2009 erreecht, wou net manner wéi 154 Betriber eng Ufro op Kuerzaarbecht gestallt hunn. Déi liicht wirtschaftlech Reprise um Enn vum Joer 2009 huet dann och zu enger Baisse vun den Ufroen op Kuerzaarbecht gefouert. Leider war dës Reprise nëmme vu kuerzer Dauer, a säit September vun dësem Joer ginn d'Ufroe fir Kuerzaarbecht nees an d'Luucht a louchen am Oktober 2011 bei 32, wouvun der 26 als favorabel aviséiert goufen.

Mat der Méiglechkeet vum Chômage partiel évitéiere mir nach méi eng grouss Unzuel un Aarbechtslosen a mir ginn de Betriber d'Chance, hir Aktivitéit, wann och an engem reduzéierte Mooss, weiderzeféieren. Dës zweet Mesure gëtt iwwert de Fonds pour l'emploi finanzéiert. Heibäi goufen 2009 61,5 Milliounen Euro, 2010 22 Milliounen Euro a bis den 1. Juni 2011 5,2 Milliounen ausbezuelt.

Déi drëtt Mesure verlängert d'Dispositioune vum Gesetz vum 11. November 2009 iwwert de Jugendchômage, mam Zil, de Jonken eng besser Chance um Aarbechtsmaart ze garantéieren.

Am Hierscht 2009 goufen dozou dräi Moossname gestëmmt:

Éischtens, de Contrat d'appui emploi, CAE, dee säit 2006 besteet a sech op den öffentleche Secteur an op Jonker ënner 30 Joer bezitt an elo op Jonker mat engem Diplom ausgedehnt gëtt. Do virdru war dëst just limitéiert op Leit ouni Qualifikatioun.

Déi zweet Mesure, de Contrat d'initiation à l'emploi, CIE, och 2006 agefouert, an dee sech un de Privatsecteur riicht, gouf ebenfalls och fir Jonker mat engem Diplom opgemaach. Dëse Stage soll duerch Sammele vun enger éischter Beruffserfahrung d'Chance op eng Festastellung eropschrauwen.

An dann drëttens, de Contrat d'initiation à l'emploi-expérience pratique, CIE-EP oder Praktikum genannt, deen 2009 nei agefouert gouf a sech un de Privatsecteur riicht a speziell u jonk Leit mat engem Diplom. Déi berufflech Erfahrung soll an hirem Diplom duerno och eng Plus-value fir si duerstellen.

Am Oktober dëst Joer waren 3.973 Jonker ënner 30 Joer als Demandeurs d'emploi bei der ADEM ageschriwwen. Den Taux louch bei 26,8% vun allen Demandeurs d'emploi. Dat ass zwar e liichte Réckgang par rapport zum leschte Joer, mä ass nach ëmmer vill ze vill héich.

Am Moment sinn 282 Jonker an engem CAE, 932 an engem CIE, an dovunner 194 an engem CIE-EP. Dat heescht, am Ganze profitéieren zurzäit 1.214 Jonker vun dëse Moossnamen. Kritiken, dass dës Moossname virun allem bëlleg Aarbechtskraaft fir Betriber schafen an dës dovunner profitéiere wäerten amplaz déi Jonk, sinn a rezenten Evaluatioune vum CEPS zum Deel widderluecht ginn.

Éischt positiv Resultater ginn et beim CIE, wat d'Ustellungen ugeet. En plus si keng Abusë vu Säite vun de Betriber festgestallt ginn. Eng komplett Evaluatioun vun all de Moossnamen ass awer wichteg. An am Numm vun der Kommissioun erwaarden ech mer, dass mer dëst am Laf vum nächste Joer virgeluecht kréien. Dës drëtt Mesure géint de Chômage des jeunes huet de Fonds pour l'emploi 2010 10,25 Milliounen Euro kascht an dëst Joer bis den 31. Oktober 2011 5,45 Milliounen.

Här President, fir um Aarbechtsmaart an dëse wirtschaftlech schwieregen Zäiten dem Chômage besser entgéint kënnen ze wierken, leeë mer Iech haut mat dësem Projet de loi dräi konkret Moossnamen am Aarbechtsrecht vir.

An domat ginn ech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Negri. Als nächste Riedner ass den Här Wilmes agedroen. Här Wilmes, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Serge Wilmes *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir d'Éischt dem Rapporteur Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport an Iech gläichzäiteg verroden, datt d'CSV-Fraktioun averstanen ass, fir déi gesetzlech Bestëmmunge vum Aarbechtsrecht, déi hei sollen ëm ee Joer verlängert ginn, datt dat soll geschéien, well fir eis ass dës Verlängerung einfach néideg, well se schliesslech jo och Mesuren um Liewen hält, déi et de Betriber a besonnesch deene Jonken erlaben, déi keng Plaz fannen, fir kënne méi einfach duerch déi dach schwéier wirtschaftlech Zäiten ze kommen.

Se ofzelehnen oder se net ze verlängeren heescht dann also och, fir déi negativ Konsequenzen, wat dat ze bedeiten hätt fir déi Betriber an déi Persounen, musse riichtzestoen.

De Jo vun der CSV ass allerdéngs kee blanne Jo, well mir sinn ons kloer an et ass eis bewosst, datt dës Mesuren net kënnen onendlech éiweg erëm temporär vu Joer zu Joer verlängert ginn, well se jo à la base ganz bewosst och nëmmen zäitlech begrenzt gi sinn.

Deemno stellt sech also och fir eis eng Kéier seriö d'Fro, wat mer mat deene Mesuren do maachen, ob mer eng Kéier eppes Definitives doraus maachen. Well als éiwege Provisorium kënne mer se schlecht bestoe loossen, dat schonn eleng wéinst juristesche Bedenken, déi de Statsrot jo och a sengem Avis zum Gesetzesprojet richteg formuléiert huet.

Fir allerdéngs kënnen ze wëssen, wat mer mat deene Bestëmmungen do solle maachen, ass et wichteg, fir datt mer emol fir d'Éischt eng seriö Analys op den Dësch leeën, a fir erauszefannen, wat dann iwwerhaapt déi Mesurë bruecht hunn, ob se effikass sinn um Terrain. Dat gëllt am Prinzip fir all déi Mesuren, iwwert déi mer haut hei schwätzen, mä ganz besonnesch fir déi Mesuren, déi déi jonk Chômeure betreffen. Well mir kënnen eis einfach net erlaben, fir all Joer weiderhin Honnerte vu Jonker ouni Perspektive lénks leien ze loossen.

Dofir ass jo och grad am Joer 2006 e groussen Effort gemaach ginn, wéi mer déi Beschäftegungsmesuren, déi scho bestanen hu fir déi jonk Chômeuren, op de Leescht geholl hunn a se verbessert hunn, andeems mer se op zwou reduzéiert hunn. An zwar op där enger Säit war dat dee Contrat d'appui emploi fir dee staatleche Beräich, op där anerer Säit de Contrat d'initiation à l'emploi fir de private Secteur. Geduecht waren déi Mesurë jo virun allem, fir et deene Jonken, déi keng Qualifikatioun hunn oder awer nëmmen eng ganz niddreg Qualifikatioun hunn, och ze erméiglechen, fir kënne besser um Aarbechtsmaart Fouss ze faassen.

2009 sinn dunn dës Mesurë wéinst der Kris och op déi Jonk, déi en Diplom hunn, ausgedehnt ginn, well och déi, hu mer festgestallt, Problemer haten, fir dee Moment eng Plaz ze fannen. An 2010 hu mer jo dunn décidéiert gehat, fir dës temporär Mesuren ëm e Joer ze verlängeren. Gläichzäiteg ass awer gesot ginn, datt mer onbedéngt missten eng Analys dovunner maachen, fir ze kucken, wat se um Terrain bruecht hunn.

Dat ass awer bis haut nach net geschitt. Dat soll dann d'nächst Joer nogeholl ginn. Elo kann een ebe soen, datt deen initial geplangtenen Zäitraum vläicht ze kuerz war. Mä esou oder esou ass et fir eis als CSV wichteg, datt dës Evaluatioun an deenen nächste Méint gemaach gëtt, an dat eben net nëmme fir dës temporär Mesuren, mä nach och eng Kéier fir den CIE an den CAE am Groussen a Ganzen. Well nëmmen esou kënne mer eis, wéi ech dat elo schonn zweemol gesot hunn, e konkret Bild maachen, wat mat deene Jonke wierklech do um Terrain och geschitt.

An hei ginn eis, Här President, och plakeg Zuelen, wéi vill Jonker dann elo bei engem Patron ënnerkomm sinn oder net, net einfach duer. Wichteg ass fir ons villméi, datt mer e Profil vun deene Jonke kréien, datt mer wëssen, wat genee mat hinnen an hirer Mesure gemaach ginn ass. Hu se eng Formatioun kritt, déi et hinnen erlaabt, fir méi séier eng geregelt Aarbechtsplaz ze fannen? Oder wat nach besser wier: Konnt ee se iwwerzeegen, och eng formell Qualifikatioun nozehuelen?

Well de Fait, fir eng Beschäftegung ze hunn, ass jo ganz gutt, fir nees kënnen an e geregelte Liewens- an Aarbechtsrhythmus ze kommen oder ze bleiwen, mä dat eleng geet awer net duer, fir deene Jonken eng Chance ze ginn, fir sech kënnen definitiv och um Aarbechtsmaart ze integréieren. Well Formatioun a Weiderbildung sinn och hei Schlësselelementer, ebe ganz besonnesch vun deene Mesuren, déi déi Jonk betreffen. An nëmmen, wann déi och konsequent ugebuede ginn, da gëtt och de Geescht vun deem Gesetz hei respektéiert.

Dobäi geet et awer fir eis hei net nëmmen ëm déi Vermëttlung vun deem formelle Wëssen, mä et geet och ëm d'Vermëttlung vu soziale Fäegkeeten, well et muss een nämlech wëssen, datt vill vun deene Jonken, déi keng Aarbechtsplaz fannen, well se d'Schoul ofgebrach hunn a se meeschtens och ouni Diplom verlooss hunn, dacks net nëmme schoulmidd sinn, mä eben och grouss Defiziter, zemools um Niveau vun deene sougenannte Sozialkompetenzen, hunn.

Dofir misste mer kucken, wéi mer deene Jonken iwwert de Wee vun de Beschäftegungsmesuren och kënnen déi dote Fäegkeete vermëttelen. Fir d'CSV géif sech hei besonnesch eben de Contrat d'appui emploi ubidden, well deen eng méi staark éducativ Vocatioun huet wéi den CIE, dee vill méi praktesch ausgeriicht ass. An esou wier et da vläicht interessant, wann den Éducatiounsministère sech géif mam Aarbechtsministère zesummesetzen, fir Méiglechkeeten ze schafen, wéi een dësem Zil och kéint gerecht ginn.

Eng Pist wier fir ons, fir zum Beispill do och Konscht a Sport als Outil fir d'Vermëttlung vun dëse Sozialkompetenzen anzesetzen, an dat grad, well dës Jonker, wéi ech virdru gesot hunn, ebe schoulmidd sinn a se net méi fir eng traditionell schoulesch Formatioun a Fro kommen. Et gëtt och do schonn eng Rei vun interessante Projeten, mä onofhängeg dovunner ass et fir eis awer décisiv, datt mer all déi Mesuren, vun deene mer haut ebe schwätzen, eng Kéier am Fong nokucken an oppen iwwer hir Finalitéit an Effikassitéit schwätzen.

Zum Schluss rappeléieren ech eben nach eng Kéier: D'CSV ass d'accord fir déi Verlängerung, mä ënnert der Bedéngung, datt se eng Kéier wierklech och op de Leescht geholl an eng Analys bis spéitstens Mëtt 2012 gemaach gëtt.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Wilmes. Als nächsten an als leschte Riedner ass den Här Bauler agedroen. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler *(DP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt dem Roger Negri en häerzleche Merci fir säin ausféierleche schréftlechen a mëndleche Rapport. Mat dem virleiende Gesetzesprojet gëtt e Package u Moossname gestëmmt, déi mir als DP awer net einfach esou matdroe kënnen. Engersäits si mir zwar nach eng Kéier d'accord am Kontext vun der Scholden- a Wirtschaftskris, Moossnamen ze ënnerstëtzen, mat deene Betriber gehollef kréien, déi duerch déi negativ konjunkturell Entwécklung vum Chômage partiel betraff sinn.

Ech bedaueren iwwregens, datt déi an der leschter Tripartite décidéiert Weiderbildungsprogrammer fir Salariéen, déi am Chômage partiel sinn, kaum ëmgesat goufen. Dat krute mer iwwregens vu Gewerkschaftssäit direkt bestätegt.

Anerersäits wëllt meng Fraktioun net, datt mer nach eng Kéier d'Moossnamen en faveur vun der Bekämpfung vun der Jugendaarbechtslosegkeet verlängeren. Mir haten eis eréischt virun engem Joer dergéint ausgeschwat, well mer mierken, datt dës Mesurë villfach net zum gewënschten Erfolleg féieren, a well mer der Iwwerzeegung sinn, datt ee bei der Jugendaarbechtslosegkeet den Hiewel grondsätzlech anescht muss usetzen, nämlech bei der Schoulpolitik, déi den Akzent besonnesch op eng systematesch Orientéierung leeë muss an déi den eenzelne Schüler wesentlech méi förderen a fuerdere muss.

Dëst gesot a well jo iwwert dës Moossnamen net separat ofgestëmmt soll ginn, wollt ech Iech matdeelen, datt meng Fraktioun sech bei dësem Text enthale wäert.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci. Dann huet nach d'Madame Loschetter d'Wuert gefrot.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Ech wëll just soen, datt déi gréng Fraktioun sech och wäert bei deem Projet enthalen. Déi Mesuren, déi aus dem Projet 5611 erausgewuess sinn, ech mengen, do hu mer ons genuch virdrun dozou geäussert. Mir enthalen eis awer, well mer vun deenen anere Mesuren awer mengen, datt déi vläicht kéinten nach e Joer Sënn maachen. An dofir wollte mer net dergéint stëmmen.

M. le Président.- Merci der Madame Loschetter. Da kritt nach den Här Aarbechtsminister Nicolas Schmit d'Wuert.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*.- Merci. Ech bleiwen hei, fir datt et nach méi séier geet.

Ech mengen, fir d'Éischt de Chômage partiel. Et ass gesot ginn: „Mir liewen an onsécheren Zäiten." Mir spieren och, datt de Chômage partiel erëm méi an d'Luucht geet, nodeems en drastesch gefall war. Et ass also wichteg, dat Instrument, wat ons erlaabt huet, ouni ze vill grouss Problemer mat ville Betriber iwwert d'Ronnen ze kommen, ouni massiv Licenciementer, mir brauchen dat Instrument och fir d'Zukunft, esou wéi et am Projet verlängert gëtt.

Fir déi Jonk. Ech géif soen, éischtens stelle mer fest, datt Lëtzebuerg awer net zu deene Länner gehéiert, wou de Chômage des jeunes dramatesch ass. Mir leie leider nëmmen op véierter Plaz an der Europäescher Unioun. Dat ass net gutt. All Jonken, deen eng Aarbecht sicht a keng Aarbecht fënnt, ass ee Jonken ze vill. An duerfir musse mer deene Jonken eng Garantie ginn.

An ech soen dat hei ganz kloer - an dat ass och eng Obligatioun fir d'ADEM, vu datt mer virdrun iwwert d'ADEM geschwat hunn -: All Jonke muss bannent véier Méint - an ech hoffen, dat op dräi Méint kënnen zréckzestufen - entweder an enger Aarbechtsplaz sinn oder an enger Mesure, wou en, wann de Besoin besteet, eng Formatioun kritt, oder erëm zréck an d'Schoul goen.

Dat ass eng Garantie, déi mer all Jonkem an dësem Land schëlleg sinn. Mir dierfe kee jonke Mënsch einfach op der Säit loossen, op der Streck loossen an u sech säi Liewenswee, seng professionell Carrière schonn am Ufank beandrächtegen. Ech mengen, dat ass eng Obligatioun, déi mer hunn.

An ech mengen, déi Mesuren hei, déi sinn natierlech net ideal. Déi droen awer derzou bäi, ville Jonken an dëser onsécherer Zäit, an dëser Zäit, wou d'Entreprisen hésitéieren, Leit anzestellen, eng Chance ze ginn. Et ass net eng Idealvirstellung. Fir mech ass och eng Idealvirstellung: All Jonke kënnt aus der Schoul a fënnt muer eng Aarbechtsplaz. Mä leider ass dat besonnesch an dëser Zäit net esou einfach.

Leschte Punkt: d'Evaluatioun. Natierlech musse mer evaluéieren, a mir hu jo och éischt Evaluatioune gemaach. Déi weisen:

éischtens, datt net Abus gemaach ginn ass mat deene Mesurë vu Säite vun den Entreprisen;

datt awer grosso modo een Drëttel vun deene Jonken, besonnesch beim CIE, eng Aarbecht direkt fënnt, an normalerweis an deem Betrib, wou e säin CIE gemaach huet;

datt den CAE Schwächten huet. Mä och déi Schwächte si mer amgaangen opzeschaffen. Mir gesinn elo ganz kloer am CIE e bessere Suivi fir eng Formatioun, esou wéi den Här Wilmes dat gesot huet, déi och op déi sozial Kompetenzen ausgeriicht ass, besonnesch fir déi Jonk, déi schwaach sinn, déi grouss Defiziter op deem Plang hunn. An natierlech och komplementär Formatiounen, fir d'Employabilitéit ze verbesseren.

Dat ass also eng ganz Démarche. Wa mer wëllen, datt deen CAE Sënn mécht, da brauche mer déi Démarche, well soss ass effektiv déi Mesure net méi utile.

D'Evaluatioun ass e schwieregen Exercice, well Dir musst jo beweisen, datt, wann dee Jonken déi Mesure net gehat hätt, en dann an enger Situatioun wier, déi entweder besser oder méi schlecht wier. A par Definitioun kënnt Der dat jo ganz schwiereg beweisen. Net mir eleng stinn an der Schwieregkeet, fir esou Démarchen ze maachen. Mä ech garantéieren Iech, datt et d'nächst Joer keng einfach Verlängerung wäert ginn oder eng Ofschafung, ouni eng detailléiert Analys vun deene Mesurë gemaach ze hunn.

Dat ass en Engagement, dat ech hei ganz kloer huelen. Ech mengen, mir mussen elo och… Duerch d'Onsécherheet vun der ekonomescher Situatioun wier et net responsabel, einfach opzehalen, mä mir brauchen Distanz. Well och déi Mesuren, déi si fir eng ganz Rei Leit nach net ausgelaf, well déi sinn 2009 ugefaangen a fir Verschiddener zwee Joer; déi lafen elo eréischt

aus. Déi Éischt, déi erakomm sinn, ganz oft, halen elo eréischt op oder hunn elo eréischt just opgehalen. Mä wann dat geschitt ass, da wäerte mer déi Évaluation qualitative, esou wéi se genannt gëtt, absolut maachen.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Aarbechtsminister.

Domadder wiere mer um Enn vun dëser Diskussioun. Ech géif Iech elo nach eng Kéier proposéieren, datt mer Punkt eng Auer erëm virufuere mat eisen Debatten. Um eng Auer gëtt och direkt ofgestëmmt iwwert déi zwee Projeten, iwwert déi mer de Moien net konnten ofstëmmen.

Domadder wier elo emol d'Sitzung bis eng Auer ënnerbrach.

Ech soen Iech Merci.

La séance est suspendue à 12.21 heures.

* * *

La séance est reprise à 13.04 heures.

D'Sitzung ass op.

Ech géif Iech proposéieren, datt mer direkt géifen ufänke mat deem éischte Projet de loi, nämlech deen iwwert den Affekoteberuff. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: déi Häre Bettel, Bodry, Braz an Henckes. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

6. 5660B - Projet de loi concernant l'exercice de la profession d'avocat sous forme d'une personne morale et modifiant

1. la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;

2. les articles 2273 et 2276 du Code civil

Rapport de la Commission juridique

M. Gilles Roth *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, de Gesetzesprojet 5660B mécht eng Rei Ännerungen um Affekotegesetz.

Haaptännerung ass déi: D'Affekote kënnen an Zukunft hire Beruff ënnert der Form vun enger kommerzieller Gesellschaft ausüben.

Et ginn deemno an Zukunft dräi Formen, ënnert där een Affekot kann exercéieren: éischtens als eleng schaffenden Affekot; zweetens als Member vun enger Affekotenassociatioun, oder drëtt Méiglechkeet, an dat ass nei, am Kader vun enger Affekotegesellschaft.

Den Ënnerscheed tëschent enger Affekotegesellschaft an enger Associatioun ass deen, dass d'Gesellschaft eng eege juristesch Personalitéit huet an och als solch an Zukunft um Barreau agedroe gëtt.

Dorauser ergi sech natierlech eng Rei vu Froen.

Éischtens: Firwat iwwerhaapt eng Affekotegesellschaft?

Mä dat gëtt et schonns am Ausland an och an eisen Nopeschlänner. De Choix, fir e sougenannte liberale Beruff ënnert der Form vun enger Gesellschaft auszeüben, ass och hei am Land net nei. Dat gëtt et schonns fir d'Architekten, d'Ingenieuren, d'Réviseurs d'entreprises an d'Experts-comptables.

De Bedarf, fir eng Affekotegesellschaft ze schafen, kënnt virun allem vu groussen Affekotenétuden hei am Land, déi oft vernetzt mat auslännesche Confrèren zesummeschaffen.

(Brouhaha)

M. le Président.- Ech bieden Iech, dem Här Rapporteur nozelauschteren!

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV), rapporteur.*- Wat ass dann elo d'Form vun esou enger Affekotegesellschaft?

Mä si musse sech als kommerziell Gesellschaft gemäß dem allgemenge Lëtzebuerger Gesellschaftsrecht opstellen. Dat kann also eng Persounegesellschaft sinn oder eng Kapitalgesellschaft wéi eng Société anonyme oder souguer eng S.à r.l. Och eng sougenannten „Société unipersonnelle", also eng Eepersounegesellschaft ass méiglech.

D'Form vun der Affekotegesellschaft ass kommerziell. Hire Gesellschaftszweck ass awer zivil. Dat heescht also, dass d'Affekote keng Geschäftsleit ginn, am gesetzleche Sënn vum Wuert. D'Gesetz gesäit nämlech ausdrécklech vir, dass een Affekot net zugläich ka Gérant vun engem Geschäfts-, Handwierks- oder Industriebetrib ka ginn.

Hie kann och net gläichzäiteg Assurancenagent spille respektiv Finanzdéngschtleeschtunge maachen, wéi e sougenannte PSF.

Een Affekot kann awer weiderhi Member an engem Verwaltungsrot sinn. Hie kann och Gesellschafte bei sech domiciliéieren.

Wéi ass et dann elo mat de Steieren, déi eng Affekotegesellschaft muss bezuelen?

Eng Affekotegesellschaft muss Betribssteier an och Gewerbesteier bezuelen. Si kann also net Wénkelaffekot spillen a soen, well si een zivile Gesellschaftszweck hätt, wier si vun der Gewerbesteier befreit.

D'Artikelen 2 aus dem Gewerbesteiergesetz respektiv 159 an 162 aus dem Akommessteiergesetz regelen dat. Ech soen dat hei däitlech, well et den ausdréckleche Wëlle vun dem Gesetzgeber ass, fir d'Affekoten hei keng Extrawurscht ze broden. Och Architekten, déi ënner enger Gesellschaft schaffen, bezuele Gewerbesteier. Iwwregens huet de Barreau dës Liesaart vun der Commission juridique esou och novollzunn. Si ass am schréftleche Rapport däitlech detailléiert.

Véiert Fro ass déi: Wat sinn dann elo déi konkret Ufuerderungen un eng Affekotegesellschaft?

Majo, si muss sech formell op dem Barreau als solch aschreiwen. Si muss all Beruffsufuerderungen erfëllen, déi och en eenzelnen Affekot muss hunn. Dat heescht, dass nëmmen Affekote kënnen Associéën an enger Affekotenétude sinn.

Et geet also net, dass zum Beispill e räiche Geschäftsmann géif esou eng Étude féieren. An den Exekutivorganer vun der Affekotegesellschaft däerfen och nëmmen Affekote sëtzen, mä net zum Beispill e Réviseur d'entreprises. Hei spillt d'Eenheet vun dem Beruff. Et gëtt keng berufflech iwwergräifend Multidisziplinaritéit.

Eng Affekotegesellschaft kann e sougenannten Acte d'avoué maachen. Zum Beispill Zivilakte wéi Scheedungen, eng Affär um Verwaltungsgeriicht oder Cassatioun. D'Gesellschaft brauch awer duerfir als Associé een Avocat à la Cour vun der Lëscht 1 vum Barreau, deen eng sougenannten Influence significative an der Gesellschaft huet. Op Lëtzebuergesch heescht dat, du muss eppes ze soen hunn. Et däerf also kee Stréimann sinn.

Eng Affekotegesellschaft kann och a Faillite erkläert ginn, grad wéi eng aner kommerziell Gesellschaft. D'Iwwerdroe vun de Gesellschaftsparten tëschent den Associéën, déi muss an de Statute vun der Gesellschaft geregelt ginn. Dat ass wichteg, well jo nëmme Leit, déi Affekot sinn, kënnen Associé vun enger Affekotegesellschaft sinn. Dass et do emol zu Reiwereien oder, fir et fein ze soen, zu ënnerschiddleche Vuë ka kommen tëschent den Ierwe vun engem verstuerwenen Associé an deenen anere Partneren, dat däerft och an Affekotekreesser deemnächst net ausbleiwen. De Gesetzesprojet regelt dat selwer net, mä verweist, wéi virdru gesot, op d'Statuten.

Fënneft Fro ass déi: Wéi steet et dann elo mat der Verantwortung vun enger Affekotegesellschaft?

Mä déi ass duerch déi üblech Regelen, déi sougenannten Droits communs vun dem Gesellschaftsrecht geregelt. Wann en Affekot e Beruffsfeeler mécht, zum Beispill en Délai d'appel verluppt, dann ass dat d'Affekotegesellschaft, déi derfir haftbar ass vis-à-vis vun dem Client.

D'Affekotegesellschaft fält mat dem Aschreiwen um Barreau automatesch ënnert d'Gemeinschaftsversécherung vun dem Barreau, déi bis zwou an eng halef Millioun Euro pro Sinister geet. Individuell Beruffsversécherungen, déi doriwwer erausginn, sinn natierlech méiglech. De Client huet op deem Punkt also keen Nodeel doduerch, dass e vun enger Affekotegesellschaft vertruede gëtt.

Sechst Fro ass déi: Wéi steet et dann elo mat den auslänneschen Affekotenétuden?

Mä déi kënne sech och als solch um Barreau hei zu Lëtzebuerg oder zu Dikrech aschreiwen. Si mussen awer an hirem Ursprongsland als Affekot zougelooss sinn. Si mussen och hei am Land déi Konditioun erfëllen, déi bei engem auslänneschen Affekot spillen, dee sech als Eenzelpersoun op dem Barreau aschreift. Eng däitsch Steierberodungsgesellschaft ka sech net um Lëtzebuerger Barreau als Affekot androen. Dat geet jo iwwregens och net zum Beispill fir eng Lëtzebuerger Fiduciaire.

Siwent Fro: Wou kann dann elo een Affekot oder eng Affekotegesellschaft sech etabléieren?

Och dat ass nei. An zwar an Zukunft am ganze Land. Bis elo konnt en Affekot nëmmen an der Stad, zu Dikrech oder zu Esch sech etabléieren. Mat dësem Gesetzesprojet kann een dat an Zukunft am ganze Land maachen. Een Affekot kann also zum Beispill seng Étude zu Diddeleng, zu Miersch oder op der Musel hunn. Eng Affekotegesellschaft dann, déi ka sech och souguer an enger Zone d'activités néierloossen.

Den Affekot oder d'Affekotegesellschaft ass op deem Barreau registréiert vun dem Geriichtsbezierk, wou de Cabinet etabléiert ass. Zum Beispill eng Affekotenétude zu Réiser, déi kann net um Barreau zu Dikrech ageschriwwe ginn.

Een Affekot kann och nëmme Member an enger Affekotegesellschaft sinn. Hie kéint awer zum Beispill als eleng schaffenden Affekot zu Dikrech sinn a Member vun enger Affekotegesellschaft hei an der Stad.

Aacht Fro: Wat gëtt dann nach an dem Gesetzesprojet geregelt?

Mä et ginn nach eng Rei vu Prezisiounen iwwert den Oflaf vun der Generalversammlung vum Barreau, well mir de Moment - nu lauschtert gutt! - 1.700 Affekoten zu Lëtzebuerg hunn an déi aktuell Regele fir den Oflaf vun der Assemblée générale vun dem Barreau dëser grousser Zuel net méi ugepasst ass.

Et ginn och nach eng Rei Upassungen am Disziplinarverfahre géint een Affekot, fir deem Rechnung ze droen, dass zukünfteg de Beruff och als Member vun enger Affekotegesellschaft kann ausgeübt ginn. Zum Beispill wann een individuellt Verfeele vun engem Affekot virläit, bedeit dat net automatesch eng Disziplinarstrof géint d'Affekotegesellschaft, wou ee Member ass.

Néngt a lescht Fro zu dem Projet: Firwat huet et da bal fënnef Joer gedauert, dass dëse Projet zur Ofstëmmung kënnt?

Mä well et en däregen Dossier ass. Et gouf een urspréngleche Projet vun der Regierung schonns am Abrëll 2007. Dëse Projet gouf e puermol amendéiert vun der Commission juridique, well ee wollt eng sougenannte Société d'exercice libéral schafen, déi sech dann op méi Fräiberuffler, zum Beispill d'Architekten, d'Ingénieur-conseilen, d'Experts-comptables an d'Réviseurs d'entreprises géif applizéieren.

Schlussendlech hu mir awer dovun ofgesinn, fir der Spezifissitéit vun dem Affekoteberuff hei besser Rechnung ze droen. De Statsrot, deen ass och duerfir net ganz zefridde mat der Orientéierung vun dem Gesetzesprojet, wéi se elo no x Amendementer virläit. Mä et gëtt, an dat soen ech kloer an däitlech, awer keng Opposition formelle.

Elo hu sech awer am Kontext vun der Analys vum Gesetzesprojet nach eng Rei Froe gestallt, wou de Minister och gär gehat hätt, dass dat an der Plénière hei géif abordéiert ginn. Et sinn zwou prinzipiell Froen, déi an deem Kontext weiderhin opbleiwen.

Déi éischt Fro ass déi, ob ee sollt wéi am angelsächsesche Recht, Här Bettel, eng Kéier eng Differenz maachen tëschent engem sougenannten Avocat plaideur an engem Avocat conseil.

De Barreau plädéiert fir d'Unicitéit vun dem Beruff, well e keng esou eng Trennung wëllt. An der Commission juridique, do ginn d'Froen, d'Vuen iwwert déi Fro awer auserneen. Verschidde Membere mengen, net zulescht wéinst den néidege Sproochkenntnisser wier eng Opdeelung tëschent den Affekoten, déi plädéiere ginn, an engem reng berodenden Affekot am Sënn vun der Interessevertriedung vun dem Client.

Eng weider a vill méi quokeleg Fro, dat ass déi vun den néidege Sproochkenntnisser, déi en Affekot muss hunn. En Affekot muss hei zu Lëtzebuerg déi dräi administrativ Sproochen, nämlech Däitsch, Franséisch a Lëtzebuergesch kënnen.

Enn November 2011, also virun engem knappe Mount, ass awer eng sougenannte Procédure d'infraction vun der Europäescher Kommissioun géint eist Land ulafe gelooss ginn, wéinst den Ufuerderungen, déi mir um Niveau vun de Sproochkenntnisser fir en Affekot stellen. Ursaach ass eng Reklamatioun vun engem europäeschen Affekot - et war e Spuenier -, deen dräi Joer hei als Affekot geschafft huet, mä de Sproochentest am Däitschen an am Lëtzebuergeschen net bestanen huet.

D'Europäesch Kommissioun, déi ass der Meenung, dass d'Exigenz vun der Kenntnis vun deenen dräi Sproochen net verhältnisméisseg wier. Den Affekot, deen hätt jo bewisen, dass e während dräi Joer hei um Barreau als Affekot geschafft hätt. E groussen Deel vun den Aktivitéite vun engem Affekot kéint, der Kommissioun no, ee maachen ouni Lëtzebuergesch oder Däitsch ze kënnen.

De Règlement d'ordre intérieur vun dem Affekotebarreau, dee géif, der Kommissioun no, och engem Affekot verbidden, Affären unzehuelen, wou en net déi néideg Kompetenzen a Fachkenntnisser hätt.

Drëtt Argument vun der Kommissioun, d'Franséisch, dat wier jo och déi offiziell Sprooch vun eisem Journal officiel oder dem Mémorial.

D'Europäesch Kommissioun, déi kënnt deemno zur Konklusioun, dass en Affekot, deen nëmme Franséisch géif schwätzen an och Sproochkenntnisser hätt, zumindest deelweis als Affekot hei am Land misst kënne schaffen. An d'Affekotegesetz misst, der Kommissioun no, dahingehend geännert ginn, fir och Affekoten den Zougank zum Beruff ze erméiglechen, déi net déi dräi offiziell Sprooche géife beherrschen, quitte dass si nëmmen an deene Beräicher da géife schaffen, wou hir Sproochkenntnisser duerginn, soss géif Lëtzebuerg géint EU-Recht verstoussen.

D'Regierung huet Zäit eigentlech bis Enn dëst Joer, fir hir Observatiounen zu där Fro op Bréissel ze schécken. D'Justizkommissioun huet de Barreau an de Minister zu där Prozedur héieren. De Barreau ass der Meenung, dass am Sënn vun enger gudder Vertriedung vun dem Client déi dräi Sproochen, also Lëtzebuergesch, Däitsch a Franséisch néideg sinn, dat net zulescht opgrond vun de Particularitéite vun eiser Justiz.

Zum Beispill Protokoller vu Polizeiautoritéite sinn an der Regel op Däitsch formuléiert; Clientë bei der Justice de paix, déi kënne sech op Däitsch, Franséisch oder Lëtzebuergesch ausdrécken; d'Verhéier, d'Comparution des parties an esou weider sinn eng Rei vun Argumenter, wou de Barreau seet, do muss een also déi dräi Sproochen, administrativ Sproochen hei aus dem Land kennen.

De Barreau vertrëtt also och hei d'Unicitéit vun dem Affekoteberuff an ass deemno net der Meenung, dass zum Beispill een Affekot, deen nëmme Berodung mécht, net misst déi dräi Sprooche beherrschen.

An der Justizkommissioun hunn d'Membere sech fir d'Bäibehale vun de Sproochkenntnisser Däitsch, Franséisch a Lëtzebuergesch ausgeschwat. Et gouf d'Fro vun den eventuelle finanzielle Konsequenzen opgeworf, am Fall wou déi Lëtzebuerger Argumentatioun net géif vu Bréissel oder dem Europäesche Geriichtshaff eventuell herno unerkannt ginn.

Här President, Dir gesitt also, dass mir zum Schluss vum Joer net déi einfachste Gesetzesprojeten haut nach op der Lee hunn. Nawell gouf de schréftleche Rapport zu dem Affekotegesetz vun der Commission juridique ugeholl a si recommandéiert och, dëse Gesetzesprojet ze stëmmen.

Ech gi fir mäin Deel d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Rapporteur Gilles Roth. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Xavier Bettel agedroen. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Xavier Bettel *(DP).*- Merci, Här President. Ech mengen, den Här Roth huet schonn alles gesot, och dofir e grousse Merci. Mä et si just zwee kleng Punkten, wou ech drop agoe wollt.

Deen éischten ass, wéi gesot ginn ass, et muss een elo net méi als Affekot zu Dikrech, zu Esch oder an der Stad wunnen. Ech muss soen, dass dat och wichteg ass, well ganz vill Étudë sinn a Wunnquartieren am Moment etabléiert an och an Haiser, déi net dofir geduecht sinn an net konnten op aner Plaze sech installéiere goen, wéi dat awer elo de Fall wäert sinn, wann déi Gesetzgebung elo geännert gëtt. An ech mengen, dat ass en Avantage, dee selbstverständlech och grouss ass fir déi dräi Stied, déi concernéiert sinn.

Et ass och gesot gi vun der Sprooch, ech mengen, an deem heite Kontext, dat war eng Informatioun, déi mer vum Justizminister kritt hunn. Ech wëll net verheemlechen, dass de Barreau eng Positioun hat, d'Kommissioun eng Positioun hat, an dass ech, ech menge viru sechs oder siwe Joer, scho gesot hunn, dass mer de Risiko eng Kéier géife kréien an dass e System vun „barrister" an „solicitor", dat heescht vun deem, deen de Conseil mécht, an deem, dee plädéiere geet, vläicht eng Optioun wier.

Ech versti fir d'Professioun, dass et bestëmmt net wënschenswäert ass, fir de Beruff auserneenzerappen, dat heescht, dass ee géif zwou verschidde Carrièrë maachen. Ech gesinn awer, ech hunn Angscht awer, an ech wier och frou, wann de Minister mer kéint do vläicht e puer

Informatioune ginn, ob mer net riskéieren awer condamnéiert ze ginn, wa mer do näischt änneren. Och dat, wat mer elo haut décidéieren a wat mer haut diskutéieren - ob dat duergeet? Ech zweifelen drun.

An ech weess jo och, dass, ebe wéinst deene Leit, déi Conseil maachen, ëmmer d'Revendicatioun kënnt, dass se mengen, dass d'Lëtzebuerger Sprooch net misst sinn, dass souwisou do alles op Englesch géif goen. Dat heescht, wann een de System géif vum Plaideur a vum Conseiller maachen, kann een, an dat soll ee jo och selbstverständlech soen, dass een déi zwee ka maachen. En Affekot ka Plaideur sinn, e kann och Conseil maachen, e kann déi zwee maachen. Oder e ka just dat eent maachen, de Conseil, an deem en dann d'Lëtzebuerger Sprooch net misst beherrschen. Vläicht wier dat eng Pist, déi ech scho virun e puer Joer gesot hunn, déi méiglech wier, fir ze évitéieren, vun der Kommissioun elo condamnéiert ze ginn.

Mä, wéi gesot, regelméisseg um Geriicht kënnt et vir, dass virun allem a penal Affären oder Justice de paix de Polizist, d'Zeien op Lëtzebuergesch plädéieren a verschidde Confrèren oder Conseilleren awer der Lëtzebuerger Sprooch net mächteg sinn oder de Client se dann net versteet. An de Barreau mécht dowéinst scho ganz vill Efforten, fir dass d'Lëtzebuerger Sprooch och enseignéiert gëtt an och intus ass bei de Confrèren a Conseilleren.

Ech mengen, dass et wierklech wichteg ass hei an deem Land, dass och um Geriicht eis dräi Sprooche benotzt kënne ginn. An do gehéiert och d'Lëtzebuerger Sprooch derzou. Ech géif et schued fannen, wa mer an Zukunft net méi däerften déi Lëtzebuerger Sprooch op de Geriichter benotzen.

Mä, wéi gesot, dat ass fir déi, déi plädéiere ginn. Fir déi aner hunn ech lech gesot, wat d'Haltung vun eiser Säit ass. Mä mir géifen et och selbstverständlech schued fannen, wann de Beruff géif auserneegerappt ginn. Mä vläicht komme mer net derlaansicht, fir jiddefalls esou eng Konditioun ze maache wéi dat eent, dat anert oder déi zwee mateneen ze maachen.

Zu deem dote Projet de loi wäerte mir och eisen Accord bréngen, Här President.

M. le Président.- Merci dem Här Bettel. Als nächste Riedner ass den Här Bodry agedroen. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech bréngen och gär den Accord vun eiser Fraktioun zu dësem Projet hei eran. E Projet, deen, mengen ech, an der Linn ass vun enger Entwécklung, déi sech iwwert déi lescht Jorzéngten eigentlech beschleunegt huet. D'Mondialiséierung huet natierlech och virum Affekoteberuff net haltgemaach, an dee Schratt, zu deem mer 1991 beim Affekotegesetz nach net bereet waren, dee gëtt eigentlech elo hei zu Lëtzebuerg novollzunn, mat engem gewëssene Retard op eis Nopeschlänner, déi déi Reforme scho virun enger Rei vu Joren duerchgezunn hunn: also haaptsächlech d'Méiglechkeet, fir eng gewësse Fräiheet eigentlech den Affekoten ze ginn, fir sech zesummenzedinn a Gesellschaften.

Haut kënne se dat jo maachen iwwert de Wee vun engem Kontrakt, wou se sech civilement eigentlech bannen. An Zukunft kënne se iergendeng Form och vun enger Handelsgesellschaft huelen, fir dat ze maachen. Dobäi si mer zum Deel méi liberal wéi dat eenzel aner Länner sinn. Also hei gëtt eng grouss Ouverture eigentlech fir Méiglechkeeten opgemaach, wat, mengen ech, fir notamment eng international Finanzplaz net aussergewéinlech ass, dass mer deen dote Schratt ginn.

Eng Suerg, déi mir haten an den Aarbechte vun der Kommissioun, ass, dass duerch de Fait, dass Affekoten elo net méi als Personne physique eigentlech och virum Client haftbar sinn, also a Form vun enger Gesellschaft dat maache mat beschränkter Haftung - dat ass jo eigentlech och eng vun den Ursaachen, firwat am Commerce jo d'Form vun enger Gesellschaft gewielt gëtt, fir d'Haftung ze beschränken -, dass dat awer net, géif ech soen, au détriment vum normale Client geet; loosse mer dat soen.

An ech mengen, déi Suergen, déi mer do haten - de Rapporteur war jo esou komplett, fir och dorobber hinzeweisen -, sinn am Fong ewechgewëscht doduerjer, dass mer hei zu Lëtzebuerg de System ebe vun enger Assurance hunn, deen awer op engem relativ héije Montant - 2,5 Millioune pro Sinister - eng Assurance bitt, sou dass mir dovunner ausginn, dass domadder, géif ech soen, fir de groussen Deel vun den Affären awer d'Garantië fir d'Leit do sinn, dass den Haftungssystem, deen elo hei duerch Gesellschaften entsteet, dass deen net au détriment geet vun deenen eenzelnen individuelle Clienten.

Dann e Wuert nach vläicht zu deenen zwou prinzipielle Froen, déi opgeworf gi sinn, déi mer awer net ausdiskutéiert hunn, wou ech also och nëmme kann, géif ech soen, à ce stade en allgemengt Gefill vun der LSAP-Fraktioun ausdeelen (veuillez lire: ausdrécken). Et ass déi Affär vun der Spléckung eigentlech vum Affekoteberuff, nom angelsächsesche Modell, an en Avocat plaideur an en Avocat conseil.

Mir gesinn eigentlech keen zwéngende Grond, fir den aktuelle System ze änneren. Et kann een ëmmer diskutéieren. Et gëtt sécherlech och Avantagen an engem neie System. Mä ech mengen, mir hunn e System, deen historesch gewuess ass, a mir gesinn à ce stade keng, géif ech soen, esou schlagend Argumenter, déi eis géifen iwwerzeegen, elo e Sprong an d'Ongewëss ze maachen, an e komplett neie System eranzegoen, sou dass mir à ce stade éischter der Meenung sinn, déi och de Barreau ausgedréckt huet, fir eigentlech um aktuelle System vun der Unicitéit vum Affekoteberuff näischt hei zu Lëtzebuerg ze änneren.

En zweete Punkt, deen zum Schluss diskutéiert ginn ass opgrond, wéi gesot, och vu Prozesser, déi géint Lëtzebuerg ugestrengt gi sinn, ass dee vun der Sproocheklausel, déi mer haut an eiser Gesetzgebung hunn. Mir sinn der Meenung, dass een déi sollt bäibehale fir de Moment, well mer u sech prinzipiell et wichteg fannen - duerch déi Particularitéit vun eisem juristesche System och virun de Geriichter haaptsächlech -, dass een déi dräi Sprooche Franséisch, Däitsch a Lëtzebuergesch beherrscht, fir am Fong kënnen eigentlech säi Beruff auszeüben an alle méiglechen Affären.

Mir soen awer och - mir maachen eis awer do näischt vir -, mir wëssen, dass déi Argumentatioun do wäert Schwieregkeeten hunn, Bestand ze hu virun de kriteschen Ae vum Europäesche Geriichtshaff, wann et sollt dozou kommen. Well mer haut jo eigentlech schonn de System hunn, dass grad déi Leit, déi plädéiere ginn - dat si jo net onbedéngt déi, déi op der Lëscht 1 stinn -, eigentlech der oft sinn, déi sech net an deenen dräi Sproochen do erëmerkennen (veuillez lire: auskennen). Et ass eigentlech do, wou d'Nécessitéit beim Plädéieren an de gängege Prozesser, de Strofprozesser an ähnlechen, wou d'Nécessitéit, fir déi dräi Sproochen ze beherrschen, eigentlech am gréissten ass.

Et ass evident, dass en Avocat conseil, spezialiséiert am Droit des affaires, natierlech net onbedéngt muss Lëtzebuergesch beherrschen, vläicht och net Däitsch, mä Franséisch an Englesch natierlech eigentlech déi Sprooche sinn, déi en haaptsächlech misst beherrschen, fir hei seng Aarbecht kënne voll duerchzezéien, esou dass ech do géif soen, jo, mir solle bei deem System bleiwen. Et wär wënschenswäert, wann déi dräi Sprooche géife beherrscht ginn, mä et sollt een awer och sech näischt virmaachen. Et wäert net evident ginn, dass mer esou Geriichtsprozesser géife gewannen, wa mer op deem dote Punkt schlussendlech bis op d'Lescht ginn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Alex Bodry. Als nächste Riedner ass den Här Braz agedroen. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Här President, ech wëll just dem Rapporteur Merci soe fir wierklech eng exzellent Aarbecht bei deem heite Projet an d'Zoustëmmung vun der Fraktioun bréngen. Ech mengen, den Här Bettel an den Här Bodry hunn in extenso gesot, wat ze soe war, an ech wëll dat net och nach eng Kéier widderhuelen.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Braz. Als leschte Riedner ass den Här Henckes agedroen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Merci, Här President. Ech mengen och, datt ee muss dem Rapporteur, an ech maachen dat och mat Freed, dem Rapporteur, dem Här Gilles Roth, villmools Merci soen, well en e ganz komplizéierte Projet hei ganz gutt explizéiert huet. An ech wollt och den Accord vun der ADR zum Gesetzesprojet bréngen.

Mä de Rapporteur ass awer och higaangen an huet zwou politesch Froen opgeworf, op déi ech wëll méi agoen.

Dat eent ass, ob een eng Differenz soll maachen tëschent „solicitor" an „barrister", wéi dat am angelsächsesche Recht ze fannen ass, dat heescht tëschent engem Avocat plaideur an engem Avocat conseil. Mir sinn als ADR géint esou eng Iddi, well mir si fir d'Unicitéit vum Barreau. Mä wat awer wichteg ass, dat ass, datt iwwert de Site Internet vum Barreau awer och déi eenzel Spezialitéiten a Connaissances linguistiques iwwerall sollte méi public gemaach ginn.

Dann zum Thema Sproochen. Ech mengen, et ass eng ganz wichteg Fro, well bei ganz vill vun de Prozesser - en matière pénale, en matière commerciale an en matière civile -, do leien Dokumenter vir, déi op Franséisch an op Däitsch sinn, heiansdo souguer op Englesch, et gëtt ganz oft op Lëtzebuergesch geschwat. A wann een dann e Confrère oder eng Consœur huet, déi vun Tuten a Blosen näischt versteet, wou de Riichter da muss hallef Iwwersetzunge maachen, ech mengen, dat däerf et net sinn. Dat ass eng reell Problematik. An doduerjer si mer also elo virum Europäesche Geriichtshaff ugesicht. D'Regierung huet elo nach e puer Deeg Zäit, fir en Avis juridique ze maachen.

Ech muss soen, datt et sech hei ëm e puer Problemer handelt, wou d'Regierung misst endlech aktiv ginn! Et gëtt e puer Méiglechkeeten, fir d'Lëtzebuerger Sprooch unerkannt ze kréien. Dat eent ass, datt ee seet, et wier eng offiziell Sprooch vun der Europäescher Unioun, grad wéi Maltesesch, Franséisch oder Däitsch. Wann d'Malteser dat kënnen, kënnen d'Lëtzebuerger et och maachen. Déi zweet Méiglechkeet wier, fir ze soen, et wier eng regional Sprooch. Och déi Iddi do ass net vun der Regierung zréckbehale ginn.

Dobäi muss een ervirsträichen awer och, datt et nach eng drëtt Méiglechkeet gëtt, dat ass déi, déi baséiert op der Décisioun vum Conseil européen vum 13. Juni 2005. An ech wollt do op déi eenzel Saachen agoen.

Esou gesäit een am Reglement 1 vun 1958, am Artikel 8 vun deem Reglement, wat iwwert d'Sprooche schwätzt, wat zwar e puermol modifiéiert ginn ass, mä den Artikel 8 ass net geännert ginn, do steet Folgendes: «En ce qui concerne les États membres où existent plusieurs langues officielles, l'usage de la langue sera, à la demande…» - ech widderhuelen: à la demande! - «…de l'État intéressé, déterminé suivant les règles générales découlant de la législation de cet État.»

Do ass et also wichteg, datt de Lëtzebuerger Stat esou eng Demande mécht. Wann e keng Demande mécht, kann natierlech och dat doten net berücksichtegt ginn. Et ass do, wou justement d'Problematik ass. D'Lëtzebuerger Regierung, wa se wëllt, datt d'Lëtzebuerger Sprooch am Affekoteberuff an op anere Plaze respektéiert gëtt, da muss se eng Demande maachen, entweder als offiziell Sprooch, als regional Sprooch oder op Basis vum Artikel 8.

Da wëll ech awer och nach ervirsträichen, datt de Conseil européen den 13. Juni 2005 iwwert de Régime linguistique vun der Europäescher Unioun, dat heescht den Ablack, wou mir d'Présidence haten, Folgendes gesot huet: «Les présentes conclusions concernent les langues dont le statut est reconnu par la Constitution d'un État membre sur tout ou partie de son territoire ou dont l'emploi en tant que langue nationale est autorisé par la loi.»

Mä do muss en Arrangement administratif gefrot ginn, fir datt esou eppes ka gebraucht ginn. An d'Coûtë vun deem Arrangement administratif géifen deen Ablack natierlech beim Stat, deen esou eppes freet, leien. Dat heescht, datt de Lëtzebuerger Stat sech misst engagéieren, fir déi Iwwersetzungen, déi eventuell mat den Institutiounen oder mat der Kommissioun gemaach ginn, datt déi missten…

Et wier also wichteg och hei, datt d'Regierung géif higoen an esou en Arrangement administratif géif négociéieren an duerchzéien. Dann huet ee wéinstens eppes fäerdegbruecht, dat ass, datt d'Lëtzebuerger Sprooch iwwerhaapt um europäesche Gebitt an iergendenger Législatioun, an iergendenger Konventioun, an iergendengem Arrangement géif existéieren.

Fir den Ablack ass dat net de Fall. D'Lëtzebuerger Sprooch um europäeschen Niveau existéiert net! A wa mer op deem Niveau do bleiwen, da fäerten ech, datt mer condamnéiert gi virum Europäesche Geriichtshaff, well guer keng Base do ass, wou ee kéint driwwer diskutéieren.

Duerfir, mengen ech, wier et elo un der Regierung ze handelen, wa se wierklech wëllt, datt d'Lëtzebuerger Sprooch och hei am Affekotegesetz - a mir wäerten et herno och beim Notairesgesetz gesinn - ka vun de Geriichter respektéiert ginn, an datt net Leit heihinner däerfe schaffe kommen, déi déi administrativ Sprooche vu Lëtzebuerg net kennen.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Henckes. Elo kritt d'Wuert den Här Justizminister François Biltgen.

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Merci, Här President. Kënnt Dir mir nach eng Kéier soen, wéi vill Minutten ech hunn, dass ech…?

M. le Président.- Dir hutt 15 Minutten.

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Dat misst goen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir schwätzen de Mëtteg iwwer zwee Projeten, déi zwee klassesch Lëtzebuerger liberal Beruffer betreffen. Ech weess, dass elo net jiddweree frou ass, wann ech meng Véirelstonn ausschöpfen, mä ech wëll se awer ausschöpfen, well déi zwou Froen, déi de Rapporteur opgeruff huet, déi sinn der Méi wäert, dass mer hei driwwer diskutéieren. An ech wollt och duerfir agoen op dat, wat déi verschidden Intervenanten hei gesot hunn.

E klassesche liberale Beruff, wat ass dat? Wéi stelle mer eis dat vir? Dat ass een, en ass liberal, en ass eleng an en ass fräi an deem, wéi e wëllt schaffen, wat e wëllt schaffen. Ech soen dat direkt och, dass klassesch ass bei engem liberale Beruff, et kann een net soen, du muss déi an déi Sprooche kennen, well du kanns déi nëmme froen - do kommen ech drop zréck -, wann et fir dat, wat s de muss garantéieren, erwënscht ass. Hei kënnen Doktere sech nidderloossen, déi weder Lëtzebuergesch nach Däitsch nach Franséisch kënnen. Ob se awer domadder Clientë fannen, dat ass hire Problem.

E klassesche liberale Beruff ass also een, wou een total fräi ass. Et huet ee seng berufflech Reglementatioun, et huet een och eng Responsabilitéit - ech kommen nach eng Kéier dorop zréck -, par rapport zu senge Clienten huet een eng Responsabilitéit ze droen. Mä mir sinn ëmmer dovunner ausgaangen, et ass een eleng oder et kann een emol nach zu e puer zesummeschaffen.

Beim Affekoteberuff hu mer awer gesinn, dass dat geännert ass. Et ass och zu Lëtzebuerg geännert. Déi meeschten Affekoten - mir hu vun 1.700 geschwat -, déi meeschten Affekoten, déi sinn net hei, fir dem Lëtzebuerger, dem Résident seng Interesse viru Geriicht ze verteidegen. Si sinn hei, well mer eng grouss Place financière hunn a well hei vill Geschäfter geschéien a fir dat och ze accompagnéieren. An doduerch hu mer och… Eng Place financière ass jo net nëmmen d'Banken, et ass och villes dat ronderëm. Ouni dat ronderëm geet et net op enger Place financière.

Déi sinn allerdéngs… Déi Étudë sinn am Ausland ganz aneschters organiséiert. Déi sinn am Ausland zum Beispill och esou organiséiert, dass do net nëmmen Affekoten dra sinn. Do sinn, à même titre, Fiskalisten dran, Expertscomptables an anerer. D'Lëtzebuerger Place financière an d'Lëtzebuerger grouss Étuden, dat nach ëmmer och Lëtzebuerger Étuden awer sinn, hunn och versicht, sech deem unzepassen. An dat, wou mer elo amgaange sinn, zënter enger Zäit de Spagat ze maachen, dat ass ze kucken: Wéi behale mer de Geescht vun eisem klassesche Lëtzebuerger Affekoteberuff bäi, ouni awer de Lëtzebuerger Affekoten-Étuden ze verbidden, sech deenen neien Erausfuerderungen unzepassen?

Dee Spagat mécht dat Gesetz, wat mer haut diskutéieren, relativ gutt. Well bei engem Spagat riskéiert een ëmmer, eng schéi Figur ofzeginn, mä sech d'Been dobäi ze briechen oder sech soss eppes ze verrappen.

(Hilarité)

Dat war jo och net einfach, deen heite Projet de loi. An Dir wësst, dass ech selwer ëmmer erëm meng Bedenken hat, déi sech och largement mat deene recoupéiert hunn, déi de Statsrot hat.

Ech wëll duerfir hei awer ausdrécklech dem Rapporteur Gilles Roth Merci soen, dass hien et mat ganz vill Aarbecht fäerdegbruecht huet, dass dee Spagat awer réusséiert ass.

(Interruption)

Ech mengen, den Alex Bodry ass op d'Fro vun der Responsabilitéit agaangen. Dat ass awer eng kloer Saach. Déi aner Saachen, déi och gradesou kloer sinn a wou ech wierklech mengen, dass de Rapporteur vill Plus-value selwer hei erabruecht huet, dat sinn all déi steierlech Froen, déi och net ohne waren. Ech mengen, mir sinn eis eens, dass mer hei sollen den Affekoten-Étuden nei Méiglechkeete ginn, sech als Gesellschaft nidderzeloossen, ouni awer dass do iergendwéi verstoppte Privilegien hannendru wären. An ech mengen, an deem Sënn ass dee Projet de loi awer scho gutt ausgefall.

Da maache mer eppes, wou mer méi wäit gi wéi '91…

Hei, kann ee vläicht just d'Dier zoumaachen? Ech hunn ëmmer esou een Zoch, deen op mech kënnt.

(Hilarité et interruptions)

1991 hu mer jo Esch zougelooss, well do e Geriicht ass. Ech war net deen Éischten, mä ee

vun deenen Éischten, déi profitéiert hunn, mech als klasseschen - déi Zäit, wou ech hei Deputéierte war -, mech als klassesche liberalen Affekot esou nidderzeloossen. Ech hunn dat och immens genoss. Ech hu mech ëmmer „Liebling Brill" genannt, well ech einfach déi Aart a Weis, wéi e schafft mat de Leit an der Proximitéit, well ech déi einfach genoss hunn.

Gutt, elo gi mer vill méi wäit. Mir loossen d'Affekoten-Études iwwerall zou, wat och eigentlech logesch ass, well fréier: Woufir huet ee misse bei engem Geriicht seng Étude hunn? Jo, well een huet missen ze Fouss op d'Geriicht goen. Ech mengen, mir hunn haut Autoen. Mir maachen - e grousse Wonsch och vum Justizminister - ëmmer vill méi e-juridiction. Also mir wëlle wierklech kommen, dass een an Zukunft kann de Rôle des affaires iwwert den E-Mail alles organiséieren, dass een net muss eng Stonn do waarden um Tribunal, bis d'Affären all opgeruff ginn, dass ee weess, wat plädéiert gëtt, wat net plädéiert gëtt. Ech mengen, do kënnt vill, sou dass eigentlech keng Ursaach méi do ass, fir ze soen, du muss och an enger bestëmmtener Gemeng wunnen.

Ech soen natierlech just, dass een dat muss wëssen, an dass een och muss wëssen, dass gegebenenfalls och vum Ausland hier Affekoten, déi am Ausland niddergelooss sinn, da wahrscheinlech wäerten an de Grenzregiounen och Études hei zu Lëtzebuerg opmaachen, soulaang se zu Lëtzebuerg sech kënnen um Barreau aschreiwen. Och dat soll een net ausser Uecht loossen.

Ech kéint mer virstellen, een, deen eriwwerkënnt, dee ka seng Étude maachen, wou e wëllt. Dee ka seng Étude maachen, wou e wëllt. Ech kéint mer virstellen, dass déi eng oder aner Étude elo op der Musel zum Beispill entsteet. Voilà. Gutt. Mä ech mengen, dat ass d'Konsequenz vun deem Gesetz, wat mer haut maachen.

Ech soen nach eng Kéier, ech mengen, dass et elo emol eng gutt Äntwert ass op déi Froen, wéi mer se elo hunn. De Problem ass, dass mat där neier Infraktiounsgeschicht vun der Europäescher Kommissioun déi Froen awer méi ardu ginn, aus folgendem Grond - an do wëll ech direkt dem Här Henckes widderspriechen. Dat, wat hei virläit, huet iwwerhaapt näischt mat deene Froen ze dinn, déi Dir opwerft! Ech hunn näischt dergéint, dass Dir déi Froen opwerft; déi kann een och diskutéieren.

(Brouhaha général)

Neen, déi Fro, déi Dir opwerft, fir ze soen, d'lëtzebuergesch Regierung, fir déi Affär hei viru Geriicht ze gewannen, gegebenenfalls, wann et esou wäit kënnt bei der Cour de justice, muss d'Lëtzebuergescht unerkenne loossen, ënner wat fir engem Titre och ëmmer an Europa. Dat ass e falsche Sujet! Deen huet näischt mat deem heiten ze dinn!

D'Jurisprudenz vun Europa ass ganz kloer: Et kann een all Sprooch zouloossen. Dat huet iwwregens ugefaangen an de 70er Jore mat engem Arrêt, deen dat Gälescht ubelaangt huet, wou gesot ginn ass, du kanns dat Gälescht do verlaangen, wou s de Gälesch brauchs. Du kanns net Gälesch verlaangen, fir dech nidderzeloossen. Mä do, wou s du muss mat de Leit kënne Gälesch schwätzen - dat war nämlech fir d'Schoul dee Moment iwwregens, et ass ëm eng Schoulfro gaang -, do muss de kënnen d'Gälescht froen.

D'Kommissioun seet och hei iwwerhaapt net an där Infraktiounsaffär, dass d'Lëtzebuergescht net fir si unerkannt wär. Dass mir hei misste Lëtzebuergesch vun den Affekote froen, dat stellt se iwwerhaapt net a Fro. Si seet just: Dir verlaangt Lëtzebuergesch do, wou ee kee Lëtzebuergesch brauch. An duerfir mécht dann d'Kommissioun hei eng Affär. An duerfir kommen déi Froe vum Här Roth aus där Infraktioun selwer. Et muss een eng Kéier dat liesen, wat d'Kommissioun schreift! D'Kommissioun stellt iwwerhaapt net a Fro, dass mir Däitsch, Franséisch, Lëtzebuergesch verlaangen, fir Affekot ze ginn. Mä si seet: Du kanns dat net verlaangen, fir all Element ze maachen, deen en Affekot mécht.

An da kënnt eben déi insidieux Fro hannendrun, wou si seet: Majo, ech maachen Iech hei, ech ginn Iech d'Méiglechkeet! Maacht einfach en Ënnerscheed! Maacht en Ënnerscheed zwëschent deenen Affekoten, déi plädéiere ginn an déi mussen déi dräi Sprooche kënnen, a maacht en Ënnerscheed zwëschent deenen Affekoten, déi net plädéiere ginn! An da si mer op där Fro vun der Unicité de l'avocat.

Duerfir hat ech gefrot, fir dass mer kéinten an der Chamberkommissioun driwwer diskutéieren. An ech hat och de Barreau matbruecht. Et ass iwwregens och elo, ech hunn deen haut eréischt iwwer Fax kritt, en Avis komm vum Barreau vun Dikrech, dee wäerte mer da selbstverständlech och der Chamber zoustellen, deen a méi kuerze Wierder datselwecht seet wéi de Barreau vu Lëtzebuerg, nämlech ze soen: Hei musst Dir kämpfe bis zum Schluss an Dir däerft d'Unicitéit net a Fro stellen an Dir däerft Är Clauses, Är Sproocheklauselen net a Fro stellen!

An dat ass e bësselchen hei wou mer dann erëm an engem neie Spagat sinn. Well wa mir géifen op d'Kommissioun agoen a mir géife soen, mir maachen en Ënnerscheed zwëschent deem, dee viru Geriicht geet - a fir viru Geriicht ze goen, muss du kënnen deng dräi Sproochen, a fir dech soss als Affekot nidderzeloossen, wou s de net viru Geriicht gees, brauchs de net déi dräi Sproochen, da géif d'Kommissioun wahrscheinlech hei net weiderfueren.

Mir hunn awer an der Chamberkommissioun geschwat. An ech hunn och do verstanen, dass eng Majoritéit der Meenung ass, mir sollen et hei nach eng Kéier op d'Äusserst ukomme loossen. Dat heescht, elo äntwerte mer emol fir d'Éischt der Kommissioun an da kucke mer, wéi si reagéiert. Ech fäerten allerdéngs, si geet da méi wäit opgrond vun eiser Äntwert, déi mer awer elo da wäerte séier fäerdeg maachen.

De Wonsch war ze soen: Dir musst kämpfe souwuel fir d'Unicité de la profession wéi fir d'Sproocheklausel. Da seet den Här Bettel: Ass do e Risiko do? Oder kënnt Dir mer garantéieren, dass kee Risiko do ass? - Dat kann ech sécher net! Et ass ëmmer e Risiko do, wann ee viru Geriicht geet. Dat muss ee wëssen. Dat wësst Dir och aus Ärer Erfahrung. An de Risiko ass reell do, well eben d'Kommissioun hei op der Proportionalitéit spillt. Si stellt de Prinzip net a Fro, mä si seet: Dir hutt de Proportionalitéitsprinzip net gewahrt!

Elo ass dat och ze plädéieren, soen ech, wann ee liest, wat de Barreau vu Lëtzebuerg geschriwwen huet. Do sinn eng ganz Partie Argumenter dozou dran. Mä ech kann Iech net garantéieren, dass mer hei haut la main géife gewannen oder dass mer net géife verléieren. Dat ass de Risiko, deen een da muss agoen.

Ech wollt och eng Kéier dann drop zréckkommen: Wat ass dann, wann dat dote sech géif erausstellen? Mä da muss ech nach eng Kéier soen: Zurzäit musse mer derfir kämpfen, d'Unicitéit an d'Sproocheklausel zesummenzehalen. Wann dat net geet, da muss een op deem engen oder anere Punkt, wann dat net géif goen, muss een op deem engen oder anere Punkt relativ séier dann do nei Solutioune sichen.

Fir d'Éischt hunn ech verstanen, no all deenen Diskussiounen, déi mer haten, notamment och mam Barreau, well fir de Justizminister, och wann en heiansdo aner Meenungen huet, dat wësst Der, Här Bettel, awer ëmmer seng Flicht ass, fir de gewielten Organe vu Professions réglementées Rechnung ze droen a fir dat emol ze maachen, wat si am beschte fir hire Beruff gesinn. Dat wëlle mer och an dëser Affär maachen.

Do muss ech natierlech soen, dass mer riskéieren, dass d'Kommissioun duerno virun d'Cour de justice geet. Wann d'Kommissioun virun d'Cour de justice geet, wäert ech och nach eng Kéier hei zréckkommen, ier dass mer dann eis verteidegen, well wa mer da géife quod non - also ech mengen, wann ee kämpft, da kämpft ee fir ze gewannen an net, fir ze verléieren -, quod non da géife verléieren, dann ass et natierlech esou, dass mer da misste séier eppes aneschters maachen, op deem Punkt dann eppes lassloossen.

Ech soen Iech ganz éierlech, dass ech als Justizminister net bereet sinn, soulaang ech sollt Justizminister sinn, Lëtzebuergesch als Sprooch virun de Geriichter opzeginn. Dat ass e wesentlecht Element vun der „Protection du justiciable" an dat kann net aneschters sinn. Ech kéint mer souguer virstellen, dass een heiansdo scho kéint méi seriö do virgoen och elo schonn, fir sécherzestellen, dass d'Lëtzebuergescht do, wou Zeie gehéiert ginn, a penal Affären a vill anerer och, wou de Client selwer muss schwätzen, nach... Also, do hu mer et schonn. Mä dat musse mer op alle Fall bäibehalen. An dat kann net ewechfalen.

Do gëtt et och Beispiller an anere Länner. Dat ass also ganz kloer, dass dat fir mech de spréngende Punkt ass. Do, wou ee viru Geriicht optrëtt, muss ee kënnen, am Intérêt vun der „Protection du justiciable", deem seng Sprooch respektéieren. Mir maachen dauernd an Europa nei Direktiven iwwert den Zougang zu de Geriichter, iwwert - gëschter si mer eis eens ginn an éischter Lecture - d'Victimen; do wäerte mer relativ séier en neit Gesetz proposéieren. An iwwerall geet et drëm, dass, wann ee virun ee Geriicht geet, ee muss kënnen an enger Sprooch schwätzen an d'Akte kréien, déi ee versteet. An ech mengen, mir kënnen net einfach do, wou et ëm d'Geriichter selwer geet, opginn.

Ech soen Iech dat, dass, wa mer misste wielen, ech op alle Fall net wëll hunn, dass do eppes un d'Lëtzebuergescht kënnt, esou wéi mer et elo handhaben. Dat ass emol gesot.

Fir de Rescht soen ech, da loosse mer et elo emol derlaascht kommen. Wéi gesot, vläicht mécht d'Kommissioun näischt. Et géif mech wonnerginn, well ech mengen, dat heiten ass vun der Kommissioun och agefädelt ginn, fir hei d'Lëtzebuergescht ze épingléieren. Ben gutt, domadder musse mer liewen.

Ech wëll da soen, wa mer géifen...

(Interruption)

Dat heiten ass, mengen ech, net vun dem Justizkommissariat komm.

(Interruption)

Hei geet et nämlech... Jo just, Här Bettel, also, wësst Der, ech hu wahrscheinlech a mengem Liewe méi gestridde mat der Madame Reding wéi Dir, a mir hunn nach ëmmer kee Sträit mateneen.

(Brouhaha)

Ech wëll Iech just soen, dass dat heite keng Affär ass vun der Madame Reding,...

Une voix.- Aaahhh!

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- ...mä et ass eng Affär vum Här Barnier, an deen ass zoustänneg fir de Bannemaart!

Duerfir soen ech, hei geet et net prinzipiell ëm d'Sprooch. Hei geet et drëm, wat fir eng Konditioune kann een, wat fir eng Qualifikatiounen, hei si mer zum Deel an der Direktiv „avocat", mir sinn awer och zum Deel an de Prinzipië vum Traité: Wat ass eng Discrimination directe an eng Discrimination indirecte? Et ass also keng Affaire de justice, et ass eng Affaire marché intérieur.

Une voix.- D'Madame Reding huet awer näischt gemaach, fir et ze verhënneren!

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Also, e Collège ass e Collège, wësst Der. E Collège ass e Collège.

(Brouhaha)

An do ass et esou wéi an der Regierung och. Do ass, wann eng Décisioun vun der Regierung ass,...

(Interruption)

...dann ass all Minister un déi Décisioun gehalen. Esou ass dat an der Kommissioun och. An ech mengen elo wierklech, elo muss ech awer nach zwou Minutte bäikréien, well ech mengen, dass dat heiten elo wierklech Geplänkels ass.

(Brouhaha général)

Also wa mer esou seriö un déi Affär ginn, fir eis ze verteidegen an Europa, wéi elo just dat doten ze soen, Här Bettel, da gewanne mer sécher net! Ech wëll also nach eng Kéier soen, dass, wa mer géifen...

(Brouhaha général)

M. le Président.- Sou, ech géif Iech bieden, dem Här Justizminister nozelauschteren! Et ass e seriöe Sujet.

(Brouhaha général)

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Wa mer géifen déi Affär verléieren...

(Brouhaha)

Une voix.- Psssss!

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Mä nach eng Kéier: Mir kämpfen emol, fir se net ze verléieren. An ech mengen, dass mer Argumenter hunn, déi mer kënne virun der Kommissioun an noutfalls viru Geriicht duerchbréngen. Wa mer se géife verléieren, musse mer natierlech net nëmmen eppes „maachen". Mir mussen dann och „séier" maachen, well no dem Traité vu Lissabon si ganz nei Astreintesméiglechkeete virgesinn, sou dass ee muss wëssen, dass een hei gewappnet ass, wann ee géif verléieren.

Mä nach eng Kéier: Ech war jo selwer genuch Affekot, ech sinn ni opgetrueden, fir ze verléieren, ëmmer nëmmen, fir ze gewannen, an ech wäert awer dann nach eng Kéier virun Iech optrieden, wann et wierklech esou wäit sollt sinn, dass mer géifen ugesicht ginn.

M. le Président.- Den Här Henckes stellt Iech nach gär eng Fro, Här Justizminister. Här Henckes, wann ech gelift!

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här Minister, ech mengen, dat, wat ee muss festhalen, dat ass, datt all Parteien hei d'accord sinn, fir datt mer fir déi Dräisproochegkeet um Barreau sollen antrieden.

D'Fro, déi sech just a mengen Ae stellt, an et ass do, wou ech wollt dat rectifiéiere respektiv soen, dat ass, datt, wann et och am Kader vun de Services ass a vun de Konditiounen, déi ee muss hunn, fir kënnen e Beruff hei zu Lëtzebuerg ze exercéieren, dann ass et awer och ganz oft heiansdo u formaljuristesche Froen...

M. le Président.- Här Henckes, et geet drëm, fir eng Fro ze stellen, net fir nach eng zweet Ried ze halen.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- ...mengen ech, ob d'Regierung net wëllt nach eng Kéier kucken, ob déi formaljuristesch Debatt, datt ee misst eng Demande stellen, fir d'Sprooch als Lëtzebuergesch iwwerhaapt unerkannt ze kréie fir déi Affekoterei hei, net eng Fro ass, déi misst virdru geklärt ginn.

(Brouhaha général)

Une voix.- Très bien!

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Also nach eng Kéier: Dat ass eng Fro, iwwert déi ee ka schwätzen, mä déi eis hei kee Millimeter weiderféiert an dëser Affär! Ech liesen Iech nach eng Kéier vir, wat d'Kommissioun hei schreift: «Par conséquent, un avocat, qui remplit les conditions de l'article 10-1, mais qui ne maîtrise que la langue française, devrait avoir la possibilité d'un accès partiel à la profession excluant les activités nécessitant la maîtrise des autres langues procédurales, notamment des activités liées à la représentation des clients devant une cour. Cet accès partiel à la profession devrait être autorisé sous le titre luxembourgeois.»

An dat anert, wa mir géife soen: 27 Sproochen, déi muss de hei kennen, seet d'Kommissioun nach ëmmer, mir musse kucken, wat fir eng Sprooch s de muss kennen, fir dee Beruff ze exercéieren. A fir en Akt, mir maachen ëmmer méi Akten op Englesch, do kënne mer net soen, a wa mer Lëtzebuergesch... Wou ech awer derfir sinn, dass mer an der Verfassung eppes iwwer Lëtzebuergesch schwätzen (veuillez lire: schreiwen), an do si jo Virschléi och vum Här Paul-Henri Meyers do. Mä dat ass keen Argument, fir der Kommissioun ze soen: Duerfir muss de, wann s de Avocat d'affaires bass, Lëtzebuergesch kennen, wann s de deng Akten nëmmen op Englesch oder op Franséisch méchs.

Nach eng Kéier: Lëtzebuergesch ass net hei a Fro gestallt. Mä d'Lëtzebuergescht ass als Discrimination indirecte ugesicht. Well mir soen och: Een, deen ni viru Geriicht optrëtt an ni säi Lëtzebuergesch brauch, dee muss awer Lëtzebuergesch kënnen, fir sech hei am Libre établissement - a mir sinn am Établissement - nidderzeloossen. Duerfir ass dat eng interessant Fro, déi Der opwerft, mä et ass keng Fro, déi eis hei géif als Argument hëllefen, viru Geriicht ze bestoen.

Mir mussen aner Argumenter bréngen, déi och de Barreau a sengem Avis huet, fir ze soen: Majo, du kanns net nëmmen d'Akten, déi s de méchs, trenne vum Contentieux! Well deng Akte kënne jo eng Kéier fir de Contentieux kommen, an da muss de och virum Contentieux optrieden. Dat ass zum Beispill een Argument, wat de Barreau vu Lëtzebuerg gebraucht. Mir wäerten och aktiv, wann et soll esou sinn, op d'mannst elo och fir d'Äntwert an och herno, aktiv och mat de Barreauen zesummeschaffen, fir ze kucken, wéi mer gemeinsam hei eis Positioun kënne vertrieden.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Justizminister. Domadder wier d'Diskussioun awer elo definitiv ofgeschloss, a mir kommen zur Ofstëmmung.

Plusieurs voix.- Aaahhh!!!

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

M. le Président.- D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 5660B ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen, bei 1 Enthalung.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par M. Marcel Oberweis), Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter (par Mme Martine Mergen);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Carlo Wagner), MM.

Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Josée Lorsché), Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter (par M. Claude Adam);

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

S'est abstenu: M. Serge Urbany.

Wëllt ee seng Enthalung begrënnen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

7. 6232 - Projet de loi:

1. portant création de l'Agence pour le développement de l'emploi;

2. modifiant

- le Code du Travail;

- la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;

- la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet;

- la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration;

3. abrogeant la loi modifiée du 21 février 1976 concernant l'organisation et le fonctionnement de l'Administration de l'emploi et portant création d'une Commission nationale de l'emploi (suite)

Da komme mer elo zum Vote iwwert déi zwee Projeten, déi mer de Moien diskutéiert hunn. Fir d'Éischt d'Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6232 iwwert d'ADEM.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6232 ass ugeholl mat 39 Jo-Stëmmen, géint 16 Nee-Stëmmen a 5 Enthalungen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par M. Marcel Oberweis), Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter (par M. Marc Spautz);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz.

Ont voté non: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Carlo Wagner), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter (par M. Claude Adam).

Se sont abstenus: MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. Serge Urbany.

Wëllt ee seng Enthalung begrënnen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

8. 6374 - Projet de loi portant

1. modification de l'article L.211-11 du Code du Travail;

2. modification de la loi modifiée du 17 février 2009 portant 1. modification de l'article L.511-12 du Code du Travail; 2. dérogeant, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L.511-5, L.511-7 et L.511-12 du Code du Travail;

3. modification de la loi modifiée du 11 novembre 2009 portant 1. concernant certaines mesures temporaires visant à atténuer les effets de la crise économique sur l'emploi des jeunes; 2. modifiant certaines dispositions du Code du Travail (suite)

Da komme mer elo nach zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6374.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Do fänkt och elo d'Ofstëmmung un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. Och hei ass de Vote ofgeschloss.

De Projet de loi 6374 ass ugeholl mat 43 Jo-Stëmmen, géint 17 Enthalungen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter (par Mme Martine Mergen);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Se sont abstenus: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter (par M. Henri Kox);

M. Serge Urbany.

Wëllt ee seng Enthalung begrënnen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

9. Motion de M. Norbert Haupert relative à l'opposition à l'initiative de création d'un Fonds européen pour la démocratie

Dann hate mer och nach eng Motioun, déi vum honorabelen Här Norbert Haupert erabruecht ginn ass. Do freet den Här Haupert nach eng Kéier d'Wuert dozou.

M. Norbert Haupert *(CSV).*- Vläicht ganz kuerz, Här President. Mir sollen déi Motioun an d'Chamberskommissioun ginn, fir datt mer eng Kéier se kënnen duerchdiskutéieren.

M. le Président.- Gutt. Kann ech déi Propositioun zum Vote stellen?

(Assentiment)

Vote

Wien ass domadder d'accord?

An d'Kommissioun! Dat schéngt d'Unanimitéit ze sinn. Domadder wier déi Motioun dann an d'Kommissioun geschéckt.

De leschte Projet de loi vun haut ass de Projet de loi 6333 iwwert d'Organisatioun vum Notariat. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. Et ass bis elo just nach ageschriwwen den Här Henckes. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Léon Gloden. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

Plusieurs voix.- Très bien!

10. 6333 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat

Rapport de la Commission juridique

M. Léon Gloden *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, am Artikel 1 vum Gesetz iwwert d'Notariat vum 9. Dezember 1976 steet: «Les notaires sont les officiers publics pour recevoir tous les actes et contrats auxquels les parties doivent ou veulent faire donner le caractère d'authenticité attaché aux actes de l'autorité publique, et pour en assurer la date, en conserver le dépôt, en délivrer des grosses et des expéditions.»

Den Artikel 15 seet, fir Notaire kënnen ze ginn, muss een d'lëtzebuergesch Nationalitéit hunn.

D'Europäesch Kommissioun hat e Recours en manquement ënner anerem géint Lëtzebuerg bei dem Europäesche Geriichtshaff agereecht, wéinst Nettranspositioun vun der Direktiv vum 21. Dezember 1988 iwwert den „Système général de reconnaissance des diplômes d'enseignement supérieur qui sanctionnent des formations professionnelles d'une durée minimale de trois ans" a well d'Notairesgesetz virgesäit, datt een d'Lëtzebuerger Nationalitéit muss hunn, fir Notaire genannt ze ginn.

Une voix.- Très bien!

M. Léon Gloden *(CSV), rapporteur.*- De Recours en manquement wéinst der Netëmsetzung vun der Direktiv ass net fondéiert. Par contre, de Recours en manquement wéinst der Konditioun vun der lëtzebuergescher Nationalitéit ass, laut der Cour, fondéiert.

D'prezis Fro, déi d'Cour ze tranchéieren hat, ass, ob den Exercice vun der Autorité publique, esou wéi se am Notairesgesetz festgehalen ass, et justifiéiert, datt just d'Lëtzebuerger kënnen Notaire ginn.

D'Cour huet also examinéiert, ob en Notaire un der Autorité publique, esou wéi se am Artikel 51 vum Traité niddergeschriwwen ass, deelhëlt oder net. Fir déi Fro ze beäntwerten, huet d'Cour de Beruff a soumat déi verschidde Fonctioune vum Notaire analyséiert.

D'Cour ass zur Schlussfolgerung komm, datt souwuel d'Authentificatioun vun Akten oder Verträg, d'Poursuite vum Intérêt général, d'Participatioun an d'Saisies immobilières an d'Interventioun en matière successorale net considéréiert kënne ginn als en Exercice vun der Autorité publique am Sënn vum Artikel 51 vum Traité.

Aner Argumenter, déi dës Feststellung ënnersträichen, sinn, datt d'Notairen hire Beruff an de Konditioune vun der fräier Konkurrenz exercéieren an datt se perséinlech haftbar si vis-à-vis vun hire Clienten.

D'Cour ass also zur Schlussfolgerung komm, datt d'Notairen net d'Autorité publique am Sënn vum Artikel 51 exercéieren. Soumat ass d'Konditioun, datt ee muss Lëtzebuerger sinn, fir Notaire genannt ze ginn, eng direkt Diskriminatioun, an déi ass net vum Traité erlaabt.

Op där anerer Säit huet d'Cour awer festgehalen, datt d'Notairen en Intérêt général poursuivéieren, well se ënner anerem d'Legalitéit an d'Sécurité juridique vun den Akte garantéieren. Dës „raison impérieuse d'intérêt général", wéi et am juristesche Jargon heescht, erlaabt eng Restriktioun par rapport zu der Liberté d'établissement.

An dësem Kontext ass d'Sproochekonditioun, dat heescht, datt een adequat Lëtzebuergesch, Franséisch an Däitsch schreiwen a schwätze kann, esou wéi et am Gesetz vum 24. Februar 1984 iwwert de Régime des langues festgehalen ass, ze justifiéieren.

Opgrond vun dem Arrêt vun der Cour gëtt elo punktuell d'Notairesgesetz geännert. Am Artikel 1 Alinéa 2 gëtt den Term „les notaires luxembourgeois" duerch „notaires au Luxembourg" ersat. Am Artikel 15 gëtt preziséiert, datt och EU-Bierger kënnen Notaire genannt ginn. Des Weidere gëtt d'Sproocheklausel an den Artikel 15 insréiert.

De Statsrot huet säin Avis den 29. November 2011 ofginn, an d'Chambre des Notaires huet hiren Avis den 28. September ofginn. D'Chambre des Notaires begréisst, datt opgrond vum Arrêt vun der Cour d'Notariatsgesetz ugepasst gëtt a weist och dorobber hin, datt et wichteg ass, datt een Notaire zu Lëtzebuerg déi dräi Sprooche kann.

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Gemeng Bartreng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

An der Gemeng Biermereng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

Zu Biwer an zu Wecker *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

An der Gemeng Bous *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

An der Gemeng Conter *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

An der Gemeng Dikrech *um Kanal S19 / 287.25 Mhz*

An der Gemeng Dippech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

Zu Esch-Sauer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

An der Gemeng Gréiwemaacher *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

An der Gemeng Hesper *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

Zu Iermsdref *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt, Ollem an Nouspelt *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

An der Gemeng Mamer um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Manternach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

An der Gemeng Miedernach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

Zu Nidder- an Uewerfeelen *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

De Statsrot huet a sengem Avis bedauert, datt et just zu enger punktueller Reform vum Notairesgesetz komm ass. De Statsrot huet och gemengt, datt ee soll „acte communautaire" duerch „acte de l'Union européenne" ersetzen. Dëse Changement vum Wording huet d'Commission juridique guttgeheescht.

Des Weideren huet de Statsrot virgeschloen, „notaires au Luxembourg" duerch „notaires établis au Luxembourg" ze ersetzen. D'Kommissioun huet dëse Wording vum Statsrot net zréckbehalen.

Des Weideren huet de Statsrot proposéiert, d'Konditioun vun der Sproocheklausel duerch deeselwechten Text, wéi se am Affekotegesetz virgesinn ass, ze ersetzen. Deem huet d'Commission juridique och Rechnung gedroen.

Zum Schluss ginn ech dann den Accord vu menger Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem honorabele Rapporteur fir säi Rapport. Da kritt d'Wuert den Här Henckes.

Discussion générale

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Merci, Här President. Ech wollt och dem Rapporteur, dem Här Gloden, Merci soen. En huet hei déi ganz juristesch Problematik, déi sech aus engem Arrêt vun der Cour européenne de justice erginn huet, ganz gutt erkläert a woufir elo muss d'Gesetz ugepasst ginn.

Mä et muss een och soen, datt awer mat deem Gesetz, wat elo hei gestëmmt gëtt, a mat deem mir als ADR och d'accord sinn, sech nach e puer Froe wäerte stellen. Eng hu mer elo grad diskutéiert, dat ass déi vun der Sproocheklausel. An et gesäit een, datt dat permanent erëmkënnt an der Affekoterei. Dat kënnt hei erëm. An dat, wat ech just wëll…

(Interruption)

Jo, ech wëll just soen, d'Problematik kënnt hei erëm, mä et kënnt och nach op anere Gebidder, wou et heiansdo erëmkënnt bei dem Etablissement vu verschiddene Servicer a vu Professions réglementées. Do hu mer dat e puermol gesinn.

An dat, wat - mengen ech - ee muss festhalen, dat ass, datt ee sech déi beschten Argumenter op d'Säit leet. Dat, wat de Justizminister bis elo gesot huet, dat ass, datt en, ouni wëllen iergendwéi eppes vum Sproocheproblem unzegoen, datt en do mengt, datt en domadder sech kéint vis-à-vis vun der Commission européenne an eventuell och um Europäesche Geriichtshaff duerchsetzen. Dat mag sinn. Ech wënschen der Regierung, datt en do richtegläit.

(Interruption)

Mä et ass awer och a menger Meenung, datt ee sech kéint supplementar Argumenter ginn, wéi zum Beispill fir d'Affekoten, déi a Katalonien oder soss a verschidde Regioune vu Spuenien plädéieren däerfen a wou dat unerkannt ass als Sprooch. Do gëtt et also eng Debatt menger Meenung no, wou ee sech muss iwwerleeën, ob een net zousätzlech Argumenter soll zréckbehalen.

Et ass dat, wat ech just wollt als Argument mat virbréngen, fir datt een, wann et eng Kéier zu engem Konflikt sollt kommen, wat kee sech wënscht natierlech, datt mer deen Ablack déi beschten Argumenter sollten hunn.

Déi zweet Saach, déi sech hei awer och wäert opdrängen, dat ass fir ze kucken, ob een net an der Gesetzgebung, wat d'Notairen ugeet, och muss an Zukunft vläicht virgesinn, datt déi Leit mussen zu Lëtzebuerg domiciliéiert sinn. Well och hei kéint sech eventuell d'Fro stellen, ob net en Notaire vu Lëtzebuerg, deen zu Esch wunnt an eventuell zu Audun-le-Tiche kéint Notairesakte maachen, oder ëmgekéiert een, deen zu Audun-le-Tiche oder zu Diddenuewe wunnt, datt dee kéint hei op Lëtzebuerg kommen, wann en den Agrément huet.

Alleguerten déi Saachen do, mengen ech, missten e puer Prezisioune kréien. Wann ech mech gutt erënneren, huet och den Här Justizminister annoncéiert, datt en do géif nach un e puer Saache schaffen.

Mä ech wollt awer déi Problematik hei opwerfen, well awer den Notairesberuff e Beruff ass, an deem ganz vill Leit hiert Vertrauen hunn. An et soll och elo esou bäibehale ginn, datt dat Vertrauen op jidde Fall soll bestoe bleiwen, datt den Dialog tëschent de Bierger, egal wat fir eng Sprooch ee schwätzt, datt dat och soll kënne gewährleist ginn.

Ech wëll och drop hiweisen, datt ee sech och misst froen, wann d'Gesetz eventuell sollt geännert ginn, ob d'Sprooch vum Engleschen, wat ganz oft an ëmmer méi elo bei Notairesakte gebraucht gëtt, ob een déi net och sollt iergendwéi awer mentionnéieren, datt d'Connaissance vum Engleschen awer och wënschenswäert wier, wa se net obligatoresch ass.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Henckes. Elo kritt d'Wuert den Här Justizminister François Biltgen.

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, hei si mer an engem Punkt, wou mer effektiv mat ganz villen anere Länner e Prozess verluer hunn. Wou mer d'Exceptioun vum Traité plädéiert hunn, wou mer gesot hunn, majo, den Notaire, deen och Actes authentiques mécht, dee wär an engem Exercice de la puissance souveraine an duerfir misst e Lëtzebuerger sinn. Dee Punkt hu mer verluer. An op deem Punkt huele mer dann haut e Gesetz un, wat déi Nationalitéiteklausel eraushëlt.

Richteg ass, wat den Här Henckes gesot huet, dass - bon - domadder nach laang net all Problemer elo geléist sinn. Ech wollt och op déi puer Problemer awer agoen, well ech och do relativ séier wëll mat engem Projet de loi virun d'Chamber kommen.

Ech wëll awer dann nach e Wuert soen, well de Statsrot a sengem Avis opgeworf hat, dass mer nach en ale Projet de loi hätten iwwert den Notairesberuff an dass et net gutt wier, fir do een duerno ze schécken, ouni deen aneren emol entweder gestëmmt ze hunn oder zréckgezunn ze hunn. Duerfir hu mer an der Regierung décidéiert, deen zréckzezéien.

Do war zum Beispill e Punkt dran, wou ech och ëmmer e bësselche skeptesch war, dat war dee vun den Notairesassociatiounen. Et waren nach e puer anerer dran. A mir sinn awer der Meenung, dass mer elo sollen eis mat den Notairen zesummesetzen an deen elo emol zréckzéien, well fir deen ze amendéieren, dat gëtt méi komplizéiert wéi e ganz neie Projet ze maachen iwwert den Notairesberuff zu Lëtzebuerg.

Ech sinn och der Meenung, dass mer deen esou séier wéi méiglech solle maachen, well mer an Europa och nach net gefeit si géint weider Recoursen. Ech maache mer do ganz vill Suergen, an ech hat och gëschter am Bord vum Justizministerrot mat enger Partie auslännesche Kolleegen diskutéiert, déi dat ähnlech gesi wéi mir, sou dass ech do wëll esou séier wéi méiglech schaffen.

Well, wou läit de Problem? Kommt, mir kucken emol, wat!

Wann een deen Arrêt liest an notamment de Considérant 97 oder 98, stellt ee fest, dass awer gesot gëtt, ma den Notaire spillt e Rôle d'intérêt général. Ech muss soen, gëschter hu mer 90% vum Règlement succession am Justizministerrot zu Bréissel ugeholl, wou e wesentlecht Element ass, dass den Acte authentique vum Notaire kann an Zukunft an Europa circuléieren, ouni dass e muss vun engem Geriicht homologéiert sinn. Ech war d'lescht Joer extra zu Berlin mat menger däitscher Kolleegin zesummekomm, well déi hunn e ganz anere System, fir hinnen ze erklären, dass de System zu Lëtzebuerg bis unerkannt ass. Do si mer duerchkomm mat deene 27.

Dat heescht, et ass och elo net, dass den Notairesberuff en tant que tel a Fro gestallt ass an dass d'Actes authentiques a Fro gestallt sinn, wat awer dat grousst Element ass vum Notairesberuff. Also, do hu mer gëschter awer erëm villes gemaach, fir den Notairesberuff héichzehalen an där Aart a Weis, wéi mer dee Règlement succession geregelt hunn. Bis op d'Froe vun der Clause héréditaire, wou d'Engländer an d'Iren eng Kéier nokommen, an déi vun der Administration de la succession, wou d'skandinavesch Länner nokommen, déi hu mer elo emol ausgeklamert.

Dat sinn och keng einfach Froen, mä fir de Rescht si mer esou wäit komm, dass mer awer fir den Acte authentique eng libre Circulation garantéieren, och dem Certificat de succession, an den Notaire wierklech als een ugesinn, deen unerkannt ass an Europa.

Dat heescht, mir kënnen nach ëmmer soen, dass den Notaire eng Autorité publique ass. Et ass keng Puissance publique, mä et ass eng Autorité publique. Dat ass emol schonn eppes ze wëssen.

Elo stellt sech folgend Fro: Kënne mer den Numerus clausus behale fir d'Notairesberuffer, jo oder neen? Oder ass et wéi beim Affekot, wou jiddweree sech kann nidderloossen?

Do ass den Arrêt vun der Cour och ganz kloer. Mir kënnen den Numerus clausus bewahren. Den Arrêt seet: „Dir kënnt Iech schonn esou organiséieren, dass et am Intérêt général vum Stat ass. Dat ass schonn emol eng gutt Saach.

Natierlech stellt sech dann d'Fro: Mir verlaangen elo e Stage. Do hu mer en neit Reglement beim Statsrot leien, wou selbstverständlech och d'Sproocheklausel da getest gëtt, wéi bei den Affekoten. Ech kommen nach eng Kéier op d'Sproochen zréck, déi si wierklech beim Notaire net a Fro gestallt hei, well eben do kloer ass, dass den Notaire ëmmer de Conseil vum normale Client ass. Also ass d'Lëtzebuergesch hei iwwerhaapt net a Fro gestallt.

Et muss ee just kucken, dass d'Sproochentester esou ginn, dass se net kënnen als Diskriminatioun duergestallt ginn. Mir wëllen den „streamlining" mat den Affekoten hirem. Also, hei hu mer kee Problem bei den Notairen, nach eng Kéier hu mer kee Problem mat de Sproochen, wat een an Zukunft muss verlaangen.

Deen aneren Déngen, wou een och kee Problem huet, dat ass ze verlaangen, dass en Notaire, dee wëllt zu Lëtzebuerg sech nidderloossen, muss d'Lëtzebuerger Recht kennen. An do komme mer op de Problem. D'Direktiv „services" ass net applicabel. D'Notaireskummer huet selwer e ganz gudden Avis juridique komme gelooss, deen iwwerdeckt sech total mat deem, wat mir och am Justizministère mengen: D'Direktiv „services" ass net applicabel.

Bon, domadder ass awer net alles geléist. Mir fäerten, aner Länner gesinn dat aneschters. Mir fäerten, an ech fäerten dat wierklech ganz seriö, dass d'Direktiv „qualifications professionnelles" applicabel ass, dass een, deen elo a Frankräich Notaire ass zum Beispill, fäerdegen Notaire, dass deen op Lëtzebuerg kënnt, a wa mir him soen: „Du muss emol fir d'Eischt e Stage vum Notaire maachen zu Lëtzebuerg während engem Joer an da gëss de ageschriwwen, dass dee géif soen: „Ma neen, ech hu jo alles".

Wann en da ka beweisen, dass en d'Sprooche kann, wann e ka beweisen, noutfalls duerch en Test - dat léisst d'Direktiv „qualifications" zou -, dass e Lëtzebuergesch kann - selbstverständlech gesi mer dat vir -, och de Lëtzebuerger Droit kann, an e packt dat an e seet: „Ech war awer elo schonn 20 Joer a Frankräich Notaire, also wier ech gär op Ärer Lëscht do ageschriwwen, virun deenen, déi nach keng 20 Joer zu Lëtzebuerg ageschriwwe sinn", dat ass awer eng Fro, mat där mer eis elo mussen auserneesetzen. D'Vereenegung vun den Notairen an Europa, déi gesäit majoritär doranner kee Problem. Déi seet: „Wann do d'Kommissioun géint eis lassleet, da gewanne mer."

Ech muss Iech éierlech soen - den Här Bettel huet elo misse fortgoen -, ech kommen do zréck op d'Fro vum Här Bettel, also, do sinn ech wierklech der Meenung, dass bei der Direktiv „qualifications professionnelles" mer Schwieregkeete géife kréien, do ze bestoen.

Duerfir hunn ech gëschter Kontakt opgeholl mat verschiddenen anere Länner, ob een net soll gemeinsam eng Aktioun maache bei der Kommissioun - mir sinn erëm beim Här Barnier; et ass erëm Marché intérieur -, gemeinsam eng Aktioun maachen, fir awer emol mat him ze schwätzen. Ech wëll net direkt soen, eng Direktiv „notaire" ze maachen - dat wär eng Solutioun -, mä ze kucken: Wéi kann ee sech e Modus Vivendi ginn, dass dat awer nach bleift?

Den Här Henckes huet eng Fro opgeworf, déi richteg ass. Muss een net an Zukunft vum Notaire verlaangen, zu Lëtzebuerg domiciliéiert ze sinn? Elo soen ech „Njein", well wa mer soen: „Du muss zu Lëtzebuerg domiciliéiert sinn", fäerten ech, dat ass erëm eng Discrimination indirecte. Eis Statsbeamte kënnen am Ausland wunnen, jiddweree kann am Ausland wunnen. Also, fir ze soen: „Du muss zu Lëtzebuerg domiciliéiert sinn",…

Wat een awer kéint envisagéieren, an duerfir wäert ech och an Zukunft ganz, ganz virsiichteg, wann net souguer total restriktiv mat den Demanden, déi vun Notairë kommen, fir net méi do ze wunnen, wou se schaffen, ëmgoen. Dat ass dat Eenzegt, wat ech mer ka virstellen, och wann en d'Akte fir d'ganzt Land mécht, ech mengen, dat ass jo net a Fro gestallt. Mä wa mer schonn en Numerus clausus maachen, wou e muss an enger gewëssener Lokalitéit wunnen (veuillez lire: sinn), wëllt d'Logik eigentlech, dass en och do wunnt, wou e schafft. An dat ass eng Fro, mat där ech och duerfir net méi esou lasch wäert ëmgoe wéi an der Vergaangenheet, mat deenen Demandes de dérogation, fir net do ze wunnen, wou ee schafft.

Ech mengen, dass dat eng Saach ass, wou ee wierklech Argumenter huet, fir ze soen: „Majo, du muss awer, du bass eng gewësse Personalitéit bei dir an du muss also dann och schonn aneschters erreechbar si wéi anerer. Dat ass also eng Fro, déi mer elo scho mussen diskutéieren also. Ech hoffen, dass esou bal keng esou eng Demande kënnt, mä wann eng kënnt, muss ech mer déi dote prinzipiell Fro, déi den Här Henckes hei opgeworf huet, och stellen.

Dat sinn eben déi Froen, déi mer eis elo musse stellen. Wéi maache mer an Zukunft eng Lëscht vu Kandidaten? Mir wëllen den Numerus clausus bäibehalen. Wéi maache mer dann eng Lëscht vu Kandidaten, wou mer net Discrimination indirecte maachen?

An da kënnt derbäi déi zweet Fro: Och wann d'Direktiv „services net applicabel ass, kann een awer d'Libre prestation de services net ganz ausschléissen. Do muss een also och Kritäre maachen, dass d'Libre prestation de services net ouni hei ugemellt ze sinn, mä d'Libre prestation de services, déi kann een net ganz a Fro stellen, mä dass een net iwwert d'Libre prestation de services de Lëtzebuerger System vum Notariat ausgehuewelt kritt.

Wéi gesot, duerfir hunn ech och versicht, wierklech déi Réunioun vu gëschter ze notzen, fir am Kader vun de Benelux-Länner, wou wierklech d'Vuen och vun den Notairë selwer e bëssen ähnlech si wéi bei eis, respektiv mat Éisträich, déi ganz och den Notaire esou gesi wéi mir. Ech wäert mat deene Länner Kontakt huelen, ech wäert mat anere Länner Kontakt huelen, fir ze soen: Soll een net hei, amplaz erëm eng Kéier, dass deen een oder aneren ugesicht gëtt, wou een net weess, wéi et herno ausgeet, soll een net hei kucken, fir awer deen dote Beruff, deen awer wierklech eng grouss Protektioun ass och vun de Leit dobaussen, dass mer dat maachen? Do hunn d'Leit en Affekot, dat ass nach een, dee mat anere streit. En Notaire, dat ass eng Autoritéit, vun där ee muss ausgoen, dass en dat gutt mécht.

Dat wäert ech mat der Chambre des Notaires maachen. Wéi gesot, d'Chambre des Notaires huet hei e ganz gudden Avis eis zoukomme gelooss.

Selbstverständlech bedéngt dat och, dass ech mat der Chambre des Notaires iwwer en anere Problem schwätzen, deen de Marc Fischbach nach als Ombudsmann opgeworf hat, nämlech deen: Wéi gi selwer d'Reklamatioune vun de Clientë behandelt bei der Chambre des Notaires?

Ech sinn net esou iwwerzeegt vun där Solutioun, déi de Marc Fischbach virschléit. Op där anerer Säit soen ech awer, da musse mer kucken, dass de System, wéi en elo ass, esou verbessert gëtt, dass en inattaquabel ass an dass mer dat och kënne maachen.

Dat gesot, sinn ech frou, dass mer haut dëse Projet ganz séier stëmmen, well mer domadder der Kommissioun e positivt Signal ginn, wat eis dann och wäert erméiglechen, besser a Kontakt mat der Kommissioun ze trieden. Well, nach eng Kéier, och den Notairesberuff ass awer e wesentlecht Element net nëmme vun eisem Rechtssystem, mä ech wëll och bal soe vun eiser Kultur. Vun eiser Rechtskultur ass den Notaire e wesentlecht Element, an ech wéilt net, dass mer hei géifen de System iwwer Kapp geheien.

Duerfir solle mer och hei elo wierklech - hei si mer an enger anerer Situatioun wéi bei den Affekoten, wou mer wierklech wahrscheinlech keen anere Choix méi hunn - kucken, dass mer net nach eng Kéier eis viru Geriicht musse verteidegen. Hei solle mer kucken, dass mer e gudde System maachen, deen den europäeschen Ufuerderunge Rechnung dréit, mä deen et awer fäerdegbréngt, dass den Notaire am Duerf bleift.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Justizminister. Domadder wiere mer och um Enn vun der Diskussioun vun dësem Projet a mir kéimen zur Ofstëmmung.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6333 ass ugeholl mat 57 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank (par M. Félix Eischen), MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Christine Doerner), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter (par M. Marc Spautz);

MM. Marc Angel (par M. Ben Scheuer), Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger (par M. Carlo Wagner), Xavier Bettel (par M. Fernand Etgen), Mme Anne Brasseur (par M. Claude Meisch), MM. Fernand Etgen, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter (par M. Claude Adam);

MM. Jean Colombera, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

11. Discours de fin d'année de M. le Président

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer, esou wéi dat Traditioun ass, um Enn vun eiser leschter öffentlecher Sitzung fir dëst Joer e puer Wuert ze soen.

E Joer geet op en Enn, mat senge schéinen a mat sengen traurege Momenter. Traureg, well mir an deene leschte Méint zwee gudde Kolleegen, dem Mill Majerus an dem Lucien Thiel, fir ëmmer hu missen Äddi soen. An ech wollt bei Geleeënheet vun dëser leschter Sitzung nach eng Kéier u si erënneren.

An de leschten Deeg, dëst besonnesch bei de Budgetsdebatten, hu mir vill iwwer Krise geschwat: Wirtschafts- a Finanzkrisen, Krisen an Europa, Krise vun den öffentleche Finanzen, Krisen an eenzelnen EU-Länner an esou weider. Ech wéilt haut net vun deene Krise schwätzen. Mä erlaabt mer awer drop hinzeweisen, datt et och an anere Beräicher äusserst komplex a schwiereg Situatioune gëtt, iwwert déi an de leschte Woche manner geschwat ginn ass, déi awer an eiser Gesellschaft ëmmer méi heefeg ginn an eng Erausfuerderung fir d'Politik duerstellen.

Wéi vill Famillje sinn an enger schwiereger Situatioun, sief et, well si Angscht virum sozialen Ofstieg hunn, wéinst dem Verlosch vun der Aarbechtsplaz, well se finanziell net iwwert d'Ronne kommen oder well se privat Problemer ze bewältegen hunn, déi si eleng net méi Meeschter ginn. D'Famill, déi eigentlech eng Beschützerfunktioun, ganz besonnesch virun de Kanner, misst hunn, kann déi Roll net méi ëmmer erfëllen.

D'Problemer, mat deenen ëmmer méi Familllje konfrontéiert sinn, si ganz oft verschidden, esou wéi ech bei menge Visitë bei eenzelnen Associatiounen an Organisatiounen hei am Land konnt feststellen. Kanner a Jugendlecher, déi aus verschiddenen Ursaachen net méi an hirer Famill kënne bleiwen oder déi am klassesche Schema vun Erzéiung a Schoul net eens ginn. Kanner an Erwuessener, déi eng Behënnerung hunn, oder jonk a manner jonk Leit, déi duerch hiert Verhalen opfalen, zum Beispill Autismus oder Hyperaktivitéit, oder och nach Kanner, déi, well se vun hiren Elteren zu kriminellen Doten ugestallt ginn, sech am Prisong zu Schraasseg erëmfannen.

Et ass dacks net einfach, déi richteg Plaz fir dës Mënschen ze fannen, wou se dee richtegen, op hir Problemer ausgeriichten Encadrement kënne kréien. Fir vill, besonnesch vun dëse Kanner, gëtt et iwwerhaapt keng oder net genuch Strukturen. Wann och an de leschte Jore sécherlech vill Efforten, staatlecher, awer och vu privater Säit, gemaach gi sinn, geet dat net duer. A vill Kanner an hir Eltere bleiwe sech selwer iwwerlooss.

Och wann an dëse finanziell méi ugespaantenen Zäite mir eis sécherlech keng grouss Spréng kënnen erlaben, esou kënne mir als verantwortlech Politiker net einfach d'Ae virun dëser Realitéit zoumaachen an de Kapp an de Sand strecken. Ech géif duerfir um Enn vun dësem Joer en Appell un eis alleguer, Regierung, Chamber, awer och d'Gemengen, maachen, fir eis méi intensiv mat dëser Problematik ze beschäftegen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wann ech bei de Problemer vun ëmmer méi Familllje sinn, kommen ech net derlaanscht, en anere Beräich unzeschwätzen, dee mech beonrouegt, an zwar dee vun der wuessender Präsenz vu Gewalt am Alldag. D'Gewalt huet vill Gesiichter, vun der physescher Gewalt iwwert déi psychesch Gewalt bis zur aggressiver Intoleranz. Besonnesch Suerge mécht mir d'Gewalt géint Kanner a Jugendlecher.

An do kommen ech net derlaanscht, nach eng Kéier dee rezente Rapport vum Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand ervirzehiewen, dee sech ganz besonnesch mat dëser Problematik befaasst an deem seng Lecture ech lech alleguerte wäermstens géif wëlle recommandéieren. Physesch Gewalt ass et nach ëmmer ginn a wäert et leider och haut a muer nach ginn, sief et an der Famill, an der Schoul oder generell am direkten Ëmfeld vun engem Kand oder Jugendlechen.

Et si Mëssstänn an eiser Gesellschaft, déi eis mobiliséiere mussen a géint déi mir och déi richteg Mëttele mussen asetzen, dat ganz besonnesch och um Niveau vun der Preventioun. „Gewalt ist Analphabetentum der Seele", sot déi däitsch Politikerin Rita Süssmuth. Gewalt, dat heescht net onbedéngt en anere schloen; et kann een och op eng aner Manéier wéidoen, zum Beispill moralesch a psychesch.

Derbäi kënnt nach eng méi nei Form vu Gewalt duerch déi nei Technologien. Och dës Form vu Gewalt ka ganz brutal sinn. Cybermobbing, de Mobbing an Harcèlement via SMS oder Internet, wou erniddregend Messagen oder Fotoen zirkuléieren a Jonker op déi Manéier fäerdeggemaach ginn, kënnt ëmmer méi op. Et gëtt Fäll, wou d'Kand oder de Jugendlechen esou traumatiséiert ass, datt e just nach eng Léisung am Suicide gesäit.

Iwwerhaapt maachen ech mer Suergen iwwert déi héich Zuel vu Mënschen zu Lëtzebuerg, déi hirem Liewen duerch e Suicide en Enn setzen. Ech begréissen an deem Kontext d'Effortë vun der Regierung a besonnesch vum Gesondheetsminister. Mä net nëmmen d'Politik ass hei gefuerdert, mä d'Gesellschaft allgemeng. A besonnesch Leit, déi eleng oder a méi schwierege finanzielle Situatioune sinn, musse vun der Gesellschaft opgefaange ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Gewalt kann awer och d'Form vun aggressiver Intoleranz unhuelen. An de leschten Deeg a Woche konnte mir alleguerte Beispiller dovun erliewen. Bei Demonstratioune géint Asylante si vun eenzelne Leit friemefeindlech Aussoe gemaach ginn. An och op verschiddenen Internetsitë konnt ee ganz rezent esou Aussoen noliesen.

Ech muss lech soen, datt fir mech esou Aussoen, egal ob se reell oder virtuell sinn, absolut net ze akzeptéiere sinn. Egal wat d'Ursaache sinn, déi d'Demandeur-d'asilë bei eis an d'Land féieren, wëlle se genau datselwecht, wat mir och wëllen, nämlech eng méiglechst gutt Zukunft fir sech an hir Kanner. A soulaang déi Leit hei am Land sinn, well se sech an enger Asylprozedur befannen, hu mir och eng sozial Verantwortung, déi mer net einfach esou kënnen oftrieden.

Duerfir sinn ech och frou, datt et vill Mënschen an dësem Land gëtt, déi hei spontan Hëllef ugebueden hunn. Et kann net sinn, datt Asylante wéi Aussätzeger respektiv Krimineller behandelt ginn. An d'Politik op alle Bänken ass gefuerdert, heigéint virzegoen.

Viru Kuerzem gouf an engem Radiokommentar en Appell un d'Politik gemaach, fir eng breet Diskussioun an der Gesellschaft ze féieren iwwer Immigratioun an Asylanten. Ech wéilt mech deem Appell gären uschléissen, fir datt mir eis am Laf vum nächste Joer méi mat Integratiounspolitik beschäftegen, mat zum Beispill enger Debatt am Plenum.

Tout n'est pas pour le mieux dans le meilleur des mondes, och net hei zu Lëtzebuerg. An de leschte Wochen hu mir gesinn, datt de Rietsextremismus erëm amgaangen ass opzeflamen. Mir mussen alles drusetzen, fir dat ze verhënneren. An duerfir kann een esou Gewaltaktioune wéi viru Kuerzem an Däitschland och net hefteg genuch veruerteelen.

Toleranz, Solidaritéit a Respekt sinn déi dräi Wäerter, déi ech jiddwerengem an eisem Land um Enn vun dësem Joer, ganz besonnesch an deene méi schwieregen Zäiten, an deene mir liewen, wéilt un d'Häerz leeën. Heiansdo feelt et eis plazeweis e bësse méi un där enger oder un där anerer. Mir solle grad um Enn vum Joer mat eis alleguer zu Chouer goen a versichen, fir am nächste Joer fir dës Wäerter anzetrieden, dëst ganz besonnesch an eiser politescher Aarbecht.

Dir Dammen an Dir Hären, bei alle Problemer, déi eis beschäftegen, soll een dat Positivt an eiser Gesellschaft awer net vergiessen. An do wéilt ech ee Beräich erausgräifen: dee vum fräiwëllegen Asaz vu ronn 125.000 Leit hei am Land.

Dat Europäescht Joer vum Bénévolat 2011 huet d'Opmierksamkeet op all déi geriicht, déi en Deel vun hirer Fräizäit an den Déngscht vun hire Matmënsche setzen, op all déi Fräiwëlleg, déi sech dem Solidaritéitsprinzip géintiwwer hire Matmënsche verschriwwen hunn. Et ass vläicht deen nobelsten Engagement, deen en héije Respekt an Unerkennung verdéngt, egal a wat fir engem Beräich e Mënsch sech engagéiert. Mir sollten alleguer frou an houfreg sinn, esou vill Bénévolen hei am Land ze zielen.

De Bénévolat dréit och ganz besonnesch zur sozialer an ekonomescher Kohäsioun an eisem Land bäi. An duerfir wëll ech, am Numm vun lech alleguer, alle Fräiwëllegen e ganz déiwe Merci fir en onentgeltlechen Asaz am Interessi vun hire Matmënschen ausschwätzen. Ouni de Bäitrag vun all eenzelnem Fräiwëllege géif eist Land an eis Gesellschaft a ville Beräicher net kënne funktionéieren.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll op dëser Plaz allen Deputéierten, mä och de Mataarbechter aus dem Haus an aus de Fraktiounen an all deenen, déi de près ou de loin um Gelénge vun eiser Aarbecht associéiert sinn, gradesou wéi der parlamentarescher Press e grousse Merci ausschwätze fir hir gutt a wäertvoll Aarbecht. Ech hoffen, datt déi besënnlech Deeg vum Enn vum Joer et jiddwerengem erlaben, zur Rou ze kommen an eng Paus anzeleeën.

Fir 2012 wënschen ech lech schonn all Guddes a virun allem eng exzellent Gesondheet. Meng bescht Wënsch riichte sech natierlech och un d'Membere vun der Regierung an och un d'Membere vun all deenen aneren Institutiounen, déi un der legislativer Aarbecht bedeelegt sinn. An all deene Leit, déi eis nolauschteren oder nokucken, wënschen ech schéi Chrëschtdeeg an all Gutts fir dat neit Joer.

Plusieurs voix.- Merci gläichfalls!

M. le Président.- Den Här Lux, wann ech gelift.

M. Lucien Lux *(LSAP)*.- Här President, am Numm vun alle Kolleeginnen a Kolleege wollt ech lech félicitéiere fir déi lescht Wierder, déi Der un eis an och un de Public dobausse geriicht hutt. Si verlaangen net vill Kommentaren. An ech denken, se kënnen heibanne vun eis alleguer ënnerschriwwe ginn.

Ech wollt lech Merci soe fir déi gutt Kollaboratiouun, déi mer tout au long vun deene leschten zwielef Méint haten, an lech an Ärer Famill schéin a roueg Feierdeeg an e gudde Rutsch an d'neit Joer wënschen.

Ech wollt bei där Geleeënheet den Här Frieseisen bieden, déiselwecht Wënsch an e Merci un all eis Mataarbechterinnen a Mataarbechter ze riichte fir déi gutt Aarbecht, déi mer bis dee leschten Dag haut hei geleescht hunn, och hinnen e gudde Rutsch fir d'neit Joer an alles Gutts an e gutt Gelénge vun all hire privaten a professionelle Wënsch fir 2012 mat op de Wee ginn.

Ech wollt och de Kolleeg Fränz Biltgen bieden, der Regierung déi Wënsch och muer de Moie matzehuelen. Si hunn, an dat ass leider Gottes emol eng Kéier näischt Guddes, e bësse méi Zäit muer, well eng Sëtzung net stattfënnt. Dat féiert allerdéngs dozou, dass d'Regierung muer, an dorunner si mer jo net esou gewinnt, selwer, ouni Mauere lénks a riets vun de Sozialpartner, muss Décisiounen huelen.

Mir wäerten domadder och da relativ schnell am Januar ganz zügeg un eis Aarbechte kommen. D'Prognosen, déi mer an deene leschten Deeg an der Finanzkommissioun heibannen héieren hunn, vum Statec, vun der OECD, vun der Banque centrale a vun allen, wäerten drop hiweisen, dass mer e schwieregt Joer virun eis wäerten hunn.

Dat verlaangt vun eis Courage an och Ausdauer an eiser Aarbecht, fir dat gutt a professionell ze maachen, an dobäi virun allem net ze vergiessen, mat deem, wou Der ugefaangen hutt, ëmmer erëm dann un déi ze denken, déi op der Säit vun der Strooss stoe gelooss ginn, dass mer eise Bléck fir d'Éischt un déi riichten an derfir suergen, dass a Krisenzäite mer virun allem deenen, besonnesch an de Familljen, besonnesch bei de Kanner, dass mer déi fir d'Éischt als Prioritéit Nummer 1 gesinn.

Alles Gutts fir d'neit Joer, och un all Kolleeginnen a Kolleegen!

Merci.

(Applaudissements)

Une voix.- Très bien!

Plusieurs voix.- Merci.

M. le Président.- Den Här Justizminister huet d'Wuert.

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice*.- Merci, Här President. Ech wëll am Numm vun der Regierung lech an och dem Här Lux Merci soe fir déi Wënsch, déi Der un eis erubréngt.

Ech wënsche vun der Regierung aus lech och alles Guddes fir dat nächst Joer. Ech wëll och Merci soe fir dat, wat mer hei zesummen diskutéiert hunn, zesummen erreecht hunn, an ech kommen op e Bild zréck, wat ech virdru gebraucht hunn.

Mir hu vill matenee gestridden, an ech hoffe just ëmmer, dass ee ka matenee streiden, ouni Sträit ze kréien. Et dierf een, et muss ee matenee streiden, mä et dierf een net perséinlech Sträit matenee kréien. Et muss ee matenee streiden, well mir wëlle jo all dat Bescht fir eist Land a fir seng Leit, an do muss een de Courage hunn, seng Meenung ze soen, an et muss och herno eng Kéier eng Majoritéit décidéieren. Mä et dierf een net perséinleche Sträit kréien an et muss een ëmmer d'Fassung wahren a virun allem d'Dignitéit vun deem géigeniwwer wahren.

Dir hutt lech och un de Publikum dobaussen adresséiert. Ech mengen, d'Lëtzebuerger Chamber ass eng vun deene wéinegen, wann et der iwwerhaapt vill gëtt op der Welt, wou alles public ass, wou een d'ganz Debatte kann nokucken, wou net nëmmen Extraitë kommen.

Ech mengen, och dat ass wichteg, dass mer de Leit dobaussen, de Bierger, déi Wieler sinn, net Wieler sinn, d'Gefill ginn, dass et eis ëm d'Saach geet an dass mer net wëllen deem aneren op där anerer Säit vun der Bänk wéidoen, mä dass et eis ëm d'Saach geet.

Ech soen dat och an ech mengen, de Lucien Lux huet schonn dorop higewisen, et geet vläicht méi séier erëm lass am neie Joer, wéi mer eis dat all virstellen, wa mer elo och kucken, an dat ass richteg, fir e bësse Rou ze kréien an e bëssen ze erblosen, an ech mengen, duerfir ass et och wichteg, eis ze erblosen, Rou ze kréien, fir dass mer duerno erëm eng Kéier kënne lassgoen.

Och nach eng Kéier Merci, Här President, fir déi Wierder, déi Der gesot hutt, ëm wat et eigentlech soll goen, nämlech ëm d'Leit dobaussen, dass mer kee sollen am Ree stoe loossen, dass mer jiddweree solle mathuelen, souwäit en och wëllt a ka matgoen. An duerfir musse mer eis Méi ginn, besonnesch fir déi, déi net esou gutt kënne matgoe wéi déi aner kënne matgoen, dat maachen.

Duerfir nach eng Kéier d'Wënsch vun der Regierung och un lech all an och natierlech un d'Mataarbechter vun Ärem Haus, mat deenen ech ëmmer ganz gutt Erfahrunge gemaach hunn, an duerfir sinn d'Projeten och ëmmer herno esou gutt, wéi mer se an der Vergaangenheet hei och elo ëmmer haten.

Villmools Merci! An da loosse mer eis all erblosen a mat frëschem Mutt am neie Joer erëm lassleeën!

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Applaudissements)

M. le Président.- Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir sinn domadder um Enn vun eiser Sitzung ukomm.

Déi nächst Sitzunge sinn elo emol prinzipiell virgesi fir den 31. Januar an den 1. an den 2. Februar.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 14.28 heures)

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Sommaire des séances publiques nos 11, 12 et 13

Communications p. 98

Résolution relative aux dispositions particulières applicables au Fonds européen de développement régional et à l'objectif «Investissement pour la croissance et l'emploi», et abrogeant le règlement (CE) n°1080/2006 (document COM(2011)614)
- Art. 169 (5) du Règlement de la Chambre p. 98-99

Ordre du jour p. 99

Heure de questions au Gouvernement
- Question n°131 du 13 décembre 2011 de Mme Nancy Arendt épouse Kemp relative à la destruction des saisies de médicaments soumis à prescription médicale vendus via Internet et qui sont contrefaits, adressée à M. le Ministre de la Santé et à M. le Ministre de la Sécurité sociale p. 100
- Question n°132 du 12 décembre 2011 de M. André Bauler relative aux élections récentes de représentants des parents au sein des comités d'école dans l'enseignement fondamental, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle p. 100
- Question n°133 du 13 décembre 2011 de M. Ben Scheuer relative à l'unité de sécurité du CSEE Dreiborn, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration
et
- Question n°134 du 12 décembre 2011 de M. Eugène Berger relative à l'unité de sécurité à Dreiborn, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration p. 100
- Question n°135 du 13 décembre 2011 de Mme Josée Lorsché relative au suicide, adressée à M. le Ministre de la Santé p. 100-101
- Question n°136 du 13 décembre 2011 de M. Félix Eischen relative à la construction éventuelle d'un grand centre d'enfouissement de déchets nucléaires à Bure en Lorraine, adressée à M. le Ministre de la Santé et à M. le Ministre de la Sécurité sociale p. 101
- Question n°137 du 12 décembre 2011 de M. Fernand Etgen relative aux différentes mesures fiscales destinées à encourager l'amélioration de l'efficacité énergétique dans le domaine du logement, adressée à M. le Ministre du Logement p. 101
- Question n°138 du 12 décembre 2011 de M. Eugène Berger relative au système des chèques-services, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration p. 101-102

Question élargie n°23 de M. André Bauler sur le transport de personnes handicapées p. 102

6161 - Projet de loi portant modification
1. de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées;
2. du Code du travail;
3. de la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du travail p. 102-106

6204 - Projet de loi
a) relative aux contrôles et aux sanctions concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques et les restrictions y applicables, telles que ces substances sont visées par le règlement (CE) n°1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), instituant une agence européenne des produits chimiques, modifiant la directive 1999/45/CE et abrogeant le règlement (CEE) n°793/93 du Conseil et le règlement (CE) n°1488/94 de la Commission ainsi que la directive 76/769/CEE du Conseil et les directives 91/155/CEE, 93/67/CEE, 93/105/CE et 2000/21/CE de la Commission;
b) relative aux contrôles et aux sanctions concernant la classification, l'étiquetage et l'emballage des substances et des mélanges, tels que ces substances et mélanges sont visés par le règlement (CE) n°1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, modifiant et abrogeant les directives 67/548/CEE et 1999/45/CE et modifiant le règlement (CE) n°1907/2006;
c) abrogeant la loi modifiée du 15 juin 1994 relative à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses;
d) abrogeant la loi modifiée du 3 août 2005 relative à la classification, à l'emballage et à l'étiquetage des préparations dangereuses p. 106-107

6290 - Projet de loi portant approbation du Protocole de Luxembourg portant sur les questions spécifiques au matériel roulant ferroviaire à la Convention relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles, signé à Luxembourg, le 23 février 2007 p. 107

6303 - Projet de loi portant approbation du Traité relatif à l'établissement du bloc d'espace aérien fonctionnel «Europe Central» entre la République fédérale d'Allemagne, le Royaume de Belgique, la République française, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas et la Confédération Suisse, fait à Bruxelles, le 2 décembre 2010 p. 107-108

Déclaration de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, relative aux conclusions du Conseil européen des 8 et 9 décembre 2011, suivie d'un débat p. 109-115

Question urgente n°1801 de M. Fernand Etgen sur la Tripartite p. 116

Résolution relative à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant les règles relatives aux paiements directs en faveur des agriculteurs au titre des régimes de soutien relevant de la politique agricole commune (COM(2011) 625)
- Art. 169 du Règlement de la Chambre p. 116

Résolution relative à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil portant organisation commune des marchés des produits agricoles (règlement «OCM unique») - (COM(2011) 626)
- Art. 169 du Règlement de la Chambre p. 117

Résolution relative à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant les règles relatives aux paiements directs en faveur des agriculteurs au titre des régimes de soutien relevant de la politique agricole commune (COM(2011) 625)
- Art. 169 (5) du Règlement de la Chambre p. 117

Résolution relative à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader), proposition législative émanant de la Commission européenne (COM(2011) 627)
- Art. 169 (5) du Règlement de la Chambre p. 117-118

6362 - Projet de loi portant réorganisation de l'établissement public nommé «Salle de concerts Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte» et de la Fondation Henri Pensis p. 118-121

6207 - Projet de loi portant modification de la loi portant approbation du Protocole portant modification de la Convention Benelux en matière de propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles), fait à Bruxelles, le 22 juillet 2010 p. 121

6307 - Projet de loi modifiant et complétant l'article 76 de la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental p. 121-123

6335 - Projet de loi portant approbation du Mémorandum d'accord concernant la coopération dans le domaine de la gestion des crises pouvant avoir des conséquences transfrontalières entre le Royaume de Belgique, le Royaume des Pays-Bas et le Grand-Duché de Luxembourg, signé à Luxembourg, le 1er juin 2006 p. 123-124

6263 - Proposition de loi
1. portant modification de la loi du 21 décembre 2007 portant réglementation du financement des partis politiques;
2. portant modification de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 p. 124-126

Dépôt d'une motion par M. Norbert Haupert p. 127

6232 - Projet de loi:
1. portant création de l'Agence pour le développement de l'emploi;
2. modifiant
- le Code du Travail;
- la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;
- la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet;
- la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration;
3. abrogeant la loi modifiée du 21 février 1976 concernant l'organisation et le fonctionnement de l'Administration de l'emploi et portant création d'une Commission nationale de l'Emploi p. 127-135
p. 140

Ordre du jour p. 135

Nomination d'un médiateur p. 135

6374 - Projet de loi portant
1. modification de l'article L.211-11 du Code du Travail;
2. modification de la loi modifiée du 17 février 2009 portant 1. modification de l'article L.511-12 du Code du Travail; 2. dérogeant, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L.511-5, L.511-7 et L.511-12 du Code du Travail;
3. modification de la loi modifiée du 11 novembre 2009 1. concernant certaines mesures temporaires visant à atténuer les effets de la crise économique sur l'emploi des jeunes; 2. modifiant certaines dispositions du Code du Travail p. 135-137
p. 140

5660B - Projet de loi concernant l'exercice de la profession d'avocat sous forme d'une personne morale et modifiant
1. la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;
2. les articles 2273 et 2276 du Code civil p. 137-140

Motion de M. Norbert Haupert relative à l'opposition à l'initiative de création d'un Fonds européen pour la démocratie p. 140

6333 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat p. 140-142

Discours de fin d'année de M. le Président p. 142

- L'actualité parlementaire sur **www.chd.lu**.
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

www.chd.lu

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°4** • SESSION ORDINAIRE 2011-2012

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
Session ordinaire 2010-2011		
1653	Jean Colombera	Violence et agression envers des agents du secteur public
1663	Claude Haagen	Aide au réemploi
1687	Claudia Dall'Agnol	Examen-concours pour la carrière d'inspecteur de la Police grand-ducale
1694	André Hoffmann	Pension de survie
Session ordinaire 2011-2012		
1699 cf. 1706 et 1810 urgente	François Bausch	Démantèlement de la Banque Dexia
1706 cf. 1699 et 1810 urgente	André Bauler	Démantèlement du groupe Dexia
1728	Jean Colombera	Pollution de la Sûre
1729	François Bausch	Assurance «R.C. Automobile»
1737	Lucien Weiler	Projet de réorganisation de l'association sans but lucratif «ProActif»
1738	André Bauler	Réforme du système des initiatives pour l'emploi
1739	Jean Colombera	Catalogue «Luxembourg capabilities in ICT for a healthy and ageing population»
1741	Camille Gira	Non-réalisation des mesures compensatoires dans le cadre d'un lotissement à Schieren
1743	Lydie Err	Loi relative aux effets légaux de certains partenariats
1746	Camille Gira	Déconnexion du réseau électrique en cas de défaillance de paiement de la facture
1750	Marie-Josée Frank et Léon Gloden	Composition de conseils d'administration de sociétés ou d'a.s.b.l. suite aux élections communales du 9 octobre 2011
1753	Ali Kaes	Prise en charge par l'assurance maladie des frais de «vols à vide» de Luxembourg Air Rescue
1760	Carlo Wagner	Prise en charge des frais des interventions de Luxembourg Air Rescue par la Caisse Nationale de Santé
1762	Anne Brasseur	Pénurie du personnel soignant
1763	Josée Lorsché	Mise en place d'un numéro d'appel européen unique «116 000» pour enfants disparus et adolescents en fugue
1764	Claude Adam	Offre de livres électroniques et les défis des bibliothèques
1768	Félix Braz	Traitement inégal des kinésithérapeutes par la CNS
1769	Fernand Kartheiser	Protection des symboles nationaux
1771	André Bauler	Consommation de drogues dans les lycées
1773	Jean Colombera	Journée de la Commémoration Nationale
1774	Jean Colombera	Réforme du système de pensions
1775	Lydie Polfer	Réforme éventuelle des traités européens
1777	Camille Gira	Publication électronique «de Finanzbuet» pour le secteur communal
1778	Fernand Kartheiser	Demandeurs de protection internationale en provenance de «pays d'origine sûrs»
1779	Josée Lorsché	Formation du personnel soignant dans le contexte de la loi de 2009 sur l'euthanasie et le suicide assisté
1780	André Bauler et Eugène Berger	Fouilles et dépistages de drogues dans le milieu scolaire
1781	Xavier Bettel	Abus de la carte d'identification de la sécurité sociale
1783	Fernand Kartheiser	Dénomination du Centre de rétention
1784	Fernand Kartheiser	Activités parascolaires
1785	Jean Colombera	Refus de payer des indemnités ou de prise en charge d'un traitement à cause de la bureaucratie de la Caisse Nationale de Santé (CNS)
1786	Fernand Kartheiser	État civil
1794 urgente (rectificatif)	Viviane Loschetter et Félix Braz	Mineurs détenus au Centre pénitentiaire de Schrassig
1810 urgente cf. 1699 et 1706	François Bausch	Futur modèle économique de la banque Dexia-BIL
1827 urgente	François Bausch	Position du Gouvernement luxembourgeois à l'égard de la proposition d'accord international publiée par le Président Van Rompuy le 17 décembre 2011

Session ordinaire 2010-2011

Question 1653 (12.9.2011) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant la **violence et agression envers des agents du secteur public:**

Sehr oft sieht man in letzter Zeit eine sich steigernde Gewalt und Aggressionen gegen öffentliche Bedienstete, sei es Polizisten, Schaffner oder auch freiwillige Helfer des Notdienstes. Eine Gegenwehr ist hier illusorisch, da ja das Opfer zum Täter abgestempelt wird und nachher die Konsequenzen zu tragen hat, obschon es aus Notwehr gehandelt hat. Bleibt die Frage, wie man das verkraften soll.

Fragen:

1) Gibt es bei der Ausbildung eine Möglichkeit, einen psychologischen Kursus mit einzubauen, um das Aggressionspotenzial eventueller Täter besser zu verkraften?

2) Werden bei der Ausbildung Self-defense-Kurse mit eingebaut?

3) Wann ist Notwehr gestattet und wann nicht?

4) Welche Möglichkeiten werden den öffentlichen Bediensteten geboten, um mit einer Stresssituation umzugehen?

Réponse (20.10.2011) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Die Grundausbildung bei der Polizei legt einen besonders großen Wert auf praktisches Handeln, um jeglicher Form von Gewalt vorzubeugen. Verschiedene Module, wie zum Beispiel „Umgang mit den Mitbürgern", „Praktische Anwendung von Gewaltbeherrschung", „Konfliktbewältigung" und so weiter, werden angeboten.

Des Weiteren werden Polizeianwärtern Selbstverteidigungskurse sowie praktische Lehrgänge über den Umgang mit polizeilichem Material „Anwendung und Gebrauch von Zwangsmitteln" angeboten.

Die Polizei bietet ebenfalls Seminare über Stress- und Konfliktbewältigung an.

Des Weiteren steht den Polizeibeamten der psychologische Dienst der Polizei zur Verfügung.

Das Strafgesetzbuch definiert die Notwehrhandlungen in seinem Artikel 416.

Question 1663 (20.9.2011) de **M. Claude Haagen** *(LSAP)* concernant l'**aide au réemploi:**

Dans le cadre de leur politique de lutte contre le chômage les gouvernements successifs ont introduit au cours des années toute une panoplie de mesures visant à faciliter la réinsertion des demandeurs d'emploi sur le marché du travail.

Ainsi, les salariés résidents et frontaliers, affiliés au Luxembourg et reclassés dans un emploi au Luxembourg peuvent bénéficier entre autres de l'aide au réemploi.

Un salarié qui se retrouve reclassé dans un emploi moins bien rémunéré que le précédent se voit octroyer un complément portant sa rémunération actuelle à 90% du salaire antérieur, et ceci pendant une durée de 48 mois au maximum.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. En général, l'aide au réemploi est versée par l'État. Le salarié bénéficiant d'une aide au réemploi touche donc une rémunération de son employeur ainsi qu'une indemnisation par l'État. Dans ce cas le salarié est-il obligé d'être détenteur d'une deuxième fiche d'impôt?

2. Dans l'affirmative, le salarié n'est-il pas imposé à un taux plus élevé, pour le même travail, pour l'indemnisation étatique?

3. Quelles sont les possibilités de ces salariés pour obtenir le même taux d'imposition par la suite?

4. Dans le souci de la simplification administrative ne serait-il pas plus opportun d'appliquer d'office le même taux d'imposition dans le cas du versement d'une aide au réemploi?

Réponse (10.1.2012) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

Les salariés licenciés peuvent sous certaines conditions solliciter auprès de l'Administration de l'emploi (ADEM) une aide au réemploi parallèlement à un emploi de reclassement auprès d'un employeur. Fiscalement, l'ADEM est considérée comme employeur et l'aide de réemploi constitue un revenu en provenance d'une occupation salariée.

En vertu de l'article 137, alinéa 2a) de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (LIR) et de l'article 3 du règlement grand-ducal du 9 janvier 1974, l'on considère, lorsqu'il y a plusieurs contrats de louage de service dans le chef d'un même contribuable, chaque salaire comme une rémunération distincte. Dans ce cas, la rémunération la plus stable dont le montant annuel sera vraisemblablement le plus élevé est considérée comme première rémunération (dans notre cas, le salaire de reclassement auprès de l'employeur), les autres rémunérations constituant des rémunérations supplémentaires. La retenue d'impôt à charge de la rémunération supplémentaire (en l'occurrence, l'aide au réemploi) est déterminée conformément à l'article 14 du règlement grand-ducal du 9 janvier 1974 et les taux fixes de retenue varient entre 12%, 18% et 30% selon la classe d'impôt du contribuable. L'article 15 dudit règlement grand-ducal prévoit un taux réduit sur demande du contribuable pour les cas où les taux fixes applicables en vertu de l'article 14 du règlement grand-ducal s'avèrent trop élevés.

La procédure d'imposition, avec la hiérarchie des fiches de retenue d'impôt[1] et la possibilité pour le contribuable de demander l'adaptation du taux de la fiche de retenue d'impôt additionnelle (taux réduit), est la même pour tous les cas de simultanéité de rémunérations réunies dans le chef d'un même contribuable. Il est par ailleurs aussi possible, le cas échéant, de demander après la fin de l'année de l'imposition une régularisation de la situation fiscale par décompte annuel ou par voie d'assiette en vue de récupérer un éventuel trop-perçu de l'impôt. Il n'est pas envisagé de modifier la législation en la matière afin de maintenir la cohérence du système d'imposition dans son ensemble.

Question 1687 (5.10.2011) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant l'**examen-concours pour la carrière d'inspecteur de la Police grand-ducale:**

D'après mes informations, le Syndicat Professionnel de l'Armée Luxembourgeoise (SPAL) a adressé en date du 4 août 2011 un courrier à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région dans lequel il s'enquiert sur l'examen-concours pour la carrière d'«inspecteur de la Police grand-ducale».

Dans son courrier le syndicat signale notamment qu'uniquement trois soldats volontaires ont réussi à l'examen-concours en juillet 2011 par rapport à un total de 53 personnes ayant passé avec succès l'examen-concours pour 65 vacances de postes disponibles. Considérant qu'un certain nombre des personnes ayant réussi à l'examen-concours seront, par après, exclus par les tests physiques et psychologiques, il est à craindre que les 65 vacances de poste ne puissent pas être occupées en temps utile. Or, jusqu'à présent le syndicat mentionné ci-dessus n'a pas encore eu de réponse de la part de Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.

- Partant, j'aimerais savoir comment Monsieur le Ministre s'explique-t-il qu'uniquement trois soldats volontaires ont réussi à l'examen-concours en juillet 2011.

- Monsieur le Ministre estime-t-il que les matières à étudier pour l'examen-concours correspondent au niveau d'étude des soldats volontaires?

- Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas que les critères de correction ont été trop sévères?

- Comment Monsieur le Ministre souhaite-t-il assurer un niveau suffisant d'inspecteurs de la Police grand-ducale si toutes les vacances de postes disponibles ne sont pas occupées?

- Quelles sont, le cas échéant, les réflexions ou initiatives de Monsieur le Ministre pour remédier aux nombreux échecs des soldats volontaires qui se présentent à l'examen-concours

[1] fiche de retenue d'impôt principale avec retenue d'impôt selon le barème de l'impôt sur les salaires pour la première rémunération et fiche de retenue d'impôt additionnelle avec retenue en application d'un taux fixe pour la rémunération supplémentaire

pour la carrière d'«inspecteur de la Police grand-ducale».

Réponse (10.11.2011) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

En vue d'un nouveau recrutement d'inspecteurs de police, la Police grand-ducale vient d'organiser un examen-concours pour lequel 322 candidats ont déposé leur dossier de candidature.

Après étude des dossiers et suite à des retraits de dossier, 280 candidats ont été admis à l'examen-concours. Malheureusement, seulement 53 candidats ont réussi à l'examen et après examen médical et tests psychologiques, 49 candidats, dont trois volontaires de l'armée, ont été retenu pour débuter la formation d'inspecteur de police. Il importe de souligner que les conditions d'examen sont les mêmes pour tout candidat se présentant au concours, indépendamment de son origine.

Les matières d'examen, à savoir les langues française et allemande ainsi que l'instruction civique correspondent parfaitement au niveau de recrutement. Il importe de souligner que les examens sont soumis à double correction et que les délibérations sont prises par une commission d'examen se constituant de dix membres cadre policier, personnel civil ainsi que du psychologue de la police et d'un représentant syndical des inspecteurs.

Mes services, en collaboration étroite avec la direction générale de la Police grand-ducale ainsi que le conseil de formation, sont en train d'analyser les résultats et réfléchissent sur d'éventuelles initiatives à prendre. Il me semble cependant certain que la quantité de personnel nécessaire ne peut aller à l'encontre de l'excellence de qualité que la police cherche à recruter.

Question 1694 (11.10.2011) de **M. André Hoffmann** *(déi Lénk)* concernant la **pension de survie:**

Selon la législation générale en vigueur, le conjoint divorcé, à condition de ne pas s'être remarié, bénéficie d'une pension de survie après le décès de son ancien partenaire, même si ce dernier s'est remarié - indépendamment des «torts» du divorce. Dans ce cas, la pension de survie est répartie entre les ayants droit proportionnellement à la durée des différents mariages ou partenariats.

Afin d'éviter un préjudice pour les personnes qui, selon la législation antérieure, bénéficiaient de la totalité de la pension de survie et qui auraient dû maintenant la partager avec l'ancien conjoint, le législateur a introduit par la loi du 27 juillet 1987 une dérogation transitoire, selon laquelle les conjoints divorcés avant le 1er août 1978, aux torts exclusifs du conjoint survivant ou aux torts réciproques et dont l'ancien conjoint s'est remarié avant cette date, ne bénéficient pas d'une partie de la pension de survie.

La nouvelle législation - voulant éviter une injustice, avait pourtant créé une autre - pour les personnes divorcées tombant sous l'effet de la disposition dérogatoire, et qui donc ne pouvaient bénéficier d'une partie de la pension de survie de l'ancien conjoint divorcé, remarié et décédé.

Dans une question parlementaire à Monsieur le Ministre *(cf. compte rendu n°10/2009-2010)*, j'avais soulevé le problème, demandé s'il ne faudrait pas changer cette disposition dérogatoire en trouvant une solution qui ne lésât ni les conjoints divorcés avant, ni ceux après les nouvelles dispositions générales. Dans sa réponse, Monsieur le Ministre justifiait simplement la dérogation en vigueur.

Or, par arrêt du 3 juin 2011, la Cour Constitutionnelle, saisie par le Conseil supérieur des assurances sociales de la question préjudicielle quant à la conformité des dispositions législatives avec la Constitution, et notamment avec le principe de l'égalité des citoyens devant la loi, a jugé que «l'article XVIII, point 17, de la loi modifiée du 27 juillet 1987 (…) est contraire à l'article 10bis, paragraphe 1er, de la Constitution.» (Mémorial A, n°128, 22 juin 2011)

Je voudrais donc prier Monsieur le Ministre de répondre aux questions suivantes:

- Quelles suites concrètes Monsieur le Ministre entend-il donner à cet arrêt?

- Comment et dans quels délais entend-il proposer une disposition législative qui soit conforme au principe d'égalité inscrit à l'article 10 de la Constitution?

- Comment entend-il dédommager la personne dont l'action judiciaire a conduit à l'arrêt de la Cour constitutionnelle?

- Comment entend-il informer les autres personnes concernées qui ont donc été victimes d'une disposition législative contraire à la Constitution, et comment entend-il réparer le tort qui leur a été fait?

Réponse (17.1.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Avant l'entrée en vigueur de la loi du 27 juillet 1978 portant modification des dispositions concernant les droits à pension de la femme divorcée dans différents régimes de pension contributifs, la législation prévoyait que la femme divorcée avait seulement droit à une pension de survie si le divorce avait été prononcé aux torts exclusifs du mari ou aux torts réciproques des époux. La prédite loi a fait disparaître la notion de torts en matière de droits à pension de la femme mariée en prévoyant que dorénavant la femme divorcée a droit à une pension de survie en cas de décès de son ex-mari quels que soient les torts retenus dans le cadre du divorce, à condition de ne pas avoir contracté elle-même un nouveau mariage ou un nouveau partenariat. L'article 197 du Code de la sécurité sociale actuel reprend les dispositions de cette loi.

L'article 8 de la loi du 27 juillet 1978 prévoyait au titre des dispositions transitoires et additionnelles que les nouvelles dispositions n'étaient applicables qu'aux divorces prononcés après son entrée en vigueur, à moins que le décès de l'assuré n'ait déjà donné lieu à des prestations et à condition qu'un remariage n'ait pas eu lieu avant l'entrée en vigueur de la loi.

L'article XVIII, point 17 tel qu'introduit dans la loi du 27 juillet 1987 par la loi du 24 avril 1991 ayant pour objet l'amélioration des pensions du régime contributif s'inscrit dans la suite de l'article 8 susmentionné en ce qu'il veille à sauvegarder les droits du conjoint ayant épousé avant l'entrée en vigueur de la loi du 27 juillet 1978 un assuré dont le premier mariage avait été dissous par le divorce prononcé à son profit ou aux torts réciproques des époux et qui avait une expectative de bénéficier de l'intégralité de la pension de survie.

La distinction opérée par l'article XVIII, point 17 de la loi modifiée du 27 juillet 1987 consiste en ce que l'époux survivant divorcé a droit à une pension de survie du chef de son ex-conjoint décédé si ce dernier s'est remarié après le 1er août 1978, mais non s'il s'est remarié avant cette date.

Dans son arrêt n°66/11 du 3 juin 2011, la Cour Constitutionnelle a jugé cette disposition contraire à l'article 10bis, paragraphe 1er, de la Constitution qui dispose que «les Luxembourgeois sont égaux devant la loi». Si le législateur peut, sans violer le principe constitutionnel de l'égalité, soumettre certaines catégories de personnes à des régimes légaux différents lorsque cette distinction est objective, rationnellement justifiée, adéquate et proportionnée à son but, la Cour a jugé que ces conditions n'étaient pas remplies en l'espèce.

Elle a renvoyé l'affaire devant le Conseil supérieur de la sécurité sociale dont émanait la saisine. Par arrêt du 1er décembre 2011, le Conseil supérieur de la sécurité sociale a reconnu à l'intéressée le droit à une pension de survie conformément à l'article 197 du Code de la sécurité sociale. En exécution de cet arrêt, la CNAP a attribué une pension de survie sur base de l'alinéa 4 de l'article 197 du Code de la sécurité sociale. La décision afférente a été notifiée à l'intéressée.

La Caisse Nationale d'Assurance Pension (CNAP) n'est pas en mesure d'identifier les personnes qui n'ont pas fait de demande en vue de l'octroi d'une pension de survie sur base de cet article. Elle n'est pas non plus en mesure d'identifier les personnes qui ont fait une demande y relative, mais à qui une pension de survie aurait été refusée sur base de cet article du Code de la sécurité sociale, étant donné que le motif de refus basé sur l'article XVIII, point 17 de la loi du 27 juillet 1987 n'est pas prévu dans sa nomenclature interne. Mais la CNAP analysera chaque demande de pension de survie qui lui sera soumise dans ce cadre et attribuera, le cas échéant, et de façon rétroactive, la pension de survie due en fonction de l'arrêt sus-indiqué.

Session ordinaire 2011-2012

Question 1699 (12.10.2011) de **M. François Bausch** *(déi gréng)* concernant le **démantèlement de la Banque Dexia:**

Dans le contexte du démantèlement de la Banque Dexia, le Gouvernement a annoncé la création d'une structure de défaisance afin de gérer les actifs toxiques.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Qui détiendra le capital de cette structure de défaisance?

2. De quoi sont composés les actifs toxiques de la Dexia qui seront transmis à la structure de défaisance?

3. La Dexia ayant géré ses produits toxiques depuis 2008 en vue de s'en débarrasser au plus vite, est-ce que le Gouvernement n'estime pas que le risque des actifs toxiques tenus à l'heure actuelle est considérablement plus élevé que celui pour lequel une garantie a été donnée en 2008?

4. De quelle façon les gouvernements en question seront-ils impliqués dans l'administration de cette structure?

5. Pourquoi la durée de la garantie a-t-elle été portée à dix ans alors qu'en général la période opérationnelle des structures de défaisance ne dépasse pas cinq ans?

6. Quelles sont les mesures prises par les administrateurs de la Dexia depuis 2008 afin de réduire son risque systémique? Est-ce le Gouvernement juge que ces mesures étaient suffisantes?

7. Y a-t-il eu notamment des dispositions visant une limitation de versements de dividendes et de boni managériaux?

8. Est-ce que le Gouvernement considère l'opportunité de mesures supplémentaires afin de réduire le risque systémique de la Dexia BIL? Le cas échéant, quelles sont ces mesures?

Dans le contexte du rachat de la Dexia BIL par un «groupe financier du Qatar, proche de la famille royale», j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

9. Est-ce que le nouveau propriétaire porte une partie du risque lié aux actifs toxiques de la Dexia BIL? Y a-t-il notamment une disposition visant une limitation de versements de dividendes et de boni managériaux?

10. Y a-t-il des garanties d'État apportées par le Gouvernement à l'acquéreur de la Dexia BIL en vue d'autres pertes qui pourraient apparaître à moyen terme dans le bilan de la banque?

11. Sur base de quelles estimations chiffrées a été établi le prix de rachat de la Dexia BIL?

12. Quelles garanties pour les droits sociaux ont été négociées au bénéfice des employés?

Question 1706 (17.10.2011) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **démantèlement du groupe Dexia:**

Il me revient de la presse quotidienne que l'association des petits porteurs d'actions INVESTAS a.s.b.l. a soulevé la problématique du traitement de l'actionnaire privé dans le contexte du démantèlement du groupe Dexia.

Il va sans dire que tout actionnaire encourt évidemment des risques. Néanmoins, tous les actionnaires ne sont pas de simples «spéculateurs». L'actionnariat privé luxembourgeois dans Dexia est composé surtout

- des actionnaires historiques de l'ancienne BIL, pour qui le titre a constitué un investissement de bon père de famille, ancré dans l'économie luxembourgeoise;

- des employés de Dexia BIL, qui ont souscrit aux titres de Dexia en signe de fidélité envers leur employeur, et dont certains n'ont pu les revendre sous peine d'encourir une procédure «d'initié»;

- de clients de la banque privée de Dexia BIL ou de plans de pension privés, détenteurs d'actions Dexia.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Les actionnaires privés de Dexia ne resteront-ils que les propriétaires d'une coquille vidée de sa substance, ou, au pire des cas, de la «bad bank»?

2. Monsieur le Ministre voit-il une offre d'échange - selon des modalités à définir - d'anciennes actions Dexia contre des actions de la «nouvelle BIL» comme un moyen par lequel les investisseurs visés ci-dessus pourraient être tant soit peu protégés? Dans l'affirmative, un tel échange est-il prévu?

Dans le contexte de la prise de participation par l'État luxembourgeois dans la «nouvelle BIL», aux côtés de l'actionnaire majoritaire qui est un «groupe financier du Qatar, proche de la famille royale», j'aimerais poser deux questions supplémentaires:

3. L'État luxembourgeois a-t-il accordé un droit de préemption à l'actionnaire majoritaire afin que ce dernier puisse acquérir toutes les parts de l'État luxembourgeois au terme d'une période à définir?

4. Comme l'État luxembourgeois est actionnaire dominant ou significatif durant cette période dans plusieurs établissements bancaires de notre place financière qui se font mutuellement concurrence sur le marché de la banque de détail et de services aux entreprises au Luxembourg, comment comptera-t-il gérer d'éventuels conflits d'intérêt pouvant naître de cette situation?

5. Quelle stratégie le Gouvernement déploiera-t-il pour préserver l'emploi dans tous ces établissements bancaires?

Question urgente 1810 (21.12.2011) de **M. François Bausch** *(déi gréng)* concernant le **futur modèle économique de la banque Dexia BIL:**

Dans le contexte du démantèlement de la Holding Dexia, le Ministre des Finances vient de confirmer la signature d'un protocole d'accord contraignant prévoyant la cession de la Banque Internationale à Luxembourg à un groupe d'investissement qatari Precision Capital et à l'État luxembourgeois qui prendront respectivement 90% et 10% des parts sociales.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Comment le modèle économique de la BIL évoluera-t-il dans les prochains mois? Quelle complémentarité est-ce que l'État recherche à réaliser par sa participation dans les trois grandes banques locales - BCEE, BGL-PNB-Paribas et BIL?

2. Est-ce que l'État compte à terme revendre sa participation dans la BIL ou préfère-t-il les garder afin de disposer d'un droit de regard sur la gestion?

3. Quel impact la vente de la BIL aura-t-elle sur les actionnaires privés, dont notamment le personnel même de la banque?

4. Quel impact est-ce que le modèle commercial de la BIL aura sur le maintien de l'emploi au Luxembourg et les droits des employés, la BIL et les structures dépendantes étant un des plus grands employeurs du pays?

5. Tel qu'il a été précisé dans l'annonce, la RBC Dexia à Esch/Belval et la Dexia Asset Management ne faisant pas partie du périmètre de l'accord, quel sera l'avenir réservé à ces deux entités?

Réponse (10.1.2012) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

Dans un souci de cohérence, le Gouvernement souhaite apporter une réponse commune aux trois questions parlementaires posées dans le contexte de la restructuration de Dexia et de la transaction BIL.

1. Contexte

Il y a lieu de rappeler tout d'abord le contexte et le rôle de l'intervention de l'État dans ce dossier (à voir aussi les explications déjà données dans le cadre du discours gouvernemental sur le budget de l'État en décembre 2011 à la Chambre des Députés).

Fin septembre 2011, le groupe Dexia se trouvait dans une situation financière grave rendant nécessaire, à la demande du groupe bancaire, une action des différents États dans lesquels Dexia a une présence importante. Au Luxembourg, la BIL appartient à près de 100% au groupe Dexia.

Dans la mesure où la BIL est une banque systémique et afin d'éviter une catastrophe économique et sociale au Luxembourg suite à une éventuelle disparition du groupe bancaire, il a été jugé inévitable de rapidement sortir la BIL du groupe Dexia et de lui permettre un développement autonome au Luxembourg. Par ailleurs, tant Dexia que les Gouvernements français et belge ont également été d'avis qu'il y avait lieu d'opérer une restructuration ordonnée du groupe Dexia en cédant ses principales participations.

En tant que conditio sine qua non pour la sortie de la BIL du groupe Dexia, le Gouvernement a dû participer à une solution au refinancement des activités restantes de Dexia (banque résiduelle). À l'issue d'une négociation difficile entre les trois États (Belgique, France et Luxembourg), il a été décidé de garantir pour un montant maximal de 90 milliards d'euros le refinancement de cette banque selon la clé de répartition retenue en 2008 (Belgique 60,5%, France 36,5%, Luxembourg 3%). La Chambre a approuvé ces garanties dans le cadre de la loi budgétaire pour 2012.

2. Garanties

La garantie est accordée sur le refinancement de Dexia S.A. et de sa filiale Dexia Crédit Local S.A., dont l'activité principale consiste dans le financement de collectivités publiques. L'objectif de la garantie est de permettre à la banque de préparer un plan de restructuration ou - à défaut de viabilité de Dexia S.A. - de liquidation à soumettre à la Commission européenne jusqu'au 20 mars 2012. À ce stade, le Gouvernement n'a pas connaissance de modifications récentes de l'actionnariat de la maison-mère Dexia S.A. À noter que l'État luxembourgeois n'est ni actionnaire au niveau de la maison-mère, ni au niveau des filiales.

3. L'acquisition de la BIL par Precision Capital et l'État luxembourgeois

À l'issue de maints efforts de la part de Dexia pour trouver un acquéreur pour la BIL, un groupe d'investissement originaire du Qatar (Precision Capital) s'est déclaré prêt à racheter la BIL. En raison du caractère systémique et de l'importance de la BIL pour l'économie et la société luxembourgeoise, l'État luxembourgeois a décidé de prendre une participation minoritaire de 10% dans la BIL (à l'instar de ce que l'État a fait dans le cas de la BGL en 2008). Le prix de la transaction représente 100% des actions de Dexia BIL détenues par Dexia S.A. et s'élève à 730 millions d'euros.

Les négociations menées à ce jour entre Dexia et le groupe Precision Capital sur la vente de la BIL ont porté essentiellement sur le périmètre des activités à céder et le prix de vente. Un accord de principe a pu être trouvé fin décembre 2011, qui devra encore être approuvé par la Commission européenne. À noter que l'État luxembourgeois n'a pas accordé et n'entend pas accorder une garantie d'État à Precision Capital.

Les actionnaires privés de la BIL (représentant 0,1% du capital) pourront rester actionnaires ou céder leur participation aux mêmes conditions que celles convenues entre Dexia et Precision Capital.

Les sociétés RBC Dexia et DAM n'ont pas pu être vendues par Dexia au groupe qatari, notamment en raison de restrictions contractuelles. Le Gouvernement suivra de près l'évolution de ces sociétés et tiendra la Chambre des Députés informée si de nouveaux développements sont connus.

4. Les prochaines étapes

- Dexia devra soumettre aux trois États garants le programme d'émission indicatif présentant les financements envisagés par Dexia pour bénéficier de la garantie. Les États approuveront ce programme dans le cadre du comité des garants, où le Luxembourg est représenté, ou indiqueront à Dexia les modifications à y apporter. Un reporting mensuel est mis en place. Les différents éléments et modalités du plan de restructuration restent encore à définir. En attendant, l'autorisation temporaire de la Commission couvre le refinancement de la banque avec une maturité maximum de trois ans et est émise jusqu'au 31 mars 2012.

- Dans les semaines à venir, l'État luxembourgeois et Precision Capital intensifieront leurs discussions sur le projet industriel de la BIL. Les parties fixeront ensemble les orientations futures et la gouvernance de la BIL. Il est de l'intention des parties de continuer à développer la BIL à partir de son modèle commercial et de fonctionnement actuel. L'État luxembourgeois veillera dans les négociations à ce que les droits des salariés soient respectés et à ce qu'il n'y ait pas de plan social.

- L'État ne recherche aucune complémentarité entre les banques BCEE, BGL et BIL. Ces banques continueront à participer, comme par le passé, au libre jeu de la concurrence commerciale.

- L'État n'a pas pris à ce jour une décision quant à une date de sortie ultérieure du capital de la BIL. Toutefois, comme dans le cas de la BGL, il est probable que l'État cédera dans quelques années ses participations bancaires, quand les conditions de marché le permettent.

Question 1728 (28.10.2011) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant la **pollution de la Sûre:**

Des habitants de la rue du Moulin à Erpeldange (Diekirch) ont signalé une importante pollution de la Sûre.

Q38

Le canal du moulin situé à Erpeldange a convoyé d'importantes quantités de mousse en octobre 2011 (76 photos datées du 3 au 14 octobre 2011 sont disponibles). De toute évidence, cette mousse provient d'une pollution organique de l'eau.

Il résulte que cette pollution du seul canal (le reste de la rivière restant propre) de la Sûre provient de l'embouchure de la «Mëchelbaach» située en amont à peu de distance du moulin.

Comme il est fortement improbable qu'une telle pollution de la «Mëchelbaach» et de la Sûre puisse provenir des activités des étangs de pêche, il est plus qu'évident que la décharge Fridhaff a déversé des eaux polluées dans la «Mëchelbaach».

Questions:

1. Quel nouvel et nième incident a eu lieu au Fridhaff?

2. Quelles seront les mesures prises à l'encontre des responsables?

3. Qu'en est-il de la mise en service de la nouvelle conduite à double paroi?

Conduite posée depuis plus de deux ans et dont vous répondiez fin décembre 2010: «Et kann ee festhalen, datt als Konsequenz vun der Situatioun, esou wéi d'Verwaltung se virfonnt huet, de SIDEC seng Responsabilitéit huet missen iwwerhuelen an eng nodréiglech, méi opwenneg Kontroll vun der Leitung muss maachen, wéi dat de Fall gewiescht wier, wann d'Iwwerpréifung direkt beim Bau vun der Leitung gemaach gi wier.» *(question parlementaire n°0977 - cf. compte rendu n°6/2010-2011)*

4. Ne trouvez-vous pas que ces incidents se multipliant au Fridhaff devraient aboutir à une meilleure prise de conscience et de gestion de ce phénomène?

Réponse (18.1.2012) de **M. Marco Schank,** *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:*

En guise d'introduction, il y a lieu de mentionner que les services de l'Administration de l'Environnement n'ont pas été informés d'une formation de mousse sur une partie de la Sûre et plus particulièrement sur le canal du moulin à Erpeldange, étant donné que la surveillance de la qualité des rivières revient à l'Administration de la gestion de l'eau et non pas à l'Administration de l'Environnement.

Comme la décharge du SIDEC peut être à la source de ce phénomène, mes services de l'Administration de l'Environnement ont effectué une recherche détaillée sur les causes possibles. Or, durant la période en question, aucun incident particulier n'a pu être détecté.

Le seul phénomène qui peut expliquer cette production de mousse sur le canal du moulin de la Sûre est celui d'une croissance anormalement élevée d'algues dans les bassins de rétention pour eaux non polluées provenant du site du SIDEC. Il s'agit d'un phénomène qui se produit de préférence durant des périodes de sécheresse où il n'y a pas ou seulement très peu d'écoulement d'eaux à partir de ces bassins pour eaux propres. Du fait qu'en ces périodes il n'y a pas de vidange régulière des bassins par des nouvelles eaux de surface, il peut s'établir un processus d'eutrophisation qui se caractérise par une croissance anormalement élevée d'algues à l'intérieur de ces bassins.

En cas de fortes pluies, le niveau d'eaux monte évidemment dans ces bassins avec comme conséquence un écoulement des eaux eutrophisées vers le milieu récepteur, à savoir la «Mëchelbaach». Une telle situation s'est en effet produite par exemple en début du mois d'octobre 2011 où il n'y avait pas eu de précipitations du 20 septembre au 5 octobre 2011.

En date du 6 octobre 2011, des pluies importantes à raison de 5 mm par m^2 sont tombées générant le phénomène esquissé.

En effet, une concentration en algues dans les eaux déversées, un taux élevé en protéines dans l'eau suite à la présence des algues et une agitation provoquée par leur déversement à partir du bassin de rétention peut mener à la formation d'une mousse blanche à la surface de l'eau. Cette mousse peut être d'une odeur désagréable et avoir une consistance glutineuse. Elle n'est pourtant ni nocive, ni polluante.

Compte tenu du fait que ce phénomène résulte d'un processus naturel et non pas d'une négligence des responsables du SIDEC, la prise de mesures à l'encontre de ces derniers n'est pas opportune. Les services de l'Administration de l'Environnement sont toutefois conscients des gênes qui peuvent résulter de ce phénomène et procèdent (ensemble avec le SIDEC) à la recherche de moyens techniques permettant d'éviter, sinon de limiter ces effets désagréables.

En ce qui concerne la conduite à double paroi pour l'écoulement des eaux de percolation, il y a lieu de rappeler que cette paroi ne peut être mise en exploitation qu'après vérification de son étanchéité par un organisme agréé. Le rapport afférent est parvenu à l'Administration de l'Environnement le 10 octobre 2011. Sur base de ce rapport, les arrêtés ministériels couvrant l'exploitation de la décharge et de la conduite ont dû être mis à jour. Ces arrêtés ministériels modificatifs ont été signés le 2 décembre 2011 et notifiés le même jour aux personnes concernées.

À noter aussi que les travaux de raccordement de la nouvelle conduite aux infrastructures existantes de la décharge ainsi que la déconnexion de l'ancienne conduite doivent également être surveillés par un organisme agréé. Un plan de travail afférant devra encore être introduit auprès de l'Administration de l'Environnement pour approbation, préalablement à l'exécution des travaux de raccordement en question. Ce n'est qu'après la réalisation de ces travaux que la nouvelle conduite pourra être mise en exploitation.

Question 1729 (28.10.2011) de **M. François Bausch** *(déi gréng)* concernant l'**assurance «R.C. Automobile»:**

Le système du bonus/malus de l'assurance «R.C. Automobile» est basé sur un système de personnalisation de la prime d'assurance en fonction de la sinistralité. Fin juin 2011, l'Association des Compagnies d'Assurances (ACA) a annoncé lors d'une conférence de presse un accord entre ses compagnies membres pour appliquer différemment la législation afférente. L'ACA y justifie les modifications avec l'objectif de «garantir une application uniforme et homogène, ceci de concert avec le Commissariat aux Assurances». Ces modifications se traduisent notamment par le fait qu'à partir du 1er juillet 2011, a) le bonus reste acquis en cas de remplacement d'un véhicule assuré par un autre de la même catégorie, b) le 2e véhicule acquis par un ménage n'aura pas de bonus d'entrée et c) le transfert de bonus entre deux preneurs d'assurances différents (p. ex. entre père et fils) ainsi qu'entre deux véhicules d'un même preneur ne sera plus possible. Ces modifications décidées d'un commun accord par les compagnies elles-mêmes concernent leur activité «non-vie» la plus importante: en 2010, l'assurance liée à l'automobile (terrestre) représentait à elle seule près de la moitié des recettes «non-vie» (48%).

Dans ce contexte, je voudrais avoir les précisions suivantes de la part de Monsieur le Ministre des Finances:

1) Quels sont les problèmes ou abus éventuels qui justifieraient cette application différente de la législation par les compagnies d'assurances? Est-ce que le Commissariat aux Assurances et le Ministère partagent leurs vues?

2) Est-ce que la décision commune du secteur d'appliquer différemment certaines dispositions légales reste conforme à la loi sur la concurrence et ne pourrait pas être considérée comme une entente illicite?

3) Monsieur le Ministre peut-il confirmer que les changements opérés sont explicitement couverts par la législation actuellement en vigueur?

4) Est-ce que le Commissariat aux Assurances a vérifié si les modifications souhaitées par l'ACA auraient un impact financièrement neutre ou résulteraient en un gain plus ou moins important pour les compagnies respectivement en une charge supplémentaire pour les preneurs/consommateurs?

5) N'aurait-il pas fallu attendre la finalisation et l'entrée en vigueur du nouveau règlement grand-ducal afférent en cours d'élaboration, afin d'éviter que les changements décidés par l'ACA soient perçus soit comme «ballon d'essai», soit comme une augmentation générale des recettes?

6) Est-ce que l'application du tarif de base au 2e véhicule d'un même preneur d'assurance ne revient pas à léser les bons conducteurs, notamment pour les ménages composés d'une seule personne et surtout s'il s'agit du même type de véhicule?

7) En cas de remplacement d'un véhicule, le bonus/malus reste désormais uniquement acquis s'il s'agit d'un véhicule de la même «catégorie». Est-ce que le terme «catégorie» fait référence aux catégories du permis de conduire ou est-ce qu'il s'agit d'une catégorisation différente?

Réponse (10.1.2012) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

Il a été constaté que des entreprises d'assurances interprétaient la législation applicable de manière à en tirer des «arguments commerciaux». Ainsi, l'application effective des dispositions ne coïncidait plus avec l'esprit à la base du système bonus/malus luxembourgeois et il était nécessaire de rétablir le respect équitable de la législation en la matière. Dans ce contexte, l'accord entre les membres de l'ACA en ce qui concerne l'interprétation de cette législation n'a aucune influence sur la liberté de chaque assureur de fixer les primes de base relatives aux polices d'assurances «RC automobile».

Comme il est relevé à juste titre, le système bonus/malus est constitutif d'une personnalisation de la prime d'assurance. Ceci implique que chaque conducteur paie une prime d'assurance correspondant à son style de conduite. Ainsi, transférer un degré bonus/malus très avantageux du grand-père, ayant cessé de conduire, au petit-fils qui est plus ou moins débutant en la matière dénature complètement le système et n'est pas équitable.

En ce qui concerne le mécanisme même du système, il faut éviter de considérer l'échelle bonus/malus en sens unique. Pour rappel, le degré de base, à savoir le degré 11 équivaut à 100% de la prime de base. Le bonus maximal est atteint au degré (-3), ce qui équivaut à 45% de la prime de base. Toutefois, il ne faut pas non plus perdre de vue qu'un développement en sens inverse a lieu en cas d'accident causé et peut mener, dans le pire des cas, le preneur d'assurance au degré 22 sur l'échelle bonus/malus, ce qui équivaut à 250% de la prime de base. Dès lors, lorsqu'un preneur d'assurance assure un second véhicule en cas de malus plus ou moins significatif, il bénéficie du degré 11, c'est-à-dire d'un taux de 100% de la prime de base sur ce deuxième véhicule, bien que son premier véhicule soit soumis à un pourcentage bien supérieur de la prime de base. En outre, le degré bonus/malus des contrats existants reste bien évidemment acquis aux preneurs respectifs. La nouvelle orientation ne s'applique qu'aux contrats nouvellement conclus. Il faut noter que le nouveau règlement grand-ducal ne sert qu'à préciser les articles d'ores et déjà applicables, sans pour autant les modifier de manière substantielle.

Quant aux effets, il se pourrait que certains «bon conducteurs» soient lésés s'ils acquièrent un véhicule supplémentaire et doivent commencer le nouveau contrat avec un degré bonus/malus supérieur à celui applicable à leur premier véhicule. Ce cas est toutefois moins fréquent que celui d'un même preneur faisant partie d'un ménage composé de deux adultes et éventuellement d'enfants assurant plusieurs véhicules à un taux bonus/malus très favorable et bénéficiant tant à l'épouse qu'aux enfants. Le retour à l'esprit de la législation permet d'éviter ces situations inéquitables à l'avenir et d'arriver à une vraie personnalisation de la prime en fonction du conducteur du véhicule.

Finalement, le terme de «catégorie» se réfère aux catégories du permis de conduire. Un bon conducteur d'une voiture de tourisme n'est pas nécessairement un conducteur de moto.

Question 1737 (3.11.2011) de **M. Lucien Weiler** *(CSV)* concernant le **projet de réorganisation de l'association sans but lucratif «ProActif»:**

Dans le contexte de l'audit réalisé par le réviseur d'entreprise BST auprès de «ProActif», le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration a déclaré publiquement qu'il entend vouloir faire représenter l'État au niveau des conseils d'administration des initiatives sociales en faveur de l'emploi. À ce sujet il a annoncé avoir trouvé un accord avec ProActif, «accord» qui semble cependant être en relation directe avec l'annonce du Ministre de vouloir résilier la convention de collaboration signée bilatéralement entre l'association et l'État.

En vue de l'assemblée générale extraordinaire de ProActif du 7 novembre 2011, assemblée générale qui risque d'entériner les accords trouvés, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:

1) Comment Monsieur le Ministre peut-il justifier la présence de représentants de l'État dans le conseil d'administration d'une a.s.b.l.? Est-ce que les conventions bilatérales signées entre l'État et de telles a.s.b.l. ne permettent pas à suffisance d'assurer à l'État un droit de regard sur le fonctionnement des organismes qui dépendent de lui? À cet égard, je tiens à rappeler que dans le cadre de la loi du 28 juillet 2011 portant modification de la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique, il a été expressément prévu de confier certaines missions à des ser-

vices spécialisés dont les droits et devoirs sont fixés dans un contrat à conclure avec le Ministre. Cette loi poursuit justement l'objectif d'instaurer une instance indépendante qui protégera l'État du reproche que ses agissements seraient tributaires des budgets disponibles et des politiques gouvernementales tout en maintenant, à travers les conventions bilatérales, un droit de regard de l'État sur le fonctionnement de ces organismes et les services qu'ils offrent.

2) Étant donné que la question de la représentation de l'État au niveau des conseils d'administration d'associations sans but lucratif risque d'avoir, dans un esprit évident d'égalité de traitement, des incidences directes sur d'autres secteurs, je voudrais savoir si la proposition de Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration a été faite après discussion et accord du Gouvernement en Conseil?

3) La Constitution garantit le droit d'association dans le respect des lois qui règlent l'exercice de ce droit, en l'occurrence la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et fondations sans but lucratif. Sur quelles dispositions de la loi du 8 juin 1999 sur le Budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'État respectivement la loi du 3 mars 2009 contribuant au rétablissement du plein emploi et la législation régissant le Fonds pour l'Emploi - il s'agit là des seules dispositions qui sont à la base de la convention de collaboration signée - Monsieur le Ministre se base-t-il pour «s'accorder» avec une initiative sociale en faveur de l'emploi sur une représentation de l'État dans son conseil d'administration?

4) La responsabilité des administrateurs joue pour la période du mandat qu'ils ont reçu, bien qu'elle se limite aux fautes commises dans leur gestion. Comment Monsieur le Ministre prévoit-il résoudre la question de la responsabilité personnelle des administrateurs qui représentent l'État dans les différents conseils d'administration des associations sans but lucratif?

5) Comment Monsieur le Ministre entend-il éviter des conflits d'intérêts d'un fonctionnaire qui, d'une part, est responsable de l'allocation des crédits budgétaires nécessaires pour le fonctionnement des différentes associations et, d'autre part, est appelé à gérer, sous sa responsabilité et le cas échéant avec d'autres administrateurs des associations sans but lucratif, ces mêmes crédits?

6) Est-ce que Monsieur le Ministre a l'intention d'appliquer le principe de la représentation de l'État aux conseils d'administration à toutes les initiatives sociales en faveur de l'emploi, respectivement aussi à l'ensemble des autres associations avec lesquelles il a signé une convention de collaboration dont notamment les gestionnaires d'ateliers protégés?

7) Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer une date pour la publication des audits effectués auprès d'Objectif Plein Emploi et du Forum pour l'Emploi?

Réponse (13.1.2012) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

Les associations dites «initiatives sociales» qui sont actuellement conventionnées avec le Ministère du Travail et de l'Emploi tombent sous le champ d'application de la loi du 3 mars 2009 contribuant au rétablissement du plein emploi. Celle-ci réglemente l'intervention de l'État dans l'organisation et le financement d'initiatives par les employeurs en matière de lutte pour l'intégration des demandeurs d'emploi difficiles à insérer ou réinsérer sur le marché du travail, et ce indépendamment de la situation conjoncturelle.

Dans le cadre de cette loi, les employeurs organisent soit des «activités d'insertion ou de réinsertion professionnelle», soit des «activités socio-économiques» en faveur des «bénéficiaires» qui sont des demandeurs d'emploi inscrits à l'ADEM.

Les employeurs visés par la présente loi concernent aussi bien les sociétés commerciales régies par la loi du 10 août 1915 et qui sont dotées de la personnalité juridique - telle que la société en nom collectif, la société en commandite simple, la société anonyme, la société en commandite par actions, la société à responsabilité limitée, la société coopérative, la société européenne - que les associations et fondations sans but lucratif telles que régies par la loi modifiée du 21 avril 1928.

Par conséquent, les employeurs visés par la loi du 3 mars 2009 ne sont pas nécessairement concernés par la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique.

Les activités visées par la loi du 3 mars 2009 se définissent comme des mesures d'encadrement facilitant l'insertion ou la réinsertion sur le marché de l'emploi par le biais de l'établissement d'un bilan de compétences, d'un bilan d'insertion professionnelle et/ou d'un diagnostic évolutif d'insertion professionnelle, d'un parcours individuel élaboré en étroite collaboration par les services compétents de l'ADEM, l'employeur et le bénéficiaire. Les activités énumérées au chapitre 1 - art. 1er de la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique ne sont donc pas visées.

La loi du 3 mars 2009 contribuant au rétablissement du plein emploi est un instrument pour mettre en œuvre la politique de l'emploi visant plus particulièrement la réinsertion des demandeurs d'emploi les plus vulnérables et les plus éloignés du marché du travail.

Comme l'État est le principal bailleur de fonds des initiatives sociales constituées, pour la plupart sous forme d'association conformément à la loi modifiée du 21 avril 1928 et compte tenu du fait que ces initiatives sociales mettent en œuvre un volet de la politique de l'emploi, une présence de représentants désignés par l'État à côté des représentants de l'association n'est pas contraire à la législation et ne devrait pas créer de conflits d'intérêts. Ces associations sont appelées à utiliser et à gérer les fonds publics qui leur sont alloués sur la base de l'acceptation de critères établis qui justifie l'agrément qui leur a été accordé par le Ministère conformément à la loi du 3 mars 2009. Étant donné que trois initiatives sociales ont bénéficié en 2010 à elles seules de 42 mio d'euros pour un budget total de 50 mio d'euros, leur situation est quelque peu particulière et justifie de ce fait une présence de représentants du Ministère dans les instances de décision.

En outre, la demande que le Ministère soit représenté au sein du conseil d'administration, soit comme observateur, soit comme membre effectif, n'émane pas unilatéralement du Ministère, mais provient également des associations du secteur.

Le fait qu'un premier audit a révélé des irrégularités au niveau de la comptabilité ayant eu des conséquences pour le financement public, une telle présence se justifie d'autant plus, notamment dans une optique de redressement des comptes.

Par ailleurs un nouveau système de financement assurant une plus grande transparence et une rigueur est mis en place pour l'exercice 2012.

Les audits des deux autres associations (Forum pour l'Emploi et Objectif Plein Emploi) sont en cours de préparation et dès qu'ils sont disponibles le Ministère a prévu de les mettre à la disposition des instances compétentes de la Chambre des Députés.

Question 1738 (4.11.2011) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant la **réforme du système des initiatives pour l'emploi:**

Les récentes nouvelles au sujet de la comptabilité falsifiée d'une initiative pour l'emploi ont montré qu'une réforme profonde du système de ces initiatives s'impose.

Sans vouloir mettre en cause la raison d'être de telles initiatives, j'aimerais pourtant poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- Est-ce que le Gouvernement envisage de préparer une réforme de la base légale des initiatives pour l'emploi? Dans l'affirmative, quel pourrait être le futur statut de ces initiatives?

- Dans quels délais un projet de loi afférent pourrait-il être déposé à la Chambre des Députés?

- Au cas où le Gouvernement n'envisagerait pas de réforme de la base légale et abstraction faite de la décision de nommer un fonctionnaire dans les conseils d'administration respectifs des initiatives pour l'emploi, comment Monsieur le Ministre entend-il garantir à l'avenir une meilleure gestion des moyens publics mis à la disposition de ces initiatives?

Réponse (29.12.2011) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

Le Ministère du Travail et de l'Emploi n'envisage pas à l'heure actuelle une réforme de la base légale des initiatives pour l'emploi, en l'occurrence la loi du 3 mars 2009 contribuant au rétablissement du plein emploi.

Le Ministère a élaboré un système de financement pour tout «employeur» qui organise soit des «activités d'insertion ou de réinsertion professionnelle», soit des «activités socio-économiques». Le nouveau système budgétaire valable à partir du 1er janvier 2012 fait référence à l'article L.593-8 - Dépenses résultant d'activités socio-économiques de la loi du 3 mars 2009.

Un guide administratif et financier règle les modalités d'exécution des points 2 à 9 du paragraphe 2 de la loi du 3 mars 2009 et sera établi par le MTE.

Le nouveau système budgétaire se base désormais sur un nombre de demandeurs d'emploi «bénéficiaires» que le Ministère accorde à un employeur dans le cadre de ses activités d'encadrement.

Le budget total que le Ministère est amené à accorder aux employeurs se compose dès lors de la participation du Fonds pour l'Emploi aux frais de salaires des bénéficiaires auquel s'ajoute la participation aux frais du personnel d'encadrement et la participation aux frais de fonctionnement.

Pour déterminer la participation du Fonds pour l'Emploi au frais du personnel de structure, le Ministère a tout d'abord fixé le ratio d'encadrement à un encadrant pour six encadrés (1:6). Ensuite, le Ministère a établi, sur base des chiffres à sa disposition, que le salaire moyen d'un encadrant correspond au SSM n.q multiplié par un coefficient de 1,8. En raison du ratio d'encadrement fixé à (1:6), le Fonds pour l'Emploi prendra en charge le SSM n.q x 1,8 de chaque 6e encadrant.

En ce qui concerne la prise en charge des frais de fonctionnement, le Ministère fait référence à la théorie budgétaire qui établit que le Budget total (100%) à disposition d'un employeur se compose du budget du personnel qui représente 80% et du budget des frais de fonctionnement qui représente 20%. Étant donné que le budget du personnel est fixé par le Ministère, le Budget des frais de fonctionnement auquel sera appliqué un coefficient de prise en charge est établi.

Dans le cadre du nouveau système de financement, il est également prévu d'accorder un montant supplémentaire aux IS qui disposent d'un agrément provisoire à ce jour selon la loi du 3 mars 2009. Ce montant est calculé en fonction de la structure des frais du passé et tient compte du solde de tout compte pour les années 2005-2011. Ce montant est uniquement accordé sous condition que les IS, qui en sont bénéficiaires, soumettent un plan de restructuration qui permettra dans un laps de temps déterminé de respecter les ratios et les critères de gestion.

Par rapport à l'ancien système, le nouveau système budgétaire tel qu'il est conçu est plafonné à la fois au niveau de la participation du Fonds pour l'Emploi aux frais de salaires des bénéficiaires qu'aux frais de salaires du personnel d'encadrement et aux frais de fonctionnement.

Outre le fait que le Ministère prévoit de réaliser régulièrement des contrôles sur pièces et sur place auprès des employeurs, il est également prévu de mandater un expert externe afin de réaliser des audits plus poussés.

En ce qui concerne les mesures d'encadrement que les employeurs sont amenés à fournir à l'égard des bénéficiaires, c'est à l'ADEM de s'assurer que ces mesures répondent aux besoins des bénéficiaires tels qu'il est stipulé dans la loi du 3 mars 2009.

Le Ministère prévoit également d'analyser ce nouveau système de financement après un an afin de proposer des actions correctives si c'est nécessaire. Au cas où il s'avère qu'une réforme de la loi du 3 mars 2009 est indispensable sur base des expériences faites au courant de l'exercice 2012, le Ministère entamera la procédure requise.

Réponse complémentaire (6.1.2012) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

En vue de préciser les modalités de financement décrites dans la réponse à la question parlementaire n°1738, le sixième paragraphe se lit de la manière suivante:

Pour déterminer la participation du Fonds pour l'Emploi au frais du personnel de structure, le Ministère a tout d'abord fixé le ratio d'encadrement à un encadrant ou personne de structure pour six encadrés (demandeurs d'emploi assignés par l'ADEM). Ensuite, le Ministère a établi, sur base des chiffres à sa disposition, que le salaire moyen d'un encadrant correspond au SSM n.q multiplié par un coefficient de 1,8. En raison du ratio d'encadrement fixé à un encadrant pour six encadrés, le Fonds pour l'Emploi prendra en charge le salaire du nombre des encadrants établi selon ce ratio à hauteur du SSM n.q x 1,8.

Question 1739 (7.11.2011) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant le **catalogue «Luxembourg capabilities in ICT for a healthy and ageing population»:**

Kürzlich veröffentlichte das Netzwerk „Luxembourg ICT Cluster" einen von der Arbeitsgruppe „ICT for a healthy and ageing population" erarbeiteten Katalog mit dem Titel „Luxembourg capabilities in ICT for an ageing population". Es geht demnach in diesem Katalog darum, die nationalen Kompetenzen in Sachen Einsatz und Verwendung von Informations- und Kommunikationstechnologien in der Betreuung und Versorgung von älteren Menschen aufzuzeigen.

In manchen Ländern sind diese neuen Versorgungsformen bereits zum Teil über ein Jahrzehnt konkret, und mit Unterstützung von Regierungen sind Innovationspläne weiträumig umgesetzt worden, derweil in Luxemburg die neuen Technologien im Bereich der Altenpflege schwer vorankommen.

Auf der anderen Seite versucht das „Luxembourg ICT Cluster" nunmehr, auf „Business"-Gelegenheiten aufmerksam zu machen, die auf diesem neuen Markt vorhanden sein sollen.

Fragen:

1) Wie hat sich die Arbeitsgruppe „ICT for a healthy and ageing population" gefunden? Wurden systematisch alle hier im Lande bekannten und ansässigen Akteure und Experten kontaktiert und eingeladen, sich an dieser Arbeitsgruppe zu beteiligen?

2) Wie viele konkrete Projekte gibt es momentan, die späterhin einem interessierten internationalen, wissenschaftlichen Publikum vorgestellt werden können?

3) Kann der Minister konkrete Strukturen benennen (außer dem Telealarm), in denen ICT-basierte Systeme zum Nutzen älterer Menschen zum Einsatz kommen?

4) Wie viele ältere Menschen ziehen derzeit hierzulande Nutzen aus sogenannten „Ambient Assisted Living/Telecare" oder ähnlichen Systemen?

5) Gibt es einen nationalen Showroom, in dem diese Technologien im Rahmen einer permanenten Ausstellung vorgestellt und von interessierten älteren Menschen getestet werden könnten?

6) Wie viele wissenschaftliche Veröffentlichungen gibt es bezüglich nationaler Forschungsprojekte im Bereich des AAL/Telecare?

7) Wird geplant, auf den relevanten Internetseiten des „Luxembourg ICT Cluster" Nachrichten zu veröffentlichen über den Fortgang der Arbeiten der Gruppe und der konkreten Projekte, die kurz- und mittelfristig umgesetzt werden sollen mit den hierin involvierten Dienstleister und Unternehmen?

8) Wie sieht die Unterstützungsstrategie des Ministeriums aus, um ICT-Projekte für ältere Leute zu fördern?

Réponse (6.1.2012) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Im Jahre 2008 entschied die luxemburgische Regierung, zusammen mit anderen EU-Staaten, sich an der Umsetzung des Programms „Ambiant Assisted Living-AAL" zu beteiligen. AAL ermöglicht es den älteren Menschen, mit Hilfe der neuen Informations- und Kommunikationstechnologien so lange wie möglich autonom und somit ohne direkte Hilfe in ihrem eigenen Zuhause zu bleiben. Ziel dieses Programms ist es, die Forschung auf diesem Gebiet voranzutreiben und somit zukünftige Kosten zu sparen und zeitgleich die Lebensqualität zu verbessern.

Luxinnovation und der „Fonds national de la recherche" wurden als Referenzen für Luxemburg ernannt. Im Mai 2008 wurde von ihnen eine Konferenz organisiert zur Sensibilisierung der Akteure des Altenbereichs. Etwa 80 Teilnehmer aus dem Bereich der Industrie und der Trägerschaft von Alterssituationen haben dieser Konferenz beigewohnt. 20 Akteure zeigten sich besonders interessiert an der Ausarbeitung innovativer Forschungsprojekte zum Thema AAL. Im Kontext einer nationalen Zusammenarbeit und einer gemeinsamen nationalen Reflexion wurde das Netzwerk „Luxembourg ICT Cluster" ins Leben gerufen. Aufgrund der zahlreichen interessierten Akteure aus dem öffentlichen und privaten Sektor hat Luxinnovation eine Arbeitsgruppe initiiert, welche sich am 31. März 2011 für eine erste Sitzung zusammenfand. Seitdem gab es zwei weitere Arbeitssitzungen (Juli 2011 und November 2011).

Auf dieser Internetseite: http://www.ictcluster.lu:80/Cluster-Working-Groups/ICT-for-a-healthy-and-ageing-population findet man alle Informationen über den Fortgang der Arbeits-

gruppe zum Thema AAL. Der erwähnte Link ermöglicht allen Interessierten, die Forschungsarbeiten zu verfolgen und gegebenenfalls am Projekt mitzuwirken.

Einige Forschungsprojekte wurden bereits gestartet, welche folgende Akteure mit einbeziehen: Universität von Luxemburg, die beiden öffentlichen Forschungszentren Henri Tudor und Gabriel Lippmann, Actimage, Hot City S.A., Cybercultus, Stëftung Hëllef Doheem…

Einige Projekte finden auch bereits konkrete Anwendung, so z. B. das Tivipol-Projekt im „Konviktsgaard". Hauptziel dieses Projektes ist es, ältere Menschen für die tägliche Benutzung der neuen Informationstechnologien zu sensibilisieren. Dieses Informationssystem - Sammy - ermöglicht es den Bewohnern, per Berührungsbildschirm verschiedene soziale Tätigkeiten des Seniorenheims eigenständig zu verwalten: Sitzplatzreservierungen im Restaurant oder Bus, interne Zeitung lesen… Mehrere Dutzend Senioren ziehen zurzeit Nutzen aus diesem System. Obwohl man die einzelnen Initiativen und Projekte nur begrüßen kann, liegt die größte Kompetenz der AAL-Systeme in der Vernetzung, und es ist besonders dafür Sorge zu tragen, dass diese wichtige Initiative nicht nur Insellösungen produziert, sondern zusammen funktionierende Systeme.

Ein nationaler Showroom ist in Form eines „Living Lab" in Planung, mit dem Ziel, die Resultate der Forschungsarbeiten zu testen beziehungsweise zu validieren.

Im Hinblick auf die kommenden demografischen Veränderungen (mehr ältere Menschen, weniger Jüngere, die pflegen und betreuen können), werden diese neuen technischen Anwendungen den Einzelnen unterstützen und sicherlich hilfreich, unterstützend und besonders für die pflegenden Angehörigen entlastend wirken. Das Familienministerium ist daher sehr interessiert, diese Initiativen in diesem Sinne zu unterstützen und zu begleiten.

Question 1741 (8.11.2011) de **M. Camille Gira** *(déi gréng)* concernant la **non-réalisation des mesures compensatoires dans le cadre d'un lotissement à Schieren:**

En relation avec la réalisation d'un lotissement au lieu-dit «In der Wieschen» à Schieren, le Ministre de l'Environnement avait accordé ex post le 4 octobre 2007 l'autorisation sollicitée sous réserve de mesures compensatoires importantes: plantation de 243 arbres, de 4.875 m² de haies et de 8.500 m² de vergers.

Ces mesures ne représentent pas seulement une compensation en relation avec la destruction de biotopes existants, mais devraient également améliorer la qualité de vie des habitants dudit lotissement (p. ex. comme écran antibruit le long de l'A7).

Or, bien que le lotissement ait déjà été réalisé, aucune des mesures compensatoires n'a été entamée jusqu'à présent. Suivant mes informations, les terrains nécessaires pour réaliser les mesures compensatoires ne seraient pas disponibles.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable:

- Quelles démarches Monsieur le Ministre entend-il entamer pour que les conditions d'exécution dudit lotissement sous forme de mesures compensatoires soient respectées?

- Vu qu'aucune date limite pour la réalisation des mesures compensatoires n'a été fixée, quand est-ce que les habitants pourront compter avec la réalisation des différentes mesures compensatoires?

Réponse (18.1.2011) de **M. Marco Schank,** *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:*

Dans le cadre du projet d'aménagement particulier (PAP) portant sur des fonds sis au lieu-dit «In der Wieschen» à Schieren, il y a lieu de distinguer entre trois types de mesures compensatoires qui sont obligatoirement à opérer, à savoir la plantation d'espaces privés et la plantation d'espaces publics à l'intérieur du PAP ainsi que la plantation des espaces publics à l'extérieur du PAP (verger).

Les plantations prévues sur les terrains privés (places à bâtir) seront réalisées au fur et à mesure de l'avancement des travaux de construction des différentes bâtisses.

En ce qui concerne l'aménagement d'un verger haute-tige sur une surface de 50 ares, le promoteur vient de soumettre une proposition y relative le 17 janvier 2011. Le projet de plantation porte sur un terrain d'une surface de 67 ares 50 centiares inscrit au cadastre de la commune de Schieren, section A de Schieren, sous le numéro 302/3609, au lieu-dit «Auf dem Lehberg». Le terrain est situé à proximité directe de la réserve naturelle RN/RD 19 «Ettelbruck-Ditgesbaach».

La proposition d'aménagement et de plantation a entre-temps été avisée positivement par les services compétents de l'Administration de la Nature et des Forêts de sorte que le verger pourra être réalisé au courant de cette année.

Pour ce qui est de l'aménagement des espaces publics à l'intérieur du PAP, les travaux y relatifs seront achevés d'ici avril 2012. À l'heure actuelle, quelque 80 arbres ont été plantés. Ces plantations sont réalisées en fonction des plans d'aménagement élaborés par un paysagiste agréé qui est également chargé du suivi de ces travaux.

À noter dans ce contexte, que l'aménagement d'une partie des voies de desserte n'a pas encore pu être réalisé en raison de fouilles archéologiques.

Finalement, il y a lieu de relever que l'Administration de la Nature et des Forêts procède régulièrement à des visites des lieux en fonction de l'avancement des travaux et qu'une réception contradictoire entre le promoteur et la même administration est prévue à la fin des travaux.

Question 1743 (9.11.2011) de **Mme Lydie Err** *(LSAP)* concernant la **loi relative aux effets légaux de certains partenariats:**

La loi du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats telle qu'elle a été modifiée par la loi du 3 août 2010 dispose en son article 30-1 ce qui suit:

«Dans un délai de vingt-quatre mois à partir de l'entrée en vigueur de la présente loi, les partenaires ayant enregistré leur partenariat conformément aux dispositions de la loi du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats peuvent s'adresser à l'officier de l'état civil du lieu d'enregistrement de leur déclaration de partenariat pour faire procéder aux formalités de publicité visées à l'article 3 (2) alinéa 2 de la présente loi.»

Conformément à l'article 31 de la loi modifiée du 9 juillet 2004, celle-ci est entrée en vigueur le 1er novembre 2004. Il résulte du libellé de l'article 30-1 que le délai de 24 mois pour faire inscrire en marge de l'acte de naissance le partenariat conclu avant l'entrée en vigueur de la loi de 2010 est écoulé le 31 octobre 2006.

Puisqu'il s'agit manifestement d'un illogisme découlant d'une erreur de technique législative ou de formulation du texte - le législateur voulant instaurer un délai de deux ans à partir de l'entrée en vigueur de la loi de 2010 et non de celle de 2004 - j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

1) Qu'en est-il de la valeur juridique des inscriptions à l'acte de naissance de partenariats conclus avant l'entrée en vigueur de la loi de 2010? Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'une nouvelle modification de la loi de 2004 s'impose, à la fois pour redresser l'erreur soulevée et pour doter rétroactivement d'une base légale les inscriptions effectuées de bonne foi depuis l'an dernier? Ne faudrait-il pas, dans ce cadre, procéder à un toilettage de texte de l'article 3, étant donné que la loi de 2010 a amendé des paragraphes alors que le texte initial n'était pas subdivisé en paragraphes, ce qui avait d'ailleurs été épinglé par le Conseil d'État dans son avis du 23 mars 2010?

Aussi, j'aimerais demander à Monsieur le Ministre ce qui suit:

2) Selon les dispositions de l'article 3 de la loi modifiée de 2004, le partenariat n'est opposable aux tiers qu'à partir de son inscription au répertoire civil. Peut-on dès lors assumer que l'insécurité juridique qui entoure actuellement l'inscription à l'acte de naissance n'aura pas de répercussions négatives pour les partenaires dans d'autres contextes juridiques? Cette question se pose dans la mesure où le projet de loi devenu la loi de 2010 visait expressément à «garantir (…) une meilleure sécurité juridique à la fois pour les partenaires et leurs enfants, ainsi que pour les tiers», selon l'exposé des motifs.

3) Les articles 3, 4-1 et 13 de la loi modifiée du 9 juillet 2004 prévoient la possibilité de déterminer certaines modalités pratiques d'exécution par voie de règlement grand-ducal. Est-ce que les règlements en question ont déjà été pris?

4) Depuis l'entrée en vigueur de la loi de 2010, combien de partenariats de droit étranger ont été transcrits au répertoire civil en vertu de l'article 4-1 de la loi modifiée de 2004?

5) Le Gouvernement envisage-t-il d'adhérer à la Convention CIEC n°32 sur la reconnaissance des partenariats enregistrés, ouverte à la signature à Munich le 5 septembre 2007?

Réponse (29.12.2011) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Justice:*

Aux termes de la loi du 3 août 2010 modifiant la loi du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats, tous les partenariats enregistrés conclus après l'entrée en vigueur de ladite loi sont obligatoirement inscrits en marge de l'acte de naissance des personnes concernées (voir article 3 tel que modifié par la loi 2010).

Pour ce qui concerne les partenariats enregistrés avant l'entrée en vigueur de ladite loi de 2010, leur inscription en marge de l'acte de naissance est facultative (voir article 30-1 tel qu'ajouté par la loi 2010). Limitée à une durée de 24 mois, les personnes liées par un partenariat enregistré au Luxembourg en vertu de la loi du 9 juillet 2004 et souhaitant profiter de ce régime transitoire doivent introduire leur demande jusqu'au 31 octobre 2012 au plus tard. Vu que cette disposition a seulement été introduite par la loi du 3 août 2010, ce délai de deux ans court nécessairement à partir de 2010, et non à partir de 2004.

À l'instar des actes de l'état civil (voir article 40 Code civil), la possibilité de fixer certaines pratiques d'exécution par voie de règlement grand-ducal a également été prévue pour les partenariats enregistrés. À ce jour aucun besoin pour un tel règlement grand-ducal n'a été constaté. C'est la raison pour laquelle le Gouvernement n'a pas pris d'initiative en ce sens.

Une autre innovation de la loi de 2010 est la possibilité de faire inscrire au répertoire civil certains partenariats de droit étranger. À la date du 1er décembre 2011, 203 inscriptions ont été faites.

Le Gouvernement est en train d'examiner la Convention CIEC n°32 sur la reconnaissance des partenariats enregistrés par rapport à sa plus-value pour le Luxembourg. Bien qu'elle soit la seule convention existant en la matière, son succès est plutôt modeste. Ouverte à la signature depuis le 5 septembre 2007, elle n'est pas encore entrée en vigueur et seule l'Espagne l'a ratifiée.

Question 1746 (14.11.2011) de **M. Camille Gira** *(déi gréng)* concernant la **déconnexion du réseau électrique en cas de défaillance de paiement de la facture:**

En relation avec les clients résidentiels en défaillance de paiement de leur facture d'électricité, des cas de non-observation de la loi m'ont été rapportés. En effet, l'article 2 (8) de la loi du 1er août 2007 stipule qu'avant de déconnecter un client résidentiel, le fournisseur d'électricité doit à l'avance également en informer l'office social de la commune de résidence du client. Il me semble que cette démarche ne soit pas respectée dans tous les cas par le plus grand fournisseur national d'électricité.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Est-ce que Monsieur le Ministre est au courant de cas de non-observation des règles à respecter avant de déconnecter un client résidentiel pour cause de défaillance de paiement des factures d'électricité?

- Si oui, quelles démarches Monsieur le Ministre entend-il entreprendre afin que les règles soient appliquées par les fournisseurs d'électricité en cas de défaillance de paiement?

- Si non, est-ce que Monsieur le Ministre est d'accord de faire une enquête auprès des fournisseurs d'électricité afin de vérifier l'application de la loi en vigueur?

Réponse (10.1.2012) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Camille Gira concernant la déconnexion de clients résidentiels du réseau électrique en cas de défaillance de paiement des factures, je puis vous communiquer les informations ci-après:

La loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité (ci-après «Loi électricité»), ainsi que la loi du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale, réservent des attributions aux fournisseurs d'énergie électrique et aux autorités communales en matière d'organisation de l'aide sociale notamment dans le domaine de la fourniture minimale d'énergie et la prise en charge des clients résidentiels vulnérables en défaillance de paiement.

L'article 2, paragraphe (8) de la Loi électricité décrit en détail la procédure que le fournisseur d'énergie doit suivre si un client résidentiel est en défaillance de paiement. Suite à ma demande, les fournisseurs d'électricité de clients résidentiels confirment qu'ils respectent les modalités prévues par la Loi électricité concernant les clients en défaillance de paiement. Une demande de déconnexion n'a lieu qu'après plusieurs rappels (entre deux et quatre rappels en fonction du fournisseur) et après un délai d'au moins deux mois à partir de la date d'échéance d'une facture, alors que la Loi électricité en prévoit un délai cumulé de six semaines au moins. Quelques fournisseurs indiquent qu'ils envoient, pour des raisons de simplicité administrative, une liste synthétisée des informations prévues par la Loi électricité aux offices sociaux concernés.

Dans son rapport sur l'évolution des marchés de l'électricité et du gaz naturel au Grand-Duché du Luxembourg de l'année 2010, l'Institut Luxembourgeois de Régulation soulève qu'en 2010, 6.128 procédures de déconnexion ont été lancées par les fournisseurs d'électricité et de gaz naturel, dont 4.493 ont conduit à une demande de déconnexion auprès du gestionnaire de réseau pour qu'en fin de compte 923 clients soient effectivement déconnectés. La très grande majorité (>80%) de ces cas de figure proviennent du secteur de l'électricité. À titre d'information, en 2010 le marché de l'électricité au Luxembourg représentait quelque 270.000 points de fourniture dont environ 80% étaient des clients dits «résidentiels». Dans son rapport, le régulateur n'a constaté aucune infraction aux obligations du service universel dans le chef des gestionnaires de réseau de distribution ou des fournisseurs.

Finalement, il y a lieu de préciser que le Ministère ne dispose pas d'information quant au respect de l'obligation des offices sociaux concernés de traiter tous les dossiers leur communiqués par les fournisseurs dans le délai de dix jours prévu par l'article 30 de la loi organisant l'aide sociale.

Question 1750 (15.11.2011) de **Mme Marie-Josée Frank** et **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant la **composition de conseils d'administration de sociétés ou d'a.s.b.l. suite aux élections communales du 9 octobre 2011:**

Suite aux élections communales du 9 octobre 2011, de nombreux changements ont eu lieu dans la composition des conseils communaux au Luxembourg.

Or, les membres du conseil représentant les communes dans un certain nombre de sociétés ou d'associations sans but lucratif sont souvent nommés pour une durée qui ne correspond pas nécessairement à la durée de leur mandat communal. Par conséquent il est possible qu'un membre du conseil ne soit pas réélu ou soit réélu, alors qu'il n'est plus membre du collège échevinal et conserve néanmoins son poste au sein d'un conseil d'administration de la société ou de l'a.s.b.l.

Au vu de ce qui précède, nous voudrions poser les questions suivantes aux ministres concernés:

- Quelles sont les démarches que le Gouvernement entend faire afin de remédier à cette situation malencontreuse?

- Le Gouvernement n'estime-t-il pas qu'une modification des législations en cause s'impose?

Réponse commune (11.1.2012) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*, et de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Justice:*

Dans leur question parlementaire les honorables Députés soulèvent le problème de la durée du mandat donné à des membres du conseil communal représentant leur commune dans des sociétés ou des associations sans but lucratif.

La loi communale en son article 173bis autorise, en effet, les communes à «prendre des participations financières dans des sociétés de droit privé en vue d'une œuvre ou d'un service d'intérêt communal». Ledit article crée donc la base légale pour la participation des communes dans des sociétés de droit privé et, dès lors, de la représentation des communes dans les organes de décision de ces sociétés.

Il est à noter que la loi communale ne prévoit pas la possibilité pour une commune de devenir, comme telle, membre d'une association

sans but lucratif. Je renvoie sur ce point aux considérations du Conseil d'État dans un avis complémentaire du 17 juin 2003[1].

Quant à la représentation d'une commune dans une société de droit privé, la législation communale ne pouvant par nature régir que les communes, syndicats de communes et établissements sous publics placés sous la surveillance des communes, les sociétés de droit privé sont régies par le droit des sociétés, et plus particulièrement par la loi du 25 juillet 1990 concernant le statut des administrateurs représentant l'État ou une personne morale de droit public dans une société anonyme (Mém. 1990, 550) telle que modifiée (L. 25 août 2006, Mém. 2006, 2684) qui dispose en son article unique:

«Dans les sociétés anonymes dans lesquelles l'État ou une personne morale de droit public est actionnaire, les personnes qui sur la proposition de l'État ou de cette personne morale sont appelées aux fonctions d'administrateur ou de membre du directoire ou du conseil de surveillance, selon le cas, représentent respectivement l'État ou la personne morale de droit public qui les a fait désigner et exécutent leurs instructions. À cette fin, ils doivent transmettre toutes les informations utiles dont ils ont pu obtenir connaissance respectivement à l'État ou à la personne morale de droit public.

Ils cessent leurs fonctions au moment où la personne morale de droit public qui les a fait désigner aura notifié au conseil d'administration ou au directoire ou au conseil de surveillance, selon le cas, la révocation de leur mandat.

La personne morale de droit public assume les responsabilités qui incombent aux personnes désignées à sa demande en leur qualité d'administrateurs ou de membres du directeur ou du conseil de surveillance, selon le cas, sauf son recours contre elles en cas de faute personnelle grave. Les émoluments leur revenant sous quelque forme que ce soit, sont touchés par l'État ou la personne morale de droit public qui les a fait désigner; il appartient au Gouvernement en Conseil ou à l'organe dirigeant de la personne morale de droit public d'arrêter les indemnités à allouer à ces administrateurs, ou membres du directoire ou du conseil de surveillance, selon le cas, pour l'accomplissement de leur mission.»

Quant à la représentation d'une commune dans une association sans but lucratif, il n'existe pas de texte positif servant de base légale à l'adhésion d'une commune à une telle structure.

Dans ce contexte, il peut paraître opportun de jeter un regard sur la situation dans les États de même tradition juridique et administrative que le nôtre. Or, l'on constate que tant en France qu'en Belgique le recours à l'a.s.b.l. est légitimé.

Pour ce qui est de la Belgique, l'existence d'a.s.b.l. dites «communales» est reconnue. Cependant, la notion d'a.s.b.l. communale n'est pas une notion clairement définie par un texte légal.

En ce qui concerne la France, l'on peut citer à cet égard le JurisClasseur Administratif[2]: «Les assemblées générales se composent de tous les membres de l'association (ils portent le nom de sociétaires ou d'associés). Les membres peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales. Le Ministre de l'Intérieur a rappelé l'avis du Conseil d'État rendu le 11 mars 1958 selon lequel les communes peuvent adhérer à une association lorsque l'objet de cette dernière répond à un intérêt communal. Cependant l'association ne peut être utilisée comme mode de réalisation d'un service public lorsque la loi a prévu un autre mode: régie, établissement public communal ou intercommunal (Rép. min.: JOAN Q 16 janv. 1995).»

Quant à la situation luxembourgeoise, un double constat s'impose: bien qu'il n'existe pas de légitimation de l'adhésion d'une commune à une association sans but lucratif; de telles adhésions existent pourtant en fait.

Il me paraît évident que la situation actuelle ne saurait perdurer pour d'évidentes raisons de sécurité juridique ainsi que dans un souci de transparence dans l'affectation des deniers publics.

Voilà pourquoi je proposerai, conjointement avec un projet de loi introduisant dans la loi communale des dispositions relatives à la régie communale, des règles concernant l'adhésion des communes à une association sans but lucratif.

[1] n°45.517 - Doc. parl. 4787 - Projet de loi concernant la protection de la nature et des ressources naturelles; modifiant la loi modifiée du 12 juin 1937 concernant l'aménagement des villes et autres agglomérations importantes; complétant la loi modifiée du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement

[2] Fasc. 170: ASSOCIATIONS. - Associations de droit commun. - Associations para-administratives n°81. Organes de délibérations: assemblées générales, composition, membres - par Robert Brichet, docteur en droit, lauréat de la faculté de droit, inspecteur général de l'Administration de l'éducation nationale

Question 1753 (17.11.2011) de **M. Ali Kaes** *(CSV)* concernant la **prise en charge par l'assurance maladie des frais de «vols à vide» de Luxembourg Air Rescue:**

En avril 2008, le soussigné avait soulevé la problématique de non-prise en charge par l'assurance maladie des frais de déplacement de la «Luxembourg Air Rescue» en cas d'urgence (intervention primaire - transfert rapide de l'équipe médicale d'urgence sur le site de l'accident) si le patient est en fin de compte transporté à l'hôpital en ambulance.

En juin 2008, Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale avait expliqué que la prise en charge par l'assurance maladie des transports en hélicoptère se fait suivant les conditions et les modalités prévues, d'une part, par les statuts de l'Union des Caisses de Maladie et, d'autre part, par la convention conclue entre l'Union des Caisses de Maladie et l'association «Luxembourg Air Rescue». Selon cette convention, l'Union des Caisses de Maladie ne couvre les frais de l'intervention primaire que si le transport du malade est effectivement assuré par l'hélicoptère de secours. La problématique de la prise en charge par l'assurance maladie des «vols à vide» n'est cependant pas traitée par cette convention.

Monsieur le Ministre avait encore informé qu'avant de remettre cette problématique au conseil d'administration ou à la commission des statuts, le Président de l'Union des Caisses de Maladie avait demandé des informations quant à la proportion des interventions effectuées avec retour à vide afin de mieux apprécier l'impact financier d'une telle prise en charge sur le budget de l'assurance maladie.

Or, force est de constater que depuis 2008 rien n'a changé car la problématique des «vols à vide» persiste toujours. Vu les développements antérieurs, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Quelle a été la suite dans ce dossier depuis 2008?

- Pour quelles raisons la Caisse Nationale de Santé ne prend toujours pas en charge les «vols à vide»?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'en cas de discordance entre l'Union des Caisses de Maladie et l'association «Luxembourg Air Rescue», l'État devrait prendre en charge ces frais?

Réponse (29.12.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Les raisons pour lesquelles l'assurance maladie ne prend pas en charge les vols à vide trouvent leur origine dans une interprétation stricte de l'article 17, point 12 du Code de la sécurité sociale qui prévoit la prise en charge du transport de malades. C'est cette conception stricte du transport d'une personne protégée qui a toujours été prédominante tant au niveau conventionnel qu'au niveau statutaire. Voilà pourquoi les frais de l'intervention de l'hélicoptère de secours dépêché sur les lieux de l'intervention ne sont pas pris en charge par l'assurance maladie, si le patient est finalement transporté en ambulance à l'hôpital.

Il convient néanmoins de rappeler que la LAR a.s.b.l. peut demander à tout moment une modification de la convention conclue en 2001 avec l'UCM, aujourd'hui la Caisse Nationale de Santé (CNS). Toujours est-il que la décision finale quant à l'acceptation d'une modification de la convention appartiendra au comité-directeur de la CNS.

En ce qui concerne la prise en charge par l'État de frais non opposables à l'assurance maladie, l'article 4 des statuts de la LAR dispose que l'association bénéficie d'un mode de financement mixte (participation de l'État, prise en charge de prestations par l'assurance maladie, contribution de la LAR):

«Pour pouvoir financer ces activités, l'association aura le droit d'accueillir des fonds publics, privés et d'utiliser à titre subsidiaire son équipement à des fins différentes que retenues à l'alinéa 1er, le tout moyennant rémunération, mais sans pour autant réaliser un bénéfice. Pour pouvoir accomplir ce but, l'association pourra détenir et gérer des participations dans d'autres sociétés, associations et fondations, acquérir et gérer des immeubles nécessaires ou utiles au fonctionnement de l'association, le tout en respect avec les dispositions légales et réglementaires en vigueur. L'association pourra s'associer à d'autres institutions similaires au Luxembourg ainsi qu'à l'étranger dans le cadre de l'objet social.»

Au vu de ces dispositions, je ne vois pas sur base de quelles dispositions légales ou réglementaires l'État pourrait être amené à prendre en charge des frais résultant d'un vol à vide, si un accord ne peut être trouvé entre la LAR et la CNS à ce propos.

Question 1760 (21.11.2011) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant la **prise en charge des frais des interventions de Luxembourg Air Rescue par la Caisse Nationale de Santé:**

Selon des informations diffusées par la presse, (LW du 18 novembre 2011) la Caisse Nationale de Santé (CNS) rembourserait actuellement seulement 47 pour cent des frais des interventions de Luxembourg Air Rescue (LAR).

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que la pratique de remboursement actuellement en vigueur risque d'entraver à moyen terme les missions de la LAR?

- Monsieur le Ministre est-il disposé à modifier les dispositions afférentes afin de garantir qu'à l'avenir chaque intervention de la LAR sera remboursée par la CNS?

Réponse (29.12.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Les missions de Luxembourg Air Rescue a.s.b.l. (LAR) ne se situent pas exclusivement dans le cadre de l'assurance maladie, de sorte que son financement ne se fait pas exclusivement au moyen de la prise en charge de prestations par l'assurance maladie. Ainsi les statuts de l'association prévoient à l'article 4 ce qui suit:

«Pour pouvoir financer ces activités, l'association aura le droit d'accueillir des fonds publics, privés et d'utiliser à titre subsidiaire son équipement à des fins différentes que retenues à l'alinéa 1er le tout moyennant rémunération, mais sans pour autant réaliser un bénéfice. Pour pouvoir accomplir ce but, l'association pourra détenir et gérer des participations dans d'autres sociétés, associations et fondations, acquérir et gérer des immeubles nécessaires ou utiles au fonctionnement de l'association, le tout en respect avec les dispositions légales et réglementaires en vigueur. L'association pourra s'associer à d'autres institutions similaires au Luxembourg ainsi qu'à l'étranger dans le cadre de l'objet social.»

Comme la LAR se réserve donc le droit explicite d'utiliser son équipement à d'autres fins que celles prévues par la convention avec la Caisse Nationale de Santé (CNS), il est impossible de donner suite à la demande de l'honorable Député de prendre à l'avenir chaque intervention de la LAR en charge.

Les cas de figure dans lesquels LAR intervient dans le cadre de l'assurance maladie sont prévus au niveau de la convention conclue entre la LAR et l'UCM. Il s'agit notamment des articles 7 à 9, 11 et 12. Par ailleurs, l'article 136, point 4) des statuts de la CNS dispose que «Les frais du transport aérien sont pris en charge intégralement d'après les tarifs conventionnels établis conformément à l'article 61 du Code de la sécurité sociale.» De la combinaison de ces deux instruments juridiques il résulte un tarif d'intervention par situation prévue dans la convention et l'assurance maladie intervient à hauteur de ce tarif.

Je ne suis pas en mesure de m'exprimer quant au pourcentage indiqué par Monsieur le Député, les données sur lesquelles se basent ses affirmations ne m'ayant pas été communiquées.

Le niveau de la prise en charge par la CNS des frais de transports aériens d'assurés effectués par la LAR est défini par les différents tarifs prévus à la convention conclue entre la CNS et la LAR. La dernière refixation des tarifs est entrée en vigueur en janvier 2009. Une adaptation de ces tarifs est du domaine exclusif des deux parties à la convention, le Ministre en charge de la Sécurité sociale n'a aucun droit d'ingérence à ce niveau.

Question 1762 (21.11.2011) de **Mme Anne Brasseur** *(DP)* concernant la **pénurie du personnel soignant:**

Suite aux déclarations de Madame la Ministre qu'au vu de la pénurie de personnel soignant il faudrait à l'avenir recourir à du personnel venant entre autres de la Tunisie, la direction du Lycée technique pour professions de santé (LTPS) a fait savoir que ce ne sont pas les candidats qui font défaut, mais que le lycée n'est pas à même de les accueillir faute d'infrastructures, de personnel de formation et de moyens budgétaires.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

- Madame la Ministre ne pense-t-elle pas qu'avant de recourir à du personnel venant de très loin, il faudrait d'abord essayer d'agrandir les capacités d'accueil du LTPS afin de permettre une formation aux autochtones?

- Madame la Ministre entend-elle se concerter avec Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, Monsieur le Ministre de la Santé et Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures afin de trouver à court terme une solution pour le problème de manque de capacités d'accueil du LTPS?

Réponse commune (6.1.2012) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration*, de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*, et de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Il est à préciser d'abord que les questions regroupées dans cette question parlementaire reposent sur une déclaration ressortie de son contexte original et exprimée dans une situation très particulière.

En effet, il est un fait qu'ici plusieurs domaines très différents se retrouvent amalgamés. Notre pays a toujours été confronté à un manque chronique de personnel de soins qui a été compensé par du personnel frontalier. Cette tendance s'est accentuée ces dernières décennies par l'augmentation des services offerts à une population âgée représentant une part de plus en plus importante de notre population et ceci malgré des efforts incontestables pour l'amélioration de l'attractivité de nos formations pour le personnel de soins.

La formation du personnel soignant qui, après avoir été du domaine du Ministère de la Santé, est passée au Ministère de l'Éducation nationale. Le Lycée technique pour professions de santé (LTPS) organise les formations de l'aide-soignant et de l'infirmier, ainsi que les formations spécialisées de l'infirmier. Ces dernières années beaucoup de jeunes ont été sensibilisés à s'inscrire dans les formations en question. L'offre scolaire a été diversifiée par la création de classes à régime linguistique particulier et l'introduction d'une formation d'aide-soignant en cours d'emploi. Dans le cadre de l'éducation tout au long de la vie, une passerelle a été créée pour permettre aux diplômés d'aide-soignant de poursuivre des études d'infirmier et la validation des acquis de l'expérience a été introduite pour les formations BTS des infirmiers spécialisés.

L'évolution du nombre d'élèves du LTPS montre que depuis la création du lycée le nombre d'élèves inscrits est passé de 372 élèves à plus de 1.000 élèves et étudiants. Chaque année le LTPS inscrit tous les candidats infirmiers qui remplissent les conditions d'accès, tandis que pour les candidats aides-soignantes une sélection doit être faite sur base d'un bilan de compétences. Le nombre de candidats pouvant être admis à la formation est fixé sur base d'un recensement prospectif.

Actuellement le LTPS n'est pas en mesure d'accueillir un nombre plus élevé d'élèves et d'étudiants. En effet, les places de stage disponibles en enseignement clinique et pratique par section de formation touchent à leurs limites. Par ailleurs, le recrutement en personnel enseignant dans les branches de sciences infirmières, sciences médicales et sciences naturelles doit être augmenté. De plus, les infrastructures disponibles ne sont plus adaptées aux besoins du lycée et ne permettent pas de progression d'inscriptions.

Il est évident que le LTPS doit recevoir tous les moyens nécessaires pour répondre à la demande croissante en personnel soignant dans les institutions de soins au Grand-Duché de Luxembourg.

Les capacités d'accueil du LTPS seront agrandies. La loi du 24 juillet 2007 relative à la construction d'un Lycée technique pour professions de santé à Luxembourg prévoit la créa-

tion de 780 places pour le Centre de formation Luxembourg. Le projet de construction du nouveau Centre de formation à Ettelbruck est planifié pour une capacité d'accueil de 420 élèves et le projet de construction pour le nouveau Centre de formation Sud est planifié pour 400 élèves dans la commune de Bascharage. Les nouvelles infrastructures auront donc une capacité d'accueil de 1.600 élèves.

Le Ministère de la Famille et de l'Intégration quant à lui est à l'origine des formations d'aide socio-familiale qui assurent aujourd'hui de multiples tâches d'aide à la personne que ce soit au niveau des enfants, des adultes et des personnes âgées en institution et à domicile. Dans ce cadre les efforts en collaboration avec le Ministère de l'Éducation nationale ont permis d'accroître sensiblement le nombre de formations pour répondre au mieux aux besoins existants. Les réseaux d'aides et de soins ainsi que les institutions y contribuent par les efforts qu'ils déploient afin de disposer d'un personnel formé et en nombre suffisant de sorte à garantir un maximum d'autonomie nationale. Par la même occasion ils offrent à des adultes une voie de formation en cours d'emploi qui rallie une qualification professionnelle à un travail valorisant.

Question 1763 (22.11.2011) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant la **mise en place d'un numéro d'appel européen unique «116 000» pour enfants disparus et adolescents en fugue:**

Dans le cadre de la directive européenne 2007/116/CE, le Conseil de Gouvernement a décidé en sa séance du 1er avril 2011 de confier l'organisation d'un numéro d'appel européen unique pour enfants disparus et adolescents en fugue à l'Office national de l'enfance (ONE) et cela en étroite collaboration avec les services de la Police grand-ducale et du Parquet Jeunesse, ayant à eux seuls le droit d'intervenir et de prendre des décisions quant à la mise en place d'un plan d'alerte «enfant disparu».

Comme le souligne le rapport annuel 2011 de l'ORK (Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand), le Gouvernement ne semble pas donner une priorité à la mise en place de ce numéro d'appel européen unique «116 000» et ceci malgré l'initiative de l'ONE de créer un comité de pilotage composé d'acteurs professionnels pour la gestion d'une telle «hotline». En effet, l'article budgétaire y afférent est porté à la somme de zéro euro. Le même rapport 2011 de l'ORK fait savoir qu'un projet y relatif se situant dans le canton d'Esch-sur-Alzette a déjà été abandonné pour des raisons financières.

- Quelles sont les raisons pour lesquelles ce numéro d'appel indispensable au soutien et à l'accompagnement des familles en cas d'une disparition inquiétante d'un enfant n'est toujours pas en service?

Réponse commune (12.1.2012) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration*, de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*, et de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Justice:*

La mise en œuvre du numéro d'appel prendra en compte plusieurs considérations:

- Le Gouvernement a considéré que la gestion du numéro d'appel européen unique 116 000 «enfants disparus - enfants en détresse» est à considérer comme une mission publique et a décidé en conséquence de confier la mise en œuvre du numéro d'appel à des organismes publics et non à des organismes privés de la société civile.

- L'appel destiné à signaliser la disparition d'un enfant nécessitera toujours une double réaction, à savoir d'un côté le lancement immédiat d'une recherche et donc d'une intervention de la police et d'un autre côté l'accompagnement psychosocial d'une famille et d'un entourage en détresse ou la prise en charge d'une situation sociale et familiale inquiétante. Il a donc été décidé d'instaurer une collaboration étroite entre les services d'intervention de la Police grand-ducale et de l'Office national de l'enfance (ONE). C'est ainsi que notamment les appels seront pris en charge durant les heures de bureau par l'ONE et seront relayés durant la nuit par la centrale d'appel du 113 de la Police grand-ducale.

- Il a été tenu compte du fait qu'il existe déjà une collaboration étroite dans le cadre d'un groupe de travail permanent entre les instances judiciaires et le Ministère de la Famille et de l'Intégration ayant comme but de garantir une concertation efficace entre les différents services concernés notamment par des jeunes mineurs en détresse ou en fugue.

Dans le cadre de la communication vers le grand public il sera informé sur la coopération des deux acteurs qui sera aussi visible sur les supports médiatiques. L'ONE fera office de représentant national du réseau européen 116 000. Il prendra en charge notamment la communication publique et la coordination du numéro d'appel européen 116 000. L'ONE sera renforcé par du personnel qualifié.

Le Centre de Communications du Gouvernement (CCG) est chargé de la mise en œuvre technique du numéro d'appel.

Le numéro devrait pouvoir rapidement devenir opérationnel.

Question 1764 (22.11.2011) de **M. Claude Adam** *(déi gréng)* concernant l'**offre de livres électroniques et les défis des bibliothèques:**

Depuis quelques années, l'édition de livres numériques connaît une croissance exorbitante qui ne cesse d'augmenter. Outre les éditeurs et les librairies, ce sont les bibliothèques qui doivent s'adapter à cette nouvelle forme de publication.

En Allemagne, de plus en plus de bibliothèques commencent à offrir des collections numériques à leurs utilisateurs. Au Luxembourg, jusqu'à présent seules quelques bibliothèques de recherche offrent des collections numériques dans le domaine de la documentation scientifique. Les bibliothèques de lecture publique luxembourgeoises par contre n'ont pas les moyens ou les compétences nécessaires pour pouvoir réagir de manière adéquate à ce nouveau défi. Un défi qui est d'autant plus complexe face au contexte multilingue de notre pays.

Il serait judicieux de développer une infrastructure commune pour l'offre d'e-books, d'autant plus qu'une grande partie des bibliothèques sont ou seront regroupées au sein du catalogue collectif bibnet.lu.

- Quelle stratégie l'État suit-il actuellement en matière d'offre d'e-books aux citoyens luxembourgeois par la voie de bibliothèques grand public et autres, en respectant la protection des données privées, ainsi que les restrictions techniques et juridiques?

- De quels moyens dispose la Bibliothèque nationale actuellement afin d'assurer le dépôt légal de livres électroniques? Et de quelle façon sont-ils accessibles au public?

Réponse (17.1.2012) de **Mme Octavie Modert,** *Ministre de la Culture:*

Par sa question parlementaire n°1764, Monsieur le Député Claude Adam demande, d'une part, quelle est la politique en matière d'offre d'e-books aux citoyens luxembourgeois par l'intermédiaire des «bibliothèques grand public et autres» et, d'autre part, quels sont les moyens dont dispose actuellement la Bibliothèque nationale pour assurer le dépôt légal des livres électroniques et leur accessibilité au public.

En premier lieu, je tiens à souligner que je partage entièrement l'avis de Monsieur le Député Claude Adam qu'il «serait judicieux de développer une infrastructure commune pour l'offre d'e-books, d'autant plus qu'une grande partie des bibliothèques sont ou seront regroupées» au sein du réseau national des bibliothèques luxembourgeoises bibnet.lu géré par la Bibliothèque nationale.

Pour permettre aux bibliothèques luxembourgeoises de faire face aux défis de l'essor des publications numériques, défis qui sont à la fois de nature technologique, juridique et financier, j'ai toujours œuvré en faveur de la mise en place d'une stratégie nationale cohérente dont la Bibliothèque nationale doit logiquement être le pivot central. Telle fut d'ailleurs la raison qui a conduit le Gouvernement et la Chambre des Députés, dans le cadre de la loi du 24 juin 2010 relative aux bibliothèques publiques, à lier le statut de «bibliothèque publique», et par suite les subventions qui en découlent, à la condition que ces bibliothèques adhèrent au réseau national des bibliothèques luxembourgeoises et, par suite, recourent, pour la gestion technique et bibliothéconomique de leur offre documentaire, aux systèmes de gestion informatiques et outils connexes gérés par la Bibliothèque nationale pour le compte de l'ensemble des bibliothèques luxembourgeoises. Il s'agit là d'un préalable technique destiné à favoriser par la suite l'introduction des e-books dans les bibliothèques luxembourgeoises.

La Bibliothèque nationale de Luxembourg (BnL) a mis en place une infrastructure technique qui a permis d'offrir des publications numériques à partir de 2002. En 2006 fut mis en place le «Consortium Luxembourg pour l'acquisition et la gestion de publications électroniques» qui, à l'initiative de la BnL, regroupe aujourd'hui, à côté de la Bibliothèque nationale, les bibliothèques de l'Université du Luxembourg et des trois centres de recherche publics. La BnL assure la coordination du consortium et en gère les systèmes informatiques. Cette politique a conduit à la mise en place d'une grande bibliothèque numérique qu'on trouve à l'adresse www.findit.lu, accessible à partir de chaque ordinateur via Internet. Cette bibliothèque numérique n'est pas réservée au public scientifique. Chaque résident du Grand-Duché, par le biais d'une carte de lecteur de la Bibliothèque nationale, y a accès. La carte de lecteur est gratuite.

Sur la plateforme www.findit.lu sont disponibles un nombre croissant d'e-books, à ce jour plus de 40.000, dont par exemple les e-books des éditions Springer Heidelberg, une collection complète des célèbres «Que sais-je» ou des centaines d'ouvrages de référence en langue anglaise, française et allemande. Il est vrai que les e-books disponibles sur www.findit.lu sont majoritairement de type «référence» ou orientés vers les sciences. Ceci résulte pour l'essentiel de la situation du marché. En effet, par son lien historique avec le monde bibliothécaire académique, le segment éditorial des publications à caractère scientifique a eu jusqu'ici une certaine avance en matière de maîtrise des technologies de la publication numérique par rapport au marché éditorial de la littérature et du livre grand public en général.

La Bibliothèque nationale assure une veille continue de l'offre d'e-books. Il convient de constater que les derniers produits analysés, susceptibles de répondre au profil d'une bibliothèque publique, présentaient des limitations et des risques:

- immaturité de l'offre sur le plan technique. Exemple: l'utilisation de logiciels à télécharger et à configurer par l'utilisateur pour alimenter sa liseuse avec l'e-book choisi, ceci pour assurer les protections des fichiers requis par les éditeurs (connu par «DRM, Digital Rights Management»);

- licences chères et offrant peu d'attrait pour les bibliothèques. Exemples: difficulté d'intégration de l'offre sur un portail de bibliothèque, manque de possibilité de préservation à long terme;

- manque de sécurité des données personnelles de l'utilisateur. Exemple: transmission requise à des plateformes tierces des mots de passe des lecteurs;

- persistance d'une tendance à la segmentation des marchés en fonction des frontières nationales, qui, généralement, sont aussi des frontières linguistiques. Or, le public luxembourgeois souhaite une offre multilingue, principalement en langues allemande, française et anglaise.

Toutefois, pour le marché des e-books grand public, la BnL constate d'une part une évolution très dynamique des plateformes orientées vers la vente directe au consommateur, mais d'autre part, de la part des fournisseurs, une offre encore limitée pour les bibliothèques, surtout en Europe. Par exemple, il n'existe pas encore d'offre européenne pour les deux plateformes dominantes dans les bibliothèques nord-américaines. Toutes ces évolutions du marché éditorial ne sont pas sans risques, non seulement pour les bibliothèques mais aussi pour le secteur de la librairie.

La BnL estime que les limitations et risques des offres e-books pourront rapidement s'atténuer vu l'évolution dynamique des acteurs et plateformes. Elle va continuer la veille du marché, y inclus des audio-books, pour pouvoir aider les bibliothèques publiques et pour répondre aux besoins du public luxembourgeois.

La Bibliothèque nationale, en coopération avec le Conseil supérieur des bibliothèques publiques, créé par la loi du 24 juin 2010 relative aux bibliothèques publiques, organisera au cours du premier semestre 2012 un séminaire professionnel sur le thème de l'e-book, destiné principalement aux bibliothèques publiques, afin d'expliciter en détail le fonctionnement et l'offre du marché des e-books ainsi que les limites actuelles. Cette mise à niveau sera suivie d'une conférence sur les premières expériences de bibliothèques non luxembourgeoises en matière d'introduction de l'e-book dans leurs bibliothèques.

Concernant la question du dépôt légal des e-books, il convient de souligner que l'article 10 de la loi du 25 juin 2004 portant réorganisation des instituts culturels de l'État, et son règlement grand-ducal d'application du 6 novembre 2009 réglant les modalités d'application du dépôt légal au profit de la Bibliothèque nationale, ont étendu l'obligation du dépôt légal aux publications numériques, donc aussi aux e-books. L'édition luxembourgeoise, seule à être soumise à l'obligation du dépôt légal au Luxembourg, ne compte aujourd'hui que quelques très rares titres numériques. La Bibliothèque nationale de Luxembourg, en collaboration étroite avec le Centre des technologies de l'information de l'État du Ministère de la Fonction publique, s'attachera en 2012 au développement d'une plate-forme d'archivage numérique destinée à accueillir les publications numériques luxembourgeoises que la BnL est chargée de recueillir par voie du dépôt légal.

Les conditions d'accès au public seront conformes à la législation en vigueur en matière de propriété intellectuelle, de droits d'auteur et de droits voisins.

Pour terminer, j'aimerais indiquer quelques exemples d'ouvrages de référence et scientifiques disponibles sur le portail www.findit.lu:

- en langue française: Collection «Que sais-je?» - www.cairn.info.proxy.bnl.lu/que-sais-je.php et Encyclopédie Universalis - www.universalis-edu.com.proxy.bnl.lu et

- en langue allemande: Munziger (incl. notamment «Kindler's Literaturlexikon» et «Brockhaus») - www.munzinger.de.proxy.bnl.lu

- en langue anglaise: Credo Reference - http://www.credoreference.com.proxy.bnl.lu/

- e-books Springer - www.springerlink.com.proxy.bnl.lu/books.

Question 1768 (24.11.2011) de **M. Félix Braz** *(déi gréng)* concernant le **traitement inégal des kinésithérapeutes par la CNS:**

Par la convention signée le 13 décembre 1993 entre l'Union des Caisses de Maladie et l'Association Luxembourgeoise des Kinésithérapeutes diplômés la Caisse Nationale de Santé s'engage à ne faire aucune discrimination entre les masseurs-kinésithérapeutes placés sous le régime de la convention et les autres praticiens ou établissements de soins conventionnés, également habilités à dispenser les mêmes actes.

Les membres de l'ALK se plaignent cependant que cet engagement n'est pas tenu alors que les statuts de la Caisse Nationale de Santé créent un déséquilibre en matière de remboursement de la part de la CNS entre les actes prestés par les masseurs et les masseurs-kinésithérapeutes et les actes de kinésithérapie prestés par le Centre national de rééducation fonctionnelle et de réadaptation (CNRFR) ou dans un service de rééducation gériatrique ou cardiaque d'un hôpital.

En résumé la différence est telle que pour les actes accomplis par un kinésithérapeute dans son cabinet le patient doit contribuer à raison de 30% alors que pour les actes prestés par le Centre national de rééducation fonctionnelle et de réadaptation (CNRFR) ou dans un service de rééducation gériatrique ou cardiaque d'un hôpital la contribution du patient à hauteur de 30% ne devient effective qu'après deux mois de traitement.

Dans ce contexte, je voudrais poser la question suivante à Monsieur le Ministre:

- Quelles sont les mesures que Monsieur le Ministre entend entreprendre pour remédier à cette situation et dans quel délai?

Réponse (3.1.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Il convient de distinguer dans ce cas d'espèce deux sortes d'actes:

- en premier lieu les actes effectués par un masseur-kinésithérapeute, qui sont des actes isolés, facturés à l'acte, et

- en second lieu les actes effectués dans le cadre d'un traitement de rééducation fonctionnelle au sein d'un processus bien défini à l'avance et/ou s'exécutant auprès du Centre national de rééducation fonctionnelle et de réadaptation (CNRFR) ou à l'hôpital.

L'article 55, alinéa 1er des statuts de la CNS précise de façon générale que les actes et services inscrits dans la nomenclature des masseurs et masseurs-kinésithérapeutes sont pris en charge à 100%.

Il en est de même pour les actes de rééducation fonctionnelle effectués au sein du CNRFR ou au sein d'un service de rééducation gériatrique ou cardiaque d'un hôpital qui sont pris en charge dans le cadre de la budgétisation de l'établissement. L'article 55, alinéa 3 des statuts de la CNS précise que les séances délivrées dans le cadre d'un traitement en milieu hospitalier stationnaire sont prises en charge à 100% par la CNS.

L'article 55, alinéa 2 des statuts de la CNS prévoit une dérogation à la prise en charge intégrale pour des actes délimités bien précis, à savoir les actes inscrits aux chapitres 1 - Massage, 2 - Électrothérapie et thermothérapie, 4 - Rééducation fonctionnelle de l'appareil locomoteur, 7 - Kinésithérapie respiratoire et 9 - Rééducation du plancher pelvien de la nomenclature des kinésithérapeutes qui ne sont pris en charge qu'à raison de 70%, alors que les autres actes suivent la règle générale, à savoir une prise en charge à 100% par la CNS.

Ladite dérogation concerne dès lors des actes qui correspondent à la première catégorie, à savoir les actes effectués de façon isolée et qui ne servent pas à soigner des pathologies plus complexes selon un plan de traitement global et en milieu stationnaire.

Question 1769 (24.11.2011) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **protection des symboles nationaux:**

En octobre 2011, plusieurs personnes avaient décroché un drapeau luxembourgeois d'un mât devant la Chambre des Députés. Cet incident soulève à nouveau la question de la protection des symboles nationaux, qui, aux termes actuels du Code pénal, ne sont pas spécialement protégés contre de tels actes.

C'est pourquoi je désire poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État:

1) Quelles sont les suites données à l'incident rappelé plus haut? Est-ce qu'une plainte a été déposée contre les personnes qui semblent avoir tenté de voler un drapeau national?

2) Le Gouvernement prévoit-il de proposer à la Chambre des Députés un amendement au Code pénal visant à mieux protéger les symboles nationaux du Grand-Duché de Luxembourg, y inclus contre des vols ou tentatives de vols ainsi que contre des comportements irrespectueux voire déshonorants?

Réponse (29.12.2011) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

La question de Monsieur le Député fait référence à un incident survenu en octobre 2011, où plusieurs personnes ont décroché un drapeau luxembourgeois d'un mât devant la Chambre des Députés.

Ad 1) L'incident n'a pas eu de suites.

Ad 2) Le Code pénal prévoit dans son article 232bis des peines pour «ceux qui auront fait usage à des fins non autorisées des armoiries de la Maison grand-ducale, de celles de l'État et des communes, du drapeau national, du pavillon de la batellerie et de l'aviation et de l'hymne national, ainsi que de tous écussons, emblèmes et symboles utilisés par les autorités et par les établissements publics».

Le Gouvernement n'entend pas aller plus loin dans la pénalisation de cette matière.

Question 1771 (24.11.2011) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant la **consommation de drogues dans les lycées:**

Il ressort d'un article de presse que des élèves d'un lycée ont dû passer par un test de détection de drogues. Selon les informations diffusées par la presse, les résultats de ce test auraient été alarmants («erschreckend»).

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre peut-elle fournir des informations au sujet de la situation actuelle concernant la consommation de stupéfiants au sein des lycées?

- Madame la Ministre peut-elle également me renseigner sur l'évolution de la consommation de drogues dans les établissements scolaires au cours des cinq dernières années?

- Est-ce que des contrôles ont été effectués dans d'autres établissements scolaires? Si oui, dans lesquels? Quels sont les résultats de ces contrôles?

Réponse (17.1.2012) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Toutes les informations dont nous disposons résultent de l'étude HBSC (Health Behaviour in School-Aged Children. Les données luxembourgeoises ont été publiées par le Ministère de la Santé en 1999, 2006 et 2010 en coopération avec mon département. L'analyse des données nationales récoltées en 2010 est en cours. Par année d'enquête, quelque 7.000 élèves (moyenne des élèves ayant participés aux enquêtes de 1999, 2006 et 2010) du secondaire ont répondu aux questions relatives à la consommation de drogues au cours de leur vie et plus particulièrement durant les douze derniers mois. Les types de substances investiguées étaient le cannabis, l'ecstasy, les opiacés (héroïne), la cocaïne, les amphétamines, LSD, les champignons hallucinogènes, les solvants (colle), les anabolisants et les médicaments utilisés pour se droguer.

On note une dégression de la consommation de ces substances d'environ 7% entre 1999 et 2006. De 2006 à 2010, le prorata des consommateurs reste stable. En 2010, environ 19,59% des élèves ayant participé à l'enquête ont déjà pris une des substances énumérées ci-avant au cours de leur vie et 15,56% des quelque 7.000 élèves participant en ont consommé au cours des douze derniers mois.

Pour 2010, une analyse de la consommation par types de drogues et par âge montre que le cannabis est le plus consommé et que le nombre de consommateurs de ces substances augmente avec l'âge.

On peut constater une baisse significative de cette consommation entre 1999 et 2006 tandis qu'elle ne varie guère entre 2006 et 2010. 7,37% (523 de 7096) des lycéens de 12 à 18 ans affirment en avoir consommé au cours des 30 jours avant l'enquête de 2010; cette proportion est de 11,27% (357 sur 3.168) chez les jeunes de 16 à 18 ans, de 8,78% (306 sur 3.485) chez les garçons et de 6,01% (217 sur 3.611) chez les filles.

Les garçons de 16 à 18 ans sont les plus grands consommateurs, environ trois sur 20 ont consommé du cannabis dans le mois précédant l'enquête et environ 7% (112 sur 1.551) de ces élèves en consomment régulièrement à une fréquence allant d'au moins une fois par semaine à plusieurs fois par jour. Environ 5% (78 sur 1551) de ces jeunes garçons de 16 à 18 ans consomment du cannabis tous les jours ou presque.

Les jeunes ne sont pas soumis à des contrôles réguliers dans nos lycées. Cependant la direction a le droit d'ordonner des contrôles si un élève se présente à l'école dans un état qui présume la consommation d'une substance illicite. Dans les lycées où un test a été effectué, résultats positifs ont été recensés. Dans ces cas, l'école a non seulement pris les mesures disciplinaires qui s'imposent, mais a très souvent recommandé, après un entretien avec l'élève concerné, un traitement thérapeutique. Mon département ne procède pas à une saisie centralisée des contrôles.

Dans la comparaison internationale, le Luxembourg se situe en 2006 au 10e rand des 39 pays participant à l'étude HBSC, en termes de consommateurs de cannabis au cours des 30 derniers jours, derrière le Canada (plus gros consommateur) et la France. La tendance générale au Luxembourg est à la réduction du nombre de jeunes consommateurs.

Question 1773 (26.11.2011) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant la **journée de la Commémoration Nationale:**

Jedes Jahr wird die „Journée de la Commémoration Nationale" begangen. Es gibt eine ganze Reihe Veranstaltungen, in denen mittlerweile Bräuche und Riten gepflegt werden.

So wird sich an vielen Monumenten versammelt und vor den Opfern von Kriegen, Unrecht und Gewalt verneigt. Allerdings wird die Zahl der lebenden Opfer des letzten Krieges immer kleiner und ihre Anwesenheit bei solchen nationalen und lokalen Gedenkveranstaltungen nimmt ab.

Dabei fällt allerdings auf, dass nicht in allen Ortschaften des Landes solche Monumente vorhanden sind und bei vorhandenen Monumenten oft nur ganz allgemeine Inschriften vorgenommen wurden.

Dabei könnte sich unser Land, das sicherlich gut daran täte, die Lehren des Krieges und der Gewalt an unsere jüngeren Generationen weiterzuvermitteln, einen Dienst erweisen, die Opfer dadurch zu ehren und das Andenken an ihr Leiden wachzuhalten, indem eine systematische Auflistung der Namen mit Geburts- und Todesdaten an diesen Monumenten vorgenommen würde, so wie das bereits in einigen Orten des Landes besteht.

Fragen:

1) In welchem Maße will die Regierung in naher Zukunft eine solche Initiative nehmen?

2) Denkt die Regierung nicht auch, dass das Nachkriegs-Luxemburg nicht anders kann als jenen, die für die Freiheit des Landes ihr Leben gegeben haben, Ehre und Andenken zu gebühren, und die bleibende Ehrung durch die Veröffentlichung der Namen an den Monumenten geschehen müsste?

3) Denkt die Regierung nicht auch, dass alle Gemeinden sich dieser Pflicht stellen müssten?

4) Denkt die Regierung nicht auch, dass ein virtuelles nationales „Mémorial-Monument aux Morts" im Internet geschaffen werden müsste, in dem unter anderem die Liste der Gefallenen, Opfer der Weltkriege, der Zwangsrekrutierten sowie Zwangsverpflichteten veröffentlicht würden?

Réponse (2.1.2012) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

In seiner parlamentarischen Anfrage geht der Abgeordnete auf die „Monuments aux Morts" ein, die in zahlreichen Ortschaften stehen, und wundert sich, dass solche Monumente nicht in jeder Ortschaft zu finden sind und dass die Inschrift oft sehr generell gehalten ist. Er schlägt vor, die Namen, Geburts- und Todestage der Opfer hinzuzufügen.

Ich möchte den Abgeordneten darauf hinweisen, dass das Errichten solcher Monumente nach dem Zweiten Weltkrieg auf die Initiative der Gemeinden zurückging. Die Regierung ist nur für nationale Monumente zuständig, wie etwa das „Monument national de la Grève" in Wiltz, das „Monument national de la Déportation" (Hinzerter Kräiz), das „Monument national de la Solidarité" (Kanounenhiwwel) und das „Monument du Souvenir" (Gëlle Fra), das den militärischen Opfern der beiden Weltkriege und des Korea-Krieges gewidmet ist.

Weitere Informationen zu diesen Gedenkstätten kann man auf der gemeinsamen Internetseite der „Centres de Documentation et de Recherche sur la Résistance et sur l'Enrôlement forcé" finden: www.secondeguerremondiale.public.lu.

Wenn Monumente, die den Namen, die Geburts- und die Sterbedaten der „morts pour la patrie" tragen, wohl konkreter an die von diesen Personen erbrachten Opfer erinnern, so kann die vom Abgeordneten gewünschte Initiative nicht von der Regierung ausgehen. Die Regierung kann höchstens die Gemeinden aufrufen, diese Angaben den Monumenten hinzuzufügen.

Ich möchte aber darauf aufmerksam machen, dass dies für kleinere Gemeinden sicherlich kein Problem darstellen würde; andere Gemeinden, und vor allem die Stadt Luxemburg, sähen sich hingegen vor größere materielle Probleme gestellt.

Wenn Gemeinden sich dazu entschließen wollten, dies zu tun, so wäre es angebracht, sich von den „Centres de Documentation et de Recherche sur la Résistance et sur l'Enrôlement forcé" beraten zu lassen.

Ich möchte den Abgeordneten des Weiteren darüber informieren, dass die Regierung seit 2008 mit den Gemeinden in Kontakt steht, um eine Datei der Gedenkstätten im Land zu erstellen. Die Monumente, von denen der Abgeordnete spricht, werden in dieser Datei auch aufgeführt. Die meisten Gemeinden gedenken sich an diesem wichtigen Projekt zu beteiligen. Zu diesem Projekt gehört auch, dass die Namen der Opfer des Zweiten Weltkrieges erfasst werden. Die können dann auf der Internetseite www.secondeguerremondiale.public.lu eingesehen werden.

Ich möchte den Abgeordneten auch noch darauf hinweisen, dass 1961, auf Initiative des damaligen Innenministers Pierre Grégoire, der während des Krieges selbst deportiert wurde, eine Arbeitsgruppe eingesetzt wurde, die die Personen ermittelte, denen man den Titel „mort pour la patrie" zuerkennen könnte. 1971 wurde ein „Goldenes Buch der luxemburgischen Opfer des Krieges 1940-1945" veröffentlicht. Dieses Buch wurde allen Gemeinden zugeschickt und war auch im Handel erhältlich. Darin sind 4.400 Personen aufgezählt, denen man den Titel „mort pour la patrie" zuerkannt hat. Diese Namen werden selbstverständlich auch auf der genannten Internetseite veröffentlicht werden.

Schließlich möchte ich in Bezug auf die Erinnerungsarbeit betreffend die Opfer des Zweiten Weltkrieges darauf hinweisen, dass die Regierung die beiden oben genannten Dokumentations- und Forschungszentren geschaffen hat. Des Weiteren wird seit 1946 der Nationale Gedenktag begangen, und die Regierung unterstützt pädagogische Projekte sowie Forschungsprojekte zu diesem Thema.

Question 1774 (28.11.2011) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant la **réforme du système de pensions:**

Die neue Pensionsreform soll in Kürze vorgestellt werden. Das Pensionsalter soll angehoben werden oder das Rentengeld soll dementsprechend gekürzt werden, aber es bleiben sicherlich noch etliche Punkte zu klären.

So zum Beispiel die Schichtarbeiter, die ihr ganzes Leben bis zur Rente regelmäßige Nachtarbeit geleistet haben. Bekannt ist, dass ein über 50-jähriger Nachtschichtarbeiter an Schlafstörungen leidet und durch die unregelmäßigen Arbeitszeiten gesundheitliche Probleme entstehen, so dass die Leistungsgrenze nicht überschritten werden darf, ohne späterhin Unannehmlichkeiten im Gesundheitsbereich zu spüren.

Ein anderes Beispiel sind die Ärzte, die ein Wochenpensum von 60 bis zu 80 Stunden haben und somit kumulativ mehr als 40 Jahre (im Vergleich zum 8-Stunden-Tag 5 Tage/Woche/40 Jahre) gearbeitet haben. Bei 30 Arbeitsjahren haben sie so viele Arbeitsstunden wie der sogenannte Normalarbeiter. Nun soll im Gesetzestext die Studienzeit nicht mehr integral als theoretische Arbeitszeit angerechnet werden.

Fragen:

1) Was wird spezifisch für die Nachtschichtarbeiter unternommen? Müssen sie weiterhin bei einer verlängerten Arbeitszeit Nachtschicht arbeiten?

2) Was geschieht mit den Ärzten, die schon vor den obligatorischen 40 Jahren das Stundenpensum voll erfüllt haben? Wird hier die Studienzeit nicht mehr angerechnet, was eine logische Kompensation darstellen würde?

3) Gibt es noch andere spezifische Ausnahmefälle?

Réponse (17.1.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

An den Pensionsanrechtsbedingungen der Schichtarbeiter wird nichts verändert werden. Auch in Zukunft werden diese nach 20 Jahren Schichtarbeit mit 57 Jahren in den Vorruhestand treten können, wenn sie mit 60 Jahren eine Versicherungszeit von 40 Jahren vorweisen können.

In der Pensionsversicherung gibt es kein Stundenpensum, auch nicht für Ärzte. Versicherungszeiten werden in Jahren, Monaten bzw. Tagen in Rechnung gestellt. In der Regel hat in diesem Sinne ein Arbeitsmonat 173 Stunden, ein Jahr maximal 12 Monate. Ab 64 Stunden monatlich wird ein voller Monat Versicherungszeit zuerkannt.

Studienzeiten werden auch in Zukunft angerechnet werden.

Die Logik des ehrenwerten Abgeordneten Colombera, dass „die Nichtanrechnung der Studienzeit eine logische Kompensation für ein höheres Stundenpensum darstellen würde", ist für mich nicht nachvollziehbar. Die Anrechnung von Studienzeiten steht in keinem Zusammenhang zu den geleisteten respektive angerechneten Arbeitszeiten, welche gemäß Artikel 171 des Sozialgesetzbuches sowohl als Versicherungszeiten als auch was die Höhe der Pension angeht, angerechnet werden. Studienzeiten hingegen werden gemäß Artikel 172 des Sozialgesetzbuches nur zu den Versicherungszeiten hinzugerechnet.

Man kann, was die Ärzte angeht, in diesem Zusammenhang eigentlich nicht von Ausnahmefällen sprechen. Sie haben wie alle Arbeitnehmer das Recht, mehr als die gesetzliche Wochenarbeitszeit zu arbeiten, ohne dass dies sich jedoch positiv auf die für die Pension angerechneten Zeiten auswirken würde.

Question 1775 (28.11.2011) de **Mme Lydie Polfer** *(DP)* concernant la **réforme éventuelle des traités européens:**

Dans une récente lettre ouverte à la Chancelière allemande le Ministre des Affaires étrangères a fait un plaidoyer contre l'intention de cette dernière de procéder à une réforme des traités européens pour renforcer la discipline budgétaire dans la zone euro.

Le Ministre des Finances a cependant soutenu la Chancelière dans sa démarche lors de son intervention à l'occasion de la treizième journée de l'assurance.

Aussi, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État:

- Monsieur le Premier Ministre a-t-il connaissance des faits relatés ci-dessus?

- Dans l'affirmative, peut-il m'éclairer sur la position du Gouvernement luxembourgeois au sujet d'une éventuelle réforme du Pacte de stabilité et donc des traités européens dans le cadre des efforts entrepris pour résoudre la crise de la dette?

Réponse (2.1.2012) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Madame la Députée fait référence à la récente lettre ouverte de la part de Monsieur le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères à l'attention de Madame la Chancelière allemande, ainsi qu'à l'intervention de Monsieur le Ministre des Finances à l'occasion de la treizième journée de l'assurance.

Quant à la première question de Madame la Députée, ma réponse est affirmative.

Pour ce qui concerne la position du Gouvernement sur la réforme du Pacte de stabilité et de croissance dans le cadre des efforts entrepris pour résoudre la crise de la dette, je vous renvoie à la déclaration des chefs d'État ou de Gouvernement de la zone euro du 9 décembre 2011.

Les chefs d'État ou de Gouvernement de la zone euro ont convenu que «les règles régissant la procédure pour déficit excessif (article 126 du TFUE) seront renforcées dans les États membres de la zone euro. Dès que la Commission aura établi qu'un État membre enfreint la règle du plafond des 3%, il y aura des conséquences automatiques, à moins que les États membres de la zone euro ne s'y opposent à la majorité qualifiée. Des mesures et des sanctions, proposées ou recommandées par la Commission, seront adoptées, à moins que les États membres de la zone euro ne s'y opposent à la majorité qualifiée…».

Le Gouvernement se félicite du fait que l'usage de la procédure de vote à la majorité qualifiée inversée a pu être étendu à la partie préventive du Pacte de stabilité et de croissance. Ceci représente une position que le Gouvernement a déjà défendue en 2010/2011 au niveau de la dite «Task Force Van Rompuy» et lors des négociations subséquentes sur la réforme du Pacte de stabilité. Cette règle de vote permettra de renforcer le respect des règles en matière de surveillance budgétaire et macro-économique au sein de l'Union, et dans la zone euro en particulier.

Le Gouvernement aurait préféré une solution soit à traité constant soit dans le cadre des traités existants. Compte tenu des circonstances, il s'est cependant rallié aux 16 autres États membres dont la monnaie est l'euro, et auxquels s'ajouteront un nombre significatif d'autres États membres, pour décider d'adopter un accord international d'ici le mois de mars 2012. L'objectif demeure d'intégrer les nouvelles dispositions dans les traités de l'Union le plus rapidement possible.

Question 1777 (29.11.2011) de **M. Camille Gira** *(déi gréng)* concernant la **publication électronique «de Finanzbuet» pour le secteur communal:**

«de Finanzbuet» est une publication électronique du Ministère de l'Intérieur en relation avec les aspects des finances communales. Dans l'éditorial du n°1 de novembre 2007 Monsieur le Ministre avait annoncé: Afin d'améliorer la communication et de donner plus de visibilité aux différents sujets concernant les finances des communes, la direction des finances communales publiera dorénavant toutes les informations, analyses et commentaires sous forme de dossiers thématiques dans sa nouvelle publication électronique, le bulletin d'information «de Finanzbuet».

Jusqu'à présent les trois éditions suivantes sont sorties:

- Novembre 2007: de Finanzbuet n° 1 - Les finances communales dans le budget de l'État 2008

- Décembre 2008: de Finanzbuet n°2 - Le fonctionnement de l'impôt foncier

- Janvier 2010: de Finanzbuet n°3 - Le recours à l'emprunt par le secteur communal

Estimant que ces trois publications électroniques représentent une vraie aide pour les édiles communaux, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Est-ce que Monsieur le Ministre prévoit de continuer à faire usage de cette forme de publication électronique pour le secteur communal?

- Si oui, ne serait-il pas utile de traiter d'autres thèmes en relation avec les finances communales (p. ex. les principales recettes communales, le calcul des recettes de l'ICC et sa répartition aux communes, les taxes communales) et d'augmenter la cadence de parution de cet instrument d'information?

Réponse (10.1.2012) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

À la question parlementaire n°1777 du 29 novembre 2011 de Monsieur le Député Camille Gira, j'ai l'honneur de répondre ce qui suit:

Le Ministère de l'Intérieur entend poursuivre la voie entamée par le «Finanzbuet» pour informer les communes sur des sujets spécifiques lorsque l'occasion se présente. Il n'y a pas de cadence prescrite pour la parution d'un Finanzbuet.

En ce qui concerne la proposition de «thèmes en relation avec les finances communales (p. ex. les principales recettes communales, le calcul des recettes de l'ICC et sa répartition aux communes, les taxes communales)», je voudrais relever que le Ministère de l'Intérieur publie régulièrement sur son site Internet la ventilation aux communes des recettes de l'ICC (impôt commercial communal) et du FCDF (fonds communal de dotation financière). En ce qui concerne le modèle de financement des communes dans son ensemble, je me permets de signaler que pour le moment le Ministère de l'Intérieur, ensemble avec le Syvicol et l'INAP, procède à des conférences régionales animées par des spécialistes et qui s'adressent à tous les élus locaux.

Ce cycle de formation pour élus locaux à huit modules connaît un grand succès et une extrêmement forte fréquentation. Les conférenciers sont des spécialistes dans les différents domaines qui concernent plus particulièrement les communes tels que la législation communale, les finances communales, l'aménagement communal et le développement urbain,...

Normalement pour chacune de ces conférences il existe un support papier qui est distribué à l'assistance le jour même du cours et qui en plus peut être consulté sur le site Internet www.fonction-publique.public.lu.

Question 1778 (30.11.2011) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **demandeurs de protection internationale en provenance de «pays d'origine sûrs»:**

Selon les chiffres fournis par le Ministère de l'Immigration, le nombre de personnes ayant demandé une protection internationale entre janvier et octobre 2011, en provenance de «pays d'origine sûrs» suivant le règlement grand-ducal du 21 décembre 2007 (complété par le règlement grand-ducal du 1er avril 2011 pour la république de Serbie) est le suivant:

- République de Serbie:	765 personnes
- Ancienne République yougoslave de Macédoine:	380 personnes
- République du Monténégro:	69 personnes
- République de Bosnie-et-Herzégovine:	45 personnes

Le 9 juin 2011, la Chambre a adopté les modifications nécessaires afin de permettre l'application de la «procédure accélérée» prévue dans les législations sur la libre circulation des personnes respectivement relative au droit d'asile et à ses formes complémentaires de protection.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Immigration et à Monsieur le Ministre de la Justice:

1) Combien de demandes de personnes ayant demandé une protection internationale, originaires de «pays d'origine sûrs», ont été traitées selon la procédure accélérée?

2) Combien de décisions ont été prises par le Ministre, et quelles ont été ces décisions (acceptation, refus…)?

3) Combien de ces décisions ont été prises «au plus tard dans un délai de deux mois»?

4) Quelles sont, le cas échéant, les raisons pour lesquelles ces décisions n'ont pas été prises dans le délai légal?

5) Combien de recours en réformation ont été formulés devant le Tribunal administratif?

6) Combien d'arrêts, dans le cadre de la procédure accélérée, ont été rendus par le Tribunal administratif? Combien de décisions prises par le Ministre ont été acceptées ou réformées?

7) Le Tribunal administratif statue-t-il dans le délai de deux mois prévu dans la législation? Dans le cas contraire, quels sont les motifs invoqués pour le non-respect de ce délai?

8) Combien de décisions définitives ont été prises et avec quel effet?

9) Combien de personnes déboutées à la suite de la procédure accélérée ont effectivement été rapatriées vers leur pays d'origine?

10) Dans le cas où, pour certaines personnes ayant demandé une protection internationale, originaires de «pays d'origine sûrs», la procédure accélérée ne serait pas appliquée, Monsieur le Ministre de l'Immigration peut-il en fournir les raisons?

Messieurs les Ministres peuvent-ils, dans la mesure du possible, ventiler leurs réponses en fonction des pays d'origine des personnes concernées.

Réponse commune (12.1.2012) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Justice*, et de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

Aux différents aspects que comprend la question parlementaire, les membres du Gouvernement sollicités répondent comme suit:

1) En nous limitant aux demandes déposées par des personnes originaires des pays mentionnés par l'honorable Député, à savoir la République de Serbie, l'ancienne République yougoslave de Macédoine, la République du Monténégro et la République de Bosnie-et-Herzégovine, nous aimerions informer l'honorable Député qu'une cinquantaine de décisions ont été prises sur base de l'article 20, paragraphe 1. de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection.

Il convient de rappeler que le recours à la procédure accélérée avait été suspendu entre le 5 février 2010 et le 28 juillet 2011 suite à l'introduction par le Tribunal administratif d'une demande de décision préjudicielle auprès de la Cour de Justice de l'Union européenne. La question préjudicielle a porté sur l'interprétation de l'article 39 de la directive 2005/85/CE du Conseil du 1er décembre 2005 relative à des normes minimales concernant la procédure d'octroi et de retrait du statut de réfugié dans les États membres. Cet article dispose que les États membres font en sorte que les demandeurs d'asile disposent d'un droit à un recours effectif devant une juridiction. Cependant, la loi du 5 mai 2006 a abrogé ce recours dans le cadre d'une procédure accélérée.

En attendant l'arrêt de la Cour, la prédite loi a intégré une possibilité de recours contre la décision du Ministre de statuer sur le bien-fondé de la demande de protection internationale dans le cadre d'une procédure accélérée.

2) Les décisions suivantes ont été prises en 2011:

	Jan	Fév	Mar	Avr	Mai	Juin	Juil	Août	Sept	Oct	Nov	Déc	Total
Octroi du statut de réfugié	3	10	5	3	6	2	1		1	5	5		41
Octroi du statut conféré par la protection subsidiaire	2	5			1				1				9
Refus de la protection internationale	33	41	89	111	69	11	7	47	49	90	74		621
Renonciations et retraits implicites	9	9	35	69	26	26	2	21	14	36	61		308
Incompétence	11	15	17	28	14	16	7	8	39	29	24		208
Irrecevabilité	5	1	4	5	1	1	2		7	9	3		38
Décisions prises	63	81	150	216	117	56	19	76	111	169	167		1.225

3) Comme mentionné ci-dessus, une cinquantaine de décisions ont été prises dans le délai de deux mois selon la procédure accélérée prévue à l'article 20 de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection.

4) Au cours de l'année en cours, le Service des réfugiés de la direction de l'Immigration du Ministère des Affaires étrangères a fait face à un afflux massif de demandeurs de protection internationale. Ainsi, entre le 1er janvier et le 30 novembre 2011, 1.986 personnes ont déposé une demande de protection internationale au Luxembourg, dont la grande majorité est originaire des pays des Balkans de l'Ouest. Étant donné que le service en charge du traitement des demandes d'asile n'était, faute de moyens, plus en mesure d'accueillir ce grand nombre de personnes, le Gouvernement en Conseil, en sa séance du 14 septembre 2011, a approuvé l'engagement, moyennant contrat à durée déterminée, de quatre employés de la carrière S et de deux employés de la carrière D. La procédure de recrutement est actuellement encore en cours.

D'autre part, ce n'est qu'en septembre 2011 que la décision définitive fut prise de traiter sans exception tous les dossiers de personnes en provenance d'un pays d'origine sûr de manière accélérée, telle que prévue par l'article 20 de la loi du 5 mai 2006 susmentionnée.

5) 29 recours ont été déposés au greffe du Tribunal administratif au cours de la période allant du 9 juin 2011 au 12 décembre 2011.

6) Sept jugements ont été prononcés durant cette même période dont six jugements déclarant les demandes non justifiées et déboutant les demandeurs et un jugement prononçant la radiation de l'affaire.

7) Le Tribunal administratif a statué dans le délai de deux mois dans tous les cas.

8) Cette question semble identique à la question 6.

9) Les statistiques disponibles sur les rapatriements ne révèlent pas si la demande de protection internationale fut prise en procédure accélérée. La seule distinction qui est faite est celle entre un retour volontaire ou un retour forcé. Jusqu'au 30 novembre, 413 personnes ont été rapatriées dans leur pays d'origine.

10) Étant donné qu'un grand nombre des demandeurs de protection internationale invoquent des problèmes de discrimination en raison de leur appartenance ethnique, la procédure accélérée n'est appliquée que dans les cas où les motifs invoqués par les demandeurs ne constituent manifestement pas un des motifs visés par la convention relative au statut des réfugiés. Cela est notamment le cas pour des raisons d'ordre purement économique ou financier ou encore d'ordre médical.

Question 1779 (30.11.2011) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant la **formation du personnel soignant dans le contexte de la loi de 2009 sur l'euthanasie et le suicide assisté:**

Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 16 mars 2009 sur l'euthanasie et l'assistance au suicide, le personnel soignant des hôpitaux se voit confronté à une nouvelle tâche: celle d'accompagner des personnes ayant formulé la demande de faire appel à une euthanasie ou à une assistance au suicide.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Est-ce qu'actuellement la formation initiale et la formation continue du personnel soignant le préparent suffisamment à sa nouvelle tâche?

- Dans la négative, comment Monsieur le Ministre entend-il remédier à cette situation?

Réponse (12.1.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

La loi du 19 mars 2009 sur l'euthanasie et l'assistance au suicide a institué un cadre légal

strict dans lequel un médecin peut procéder à une euthanasie à la demande expresse et volontaire d'un patient qui, suite à une maladie grave et incurable, fait état de souffrances physiques ou psychiques insupportables.

Selon l'article 1er de la prédite loi, l'euthanasie est un acte pratiqué par un médecin. Le personnel soignant n'intervient pas lors de cet acte, ce qui le différencie des soins palliatifs qui sont des soins actifs, continus et coordonnés, pratiqués par une équipe pluridisciplinaire dont fait partie le personnel soignant.

Il arrive néanmoins que le personnel soignant des hôpitaux ou des maisons de soins soit confronté à des personnes en fin de vie qui sont atteintes d'une maladie grave et incurable et qui ont éventuellement formulé leur souhait de faire appel à une euthanasie.

Afin de discuter les questions juridiques, éthiques et psychologiques qui peuvent se poser dans le cadre d'une décision d'euthanasie prise par un patient, la formation initiale d'infirmier ainsi que d'aide-soignant dispensée au Lycée technique pour professions de santé aborde le sujet de l'euthanasie non pas dans un cours consacré à cette seule problématique mais dans plusieurs cours, dont notamment le cours de «connaissance du monde professionnel», «soins palliatifs et oncologie» ainsi que «postclinique» (ce dernier étant un cours d'exploitation en groupe de situations cliniques rencontrées).

En ce qui concerne la formation professionnelle continue du personnel soignant, je voudrais informer l'honorable Députée que le Centre de formation professionnelle continue (CFPC) Dr Robert Widong a.s.b.l. dispense une formation intitulée «Accompagnement des patients en fin de vie» qui a trait aux étapes psychologiques de la fin de vie et aux peurs essentielles liées à la mort sans néanmoins aborder directement la problématique de l'euthanasie. Les objectifs détaillés de cette formation peuvent être consultés sur le site Internet du CFPC Dr Robert Widong (http://www.widong.lu).

L'a.s.b.l. Omega 90 dispense au personnel soignant des formations professionnelles principalement axées sur les soins palliatifs. Au cours de ces formations les formateurs de ladite a.s.b.l. discutent également les différences dans l'application de la loi du 16 mars 2009 relative aux soins palliatifs, à la directive anticipée et à l'accompagnement en fin de vie par rapport à la loi du 16 mars 2009 sur l'euthanasie et l'assistance au suicide.

Par ailleurs, suite à l'entrée en vigueur de la loi du 16 mars 2009 sur l'euthanasie et l'assistance au suicide, j'ai fait éditer, ensemble avec les partenaires du terrain, une brochure intitulée «L'euthanasie et l'assistance au suicide: 25 questions, 25 réponses». Sans pouvoir être exhaustive, cette brochure, qui est disponible en quatre langues différentes, s'efforce de donner des explications sous forme de questions-réponses concernant les dispositions de la prédite loi. Ladite brochure peut être consultée et téléchargée sur le portail santé (http://www.sante.public.lu).

J'estime dès lors que le personnel soignant dispose de tous les outils d'informations permettant de le guider en matière d'euthanasie.

Question 1780 (30.11.2011) de **MM. André Bauler** et **Eugène Berger** *(DP)* concernant les **fouilles et dépistages de drogues dans le milieu scolaire:**

Nous venons d'apprendre que la direction du Lycée technique Agricole (LTA) aurait par le passé régulièrement soumis des classes entières à des tests de drogue. Ces tests auraient été effectués par les responsables des établissements scolaires sans en avertir à l'avance les parents des élèves concernés. Par ailleurs, la Police grand-ducale aurait procédé à une fouille dans les locaux de cet établissement scolaire avec des chiens antidrogue. La direction du lycée a justifié ces démarches en arguant que la consommation de drogues représenterait un risque de sécurité accru, notamment lors du maniement d'outils de travail.

Au vu de l'insécurité tant juridique que matérielle qui persiste dans ce cas précis, nous souhaiterions poser les questions urgentes suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre peut-elle nous informer sur les responsabilités engagées lors d'un accident à l'école imputé à un élève sous l'effet de drogues?

- Plus précisément, Madame la Ministre peut-elle nous renseigner sur les responsabilités des enseignants lors d'un accident?

- Madame la Ministre peut-elle nous informer sur le cadre légal dans lequel s'effectuent de telles fouilles ou des dépistages de drogues dans le milieu scolaire?

- Madame la Ministre peut-elle nous dire quelles sont les personnes habilitées à mettre en œuvre ces mesures?

- Madame la Ministre peut-elle nous informer si les tests de drogues sont à considérer comme des mesures à caractère contraignant auxquelles les élèves doivent répondre?

- Dans l'affirmative, Madame la Ministre peut-elle nous informer sur les conséquences que risquent d'encourir les élèves en cas de refus de tels tests?

- Madame la Ministre peut-elle nous informer si les parents des élèves mineurs doivent être informés avant que les tests ne soient exécutés et s'ils peuvent le cas échéant s'y opposer?

Réponse (23.12.2011) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

1. L'élève majeur causant un accident à l'école, sous l'emprise de drogues, engage sa propre responsabilité pénale et civile. S'il s'agit d'un élève mineur, la responsabilité civile de ses parents sera mise en cause. Dans les deux cas, la responsabilité civile de l'établissement d'enseignement que fréquente le jeune pourra également être mise en cause.

2. Les enseignants ont le devoir de surveiller les élèves sous leur garde, pendant leur séjour à l'école ou tout autre lieu d'enseignement. Tout élève soupçonné être sous l'emprise de stupéfiants, devra être écarté de la classe. Ses parents sont informés par la direction du lycée, conformément à l'article 24 du règlement d'ordre intérieur et de discipline des lycées.

En vertu de l'article 5 de la loi du 1er septembre 1988 relative à la responsabilité civile de l'État, l'établissement d'enseignement, et non l'enseignant personnellement, devra répondre civilement du dommage causé par ses élèves pendant le temps qu'ils sont sous la surveillance des enseignants, à l'intérieur ou à l'extérieur de l'établissement.

3. À part les dispositions en matière de combat contre la présence, la consommation et le trafic de drogues à l'école (e. a. la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie), s'appliquent également les dispositions de la loi du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques (notamment le chapitre 11) ainsi que le règlement grand-ducal modifié du 23 décembre 2004 relatif à l'ordre intérieur et la discipline dans les lycées.

4. Les personnes habilitées à mettre en œuvre les mesures de lutte antistupéfiant à l'école sont, en dehors de la direction et du personnel enseignant des lycées, les membres de la force publique mandatés à cet effet.

5. Les tests de dépistage de drogues effectués au LTA sont à considérer comme des mesures à caractère contraignant auxquelles les élèves doivent se soumettre. En effet, les élèves concernés devraient s'exercer à des travaux potentiellement dangereux dans les forêts en maniant des tronçonneuses, ce qui exigeait qu'ils soient en parfaite condition physique et mentale. Une information préalable des parents des élèves mineurs n'est pas requise, vu l'urgence due au risque de sécurité présent.

Question 1781 (30.11.2011) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant l'**abus de la carte d'identification de la sécurité sociale:**

Selon mes informations, de plus en plus de médecins et d'établissements hospitaliers se verraient confrontés à un abus de la carte d'identification de la sécurité sociale. En effet, l'actuelle carte ne permet pas d'identifier le détenteur autrement que par son nom en l'absence d'une photographie. Ainsi, il serait abusé des prestations de la Caisse Nationale de Santé (CNS) par des personnes affiliées qui donneraient leur carte d'identification à des personnes non affiliées.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, comment Monsieur le Ministre entend-il remédier à la situation?

- Monsieur le Ministre envisage-t-il l'introduction d'une carte d'identification avec une photographie du détenteur?

Réponse (10.1.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

L'article 9 des statuts de la CNS définit les obligations de l'assuré en relation avec l'utilisation de la carte d'assuré ainsi que les sanctions qu'il risque d'encourir en cas d'utilisation abusive. Il statue en outre que «Les prestataires de soins et les fournisseurs sont en droit d'exiger la présentation d'un titre d'identité du porteur de la carte lorsque celui-ci ne leur est pas personnellement connu.»

Les conventions conclues entre la CNS et les différents groupements de prestataires (kinésithérapeutes, infirmiers, laboratoires privés,…) prévoient le droit respectivement l'obligation pour le prestataire de vérifier tant la qualité d'assuré au moyen de la carte que la concordance entre le patient et le détenteur de la carte d'assuré.

Les conventions conclues avec le corps médical (médecins et médecins-dentistes) prévoient non seulement l'obligation pour le prestataire de contrôler la détention d'une carte d'assuré et l'identité de la personne qu'il a en face de lui en ayant recours à la carte d'identité, mais disposent par ailleurs que le prestataire garantit qu'il a effectué ce contrôle. La convention déduit même une présomption du contrôle de concordance du fait que le prestataire doit reporter le numéro matricule figurant sur la carte d'assuré sur les documents à l'attention de la CNS ou d'une caisse de maladie. Comme la carte d'identité est munie d'une photographie, un contrôle d'identité peut se faire sans problèmes.

L'éventail des dispositions permettant d'éviter les manœuvres frauduleuses décrites par l'honorable Député prévu par les textes conventionnels et statutaires est donc assez étendu et ce n'est que dans les cas où les prestataires de soins ou de services ne procèdent pas aux contrôles d'identité prévus par les statuts et les conventions que les manipulations frauduleuses des cartes d'assuré deviennent possibles.

La constatation d'un nombre croissant de tentatives de fraude dans le secteur hospitalier et médical mise en exergue par l'honorable Député dans sa question parlementaire, montre qu'il est tout à fait possible de détecter les fraudeurs, si les contrôles d'identité sont réalisés en bonne et due forme.

Il faut toutefois constater que lorsque les procédures prévues au niveau des relations entre le prestataire et l'assuré ne sont pas appliquées, la CNS n'est pas en mesure de prendre connaissance systématiquement des tentatives de fraude réussie. En effet, ce n'est que sur base de la manifestation d'un assuré qui constate qu'on lui rembourse des actes et services dont il na pas bénéficié que les cas de fraude quand-même assez rares qui aboutissent se font connaître auprès des caisses de maladie.

L'introduction d'une carte d'assuré munie d'une photographie pourrait d'un côté faciliter le contrôle de l'identité de l'utilisateur de la carte d'assuré, mais d'un autre côté les obligations actuelles de contrôle d'identité de l'utilisateur de la carte avec sa carte d'identité permettent tout autant de vérifier l'identité de l'utilisateur de la carte d'assuré sans que pour autant il soit nécessaire de remplacer toutes les cartes d'assurés.

Question 1783 (1.12.2011) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **dénomination du Centre de rétention:**

Den „Centre de rétention" ass op der Plaz vum fréieren „Gréivelscheierhaff" gebaut ginn. Fir de Sandweiler Geschichtsveräin gehéieren d'Flouernimm an d'Hausnimm zum Lëtzebuerger Patrimoine. Duerfir huet de Veräin proposéiert, dem Centre de rétention den Numm vum fréieren Haff ze ginn.

An dësem Kontext géif ech dem Här Minister fir Immigratioun gären dës Froe stellen:

1) Ass den Här Minister bereet, dem Centre de rétention den Numm „Gréivelscheierhaff" ze ginn?

2) Wann neen, firwat net?

Réponse (12.1.2012) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Monsieur Fernand Kartheiser au sujet de la dénomination du Centre de rétention, je donne à considérer que les services techniques de la commune de Sandweiler ont informé l'administration du Centre de rétention de ce que son adresse officielle, arrêtée de longue date, était celle de 10 beim Haff, L-1751 Findel. Je tiens également à rappeler qu'en vertu de sa loi organique du 28 mai 2009, la dénomination officielle de l'établissement dont question est celle de «Centre de rétention». Je ne vois donc pas la plus-value de compléter la dénomination officielle par l'adjonction d'un lieu-dit par ailleurs impronançable par la plupart des personnes qui seront hébergées au Centre et qui auraient d'ailleurs bien du mal à épeler «Gréivelscheierhaff» à leurs visiteurs potentiels.

Question 1784 (2.12.2011) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **activités parascolaires:**

Laut mengen Informatioune ginn an enger Privatschoul Aktivitéite no der Schoul proposéiert („Garderie") fir Kanner vu véier bis zwielef Joer. Dës Betreiung betrëfft de ganze parascolairë Beräich: Aktivitéite mat de Kanner, Bastelen, a.s.w. De Problem besteet doran, dass eng Léierpersoun eleng e Grupp vu 15 bis 25 Kanner muss betreien. Eng Équipe bekëmmert sech ëm 25 bis 30 Kanner.

An dësem Kontext hunn ech dës Froen un d'Madame Minister fir d'Éducatioun an un d'Madame Minister fir d'Famill:

1) Gëtt et Normen, zum Beispill wat d'Gréisst vun enger Grupp betrëfft, déi och fir parascolaire Aktivitéite gëllen, déi am Kader vun enger Schoul ausserhalb vun den normale Schoulstonnen organiséiert ginn?

2) Wa jo, wéi vill Kanner däerf eng Persoun betreien? Wéi ass d'Norm, wann e Grupp Kanner gläichzäiteg vun e puer Persoune betreit gëtt?

3) Gëllen dës Normen och fir Privatschoulen?

4) Wa jo, wie préift ob dës Normen och vu Privatschoulen agehale ginn?

Réponse commune (11.1.2012) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle,* et de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

D'Relatioun tëschent dem Éducationsministère an de Privatschoulen ass duerch d'Gesetz vum 13. Juni 2003 geregelt. Dat Gesetz gesäit all d'Modalitéiten a Konditioune vir, déi musse respektéiert sinn, fir vum zoustännege Minister d'Autorisatioun ze kréien, fir en Enseignement ze dispenséieren. Dës Dispositioune bezéie sech ënner anerem op déi noutwendeg Qualifikatioune vum Schoulpersonal, op de Programm, deen enseignéiert gëtt, op d'Infrastrukturen, d'Horairen, d'Kritäre vun Admissioun a Promotioun.

Am Artikel 17. Punkt b) vum Gesetz vum 13. Juni 2003 gëtt dës Weidere preziséiert:

«L'établissement d'enseignement privé sous régime contractuel bénéficiant d'une contribution de l'État doit:

b) avoir pour seul but des activités d'enseignement et de formation.»

D'Gesetz vum 13. Juni 2003 bezitt sech also just op de schoulesche Beräich; et enthält keng Dispositiounen, déi eng eventuell Offer vu périscolairen Aktivitéiten uginn. Wat den Enseignement ugeet, ass an de Privatschoulen, wéi och an der öffentlecher Schoul, keen „Taux d'encadrement" en tant que tel virgesinn.

Ëmmer méi Aktivitéiten, déi ausserhalb vun de reguläre Schoulzäiten ugebuede ginn, falen haut an de Betreiungsberäich vun de „Maisons relais pour enfants" oder de „Foyers de jour". Dës Aktivitéite musse vun der zoustänneger Ministesch vun der Famill agréémiert sinn (vgl. loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique. Art. 1.) a ginn dann och vum Familljeministère kontrolléiert.

No dem groussherzogleche modifizéierte Reglement vum 20. Juli 2005 „concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de maison relais pour enfants" ass am Artikel 13 déi maximal Zuel vu Kanner pro Betreier definéiert. Dës Zuel variéiert mam Alter vun de Kanner a mat der Altersstruktur vum Grupp:

«Art. 13. Le nombre maximal d'usagers par agent d'encadrement présent au sein de chaque unité du service est de:

- six usagers pour des groupes accueillant des enfants âgés de moins de deux ans,

- neuf usagers pour des groupes accueillant des enfants âgés de deux à cinq ans,

- onze usagers pour des groupes accueillant des enfants âgés de six à douze ans,

- 15 usagers pour des groupes accueillant des enfants âgés de plus de douze ans,

- dix usagers de classes d'âge différentes, à des moments où le nombre total des enfants présents dans l'unité est inférieure à 20.

À titre exceptionnel, de façon temporaire et pour des motifs documentés, le nombre d'usagers par agent peut être dépassé de 33% au plus.»

No dem groussherzogleche Reglement vum 20. Dezember 2001 „concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de structures d'accueil sans hébergement pour enfants" ass am Artikel 13 déi maximal Zuel vu Kanner pro Betreier fir de „Foyer de jour" definéiert. Dës Zuel fir d'Berechnung vum Volume vu Betreiungsstonne pro Kannergrupp variéiert och mam Alter vun de Kanner, der Kannerzuel, der Altersstruktur vum Grupp an der Zäit pro Woch, wou op ass:

«Art. 13. … L'effectif minimal du personnel d'encadrement éducatif est déterminé séparément pour chaque groupe d'enfants en fonction du nombre de places entières offertes dans ce groupe, du nombre d'heures d'ouverture par semaine et du nombre d'enfants par agent d'encadrement.

Nombre maximal d'enfants par agent d'encadrement:

- enfants âgés de moins de deux ans: six
- enfants âgés de deux à quatre ans: neuf
- enfants âgés de plus de quatre ans: dix …»

Question 1785 (4.12.2011) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant le **refus de payer des indemnités ou de prise en charge d'un traitement à cause de la bureaucratie de la Caisse Nationale de Santé (CNS):**

Der Bericht des Ombudsmann hat auf verschiedene gravierende Lücken im Bereich der Zurückerstattung von Geldleistungen an die Versicherten hingewiesen.

Beispiele wie die Nichtzurückerstattung von Kompressionskleidern, weil das Geschäft keine Approbation für diese Artikel bei der Krankenkasse hatte, werfen Fragen auf und insbesondere, ob der Versicherte wissen muss, welches Geschäft von der Gesundheitskasse eine Genehmigung bekommen hat und für welchen Artikel dies auch nun gilt.

Beispiele wie die Nichtzurückerstattung von Zahnarztrechnungen, die auf einem Fehler des behandelnden Arztes beruhen, werfen die Frage der Verantwortlichkeit des Zahnarztes auf.

Beispiele wie die Nichtzurückerstattung eines Tarifs, der vorher von der Gesundheitskasse genehmigt wurde, werfen die Frage der Verantwortlichkeit der Gesundheitskasse auf.

Andere Beispiele zeigen darauf hin, dass eine strikte Anwendung verschiedener Paragraphen ein Hindernis für alle Beteiligten darstellt.

Fragen:

1) Was gedenkt der Minister zu tun, um solche Missstände aus der Welt zu schaffen?

2) Wäre es nicht besser, eine einheitliche Zurückerstattung sämtlicher Leistungen zu garantieren, vorausgesetzt, sie seien wissenschaftlich als nutzbar bewiesen, so wie z. B. bei den Medikamenten, und dies zu einem gewissen Prozentsatz und nach bestimmten Intervallen?

3) Wie kann der Patient sich absichern, um nicht Opfer der Paragraphenbürokratie zu werden?

4) Wie steht es mit der Information der behandelnden Ärzte?

5) Wer ist für die Fehler der Gesundheitskasse zuständig?

Réponse (2.1.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Die luxemburgische Gesundheitsabsicherung stellt ein komplexes System dar, in dem die verschiedenen Akteure im Wesentlichen durch die obligatorische Versicherung und durch die Konventionen beziehungsweise die obligatorische Beantragung einer Genehmigung als Leistungserbringer des Gesundheitssystems oder als Produktlieferant in das System eingebunden sind. Die bestehenden Rechtsmittel sind aneinander gebunden, abhängig voneinander, und ihr Zusammenspiel kann nur funktionieren, wenn alle Akteure zusammenarbeiten und die bestehenden Rechtsmittel gewissenhaft, korrekt und mit Verstand angewendet werden.

Die Gesundheitskasse verwaltet die für zirka 700.000 Versicherte erbrachten Leistungen, was mehr als ebenso vielen Verwaltungsvorgängen entspricht. Die vom Ombudsmann in seinem Bericht hervorgehobenen Fälle sind bedauerlich, stellen aber im Bezug auf die Gesamtzahl der behandelten Vorgänge nur einen sehr geringen Anteil dar, insbesondere wenn man bedenkt, dass durch die Einführung des Einheitsstatuts und die damit verbundene Fusion der Krankenkassen unterschiedliche Betriebskulturen, verwaltungstechnische Praktiken und praktische Probleme im Berichtsjahr des Ombudsmanns zu bewältigen waren.

Eine einheitliche Rückerstattung der Dienst- und Sachleistungen und eine Harmonisierung der Rückerstattungsfristen ist durchaus denkbar, sowohl verwaltungstechnisch als auch datenerfassungstechnisch und rechtlich. Man muss sich allerdings bewusst sein, dass die Vielfalt der Prozentsätze bei den Rückerstattungen, der Bedingungen bei der Kostenübernahme, der Rückerstattungsfristen den sowohl von den ärztlichen Anordnungen als auch von den Versicherten benötigten Prozedere entsprechen, welche ihren Ursprung in dem Bemühen finden, der Schwere einer Pathologie, der Wichtigkeit einer Leistung (lebenserhaltender Charakter), ihrer Häufigkeit (Zahl der erstatteten Wiederholungen), ihrer Kosten, der Gefahr des Missbrauchs… sowohl von Seiten der Leistungserbringer als auch der Versicherten, und nicht zuletzt der Finanzsituation der Krankenkasse Rechnung zu tragen.

Es ist klar, dass keine Bestimmung endgültig ist und dass jede Verwaltung sich von Zeit zu Zeit in Frage stellen muss, um ihre Funktionsweise und ihre Prozesse zu optimieren.

Was die Ratschläge angeht, welche man den Patienten geben sollte, so wäre der wichtigste, dass sie sich vor Beginn einer Behandlung sowohl beim verordnenden Arzt als auch bei demjenigen, der die Leistung erbringen soll, über die Bedingungen der Rückerstattung der Kosten informieren sollen. Alle anerkannten oder vertraglich gebundenen Akteure unterliegen einer Informationspflicht bezüglich der Bedingungen, Anwendungsmethoden und Übernahmeprozeduren im Vorfeld der Erbringung der Behandlung oder Leistung.

Seit der Einführung des Einheitsstatuts besteht die vormalige Verpflichtung seitens der Krankenkasse nicht mehr, die betroffenen Vereinigungen der Leistungserbringer bei Abänderungen zu informieren. Allerdings wird jede Abänderung der Statuten im Mémorial veröffentlicht und alle rechtlichen Grundlagen können jederzeit auf der Internetseite www.cns.lu abgerufen werden.

Die Gesundheitskasse ist laut Artikel 396 des Code de la Sécurité sociale (CSS) eine öffentlich-rechtliche Anstalt. Sie besitzt den Status einer Rechtspersönlichkeit und steht unter der Verantwortung eines geschäftsführenden Ausschusses, der in allen Bereichen weisungsbefugt ist, welche nicht ausdrücklich einem anderen Gremium zuerkannt wurden. Die gerichtliche und außergerichtliche Vertretung obliegt dem Vorsitzenden des geschäftsführenden Ausschusses. Aufgrund von Artikel 409 des CSS steht die Gesundheitskasse unter der Aufsicht der Regierung, welche durch die Inspection générale de la sécurité sociale wahrgenommen wird. Sie kontrolliert, dass alle rechtlichen, reglementarischen, statutarischen und vertraglichen Vorgaben eingehalten werden und dass die Finanzoperationen korrekt durchgeführt werden. Artikel 410 des CSS beinhaltet die praktischen Bestimmungen, gemäß denen diese Aufsicht erfolgt.

Die Gesundheitskasse war stets bestrebt, in allen Fällen, die ihr vom Ombudsmann gemeldet wurden - oder im Verlauf eines Rekurses eines Versicherten gegen eine von der Krankenkasse getroffene Entscheidung auftraten -, den Vorgang in kürzester Zeit wieder aufzugreifen und die vorgebrachten Argumente in die Entscheidung einfließen zu lassen. Wenn Fehler aufgedeckt wurden, hat sie immer versucht, den Vorgang mit gesundem Menschenverstand und im Respekt des Prinzips, dass der Versicherte sich auf die Verwaltung muss verlassen können, zu bearbeiten.

Question 1786 (5.12.2011) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**état civil:**

Parmi les données inscrites au répertoire national figure l'état civil. Pour les personnes divorcées, il est fait mention expressément de ce fait. Il faut toutefois se demander si cette inscription est vraiment utile, alors qu'on pourrait sans doute se limiter à spécifier si une personne est mariée ou non, si elle a engagé un partenariat civil ou non, si elle est veuve ou non ou si elle est célibataire. Dans ce dernier cas, il n'y a sans doute pas lieu de faire une différence entre une personne célibataire qui n'a jamais été mariée et une personne qui a été mariée et qui est de nouveau célibataire.

C'est pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

1) Quelles sont les indications qui peuvent actuellement être inscrites dans la rubrique «état civil» dans le répertoire national des personnes physiques?

2) Quel usage est fait de ces différentes inscriptions?

3) Quels sont le sens et l'utilité de distinguer entre une personne «célibataire» et une personne «divorcée»?

4) Monsieur le Ministre serait-il d'accord de faire dorénavant apporter la mention «divorcé» que dans le cas où la personne concernée y consent? En l'absence d'un tel consentement, les personnes divorcées pourraient-elles être traitées comme les autres célibataires dans ce répertoire?

Réponse (4.1.2012) de **Mme Octavie Modert,** *Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative:*

Dans sa question parlementaire n°1786 du 5 décembre 2011, l'honorable Député Monsieur Fernand Kartheiser s'interroge sur le bien-fondé de l'inscription dans le répertoire général des personnes physiques de la notion de «divorcé».

En réponse à sa question, je puis informer l'honorable Député que l'article 3 de la loi modifiée du 30 mars 1979 organisant l'identification numérique des personnes physiques et morales prévoit que certaines données relatives à l'état civil sont répertoriées par le répertoire général des personnes physiques et constamment tenues à jour. Dans ce contexte, le répertoire général gère actuellement six états distincts de la situation de famille: célibataire, marié, veuf, divorcé, remarié et séparé. Ces données doivent être gérées par le répertoire général des personnes physiques comme celles-ci sont prises en compte pour y attacher des effets légaux et pour différencier les personnes, à savoir notamment la nationalité, le mariage, la filiation, le nom, le domicile.

Dans la mesure où certains effets légaux sont attachés à l'état civil d'une personne, les données y relatives constituent un élément essentiel de la gestion administrative des citoyens. Dans ce contexte, il y a lieu de remarquer que la notion de divorcé ou de séparé déclenche des effets dans le cadre de la législation relative à la sécurité sociale, par exemple dans le domaine des pensions, ainsi que dans le cadre de la législation fiscale.

Partant, il est indispensable de gérer ces situations dans le cadre du répertoire général des personnes physiques. Il est à ce titre difficilement concevable de lier certaines inscriptions au consentement de la personne concernée dans la mesure où une telle démarche risquerait de bloquer le flux des informations nécessaires à une bonne gestion administrative. En outre, les protections qui existent actuellement dans la législation afférente devraient empêcher une utilisation abusive de ces données.

Finalement, je tiens à ajouter que dans le cadre du projet de loi n°6330 relative à l'identification des personnes physiques, au registre national des personnes physiques à la carte d'identité, aux registres communaux des personnes physiques la notion de «situation de famille» remplace l'ancienne notion d'«état civil». Cette nouvelle notion de situation de famille couvre elle encore six états distincts: célibataire, marié, veuf, divorcé, en partenariat et séparé; l'ancienne notion de «remarié» a dans ce contexte été abandonnée car elle ne déclenche plus d'effets légaux propres. Par ailleurs, le projet de loi précité prévoit d'établir un nouveau registre national des personnes physiques qui se base sur un développement informatique propre. Dans ce cadre les programmes informatiques ont étés adaptés afin que les accès consultatifs puissent être donnés individuellement pour chaque donnée répertoriée dans le registre national des personnes physiques. Ainsi, un agent de l'État dont les attributions nécessitent uniquement la consultation de l'adresse de la personne n'aura pas accès aux autres données répertoriées telles par exemple la filiation, la situation de famille et la nationalité. Consciente du fait qu'une distribution large des informations de divorcé et de séparé non fondées sur les besoins peut poser problèmes pour bon nombre de citoyens, je veillerais à l'avenir, et suite à l'introduction du nouveau registre national des personnes physiques, à ce que les accès aux données de ce dernier soient accordés de manière très restrictive.

Rectificatif de la date de la réponse à la **Question urgente n°1794**:

Réponse (12.12.2011) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Justice.*

Question urgente 1827 (2.1.2012) de **M. François Bausch** *(déi gréng)* concernant la **position du Gouvernement luxembourgeois à l'égard de la proposition d'accord international publiée par le Président Van Rompuy le 17 décembre 2011:**

Suite au Sommet européen du 9 décembre, une première proposition pour un accord international fut élaborée en vue de renforcer la gouvernance économique dans l'Union européenne et dans la zone euro en particulier. Cette proposition a été soumise aux États membres et au Parlement européen qui vient de rendre publics ses amendements.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois vis-à-vis de la proposition d'accord international?

2. Quels sont les amendements du Gouvernement luxembourgeois au texte proposé?

3. Est-ce que ces amendements couvrent également l'introduction concrète d'obligations communes aux pays membres de la zone euro?

Réponse (10.1.2012) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

En date du 9 décembre 2011, les chefs d'État ou de Gouvernement ont décidé de négocier un traité international pour renforcer la discipline budgétaire et la coordination des politiques économiques, suite au refus du Royaume-Uni de procéder à 27 au sein de l'Union européenne. Un premier projet d'un tel traité fut élaboré par les services du secrétariat du Conseil et du cabinet Van Rompuy, reflétant fidèlement le contenu de la déclaration du 9 décembre 2011. Les négociations ont lieu dans un groupe de travail ad hoc fonctionnant sous l'égide du Eurogroup Working Group (EWG) et sous la présidence de Monsieur Georges Heinrich, président ad interim du EWG et directeur du trésor au Ministère des Finances. Une première réunion a eu lieu le 20 décembre 2011, suite à laquelle un deuxième projet de traité fut rédigé en prenant en compte les diverses contributions des délégations. Une deuxième réunion a ensuite eu lieu le 6 janvier 2012. Il est prévu de finaliser les travaux avant le Conseil européen informel du 30 janvier 2012.

Lors d'une première prise de position sur le projet de traité, le Gouvernement a rappelé son attachement à la méthode communautaire et a regretté qu'un renforcement des objectifs poursuivis, à savoir la discipline budgétaire et la coordination des politiques économiques, ne pouvait se faire dans le cadre institutionnel de l'Union européenne. Dans cet esprit, il a insisté sur une stricte cohérence et compatibilité entre les dispositions du traité intergouvernemental et le droit primaire et secondaire de l'Union européenne. Les observations luxembourgeoises reflètent ce double souci et mettent en exergue la conviction du Gouvernement que ce traité doit rester une exception au fonctionnement ordinaire des processus décisionnels dans l'Union européenne. Ainsi, sans être tout à fait enthousiaste à l'idée d'un traité intergouvernemental, le Gouvernement a adopté une approche constructive dans les négociations, rappelant toutefois de manière conséquente la rigueur conceptuelle et juridique qu'il faut préserver dans la formulation des dispositions pour qu'elles puissent être efficaces dans le contexte d'une intégration plus poussée de la zone euro.

Le projet de traité ne contient pas de disposition sur les «euro-bonds» vu que la déclaration du 9 décembre 2011 n'y fait pas référence.

www.chd.lu

LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES **N°5** • SESSION ORDINAIRE 2011-2012

14e séance	jeudi	26 janvier 2012
15e séance	mardi	31 janvier 2012

La Chambre honore le travail du Médiateur

En fin de séance publique du 26 janvier 2012, le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar a remercié le Médiateur du travail qu'il a effectué au cours des huit années de son mandat. La fonction de Médiateur («Ombudsman»), rattachée à la Chambre, avait été créée par la loi du 22 août 2003. M. Marc Fischbach a été la 1re personne à occuper le mandat venu à terme le 31 janvier 2012.

Après une longue carrière politique comme député chrétien-social, député européen et ministre qu'il a poursuivie entre 1979 et 1998, M. Fischbach avait été nommé juge à la Cour de Justice des Droits de l'Homme à Strasbourg (de 1998 à 2003). À l'époque où il a posé sa candidature pour le mandat de Médiateur, la nécessité de l'existence d'une telle instance était loin de faire l'unanimité.

Le Président de la Chambre a honoré le courage et l'engagement de M. Marc Fischbach qui a mis son expérience et ses connaissances des rouages de la vie publique au profit des citoyens à la recherche d'un soutien. Le travail fourni par toute l'équipe de l'«Ombudsman» - composée de sept personnes - a contribué à faire accepter l'institution du Médiateur par les citoyennes et citoyens. Les critiques et suggestions faites par le Médiateur sont formulées dans un souci de voir s'améliorer les relations entre les citoyens et les administrations.

Dans le cadre de ses rapports annuels, le Médiateur a régulièrement rendu attentif aux déficits qu'il a pu constater dans le fonctionnement des institutions. Des entrevues ponctuelles ont eu lieu avec les membres de la Commission des Pétitions de la Chambre. M. Laurent Mosar a rappelé l'envergure du travail effectué au fil des huit années de mandat: 30.000 personnes se sont adressées au Médiateur depuis 2003; le Médiateur a formulé plus de 7.000 doléances aux instances publiques concernées.



Le Médiateur sortant, M. Marc Fischbach, et ses collaborateurs.

80% des interventions du Médiateur ont connu une suite favorable dans l'intérêt des citoyens. 45 recommandations ont été formulées et portent sur le bon fonctionnement de l'administration et/ou comportent des propositions de modifications législatives ou réglementaires.

Au cours du mandat de M. Fischbach, les compétences du Médiateur ont été étendues au contrôle externe des lieux privatifs de liberté. Depuis 2010, M. Marc Fischbach et une équipe de deux personnes ont effectué des visites dans des établissements tels que les prisons, les cellules dans les postes de police ou des établissements psychiatriques.

Le Président a souligné la bonne collaboration entre la Chambre et le Médiateur qui a contribué à revaloriser le travail du Parlement et à ancrer solidement la fonction de Médiateur dans la vie publique luxembourgeoise.

Le Président de la Commission des Pétitions, M. Camille Gira, a quant à lui rappelé que c'est sur la base des réflexions émises par le Médiateur que la Chambre a entamé une réforme des procédures concernant les pétitions.

Nouveau visage au «Krautmaart»

Assistant d'hygiène sociale de formation, bourgmestre de la commune de Sanem et député socialiste depuis le 1er février 2012, M. Georges Engel a fait ses premiers pas en politique au début des années 1990.

Il entame son 1er mandat à la Chambre des Députés à l'âge de 43 ans pour prendre la relève de Mme Lydie Err, assermentée comme médiateure le 1er février passé.

Pour M. Georges Engel, l'engagement en politique était inévitable: «Les effets de la politique sont perceptibles dans tous les domaines de la vie. Des décisions politiques doivent toujours être prises: alors autant essayer de contribuer à les influencer», dit-il en souriant. Bourgmestre de la commune de Sanem dès 2005, il a été réélu à ce poste en 2011.

Au sein de la Chambre, M. Engel compte s'investir dans les dossiers des commissions parlementaires de la Santé, du Développement durable, de l'Économie, de la Famille et de la Culture. La médecine préventive - qui consiste à tout faire pour rester en bonne santé et à dépister à un stade déjà précoce d'éventuelles maladies - figure parmi les sujets qui le passionnent plus spécifiquement. Le nouveau député-maire est convaincu qu'une pratique sportive régulière, les loisirs et les activités culturelles contribuent au bien-être physique, psychique et social.



M. Georges Engel est assermenté comme député.

La crise économique figure parmi les sujets qui le préoccupent au plus haut degré même s'il doit reconnaître qu'il s'avère difficile d'y trouver des remèdes prompts et efficaces. Le soutien de l'activité économique et des entreprises pour encourager la création d'emplois et le maintien du pouvoir d'achat des ménages s'impose à son avis comme voie d'issue à la crise. «Mais avant tout, il faut que les gens aient une perspective. Tout sentiment de désespoir rend beaucoup plus difficiles et pénibles les efforts qui doivent être entrepris.»

Visite au Kannerschlass



Les responsables de la Fondation Kannerschlass ont eu un échange de vues avec le Président de la Chambre des Députés et des membres de la Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances.

Dans le cadre du 60e anniversaire de la Fondation Kannerschlass, le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, accompagné de membres de la Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances, a visité le siège de l'institution à Soleuvre le 18 janvier 2012.

Les responsables de la Fondation ont expliqué le fonctionnement de l'École des Parents et présenté les différents domaines d'action des services ambulatoires et stationnaires de la Fondation: le projet d'action en milieu ouvert, un foyer pour enfants et adolescents et le centre thérapeutique qui englobe un certain nombre de services s'adressant à des enfants qui souffrent de troubles importants du comportement. Les députés ont pu visiter ce centre et ont reçu des explications sur la façon dont les thérapeutes et les éducateurs prennent en charge les enfants et leur famille.

Les mandataires publics ont eu un échange de vues avec les responsables de la Fondation, notamment concernant la violence à l'égard des enfants, l'Office national de l'enfance, les répercussions des nouveaux médias sur les enfants ainsi que la prévention.

DANS CE NUMÉRO

Adaptation de l'«Index»	p. 146
Avenir de l'«Euro»	p. 157
Hommage à M. Jeannot Krecké	p. 156
Hommage à M. Marc Fischbach	p. 162
Hommage à Mme Lydie Err	p. 180
Sommaire des séances publiques nos 14 et 15	p. 183
Sommaire des questions parlementaires	p. Q47

Retour sur les bancs du lycée

Le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar a visité l'Athénée de Luxembourg, le lycée où il a lui-même fait ses études secondaires.

Devant un auditoire de plus de 80 élèves des classes de deuxième, M. Mosar a expliqué le rôle et le fonctionnement de la Chambre des Députés et des institutions au Luxembourg. Il a ensuite mis l'accent sur le rôle des parlements nationaux suite à l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne.

Le Président de la Chambre s'est également prêté au jeu traditionnel des questions-réponses avec les élèves. Le jeune auditoire, très intéressé, a interpellé le Président sur des sujets tels que la crise économique et financière, l'intégration des étrangers au Luxembourg, la solidarité en Europe, le cumul des mandats des hommes politiques au Grand-Duché ou encore la transparence affichée par la Chambre des Députés.

En guise de conclusion, le Président a encouragé les jeunes à discuter des sujets qui les préoccupent et à s'engager pour défendre leurs idées.



M. Jos Salentiny, Directeur de l'Athénée de Luxembourg, et M. Laurent Mosar, Président de la Chambre des Députés (1er et 2e de gauche), entourés d'élèves du lycée.



(Source: Police grand-ducale)
Des membres de la Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police ont rencontré les autorités policières.

Les députés s'enquièrent des cambriolages

Inspectant à la mi-janvier les locaux encore flambant neufs de la Cité Policière sise Kalchesbréck, les membres de la Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police de la Chambre ont profité de l'occasion pour se pencher sur les cambriolages dont le nombre est monté en flèche en 2011. Les autorités policières parlent d'environ 3.500 cambriolages en 2011 - chiffres non encore officiels et définitifs -, ce qui correspondrait à 1.000 effractions en plus par rapport à 2010 ou encore à une augmentation de 45%.

Face à cette recrudescence des cambriolages qui inquiète nombre de députés, le Directeur général de la Police grand-ducale, M. Romain Nettgen, ainsi que les responsables du groupe mixte d'enquête «cambriolages» ont dressé le profil et le modus operandi des cambrioleurs actifs au Luxembourg. Ceux-ci ne résident que très rarement au Grand-Duché. La plupart du temps, ils viennent de l'étranger - souvent d'endroits situés jusqu'à 300 ou 400 km à la ronde. Futés et agencés, ils se déplacent souvent pour une nuit seulement en commettant trois à quatre cambriolages avant de traverser à nouveau les frontières. D'autres, préférant agir en bandes organisées, s'installent pour quelques jours avant de passer massivement à l'acte. Les immeubles d'appartements sont essentiellement pris pour cible entre 10h et 16h, les maisons habitées quant à elles entre 17h et 20h. Comme objets du cambriolage, ce sont essentiellement l'argent et les bijoux qui font l'affaire.

Très au point au niveau de la logistique, certaines bandes de cambrioleurs opèrent dans toute l'Europe, recrutent des complices dans leur pays d'origine qui viennent ensuite travailler au Luxembourg ou dans la Grande Région avant de servir de point de chute ou d'attache. Souvent de jeunes enfants, sous la contrainte et la menace à qui on inculque les méthodes du cambriolage, sont forcés de travailler pour ces professionnels du vol.

Contrairement à une opinion répandue dans certaines franges de la population résidente, les demandeurs d'asile qui viennent chercher refuge au Grand-Duché ne font pas partie de ces bandes.

Inutile de préciser que dans les cas de figure évoqués, le travail des enquêteurs est très difficile et de longue haleine. Pour remonter les différentes filières, il faut multiplier les patrouilles, recouper les traces prélevées qui diffèrent souvent par leur type, organiser des filatures, procéder à des écoutes téléphoniques, etc. En somme, il s'agit d'assembler un puzzle avant de pouvoir intervenir de façon efficace et décisive. Les forces de l'ordre ont ainsi pu procéder à 80 arrestations en 2011.

«Semaine luxembourgeoise» au Conseil de l'Europe

Mme Lydie Err, élue Vice-Présidente de l'Assemblée avant d'y présenter un dernier rapport, Mme Anne Brasseur, reconduite à la tête du groupe Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe (ADLE) qu'elle préside depuis le 28 septembre 2009: la première partie de la session 2012 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE), qui s'est déroulée du 23 au 27 janvier au Palais de l'Europe à Strasbourg, avait une note luxembourgeoise.

Pour son dernier rapport au terme de 20 ans d'activité au Conseil de l'Europe, Mme Err s'est penchée sur un sujet qui lui tient particulièrement à cœur: la protection des droits des femmes. Devant l'Assemblée elle a rappelé que, de par le monde, la violence affectait les femmes de manière disproportionnée: une femme sur trois a été battue, contrainte d'avoir des rapports sexuels ou a subi d'autres formes de sévices au cours de sa vie.

Une femme sur trois ne sait ni lire, ni écrire dans un monde où l'alphabétisme est un critère essentiel pour l'autonomisation. Seuls 19% des parlementaires dans le monde sont des femmes. La résolution adoptée s'inquiète d'une éventuelle aggravation des inégalités suite à l'impact différencié de la crise économique et financière sur les femmes et les hommes et demande des mesures appropriées afin d'y remédier.

Après l'ultime intervention de la députée luxembourgeoise, le Président de l'Assemblée parlementaire, M. Jean-Claude Mignon a vivement remercié Mme Lydie Err pour son engagement: «Vous avez activement contribué à valoriser l'image du Conseil de l'Europe et de son Assemblée parlementaire. Je souhaite que vous serviez d'exemple à toutes celles et tous ceux qui nous rejoignent et qui font connaissance avec notre organisation. Ils ont devant eux l'exemple d'une parlementaire exceptionnelle qui a fait avancer toutes les causes que défend le Conseil de l'Europe.»



© Council of Europe/Jacques Denier
Mme Lydie Err a présenté son dernier rapport devant l'APCE.

À côté de Mmes Err et Brasseur, membres effectifs, ont également participé à la susdite partie de session: M. Norbert Haupert, également membre effectif, ainsi que MM. Fernand Boden, Félix Braz et Marc Spautz, membres suppléants.

Dix résolutions et quatre recommandations ont été adoptées à cette occasion. La 2e partie de la session de 2012 se tiendra à Strasbourg du 23 au 27 avril 2012.

Le Ministre belge de la Défense à la Chambre

La Chambre des Députés est régulièrement consultée sur la participation de soldats luxembourgeois à des missions internationales de maintien et de rétablissement de la paix. Au Liban et en Afghanistan, les soldats luxembourgeois sont intégrés dans des contingents belges. La collaboration entre les armées belge et luxembourgeoise ainsi que la nécessité de devoir composer avec des budgets militaires réduits ont entre autres fait l'objet d'une entrevue, le 1er février, entre les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration et le Ministre belge de la Défense, M. Pieter de Crem.

La collaboration belgo-luxembourgeoise en matière militaire ne date pas d'hier. Depuis 1967 déjà, les cadres de l'armée luxembourgeoise (34 à l'heure qu'il est) sont formés en Belgique. Aujourd'hui neuf soldats luxembourgeois sont incorporés dans le contingent belge affecté à la protection de l'aéroport de Kaboul. Au Liban, les Luxembourgeois interviennent notamment dans des actions de déminage, dans le cadre de la FINUL (Forces intérimaires des Nations Unies au Liban). Comme les soldats belges vont bientôt se retirer de Kaboul, M. de Crem suggère que les soldats luxembourgeois stationnés dans la capitale afghane rejoignent le contingent belge affecté à la surveillance de l'espace aérien à l'aéroport de Kandahar. Six chasseurs belges F16 y sont stationnés en permanence alors que la présence belge en Afghanistan vient d'être prolongée jusqu'en 2014.

Les Ministres de la Défense Halsdorf et de Crem sont d'avis que «l'imposition de la paix» se fera à l'avenir avec des moyens hautement technologiques et donc très coûteux. Dans une optique de maîtrise et de réduction des coûts, une collaboration plus poussée est de mise. Luxembourgeois et Belges ont déjà effectué un achat groupé de huit Airbus A400M, dont un pour le Luxembourg, livrable en principe en 2017. Une coopération dans le domaine satellitaire est également mise en avant: en partenariat avec d'autres pays, le Luxembourg financera l'envoi dans l'espace d'un satellite à des fins militaires et l'armée belge y apportera son savoir-faire.

Les Ministres ont encore rappelé que l'envergure financière de la politique de la défense a amené l'Union européenne à réfléchir aux «partage et mutualisation» («pooling and sharing») des matériels militaires à acquérir.

Finalement, M. Pieter de Crem a tenu à remercier les autorités grand-ducales pour leur support financier accordé en 2011 - 2 millions d'euros - qui a notamment contribué à financer des opérations contre le régime Kadhafi en Libye.



Le Ministre belge de la Défense, M. Pieter de Crem (1re rangée, 2e de gauche) a rencontré les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration.

L'APCE en bref:

Les parlementaires qui composent l'APCE viennent des parlements nationaux des 47 États membres du Conseil de l'Europe. Ils se réunissent quatre fois par an pour débattre de questions d'actualité, demander aux gouvernements européens de prendre des initiatives et rendre des comptes. Ces parlementaires parlent au nom des 800 millions d'Européens qui les ont élus. Ils abordent les sujets de leur choix et les gouvernements des pays d'Europe - représentés au Conseil de l'Europe par le Comité des Ministres - sont obligés de leur répondre.

Ils sont la conscience démocratique de la Grande Europe. L'APCE, dont on dit parfois qu'elle est le moteur du Conseil de l'Europe, est à l'origine, depuis 1949, d'un grand nombre d'initiatives majeures de l'organisation (par exemple la Convention européenne des Droits de l'Homme). Elle s'occupe plus particulièrement de sujets tels que

- la sauvegarde et la promotion des Droits de l'Homme et de la démocratie
- le respect des obligations et des engagements des États membres
- la lutte contre le terrorisme dans le respect des Droits de l'Homme
- les crises régionales
- la situation des réfugiés et des migrants
- le dialogue interculturel et interreligieux
- la cohésion sociale.

Elle doit être consultée sur tous les traités internationaux élaborés eu sein du Conseil de l'Europe. Elle élit les juges de la Cour européenne des Droits de l'Homme et le Commissaire aux Droits de l'Homme. L'Assemblée élit également le Secrétaire général et le Secrétaire général adjoint du Conseil de l'Europe, ainsi que son propre Secrétaire général.

L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) est composée d'un certain nombre de représentants de chaque État membre et son Président est élu chaque année parmi ces membres pour une période maximale de deux sessions. L'actuel Président est M. Jean-Claude Mignon (France, PPE). Il a été élu en janvier 2012.

Alors qu'au sein du Comité des Ministres chaque État membre a une voix, au sein de l'Assemblée parlementaire, c'est la population du pays qui détermine le nombre de représentants et donc de voix. Le plus grand nombre est 18, le plus petit 2. Le Grand-Duché de Luxembourg dispose de 3 voix à l'Assemblée. Comme il y a un nombre égal de représentants et de suppléants, l'Assemblée compte au total 636 membres, auxquels s'ajoutent 18 observateurs.

(www.coe.int) (http://assembly.coe.int)

Visite de dix ambassadeurs des pays de l'ASEAN



Le Président de la Chambre a reçu les ambassadeurs des dix pays de l'Association des Nations du Sud-Est asiatique

Le potentiel de développement économique ainsi que les relations entre économies et stabilité politique intérieure ont constitué deux des sujets abordés au cours de l'entrevue que les députés de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration ont eue le 1er février 2012 avec les ambassadeurs des dix pays de l'Association des Nations du Sud-Est asiatique (ASEAN).

Au cours de leur entretien avec le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, les ambassadeurs ont exposé leurs vues sur la crise économique et financière. Rappelant les secousses financières qui avaient frappé le Sud-Est asiatique à la fin des années 1990, ils se sont montrés convaincus qu'il faut entreprendre les réformes et restructurations nécessaires pour pouvoir tirer pleinement profit d'une future relance économique.

Fondée en 1967, l'ASEAN regroupe à l'heure qu'il est dix pays du Sud-Est asiatique, à savoir l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour, la Thaïlande, le Brunei, le Viêtnam, le Laos, le Myanmar et le Cambodge.

Les pays de l'ASEAN représentent 8,5% de la population mondiale. La région a un fort potentiel économique et sa croissance sera probablement supérieure à la moyenne mondiale au cours des années à venir.

En 2007, les représentants des pays membres de l'Association ont décidé l'établissement d'une communauté ASEAN en 2015 en s'engageant notamment à «renforcer la démocratie, la bonne gestion des affaires publiques, le respect de la loi et à promouvoir et protéger les Droits de l'Homme et les libertés fondamentales».

L'Union européenne est aujourd'hui la deuxième destination des exportations de l'ASEAN (11% au total) et la troisième source d'importations (9,2% du total, après la Chine et le Japon).

Le Président Mosar en visite officielle aux Pays-Bas

Le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar a effectué récemment une visite officielle au Royaume des Pays-Bas à La Haye.

Les conséquences de la crise financière ont constitué le sujet principal des entretiens que le Président a eus avec le Premier Ministre, M. Mark Rutte ainsi qu'avec la Présidente de la Chambre des Représentants, Mme Gerdi A. Verbeet, et le Président du Sénat, M. Fred de Graaf. Avec leur homologue, M. Laurent Mosar, les Présidents des deux Assemblées néerlandaises se sont exprimés en faveur d'une meilleure coopération entre les parlements nationaux de la zone euro.

Le Traité de Lisbonne accorde davantage de compétences aux parlements des États membres de l'Union. Les Présidents ont abordé les possibilités d'une meilleure communication entre assemblées, notamment en ce qui concerne les avis motivés formulés sur les propositions d'actes législatifs de l'Union européenne.

Les relations bilatérales entre les Pays-Bas et le Luxembourg ainsi que les compétences du Parlement Benelux ont par ailleurs fait l'objet d'un entretien de M. Laurent Mosar avec la Commission des Affaires européennes et une délégation du Parlement Benelux.



Le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar a rencontré la Présidente de la Chambre des Représentants néerlandaise, Mme Gerdi A. Verbeet, et le Président du Sénat, M. Fred de Graaf (à gauche).

Le nouveau Traité Benelux est entré en vigueur



Le Secrétaire général adjoint de l'Union Benelux, M. Alain de Muyser et le Directeur de l'Office Benelux de la Propriété intellectuelle, M. Edmond Simon (4e et 3e de droite) reçus par la délégation luxembourgeoise.

Les députés de la délégation luxembourgeoise auprès du Conseil interparlementaire consultatif de Benelux (Parlement Benelux) ont récemment accueilli à la Chambre des Députés le Secrétaire général adjoint de l'Union Benelux, M. Alain de Muyser et le Directeur de l'Office Benelux de la Propriété intellectuelle, M. Edmond Simon.

Depuis le 1er janvier 2012 la coopération Benelux connaît un nouvel élan puisque le nouveau traité signé en 2008 et faisant de l'ancienne «Union économique Benelux» une «Union Benelux» est entré en vigueur. Les 40 articles du traité à durée illimitée confirment l'existence de cinq institutions Benelux, à savoir, le Comité des Ministres, le Conseil, le Secrétariat général, la Cour de Justice et le Conseil interparlementaire consultatif, et l'Office Benelux de la Propriété intellectuelle en tant qu'organe à part et complémentaire. La coopération s'articule désormais autour de trois thèmes: le marché intérieur et l'union économique, le développement durable et la justice et les affaires intérieures. Les objectifs sont clairs: élargir la coopération transfrontalière et poursuivre la coopération Benelux en tant que laboratoire pour l'UE. Un programme de travail quadriennal se déclinant en plans annuels en permet la mise en œuvre.

M. Alain de Muyser a présenté aux députés un livre vert Benelux, dont le lancement a eu lieu le 3 février 2012 lors de la séance solennelle à l'occasion de l'entrée en vigueur du nouveau traité, et qui servira de base à l'élaboration du programme pluriannuel 2013-2016. Les grands thèmes transversaux du livre vert sont l'énergie, la biodiversité, la démographie, le marché du travail, la mobilité, l'innovation, les crises et catastrophes, la/les fraude(s), la sécurité et le droit des consommateurs.

L'Office Benelux de la Propriété intellectuelle (OBPI) représenté par son directeur Edmond Simon se situe en première position mondiale des instances officielles chargées de l'enregistrement de marques et de modèles. La Convention Benelux en matière de propriété intellectuelle est entrée en vigueur le 1er septembre 2006 et définit dans son premier article les missions de l'organisation. Il s'agit principalement de la promotion de la protection des marques et des dessins ou modèles dans le Benelux à travers la participation à des foires et manifestations et de l'exécution de tâches additionnelles dans d'autres domaines du droit de la propriété intellectuelle, comme récemment l'extension des dépôts et enregistrements aux îles BES (Bonaire, Saint-Eustache et Saba) ou la création d'une plate-forme IT en matière de brevets. S'y ajoutent l'évaluation ainsi que l'adaptation du droit Benelux en matière de marques et de dessins ou modèles aux développements européens et internationaux, qui comprennent des initiatives législatives importantes comme la nouvelle procédure d'annulation en matière de marques et la révision de la procédure d'opposition.

L'OBPI s'est également lancé récemment dans d'autres grands projets, comme des accords de coopération avec l'Office de l'Harmonisation avec le Marché intérieur (OHMI) et l'Organisation mondiale de la Propriété intellectuelle (OMPI) ou un i-DEPOT public, qui prévoit aussi la possibilité de déposer des cahiers de laboratoire.

Une visite au siège de l'OBPI qui se trouve à La Haye sera prochainement organisée pour les députés du Parlement Benelux.

Développement économique de la région euro-méditerranéenne

Les membres de la commission des affaires économiques et financières, des affaires sociales et de l'éducation de l'AP-UpM se sont réunis les 23 et 24 janvier 2012 à Istanbul pour discuter d'un cadre financier pour le développement économique de la région euro-méditerranéenne ainsi que de la cohésion territoriale et de la décentralisation, les deux sujets qui font l'objet de deux rapports différents.

Après les mots de bienvenue de la Présidente de la délégation turque, Mme Zeynep Karahan Uslu et de M. Ali Ercoşkun, Président de la commission, les membres se sont intéressés au premier rapport intitulé «Vers un cadre financier euro-méditerranéen global pour le développement économique de la région». Mme Reem Badran, députée jordanienne, a présenté son rapport contenant une série de recommandations qui sera soumis à la plénière de mi-mars à Rabat (Maroc). Ledit rapport souligne que la région euro-méditerranéenne souffre d'un manque de confiance de la part des investisseurs et rappelle que le rétablissement de la confiance présuppose une amélioration de l'environnement économique et juridique des pays de la rive Sud de la Méditerranée et qu'une telle amélioration nécessite la mise en place de réformes structurelles et juridiques d'envergure pour consolider le secteur privé et renforcer l'attractivité de la région. En outre, il faut soutenir toute initiative qui permettra la libéralisation et la généralisation du microcrédit au bénéfice des PME-PMI et en faveur de la création d'entreprises.

Le deuxième rapport, présenté par Mme Inés Ayala Sender (Parlement européen-Espagne) et M. Ali Ercoşkun (Turquie) parle de la cohésion territoriale et de la décentralisation. Ce rapport souligne que la Commission européenne devra davantage soutenir le programme de jumelage des communes et des villes européennes avec les pays de la rive Sud. Le rapport souligne que l'objectif principal d'une politique euro-méditerranéenne territoriale devrait être la création d'un espace de démocratie et de prospérité partagée, combinant la cohésion sociale et la croissance économique de sorte que les pays de l'UpM peuvent commercer, investir et se développer de manière durable.

Après un échange de vues sur les deux rapports, les participants se sont tournés vers l'actualité et ont exprimé leur souhait que le passage à la démocratie en Syrie ainsi que dans tous les autres pays touchés par le printemps arabe puisse se faire sans violence. Les membres présents ont condamné vigoureusement le régime syrien pour les violences perpétrées contre sa propre population.

La délégation luxembourgeoise à cette réunion a été représentée par sa Présidente, Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP). Les délégations de l'Autriche, de l'Italie, de la Lituanie, du Maroc, de l'Algérie, de la Jordanie, de la Turquie, de la Bulgarie et du Parlement européen y ont également assisté.

Visite d'une délégation parlementaire du Canada



La délégation canadienne a rencontré les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes.

La politique énergétique et le retrait du Canada du protocole de Kyoto le 12 décembre dernier ont constitué les principaux sujets de l'entrevue que les membres de la Commission des Affaires étrangères de la Chambre ont eue fin janvier avec une délégation parlementaire de cet État du continent nord-américain.

Les députés canadiens ont expliqué que le gouvernement canadien considère que le protocole de Kyoto n'est pas l'instrument adéquat pour réduire les émissions des gaz à effet de serre. Ils ont rappelé que trois grands pays émetteurs, à savoir l'Inde, la Chine et les États-Unis, n'ont pas signé le protocole. L'accord avait été signé par l'ancien gouvernement libéral et dénoncé par le gouvernement conservateur au pouvoir depuis 2006. Au Canada, les émissions des gaz à effet de serre ont fortement augmenté par rapport au niveau de 1990. Le gouvernement s'est engagé à les réduire de 17% à l'horizon 2020 par rapport à 2005.

L'entretien de la délégation avec le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, a surtout porté sur des questions économiques. Les membres de la délégation ont expliqué que le Canada a assez bien résisté à la crise de 2008-2009, mais que l'évolution de la dette nationale mérite d'être surveillée.

Budget de l'AP-UpM

Le groupe de travail sur la modification du règlement et le financement de l'AP-UpM (Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée) s'est réuni à Bruxelles le 9 février 2012 pour discuter des mesures à prendre au cas où les délégations des différents parlements n'apporteraient pas de contribution financière. En effet, lors de la dernière session plénière de l'AP-UpM à Rome en mars 2011, un règlement financier permettant l'établissement d'un budget annuel a été adopté par l'Assemblée. Lorsque la personnalité juridique sera acquise pour l'AP-UpM, les délégations nationales contribueront au budget pour assurer le fonctionnement de l'Assemblée.

Le groupe de travail a été mandaté par le Bureau de l'AP-UpM pour élaborer des modifications au règlement intérieur prévoyant des mesures contraignantes vis-à-vis des délégations qui ne contribuent pas au budget. Après un échange de vues sur les différentes possibilités, les membres du groupe de travail ont retenu deux scénarios:

- d'une part, lorsqu'une délégation déclare explicitement qu'elle n'a pas l'intention de contribuer au fonctionnement de l'Assemblée, cette délégation perd le droit de vote et le droit d'occuper des postes de responsabilité dans les organes de l'Assemblée,

- d'autre part, lorsque la contribution financière n'a pas été payée pour la deuxième année consécutive, le Bureau peut proposer à l'Assemblée de suspendre cette délégation qui perd le droit de vote et ne peut plus occuper des postes de responsabilité dans les organes de l'AP-UpM.

Conformément au règlement intérieur de l'AP-UpM, les Présidents et Vice-présidents de commission ainsi que les membres du Bureau sont membres du groupe de travail. La délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée était représentée par Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP), Vice-présidente de la Commission des droits de la femme dans les pays euro-méditerranéens et M. Xavier Bettel (DP), Vice-président de la Commission des affaires économiques et financières, des affaires sociales et de l'éducation.



Mme Claudia Dall'Agnol et M. Xavier Bettel.

Réunion des présidents de la COSAC

La Commission européenne cherche à établir une approche collective de gouvernance économique

Les priorités en matière de politique climatique et énergétique pour 2020, la crise de la dette souveraine, la gouvernance économique européenne et la responsabilité démocratique étaient les sujets phares de la réunion des présidents de la COSAC (Conférence des Organes spécialisés dans les Affaires communautaires et européennes des Parlements de l'Union européenne) qui s'est tenue les 29 et 30 janvier 2012 à Copenhague.

Mme Connie Hedegaard, Commissaire européenne responsable de l'action pour le climat, a présenté ses vues sur la création d'une infrastructure intégrée de l'énergie en Europe. Elle s'attend de la Présidence danoise de l'Union européenne notamment un pas en avant substantiel en ce qui concerne la fiscalité de l'énergie.

Le Commissaire européen aux relations interinstitutionnelles et à l'administration, M. Maroš Šefčovič, pour sa part, a fait le point sur les efforts d'endiguer la crise financière et de créer une nouvelle structure de régulation et de supervision financière en Europe. Il fallait réagir d'urgence aux problèmes qui se sont posés, a affirmé le Commissaire, en tirant la conclusion que les économies des États membres sont interdépendantes, de sorte que des failles dans un système économique entraînent des dangers pour les autres. La réponse serait donc à chercher dans une approche collective de gouvernance économique, ce qui ne se réalisera pas sans le soutien des Parlements nationaux.



M. Fernand Boden.

Le nouveau traité intergouvernemental et le rôle des parlements nationaux dans ce contexte ont fait l'objet de plusieurs interventions des parlementaires au cours de la discussion. La Chambre des Députés était représentée par M. Fernand Boden (CSV), Président de la délégation luxembourgeoise auprès de la COSAC.

Fours «made in Luxembourg»



Les parlementaires visitent l'entreprise Hein, Fabrique de fours s.à r.l. à Strassen.

Accompagné de membres de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme, le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar a visité la société luxembourgeoise Hein, Fabrique de fours s.à r.l. à Strassen, le 6 février 2012.

Les députés ont reçu des explications quant aux origines et au fonctionnement de l'entreprise Hein avant de visiter l'usine. Fondée en 1882, l'entreprise a débuté par fabriquer des fours pour les paysans. Dans les années 1920, elle a commencé à exporter vers les pays voisins et a connu un véritable succès à partir des années 1960.

Aujourd'hui les fours sont exportés dans le monde entier. Régulièrement récompensée par des prix pour ses concepts d'innovation, la société se situe actuellement dans le top 10 des constructeurs de fours haut de gamme.

- **L'actualité parlementaire sur www.chd.lu**
- **Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.**
- **La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.**
- **L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.**
- **Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur www.chd.lu.**
- **De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.**

d'Chamber online op **www.chd.lu**

NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU **N°5** • SESSION ORDINAIRE 2011-2012

Cour pénale internationale I

6230 - Projet de loi portant adaptation du droit interne aux dispositions du Statut de Rome de la Cour pénale internationale, approuvé par une loi du 14 août 2000 portant approbation du Statut de Rome de la Cour pénale internationale, fait à Rome, le 17 juillet 1998

Les auteurs du projet de loi sous avis rappellent à juste titre que l'instauration d'une justice pénale internationale destinée à mettre fin à l'impunité des auteurs du crime de génocide, crimes contre l'humanité et crimes de guerre est une ambition ancienne, qui n'a cependant été pleinement consacrée qu'en 1998, par la signature de la Convention de Rome portant approbation du Statut de la Cour pénale internationale.

Le Luxembourg, pays signataire de la Convention relative au Statut de Rome de la Cour pénale internationale, n'a pu cependant approuver cette convention qu'après avoir modifié préalablement l'article 118 de la Constitution luxembourgeoise qui, d'après la loi du 8 août 2000, est libellé comme suit: «*Les dispositions de la Constitution ne font pas obstacle à l'approbation du Statut de la Cour pénale internationale, fait à Rome, le 17 juillet 1998, et à l'exécution des obligations en découlant dans les conditions prévues par ledit Statut*». Cette révision constitutionnelle a permis de lever les obstacles posés par les articles 4, 68, 69, 82 et 116 de la Constitution et d'ouvrir la voie à l'approbation du Statut de la Cour pénale internationale par la loi du 14 août 2000.

Le projet de loi sous examen a pour objet de compléter l'œuvre législative entamée par la loi précitée du 14 août 2000 en intégrant dans le Code pénal luxembourgeois les infractions prévues aux articles 6 à 8 du Statut de Rome de la Cour pénale internationale.

L'incorporation dans le droit pénal luxembourgeois des infractions prévues par le Statut de Rome ne constitue qu'une application du principe de complémentarité prévu à l'article 1er de la Convention de Rome qui prévoit que les infractions prévues aux articles 6 à 8 de la Convention relèvent des juridictions pénales nationales, alors que la Cour pénale internationale n'exerce sa compétence que dans les cas où les États signataires de la Convention ne veulent ou ne peuvent pas poursuivre les auteurs de telles infractions. Le Luxembourg, à l'instar de la Belgique et de la France, se propose de reprendre toutes les infractions préindiquées dans le droit pénal luxembourgeois plutôt que de procéder par renvoi aux dispositions du Statut. Les infractions ont trait au crime de génocide (article 6), aux crimes contre l'humanité (article 7) et aux crimes de guerre (article 8).

D'ores et déjà la législation luxembourgeoise connaît, depuis les lois spéciales du 8 août 1985 et du 9 janvier 1985 le crime de génocide et les infractions graves aux Conventions internationales de Genève. La législation luxembourgeoise ne connaît pas les crimes contre l'humanité.

Dans le cadre des amendements retenus par la Commission juridique dans sa réunion du 12 octobre 2011 il a été décidé de tenir compte, dans le cadre du projet sous avis, d'un amendement à l'article 8 du Statut de Rome de la Cour pénale internationale, approuvé au cours de la Conférence de révision du Statut de Rome qui s'est tenu à Kampala en Ouganda du 31 mai au 11 juin 2011 et qui étend la compétence à certaines catégories d'armes prohibées énumérées à l'article 136quater, sous les points m, n et o.

Conjointement avec le présent projet de loi le Gouvernement propose, dans le cadre d'un deuxième projet de loi, de régler les modalités de coopération avec la Cour pénale internationale (projet de loi 6231).

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 15.12.2010

Rapporteur: M. Paul-Henri Meyers

Travaux de la Commission juridique

(Président: M. Gilles Roth):

22.06.2011	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
05.10.2011	Présentation et adoption d'amendements parlementaires
12.10.2011	Présentation et adoption d'une nouvelle série d'amendements parlementaires
07.12.2011	Examen des avis complémentaires respectifs du Conseil d'État
18.01.2012	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 31.01.2012

Cour pénale internationale II

6231 - Projet de loi réglementant les modalités de la coopération avec la Cour pénale internationale

Le projet de loi a pour objet la mise en conformité du droit luxembourgeois en ce qui concerne la coopération entre le Luxembourg et la Cour pénale internationale dont le Statut fait à Rome le 17 juillet 1998 a été approuvé par la loi du 14 août 2000.

Le texte du projet de loi est repris pour la majeure partie de la loi belge du 29 mars 2004 concernant la coopération avec la Cour pénale internationale. Les auteurs du projet de loi indiquent qu'ils se sont inspirés de quelques points de la loi française du 26 février 2002 relative à la coopération avec la Cour pénale internationale.

Dans son avis du 7 juin 2011, le Conseil d'État tient à rappeler que «*depuis le moment où le Luxembourg est devenu partie contractante au Statut, il est juridiquement tenu de répondre à ses obligations internationales de coopération*».

Quant au texte même du projet de loi, le Conseil d'État «*comprend la volonté des auteurs de répondre à toutes les questions procédurales qui peuvent se poser. Il croit toutefois qu'on peut faire l'économie de certaines dispositions qui ne revêtent pas une valeur normative ou qui ne s'imposent pas pour répondre aux engagements internationaux du Luxembourg*».

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 15.12.2010

Rapporteur: M. Paul-Henri Meyers

Travaux de la Commission juridique

(Président: M. Gilles Roth):

22.06.2011	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
05.10.2011	Présentation et adoption d'amendements parlementaires
07.12.2011	Examen des avis complémentaires respectifs du Conseil d'État
18.01.2012	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 31.01.2012

Médiation civile et commerciale

6272 - Projet de loi portant

- introduction de la médiation en matière civile et commerciale dans le Nouveau Code de procédure civile;

- transposition de la Directive 2008/52/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2008 sur certains aspects de la médiation en matière civile et commerciale;

- modification de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;

- modification de l'article 3, paragraphe (1), point 1. de la loi du 3 août portant mise en application du règlement (CE) n°4/2009 du 18 décembre 2008 relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions et la coopération en matière d'obligations alimentaires, modifiant le Nouveau Code de procédure civile; et

- modification des articles 491-1 et 493-1 du Code civil

4969 - Proposition de loi portant introduction de la médiation civile et commerciale dans le Nouveau Code de procédure civile

1. L'objet du projet de loi

L'objet du projet de loi est l'introduction de la médiation en tant que mode alternatif de prévention, de gestion et de résolution des conflits et ceci notamment en matière judiciaire. La médiation puise ses origines dans le système judiciaire américain des années 1970. En principe moins coûteux que la résolution d'un conflit par voie judiciaire, les modes alternatifs de résolution des conflits, dont la médiation, sont privilégiés notamment par des entreprises pour résoudre leurs différends puisqu'ils garantissent discrétion et célérité. L'essor du recours aux modes alternatifs de résolution des conflits tient aussi au constat que «(…) *moins de cinq pourcents de ces procédures judiciaires aboutissent, non pas à une décision, mais à une transaction, les entreprises américaines ont sollicité des conseillers juridiques et avocats le développement de méthodes qui permettraient de dégager plus rapidement un accord entre les parties*»[1].

En Europe, le Réseau européen d'arbitrage et de médiation commerciale (R.E.A.M.), a été créé en 1994. Ce réseau comprend aujourd'hui des centres d'arbitrage et de médiation commerciale en France, Espagne, Italie et au Royaume-Uni[2].

Lors du Conseil européen de Tampere des 15 et 16 octobre 1999, les chefs d'État et de Gouvernement ont invité le Conseil à «*(…) mettre en place des procédures de substitution extrajudiciaires*»[3].

Sur base de ce mandat, la Commission européenne a élaboré le livre vert sur les modes alternatifs de résolution des conflits relevant du droit civil et commercial[4] (ci-après «le livre vert»), texte qui est à la base de la Directive 2008/52/CE du 21 mai 2008 sur certains aspects de la médiation en matière civile et commerciale (ci-après «la Directive 2008/52/CE»).

L'objectif poursuivi par le projet de loi est double. Il s'agit d'une part de transposer la Directive 2008/52/CE en droit national. D'autre part, les auteurs du projet de loi souhaitent étendre les mécanismes de médiation prévus par cette Directive 2008/52/CE pour les litiges transfrontaliers, aux litiges nationaux.

Cet élargissement du champ d'application de la médiation prévue par la Directive 2008/52/CE est autorisé, voire même souhaité par le législateur communautaire: «*[L]es dispositions de la présente directive ne devraient s'appliquer qu'à la médiation des litiges transfrontaliers, mais rien ne devrait empêcher les États membres de les appliquer également aux processus de médiation internes*»[5].

La médiation constitue, à côté de l'arbitrage, de la transaction et de la conciliation, une voie alternative de résolution des conflits apportant une solution efficace et adaptée aux besoins des parties. La médiation telle que proposée est un processus qui suit l'approche de la pacification des relations dans des situations conflictuelles avec des solutions recherchées en dehors des procédures judiciaires[6].

Notons que le projet de loi réserve une section à la médiation familiale. Cette place privilégiée accordée à la médiation familiale trouve elle aussi sa justification en droit européen. En 1998, le Conseil de l'Europe a adopté la recommandation sur la médiation familiale[7] en «*[R]econnaissant les caractéristiques spécifiques des litiges familiaux, à savoir: (…) le fait que les litiges familiaux impliquent des personnes qui, par définition, sont amenées à avoir des relations interdépendantes et qui vont se poursuivre dans le temps;(…) le fait que les litiges familiaux surgissent dans un contexte émotionnel pénible qui exacerbe ceux-ci;(…) le fait que la séparation et le divorce ont des impacts sur tous les membres de la famille, spécialement sur les enfants (…)*»[8].

Les efforts entrepris tant au niveau communautaire qu'au niveau international visant à promouvoir la médiation ainsi que d'autres modes alternatifs de résolution des conflits ont pour objet de garantir un meilleur accès à la justice. L'accès à la justice est un droit fondamental consacré aussi bien par l'article 6 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales[9] que par l'article 47 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne[10].

Pour ce qui concerne les efforts au niveau communautaire, il importe de signaler qu'en dehors de la Directive 2008/52/CE il existe d'autres instruments prévoyant la possibilité de régler des litiges en dehors des tribunaux, tels que la Recommandation 98/257/CE concernant les principes applicables aux organes responsables pour la résolution extrajudiciaire des litiges de consommation[11] et la Recommandation 2001/310/CE relative aux principes applicables aux organes extrajudiciaires chargés de la résolution consensuelle des litiges de consommation[12]. Dernièrement la Commission européenne a proposé deux nouvelles propositions: la proposition de Directive relative au règlement extrajudiciaire des litiges de consommation (dit «ADR» – alternative dispute resolution)[13] et la proposition de Règlement relatif au règlement en ligne des litiges de consommation (dit «ODR» - Online dispute resolution)[14].

Ainsi, le recours aux modes alternatifs de résolution des conflits permet un meilleur accès à la justice tout en ayant pour effet, mais non de manière exclusive, le désengorgement des juridictions surchargées de litiges causant souvent des procédures longues et coûteuses[15].

2. Les liens avec d'autres initiatives législatives

a. Proposition de loi n°4969 déposée par Mme la Députée Lydie Err

L'objectif de la proposition de loi n°4969 est de diversifier l'accès à la justice par l'introduction de la médiation en matière civile et commerciale.

[1] BOMBOIS Thomas, RENSON Pierre-Paul, La directive du 21 mai 2008 «sur certains aspects de la médiation en matière civile et commerciale » et sa transposition en droit belge, Revue européenne de droit de la consommation (REDC), 2/2009, page 521.

[2] Voir idem.

[3] Conclusions de la Présidence, considérant 30.

[4] COM(2002)196 final, 19 avril 2002.

[5] Considérant (8) de la Directive 2008/52/CE.

[6] Projet de loi 6272, voir dans ce sens exposé des motifs, (doc.parl. 6272, page 8).

[7] Conseil de l'Europe, Recommandation N°R (98) 1, adoptée le 21 janvier 1998 lors de la 616e réunion des Délégués des Ministres.

[8] Idem., page 1.

[9] «Toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement, publiquement et dans un délai raisonnable, par un tribunal indépendant et impartial, établi par la loi, qui décidera, soit des contestations sur ses droits et obligations de caractère civil, soit du bien-fondé de toute accusation en matière pénale dirigée contre elle(…) ».

[10] «Toute personne dont les droits et libertés garantis par le droit de l'Union ont été violés a droit à un recours effectif devant un tribunal dans le respect des conditions prévues au présent article. Toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement, publiquement et dans un délai raisonnable par un tribunal indépendant et impartial, établi préalablement par la loi. Toute personne a la possibilité de se faire conseiller, défendre et représenter. Une aide juridictionnelle est accordée à ceux qui ne disposent pas de ressources suffisantes, dans la mesure où cette aide serait nécessaire pour assurer l'effectivité de l'accès à la justice ».

[11] JO L 115 du 17.4.1998, p. 31

[12] JO L 109 du 19.4.2001, p. 56

[13] COM(2011)793final du 29.11.2011

[14] COM(2011)794final du 29.11.2011

[15] Voir en ce sens, Commission européenne, livre vert sur les modes alternatifs de résolution des conflits du droit civil et commercial, COM(2002)196 final, 19 avril 2002, page 7.

Dans sa prise de position du 12 novembre 2002, le Gouvernement salue cette proposition de loi en ce qu'elle *«(…) a le grand mérite de s'orienter vers une réglementation générale tant de la médiation judiciaire que de la médiation volontaire»*[16].

La médiation à vocation préventive et curative est une discussion volontaire et confidentielle menée avec un tiers, le médiateur formé à cette fonction. Le médiateur doit être indépendant, impartial ou pluripartial sans pouvoir ni d'instruction ni de décision et doit avoir la maîtrise de la méthode de travail (le processus de médiation) dont il est responsable.

La médiation fait partie des MARD (Méthodes Alternatives de Résolution de Différend) ensemble avec l'arbitrage et la conciliation.

Le processus de médiation est plus rapide et moins onéreux qu'une procédure judiciaire ce qui a pour effet, mais non pour but, de désengorger les tribunaux et d'être utile aux justiciables. D'ailleurs, la médiation honore aussi l'autorité qui l'instaure, car la médiation n'existe que dans des démocraties véritables.

Par ailleurs, la confidentialité du processus de médiation constitue, face au principe de la publicité du débat et du prononcé de la décision judiciaire un intérêt particulier surtout pour les affaires commerciales.

Pour les affaires concernant le relationnel comme le divorce, les affaires du droit de travail ou de voisinage, l'intérêt particulier de la médiation consiste dans le fait que la médiation, qui est avant tout un processus de communication, traite au-delà du différend, les aspects personnels et émotionnels permettant de sauvegarder la relation au-delà du conflit et de sa résolution.

En ce sens la médiation entre parties renforce le lien social entre celles-ci, ce qui fait défaut en cas de toisement d'un conflit par une autre voie de résolution de conflit.

Le juge(ment) dit le droit et s'impose aux parties. L'accord de médiation est le résultat du processus de médiation qui est la solution des parties elles-mêmes qui peuvent demander aux juges l'homologation de l'accord pour le rendre exécutoire. Pour ce faire, le juge contrôlera si l'accord est conforme au droit et à l'ordre public.

Justice et médiation sont interactives tout en étant différentes. On peut dire qu'elles sont complémentaires.

La médiation permet par ailleurs des solutions plus individualisées car les parties tiendront compte des circonstances particulières à leur litige et elle implique activement les parties.

En ce sens c'est aussi un processus d'*«autonomisation»* des parties car la médiation les amène à s'impliquer personnellement dans la gestion de leur conflit.

L'indépendance du médiateur et sa formation sont des conditions *sine qua non* de la qualité de la médiation.

Sans indépendance hiérarchique, financière ou autre, le caractère *ternaire* de la médiation fait défaut et le processus ne peut plus être qualifié de médiation car tout comme le juge, le médiateur ne peut être médiateur et partie à la fois, car tout tiers n'est pas un médiateur et la présence d'un tiers est insuffisante pour qualifier un processus comme processus de médiation.

La compétence du médiateur est une condition de qualité de la médiation et résulte de sa formation spécifique initiale, continue et de la supervision de la qualité de son travail.

Les éléments essentiels de la médiation ci-avant décrits se retrouvent en d'autres termes dans le projet de loi en discussion. La proposition de loi ne concerne évidemment que les médiations nationales du fait qu'elle a été déposée le 11 juin 2002 soit bien avant la Directive 2008/52/CE. L'auteure de la proposition de loi considère toutefois que sa proposition est intégrée au projet de loi.

À part des éléments importants tels que l'exclusion de certaines matières du domaine de la médiation, les différences essentielles entre projet de loi et proposition de loi consistent dans le fait que la proposition de loi fait des médiateurs une profession à part entière. Ceci se caractérise par le fait que la proposition de loi prévoit la prestation d'un serment dans lequel le médiateur s'engage à exercer ses fonctions dans le respect des conditions de la loi.

La proposition se distingue encore du projet de loi par le fait que pour accorder l'agrément, le Ministre de la Justice, plutôt que d'exiger l'avis du Procureur, aurait pris celui de l'Association luxembourgeoise de la Médiation et des Médiateurs, la fédération des médiateurs dispensant également des formations initiales et continues et exerçant des supervisions sur l'élément de formation en vue de l'agrément.

En raison de la précision de la formation et de la formation continue dans le projet par règlement d'exécution de la loi, l'auteure de la proposition peut se résoudre à y renoncer.

b. Projet de loi n°5155 portant réforme du divorce

Le projet de loi n°5155 portant réforme du divorce prévoit dans sa version amendée par la Commission juridique d'introduire le principe de la médiation judiciaire en matière de divorce. Un tel mode de règlement des conflits devrait permettre aux époux de trouver plus facilement des solutions à leurs différends et contribuer ainsi à pacifier leurs relations: *«[L]e tribunal doit, lorsqu'il est saisi d'une demande en divorce ou de séparation de corps pour rupture irrémédiable des relations conjugales entre époux, proposer aux conjoints une mesure de médiation. En cas d'accord de la part des époux, il nommera un médiateur»*[17]. Les parties peuvent de leur coté *«(…) à tout moment de la procédure sauf en matière de référé, demander conjointement au juge de désigner un médiateur en matière de divorce ou de séparation de corps lorsque la demande en divorce ou en séparation de corps est fondée sur la rupture irrémédiable des relations conjugales entre les époux(…)»*[18].

3. La médiation et les autres modes alternatifs de résolution des conflits

La Commission européenne définit les modes alternatifs de résolution des conflits comme des processus extrajudiciaires de résolution des conflits conduits par une tierce personne neutre, à l'exclusion de l'arbitrage[19].

La Commission européenne précise que cette définition des modes alternatifs de résolution des conflits exclut aussi *«(…) l'expertise, qui n'est pas un mode de résolution des litiges, mais une procédure de recours à un expert, en appui par exemple d'une procédure judiciaire ou arbitrale (…) les systèmes de traitement des plaintes, mis à disposition des consommateurs par les professionnels. Ces procédures ne sont pas conduites par des tiers, mais par l'une des parties en conflit. (…) les „systèmes de négociation automatisée" sans intervention humaine proposés par des prestataires de services de la société de l'information. Ces systèmes ne sont pas des procédures de résolution des conflits conduites par des tiers mais des instruments techniques destinés à faciliter la négociation directe entre les parties en conflit»*[20].

La définition de la médiation selon la Directive 2008/52/CE

Conformément à l'article 3 de la Directive 2008/52/CE, le terme *«médiation»* désigne *«un processus structuré, quelle que soit la manière dont il est nommé ou visé, dans lequel deux ou plusieurs parties à un litige tentent par elles-mêmes, volontairement, de parvenir à un accord sur la résolution de leur litige avec l'aide d'un médiateur. Ce processus peut être engagé par les parties, suggéré ou ordonné par une juridiction ou prescrit par le droit d'un État membre […]»*.

Le Conseil d'État français a soulevé que *«cette définition est essentielle car elle conditionne le classement qui doit être effectué entre les processus pouvant être qualifiés de «médiations» et ceux qui ne satisfont pas aux critères tirés de la directive»*.[21] La *ratio legis* de la médiation est donc que les parties elles-mêmes sont les acteurs, ce sont elles qui doivent trouver un accord, le médiateur n'étant qu'un guide.

Comme indiqué par le Conseil d'État français, la Directive 2008/52/CE requiert que la médiation remplisse trois critères et trois garanties.

Les critères sont les suivants: l'existence d'un différend et d'une volonté continue des parties à vouloir résoudre un différend à l'amiable, ce qui implique également que les parties peuvent mettre fin à tout moment au processus de médiation sans être tenues à une obligation de résultat; un processus structuré qui requiert un minimum de formalisme dans le déroulement de la procédure de médiation et dans les garanties offertes aux parties.

Quant aux garanties, il y a lieu de mentionner la diffusion transparente d'informations par le médiateur à une partie avec l'accord de l'autre partie ainsi que la stricte confidentialité des informations obtenues au cours de la médiation[22]. Cette exigence de confidentialité formulée à l'article 7 de la Directive 2008/52/CE connaît deux exceptions: lorsque la divulgation d'informations obtenues au cours d'une médiation est nécessaire pour des raisons impérieuses d'intérêt général telles que la protection des intérêts des enfants ou l'intégrité physique ou psychologique d'une personne ou lorsque la divulgation du contenu de l'accord est nécessaire pour exécuter ou mettre en œuvre ce même accord[23].

Enfin, la Directive 2008/52/CE introduit une garantie que les auteurs du projet de loi qualifient comme la *«(…) plus grande avancée de la Directive, par rapport aux autres initiatives communautaires ou européennes en la matière»*[24]. L'accord de médiation peut être rendu exécutoire par un juge national et être reconnu dans les autres États membres de l'Union européenne. Une telle demande peut être formulée par une partie et doit être acceptée par les autres. Ainsi l'accord de médiation est hissé au même rang qu'une décision judiciaire.

4. La définition de la médiation telle que proposée par le projet de loi

La définition de la médiation telle qu'elle résulte des amendements proposés par la Commission juridique constitue la transposition fidèle de la définition prescrite par la Directive 2008/52/CE. Cette définition comporte les critères et implique les garanties qui sont propres à la définition communautaire de la médiation (voir *supra*).

Le nouvel article 1251-2 du NCPC prévoit qu' *«[O]n entend par „médiation" le processus structuré dans lequel deux ou plusieurs parties à un litige tentent volontairement par elles-mêmes, de parvenir à un accord sur la résolution de leur litige avec l'aide d'un médiateur indépendant, impartial et compétent* [qui dispose d'une formation telle que requise à l'article 1251-3 du présent projet de loi]».

La médiation peut être engagée par les parties, proposée par le juge ou sur demande des parties ordonnée par un juge. Elle exclut les tentatives de conciliation faites par le juge saisi d'un litige pour résoudre celui-ci au cours de la procédure judiciaire relative audit litige».

La définition retenue par le projet de loi tel qu'amendé par la Commission juridique comprend tout d'abord les types de médiation prévus par la Directive 2008/52/CE à savoir la médiation conventionnelle et la médiation judiciaire (a). Ensuite le projet de loi distingue en fonction des types de médiation entre le recours à un médiateur agréé et le recours à un médiateur non agréé qui doivent remplir les conditions d'indépendance, d'impartialité et de compétence (b).

Mais le projet de loi innove aussi par rapport à la Directive 2008/52/CE en ce qu'il prévoit un champ d'application plus étendu (c).

Enfin, il paraît intéressant de voir comment médiation et procédure judiciaire traditionnelle interagissent (d).

a. La médiation conventionnelle et la médiation judiciaire

Aussi bien la Directive 2008/52/CE que le projet de loi distinguent entre médiation conventionnelle et médiation judiciaire.

La médiation conventionnelle est celle qui conformément à l'article 3 de la Directive 2008/52/CE est *«engagée par les parties»*. Le recours à cette forme de médiation est précisé à l'article 1251-8 du projet de loi qui permet à toute partie de proposer aux autres parties, en dehors de toute procédure judiciaire ou arbitrale, et pour autant que la cause n'a pas été prise en délibéré, de recourir à la médiation. Les modalités de l'organisation du processus de médiation sont déterminées par écrit dans une convention signée par les parties et le médiateur (article 1251-9). Le contenu de cette convention est lui aussi déterminé par l'article 1251-9 tel que modifié par les amendements parlementaires du 28 octobre 2011.

La médiation conventionnelle prévue par le projet de loi se rapproche ainsi de l'article 3 et du considérant (10) de la Directive 2008/52/CE qui visent essentiellement ce type de médiation. Le considérant (10) prévoit que la Directive 2008/52/CE s'applique *«(…) aux processus dans lesquels deux parties ou plus à un litige transfrontalier tentent par elles-mêmes, volontairement, de parvenir à un accord à l'amiable sur la résolution de leur litige avec l'aide d'un médiateur (…)»*.

La médiation conventionnelle autorise les parties à avoir recours soit à un médiateur agréé soit à un médiateur non agréé.

La médiation judiciaire est le processus qui conformément à l'article 3 de la Directive 2008/52/CE est *«suggéré ou ordonné par une juridiction ou prescrit par le droit d'un État membre»*.

Contrairement à la médiation conventionnelle, le médiateur judiciaire peut intervenir uniquement lorsque le juge est déjà saisi d'un litige. Elle est déclenchée à l'initiative du juge qui propose, mais toujours avec l'accord des parties, le recours à la médiation. Les parties peuvent aussi conjointement demander au juge qu'il nomme un médiateur.

En médiation judiciaire, le recours à un médiateur agréé est de principe. Dans un souci de conformité à la Directive 2008/52/CE, le recours à un médiateur non agréé reste néanmoins possible en cas de litige transfrontalier.

b. Le médiateur

L'article 1251-3 du projet de loi fixe le principe général en vertu duquel la médiation peut être confiée à un médiateur agréé ou à un médiateur non agréé.

Un médiateur agréé est une personne physique agréée par le ministre de la Justice après vérification des conditions requises pour un tel agrément. Parmi ces conditions figure la nécessité de posséder une formation spécifique en médiation. En permettant le recours aux deux types de médiateurs agréés et non agréés, le projet de loi entend concilier l'objectif de promotion de la médiation en permettant aux parties de choisir en toute simplicité le médiateur qui convient le mieux à leurs besoins tout en reconnaissant la nécessité du recours à un médiateur qualifié et agréé en cas de médiation judiciaire dont la médiation familiale fait partie.

La Directive 2008/52/CE quant à elle reste muette par rapport à l'exigence d'un agrément du médiateur. Elle se borne à définir ce dernier comme «(…) *tout tiers sollicité pour mener une médiation avec efficacité, impartialité et compétence, quelle que soit l'appellation ou la profession de ce tiers dans l'État membre concerné et quelle que soit la façon dont il a été nommé pour mener ladite médiation ou dont il a été chargé de la mener*».

Les critères généraux pour être médiateur (agréé ou non) sont dès lors les suivants: il faut être un tiers impartial; il faut être efficace et il faut être compétent.

Le tiers impartial est une personne extérieure aux parties qui s'accordent ensemble sur son choix[25]. En France, comme d'ailleurs au Luxembourg, le terme *«indépendant»* a été rajouté à la définition du médiateur afin de renforcer l'impartialité de ce dernier. Par référence à l'article 6-1 de la Convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, *«[T]oute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement, publiquement et dans un délai raisonnable, par un tribunal indépendant et impartial (…)»*. En l'espèce, l'indépendance doit exister à l'égard des parties et le Conseil d'État français a précisé que le critère de l'indépendance *«(…) implique que le médiateur ne soit pas, en principe, lié à l'une des parties au différend par des rapports d'ordre hiérarchique ou financier susceptibles d'entacher, objectivement ou subjectivement, son impartialité ou la*

[16] Proposition de loi n°4969, prise de position du gouvernement, 12 novembre 2002, (doc.parl. 49691, page 1).

[17] Projet de loi N°5155 portant réforme du divorce, article 1252 paragraphe (1), amendements parlementaires du 13 mai 2009, (doc.parl.51557, page 20).

[18] Projet de loi N°5155 portant réforme du divorce, article 1252 paragraphe (2), amendements parlementaires du 13 mai 2009, (doc.parl.51557, page 20).

[19] Voir Commission européenne, livre vert sur les modes alternatifs de résolution des conflits relevant du droit civil et commercial, 19 avril 2002, COM(2002)196 final, page 6.

[20] Idem.

[21] Conseil d'État, Développer la médiation dans le cadre de l'Union européenne, Étude adoptée par l'Assemblée générale du Conseil d'État, 29 juillet 2010, La Documentation Française, page 21.

[22] La Commission a précisé que «[L']obligation de confidentialité pèse surtout sur le tiers. Lorsqu'une des parties communique au tiers certaines informations à l'occasion d'entretiens bilatéraux (procédure désignée sous le nom de «caucus»), le tiers ne devrait pas pouvoir dévoiler ces informations à l'autre partie. Cette obligation de confidentialité permet d'ailleurs de mieux définir le rôle du tiers au cours de la procédure, et ce afin d'en garantir l'équité. Lorsque le tiers est amené à prendre une part active dans la recherche de la solution à apporter au litige, il devrait nécessairement respecter le principe du débat contradictoire et utiliser le pouvoir d'entendre séparément les parties à la seule finalité de favoriser l'accord. La possibilité d'entendre de façon confidentielle l'une ou l'autre partie devrait être exclue si le tiers est appelé à rendre une décision ou une recommandation à la fin du processus d'ADR. La Recommandation de la Commission du 4 avril 2001 précitée prévoit sous le chapitre «équité», que «Si, à n'importe quel moment de la procédure, l'organe tiers propose une éventuelle solution pour résoudre le litige, chacune des parties doit avoir la possibilité de présenter son point de vue et de formuler des commentaires quant aux arguments, informations ou éléments de preuve soumis par l'autre partie». », livre vert sur les modes alternatifs de résolution des conflits du droit civil et commercial, COM(2002)196 final, 19 avril 2002, pages 31-32.

[23] Voir Conseil d'État, Développer la médiation dans le cadre de l'Union européenne, Étude adoptée par l'Assemblée générale du Conseil d'État, 29 juillet 2010, La Documentation Française, page 22.

[24] Projet de loi N° 6272, exposé des motifs, (doc.parl. 6272, page 10).

[25] Voir Conseil d'État, Développer la médiation dans le cadre de l'Union européenne, Étude adoptée par l'Assemblée générale du Conseil d'État, 29 juillet 2010, La Documentation Française, page 25.

présomption d'impartialité nécessaire à l'accomplissement de sa mission»[26]. Le Conseil d'État français estime que le critère de l'impartialité veut que le médiateur soit au moins reconnu comme étant impartial par les parties qui l'ont choisi[27]. Ici, il est fait référence au droit européen selon lequel l'impartialité du tribunal est à la fois une notion subjective et objective. L'impartialité subjective existe jusqu'à preuve du contraire. Dans ce contexte le Conseil d'État français estime que «*l'existence de tels liens* (avec une des parties) *ne suffit pas à elle seule d'entacher l'impartialité du médiateur dès lors que ces liens sont connus, admis par les parties et que ces dernières reconnaissent au médiateur l'indépendance intellectuelle, ou plutôt subjective, requise au sens où l'entend la jurisprudence de la CEDH*»[28]. L'impartialité est objective en ce qu'il faut se demander si au-delà du comportement du juge certains faits vérifiables autorisent à le suspecter d'impartialité. Les apparences jouent ici un rôle essentiel[29].

Le Conseil d'État français rajoute que ce médiateur doit jouer un rôle de facilitateur en ce que sa mission est de rapprocher les parties et leurs points de vue sans pour autant leur imposer une solution[30]. Ceci découle également de la définition du médiateur choisie par les auteurs du projet de loi: «*Le médiateur a pour mission d'entendre les parties ensemble, le cas échéant séparément afin que les parties arrivent à une solution*[31] *du différend qui les oppose*». Les parties ont un rôle actif à jouer dans la solution de leur différend. Ainsi la Commission européenne a estimé que «*(…) dans les formes d'ADR dans lesquels les tiers ne prennent aucune décision, les parties ne s'affrontent plus, mais s'engagent à l'inverse dans un processus de rapprochement, et choisissent elles-mêmes la méthode de résolution du différend et jouent un rôle plus actif dans ce processus pour tenter de découvrir par elles-mêmes la solution qui leur convient le mieux. Cette approche consensuelle augmente les chances pour les parties, une fois le conflit réglé, de pouvoir maintenir leurs relations de nature commerciale ou autre*»[32]. En effet, un accord entre parties ne devrait pas poser des problèmes d'exécution.

Ce tiers doit mener sa mission de médiation avec efficacité. Ce critère renvoie à la diligence et à la qualité de la médiation telles que prévues au considérant (16) de la Directive 2008/52/CE qui invite les États membres à promouvoir «*[L]a formation initiale et continue de médiateurs afin de veiller à ce que la médiation soit menée avec efficacité, compétence et impartialité à l'égard des parties*». Comme précisé par le Conseil d'État français le critère de l'efficacité n'impose aucune obligation de résultat au médiateur[33].

Le critère de la compétence renvoie à l'expérience et à la formation des médiateurs[34]. L'article 4 de la Directive 2008/52/CE prévoit que «*[L]es États membres promeuvent la formation initiale et continue des médiateurs afin de veiller à ce que la médiation soit menée avec efficacité, compétence et impartialité à l'égard des parties*».

Quant à l'exigence d'une accréditation des médiateurs, la Commission européenne a, lorsqu'elle a proposé le texte devenu la Directive 2008/52/CE, privilégié l'autorégulation de l'activité de médiateur plutôt que d'exiger des États membres d'ancrer dans leur législation nationale des critères d'accréditation particuliers[35]. La Commission a soulevé dans le livre vert qu'il est important de garantir la compétence des tiers sans toutefois porter atteinte à la flexibilité et à la simplicité des modes alternatifs de résolution des différends[36].

c. Le champ d'application de la médiation

Comme indiqué ci-avant, le présent projet de loi ne poursuit non seulement l'objectif de transposer en droit national la Directive 2008/52/CE, mais vise au-delà de cette transposition à étendre d'une manière générale la médiation prévue par la Directive 2008/52/CE aux différends nationaux.

Quels différends sont susceptibles d'être réglés par la médiation?

La Directive 2008/52/CE s'applique aux litiges transfrontaliers en matière civile et commerciale «*(…) à l'exception des droits et obligations dont les parties ne peuvent disposer en vertu de la législation pertinente applicable. Elle ne s'applique notamment ni aux matières fiscale, douanière ou administrative, ni à la responsabilité de l'État pour des actes ou des omissions commis dans l'exercice de la puissance publique («acta jure imperii»)*»[37].

La médiation telle que prévue par la Directive 2008/52/CE s'applique tout d'abord aux litiges transfrontaliers en matière civile et commerciale. La matière civile et commerciale est une notion autonome[38] du droit communautaire indépendante de toute référence au droit des États membres et qui découle du champ d'application du règlement 44/2001 (CE) du 22 décembre 2000 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, dit le règlement «*Bruxelles I*».

En tout état de cause, l'article 1er du règlement «*Bruxelles I*» prévoit que son champ d'application «*(…) ne recouvre notamment pas les matières fiscales, douanières ou administratives*», d'où également l'exclusion de ces matières du champ d'application de la Directive 2008/52/CE et du projet de loi sous rapport.

La médiation prévue par la Directive 2008/52/CE s'applique «*(…) à l'exception des droits et obligations dont les parties ne peuvent disposer*»[39].

Le critère essentiel est donc la libre disposition des droits et obligations des parties.

En droit luxembourgeois, l'article 1224 précité du NCPC prévoit pour l'arbitrage que «*[T]outes personnes peuvent compromettre sur les droits dont elles ont la libre disposition*». En matière de transaction, l'article 2045 du Code civil énonce que «*[P]our transiger, il faut avoir la capacité de disposer des objets compris dans la transaction*».

Dans la mesure où la médiation est un processus volontaire dont l'objectif est d'atteindre un accord entre les parties, il est normal que les parties puissent également disposer librement des droits et obligations qui font l'objet de cet accord[40].

Sont en revanche indisponibles les matières relevant de l'ordre public. L'article 6 du Code civil dispose qu'«*[O]n ne peut déroger, par des conventions particulières, aux lois qui intéressent l'ordre public et les bonnes mœurs*».

L'article 1225 du NCPC prévoit en matière d'arbitrage qu'«*[O]n ne peut compromettre sur les causes qui concernent l'état et la capacité des personnes, les relations conjugales, les demandes en divorce et en séparation de corps, la représentation des incapables, les causes de ces mêmes incapables et celles des personnes absentes ou présumées absentes*». La jurisprudence a établi à ce sujet que «*[S]i les droits contractuels doivent, en général, être considérés comme toujours disponibles, il peut en être différemment des contrats réglementés dans l'intérêt de la protection des intérêts de la partie réputée faible. Lorsque des droits contractuels sont impérativement prévus par une réglementation relevant de l'ordre public de protection, la partie protégée ne peut y renoncer par avance, par exemple par une clause compromissoire, mais uniquement a posteriori, c'est-à-dire une fois que le droit qu'elle prévoit est acquis, par exemple par un compromis désignant un ou des arbitres*»[41].

Le projet de loi retient, d'une manière générale, que la médiation ne s'applique pas aux «*(…) dispositions qui sont d'ordre public (…)*»[42].

Dans ce contexte, le choix d'appliquer le projet de loi sous rapport également à la médiation familiale peut paraître contradictoire alors que cette matière est supposée être couverte par l'exception de l'ordre public, alors que le divorce proprement dit, qui est relatif à l'état des personnes, ne peut être décidé que par voie judiciaire. Comme mentionné ci-avant, le préambule de la Directive 2008/52/CE qualifie en son considérant (10) les droits et obligations en matière familiale de dispositions indisponibles.

Mais l'exclusion de ce domaine n'est pas absolue. La Commission européenne a soulevé dans son livre vert sur les modes alternatifs de résolution des conflits relevant du droit civil et commercial qu'à l'issue du Sommet de Vienne en décembre 1998 les dirigeants européens ont avalisé un plan d'action du Conseil et de la Commission concernant les modalités optimales de mise en œuvre des dispositions du traité d'Amsterdam relatives à l'établissement d'un espace de liberté, de sécurité et de justice.

La Commission souligne que le paragraphe 41 point c) de ce plan d'action prévoit, parmi les mesures qui devraient être prises dans les cinq ans suivant l'entrée en vigueur du traité, d'«*examiner la possibilité d'élaborer des modèles de solutions non judiciaires des litiges, notamment en ce qui concerne les conflits familiaux transnationaux. À cet égard, envisager la médiation comme moyen de résoudre les conflits familiaux*»[43]. Les modes alternatifs de résolution des conflits devraient donc à l'avenir jouer un rôle plus important notamment en matière des différends portant sur l'autorité parentale, les droits de garde, le partage du patrimoine familial et les pensions alimentaires.

Enfin, la Commission européenne rappelle que de nombreuses initiatives en matière familiale ont été prises au niveau communautaire parmi lesquelles il faut citer le Règlement (CE) n°1347/2000 du 29 mai 2000 relatif à la compétence, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière matrimoniale et en matière de responsabilité parentale des enfants communs (dit «*Bruxelles II*»)[44] ou encore le Règlement (CE) n°2201/2003 du 27 novembre 2003 relatif à la compétence, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière matrimoniale et en matière de responsabilité parentale (dit Bruxelles IIbis»)[45] – deux règlements encourageant explicitement le règlement à l'amiable des conflits familiaux en matière parentale[46].

Le projet de loi tel qu'amendé quant à lui prévoit que le recours à la médiation est possible «*[E]n matière de divorce de séparation de corps, de séparation pour des couples liés par un partenariat enregistré, y compris la liquidation, le partage de la communauté de biens et l'indivision, d'obligations alimentaires, de contribution aux charges du mariage, de l'obligation d'entretien d'enfants et de l'exercice de l'autorité parentale, le juge peut proposer aux parties de recourir à la médiation familiale*»[47].

La médiation familiale intervient dans un domaine bien plus sensible que les autres domaines dans lesquels un recours à la médiation peut être justifié. Le caractère sensible de ce type de médiation tient bien évidemment aux liens affectifs durables qui existent entre les parties[48].

À ce stade il est utile de donner une définition de la médiation familiale: «*La médiation familiale est un processus de construction ou de reconstruction du lien familial, axé sur l'autonomie et la responsabilité des personnes concernées par des situations de rupture ou de séparation dans lesquelles un tiers, impartial, indépendant et qualifié et sans pouvoir de décision: le médiateur favorise à travers l'organisation d'entretiens confidentiels, leur communication, la gestion de leur conflit dans le domaine familial entendu dans sa diversité et dans son évolution. Plus large qu'un mode alternatif elle a pour fonction la construction comme la reconstruction du lien social, la fonction de gestion (prévention ou règlement) ne vient qu'en fin de définition*»[49].

Cette définition permet d'appliquer à la médiation familiale les dispositions générales applicables selon le projet de loi à chaque type de médiation: l'autonomie des parties et leur rôle actif dans la solution du différend; un tiers impartial, indépendant et compétent, sans pouvoir de décision; la confidentialité; sont tous des éléments couverts par les dispositions générales du projet de loi qui s'appliquent également à la médiation familiale.

d. La médiation et la procédure civile ordinaire

Il est important de souligner que même si la médiation est conçue comme une alternative aux procédures judiciaires classiques, celle-ci entretiendra néanmoins un lien étroit avec la procédure civile de droit commun. Ce souci a été clairement exprimé par la Commission européenne dans sa proposition de texte qui a mené à la Directive 2008/52/CE[50].

La médiation telle que conçue par le droit communautaire et par le projet de loi est un concept hybride qui conjugue un processus purement volontaire et consensuel à un encadrement légal strict et qui interagit avec la procédure judiciaire ordinaire, ce qui a amené certains à la qualifier de «*(…) semi-obligatoire ou imbriquée au sein d'une procédure judiciaire(…)*»[51].

Cette approche se vérifie tant au niveau de la réglementation du processus de médiation lui-même, qu'au niveau de l'interaction ou des effets directs de la médiation sur la procédure civile.

La médiation familiale qui est une forme de médiation judiciaire prévoit l'obligation de recourir à un médiateur agréé. C'est aussi ce type de médiation qui entretient les liens les plus étroits avec la procédure judiciaire ordinaire dans la mesure où le juge peut intervenir de manière déterminante dans le processus de médiation en ordonnant une réunion d'information, en nommant lui-même un médiateur agréé, en vérifiant si l'accord issu de la médiation peut être homologué, en demandant l'avis du ministère public.

Quoique volontaire, la médiation conventionnelle est également, comme nous l'avons vu ci-dessus (le contenu de l'accord en vue de la médiation est prescrit par la future loi), fortement réglementée.

D'autres dispositions marquent clairement l'interaction entre la médiation et la procédure judiciaire classique. En effet, comme précisé ci-avant, au niveau de la définition de la médiation, celle-ci n'éteint pas l'action, au contraire, si les parties ne parviennent pas à un accord, elles restent libres d'intenter une action en justice, le litige étant simplement suspendu jusqu'à la fin de la médiation.

L'article 8 de la Directive 2008/52/CE prévoit que «*[L]es États membres veillent à ce que les parties qui choisissent la médiation pour tenter de résoudre un litige ne soient pas empêchées par la suite d'entamer une procédure judiciaire ou une procédure d'arbitrage concernant ce litige du fait de l'expiration des délais de prescription pendant le processus de médiation*».

C'est pour cette raison que le projet de loi prévoit pour la médiation conventionnelle que la signature de l'accord en vue d'une médiation suspend le cours de la prescription durant la médiation. Cette suspension prend fin le mois qui suit la notification par au moins une des parties ou par le médiateur manifestant la volonté des parties de mettre fin au processus de médiation. Contrairement à ce qui était prévu par le projet de loi initial, la Commission juridique est d'avis qu'une simple proposition de recourir à la médiation ne saurait suspendre le cours de la prescription de l'action attachée à ce droit. Une telle possibilité entraînerait le risque qu'une partie de mauvaise foi utiliserait la médiation comme moyen dilatoire.

Il importe de soulever que lors du recours à la médiation judiciaire intervenant dans le cadre d'une procédure pendante devant un juge, le recours à la médiation est officialisé par ce dernier qui «*ordonne une médiation*»[52].

Toujours au niveau de la médiation judiciaire, une demande de mesure de médiation sollicitée conjointement par les parties suspend les

---

[26] Conseil d'État, Développer la médiation dans le cadre de l'Union européenne, Étude adoptée par l'Assemblée générale du Conseil d'État, 29 juillet 2010, La Documentation Française, page 26.

[27] Idem.

[28] Idem.

[29] Voir SUDRE Frédéric, Droit européen et international des droits de l'homme, 7e édition refondue, PUF, 2005, paragraphe 214, pages 360-361.

[30] Voir Conseil d'État, Développer la médiation dans le cadre de l'Union européenne, Étude adoptée par l'Assemblée générale du Conseil d'État, 29 juillet 2010, La Documentation Française, page 26.

[31] Souligné par l'auteur du présent rapport

[32] Commission européenne, livre vert sur les modes alternatifs de résolution des conflits du droit civil et commercial, COM(2002)196 final, 19 avril 2002, paragraphe 10, page 9.

[33] Voir Conseil d'État, Développer la médiation dans le cadre de l'Union européenne, Étude adoptée par l'Assemblée générale du Conseil d'État, 29 juillet 2010, La Documentation Française, page 25.

[34] Idem.

[35] «Le présent projet de directive exclut toute disposition relative au processus de médiation ainsi qu'à la nomination ou à l'accréditation de médiateurs. Compte tenu des réactions au livre vert de 2002 et de l'évolution actuelle au niveau national, il n'est pas certain que la législation soit l'option politique privilégiée pour ce type de disposition. Tout en excluant de la présente proposition les mesures réglementaires relatives à la procédure de médiation elle-même, la Commission a plutôt cherché à encourager les initiatives d'autorégulation et tente de poursuivre sur cette voie par la directive proposée », Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil sur certain aspects de la médiation en matière civile et commerciale, 22 octobre 2004, COM(2004) 718 final.

[36] Voir livre vert sur les modes alternatifs de résolution des conflits du droit civil et commercial, COM(2002)196 final, 19 avril 2002, paragraphe 92, page 36.

[37] Article 1er de la Directive 2008/52/CE.

[38] Le Conseil d'État français mentionne l'arrêt de la Cour de l'Union européenne Apostolides du 28 avril 2009, C-420/07, rec. Page I-0357, Conseil d'État, Développer la médiation dans le cadre de l'Union européenne, Étude adoptée par l'Assemblée générale du Conseil d'État, 29 juillet 2010, La Documentation Française, page 27.

[39] Article 1er paragraphe (2) de la Directive 2008/52/CE.

[40] Voir Conseil d'État, Développer la médiation dans le cadre de l'Union européenne, Étude adoptée par l'Assemblée générale du Conseil d'État, 29 juillet 2010, La Documentation Française, pages 31-32.

[41] Jurisprudence reproduite sous 2° de l'article 1225 du NCPC, Cour 9 février 2000, 31, 301.

[42] Article 1251-1 paragraphe (1).

[43] Livre vert sur les modes alternatifs de résolution des conflits relevant du droit civil et commercial, COM(2002)196 final, 19 avril 2002, page 22.

[44] JO L 160 du 30.06.2000,p. 19

[45] JO L 338 du 23.12.2003, p.1

[46] Voir considérant (25) du préambule du règlement (CE) n°2201/2003 du 27 novembre 2003 relatif à la compétence, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière matrimoniale et en matière de responsabilité parentale.

[47] Nouvel article 1251-1 paragraphe (2).

[48] Voir la recommandation du Conseil de l'Europe du le 21 janvier 1998 précitée, Titre II, point 1. du présent rapport.

[49] HOFNUNG-GUILLAUME, Michèle, La médiation familiale deux ou trois choses que je sais d'elle…, in, Célérité et qualité de la justice, La médiation : une autre voie, Rapport issu du Groupe de travail sur la médiation de la Cour d'appel de Paris, présidé par Jean-Claude Magendie.

[50] Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil sur certains aspects de la médiation en matière civile et commerciale, 22 octobre 2004, COM(2004) 718 final, pages 1-2.

[51] USUNIER Laurence, Le médiateur et l'administration judiciaire, Introduction, Pasicrisie luxembourgeoise, 2009, page 304.

[52] Article 1251-12 paragraphe (3).

délais de procédure à partir de la demande. Les parties peuvent également solliciter de nouveaux délais pour la mise en état de la cause. À noter que la mission d'un médiateur judiciaire ne peut excéder la durée de trois mois.

Pour les deux types de médiation, conventionnelle ou judiciaire, le juge a d'ailleurs le dernier mot lorsqu'il s'agira d'homologuer ou non un accord de médiation, l'homologation étant le signe le plus manifeste de la «*judiciarisation*» du processus de médiation. L'homologation est limitée à l'accord qui est conforme au droit national. Dans le cadre du projet de loi, une demande en homologation est à adresser par au moins l'une des parties au président du Tribunal d'arrondissement, qui vérifie si l'homologation de cet accord n'est pas contraire à l'ordre public, à l'intérêt des enfants et si le litige est susceptible d'être réglé par voie de médiation.

La possibilité d'obtenir l'homologation de l'accord issu d'un processus de médiation constitue le signe le plus tangible de l'interaction entre médiation et procédure civile ordinaire. «*L'homologation confère force exécutoire à l'accord issu de la médiation*» prévoit le nouvel article 1251-21 du NCPC. Cette disposition fait bénéficier l'accord de médiation d'un des effets les plus importants attachés à une décision juridictionnelle à savoir le bénéfice de l'exécution forcée. L'article 677 du NCPC prévoit en tant que principe général que «*[N]ulle décision et transaction judiciaire ni acte authentique reçu par l'officier public ne pourront être mis à exécution, s'ils ne portent le même intitulé que les lois et ne sont terminés par un mandement aux officiers de justice, ainsi qu'il est dit à l'article 254*».

La volonté de conférer aux accords de médiation un titre exécutoire dérive directement de la Directive 2008/52/CE qui prévoit en son considérant (19) que «*[L]a médiation ne devrait pas être considérée comme une solution secondaire par rapport aux procédures judiciaires au motif que le respect des accords issus de la médiation dépendrait de la bonne volonté des parties. Les États membres devraient donc veiller à ce que les parties à un accord écrit issu de la médiation puissent obtenir que son contenu soit rendu exécutoire (…)*». L'article 6 de la Directive 2008/52/CE formalise cette intention.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 07.04.2011

Rapporteur: M. Léon Gloden

Travaux de la Commission juridique

(Président: M. Gilles Roth):

14.09.2011	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État
21.09.2011	Continuation des travaux parlementaires
28.09.2011	Continuation des travaux
12.10.2011	Continuation des travaux parlementaires
19.10.2011	Examen du volet de l'agrément et de la formation du médiateur agréé et non agréé
26.10.2011	Présentation et adoption d'un projet de texte coordonné
09.01.2012	Présentation et adoption d'une proposition d'amendement
11.01.2012	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
18.01.2012	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 31.01.2012

Gestion des déchets

6288 - Projet de loi relative à la gestion des déchets et modifiant

1. la loi du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement;

2. la loi du 25 mars 2005 relative au fonctionnement et au financement de l'action SuperDrecksKëscht;

3. la loi du 19 décembre 2008 a) relative aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs b) modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets;

4. la loi du 24 mai 2011 relative aux services dans le marché intérieur

Le projet de loi 6288 a comme objectif principal de transposer en droit national la directive 2008/98/CE relative aux déchets. Cette directive établit le cadre juridique applicable au traitement des déchets dans l'Union européenne. Elle instaure des principes de gestion des déchets, tels que celui du pollueur-payeur et définit une hiérarchie des déchets contraignante qui impose aux États membres de gérer leurs déchets suivant un ordre de priorité bien précis, à savoir, au sommet de la hiérarchie: 1) la prévention des déchets; 2) la préparation des déchets en vue de leur réemploi; 3) le recyclage; 4) toute autre forme de valorisation, et notamment la valorisation énergétique et finalement 5) l'élimination des déchets. La politique communautaire en matière de déchets met donc l'accent sur la prévention des déchets et la promotion du recyclage. Dans ce contexte, le projet de loi définit notamment les exigences générales en matière de prévention et de recyclage. Les producteurs et les prestataires de services doivent ainsi inclure le concept de la prévention dès le stade de la conception de leurs produits ou services. De surcroît, des taux minima de recyclage à atteindre obligatoirement d'ici 2020 sont fixés pour les déchets ménagers et assimilés, d'une part, et pour les déchets de construction et de démolition, d'autre part. Ces taux sont fixés à 50% pour les déchets ménagers et à 70% pour les déchets de construction et de démolition (hors terres d'excavation). À noter dans ce contexte que le Luxembourg affiche aujourd'hui un taux de recyclage qui est parmi les meilleurs en Europe.

En plus, le projet de loi ne se limite pas à une simple transposition de la directive, mais prend également ses origines dans la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets ainsi que dans les orientations du plan général de gestion des déchets, tel qu'adopté par le Conseil de Gouvernement le 29 janvier 2009. D'un point de vue historique, c'est la loi modifiée du 26 juin 1980 concernant l'élimination des déchets qui a créé l'obligation pour les communes d'introduire une gestion contrôlée pour éliminer les déchets. Par la suite, la loi du 17 juin 1994 précitée a instauré les principes de recyclage, de valorisation et du pollueur-payeur. Finalement, la loi du 25 mars 2005 relative au fonctionnement et au financement des actions de la *SuperDrecksKëscht* a donné le support national nécessaire au recyclage de grande envergure.

Les autres points importants du projet de loi sont les suivants:

- le projet de loi prévoit l'application des principes d'autosuffisance et de proximité en matière de gestion des déchets ménagers et de déchets inertes;

- le projet de loi renforce le principe du pollueur-payeur déjà d'application à l'heure actuelle et inscrit dans la loi précitée du 17 juin 1994;

- le régime de la responsabilité élargie des producteurs est introduit de façon généralisée. Ce régime s'applique déjà à l'heure actuelle aux emballages, aux véhicules hors d'usage, aux équipements électriques et électroniques, aux piles et accumulateurs. Le projet de loi crée désormais une base légale pour pouvoir l'appliquer également à d'autres fractions de déchets, et ce en habilitant le Gouvernement à procéder de la sorte par voie de règlement grand-ducal;

- le projet de loi entend également s'inscrire dans un processus de simplification administrative. La simplification administrative concerne notamment l'introduction des notions de *sous-produits* et de *fin du statut de déchets*, entraînant un certain allégement des contrôles en la matière, ainsi que le regroupement des autorisations et agréments. Ainsi, un certain nombre de produits, substances ou objets peuvent soit ne plus du tout être considérés comme des déchets, soit perdre, à l'accomplissement d'une certaine étape de leur traitement, le statut de déchet et devenir à nouveau un produit. Les installations qui utilisent ces matériaux ne sont alors plus considérées comme des établissements de traitement de déchets et ne sont plus soumises aux exigences résultant de la législation en cette matière. Dans le même contexte, le projet de loi prévoit également le regroupement de différentes procédures d'autorisation ou d'agrément. Pour un établissement qui effectue une opération de valorisation ou d'élimination et qui nécessite en même temps une autorisation en vertu de la législation en matière d'établissements classés, les deux autorisations seront combinées de façon à permettre à cet établissement d'accomplir une seule procédure d'autorisation.

Dépôt par M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures, le 25.05.2011

Rapporteur: M. Marcel Oberweis

Travaux de la Commission du Développement durable

(Président: M. Fernand Boden):

29.06.2011	Désignation d'un rapporteur
21.07.2011	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
08.09.2011	Visite du syndicat intercommunal SIDEC
21.09.2011	Continuation de l'examen des articles du projet de loi
28.09.2011	Visite des installations du Minett-Kompost
06.10.2011	Continuation de l'examen des articles du projet de loi
12.10.2011	Continuation de l'examen du projet de loi
19.10.2011	Continuation de l'examen des articles du projet de loi
26.10.2011	Examen des avis des chambres professionnelles et du Syvicol
	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
26.10.2011	Continuation des travaux
16.11.2011	Examen de l'avis de la Chambre d'Agriculture
24.11.2011	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
30.11.2011	Présentation et adoption d'un avant-projet de rapport
11.01.2012	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État et adoption d'un projet de rapport
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 01.02.2012

Création de la «SPF»

6305 - Projet de loi portant modification de la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial («SPF»)

Le présent projet de loi vise à adapter certaines dispositions de la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial, afin de les rendre conformes aux principes contenus dans le Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et l'Accord sur l'Espace économique européen.

Ces modifications sont devenues nécessaires suite à une intervention de la Commission européenne, faisant état d'une éventuelle discrimination entre résidents et non-résidents dans le traitement fiscal.

En effet, en vertu de l'article 4, paragraphe (1) de la loi précitée du 11 mai 2007, la société de gestion de patrimoine familial («SPF») est exempte de l'impôt sur le revenu, de l'impôt commercial communal et de l'impôt sur la fortune. Néanmoins, en vertu des paragraphes (2) et (3) dudit article 4, une SPF recevant plus de 5% du montant total des dividendes en provenance de participations dans des sociétés non résidentes et non cotées qui ne sont pas soumises à un impôt comparable à l'impôt sur le revenu des collectivités luxembourgeois est exclue du bénéfice du régime d'exonération fiscale.

À la lumière de ces dispositions et après avoir mis en exergue qu'une „*SPF semble pouvoir investir librement dans toute autre société luxembourgeoise (exonérée ou non de l'impôt sur le revenu; dont les actions/parts sont cotées ou non) tout en gardant son exonération fiscale*“, la Commission européenne a relevé que la législation luxembourgeoise „*semble appliquer des régimes fiscaux différents à des situations comparables, qui pourraient dissuader les SPF luxembourgeoises à investir dans des sociétés non résidentes similaires aux sociétés luxembourgeoises*“.

Le projet de loi vise à abolir l'exclusion du bénéfice du régime d'exonération fiscale en cas de réception de plus de 5% de dividendes en provenance de participations dans des sociétés non résidentes et non cotées qui ne sont pas soumises à un impôt comparable à l'impôt sur le revenu des collectivités luxembourgeois.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 15.07.2011

Rapporteur: M. Michel Wolter

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Michel Wolter):

10.01.2012	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
17.01.2012	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 01.02.2012

TVA

6355 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

Le projet de loi sous rubrique a pour objet de modifier trois dispositions de la loi dite «TVA». Ces modifications s'imposent suite aux problèmes rencontrés lors de l'application des dispositions concernées dans la pratique.

Ces dispositions concernent:

1. Les situations dans lesquelles l'administration peut opérer le retrait d'un numéro d'identification à la TVA à un opérateur économique.

L'attribution de ce numéro a pour objectif d'assurer que l'administration puisse surveiller que ledit opérateur s'affranchit correctement de ses obligations concernant la taxe sur la valeur ajoutée. Si la loi prévoit qu'un règlement grand-ducal précise les situations qui rendent l'attribution d'un numéro d'identification obligatoire, il paraît évident que ce numéro puisse être retiré si les situations ayant justifié son at-

tribution ne sont plus données. Or, une affaire en justice a démontré qu'une insécurité juridique existait du fait que la loi ne prévoit pas expressément la possibilité pour l'administration d'opérer un tel retrait.

Le projet de loi sous rubrique propose de prévoir explicitement à l'article 4 de la loi TVA le droit pour l'administration de retirer le numéro d'identification.

2. Les prestations de transport de biens ou des prestations accessoires à un tel transport, lorsque ces prestations sont matériellement effectuées en dehors de l'Union européenne.

En vertu de l'article 17, paragraphe 1, point b) de la loi TVA, le lieu de la prestation de ces services, déterminant la redevance de la TVA, est réputé se situer à l'endroit où l'assujetti est établi. Or, ceci peut conduire dans le chef de l'assujetti, lorsqu'il ne dispose pas du droit de déduire complètement la taxe en amont, à une double imposition, en ce sens qu'outre la TVA communautaire, une éventuelle taxe sur le chiffre d'affaires due en territoire extracommunautaire peut grever la consommation finale.

L'article 59bis, point a) de la directive 2006/112/CE permet aux États membres de prévoir que, par dérogation aux règles communes, le lieu des prestations de services concernées est considéré se situer en dehors de l'Union. Le projet de loi propose de faire usage de cette disposition et de compléter l'article 17, paragraphe 2 en conséquence.

3. La mise en conformité du texte de la loi TVA avec le texte de la directive.

À l'article 17, paragraphe 2, point 10°, il est proposé de remplacer dans l'expression «l'utilisation et l'exploitation effectives» le terme «et» par le terme «ou».

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 27.10.2011

Rapporteur: M. Norbert Haupert

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Michel Wolter):

10.01.2012 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État

17.01.2012 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 01.02.2012

«Index»

6378 - Projet de loi adaptant certaines modalités d'application de l'échelle mobile des salaires et des traitements et modifiant l'article 11 de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

Le projet de loi n°6378 vise à mettre en œuvre la décision du Conseil de Gouvernement du 16 décembre 2011.

Ce projet de loi modifie l'article 11 de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État par l'introduction d'un régime transitoire d'adaptations fixes et prévisibles des salaires et traitements, des rentes et des pensions et des autres indemnités à l'évolution du coût de la vie.

Jusqu'en 2014 inclus, les adaptations éventuelles auront lieu au maximum une fois par an, en date du premier octobre de chaque année.

Le retour au système classique d'indexation automatique est également réglé.

Dépôt par M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 22.12.2011

Rapporteur: M. Claude Haagen

Travaux de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire

(Président: M. Alex Bodry):

19.01.2012 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi

19.01.2012 Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 26.01.2012

Loi du 31 janvier 2012

Mémorial A: 2012, n°16, page 224

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Stad
um Kanal S29 (Coditel) oder um Kanal S40 (Eltrona/Siemens)
•
Zu Esch
um Kanal S24 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Déifferdang
um Kanal S29
•
An der Gemeng Diddeleng
um Kanal S32
•
An der Gemeng Nidderaanwen
Kanal S29
An der Gemeng Bartreng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Walfer
um Kanal S29 / 367.25 Mhz
•
Zu Biwer an zu Wecker
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bous
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bërmereng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Konter
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dippech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dikrech
um Kanal S19 / 287.25 MHZ
•
Zu Iermsdref
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Esch-Sauer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Nidder- an Uewerfeelen
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Gréiwemaacher
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hieffenech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hesper
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt, Ollem an Nouspelt
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Mamer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Manternach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Medernach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

SÉANCE 14

JEUDI,
26 JANVIER 2012

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • M. Michel Wolter, Vice-Président

Sommaire

1. Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés
- *M. le Président*

2. Communications
- *M. le Président*

3. Résolution relative à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil sur les services d'assistance en escale dans les aéroports de l'Union et abrogeant la directive 96/67/CE du Conseil (COM (2011) 824)
- Art. 169 (5) du Règlement de la Chambre des Députés
- *M. le Président*
- *Vote sur la résolution (adoptée)*

4. Ordre du jour
- *M. le Président, M. Serge Urbany*
- *Vote sur l'ordre du jour (adopté)*

5. 6378 - Projet de loi adaptant certaines modalités d'application de l'échelle mobile des salaires et des traitements et modifiant l'article 11 de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État
- *Rapport de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire: M. Claude Haagen*
- *Discussion générale: M. Félix Eischen, M. Paul Helminger, M. Alex Bodry, M. Henri Kox (dépôt d'une motion), M. Jacques-Yves Henckes (dépôt d'une résolution), M. Serge Urbany, M. Gast Gibéryen, M. Marc Spautz*
- *M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État*

6. Hommage à M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur
- *M. le Président*

7. Projet de loi 6378 (suite)
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Motion 1: M. François Bausch, M. Serge Urbany, M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État*
- *Vote sur la motion 1 (rejetée)*
- *Résolution 1: M. François Bausch, M. Jacques-Yves Henckes, M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État (résolution retirée et réintroduite sous forme d'une motion)*
- *Vote sur la motion 2 (rejetée)*

8. Ordre du jour (suite)
- *M. le Président, M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, M. François Bausch*

9. Déclaration sur la position du Gouvernement luxembourgeois à l'égard du Traité international sur la stabilité, la coordination et la gouvernance dans l'Union économique et monétaire (suivie d'un débat)
- *Déclaration: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État*
- *Débat: M. Norbert Haupert, M. Claude Meisch (dépôt d'une motion), M. Ben Fayot, M. François Bausch, M. Fernand Kartheiser, M. Serge Urbany*
- *M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État*
- *Vote sur la motion 1 (adoptée)*

10. Question urgente n°1888 de M. Fernand Kartheiser sur la pression du FMI sur la BCE
- *M. Fernand Kartheiser - M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État*

11. Question urgente n°1889 de M. Félix Braz sur la commission communale consultative d'intégration
- *M. Félix Braz - Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration*

12. Hommage à M. Marc Fischbach, Médiateur
- *M. le Président, M. Camille Gira*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; Mme Marie-Josée Jacobs, MM. Jeannot Krecké, Mars Di Bartolomeo, Claude Wiseler et Romain Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.01 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

1. Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés

Op Ufro vun der Regierung huet d'Presidentekonferenz sech derfir ausgeschwat, de Projet de loi 5997, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Notariat, vum Rôle ze sträichen.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

2. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) D'Lëscht vun deenen neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Bureau déposéiert.

2) Folgend Projete goufen an der Administration parlementaire déposéiert: de 14. Dezember vum Finanzminister de Projet de loi 6375, en Ofkommes iwwert d'Schafe vun der Banque européenne pour la reconstruction et le développement; den 20. Dezember vum Finanzminister de Projet de loi 6376, eng Reform vun der Commission des normes comptables; deeselwechten Dag vum Ausseminister de Projet de loi 6377, d'Konventioun vun Tampere; den 22. Dezember vum Wirtschaftsminister de Projet de loi 6378 iwwert d'Modulatioun vum Index; de 4. Januar vum Innenminister de Projet de loi 6379 iwwert d'Disziplin an der Arméi, der Police an der Inspection générale vun der Police; den 12. Januar vum Justizminister de Projet de loi 6381 iwwert d'Reform vun der Strofvollstreckung an de Projet de loi 6382 iwwert d'Reform vun der Administration pénitentiaire; den 20. Januar vum Nohaltegkeetsminister de Projet de loi 6383, eng Ofännerung vun der Verkéiersreglementatioun; deeselwechten Dag vum Ausseminister de Projet de règlement grand-ducal 6384, eng Wahlobservatioun vun der OSZE a Russland; a schliesslech de 25. Januar vum Nohaltegkeetsminister de Projet de loi 6385 iwwert d'Renovatioun vum Kolléisch.

Communications du Président - séance publique du 26 janvier 2012

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau. Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et le projet de règlement grand-ducal suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

***6375** - Projet de loi approuvant un amendement à l'Accord portant création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement*

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 14.12.2011

***6376** - Projet de loi portant réforme de la Commission des normes comptables et modification de diverses dispositions relatives à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises ainsi qu'aux comptes consolidés de certaines formes de sociétés et modifiant:*

(1) le titre II du livre I^er du code de commerce

(2) le titre II de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises

(3) la section XVI de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 20.12.2011

***6377** - Projet de loi portant approbation de la Convention de Tampere sur la mise à disposition de ressources de télécommunication pour l'atténuation des effets des catastrophes et pour les opérations de secours en cas de catastrophe, faite à Tampere, le 18 juin 1998*

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 20.12.2011

***6378** - Projet de loi adaptant certaines modalités d'application de l'échelle mobile des salaires et des traitements et modifiant l'article 11 de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État*

Dépôt: M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 22.12.2011

***6379** - Projet de loi ayant pour objet la discipline dans l'Armée, la Police grand-ducale et l'Inspection générale de la Police*

Dépôt: M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région, le 04.01.2012

***6381** - Projet de loi portant réforme de l'exécution des peines et modifiant:*

- le Code d'instruction criminelle;

- le Code pénal;

- la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire, et

- la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 12.01.2012

***6382** - Projet de loi portant réforme de l'administration pénitentiaire et*

1) modification:

- du Code pénal;

- du Code d'instruction criminelle;

- de la loi du 3 avril 1893 concernant l'approbation de la fondation Theisen à Givenich;

- de la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire;

- de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse;

- de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police, et

- de la loi du 10 décembre 2009 relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux, ainsi que:

2) abrogation:

- de certaines dispositions du Code de Sécurité sociale;

- des articles 11, 12 et 15 de la loi du 21 mai 1964 portant 1. réorganisation des établissements pénitentiaires et des maisons d'éducation; 2. création d'un service de défense sociale, et

- de la loi du 4 avril 1978 ayant pour but d'habiliter le personnel du service de garde des établissements pénitentiaires à exercer certaines attributions de la police générale

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 12.01.2012

***6383** - Projet de loi modifiant la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques*

Dépôt: M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 20.01.2012

***6384** - Projet de règlement grand-ducal relatif à la participation du Luxembourg à la mission d'observation de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération des élections présidentielles en Russie*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 20.01.2012

***6385** - Projet de loi relatif à la rénovation de l'Athénée de Luxembourg*

Dépôt: M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 25.01.2012

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Résolution relative à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil sur les services d'assistance en escale dans les aéroports de l'Union et abrogeant la directive 96/67/CE du Conseil (COM (2011) 824)

- Art. 169 (5) du Règlement de la Chambre des Députés

An hirer Réunioun vum 18. Januar 2012 huet d'Commission du Développement durable eestëmmeg décidéiert, en Avis motivé un d'Europäesch Kommissioun ze riichten, deen d'Dokument COM (2011) 824 iwwert d'Services d'assistance en escale an de Flughäfe betrëfft.

D'Nohaltegkeetskommissioun war am Kader vun der Kontroll vum Subsidiaritéitsprinzip mat engem legislative Virschlag vun der EU-Kommissioun befaasst. D'Nohaltegkeetskommissioun koum zur Konklusioun, datt de Subsidiaritéitsprinzip verletzt ginn ass. D'Prozedur, déi applizéiert gëtt, ass geregelt am Artikel 169 vun eisem Reglement. Den Avis motivé vun der Commission du Développement durable läit lech a Form vun enger Resolutioun vir.

Résolution

La Chambre des Députés,

- considérant l'article 5, paragraphe 3, du Traité sur l'Union européenne (TUE);

- considérant l'article 169 du Règlement de la Chambre des Députés;

- rappelant que la Commission du Développement durable a été saisie d'une proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil sur les services d'assistance en escale dans les aéroports de l'Union et abrogeant la directive 96/67/CE du Conseil (COM (2011) 824);

- prenant acte du fait que le délai du contrôle de la subsidiarité arrive à son terme en date du 1^er février 2012;

- constatant que la Commission du Développement durable a adopté, lors de sa réunion du 18 janvier 2012, à l'unanimité un avis motivé au sujet de l'initiative législative précitée;

décide de faire sien cet avis motivé de la Commission du Développement durable ayant la teneur suivante:

«La Commission du Développement durable exprime ses réserves au sujet de la proposition susmentionnée pour les raisons suivantes:

1. Remarques préliminaires

La situation de l'aéroport de Luxembourg en tant que seul aéroport à vocation commerciale du pays

est particulière dans le cadre du réseau européen aéroportuaire. En effet, l'aéroport de Luxembourg compte parmi les aéroports d'importance régionale au niveau du nombre de passagers (1,6 - 1,8 million de passagers par an). En termes d'activités de fret cependant, l'aéroport compte parmi les aéroports les plus importants en Europe avec un volume de fret avoisinant les 650.000 tonnes en 2011.

Du fait qu'il est le seul aéroport du pays, il doit accueillir toutes les infrastructures techniques et opérationnelles essentielles pour un aéroport d'une importance nationale (aviation de passagers et de fret, aviation d'affaires, aviation générale, aviation humanitaire, support pour les activités policières et militaires). Sa capacité d'accueil est cependant limitée du fait de sa situation d'extension limitée (il est encerclé par une vallée au sud de la piste et des routes nationales, voire l'autoroute sur les autres côtés).

2. Les objectifs et la motivation de la proposition de règlement

a) Objectifs généraux et particuliers

L'exposé des motifs du règlement explique que l'objectif général de la proposition est d'«améliorer l'efficacité et la qualité globale des services d'assistance en escale au profit des usagers (compagnies aériennes) et des utilisateurs finals (passagers et commissionnaires de transport) dans les aéroports de l'Union européenne».

Ce même exposé des motifs énumère parmi les objectifs particuliers «de faire en sorte que les compagnies aériennes disposent d'un choix accru de solutions d'assistance en escale dans les aéroports de l'Union européenne[1]».

b) La motivation de la proposition

La Commission indique dans son exposé de motifs que «D'après diverses évaluations de la directive effectuées (…), la directive a permis d'atteindre les principaux objectifs recherchés de la libéralisation du marché de l'assistance en escale dans les aéroports de l'Union: le nombre de prestataires de services a augmenté et les prix de l'assistance en escale ont généralement baissé. En outre, d'après les compagnies aériennes, la qualité du service s'est améliorée avec l'élargissement du choix entre prestataires concurrents.

Depuis l'adoption de la directive en 1996, les conditions d'exercice des services d'assistance en escale ont connu une évolution spectaculaire. Dans un contexte de croissance rapide du trafic aérien et de contraintes de capacité, la question de l'efficacité et de la qualité des services fournis dans les aéroports, y compris les services d'assistance en escale, se pose avec une acuité renouvelée et accrue.»

Il ressortirait cependant de la consultation que le cadre juridique actuel n'est plus adapté aux besoins. «Le problème étant double: i) la fourniture des services d'assistance en escale manque d'efficacité, en raison de barrières à l'entrée et de l'expansion du transport aérien, et ii) la qualité globale des services ne suit pas l'évolution des besoins en matière de fiabilité, de résilience, de sécurité et de sûreté, ainsi que de protection de l'environnement.»

Plus loin dans l'exposé des motifs la Commission rappelle que «Le 24 janvier 2007, elle a adopté un rapport sur l'application de la directive, qui a confirmé que les principaux objectifs de cette dernière avaient été atteints, tout en constatant l'existence de tendances négatives.»

3. Choix des instruments

L'instrument proposé est un règlement.

Conformément à l'exposé des motifs de la proposition «Les autres instruments ne seraient pas adéquats. Compte tenu du besoin récent de normes de qualité minimale harmonisées dans les aéroports pour mettre en œuvre l'approche «porte-à-porte» de la gestion du trafic aérien, et d'une harmonisation plus poussée des conditions d'accès au marché pour assurer une concurrence plus équitable sur le marché de l'assistance en escale, la souplesse qu'a apportée le choix d'une directive en 1996 n'est plus appropriée.

Il faut un instrument juridique d'application générale.

Un règlement répond au besoin d'harmonisation des marchés de l'assistance en escale au niveau de l'UE, étant donné que le manque d'harmonisation a été décrit comme un problème. La plupart des difficultés que pose le cadre juridique actuel sont liées à des divergences de mise en œuvre entre les États membres.

Ainsi, l'instrument juridique le plus approprié est le règlement, car les autres solutions ne permettraient pas d'atteindre les objectifs poursuivis.»

4. Principe de subsidiarité

Le principe de subsidiarité s'applique, la proposition ne relevant pas de la compétence exclusive de l'Union. L'exposé des motifs conclut à son respect en les termes suivants:

«Les objectifs de la proposition ne peuvent être réalisés de manière suffisante par les États membres, étant donné que les compagnies aériennes opèrent au sein d'un marché unique de l'aviation et que les prestataires de services en escale déploient également leurs activités sur un marché européen ou international. Le cadre applicable aux services d'assistance en escale ne peut être réglementé à un niveau inférieur. Toute action isolée à l'échelon des États membres risque de nuire au fonctionnement du marché intérieur.

Une action de l'Union européenne est mieux à même de réaliser les objectifs de la proposition. Les règles européennes relatives aux services d'assistance en escale constituent un complément essentiel à la législation européenne qui sous-tend le marché intérieur du transport aérien; en effet, l'existence d'un système équitable, transparent et non discriminatoire pour la fourniture de services d'assistance en escale est essentielle pour garantir l'efficacité et la qualité de ces services, qui jouent un rôle vital dans la chaîne de l'aviation.»

5. Analyse du respect du principe de subsidiarité

a) Objectifs du principe de subsidiarité

Dans le cadre des compétences non exclusives de l'Union, le principe de subsidiarité, inscrit dans le TUE, définit les conditions dans lesquelles l'Union dispose d'une priorité d'action par rapport aux États membres.

Conformément à l'article 5, paragraphe 3, du TUE l'intervention des institutions de l'Union au nom du principe de subsidiarité suppose qu'outre l'obligation d'être en présence d'une compétence mixte, soient réunies les conditions de nécessité (les objectifs de l'action envisagée ne peuvent pas être atteints d'une manière satisfaisante par les États membres) et de valeur ajoutée ou efficacité économique (l'action peut être mieux réalisée, en raison de ses dimensions ou de ses effets, par une intervention de l'Union).

Outre la légitimation de l'intervention de l'Union, il s'agit de protéger la capacité de décision et d'action des États membres afin de rapprocher l'exercice des compétences au niveau le plus près possible des citoyens.

À côté du principe de subsidiarité, le principe de proportionnalité régit l'exercice des compétences de l'Union européenne.

b) Disposition du règlement susceptible de non-respect du principe de subsidiarité

Si la Commission du Développement durable peut se déclarer d'accord avec la justification de l'action de l'Union afin d'harmoniser les règles d'accès au marché de l'assistance en escale et d'améliorer le système en place qui fut l'objet d'une directive adoptée en 1996 et d'une loi de transposition en droit luxembourgeois datant du 19 mai 1999, elle estime cependant que plusieurs dispositions (interliées) de la proposition de règlement ne sont pas compatibles avec les principes de subsidiarité et de proportionnalité.

Passage du nombre minimal des prestataires de services à trois dans les grands aéroports (art. 6 (2))

L'article 6 (2) dispose que:

«Dans les aéroports visés au paragraphe 1, les États membres peuvent limiter le nombre de prestataires autorisés à fournir les catégories suivantes de services d'assistance en escale:

(a) assistance «bagages»;

(b) assistance «opérations en piste»,

(c) assistance «carburant et huile»;

(d) assistance «fret et poste» en ce qui concerne, tant à l'arrivée qu'au départ ou en transit, le traitement physique du fret et du courrier entre l'aérogare et l'aéronef.

Toutefois, les États membres ne limitent pas ce nombre à moins de deux prestataires pour chaque catégorie de services ou, dans les aéroports dont le trafic annuel est supérieur ou égal à 5 millions de mouvements de passagers ou 100.000 tonnes de fret depuis au moins trois années, à moins de trois prestataires pour chaque catégorie de services.»

Si l'on peut être d'accord avec une obligation de moyen afin d'avoir deux prestataires de services dans un aéroport dont le trafic annuel est de 50.000 tonnes, tel que c'est le cas actuellement dans le contexte de la directive 96/67/CE, il n'en est pas ainsi avec l'obligation de résultat d'avoir au moins trois prestataires de services pour chacune des quatre catégories de services restreints visés au paragraphe 1 pour un aéroport avec un trafic annuel supérieur pendant trois années de 100.000 tonnes de fret.

Il en est de même de l'obligation de résultat inscrite dans ce même article d'avoir deux assistants en escale en matière de passagers pour tout aéroport avec un trafic supérieur pendant trois années de 2 millions de passagers.

Cette manière de procéder et d'imposer par un règlement directement applicable, et sans mesure possible de transposition dans le droit national, un nombre minimal d'opérateurs à atteindre et ce quelle que soit la situation locale en termes économiques et d'espace ne répond pas aux critères de subsidiarité ni de proportionnalité.

En effet, l'objectif envisagé d'amélioration de l'efficacité et de la qualité globale des services d'assistance en escale a déjà largement été atteint par la transposition dans le droit national de la directive 96/67/CE. Ainsi il résulte clairement de l'exposé des motifs que «la directive a permis d'atteindre les principaux objectifs recherchés de la libéralisation du marché de l'assistance en escale dans les aéroports de l'Union: le nombre de prestataires de services a augmenté et les prix de l'assistance en escale ont généralement baissé. En outre, d'après les compagnies aériennes, la qualité du service s'est améliorée avec l'élargissement du choix entre prestataires concurrents.»

Les «tendances négatives» qui semblent motiver l'action de la Commission résultent des résultats de la consultation effectuée qui pourtant a largement corroboré l'analyse faite par la Commission européenne d'un plus grand choix pour les opérateurs aériens et de baisse de prix. Alors que le marché a évolué depuis 1996 avec des parts de marché (Sources: ACI Europe 2010 et Commission européenne 1996) de désormais 45% pour les assistants en escale indépendants (7% en 1996), de 39% pour les compagnies aériennes (68% en 1996) et de 16% pour les gestionnaires aéroportuaires (25% en 1996), la Commission européenne a manqué de justifier, chiffres à l'appui, la nécessité de son intervention pour dérégulariser davantage le nombre minimal d'assistants en escale.

La nécessité de cette ouverture supplémentaire du marché d'assistance en escale aux tiers est aussi mise en doute par le fait que l'objectif de la qualité et de la performance pourrait être atteint par d'autres mesures au niveau national que celle d'augmenter le nombre de prestataires à un minimum de trois pour les aéroports dépassant le seuil de 100.000 tonnes de fret (principe de subsidiarité), qui tiendraient plus compte des différents types d'aéroports concernés. Une approche plus nuancée pourrait ainsi consister dans une évaluation globale de la situation concurrentielle d'un aéroport par une autorité indépendante nationale qui pourrait tenir compte de l'avis du comité des usagers local et de la structure du marché en question.

S'ajoute, qu'outre le fait que l'imposition du nombre précis d'assistants en escale sur tous les aéroports ayant atteint un certain seuil de volume n'est pas nécessaire, il n'apporte pas de plus-value relative à l'objectif général recherché d'augmentation de la qualité et de l'efficacité.

Au contraire, en particulier dans le domaine du fret, imposer en tout cas trois prestataires de services d'assistance en escale aux tiers risque d'être contreproductif puisque deux opérateurs devront se partager la part du marché sujet à concurrence après que le plus grand opérateur (qui au Luxembourg est responsable pour quelque 75 % du fret traité) ait choisi un assistant en escale.

Un développement économique durable pour ces deux opérateurs est d'autant plus irréaliste que plusieurs aéroports européens, dont l'aéroport de Luxembourg, ont fait l'expérience de fortes difficultés dans la recherche ou le remplacement d'un 2e prestataire de services en matière de fret, prévu comme seuil minimal par la réglementation actuelle, ce qui peut aussi être dû à une plus grande volatilité globale de ce marché ainsi qu'à un degré de substitution plus important entre aéroports concurrents. Il s'ajoute que dans les aéroports, comme celui de l'aéroport de Luxembourg, où seul un des deux seuils est dépassé et le fret est transbordé quasi exclusivement par des aéronefs all-cargo, peu de synergies opérationnelles sont possibles entre le volet fret et le volet passager.

Il en découle que deux opérateurs risquent d'opérer en dessous du seuil de masse critique, générant des parts de marché très fluctuantes et une opération performante en termes de prix et de qualité est très difficile à maintenir. Dans un tel contexte économique, ces opérateurs ne peuvent pas garantir des niveaux stables de qualité et de performance augmentant de la sorte, au lieu de diminuer, les problèmes de qualité des services et de sécurité des opérations aéroportuaires au détriment des usagers de l'aéroport et de l'entité gestionnaire supposée mieux coordonner leur action. Ceci est surtout le cas dans un aéroport avec des goulets d'étranglement au niveau des infrastructures terrestres tel que l'aéroport de Luxembourg.

Il convient de souligner que la position de la Commission du Développement durable se recouvre sur ce point avec celle de l'ACI (Airports Council International) qui a exprimé son rejet d'une augmentation du nombre minimum d'assistants en escale aux tiers rappelant dans ce contexte les inconvénients majeurs constatés lors de l'hiver 2010 avec une rupture sur certains aéroports du produit de dégivrage des aéronefs sous la responsabilité d'assistants en escale indépendants, voire les risques inhérents à des services de bus défaillants.

Par ailleurs, dans un communiqué de presse conjoint du 1er décembre l'ACI, l'ETF (European Transport Workers' Federation) et l'ASA (Airport Services Association), trois des quatre partenaires sociaux dans l'assistance en escale, rejettent la dérégulation non contrôlée qui est l'objet de la proposition de la Commission européenne.

Concernant le recours à un règlement au lieu d'une directive, il convient de noter que le choix de cet instrument juridique, s'il peut être justifié pour le respect dans les aéroports européens de normes de qualité minimales, ne se justifie pas pour la disposition sous avis.

Considérant que l'article 11(6) de la Constitution luxembourgeoise dispose que «La liberté du commerce et de l'industrie, l'exercice de la profession libérale et du travail agricole sont garantis, sauf les restrictions garanties par la loi», un abandon de compétence à l'exécutive européenne sur ce point serait à considérer comme une immixtion inacceptable dans la prérogative du législateur, actuellement seul compétent pour arrêter une restriction afférente.

Au vu de ce qui précède, la disposition projetée, et conformément au principe accessorium sequitur principale (l'accessoire suit le régime juridique du principal), la proposition sous avis s'avère être incompatible avec les principes de subsidiarité et de proportionnalité préénoncés.»

(s.) Fernand Boden, François Bausch, Eugène Berger, Roger Negri, Marc Spautz.

E Vote sans débat gëtt virgeschloen. Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Dat schéngt de Fall ze sinn.

Vote sur la résolution

Wie mat dëser Resolutioun d'accord ass, ass gebieden, d'Hand ze hiewen.

Wien ass net mat där Resolutioun d'accord?

Et schéngt mer also Unanimitéit ze sinn. Ech soen Iech Merci an ech leeden den Avis un déi zoustänneg europäesch Instanz weider.

4. Ordre du jour

D'Presidentekonferenz huet fir haut folgenden Ordre du jour virgeschloen. Fir d'Éischt hu mer de Mëtteg de Projet de loi 6378 iwwert d'Modulatioun vum Index nom Modell 2 an dann eng Deklaratioun iwwert d'Positioun vun der Regierung, wat den Traité international sur la stabilité, la coordination et la gouvernance dans l'Union économique et monétaire ugeet, mat uschléissender Debatt.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Här President!

M. le Président.- Den Här Urbany freet d'Wuert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ech froen d'Wuert zur Dagesuerdnung. Ech wëll nämlech eng Question préalable opgrond vun eisem Artikel 38 vum Reglement stellen an ech wëll froen, dee Projet de loi iwwert den Index vun der Dagesuerdnung ze huelen, well en den Index moduléiert ausserhalb vun deene gültege gesetzleche Kritären, déi haut nach hei am Land gëllen, opgrond vun neie Kritären, déi iwwregens zum Deel diskutabel sinn, zum Deel net transparent sinn an zum Deel de Contraire vun deem aussoen, wat mer haut solle beschléissen, opgrond also vun neie Kompetitivitéitskritären, déi guer net an der Législatioun, wéi se haut besteet, virgesi sinn.

Bis haut nämlech kann den Indexautomatismus nëmmen ausser Kraaft gesat ginn «en cas d'agravation de la situation économique et sociale». Dat steet am Gesetz vun 1977, wat en Antikrisegesetz ass. Dat ass am Fong geholl och déi Situatioun, déi um Moutforter LSAP-Kongress als eenzeg Ausnahm fir eng Indexmodulatioun acceptéiert ginn ass. Eng Resolutioun - ech hu se nach eng Kéier gekuckt -, déi sech ausdrécklech berifft op déi bestehend Gesetzgebung, wéi et se haut gëtt!

Et sti prezis Kritären an deem Gesetz an et stinn och prezis Kritären am Règlement grand-ducal vun 1984, zum Beispill: eng sensibel Divergenz an der Inflatioun mat den Nopeschlänner. Déi gëtt et awer net, op jidde Fall net méi wéi soss, a si agravéiert a kengem Fall déi wirtschaftlech Situatioun, op jidde Fall gëtt et net bewisen, a kengem Moment emol behaapt. Oder awer d'Evolutioun vun den Exporter - déi huelen am Volume aussergewéinlech zou souguer! Wou kënne se dann d'ekonomesch Situatioun bedrohen?

[1] Point 1.3. de la proposition de règlement.

Här President, dee Projet de loi, deen eis hei virläit, dee mécht emol net den Effort, ze beweisen opgrond vum Gesetz vun 1977, dass dat Gesetz muss, dass déi Modulatioun, déi an deem Gesetz do virgesinn ass, soll a Kraaft trieden. Ech wëll iwwregens och drop hiweisen, dass de Conseil d'État gesot huet, et wier iwwerhaapt keng prezis Ausso an deem Gesetz hei dran iwwer wirtschaftlech Problemer.

D'Realitéit ass déi, dass mer haut schonn eng heemlech Virentscheedung sollen treffen iwwert dat, wat d'Regierung zu Bréissel mat ënnerschriwwen huet, an zwar e Réexamen des mécanismes d'indexation am Pacte „euro plus", deen den 11. Mäerz 2011 ënnerschriwwe ginn ass. Dat heescht, elo scho sollen d'Gehälter, d'Léin, d'Prestations sociales, d'Renten u Kritären ugepasst ginn, déi an décke Bicher zwar stinn, mä déi keng gesetzlech Basis hunn. Et ass duerfir a mengen Aen eng strukturell Verännerung, déi hei geschitt, eng heemlech strukturell Verännerung, contrairement zu där Législatioun, wéi mer se haut hunn.

An dat seet keen anere wéi den Observatoire de la compétitivité selwer. Dat ass jo déi eenzeg Referenz, op déi dat Gesetz hei, dee Projet de loi hei sech berifft, dee jo guer net an den Detail geet. E seet a sengem Bericht vum November 2011, op dee sech hei bezu gëtt, «Ainsi, une discussion avec les partenaires sociaux s'avère nécessaire pour compléter ce tableau de bord européen» - also och do ass emol nach net alles kloer, wat d'Kritären ugeet, ass um europäeschen Niveau emol nach net alles décidéiert - «et de remplacer les neuf indicateurs du règlement grand-ducal du 5 avril 1985.» Dat Gesetz hei violéiert also souwuel den Text wéi den Esprit vun deem Indexgesetz vun 1984...

M. le Président.- Här Urbany, Dir musst zum Schluss kommen, well Dir hutt just fënnef Minutten, fir eng Ännerung vum Ordre du jour ze motivéieren.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Souwäit ech d'Reglement am Kapp hunn, Här President, steet do zwar keng Riedezäit dran, mä ech verspriechen Iech, dass ech direkt fäerdeg sinn, ech hu jo och nach keng fënnef Minutte geschwat.

Ech mengen, et ass de Gewerkschaften och héich unzerechnen, dass se sech deem wierkleche Coup d'État, deen do geschitt, entzunn hunn a vill Courage bewisen hunn géint d'Trommelfeier vum Patronat, vun enger gewësser Press, an der Komplizitéit vu bal alle Parteien heibannen.

An ech mengen, haut ass et un der Chamber, fir Faarf ze bekennen, an ech beantragen duerfir, deen illegale Gesetzesprojet hei vun der Dagesuerdnung ze huelen. An ech hoffen, dass d'Kolleege vun der LSAP a vläicht och aner Kolleegen, vläicht vun där grénger Partei, och wäerten deem Antrag zoustëmmen.

M. le Président.- Ech soen dem Här Urbany Merci. Hei gëtt gefrot, fir den éischte Punkt vum Ordre du jour ze huelen.

Vote sur l'ordre du jour

Ech géif elo zum Vote stellen: Wien ass mam Ordre du jour, esou wéi e vun der Presidentekonferenz proposéiert gëtt, d'accord? Dee soll d'Hand an d'Luucht hiewe wann ech gelift.

(Interruptions diverses et hilarité)

Sou, wien ass net domadder d'accord?

Domadder ass den Ordre du jour ugeholl.

(Interruptions diverses)

Mir kommen dann och elo zum Projet de loi 6378 iwwert d'Modulatioun vum Index. D'Riedezäit ass hei nom Modell 2 festgeluecht, an et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Hären Eischen, Helminger, Bodry, Kox, Henckes a Gibéryen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Claude Haagen. Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

5. 6378 - Projet de loi adaptant certaines modalités d'application de l'échelle mobile des salaires et des traitements et modifiant l'article 11 de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

Rapport de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire

M. Claude Haagen *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi 6378 iwwert den Index gouf den 22. Dezember 2011 vum Wirtschaftsminister an der Chamber deponéiert. D'Chambre des Métiers, d'Chambre de Commerce, d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics an d'Chambre des Salariés hunn uganks des Joers de Projet de loi aviséiert.

De Statsrot huet säin Avis de 17. Januar ginn. D'Ekonomieskommissioun huet den 19. Januar de Projet de loi an déi verschidden Avisen analyséiert an de Projet de loi (veuillez lire: Projet de rapport) gouf an därselwechter Sitzung eestëmmeg ugeholl.

Här President, déi geplangten Indexmodulatioun resultéiert aus dem Punkt 2 vum Accord bipartite vum 29. September 2010 tëschent der Regierung an de Gewerkschaften. De Punkt 2 seet - ech zitéieren: «Dans l'hypothèse où en 2012 une tranche indiciaire serait à appliquer après un délai de moins de douze mois depuis l'application de la tranche indiciaire précédente, le Gouvernement et les partenaires sociaux se concerteront pour évaluer la situation et les conclusions qu'il convient d'en tirer.»

Mir sinn also genau elo an dësem Zeenario. Déi lescht Indextranche gouf scho bekannterlecherweis den 1. Oktober 2011 ausbezuelt. Domadder ass de Punkt 1 vum virgenannten Accord bipartite mat de Gewerkschaften ëmgesat ginn. Déi nächst Indextranche wäert mat aller Wahrscheinlechkeet den nächste Mount, also am Februar 2012, also an e puer Deeg, erfalen. De festgehalenen Délai vun zwielef Méint wier domadder net respektéiert ginn. D'Sozialpartner sollte sech also an deem Fall mat der Regierung konzertéieren, esou wéi et am Accord festgehalen ass a war.

Well sech awer am Kader vun där Tripartite keen Accord fanne gelooss huet, huet d'Regierung d'Décisioune getraff, déi sech en vue vun der wirtschaftlecher Situatioun imposéiert hunn. Nodeems déi geplangten Tripartite-Réunioun vum 15. Dezember ofgesot ginn ass, huet d'Regierung schnell gehandelt an hir Responsabilitéit geholl, andeems se eng ganz Rëtsch vu Mesurë getraff huet, déi sech op de Punkt 3 vum Accord bipartite bezéien.

An dësem Punkt 3 vum Accord bipartite, deen «mesures de compensation temporaires pour les revenus les moins élevés» bei héije Pëtrolspräisser virgesäit, steet nämlech och, datt an dësem Fall sozial Moossname solle berücksichtegt ginn. D'Indexmodulatioun ass also nëmmen ee Volet vun engem ganze Pak vu Moossnamen, déi d'Regierung décidéiert huet.

Vill vun deene getraffene Moossname kommen deene sozial schwaache Ménagen zegutt. Ech denken do zum Beispill un de sozial gestaffelte Waasserpräis, besser Remboursementer bei den Dokteschkäschten, notamment bei den Zänn, Bonge fir Schoulbicher ze kafen, d'Ausbezuele vun enger Prime unique fir Familljje mat niddrege Revenuen oder nach d'Erhéijung vun der Unzuel vun de Sozialwunnengen.

Dernieft sief och nach gesot, datt d'Regierung d'Allocation de vie chère iwwert d'Joer 2011 eraus verlängert huet an datt de Mindestloun op den 1. Januar 2013 ugepasst gëtt.

Här President, mat dësem Projet de loi gëtt den Indexsystem fir d'Joren 2012, 2013 an 2014 moduléiert, esou wéi et vun der Regierung de 16. Dezember 2011 décidéiert gouf. An deenen nächsten dräi Joer gëtt maximal eng Indextranche pro Joer ausbezuelt, dernieft muss en Intervall vu mindestens zwielef Méint tëschent all Indextranche respektéiert ginn.

An ekonomesch schwieregen an onsécheren Zäiten, sou wéi mer se momentan erliewen, ass et wichteg, den Entreprisë Planungssécherheet ze bidden a se op der Käschtesäit ze entlaaschten. Dernieft mussen awer och d'Ménagë sécher sinn, datt de Pouvoir d'achat fir si stabil bleift. Dës zwou Obligatiounen a Contraintë mateneen ze verbannen ass net einfach, well et bei de Sozialpartner verschidden Äntwerten an der Fro vum Indexmechanismus heizou gëtt. Deenen enge geet dëse Projet de loi net wäit genuch, an deenen aneren ze wäit.

Datt mir an Europa onsécheren Zäiten entgéintginn, gëtt virun allem an internationale renomméierte wirtschaftlechen Instituter - fir nëmmen ze nennen FMI, OCDE, Weltbank, an och an eisen nationalen Institutioune Statec an Zentralbank - confirméiert. D'Eurozon befënnt sech an enger Rezessioun, a Lëtzebuerg ass mat enger Wirtschaftswuesstumsprognos vu plus ou moins 1% fir 2012 och wäit ewech vu sengen historesche Wuesstumszuelen, déi sech virum Ausbrieche vun der Finanzkris meeschtens tëschent 4% a 6% agependelt haten.

Heizou muss ee soen, datt d'Lëtzebuerger Regierung awer och nëmme kann d'Rahmebedéngunge setzen an datt d'Lëtzebuerger Wirtschaft zum gréissten Deel vun Décisiounen aus dem Ausland ofhängeg ass. Zënter 2008 stottert eise Wirtschaftswuesstumsmotor an e kënnt och net méi esou richteg un d'Lafen.

Och wa Lëtzebuerg sech nach ëmmer duerch en attraktiivt steierlecht Ëmfeld an duerch niddreg Lounniewekäschten auszeechent, esou dierf een awer net ausser Uecht loossen, datt Lëtzebuerg, wat d'Evolutioun vun de Lounkäschten eleng gekuckt ugeet, lues a lues u Kompetitivitéit par rapport zu sengen Haapthandelspartner abéisst.

Den Observatoire de la compétitivité an d'Europäesch Kommissioun weisen drop hin, datt mir amgaange sinn, am Beräich vun der Compétitivité prix a Compétitivité coûts un Terrain ze verléieren. Makroekonomesch Indicateure wéi den Taux de change effectif réel an de Coût salarial unitaire nominal beleeën dat. Ënnert der neier europäescher wirtschaftlecher Gouvernance, dem sougenannten europäeschen „Sixpack" an dem Pacte „euro plus" kritt d'Analys a virun allem d'Maîtrise vun dëse makroekonomeschen Indicateuren ëmmer méi Bedeitung.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Kompetitivitéit ass eng komplex Notioun, déi sech aus wirtschaftlechen, sozialen an ekologesche Kritären zesummesetzt. D'Lounkäschten an d'Inflatioun sinn zwee wichteg Voleten, déi net dierfen aus dem Rudder lafen, well sech dat an enger oppener Ekonomie wéi Lëtzebuerg negativ op de Wirtschaftswuesstum an den Emploi auswierkt. D'Indexmodulatioun wäert den Entreprisen déi néideg Planungssécherheet fir déi nächst dräi Joer ginn a géint „chocs salariaux inflationnistes" - wéi dat am ekonomesche Fachjargon heescht - schützen.

Wann d'Inflatioun sech esou entwéckelt, wéi et am Scénario central de prévision de l'inflation vum Statec virgesinn ass, da wäerten iwwert déi nächst dräi Joer gekuckt ronn 440 Milliounen Euro manner u Lounkäschten ufalen. Dat ass schonns eng beachtlech Zomm.

Op där anerer Säit bedeiten dräi Indextranchen, sou wéi se am Projet de loi virgesi sinn, datt d'Revenuë vun de Privathaushalter ëm 1,3 Milliarden Euro an d'Luucht ginn. Dat ass a wirtschaftlech schwieregen Zäiten eng Garantie, déi een net ënnerschätzen dierf.

Mir kompenséieren also deelweis domadder deen duerch d'Inflatioun provozéierte Kafkraaftverloscht vun de Ménagen a stelle sécher, datt déi nächste Joren, wann den Indexmechanismus spillt, och eng Indextranche ausbezuelt gëtt.

Iwwerhaapt ass tëschent 2008 an 2011, also säit dem Ausbrieche vun der Wirtschafts- a Finanzkris, de Revenu réel disponible vun de Ménagen hei zu Lëtzebuerg net erofgaangen. Just 2010 hat d'Kafkraaft liicht Aboussen ze verzeechnen.

Wat fir en anert Land garantéiert an deenen nächste Jore sengen Awunner schonns e gewëssenen Inflatiounsausgläich?

Här President, wéi gesäit d'Indexmodulatioun konkret aus? Laut dem zentrale Previsiounszeenario vum Statec, dee fir 2012 op enger Inflatioun vun 2,4% baséiert, géif déi nächst Indextranche also am Februar 2012, also den nächste Mount, erfalen. Well déi lescht Indextranche awer eréischt am Oktober 2011 ausbezuelt gouf, gëtt d'Ausbezuele vun der Indextranche vum Februar 2012 op den Oktober 2012 reportéiert, fir den Délai vun zwielef Méint tëschent zwou Indextranchen ze respektéieren. Déi zweet Indextranche gëtt fréistens am Oktober 2013 ausbezuelt an déi drëtt fréistens am Oktober 2014.

Den Transitiounsmechanismus vum moduléierte System an dem net moduléierte System gëtt och duerch dëse Gesetzesprojet geregelt. Den Ausgangspunkt fir déi éischt Indextranche am normale System ass net den Zäitpunkt, wou déi drëtt Indextranche erfält, mä dee Moment, wou se ausbezuelt gëtt, also am Oktober 2014. Am Kloertext bedeit dat, datt am Joer 2014 d'Inflatioun tëschent dem Déclenchement vun der Indextranche an dem Ausbezuele vun där Indextranche net berücksichtegt gëtt fir déi éischt Indextranche am net moduléierte System.

Här President, d'Beruffschamberen hu sech och intensiv mat dësem Projet de loi auserneegesat, an d'Meenunge gi je no Interessevertriedung wäit auserneen. Während Beruffschamberen, déi d'Patronatsinteresse vertrieden, also d'Chambre des Métiers an d'Chambre de Commerce, de Projet de loi begréissen, awer am selwechten Otemzuch soen, datt déi geplangten Indexmodulatioun nach laang net duergeet, lehnen d'Chambre des Salariés an d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics dëse Gesetzesprojet kategoresch of.

D'Chambre des Métiers an d'Chambre de Commerce fuerderen e Moratoire vun zwee Joer, eng Deckelung vum Index op 1,5-mol de Salaire social minimum souwéi eng Redefinitioun vum Wuerekuerf, ouni Pëtrolsprodukter a gesondheetlech (veuillez lire: gesondheetsschiedlech) Produitë wéi Alkohol an Tubak.

D'Chambre des Salariés an d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics schwätze sech géint d'Indexmodulatioun aus, well dat zu engem Kafkraaftverloscht féiert, dee sech negativ op de Wirtschaftswuesstum auswierkt. D'Chambre des Salariés ass och géint den Transitiounsmechanismus vum moduléierte System an den net moduléierte System, sou wéi en am Projet de loi virgesinn ass.

De Statsrot bedauert a sengem Avis, dee keng Opposition formelle enthält, datt den Exposé des motifs vum Projet de loi keng fundéiert Analys iwwert d'Entwécklung vun de Lounkäschten zu Lëtzebuerg am Verglach mat deene vun eisen Haapthandelspartner opweist. Et muss een awer och derbäisoen, datt jo awer schonns eng Rei Etüden a Presentatiounen iwwert dës Fro zum Beispill entre autres vum Statec gemaach a veröffentlecht gi sinn.

Här President, villes hänkt dovun of, wéi sech d'Inflatioun an deenen nächsten dräi Joer entwéckele wäert. Am Commentaire des articles si vill Zeenarien - niddreg Inflatioun, mëttelhéich Inflatioun an héich Inflatioun - an hir Implikatiounen op d'Erfale vun den Indextranchë beschriwwen, an ech bieden déi, déi sech méi am Detail domadder wëlle beschäftegen, dës Hypotheesen a mengem schrëftleche Rapport nozeliesen.

Wat sécher ass, ass, datt maximal dräi Indextranchen an deenen nächsten dräi Joer kënnen ausbezuelt ginn, an dat jeeweils ëmmer am Oktober, wann d'Konditioune vum Gesetz erfëllt ginn. Sou kënne mir den Ausfall vun der Kafkraaft vun de Ménagen hëllefen ze kompenséieren, d'Entreprisë ginn entlaascht an hu fir déi dräi nächst Jore Planungssécherheet, wat a wirtschaftlech schwieregen Zäite wichteg ass. Wichteg ass och, datt d'Indexmodulatioun duerch Sozialmoossnamen ofgefiedert gëtt, fir besonnesch deene Leit, deenen et finanziell net esou gutt geet, ënnert d'Äerm ze gräifen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Rapporteur. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Félix Eischen agedroen. Här Eischen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Félix Eischen *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, virewech dem honorabele Rapporteur Claude Haagen ee grousse Merci fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir stëmmen haut de Mëtteg iwwer e Projet of, deen d'Gemidder hei am Land an de leschte Wochen zimlech beweegt huet. Et ass rar, dass iwwer eppes ofgestëmmt gëtt, wat jiddweree betrëfft. Dat Gesetz hei, dat ass esou e Projet. Wann iwwer eppes debattéiert gëtt, wat all Mënsch ugeet, dann huet et eng national Envergure, dann ass et aus nationalem Interesse, wou déi Leit, déi esou e Projet wéi deen heite proposéiert hunn, sech dem Sënn an dem Zweck extrem bewosst sinn, fir dann esou eppes ze maachen.

Mir ginn de Mëtteg vläicht esou wäit, eppes ze maachen, wat hei am Grand-Duché net esou Usus ass: Mir stëmmen nämlech iwwer eng Indexmodulatioun of. Ech gebrauche bewosst den Term „Modulatioun" an net - wéi esou dacks verlauschtert gëtt - „Manipulatioun".

Firwat solle mir dat maachen? Lëtzebuerg ass definitiv, gradesou wéi de Rescht vun Europa, vun der Kris betraff. Ech weess, et gëtt elo Leit dobaussen, déi soen, si kéinten dat Wuert Kris net méi héieren. Jo, et ass sécher falsch, ëmmer vu Kris ze schwätzen, den Däiwel un d'Mauer ze molen an d'Impressioun ofzeginn, dass alles schlecht wier an et keng Perspektive méi géif ginn. Et soll ee sech och sécher net flemmseg rieden, mä et ass awer och richteg, dass, wa bis e Problem erkannt ass, driwwer geschwat muss ginn, fir no Léisungen ze sichen an dann och déi beschtméiglech Décisioune fir jiddwereen ze huelen.

Well dat Wuert „Kris" eis jo awer elo esou schrecklech nervt a stéiert, hunn ech awer emol nogesicht an erausfonnt, dass „Krisis" aus deem Algriichesche kënnt an dass déi urspréinglech Bedeitung „Meenung", „Beuerteelung" an och „Entscheedung" heescht.

(Interruption)

Dat ass am Fong e flotte Werdegang, fir mat där Situatioun ëmzegoen, déi mir den Ament hunn: Mir hunn eng Meenung, e Gefill, mir maachen eng Beuerteelung an huelen eng Décisioun. Et klëngt am Fong logesch.

Elo gëtt et natierlech ënnerschiddlech Opfaassunge vun deem, wat hei bei eis a ronderëm eis geschitt, deemno och ënnerschiddlech Meenungen, wéi där quokeleger Situatioun bäizekommen ass. Et gëtt der och, déi trauen eis guer näischt méi zou a schreiwen e Katastro-

phenzeenario. Et gëtt der och, déi soen: „Et ass alles an der Rei, loosse mer de Buttek esou weiderlafen." D'Wourecht läit, wéi ëmmer, sécher iergendzwousch an der Mëtt.

Wat ass lass? Lëtzebuerg hat d'lescht Joer e Wuesstum vun 2%. Fir dëst Joer sinn 1,4% virausgesot. 380.000 Leit schaffen hei. En extrem héije Prozentsaz vum PIB kënnt aus dem Finanzsecteur. Mir hunn e Chômagetaux vu 6,1% (veuillez lire: 6,5%). Dat sinn eppes méi wéi 16.000 Leit. Wann een d'Beschäftegungsinitiativen derbäirechent, da si mer bei iwwer 20.000 Leit. De Stat huet eng Schold vu bal 7,8 Milliarden. Dat sinn 18,2% vum PIB. An den Inflatiounstaux louch zu Lëtzebuerg am Dezember bei 3,2%.

Wann een dat elo mam Ausland vergläicht, da kann ee soen: „Okay, net schlëmm, mir sti jo nach gutt do, mir hunn nach eisen Triple-A. Kuck emol déi aner." Mä dat ass e bësselchen d'selwecht, wéi wann de Schnuddeler géif soen: „Ech brauch mer d'Nues net ze botzen, well mäin Noper eng Longenentzündung huet."

Virun zweeanengemhallwe Joer huet déi Lëtzebuerger Regierung an hirem Koalitiounsaccord gesot, dass si an dëser Legislaturperiod d'Statsfinanze wëllt an den Équiliber kréie respektiv an deemselwechten halen.

Wéi soll een dat maachen? U sech ass et einfach, dat ginn d'Kanner schonn an der Schoul geléiert: Du kanns dir vun dengem Täschegeld net méi Schockela kafen, wéi s de Mënz an der Täsch hues. E Stot weess dat am Prinzip och, deeselwechte kann net méi op der Dépensësäit stoen hunn, wéi op der Recettësäit erakënnt. An e Stat - et gëtt keen, awer och guer keen hei am Land, deen dat doten net versteet! -, och e Stat kann à la longue net méi ausginn, wéi erakënnt. Et kann ee sech duerch Scholden eng Zäit laang iwwer Waasser halen, mä eng Kéier mussen déi Detten zréckbezuelt ginn. De Contraire widdersprécht aller Logik vun engem geregelten, respektabelen Zesummeliewen.

Bei der Schold huet een zwou Méiglechkeeten: Et mierkt een et op den éischte Scholdenträppleken, dass een déi Trap do net esou kann eropgoen, an et spréngt een erof an et fält een op seng eege Féiss, oder et mierkt een et méi héich, ze héich, wann et duergeet, an et fält een erof, an dann deet et wéi.

An anere Wierder: Matzäiten erkennen, matzäiten intelligent reagéieren ass d'Stéchwuert. Der Weg ist das Ziel. Nëmmen, dass et ebe verschidden Usiichte gëtt, wéi dëse Wee ze goen ass. Dat gehéiert an eng Demokratie, an et ass jo och u sech gutt esou.

Elo ass, Dir Dammen an Dir Hären, eis Regierung higaangen an huet sech fir e Stéck Wee décidéiert. Dat, wouriwwer haut ofgestëmmt gëtt, ass ee Puzzlesteck vun deem Ganzen. Si huet dat gemaach, woufir se do ass: Si huet eng Décisioun geholl. Zwar anescht an op eng aner Manéier, wéi dat geplangt war.

Lëtzebuerg huet nämlech déi bewonnerenswäert Traditioun, Décisioune vun nationaler Envergure opgrond vun engem Dialog ze huelen, nodeems wou matenee geschwat ginn ass. Dat huet dës Kéier net esou geklappt. Dir wësst, vu wat dass ech schwätzen. An et wier wierklech ze begréissen, wann déi Politik vun den eidele Still déi grouss Ausnahm géif bleiwen! Also sollte mer d'Regierung an deem ënnerstëtzen, wat do décidéiert ginn ass respektiv wat do um Dësch läit.

Wat geschitt? Mäi Virriedner ass schonn drop agaangen: Proposéiert gëtt, dass am Grand-Duché all Joer den 1. Oktober, an zwar am Zäitraum 2012, 2013 an 2014, eng Indextranche ausbezuelt gëtt. Dat heescht, all Joer ginn d'Léin zu engem festen Zäitpunkt ëm 2,5% un d'Präisdeierecht ugepasst. Wann dat net gemaach gëtt, riskéiert d'Inflatioun eist wirtschaftlecht Gerëpp duerjerneenzerëselen, an dat mat allen erdenkleche Konsequenzen. Mir retten der Ekonomie 443 Milliounen. Dat kann a wäert Aarbechtsplazerhalung sinn, mat alle positiven Niewewierkungen. De Stat spuert 79 Milliounen.

Lëtzebuerg huet zënter ville Joren de Mechanissem vun der automatescher Lounupassung. Elo gëtt et der, déi fannen dat gutt. Et gëtt der och, déi fannen dat schlecht. Dat ass och elo haut net d'Diskussioun. Mä Fakt ass awer, dass opgrond vun dëser Indexatioun eist Land vu gréissere sozialen Onroue verschount bliwwen ass. An dorobber kënne mer eis eppes abilden. Duerch den Index huet jiddwereen an der Salairesketten eng Sécherheet op eng Deierechtzoulag, wann d'Inflatioun zouschléit. Am Fong ass den Index eng gutt Formule, well jiddwereen hei virum Gesetz gläichbehandelt gëtt.

Allerdéngs setzt en awer och déi Leit an Zuchzwang, déi d'Paie bezuele mussen. Wann eng Indextranche erfält, heescht et fir déi, 2,5% méi Lounmass auszebezuelen. An 2,5% mussen dann och erëm verdéngt ginn, bref, si musse vun anzwousch hierkommen. Dat huet jo duerch d'Bank ëmmer gutt geklappt.

Mä wann, wéi an den heitegen Zäiten, d'Präisdeierecht ausser Kontroll geréit, wann, wéi an den heitegen Zäiten, d'Inflatioun net am Gréff ze halen ass, och wéinst Ursaachen, déi meeschtens guer net am Grand-Duché leien, jo, soll een dann dem Betrib soen: „Pech!"? Wann an engem Joer zwou oder vläicht souguer dräi Tranchë fälleg ginn: „Pech! Da bezils de ebe 5% oder 7,5%. Kuck, dass de eens gëss!"

Dem Salarié kann et jo à la rigueur recht sinn, e kritt jo seng Pai, mä awer och ëmmer nëmme soulaang wéi de Betrib Suen huet, fir ze bezuelen. Soulaang wéi net gesot gëtt: „Weess de wat, Lëtzebuerg, dat dote maachen ech net méi mat!"

Dee ganze Lëtzebuerger Kompetitivitéitsproblem limitéiert sech sécher net op den Index. Mä et ass en Deel dovunner. An d'Regierung huet gutt dru gedoen, un der Stellschrauf ze dréien an den Indexmechanissem net aus dem Rudder lafen ze loossen.

Déi Iwwerleeungen do, déi si jo och net nei. Ech erënneren drun, dass am Wirtschaftsminister Jeannot Krecké senge 65 Punkte fir d'Kompetitivitéit ze halen eng Indexpropos drastoung an den CSV-Virschlag Punkt 21 op déi Ausso opgebaut war, wou et heescht: «revoir le système en place relatif à l'indexation».

Der CSV hir Positioun war schonn 2009 am Wahlprogramm opgezeechent. Et war an et ass eis en Uleies, am Sënn vun der Kompetitivitéit an der Kafkraaftstabilitéit eppes ze maachen. Mir wëllen also deen Index net ofschafen, mä awer och net aus dem Rudder lafe loossen. Dofir gi mer hin a mir soen: „Eemol d'Joer erfält en. Net méi an awer och net manner."

Net manner, well vergiesse mer eppes net, Dir Dammen an Dir Hären: Dëst Gesetz versprécht jiddwerengem hei am Land all Joer 2,5% méi an der Pai. Dat kann een elo Lounausgläich nennen, mä et ass egal, et ass méi. An dat si bis 2014 7,5%. Dat ass méi, wéi mer op der Bank kréien. Dacks geet Rieds vu Kafkraaftverloscht. Wéi wier et dann, wa mer an dësem Fall dat Wuert „Kafkraaftgarantie" géife gebrauchen?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an Europa rabbelt a kraacht et. Ech hunn elo wéini vun engem eelere Matbierger gesot kritt: „Jongen, sidd frou, dass et een Europa gëtt, well soss wiere mir erëm amgaangen, eis d'Käpp anzeschloen." Mir hu jo awer aus der Geschicht geléiert: Léiwer spuere wéi engem eppes ewechhuelen.

Mir si matzen dran an deem Europa, wou iwwerall muss gespuert ginn, an awer: Zielt emol engem hannert der Grenz, dass mir an dësen Zäiten all Joer eemol automatesch d'Salairen upassen! Zielt emol engem, dass Lëtzebuerg 2009, matzen an der schäerfster Wirtschaftskris zënter Jorzéngten, deemools um 1. Mäerz eng Indextranche ausbezuelt huet! Wahrscheinlech versteet deen d'Welt net méi. Mä zu Lëtzebuerg mécht dat awer an engem gewëssene Mooss Sënn, awer nëmme bis zu engem gewëssene Mooss.

Här President, et ass eis laang gutt gaangen an Europa. Ze vill laang gutt? Dat ass schwéier ze soen. Mir hunn et op jidde Fall gäre geholl. Ob mir et ze spéit erkennen oder erkannt hunn, dat wäert d'Zukunft eis weisen, mä et heescht elo definitiv: net méi realitéitsfriem sinn! Et ass esou, ob mer wëllen oder net, dass mir eis an onrouegen Zäite bewegen, wou kee weess, wéi muer, geschweige iwwermuer, eist Ëmfeld wäert ausgesinn.

Dat ass en neie Moment fir ganz vill Matbierger, apaart och fir déi Jonk, déi dach an de leschte Jore groussgezu goufen an engem Ëmfeld vu Sécherheet, aus där sech eng gewësse Bequemlechkeet erausgeschielt huet. Et ass e bësse wéi an der Schoul: Wann ech ka mat 20 duerchkommen, firwat muss ech dann 30 kréien?

Dat ass awer net de Kanner hir Schold! Et ass einfach falsch an e risegrousse Feeler, haut ze soen, dass d'Jugend zu näischt méi amstand ass, liddereg ass a kee Bëss huet. D'Fro ass déi: Huet d'Elteregeneratioun net ze dacks vergiess ze soen, dass ee muss bäissen. Alles - an dat war nach ëmmer esou -, alles huet sech ëmmer nëmme gemaach duerch Leeschtung. Dat Eenzegt, wat sech bezuelt mécht, ass Leeschtung. Net Leeschtung zu egal wat fir engem Präis, Leeschtung am géigesäitege Respekt, mä Leeschtung eben. Am Sport, an der Musek gëtt een dat geléiert. D'Kanner, déi doheem mussen upaken, wëssen et och.

Dat heescht: Erkennen, diskutéieren, opstoen a sech halt motivéieren. Et gëtt der och genuch ronderëm eis, déi eis warnen, an éierlech gesot: Stelle mer déi Etüden dann alleguerten a Fro? Ech hunn elo wéini déi gelies vun der Stiftung Marktwirtschaft vun der Uni Freiburg. Do steet op der Säit 16 geschriwwen: „Das nächste Griechenland liegt in Luxemburg."

Am Nohaltegkeetsranking ginn déi Leit eis eng Datz. Si rechnen een implizéierte Scholdebierg vun 1.100% aus. A 50 Joer friessen d'Renten eis op, wa mir näischt maachen, wa mir reformlliddereg sinn a kee Courage hunn, eppes un eise Gewunnechten ze änneren. Wouriwwer mir hei ofstëmmen, ass haut nëmmen een Deel dervun.

An objektiv muss een dach awer och gesinn, wat op där anerer Säit vun Ausgläicher décidéiert ginn ass: Vum 1. Januar u gëtt et keng Krisesteier méi; fir Niddreglounfamillje gëtt et 300 Euro fir d'Schoulbicher, des Weidere 500 Euro fir all Kand; d'Surprimë vun de Cotisatioune bei deene Salariéen, déi aus dem fréieren Aarbechterstatut kommen, ginn erofgesat op 1%. Dat sinn 20 Milliounen. Also, vun engem groussaartegen Oderlooss kann definitiv net Rieds sinn. A mir sollen och elo net vu groussaartegem Kafkraaftverloscht schwätzen.

Wa mir elo net ufänken, un deene klenge Stellschrauwen ze dréien, déi nach manuell betätegt ginn, musse mer eng Kéier dat grousst Rad no hannen dréien, an dann deet et richteg wéi! An da soen déi, déi no eis kommen: „Ma Dir Herrschaften, wou war dann Äre Courage deemools?"

Dat Gesetz hei ass keen Text, Dir Dammen an Dir Hären, géint d'Gewerkschaften a fir d'Patronat. Et ass e Gesetz fir de Grand-Duché, eent fir eist Land op d'Schinnen ze setzen, Schinnen, déi d'Strooss sollen halen.

Mir hätten och haut kënnen iwwert de gedeckelten Index ofstëmmen, wann en dann zum Vote gestanen hätt. Dir wësst, an enger Ëmfro dobausse bei de Leit hätt dësen eng ganz grouss Akzeptanz kritt. Dëst war awer net ze verhandelen. De Wuerekuerf ass och ze diskutéieren. Dat steet och am Koalitiounsaccord. Ganz vill vun de Kolleegen heibannen, och aus deenen anere Parteien, hunn dee Wuerekuerf schonn an d'Gespréch bruecht. Mir hunn awer bei eiser Entrevue mat de Gewerkschaften de leschte Méindeg do grouss Reservë gespuert.

Iergendwann, Dir Dammen an Dir Hären, ass een dann awer an der Bringschuld an et muss een eng Décisioun huelen, esou wéi d'Regierung dat eben elo gemaach huet. Et geet hei ganz kloer och drëm, fir de Standuert Lëtzebuerg ze stäerken an de Betriber dobausse Planungssécherheet fir déi nächst dräi Joer ze ginn.

Mir mussen - mir mussen! - nach ëmmer Leit behalen an an Zukunft der nach vill méi kréien, déi de Courage an zwou Hänn huelen a selwer eppes op d'Been stellen. Och an déi Richtung heescht et, Signaler ginn. Gesi mer der Realitéit an d'Aen, lauschteren op dat, wat ronderëm eis geschitt an huele mer eise Courage an de Grapp! Kommt, mir leeschten emol e klengen, bescheidene Bäitrag, fir dass eist Land mat den Enner beieneekënnt respektiv bei deeneselwechte bleift! Dofir solle mer dëse Projet stëmmen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir soe jo am Ausland gären, dass mir e schéint Land si mat klenge Weeër, wou d'Leit gutt mateneen eens ginn a sech solidaresch géigeniwwer enee behuelen. Dat ass nobel. Ma da kommt, mir behuelen eis och derno.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Félix Eischen. An als nächste Riedner ass den Här Paul Helminger agedroen. Här Helminger, Dir hutt d'Wuert.

M. Paul Helminger *(DP)*.- Här President, och ech géif gären dem Rapporteur, dem Kolleeg Claude Haagen, Merci soe fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport. Et wor fir esou en historescht Gesetz, wat mer anscheinend haut hei stëmmen, en erfrëschend kuerze Rapport, de mëndleche Rapport jiddefalls. Et gëtt sécherlech dofir Grënn, mä loosse mer elo net weider dorobber agoen.

Am Hierscht 2009 hunn zwou Lëtzebuerger Banken, sougenannt „systemesch Banken", déi och ouni hiert eegent Verschëlden an d'Labrente gerode woren, misse mat Hëllef vum Stat, also vum Steierzueler, gerett ginn. Dat wor e Schock!

Et wor eigentlech och d'Drëps, déi d'Faass zum Iwwerlafe bruecht huet, well scho säit Joren hunn eis all international an national Experten - d'OECD, den IMF, d'EU-Kommissioun, eisen eegene Statec, eis Zentralbank, souguer eisen eegene Wirtschaftsminister - ëmmer erëm gesot, mir hätte strukturell Problemer an deem, wéi mer eis Wirtschaft géife géréieren: eng Kompetitivitéit, déi lues a lues géif biergof goen, eng sozial Ofsécherung, déi zum Deel géif wäit engersäits iwwert d'Zil erausschéissen, déi guer net selektiv wär oder ganz wéineg selektiv wär, déi wéi de Pensiounssystem nëmme mat total onrealistesche Wuesstumsperspektiven ofzeséchere wär, an esou weider.

An ech denken nach haut, datt d'Leit, eist Vollek, eis Wieler deemools prett woren, sech deenen Erausfuerderungen ze stellen an déi Mesurë matzedroen, déi géife sécherstellen - an zwar elo, wou et eis nach super gutt goung an d'Keese voll woren -, datt och eis Kanner, ouni en enorme Scholdebierg missen ze droen, eng Chance hätten, fir hir Zukunft esou ze gestalten, wéi si sech dat dee Moment géife virstellen.

Leider hate mer am Juni 2009 Wahlen. An déi Partei, déi haut hei an der Chamber 26 Sëtz huet, huet deem deemolegen an heitege Statsminister säi Wuert eescht geholl, wéi e gesot huet, datt eisen nationale Motto haut manner wär „Mir wëlle bleiwen, wat mer sinn", mä éischter „Mir wëllen halen, wat mer hunn".

Dat ass vläicht esou. Et ass jo awer erstaunlech - perséinlech fannen ech et éischter encourageant -, datt och nach haut eng Majoritéit vu Leit soen, datt si prett wären, endlech wierklech Konsequenzen aus der Kris ze zéien, an där mer nach ëmmer a vläicht méi wéi jee och hei zu Lëtzebuerg stinn. Mä institutionell schénge mir erstarrt ze sinn. D'Patronat hei, d'Gewerkschaften do, an an der Mëtt eng Regierung, déi nu wierklech schonn eng Zäitche laang net méi mat enger Stëmm schwätzt.

Mir hu wuel e Wirtschaftsminister an e Finanzminister, déi dem Land wëllen d'Wourecht soen, déi dat och bei all Geleeënheet maachen…

Une voix.- Très bien!

M. Paul Helminger *(DP)*.- …mä et gëtt der méi, déi schéngen instinktiv géint alles ze sinn, wat eis géif erlaben, méi séier op e wirtschaftlecht Ëmfeld ze reagéieren, an deem mir nun eemol ganz kleng sinn an, ob mer et wëllen oder net, eis upasse mussen, an net ëmgekéiert. Ech denken hei zum Beispill un d'Aarbechtsrecht, wou keen drun denkt, fir aus dem CDD den normale Contrat de travail ze maachen, mä wou et einfach gesonde Mënscheverstand ass, fir sech kënnen un d'Saisonen oder soss Spëtzenzäiten am ganz normalen Zyklus vu wirtschaftlecher a gesellschaftspolitescher Entwécklung unzepassen. Mä neen, mir wëllen halen, wat mer hunn.

De Misär ass just, datt mer mat Sécherheet net wäerten dat Wesentlecht halen, wat mer hunn, wa mer eis drop versteiwen, alles wëllen ze halen. An enger Krisenzäit ass Leadership besonnesch wichteg. D'Leit sinn nun ebe veronséchert. Si erwaarde vun deenen do uewe kloer Zeechen. D'Sondagë beweisen, datt si prett sinn, fir déi nei Weeër ze goen.

Iergendwéi schéngt et jo, wéi wann d'Regierung och erkannt hätt, datt et spéitstens fënnef vir zwielef ass an datt deen institutionelle Schachmatt muss iwwerwonne ginn. Et ginn elo - endlech! - Décisioune geholl. Déi, mat där mer et haut ze doen hunn, gehéiert dozou.

No allem, wat ech virdru gesot hunn, wäert et lech net wonneren, datt mir dëse Projet wäerte stëmmen, an zwar, well mer der Meenung sinn, datt et e Schrëtt - wann och ëmmer nëmmen ee Schrëtt - ass, fir datt mer dës Kris notzen, fir gestäerkt doraus erauszekommen. Gestäerkt erauskomme bedeit nämlech net nëmmen, den Index reforméieren. Et bedeit och, nei Weeër ze goen an eiser Budgets- a Finanzpolitik. Gestäerkt erauskommen heescht, eng nei Wuesstumsstrategie développéieren. An et ass méi wéi bedauerlech, datt mir do just Lëppebekenntnisser kritt hunn. An der konkreter Ëmsetzung happert et awer.

D'Regierung, mä och hir institutionell Partner hunn einfach keng, a scho guer keng gemeinsam Analys vun der Situatioun, op déi se sech verstännege kéinten. Fir d'LSAP wor d'Kris am Juli schonn eriwwer, wa mer dem Fraktiounspresident Lucien Lux nogelauschtert hätten, an d'Krisesteier sollt dofir ofgeschaf ginn. Dat ass jo och elo geschitt.

De Finanzminister Luc Frieden huet awer net méi spéit wéi e Samschdeg am „Background" um Radio gesot, datt en dëst eigentlech fir déi falsch Décisioun gehalen hätt. Deeselwechte Finanzminister schwätzt dann dovunner, datt weider Aspuerungen am Statsbudget mussen an de kommende Jore virgeholl ginn. Et gëtt nach ëmmer vun engem Screening vun de lafenden Ausgabe geschwat, deen dann iergendwéi komme soll. Wéini?

Wann ech drun däerf erënneren: Mir hunn dëse Screening an der Stad schonn am Fréijoer 2009

gemaach, also direkt, mat deem bekannte Resultat net eréischt am Budget 2010, mä schonn am lafende Joer 2009. Mir haten allerdéngs kee Wahlkampf dat Joer, dat ass wouer, a mir hunn dofir genau siwe Méint gebraucht.

De Koalitiounspartner schéngt awer all Spuerustrengung als Austeritéitspolitik wëllen duerzestellen. An ech wëll guer net dovu schwätzen, wat ënnert dësen Ëmstänn vu gewerkschaftleche Propositiounen ze halen ass, wéi zum Beispill, eng Risikoprime am Privatsecteur anzeféieren, well si net d'Garantie d'emploi vum Stat hätten. Oder déi aner Fuerderung: „Sot eis emol, wéi vill Der d'lescht Joer erakrut" - wuel fir datt mer wëssen, wéi mer dat schnell verdeele kënnen! Do dréckt sech wierklech d'Suerg ëm eng nohalteg Entwécklung vun eisem Land aus!

Fazit: Mir hunn als Land keng kloer, eenheetlech Strategie, fir aus dëser dach existenzieller Kris erauszekommen, geschweige dann, fir eis besser opzestellen.

An dëser Diskussioun ass den Index wuel en héich thematiséierte Facteur, et ass awer beileiwen net deen eenzegen. Der DP hir Positioun wor an dësem Dossier ëmmer kloer, mir hunn de Kapp net agezunn a mir hunn eis Positioun och net geännert. D'DP huet de 7. Mee 2010 an den 30. Juni 2010 zwou Motiounen hei an der Chamber abruecht gehat, déi vun de Majoritéitsparteien ofgelehnt goufen, an deenen d'Regierung opgefuerdert gouf, eng Reform vum Indexsystem virzehuelen.

D'DP huet ëmmer d'Meenung vertrueden, datt een der Lëtzebuerger Ekonomie misst déi néideg Loft ginn, fir bestehend Aarbechtsplazen ofzesécheren an neier ze schafen. Dofir huet d'DP d'Ausfale vun enger Indextranche gefuerdert, mä huet awer gläichzäiteg och eng Ofännerung vum Indexwuerekuerf gefuerdert, hin zu engem sougenannten „nohaltegen Index".

Mir hunn dës Propos der Regierung och regelméisseg rappeléiert, zum Beispill an deene successive Budgetsriede vu menge Kolleegen oder beim État de la nation.

Mir begréissen dofir och prinzipiell, datt d'Regierung sech zu dëser Indexreform duerchrénge konnt an datt Gespréicher solle gefouert ginn, déi a Richtung vun engem nohaltegen Index solle goen. Et gëtt een awer d'Gefill hei net lass, wéi wa si insgeheim dach awer der Meenung wär, et wär elo mat dëser Indexmodulatioun gedoen, et hätt een elo de Maximum erreecht an d'Problemer wäre geléist.

De Wirtschaftsminister wor an dëser Saach an der Wirtschaftskommissioun zwar ganz kloer: Den Tubak an den Alkohol kommen eraus an iwwert d'Modalitéite vum Eraushuele vun de Pëtrolspräisser schwätze mer nach - ganz eraus minus Heizungsmazout oder all Pëtrolsprodukter ab engem gewëssene Präisplaffong. Mä wa mer keng Eenegung fannen, dann hëlt d'Regierung hir Verantwortung. Bravo!

Hoffentlech geet et dann net wéi bei den Öffnungszäite vun de Geschäfter! Ech maachen eng kleng Parenthèse op: Vive Lëtzebuerg als Akafszentrum vun der Groussregioun! Muss dann an Zäiten, wou d'Entreprisë sech mussen all Dag op en Neits op dat astellen, wat vun der Konkurrenz gebuede gëtt - net nëmmen hei, mä och déi aner Säit vun der Grenz -, wou mer also grad zu Lëtzebuerg e Maart sinn, dee wëddenaffen op ass - eran, mä eben och eraus - , musse mer do wierklech alles iwwer ee Leescht zéien an déi Mooss och nach per Gesetz virschreiwen?

D'Ministesch huet jo selwer de Constat gemaach, datt ee keng eenheetlech Regelung fanne kann, déi d'obligation générale soll sinn. Ma firwat zéie mer dann net déi eenzeg richteg Konsequenz dorauser a mir iwwerloossen den Entreprisen, de Sozialpartner, wéi se hir Öffnungszäite wëlle regelen? Aarm Gewerkschaften, déi d'Regierung brauchen oder vill méi méssbrauchen, fir fir hir Leit an engem Aarbechtsmaart, dee scho par rapport zum direkten Nopeschland aussergewéinlech attraktiv Bedéngungen offréiert, an engem Secteur, dee käschtemëisseg grad do oppasse muss, nach eppes méi erauszeschloen! Zu Arel, zu Tréier an zu Diddenuewen packe se sech jo net méi vu Laachen!

Mä zréck zum Index. Den Index moduléieren: Non, ça ne suffit pas! Well et ass éischtens eng hallef Léisung, an zweetens huet dës Majoritéit keng prezis Äntwert op d'Froe ronderëm d'Budgets- a Finanzpolitik. Eng hallef Léisung: well Kafkraaftverloscht ass fir vill Leit effektiv en echte Problem. Beispill Heizkäschten: Mir kënnen all en Auto kafen, dee manner Sprit brauch, mir kënne manner Stroum verbrauchen, wa mer e bësschen op d'Geliichts oppassen an eis elektresch Apparaten da wierklech och ausmaachen, wa mer se net méi brauchen. Mä heize musse mer alleguer!

Dofir sollt no Opfaassung vun der DP eng strukturell Reform vum Index parallell goe mat der Aféierung vun enger Klimabank, iwwert déi d'Sanéierung vun den Haiser anescht a méi staark wéi bis elo sollt ënnerstëtzt ginn. An net nëmmen niwwebäi géif hei dem Handwierk e gewaltege Wuesstumsschub kënne gi ginn!

An dann, a virun allem: keng erkennbar Strategie fir den Defizit am Zentralstat, nach ëmmer kee Screening, eng selektiv Sozialpolitik, déi wuel am Vocabulaire vun der Regierung opdaucht, awer an hirem Aktiounsplang nach net ukomm schéngt ze sinn, keng kloer Äntwert bis elo, wéi mer zum Beispill den Ausfall vun de Recetten aus dem Commerce électronique kompenséiere sollen - an et ass wierklech ze hoffen, datt d'Simulatioun vum Budgetsrapporteur, fir d'TVA dann erop op 18% ze setzen, keng wierklech Alternativ vun dëser Regierung ass!

Keng kloer Äntwert, wéi wirtschaftsfrëndlech mer eist Land wierklech wëlle maachen - ech denken un déi 65 Punkte vum Jeannot Krecké. Keng kloer Äntwert dorobber, wou eis Prioritéiten an der Investitiounspolitik leien - Beispill: déi rezent Tramsdiskussioun. Obwuel, muss ech soen, de Finanzminister de Samschdeg am „Background", an den Nohaltegkeets- an Transportminister gëschter Owend bei der FEDIL um Neijoerschempfang ganz kloer a couragéiert Wierder geschwat hunn an - wann ech esou soe kann - den Diks geriicht hunn.

Et que cela ne suffit pas gesi mer, wa mer eis emol eis ekonomesch Gronddaten ukucken: net nëmmen, datt mer iwwert dat, wou eise Wuelstand hierkënnt - aus der Finanzwelt -, praktesch keen Afloss hunn, well d'Entwécklung hei vun de Weltmäert ofhänkt an d'Décisiounen doriwwer, wat fir eng Geschäfter a wat fir eng Benefisser zu Lëtzebuerg oder iwwer Lëtzebuerg gemaach a verbucht ginn, éischter zu Frankfurt, zu Paräis an zu London geholl gi wéi heiheem.

Eng fundamental, extrem fragil Situatioun also, déi eis scho laang hätt missen noleeën, e gudden Deel vun deem Manna, dat eis do vum Himmel fält oder jiddefalls gefall ass, als Reserv fir eng ongewëss Zukunft unzeleeën - wat jo elo mat deenen zwee Fongen, déi de Finanzan de Wirtschaftsminister dës Woch ugekënnegt hunn, endlech geschitt -, anstatt mat Strenze voller neier Cadeauen iwwert d'Land ze zéien!

Mir schwätzen eis zu Lëtzebuerg d'Zuele schéin. Huele mer d'Statsverschëldung zum Beispill: Kucke mer just déi momentan Situatioun a setze se en rapport zu eisem PIB, da steet Lëtzebuerg aktuell mat ronn 19% nach eenegermoosse gutt do. Dréit een awer der Spezifissitéit vun eiser Lëtzebuerger Ekonomie Rechnung an et kuckt ee just déi reell demografesch Gréisst vun eisem Land, dann ergëtt sech dorauser e ganz anert Bild.

D'Verschëldung pro Tête d'habitant läit zu Lëtzebuerg bei iwwer 10.000 Euro. De Statsdefizit 2012, pro Awunner gerechent, mécht net manner wéi 2.233 Euro aus. Däitschland gëtt sech do scho mat nëmme 477 Euro zefridden, d'Belsch mat 1.131 a Frankräich mat 1.436 - 1.463, pardon! Fënnefmol méi Statsdefizit op de Kapp vun Awunner also zu Lëtzebuerg wéi an Däitschland, duebel esou vill wéi an der Belsch!

Kuckt een dann och, wou Lëtzebuerg hierkënnt: D'Statsverschëldung louch zu Lëtzebuerg am Joer 2004 bei 6% vum PIB - dat mécht eng Augmentatioun vun der Statsschold an deene leschten aacht Joer vun 13% aus.

Kucke mer d'Dépensë vum Lëtzebuerger Stat, da sinn déi tëschent 2005 an 2010 ëm 38,54% geklommen. Och do huet Däitschland sech mat 10,72% zefridde ginn. Dat huet dozou gefouert, datt mer an de Budgeten, déi mer hei gestëmmt hunn - enfin, déi d'DP net gestëmmt huet - 2009, 2010, 2011 an och 2012, e Budgetsdefizit vun emol eng Kéier e bëssche méi an eng Kéier e bëssche manner all Joer wéi enger Milliard Euro ausgewisen hunn.

Kuckt een dann och nach an d'Zukunft, op déi Engagementer, déi de Lëtzebuerger Stat iwwert d'Pensiounen, d'Sozial- an d'Gesondheetssystemer vis-à-vis vu senge Bierger agaangen ass, dann ergëtt sech och dorauser en düstert Bild. Déi däitsch Stëftung „Marktwirtschaft" - si ass schonn ugefouert ginn - huet berechent, datt Lëtzebuerg do en nohaltegen Defizit vun iwwer 1.000% par rapport zum PIB huet an domadder un zweetleschter Plaz an Europa steet.

D'Konklusioune vun dëser Etüd sinn, datt e Land wéi Italien zwar momentan an enger schwiereger finanzieller a wirtschaftlecher Situatioun ass, awer fir d'Zukunft zum Deel schonn déi richteg Weiche gestallt huet.

Fir Lëtzebuerg ass et genau ëmgekéiert: Eist Land huet nach net eng vun deene fir eisen zukünftege Wuelstand wichtege Reforme wierklech nohalteg ugepaakt. Dëst seet net nëmmen d'Stiftung Marktwirtschaft, dëst widderhuelen d'Banque Centrale, den Observatoire de la compétitivité an aner national an international Acteure säit Joren.

Ganz däitlech ass d'Banque Centrale nach eng Kéier an hirem leschte Bilan ginn. Ech zitéieren: «À rebours de ces évolutions,…» - am Ausland - «…le Luxembourg se caractérise par une posture de déni des réalités économiques, aucune mesure d'envergure n'ayant été mise en œuvre depuis 2008. Les données conjoncturelles montrent pourtant sans ambiguïté que l'immobilisme n'est plus une option. Selon les nouvelles projections macroéconomiques de la Banque Centrale, le PIB en volume sera à peine plus élevé en 2012 qu'en 2007. En d'autres termes, notre économie aura pratiquement stagné au cours de cette période de cinq ans. Comme la population est toujours en forte expansion, le PIB réel par habitant se sera contracté de quelque 8% au cours de cette période 2007 à 2012; le PIB réel par actif diminuant encore davantage. Notre pays s'est donc sensiblement appauvri, non seulement en termes relatifs mais également dans l'absolu.»

Déiselwecht Situatioun spigelt sech um Aarbechtsmaart erëm. 2006 woren hei zu Lëtzebuerg 8.500 Mënschen ouni Aarbecht. D'Politik huet sech awer an deem Domän net geännert. 2007 woren 8.900 Mëschen ouni Aarbecht. D'Politik huet sech awer nach ëmmer net geännert. 2008 woren 9.100 Mënschen ouni Aarbecht. D'Politik ass déiselwecht bliwwen. 2009 woren du schonn 12.500 Mënschen ouni Aarbecht, ouni datt d'Politik reagéiert hätt. 2010 huet d'Aarbechtslosegkeet 13.500 Mënschen hei am Land konkret betraff. D'Politik huet dorobber net reagéiert.

An haut si mer bal bei 15.000 hei zu Lëtzebuerg, déi keng Aarbecht hunn, déi gäre wéilte schaffen, déi wéilte sech an hirer Famill eng Perspektiv bidden an déi keng gebuede kréien an dësem Land. An nach fäert een, datt d'Politik och dës Kéier net wäert ugemiess fundamental reagéieren.

D'„To-do"-Lëschten accumuléiere sech an deene leschte Joren. D'DP huet 2006 schonn 33 Proposë gemaach, fir eis Kompetitivitéit ze verbesseren. Déi successiv Budgetsrapporteuren hunn an de vergaangene Joren ëmmer erëm nees de Fanger op d'Wonn geluecht, esou wéi de Gilles Roth et a sengem Avis nach kierzlech gemaach a 55 Denkustéiss geliwwert huet. De Wirtschaftsminister Krecké hat - ech hat et scho gesot - 65 Proposë virgeluecht. D'CSV-Fraktioun hat der 20 op den Dësch geluecht. Alleguerten iwwerschneide se sech op ville Punkten. Dofir gëtt et eigentlech just eng Konklusioun dorauser: Ëm Gottes Wëllen, just do it!

Mir mussen also méi maachen, wéi just den Index ze moduléieren. A mir sollen et maachen, soulaang et eis nach eenegermoosse gutt geet a mir et kënne maachen, ouni dofir musse vu baussen d'Messer op d'Broscht gesat ze kréien. Wa mir awer iwwert déi kommend Jorzéngte wëllen am Schnëtt 3% Wuesstum produzéieren, esou wéi d'Regierung sech dat bei der Rentereform schéngt virgeholl ze hunn, da gesi mer, datt mer mat dëser Indexmodulatioun eleng gesamtökonomesch an och budgetär net ganz wäit wäerte lafen.

Mir kënnen - fir op de Projet de loi zréckzekommen - ganz gutt domat liewen. E kënnt eisem Modell no, meng Fraktioun wäert dëse Projet de loi - ech hunn et scho gesot - dofir och stëmmen. Mir erwaarden allerdéngs vun der Regierung a vun dëser Majoritéit, datt se wéinstens e kloert Bekenntnis ofleet, fir de Wuerekuerf endlech op de Leescht ze huelen, besonnesch wat d'Bedeitung vum Pëtrol ubelaangt. Mir si gespaant, ob dann de Sozialdialog eng Léisung fënnt, a wann net, ob d'Regierung an hir Majoritéit dann nach esou couragéiert bleift, wéi déi vun hire Kolleegen, déi e bësse méi kloer an domat och e bësse méi wäit gesinn, et gären hätten.

D'Indexmesurë gi mat sozialen Elementer begleet. Esou gëtt zum Beispill d'Allocation de vie chère verlängert. Ech verstinn, datt een deene Leit hëllefe muss, déi wierklech net gutt dru sinn. Awer hëllefe mer richteg? Och dat ass fir d'DP eng wichteg Fro, wa mer vu sozialer Selektivitéit schwätzen. Et geet jo dobäi net just ëm d'Fro, ob déi Leit um ënneschte Lounniveau méi Transferte kréie wéi déi um héchsten Niveau.

Bei der sozialer Selektivitéit musse mer jo d'Fro stellen, wat mir mat deene Sozialtransferten erreeche wëllen. Op Dauer kënne mir net weiderfueren, d'Aarmut ze subsidiéieren. Mir mussen de Leit hëllefen, aus der Aarmut erauszekommen. Subsidëpolitik mat der Strenz ass deier, mä hëlleft do näischt. Modern Sozialpolitik ass eben net just Indexpolitik, an d'Kompensatioun vun der Indexmodulatioun däerf net, wéi d'Gewerkschaften elo verschiddentlech scho fuerderen, sinn, datt dat Geld muer erëm iwwer en anere Wee ageklot gëtt. Déi Kompensatioun muss sinn, fir d'Weiche vun dësem Land senger Zunkunft richteg ze stellen.

Mir sollen déi Margë séier notzen, déi dës Indexmodulatioun elo der Politik gëtt an der Wirtschaft, fir eng besser Finanzpolitik ze bedreiwen, d'Scholden erofzedrécken, déi richteg Prioritéiten an der Investitiounspolitik festzesetzen, an net muer erëm dës Margen duerch nei Ausgabe futtimaachen.

D'Inflatioun am Grëff behalen, dat heescht d'Kafkraaft erhalen. Mir brauchen awer hei wierklech eng qualitativ aner Kafkraaftdebatt. Déi däerf sech net just ronderëm d'Fro „fir oder géint den Index?" dréien. D'Kafkraaft iwwerhaapt emol méiglech maachen duerch sécher Aarbecht - dofir brauche mer e gesond wirtschaftlecht Ëmfeld a mir mussen:

d'Formatioun verbesseren a méi geziilt ausriichten op d'Besoinë vun eise Kanner, mä awer och op dat, wat dobaussen an der Wirtschaft ugebuede gëtt als Aarbechtsplazen;

e Pakt mat den Entreprisë siche fir déi Jonk, mam Zil vu sécheren Aarbechtsplazen an Ausbildungsplazen;

d'Kannerbetreiung ausbauen a qualitativ verbesseren, well grad just bei Klengkanner kann een d'Startchancë wesentlech verbesseren;

d'Kafkraaft fir kommend Generatiounen net degradéieren duerch eng onverantwortlech Finanz- a Scholdepolitik. Kuckt, wéi ass et de Griiche gaangen? Si hu jorelaang d'Kafkraaft nogehäit kritt. An elo?

Dëst sinn déi wierklech Erausfuerderungen, déi sech der Politik haut stellen. Erausfuerderungen, déi dës Regierung mat deem néidege Courage a Wëlle misst ugoen. Dës Indexmodulatioun weist, datt et méiglech ass. Mä si mécht gläichzäiteg de Bléck fräi op all déi Problemer, déi nach ëmmer ustinn a mat deenen d'Zukunft vun deene kommende Generatiounen all Dag méi belaascht gëtt.

Ech fäerten awer genausou, datt all Dag, wou mer de kommende Wahle méi no kommen, de Courage vun der Regierung nees wäert méi kleng ginn. Eis Aufgab muss et bei dësen Décisiounen als Politiker awer sinn, net op déi kommend Wahlen, mä op déi kommend Generatiounen ze kucken.

Ech soen Iech Merci, Här President.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Helminger. Als nächste Riedner ass den Här Alex Bodry agedroen. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, zënter bal 40 Joer ass déi gesetzlech automatesch Upassung vu Léin, Gehälter a Pensiounen un d'Präisentwécklung e feste Bestanddeel vum Lëtzebuerger Sozialmodell. Den Index war a bleift e wichtegt Instrument, fir d'Kafkraaft vum Konsument ze erhalen, ze stäipen an de soziale Fridden ofzesécheren. Et gëtt kee Grond, eppes opzeginn, wat iwwer Jorzéngte gutt funktionéiert huet an esou Wuesstum a Wuelstand an dëst Land bruecht huet. Dat muss och esou bleiwen.

Dat sollten och d'Patronatsvertrieder endlech akzeptéieren, déi mat hire radikale Fuerderungen derzou bäidroen, de sozialen Onfridden ze provozéieren. Lëtzebuerg wäert trotz alle Kritiken, trotz alle Recommandatioune vu Bréissel, vun der Europäescher Kommissioun, vum Europäesche Rot un der gesetzlecher Loun- a Rentenindexéierung festhalen.

Wéi an der Vergaangenheet muss awer den Indexmechanismus mat der néideger Flexibilitéit kënnen agesat ginn, fir op exceptionnel Situatiounen adequat kënnen ze reagéieren. Dat ass an de 70er, an den 80er, den 90er a bis haut all Kéiers geschitt, wann eng speziell Situatioun war. An d'Indexgesetz selwer gesäit déi doten Hypothees vir.

D'Praxis vun deene leschte Jorzéngten huet och bewisen, dass esou eng Flexibilitéit an der Uwendung vun der allgemenger Indexregelung méiglech ass. Si mécht den Index net futti, mä si stäipt den Index laangfristeg. Am Regelfall sinn dës Adaptatiounen um Indexmechanismus mat dem Accord vun de Sozialpartner geholl ginn. Dat wier och dës Kéier eise Wonsch gewiescht. Dat war awer net méiglech. Et ass net zu engem Tripartite-Accord komm, well sech d'Tripartite net zesummefonnt huet op deem dote Punkt. D'Schold dovu läit net an éischter Linn bei der Regierung.

De Prinzip, dass et misst zu Verhandlungen iwwert den Index kommen, wa bannent vun zwielef Méint eng nei Indextranche géif nom 1. Oktober 2011 erfalen, ass eng Hypothees, déi ausdrécklech vu Regierung a vu Gewerkschafte

virun engem Joer an d'A gefaasst ginn ass a wou schréftlech festgehale ginn ass, dass da géif nei verhandelt ginn. Et ass och deemools gläichzäiteg festgehale ginn, dass, wann et sollt zu enger Verréckelung vun enger Indextranche kommen, da gläichzäiteg och zäitlech begrenzt sozial Kompensatioune géife vun der Regierung an d'Wee geleet ginn.

Nodeem d'Tripartite keen Accord fonnt huet, huet d'Regierung hir Verantwortung geholl an e gesetzleche Projet ausgeschafft. An et ass haut un der Chamber, fir iwwert deen dote Projet ze befannen.

D'Positioun vun der LSAP ergëtt sech aus der Äntwert op eng Rei vu Froen - dräi:

Déi éischt Fro, dat ass déi wesentlech Fro: Ass et nouwendeg, an dësem Moment iergendeppes un der Applikatioun vum Index ze änneren. Dat heescht also am Kloertext, fir et ganz praktesch auszedrécken: Ass et ubruecht, dass Léin, Gehälter a Renten an engem Zäitraum vu fënnef Méint ëm zweemol 2,5%, dat heescht ëm 5% klammen?

Dozou e puer Fakten, e puer Donnéen. Vun 1995 bis 2010, also an deene leschte 15 Joer, huet Lëtzebuerg e reale Wirtschaftswuesstum hei kannt vu 4,7% pro Joer. Do sinn d'Krisejore scho matagerechent, et geet bis 2010. Bal 5% am Schnëtt reale Wuesstum pro Joer!

Fir 2012 ginn d'Experten haut vun engem Wirtschaftswuesstum vun ëm 1% aus. 2011, d'lescht Joer, waren et der beschtefalls 2%. An den historesche Wirtschaftsabroch, dee mer hei zu Lëtzebuerg kannt hunn, méi wéi jee an der Stolkris, en Abroch an engem Joer vu méi wéi 5% vun eisem Räichtum am Joer 2009, dee Minus vun iwwer 5% hu mer bis haut nach net honnertprozenteg kompenséiert.

Dës Entwécklung do entsprécht plus ou moins där, wéi se och a villen europäesche Staten déi lescht Jore stattfonnt huet respektiv nach ëmmer amgaangen ass stattzefannen. D'Inflatioun hei zu Lëtzebuerg louch bei 3,4% d'lescht Joer, d'Prognose fir dëst Joer gi vun 2,4% aus; all Kéiers iwwert dem Duerchschnëtt vun der Europäescher Unioun a vun der Eurozon.

D'Aarbechtslosegkeet - ech wier frou, wa mer effektiv och eis op deen dote Punkt hei bei dëser Debatt géife konzentréieren. Et ass nämlech déi grouss Erausfuerderung, wéi mer méi Leit a Beschäftegung bréngen, wéi mer d'Aarbechtslosegkeet erofdrécken hei zu Lëtzebuerg. D'Aarbechtslosegkeet, déi ugefaangen hat ze stagnéieren, ass am zweete Semester d'lescht Joer erëm eng Kéier eropgaangen. An déi lescht Zuelen, déi haut vun der Regierung bekannt gemaach goufen, beweisen, dass d'Situatioun ufänkt, dramatesch ze ginn!

6,6% Aarbechtslosegkeet hei zu Lëtzebuerg: en historesch héije Stand fir dëst Land; och wa mer op europäeschem Niveau - do si 46 Millioune Leit haut op der Sich no enger Aarbechtsplaz -, och wa mer op europäeschem Niveau no Éisträich an Holland nach d'Nummer 3 si mat der mat nidderegster Aarbechtslosequot. Haut huet Lëtzebuerg iwwer 16.000 - dat sinn déi lescht Zuelen -, iwwer 16.000 Résidenten, déi ageschriwwe si bei der ADEM an déi no enger Aarbecht sichen. Ufanks 2008 - et sinn also knapp véier Joer hier -, virun der Kris, waren et der manner wéi 10.000. E Plus vun iwwer 60% an deem kuerzen Zäitraum! Bei deene 16.000 Leit, déi no enger Aarbecht sichen hei zu Lëtzebuerg, sinn et manner wéi 2.500 oppe Plazen, déi momentan gemellt sinn.

Ëmstrukturéierungen am Bankesecteur, Failliten an der Baubranche, méiglech Betribsschléissungen an der Stolindustrie: der Lëtzebuerger Wirtschaft geet et haut insgesamt net gutt! Och wann dat keen eenheetlecht Bild ass, och wann et hei zu Lëtzebuerg eng ganz Partie Secteure gëtt - glécklecherweis! -, déi weiderhin déck schwaarz Zuele schreiwen.

An Europa stagnéiert d'Wirtschaft an de Risiko vun enger zweeter Rezessioun gëtt net ausgeschloss. Den internationale Währungsfong geet souguer dovunner aus, dass Europa wäert dëst Joer an eng liicht Rezessioun erarutschen. D'Suerg an esou enger fir Lëtzebuerg, historesch gesinn, anormaler Situatioun, d'Lounkäschten net automatesch an ondifferenzéiert fir all Branchë klammen ze loossen, ass an eisen Aen duerfir berechtegt.

Eng Léisung, dat ass déi, déi proposéiert ass vun der Regierung, déi iwwert déi nächst dräi Joer - mat engem Décalage vun zwielef Méint tëschent all Indextranche - de Betriber eng mëttelfristeg Planungssécherheet bréngt an eng manner grouss automatesch Erhéijung vun de Lounkäschten, lassgekoppelt vun der konkreter Situatioun vum Betrib oder vun eenzelne Wirtschaftssecteuren.

Am Schnëtt gouf déi lescht zéng Joer all 13 Méint eng Indextranche ausbezuelt. Elo kann dat all zwielef Méint geschéien. D'Regierung läit mat hire Virschléi tëschent deem, wat d'Patronat gefuerdert huet, an deem, wat d'Gewerkschafte bereet ware matzedroen.

Duerfir och direkt déi zweet Fro, eng essenziell Fro: Wat bedeit déi virgeschloe Regel fir d'Bezéier vu Léin a vu Renten? Losse mer et kloer soen: D'Gehälter an d'Rente wäerte manner schnell automatesch wuesse wéi dat am allgemengen Indexmechanismus virgesi war. Mä gläichzäiteg - an dat géif ech bieden ze beuechten -, gläichzäiteg hunn och all d'Salariéen an all d'Rentner praktesch d'Garantie, dass hiert Akommes den 1. Oktober 2012, den 1. Oktober 2013 an den 1. Oktober 2014 wäert automatesch per Gesetz jeeweils ëm mindestens 2,5% an d'Luucht goen. Déi Garantie do gëtt et zurzäit a kengem aneren europäesche Land!

Lëtzebuerg ass, mat der Belsch, iwwerhaapt praktesch dat eenzegt europäescht Land, wat iwwerhaapt e gesetzlechen Indexsystem kennt. An an der Belsch - dat géif ech och bieden, zur Kenntnis ze huelen - ass de Wuerekuerf schonns laang trafiquéiert - eppes, wat mir net wëllen -, an der Belsch ass Tubak, Alkohol, Bensin an Diesel aus dem Wuerekuerf erausgeholl.

An deenen anere Länner ginn d'Léin ausschiesslech iwwer Kollektivverträg oder Betribsaccordë geregelt. Kollektivverträg a Betribsaccorden, déi gëtt et selbstverständlech och hei zu Lëtzebuerg. Och hei zu Lëtzebuerg sécheren déi Accorden - och de Gehälteraccord an der Fonction publique, wéi déi am Privatsecteur - eng zousätzlech Akommesverbesserung. An der Fonction publique ass en Accord fir déi nächst Jore geholl. Am Bankesecteur besteet och e Kollektivvertrag, dee virgesäit, dass am Prinzip d'Léin wäerten ëm 1%, zousätzlech zum Index, an d'Luucht goen an deenen dräi Joer.

Esou gëtt et och nach eng ganz Rëtsch vun aneren Accorden, déi een an der Gesamtiwwersiicht och muss mat berücksichtegen. Et ass duerfir haut praktesch onméiglech anzeschätzen, ob iwwerhaapt a wéi vill u Kafkraaft am Endeffekt fir deen Eenzelnen eventuell verluer geet duerch dës Regelung respektiv déi Regelung, déi virdru geholl gouf.

Fir 2012 - dat ass eppes, wat nach virausschaubar ass - kann een haut dovunner ausgoen, dass bei enger Inflatioun vu liicht manner wéi 2,5% an dem Ofschafe vun der Krisesteier et géintiwwer 2011 mat Sécherheet net wäert zu engem Kafkraaftverlescht, mä zu enger liichter Erhéijung vun der Kafkraaft kommen. 2010, 2011 war déi Kafkraaft liicht réckleefeg. Wann d'Inflatioun an deenen nächsten dräi Joer ënner 2,5% läit, ass dovunner auszegoen, dass d'Kafkraaft net wäert déi nächst dräi Joer zréckgoen, mä wäert liicht uwuessen an deem doten Zäitraum.

Et kann een also net behaapten, dass et elo 2012 duerch deen heiten Text kéint zu engem Konsumréckgank kommen, deen op en direkte Kafkraaftverlescht zréckzeféiere wier. Dat ergëtt sech net aus där heite Bestëmmung.

Zur Kafkraaft an zur Lounentwécklung och e puer zousätzlech Erklärungen, fir den Impakt vun dësem Gesetz an dat richtegt Liicht ze réckelen: Laut dem Statec ass laangfristeg gekuckt, 1996 bis 2010, also och déi lescht 15 Joer, zu Lëtzebuerg de Mëttelloun, de „salaire moyen", ëm 50% an d'Luucht gaangen. Dat entsprécht, wann een d'Inflatioun erausrechent, enger reeller Kafkraaftsteigerung vun ëmmerhin 12%!

A ganz Europa war während där Zäit déi Steigerung bei 3%. An Däitschland war se während där Zäit réckleefeg, an der Belsch, a Frankräich op engem ähnleche Prozentsaz wéi hei zu Lëtzebuerg. Allerdéngs muss ee soen, dass eise Lounniveau insgesamt gutt 20% iwwert deem vun eisen Nopeschlänner läit.

Derbäi kënnt, dass - gradesou wéi dat 2009 an 2011 de Fall war - d'Regierung elo schonn sech formell engagéiert huet - an ech denken, dass d'Majoritéit vun der Chamber do hannendrusteet -, dass de Mindestloun och den 1. Januar 2013, wéi dat och schonn 2011 an 2009 de Fall war, wäert zousätzlech zur Inflatioun erhéicht ginn. Virun der Kris louch dee Mindestloun hei zu Lëtzebuerg bei 1.609 Euro, elo läit e bei 1.801 Euro, dat entsprécht enger Erhéijung vun 12% a gutt dräi Joer. Den 1. Oktober respektiv den 1. Januar d'nächst Joer wäert e weider an d'Luucht goen.

Drëtt Fro: Wéi schreift sech déi heiten Initiativ an an déi allgemeng Ausriichtung vun der Wirtschafts- a Finanzpolitik vun der Lëtzebuerger Regierung? Geet Lëtzebuerg de Wee vun Austeritéit, vu Sozialofbau, wéi en zurzäit a bal allen europäesche Länner praktizéiert gëtt? Ech wëll et hei kloer an däitlech soen: Fir d'LSAP kann den Auswee aus där aktueller Kris, och an Europa, net ausschliesslech an enger Ausgabereduzéierung, enger Null-Defizit-Politik an enger Scholdereduzéierung bestoen.

Eng Welt, wou fir d'Banken Hëllefsprogrammer opgestallt ginn a fir d'Bierger Austeritéitsprogrammer operluecht ginn, dat ass net meng Welt! Nëmmen eng Politik, déi och nei Wuesstumsperspektiven opmécht - Investissementer an d'Schoul, a Fuerschung, an Innovatioun, a grouss öffentlech Infrastrukturen -, huet eng Chance op Succès. Déi néideg Budgetsdisziplin däerf net zu engem Ofwierge vun all Wirtschaftswuesstum féieren. Grouss öffentlech Investissementer mussen och hei zu Lëtzebuerg an Zukunft deelweis kënnen iwwer Empruntë finanzéiert ginn.

Déi noutwendeg Wuesstumsperspektiven, déi vermëssen an der Tëschenzäit och esou Institutioune wéi den Internationale Währungsfong, d'OCDE, a souguer Standard & Poor's huet an hire contestéierten a contestabelen Décisiounen, wat de Rating vun eenzelne Länner ugeet, och drop higewisen, dass e grousse Problem momentan géif doranner bestoen, dass feelend Wuesstumsperspektiven an deenen eenzelne Staten an Europa géife bestoen duerch eng eesäiteg Ausgabereduzéierungspolitik, déi préconiséiert gëtt.

Net méi spéit wéi gëschter huet den Internationale Währungsfong drop higewisen, dass grad an dësen Zäiten déi europäesch Länner - do zielen ech awer nach Lëtzebuerg och mat derzou! -, déi iwwer gewësse Margen an hirem Budget nach verfügen, déi Margen och sollten notzen, net fir weider voll op d'Brems ze drécke bei den Ausgaben, mä fir och Akzenter ze setzen, fir Wuesstum ze fërdere kuerzfristeg a mëttelfristeg.

Et muss ee soen, de Statsbudget 2012, dee mer jo virun engem gudde Mount hei diskutéiert a verabschit hunn, deen ass an där Hisiicht ausgeglach. Dee Statsbudget 2012, dat ass keen Austeritéitsbudget no auslänneschem Muster. Do stécht kee Sozialofbau dran. Do ass keen Afréiere vu Léin a Gehälter a Pensioune virgesinn. Et gëtt keen Astellungsstopp beim Stat a bei de Gemengen am öffentleche Secteur. Eleng de Stat huet och erëm wélles, 2012 - wéi schonn déi Jore virdrun all Joers - 300 zousätzlech nei Aarbechtsplazen ze schafen. An anere Länner ginn emol déi Posten, déi bestinn, net méi ersat, geschweig dann, fir nach zousätzlech Aarbechtsplazen ze schafen.

An et kann een d'Situatioun kucken, wéi ee wëllt. Ech deelen do net déi pessimistesch Aschätzung vum DP-Riedner. Mir sinn der Meenung, dass e Land mat engem öffentlechen Defizit, deen - dat sinn eben déi lescht Zuelen - 2011 bei minus 0,5% vum PIB läit, an enger öffentlecher Schold vu ronn 18% vum PIB, dat sollt och weiderhin eng Politik mat Aemooss maachen, eng Politik vun der roueger Hand, net paniquéieren an net iwwerreagéieren.

Entscheedend fir d'Zoustëmmung vun eiser Fraktioun zu deem heite Gesetzesprojet sinn awer och eng ganz Rëtsch vun Décisiounen a Begleetmoossnamen, déi vun der Regierung an deem Kontext mat décidéiert gi sinn zäitgläich: d'Bekenntnis zum gesetzlech verankerten automateschen Indexsystem. Lëtzebuerg wäert op deem Prinzip do zu Bréissel net noginn.

Zweetens, de Wëllen, de Leit mat niddregem Akommes zousätzlech ënnert d'Äerm ze gräifen, iwwert déi Aussoen zum Mindestloun, iwwer awer och speziell Hëllefen, déi wäerten agefouert ginn, fir deene Leit mat manner Akommes, déi Schoulkanner hunn ab zwielef Joer, besonnesch Hëllefen zoukommen ze loossen iwwer Bong an iwwer Prime.

Da punktuell Verbesserungen och an eisem Sozialsystem, mat enger Verbesserung, wat de Remboursementssystem an der Gesondheetskeess ugeet, wat gréisser Ausgaben am Zännberäich betrëfft; déi méiglech Staffelung vum Waasserpräis, déi et elo och de Gemenge wäert méiglech maachen, och no soziale Kritären de Waasserpräis nei auszeriichten, an och d'Bekenntnis, nach an dëser Period e Gesetz stëmmen ze loossen iwwert den Ausbau vun der Matbestëmmung an eise Betriber.

Mä virun allem huet d'Regierung och am Endeffekt décidéiert, dass strukturell Ännerungen um Indexsystem wéi Verännerungen um Wuerekuerf - et ass jo diskutéiert ginn, Tubak, Alkohol respektiv deelweis d'Pëtrolsprodukter erauszehuelen - net wäerten duerch Gesetz imposéiert ginn, mä nëmmen iwwer eng Négociatioun mat de Sozialpartner wäerten erbäigefouert ginn. Dat ass vun der Regierung esou festgehale ginn. Dat Wuert do gëllt och fir eis.

Esou eng Reform vum Wuerekuerf - dat muss een awer och däitlech soen - ass nom Vote vun dësem Gesetz an och virun allem no där Regelung am leschten Artikel vun dësem Gesetz, wou d'Compteure beim Index den 1. Oktober 2014 op null solle gesat ginn, do ass et an eisen Aen net ubruecht, och nach zousätzlech Ännerungen um Wuerekuerf virzehuelen. Et ass an dëser Zäit onnëtz a riskéiert an eisen Aen, wäitreechend an net gerechtfertegt Konsequenzen op de Loun- a Rentenniveau no 2014 ze hunn.

D'Ofännerung vum Wuerekuerf steet fir eis Fraktioun net op der politescher Dagesuerdnung.

Mir brauchen och, mengen ech, Rou am Indexdossier, fir eis voll op aner wichteg, vläicht souguer méi wichteg Punkten ze konzentréieren: d'Erëmhierféierung vu Beschäftegung, d'Bekämpfung vun der Präisdeierecht an d'Erhale vun der Kompetitivitéit, déi sech op kee Fall däerf op d'Fro vun der Indexéierung vu Léin a Gehälter reduzéieren. Do bleift villes ëmzesetzen, wéi och zum Beispill am Beräich vun der Vereinfachung a Beschleunegung vun den administrative Prozeduren.

D'LSAP-Fraktioun insistéiert, dass den Observatoire vun de Präisser seng Aarbecht mécht an dass och d'Patronatssäit hir Verflichtungen anhält. Hei gëtt vun enger Säit eppes verlaangt, an ech mengen, do gehéiert och derbäi, dass déi aner Säit och Hiert bréngt. Och d'Patronat ass an enger Bringschuld géintiwwer dësem Land an dëser heiteger Diskussioun.

D'Ofschwäche vun der Lounprogressioun ass net zum Nulltarif ze hunn. Duerfir erwaarde mer vun hinnen, dass se Aarbechtsplazen erhalen a schafen, dass se méi an Ausbildung investéieren, dass se besonnesch awer och an d'Betribsstrukturen investéieren. D'Betriber mussen och hiren Deel zu deem ganzen Accord leeschte fir Wuesstum a Beschäftegung.

A mir sinn der Meenung, dass dat Gejéimers, wat Deeler zumindest vom Patronat gäre bis an déi heiteg Zäit era vum Stapel loossen, net derzou bäidréit, d'Vertrauen hierzestellen, mä dat verschlëmmert eigentlech just nach nëmmen d'Krisestëmmung, an dat brauche mer an dëser Zäit sécherlech net.

Mir fannen et och legitim - an dat ënnerscheet eis vun der Demokratescher Partei, wéi ech elo grad héieren hunn -, mir fannen et legitim, dass a verschiddene Secteuren, wou weider zolidd Benefisser gemaach ginn - där gëtt et der hei zu Lëtzebuerg -, d'Gewerkschafte fir hir Belegschaft zousätzlech Avantagen aushandelen. Do, wou Benefisser, do, wou Wuesstum gemaach gëtt, do ass et och, mengen ech, net abwegeg, dass een eng gerecht Opdeelung vun deene Benefisser verlaangt tëscht dem Kapital an dem Salariat.

Enn 2014 soll an eisen Aen, wéi mer dat bei anere Gesetzer och gemaach hunn, e Bilan vun den Auswierkunge vun dësem Gesetz gemaach ginn, eng Evaluatioun iwwert d'Akommessituatioun, iwwert d'Situatioun um Beschäftegungsmaart, d'Situatioun vun de Betriber, an da soll opgrond vun der Wirtschaftsentwécklung iwwer weider Schrëtter diskutéiert ginn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de fréiere Vizepremier, de Jacques Poos, huet an engem oppene Bréif am „Tageblatt" zu dësem Gesetzesprojet Folgendes geschriwwen: „Dës Indexregelung ass eng Kaskoversécherung an onsécheren Zäiten, géint onberechenbar wirtschaftlech wéi och geopolitesch Risiken. Si ass zäitlech begrenzt. Si zerstéiert de Sozialstat net. Si konsolidéiert en."

Dat bleift och eist politescht Zil: eis Wirtschaft weider wuessen ze dinn, d'Beschäftegung ze förderen, ouni de Sozialmodell futtizemaachen. Net vun ongeféier sinn hei am Land Léin a Rente vun 1908 (veuillez lire: 2008) bis 2011 an elo erëm héchstwahrscheinlech vun 2012 bis 2014 all Joers ëm mindestens 2,5% pro Joer an d'Luucht gaangen. Duerfir brauche mer eis net ze schummen. Dat ass keng sozial Onéier. Dat gëtt et néierens soss an Europa.

Duerfir wäerte mir als LSAP-Fraktioun dëse Gesetzesprojet och stëmmen, als Deel vun enger globaler politescher Strategie, net fir Austeritéit, mä fir d'Ofsécherung vun engem wesentleche Bestanddeel vun eisem Sozialsystem a fir d'Hoffnung op méi Beschäftegung.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Bodry. Als nächste Riedner ass den Här Henri Kox agedroen. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

M. Henri Kox *(déi gréng)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Merci och dem Rapporteur fir säi schréftleche wéi och mëndleche Rapport. Hien ass a senger Presentatioun ausféierlech op de Gesetzestext agaangen, sou dass ech net méi op de Mechanissem vun dëser Indexmanipulatioun speziell muss agoen.

Dass eng weider Manipulatioun géif stattfannen, gouf jo och schonns am Accord bipartite vum 29. September 2010 tëschent der Regierung an de Gewerkschafte festgehalen. Deemools stoung ausdrécklech am Text - an den

Här Bodry huet dat och scho virdrun hei ernimmt: „Wann 2012 eng weider Indextranche sollt erfalen, déi manner wéi zwielef Méint no der leschter Tranche zur Applikatioun géif kommen," dat heescht zwielef Méint no der Tranche vum Oktober 2011, „géife sech d'Sozialpartner zesummesetzen, fir iwwert dat weidert Virgoen ze diskutéieren an déi néideg Konklusiounen dorauser ze zéien."

Leider ass et der Regierung och dës Kéier net gelongen, en Accord mat de Sozialpartner ze fanne respektiv ofzeschléissen! Et ass deemno fir d'Zweet säit dem Start vun dëser CSV/LSAP-Regierung, dass de Sozialdialog gescheitert ass! D'Fro stellt sech, ob dës Regierung vläicht esou schlecht opgestallt ass, dass si keng uerdentlech Médiatioun a wirtschaftlech schwieregen Zäiten hikritt.

Dës Regierung huet sech bis elo sécherlech net duerch e kohärent a solidarescht Virgoen ervirgedoen. Duerfir si se ze zerstridden. Déi eng blockéieren op gesellschaftspoliteschen Themen, an déi aner profiléiere sech duerch eegestännegt Optrieden ouni gemeinschaftlecht Konzept.

Mä et ass emol net déi Konzeptlosegkeet vun der Regierung, déi den Haaptgrond duerstellt, firwat d'Tripartite gescheitert ass, mä déi verännert wirtschaftlech a sozial Grondbedéngungen hei am Land, an Europa respektiv souzesoen an der ganzer Welt.

Jo, och virun 30 Joer ass et zu engem Désaccord tëschent de Sozialpartner iwwert den Index komm. Och deemools huet d'Regierung am Alleingang eng Indexmanipulatioun duerchgefouert, mat der Konsequenz souguer vun engem Generalstreik vun de Gewerkschaften.

Mä säit 30 Joer huet d'Welt extrem changéiert! Mir sinn an engem total aneren Emfeld. D'Globaliséierung huet an där Zäit e rasante Schrëtt no vir gemaach, ausgeléist haaptsächlech duerch e Lasskoppele vun der Finanzwelt aus der realer Wirtschaft. Eng Finanzwelt, déi sech mat deels dubiéisen an ontransparente Finanzprodukter verselbstständegt huet. Eng Fiskalpolitik, déi déi Räich a Superräich géigeniwwer vum Rescht vun der Gesellschaft ëmmer méi bevirdeelegt an entspriechend weltwäit Steierparadäiser toleréiert huet.

Dëst waren d'Viraussetzunge vun enger neoliberaler Politik, déi hiren Ursprong an den 80er Joren am angelsächsesche Raum hat an zënterhier iwwert d'ganz Welt verbreet gëtt.

An deem Ëmfeld ass et net méi eleng un de Sozialpartner, et kann net méi eleng un enger Tripartite sinn, fir iwwer Ännerungen an eisem Sozialsystem eleng ze entscheeden!

Hei ass et net nëmmen den Index, deen am Viséier ass, et stelle sech och nach eng ganz Rei aner Froen, wéi zum Beispill Froen iwwer eise Wuesstum, Froen iwwer eis Landesplanung, Froen iwwer méi eng zilgerecht Sozialpolitik, Froen iwwer eis Bildungspolitik, Froen iwwer eisen Aarbechtsmarché a schlussendlech Froen iwwer eise Pensiounssystem.

Duerfir froe mir méi eng breet Diskussioun, méi eng breet Abezéiung vun der Gesellschaft, fir méi e breede Konsens hierzestellen. Ech komme méi spéit op eis Fuerderunge beim Dépôt vun enger deementspriechender Motioun zréck.

Ier ech awer méi an den Detail zu dësem Gesetz wëll kommen, nach e puer prinzipiell Iwwerleeungen zum Index.

Ech wëll direkt virausschécken, dass den Index fir déi gréng weiderhin e wichtege Stellewäert am Lëtzebuerger Sozialmodell soll behalen. Den Index war an der Vergaangenheet a wäert och weiderhin an der Zukunft e wichtege Garant fir de soziale Fridden hei zu Lëtzebuerg sinn. Den Index stellt a sech, am eigentleche Sënn, keng Lounerhéijung duer, mä eng Upassung un d'Deierecht, en Ausgläich also vun der Kafkraaft, vum Kafkraaftverloscht. Eréischt wann d'Deierecht en Niveau vun 2,5% erreecht huet, gëtt dëse Kafkraaftverloscht iwwer eng Erhéijung vun de Paien, Léin a Pensiounen ausgeglach. Et ass also e stännegt Hannendrulafen zu der Präisinflatioun.

Dëse Mechanissem ass méi wéi däitlech souwuel schrëftlech wéi och grafesch am Commentaire zu dësem Gesetzestext erkläert ginn. Jo, esou wäit, dass souguer e stännege Kafkraaftverloscht jee no Inflatioun no 2014 wäert bleiwen, wat bei héijer Inflatioun an de Joren 2013 an 2014 de Fall wäert sinn. Et ass och besonnesch op deem Punkt, wou d'Gewerkschaften hir gréisste Bedenken zu dësem Gesetz hunn. Bedenken, déi mir verstinn an och duerchaus deelen. Sollt et effektiv zu enger héijer Inflatioun kommen, menge mir awer, dass nach eng ganz aner Rei vu Problemer sech wäerte stellen. Niewent dem Index musse mer dann nach iwwer ganz aner Punkten diskutéieren.

Méi däitlech wéi hei am Gesetz kann een a sech dee méigleche Kafkraaftverloscht net beschreiwen. Et ass also keng Lounerhéijung am Sënn vun engem Spigelbild vun der wirtschaftlecher Stäerkt vun dem Land, mä de gerechte Lounausgläich un d'Deierecht, besonnesch fir dee Grupp vu Salariéen, déi kengem Kollektivvertrag ënnerleien, ëmmerhi 50% am Privatsecteur. Dobäi sinn et grad déi, déi an der ënneschter Akommesklass ze fanne sinn.

All Erhéijung vum Akommes geet iwwer aner separat Ofkommessen. Ofkommessen, déi iwwert d'Sozialpartner geschéien. Sou Ofkommesse goufen och elo nach an dëser Zäit, krisebestëmmter Zäit, festgehalen!

Besonnesch an dëser Situatioun ass et de Grénge onverständlech, dass eng Regierung higaangen ass an en Accord mat der CGFP ausgehandelt huet iwwer eng zousätzlech Lounerhéijung vun 2,2%.

Fir déi gréng ass dësen Accord tëschent de Sozialpartner am öffentlechen Déngscht an dësem Moment kontraproduktiv, onverantwortlech an och deels net nozevollzéien. Dass de Privatsecteur do nëmmen de Kapp rëselt, ass verständlech a mécht d'Verhandlungen ëm eng Indexmanipulatioun net grad méi einfach.

Mä kann ee mir soen, firwat e Bankesecteur higaangen ass, ebenfalls e Lounaccord ofzeschléissen? Sécherlech op méi engem déiwen Niveau, nämlech vun 1%, mä trotzdeem! E Bankesecteur, dee léiwer haut wéi muer den Index wëllt ofschéissen, schléisst an dëse schwieregen Zäiten en Accord vun zousätzlecher Lounerhéijung of!

Entweder war et gemaach ginn, fir am Virfeld den Index auszeklammeren: Mir maachen haut oder an der Zukunft ëmmer nëmmen alles nach iwwer Kollektivverträg. Oder et muss ee mir erklären, firwat mer an dëser Zäit dann eng Verhandlung maache vu Lounerhéijung, an den Index wëlle mer dann ofschafen. Oder mir hätten d'Diskussioun kënne féieren: da léiwer den Index draloossen a keng zousätzlech Lounerhéijungen. Dann hätt och jiddwereen dovunner profitéiert, well hei maache mer en onselektiivt Ausdeele vu Léin.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat wëllen déi gréng a wéi gesi mir déi weider Démarche zum Index an doriwwer eraus?

Zéng Punkte fir eng aner Indexdiskussioun. Zéng Punkten, fir endlech iwwert d'Zukunft vu Lëtzebuerg ze diskutéieren a gemeinsam Strategië fir d'Zukunft ze entwerfen an och wann ech gelift dann ëmzesetzen.

Éischtens: déi gréng wëllen de System vum Index net a Fro stellen an hunn och gréisser Bedenken, de Wuerekuerf ze veränneren oder den Indexmechanismus ze deckelen.

Zum Tubak: Den Tubak wëllen eraushuelen, kléngt gutt, ass och gesondheetspolitesch korrekt, mä et ass eng reng Kosmetik. Méi wichteg wier et, d'Antitubaksgesetz virunzedreiwen an derfir ze suergen, dass vläicht d'Leit erëm méi an de Bistro kënne goen, ouni mussen zougedämpt ze ginn. Mir sinn iwwerzeegt, dass erëm méi Leit an d'Bistroe géife goen, wann de Bistro tubakfräi wier.

(Interruption)

Zum Pëtrol: Vun enger ekologescher Perspektiv aus ass dat attraktiv, mä an der Realitéit ass et och do méi wichteg, de Leit d'Kafkraaft ze loossen, mä hinnen duerfir ze hëllefen, aus der Uelechfal ze klammen, Haiser ze isoléieren, d'Mobilitéit douce an erneierbar Energien ze förderen an - ganz wichteg! - d'Energieaarmut endlech ze bekämpfen.

Une voix.- Très bien!

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Bei enger seriéiser Klima- an Energiepolitik klëmmt de Pëtrol vum selwen aus dem Index.

Deckelung vum Index: Mir hunn och gréisser Bedenken zu der Deckelung vum Index. Hei dann och vun engem „sozialen Index" wëllen ze schwätzen, ass falsch an de Leit Sand an d'Ae gestreet. Deckelung bréngt keen zousätzleche soziale Fridden.

Den Index ass kee Mechanismus, fir den Écart tëschent de Léin ze reduzéieren, mä fir de Kafkraaftverloscht ze kompenséieren. Sozial Gerechtegkeet respektiv Ëmverdeelung geschitt iwwer eng sozial gerecht Steierpolitik,…

Une voix.- Très bien!

M. Henri Kox *(déi gréng).*- …also nëmmen duerch eng progressiv an ugepasste Steierpolitik. Et ass net den Index, deen den Écart tëschent niddregen Akommen an héijen Akomme regelt, mä eleng d'Steierpolitik. D'Steierpolitiken aus de Joren 2001 an 2002 waren duerfir alles anescht wéi gerecht nach sozial richteg, mä hunn zu méi Akommesdifferenzen hei am Land bäigesteiert, an net den Index.

Hei e puer Beispiller: d'Erofsetze vun dem Spëtzesteiersaz vu 46% op 38%, d'Erofsetze vun der Kierperschaftssteier op 21%, d'Ofschafung vun der Gewerbekapitalsteier an der Verméigenssteier, a weider, d'Erofsetze vun der Gewerbesteier op 3%.

Zweetens: Mir mussen ophéieren, den Index an den Zentrum vun all politescher Diskussioun ze setzen. D'Diskussioun ëm den Index ass Gëft fir eis Gesellschaft. Duerch d'Fokusséierung eleng an ausschliesslech op den Index blockéiere mir eis zousätzlech a verléieren eis am Niwwel. Mir verpassen domat ëmmer nees, iwwert déi wichteg Themen ze diskutéieren: Wuesstum, Bildung, Aarbechtsmarché, Pensiounen - fir nëmmen déi ze nennen.

Eng Modulatioun muss méiglech sinn, well a Krisemomenter mat zousätzlecher héijer Inflatioun riskéieren ze vill an ze schnell Indextranchen ze erfalen. An engem klenge Land mat oppener Wirtschaft gerode besonnesch aarbechtsintensiv Betriber ënner Drock, mat als Konsequenz engem méigleche Verloscht un Aarbechtsplazen. Mir musse virun allem awer d'Aarbechtsplazen erhalen. A Krisenzäiten ass d'Aarbechtslosegkeet duebel schlecht.

Fir dat méiglechst ze vermeiden, sinn déi gréng bereet, temporär Abousse beim Inflatiounsausgläich hinzehuelen. Duerfir fanne mir et richteg oder och wichteg, dass a Krisenzäiten eng breet Diskussioun ka stattfanne mat Patronat a Gewerkschaften - awer net nëmmen déi eleng -, fir iwwer konjunkturell an temporär begrenzte Modulatioune vum System ze schwätzen.

Dësen Dialog däerf awer dann net mat inakzeptabelen Argumenter iwwerlagert ginn. Et kann net sinn, ze verlaangen, de Mindestloun erofzesetzen a gläichzäiteg dëse Verloscht duerch Transfergelder, duerch Almosen opzefänken.

A wéi enger Gesellschaft si mer dann ukomm, wou eng 40-Stonnen-Aarbecht net méi fir ze liewen duergeet? Wëlle mer da wierklech Aarbechtsverhältnisser wéi an den angelsächsesche Länner? Wëlle mer da wierklech den däitsche Modell iwwerhuelen, wou ëmmer méi Leit niewent engem 40-Stonnen-Job weider Aarbechte mussen unhuelen, fir iwwert d'Ronnen ze kommen?

Dës Fuerderunge vum Patronat sinn inakzeptabel. Dëst ass net akzeptabel, Här Wurth!

Och huet et wéineg Sënn, d'Dier ze klaken an d'Politik vum eidele Stull ze exercéieren. Et muss ee sech da schonn openeen zoubewegen. Sou wéi schonn ugedeit, war dat virun 30 Joer vläicht nach méi einfach, well deemools d'Patronat méi lokal verwuerzelt war. Haut als Konsequenz vun der Globaliséierung ass dat manner de Fall.

Mir sinn awer e bësse perplex iwwert d'Aart a Weis vun de Gewerkschaften, nodeems si de Verhandlungsdësch verlooss hunn - obwuel een dat am Nachhinein och nach ka verstoen -, iwwer hiert Verhalen duerno. Nodeems d'Tripartite während 30 Joer ouni d'Chamber funktionéiert huet an ni ee vun de Gewerkschafte sech hei gewisen huet, fir ze erklären, dass et sënnvoll wier, déi Accorden, déi an der Tripartite fonnt goufen, déi jo du besser do fonnt goufe wéi an der Chamber..., elo bei eis ugedanzt ze kommen.

Sou kommen d'Gewerkschaften haut op eemol, fir eng extra Réunioun, eng Plenarsitzung fir d'Deputéiert anzeberuffen, fir hire Standpunkt duerzeleeën an doriwwer eraus dann der Chamber wëllen de Schwaarze Péiter zouzeschousteren. Dat schéngt eis dach e bëssen iwwerzunn an och ze einfach.

Véiertens: Jo, mir kënne mat der Indexmodulatioun averstane sinn. Si bréngt nämlech fir d'Betriber an och fir de Stat Planungssécherheet, wat d'Personalkäschten ubelaangt, séchert op där anerer Säit dem Salariat dräi Indextranchen an domat besonnesch a Krisenzäiten e sécheren Ausgläich vum Kafkraaftverloscht an hëlleft domat, Aarbechtsplazen ofzesécheren. Mä mir sinn net d'accord mat der Aart a Weis, wéi d'Regierung am Moment d'Land regéiert a wéi dës Regierung ons an eng ongewëss Zukunft féiert.

De Budget 2012 baséiert op falschen Zuelen! Am Moment gëtt gemaach, wéi wann d'Keess voll wier, virun allem och vun de Gewerkschaften. D'Recettë vum Joer 2011 waren nach besser wéi geplangt, an dat am drëtte Krisejoer. Et ass dann natierlech schwiereg, fir de Leit kloerzemaachen, dass muss gespuert ginn.

Wat d'Leit awer iwwersinn, ass, dass dës Steierrecettë virun allem op de Joren 2007 bis 2009 baséieren, well d'Steierverwaltung Réckstänn aus deene Joren agedriwwen huet. 2007 war dobäi och nach e Rekordjoer mat 6,6% Wuesstum. Déi Réckstänn sinn elo eran. An elo kommen déi moer Jore vun der Kris 2010 an 2011. De Minister Frieden wäert d'Recetten 2012-2014 bäi Wäitem net méi mat esou vill Freed kënne presentéieren.

Sechstens: D'Regierung seet de Leit net d'Wourecht iwwert déi zukünfteg Evolutioun vun eise Recetten. Beispill E-Commerce: Vun den zwou Milliarden TVA-Recettë kommen der 550 Milliounen Euro eleng aus dem E-Commerce. Dovu wäerten de Gros 2015 ewechfalen - e Lach vu ronn 500 Milliounen d'Joer, de Präis vum gesamten ineffikasse Pacte Logement oder de Präis vum gesamten Tram, deen d'Land batter néideg huet.

Och den Tanktourismus wäert an Zukunft manner Recettë bréngen, well et och do d'Tendenz vun enger Steierharmoniséierung gëtt. Elo gëtt awer gemaach, wéi wann dat alles op engem anere Stär géif stoen a gëtt ausgeklammert a kaum thematiséiert.

Siwentens: D'Regierung moduléiert den Index bis bei déi nächst Wahlen a léisst Gottes Waasser iwwer Gottes Land lafen. De Koalitiounspartner LSAP ass och net méi bereet, weider Diskussiounen ze féieren. Bis zu deenen nächste Wahlen 2014 wëlle si sech keng Gedanke méi dozou maachen. Also muss déi nächst Regierung ganz schnell sech tëschent 2014 a Januar 2015, wa mer gréisser Recettë verléieren, eppes afale loossen. Vläicht an der Hoffnung, dass bei där nächster Regierung - wou d'LSAP elo schonn hofft, net méi derbäi ze sinn - den Index da ganz ofgeschaaft soll ginn.

Dëst kann net d'Zil vun enger Regierungspartei sinn. Haut stinn d'Problemer un, haut musse mer nei, intelligent Äntwerte fannen! Mir fuerderen d'Regierung op, Verantwortung ze iwwerhuelen an e breede Konsensdiscours unzefänken.

Aachtens: D'Pensiounsreform, déi de Sozialminister elo wäert proposéieren, ass u sech och de Glanz. Si baséiert op der total irrealistescher Erwaardung vun 3% Wuesstum - an dëst iwwer 50 Joer - an iwwer 700.000 Aarbechtsplaze bis 2060 an dësem Land.

Kuckt de Sozialminister da vläicht net de Bulletin vum Statec a gesäit hien do net, dass mer am Moment manner wuesse wéi eis Noperen? Fir d'Éischt zënter 20 Joer! E Wuesstum, dee wäit manner wéi 2% de Moment ausmécht.

Huet de Sozialminister probéiert, de Finanzminister vun der Noutwendegkeet vum Tram ze iwwerzeegen, fir dass hien déi 700.000 Leit op d'Aarbecht ka féieren, fir dass seng Pensiounsreform domat kann opgoen?

Neen, dat huet hien alles net gemaach. Hie seet, eréischt a siwe Joer kucke mer nach eng Kéier iwwert d'Pensiounsreform, an da maache mer déi néideg Adaptatiounen. Oder a siwe Joer ass de Sozialminister hoffentlech vläicht net méi derbäi. Mä da musse sech erëm déi, déi no der Sintflut kommen, drëms këmmeren, fir d'Kar aus dem Dreck ze zéien.

(Brouhaha)

Wëssen déi jonk Leit, dass an zéng Joer eise Pensiounssystem defizitär gëtt a vun do un all Joer manner erakënnt, wéi ausgi gëtt?

Néngtens: Statt sech ëm déi längerfristeg Ofsécherung vun eisem Sozialstat ze këmmeren, mécht dës Regierung natierlech och Saachen, fir d'Leit bei Laun ze halen, jiddefalls nach een oder zwee Joer. Si verlängert zum Beispill eng CAR-e-Prime fir d'Autoen, déi absolut näischt bréngt, ausser dass d'Leit nach méi Suen ausgi fir eng Mobilitéitsform, déi nach ëmmer an déi falsch Richtung geet. Vun zilgerechter Sozialpolitik keng Spuer.

Duerfir gëtt eis Regierung awer deene Leit, déi mussen deier Schoulbicher kafen, en Almosen, dee sécher net zur administrativer Vereinfachung bäidréit. D'Librairë mussen dann elo mam Certificat vun de Leit bei de Minister pilgeren, oder d'Leit mam Certificat vun de Librairen. Genau wësse mer dat och nach net. E Stempel fir 300 Euro.

Jiddefalls wier et méi sënnvoll gewiescht, d'Kannergeld weider ze indexéieren an duerfir et awer ze besteieren. Déi Leit, déi da wierklech vill Akommes hunn, hätten dann och vill Steieren ze bezuelen, an dann hätt och d'Kannergeld eng Komponent vu sozialer Ëmverdeelung.

A wat soll u sech dee Quatsch mat deem gestaffelte Waasserpräis? Nodeems d'Regierung d'Gemenge scho bal harceléiert huet, fir e käschtendeckende Waasserpräis anzeféieren, gëtt elo erëm alles op d'Kopp gehäit. Nozeliesen am Statec-Rapport: D'Waasserkäschte representéieren 0,4% vun de Gesamtausgabe vun engem Stot, souwuel an der ënneschter Akommesklass wéi an der ieweschter Klass. Kommt, mir schwätzen dach wann ech gelift iwwer méi richteg a wichteg Diskussioune wéi iwwer e gestaffelte Waasserpräis.

(Interruption)

Zéngte Punkt, Sozial- a Familljepolitik. Déi sozial Familljepolitik vun dëser Regierung ass och net esou, dass déi Leit effikass gehollef kréien, déi et brauchen. Anstatt dass de Stat scho viru Joren hätt massiv missen d'Crèchen ausbauen, goufen d'Gemenge virun e puer Joer mat de Chèques-services iwwerrascht an hu missen innerhalb kierzester Zäit massiv Kannerbetreiung opbauen.

Och am Dossier Studiëbäihëllef huet eis Regierung zwar eisen nationale Studenten e schéine Cadeau gemaach, mä muss elo erliewen, dass dëse Cadeau net EU-konform ass. Domadder schëtt se u sech fir eis nëmme Bensin an d'Feier, op geféierlecht nationalideologescht Gespréich a Gestänkers géint Auslänner a Frontalieren.

De Clou war awer sécher och der Familljeministesch hir Iddi, elo emol den Asylbewerber massiv hiert Täschegeld ze kierzen. Hei wäerte mer sécherlech näischt spueren, mä hei schéngt d'Regierung och éischter populistesch Stëmme fänken ze goen.

D'Konsequenz aus dësen zéng Punkte ka just eng breet an éierlech Debatt iwwert d'Zukunft vun eisem Sozialsystem sinn, wou all gesellschaftlech Kräften hei am Land un engem Dësch regruppéiert ginn. Duerfir hu mir eng Motioun preparéiert, an där mir d'Regierung opfuerderen, en Zukunftsdësch anzeberuffen. Mir sollen déi Zäit huelen, fir an deenen nächsten dräi Joer eng Diskussioun, eng breet Diskussioun unzefänken.

Vläicht kuerz zu den „Invites" un de Gouvernement: «…à mener au cours des trois années à venir une réflexion plus large avec les acteurs de la tripartite, mais également des représentants des groupes parlementaires et de la société civile ainsi que des scientifiques en vue d'une refonte d'un modèle luxembourgeois se basant sur l'équité sociale et la soutenabilité écologique;».

Zweeten „Invite": «…à inclure dans ces réflexions une véritable réforme du système des pensions, le développement du marché de l'emploi dans la Grande Région et l'équilibre des finances publiques à moyen terme à travers des réformes fiscales redistributives;», an drëtte Punkt: «…à viser l'établissement d'un mécanisme durable de compensation de l'inflation tout en renforçant le tissu économique du pays.»

Motion 1

La Chambre des Députés,

- vu que le Gouvernement propose de mener une modulation du système de l'adaptation de l'échelle mobile des salaires pour la période allant de 2012 à 2014;

- vu que cette proposition permet de maintenir une trêve substantielle des discussions politiques autour de l'échelle mobile des salaires;

- vu la difficulté en ces moments de prévoir à moyen terme l'évolution de la conjoncture économique du Luxembourg;

- vu la nécessité de mener des discussions autrement plus importantes et politiquement complexes sur l'importance du pétrole dans notre économie, l'avenir incertain de la place financière et de l'emploi ainsi que le maintien d'une politique sociale conséquente;

invite le Gouvernement

- à mener au cours des trois années à venir une réflexion plus large avec les acteurs de la tripartite, mais également des représentants des groupes parlementaires et de la société civile ainsi que des scientifiques en vue d'une refonte d'un modèle luxembourgeois se basant sur l'équité sociale et la soutenabilité écologique;

- à inclure dans ces réflexions une véritable réforme du système des pensions, le développement du marché de l'emploi dans la Grande Région et l'équilibre des finances publiques à moyen terme à travers des réformes fiscales redistributives;

- à viser l'établissement d'un mécanisme durable de compensation de l'inflation tout en renforçant le tissu économique du pays.

(s.) Henri Kox, Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Josée Lorsché, Viviane Loschetter.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, zum Schluss vu mengen Ausféierunge wëll ech nach eng Kéier kuerz op d'Gesetz selwer zréckkommen. Mir kënnen d'Gewerkschafte verstoen, wa si net kënnen averstane si mat dëser Modulatioun, well d'Betriber zwar 225 Milliounen aspueren, et dobäi awer guer net kloer ass, wat dann opsäite vun de Betriber gemaach gëtt. Wat gëtt beispillsweis mat dësen Aspuernisser gemaach, fir méi kompetitiv ze sinn?

Kompetitivitéit ass net nëmmen eng Fro vun de Salairen. E ganz rezent Beispill beweist, dass Lëtzebuerg duerchaus nach eng Kompetitivitéit huet. Et ass net fir näischt, dass eng Bäckerfirma op Lëtzebuerg komm ass. Dräi Argumenter goufe vun där Firma opgefouert: soziale Fridden - grad wéinst dem Index -, zweetens niddreg Soziallaaschten an drëttens niddreg Steieren. Souwäit zu der Kompetitivitéit.

Wat gëtt vusäite vun de Betriber gemaach, fir d'Leit méi laang an der Beschäftegung ze behalen? Wat gëtt vusäite vun de Betriber gemaach, fir d'Familljeliewen an d'Beruffsliewe besser ënner een Hutt ze kréien? Et gëtt eng Abberzuel vu Méiglechkeeten, déi net deier kaschten, déi de Leit awer vill wäerten hëllefen.

Engagéiere sech d'Betriber, fir dass hir Leit kënne méi einfach mam öffentlechen Transport schaffe kommen - Beispill Jobticket? Suergen d'Betriber fir déi néideg Crèchen? Ënnerstëtzen d'Betriber hir Leit, wa se wëllen Deelzäit schaffen oder emol insgesamt hir Wochenaarbechtszäit erofsetzen? D'Flexibiliséierung vum Aarbechtsrecht däerf net eleng an ausschliesslech um Bockel vum Employé ofgeweckelt ginn.

déi gréng sinn awer trotzdeem der Meenung, dass eis näischt aneschters iwwreg bleift, wéi fir dëser Modulatioun zouzestëmmen. Et ass wichteg an och richteg, well och Lëtzebuerg stécht an der Finanzkris an eis Ekonomie riskéiert, an Zukunft méi lues ze dréien. Et ass wichteg, dass mer elo alles maachen, fir d'Aarbechtsplazen ze erhalen. Duerfir ass et gutt, dass mer elo eng Léisung hu fir den Index iwwert déi nächst dräi Joer. Éischtens wëssen d'Leit, dass se mindestens 2,5% Inflatiounsausgläich am Joer kréien, an zweetens wëssen d'Betriber, wou se dru sinn. Wa mer elo déi dräi Joer sënnvoll notzen, fir e seriöe Schrack virunzekommen an endlech d'Diskussiounen ëm d'Zukunft vun eisem Land uginn an d'Finanzéiere vun eisem Sozialmodell ofsécheren!

Duerfir sti folgend wichteg Froen an Themen am Vierdergrond: eng zukünfteg an zukunftsfäeg Rentereform; d'Auswierkunge vun enger besserer Regulatioun vun de Finanzmarchéen op eis Finanzplaz an domadder op d'Budgete vu Stat a Gemengen; déi politesch a gesellschaftlech Abezéiung vu sämtleche Bierger a Biergerinnen; d'Aarbechtsplazen an d'Beruffsausbildung fir muer, fir Lëtzebuerg an d'Groussregioun; eng ekologesch Steierreform; de Wuesstum, a fir d'Lescht, eng richteg sozial Ëmverdeelung.

Ech bréngen domat den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Gesetz, mat der Hoffnung op eng breet an éierlech Debatt iwwert d'Zukunftsfroe vun eisem Land.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Kox. Als nächste Riedner ass den Här Jacques-Yves Henckes agedroen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Merci, Här President. Vun onser Säit aus och dem Rapporteur e grousse Merci, deen ons hei e ganz klore Rapport virgeluecht huet an och gesot huet, wourëms et hei an dësem Gesetz geet. D'Wirtschaftskris, déi finanziell Problemer vum Euro an d'Finanzsituatioun vum Stat bedéngen, datt mir villes iwwerdenken an a Fro stelle mussen, fir onst Land de wirtschaftlechen a finanzielle Realitéiten unzepassen.

Déi Léisungen, déi mir als ADR zréckbehalen, déi mir als Land mussen zréckbehalen, mussen an onsen Aen dräi Prinzipië respektéieren. Éischtens, si mussen d'Kompetitivitéit vun onse Betriber an onse Banke garantéieren. Zweetens, si däerfen de Budget vum Stat net an e finanziellen Déséquiliber bréngen. Drëttens, si musse gerecht sinn. Si musse sozial gerecht sinn. An ech mengen, et ass do, wou d'Differenze leien hei an der Chamber, wat déi eenzel Parteien ugeet.

Wat d'Kompetitivitéit ugeet, sou wëll ech drop hiweisen, datt d'UEL - d'Union des entreprises luxembourgeoises - 2009 en Aarbechtsdokument ausgeschafft huet mat 100 Mesuren, fir d'Kompetitivitéit vun onse Betriber ze garantéieren an auszebauen. Do geet natierlech Rieds vum Index, mä net nuren. Et gëtt nach 99 aner Mesuren, déi virgeschloe gi sinn.

Mir sinn der Meenung, datt ee fir d'Éischt iwwert dës Mesurë soll schwätzen, dës Mesurë soll ugoen, ier een un den Index geet. Ech zielen nuren e puer vun deene Mesuren op:

Reduktioun vun der Charge administrative. Wat ass geschitt? Näischt bis rose wéineg!

D'Délaien, fir d'Plans d'aménagement particuliers, fir d'Plans d'aménagement généraux an de Gemengen duerchzezéien. Wat ass geschitt? Näischt!

De Plan sectoriel fir nei Zones d'activités. Wat ass geschitt? Näischt, oder wann eppes geschitt ass, da weess keen eppes dovun.

„Netting fiscal", Remboursement TVA, Chômagereduzéierung erzilen. Mir gesinn, datt villes schonn deelweis realiséiert an an der Preparatioun ass. Mä dat, wat virgeschloen ass, bréngt näischt. Et bréngt nuren Duerjenaner.

Ech wollt awer an deem Kontext eng Resolutioun erabréngen, wou mer kënnen eppes fir d'Kompetitivitéit vun onsem Bankesecteur maachen. Eng Resolutioun, an där mer als Chamber d'Regierung ënnerstëtzen an hirer Iddi, fir sech géint déi international Finanztransaktiounssteier anzesetzen, wann esou eng Transaktiounssteier nure géif um europäeschen Niveau oder wéinstens nuren a verschiddene Länner an der Eurozon duerchgezu ginn.

Dat wier op jidde Fall de verkéierte Wee. Domadder géife mir riskéieren, datt mir an déiselwecht Situatioun géife kommen, déi Schweden schonn eng Kéier experimentéiert huet. Si haten a Schweden eng Finanztransaktiounssteier agefouert an innerhalb vun 48 Stonnen hate se keen een eenzegen Euro méi Recette. Alles wor am Ausland.

Ech mengen, dofir ass dat eng falsch Politik an dofir wëlle mer och ganz kloer hei - unanimement, mengen ech, solle mer - d'Regierung doranner ënnerstëtzen, fir op deem Wee do weiderzegoen.

Résolution 1

La Chambre des Députés,

- considérant que l'introduction d'une «taxe sur les transactions financières» est justifiée en soi mais qu'elle n'a de sens et qu'elle ne peut être efficace que si elle est appliquée dans les principaux centres bancaires européens mais aussi mondiaux;

- considérant que les risques d'une délocalisation des transactions financières des places financières européennes qui l'adopteraient vers des places financières qui n'appliqueraient pas cette taxe sont patents;

soutient le Gouvernement

dans sa volonté de faire dépendre l'introduction d'une taxe sur les transactions financières de l'application d'une telle taxe simultanément dans l'ensemble des places financières mondiales.

(s.) Jacques-Yves Henckes, Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser, Serge Urbany.

Deen zweete Punkt, iwwert deen natierlech hei an dësem Gesetz diskutéiert gëtt, ass d'Upassung vun de Gehälter un d'Evolutioun vun de Liewenskäschten. Wou sti mir do?

Wann een de Stonneloun, de Coût salarial moyen, mat de Charges patronales ukuckt a wann ee sech op d'Analys baséiert vun ECA International vum 17. Oktober 2011, da gesäit een, datt d'Belsch do mat 38,2 Euro d'Stonn zu Buch steet, global gesinn, an der Moyenne vun de Gehälter, Frankräich mat 33,1 Euro, Lëtzebuerg mat 32,8 Euro an Däitschland mat 29,1 Euro, bedéngt, well et an Däitschland kee Mindestloun gëtt.

Et gëtt zwou Methoden, fir d'Gehälter der Evolutioun vun de Liewenskäschten unzepassen. Déi eng ass, datt een iwwerhaapt keng automatesch Upassung virgesäit an de Gewerkschaften et iwwerléisst, fir iwwert d'Kollektivverträg, iwwer Streik, iwwer Négociatioune Verbesserungen an de Betriber erbäizeféieren. Déi zweet ass natierlech déi automatesch Indexupassung, wéi mir se kennen.

Wann ee keng automatesch Indexupassung virhëlt, mä just nuren déi Situatioun, wéi se an Däitschland ass, da gesäit een, datt zum Beispill d'lescht Joer an Däitschland d'Kollektivverträg e Plus vun 2,9% an der Moyenne bruecht hunn. An dat awer bei enger Inflatioun vun nuren 2,3%, déi also wäit ënnert där läit vu Lëtzebuerg.

Fir 2012 ass och an Däitschland eng Inflatioun virgesi vun 1,7%, an d'Léin an de Kollektivverträg sollen do ëm 3% an der Moyenne steigen. Ech wëll nuren der e puer ervirsträichen: an der Metallindustrie plus 2,7%, bei de Banken 1,6%, am Bau 3,4%, an der Fonction publique an Däitschland och 3,4%.

Et gesäit een also, wann ee keng automatesch Indexupassung fënnt, datt dann awer a munneche Länner, an Däitschland notamment, d'Gehälter an d'Luucht ginn, an dat wäit iwwert d'Inflatioun. Mä just nuren an deene Secteuren natierlech, wou et Kollektivverträg gëtt.

Deen anere System ass dee vun der automatescher Indexupassung. Do muss een een Avantage ervirsträichen, dat ass, datt d'Gehälter vu Salariéen, wou et kee Kollektivvertrag gëtt, déi bénéficiéieren dovun, an zu Lëtzebuerg sinn dat der awer 50%. Et bréngt méi sozial Kohäsioun an de System huet sech bewäert.

Et ass also hei e Choix ze treffen. An d'ADR ass derfir, den Indexsystem bäizebehalen, mä awer och mat deem kloren Appell, deen Ablack, wou dat géif zréckbehale ginn, mat deem kloren Appell un d'Gewerkschaften, fir deen Ablack an dëse schwieregen Zäiten Nullronnen ze dréien oder ganz moderat an de Kollektivvertragsverhandlunge virzegoen.

D'Indexmodulatioun, esou wéi se elo virgeschloe gëtt a wéi se am „Tageblatt" als „Indexmanipulatioun" genannt gëtt, an esou wéi d'Regierung se virschléit, do muss ee fir d'Éischt festhalen, datt déi Léisungen, déi elo zréckbehale wäerte ginn an dësem Gesetzesprojet, scho bei de Gewerkschaften dozou gefouert hunn, datt si gesot hunn, datt se elo an de Kollektivverträg keng Nullronnen a keng moderat Lounpolitik géife versichen duerchzesetzen, mä datt se géife ganz resolut versichen do, fir e Maximum erauszeschloen. An dat ass, mengen ech, och net gutt, wann et op dee Wee do geet.

Dat Zweet, wat ee muss festhalen: D'Regierung muss näischt méi maachen, fir d'Inflatioun zu Lëtzebuerg an de Gréff ze kréien. Ech erënneren drun, datt d'Regierung 2009 e Plan d'action contre une inflation excessive déposéiert huet. 65 Mesurë woren do virgeschloe ginn. A wat ass geschitt? Näischt! Bis zu de Wahle louch dee Programm vir, duerno ass näischt geschitt.

(Interruption)

Pardon, ech wollt just soen, et ass eppes geschitt, well d'Regierung huet awer eppes duerchgesat. Dat heescht, si huet d'Prix administrés ëm iwwer 10,4% gehéicht. Dat muss ee fäerdegbréngen, wann een eng Lutte contre une inflation excessive wëllt duerchzéien, datt een dann déi administrativ Präisser ëm 10,4% d'Joer drop héicht!

Et muss een och festhalen, datt, wann een esou eng Politik mécht, da muss een dat och visiblement duerchzéien, an notamment bei de Prix administrés. Mä wat versteet een dorënner?

Et ass natierlech de Waasserpräis. Et sinn natierlech och d'Offalltaxen. Déi lescht Jore si se 16,8% an d'Luucht gaangen. Et sinn déi sozial Komponenten, déi sozial Hëllefen, déi am Kader vun den Altersheimer gemaach ginn, zum Beispill iwwer Servior. Wou ee gesäit, datt eng Gemeng wéi d'Gemeng Nidderaanwen esou e Kontrakt mat Recht dénoncéiert huet, well en absolut exzessiv wor an d'Dépensen absolut verréckt sinn. Well d'Leit sech do Gehälter a Luxusautoe leeschten, déi herno alleguerten déi Leit mat klenge Pensioune musse bezuelen.

Ech mengen, dat dierft net sinn. An et ass do, wou mir ons erwaarden, datt speziell op deem Gebitt d'Regierung ganz aktiv an energesch intervenéiert, fir do déi administrativ Präisser an de Gréff ze kréien.

Ech wëll och ervirsträichen, datt, wann een d'Inflatioun 2011 am internationale Vergläich kuckt, da gesäit een, datt zu Lëtzebuerg do 3,4% ustinn, an Däitschland 2,3%, a Frankräich 2,7% an och an der Eurozon 2,7%.

Bei de Prix administrés, dovunner hunn ech geschwat. Mä och am Elektreschen, wann een do en normalen Haushalt kuckt, wat d'Elektresch, wat déi vun Elektresch musse bezuele pro Kilowatt d'Stonn, da gesäit een, datt dat zu Lëtzebuerg 0,22 Euro sinn, an der Belsch 0,21, an Däitschland 0,20 an a Frankräich 0,13. Dat sinn déi Donnéeën, esou wéi se am Eurostat publizéiert sinn.

Déi aner Fro, déi sech stellt, an dee Risiko, deen och besteet, dat ass, datt d'Regierung, wa se esou fix Indextranchë virhëlt, da brauch se also näischt méi ze maachen, fir d'Inflatioun an de Gréff ze kréien, a si kéint souguer d'TVA, déi ablécklech bei 15% ass, erhéijen. Dat géif absolut näischt herno bréngen um Niveau vun dem Index, well déi fix Tranche jo souwisou virgesi wier.

Fir de Stat muss een och festhalen, datt eng zousätzlech Indextranche, budgetär gesinn, eng „opération zéro" ass. Si ass budgetär neutral. Mä et ass de private Secteur, deen de Gros wäert dovunner missen droen, an da gëtt et héchstwahrscheinlech nees erëm Kompensatiounsmesuren, wéi dat déi leschte Kéier schonn de Fall wor.

Deen drëtte Punkt, iwwert deen ee muss diskutéieren, dat ass de Wuerekuerf. D'Logementskäschte maachen am Wuerekuerf nure 4% aus. All Stot, an dat weess awer bal jiddwereen hei am Land, gëtt awer méi wéi 4% fir Wunnkäschten aus. Mir sinn der Meenung als ADR, datt Tubak an Alkohol sollen aus dem Wuerekuerf erausgeholl ginn. Dat wier an der Logik vun där Politik, déi mer hei an dësem Land an och an dëser Chamber diskutéiert hunn.

Mä mir verlaangen awer och, datt de Wuerekuerf deen Ablack nei etabléiert gëtt, well de Budget vun haut, dee Wuerekuerf, dee mer

haut hunn, fir den Index ze berechnen, deen ass net méi adaptéiert fir e Land, fir Ménagen, fir Haushalter an enger spezieller Situatioun vun enger wirtschaftlecher Kris.

Déi virgeschloen Indexmodulatioun ass déi falsch Léisung. Si dréit net zum soziale Fridden an zur sozialer Kohäsioun bäi. Mir riskéieren, nieft enger Indextranche och nach staark sozial Konflikter am Kader vu Kollektivvertragsverhandlungen ze hunn, wéi dat vun de Gewerkschaften ugekënnegt gouf. Hei gëtt d'Kompetitivitéit vun de Betriber wierklech a Fro gestallt.

Déi richteg Léisung ass, den Index behale wéi en ass, d'Mesuren huelen, fir d'Inflatioun niddreg ze halen, a wann d'Inflatioun op 2,5% d'Joer erofkënnt oder souguer manner - an Däitschland ass 1,7% virgesinn -, da wier déi ganz Problematik vun der Indexmodulatioun oder -manipulatioun, wéi se och genannt gëtt, hifälleg.

Mir sinn och der Meenung, datt de Wuerekuerf dem Index vun den neie Gegebenheete muss ugepasst ginn. Kompetitivitéits- a Produktiounsproblemer vun de Banken a Betriber muss ee resolut ugoen, esou wéi d'UEL et virgeschloen huet. Dat ass net geschitt. Dofir wäert d'ADR och géint dëse Projet stëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Henckes. Als nächste Riedner ass den Här Serge Urbany agedroen. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dee Gesetzesprojet, deen haut virläit, ass net nëmmen illegal, andeems e verstéisst géint d'bestehend Gesetzgebung, déi strikt Kritäre virgesäit, a wat fir Fäll eng Modulatioun soll stattfannen - et ass d'Gesetz vun 1977 an dee Reglement duerno.

Et gëtt hei net argumentéiert op där Basis, ech hunn et virdru gesot an ech hunn och duerfir gefrot, dass dee Projet hei vun der Dagesuerdnung soll geholl ginn, wat ouni Diskussioun hei vum Sall jo net geschitt ass.

Mä ech mengen, dee Projet hei, souguer wann een déi nei Kompetitivitéitskritären zugronn leet, déi jo virun allem an europäeschen Etüde stinn, oder déi vum Office de la compétitivité zu Lëtzebuerg ausgeschafft ginn, muss ee soen, déi Kritäre widderspriechen eigentlech och nach der Realitéit, well si beleeën awer a ville Fäll, dass d'Lëtzebuerger Ekonomie eng ganz kompetitiv Ekonomie ass.

Ech wëll zitéieren aus deem Rapport de compétitivité, Säit 79: «Au niveau de la catégorie productivité et coût du travail le Luxembourg gagne neuf positions par rapport à 2009.» Mir hunn eis also verbessert. Et steet e bësse méi wäit: «Le Luxembourg peut prétendre sa position à la tête du peloton dans la catégorie performance macroéconomique.»

Et gëtt sech an deenen Etüden op vill Kritäre baséiert, dorënner och ganz komescher. Et gëtt festgestallt, dass am Gesamteffet Lëtzebuerg vun der néngter op déi zéngt Plaz gefall ass. Ma wann ee kuckt, opgrond vu wat fir enge Kritären dass dat deelweis geschitt ass, da stellt ee fest, dass esou Kritären do derbäi sinn, wéi dass d'Privatiséierung am Telekommunikatiounssecteur nach net wäit genuch fortgeschratt ass. Dat ass e Kompetitivitéitsfacteur, zum Beispill.

Et gëtt festgestallt, dass d'Betribssteieren ze héich sinn, obscho mer weider näischt déi lescht 20 Joer gemaach hunn, wéi se erofzesenken. Et gëtt festgestallt, dass d'Ausgabe fir d'öffentlech Schoulbildung zu Lëtzebuerg nach ze héich sinn. Mir liese vill vu Coûts unitaires salariaux, mir liesen awer näischt vun Taux de profit unitaire zum Beispill, déi mateneen emol géife verglach ginn. Da géife ganz aner Resultater erauskommen.

Et steet op enger anerer Plaz an där Etüd, déi Critères de compétitivité «reposent essentiellement sur les forces du marché». Dat ass den Driff vun deem Ganzen. Dorëms geet et a Wierklechkeet. An ech froe mech, firwat?

Hei gëtt vill geschwat vun Aarbechtsplazen, déi misste geschafe ginn. Dat ass richteg. Mä ech froe mech, déi Suen, déi do fräigestallt ginn, déi 500 Milliarden (veuillez lire: Milliounen), an deenen nächste Jore fir d'Patronen, dorënner och grouss Patronen, och d'Banken zum Beispill, och den Här Mittal zum Beispill profitéiert dovunner... Wou steet dann, dass déi Suen an nei Aarbechtsplaze fléissen? Wou steet dat? Ma néierens!

Dat heescht, mir hunn absolut keng Garantie, wa mer hei dee Cadeau maachen, deen ondifferenzéierte Cadeau nom Géisskaneprinzip...

Ech weess jo, dass hei vill Leit géint de Géisskaneprinzip sinn, wann et ëm d'Prestations sociales geet. Mä wann et hei ëm Cadeaue fir d'Patronë geet, dann ass et op eemol de Géisskaneprinzip, deen ee muss applizéieren.

Déi Suen, déi ginn hin ouni Investitiounszwang, ouni Zwang zur Schafung vun neien Aarbechtsplazen, zum Beispill an d'Opblose vun der Finanzblos op de Bourssen, et gëtt spekuléiert dermat am Casino, et ginn och nach vläicht Jachten oder Segelbooter domat kaaft.

(Brouhaha)

Mä op jidde Fall fléisse se net, awer sécher net - an do gëtt et keng Garantie - an d'Lëtzebuerger Ekonomie!

Här President, ech wëll och nach e puer Wuert soen zur Fro vun der Kafkraaft, déi hei opgeworf ginn ass. Ech hunn haut am „Lëtzebuerger Wort" eng Grafik gesinn, déi Kafkraaft, déi géif esou an d'Luucht goen. Wann een awer kuckt, wat an där Kafkraaft an an deem „revenu disponible", wéi se soen, vun de Stéit alles dran ass, da gesäit een, dass do awer och d'Revenus de la propriété zum Beispill dra sinn. Dat heescht, d'Dividenden, d'Revenuë vun Dividenden, Zënsen oder Loyeren, déi sinn och dodran. Vill Salariéen hunn awer déi Revenuen net. Dat sinn iwwregens Revenuen, déi klamme rasant. Si klammen ëm 40%. Si si souguer matzen an der Kris, am Joer vun der Kris ëm 125% geklommen, d'Revenuë vun der Propriétéit, während awer gläichzäiteg d'Revenuë vun de Salairen nëmmen am Schnëtt ëm 2% während deenen dräi Joer insgesamt geklomme sinn.

Wann een da bedenkt, dass och d'Cotisatiounen an d'Luucht gaange sinn - dat alles geet aus deenen Tableauen och vum Statec ervir -, da fënnt een eraus, dass ënnert dem Stréch näischt oder net vill derbäi erauskomm ass. D'Chambre des Salariés op jidde Fall geet vun netto Lounverloschter während där ganzer Period aus.

D'Steiere sinn och erofgaangen. Och fir déi Leit, déi Suen hunn, fir Steiere kënnen ze bezuelen. Dat heescht, wann operéiert gëtt mat esou Grafiken, zum Beispill haut am „Lëtzebuerger Wort", da soe se näischt aus iwwert d'Kafkraaft vun de Leit dobaussen an iwwert d'Auswierkungen, déi déi Indexfro hei wäert hunn.

D'Fro gëtt net gestallt, déi zum Beispill e belsche Professer stellt, deen op der Uni Lëtzebuerg Makroekonomie léiert an deen all Dag ze dinn huet mat der Applikatioun vun den ekonomesche Problemer hei am Land, dee seet, d'Haaptfro wier déi vum „partage de la valeur ajoutée".

A wann ee kuckt am Avis vun der Chambre des Salariés, da gesäit een, dass d'Margen, dat heescht d'Marges bénéficiaires vun de Betriber zu Lëtzebuerg wäit iwwert deene leie vun eisen Nopeschlänner! Pro Aarbechtsplaz ass eng Marge bénéficiaire zu Lëtzebuerg vu 54.200 Euro. An der Belsch, a Frankräich, an Däitschland leie se wäit drënner, an déi 20.000 an esou weider. An déi Differenz ass och nach ëmmer do, wann een d'Bankeplaz an den Assurancësecteur erausrechent.

M. le Président.- Här Urbany, Dir misst awer elo esou lues zum Schluss kommen.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Jo, ech stelle fest, dass deen eenzege wierkleche Géigestandpunkt hei fënnef Minutten huet, mä dat ass nun eben esou. Den Här Kox huet virdru gesot, en huet richteg d'neoliberal Entwécklung beschriwwen. An en huet gesot, et däerf een d'Gewerkschaften net eleng domat loossen, an hei an der Chamber musse mer doriwwer diskutéieren. Wat maache mer hei an der Chamber? Mir maachen onnéideg supplémentaire Cadeaue fir d'Patronen, déi der Ekonomie näischt notze wäerten.

Et ass en Deel vun där Ëmverdeelungspolitik, déi elo scho jorelaang geschitt vun ënnen no uewen, vun enger angebotsorientéierter Patronspolitik, déi der Ekonomie Substanz entzitt an an d'Rezessioun wäert féieren. De Joseph Stiglitz, dee bekannten Ekonomist, huet dat haut nach an engem Artikel vum „Tageblatt" bewisen, a wat fir eng Sakgaass déi neoliberal Politik do an Europa wäert féieren.

Ech mengen duerfir och, dass hei soll all Deputéierten ouni Fraktiounszwang nach eng Kéier kloer bekennen, op wat fir enger Säit en an deem Verdeelungskampf do steet.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. Als nächste Riedner ass den Här Gibéryen agedroen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, den 30. Abrëll 2010 ass deen Dag, dee mémorabelen Dag, dee sécherlech an eiser Mémoire vun eis alleguer nach heibanne waakreg ass. Et ass nämlech deen Dag, wou d'Lëtzebuerger Sozialistesch Partei zu Moutfort e Kongress ofgehalen huet iwwert d'Fro vum Index a wou den deemolegen, heitegen Aarbechtsminister Nicolas Schmit mat geschwollener Broscht - a mir kënnen eis all erënneren - op der Televisioun mat Schaum um Mond gejaut huet an d'Mikroen,...

(Brouhaha)

...datt d'Sozialiste géife wéi e Fiels an der Fro vum Index stoe bleiwen an datt d'Sozialisten net géifen an der Fro vum Index ëmfalen.

Ech hunn dat schonn e puermol heibanne gesot an ech hunn dann ëmmer gesot, jo, d'Sozialisten hu recht: Si falen net ëm, an zwar esou laang, bis se ëmfalen. An dat ass haut den Dag, de 26. Januar 2012, wou et esou wäit ass.

An da kann een dann och haut am „Tageblatt" ganz kloer noliesen - ech war virdrun, wéi den Här Bodry hei geschwat huet an e gesot huet, e géif en Zitat aus dem „Tageblatt" bréngen, do hunn ech geduecht: Oh hei, elo kënnt den Här Bodry bestëmmt mam Leitartikel vum „Tageblatt" vun haut, wat den Här Alvin Sold do geschriwwen huet, nämlech vum Ënnergank vun der LSAP a wou en da schreift, et wier e Feeler mat Folgen an dësen Dag géif an d'Annale vun de Sozialisten agoen, „aber nicht als rühmlich" -, mä en hat awer alles dat, wéi et schéngt, net gelies, mä en huet just dat gelies vum Här Poos. Dat war dee Minister, wou bekannt war, deen all Strooseluucht ugelaacht huet sengerzäit, well e gemengt huet, et wier eng Kamera hannendru verstoppt.

(Hilarité)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Sozialisten, virun de Wahlen, do ware se ganz brav, souwuel virun de Chamberwahle wéi virun de Gemengerotswahlen. A si hunn deemools de Slogan erausginn: „Mir paken et un." Haut kann een eng weider Kéier soen, et wier besser, si hätten d'Fanger dervu gelooss, wéi se dat dote gemaach hunn, well dann hätte se nämlech hiert Wahlverspriechen, wat se hire Leit, hire Memberen, hire Militanten an hire Wieler ginn hunn, net brauchen ze verroden!

An och, wann den Här Bodry haut hei gesot huet, an dat virun allem an de Kontext vum Chômage matbruecht huet, datt mer haut elo op enger Rekordzuel si vu 16.000 Chômeuren hei am Land. Dir kënnt d'Debatten noliese vun der leschter Indexmanipulatioun, déi mer heibannen haten, du sinn déiselwecht Argumenter hei virbruecht ginn an et ass gesot ginn, mir mussen den Index manipuléieren, fir eben erëm méi Aarbechtsplazen ze schafen. An elo, e puer Joer méi spéit, komme se erëm mat deeneselwechten Argumenter, just datt an der Zwëschenzäit de Chômage ëm 4.000 Plaze geklommen ass!

Ech sinn iwwerzeegt, Här President, datt heibannen an am ganze Land all Mënsch bereet wier, op eng Indextranche ze verzichten, wann op där anerer Säit déi, déi an der Ekonomie d'Responsabilitéit hunn, géife soen: Ma verzicht op eng Indextranche a mir garantéieren Iech dann, bannent engem Joer oder zwee Joer halbéiere mir de Chômage hei zu Lëtzebuerg! Da wieren d'Leit doudsécher domat averstanen, wann et novollzéibar Kritäre géif ginn. Mä elo kréie mer dat doten all Kéiers gezielt, wann den Index manipuléiert gëtt, an op där anerer Säit klëmmt awer de Chômage weider.

Mä et sinn net nëmmen, Här President, d'Sozialisten, déi an dëser Fro eng gelunge Roll spillen. Och eis Frënn vun der CSV, zumindest eng Partie vun der CSV, spillen hei eng gelunge Roll - ech denken do un de Kolleeg Robert Weber. Wou ech iwwregens muss soen, Här President, datt ech et ganz onfair fanne vun der CSV, datt se ëmmer esou Debatte wéi den Index grad déi Deeg hei an d'Chamber bréngt, wou den Här Weber keng Zäit huet, fir hei ze sinn.

(Hilarité)

Duerfir mengen ech, et misst een awer och e bësse parteiintern Rücksicht huelen an dem Här Weber d'Geleeënheet ginn, fir hei ze schwätzen.

Ech war iwwerhaapt iwwerrascht: D'CSV huet bei esou engem wichtege Projet wéi deem heiten 72 Minutten, fir ze schwätzen. An den Här Félix Eischen huet ganzer 14 Minutten a 7 Sekonne geschwat, esou datt d'CSV nach 57 Minutten an 53 Sekonnen hätt, fir iwwert dee Projet ze schwätzen. An ech hat mer erwaart, wann den Här Weber hei gewiescht wier, datt deen d'Wuert ergraff hätt.

Mä och den Här Marc Spautz, deen an d'Chamberwahle gaangen ass ënnert dem Dénge vum LCGB-Generalsekretär, en Aly Kaes, deen als LCGB-Sekretär an d'Wahle gaangen ass, déi am Fong haut, wann ech nach gutt informéiert sinn, souguer nach an d'Pai bei déi Gewerkschafte ginn an dann awer hei an der Chamber géint dat stëmmen, wou hir Gewerkschafte soen, wat onseriö wier, déi d'Parlamentarier, d'Deputéiert souguer zesummegeruff hunn, fir datt se sollten nach eng Kéier iwwerzeegt ginn, fir géint dëse Projet ze stëmmen. Och do hunn ech déi Gewerkschaftler, déi an der Zwëschenzäit Politiker gi sinn, vermësst op där Réuniouun, fir do ze sinn.

Ech hätt mer also erwaart, datt déi heihinner komm wieren a si hätten ënnert deem, wou se gewielt gi sinn... Well si sinn hei an d'Chamber, do hu se sech als Gewerkschaftler wiele gelooss. Si hunn hir Stëmmen, als Gewerkschaftler hu se kandidéiert op der CSV-Lëscht a si hunn hir Stëmmen aus deem Lager bruecht. Mä haut hu se dat alles vergiess!

Ech géif mengen, mir schwätzen esou vill vun engem Code de déontologie. Wann d'Gewerkschaften e Code de déontologie hätten, oder vläicht hunn, a si géifen hir Statute respektéieren, da misste se am Prinzip alleguer déi Gewerkschaftler, déi hei an der Chamber géint d'Interesse vun hirer Gewerkschaft stëmmen, da misste se déi ausschléissen!

A wann ech géif heibanne soen, Här President, „alleguer déi heibannen an der Chamber, déi Member an enger vun deene Gewerkschafte sinn", da mengen ech, wier dat déi grouss Majoritéit heibannen. Ech géif soen, alleguer déi, déi a kenger vun deene Gewerkschafte sinn, sollen emol opstoen. Ech stelle fest, Här President, si bleiwen alleguer sëtzen!

(Hilarité)

Si sinn also alleguer Member an enger vun deene Gewerkschaften a si verstoussen hei alleguerten...

(Interruption)

Dann hätt Dir missen opstoen, Här Bettel.

M. Xavier Bettel (*DP).*- Dir sidd ze rapid elo.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- An Dir ze lues.

M. Xavier Bettel (*DP).*- Ech bleiwen da stoen.

(Hilarité)

Däerf ech mech sëtzen?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Mir hunn also den Här Bettel, dee bekennt, a kenger vun deene Gewerkschaften ze sinn. Ech wëll also soen, Här President, déi Leit alleguer...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Sidd Dir dann an enger vun deenen?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech sinn och an enger Gewerkschaft, Här Statsminister. Ech mengen, Dir sidd jo och an enger Gewerkschaft.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ah jo. A gär!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Majo, wann déi Gewerkschaft also misst Iech am Prinzip laut hire Statuten ausschléissen,...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Neen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ..well déi Gewerkschaft huet och an hire Statute stoen...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech sinn, am Géigesaz zu Iech...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ...eng Ursaach, fir aus enger Gewerkschaft ausgeschloss ze ginn,...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech sinn, am Géigesaz zu Iech, an enger ganz demokratescher Gewerkschaft.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ...ass zum Beispill, wann ee géint d'Interesse vun där Gewerkschaft verstéisst.

Mir stellen also hei fest, Här President, datt eng ganz Partie hei vu Gewerkschaftler, déi an der Zwëschenzäit Politiker gi sinn, oder Leit, déi gewerkschaftlech organiséiert sinn an hei an der Chamber Member sinn, datt déi géint d'Interesse vun hire Gewerkschaften hei stëmmen. Net nëmmen d'Deputéiert, mä, wéi den Här Statsminister elo grad ënnerstrach huet - drop gehalen huet, fir ze ënnersträichen -, och d'Regierungsmembere bis hi bei de Statsminister si géint déi Interessen, fir déi se an hire Gewerkschaften am Prinzip stinn.

Ech ginn och dann dovun aus, datt ech kee méi vun all deenen, déi haut hei fir dëse Projet stëmmen, gesinn op enger Éischt-Mee-Manifestatioun, op engem Kongress vun enger Gewerkschaft, an ech ka mer och virstellen, datt bei deenen nächste Chamberwahle kee Gewerkschaftler méi wäert bei deene Parteie kandidéieren.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

(Interruption)

M. le Président.- Merci dem Här Gibéryen. An et huet sech nach ageschriwwen den Här Marc Spautz.

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'Alleréischt wëll ech awer preziséieren, dass de Kolleeg Robert Weber am Spidol ass, an engem Traitement ass, an ech dofir déi Remarque vum Här Gibéryen an déi Richtung vum Här Weber net grad propper a fair fonnt hunn.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, den Index huet eng Vergaangenheet, an do huet den Index dem Land an de Leit vill bruecht. Ech denken do virun allem un de soziale Fridden, wat och en immens wichtege Standuertfacteur ass. Investore kommen op Lëtzebuerg, well et hei zu Lëtzebuerg bal keng Sozialkonflikter gëtt, wou een e Streik riskéiert oder wou och d'Produktioun Deeg, Wochen a Méint stëllgeluecht gëtt, wéi dat an anere Länner de Fall ass. Den Index erlaabt eng individuell, betribsbezunnen an dezentral Lounpolitik.

Den Index huet de Leit vill bruecht. Hie gläicht de Kafkraaftverlosch aus, och mat engem gewëssene Retard. An d'Konklusioun ass, dass den Index eng Zukunft muss a wäert hunn. An d'CSV-Fraktioun begréisst ausdrécklech d'Décisioun vun der Regierung, de Prinzip vum Index net a Fro ze stellen!

Kolleeginnen a Kolleegen, bis 2014 sinn elo dräi Indextranchë garantéiert. An Zäiten, wou lénks a riets an Europa, besonnesch a Griichenland, Irland, Spuenien, Portugal, Ofbau- a Réckbau op der Dagesuerdnung stinn, garantéiert Lëtzebuerg mat deem Gesetz de Leit e Plus u méi Kafkraaft - an ech zitéieren do de Rapporteur, dee gesot huet - vun 1,3 Milliarden Euro!

D'Fro elo, ob d'Glas hallef eidel oder hallef voll ass, ass mat engem Bléck iwwert d'Grenze jo awer ganz séier gekläert. Op deene Plazen, déi ech virdru genannt hunn, an deene Länner, manifestéieren d'Leit, well eppes ewechgeholl gëtt. Mir probéieren hei zu Lëtzebuerg, de Leit näischt ewechzehuelen. Mä et ass en Ënnerscheed: D'Leit kréie manner bäi - an et ass en Ënnerscheed, ob een eppes ewechgeholl kritt oder manner bäikritt!

Den Index muss a wäert och eng Zukunft hei zu Lëtzebuerg hunn. Dëst ass och wichteg fir d'Patronat. Och si hunn e vitalen Intérêt drun, dass eng dezentral Lounpolitik weiderhi méiglech ass, well den Index schonn d'Viraarbecht gemaach huet. Ouni den Index sinn a wären och hei zu Lëtzebuerg d'Kollektivvertragsverhandlunge méi schwiereg ze féieren. Do brauch ee sech nëmmen an eisen direkten Nopeschlänner Frankräich an Däitschland ëmzekucken, wou et genuch Beispiller gëtt, dass iwwer Streik de Lounzouwuess um Niveau vun der Inflatioun erstreikt huet misse ginn. A wat ee Streik och u Käschte fir e Betrib mat sech bréngt, dat wëssen d'Betribsleit jo am beschten.

Et besteet och fir e Betrib en Intérêt, dass d'Kafkraaft vun de Leit Schratt hält mat der allgemenger ökonomescher Entwécklung. Den Index ass en zentrale Pilier vun enger Politik op der Grondlag vun der sozialer Maartwirtschaft, wou wirtschaftlech a sozial Froen ëmmer direkt am Zesummenhang stinn. Dofir däerf den Index net realitéitsblann applizéiert ginn! Wann d'Rohstoffpräisser explodéieren an d'Deierecht an d'Luucht dreiwen, däerfen net déi Lëtzebuerger Betriber penaliséiert ginn, doduerch dass bei eis gläichzäiteg och de Loun an d'Luucht geet. Et däerf ee jo net aus den Ae loossen, dass eis Betriber a grenziwwerschreidender Konkurrenz stinn.

Net realitéitsblann heescht och, dass ee considéréiert, dass den Index d'Inflatioun undreift. Index bedeit, dass d'Prestatioune méi deier ginn, vum Coiffeur bis bei d'Altersheim. Index heescht och méi Belaaschtung fir de Statsbudget, dat bedeit, dass d'Suen op anere Plaze feelen an dat et och méi schwéier mécht, en Defizit ofzebauen.

Net realitéitsblann sinn heescht och, dass ee sech bewosst ass, dass den Index keen Instrument vun der Sozialpolitik ass. Den Index ass am Kär nëmmen en Instrument, fir de Kafkraaftverlosch auszegläichen. Hien ass, esou formuléiert, sozial blann: Wien eng déck Pai huet, kritt vill bäi, wie wéineg huet, kritt bedeitend manner bäi! An dofir waren et och d'Gewerkschaften, déi an der Zäit gesot hunn, et muss een eng minimal an eng maximal Indextranche aféieren. An do gëtt et och Kongressresolutiounen, net nëmme vun enger, mä vu méi Gewerkschaften.

D'Plafonéiere vum Index huet jo de Moment zu Lëtzebuerg keng politesch Majoritéit, wat awer net heescht, dass een net iwwert déi Méiglechkeet soll an däerf nodenken, an dat och haart. Datselwecht gëllt och fir d'Iwwerschaffe vum Wuerekuerf, dee fir de Moment net zur Diskussioun steet; anescht ers wéi et haut a verschiddene Medië steet, mir géifen haut de Mëtteg de Wuerekuerf ofänneren, wat jo guer net de Fall ass!

Et däerf ee sech awer d'Fro stellen, ob een do net misst de Wuerekuerf upassen. Ass et net wichteg, dass de Logement - et ass scho virdrun eng Kéier hei gesot ginn - misst vill méi massiv berücksichtegt ginn an dem Indexwuerekuerf, well de Logement grad e ganz groussen Undeel ausmécht vun den Ausgabe vun de Familljen, an dass et do wichteg wier, dass de Logement eng vill méi grouss Roll géif an dem Indexwuerekuerf spillen.

Et däerf een och, och wann dat ëmmer geféierlech ass, doriwwer nodenken, wéi et mam Alkohol a mam Tubak ass am Wuerekuerf, wa mer gläichzäiteg doriwwer nodenken, en allgemengt Fëmmverbuet anzeféieren: ob et da gutt ass, en allgemengt Fëmmverbuet, an op där anerer Säit den Tubak am Indexwuerekuerf, ob een och dat net ka maachen. Mä dat ass net d'Diskussioun vun haut, mä haut däerf een awer och doriwwer nodenken.

Den Index muss eng Zukunft hunn, awer den Index däerf de Wee an d'Zukunft net verspären! 1982, 1983 ass eng Indexmodulatioun gemaach ginn, géint den heftege Widderstand vun de Gewerkschaften. Mä d'Regierung huet deemools un hirer Linn festgehalen a sech déi Margë geschaf, déi fir d'Zukunft ze preparéieren néideg waren. Deemools, zur gläicher Zäit, stoung do mat der Stolindustrie d'Zukunft vum Land um Spill an et ass gesot ginn, dass den Index net däerft eng fix Iddi sinn, mä dass ee misst doriwwer nodenken, iwwer regelméisseg Upassungen. An och no där Kris ass säi Wuerekuerf eng Kéier grondsätzlech iwwerschafft ginn.

Och ass gesot ginn, dass ee muss oppassen, dass den Index net op eemol, amplaz fir méi Solidaritéit an der Gesellschaft ze suergen, de Geescht vun der Solidaritéit schwächt. Deemools an den Indexdiskussiounen huet eng Positioun iwwerhand geholl, déi mat Moderatioun a Pragmatismus un d'Indexfro erugaangen ass, an net mat Ideologie! A well sech dës Positioun duerchgesat huet, si mer während dräi Jorzéngte gutt mam Index gefuer.

Lëtzebuerg huet sech Mëtt den 80er Joren op an d'Zukunft gemaach, an dat op eng Manéier wéi bal keen anert Land. An och haut brauche mir erëm eng Politik, déi eis Margë schaaft fir d'Zukunft, fir eng zukunftsorientéiert Politik, déi a Formatioun, Recherche, Infrastrukturen, awer och a Gesondheet, a Kanner- an Altersversuergung investéiert, oder déi besonnesch op déi wirtschaftlech Diversifizéierung setzt. Mir brauche Modernisatioun, do wou mir net virukommen. Mir brauche Remoderniséierung, do wou mir zréckfalen.

An deem Kontext wëll ech och de Luc Frieden an de Jeannot Krecké félicitéiere fir de Lancement vum „Luxembourg Future Fund", deem Fong, dee jo de leschten Donneschdeg beschloss ginn ass. Dat ass eng gutt Saach fir Lëtzebuerg an dat bréngt och nei Perspektive mat sech.

Här President, d'CSV begréisst, dass d'Regierung resolut gehandelt a séier Décisioune geholl huet, wéi d'Tripartite am Dezember hänke bliwwen ass, wat ech ausseruerdentlech bedaueren. D'CSV huet et schonns e puermol gesot a si steet och derzou: D'Regierung kann op hir Ënnerstëtzung zielen, wa se Décisiounen hëlt, déi der Situatioun ubruecht sinn.

Mä a wat fir enger Situatioun si mir? Do ass op där enger Säit d'Scholdekris an Europa; wuelverstanen d'Scholdekris, net d'Eurokris! Bei ville vun eisen europäesche Frënn steet Réckbau an Ofbau op der Dagesuerdnung, an net den Opbau. Och wa Lëtzebuerg säin Triple-A behalen huet - mä verschidde Luuchte stinn awer och schonn op orange -, esou ass dat eng Top-Zensur fir d'Lëtzebuerger Finanz- a Budgetspolitik. A wann een no lénks an no riets kuckt, wéi et do bei den Noperen ass - deen déisäit der Musel emol ausgeholl, deen och nach bei Triple-A ass -, esou ass dat ganz anescht an dat bréngt och aner Diskussioune mat sech. An Europa gewanne mir zesummen oder mir verléieren zesummen, an et gëtt do keen Alleingang!

Op där anerer Säit muss et hei zu Lëtzebuerg eist Objektiv sinn, déi kuerz- a mëttelfristeg Kompetitivitéit méi zolidd ze maachen an hir Stäerkten ze notzen, fir d'sozial Solidaritéit an de sozialen Zesummenhalt iwwer Jorzéngten, dat heescht och grad fir déi nei a künfteg Generatiounen, staark ze maachen.

Kolleeginnen a Kolleegen, et gëtt Kreesser hei am Land, fir déi reduzéiert sech d'Kompetitivitéitsfro just op d'Fro vum Index. Dat ass zimlech kuerz gegraff! Dës Fro stellt sech, mä si stellt sech awer och am Zesummenhang mam Erhale vum soziale Fridden. Soziale Fridden ass och e wichtegt Standuertargument. Wann een den Index géif ofschafen, da gëtt d'Tarifpolitik national an domadder net méi betribsbezunn. D'Ekonomie a besonnesch d'Patronat hunn dobäi nëmmen ze verléieren! D'Kompetitivitéit erhalen ass ee vun eise Standuertvirdeeler, dee mer ëmmer mussen an de Vierdergrond stellen. Do ass den Index, mä do sinn awer och d'Lounniewekäschten, an do ass och déi interessant Betribsbesteierung: Och dat dréit zu engem kompetitive Standuert bäi!

Kompetitivitéit heescht Aarbechtsplaze schafen an erhalen. De Chômage hei zu Lëtzebuerg hält sech haut op engem Niveau, dee virun dräi respektiv véier Joer zu engem Skandal ausgeruff gi wier. Elo gëtt dat nach just - iwwerdriwwen ausgedréckt - zur Kenntnis geholl. Firwat schwätze mer net méi vu Vollbeschäftegung? Hu mir dat ofgeschriwwen?

Wann d'Aarbechtslosegkeet klëmmt, wann d'Beschäftegungsverhältnisser zur Précaritéit tendéieren, wann d'Angscht ëm d'Aarbechtsplaz ëmgeet, da féiert dat zur Onsécherheet an domadder kënnt och d'Bannennofro un d'Stacken. Mir brauche méi Beschäftegung, also méi Aarbechtsplazen a méi kompetitiv Betriber, well et sinn nach ëmmer si, déi d'Aarbechtsplaze schafen, an et ass net d'ADEM oder soss een!

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, d'Indexmoduléierung verlaangt de Leit vill of. Dat muss een och éierlech zouginn. Et gëtt Leit, déi soen, d'Regierung an d'Parlament géife mat dësem Projet net wäit genuch goen, anere geet et ze wäit. Do kann ee sech d'Fro stellen, ob déi Leit realitéitsbezu sinn. Mä näischt maache wier irresponsabel vis-à-vis vun eise Betriber, irresponsabel vis-à-vis vun der Jugend, irresponsabel vis-à-vis vun deene Leit, déi elo an d'Beruffsliewen eraklammen.

Lëtzebuerg flitt net méi ënnert dem Radar a profitéiert vun der Nischepolitik, wéi dat emol an der Zäit bekannt war. D'Nische verschwannen, a wann een de Bléck op de Wahlkampf a Frankräich féiert, gesäit een, dass Lëtzebuerg international guer a glat näischt méi geschenkt kritt an dass Lëtzebuerg all Owend op iergendengem vun deene franséische Senderen als „paradis fiscal" dohinnergestallt gëtt, obwuel mir dat net sinn, a wou och bewosst mat falscher Argumentatioun géint Lëtzebuerg virgaange gëtt.

Och dat muss eis weisen, wéi wichteg et ass, dass mer hei zu Lëtzebuerg och eppes maachen; net dat maachen, wat d'Fransouse gären hätten, mä dat maachen, wat mir hei am Land fir richteg halen. Mir mussen eis elo nei opstellen, esou wéi an den 80er Joren, wou schlussendlech déi richteg Décisioune geholl gi sinn an engem Geescht vu Solidaritéit, an dat zum Gudde vun eisem Land. D'Fro ass - wéi géif de Goethe soen, d'Gretchenfrage: A wou hu mir haut nach dee Geescht, fir esou ze diskutéieren an ze denken?

Ech wëll och elo nach drun erënneren, dass d'Indexmodulatioun jo just ee Volet vun deem Ganzen ass, wat d'Regierung am Dezember ugekënnegt huet. Do sinn e ganze Pak vu Mesuren ugekënnegt ginn. All dës Mesurë stinn ënnert dem Zeeche vun enger besserer sozialer Selektivitéit. Ech wëll Iech kuerz drun erënneren, wat d'Regierung nach dëst Joer wëllt ëmsetzen a wou se voll a ganz op d'Ënnerstëtzung vun der CSV-Fraktioun ziele kann.

Et ass ganz wichteg, dass mer d'Adaptatioun vun de Prix administrés kréien. Et ass ganz wichteg, de gestaffelte Waasserpräis kënnen ze erreechen. An do ass opgrond vun der Gemengenautonomie jo souwuel d'Chamber, mä awer och de Syvicol gefuerdert, an ech hoffen och, dass de Syvicol schnellstméiglech sech deem Dossier wäert unhuelen, dass do am Kader vun der Gemengenautonomie och déi néideg Akzenter kënne geschafe ginn, an dat och am Respekt vun de jeeweilege Législatiounen.

Fir méi akommesschwaach Familljen ze ënnerstëtze ginn op Demande hi Bonge vun 300 Euro pro Kand fir Schoulbicher am Secondaire ausgestallt, an och eng jährlech Prime unique vu 500 Euro pro Kand. Dat ass fir déi Kanner ab zwielef Joer, well et däerf ee jo net vergiessen, dass fir déi Kanner vun zwielef Joer u säit 2006 weider näischt méi geschitt war. Dat gëllt fir all déi mat engem Revenu ënner 32.000 Euro.

Et gëtt eng nei Nomenclature, wat d'Zänn ubelaangt, ab dem 1. Januar 2013. D'Surprimë vun de Cotisatioune bei de Salariéë ginn 2013 ofgeschaaft, dat bréngt fir déi al Aarbechter, déi am Aarbechterstatut waren - deen et jo net méi gëtt mat dem Statut unique - insgesamt 20 Milliounen eran.

De Premier huet och nach eng Kéier ënnerstrach gehat bei senger Erklärung, dass den 1. Januar 2013 sécher de Mindestloun an d'Luucht geet. A wat d'Aarbechtszäiten ubelaangt, ass gesot ginn, dass de Premier d'Sozialpartner oprifft, sech eens ze ginn. Anerefalls géif och d'Regierung do kucken, fir ze légiféréieren. Et geet drëm, fir och fir d'Matbestëmmung an de Betriber eng gesetzlech Upassung ze maachen. E Pacte pour l'emploi fir déi eeler Aarbechter soll ausgeschafft ginn, a fir déi Obdachlos an eiser Gesellschaft, déi op der ënneschter Skala stinn, sollen och Centres régionaux geschafe ginn, dass déi och d'Méiglechkeet hunn, opgefaangen ze ginn, an net all deene Mesuren ausgesat sinn.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Leit, Dir gesitt, dass d'Regierung hei vill Akzenter gesat huet. An dofir ass et, wéi och schonns virdru gesot ginn ass: D'CSV begréisst dës Mesuren ausdrécklech a steet voll a ganz hannert deem, wat d'Regierung festgehalen huet a wäert och dee Projet de loi, deen de Minister Krecké hannerluecht huet, mat ënnerstëtzen.

Et ass heiansdo méi einfach, mat e puer Sätz Populismus ze bedreiwen, wéi Tatsaachen ze erklären. Dat gesäit een och, wann een haut a verschiddene Presseartikele liest. Dat do erënnert mech ëmmer un e Lidd vum Reinhard Mey, deen eng Kéier gesot huet: „Was alles in der Zeitung steht." Do huet een dann och owes heiansdo vill Rectificatiounen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Spautz. An elo kritt den Här Wirtschaftsminister Jeannot Krecké d'Wuert.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir meng lescht Ried hei an der Chamber…

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- …hätt ech mer och léiwer een anere Sujet gewielt. Ech wier frou gewiescht, wa mer vläicht iwwert d'Attraktivitéit vun eisem Land, wat seng Ekonomie ubelaangt, geschwat hätten, wa mer geschwat hätten, wéi mer där Situatioun, déi mir hei kennen an déi awer och ofhängeg ass vun deem, wat ronderëm eis geschitt, entgéintwierken, wa mer iwwert déi 65 Punkten hätte kënne schwätzen, anstatt dass mer hei eng Mesure hunn, déi am Fong geholl an deene 65 Punkten ass, mä ëmmerhin nëmmen eng vu villen ass, nämlech de Punkt Nummer 49.

Ech hätt mer dat esou gewënscht, mä et ass eben net esou gaangen. Duerfir diskutéiere mer am Fong geholl jo elo, ob mer an enger Situatioun an deem Land a vläicht a sengem Ëmfeld, am Allgemengen hei an Europa an der Eurozon, ob mer an enger Situatioun sinn, wou mer eis et kéinte leeschten, dass mer den 1. Oktober 2011 de Leit e Kafkraaftausgläich vun 2,5% zoukomme loossen an dat da fënnef Méint duerno nach eng Kéier maachen, wëssend, dass mer déi Eenzeg op der Welt sinn, déi dat do an där Form maachen.

Doriwwer musse mer diskutéieren, an doriwwer geet et am Fong geholl haut. Ech mengen, allgemeng ass unerkannt hei am Land, dass den Index, an der Aart a Weis, wéi en Upassung vu Gehälter, Léin a Pensioune mécht, vill zu enger gewëssener Rou bei eis bäigedroen huet. Mir hu vläicht manner Streike wéi anerer. Dat ass ouni all Zweifel de Fall.

D'Fro allerdéngs haut ass déi: Wat ass elo méi wichteg, wat mer diskutéieren? Ass et dann net awer ze diskutéieren, dass mer haut vläicht e puer Ëmännerunge virhuelen, déi eis et méiglech maachen, dat Instrument och muer nach ze gebrauchen, well et eis Avantagë bruecht huet? Oder loosse mer dat Instrument - an enger Situatioun, déi mir net dominéieren an déi mir och net wäerten esou beaflossen, dass se sech dramatesch verännert an Europa? Oder setze mer dat Instrument esou an, an enger verännerter Form, dass et ka weiderliewen? Ech mengen, dorëms geet et.

Mir vermëschen och ganz oft Salairesniveau a Salairesevolutioun. Mir solle roueg doriwwer schwätzen, mä hei schwätze mer jo emol net iwwert d'Niveaue vun de Salairen, weder am Öffentlechen nach am Privaten, mir schwätze just iwwert d'Entwécklung vun deenen, an zwar emol net iwwert d'Kollektivverträg, well dat ass jo nach ëmmer eng Fro vun de Sozialpartner, mä per Gesetz. Eppes, wat aner Länner an där Form an an där Progressioun net hunn! Ech soen et nach eng Kéier.

Et ass gesot ginn, dat do wier sozialen Ofbau. Elo muss ech awer soen, dass ech net ganz vill Verständnis duerfir hunn, dass een deen Term do gebraucht fir eppes, wou een de Leit eppes zoukomme léisst, wou déi aner 200 Länner op der Welt dat net maachen.

Vläicht an enger ofgeschwächter Form, vläicht net esou schnell beienaner, wéi d'initial Methodologie dat erginn huet, mä quand même

schwätze mer hei dach net vu sozialem Ofbau, wa mir de Leit eppes zoukomme loossen, wat anerer net maachen, wou mir déi Eenzeg sinn, déi dat iwwerhaapt nach maachen! Solle mer dann net houfreg sinn, dass mer dat hunn? A solle mer net alles maachen, fir dass een et behält a fir duerfir dann ze sécheren, dass et och nach erträglech ass, souwuel fir de Statsbudget wéi fir d'Attraktivitéit vun eisem Land?

Et kéint ee sech awer d'Fro stellen, ob een net kéint higoen a vläicht eng Verschiebung virhuelen, well ëm méi handelt et sech net. Dat Gesetz hei gesäit vir, dass mer definéieren, dass dräimol en Index zu engem festen Zäitpunkt erfält, fréistens, an dass mer duerno den Index erëm normal ulafe loossen.

Jo, et sinn Diskussiounen, déi hei opkomm sinn: Brauche mer en nach? Wat fir en Effet huet et? Wéi gesinn d'Leit dat? Sécher, deen, deem seng Pai ëm 2,5% an d'Luucht gaangen ass, dee mécht sech och manner Suergen, wa muer de Coiffeur 2,5% an d'Luucht geet. Mä wat mer ëmmer erëm vergiessen, dat ass déi international Dimensioun, déi deem Land hei de Wuelstand bruecht huet. Dat dierf een net vergiessen.

Déi international Dimensioun bréngt mat sech, dass een och muss Betriber hei hunn, déi sech an deem internationalen Ëmfeld kënnen erëmfannen. Déi mussen esou kënne schaffen, dass se kënnen iwwerliewen. An et ass net méi an net manner, wat mer hei probéieren. Mir probéieren, en Ëmfeld ze schafen, wat de Leit en Ausgläich gëtt fir e gewëssene Verloscht an der Kafkraaft, reell - richteg -, mä mir probéieren och, en Ëmfeld ze schafen, wat besonnesch deene Betriber, déi international am Export, déi international an der Konkurrenz… A wann ech soen international, dann ass et net mat deene vun Tréier - obschonn een doriwwer kéint diskutéieren, wou Tréier, Arel an Diddenuewen ass -, mä déi a ganz anere Länner sech ofspillt.

Wann een an engem Ëmfeld ass, wou ee mat Sécherheet de Präis net selwer kann international definéieren, mä dass e vun aneren definéiert gëtt, dann huet ee Schwieregkeeten, wann ee per Gesetz operluecht kritt, dass d'Paien ëm 2,5% a Situatiounen erfollegen (veuillez lire: klammen), déi een awer kann als krisenhaft, mengen ech, hautdësdags bezeechnen.

An a wat fir enger Situatioun si mer am Fong geholl? Gëschter huet den FMI a sengem Ausbléck… Elo kann ee soen: „Jo, mä dat muss net esou kommen." Mä en huet awer gemengt, mir géifen 2012, wat d'Eurozon ubelaangt, vläicht 0,5% minus schreiwen a mir géife fir 2013, wann et gutt geet, 0,8% plus schreiwen.

Loosse mer dach awer emol zréckdenken un déi Jorzéngten, déi mer hannerun eis hunn. Wéini hu mer da vun däraartegen Zuelen hei an Europa geschwat? A guer net ze schwätze vun ons hei. Guer net ze schwätze vun eise Progressiounen, vun deem, wat mir hei all déi Zäit erlieft hunn. An elo op eemol streide mer ëm eng, zwou Positiounen hannert dem Komma. Dat ass et jo alles bei eis net ginn.

Mir hunn, wat eise PIB ubelaangt, gemengt, mir kéinten 2011 2% maachen, de Wuesstem. Mëttlerweil, opgrond vum Ëmfeld, wat mer hunn - well mir liewe jo net an enger Blos hei -, an och, wéi sech eenzel Saache bei eis entwéckelen - well si entwéckele sech net alleguerte parallell, weder am Gudden nach am Schlechten, mam Ausland, d'Konstruktioun beispillsweis entwéckelt sech besser, während aner Secteure sech heiansdo méi schlecht entwéckele wéi ronderëm eis -, mir mengen, dass mer mëttlerweil - am Wirtschaftsministère zumindest si mer där Meenung - solle frou sinn, wa mer bei 1,5% géife fir dëst Joer nach landen. Fir dëst Joer!

Mir fäerten, opgrond vun deem, wat mer gesinn hunn am drëtten Trimester - an dat véiert Trimester, do sinn eenzel Indicatiounen, well do musse mer jo nach waarde bis an de Mäerz, géif ech soen, bis mer déi richteg Chiffere kréien, do sinn eenzel Indicatiounen awer ganz kloer déi, dass mer knapps dohinner wäerte kommen -, do ass et éischter nach wahrscheinlech esou, wann dat sech als richteg erweist, déi éischt Indicatioun, dass mer bei 1% fir dëst Joer wäerte landen. Mä dat gesi mer leider relativ spéit.

(Interruption)

Gelift? Dëst Joer? Pardon, dat ass 2011, wat ech mengen, richteg!

2012 menge mer doduerch och nëmme vläicht 1,5% oder 1,4% ze erreechen, während mer nach déi Zäit, wéi mer de Budget opgestallt hunn, vun 2,1% ausgaange sinn. Dat ass zweemol déiselwecht Quell, j'en suis conscient. Mä dat, wat eng OECD seet, dat, wat eng Kommissioun seet, dat, wat en FMI seet, deen e bësse seet, wat ronderëm eis leeft, dat, wat d'Entwécklung - et muss een einfach kucken -, den Dollar, Euro, d'Paritéit dovunner an d'Energiepräisser erginn, dat sinn déi Haaptaggregater vun Hypotheesen, déi opgestallt ginn, fir ze kucken, wéi sech d'Saach gegebenenfalls bei eis kéint entwéckelen.

A mir hunn am zweeten Trimester - kommt, mir vergiessen dat net - minus 0,9% geschriwwen, vun engem Trimester op dat anert. Also, mir sinn an enger Situatioun, déi mir nach ni an där Form an deene leschte Jore kannt hunn, mat Ausnahm vun 2008/2009, wou mer jo déi reell Problemer haten, mä mir kommen awer aus enger Period, wou mir dat do net kannt hunn! 2007, erënnert Iech, hu mer nach 6,6% Wuesstum gehat. Mir hunn dat alles vergiess a mir schwätzen haut vun 1%, 1,5%, an un 2% denkt emol kee méi.

Dat Zweet ass, wat ech mengen: Et geet net duer, einfach vu PIB ze schwätzen. Et muss een och kucken, wéi déi eenzel Secteuren dat verdroen. Ech hu gesot, déi, déi am Export sinn, mat Sécherheet. Et sinn och Secteuren, déi am Export sinn, ech huelen den E-Commerce an ähnlecher, déi wahrscheinlech keng grouss Schwieregkeeten hunn, fir dat an hire Benefisser ze verkraaften, mä wou ëmmer erëm no baussen den Attraktivitéitswäert vun eisem Land an deem Moment a Fro gestallt gëtt.

Sécherlech, dat huet jo Auswierkunge souwuel op d'Betriber - dat, wat mer hei maachen -, mä och op de Statsbudget. De Finanzminister huet, an ech ginn net vill heirop an, gewisen, dass mer eng ganz Rei Froen hunn, déi eis an der nächster Zäit wäerte beschäftegen. Mir wëssen haut schonn, dass mer d'TVA-Recetten am E-Commerce 2015 erof musse fueren op 30% an zwee Joer duerno op 15% vun de gesamten Einnahmen, déi mer dann nach maachen. Dat ass eppes, wat een haut net méi an eenzelne Milliounen zielt, mä an Honnerte Milliounen.

Mir wëssen - an dat sinn déi zwou eenzeg Valeuren, déi ech wëll ginn -, de Moien am Konjunkturcomité hu mer nach eng Kéier gekuckt, wéi d'Kreditanstalte sech entwéckelen, an an hire Resultater si se bei -31%! Dir wäert jo net mengen, dat géif ouni Auswierkunge bleiwen op den IRC an ouni Auswierkungen um ICC! Et kritt also Auswierkungen, an duerfir ass et och net egal, wat hei geschitt.

Hei geet et jo net nëmmen ëm Cadeauen un d'Betriber, hei geet et och drëms, ze hëllefen, dass dee Budget hei an enger anstänneger Fassong ka boucléiert ginn. An duerfir, mengen ech, ass et och net falsch, wann een awer och déi Chifferen, déi hei e bësse lächerlech gemaach gi sinn… An ech fannen et ëmmer schlëmm, wann eppes lächerlech gemaach gëtt wéi d'Aarbechtsplazen, an haaptsächlech do, wou keng sinn, nämlech de Chômage! Dass mer haut awer an enger Situatioun sinn, iwwert déi kee Mënsch houfreg ass, an doudsécher weder den Aarbechtsminister nach de Wirtschaftsminister!

Et ass keng Freed, moies am Konjunkturcomité Chiffere virgeluecht ze kréien, wou een op eemol gesäit: Déi Zuel do, déi ass et hei zu Lëtzebuerg nach net ginn! 16.337 Leit sichen eng Aarbecht, ouni déi an de Mesuren! Mir sinn elo bei 6,6% ukomm, a wann een déi vun de Mesuren derbäihëlt, da si mer bei 8,3%. Mir kommen aus deem Joer virdrun, wat e schwieregt Joer war, do komme mer mat 15.500 Leit. Haut hu mer der erëm méi. A mir kommen aus enger Period vun 2007, wou mer ënner 10.000 waren!

Elo kann een doriwwer gecksen a soen, wie schold dorunner ass an esou weider; wéi wann ee sech géif dohinnersetzen, fir d'Leit rosen ze maachen, an den Index moduléieren oder d'Aarbechtslosenzuelen an d'Luucht setzen! Mä et ass esou en eeschte Problem, dass et engem awer net kann egal sinn, wat um Niveau vun der Wirtschaft geschitt a wéi een d'Attraktivitéit vun der Wirtschaft als Regierung ka matgestalten.

Dat do sinn Zuelen, déi mussen een awer zumindest alarméieren! Mir sinn dach hei net an enger ganz normaler Situatioun! Wann ech eenzel Artikele liesen, besonnesch haut, da mengt Der jo awer, hei géif et der e puer Stéck ginn, déi hätte soss näischt ze dinn, wéi d'Leit rosen ze maachen an dann den Index ze moduléieren. Hei kucke mir op eng Situatioun, déi am héchste Mooss alarmant ass, déi alarmant ass an déi Lëtzebuerg - wann ech elo 2008, 2009 a senge Spëtzten ewechhuelen - awer trotzdeem säit Laangem net méi kannt huet.

An ech weess emol net, ech war duerfir vläicht ze jonk, wéini mer nach ähnlech gravéierend Situatioune kannt hunn! Well mir hunn ëmmer emol Schwieregkeete gehat an engem Secteur, notamment am Stolsecteur, mä net breet gefächert an net esou, wéi mer dat elo ronderëm eis gesinn. Elo ronderëm eis, wou Feier ass a wou mir doriwwer schwätzen, wa mir elo ëm e puer Méint e Kafkraaftausgläich verschieben, vu sozialem Ofbau schwätzen. Ech muss éierlech soen, dass ech domadder ganz schlecht ka liewen, mat där Explikatioun.

An, Här Henckes, mir hunn net 2009 e Plang dohinnergeluecht fir ze probéieren, d'Inflatioun an hiren exzessive Moossen e bëssen ofzebremsen. Mir hunn dat 2006 gemaach, no der Tripartite, do ass de Plang gemaach ginn.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).-* 2009 steet op Árem Internetsite.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.-* En ass 2006 gemaach ginn. Gitt kucken, huelt de Conseil de la consommation, deen déi ganz Saach begleet huet, déi wëssen dat! Mä Dir verwiesselt eppes, dass eenzel Punkten erëmkommen an deene 65 Punkten, an do steet notamment dran, dass ee beispillsweis, et ass de Punkt 48, dass een d'Charte FAIR PRICE soll weiderféieren - mä déi hat ee schonn agefouert -, dass ee soll weider oppassen an den administréierte Präisser.

Mir hunn dat jo och gemaach. 2007 sinn dramatesch d'administréiert Präisser agefruer ginn, mat Konsequenze fir eng ganz Rei Institutiounen, déi a Schwieregkeeten op eemol gerode sinn. Dat huet och gewisen, wat dat fir Auswierkungen huet. En Altersheim huet da Schwieregkeeten, mä e Betrib huet genau déiselwecht Schwieregkeeten, well e muss entweder dann d'Präisser eropsetzen… Op där enger Säit gëtt et Zodi, well et awer e sozial sensibele Milieu ass, an op där anerer Säit ass et vläicht de Client, dee seet: „Do maachen ech net méi mat!" Duerfir ass dat schonn net egal, wéi een déi administréiert Präisser gestalt.

An esou einfach ass dat och net, wéi dat ëmmer gemaach gëtt. Et gëtt jo oft gemengt, deen Term, dee kéint een an Europa gebrauchen an dee wier ëmmer iwwerall d'selwecht ze bekucken. Administréiert Präisser vum Eurostat, do ass beispillsweis dran den Ticket vun der Luxair. So ee mer, ob ech jee op de Gedanke komm wier, den Ticket vun der Luxair - oder den Här Wiseler -, en Ticket vun der Luxair festzesetzen! Duerfir soen ech, muss een oppassen, vu wat ee schwätzt.

D'Regierung huet 19, an elo ass dovunner een ewechgefall, da sinn et elo nach 18 Präisser, déi mir considéréieren als administréiert Präisser. An déi administréiert Präisser, wann Der déi…

(Interruption)

Dir kënnt déi roueg afréieren! Dat hu mer gemaach. Mä et gëtt e Rattrapage duerno. En Altersheim muss dann op eemol eropsetzen a setzt dann net ëm 2,5% erop, mä setzt dann ëm méi erop, well et jo esou laang ofgebremst huet. An dat ass esou, ob een dat elo wëllt oder net. Duerfir soll ee seriö doriwwer schwätzen. Et dierf net zu Dérapagen an den administréierte Präisser kommen, mä et soll kee sech der Illusioun higinn, dass dat zum Nulltarif wier, wann ee Präisser afréiert. Dat ass net de Fall!

Eng Gemeng, déi op eemol hir Präisser afréiert, a wat ech gär gehat hätt vun hinnen, wat vill Gemenge gemaach hunn, vill anerer net gemaach hunn, mä iergendwann kënnt dat och bei hinnen dann a Schwulitéiten, wann aner Ressourcen, déi se hunn, wann déi net an deemselwechte Mooss wuessen… Duerfir muss een oppassen, wann een dovunner schwätzt.

Deen Observatoire de la formation des prix, deen net meng Iddi war, deen ech awer elo en place gesat hunn, no ville Gespréicher mat de Sozialpartner, deen erlaabt eis, mengen ech, eenzel Saache wéi déi do ze analyséieren. Mir hunn elo eng Etüd an Optrag ginn, fir ze kucken, wat am Ausland besteet a wat mir vläicht an onser Gesetzgebung missten änneren, fir dass beispillsweis all Indexéierung vu Kontrakter, och privat ënnerenaner, dass déi endlech ophéiert, dass, wann ech e Loyer hunn, do automatesch eng Indexéierung dran ass.

An ech muss eent soen: Ech hu jo de Ruff, dass ech heiansdo de Betriber vill nolauschteren. Ech wier och frou, wann d'Betriber selwer emol géifen an hire Kontrakter, op hir Aart a Weis, wéi se heiansdo virginn… Et entdeckt ee komesch Saachen. Do sinn der, déi hir Betribsautoe souguer indexéiert hunn, well se jo vu Joer zu Joer méi deier ginn. Alleguerten déi Leit, déi iwwer Index schwätzen, géife wannen u Kredibilitéit, wa se bei sech selwer dat géifen applizéieren, wat se par ailleurs vun der Lëtzebuerger Regierung verlaangen.

Mir sinn amgaangen, nach ëmmer, mam Kommissär Barnier ze schwätzen - mä deen, dee mengt, dat wier einfach: Mat der Kommissioun ass et net einfach an et dauert virun allem ëmmer immens laang -, wéi mer déi Représentation-généralen anescht organiséiert kréien.

Mir hunn do eng Rei Fortschrëtter gemaach, mä ech soen lech, et ass nach villes ze dinn do, an do kënnt een net virun! Danone erschreckt net, wann ech hinnen e Bréif schreiwen, wat ech elo nach gemaach hunn. Déi erschrecken awer net, wann ech soen: „Elo geet et awer duer domadder!" Dat Eenzegt, wat hëlleft, dat ass deen Dag, wou mer virun den Europäesche Geriichtshaff ginn an dann higinn an effektiv kloen dergéint - an dass vun uewen erof eis eng Hëllef kënnt, ech muss soen, well soss hunn ech nach net ganz vill Hëllef vun der Kommissioun an där doter Fro gesinn.

Ech hu gesot, dass den Index eppes ass, wat ee mat enger roueger Approche muss kucken. Hei gëtt och oft gemaach, wéi wa mir hei zu Lëtzebuerg eise Bannemaart géifen ënnerstëtzen, eis Betriber esou géifen ënnerstëtzen doduerch, dass mir déi Milliounen, déi eng Indextranche ausmaachen, an d'Wirtschaft stiechen. Dat ass jo net de Fall!

Mir hunn dach de Gros vun deene Produkter, déi mir domadder kafen, dass dat Import ass. An do, wou mir en Avantage hunn, dat ass op der TVA. Dat ass fir de Stat gutt, do kritt en e Retour. An et ass op Kommissiounen oder op enger Marge vun engem Geschäft. Mä mir sinn dach vill ze vill kleng a mir sinn dach guer keng Industrie, fir capabel ze sinn, bei eis eng Ënnerstëtzung vun eiser Produktioun, interner Produktioun ze relancéieren iwwert de Wee vun enger Kafkraaftsteigerung! Loosse mer dach mat deem Mythe endlech ophalen!

Mir maache wuel eppes fir d'Leit. Et ass eng Moossnam, fir de Leit ze hëllefen. Mä mir sollen ophalen ze mengen, dat wier eng Ënnerstëtzung fir d'Betriber. An all déi, déi d'Demonstratioun permanent géife maachen, dat do wier eppes, wou d'Betriber souguer missten derfir sinn! Mä ech verstinn net, ob se net heiansdo e Buch iwwer Ekonomie opmaachen a kucken, wat dat do u sech heescht.

Ech mengen och - an Eenzelner hei hunn dat och oft gebraucht - déi Fro vum sozialen Ofbau an där Indexformuléierung, wéi mer se am Allgemengen hei zu Lëtzebuerg hunn. Et ass eng vun de Kritiken, muss ech soen, déi ech guer net méi verdroen, dat ass déi, déi seet: Majo, domat wuessen d'Léin zesummen. Ma also, ech als Sozialist, mir kann awer näischt Besseres virschwiewen, wéi dass d'Léin zesummewuessen! A wann een higaange wier, et hätt een e gedeckelten Index, wat och net meng Iddi war…

(Interruption)

…wat e gedeckelten Index als Konsequenz hätt. Dat hätt nämlech als Konsequenz, dass d'Léin géifen zesummewuessen. Also domadder kann ech awer gutt liewen, dat muss ech Iech awer soen! An ech ka mech erënneren un all…

(Interruptions)

…déi Parteien, déi vu minimalen a maximalen Indextranchen an hire Programmer geschwat hunn; ech war al genuch, fir dat nach matzëerliewen. Also loosse mer kucken, ob dat wierklech eng sozial Mesure ass, déi do, ob dat, wann een dat ofbremst, e sozialen Ofbau ass. Ass dat dat wierklech? A wie profitéiert am meeschten dovunner?

Loosse mer dach verstänneg sinn! Den Här Bodry huet opgezielt, wat muss kommen, fir deene Leit hei zu Lëtzebuerg ze hëllefen, déi wierklech spieren, dass d'Inflatioun hinne Kafkraaft hëlt. Dat sinn net ech, dat ass net de Premier an dat sinn déi meescht vun Iech och net. Dat sinn déi Leit, déi hien opgezielt huet. An do solle mir agräifen! Do ass et d'Flicht vun de Gemengen a vum Stat zesummen, deene Leit ze hëllefen.

Et kann een net soen, d'Präisser vun den Terraine sinn deier an duerfir mussen d'Léin héich sinn zu Lëtzebuerg. D'Léin, déi ginn normalerweis mat der Produktivitéit vun deem Betrib. D'Léin kommen zustanen iwwer esou e Wee, awer net iwwer en Argument vun den Terrainspräisser hei zu Lëtzebuerg, woubäi een och muss kucken, wiem déi Terrainspräisser am Allgemengen och nach notzen.

(Interruption)

Ech dierf och an ech wëll och awer zwee Wuert dozou soen: Ech verstinn awer déi Leit, déi hei och de Wuerekuerf als solchen awer eng Kéier wëllen diskutéieren. Ech verstinn dat! D'Regierung huet eng Décisioun geholl.

Mä ech perséinlech verstinn awer, wann ee seet: Musse mir dann engem, wann den Tubak an d'Luucht geet, eng Augmentatioun am Salaire ginn? Musse mir engem, wann den Alkohol an d'Luucht geet, eng Augmentatioun vum Salaire ginn? Musse mer dat bei enger Energiepolitik - wou mer haaptsächlech wëssen, dass et spueren ass, wat mer musse maachen, spueren! Well all dat anert hu mer net! Mir hu weder d'Ressourcen nach hu mer vill Méiglechkeeten, bei den Énergies renouvelables dee grousse Schrëtt ze maachen.

Dee grousse Schrëtt maache mer bei der Efficacité énergétique. A bei der Efficacité énergétique ass en technologeschen Deel, mä awer

och eng Fro vu Gewunnechten. Wat verbrauchen ech als Eenzelnen? A ginn ech engem en Ausglach, wann de Bensin méi héich gëtt, oder froen ech vläicht net: Häss de net besser, den öffentlechen Transport dee Moment ze huelen an dech ëmzestellen oder vläicht manner ze fueren oder zu véier ze fueren, anstatt eleng?

Dat do si Froen, déi sinn awer erlaabt. Ech ginn net dorop méi wäit an, mä ech mengen, et ass awer derwäert, dass déi Diskussioun gefouert gëtt mat de Sozialpartner. An et soll een net vun Ufank u soen, mir kréiche keng Eenegung do. Et soll ee probéieren, déi Eenegung ze kréien, well ech mengen, et gëtt gutt Argumenter, fir dozou ze schwätzen.

E lescht Wuert nach, wat d'Kafkraaft ubelaangt. Mir hu fäerdegbruecht, den 1. Mäerz 2009, wéi an alle Länner méi oder wéineger ronderëm eis d'Pensiounen erofgesat gi sinn, d'Paie gekierzt gi sinn, Leit wierklech Akafsverloschter kannt hunn, do hu mir eng Indextranche per Gesetz - 2,5% Augmentatioun - ginn. Kee Land a ganz Europa, ech schwätzen emol net vum Rescht vun der Welt, huet dat do fäerdegbruecht!

Dat hu mir gemaach. Mir hunn de Salaire minimum an där Zäit an d'Luucht gesat. Mir hunn en an d'Luucht gesat! Déi aner hunn en erofgesat, ganz oft. Da kann een dach net vu sozialem Ofbau vun dëser Regierung schwätzen! Ech verstinn do wierklech näischt méi.

An elo den 1. Januar - a kee Mënsch mécht, wéi wann dat awer net e wichtege Punkt wier - geet et fir all déi Leit, déi Aarbechter waren an elo an engem anere Statut sinn, automatesch, ouni dass een e Fanger réiert, ouni dass iergendeppes geschitt, geet et ëm 1% an d'Luucht. Ech kéint esou weiderfueren.

Mir hunn eng ganz Rei Saachen an der Zwëschenzäit an d'Luucht gesat. Eng ganz Rei Saachen! Mir vergiessen heiansdo, d'Zomm dovunner ze maachen a stierzen eis op een Eenzelpunkt, deen eis ee Moment stéiert.

Ech wier och frou, wa mer déi Suen, déi mer elo kéinte spueren, souwuel bei de Betriber wéi och beim Stat, net an einfach Dépensë setzen, déi verpuffen, mä dass mer se investéieren an Infrastrukturen, a Saachen, déi muer eis Zukunft virbereeden, an net a Saachen, déi renge Konsum sinn. Ech wier frou, wa mer dat souwuel an der Regierung, wou mer en héijen Niveau hu vun Investissementer, och esou bäibehale kéinten. Dat do ass, fir dat ze stäerken. A bei de Betriber ass et wierklech och gefrot, dass domadder kënnen Aarbechtsplazen ofgeséchert ginn, dass domat kënnen Investissementer garantéiert ginn.

Ech mengen, déi puer Upassungen hei wäerten net zu Lëtzebuerg zu engem dramatesche Punkt kommen, wéi deen, deen eis virgezeechent ginn ass, an déi puer Kategorië vu Leit, déi wierklech Schwieregkeeten an dëser Kris hunn, deene solle mer hëllefen. Mä do gëtt et aner Mëttele wéi dat do, well dat Mëttel hei ass mat Sécherheet dat net, wat deem Klengen am meeschten hëlleft. Dat hëlleft mir, dat hëlleft Iech, an dat brauche mer net. An ech mengen, déi kleng Upassungen do sinn och gemaach, fir dass mer dat Instrument muer nach hunn, an ech mengen, dat ass och vläicht e wichtege Punkt.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Brouhaha)

M. le Président.- Merci dem Här Wirtschaftsminister. Den Här Premier hëlt nach Stellung.

Här Premier, ech wollt Iech just drop opmierksam maachen, datt eigentlech schonn d'Regierung 23 Minutte geschwat huet.

(Hilarité générale)

Dir dierft awer roueg, an enger limitéierter Form, nach e puer Wuert zu eis soen.

(Hilarité générale et brouhaha)

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Här President, dat géif mech wonneren, wann dat ganz limitéiert wier. Just e puer Observatiounen, déi ech nach um Enn vun dëser Debatt, wou ech den Debatteriedner wollt Merci soen, wollt soen.

Fir d'Éischt ass et mer eng wichteg Remarque, hei festzestellen, dass d'Regierungsparteien an och grouss Oppositiounsparteien dësem Projet de loi hiren Accord ginn. A wann ech dat soen, dann ass dat, fir der DP an och der grénger Fraktioun mäin ausdréckleche Respekt fir dee Vote ze soen.

Wann een an der Oppositioun ass a wann eng Regierung eppes ënnerhëlt, wat net op ongedeelten Zoustëmmung trëfft, dann ass de normalen, plompe Reflex ganz oft, fir deenen, déi net mat der Regierung d'accord sinn, recht ze ginn. An et éiert déi zwou Parteien, dass se vun deem klasseschen Oppositiounsreflex do Ofstand geholl hunn an hei sech hirer Verantwortung esou gestallt hunn, wéi wa se an der Regierung wieren, wat déi zwou Parteie jo och, ouni d'Fantasie aussergewéinlech ze beméien, kéinte sinn. Ech wollt dofir soen, dass ech dat extrem bemierkenswäert fannen.

Dat Zweet, wat ech bemierkenswäert fannen, ass, dass kee gesot huet, dass jiddweree gesot huet viru sechs Méint, déi heite Koalitioun an déi heite Regierung géif sech an där Fro do net eens ginn. Dofir wollt ech och deenen, déi sech op villfältegst Aart a Weis a mat Respekt virun anere Meenungen agesat hunn, fir dass mer Léisungen en absence vun engem Accord vun de Sozialpartner géife kréien, och meng Unerkennung soen.

Et geet mat deem Gesetz hei net drëm, den Index ze killen. Et geet drëm, fir seng Ausbezuelung ze verschubsen. Een Doudegen, dee kann een net réckelen, dee läit definitiv, et kënnt een net méi un en. Den Index, un dee komme mer nach, dee brauche mer nach, an dofir gëtt de Contenu vun der Gesamtsituatioun vun eisem Land esou verréckelt, dass kee soziale Kahlschlag geschitt an dass keen an eng aussergewéinlech materiell Bedrängnis kënnt.

Ech bleiwen, wéi vill anerer heibannen och, der Opfaassung, dass mer un der Indexéierung prinzipiell musse festhalen. Et gëtt nach just zwee Länner, d'Belsch a mir, déi d'Indexéierung vun de Gehälter hunn, d'Belsch manner ausgeprägt wéi mir, a mir dann eben och. Ech sinn net fir den Index, well ech géif mengen, dass jiddwereen e permanent bräicht. Ech si fir den Index wéinst haaptsächlech deene 50 Prozent vun de Leit, déi ënner kengem Kollektivvertrag leien an déi nëmmen ënnert deene schwieregste Bedéngunge géifen eng Augmentatioun vun hire Gehälter kréien.

Wann een d'Situatioun an deene Betriber kennt a mat deene Leit schwätzt, déi an deene Betriber schaffen, stellt ee fest, dass heiansdo zéng, zwielef Joer an hirem Loun iwwerhaapt näischt geschitt wier, wann et net d'Indexéierung vun de Léin gi wier. A vu dass ech grousse Wäert, wéi mir alleguer heibannen, op d'national, wat implizit eng sozial Kohäsioun bedeit leeën, ass et wichteg fir déi Leit, dass se un dem allgemenge Fortschrëtt kënnen deelhunn.

Ech sinn och iwwer munnech Wuertmeldungen aus dem Lager vun der Ekonomie net frou, well déi esou maachen, wéi wann dat, wat d'Regierung hei proposéiert a wat d'Chamber an enger grousser Majoritéit suivéiert, eigentlech näischt wier.

Wann ech viru véier Méint virun d'Land getruede wier a gesot hätt: „Ech hunn och nach eng gutt Nouvelle, ech wollt Iech soen, dass Der an dësem Joer nach 250 Milliounen Euro manner Kafkraaft kritt", dann hätt ech mer net wëlle virstellen, wat da fir ee Cortège vun Applaudissementer vun alle Gradinen erof op mech erofgeprasselt wier. Elo maache mer dat, a bis an d'Joer 2013 iwwer 400, a jee nodeem, wéi d'inflationär Entwécklung ass, och am Joer 2014 nach munches.

D'Betriber spueren déi Suen, kënnen déi Suen abehalen. Domadder ass hir Kompetitivitéit esou staark verbessert, wéi wann all Betrib, dee Kierperschaftssteier bezilt, eng Ofsenkung vun der Kierperschaftssteier vun 2,46% am Joer 2012 kritt hätt. Wann ee mer elo erklärt, dass dat näischt ass, wann d'Betribskäschten esou vill ofgesenkt ginn, an dass dat een Oxygensball ass fir all Betriber - och déi, déi keng Kierperschaftssteier bezuelen -, da weess een eigentlech net méi, wat vill a wat wéineg ass.

Selbstverständlech muss d'Lëtzebuerger Ekonomie dovunner ausgoen - dat soen ech fir mech ganz perséinlech, och fir dee Veräin, an deem ech organiséiert sinn -, esou laang wéi ech Statsminister sinn, bleift den Index bestoen! Dee gëtt net ofgeschaaft! Mä e gëtt esou moduléiert, dass d'Ekonomie an d'Leit mat sengen Applikatiounsvarianten eens ginn.

An datselwecht applizéiert sech op de Mindestloun. Et ass eng Aberratioun, fir sech virzestellen, grad elo an dësem Moment, wou d'Liewensverhältnisser vu ville Leit méi enk ginn, wier de Moment komm, fir de Mindestloun anzefréieren. Dat ass keng richteg Politik, wann een dat mécht. Ech falen net op déi theoretesch Aberratioun an der Elementarwëssenschaft vun der Ekonomie eran, déi seet, dass déi Moossnamen hei géifen d'Kafkraaft schmäleren an dass dofir manner Konsum géif stattfannen.

Wësst Der, wéini dass mer dee gréisste Konsumabroch haten an deene leschte Joren? Dat war am Joer 2009, wou mer d'Steieren ëm Honnerte Milliounen erofgesat hunn, wou de Revenu disponible an d'Luucht gaangen ass a wou d'Akommesbedéngunge vun de Leit méi gënschteg ware wéi an deene Jore virdrun, wou se wesentlech méi ausginn hunn. Et ass eng almoudesch Opfaassung vu staatlechem Wierken, fir ze mengen, mir kéinten de Leit soen, wat se maachen. Loosst d'Leit dach selwer gewäerden! Ech soen, de Moment spuere se ze vill, mä si maachen, wat se wëllen. Ech hätt léiwer, se géife consomméieren, mä si spueren ze vill, well d'Onsécherheet ebe grouss ass a well, jo, d'Geschéckerlechkeet vun der öffentlecher Explikatioun vun der Politik och net ëmmer déi adequaatsten ass.

Mir halen d'Aarbechtsrecht zu Lëtzebuerg stabil. Nennt mer emol een anert Land ronderëm - wëll ech Iech awer emol frëndlechst froen -, wou et bei enger relativ rigider Aarbechtsgesetzgebung bliwwen ass. All eis Nopere sinn amgaangen - an dee Versuch, deen erliewen ech och den nächste Méindeg erëm -, fir d'Aarbechtsrecht a Stécker ze zerdeelen, fir deem Cordon sanitaire, dee ronderëm eis Aarbechtsmäert läit, fir deem lues a lues d'Loft erauszeloossen. Mir maachen dat net! Just an den ieweschte Gehaltssegmenter iwwerleeë mer, wat ee mat den zäitbefristeten Aarbechtsverträg mécht.

Ech bleiwe fundamental a strikt der Meenung, dass den onbefristeten Aarbechtsvertrag de Regel- an den Typ-Aarbechtsvertrag soll bleiwen an dass mer net an d'Zäitaarbecht an a Contrats à durée déterminée ofrécken, wat de Mënschen iwwerhaapt keng Previsibilitéit gëtt, weder fir sech selwer, nach fir hir Kanner. Ech soen de Saz nach eng Kéier: Wa mäi Papp all sechs Méint hätt misse fäerten, hie géif säin Aarbechtsvertrag net erneiert kréien, dann hätt ech keng Universitéit vu banne gesinn!

D'Leit brauche Previsibilitéit bei der Gestaltung vun hire Liewensbedéngungen. An déi, déi mengen, et wier e Standuertvirdeel, fir de Leit all Sécherheet ewechzehuelen, fir se an d'Netwëssen iwwer hire weidere Liewenswee ze stierzen, déi kennen a) näischt vun de Leit a b) näischt vum Zesummeliewen an enger Gesellschaft!

Leschten Enns wieren och aner Indexméiglechkeeten - Indexléisungen, pardon - méiglech gewiescht. Dir wësst, dass ech mech, zesumme mat aneren, fir e gedeckelten Index agesat hunn, während der Kris, net definitiv; Solidaritéitsorganisatioun um Niveau vum Betrib während der Kris. Dat huet keng Zoustëmmung fonnt, jiddefalls net genügend breet Zoustëmmung fonnt. Mä ech gehéieren net zu deenen, déi net méi géifen un d'Kraaft vu richtegen Iddië gleewen, an dofir bleift déi Iddi am Gespréich, net fir dës Legislaturperiod, mä d'Parteie musse sech, wa se an déi nächst Wahlen trieden, zu deene Froe selbstverständlech äusseren.

Här Kox, maacht net de Geck mat eenzelne Begleitmoossnamen, déi mer treffe fir déi Leit, déi um allerniddregste Lounsegment leien an déi eng Hëllef kréien, wa se Kanner an der Schoul hunn, fir hir Bicher, an iwwerhaapt eng jährlech Prime kréien; déi Leit, déi bal näischt verdéngen - jiddefalls ass keen heibannen, deen esou wéineg verdéngt -, déi kréien 1.800 Euro netto d'Joer quasi bäi. Wësst Der, wat dat ass fir Leit, déi näischt hunn: 1.800 Euro? Also packt Iech e bëssen, wann Der iwwer esou Akommesverhältnisser schwätzt! Et gëtt nach Leit, déi wëssen, wat 1.000 a wat 1.100 Euro d'Joer sinn, well fir si mécht d'Tatsaach, déi ze hunn oder net ze hunn, en Ënnerscheed vun eent zu 100, och wann anerer dat net kënne verstoen.

Ech géif mengem Frënd Paul Helminger, deem ech ëmmer besonnesch opmierksam nolauschteren - och wann ech dat de Mëtteg via Televisioun hu musse maachen, well ech nach eng aner Geschicht do hat an d'Griichen esou en Englesch schwätzen, dass ee muss duebel nolauschteren, wa se um Tëlefon sinn -, soen, dass ech natierlech vill Suergen, déi hien a Saachen öffentlech Finanzen hei virgeduecht huet, deelen. Ech hätt just gären, dass ee korrekt bleift an deene Saachen.

Mir sinn elo an där gréisster Kris, déi mer zënter dem zweete Weltkrich haten, Finanz- a Wirtschaftskris, Finanzkris am duebele Sënn vum Wuert, och op de Statsbudget bezunn. A mir haten am Joer 2010 ee gesamtstaatlechen Defizit vun 1,1% an een Defizit - deen ze héich ass an ze héich bleift och am Joer 2012 an am Joer 2013 - vum Zentralstat vun 2,6%, an der Kris!

2004 - ech gräifen dat Joer emol esou eraus, well dat dat lescht Joer war, wou ech d'Freed hat, zesumme mat Ärer Partei ze regéieren - hate mer ee gesamtstaatlechen Defizit vun 1,2%, wäit vun der Kris ewech, mä méi héich wéi an der Kris, a mir hate genau deeselwechten Defizit am Zentralstat. Esou einfach ass d'Sanéierung vun de Statsfinanzen net, a si ass matzen an der Kris, siwe Joer méi spéit, net méi einfach gi wéi se deemools war, well et muss ee jo och op déi konjunkturdämpfend Effekter uechten, déi een huet, wann ee Spuerpolitik mécht.

D'Kompetitivitéit vum Land ass hei vill ugeschwat ginn - zu Recht -, an d'Léin, d'Lounmass, d'Evolutioun vun der Lounmass an ergo och d'Indexéierung spille selbstverständlech eng Roll bei der Kompetitivitéit, a besonnesch an deene klenge Betriber, déi sech net vill ergräife kënnen an net vill Eegeninitiative kënnen entwéckelen, fir hire Geschäftsvolumen an ergo hiert Akommes ze steigeren. Mä d'Kompetitivitéit - d'„Attraktivitéit", géif ech léiwer soen, well ech dat Wuert Kompetitivitéit och net extrem gär hunn, well dat ëmmer esou komparativ klëngt, obschonn et et och ass - geet méi wäit wéi déi Fro vun de Léin a vun der Indexéierung.

Kuckt emol d'Loyeren zu Lëtzebuerg, och d'Geschäftsloyeren. Fannt Der déi normal? Et sinn der jo, déi musse bezuelen. Et gëtt der awer och, déi akasséieren. Wat mécht dann deen Eenzelnen, deen an der Groussgaass oder soss iergendwou am Land ee Gebai huet, wou e ka Geschäftslokaler verlounen? Wat mécht hien eigentlech, fir ze hëllefen, dass d'Kompetitivitéit an d'Attraktivitéit vun eisem Land a vun eiser Haaptstad zouhëlt?

Muss dann all Lëtzebuerger Multimillionär ginn, just well en eng Brak huet, déi e ka verlounen, fir dass do Geschäfter gemaach ginn? Oder kann net och deen Eenzelne sech emol e bësse packen an derfir suergen, dass Geschäftsloyeren emol zu normale Präisser erëm zu Lëtzebuerg zougänglech sinn, besonnesch fir déi, déi ufänken, sech an d'Geschäftsliewen ze lancéieren? Hei maachen dach déi eng Lëtzebuerger déi aner Lëtzebuerger futti, an da gëtt gesot, d'Politik wier schold drun. Et ass net d'Politik, et ass déi grenzenlos Gier vun deenen, déi et hunn, déi nach ëmmer gäre méi hätten, déi d'Kompetitivitéit an eisem Land op eng wesentlech Aart a Weis no ënne korrigéiert!

Datselwecht zielt selbstverständlech och fir d'Bauplazen. Firwat muss da jiddweree bis zum allerleschten Dibbelchen d'Bauplaz esou deier verkafen, wéi en nëmme kann? Wiem schuet en dann domat? A wiem notzt en dann domat? En hëlleft sech net vill, well en huet scho vill, an e schiedegt awer déi jonk Leit, déi wëllen zu normale Konditiounen zu engem Haus kommen. Ass do d'Politik eleng schold oder ass och d'Astellung vum Eenzelnen deem aneren Eenzelne géintiwwer net och dru schold, dass mer a Situatioune kommen, déi jo strictement net méi normal sinn?

Datselwecht zielt fir d'Bildungspolitik. Do musse Reforme geschéien. Ech wëll net op den Detail dovun agoen, well ech weess, dass d'Detailartikulatiounen dovun ëmmer kontrovers stattfannen. Mä fir ze mengen, et kéint alles esou bleiwe wéi et war, fir dass mer géife besser gi wéi mer sinn, déi iere sech fundamental! Selbstverständlech mussen op breetster Front Reformen hei am Land gemaach ginn, an dat kann net een Ëmwee ronderëm d'Schoul maachen. Dat muss selbstverständlech och d'Schoul mat begräifen an der Gesamtiwwerleeung, och iwwert d'Attraktivitéit vun eisem Land, well mir brauche jo Leit, fir an deene Betriber ze schaffen, déi mer wëlle kréien.

Dobäi sinn ech wäit dovun ewech ze mengen - ech si kee Bildungspolitiker -, wäit dovun ewech ze mengen, d'Schoul wier just dofir do, fir Aarbechtsmaartathleten ze produzéieren. D'Schoul huet och aner Aufgaben. Mä erfëllt se déi Aufgaben dann haut? Erfëllt se hiren Zweck fir den Aarbechtsmaart an erfëllt se hiren Zweck, fir de Mënsch méi komplett ze maachen? Dass do Reforme musse geschéien, ass ganz evident.

Selbstverständlech, Här Kox, kann een d'Steierpolitik kritiséiere vun e puer Regierungen hannereneen. Ech hunn de Misär, dass ech ëmmer an deenen alleguer derbäi war, dofir fillen ech mech ëmmer do ugeschwat. Mä wëllt Der wierklech hunn, dass mer d'Kierperschaftssteier elo erëm no uewen hiewen? Wëllt Der wierklech hunn, dass mer d'Gewerbekapitalsteier erëm aféieren? Wëllt Der hunn, dass mer de Spëtzesteiersaz - deen iwwregens 39% ass, an net 38% - erëm op 46% zréckféieren?

Also, u mir scheitert dat u sech net, dass een am Spëtzesteiersaz eppes mécht. Mä ech weess awer, wat fir Leit op Lëtzebuerg schaffe kommen a bestëmmte Secteure vun eiser Ekonomie, grad well mer an deenen ieweschte Lounsegmenter steierlech net alles ofscheffelen, wat op anere Plazen ofgescheffelt gëtt. Dofir muss een an aller Rou eng Kéier iwwert déi Fro schwätzen.

An Dir hutt och eng Motioun virbruecht. Sou, an déi Motioun kann ech an där Form leider net unhuelen. An elo hunn ech se natierlech net hei. Mä ech weess awer, wat drasteet. Vläicht huet awer ee se. Kann ech Amtshilfe kréie vum President vun der Chamber - Merci - deen natierlech nach net drop geschafft huet, well et ass näischt ënnerstrach an näischt kommentéiert hei drop?

An Ärer Motioun - géint déi ech net prinzipiell sinn, wëll ech hei soen, och well ech fannen, dass d'Oppositiounsparteie sech hei extrem korrekt a responsabel verhalen hunn - frot Der oder hutt Der festgestallt, dass elo eng substanziell Trêve an der Indexfro komm wier -...

(Interruption)

...Merci; tjo, déi een am längste kennt, dat sinn u sech déi, déi ëmmer wëssen, wat engem feelt -, do sot Der, d'Zukunft vun eiser Finanzplaz wier onsécher.

An Dir sot, nodeem Der festgestallt hutt, déi Indexfro hätt sech elo fir déi nächst dräi Joer berouegt - wat a mengen Aen net heescht, dass se definitiv gekläert wier -, dass Der géift gären hunn, dass mer déi nächst dräi Joer notzen, fir mat allen Acteuren aus der Tripartite a mat villen aneren, der Société civile an de Fraktiounen, ee Gespréich ze féieren iwwer eng Refonte - een Iwwerdenken heescht dat jo, denken ech, eng Neiformuléierung - vum Lëtzebuerger Modell, an dee misst sech opsetzen op sozial Équitéit, wat ee Wuert ass fir sozial Gerechtegkeet, an op ekologesch Soutenabilitéit. Et geet awer mat der ekologescher Soutenabilitéit natierlech net duer, well Durabilitéit ass ee Begréff, deen een net nëmme kann op d'Ekologie reduzéieren, dofir muss een dat méi breet faassen.

Dir frot, dass mer eng richteg Pensiounsreform solle maachen. Woubäi Der jo net verkenne kënnt, dass an där Reform, déi elo virgeluecht ginn ass, mëttelfristeg Aktiounsmechanismen enthale sinn, déi duerchaus kënnen aktivéiert ginn, fir en Auserneefléie vun eisem Pensiounsregime op eng durabel Aart a Weis ofzestellen. An Dir frot eng redistributiv Fiskalreform.

Do frot Der ganz vill, an hannert deene Wierder verstoppe sech jo inhaltlech „weite Felder". Ech weess net, ob dat elo gutt ass, wann d'Regierung elo d'Acteure vun der Tripartite, d'Société civile, d'Fraktiounen einbestellt, fir doriwwer ze schwätzen, besonnesch well mer eis iwwert déi eenzel Notiounen a Begréffer hei net eens gi sinn. Ech kann awer net ofstreiden an net verkennen, dass d'Noutwendegkeet vun engem méi ëmfaassende gesellschaftleche Gespréich iwwert d'Zukunft vun eisem Land besteet. Do sinn ech ausdrécklech bei deem, wat Der eigentlech do ustrieft.

Dofir dinn ech mech schwéier, fir déi Motioun hei ofzelehnen. Ech si mat eenzelne Punkten do net d'accord, well ech se net richteg, vollëmfänglech verstinn, mä ech gesinn awer dee Souci, deen dohanner stécht. Dofir wollt ech lech zwou Propositioune maachen. Déi Éischt: De Wirtschafts- a Sozialrot, dee schafft jo elo erëm. Vläicht kann een, wann de Wirtschafts- a Sozialrot op deenen Theme schafft, et fäerdegbréngen, dass ee mat all deene Leit um Niveau vum Wirtschafts- a Sozialrot, wou d'Sozialpartner sëtzen, zesumme schwätzt, fir dann zu gemeinsame Konklusiounen ze kommen.

A wann dat net geet, wat ech och ganz gutt verstinn, dass d'Fraktiounen net gären an de Wirtschafts- a Sozialrot ginn, well d'Deputéierten déplacéiere sech schonn net, wann d'Gewerkschafte ruffen, an déplacéiere sech scho guer net, wann d'Patronen och nach derbäikommen, fir se ze ruffen, do wollt ech lech einfach soen, ech kann déi Motioun esou net unhuelen - ech sinn net géint se, mä ech sinn och net fir se; et kënnt mer selte vir, déi zwou Saachen an engem Saz ze soen. Mä ech jiddefalls, als Chef vun der Regierung, sinn à tout moment bereet, mat jiddwerengem hei am Land - Fraktiounen, Zivilgesellschaft, whatsoever - mech zesummenzesetzen, fir laanscht d'Linne vun där Motioun, déi hei beschriwwe ginn, quitte dass se mussen nuancéiert ginn, mat all deene Leit ze schwätzen, déi eppes ze soen hunn.

Well mir sollten net mengen, dass d'Politik eleng zoustänneg ass fir d'Zukunft vum Land. Do brauche mer d'Leit alleguer. Mir brauchen déi Kräften an der Gesellschaft, déi organiséiert sinn; mir brauchen och munch fräischwiewend Kräften an der Gesellschaft; esou dass ech déi Motioun oflehnen a se gläichzäiteg unhuelen, wat wahrscheinlech e parlamentareschen Novum ass.

Ech soen lech Merci fir Är Gedold an ech wollt dës Tribün net verloossen, well mer hei am Parlament sinn, ouni mäi Respekt ze soe fir de Jeannot Krecké, mat deem ech schrecklech gären zesummegeschafft hunn!

Plusieurs voix.- Très bien!

(Applaudissements)

6. Hommage à M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur

M. le Président.- Jo, Dir léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wollt och bei Geleeënheet vun där leschter Kéier, wou de Wirtschaftsminister Jeannot Krecké un enger öffentlecher Sitzung vun der Chamber deelhëlt, awer e puer Wierder och am Numm vun lech alleguerten un hie riichten.

Dem Jeannot Krecké säi Wee an d'Politik ass 1981 ugaangen, wéi hie fir d'Éischt als Gemengeconseiller zu Koplescht gewielt ginn ass. Duerno huet hie seng politesch Carrière um lokale Plang 1989 an der Stad Lëtzebuerg weidergefouert.

An d'Nationalpolitik ass hien 1989 komm, wéi hien als Deputéierten op der Lëscht vun der LSAP-Zentrum fir d'Éischt gewielt ginn ass. Hien huet sech während senger Carrière an der Chamber ganz speziell mat de wirtschaftlechen a finanzielle Froe beschäftegt an duerfir hat en dann och d'Presidentschaft vun der Wirtschaftskommissioun an der Commission du Contrôle budgétaire iwwerholl. Des Weidere war hien 1995 Rapporteur fir de Statsbudget 1996.

Hie war awer och ëmmer ganz besonnesch engagéiert an de Chambersorganer, esou war hie vun 1994 bis 2004 Member vum Chambersbureau a vun 1997 bis 2004 war hien och President vun der sozialistescher Fraktioun.

No de Wahle vum 13. Juni 2004 ass hien an d'Regierung geruff ginn, wou hien an der éischter Legislaturperiod fir d'Departementer vun der Ekonomie a vum Sport zoustänneg war, a säit dem Juli 2009 ass hie Minister fir Wirtschaft an Aussenhandel. En huet sech ganz besonnesch an dëser Fonctioun an onzähligen Auslandsdéplacementer onermiddlech fir de Standuert Lëtzebuerg agesat an hie war domadder sécherlech ee vun de beschte Verkeefer fir de Label Lëtzebuerg.

De Jeannot Krecké huet viru Kuerzem d'Décisioun geholl, fir sech aus der aktiver Politik zréckzezéien. Mir verléiere mat him e Kolleeg, dee seng politesch Fonctioune mat vill Engagement a Kompetenz ausgefouert huet, wat hien eis haut de Mëtteg nach eng Kéier hei erëm bewisen huet. Hien huet op alle Plaze fir seng Iddien an Idealer gekämpft an hien huet dat ëmmer konsequent op eng fair Aart a Weis gemaach an en huet sech do net ëmmer nëmme Frënn gemaach, sief dat hei am Haus oder sief dat och a senger Partei respektiv bei de Sozialpartner.

Mir wënschen dem Jeannot a senger neier Etapp vu sengem Liewen, déi fir hien elo geschwë wäert ugoen, alles Guddes a soen him nach eng Kéier am Numm vun eis alleguerten e grousse Merci fir déi exzellent Aarbecht, déi hien heibannen, awer och um Niveau vun der Regierung geleescht huet.

Jeannot, mir wäerten dech als opriichtegen, agréabelen an engagéierte Kolleeg an Erënnerung behalen. Mir wënschen Dir gudde Wand fir deng weider berufflech Carrière, awer ganz besonnesch an dengem Lieblingshobby, dem Segelen.

Merci Jeannot.

(Applaudissements)

7. 6378 - Projet de loi adaptant certaines modalités d'application de l'échelle mobile des salaires et des traitements et modifiant l'article 11 de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État (suite)

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6378 et dispense du second vote constitutionnel

Sou! Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6378. D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass ugeholl mat 53 Jo-Stëmmen, géint 6 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri et Ben Scheuer;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Carlo Wagner), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter (par M. François Bausch).

Ont voté non: Mme Vera Spautz;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Motion 1

Da kéime mer elo nach zum Vote fir d'Éischt iwwert d'Motioun vun deene Grengen. Wann ech de Statsminister richteg verstanen hunn, ass e souwuel fir wéi géint d'Motioun.

Une voix.- Ha!

M. le Président.- Esou datt ech elo net direkt weess, wat mer hei sollen ofstëmmen.

Une voix.- Ech weess et och net!

M. le Président.- Mä de François Bausch als Matauteur vun der Motioun freet d'Wuert.

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Wann d'CSV sech un d'Wierder vum Premierminister hält, da géif ech proposéieren, datt se kënnen zweemol ofstëmmen.

(Hilarité)

Eng Kéier mat Jo an enger mat Neen.

(Interruptions)

M. le Président.- Den Här Urbany freet d'Wuert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Voilà! Här President, Merci. Ech wollt eigentlech virdrun d'Parole après ministre froen. Dat ass elo e bësse séier gaangen. Op eemol ware mer hei an enger Abschiedsfeier.

(Hilarité)

Ech wëll mech awer och de Wënsch un den Här Krecké op e gutt Segelen uschléissen.

Dovun awer ofgesinn, wëll ech awer nach eppes soen, wat den Här Juncker hei gesot huet. An ech kommen herno och nach op déi Motioun hei vläicht kuerz ze schwätzen. Den Här Juncker huet gesot: 2009 hu mer d'Steieren erofgesat an et ass awer net an de Konsum investéiert ginn. Wann also net an de Konsum investéiert ginn ass, dann ass jo wuel anzwousch anescht eppes mat deene Sue geschitt. Dat heescht, déi Sue si gespuert ginn, a Form wahrscheinlech vu finanziellen Anlagen, wou Zënse kasséiert gi sinn. Dat ass natierlech e schéint Geschäft gewiescht, jee nodeem, wat fir Finanzproduiten een do a sengem Portefeuille hat.

Wann ee griichesch Obligatiounen hat, dann huet een eventuell 18% Zënsen dorobber kritt. Ech mengen, et ass datselwecht geschitt mat deenen Indexmanipulatiounen hei, déi jo a Wierklechkeet e Cadeau si fir d'Patronen. Et ass e Louncadeau. Si brauchen dat net als Léin auszebezuelen. Also, wat maache se dermat? Wahrscheinlech zu engem gudden Deel, vu dass jo net méi vill investéiert gëtt hei am Land - mir musse jo Investisseure vun iwwerall erbäi siche goen, et ass méi interessant, ze investéiere soss an der Welt iwwer Investitiounsfongen an esou weider - wahrscheinlech ginn déi Sue dann och do geholl, fir an d'Spekulativindustrie weiderhin ze investéieren, well einfach do méi Rendement ass, méi Gewënn do ass.

A wat ass mat deem Gewënn? Wat geschitt mat deem Gewënn? Dee féiert och derzou, dass an der Realwirtschaft Aarbechtsplaze verschwannen. Loosse mer eis do näischt virmaachen. Do geschitt zum Beispill esou eppes, wat een „Licenciements boursiers" nennt. Do gi ganz Betriber zougemaach, wa se zwar nach, wéi d'Dikrecher Brauerei, vun Interessi si fir eng ganz Bevölkerung, mä wann net méi genuch Rendement drop geschitt a se besser anzwousch anescht délocaliséiert ginn.

Dat ass dat Resultat am Fong geholl vun där Finanzwirtschaft, déi verschidde Leit hei zu Recht kritiséiert hunn. Mä wat maache mer hei mat deem Gesetz? Mir förderen nach weider déi Finanzwirtschaft. Dat ass de Problem.

Wat mer bräichten, dat ass, dass d'Suen erëm eng Kéier - öffentlech iwwer Fongen zum Beispill - investéiert ginn an d'Ekonomie hei am Land an hei an der Géigend, an hei Aarbechtsplaze schafen. Déi Aarbechtsplazen, déi wäerten eng Kéier Cotisatioune brénge fir hei an eis Securité sociale, zéng Milliarden oder eelef Milliarde geholl ginn, fir Aktien ze kafen a Brasilien an ech weess net wou.

Dat ass déi Économie financière, wou jo festgehale ginn ass emol an der Zäit, dass déi schëlleg ass un deem ganze Misär, dee mer hunn, a wou mer gesot hunn: „Mir bezuelen net fir hir Kris." Genau dat ass dat, wat mer elo maachen.

An duerfir, mengen ech, wëll ech nach eng Kéier soen: Hei kënnt et drop un, fir géint dat Gesetz ze stëmmen. Ech begréisse guer net, dass esou eng grouss Majoritéit hei offensichtlech do ass, fir dat Gesetz…

M. le Président.- Här Urbany, Dir misst awer elo zum Schluss kommen.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Ech mengen, d'Parole après ministre huet zwar fënnef Minutten, mä bon! Ech sinn direkt fäerdeg.

Ech begréissen et guer net, déi Unanimitéit oder déi quasi Unanimitéit, déi hei besteet, well et muss ee wëssen - an dovun ass hei net vill geschwat ginn -, dobaussen déi Vertrieder vun deene Salariéen, déi maachen iwwer 90% vun der Bevölkerung aus zu Lëtzebuerg - Lëtzebuerg ass eng Salariésgesellschaft -, déi Vertrieder sinn unanime géint dat, wat mer hei voteieren. Dat muss ee wëssen! Et geet elo net, zu Mutfert Resolutiounen ze stëmmen an hei de Contraire ze maachen! Hei ass Mutfert! Hei musst Der sprangen, Dir Häre!

(Interruptions)

M. le Président.- Sou! Merci dem Här Urbany. An den Här Premier kritt elo d'Wuert.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Här President, et ass meng Gewunnecht, all Deputéierten ze äntwerten, besonnesch wann en d'Chambersreglement notzt, fir nach no mir eng Kéier kënnen ze schwätzen. Ech weess net, ob dat zweemol geet. Ech hoffen net.

Ech wollt just soen, dass een ee komescht Bild vun de Lëtzebuerger Patronë muss hunn, fir elo ze mengen, all Suen, déi géifen agespuert ginn duerch déi Verschiebung vun dem Index, géifen a spekulative Kapitalprodukter ugeluecht ginn. Dass et e puer Gelungener gëtt, déi dat maachen, mag jo sinn, mä ech mengen awer net, dass deen, dee mat zwee, dräi Leit schafft a senger Metzlerei, a senger Bäckerei, a senger Épicerie, a sengem klenge Buttek, dass deen elo ufänkt, sech de Finanzmäert do an d'Äerm ze geheien.

Hutt e bësse Respekt fir Leit, déi eng aner Aarbecht maache wéi Dir. Dat si Leit, déi haart schaffen. Déi kommen elo zu bessere Geschäftsresultater. Déi kënnen domat, wa se et wëllen, d'Paie vun hire Leit erhéijen. Déi kënnen domat d'Aarbechtskonditioune verbesseren. Déi kënnen domat derfir suergen, dass hire Betrib eng besser Zukunft huet. Gitt net dervun aus, dass jiddwereen esou sech a perverse Finanzprodukter verleeft.

Jiddefalls déi Suen, déi de Stat spuert, déi investéiere mer net do, wou ech se och net géif investéieren, wann ech der selwer hätt.

Dat Zweet, wat ech wëll soen: Dir kënnt dat Spill do dreiwen - an do wënschen ech mat mir ganz vill Freed! -, mä fir elo d'Regierung an och hire Chef hei an Oppositioun ze bréngen zum Salariat hei am Land an an déi geeschteg a materiell Noperschaft vum Grousskapital ze schreiwen, wësst Der, Här Urbany, ech kann lech soen: Dee Strutz geet an d'Box! Dat wäert lech net geléngen.

Et ka jo sinn, dass d'Organisatiounen, déi d'Salariat vertrieden, hei dergéint sinn. Wa mer vum gedeckelten Index schwätzen, da schwätzen ech vu Kongressrevolutioune vun de Gewerkschaften aus de 70er an den 80er Joren. Ech war selwer derbäi. Ech war deen Éischten, deen d'Hand an der Luucht hat, nach virum Spautze Jang, wéi fir de gedeckelten Index gestëmmt ginn ass.

Ausserdeem hunn ech den Androck, dass vun deene Leit, déi hei am Land schaffe ginn, der och vill sinn, déi mech gewielt hunn.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Mir missten dann awer elo och iwwert déi Motioun do ofstëmmen. Wa soss keng Wuertmeldung méi ass, da géife mer ufänke mam Ofstëmmen.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmme fänkt un. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

An déi Motioun ass verworf mat 43 Nee-Stëmmen, géint 16 Jo-Stëmmen.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme

Nancy Arendt), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Alex Bodry), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Ben Fayot), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. Serge Urbany.

Ont voté oui: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter (par M. Claude Adam).

Résolution 1 modifiée en motion 2

Dann hu mer hei nach eng Resolutioun vum Här Henckes, wou ech mech awer froen, ob se ganz recevabel ass, well a sech eng Resolutioun sech un d'Chamber adresséiert, an hei gëtt éischter eppes vun der Regierung gefrot. Duerfir ass einfach d'Fro, ob net dat misst vläicht an eng Motioun ëmgewandelt ginn.

Bon, gutt! Ech wëll vläicht fir d'Éischt, well et geet jo och elo emol hei ëm de Contenu vun där Resolutioun, froen, ob nach een dozou wëllt d'Wuert huelen.

Den Här Bausch, wann ech gelift.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Jo, Här President. Ech wëll heizou dräi Saache soen.

Dat Éischt ass, datt den Här Henckes manifestement nach kee Saz vun der Direktiv gelies huet, déi vun der Kommissioun proposéiert ginn ass, wat d'Finanztransaktiounssteier ubelaangt, well soss kéint en esou eppes wéi dat hei net schreiwen. Ech wëll e just drop hiweisen, datt dee Projet elo esou ausgeriicht ass, datt, wann zum Beispill, ech ginn Iech just ee Beispill, een däitsche Bierger dann zu London - wann d'Londoner City jo net an der Finanztransaktiounssteier da mat dra wär, well mer et nëmmen am EUR-Raum géife maachen - iergendee Produit kafe geet, iergendeng Transaktioun mécht, da gëtt déi Steier awer erhuewen, well et ass de Pays d'origine: Et muss nëmmen een eenzegen Acteur vun all deenen, déi an der Transaktioun dra sinn, an deene 17 EU-Länner dra si - wa mer den Euroraum elo géifen huelen -, da gëtt d'Steier erhuewen, egal wou d'Transaktioun gemaach ginn ass op der Welt.

Duerfir, Dir hutt deen Text emol net fir fënnef Sou gelies, soss kéint Der esou Saache wéi dat do net schreiwen.

Dat Zweet ass, wann Der hei schreift, dat hätt esou eng „dramateschst" Inzidenz op de Finanzsecteur, da wëll ech Iech soen: 0,1 oder 0,01 - et hänkt jo dervun of, ëm wat fir eng Produkter datt et geet - Prozent Steieren ze bezuelen, wann Der dat als äusserst dramatesch emfannt oder wann Der mengt, datt dat kéint duergoen, fir datt Der ongeheierlech Verlagerunge kritt vun Aktivitéiten, da soen ech Iech, da kënne mer hei zu Lëtzebuerg apake bei all Diskussioun iwwer iergendwellech Steieradaptatiounen no uewen, déi déi do Leit betreffen, well da géif dat jo mat Sécherheet ëmmer zu enger gréisserer Katastroph féieren.

Ech wéilt Iech just soen: Mir hu scho méi wéi eng Kéier fir Kapitalgesellschaften an der Geschicht Steiere geheicht, dann hat dat awer net virdru méi wesentlech, substanziell, dann hat dat net déi dramatesch Konsequenzen.

Dat Drëtt ass awer: Fir eis ass et wichteg aus zwee Grënn, datt déi Steier kënnt. Deen een ass, well se eng kloer Inzidenz huet op dat, wat eigentlech dat Geféierlechst ass a wat eis an déi Finanzkris - a mat am meeschten - bruecht huet, nämlech op de sekonneschnellen Handel vu verschiddene Leit op de Finanzmäert, datt mer dee mindestens ofgebremst kréien - ënnerbonne kréie mer en net -, mä datt mer en ofgebremst kréien. Well et ass dat, wat schiedlech ass. An et ass dat, wat hei soll ugestrieft ginn.

Do kënne mer all, an och d'Finanzplaz Lëtzebuerg, nëmmen en Intérêt drun hunn, well bis elo ass d'Finanzplaz Lëtzebuerg an där Finanzkris mat engem bloen A dervukomm. Mir hunn zwar zwou systemesch Banke misse bis elo retten, mä et ka bei deem nächste Schock, dee kënnt, emol eng Kéier duerchaus sinn, datt mir och an der iresche r Situatioun sinn. An duerfir ass et extrem wichteg, datt mer hei usetzen. Duerfir muss een och de Courage hunn, dat doten ze maachen, en Usaz ze maachen.

An dann ee leschte Punkt ass, dat wëll ech Iech soen: Deen, dee mengt, mir géifen an deenen nächste Joren och weltwäit net iwwert d'Méibesteierung vu Kapital diskutéieren, dee lieft op engem anere Planéit. Dir braucht Iech nëmmen déi Diskussioun unzekucken, déi de President Obama a senger leschter Ried an den USA an de Kär gesat huet vu senger Ried, nämlech d'Gerechtegkeet an eiser Gesellschaft, haaptsächlech d'Gerechtegkeet an der Besteierung tëschent groussem Verméige respektiv Leit, déi schnell kënnen e grousst Verméige maachen, an normale Bierger.

Da weess een, wann een dat vergläicht mat där Diskussioun, déi elo a Frankräich leeft ronderëm d'Wahlen, an och an anere Länner, datt ee wierklech um Mount lieft, wann ee mengt, déi Diskussioun kéim net esou oder esou an deenen nächste Joren.

Aus deene Grënn, Här President, wäerte mir selbstverständlech ganz kloer géint dës Resolutioun oder Motioun stëmmen, oder wéi se och ëmmer wäert heeschen.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Den Här Henckes nach eng Kéier.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, ech ginn zou, datt mer eng kleng Debatt haten, wéi mer dat heite sollte formuléieren, well mer als Iddi haten, fir d'Regierung ze ënnerstëtzen an hirer Ausso, fir géint eng Transaktiounssteier ze sinn, wann et net géif au niveau mondial duerchgesat ginn.

Mir hunn dat richteg fonnt an dofir hate mer geduecht, datt d'Chamber sech soll als Resolutioun ginn, fir d'Regierung op deem Punkt do ze ënnerstëtzen. Mä mir sinn natierlech och gäre bereet, wann dat formell méi richteg ass vis-à-vis vun onsem Reglement, fir ze soen, dat wier eng Motioun. Da géife mer net méi «soutient le Gouvernement» soen, mä «invite le Gouvernement à persévérer dans sa volonté de faire dépendre l'introduction d'une taxe sur les transactions financières de l'application d'une telle taxe simultanément dans l'ensemble des places financières mondiales.»

Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant que l'introduction d'une «taxe sur les transactions financières» est justifiée en soi mais qu'elle n'a de sens et qu'elle ne peut être efficace que si elle est appliquée dans les principaux centres bancaires européens mais aussi mondiaux;

- considérant que les risques d'une délocalisation des transactions financières des places financières européennes qui l'adopteraient vers des places financières qui n'appliqueraient pas cette taxe sont patents;

invite le Gouvernement

- à persévérer dans sa volonté de faire dépendre l'introduction d'une taxe sur les transactions financières de l'application d'une telle taxe simultanément dans l'ensemble des places financières mondiales.

(s.) Jacques-Yves Henckes, Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser, Serge Urbany.

Woufir? Well mer ganz genau wëssen, datt, wa mer esou eng Finanzéierungstax, esou eng Tax aféieren zu Lëtzebuerg, an Däitschland an a Frankräich, da si se den Dag drop pour le moins zu London oder zu Hongkong oder egal wou. Mä op jidde Fall, dann hu mir null Euro Tax. Mir hu just nure manner Akommes, an et huet ee besser deen Ablack…

(Interruption)

Jo, ech ech hunn den Text just gutt gelies...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Neen, Dir hutt en net gelies.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- ...an ech weess ganz genau, datt et mat deem System net wäert duerchgoen. D'Englänner hu scho gesot gehat, si géife sech net drun halen. An domadder ass d'Direktiv vum Dësch! Da brauch een also net laang driwwer ze diskutéieren. An den Dag drop ass se... An ech sinn nach ëmmer der Meenung, datt ee besser huet, 10% Steiere vun eppes ze hunn, wéi 90% Steiere vun näischt!

M. le Président.- Sou! Den Här Premier, wann ech gelift.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, ech hunn elo, mengen ech, schonn ongeféier 30 Stonne vu mengem klenge Liewen zu Bréissel a soss doruechter mat Diskussiounen iwwert d'Finanztransaktiounssteier verbruecht. An et ass jo ganz evident, onofhängeg vum Instrument, wat gewielt gëtt, dass de Finanzsecteur…

(Interruption)

…muss an eng staark Kofinanzéierungssolidaritéit agebonne ginn. Mä iwwer wat fir ee Wee dass een dat mécht a mat wat fir engem genauen Instrument dass een dat mécht, do ginn d'Meenunge ganz wäit auserneen.

Ech gesinn d'Verhandlungspositioun vun der Regierung net gestäerkt, wa mer esou eng Motioun hei gestëmmt kréien. Fir an eng Verhandlung ze goen, nodeem een a sengem Parlament gesot kritt huet: „Gitt eraus, wa se ufänken, doriwwer ze schwätzen, well Dir däerft dat net matmaachen", dat kann een an der Tripartite maachen, mä net am Conseil vun de Ministeren.

M. le Président.- Gutt! Domadder géife mer elo zur Ofstëmmung iwwert déi ëmgeännert Motioun kommen.

Vote sur la motion 2

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

D'Motioun ass verworf mat 55 Nee-Stëmmen, géint 4 Jo-Stëmmen.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Marc Spautz), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Ben Scheuer), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter (par M. Camille Gira);

M. Serge Urbany.

Ont voté oui: MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Domadder wär dëse Punkt definitiv ofgeschloss.

Haut de Mëtteg héiere mer eng Deklaratioun iwwert d'Positioun vun der Regierung, wat den Traité international sur la stabilité, la coordination et la gouvernance dans l'Union économique et monétaire ugeet. Uschléissend féiert d'Chamber eng Debatt. Ech ginn elo dem Här Statsminister Jean-Claude Juncker d'Wuert.

8. Ordre du jour (suite)

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, maache mer déi Debatt haut oder maache mer se d'nächst Woch?

M. le Président.- Et ass eigentlech virgesinn, Här Statsminister,…

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, jo.

M. le Président.- …datt mer déi Debatt haut hätten. Et si jo just fënnef Minutte pro Fraktioun virgesinn.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Haha!

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- A fir de Statsminister eng Stonn?

M. le Président.- Den Här Statsminister huet elo zéng Minutten.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Hahaha!

M. le Président.- Jo, et ass virgesinn, datt mer haut déi Debatt sollten hunn. Also…

(Interruption)

Jo, den Här Bausch, wann ech gelift.

(Interruption)

M. François Bausch *(déi gréng).*- Här President, ech muss soen, also mir hu jo als Fraktioun dat doten ugefrot, an ech muss soen, haut de Mëtteg hu mer elo - wéi vill Auer ass et, hallwer sechs, zwanzeg vir sechs? - bal véier Stonnen diskutéiert iwwert den Index. Dat ass jo de wichtegsten Thema zu Lëtzebuerg.

An effektiv diskutéiere mer elo hei 30 Minutten iwwert dee klengen Detail vun der Fiskalunioun an Europa, déi wirtschaftlech an och sozial Implikatioune kann hunn, jee nodeem, wéi dat ausgeet, déi vun engem Ausmooss sinn, dat kolossal ka sinn. An eigentlech stéiert eis als Fraktioun och, datt mer dat esou kuerzfristeg hunn.

Mir wollten awer déi Diskussioun hunn, well mer wëssen, datt den 30. de Sommet ass a well mer gäre wéissten, éischtens, wat d'Regierung den 30. do vertrëtt op deem Sommet, an zweetens natierlech och, fir datt d'Regierung weess mindestens, wat d'Fraktiounen am Parlament zu deem Sujet gären hätten oder wat hir Meenung ass. D'autant plus, wou et jo awer herno vläicht net onwichteg ass - jee nodeem, wat fir een Text datt een hei zréckkritt, wou ee jo eng Zwee-Drëttel-Majoritéit eventuell brauch -, fir ze kucken, wéi dann d'Parlament sech dozou stellt.

Elo, den 30. ass… Wéini ass dat?

Plusieurs voix.- E Méindeg.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dat ass den nächste Méindeg. Ech gesinn dat duerfir relativ schwiereg, fir dat en aneren Dag ze maache wéi haut. An ech wär awer duerfir frou, wa mer déi Debatt haut kéinte féieren, aus deem Grond, a wa mer och eng Deklaratioun kéinte kréien.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech si prett, mä net an zéng Minutten.

M. le Président.- Jo. Ech mengen, dat ass kee Problem, Här Statsminister, wann dat méi laang dauert. Dann…

(Interruption)

Jo, jo, Här Kartheiser. Et ass jo elo… Den Här Statsminister schwätzt jo. Ech weess elo net, firwat datt Dir elo wëllt intervenéieren.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Wann den Här Bausch kann doriwwer e Kommentar ofginn...

M. le Président.- Jo, neen, mä ech mengen, den Här Bausch huet elo eng… Mir hunn en Ordre du jour. Elo schwätzt den Här Statsminister, an duerno kënnt Dir oder Är Fraktioun - Dir sidd jo ageschriwwen - jo dann do Är Meenung derzou soen. Elo héiere mer de Statsminister wann ech gelift.

9. Déclaration sur la position du Gouvernement luxembourgeois à l'égard du Traité international sur la stabilité, la coordination et la gouvernance dans l'Union économique et monétaire (suivie d'un débat)

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, deen „Vertrag iwwert d'Fiskalunioun", wéi e vereinfacht heescht, mä vläicht ass och net méi dra wéi dat, dee soll den nächste Méindeg vum Conseil européen zu Bréissel behandelt ginn.

Dee Vertrag ass prinzipiell décidéiert gi vun de Stats- a Regierungschefen den 8. an 9. Dezember zu Bréissel, an et hu Sitzungen den 20. Dezember, de 6. Januar an den 12. Januar um Niveau vun de Statssekretären an den Directeur-du-Trésore vun de Finanzministere stattfonnt. Déi Konferenz ass geleet gi vum Lëtzebuerger Directeur du Trésor. An de leschten 23. Januar hunn d'Finanzministeren zu Bréissel ënner menger Présidence doriwwer beroden - d'Finanzministere vun deene 27 Länner, an net nëmmen déi vun der Eurogroup, well déi 27 mech gebieden haten, déi Présidence do ze féieren.

Dee Vertrag, deen nach net a senger endgülteger Versioun virläit - ech loossen, soubal wéi ech dee Vertrag vum Här Van Rompuy zougestallt kréien, deen der Chamber selbstverständlech nach virum Weekend zoukommen -, dee setzt sech aus 24 Considéranten an aus 17 Artikelen zesummen. Esou dass et e bësse kéng ass, fir ze mengen, dat kéint een hei am Schnelldurchgang am Telegrammstil ofwéckelen, well et si jo awer Elementer dran, déi et a sech hunn, obschonn ee Vertrag vu 17 Artikelen eigentlech, wann ech vergläiche mat de Grondverträg vun der Europäescher Unioun, nëmmen de Qualificatif vun engem klenge Vertrag verdéngt.

Et ass en exceptionnelle Vertrag, well et ee Vertrag zu 26 ass. Dofir ass et och kee Vertrag, deen am Regelwierk vun der Europäescher Unioun zustane kënnt, mä en zwëschestaatleche Vertrag tëscht 26 State vun der Europäescher Unioun. Dir wësst, dass Groussbritannien seng Distanze par rapport zu deem Vertrag geholl huet. Dee gëllt also fir déi 17 Eurostaten, plus déi aner fräiwëlleg Matfuerer.

Bis elo hunn och all aner Staten, mat Ausnahm vu Groussbritannien, hir Bereetschaft erkläert, dee Vertrag ze ënnerstëtzen an ze ënnerschreiwen. Woubäi een awer net kann ausschléissen, jee nodeem, wéi dat sech dréit, diebelt a kéiert, dass et an eenzelne Länner nach zu engem Referendum kënnt, beispillsweis an der Tschechescher Republik; net onbedéngt - wéi ech dat haut mengen - an Irland.

Den Artikel 1 vun deem Vertrag, dee schreift d'Objektiver vun deemselwechte fest, andeem en däitlech mécht, dass et bei deem Vertrag ëm eng Verstäerkung vun der Budgetsdisziplin an der Eurozon an doriwwer eraus an der Europäescher Unioun geet, well de Stabilitéitspakt applizéiert sech jo net nëmmen op d'Eurolänner, mä op d'Länner alleguer.

Et ass ee Vertrag, deen iwwer eng Verstäerkung vun der Koordinatioun vun der Wirtschaftspolitik handelt. Et ass ee Vertrag, deen d'Gouvernance vun der Eurozon, déi mangelhaft ass, soll verbesseren. Et ass ee Vertrag, dee soll hëllefen, dass mer eng durabel Croissance kréien, dass et eng Croissance soll sinn, déi op d'Beschäftegung ausgeriicht ass, déi der Kompetitivitéit vun Europa soll Rechnung droen, an deen d'Sozialkohäsioun an Europa soll verstäerken.

Dat sinn d'Objektiver vun deem Vertrag, deen a sengem Entworf a sengem Artikel 2 seet - dee Vertrag hei, vun deem ech schwätzen -, dee Vertrag zu 26 misst d'Prinzipien an d'Rechtsregele vun den allgemenge Grondverträg vun der Europäescher Unioun respektéieren an e kéint sech net am Widdersproch zu deene bewegen.

Den Artikel 3 vun deem Vertrag - dat ass deen, deen déi meeschte Substanz huet - schwätzt sech aus fir e Budget, dee muss an der Balance si respektiv dee muss Iwwerschoss hunn. Dat ass d'Zil vun der Finanzpolitik, vun der Budgetspolitik fir déi nächst Joren an alle Länner.

E rappeléiert, wat och bei der Reform vum Stabilitéitspakt am Joer 2005 zréckbehale ginn ass, dass d'Länner iwwert d'Festleeung vum Maastricht-Vertrag - 63 Prozent - eraus mussen e mëttelfristegt Budgetszil ustriewen, en „medium term objective", wéi dat op Lëtzebuergesch heescht. An dee besteet doranner, dass e Land kee strukturellen Defizit dierf hunn, dee méi héich ass wéi 0,5% vum Bruttoinlandsprodukt, während de Stabilitéitspakt à l'époque gesot hat, et kéint een e strukturellen Defizit hu vun 1%. Et ass also eng Verschäerfung op deem Punkt, opgrond vun deenen Experienzen, déi mir an deene leschte Jore gemaach hunn.

Wien „déficit structurel" seet, dee mécht jo domat däitlech, dass all konjunkturell bedéngten Elementer, deelweis och d'Bedéngunge vun der Statsschold, mussen eliminéiert ginn aus der Bemiessungsgrondlag vun deem strukturellen Defizit. Wann ee wëinst der Kris beispillsweis wesentlech méi Ausgaben huet, fir déi Leit, déi keng Aarbecht hunn, ze indemniséieren, da gëtt dat neutraliséiert bei der Bemiessung vum strukturellen Defizit. Et ass also net ze verwiessele mat engem nominalen Defizit, wéi mer dat normalerweis hei an eise Berodunge maachen.

Et kann ee vun deem mëttelfristege Finanzzil ofwäichen an aussergewéinleche Situatiounen - „dans des circonstances exceptionnelles". Mir hunn eng Debatt, déi mech un d'Geschlecht vun den Engelen erënnert, am Moment zu Bréissel, mir hate se och d'lescht Woch, iwwert dat, wat alles „circonstance exceptionnelle" ass. Ass eng Circonstance exceptionnelle beispillsweis eng Naturkatastroph, mä awer och d'Finanzkonsequenze vun Evenementer, op déi eng Nationalregierung keen direkten Afloss huet?

Deen Artikel 3.1, a sengem Buschtaf d), dee seet och, dass déi Länner, déi manner wéi 60% Statsschold hunn, awer kënnen ee strukturellen Defizit vun 1% hunn. Awer net, wa se mëttel- a laangfristeg Bedrounge fir hire Statsbudget hunn, déi am Engleschen „implicit liabilities" genannt ginn an op Lëtzebuergesch „Renten- a Pensiounssystemer" heeschen. A wann ee Land iwwert dat mëttelfristegt Finanzzil erauskënnt, da kann et zu quasiautomateschen, voire automatesche Sanktioune kommen.

Lëtzebuerg huet dat mëttelfristegt Finanzzil vun 0,5% zu Bréissel ugemellt. D'Europäesch Kommissioun huet eis bedeit, opgrond vun der Analys, déi se iwwer eise Renten- a Pensiounssystem maachen, dass mir, Lëtzebuerg eigentlech misst een Iwwerschoss all Joer hu vun 1,5% bis 2%. Doriwwer befanne mer eis „in wehrhafter Debatte" de Moment mat der Europäescher Kommissioun.

Den Artikel 3.2, dee seet, dass een an d'Nationalrecht muss afëieren déi sougenannten „golden rule", dat heescht d'Regel, dass ee soll een ausgeglachene Statshaushalt hunn. Deen Artikel 3.2 seet, de préférence soll dat ee Verfassungstext sinn oder een Text vun - wéi et fréier geheescht huet - equivalenter Bedeitung. Haut ass dat Wuert „equivalent" aus dem Textvirschlag vum Här Van Rompuy no der Revisioun, déi d'Finanzministeren operéiert hunn, erausgefall.

Deen Text seet och, dass d'Europäescht Geriicht kann iwwerpréiwen, ob déi Regel, déi mer an deem Vertrag unhuelen, korrekt an d'Nationalrecht iwwerdroe ginn ass. Deen Text seet net méi, wéi dat emol an däitsch-franséischen an an anere Virstellungen de Fall war, dass den Europäesche Geriichtshaff géif d'Uwendung vun den adequate Budgetsregelen am Fall vun engem eenzelne Land iwwerpréiwen. Et gëtt also just d'mechanesch Traduktioun vun der Regel an d'Nationalrecht iwwerpréift.

D'lëtzebuergesch Regierung huet däitlech gemaach an de Verhandlungen, dass mir net wëlles hunn, déi Regelen an dat Regelwierk, wat déi Regele begleet, an eis Verfassung anzeschreiwen, well mer mengen, a) dass eis Verfassungsphilosophie dat net zouléisst, esou normativ arythméiert Regelungen zréckzebehalen, a b) ech mech och un der Tatsaach gestéiert hunn, dass aner Regierunge Virschléi maachen, fir dann d'Constitutioun vun anere Länner ze änneren. Dat hunn ech vun der Approche hier e bësse spektakulär fonnt an hu mech och ëmmer dofir gewiert.

Mir maachen eng Loi d'approbation vun deem Vertrag, déi muss mat enger Zwee-Drëttel-Majoritéit gestëmmt ginn. Domat hu mer déi gëlle Regel mat deenen exzeptionelle Bestëmmungen - dat ass guer net esou stramm, wéi dat sech an däitsch-franséischen Explikatiounen heiansdo unhéiert -, dann ugeholl a mir maachen iwwert de Wee vun engem ordinairë Gesetz eng Regelung, wat fir korrektiv Moossnamen dass ee muss ergräifen, wann ee säi mëttelfristegt Finanzzil dépasséiert huet.

Déi Länner - Artikel 4 -, déi méi wéi 60% Statsschold hunn, si gehalen, all Joer een Zwanzegstel vun därselwechter ofzebauen. Et ass eng Dispositioun, déi eis net betrëfft. An déi Länner, déi an enger exzessiver Budgetsprozedur sinn - Artikel 5 vum ugeduechtene Vertrag -, déi musse mat der Kommissioun a mat deenen anere Membere vum Eurogroup ee wirtschaftlechen a budgetäre Partenariatsprogramm ofschléissen, dee weist, innerhalb vu wat fir enger Zäit a wéi een erëm zréck an den akzeptabele Gréissteberäich vun Defizit zréckkënnt.

Fir festzestellen, dass ee Land ze vill Defizit huet, féiere mer eng nei Regel an. Normalerweis stellt d'Kommissioun fest, dass ee Land d'3%-Grenz oder den „medium term objective" dépasséiert huet, an da muss de Conseil vun de Finanzministeren, den Eurogroup fir d'Éischt, den ECOFIN fir d'Zweet, mat qualifizéierter Majoritéit deem zoustëmmen.

Mir féieren elo d'Regel an, fir déi d'Lëtzebuerger Regierung gemeinsam mat deenen zwou Benelux-Regierunge géint Däitschland a Frankräich all déi Méint gekämpft huet an déi doranner besteet, fir ze verhënneren, dass déi grouss State sech ënnerenee verbrüderen, dass et muss eng Majorité qualifiée géint d'Propositioune vun der Kommissioun sinn. Dat nennt sech „majorité qualifiée renversée".

Déi werft eng grouss juristesch Schwieregkeet op, well de Vertrag, de Grondvertrag, net virgesäit, dass ee bei Ofstëmmungen d'Majorité qualifiée renversée kann huelen, mä do gëtt et just d'Majorité qualifiée ordinaire. Esou dass dat heiten eigentlech op ee politeschen Engagement vun den Ënnerzeechnerstaten erausleeft, fir déi Regel awer ze applizéieren, obscho se net konform ass zum Vertrag. Mä d'Ofstëmmungsverhale vum Vertrag, vum Grondvertrag, muss millimetergenau suivéiert sinn.

Dee Vertrag gesäit och vir, dass et zur verstäerkter Zesummenaarbecht kann an Deelberäicher vun der Koordinatioun vun der Wirtschaftspolitik kommen. Mir hunn zu deene gehéiert, déi drop gedrängt hunn, dass do awer d'Regelen - à savoir déi vun den Artikelen 3.26 bis 3.34 vum Grondvertrag - musse respektéiert ginn, fir dass mer net an eng zweet Variant vu Coopération renforcée erakommen. Dat kann am Intérêt vum Land a vun Europa sinn. Dat kann awer och an eng aner Richtung goen, an dofir bleiwe mer do gär bei dem Vertrag, wéi mer e kennen.

Mir hunn och Wäert drop geluecht, dass eng Dispositioun drakënnt, déi d'Aart a Weis undeit, wéi d'Nationalparlamenter an der Ëmsetzung vun dësem Fiskaluniounsvertrag do implizéiert ginn. Mir sinn awer elo nach derbäi, déi Formuléierung esou ofzeänneren, dass d'Parlament, déi national Parlamenter selwer Meeschter sinn, wéi se sech do wëlle vertriede loossen. Well elo steet am Entworf, dass dat d'Presidenten an d'Membere vun de Budgetskommissioune sinn. Mir hätten awer gär, dass all Nationalparlament dat ka selwer décidéieren, wéi et do wëllt vertruede sinn. Mä dat ass, wéi Der mierkt, keen extrem wichtege Punkt.

Dee Vertrag soll a Kraaft trieden, wann zwielef Länner e ratifizéiert hunn. Dat ass insofern en Novum, well dat een europäesche Vertrag ass, deen uknäppt un allgemeng Regele vum Droit international public, wou et jo och vill Verträg gëtt, déi vun enger gewëssener Zuel vu Signatairen a vu ratifizéierende Staten un a Kraaft trieden. Wann hei zwielef State ratifizéiert hunn, dann trëtt en a Kraaft. Firwat geet dat? Ma ganz einfach, well et kee Vertrag am Rechtssystem vun der EU ass, mä en zwëschestaatleche Vertrag ënner 26.

Ech hu mech net gutt mat där Dispositioun offonnt an hätt gär gehat, dass op d'mannst déi 17 Eurostaten dee Vertrag solle ratifizéieren, fir festzestellen, dass just d'Belsch, Malta a Lëtzebuerg déi Positioun vertrieden. D'Regelung ass da leschten Enns déi, déi och de bon sens ass, dass de Vertrag da just fir déi zwielef a Kraaft trëtt, déi e ratifizéiert hunn, an net automatesch en Akraafttriede fir déi fënnef aner vun der Eurogroup zur Konsequenz huet.

Ech verstinn déi Kolleegen, déi wëllen hunn, dass déi Budgetsdisziplin an déi Koordinéierung vun der Wirtschaftspolitik muss méi gréffeg ginn, ouni dass dat ofhänkt dovun, dass eng kleng Partei an engem mëttelgroussen oder groussen oder klenge Land sech späert, an da kann dee ganze Vertrag net a Kraaft trieden, wat selbstverständlech verheerend Wierkungen am aktuelle Kontext hätt.

Anerersäits ass dat doten och ee Vertrag, deen, wann en engem Parlament oder enger klenger Partei an engem mëttelgroussen oder klenge Land net gefält, d'Méiglechkeet gëtt, fir ze soen: „Majo, mir brauchen e souwisou net fir eis selwer ze ratifizéieren, da brauche mer en also guer net zur Ratifikatioun ze brëngen." Dat ass en duebelschneidegt Schwäert. Ech huelen un, dass mer doriwwer nach eng Kéier schwätzen, mä mäin Androck ass awer, dass déi Dispositioun, déi seet, zwielef State ratifizéieren an dann trëtt de Vertrag fir déi selwer a Kraaft, an net fir déi aner, dass dee Standpunkt sech duerchsetzt.

Wichteg fir eis war, am Artikel 16 vun deem Vertrag festzehalen, dass innerhalb vu fënnef Joer soll probéiert ginn, deen heite Vertrag an dat allgemengt Europarecht eriwwerlafen ze loossen, fir dass mer deen onséilege Splitting, dee mer am Moment hunn, tëschent 26 an eent, dass mer dee kënne behiewen. Well et ass e Vice de forme et un vice de construction, deen deem Vertrag zugrond läit, an dee soll een esou séier wéi méiglech behiewen.

Ech wëll hei nach soen, well ech och eenzel Stellungnahme gelies hunn, notamment vun eise grénge Kolleegen, dass et natierlech net mat deem Vertrag gedoen ass, well dee Vertrag, dee gëtt op een Deel vun deem Problem, wat mer hunn, eng Äntwert, nämlech, dass mer d'öffentlech Finanze musse konsolidéieren, wuesstumsschounend konsolidéieren. E gëtt keng Äntwert op de Rescht vun dem Problemfeld.

Fir mech ass et evident, dass d'Konsolidéierung vun den öffentleche Finanzen an den europäesche Länner - och heiheem - vun essenzieller Wichtegkeet ass. Et ass eng optiounslos Strategie, déi een do muss fueren, opgrond vun de Feeler vun der Vergaangenheet. An et entsteet och a kengem Land Wuesstum, wat ze héich Defiziter an ze héich Scholdestänn huet. Dat ass net d'Atmosphär, an där Wuesstum entsteet, mä hei musse mer déi budgetär Konsolidéierung duerch eng richteg wuesstumsimpulsgebend Politik ergänzen. An déi ass gradesou wichteg anzeschätze wéi déi Konsolidéierungspolitik, déi hei muss gemaach ginn.

Ech brëngen dat ëmmer, wann ech soss doruechter schwätzen, op d'Formel, dass d'Finanzkonsolidéierung eng national muss sinn an dass d'Wuesstumspolitik europäesch muss inspiréiert an organiséiert ginn, am Kader vun där Wirtschaftsregierung, déi mer ustriewen.

Et kënnt mir also wesentlech drop un, dass dee Conseil vum nächste Méindeg, an nach méi staark dee vum 1. a vum 2. Mäerz sech mat den Theme Wuesstum a Beschäftegung auserneesetzt, dass mer de Wee zréckfannen zu engem inflatiounsfräie Wuesstum, wat beschäftegungsintensiv ass.

Ech wëll och elo d'Fro vun der Finanztransaktiounssteier hei net weider behandelen. Sauf, fir ze soen, dass et ee gudde Grond dofir gëtt, fir de Finanzsecteur méi staark a Responsabilitéit ze huelen: Deen huet d'Kardinaldugende vun der sozialer Maartwirtschaft sträflechst vernoléissegt, deen huet schamlos vun enger Rei vu politeschen neoliberale Verirrunge profitéiert, well einfach Finanzprodukter opgeluecht gi sinn, déi kee verstanen huet an déi kee ka kontrolléieren. Et ass also hei Handlungsbedarf, dat ass evident.

D'Aart a Weis, wéi esou e méi staarkt Zurverantwortungzéie vum Finanzsecteur gemaach gëtt, hänkt natierlech wesentlech vun de Regelen of, no deenen dat geschitt. Dat ass fir eng Finanzplaz wéi Lëtzebuerg vun essenzieller Bedeitung. Mä dat ass keng prinzipiell Ausso, dat ass een Hiweis op d'Noutwendegkeet, déi mer hunn, fir ze iwwerpréiwen, wéi an der Materialitéit vum Text déi Finanztransaktiounssteier ausgesäit a wéi hir territorial Applikatioun esou ka gemaach ginn, dass d'Finanzplaz Lëtzebuerg net als eenzeg an der Europäescher Unioun lädéiert géif dostoen.

(M. Michel Wolter prend la présidence.)

Beispillsweis féieren eenzel Propositiounen a Positiounen, déi genannt ginn a bekannt ginn, zu engem relativ klenge steierlechen Ertrag zu Lëtzebuerg an zur obligatorescher Ofschafung vun der Taxe d'abonnement. Dat heescht, dat Instrument, wat mer hunn, fir de Finanzsecteur ze besteieren, dat misste mer opginn, a mir géifen et ersat kréien duerch e relativ mediokert Besteierungsinstrument. An dofir sinn dat Froen, vun deenen ech d'Haus géif bieden, der Regierung Vertrauen ze maachen, déi Iech doriwwer um Lafenden hält, wou ee muss déi Verhandlungsfräiheet hunn, déi ee brauch, fir op deem schwieregen Thema do eens ze ginn.

Dee Vertrag, dee mer den nächste Méindeg unhuelen, kritt eréischt seng voll Bedeitung, wann een en zesumme liest mat deem Vertrag, dee mer de leschte Méindeg ugeholl hunn iwwert den Europäesche Stabilitéitsmechanismus, an deem senge Considérantë mer festgeluecht hunn, dass Zougang zum Europäesche Stabilitéitsmechanismus nëmmen déi Länner kënne fannen, déi och dëse Vertrag iwwert d'Budgets- a Wirtschaftspolitik ratifizéiert hunn. Well et geet jo net, dass ee sech e Fräibréif gewëssermoosse gëtt bei der Haushalts- a Finanzkonsolidéierung, dass ee gläichzäiteg awer wëllt un déi Dëppen erukommen, iwwert deenen hiren Offloss een am Fall vun enger extremer Bedrängnis gehollef ka kréien.

Ech kommen d'iwwernächst Woch an d'Chamber zréck, fir e genaue Bericht ze ginn iwwert dee genauen Oflaf vun deem, wat den nächste Méindeg zu Bréissel passéiert.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech ginn dem Här Statsminister Akt vu senger Deklaratioun.

Mir kommen dann zur Debatt. Et hu sech agedroen an d'Debatt: den Här Haupert, den Här Meisch, den Här Fayot, den Här Bausch an den Här Kartheiser. Als éischte Riedner géif ech dann dem honorabelen Här Haupert d'Wuert ginn. Här Haupert, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Norbert Haupert *(CSV)*.- Merci, Här President. Ech wéilt aganks gläich dem Här Statsminister fir seng interessant Ausféierungen iwwert den europäesche Vertrag zur Stabilitéit an der Europäescher Wirtschafts- a Währungsunioun Merci soen. Et ass e Vertrag, deen der EU aus der Krisis eraushëllefen an d'Stabilitéit an der europäescher Ekonomie an Zukunft assuréiere soll. Déi Ausféierunge waren héich technesch, sou datt et héchstwahrscheinlech awer schwéier ass, op déi eenzel Punkten anzegoen, an datt ech a mengen Ausféierunge mech méi mat allgemenge Considératioune wëll beschäftegen.

D'Krisis, déi eis elo schonns iwwer véier Joer beschäftegt, huet eis esou munches virun Ae gehalen, esou, datt eng gemeinsam Währung méi Virdeeler wéi Nodeeler kann hunn, an dat besonnesch fir e klengt Land, datt eng gemeinsam Währung op enger méi gestraffter Budgetspolitik vun deenen eenzelne Länner beroue muss an datt d'Banken ouni d'Hëllef vun der öffentlecher Hand eng déif gräifend Kris net iwwerstoe kënnen an datt se esou aus sozialen an ekonomeschen Iwwerleeungen eraus och hire Bäitrag zur Behiewung vun der souveräner Kris leeschte missten.

Här President, während dem Sommet vum leschten Dezember sinn eng Rei vu Moossname festgehale ginn, fir d'Scholdekris an Europa an de Griff ze kréien. Et ass décidéiert ginn, iwwert de Wee vun engem neie Vertrag d'Währungsunioun ze vervollstännegen an domat d'Wäichen ze stelle fir eng europäesch Gouvernance économique, eng Iddi, déi während laanger Zäit keng Zoustëmmung bei jiddwerengem fonnt huet.

Den Accord, deen den 8. an 9. Dezember fonnt ginn ass, verschäerft déi budgetär Disziplin a gesäit eng gréisser ekonomesch Konvergenz souwéi eng gréisser Solidaritéit tëschent de Länner vir. Dat klëngt alles schéin, awer schlussendlech kënnt et op de politesche Wëllen un, ob d'stabilitéitspolitesch Virsätz agehale ginn oder net. An do ass villes geschitt an deene leschte Méint a Wochen.

De Fait, datt den Accord am Dezember vu 26 EU-Länner guttgeheescht gouf, spigelt d'Erkenntnis erëm, datt mir an enger staarker Interdependenz matenee liewen, wou deen Eenzelnen net méi maachen an net méi doe kann, wat hie wëllt, ouni Rücksicht op den Noper ze huelen. Déi europäesch Regierungen, a virun allem déi an de Kriselänner, hunn eng Rei vu Moossname geholl, déi selbstverständlech zur Stabilitéit vun hire Finanze bäidroen, mä déi doriwwer eraus awer och d'Situatioun am Euroraum konsolidéieren.

A mengen Aen huet den Accord vum Dezember ee grousse Mérite, deen ass, fir richtungsweisend ze sinn. E stellt eng Rei ausschlaggebend Etappe vun der europäescher Integratioun duer, déi mer brauchen, wa mir d'Krisis vun haut iwwerwannen an d'Zukunft vu muer virbereede sollen.

Mä de Wee aus der Krisis féiert net laanscht eng Relance vun der Wirtschaft. D'Europäesch Zentralbank huet hiren Deel geleescht am leschten Dezember, andeems se ronn 500 Milliarden Euro fir déi nächst dräi Joer zu gënschtegen Tauxen de Banken zur Verfügung gestallt huet, mam Zil, de Bankekredit an d'Liquiditéit op dem Geldmaart ze favoriséieren an op deem Wee de Banken ze hëllefen, sech ze refinanzéieren, wat och der Wirtschaft an den ugeschloenen Eurolänner zeguttkomme soll.

Mä wou bleift déi europäesch Strategie, fir Investissementer ze favoriséieren, fir d'Industrie unzekuerbelen an domadder d'Aarbechtsplazen ze séchere respektiv nei Aarbechtsplazen ze schafen? Ech wier frou, wa parallell zu den Aarbechten am Kader vun dem Fiskalpakt ee méi konkret d'Aféiere vun den „Euro-Bonds" an d'A gefaasst hätt, e Moyen, fir den ugeschloene Länner Spillraum ze schafen, fir sech zu räsonabelen Tauxen ze refinanzéieren a sech esou wirtschaftlech nees erhuelen ze kënnen.

Här President, wann ee vun engem Gesamtpak vu Moossname schwätzt, déi bluttnoutwendeg sinn, da verstinn ech ee kohärente Gesamtpak, wou all Mesuren eng an déi aner agräifen, wou eng Politik net a Kontradiktioun mat där anerer steet. Wa mer och am Prinzip mat enger Finanztransaktiounssteier averstane sinn, sou muss een awer net verkennen, datt, wa se net global agefouert gëtt, dat fir eis Finanzplaz ka schwéier Konsequenzen hunn.

D'Kommissioun hält selwer fest, datt esou eng Tax riskéiert, zu Delokalisatiounen ze féieren. Si rechent mat engem Abroch vum PIB vu ronn 0,5% an der Eurozon a mat engem Verloscht vu 400.000 Aarbechtsplazen. Fir verschidden Experte sinn dës Prognosen nach zimlech optimistesch a si gi vun engem méi héije Réckgang vum PIB aus.

Esou eng Steier mécht a mengen Ae Sënn, awer an engem méi globalen, internationale Kader. Wann et nëmmen drëm geet, de Secteur besser ze reguléieren a wann een d'Spekulatioun bremse wëllt, da gëtt et och aner Weeër, iwwer eng besser Reguléierung an eng méi gestraffte Kontroll.

Här President, fir eis sinn all Piste gutt fir aus der Kris erauszekommen, déi an Ugréff geholl ginn. Si mussen déi europäesch Kompetitivitéit stäerken, awer ouni d'Wirtschaft vun deenen eenzelne Länner a Gefor ze bréngen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Meisch. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Meisch *(DP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, dat, wat ze bedaueren ass, an ech mengen, do si mer eis alleguerten eens heibannen, dat ass, wann et do zu engem Vertrag kënnt um nächste Sommet, datt en nëmmen zu 26 geschloss wäert ginn, datt do ee Land feelt.

Wann awer 26 Länner sech op de Wee maachen, fir esou en zwëschestaatleche Vertrag ofzeschléissen, dann, mengen ech, ass dat och ganz kloer mam Zil, fir no baussen ze weisen, datt d'Europäesch Unioun handlungsfäeg ass, datt d'Europäesch Unioun verstanen huet, datt och de kloere Wëllen, de länneriwwergräifende Wëllen a bal dann an der Integralitéit - bal eben nëmmen, leider! - an der Integralitéit vun der Europäescher Unioun de Wonsch do besteet, fir zréck op de Wee ze fanne vun enger Budgetsdisziplin, vun enger strikter Konsolidéierung vun den öffentleche Finanzen.

Ech mengen och, datt deen dote Schrëtt, wann een e mécht, d'Géigepartie ass zu deem, wat jo an deene leschte Schrëtt gemaach ginn ass, fir ze hëllefen, fir deene Länner ze hëllefen, déi momentan an akute finanzielle Schwieregkeete sinn, fir sech ze refinanzéieren.

Wann ee seet, mir strecken engem d'Hand aus, fir an engem Noutfall ze hëllefen, da muss een awer och kucken, wat d'Géigeleeschtung ass an eigentlech d'Géigeleeschtung vu jiddwerengem do muss sinn. Well wa mer haut amgaange sinn, gewësse Länner ze hëllefen, da kënne muer och déi Länner, déi haut hëllefen, vläicht Hëllef noutwendeg hunn.

Duerfir menge mer schonn, datt dat méi enk gestrécktent Regelwierk, wat elo do definéiert gëtt, wat dann eigentlech och d'Successioun hëlt vum Maastrichter Vertrag a vun de Maastrichter Konvergenzkritären, datt dat Sënn mécht. Natierlech kann een all eenzelne Punkt nach eng Kéier diskutéieren an aneschters beliichten.

Also, ech mengen, wann de Premierminister, deen eis elo hei d'Resultat vun deenen Diskussiounen do presentéiert huet, wann hien en eleng geschriwwen hätt, wäre sécherlech och eenzel Punkten do aneschters geschriwwe ginn. Esou géif et och goen, wann aner Leit heibannen en eleng geschriwwen hätten. Mä wann een e Kompromëss wëllt, da muss jiddwereen och kucken do, wéi de Kompromëss da kann zustane kommen.

Et ginn nei Ziler definéiert. Jo, mir hate schonn eng Rei vun Ziler an Europa definéiert. Duerfir geet et net duer, Konvergenzziler ze definéieren, et muss och gekuckt ginn: Wéi kënne se agehale ginn? An och do muss Lëtzebuerg selwer kucken: Wéi wëlle mer se an Zukunft anhalen?

Ech wëll do einfach nach eng Kéier op déi particulière Situatioun vu Lëtzebuerg hiweisen: datt, wa mer soen, mir wëllen e gewëssene Pourcentage vun Defizit par rapport zum PIB net iwwerschreiden, mer hei duerch den Iwwerschoss an eiser Pensiounskeess momentan awer e verzerrtent Bild hunn. An och, wa mer dann déi 0,5% géifen erreechen, och wann do nach Efforten ze maache sinn, da si mer nach net ganz aus dem Schneider, well da musse mer gesinn, datt mer am Zentralstat awer nach ëmmer e Finanzéierungsbedarf hunn an datt déi aner Gelder, och wa mer e Plus haut an der Pensiounskeess hunn, net kënne geholl ginn, fir Lächer am Zentralstat ze decken, well dat e kloert Verspriechen ass fir déi Leit, déi an Zukunft wëllen dovunner profitéieren, nämlech hir Pensioun wëlle kréien.

Ech stëmmen absolut mam Här Haupert iwwereneen, dee gesot huet, et feelt hei e Volet. Do muss nach en Deel drugehaange ginn, nämlech ganz konkret Wuesstumsimpulser. Well konsolidéieren, spueren ass gutt a richteg, mä dat eleng - an ech mengen, do si mer eis mëttlerweil alleguerten eens, an net nëmmen héiert een dat hei zu Lëtzebuerg, mä och dobaussen -, do musse mer kucken, datt mer Wuesstum kréien.

Well et riskéiert ee jo awer, an dat gesäit een an deene Länner, déi elo enorm Spuereffortë musse maachen, enorm Konsolidéierungseffortë musse maachen, datt doduerjer och d'Wirtschaft ëmmer méi ënnert d'Rieder kënnt, an et ass op Dauer net annehmbar, datt jo d'Aarbechtsplazen ofwanderen, datt Perspektivlosegkeet herrscht, virun allem bei deene Jonken, an datt mat all Spuerronn eigentlech erëm eng Kéier d'Wirtschaft zréckgeet, de PIB zréckgeet an doduerjer erëm deen nächste Spuereffort eigentlech noutwendeg ginn ass. Deen Däiwelskrees do kann nëmmen duerchbrach ginn, wa mer zu ganz konkrete Wirtschaftsimpulser, Wuesstumsimpulser och kënne kommen.

Et gëtt eng Rei vun anere Sujeten, déi och nach diskutéiert ginn - an ech wëll déi vläicht kuerz och mat beliichten, wann Der erlaabt - um europäesche Plang, déi och ronderëm d'Fiskalitéit dréien, déi ronderëm d'Budgets- an d'Finanzpolitik an d'Wirtschaftspolitik dréien.

Et gëtt zënter Laangem geschwat, fir méi eng enk Konvergenz ze definéiere vun der Wirtschafts- a Finanzpolitik. Et gëtt zënter Längerem geschwat, zu enger Harmoniséierung vun der Steierpolitik ze kommen, a ganz konkret gëtt dann och momentan vun der Finanztransaktiounssteier geschwat.

Fir eis ass et kloer, wa mer eis an engem neien, an engem verännerten Emfeld bewegen, dat mer eis net gesicht hunn, mä dat awer nun eben emol eng Realitéit ass, datt nei Erausfuerderungen do op eis duerkommen, datt mer och eng ganz grouss Ongewëssheet ronderëm eis spieren an net richteg wëssen, wou se eis hindreift, datt mer do eng Rei vu Positiounen aus der Vergaangenheet och mussen hannerfroen a kucken, ob mer eis net och op eisem europäesche Plang aneschters mussen opstellen.

Fir d'Demokratesch Partei gëtt et do eigentlech keen No-Go. Et gëtt näischt, wat net ze denken ass a wat net och kéint an d'A gefaasst ginn. Mir mengen op jidde Fall, datt mer déi ablécklech Situatiounen net mat manner Europa kënne léisen. Mir mengen éischter, datt mer se mat méi Europa, awer och engem besseren Europa musse léisen. En Europa, wat handlungsfäeg ass, en Europa, wat sech kloer Prinzipië ginn huet.

Mir hunn duerfir och begleedend zougestëmmt an all deenen Diskussioune ronderëm de Stabilitéitsmechanismus. Mir hätten eis sécherlech och net gespäert, wann d'„Euro-Bonds" e konkret Thema gi wären a géifen eis eigentlech freeën, wann dee Sujet do nach eng Kéier kéint zréckkommen.

Ech wëll vläicht eng Remarque maachen. Ech weess, datt dat elo relativ einfach ass an einfach kléngt. Mä mir mussen awer och oppasse mat all deem, wat mer scheibchenweise do ëmsetzen an ëmmer erëm eppes en place setzen an da feststellen herno, et geet dann awer net duer - e klenge Rettungsprabbeli, méi e grousse Rettungsprabbeli, an dee soll dann elo nach eng Kéier méi grouss opgespaant ginn -, datt iergendwann och eng Kéier, jo, d'Kredibilitéit vläicht net méi do ass vun deenen, déi dann do opspanen, an d'Leit dobausse sech froen: Jo, ass dee Prabbeli dann do elo wierklech grouss genuch, a wat soll dann déi nächst Tranche si vun där Salami, déi do erofgeschnidde gëtt?

Et ass kloer, et ass eng eemoleg Situatioun. Mä trotzdeem, mengen ech, musse mer awer iergendwann eng Kéier dozou kommen, fir ze soen: Dat doten, dat sinn déi definitiv Mechanismen, déi mer en place setzen an déi mer brauchen.

Et wäert dann och sécherlech an nächster Zäit - an de Mëtteg hu mer dat hei schonn an engem Uklang héieren an där proposéierter Resolutioun vum Här Jacques-Yves Henckes - méi konkret nach iwwert d'Harmoniséierung vun der Steierlandschaft diskutéiert ginn.

Et wäert och méi konkret nach iwwert d'Aféierung vun enger Transaktiounssteier diskutéiert ginn. Mir mengen, datt een op deen dote Wee ka goe Schrëtt fir Schrëtt. Mir mengen awer och, datt dat net aus enger Laun eraus däerf geschéien, wou gesot gëtt, déi, déi d'Kris verursaacht hunn, déi mussen elo bezuelen - och, wann dat richteg ass. Mä et muss een awer kucken, wat d'Konsequenzen dovunner kënne sinn.

Déi Themen do si bei eis och sécherlech keen Tabuthema. Mä dach stelle sech eng ganz, ganz Rei vu Froen nach do erëm. Wat bréngt zum Beispill eng Finanztransaktiounssteier? Wat riskéiert se dann awer och fir d'Bankeplaz hei zu Lëtzebuerg? Wou kréie mer vläicht weider zousätzlech nei Steierrecetten? Wou riskéieren dann awer och anerer ewechzebriechen?

De Statsminister huet grad hei e ganz konkret Beispill genannt: vläicht nei Recetten iwwert d'Transaktiounssteier, vläicht awer gläichzäiteg en Ewechbriechen oder en Ofschafe vun der Taxe d'abonnement. Mir wëssen, wat dat haut eisem Budget bréngt, nämlech 650 Milliounen d'Joer. Mir wëssen also och, datt mer hei net aus dem Bauch eraus däerfen décidéieren.

Gläichzäiteg hu mer...

M. le Président.- Här Meisch, Dir sidd elo bei aacht Minutten. Ech wëll Iech net ofwiergen, mä ech gesinn...

M. Claude Meisch *(DP)*.- Ech kommen, ech si bal ënnen um Wupp ukomm.

M. le Président.- Fein, da soen ech Iech Merci.

M. Claude Meisch *(DP)*.- Ech wollt awer ganz kuerz nach eng Kéier drop hiweisen, datt mer dat dote jo och an engem Kontext diskutéieren, wou mer och aner - jo - Risiken an eiser Finanzpolitik iwwer eisem Budget schwiewen hunn. Mir hunn haut nach en Defizit. Mir hunn en Tanktourismus, wou mer net wëssen, wéi laang datt deen eis nach mat Recettë verwinne kann. Mir hunn e Commerce électronique, dee sech hei zu Lëtzebuerg konzentréiert huet, wou mer awer wëssen, datt déi formidabel Recetten, déi mer haut hunn, datt och déi net vun Dauer wäerte sinn.

Sou datt mer mengen, datt méi intensiv muss iwwert déi Themen Harmoniséierung vun der europäescher Steierlandschaft a Finanztransaktiounssteier diskutéiert ginn. Mir hunn och duerfir, Här President, eng Motioun abruecht, wou mer eigentlech d'Regierung opfuerderen, fir eng déif gräifend Analys ze maachen, eng Etüd ze maachen iwwert d'Auswierkunge vun esou schrëttweise Weeër, fir déi europäesch Fiskalitéit do méi an engem gemeinsame Rhythmus kënnen evoluéieren ze loossen, well mer d'Analys eigentlech brauchen, fir och hei am Haus an och dobausse kënnen e seriöen Débat ze féieren.

Bis ewell hunn ech selwer déi Motioun do ënnerschriwwen. De Fränz Bausch vun deene Gréngen huet se mat ënnerschriwwen. A mir hu se eigentlech opgelooss fir aner Fraktiounen, fir se mat ze ënnerschreiwen, well et schéngt eis eigentlech logesch ze sinn, datt um Ufank vun esou enger Diskussioun d'Analys steet. A wa mer d'Fakten hunn, da kënne mer deen Débat féieren an da musse mer och ganz konkret Décisiounen huelen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant la discussion actuelle sur l'introduction d'une éventuelle taxe européenne sur les transactions financières;

- constatant que des études et simulations sur l'impact financier et économique d'une telle mesure sur notre économie et le budget de l'État font défaut;

- souhaitant rendre, de manière générale, plus objectif et transparent le débat mené aux niveaux international et européen sur les questions de fiscalité directe et indirecte respectivement d'harmonisation fiscale;

- rappelant les multiples questions soulevées dans les rapports successifs de sa Commission des Finances et du Budget présentés dans le cadre des débats budgétaires en ce qui concerne l'impact de décisions européennes et internationales sur notre économie et l'évolution des recettes fiscales de l'État;

- estimant que le système fiscal actuel donne des réponses parfois insuffisantes et incohérentes aux questions liées aux objectifs d'une politique de développement durable;

- sollicitant une réflexion de fond sur le système fiscal en général;

invite le Gouvernement à

- mener des études et faire des simulations sur l'impact des diverses propositions en matière de fiscalité directe et indirecte actuellement discutées au sein des institutions européennes sur le budget de l'État et l'économie nationale;

- développer pour le Luxembourg une stratégie moyen et long terme en matière de politique fiscale:

- respectant les objectifs auxquels le Luxembourg a souscrit aux niveaux européen et international,

- assurant une politique fiscale juste et efficace demandant un effort équitable aux particuliers et aux entreprises dans le respect des objectifs d'un développement durable de notre pays,

- garantissant de manière durable la compétitivité de notre économie et des recettes budgétaires suffisantes;

- présenter les résultats afférents à la Chambre des Députés avant la fin de l'année 2012.

(s.) Claude Meisch, François Bausch, Fernand Etgen, Jacques-Yves Henckes, Lucien Lux, Marc Spautz.

Et gesäit een awer och an dësem Zesummenhang, datt - jo - de Spillraum fir Lëtzebuerg ëmmer méi enk gëtt, fir mat deene sougenannte Souveränitéitsnischen do nach kënne grousse Profit draus ze zéien. A grad duerfir, mengen ech, däerfe mer eis net sënnlos dorunner festklammeren. Grad doweinst musse mer eis och opmaachen, fir nei Weeër ze denken a konkret ze goen.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

Ech hunn elo e bëssen d'Riedezäit lafe gelooss, well et awer e Sujet ass, deen net onwichteg ass. An ech hoffen, dass d'Kolleegen duerfir Verständnis hunn.

(Interruptions)

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Här President, mir sinn an enger laanger an déiwer Scholdekris. Déi gëtt lues a lues eng Wirtschaftskris an dann och nach eng Sozialkris. A si riskéiert, eng politesch Kris vum europäesche Projet ze ginn. Wéinst der Scholdekris mussen d'State spueren a behale kee Sputt méi fir Investissementer. De Wuesstum geet zréck an d'Aarmut klëmmt.

De Projet Europa kënnt doduerch an de Verruff bei der öffentlecher Meenung. Nationale Populismus a Protektionismus kommen op. Während Europa méi staark misst ginn an zesummen déi Schold meeschtere misst, riskéiert d'Europäesch Unioun sech opgrond vun nationalen Interessen ausenanerzedividéieren. Dobäi sinn d'Europäesch Unioun an ons gemeinsam Währung den Ausdrock vu gemeinsamer Solidaritéit.

Erlaabt mer trotzdeem, hei ze ënnersträichen - et ass och schonn de Mëtteg vun anerer Säit gesot ginn -, dass eng Haaptursaach vun där katastrophaler Entwécklung d'Iwwergewiicht an d'Dominanz vun de Finanzmäert ass.

D'Finanzmäert hunn an der Wirtschaft e Gewiicht kritt, dat d'Mënschen eigentlech net méi akzeptéieren. D'Realekonomie, déi Ekonomie, déi konkret Saache fir konkret Mënsche produzéiert, huet näischt méi ze di mat den irrationale Comportementer a Blose vun de Finanzmäert hirer Onrou an hirer Onstabilitéit.

Déi Finanzmäert verdénge ganz gutt duerch d'Scholdekris an drécken d'Länner ëmmer méi an hir Schold. Dofir mengen ech, iwwert dëse Vertrag eraus misst d'Politik Weeër fannen, fir deem en Enn ze setzen. Déi Weeër mussen e politescht Ëmdenke mat sech bréngen, ewech vum Glawen un d'Fäegkeet vun de Finanzmäert, sech selwer ze reguléieren, an hin zu enger voluntaristescher, méi voluntaristescher Politik. D'Finanzmäert mussen erëm zu deem ginn, firwat se do sinn, nämlech der Realekonomie ze déngen.

Här President, den Traité, deen elo ausgehandelt gëtt, ass e Versuch, d'Länner esou opzestellen, dass d'Finanzmäert eigentlech zefridde sinn. E soll politesch Signaler un d'Mäert schécken, fir se ze berouegen. A well d'Eurozon jo keng souverän föderal Muecht duerstellt, mä en Niewentenee vu souveräne Länner, gëtt mat deem neien Traité probéiert, d'Budgetsregelen nach méi strikt ze gestalten. Dobäi iwwerhëlt de Vertrag oder geet de Vertrag an déi Richtung vun deene Regelungen, déi et schonn zum groussen Deel gëtt am „Sixpack", an deenen Dispositiounen, déi duerno komm sinn. An deen Traité wëllt sech jo an d'europäescht Vertragsnetz asetzen. E soll also och no fënnef Joer an déi bestehend Verträg agebaut ginn.

Ech muss allerdéngs soen - an do wär ech och dem Statsminister dankbar, wa mer kéinten doriwwer ons eng Kéier ënnerhalen -, et schéngt mer schwéier virstellbar ze sinn, an déi bestehend europäesch Verträg e Vertrag, deen zu 26 ausgehandelt ginn ass, anzebauen. Well dat heescht jo awer, dass erëm déi bestehend europäesch Verträg, déi zwee, déi mer hunn, geännert musse ginn. An ech weess net, ob mer ons oft kënnen erlaben, fir déi Verträg ze änneren.

Ech mengen, et soll een och bedaueren, dass den Traité, dësen Traité hei, déi institutionell Strukture communautärer Aart ënnerhielecht. Ech mengen, dëst ass keen Traité, fir dee sech een, dee fir méi e staarkt Europa plädéiert, begeeschtere kann. Dofir wëll ech hei trotzdeem soen, dass och an deem Ëmfeld vun deem Traité, deen hei diskutéiert gëtt an dee sech mat ville sécher wichtegen „technicalities" befaasst, d'europäesch Politik sech Instrumenter muss ginn, fir:

- éischtens, de Länner vun der Eurozon solidaresch aus der Scholdefal erauszehëllefen;

- zweetens, d'Transaktioune vun där Finanzmaschinn beschtefalls weltwäit, a wann net, wéinstens op jidde Fall an der Europäescher Unioun ze besteieren;

- déi Sue vun där Transaktiounssteier dem Budget vun der Europäescher Unioun zoukommen ze loossen, fir europawäit ze investéieren;

- och der Europäescher Investitiounsbank weider Mëttelen ze ginn, fir an de Länner ze investéieren

- a selbstverständlech och „Euro-Bonds" opzeleeën an en europäesche Maart vun Obligatiounen ze organiséieren.

Här President, et bleift déi wesentlech Fro - och fir ons hei als Chamber - nom Impakt vun deem neie Vertrag op ons eege Budgetsprozeduren.

Ech mengen, mir wëllen dat jo an der nächster Zukunft maachen, mä et gëtt héich Zäit, dass mer den Inventaire vun all deenen Démarchen opstellen, déi am Virfeld vum Vote vum Budget op ons duerkommen. An dofir mengen ech, muss ons Chamber kloer soen, dass se, mat allem Respekt fir déi europäesch Zesummenaarbecht, net op hir Prärogativen op dem Gebitt vun dem Budget verzichte kann a wëllt! Dat seet de Vertrag am Artikel 3 Paragraph 2, deen de volle Respekt vun de Rechter vun den nationale Parlamenter virgesäit. Emol kucken, wat doraus entsteet.

Dann nach, wat déi sougenannten „golden rule" ugeet. Mir hu jo kloer gesot, an ech mengen, dat fënnt och Zoustëmmung hei, dass dat net an ons Verfassung gehéiert - dat passt net an ons Verfassung, esou wéi se opgestallt ass -, mä d'Gesetz soll e speziellen, verfassungsähnleche Charakter kréien.

Wa mer esou e Gesetz maachen, fir dat festzeleeën, da muss an deem Gesetz op jidde Fall dat drakommen, wat niewent dem Budgetsgläichgewiicht u besonneschen Objektiver a sozialer Gerechtegkeet zréckbehale muss ginn. Dat heescht, wa mer schonn e Gesetz maache fir e Vertrag, dee sech mat dem Gläichgewiicht vun de Budgeten ofgëtt, da musse mer op där anerer Säit hei als Land an och als Chamber, déi dat Gesetz stëmmt, fir déi néideg wirtschaftlech Incentiven astoen, déi mer jo alleguerten hei froen.

Da wollt ech nach e Wuert soen zu där Konferenz, déi och am Traité virgesinn ass. Do wär ech dem Statsminister dankbar, wann en ons géif soen, firwat déi Konferenz eigentlech soll sinn. Mir wëssen, déi am parlamentaresche Geschäft dra sinn, dass et vill Konferenze gëtt tëschent dem Europaparlament, den nationale Parlamenter, vun de Presidente vun dëse Kommissiounen an deene Kommissiounen, dat steet jo och hei am Traité. Dat ass eng ganz luewenswäert Astellung, fir de Parlamenter, dem Europaparlament an den nationale Parlamenter do eng Roll zouzegestoen.

Mä ech mengen, et wär wichteg, Här President, dass ons Négociateure bei deem Vertrag, dee jo anscheinend nach net fäerdeg verhandelt ass, géife soen, firwat dass déi Konferenz do wär, wat fir e Perimeter se kann hunn, well soss riskéiert dat, eng Art Konvent „bis" - oder ech weess net, wéi vill, „ter"? - ze ginn iwwert d'Finanzpolitik.

Här President, dat gesot, wëll ech nach eng Kéier de Lëtzebuerger Verhandler Merci soe fir dat, wat ee bis elo gehéiert huet, de Mëtteg an och schonn am Virfeld. Et bleift, dass dëse Vertrag et sécher kann dozou bréngen, dass d'Länner hir Budgete besser an de Griff kréien, mä et ass net alles an et ass net genuch fir d'Zukunft.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Bausch. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir wollten als gréng Fraktioun aus zwee Grënn, datt déi Debatt de Mëtteg misst stattfannen. Deen een hunn ech scho virdrun erkläert, dat ass, datt mer fannen, datt et awer wierklech net onwichteg ass, datt bei esou eminente Verträg, déi do ustinn, déi esou grouss Implikatiounen hunn op eis Wirtschafts- a Sozialpolitik, op eise Budget, op eis national Souveränitéit, datt mer am Parlament am Virfeld vun esou engem Sommet géifen doriwwer schwätzen, der Regierung hir Meenung géifen héieren an och eis kéinte soen.

A wann ech soen: „der Regierung hir Meenung gäre géifen héieren", da wëll ech dat och emol aus dem Liicht eraus kucken zu den Aussoen, déi ech vun der Regierung an deene leschte Woche konnt héieren, déi jo net ëmmer déi nämlecht waren. Ech hunn de Mëtteg d'Ried vum Premierminister héieren: Ech gi jo dann emol dovunner aus, datt dat do dann elo déi Positioun ass, déi d'Regierung och definitiv vertrëtt.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

Mä ech muss awer feststellen, datt et an deene leschte Wochen dem Här Frieden seng Meenung ginn ass, déi nach laang net ëmmer dem Här Juncker seng war, a wann een den Här Frieden gefrot huet an der Finanzkommissioun, wat hien dann zu dem Här Juncker sengen Aussoe géif soen, dann huet e gesot, den Här Juncker schwätzt do net als Premierminister, mä als Eurogroup-Chef, an ech hunn als Finanzminister national Intérêten ze vertrieden. Elo hu mer nach eng drëtt Variant derbäikritt, dat ass déi vum Ausseminister, dee wahrscheinlech zwar vum Inhalt hier éischter um Premierminister senger Linn läit an net um Finanzminister senger läit, mä deen awer souguer der Iwwerzeegung ass, datt een iwwerhaapt keen Traité bräicht, datt déi bestehend Texter géifen duergoen, fir kënnen ze handelen.

Wéi gesot, dat ass keng kloer Situatioun! Et ass och keng gutt Situatioun, well et geet jo awer hei net ëm iergendeppes, et geet, wéi gesot, eiser Meenung no ëm déi wichtegst Diskussiounen och fir dëst Land fir déi nächst Joren, mat deene wichtegsten Implikatiounen op eist Land fir déi nächst Joren. Duerfir mengen ech, datt et - oder menge mir, datt et - eminent wär, datt hei d'Regierung versicht, no baussen eng Positioun ze vertrieden, an net dräi Positiounen! Ech soen awer och direkt kloer derbäi, datt mir eis de loin am wäitsten ewech gesi vun där vum Finanzminister, deen déi elo oft an der Finanzkommissioun vertratt huet.

Mir sinn och der Iwwerzeegung als Gréng, datt et hei drop ukënnt bei där Diskussioun, déi richteg ass an och noutwendeg ass, datt ee Faarf bekennt, wat dann de reelle Bäitrag ass géint d'Kris, deen den Traité hei oder déi Vertrag - et sinn der vläicht e puer, déi elo erauskommen - da sollen hunn.

A mir hunn e bësschen den Ament Bedenken, well mer feststelle mussen - iwwert dat, wat de Premierminister elo Gott sei Dank de Mëtteg gesot huet, wat seng Meenung ass, an dann huelen ech un, der Regierung hir Meenung och ass -, datt ee gradesou vill misst diskutéieren iwwer europäesch Investitiounspolitik oder iwwer Beschäftegungspolitik oder d'Besteierung an Europa wéi iwwert d'Scholdebrems, datt dat awer leider an der Diskussioun an Europa den Ament éischter zweetrangeg ass a leider haaptsächlech vun dem gréisste Land an Europa, nämlech der Bundesrepublik Däitschland an hirer Vertriederin, der Kanzlerin Madame Merkel, quasiment guer keen Thema ass.

Duerfir hu mir gréisser Suergen a gréisser Bedenken, sou datt mer eigentlech fäerten, datt deen Traité, deen elo wäert hei erauskommen, wann en esou isoléiert do steet, an déi falsch Richtung wäert goen, well en d'Kris falsch analyséiert - dat soll jo eng Äntwert sinn op d'Kris, an där mer sinn -, well en ebe just nëmmen ee Volet, eng Facette vun der Kris gesäit an domadder eigentlech d'Kris awer och net wäert léisen.

An et wäert da genausou eng Schäinléisung ginn oder bleiwe respektiv souguer éischter d'Kris nach verschäerfen, wann een et isoléiert just esou uwennt, wéi zum Beispill d'Madame Merkel dat gesäit. Dat dréit da weder zur Kredibilitéit bäi vun der Europäescher Unioun, an och net zu der Politik insgesamt, déi dann ëmmer méi als onfäeg ugesi gëtt, fir iwwerhaapt aus där Kris hei déi richteg Léieren ze zéien an déi richteg Mechanismen en place ze setzen.

Ech wëll dorunner erënneren, datt 1970 de „plan Werner", wou jo d'Iddi vum Euro gebuer ginn ass, datt deemools scho festgehale ginn ass an deem „plan Werner", datt eng gemeinsam Währung onbedéngt och eng ofgestëmmte Budgetspolitik zum Beispill bräicht, mä awer och eng gemeinsam Steierpolitik bräicht. A leider, bei der Aféierung vum Euro wollt keen dat wëssen a keen dat héieren, an haut gesi mer, datt dat e Feeler ass!

Et ass fir eis op alle Fall kloer, datt mer dat zum Beispill brauchen, dat heescht, datt et net duergeet, fir ze soen, mir kucken elo, eng Scholdebrems anzeféieren, mä datt bei där Scholdebrems, déi jo dann haaptsächlech sech beschäftegt mat der Ausgabesäit, och muss iwwert d'Einnahmesäit geschwat ginn, nämlech iwwert d'Steierpolitik an iwwer eng harmoniséiert Steierpolitik an der Europäescher Unioun. Maache mer dat net, hu mer näischt geléiert, eiser Meenung no, aus de Feeler vun der Vergaangenheet!

En zweete Punkt ass natierlech deen, datt mer mussen e Mechanismus kréien, well mir sinn eng Schicksalsgemeinschaft, an déi soll jo duerch déi Scholdebrems nach méi zesummebruecht ginn. A mir deelen als Gréng och déi Meenung, datt déi eenzeg Chance, aus där Kris erauszekommen an iwwerhaapt ze bestoen an där Welt, an där mer haut liewen, datt dat de Projet Europäesch Unioun ass. Mä duerfir muss et awer och kloer ginn, datt déi Schicksalsgemeinschaft derfir suergt, datt méi Gerechtegkeet, méi Solidaritéit besteet tëschent deenen, déi uewe sinn, an deenen, déi ënne sinn.

Ech schwätzen hei net deen Eenzelnen un, mä ech schwätzen hei d'Länner als solch un, dat heescht: Länner, déi den Ament Iwwerschëss hunn, déi mussen och bereet sinn, Solidaritéit ze weise par rapport zu deene Länner, déi keng hunn, respektiv déi manner gutt dostinn, well nëmmen iwwert dee Wee kënne mer eng Kéier eng Unioun kréien, déi och, wéi gesot, wirtschaftlech a sozial équilibréiert ass. An et ass jo dat, wat mer eng Kéier musse kréien, fir datt mer och um Niveau vun de Statsfinanze besser dru sinn.

Dat nämlecht gëllt selbstverständlech fir d'Gerechtegkeet tëschent uewen an ënnen an der Gesellschaft. An da muss een och un déi bonusverwinnte Bänker, déi uewe sinn, erugoen a sech trauen, deenen ze soen, datt se eng Responsabilitéit hunn iwwert dat, wat geschitt ass, datt 2008 déi zweet Schockwell war bannent aacht Joer, déi mer erlieft hunn a wou Milliounen Leit hu missen drënner leiden, wou Milliounen Leit hir Aarbechtsplaz verluer hunn, hir Existenz verluer hunn, an datt een dann och muss deementspriechend Décisiounen huelen, zum Beispill am Kontext Reguléierung vum Finanzsecteur, mä awer och am Kontext vu Besteierung zum Beispill vu Kapital.

Fir eis ass och duerfir deen drëtte Punkt ganz wichteg, dat ass, datt mer an der Europäescher Unioun mussen e Wuesstumspak décidéieren. Mir mengen natierlech kloer e Wuesstumspak fir grénge Wuesstum, deen och an engems eng ganz Rei Klima- an Ëmweltproblemer mat kéint léisen. Mir sinn och iwwerzeegt, datt deen am meeschten Aarbechtsplaze géif schafen an datt et duerfir net kann esou sinn, datt op där enger Säit just blann Austeritéit gemaach gëtt an, europäesch gesinn, näischt méi fir de Wuesstum gemaach gëtt, well de Wuesstum, dee schaaft eis jo schlussendlech Aarbechtsplazen.

A wa mer och nach grénge Wuesstum maachen, maache mer och nach eppes fir, wéi gesot, déi wichteg Problematik Klima an Ëmwelt respektiv fir d'Energiefro, déi eis - iwwert déi kéint een hei laang schwätzen - och vill beschäftegt a vill mat der Kris ze dinn huet.

Dann dee leschte Punkt ass natierlech, wéi gesot, de ganzen Aspekt bei der Besteierung, wat och d'Finanztransaktiounssteier ubelaangt. Mir sinn der Iwwerzeegung, datt iwwert d'Ausformuléierung wichteg ass, wat gesot gëtt. Et kënnt vill drop un, wéi se herno ausformuléiert ass a wéi se gestalt gëtt. Do kënnt et vill drop un, wat d'Effikassitéit ubelaangt, an och, datt se net nëmmen eenzel Länner trëfft. Mä do gëtt et Mechanismen a Méiglechkeeten, fir dat ze maachen - et muss ee just de Courage hunn, fir et ze maachen!

An déi meescht, déi sech den Ament wiere géint d'Finanztransaktiounssteier, dat ass net wéinst deenen 0,1%, mä dat ass, well déi ënner anerem och eppes bréngt, wat bis elo nach net hei an der Diskussioun war, nämlech Transparenz an den Handel, an datt effektiv d'öffentlech Hand en Droit de regard kritt, wat haaptsächlech an deene kuerzfristegen Ofstänn do gehandelt gëtt. Well evidenterweis, vu datt jo alles muss deklaréiert ginn, gesäit een dann och emol méi, wat wierklech op deene Finanzmäert geschitt. An et ass och dat, wat gefaart gëtt vun deene Leit, déi sech dergéint wieren, an net déi 0,1% Steier!

Mä mir mussen awer wëssen, datt de gréissten Objektiv dee muss sinn - wa mer d'Finanzmäert wëlle reguléieren, fir Stabilitéit ze kréien -, datt mer Transparenz an dat Ganzt kréien, ansonste bréngt et eis net ganz vill.

Duerfir, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wäerte mir als Gréng och ganz gutt kucken, wann en Text an dëst Parlament kënnt, an et ofhängeg dovu maachen, wat parallell op deenen anere Gebidder hei, wou ech elo gesot hunn, décidéiert gëtt, ob mer dat matdroe wäerten oder net. Mir wäerten hei keen Text stëmmen, soen ech elo scho ganz däitlech, dee sech ausschliesslech just mat der Scholdebrems befaasst, wa mer net gewësse Garantien hunn, datt op all deenen anere Gebidder, wou ech elo gesot hunn, och eppes passéiert, well mer einfach der Iwwerzeegung sinn, datt dat soss de falsche Wee ass an datt deen eis, wéi gesot, net erausféiert aus der Kris, mä éischter d'Kris wäert verstäerken.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Bausch. D'Wuert kritt elo den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Villmools Merci, Här President. Léif Kolleegen, ech wéilt ufänken an dem Här Premierminister Merci soe fir déi Erklärungen, déi en eis ginn huet iwwert dee Vertrag, deen am Abléck négociéiert gëtt.

Ech wéilt awer vläicht e puer Commentairen zur Prozedur heibanne maachen. Mir hunn am Ufank vun eiser Sessioun haut de Mëtteg en Ordre du jour gestëmmt. An deem Ordre du jour sinn - iwwert d'Reglementer, déi mir hei an der Chamber hunn, an iwwert d'Décisioune vun der Presidentekonferenz - Temps de parole virgesinn.

Mir stelle fest, d'Regierung huet an der Indexdiskussioun méi wéi duebel esou laang geschwat, wéi dat normalerweis no eise Reglementer virgesinn ass. Wou den Här Premierminister deen Traité hei presentéiert huet, huet e gesot, zéng Minutte ginn him net duer, an en huet dann déi Zäit kritt, déi hie gebraucht huet. Et wor interessant nozelauschteren - dat sief hei net d'Thema, et ass e wichtegt Thema -, mä vum Prinzip hier ass dat net richteg! Mir hunn hei als kleng Oppositiounspartei fir déi Debatt, déi jo wierklech e wichtegt Thema betrëfft, am Prinzip 2,5 Minutten.

Une voix.- Da notzt se!

(Interruptions)

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Dat ass e Manktum u Respekt fir d'Iddi vun der parlamentarescher Demokratie. An dofir maache mir dat elo e bësschen anescht, maachen hei e puer Commentairen, well och bei de Virriedner d'Auer ëmmer méi laang lafe gelooss ginn ass, wéi dat normalerweis ass, a wa mir den Text hunn - den Här Premierminister schéckt en eis -, maache mir d'Analys vun deem Text a mir maachen dann eng Pressekonferenz, wou mir eis Positioun bekannt ginn.

Ech wéilt awer elo vläicht e puer Commentairë maachen a profitéieren, datt den Här Premierminister hei ass, fir déi direkt ze maachen. Wéi och den Här Bausch et gesot huet fir déi gréng, hu mir och festgestallt, datt d'Regierung hei ënnerschiddlech Meenungen op verschiddene Plaze vertrueden huet. Dat ass fir eis en interessante Facteur: E weist, datt déi Saache méi komplex sinn, wéi den Här Premierminister se elo hei presentéiert huet.

Mä virun allem, loosst mech och soen, et ass net onwichteg, wéi ee Member vun der Regierung op wéi enger Plaz an a wéi enger Form seng Kritik äussert. Et ass net gutt fir eisen aussepolitesche Profil, wann den Ausseminister an däitsche Medien déi däitsch Regierung op eng relativ krass Manéier kritiséiert. Wann den Här Westerwelle hei an der Lëtzebuerger Press géif d'Lëtzebuerger Regierung esou kritiséieren, wéi den Här Asselborn déi däitsch Regierung an Däitschland kritiséiert, hätte mir wahrscheinlech all e Problem domat. An ech mengen, och déi däitsch Regierung, déi notéiert, wat den Här Asselborn do seet.

D'Kompetenze vum Europäesche Geriichtshaff - loosst mech dat och vläicht soen: Et ass dach bosseg, wann elo eng europäesch Institutioun iwwer e Vertrag, deen net am EU-Kader ass, Kompetenze soll kréien, wou se iwwer verfassungsméisseg oder legislativ Moossname vun de Memberstate soll befannen.

D'Fro stellt sech: Geet dat iwwerhaapt? An a wéi enger Formatioun géif dann den Europäesche Geriichtshaff iwwer esou eppes décidéieren? An déi Kompetenze vun deem Geriichtshaff, déi misste jo dann an deem Vertrag selwer geregelt sinn, well et ass jo keng Institutioun, déi an deem Vertrag geschafe gëtt, mä et gëtt eng Institutioun vun engem anere Vertragswierk mat eppes beoptragt. Dat ass extrem komplizéiert! Et wär méi logesch, dann den Internationale Geriichtshaff am Kader vun enger UNO ze beoptrage mat esou eppes, wéi den Europäesche Geriichtshaff. Dat versprécht, nach eng ganz interessant Diskussioun ze ginn.

Dat europäescht Vertragswierk gëtt och ëmmer méi komplizéiert. Et sinn elo nëmmen nach e puer Spezialisten, déi iwwerhaapt den Duerchbléck hunn! An ech mengen net, datt mat deem heite Vertrag a mat deene ville parallelle Verträg an Ofkommessen, déi mer a leschter Zäit haten - vum „Sixpack" bis iwwert de „Semestre européen" reng nëmmen, oder de Stabilitéitsmechanismus EFSF an aner Saachen -, datt do nach vill Leit den Duerchbléck hunn. Dat ass och net am politeschen Interessi an an der Iddi, fir Europa gutt ze verdeedegen, wa kee méi herno do derduerchgesäit.

Dat, wat den Här Premierminister als „vice de construction" bezeechent huet, dat ass e souveränt Recht vum Vereenegte Kinnekräich, fir engem Vertrag bäizetrieden oder net. An och, wann déi Verträg herno an d'europäescht Recht sollen iwwerfouert ginn, da brauch dat selbstverständlech den Accord vun alle Memberstate vun der Unioun, soss geet dat net! Dat heescht, mir ratifizéieren deen Ableck u sech zweemol deen heite Vertrag, eemol an engem internationale Kontext, an dann nach eng Kéier, wann en an europäesch Vertragswierker da soll kënnen iwwerféiert ginn - wat mer awer elo nach net wëssen.

Wann net jiddweree vun de Signatairen e ratifizéiert, dat kann och zu ganz komplizéierte Situatioune féieren, well et ënnerschiddlech Verflichtungsniveaue gëtt vun de Signatairestaten. E Signataire däerf am Prinzip näischt maachen, wat géint de Geescht vum Traité verstéisst. Een, deen e ratifizéiert, deen ass gebonnen! Mä dat ass allgemengt internationaalt Recht - et ass elo keng Gnadeléisung, déi ka vun Europa dekretéiert ginn -, dat ass esou am internationalen Droit.

D'Rechter vun der Kommissioun, do stelle sech ähnlech Iwwerleeunge wéi beim Europäesche Geriichtshaff: Däerf d'Kommissioun iwwerhaapt dat, wat elo an der Diskussioun ass, souwäit mer den Här Premierminister elo konnte suivéieren. Mir sinn, wéi gesot, gespaant op den Text.

Ass et néideg, dee Vertrag ze hunn? Do huet den Här Fayot scho verschidde Spuren opgewisen. Wär et net duergaangen, d'Maastricht-Kritäre während all deene Jore wierklech ze applizéieren, amplaz datt Dir selwer an Är Kolleegen, Här Premierminister, äusserst generéis mat Äre respektiven Interpretatioune vun de Maastricht-Kritären ëmgaange sidd?

M. le Président.- Här Kartheiser, Dir misst awer elo zum Schluss kommen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Ech weess. Ech sinn iwwregens deen Éischten haut, deen hei ënnerbrach gëtt.

(Interruptions)

M. le Président.- Ma neen, Här Kartheiser, Dir hutt elo duebel esou laang geschwat, dat heescht, Dir sidd um selwechten Niveau wéi den Här Premier, duerfir mengen ech, elo kënnt Der esou lues zum Schluss kommen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Gesitt Der, Här Juncker, mir zwee sinn um selwechten Niveau. Dat ass...

(Hilarité)

Voilà, mä vu datt Der elo hei gesinn hutt, wéi d'Demokratie hei funktionéiert, bieden ech Iech, d'nächst Woch eis Pressekonferenz opmierksam ze verfollegen. Dir wäert ganz interessant Elementer do gewuer ginn an ech si sécher, Dir wäert Iech déi an Ären Négociatiounen zu Bréissel zu Häerz huelen, well wéi ëmmer wäert d'ADR recht hunn.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Sou, elo kritt d'Wuert nach den Här Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Här President, Merci. Déi europäesch Scholdekris, déi jo um Ursprong vun där Debatt hei steet, ass jo am Fong geholl näischt aneschters wéi den Ausdrock vun der Maîtrise vun de Finanzmäert iwwert d'öffentlech Ausgaben. Wou kënnt déi Maîtrise vun de Finanzmäert hier? Doduerch, dass si de Monopol hunn, fir Kreditter ze ginn u Staten! D'State selwer hu keng Moyenë méi, Kreditter ze ginn; déi Europäesch Zentralbank huet absolut kee Pouvoir méi, fir an iergendenger Form als öffentlecht Kreditorgan ze funktionéieren. Dat heescht, d'State sinn ofhängeg gi vun deene Leit, déi vill Suen hunn, dat heescht déi, déi op de Finanzmäert operéieren.

Dat féiert noutgedrongen zu enger Agrenzung vum Perimeter vum Stat, dat féiert zu engem Réckgank vun der Statsquot, dat féiert iwwregens och zu engem Réckgank vun der Demokratie! Mir sinn duerfir géint all gëlle Regel, déi iwwert dat erausgeet, wat zu Maastricht haut am Vertrag steet, wat do ausgehandelt ginn ass.

Mir sinn och géint all budgetär Reform, déi an iergendenger Form an déi dote Richtung weider geet. Mir sinn och géint eng Majorité renversée zum Beispill, déi et méiglech mécht, dass ee muss zwee Drëttel vun de Staten hanneru sech hunn, wann ee wëllt Sanktioune vermeiden. Dat féiert noutgedrongen dozou, zu engem aneren Europa, och dozou, dass grouss State vill méi eng grouss Roll spillen, Stéchwuert „Merkozy".

Drëttens menge mer, dass dat heiten eng bedenklech Stuf also ass vun der europäescher Integratioun, déi elo ageleet gëtt. Eng Integratioun, déi reng negativ ass, déi just drop berout, fir de Staten Austeritéit ze imposéieren. D'Fro ass ongekläert, wat fir Rechter d'Europaparlament zum Beispill an deenen dote Prozedure soll kréien. D'Fro ass ongekläert, wat fir Souveränitéitsrechter, budgetär Souveränitéitsrechter déi eenzel Staten an déi eenzel Parlamenter nach wäerten hunn.

Mir mengen op jidde Fall och, dass deen Traité hei soll - enfin, ech soen „och", mä et huet am Fong geholl nach keen dat gesot -, ech mengen, dass deen Traité hei soll engem Referendum ënnerworf ginn, wann e bis virläit, wann e bis am Parlament diskutéiert ass, well dat ass eng enorm wichteg Fro, wéi et an der Zukunft soll weidergoen.

An ech mengen, et soll een antriede fir eng aner europäesch Politik, fir en anere Vertrag. Un deem muss geschafft ginn! Dat geet net hei aus dem Parlament eraus. Do muss och an der Gesellschaft doriwwer diskutéiert ginn: en anert Europa, wou d'Europäesch Zentralbank eng aner Roll spillt, wou et en europäesche Wirtschafts- a Sozialfong zum Beispill gëtt, wou de Bankesecteur anescht reguléiert gëtt, wou et zu enger Harmoniséierung kënnt - wéi awer hei gesot ginn ass - vun de Steieren no uewen, enger Harmoniséierung kënnt vun der Sozialpolitik no uewen.

Dat ass dat, wat ech hei wollt kuerz zu deene wéinegen Informatioune soen, déi mer schlussendlech hei awer kritt hunn.

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. An den Här Statsminister kritt nach eng Kéier d'Wuert.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Här President, an der Onuerdnung e puer Elementer, déi hei genannt gi sinn. Vläicht fir mam Här Fayot unzefänken: Do ass et natierlech net un de Vertragsparteien, den nationale Parlamenter virzeschreiwen, mat wat fir Sujeten dass se sech beschäftegen.

Mä aus de Viraarbechte geet kloer ervir, dass et gutt wier, wann déi national Parlamenter, haaptsächlech hir Budgets- a Finanzkommissiounen - mä dat, hunn ech jo gesot, soll all Parlament maachen, wéi et wëllt -, sech kënne mat deenen Texter auserneesetzen, déi d'Kommissioun produzéiert, wat déi genau Verfaassstheet vun der gëllener Regel ubelaangt a wat d'Kommissioun a Saachen automatesche Korrektiounsmechanismus virschléit, wann d'Ziler net erreecht ginn, déi jo mussen an Nationalrecht iwwergefouert ginn.

An dat ass zum Beispill, mengen ech, en Thema, wou et absolut noutwendeg ass, souwuel fir d'Europaparlament wéi och fir d'Regierungen, e Gesamtiwwerbléck iwwert déi verschidde parlamentaresch Sensibilitéiten ze kréien.

Déi Iwwerdroung vun deem Vertrag an de Grondvertrag stellen ech mer manner komplizéiert vir, wéi den Här Fayot dat gemaach huet, well de Vertrag, dee mer e Méindeg wäerten unhuelen, wa mer eens ginn, dee gesäit vir, dass just d'Substanzdeeler vun deem Vertrag iwwerdroe ginn, an net de Vertrag comme tel probéiert gëtt ze implantéieren. Et ass awer noutwendeg, zum Beispill, fir d'Regel vun der renverséierter qualifizéierter Majoritéit an den eigentleche Vertrag, a seng Ofstëmmungsregularien anzeféieren, well elo lafe mer ëmmer d'Gefor, dass een, am Fall wou mer iwwer Majorité qualifiée renversée fueren, déi allgemeng Vertragsregel oprifft an da wëllt de Bewäis untrieden, dass mer do amgaange sinn, eppes ze maachen, wat een net dierft.

Dem Här Bausch wëll ech just soen: Wann e seet, deemools, wéi de Maastrichter Vertrag gemaach gi wier, hätt kee sech drëm bekëmmert, op déi gutt Iddien, déi am „rapport Werner" stinn, zréckzekommen, iwwer Steierharmoniséierung an iwwer Koordinéierung vun der Wirtschafts- an Haushaltspolitik, da stëmmt dat net! Well et ware véier Vertrieder an der Regierungskonferenz '91, déi ganz staark, andeems se d'Wuert vum „gouvernement économique" och gebraucht hunn, insistéiert hunn. Dat war den Här Delors als President vun der Kommissioun, den Här Bérégovoy, franséische Finanzminister, den Här Maystadt als belsche Finanzminister an ech selwer, déi ganz staark dorop insistéiert hunn. Dat ass deemools im Bausch und Bogen…

(Hilarité)

…vun der däitscher Regierung verworf ginn, wat erkläert, firwat dass se elo esou vill Wierder fannen, fir dat ze erklären, wat se deemools verhënnert hunn a wat elo onbedéngt muss kommen a wat besser vun 1999 u schonn do gewiescht wier.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Kéint den Här Statsminister méi haart schwätzen, wann ech gelift.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Pardon. Ech hat gemengt, ech wier op enger Pressekonferenz, do sinn ni esou vill Leit.

(Hilarité)

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Och do muss een haart schwätzen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Iech héiert ee jiddefalls ëmmer, wann Der eng haalt.

(Hilarité)

Also, eng Pressekonferenz haalt.

(Hilarité)

Ech wollt dem Kolleeg Kartheiser soen, dass déi Froen, déi e stellt, berechtegt sinn, mä dass se natierlech examinéiert gi sinn an dass se eng Äntwert fonnt hunn, zefriddestellend oder net, beispillsweis, ob dann d'Cour de justice kann iwwerpréiwen, ob eng Regel, déi net am EU-Vertrag steet, mä an engem intergouvernementalë Vertrag zu 26 steet, national ëmgesat ginn ass.

Den allgemenge Vertrag gesäit vir, dass ee Memberstat ëmmer kann een anere Memberstat usichen, wann deen éischte mengt, deen zweete wier sengen Obligatiounen net nokomm. Déi Regel gëllt.

An hei gëllt speziell d'Regel, eng aner, déi ofzeleeden ass aus dem internationale Recht, dass 26 Parteien, déi e Vertrag schléissen, en fait 27, well d'Engländer si jo mat hei an der Négociatioun, dass déi kënnen eng Juridictioun festleeën, déi déi Litigë ka klären, déi bei der Applikatioun vun deem Vertrag ënnert de vertragschléissende Parteien optrieden. Esou dass ech mengen, dass dat scho konform mam allgemengen EU- an internationale Recht wier.

Well mer d'Konformitéit mam EU-Recht gesicht hunn, gi mer net der Kommissioun d'Méiglechkeet, ee Memberstat virun d'Geriicht ze droen, deen dat net richteg emgesat hätt, mä deenen anere Memberstaten, well mer d'Organanleihe bei den Institutioune vun der Europäescher Unioun net ze wäit wëllen dreiwen. Mä déi Diskussioun kréie mer awer erëm déi nächst Woch, well déi däitsch Regierung nach ëmmer der Meenung ass, d'Kommissioun misst dat Recht kréien.

Ech wiere mech net fundamental dergéint, well ech näischt géint d'Iwwerwaachungsstäerkung vun der Kommissioun hunn, mä ech ginn Iech recht, am strikte Kanon vum internationale Recht hätt esou eng Dispositioun ee relativ extraordinairë Charakter.

Ech mengen net, dass den - et gëtt jo iwwerall geschriwwen, besonnesch wann een däitsch Zeitunge liest -, dass dee Stabilitéitspakt extrem generéis ausgeluecht gi wier. Deen ass eng Kéier am November 2003 partiell generéis ausgeluecht ginn, well mer dunn - an dofir ännere mer jo elo déi Majoritéitsregel - mat Majorité qualifiée décidéiert hunn doduerch, dass mer eng Minorité de blocage konnten erbäiféieren, dass Däitschland a Frankräich net géifen an eng exzessiv Defizitprozedur agewise ginn, mä si hu Recommandatioune gemaach kritt, wéi se missten zréck op de Pad vum Stabilitéitspakt kommen.

Haut si vu 17 Memberstate vun der Eurozon genau 15 an enger exzessiver Defizitprozedur. Dat heescht, dass de Stabilitéitspakt do ugewannt gëtt, mat all deem Cortège vu Recommandatiounen, vun „naming, blaming and shaming", deen domat zesummenhänkt. D'lescht Joer - dat ass Finnland a Lëtzebuerg -, d'lescht Joer war just ee Land net an enger exzessiver Defizitprozedur: Dat war Lëtzebuerg. Wa Lëtzebuerg dat eenzegt Land wier, wat an enger exzessiver Defizitprozedur wier, dann hätte mer dat schonn heibannen ze diskutéiere gehat.

Rechter vum Europäesche Parlament: Den Här Urbany huet dovu geschwat. Ech hu selwer derfir gesuergt, dass d'Europaparlament un deenen Négociatioune bedeelegt ginn ass. Ech hu se och dee leschte Méindeg op Bréissel invitéiert, wou ech déi Sitzung vun deene 27 State presidéiert hunn, obschonns ech weder en Dän sinn, nach d'lescht Joer e Pol oder en Ungar war, mä d'Kolleegen hu gesot, ech soll dat maachen, well ech gären hätt, dass d'Europaparlament do derbäi ass.

Mir hunn drop gedrängt, als Lëtzebuerger, dass de President vum Europaparlament och un den Eurosommete soll kënnen deelhuelen - dat konnt e bis elo net - an dass eng Rei vu Berichtflichte fir de President vum Europäesche Conseil, fir de President vum Eurogroup am Europaparlament mat Debatteflicht an dat neit Instrumentarium agefouert ginn. Esou dass ech mengen, dass de Rechter souwuel vum Europäesche Parlament wéi och ënnert där Konferenzform vun den nationale Parlamenter Rechnung gedroe gëtt; national Parlamenter, déi souwisou zoustänneg sinn, fir d'Transpositioun vun deem Ganzen an dat nationaalt Recht sécherzestellen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Statsminister. Domadder wier dëse Punkt ofgeschloss.

Motion 1

Mir hunn hei nach eng Motioun, iwwert déi mer missten ofstëmmen, déi vun enger ganzer Rei vu Fraktioune matgedroe gëtt. Dat heescht, ech kéint déi also à main levée zum Vote stellen.

Vote sur la motion 1

Wien ass mat där Motioun d'accord?

Dat schéngt mer d'Unanimitéit vun dësem Haus ze sinn.

Domadder wier déi Motioun dann och ugeholl.

Da komme mer elo nach zu enger Question urgente, d'Nummer 1888 vum Här Kartheiser, iwwert den Drock vum FMI op déi Europäesch Zentralbank. Den Här Kartheiser huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet zéng Minutten Zäit, fir drop ze äntwerten. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

10. Question urgente n°1888 de M. Fernand Kartheiser sur la pression du FMI sur la BCE

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Villmools Merci, Här President. Ech mengen, vill Kolleege si frou, wann ech mech un déi fënnef Minutten halen. Ech maachen dat, wann den Här Premier sech och un déi zéng Minutten hält.

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Déi Fro, déi sech stellt, huet en technesche Volet a si huet hannendrun e politesche Volet. Mir hunn an de Medien an deene leschten Deeg - „Financial Times", „Spiegel Online" an esou wei-

der - gelies, datt den FMI sech derfir asetzt, an der Persoun vun der Madame Lagarde, fir datt d'Europäesch Zentralbank deelhëlt un der Reduzéierung vun de Scholde vu Griichenland.

Mir hunn eis gefrot, ob d'Regierung dovunner weess, ob Dir dat kënnt confirméieren. A mir hunn eis da gefrot, wat dann den Impakt vun esou enger Moossnam wär op d'Europäesch Zentralbank. Dat géif jo wahrscheinlech dann heeschen, datt neit Kapital muss an d'Europäesch Zentralbank injizéiert ginn. An dat géif da wahrscheinlech och heeschen, datt d'Lëtzebuerger Zentralbank un esou engem Effort misst participéieren.

Déi Fro, déi mir eis also stellen, ass: Geschitt dat? D'Europäesch Zentralbank wéi och déi Lëtzebuerger Zentralbank, se sinn am Prinzip onofhängeg. Ech kann also net froen, ob Dir domadder d'accord sidd, Här Premier. Dat ass, mengen ech, net d'Fro. Mä d'Fro wär: Wat sinn d'Implikatiounen a wat géif dat heesche fir eis an och fir eise Statsbudget, wann dat de Fall wär?

Hannendru stinn awer politesch Froen. An déi eng politesch Fro, dat ass: Wéi wäit kënne mir goen, och national, an de Sacrificen, fir Griichenland an der Eurozon kënnen ze halen? Ech verstinn de Souci vun der Solidaritéit an och de Souci, fir en Dominoeffekt wëllen ze verhënneren, mä trotzdeem ass jo och d'Fro vun der finanzieller Belaaschtbarkeet, och vu Lëtzebuerg, fir an deem Effort do kënne weider matzemaachen.

Mir haten eng ganz Rei finanziell Obligatiounen an deene leschte Joren a virun allem Méint, déi op eis zoukomm sinn. Dozou gehéiert den FMI, dozou gehéiert den Europäesche Stabilitéitsmechanismus, dozou gehéiert och elo eventuell d'Rekapitalisatioun vun der Europäescher Zentralbank iwwert de Wee vun der Lëtzebuerger Zentralbank. Dat heescht: Wéi wäit kënne mir goen?

An déi zweet Fro, dat ass - déi betrëfft och Griichenland: Wéi wäit ka Griichenland op deem dote Wee matgoen? Wéi wäit kann déi Souveränitéit vu Griichenland respektéiert ginn?

Dir selwer, Här Premierminister, hat eng Kéier vu limitéierter Souveränitéit geschwat, wat Griichenland ugeet. Haut héiere mer aus Däitschland, datt den Här Kauder geschwat huet vum Asetze vun engem EU-Statskommissär, fir Griichenland ze géréieren, wat nach e Schrëtt méi wäit wär. Hutt Dir dozou eng Meenung? Dat heescht, wéi wäit wëllt Dir déi griichesch Souveränitéit respektéieren a respektéiert gesinn, fir datt Griichenland selwer säi Wee aus där doter Schold erausfënnt?

Ech wëll vläicht nach ee Kommentar maachen, well ech d'traditionell Europabegeeschterung, déi Der och hei ëmmer erkläert, kennen a respektéieren. Dir sot dacks, Europa, dat wär eis Friddensuerdnung. An dat stëmmt. Dat ass jo vu kengem Mënsch a Fro gestallt. Ech mengen, op jidde Fall ass mir nach ni iergendee begéint an der Politik, deen net gelueft hätt, datt d'Iddi vun der europäescher Integratioun eng Friddenssécherung an eng Friddensuerdnung an Europa schaaft an erhält. Dat ass net d'Fro.

Mä d'Fro ass awer, wann Der Iech deen doten Aspekt am besonnesche Fall Griichenland virun Ae féiert, nämlech dee vum Fridden an der Balkanregioun an och wat Griichenland selwer ugeet, da froe mir eis awer, Här Premierminister, ob Der net sollt e wichtege Käschtepunkt, deen d'Griichen nach ëmmer hunn, nämlech dee vun de Militärdépensen, och doduerch upaken, datt Der Drock op d'Tierkei maacht, fir datt déi emol déi griichesch Souveränitéit ëm de Loftraum an d'territorial Gewässer respektéieren, och eventuell Drock ewechhuelen, wat déi illegal Immigratioun ugeet, an doduerch och Griichenland hëlleft, manner Dépensen an deene Secteure mussen ze maachen.

An dat ass en Deel vun europäescher Friddensuerdnung, wa mer iwwert d'Situatioun a Griichenland schwätzen. Och iwwer Zypern iwwregens. Och wa mer d'Situatioun op Zypern géifen e Schrëtt no vir kréien an där tierkescher Okkupatioun, déi säit '74 do ass, en Enn kéinte bereeden, och dat géif vläicht der Verschëldung vun deem Stat hëllefen.

Ech soen dat hei, well Dir Iech ëmmer asetzt fir eng europäesch Friddensuerdnung. Mä dat do si konkret Fäll, wou Der dat kéint iwwersetzen, an zum Benefiss och vun der griichescher finanzieller Situatioun.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Kartheiser. An den Här Premier kritt d'Wuert.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Här President, den Här Kartheiser huet hei eng Rei vu Froe gestallt, déi en a senger Question urgente net, jiddefalls net direkt...

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Et läit mer um Häerz, Här Premier.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Jo, ben enfin. Wann ech Äert Häerzensleed kann no ënne korrigéieren, da maachen ech dat mat enger Begeeschterung, déi Der Iech iwwerhaapt net virstelle kënnt.

(Hilarité)

Ech wëll awer op déi Froen, och déi Der zousätzlech gestallt hutt, gären agoen. Ech hunn effektiv am Zesummenhang mat Griichenland, mä net nëmme mam griichesche Zesummenhang, vu limitéierter Statssouveränitéit geschwat, well ech eppes beschreiwen, wat besteet. Wann ee Land sech muss un den Eurogroup wennen, fir Hëllefstellung finanzieller Natur, an net nëmme finanzieller Natur, ze kréien, a wann e Land faillite geet, ouni dass déi Hëllefstellung kënnt, dann ass dat Land net méi souverän, well et brauch, fir selwer kënnen ze iwwerliewen, een aneren.

Wann ee Land Virschréfte gemaach kritt strengsten Zouschnëtts, wat et muss maachen a wat et net méi däerf maachen, fir déi Suen ze kréien, dann huet dat Land nach just eng limitéiert Souveränitéit. Ech hunn also u sech näischt gefrot, wat soll kommen, mä ech hunn eppes beschriwwen, wat schonn do ass, an ech hunn dat mat Bléck op Griichenland wierklech net beleidegend fir d'griichescht Vollek oder fir d'Regierung oder fir d'Parlament vun deem Land gemengt, mä fir drop opmierksam ze maachen, dass e Land, wat ënner Programm ass - datselwecht ass fir Irland a fir Portugal de Fall -, net méi an deemselwechte Mooss Souveränitéitsrechter kann exercéieren, wéi aner Länner dat maachen.

Dir wësst aus Ärer fréierer griichescher Tätegkeet - ech huelen un, dass Der nach Reschtbestänn vu Bekannten a Griichenland hutt -, dass ech zu deene beléifteste Politiker a Griichenland gehéieren. Dat ass zu Lëtzebuerg periodesch och de Fall, mä a Griichenland verfestegt dat sech, well ech iwwer Griichenland net esou blöd hierfalen, wéi aner Leit dat maachen, well ech duerchaus d'Situatioun gesinn, virun allem vun den Duerchschnëttsgriichen, déi hei e schwéiere Präis musse bezuele fir Feeler a Verfeelungen, déi si net gemaach hunn.

Gitt dervun aus, dass ech a menge Gespréicher, souwuel mat der griichescher wéi mat der tierkescher wéi mat der däitscher a mat der franséischer Regierung den Aspekt Militärdépensen a Waffenhandel regelméisseg uspriechen. Ech wëll dat hei net weider ausféieren. Et ass ganz evident, dass ee Land, wat 5% vu sengem PIB muss zu Verteidegungszwecker an engem Militärbündnis zur Verfügung stellen, fir sech, wéi et schéngt, géint Iwwergréffer, déi theoretesch denkbar si vun engem groussen Noper, ze wieren, an dass anerer, déi ansonsten nawell gäre soen, ganz Europa géif däitsch schwätzen a jiddweree soll sech u bestëmmte Regelen halen, awer déck um Waffenhandel no Griichenland verdéngen! Dat gehéiert och mat zu enger Gesamterörterung vun där griichescher Fro.

Griichenland, mat deem mir eis och an der Flüchtlingsfro solidaresch weisen, well mer alleguerten zesummen décidéiert hunn, dass mer keng Flüchtlingen, déi aus Griichenland kommen, well se iwwert d'tierkesch Grenz a Griichenland erakomm sinn, dass mer déi net méi zréckschécken. Also droe mer do een Deel vun der Laascht mat. Dat ass fir eis och méi einfach, also fir déi aner Länner, wéi fir d'Griiche selwer.

Zu Ärer eigentlecher Fro, wou Der ofstellt op Äusserungen, déi d'Generaldirektesch vum Internationale Währungsfong soll gemaach hunn a puncto Bedeelegung un der Léisung vun der Gesamtscholdekris a Griichenland am direkten Zesummenhang mat der Privatgläubigerbeteiligung, „private sector involvement", do wollt ech Iech soen, dass et net de Gebrauch vun der Regierung ass an et dem Eurogroup-President och net gutt zu Gesiicht steet, fir Presseartikelen ze kommentéieren.

Well dat awer eng gewësse Verbreedung fonnt huet, wëll ech Iech just soen, dass ech d'Vertrieder vum Internationale Währungsfong de leschte Méindeg an den Eurogroup invitéiert hat, den Här Poul Thomsen, deen zoustänneg ass fir de Griichenlandprogramm, an dass deen zu kengem Moment Pressioun op d'Europäesch Zentralbank an där Sitzung gemaach huet, fir dass d'Zentralbank am Zesummenhang mat där Ëmscholdungsfro soll Perten agoen.

Entre-temps huet och d'Generaldirectrice vum Fonds Monétaire International - nozeliesen op der dpa gëschter Owend véierel op sechs an AFP zwanzeg op sechs - dementéiert, dass se dee Versuch géif maachen, fir d'Europäesch Zentralbank an d'Flicht ze huelen.

Souwisou, déi Statstitren, déi Statspabeieren, déi d'Europäesch Zentralbank opkaaft huet, déi sinn am Kader vum „securities markets programme" vun der Europäescher Zentralbank opkaaft ginn. Dofir ass d'Europäesch Zentralbank, déi onofhängeg ass, eleng zoustänneg, wéi och déi national Glidderunge vum europäeschen Zentralbankesystem. Déi hunn eis net ze froen, d'EZB, an och net d'Lëtzebuerger Zentralbank, fir dat ze maachen. A mir hunn hir och net ze soen, wéi se den Ëmgang mat deene Pabeiere soll fleegen, déi se do kaaft huet.

Ech wëll awer soen, dass dat keng, esou wéi ech dat gesinn haut - an deene Geschichten do muss een ëmmer soen „haut", well muer de Moien, da ka schonn erëm eppes anesch ters sinn -, dass dat net zu grousse Verwerfunge géif féieren. Ech kann hei net soen, fir wéi vill Milliarden - well et handelt sech natierlech ëm Milliarden - d'Europäesch Zentralbank där Pabeiere kaaft huet, well dat sinn „market-sensitive" Donnéen. Déi kann een net einfach esou doruechter erziele goen.

Mä déi Pabeieren, déi d'Zentralbank kaaft huet, déi si mat enger considérabler Décote par rapport zu dem facialen an dem Nominalwäert deemools kaaft ginn, sou dass u sech, géif d'Zentralbank dat maachen, vun deem Dir sot, dass d'Madame Lagarde gesot hätt, si soll dat maachen, dat zu kenge gréissere Perten, souguer zu praktesch iwwerhaapt kenge Pertë géif féieren, wouraus sech och ergëtt, en termes vu Rekapitaliséierung vun der Europäescher Zentralbank an der Lëtzebuerger Zentralbank, dass nëmme ganz kleng potenziell negativ Finanzbelaaschtunge kéinten op eis duerkommen, falls der iwwerhaapt géifen op eis duerkommen.

M. le Président.- Merci dem Här Statsminister. Domadder wier déi Fro beäntwert. Da kéime mer zu der leschter Question urgente, der Nummer 1889 vum Här Félix Braz iwwert d'Commission communale consultative d'intégration. Den Här Braz huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an der Regierung stinn zéng Minutten Zäit zou, fir drop ze äntwerten. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

11. Question urgente n°1889 de M. Félix Braz sur la commission communale consultative d'intégration

M. Félix Braz *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Mir hunn déi Fro de Mëtteg um hallwer zwou gestallt. Ganz séier ass d'Urgence unerkannt ginn, an d'Ministesch huet sech och bereet erkläert, de Mëtteg nach ze äntwerten. Dofir Merci, dass dat esou séier konnt goen.

Déi Fro betrëfft e Sujet - mir hunn de Mëtteg iwwer ganz wichteg Saache geschwat -, e Sujet, deen an eisen Aen och ganz wichteg ass, nämlech d'Aart a Weis, wéi mer hei zu Lëtzebuerg d'Matbierger, déi en anere wéi de Lëtzebuerger Pass hunn, um Liewe vun de Gemengen, um administrativen a politesche Liewe vun de Gemenge wëlle bedeelegen. Déi lescht Regierungen hu successiv an dëser Matière légiféréiert a reglementéiert, an den aktuell leschte Stand ass d'Gesetz vum 16. Dezember 2008 iwwert d'Integratioun, opgrond vun deem mer eng Rei Reglementer och sollte geholl hunn, notamment iwwert déi „kommunal konsultativ Kommissioune fir d'Integratioun", wéi dat jo elo neierdéngs heescht.

D'Gesetz huet, wéi gesot, méi wéi dräi Joer schonn hanneru sech. Vum Datum vun de Gemengewahle war zënter sechs Joer bekannt, dass dat am Oktober 2011 wier. Leider huet et ganz laang gedauert, aus Grënn, déi mir net ersiichtlech sinn, bis d'Regierung de Règlement grand-ducal geholl huet opgrond vun deem Gesetz vun 2008. Dee Règlement grand-ducal, deen déi Matière sollt regelen, ass eréischt no de Gemengewahle selwer geholl ginn, am November 2011.

An do steet dann, wéi d'Gesetz et och virgesäit, dran, dass déi nei Kommissioune spéitstens dräi Méint nom Zesummekomme vum neie Gemengerot mussen a Kraaft sinn an dass och spéitstens zwee Méint nom Akraafttriede vum neie Gemengerot och den Appel à candidatures misst ofgeschloss sinn, dee muss gemaach gi vun de Gemengen. An opgrond vun deene Kandidaturen, déi dann erakommen, mécht de Schäfferot dem Gemengerot eng Propositioun, fir déi Leit ze designéieren, déi an déi konsultativ Kommissioun solle kommen.

Wa mer de Kalenner kucken, da gesi mer, dass mer elo praktesch an all de Gemengen - dovu ginn ech emol aus - um Enn vun deem Délai vun zwee Méint sinn, dass also elo just nach spéitstens an dësen Deeg den Délai fir d'Kandidature misst ufänken. Dat ass sécher keng gutt Aarbecht, dat ass definitiv ze spéit, dat kann een net anescht gesinn, bei all guddem Wëllen a Verständnis, déi ee kann hunn. Dat do ass a mengen Ae schifgaangen.

Elo hunn ech och héieren, dass eng Broschür sollt gemaach ginn, mam Zil eben, en Appel à candidatures ze ënnerstëtzen, an der Hoffnung, dass méi Leit sech géife mellen, fir an de Gemengen deelzehuelen. Eng Rei Gemengen hunn dat och gemaach, déi hu scho reagéiert.

Ech wollt vun der Ministesch just wëssen, ob déi Broschür tatsächlech nach gedréckt gëtt, well et sënnlos wier, wa se och nach muer géif distribuéiert ginn, da missten d'Leit bannent zwee oder dräi Deeg drop reagéiert hunn.

Wann déi Broschür net gedréckt gëtt, ass d'Fro, ob awer scho Fraisen ugefall sinn, déi da fir näischt gewiescht wieren. A wann déi Broschür net gemaach gëtt, ob d'Regierung dann awer nach iergendeppes anescht wéilt ënnerhuelen an där kuerzer Zäit, déi bleift, fir wéinstens dach e Signal ze setzen iwwert d'Medien, ënner iergendenger Form, fir d'Leit ze encouragéieren, sech ze melle fir eng Plaz an deene Konsultativkommissioune fir d'Integratioun.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Braz. D'Wuert kritt elo d'Familljeministesch, d'Madame Marie-Josée Jacobs.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Merci, Här President. Ech wëll op déi Froe vum Här Braz äntwerten: De Règlement grand-ducal war den 8. November 2010 am Regierungsrot, den 8. Abrëll 2011 ass den Avis vum Conseil d'État komm, an en ass publizéiert ginn den 22. November. A mir rechnen aneschters wéi den Här Braz, sou datt mer soen, et sinn dräi Méint no der Publikatioun vum Reglement, sou datt mer op den 22. Februar kommen, wou mussen déi Kommissiounen da sech konstituéieren.

Dir hat nach eng aner Fro gestallt, an zwar wéini datt d'Gemengen doriwwer informéiert wiere ginn. Dat war den 30. November, wou eng Circulaire erauskomm ass vum Intérieur, wou och drastoung, datt déi Gemengen, déi Froen hätten oder interesséiert wieren, sech kéinte mellen am Office luxembourgeois d'accueil et d'intégration. Do ass eng Fro vun der Gemeng Beetebuerg komm. All aner Gemenge schéngen do kee Besoin gehat ze hu vun Informatioun.

Mir haten och an där leschter Legislaturperiod, wou eigentlech an de Gemengen nach net allgemeng eng Kommissioun gebraucht gi war, ronn 80 Gemengen, déi eng Kommissioun haten, sou datt een och dovu kann ausgoen, datt eigentlech all Mënsch wousst, datt dat do och elo géif geschéien.

Mir hunn ofgesinn dovun, fir nach eng Broschür ze maachen oder en Dépliant ze maachen oder wat och ëmmer, wat nach géif Geld kaschten, well et effektiv net méi de Moment zweckführend ass, fir dat nach ze maachen. Näischt verhënnert awer, fir nach eng Kéier ee Communiqué erauszeginn an dräi oder véier verschiddene Sproochen, fir all d'Leit ze motivéieren, awer eventuell da sech als Kandidat ze mellen.

Ech wëll och soen, datt déi ganz vill - an ech denken, datt Der d'Geleeënheet hat, och déi verschidden Etüden ze gesinn, déi vun dem CEFIS ënner anerem gemaach goufen iwwert d'Bedeelegung vun den Auslänner bei de Gemengewahlen -, och déi ganz vill, ganz vill Aarbecht, déi och vu villen Organisatioune gemaach gouf, awer weist, datt trotz deene villen Démarchen, och vun de Gemengen hirer Säit, awer eng ganz beschränkten Zuel vu Leit sech do aschreiwe ginn. Duerfir hoffen ech, datt da vläicht deen een oder deen anere sech awer géif hei wëlle mellen, fir an de Kommissiounen do matzemaachen, well ech sinn och der Meenung, wéi den Här Braz, datt et wierklech eng wichteg Aufgab ass, déi do kéint gemaach ginn, an datt et och gutt wier fir d'Cohésion sociale, wann och méiglechst vill Leit do och kéinte matmaachen.

Merci, Här President.

M. le Président.- Merci der Familljeministesch. Domadder wiere mer och um Enn vun deem Punkt.

12. Hommage à M. Marc Fischbach, Médiateur

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, zum Schluss vun eiser éischter Sitzung vum neie Joer erlaabt mir, an all Ärem Numm e puer Wierder ze verléieren iwwer eise Kolleeg Marc Fischbach, dee virun aacht Joer vun der Chamber als éischten Ombudsmann gewielt ginn ass an deem säi Mandat elo op en Enn kënnt.

No enger laanger politescher Carrière vun 1979 bis 1998 an engem Ofstiecher als Riichter um Europäesche Mënscherechtsgeriichtshaff zu Stroossbuerg vun 1998 bis 2003 hat de Marc Fischbach 2003 seng Kandidatur fir de Poste vum nei geschafenen Ombudsmann gestallt.

Dëst war fir de Marc Fischbach sécherlech keng einfach Entscheedung. Wéi déi meescht vun Iech sech sécherlech nach kënnen erënneren, war d'Schafe vun engem Ombudsmann deemools net onëmstridden, well vill Leit net onbedéngt vun der Noutwendegkeet vun esou enger Institutioun iwwerzeegt waren. Derbäi koum, datt de Marc Fischbach wéinst senge fréiere Fonctiounen als Minister net onbedéngt d'Unanimitéit deemools fir dëse Poste gemaach huet. Trotzdeem ass hien den 18. Dezember 2003 vun der Chamber als éischte Médiateur gewielt ginn.

Den Opbau vun dëser neier Institutioun ass sécherlech eng vun deene gréissten Erausfuerderunge gewiescht, där de Marc Fischbach sech a senger laanger berufflecher a politescher Carrière huet misse stellen. Fir d'Éischt huet hien dës Institutioun misse mat Inhalter fëllen a seng Akzeptanz duerch de Bierger sech lues a lues erschaffen. Mä wien de Marc Fischbach kennt, dee weess, datt hien e Mann mat vill Courage an Engagement ass, an esou konnt hien op seng fréier Erfahrung als Minister zréckgräifen, a seng detailléiert Kenntnisser vun dem Fonctionnement vun de Stats- a Gemengeverwaltunge sinn him an der Ausübung vu senger Fonctioun entgéintkomm.

Doniewent hat hien ëmmer e gutt Gespier fir d'Uleiesse vun de Leit dobaussen an hirem alldeegleche Kontakt mat den öffentleche Verwaltungen. Hien huet ganz besonnesch a sengen éischte Jore vill Opklärungsaarbecht bei de Bierger misse leeschten, fir hinnen ze erklären, datt hien net fir alles zoustänneg wier an och net alleguerten hir Problemer kéint léisen.

Doniewent hat hien et net ëmmer einfach, fir d'Verwaltungen dovun ze iwwerzeegen, datt et him net géif drëm goen, fir hinne periodesch e béise Fanger ze maachen, mä datt hien d'Erausfuerderung doranner gesinn huet, fir d'Effizienz vum Stats- a Gemengenapparat ze verbesseren. De Marc Fischbach huet dëst Amt duerch seng Kompetenz, seng Neutralitéit a säin Engagement a kuerzer Zäit zu enger unerkannter Institutioun an eisem Land an an eiser Gesellschaft gemaach.

Hien huet sech awer ganz besonnesch ëmmer derfir agesat, datt méi Vertrauen an déi oft schwiereg Relatioun tëschent dem Bierger an de Verwaltunge konnt entstoen. Als éierleche Vermëttler huet hien esou oft béiden onnéideg Prozeduren op dem Verwaltungsgeriicht erspuert, mä konnt awer och gläichzäiteg op eng komplementar Aart a Weis de Bierger bei sengen Démarchë vis-à-vis vun de Verwaltungen ënnerstëtzen.

De Marc Fischbach huet awer och ëmmer erëm op d'Defiziter am Fonctionnement vun de Verwaltungen higewisen. Allerdéngs huet hien net einfach nëmmen d'Fanger op d'Wonne geluecht, mä hien huet gläichzäiteg versicht, Pisten opzezeechnen, wéi dës Defiziter um Niveau vun de Verwaltunge kéinte behuewe ginn an domadder hir Effizienz verbessert.

Erlaabt mir, just zwou Zuelen ervirzehiewen, déi méi wéi déi beschte Ried ënnermaueren, wat fir en Aarbechtsvolumen de Marc Fischbach an deenen aacht Joer vu sengem Mandat bewältegt huet.

Säit 2003 hu sech net manner wéi 30.000 Biergerinnen a Bierger un hie gewannt an iwwer 7.000 Recommandatioune si gemaach ginn. Besonnesch ervirsträiche wëll ech awer, datt an 80% vun deenen Dossieren, wou de Médiateur sech kompetent erkläert huet, säi Vermëttelen zu enger positiver Léisung am Interessi vun de Bierger gefouert huet.

An der Zwëschenzäit sinn dem Ombudsmann seng Kompetenzen erweidert ginn. An esou ass hie säit 2010 dann och zoustänneg fir d'extern Kontroll vun deenen Etablissementer, wou d'Leit sech net kënne fräi bewegen, wéi zum Beispill am Prisong.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll zum Schluss vu mengen Ausféierungen awer nach ganz besonnesch zwee Punkten ervirhiewen, déi mech perséinlech an der Amtsféierung vum Marc Fischbach am meeschte beandrockt hunn. Fir d'Éischt déi Aart a Weis, wéi de Médiateur während all deene Jore mat der Chamber zesummegeschafft huet, ugefaange beim alljährleche Rendez-vous hei am Plenum, wou hien an engem gutt gefëlltene Sall an a Präsenz vun der gesamter Lëtzebuerger Press säi Rapport virgestallt huet an eng Rei vu Kritiken a Recommandatiounen virbruecht huet. Dann awer och seng grouss Disponibilitéit, fir a ville Sëtzunge mat der zoustänneger Kommissioun op all eenzel Punkte vu senge Joresberichter anzegoen an och den Deputéierte Ried an Äntwert ze stoen.

Hien huet esou net nëmme seng eegen Institutioun op eng effikass a flott Aart a Weis duergestallt, mä huet och an engem gewëssene Sënn zu enger méi grousser Reflexioun an de parlamentareschen Aarbechte bäigedroen, andeems hien d'Chamber a seng Iwwerleeunge mat agebonnen huet.

De Marc Fischbach huet et awer virun allem fäerdegbruecht, d'Institutioun vum Médiateur esou an eiser Gesellschaft ze verankeren, datt et kengem méi haut géif afalen, dës a Fro ze stellen. An duerfir si mir him alleguerten e ganz déiwe Merci schëlleg, deen ech him dann och am Numm vun eis alleguerte vun dëser Plaz aus wéilt ausdrécken.

Merci, Marc, a fir d'Zukunft wënsche mir dir all Guddes, an der Hoffnung, dech nach oft op där enger oder anerer Plaz erëmzegesinn.

(Applaudissements)

Sou, elo kritt d'Wuert de President vun der Petitiounskommissioun, den Här Camille Gira.

M. Camille Gira *(déi gréng)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, an engem Land, wou d'Devise ass: „Mir wëlle bleiwen, wat mir sinn", ass et net einfach, enger neier Institutioun zum Duerchbroch ze verhëllefen. Dem Marc Fischbach ass dat awer mat der Institutioun Ombudsmann erstaunlech séier gelongen. An ech mengen, dat ass virun allem, well e ganz séier seng total Onofhängegkeet a seng absolut Neutralitéit glafwierdeg no bausse konnt vermëttelen.

An engem Land, wou d'Séparation des pouvoirs éischter tëschent Majoritéit an Oppositioun verleeft wéi tëschent Exekutiv a Legislativ, ass et net einfach, dass e Parlament sech emanzipéiert. De Marc Fischbach huet an all deene Joren eisem Parlament gehollef, dësen Emanzipatiounsprozess e Stéck weiderzebréngen, andeem en eis kloer argumentéiert Virlage geliwwert huet, fir eiser Kontrollfonctioun vis-à-vis vun der Regierung méi gerecht ze ginn.

Ech woen hei zum Beispill ze froen, ob mer schonn eng Reform vum Arbeitsamt gemaach hätten, wann de Médiateur net iwwer Joren an onofhängeg dovun, wien Aarbechtsminister war oder ass, d'Fangeren do an d'Wonn geluecht hätt. An ech géif mer wënschen, dass mer méi oft an deem Haus hei esou Virlagen, déi vum Médiateur kommen, géifen opgräifen an iwwer Parteigrenzen ewech an iwwert d'Trennlinn tëschent Oppositioun a Majoritéit ewech am Intérêt vun de Bierger a Biergerinnen eng Rei Saachen, déi net fonctionnéieren oder net gutt fonctionnéieren, an eisem Stat ëmsetzen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an engem Land, wou jiddwereen ee kennt, deen ee kennt, fir zu Sengem ze kommen, ass et méi wéi anzwousch anescht wichteg, dass déi, déi kee kennen, eng neutral Ulafstell hunn, déi hinnen hëlleft, och zu hire Rechter ze kommen. Dass de Médiateur dës Roll erfëllt, weist déi iwwerproportional Zuel vun Auslänner a Grenzgänger, déi hien an de leschte Joren ëm Rot gefrot hunn.

An engem Land, wou vill iwwer Sträitkultur geschwat gëtt, se awer wéineg applizéiert gëtt, wann et drëms geet, d'Bierger méi no anzebannen, gëtt et héich Zäit, dass mer déi Awunner an Awunnerinne méi konkret an d'Décisiounsprozesser abannen. Duerfir huet d'Petitiounskommissioun d'Iddi vum Médiateur opgegraff, fir an de Petitiounsprozeduren net nëmmen d'modern Technik unzuwennen, mä och, dass mer an Zukunft öffentlech Petitioune kënnen hei unhuelen an dass mer och doriwwer iwwer e Forum vun der Chamber diskutéieren. D'Konzept vun dësen öffentleche Petitioune steet an Tëschenzäit. An ech hoffen, dass, wa mer elo nach déi néideg legislativ Basis kréien, se fir den 1. Januar 2013 a Kraaft kann trieden.

Ech wëll zum Schluss am Numm vun der Petitiounskommissioun dem Marc Fischbach villmools Merci soe fir déi vill Impulser, déi dëst Parlament kritt huet, déi awer och besonnesch d'Petitiounskommissioun kritt huet. Ech wëll am Numm vun der Petitiounskommissioun dem Marc Fischbach e ganz häerzleche Merci soe fir déi onkomplizéiert, onformell a produktiv, an engem Wuert ganz flott Zesummenaarbecht an deene leschte Joren.

A selbstverständlech wëll ech hei op dëser Plaz am Numm vun der Petitiounskommissioun senger Nofolgerin déiselwecht konstruktiv Zesummenaarbecht ubidden an dem Marc Fischbach eng Pensioun voller Aktivitéit wënschen.

Ech soen Iech Merci.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci. Domadder wiere mer um Enn vun eiser Sitzung. Déi nächst Sitzunge sinn d'nächst Woch den 31. Januar an den 1. an den 2. Februar.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 19.19 heures)

CHAMBRE
DES DÉPUTÉS

d'Chamber live
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

SÉANCE 15

MARDI,
31 JANVIER 2012

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • Mme Lydie Polfer, Vice-Présidente

Sommaire

1. Dépôt d'un projet de loi par M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale

- *M. Mars Di Bartolomeo*

2. Communications

- *M. le Président*

3. Ordre du jour

- *M. le Président*

4. Heure de questions au Gouvernement

- Question n°139 du 26 janvier 2012 de M. Roger Negri relative à la sûreté et la sécurité de la navigation aérienne et sur la situation actuelle à l'aéroport de Luxembourg, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures
- *M. Roger Negri - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- Question n°140 du 30 janvier 2012 de M. André Bauler relative à la construction d'un lycée pour professions de santé à Ettelbruck, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures
- *M. André Bauler - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- Question n°141 du 30 janvier 2012 de M. Ben Scheuer relative au nombre de demandes pour la Prime Car-e, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures
- *M. Ben Scheuer - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- Question n°142 du 31 janvier 2012 de Mme Viviane Loschetter relative aux contrats de travail à durée déterminée, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration
- *Mme Viviane Loschetter - M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*
- Question n°143 du 31 janvier 2012 de M. Fernand Kartheiser relative aux suites à donner au projet de loi 6127, adressée à Mme la Ministre de l'Égalité des chances
- *M. Fernand Kartheiser - Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre de l'Égalité des chances*
- Question n°144 du 31 janvier 2012 de M. Claude Adam relative aux retards persistants dans la gestion et le versement des aides financières de l'État pour études supérieures, adressée à M. le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
- *M. Claude Adam - M. François Biltgen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*

5. 6230 - Projet de loi portant adaptation du droit interne aux dispositions du Statut de Rome de la Cour pénale internationale, approuvé par une loi du 14 août 2000 portant approbation du Statut de Rome de la Cour pénale internationale, fait à Rome, le 17 juillet 1998

6231 - Projet de loi réglementant les modalités de la coopération avec la Cour pénale internationale

- *Rapport de la Commission juridique: M. Paul-Henri Meyers*
- *Discussion générale: Mme Lydie Polfer, M. Félix Braz, M. Jacques-Yves Henckes, M. Alex Bodry, M. Serge Urbany (M. Fernand Kartheiser pose une question)*
- *M. François Biltgen, Ministre de la Justice*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi 6230 et dispense du second vote constitutionnel*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi 6231 et dispense du second vote constitutionnel*

6. 6272 - Projet de loi portant

- introduction de la médiation en matière civile et commerciale dans le Nouveau Code de procédure civile;
- transposition de la Directive 2008/52/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2008 sur certains aspects de la médiation en matière civile et commerciale;
- modification de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;
- modification de l'article 3, paragraphe (1), point 1. de la loi du 3 août portant mise en application du règlement (CE) n°4/2009 du 18 décembre 2008 relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions et la coopération en matière d'obligations alimentaires, modifiant le Nouveau Code de procédure civile; et
- modification des articles 491-1 et 493-1 du Code civil

4969 - Proposition de loi portant introduction de la médiation civile et commerciale dans le Nouveau Code de procédure civile

- *Rapport de la Commission juridique sur le projet de loi 6272: M. Léon Gloden*
- *Présentation de la proposition de loi 4969: Mme Lydie Err*
- *Discussion générale: M. Serge Wilmes, Mme Lydie Polfer, Mme Viviane Loschetter (dépôt d'une motion), M. Jacques-Yves Henckes, Mme le Président (motion n°1 modifiée)*
- *M. François Biltgen, Ministre de la Justice (Mme Viviane Loschetter et Mme Lydie Err posent des questions)*
- *M. Jacques-Yves Henckes, M. François Biltgen*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi 6272 et dispense du second vote constitutionnel*
- *Retrait du rôle de la proposition de loi 4969*
- *Motion 1 modifiée: Mme Viviane Loschetter*
- *Vote sur la motion 1 modifiée (adoptée)*

7. 6205 - Proposition de révision de l'article 52 de la Constitution

6206 - Proposition de loi portant modification de la loi électorale modifiée du 18 février 2003

- *M. le Président*
- *Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle sur la proposition de révision de la Constitution 6205: M. Paul-Henri Meyers*
- *Présentation de la proposition de loi 6206: M. Eugène Berger*
- *Discussion générale: M. Serge Wilmes, M. Alex Bodry (M. Eugène Berger et M. Fernand Kartheiser posent des questions), Mme Josée Lorsché, M. Jacques-Yves Henckes, M. Serge Urbany*
- *M. François Biltgen, Ministre de la Justice*
- *Premier vote constitutionnel sur l'ensemble de la proposition de révision de la Constitution 6205 (rejetée)*
- *Premier vote constitutionnel sur l'ensemble de la proposition de loi 6206 (rejetée)*

8. Hommage à Mme Lydie Err

- *M. le Président*
- *Mme Lydie Err*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; MM. François Biltgen, Mars Di Bartolomeo, Claude Wiseler, Nicolas Schmit, Mmes Octavie Modert et Françoise Hetto-Gaasch, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

1. Dépôt d'un projet de loi par M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Jo, Här President, ech hunn déi grouss Éier, am Numm vum Grand-Duc a fir d'Regierung der Chamber d'Rentereform ze iwwerginn, déi eise Rentesystem soll laangfristeg ofsécheren.

6387 *- Projet de loi portant réforme de l'assurance pension et modifiant:*

1. le Code de la sécurité sociale;

2. la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de fer luxembourgeois;

3. le Code du travail

M. le Président.- Ech ginn Iech Akt vun Ärem Dépôt, Här Minister.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Merci.

2. Communications

M. le Président.- Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) Fir d'Éischt ass d'Lëscht vun deenen neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten um Bureau déposéiert.

2) Da gouf folgend Propositioun an der Administration parlementaire déposéiert de 26. Januar vun den Häre Bausch, Lux, Meisch, Spautz a mir selwer: d'Proposition de modification du règlement 6386, déi d'Kapitel 9 vun eisem Chambersreglement ofännert.

Communications du Président - séance publique du 31 janvier 2012

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau. Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Une proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés a été déposée à l'Administration parlementaire:

6386 *- Proposition de modification du chapitre 9 du Titre V «Procédures et dispositions particulières» du Règlement de la Chambre des Députés*

Dépôt: MM. François Bausch, Lucien Lux, Claude Meisch, Laurent Mosar, Marc Spautz, Députés, le 26.01.2012

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

D'Presidentekonferenz huet fir dës Woch folgenden Ordre du jour virgeschloen:

Haut de Mëtteg hu mer fir d'Éischt eng Froestonn un d'Regierung; duerno de Projet de loi 6230 an de Projet de loi 6231 iwwert d'Cour pénale internationale, déi mer zesummen an enger Diskussioun nom Modell 1 wäerte behandelen. Dann hu mer de Projet de loi 6272 an d'Proposition de loi 4969 iwwert déi zivil Médiatioun, déi zesumme behandelt ginn an enger Diskussioun, nom Modell 1. Dann hu mer d'Propositioun 6205 iwwert d'Ofännerung vum Artikel 52 vun eiser Verfassung an d'Proposition de loi 6206, eng Ofännerung vum Wahlgesetz, déi mer dann och zesummen an enger Diskussioun nom Modell 1 wäerte behandelen.

Muer de Mëtteg um zwou hélt d'Chamber fir d'Éischt en neie Member op. Dann hu mer e puer Ofännerungen an der Zesummestellung vun de Kommissiounen an internationalen Delegatiounen. Dann hu mer de Projet de loi 6305 iwwert d'Société de gestion de patrimoine familial, nom Basismodell. Duerno hu mer de Projet de loi 6355 iwwert d'TVA, och nom Basismodell, an da schlussendlech de Projet de loi 6288 iwwert den Offall, nom Modell 1.

Den Donneschdeg de Mëtteg hu mer um zwou Auer fir d'Éischt de Projet de loi 6286 iwwert d'Formation continue vun de Beruffschaufferen, nom Basismodell; dann de Projet de loi 6332, en Ofkommes mat Tunesien iwwert d'Sécurité sociale, nom Basismodell; dann eng Orientéierungsdebatt iwwert d'Soins palliatifs, nom Modell 1, a schlussendlech de Projet de loi 6338 iwwert d'Récidive internationale, nom Modell 1.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Haut de Mëtteg huet d'Chamber eng Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 83 vum Chambersreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir dorobber ze äntwerten. D'Froe kommen ofwiesselnd vun der Majoritéit an der Oppositioun. Als Éischt hu mer d'Fro N°139 vum Här Roger Negri un den Nohaltegkeetsminister iwwert d'Sécherheet am Fluchwiesen an iwwert déi aktuell Situatioun um Findel. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

4. Heure de questions au Gouvernement

- Question n°139 du 26 janvier 2012 de M. Roger Negri relative à la sûreté et la sécurité de la navigation aérienne et sur la situation actuelle à l'Aéroport de Luxembourg, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

M. Roger Negri *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de rezente Sträit iwwert d'Lizenze vun de Fluglotse weist op en déiwe Malaise hin, wat d'Zesummenaarbecht vu verschiddenen Acteuren um Flughafe betrëfft. D'Tatsaach, dass esou en interne Sträit net nëmme public gouf, mä zu engem gewëssene Moment de Fonctionnement vum Flughafen a Fro gestallt huet a spontan eng Reorganisatioun un der Spëtzt vun der DAC an der ANA zur Konsequenz hat, wërft Froen op, déi iwwert déi konkret Situatioun erausginn a sech och op

d'Sécherheet deemno um Flughafen am Allgemenge mat bezéien.

Duerfir wollt ech de Minister froen, wéi laang de Problem mam Ausstelle vun de Lizenze vun de Fluglotse scho bekannt war a wéi et méiglech ass, dass dee Problem an allerleschter Minutt duerch eng Verlängerung vun de Lizenzen nëmmen ëm ee Mount konnt geléist ginn.

Mengen Informatiounen no gëtt et och e vergläichbare Problem bei de Lizenze vun de Fligermécanicienen. Riskéiere mer do net eventuell, nach eng Kéier an déiselwecht Situatioun ze kommen?

Ass et richteg, dass iwwert déi rezent Virfäll e Bericht gemaach gëtt? Wa jo, gräift de Minister de Konklusioune vun dësem Bericht net vir, wann e scho virdru bekannt ginn huet, dass d'Kommunikatioun tëschent der DAC an der ANA an Zukunft net méi iwwert déi zwee Direktere soll lafen, mä dass et do zu enger neier Opdeelung vun den Aufgabe kënnt?

Riskéiert dës Approche net, den zukünftegen Dialog, dee jo awer esou schnell wéi méiglech erëm misst op eng konstruktiv Manéier gefouert ginn, ze hypothéquéieren?

Wat hält de Minister deemno vun der Iddi, all betraffen Acteuren erëm zesummen un e ronnen Dësch ze brëngen, fir dass d'Kommunikatiounsproblemer an d'Kompetenzfroen definitiv kënne geléist ginn?

Wéi steet et am Moment mam Personalmangel, dee regelméisseg vun de Personalvertrieder um Findel kritiséiert gouf? Sinn d'europäesch Direktiven an d'Reglementer fir de Lëtzebuerger Flughafe konform an d'Praxis ëmgesat?

An zum Schluss: Wéini kritt de Flughafen zu Lëtzebuerg dann endlech e Buedemradar, vun deem mer jo schonn zënter Jore schwätzen? An u wat hänkt et? Ass zum Beispill d'Commande dofir eraus, fir e Buedemradar, deen en essenziellt Sécherheetselement um Findel ass?

Här Minister, ech soen Iech Merci am Viraus.

M. le Président.- Merci dem Här Negri. An elo kritt den Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler d'Wuert.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President. Ech soen dem Här Negri och Merci fir déi sëlleche prezis Froen. Ech probéieren, och prezis drop ze äntwerten.

Fakt ass éischtens, datt tëschent deenen zwou Administratiounen, der Direction de l'aviation civile op där enger Säit, der Administration de la navigation aérienne op där anerer Säit, eng Rei gesetzlech Relatioune sinn. D'DAC ass per Gesetz d'Autorité de supervision et de certification an d'ANA ass per Gesetz e Serviceprovider. Duerfir ass et noutwendeg, normal, datt regelméisseg Échangen, Kommunikatioun tëschent deenen zwou Administratioune besteet an och muss bestoen. Dolaanscht komme mer net.

Dës Relatioun war an deene leschte Méint, an där leschter Zäit gestéiert. D'Kommunikatioun huet manifestement net esou fonctionnéiert, wéi se sollt fonctionnéieren, an et waren eng ganz Rei Tensiounen do.

Dir hutt elo just d'Fro vun de Lizenzen ugeschwat. Duerfir probéieren ech och, esou prezis wéi méiglech dorobber anzegoen. Mä déi Tensiounen, déi do waren, wëll ech awer soen, sinn och iwwert déi do Problematik erausgaangen.

Wat elo prezis dee Problem vum Risque vun der Netverlängerung vun de Lizenzen ugaangen ass, deen am Fong d'Origine dran hat, datt een huet misse wëssen, op wat fir eng Aart a Weis, wéi d'Stonnen, déi d'Fluglotse geschafft hunn, per Poste géifen enregistréiert ginn, wann ech just vun deem prezise Problem schwätzen - Dir hutt mer gesot: „Vu wéini u wousst Der dat?" -, da muss ech äntwerten, dat wousst ech u sech vun Dezember un, wou déi éischt Verlängerung sollt gemaach ginn.

Doropshi war och eng Réunioun an dem Transportdepartement am Infrastrukturministère, an et ass eng Verlängerung vun engem Mount gemaach ginn, fir u sech Clarificatioun ze schafen a fir d'Méiglechkeet ze ginn, fir d'Preuve vun dem Prestéiere vun dëse Stonnen an enger Form ze liwweren an ze kréien, wéi se fir d'DAC akzeptabel wier.

Doropshi sinn nach eng Rei Réuniounen an deem Mount, dee war, an dem Ministère - wou ech deelweis selwer derbäi war oder héich Beamte vu mengem Ministère derbäi waren - gefouert ginn, fir den Dossier weiderzekréien a fir e schlussendlech zu engem gudden Enn ze kréien.

Ech wëll awer dozou soen, datt dat a mengen Aen net normal ass, wéi dat passéiert ass a wéi dat do ofgelaf ass. Also, et ass net normal, datt esou een Dossier, deen esou wichteg ass, eréischt esou kuerz virum Délai kann zu engem gudden Ofschloss gefouert ginn. An et ass och net normal, datt de Ministère sech muss dorëmmer bekëmmeren, well hei handelt et sech ganz einfach ëm eng klassesch Aufgab, ëm eng einfach Prozedur, déi muss normal lafen, ouni datt do iergendwellech Diskussiounen an Interventioune vun engem Ministère - och wann en d'Autoritéit huet - noutwendeg misste sinn.

Ech hunn also doriwwer e Bericht gefrot. Dat hutt Der richteg gesot. Deen ass momentan nach net ofgeschloss. Dee wäert ech an deenen nächsten Deeg respektiv Woche kréien.

Mä deen Dialog muss awer fonctionnéieren, well et sinn och nach aner Saachen ze maachen. Et ass zum Beispill nach eng Certificatiounsprozedur, déi muss an deenen nächste Woche weidergefouert ginn. A mir hu keng Zäit ze verléieren. Duerfir war et fir mech einfach wichteg, datt deen Dialog, dee muss tëschent zwou Administratioune gemaach ginn, och all d'Méiglechkeete kritt, fir direkt weider ze fonctionnéieren. An duerfir hunn ech eng Rei Décisioune geholl, déi Der an der Press konnt liesen, nodeem datt mer laang Diskussioune mat deenen engen a mat deenen aneren haten, an och am Accord mat deenen engen a mat deenen aneren.

Dir hutt vun engem ronnen Dësch geschwat. Mir hate multipel Diskussioune mat där enger Administratioun a mat där anerer Administratioun, deelweis och mat den Administratiounen zesummen an deene leschte Méint. An ech hunn elo gemengt, déi hei Konklusioune wären déi richteg, fir esou schnell wéi méiglech vum Fleck ze kommen.

Ech hunn Iech awer gesot, datt och nach aner Froen do waren, an Dir hutt déi Froe vum Personal an dem Personalmangel ugeschwat. Dir wësst, datt mer scho relativ am Joer 2010 dorobber reagéiert hunn an datt et och esou war, datt de Februar 2011 d'Regierung en Aktiounsprogramm ugeholl huet, wou eng ganz Rei Mesuren, Moossnamen dra waren, an notamment eng ganz Rei Propositiounen, fir zousätzlech Personal ze rekrutéieren.

Esou ass u sech e Plan pluriannuel opgestallt ginn, wou tëschent de Joren 2010 an 2014 véier nei Beamte pro Joer rekrutéiert ginn. Dat heescht, d'Administratioun krut, wat d'Fonctionnairen ugeet, zwanzeg Posten an deene Joren zousätzlech zur Verfügung gestallt, wouvun der elo schonn zéng, eelef an zwielef disponibel kënne sinn, dat heescht, zwielef Posten zur Dispositioun stinn.

De Problem ass natierlech, déi Leit ze fannen, well dat, wat déi Administratioun brauch, sinn héich spezialiséiert Fonctionnairen, déi Kompetenze matbréngen, an déi fannt Der awer net einfach esou. Duerfir sinn natierlech Schwieregkeeten do, fir dat an d'Realitéit ëmzesetzen, d'autant plus datt, wann Der se musst als Fonctionnaire engagéieren, dat och gesetzlech eng ganz Rei Prozedure verlaangt, an déi hutt Der net direkt esou.

Duerfir huet d'Regierung och nach zousätzlech décidéiert, datt, fir de Besoin direkt kënnen ze erfëllen, och d'Administratioun d'Méiglechkeet kritt, fir eng Rei vun Experten anzestellen iwwer Contrat-d'experten. Do kënnen och..., tëschent 14 an 18 Contrat-d'expertë krute se autoriséiert, wann...

M. le Président.- Här Minister, Dir misst elo lues awer sécher zum Schluss kommen.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Ech hunn zwar nach fir zéng Minutten,...

(Hilarité)

...ech kann net alles beäntwerten, Här President.

Also, och do hu mer eng Rei Contrat-d'experten, et sinn der elo schonn eng ganz Rei engagéiert.

Et waren nach zwou, dräi aner Froen, déi mer gestallt gi waren. Ech huelen dann elo just déi wichtegst.

Wat d'Fligermécanicienen ugeet, do ass et esou, datt ech nogekuckt hunn, datt e Problem war virun enger Rei Méint mat der Formatioun, fir déi op d'Lizenz anzeschreiwen. Dee Problem war menges Wëssens geléist. Wann Dir elo anerer héieren hutt, neier héieren hutt, muss ech mech dorëms bekëmmeren, mä ech gesi se momentan net direkt, kucken awer gär duerno.

Dann de Buedemradar, do sinn d'Prozeduren, wat d'Marché-publicen ass, esou wäit färdeg. Mir waarde momentan op en Avis vun der DAC, wat de Fonctionnement duerno vum Buedemradar ugeet. Hu mer deen Avis, da kënne mer och déi Soumissioun zouschloen.

Zum Schluss wëll ech nach dat hei soen: Ech hunn och an der Press - ech hunn elo net d'Zäit, dorobber anzegoen - eng ganz Rei Saache gelies, wat do stoung, an ech - wéi gesot, ech wëll an ech kann net op alles agoen - wëll awer just eppes soen. Ech weess, datt an deene béiden Administratiounen, op béide Säite ganz vill Kompetenze sinn. An ech hätt och gär, datt zesummegeschafft gëtt an deenen Administratiounen do, mat all deene Kompetenzen, déi se op béide Säite matbréngen.

Ech mengen, datt mer elo e praktesche Wee fonnt hunn, fir déi Kollaboratioun ze maachen, an ech ziele fest drop, op jiddweree vun all deene Leit, déi concernéiert sinn, datt en eis mat op deem Wee do hëlleft, well et ass nach fir de Flughafe vill Aarbecht ze maachen.

Mir brauchen déi zwou Administratiounen, fir déi Aarbecht ze maachen. Mäi Rôle ass et, déi Konditiounen ze schafen, fir datt dat uerdentlech ka fonctionnéieren, an ech soen Iech just, datt ech mäi Bescht wäert maachen, fir déi uerdentlech Konditiounen do hinzekréien.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Nohaltegkeetsminister.

Mir kommen dann zu der Fro N°140 vum Här André Bauler, och nach eng Kéier un den Nohaltegkeetsminister, iwwert de Bau vun engem Lycée fir Gesondheetsberuffer zu Ettelbréck. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°140 du 30 janvier 2012 de M. André Bauler relative à la construction d'un lycée pour professions de santé à Ettelbruck, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

M. André Bauler *(DP).*- Merci, Här President. A senger Äntwert op meng parlamentaresch Fro vum 14. Juli 2010 iwwert den neie Lycée technique pour professions de santé zu Ettelbréck hat den Här Nohaltegkeetsminister mer matgedeelt, datt de Bauprogramm vun dëser Sekundarschoul schonn Enn 2008, also virun dräi Joer, festgehale gi war an datt hien Architekten- an Ingenieursbüroe mat der Ausaarbechtung vun dësem esou wichtege Projet fir de Klinikzentrum am Norde chargéiert huet.

Den Här Minister sot mer deemools, also virun annerhallwem Joer, datt d'Studien en vue vum Avant-projet amgaang wieren an datt d'Gebai nom Energie-Plus-Konzept gebaut gëtt. No 18 Méint erlaben ech mer dofir, folgend Froen ze stellen:

Éischtens, wéi wäit sinn d'Planungsaarbechte virugeschratt?

Zweetens, wéini gëtt den Avant-projet détaillé festgehalen, oder ass dat schonn de Fall?

Drëttens, ass den initiale Bauprogramm iwwerschafft ginn?

Véiertens, gi Synergië mat anere Schoulen ugestrieft, wat d'Notze vun de Raimlechkeeten ugeet?

Fënneftens, kann den Här Minister eis informéieren, ob schonn e Kalenner vun den Aarbechte virgesinn ass?

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Bauler. D'Wuert kritt nach eng Kéier den Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President. Ech wëll dem Här Bauler soen, wann e mer fënnef Froen esou hannerenee schéi propper stellt, ech muss da probéieren, déi all direkt ze mémoriséieren, fir em direkt dorop ze äntwerten. A mengem Alter ass dat net méi esou normal, datt dat alles hei fonctionnéiert,...

(Interruptions et hilarité)

...duerfir musst Der mer elo vun eent bis fënnef dat widderhuelen. Merci.

Also fir d'Éischt wat de Bauprogramm ugeet, do ass et esou: 430 Schüler, 16 Klassesäll, 6 Enseignement-cliniques-Säll, Administratioun, eng Salle polyvalente fir 200 m², dat ass de Sall. Et ass kee Sportssall do, Kantin an Internat, well dat muss mat deenen aneren um Schoulkomplex do ofgeséchert ginn. Och do si jo Planificatiounsaarbechten, déi amgaang sinn.

D'Gemeng ass momentan amgaang mat der Demande de PAP, déi en cours ass. Den Dossier, wat de Kommodo, Assainissement vum Terrain ugeet, dee soll Februar 2012 abruecht ginn.

D'Datumen, déi Der gefrot hutt, wann ech mech net iren, dat sinn déi vun dem Bauprogramm, wéi mer elo wëlle virgoen. Also den APD, Avant-projet définitif, deen ass am Dezember 2011 quasiment färdeg. D'Finalisatioun an d'Remarquen, déi do gemaach gi sinn, déi sinn elo en cours, nach dragesat ze ginn. D'Étude d'exécution, déi ass fir Ufank 2012, dat heescht elo virgesinn. D'Réceptioun vun den Autorisatiounen, déi ass am Fong fir Summer 2012 geplangt, an d'Previsioune fir d'Soumissiounen, déi ginn am Oktober 2012 gemaach.

Dee Moment ass och den Ufank vun den Aarbechte fir de Summer 2013 geplangt, an d'Soumissioun fir d'Démolitioun an den Assainissement, déi muss selbstverständlech dann e puer Méint virdru gemaach ginn, dat heescht Ufank 2013. Enn vun den Aarbechten an engem normal bis optimisteschen Zeenario, mä loosse mer emol soen normalen Zeenario, wär d'Rentrée 2016.

Waren dat elo Är fënnef Punkten?

(Assentiment)

Okay. Da soen ech Merci. Da behalen ech se awer nach.

M. le Président.- Merci dem Här Nohaltegkeetsminister.

Mir kommen dann nach zu enger Fro un den Nohaltegkeetsminister, nämlech déi mat der N°141 vum Här Ben Scheuer iwwert d'CAR-e-Primen. Här Scheuer, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°141 du 30 janvier 2012 de M. Ben Scheuer relative au nombre de demandes pour la Prime CAR-e, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

M. Ben Scheuer *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, säit Kuerzem ass den Autofestival nees amgaangen a vill Leit kucke sech no engem neien Auto ëm. De Fuerpark zu Lëtzebuerg huet sech an deene leschte Joren däitlech verbessert, wat d'Emissiounen ugeet. Et läit am Moment am Trend, fir sech en Auto ze kafen, deen net méi esou vill CO_2 ausstéisst.

Fir deen Trend ze ënnerstëtzen, bitt de Stat e ganze System u Primen un. De Verkeefer an de Keefer rechne mat der CAR-e-Prime, mä de Keefer muss leider laang op säi Geld waarden. Ech ginn dovunner aus, datt de Minister schonns iwwert d'Donnéeën aus dem Joer 2011 verfügt a sécher e puer Froe beäntwerte wäert.

Wéi vill Demandë si fir d'Prime CAR-e gestallt ginn?

Wéi vill Primë si bis elo ausbezuelt ginn?

Wéi laang sinn d'Délaien?

Wéi loosse sech d'Délaie vun der Demande bis zum Ausbezuele verkierzen, esou wéi de Minister et schonns e puermol ugekënnegt huet, scheinbar ouni grousst Resultat?

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Scheuer. D'Wuert kritt nach eng Kéier den Här Nohaltegkeetsminister.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President. Och hei probéieren ech, esou prezis wéi méiglech ze sinn.

Dat Éischt, wat ech wëll soen, wa mer iwwert déi Primë schwätzen, dat ass, datt a sech d'Resultat vun där Prime e Succès ass. Mir hu 27.500 Demanden, déi säit 2008 abruecht gi sinn, an et si momentan 21.500 Dossieren, déi entweder traitéiert oder en cours de traitement sinn. 18.500 Payementer si gemaach ginn, fir en Total vun 23 Milliounen Euro. 1.800 Dossiere si refuséiert ginn, 1.200 Dossiere mussen nach komplettéiert gi vun de Leit, déi waren also onkomplett agereecht ginn, a 6.000 Dossiere si momentan nach op. Dat si just d'Zuele vun den Dossieren.

Ech géif awer och gär déi Zuelen hannendrusoen, déi et eis als Resultat bruecht huet. 5.000 nei Autoe sinn enregistréiert ginn, wou den CO_2-Ausstouss manner wéi 100 Gramm pro Kilometer ass am Joer 2011. Dat heescht, déi do Autoen, déi representéiere schonn 10% vun de Part-de-marchéen, dat heescht zwielefmol méi, wéi dat 2009 de Fall war.

A wann ech d'Emissioune vun, oder d'Duerchschnëttsemissioune vun den Autoen, déi nei immatrikuléiert ginn am Joer 2011, kucken, sou gesinn ech, datt dat 143,1 Gramm CO_2 op de Kilometer war, dat ass 2,5% en baisse par rapport zu 2010 an 13,7% en baisse par rapport zu 2007, wat awer beachtlech ass, eleng fir déi Zuelen ze kucken.

Wat elo d'Délaien ugeet - dat war jo dann och eng vun Äre prezise Froen -, do ass de System esou, datt den Accusé de réception dem Requérant direkt zréckgeschéckt gëtt, wann d'Demande erakënnt. Momentan ass et esou, datt déi Dossieren traitéiert ginn, déi Abrëll 2011 eragereecht gi sinn. Dat heescht, d'Administratioun huet momentan e Retard op deenen Dossiere vun zéng Méint ronn.

Dat muss een einfach gesinn, datt och elo déi Dossieren traitéiert gi sinn, déi nom Festival

2010, wou d'Autoe verkaaft gi sinn, also esou vill Méint duerno eragereecht gi sinn. Do hate mer nach eng Norm vun 120 Gramm op de Kilometer. Vu datt do extrem vill Demanden eragereecht ginn, dee Pic awer elo traitéiert ass, respektiv datt och elo déi Prime ofgeschaaft ginn ass, wat d'Prime à la casse ass, si méi Disponibilitéite momentan do a kënnen och lues a lues déi Dossieren opgeschafft ginn.

Ech hat gesot, mir hunn elo nach 6.000 Dossieren, déi net traitéiert gi sinn. Dat waren der am September 2011 nach 8.300, a fënnef Méint virdrun - dat heescht am Abrëll 2011 - waren et der nach 10.800, déi net traitéiert gi waren.

Dir gesitt also, datt lues a lues de Retard opgeschafft gëtt, a mat deene Renforcementer, déi mer elo kruten, ass et och geduecht oder gehofft, datt mer kënne fir Summer 2012 un den Délai vun dräi Méint kommen, bis déi Demanden traitéiert ginn. An ech mengen, da si mer op engem uerdentleche Rythme de croisière.

Mir hu par ailleurs och relativ staark vereinfacht, wat d'Leit mussen erareechen, wa se esou eng Demande stellen, sou datt och do administrativ déi Saach elo fir d'Leit och nach méi einfach ze realiséieren ass.

Ech mengen, dat waren Är Froen all. Da soen ech Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Nohaltegkeetsminister. Mir kommen elo zu der Fro N°142 vun der Madame Viviane Loschetter un den Aarbechtsminister iwwert d'CDD-Aarbechtskontrakter. Madame Loschetter, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°142 du 31 janvier 2012 de Mme Viviane Loschetter relative aux contrats de travail à durée déterminée, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Merci. Här President, mir wëssen, datt et eng kloer Tendenz gëtt um Aarbechtsmaart, fir datt d'Leit ëmmer méi an onsécher Aarbechtskontrakter kommen. Mëttlerweil riskéiert de Contrat à durée indéterminée, deen eigentlech erlaabt, sech selwer eng Existenz opzebauen, eng Ausnahm ze ginn, an aner Forme vu Beschäftegung mat manner Rechter iwwerhuelen d'Iwwerhand.

Ech hunn hei d'Uerteel vun der Europäescher Cour de justice, déi huet an engem wichtegen an europawäiten Uerteel zu enger Employée de justice vu Köln de 26. Januar 2012, also d'lescht Woch, Positioun zum Champ d'application vun de Contrats à durée déterminée bezunn. Déi Fra, déi Recht kritt huet, war iwwer eng Durée vun insgesamt eelef Joer mat Contrats à durée déterminée beim Geriicht zu Köln ugestallt. D'Uerteel ass duebelschneideg.

Engersäits maachen d'Riichter kloer, datt eigentlech erëm méi genee misst gepréift ginn, ob et en zolitte Grond duerfir gëtt iwwerhaapt, e Contrat à durée déterminée ze verlängeren, an datt och muss dobäi gekuckt ginn, wéi vill a wéi laang Kontrakter een oder eng Employé(e) scho bei deemselwechten Employeur huet.

Anerersäits ass et awer och esou, datt d'Geriicht ganz kloer och seet, datt a verschidde Fäll d'CDDen och kënne genotzt ginn, fir eng permanent Plaz iwwer laang Dauer ze ersetzen. Dat wier dann en Tabubroch, a mir als Gréng gesinn dës Entwécklung eigentlech zimlech skeptesch. Duerfir dräi Froen un den zoustännege Minister:

Éischtens, wéi analyséiert d'Regierung dëst Uerteel?

Zweet Fro: Wat fir een Afloss, wat fir eng Répercussioune kéint dat Uerteel op déi national Aarbechtslégislatiounen hunn?

An drëtt Fro: Wéi setzt sech d'Regierung um EU-Plang an, fir méi strikt Konditioune fir eng Verlängerung vum CDD anzehalen? A setzt se sech iwwerhaapt an, fir méi strikt Konditioune fir eng Verlängerung vun engem CDD?

M. le Président.- Merci der Madame Loschetter. D'Wuert kritt elo den Här Aarbechtsminister Nicolas Schmit.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- Här President! Madame Loschetter, Dir hutt absolut recht fir ze soen, datt dat Uerteel e wichtegt Uerteel ass, besonnesch an engem Kontext effektiv, wou een an enger ganzer Rei vu Länner gesäit, datt de Contrat à durée déterminée, oder besser gesot de Contrat à durée indéterminée d'Ausnahm ass, an de Contrat à durée déterminée ëmmer méi sech generaliséiert.

Gott sei Dank ass dat nach net de Fall hei zu Lëtzebuerg. Hei zu Lëtzebuerg hu mer nach ëmmer eng large Majoritéit vun ëm déi 80% vu Kontrakter, déi geschloss ginn an déi Contrats à durée indéterminée sinn, an dat soll och esou bleiwen.

Dir wësst, datt an eisem Gesetz dee Prinzip festgehalen ass, datt de Contrat à durée déterminée e Caractère exceptionnel huet an datt all Kéiers dann, wann d'Regele vum Contrat à durée déterminée net respektéiert goufen, automatesch dee Contrat à durée déterminée sech ëmwandelt an e Contrat à durée indéterminée.

Bon, Dir hutt mech gefrot, wéi mir dat Uerteel do analyséieren. Bon, dat Uerteel, dat ass, wéi Der richteg bemierkt hutt, e bëssen op där enger Hand an op där anerer Hand. Dat heescht, et gëtt eigentlech keng ganz kloer Linn, well am Enn seet et, datt d'State mussen d'Circonstancen analyséieren a kucken, a welche Konditiounen effektiv esou eng Multiplikatioun vu CDDe machbar, méiglech a legal ass.

Dat hänkt natierlech domat zesummen, datt dat Uerteel jo baséiert op enger Direktiv vun 1999, an déi Direktiv ass eigentlech d'Resultat vun engem Accord tëschent de Sozialpartner op europäeschem Niveau, déi probéiert hunn, d'Modalitéite vun dem Contrat à durée déterminée festzeleeën. Déi Direktiv ass natierlech an all Land ëmgesat ginn, a wéi Der wësst, eng Direktiv ass eng Direktiv, dat heescht, an der Ëmsetzung vun där Direktiv, also indirekt och vun deem Accord, gëtt et eng Rei vun Interpretatiounsvariatioune vu Land zu Land.

Wann Der dat Uerteel liest, da gesitt Der och, datt an dem Kontext vun där Prozedur - well et ass jo eng Question préjudicielle gewiescht, déi vun engem däitschen Tribunal gestallt ginn ass -, also datt och an deem Kader vun där Question préjudicielle eng Rei Länner intervenéiert sinn, déi hir Interpretatioun ginn hunn. An déi Interpretatioun, déi variéiert. Déi eng, déi soen, absolut muss dat méiglech sinn, an et muss een absolut kënnen eng Successioun vu Contrats à durée déterminée hunn. An anerer, déi sinn do méi virsiichteg.

Ënner anerem huet d'Kommissioun hir Positioun an där Prozedur hei geholl, an d'Kommissioun huet ganz kloer fixéiert, datt fir si u sech et sech ganz kloer hei ëm e Contrat à durée indéterminée handelt, well déi Persoun jo an där nämlechter Entreprise iwwer eng ganz laang Dauer geschafft huet, an duerfir hätt dat missen an e Contrat à durée indéterminée ëmgewandelt ginn.

Sou datt ech op Är zweet Fro géif soen, d'Influenz hei, déi bleift relativ op, an dat bleift och ëmmer e Problem, datt mer am Aarbechtsrecht vu Land zu Land wäerten ëmmer nach gréisser Differenzen hunn. An do läit jo d'Schwächt ënner anerem och vun Europa: Dat ass, datt mer d'Sozialrecht allgemeng a besonnesch och d'Aarbechtsrecht net genuch harmoniséieren, an och d'Aarbechtsrecht ass jo en Element vu Concurrence, heiansdo souguer, géif ech soen, déloyale, wann an engem Land d'Regele méi strikt si wéi an engem aneren.

An dat stellt d'Fro natierlech, datt mer misste méi schnell weiderkommen op enger Harmoniséierung och vum Aarbechtsrecht. Dat ass awer extrem schwéier an där Unioun vu 27, well hei eng grouss Zuel vu Länner, déi oft eng Majoritéit duerstellen, blockéiere fir weiderzekommen. Mir kennen alleguerten, a mäi Virgänger - ech mengen, dee war elo just hei am Sall - weess dat besonnesch gutt, wat den Temps de travail ubelaangt, wéi penibel et war, fir eng Direktiv do ze négociéieren, an datt um Enn bei där Négociatioun et en Échec gouf, well eng ganz Rei Länner sech opposéiert hunn, hei Regelen ze etabléieren, déi fir jiddwereen, fir jiddwer Land déi nämlecht wieren.

Nun ass dat en Uleies vu Lëtzebuerg, den Droit du travail wéi en général den Droit social méi ze harmoniséieren. Mir setzen ons natierlech an deene Réit a besonnesch am Sozialrot dofir an. Mä ech muss soen, mir sinn do relativ isoléiert, mir sinn net do zesumme mat ganz ville Länner. Ech wëll elo kee Land hei opzielen...

M. le Président.- Här Minister, Dir misst och lues awer sécher zum Schluss kommen.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- Jo, Jo.

…déi, déi eis do ënnerstëtzen, mä ech huelen op jiddwer Fall de Message kloer mat, an an deem nächste Rot vun den Aarbechtsministere wier et utile, eemol iwwert déi do Problematik ze schwätzen.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Aarbechtsminister.

Da komme mer elo zu der Fro N°143 vum Här Fernand Kartheiser un d'Gläichheetsministesch iwwert de Projet de loi 6127. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°143 du 31 janvier 2012 de M. Fernand Kartheiser relative aux suites à donner au projet de loi 6127, adressée à Mme la Ministre de l'Égalité des chances

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Madame Minister, Dir erënnert Iech, datt Der, ech mengen Ufank d'lescht Joer, an d'Chamberskommissioun vun der Egalitéit komm sidd, fir e Projet de loi ze proposéieren, deen eiser Meenung no - Dir hutt wahrscheinlech eng aner gehat - d'Fräiheet vun der Press hei zu Lëtzebuerg géif menacéieren.

Mir haten do direkt intervenéiert. Mir haten och geschriwwen un eng Rei vun Organisatiounen a mir hunn elo viru Kuerzem en Avis kritt vum Conseil de Presse. Ech wëll just kuerz hei rappeléieren, wat de Conseil de Presse seet. Dee stellt och fest, datt Der an Ärem Projet de loi eppes wëllt duerchsetzen, wat et soss an der Europäescher Unioun net gëtt, wat och net an der Direktiv virgesinn ass, op déi Dir Iech bezéit an deem Projet de loi. Et ass do explizit ausgeschloss, no laangen Décisiounen an Diskussiounen zu Bréissel.

De Conseil de Presse berifft sech notamment op e Gesetz iwwert d'Liberté d'expression an e schreift: «Le Conseil de Presse est dès lors d'avis que la réglementation du contenu des médias constitue une atteinte à leurs libertés.» Et ass dat éischt Argument, wat en invoquéiert, fir géint Äre Projet Stellung ze huelen.

Da berifft e sech duerno op de Code de déontologie vun de Journalisten. An de Conseil de Presse seet da weider: «...il est dangereux voire même néfaste pour tout système démocratique d'entraver directement ou indirectement au très sensible principe fondamental de la liberté de la presse, le Conseil de Presse ne voit ni l'opportunité ni la nécessité pour une initiative législative en la matière. Il est donc d'avis que le législateur devrait renoncer à inclure…» an esou weider.

Dofir ass eis Fro u sech eng ganz einfach. Ech mengen, Dir hutt jo elo deen Avis gesinn, deen trotzdeem vun enger Organisatioun kënnt, déi e groussen Deel vun den Éditeuren a vun de Journalisten hei zu Lëtzebuerg federéiert. Géift Dir elo higoen an dee Projet de loi weiderféieren, och géint de Widderstand vun de Journalisten hei zu Lëtzebuerg?

Ech soen Iech direkt, deemno wéi Är Äntwert ass, Madame Minister, wäerte mir selbstverständlech och erëm un international Organisatiounen eruntrieden, fir hei opmierksam ze maachen op déi Gefore vun der Fräiheet vun der Press hei am Land. Et geet net duer, datt mer Ungarn kritiséieren, och zu Recht, oder aner Länner, wou d'Fräiheet vun der Press menacéiert ass. Mir passen op jidde Fall och hei am Land op, datt et net esou wäit kënnt.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Kartheiser. Elo kritt d'Wuert d'Madame Gläichheetsminister Françoise Hetto-Gaasch.

Mme Françoise Hetto-Gaasch, *Ministre de l'Égalité des chances.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll dem Här Kartheiser ganz kloer soen, dass d'Chamberskommissioun an hirem Avis vum 18. Januar d'lescht Joer 2011 sech bis op eng Exceptioun fir dëse Projet de loi ausgeschwat huet. An eigentlech heescht dës Exceptioun - dat waart Dir, Här Kartheiser - näischt aneschters, wéi dass een am Fong geholl domadder d'accord ass, den Acteuren aus de Beräicher Éducatioun, Publicitéit a Medien d'Recht ze loossen, fir eng Diskriminatioun par rapport zu Fraen oder zu Männer ze maachen, an dat am Kader vun dem Accès a Fourniture de biens et services.

Dir hutt selwer elo gesot, dass Dir verschidden Organer duerno mat Ärem Uleies befaasst hutt. Et ass och richteg, dass de Conseil de la Presse du reagéiert huet. En huet sech mat deem Gesetz auserneegesat. E gesäit et, wéi Dir gesot hutt, als eng Atteinte un d'Pressefräiheet un. Si fäerten also, si kéinte wéinst verschiddene Saachen ugesicht ginn.

Ech muss soen, mir wonneren eis e bësselchen, dass se net déiselwecht Bedenke schonn haten deemools, wéi d'Gesetz 2006 géint aner Forme vun Diskriminatioune gestëmmt ginn ass. Ech huele just d'Beispill Alter eraus. Och do si si am Fong geholl concernéiert, wa si Berichter schreiwen iwwer eppes, wou een zum Beispill eng Party oder eng Soirée organiséiert fir eng gewëssen Alterskategorie an et géif een deenen zum Beispill eppes fir näischt offréieren. Och do kënne jonk Mënsche sech dann dee Moment léséiert fillen a si kéinten och dann d'Medien usichen, wa se da géife fannen, si wären do diskriminéiert.

Also, mir hunn eis e bëssen doriwwer gewonnert, dass de Conseil de la Presse deemools net reagéiert huet. Bon, si hunn elo reagéiert. Si froen an hirem leschten Avis, dee se elo nach geschéckt hunn - si hunn elo nach en aneren Avis geschéckt, no deem do, zousätzlech -, Dir sollt als Législateur drop verzichten, fir de Volet Medien, Publicitéit, haaptsächlech de Volet Medien, an dat Gesetz hei eranzebréngen.

Also, ech gesinn doranner, dass de Ball dann elo bei der Kommissioun läit. D'Kommissioun soll dat décidéieren. Ech mengen, Dir kennt d'Positioun vun der Regierung. Dir wësst genau, firwat dass mer dat dote wollten dran hunn. Mir wollten eng Kohärenz hunn an där gesamter Gesetzgebung, esou wéi de Conseil d'État dat deemools iwwregens scho gefrot hat, dass een net soll eng Hierarchisatioun maache vun Diskriminatiounsmotiver.

De Ball läit elo bei Iech. Ech mengen, d'Chamberskommissioun soll sech dann an deem dote Kontext prononcéieren, ob se derbäi bleift, wat se virun engem Joer décidéiert huet, oder ob se elo wëllt nach eng Kéier doriwwer nodenken, nodeems dann elo de Conseil de la Presse sech dozou positionéiert huet.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Gläichheetsministesch.

Da komme mer elo zu der leschter Fro vun haut de Mëtteg, nämlech der Fro N°144 vum Här Claude Adam un den Héichschoulminister iwwert d'Hëllefe fir Héichschoulstudien. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°144 du 31 janvier 2012 de M. Claude Adam relative aux retards persistants dans la gestion et le versement des aides financières de l'État pour études supérieures, adressée à M. le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Här President. Här President, léif Kolleegen, déi Fro, déi ech de Mëtteg stellen, huet eng kleng Virgeschicht. Ech wëll se kuerz erwähnen, soss... Den Här Minister wäert dat souwisou wahrscheinlech och maachen.

Ech hat de 6. Dezember eng Question parlementaire gestallt, wou ech eng Rei Froen hat iwwert de CEDIES an iwwert d'Ausbezuele vun de Bourssen an de Prêten un d'Studenten. Ech krut de 27. Dezember eng Äntwert, déi och souwäit zefriddestellend war, bis dann eben op ee Punkt, an dat ass d'Ursaach, firwat ech haut nach eng Kéier nofroen.

An der Äntwert stoung - ech hat e Fall opgelëscht, wou et aacht Woche gedauert huet, bis eng Äntwert komm ass oder bis d'Sue komm sinn op den Accord positif -, do war gesot ginn, dat wier eng Ausnahm, en isoléierte Fall. Ech hunn awer elo erëm esou eng Ausnahm an ech weess och nach vun aneren.

A stellvertriedend dann ebe fir all déi aner, déi nach am Fall sinn, hunn ech zum Beispill hei mat Daten ënnermauert: Den 8. November war den Dossier komplett beim CEDIES eraginn, den 13. Dezember gouf e positiven Avis ausgestallt, a bis gëschter, dat heescht, bis den 30. Januar, waren nach ëmmer keng Suen do.

Ech mengen, Dir kënnt Iech virstellen, datt dat fir Studenten, déi wierklech och op déi Suen ugewise sinn, eng schwiereg Situatioun ass, wann déi Suen esou vill Retard kréien. Duerfir erlaabt mer nach eng Kéier d'Fro, Här Minister: Wéi vill där isoléierter Fäll gëtt et effektiv? Ech mengen, all eenzelne Fall soll eis interesséieren.

An zweetens: Wéi probéiere mer dann, dat doten trotzdeem awer schlussendlech aus der Welt ze kréien, fir datt déi Studenten déi Suen an där Zäit kréien, wou se sollen?

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Adam. D'Wuert kritt elo den Här Héichschoulminister François Biltgen.

M. François Biltgen, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Jo, Merci, Här President. Hei si mer am typesche Fall, dass ee muss oppassen, dass een net an de latäineschen Adage pars pro toto verfält. Mir hunn allgemeng Zifferen, an da gëtt et Exceptiounen. An do wär ech heiansdo méi frou, wann exceptionnel Fäll optrieden, dass een déi géif signaléiert kréien oder dass d'Leit se selwer direkt beim CEDIES géife signaléieren. Dat geet nach méi séier wéi iwwer mech ze fueren, fir dat ze kucken.

Mir bezuele jo déi Aidë pro Semester aus. D'Wantersemester ass eriwwer. Am Wantersemester hu mer 13.526 Aiden accordéiert an ausbezuelt. 82 sinn nach net ausbezuelt, obwuel se accordéiert gi sinn. Dat schéngt dann e bëssen ënnert d'Beispill ze falen, wéi den Här Adam gesot huet. Do ass et esou, dass nach dës Woch der eng ganz Partie signaléiert goufen. Déi si beim Contrôle financier.

Fir e bëssen déi normal Délaien ze huelen: Normal Délaien ass, dass relativ séier bei eis kann um CEDIES accordéiert ginn. Da muss déi ganz Prozedur vum Stat iwwer Contrôle financier an esou weider goen. Dat kann also schonn an der Regel e puer Wochen daueren, awer net doriwwer eraus.

465 Aidë goufe refuséiert an 162 Aidë vum éischte Semester sinn nach net ausbezuelt, well den Dossier net komplett ass. Scho fir dat zweet Semester, dat elo eréischt knapps ugefaangen huet, hu mer 384 Aiden ausbezuelt. Dräi goufe refuséiert, 44 sinn der en attente an 125 sinn accordéiert, nach net ausbezuelt. Déi sinn elo accordéiert ginn dës Woch, déi ginn elo bei de Contrôle financier. Dat kann an der Regel nach bis zu dräi Wochen daueren.

Elo gëtt et effektiv - elo ass et esou, dass also déi meeschte Leit se relativ séier kritt hunn -, et gëtt eng Partie Fäll, net ze vill, an dat hu mer och an der Äntwert gemellt, wou technesch Schwieregkeete sinn. Et sinn einfach technesch Schwieregkeeten, dass et net ukënnt. An do ass et esou, dass an der Regel déi Studenten da selwer beim CEDIES uruffen a froen: Woufir ass et net ukomm? An dann deblockéiere mer dat.

Dat sinn der, ech weess net, wéi vill. Ech muss kucken, well ech et elo eréischt kritt hunn. Dat sinn der net vill. Mä do ass et esou, Här Adam, wann Der Fäll hutt, da gitt mir se mat, da kucke mir dat mam CEDIES!

Fir den 1. August hu mer och technesch en neie System, dass e Système d'alerte kënnt, wann d'Suen net ukomm wären, dass mir selwer Bescheed gesot kréien, dass d'Suen net ukomm sinn. Mä an der Regel ass et esou, dass d'Studente schonn op déi Suen ugewise sinn, wa se net soss Sponsoren hunn, a sech selwer mellen. Mä nach eng Kéier: Mir kënnen net hei pars pro toto maachen. All Fall soll eis derwäert sinn nozekucken. Ech kucke se och all eenzelne gär no, déi Der mer elo nach no der Sitzung hei gitt.

Mä nach eng Kéier: Wann ech d'Zifferen huelen, sinn et nëmme wéineg Fäll, wou... Dat sinn technesch Problemer, déi mer bis den 1. August behuewen hunn, a bis dohi musse mer einfach kucken, manuell dat ze behiewen. Mir sinn, an do sinn ech ganz houfreg drop, wierklech beim CEDIES total op E-Line gefuer, wat villes vereinfacht, mä et sinn do e puer kleng Problemer nach opgetaucht, déi mer am gaange sinn ze behiewen.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Héichschoulminister François Biltgen.

Domadder wiere mer um Enn vun eiser Froestonn. Mir kommen dann elo zu eisem nächste Punkt vum Ordre du jour, nämlech d'Diskussioun vun de Projeten 6230 an 6231 iwwert d'Cour pénale internationale, déi mer zesummen an enger Diskussioun behandele wäerten. D'Riedezäit ass hei nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: d'Madame Polfer, den Här Braz an den Här Henckes.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vun deenen zwee Projeten, den honorabelen Här Paul-Henri Meyers. Här Meyers, Dir hutt d'Wuert.

5. 6230 - Projet de loi portant adaptation du droit interne aux dispositions du Statut de Rome de la Cour pénale internationale, approuvé par une loi du 14 août 2000 portant approbation du Statut de Rome de la Cour pénale internationale, fait à Rome, le 17 juillet 1998

6231 - Projet de loi réglementant les modalités de la coopération avec la Cour pénale internationale

Rapport de la Commission juridique

M. Paul-Henri Meyers *(CSV), rapporteur*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Chamber soll haut iwwer zwee Gesetzestexter ofstëmmen, déi eng Rei Verflichtungen an eis Lëtzebuerger Gesetzgebung aschreiwen am Zesummenhang mat der Konventioun iwwert de sougenannten „Statut de Rome de la Cour pénale internationale".

Lëtzebuerg huet d'Konventioun iwwert de Statut vun dem Internationale Geriichtshaff vu La Haye duerch e Gesetz vum 14. August 2000 approuvéiert. Domat sinn all Bestëmmunge vun där Konventioun fir eist Land a Kraaft getrueden. Eist Land huet missen zënter 2000 seng international Verflichtungen an Zesummenaarbecht mat der Cour pénale erfëllen. D'Fro stellt sech also, firwat dass dann haut nach déi zwee Gesetzer mussen diskutéiert an ofgestëmmt ginn. Wat ass de Sënn vun deenen zwee Texter a wat brénge se zousätzlech un neie Bestëmmungen an eis Gesetzgebung mat eran? Ech mengen, duerfir ass et - ganz kuerz - noutwendeg, fir e bëssen an den Detail vun deenen zwee Texter anzegoen.

Duerch de Projet 6230 gi verschidde Bestëmmunge vun der Konventioun iwwert den Internationale Geriichtshaff an déi lëtzebuergesch Gesetzgebung iwwerholl. De Code pénal vun eisem Land gëtt duerch en neien Titel Ibis mat véier neien Artikelen - 136bis, 136ter, 136quater a 136quinquies - komplettéiert. Déi Artikele féieren an de Lëtzebuerger Code pénal nei Strofbestëmmungen an.

Verschidde Strofdoten, déi bis elo net an der Lëtzebuerger Strofgesetzgebung virgesi waren, ginn an deene virgenannten Artikelen ausféierlech definéiert. Déi Strofdote bezéie sech eigentlech op véier verschidden Domäner, wou ech net an den Detail wëll goen; ech zitéiere se awer.

Dat ass fir d'Éischt de Génocide, dat ass d'Verbrieche géint d'Mënschheet, Crime contre l'humanité, et sinn d'Krichsverbriechen an et ass de sougenannten „Crime d'agression", dat heescht een Ugréff géint d'Souveränitéit, géint déi territorial Integritéit a géint déi politesch Onofhängegkeet vun engem Land. Dat ass een Zousaz, deen eréischt d'lescht Joer op enger Konferenz zu Kampala décidéiert ginn ass an dee mer direkt hei bei der Ofstëmmung an den Text mat erageholl hunn.

Doduerch, dass de Lëtzebuerger Code pénal an Zukunft déi Strofdoten ausdrécklech virgesäit, kënnen déi Lëtzebuerger Geriichter Stroftäter, déi hei am Land eng Strofdot begaangen hunn oder déi hei am Land sinn, poursuivéieren an och hei am Land veruerteelen, well déi do Strofbestëmmungen een Deel vun der Lëtzebuerger Gesetzgebung sinn. Bis elo hu mer zwar mat der Cour pénale internationale misse kooperéieren, awer well mer selwer déi Bestëmmungen net haten, hunn déi Stroftäter missen transferéiert ginn un d'Cour pénale internationale vu La Haye.

Den Text orientéiert sech no der belscher Gesetzgebung an iwwerhëlt bal wuertwiertlech d'Bestëmmunge vun dem Statut de Rome vun der Cour pénale internationale.

Deen zweeten Text, dat ass de Projet 6231, dee regelt d'Kooperatioun vun eisem Land mat dem Internationale Geriichtshaff vu La Haye. Déi Zesummenaarbecht besteet zënter dem Gesetz vum 14. August 2000 doduerch, dass och eist Land déi Konventioun dee Moment, wéi ech scho virdru gesot hunn, approuvéiert huet.

Den Text, dee mer haut stëmmen, regelt verschidden Detailer, verschidde Situatiounen, déi bis elo esou net an eiser Lëtzebuerger Gesetzgebung geregelt waren, notamment wann de Stroftäter hei zu Lëtzebuerg kéint gefaasst ginn, wéi da seng Situatioun zu Lëtzebuerg misst gehandhabt ginn, wéi eng Rechter dass en zu Lëtzebuerg huet, fir sech kënnen zu Lëtzebuerg ze verteidegen, wéi d'Prozedure sinn, fir mat der Cour an där Hisiicht zesummenzeschaffen, an och, wéi dee Stroftäter gegebenenfalls un den Internationale Geriichtshaff kann transferéiert ginn.

D'Gesetz regelt och am Detail d'Assistenz vun eisem Land mat dem Internationale Strofgeriichtshaff bei der Ausféierung vun den Aufgabe vun deem Geriichtshaff. D'Zesummenaarbecht mat dem Internationale Geriichtshaff vu La Haye, besonnesch wat d'Rechter vun de Persounen, déi vun der Lëtzebuerger Justiz kënnen un de Geriichtshaff vu La Haye transferéiert ginn, betrëfft, ginn also hei an deem Text ausféierlech preziséiert a festgeluecht.

Et ass eng technesch Matière, op déi ech hei net wëll am Detail agoen. Mir hunn, esou wéi de Statsrot, an der Kommissioun dat genee gekuckt a se och op déi Texter reduzéiert, wat onbedéngt noutwendeg war. Ech wëll awer hei op zwee Punkten agoen, déi souwuel vum Statsrot wéi och vun der Commission juridique am Laf vun der Diskussioun opgeworf an thematiséiert si ginn an och eng Léisung fonnt hunn.

Dat ass engersäits d'Fro vun der zentraler, administrativer Kontaktinstanz tëschent Lëtzebuerg an der Cour pénale internationale, an zweetens, dat ass d'Fro, ob Lëtzebuerg och bereet ass, Persounen, déi vun dem Geriichtshaff vu La Haye veruerteelt si ginn, zu Lëtzebuerg opzehuelen, fir dass se hei hir Prisongsstrof, wéi mer soen, kënnen ofsëtzen.

Wat déi éischt Fro ugeet, déi vun der zentraler Autoritéit, do hat Lëtzebuerg am Joer 2000 déi Aufgab der Lëtzebuerger Ambassade zu La Haye iwwerdroen, duerch eng Deklaratioun vun eiser Regierung. Mir stellen awer fest, dass an aneren internationale Konventiounen déi do Aufgaben, déi en Deel vun der Entraide judiciaire tëschent internationalen Autoritéiten a Lëtzebuerg duerstellen, an d'Kompetenz vum Procureur général d'État falen. Déi zentral Autoritéit op nationalem Plang ass eigentlech den Uspriechpartner an deem heite Fall vun der Cour pénale internationale.

Et war zwar richteg, fir am Ufanksstadium déi Aufgaben der Ambassade zu La Haye ze ginn, mä d'Ambassade vu La Haye war eigentlech an där Hisiicht nëmmen eng Bréifboîte. Doduerch, dass mer awer elo déi Kooperatioun méi enk gestalten, dass mer och d'Texter änneren, ass et méi einfach, déi doten Aufgab, wéi och bei aneren internationale Verflichtungen, dem Procureur général d'État unzevertrauen. Dat hat de Conseil d'État ugedeit, an d'Kommissioun, d'Commission juridique, huet an deem Beräich an där Hisiicht eng Ofännerung vum Text proposéiert.

D'Aufgab vun där zentraler Instanz besteet doran, eigentlech den Intermédiaire ze spillen tëschent dem Internationale Geriichtshaff vu La Haye an de Lëtzebuerger Geriichtsinstanzen. Et bleiwen awer och an eenzelne Fäll zu Lëtzebuerg direkt Décisiounen ze huelen, déi de toute façon missten, och wa mer d'Ambassade géife bäibehalen, un de Procureur weidergereecht ginn. De Procureur huet also och net nëmme Bréifboîte ze spillen, mä en huet och zum Deel eng Aufgab ze iwwerhuelen, wat d'Décisioune von deenen Unträg vun dem Geriichtshaff ugeet.

Wéi gesot, de Statsrot an d'Commission juridique waren duerfir der Meenung, déi Missioun vun der zentraler Autoritéit beim Procureur général d'État unzesiedelen. An deem Sënn ass dann och, wéi gesot, den Artikel 1 vun dem Projet 6231 ofgeännert ginn.

Déi zweet Fro betrëfft d'Haltung vun der Lëtzebuerger Regierung zu dem Punkt, ob Lëtzebuerg bereet ass, Prisonnéier opzehuelen, déi vun dem Internationale Geriichtshaff veruerteelt gi sinn.

Mir hu gemengt, gutt ze doen, dass mer en Amendement abruecht hunn zu dem Gesetzesprojet 6231. Dat war vun der Commission juridique décidéiert ginn. De Conseil d'État huet eis awer dorop higewisen, dass dat eng Kompetenz wär vun der Regierung, dass och an der Konventioun virgesi war, dass d'Regierung misst déi Deklaratioun maachen. Mir hunn duerfir vun dem Amendement, zu deem de Conseil d'État eng formell Oppositioun gemaach hat, ofgesinn, a mir hunn awer d'Regierung gebieden, Kloerheet ze schafen an där doter Fro.

Dat ass och geschitt duerch e Bréif vum 21. Dezember 2011. De Justizminister huet nämlech den Ausseminister gebieden, dem Internationale Geriichtshaff matzedeelen, dass Lëtzebuerg bereet wär, fir Persounen, déi vum Geriichtshaff vu La Haye condamnéiert si ginn, zu Lëtzebuerg opzehuelen, fir dass se hei kënnen hir Prisongsstrofen ofsëtzen, allerdéngs ënnert der Bedéngung, dass déi Persounen d'Lëtzebuerger Nationalitéit hunn oder dass se virdrun zu Lëtzebuerg hir legal Residenz haten. Ech mengen, domat fënnt och keen en Hoer an der Zopp an där doter Matière. A mir kënnen eigentlech och déi Deklaratioun do nëmmen approuvéieren, wa mer se och net mat bestëmme kënnen.

Ech mengen, do wär eigentlech zu deenen zwee Projeten alles gesot ginn. Ech géif och d'Chamber bieden, déi zwee Projeten an där Form, wéi d'Commission juridique dat proposéiert, ze stëmmen. Ech kann och soen, dass d'Commission juridique eestëmmeg dee Vote geholl huet, an ech kann och hei den Accord vu menger Partei bréngen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Rapporteur Paul-Henri Meyers. Als éischt Riednerin ass déi honorabel Madame Lydie Polfer agedroen. Madame Polfer, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Lydie Polfer *(DP)*.- Här President, no deem ganz exzellenten an ausféierlecher Rapport, souwuel deem schréftleche wéi deem mëndlechen, vum Här Meyers bleift mir nëmmen nach iwwreg, dem Här Meyers dofir ganz häerzlech Merci ze soen, zweetens awer och e Wonsch auszedrécken, an zwar dee Wonsch, datt mer dat Gesetz hei net oft mussen a Kraaft setzen. Dat wär en Zeechen, datt dës Welt e bësse méi mënschlech gi wär. An drëttens wëll ech ganz kloer den Accord vu menger Fraktioun bréngen.

Merci.

M. le Président.- Merci der Madame Polfer. Als nächste Riedner kritt den Här Félix Braz d'Wuert.

M. Félix Braz *(déi gréng)*.- Här President, déi gréng Fraktioun wëllt och just dem Här Meyers als Rapporteur Merci soe fir den exhaustive Bericht an d'Zoustëmmung gi fir de Projet de loi.

M. le Président.- Merci dem Här Braz. Als nächste Riedner ass den Här Henckes agedroen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Merci, Här President. Ech wëll och dem Rapporteur villmools Merci soen. En huet dee ganz komplizéierte Projet de loi hei ganz gutt explizéiert, a mir wäerten deen och stëmmen.

Mä et muss een awer och festhalen, datt d'Cour pénale internationale an déi ganz Gesetzgebung bis elo vun 120 State ratifizéiert gi sinn, mä datt Amerika, Russland a China zum Beispill - wat déi dräi grouss Länner sinn - bis elo net wëllen op deem Wee do weidergoen.

Dat, wat een och muss festhalen, dat ass, datt mer eng Ännerung aféiere vis-à-vis vum Tribunal pénal international, dee mer virdru kannt hunn. Mat där neier Cour pénale internationale gëtt haaptsächlech d'Répressioun vun de Crimes d'agression, déi de Rapporteur virdru beschriwwen huet, nei regléiert, an iwwerhaapt, datt se kënne bestrooft ginn. Dann ass och festgehale ginn...

M. le Président.- Här Henckes,... Neen, et ass gutt, fuert virun. Ech hat gemengt, et wéilt een Iech eng Fro stellen.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- ...de Principe de non-rétroactivité, deen agefouert gëtt. Dann ass d'Cour och komplementär zu den nationale Juridictiounen. Mä wat mer dat Allerwichtegst awer och schéngt ze sinn, dat ass, datt d'Victimen och elo Rechter kréien an där ganzer Gesetzgebung. An deene viregten Tribunäler, déi international geschafft hunn, wor dat doten net méiglech, sou datt dat hei eng absolut wichteg Neierung ass.

Mä et gëtt awer och nach menger Meenung no eng kleng Debatt, déi mer sollte féieren iwwert den Artikel 136bis an d'Definitioun vum Génocide. Déi Definitioun, déi baséiert op dem Artikel 2 vun der UNO-Konventioun vun 1948 iwwert de Génocide, an deen ass dunn am Statut de Rome vun '98 iwwerholl ginn.

Den Term „Génocide" applizéiert sech ënner verschiddene Konditiounen, déi einfach festgeluecht gi sinn duerch déi Gesetzgebungen, mä natierlech ënner enger wichteger Konditioun, dat ass, datt eng Regierung oder eng regierungsähnlech Autoritéit déi geuerdert huet.

Et gëtt bis elo véier Génociden, déi vun den internationale juristeschen Instanzen, déi vun der UNO ofhänken, unerkannt gi sinn. Deen éischten ass den armenesche Génocide, deen duerch d'Commission des droits de l'Homme vun der UNO den 29. August 1985 zréckbehale ginn ass, de Génocide vun de Judden, de Génocide vun den Tutsien am Ruanda an de Massaker vu Srebrenica.

Den neien Artikel 2 (veuillez lire: Alinéa 2) vun dem Artikel 457-3 vum Code pénal, dee mer elo solle stëmmen, dee seet Folgendes: «Est puni des mêmes peines», dat heescht, do gi strofrechtlech Peinë virgesinn, «celui qui a contesté, minimisé, justifié ou nié l'existence d'un ou de plusieurs génocides tels qu'ils sont définis par l'article 136bis du Code pénal, ainsi que des crimes contre l'humanité et crimes de guerres, tels qu'ils sont définis aux articles 136 et 136quinquies (veuillez lire: articles 136ter à 136quinquies) du Code pénal et reconnus par une juridiction luxembourgeoise ou internationale.»

Dat heescht, datt déi véier Génociden, déi ech elo ugestallt hunn, wann déi an der Öffentlechkeet niéiert ginn, da kënnen déi strofrechtlech bestrooft ginn. Ech mengen, dat heiten ass e ganz wichtege Schratt, dee mer hei maachen, an et ass awer och wichteg, datt alleguerten d'Bierger dobausse sech bewosst sinn, datt verschidde Saachen net méi däerfen an der Öffentlechkeet gesot ginn, ouni datt se strofrechtlech Risikoen aginn.

Dat gesot, wollt ech den Accord vun der ADR zu dësem Gesetzesprojet bréngen.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Henckes. D'Wuert kritt elo nach den Här Bodry.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Jo, ech wollt d'Ronn awer hei komplett maachen an och am Numm vu menger Fraktioun dem Rapporteur Merci soe fir de schréftleche Rapport, awer och fir déi mëndlech Explikatiounen haut.

Ech mengen, dass d'Chamber hei och gutt Aarbecht geleescht huet mat all deenen Instanzen, déi hei implizéiert waren, well mer net nëmmen - ech mengen, wéi dat am Regierungsprojet jo virgi war - eise Code pénal komplettéieren, mä awer och eng Rei vu praktesche Froe klären, wéi déi Ëmsetzung vun deenen internationale

Bestëmmungen hei da wierklech kann zu Lëtzebuerg geschéien, wat déi zoustänneg Instanze sinn, déi mat implizéiert sinn, wéi dat praktesch kann oflafen a wat och d'Konsequenze si praktescher Natur, wann et dann zu enger Veruerteelung kënnt.

Alles dat, mengen ech, mécht, dass mer et hei mat engem Text ze dinn hunn, deen eng breet Zoustëmmung fënnt, a selbstverständlech och déi vun eiser Fraktioun.

M. le Président.- Merci dem Här Bodry. Als leschte Riedner ass den Här Urbany agedroen. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech mengen, déi Cour pénale internationale ass ouni Zweifel e wichtegt Element vum internationale Völkerrecht an ass och als solches ze begréissen. Et ass am Fong geholl dat éischt internationaalt Strofgeriicht, wat et méiglech mécht, déi Verantwortlech, och déi politesch Verantwortlech vu Krichsverbriechen, vu Verbrieche géint d'Mënschlechkeet a vu Völkermord ze veruerteelen.

Et muss een awer och wëssen, dass déi Cour pénale internationale Grenzen huet, déi riskéieren, hir universal Gültegkeet a Fro ze stellen. Si ass net vun alle Staten unerkannt. Wichteg State wéi d'USA, Russland, China oder Israel hunn hir Statuten net ratifizéiert oder emol net ënnerschriwwen. D'CPI kann awer ugesicht gi vun engem Stat respektiv vu sengem Procureur nëmmen an deem Fall, wann e Verbriechen an engem Memberstat, deen d'Konventioun also ratifizéiert huet, geschitt oder vun engem Ressortissant vun esou engem Stat, an dat grenzt natierlech hir territorial Wierkung an.

Si kann zwar och ugesicht ginn op Demande vum UNO-Sécherheetsrot, an da kënnen och Crimen ugesicht ginn, déi an Netmemberstate stattfonnt hunn. Mä grad do, wann de Sécherheetsrot ageschalt gëtt, ass d'Gefor - mengen ech - evident vum „deux poids, deux mesures".

Esou hu mer zum Beispill gesinn am Fall Sudan a Libyen, dass do géint déi jeeweileg Machthaber Schrëtt ageleet gi sinn. Mir gesinn et awer haut net am Fall Syrien zum Beispill. Mir hunn et virdrun net gesi bei deem, wat virgefall ass an der Gazasträif. Mir hunn et net gesi bei den Exactioune vun der amerikanescher Arméi an Irak oder an Afghanistan. Mir hunn et och net erlieft nom Libyenkrich, wou awer ëmmerhin Dausenden, wann net Zéngdausende vu Leit hiert Liewe verluer hunn. An et muss ee wëssen, dass dat Gesetz hei awer och Strofe virgesäit zum Beispill bei Kollateralschied duerch Bommenattacken op zivil Ziler oder zum Beispill bei Exekutiounen…

M. le Président.- Här Urbany, erlaabt Der, datt den Här Kartheiser Iech eng Fro stellt? Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech soen Iech Merci, Här President, an dem Här Urbany Merci fir seng Generositéit, fir mer ze erlaben, eng Fro ze stellen.

Ech wollt den Här Urbany froen, ob ech e richteg verstanen hätt, datt säi Wonsch wär, datt eng Interventioun a Syrien géif geschéien? An an deem Fall, vu wiem se da soll gemaach ginn?

Well ech hat Iech verstanen an deem Sënn, datt Der géift regrettéieren, datt d'international Communautéit am Fall Syrien bis elo näischt gemaach hätt. Also meng Fro un Iech: Hätt Der gär eng Interventioun a vu wiem soll déi da gemaach ginn?

Merci.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ech soen Iech Merci, dass Der mer erlaabt, meng Riedezäit e bëssen ze verlängeren an och dozou e puer Erklärungen ze ginn.

(Interruptions)

Dat ass jo net üblech. Et ass jo net üblech.

Ech sinn effektiv der Meenung, dass géint dat, wat do geschitt a Syrien duerch d'Machthaber a Syrien, déi Exactioune géint d'Zivilbevölkerung, déi ouni Zweifel ënnert d'Kategorie Krichsverbrieche falen, Schrëtt beim Internationale Strofgeriicht sollen ageleet ginn. Déi Leit solle virun hir Verantwortung virum Internationale Strofgeriicht gestallt ginn.

Ech sinn awer gläichzäiteg géint eng militäresch Interventioun a Syrien, well ech fannen, dass dat just nëmmen d'Saach verschlëmmert, dass do Dausende vun zivilen Affer wäerten derbäikommen. An ech mengen, dat hu mer ganz kloer am Fall Libyen gesinn. Do ass et nämlech esou gaangen.

D'Fro stellt sech generell, vu dass mer hei ëm eng…

M. François Bausch *(déi gréng).*- Här Urbany, sidd Der dann der Meenung, datt a Libyen den Diktator Gaddafi net nach do wär, wann net eng Interventioun gemaach gi wär?

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Dat ka sinn, dass en dann nach do wier.

(Interruptions)

Mä op jidde Fall mengen ech, dass déi Interventioun a Libyen zu Konsequenze gefouert huet, déi net ze veräntwerte sinn. An ech wëll mech dergéint wieren… Et ass awer net d'Debatt hei natierlech, et geet hei ëm d'Internationaalt Strofgeriicht.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Et muss een awer och wëssen, wéi een d'Leit dohinnerkritt.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Wa mer hei eng Debatt wëlle féieren iwwer militäresch Interventiounen opgrond vun UNO-Mandater oder Net-UNO-Mandater, well ganz dacks sinn och Interventiounen emol geschitt ouni UNO-Mandat - wéi a Jugoslawien zum Beispill -, dann ass dat eng ganz aner Diskussioun. Dann ass dat eng Diskussioun, wat fir Mëttelen dass een asetzt, fir géint d'Ongerechtegkeete virzegoen.

An och dann, mengen ech, muss een och net nom Prinzip „deux poids, deux mesures" fueren, mä da muss een och bei militäreschen Interventioune se iwwerall maachen, wou et noutwendeg ass. Och wann dee jeeweilegen Diktator e Frënd ass vum Westen. Wéi iwwregens den Här Gaddafi et laang war! Den Här Gaddafi huet jo den europäesche Länner ganz vill Déngschter geleescht, andeems en d'Flüchtlingen…

M. le Président.- Här Urbany, Dir misst awer elo esou lues zum Schluss kommen. Dir sidd elo wäit iwwert d'Beäntwertung vun deene Froen eraus. Kommt wann ech gelift elo zum Schluss.

(Interruptions)

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Dat ass richteg.

(Hilarité)

Do hutt Der vollkomme recht. Gutt, ech kommen dann op mäin Text zréck an ech wëll do awer dann nach d'Fro stellen un déiselwecht Leit, déi mir elo hei Froe gestallt hunn - ech verlaangen awer net, dass se onbedéngt direkt mussen drop äntwerten: Sinn och Nato-Truppen zum Beispill bereet, sech der Juridictioun vum Internationale Geriichtshaff ze ënnerwerfen, wa se selwer, wéi dat jo awer an der leschter Zäit zimlech dacks geschitt ass, Massakere gemaach hunn, déi net ze rechtfertege sinn an déi iwwregens och, am Fall Afghanistan oder wéi an Irak, duerch déi ganz Weltpress gaange sinn a kritiséiert gi sinn?

Den Ënnerscheed ass just, dass déi Saache sech net virum Internationale Strofgeriichtshaff ofspillen. An ech mengen, just dat soll verhënnert ginn. Et soll net eng selektiv Politik jee no politescher Interesselag hei gemaach ginn. An ech wëll wierklech och en Appell maachen un d'Lëtzebuerger Regierung, fir sech op allen Niveauen anzesetzen…

M. le Président.- Här Urbany, Dir musst elo zum Schluss kommen. Dir hutt elo méi wéi déi duebel Riedezäit. Kommt wann ech gelift zum Schluss.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Meng Ried u sech hätt ganz gutt an d'Zäit gepasst. Mä leider ginn ech dauernd hei ënnerbrach. Dat ass nun eben esou. Mä ech freeë mech awer doriwwer, well…

Une voix.- Dir sidd dem Här Kartheiser schéin op de Läim gaangen.

(Hilarité)

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Also, Gerechtegkeet, d'selwecht Mooss an alle Fäll a selbstverständlech eng Poursuite vun alle Crimen, déi do geschéien, an et sinn der nu wierklech net wéineg.

Ech wëll awer mat engem positiven Akzent ophalen an ech stëmmen natierlech déi zwee Gesetzer hei.

Plusieurs voix.- Ahhh!

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. Domadder wäre mer um Enn vun der Diskussioun. Elo kritt d'Wuert den Här Justizminister François Biltgen.

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Merci, Här President. Ech mengen, dass mer hei e juristeschen Text hu vum internationalen öffentleche Recht, dee wichteg ass. Den Här Paul-Henri Meyers huet hei alles dozou gesot, wat zu deem Text ze soen ass.

Wat aner Orateure gesot hunn, engagéiert si. Ech wäert net zu deem Stellung huelen. Ech si frou, dass mer déi doten zwee Texter kënne stëmmen.

M. le Président.- Merci dem Här Justizminister. Mir kéimen dann elo zur Ofstëmmung.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6230 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'Éischt de Vote iwwert de Projet de loi 6230. D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher (par Mme Nancy Arendt), Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies (par M. Jean-Paul Schaaf), Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber (par M. Raymond Weydert), Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Alex Bodry), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Henri Kox (par M. Claude Adam), Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6231 et dispense du second vote constitutionnel

Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6231. D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher (par Mme Nancy Arendt), Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies (par M. Jean-Paul Schaaf), Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber (par Mme Marie-Josée Frank), Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Alex Bodry), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Henri Kox (par M. Claude Adam), Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Da komme mer elo zum Projet de loi 6272 an der Proposition de loi 4969 iwwert déi zivil Médiatioun, déi zesumme behandelt ginn an enger Diskussioun. D'Riedezäit ass hei nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: den Här Wilmes, d'Madame Polfer, d'Madame Loschetter an den Här Henckes.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Léon Gloden. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

6. 6272 - Projet de loi portant

- introduction de la médiation en matière civile et commerciale dans le Nouveau Code de procédure civile;

- transposition de la Directive 2008/52/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2008 sur certains aspects de la médiation en matière civile et commerciale;

- modification de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;

- modification de l'article 3, paragraphe (1), point 1. de la loi du 3 août portant mise en application du règlement (CE) n° 4/2009 du 18 décembre 2008 relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions et la coopération en matière d'obligations alimentaires, modifiant le Nouveau Code de procédure civile; et

- modification des articles 491-1 et 493-1 du Code civil

4969 - Proposition de loi portant introduction de la médiation civile et commerciale dans le Nouveau Code de procédure civile

Rapport de la Commission juridique sur le projet de loi 6272

M. Léon Gloden *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, d'Importenz vun engem Gesetzesprojet erkennt een oft un der Zuel vun den Avisen, déi dozou geschriwwe goufen. De Gesetzesprojet 6272, deen d'Médiatioun an eise Code de procédure civile aféiert, ass esou ee Gesetzesprojet. Tëschent dem 7. Abrëll 2011, wou en déposéiert gouf, bis den 18. Januar 2012, wou d'Justizkommissioun hire Rapport gestëmmt huet, sinn eleng zwielef Avisen erakomm.

D'Médiatioun interesséiert, well d'Médiatioun eng Alternativ ass. Eng Alternativ zu där ordinärer Justizprozedur, eng Alternativ, déi et de concernéierte Partien erlaabt, hire Sträit selwer ze regelen.

Europa huet Zäit gebraucht, fir sech mat dëser alternativer Prozedur unzefrënnen, während d'USA schonn zënter de 70er Jore Gebrauch dovunner maachen. D'Médiatioun war an éischter Linn interessant fir d'Entreprisen. Si kënnen duerch dës Prozedur méi schnell an op eng konziliant Aart a Weis hir Problemer léisen. Si huet d'Garantie vun der Diskretioun, well déi duerch grouss Prozesser bedéngten Öffentlechkeet ewechfält. Esou spuere se Zäit a Geld, ouni hirem Ruff ze schueden.

An Europa huet et bis an d'90er Jore gedauert, bis d'Médiatioun zu enger Prioritéit gouf. 1994 gouf de Réseau européen d'arbitrage et de médiation commerciale geschaf. Dunn, 1999, hunn d'Stats- a Regierungschefen um Sommet vun Tampere décidéiert, datt Europa sollt alternativ aussergeriichtlech Prozeduren an d'Liewe ruffen. D'Pacificatioun vun de Relatiounen tëschent de Parteien, awer och d'Entlaaschte vun den ordinäre Juridictioune sollen duerch d'Médiatioun gefördert ginn.

D'Europäesch Kommissioun huet 2002 e sougenannt „Gréngt Buch" iwwert d'Médiatioun an de Konflikter an den zivilen a kommerzielle Beräicher ausgeschafft. Dëst Gréngt Buch ass den Ausgangspunkt vun der Direktiv 2008/52 vum 21. Mee 2008 iwwer gewëssen Aspekter vun der Médiatioun am zivilen an am kommerzielle Beräich.

Hei zu Lëtzebuerg ass d'Médiatioun och net onbekannt. Dir kennt all de Médiateur, oder vu muer un d'Médiatrice, déi zoustänneg ass, fir de Bierger hire Plainten am Zesummenhang mat den Administratiounen nozegoen. Am Beräich vun eisem Strofrecht gëtt et d'Médiation pénale, déi dozou soll féieren, de Schued, deen duerch eng Strofdot entstanen ass, ze behiewen.

Den 11. Juni 2002 huet d'Madame Err eng Proposition de loi déposéiert betreffend d'Médiatioun. D'Regierung huet déi Initiativ ausdrécklech an hirem Projet de loi begréisst. De Gesetzesprojet 6272 huet eng generell Vocatioun, dat heescht, datt d'Médiatiounsprozedur an zivilen a kommerziellen Affären eng Assise an eisem Code de procédure civile soll kréien an doduerch institutionaliséiert ginn. Nëmmen esou kann d'Médiatioun zu enger reeller Alternativ ginn.

Dëse Wëlle spigelt sech virun allem am Applikatiounsfeld vum Gesetzesprojet erëm. D'Objektiv vum Gesetzesprojet iwwert d'Médiatioun ass duebel: Éischtens solle mer d'Direktiv an onst nationaalt Recht ëmsetzen.

Zweetens geet de Gesetzesprojet awer iwwert d'Direktiv eraus: De Gesetzesprojet applizéiert d'Médiatiounsprozedur, esou wéi se vun der Direktiv virgesinn ass, och op déi intern Prozeduren zu Lëtzebuerg, dat heescht déi Prozeduren, déi a sech net géifen an d'Applikatiounsfeld vun der Direktiv falen, déi jo eng grenziwwergräifend Situatioun viraussetzt.

En plus gesäit de Gesetzesprojet och d'Médiatioun am Beräich vun der Famill vir, wat eng wichteg Innovatioun vun dësem Text ass, op déi ech nach spéider wäert ze schwätze kommen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat ass d'Médiatioun iwwerhaapt? De Gesetzesprojet an d'Direktiv definéieren d'Médiatioun als e strukturéierte Prozess, bei deem zwou oder méi Parteie versichen, fräiwëlleg an aus eegener Kraaft en Accord ze fannen, deen den Differenzen, déi tëschent dëse Parteie bestinn, en Enn setzt. Fir zu dësem Accord ze fannen, wielen d'Parteien de Médiateur, deen effikass, onparteiesch, onofhängeg a kompetent muss sinn.

Mir kennen hei zu Lëtzebuerg schonns eng ganz Partie alternativ Prozeduren, zu deenen den Arbitrage, d'Transaktioun an d'Conciliatioun gehéieren. Mä dës Prozedure sinn net mat der Médiatioun gläichzesetzen. Den Arbitrage ass sécher och eng Manéier, e Konflikt à l'amiable ze léisen doduerch, datt d'Parteien en Arbiter nennen. Mä dësen Arbiter sprécht herno eng Sentence arbitrale, déi, anescht wéi d'Médiatioun, e juridictionnelle Charakter huet.

Am Kader vun enger Transaktioun am Sënn vum Artikel 2044 vum Code civil mussen all Parteien zu engem Konflikt Konzessioune maachen. Fir zum Ofschloss vun enger Transaktioun ze kommen, brauch et och, op d'mannst theoretesch, keng Drëttpersoun. D'Transaktioun huet och direkt d'Force de la chose jugée.

D'Médiatioun ass dann och anescht wéi eng normal Geriichtsprozedur. Am Géigendeel zu enger Geriichtsprozedur kann d'Médiatioun nëmme mam Accord vun de Parteien déclenchéiert ginn. D'Geriichtsprozedur gëtt vun enger Partei eleng déclenchéiert. A während enger Geriichtsprozedur sinn et net d'Parteien, mä d'Riichteren, déi de Prozess dirigéieren. Schlussendlech imposéiert de Riichter eng Décisioun.

De Médiateur selwer huet keng Instruktiounspouvoiren, mä kann awer d'Parteien unhéieren. De Médiateur, am Géigendeel zum Riichter, imposéiert keng Décisioun oder Solutioun. Hie leet d'Parteien, déi awer selwer zu engem Accord fanne mussen.

Här President, a wéi enge Matièrë kann een dann elo médiéieren? Eng Médiatioun kann am Prinzip an allen zivilen a kommerzielle Matièrë stattfannen. Exceptioune sinn: d'Obligatiounen an d'Rechter, iwwert déi eng Persoun net verfüge kann; Dispositiounen, déi d'ordre public sinn; oder d'Responsabilitéit vum Stat fir Doten oder Ënnerloossungen, déi de Stat am Kader vun der Puissance publique gemaach huet. An deene Beräicher ka keng Médiatioun stattfannen.

Dëse Gesetzesprojet ënnerscheet tëschent zwee Typë vu Médiatioun: déi konventionell Médiatioun an d'Médiation judiciaire.

D'konventionell Médiatioun gëtt vun de Parteie selwer déclenchéiert. D'konventionell Médiatioun ass soulaang méiglech, wéi e Riichter nach net iwwert deeselwechte Konflikt délibéréiert. D'konventionell Médiatioun ass also deen Typ vu Médiatioun, deen am wäitste vun der ordinärer Geriichtsprozedur ewech ass. Dat heescht awer net, datt dës Form vu Médiatioun net duerch de Gesetzesprojet kloer reglementéiert wier. Dee Gesetzesprojet schreift zum Beispill vir, wat alles an der Konventioun muss stoen, déi d'Parteien zesummen ënnerschreiwen, fir op d'Médiatioun zréckzegräifen. Wichteg ass och ervirzesträichen, datt bei der konventioneller Médiatioun kee Médiateur agréé muss designéiert ginn.

Doniewent féiert de Gesetzesprojet och d'Médiation judiciaire an. Dësen Typ vu Médiatioun gëtt vum Riichter während engem Prozess proposéiert. D'Parteie kënnen och während engem Prozess de Riichter froen, fir eng Médiatioun duerchzeféieren. Wichteg ass, datt och bei der Médiation judiciaire d'Parteie mussen d'accord sinn, fir op eng Médiatioun zréckzegräifen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dës zwee Typë vu Médiatioun hunn och eng Influenz op d'Wiel vum Médiateur. De Gesetzesprojet erlaabt de Parteien, soit en agrémentéierte Médiateur, soit en net agrémentéierte Médiateur ze wielen. Een agréémierte Médiateur ass eng Persoun, déi vum Justizministère agréémiert gëtt, wann dës Persoun eng Partie Konditiounen erfëllt, déi vum Gesetzesprojet opgelëscht ginn. Dozou gehéiert d'Kontroll vun der Honorabilitéit, der Kompetenz, der Formatioun, der Onofhängegkeet an der Impartialitéit.

Wat d'Exigenz vun enger spezifescher Formatioun ugeet, ass vill an der Kommissioun diskutéiert ginn. Den ëmgeännerte Gesetzesprojet gesäit als Formatioun vir e Master an der Médiatioun, dee vun der Lëtzebuerger Uni oder engem aneren Etablissement aus der EU, deen eng ähnlech Formatioun ubitt, délivréiert gëtt, oder eng professionell Experienz vun dräi Joer komplettéiert duerch eng spezifesch Formatioun, déi an engem Règlement grand-ducal festgeluecht gëtt, oder eng equivalent Formatioun am Ausland.

Den Agrément gëtt gi fir eng onbestëmmten Zäit. Ech weisen och drop hin, datt de Médiateur agréé elo kee Beruff fir sech ass.

De Choix vum Médiateur hänkt vum Typ vun der Médiatioun of. Bei där konventioneller Médiatioun kann de Médiateur eng Persoun sinn, déi d'Vertraue vu béide Parteien huet. D'Parteie mussen also selwer derfir suergen, datt déi gewielte Persoun de Kritäre vun der Kompetenz, der Impartialitéit an der Onofhängegkeet entsprécht.

Bei der Médiation judiciaire mussen d'Parteie sech am Prinzip op en agréémierte Médiateur eenegen, ausser et ass e Litige transfrontalier. Da kann e Médiateur non agréé designéiert ginn, well d'Direktiv dat esou virgesäit.

D'Qualitéit vum Médiateur ass essenziell, souwuel fir de Succès vun enger konventioneller Médiatioun wéi och fir dee vun enger Médiation judiciaire.

D'Fro huet sech gestallt, ob net all Médiateur misst agréémiert sinn. Schlussendlech huet d'Kommissioun awer gemengt, datt et am Intérêt vum Geescht vun der Médiatioun ass, datt besonnesch am Kader vun der konventioneller Médiatioun d'Parteie selwer eng Persoun, där si vertraue kënnen, wielen. Am Fall, wou awer schonns eng geriichtlech Prozedur amgaangen ass oder wou et zum Beispill drëms geet, d'Intérête vun de Kanner ze beschützen, do mussen d'Parteien e Médiateur agréé wielen.

Ech hunn am Ufank vu menger Ried gesot, datt eng Haaptinnovatioun vum Gesetzesprojet d'Médiatioun am Beräich vun der Famill ass. Dat heescht am Kloertext an de Beräicher: Divorce, Séparation de corps, Trennung vu Partner, déi ënner engem Partnerschaftskontrakt liewen, Alimenter, Kontributiounen zu de Chargë vum Mariage, d'Ënnerhaltsflicht vun de Kanner an d'Ausübe vun der Autorité parentale.

De Conseil de l'Europe huet 1998 eng Recommandatioun erausginn, an där hien d'Spezifisitéit vu Familljekonflikter unerkennt. Dës Spezifissitéit ass duerch d'Vulnérabilitéit vun de Parteie bedéngt, déi, egal wéi de Konflikt ausgeet, ëmmer vuneneen ofhänken. Den emotionale Schued, deen esou Konflikter kënnen ausléisen, ass enorm.

Et läit also op der Hand, datt eng Prozedur, déi dofir do ass, tëschent Persoune Fridden ze stëften, predestinéiert ass, am Beräich vun der Famill applizéiert ze ginn.

D'Médiatioun am Beräich vun der Famill ass e Prozess, deen am Idealfall zur Konstruktioun oder zur Rekonstruktioun vun de familiäre Bezéiunge soll féieren. Dëse Prozess baséiert op der Autonomie an der Responsabilitéit vun de concernéierte Persounen a gëtt vun engem Médiateur gefouert, dee mathëlleft, de familiäre Konflikt ze géréieren.

D'Médiatioun am Beräich vun der Famill ass méi wéi einfach nëmmen eng Alternativ zu anere Prozeduren. Et geet drëms, eng sozial a sentimental Bindung ze schafen oder ze flécken. Dës spezifesch Roll erfuerdert, datt d'Médiatioun am Beräich vun der Famill speziell encadréiert muss ginn. De Gesetzesprojet gesäit dofir vir, datt d'Médiatioun an deem Beräich nëmme vun engem agrémentéierte Médiateur kann duerchgefouert ginn. Et ass och nëmmen e Riichter, deen dësen Typ vu Médiatioun kann de Parteie proposéieren. Opgrond vun dësen Elementer gehéiert d'Médiatioun am Beräich vun der Famill zu der Médiation judiciaire.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Dir gesitt also, datt d'Médiatioun, och wa se um fräie Wëlle vun de Parteie berout, nach laang net onkontrolléiert iwwert d'Bühn geet an datt och de Riichter an déi sougenannten ordinär Justizprozedur nach e gewëssenen Impakt op d'Médiatioun hunn. Dat gëllt an éischter Linn fir d'Médiation judiciaire oder fir d'Médiation familiale, wou de Riichter selwer d'Médiatioun proposéiert. Dat gëllt awer och fir d'Médiation générale, also och fir d'Médiation conventionnelle.

De Riichter kann nämlech den Accord, deen aus der Médiatiounsprozedur ervirgeet, homologéieren. Duerch d'Homologatioun kontrolléiert de Riichter ënner anerem, ob den Accord net géint den Ordre public verstéisst, ob d'Intérête vun de Kanner garantéiert sinn, ob de Konflikt iwwerhaapt kann duerch d'Médiatioun geléist ginn.

D'Homologatioun ass ee vun de wichtege Punkte vun dësem Gesetzesprojet, well doduerjer den Accord, deen aus der Médiatioun ervirgeet, vun engem vun de wichtegsten Elementer vun engem Urteel profitéiere kann: dem Caractère exécutoire.

D'Médiatioun ass also sécherlech eng Alternativ zu den ordinäre Prozeduren. Si ass awer och gläichzäiteg an d'Justizprozedur agebonnen a kann also duerchaus als hybrid, semiobligatoresch Prozedur bezeechent ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech si mer sécher, datt mer duerch de Vote vum Gesetzesprojet ee Plus u Flexibilitéit, e Plus u Gerechtegkeet kréien. En Accord, zu deem zwou Parteie selwer fannen, ass nach ëmmer besser wéi eng Décisioun, déi engem opgezwonge gëtt. E Konflikt, deen à l'amiable geléist gëtt, hannerléisst net de batteren Nogeschmaach vun engem Prozess, dee verluer gëtt. Eng Famill, déi duerch d'Médiatioun erëm zesummefënnt oder déi et fäerdegbréngt, am géigesäitege Respekt an am Intérêt vun de Kanner en Accord ze fannen, ass besser wéi eng Trennung am Sträit.

Här President, zum Schluss hu mer un dëse Projet ee klengen „cavalier législatif", wéi de Statsrot dat nennt, ugehaangen, wou mer eng Erreur matérielle am Gesetz vum 3. August 2011 verbesseren an och eng kleng Modifikatioun vun den Artikele 491-1 a 493-1 vum Code civil maachen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Rapporteur Léon Gloden. D'Wuert huet elo als Auteure vun der Proposition de loi déi honorabel Madame Lydie Err. Madame Err, Dir hutt d'Wuert.

Présentation de la proposition de loi 4969

Mme Lydie Err *(LSAP), auteure.*- Merci, Här President. Et ass net einfach, no engem Rapporteur, dee scho bal alles gesot huet, als Zweet hei op d'Tribün ze klammen. Ech probéieren dann elo, déi Saachen erauszehuelen, déi scho gesot sinn, fir hei d'Assistenz net mutt-wëlles ze langweilen.

Fir unzefänken - an de Rapporteur huet et scho gesot: D'Médiatioun ass eppes, wat eng ganz prezis Definitioun huet. Mä trotzdeem ass et - an dat muss och gesot ginn - e Begréff, deen hott an har gebraucht gëtt an engem Kontext, deen net onbedéngt dee richtegen ass. Et ass vläicht eng Hëllef, fir ze wëssen, dass d'Médiatioun net vun „Meditatioun" kënnt an och net vun „Media", mä dass et vun „Medium" kënnt, dat heescht vun der Mëtt. An der Mëtt zwësche Leit ze sëtzen, dat ass d'Funktioun vum Médiateur.

Fir déi eng, d'Unhänger vun der Médiatioun, ass d'Médiatioun eng Panacée, en Allheilmëttel fir alles, wat an enger Gesellschaft net geet. Fir déi aner ass et en Ersatz vum Geriicht, eng bëlleg Justiz oder eventuell e Moyen, dee manner kascht wéi d'Justiz, fir awer gläichzäiteg eis Geriichter ze entlaaschten. Am Kloertext: Fir déi eng ass et alles, a fir déi aner ass et am Fong e Begréff, deen instrumentaliséiert gëtt, fir op anere Pläng den Institutioune weiderzehëllefen.

Fir mech selwer ass d'Médiatioun weder eng Panacée nach däerf se instrumentaliséiert ginn. D'Médiatioun war fir mech perséinlech a mengem Liewen eng Révélatioun, dat heescht eng aner Manéier, fir u Streidegkeeten erunzegoen an de Leit eng Hand unzepaken, fir mat Hëllef vun engem onofhängegen Drëtte selwer zu enger Léisung ze komme vun engem Problem, vun deem si d'Experte sinn, an net deen Drëtten.

Wann d'Leit bei de Riichter ginn, ass ëmmer hien deen, deen alles weess, dee weess, wéi d'Saachen, wéi d'Prozedur geet, dee weess, wéi ähnlech Fäll statuéiert ginn. Hien ass deen, dee weess, wéi et ze goen huet, mä en fait sinn et d'Leit, déi de Problem hunn an déi mam Problem a mat der Léisung, déi hinne virgeschloe gëtt, musse liewen.

Duerfir fannen ech, dass d'Médiatioun en emanzipatoresche Konzept ass, well en d'Leit mat erabréngt an déi Problemer, déi si sech selwer jo meeschtendeels och mat gebaut hunn, fir selwer e Wee ze fannen, dee fir si akzeptabel ass an deen doduerjer och, dass en akzeptéiert ass, zu manner Exekutiounsproblemer féiert, wéi dat ganz oft bei engem Uerteel de Fall ass.

En Uerteel gëtt vun uewen erof vum Riichter en droit geschwat. Et gëtt awer vun de Leit net nëmmen als eng rechtlech Léisung ugekuckt, d'Leit erwaarde sech vun engem Geriichtsuerteel d'Léisung vun deene Problemer, déi de Problem fir si mat sech bruecht huet. Or, ass e Problem en droit eppes aneschters wéi e Problem en fait.

En einfacht Beispill ass dat, dass, wann e Riichter zum Beispill en Nopeschsträit oder en Aarbechtsverhältnis oder eng Scheedung schwätzt, da gëtt en eng Léisung en droit. De Riichter léist de Problem en droit, mä dee ganzen anere Volet vun de Konflikter, deen dorunnerhänkt, wéi zum Beispill déi perséinlech Relatiounen, déi sinn net mat toiséiert duerch en Uerteel. Au contraire ass et esou, dass en Uerteel, wat censéiert ass, e Problem ze léisen, an der Ausféierung oder an der Essenz fir d'Leit en zousätzleche Problem ass.

Oder stellt Dir Iech vir, dass, wann Noperen 20, 30 Joer laang e Sträit hunn an da kënnt eng Affär an da gëtt en Uerteel gesprach, wou deen ee gewënnt an deen anere verléiert, mengt Dir wierklech, dass dat e Prozess ass, deen an de Relatiounen zwëschen de Leit eppes verbessert? Neen!

Zwëschen de Leit ännert sech nëmmen eppes, wa si sech selwer zesummesetzen - a wa se dat eleng net kënnen, mat Hëllef vun engem anere -, fir iwwert déi verschidden Aspekter vum Problem ze schwätzen, virun allem, Kolleeginnen a Kolleegen, net fir ze wëssen, wat de Problem ass, vun deem geschwat gëtt, mä fir erauszefannen, wat den Ursprong vun deem Problem ass.

Ech kann Iech just aus enger Erfahrung soe vun engem Nopeschsträit, wou et theoretesch gaangen ass ëm Planzen, déi ze vill wäit eriwwerhänken, ëm Schnéi, deen net propper gekiert gëtt, ëm en Auto, deen ëmmer virun der Dier virun deem anere geparkt gëtt, et cetera. Dat war also eng Geschicht mat schonn dräi Affären um Geriicht, bis op eemol duerch Gespréich a Fuerschung an der Realitéit, an den Emotiounen, an den Intérêten an an de Besoinë vun de Leit erausfonnt ginn ass, dass dat ganz gutt Frënn waren am Ufank vun der Relatioun, dass een deem aneren ausgehollef huet, bis op eemol een deem aneren eng Rechnung geschriwwen huet. An du war et eriwwer mat der Frëndschaft.

(Hilarité)

Wéi dee sech exploitéiert gespuert huet, du war all Prétexte gutt, fir déi Rivalitéit, fir déi Onzefriddenheet iwwert d'Relatioun auszedroen.

Duerfir, mengen ech, ass d'Médiatioun eppes Preziéises, fir net nëmme vun deem ze schwätzen, wat de Problem ass, mä vun deem ze schwätzen, wat fir d'Leit de Problem ausmécht, wou e genee hierkënnt, an och dann, fir en ze léisen op eng Aart a Weis, mat där si da besser liewe kënne wéi mat enger Solutioun, déi just seet: En droit ass et esou oder aneschters.

Et ass also esou, dass eng wichteg Importenz an der Médiatioun deem Drëtten zoukënnt. An de Virriedner huet dat hei gesot: deem Drëtten, dem Médiateur, deen impartial an indépendant muss sinn. Indépendant, dat heescht, en däerf net vun enger Autoritéit ofhänken, déi en Intérêt huet, dass de Service esou funktionéiert, dass eng Médiatioun net ze laang dauert, net ze laang kascht, dass all Médiateur der esou vill mécht, oder esou.

Et däerf keen Drock sinn an der Zäit, an de Mëttelen. Et däerf keen Drock sinn an der Aflossnahm, fir dass eben dee Caractère ternaire, deen essenziell bei der Médiatioun ass, muss respektéiert ginn. Dat ass d'Indépendance, déi mir mengen. Et ass net, wann een zoufälleg ee vun deenen zwee kennt, dass automatesch déi Indépendance do a Fro gestallt wier, mä et geet awer och net duer, dass et eng Indépendance officielle gëtt, mä et muss och d'Apparenze vun der Indépendance hunn.

Et geet also net duer, dass een ausgesäit, wéi wann een indépendant an impartial wier. Et muss een och no baussen hin esou wierken. Wann dat net de Fall ass, dann ass dee Médiateur an engem spezielle Fall net dee richtegen.

Wat mécht de Médiateur? Seng Missioun ass en fait, fir Leit, déi Kommunikatiounsschwieregkeeten hunn an doduerjer am Fong keng Léisung vun hirem Problem fannen, duerch e strukturéiert Gespréich derzou ze bréngen, éierlech ze schwätzen, nozelauschteren, wat deen anere seet, ze probéieren, sech heiansdo an deem anere seng Haut ze setzen, fir deem säi Point de vue wéinstens emol ze verstoen, an duerno zesummen ze probéieren, wann de Problem kloer definéiert ass, wat d'Intérêten an d'Besoinë vun deenen zwee Leit sinn, fir dass si

selwer op Iddië kommen, wéi si hire Problem kënne léisen.

Esou gëtt et ënner Médiateuren eng Formule, déi dat am Fong geholl op e schéinen Nenner bréngt an déi seet: «La médiation remplace le prêt-à-porter judiciaire par du sur-mesure.» Dat kann een natierlech och esou formuléieren. Jiddefalls ass richteg, dass, wann d'Leit selwer kënnen décidéieren, wat fir si akzeptabel ass oder net, dass dat heiansdo ganz aner Saache sinn, wéi déi op engem Geriicht géife gestallt ginn.

D'Formatioun vum Médiateur ass ugeschwat ginn - si ass wichteg! D'Formatioun ass «un processus structuré», sot de Rapporteur eis an dem Rapport; eng Conversation structurée, dat ass eppes, wat sech léiert. Duerfir ass et wichteg, dass d'Médiateuren net nëmmen eng Profession de base par ailleurs hunn, eng Beruffserfahrung, soit als Éducateur, soit als Affekot, soit als soss eng Professioun, mä se mussen derbäi eng Formatioun an der Médiatioun selwer kréien, fir eben eng Konversatioun, déi schwiereg ass, ze strukturéieren a pas à pas weiderzekommen, fir d'Leit dozou ze bréngen, Propositiounen ze maachen.

An dat ass dat praktescht Resultat dovunner: Wéi si sech kéinte virstellen, wat fir eng Konzessioune si kéinte maachen, kucken, ob deen anere se akzeptéiert, dann deem anere seng Besoinen héieren, se eventuell unhuelen oder se ofänneren, a wann et dann zu engem Accord kënnt mat der Hëllef vun deem onofhängegen Drëtten, deen Accord festhalen, deen dann - an dat ass wichteg - natierlech net de Wäert vun engem Uertel huet, deen huet de Wäert wéi e Kontrakt: «la valeur de la chose convenue».

Dat kann awer, wann d'Leit dat wëllen, wa se gären eng Formule exécutoire op hiren Arrangement hätten, iwwert d'Homologatioun op e Geriicht goen, an de Riichter kuckt dann am Fong just, ier den Accord homologéiert gëtt - net, ob dat gutt ass oder net, wat d'Leit gemaach hunn -, mä ob et konform zum Droit ass an ob et net contraire zum Ordre public ass. Dat ass d'Missioun vum Riichter an engem Accord. Et ass also net, ze kucken, ob d'Leit elo richteg oder falsch sinn, just ze kucken: Si mer conforme au droit an net contraire à l'ordre public?

Et ass also keng Konkurrenz zu enger Judiciarisatioun vun engem Problem, et ass eng Voie parallèle, déi net concurrentiel ass, mä déi complémentaire ass. All Mënsch kann deen een oder deen anere Wee sech eraussichen.

Eng grouss Differenz - an ech komme ganz kuerz nach dorobber zréck -, dat ass, dass, wa bis d'Geriicht befaasst ass, ass de Riichter net méi fräi, déi Affär do weiderzemaachen oder net. Bei der Médiatioun ass et esou, dass net nëmmen d'Leit selwer, mä och de Médiateur all Moment kann décidéieren - wann en d'Gefill huet, seng Aarbecht géif net virukommen, wann en d'Gefill huet, e wier net méi impartial, wann en d'Gefill huet, ee vun deenen zwee, déi um Dësch sëtzen, dee wéilt guer net zu enger Léisung kommen -, all Moment bis d'Affär ganz eriwwer ass kann an der Médiatioun opgehale ginn. Och dat ass eng vun den Differenzen.

E groussen Avantage ass bei der Médiatioun, dass se confidentiel ass. Dat heescht, alles... An dat mussen d'Leit ënnerschreiwen, wa se erkläert kritt hunn, wat d'Médiatioun ass. Si mussen ënnerschreiwen, dass dat, wat am Kader vun der Médiatioun gesot gëtt, net no bausse kënnt. Et geet drëms, dass d'Leit sech méi opmaache wéi op engem Geriicht, well se net musse fäerten, dass alles, wat se soen, eventuell kéint géint se gebraucht ginn.

Et ass och esou, dass näischt, wat an der Médiatioun gesot gëtt, herno iwwer eng Zeienausso vum Médiateur oder eng Pièce, déi an der Médiatioun entstanen ass, op engem Geriicht kéint verséiert ginn, well kloer ass, dass och no enger Médiatioun d'Leit d'Méiglechkeet vun engem Tribunal bäibehalen. Si verléieren also net e Recht, si verléiere kee Recht, si kréien am Fong eng aner Méiglechkeet derbäi, fir ze probéieren, Problemer, déi se hunn, ze léisen.

Déi grouss Differenz zwëschen der Médiatioun an dem Riichter ass, dass de Riichter de Pouvoir huet, ze décidéiere fir d'Leit, wat fir si richteg ass, wat conforme au droit ass. De Médiateur huet kee Pouvoir, weder e Pouvoir d'instruction, nach e Pouvoir de décision, en ass just responsabel vum Prozess, deen e studéiert huet an deen e muss op en Enn bréngen an de Formen, wéi se virgesi sinn. D'Differenz ass natierlech enorm, well d'Latitude vun de Leit an der Médiatioun ass total: Et kann hinnen näischt imposéiert ginn, wat deen een, deen aneren oder déi zwee net wëllen, an all Moment vun der Prozedur kann deen een oder deen aneren ophalen. Esou wäit zur Definitioun.

Wat sinn d'Effete vun der Médiatioun? Net nëmmen ass den Effet, dass d'Leit kënne Léisunge fannen, déi hinne méi entsprieche wéi déi, déi se um Tribunal kéinte kréien, mä se iwwerhuelen och an der Médiatioun eng Eegeverantwortung! Amplaz engem Affekot oder enger Assurance hire Problem ze delegéieren a sech net méi drëms ze këmmeren, musse se sech hei selwer dran amëschen a kucken, op e grénge Zweig ze kommen, wéi een op Lëtzebuergesch seet. Dat heescht och, dass se musse léieren, och mat Leit, mat deene se e Konflikt hunn, am Respekt ëmzegoen, nozelauschteren, net aggressiv ze ginn an ze kucken eben, ob eng Léisung méiglech ass.

Et ass méi schnell wéi eng Prozedur um Geriicht an och méi bëlleg, duerch déiselwecht Ursaachen. An et ass méi wéi eng Léisung en droit. Déi emotional Aspekter vun enger Relatioun, déi ginn hei mat beschwat, mat geléist, an dat brëngt am Fong mat sech, dass d'Leit am Prinzip duerno musse besser eens gi mat deem, dee se souwisou an hirem Liewen net kënnen évitéieren: en Noper, en Expartner, mat deem ee Kanner huet, oder e Patron beispillsweis.

Och d'Zefriddenheet vun de Leit iwwer eng Médiatioun ass méi grouss - dat geet eraus aus alle Sondagen am Ausland - wéi bei engem Uerteel, wat och normal ass, well d'Uerteel gëtt gesprach an d'Léisung an der Médiatioun, déi gëtt vun de Leit selwer fonnt. Et ass och doduerjer, dass d'Exekutioun vun engem Médiatiounsaccord méi einfach ass a manner Sue kascht wéi dat de Fall ass bei engem Geriichtsuerteel.

Mäi Virriedner huet schonn erkläert - an ech ka mer dat also spueren -, wat d'Differenze sinn zwëschen der Médiatioun an anere MARCen. MARC, dat ass ofgekierzt „méthodes alternatives de résolution de conflits oder „de résolution de différends". Zwëschen dem Arbitrage, der Négociatioun, der Transaktioun an der Médiatioun gëtt et substanziell Ënnerscheeder. Et gëtt zwar an all deene Fäll meeschtens en Drëtten, mä souguer wann et en Drëtte gëtt, wéi an der Conciliatioun, ass säi Rôle net deeselwechten. Eng Conciliatioun, a mir wësse jo och aus dem öffentleche Liewen, dass dat en Term ass, deen oft gebraucht gëtt, gëtt deem Drëtten, deen do diskutéiert, méi Pouvoir de suggestion, dee kann eng Instruktioun maachen, dee ka selwer Investigatioune maachen, Propositioune maachen. All dat ass an der Médiatioun net wichteg.

Médiatioun a Justiz ass am Fong dat, wat am oftste schlecht verstane gëtt, well déi zwee interaktiv sinn an trotzdeem aneschters. Et ass also kloer, dass ee muss oppassen, dass d'Differenzen zwëschen deenen zwou Resolutiouns-, Problemresolutiounsmethoden absolut kloer sinn. Ech denken, dass ech dat meescht schonn dozou gesot hunn.

Vläicht nach ee Wuert zur Prozedur. Wann een op d'Geriicht geet, ass d'Prozedur oft e groussen Handicap, deen d'Leit net verstinn, well déi Saachen, déi Affären, déi ginn no engem gewëssene Ritual, dee ganz spezifesch virgeschriwwen ass, iwwert d'Bühn, a wann een e Prozedurfeeler mécht, da kann d'Affär verluer sinn, och wann de Fong ze gewanne war. De Processus, deen an der Médiatioun ass, ass am Fong just eng Method fir ze schaffen, an et kann een net duerch e Feeler an der Prozedur oder am Processus säi Prozess verléieren.

D'Médiatioun ass ëmmer - an de Virriedner huet dat och gesot - volontaire. Et ka keen zu enger Médiatioun forcéiert ginn! Et kann een eng proposéiert kréien, eng proposéieren, de Riichter kann eng suggéréieren, mä et gëtt näischt draus, wann d'Leit net alleguerten d'accord sinn. Dat, mengen ech, ass eng ganz wichteg Saach, an duerfir mengen ech och ze soen, dass dat Gesetz, wat elo um Dësch läit, wierklech e Gesetz ass, wat iwwert d'Direktiv erausgeet an déi richteg Richtung, dat heescht, alle Leit d'Méiglechkeet gëtt, a gewëssene Matièren um gudde Wee ze probéieren eens ze ginn, fir am Fall, wou et net géif goen, awer kënnen op den Tribunal zréckzekommen.

De Médiateur huet eng speziell Missioun, ech hunn et gesot: de Processus. Dat heescht, e muss probéiere fir d'Éischt ze erklären, wat d'Médiatioun ass, ze verstoen, wat de Konflikt ass, proposéieren, also versichen erauszefannen, wat déi wierklech Ursaach vum Konflikt ass, fir dass d'Leit selwer dozou kommen, hir Solutioun ze sichen, déi dann - an dat ass en Avantage vum Gesetz, well och elo kann et Médiatioun ginn - iwwert de Wee vum Geriicht kann homologéiert ginn. Dee Moment, wou se homologéiert ass, huet se déiselwecht Valeur wéi e Jugement, an dee Moment ass et kloer, dass an dësem Gesetz musse Saache stoen, wéi déi Prozeduren iwwert d'Geriicht ginn, fir dass dee Prozess ka reibungslos vun enger Médiatioun eriwwergoen an de Caractère judiciaire.

E gutt Gesetz - de Champ d'application ass erkläert ginn, wou e puer Problemer, wou e puer Froen a mengen Aen nach net kloer sinn, an ech wollt am Fong zum Schluss ganz kuerz dorobber agoen.

De Rapporteur huet gesot, mir brauchen en Agrément. D'Konditioune vum Agrément, wéi een dee kritt, déi stinn am Gesetz, och d'Formatioun, d'Honorabilitéit an esou weider. Wat net am Gesetz steet, dat ass am Fong d'Natur oder d'Zuel vun der Ausbildung, déi e Médiateur, wann e kee Master huet, iwwer seng Formation de base eraus muss hunn. Dat ass fir mech perséinlech e Problem, well d'Qualitéit vun der Médiatioun hänkt of net vum Fait, wéi gutt e Gesetz ass, mä wéi gutt de Médiateur ass, deen op d'Leit lassgelooss gëtt.

Duerfir mengen ech, dass et interessant wier - an de Minister huet säin Accord an der Kommissioun mëndlech ginn -, fir sech un deem ze inspiréieren, wat an der ALMA, der Association luxembourgeoise des médiateurs agréés, festgehalen ass. Fir den Agrément an där Associatioun ze kréien, muss een 150 Stonne Formation théorique a pratique hunn. A wann ee se net huet am Ufank, da kann ee se an enger gewëssener Zäit, nodeems een ugefaangen huet ze schaffen, nomaachen. Well, wann d'Leit keng Formatioun fäerdeg hunn, kéinte se jo soss ni ufänken ze schaffen. Ech mengen, dass dat déi Manéier ass, fir virzegoen. An ech hoffen, dass de Minister sech un déi Kritären hält, déi op engem anere Gebitt, wou nëmmen agréémiert Médiateure schaffen, schonn existéieren.

E klenge Regret ass, dass de Retrait vum Agrément zwar virgesinn ass, mä dass et am Fong schwiereg ass sech virzestellen, wéi de Minister virgeet, wann en net regelméisseg Kontrolle mécht vun der Praxis, fir ze wëssen, ob ee Médiateur schafft wéi e soll schaffen, oder net. Ech mengen, dass et wichteg gewiescht wier, dass deen Agrément wierklech nëmmen op Zäit gi wier, amplaz, wéi et elo am Gesetz steet, à durée indéterminée, op Suggestioun vum Statsrot hinn. Well, wann en ëmmer muss erneiert ginn, wier dat automatesch d'Geleeënheet gewiescht, dass de Minister ka kucken, ob net nëmmen d'Formatioun stëmmt an déi aner Konditiounen, mä och, ob d'Praxis stëmmt.

M. le Président.- Madame Err, Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen.

Mme Lydie Err *(LSAP), auteure.*- Deen zweete Problem ass...

(Interruptions diverses)

...meng Partei huet...

(Interruptions et hilarité)

M. le Président.- Dir kritt also da kee Crémant, Här Minister.

Mme Lydie Err *(LSAP), auteure.*- Theoretesch kéint ech jo erëmkommen. Dat maachen ech awer net.

M. le Président.- Neen, et ass an der Rei, Madame Err. Ech wollt Iech just soen..., ech hu jo gesot „lues".

(Hilarité)

Dir hutt jo bis elo..., véier Minutten hunn ech Iech scho ginn. Dann huelt der nach zwou, dräi. Mä ech wollt Iech awer soen, iergendwéi eng Kéier musse mer awer och de Mëtteg an der Diskussioun virukommen.

Mme Lydie Err *(LSAP), auteure.*- Merci, Här President. Ech maachen dann elo e bësse méi séier.

Den Haaptproblem ass d'Formatioun. Deen zweete Problem, deen ass, dass de Retrait..., dass den Agrément, deen ausgedeelt gëtt, net limitéiert ass an der Zäit. Deen drëtte Problem ass deen, dass den Avis vun der Chambre des Notaires seet, dat wier eng ganz interessant Saach och fir Notairen, mä dass an deem Kontext kee Wuert vu Formatioun ass. Et ass gutt, wann d'Notairen - an dat ass fir d'Leit och gutt -, wann d'Notairë mat médiativen Approchen un d'Problemer eruginn. Mä dat kënne se nëmme maachen, wa se, en tant que tel, d'Konditioune vum Médiateur erfëllen. An ech weess, dass ech mat der Madame Doerner hei e Kollaborateur, en Transmissiounsagent hunn, fir dat weiderzeginn un d'Chambre des Notaires.

Dee leschte Problem - och ee wichtege Problem - ass deen, dass d'Direktiv, déi gutt transposéiert ass a méi wäit transposéiert ass wéi dat, wat se hätt missen, am Fong net duergeet, wat d'Qualitéit vun der Médiatioun ubelaangt, mä och, wat de Code de bonne conduite ubelaangt, de Mécanisme de contrôle an d'Efficace de contrôle et de qualité iwwert d'Servicer selwer vun der Formatioun.

Ech denken duerfir, dass et wichteg ass, dass déi Méiglechkeet vun engem Retrait vum Agrément dem Minister dozou dénge wäert, fir ze kucken, automatesch, no enger gewëssener Zäit vun der Praxis, ob déi Praxis stëmmt, a vu dass en dat net selwer ka maachen, dass e sech muss iwwerleeën, wat fir een Organisme en do wëllt schafe vu Médiateuren, déi wierklech an der Praxis schaffen, fir déi ze froen, fir d'Praxis vun anere Leit ze observéieren, ze supervisséieren a fir dann, wann d'Qualitéit vun der Médiatioun net stëmmt, beim Minister ze intervenéieren, fir dass deen iwwert den Agrément kann eng Kontroll vun der Praxis maachen. Well dat ass deen eenzegen Unhaltspunkt, deen en dozou huet.

Dat war et fir elo, Här President.

Hei huet ee säi Bic leie gelooss.

(Interruptions)

M. le Président.- Merci der Madame Auteure vun der Proposition de loi, der honorabeler Madame Err. An als éischte Riedner ass elo den honorabelen Här Serge Wilmes agedroen. Här Wilmes, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Serge Wilmes *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, villmools Merci. Fir d'Éischt wéilt ech gären dem Rapporteur vun dësem Gesetzesprojet, dem Léon Gloden, villmools Merci soe fir säi gudde schréftlechen a mëndleche Rapport, well hien huet, geneesou wéi d'Madame Err elo, ganz kloer an däitlech hei erkläert, wat d'Médiatioun ass - dat ass jo e komplext Thema - a wéi mer dat och wäerten an eist Recht aschreiwen, aféiere mat dësem Gesetzesprojet.

Dofir wéilt ech mech gären, vu datt all déi juristesch Detailer jo schonn erkläert gi sinn, drop limitéieren, fir eng Kéier ze kucke kuerz, wéi d'Médiatioun sech am Laf vun der Zäit entwéckelt huet, also deemno e klengen historesche Réckbléck eng Kéier maache vun der Médiatioun. An do ass fir d'Éischt emol kloer ze soen, datt Konflikter, dat gëtt et esou laang wéi et d'Mënsche gëtt, an dofir ass et och normal, datt esou laang, wéi dat schonn existéiert, och versicht gëtt, déi Konflikter ze léisen.

Do gëtt et verschidden Aart a Weisen: Institutionell gesinn ebe viru Geriicht, mä et gëtt awer och schonn zënter enger Rei vu Jore Beméiungen, fir aussergeriichtlech eben och zu Konfliktléisungen ze kommen. An dowéinst ass et och net ganz einfach, fir festzeleeën, wéi sech da genee d'Médiatioun am Laf vun de Jorzéngten entwéckelt huet.

Wat ee just mat enger gewëssener Sécherheet ka soen, ass, datt d'Médiatioun e relativ rezent Phenomeen ass, dat heescht, jiddefalls d'Médiatioun, esou wéi mir se haut verstinn, dat heescht - nach eng Kéier déi Definitioun, ech hoffen, datt ech se elo hei richteg erëmginn - eng fräiwëlleg Démarche, fir mat Hëllef vun enger drëtter, neutraler, onofhängeger an onbefaangener Persoun ee Konflikt tëschent zwou oder méi Parteien ze léisen.

Et ass also u sech eng Method, déi mer eréischt zënter dem 20. Jorhonnert wierklech kennen ënnert där Form, wéi mer se haut hei wëllen och aféieren. Bon, eng vun deenen éischten, awer méi fréie Formen dovunner, déi ass schonn entstanen an den 30er a 40er Joren an de Vereenegte Staten, wou et zu engem gewëssene Moment zu grousse Konflikter tëschent Patronat an Aarbechter komm ass. An duerno huet sech dat dunn do och weiderentwéckelt.

De Rapporteur hat schonn eng Kéier d'Bemierkung gemaach: An de 70er Joren hunn du virun allem och d'Betriber ugefaangen, déi Form vu Médiatioun an Amerika ze benotzen, well et fir si méi séier gaangen ass, wéi viru Geriicht ze goen, wou ganz laang Affäre waren, a virun allem wou et och extrem deier fir si ginn ass. Dofir hu se ugefaangen, dat aussergeriichtlech tëschent sech an och an der Relatioun mat hire Clienten ze sichen an ze maachen.

An den 80er Joren dunn ass déi Médiatioun och um universitären Niveau an Amerika ugefaange ginn ze erfuerschen, an du sinn do och Programmer, Methoden entwéckelt ginn, fir dat nach ze verfeineren. An et ass och ugefaange ginn, dat op aner Beräicher auszedehnen, wéi zum Beispill op dee familiären Domän.

No an no ass dat dann och an Europa ëmmer méi zu engem Trend ginn. Och wa mir schonn zënter enger gewëssener Zäit esou Forme kenne vun alternative Léisungsmethoden, dauert et allerdéngs e bësse méi laang, bis an d'90er Joren eran, fir datt mir och déi handelsrechtlech an dunn déi allgemeng zivilrechtlech Médiatioun richteg entwéckelen.

Et huet domadder ugefaangen, kann ee soen, 1994, wéi een europäesche Réseau geschafe ginn ass, deen déi handelsrechtlech Médiatioun ubitt an ënnerstëtzt, an esou ass ee Réseau geschafe ginn, den REAM. An dee Réseau, dee gëtt et och nach haut, dee gëtt et haaptsächlech eben a Frankräich, an Italien, a Spuenien an am Vereenegte Kinnekräich.

A Frankräich, wa mer kucken eng Kéier ronderëm an eise Nopeschlänner, dann ass Frank-

räich dat éischt Land, wat 1995 schonn déi zivil- an déi handelsrechtlech Médiatioun a sengem Zivilcode ageschriwwen huet mat engem Gesetz. An der Belsch ass et 2001 zu engem éischte Médiatiounsgesetz komm, an zwar iwwert déi familiär Médiatioun. An dunn ass 2005 en neit Gesetz gestëmmt ginn, wat déi Médiatioun quasi op all rechtlech Domäner ausweit. An Däitschland, do ass et bis elo nach net op Bundesniveau zu engem Médiatiounsgesetz komm - si sinn amgaangen, dorunner ze schaffen, vu datt mer jo mussen déi Direktiv an all de Memberstaten ëmsetzen -, mä et gëtt awer schonn a verschiddene Bundeslänner zënter enger Zäitche Forme vu geriichtsnoer Médiatioun, wéi zum Beispill an Niedersachsen oder an Nordrhein-Westfalen.

Um europäeschen Niveau dann, vun den Europäesche Gemeinschaften, do ass et och eréischt zënter Enn vun den 90er Joren, wou mer aktiv gi sinn an der Médiatioun. Fir d'Éischt war dat de Conseil de l'Europe, deen 1998 eng Recommandatioun iwwert d'Familljemédiatioun an 2002 eng iwwert déi zivil Médiatioun gemaach huet, a parallell dozou ass och ugefaange ginn an den europäeschen Institutiounen.

D'Europäesch Kommissioun huet nämlech 1998 an 2001 eng Recommandatioun erausginn iwwert d'Léisung vun aussergeriichtleche Consommatiounskonflikter. Doriwwer eraus ass 2002 e Gréngt Buch erauskomm iwwer alternativ Konfliktléisungen am Beräich vum Zivil- an Handelsrecht. 2004 koum en europäesche Code de conduite fir Médiateuren eraus, an dunn eben 2008 och déi Direktiv vum Europäesche Rot an dem Europäesche Parlament iwwert d'Aféierung an den EU-Memberstate vun der zivil- an der handelsrechtlecher Médiatioun.

Déi Direktiv vun 2008, déi jo haut och mat dem Gesetzesprojet soll a lëtzebuergescht Recht ëmgesat ginn, déi geet zréck op eng Initiativ vum Europäesche Rot, deen 1999 a Finnland zu Tampere d'EU-Memberstaten agelueden huet, fir aussergeriichtlech Méiglechkeeten, fir Konflikter ze léisen, ze schafen, an deen och deemools der EU-Kommissioun d'Mandat ginn huet, fir an deem Sënn eng Direktiv auszeschaffen.

Dat Ganzt stäipt sech op ee fundamentale Prinzip vun der Europäescher Gemeinschaft, an zwar deen, datt all europäesche Bierger soll Accès hunn zu der Justiz, ee Recht, dat explizit am Artikel 6 vun der Europäescher Mënscherechtskonventioun steet. An ee Recht, dat mer elo mat dësem Gesetzesprojet jo och versichen, de lëtzebuergesche Bierger ze garantéieren, well bis dato ass et hei zu Lëtzebuerg nach net esou generell zivilrechtlech an handelsrechtlech Médiatioun ginn. Déi féiere mer mat dësem Gesetz hei an.

Mä trotzdeem gëtt et awer och schonn, wéi an deenen anere Länner, zënter enger Rei Jore Forme vu Médiatioun, wann een zum Beispill un déi administrativ Médiatioun denkt mat dem Ombudsmann, oder aner Beräicher, wou et en Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand gëtt oder ee Centre de médiation socio-familiale oder de Centre de Médiation du Barreau de Luxembourg, fir nëmmen déi heiten ze nennen, och wann dat sou wéi anerer jo Forme sinn, mä et ass nëmme fir ze weisen, datt et awer och scho Virleefer hei ginn ass.

Op jidde Fall weist dee klengen historesche Résumé hei, deen ech probéiert hunn ze maache vun der Genèse vun der Médiatioun, datt d'Médiatioun zwar e ganz rezente Phenomeen ass, mä datt et awer schonn eng Zäit laang esou Forme vun alternativer Konfliktléisung aussergeriichtlech gëtt an der Welt.

Et ass awer op jidde Fall net einfach, fir dat ze definéieren. Et war net einfach, fir dat ze definéieren, vu datt sech d'Médiatioun jo awer och gestäipt huet oder sech entwéckelt huet aus anere Forme vu Konfliktléisung, wéi virdrun och d'Madame Err scho gesot hat, wéi zum Beispill d'Négociatioun oder d'Conciliatioun. Och wann dat erëm aner Elementer ëmfaasst, mä si stäipt sech awer dorop. Dofir ass et net evident, fir do eng prezis Definitioun ze fannen oder fonnt ze hunn, déi mer awer elo kloer definéiert hunn an deem Projet de loi.

E Projet de loi, deem mer selbstverständlech als Fraktioun zoustëmme wäerten. Mir wäerten also domadder net nëmmen d'Médiatioun an eise legislative Kader hei zu Lëtzebuerg aschreiwen, mä domadder och ee klengt Stéck Geschicht vun der Médiatioun schreiwen.

An zu gudder Lescht awer - an dat hat d'Madame Err och eng Kéier kuerz ugeschwat, an dorop wéilt ech eng Kéier hiweisen - weise mer mat dësem Gesetzesprojet, datt mer och méi wéi just nëmmen d'Direktiv ëmsetzen. An zwar beschränkt sech jo d'Médiatioun net, wéi an der Direktiv virgesinn, just op déi Konflikter, déi grenziwwerschreidend sinn, mä erstreckt sech eben och op déi intern Konflikter am Zivil- an Handelsrecht, an net ze vergiessen och am Familiären, also am Beräich vun der Famill. Ee Schrëtt, dee mer do jo nëmme kënne begréissen!

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet an ech ginn domadder den Accord vu menger Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- An ech soen dem Här Wilmes Merci. Als nächst Riednerin ass d'Madame Lydie Polfer agedroen. Madame Polfer, Dir hutt d'Wuert.

Mme Lydie Polfer *(DP)*.- Merci, Här President. Ech wéilt fir d'Alleréischt dem Rapporteur, dem Här Gloden, ganz häerzlech Merci soe fir säin ausféierleche Bericht, souwuel dee schréftleche wéi dee mëndlechen, an awer och ganz besonnesch mech un d'Madame Err wennen an hir Merci soen. Ech mengen, et ass e glécklechen Zoufall, datt haut - wahrscheinlech déi leschte Kéier, Madame Err, wou Der hei an der Chamber, als Deputéiert op alle Fall, schwätzt -, datt dat just fir e Gesetzesprojet ass, eng Proposition de loi, déi Dir virbruecht hutt a fir déi Der Iech besonnesch agesat hutt.

Ech wëll domat wierklech Iech fir Ären Engagement hei fir d'Médiatioun, en Domän, deen Der jo elo e bëssen och op enger anerer Plaz maacht, Iech wierklech dofir Merci soen an Iech félicitéieren an Iech elo schonn all Guddes wënschen.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Lydie Polfer *(DP)*.- Dee Projet, dee mer haut virleien hunn, dee geet, wéi mer et elo schonn e puermol héieren hunn, op eng Direktiv zréck, déi nees eng Kéier fousst op den Décisioune vum Conseil européen vun Tampere '99. Ech ka mech un dee ganz gutt erënneren, well et war deen éischten, wou ech war a wou, wéi gesot, Meilesteng gesat gi sinn a wou d'Memberlänner opgefuerdert gi sinn, eben aktiv ze ginn, fir extrajudiciaire Prozeduren ze entwéckelen.

Wéi et och scho gesot ginn ass, hate mer hei zu Lëtzebuerg jo och schonn d'Gesetz vun '99 iwwert d'Médiation pénale agefouert. Dat war och gutt, mä - mä! - awer Haaptkritikpunkt un deem Gesetz war, datt dee Moment de Sënn an den Zweck am Fong wierklech den Désengorgement vun de Geriichter war. Et war awer ganz onkloer, wéi déi Médiatioun an der Praxis da sollt fonctionnéieren. An et ass och wierklech keng Reflexioun doriwwer gemaach ginn.

D'Formatioun zum Beispill vun de Médiateuren an den néidege Suivi goufen dobäi séier zur Niewesaach - Saachen, déi kritiséiert gi sinn an déi och d'Madame Err besonnesch och eben an hirer Proposition de loi kritiséiert an opmierksam drop gemaach huet. An ebe just an där Hisiicht, just deene Kritiken ass an dësem Gesetz Rechnung gedroe ginn.

Well vill méi wéi eng Alternativ soll d'Médiatioun sech zu engem Complément vun der Justiz entwéckelen. Et ass eng aner Manéier, wéi mer et och scho gehéiert hunn, méi eng kooperativ, méi eng friddlech Manéier, zum Recht, jo, och zu sengem Recht ze kommen.

Ofgesi vun engem Aspuere vun Zäit a Geld, besonnesch eben och fir de Stat, erlaabt et, op eng méi diskret Manéier an Domänen, wou d'Publizitéit vun de Verhandlungen dach relativ onangenehm ass, ze wierken an zu Resultater ze kommen. Et ass e Fait, datt d'Médiatioun den Erausfuerderunge vun eiser heiteger Gesellschaft, mengen ech, besser gerecht gëtt. Si ass upassungsfäeg un ëmmer méi komplex sozial Situatiounen an och e Mëttel, fir deem steigenden Individualismus, wou ee sech nëmmen drop beharrt, recht ze kréien, entgéintzekommen a fir eben dee Kommunikatiounsdefizit, deen esou oft zwëschen de Leit besteet, ze behiewen.

D'Médiatioun erlaabt et zum Beispill, eben am Fall och vun enger Scheedung méi perséinlech an emotionell Aspekter materanzebréngen, déi viru Geriicht net onbedéngt a Betruecht gezu ginn. All Partei muss sech do abréngen, muss hiert derzou bäidroen. Et gëtt kommunizéiert an et kënnt nëmmen zu engem Accord, wann, wéi gesot, déi zwou Parteien derzou bäidroen.

Virun engem Geriicht, do gëtt e Jugement imposéiert, a bei der Médiatioun gëtt d'Resultat zwëschen de Parteien négociéiert. Et gëtt also net - wéi d'Madame Err et och scho gesot huet - ee Verléierer an een, dee gewënnt, mä et kënnt zu enger Léisung, déi vun deenen zwou Säite gedroe gëtt. An ech mengen effektiv, datt dat eng besser Léisung ass, fir eben och duerno weider zesummen ze schaffen an ze liewen.

D'Direktiv - et ass scho gesot ginn - applizéiert sech fir d'Alleréischt op d'zivilt a kommerziellt Recht am Kader vun transnationale Litigen, mä dee Projet de loi vun haut, dee geet awer iwwert d'Direktiv eraus a féiert och d'Médiatioun am nationale Kader an, wat mir natierlech begréissen.

Vu datt d'Médiatioun deenen ënnerschiddlechste Situatioune gewuess muss sinn a fir deene gerecht ze ginn, si verschidde Konstellatioune virgesinn. Den Här Gloden ass am Detail schonn drop agaangen.

Wéi an der Direktiv och ass eng konventionell Médiatioun virgesinn, an där d'Parteie sech op fräiwëlleger Basis op eng Médiatioun aloossen, mä awer och natierlech eng juristesch Médiatioun. An am Géigesaz zur Médiation conventionnelle kann ee juristesche Médiateur nëmme vun engem Riichter ageschalt ginn.

Wou d'Gesetz dann nees ee Schrëtt méi wäit geet wéi d'Direktiv, dat ass, datt eng Section der Médiation familiale gewidmet ass. An och dat ënnerstëtze mer. Obwuel d'Direktiv dozou näischt virgesinn hat, geet aus de Recommandatioune vum Conseil de l'Europe a vun der Europäescher Unioun selwer ervir, wéi wichteg d'Médiatioun ebe just grad an dësem Domän ka sinn. D'Litigë si vu ganz anerer Natur, wéi och d'Konsequenzen, esou zum Beispill bei der Garde vun de Kanner. An dofir sinn eben och speziell Prozeduren an Objektiver festgeluecht ginn.

Fir datt d'Médiatioun dann och esou fonctionnéiere kann, wéi dëst Gesetz et virgesäit, ginn déi néideg kompetent Leit gebraucht. An dat ass effektiv ee Punkt - d'Madame Err ass scho vill drop agaangen -, wat vläicht e Schwaachpunkt ass: Hu mer genuch Leit? Hu mer genuch Leit fir d'Médiateurs agréés, déi déi néideg Formatioun hunn? Jo.

An dann hu mer jo eben niewendrun och nach, no laangen Diskussiounen an der Commission juridique, de Médiateur non agréé. Sollt een dat maachen? Sollt een et net maachen? Gewëss, de Médiateur agréé bréngt déi néideg Kompetenz mat. Do ass ee sécher. Par contre, de Médiateur non agréé léisst eng gewësse Flexibilitéit zou, well do eben net déi administrativ Prozedure virgesi sinn.

Mir hunn eis jo dofir schlussendlech och drop gëeenegt, datt een déi zwou Methode soll virgesinn, quitte datt een, wéi mengen ech och de Minister an der Kommissioun et versprach huet, no e puer Joer ka kucken, wéi dann an der Experienz dat eent an dat anert sech bewäert huet.

Ech wéilt vläicht nach just op ee Punkt agoen, dee mer an deene villen Avisen - déi sinn hei schonn zitéiert ginn - effektiv als berechtegt oder net onberechtegt schéngt. An dat ass déi Remarque, déi vun der Chambre des Salariés gemaach ginn ass: firwat datt mer keng Assistance judiciaire virgesinn an der Médiation volontaire.

Wa mer wierklech iwwerzeegt sinn, datt d'Médiation volontaire eppes Wichteges ass, eppes Guddes ka sinn, eng friddlech Manéier, fir Konflikter ze léisen, firwat gi mer dann deene Leit, déi mannerbemëttelt sinn, well dat si jo déi, déi vun der Assistance judiciaire kéinte profitéieren, net d'Méiglechkeet, eben och an d'Médiation volontaire ze goen? Ech konnt mech net méi erënneren, datt mer dee Punkt méi speziell an der Kommissioun beschwat haten, an dofir profitéieren ech vun der Präsenz vum Minister, fir deen dote Punkt nach eng Kéier opzewerfen.

Fir de Rescht gi mir natierlech als Fraktioun eisen Accord zu dësem Projet de loi.

Merci.

M. le Président.- Merci der Madame Polfer. An als nächst Riednerin ass d'Madame Viviane Loschetter agedroen. Madame Loschetter, Dir hutt d'Wuert.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer, viru mengem klengen Exposé am Numm vun der grénger Fraktioun eng kleng Bemierkung ze maachen. Ech sinn ënnert de Kommissiounsmembere vun der Commission juridique, déi un dësem Projet de loi geschafft hunn, déi eenzeg Persoun, denken ech, déi keng weider berufflech Affinitéite mat der Juristerei huet. Meng berufflech Affinitéite sinn am sozioéducativë Beräich an ech wäert och aus deem menger Meenung no gradesou wichtege Bléckwénkel schwätzen.

Merci awer dem Rapporteur, och en Affekot, net nëmme fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport, mä virun allem fir seng extrem gutt preparéiert Aarbecht an alle Kommissiounen a säin technesch-juristeschen, alertéierte Bléck, fir all Eenzelheet gesinn ze hunn. Seng minutiös Aarbecht huet mech beandrockt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi esou oft ass et eng EU-Direktiv, déi an onsem Land d'Politik a Bewegung bréngt. Bis elo huet aus onserer Siicht d'Politik sech zimlech wéineg ëm de Phenomeen vun der Schlichtung, vun der Médiatioun gekëmmert. Sécherlech si luewenswäert Initiativen ënnerstëtzt ginn duerch finanziell Subsiden, jo souguer duerch Konventiounen.

(Mme Lydie Polfer prend la présidence.)

Ech zielen dozou zum Beispill d'Peer-Médiatioun, d'Médiation par les pairs, déi vun engagéierte Leit de Kanner a Jugendleche meeschtens a schouleschen oder périschouleschen Aktivitéite geléiert gëtt. Eng an onsen Ae wichteg Initiativ, well se d'Prétentioun huet, grad déi nächst Generatioun op eng aner Form vu Konfliktléisung hinzeweisen; mat Succès, mat verkanntem oder souguer onbekanntem Succès, op d'mannst bis elo.

Dann d'Konventioune mat A.s.b.l.en, wéi zum Beispill e Centre de médiation an enger däischterer Galerie Kons, deen op engagéiert an interesséiert Leit vun alle Beruffssparten zréckgräift, Leit, déi un d'Médiatioun gleewen, déi sech derfir asetzen. Leit, déi schwiereg Fäll, dramatesch oder traureg Fäll, meeschtens Scheedunge mat Kanner, an hire Prestatiounen erliewen.

Leit, déi sech regelméisseg superviséiere loossen, déi regelméisseg Weiderbildung maachen an déi all qualifizéiert sinn. Qualifizéiert net am Sënn vun iergendengem Certificat, neen, qualifizéiert duerch eng offiziell unerkannten Héichschoul oder Uni - also keng Bidonsformatioun.

Leit mat engem grousse Bewosstsäin vun Deontologie, vläicht méi grouss wéi dat, wat mir ons notamment an der zoustänneger Kommissioun virstellen. Leit, déi an Hoffnung, oder déi mat Hoffnung oder muss ech vläicht souguer soen, déi mat Sehnsucht op aner Länner kucken, wéi zum Beispill Frankräich, d'Belsch, d'Schwäiz oder de Québec.

Dës Länner, fir nëmmen déi ze nennen, sinn ons schonn e ganze Schratt viraus. Si hu schonn zum Beispill eng unerkannte Chambre professionnelle de la médiation et de la négociation, déi de Profil an d'Ausbildung vun der Profession de médiateur definéiert. Si hunn en offiziell unerkannte Code d'éthique et de déontologie des médiateurs. Frankräich souguer huet bei der Reform vu sengem Gesetz iwwert den Divorce am Joer 2003 gläichzäiteg fir d'Kreatioun vun engem Diplôme d'État en médiation familiale gesuergt.

Mir zu Lëtzebuerg dokteren, wahrscheinlech aus parteipolitesche Grënn, schonn iwwer aacht Joer un enger Reform vun engem Scheedungsgesetz a stellen ons Froen iwwert de Sënn an Zweck vun enger unerkannter an diploméierter Médiatioun.

De Québec zielt zu engem vun deenen demokrateschsten a participatiivste federale Staten a villen Hisiichten, déi ech elo net all hei wëll opzielen. Et ass awer keen Zoufall, datt am Québec d'Médiatioun an all hire Komponenten an Domänen net méi zur Alternativ gehéiert, mä zur Regel ginn ass. Wahrscheinlech gehéiert d'Médiatioun zu enger Form vu gesellschaftlecher Organisatioun. Eng Form vu gesellschaftlecher Organisatioun, déi ee mat Sécherheet duerch politesch an legislativ Mesurë promouvéiere kann, jo souguer promouvéiere sollt.

Dëse Projet de loi gëtt haut a senger jëtzeger Form gestëmmt. De positiven Aspekt vun der europäescher Obligatioun ass deen, datt mer elo ënner Drock gerode sinn, well mer soss och hätte misse Sanktioune bezuele wéinst där verspéiter Emsetzung.

En zweete positiven Aspekt ass mat Sécherheet d'Proposition de loi vum Lydie Err aus dem Juni 2002, déi an der parlamentarescher Aarbecht fir munch Iwwerleeunge gesuergt huet. An dat war och gutt esou. D'Madame Err war visionär zu deem Zäitpunkt; ech mengen domadder am Juni 2002. An zumindest d'Direktiv gëtt hir haut Recht, zéng Joer duerno. Datt et esou laang gedauert huet, fir dës Proposition de loi op de Métier ze huelen, ass eigentlech en traurege Constat vun der Chambersaarbecht.

Ech wëll op dëser Plaz net weider op déi mënschlech Aspekter vun der Méiglechkeet vun enger Médiatioun agoen, déi Aspekter, déi de géigesäitege Respekt beschreiwen, mä och de Respekt viru senger eegener Persoun, fir mat engem Konflikt ëmzegoen, also der Konfliktsituatioun, an net de „Konfliktmënsch" an de Vierdergrond ze setzen.

Ech wëll éischter der grénger Fraktioun hir Erliichterung matdeelen, datt sech emol endlech eppes deet, eppes beweegt um legislative Plang, well et ass batter wichteg a batter noutwendeg.

Véier positiv Aspekter gesi mir: éischtens, datt d'Médiatioun elo legislativ definéiert ass an domadder och kloer Missioune kritt; zweetens, datt d'Médiatioun hir Plaz souwuel am judiciairë Ressort wéi och am sougenannte fräiwëllegen oder konventionelle Ressort huet. Si gëtt domadder onëmgänglech.

Den drëtte positiven Aspekt ass deen, datt Lëtzebuerg nieft den transfrontalièrë Médiatiounen, eigentlech déi vun der Direktiv, um nationalen Niveau exklusiv agréémiert Médiatioun virgesäit an unerkennt an der Médiation judiciaire, sief se da familiale oder och net.

A véierte Punkt: datt Lëtzebuerg um nationalen Niveau exklusiv fir agréémiert Médiatioun eng Assistance judiciaire virgesäit. Domadder hu mir effektiv Chancëgläichheet geschafen, déi zousätzlech och d'Qualitéit vun der Médiatioun garantéiert.

Mir hunn allerdéngs och Bedenken: dräi Aspekter, déi an onsen Aen elementar sinn, fir datt d'Médiatioun eng Chance kritt zu Lëtzebuerg, sech esou nidderzesetzen, datt se hirem Numm och gerecht bleift. Dräi Punkten, déi sécherlech och enger staarker Lobby ausgesat sinn a wou mer ons courageis Aktiounen an Décisioune vun der Regierung an hirem Justizminister erhoffen. Dräi Punkten, déi och an der zoustänneger Kommissioun méi schwiereg ze thematiséieren oder vill méi en profondeur ze diskutéiere waren, vläicht och, well dës zoustänneg Kommissioun praktesch ausschliesslech vun Affekote besat ass.

Éischte Punkt: Wéini kritt een a wie kritt en Agrément?

Zweete Punkt: Wéi gesäit an der Quantitéit an an der Qualitéit d'Formatioun aus, déi ee muss maachen, fir en Agrément ze kréien?

An drëtte Punkt: Wéi eng Roll wäerten déi net agréémiert, selbsternannte Médiateure spillen, respektiv wéi wäert de Législateur mat deem potenzielle Phenomeen ëmgoen?

Dës Froe ginn zu engem Deel och iwwer Règlements grand-ducaux beäntwert. Fir ons sinn et awer wesentlech Froen. Si gehéieren zur Essenz vum Gesetz, eng Essenz, déi mer haut nach net wëssen a wou et ons schwéier fält, dëse Projet ze stëmmen, well mer net wëssen, ob mer a Richtung Qualitéit vun enger Ausbildung steieren oder éischter a Richtung: Jiddwereen ass e Médiateur - iwwregens e Saz, dee mer heiansdo an de Gäng hei an dësem Haus héieren hunn. Dat heescht, nom Motto, wéi eng Kéier ee gesot hat: „Meng Mamm huet hir Kanner och groussgezunn ouni Qualifikatioun."

Et ass och an deem Sënn, wou mer als gréng Fraktioun wëllen eng Motioun ofginn, wou mer effektiv ons baséieren op d'Wichtegkeet vun der Formatioun, fir en Agrément ze kréien, a wou mer ons derniewent och baséieren op en Artikel, ee vun de leschten Artikele vun der Direktiv, fir notamment d'Virdeeler vun engem agréémierte Médiateur ervirzesträichen.

Well ech denken, datt, wann d'Médiatioun eppes Neies fir ons hei ass, dann ass se jo mat Sécherheet eppes Neies fir d'Bierger an d'Biergerinnen. An dofir wier et wichteg, eng Informatiouns- a Sensibilisatiounscampagne ze maachen an och op dee qualitative Wäert vun engem agréémierte Médiateur hinzeweisen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que la médiation en matière civile et commerciale, telle que proposée par la proposition de loi 4969 et introduite par le projet de loi 6272 peut être soit judiciaire, soit conventionnelle;

- constatant que ledit projet de loi ne prévoit pas d'agrément obligatoire pour les médiations conventionnelles;

- rappelant que les modalités de la formation en vue de l'obtention de l'agrément pour la médiation ne sont pas inscrites dans la loi mais seront réglées par voie de règlement grand-ducal;

- soulignant que la loi ne prévoit pas de conditions obligatoires garantissant la qualité à travers une formation spécifique pour les médiations familiales conventionnelles;

- se basant sur l'article 9 de la directive à transposer, qui stipule que «les États membres encouragent, par tout moyen qu'ils jugent approprié, la mise à la disposition du public, notamment sur Internet, d'informations sur la manière de contacter les médiateurs et les organismes fournissant des services de médiation»;

invite le Gouvernement

- à organiser une vaste campagne d'information et de sensibilisation à la régulation des conflits par la médiation et, plus particulièrement, à la qualité des services rendus par les médiateurs et les médiatrices agréés;

- à introduire, en vue de l'obtention de l'agrément et par voie de règlement grand-ducal, l'obligation de suivre une formation (continue) spécifique à la médiation d'un minimum de 150 heures et de 50 heures de pratique en médiation;

- à encourager l'adhésion de tous les médiateurs et médiatrices au «Code de bonne conduite administrative des médiateurs».

(s.) Viviane Loschetter, Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Josée Lorsché.

Mme le Président.- Merci.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Mir bedaueren och, datt dat, wat initialement u sech ugeduecht gi war, nämlech den Agrément à durée déterminée, dee vum zoustänge Minister dann och kéint ëmmer erëm weiderverdeelt ginn, mä virun allem kontrolléiert ginn,... Et war eng Iddi, déi ons gutt gefall hat.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen nach gären eng Kéier op d'Assistance judiciaire zréck. Dëse Punkt war an der Kommissioun thematiséiert ginn. Mir sinn der Meenung, datt et eng wichteg Viraussetzung ass vu Chancëgläichheet, datt eng gutt ausgebilte Médiatioun fir jiddwereen accessibel gëtt. An deem Sënn ass et och wichteg, datt concernéiert Leit, ob se gutt dostinn oder manner gutt dostinn, an deem Sënn, ob se aarm sinn oder manner aarm, béid eng Garantie op eng qualitativ héichwäerteg Médiatioun hunn.

Wann net agréémiert Médiateure wëlle mat zum Beispill héije Präisser um fräie Maart hire Business maachen, esou wäerte sech déi Concernéiert dach awer, denke mir, iwwerleeën, ob si wierklech méi Sue wëllen ausgi fir manner Qualitéit. A mir hoffen, datt dës Dynamik, wa se dann entsteet, sech vum selwe wäert eliminéieren.

Elementar wichteg dofir schéngt et ons eben: déi offensiv Informatiouns- a Sensibilisatiounscampagne ze starten, d'Notioun vun der Médiatioun ze erklären, gutt Praktiken dovunner ze vermëttelen an op d'Seriositéit vun dëser alternativer Method zur Konfliktléisung anzegoen. Dat geet nëmmen, wann och an der Informatiounscampagne op d'Qualitéit vun der Qualifikatioun higewise gëtt.

An alle Fäll, egal ob judiciaire oder net oder nach net: Jiddwereen ass gutt beroden, wann en eng qualifizéiert Médiatioun wëllt, bei en agréémierte Médiateur ze goen. Fir all déi aner Fäll sinn natierlech en Noper oder e Kolleeg oder eng beschte Frëndin och eng Méiglechkeet, mä dat huet näischt mat Médiatioun ze dinn.

An der Erwaardung, datt ons Motioun ugeholl gëtt, ginn ech déi mitigéiert Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun zu dësem fir ons wichtege Projet de loi a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Ech soen der Madame Loschetter och Merci. An ech géif dann als leschtem Riedner dem Här Henckes d'Wuert ginn.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Merci, Madame Presidentin. Och meng Remerciementer un de Rapporteur, den Här Gloden, deen dee ganz komplizéierte Projet, well e jo ganz vill Facetten huet, ganz gutt explizéiert huet. An ech wëll och der Madame Initiatorin vun der Proposition de loi, der Madame Lydie Err, Merci soen, datt se déi gutt Initiativ hat, fir op de Wee ze goe vun där Proposition de loi. Et schéngt jo och, datt se sech mat hirem Dynamismus an Engagement fir d'Médiatioun um Zivilen an Aarbechtsrechtlechen an um Penale gutt duerchgesat huet, well se jo och elo hoffentlech deeselwechten Engagement wäert hunn an hiren neie Fonctiounen. An ech wënschen hir vill Chance dobäi!

Eng etlech Leit, déi kommen natierlech an hirem Liewen e puermol a Konfliktsituatiounen. Deen traditionelle Wee, fir Konflikter ze léisen, ass, datt ee recht kritt an een onrecht kritt, an dofir ginn d'Leit dann deen Ablack op d'Geriicht. Mä et ass natierlech awer och esou, datt een oft gesäit, datt et um Geriicht heiansdo ka ganz laang daueren, bis een en Uerteel huet. Ech wëll drun erënneren, datt verschidden Divorcen heiansdo 14, 15, 16, 17 Joer laang daueren an aner Prozesser och, datt et also ka relativ laang daueren, bis ee säi Recht kritt a bis jiddweree sech dann a sengem Punkt duerchgesat huet.

An déi Leit, déi wierklech wëlle recht hunn a weisen, datt deen aneren onrecht huet, deene wäert d'Médiatioun och net vill hëllefen, well déi wëllen net op dee Wee do goen.

Datselwecht hu mer, niewent der Justiz an de Riichteren, do hu mer natierlech och nach a leschter Zäit den Arbitrage fonnt, wat eng Méiglechkeet ass, déi ganz staark gebraucht gëtt, notamment an de kommerzielle Konflikter, well do oft d'Dauer an d'Komplexitéit vun engem Prozess och net gewënscht sinn. An et ass besser, et huet een e schlechten Accord, wéi datt ee jorelaang op e Geriichtsuerteel muss waarden, wat och vill Sue kascht a wat ganz vill Problemer mat sech bréngt.

D'Médiatioun ass en neie Wee, an ech hoffen, datt e vill Succès wäert kréien. Hei ginn op eng Kéier déi Acteurs de droit, wou am Prinzip jiddweree sollt oder ee vun hinne wollt absolut recht kréien, hei ginn déi op eng Kéier derzou bruecht, fir sech net méi ze opposéieren, mä fir de Konflikt, deen tëschent hinne besteet, gemeinsam ze léisen a fir deen Ablack och an där ganzer Phas, wou een dat soll léisen, natierlech déi néideg Berodung an Assistenz ze kréien.

Et geet och drëm, datt déi Leit, déi a Konflikt sinn, sech responsabiliséieren an datt se zesummen en Accord fannen, dee se solle gemeinsam respektéieren.

Dem Médiateur seng Roll, déi ass, fir déi zwou Parteien derzou ze bréngen, fir esou en Accord ze fannen, an datt se deen Accord fräi fannen an ouni Drock vu senger Säit. Dofir ass et natierlech wichteg, datt d'Informatioun komplett ass, notamment déi juristesch Informatioun.

De Médiateur ass kee Riichter a keen Arbiter. An eppes, wat och wichteg ass, dat ass d'Confidentialitéit. Dat heescht, déi Informatiounen, déi virun engem Médiateur geschwat ginn, do kann et net esou sinn, datt de Médiateur op eng Kéier als Zeie geruff gëtt viru Geriicht, fir dann auszesoen, wat do soll gesot gi sinn, an datt also dee Médiateur op eng Kéier an de Prozess mat integréiert gëtt.

Et kann een also hoffen, datt mer eng etlech Konflikter esou iwwert d'Bühn kréien. Dat géif d'Geriichter entlaaschten. Mä et ass kloer, datt deen, dee wëllt recht hunn, an deen, dee wëllt recht kréien, nach wie vor wäert op d'Geriichter goen, well e sech géint deen aneren duerchsetze wëllt.

Mä den Agrément, d'Médiatioun ass awer eng wichteg Saach, well mer ganz oft gesinn, datt d'Riichter wierklech net méi wëssen, wéi a wat se sollen décidéieren a klengere Saachen, familiäre Saachen, wou wierklech d'Riichter net dofir do sinn, fir esou Konflikter ze léisen.

Et stelle sech natierlech am Kader vun dësem Gesetz e puer Froen. Dat sinn déi vum Agrément oder net Agrément. Mir mengen, datt et gutt ass, datt mer déi zwee hunn, dat heescht, déi agréémiert Médiateuren an déi net agréémiert. Woufir? Well mer gesinn, datt déi meescht Leit, déi en Agrément als Médiateur hunn, sech am Familljerecht spezialiséiert hunn, vläicht och nach am Aarbechtsrecht. Mä mir brauchen awer och nach ganz oft Médiateuren an anere Gebidder, an technesche Gebidder, wou et ganz schwiereg ass, fir deen Ablack op d'Médiateurs agréés anzegoen, déi éischter eng generell Formatioun hunn. An dofir brauche mer déi zwee.

Ech géif och de Minister bieden ze informéieren - oder iergendwéi op engem Internetsite, oder soss e Moyen ze fannen -, datt déi eenzel Médiateurs agréés oder non agréés, datt do gesot gëtt, wouranner déi sech spezialiséiert hunn. Et kann net sinn, datt ee fir egal wat zoustänneg ass! Datselwecht gëllt och bei den Affekoten, wou ech ëmmer bedaueren, datt Verschiddener op eng Kéier universal Affekote ginn. Dat gëtt meeschtens schlecht Affekoten. Et gëtt schlecht Resultater, well haut bei der Komplexitéit vum Droit ass et net méi méiglech.

Dofir géife mir och derfir plädéieren, datt sou wäit wéi méiglech d'Leit an d'Spezialiséierungen, déi se hunn, sollte bekannt gemaach ginn. Dat hëlleft och deen Ablack, datt d'Leit sech dee richtege Médiateur aussichen.

Dann, mengen ech, gëtt et nach en zweete Problem, deen ee muss diskutéieren: Dat ass d'Informatioun, notamment d'Information juridique. Ech mengen, et wier gutt, Här Minister, wa mer déi zwou Fonctiounen do géifen trennen. Et ass net gutt, datt de Médiateur deen ass, deen och informéiert, well wann e vergësst, iwwer eppes ze informéieren, wann do iergendeppes net gesot gëtt, dann engagéiert e seng Responsabilitéit. Et komme vläicht schlecht Accorden zustanen. Dofir ass notamment a Frankräich zréckbehale ginn, datt deen, dee Médiateur ass, net däerf och nach d'Information juridique ginn. Dat mussen zwee verschidden Organismë soen. Do däerf keng Konfusioun sinn.

Den drëtte Punkt, dee mer wichteg schéngt, dat ass: Mir mussen och e Code de déontologie hu fir déi Leit, e Code de déontologie, wou déi eenzel Spillregele festgehale gi fir jiddwereen, dee Médiateur gëtt, ob en agréé ass oder net agréé ass. A wann ee sech net un dee Code de déontologie do hält, da muss e kënnen als Médiateur gestrach ginn. Da muss mat där Aktivitéit opgehale ginn.

Dat sinn déi dräi Konditiounen, déi dräi Reflexiounen, déi mer wollten am Kader vun dësem Projet de loi maachen. Mä prinzipiell ass dat heiten e gudde Wee, an dofir wäert d'ADR och fir dëst Gesetz stëmmen.

Une voix.- Très bien!

Mme le Président.- Ech soen dem Här Henckes Merci. An ier ech dem Här Minister d'Wuert ginn, wëll ech Iech just drop opmierksam maachen: eng kleng Faute. Et ass en technesche Feeler an der Motioun, déi d'Madame Loschetter déposéiert huet. An deem leschte Saz, do misst een „administrative" sträichen. Et liest sech also: «à encourager l'adhésion de tous les médiateurs et médiatrices au „Code de bonne conduite des médiateurs".», an „administrative" ewech. Dat war fälschlecherweis do drakomm. Voilà! Da brauch dat net nach eng Kéier nei gemaach ze ginn.

Sou! Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

(Interruption)

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Merci, Madame Presidentin. Ech wëll emol fir d'Éischt allen Orateuren hei Merci soe fir déi qualitativ Bäiträg zu dësem ganz wichtege Projet. E besonnesche Merci geet un de Léon Gloden als Rapporteur, dee sech schrecklech vill Méi ginn huet och hei a komplexen Diskussiounen, déi mer haten.

Et huet haut, Gott sei Dank, méi konsensuell geklongen, wéi mer heiansdo an der Kommissioun waren. Mä dass mer Diskussiounen haten an der Kommissioun, dat war net, well mer net datselwecht wollten, mä - op d'Modalitéite kommen ech nach zréck - zum Deel hat deen een oder deen aneren aner Usiichten. An ech mengen, de Léon Gloden huet et hei wierklech fäerdegbruecht, e Mëttelwee ze fannen, well et waren och aner Weeër dran, mä e Mëttelwee ze fannen, deen eis vläicht haut dozou bréngt, esou e Gesetz mat enger Unanimitéit ze stëmmen. Dofir e ganz besonnesche Merci un de Médiateur!

Merci och un d'Lydie Err selbstverständlech, net nëmmen, well et ëmmer „Précursatrice" - oder wéi nennt een dat mat Ärem neie Franséisch?; Précurseur soen ech - war vun der Médiatioun zu Lëtzebuerg! Dofir ass et och flott, Madame Err, dass Är lescht Sitzung och eis dozou bréngt, esou e Gesetz ze stëmmen. Och Merci fir Aren Asaz, och - an ech kommen nach op e puer Saachen zréck - wa mer net an allen Detailer ëmmer därselwechter Meenung waren a bleiwen. Mä mir wäerte jo dann op anere Plaze schonn d'Geleeënheet kréien, och eis konstruktiv Ausenanersetzungen ëmmer weiderzedreiwen.

Ech soen dat och hei, well, ech mengen, mir hunn eis net nëmme säit ech Minister sinn, mä och scho virdrun, an der Chamber ëmmer erëm begéint. Och wéi ech nach selwer Deputéierte war, hu mer an der Commission juridique ëmmer konstruktiv matenee gestridden, ouni Sträit ze kréien. Mir hunn eng ganz Partie vu Gesetzer nach an den 90er Joren och zesumme gemaach. An ech mengen, déi Aarbecht, kann ech wierklech soen, wéi mir zesumme geschafft hunn, war ëmmer «du choc des idées jaillit la lumière». Ech mengen, mir hunn et ëmmer erëm fäerdegbruecht…

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Jo, et muss ee sech heiansdo selwer luewen. Wie lueft eis soss?

(Interruption)

An hei, mengen ech, hu mer mat villem, villem konstruktive Gestreits e Gesetz gemaach, wat awer gutt ass.

Ech wëll nach e puer Saache soen. Fir mech ass et emol fir d'Éischt wichteg, dass dat heite Gesetz e Gesetz iwwert d'Médiatioun ass, ier dass et e Gesetz iwwert de Médiateur ass. Ech soen dat, well och an der Diskussioun dobaussen heiansdo méi iwwert de Médiateur geschwat gouf wéi iwwert de Prinzip vun der Médiatioun. An ech hunn dee Saz vun der Madame Loschetter ganz gutt fonnt, fir ze soen, wéi et am Ausland ass, dass do d'Médiatioun eigentlech zur Regel gehéiert an net zur Alternativ.

Doduerch, dass mir ëmmer erëm alternativ gesot hunn: „Wéi kënnt ee méi bëlleg a méi séier zu sengem Recht, ouni mussen an d'Justiz ze goen?", hu mer och vläicht ze vill oft eis just op de Médiateur konzentréiert an net genuch op d'Médiatioun als Regel, wéi ee kann zesumme liewen. A grad an enger Zäit, wou mer mierken, wéi den Dialog ëmmer méi schwiereg gëtt, wou ëmmer méi iwwer Medië matenee kommunizéiert gëtt, amplaz sech un en Dësch ze setzen oder den Tëlefon ze huelen, ass dat dote ganz wichteg.

Ech erënnere mech ëmmer un déi kuerz Zäit, wou ech selwer Affekot war, wéi oft ech Leit hat, déi Nopeschstreidereien haten, a wou ech da gesot hunn: „Majo, da géi emol eriwwer", wann de Bam ze no um Haus war, an esou weider. Amplaz elo deier Prozeduren, als Affekot ze ënnerhuelen: „Géi bei den Noper. Huel eng gutt Fläsch Wäin mat an da setz de dech emol un den Dësch." Dat ass eppes, wat oft feelt am Zesummeliewen.

A just do ass et heiansdo gutt, wann een en Drëtten dertëscht huet, deen emol seet: „Da so emol jiddwereen, wat e mengt. A kommt, mir kucken, ob mer net selwer zu engem Schluss kommen."

Et ass dofir, wou ech och soen - ech kommen nach eng Kéier duerno op agréé an net agréé zréck -, dass een d'Médiatioun iwwerall brauch, net nëmme virun der Justiz, mä dass et eppes ass am allgemenge Liewen, wou ee Médiatioun brauch. An d'Direktiv - et muss een et wëssen - schwätzt net vun „agréé". D'Direktiv schwätzt vun „non agréé".

Dat war ee vun de Punkten, déi mer haten, fir ze soen: Et muss een och Non-agréés kënnen zouloossen, do, wou ee se soll zouloossen, notamment well d'Direktiv seet, wa mir eng Médiatioun aus dem Ausland kréie vun Non-agréées, déi awer dem Regelwierk vun der Médiatioun entspriechen, da musse mer se hei akzeptéieren.

Dofir soen ech nach eng Kéier: Wat ass d'Médiatioun? Dat ass emol eng Prozedur. Dat gëtt oft vergiess. Et ass e strukturéierte Prozess. Dat ass e fräiwëllegen Akt. Déi zwou oder méi Parteie musse fräiwëlleg d'accord sinn, bei de Médiateur ze goen. An déi Solutioun, déi de Médiateur proposéiert, musse se och fräiwëlleg unhuelen oder net unhuelen. An och de Médiateur muss fräiwëlleg derbäi sinn, an dofir muss de Médiateur effektiv onofhängeg, onparteiesch an natierlech kompetent sinn.

Ech mengen, dat ass de grousse Prinzip an dësem Gesetz, deen dann och ganz vill aner Gesetzer wäert beaflossen. Dofir soen ech - Madame Err, Dir gitt elo Médiateure -, eigentlech ass den Ombudsmann fir mech kee Médiateur, well wann e just Médiateur wär, géif en net esou vill erreechen, wéi en erreeche kann a wéi en erreeche soll a wéi en erreecht huet! De Médiateur ass keen, deen eppes imposéiert, mä dee médiéiert. Dofir schwätzen ech net gären zu Lëtzebuerg vum Ombudsmann als Médiateur, well en net de Médiateur ass an deem Sënn, wéi mer en elo maachen.

An der Fonction-publiques-Reform wëlle mer e Médiateur asetzen. Net als Ombudsmann, mä och een, wann d'Leit streiden am Büro, wou se kënne fräiwëlleg bei dee goen. Doduerch menge mer, dass mer ganz vill Problemer vu Mobbing, Harcèlement a vu schlechtem Zesummeschaffen am Service kënnen évitéieren, wann esou een do ass.

Troubles de voisinage: Do weess ech - also alles, wat Streidereie vun Noperen ubelaangt -, dass d'Mëttelstandsministesch och dorunner schafft, fir Médiatioun ze maachen.

An der Santé, do gëtt et wuel an de Spideeler sougenannte Médiateuren. Si sinn awer meeschtens keng Médiateuren. Dat sinn éischter Leit, déi d'Reklamatiounen entgéinthuelen. Dat si keng Médiateuren. De Gesondheetsminister schafft och u Regele vu Médiatioun am Santéssecteur.

An der Famill kenne mer se souwisou, an ech kommen nach eng Kéier op déi zréck, déi schonn elo fir d'Famill am Kader notamment vum ASFT schaffen.

Sou dass mer emol hei e Gesamtkader maache vun der Médiatioun zu Lëtzebuerg. Mir stellen emol fest: Wat ass d'Médiatioun? Dat brëngt och mat sech, dass verschidden aner Gesetzer herno net méi mussen d'Médiatioun nei definéieren, mä effektiv kënne soen: Et sinn déi dote Regelen, déi et sinn. Dat ass déi éischt grouss Iwwerleeung, déi ech wollt mat Iech maachen.

Déi zweet grouss ass déi: Wéi brénge mer et fäerdeg, eng Balance ze fannen tëschent Qualitéit an Accessibilitéit? Dat ass nämlech och schonn haut e Problem. Mir hunn an dem zweete Paquet Télécom - do war ech nach selwer Kommunikatiounsminister - eng Médiatioun agefouert, wann d'Leit Sträit hate mam Opérateur. Do hu mer gesot: „Ma gitt bei de Centre de médiation vun dem Geriicht!" Doropshin huet d'Kommissioun vu Bréissel eis geschriwwen: „Dat ass ze deier, wat dat ass. Dir musst also eng aner Médiatioun afëieren."

Dofir hu mer hei an dësem Parlament am drëtte Paquet Télécom dem ILR déi Médiatiounsroll iwwerginn, wann de Client e Problem huet mat der Post oder mat iergendengem aneren Opérateur.

Dofir musse mer ëmmer kucken: Wat ass Qualitéit a wat ass Accessibilitéit? An dat brëngt eis dozou, vun agréé an net agréé ze schwätzen. Och en Netagréé kann e gudde Médiateur sinn, awer vläicht net an alle Fäll. Do kënnt d'Kompetenz derbäi. Ech mengen, dass bei Nopeschstreidereien een net onbedéngt muss op d'Uni gaange sinn, fir dat ze maachen, mä et muss een e bësselchen dat hunn. Fréier op den Dierfer war dat oft de Schoulmeeschter zum Beispill, deen effektiv tëschent de Leit och médiéiert huet. Oder de Buergermeeschter! Dat gehéiert, also ass oft eng normal Aufgab gewiescht vun de Buergermeeschteren, fir ze kucken, d'Streithähn do ze schlichten.

Plusieurs voix.- Dat ass haut nach esou.

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Sou! Genee dat!

Dofir: Wéini brauche mer a solle mer en Agréé hunn? Dee muss eng gewësse Qualitéit hunn. Éischtens, et soll een net vun uewen erof soen - dat war eng Diskussioun, déi mer haten -, nëmmen en Agréé ka Médiateur sinn. Et muss een do Fräiheet loossen, notamment am Kader vun Europa. Ech kommen do nach eng Kéier op d'Formatioun zréck. Et soll een also do d'Fräiheet loossen. Mä et muss een en do festleeën, wou mir gesot hunn: Nämlech bei enger Médiation judiciaire muss et en Agréé sinn. Dat ass dat Éischt.

Dat Zweet ass, dass mer scho gären hätten, dass eigentlech d'Leit emol léiwer bei en Agréé gi wéi bei en Non-agréé. Dat soll ee maachen.

Da wëll ech op e puer Saachen zréckkommen, och op déi Motioun. Da kann ech déi direkt - ech wëll net soen, evakuéieren -, mä drop agoen, op déi Motioun vun der grénger Partei.

Et ass evident, dass mir wëllen als Ministère eng Campagne de sensibilisation maachen. Dat iwwer eise Site, dat och iwwert de Guichet.lu an dat och an Zesummenaarbecht mat anere Ministèren, zum Beispill mam Familljeministère, dee jo elo schonn och Formatioun mécht.

Da kommen ech op d'Formatioun zréck iwwert de Médiateur. Also, et ass evident, dass mir selwer wëllen déi dote Campagne maachen. An ech hunn och dofir kee Problem, deen dote Punkt vun der Motioun unzehuelen.

Datselwecht zielt och fir de Code de bonne conduite. Och do soen ech, de Code de bonne conduite kann net vun uewen erof imposéiert ginn. Wat ech gär hätt, dat ass, dass déi Leit um Terrain sech zesummesetzen a selwer e Code de bonne conduite maachen an u sech selwer e bësselchen hir Qualitéit propagéieren. Ech mengen, dass dat dat Wichtegst ass.

Well wa mer vun uewen erof eppes imposéieren, éischtens komme mer dann an eng Beruffsregelung, wat mer net wëllen a wat och schrecklech vill Problemer géif mam europäesche Recht mat sech bréngen oder, besser gesot, net mam europäesche Recht, mä mat der libre Circulation. Mä et wär gutt, wann déi Leit selwer e Code de bonne conduite hätten.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

Da kréie mer och déi Froe vum Contrôle, deen de Ministère mécht, méi einfach an de Gréff. Well wa mir elo soen, wéi mer et am Ufank virgesinn hunn, all dräi Joer muss den Agrément erneiert ginn, soen ech, dass dat net onbedéngt vill bruecht hätt. Well éischtens, esou vill Leit hu mer net am Ministère, déi nëmmen déi administrativ Aarbecht maachen. An da wär et herno vläicht einfach eng Routineaarbecht, amplaz dass mer elo soen, et ass indéterminé. Mir kucken, an engem Dialog mat deene Betraffenen dann och do ze intervenéieren, notamment wa mer Reklamatioune kréien an esou weider, och do ze intervenéieren, fir ganz kloer ze soen: Du bleifs Agréé, du bleifs net Agréé.

Dat heescht, de Code de bonne conduite, do si mer och absolut d'accord. Dofir kann ech och de Libellé, hunn ech kee Problem «à encourager l'adhésion de tous les médiateurs et médiatrices...». Ech géif souguer soen: «...l'élaboration et l'adhésion...», mä ech kann awer mat deem heite Libellé liewen, well ech gär hätt, dass d'Iddi vum Code de bonne conduite vun deene Leit ausgeet, déi wierklech um Terrain sinn, an net vum Ministère vun uewen erof veruerdnet gëtt.

Dann ass natierlech d'Fro vun der Formatioun wichteg. Dat ass do deen eenzege Punkt, wou ech géif - dat ass deen zweete Punkt vun där Motioun - liicht Ëmännerungsvirschléi maachen, aus folgende Grënn: Éischtens musse mer ëmmer erëm kucken, wat am Ausland geschitt. Well et ass evident, dass, wann een Agréé am Ausland ass, mir net einfach kënne soen: Du hues - an ech kommen op d'Zuel vun 150 zréck, ech kommen nach eng Kéier op déi Zuel - elo manner Zuelen (veuillez lire: Stonnen), dofir gëss de net zougelooss.

Mir sinn hei, riskéieren hei - an dat huet de Statsrot ëmmer erëm gesot - an d'Direktiv „Qualifikatioun" ze kommen. A mir mussen esou kucken, dass mer net op eemol bei eis d'Lat esou héich leeën, dass verschidde Leit bei eis net kéinte Médiateur ginn, an aus dem Ausland misste mer se unhuelen.

Dofir wëlle mer och - ech mengen, do si mer eis eens - soen, d'Basis ass e Master en médiation, dee mer zu Lëtzebuerg ubidden, oder eng Formation adéquate, déi entweder am Ausland unerkannt ass oder déi mer selwer wëlle maachen. Do wëlle mer eis an där nächster Zäit mam Ministère de la Famille zesummesetzen, vu dass do jo schonn eng Formatioun ugebuede gëtt an dass et schlecht wär, wann e Ministère de la Famille eng Formatioun hätt a mir hätten eng allgemeng Formatioun, sou dass mer wëlle kucken, an deem Règlement grand-ducal eis ze eenegen.

Dofir soen ech, déi Ziffer 150, dat ass fir mech eng Gréisstenuerdnung, awer keen Zil u sech. Et ass wéi bei allem. Et ass wéi bei 5/6. Wat heescht, et hänkt ëmmer dovun of, vu wat 5/6 5/6 sinn. Esou ass et och mat 150:...

(Hilarité)

...150 vu wat ass d'Formatioun?

Richteg ass, dass mer dat doten als Basis huelen, fir d'Diskussiounen ze maachen. Ech géif lech dofir virschloen, dass mer géife schreiwen: «...l'obligation de suivre une formation...», ech géif net «continue» schreiwen, well soss hu mer keng «initiale» dran. Ech géif den «continue» sträichen an ech géif schreiwen: «...une formation spécifique à la médiation en se basant sur les expériences acquises;» oder wéi mer et schreiwen. Fir et ganz däitlech ze soen: Mir hunn eng ALMA, mir hunn eng Médiatioun, déi vun der Famille organiséiert gëtt, mir brauchen also net alles am Justizministère nei ze erfannen. Kommt, mir geheien dat net einfach ewech! Loosst eis just, leet mech net op 150 Stonne fest, mä gitt dovunner aus, dass et an där dote Gréisstenuerdnung wäert sinn.

(Interruption)

Jo, also, sicht mer eng Formulatioun, Madame Loschetter, fir herno! Dir verstitt, wat ech mengen. Mir wëllen datselwecht. Mir hu Saachen hei. Déi wëlle mer net einfach ewechgeheien, déi hunn hir Prouf erbruecht. Loosst just dem Justizminister an der Regierung eng gewësse Latitude, fir dat ze maachen! Mä wa mer kéinten esou eng Formulatioun fannen...

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Här President!

M. le Président.- Här Minister, erlaabt Der, datt d'Madame Loschetter lech eng Fro stellt?

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Ech erlaben alles...

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Merci.

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- ...an ech brauch elo kee Médiateur.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Jo, Här Minister, ech wollt u sech lech d'Fro stellen: Dir hutt elo just d'Formatioun ugeschwat, déi vum Ministère de la Famille ugebuede gëtt. Dat ass eng Formatioun, déi hu mer nach am viregte Règlement grand-ducal vum ASFT-Gesetz erëmfonnt. Do waren 100 Stonne spécifique en médiation virgesinn, déi zousätzlech hu misse prestéiert ginn, egal wéi eng Qualification professionnelle datt een hat.

Dësen Tiret fënnt ee leider net méi an deem neie Règlement grand-ducal vum August 2011 erëm. Dat huet vläicht seng richteg Ursaach, vläicht gëtt déi nach eng Kéier anescht iwwerduecht. Dat wär déi éischt Fro: Hutt Dir do scho Pourparlers gehat mam Ministère de la Famille a gedenkt Dir vläicht dat, wat do erausgeholl ginn ass, vläicht an deen heite Règlement eranzehuelen?

An dat Zweet ass, déi zweet Fro ass: Gesitt Dir déi Formatioun vum Ministère de la Famille als eng unerkannte qualifiante Ausbildung? Normalerweis mécht een dat op enger Héichschoul, voire op enger Uni, an dann huet een och eng offiziell unerkannten Ausbildung gemaach. Mir wësse jo, datt déi Ausbildung, déi de Ministère de la Famille ubitt mat engem Certificat, net onbedéngt qualifiante ass.

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Elo fänken ech hannen un. Et ass evident, dass mer hei net wëllen an net sollen e Beruff kreéieren. Soss kréie mer Problemer mat der Direktiv „Qualifikatioun" vun Europa, déi och elo nach frësch gemaach gëtt. Mir wëlle keen neie Beruff schafen. Dat wär och schlecht. Dofir kann een elo net eng Beruffsausbildung draus maachen a soen, et muss deen doten Diplom sinn.

Mir hätten awer gär eng gewësse Qualitéit dran. Dofir d'Iddi fir ze soen, fir een Agréé muss de eng Formatioun gemaach hunn, soit déi mir unerkennen, soit déi am Ausland unerkannt ass. Mir musse just oppassen, dass mir net dräimol méi froe wéi am Ausland, well mer soss eng Discrimination à rebours maachen. Dat ass déi allgemeng Fro. Dofir wäerte mer net eng Beruffsausbildung draus maachen, mä effektiv eng Formatioun, déi e Certificat huet, déi awer doduerch net zu engem Beruff féiert. Dat ass dat Éischt.

An natierlech, wat der méi géifen de Master en médiation maachen, deen op der Uni Lëtzebuerg, deen awer och am Ausland ugebuede gëtt - an der Schwäiz gëtt et dat, an Däitschland gëtt et dat -, tant mieux! Mä ech mengen, mir sollen net nëmmen esou héich setzen, soss hu mer herno erëm e Problem zu der Accessibilitéit vun de Leit zu engem Médiateur.

Zweetens - also Är éischt Fro -, dee Reglement vum August, do hu mer net driwwer diskutéiert gehat, spezifesch vum Ministère de la Justice aus. Wat mer awer amgaange sinn ze maachen - an do gëtt et scho reg Échangen tëschent dem Ministère de la Famille an eis -, dat ass fir ze kucken, fir eng Formatioun ze maachen, hir Experienzen hei mat eranzehuelen a wierklech ze kucken, dass een net herno op eemol zwou Formatiounen huet, an deen een dat eent kéint maachen, am Familial machen et anerer. Dat wëlle mer wierklech esou gesinn.

Dofir nach eng Kéier: Mir sinn do schonn amgaangen, mam Ministère de la Famille ze kucken, dass mer eppes géife maachen, ee Reglement, an dat, wat si bis elo vun Experienzen hunn, dran afléissen ze loossen. Loosst mer just einfach, mir an der Regierung an dem Statsrot, deen dat muss aviséieren, déi néideg Zäit, fir dat uerdentlech ëmzesetzen! Mä gitt dovunner aus, dass mer, wat d'Stoussrichtung ubelaangt, largement enger Meenung sinn, an da muss een den Detail kucken.

Ech bleiwe bei deem, wat ech virgeschloen hunn, dass ech géif an d'Commission juridique zréckkomme mam Projet de règlement grand-ducal, soubal mer dobäi wären.

Dat ass also de Punkt zu där doter Formatioun. Also sicht eng Léisung! Wéi ech gesot hunn: Mir hu Saache vun der ALMA, mir hu Saache vun der Famille. Kommt, mir soen net, et ass copy-paste, mä kommt, mir soen, dat doten ass eng gutt Basis, fir eppes Seriöes ze maachen, an ech mengen, da wësse mer, wat mer wëllen. Dat ass de Problem Qualitéit.

Dann dee leschte Problem - wann ech nach e puer Minutten hunn -, dat ass d'Accessibilitéit: Et muss och fir jiddwereen zougänglech sinn. Dat bréngt och mat sech, dass mer soen: Do, wou et eng Médiation judiciaire ass, wëlle mer och en Tarif maachen. Dat war eng Diskussioun, Madame Err, déi mer déi leschte Kéier nach haten. Ech bleiwen der Meenung, dass et wichteg ass, dass, wann et eng judiciaire ass, wou de Riichter décidéiert, dass dann d'Leit awer musse wëssen, et ass deen doten Tarif, un dee sech gebonne gëtt. Dat ass...

M. le Président.- Här Minister, erlaabt Der, datt d'Madame Err lech eng Fro stellt?

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Majo selbstverständlech!

Mme Lydie Err *(LSAP), auteure.*- Dass, wann de Riichter décidéiert, eng Médiatioun ze maachen, dat gëtt et net!

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Dat ass richteg, jo.

Mme Lydie Err *(LSAP), auteure.*- De Riichter kann nëmme proposéieren, an dofir genau, Här Minister, leit Der falsch, wann Der mengt, dass et an der judiciaire misst tariféiert ginn.

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Jo.

Mme Lydie Err *(LSAP), auteure.*- Well no deemselwechte Prinzip misste jo och d'Affekoten, déi fräi sinn, tariféiert ginn.

(Brouhaha)

M. le Président.- Loosst elo emol d'Madame Err hir Fro stellen! An elo äntwert den Här Minister drop. Alles der Rei no. Sou geet et och an der Médiatioun.

(Hilarité)

Une voix.- Très bien!

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Richteg ass, dass de Riichter proposéiert. Ech hu just e Problem, well hei eppes ass, wou et net de fräien Affekot souwäit ass, wou et schonn iwwer e Riichter awer funktionéiert. Loosse mer soen, ech hat mech improprement ausgedréckt, do hat d'Madame Err recht. Ech mengen, et ass wichteg, dass d'Leit wëssen, dat doten ass och deen Tarif, op deem et funktionéiert. Do hu mer eng Divergence de vue. Ech mengen awer, dass eis Vue - an déi Vue, déi ech hei soen, gëtt och vu villen anere Leit heibanne gedeelt - awer am Endeffekt besser ass.

Ech soen och, dass mer mussen an zwee, dräi Joer eng Kéier kucken: Wat hu mer alles bruecht oder net? Mä ech mengen, ech stinn zu deem, wat ech elo gesot hunn.

Dat Zweet ass d'Assistance judiciaire. Dat hat d'Madame Polfer gefrot. Aus deem dote Grond

och vu Qualitéit an Accessibilitéit si mer der Meenung, dass d'Assistance judiciaire nëmme soll beim Agréé zielen an nëmme bei - ech kommen nach op deen anere Punkt - der Assistance (veuillez lire: Médiation) judiciaire soll zielen. Àr Fro huet zwee Deeler. Dat Éischt ass, dass se nëmme soll fir en Agréé kënnen zielen, d'Assistance judiciaire, an do stinn ech dozou, an net fir en Non-agréé soll kënnen zielen - och, fir d'Leit ze incitéieren, bei en Agréé ze goen.

Déi zweet Fro ass... Déi eng ass ënnerschwelleg, wat ech gesot hunn. Déi zweet ass dann déi: Woufir nëmmen Assistance judiciaire? Do soen ech, näischt empêchéiert de Stat - an ech ginn Iech Beispiller - op anere Plazen, wou e Médiateur ass, an dat wäert zum Beispill bei der Santé de Fall sinn, dat ass an der Famille iwwer ASFT de Fall, dass de Stat do seet: Majo, mir bezuelen de Médiateur, soulaang en agréé ass. Dat ass jo ee vun deene Punkten, déi elo gewiescht waren am ASFT.

Mä mir mengen net, dass d'Assistance judiciaire, déi nu wierklech eppes mat de Geriichter ze dinn huet, dass een d'Instrument vun der Assistance judiciaire soll benotzen, fir Médiation non judiciaire ze bezuelen. D'Assistance judiciaire huet eppes mat de Geriichter ze dinn!

Mir sinn iwwregens amgaangen, eng Reform ze maache vun der Assistance judiciaire, well d'Käschten explodéieren. An ech mengen, wa mer wëllen eng Reform maachen, déi awer nach ëmmer dem Prinzip vun der Assistance judiciaire gerecht gëtt, soll och d'Assistance judiciaire bei der Médiatioun un der Justiz hänke bleiwen. Sou ass dat iwwerhaapt bei der Assistance judiciaire. Et kritt een net bei allem, wou een en Affekot kritt, onbedéngt eng Assistance judiciaire. Et kritt een eng, wann et effektiv och eppes mat de Geriichter ze dinn huet. Dofir menge mer, och hei soll d'Assistance judiciaire bei der Médiation judiciaire hänke bleiwen.

An ech soen Iech nach eng Kéier: Et gëtt eng Partie Domäner wéi d'Famille, an ech weess och, dass d'Santé dorunner denkt, fir ze soen, ma mir bréngen eng Médiation de qualité. Do ass et esou, dass dann de Stat iwwer aner Weeër effektiv déi Médiatioun finanzéiert. An dat ass dann ëmmer erëm an deem eenzelne Gesetz, de Fall vun deem eenzelne Gesetz.

Voilà, ech mengen, dass ech op all Froen agaange wär. Ech si wierklech haut ganz frou, dass mer dat gemaach hunn. Et war net einfach, well mer eng europäesch Direktiv benotzt hunn, fir e grousst Lëtzebuerger Gesetz ze maachen. Op där anerer Säit sinn ech awer frou, dass mer dat grousst Lëtzebuerger Gesetz hunn.

An ech soen nach eng Kéier, mat allen Diskussiounen, déi mer haten, Agréé, Non-agréé an esou weider, wou et ëmmer verschidde Meenungen hei an do gouf, mengen ech, hätte mer hei emol e Kompromëss gemaach, dee kéint d'Strooss halen. Mir sollen em eng Chance ginn. Mir sollen all och derfir kämpfen, dass d'Médiatioun net nëmme méi just als Exceptioun, mä als Regel an eisem Zesummeliewen ugesi gëtt.

Ech erkläre mech selbstverständlech gäre bereet, fir dass mer eng Evaluatioun maachen. Ëmsou méi wär ech da frou, wann d'Médiateure selwer sech géifen zesummeschléissen an en Deel vu Qualitéitskontroll, vu Code de bonne conduite géif iwwert d'Médiateure selwer kommen. Dat wär déi beschte Reklamm fir d'Médiatioun selwer.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Justizminister. Här Henckes, hutt Dir nach eng Fro un de Justizminister?

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Ech wollt eng Fro un de Justizminister schécken an un d'Autorin vun der...

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Selbstverständlech.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- ...Motioun. Et geet ëm deen Ausdrock «Code de bonne conduite administrative des médiateurs».

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Dat hat...

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Et gëtt e Code de conduite...

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Dat hat d'Madame Presidentin Polfer scho gesot, den «administrative» wär gestrach,...

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Voilà, mä dach...

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- ...deen hätt näischt domat ze dinn.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Jo, mä ofgesinn dovunner, et gëtt och e Code de conduite des médiateurs européens. Duerfir, huelen ech un, ass et deen, op deen elo sech referéiert gëtt. Oder gëtt et en nationale Code? Mä ech géif éischter unhuelen, datt et deen europäesche Code misst sinn, vu datt mer hei jo och eng europäesch Direktiv ëmsetzen. Dat wär also een Erklärungsbedarf, deen ech hei hätt, well mer all Kéiers vun engem aneren Term soss kéinte schwätzen.

Une voix.- Très bien!

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Also, nach eng Kéier: Fir mech ass wichteg, dass de Code de bonne conduite eppes Fräiwëlleges ass, wat vun ënne kënnt, an net eppes Obligatoresches, wat vun uewe kënnt. Dat ass bei der Deontologie ëmmer wichteg, dass dat net alles eng gesetzlech Form huet, mä dass et wierklech vun ënnen erop kënnt. Dat ass dat Éischt.

Dat Zweet ass: Et gëtt effektiv schonn eng ganz Partie Viraarbechten um europäesche Plang. An ech ginn och dovunner aus, dass, wa mäi Wonsch erhéiert gëtt, dat vun der Basis selwer kënnt, déi Leit deen och kennen a sech dorobber baséieren. Et ass awer och wichteg bei esou engem Code de bonne conduite, de Lëtzebuerger Spezifissitéite Rechnung ze droen.

Mir haten déi leschte Kéier als Justizministeren eng riseg Debatt iwwert d'Médiatioun, wou mer festgestallt hunn, dass et an alle Länner ganz aneschters ass. Et sinn zum Beispill Länner, déi ënner Médiatioun awer eppes Obligatoresches verstinn. An dofir, mengen ech, ass et scho wichteg, dass déi Leit - an dofir hätt ech gär, dass et vun ënnen erop kënnt - sech Gedanke maachen.

Ech mengen, do kéint eng Uni eng Roll spillen, eng berodend Roll, well op der Uni, an deem Master en médiation, komme Leit vun iwwerall Coursen halen. Dass ee seet: Hei sinn déi Basisregele vum Code de déontologie oder vun den Deontologieregelen, wéi et se an Europa gëtt. Kommt, mir maachen do eppes draus, wat der lëtzebuergescher spezifescher Situatioun ugepasst ass!

Mir hunn aner Problemer zum Deel wéi aner Länner. An dofir, mengen ech, hunn ech Àr Fro beäntwert. Dat, wat an Europa gemaach ass, brauch een net méi nei ze erfannen, mä et muss een et ëmmer esou maachen, dass et och zu Lëtzebuerg klappt.

M. le Président.- Gutt, ech mengen, domadder wieren all Froe beäntwert. Mir wieren domadder um Enn vun der Diskussioun a mir kommen elo zur Ofstëmmung.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6272 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

(Interruptions)

M. Michel Wolter *(CSV).*- Mäin Apparat geet net. Ech stëmme mat Jo.

M. le Président.- No där Prezisioun vum Här Wolter ass de Projet de loi ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen, géint 1 Nee-Stëmm.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi n°6272 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies (par Mme Nancy Arendt), Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber (par M. Raymond Weydert), Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Retrait du rôle de la proposition de loi 4969

Nom Vote vum Projet de loi 6272 wëll ech dann och nach d'Madame Lydie Err froen, ob si domadder averstanen ass, datt domat och hir Proposition de loi 4969 als evakuéiert betruecht ginn ass.

Mme Lydie Err *(LSAP), auteure.*- Jo, Här President.

M. le Président.- Da soen ech der Madame Err Merci.

Als nächste Punkt hu mer d'Diskussioun vun der Propositioun...

(Interruption)

Ah entschëllegt, jo, et ass richteg. Entschëllegt, Madame Loschetter, mir hunn hei nach eng Motioun.

Motion 1

Do war virgeschloe gi vum zoustännege Minister, datt d'Madame Loschetter déi soll liicht ofänneren. Dat huet se entre-temps gemaach. Ech géif hir proposéieren, datt se haart déi Modifikatioun vun där Motioun géif virliesen, an da kéinte mer doriwwer ofstëmmen.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Jo, Merci, Här President. Mir hunn déi Wierder, déi vum Minister proposéiert gi sinn, esou iwwerholl. An deen zweeten Tiret vum Invite, dee wär da Folgenden: «à introduire, en vue de l'obtention de l'agrément et par voie de règlement grand-ducal, l'obligation de suivre une formation dont l'étendue et les spécificités sont basées sur les acquis de l'expérience luxembourgeoise en matière de médiation;».

M. le Président.- Ass dat an der Rei, Här Justizminister? Derbäi kënnt, datt mer am leschten Tiret och nach den „administrative" ewechloossen.

Motion 1 modifiée

La Chambre des Députés,

- considérant que la médiation en matière civile et commerciale, telle que proposée par la proposition de loi 4969 et introduite par le projet de loi 6272 peut être soit judiciaire, soit conventionnelle;

- constatant que ledit projet de loi ne prévoit pas d'agrément obligatoire pour les médiations conventionnelles;

- rappelant que les modalités de la formation en vue de l'obtention de l'agrément pour la médiation ne sont pas inscrites dans la loi mais seront réglées par voie de règlement grand-ducal;

- soulignant que la loi ne prévoit pas de conditions obligatoires garantissant la qualité à travers une formation spécifique pour les médiations familiales conventionnelles;

- se basant sur l'article 9 de la directive à transposer, qui stipule que «les États membres encouragent, par tout moyen qu'ils jugent approprié, la mise à la disposition du public, notamment sur Internet, d'informations sur la manière de contacter les médiateurs et les organismes fournissant des services de médiation»;

invite le Gouvernement

- à organiser une vaste campagne d'information et de sensibilisation à la régulation des conflits par la médiation et, plus particulièrement, à la qualité des services rendus par les médiateurs et les médiatrices agréés;

- à introduire, en vue de l'obtention de l'agrément et par voie de règlement grand-ducal, l'obligation de suivre une formation spécifique à la médiation dont l'étendue et les spécificités sont basées sur les acquis de l'expérience luxembourgeoise en matière de médiation;

- à encourager l'adhésion de tous les médiateurs et médiatrices au «Code de bonne conduite des médiateurs».

(s.) Viviane Loschetter, Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Josée Lorsché.

Kann ech dann déi ëmgeännert Motioun zum Vote stellen?

(Assentiment)

Vote sur la motion 1 modifiée

Wien ass mat där Motioun d'accord?

Dat schéngt mer d'Unanimitéit vun dëser Chamber ze sinn. Domadder wär déi Motioun ugeholl.

Da kéime mer elo zur Diskussioun iwwert d'Propositioun 6205 iwwert d'Ofännerung vum Artikel 52 vun eiser Verfassung an d'Proposition de loi 6206, eng Ofännerung vum Wahlgesetz, déi mer dann och zesumme wäerte behandelen.

Et sief drop higewisen, datt fir d'Proposition de révision 6205 laut Artikel 114 vun eiser Verfassung eng qualifizéiert Majoritéit vun zwee Drëttel vun de Stëmmen erfuerdert ass an de Vote par procuration net erlaabt ass. D'Riedezäit ass hei festgeluecht nom Modell 1. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Wilmes a Berger, d'Madame Lorsché, den Här Henckes an den Här Urbany.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vun der Proposition de révision, den honorabelen Här Paul-Henri Meyers. Här Meyers, Dir hutt d'Wuert.

7. 6205 - Proposition de révision de l'article 52 de la Constitution

6206 - Proposition de loi portant modification de la loi électorale modifiée du 18 février 2003

Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle sur la proposition de révision de la Constitution 6205

M. Paul-Henri Meyers *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, den Här Deputéierten Eugène Berger huet den 12. Oktober 2010 zwee Projeten an der Chamber deponéiert. Een éischten Text huet als Zil, den Artikel 52 vun der Verfassung ofzeänneren. Den Alter, wou een däerf wiele goen, soll vun 18 op 16 Joer erofgesat ginn.

An enger Proposition de loi, déi gläichzäiteg mat der Revisioun vun der Verfassung abruecht ginn ass, gëtt virgeschloen, d'Artikelen 1, 2, 3, 11, 52 an 89 vum Wahlgesetz ofzeänneren. Déi zwee Projeten hänke ganz enk zesummen. Si dréien allen zwee ëm de Wahlalter, dat heescht, den Alter, wou een däerf wiele goen. An et ass och esou, wann de Wahlalter an der Verfassung géif erofgesat ginn, da misst selbstverständlech och d'Wahlgesetz deementspriechend ugepasst ginn.

Den Auteur vun deenen zwee Projete gesäit vir, dass déi Jonk mat 16 Joer wiele kënne goen, mä dass si bis 18 Joer net musse wiele goen. Si kréien also ee Recht, mä si hu keng Verflichtung, fir d'Wahlrecht och effektiv auszeüben. Domat ginn déi Jonk tëschent 16 an 18 Joer eigentlech gläichgestallt deenen eelere Matbierger iwwer 75 Joer, wou am Artikel 89 Alinéa 3.2 vum Wahlgesetz fir déi Kategorie vu Wieler eng Excuse légale virgesinn ass. Déi hunn e Recht, mä si hunn och keng Verflichtung méi, fir wiele mussen ze goen.

Den Här Berger huet a senge Propositiounen e puer Motivatioune bruecht, e puer Grënn bruecht, fir de Wahlalter erofzesetzen. Déi Jonk solle méi staark un deem politesche Liewen interesséiert ginn. Si sollen hir Iwwerleeungen an hir Fuerderunge besser kënne virdroen. Si sollen och konkret gesinn, dass se an hire politeschen Iwwerleeungen, déi se kënne maachen, och seriö geholl ginn. Den Här Berger berifft sech a sengen Iwwerleeungen op d'Beispiller aus dem Ausland, ënner anerem op d'Beispill vun Éisträich an och op d'Beispill vun den däitsche Bundeslänner, wat d'Gemengewahle betrëfft.

Den Auteur zitéiert dann och a senge Propositiounen eng Rei aner Gesetzer, wou déi Jonk tëschent 16 an 18 Joer och scho Rechter hunn, notamment am Zivilrecht. Hie berifft sech dann och op d'Resolutioun vum Jugendparlament 5-5 2009/2010 an op eng Dokumentatioun vum Conseil de l'Europe. Ech ginn hei net an d'Detailer op all déi Dokumenter an, déi iwwregens dem Procès-verbal vun der Institutiounskommissioun vun dem 29. Juni 2011 bäigefügt sinn.

Bei zwee Dokumenter erlaben ech mer awer nach hei, e puer Wierder driwwer ze soen. Dat ass engersäits den Avis vum Statsrot an op där anerer Säit d'Prises de position vun der Regierung.

Fir de Statsrot ass d'Entscheedung, fir de Wahlalter op 16 Joer erofzesetzen, eng politesch Décisioun, déi d'Chamber ze huelen huet. A sengem Avis vum 3. Mee 2011 verweist de Statsrot op seng Avisen zu deenen ähnleche Projeten, an zwar op säin Avis vum 23. Mäerz 2010 a besonnesch op säin Avis vum 19. Oktober 1971. Et ass also eng Matière, déi scho laang an der Diskussioun ass.

De Statsrot ass der Meenung, dass d'Argumenter, déi virbruecht ginn, fir de Wahlalter op 16 Joer festzeleeën, och kéinte gebraucht ginn, fir déi Altersgrenz nach weider erofzesetzen, ouni dass en awer do eng Limite ugëtt. Hien huet dann awer och Bedenken, fir de Wahlalter erofzesetzen, well dat nom Statsrot op laang Siicht ouni Zweifel net ouni Effete géif bleiwen, notamment am Beräich vum Zivilrecht a besonnesch och am Beräich vum Strofrecht.

De Statsrot gëtt och ze bedenken, dass, wann et ëm eng Bedeelegung vun deene Jonken un de politeschen Diskussioune geet, weder d'Ver-

fassung nach iergendee Gesetz verbitt, dass d'politesch Parteien, dass och aner Associatiounen an och d'Gewerkschaften déi Jonk un deenen Diskussioune kënne bedeelegen, an am Fong geholl dat Uleies, wat ëmmer virbruecht gëtt, dass se sech méi staark fir och d'politescht Geschehen an dat, wat an der Politik geschitt, interesséieren, dass dat besonnesch och iwwert dee Wee ka geschéien.

Schliesslech schléit de Statsrot da vir, dass iwwert d'Fro vum Wahlalter ee breeden Débat an der Chamber soll gefouert ginn.

An hirer Prise de position vum 7. September 2011 ass d'Regierung gréisstendeels mat de Virschléi vum Statsrot d'accord. D'Regierung ralliéiert sech deenen Argumenter. An als Konklusioun recommandéiert d'Regierung, eng virsiichteg Haltung an der Fro vum Erofsetze vum Wahlalter anzehuelen.

D'Regierung ass net d'accord, dass déi Jugendlech tëschent 16 an 18 Joer sollen zwar ee Recht, mä keng Verflichtung a puncto Wahlbedeelegung kréien.

D'Institutiounskommissioun huet d'Argumenter fir a géint d'Erofsetze vum Wahlalter, esou wéi se an deene verschiddene Projeten an Avisen exposéiert sinn, diskutéiert. Si huet d'Vertrieder vum Jugendparlament gehéiert. Si huet hinnen nogelauschtert. An d'Argumenter sinn och tëschent deenen eenzelne Vertrieder vun der Kommissioun an tëschent de Vertrieder vum Jugendparlament kontradiktoresch ausgetosch ginn. D'Kommissioun huet och d'Meenungen an d'Iwwerzeegunge vun de Vertrieder vun de politesche Parteien héieren, déi an der Kommissioun vertruede sinn.

Ech wëll hei net op all déi Iwwerleeungen agoen. Ech huelen un, dass d'Spriecher vun de Parteien och hir Meenungen an Iwwerzeegunge wäerte virdroen. An duerfir, mengen ech, wier dat e bëssen iwwerzu vu menger Säit, fir all déi Argumenter ze widderhuelen, déi duerno nach eng Kéier virbruecht ginn. Iwwregens déi Diskussioun an déi Argumenter sinn och an de Procès-verbale vun der Institutiounskommissioun ze fannen an zwar am Procès-verbal vum 29. Juni, vum 28. September a vum 22. November 2011.

Aus den Diskussioune vun der Institutiounskommissioun kann een d'Konklusioun zéien, dass d'Propositioun, fir d'Verfassung ofzeänneren a fir de Wahlalter erofzesetzen, esou wéi den Här Berger dat virgeschloen huet, dass déi Propositioun an der Kommissioun selwer aus verschiddenen Iwwerleeungen, déi och déi si vum Statsrot a vun der Regierung, keng qualifizéiert Majoritéit fonnt huet.

Duerfir schléit och d'Kommissioun der Chamber vir, déi Texter, esou wéi se elo virleien, net unzehuelen.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Rapporteur Paul-Henri Meyers. Elo kritt d'Wuert fir d'Alleréischt den Auteur vun der Proposition de loi, den honorabelen Här Eugène Berger. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

Présentation de la proposition de loi 6206

M. Eugène Berger *(DP), auteur.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass vläicht den een oder aneren, dee sech gefrot huet, firwat ech als Auteur vun der Proposition de loi respektiv vun der Revisioun vun der Verfassung net selwer de Rapport gemaach hunn, deen den Här Paul-Henri Meyers, deem ech wëll Merci soe fir säi Rapport, an aller Objektivitéit gemaach a wierklech erëmgespigelt huet, wéi d'Aarbechten an der Kommissiounssitzung verlaf sinn.

Also, wien dem Rapporteur nogelauschtert huet, ka sech denken, firwat ech dat net gemaach hunn. Bei den Deputéierten an der Kommissioun huet sech duerch déi oflehnend Haltung vun den CSV-Deputéierten, mä awer och vun den LSAP-Deputéierte keng Majoritéit fonnt, ebe fir d'Erofsetze vum Wahlalter op 16 Joer matzedroen. Dir verstitt, datt ech duerfir d'Optioun geholl hunn, fir kënnen als Auteur an net als Rapporteur hei am Plenum ze schwätzen, fir kënnen dann an aller Fräiheet meng Argumenter fir d'Erofsetze vum Wahlalter ze développéieren.

Här President, mäin Engagement fir d'Erofsetze vum Wahlalter huet schonns eng laang Geschicht. Déi geet bis praktesch un den Ufank vu menger politescher Carrière. Et si schonn eng Rei Joren hier, schonns 1995 hat ech bei engem Débat iwwert d'Jugend derfir plädéiert an 1996 hunn ech eng Proposition de loi déposéiert, fir den aktive Wahlalter, also den Alter, fir kënne wielen ze goen, op Gemengenniveau deemools op 16 Joer erofzesetzen.

Ech wëll och dorun erënneren, datt 1996 zwee sozialistesch Deputéierten ähnlech Initiative geholl haten. De René Kohlwelter an de Marc Zanussi haten och Proposition-de-loien, fir de Wahlalter erofzesetzen, déposéiert. Den 20. Februar 1997, also viru praktesch 15 Joer - wann een haut kuckt, hänke mer nach e puer Deeg drun, also praktesch 15 Joer sinn et elo hier -, hu mer deemools déi verschidde Proposition-de-loien an der Chamber diskutéiert.

Deemools hat ech iwwregens och eng Proposition de loi gemaach, fir de passive Wahlalter, also fir kënne gewielt ze ginn, op 18 Joer erofzesetzen. Mëttlerweil ass dee Virschlag, muss ech soen, positiverweis jo Realitéit ginn.

Well awer bei dem aktive Wahlrecht nach näischt bougéiert huet, hunn ech also 2008 respektiv 2010 eng nei Initiativ geholl, déi mer dann haut debattéieren. An zwar hunn ech proposéiert, fir d'Recht ze hunn, kënne wielen ze goen, op 16 Joer erofzesetzen, dat souwuel bei Gemengewahle wéi bei Landes- an Europawahlen. An dëst sollt e fakultativt Wahlrecht sinn. Dat wëll ech ënnersträichen. Et ass keen Zwang, mä eng Méiglechkeet fir déi Jonk, déi dat wëllen an Usproch huelen.

Firwat plädéieren ech fir d'Erofsetze vum Wahlalter? Et gëtt fir mech eng Rei Argumenter. Dat sinn net meng eegen oder eleng meng eegen Argumenter. Déi kann een a villen Diskussiounen och am Ausland noliesen.

Eis Gesellschaft changéiert an evoluéiert permanent, an dat fënnt och säin Nidderschlag an der Gesellschaft, och bei deene Jonken. Déi Jonk kréien haut vun der Gesellschaft méi perséinleche Fräiraum accordéiert. Se gi méi staark mat hire Virstellungen, Meenungen, Problemer a Wënsch considéréiert an der Famill, an der Gesellschaft. Experten an Entwécklungspsychologe soen, datt déi Jonk doduerch haut méi fréi räif ginn an en Entwécklungsstand erreechen, deen et hinnen erméiglecht, méi fréi Décisiounen ze huelen.

Déi Jonk setzen hautdësdags méi op kritesch Ausenanersetzunge mat deem, wat ronderëm se passéiert. Dëst besonnesch an engem Zäitalter vu globaler Kommunikatioun, Internet a sozialen Netzwierker. An dës global Kommunikatioun erméiglecht deene Jonken och, a ville Sujeten e ganz héijen Informatiounsstand ze hunn. Et gëtt eng Rei Sujeten, Dossieren, wéi zum Beispill d'Emwelt, d'Schoul, Informatiounstechnologien an anerer nach, wou si wahrscheinlech gutt, wann net vläicht heiansdo besser informéiert sinn, wéi eng Rei Erwuessener oder eeler Leit.

Wat een och feststellt, ass, datt déi Jonk interesséiert sinn un der Matbestëmmung, besonnesch bei Sujeten, déi si betreffen. An de Schoulen oder a verschiddene Gremien, wéi d'Jugendparlament oder kommunal Jugendréit, gëtt dës Kultur vu Matbestëmmung och sënnvoll gefördert. An hei zu Lëtzebuerg an der Praxis gesäit ee jo déi rezent Schülerstreiken oder déi Schülermobilisatiounen, fir et emol esou ze soen, ob am Kontext vum Projet 5611 oder elo bei der Schoulreform, datt se mat grousser Däitlechkeet ënnersträichen, datt se dat interesséiert, datt se sech informéieren iwwert dat, wat si betrëfft.

An do gesäit een och: Déi Jonk, déi wëllen ëm hir Meenung gefrot ginn an deenen Décisiounen, déi si direkt betreffen. Do wëlle se op alle Fall matschwätzen.

An dat bréngt mech och schonn op dat fir mech wichtegst Argument an der Diskussioun iwwert de Wahlalter. All Décisiounen, déi d'Politik haut hëlt, sinn Décisiounen, mat deenen déi Jonk muer liewe mussen. Déi Haaptbetraffe vu villen, ganz ville politeschen Décisioune vun haut, dat sinn déi Jonk; ob dat eng Pensiounsreform ass, eng Reform vun dem Aarbechtsrecht, Décisiounen iwwer Investissementer an d'Zukunft, iwwert den Tram an esou weider.

Duerfir misst et jo och nëmmen normal sinn, datt mer déi Haaptbetraffen och géifen ëm hir Meenung froen, andeems mer hinnen eng minimal politesch Matbestëmmung erméiglechen. Wa mer déi Jonk wëllen als vollwäerteg Bierger an d'Gesellschaft integréieren, da muss een hinnen den Zougang zu deenen elementaarste politesche Rechter erméiglechen. An dat ass an enger Demokratie nun emol d'Wahlrecht.

Ech mengen, dat ass de Knackpunkt an där ganzer Diskussioun fir mech. Wëlle mer eis Demokratie esou gestalten, datt mer deene Jonken, den Haaptconcernéierte vu muer, e politescht Matsproocherecht ginn, jo oder neen? Dat ass eigentlech déi fundamental politesch Fro an dësem Débat.

D'DP seet jo. D'CSV, déi sécher an där Fro och eng Konstanz huet, seet neen. Dat huet se och an der Vergaangenheet gemaach. Dat verwonnert eigentlech net.

An d'LSAP, déi seet och neen, obwuel se d'Iddi an allen oder a ganz ville Wahlprogrammer an der Vergaangenheet stoen hat, obwuel d'Jonksozialisten et fuerderen. Nach de leschte Freideg, mengen ech, haten déi e Communiqué, wou se gesot hunn, datt se derfir géifen antrieden, datt se wierklech hoffen, datt hei an der Chamber eppes Positives derbäi eraus géif kommen, obwuel hir eegen Deputéierte Gesetzesproposë fir d'Erofsetze vum Wahlalter an der Vergaangenheet gemaach hunn.

(Interruption)

Ech mengen, hei… D'Sozialisten…

(Interruption)

Richteg, Här Etgen. D'Sozialisten…

M. le Président.- Ech wéilt lech bieden, dem Här Berger nozelauschteren!

M. Eugène Berger *(DP), auteur.*- Ech kann do dem Här Etgen nëmmen zoustëmmen. D'Sozialisten hunn op en Neits an dësem Dossier hire gesellschaftspolitesche Gebuertsschäin verluer.

Här President,…

(Interruption)

…leschtendlech geet et hei bei dëser Fro och ëm den…

(Interruptions)

M. le Président.- Ech bieden lech, souwuel den Här Bettel wéi den Här Bodry, ganz opmierksam dem Här Berger nozelauschteren!

M. Xavier Bettel *(DP).*- D'Sozialiste wëssen net méi, wéi d'Sozialiste stëmmen.

M. Eugène Berger *(DP), auteur.*- Merci, Här President. Ech fueren da weider.

(Interruptions et hilarité)

Sou! Här President…

M. le Président.- Sou! Här Berger, elo hutt Dir d'Wuert.

M. Eugène Berger *(DP), auteur.*- Merci, Här President. Leschtendlech geet et hei bei dëser Fro och ëm de Generatiounevertrag. Wann een d'demographesch Evolutioun kuckt, stellt ee fest, datt d'Populatioun zu Lëtzebuerg ëmmer méi al gëtt. De Risiko besteet, datt déi eeler Altersgruppen ëmmer méi eng grouss politesch Lobby duerstellen an datt hir spezifesch Interessen disproportionéiert staark vun de politesche Responsabele berücksichtegt ginn. D'Problemer a legitim Wënsch vun deene jonke Generatioune riskéieren doduerjer ëmmer manner berücksichtegt ze ginn.

Wann déi 16-Jähreg méi fréi kéinte wiele goen, géif wahrscheinlech méi iwwerluecht ginn, ier een zum Beispill géif de Pensionéierten e Rentenajustement zousätzlech schenken an dernieft deene Jonken elo doduerch schonns en Deel vun hirer Pensioun géif ewechhuelen.

Eng aner Consultatioun ass déi, datt Jonker scho ganz vill implizéiert sinn an d'Gesellschaft oder eng Rei Responsabilitéiten hu respektiv u si erugedroe ginn, respektiv déi se och kënnen iwwerhuelen; dat souwuel an der Schoul wéi och an der Gesellschaft en général.

Ech schwätzen do emol net vun de Führerschäiner oder Pilotlizenzen, déi se kënne maachen, Bankkonten, déi se kënnen opmaachen. Se kënne sech bestueden. Eng Rei Jonker zum Beispill ginn och virun 18 Joer schaffen, verdénge Suen, bezuele Steieren, ouni datt se kënne matbestëmmen, zum Beispill, wat mat hire Steiere geschitt. Si dierfen an d'Arméi goen, kënnen eigentlech theoretesch an de Krich zéien an esou weider.

Här President, wann ech proposéieren, fir datt déi Jonk ab 16 dierfe mat wiele goen, ass dat keen absolut Neiland. De Rapporteur huet et och schonns gesot. Et gëtt och eng Rei Dokumentatiounen, déi an den Dokumenter bäileien. An anere Länner an Europa gëtt et dat schonns, esou zum Beispill an Éisträich oder a verschiddene Bundesländer an Däitschland.

Et gëtt och eng Rei Bestriewungen, fir dat op dem EU-Plang ze harmoniséieren. De liberalen Europaparlamentarier Andrew Duff hat d'Erofsetze vum Wahlalter an engem Rapport iwwert d'EU-Wahlprozedure proposéiert. Et ass, muss een och soen, virleefeg net zréckbehale ginn, mä déi Diskussioune wäerte sécher och nach eng Kéier do op deem Plang nei opgerullt ginn.

Offiziell Jugendvertriedunge froen och d'Erofsetze vum Wahlalter, souwuel den Europäesche Youth Forum wéi d'JDL hei zu Lëtzebuerg, d'Jonksozialisten, wéi ech virdrun erwähnt hunn, a virun allem och eist nationaalt Jugendparlament. A wa mer als Parlamentarier dëst Jugendparlament wëllen eescht huelen, misste mer eigentlech méi konsequent op hir Resolutioun vum 10. Juli 2010 reagéieren, wou se genau dat hei och gefrot haten.

Mir haten eng Entrevue mat Vertrieder vum Jugendparlament an der Kommissioun. Dat ass schéin a gutt. Mir haten do - muss ech soen - och en exzellenten, wierklech en exzellenten Austausch, mä mir sollen hinnen net nëmme schéi brav nolauschteren, mä dann och op hir Fuerderungen agoe respektiv déi Fuerderunge méi eescht huelen.

Här President, de Statsrot an d'Regierung hu Stellung zu menge Proposë geholl. De Rapporteur ass drop agaangen. Ech wéilt dat awer och nach eng Kéier maachen. Bei deenen zwee Avisë kann een eppes erausliesen. Dat heescht, de Conseil d'État… Ech hunn op alle Fall gelies, datt en net grondsätzlech e fundamentale Problem mat der Propos huet an éischter monéiert, datt et schlussendlech eng politesch Fro ass. Ech géif preziséieren: eng gesellschaftspolitesch Fro. D'CSV/LSAP-Regierung dergéint ass méi radikal a verwerft d'Propos mat e puer Argumenter, déi awer a mengen Aen net haltbar sinn an op déi ech wëll kuerz hei agoen.

Ech mengen, et ass esou, fir sech laanscht eigentlech déi politesch Verantwortung - well et ass am Endeffekt eng politesch Décisioun, déi een hei muss huelen - ze zéien, ginn haaptsächlech juristesch Argumenter ugefouert. Am Résumé kéint een d'Positioun vun der Regierung esou formuléieren: Déi zivil Rechter missten ëmmer komplett gläichgestallt si mat de politesche Rechter. An dat wier eben net de Fall bei de Bierger ënner 18 Joer.

Dat ass fir mech e bëssen Äppel mat Bire vergläichen, well e politescht Recht en Deel vun engem partizipative Prozess an enger Demokratie ass an net ka gläichgestallt gi mat zivile Rechter, wou et ëm alldeeglech Regelen, Protektiounen innerhalb vun der Gesellschaft geet.

Doriwwer eraus weist d'Geschicht, an déi alldeeglech Praxis, datt et ni, ni an eiser Geschicht hei zu Lëtzebuerg eng Gläichschaltung vu politeschen an zivile Rechter ginn ass an datt dat och net an eiser Verfassung iergendwou festgeschriwwen ass.

Wa mer an eiser rezenter Geschicht kucken, kann een zum Beispill gesinn, datt d'Fraen 1919 d'Wahlrecht kruten. Bis an den 1970er Jore ware se awer um zivile Plang, kéint ee scho bal soen, aus heiteger Siicht Mënsche vun zweeter Klass an hunn eng ganz Rei Rechter net gehat. Si hunn zum Beispill keen eegene Bankkonto kënnen opmaachen an nach aner mëttelalterlech Saache méi. Dat Argument vun der Regierung ass also schonns säit Jorzéngte vun der Realitéit widdersprach an ad absurdum gefouert.

Et gëtt och versicht, déi penal Responsabilitéit mat an d'Diskussioun ze bréngen. Zum Beispill, seet d'Regierung, misst dann och eis Strofgesetzgebung no ënnen ugepasst ginn. Och do gesinn ech net, wat fir ee Lien dat mat engem politesche Recht hätt. Et kann een op där anerer Säit jo och net strofbar gemaach gi fir säi Vote bei Wahlen.

An effektiv, et gëtt eng Rei Dispositiounen am Zivilrecht, déi si geduecht, fir besonnesch déi Jonk ze schützen. Mä dat ass jo awer keen Argument géint d'Wahlrecht, well do mussen déi Jonk jo net virdru beschützt ginn. E Wieler gëtt jo och net haftbar gemaach fir seng Stëmm, déi en ofgëtt. Ma an dann, wann ee kuckt, an Éisträich oder an anere Länner, wou de Wahlalter op 16 erofgesat ginn ass, huet dat och zu Recht keng Inzidenzen op aner Bestëmmungen a puncto Zivilrechter oder Strofrecht mat sech bruecht.

Wann een d'Diskussioun zum Wahlrecht noliest, ech hat dat e bësse gemaach, bis och eben, wat een nach erëmfënnt vun deenen Diskussiounen zum Fraewahlrecht, da gesäit een e bëssen, da gëtt een den Androck net lass, datt ee souguer nach haut, op alle Fall d'CSV/LSAP-Regierung, zum Deel ähnlech Argumenter eigentlech benotzt wéi deemools, zum Beispill 1919, vu verschiddene Kreesser, also viru bal 100 Joer, bei den Diskussioune fir d'Aféiere vum Fraewahlrecht.

En anert Argument vun der Regierung ass ze soen, datt een duerch de fakultative Charakter géif eng Ausnahm zu eisem allgemenge Wahlrecht maachen. Och do, géif ech soen, läit se niewent dem Dill, well mir hunn dat schonns, sief et beim Auslännerwahlrecht oder bei de Bierger iwwer 75 Joer. Och dat huet de Rapporteur monéiert.

Ech mengen, fir deenen eelere Leit dat zouzegestoen, do hat déiselwecht Regierung keng Bedenken. Elo fir déi Jonk op eemol soll de fakultative Charakter ee Problem sinn.

Ech verschléisse mech awer och net, muss ech soen, enger Diskussioun, ob d'Wahlrecht net misst effektiv obligatoresch sinn. Et muss een

awer och soen, an der Kommissioun ass ëmgedréit diskutéiert ginn. Do ass nämlech nogeduecht ginn, ob een net soll méi generell iwwert d'Wahlflicht nodenken. Ech soen einfach: Et war nëmmen eng Diskussioun. Et ass elo nach keng Décisioun gemaach ginn. Do waren awer och esou Iwwerleeungen, ob een net éischter sollt och deen anere Wee goen. Mä egal.

Als Konklusioun: D'Regierung, déi verstoppt sech eigentlech hanner enger juristescher Niwwelwand - hat ech dat emol genannt -, fir eben där politescher Fro auszewäichen. Fazit ass, datt se a mengen Ae refuséieren, deene Jonken e minimaalt Matsproocherecht an eng demokratesch Bedeelegung an der Gesellschaft zouzegestoen.

Aner Awänn, déi am Kontext mat dem Erofsetze vum aktive Wahlalter gemaach gi sinn, sinn déi, datt gesot gëtt, déi Jonk hätte keng politesch Kenntnisser oder Kompetenz, datt se net wéissten, ëm wat et géif goen. Besonnesch déi vu 16 bis 18. Dat géif besonnesch op déi zoutreffen. Niewebäi bemierkt: Och dat sinn Argumenter, déi deemools 1919 an den Diskussioune beim Fraewahlrecht ugefouert gi sinn.

Ech muss deene Kritike widderspriechen. Do kann een net alleguerten déi Jonk an een Dëppen…

M. le Président.- Här Berger, erlaabt Der…

(Interruption)

M. Eugène Berger *(DP), auteur.*- Här President, den Här Kartheiser, wann hien herno eppes wëllt soen, da kann e sécher d'Wuert froen an da kann en dat dann hei soen.

Ech wollt soen...

M. le Président.- Fuert Dir virun, Här Berger!

M. Eugène Berger *(DP), auteur.*- Jo. Här President…

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Dir wëllt net op d'Froen äntwerten. Dat ass Äre Problem.

(Interruption)

M. Eugène Berger *(DP), auteur.*- Ech widderspriechen de Kritiken, datt déi Jonk keng politesch Kenntnisser oder Kompetenz hätten. Au Contraire, déi Jonk hunn a villen Domäner eng ganz Rei vu Kenntnisser. Ech hat dat scho gesot. A si hunn och oft eng valabel Meenung iwwer eng ganz Rei Themen. Ech denken, wéi gesot, un déi Froe vun der Schoul, Informatiounsgesellschaft, Ëmwelt, etc., etc.

Dat sinn och eigentlech ganz aktuell Themen, mat deene se praktesch all Dag, si, direkt concernéiert ginn, déi se um eegene Leif erfueren. Déi Jonk si vläicht souguer do a verschiddene Sujete besser gestallt, fir sech driwwer eng Meenung ze maachen, wéi eng Rei aner Wieler - ech wëll elo net soen, eeler Wieler -, déi mat där Problematik, wéi zum Beispill der Schoul, da guer net gefuerdert sinn.

Meng Mamm ass iwwer 70 Joer. Ech wëll dat Beispill huelen, fir kengem ze no ze trieden. Se ass net onbedéngt - déi huet iwwer 70 Joer, wéi gesot - un Diskussioune vun der Schoulpolitik, dem Dateschutz oder der Jugendaarbechtslosegkeet oder souguer net der Rentereform méi interesséiert, well se och net méi direkt concernéiert ass. Meng Mamm wéi aner Bierger, déi net direkt also vu Gesetzer betraff sinn, déi gi wielen, mä déi maache sech vläicht guer keng Gedanken, stelle sech keng Froen, ob se genau wëssen, ëm wat et geet bei deenen eenzelne Sujeten, wou se dann herno sollen driwwer ofstëmmen.

(Interruption)

Här President, ech wëll net falsch verstane ginn. Ech wëll net deene Leit d'Wahlrecht ofschwätzen, ech wëll einfach nëmmen duerleeën, wéi wackleg déi Kritik ass, datt déi Jonk net iwwer Aktualitéit Bescheed wëssen a sech keng eege Meenung kéinte bilden a kéinte vu politesche Strategen ausgenotzt ginn. Déi Kritik an déi Gefor kann ee bei all Alterskategorie an d'Feld brëngen.

Ech wëll awer och kloer deem zoustëmmen, datt een de Jonke soll déi beschtméiglech Informatiounen zoukomme loossen. An der Schoul musse se eng adequat Instruction civique kréien.

M. le Président.- Här Berger, Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen.

M. Eugène Berger *(DP), auteur.*- Här President, ech kucken, datt ech… Ech versichen, esou schnell wéi méiglech fäerdeg ze maachen.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Dat ass wéi e Faass Uelech, dat drëpseweis ausleeft.

(Hilarité)

M. Eugène Berger *(DP), auteur.*- Jo. Här President, ech wëll net falsch verstane ginn. Ech wëll net deene Leit… Här President, ech hunn awer 19 Minutten, wann ech dat richteg an Erënnerung hunn.

M. le Président.- Neen, Dir hutt 15 Minutten. Dir sidd allerdéngs nach eng Kéier ageschriwwen.

M. Eugène Berger *(DP), auteur.*- Jo, voilà! Dat heescht…

M. le Président.- Mä Dir schwätzt elo als Auteur vun der Proposition de loi an do hutt Der genau 15 Minutten.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Da sees de de Rescht dann do.

M. Eugène Berger *(DP), auteur.*- Här President, vu datt herno kee méi vun der Demokratescher Partei schwätzt, géif ech...

M. le Président.- Jo. Da maacht Iech awer elo lues awer sécher fäerdeg!

M. Eugène Berger *(DP), auteur.*- …datt ech da géif déi Zäit zesummeschloen. Ech soen Iech villmools Merci fir d'Verständnis. Ech wäert och kucken, ënner 20 Minutten dann ze bleiwen.

Ben, ech wëll net falsch verstane ginn. Ech wëll do op alle Fall… Also ech… Här President, wou war ech?

Jo. Also, ech wollt soen, datt se an der Schoul eng adequat Informatioun musse kréien, adequat Instruction civique, datt se musse mat den elementare Regele vun der Demokratie, wéi d'Chamber fonctionnéiert, wéi de Statsrot fonctionnéiert an esou weider, datt se dat solle kenneléieren. Mä och do virun allem solle se vermëttelt kréien, sech adequat ze informéieren iwwer politesch Sujeten a sech domadder ausenanerzesetzen. Dat schéngt mer am wichtegsten, dat ze léieren, sech adequat a mat fräiem Geescht mat politesche Positiounen ausenanerzesetzen.

Mä och hei soen ech, déiselwecht Standarden, datt d'Leit solle gutt informéiert sinn, dat gëllt och fir déi 30-Jähreg, déi 50-Jähreg an egal wat fir eng.

Ben, en anert Argument ass dat, wat gären ervirbruecht gëtt, datt déi Jonk selwer net dat Recht afuerderen. Zu Lëtzebuerg si verschidde Jugendbewegungen, déi et afuerderen. D'Jugendparlament, déi si jo eigentlech representativ fir déi Jonk.

Wann een awer Ëmfroe mécht, dat muss een och kloer soen, da schéngt net eng kloer Majoritéit vun de Jonken dëst Recht anzekloen: Laut engem Sondage vum Jugendparlament hu sech bei 1.000 Schüler der 41% derfir ausgeschwat, 59 dergéint.

Wann ee sech awer méi detailléiert domadder ausenanersetzt, wann ee se freet, firwat, da gesäit een, datt déi Jonk virun allem fäerten, net optimal bis an de leschten Detail Bescheed ze wëssen an informéiert ze sinn. An ech muss soen, dës Retenue bei deene Jonke berout also op enger héijer politesch-deontologescher Fuerderung u sech selwer: Si huelen déi Saach mat der Politik ganz eescht! An ech fannen, dat sprécht eigentlech fir déi Jonk, well déi erwuesse Wieler stelle sech net ëmmer vläicht esou héich Usprëch, an do ass d'Informatioun vum Comptoirsdësch och emol gutt genuch.

Här President, wa mer Jonke Vertraue schenken an hinne vermëttelen, datt se kënne verstänneg matbestëmmen an engem demokratesche Stat, da maache se dat wahrscheinlech och gären. D'Erfahrungen am Ausland weisen dat. Wou déi Jonk ab 16 Joer d'Wahlrecht hunn, weist - an Eisträich zum Beispill, wou et och e fakultativt Recht ass - wäit iwwer 50% vun deenen ënner 18 Joer, déi mat wiele gaang sinn.

E leschte Punkt, Här President, da kommen ech och wierklech zum Schluss, deen an dësem Kontext gären diskutéiert gëtt, ass deen, datt anscheinend d'Wahlrecht ab 16 Joer géif bestëmmte Parteien zeguttkommen, datt déi do kéinte besonnesche Profit dorauser zéien. Dat ass a mengen Ae ganz vill Spekulatioun a berout op kenge kloren Erhiewungen. Och hei kann ee sech op d'Ausland referéieren, wou ee gesäit, datt déi ganz jonk Wieler net fundamental d'Wahlen entscheeden oder eng Partei exklusiv vun deenen ënner 16 Joer gewielt gëtt.

Mä dach géif eppes vläicht a mengen Ae fundamental bei de Parteien insgesamt an der Politik änneren: Doduerch, datt mer déi Jonk ab 16 kéinte wiele loossen, wieren d'Parteien alleguerten, alleguerten d'Parteie wieren da gefuerdert, déi Themen, déi déi Jonk betreffen, méi ze thematiséieren a seriö Solutiounen och deenen ze proposéieren, Solutiounen, mat deenen déi Jonk also och kéinte liewen, déi dann net géifen op hir Käschte goen an net an hirem Intérêt wieren. An ech mengen, dat wier eng Erausfuerderung da fir all d'Parteien, awer och e Plus an e Gewënn fir eng generatiounsiwwergräifend Politik!

Här President, ech wier frou, wann deen een oder aneren Deputéierte géif sech déi Argumenter, déi ech elo virbruecht hunn, nach eng Kéier zu Häerz huelen, ier en herno wäert ofstëmmen, fir datt eng aner Situatioun vläicht erauskënnt wéi beim Vote zum Rapport an der Kommissioun.

Virun allem zielen ech och drop, dat deen een oder anere Majoritéitsdeputéierten, besonnesch bei der LSAP, dozou steet, wat se engem hanner virgehalener Hand soen, nämlech datt se eigentlech déi Propositioun, déi Proposition de loi gutt fannen, datt se da mat engem positive Vote de Jugendlechen e Matsproocherecht an eiser Gesellschaft ginn, ganz am Sënn vun dem Communiqué vun de Jonksozialisten - méi Demokratie woen, an net deene Jonke weisen, wéi ee Politik net soll maachen, nämlech eng Meenung an eng Iwwerzeegung hunn a sech dann engem Fraktiounszwang ënnerwerfen an de Contraire stëmmen -, dat wier wierklech e schlecht Beispill an e falscht Signal fir déi Jonk!

Här President, egal wéi de Vote ausgeet, ech hoffen, datt - 15 Joer nodeems mer hei an der Chamber vun enger LSAP…, CSV/LSAP-Majoritéit schonns eng Kéier dat fakultativt Wahlrecht fir Jonker ab 16 Joer refuséiert hunn oder gouf - et net nach eng Kéier 15 Joer dauert, bis datt mer endlech de Schrëtt a Richtung méi Demokratie a méi Matsproocherecht fir déi Jonk ënnerhuelen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Berger. Als éischte Riedner ass den Här Serge Wilmes agedroen. Här Wilmes, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Serge Wilmes *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech wëll fir d'Éischt dem Här Paul-Henri Meyers Merci soe fir säi gewinnt prezisen an differenzéierte Rapport, dee kloer argumentéiert, wéisou datt d'Majoritéit vun der Institutiounskommissioun, wéi och de Statsrot an d'Regierung, zu dësem Zäitpunkt der Meenung ass, datt een de Wahlalter net soll op 16 Joer erofsetzen.

Elo kann een dës Positioun ganz séier als eng bewäerten, déi géint déi Jonk gedréit wär, déi déi Jonk net géif seriö huelen, déi net gär wéilt, dass se géife matschwätzen a matbestëmme sollen.

Allerdéngs wär awer esou eng Konklusioun net nëmmen net éierlech, mä schlëmmer nach, et géif een zouginn, datt een déi Avisen, déi déi eenzel Institutiounen heizou gemaach hunn, net gelies huet. Well wann ech nämlech genee liesen, wat dosteet, da stellen ech fest, datt keng vun deenen dräi Institutiounen a Fro stellt, datt et Jonker gëtt, déi sech scho ganz fréi fir Politik interesséieren an doduerch och fäeg sinn, fir kënne matzebestëmmen.

A keng vun deenen dräi Institutioune stäipt sech dergéint, datt nach méi, jo, datt esou vill wéi méiglech Jonker sollen aktiv um politesche Liewen deelhuelen. Si ginn ebe just allgemeng a juristesch fondéiert Iwwerleeunge mat op de Wee, fir ze rechtfertegen, wéisou datt et, hirer Meenung no, haut - an ech betounen: haut - nach net opportun ass, fir iwwert dat weidert Erofsetze vum Wahlalter nozedenken.

Si ënnerstëtzte par contre awer eng breet Diskussioun doriwwer, an zwar hei an der Chamber, an dären Hänn et eleng läit, fir eng Décisioun iwwert de Wahlalter ze huelen. Duerfir féiere mer jo och haut déi Debatt, an dat ass eng ganz gutt Initiativ, well effektiv allze dacks déi Jonk net genuch am Zentrum vun eisem Interessi stinn. Eleng aus dësem Grond also begréisst eis Fraktioun et, datt mer haut oppen a kontrovers iwwer esou e fundamental wichtegt Thema wéi d'Participatioun vun engem gréisstméiglechen Deel vun der Gesellschaft diskutéieren.

Well allze dacks liesen an héieren ech, datt déi Jonk sech net méi genuch géife fir Politik interesséieren, datt et, wéi et esou schéin op Däitsch heescht, eng Politikverdrossenheit géif ginn; op Lëtzebuergesch géife mer soen dofir, datt déi Jonk keng Loscht hunn, fir sech politesch ze engagéieren. A wéi engem Grad datt déi Behaaptung stëmmt, dat ass schwéier ze kontrolléieren, well et ëmmer an all Altersgrupp där enger an där anerer gëtt a well och, an dat huet den Här Berger jo gesot gehat als Beispill, zum Beispill am Kader vun der geplangter Reform vum Secondaire eng sëlleche Jonker gewisen hätten, datt se sech fir politesch Sujeten interesséiere kënnen.

Gläichzäiteg stellt een awer en anert Phenomeen fest an eiser Gesellschaft, an zwar, datt se sech an eng Richtung verännert huet, wou se ëmmer méi, souwuel deene Jonke wéi och deenen Erwuessenen, d'Méiglechkeete gëtt, fir kënnen hir Fräizäit op déi verschiddenst Aart a Weisen ze gestalten, an datt e fräiwëllegt, e regelméissegt Engagement iwwer eng länger Zäit ewech ëmmer méi rar gëtt, sief dat elo op dem sozialen, dem kulturellen oder dem politeschen oder sportlechen Niveau. Ech mengen, do kann all Veräin, all Vereenegung an och all Partei e Lidd dovunner sangen.

Mä trotz dëser Entwécklung awer geheien déi meeschten, déi nach engagéiert sinn, net einfach esou d'Bengele bei d'Tromm, mä si versiche fir nei Weeër ze goen, fir och deene verännerten Erwaardungen a Besoinë vun eise Matbierger gerecht ze ginn an nach méi erëm vun hinnen och dozou ze bewegen, fir sech am Sënn vun der Allgemengheet ze engagéieren.

An déiselwecht Fro, déi stelle mir eis haut als Politiker jo besonnesch am Kader vun der Motivatioun a vun dem Interessi fir déi Jonk, fir sech éischtens eben derfir nach weider ze interesséieren, an zweetens fir an onser Demokratie eng aktiv Roll ze spillen, net se just passiv ze erdroen. Dës Fro ass also ouni Zweifel keng einfach, och, well et hei keng Patentléisung gëtt, mä et gëtt ganz sécher ënnerschiddlech Äntwerten, déi méiglech sinn.

Eng vun deenen Äntwerten, dat ass déi vum Auteur vun deenen zwee Gesetzesvirschléi, déi haut op der Dagesuerdnung stinn, well dem Här Berger no, do kréie mer déi Jonk nees méi fir d'Politik interesséiert, wa se méi fréi wéi bis elo däerfe bei de Wahle matmaachen, an an deem Sënn solle mer als Chamber ganz einfach de Wahlalter vun 18 op 16 Joer erofsetzen.

A senger Motivatioun zu dëse Gesetzesvirschléi gëtt den Auteur dann och eng ganz Rei vu Grënn un, en huet se elo grad hei opgezielt, an ech géif gär emol och op e puer vun deene Grënn nach eng Kéier agoen, méi am Detail.

Esou zum Beispill, datt de Wahlalter nach ni eppes Definitives war, mä am Laf vun der Geschicht ëmmer erëm no ënnen, meeschtens, ugepasst ginn ass. Dat ass effektiv eng historesch Tatsaach, déi mer net kënne verleegnen.

Dann ënnersträicht en, datt e Jonke vu 16 Joer schonns zënter enger Rei Jore ganz legal eng Partie Saachen däerf maachen, wéi zum Beispill schaffe goen oder d'Demande maache fir de Führerschäin. An och dat kann een net a Fro stellen, well dat steet effektiv esou an eise Gesetzer dran.

Weider seet hien, datt an anere Länner, wéi zum Beispill dat bekanntste Beispill Eisträich, de Wahlalter op 16 Joer festgesat ginn ass, an datt déi meeschte Jugendparteien an och d'Jugendparlament hei zu Lëtzebuerg sech derfir asetzen. Alt nees eng Wierklechkeet, déi net a Fro ka gestallt ginn.

Doriwwer eraus schreift dann den Auteur - an huet en och hei gesot nach eng Kéier - vun de Propositions de loi, datt ëmmer méi politesch Décisiounen an Diskussiounen déi Jonk betreffen. An och dat ass richteg, wann een un Themen denkt wéi de Chômage, d'Wunnengspräisser, d'Reform vum Pensiouns- a vum Schoulsystem.

An engems froen ech mech dann awer trotzdeem bei dësem Punkt, ob een dann op eemol mat 18 Joer par rapport zu engem vu 16 ural ginn ass. Ass dann ee vun 18 Joer net méi en Deel vun der jonker Generatioun? Leien do op eemol Welten dertëschent? Et deet mer leed, mä och ech gesi mech nach als jéngsten Deputéierte mat mengen 29 Joer als Deel vun där jonker Generatioun a versichen heibannen eben och d'Stëmm vun hinnen ze vertrieden.

Zu gudder Lescht kënnt dann, fir mech jiddefalls emol, dem Här Berger säin Haaptargument en faveur vun engem Erofsetze vum Wahlalter, an zwar, datt déi Jonk hautdësdags duerch déi nei Medië vill besser géifen iwwer Politik Bescheed wëssen.

M. Eugène Berger *(DP), auteur.*- Dat ass net d'Haaptargument.

M. Serge Wilmes *(CSV).*- Fir mech ass dat sécherlech eent vun den Haaptargumenter an Ärer Diskussioun an ech wéilt gären nach eng Kéier dorobber agoen.

M. Eugène Berger *(DP), auteur.*- Et geet ëm...

M. Serge Wilmes *(CSV).*- Dat ass eben eng Interpretatiounsdifferenz. Fir mech ass dat sécherlech eent vun den Haaptargumenter an Ärer Diskussioun an ech wéilt gären nach eng Kéier dorobber agoen...

M. Eugène Berger *(DP), auteur.*- Et geet ëm...

M. Serge Wilmes *(CSV).*- Dat ass eben eng Interpretatiounsdifferenz...

M. Eugène Berger *(DP), auteur*.- Et geet ëm d'Matsproocherecht fir déi Jonk, dat ass mäin Haaptargument.

M. Serge Wilmes *(CSV)*.- Matsproocherecht an Informatiounen, well Dir sot jo, Dir erkläert dat jo, si wären haut besser informéiert wéi an der Vergaangenheet. Also wäre se, ergo wäre se absolut fäeg, fir kënne matzebestëmmen. An duerfir léisst hien och dat Argument net gëllen, datt Jonker an deem Alter nach net genuch iwwer Politik Bescheed wëssen, well et, d'autant plus, och géif Erwuessener ginn - hu mer jo elo grad héieren -, déi och net géife gutt Bescheed wëssen. Dir hutt Är eege Mamm hei zitéiert gehat, fir dat ze ënnerleeën.

M. Eugène Berger *(DP), auteur*.- Jo, dat war einfach e Beispill, fir...

M. Serge Wilmes *(CSV)*.- Jo, fir dat ze ënnerleeën. Op dësem Punkt awer, trotzdeem, muss ech lech soen, Här Berger, do ginn d'Meenungen allerdéngs wäit auserneen, well op där enger Säit hu mer ganz sécher eng sëlleche Jonker, déi weisen, datt se an deem Alter, scho ganz fréi - ech kennen der perséinlech vill bei eis an der Partei -, absolut fäeg sinn, fir kënne matzeschwätzen an dee Moment och kënne matzebestëmmen.

Mä op där anerer Säit héiere mer awer zënter enger Rei vu Joren d'Enseignanten an ëmmer méi Patronë kloen, datt déi Jonk net méi genuch Allgemengbildung hunn oder iwwerhaapt guer keng Allgemengbildung méi hunn, an datt doweinst grad an der Schoul misst erëm méi Wäert drop geluecht ginn. An duerfir roden ech also ganz kloer...

M. Eugène Berger *(DP), auteur*.- Muss een d'Uni hunn, fir kënne wielen ze goen?

M. Serge Wilmes *(CSV)*.- Neen, mir schwätzen hei vun Allgemengbildung. An duerfir roden ech ganz kloer, datt mer hei net solle generaliséieren, well et gëtt der vun där enger a vun där anerer Zort, Här Berger.

An trotzdeem ass et awer emol eng Kéier interessant, wa mer Abstraktioun dovunner maachen, fir emol ze kucken, wat déi éischt Betraffen da vun esou engem Erofsetze vum Wahlalter soen, nämlech déi Jonk selwer. Huele mer dofir emol d'Meenung vun deem Organ, wat representativ ass fir déi Jonk hei zu Lëtzebuerg, an dat ass d'Jugendparlament.

Dat ass e Parlament, wou Jonker vun, ech rappeléieren, 14 bis 28 Joer sëtzen, an dat vertrëtt a senger Resolutioun - déi och schonn an d'Diskussioun komm ass hei um Pult - zum Wahlrecht mat 16 Joer ënner anerem d'Meenung, datt een éischter am Lycée mat Civiques-Coursen ufänke misst an datt een och misst an de Sproochefächer iwwer Aktualitéitssujete schwätzen, fir datt d'Schüler eng Allgemengbildung kréien, léieren Hypotheesen ze variéieren, hir Wierder ze moossen, ze analyséieren an ze hannerfroen. Well nëmmen esou wier nämlech garantéiert, an ech zitéieren: «Les jeunes seront mieux instruits dans les affaires politiques que la génération précédente.»

D'Jugendparlament seet hei also ganz kloer, datt deene meeschte Jonken hir Allgemengbildung net genuch ass, net gutt genuch ass, an datt Effortë gemaach musse ginn, fir datt dat sech an der Zukunft och ännert. A mat där Positioun widdersprécht et also ganz kloer dem Auteur vum Gesetzesvirschlag, deen hei anerer Meenung ass.

Domat nach net genuch, well d'Jugendparlament setzt sech derfir an, datt zwar Jonker mat 16 Joer solle wiele goen, mä mécht awer an engems eng ganz realistesch a lucide Aschätzung och vun der Demande vun deene Jonken, fir an deem jonken Alter scho kënne wielen ze goen.

Sou betount de President vum Jugendparlament an engem Zeitungsinterview vum leschten Hiersch, datt et net eleng un der Chamber géif leien, datt wéineg Bewegung géif an deen Dossier kommen, mä datt virun allem den Interessi vun de Lycéesschüler ganz limitéiert wier. Dat wier eng Wourecht, déi batter ass fir ze akzeptéieren, mä déi d'Membere vum Jugendparlament awer selwer festgestallt hunn, wéi se den Tour gemaach hunn duerch d'Lycéeën an duerch d'Jugendhaiser, wou se vill Jonker getraff hunn.

A sengem Interview vum leschten November seet dann de President vum Jugendparlament, an ech zitéieren nees: «Les jeunes refusent une obligation de vote à partir de 16 ans parce qu'ils ne se sentent pas assez informés. Le droit de vote facultatif les intéresse plus, mais également à condition qu'ils soient mieux informés.»

Här President, dat ass d'Stëmm vun deene Jonken, an et ass fir mech ganz kloer, wat déi Jonk hei wëllen, nämlech si sinn net haut elo derfir, fir de Wahlalter, ob elo fakultativ oder obligatoresch, erofzesetzen, mä si spiere sech net gutt genuch informéiert. An duerfir ass hir Revendicatioun un eis als Politik fir mech geneesou kloer an evident, nämlech datt mer méi musse maachen, fir datt se emol fir d'Éischt gutt informéiert sinn an datt se net nëmme kënne matbestëmmen, mä och matschwätzen.

Fir dës éierlech a selbstkritesch Aschätzung kann een déi Jonk nëmme luewen, well dat ass fir eis dee richtege Wee, dee mer goe sollen. An dat ass eng ganz aner Approche a virun allem eng Approche, déi komplett mat de Gesetzesvirschléi vum Här Berger...

Une voix.- ...wat déi mat dem Alter ze dinn hunn?

M. Serge Wilmes *(CSV)*.- Well do geet nämlech keng eenzeg Kéier Rieds vu politescher Bildung, wou dat grad dee wichtegste Volet ass, fir deene Jonken et ze erlaben, um politesche Liewen deelzehuelen. Eng besser, eng méi fréi politesch Kultur ass eng fundamental Etapp, fir kënnen op de Wee ze goe vun engem Erofsetze vum Wahlalter.

Derbäi kënnt, datt fir mech den Auteur vun dëse Gesetzesvirschléi och nach en Denkfeeler mécht, nämlech déi politesch Participatioun eenzeg an eleng op d'Wahle reduzéiert. Ouni Zweifel, Wahle sinn e wichtege Pilier vun eisem demokratesche Liewen, vun eiser parlamentarescher Demokratie. Mä zu enger lieweger Demokratie, Här Berger, gehéieren net eleng nëmmen d'Wahlen, mä och dee ganze Prozess, deen dozou féiert, dat heescht, och dat, wat mer grad amgaang sinn hei ze maachen, nämlech déi...

Une voix.- Elo sidd Der schonns zu zwee!

M. Serge Wilmes *(CSV)*.- ...nämlech déi politesch...

Une voix.- Zwee Jonker hu sech do fonnt.

(Hilarité)

M. le Président.- Ech géif Iech bieden, dem Här Wilmes andächteg nozelauschteren! Et ka jiddwereen herno Stellung huelen och zu deem, wat den Här Wilmes seet.

(Interruptions)

Une voix.- Et ass dat, wat zu deene Remarquë féiert!

M. Serge Wilmes *(CSV)*.- Also gehéiert och fir eis dozou déi ganz politesch Aarbecht, déi zu Ofstëmmungen a Wahle gehéiert, nämlech déi politesch Diskussioun an d'Debatten, déi mer hei amgaang sinn och ze maachen.

Et geet also net eleng duer, fir dat op d'Wahlen ze reduzéieren, mä et muss een et op déi politesch Diskussiounen an Aarbechten, déi tëschent de Wahle stattfannen, auswäiten. A wa mer eis dann déi Approche zu Häerz huelen, da kritt déi ganz Debatt, déi mer hei féieren, nämlech eng ganz aner Nues.

Well an deem Kontext ass et dann nämlech net domat gedoen, fir iwwert d'Erofsetze vum Wahlalter ze schwätzen, a virun allem net, datt een domadder ufänkt, mä an deem Zeenario ass d'Erofsetze vum Wahlalter éischter als Schlussetapp vun engem Prozess ze gesinn! An elo ass et un ons als Politik, eis emol seriö Gedanken doriwwer ze maachen, wat fir eng konkret Mesuren a Mëttele mir deene Jonken dann zur Verfügung stellen, fir datt se dat och kënne maachen, also matdiskutéieren a matdebatteieren.

Elo kann een natierlech, wéi den Här Berger dat gemaach huet virdrun, eis entgéinthalen, datt et jo och géif Erwuessener ginn, déi net genuch informéiert sinn, an datt do och kee sech géif doru stéieren, datt dat d'Realitéit wier, an datt een dofir och kéint deene Jonken datselwecht Recht direkt ginn. Bon, ech kann zwar nëmme fir mäin Deel soen, datt mech dat stéiert, wann et nach Erwuessener gëtt, déi do net genuch iwwer eist politescht Liewe Bescheed wëssen.

Mä dat ass awer op där anerer Säit keng Excuse, fir trotzdeem dee Feeler nach eng Kéier ze répercutéieren op déi nächst Generatiounen! Dat soll dach grad eng Motivatioun sinn, fir ze soen: Da kommt, mir verhënneren, datt et an Zukunft nach Generatioune ginn, déi net géife Bescheed wëssen iwwert d'politescht Liewen an déi Sujeten, déi hei zu Lëtzebuerg aktuell sinn! An duerfir ass et u sech eis Flicht, als Politiker derfir ze suergen, an duerfir musse mer als Alleréischt op deem dote Chantier ufänken an net d'Päerd vun hannen erop opsuedelen!

(Interruption)

Wat kënne mer dann elo konkret als Politik hei maachen, wa mer an deem doten Zeenario sinn, well dat ass jo dann déi entscheedend Fro.

Ma mir sinn der Meenung als CSV, datt mer fir d'Éischt emol derfir suerge mussen, datt d'Politik dann och eng vill méi grouss Plaz an der Schoul kritt, well momentan ass dat haaptsächlech präsent a Form vun Instruction civique oder Connaissance du monde contemporain an de leschten zwee Jore vun engem Enseignement secondaire.

Wa mer awer gären hätten, datt sech bei deene Jonken eng richteg politesch Kultur entwéckelt, an dat méi fréi wéi bis elo, da geet et net duer, datt mer just déi Civiques-Coursen do reformëieren an opwäerten, mä da brauch eis Schoul och schonn op deene méi niddrege Klassen een interaktiven, interdisziplinären a parteipolitesch neutrale Cours, an deem déi Kompetenzen, déi déi Jonk brauchen herno - net nëmmen am politeschen, mä och am beruffleche Liewen, wéi zum Beispill kontrovers diskutéieren, argumentéieren an debattéieren -, kënnen ënnerstëtzt ginn.

Eng besser politesch Bildung an der Schoul geet awer laang net duer, mä et mussen och innovativ Plattformen, wou déi Jonk sech treffen an zesummen iwwer Politik schwätze kënnen, weider ënnerstëtzt ginn. An esou eng Plattform, déi existéiert jo schonn hautdësdags, nämlech mat dem Jugendparlament, dat virun dräi Joer an d'Liewe geruff ginn ass an dat bis elo och eng exzellent Aarbecht gemaach huet. Dat wëll ech och eng Kéier hei ganz kloer betounen.

Dat war eng richteg a wichteg Initiativ, déi d'CSV an d'CSJ vun Ufank un och ënnerstëtzt hunn a gehollef hunn op d'Schinnen ze setzen. Hei diskutéiere ronn honnert Jonker iwwer aktuell politesch Sujeten, déi bilde sech do eng Meenung a ginn déi Form dann och... hir Meenung a Form vu Resolutioune weider un eis, un d'Chamber.

Mä trotzdeem, wa mer hei Jonker hu vun deene verschiddensten Altersgruppen, esou hu si awer selwer festgestallt, datt een deene ganz jonke Memberen eppes méi nach muss bidden. Duerfir hu si hiert Konzept am Hiersch geännert a si hu virun allem och e ganz groussen Deel vu politescher Bildung - och fir ze léieren, wéi ee Rieden hält, wéi een argumentéiert - mat agebaut. Dat huet eben d'lescht Joer ugefaangen an duerfir kann ee se och weider nëmme félicitéieren.

Dat ass genau dat, op dee Wee, wou ee muss goen, an et stäipt och eis Argumentatioun, datt mer eben d'Erofsetze vum Wahlalter sollen an Etappe gesinn. Well esou oder esou awer ass et fir eis wichteg als Chamber, datt mer si weider ënnerstëtzen an hirer Aarbecht, datt mer se regelméisseg an eis Kommissiounen alueden, datt mir Resolutiounen hei och behandelen an datt mer och bei si op d'Plaz ginn, fir kënne mat hinnen ze schwätzen...

(Interruption)

Well nëmmen esou fille sech déi Jonk, Madame Loschetter, eescht geholl an et kann een eng richteg...

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Sidd Der sécher? Sidd Der do sécher?

M. Serge Wilmes *(CSV)*.- Am Exposé des motifs vu senge Gesetzesvirschléi schreift den Här Berger jo, datt déi Jonk déi nei Kommunikatiounstechnologië benotzen, fir sech ze informéieren...

Une voix.- Wéi een Alen huet dat geschriwwen?

M. Serge Wilmes *(CSV)*.- Dat ass richteg. Si wuessen haut domadder op an notzen dat an hirem Alldag, mä dat heescht dann och fir eis als Politik, datt mir och musse méi op dee Wee goen, déi Moyenen do ze benotzen a Form vu Videosequenzen, Videochatten, Foren. Do ass eng Hällewull vu Mesuren a vu Moyenen, déi et do gëtt.

Trotzdeem ass et wichteg, datt mer dat an enger politesch klorer Sprooch maachen, well et jo awer ëm komplex Sujete geet, déi een do wëllt vermëttelen deene Jonken, mä et soll gemaach gi vun all de Parteien, well mer soss definitiv och wäerten eng Partie vun deene Jonken do um Wee verléieren.

Informéieren, kommunizéieren a forméiere ginn allerdéngs net duer, well e wichtegt, wann net souguer en décisivt Element, fir déi Jonk méi fir Politik begeeschtert ze kréien, dat ass d'Bild, wat d'Politik vu sech ofgëtt. An hei geet et net nëmmen drëms, datt mer eis méi fir déi Jonk interesséieren an datt mer riicht an eiser Aarbecht dostinn, mä et geet virun allem drëms, datt mer kucken, datt mer méi Jonker och an déi aktiv Politik kréien, well dat huet nämlech, e ganz positivt Bild, haaptsächlech dee gréissten Afloss op déi Jonk.

Dat mierken ech ëmmer ganz gutt, wann ech selwer mat Jonken eben zesummekommen, well dann déi Jonk ëmmer ganz erstaunt sinn, datt et och Jonker gëtt, déi am Parlament schaffen, déi an de Parteien aktiv sinn oder déi an de Gemengeréit sëtzen. An dat huet fir si op eemol e ganz grousse Changement op d'Bild vun der Politik, wat mer hinnen da vermëttelen, well dann op eemol gëtt hiren Interessi vill méi grouss, well se gesinn, datt och Jonker do aktiv sinn.

Duerfir sinn och hei eben déi eenzel Parteie gefuerdert, fir an hire Strukture Jonker ze ënnerstëtzen, fir se ze forméieren, fir ze kucken, datt se bei Wahle kënne matmaachen an och eng Kéier d'Chance kënne kréien, fir enges Dags gewielt ze ginn. Wéi déi Parteien dat maachen, dat ass selbstverständlech hinne selwer iwwerlooss, mä Haaptsaach et gëtt gemaach!

An engems gëtt et awer eppes, wat mer, menger Meenung no, zesummen als Parteie maache kënnen, an dat wär ons nämlech derfir emol staarkmaachen, datt d'Politik och an der Schoul méi eng grouss Plaz kritt - hunn ech virdru gesot -, mä virun allem och, datt déi Jonk, déi politesch aktiv sinn, kënnen an d'Schoul goen, zesumme selbstverständlech, well soss ass déi Partei, déi neutral Unitéit vun der Politik net garantéiert, mä datt mer zesumme kënnen als Jonker, déi aktiv sinn, eran an d'Schoule goen. Well do ass et, wou déi Jonk sinn, do kann ee se treffen. An dat ass bis elo net méiglech, ausser an engem Wahljoer, wou een dann eng Plattform kritt iwwert d'CGJL, wou een zesummen als jonk Parteie kann dohinnergoe mat hinne schwätzen.

Mä mir missten awer do och e Konzept fannen, wou ee kann eng Kéier am Joer vläicht eng Table ronde, all zesummen d'Jugendparteien, an de Schoule kann organiséieren, well do si se, do si mer...

(Hilarité)

Une voix.- Ech mengen, da gi se direkt virlaut eemol am Joer...

M. Serge Wilmes *(CSV)*.- ...do kënne mer mat hinnen diskutéieren a mat hinnen a Kontakt kommen. Dat ass e ganz wichtege Facteur, wann ee gär wëllt mat deene Jonken och iwwer Politik, also se derfir wëllt begeeschteren.

Une voix.- Eemol am Joer, wann et net ze waarm ass.

M. Serge Wilmes *(CSV)*.- Dat entsprécht nämlech ganz einfach och dem Charakter vun eiser Demokratie, déi nun emol mat der Ausenanersetzung vun den Iddië lieft, an dat muss een och kënne mat deene Jonke sur place maachen.

Här President, dat sinn e puer konkret Virschléi. D'Madame Loschetter mengt, et wären der ze vill. Ech fannen, dat sinn der net ze vill, dat sinn der grad genuch, fir déi Jonk fir Politik ze interesséieren. Ech hu bis elo nach keng aner héiere gehat heibannen. Duerfir meng Meenung, datt se net ze vill hei sinn, mä et sinn der awer, iwwert déi mer selbstverständlech sollen diskutéieren an déi och musse verdéift ginn. Mir verschléissen eis do kenger Diskussioun.

Mä op jidde Fall sti se awer fir de Wee, dee mir als CSV gären deene Jonke wëllen ubidden, fir datt se och kënnen e festen Deel vun eiser partizipativer Demokratie ginn. Ee Wee, dee se an Etappe solle goen an dee se Schrëtt fir Schrëtt dann och soll un hiert Zil féieren. Aneschters wéi déi zwee Gesetzesvirschléi, wou nach net... datt déi Jonk just matbestëmme sollen. Dat kann een zwar maachen, mä dann huet een eiser Meenung no nach guer näischt erreecht. Well eng lieweg Demokratie zeechent sech nämlech doduerjer aus - wéi ech virdru gesot hunn, wann Der nogelauschtert hutt -, datt et virun allem eng Kultur vun der Debatt an dem Dialog soll sinn.

An duerfir, loosst eis dorunner schaffen, datt déi Jonk déi Kultur och kënne kréien! An eréischt dann hu mer, wa mer déi néideg Rumm dofir geschaf hunn, och wierklech eppes erreecht, jo ons Flicht vis-à-vis vun deene Jonken an der Demokratie erfëllt, nämlech, datt déi Jonk och matschwätze kënnen!

A wa mer do ukomm sinn, da solle mer hinnen och kënnen d'Recht an d'Flicht ginn, fir méi fréi wéi bis elo wielen ze goen. Dat ass op jidde Fall dee Wee, dee meng Partei virschléit, fir dat an Etappen ze maachen. Mir wäre frou, wann déi aner Parteie sech och géifen derfir asetzen, datt déi Jonk net nëmme matbestëmme sollen, mä matschwätze kënnen. Duerfir kann d'CSV och déi Gesetzesvirschléi, wéi se am Moment doleien, net stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Wann dat déi Jonk an der CSV sinn, dann...

M. le Président.- Merci dem Här Wilmes. Als nächste Riedner ass den Här Bodry agedroen. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

Une voix.- Elo kënnt e Jonken, Här Wilmes. Dat huet näischt mam Alter ze dinn!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, ech hat mer eigentlech erhofft, mir géifen déi Diskussioun hei e bësse méi um Fong féieren an et géif hei net déi Tribün benotzt ginn, fir parteipolitesch Ofrechnungen ze maachen, well ech mengen, dass et e Sujet ass, deen et derwäert ass, dass breet driwwer diskutéiert gëtt, dee villes hiergëtt, an deen ech och gäre géif an ee méi breede Kontext erasetze vun enger neier Definitioun vum Wahlrecht.

Hei gëtt een Element erausgebrach, dat ass dat vun deene 16- a 17-Jähregen, wéi wann dat de Schlëssel wär zu méi Demokratie hei zu Lëtzebuerg. An ech mengen awer, dass, wa mer wëllen hei virukommen, wa mer déi berechtegt Fro uginn, wéi mer wëllen eis Demokratie méi lieweg maachen, wéi mer d'Matbestëmmungsrecht insgesamt an allen Domäne wëllen eropsetzen, da musse mer déi heite Fro behandelen, mussen dat awer och zesumme mat ganz anere Froe behandelen, déi guer net ugeschwat sinn. Ech mengen och, dass dat heiten Thema sech wéineg zu parteipoliteschem Geplänkels eegent.

Wann ech esou kucken, wat d'Positioun vun den eenzelne Parteien iwwert déi lescht 15 Joer war, do kucken ech awer jiddwereen un...

(Interruption)

Guer net!

(Hilarité)

Dir hutt... Guer net! Also, wann Dir et esou dohinnerleet, da ginn ech dat gär ze maachen.

Une voix.- ...eis war ëmmer konsequent. Ech hunn dat...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Den Här Berger huet deemools net nëmmen am Numm vu senger Partei, dat war...

Une voix.- Dach, dach.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Den Här Berger huet...

(Interruptions)

Une voix.- Dach, Dir kënnt dat noliesen.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dann erkläert mer eppes. Den Här Berger huet, Mëtt der 90er Jore war et...

M. Eugène Berger *(DP), auteur.*- '96.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- '96 huet hien eng Proposition de loi erabruecht...

M. Xavier Bettel *(DP).*- '96 erabruecht! Dass déi 2012...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- D'DP war vun 1999 bis 2004 an der Regierung. Am Joer 2003 huet dëst Parlament en neit Wahlgesetz gestëmmt. Eist Wahlgesetz ass vun 2003! Erënnert Dir Iech u grouss Diskussiounen hei iwwert d'Erofsetze vum Wahlrecht vun 18 op 16 Joer? Erënnert Dir Iech un eng Ried vun engem DP-Vertrieder hei zu där doter Fro? Also, wann ech gelift!

M. Eugène Berger *(DP), auteur.*- Wat deemools an der Chamber gesot ginn ass...

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Ech bieden Iech, dem Här Bodry nozelauschteren!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Hei sollt jiddwereen, wann ech gelift, sech emol eng Kéier ferm an de Spigel kucken, kucken, wat déi lescht 15 Joer war, an dann, mengen ech, da géif eng nei Bescheidenheet hei an d'Interventioun kommen.

M. Xavier Bettel *(DP).*- An da kéint Dir Iech sëtze goen.

Une voix.- Da kuckt Dir emol, wat haut ass a wéi Der haut stëmmt a wou d'LSAP haut steet.

(Interruptions diverses)

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Erlaabt mer Folgendes ze soen: Och an eiser Partei sinn et zu där doter Fro kontrovers Diskussioune ginn, gëtt et se nach haut. Ech wëll Iech just soen, dass an eisem Wahlprogramm vun 2009 - et ass jo deen awer elo, géif ech mengen, deen ausschlaggebend ass - sech keng Majoritéit op engem Kongress bei eiser Partei fonnt huet, fir an de Wahlprogramm ze schreiwen, den Alter soll vun 18 op 16 Joer erofgesat ginn.

M. Claude Meisch *(DP).*- Iech ass de Courage schonn ausgaang virun de Wahlen!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dont acte! Ech stellen dat fest. Ech weess awer och, wéi gesot, dass déi aner Parteien, déi haut elo déck Bake maachen, ganz, ganz kleng waren, onsichtbar waren, wéi hei iwwer essenziell Froen, wéi d'Wahlgesetz 2003 hei diskutéiert ginn ass, du war dat fir si keen Thema méi.

(Interruptions diverses)

A ganz éierlech, an der Commission des Institutions, wéi mer iwwert d'Wahlrecht diskutéiert hunn, kann ech mech net u gréisser an intensiv Diskussiounen erënneren, dass ee formal den Antrag gestallt hätt, vun 18 op 16 Joer erofzegoen, wéi et iwwert d'Constitutioun hiergaangen ass. Dat sinn eréischt zwee Joer hier, wou mer déi Debatten haten! Also, wann ech gelift, loosse mer roueg hei diskutéieren a loosse mer dat topecht Parteipolitescht hei erausloossen, well dat bréngt kengem eppes. Mir wëllen...

Une voix.- Wat hutt Dir dann elo déi lescht zéng Minutte gemaach?

(Interruptions diverses)

Une autre voix.- Et huet nach kee méi Parteipolitik gemaach wéi Dir hei! Da kommt awer elo emol zum Fong!

M. le Président.- Ech bieden Iech, dem Här Bodry nozelauschteren! Et ka jiddwereen herno nach eng Kéier Stellung huelen.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ech kann awer net all Topechkeet hinhuelen, déi hei verzielt ginn ass!

(Hilarité)

Une voix.- Dir setzt der nach drop, oder wéi?

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ech wollt emol de Punkt setzen a vläicht emol verschidde Leit den eegene Spigel virhalen, da gesi se vläicht...

M. le Président.- Erlaabt Der, Här Bodry, den Här Berger géif Iech gären eng Fro stellen.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Selbstverständlech!

M. Eugène Berger *(DP), auteur.*- Ech wollt den Här Bodry froen, ob hie weess respektiv nogelies huet d'Debatte vun 2003? Do ass vum Sprecher vun der Demokratescher Partei meng Proposition de loi nach erwähnt ginn an déi ass och deemools net vun der Regierung zréckgezu ginn, mä et ass gesot ginn, datt spéider nach eng Kéier géif driwwer diskutéiert ginn. Sécherlech hu mer deemools keng Majoritéit fonnt, mä et ass net d'Demokratesch Partei, déi deemools déi Proposition de loi verneint huet.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dir hutt also keen Amendement zu deem Text erabruecht sengerzäit?

M. Claude Meisch *(DP).*- An et huet ee jo virdrun héieren, u wiem et louch!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Jiddweree mécht sech seng Meenung doriwwer. Ech mengen, hei geet et drëm, dass mer virukommen. Wësst Der, wann een deem aneren andauernd virwerft, wien elo méi fir d'Jugend ass, wie manner fir d'Jugend ass. Ech soen, et ass awer eng relativ limitéiert Vue vun der Fro, wann ee wëllt d'Parteien astufen: fir d'Jugend, géint d'Jugend, ob se derfir sinn oder dergéint sinn, fir d'Wahlrecht vun 18 op 16 Joer erofzesetzen.

Dir hutt selwer gesot, an dat ass och nach bestätegt gi vun deene Leit, déi - vun der ASTI zum Beispill - eng grouss Campagne bei de leschten Europawahle gemaach hunn an de Schoulen, wou ganz kloer gesot ginn ass, an dee Message ass un all d'Parteie gaang, dass si eigentlech erféiert gewiescht wieren, dass grad déi Jonk en fait selwer net fir d'Erofsetze vum Alter fir d'Wahlrecht sinn.

Dat ass awer eng legitim Fuerderung, mengen ech, vun de Jugendorganisatiounen. An ech schléissen och net aus, dass bei eis d'Diskussioun och weidergeet an deem dote Punkt an dass am Kader vun enger neier Definitioun vum Wahlrecht och eis Partei sech wäert bei deenen nächste Wahlen an hirem Wahlprogramm kloer ausschwätze fir d'Erofsetze vun deem Wahlalter vun 18 op 16 Joer.

Plusieurs voix.- Ooohhh! Aaahhh!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ech wëll allerdéngs soen...

(Interruptions)

Ech wëll éischtens emol soen, dass ausser Éisträich net ee Land an der Europäescher Unioun dat doten huet. Bon, also leien déi aner 26, déi leien total dernieft! Do si Regierungen dran a Majoritéiten dran, do si Konservativer dran, do si Sozialdemokraten, et si Grénger dran, all méiglech fënnt een an deem Ganzen zréck.

Hei ze soen, et géif eng Wourecht ginn op där enger Säit an eng Onwourecht op där anerer Säit, ass, mengen ech, alles och...

M. Eugène Berger *(DP), auteur.*- ...an deene sozialistesche Bundesländer...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- ...eng Vereinfachung, déi mer an där heiter Diskussioun och an dësem Parlament net brauchen. Loosse mer dat einfach zur Kenntnis huelen! Loosse mer och zur Kenntnis huelen - d'Madame Brasseur huet dat nach bestätegt an der Kommissioun -, dass eng Resolutioun am Conseil de l'Europe gestëmmt ginn ass, déi net verlaangt, dass d'Länner sollten d'Wahlrecht erofsetzen, déi als Éischt verlaangt... An dat ass, mengen ech, dee Punkt, wou mer alleguerte sollten usetzen, jiddwereen do, wou e Responsabilitéiten huet, an de Gemengen zum Beispill. Et ass munches ze maachen.

Wéi vill Gemengen hei zu Lëtzebuerg hunn dann e Kannergemengerot? Wéi vill Gemengen hei zu Lëtzebuerg hunn e Jugendforum? Wa mer do géifen ufänken, do si mer alleguerten hei an der Responsabilitéit. Mir hu jo bal alleguerten hei lokal Verantwortung. Loosse mer do ufänken!

A loosse mer och do ufänken, mengen ech, wou de Bezuch vun deene Jonken zur Politik am nächsten ass, dat ass op dem lokale Plang. Do kënne se sech konkret eppes virstellen, wat Wahlrecht heescht. Do geet et drëm, also konkret ze weisen, wat et heescht, matzebestëmmen, wat et heescht, matzediskutéieren an och mat Verantwortung ze droen. An deem Sënn, mengen ech, geet et drëm, dass mer déi nächst Joren do usetzen.

Dann ass et an eisen Aen awer och kloer, dass déi éischt Etapp, fir d'Wahlrecht ze änneren, am aktive Wahlrecht op 16 erofzegoen, dat mussen d'Gemengerotswahle sinn. Déi éischt Wahle kënnen an eisen Aen net d'national an d'Europawahle sinn. Et ass awer genau dat, wat d'Proposition de loi elo wéinst dem Kalenner virschreift. Déi nächst Wahlen, wou dat géif spillen, wären direkt déi national an d'Europawahlen. An dann, e puer Joer drop, géifen da vläicht d'Gemengerotswahlen...

Loosse mer logesch virgoen! Loosse mer beim lokalen Niveau ufänken, do, wou den direkte Bezuch do ass, wou et einfach ass, mengen ech, och déi jonk Leit un d'Politik erunzeféieren! A loosse mer weider Aktioune setzen an de Schoulen, zum Beispill d'Primärschoul, mä awer haaptsächlech och natierlech an eise Lycéeën! Loosse mer déi Angscht emol ewechhuelen, déi bei den Direktioune vun de Lycéeë besteet, fir a Kontakt mat Parteien, mat Parteipolitik ze kommen, wéi wann dat eppes vum Béise wär!

Ech mengen, hei si Leit derbäi, déi kënne sech nach un déi Zäit erënneren, wou mer alleguerten dostounge virun de Lycéeën Trakten auszedeelen. Dat ass awer haut net méi gewënscht. Et ass eng Politik iwwer Jorzéngte gaangen, fir esou wäit wéi méiglech alles, wat no Parteie richt, no Politik richt: aus de Lycéeën eraus! Dat ass eng falsch Politik. Dat muss geännert ginn. Do musse mer usetzen.

Loosse mer usetzen och an der Beruffswelt! Hei gëtt geschwat vun de politesche Wahlen. Et schéngt kee Mënsch ze stéieren, dass zum Beispill haut bei de Chambres professionnelles Jonker, déi nach keng 18 Joer hunn, déi awer voll am Aarbechtsprozess sinn, net däerfe mat ofstëmme goen. Och dat Gesetz ass hei ufanks den 2000er Joren nach eng Kéier esou duerchgaang. Wien huet dat gestéiert?

Loosse mer also do logesch ufänken! Loosse mer do ufänken, wou et Sënn mécht, a loosse mer - no an no, dat kann awer ganz schnell goen - déi Preparatioun esou maachen, wéi et och am Conseil de l'Europe gewënscht ginn ass, d'Preparatioun esou maachen um Terrain, dass u sech déi Ëmännerung vum Wahlrecht, dass déi och wierklech Sënn mécht!

Ech géif och mengen, dass, wa mer iwwert d'Neidefinitioun vum Wahlrecht befannen, mer net nëmmen iwwert d'Altersfro däerfe schwätzen, mä och iwwert d'Fro, wien hei ka wiele goen. Do däerf et keen Tabu ginn!

Mir sinn der Meenung, dass mer eng breet Diskussioun och iwwert déi dote Fro brauchen an engem Land, wou ee gesäit, e Land, wou déi aktiv Bevölkerung an d'Wahlbevölkerung sech ëmmer méi vuneneen ewechbewegen, wat hir Zesummesetzung ugeet; wou bal keng Gemeinsamkeete méi sinn; wou mer och wëssen, dass eis Wahlbevölkerung tendenziell ëmmer méi al gëtt; tendenziell bal ausschliesslech - oder zu engem gudden Deel nach, wat d'aktiv Bevölkerung ugeet - zesummegesat ass aus Leit, déi am breetste Sënn an der Fonction publique täteg sinn, wat awer och der Realitéit vum Lëtzebuerger Land, der sozialer Realitéit net méi entsprécht.

Mir hunn elo x Leit, déi iwwert dat neit Nationalitéitegesetz hir Lëtzebuerger Nationalitéit récupéréiert hunn, déi am Ausland wunnen - déi eigentlech ganz wéineg Kontakt nach mat Lëtzebuerg hunn -, déi awer kënnen, wa se wëllen, hei mat wiele goen. Mir hunn awer déi Leit, déi jorelaang hei am Land schaffen, liewen, Kanner hei erzéien, op d'Welt bruecht hunn, déi mer a priori ausschléisse vun den nationale Wahlen. Mir mengen, dass mer also, wa mer iwwert d'Wahlrecht schwätzen - dat solle mer, dat gëtt et an alle Länner - musse mer, mengen ech...

M. le Président.- Här Bodry, erlaabt Der, datt den Här Kartheiser Iech eng Fro stellt?

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Et hätt mech gewonnert, wann op där doter Fro den Här Kartheiser sech net géif zu Wuert mellen.

(Hilarité)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Majo, Här Bodry, ech soen Iech Merci, datt Der mer déi Geleeënheet gitt. Merci, Här President, fir d'Wuert. Dir hutt virdru gesot, wou Der iwwert den Alter fir d'Wahlrecht geschwat hutt, 16 Joer, do hutt Der gesot, een eenzegt Land an der Europäescher Unioun huet dat gemaach, Éisträich huet de Wahlalter op 16 Joer erofgesat.

Meng Fro ass, Dir gitt jo elo hin an Dir wëllt d'Wahlrecht bei den Nationalwahle lasskoppele vun der Nationalitéit vun deem Stat, wou déi Wahle sinn, also hei konkret d'Lëtzebuerger Nationalitéit, datt d'Leit, déi net d'Lëtzebuerger Nationalitéit hunn, solle bei de Chamberswahle matwielen.

Meng Fro ass eng ganz einfach: Kënnt Der mer e Land op der Welt nennen, oder wéi vill Länner op der Welt sinn deen dote Wee da gaange virun eis? Ech hoffen, Dir hutt genuch Zäit, fir d'Lëscht ze maachen. Also, mir hunn Zäit bis den Owend!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ech ginn Iech eng ganz einfach Äntwert, Här Kartheiser. Dir hätt emol vläicht sollen noliesen, wéi ech och meng Virstellung hei argumentéiert hunn: Wat fir een anert Land an Europa huet en Undeel vun Netnationalen, dee bei iwwer 40% läit, an zéng Joer wahrscheinlech bei iwwer 50% läit? A wat fir engem Land gëtt et esou eng Diskrepanz tëschent der sozialer Realitéit an der Realitéit vun der Wahlbevölkerung?

Dat ass awer eng Fro, déi ee sech muss stelle fir eng Demokratie, wann ee wëllt representativ sinn. Ass een nëmme representativ fir eng Minoritéit oder wëllt een net awer iergendwéi representativ si fir eng Majoritéit vu Leit, déi an engem Land wunnen? Dat ass awer eng fundamental Fro, déi een ënner Demokrate muss däerfen hei diskutéieren!

An net vu virera gesot: Wou, a wat fir engem Land gëtt et dat? Et gëtt kee Land, wat eng ähnlech Zesummesetzung huet, eng ähnlech Problematik vun der Demokratie huet, wéi mir et hei zu Lëtzebuerg hunn. An ech wëll net mat Kuwait an anere Länner op een Niveau gestallt ginn. Duerfir musse mer eis där doter Fro stellen!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Här Bodry, et gëtt och kee Land, wat esou ofhängeg ass vun auslännescher Main-d'œuvre wéi Lëtzebuerg!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dat kënnt nach derbäi. Ech wëll vun de Frontalieren net schwätzen. All déi Froen, déi sech do stellen, alles dat, mengen ech...

Une voix.- Zwee Drëttel vun der...

Une autre voix.- ...schonn zwou Parteien dat am Wahlprogramm...

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dat, mengen ech, ass also immens wichteg. D'Fro also, déi mer eis...

D'Positioun vun eiser Partei ass an där doter Fro also ganz kloer. Si ergëtt sech aus eisem leschte Wahlprogramm, awer och aus deenen Diskussiounen, déi mer an der Partei féieren. D'Positioun och vun eise Jonksozialisten, déi mer ganz respektéieren.

Duerfir si mir hei net der Meenung, dass dat hei deen Text ass, deen een elo soll stëmmen, well et op där enger Säit ze schnell geet, well en u sech bei sämtleche Wahlen, fir d'Éischt bei den nationalen an Europawahlen dat dote wëllt aféieren, ouni dass den Terrain preparéiert ginn ass. An op där anerer Säit net wäit genuch geet, well en déi Fro vum Wahlrecht duerch ee ganz enke Bléckwénkel kuckt - nëmmen deem vum Wahlalter vun deene 16- a 17-Jähregen - an net déi aner Froe mat berücksichtegt, déi an eisen Ae vläicht souguer vum Prinzip hier méi eng grouss Importenz hu wéi déi Fro, déi haut hei diskutéiert gëtt.

Et ass also duerfir, wou mer der Meenung sinn, dass mer deen heiten Text à ce stade net solle stëmmen, mä dass mer alles solle maachen, fir d'Participatioun an allen Domänen auszeweiten, net nëmme fir déi Jonk, och fir aner Leit. Dass mer vill Prozeduren och hei am Land mussen iwwerschaffen, fir déi Prozeduren net nëmmen op Asprochsrechter ze beschränken, mä fir eigentlech och am Virfeld eng Participa-

tioun vun de Leit ze garantéieren, dass beim Huele vun deenen Décisioune schonn eng Rei vu Considératioune konnte mat berücksichtegt ginn.

Ech mengen, dat ass eng aner Approche, fir Politik ze maachen. Et ass eng aner Approche, fir Participatioun ze gesinn. An et ass déi, déi mir gären als Sozialisten hätten.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Bodry. Als nächst Riednerin ass d'Madame Josée Lorsché agedroen. Madame Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir unzefänke wëll och ech dem Här Berger am Numm vun der grénger Fraktioun Merci soen, datt hien déi wichteg Debatt ëm d'Erofsetzung vum Wahlalter duerch seng Proposition de loi nach eng Kéier ugestiwwelt huet. En zweete Merci gëllt och dem Här Paul-Henri Meyers fir d'Objektivitéit vu sengem Rapport.

D'Diskussioun ronderëm d'Erofsetzung vum Wahlalter ass facettëräich a vill méi emotiounsgelueden, wéi ech mir et eigentlech erwaart hat. Éischtens gëtt jo hei d'Grondrecht vum Jugendschutz mam Grondrecht vun der Jugend op Matbestëmmung konfrontéiert, wat déi prinzipiell Fro opwerft, wou dann eigentlech eng sënnvoll a logesch Trennung tëschent dem Schutz vun der Jugend an hirem Matsproocherecht gezu ka ginn.

Zweetens setzt d'Ëmsetzung vun dëser Proposition de loi, nieft der Ëmännerung vum Wahlgesetz, jo och nach déi institutionell déif gräifend Revisioun vum Artikel 52 vun der Constitutioun viraus. Datt souwuel d'Regierung wéi och de Statsrot sech mat där Reform schwéierdinn a mat zwee Féiss, oder vläicht och nëmme mat engem Fouss op d'Brems sprangen, ass verständlech, zemools an engem Land wéi Lëtzebuerg, wat wahrscheinlech net an d'Geschicht wäert agoe fir säi gesellschaftspolitesche Reformcourage.

Dernieft awer och an engem Land, deem säi Wahlsystem anescht ausgeriicht ass wéi déi vun deene meeschten anere Länner. Duerch déi allgemeng Wahlflicht, déi zu Lëtzebuerg besteet, stelle sech am Kontext vun der Erofsetzung vum Wahlalter natierlech méi Froe wéi an deene Länner, an deenen d'Bedeelegung un de Wahlen op Fräiwëllegkeet berout.

Am Géigesaz zu Éisträich, wou de Wahlalter konsequent op 16 Joer erofgesat ginn ass, musse mir zu Lëtzebuerg am Virfeld déi prinzipiell Fro opwerfen, ob mir mat der Senkung vum Wahlalter eng drëtt Kategorie vu wahlberechtegten, mä net wahlflichtege Biergerinnen a Bierger wëlle schafen, nieft eiser auslännescher Bevölkerung an de Persounen iwwer 75 Joer, déi aus verständleche Grënn vun der Wahlflicht entbonne sinn.

Déi gréng Fraktioun ass mat enger weiderer Kategoriséierung vun der Wielerschaft net averstanen an trëtt konsequent fir en einfachen, transparenten a verbindleche Wahlsystem an, deen all Berechtegten op eng an déiselwecht Aart a Weis mat eiser Demokratie verbënnt. Wa mir de Wahlalter op 16 Joer erofsetzen, gëtt et also fir déi gréng just zwou Alternativen, fir déi drëtt Kategorie vu Wieler ze verhënneren: Entweder mir schafen d'Wahlflicht ganz of an ersetze se duerch d'fräiwëllegt Wahlrecht op alle Pläng, oder awer mir behalen d'Wahlflicht bäi an da géif et och fir déi Jonk gëllen.

Et ass och déi Optioun, déi vun der grénger Fraktioun ënnerstëtzt a gefuerdert gëtt. An eisen Ae geet et net duer, demokratesch Rechter ze hunn, wann een déi Rechter net och mat Flichten a mat Verantwortung vis-à-vis vum Stat verbënnt. Eng vun dëse Flichten ass d'Wahlflicht an domat d'Flicht, fir d'Zukunft vum Land matzebestëmmen, amplaz d'Ausriichtung vun der Politik passiv an d'Hänn vun aneren ze ginn, mat alle Geforen, déi domat verbonne sinn.

Aus deem Grond hätt déi gréng Fraktioun et begréisst, wann den Här Berger e Schrëtt méi wäit gaange wär an net nëmmen d'Wahlrecht, mä och d'Wahlflicht fir déi Jonk ab 16 Joer virgeschloen hätt.

M. Eugène Berger *(DP), auteur.*- Ech kéint och domadder liewen.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Dat als Zousazremarque zu senger Proposition de loi, déi mir och als solch ënnerstëtze kënnen, zemools well den Här Berger sech bereet erkläert huet, doriwwer ze diskutéieren. Mir vun eiser Säit verschléissen eis och net der Diskussioun ëm d'Aféierung vum Wahlrecht op kommunalem Plang, vun där den Här Bodry elo geschwat huet. Och déi Diskussioun ass fir eis eng Optioun, déi machbar ass.

Datt d'Wahlflicht fir 16-Jähreger e Schoss no hanne ka ginn, zu komplett oniwwerluechtem Wahlverhalen oder zu Trotzreaktioune kéint féieren, wat vill behaapt gëtt, ass dat Éischt, wat een als Verfechterin vun der allgemenger Wahlflicht virgehäit kritt a wat vu ville Leit gefaart gëtt. Dee Virworf ass zum Deel berechtegt. Allerdéngs muss ee sech am selwechten Otemzuch och d'Fro stellen, ob d'Groussjähregkeet dann ieren d'Garantie ass fir en iwwerluecht a räift Wahlverhalen. Dat menge mir net!

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, och wa mir als Gréng nach e Schrëtt méi wäit géife goe wéi den Här Berger, begréisse mer op alle Fall, datt d'Thematik hei op dëser Plaz ka gefouert ginn, opgegraff ginn an diskutéiert ginn. D'Iddi vun der Erofsetzung vun deem Alter ass an eiser Gesellschaft natierlech staark ëmstridden, net nëmmen dobaussen, mä och heibannen - dat hu mer jo elo erlieft -, a féiert zu kontroversen Usiichten tëschent Jonk an Al. Mä nawell och zu Meenungsverschiddenheeten innerhalb vun den eenzelne Generatiounen, déi Jonk abegraff, déi jo zu iwwer 50%, wéi et schéngt, dergéint sinn, datt se kënne wiele goen oder musse wiele goen.

Et ass also net nëmmen déi eeler Generatioun, déi sech schwéierdeet mat der Iddi vun engem méi niddrege Wahlalter, mä och déi Generatioun, ëm déi et eigentlech geet. Dat ass wahrscheinlech eng vun den Ursaachen, firwat, trotz enger Rei vun Initiativen, nach ëmmer kee Fortgank an d'Diskussioun komm ass. Weder d'Fuerderung vum Conseil de l'Europe nach déi vum Europäeschen oder Lëtzebuerger Jugendparlament hunn d'Gemidder zu Lëtzebuerg a Bewegung bruecht, woubäi een deene Gremië bestëmmt net kann oniwwerluecht oder naiv Fuerderungen ënnerstellen.

Vun de Géigner vum Wahlrecht fir Mannerjähreger, also och vun der Regierung a vum Statsrot, ginn eng Rei juristesch Bedenken ervirbruecht, wéi zum Beispill gëtt argumentéiert, datt e Mannerjähregen, dee jo, rechtlech gesinn, net strofbar ass an ënnert d'Bestëmmunge vum Jugendschutz fält, och net d'Wahlrecht an domat dat héchste Recht vun der Demokratie kann zougesprach kréien.

Vill Leit fäerten doran eng Bagatelliséierung an eng Entwäertung vun eisem Recht op politesch Matbestëmmung. Och gëtt dem Gesetzgeber Willkür virgehäit, soubal wéi hien d'Rechter, d'Flichten oder d'Verantwortung vun engem Mënsch vu sengem Liewensalter ofhängeg mécht. Wann een awer bedenkt, wéi vill aner Gesetzer vum Alter ofhänken, da muss ee sech froen, wéi stéchhalteg déi Argumentatioun eigentlech ass.

Dir Dammen an Dir Hären, wann de juristesche Géigenargumenter e gewëssent Gewiicht net ofzespriechen ass, wiere mir eis awer kategoresch géint pauschal Ënnerstellungen, mat deenen déi Jugendlech oft ofgestempelt ginn. Wann de Fatalismus groussgeschriwwe gëtt an der Jugend ondifferenzéiert Politikverdrossenheet, Desinteressi, Naivitéit a feelend politesch Bildung ënnerstallt ginn, da si mir net d'accord!

Datt eng Rei Jugendlecher sech am politeschen, gesellschaftlechen a kulturellen Abseits bewegen, dat huet seng Grënn. Dat ass weder eng Fatalitéit nach eng Charakteristik vun där Alterskategorie, mä d'Resultat vun engem Gesellschaftssystem, deen op grousse soziokulturellen Ënnerscheeder berout, deen den Dialog mat der Jugend net genuch opsicht an deenen hir Matbestëmmung net genuch fördert!

Desinteressi a Passivitéit vu verschiddene Jugendlechen däerfen awer kee Grond sinn, fir all déi Jonk d'office aus dem demokratesche Prozess erauszehalen an domat en Nivellement vers le bas ze bedreiwen. Jiddweree soll seng Chance kréien a jiddweree soll se kënnen notzen. Mir sinn iwwerzeegt, datt et mat enger adequater pädagogescher Approche a mat geziilte Moossnamen duerchaus méiglech ass, den Interessi fir d'Politik an d'Bereetschaft op d'politesch Participatioun bei der Jugend an och scho bei de Kanner ze entwéckelen, déi opgrond vun hirer sozialer a kultureller Situatioun net esou einfach erreechbar sinn. Och déi kréie mir ze paken.

Datt an de Schoule keng Plaz fir politesch Bildung ass, ass an eisen Aen e simplistescht a fadenscheinegt Argument. Natierlech sinn d'Schoulprogrammer gutt gefëllt an zum Deel iwwerfëllt! Dat verhënnert awer net, datt den aktuelle Schoulsystem vun entscheedender Bedeitung ka sinn, wann et drëms geet, d'Entwécklung vum politeschen Interessi a vun der politescher Bildung ze förderen. Datselwecht zielt och fir d'Ausbildungsbetriber, an deene vill Schüler a Schülerinnen den éischte Schrëtt an d'Beruffsliewe maachen.

Esou wéi d'Wäerter an déi sozial Kompetenzen an der Grondschoul fächeriwwergräifend an transversal vermëttelt kënne ginn, ass et och méiglech, aner politesch Themen an Diskussioune souwuel an déi eenzel Schoulfächer wéi och an déi alldeeglech Beruffsausbildung afléissen ze loossen an der Instruction civique domat net nëmmen direkt, mä och indirekt méi Bedeitung ze ginn.

Allerdéngs notzt d'Wëssen iwwert de Fonctionnement vum Rechtsstat deene Jonken net ganz vill, soulaang wéi se net och perséinlech Erfahrungen, d'Ausprobéieren an d'Erliewe vun der politescher Bedeelegung domat kënne verbannen. Wéi schnell d'Jugend sech fir d'Politik interesséiert, wann et ëm hir handfest Zukunft geet, a wéi séier d'Leit aus deem Alter ze bewege sinn, dat hu mer kierzlech erlieft bei der Ukënnegung, datt den Enseignement secondaire soll reforméiert ginn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, eng wichteg Roll bei der Entwécklung vun demokratesche Verhalensmustere spillen dernieft d'Jugendorganisatiounen, a virun allem och déi méi informell Jugendgruppen, Jugendforen, Jugendhaiser a Frëndschaftswierker, an deenen déi Jonk do ofgeholl ginn, wou se stinn, a wou den Dialog groussgeschriwwe gëtt.

D'Fuerderung vum Conseil supérieur de la jeunesse am Kader vum europäesche Jugendprogramm «Erasme pour tous», nei Initiativen ze entwéckelen an den net organiséierte Jugendgruppe méi Ënnerstëtzung zoukommen ze loossen, kënne mir mat zwou Hänn ënnerschreiwen. All déi Moossname reie sech nämlech an d'Logik vum europäeschen Aktiounsplang fir méi Participatioun vun der Jugend an, en Aktiounsplang, dee schonn am Joer 2003, also viru bal zéng Joer, vun der EU-Kommissioun initiéiert ginn ass.

En aneren Impuls hunn d'EU-Staten am Joer 2006 mat hirer gemeinsamer Deklaratioun vu Wien geliwwert, an där Folgendes festgehale ginn ass: Fir déi aktiv Matwierkung vu jonke Mënschen u gesellschaftleche Prozesser ze stimuléieren, sollt de Wahlalter erofgesat ginn. Begleedend dozou soll unhand vun net formelle Methoden d'politesch Bildung vermëttelt ginn, an zwar vum Grondschoulalter un. Also net fir d'Éischt dat eent an dann dat anert, mä déi zwou Etappe mateneen!

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir stinn an dësem Débat net isoléiert do, mä mir bewegen eis am europäesche Kontext, an deem haaptsächlech Éisträich eng Virreiderroll gespillt huet an och eng Rei bundesdäitsch Länner am Beräich vun de Gemengewahlen. D'Erofsetzung vum Wahlalter zu Lëtzebuerg wär eng gutt Geleeënheet, fir ze beweisen, datt eist Land der gesellschaftlecher Entwécklung net ëmmer muss hannendrulafen, mä datt mir et och kënne fäerdegbréngen, se anzehuelen.

An deem Sënn ënnerstëtzt déi gréng Fraktioun dës Proposition de loi, déi eis Demokratie e gutt Stéck géif weiderbréngen. Zumindest an de Gemenge kéinte mer och driwwer schwätzen. Dat wär en anere Schrëtt, dee mir an d'A faassen, sou datt ech denken, wa mer wéinstens do e Konsens heibanne géife fannen, da wäre mir um gudde Wee.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Lorsché. Als nächste Riedner ass den Här Henckes agedroen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Merci, Här President. Och vu menger Säit aus dem Rapporteur, dem Här Paul-Henri Meyers, Merci fir deen ausféierlechen Exposé. Mir sinn net Member vun der Commission des Institutions, duerfir ass ons Meenung do natierlech net esou bekannt ginn. Mä ech wëll awer drop hiweisen, datt mer haut eng Debatt féieren, wou ee muss awer kloer soen, wourëms et nach eng Kéier geet.

Dat ass ëm d'Erofsetze vum Wahlalter bei den nationale Wahlen. Ech hunn awer hei e puermol héieren, datt vu kommunale Wahle geschwat ginn ass. Hei geet et ëm eng Debatt bei den nationale Wahlen. An da gëtt...

(Interruption)

Jo, en plus de ça, mä d'Gesetz, d'Proposition de loi gesäit et haaptsächlech hei vir bei den nationale Wahlen. Et ass do, wou déi grouss Differenzéierung läit.

An da gëtt ee Land ervirgestrach, wat hei schonn de Wahlalter 2007 oder 2008, mengen ech, muss et gewiescht sinn, op 16 Joer erofgesat huet, dat ass Éisträich. Mä et gëtt nach e puer Länner, déi de Wahlalter fir d'national Wahlen erofgesat hunn. Do ass Nordkorea derbäi,...

Une voix.- Och!!!

(Hilarité)

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- ...wat de Wahlalter op 17 Joer festgeluecht huet.

(Brouhaha et hilarité)

An dann ass op 16 Joer nach e puer Länner: Kirgistan, Usbekistan, Turkmenistan,...

(Hilarité générale)

...an ech hunn och erausfonnt, datt Pakistan datselwecht agefouert huet, mä awer nure fir d'Fraen.

Une voix.- Jo, déi stierwe mat 30!

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Do ass et vu 16 Joer un...

Une voix.- Jo, do si vill Länner derbäi, wou Dir gutt Relatioune mateneen hutt.

(Brouhaha général)

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Ech wëll just nure soen, datt ee gesäit hei an do, wou een Inspiratioune fënnt, fir op den Alter vu 16 Joer erofzegoen.

Une voix.- Här Henckes, Dir waart scho méi staark.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- An et gesäit een, datt hei also e puer Institutiounen, e puer Länner schonn op dee Wee do gaange sinn. Mä de Gros vun de Länner queesch duerch d'Welt läit bei 18 Joer a souguer verschidde Länner bei 21 Joer nach ëmmer.

An ech mengen, et ass och eng fundamental Debatt, déi ee muss féieren, dat ass déi ze wëssen, ob een de Wahlalter liéiert un d'Majoritéit oder net. Fir ons schéngt et kloer ze sinn, datt d'Majoritéit muss bestoe bleiwe mat 18 Joer, fir datt ee responsabel ass fir alles dat, wat een zivilrechtlech mécht, fir alles dat, wat ee kommerziell mécht, a fir alles dat, wat ee strofrechtlech mécht.

Et ass also eng gewësse Logik dran, datt een deen Ablack och higeet an datselwecht festhält fir de Wahlalter, well et ka jo net sinn, datt ee fir verschidde Saachen irresponsabel ass an dann op eng Kéier just fir dat Politescht responsabel ass, wann et ëm d'Allgemengheet geet. Do ass an onsen Aen e Lien, dee muss hiergestallt ginn an dee muss och fest bestoe bleiwen.

Da gëtt natierlech och vill hei vu verschiddene Parteie geschwat vu méi Demokratie. Mir sinn och als ADR fir méi Demokratie a fir méi Participatioun vun de Bierger un de politeschen Décisiounen.

Une voix.- Maja!

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Duerfir hätte mer och gären, datt alleguerten déi Wahlberechtegt zum Beispill kéinten iwwer e Referendum, iwwert d'Volleksinitiativ un de politeschen Décisiounen deelhuelen.

(Interruptions)

An do hu mir schonn 1999 eng Proposition de loi déposéiert gehat. Ech hunn och gesinn, datt d'lëtzebuergesch Regierung den 20. Mee 2003 och esou eng Propositioun, e Projet de loi déposéiert huet, a säithier läit se am Tirang! Et wier also gutt, wann ee wëllt d'Bevölkerung, déi Aktiv, déi Leit, déi iwwer 18 Joer sinn an déi wahlberechtegt sinn, wann een déi wëllt un de politeschen Décisioune bedeelegen, da wier et un der Zäit, datt och dee Projet de loi, deen elo schonn zënter 2003 doläit, och sollt duerchgezu ginn.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Här Henckes, géift Der soen...

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- An ech hoffen, datt de President vun der Institutiounskommissioun higeet an dee geschwënn op den Ordre du jour setzt. Ech mengen, da wiere mer ganz gutt...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Schwätzt zum Thema! Här Henckes, géift Der dann am Referendum de Wahlalter op 16 maachen?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här Bausch!

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Ech hunn direkt gesot gehat, mir...

Une voix.- Maacht en emol bis op 18!

Une autre voix.- Maacht en emol op 18 Joer!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här Bausch!

(Brouhaha général)

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Ech mengen, ons geet et nuren drëms, fir méi Demokratie ze hu bei deenen, déi d'Wahlrecht hunn...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Maacht Dir e Referendum iwwert den Tram an der Stad, Här Bausch? Hein? Da sot Der neen! Do sot Der neen!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dach, dach! Den 9. Oktober war e Referendum.

(Brouhaha général)

M. le Président.- Hei geet et ëm de Wahlalter. An d'Wuert huet den Här Henckes!

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Voilà! Ech wollt also och drop hiweisen, datt, wann ee vu méi Demokratie schwätzt, da fänkt dat emol un, datt ee bei deenen Dausenden an Dausende vu Wahlberechtegten, datt een deenen och d'Méiglechkeet gëtt, wa si eng Initiativ wëllen hunn, wa si fir eng Gesetzgebung sinn oder géint eng Gesetzgebung, datt se déi kënne froen. An ech mengen, dat wier och een Zeechen, wann d'Chamber géif elo dee Gesetzesprojet iwwert de Referendum, op d'Volleksinitiativ géif a kuerz méiglechster Zäit op den Ordre du jour huelen.

Ech hat gesot, et wäert d'ADR géint dëse Projet stëmmen, well mir der Meenung sinn, datt d'Majoritéit an d'Wahlberechtegung op deemselwechten Alter solle bleiwen. A well mer alleguerten awer der Meenung sinn, datt d'Majoritéit net soll erofgesat ginn, musse mer och logesch sinn an dëse Gesetzesprojet net akzeptéieren.

M. le Président.- Merci dem Här Henckes. Als leschte Riedner ass den Här Urbany agedroen. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech wäert déi Propositioun hei stëmmen, well se d'Demokratie weiderbréngt.

Plusieurs voix.- Ah!

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- An ech deelen och déi meeschten Argumenter, déi hei gebraucht gi sinn en faveur vun enger Erofsetzung vum Wahlrecht op 16 Joer. Iwwregens, mir waren als déi Lénk ëmmer derfir.

D'Wahlrecht muss een awer och hei, mengen ech, emol an den historesche Kontext setzen, deen den Här Wilmes vläicht eigentlech misst vu sengem Beruff hier kennen. D'Wahlrecht ass ëmmer erkämpft gi géint déi Konservativ.

(Interruptions diverses)

D'Wahlrecht war...

(Brouhaha)

D'Wahlrecht... Jo, an do gehéiert Dir och dozou, Här Henckes! D'Wahlrecht war ëmmer en Akt vu politeschem Bewosstsäin a vu Parteiergräifung an der Gesellschaft. Déi Leit, déi fir d'Wahlrecht gekämpft hunn an der Geschicht, déi hate keen Diplom a Bürgerkunde a si haten och keen CSV-Stats-Brevet gemaach.

Plusieurs voix.- Ah!

Une voix.- E schwätzt wéi e Jonken!

(Hilarité)

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ech mengen, e Punkt, dee wichteg ass bei allen Altersschichten, dat ass déi Depolitiséierung, déi et déi lescht Zäit gëtt. Dat ass de Mangel u wierklecher, lieweger Demokratie. An dat betrëfft net nëmmen déi Jonk, dat betrëfft all Altersschichten. Et fannen haut keng wierklech offen Debatte méi statt iwwert d'Zukunftsprojeten, wou zum Beispill zwee Standpunkter gläichberechtegt kënnen untriede géinteneen.

D'Debatt iwwert den Europäeschen Traité 2005, grad well e mat enger Wahlkonsequenz verbonne war, grad well e mat engem Referendum verbonne war, dat war esou en Ausnahmemoment, wou emol eng Kéier konnt diskutéiert ginn an der Gesellschaft, op der Tëlee an esou weider. An enger normaler Debatt deemools, déi iwwert d'Medië gefouert gi wier oder iwwert d'Chamber eleng, hätt den Non zum Europäeschen Traité gradesou wéineg Chancë gehat wéi den Non leschten Donneschdeg zur Manipulatioun vum Index. Esou huet en awer 44% bei Wahle kritt.

Ech wëll domat just soen, d'Demokratie brauch eng Erneierung, brauch nei Weeër, ënner Aschloss vun allen Altersschichten. Ech hunn nach keen héieren hei soen, déi vu 16 Joer u wieren net fäeg ze begräifen, wat geschitt. Si hu jo och d'Recht, schaffen ze goen, also musse se och d'Méiglechkeet hunn, sech u Wahlen ze bedeelegen.

Also gehéiert dozou den Droit de vote mat 16 Joer als eent vun enger Partie vun Elementer, ebe just, well en d'Konsequenz huet, dass net eng Debatt stattfënnt iwwer Jugendparlamenter - esou wäertvoll och déi Debatte vläicht sinn -, mä eng wierklech Debatt an der Gesellschaft stattfënnt, mat enger Konsequenz, déi sech am Wahlziedel ausdréckt. Duerfir ass et esou wichteg, dass dat Wahlrecht do kënnt.

De Gesetzesprojet 5611 iwwert de Jugendchômage ass an den Dokumenter, hei an der Debatt wéineger, genannt ginn als Bewäis fir de politeschen Interessi an den Engagement vun deene Jonken. An dat ass och richteg. Well och déi Jonk, wéi ech scho gesot hunn, gi schaffen a mussen also och d'Recht hunn, wielen ze goen. An déi, déi an d'Schoul ginn, natierlech och.

Deemools déi Debatt iwwert de Jugendchômage war gradesou wéineg e renge Jugendproblem iwwregens wéi d'Rentereform haut e rengen Altersproblem ass, an d'Schoulreformen hunn och en iwwergräifende Charakter an der Gesellschaft, also musse se och kënne vun der ganzer Gesellschaft gefouert ginn.

Am Iwwrege schléissen ech mech deenen heibannen un, déi gesot hunn, dass dee gréissten demokrateschen Defizit nach ëmmer doranner besteet, dass 44% vun der Bevölkerung hei am Land vun all Wahlrecht ausgeschloss sinn.

(Interruptions)

Déi kënnen d'Chamber hei net wielen. An ech mengen duerfir, dass, wat mer haut brauchen, dat ass eng nei demokratesch Bewegung. Déi muss am Land gefouert ginn an déi gëtt och gefouert. An dat Wahlrecht, d'Erofsetze vum Wahlrecht wäert och vun där neier demokratescher Bewegung op hire Fändel geschriwwe ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. Elo kritt d'Wuert den Här Justizminister François Biltgen.

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Merci, Här President. De Statsrot huet am Avis un d'Regierung gesot, dass ee soll virsiichteg un déi Debatt erugoen an dass ee soll...

Une voix.- Et versteet ee guer näischt!

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- ...eng large Debatt an dëser Chamber féieren. Et ass elo villes gesot ginn. Ech hätt nach villes derbäizefügen, notamment a menger Qualitéit als Justizminister iwwer net nëmmen...

(Interruption)

...net nëmmen d'Interferenz Responsabilité civile a Wahlrecht, och iwwert d'Responsabilité pénale. Ech wëll drop opmierksam maachen, wat de Statsrot do vun Ängschten zu Recht hat, well am Ausland gëtt éischter d'Responsabilité pénale erofgesat bei de Jugendlecher wéi vläicht aner Majoritéiten.

Ech mengen, et ass villes hei gesot ginn an ech mengen och, dass déi Debatt net um Enn ass, si kann och nach net um Enn sinn. An dofir wëll ech net weider dozou soen. Ech stinn awer gären, wann esou eng Debatt soll och an der Institutiounskommissioun oder an der juridique weidergefouert ginn, zur Verfügung.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Justizminister.

Mir kommen dann elo zum éischte Vote constitutionnel iwwert d'Proposition de révision 6205. Hei ass eng Majoritéit vun zwee Drëttel erfuerdert an de Vote par procuration ass net erlaabt.

Premier vote constitutionnel sur l'ensemble de la proposition de révision de la Constitution 6205

D'Ofstëmme fänkt un. Nëmmen, wéi gesot, déi perséinlech Stëmmen.

Une voix.- Här President, et ass fäerdeg!

M. le Président.- De Vote ass ofgeschloss.

D'Propositioun ass ofgelehnt mat 39 Nee-Stëmmen...

Plusieurs voix.- Oh!

M. le Président.- ...a 16 Jo-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement: la proposition de révision de la Constitution 6205 est rejetée par 40 voix contre et 15 voix pour.

Ont voté oui: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Fernand Etgen, Paul Helminger, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

M. Serge Urbany.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Norbert Haupert, Ali Kaes, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Sou, da komme mer elo zur Ofstëmmung iwwert d'Proposition de loi 6206.

Premier vote constitutionnel sur l'ensemble de la proposition de loi 6206

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Hei ass och de Vote par procuration erlaabt. De Vote ass ofgeschloss.

D'Propositioun ass refuséiert mat 42 Nee-Stëmmen, géint 17 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Carlo Wagner), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Fernand Etgen), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

M. Serge Urbany.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden (par M. Lucien Clement), Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies (par M. Félix Eischen), Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

8. Hommage à Mme Lydie Err

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, haut de Mëtten ass déi lescht öffentlech Chamberssitzung, un där eis Kolleegin Lydie Err deelhélt. Si ass de 15. Dezember vun eis als Médiateure gewielt ginn a wäert domadder hiert Deputéiertemandat nidderleeën an domadder dem Här Georges Engel erméiglechen, hir Nofolleg an der Chamber unzetrieden. Erlaabt mer dofir e puer Wuert am Numm vun eis alleguerten u si ze riichten.

Aus dem Lydie Err sengem gutt gefëllte Curriculum Vitae geet ervir, datt si zu Stroossbuerg Droit studéiert huet an eng Spezialisatioun an europäesche Studië gemaach huet. Duerno huet si nieft hirem Beruff als Affekot a sëllechen ONGe matgewierkt, déi sech fir déi Uleiessen agesat hunn, déi hir ganz besonnesch um Häerz leien.

D'Lydie Err huet awer schnell gemierkt, datt hiert Wierkungsfeld an der Praxis net wäit genuch géif goen, an e logesche Schrëtt war et deemno fir si, hiren Engagement an d'Politik ze maachen. Si ass dann och 1980 der LSAP bäigetrueden an och schonn 1981 an de Péitenger Gemengerot gewielt ginn. D'Lydie Err ass, säitdeem si 1984 fir d'éischte Kéier an d'Chamber gewielt ginn ass, ëmmer erëmgewielt ginn, sou datt si scho bal säit 30 Joer hei an eise Reien ass.

Si hat awer och fir eng kuerz Zäit op der Regierungsbänk Plaz geholl. Wéi 1998, nom Récktrëtt vum deemolege Gesondheetsminister Johny Lahure, no engem Nofolger gesicht ginn ass, huet d'Lydie Err kandidéiert an ass och vun deem zoustännegen LSAP-Gremium gewielt ginn. Op hire Wonsch hi gouf si Statssekretärin fir d'Aussepolitik an d'Kooperatioun.

No de Wahle vun 1999 ass d'Lydie Err erëm hei an d'Chamber zréckkomm a si huet sech weiderhi mat deenen Theme beschäftegt, déi hir besonnesch um Häerz leien: d'Fraen, d'Kanner an d'Minoritéiten am Allgemengen.

(Interruptions et hilarité)

E grousst Virbild vum Lydie Err war dann och dowéinst d'Lydie Schmit. An esou ass et verständlech, datt déi vun hir matgegrënnten Aarbechtsgrupp an der LSAP den Numm vun hirem politesche Virbild kritt huet.

Mir kennen d'Lydie Err als eng Politikerin, déi ëmmer oppen ass fir Diskussiounen an déi d'politesch Ausenanersetzung ni gescheit huet. Si huet eng direkt Aart a Weis, fir d'Saachen ze soen, a si steet zu hirer Meenung. Si huet en onermiddlechen Asaz an deene Secteuren un den Dag geluecht, déi hir duerch hire Beruff, hiren Interessi an hir Idealer nostinn: den Droit a senger ganzer Villfältegkeet, d'Aussepolitik, d'Mënscherechter a besonnesch och d'Promotioun vun der Konditioun vun der Fra am öffentlechen, am privaten an am Beruffsliewen.

D'Lydie Err huet am Laf vun de Joren eng ganz Rei vu Propositions de loi eragereecht, déi politesch net ëmmer onëmstridde waren, wéi zum Beispill iwwert d'Ofdreiwung, den Numm vum Kand, d'Union libre, iwwert déi zivil Médiatioun, de Suicide oder awer och d'Euthanasiegesetzespropositioun, déi si zesumme mam Jean Huss agereecht hat an déi hir ganz besonnesch um Häerz louch.

D'Lydie Err ass sécherlech eng vun deenen Deputéierte gewiescht, déi am Laf vun hirer Carrière am meeschte Gesetzespropositiounen eragereecht huet an deementspriechend hir Spuren an dësem Haus hannerlooss huet. Si huet vill a gutt Aarbecht geleescht a sech net nëmmen hei am Land en Numm gemaach. Als Vertriederin vun der Chamber an esou munchen internationale parlamentaresche Versammlungen ass si mat grousser Sachkenntnis a mat hirem bekannten Duerchsetzungsvermëigen opgetrueden. Besonnesch d'Aarbechten am Conseil de l'Europe louchen hir um Häerz.

D'Lydie Err ass hirem Engagement fir d'Gläichstellung vun de Bierger ëmmer trei bliwwen an hire politeschen Undriff ass hiert Engagement fir eng méi gerecht Gesellschaft. Et ass wuel dowéinst, datt si säit méi wéi zéng Joer sech an der Médiatioun weidergebilt huet. Net méi spéit wéi dee leschten Donneschdeg huet si nach zu Stroossbuerg no méintelaanger Fläissaarbecht hire Rapport iwwert d'Rechter vun de Fraen an der Welt virstelle kënnen. An haut de Mëtten huet hire parlamentareschen Ofschloss an der ziviler Médiatioun gestan.

Deen elo schonns jorelaangen Asaz fir d'Nécessitéit vun enger Médiatioun an eiser Gesellschaft ass dann och déi beschte Viraussetzung, fir de Poste vun der Ombudsfra ze bekleeden.

Mir wäerte vu muer un alleguerten d'Lydie Err vermëssen, ganz besonnesch och am internationale Service, wou d'Lydie duerch hir Gentillesse, awer och duerch hir liicht Desorganisatioun bekannt war,...

(Hilarité)

...wat dozou gefouert huet, datt heiansdo kee wousst, wou si grad an der Weltgeschicht dru war an domadder nawell fir e bëssen Opreegung hei am Haus gesuergt huet.

Och als President hat ech alt heiansdo meng Schwieregkeeten, fir d'Madame Err an hirem Wortschwall ze bremsen. An et ass och net ëmmer einfach gewiescht, fir hir verständlech ze maachen, datt et nun ebe leider an dësem Haus eng Riedezäit géif ginn. De Mëtte konnt Der Iech nach eng Kéier alleguerten dovun e Beispill huelen.

(Interruptions)

Wat ech awer immens un der Madame Err appréciéieren, ass, datt si et ëmmer erëm fäerdegbruecht huet, no der politescher Ausenanersetzung sech erëm mat de Kolleeginnen a Kolleegen dohinnerzesetzen a gemittlech e Patt ze huelen a sech ganz labber iwwer net politesch Sujeten ze ënnerhalen.

Vu muer u geet fir d'Lydie Err en neie beruffleche Liewensofschnëtt un, dee sech awer nach ëmmer am Giron vun der Chamber wäert ofspillen, sou datt de Kontakt zu dësem Haus, dat si gutt kennt, net wäert ofbriechen.

Léift Lydie, mir wënschen dir op jidde Fall vill Erfolleg a Satisfaktioun an dëser wichteger Funktioun. A mir sinn alleguerten iwwerzeegt, datt déi exzellent Relatiounen, déi d'Chamber mat dengem Virgänger hat, och mat dir wäerte virugefouert ginn.

Villmools Merci!

(Applaudissements)

Sou, elo kritt d'Lydie Err d'Wuert, an do ass d'Riedezäit net méi begrenzt.

(Interruptions diverses)

Mme Lydie Err *(LSAP).*- Ouni Zäitlimite?

M. le Président.- Ouni Zäitlimite.

Mme Lydie Err *(LSAP).*- Zwou Minutte pro Joer, ech mengen, dat misst goen. Mä fäert net!

Kolleeginnen a Kolleegen, ech stinn haut fir d'Lescht op dëser Tribün, wou ech de 16. Oktober 1984 meng éischt Ried gehalen hunn - zur Zuhälterei - a sinn haut am Fong bal gradesou gestresst wéi deemools. Dir verstitt sécher alleguerten, dass dat heite fir mech e ganz speziellen Dag ass, well lassloossen, wat ee bal 30 Joer mat Engagement gemaach huet, ass net einfach, an - éierlech gesot - kann ech mer et eigentlech nach net richteg virstellen.

Dat wësse besonnesch zwee Kolleegen, a seit kuerzem Ex Deputéierten, déi dee Wee, deen ech haut ginn, viru kuerzer Zäit och gaange sinn: den Ander an de Muck. Den Ander, mäi laangjähregen Noper, deem seng geschätzten Zitatiounen ech ëmmer erëm an Dossieren, wou ech se iwwerhaapt net sichen, a Bicher,

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Espace Médias SA / Polygraphic SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

déi ech eigentlech wollt liesen, oder an ale Schoulmappen oder Poschen erëmfannen an ëmmer erëm denken, wéi treffend hie seng Zitatiounen ëmmer erëm formuléiert huet. Iwwregens has de mer, Änder, oder Här President, hat den Här Hoffmann mir um Tëlefon seng lescht Zitatioun a senger leschter Ried versprach, an ech hu se bis haut nach net.

(Hilarité)

Mä et ass net ze spéit derfir.

(Interruptions)

De Muck, deen och 1984 mat mir fir d'Éischt an d'Chamber koum an deen net zoufälleg sécherlech och de 16. Oktober 1984 mat mir seng eischt Ried gehalen huet zum selwechten Thema Zuhälterei, eng engagéiert an eng feministesch Ried vun engem Mann, op deem senger Säit eng emanzipéiert Fra stoung a steet, wat beweist, dass och Fraen an der Politik kënnen Afloss huelen, indirekt zwar, mä effikass.

(Hilarité)

Mam Muck, deen ech schonn aus dem Péitenger Lycée kennen, wou mir zesumme Schoul gehalen hunn a scho munnech Schluecht geschloen haten, hunn ech, mengen ech, bis elo déi eenzeg interfraktionell Gesetzesinitiativ geholl, déi munchmol zu Schlammschluechten ausgeaart ass - mä dovunner wëll ech haut net schwätzen. Just vum Resultat fir e bessert Stierwen an de Répercussiounen am Gesetz iwwert de Referendum an an der Verfassungsreform. Dat verbënnt, och oder grad well et esou schwiereg war a laangwiereg war. Sécher schéngt mir op jidde Fall, dass déi iwwerparteilech Initiativ eleng et méiglech gemaach huet, dat Resultat ze erreechen, wat mir zesummen duerchgestanen hunn. An duerfir wéilt ech dir Merci soen, Muck.

Ech wëll haut vermëttelen, wat mech als Meedchen aus engem konservativen Haus, wou doudsécher CSV gestëmmt ginn ass, dozou bruecht huet, an d'Politik ze goen, an zwar iwwert d'LSAP, an iwwert d'Politik zur Médiatioun, zum Barreau ze kommen.

Ech hat vu klengem un, an dat ass mer kloer ginn, wéi ech dës Ried virbereet hunn, eppes Schreckleches géint Ongerechtegkeet, ob dat géint mech war oder géint aner Leit, déi ronderëm mech waren. Ech erënnere mech duerfir als klengt Meedchen, fënnef oder sechs Joer, meng éischt Revolutioun duerchgestanen ze hunn, wéi ech verstanen hunn - ech mengen, ech hunn dat schonn eng Kéier hei gesot -, dass ech als frommt Kand zwar konnt all Dag an d'Mass goen, mä net hunn däerfen d'Mass déngen an och net hunn däerfe klibbere goen. Vläicht war dat den Ufank...

(Interruptions et hilarité)

Vläicht war dat den Ufank vu menger Revolt, fir d'Gerechtegkeet duerchzesetzen, sief et an der Kierch - ech mengen, dat ass haut elo manner meng Prioritéit -,...

(Hilarité)

...sief et op anere Plazen.

Vläicht ass meng Allergie géint Ongerechtegkeeten en général och dat, wat mech dozou bruecht huet, fir Droit ze studéieren, fir mech besser kënnen ze wieren, fir mech an och fir déi aner. Gläichzäiteg während menger Studienzäit hunn ech zu Péiteng Schoul gehalen, wéi et schonn ugeklongen ass, an nodeem ech mäi Studium fäerdeg hat, hunn ech virugefuer do Schoul ze halen. Eigentlech war mäi Liewensplang, fir Prof ze ginn, mä ech hunn net dierfen, well Droitsproffen et hei zu Lëtzebuerg op deem Niveau net gëtt.

Sou hunn ech mech um Barreau ageschriwwen, dat war och alt net esou schlecht. Als Übung fir deen heite Beruff, dee Beruff, dee sech hei am Haus ofgespillt huet, war et sécherlech net dat Schlechtst, wat ee konnt maachen. No mengem Studium hunn ech mech agesat, hunn ech probéiert zréckzesetze fir d'Fraen natierlech am MLF, dat wësst Der all, fir d'Prisonnéier an der Action prison, fir Auslänner als Grënnungsmitglied bei der ASTI, beim Jeune barreau, wou ech d'Naivitéit hat, wollten eng wierklech Affekotegewerkschaft duerchzesetzen, wat net goung. An duerno an Aarbechtsgruppen iwwer Drogen, fir Kannerrechter an esou weider.

Duerch déi Aktivitéite sinn ech iergendwéi duerch e Virtrag iwwert dat deemools neit Scheedungsgesetz zu Péiteng zu enger Parteikaart bei der LSAP komm an doriwwer zu Aarbechtsgruppen an der Partei an och zur Gemengepolitik. An d'FS, an d'Juristes socialistes, etc. Ech kann Iech soen, dass mäin Antrëtt an d'LSAP a menger Famill eng méisseg Begeeschterung ausgeléist huet,...

(Hilarité)

...an ech sinn och haut nach net sécher, ob meng Mamm et iwwert sech bruecht huet, bei mengen éischte Gemengewahlen, esou wéi ech a mäi Papp hir et erklärt hunn, net nëmmen dierft mech stëmmen, mä déi aner Kolleege vun der Lëscht derbäi.

(Hilarité)

Mir sinn eis all net ganz sécher driwwer.

Sécher ass jiddefalls, dass si bei de Chamberswahlen net méi derbäi war, well si kuerz virdrun e batteren Doud gestuerwen ass, no engem ze laangen, onnéidegen an ongewollt laangen Doudeskampf. Dohier kënnt och, an dat verstitt Der vläicht, mäin Engagement fir e bessert Stierwen hier.

An den FS... Uppla! Muck, et geet mer net besser wéi dir.

(Hilarité)

An den FS an an der G.S. an der Partei hu mer vill zesummegeschafft an dat war wierklech eng flott Zäit. Ech hunn do vill flott Leit kennegeléiert, virun allem och d'Lydie Schmit, mä Virbild, dat ass schonn ugeklongen hei, wat meng Mentorin war iwwert säin Doud 1988 eraus, wou och hatt e schwéieren a grujelechen Doud gestuerwen ass. Mat him war ech op menger éischter Sozialistescher International, wouvun ech d'Foto all Dag gesinn, wann ech a mengem Büro iergendeppes sichen, an dat ass dauernd, op menger éischter Weltfraekonferenz an Afrika, beim Willy Brandt senger Ofschiedsried an esou weider.

Mir hunn eis begleet, hatt mech an d'Politik an ech hatt bis a säi batteren Doud. Dobäi hunn ech erfuer bei engem oppene Gespréich, dass hatt, contrairement zu deem, wat ech mir a senger Plaz gewënscht hätt, wollt bis zum batteren Enn aushalen, well et mir gesot huet, hatt géif all Dag sech drop freeën, nach eng Kéier d'Sonn op- an ënnergoen ze gesinn. An et hat sech säi Bett just esou virun d'Fënster setze gelooss, dass et dat net géif verpassen.

Duerch déi duebel Erfahrung beim Doud ass mir kloer ginn, dass et eppes gëllt, wat um Liewensenn wichteg ass, an dat ass d'Fräiheet! D'Fräiheet, säin eegenen Doud ze stierwen, no eegene Virstellungen an am Kader - a mengen Aen als Juristin natierlech kloer -, am Kader vun engem Gesetz.

Ech erënnere mech 1984 - et sinn der nach heibannen, déi sech dorun erënneren, gell Alex -, no der Assermentatioun gëtt et eng Foto vun deene villen neien LSAP-Deputéierten, déi deemools gewielt gi waren, op der Chamberstrap, an op där Foto gesinn ech mir of jiddefalls, dass ech wëlles hat, d'Welt ze änneren oder mindestens Lëtzebuerg. Naiv, natierlech!

Et ass kloer, dass ech als eenzeg Fra an enger Fraktioun vun 18, dat heescht mat 17 Männer, et net einfach hat, fir meng Prioritéite fir Mënscherechter a Fraerechter bei 17 Männer duerchzesetzen. Och duerfir mengen ech ass et wichteg, ass et mir haut nach wichteg, dass méi Frae sech ëm Politik bekëmmeren. Net, well si besser sinn, net, well si forcément eng besser Politik maachen, mä well eng Chamber mat méi Fraen, mat méi Jonker an och mat Auslänner méi demokratesch ass wéi dat haut de Fall ass. An ech mengen, dass dat wichteg a richteg wier.

1989, ganz kuerz, sollt ech Parteipresidentin ginn, hunn dat awer aus Ursaachen, déi privat sinn, net gewollt. Sinn amplaz Vizepresidentin vun der Chamber an an d'Affaires étrangères erakomm, wou ech zwee Joer duerno meng Vizepresidentschaft gewiesselt hu géint de Conseil de l'Europe. An all Mënsch, dee mech kennt, dee weess, dass dat am Fong mäi Steckenpferd an der Politik war.

Seelen huet mer eppes esou vill Spaass gemaach wéi exklusiv iwwer Mënscherechter wochelaang a verschiddenen Aspekter ze diskutéieren. An ech si frou fir lech ze soen, dass ënner anerem dee Rapport, deen de President haut schonn ugeschwat huet, deen iwwer „eng Verbesserung vun der Kontroll vun de Rechter vun de Fraen an der Welt", ënner anerem och festgehalen huet op en Amendement hi vu mir, dass fir eng besser Representatioun vun de Fraen et néideg ass, dass d'Kierchen a Stat getrennt sinn. Laïcitéit ass gutt net nëmme fir eng besser Demokratie, ass och gutt fir d'Fraen, ass och gutt fir d'Egalitéit. An ech mengen, dass mer dat alleguerte wëllen.

1994, déi nächst Wahlen - ee Saz pro Legislatur -, war ech net méi am Gemengerot, well ech geplënnert war, mäi Papp och net méi do war. Awer ech wollt weider..., ech war an d'Stad geplënnert, mä ech wollt weider am Süde gewielt ginn. Deemools sinn och bei mir an der Partei Wahle gelaf: 1:100, dass dat net kéint goen. Et ass gaangen, manner gutt wéi virdrun, mä ëmmerhin, obschonn ech mat dräi Handicapen do ugetratt sinn: éischtens als Fra, zweetens als Deputéierten, deen net méi do wunnt, wou e geschafft huet, an drëttens, well ech mech wollt op ee Mandat konzentréieren a well dat hei am Land net Usus ass.

Ech gouf trotzdeem gewielt, manner gutt. An een heibanne jiddefalls, deen am selwechte Fall ass, an ech mengen, dat ass de Luss, ass deeselwechte Schrëtt gaangen an huet déiselwecht Erfahrung gemaach. Et ass net déi Aarbecht heibannen, déi engem e gutt Resultat an de Wahle forcément beschert, et ass d'Präsenz um Terrain. An ouni déi Präsenz um Terrain ass et schwiereg. Dat ass also de Präis, deen en Deputéierte muss bezuele fir de Luxus, sech d'Gemengepolitik wëllen ze spueren. Och dann, wann e mengt, e wier op anere Plaze besser wéi an der Gemengepolitik, ass dat eppes, wat dobausse schlecht verstane gëtt.

Jiddefalls hat ech, well ech nëmmen ee Mandat méi hat, Zäit fir mech an der internationaler Politik ze engagéieren. An ech mengen, ech hunn an allen internationalen Delegatiounen, déi et hei gëtt, iergendwann mindestens als Suppléant, dat war am Benelux, sämtlech Mandater streckweis gehat, ausser der NATO - an déi, déi dat wëlle verstoen, déi verstinn dat sécherlech.

(Interruptions)

1998 gouf et vu menger Säit eng sougenannte spontan Kandidatur fir an der Regierung de Johny Lahure ze ersetzen. G.S. an FS waren deemools, dräi Deeg no engem Kongress vun de Femmes socialistes, op deem ech opgetruede war, fir d'Quote fir d'Fraen an der Politik ze verteidegen, hannert mer, fir ze soen: Een, deen de Mond géif esou voll huele wéi ech, dee misst och sangen. A wann ee wéilt plausibel sinn an net seng Glafwierdegkeet vis-à-vis vu sech selwer a senge Leit verléieren, da misst een och zu deem, wat een an der Theorie géif maachen, an der Praxis stoen.

Dat huet mech dozou bruecht, meng Kandidatur ze stellen, fir de Poste vum Minister ze wiesselen, dee vum Statssekretariat an den Affaires étrangères an an der Kooperatioun, well et fir mech wichteg war, net d'Pai oder den Titel, mä d'Aarbecht a meng Kompetenz op deene Gebidder. Ech sinn duerfir dankbar fir déi kuerz, mä intensiv Erfahrung an der Regierung.

Ech bedauere just eppes, wat ech hei wëll soen a wat sécherlech all frësche Regierungsmember mer kann noemfannen, dass et net normal ass, dass, wann een nei an d'Regierung kënnt, een net eng eenzeg Vertrauenspersoun ka mathuelen. D'Débarquéieren an engem Betrib, wou alles schonn an der Rei ass, wou een net forcément d'Méandres vun de Prozedure kennt, ouni sech mat enger Vertrauenspersoun kënnen zréckzezéien a sech gemeinsam Gedanken ze maachen, ass schwéier. An ech géif dat am Fong als eng Iddi mat op de Wee gi fir zukünfteg Joren.

Ech koum dunn 1999 zréck an d'Chamber, net verbattert a fir d'Éischt an d'Oppositioun. Dat war an där éischter Zäit emol spannend, mä net ganz laang. Well all Mënsch, deen dat matgemaach huet, an dat sinn déi meescht heibannen, ausser déi op menger rietser Säit hei,...

(Hilarité)

...déi wëssen, dass dat keng einfach Saach ass. Mä et huet och seng gutt Säiten. Wéi alles ass et, a mäi Papp huet dat ëmmer gesot, an et huet mech schrecklech genervt: Et ass näischt esou schlecht, dass et net fir eppes gutt ass. Dat war och an dësem Fall esou, well an der Oppositioun huet een op eemol méi Zäit fir aner Saachen.

An ech hunn am Fong do ganz kuerz duerno duerch Lecturen an esou d'Médiatioun entdeckt, duerch e Buch, duerch e puer Sätz an engem Buch. An dat huet am Fong dozou gefouert, dass ech mer e Studiëprogramm erausgesicht hunn an deen duerchgezunn hunn. Ech denken duerfir, dass et wichteg ass, an ech hunn haut kuerz schonn driwwer geschwat, dass d'Médiatioun a mengen Ae wichteg ass, well et an enger Gesellschaft e Paradigmewiessel bedeit, net nëmme fir d'Justiz, net nëmme fir d'Justiciables, fir d'Leit, mä och fir d'Professioun, fir d'Professioun a sech a fir all déi Leit, déi mat der Justiz zesummenhänken.

Et ass och gutt fir d'Autonomie vun de Leit, sech selwer ze probéieren ëm déi Problemer ze këmmeren, déi se hunn. An et ass eppes op jidde Fall ganz sécher: Egal wat een am Detail dovun hält, ass d'Médiatioun e verbesserten Accès zur Justiz an enger manner formeller Sprooch, déi d'Leit besser verstinn an déi Emotiounen ausser dem Droit matdiskutéieren an traitéieren. Dass déi Gesetzer, dass déi Solutiounen, déi do erauskommen, bei de Leit e besseren Uklang fanne wéi Uerteeler, läit op der Hand.

Ech wëll domadder ophalen, obschonn ech, well ech gäre schreiwen, géif iwwer Médiatioun gäre géif e Buch schreiwen, andeem dass ech Iech just soen, dass dat Gesetz vun haut deen nämlechten Titel huet wéi mäi Mémoire, deen ech 2002 an der Schwäiz ofgeschloss hunn, well et hei nach keng Formatioun ginn ass.

Wann ech muer net méi Deputéierte sinn a mat Freed a Begeeschterung mengen neie Fonctiounen entgéintkucken, da sinn ech haut trotzdeem frou, mä awer och verdrësslech zugläich. „Sweet and sour", géifen d'Englänner soen. Frou fir d'Médiatioun ze praktizéieren, fulltime souzesoen, mä traureg och oder verdrësslech, well Dossieren, op deenen ech mech wierklech engagéiert hunn, net fäerdeg gi sinn.

An ech wëll der just e puer hei opzielen: d'Neifaassung vum Mariage an d'Reform vum Divorce hänken no jorelaanger Aarbecht erëm an enger Schleis, wou een net weess, wou se endegen. Ech hat gehofft, dass dee Projet géif fäerdeg gi schonn um Enn vun der leschter Legislatur. A mat där neier Legislatur an neien aktiven Deputéierten an der juristescher Kommissioun ass déi ganz Diskussioun erëm ugaangen. A mir sinn dann elo do, wou mer haut sinn. Ech wäert dann och nach - an Dir och, oder all déi jiddefalls, déi drop waarden - méi laang musse waarden, fir en Usaz vum Rentesplitting als Iwwergangsléisung zu enger Individualversécherung ze gesinn.

Et deet mer och leed, dass ech bei deem neie Kooperatiounsgesetz, wat deemnächst soll hei fäerdeg ginn - Oktober, huet de Lucien haut gesot, oder November, huet déi zoustänneg Ministesch dat ugekënnegt -, dat ech mam Marc zesummen hei eragereecht hunn. D'Verfassungsreform, spannend Affär. Anscheinend ass de Statsrot bal prett fir säin Avis ze ginn. Ech wäert net méi derbäi sinn, mä d'Saach mat Interessi da vun där anerer Säit vun der Strooss hei verfollegen.

D'Rentereform, déi haut déposéiert ginn ass, nodeem mer Joren dovunner geschwat hunn. Och do deet et mer eigentlech leed, dass déi sech wäert ouni mech maachen. Droits et devoirs du patient mat der Aféierung vun engem Conseil, pardon, an d'Aféierung vun engem Conseil national de la justice sinn Iddien, déi vum Marc Fischbach iwwert d'Recommandatiounen hei lancéiert gi sinn an déi och missten hei zum Ofschloss kommen. Schlussendlech d'Debatt iwwert d'Trennung vu Kierch a Stat, déi amgaang ass, déi sech als eng interessant Debatt ukënnegt an déi mech brennend interesséiert.

Schlussendlech, mä last but not least d'Gesetz iwwert den IVG, wou ech net ganz onschëlleg sinn, dass dat hei ugekierbt ginn ass an och hoffen, dass en Accord fonnt gëtt, deen akzep-

tabel ass, net nëmme fir d'politesch Parteien heibannen, mä fir déi Fraen, déi, wa se mussen ofdreiwen, souwisou ofdreiwen, ob mir e Gesetz hei hunn, wat gutt ass, wat ubruecht ass, oder net. Et ass keng Léisung, fir d'Situatioun vun haut bäizebehalen an d'Leit an d'Ausland ze schécken, well dat ass ongerecht vis-à-vis vun all deene Fraen, déi sech manner gutt kënnen débrouilléiere wéi déi meescht vun eis heibannen.

Ech wollt och nach, ier ech fortginn, e puer Froen ustoussen, déi ganz besonnesch delikat sinn a vun deenen ech weess, dass se duerfir hei mat sametten Händschen ugepaakt ginn. Ech wollt just e puer Iddien dozou soen.

De Congé parental, mengen ech, misst wierklech geännert ginn. E misst méi laang sinn, e misst proportionell zum Akommes sinn an e misst obligatoresch getrennt ginn. Dat weisen all Etüden aus dem Ausland, mat deenen Effeten, déi dat huet fir d'Gesondheet vum Kand, fir d'Gesondheet vum Stot, fir d'Violence am Stot an natierlech och fir eng besser Gesellschaft an eng besser Opdeelung vun den Aarbechten, allen Aarbechten an eiser Gesellschaft.

D'Preventioun vum Suicide - an do kommen ech net derlaanscht, e Wuert iwwert de Mill Majerus ze verléieren, deen eng Diskussioun dozou ugekierbt hat, mat deem mir zesumme grouss Projeten haten, déi leider mat him, mat sengem Accident, mat sengem schrecklechen Accident net weiderginn, well ech denken, dass et net normal ass, dass e Land wéi Lëtzebuerg, mat engem vun deenen héchsten Akommes vun der Welt, déi héchste Suiciderat op der Welt och huet. Mir kënnen net weiderfueren a maachen, wéi wann dat eng normal Saach wier.

Schlussendlech wollt ech och nach e Wuert soen iwwert d'Trans- an d'Intergender-Leit. Déi mussen an déi kréien och iergendwann Identitéitspabeieren, déi hirer gespiertener sexueller Identitéit entspriechen, ouni dass se sech mussen operéieren oder trenne loosse vun hire Liewenspartner.

Am Gesondheetswiese soll Médiatioun kommen, och eng Iddi vu mengem Virriedner. Mä bei därselwechter Geleeënheet wier et gutt, wann Osteotherapie an aner alternativ Heelmethoden och géifen opgeholl ginn an eise Gesondheetssystem, fir dass all Mënsch et erméiglecht géif kréien, vun dëse Methoden ze profitéieren, ouni dofir, wéi elo, selwer bezuelen ze mussen. Am Ausland gëtt et dat an deene Leit, deenen anere Länner hir Gesondheetssystemer kaschte manner deier wéi eisen.

En zweetlescht Wuert nach zu de Leihmutterschaften oder de Maternités pour autrui; Fraen, déi keng Kanner kënne kréien an déi solle kënnen dozou verhollef kréien, Kanner aus Leihmutterschaften eraus ze kréien. Déi Fraen, déi keng Kanner kréien an déi der wëllen, maachen dat haut och hei zu Lëtzebuerg. D'Differenz vun deem, dass mir näischt maachen, ass déi, dass et elo gemaach gëtt an ewell Sue gehandelt ginn, an net, well et ëm Mënsche geet, déi hire Liewensdram wëllen erfëllen. Ech mengen, et muss ee sech och do zu enger Décisioun oprappen a Propositioune maachen.

Zu Lëtzebuerg gëtt et en Haus, wou Soins palliatifs ugebuede ginn, mä wou d'Leit verbuede kréien, wa se fir ze stierwen erakommen, Euthanasie ze kréien. Dat ass, Dir Dammen an Dir Hären heibannen, fir mech inakzeptabel, well déi zwou - Euthanasie a Soins palliatifs - si complémentaire, an et ass net normal, dass en Haus, wat finanzéiert gëtt aus öffentleche Mëttelen, net zouléisst, dass Leit, déi eng aner Meenung hu wéi déi ONG, déi et bedreift, net kënnen do och erageloss ginn.

Luss, ech kommen elo zu dir. Du hues mir elo viru Kuerzem gesot, „lassloossen" wier elo d'Stéchwuert. Ech mengen, dass de recht hues. An ech wollt der just vun hei aus äntwerten: Du hues recht, ech gi mer Méi an ech üben all Dag. Ech hoffen, dass et an enger Woch besser geet.

E Wuert zum Georges Engel, deen haut op där Plaz sëtzt, wou ech muer him wäert nolauschteren. Mäin Nofolger, deen e geschate Komerod ass an deem ech et héich urechnen, dass hien, soubal wéi et méiglech war, am Land deen éischte Fulltime-Buergermeeschter war. Ech rechnen him et och héich un, dass hie Buergermeeschter ass vun där Gemeng, déi probéiert, déi éischt Maison de la laïcité zu Lëtzebuerg op d'Féiss ze kréien, mat alle Schwieregkeeten, déi dat bedeit. An ech rechnen em héich un, dass hie bereet war, eng nei Struktur fir de Prisong a senger Gemeng opzehuelen, wëssend, dass een domadder natierlech op Oppositioun stéisst.

Dat heescht, dass et evident ass, dass de Georges e Politiker ass, dee Courage huet an dee fir seng Iwwerzeegung asteet. An ech si frou iwwregens och, entre parenthèses, dass de Georges och op senger Lëscht eng ganz grouss Proportioun vu Fraen hat, an net nëmmen op der Lëscht, och am Resultat hunn d'Fraen op senger Lëscht gutt ofgeschnidden.

Dat mécht mech optimistesch, dass de Georges, och wat d'Egalitéit ubelaangt, e bëssen a meng Féissstapfen hei trëtt, well Egalitéit, Dir Dammen an Dir Hären heibannen, ass net nëmme gutt fir Fraen. Et ass gutt fir Männer, et ass gutt fir Kanner, et ass gutt fir eng Gesellschaft. Ech mengen och, dass méi Männer, déi sech fir dee Sujet géifen asetzen, och net nëmme prinzipiell richteg géife leien, mä elektoral bestëmmt vun hire Wielerinnen dat zeguttgehale géife kréien.

All déi, déi mech kennen, déi wëssen natierlech, dass ech eigentlech léiwer eng Nofolgerin gehat hätt.

(Hilarité)

Mä de Georges ass bal esou gutt wéi déi Nofolgerin, déi ech mer gewënscht hunn.

(Interruptions et hilarité)

Une voix.- D'Georgette.

Mme Lydie Err *(LSAP).*- Ech bedauere just eppes, dass de Prozentsaz vun de Fraen hei am Haus, deen haut deen héchsten ass, dee mer jee haten - 25% -, muer dramatesch erofgeet.

(Hilarité)

Ech kann net rechnen, mä Dir all kënnt dat sécherlech besser wéi ech an Dir kënnt Iech ausrechnen, wat dann eent op 60 ausmécht am Prozentsaz vu 25.

Erlaabt mer zum Schluss, Komerodinnen, Kolleegen a Kolleeginnen, eng kleng Fantasie. Ech wéilt Iech haut erzielen, wéi ech mir a menge kéngsten Dreem de Fonctionnement vun eisen Institutioune virstellen, haaptsächlech natierlech dee vun der Chamber, well dee kennen ech am beschten. Wa mer all wëssen, dass d'Mënsche gläich sinn, dat heescht net nëmme Männer a Fraen, dann heescht dat indirekt och, dass d'Deputéierten all gläich sinn. Ass dat esou?

Menger Meenung no net onbedéngt. Oder fannt Dir et normal, dass en Universitaire, jee nodeems ob en aus dem Privatsecteur, aus der Fonction publique oder aus der Indépendance kënnt, heibanne verschiddenaarteg fonctionnéiert? Mir wëssen, dass e Fonctionnaire muss demissionéieren, wann e gewielt gëtt, well dat zesummenhänkt mat eiser Verfassung, mat der Séparation des pouvoirs, déi et kengem erlaabt, gläichzäiteg an der Exekutiv an an der Legislativ ze sinn.

Et bleift, dass e Fonctionnaire, deen an d'Chamber gewielt gëtt, eng Situatioun huet, déi besser ass op verschiddene Pläng, wéi déi vun deene Leit, déi aus anere Secteure kommen. Et ass jo och net par hasard, dass heibannen esou wéineg Employé-privéë sinn. Et ass och keen Hasard, dass relativ wéineg Employéë sinn, an Aarbechter, vun deene woe mer jo scho bal net méi ze schwätzen hei am Haus.

D'Fonctionnairen däerfen net méi schaffen, mir wëssen dat. Si kréien eng Pensioun, déi da proportionell zu hirem Alter ass, mä si hu par rapport zu deenen aneren Deputéierten den Avantage, dass si 100% vun hirer Zäit kënnen, wa si wëllen, op hiert Mandat verwenden. Dat ass eng Dramvirstellung fir Leit, déi aus engem fräie Beruff kommen, well déi kënne sech de Luxus net erlaben, wa se net gewielt ginn, mam Domm am Mond dozestoen, an duerfir musse se weiderschaffen. An déi Indemnitéit

CHAMBRE
DES DÉPUTÉS

Chamber TV

**weist all
öffentlech
Sëtzung
live an integral**

An der Stad
***um Kanal S29 (Coditel) oder
um Kanal S40 (Eltrona/Siemens)***
•
Zu Esch
um Kanal S24 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Déifferdang
um Kanal S29
•
An der Gemeng Diddeleng
um Kanal S32
•
An der Gemeng Nidderaanwen
Kanal S29
An der Gemeng Bartreng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Walfer
um Kanal S29 / 367.25 Mhz
•
Zu Biwer an zu Wecker
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bous
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bërmereng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Konter
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dippech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dikrech
um Kanal S19 / 287.25 MHZ
•
Zu Iermsdref
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Esch-Sauer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Nidder- an Uewerfeelen
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Gréiwemaacher
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hieffenech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hesper
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Kielen (& Brameschhaff),
Keespelt, Meespelt,
Ollem an Nouspelt
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Mamer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Manternach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Medernach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

vum Congé politique, déi ee kritt, ass net proportionell zu deem, wat si geschafft oder wat si als Ausbildung hunn, mä si ass déiselwecht fir jiddwereen.

Ech schwätzen hei net vu Montanten, ech schwätze vu Prinzipien, no deenen ee weist, dass et logesch ass, dass an dësem Haus iwwerduerchschnëttlech vill Fonctionnairë sëtzen. Dat ass keen Hasard, dat sinn déi Leit, déi heibannen déi mannste Risikoen hunn, well gi si net gewielt, da wësse si, wou se higinn, an déi am Fong am beschten ofgeséchert sinn, virun allem och wat hir Pensioun ubelaangt.

Ech denken duerfir, dass et wichteg wier, doriwwer nozedenken, wéi een an der Chamber eiser pluralistescher Gesellschaft kéint besser gerecht ginn. Dat heescht, méi Leit aus dem Privatsecteur an aus anere Secteuren hei erakréien. Dat géif fir mech heeschen, do gëtt et am Fong eng Solutioun, dat heescht, ee Statut fir d'Deputéierten, déi déiselwecht Aarbecht ze maachen hunn. Dat heescht och, mat enger Méiglechkeet fir Leit, déi net aus der Fonction publique sinn, wa se net méi erëmgewielt wieren, eng Alternativplaz, déi deem entsprécht, wat se an hirem Job ware virdrun, ugebueden ze kréien. Ob se déi dann unhuelen oder net, sief hinne fräigestallt, mä eigentlech wier dat Gerechtegkeet.

A mengem Dram gëtt et och kee Cumul vun zwee Mandater, vun zwee politesche Mandater. Dat bedeit natierlech eng gläichzäiteg Opwäertung vum Gemengepolitikermandat. Dat géif dem Politiker et erlaben, seng Aarbecht op ee Mandat ze konzentréieren a seng Liewensqualitéit an déi vu senger Famill ze verbesseren, d'Personaldecke vun de Parteien ze verduebelen an eventuell och der Politikverdrossenheet - oder muss ee soen, der Politikermiddegkeet? - entgéintzewierken. Praktesch géif dat bedeiten, dass ee misst d'Wahlgesetz iwwerdenken, wat de Vote préférentiel, de Placement vun de Kandidaten op de Lëschten an de Panachage ubelaangt.

Oder awer - an dat ass déi eenzeg Alternativ, déi ech dozou gesinn, well ech jo weess, wéi grouss d'Begeeschterung ass, fir un esou Saachen erunzegoen -, dat wier, wann d'Wahlgesetz net geännert géif ginn. Da gëtt et eigentlech, wann näischt um Cumul geännert gëtt, nëmmen eng Méiglechkeet: Et muss heibannen e Gesetz gestëmmt ginn, an deem géif stoen, dass all Mënsch mat zwee Mandaten, zwee politesche Mandaten, eventuell och nach engem Beruff niewelaanscht, enger Famill souwisou a vill sozialen Engagementer, dass deenen hiren Dag vun deem Dag drop un 48 Stonnen hätt.

(Hilarité)

Ech denken, dass Der agesitt, dass déi zweet Alternativ nach méi schwiereg ass wéi déi éischt. Ech géif Iech duerfir recommandéieren, eng Kéier emol iwwert déi éischt nozedenken, well alles, wou een net wëllt drun änneren, alles, wat net ass wéi et soll, muss geännert ginn. A wat et méi schwiereg ass, wat et méi laang dauert, mä wann een net driwwer nodenkt an net driwwer schwätzt, da geschitt näischt. Well schwätzen, dat wësse mer jo alleguerten heibannen, dat ass politesch aktiv sinn.

En aneren Dram ass deen, an ech dréie mech kuerz eng Kéier esou no riets hei, dass et net nëmmen hei am Haus, mä virun allem hei am Haus, esou wéi et Spezialisten an alle Branchë gëtt - am Sozialen, an der Wirtschaft, an der Schoul, an der Gesondheet -, och géif Genderspezialiste ginn. Genderspezialisten, déi kéinten no bausse bei de Medië vermëttelen, dass all Gesetz, wat hei gestëmmt gëtt, genderspezifesch Aspekter huet, déi derwäert wieren, mat an d'Iwwerleeung erageholl ze ginn, an och emol eng Kéier auszerechnen, wou d'Differenze sinn am Präis, deen d'Lëtzebuerger Politik ausgëtt, jee nodeem, ob et haaptsächlech Fraen oder haaptsächlech Männer betrëfft.

Finalement ee Wuert, an ech schwätzen do sécherlech mengem laangjährege President aus der Aussen- an Europapolitik aus dem Häerz: Et wier wichteg, dass hei am Haus d'Aussen- an d'Europapolitik méi géif valoriséiert ginn. An zwar net nëmmen hei am Haus, mä och déi Aktivitéite vun den Deputéierten am Ausland, déi net valoriséiert ginn an déi oft nëmmen hei an der Chamber considéréiert gi wéi een, deen erëm um Tour ass. Méi heefeg Debatten iwwer Europa an international Politik géif de Leit dobausse kloermaachen, besonnesch och elo an der Kris, dass Lëtzebuerger Politik enk ofhänkt vun der Europa- an och vun der Aussepolitik.

Ee Wuert zu mengem Lieblingsthema „Mënscherechter": Déi verdénge méi Opmierksamkeet. An ech fannen et absolut net normal, dass mir an dësem Haus, trotz mehreren Tentativen, et nach ëmmer net fäerdegbruecht hunn, eng Commission des droits de l'Homme ze hunn, déi et a bal all gestanen Demokratie gëtt. Manner hu mer nach e Responsabelen am Parlament oder an der Regierung, am beschten op deenen zwou Plazen, deen transversal dëse wichtegen Aspekt vun der Egalitéit a vun der Netdiskriminatioun géif analyséieren a kéint no baussen demonstréieren.

Och eng verbessert Architektur vun de Strukturen, déi mënscherechtlech relevant sinn, wier néideg. Ech schwätzen do zum Beispill vun der Protection des données, vum ORK, vun der Commission consultative des droits de l'Homme, vun der Commission de l'égalité de traitement, dem OLAI, dem Médiateur an ONGe vun der ALNU a wat och ëmmer; deenen hiren Zesummenhalt misst gestäerkt ginn an enger pluralistescher Gesellschaft wéi déi vun hei. Eng Aart Université populaire kéint hire Sëtz an engem Haus fir Mënscherechter fannen, wou all Acteuren op Mënscherechtergebitt ënnerenee besser vernetzt ginn, fir Synergien ze schafen an d'Visibilitéit an d'Kohärenz ze verstäerken.

Och an eisem Schoulwiesen - an ech komme gläich zum Schluss, Här President - géif et Verbesserungsbedarf ginn. Oder brauche mir vläicht net eng Schoul fir all Kand, wou all Kand kann en Ofschloss kréien, deen et him erlabe géif, eng Plaz an der Gesellschaft ze fannen, dat heescht, eng Plaz an eiser Gesellschaft, eng sënnvoll Beschäftegung, en ugemoossene Loun an e selbststännegt Liewen och am Pensiounsalter? Et kann net sinn, dass all Joer duerch Schoulofgäng a Redoublementer Millioune verpufft ginn, ouni dass dat de Kanner hei iergendeppes notzt.

Muss all jonke Mënsch, deen en Handwierk léiert, x Sprooche schwätzen an och nach perfekt schreiwe kënnen, fir eng Meeschter- oder eng Gesellepréfung ze packen? Ech stellen d'Fro an de Raum; jiddweree ka fir sech drop äntwerten. Oder wier et net gutt, wa mer géifen iwwer e klenge Bagage Culture générale och Leit, déi manner begaabt am Schreiwen an am Liese sinn, eng Méiglechkeet ginn, en Ofschlossdiplom ze kréien, fir onofhängeg kënne weiderzeliewen?

Ech géif duerfir dozou opfuerderen, wa mer déi Préoccupatiounen deelen, zu enger konstruktiver Debatt, net nëmmen hei am Haus, mä och an der Öffentlechkeet, well ech muss zouginn, dass dat, wat ech liesen an der Press iwwert déi Reform, déi ënnerwee ass, ech praktesch net méi novollzéie kann. An ech kennen de Beruff, ech kennen d'Gesetz an ech verstinn trotzdeem net, wat lass ass.

Ganz zum Ofschloss wollt ech nach e puer Mercië lassginn heibannen. Éischtens natierlech menger Partei, menger Fraktioun, a ganz besonnesch och de Mataarbechter vun deenen, a nach méi besonnesch deenen, déi mir bei de Recherchen a bei der Ausschaffung vu menge Propositions de loi matgeduecht a matgeschriwwen hunn. Ganz en extrae Merci dem Christiane, wat dat Eenzegt ass, wat meng Schrëft gelies kritt, heiansdo vill besser wéi ech, an och dat ass net einfach.

(Hilarité)

Ech wollt de Komerodinnen an de Komeroden an den Aarbechtsgruppen an der Partei Merci soe fir hir Zäit an hiert Wëssen, wat si an de Mëttesstonne gedeelt hunn, besonnesch deenen aus dem Cercle Delvaux, aus dem Cercle Coopération-Immigration an aus dem aktuelle SPIC, deen am Fong den Auswuess ass vun deem alen.

Dem Personal an der Chamber, besonnesch deenen, mat deenen ech vill zesummegeschafft hunn, dem Greffier en chef a sengem paritéitesch besatene Staff,...

(Hilarité)

...deen ëmmer Schwiereges méiglech gemaach huet an en oppent Ouer hat fir Problemer an eis Suggestiounen. De Kolleeginnen an de Kolleegen aus der Chamber, besonnesch aus deenen aarbechtsintensiivste Kommissiounen, an deenen ech war, an hire Presidenten, dem Ben Fayot, dem Patrick Santer, dem Paul-Henri Meyers an dem Mill Majerus, kuerz, mä intensiv, vun deenen all Mënsch weess, dass d'Aarbechten an der Kommissioun ganz vill dovunner ofhänken, wéi se gefouert gëtt: an aller Oppenheet, an aller Contradictioun, a wéi gesot och no Diskussiounen, wou een net ëmmer eens war, erëm matenee schwätzen an iergendwou op e Schluss kommen.

Menge Frënn a Wieler wollt ech Merci soen, zum Schluss och nach. Menge Wieler, well si mir laang, am Fong, mir laang hiert Vertraue geschenkt hunn, obschonn ech mech ni vis-à-vis vun hinne beholl hu wéi dat normalerweis vun engem Politiker erwaart gëtt.

(Hilarité)

Si hu mir déi Aarbecht heibanne méiglech gemaach, an duerfir sinn ech hinnen dankbar. An eigentlech ass dat a mengem Liewen déi gréissten Éier, déi ech emfannen, esou laang d'Vertraue vun de Wieler gehat ze hunn.

Sommaire des séances publiques nos 14 et 15

Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés p. 144

Communications p. 144

Résolution relative à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil sur les services d'assistance en escale dans les aéroports de l'Union et abrogeant la directive 96/67/CE du Conseil (COM (2011) 824)
- Art. 169 (5) du Règlement de la Chambre des Députés p. 144-145

Ordre du jour p. 145-146

6378 - Projet de loi adaptant certaines modalités d'application de l'échelle mobile des salaires et des traitements et modifiant l'article 11 de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État p. 146-156

Hommage à M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur p. 156

Projet de loi 6378 (suite) p. 156-157

Ordre du jour (suite) p. 157

Déclaration sur la position du Gouvernement luxembourgeois à l'égard du Traité international sur la stabilité, la coordination et la gouvernance dans l'Union économique et monétaire (suivie d'un débat) p. 157-161

Question urgente n°1888 de M. Fernand Kartheiser sur la pression du FMI sur la BCE p. 161-162

Question urgente n°1889 de M. Félix Braz sur la commission communale consultative d'intégration p. 162

Hommage à M. Marc Fischbach, Médiateur p. 162-163

Dépôt d'un projet de loi par M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale p. 164

Communications p. 164

Ordre du jour p. 164

Heure de questions au Gouvernement

- Question n°139 du 26 janvier 2012 de M. Roger Negri relative à la sûreté et la sécurité de la navigation aérienne et sur la situation actuelle à l'aéroport de Luxembourg, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 164-165

- Question n°140 du 30 janvier 2012 de M. André Bauler relative à la construction d'un lycée pour professions de santé à Ettelbruck, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 165

- Question n°141 du 30 janvier 2012 de M. Ben Scheuer relative au nombre de demandes pour la Prime Car-e, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 165-166

- Question n°142 du 31 janvier 2012 de Mme Viviane Loschetter relative aux contrats de travail à durée déterminée, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration p. 166

- Question n°143 du 31 janvier 2012 de M. Fernand Kartheiser relative aux suites à donner au projet de loi 6127, adressée à Mme la Ministre de l'Égalité des chances p. 166

- Question n°144 du 31 janvier 2012 de M. Claude Adam relative aux retards persistants dans la gestion et le versement des aides financières de l'État pour études supérieures, adressée à M. le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche p. 166-167

6230 - Projet de loi portant adaptation du droit interne aux dispositions du Statut de Rome de la Cour pénale internationale, approuvé par une loi du 14 août 2000 portant approbation du Statut de Rome de la Cour pénale internationale, fait à Rome, le 17 juillet 1998

6231 - Projet de loi réglementant les modalités de la coopération avec la Cour pénale internationale p. 167-168

6272 - Projet de loi portant
- introduction de la médiation en matière civile et commerciale dans le Nouveau Code de procédure civile;
- transposition de la Directive 2008/52/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2008 sur certains aspects de la médiation en matière civile et commerciale;
- modification de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;
- modification de l'article 3, paragraphe (1), point 1. de la loi du 3 août portant mise en application du règlement (CE) n°4/2009 du 18 décembre 2008 relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions et la coopération en matière d'obligations alimentaires, modifiant le Nouveau Code de procédure civile; et
- modification des articles 491-1 et 493-1 du Code civil

4969 - Proposition de loi portant introduction de la médiation civile et commerciale dans le Nouveau Code de procédure civile p. 168-174

6205 - Proposition de révision de l'article 52 de la Constitution

6206 - Proposition de loi portant modification de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 p. 174-180

Hommage à Mme Lydie Err p. 180-183

Menge Frënn natierlech, well während där Aarbecht, déi meng Wieler mer erlaabt hunn, hu si mer zur Säit gestanen, ëmmer dann, wann et net esou schéi war, an dat ass och heiansdo oft gewiescht.

Zum Schluss e besonnesche Merci deene Komerodinnen, pardon, deene Kolleeginnen a Kolleegen heibanne vun alle Fraktiounen, déi mir am leschte Mount d'Éier gemaach hunn, fir mech ze stëmmen, alle Streidereien zum Trotz, déi och hei am Haus et ëmmer erëm gëtt an déi heiansdo Ressentimenter ervirruffen, déi net esou einfach ewechzestieche sinn. An ech kann Iech soen, och doranner hunn ech Erfahrung. Ech weess et also ze schätzen, dass trotz konstruktivem Sträit Verschiddenes konnt vergiess gi bei deem Vote vum leschte Mount.

Iech allen heibanne wëll ech soen, och Iech, deenen zwee Presidenten, Chamberspresidenten, déi heibanne sinn, dass Der mer kënnt gleewen, dass ech ëmmer de Ball gespillt hunn an ni de Mann oder d'Fra, déi hannendrustoung. Ech soen all deene Merci, déi mer nogelauschtert hunn.

(Applaudissements)

M. le Président.- Léif Kolleeginnen a Kolleegen, domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung.

D'Chamber kënnt muer um zwou Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 19.40 heures)

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°5** • SESSION ORDINAIRE 2011-2012

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
1740	Léon Gloden	Limitations de vitesse sur des tronçons de routes nationales situés à l'intérieur d'agglomérations
1745	André Bauler	Château d'Erpeldange
1754	Fernand Kartheiser	Hangar de la Luxembourg Air Rescue
1788	Claude Adam	Aide financière pour études supérieures
1789 cf. 1798	Fernand Kartheiser	Examens médicaux scolaires
1790	Claude Adam	Archives nationales
1791	Fernand Kartheiser	Découvertes archéologiques faites par l'Administration des Ponts et Chaussées
1792	Marc Lies	Climat social auprès de la Banque et Caisse d'Épargne de l'État
1793	Marc Lies	Usage de la langue luxembourgeoise par le personnel soignant étranger au Luxembourg
1795	Jean Colombera	Identité sexuelle
1796	Jean Colombera	Réclamations concernant le secteur de la santé
1797	Viviane Loschetter et Félix Braz	Conditions de libération des deux enfants détenus au CPL
1798 cf. 1789	Fernand Kartheiser	Règlement grand-ducal du 24 octobre 2011 déterminant le contenu et la fréquence des mesures et examens de médecine scolaire et le fonctionnement de l'équipe médico-socio-scolaire
1799	Roger Negri	Adaptation du taux directeur
1800	Xavier Bettel	Tentative de suicide au Centre de rétention
1802	André Bauler	Sécheresse
1803	Viviane Loschetter	Indemnité d'attente
1804	Fernand Kartheiser	Extinction des enseignes commerciales pendant la nuit
1805	Jean Colombera	Personnes incarcérées en situation de handicap
1806	Fernand Etgen	Aides allouées aux agriculteurs en matière d'investissements
1807	Marie-Josée Frank	Lycée technique pour professions de santé (LTPS)
1808	Fernand Kartheiser	Renflouement du Fonds Monétaire International
1809	Gast Gibéryen	Formation des tuteurs dans les entreprises formatrices
1811	Fernand Kartheiser	Livre sur l'économie luxembourgeoise pendant les années 1933 à 1944
1812	Fernand Etgen	Travaux de finalisation de la «Nordstrooss»
1813	Fernand Kartheiser	Violence envers les forces de l'ordre
1814	Fernand Kartheiser	Resocialisation de prisonniers grâce à l'entraînement de chiens
1815	André Bauler	Violence envers les forces de l'ordre
1816	Jean Colombera	Chiens de chasse
1817	Jean Colombera	Évaluation des maisons de soins
1818	Serge Wilmes	Discours de Noël de S.A.R. le Grand-Duc
1819	Fernand Kartheiser	Questionnaire sur le contexte social et la motivation scolaire
1820	Fernand Kartheiser	Inspection de la Concurrence
1821	Jean Colombera	Conseillers climat
1822	Fernand Etgen	Fermeture du commissariat de proximité de Bavigne
1823	Fernand Kartheiser	Aspects financiers de la coopération au développement et exercices budgétaires 2005-2010
1824	Fernand Kartheiser	Citation d'un rapport de la Police grand-ducale dans la presse française dans le contexte de l'«affaire Karachi»
1825	André Bauler	Chaussée reliant Heffingen et Junglinster (CR129)
1826	André Bauler	Chemin repris reliant Michelau au lieu-dit Flébour (CR379)
1828	Fernand Kartheiser	Visite d'un représentant du mouvement terroriste Hamas en Turquie
1829	Fernand Kartheiser	Indépendance de la Banque centrale du Luxembourg (BcL)
1831	André Bauler	Pont sur la Sûre à Bourscheid-Moulin (CR308)
1832	Félix Braz	Publication d'un livre vert par la Commission européenne au sujet du droit au regroupement familial des ressortissants de pays tiers résidant dans l'Union européenne
1833	Ben Fayot	Mesures de sécurité supplémentaires dans la filière nucléaire
1836	Nancy Arendt	Cigarette électronique
1837	Fernand Kartheiser	Les relations du Premier Ministre avec la presse
1838	Marcel Oberweis	Projets luxembourgeois CDM (Clean Development Mechanism)
1839	Nancy Arendt	Prothèses de hanche et de genou

Question 1740 (8.11.2011) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant les **limitations de vitesse sur des tronçons de routes nationales situés à l'intérieur d'agglomérations:**

Selon la réglementation en vigueur, l'instauration d'une zone de 30km/h englobant un tronçon de route nationale n'est pas autorisée si ce n'est temporairement et exceptionnellement dans des cas très restrictifs lors de la réalisation des différentes phases d'un chantier.

Or, force est de constater que certaines routes nationales traversant des agglomérations longent des écoles, des lycées ou d'autres infrastructures publiques à fréquentation intense.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que l'instauration d'une zone de 30km/h devrait être exceptionnellement permise aux abords d'écoles, de lycées ou d'autres infrastructures publiques à fréquentation intense sis le long de routes nationales traversant des agglomérations afin d'assurer au mieux la sécurité des personnes concernées?

Réponse (8.2.2012) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite savoir s'il est envisageable d'incorporer un tronçon d'une route nationale dans une zone 30 si celle-ci longe des bâtiments publics tels que lycées ou autres.

Tout d'abord, je tiens à préciser que les limitations de la vitesse généralement applicables sur la voie publique sont déterminées à l'article 139 de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques, communément appelé Code de la Route. En effet, ledit article dispose que la vitesse maximale autorisée est en principe de 50 km/h sur toutes les voies publiques à l'intérieur des agglomérations. Le même article permet cependant la mise en place de limitations de vitesse dérogatoires qui sont, dans ces cas, décidées en considération de la fonction attribuée à la catégorie de route concernée.

Comme la première fonction des routes nationales consiste à drainer le trafic d'une région vers une autre, des dispositions très restrictives, telle qu'une limitation de vitesse à 30 km/h risque d'entraver la fluidité du trafic.

Il échet de ne pas oublier que les règles du Code de la Route s'appliquent 24/24 h et 7/7 jours alors que la situation d'un danger éventuel auprès des établissements scolaires ne se présente que durant les périodes scolaires, d'une part, et dans la journée, d'autre part, que pendant de courts laps de temps, comme en l'occurrence au commencement et à la fin des classes.

Il en découle qu'une telle limitation de vitesse n'est décidée que lorsque les autres mesures permettant d'assurer la sécurité de tous les usagers de la route, et en particulier celle des enfants, qui comptent parmi les usagers les plus vulnérables, se révèlent insuffisantes. Il s'agit en l'occurrence d'aménagements constructifs spécifiques, tel que le rétrécissement ponctuel de la voirie, voire de la signalisation verticale par la mise en place d'un signal A,12 «enfants», complété, le cas échéant, par un feu jaune clignotant ou du réglage des priorités par le biais de signaux colorés lumineux.

Question 1745 (11.11.2011) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **Château d'Erpeldange:**

Chaque année, l'Administration des Bâtiments publics fait effectuer les travaux les plus urgents à l'intérieur du Château d'Erpeldange. En effet, un monument historique d'une telle envergure nécessite des travaux d'entretien et de restauration réguliers.

Dans ce contexte, j'aimerais attirer l'attention de Messieurs les Ministres sur le fait que la commune d'Erpeldange avait fait élaborer, il y a quelques années, un concept énergétique par un bureau spécialisé. Celui-ci avait révélé que le Château d'Erpeldange, propriété de l'État, est un grand consommateur de gaz naturel. En fait, le grenier de cet édifice, dont les origines remontent au 17e siècle, n'a jamais fait l'objet de travaux d'isolation.

À noter aussi que les vieux volets du château se trouvent actuellement dans un état critique alors que la terrasse qui donne sur le grand parc risque de souffrir de sérieux problèmes d'étanchéité.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Messieurs les Ministres seraient-ils disposés à mettre en œuvre des mesures d'assainissement énergétique permettant de réduire sensiblement la consommation de gaz du Château d'Erpeldange?

- Dans l'affirmative, les administrations concernées devraient-elles réaliser ces mesures dans le cadre d'un projet d'aménagement des combles du château?

- Est-il également prévu de procéder à une rénovation de la façade et des volets? La rénovation à proprement parler serait-elle accompagnée de la mise en œuvre de mesures permettant de résoudre les problèmes d'étanchéité qui se posent depuis plusieurs années?

Réponse commune (13.2.2012) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances*, et de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député s'enquiert sur des travaux réalisés ou à réaliser par l'Administration des Bâtiments publics sur le Château d'Erpeldange.

Tout d'abord, il y a lieu de noter qu'aussi bien le bâtiment que le parc historique ont été classés monuments historiques par la Ministre de la Culture sur avis du Service des Sites et Monuments Nationaux.

En outre, l'État a conclu un contrat en date du 26 septembre 2003 avec la commune d'Erpeldange par lequel l'État met à disposition de cette commune, par le biais d'un bail emphytéotique pour une durée de 49 ans et moyennant une redevance annuelle symbolique de 25 euros, l'ensemble des immeubles avec le parc historique. En contrepartie, la commune est responsable de l'entretien de ce monument historique et de la surveillance au vu de sa vocation publique.

À ce titre, ce contrat stipule à l'article IV que «le preneur ne pourra à aucune époque ni sous aucun prétexte exiger du bailleur aucune espèce de réparations».

Néanmoins, les services du Ministère du Développement durable ont réalisé dans le passé des interventions nécessaires pour garantir la pérennité du patrimoine. Ainsi, durant les années 2005 à 2007, quelque 130.000 euros TTC ont été engagés alors que, entre 2008 et 2011, quelque 59.000 euros TTC ont été dépensés par le biais du Fonds d'entretien et de rénovation.

À noter enfin dans ce contexte, que les services étatiques n'ont jamais eu l'occasion de consulter le concept énergétique évoqué par l'honorable Député. Or, étant donné que la commune d'Erpeldange, au vu de l'article IV précité, est tenu de se comporter comme propriétaire concernant les travaux de rénovation, d'entretien ou d'assainissement, il lui est loisible de procéder à l'assainissement énergétique dont question.

Question 1754 (18.11.2011) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **hangar de la Luxembourg Air Rescue:**

D'Associatioun Luxembourg Air Rescue (LAR) ass e wichtege Partner am nationalen an internationalen Transport vu Blesséierten. Laut Aussoe vun hire Responsable verfügt d'LAR um Lëtzebuerger Flughafen net iwwert déi néideg Infrastrukturen - am Besonneschen iwwer eng gehëtzten Hal - fir hir Aufgabe mat der néideger Effikassitéit a Sécherheet ze assuréieren. D'Associatioun gesäit esouguer eng Méiglechkeet en Deel vun hiren Aktivitéiten, an domadder och Aarbechtsplazen, an d'Ausland ze verleeën.

An dësem Kontext hunn ech dës Froen un de Minister fir nohalteg Entwécklung an Infrastrukturen:

1) Ass d'Regierung bereet, an Zesummenaarbecht mat lux-Airport, der Luxembourg Air Rescue ze hëllefen, fir déi néideg Infrastrukturen ze entwéckelen?

2) Wa jo, wéi gesäit dës Hëllef konkret aus? A wellechem Délai kann dës Infrastruktur operationell sinn?

Réponse (7.2.2012) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Den honorabelen Deputéierte freet a senger parlamentarescher Fro ob d'Regierung bereet wier der Luxembourg Air Rescue ze hëllefe fir déi néideg Infrastrukturen ze entwéckelen, fir hir Aufgab mat Effikassitéit a Sécherheet kënnen ze assuréieren. Douzou ass Folgendes ze soen:

Luxembourg Air Rescue beleet haut bei lux-Airport en Deel vun engem Hangar.

Fir der Luxembourg Air Rescue weiderzehëllefen huet d'Regierung awer, zesumme mat lux-Airport, der Direktioun vun Luxembourg Air Rescue een Terrain fir ze loune proposéiert fir datt Luxembourg Air Rescue selwer kann drop bauen. Dës Propositioun gouf ugeholl an en contrepartie kritt d'Police Büroen an deem neie Gebai verlount.

De Stat krut och ee Konzept fir een „Hôpital de fortune" am Fall vun engem Fligeraccident virgeluecht. Wann déi zoustänneg Instanzen hiren Accord ginn, géif d'Luxembourg Air Rescue souwuel d'Material an d'Medikamenter stockéieren a géréieren, wéi och garantéieren, am Fall vun enger Katastroph, den Hangar banne kierzter Zäit fräi ze maache fir den „Poste médical avancé" kënnen opzeriichten.

Question 1788 (6.12.2011) de **M. Claude Adam** *(déi gréng)* concernant l'**aide financière pour études supérieures:**

Selon mes informations, le CEDIES serait toujours débordé par le traitement des demandes d'aide financière pour études supérieures depuis la réforme de la législation afférente en juillet 2010. En raison du nombre de dossiers et de la contrainte liée au budget de l'État 2010 qui ne tenait pas encore compte du changement des dispositions légales du nouveau système d'aide financière, non seulement le délai entre la demande et l'accord s'est accru, mais aussi le délai entre l'accord et le versement de la bourse. Fin novembre 2010, le délai entre l'accord et le versement fut donc rallongé à quatre semaines. Or, il s'avère qu'en cette fin d'année 2011, ce problème s'est encore aggravé et des étudiants doivent même patienter pendant huit semaines entre l'accord de la bourse et son versement.

Ce délai d'attente de deux mois risque d'avoir des conséquences particulièrement graves pour les étudiants peu ou pas soutenus par leurs parents et n'ayant pas forcément une marge de manœuvre financière suffisante pour préfinancer leurs études jusqu'à la fin de l'année.

Dans ce contexte, je souhaite avoir les informations suivantes de la part de Monsieur le Ministre:

1) Quels sont actuellement les délais d'attente entre, d'un côté, la demande et l'accord de l'aide financière et, de l'autre côté, entre l'accord et le versement effectif de la bourse? Quelles sont les raisons des retards?

2) Combien de personnes supplémentaires furent recrutées entre juillet 2010 et fin 2011 par le CEDIES pour faire face à l'augmentation prévisible du nombre de demandes?

3) Quelle est la date d'envoi du dernier accord d'aide financière pour les demandes introduites pour les inscriptions 2011/2012?

4) Combien de demandes furent introduites dans le cadre des inscriptions 2011/2012?

5) Est-ce que toutes les bourses accordées ont déjà été versées? Dans l'affirmative, quelle est la date du dernier versement?

6) Comment est-ce que Monsieur le Ministre entend ramener le délai d'attente de nouveau à deux ou trois semaines?

Réponse (2.1.2012) de **M. François Biltgen,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

J'ai l'honneur d'apporter les précisions suivantes en réponse à la question parlementaire n°1788 de Monsieur le Député Claude Adam.

1. Il y a lieu de distinguer entre les délais d'attente entre le moment de l'enregistrement du dossier complet au service des aides financières et l'envoi par ce même service de la lettre de notification au demandeur et les délais entre la réception par l'étudiant de la lettre d'accord et le versement effectif de la bourse sur son compte en banque.

Pour ce qui est du premier délai, l'attente se situe actuellement à 3,5 semaines en moyenne; ce délai est identique à celui de l'année dernière, à la même époque.

Quant au délai entre l'envoi de la lettre d'accord et le versement effectif de la bourse, celuici est tributaire de la procédure d'ordonnancement et de versement en vigueur à l'administration gouvernementale.

2. Il n'y a pas eu lieu de recruter du personnel supplémentaire pour les besoins du service des aides financières de l'État pour études supérieures; la modification de la loi, entrée en vigueur au 1er août 2010, a permis de réorganiser et de simplifier les procédures internes de gestion.

3. Actuellement, des lettres d'accord sont envoyées quotidiennement aux bénéficiaires.

4. Entre le 1er août et le 20 décembre 2011, 12.867 dossiers d'aide financière au titre de l'année académique 2011/2012 ont été traités; 12.154 aides financières ont été accordées, 360 demandes ont été refusées et 353 dossiers sont en attente d'être complétés.

5. Au 20 décembre 2011, 10.579 bourses ont été versées et 1.575 bourses restent en attente de versement. Une ordonnance est en cours de validation auprès du contrôle financier.

6. Le délai d'attente de huit semaines entre l'accord de l'aide financière et le versement effectif, auquel Monsieur le Député fait référence dans son introduction, est un cas isolé dû à un problème informatique qui n'est malheureusement apparu que lorsque l'étudiant s'est manifesté. Les mesures nécessaires ont été prises pour que cela ne se reproduise plus.

Question 1789 (7.12.2011) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **examens médicaux scolaires:**

Le règlement grand-ducal du 24 octobre 2011 déterminant le contenu et la fréquence des mesures et examens de médecins scolaires et le fonctionnement de l'équipe médico-socio-scolaire stipule dans l'article 6:

«Les parents respectivement les personnes investies de l'autorité parentale à l'égard des enfants mineurs ainsi que les élèves majeurs sont informés au préalable de la réalisation de la surveillance médico-socio-scolaire ainsi que de la période pendant laquelle elle est effectuée. Les parents respectivement la personne investie de l'autorité parentale sont invités à accompagner l'enfant mineur lors de la surveillance médico-sociale dans le 1er cycle de l'enseignement fondamental. Les parents respectivement les personnes investies de l'autorité parentale à l'égard des enfants mineurs ainsi que les élèves majeurs sont informés des résultats des examens médicaux scolaires.»

Comme beaucoup de parents vivent dans une situation de séparation ou de divorce, ceci revient à exclure le parent non investi de l'autorité parentale d'informations importantes concernant la santé de son enfant.

Par conséquent, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé:

1) Pour quelles raisons Monsieur le Ministre désire-t-il empêcher qu'un parent non investi de l'autorité parentale puisse obtenir des informations relatives à la santé de son enfant dans le contexte de la médecine scolaire?

2) Monsieur le Ministre estime-t-il qu'il est dans l'intérêt de l'enfant de ne pas informer un de ses deux parents sur son état de santé?

3) Monsieur le Ministre est-il disposé à proposer une modification de ce règlement grand-ducal afin d'assurer que les deux parents obtiennent les mêmes droits et les mêmes devoirs dans le cadre de la médecine scolaire?

Question 1798 (13.12.2011) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **règlement grand-ducal du 24 octobre 2011 déterminant le contenu et la fréquence des mesures et examens de médecine scolaire et le fonctionnement de l'équipe médico-socio-scolaire:**

Dans son article 4, ce règlement parle d'un enseignement secondaire «général». Or, la loi du 10 mai 1968 portant réforme de l'enseignement (Titre VI: De l'enseignement secondaire) introduit à son article 46 un enseignement secondaire classique et moderne. De même, la loi du 12 septembre 1990 relative à l'enseignement secondaire technique se réfère dans son Chapitre II à un enseignement secondaire, d'une part, et un enseignement secondaire technique, d'autre part.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé:

1) Quelle est la base légale pour la notion d'enseignement secondaire «général» reprise au règlement grand-ducal du 24 octobre 2011 relatif à la médecine scolaire?

2) Est-ce qu'au cours d'élaboration de ce règlement grand-ducal, le Gouvernement a été rendu attentif à la question de la dénomination correcte des formes de l'enseignement au Grand-Duché par une des instances ou institutions légalement saisies?

3) Si oui, pourquoi Monsieur le Ministre a-t-il maintenu une dénomination non reprise dans la législation actuelle? Monsieur le Ministre a-t-il été inspiré par des projets de réforme de l'enseignement secondaire qui n'ont pas encore reçu l'aval de la Chambre des Députés?

Réponse (11.1.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Étant donné que les deux questions de l'honorable Député ont trait au règlement grand-ducal du 24 octobre 2011 déterminant le contenu et la fréquence des mesures et examens de médecine scolaire et le fonctionnement de l'équipe médico-socio-scolaire, je me permets d'y répondre en une seule fois.

Je voudrais d'abord informer Monsieur le Député que le règlement grand-ducal précité ne prive aucun des deux parents d'avoir accès aux résultats des examens médicaux scolaires concernant leur(s) enfant(s), alors qu'il y est expressément prévu que les parents sont informés de ces résultats.

En ce qui concerne la surveillance médico-socio-scolaire des élèves, prévue à l'article 4 du même règlement, cette disposition trouve sa base légale dans l'article 2 de la loi modifiée du 2 décembre 1987 portant réglementation de la médecine scolaire. Cet article prévoit de soumettre aux mesures et examens de médecine scolaire tous les élèves, apprentis et étudiants bénéficiant de l'enseignement fondamental, secondaire ou supérieur, de l'éducation différenciée ou de la formation professionnelle, organisés dans un établissement public ou privé, dans une entreprise ou à domicile.

Étant donné que le niveau secondaire comprend deux ordres d'enseignement, le règlement grand-ducal fait la distinction entre l'enseignement secondaire général et l'enseignement secondaire technique.

Question 1790 (8.12.2011) de **M. Claude Adam** *(déi gréng)* concernant les **Archives nationales:**

Dans un communiqué du 18 novembre 2011 publié sur le site gouvernement.lu, les Archives nationales de Luxembourg font part de l'approbation en session plénière de l'Unesco d'une «Déclaration universelle sur les archives». Le communiqué parle dans ce contexte entre autres d'une «décision historique» et d'une «étape importante» pour favoriser la compréhension des archives par tous.

Constatant que les Archives nationales au Plateau du St Esprit manquent de place et que le début des travaux d'un nouveau bâtiment pour les Archives à Esch/Belval est reporté après 2014, sous réserve des disponibilités financières:

- Qu'en est-il de l'état d'avancement d'un avant-projet de loi en matière de politique archivistique qui devait être présenté par les services des Archives nationales et du Ministère fin 2009?

- Disposez-vous de conclusions (même intermédiaires) du groupe interministériel d'experts instauré en 2005 chargé d'élaborer la politique archivistique?

Sachant que les archives doivent faire face aux questions qui se posent lors du transfert et de la sauvegarde de documents électroniques:

- Quelles sont les solutions préconisées dans le cadre de la sauvegarde de documents électroniques au Luxembourg (bandes sonores, films, photos, vidéos, super 8, archives radio provenant du dépôt légal...).

- Est-ce que le Ministère a des projets en vue d'une digitalisation intégrale de documents archivés aux Archives nationales permettant l'accès du grand public aux écrits anciens, p. ex. dans le cadre de recherches historiques ou généalogiques?

Réponse commune (27.1.2012) de **Mme Octavie Modert,** *Ministre de la Culture*, et de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

La question parlementaire n°1790 de l'honorable Député Claude Adam appelle la réponse suivante de la part de la Ministre de la Culture et du Ministre du Développement durable et des Infrastructures.

- L'actualité parlementaire sur **www.chd.lu**.
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

www.chd.lu

- Pour permettre le démarrage des travaux en vue de l'élaboration d'un cadre législatif définissant les relations entre les Archives nationales et les administrations publiques ainsi que les obligations de ces derniers, le Conseil de Gouvernement a, en effet, constitué un groupe interministériel en 2005.

Ce groupe a arrêté les lignes de conduite pour l'élaboration d'un avant-projet de loi sur l'archivage. Les services du Ministère de la Culture et des Archives nationales se sont par la suite chargés de cette élaboration. Il a fallu tenir compte de nouvelles problématiques comme notamment les modalités de conservation et d'archivage des données électroniques à long terme. Entre-temps et après consultation d'experts en archivistique français, belges et suisses, une première proposition de projet de texte a été finalisée et sera présentée sous peu au groupe interministériel en question.

- Concernant ces documents électroniques audiovisuels, le Centre national de l'audiovisuel (CNA) ayant pour mission d'assurer la sauvegarde du patrimoine audiovisuel national et de rendre accessible au public ce patrimoine, a choisi de se conformer à des formats standards pour la conservation des fichiers numériques de haute résolution. Les documents sonores suivent les recommandations de l'IASA (International Association of Sound and Audiovisual Archives).

L'ensemble des fichiers (films, audio et photo) est conservé sur un robot de stockage de grande capacité. Le robot est situé au CNA. Une réplique exacte est située chez un prestataire technique externe. La réplique du contenu du robot est effectuée automatiquement. Les migrations de fichiers sont assurées périodiquement et font l'objet de vérifications automatisées par une application informatique.

Par contre, la conservation physique des supports originaux photochimiques (films celluloïd) et des bandes magnétiques sonores est assurée dans des conditions optimales au sein de locaux destinés à cet effet et équipés en termes de température et d'hygrométrie, quotidiennement contrôlées par les archivistes du CNA. Ces documents font d'ailleurs l'objet de surveillances régulières pour éviter tout problème de détérioration (syndrome du vinaigre, etc.) Les bandes magnétiques vidéo devenues obsolètes sont numérisées et migrées périodiquement vers de récents supports sur bande. Les CD audio sont archivés en plusieurs exemplaires.

- Le programme gouvernemental 2009-2014 prévoit au chapitre du Ministère de la Culture un plan de numérisation de masse ainsi qu'un plan d'archivage numérique, en cours de mise en œuvre. Pour les Archives nationales, d'importants efforts sont actuellement entrepris pour numériser et mettre en ligne des archives publiques, gratuitement et à la disposition de tous. Les fonds numérisés dont disposent les Archives nationales pour le moment portent essentiellement sur les registres de l'État civil de 1795 à 1923, les documents du Minutier central des notaires, sur certaines collections de photographies et de plaques en verre ainsi que sur la collection de cartes postales.

Les Archives nationales disposent d'une planification pluriannuelle pour les projets de numérisation progressive de fonds d'archives. Le choix et la mise en priorité de ces projets ont été réalisés en fonction de différents critères de retour sur investissement, dont notamment l'intérêt grand public des chercheurs historiques et généalogistes. D'autres critères comme l'état de conservation ou la protection des originaux ont par ailleurs été pris en considération, compte tenu que la numérisation est non seulement une mesure de diffusion, mais également de conservation. Une numérisation intégrale des fonds d'archives est clairement hors de portée en termes de ressources à mettre en œuvre, et ne présente d'ailleurs qu'un intérêt très limité. À ce jour, la numérisation intégrale des fonds n'est pratiquée par aucune des archives nationales en Europe ou dans le monde.

Question 1791 (8.12.2011) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **découvertes archéologiques faites par l'Administration des Ponts et Chaussées:**

Lors de ses différents travaux de construction ou de terrassement, l'Administration des Ponts et Chaussées peut faire des découvertes qu'il s'agit d'évaluer, notamment au regard de leur éventuelle valeur archéologique, avant de déterminer s'il y a lieu d'interrompre ou de poursuivre les travaux entamés.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable:

1) Est-ce que l'Administration des Ponts et Chaussées est outillée pour pouvoir réagir de façon prompte, correcte et responsable à des découvertes archéologiques lors de ses diverses interventions? Est-ce que les membres de l'Administration, respectivement des entreprises privées pouvant travailler pour le compte des Ponts et Chaussées, sont systématiquement sensibilisés à la thématique des découvertes archéologiques?

2) L'Administration des Ponts et Chaussées dispose-t-elle d'une expertise propre en la matière, par exemple d'un service archéologique? De quelle manière est organisée la coopération avec le Ministère de la Culture et les musées, respectivement d'autres organismes publics ou privés actifs dans le domaine de l'archéologie?

3) D'après quels critères et à quel niveau se prennent les décisions relatives à l'interruption ou la continuation des travaux en cours? Est-ce qu'il existe des procédures écrites et prises en concertation avec le Ministère de la Culture en la matière?

Réponse (25.1.2012) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député s'enquiert sur d'éventuelles découvertes archéologiques lors de travaux réalisés par l'Administration des Ponts et Chaussées.

L'on précise tout d'abord que pour chaque chantier d'une nouvelle route ou d'un contournement de localité, ainsi que pour des projets de bâtiments, un archéologue du Musée National d'Histoire et d'Art (MNHA) est informé au stade de l'avant-projet du tracé retenu ou de l'emprise du bâtiment. Si des sites archéologiques sont supposés être présents sur l'emprise du futur chantier, des sondages sont réalisés sous la responsabilité d'un archéologue du MNHA aussitôt que l'État est propriétaire du terrain.

Les travaux afférents sont toujours exécutés par des entreprises spécialisées avec ce genre de travaux. Ceci a été notamment le cas sur le CR102 entre Mamer et Kehlen, sur le chantier d'accès à l'école européenne à Mamer et sur le futur contournement du passage à niveau à Dippach-gare (N13).

L'Administration des Ponts et Chaussées elle-même ne dispose pas d'un service archéologique alors qu'elle avait engagé en 1990 un archéologue principalement pour accompagner les grands chantiers autoroutiers de l'époque. Cet agent a été détaché fin 2006, après achèvement des majeurs travaux de terrassement dans le cadre de la construction de la Route du Nord, au MNHA afin de pouvoir continuer à travailler dans le domaine qui a fait l'objet de ses études. D'ailleurs, en cas de besoin, l'Administration peut à tout moment avoir recours à cet agent pour ses projets.

Par conséquent, toutes les interventions sont faites exclusivement par les services du MNHA qui disposent d'une grande expérience et d'une grande compétence pour mener à bien ces travaux et j'insiste à préciser dans ce contexte que la collaboration entre mes services et le MNHA fonctionne de façon irréprochable.

Pour les chantiers réalisés dans le passé qui ont été très bien préparés par des sondages systématiques pour détecter des sites archéologiques, la question d'un arrêt de chantier ne s'est pas posée.

Enfin, quant à la sensibilisation à la thématique des découvertes archéologiques, il y a lieu de noter que le directeur des Ponts et Chaussées avait déjà invité ses services en 1993 à faire parvenir à l'archéologue de l'Administration un plan de situation à l'échelle 1:500 concernant tous les projets nécessitant des emprises en dehors de la voie publique, ceci dans l'intérêt d'inspections archéologiques préventives.

Question 1792 (8.12.2011) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant le **climat social auprès de la Banque et Caisse d'Épargne de l'État:**

Au cours des derniers mois, la presse s'est fait, à plusieurs reprises, l'écho de problèmes concernant une dégradation du climat social auprès de la BCEE.

D'après les ouï-dire, cette situation résulterait d'une politique du personnel déconcertante menée par le comité de direction (effectifs insuffisants, blocage des avancements dans le cadre fermé, paralysie du travail à temps partiel).

Il semblerait que le comité de direction ne tienne pas compte des acquis démocratiques de participation du personnel et de partenariat, de sorte qu'un dialogue social devient de plus en plus difficile.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante:

- Monsieur le Ministre prévoit-il d'entreprendre des démarches pour répondre aux doléances du personnel de la BCEE afin de raviver le dialogue social au sein de la banque?

Réponse (8.2.2012) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

Le Ministre des Finances attache une grande importance au bon fonctionnement du dialogue social à l'intérieur des entreprises, et donc également à celui au sein de la Banque et Caisse d'Épargne de l'État (BCEE).

Afin de contribuer au bon fonctionnement du dialogue social, le Ministre se réunit régulièrement avec les représentants des syndicats APBCEE et AFEBCEEL pour écouter leurs doléances et il les évoque tout aussi régulièrement avec la direction de la BCEE tout en rappelant son attachement à un climat social sain basé sur le respect et la confiance mutuels.

C'est dans cet esprit de dialogue social qu'il encourage la direction de la BCEE à se concerter avec les représentants des syndicats pour discuter ensemble des critiques soulevées.

Question 1793 (8.12.2011) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant l'**usage de la langue luxembourgeoise par le personnel soignant étranger au Luxembourg:**

Afin de garantir une prise en charge des patients la plus efficiente possible, surtout des personnes âgées autochtones qui s'expriment souvent mal en français, ne serait-il pas important que le personnel médical et soignant, y compris les gériatres, puisse s'exprimer en luxembourgeois, sachant que bon nombre d'entre eux sont des transfrontaliers et viennent chaque jour travailler au Luxembourg.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé:

1. Ne serait-il pas envisageable d'élargir la maîtrise et la connaissance de la langue luxembourgeoise et de garantir, lors des permanences dans nos hôpitaux, qu'il y ait au moins une personne par unité et service de soins qui comprenne et qui parle le luxembourgeois?

2. Ne serait-il pas opportun de soumettre obligatoirement le personnel médial et soignant à une épreuve des connaissances de la langue luxembourgeoise dans le futur, de sorte à ce qu'un dialogue en langue luxembourgeoise avec le patient soit possible?

Réponse (10.1.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Dans la mesure où les hôpitaux luxembourgeois demeurent très dépendants du recrutement de personnel médical et soignant étranger, il est essentiel, devant la mixité linguistique du personnel hospitalier, à ce que le patient puisse se faire comprendre par son médecin et par le personnel soignant. Le personnel médical et de soins doit dès lors être en mesure de comprendre les patients qui s'expriment soit en luxembourgeois soit dans une des autres langues officielles du pays.

Afin qu'une communication effective puisse s'engager entre le patient et le médecin respectivement le personnel soignant, ceux-ci sont tenus, dans leur contact avec les patients, de disposer d'un niveau satisfaisant de connaissances linguistiques.

Parfaitement conscient de la nécessité de l'exigence d'un tel échange, la législation applicable à l'exercice des professions médicales ainsi que celle applicable à l'exercice des professions de santé ont été adaptées à cette fin en 2010.

La loi exige désormais que tant le médecin que le personnel de soins doit avoir les connaissances linguistiques nécessaires à l'exercice de leur profession respective, soit en allemand, soit en français. Au-delà, ils doivent comprendre les trois langues administratives du Luxembourg ou acquérir les connaissances qui leur permettent de les comprendre.

En ce qui concerne plus particulièrement la profession médicale, le candidat qui sollicite une autorisation d'exercer la médecine auprès du ministre soussigné peut être soumis à une vérification de ses connaissances linguistiques.

Je voudrais finalement souligner les efforts fournis par l'ensemble des hôpitaux en organisant, à l'intention de leur personnel étranger, des cours de langue luxembourgeoise qui sont d'ailleurs pris en charge par la Caisse Nationale de Santé.

Question 1795 (12.12.2011) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant l'**identité sexuelle:**

Betreffend die Trans- und Intersexpersonen stellt es sich heraus, dass diese Personen gesetzlich nicht genügend geschützt sind. So stellt man fest, dass Personen gegen ihren Willen eine geschlechtliche Identität aufgezwungen bekommen, die vielleicht nicht ihren Wünschen entspricht (besonders bei Hormonbehandlungen oder Operationen). Dies ist dadurch bedingt, dass für jede Person ein Geschlecht bestimmt werden muss, entweder ein weibliches oder ein männliches. Es ist aber bekannt, dass es auch Hermaphroditen, also weiblich-männliche und männlich-weibliche Wesen gibt.

Fragen:

1) Was gedenkt die Ministerin in puncto Chancengleichheit für diese intersexuellen Personen zu tun, um das menschliche Recht auf eine geeignete sexuelle Identität zu gewährleisten?

2) Wäre hier nicht eine Verfassungsänderung vonnöten, die ein drittes Geschlecht anerkennen sollte?

3) Wäre es nicht angebracht, ein Gesetz über die „Identität des Geschlechts" auszuarbeiten, um die Chancengleichheit jeder Person zu gewährleisten?

4) Wie steht die Ministerin zur aufgezwungenen Geschlechtsveränderung bei Kindern oder Jugendlichen ohne deren Zustimmung?

Réponse (26.1.2012) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Justice:*

In Bezug auf die Geschlechter gibt es in Luxemburg zurzeit weder auf verfassungsrechtlicher noch auf gesetzlicher Ebene zwingenden Handlungsbedarf. Dennoch verfolgt die Regierung weiterhin alle Diskussionen und Entwicklungen vor allem auf europäischer und internationaler Ebene, welche sich mit den konkreten Fragen von Trans- und Intersexpersonen befassen.

Question 1796 (12.12.2011) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant les **réclamations concernant le secteur de la santé:**

Immer wieder werden in Gesprächen zwischen praktizierendem Arzt und Patienten Fragen aufgeworfen, in denen es um die Zuständigkeiten in unserem Gesundheitswesen geht, was die Mediations- respektive Reklamationsstelle betrifft. So wird nach der zuständigen amtlichen Stelle gesucht, die für spezifische Beanstandungen bei der erbrachten Dienstleistung im hiesigen Gesundheits- respektive Sozialwesen zuständig ist.

In der Vergangenheit wurde des Öfteren über die Neuordnung der Strukturen gesprochen, was die Vermittlung und Verarbeitung von Beanstandungen aus dem Gesundheitswesen anbelangt. Es ging die Rede unter anderem von der Ausweitung der Kompetenzen der unabhängigen, überparteilichen Funktion des Ombudsmannes.

Auf der anderen Seite fiel oft auf, unter anderem in Antworten auf parlamentarische Anfragen, dass die Ministerien erklärten, nicht einmal mit bestimmten Problematiken in ausreichender Intensität befasst worden zu sein.

Zudem muss festgestellt werden, dass manche Organe des Gesundheitswesens nicht unbedingt neutrale Positionen einnehmen können und irgendwie den Eindruck erwecken, in ihrem Handeln interessengeleitet zu sein.

Fragen:

1) Wie sind die Zuständigkeiten zurzeit geregelt, was Beanstandungen bis Klagen aus Sozial- und Gesundheitssektor betrifft?

2) Wo kann der Bürger seine spezifische Rechte einklagen? Wohin können sich Patienten heute konkret wenden, um ihren Beschwerden Gehör zu verschaffen und konkret geholfen zu bekommen?

3) Gibt es einen konkreten Ratgeber oder Leitfaden, in dem ersichtlich wird, wer für was zuständig ist und wie die einzuhaltenden Prozeduren bei Beanstandungen sind?

4) Welche offizielle Strukturen des Gesundheitswesens können rechtsverbindliche Antworten auf Fragen geben respektive Aktionen in die Wege leiten lassen?

5) Wird es in naher Zukunft Reformen in diesem Bereich geben, und wenn ja, wie werden sie aussehen? Welche Rolle kann der oder die Ombudsmann/frau übernehmen?

Réponse (8.2.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Allgemein ist es zu empfehlen, dass Patienten sich über die Rückerstattungsbedingungen der verschiedenen Leistungen bei der Gesundheitskasse beziehungsweise beim Leistungserbringer informieren.

Prinzipiell sollte der Versicherte sich auch zuerst an die betroffene Sozialinstitution wenden, um Aufklärung darüber zu erhalten, aus welchem Grund eine Rückerstattung nicht oder nur teilweise erfolgte.

Sollte die Uneinigkeit zwischen Patient und Gesundheitskasse über die Rückerstattung der Leistungen nicht beizulegen sein, so sieht Artikel 47, Absatz 1 des Sozialgesetzbuchs vor, dass der Patient einen diesbezüglichen schriftlichen Bescheid seitens des Vorsitzenden der Krankenkasse oder seines Vertreters anfragen kann. Des Weiteren bestimmt Artikel 47, Absatz 2:

„Tout litige au sujet d'un tarif en application des nomenclatures ou des conventions ou au sujet d'un dépassement des tarifs visés à l'article 66, alinéa 3 fait l'objet d'une décision du président du comité directeur ou de son délégué. Cette décision est notifiée à l'assuré et au prestataire de soins en cause. L'assuré ou le prestataire des soins peuvent porter le litige dans les 40 jours de la notification devant la Commission de surveillance prévue à l'article 72 du Code de la Sécurité sociale."

Sobald der Patient über einen negativen Bescheid des Präsidenten der Gesundheitskasse bezüglich der Rückerstattung verfügt, kann er also beantragen, dass sein Fall von der Überwachungskommission (Commission de surveillance) untersucht wird.

Sollte er mit der Entscheidung dieses Gremiums nicht einverstanden sein, so kann er gegen die Entscheidung Rechtsmittel ergreifen vor dem Conseil arbitral de la Sécurité sociale gemäß Artikel 72bis, Absatz 4 des Sozialgesetzbuchs.

Artikel 73 des Sozialgesetzbuches besagt des Weiteren, was die Kompetenzen der Commission de surveillance angeht:

„Article 73. La Commission de surveillance est en outre compétente pour examiner les rapports d'activité au sens de l'article 418 lui soumis par le directeur du Contrôle médical de la Sécurité sociale, ainsi que les faits signalés par le président de la Caisse Nationale de Santé ou le président d'une caisse de maladie susceptibles de constituer une violation des dispositions légales, réglementaires, statutaires ou conventionnelles auxquelles sont astreints les prestataires visés à l'article 61, alinéa 2, ainsi que les personnes placées sous leur autorité ou agissant pour leur compte. Le directeur et les présidents peuvent déléguer ce pouvoir à un fonctionnaire ou employé dirigeant de leur administration ou institution."

Zudem besagt Artikel 83 des Sozialgesetzbuchs, was Leistungen und Ordnungsstrafen angeht:

„Les décisions prises en matière de prestations et d'amendes d'ordre par les comités directeurs de la Caisse Nationale de Santé ou des caisses de maladie visées à l'article 48 sont susceptibles d'un recours, conformément aux articles 454 et 456, devant le Conseil arbitral de la Sécurité sociale."

Gegen das Urteil des Conseil arbitral de la Sécurité sociale kann der Versicherte beim Conseil supérieur de la Sécurité sociale Berufung einlegen.

Der Versicherte kann sich, wenn nötig, Unterstützung suchen beim Ombudsmann, dessen Mission darin besteht, als Vermittler zwischen den Bürgern und Bürgerinnen und den Verwaltungen zu wirken. Er nimmt Partei für die Antragsteller und versucht eine Lösung zu finden.

Bei spezifischen Problemen kann der Patient auch die „Patientevertriedung ASBL" um Rat fragen, welche die Patienten über ihre Rechte und Pflichten informiert. Diese kann sie z. B. weitervermitteln, wenn es darum geht, unangemessene Honorarforderungen zu beanstanden.

Eine weitere, nützliche Anlaufstelle stellt das Collège médical dar, das die Ausübung des Arzt-, Zahnarzt- und Apothekerberufes, die Anwendung der Zugangsbestimmungen zu diesen Berufen sowie die Respektierung der jeweiligen deontologischen Regeln überwacht und auf diese Weise dafür sorgt, dass die Ehre und die Würde des Berufsstandes gewahrt wird.

Zurzeit gibt es keinen Ratgeber, der die einzelnen Prozeduren auflistet, allerdings erhält der Versicherte wie oben angeführt mit dem negativen Bescheid bezüglich einer angeforderten Kostenrückerstattung genaue Informationen seitens der Gesundheitskasse über die ihm zur Verfügung stehenden Rechtsmittel.

Rechtsverbindliche Antworten geben im Prinzip die betroffenen Sozialinstitutionen, die Entscheidungen der geschäftsführenden Vorstände und der Vorsitzenden in den ihnen vom Gesetz zugeordneten Bereichen können angefochten werden.

Die Information über die Bedingungen der Rückerstattung durch die Gesundheitskasse wurde allerdings kürzlich dadurch verbessert, dass der Versicherte auf der Webseite der Gesundheitskasse (http://www.cns.lu/assures) kontrollieren kann, welche Tarife ihm von den Leistungserbringern in Rechnung gestellt wurden.

Am 5. Mai 2011 habe ich ein Vorprojekt eines Gesetzes über die Rechte und Pflichten der Patienten im Rahmen der Sitzung des Gesundheitsausschusses der Abgeordnetenkammer, in Anwesenheit des Herrn Abgeordneten, vorgestellt.

Dieser Gesetzesentwurf wurde seitdem weiter ausgearbeitet. Sein Ziel ist es ausdrücklich, die Rechte und Pflichten des Patienten in einem kohärenten Rechtsrahmen zu verankern.

Der Gesetzesentwurf über die Rechte und Pflichten der Patienten sieht auch die Schaffung einer neutralen Vermittlungsstelle (Service national de médiation santé) im Gesundheitswesen vor, die die Beschwerden und Konflikte zwischen Patienten und Leistungserbringern im Dialog regeln soll. Diese Vermittlungsstelle soll jedoch ebenfalls eine Informationsstelle werden, die den Patienten sowie den Leistungserbringer über seine Rechte und Pflichten im Gesundheitswesen informieren soll.

Ich gehe davon aus, dass ich den erwähnten Gesetzesentwurf in den nächsten Wochen dem Regierungsrat vorlegen kann.

Q50

Question 1797 (12.12.2011) de **Mme Viviane Loschetter** et **M. Félix Braz** *(déi gréng)* concernant les **conditions de libération des deux enfants détenus au CPL:**

Les deux enfants de douze et 13 ans placés le 21 novembre 2011 au Centre pénitentiaire de Luxembourg ont été libérés le 7 décembre sur décision prise en audience par le juge de la jeunesse. Cette décision, qui les a rendus juridiquement libres, a été prise en présence des parents des deux enfants.

Or, selon nos informations, les deux enfants n'ont pas été remis entre les mains de leurs parents sur le champ mais ont été menottés (!) et conduits au Centre pénitentiaire de Schrassig en voiture de police avant qu'il ne soit permis à leurs parents de les y récupérer.

- Pouvez-vous confirmer nos informations?

- Pourquoi a-t-il fallu menotter des enfants de douze et 13 ans, libres qui plus est?

- N'estimez-vous pas que cette façon de procéder est absolument inadaptée et scandaleuse?

- Pourquoi, alors que le juge de la jeunesse venait de décider leur libération, les enfants n'ont-ils pas été remis à leurs parents sur le champ ou, au moins, reconduits au CPL comme des personnes libres, c'est-à-dire sans menottes?

Réponse commune (18.1.2012) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*, et de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Justice:*

Le 7 décembre 2011, la Police grand-ducale a été chargée du transport de deux mineurs remis en liberté provisoire par le juge de la jeunesse. Sur demande expresse du parquet de Luxembourg et avec l'accord du juge de la jeunesse, les mineurs ont été reconduits au Centre pénitentiaire de Luxembourg afin d'y récupérer leurs affaires personnelles et être pris en charge par leurs parents.

La Police décide des mesures de sécurité retenues par prescription de service de la Police grand-ducale. Jusqu'à présent, le cas particulier de transport de mineurs n'a pas été réglementé par ces prescriptions, le transport de mineurs de/vers le CPL n'étant en principe pas prévu. Tenant compte du comportement violent des mineurs lors de leur séjour au Centre pénitentiaire, l'utilisation des menottes a été décidée.

Le directeur général de la police a été chargé de définir les pratiques à adopter dans des cas exceptionnels, retenant qu'en principe les menottes ne sont pas utilisées lors d'un transport de mineur.

Question 1799 (13.12.2011) de **M. Roger Negri** *(LSAP)* concernant l'**adaptation du taux directeur:**

Après la baisse du taux directeur («main refinancing operations - fixed rate») de 25 points de base au début du mois de novembre, la Banque centrale européenne a annoncé ce jeudi une nouvelle diminution du taux de 25 points de base, pour passer d'un taux de 1,5% en octobre 2011 à un taux de 1,0% maintenant.

Or, force est de constater que de nombreuses banques de la place ne répercutent, soit pas du tout, soit que partiellement la baisse du taux directeur sur les taux appliqués aux comptes de leurs clients. Aussi, on peut observer que les taux créditeurs sont adaptés plus vite vers le bas que les taux débiteurs, alors qu'il est l'inverse en cas d'une hausse du taux directeur.

Évidemment, cette politique de changement des taux se fait au détriment des clients.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre partage-t-il cette analyse de la situation?

- Est-ce que le Gouvernement s'assure que les instituts financiers continuent les adaptations du taux d'intérêt dans un délai rapproché et dans l'ordre de grandeur fixé par la BCE à leurs clients? Qu'en est-il plus particulièrement des instituts dont l'État luxembourgeois est actionnaire ou pour lesquels il se porte garant?

Réponse (8.2.2012) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

Les taux directeurs fixés par la Banque centrale européenne (BCE) sont employés comme un instrument de transmission de la politique monétaire et ont comme finalité d'assurer (1) la stabilité des prix au sein de la zone euro et (2) la fourniture des liquidités nécessaires pour assurer le bon fonctionnement du système financier. L'impulsion donnée par les taux directeurs s'opère en premier lieu via le marché monétaire, c'est-à-dire le marché sur lequel les institutions financières - banques centrales, banques commerciales, assureurs, gestionnaires de fonds etc. - ainsi que certaines autres entités «institutionnelles» placent leurs avoirs ou empruntent à court terme.

Les taux d'intérêt pratiqués sur le marché monétaire ne doivent pas être confondus avec les taux d'intérêt sur le marché des capitaux - dont le marché monétaire est un segment - et dont l'évolution est davantage déterminée par des facteurs ayant trait au moyen et long terme, comme par exemple les hypothèses macroéconomiques d'un pays ou d'une région et les anticipations d'inflation. La relation entre l'évolution des taux directeurs fixés par la BCE et les taux pratiqués sur le marché des capitaux - y compris les taux d'intérêt débiteurs et créditeurs pratiqués à l'égard des ménages - n'est donc pas une relation linéaire et elle dépend inter alia des conditions macroéconomiques actuelles, de l'efficacité des canaux de transmission de la politique monétaire (qui peut elle-même être tributaire de la situation conjoncturelle) et de la compétitivité du système bancaire.

En règle générale, les banques répercutent les modifications de taux de la BCE. Par ailleurs, les banques sont libres de fixer les taux d'intérêt; il y a lieu de laisser jouer le libre jeu de la concurrence à cet égard.

Question 1800 (14.12.2011) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant la **tentative de suicide au Centre de rétention:**

Il me revient qu'un ressortissant algérien aurait tenté de se suicider pendant un placement en isolation cellulaire au Centre de rétention. Cette mesure aurait été prise malgré le fait que le retenu souffre de troubles mentaux. Un fait qui aurait été bien connu des collaborateurs du Centre de rétention. De plus, le placement à l'isolement aurait été décidé sans avis préalable d'un psychiatre.

Au vu de ce qui précède, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Immigration:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer les faits relatés ci-dessus?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m'informer si la direction du Centre de rétention est dans l'obligation d'ordonner un examen médical, afin de juger de l'état de santé mental du retenu, avant tout placement en isolation cellulaire?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer si le Luxembourg est tenu par des normes internationales à respecter cette procédure?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer si le Centre de rétention dispose des moyens financiers et personnels nécessaires afin d'assurer cette prise en charge?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer si le personnel encadrant du Centre de rétention a reçu une formation spéciale pour la prise en charge de personnes montrant des troubles mentaux?

Réponse (16.1.2012) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Bettel concernant un incident survenu au Centre de rétention, j'ai l'honneur de vous communiquer les informations suivantes:

En date du 7 novembre 2011, courant de la matinée, un ressortissant de nationalité algérienne s'est automutilé à l'aide d'une lame de rasoir en se tailladant de façon superficielle l'avant-bras droit. Cet acte, qui ne constituait en aucun cas une tentative de suicide, s'est déroulé dans la chambre du concerné. Après avoir été soigné par l'infirmière présente au moment des faits et après un entretien prolongé avec le Service d'encadrement psychosocial, il a été décidé de relaisser le concerné dans sa chambre après une fouille approfondie de celle-ci et la confiscation de la lame de rasoir lui ayant servi à se taillader.

Après le déjeuner, le concerné s'est délibérément défait de ses bandages, de sorte que ses plaies se sont remises à saigner. Le médecin de garde informé des faits a décidé de poser des points de suture tandis que le directeur du Centre a pris la décision de placer le concerné sous surveillance vidéo dans une chambre à aménagements réduits sur base des dispositions y relatives de l'article 2, paragraphe 2 de la loi du 28 mai 2009 concernant le Centre de rétention qui dispose que «Le directeur peut ordonner la rétention isolée, soit pour assurer la protection du retenu, du personnel du Centre ou celle des tiers, soit à titre de sanction disciplinaire.» Je donne à considérer dans ce contexte que la mesure décidée ne constituait nullement une sanction disciplinaire mais une mesure de protection prise dans l'intérêt du concerné, de sorte que les dispositions de l'article 20 de la loi organique du Centre de rétention relatives à la sanction disciplinaire de l'isolement n'ont pas vocation à s'appliquer. J'aimerais toutefois préciser dans ce contexte qu'en tout état de cause les mesures de protection sont limitées au strict nécessaire et ne peuvent dépasser le temps indispensable à l'établissement d'un diagnostic médical et psychiatrique.

En l'occurrence, le concerné a été examiné courant de l'après-midi du 7 novembre 2011 par un psychiatre du CHNP avec lequel le Centre de rétention a conclu une convention relative à la prise en charge des soins psychiatriques des personnes placées en rétention administrative. Le psychiatre n'a pu déceler aucune pathologie psychiatrique au sens propre du terme mais a néanmoins par mesure de précaution décidé du placement du concerné sur base des dispositions pertinentes de la loi du 10 décembre 2009 relatif au placement de personnes souffrant de troubles mentaux. L'hôpital de garde n'ayant à son tour constaté aucun trouble psychique et le concerné ne compromettant pas l'ordre ou la sécurité publique, ce dernier a pu quitter l'établissement hospitalier après signature d'une décharge. Ramené au Centre de rétention, le concerné a été placé en observation pendant deux heures et a ensuite réintégré sa chambre.

Je me permets par ailleurs d'informer l'honorable Député Bettel de ce que le Centre de rétention dispose d'une équipe pluridisciplinaire spécialement formée en vue d'assurer l'encadrement psychosocial des retenus. Le personnel de garde a également suivi une formation spécifique relative à la prise en charge des retenus. Il n'en reste pas moins que le Centre de rétention n'a ni pour vocation ni pour mission de prendre en charge des personnes souffrant de troubles mentaux avérés, ces personnes étant inaptes à la rétention.

Je donne également à considérer que le Centre de rétention a conclu des conventions, d'une

part, avec le CHL pour la prise en charge des soins médicaux somatiques et, d'autre part, comme indiqué ci-avant, avec le CHNP pour le suivi psychiatrique des retenus. Il dispose pour ce faire d'un crédit budgétaire non limitatif et sans distinction d'exercice.

Finalement, il est rappelé que la loi précitée du 28 mai 2009 concernant le Centre de rétention tient compte et met en œuvre les obligations qui découlent du chapitre IV relatif à la rétention à des fins d'éloignement de la directive 2008/115/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relative aux normes et procédures communes applicables dans les États membres au retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier qui elle-même fait suite aux recommandations du Conseil européen de Bruxelles des 4 et 5 novembre 2004 de mettre en place «une politique efficace d'éloignement et de rapatriement basée sur des normes communes afin que les personnes concernées soient rapatriées de façon humaine et dans le respect intégral de leurs droits fondamentaux et de leur dignité» et se réfère explicitement aux 20 principes directeurs sur le retour forcé adoptés le 4 mai 2005 par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe qui trouvent eux-mêmes leur origine dans la recommandation 1547 (2002) de l'Assemblée parlementaire dudit Conseil de l'Europe. La loi organique du Centre de rétention s'inspire très largement des normes et recommandations dont question et assure aux personnes faisant l'objet d'une mesure de rétention un traitement respectueux des droits de l'Homme et de la dignité humaine. Aucune norme internationale contraignante n'impose toutefois un examen médical préalable à l'exécution d'une mesure de protection consistant en un isolement provisoire et strictement limité dans le temps d'une personne placée en rétention administrative, une telle mesure d'urgence n'étant pas à confondre avec une sanction disciplinaire.

Question 1802 (15.12.2011) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant la **sécheresse:**

L'an 2011 a été sans doute l'une des années les plus sèches de l'histoire météorologique. En effet, depuis l'hiver 2010/2011, les eaux pluviales ont diminué sensiblement par rapport aux volumes enregistrés au cours des années précédentes, de sorte que les mois de mars et d'avril ont été les mois les plus secs depuis le début du XX^{e} siècle. En mars, le Grand-Duché a reçu 15 litres au m², alors que la moyenne des trois dernières décennies s'élevait à 67 litres, soit 4,5 fois de plus. Hélas, les eaux pluviales des quatre derniers mois n'ont guère permis de rétablir les réserves hydrologiques de manière substantielle. En conséquence, en novembre de cette année, les cotes des cours d'eau sont restées à des niveaux historiquement bas. Tel est aussi le cas des réserves du Lac de la Haute-Sûre.

Voilà pourquoi je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

1. Monsieur le Ministre peut-il fournir des statistiques sur l'évolution des cotes des différents cours d'eaux du pays et sur celle des réserves du Lac de la Haute-Sûre depuis décembre 2010?

2. Pourquoi le Gouvernement n'a-t-il pas sensibilisé davantage le grand public à économiser de l'eau potable pendant les mois de sécheresse?

3. Monsieur le Ministre peut-il me dire si le Gouvernement sera disposé à prendre des mesures durant les mois d'hiver afin d'inviter les consommateurs les plus divers à économiser d'ores et déjà de l'eau potable, en particulier dans le cas où les réserves ne pourraient être rétablies au niveau d'avant décembre 2010?

Réponse (17.1.2012) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

La question parlementaire de l'honorable Député André Bauler a pour objet la sécheresse.

D'emblée il y a lieu de distinguer entre manque d'eau et sécheresse, le manque d'eau résultant d'un déséquilibre à long terme causé par des besoins en eau supérieurs aux ressources hydriques disponibles, et, d'autre part, la sécheresse liée aux conditions naturelles telles que le déficit pluviométrique. Si le Luxembourg est régulièrement confronté à des situations de sécheresse, le manque d'eau ne se pose pas au Luxembourg étant donné que les ressources hydriques sont exploitées de façon durable et en tenant compte de leur renouvellement.

Vu le déficit de pluviométrie au printemps et en automne de l'année 2011, nos cours d'eau présentaient pendant ces périodes des étiages qui normalement étaient de l'ordre de grandeur des étiages d'étés secs. Les cotes des cours d'eau principaux sont mesurées en continu par le Service Hydrométrie de l'Administration de la Gestion de l'Eau qui les met à disposition du grand public par le site Internet www.inondations.lu. Les données détaillées journalières des cotes des cours d'eau sont reproduites annuellement dans l'Atlas hydroclimatologique publié conjointement par le Centre de recherche public (CRP) Gabriel Lippmann, l'Administration des Services techniques de l'agriculture, l'Administration de la Gestion de l'Eau et l'Administration des Services de secours.

Le lac créé par le barrage de la Haute-Sûre n'a pas pu monter aux cotes normales pour les mêmes raisons (déficit de pluviométrie). Suite aux pluies intenses de décembre 2011 et de janvier 2012, la réserve du Lac de la Haute-Sûre a de nouveau rejoint les cotes d'hiver normales prescrites au niveau de la consigne d'exploitation de l'exploitant de la centrale hydroélectrique (317 NN).

Environ deux tiers de l'approvisionnement en eau potable du Grand-Duché proviennent de l'eau souterraine. La recharge des nappes d'eau souterraine se fait essentiellement pendant les mois d'octobre à mars. De janvier à décembre 2011, le cumul des précipitations a atteint 67% de la moyenne pluviométrique pluriannuelle. Un déficit des précipitations a également été recensé pendant les mois où la principale recharge des nappes d'eau souterraine a lieu.

Suite à ces conditions météorologiques, l'Administration de la Gestion de l'Eau a mis en place, en collaboration avec les fournisseurs publics en eau potable (communes, syndicats), un réseau de mesure comportant des stations représentatives en vue de surveiller de manière rapprochée l'évolution de l'état quantitatif des nappes d'eau souterraine.

Les plus récentes mesures effectuées au début du mois de décembre ont indiqué des tendances à la baisse des débits des captages de source. Il est à noter que les déficits pluviométriques des mois d'octobre et de novembre ainsi que les fortes précipitations du début du mois de décembre ne seront observables que d'ici plusieurs mois.

Étant donné l'hétérogénéité des aquifères, il est difficile de se prononcer sur l'état quantitatif des nappes d'eau souterraine au niveau national. Cependant dans certaines régions les débits mesurés des sources affichent les valeurs les plus basses mesurées pendant les mois de décembre depuis l'an 2000 et notamment depuis la période de déficit pluviométrique de 2003 à 2006. Ces sources sont essentiellement situées dans des aquifères dits «réactifs», c'est-à-dire qui réagissent relativement rapidement à des précipitations (p. ex. région de Rédange-sur-Attert ou de Wincrange), et dont l'état quantitatif peut s'améliorer endéans un à deux mois après de fortes précipitations. Les débits des sources situées dans le Grès de Luxembourg, aquifère renfermant plus de 80% des ressources en eau souterraine, sont généralement supérieurs (10% à 85%) aux valeurs mesurées pendant la période 2003-2006, et ceci bien qu'une diminution notable des débits soit constatée.

L'Administration de la Gestion de l'Eau reste vigilante quant à l'évolution de la situation. Des évaluations mensuelles seront effectuées d'ici printemps-été 2012 en vue de pouvoir planifier d'éventuelles mesures en période de forte consommation d'eau potable, période qui est généralement située entre les mois de mai et de juillet.

Étant donné que les ressources exploitées pour l'approvisionnement en eau potable sont en très grande majorité des sources (eau souterraine s'écoulant librement) et de l'eau de surface (Lac de la Haute-Sûre), une surexploitation des ressources n'a pas lieu. Par conséquent la mise en place de mesures d'économie de l'eau potable pendant les périodes de faible consommation, notamment en hiver, n'ont pas d'influence sur la disponibilité des ressources pour les mois de forte consommation.

Il est à noter que, jusqu'à présent, le Grand-Duché n'a encore jamais connu de pénurie suite à la disponibilité insuffisante des ressources en eau souterraine. Les mesures de limitation de la consommation d'eau potable décrétées en 2007 étaient liées au dimensionnement inapproprié des infrastructures d'eau potable (réservoirs, conduites) pour faire face à des fortes variations journalières de consommation pour des usages non durables en période d'importantes températures atmosphériques. Suite aux fortes migrations quotidiennes de travailleurs transfrontaliers, la consommation en eau potable du Grand-Duché se caractérise notamment par de grandes variations journalières pendant les jours ouvrables. Cette particularité rend un dimensionnement adéquat des infrastructures d'eau potable difficile. En effet, tout surdimensionnement des infrastructures peut causer une dégradation de la qualité de l'eau en dehors des périodes de consommation de pointe.

Question 1803 (16.12.2011) de **Mme Viviane Loschetter** *(déi gréng)* concernant l'**indemnité d'attente:**

Le rapport d'activité du Ministère du Travail pour l'année 2010 fait référence à 740 demandes transmises à la Caisse Nationale d'Assurance Pension en vue de l'attribution de l'indemnité d'attente.

Je voudrais dès lors avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre:

1) Quel est le nombre de demandes avisées positivement pour les années 2006 à 2010 respectivement?

2) Combien de personnes touchent actuellement une indemnité d'attente?

3) Combien de personnes touchant une indemnité d'attente ont pu être réinsérées sur le marché de l'emploi au cours des années 2006 à 2010 respectivement?

4) Sachant qu'un placeur s'occupe en moyenne de 500 demandeurs d'emploi au lieu des 100 en moyenne pour l'OCDE, est-il judicieux de maintenir l'obligation de pointage pour les personnes recevant une indemnité d'attente?

Réponse (1.2.2012) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

Par sa question parlementaire n°1803 l'honorable Députée Viviane Loschetter désire obtenir des informations sur le nombre de personnes ayant touché, respectivement touchant une indemnité d'attente suite à un reclassement externe.

Voici ma réponse aux différentes questions.

1) et 2) Combien de personnes touchent actuellement une indemnité d'attente?

Mois / Année	Nombre de bénéficiaires
Décembre 2006	498
Décembre 2007	793
Décembre 2008	1.105
Décembre 2009	1.890
Décembre 2010	2.459
Décembre 2011	2.962

3) Depuis la mise en vigueur de la loi sur le reclassement, 6% des bénéficiaires ont repris une activité professionnelle après l'attribution d'une indemnité de reclassement.

4) Aux termes de l'article L.551-1(4) du Code du Travail le reclassement externe consiste dans un reclassement sur le marché du travail et l'article L.551-5(2) du même Code précise que pendant la durée du bénéfice de l'indemnité d'attente, le bénéficiaire doit rester inscrit comme demandeur d'emploi auprès du service des salariés à capacité de travail réduite de l'ADEM et être disponible pour le marché du travail.

Il résulte de ce qui précède que les obligations qui incombent au demandeur d'emploi bénéficiant de l'indemnité d'attente sont les mêmes que celles qui incombent à un chômeur indemnisé.

Les deux reçoivent de la part de l'ADEM un encadrement identique pour qu'ils puissent être réintégrés dans le marché de l'emploi. Un suivi régulier et rapproché a comme but la mise sur pied et la réalisation d'un projet professionnel. Néanmoins les dispositions actuelles n'encouragent pas ceux qui bénéficient du statut de reclassé à reprendre un nouvel emploi. Il est pour cette raison urgent d'adapter ces dispositions afin de faciliter une réinsertion sur le marché du travail. Cela sera fait très prochainement.

Question 1804 (16.12.2011) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**extinction des enseignes commerciales pendant la nuit:**

Toutes les enseignes commerciales en France devront être éteintes la nuit entre 01h00 et 06h00 du matin à partir du 1er juillet 2012, vient d'annoncer le Ministre de l'Écologie. Ce dispositif vise à accélérer les économies d'énergie suite notamment à la catastrophe de Fukushima.

Aussi, je me permets de poser la question suivante à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Ne convient-il pas d'appliquer au Luxembourg l'obligation d'éteindre les enseignes commerciales entre 01h00 et 06h00 du matin?

Réponse (17.1.2012) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Fernand Kartheiser concernant l'extinction des enseignes commerciales pendant la nuit, je puis vous communiquer les informations ci-après:

Les actions actuelles et futures du Gouvernement en matière d'efficacité énergétique sont reprises dans le 1er Plan d'action en vue de la réduction des émissions de CO_2 datant d'avril 2006 et dans le Plan national en matière d'efficacité énergétique, dont le premier plan date de février 2008 et le deuxième de septembre 2011. Le choix des mesures a été opéré en fonction du potentiel d'économies d'énergie des différentes mesures, d'une part, et de la faisabilité technique et organisationnelle, d'autre part. Les mesures retenues par le Gouvernement ont trait à une multitude de domaines et de groupes cibles et spécifient les objectifs d'efficacité énergétique à atteindre. Actuellement, une mesure concernant l'extinction des enseignes commerciales pendant la nuit ne fait pas partie du bouquet de mesures retenues par le Gouvernement.

Considérant qu'il y aura lieu de présenter un troisième plan national en matière d'efficacité énergétique en 2014, les services concernés de mon Ministère sont chargés d'identifier constamment de nouvelles mesures et de vérifier et d'analyser leur faisabilité technique, économique et organisationnelle. C'est dans cet ordre d'idées que la mesure sur les enseignes commerciales telle que proposée en France, d'ailleurs non encore implémentée, sera suivie avec intérêt afin de sonder si une régulation similaire pourrait générer des économies d'énergie significatives à Luxembourg. Lors de cette analyse, il s'agira de mettre en balance d'éventuels problèmes liés à l'implémentation d'une telle mesure comme notamment des aspects commerciaux, organisationnels et de sécurité.

Question 1805 (19.12.2011) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant les **personnes incarcérées en situation de handicap:**

Connaissant l'engagement de Madame la Ministre pour une meilleure intégration et inclusion des personnes handicapées dans la société, j'aimerais connaître son avis au sujet des personnes handicapées en milieu carcéral.

Questions:

1) Madame la Ministre sait-elle combien de personnes handicapées se trouvent en milieu carcéral?

2) Quel est leur handicap?

3) Quelles sont les conditions d'accessibilité au sein du milieu carcéral concernant les différentes infrastructures comme les toilettes, les ascenseurs et autres infrastructures?

4) Est-ce qu'il est prévu d'installer au sein du nouveau Centre pénitencier à construire une infrastructure conforme aux besoins des personnes handicapées?

5) Est-ce que Madame la Ministre pense que, pour éviter d'éventuelles agressions de toutes sortes qui sont fréquentes en milieu carcéral, la personne handicapée se trouvant de façon évidente en position d'infériorité devrait bénéficier d'un statut spécial ou bien est-ce que le principe d'inclusion devrait également primer?

Réponse (24.1.2012) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

ad 1) et 2)

Actuellement, quatre personnes se trouvent au Centre pénitentiaire de Luxembourg à Schrassig dont l'état de santé est tel qu'il engendre des restrictions en mobilité. La condition de ces détenus s'apparente ainsi à celle de personnes en situation de handicap physique. Une personne est hébergée à l'infirmerie, les autres personnes se trouvent sur des blocs normaux.

ad 3)

Les personnes dont question disposent d'une chaise roulante respectivement se déplacent à l'aide de cannes. Pour autant que leur état de santé le leur permet, elles sont en mesure d'utiliser l'ensemble des services et infrastructures du Centre pénitentiaire. Elles se déplacent en utilisant le cas échéant les ascenseurs installés dans les différents blocs. Les cellules, les installations sanitaires ainsi que les autres lieux destinés à l'usage des détenus ne sont pas spécialement équipés pour répondre aux normes spécifiques en accessibilité. En cas de besoin, l'infirmerie peut être aménagée pour accueillir des personnes à mobilité réduite. Des aides et soins particuliers éventuellement requis peuvent y être prestés.

ad 4)

Le nouveau Centre pénitentiaire sera construit dans le respect des dispositions de la loi du 29 mars 2001 portant sur l'accessibilité des lieux ouverts au public, et du règlement grand-ducal afférent du 23 novembre 2001. Les infrastructures futures répondront ainsi aux besoins d'accessibilité des personnes handicapées à accueillir.

ad 5)

La direction des établissements pénitentiaires porte une attention accrue aux besoins particuliers des personnes en situation de handicap. Étant donné que la direction entend garantir un suivi personnalisé à l'ensemble des détenus, les personnes handicapées incarcérées sont traitées sur base d'égalité avec les autres détenus.

Question 1806 (19.12.2011) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant les **aides allouées aux agriculteurs en matière d'investissements:**

Dans la dernière édition du «Lëtzebuerger Bauer» datant du 16 décembre courant j'ai pu lire qu'il existait actuellement une incertitude concernant les aides allouées aux agriculteurs en matière d'investissements. Les fonds prévus à cet effet émanant du programme FEADER de l'Union européenne ne seraient plus suffisants pour couvrir la période restante de l'actuelle loi agraire.

Aussi, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance des faits relatés ci-dessus?

- Dans l'hypothèse où il s'avérait que l'on ne dispose plus des fonds nécessaires afin de soutenir les agriculteurs dans leurs investissements, Monsieur le Ministre peut-il m'expliquer les raisons de cette situation? Comment Monsieur le Ministre entend-il garantir aux agriculteurs les aides qui leur reviennent de droit et qui sont prévues par l'actuelle loi agraire?

Réponse (23.1.2012) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

Au courant du premier semestre 2011, mes services ont confirmé l'insuffisance, prévisible depuis un certain temps, des crédits cofinancés pour la mesure 1.2.1. dans le cadre du plan de développement rural (investissements dans les exploitations agricoles). Par ailleurs, les services de la Commission européenne ont également rendu attentif au même problème.

Ce manque de crédits était dû à plusieurs facteurs et notamment

- à un volume plus élevé qu'estimé des investissements dans les exploitations agricoles;

- un certain nombre d'investissements dans le secteur de la biométhanisation.

Face à ce constat, j'ai chargé le service des aides d'État du Ministère à lancer une procédure pour la création d'une aide d'État pouvant être mise en place rapidement et ayant comme but d'assurer, dans les meilleures conditions possibles, une continuité dans le financement des projets tombant sous les critères de la mesure précitée.

Le 4 juillet 2011, le service des aides d'État a notifié à la Commission européenne une aide d'État de type «BER agri» (block exemption regulation agriculture). L'aide notifiée tombe sous le règlement (CE) n°1857/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux aides d'État accordées aux petites et moyennes entreprises actives dans la production de produits agricoles et modifiant le règlement (CE) n°70/2001 et notamment son article 4.

Après plusieurs échanges de courriers avec la Commission européenne, celle-ci a émis un accusé de réception pour cette demande en date du 3 août 2011, ce qui constitue en même temps la date à partir de laquelle le système pouvait être mis en œuvre.

Début novembre 2011, les services du Ministère ont constaté que les crédits cofinancés étaient épuisés, de sorte qu'il a dû être décidé de déclencher l'aide d'État dès le 15 novembre 2011. Il s'ensuit que tous les dossiers présentés de façon complète après cette date seront traités sous le régime des aides d'État.

Les critères pour l'attribution des subsides dans le cadre de l'aide d'État resteront sensiblement les mêmes que ceux fixés par la loi du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural, loi issue du PDR du Grand-Duché de Luxembourg, et ses règlements d'exécution.

Cependant, étant donné que la présente aide d'État se base sur le règlement (CE) n°1857/2006 qui en fixe le cadre légal et les limites, ses dispositions priment sur le droit national. Ceci vaut notamment pour le plafonnement de cette aide, qui ne peut pas dépasser, selon la réglementation communautaire citée, un montant total de 500.000 euros dans les zones défavorisées et de 400.000 euros dans les zones non défavorisées pour une période de trois ans à partir du 15 novembre 2011. En pratique, l'application de cette procédure est cependant limitée au 31 décembre 2013, étant donné que la nouvelle période de programmation entrera en vigueur à cette date.

Je tiens à souligner que cette procédure a été la seule à permettre de continuer le subventionnement des investissements dans les exploitations agricoles sans interruption.

Question 1807 (19.12.2011) de **Mme Marie-Josée Frank** *(CSV)* concernant le **Lycée technique pour professions de santé (LTPS):**

Le Lycée technique pour professions de santé (LTPS) est composé du siège et de trois centres de formation situés dans les différentes régions hospitalières du Luxembourg. Chaque centre possède sa propre équipe administrative et éducative. Sont prévus actuellement un projet de construction/ réaménagement à Bascharage ainsi qu'un projet de construction à Warken.

À noter que la situation des infrastructures du site Val St André devient très critique, étant donné que l'état des pavillons préfabriqués, installés en 2003, commence à se dégrader.

Le prolongement et la réforme des études des infirmières, la réorganisation des études des aides-soignants, la formation des BTS spécialisés avec l'arrivée des VAE (validation des acquis de l'expérience) mèneront probablement à un manque de professeurs sur les quatre sites du LTPS.

Tous les arguments présentés ci-dessus ont comme conséquence que le comité des professeurs du LTPS se prononce en faveur d'une infrastructure centralisée pour le lycée permettant d'accueillir 1.200 élèves.

Au vu de ce qui précède, je voudrais poser les questions suivantes aux ministres concernés:

- Le Gouvernement entend-il intervenir immédiatement afin de résoudre à court terme le problème d'infrastructures du site Val St André?

- De quelle manière le Gouvernement entend-il résoudre le manque de professeurs-formateurs au sein du LTPS?

- Quelle est la position du Gouvernement quant à la revendication d'une infrastructure centralisée, sachant que la Chambre des Députés a donné son accord de principe pour le projet d'infrastructure à Bascharage?

Réponse commune (31.1.2012) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle,* et de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Dans sa question parlementaire, l'honorable Députée s'enquiert sur le Lycée technique pour professions de santé, actuellement réparti sur trois sites régionaux différents.

En effet, la loi du 11 janvier 1995 portant réorganisation des écoles publiques et privées d'infirmiers et d'infirmières et règlementant la collaboration entre le Ministère de l'Éducation nationale et le Ministère de la Santé prévoit dans son article 1 paragraphe 2 que «Le lycée technique a son siège à Luxembourg et comporte une annexe pour chaque région hospitalière telle qu'elle est définie par le règlement grand-ducal pris en exécution de la loi modifiée du 29 août 1976 portant planification et organisation hospitalière.»

La loi du 24 juillet 2007 relative à la construction d'un lycée technique pour professions de santé à Luxembourg prévoit la création de 780 places pour le siège ensemble avec le Centre de formation Luxembourg. Ce projet n'a pas encore pu être réalisé vu que le site d'implantation prévu est actuellement encore occupé par la structure provisoire pour toxicomanes dite «Fixerstuff».

En ce qui concerne l'état des infrastructures modulaires installées au Val St André commençant à se dégrader selon l'honorable Députée, l'on précise que les premières installations ont été réalisées en 2003 et une extension en 2006. L'état de ces infrastructures se trouve dans un état tout à fait convenable et des entretiens y sont régulièrement entrepris.

Enfin, il y a lieu de préciser qu'en 2009, un nouveau bâtiment modulaire a été érigé au Val St André, derrière le siège du lycée, pour un coût s'élevant à quelque 2,5 millions d'euros afin de faire face aux besoins d'infrastructures supplémentaires du lycée.

Quant au prétendu manque de professeurs-formateurs au sein du LTPS, l'on précise que le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle recrute annuellement un maximum d'enseignants dans le domaine des soins infirmiers. Ainsi, pour l'année scolaire en cours, il est prévu de recruter pour le LTPS, en plus des enseignants pour les branches générales, cinq infirmiers ou infirmières. Ce nombre s'oriente au nombre des nouveaux diplômés ainsi que des professionnels en activité s'intéressant à une carrière d'enseignant.

Enfin, concernant l'éventuelle centralisation des infrastructures du LTPS, il y a lieu de noter que le Gouvernement a décidé la réalisation du projet de construction du nouveau Centre de formation à Ettelbruck avec une capacité d'accueil pour 420 élèves ainsi que le projet de transformation et d'agrandissement de l'école CITO à Bascharage afin d'accueillir 400 élèves. D'ailleurs, pour ces deux projets, les études se trouvent dans un stade avancé APD (avant-projet détaillé) de sorte que les travaux y afférents pourront être lancés prochainement.

Les infrastructures existantes ensemble avec les nouvelles infrastructures prévues disposeront d'une capacité d'accueil totale pour quelque 1.600 élèves.

Revenir sur cette décision pour un site unique signifierait un retard considérable de quelques années dans la réalisation de ce projet alors qu'il faudrait préalablement trouver un terrain pour réaliser alors un LTPS centralisé.

Question 1808 (20.12.2011) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **renflouement du Fonds monétaire international:**

Les pays membres de la zone Euro ainsi que d'autres pays ont décidé, au cours d'une «conférence par téléphone», d'accorder des moyens financiers substantiels au FMI sous forme de prêts bilatéraux. Le Luxembourg participerait à cet effort à hauteur d'un prêt de deux milliards d'euros alors que par exemple l'Allemagne débourserait quelque 45 milliards d'euros.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre et à Monsieur le Ministre des Finances:

1) Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer que le Luxembourg accorde un prêt bilatéral au FMI à hauteur de deux milliards d'euros?

2) Quelles sont les modalités de ce prêt, notamment en ce qui concerne sa durée, les modalités de remboursement et son taux d'intérêt?

3) Quelle est la base légale de ce prêt?

4) De quelle façon et par qui a été fixée la hauteur du prêt accordé par le Luxembourg?

5) Semble-t-il raisonnable à Messieurs les Ministres que le Luxembourg accorde un prêt de deux milliards, alors que l'Allemagne débourse une somme seulement 22 fois plus importante?

6) Où le Luxembourg puisera-t-il les deux milliards d'euros? Le «Trésor» devra-t-il recourir à un nouvel emprunt?

7) Quelles seront les implications de cette opération financière envers les «critères de Maastricht»?

Réponse commune (2.1.2012) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

Dans sa question parlementaire, Monsieur le Député fait référence à la récente décision des chefs d'État ou de Gouvernement et des Ministres des Finances de la zone euro d'accorder des prêts bilatéraux à hauteur de 150 milliards d'euros au Fonds Monétaire International (FMI).

(1) En date du 19 décembre 2011, les Ministres des Finances de la zone euro ont confirmé l'engagement politique pris par leurs chefs d'État ou de Gouvernement le 9 décembre dernier d'accorder des prêts bilatéraux à hauteur de 150 milliards d'euros au Fonds Monétaire International (FMI). À l'instar des autres États membres de la zone euro, le Luxembourg va participer à cet effort collectif visant à renforcer les assises financières du FMI. Le montant du prêt bilatéral luxembourgeois se chiffre à 2,06 milliards d'euros.

(2) Les modalités de ce prêt (durée, remboursement, taux d'intérêt) ne sont pas encore définies, ni pour le Luxembourg, ni pour aucun autre État membre de la zone euro. Ces conditions feront l'objet de discussions/négociations entre les parties contractantes, c'est-à-dire le FMI et les prêteurs de fonds.

(3) Lorsque les modalités précises de cette transaction seront connues, une base légale permettant l'octroi d'un prêt bilatéral au FMI sera créée.

(4) Conformément aux conclusions de la réunion des chefs d'État ou de Gouvernement de l'Union européenne du 9 décembre dernier, la répartition par pays du montant global de 150 milliards d'euros se fait sur base de la participation des États membres dans le capital du FMI («quotes-parts»).

(5) La formule de calcul des quotes-parts est une moyenne pondérée en fonction du PIB (à 50%), du degré d'ouverture de l'économie (à 30%), des variations économiques (à 15%) et des réserves officielles de change (à 5%). Il s'agit d'une formule qui est acceptée par tous les États membres du FMI et partant d'un critère objectif pour effectuer la répartition susmentionnée.

(6) Les modalités du prêt n'ont pas encore été fixées par le Gouvernement. Elles feront notamment l'objet de discussions entre le Gouvernement et la Banque centrale du Luxembourg (BcL), qui est l'agent-payeur de l'État luxembourgeois pour ses relations financières avec le FMI.

(7) En l'absence d'une décision sur les modalités précises de ce prêt, il n'est pas possible de donner davantage de précisions sur l'impact de cette transaction sur la dette publique selon la définition SEC95.

Question 1809 (20.12.2011) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant la **formation des tuteurs dans les entreprises formatrices:**

Wann e Betrib e Léiermeedchen oder e Léierbouf astellt, da muss de Betrib en Tuteur stellen, dee sech ëm dëst Léiermeedchen oder de Léierbouf këmmert.

Duerch déi nei Bestëmmunge muss den Tuteur un enger Formatioun vu 24 Stonnen deelhuelen. De Betrib muss 100 € fir dës Formatioun bezuelen.

Déi 24 Stonne steet den Tuteur, also e Salarié vum Betrib oder de Patron selwer, dem Betrib net zur Verfügung. De Betrib gëtt och net entschiedegt.

Kann d'Madame Minister fir Erzéiung a Weiderbildung mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1) Ass de Minister net der Meenung, datt dës Mesuren d'Betriber zousätzlech finanziell belaaschten an doduerch manner Betriber Léierplazen ubidden?

2) Kann de Minister sech virstellen, d'Betriber käschtendeckend fir d'Émsetzung vun dëse Bestëmmungen ze entschiedegen?

Réponse (18.1.2012) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

1) Datt d'Betriber duerch dës Formatioun manner Léierplazen ubidden, ass net de Fall.

2010 gouf et 1.883 Léierkontrakter. 2011 woren et der 2.037. Dat sinn der nettement méi wéi déi Jore virdrun, obwuel d'Mise en œuvre vun der Reform schonn ugelaf war.

2) Déi Leit, déi den Encadrement vun engem Léiermeedche respektiv engem Léierbouf assuréieren, musse laut engem Reglement eng Formatioun matmaachen, déi wéinstens 24 Stonnen dauert. D'Formatioun ass unzegesi wéi eng Formation continue, déi all Betrib senge Leit soll ubidden.

Fir déi Käschten, déi fir de Betrib entstinn, ofzefiederen, gëtt et zu dësem Moment zwou verschidde Prozeduren.

Déi éischt Prozedur ass de Congé individuel de formation. Dee gesäit vir, dass den Eenzelnen e spezielle Congé kann ufroen, deen an dësem prezise Fall een Dag ass. Dat heescht, dass de Betrib vun deenen dräi Deeg, wou de Salarié am Betrib feelt, een Dag vum Stat bezuelt kritt.

Déi aner Méiglechkeet ass, dass de Betrib d'Formatioun vum Tuteur a säi jährleche Formatiounsplang abaut. Do gëtt et fir de Betrib en anert Gesetz, wat him erméiglecht, 14,5% vun all Invest a Weiderbildung vu senge Leit vum Stat erëmzefroen.

Eventuell Aschreiwungskäschten an all aner Niewekäschten, déi un der Formatioun hänken, kënnen an der Demande de remboursement geltend gemaach ginn.

Question 1811 (22.12.2011) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **livre sur l'économie luxembourgeoise pendant les années 1933 à 1944:**

Dans un article paru dans l'hebdomadaire «d'Land» du 16 décembre 2011, l'auteur fait une analyse du livre «Wirtschaftsgeschichte Luxemburgs 1933-1944» du professeur Hans-Erich Volkmann de Fribourg en Allemagne. Ce livre avance des thèses pour le moins douteuses sur le Luxembourg pendant l'occupation allemande. Nombre d'assertions contenues dans cet ouvrage semblent vouloir minimiser les responsabilités des autorités nazies, relativiser la gravité des actes de l'occupant, voire les justifier. Elles sont absolument fausses d'un point de vue historique et horrifiantes d'un point de vue moral.

L'auteur de l'article précité quant à lui évoque dans ses conclusions sur cet ouvrage des «buts révisionnistes», il y perçoit une «germanisation de l'historiographie luxembourgeoise» et craint une «mise au pas de la conscience historique».

Toujours est-il que ces faits ne revêtent pas seulement le caractère d'une simple dispute scientifique sur l'occupation du Luxembourg par les Nazis, mais, du fait de l'implication active du Gouvernement luxembourgeois dans la genèse et la présentation de l'ouvrage, ils soulèvent des questions d'ordre politique.

Ainsi, d'après l'auteur de l'article précité, le «Centre de documentation et de recherche sur la résistance» serait coéditeur de l'ouvrage et se trouverait à l'origine de la coopération avec le professeur Volkmann. Un historien luxembourgeois, haut fonctionnaire de l'État, aurait conseillé le professeur Volkmann lors de ses travaux. Un soutien financier lui aurait été accordé par la «Fondation nationale de la résistance». L'ambassade du Luxembourg à Berlin aurait assuré le haut patronage lors de la présentation du livre.

C'est pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et à Madame la Ministre de la Culture:

1) Quelle est l'évaluation faite par le Gouvernement sur les thèses avancées par Monsieur le professeur Volkmann dans son ouvrage sur l'économie luxembourgeoise de 1933 à 1944?

2) Le Gouvernement a-t-il donné l'instruction à l'ambassade du Luxembourg à Berlin d'assurer le haut patronage lors de la présentation de ce livre?

3) Est-ce que des sources étatiques ont soutenu financièrement la genèse ou la publication de ce livre et, si oui, à quelle hauteur?

4) Est-ce qu'il est exact qu'un haut fonctionnaire de l'État a activement et dans le cadre de ses activités de service participé à la genèse de ce livre en conseillant le professeur Volkmann? Si oui, le Gouvernement s'est-il réservé le droit de relire le livre avant de consentir à sa publication?

5) Qui a pris la décision de faire coéditer cet ouvrage par un organisme officiel du Gouvernement luxembourgeois?

Réponse commune (31.1.2012) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État*, de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères*, et de **Mme Octavie Modert,** *Ministre de la Culture:*

Monsieur le Député soulève certaines questions relatives à la genèse et au contenu du livre «Luxemburg im Zeichen des Hakenkreuzes. Eine politische Wirtschaftsgeschichte 1933 bis 1944» du professeur Hans-Erich Volkmann.

Ad 1: D'une façon générale, le Gouvernement se doit de contribuer, dans le cadre de ses compétences et dans les limites de la loi, à ce que les chercheurs, universitaires et historiens qui ont pour projet d'étudier une époque ou un phénomène relevant de notre histoire nationale, puissent exercer leur travail dans les meilleures conditions possibles. Il leur est assuré, dans ce contexte, un accès aux archives et autres données se trouvant sous la sauvegarde de l'État tout comme ils peuvent bénéficier du concours des agents de l'État en charge des instances publiques qui gèrent notre mémoire commune.

Concernant la façon dont le Gouvernement a assumé son rôle dans le cas sous revue, il est renvoyé aux points 2 à 5 ci-dessous.

Dans le cas précis soulevé par Monsieur le Député, le Gouvernement tient simplement à faire savoir qu'il ne partage pas l'évaluation que Monsieur le Député fait des thèses développées par le professeur Volkmann. Il convient de rappeler que le travail de l'auteur se base sur des documents historiques, en l'occurrence la documentation de feu Monsieur le professeur Émile Krier.

Il est un fait que le Gauleiter s'est rendu coupable de crimes de guerre, est responsable pour la déportation de milliers de Luxembourgeois en Allemagne, des juifs luxembourgeois vers les camps d'extermination, de l'exécution des résistants luxembourgeois, de leur incarcération dans les camps de concentration et de l'enrôlement forcé de la jeunesse luxembourgeoise. Le Gauleiter avait néanmoins d'autres visées, notamment d'ordre économique, sujet qui est thématisé dans le livre du professeur Volkmann. À ce jour, les thèses du professeur Volkmann n'ont pas encore fait l'objet, en dehors de l'article critique paru dans un hebdomadaire luxembourgeois et dont Monsieur le Député se fait l'écho, de contestations de la part de chercheurs en histoire.

Ad 2: La présentation du livre au «Militärgeschichtliches Forschungsamt» à Potsdam ne s'est pas faite sous le haut patronage de l'ambassade du Luxembourg à Berlin. Aussi bien l'invitation que le communiqué de presse précisent que l'événement a eu lieu «in Anwesenheit Ihrer Exzellenz der Botschafterin des Großherzogtums Luxemburg» et ne parlent pas de haut patronage.

La présentation du livre à Luxembourg s'est déroulée en présence de l'ambassadeur allemand von Morr.

Ad 3: Le Ministère d'État a versé entre 2008 et 2010 en tout la somme de 6.000 euros au professeur Volkmann. Ce montant constituait tant un honoraire pour le travail effectué que le remboursement de frais occasionnés lors de la genèse du manuscrit.

À noter encore que la FONARES (Fondation Nationale de la Résistance) a soutenu la genèse du livre.

Ad 4: Le Centre de Documentation et de Recherche sur la Résistance (CDRR) a hérité de la bibliothèque et des documents rassemblés par le professeur Émile Krier. Après le décès de celui-ci, le professeur Volkmann, avec lequel Monsieur Krier entretenait des relations professionnelles constantes, a proposé d'aider le CDRR pour réaliser une publication sur base des documents de Monsieur Krier.

Le CDRR a estimé qu'il devait soutenir une telle publication qui mettait en valeur le travail de recherche d'un historien luxembourgeois renommé. Sans le travail du professeur Volkmann les documents rassemblés par le professeur Krier dormiraient dans les archives du CDRR.

En conséquence, le directeur du CDRR, spécialiste avéré de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale et ami de Monsieur Émile Krier, a cru utile d'assurer le professeur Volkmann de sa disponibilité pour tous les problèmes que celui-ci pourrait rencontrer dans l'exploitation des documents.

Il n'est pas dans l'habitude du Gouvernement de se réserver un droit de relecture ou de consentement à une publication académique qui n'a pas été réalisée à sa demande expresse. L'auteur du livre assume d'ailleurs toute la responsabilité pour les idées et les résultats de recherche qui y sont exprimés.

Les responsables du CDRR ont toutefois relu le manuscrit avant l'impression et y ont apporté les modifications jugées nécessaires.

Ad 5: Le livre n'a pas été coédité par le CDRR, mais publié «in Zusammenarbeit» avec celui-ci.

Chamber TV
weist all öffentlech Sëtzung live an integral

Question 1812 (22.12.2011) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant les **travaux de finalisation de la «Nordstrooss»:**

En date du 21 décembre 2011 le Gouvernement réuni en Conseil a adopté un projet de loi relatif à l'adaptation budgétaire du projet de construction d'une route reliant Luxembourg à Ettelbruck, la fameuse «Nordstrooss». Suivant le communiqué de presse gouvernemental, cette rallonge devient nécessaire à cause de divers travaux supplémentaires au niveau du tunnel «Grouft».

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner si la rallonge budgétaire aura un impact sur les délais d'exécution?

- Pour quelle date la fin des travaux est-elle prévue?

- À quelle date les automobilistes pourront utiliser la nouvelle route reliant Ettelbruck à Luxembourg?

- Au vu des retards déjà accumulés et au vu de l'énorme volume du trafic sur la route Luxembourg-Lorentzweiler, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que les travaux de finalisation de la «Nordstrooss» ne devraient pas être retardés davantage?

Réponse (25.1.2012) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député s'enquiert sur «la rallonge budgétaire relative à la Nordstrooss» telle que prévue par un projet de loi adopté par le Gouvernement en conseil en décembre 2011.

En ce qui concerne en premier lieu la question relative à un impact éventuel sur les délais d'exécution, l'on insiste que cette rallonge budgétaire nécessaire n'a pas d'effet direct sur les délais d'exécution sous réserve que les procédures inhérentes au vote de cette troisième loi de financement puissent se dérouler dans les délais normaux.

Par ailleurs, selon le dernier planning, la fin des travaux est prévue pour décembre 2014.

Ainsi, la nouvelle route pourra être ouverte au trafic dès que les fonctionnalités d'ensemble auront été testées et réceptionnées. Actuellement, et en fonction des aléas de chantier, l'ouverture est prévue entre deux et six mois après la fin des travaux sur site.

En effet, un maximum sera fait pour que les travaux puissent être terminés dans les meilleurs délais. Or, des imprévus sont toujours possibles au stade actuel, ne serait-ce qu'au niveau administratif lors des procédures d'adjudication.

Question 1813 (22.12.2011) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **violence envers les forces de l'ordre:**

An engem Radioreportage vum 22. Dezember beklot e Member vun der Gewerkschaft vun der Police, datt d'Rebellioun géint Beamten ëmmer méi zouhëlt. Ass awer bei der Rebellioun Alkohol am Spill, da wären, duerch eng Jurisprudenz aus dem Joer 1959, déi Beschëllegt strofrechtlech schwéier oder net ze belaangen!

De Polizist sot: „Duerch déi Jurisprudenz do ginn déi Leit stroffräi aus, dat heescht d'Poliziste brauchen am Fong geholl kee Protokoll méi ze schreiwen (...) well den Täter net ka bestrooft ginn."

Am selwechte Reportage beschreift dëse Polizist de Quartier vun der Gare (Stad Lëtzebuerg) als „eng desaster Situatioun, e Krichsgebitt". De Reporter sot, datt do vill Poliziste géinge resignéieren, „se kucken ewech".

Doweinst wéilt ech dem Här Banneminister an dem Här Justizminister dës Froe stellen:

1) Ass den Häre Ministeren d'Jurisprudenz vun 1959 bekannt, genau wéi d'Folge vun dëser Jurisprudenz op d'Aarbecht an d'Moral vun der Police?

2) Ass d'Regierung bereet, der Chamber ze proposéieren, fir op dësem prezisem Punkt de Code pénal nozebesseren, ënner anerem d'Artikelen 269 bis 272 (La Rébellion) an 276 (L'outrage à agent)?

3) Wéi ass der Regierung hir Aschätzung iwwert d'Sécherheetssituatioun am Garer Quartier an der Stad?

4) Wat fir konkret Mesurë si geplangt, fir datt an dësem Deel vun der Stad net eng „Zone de non-droit" entsteet?

Réponse commune (6.2.2012) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*, et de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Justice:*

Déi Jurisprudenz vun 1959, déi ënnert dem Artikel 269 vum Strofgesetzbuch zitéiert gëtt, ass onser Meenung no, eng Décision d'espèce.

Et kann een an dëser Matière effektiv net vun „Stroffräiheet" schwätzen: eleng 2010 si 66 Condamnatioune weinst Rebellioun gesprach ginn.

Et ass zu dësem Standpunkt net virgesinn d'Artikelen 269 bis 272 ze änneren. Géif awer d'rezent Jurisprudenz konkret Problemer virweisen, ass de Ministère bereet déi néideg Ännerungen dee Moment ze préiwen.

Wat generell d'Sécherheetssituatioun op der Gare ugeet, mécht d'Police am Kader vun hirer strategescher Analys de Constat, dass tëschent 2009 an 2011, 35% vun allen Infraktiounen, déi um Territoire vun der Stad festgestallt gi sinn, am Quartier vun der Gare waren.

Zënter 2008 huet d'Police d'Effektiver vum Centre d'intervention Gare vun 22 ob 27 Beamten erop gesat. Dës Efforte ginn déi nächst Jore weidergefouert. Des Weidere gëtt dës Unitéit punktuell, opgrond vun den Analysen, vun de Proximitéitskommissariater verstäerkt.

Question 1814 (22.12.2011) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **resocialisation de prisonniers grâce à l'entraînement de chiens:**

En Australie et aux États-Unis d'Amérique il existe depuis plusieurs années déjà des programmes «pups in prison» qui visent à resocialiser des prisonniers en leur donnant l'occasion et la responsabilité de s'occuper de chiens afin de les entraîner aux tâches de chiens d'accompagnement pour personnes à besoins spécifiques ou de chiens de police.

D'après les échos qu'on peut recueillir, de tels programmes mènent à des succès spectaculaires, surtout auprès des personnes auxquelles on n'avait jamais accordé la moindre confiance dans leur vie antérieure. Grâce à ces programmes, elles sont appelées à porter une responsabilité et à exécuter une mission. Il va de soi qu'au cas où un prisonnier se rendrait coupable d'un mauvais traitement d'un animal, il ne pourrait plus participer à un tel programme. Mais de tels cas semblent être extrêmement rares. La vie en commun avec un chien change la mentalité de beaucoup de personnes, elle les rend souvent à la fois heureuses et désireuses de remplir une tâche utile pour la société.

C'est pourquoi, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

1) Monsieur le Ministre connaît-il les programmes «pups in prison» australiens et américains et quelle est son opinion sur ceux-ci?

2) Monsieur le Ministre envisage-t-il la possibilité d'introduire de tels programmes dans les établissements pénitentiaires luxembourgeois?

Réponse (27.1.2012) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Justice:*

L'honorable Député s'enquiert de l'usage d'animaux à des fins thérapeutiques dans le cadre des programmes de réintégration de prisonniers.

1) Les programmes «pups in prison», également désignés comme «PPPP» («Prison Pet Partnership Program»), sont connus au Luxembourg. Il s'agit d'une mesure thérapeutique qui peut utilement compléter d'autres mesures et thérapies visant à soutenir les efforts de réintégration d'un prisonnier lorsqu'un certain nombre de conditions sont remplies. Les programmes australiens et américains ne peuvent cependant être transposés en tant que tel dans le monde carcéral luxembourgeois, notamment pour des différences d'approche entre les systèmes pénitentiaires d'inspiration anglo-saxonne d'une part et les systèmes pénitentiaires européens continentaux d'autre part, dont le Luxembourg fait partie; les programmes de ce genre mis en œuvre en Suisse et en Allemagne sont d'une plus grande utilité à cette fin.

2) Les thérapies assistées par animaux sont déjà utilisées dans les prisons luxembourgeoises. À noter que même si l'usage de chiens est prépondérant à ce sujet, l'usage d'ânes au Centre pénitentiaire de Givenich à des fins thérapeutiques a aussi déjà fait l'objet d'une mise en pratique.

Question 1815 (22.12.2011) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant la **violence envers les forces de l'ordre:**

Dans un communiqué de presse le syndicat national des policiers se plaint des actes de violence croissants commis envers leurs membres. Le porte-parole du syndicat vient de signaler notamment la problématique des personnes alcoolisées qui sont l'auteur d'un comportement agressif voire violent.

Voilà pourquoi je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il retracer l'évolution du nombre de rebellions envers les autorités policières durant l'année 2011?

- Monsieur le Ministre est-il en mesure de fournir des explications détaillées concernant une jurisprudence de l'an 1959 à laquelle se réfère le porte-parole du syndicat des policiers et qui rendrait impossible des suites pénales à l'égard de personnes qui commettent des actes de violence en état d'ivresse?

- Quand Monsieur le Ministre se propose-t-il d'agir en la matière afin d'accroître les moyens d'action des agents de police et pour annuler d'éventuelles contradictions sur le plan juridique?

Réponse (31.1.2012) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Les statistiques sur l'évolution des rébellions en 2011 sont jointes mais ne peuvent être considérées comme définitives avant clôture des statistiques policières le 1er février 2012

En annexe 2 vous trouverez un relevé des personnels blessés par rébellion.

En automne 2011, le directeur général de la Police grand-ducale m'a soumis un plan d'action contre ce phénomène courant aussi bien l'organisation du service que l'encadrement du personnel, la formation et de la prévention qu'est mis en place à la Police grand-ducale.

Il ne m'appartient pas d'interpréter une jurisprudence.

Annexe:

Pour définir la gravité des blessures, les nombres de jours d'incapacité de travail suite aux rébellions, ont été ajoutés. Une colonne pour les blessures légères (0 à 3 jours) et une pour les incapacités de travail supérieures à trois jours (blessures graves).

	Nombre de rebellions	Nombre de policiers blessés	0 à 3 jours	+ 3 jours	Total de jours d'incapacité
2006	31	37	24	13	96
2007	39	49	35	14	150
2008	41	54	45	9	182
2009	27	33	27	6	56
2010	57	66	48	18	258
2011	37	42	35	7	145

Les chiffres de l'année 2011 résultent des déclarations d'accident du travail introduites jusqu'à la date du 16 janvier 2012

Question 1816 (27.12.2011) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant les **chiens de chasse:**

Nach Erlass der Bestimmungen zum sogenannten Hundegesetz gibt es unter den Leuten Fragen was die Anwendung dieser Regeln in der Praxis angeht.

Die Bürger/Innen sind angewiesen ihre Hunde beim Ausgehen an der Leine zu führen. Diese Bestimmung scheint zumindest in der Praxis der Jagd und in konkreten einzelnen Fällen bei den Treibjagden nicht vollumfänglich Anwendung zu finden.

So kommt es vor, dass Jagdhunde auch außerhalb des Jagdreviers Tiere jagen und anbeißen, diese Tiere aber aus Sicherheitsgründen nicht abgeschossen werden können, weil sie zu nah an den Wohnhäusern sind.

Auch Wanderer könnten bei einer Treibjagd von Jagdhunden, die nicht an der Leine geführt werden, angegriffen werden.

Fragen:

1) Was sind die genauen Bestimmungen sowohl des Hundegesetzes als auch des neuen Jagdgesetzes bezüglich des Einsatzes von Hunden bei Jagdaktivitäten?

2) Wie werden diese Bestimmungen in der Praxis umgesetzt?

3) Was sind die Strafen bei Zuwiderhandlungen?

4) Wie steht es um den Einsatz von Hunden bei der Jagd von Hasen, Füchsen und anderem Kleinwild, bei denen die Hunde in Kampfhandlungen mit dem gejagten Wild verwickelt werden und es zu blutrünstigen Auseinandersetzungen kommt?

5) Wie ist die Situation zu regeln, in der Spaziergänger mit Hunden an der Leine in einem Treibjagdgebiet von herumstreunenden Jagdhunden belästigt oder angefallen werden?

6) Wie kann verhindert werden, dass es im Rahmen der Treibjagden zu Tierquälereien durch Jagdhunde an gejagtem Wild kommt?

7) Wo können solche Verstöße gegen das Tierschutzgesetz angezeigt werden?

Réponse commune (15.2.2012) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*, et de **M. Marco Schank,** *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:*

1) La loi du 9 mai 2008 relative aux chiens prévoit une dérogation par rapport à la tenue en laisse du chien de chasse dans le cadre de l'entraînement et des épreuves d'aptitude des chiens utilisés pour la chasse et pendant l'exercice légal de la chasse. Toutes les autres dispositions de la loi sont à respecter par les détenteurs de chiens de chasse.

Le règlement grand-ducal du 16 décembre 2011 concernant l'emploi des armes et munitions de chasse, les moyens autorisés pour l'exercice de la chasse ainsi que l'emploi du chien de chasse dispose que les chiens peuvent être utilisés comme moyens auxiliaires lors de l'exercice de la chasse.

Par ailleurs, la loi du 25 mai 2011 relative à la chasse impose une obligation au locataire du droit de chasse de garantir la disponibilité d'un chien de sang pour la recherche obligatoire du gibier blessé lors de l'exercice de la chasse.

Selon cette même loi constitue un acte de chasse tout acte volontaire lié à la recherche, à la poursuite ou à l'attente du gibier ayant pour but ou pour résultat la mort de celui-ci, et ne constituent pas des actes de chasse:

- le fait pour un conducteur de chien de sang de procéder à la recherche d'un animal blessé ou de contrôler le résultat d'un tir sur un animal;

- le fait, à la fin de l'action de chasse, de récupérer sur le terrain d'autrui ses chiens perdus, et

- le passage des chiens courants sur les terrains sur lesquels la chasse est interdite, suspendue ou limitée, sauf dans ce dernier cas si le chasseur a poussé les chiens à le faire.

2) Le règlement grand-ducal du 16 décembre 2011 précité prévoit que pour le mode de chasse au chien courant, seuls peuvent être utilisés les chiens chassant à voix haute.

3) Les sanctions en cas de non-respect des dispositions réglementaires sont prévues par le chapitre 3 «Dispositions pénales et constatations des infractions» de la loi du 9 mai 2008 relative aux chiens respectivement le chapitre 10 «Dispositions pénales» de la loi du 25 mai 2011 relative à la chasse.

4) La chasse au chien courant est autorisée du 15 octobre au 31 janvier. Pendant la période du 1er août au 14 octobre l'emploi du chien courant est autorisé pour la chasse aux sangliers, en plaine, dans les seules cultures de maïs.

5) Même si le chien de chasse ne doit pas être tenu en laisse pendant l'exercice légal de la chasse, son détenteur est obligé de garder le chien sous contrôle et de le reprendre en laisse en cas de besoin, c'est-à-dire si le chien présente un danger pour une tierce personne ou un autre chien.

6) Il est difficile d'exclure tout risque que de tels événements surviennent.

7) Le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural agissant par l'intermédiaire de l'Administration des Services vétérinaires, est l'autorité compétente en matière de bien-être animal et par conséquent toute plainte est instruite par les vétérinaires de cette administration. En cas de non-respect des exigences réglementaires, les dispositions pénales de la loi du 15 mars 1983 ayant pour objet d'assurer la protection de la vie et le bien-être des animaux sont appliquées.

Les infractions à la loi relative à la chasse et à ses règlements d'exécution sont recherchées et constatées par les officiers de la police judiciaire, les agents de la Police grand-ducale, les agents de l'Administration des Douanes et Accises et les fonctionnaires habilités de l'Administration de la Nature et des Forêts.

Par ailleurs, il est toujours possible de porter plainte directement auprès du parquet.

Question 1817 (27.12.2011) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant l'**évaluation des maisons de soins:**

In einem Beitrag auf der Internetseite von RTL wurde am 16. Dezember 2011 ein Beitrag unter dem Titel „Hausse Hospices civiles: Qualitéit vun Haiser ze schlecht" veröffentlicht. Es ging um die Erhöhung der Pensionspreise im Hospice civil von Hamm. Im Beitrag selbst wird auch von befugter Seite moniert, dass die Qualität der Versorgung zu wünschen übrig lasse.

Anscheinend werden in den Gesundheits- wie auch in den Sozialeinrichtungen wie „CIPA" oder „Maisons de soins" keine Qualitätsberichte an die Öffentlichkeit getragen. Ausnahme war die Picker-Studie für die Kliniken im Jahre 2009. Trotzdem besteht eine Evaluierung, die dem Ministerium bekannt ist, de facto sind eventuelle Mängel dem Ministerium bekannt.

Fragen:

1) Kann die Ministerin erklären, aufgrund welcher wissenschaftlichen und objektiven Kriterien diese Bewertung gemacht wurde, die zur Aussage führte, dass es mit der Qualität nicht stimme?

2) Gibt es andere Strukturen, in denen das Preis-Qualitäts-Verhältnis nicht stimmt? Wenn ja, welche?

3) Wieso werden potenzielle Interessenten für Wohnplätze in den Strukturen des „long séjour" nicht öffentlich und offiziell über die Verhältnisse in den einzelnen Häusern aufgeklärt, beispielsweise über Qualitätsaudits, die regelmäßig in diesen Strukturen vorgenommen werden?

4) Wer übernimmt die Verantwortung für die Missstände in den Strukturen des „long séjour" und welche moralische Verantwortung fällt auf die Ressortministerin zurück?

5) Wann werden die Bürger und Bürgerinnen über solche Qualitätsaudits informiert werden?

6) Wie sieht die Ministerin das Thema Transparenz in diesem Bereich?

Réponse (25.1.2012) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

In Bezug auf den RTL-Bericht vom 16. Dezember 2011 unter dem Titel „Hausse Hospices civiles: Qualitéit vun Haiser ze schlecht" und ausgehend davon, dass sich auf die Zufriedenheitsumfrage berufen wird, welche im Auftrag des Sozialministeriums vom CRP-Santé durchgeführt wurde, ist hervorzuheben, dass diese Umfrage auf einer nationalen Stichprobe beruht. Die Auswahlkriterien für die zu befragenden Personen bezogen sich auf den Gesundheitszustand der Pflegeversicherungsempfänger und standen nicht in Verbindung mit den einzelnen Häusern oder Betreiberstrukturen.

Ausgelost wurde nach dem einfachen Zufallsprinzip (tirage au sort de façon aléatoire simple). Befragt wurden insgesamt 361 Personen, die nicht unter die Klassifizierung ICD10 (International Classification of Diseases/World Health Organisation) fallen und deren Gesundheitszustand es ihnen ermöglichte, an einer mündlichen Befragung von +/- eine Stunde teilzunehmen.

Demzufolge handelt es sich also um eine Zufriedenheitsumfrage der Pflegeversicherungsempfänger in Alten- und Pflegestrukturen in Luxemburg.

Die hervorgegangenen Resultate basieren auf der „erlebten" Wirklichkeit der befragten Bewohner. Grundsätzlich erlaubt die Befragung nicht, eine konkrete Verbindung im Sinne des Preis-Qualitäts-Verhältnisses für die einzelnen Trägergesellschaften herzustellen. Der Pensionspreis ist ausschließlich die Entscheidung von den Trägern der Alten- und Pflegeheime.

Das ASFT-Gesetz und die modifizierte großherzogliche Anordnung vom 8. Dezember 1999 „concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services pour personnes âgées" gibt die zu erfüllenden Kriterien für die jeweiligen Strukturen vor und verpflichtet des Weiteren alle Organisationen, die ministerielle Anordnung im Rahmen ihrer Struktur öffentlich auszuhängen.

In allen Altersheimen sowie Pflegeheimen werden diese Kriterien regelmäßig vom Familienministerium überprüft.

Etliche Betreiberstrukturen haben über die letzten Jahre interne Qualitätsmanagment-Systeme eingeführt. Es obliegt den jeweiligen Organisationen, ob und wem sie die Resultate ihrer diesbezüglichen internen Audits mitteilen.

Grundsätzlich sind die Betreiberorganisationen für die Zustände in ihren Strukturen haftbar.

Das Ministerium befindet sich in der Vorbereitungsphase einer Internetplattform, die u. a. eine detaillierte Beschreibung der im Pensionspreis enthaltenen Leistungen vorsieht. Da es sich jedoch um ein neues Portal handelt, sind die Vorbereitungsarbeiten längerfristig angelegt.

Question 1818 (27.12.2011) de **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant le **discours de Noël de S.A.R. le Grand-Duc:**

All Joer hält de Grand-Duc op Hellegowend eng Ried, déi vun der eenzeger lëtzebuergescher Televisiounschaîne iwwerdroe gëtt. An der Tëschenzäit ginn et niewent där konventionneller Televisiounsoffer awer och eng sëllege Medien, déi hire Cliente Videoreportagen um Internet ubidden. Eng vun dësen Offere gëtt vum Onlinenoriichtendéngscht vun der gréisster lëtzebuergescher Dageszeitung gemaach. Dës Dageszeitung wollt, eegenen Informatiounen no, dem Statschef seng Ried als Video op hiren Internetsite setzen. Si hu sech an deem Sënn un de groussherzoglechen Haff geriicht, dee si un d'lëtzebuergesch Televisiounschaîne vewissen huet, well dës d'Exklusivrechter un der Iwwerdroung vum Grand-Duc senger Ried huet. Déi betraffen Dageszeitung huet awer zu gudder Lescht drop verzicht, fir d'Ried online ze setzen, well se fir d'Rechter ze kréien, hätt bezuele missen.

An deem Kader wéilt ech dem Minister vun de Medien dës Froe stellen:

- Här Minister, wéi ass d'Iwwerdroung vun dem Statschef senger Ried duerch déi eenzeg lëtzebuergesch Televisiounschaîne genee geregelt? Wéi kënnt et, datt dës Televisiounschaîne d'Exklusiviwwerdroungsrechter op der Ried vum Grand-Duc huet?

- Sidd Dir net der Meenung, datt well déi uewegenannten Televisiounschaîne net méi dat eenzegt Medium am Land ass, dat audiovisiuell Reportagë produzéieren an ubidde kann, an Zukunft och aner Medienhaiser dem Grand-Duc seng Ried solle gratis däerfen iwwerdroe kënnen oder souguer op der Plaz filmen an iwwerdroen däerfen?

Réponse (26.1.2012) de **M. François Biltgen,** *Ministre des Communications et des Médias:*

Den Artikel 1.3. a) vun der Convention «portant sur la prestation du service public en matière de radio et de télévision en langue luxembourgeoise», seet Folgendes:

«La CLT s'engage à continuer la production, l'exploitation et la diffusion d'un programme quotidien de télévision essentiellement en langue luxembourgeoise, destiné principalement au public résidant au Grand-Duché.

Ce programme, à caractère généraliste contribue à la formation de l'opinion publique et à ce titre accompagne le processus démocratique.

Il accorde une attention particulière à l'information du téléspectateur. Il est composé d'informations portant notamment sur l'actualité politique nationale et internationale, d'émissions de service, de culture et de divertissement s'adressant au public résidant le plus large possible.

Compte tenu de ce qui précède, il comprend au moins les éléments suivants:

.../...

* une demi-douzaine de retransmissions occasionnelles d'événements exceptionnels de premier intérêt pour le public résidant, repris sur la liste en annexe 1.3.a) laquelle est redéfinie annuellement de l'accord du Ministre ayant dans ses attributions les médias. CLT-UFA s'engage en outre à offrir une couverture nationale à d'autres événements exceptionnels à la demande du Gouvernement, qui en prendra en charge le coût de production.»

Op der Lëscht stinn ënner anerem Usprooch(en) vum Statschef.

Den Accord mat der CLT-UFA schwätzt net vun «Exklusivrechter», mä schwätzt vun enger Verflichtung, fir déi Evenementer ze iwwerdroen.

D'Iwwerdroung vun dem Statschef senge Riede kann natierlech nëmme mam Averständnes vum groussherzoglechen Haff erfollegen. Wann elo aner Medienhaiser hei zu Lëtzebuerg interesséiert sinn, fir an der Zukunft d'Riede vum Statschef op hir eege Käschten ze iwwerdroen, da missten esou Ufroe mam Haff gekläert ginn.

Fir de Fall, wou aner Medienhaiser keng esou eng Démarche maache wéilten, a Rieden awer an hire Medien iwwerdroe wéilten, ass d'CLT bereet, fir hiert Signal gratis zur Verfügung ze stellen, fir dass d'Ried zäitgläich vun all de Medienhaiser, déi eng Demande gemaach hunn, iwwerdroe ka ginn.

Dëst Averständnes bezitt sech awer nëmmen op dei Fäll, wou et sech ëm eng reng technesch Iwwerdroung handelt. Déi Fäll, wou déi technesch Iwwerdroung duerch eng journalistesch Aarbecht ergänzt gëtt, sinn net ofgedeckt.

Question 1819 (28.12.2011) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **questionnaire sur le contexte social et la motivation scolaire:**

Il semble que le Ministère de l'Éducation nationale a récemment, dans le cadre d'«épreuves standardisées» dans les écoles luxembourgeoises, soumis un questionnaire aux élèves leur demandant des informations d'ordre privé sur la profession, le niveau de vie de leurs parents et l'équipement de leur ménage.

À cet égard, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale:

1. Madame la Ministre peut-elle confirmer qu'un tel questionnaire a été soumis aux élèves? Combien d'élèves ont dû remplir ce questionnaire et dans quelles écoles et classes?

2. Madame la Ministre peut-elle communiquer ce questionnaire à la Chambre des Députés?

3. Est-ce que les élèves ont dû répondre obligatoirement à ces questionnaires? Si non, ont-ils été dûment informés de leur droit de refus?

4. Quelle est la base légale de ces questionnaires? La Commission nationale pour la protection des données a-t-elle donné son accord préalable?

5. Ces questionnaires ont-ils été rendus anonymes? Est-il exact que les questionnaires ont reçu un numéro identique à celui inscrit sur les épreuves scolaires des élèves?

6. Madame la Ministre partage-t-elle l'avis qu'il appartient, dans un État respectueux des droits des citoyens, uniquement aux personnes directement intéressées de communiquer ou non des informations personnelles qui les concernent à des tiers?

7. Madame la Ministre pense-t-elle que le fait que des instances étatiques demandent à des enfants des informations concernant leurs parents soulève de très importants problèmes d'ordre moral?

8. À qui seront communiqués ces questionnaires? Quel est leur but, par qui et comment seront-ils traités, à qui les données recueillies pourront-elles être communiquées, à quelles fins et sous quelles conditions? Qui aura accès aux fichiers établis? Quand et selon quelles modalités ces fichiers seront-ils détruits?

Réponse (7.2.2012) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Avant de passer aux questions posées par Monsieur le Député, il serait judicieux de situer les épreuves en question par rapport à leurs buts et dans leur contexte.

La loi du 6 février 2009 (article 7) portant restructuration du Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation pédagogiques et technologiques, prévoit que le système scolaire luxembourgeois soit évalué par rapport à la qualité scolaire et par rapport aux compétences acquises par les élèves.

Les épreuves standardisées contribuent à ces fins en analysant des éléments importants de la qualité de l'enseignement, du climat scolaire, tout comme les compétences des élèves en langues et en mathématiques. De plus, les épreuves standardisées s'intéressent à la motivation scolaire, celle-ci étant étroitement liée à l'acquisition des compétences. L'appréciation du contexte socio-économique familial est essentielle pour l'évaluation du système scolaire: les caractéristiques socio-économiques de la population estudiantine se trouvent liées aux résultats scolaires. Il faut prendre en considération que la composition de la population estudiantine varie d'une école à l'autre. Pour pouvoir apprécier l'ampleur et les dynamiques des inégalités sociales au sein du système scolaire et pour pouvoir fournir aux classes et écoles des retours pertinents, qui tiennent compte des caractéristiques de leur population respective, l'utilisation d'indicateurs socio-économiques s'impose.

1. Les épreuves standardisées sont conduites dans toutes les classes du cycle 3.1 de l'enseignement fondamental ainsi que dans les classes de 7e (uniquement administration du questionnaire-élève sans épreuves cognitives), de 5e de l'enseignement secondaire et de 9e de l'enseignement secondaire technique. En effet, dans le cadre de ces épreuves, un questionnaire est utilisé demandant, entre autres, des informations sur la profession des parents et sur l'équipement du ménage familial. Au sein de l'enseignement fondamental, la profession des parents n'est pas recueillie par le questionnaire destiné aux élèves, mais par un questionnaire spécifique adressé directement aux parents.

2. Il n'y a pas d'objections à transmettre les questionnaires à la Chambre des Députés si celle-ci le souhaite.

3. La participation des élèves aux épreuves est obligatoire. Cependant, il n'existe pas d'obligation de la part des élèves à traiter lesdits questionnaires et des réponses manquantes ne donnent lieu à aucune sanction. Les élèves sont d'ailleurs avertis du fait que les réponses aux questions ne peuvent être considérées comme correctes ou incorrectes.

4. Conformément à l'article 12 de la loi du 2 août 2002 modifiée par la loi du 27 juillet 2007 la CNPD a été notifiée des démarches relatives aux épreuves standardisées le 15 juillet 2008 (réf. T005451-1). L'article 15 de la loi du 6 février 2009 sur l'enseignement fondamental stipule que «l'école participe à l'évaluation externe de la qualité de l'enseignement mise en œuvre par le SCRIPT à un rythme pluriannuel». L'article 3 du règlement grand-ducal du 14 mai 2009 stipule que «l'agence pour le développement de la qualité de l'enseignement dans les écoles et les lycées (…) fournit à l'école les résultats concernant les apprentissages réalisés par les élèves dans les enquêtes nationales ou internationales et formule des recommandations pour améliorer le niveau de qualité». Or, l'appréciation de ces apprentissages peut seulement être faite de manière adéquate si on dispose d'informations sur l'arrière-fond socioculturel des élèves, ce qui explique que les questionnaires-élèves font partie intégrante des enquêtes nationales et internationales.

5. Vu que les questionnaires font partie intégrante de l'administration d'épreuves cognitives standardisées dans les classes du cycle 3.1 et dans les classes de 5e/9e, ils comportent un identifiant-élève spécifique à l'étude qui permet, entre autres, de relier les données du questionnaire aux données en provenance des épreuves cognitives standardisées. L'enseignant reçoit une liste avec les identifiants-élèves qui correspondent aux instruments qu'il va distribuer aux élèves de sa classe. Dans cette liste, il inscrit pour chaque identifiant-élève le nom et la matricule de l'élève qui a été assigné à cet identifiant. Le fait de relier le nom avec l'identifiant-élève est nécessaire afin de pouvoir donner un retour individualisé à l'élève et à ses parents et en vue du suivi longitudinal de l'élève.

L'enseignant garde donc cette feuille qui relie le nom à l'identifiant-élève en vue de pouvoir fournir le retour individualisé à l'élève et aux parents, puisque le retour qu'il va recevoir de l'Université du Luxembourg comporte uniquement l'identifiant-élève. L'Université du Luxembourg ne dispose à aucun moment des informations concernant le nom et la matricule de l'élève. Une copie de la liste combinant l'identifiant-élève avec son nom et sa matricule est ensuite envoyée au MENFP qui conserve donc la «clef» permettant le suivi longitudinal des élèves, sans pour autant disposer des données en provenance de l'élève.

Les données en provenance des instruments sont codées et envoyées sans le nom, mais avec l'identifiant-élève à l'Université du Luxembourg qui dispose ainsi des données, mais sans pouvoir les relier au nom de l'élève. Cette procédure évite ainsi que des données sensibles puissent être reliées avec le nom de l'élève par des tierces personnes qui ne sont pas directement concernées par ces données tout en assurant un retour individualisé et un suivi longitudinal.

Lors du retour à l'enseignant, celui-ci reçoit les données concernant les épreuves cognitives de chaque élève munies de l'identifiant-élève et appose lui-même sur base de la liste dont il dispose le nom de l'élève sur chaque feuille de retour en vue de les donner à l'élève et à ses parents. Les données en provenance du questionnaire-élèves ne donnent pas lieu à un retour individualisé. Ce retour individualisé est uniquement donné pour les données en provenance des épreuves cognitives.

L'enseignant ne reçoit donc pas de retour individualisé concernant des données sensibles tel que la catégorie socioprofessionnelle. Ces données sensibles en provenance du questionnaire-élèves sont seulement utilisées au niveau classe, école et système où on les retrouve sous une forme agrégée qui ne permet pas de les relier à des personnes particulières. À ces niveaux agrégés, ces données sont d'ailleurs indispensables afin de donner des retours d'information correctement interprétables qui tiennent compte de l'arrière-fond socioculturel des élèves.

Lors d'une collecte de données ultérieure, les nouveaux identifiants uniques combinés avec les noms/matricules des élèves sont envoyés au MENFP selon la procédure décrite plus haut. Le MENFP peut alors sur base des noms/matricules réaliser le lien entre les anciens et les nouveaux identifiants-élèves. Cette table de correspondance entre anciens et nouveaux identifiants-élèves est alors envoyée sans les noms/matricules des élèves à l'Université du Luxembourg qui peut ainsi constituer une base de données longitudinale, sans pour autant disposer des noms/matricules des élèves.

6. Les procédures actuelles n'enfreignent absolument pas à un tel principe (voir réponse à la question 5). Elles assurent justement que des informations personnelles ne soient pas communiquées à des personnes non directement concernées.

7. Comme cela a été montré par les réponses aux questions 6 et 7, la procédure employée dans le contexte de la passation de ces questionnaires évite que des données sensibles puissent être reliées avec le nom de l'élève par des tierces personnes qui ne sont pas directement concernées par ces données.

Ni l'Université du Luxembourg ni le MENFP ne sont à même de produire un lien direct entre les réponses données et l'identité des élèves ou parents. Au vu de l'importance de ces données pour une interprétation adéquate des résultats en provenance d'épreuves d'évaluation des compétences des élèves utilisés à des fins de pilotage, la passation de ce genre de questionnaire dans le contexte de ce type d'épreuve peut d'ailleurs être considérée comme une procédure routinière à la fois dans des épreuves nationales et dans des épreuves internationales.

8. Les informations des questionnaires touchant le niveau de vie du ménage et la profession des parents sont recueillies dans le seul but de pouvoir apprécier les résultats des épreuves dans leur contexte socio-économique au niveau classe, école, ainsi qu'au niveau national. En effet, un lien entre ce dernier et la réussite scolaire a pu être démontré à travers de nombreuses études nationales et internationales et permet de ce fait de mesurer de façon indirecte la catégorie socioprofessionnelle.

C'est donc seulement par la prise en compte du contexte socio-économique qu'il est possible de donner un retour aux écoles qui leur permet de se comparer à des écoles qui ont une composition d'élèves semblable. C'est à cette seule condition que les écoles peuvent apprécier les effets de leurs propres actions en contrôlant justement pour les variables de contexte qu'ils ne maîtrisent pas. Ce retour est essentiel pour accompagner les efforts de développement de la qualité.

Au niveau national, la disponibilité du contexte socio-économique assure la possibilité d'analyser l'impact de cette variable sur les compétences des élèves. Puisqu'il s'est avéré dans le passé que le lien entre ces deux variables est particulièrement étroit au Luxembourg comparé à d'autres pays, un suivi de près de l'ampleur de ce lien s'impose particulièrement à des fins de pilotage du système scolaire luxembourgeois.

Par contre, aucun des acteurs impliqués (p. ex. Université du Luxembourg, MENFP, écoles et enseignants) n'aura un retour direct, détaillé et personnalisé sur les informations collectées au niveau individuel, la seule exception étant l'enseignant qui reçoit un retour individualisé sur les compétences cognitives de ses élèves qu'il va ensuite distribuer et expliquer à chaque élève et à ses parents. Les autres données seront utilisées notamment pour la création d'un indicateur qui servira à livrer un retour des épreuves standardisées qui prend en compte le contexte socio-économique.

Les données seront traitées et stockées à l'Université du Luxembourg, bien entendu sans permettre une identification personnelle des élèves.

Question 1820 (29.12.2011) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**Inspection de la concurrence:**

Les effectifs de l'Inspection de la concurrence sont actuellement extrêmement réduits en dépit du nombre important et sans cesse croissant des affaires qui lui sont soumises. En plus, ces dossiers sont souvent à la fois complexes et caractérisés par un haut degré de spécificités sectorielles, ce qui rend leur traitement d'autant plus laborieux.

C'est pourquoi j'aimerais poser la question à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur quand le Gouvernement procédera à une augmentation sensible des effectifs de l'Inspection de la concurrence et ce pour le plus grand bien du secteur privé luxembourgeois.

Réponse (18.1.2012) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Fernand Kartheiser concernant l'Inspection de la concurrence, je puis vous communiquer les informations ci-après:

Par le vote de la loi du 23 octobre 2011 relative à la concurrence, l'Inspection de la concurrence cessera d'exister au 1er février 2012, date d'entrée en vigueur de la loi précitée. Ses compétences seront absorbées par le Conseil de la concurrence.

La réforme institutionnelle mise en place par la nouvelle loi a précisément comme principal objet de doter le Conseil de la concurrence des moyens et des pouvoirs dignes d'une autorité de la concurrence moderne.

Le Gouvernement est persuadé qu'une autorité de la concurrence forte et efficace contribue à stimuler la compétitivité de notre économie. C'est la raison pour laquelle le nombre de conseillers permanents sera porté à quatre alors que cet organe n'était jusqu'à l'heure actuelle composé que d'un seul conseiller permanent qui était aussi son président.

Au collège des conseillers est adjoint un cadre de fonctionnaires dont la mission est d'enquêter sur les pratiques anticoncurrentielles. Le nombre des personnes composant le Conseil et son cadre administratif sera donc sensiblement plus important que le personnel du Conseil et de l'Inspection actuels réunis.

Enfin, on peut également s'attendre à ce que la fusion des autorités de la concurrence actuelles entraînera des économies d'échelle et une organisation rationnelle de la nouvelle autorité de la concurrence.

Question 1821 (2.1.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant les **conseillers climat:**

Der Minister hat Ende Oktober 2011 einen Gesetzestext deponiert betreffend einen Pakt zwischen Gemeinden und Staat im Klimabereich. Insofern soll konkrete Klimaschutzpolitik vor Ort umgesetzt werden. Hierzu sollen verschiedene Maßnahmen getroffen werden, unter anderem das Einsetzen eines Berater, um die Strukturen im Klimabereich wesentlich auszubauen. Gewollt ist es, dass diese Klimaberater professionelles Wissen haben sollen, unter anderem eine universitäre Ausbildung mit fundamentalen Kenntnissen in der Energie- und in

der Klimapolitik und sogar professionelle Erfahrungen. Hierzu möchte ich folgende Fragen stellen:

Fragen:

1) Da es sich hier um einen relativ unbekannten Studienbereich handelt, möchte ich den Minister fragen, welches Diplom diese Berater vorzeigen müssen, um sich überhaupt für einen solchen Posten bewerben zu können?

2) Wie viele solche Diplomierte gibt es nach Wissen des Ministers in unserem Lande?

3) Hat der Minister vorgesehen, in Zusammenarbeit mit der Schulministerin eine Informationskampagne zu starten, um etwaige Kandidaten für einen solchen Beruf zu motivieren?

4) Gibt es nach Wissen des Ministers im Ausland schon viele Berater mit dem entsprechenden Diplom und die für den Klimaschutz der Gemeinden arbeiten?

5) Nach welchem ausländischen Modell hat der Minister sich inspiriert, um solche Klimaberater einzustellen?

Réponse (15.2.2012) de **M. Marco Schank,** *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:*

1) Der Klimapakt zwischen dem Staat und den Gemeinden basiert auf dem European Energy Award (EEA), einem gesamtheitlichen Qualitätsmanagementsystem im Bereich Klimaschutz, welches sich hauptsächlich mit den Themen Energieversorgung, Energieeffizienz, kommunale Gebäude und Infrastrukturen, Raumplanung, Wasserwirtschaft, Abfallwirtschaft, Mobilität, Kommunikation und Kooperation beschäftigt. Auf die angesprochenen Klimaberater kommt eine wichtige Rolle zu: Neben der Begleitung des EEA-Prozesses innerhalb der Gemeinde kann die Gemeinde seine Dienste für eine Grundberatung in den Bereichen Klima- und Energiepolitik in Anspruch nehmen. Es ist nicht angedacht, sich auf Berater zu beschränken, die in all den oben genannten Bereichen ausgebildet und spezialisiert sind. Vielmehr adressiert man sich hier an verschiedene Studienbereiche, wo einzelne dieser Themen angeschnitten werden. Neben den fachlichen Aspekten erfordert die konstruktive Arbeit mit den Gemeinden gute Kommunikationsfähigkeiten der Berater. Die Anforderungen an die Klimaberater sind im Anhang IV („Compétences conseiller climat") des der Gesetzesvorlage beiliegenden Vertrages zwischen Gemeinde und Staat beschrieben. In Bezug auf den Studienbereich ist Folgendes vorgesehen: „disposer d'une formation universitaire (au moins bac +3) en ingénierie, architecture, sciences de l'environnement, écologie, urbanisme, aménagement du territoire, géographie ou domaine apparenté".

Um die Qualität der Leistungen zu gewährleisten, sind die Klimaberater verpflichtet, an einer Grundausbildung, sowie an gezielten Weiterbildungen teilzunehmen. Die Grundausbildung besteht aus einer Einführung in den EEA-Prozess (Begleitung des Qualitätsmanagementsystems in der Gemeinde) sowie einer Einführung in die im EEA-Maßnahmenkatalog angeschnittenen Themen (kommunale Planungsinstrumente, Mobilität, Energieeffizienz, Energieversorgung, Wasserwirtschaft, Abfallwirtschaft). So wird sichergestellt, dass sich die Klimaberater auch die ihnen fehlenden Kompetenzen aneignen können.

2) Da man sich nicht auf einen spezifischen Studienbereich begrenzt, wird es sicherlich keine Probleme geben, um der Nachfrage an qualifizierten Klimaberatern nachzukommen (würden alle Gemeinden den Klimapakt unterzeichnen, so wären rund 20 Klimaberater ausreichend).

Es ist angedacht, über eine öffentliche Ausschreibung potenzielle Kandidaten zu suchen, die den oben beschriebenen Anforderungen gerecht werden. Die Anträge werden geprüft, die entsprechenden Kandidaten erhalten detailliertes Informationsmaterial über den Klimapakt und werden zu einem Gespräch eingeladen. In diesem Einzelgespräch werden ihre Kompetenzen in Bezug auf die Annexe IV - Compétences conseiller climat evaluiert. Anschließend werden die ausgewählten Bewerber an der Grundausbildung teilnehmen.

3) Aus den oben erwähnten Gründen - es ist kein spezifisches Studium notwendig und eine begrenzte Anzahl an Beratern ist ausreichend - ist keine Informationskampagne in Zusammenarbeit mit der Schulministerin geplant.

Eine zukünftige Aus- oder Weiterbildung als Klimaberater an der Universität ist jedoch nicht auszuschließen. Dies ist zum Beispiel der Fall in der Schweiz, wo die Fachhochschule Nordwestschweiz ab Februar 2012 eine berufsbegleitende Weiterbildung (10 ECTS) zum Thema European Energy Award/kommunales Energiemanagement anbietet.

4) +5) Um die Anforderungen für die Beratungsmandate im Rahmen des Klimapaktes festzulegen, wurden intensive Gespräche mit den zuständigen Behörden aus der Schweiz, Frankreich und Deutschland geführt, wo sich der EEA bereits seit mehreren Jahren als Instrument für kommunalen Klimaschutz bewährt hat. Somit sind die Anforderungen an die Klimaberater in Luxemburg mit den anderen Ländern abgestimmt, wo ebenfalls kein spezifisches Studium oder Diplom verlangt wird, sondern die Klimaberater verpflichtet sind, an zusätzlichen Aus- und Weiterbildungen teilzunehmen.

Q56

Question 1822 (2.1.2012) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant la **fermeture du commissariat de proximité de Bavigne:**

Il me revient que suite à certaines restructurations internes au niveau du corps de la Police grand-ducale, le commissariat de proximité de Bavigne serait prochainement supprimé.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, quelles sont les causes de la fermeture du commissariat susmentionné?

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si des concertations avec les responsables communaux ont eu lieu sur ce sujet?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer si des consultations avec les policiers engagés dans cette région ont eu lieu?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'une telle suppression risquerait de mettre en question les objectifs de décentralisation au sein de la Police grand-ducale qui consistent à intensifier le contact entre la police et la population, de garantir une présence sécuritaire et préventive, d'augmenter le nombre de patrouilles et d'accroître la rapidité d'intervention?

- Est-ce que les commissariats de police limitrophes peuvent garantir de manière adéquate la sécurité des riverains et de milliers de visiteurs de la région du Lac de la Haute-Sûre? Est-ce que les différents centres d'intervention avoisinants disposent de ressources humaines suffisantes durant la période estivale?

Réponse (9.2.2012) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

La modification de la loi du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police est inscrite dans le programme gouvernemental. Les principes de régionalisation, d'intervention et de proximité ancrés dans cette loi continuent à rester les piliers de l'organisation policière future.

Cependant, dans le cadre des travaux entamés, et fort des expériences de dix années de fonctionnement de la Police grand-ducale, j'ai décidé de tenir davantage compte aussi bien de critères opérationnels que de l'évolution de la criminalité ainsi que du recrutement de la Police grand-ducale.

À l'heure actuelle aucune décision de fermeture n'est envisagée, des discussions entre mes services et la direction générale de la police, se basant sur un travail d'analyse détaillé sont en cours.

Il est évident que le moment venu, je consulterai les autorités politiques concernées et les informerai de mes démarches.

Question 1823 (2.1.2012) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **aspects financiers de la coopération au développement et** les **exercices budgétaires 2005-2010:**

Conformément au règlement de la Chambre des Députés, j'aimerais poser une question concernant certains aspects financiers de la coopération au développement et relatifs aux exercices budgétaires de 2005 à 2010 à Madame la Ministre de la Coopération.

1) Quel est le montant total de notre coopération au développement déboursé annuellement de 2005 à 2010, tous ministères confondus, en chiffres absolus et en pourcentage du revenu national brut sur la base des comptes arrêtés par la Chambre des Députés?

2) Quel est le montant total qui a été alloué, par année, pour les fins de l'APD (aide publique au développement) à des ONG ou, de manière générale, à des associations sans but lucratif luxembourgeoises? Quelles sont les dix a.s.b.l. et/ou ONG ayant touché le plus d'argent public sur les six dernières années dans le contexte de la coopération au développement et quels sont les montants? Quels sont les projets qui ont été mis en œuvre avec ces moyens? Comment l'État luxembourgeois a-t-il contrôlé l'usage efficace et correct de ces fonds?

3) Sur la base de quels critères ces ONG ou associations ont-elles été sélectionnées?

4) Sur la période indiquée, combien de l'enveloppe APD, hors aide humanitaire, a été déboursé via des contributions volontaires ou obligatoires à des organisations européennes ou internationales? Quelles sont ces organisations internationales? De quelle manière et par quels moyens a été vérifié la bonne affectation de ces fonds?

5) Quel pourcentage de l'enveloppe APD a été déboursé par le biais de Lux-Development et combien d'agents travaillent en tout, à Luxembourg et à l'étranger à des fins administratives respectivement dans le cadre de projets pour le compte de l'agence Lux-Development?

6) Quel est le ratio des frais administratifs par rapport à l'aide effectivement prestée de l'APD luxembourgeoise «sur le terrain», c'est-à-dire traduite dans des faits concrets dans les pays partenaires? Quel pourcentage de l'aide réservée à l'éradication de la pauvreté profite effectivement et de façon directe à des personnes en dessous du seuil de pauvreté dans les différents pays partenaires?

7) À ce titre, sur les six années en question, combien de fonds de l'enveloppe APD ont été consacrés à des études de faisabilité ou à des études de conseil? Combien de ces études ont été mises en œuvre contre paiement par des anciens agents de Lux-Development? Quelle est la méthodologie de passation de commande pour de telles études?

8) Est-ce que les contrats des agents travaillant ou ayant travaillé pour le compte de Lux-Development prévoient une période après l'expiration de leur contrat pendant laquelle lesdits anciens agents de Lux-Development ne sont pas autorisés à travailler pour le compte d'études de conseil, notamment de celles chargées de l'exécution de contrats pour le compte de Lux-Development? Est-ce qu'il ne serait pas opportun d'introduire des règles de déontologie dans ce domaine si elles n'existaient pas encore?

Réponse (6.2.2012) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire:*

1. Selon la définition du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques, l'aide publique au développement (APD) est constituée par «tous les apports de ressources qui sont fournis aux pays et territoires sur la liste des bénéficiaires d'APD, ou à des institutions multilatérales, et qui émanent d'organismes publics, y compris les États et les collectivités locales, ou d'organismes agissant pour le compte d'organismes publics; ont pour but essentiel de favoriser le développement économique et l'amélioration du niveau de vie des pays en développement; et sont assorties de conditions favorables et comportent un élément de libéralité au moins égal à 25%».

Le Luxembourg applique la définition proposée par le CAD à qui il transmet annuellement les données sur son APD qu'il présente à la Chambre des Députés et au public au moyen du rapport annuel sur la coopération au développement. Ce rapport reprend l'ensemble de l'APD luxembourgeoise et dépasse dès lors les activités relevant directement du Ministre en charge de la coopération au développement et de l'aide humanitaire. Pour la période 2005-2010, elle se présente comme suit:

En 2005, l'aide publique au développement s'est élevée à 207.387.692 euros, montant qui représente 0,8% du revenu national brut de cette année.

En 2006, l'aide publique au développement s'est élevée à 231.510.318 euros, montant qui représente 0,9% du revenu national brut de cette année.

En 2007, l'aide publique au développement s'est élevée à 275.135.892 euros, montant qui représente 0,91% du revenu national brut de cette année.

En 2008, l'aide publique au développement s'est élevée à 287.679.785 euros, montant qui représente 0,97% du revenu national brut estimé de cette année[1].

En 2009, l'aide publique au développement s'est élevée à 297.817.177 euros, montant qui représente 1,11% du revenu national brut estimé de cette année.

En 2010, l'aide publique au développement s'est élevée à 303.576.066 euros, montant qui représente 1,09% du revenu national brut estimé de cette année.

2.

- Entre 2005 et 2010 les ONG et/ou a.s.b.l. luxembourgeoises ont bénéficié des montants suivants au titre de l'APD:

2005: 36.009.271 euros

2006: 33.244.678 euros

2007: 40.410.779 euros

2008: 46.805.028 euros

2009: 50.703.890 euros

2010: 50.965.257 euros

- Les dix ONG/a.s.b.l. qui ont touché les montants les plus importants au cours de cette période sont, par ordre décroissant:

Fondation Caritas Luxembourg: 53.057.410 euros

Médecins sans frontières: 27.120.618 euros

Handicap international: 18 994 923

Fondation luxembourgeoise Raoul Follereau: 14.141.326 euros

Appui au développement autonome (ADA): 12.763.938 euros

Bridderlech Deelen: 11.102.072 euros

Fondation Chrëschte mam Sahel: 9.694.438 euros

S.O.S. faim: 9.379.033 euros

S.O.S. villages d'enfants monde: 9.245.757 euros

Action solidarité tiers monde (ASTM): 7.129.976 euros

Pour ce qui est des projets financés au moyen de ces fonds, précisons qu'ils relèvent de différents «instruments» gérés par la direction de la Coopération au développement du Ministère des Affaires étrangères. L'accord-cadre est le principal instrument de collaboration entre les ONG d'une envergure et le Ministère (article 18 de la loi du 6 janvier 1996 sur la coopération au développement); sur base d'une stratégie agréée par le Ministère, l'ONG lui soumet un certain nombre d'activités dans le cadre d'un accord pluriannuel. Ces accords-cadres représentent l'essentiel des montants alloués aux ONG précitées. Pour des ONG de taille plus modeste ou par choix, la collaboration se fait dans le cadre de projets soumis, visés et cofinancés individuellement (articles 8 et suivants de la loi du 6 janvier 1996 sur la coopération au développement).

À côté de ces activités de développement «classiques», le Ministère gère un article budgétaire permettant d'octroyer des subsides pour financer des programmes et projets dans le domaine de la promotion de la coopération au développement ainsi que d'actions de sensibilisation de l'opinion publique (articles 16 et 17 de la loi du 6 janvier 1996 sur la coopération au développement). Certaines des ONG précitées se sont vues octroyer des fonds à ce titre.

L'aide humanitaire constitue un volet important de la politique gouvernementale en matière de coopération, ce dont témoigne notamment l'augmentation substantielle des budgets y affectés au cours de ces dernières années. Un certain nombre d'ONG luxembourgeoises soumettent des projets à ce titre.

Le Ministère a par ailleurs accordé un certain nombre de mandats à des ONG pour mettre en œuvre des projets bilatéraux.

Fondation Caritas Luxembourg:

accord-cadre 2005 «développement»: projets d'amélioration des conditions de vie des populations pauvres en Amérique latine, Asie, Afrique, Europe de l'Est et au Proche-Orient (il s'agit pour la plupart de projets de développement rural intégré, visant l'autonomisation des communautés les plus vulnérables); cet accord-cadre a été reconduit pour les périodes 2006-2008 et 2009-2011;

accord-cadre 2005-2006 «développement» en consortium avec «Bridderlech Deelen»: projets de promotion de la paix en Afrique, Amérique latine, Proche-Orient et Europe de l'Est;

accord-cadre 2007-2009 «sensibilisation et éducation au développement»; accord-cadre reconduit pour la période 2010-2012;

divers mandats au Monténégro et Kosovo depuis 2005 (pour l'essentiel réinsertion des demandeurs d'asile déboutés);

l'ONG a par ailleurs bénéficié de fonds pour des projets relevant de l'aide humanitaire (soixante-quinze projets pour la période visée).

Médecins sans frontières (MSF):

accord-cadre 2005-2009 «développement»: projets de lutte contre les maladies infectieuses,

[1] Comme les chiffres du RNB ne sont pas encore définitifs pour 2008 et les années suivantes, nous reprenons ici les estimations fournies dans le cadre du dernier rapport annuel en date.

les maladies sexuellement transmissibles et le VIH/Sida en Afrique;

projet d'aide aux enfants de la rue, Ouagadougou;

projets de sensibilisation au développement en 2006, 2007, 2008 et 2009;

l'ONG a par ailleurs bénéficié de fonds pour des projets relevant de l'aide humanitaire (huit projets pour la période visée).

Handicap international (HI):

centre de réhabilitation pour para tétraplégiques, Ho Chi Minh ville;

accord-cadre «développement» 2005: projets d'éducation sur les risques liés aux mines, de réadaptation fonctionnelle, de réhabilitation à base communautaire, de lutte contre les maladies/accidents particulièrement invalidant(e)s, d'éducation inclusive, d'accessibilité physique des infrastructures et d'insertion professionnelle des personnes handicapées en Afrique, Amérique latine, Asie et au Proche-Orient; cet accord-cadre a été reconduit pour les périodes 2007-2009 et 2010-2013;

l'ONG a par ailleurs bénéficié de fonds pour des projets relevant de l'aide humanitaire (quinze projets pour la période visée).

Fondation luxembourgeoise Raoul Follereau:

accord-cadre «développement» 2005: projets dans les secteurs de la santé (lutte contre les maladies infectieuses), de la formation et du développement économique et social en Afrique (de l'Ouest principalement) et en Asie; cet accord-cadre a été reconduit pour la période 2006-2010.

Appui au développement autonome (ADA):

programmes d'actions (microfinance) en 2005 et 2006 puis mandat pluriannuel (2007-2011).

Bridderlech Deelen:

accord-cadre «développement» 2002-2006: projets d'éducation et de formation en Amérique latine, Afrique et Asie; cet accord-cadre a été reconduit pour la période 2007-2011;

accord-cadre «développement» 2007-2010 en consortium avec Caritas: projets de promotion de la paix en Afrique, Amérique latine, Proche-Orient et Europe de l'Est.

Fondation Chrëschte mam Sahel:

centre de rééducation fonctionnel, Ouagadougou, dernière phase;

accord-cadre «développement» 2005: projets de développement local intégré au Burkina Faso; cet accord-cadre a été reconduit pour les périodes 2007-2009 et 2010-2012;

projet de sensibilisation au développement «Si différents et si proches»;

l'ONG a par ailleurs bénéficié de fonds pour des projets relevant de l'aide humanitaire (un projet pour la période visée).

S.O.S. faim:

accord-cadre «développement» 2005: projets de lutte contre la faim par le soutien à la souveraineté alimentaire, dans divers pays d'Afrique; cet accord-cadre a été reconduit pour la période 2006-2010;

accord-cadre «développement» 2008-2010 en consortium avec ASTM: projets de renforcement d'acteurs locaux dans les domaines de l'agriculture, du financement rural, de la santé et de l'éducation dans trois pays d'Afrique de l'Ouest (Burkina Faso, le Sénégal et le Togo);

accord-cadre «sensibilisation et éducation au développement» pour les périodes 2005-2008 et 2009-2011.

S.O.S. villages d'enfants monde:

accord-cadre «développement» 2010-2012: projets de prise en charge d'enfants dans les structures S.O.S., à travers des programmes d'éducation et de renforcement familial, en Afrique, Asie et Asie centrale;

l'accord-cadre a été précédé pour les années antérieures de 18 projets individuels visant à la construction de maisons et écoles pour enfants tout comme le renforcement familial;

l'ONG a par ailleurs bénéficié de fonds pour des projets relevant de l'aide humanitaire (sept projets pour la période visée).

Action solidarité tiers monde (ASTM):

accord-cadre «développement» 2005-2009: réalisation des droits humains et renforcement de la société civile en Amérique latine, Asie du Sud-Est et Afrique de l'Ouest; accord-cadre reconduit pour la période 2010-2014 avec concentration géographique plus étroite (Amérique latine et Asie du Sud-Est).

Les projets et programmes soumis par des ONG agréées pour cofinancement au Ministère doivent être présentés sous forme d'un schéma préétabli, explicitant la prise en compte d'un certain nombre de critères d'efficience et de durabilité ainsi que d'une gestion financière solide. Chaque demande fait donc l'objet d'une instruction a priori, avant tout octroi de financement.

Après approbation d'un projet ou programme, les financements se font par tranches annuelles, sur base de rapports financiers et narratifs des ONG. À la clôture d'un projet ou programme, l'ONG doit également soumettre un rapport final narratif et financier au Ministère.

De plus, les ONG disposant de l'agrément ministériel doivent soumettre chaque année leur bilan au Ministère. Les ONG ayant bénéficié d'un financement annuel égal ou supérieur à 100.000 EUR, doivent présenter des comptes audités par un réviseur d'entreprise.

Afin de garantir un suivi/évaluation adéquat des projets mis en œuvre par les ONG, celles-ci peuvent avoir recours à des évaluateurs internes et/ou externes. Le Ministère participe aux frais de telles évaluations.

Indépendamment du suivi effectué par les ONG, le Ministère procède chaque année à l'évaluation externe de cinq ONG agréées. Ces évaluations comprennent aussi bien un audit financier et comptable qu'une évaluation de toutes les activités financées (selon des critères d'efficacité, d'efficience, de viabilité et d'impact). Par ailleurs, des agents du Ministère peuvent également effectuer des visites de projets cofinancés.

Finalement, il y a lieu de mentionner qu'un bureau d'assistance technique, situé au sein du cercle de Coopération des ONG de développement, se tient à la disposition des ONG afin de les assister dans l'élaboration et le suivi de leurs projets.

3. L'article 7 de la loi du 6 janvier 1996 prévoit un agrément comme organisations non gouvernementales pour les associations sans but lucratif (a.s.b.l.) constituées conformément à la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif. Le Ministre ayant dans ses attributions la coopération au développement accorde cet agrément aux a.s.b.l. qui en font la demande sur base de la présentation par l'association concernée d'un dossier permettant d'apprécier ses capacités, ses compétences et son expérience dans le domaine de la coopération au développement et plus particulièrement dans la mise en œuvre de programmes ou projets au bénéfice des populations des pays en développement. Pour ce faire, il est notamment vérifié que l'a.s.b.l. est active depuis plus de deux ans, qu'elle dispose d'un siège effectif à Luxembourg et d'une base solide de donateurs.

4. Entre 2005 et 2010, 607.387.364 euros ont été attribués à des organisations européennes et internationales pour la mise en œuvre de projets de coopération au développement.

Les contributions volontaires à ces organisations (hors UE) se présentent comme suit:

2005: 36.029.251 €
2006: 49.971.040 €
2007: 84.610.764 €
2008: 73.735.040 €
2009: 66.906.463 €
2010: 69.625.103 €

Les contributions obligatoires (hors UE) se présentent comme suit:

2005: 346.069 €
2006: 366.172 €
2007: 343.104 €
2008: 405.177 €
2009: 412.723 €
2010: 430.314 €

Les contributions à des programmes d'assistance économique et technique ainsi qu'aux actions humanitaires de l'UE (dont essentiellement le Fonds européen pour le développement), y inclus dépenses diverses dans le même but (article budgétaire 01.7.35.000):

2005: 8 045 110 €
2006: 8 114 840 €
2007: 8 680 489 €
2008: 9 044 000 €
2009: 10 070 500 €
2010: 10 927 076 €

Les contributions au budget communautaire affectées à des activités relevant de l'APD se présentent comme suit (y inclus le financement de jeunes experts en délégations de la Commission européenne):

2005: 11.639.518 €
2006: 11.861.286 €
2007: 15.648.000 €
2008: 14.000.030 €
2009: 19.170.000 €
2010: 14.791.691 €

Le tableau de l'ensemble des contributions versées à partir de l'enveloppe gérée par la direction de la Coopération au développement du Ministère des Affaires étrangères se présente comme suit:

2005: 60.488.392 €
2006: 63.002.755 €
2007: 60.973.573 €
2008: 82.359.161 €
2009: 82.342.237 €
2010: 80.957.712 €

Programme des Nations Unies pour le développement	83.031.228 €
Programme alimentaire mondial	54.529.998 €
Fonds des Nations Unies pour la population	52.590.150 €
Commission européenne	52.356.627 €
Organisation mondiale de la Santé	50.867.138 €
Comité international de la Croix-Rouge	48.454.171 €
Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	46.047.880 €
Fonds des Nations Unies pour l'enfance	42.176.659 €
Banque internationale pour la reconstruction et le développement	37.283.344 €
Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA	26.885.000 €
Bureau des Nations Unies pour la coordination de l'assistance humanitaire	23.538.451 €
Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient	18.196.043 €
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	13.369.350 €
Bureau International du Travail	12.165.570 €
Banque européenne d'investissement	5.828.385 €
Fonds de développement des Nations Unies pour la femme	5.570.000 €
Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS)	4.300.000 €
Alliance mondiale pour la vaccination et l'immunisation	3.810.000 €
Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	3.097.087 €
Programme des volontaires des Nations Unies	2.778.691 €
Programme des Nations Unies pour l'environnement	2.660.000 €
Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)	2.254.721 €
Organisation des Nations Unies pour le développement industriel	1.702.470 €
European Microfinance Platform [e-MFP]	1.597.000 €
European Centre for Development Policy Management (ECPDM)	1.540.521 €
Organisation mondiale du commerce (OMC)	1.250.000 €
Organisation des Nations Unies (divers Trust Funds)	1.188.288 €
International Strategy for Disaster Reduction (UNISDR)	1.070.375 €
Women's World Banking	1.000.000 €
UN Irak Trust Fund	900.000 €
International Center for Justice	854.561 €
Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge	835.000 €
Banque asiatique de développement	822.639 €
Global Humanitarian Forum	600.000 €
Groupe de Recherche et d'Information sur la Paix et la Sécurité (GRIP)	525.000 €
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture	318.643 €
Office des Nations Unies contre la drogue et le crime	300.000 €
Agence internationale de l'énergie atomique	289.111 €
Alliance for Green Revolution in Africa	255.287 €
Organisation internationale des migrations (OIM)	128.957 €
European and Developing Countries Clinical Trials Partnership (EDCTP)	100.000 €
Banque de développement des Caraïbes	75.000 €
European University Institute (EUI)	65.826 €
Convention sur la lutte contre la désertification	58.614 €
United Nations System Staff College	43.361 €
Institut International pour l'Unification du Droit Privé	30.000 €
Programme des Nations Unies pour les établissements humains	25.000 €
United Nations Forum on Forests	15.000 €
Global Footprint Network	6.216 €

S'il se réserve généralement le droit de procéder à un audit ou à d'autres formes d'évaluation dans le cadre de ses accords bilatéraux, le Luxembourg n'impose en principe pas à ses partenaires d'obligations de reporting autres que celles prescrites par leurs organes de gouvernance respectifs. Le Luxembourg dispose dès lors des comptes audités et des rapports annuels des différentes organisations; tout déboursement dans le cadre d'un accord pluriannuel est conditionné à la soumission de rapports que le Ministère examine avec le soin requis. Notons par ailleurs que les projets mis en œuvre par des agences multilatérales dans les pays cibles de la coopération sont inclus dans l'évaluation réalisée à mi-parcours d'un programme indicatif de coopération (PIC).

5. Les montants déboursés par le biais de Lux-Development et relevant de l'APD se présentent comme suit:

Le nombre d'agents travaillant en tout, à Luxembourg et à l'étranger à des fins administratives respectivement dans le cadre de projets pour le compte de l'agence Lux-Development se compose au 31 décembre 2011 comme suit:

54 collaborateurs au siège à Luxembourg;

46 collaborateurs dans les bureaux régionaux de l'agence, dont 9 internationaux et 37 nationaux;

75 experts internationaux dans le cadre des projets et programmes, dont 6 salariés de l'agence (2 siège et 4 terrain);

414 recrutés locaux dans le cadre des projets et programmes, dont 34 mis à disposition par la contrepartie;

9 ATJ (assistants techniques juniors).

Soit un chiffre total de 598 personnes.

6. Le Luxembourg transmet annuellement au Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE, dans le respect de la définition que celui-ci leur donne, le montant des frais administratifs engendrés par le volet gouvernemental de la coopération au développement (personnel et structures relevant directement ou indirectement de la direction de la Coopération au développement du Ministère des Affaires étrangères et des bureaux de la coopération dans les pays tiers).

Ces montants sont les suivants:

2005: 8.651.466 €

2006: 10.381.007 €

2007: 12.138.431 €

2008: 14.412.320 €

2009: 14.505.364 €

2010: 15.285.791 €

Ce qui nous donne, par rapport à l'ensemble de l'APD luxembourgeoise, les ratios suivants:

2005: 4,17%

2006: 4,48%

2007: 4,41%

2008: 5,01%

2009: 4,87%

2010: 5,04%

La politique de concentration géographique de la Coopération luxembourgeoise vise prioritairement des pays parmi les moins avancés (PMA), donc avec une majorité de personnes vivant sous le seuil de la pauvreté.

Dans les pays partenaires de la Coopération luxembourgeoise qui ont gradué du groupe des PMA, il subsiste des poches de pauvreté, donc également à forte proportion de personnes vivant sous le seuil de la pauvreté, qui font l'objet d'une attention particulière de la part de la Coopération lors de la négociation des programmes indicatifs de coopération (PIC) avec les pays en question. La lutte contre la pauvreté reste évidemment l'objectif primordial de la Coopération, tel qu'il est affirmé dans la législation pertinente, et ainsi qu'il est rappelé régulièrement dans les rapports annuels de la Coopération luxembourgeoise et dans les déclarations ministérielles à la Chambre des Députés.

Dans un souci permanent d'une efficacité croissante de l'aide luxembourgeoise, la Coopération luxembourgeoise suit les principes retenus au niveau international, et notamment dans la série de conférences internationales qui, de Rome en 2003 à Busan en 2011, en passant par Paris en 2005 et Accra en 2008, ont traité des meilleures pratiques pour augmenter l'efficacité de l'aide. Pour mieux servir les parties les plus défavorisées des populations dans les pays en développement, ces pratiques montrent qu'il est important d'encourager les pays du Sud à travailler en partenariat, à s'approprier l'aide internationale, à aligner cette aide sur les priorités de développement telles que définies par les gouvernements en question, à harmoniser les procédures avec les donateurs, à faire une gestion pour les résultats, le tout dans un esprit de responsabilité mutuelle (mutual accountability).

Ce souci de garantir un bénéfice maximal de l'aide luxembourgeoise pour les tranches les moins favorisées de la population dans un pays donné est exprimé sans équivoque à l'occasion des Commissions de partenariat annuelles, au niveau ministériel, avec les autorités du pays partenaire. L'aide apportée ainsi par la voie bilatérale a représenté en 2010 63,97 pour cent de l'APD luxembourgeoise (y compris l'aide acheminée via Lux-Development, via les ONG et par la voie multi-bi). La partie de l'aide multilatérale (36,03 pour cent de l'APD en 2010) est acheminée en collaboration avec des fonds et programmes des Nations Unies ou via des agences internationales spécialisées qui ont également souscrit aux principes de l'efficacité susmentionnés.

7. Les frais «consacrés à des études de faisabilité ou à des études de conseil» sont liés aux frais de formulation des projets et programmes exécutés par l'agence Lux-Development. Pour la période visée, leur montant total s'élève à 7.433.622,79 euros pour un montant total des budgets de mise en œuvre des projets et programmes de 514.426.272 euros, soit un ratio de 1,4%.

Trois anciens agents de l'agence ont pu se voir confier, de manière ponctuelle, des tâches dans le cadre de telles études.

La méthodologie de passation de commandes pour de telles études se fait selon les procédures de passation de marchés publiées sur le site Internet de l'agence:
www.lux-development.lu/pres_off.lasso

8. Lux-Development dispose d'un code d'intégrité, publié sur son site Internet http://www.lux-development.lu/rse.lasso. Ce code ne contient pas de clause qui interdirait à un ancien collaborateur d'effectuer des missions spécifiques pour le compte de l'agence et nous n'en voyons d'ailleurs pas l'utilité. Au contraire, nous sommes d'avis qu'il peut même être avantageux pour l'agence de bénéficier, le cas échéant, de l'expertise et de la compétence de certains anciens collaborateurs.

Il y a un seul cas où la direction de l'agence de l'époque avait estimé qu'il pourrait y avoir conflit d'intérêt en confiant une mission à un ancien collaborateur. Dans ce cas précis il avait été convenu d'un commun accord de mettre en place une période de deux ans au cours de laquelle le concerné ne serait pas autorisé à effectuer une mission pour Lux-Development. Cette période, désormais révolue, a été respectée.

Q58

Question 1824 (2.1.2012) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **citation d'un rapport de la Police grand-ducale dans la presse française dans le contexte de l'«affaire Karachi»:**

Dans un article consacré à «l'affaire Karachi» plusieurs journaux français, tels que «Libération» et «L'Humanité», citent un rapport interne de la police luxembourgeoise daté au 10 janvier 2010. Selon ces sources, Messieurs Nicolas Sarkozy et Édouard Balladur auraient donné leur aval à la création de deux entreprises dans notre pays. Celles-ci auraient développé des activités dans le contexte de la campagne électorale présidentielle de Monsieur Balladur en 1995.

On peut s'étonner du fait qu'un rapport de la Police grand-ducale soit connu et cité dans la presse française.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres de la Justice et de la Police:

1) Est-ce qu'il y a eu communication d'éléments de ces dossiers de la Police grand-ducale à des tiers par des autorités luxembourgeoises dûment habilitées?

2) Le Gouvernement estime-t-il possible qu'il y ait eu des fuites non autorisées du côté luxembourgeois, soit dans la police, soit dans le système judiciaire?

3) Est-ce qu'il y a eu une commission rogatoire du côté français? Dans un tel cas, les autorités françaises sont-elles autorisées à communiquer des rapports de la police luxembourgeoise à la presse?

Réponse commune (18.1.2012) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Justice*, et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

L'honorable Monsieur Kartheiser s'interroge sur des «fuites non autorisées» de la part des autorités policières ou judiciaires luxembourgeoises dans l'affaire Karachi.

Il y a effectivement eu dans ce dossier une commission rogatoire de la part des autorités judiciaires françaises qui a été exécutée par les autorités judiciaires et policières luxembourgeoises. Il n'y a toutefois aucun élément qui permettrait d'admettre qu'il y a eu des fuites de la part des autorités luxembourgeoises qui respectent scrupuleusement le secret d'instruction.

Il n'appartient évidemment pas au Gouvernement luxembourgeois de spéculer sur d'éventuelles fuites du côté des autorités françaises qui, elles aussi, sont tenues au respect du secret d'instruction.

Question 1825 (2.1.2012) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant la **chaussée reliant Heffingen et Junglinster (CR129):**

À l'heure actuelle, la chaussée reliant les villages de Heffingen et de Junglinster via la localité de Godbrange (CR129) se trouve dans un état désolant sur la totalité de ce tronçon de route d'une longueur de presque six kilomètres.

C'est pourquoi je m'empresse de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des informations détaillées sur un éventuel projet de redressement de cette route, en particulier d'une partie de la traversée du village de Junglinster?

- Dans la négative, quelles sont les raisons qui ont empêché Monsieur le Ministre de réaliser ce redressement indispensable?

Réponse (13.2.2012) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire n°1825 du 2 janvier 2012, l'honorable Député souhaite s'informer sur l'état «désolant» de la chaussée reliant les villages de Heffingen et de Junglinster via la localité de Godbrange (CR129).

En ce qui concerne en premier lieu la partie Godbrange-Junglinster, il échet de préciser que le dossier de soumission y afférent sera présenté dès que les emprises nécessaires à la réalisation du projet seront disponibles. En effet, pour adapter le tracé sinueux entre Godbrange et Junglinster aux normes en vigueur, il faut réaliser un élargissement de l'assiette actuelle de la route avec une adaptation du tracé de route en profil en long et en situation ce qui a nécessité une autorisation en vertu de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles.

En ce qui concerne, en deuxième lieu, la traversée de Junglinster, ces travaux seront intégrés dans le dossier de redressement du CR129 Godbrange-Junglinster, mais ce projet ne sera pas réalisable sur toute sa longueur (environ 300 m) avant la démolition d'un bâtiment privé situé à l'entrée du village.

Enfin, en ce qui concerne la partie Heffingen-Godbrange, l'autorisation «Environnement» est accordée depuis 2010, alors que les emprises ne sont pas encore disponibles pour le moment.

Question 1826 (2.1.2012) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **chemin repris reliant Michelau au lieu-dit Flébour (CR379):**

Le chemin repris reliant le village de Michelau au lieu-dit Flébour (CR379) se présente dans un état critique en maints endroits. Il n'est donc pas étonnant que Monsieur le Ministre délégué du Développement durable et des Infrastructures ait annoncé, il y a quelques mois, que le chemin en question serait réaménagé sous peu.

C'est pourquoi je m'empresse de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des informations détaillées sur le projet de redressement de ce chemin repris qui permet aux habitants de Michelau d'accéder directement à la E421 (N7)?

- Les travaux en question pourraient-ils commencer au printemps de cette année?

Réponse (25.1.2012) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député s'enquiert sur les travaux de redressement du CR379.

En effet, un avant-projet de redressement de ce chemin repris entre Michelau et le lieu-dit Flébour a été élaboré par l'Administration des Ponts et Chaussées et est actuellement en instruction auprès du département de l'Environnement pour fixer le tracé définitif. Par la suite, le dossier des emprises pourra être préparé.

En l'absence d'imprévus, les travaux de redressement du CR379 devraient pouvoir commencer au printemps 2013.

Question 1828 (3.1.2012) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **visite d'un représentant du mouvement terroriste Hamas en Turquie:**

D'après certains médias, Monsieur Ismail Hanidscha, un des dirigeants du mouvement terroriste Hamas, se serait rendu récemment en Turquie et y aurait rencontré le Premier Ministre Monsieur Erdogan. La Turquie conduit actuellement des négociations d'adhésion avec l'Union européenne. Or, le Hamas est officiellement classé comme mouvement terroriste par l'Union européenne depuis le 13 septembre 2003.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères:

1) Quel est l'avis de Monsieur le Ministre sur la rencontre entre le Premier Ministre turc, Monsieur Erdogan, et un représentant du mouvement terroriste Hamas? Monsieur le Ministre estime-t-il que cette rencontre devrait avoir des conséquences sur les négociations d'adhésion de l'UE avec la Turquie?

2) Monsieur le Ministre a-t-il déjà rencontré lui-même des représentants du mouvement terroriste Hamas?

3) Quel est l'avis de Monsieur le Ministre sur la politique actuelle de la Turquie dans le conflit israélo-palestinien?

Réponse (27.1.2012) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères:*

Au Proche-Orient, la Turquie a développé une diplomatie active et estime, à cet égard, que ses efforts de médiation ne doivent exclure aucune des parties. La Turquie s'est notamment efforcée de faciliter la réconciliation inter-palestinienne entre le Fatah et le Hamas. Comme rappelé par le Conseil des Affaires étrangères de mai 2011, la réconciliation inter-palestinienne est un élément important pour l'unité d'un futur État palestinien et pour l'avènement d'une solution à deux États.

En même temps, il faut noter que les relations entre la Turquie et Israël, deux partenaires cruciaux de l'UE, sont également importantes dans ce contexte. Dès lors, leur dialogue et leurs relations sont également essentiels pour l'UE et ses États membres.

Quant aux négociations d'adhésion entre l'UE et la Turquie, elles ont lieu en fonction des principes établis dans le traité, des critères de Copenhague, des conclusions du Conseil de décembre 2006 relatives au consensus renouvelé sur l'élargissement ainsi que des conditions fixées dans les différents chapitres de négociation tels que définis par le mandat de négociation.

Puis, comme décrit dans le paquet élargissement de 2011, l'objectif de l'UE est de parvenir à une plus grande coordination de sa politique étrangère avec celle de la Turquie, par le biais d'un renforcement du dialogue politique. Un tel dialogue est vu comme complémentaire au processus d'adhésion. Le Conseil Affaires générales du 5 décembre 2011 a rappelé que la Turquie est un acteur régional important au Proche-Orient et il l'a encouragée à mener sa politique étrangère de manière complémentaire avec l'Union et en coordination avec elle et à s'aligner progressivement sur les politiques et positions de l'UE.

Le Gouvernement soutient pleinement ces efforts de coordination.

Par ailleurs, le Gouvernement tient à souligner qu'il n'entretient aucun contact avec des représentants du Hamas.

Question 1829 (3.1.2012) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**indépendance de la Banque centrale du Luxembourg (BcL):**

Ces derniers jours beaucoup de critiques ont été formulées à l'encontre du Gouvernement hongrois du fait qu'il a fait adopter par voie parlementaire des dispositions qui limiteraient selon les critiques l'indépendance de la Banque centrale hongroise. Certains observateurs estiment que le Gouvernement hongrois aurait indûment ou exagérément accru son influence dans la nomination des postes de direction de cette institution.

Au Luxembourg, l'alinéa 5 (2) de la loi organique interdit aux membres des organes de la BcL de solliciter ou d'accepter des instructions des gouvernements des États membres.

Or, en consultant le site de la BcL, on peut lire que le conseil de notre Banque centrale comprend les trois membres de la direction et six membres nommés par le Gouvernement. Parmi les membres de ce conseil on trouve entre autres un ancien Ministre des Affaires étrangères.

D'après la loi organique, le Gouvernement peut proposer au Grand-Duc de révoquer un membre de la direction sous certaines conditions («faute grave», «ne remplit plus les conditions nécessaires à ses fonctions»). Les mandats sont renouvelables, sans doute aussi sur proposition du Gouvernement.

Au vu de cette composition et de ces modalités de nomination, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre et à Monsieur le Ministre des Finances:

1) Quels sont les critères objectifs que le Gouvernement retient pour sélectionner et nommer les membres de ce conseil?

2) Quelles sont les «conditions nécessaires à ses fonctions» qu'un membre de la direction doit remplir sous peine de révocation?

3) Le Gouvernement estime-t-il qu'il peut être soutenu de façon crédible que le conseil de la Banque centrale est suffisamment indépendant de lui?

4) Le Gouvernement envisage-t-il de proposer à la Chambre des Députés des règles de nomination assurant une parfaite transparence dans le choix des membres du conseil de la BcL tout en garantissant une indépendance réelle et crédible de la BcL par rapport au Gouvernement?

Réponse commune (14.2.2012) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État*, et de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

Dans la question parlementaire n°1829 du 3 janvier 2012, il est fait référence à la situation actuelle en Hongrie, et plus particulièrement à la modification de la Constitution du pays et à l'entrée en vigueur de la nouvelle loi organique de la Banque centrale nationale hongroise («Magyar Nemzeti Bank») en date du 1er janvier 2012.

Ces nouveaux textes, par ailleurs revus d'un œil critique par la Banque centrale européenne (BCE) dans ses avis du 14 et du 22 décembre 2011, concernent entre autres la gouvernance de la banque centrale hongroise et menacent de mettre en péril l'indépendance personnelle et juridique de ses organes de décision.

Il convient de rappeler que la gouvernance des organes de décision des banques centrales nationales en ce qui concerne l'accomplissement de leurs missions et devoirs dans le cadre de leurs compétences dans le domaine monétaire sont garantis au niveau européen par l'article 130 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union européenne et l'article 7 des statuts du Système européen de banques centrales (SEBC) et de la BCE.

En ce qui concerne le statut des organes de la Banque centrale du Luxembourg (BcL), que sont la direction et le conseil, ce principe est repris dans l'article 5 (2) de la loi du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg telle que modifiée.

1. En matière de sélection et de nomination des membres du conseil, il faudra différencier entre les membres de la direction, membres d'office de par leur fonction, et les six membres nommés par le Gouvernement en Conseil.

Les deux directeurs et le directeur général, qui sont nommés par le Grand-Duc sur proposition du Gouvernement en Conseil, ont la qualité de fonctionnaire en ce qui concerne leur statut, leur traitement et leur régime de pension. De ce fait, ils répondent sans préjudice de leur compétence et expérience professionnelle dans les domaines financiers ou économiques, aux critères généraux d'honorabilité, d'intégrité et d'engagement professionnel énoncés par la loi du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État.

Les autres membres du conseil sont choisis par le Gouvernement en Conseil en raison de leurs compétences spécifiques et leurs valeurs intrinsèques parmi les personnalités du pays offrant toutes garanties d'indépendance et d'intégrité et possédant l'engagement personnel et la capacité professionnelle requis pour l'exercice de cette fonction.

2. La loi organique de la BcL garantit l'indépendance personnelle des membres de son conseil dans son article 12 (3) qui prévoit comme les articles 11.4. et 14.2. des statuts du SEBC la possibilité de révoquer un membre qui ne remplit plus les conditions nécessaires à ses fonctions ou qui a commis une faute grave.

L'article 7 (3) qui suit ajoute que nul ne peut rester membre du conseil s'il exerce des fonctions en dehors de la BcL qui sont en conflit avec les exigences de l'article 5(2) ou avec les dispositions relatives au secret professionnel applicables au SEBC.

À part les exceptions légales dont les incapacités légales, pareille procédure de révocation est envisageable en cas de non-respect des critères susmentionnés. La révocation se fait par arrêté grand-ducal pris sur proposition du Gouvernement en Conseil et sur avis du conseil de la BcL (art. 6 (h) de la loi organique).

3. Par ailleurs, le directeur général de la BcL est membre du conseil des gouverneurs de la BCE et jouit en matière de politique monétaire d'une indépendance personnelle spécifique par rapport à toute instruction extérieure.

Il bénéficie notamment à ce titre en cas de révocation d'un droit de recours individuel auprès de la Cour de Justice pour violation des traités ou de toute règle de droit relative à leur application (article 14.2. des statuts du SEBC).

4. À l'instar d'autres établissements publics dotés de la personnalité juridique, il est de la compétence et de la responsabilité du Gouvernement en Conseil de procéder à la nomination des membres des organes de décision de ces établissements. L'indépendance réelle du conseil, l'indépendance personnelle de ses membres sont garanties de manière à satisfaire pleinement les exigences de la BCE eu égard aux textes en vigueur. La volonté du Gouvernement d'assurer pleinement la conformité de la législation nationale sur la BcL avec les statuts du SEBC a été reconnue expressément par la BCE dans son avis du 23 septembre 1998 sur le projet de loi n°4468/07 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg (CON/1998/93).

Question 1831 (3.1.2012) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **pont sur la Sûre à Bourscheid-Moulin (CR308):**

La maçonnerie du pont sur la Sûre à Bourscheid-Moulin (CR308) est depuis quelques années défectueuse en plusieurs endroits. Il en est de même de son tablier si bien qu'il n'est pas exclu que de graves problèmes d'étanchéité risquent de se poser dans un avenir proche.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- L'Administration des Ponts et Chaussées envisage-t-elle de procéder à une restauration de cet ouvrage d'art?

- Dans l'affirmative, quand ces travaux pourraient-ils être mis en œuvre?

- Monsieur le Ministre peut-il éventuellement informer sur les mesures qui devraient être prises dans ce contexte précis?

- L'administration compétente a-t-elle déjà fait estimer les coûts des travaux en question?

Réponse (25.1.2012) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député s'enquiert sur la maçonnerie du pont de la Sûre à Bourscheid-Moulin

Tout d'abord, l'on précise que les travaux de réhabilitation du pont de la Sûre à Goebelsmühle (OA154) qui a fait l'objet de la question parlementaire n°1718 du 24 octobre 2011 de l'honorable Député *(cf. compte rendu n°3/2011-2012)*, démarreront en principe cette année alors que la soumission afférente aura lieu en février 2012.

En ce qui concerne maintenant les travaux de réhabilitation qui s'imposent au pont de la Sûre à Bourscheid-Moulin (OA152), il échet de noter que l'avant-projet sommaire relatif à ces travaux est en voie d'achèvement de sorte que les travaux devraient pouvoir commencer en 2013.

Pour des raisons d'organisation et aussi de déviations à mettre en place, les chantiers de réhabilitation des OA154 et OA152 ne peuvent en aucun cas se dérouler simultanément.

À noter enfin que mes services procèdent régulièrement à des contrôles de tous les ouvrages d'art. La planification des travaux à réaliser prioritairement tient compte de l'état plus ou moins dégradé des différents ponts de même que des crédits budgétaires à disposition pour leur réhabilitation.

Question 1832 (4.1.2012) de **M. Félix Braz** *(déi gréng)* concernant la **publication d'un livre vert par la Commission européenne au sujet du droit au regroupement familial des ressortissants de pays tiers résidant dans l'Union européenne:**

La Commission européenne a publié un livre vert relatif au droit au regroupement familial des ressortissants de pays tiers résidant dans l'Union européenne (directive 2003/86/CE).

- Comment le Gouvernement luxembourgeois entend-il répondre à ce livre vert?

- Le Gouvernement luxembourgeois envisage-t-il de préconiser des changements quant au fond? Dans l'affirmative, lesquels?

- Le Gouvernement luxembourgeois entend-il demander un avis au Conseil national pour étrangers sur ce livre vert?

Il y a lieu de remarquer que dans les statistiques figurant en annexe du livre vert, aucun chiffre n'est fourni concernant le Grand-Duché. Dès lors je vous prie de me faire part des chiffres pour les années 2008, 2009 et 2010 concernant:

- le nombre des premiers titres de séjour délivrés pour des motifs familiaux à des ressortissants de pays tiers rejoignant des ressortissants de pays tiers;

- le nombre total de premiers titres de séjour délivrés pour tous motifs à des ressortissants de pays tiers;

- la proportion de titres de séjour délivrés aux ressortissants de pays tiers rejoignant des ressortissants de pays tiers par rapport au nombre total de premiers titres de séjour délivrés aux ressortissants de pays tiers;

ainsi que des chiffres pour la rubrique «Motifs familiaux: personne rejoignant un ressortissant de pays tiers» figurant dans la même annexe.

Réponse (2.2.2012) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

Une discussion au sujet du livre vert relatif au droit au regroupement familial des ressortissants de pays tiers résidant dans l'Union européenne, publié par la Commission le 15 novembre 2011, a été à l'ordre du jour des ministres ayant l'immigration dans leurs attributions lors de la réunion informelle du Conseil JAI qui a eu lieu à Copenhague le 26 janvier 2012. Une large majorité de représentants, dont moi-même, se sont plutôt prononcés en faveur d'un status quo et contre des modifications de la directive actuelle; celle-ci fournissant un cadre assez flexible pour permettre aux États membres d'organiser les regroupements familiaux des ressortissants de pays tiers et d'assurer une intégration de ceux-ci.

Sur base de son livre vert, la Commission entend mener une large discussion avec «l'ensemble des acteurs concernés», par ailleurs tous invités à apporter leur contribution en répondant aux questions posées par la Commission. En conséquence, il n'incombe pas au Gouvernement de demander un avis au Conseil national pour étrangers sur le livre vert de la Commission qui, s'il le souhaite, peut de sa propre initiative présenter ses commentaires.

Les tableaux annexés au livre vert ne renseignent pas sur les chiffres luxembourgeois en matière de regroupement familial des ressortissants de pays tiers, alors qu'en 2008, 2009 et 2010, il n'a pas été possible de collecter ces données. La direction de l'Immigration a demandé au Centre des technologies de l'information de l'État de l'assister en vue d'établir, a posteriori, dans la mesure du possible ces données qui auraient dû être communiquées à Eurostat. Dans ce cas elles seront également disponibles pour la Chambre des Députés.

Question 1833 (4.1.2012) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant les **mesures de sécurité supplémentaires dans la filière nucléaire:**

Le 11 mars 2011 a eu lieu la catastrophe nucléaire de Fukushima qui a complètement bouleversé la perception du monde entier sur l'utilisation civile de l'énergie nucléaire. Les 24 et 25 mars 2011 le Conseil européen a demandé un audit sur les 143 réacteurs fonctionnant dans les 27 États membres de l'Union européenne. Un rapport de la Commission européenne sur les «stress tests» est prévu pour les 28 et 29 juin 2012.

En attendant, la France vient de publier le rapport de son Autorité de sûreté nucléaire (ASN) dans lequel il n'est demandé aucun arrêt d'installations, mais par contre une augmentation systématique et contraignante de «leur robustesse face aux situations extrêmes», comportant des investissements massifs supplémentaires pour mieux assurer la sécurité.

- Étant donné que de tels investissements devront concerner aussi la centrale de Cattenom qui menace directement notre pays, le Gouvernement luxembourgeois entend-il s'informer systématiquement sur la réalisation des nouvelles mesures de sécurité préconisées dans le rapport de l'ASN (mise sur pied d'un «noyau dur» sur chaque site, groupe électrogène d'ultime secours, force d'intervention d'urgence, protection des eaux souterraines, compétence des exploitants, etc.)? Comment suivra-t-il la mise en place de ces mesures?

- Sur le plan européen, l'article 194 du TFUE excepte expressément «les conditions d'exploitation des ressources énergétiques» des États membres de mesures communes. Comment dès lors tirer les leçons de la catastrophe de Fukushima sur le plan européen et imposer à la filière nucléaire dans l'ensemble des États membres de l'UE des mesures de sécurité supplémentaires au moins aussi drastiques que celles retenues en France par l'ASN?

Réponse (19.1.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Je voudrais indiquer à l'honorable Député que dès le début des «stress tests» des réacteurs nucléaires européens, la Division de la Radioprotection de la direction de la Santé a suivi activement ce processus. Aussi bien les autorités luxembourgeoises que les autorités de la Sarre et de la Rhénanie-Palatinat, supportées par un expert externe, ont porté une attention particulière aux évaluations de la centrale nucléaire de Cattenom. Dans ce contexte, les rapports des «stress tests» ont été mis à disposition de la Division de la Radioprotection qui les a étudiés en détail et formulé des revendications à l'égard de l'amélioration de la sûreté des centrales nucléaires françaises, dont des éléments clé peuvent aujourd'hui être retrouvés dans les nouvelles mesures de sûreté proposées par l'Autorité de sûreté nucléaire française (ASN).

Ainsi, la Division de la Radioprotection, qui a été renforcée par un collaborateur supplémentaire à partir du 1er janvier 2012, continuera à suivre l'évolution de la mise en œuvre de ces nouvelles dispositions à travers ses contacts directs avec l'autorité française et sa participation aux réunions régulières de la commission mixte franco-luxembourgeoise sur la sécurité nucléaire. Par ailleurs, l'éventuelle nomination d'un expert luxembourgeois au Groupe Permanent d'Experts pour les Réacteurs nucléaires, organe consultatif de l'ASN, constituera une nouvelle possibilité d'accompagner la mise en œuvre des mesures de sûreté proposées.

Outre son implication dans l'observation des évaluations complémentaires de sûreté des centrales nucléaires françaises, la Division de la Radioprotection militera à la progression commune de la sûreté de toutes les centrales nucléaires européennes à travers son expert délégué aux examens par des pairs européens. Les résultats finaux sont attendus pour juin 2012.

Dans la suite de ce processus à caractère volontaire, la Commission européenne souhaite relancer le débat sur un renforcement du cadre législatif en la matière. Il est dès lors évident que le Luxembourg se positionnera à côté des délégations qui revendiquent un cadre plus restrictif. Les renforcements substantiels prévus actuellement en France, et d'éventuelles autres bonnes pratiques mises en évidence lors de l'analyse par les pairs, peuvent en effet servir comme orientations au développement de futures exigences minimales.

Ainsi, le Gouvernement luxembourgeois, tout en confirmant son soutien à la sortie rapide du nucléaire, soutient tous les efforts pour renforcer la sécurité des installations pendant la phase transitoire.

Question 1836 (5.1.2012) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant la **cigarette électronique:**

La cigarette électronique, qui existe depuis quelques années et qui semble devenir de plus en plus populaire, est un générateur d'aérosol dont la forme rappelle celle de la cigarette et qui sert à délivrer à son utilisateur de la fumée artificielle aromatisée contenant ou non de la nicotine.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- La vente de la cigarette électronique est-elle autorisée au Luxembourg?

- Dans l'affirmative, le Ministre peut-il me fournir des chiffres y relatifs?

- Quels sont les risques de santé qu'encourent les consommateurs, comparés à la cigarette classique?

- Est-ce que des personnes exposées non-fumeuses encourent des risques face à ce type de cigarette?

- Quelle est la position du Ministère de la Santé vis-à-vis de la cigarette électronique?

- Comment voit Monsieur le Ministre cette nouvelle forme de fumer dans le contexte de la loi antitabac?

Réponse (14.2.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Tout d'abord, je me permets de renvoyer l'honorable Parlementaire à ma réponse à la question parlementaire n°1105 de l'honorable Dé-

puté Jean Colombera *(cf. compte rendu n°8/2010-2011)* et de l'informer que la cigarette électronique n'est actuellement réglementée ni au niveau national, ni de manière harmonisée au niveau de l'Union européenne.

À ce jour, les discussions relatives à la cigarette électronique, menées au niveau des instances communautaires, n'ont pas encore abouti à une réglementation au niveau européen.

Par ailleurs, mes services ne disposent pas de statistiques quant au nombre de ventes de cigarettes électroniques au Luxembourg.

La cigarette électronique existe depuis quelques années et il s'agit d'un dispositif électronique imitant l'aspect d'une cigarette, et servant à délivrer à son utilisateur de la fumée artificielle aromatisée qui est inhalée et contient ou non de la nicotine.

Le dispositif électronique de la cigarette électronique contient une source de courant électrique, un générateur d'aérosol et une cartouche remplaçable renfermant un liquide. Lorsqu'un consommateur tire sur l'embout buccal, le dispositif électronique est activé et le liquide est réchauffé jusqu'à 65°C afin de produire une fumée d'aérosol destinée à être inhalée par le fumeur.

Le liquide est composé à 90% de propylène glycol, et contient également des arômes (arômes de tabac, de fruits, de café, de chocolat, menthe, rhum, vanille, amandes, caramel etc.), de l'éthanol et de la glycérine, ainsi que parfois de la nicotine et ce à des concentrations variables (entre 0-24 mg de nicotine par cartouche généralement). Lorsque le liquide contient de la nicotine hautement dosée, une cartouche de liquide équivaut à environ un paquet de cigarettes.

Les études scientifiques explorant l'éventuelle innocuité ou nocivité de la cigarette électronique restent lacunaires à l'heure actuelle.

Il semble avéré que la fumée de propylène-glycol produit des irritations au niveau des voies respiratoires lorsque inhalée de manière répétitive.

Des analyses toxicologiques ont également démontré que les quantités de nicotine absorbées, à concentration égale par cartouche, peuvent varier d'un individu à l'autre et selon le comportement inhalatoire du fumeur.

Par ailleurs, des substances cancérogènes et notamment des nitrosamines ont été décelées dans le liquide de la cigarette électronique, mais à des concentrations bien moindres que dans une cigarette normale. Les scientifiques supposent qu'il s'agit d'impuretés imputables au processus d'extraction de la nicotine.

Il n'existe actuellement pas d'étude scientifique démontrant l'efficacité de la cigarette électronique pour le sevrage tabagique. Selon certains, elle pourrait représenter au contraire un produit d'initiation à la consommation tabagique, de par les arômes sucrés et fruités qu'elle contient, qui sont surtout attractifs pour les jeunes consommateurs. Elle pourrait également entretenir et aggraver l'addiction à la nicotine.

Son utilisation dans les zones où il est interdit de fumer est déconseillée alors qu'il n'est pas possible actuellement d'évaluer le degré de pollution atmosphérique produit par les émissions de fumée exhalée, donc son degré de nocivité pour autrui.

Selon l'OMS, au vu du manque d'évidence scientifique existant à l'heure actuelle, toute publicité arguant un bénéfice pour la santé, une nocivité moindre ou une utilité dans les traitements d'aide au sevrage tabagique devrait être interdite jusqu'à preuve du contraire.

Ainsi, je ne manquerai pas de suivre aussi bien les évolutions au niveau de l'élaboration d'une réglementation communautaire en la matière que relatives aux études scientifiques ayant trait à la cigarette électronique afin d'en réglementer éventuellement l'utilisation au niveau national.

Question 1837 (5.1.2012) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **relations du Premier Ministre avec la presse:**

Monsieur le Premier Ministre a offert, comme tous les ans, une réception du Nouvel An aux journalistes actifs au Luxembourg. Dans ce contexte, il a mis en garde contre une «Kumpanei» (copinage) entre les hommes politiques et les journalistes.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre:

1) Pourquoi Monsieur le Premier Ministre offre-t-il tous les ans une réception à la presse? Cet acte, que les ministres font normalement pour leurs collaborateurs, ne risque-t-il pas déjà en soi de créer l'impression que Monsieur le Premier Ministre se considère en quelque sorte comme le supérieur de la presse? Cette impression n'est-elle pas renforcée par le fait que Monsieur le Premier Ministre «loue» la presse pour son travail? Dans quels autres pays le Premier Ministre offre-t-il une réception à la presse à l'occasion du Nouvel An?

2) Pourquoi Monsieur le Premier Ministre prend-il la parole à de telles occasions, alors que le Ministre des Communications et des Médias est un autre membre du Gouvernement?

3) Monsieur le Premier Ministre ne pense-t-il pas que le fait d'offrir tous les ans un déjeuner à des journalistes à l'occasion de l'Octave pourrait faire naître une sorte de copinage qu'il semble pourtant redouter tellement?

4) Monsieur le Premier Ministre estime-t-il opportun de donner des conseils aux journalistes lors de la réception du Nouvel An, par exemple sur la manière de traiter telle ou telle autre a.s.b.l., comme il l'a déjà fait par le passé?

5) Monsieur le Premier Ministre estime-t-il judicieux de remettre personnellement des distinctions honorifiques à des journalistes? Ne pense-t-il pas que, pour souligner l'indépendance de la presse, cette remise devrait se faire par une autre personnalité non directement engagée dans les affaires politiques?

6) Monsieur le Premier Ministre estime-t-il opportun de multiplier les interviews de fin d'année dans les hebdomadaires et autres organes de presse, ce qui, aux yeux d'un observateur non averti, pourrait ressembler à un culte de la personnalité comme on le connaît dans quelques pays lointains?

Réponse (12.1.2012) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

1) Les vœux de Nouvel An que le Premier Ministre présente à l'ensemble de la presse reposent sur une tradition vieille de plusieurs décennies. Je ne l'ai pas inaugurée, et je ne compte pas y mettre un terme.

L'idée que, par le fait de présenter des vœux de Nouvel An à la presse, je me considérerais comme son supérieur ne m'est jamais venue à l'esprit.

Je n'ai pas «loué» la presse pour le contenu des commentaires qu'elle peut avoir faits, mais pour le caractère complet des informations nationales et internationales qu'elle prodigue - performance quotidienne remarquable vu les faibles effectifs des rédactions luxembourgeoises. Pour le reste, les journalistes luxembourgeois ne sont pas des brebis dociles qui se laisseraient attendrir par les discours adoucissants et laudatifs du Premier Ministre.

Il est d'usage que les chefs de Gouvernement étrangers présentent leurs vœux à la presse, notamment en France.

2) Le Service des Médias et des Communications et le Service Information et Presse relèvent des attributions du Ministère d'État. Que le Premier Ministre, tout comme le Ministre des Communications, s'exprime à l'occasion de la cérémonie des vœux constitue une évidence et un signe élémentaire de pure politesse.

3) Mon prédécesseur a pris pour habitude d'inviter les journalistes assistant à sa conférence de presse à un déjeuner lors de l'«Oktavmäertchen», tout comme certains groupes parlementaires et partis rencontrent la presse dans un cadre décontracté à la fin des sessions parlementaires. Le «copinage», contre lequel j'ai mis en garde journalistes et hommes politiques, est tout à fait autre chose. Il ne faut pas confondre convivialité et copinage.

4) Je suis libre de mes propos lorsque je m'exprime devant la presse.

5) Lors de la fête nationale, les membres du Gouvernement remettent des distinctions dans les ordres nationaux à nos concitoyens qui ont acquis des mérites dans l'exercice de leur profession; comme par exemple aux fonctionnaires, aux salariés, aux commerçants et aux artisans. Je ne vois pas au nom de quel principe un traitement identique devrait être refusé aux journalistes qui entretiennent des relations professionnelles multiples avec les services dépendants du Ministère d'État.

6) Je ne sollicite pas les entretiens de presse qui me sont proposés et demandés en fin d'année. Je réponds aux questions très souvent critiques des journalistes au lieu d'adresser un message solennel au pays. Le fait d'accorder les interviews qui me sont demandées ne peut être assimilé ni par des «observateurs non avertis» ni par l'observateur averti, comme tel est le cas de l'honorable Député, à un culte de la personnalité. Là où la presse se voue au culte de la personnalité, elle n'a pas le droit de poser des questions. La presse luxembourgeoise n'est pas au service du Premier Ministre, elle l'interroge. La presse luxembourgeoise se veut critique et elle l'est. Il n'y a aucune raison de s'en plaindre.

Question 1838 (6.1.2012) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant les **projets luxembourgeois CDM (Clean Development Mechanism):**

Das Kyoto-Protokoll bietet den Regierungen und den Unternehmen aus den Industrieländern die Möglichkeit, einen Teil ihrer Emissionsverpflichtungen durch Projekte im Klimaschutz in den Entwicklungsländern mittels der CDM-Zertifikate zu erfüllen.

Derartige Projekte helfen im Kampf gegen den Klimawandel, da die Vermeidungskosten pro tCO_2-Äquivalent wesentlich geringer sind als in den Industrieländern. Zahlreiche wissenschaftliche Untersuchungen zeigen, dass Afrika mit seinen geringen CO_2-Emissionen am wenigsten zur Erderwärmung und zum Klimawandel beiträgt, jedoch am meisten betroffen ist. Die grassierende Armut gilt als die stärkste Begrenzung hinsichtlich der Emissionen. Das Bevölkerungsprogramm der Vereinten Nationen (UNPP) geht in seinen Projektionen für das Jahr 2050 von einer Verdoppelung der Bevölkerung Afrikas auf zwei Milliarden Menschen aus.

Während erwartet wird, dass die Emissionen der Industrieländer auf hohem Niveau stagnieren werden, zum Teil rückläufig sind, werden die Mehremissionen aus den Schwellen- und vor allem später aus den Entwicklungsländern stammen. Die ersten Auswirkungen des Klimawandels treffen insbesondere Afrika und es sollen dort vermehrt CDM-Entwicklungsprojekte durchgeführt werden. In diesem Zusammenhang soll auf die wertvollen Hilfestellungen der Europäischen Investitionsbank (EIB), der deutschen Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW) und der Afrikanische Entwicklungsbank (AEB) hingewiesen werden.

In diesem Zusammenhang möchte ich dem Herrn Minister für nachhaltige Entwicklung und Infrastrukturen die folgenden Fragen stellen:

- Welche CDM-Projekte wurden in den Entwicklungsländern durchgeführt?

- Wurde eine ähnliche Struktur wie die KfW mit der Abwicklung der Projekte beauftragt, welche über den Klimaschutzfonds Emissionsgutschriften aus Entwicklungsländern erwirbt?

- Welche inländischen Unternehmen beteiligen sich mit welcher Menge an tCO_2-Äquivalenten an diesen Projekten und in welchen Ländern?

- Hat sich Luxemburg auch an dem „Post-2012-Carbon-Fund" der EIB beteiligt?

Réponse (15.2.2012) de **M. Marco Schank,** *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:*

En réponse aux différentes questions que pose l'honorable Député au sujet des transactions du Luxembourg de droits d'émission de CO_{2e} dans les pays en voie de développement, la participation des entreprises nationales à ces projets ainsi que l'utilisation des services proposés par des différentes banques multilatérales ou institutions nationales ou régionales de développement, il y a lieu de faire les explications suivantes:

1. Projets bilatéraux pour un développement propre dans les pays en voie de développement

Le Luxembourg a actuellement conclu huit transactions bilatérales utilisant le mécanisme pour un développement propre (MDP ou CDM).

Toutes les huit transactions utilisant le CDM visent à acheter des tCO_{2e} qui sont ou seront générées avant la fin de 2012 et qui peuvent être utilisées pour la première période d'engagement Kyoto 2008-2012.

La majorité des réductions d'émission contractées des huit projets CDM proviennent de projets éoliens (43%), suivis par des projets d'efficience énergétique (23%), des projets de captage et combustion/utilisation du biogaz issu des décharges à ordures ménagères (16%) et des projets de biomasse (8%). Le plus grand nombre des projets sont localisés en Amérique latine et dans la région des Caraïbes (44%), suivi par l'Asie de l'Est, notamment la Chine (43%) et de l'Asie du Sud (3%).

Brève description des projets

1.1. El Salvador

Le projet «Nejapa Landfill in El Salvador» concerne la récupération de gaz de décharge, afin de réduire les émanations d'odeur et les émissions de polluants et avec le but de construire une installation de production d'électricité à partir des gaz récupérés. En novembre 2011, une centrale de production d'électricité à base du biogaz récupéré à la décharge de Nejapa a été inaugurée avec une capacité initiale de 6 MW. La décharge en question reçoit les déchets de la zone métropolitaine de San Salvador et d'une centaine de municipalités.

1.2. Chine

Ce projet concerne trois parcs éoliens avec une capacité combinée de 147,75 MW et une production combinée de 320 GWh/an. L'électricité produite est injectée dans les réseaux de Chine du Nord, Nord-est et Est. Les parcs éoliens contribuent ainsi à des réductions d'émissions de gaz à effet de serre qui auraient autrement été émis par des installations de production d'électricité classiques.

1.3. Mexique

Le projet «Milpillas Landfill Gas Recovery, Temixco, Mexico» porte sur la construction et la mise en opération d'un système de collecte et de brûlage de gaz de décharge du site Milpillas-Tetlama. Cette dernière est fermée depuis octobre 2006 après 30 années de fonctionnement et un volume total de déchets estimé à 9 millions de tonnes. Il n'y a à ce stade pas de projets d'utiliser les gaz récupérés pour produire de l'électricité. Un élément central de ce projet est aussi la prévention de la contamination du sol et des eaux à proximité du site, ces efforts ont porté sur le recouvrement de la décharge, la récupération et le simple traitement des eaux de lixiviation ainsi que la déviation des eaux pluviales de la décharge.

1.4. Inde

Le projet est localisé près du village de Chilakapalem et concerne une installation fonctionnant à la biomasse d'une capacité de 6 MW et 38 GWh/an. Le produit de l'électricité est opéré à partir du surplus de résidus provenant de l'agriculture, qui autrement auraient été brûlés dans les champs ou éliminés (rice husk, jute sticks, saw dust, bagasse). Le projet crée des emplois et par ailleurs génère des revenus supplémentaires pour les agriculteurs locaux en créant une demande pour ces résidus de biomasse qui n'auraient pas de valeur économique en absence du projet CDM.

1.5. Brésil

Ce projet porte sur la mise en place d'une installation de collecte et de brûlage de gaz de décharge. La décharge de Lara, située dans la zone industrielle de Maua, est exploitée depuis 1987 et reste ouverte jusqu'en 2014. Actuellement, y sont déversées entre 1.500 et 2.100 tonnes de déchets par jour.

1.6. Amérique latine

Le projet concerne la distribution en deux phases de douze millions de lampes CFL (Compact Fluorescent Lightbulbs) à des ménages pauvres. Chaque ménage signera un contrat qui assurera que les lampes CFL seront utilisées de façon responsable et qu'une revente sera évitée (chaque ménage recevra au plus quatre lampes CFL de 20 Watts, chacune remplaçant une lampe classique de 100 Watts). Les économies en énergie électrique sont estimées à 700 MWh/an pour le projet.

1.7. Brésil

Il s'agit de trois projets visant l'augmentation de l'efficacité de la génération de vapeur dans des unités de cogénération. Cette vapeur supplémentaire est utilisée pour produire de l'électricité. La capacité totale supplémentaire est de 62 MW générant annuellement 170.000 MWh d'électricité. La ressource renouvelable est de la bagasse, un produit dérivé de la production de sucre.

1.8. Ce projet concerne l'acquisition, en deux étapes, de 370.000 CERs à partir de projets éoliens.

Jusqu'à présent le Luxembourg n'a pas encore acquis par voie bilatérale des tCO_2 des projets MDP en Afrique. La raison principale étant le nombre limité de tels projets en Afrique, surtout dans les pays cibles de la coopération luxembourgeoise. Cependant, le MDDI est en train d'analyser, au sein du Comité interministériel des Fonds Kyoto, les possibilités d'approfondir le développement des projets MDP surtout dans les pays cibles de la coopération luxembourgeoise en Afrique.

2. Utilisation des services proposés par des différentes banques multilatérales ou institutions nationales ou régionales de développement pour l'achat des droits d'émission de CO_2

Le Luxembourg a, en utilisant des Fonds Kyoto, participé dans cinq fonds carbone gérés par les différentes banques multilatérales ou banques de développement. Cette participation col-

lective s'élève à quelque 43 millions d'euros et devrait procurer au Luxembourg quelque quatre millions de tonnes-équivalents de CO_{2e}. Toutefois, tout dépend de l'avancement des négociations sur lequel le Luxembourg n'a pas d'influence directe, car celles-ci sont menées par les «carbon managers» engagés par ces différentes institutions financières internationales gérant les fonds carbone, à savoir:

- BioCarbon Fund géré par la Banque mondiale;

- Community Development Carbon Fund géré par la Banque mondiale;

- Asia Pacific Carbon Fund de l'ADB géré par l'Asian Development Bank;

- Multilateral Carbon Credit Fund géré par la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD);

- Carbon Fund for Europe géré conjointement par la Banque européenne d'investissement (BEI) et la Banque mondiale.

2.1. Le «BioCarbon Fund» est une initiative publique/privée administrée par la Banque mondiale. Sa «Tranche One», à laquelle le Luxembourg participe avec une mise de cinq millions de dollars US, est opérationnelle depuis mai 2004 avec un capital total de 53,8 millions de dollars US. Les projets concernent le boisement et le reboisement (projets LULUCF) et la réduction des émissions de la déforestation et de la dégradation des forêts (projets REDD). Les participants à la «Tranche One» sont: le Canada, l'Espagne, l'Italie et le Luxembourg, ainsi que l'Agence française de développement, Eco-Carbone, ainsi que les firmes japonaises: Idemitsu Kosan Co., Japan Petroleum Exploration Co., Sumitomo Chemicals, Sumitomo Joint Electric Power Co., Suntory, The Japan Iron and Steel Federation, The Okinawa Electric Power Co., Tokyo Electric Power Co.

2.2. Le «Community Development Carbon Fund-CDCF» de la Banque mondiale a été créé en mars 2003. Entre-temps, neuf gouvernements et 16 firmes privées y participent avec un capital total de 128,6 millions de dollars US. La participation du Luxembourg s'élève à dix millions dollars US, soit 7,77% du total. Les participants sont: l'Autriche, Bruxelles-Région, le Canada, l'Espagne, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Wallonie, ainsi que les firmes et organisations: BASF, Daiwa Securities SMBC Principal Investments, EdP, Endesa, Fuji Photo Film Co., Göteborg Energi AB, Hidroelectrica del Cantabrico, IBRD as Trustee of the Danish Carbon Fund, Idemitsu Kosan, KfW, Nippon Oil Corporation, Okinawa Electric Power Co., Rautaruuki, Gas Natural, Statkraft Carbon Invest AS, Statoil ASA, Swiss Re.

2.3. Le «Carbon Fund for Europe-CFE» est un fonds géré conjointement par la Banque mondiale et la Banque européenne d'investissement (BEI). Le CFE est opérationnel depuis mars 2007 et dispose d'un capital de 50 millions d'euros. La participation luxembourgeoise s'élève à dix millions d'euros, soit 20% du total. Les participants sont: la Flandre-Région, l'Irlande, le Luxembourg, le Portugal et la société Statkraft Carbon Invest S.A. (Norvège).

Le CFE acquiert des unités de réduction d'émissions de gaz à effet de serre qui proviennent de projets pouvant bénéficier du CDM/MDP et du JI/MOC, et qui sont compatibles avec le système communautaire d'échanges de quotas d'émission, afin de faciliter la participation d'entreprises privées qui doivent réduire leurs émissions au titre des normes fixées par l'UE. En outre, le CFE peut investir jusqu'à 20% de son capital dans des fonds d'investissement verts.

Le CFE prend en considération tous les types de projets qui relèvent des secteurs suivants: énergies renouvelables, efficacité énergétique, récupération du méthane issu de décharges ou de l'épuration des eaux usées, récupération du gaz naturel qui serait autrement brûlé. Le CFE privilégie les projets dont les délais sont relativement courts, de manière à maximiser la création de crédits carbone créés avant 2013. Le CFE a également la possibilité d'acquérir des crédits carbone qui seront générés par ces projets après 2012, mais dans la limite de 40%.

2.4. Le Fonds «Asia Pacific Carbon Fund-APCF» de l'Asian Development Bank (ADB) est opérationnel depuis mai 2007. Le capital total est de 151,8 millions de dollars US. La participation luxembourgeoise s'élève à 15 millions de dollars US, soit 9,88% du total. Les participants au APCF sont: l'Espagne, la Finlande, la Flandre-Région, le Luxembourg, le Portugal, la Suède, la Suisse (Climate Cent Foundation).

2.5. Le «Multilateral Carbon Credit Fund-MCCF» de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) est opérationnel depuis fin 2006 et concerne les pays d'Europe Centrale et d'Asie Centrale, y compris la Russie. Les participants sont: l'Espagne, la Flandre-Région, la Finlande, l'Irlande, le Luxembourg, la Suède, ainsi que les sociétés Zeroemissions (Espagne), CEZ (République tchèque), Endesa (Espagne), Gas Natural (Espagne) et PPC (Grèce). Son capital s'élève à 190 millions d'euros (respectivement 208 millions d'euros avec les «promissory notes» émises par plusieurs participants. La participation luxembourgeoise au MCCF s'élève à dix millions d'euros.

3. Participation des entreprises luxembourgeoises dans ces projets MDP

À cette date et selon la connaissance du MDDI, aucune entreprise luxembourgeoise n'a participé dans les transactions d'achat des tCO_2 des projets MDP bilatéraux engagés par le Luxembourg ou projets MDP engagés par les différents fonds multilatéraux cités ci-dessus. Il est cependant possible que des entreprises luxembourgeoises aient acheté indépendamment et par leurs propres fonds des tCO_2 de ces projets, car la participation du Luxembourg ou des fonds dans ces projets MDP ne couvre pas toujours toutes les tCO_2 qui ont été mises sur le marché international par ces projets en question.

4. Participation du Luxembourg dans le «Post-2012 Carbon Fund» de la BEI

Le Luxembourg n'a pas participé à cette date dans le «Post-2012 Carbon Fund» de la BEI.

Question 1839 (6.1.2012) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant les **prothèses de hanche et de genou:**

La mise en place d'une prothèse est une procédure chirurgicale au cours de laquelle certaines parties d'une articulation sont enlevées et remplacées par un dispositif en matière synthétique, en céramique ou en métal. La prothèse est conçue pour permettre à l'articulation de se mouvoir comme une articulation normale et saine.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Combien de patients reçoivent chaque année au Luxembourg des prothèses de hanche ou de genou?

- Quelle est la moyenne d'âge de ces patients et leur répartition selon le sexe?

- Ces chiffres, soit la quantité soit la moyenne d'âge, sont-ils comparables aux chiffres de nos pays voisins?

- Quelles sont, le cas échéant, les conclusions que Monsieur le Ministre peut en tirer?

Réponse (13.2.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale:*

Je voudrais faire part à l'honorable Députée des différentes statistiques qui suivent en ce qui concerne l'implantation de prothèse de hanche, respectivement de genou.

- Nombre de patients ayant reçu au Luxembourg une prothèse de hanche et/ou de genou entre 2008 et 2010

		Nombre de patients		
	Libellé de l'acte	2008	2009	2010[11]
2 E90	Prothèse totale de la hanche	928	927	878
2 E91	Prothèse totale du genou	702	702	691
2 E96	Changement de prothèse totale de hanche	100	100	112
2 E97	Changement de prothèse totale du genou	65	62	57

Source: CNS

Ce tableau renseigne le nombre de patients ayant reçu au Luxembourg une opération pour l'implantation d'une prothèse de hanche, respectivement de genou et pour le changement de prothèse totale de la hanche, respectivement du genou. Il s'agit des personnes affiliées à l'assurance maladie luxembourgeoise (frontaliers compris), pour lesquelles les positions tarifaires indiquées ci-dessus ont été facturées. Il est possible que le chiffre de 2010 ne soit que provisoire, la réception des facturations n'étant pas encore close.

- Tableau reprenant la moyenne d'âge des patients (exprimée en années)

		Moyenne d'âge des patients		
	Libellé de l'acte	2008	2009	2010
2 E90	Prothèse totale de la hanche	70,59	71,38	70,39
2 E91	Prothèse totale du genou	68,95	68,19	67,25
2 E96	Changement de prothèse totale de la hanche	72,41	71,98	71,45
2 E97	Changement de prothèse totale du genou	67.89	69,24	69,44

Source: CNS

Ce tableau renseigne la moyenne d'âge de ces patients.

- Moyenne d'âge des patients ayant reçu une prothèse de hanche et/ou de genou selon le sexe (exprimée en années)

	Femmes			Hommes		
Acte	2008	2009	2010	2008	2009	2010
2 E90	72,93	73,87	73,18	66,85	67,23	66,01
2 E91	69,57	69,17	68,45	67,56	66,28	65,14
2 E96	74,25	73,76	73,24	70,07	68,95	68,34
2 E97	68,53	68,73	69,58	66,45	70,50	69,16

Source: CNS

Le tableau ci-dessus indique la moyenne d'âge par sexe, le tableau suivant renseignant le nombre de patients, par type d'opération, selon le sexe.

- Répartition selon le sexe des patients ayant reçu une prothèse de hanche et/ou de genou

	Femmes			Hommes		
Acte	2008	2009	2010	2008	2009	2010
2 E90	571	580	536	357	347	342
2 E91	486	463	439	216	239	252
2 E96	56	63	71	44	37	41
2 E97	45	44	38	20	18	19

Source: CNS

- Taux des opérations de prothèse de hanche et prothèse de genou dans différents pays de l'Union européenne

Pays	Taux/100.000 habitants pour prothèse de hanche en 2005 (2 E90+2 E96)	Taux/100.000 habitants prothèse du genou en 2005 n(2 E91+2 E97)
Luxembourg 1)	228	165
Luxembourg 2)	213	151
Royaume Uni	165	115
Pays-Bas	199	131
Suisse	218	158
France	222	99
Belgique	237	152
Allemagne (2004)	190	121

Source Weyer Stéphanie (2009) Rapport de fin de stage auprès de l'IGSS

Un essai de comparaison avait été réalisé, il y a quelques années pour les données de 2005, avec des données d'autres pays concernant la fréquence de l'opération. Le 1er taux relatif au Luxembourg est calculé par rapport à la population protégée (c'est-à-dire affiliée à l'assurance maladie luxembourgeoise) résidente au Luxembourg. Le 2e taux relatif au Luxembourg est calculé par rapport à la population résidente totale (méthode de calcul de l'OECD; sont compris des personnes non affiliées à l'assurance maladie luxembourgeoise).

Si le ratio des patients opérés au Luxembourg en 2005 se situe dans le même ordre de grandeur que des pays comme la Belgique, la France et la Suisse (seulement pour la prothèse de hanche en ce qui concerne la France), cette appréciation sommaire doit être relativisée notamment par le fait que les opérations réalisées à l'étranger sur des résidents du Luxembourg ne sont pas inclues dans ces chiffres. Par ailleurs la comparaison devrait plutôt se faire par groupe d'âge.

Chamber aktuell

CHAMBER TV VOUS PROPOSE TOUS LES **LUNDIS** ENTRE 20.00 ET 22.00 HEURES LES **MOMENTS FORTS** DE L'ACTUALITÉ PARLEMENTAIRE.

L'ÉMISSION EST **REDIFFUSÉE** DU **MARDI AU VENDREDI** DE 20.00 À 22.00 HEURES, À L'EXCEPTION DES JOURS DE SÉANCE.

LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES **N°6** • SESSION ORDINAIRE 2011-2012

16e séance	mercredi	1er février 2012
17e séance	jeudi	2 février 2012
18e séance	mardi	6 mars 2012

Visite officielle en Inde



(de gauche à droite) La Présidente du Parlement indien, Mme Meira Kumar a reçu M. Laurent Mosar, Mme Lydia Mutsch, M. François Bausch et M. Xavier Bettel.

Du 28 février au 2 mars 2012, une délégation parlementaire luxembourgeoise présidée par M. Laurent Mosar et composée en outre de Mme Lydia Mutsch, M. François Bausch et M. Xavier Bettel, s'est rendue au chevet de la plus grande démocratie au monde pour s'entretenir avec ses principaux dirigeants politiques.

Au premier jour de leur visite, les mandataires publics luxembourgeois ont pu rencontrer les membres de la Commission des Affaires étrangères du Parlement indien. Furent notamment abordés la crise financière en Europe, l'avenir de son système monétaire ainsi que la solidarité dont l'Union européenne témoigne envers la Grèce.

Le lendemain, la délégation parlementaire luxembourgeoise a eu une entrevue avec Mme Preneet Kaur, Secrétaire d'État indienne en charge des Affaires extérieures. À cette occasion, les députés luxembourgeois ont confirmé que le Grand-Duché entend soutenir l'Inde dans ses démarches pour obtenir un siège permanent au sein du Conseil de Sécurité de l'ONU. La veille, la Présidente de la Chambre du Peuple (Lok Sabha), Mme Meira Kumar, avait pu assurer la délégation luxembourgeoise que l'Inde à son tour appuierait la candidature luxembourgeoise en faveur d'un siège non permanent en 2013/2014.

À la fin de leur périple, les députés luxembourgeois ont eu l'occasion de s'entretenir avec M. Arun Jaitley, le leader de l'opposition au Rajya Sabha (le Conseil des États) et M. Pawan Kumar Bansal, le Ministre des Affaires parlementaires et des Ressources en eau. L'intérêt des parlementaires luxembourgeois a notamment porté sur le régime linguistique indien, les différences politiques existant entre le Parti du Congrès et le principal parti de l'opposition, le rôle que jouent les différents courants religieux indiens en politique, les menaces et attentats terroristes dont l'Inde est régulièrement la cible, ainsi que le fait qu'un important projet de loi anti-corruption n'a pas su passer le Parlement.

Tout en rappelant que les relations bilatérales entre l'Inde et le Grand-Duché sont excellentes, les parlementaires luxembourgeois et leurs interlocuteurs ont regretté que les relations commerciales entre les deux pays restent pour le moment figées à un niveau relativement modeste. Des efforts à faire des deux côtés furent notamment préconisés pour les dynamiser.

Audience au Palais grand-ducal



© 2012 SIP/Luc Deflorenne

Dans le cadre de sa visite d'État au Grand-Duché de Luxembourg du 20 au 22 mars 2012, Sa Majesté la Reine des Pays-Bas a reçu en audience au Palais grand-ducal M. Laurent Mosar, Président de la Chambre des Députés.

À l'écoute des parents d'enfants placés



Une délégation du Mouvement ATD Quart Monde a remis au Président son avis concernant le projet de loi relatif à la protection de la jeunesse.

Une délégation du Mouvement ATD Quart Monde fut reçue début mars par le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar. À cette occasion, elle lui remit son avis sur le projet de loi 5351 portant modification de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse.

Le document transmis se base sur le vécu et les aspirations des familles concernées par le projet de loi et qui vivent dans la précarité. Les personnes présentes lors de la remise de l'avis ont fait part de leurs observations et des expériences vécues à l'occasion du placement de leurs enfants dans des familles d'accueil.

D'une façon générale, les efforts fournis par les familles concernées pour le bien-être de leurs enfants seraient insuffisamment pris en compte. Les délégués du Mouvement ATD Quart Monde considèrent en effet que la nouvelle loi devrait mieux prendre en considération «le respect de la dignité ainsi que les droits des parents à recevoir les soutiens et aides nécessaires à la réalisation de leurs projets familiaux.»

Pétition contre une loi antitabac trop restrictive

Alors que l'avant-projet de loi du Ministre de la Santé portant sur l'interdiction de fumer dans les cafés et discothèques n'a pas encore été déposé à la Chambre des Députés, le texte génère déjà nombre de remous et de protestations. C'est ainsi que les représentants de la Fédération Horesca et de l'Association pour la Défense des Droits et Libertés Fondamentales des Citoyens ont tenu à remettre début mars au Président de la Chambre, M. Laurent Mosar, une pétition signée par 9.000 personnes.

Les signataires craignent en effet qu'une interdiction de fumer dans les cafés, bars et discothèques n'entraîne à moyen et long terme une baisse substantielle du nombre de leurs clients. Ils estiment ainsi à plusieurs centaines le nombre d'établissements menacés par la fermeture avec à la clé une perte significative d'emplois. Les signatures recueillies l'ont été auprès de tenanciers de débits de boissons et de leurs clients. Les représentants des pétitionnaires trouvent que le libre choix de fumer ou pas doit être respecté.

M. Laurent Mosar, tout en prêtant l'oreille aux doléances des pétitionnaires, s'est quant à lui posé la question si une future interdiction de fumer dans les cafés et discothèques ne contribuerait pas à attirer une nouvelle clientèle qui jusque-là s'est montrée réticente devant toute fumée bleue. Comme à l'accoutumée, le Président a assuré les représentants des pétitionnaires d'un renvoi dans les meilleurs délais de leur pétition devant la Commission des Pétitions de la Chambre, ceci pour examen approfondi.



Remise d'une pétition contre la généralisation de l'interdiction de fumer.

DANS CE NUMÉRO

Soins palliatifs	p. 195
Drogues à l'école	p. 215
Crise de la dette grecque	p. 219
Sommaire des séances publiques nos 16-18	p. 222
Sommaire des questions parlementaires	p. Q62

À la découverte du Centre Hospitalier du Nord d'Ettelbruck



Visite de la maternité au Centre Hospitalier du Nord à Ettelbruck.

À un moment où la réouverture de la maternité de Wiltz paraît illusoire, les députés de la Commission des Pétitions se sont informés sur le fonctionnement de la maternité au Centre Hospitalier du Nord à Ettelbruck. Ils ont en outre souhaité discuter sur la philosophie du suivi des femmes enceintes et accouchées.

La décision de fermer la maternité de Wiltz est à voir dans le contexte de la fusion des établissements hospitaliers d'Ettelbruck et de Wiltz. L'hôpital ne disposait plus d'un service d'urgence. La maternité a depuis longtemps dû faire face à des difficultés pour assurer les permanences 24 heures sur 24 avec une équipe composée de deux gynécologues, deux sages-femmes, deux anesthésistes et deux pédiatres.

De plus, on imputait à la maternité de Wiltz de ne pas accueillir assez de femmes, en l'occurrence 200 accouchements sur 800 naissances dans le nord du pays, alors que des études fixent la «masse critique» à 300 voire 500 naissances.

Au cours de leur visite du 7 mars passé, les députés se sont intéressés au fonctionnement des salles d'accouchement et à la médicalisation des accouchements. Le taux des césariennes au Grand-Duché se situe à 30%, celui de la maternité d'Ettelbruck à 36%, tandis que l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) estime que 15% sont médicalement justifiés.

La maternité de Wiltz était connue pour son attitude en faveur des accouchements naturels ou de l'allaitement maternel. À Ettelbruck, l'intérêt pour l'utilisation des baignoires en salle d'accouchement semble réduit, selon les explications d'un des gynécologues. Au cours de l'entrevue, les responsables de l'hôpital ont décrit leurs efforts en faveur de l'allaitement et ont souligné ne pas souhaiter imposer trop de contraintes aux jeunes mamans. De ce fait, l'hôpital ne remplit pas les conditions pour obtenir le label «hôpital ami des bébés» («mother and baby-friendly hospital»).

Les membres de la Commission des Pétitions tireront les conclusions de la visite lors d'une prochaine réunion. La commission est saisie depuis le 1er juillet 2011 de la pétition intitulée „Nee zu der Fermeture vun der Maternité Wolz". Elle a déjà eu un échange de vues avec les représentants des pétitionnaires le 19 septembre 2011 et avec le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale le 27 octobre 2011.

Croissance et individu: deux faces, une médaille



Mme Viviane Reding, Vice-Présidente de la Commission européenne, a répondu aux questions des parlementaires.

Dans un souci de transparence et pour témoigner de la bonne collaboration qui existe entre l'exécutif bruxellois et les parlements nationaux au niveau européen, Mme Viviane Reding a répondu à la mi-mars aux questions des députés de deux commissions parlementaires, le tout sous l'œil des caméras et des plumes des journalistes présents à la Maison de l'Europe.

Se prêtant pour la deuxième fois en l'espace d'un an à cet exercice, la Vice-Présidente de la Commission européenne a d'emblée tenu à rappeler que le portefeuille qu'elle occupe - première Commissaire européenne en charge de la justice, des droits fondamentaux et de la citoyenneté - n'a vu le jour qu'avec la mise en vigueur du Traité de Lisbonne. D'où son engagement sans faille pour une réforme des systèmes de justice - sinon leur création - au sein de l'Union européenne pour que davantage de sécurité juridique puisse stimuler davantage d'investissements et donc de croissance dans un marché unique européen qui en a grandement besoin. Le tout bien entendu en sauvegardant les droits de l'individu, c'est-à-dire les droits de 500 millions de citoyens européens.

Le ton fut donc tout trouvé pour aborder la réforme de la protection des données personnelles en Europe, avec un règlement pour tout un continent où 27 régulateurs nationaux verront leurs pouvoirs renforcés, notamment en matière de sanctions financières. L'entreprise qui à l'avenir enfreint sur le sol européen la législation sur la protection des données personnelles des consommateurs pourra se faire pénaliser d'un montant qui équivaut à 2% de son chiffre d'affaires mondial. Et à Mme Reding de plaider dans la foulée pour un droit à l'oubli - selon ses dires, la radiation, si souhaitée, de données personnelles appartenant au seul individu des sites de réseaux sociaux est parfaitement possible et réalisable - ainsi que pour la création d'un droit européen harmonisé en matière d'achat et de vente d'articles de consommation en ligne.

Mme Reding se fit aussi l'avocate d'une législation européenne plus adaptée en matière d'insolvabilité des entreprises: au lieu de démanteler les firmes défaillantes, elle devrait davantage les aider à se remettre sur pied. La création d'un certificat successoral européen dans le cadre de litiges transfrontaliers ainsi que la mise sur les fonts baptismaux d'un véritable Parquet européen afin de combattre les atteintes aux intérêts financiers de l'Union européenne feront partie de ses principales préoccupations dans les mois à venir.

Interrogée finalement sur les quotas réglementaires qu'elle entend instaurer pour promouvoir davantage de femmes dans les instances de pouvoir des grandes entreprises, Mme Reding s'est dite sereine. À une époque où 60% des diplômes universitaires en Europe sont décernés à des femmes, il serait inconcevable de se priver de tant de talent, surtout par les temps économiques qui courent. D'ailleurs, suite à une enquête réalisée auprès des principales écoles de management en Europe, 3.500 femmes seraient immédiatement «boardable», c'est-à-dire aptes de par leurs compétences à rejoindre du jour au lendemain les directoires et conseils d'administration de grandes sociétés.

Visite au siège de «lalux»



M. Claude Frieseisen, M. Laurent Mosar et M. Pit Hentgen.

Le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar vient de visiter les nouveaux locaux de la compagnie d'assurances «La Luxembourgeoise». Fin 2011, le siège de l'entreprise familiale luxembourgeoise a été transféré du centre de la capitale à Leudelange. Elle a profité de l'occasion pour se donner une nouvelle identité visuelle et se doter d'un nouveau slogan publicitaire.

Après avoir été accueilli par le Président-Directeur général, M. Pit Hentgen, M. Mosar a pu visiter une partie des nouveaux bâtiments modernes et écologiques et rencontrer des collaborateurs de la plus ancienne compagnie d'assurances luxembourgeoise.

Créée en 1920, «La Luxembourgeoise» emploie plus de 320 personnes sur le nouveau site à Leudelange.

Le «Bretzelsonndeg» avant l'heure

Il y a des traditions qu'il faut savoir honorer. Le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar fut ravi de recevoir un grand bretzel le 13 mars 2012, cinq jours avant le «Bretzelsonndeg».

M. Henri Wagener, Président de la Confédération européenne des organisations nationales de la boulangerie et de la pâtisserie a profité de l'occasion pour rendre le Président attentif à la surcharge administrative que la Commission européenne impose aux artisans.

Le représentant des boulangers-pâtissiers a ainsi regretté qu'au final ce soient toujours les clients qui en font les frais.

M. Mosar a assuré les délégués que la Chambre restera à l'écoute des petites et moyennes entreprises étant donné qu'elle reçoit régulièrement les avis sur les projets législatifs en devenir de la part des chambres professionnelles représentant les corps de métiers.



Les boulangers-pâtissiers ont offert des bretzels au Président et à l'administration parlementaire.

Centre pour l'égalité de traitement

Remise du rapport 2011



Le Président s'est vu remettre le rapport d'activité du Centre pour l'égalité de traitement.

Le 7 mars passé, les responsables du Centre pour l'égalité de traitement (CET) ont remis au Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, leur 3e rapport général d'activité.

Créé par la loi du 28 novembre 2006, le Centre a pour objet de promouvoir, d'analyser et de surveiller l'égalité de traitement entre toutes les personnes sans discrimination fondée sur la race ou l'origine ethnique, le sexe, l'orientation sexuelle, la religion ou les convictions, le handicap et l'âge.

En 2011, le Centre a ainsi traité 118 dossiers dont 72 ont pu être clôturés.

Lors de la remise officielle du rapport, le Président du CET, M. Patrick de Rond a saisi l'occasion pour rappeler au Président de la Chambre une revendication déjà ancienne du CET, à savoir la création d'une Maison des droits de l'Homme au Luxembourg.

La Présidente de la Chambre basse de Tchéquie au «Krautmaart»

Parmi les sujets bilatéraux abordés le 15 février 2012 entre le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, et son homologue tchèque, Mme Miroslava Němcová, a notamment figuré la nécessité de signer une convention contre la double imposition. Les deux Présidents se sont montrés convaincus qu'un tel accord encouragera le développement des relations commerciales entre la République tchèque et le Luxembourg.

Dans le cadre d'un renforcement de la coopération entre les Universités de Prague et du Luxembourg, Mme Němcová a notamment rendu attentif à la valeur symbolique de la dénomination de l'Université de Prague, la plus ancienne d'Europe centrale, qui porte le nom de l'empereur Charles IV, fils de Jean l'Aveugle, Roi de Bohême et Comte de Luxembourg.



La Présidente du Parlement tchèque, Mme Miroslava Němcová.

Les Présidents des deux Parlements ont par ailleurs déclaré vouloir renforcer les liens entre leurs assemblées. Ils ont exprimé leur inquiétude que les parlements des petits États membres de l'Union européenne ne se trouvent marginalisés dans les prises de décisions au niveau européen.

Visite d'une délégation du Parlement ukrainien



Les Présidents des Parlements luxembourgeois et ukrainien, M. Laurent Mosar et M. Volodymyr Mikhailovich Lytvyn (à droite).

Le 14 février 2012, une délégation du Parlement ukrainien, avec à sa tête le Président M. Volodymyr Mikhailovich Lytvyn, a rencontré tour à tour le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, des membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères ainsi que la délégation luxembourgeoise à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Parmi les principaux sujets évoqués figuraient notamment les obstacles persistants au développement d'échanges commerciaux plus intenses entre le Luxembourg et l'Ukraine. Alors que la négociation entre les deux pays d'une convention de non double imposition fut déjà achevée en 1997, le Parlement ukrainien ne l'a toujours pas ratifiée. Au cours des entretiens avec leurs homologues ukrainiens, les députés luxembourgeois ont insisté sur l'importance d'un système judiciaire indépendant en Ukraine qui à terme pourrait redonner confiance aux investisseurs potentiels étrangers. Le Président Lytvyn a renvoyé dans ce contexte aux progrès qui ont déjà été réalisés depuis 1989, date à laquelle le pays a retrouvé sa pleine souveraineté.

Le cas de Ioulia Timochenko, principale figure de l'opposition en Ukraine et contre laquelle plusieurs enquêtes ont été lancées, a également été évoqué. Jugée pour avoir signé avec la Russie un contrat gazier désavantageux en janvier 2009, l'ancien Premier Ministre a été condamnée à sept ans de prison le 11 octobre 2011. Malgré l'insistance de l'Union européenne, qui appelle à sa libération, le pouvoir ukrainien s'est montré jusqu'à présent peu flexible.

Finalement, les parlementaires ukrainiens ont plaidé pour la mise en œuvre entre l'Ukraine et le Luxembourg d'un programme en matière culturelle et artistique. Ils ont également insisté sur une coopération plus poussée entre l'Université de Kiev et l'Université du Luxembourg dans le domaine de l'informatique.

«Le droit à l'alimentation»: un droit fondamental



M. Olivier De Schutter (4e de gauche), Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation, reçu par des membres de la Commission des Affaires étrangères.

Interpeller la communauté internationale sur le droit fondamental des êtres humains à une alimentation de base, c'est la mission du Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation. Au cours de son entrevue avec les députés de la Commission des Affaires étrangères de la Chambre, M. Olivier De Schutter a abordé certaines questions de principe qui se posent lorsque les pays en développement cherchent à donner un caractère durable à leur politique de développement.

D'un côté, les pays en développement ne sauront combattre les famines qui touchent leur population sans recourir à l'aide fournie par l'extérieur. Ils doivent aujourd'hui faire face à une explosion des prix alimentaires causant la sous-alimentation d'une grande partie de leurs citoyens.

D'un autre côté, ces pays sont confrontés aux pressions de certains gros producteurs, la plupart du temps des multinationales qui s'accaparent les terres et ruinent l'agriculture et les marchés locaux. M. Schutter est d'avis que les populations des pays pauvres doivent être conseillées dans leur quête à s'auto-alimenter.

Au cours de son échange de vues avec les députés, le Rapporteur spécial de l'ONU a notamment évoqué

- les opportunités d'investir dans l'agriculture régionale et locale afin de garantir sa survie,
- la signification de l'agro-écologie comme une science permettant de repenser l'investissement dans les pays pauvres.

Selon le mandat qui lui a été confié, le Rapporteur spécial doit «promouvoir la pleine réalisation du droit à l'alimentation et l'adoption de mesures aux niveaux national, régional et international pour ce faire».

Le Rapporteur spécial coopère avec les gouvernements de toutes les régions du monde, mais aussi avec les agences des Nations Unies et d'autres organisations internationales, le secteur privé et la société civile.

Les droits de l'Homme à la merci de la crise

M. Thomas Hammarberg est bien placé pour le savoir! Reçu le 8 mars 2012 à la Chambre par les députés de la Commission des Affaires étrangères ainsi que par les membres de la délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE), le Suédois a stigmatisé les ravages que la crise économique est susceptible de causer aux droits fondamentaux de l'Homme.

Pour ce promoteur des droits de l'Homme en Europe et dans le monde, nombreux sont ceux qui par les temps budgétaires difficiles qui courent en ressentent les effets. En première ligne bien sûr les retraités dont les pensions se trouvent rongées par les différentes politiques d'austérité mises en œuvre.

Viennent ensuite les femmes qui ont interrompu leur carrière professionnelle pour s'occuper de leurs enfants ainsi que les familles monoparentales. La montée inexorable du chômage met en danger la cohésion sociale et fait apparaître des tensions.



M. Thomas Hammarberg reçu par des membres de la Commission des Affaires étrangères.

En sa qualité de Commissaire aux droits de l'Homme, élu le 5 octobre 2005 par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, M. Hammarberg invite les gouvernements à tout mettre en œuvre pour mieux protéger les plus faibles.

Autre sujet abordé au cours de l'entrevue de M. Hammarberg avec les représentants luxembourgeois: la Charte des droits fondamentaux de l'Union qui, annexée au Traité de Lisbonne, souligne l'importance que l'Union européenne attache aux droits de l'Homme. De part et d'autre, il fut notamment constaté que la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) et la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH) risquent au fil des ans de faire apparaître des divergences d'interprétation et d'appréciation en matière de droits de l'Homme.

Une éventuelle adhésion de l'Union européenne à la CEDH pourrait gommer ces divergences et assurer une meilleure garantie des droits et libertés, qu'ils le soient par des textes de l'Union européenne ou du Conseil de l'Europe.

Finalement, le Commissaire Hammarberg a tenu à remercier les autorités luxembourgeoises pour leur soutien sans faille dans la cause qui est la leur de défendre sans cesse les droits de l'Homme.

Cattenom et mobilité dans la Grande Région



Mme Annegret Kramp-Karrenbauer signe le Livre d'or de la Chambre des Députés.

Au cours d'un échange de vues réunissant le 8 février 2012 la Ministre-Présidente de la Sarre, Mme Annegret Kramp-Karrenbauer, et le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, l'attention était avant tout focalisée sur la sécurité de la centrale nucléaire de Cattenom ainsi que la mobilité dans la Grande Région.

Les gouvernements sarrois et luxembourgeois figurent parmi ceux réclamant une amélioration généralisée des standards de sécurité ayant cours dans l'exploitation des centrales nucléaires. Ensemble avec les autorités de la Rhénanie-Palatinat, ils ont eu recours à un observateur mandaté dans l'équipe qui, début août 2011, a mené un test de résistance (stress test) sur la centrale de Cattenom.

Le concept de la Grande Région devrait être davantage véhiculé et mis en avant auprès des citoyens sarrois et luxembourgeois. Alors qu'au quotidien 7.000 frontaliers sarrois viennent travailler au Grand-Duché, les liaisons en bus entre Sarrebruck et Luxembourg s'avèrent encore insuffisantes même si elles ont déjà été améliorées pour compenser l'absence d'une ligne ferroviaire entre les deux villes.

Par ailleurs Mme Kramp-Karrenbauer et M. Laurent Mosar ont estimé qu'une meilleure interconnexion entre les agglomérations des deux côtés de la Moselle contribuerait à accroître le potentiel économique de la région.

Afin de mieux combattre le fléau du chômage, M. Mosar et son hôte sarrois ont réitéré l'idée d'une banque de données commune relevant les emplois disponibles aussi bien au Luxembourg que dans la Sarre, notamment dans les domaines de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Bureau de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie à Phnom Penh



Les membres du Bureau de l'APF devant l'Assemblée nationale du Cambodge.

L'avenir des droits des femmes, le développement économique et social et la réalité quotidienne des parlementaires sur le terrain ont figuré à l'ordre du jour des débats du Bureau de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) qui s'est réuni du 8 au 10 février 2012 à Phnom Penh au Cambodge à l'invitation de M. Samdech Akka Moha Ponhea Chakrei Heng Samrin, Président de l'Assemblée nationale du Cambodge.

Le Bureau a en outre évoqué les situations politiques dans l'espace francophone et a adopté une résolution sur les sections suspendues et notamment sur la Côte d'Ivoire, la Guinée, Madagascar et la Syrie.

Il a confirmé la présence de l'APF au Forum mondial de la langue française auquel participera une délégation de parlementaires et de jeunes. Sous la présidence de M. Roch Marc Christian Kaboré, Président de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie et Président de l'Assemblée nationale du Burkina Faso, la problématique des élections présidentielles au Sénégal et le conflit syrien ont en particulier été abordés au cours de cette réunion qui a rassemblé 25 parlementaires issus de 16 sections représentant toutes les régions de l'APF.

À Phnom Penh, les présidents des commissions de l'APF, la présidente du réseau des femmes parlementaires ainsi que les chargés de mission régionaux ont ainsi fait le point sur les principaux défis et les différentes activités de l'APF depuis juillet 2011, comme par exemple la visite d'une délégation de l'APF auprès de l'Assemblée parlementaire tunisienne en décembre 2011. Les membres du Bureau ont par ailleurs longuement débattu des questions liées au financement de la Francophonie et décidé que la prochaine session plénière se tiendra à Bruxelles en 2012.

Après que Jacques Legendre, Secrétaire général parlementaire de l'APF, eut présenté son rapport, le Bureau adopta le budget 2012 de l'APF qui fut exposé par le Vice-Président de la Chambre des Députés, M. Michel Wolter.

Dans son rapport, M. Wolter a souligné les défis auxquels fait face l'APF en temps de crise économique et financière. En sa qualité de trésorier international, M. Wolter a attesté de la bonne santé financière de cette assemblée parlementaire internationale qui, malgré quelques incertitudes concernant les recettes, parvient à maîtriser ses dépenses avec rigueur.

Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée

Les droits des femmes dans les pays euro-méditerranéens

«Le rôle des femmes dans le processus de démocratisation et la gouvernance dans la région euro-méditerranéenne» a constitué le sujet d'une réunion des membres de l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée (AP-UpM) le 1er mars 2012 à la Chambre des Députés. Sous la présidence de la députée socialiste Mme Claudia Dall'Agnol, les membres de la Commission pour les droits de la femme dans les pays euro-méditerranéens ont débattu sur trois rapports. Leurs réflexions vont s'insérer dans les travaux préparatifs en vue de la session plénière de l'AP-UpM du 25 mars à Rabat au Maroc.

Les parlementaires ont noté qu'au vu de l'égalité entre femmes et hommes, la présence de la femme dans toutes les structures étatiques et internationales est un facteur de justice et d'équité apte à assurer l'équilibre dans la société. Ils ont souligné que le respect des droits des femmes est indispensable au maintien de la qualité de la démocratie et à la réussite des objectifs politiques et économiques de l'Union pour la Méditerranée.

La transition politique dans les pays arabes partenaires fut également abordée. À la lumière des évolutions sociopolitiques actuelles dans la région du sud de la Méditerranée, les délégués ont invité les autorités des États partenaires à tout mettre en œuvre pour que les mouvements démocratiques en cours puissent faire émerger des sociétés équitables garantissant une égalité des droits entre hommes et femmes.

Alors que l'engagement politique des femmes dans les mouvements révolutionnaires récents n'a pas toujours porté ses fruits (statut des femmes inchangé une fois les nouveaux régimes en place), les députés ont lancé un appel aux États arabes partenaires de ne pas retomber dans les errements du passé. Les progrès réalisés en Tunisie depuis l'avènement de la révolution (fixation d'un âge minimum pour le mariage, droit de vote pour les femmes) furent ainsi salués unanimement.

Parmi les propositions dans les rapports figurent notamment:

- la création d'un Observatoire méditerranéen sur l'égalité des genres et un Réseau euro-méditerranéen d'académiciens et de spécialistes dans ce domaine,

- la promotion d'actions positives à réaliser dans les pays faisant partie de l'Union pour la Méditerranée, avec notamment l'adoption d'une «charte sur les droits des femmes»,

- la réalisation d'un réseau informatique permettant l'échange d'idées, d'informations et de bonnes pratiques entre les déléguées, femmes membres de l'Assemblée,

- l'utilisation des nouveaux médias (Internet et réseaux sociaux) pour promouvoir et stimuler la participation politique des femmes,

- la création de numéros verts, de services d'aide en ligne ainsi que de centres de soutien offrant une assistance légale, sanitaire et psychologique aux femmes victimes de violence et de discrimination.



Mmes Martine Mergen et Claudia Dall'Agnol (3e et 4e de gauche) ont participé à la réunion de l'AP-UpM.

Réunion interparlementaire autour du semestre européen

Le Parlement européen a organisé les 27 et 28 février 2012, à Bruxelles, une réunion interparlementaire de commissions réunissant des députés européens et des députés nationaux de l'UE pour débattre du semestre européen comme outil de coordination des politiques économiques. La délégation luxembourgeoise était composée de MM. Fernand Boden, Gilles Roth, Alex Bodry, Roger Negri et Gast Gibéryen.

Lors de l'ouverture de la réunion, M. Herman Van Rompuy, Président du Conseil européen, a tenu à souligner l'interdépendance et la coresponsabilité des États membres au sein de l'Union européenne, ainsi que le rôle des parlements nationaux de plus en plus impliqués dans la gestion des politiques au sein de la zone euro. La tenue d'un tel forum réunissant Parlement européen et parlements nationaux autour du semestre européen revêtirait une importance capitale pour comprendre les points de vue des différentes parties prenantes.

Le Président de la Commission européenne, M. José Manuel Barroso a rappelé que l'objectif du semestre européen consiste à coordonner les politiques budgétaires économiques et structurelles avant que celles-ci ne soient adoptées afin de prévenir d'éventuels déséquilibres et inconsistances avec les objectifs de l'UE, tout en rappelant que les parlements nationaux resteraient maîtres de leurs processus budgétaires.

Certains députés, comme M. Philippe Marini du Sénat français et M. William Cash de la Chambre des Communes, se sont montrés très critiques à l'égard de ce qu'ils considèrent être une tentative des institutions de surveiller des processus qui restent de compétence nationale. La réunion a également été l'occasion d'aborder l'adoption du récent pacte budgétaire qui doit contribuer à assurer un meilleur respect du Pacte de stabilité et de croissance (PSC) au sein de l'UE.

Plusieurs critiques et inquiétudes ont été émises à ce sujet. Pour le député Alex Bodry (LSAP), s'il est en effet nécessaire de se fixer des objectifs financiers communs et de surveiller le respect du PSC, le choix des moyens à mettre en œuvre doit rester du ressort des États membres et donc de leurs parlements. Soulagé qu'on ait abandonné l'idée de vouloir imposer la transposition de la règle d'or budgétaire, dont la plus-value reste d'ailleurs incertaine, dans les constitutions nationales, le député a néanmoins tenu à signaler qu'il serait utile d'organiser un échange de vues entre parlements nationaux sur la transposition en droit national des nouvelles dispositions du «six-pack» et du nouveau pacte budgétaire.



(de gauche à droite) MM. Fernand Boden, Gilles Roth, Alex Bodry, Roger Negri et Gast Gibéryen.

Chamber aktuell

Chamber TV vous propose tous les ***lundis*** *entre 20.00 et 22.00 heures les* ***moments forts*** *de l'actualité parlementaire.*

L'émission est ***rediffusée*** *du* ***mardi au vendredi*** *de 20.00 à 22.00 heures, à l'exception des jours de séance.*

Réforme de la politique commune de la pêche



M. Roger Negri (LSAP).

La réforme de la politique commune de la pêche (PCP) était à l'ordre du jour d'une réunion, le 28 février 2012 à Bruxelles, de députés du Parlement européen et des parlements nationaux. La Chambre des Députés y était représentée par M. Roger Negri (LSAP).

Ouverte par la Commissaire européenne aux affaires maritimes et à la pêche, Mme Maria Damanaki, la réunion a abordé trois points essentiels du paquet de réformes: la réforme du règlement de base de la PCP, l'organisation commune des marchés et les organisations de producteurs dans le cadre d'une PCP réformée et les perspectives du nouveau Fonds européen maritime et de la pêche. L'implication active des parlements nationaux est censée améliorer la qualité et l'appropriation de la réforme.

Selon la Commissaire, la réforme de la PCP en direction d'une politique plus durable qui garantirait la reconstitution des stocks halieutiques ainsi que des bonnes performances économiques de ce secteur bénéficie d'un large soutien. La Commissaire a néanmoins dû reconnaître que de nombreux parlementaires avaient appelé de leurs vœux une approche plus flexible et un délai plus réaliste pour l'atteinte simultanée du rendement maximal durable pour tous les stocks halieutiques.

Comprenant que la mise en place de la réforme risquerait de s'avérer difficile pour certains, la Commissaire a néanmoins tenu à souligner les abus et résultats décevants qu'avait entraînés l'absence de délais strictes dans le passé. Elle a rejeté les accusations de soutien d'une vision libérale de la pêche par le biais de l'introduction de concessions de pêche transférables. Quant à la pratique des rejets de captures indésirables, s'il n'y est pas remédié, elle risquera d'entraîner le boycott de certains produits de la pêche par les consommateurs.

Pour rappel, lors d'une réunion avec la Commissaire en octobre 2011, le député luxembourgeois M. Roger Negri s'était interrogé sur la meilleure manière de sensibiliser le consommateur pour l'aider dans ses choix afin de soutenir une pêche durable par le biais de nouvelles normes de commercialisation en matière d'étiquetage et de traçabilité.

La Chambre des Députés avait adopté le 13 octobre 2011 une résolution saluant les propositions de la Commission européenne, tout en soulignant, entre autres, le risque lié à l'introduction de concessions de capture transférables, la nécessité de fixer des quotas de pêche selon des critères de durabilité transparents et scientifiques, ainsi que l'importance de la création d'un réseau de réserves marines.

Assemblée parlementaire de l'OSCE

Les missions d'observation des élections restent une priorité

Au cours de la Session d'hiver de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE qui s'est tenue les 23 et 24 février 2012 à Vienne, le Comité permanent a pris la décision d'observer les élections présidentielles en Russie. L'opportunité d'une telle mission, trois mois après celle concernant les élections législatives (Douma), a fait l'objet de discussions controversées au sein de cette structure réunissant les chefs de délégation des Parlements des 55 pays membres de l'OSCE.

Finalement, il fut retenu que les missions d'observation des élections restent une priorité de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE et que, partant, une délégation serait envoyée pour observer les élections du 4 mars en Russie, complémentairement à la mission d'observation des élections organisée par l'exécutif de l'OSCE.

Au cours de la Session d'hiver, les rapporteurs des trois commissions de l'Assemblée parlementaire ont présenté les grandes lignes de leurs contributions pour la réunion annuelle qui se tiendra en juillet à Monaco. La réunion de la Commission générale de la Démocratie, des Droits de l'Homme et des Questions humanitaires était rehaussée par la présentation de cas concrets de violation des droits de l'Homme en Italie (cas Giuseppe Uva), en Russie (cas Sergueï Magnitski), au Bélarus (cas Andreï Sannikov) et en Ukraine (cas Ioulia Timochenko, présenté par sa fille Eugenia Timochenko).

Un autre sujet abordé par cette commission a été une étude sur les conditions des prisonniers dans les pays membres de l'OSCE. Les discussions au sein de la Commission des Affaires politiques et de la Sécurité se sont focalisées sur la lutte contre le terrorisme et le crime. Les parlementaires ont exprimé leurs vues notamment sur la criminalité en ligne («Cyber threats»), sur la nécessité d'harmoniser les législations des pays membres de l'OSCE et sur le besoin d'accorder les mesures contre le terrorisme avec le droit international et les droits de l'Homme.

Un débat sur la crise économique et financière actuelle en Europe figurait à l'ordre du jour de la Commission générale des Affaires économiques, de la Science, de la Technologie et de l'Environnement. Les orateurs ont souligné que la politique d'austérité devra être accompagnée d'une politique de rétablissement du pouvoir d'achat et que la lutte contre le chômage, notamment en ce qui concerne le chômage des jeunes, doit être prioritaire.



La Chambre des Députés était représentée par MM. Alex Bodry, Paul Helminger et Raymond Weydert.

NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU **N°6** • SESSION ORDINAIRE 2011-2012

Conducteurs routiers

6286 - Projet de loi modifiant la loi du 5 juin 2009 relative à la qualification initiale et à la formation continue des conducteurs de certains véhicules routiers affectés aux transports de marchandises ou de voyageurs et modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet 1. le développement et la diversification économiques et 2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie

Le présent projet de loi a pour objet de redresser certaines imperfections textuelles qui ont été révélées après le démarrage des différentes formations prévues par la loi du 5 juin 2009 relative à la qualification initiale et à la formation continue des conducteurs de certains véhicules routiers affectés aux transports de marchandises ou de voyageurs et modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet 1. le développement et la diversification économiques et 2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie.

En outre, les modifications projetées visent à inscrire dans la loi une base légale pour le financement des différentes formations ainsi que les conditions d'obtention de l'agrément dont doit disposer l'organisme autorisé à dispenser lesdites formations.

Par ailleurs, le projet de loi entend proroger, conformément à la directive 2003/59/CE relative à la qualification initiale et à la formation continue des conducteurs de certains véhicules routiers affectés aux transports de marchandises ou de voyageurs, les délais visés pour la formation continue, en ce sens que les titulaires des permis de conduire des différentes catégories visées par la loi du 5 juin 2009 précitée doivent suivre au plus tard une première formation continue dans les sept ans qui suivent la date de mise en vigueur de ladite directive.

Enfin, la loi en projet se propose de procéder à certaines rectifications des références cadastrales des terrains acquis sur le territoire de la commune de Sanem en vue d'y implanter le centre de formation.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 24.05.2011

Rapporteur: M. Marc Spautz

Travaux de la Commission du Développement durable (Président: M. Fernand Boden):

20.06.2011 Désignation d'un rapporteur
19.07.2011 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
11.01.2012 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
18.01.2012 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 02.02.2012

Luxembourg-Tunisie

6332 - Projet de loi portant approbation de la Convention de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Tunisienne, signée à Tunis, le 30 novembre 2010

Le projet de loi a pour objet l'approbation de la convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Tunisienne sur la sécurité sociale, qui a été signée à Tunis en date du 30 novembre 2010.

Cette nouvelle convention remplacera l'actuelle convention en matière de sécurité sociale du 23 avril 1980 par un instrument de coordination plus moderne et plus adéquat, en introduisant un certain nombre d'améliorations, notamment l'élargissement du champ d'application personnel à l'ensemble des personnes assurées sous l'une ou l'autre législation, l'extension du champ d'application matériel à l'assurance dépendance, la totalisation avec des périodes d'assurance accomplies dans un pays tiers pour l'ouverture des droits en matière de pensions, le réagencement du chapitre sur les prestations familiales, la prise en compte des membres de famille résidant dans l'autre pays pour le calcul de l'indemnité de chômage, le renforcement des dispositions en matière d'entraide administrative.

Dans une large mesure la présente convention suit l'aménagement général des conventions bilatérales conclues jusqu'à présent par le Luxembourg et reprend les formules de coordination usuelles adoptées tant dans ces instruments que dans le règlement communautaire (CE) 1408/71 sur la sécurité sociale des travailleurs migrants et le règlement (CE) 883/2004 sur la coordination des systèmes de sécurité sociale.

Le champ d'application matériel est très large car la convention s'applique aux législations des deux États contractants relatives à l'assurance maladie-maternité, l'assurance accidents du travail et maladies professionnelles, l'assurance pension en cas de vieillesse, d'invalidité et de survie, aux prestations de chômage, ainsi qu'aux prestations familiales. Après la convention avec le Maroc, qui n'est pas encore entrée en vigueur, c'est la deuxième fois qu'un instrument international conclu avec un pays qui n'est pas membre de l'Union européenne règle la matière de la dépendance.

Pour ce qui est de son champ d'application personnel, la convention s'applique aux ressortissants luxembourgeois ou tunisiens et aux réfugiés résidant sur le territoire luxembourgeois ou tunisien, qui sont ou ont été soumis à la législation de l'un ou des deux États contractants, ainsi qu'aux membres de leur famille et à leurs survivants.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 21.09.2011

Rapporteur: Mme Claudia Dall'Agnol

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale (Présidente: Mme Lydia Mutsch):

20.10.2011 Désignation d'un rapporteur
01.12.2011 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
19.01.2012 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 02.02.2012

Récidive internationale

6338 - Projet de loi relative à la récidive internationale et portant modification

- de l'article 372 du Code pénal; et

- de l'article 34 de la loi du 6 octobre 2009 renforçant le droit des victimes d'infractions pénales et portant modification

- du Code d'instruction criminelle,

- du Code pénal,

- de la loi modifiée du 12 mars 1984 relative à l'indemnisation de certaines victimes de dommages corporels résultant d'une infraction et à la répression de l'insolvabilité frauduleuse,

- de la loi modifiée du 16 juillet 1986 relative à certains modes d'exécution des peines privatives de liberté,

- de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse

1. Objet de la loi

Le projet de loi a pour objet de transposer en droit national la décision-cadre 2008/675/JAI du Conseil du 24 juillet 2008 relative à la prise en compte des décisions de condamnation entre les États membres de l'Union européenne à l'occasion d'une nouvelle procédure pénale (dénommée ci-après la «décision-cadre»).

La décision-cadre constitue une mise en pratique du principe de reconnaissance mutuelle en matière pénale. À l'occasion des travaux préparatoires de la loi du 3 août 2011 portant modification de la loi du 17 mars 2004 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres de l'Union européenne[1] il a été soulevé que la loi du 17 mars 2004 constitue la transposition de la décision-cadre du Conseil du 13 juin 2002 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres qui *«[…] a été le premier instrument juridique à appliquer la reconnaissance mutuelle, principe de base du droit communautaire, au domaine spécifique du droit pénal […]»*[2].

Depuis, de nombreux autres textes législatifs communautaires appliquent ce principe à l'ancien troisième pilier de l'Union européenne. Rien qu'entre 2010 et 2011, la Chambre des Députés a, à part la loi précitée du 3 août 2011, adopté la loi du 23 février 2010 relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux sanctions pécuniaires[3] ainsi que la loi du 28 février 2011 relative à la reconnaissance des jugements en matière pénale ayant prononcé des peines ou des mesures privatives de liberté aux fins de leur exécution dans un autre État membre de l'Union européenne[4].

La décision-cadre que le présent projet de loi entend transposer *«[…] vise à établir une obligation minimale imposant aux États membres de tenir compte des condamnations prononcées dans d'autres États membres»*[5].

Cette obligation minimale exige qu'une condamnation définitive prononcée dans un État membre puisse *«[…] se voir attacher dans les autres États membres des effets équivalents à ceux qui sont attachés aux condamnations prononcées par leurs propres tribunaux conformément au droit national, qu'il s'agisse d'effets de fait ou d'effets de droit procédural ou matériel selon le droit national. Toutefois, la […] décision-cadre ne vise pas à harmoniser les conséquences attachées par les différentes législations nationales à l'existence de condamnations antérieures et l'obligation de prendre en compte les condamnations antérieures prononcées dans d'autres États membres n'existe que dans la mesure où les condamnations nationales antérieures sont prises en compte en vertu du droit national»*[6].

Il ne s'agit pas d'exécuter les décisions rendues par un État membre dans les autres États membres, mais de tenir compte d'une condamnation antérieure prononcée dans un État membre à l'occasion d'une nouvelle procédure pénale engagée dans un autre État membre[7].

La décision-cadre prévoit aussi un certain nombre de conditions nécessaires à la prise en compte des condamnations antérieures:

- La décision-cadre requiert une condamnation antérieure prononcée dans un autre État membre contre une même personne mais pour des faits différents pour lesquels des informations ont été obtenues en vertu des instruments applicables en matière d'entraide judiciaire ou d'échange d'informations extraites des casiers judiciaires[8].

- Ces condamnations ne sont prises en compte que lorsque les condamnations nationales le sont et dans la mesure où les effets juridiques attachés aux condamnations de l'autre État membre soient équivalents à ceux attachés aux décisions nationales[9].

Conformément à l'article 3 paragraphe (2) de la décision-cadre, le mécanisme de la prise en compte des condamnations antérieures prononcées dans un autre État membre s'applique en trois phases: avant le procès pénal, pendant le procès pénal et lors de l'exécution de la condamnation notamment en ce qui concerne les règles de procédure applicables relatives:

- à la détention provisoire;

- à la qualification de l'infraction;

- au type et au niveau de la peine encourue; et

- à l'exécution de la décision[10].

En ce qui concerne la phase avant le procès pénal, les auteurs du projet de loi précisent qu'il n'y a pas lieu de modifier l'article 94 du Code d'instruction criminelle relatif aux cas de décernement d'un mandat de dépôt après l'interrogatoire. En effet, cet article prévoit notamment que le mandat de dépôt peut être décerné *«[…] s'il y a lieu de craindre que l'inculpé n'abuse de sa liberté pour commettre de nouvelles infractions»*[11] de sorte que, pour les auteurs du projet de loi, cette disposition couvre suffisamment la prise en compte d'une condamnation antérieure dans un autre État membre lors de la phase qui précède le procès pénal.[12]

En ce qui concerne la phase de l'exécution de la condamnation, les auteurs du projet de loi précisent qu'il y a lieu de compléter l'article 8 de la loi du 26 juillet 1986 relatif à certains modes d'exécution des peines privatives de liberté en précisant au tiret 2 de l'article 8 que la mesure du congé pénal peut intervenir pour les condamnés à une peine d'emprisonnement récidivistes au sens des articles 54 à 57-4 nouveau du code pénal. Ne sont pas visés les articles 57-2 et 57-3 du code pénal qui traitent des condamnations des personnes morales alors que ces dernières ne peuvent être condamnées qu'à des amendes[13].

Enfin, en ce qui concerne la phase du procès lui-même, le projet de loi entend insérer un nouvel article 57-4 dans le Code pénal qui prévoit que les règles de la récidive sont également appelées à s'appliquer lorsque la condamnation antérieure a eu lieu dans un autre État membre de l'Union européenne.

L'actuel article 57-1 du Code pénal est maintenu en ce qu'il transpose la décision-cadre du 6 décembre 2001[14] modifiant la décision-cadre 2000/383/JAI visant à renforcer par des sanctions pénales et autres la protection contre le faux-monnayage en vue de la mise en circulation de l'euro. Or, la décision-cadre du 6 décembre 2001 prévoit justement que *«[C]haque État membre admet le principe de la récidive dans les conditions établies par sa législation nationale et reconnaît, dans lesdites conditions, comme génératrices de récidive les condamnations définitives prononcées par un autre État membre […]»*[15].

Il y a lieu de préciser que la prise en compte de condamnations antérieures par l'État membre qui mène une nouvelle procédure n'a pour effet ni d'influer sur ces condamnations antérieures, ni de les révoquer, ni de les réexaminer[16].

Si l'infraction à l'origine de la nouvelle procédure a été commise avant que la condamnation antérieure ne soit prononcée ou entièrement exécutée, les États membres ne sont pas tenus d'appliquer leurs règles nationales en matière de prononcé des peines lorsque l'application de ces règles à des condamnations antérieures prononcées à l'étranger limite le pouvoir qu'a le juge d'imposer une peine. Toutefois, les condamnations antérieures doivent être prises en compte d'une autre manière[17].

Enfin, la décision-cadre remplace l'article 56 de la Convention européenne du 28 mai 1970 sur la valeur internationale des jugements répressifs pour ce qui est des relations entre les États membres. L'article offre la possibilité de tenir compte des jugements répressifs prononcés dans d'autres États parties à la Convention[18].

2. Modification de l'article 372 du Code pénal et de l'article 34 de la loi du 6 octobre 2009 renforçant le droit des victimes d'infractions pénales et portant modification - du Code d'instruction criminelle, - du Code pénal, - de la loi modifiée du 12 mars 1984 relative à l'indemnisation de certaines victimes de dommages corporels résultant d'une infraction et à la répression de l'insolvabilité frauduleuse, - de la loi modifiée du 16 juillet 1986 relative à certains modes d'exécution des peines privatives de liberté, - de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse

Le projet de loi étant en fin d'instruction parlementaire et prêt à être soumis au vote de la Chambre des Députés réunie en Séance plénière, il a été décidé de procéder, à raison d'une situation malencontreuse due à une mégarde législative, à deux modifications législatives devenues indispensables.

a) Article 372 du Code pénal

Le libellé de l'alinéa 2 de l'article 372 du Code pénal, tel que modifié par la loi du 16 juillet 2011, est complété *in fine* par l'ajout du texte de l'ancien alinéa 2 de l'article 372 du Code pénal (tel que modifié par la loi du 10 août 1992).

b) Article 34 de la loi du 9 octobre 2009 renforçant le droit des victimes d'infractions pénales

L'amendement parlementaire vise à modifier l'application dans le temps des articles 637 et 638 du Code d'instruction criminelle qui disposent que le délai de prescription ne court, en cas de crime ou de délit, qu'après que le mineur ait atteint l'âge de sa majorité légale, à savoir 18 ans.

L'article 34, dans sa teneur actuelle, dispose que les dispositions procédurales de la loi du 6 octobre 2009 précitée, dont les articles 22 et 23 ayant modifié les articles 637 et 638 du Code d'instruction criminelle, mais à l'exception toutefois de celles des articles 3, 14, 16, 19, 27, 31 et 33, ne sont applicables qu'aux faits qui se sont produits après son entrée en vigueur, à savoir le 1er janvier 2010.

La commission propose de remplacer cet article 34 par une nouvelle disposition qui permet l'application immédiate dans le temps des dispositions des articles 637 et 638 du Code d'instruction criminelle. Ainsi, il sera permis de viser des faits punissables qui se sont déjà produits avant le 1er janvier 2010.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 30.09.2011
Rapporteur: M. Gilles Roth

Travaux de la Commission juridique (Président: M. Gilles Roth):
11.01.2012 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État
18.01.2012 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 02.02.2012
Loi du 24 février 2012
Mémorial A, n°38, p. 402

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Gemeng Bartreng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Biermereng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Esch-Sauer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Gréiwemaacher *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Hesper *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Hiefenech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Iermsdref *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt, Ollem an Nouspelt *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Manternach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Miedernach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Nidder- an Uewerfeelen *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Walfer *um Kanal S29 / 367.25 Mhz*

[1] Voir Rapport de la Commission juridique du 6 juillet 2011, doc. parl. 6178[4], page 2.

[2] idem

[3] Mém. A-N°31, 9 mars 2010, page 554.

[4] Mém. A-N°44, 8 mars 2011, page 634.

[5] Considérant (3) de la décision-cadre 2008/675/JAI du Conseil du 24 juillet 2008 relative à la prise en compte des décisions de condamnation entre les États membres de l'Union européenne à l'occasion d'une nouvelle procédure pénale (dénommée ci-après la décision-cadre).

[6] Considérant (5) de la décision-cadre.

[7] Considérant (6) de la décision-cadre.

[8] Article 3, paragraphe (1) de la décision-cadre.

[9] Idem.

[10] Article 3, paragraphe (2) de la décision-cadre.

[11] Article 94, point 3) du Code d'instruction criminelle.

[12] Voir projet de loi N°6338, exposé des motifs, doc. parl. 6338, page 2.

[13] Idem.

[14] Décision-cadre du Conseil du 6 décembre 2001 modifiant la décision-cadre 2000/383/JAI visant à renforcer par des sanctions pénales et autres la protection contre le faux-monnayage en vue de la mise en circulation de l'euro, 2001/888/JAI.

[15] Article premier de la décision-cadre du 6 décembre 2001 modifiant la décision-cadre 2000/383/JAI visant à renforcer par des sanctions pénales et autres la protection contre le faux-monnayage en vue de la mise en circulation de l'euro, 2001/888/JAI.

[16] Idem; voir aussi l'article 3, paragraphe (3) de la décision-cadre.

[17] Voir article 3, paragraphe (5) de la décision-cadre.

[18] Voir article 4 de la décision-cadre.

SÉANCE 16

MERCREDI,
1ER FÉVRIER 2012

Présidence: M. Laurent Mosar, Président

Sommaire

1. Communication
- *M. le Président*

2. Vérification des pouvoirs et assermentation de M. Georges Engel
- *M. le Président*
- *Tirage au sort des Députés constituant la Commission de vérification*
- *Interruption de la séance publique de 14.04 à 14.12 heures*
- *Mme Vera Spautz*
- *Rapport de la Commission de vérification: M. Félix Eischen*
- *Prestation de serment et discours de M. Georges Engel*

3. Changements de composition des commissions parlementaires et des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales
- *M. le Président*

4. 6305 - Projet de loi portant modification de la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial («SPF»)
- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Michel Wolter*
- *Discussion générale: M. Claude Meisch, M. Félix Braz, M. Serge Urbany*
- *M. Luc Frieden, Ministre des Finances*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

5. 6355 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée
- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Norbert Haupert*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

6. 6288 - Projet de loi relative à la gestion des déchets et modifiant

1. la loi du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement;

2. la loi du 25 mars 2005 relative au fonctionnement et au financement de l'action SuperDrecksKëscht;

3. la loi du 19 décembre 2008 a) relative aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs b) modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets;

4. la loi du 24 mai 2011 relative aux services dans le marché intérieur
- *Rapport de la Commission du Développement durable: M. Marcel Oberweis*
- *Discussion générale: M. Eugène Berger, M. Roger Negri, M. Camille Gira, M. Gast Gibéryen, M. Serge Urbany*
- *M. Camille Gira, M. Gast Gibéryen (fait personnel)*
- *M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

7. Dépôt d'une motion par M. Henri Kox
- *Exposé: M. Henri Kox*
- *Vote sur la motion (adoptée)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Luc Frieden, Marco Schank et Romain Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.00 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Une voix.- Neen, Här President.

M. le Président.- Dat schéngt net de Fall ze sinn.

1. Communication

Par contre hunn ech folgend Kommunikatioun un d'Chamber ze maachen:

Vum 23. bis de 27. Januar huet zu Stroossbuerg den éischten Deel vun der Session ordinaire vun der Assemblée parlementaire vum Conseil de l'Europe stattfonnt. D'Chamber war hei vertrueden duerch déi Damme Lydie Err an Anne Brasseur souwéi déi Häre Norbert Haupert, Félix Braz, Fernand Boden a Marc Spautz.

Communication du Président - séance publique du 1er février 2012

Du 23 au 27 janvier 2012 s'est tenue à Strasbourg la 1re partie de la session ordinaire de 2012 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Y ont assisté la Présidente de la délégation luxembourgeoise, Mme Lydie Err, les Membres effectifs, Mme Anne Brasseur et M. Norbert Haupert, et les Membres suppléants, MM. Félix Braz, Fernand Boden et Marc Spautz.

Mme Anne Brasseur, Présidente du groupe Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe (ADLE) depuis le 28 septembre 2009, a été réélue pour un deuxième mandat qui se termine en janvier 2014.

L'ordre du jour de la session avec le relevé des textes adoptés (dix résolutions et quatre recommandations) ont été distribués.

Parmi les points à l'ordre du jour il y a lieu de relever entre autres:

- l'élection pour deux ans de M. Jean-Claude Mignon (Groupe du Parti populaire européen) comme Président de l'Assemblée et l'élection des douze Vice-Présidents de l'Assemblée (parmi ces douze vice-présidences, le Luxembourg en assumera une pendant les années 2012 et 2013) ainsi que la nomination des membres des commissions;

- le rapport d'activités du Bureau de l'Assemblée et de la Commission permanente;

- la communication de M. Thorbjørn Jagland, Secrétaire général du Conseil de l'Europe;

- l'élection pour une durée de six ans de M. Nils Muižnieks de Lettonie comme Commissaire aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe, avec comme début du mandat le 1er avril 2012;

- le fonctionnement des institutions démocratiques en Bosnie-Herzégovine;

- la communication du Comité des Ministres à l'Assemblée parlementaire, présentée par le Rt Hon. David Lidington, MP, Ministre pour l'Europe au Ministère des Affaires étrangères et du Commonwealth du Royaume-Uni, représentant la présidence du Comité des Ministres;

- le droit de chacun de participer à la vie culturelle avec l'intervention de Mme Irina Bokova, Directrice générale de l'UNESCO;

- garantir l'autorité et l'efficacité de la Convention européenne des droits de l'Homme;

- la situation au Belarus;

- le discours de Mme Tarja Halonen, Présidente de la Finlande;

- le discours du Rt Hon. David Cameron, MP, Premier ministre du Royaume-Uni;

- le respect des obligations et engagements de la Serbie;

- protéger les droits humains et la dignité de la personne en tenant compte des souhaits précédemment exprimés par les patients;

- la contestation, pour des raisons formelles, des pouvoirs non encore ratifiés de la délégation parlementaire de l'Ukraine;

- le rapport annuel d'activité 2011 du Commissaire aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe avec l'intervention de M. Thomas Hammarberg, Commissaire aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe;

- promouvoir la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique avec l'intervention de Mme Michelle Bachelet, Secrétaire générale adjointe des Nations Unies et Directrice exécutive d'ONU Femmes;

- le fonctionnement des institutions démocratiques en Ukraine;

- le transfert forcé de population: une violation des droits de l'Homme;

- les tendances démographiques en Europe: transformer les défis en opportunités.

Lors de la susdite session a eu lieu un seul débat d'actualité qui avait pour sujet la Fédération de Russie entre deux élections.

Il y a lieu de souligner que lors de cette partie de session Madame Err, en sa qualité de Membre de la Commission sur l'égalité et la non-discrimination, a présenté pour la dernière fois un rapport qui avait pour thème «Faire progresser les droits des femmes dans le monde» (Doc. 12812). En effet Madame Err, Membre de l'APCE depuis le 25 novembre 1991, quitte son mandat et à l'Assemblée parlementaire et à la Chambre des Députés le 31 janvier 2012 pour assumer la fonction de Médiateure à partir du 1er février 2012.

La 2e partie de session de 2012 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe se tiendra à Strasbourg du 23 au 27 avril 2012.

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

2. Vérification des pouvoirs et assermentation de M. Georges Engel

Mir huelen haut en neie Member an d'Chamber op. An hirem Bréif vum 10. Januar 2012 huet d'Madame Lydie Err matgedeelt, dass si vum 1. Februar dëses Joers un op hiert d'Deputéiertemandat verzicht. Den Artikel 167 vum Wahlgesetz gesäit Folgendes vir: Déi Kandidaten, déi op jiddwer Lëscht no deene kommen, déi als gewielt proklaméiert goufen, sinn dozou opgeruff, d'Mandat vun deenen Deputéierte weiderzeféieren, dat duerch Demissioun, Stierffall oder aus iergendwéi engem anere Grond fräi gouf.

Den Artikel 9 vum Chambersreglement hält fest, datt de Chamberspresident fir d'Successioun vun deem vakanten Deputéiertemandat suergt, nodeems en de Statsminister doriwwer a Kenntnis gesat huet.

A mengem Bréif vum 11. Januar 2012 hunn ech mech also un den Här Georges Engel vun Zolwer gewannt, deen als éischte Suppléant op der Lëscht vun der LSAP aus dem Wahlbezierk Süde steet. A sengem Bréif vum 15. Januar 2012 huet den Här Georges Engel matgedeelt, datt hie bereet ass, d'Mandat vun der Madame Lydie Err weiderzeféieren.

Am Artikel 3 Paragraphen 1, 4 a 5 vum Chambersreglement steet Folgendes:

«(1) La Chambre est juge de l'éligibilité de ses membres et de la régularité de leur élection.

(4) En cas d'admission d'un membre suppléant, la vérification est faite par une commission de sept membres tirés au sort.

(5) La Chambre se prononce sur les conclusions de la commission, et le Président proclame députés ceux dont les pouvoirs ont été déclarés valides.»

Tirage au sort des Députés constituant la Commission de vérification

Ech géif lech dann elo bieden, d'Kommissioun ze konstituéieren, wéi et am Artikel 3 Paragraph 4 virgesinn ass. Mir lousen elo d'Deputéiert aus, déi an dës Kommissioun kommen: den Här Gibéryen - deen ass net do; d'Madame Mergen,...

Plusieurs voix.- Si ass net do.

M. le Président.- Den Här Lies.

Une voix.- En ass net do.

Une autre voix.- Si missten um hallwer dräi kommen.

M. le Président.- D'Madame Spautz, déi ass ëmmer do.

Plusieurs voix.- Ahhhh!

Une voix.- Présent!

M. le Président.- Den Här Eicher, en ass do.

Une voix.- En ass net do.

Plusieurs voix.- Dach!

M. le Président.- Den Här Bauler,...

(Brouhaha)

...d'Madame Brasseur,...

Une voix.- Si wier gär komm!

Une autre voix.- Op internationaler Missioun.

M. le Président.- Den Här Adam ass do.

Plusieurs voix.- Ahh!

M. le Président.- Den Här Clement,...

(Brouhaha)

...den Här Gira an den Här Eischen - deen ass och net do.

Une voix.- Dach!

M. le Président.- Wou ass en?

Une voix.- E sëtzt do.

M. le Président.- Ah jo, pardon.

(Hilarité)

D'Kommissioun setzt sech also aus folgenden Deputéierten zesummen: d'Madame Spautz, den Här Eicher, den Bauler, den Här Adam, den Här Clement, den Här Eischen an den Här Gira. Ech géif elo d'Kommissioun bieden, am Sall 4 respektiv 5 zesummenzekommen, fir d'Resultater vun de Wahle vum 7. Juni 2009 ze préiwen, virun allem wat den Här Georges Engel betrëfft, an der Chamber doriwwer e Rapport virzeleeën.

D'Sitzung ass ënnerbrach.

(Interruption de la séance publique de 14.04 à 14.12 heures)

Déi öffentlech Sitzung geet weider. D'Wuert huet elo de President vun der Kommissioun, déi grad konstituéiert ginn ass, déi honorabel Madame Vera Spautz.

Mme Vera Spautz *(LSAP)*.- Här President, d'Kommissioun, déi duerch d'Lous zesummegestallt gouf, setzt sech aus folgenden Deputéierten zesummen: den Här Emile Eicher, den Här André Bauler, den Här Claude Adam, den Här Lucien Clement, den Här Camille Gira, den Här Félix Eischen an ech selwer. Den Här Félix Eischen gouf zum Rapporteur an ech selwer zur Presidentin vun dëser Kommissioun ernannt.

Här President, ech bieden Iech, elo dem Här Rapporteur d'Wuert ze ginn.

M. le Président.- Merci der Presidentin vun der Kommissioun. D'Wuert kritt elo de Rapporteur, den honorabelen Här Félix Eischen.

Rapport de la Commission de vérification

M. Félix Eischen *(CSV), rapporteur.*- Dir Dammen an Dir Hären, am Numm vun der Kommissioun ad hoc géif ech Iech elo eise Rapport virdroen.

An hirem Bréif vum 10. Januar huet d'Madame Lydie Err de Chamberspresident doriwwer informéiert, datt si ab dem 1. Februar dëses Joers op hiert Deputéiertemandat verzicht. Sou wéi

den Artikel 167 vum Wahlgesetz an den Artikel 9 vum Chambersreglement et virgesinn, ginn déi Kandidaten, déi op jiddwer Lëscht no deene kommen, déi als gewielt proklaméiert goufen, dozou opgeruff, d'Mandat vun deenen Deputéierte weiderzeféieren, dat duerch Demissioun, Stierffall oder aus iergendengem anere Grond géif fräi ginn.

De Chamberspresident suergt fir d'Successioun vun deene vakanten Deputéiertemandater an informéiert de Statsminister doriwwer.

A sengem Bréif vum 11. Januar 2012 huet de Chamberspresident sech un den Här Georges Engel gewannt, deen als nächste Suppléant op der Lëscht vun der LSAP aus dem Wahlbezierk Süde steet. Deeselwechten Dag huet de Chamberspresident och de Premierminister doriwwer informéiert.

Am Artikel 118 vum Wahlgesetz, a méi speziell am Artikel 3 vum Chambersreglement ass virgesinn: «La Chambre est juge de l'éligibilité de ses membres et de la régularité de leur élection.» Eis Kommissioun hat als Aufgab, déi néideg Verifikatioune virzehuelen.

D'legislativ Wahle vum 7. Juni 2009 sinn den 8. Juli 2009 vun der Chamber iwwerpréift a validéiert ginn. Aus de Procès-verbaux vun dëse Wahle geet ervir, datt den Här Georges Engel, wunnhaft zu Zolwer, effektiv den éischte Suppléant op der Lëscht vun der LSAP am Wahlbezierk Süden ass an duerfir der Madame Lydie Err hir Plaz kann unhuelen.

A sengem Bréif vum 15. Januar 2012 huet den Här Georges Engel eise Chamberspresident informéiert, datt hien d'Mandat vun der Madame Lydie Err wëllt weiderféieren.

D'Kommissioun stellt eestëmmeg fest, datt näischt géint d'Vereedegung vum Här Georges Engel schwätzt a wënscht him vill Gléck bei der Ausübung vu sengem Mandat. Den Dossier, deen der Kommissioun zur Verfügung gestallt gouf, gëtt um Bureau déposéiert.

M. le Président.- Ech soen dem Här Rapporteur Félix Eischen Merci. De Konklusioune vun der Kommissioun no sinn d'Législatioun an d'Reglement op dësem Gebitt respektéiert ginn, an deemno kann den Här Georges Engel d'Madame Lydie Err ersetzen.

Ass d'Chamber mat de Konklusioune vun der Kommissioun averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Ech géif Iech da bieden, den Här Georges Engel erakommen ze loossen.

Prestation de serment de M. Georges Engel

Här Engel, ech bieden Iech, den Eed ze leeschten, sou wéi et am Artikel 57 vun eiser Verfassung virgesinn ass an dee folgende Wuertlaut huet:

«Je jure fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État.»

Hieft wann ech gelift déi riets Hand, fir den Eed ofzeleeën, a sot no mir: «Je le jure.»

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Je le jure.

M. le Président.- Ech ginn Akt vum Eed vum Här Georges Engel. Här Engel, Dir sidd elo zum Member vun der Chamber proklaméiert. Meng Félicitatiounen! Dir kritt direkt d'Wuert.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Merci, Här President, fir d'Wuert. „Politiker mat Asaz am Déngscht vum Vollek an zum Wuel vum Land kréien oft méi Kritik wéi Luef", hunn ech an engem Zitat gelies.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Choix, Politik ze maachen, gëtt net vu jiddwerengem als éierbar, éirenswäert oder edel ugesinn. Eng ganz Partie Leit halen net vill vun de Politiker hirer Aarbecht, vläicht well se net genuch Informatiounen hunn, vläicht well se verschidden Décisiounen net novollzéie kënnen, vläicht well se awer och ganz einfach e Feindbild brauchen, deem se déi vill Ongerechtegkeeten, déi et an der Welt gëtt, kënnen zouschousteren. Do bitt sech anscheinend de Politiker ausseruerdentlech gutt un.

Ech fir mäin Deel freeë mech trotzdeem, an dësem Parlament kënne matzeschaffen an esou matzehëllefen, dass d'Liewen zu Lëtzebuerg an awer och driwwer eraus vläicht e Stéckche besser gëtt fir déi eng, a gradesou gutt bleift fir déi aner.

Vläicht kann ech jo mathëllefen, d'Bild vun der Politik ze verbesseren, well am Fong geholl sinn ech iwwerzeegt, dass et och ganz vill Bierger gëtt, déi dat, wat hei geschafft gëtt, verstinn an novollzéie kënnen.

Ech konnt dës Plaz an der Chamber nëmmen unhuelen, well d'Lydie Err duerch seng nei Funktioun als Médiateure - mat „e" - net méi an dësem Parlament bleiwe konnt. Erlaabt mer duerfir, dem Lydie Err e grousse Merci ze soen, dass et mer d'Chance gëtt, dëst Mandat unhuelen ze kënnen a meng Meenung hei matanzebréngen. Merci him awer och - an dat ass vill méi wichteg - fir seng bal 28 Joer an der Chamber hei als Deputéiert an an der Regierung als Statssekretärin vun den Affaires étrangères, dem Commerce extérieur an der Kooperatioun.

D'Lydie Err ass eng engagéiert Fra, déi net mat hirer Iwwerzeegung hannert dem Bierg bliwwen ass, och wa se heiansdo onkammoud war. Eng Fra, déi dësem Parlament vill bruecht huet. Dat huet ee gëschter bei senger leschter Ried hei am Parlament nach eng Kéier virun Ae gefouert kritt. Dem Lydie Err seng Schung si mer vläicht nach e bëssen ze grouss. Ech wäert mech awer druginn, dass ech och seng Erwaardungen hei kann erfëllen. Ech wënschen dem Lydie Err op alle Fall eng glécklech Hand a vill Erfolleg a senger neier Funktioun, déi och erëm eng Funktioun am Déngscht vum Bierger ass.

E grousse Merci awer och all deenen, déi mech zu deem gemaach hunn, wat ech haut sinn, menger Famill, menge Frënn, déi mech mat formèiert hunn, déi mer also gehollef hunn, dass de Wieler genuch Vertrauen a mech hat a mer genuch Stëmme ginn huet, fir haut kënnen hei vereedegt ze ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, politesch Erfahrung konnt ech säit 1997 um kommunale Plang als Oppositiounsconseiller a säit 2005 als Buergermeeschter an der Gemeng Suessem sammelen. Mäin Interessi huet sech an deene leschte Joren nach méi diversifizéiert, an ech konnt gesinn, dass all Themeberäicher hir Spezifissitéit, hir Komplexitéit, awer och hire Charme an hir Eegenaart hunn. Vu Beruff sinn ech Assistant d'hygiène sociale, an ech hunn an der Polyvalence zu Déifferdeng an duerno an der Schoulmedezin zu Péiteng geschafft.

Dodra leien also schonn eng Partie vu mengen Haaptinteressen, fir déi ech mech an deenen nächste Méint besonnesch wäert hierginn. An do schiele sech dräi grouss Richtlinnen eraus: Éischtens, d'Gesondheet, a virun allem d'Erhale vun der Gesondheet, also d'Preventioun mat all hire Facetten, misst fir jiddwereen eng Prioritéit sinn. Dozou gehéiert natierlech eng gutt medezinesch Versuergung, awer och genuch Bewegung, gesond Iessen, appropriéiert Strukturen, déi beim Opfänke vun den Defiziter an de verschiddenste Beräicher kënnen agräifen.

Zur Gesondheet gehéiert awer och en intakt familiäert Émfeld, Léift a Vertrauen, Gerechtegkeet. Dozou gehéiert och d'Wuelbefannen an engem Kader, deen an enger Partie Familljen duerch allerlee Émstänn leider feelt.

Gesondheet kann een awer och nach vill méi breet gesinn: D'Erhale vun der Émwelt, Noerhuelungsgebidder - déi niewent dem Effekt op de Kierper och nach e wichtege sozialen Aspekt hunn -, Bibliothéiken, Musek, Theater, Kultur am Allgemenge si Bestanddeeler vun enger Politik, déi een net ze ënnerschätzenden Undeel un der Zefriddenheet an un der psychescher Gesondheet vum Mënsch hunn.

Eppes, wat mer alleguer gemeinsam hunn - an do sinn ech beim zweete Punkt -, dat ass, dass mer all hu missen oder dierfen an d'Schoul goen. Duerfir gëtt dëst Thema och vill diskutéiert, a jiddwereen huet seng eegen Erfahrung, déi en a sengem Liewe markéiert huet.

Eng gutt, flott an de Prinzipië vum Humanismus no ugepassten Aart a Weis, fir Schoul ze halen, wou geléiert, awer och gehollef, gespillt, gestäerkt gëtt, wou d'Kand, de Jugendlechen a senger Eegenaart Respekt weist a Respekt kritt, kënnt der ganzer Gesellschaft zegutt.

Et ass primordial, wéi mer mat eise Kanner a wat mer eis Kanner léieren a wéi mer dës grouss Erausfuerderungen uginn. An dass mer do mat der Zäit mat viru musse goen, misst u sech jiddwerengem aliichten.

Dann, drëttens: D'Ressourcë vun eiser Äerd sinn net onerschöpflech, a mir mussen derfir suergen, dass och nach eis Kanner an déi spéider Generatiounen hei a gesonde Konditiounen liewe kënnen.

Meng Energie wäert ech asetzen, fir dass mer weider an enger solidarescher Gesellschaft liewe kënnen, déi och a virun allem deene méi Schwaachen zur Säit steet, déi dem Nohaltegkeetsprinzip gerecht gëtt, wou Ekonomie, de soziale Standard an d'Émwelt gläichberechtegt niewenteneestinn, déi d'Zesummeliewe vun de Generatiounen ënnerstëtzt, eng Gesellschaft, déi de Respekt virun dem Eenzelnen erhält, de Respekt tëschent eis fördert, déi vun deem, wat gutt ass, dat erneiert, wat ee besser ka maachen, ouni alles op d'Kopp ze geheien, an déi awer mat der Zäit geet.

D'Zäit ass iwwerhaapt ee wichtege Facteur fir eis politesch Aarbecht: net nëmmen de perséinlechen Zäitopwand, déi Zäit, déi a Projete gestach gëtt - neen, och d'Zäit, genuch Zäit, déi ee sech soll ginn, fir gesellschaftlech Ännerungen ze bewierken, ouni awer den Zäitpunkt ze verpassen.

All déi Neierungen, Changementer, Veränneerunge sollen an der Diskussioun mat de Bierger stattfannen. No bei de Leit an no un der Diskussioun mam Bierger wëll ech meng Aarbecht hei och an den Déngscht vum Bierger stellen.

Här President, Dir Dammen an Hären, et ass mer eng grouss Éier, hei meng Energie, mäin Optimismus, mäi gesonde Mënscheverstand, mäin Enthusiasmus, meng Eegenaart a meng positiv Liewensastellung duerfir matanzebréngen, an ech si frou, hei matschaffen ze kënnen.

Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci dem Här Georges Engel.

3. Changements de composition des commissions parlementaires et des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales

An hirem Bréif vum 31. Januar 2012 huet d'LSAP-Fraktioun eis folgend Ofännerungen an der Zesummesetzung vun de Kommissiounen a vun de parlamentareschen Delegatioune proposéiert:

An der Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration ersetzt d'Madame Lydia Mutsch d'Madame Lydie Err fir de Volet Affaires étrangères et européennes, de la Coopération et de l'Immigration, an d'Madame Claudia Dall'Agnol ersetzt d'Madame Lydia Mutsch fir de Volet Défense.

Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire: Déi Häre Roger Negri a Fernand Diederich ersetzen d'Madame Lydia Mutsch an den Här Claude Haagen.

Commission de la Culture: Den Här Georges Engel ersetzt d'Madame Lydie Err.

Commission du Développement durable: Den Här Georges Engel ersetzt den Här Fernand Diederich fir d'Voleten Transport, Travaux publics an Aménagement du territoire.

Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire: Den Här Georges Engel ersetzt d'Madame Lydia Mutsch.

Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances: D'Madame Vera Spautz ersetzt den Här Marc Angel fir all Voleten; den Här Georges Engel ersetzt d'Madame Vera Spautz fir d'Volete Famille et Jeunesse, an den Här Marc Angel iwwerhëlt de Volet Égalité des chances vun der Madame Lydie Err.

Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle: Den Här Ben Fayot ersetzt d'Madame Lydie Err.

Commission juridique: Den Här Marc Angel ersetzt d'Madame Lydie Err.

Commission de la Santé et de la Sécurité sociale: Den Här Georges Engel ersetzt d'Madame Lydie Err fir de Volet Santé.

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe: D'Madame Lydia Mutsch ersetzt d'Madame Lydie Err als Membre effectif.

Conseil interparlementaire consultatif du Benelux: D'Madame Lydia Mutsch ersetzt d'Madame Claudia Dall'Agnol als Membre suppléant.

Plusieurs voix.- Et ass ëmgedréit.

M. le Président.- D'Madame Dall'Agnol ersetzt… Ass dat esou?

(Interruption)

Wonnerbar, dann ass et hei falsch...

Une voix.- Eng grouss Nouvelle.

M. le Président.- …communiquéiert ginn, da wäerte mer dat esou redresséieren.

Ass d'Chamber mat dësen Ofännerungen, wat d'Zesummesetzunge vun de parlamentaresche Kommissiounen an de parlamentareschen Delegatiounen ugeet, averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Da komme mer elo zum Projet de loi 6305 iwwert d'Société de gestion de patrimoine familial. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht, a bis elo hu sech ageschriwwen: déi Häre Meisch a Bausch. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Michel Wolter. Här Wolter, Dir hutt d'Wuert.

4. 6305 - Projet de loi portant modification de la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial («SPF»)

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Michel Wolter *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de virleiende Gesetzesprojet ass de 15. Juli 2011 vum Finanzminister an der Chamber déposéiert ginn an huet zum Objet, fir d'Gesetz zum 11. Mee 2007 iwwert d'Société de gestion de patrimoine familial op engem ganz prezise Punkt ofzeänneren.

Ech wëll kuerz drun erënneren, dass mer duerch dëst Gesetz am Joer 2007 hei zu Lëtzebuerg en neie Steierstatut geschafen hunn, dee vun der Société de gestion de patrimoine familial, och nach SPF genannt, deen ee quasi als Ersatz vum Holdingsstatut vun 1929 ka gesinn, deen den 31. Dezember 2010 ofgelaf ass.

Den Objektiv vum Gesetz vun 2007 war, Flexibilitéit fir Privatpersoune bei der Gestioun vun hirem Privatverméige mat enger ugepasster Fiskalitéit ze verbannen. Sou bezuelen zum Beispill laut aktuellem Gesetz d'SPFe weder Akommessteier nach Gewerbesteier a sinn och net der Verméigenssteier ënnerworf. Dat gëllt awer nëmmen, wa se während engem Exercice net méi wéi 5% vun Dividenden touchéieren, déi aus Participatioune vun net résidenten an net cotéierte Gesellschafte kommen, déi kenger vergläichbarer Steier ënnerworf si wéi eiser Kollektivitéitssteier.

Anescht ausgedréckt: Déi SPFen, déi méi wéi 5% vun Dividenden aus esou enger Participatioun touchéieren, déi si vun dësem Regime ausgeschloss, a genee dës Limite soll an deem virleiende Gesetzesprojet dann och ofgeschaaft ginn.

Déi Europäesch Kommissioun kritiséiert nämlech, dass dës Dispositioun onvereenbar kéint si mat dem Traité iwwert de Fonctionnement vun der Europäescher Unioun an dem Accord iwwert den Europäesche Wirtschaftsraum. Laut der Europäescher Kommissioun kann duerch dës Dispositioun eng SPF fräi an all Lëtzebuerger Gesellschaft investéieren, ouni dass si hir Steierbefreiung géif verléieren. Si signaliséiert awer an deem Kontext, dass et esou schéngt ze sinn, als géif déi Lëtzebuerger Gesetzgebung verschidde fiskal Regimer bei vergläichbare Situatiounen applizéieren, wat d'Lëtzebuerger SPFen dovu kéint ofbréngen, an net résident Gesellschaften dann ze investéieren.

Fir dëser eventueller Diskriminatioun tëschent Résidenten an Netrésidenten op steierlechem Plang aus dem Wee ze goen an eist Gesetz konform zu de Prinzipië vum Traité iwwert de Fonctionnement vun der Europäescher Unioun an dem Accord iwwert den Europäesche Wirtschaftsraum ze gestalten, schafe mir mat dësem Gesetz dës Dispositioun erëm of.

D'Beruffskummere begréissen duerch d'Bank dës Ofännerung. D'Handelskummer an d'Handwierkerkummer zum Beispill sinn der Meenung, dass duerch dëst Gesetz d'Kompetitivitéit an d'Attraktivitéit vun den SPFen am internationalen Émfeld wäert gestäerkt ginn. D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics gesäit deen neie steierleche Regime e bësse méi kritesch an ass der Meenung, dass déi Europäesch Kommissioun besser hätt, d'Fraude fiscale an déi sozial Ongläichheet an Europa ze bekämpfen, wéi Finanzlobbien an den Tourisme fiscal ze favoriséieren.

D'Salariatskummer ass carrément géint de Projet de loi, well se keng Donnéeën iwwert de Steierausfall virleien hätt, deen d'Ofschafe vun der 5%-Klausel géif mat sech bréngen. Ausserdeem stellt d'Salariatskummer sech d'Fro, ob et net an Zukunft verstäerkt zu Abusë kéint kommen.

De Statsrot fënnt, dass mat dësem Text eng potenziell Diskriminatiounsquell dréchegeluecht gëtt, an ass des Weideren der Meenung, dass et sech ëm eng positiv Mesure handelt, déi sécherlech derzou wäert bäidroen, nei potenziell Investisseuren op d'Finanzplaz Lëtzebuerg ze drainéieren. Hien huet deementspriechend dann och gréng Luucht zum Projet de loi ginn.

An der Kommissioun bei eis ass d'Fro opgeworf ginn, wéi et mat der Retroaktivitéit vun dësem Gesetz bestallt wier, well jo d'Mise en vigueur vum Gesetz op den 1. Januar 2012 fixéiert ass, wat mam Ufank vum Fiskaljoer 2012 och concordéiert. Déi Responsabel vum Ministère

hunn eis doropshi matgedeelt, dass et kee Problem mam Akraafttriede vum Gesetz géif ginn, well et sech jo ëm eng steierlech Moossnam en faveur vun deene betraffene Contribuablë géif handelen, an do spillt de Prinzip vun der Retroaktivitéit net am selwechte Mooss.

Dat ass alles, wat mir an der Kommissioun zu dësem Projet de loi mateneen diskutéiert hunn, deen och net weider zu Froen Ulass ginn huet, sou dass d'Kommissioun unanime de Rapport gestëmmt huet, an datselwecht géif ech eis Chamber dann och bieden ze maachen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Rapporteur Michel Wolter. Als éischten agedroene Riedner huet den Här Meisch d'Wuert.

Discussion générale

M. Claude Meisch *(DP)*.- De Rapporteur, de Michel Wolter, war esou komplett, datt do näischt méi brauch drugehaangen ze ginn. Ech wëll him duerfir Merci soen a mech der Hoffnung uschléissen, datt déi positiv Effete fir d'Finanzplaz sech dann och wierklech déi nächste Jore bemierkbar maachen.

Merci.

M. le Président.- Den Här Braz a Vertriedung vum Här Bausch huet d'Wuert.

M. Félix Braz *(déi gréng), remplaçant M. François Bausch*.- Merci, Här President. Ech wëll och d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun, wéi an der Kommissioun schonn, sou och hei an der Plénière elo bréngen, wëll awer just eng Fro och un d'Adress vum Minister stellen, nämlech déi, wat dëst Gesetz bis elo fir Lëtzebuerg bruecht huet.

Ass et en Instrument, wat d'Erwaardungen erfëllt huet, déi an dat Instrument gestach gi sinn, wou mer et agefouert hunn? Kënnt Der et eventuell och chiffréieren, wat et vu Recettë fir Lëtzebuerg generéiert huet, oder ass dat esou net ze maachen? Mä et wär wichteg fir eis, och ze wëssen, wat de reellen Impakt vun deem neien Instrument do bis elo zu Lëtzebuerg war.

M. le Président.- Da kritt nach d'Wuert den Här Serge Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Ech wëll awer zwee, dräi Sätz heizou soen. Duerfir geet et relativ schlecht vu menger Plaz. Ech wëll nämlech net hei mäin Accord derzou ginn. Ech wëll begrënnen, firwat ech hei dergéint sinn.

Et ass jo scho virdru vum Rapporteur gesot ginn, et handelt sech hei ëm am Fong geholl eng Verwaltungsgesellschaft vum Verméige vu Leit, déi vill Suen hunn. Déi Gesellschaft ass komplett steierbefreit. Si bezuele keng Gewerbesteier, keng Akommessteier, keng Verméigenssteier, just d'Taxe d'abonnement, déi jo, wéi mer bei de Budgetsdebatte gesinn hunn, ridicule niddreg ass. Et gëtt just een Euro erhuewen op 14.000 Euro Gewënn.

Och wann et sech hei un der Surface gekuckt handelt ëm eng Gläichstellung vun den Investissementer am Ausland mat deenen am Inland, handelt et sech awer virun allem ëm eng Erofsetzung, ëm eng weider Erofsetzung vun de Steieren op Gewënner. An dat an engem symbolträchtegen Zesummenhang: Mir hu viru fënnef Deeg hei d'Indexmanipulatioun beschloss; mir schwätzen iwwer eng Scholdebrems an iwwer en Zréckféiere vun de sozialen Ausgabe vum Stat, an hei reduzéiere mer d'Steiere fir déi räich Leit - fir et emol eng Kéier vereinfacht duerzestellen!

Et ass och dat, wat d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics ervirgehuewen huet. Ech wëll just ee Saz zitéieren aus hirem Avis: «En raison de l'endettement public toujours croissant de la plupart des États européens, l'imposition des bénéfices est d'une importance capitale pour équilibrer les budgets nationaux.».

A just dat maache mer hei net! Mir déséquilibréieren hei eisen nationale Budget, andeem mer dat Gesetz hei stëmmen. Dat ass onverständlech, dass mer dat maachen. Et ass net ze rechtfertegen. An et weist, a wat fir eng Sakgaass déi Politik, wéi se haut verfollegt gëtt, eis féiert. Ech wäert duerfir géint dat Gesetz hei stëmme selbstverständlech.

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. D'Wuert kritt dann den Här Finanzminister Luc Frieden.

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances*.- Här President, ech hat am Fong net wëlles, zu dësem Projet de loi hei ze stëmmen, mä déi lescht Interventioun…

(Hilarité)

Une voix.- D'Regierung stëmmt iwwerhaapt net!

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances*.- Ech hat net wëlles, zu dësem Projet de loi hei ze schwätzen, mä déi lescht Interventioun grad wéi déi Froe vu virdrun, déi brénge mech derzou, awer hei mussen e bësse mat Kapprësele Stellung ze huelen.

Mir liewen an engem Land - muss ech der Chamber dat rappeléieren? -, wat zu 38% vu sengem Bruttoinlandsprodukt vun de Finanzdéngschtleeschtunge vum Finanzsecteur lieft. Elo kann een dat alles ofschafen. Da weess ech net, wat amplaz kënnt! Dat sinn Dausenden an Dausende vun Aarbechtsplazen. An déi Aktivitéiten, vun deene mer hei schwätzen, d'Société de gestion de patrimoine familial ass en fait näischt aneschters wéi dat, wat mer virdrun haten duerch d'Holdingsgesetz, wat vun 1929 war, wat den Ufank war vun der Entwécklung vu ganz villen Aktivitéiten hei zu Lëtzebuerg an déi eisem Land an Zäiten, déi an der Stolindustrie schwéier waren, an Zäiten, wou mer nei Aktivitéite gesicht hunn, enorm vill bruecht hunn.

Hei schafe mer net eng Steier of. Hei hu mer fir Entreprisen, fir Gesellschaften, déi Participatiounen an anere Gesellschaften hunn, déi mer virun e puer Joer agefouert hunn, als Ersatz fir d'Holding '29, déi do huet missen ofgeschaf ginn aus verschiddenen internationale Grënn, hu mer eng nei Struktur an d'Wee gesat. An et ass déi Struktur, déi mer hei bäibehalen.

Ech ka leider dem Här Braz net genee d'Zuel soe vun deene Gesellschaften. Ech kann dat awer gären nofëieren. Mä dat Instrument gëtt vill gebraucht, eben als Ersatz vun der fréierer Holdinggesellschaft, fir eng ganz Rei vu Participatiounen, déi an anere Gesellschafte gehale ginn.

Déi eenzeg Ännerung, déi mer hei maachen - an ech soen dem honorabelen Här Wolter Merci, deen dat hei erkläert huet -, ass just beim Kritär, dee mer agesat hate par rapport zu Dividenden, déi aus anere Länner kommen an engem gewëssene Steierregime ënnerleien, wou d'Kommissioun der Meenung war, datt dat net kompatibel wär mam europäesche Recht.

Et ass also eng minimal Ännerung, déi mer aus europäesche Rechtsgrënn maachen, an net, fir hei iergendengem e Steiercadeau ze maachen. Ech hätt gären, datt mer zu Lëtzebuerg och weider kënne Finanzaktivitéiten entwéckelen. An ee vun den Atoutë vu Lëtzebuerg ass, niewent senger Stabilitéit a senger Previsibilitéit, datt mer legal Strukturen hunn, fir Finanzaktivitéite souwuel am Privatbanking wéi am Fongeberäich kënnen ze strukturéieren. An dat hei ass esou eng, an ech hoffen, datt mer der nach vill kënnen derbäisetzen an datt och weider zu Lëtzebuerg Aarbechtsplaze kënne geschaf ginn. A vun deene Steieren, vun deenen Aarbechtsplaze kënne mer domadder hei am Land vill Politike maachen, déi mer am Budget a bei anere Geleeënheeten diskutéieren.

Duerfir soen ech der Chamber Merci, oder all deenen, déi dëst Gesetz wëllen de Mëtteg hei stëmmen.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Finanzminister. Domat…

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Ech wëll awer nach eppes dozou soen.

(Interruptions)

M. le Président.- Här Urbany, ech mengen, mir hunn awer elo keng Diskussioun. Ech hunn Iech virdrun iwwer eng Minutt méi laang schwätze gelooss an ech mengen, mir kommen elo zum Vote iwwert de Projet de loi.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- An et gëtt mir also verweigert hei, d'Parole après ministre ze maachen?

(Brouhaha)

Abee jo!

M. le Président.- Mir stëmmen elo iwwert de Projet of.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6305 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6305 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen, géint eng Nee-Stëmm.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies (par Mme Nancy Arendt), Mme Martine Mergen (par M. Marcel Oberweis), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber (par M. Raymond Weydert), Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter (par M. Camille Gira);

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

A voté non: M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Eisen nächste Punkt um Ordre du jour ass de Projet de loi 6355 iwwert d'TVA. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. Et huet sech bis elo just ageschriwwen: den Här Meisch. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Norbert Haupert. Här Haupert, Dir hutt d'Wuert.

5. 6355 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Norbert Haupert *(CSV), rapporteur*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, de Projet 6355 gesäit dräi Ännerungen an eiser Gesetzgebung iwwert d'TVA vir, Ännerungen, déi sech bei der praktescher Applikatioun vun den EU-Direktiven a -reglementer als noutwendeg erwisen hunn.

Eng éischt Ännerung betrëfft eng Prezisioun vum Gesetz, wéini d'Verwaltung engem Opérateur d'TVA-Nummer entzéie kann. D'EU-Reglement vum 7. Oktober 2010 gesäit nämlech vir, datt vum Januar 2012, dat heescht vun dësem 1. Januar un, d'Identifikatiounsnummere vun den Opérateuren, déi hir wirtschaftlech Aktivitéiten agestallt hunn, aus dem elektroneschen Identifikatiounssystem, deen am grenziwwerschreidenden Austausch vun Informatiounen am Kader vun enger gesamteuropäescher Bekämpfung vum Steierbedruch konsultéiert ka ginn, datt déi do eraus musse geholl ginn. Well eist TVAs-Gesetz net preziséiert, ënner welche Konditiounen een Opérateur seng TVA-Nummer verléiere kann, muss den Artikel 4 vum Gesetz amendéiert ginn.

Eng zweet Ännerung soll eng duebel Besteierung op den Transportservicer, déi ausserhalb vun der Europäescher Unioun geleescht ginn, verhënneren. Den Artikel 17 Paragraph 1. b) vum TVAs-Gesetz gesäit nämlech vir - sou wéi et iwwregens an der EU-Direktiv och virgeschriwwen ass -, datt déi Déngschtleeschtungen do besteiert ginn, wou de Préstataire etabléiert ass. Am Kloertext wëll dat heeschen, datt e Lëtzebuerger Transporteur op sengen Transporten, déi en tëschent - zum Beispill - dem Katar a Saudi-Arabien mécht, hei zu Lëtzebuerg d'TVA deklaréieren an och bezuele muss.

Dëst kann zu enger duebeler Besteierung féieren, wann deen Transporteur d'TVA en amont net komplett kann offéieren, well en och nach an dem Katar oder a Saudi-Arabien eng Importtax oder eng Tax um Ëmsaz bezuele muss.

Déi europäesch Direktiv 2006/112 gëtt d'Méiglechkeet, datt an esou Fäll d'Prestatioun do besteiert gëtt, wou se tatsächlech geleescht gëtt, dat heescht an eisem Fall, an engem vun deenen zwee genannte Länner. Fir dës Kann-Méiglechkeet an eist Gesetz ze transposéieren, proposéiert de Projet, den Artikel 17 Paragraph 2 vum TVAs-Gesetz ze komplettéieren.

Eng drëtt Ännerung ass eng reng Formsaach. Se gesäit nämlech vir, am Artikel 17 Paragraph 2 d'Expressioun „et" duerch „ou" ze ersetzen, fir datt den Text konform zu der Direktiv gëtt.

D'Beruffschamberen an de Statsrot hunn en Avis favorable zum Projet ofginn. De Statsrot proposéiert eng redaktionell Ännerung, fir d'Expressioun „Communauté" duerch „Unioun européenne" ze ersetzen, an dat am Zesummenhang mam neien EU-Vertrag vu Lissabon.

D'Budgets- an d'Finanzkommissioun, en accord mat der Regierung, ass awer der Meenung, datt esou eng Ännerung d'Kohärenz vum TVAs-Gesetz, an deem iwwerall vun „Communauté" Rieds geet, affectéiere géif. D'Kommissioun huet dofir proposéiert, den Text esou ze loossen, wéi e vun der Regierung virgeschloe gouf. D'Kommissioun huet mäi Rapport unanime approuvéiert a schléit der Chamber vir, den Text esou ze stëmmen, wéi en am Rapport virläit.

Ech bréngen domat den Accord vun eiser Fraktioun a soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Haupert. Et ass kee Riedner méi entre-temps ageschriwwen. Ech ginn dervun aus, datt d'Regierung och net méi wëllt intervenéieren. Domadder wär d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6355 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6355 ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6355 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies (par Mme Nancy Arendt), Mme Martine Mergen (par M. Raymond Weydert), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber (par Mme Christine Doerner), Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler (par M. Carlo Wagner), Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Camille Gira), Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter (par M. Henri Kox);

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Als leschte Projet de loi hu mer elo de Projet de loi 6288 iwwert den Offall. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht, an et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Berger, Negri, Gira a Gibéryen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Marcel Oberweis. Här Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

6. 6288 - Projet de loi relative à la gestion des déchets et modifiant

1. la loi du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement;

2. la loi du 25 mars 2005 relative au fonctionnement et au financement de l'action SuperDrecksKëscht;

3. la loi du 19 décembre 2008 a) relative aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs b) modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets;

4. la loi du 24 mai 2011 relative aux services dans le marché intérieur

Rapport de la Commission du Développement durable

M. Marcel Oberweis *(CSV), rapporteur*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, dee virleiende Projet de loi behandelt d'Offallgestioun hei am Land. Mir setzen domat déi europäesch Direktiv 2008/98 an nationaalt Recht ëm.

Den delegéierten Nohaltegkeetsminister huet de Projet de loi an der Chamber de 25. Mee d'lescht Joer déposéiert. D'Chambre de Commerce huet hiren Avis den 22. August, d'Cham-

bre des Salariés den 11. Oktober, d'Chambre des Métiers de 25. Oktober, de Syvicol den 21. Oktober an d'Chambre de l'Agriculture den 3. November agereecht. De Statsrot huet säin Avis den 28. Juni zougestallt: den éischten Avis complémentaire den 22. November an den zweeten Avis complémentaire de 16. Dezember.

Niewent den eelef Séancen an der Chamberskommissioun sinn de SIDEC an de Minett-Kompost besichtegt ginn. Et sinn och Visitë beim SIGRE duerchgefouert ginn, bei der Super-DrecksKëscht a beim SIDOR. Et konnt ee sech ee Bild iwwert déi eenzel Aspekter vun der aktueller Offallgestioun maachen. Derniewent ass ee gewuer ginn, dass déi Responsabel um Terrain sech vill Gedanken iwwer nei Aktivitéiten an dësem wichtege Beräich maachen.

Ech wëll am Ufank drop hiweisen, dass de virleiende Projet de loi no de villen Diskussiounen an der Chamberskommissioun eng ganz Rei vu wichtegen Ännerungen erfuer huet. Net nëmmen hunn d'Deputéierten aus der Majoritéit an der Oppositioun vill konkret Ureegunge ginn, och d'Beruffskummeren an de Syvicol hu wichteg Elementer bäigesteiert, de Projet de loi op ville Punkten ze verbesseren.

Notamment konnt de fondéierte Bedenke vum Statsrot Rechnung gedroe ginn. Vu groussem Virdeel war awer och, dass mir op d'Wësse vum Terrain zréckgegraff hunn. De konstruktive Geescht vun der Regierung huet dozou bäigedroen, dass Ureegungen opgegraff si ginn, esou dass mir elo een Text hunn, dee sécherlech e puer Joer d'Strooss wäert halen.

Am Beräich vun der Offallgestioun, een technesche Beräich, geet den technesche Fortschrëtt awer rasant virun. An dat bedéngt, dass dëst Gesetz an e puer Joer bestëmmt erëm eng Kéier ugepasst muss ginn.

Erlaabt mir op déi véier Eckpunkten anzegoen, déi de Kader vun onse laangen Diskussiounen opgespaant hunn. De Projet de loi soll hëllefen: éischtens, d'Gesondheet vun de Mënsche wéi, zweetens, d'Emwelt, dat heescht d'Biodiversitéit, ze protegéieren. Da soll, drëttens, de Prinzip vum Pollueur-payeur wéi och, véiertens, d'Ressourcëschounung voll zum Droe kommen. Et huet sech nämlech an de leschte Joren erausgeschielt, dass ëmmer méi natierlech Ressourcen aus dem Buedem erausgerappt ginn an domat d'Reserve permanent méi kleng ginn a mir eisen Nokommen ëmmer manner loossen.

D'Europäesch Unioun ass net midd ginn, en Appell un d'Memberlänner ze lancéieren, derfir ze suergen, dass den Offall vun deem enge Bierger oder Betrib e Wäertstoff fir een anere Bierger oder Betrib duerstellt. Dat heescht, mir mussen d'Kreeslafwirtschaft konsequent opbauen.

Si huet och d'Reiefolleg vun de fënnef Mesurë fir eng optimal Offallpolitik opgestallt. Dat sinn:

éischtens, d'Preventioun. Dat heescht, iwwerhaapt keen Offall ze produzéieren;

zweetens, d'Virbereedung fir de Réemploi;

drëttens, de Recycling;

véiertens, déi energetesch Valorisatioun iwwert de Wee vun dem Biogas oder der Produktioun vu Wäermt an elektrescher Energie;

a fënneftens, d'Eliminatioun op enger kontrolléierter Décharge.

D'Offallpolitik am leschte Jorhonnert bis haut huet fundamental Verännerungen erlieft. Bis zur Mëtt vum leschte Jorhonnert hate mir vill sougenannte wëll Dreckstippen no bei den Uertschaften. Déi hunn dacks gebrannt a gëfteg Gase fräigesat. Dunn ass et zum Ëmdenke komm. D'Mënsche si sech bewosst ginn, wellech Gefore vun dësen Dreckssch leideren ausginn, an de Gedanken ëm de Schutz vun eiser Emwelt an Natur huet méi ee grousse Stellewäert kritt. Doropshi sinn déi Dreckstippen zougemaach ginn.

Déi éischt europäesch Direktiven hunn d'Richtung virginn, mat deenen déi national Offallgestioun verbessert gouf. Begréffer wéi Recycling, Kreeslafwirtschaft, Wäertstoffer an energetesch Notzung koumen an de Sproochgebrauch. Déi europäesch Offallpolitik ass awer net stoe bliwwen. Si huet sech konsequent fir de Prinzip vum Pollueur-payeur agesat a si wollt d'Ressourcennotzung optimiséieren.

Mir stellen haut fest, dass de Wuesstum ëmmer manner natierlech Ressourcë verbraucht. Dat heescht, et kënnt zu enger seriöer Ressourceneffizienz. Doduerch kënne finanziell déi Mëttelen agespuert ginn, déi sécherlech fir aner Zwecker besser gebraucht ginn.

E wichtege Punkt vun dem neien Offallgesetz sinn d'Informatiounen, déi un d'Bierger an d'Betriber bruecht musse ginn. Hei sinn d'Gemengen, mä och d'Emweltverwaltung gefuerdert.

Wat elo d'Preventioun vun der Produktioun vum Offall ubelaangt, esou ass et kloer, dass an der Kette vum Produzent iwwert den Händler zum Verbraucher eng méi grouss Sensibiliséierung gemaach muss ginn. Mat de groussherzogleche Reglementer ginn déi néideg Mesuren ergraff.

Besonnesch bei der Valorisatioun vun den Offäll wëll ech nëmmen déi wichteg Elementer ervirsträichen. Et muss derfir gesuergt ginn, dass d'Offäll getrennt gesammelt ginn, esou wäit dat aus techneschen, ökologeschen a wirtschaftleche Gesiichtspunkten ze maachen ass. Dat heescht konkret awer: Mir mussen derfir suergen, dass et net zu enger Vermëschung vun den Offallkomponenten oder -fraktioune kënnt - eng wichteg Roll vun der Erzéiung an der Sensibiliséierung!

D'Gestioun vum Offall ass eng wichteg Aufgab an de Gemengen. Well si dës Aufgab awer net eleng meeschtere kënnen, huet se sech an der Vergaangenheet a véier, duerno an dräi Gemengesyndikater zesummegeschloss: de SIDEC, de SIGRE an de SIDOR. Kuerz nach eng Kéier rappeléiert: De SIGRE an de SIDEC lagere den Offall aus de Gemengen op kontrolléierten Déchargen, an de SIDOR verbrennt den Offall an enger Müllverbrennungsanlag; eng ganz nei, elo kuerz eréischt ageweit.

Am SIDOR gi pro Joer 125.000 Tonnen, am SIDEC 39.000 Tonnen an am SIGRE 29.000 Tonne verschafft. Mëttlerweil - dorop si mer stolz am Land hei - sinn eng ganz Rei vu Recyclingcenteren a Recyclinghäff geschafe ginn, wou aus dem Offall wichteg Fraktioune fir de Recycling zréckgeholl ginn.

An der Chamberskommissioun ass de Volet vun de Secondhandshops an de Recyclingcentere kritesch hannerfrot ginn. Well d'Gefor besteet, dass defekt elektresch Apparater vun anere Mënsche matgeholl ginn an déi eventuell zu Schued komme kéinten, ass décidéiert ginn, d'Secondhandshops net an de Recyclingcenteren zouzeloossen.

Dierf ech drop hiweisen, dass ronn 9,2 Milliounen Tonnen elektresch Apparater an der Europäescher Unioun an der Moyenne pro Joer verkaaft ginn? An do lant e groussen Deel no enger gewëssener Zäit an der Poubelle. Dësen Elektroschrott musse mir sënnvoll recycléieren. Eleng bei eis am Land hei falen 9,3 Kilogramm Elektroschrott pro Joer a pro Awunner un.

Erlaabt mer kuerz e Gedankenexperiment mat Iech duerchzeféieren. Wa mer an Afrika kucken, do gëtt vu Mënschen, also Kanner a Fraen deelweis, ënner erschreckende Bedéngungen aus enger Tonn Goldäerz ronn fënnef Gramm rengt Gold gewonnen. Dergéint awer aus enger Tonn Handyen, dat sinn 20.000 Stéck, kënne mer 300 Gramm Gold gewannen, dräi Kilogramm Sëlwer an honnert Gramm Koffer. Ass et dofir net schänterlech, dass an de räiche Länner Handyen agesammelt ginn a se an Afrika mat Containere bruecht ginn, wou d'Leit mat ville Geforen déi eenzel Edelmetaller erëm erausbrennen a krank ginn?

Eleng an Däitschland sinn an der Wirtschaft am Joer 2009 duerch de Recycling Käschten an der Héicht vun 8,5 Milliarden Euro erspuert ginn. An et sinn eng Hällewull vun dauerhaften Aarbechtsplaze geschafe ginn. Och mir kënnen dat hei am Land maachen, wa mer eis e bëssen ustrengen. Et sollen och Recyclingbourssen agefouert ginn, an dat sougutt hei am Land wéi iwwert d'Grenzen eraus.

Niewent dem Recycling gëtt et nach zwou weider Pisten. Duerch d'Ofliwwere vum Grasschnëtt an duerch d'Bäimësche vun den Offäll aus de Bauerebetriber gëtt Biogas iwwert de Wee vun der anaerober Fermentatioun an de Biogasanlage produzéiert. Mir hunn der schonn eng Rei am Land. Aus dem Biogas kann dann elektresch Energie a Wäermt produzéiert ginn. Op dësem Wee reduzéiere mir massiv eis CO_2-Emissiounen. Dat ass wuel am Sënn vum Kyoto-Protokoll.

Duerch d'Verschaffe vun dem Heckeschnëtt gëtt e wäertvolle Kompost produzéiert, deen de Mënschen à distribution gestallt gëtt. Et muss awer hei ënnerstrach ginn, dass am Beräich vun de Biooffäll kee Porte-à-porte virgesinn ass.

An de Ménagë falen an der Moyenne ronn 700 Kilogramm Offall op de Kapp am Joer un. An domat leie mir, en traurege Rekord, wäit iwwert der Moyenne européenne, nämlech 40%. Eng vun den Ursaachen ass sécherlech, dass mir eng räich Gesellschaft sinn, an do fält ëmmerhi méi Offall wéi an enger aarmer Gesellschaft un. Derniewent awer hu mir och ronn 150.000 Grenzpendler, déi den Offall hei produzéieren an dee mir bei ons entsuerge mussen.

Duerch d'Ëmsetzung vun der europäescher Direktiv soll elo den Taux de recyclage fir déi ausgewielte Fraktiounen - Pabeier, Metaller, Glas a Plastik - op 50% bis d'Joer 2020 erhéicht ginn. Op dësem Wee wëlle mir déi gewënschte ressourcëschounend Kreeslafwirtschaft weider ausbauen.

Haut gëtt et Gemengen, wou dësen Taux schonn iwwer 65% läit, awer och Gemenge mat manner wéi nëmmen 30%. D'Moyenne läit bei 42%. Also nach 8% si mer amgaangen an der Moyenne. D'Syndikater SIDEC a SIDOR hunn am Joer 2008 en Taux de recyclage vun 43,4% an de SIGRE 32,4% erreecht. Mä jiddweree kann dat da bei sech doheem e bësse besser maachen, an da komme mer scho virun.

Wéi ugedeit, den Taux soll 50% bis 2020 fir déi eenzel Gemengen erreechen, oder fir e puer Gemengen, déi sech zesummeschléisse kënnen. Eng Gemeng kann awer nëmmen eemol mat deem Taux belaascht ginn. Am Laf vun de Joren ass de Prinzip vum Pollueur-payeur zu enger droender Sail vun eiser Offallgestioun ginn.

Well dat eng käschtenintensiv Operatioun ass, an dat op der gesamter Ketten - ënner anerem d'Ewechhuelen, den Transport, de Réemploi, déi energetesch Notzung an d'Verwäertung -, ass et kloer, dass dem Offallproduzent Käschte verrechent musse ginn. Dat ass jo de Prinzip vum Pollueur-payeur: Wie manner Dreck mécht, muss manner bezuelen.

Déi eenzel Gemengen hu sech dofir Taxëreglementer ginn, an och déi eenzel Syndikater, fir dësem Prinzip gerecht ze ginn. Zu dësem Sujet hate mir eng breet Diskussioun an der Chamberskommissioun. Et ass dunn awer festgehale ginn, dass d'Gemengentaxen esou ausgeschafft musse ginn, dass si sech aus zwou Komponenten zesummesetze sollen: eng variabel Komponent, déi entweder d'Gewiicht an de Volume oder de Volume vun dem ufalenden Haushaltsoffall berücksichtegt; an eng weider variabel Komponent, déi d'Entsuerge vum Reschtoffall, den Déchets encombrants, a Rechnung stellt.

Et ass festgehale ginn, dass d'Gemengen och Offallsorte sammelen an entsuergen dierfen, déi net aus de Ménagë kommen, awer vun ähnlecher Zort sinn, mat der Oplo awer, dass dës Offäll de Volumen net dépasséieren dierfen, deen normalerweis an engem Ménage ufält. Esou dierf et net sinn, dass eng Entreprise mat engem Camion voller Styroporplacken an de Recyclingcenter kënnt an einfach dat oflagert. Dat ass net erlaabt.

Mat dem Offallgesetz vum Joer 1994 woren d'Gemengen invitéiert ginn, hir Taxen esou festzeleeën, dass se déi reell Käschten, déi bei der Produktioun vum Offall a vun dem assimiléierten Offall ugefall sinn, facturéieren. Dat wor sécherlech keng einfach Aufgab, well et hunn nëmmen 21 Gemengen esou een Taxëreglement ausgeschafft.

Am Syndikat SICA hu sech eng ganz Rei Gemenge beieneegetässelt, wou de Prinzip vum Weie vum Offall aus de Ménagen duerchgefouert gëtt. E gudde Wee wuelverstanen, awer och do brauch et vill Opklärungsaarbecht bei de Matbierger. Dergéint hunn aner Gemengen hir Offallgestioun a Facturatioun iwwert d'Gréisst vun de Poubellë gemaach an hunn och do gutt Resultater opzeweisen, wéi mer dat konnten héieren an der Chamberskommissioun.

Onofhängeg vum Asammelprozess, dee jo och e staarke regionale Charakter huet, ass festgehale ginn, dass d'Obligation de résultat dat ugestrieftent Zil an der nohalteger Offallgestioun muss ginn. All Gemeng soll hire Wee do goen. Wichteg ass et op alle Fall, dass mer herno gesinn, dass mer déi ugestrieften Ziler erreechen. An dat geet sécherlech, andeem mer eis Leit dobaussen um Terrain mat invitéieren, dëse Wee ze goen.

Am Artikel 20 gëtt op d'Responsabilitéit vun de Gemengen higewisen. All Gemeng muss zwee Joer no dem Akraafttriede vun dësem virleiende Gesetz hir Reglementer an der Offallgestioun adaptéieren. Wann et net de Fall ass, da ka sechs Méint no enger Mise en demeure en Arrêté grand-ducal geholl ginn, vun deem de Gemengerot an d'Bild gesat ginn ass.

Am Zesummenhang mat den Taxen ass och drop higewise ginn, dass munch Matbierger net à même sinn, d'Offalltax ze bezuelen. Och an enger räicher Gemeng gëtt et Problemer. Et gëtt de Gemengen erlaabt, mat engem Gemengereglement dëse Matbierger iwwert de Wee vun enger Allocation de vie chère ënnert d'Äerm ze gräifen.

Wann de Problem vun der Entsuergung bei de Privathaushalter ze komplizéiert ass, da stelle sech awer grouss Problemer mat dem Opstelle vun de sélleche Poubellë bei den Appartementshaiser. Dat war opgeworf ginn an der Chamberskommissioun. Dunn huet den Här Minister gemengt an eis matgedeelt, dass hien a senger Qualitéit als Logementsminister do nei Mesurë wëllt ergräifen, well et do wäertvoll ass, dass an dësen Appartementshaiser propper Konditioune geschafe ginn.

Ech hunn de Sujet vun de Biooffäll an der groer Poubelle ugeschwat. Duerch eng verstäerkten Opklärungsaarbecht wëlle mir d'Matbierger derzou bewegen, hire Biooffall net an dës Poubelle ze werfen, mä am Contraire enger besserer Verwäertung zouzeféieren. Et ass nämlech festgestallt ginn an den Etüden, dass den Undeel vu Biooffäll an der Poubelle ronn 39% vum Gewiicht ausmécht. Vill ze héich!

Duerch ergraffe Mesurë konnt dësen Undeel an de leschte Joren a munche Gemengen op 30% reduzéiert ginn. Et ass dofir begréissenswäert, dass de Biooffall an de Landgemengen a ville Fäll vun de Matbierger op dem eegene Kompostkoup entsuergt gëtt. Derniewent gëtt den Heckeschnëtt an och de Grasschnëtt ënner anerem op dem Fridhaff, am Muertendall oder am Minett-Kompost ofgeliwwert. Do gëtt entweder Kompost hiergestallt oder eng Matière, fir déi zwou kontrolléiert Déchargen ofzedecken.

D'Europäesch Kommissioun schreift dozou awer Folgendes: All Joers ginn 90 Milliounen Tonnen lessmëttele verschwent. Dat si ronn 180 Kilogramm op de Kapp. An dobäi leiden eng Milliard Mënschen Honger! Mä dat ass wuel en anert Kapitel.

Här President, e weidere Sujet am Projet de loi sinn déi inert Offäll, ënner anerem de Bauschutt oder de Buedem, deemno Stoffer, déi recycléiert oder awer ouni Bedenken op eng Décharge bruecht kënne ginn. E gutt Beispill ass d'Décharge bei der Ausfahrt Helleng op der Collectrice du Sud. An deem Zesummenhang gëtt elo gesetzlech festgehalen, dass virun dem Ofrappe vun engem Immeuble en Inventaire vun de virleiende Materialien opgestallt soll ginn. Dëse muss der Verwaltung zu all Moment virgeluecht kënne ginn.

Dierf ech an deem Zesummenhang drun erënneren, dass am Joer 2009 ronn 6,7 Milliounen Tonnen Déchet-inerten ugefall sinn, déi mat engem Taux vu ronn 45% recycléiert goufen? Et sinn derniewent awer ronn 500.000 Tonnen inerten Offall iwwert d'Grenzen transportéiert ginn. Dat dierf net de Fall sinn, ausser a besonnesche Fäll.

Mir mussen nei Weeër opmaachen, ënner anerem dësen Offall zum Deel als Remblai laanscht d'Autobunnen abréngen. Den Här Minister huet eis dës Iwwerleeung schonn ugedeit. Vläicht kann hien eis haut soen, wou mir mëttlerweil dru sinn.

Den ugestrieftenen Taux de recyclage beim Bauschutt, dee muss bis 2020 op 70% eropgeschrauft ginn. Den Artikel 30 behandelt d'Ausstelle vun den Autorisatioune fir d'Betriber, déi sech mat dem Offall ofginn, an den Artikel 32 den Enregistrement bei der zoustänneger Emweltverwaltung.

D'Chambre d'Agriculture huet drop higewisen, dass d'Bauerebetriber, déi déi natierlech Offallprodukter wéi Piff, Mëscht oder de Ferment aus de Biogasanlagen transportéieren, net ënnert dës Enregistrementsprozedur falen dierfen. An dat gouf och akzeptéiert.

Am Artikel 34 gëtt d'Féiere vun engem chronologesche Regëster...

M. le Président.- Här Oberweis, Dir misst awer elo lues awer sécher zum Schluss kommen.

M. Marcel Oberweis *(CSV), rapporteur.*- Et deet mer leed, Här President, ech hunn nach e puer Säiten an ech hunn nach e puer Saachen ze erzielen hei. Ech maachen awer ganz séier virun.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Här Oberweis, Dir hutt elo bal véier Minutte schonn iwwerzunn. Ech ginn Iech och nach ganz gär eng oder zwou Minutten, mä Dir musst awer iergendwéi eng Kéier zum Schluss kommen. Här Boden?

M. Fernand Boden *(CSV).*- Här President, d'Kommissioun hat gefrot, datt de Rapporteur soll fënnef Minutte méi kréien. Dat war accordéiert gi vun der...

M. le Président.- Jo, mä déi huet e scho kritt. Et waren zéng Minutten zegutt an en huet der 15 kritt.

M. Fernand Boden *(CSV).*- En hat der 15 zegutt an en huet der fënnef kritt, a fënnef sinn der 20.

M. Marcel Oberweis *(CSV), rapporteur.*- Ech gi mech elo drun, Här President. Mä et ass en interessante Sujet.

M. le Président.- Fuert elo emol virun, Här Oberweis!

M. Marcel Oberweis *(CSV), rapporteur.*- Am Artikel 34 gëtt d'Féiere vun engem chronologesche Regëster vun den enregistréierte Betriber gefuerdert. Hei mussen d'Menge vun den

transportéierten Offäll an den Traitement wéi och déi eenzel Zorten an de Bestëmmungsuert festgeluecht ginn. Wéi oft den Transport duerchgefouert gouf a mat welleche Verkéiersmëttele muss och festgehale ginn, well nëmmen esou kann d'Verwaltung déi eenzel Taux de recyclage bestëmmen. D'Ménagë brauchen awer kee Regëster ze féieren.

Am Artikel 35 ginn och déi néideg Aussoen iwwert d'Joresrapportë gemaach. Bis zum 30. Abrëll vum Joer duerno mussen déi enregistréiert Betriber hir Rapporten ofliwweren, aus deenen all déi wichteg Elementer erauskommen. An deem Zesummenhang gëtt och op den nationale Plang fir d'Offallgestioun am Artikel 36 higewisen.

Mat dësem Plang gi mir eis den Outil, fir eng nohalteg Offallgestioun duerchzeféieren. Wichteg Elementer sinn dovunner eng akribesch Kontroll vun den eenzelnen Offallfraktiounen an eng wäitreechend Informatiounspolitik fir all d'Acteuren. All d'Partner mussen derfir suergen, d'Produktioun vun Offall esou kleng wéi méiglech ze halen.

Fir vill Kappzerbrieches hunn den Artikel 47 iwwert déi strofrechtlech Aspekter an den Artikel 48 iwwert d'Avertissements taxés an der Kommissioun gesuergt. A sengen Avisen huet de Statsrot opgefuerdert, kloer Aussoen zu dëse Voleten ze maachen, an dat gouf och gemaach. Ech wëll och hei op de schréftleche Rapport verweisen, well mer d'Zäit fortleeft.

Dee virleiende Projet de loi gesäit och d'Simplification administrative fir d'Betriber vir. Wat d'Ausstellung vun den Autorisatiounen oder den Agrément fir e Betrib aus dem Offallberäich ubelaangt, esou kënnen déi duerch eng eenzeg Prozedur duerchgefouert ginn, wat jo vill Zäit spuere wäert.

Fir déi Entreprisen, déi Offall aus hiren eegene Betriber transportéieren, ass eng Erliichterung a puncto Enregistrement virgesinn. Bis elo duerfte si nëmme kleng Mengen transportéieren; dës Limite gëtt opgehuewen. Et gëtt drop higewisen, dass d'Bestëmmungen an d'Virschréften esou ausgeluecht musse ginn, dass d'Gesondheet vun de Mënschen an de Schutz vun der Émwelt déi éischt Prioritéiten duerstellen.

Den Avis vun der d'Chambre d'Agriculture hunn ech schonn erwähnt. D'Chambre de Commerce huet ganz kloer d'Ressourcëschounung erausgestrach wéi och d'Valorisatioun vun de Biodécheten. D'Chambre des Métiers huet op d'Tauxen higewisen, 50% a 70%, an huet eis och invitéiert, dass mer d'Trennung vun den ufalenden Décheten nach besser sollte maachen. Si hunn och gefrot gehat, dass nach weider Installatioune fir den Traitement vum Offall hei am Land sollte gemaach ginn, well domadder d'Kreeslafwirtschaft ënnerstëtzt soll ginn. D'Chambre des Salariés huet opmierksam gemaach, dass ee bestëmmt bei den Appartementshaiser genuch Surfacë sollt opstelle fir déi vill Poubellen. An de Syvicol schwätzt sech aus, dass e gär d'Règlements grand-ducaux zur Asiicht hätt.

Ech kommen zum Schluss, Här President. Wa mir déi nohalteg Entwécklung wëllen, dann ass d'Kreeslafwirtschaft an der Offallgestioun eng wichteg Viraussetzung. Eng héich Effizienz an e seriöe Ressourcëmanagement stellen d'Haaptelementer duer. D'Matbierger an d'Betriber, mä och d'Gemengen an de Stat sinn invitéiert, hei matzemaachen.

Zum Schluss dann, eng luewenswäert Initiativ hunn déi dräi Offallsyndikater viru Kuerzem ergraff, andeems si sech fir méi eng enk Kooperatioun asetzen. Mir konnte liesen, dass si en dréiende Karussell bis 2015 opstelle wëllen, dat heescht den Offall aus dem SIGRE, dee selwer keng mechanesch-biologesch Behandlung duerchféiert, gëtt an der SIDOR verbrannt. D'Deponie vum SIDEC ass geschwë randvoll an hiren Offall gëtt no der mechanesch-biologescher Behandlung an de SIGRE bruecht, wou en als Ofdeckungsmaterial déngt. De verbrennbaren Undeel kënnt dann op Leideleng.

Zum Schluss wollt ech awer alle Mataarbechter Merci soen, déi sech an dësem Dossier mat mir agesat hunn an abruecht hunn. De Rapport ass an der Kommissioun eestëmmeg ugeholl ginn an ech wënsche mer hei eng breet Zoustëmmung.

Déi vun der CSV bréngen ech eran a soe Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Oberweis. Als éischte Riedner ass den Här Eugène Berger agedroen. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Eugène Berger *(DP)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wéilt ufänken, andeems ech dem Rapporteur och Merci soe fir säin ausféierlechen, leider vläicht e bësselchen ze kuerze Bericht. Hien hätt sécher nach kënnen déi eng oder déi aner Saachen derbäisoen, mä op alle Fall am schréftleche Rapport, do fanne mer wierklech en détail all d'Elementer erëm.

Ech muss och soen, datt wierklech bei der Preparatioun vun dësem Projet de loi gutt Aarbecht an der Kommissioun geleescht ginn ass. Mir hunn eis vill mat deene verschiddenen Avisë beschäftegt. Mir sinn och op den Terrain kucke gaangen, ënner anerem bei verschidden Offallsyndikater. An ech mengen, dat ass och eng richteg Démarche, wann ee Gesetzer preparéiert, fir dat ze maachen.

Ech mengen, dat neit Offallgesetz, mir hunn dat elo scho grad héieren, huet ganz vill Facetten. A wann een op all déi eenzel Detailer an Artikele géif agoen, da géif dat de Kader och vu menger Riedezäit sécher sprengen. Ech wäert mech dofir op e puer Aspekter limitéieren. Besonnesch wäert ech op déi agoen, déi méi spezifesch nei Akzenter am Beräich vum Hausmüll, vun der Offallpolitik am Beräich Hausmüll uginn.

Aganks wéilt ech awer och e puer Constatë maachen zur Situatioun hei zu Lëtzebuerg. Sécherlech hu mer hei am Land a villen Domäne vun der Offallbesäitegung an dem Recyclage e gudde respektiv en héije Standard erreecht. Dat muss een unerkennen. An dat ass awer och d'Resultat vun engem laangwierege Prozess, wou et och emol an der Vergaangenheet méi konflikträich erofgaangen ass. Wann een e bësselche méi wäit siche geet, kann een nëmmen erënneren un déi kontrovers Diskussiounen an den 80er Jore ronderëm d'Verbrennungsanlag vun der SIDOR.

Mä egal, haut steet Lëtzebuerg awer an dem Beräich vun dem Traitement an dem Recyclage vum Hausmüll besonnesch éischter gutt do, wat och vun de Statistike beluecht gëtt. A wann dat esou ass, dann huet dat e puer Ursaachen.

Ech mengen, den Ustouss vun enger effizienter Déchetspolitik ass an deene leschten 20, 30 Joer ëmmer aus Bréissel komm: Direktiven a Reglementer hunn de Wee virgezeechent. An et kann ee schonns soen, datt et eng vun deene wéinege Success Stories vun der EU-Politik ass, datt een déi am Beräich vun der Émweltpolitik insgesamt ka fannen. Dat gëllt fir d'Offallpolitik, dat gëllt fir d'Klimaschutzpolitik, wou och d'EU ëmmer Virreider war, dat gëllt fir d'Naturschutzpolitik.

Duerch déi Virgabe vu Bréissel hu mer hei zu Lëtzebuerg, mä och an aneren europäesche Länner relativ héich Standarden erreecht am Verglach mat anere Länner op der Welt, mat anere Kontinenter op der Welt. Et gëtt awer och nach Beräicher - et sollt een elo net alles perfekt schéirieden - an der Offallpolitik, wou mer hei zu Lëtzebuerg manner gutt dostinn a wou et nach eng Rei Problemer gëtt. Dorobber wäert ech méi spéit, zum Schluss och kuerz agoen.

Ech mengen, zu Lëtzebuerg hu mer dès le départ eis Hausaufgabe gemaach, déi Virgabe vu Bréissel, wat d'Offallpolitik ubelaangt, konsequent versicht ëmzesetzen. Dat ass eng Konstant, déi een déi lescht 20, 30 Joer ka feststellen. Dat ass ugaange beim Josy Barthel iwwer all déi respektiv Regierungen, all d'Ministeren, d'Statssekretären, déi ëmmer zoustänneg waren, déi hunn ëmmer gekuckt, fir sech wierklech un d'Virgabe vu Bréissel ze halen.

En anert Element, wat sécher och déi effikass Offallpolitik am Beräich vum Hausmüll besonnesch kennzeechent, ass, datt mer et hei zu Lëtzebuerg fäerdegbruecht hunn, dat net elo Privatacteuren eleng ze iwwerloossen, mä datt mer Acteuren opgestallt hunn éischter aus dem öffentleche Beräich, déi sech an der Praxis an am Alldag ëm d'Gestioun vum Offall këmmeren, an dat si virun allem déi Gemengesyndikater. Mir hu jo haut nach dräi grouss Acteuren do, déi dräi interkommunal Offallsyndikater SIDOR, SIDEC, SIGRE, déi dann och flächendeckend d'ganzt Land mat regional appropriéierte Solutiounen ofdecke respektiv do esou Solutiounen ubidden.

Här President, déi beschten Démarche am Offall ass nach ëmmer déi, fir en ze évitéieren. Dat soll nach wie vor dat iewescht Zil bleiwen. Éischt, zweet, drëtt Prioritéit soll nach ëmmer sinn: Kommt, mir versichen den Offall ze vermeiden! An et sollen also all Effortë gemaach ginn, fir deem Zil esou no wéi méiglech ze kommen.

Mä et muss een awer och soen, datt hei de Consommateur, de Konsument net deen eenzegen Acteur ass, dat net eleng kann décidéieren. Gitt emol an e Buttek oder an e Supermarché! Do gesäit een, wéi staark een do vun de Produzenten eigentlech ofhänkt. Kaaft emol e Pak Kichelcher - an ech mengen, et gëtt der jo Honnertdausend verschidden Zorten -, egal vu wat fir enger Firma!

Kaaft esou e Pak Kichelcher, dann ass all eenzelne Kichelchen an engem plastikse Pabeier an da si se nach an esou engem Dëppchen, esou an engem plastiksen Dëppchen, wou all eenzelne Kichelchen dann an engem plastiksen Dëppchen ass, ronderëm dat Ganzt ass dann esou Sëlwerpabeier. Dat ass dann an enger Kartonskëscht a ronderëm d'Kartonskëscht ass och nach wahrscheinlech e Plastikfilm. Do huet een dann also fir e Pak Kichelcher...

(Interruption)

Et fënnt een et vläicht net bei all de Kichelcher... ech versichen och, wa méiglech, d'Kichelcher beim Bäcker ze kafen. Ech schwätzen hei vu Biscuiten. Neen, ech mengen, Dir wësst, wat fir eng Produiten ech mengen. Et ass och nëmmen e Beispill. Do sinn da fënnef verschidde Verpackungen, fir 100 oder 200 Gramm Kichelcher ze kafen!

Ech muss soen, datt ech och e regelméissege Konsument sinn an de sougenannte Biobutteker. Och do muss ech leider feststellen, datt een do och ëmmer méi Produitë fënnt, déi da vläicht net fënnef Verpackungen, mä och nach mindestens zwou oder dräi Verpackungen hunn, wat ech bedaueren. Ech wëll nëmmen illustréieren - wann ee seet, Müll vermeiden, Verpackunge vermeiden -, datt een dat jo gäre mécht, mä da muss een och als Konsument d'Chance dozou kréien. Dat kéint een also och bei villen anere Produiten esou maachen.

Ech wëll awer dann och ënnersträichen, datt d'Responsabilitéit fir d'Vermeiden also net nëmme beim Konsument läit, mä och bei de Produzenten, an datt een eigentlech och do heiansdo géif méi couragéiert Virgabe vu Bréissel erwaarden, datt déi deene Produzente géife méi op d'Fangere klappen. Wéi gesot, Offall évitéiere muss ëmmer déi éischt Devise bleiwen, mä et muss dann och dem Konsument iergendwéi méiglech gemaach ginn.

De Recyclage kann ëmmer nëmmen déi zweetbescht Optioun sinn. An déi nei Direktiv, déi setzt jo och weiderhi ganz staark dorop, fir den Offall ze revaloriséieren a fir nei Produiten dorauser ze maachen. Ech mengen, dat ass jo haut praktesch och Usus, datt een zum Beispill aus Plastikfläschen net nëmmen nei plastiks Campingsstill fir op d'Terrass mécht, datt ee carrément haut scho Fleece-Jackette fir elo de Wanter aus Plastikfläsche mécht. Hei gesäit een also, datt nieft dem Ëmweltschutz beim Recyclage och aner Considératiounen an d'Spill bruecht ginn, well hei geet et dann och ëm ekonomesch Interessen.

Offall a recycléierten Offall ginn nei Produiten, déi interessant si fir d'Ekonomie, fir eng ganz Rei Industrien. D'ARBED zum Beispill, net méi d'ARBED, ArcelorMittal mécht jo haut hiert Geschäft zum groussen Deel mat Offall, mat Recyclage. Well wat maache se? Si schmëlze Schrott - dat ass also Offall - zu neie Stolproduiten. Hei huet also Offall e ganz eminenten ekonomeschen Aspekt.

Bon, schliesslech gëtt och den Aspekt vun der Knappheet vun de Rohstoffer ëmmer méi wichteg. Autosindustrien - de Rapporteur huet dat och schonn erwähnt -, an der Autosindustrie zum Beispill, oder alles dat, wat an der Elektroindustrie gebraucht gëtt: Do sinn eng ganz Rei méi rar Metaller dran, déi ee brauch an déi een awer begrenzt an der Natur nëmme ka fannen. Duerfir muss een also do bei deene Produiten ëmmer méi recycléieren, fir eben dann déi Stoffer erauszehuelen, fir eben nei Handyen oder Elementer vun neien Handyen domadder ze maachen.

Här President, wann een d'Statistike fir den Hausoffall kuckt, da gesäit een, datt op den éischte Bléck beim Hausoffall fir eist Land, datt mer do net esou gutt géifen dostoen, well Lëtzebuerg produzéiert, jiddwer eenzelne Bierger, laut Statistik 700 Kilogramm pro Joer! Dat huet domadder ze dinn, datt mer éischter e Liewensstandard hunn am Land hei, deen héich ass, datt mer also ganz vill konsuméieren.

Op där anerer Säit gesi mer awer och - an dat ass dat Positivt -, datt mer hei zu Lëtzebuerg Champion sinn, wierklech Champion sinn am Recycléieren, mat engem Duerchschnëttstaux vun 42%! Dat wëllt also heeschen, datt mer praktesch - ech gesinn elo e bësselche méi generell - net wäit vun der Halschent ewech sinn, wat mer recycléiere vun eisem Pabeier, vun eisem Plastik, Bio-Offall an esou weider, datt mer dat also zréckbréngen an d'Filièrë vum Recyclage an datt mer do awer wierklech éischter dat kënne positiv gesinn.

Dat entsprécht also och där Démarche, déi d'EU virgëtt an déi se weider wëllt verstäerkt duerchsetzen. An déi Démarche - et ass och schonns gesot ginn -, déi ass dorobber aus, datt mer bis 2020 solle 50%, ronn 50% vun eisem Hausoffall recycléieren. Mir sinn also hei zu Lëtzebuerg um gudde Wee, mä et ass kloer, datt awer nach musse weider Effortë gemaach ginn.

Wien ass ee vun den Haaptacteuren - nieft natierlech dem Konsument, deen den Offall produzéiert - hei zu Lëtzebuerg am Beräich Hausoffall? Ech hunn et scho gesot: Ee vun den Haaptacteuren, wann net den Haaptacteur, dat sinn d'Gemenge respektiv déi Gemengen, déi eben an de Syndikater zesumme sech gedoen hunn. An dat ass och wichteg: Si behalen hei mat deem Text, dee mer elo hei haut de Mëtteg debattéieren a wäerten ofstëmmen, och eng Haaptresponsabilitéit, déi bei der Gestioun vun dem Hausoffall ass, déi bleift bei de Gemengen.

An ech mengen, dat ass eppes, deem mir och kënnen zoustëmmen. Well et muss ee sech jo bewosst sinn, datt ee sech hei ëmmer an engem Spannungsfeld beweegt tëschent Gemengenautonomie an nationalen an europäesche Virgaben. Et ass also do, an deem Spannungsfeld, wou mer dann och mussen de richtege Wee fannen. An ech mengen, fir eis, fir d'DP ass et kloer, datt d'Zil muss sinn, datt all d'Acteuren, dat heescht, och d'Gemengen, mussen dat Zil fir 2020 erreechen, mä datt de Wee fir dohinner awer muss, kann op verschidden Aart a Weisen ofgetréppelt ginn.

Op dësem Punkt ware jo eng Rei Diskussiounen am Virfeld an der Kommissioun bei den Aarbechten, an déi Solutiounen, déi elo awer am definitiven Text stinn, mat deene kënne mir op alle Fall liewen, well domadder gëtt da garantéiert, datt nach wie vor all Gemeng eng gewëssen Autonomie huet, ebe fir dës Ziler ze erreechen. Am Ufank war jo Rieds, zum Beispill, datt all Gemeng eng Kollekt respektiv eng Rechnung op d'Gewiicht, datt een dat hätt wëllen allgemeng virschreiwen. Sécherlech hätt dat kënnen en interessante Modell sinn, mä awer all Gemeng fonctionnéiert jo e bësselchen aneschters, an dat heescht, do muss een dee Spillraum loossen.

Ech mengen, dee Modell do mam Gewiicht, dat ass een, deen a verschiddene Gemengen och ganz gutt fonctionnéiert, mä et gëtt aner Gemengen, déi op aner Methoden, op aner Aart a Weisen awer och hiert Zil erreechen. Ënnert dem Strëch muss ëmmer garantéiert sinn, datt iergendwéi och dat Element vun der Quantitéit mat erakënnt. Mä mir hätten awer Schwieregkeete gehat, wann een elo wierklech all Gemeng forcéiert hätt, fir genau deeselwechte Wee ze goen an an all Gemeng elo dann déi Dreckskëschte mam Chip anzeféieren.

Ech muss och soen doriwwer eraus - dat ass elo vläicht net eng Anekdot -, mä wat mech awer e bësselche gestéiert hätt, wann een dat wierklech an all Gemeng forcéiert hätt respektiv eng Obligatioun gi gelooss hätt, dat ass, datt een och bei deem System vum Gewiicht, datt een do dann zum Beispill, ech soen emol, net den Aspekt vun der Qualitéit vum Offall gekuckt hätt.

Fir dat elo e bësselchen ze illustréieren, mat vläicht engem e bësselche méi extreme Beispill - ech hat dat och an der Kommissioun gesot -: E Bierger, deen ee Kilo Plutonium a seng Dreckskëscht leet, deen am Chip dann also ee Kilo kann uweisen, dee géif also manner bezuelen, wéi ee Bierger, deen zéng Kilo Pabeier an Offall, Bio-Offall géif draleeën; obwuel ee Kilo Plutonium jo ganz vill méi komplex ze entsuergen ass a vill méi deier eigentlech och wier; nëmme fir e bësselchen ad absurdum ze weisen, datt also esou ee System mat engem Chip, wou ee wierklech nëmmen op d'Gewiicht geet, och kéint Problemer stellen.

Also, wann ee wëllt méi effizient recycléieren an asammelen, da muss een och aner Elementer mat a Considératiouns huele wéi nëmmen d'Gewiicht eleng vun enger Dreckskëscht. Et ass jo och evident, et gesäit een zum Beispill an deene Gemengen, wou keng separat gréng Dreckskëscht zum Beispill ugebuede gëtt, datt do och d'Leit net kënne separat de Bio-Offall ewechginn, datt do dat natierlech dann och déi normal Dreckskëscht belaascht. Dat heescht, et gëtt also nach aner Weeër wéi just d'Gewiicht, wou ee muss weider Effortë maachen. Ënner anerem, datt ee wierklech an all Gemeng verschidden, separat Dreckskëschten ubitt, fir datt een da wierklech och kann dès le départ an déi Filièrë vum Recyclage goen.

Och wann ee kuckt um Terrain si jo d'Situatioune vun deenen eenzelne Gemengen, ob et eng ländlech Gemeng ass, eng Gemeng, déi méi am urbane Raum ass, datt do eben d'Situatiounen ënnerschiddlech sinn. Et soll een also de Gemengen dee Spillraum loossen an ëmmer déi bescht, appropriéiert Solutioun fir hir Gemeng fannen. Ech mengen, dat, wat wichteg ass, dat ass, datt mer eben 2020 dann dat Zil vu 50% Recyclage erreechen.

Wéi gesot, am Ufank waren Diskussiounen doriwwer. Mir hunn en Text fonnt, wou also dee

Spillraum da fir d'Gemenge bleift. Ech mengen, deen Eenzegen, deen dat net esou richteg matkritt hat - dat wollt ech och kuerz erwähnen -, dat war de President vum Syvicol, dee jo an de Medien, géif ech emol soen, eng Kéier déck Bake gemaach hat a guer net matkritt hat, datt e schonn dräi Kricher hannendra war, datt déi Texter scho laang geännert waren. Ech mengen, dat werft, niewebäi gesot, och Froen op iwwert d'Fonctionnéiere vun esou engem Gremium wéi dem Syvicol, dee jo eigentlech soll d'Stëmm vun all de Gemengen duerstellen an net nëmmen déi vun engem neie Statsrot. Bon.

Wat dat selektivt Asammelen, Här President, vum Hausmüll an dem Recyclage ubelaangt, bleift a mengen Aen nach ee groussen Défi fir déi nächst Joren, an dat ass dat zwar vun de Copropriétéiten.

Ëmmer méi Leit wunnen hei zu Lëtzebuerg an Appartementshaiser. Et ass awer esou, datt bei ganz ville vun deenen Appartementshaiser kaum oder guer net separat an individuell Dreckskëschte gefrot ginn oder dostinn. Dat huet verschidden Ursaachen. Bei deenen enge Gemengen, well dat dann net schéin ausgesäit, wann do 27 Dreckskëschten, eenzel Dreckskëschte virun der Dier stinn, jee.

Ech mengen, als Resultat huet een dann, datt eigentlech ganz ondifferenzéiert do mam Dreck verfuer gëtt. Dat heescht, all d'Leit an der Copropriétéit geheien an iergendeng normal grouss Dreckskëscht alles dran. Do ass et dann onméiglech, fir ze recycléieren.

Hei sinn also souwuel d'Gemenge wéi d'Propriétairë gefuerdert. An et wier och gutt, wann hei ënner anerem vun der Ëmweltverwaltung géif konzeptuell Hëllef kommen, fir deem Problem entgéintzewierken. Ech mengen, dat ass wierklech een Défi fir déi nächst Joren, datt mer do eng Solutioun fanne fir de Recyclage, déi individuell Dreckskëschte respektiv dee separate Recyclage vum Dreck.

Ech mengen, do gëtt et och scho Modeller op där enger oder anerer Plaz. Ech ka mech erënneren, 2001 als Statssekretär war ech ënner anerem op Schëffleng esou e Pilotprojet kucken, datt ee sech also och do vläicht inspiréiert an do virukënnt.

En anere Punkt, deen och méi kontrovers diskutéiert gouf, ass dee vum Prinzip Pollueur-payeur. Dës Virgab vu Bréissel bestëmmt ëmmer méi Démarchen an all de Beräicher vun der Ëmweltpolitik. Wie verknascht, soll bezuelen. Well de Knascht huet jo och e Präis, fir deen erëm propper ze maachen, respektiv duerch de Knascht entsti jo och Schied, déi een eventuell herno muss flécken.

Och dëse Prinzip gouf méi kloer an d'Gesetz ageschriwwen. Mä och hei ass et bliwwen, datt d'Gemengen e gewëssene Fräiraum hunn. D'Gesetz schreift verschidden Elementer vir, déi d'Gemenge musse berücksichtegen, fir esou no wéi méiglech un dee Prinzip Pollueur-payeur erunzekommen. Och virun allem hei soll wa méiglech de Volumen a Betruecht gezu ginn.

Hei bleift e gewëssene Gestaltungsraum fir d'Gemengen. Wou een awer muss betounen, datt an der Vergaangenheet dee Prinzip wäitgehend applizéiert ginn ass. Doduerjer, wann d'Gemengen eng gewëssen Autonomie hei behalen, wäerte mer dann och keng leideg Diskussioune kréien, wéi dat vläicht beim Waasserpräis de Fall ass.

De Bierger muss sech awer op där anerer Säit och bewosst sinn, datt Dreck maachen e Präis huet an datt een eng gutt Versuergung am Beräich Recyclage net zum Nulltarif ka kréien.

Dat brëngt mech och dann zu verschiddene méi negativen Ugewunnechten, déi dat ka mat sech brëngen, wann ee wierklech konsequent dee Prinzip Pollueur-payeur afëiert. Ech mengen, dat sinn negativ Aspekter, déi een hei zu Lëtzebuerg gesäit, och am Ausland. Ech schwätzen zum Beispill vun all deene wëllen, klengen Deponien, déi een dann emol am Bësch ka fannen, a virun allem vun deem onmoossegen Dreck, dee mer ëmmer méi laanscht eis Stroosse fannen. Dat ass eng permanent Plo, eng Ëmweltverschmotzung. Ech mengen, dat misst een endlech an de Grëff kréien.

Ech mengen, no all deene gutt gemengtene Campagnen d'lescht Joer hate mer där laanscht d'Stroossen, wou stoung mat grousse Panneauen, datt ee soll do e bësselche méi sënnvoll a méi manéierlech virgoen.

Ech weess net, wat d'Resultat ass. Ech hunn nämlech eng Question parlementaire preparéiert, déi ech wäert un den Nohaltegkeetsminister schécken, fir ze wëssen, wat de Bilan vun där Campagne ass, ob wierklech manner Dreck do war. Mä ech mengen, wann do wierklech näischt hëlleft, Dir wësst, ech si vläicht net onbedéngt sou do fir „law and order", mä da muss een awer vläicht soen, do hëlleft da vläicht näischt aneschters, wéi datt ee méi streng Strofen afëiert, fir datt d'Leit et verstinn.

Ee Problemfeld - ech kommen op de Schluss, Här President -, dat ass, datt mer zu Lëtzebuerg trotz all deene positiven Entwécklungen, déi ech elo opgezielt hunn, nach e puer Problemfelder hunn.

Ee vun deenen Dossieren, dat ass dee vun den Altlasten, deen nach ëmmer net uerdentlech a landeswäit geléist ginn ass. Dat ass sécher deen Dossier, wou mer, mengen ech, net esou gutt dostinn, wann een d'Bilanz zitt vun eiser Offallpolitik.

Mir hunn zwar en Altlastekadaster opgestallt. Mir hunn an de leschte Joren eng Rei Effortë gemaach, fir all déi al Tippen, et waren der emol eng Kéier 600, ze assainéieren. Mä et geet net duer, datt mer elo déi Kaart do hunn, domadder ze mengen, et wier alles geléist. Mir mussen do dann och nach eng Rei Problemfäll ugoen.

Dat huet säi Präis. Do muss ee Prioritéite setzen, wat am urgentesten ass, mä do muss een awer wierklech och drugoen. An da kommen ech och net derlaanscht, dat negativt Beispill vun der illegaler, ech soen emol Pneuendeponie vu Biissen nach eng Kéier ze rappeléieren. Do ass eng illegal Deponie, déi eng Rei Geforen duerstellt fir d'Ëmwelt, besonnesch d'Waasser. A si läit och - dat ass jo dat Schlëmmst do gewiescht -, si läit direkt niewent enger europäescher Naturschutzzon.

Ouni elo wëllen op dee ganzen Historique anzegoen, hätt awer missen, soubal de Problem vun der Verwaltung erkannt gi war an e Konzept fir d'Entsuergung virlouch, de responsabelen Ëmweltminister, deemools 2007, Décisiounen huelen an esou schnell wéi méiglech dee Site entsuergen.

Mir kennen d'Suiten. Guer näischt ass deemools geschitt. Den deemolege Minister ass senge Flichten a senger Verantwortung dunn net nokomm. An et ass eigentlech schlëmm, datt esou Deponië konnten illegal entstoen. Mä et ass gradesou schlëmm, wann déi politesch Responsabel, aus wat fir enge Grënn och ëmmer, en connaissance des faits net den Assainissement virhuelen.

Ech mengen, mëttlerweil huet d'Majoritéit hei versicht, den Dossier politesch ze entsuergen. Egal wéi, bleift den Dossier trotzdeem weider aktuell fir déi nei Responsabel am Ëmweltdepartement. Si si gefuerdert, fir déi noutwendeg Assainissementer elo schnellstens, wierklech schnellstens an d'Wee ze leeden.

Dat gëllt fir d'Deponie Biissen. Mä dat gëllt och fir déi sëllechen aner Plazen am Land, wou muss verknaschtene Buedem oder Natur saniéiert ginn. De Minister Schank huet och versprach, endlech aktiv ze ginn...

M. le Président.- Här Berger, Dir misst awer och elo lues awer sécher zum Schluss kommen.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Ech kommen zum Schluss, Här President, wann Der mer nach eng hallef Minutt gitt.

De Minister huet jo versprach, endlech aktiv ze ginn an deem Dossier. An duerfir si mer dann och Demandeur, datt mer an deenen nächste Méint hei dann en éischte Bilan virgeluecht kréien.

Här President, ech kommen zum Schluss. Ech hat gesot, datt ee bei dësem Gesetz kéint ganz vill a laang all déi Facettë beliichten. Och mir geet et wéi mengem Virriedner, datt also d'Zäit beschränkt ass. Ech hu mech op e puer wesentlech Remarquë beschränkt. Ech sinn net op all Punkt agaangen.

Mä ech mengen, wat mer awer musse maachen, dat ass, datt mer an den nächste Méint, ech soen emol an een, zwee Joer, awer och eng Kéier hei sollen d'Geleeënheet notzen, fir dann en éischte Point ze maachen, en éischte Bilan ze maachen iwwert d'Ëmsetzung vun dëser neier Direktiv hei an der Chamber. Ech hunn elo keng Motioun dofir erabruecht. Mä datt een dat awer dann och soll maachen a kucke gegebenenfalls, wa weider Problemfelder bleiwen, dann do ze korrigéieren.

Dat gesot, brëngen ech awer den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Berger. Als nächste Riedner ass den Här Roger Negri agedroen. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

M. Roger Negri *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt wëll ech dem Rapporteur Marcel Oberweis Merci soe fir seng exzellent Rapporten, souwuel dee schrëftleche wéi dee mëndlechen.

D'Tatsaach, dass mir hei zu Lëtzebuerg pro Persoun 700 Kilogramm Offall am Joer produzéieren an domat 40% iwwert dem EU-Duerchschnëtt leien, weist, dass an eiser nationaler Offallpolitik Handlungsbedarf ass. Och wa mer exzellent Resultater bei der Gestioun vun den Offäll hunn, musse mir eis deemno méi wéi anerer Gedanken ëm d'Preventioun maachen a kucken, wéi et zu deene krassen Ënnerscheeder kënnt.

Zum Deel léisst sech dat duerch eisen héije Liewensstandard erklären. Et gëtt e kloren Zesummenhang tëschent der héijer Kafkraaft op där enger Säit an dem héije Konsum an den Offallquantitéiten anererséits. Allerdéngs ass dës Relatioun net zwéngend an et sinn och net nëmmen déi Räich an eiser Gesellschaft, déi vill Offall hunn. Grad bei sozial benodeelegte Leit gesäit een heiansdo d'Tendenz, all Moude matzemaachen a Saachen ze kafen, déi een net onbedéngt muss hunn, mä déi awer grad „in" sinn.

Dat gesäit een iwwregens och scho bei de Kanner, wou et heiansdo immens wichteg ka sinn, Gezei vun der richteger Marque oder deen neitsten Handy ze hunn. Et ass eng Fro vu Mentalitéit. Hei musse mer probéieren, mat Hëllef vu Campagnen esou vill Leit wéi méiglech zu engem Ëmdenken ze bewegen.

Et ass awer net alles op deen eenzelne Konsument ofzeschieben. Ganz ofgesinn dovun, dass all Marketingstrategië grondsätzlech drop aus sinn, nei Bedierfnisser ze schafen an de Konsum ze erhéijen, gëtt et och vill Produiten, déi esou hiergestallt sinn, dass se eng kuerz Liewensdauer hunn an och da regelméisseg mussen direkt ersat ginn. Oder esou konstruéiert sinn, dass ee se ganz einfach net reparéiere kann, oder eenzel Ersatzstécker méi deier si wéi dee ganze Produit ganz einfach wäert ass. Besonnesch am Beräich - an et ass schonn ugeschwat ginn - vun den elektronesche Geräter ass dat üblech.

D'EU-Parlament huet ganz rezent eng nei Direktiv ugeholl, fir den Elektroschrott an Zukunft besser ze recycléieren. An deem Kader si mer gewuer ginn, dass eng Tonn Elektroschrott méi Gold enthält wéi eng Tonn Äerd, an dass eng Millioun Handyen 250 Kilo Sëlwer, 24 Kilo Gold, néng Kilo Palladium an néng Tonne Koffer enthält.

Gläichzäiteg gouf kritiséiert, dass de gréissten Deel vun dësem Schrott an Drëttweltlänner - wéi scho gesot ginn - geet, wou en ënner lamentabele Bedéngungen entsuergt gëtt.

Grad um EU-Niveau stellt een awer fest, dass d'Politik schnell bei der Hand ass, fir de Bierger a Konsumente Virschréften ze maachen an nei Tariffer ze veruerdnen. Méi lues geet et dergéint, wann d'Hiersteller vun esou Produkter solle Konzessioune maachen. Déi kréien ëmmer fir d'Éischt e puer Joer Zäit, fir fräiwëlleg Moossnamen ze ergräifen, a wann dann näischt geschitt, dauert et nach eemol Joren, bis contraignant Virschréfte gräifen, well d'Iwwergangsbestëmmunge ganz grousszügeg sinn - fir et elo emol esou ze soen.

Als Beispill heifir wéilt ech just d'Netzsteckere fir d'Handyen erwähnen. Jorelang ass doriwwer diskutéiert ginn, wéi onsënneg et ass, dass all Handysmarque an all eenzelne Modell en anert Ladegerät huet an dass een den Handy och just mat Netzstecker ze kafe kritt.

Dat ass enorm vill Elektroschrott, wann een dervun ausgeet, dass et an der EU schätzungsweis 500 Milliounen Handye gëtt, déi am Schnëtt all zwee Joer ausgetosch ginn.

An trotzdeem konnten d'Hiersteller sech och d'lescht Joer erëm laanscht e kloert Gesetz drécken, dat nach just een Universalstecker zouléisst, andeem se sech selwer verflicht hunn, eng kompatibel Norm fir dës Geräter ze akzeptéieren.

Allerdéngs ass vun dësen Universalsteckeren nach ëmmer net vill ze gesinn a si sollen och nëmme fir Smartphones op de Marché kommen.

Wa mer hei konsequent wären, géife mer net nëmme fir d'Handyen, mä fir all déi kleng elektronesch Geräter austauschbar Universalsteckeren zwéngend virschreiwen, da bräichte mer eis scho manner Gedanken ëm herno de Recycling do ze maachen.

Ähnleches gëllt fir Geräter, déi esou gebaut sinn, dass een den Akku net ersetze kann, oder fir den Drucker, wéi mer dat kennen, wou de Saz Faarfpatroune bal esou deier ass wéi en neit Gerät mat Patrounen, déi och nëmmen en bloc austauschbar sinn. An där Beispiller gëtt et nach an et sinn der jo och virdru scho genannt ginn.

Här President, de Projet de loi vun haut betrëfft allerdéngs manner d'Preventioun, och wann ëmmer erëm betount gëtt, wéi wichteg dat wier, mä virun allem d'Gestioun vum Offall. A wéi esou oft soll e käschtendeckende Präis d'Leit motivéieren, hiren Offall ze sortéieren an esou wéineg Restmüll ze hannerloosse wéi méiglech.

Et ass natierlech richteg, dass kaum ee sech Gedanken ëm den Offall mécht, wann d'Gemeng e quasi zum Nulltarif géif siche kommen. Wann de Präis, deen een dofir bezilt, proportional klëmmt, jee méi Dreck ee produzéiert, klëmmt och d'Chance, dass d'Verbraucher iwwer hir Konsumgewunnechten ufänken nozedenken a probéieren, manner Offall ze produzéieren. Eng gewësse Sensibiliséierung kann deemno schonn iwwert de Präis erreecht ginn.

An dësem Punkt ännert de Projet de loi och net vill, well d'Gemenge sinn elo scho verflicht, e käschtendeckende Präis bei der Offallentsuergung anzehalen, iwwregens op Basis vum Gesetz vum 17. Juni 1994, wat den deemolege Minister Alex Bodry sengerzäit op de Wee ginn huet.

Et kënnt deemno net zu enger abrupter Erhéijung vun den Taxen, wéi dat vereenzelt beim Waasser de Fall war. Trotzdeem: E Präisniveau, deen déi meescht motivéiert, e bëssen opzepassen, wéi vill Offall se produzéieren, a fir méi räich Leit ëmmer nach vläicht Peanuts ass, ka fir eenzel Leit nach ze vill sinn, besonnesch am Cumul mat anere Gemengentaxen a mat de steigenden Energiepräisser gekuckt.

Dofir huet d'LSAP insistéiert, dass d'Gemenge wéi beim Waasser d'Méiglechkeet kréien, benodeelegten Haushalter eng speziell Allocation de vie chère ze ginn, déi sécherstellt, dass si dës Basisservicer och an Zukunft ouni Problemer benotze kënnen.

Dat Wichtegst ass jo um Enn, dass jiddweree säin Dreck uerdentlech entsuergt an net iergendwou an öffentlech Poubellen oder an de Bësch geheit.

De Syvicol huet a sengem Avis Bedenke geäussert a gefaart, d'Gemenge kriten elo e bestëmmte System vun der Offallgestioun opgezwongen, deen eventuell mat groussen Investitioune verbonne wier.

An der Chamberskommissioun hu mer dëse Bedenke Rechnung gedroen. Et gëtt och an Zukunft keng Gemeng gezwongen, den Offall no Gewiicht ze verrechnen oder Bio-Offall mat enger Haussammlung sichen ze kommen.

Allerdéngs gëtt d'EU-Direktiv, déi mer hei ëmsetzen, kloer Ziler vir, déi mer bis 2015 respektiv 2020 erreeche sollen. De Recycléierungstaux soll bis 2020 e Minimum vu 50% vun den Déchets ménagers duerstellen.

Aktuell läit, wéi och scho gesot ginn ass vum Rapporteur, den Taux bei 42,1%. Bei dem Bauschutt ass e Minima vu 70% ze erreechen, wou mer bis elo bei 45% leien. De Verbrauch aus erneierbaren Energië soll jo op 11% klammen.

Am europäesche Vergläich steet Lëtzebuerg ganz gutt do, mä et mussen awer nach zousätzlech Effortë gemaach ginn, wa mir déi gesaten Ziler wëllen erreechen. Och d'Gemengen hunn deemno eng Obligation de résultat.

Dobäi fält op, dass et grouss Ënnerscheeder tëschent eenzelne Gemenge gëtt. Sou hunn zum Beispill just 31 Gemengen hei am Land Biotonnen an nëmmen 21 Gemenge berechnen hir Offallkäschten a Fonctioun vun der real produzéierter Mass, ob no Gewiicht oder Volumen.

Och wann de Gesetzgeber keng Gemeng zwéngt, e bestëmmte System anzeféieren, schéngt et mer awer normal, dass déi Responsabel vun enger Gemeng oder vun engem Syndikat, wa se feststellen, dass se am Resultat ënnert dem Duerchschnëtt leien, eng Analys maachen, wourun dat läit an doriwwer nodenken, hire System ze veränneren.

Wichteg ass an dësem Kontext, dass de Stat e Monitoring mécht, sou dass all Gemeng kann nopréiwen, wéi se par rapport zu de gesaten Ziler a par rapport zu anere Gemengen dosteet. All Gemeng soll da selwer décidéieren, wat fir eng Investitioune fir en neie System sech rentéieren a wat fir eng net.

E Verglach, deen déi beschte Praktiken ervirhieft, sollt och public gemaach ginn. E Bierger vun enger Gemeng x sollt roueg wëssen, ob d'Offallentsuergung a senger Gemeng relativ bëlleg oder deier ass, wat fir Ënnerscheeder et beim Sammelen a beim Weiderverwende vum Offall gëtt an ob seng Gemeng beim Recycling gutt oder manner gutt dosteet.

Et wier och gutt, wann deen eenzelne Bierger am Verglach mat Duerchschnëttswäerter e Gefill derfir kéint kréien, ob e selwer éischter vill Offall oder éischter manner Offall produzéiert.

Wichteg ass also hei e kontinuéierleche Fortschrëtt. Wann een den Historique kuckt, op deen de Rapporteur schonn agaangen ass, ass scho vill geschitt an deene leschte Jorzéngten,

mä déi technesch Méiglechkeeten, wéi mer wëssen, verbessere sech dauernd a mat dësem Fortschrëtt musse mer ganz einfach mathalen.

A senger Koordinatiounsroll stellt de Stat d'Regelen op, déi duerno um regionalen a lokale Plang ëmgesat solle ginn. Et ass och um Stat, déi néideg Synergien ze fannen an déi verschidde Partner zesummenzebréngen, fir eis Ziler an deem Sënn ze erreechen.

De Stat spillt och eng aktiv Roll an der Preventioun duerch notamment eng gutt Informatiounspolitik. Déi néideg Rapporten an Etüden oder Pilotprojeten erméiglechen e genaue Portrait ze maachen iwwer eis Offallpolitik an och eis Empreinte écologique méi genau ze quantifizéieren, sou dass mer eis e Bild vun der Situatioun hei am Land maache kënnen an ausserdeem och op Basis vu kloren Zuele kënne schaffen.

Preventioun an Informatioun sti ganz héich an der neier Hierarchie vum Gesetz an duerfir soll dat och net ze kuerz kommen. Eis Fraktioun leet vill Wäert drop, dass de Minister sech dëser wichteger Aufgab unhëlt, fir weiderhin eng kohärent an ambitiéis Offallpolitik ëmzesetzen.

Ee Programme de prévention des déchets soll bis den 12. Dezember 2013 virgestallt ginn an an engem Sechsjorestakt ëmmer aktualiséiert ginn.

An deem Sënn ass et wichteg, dass mir duerch Kollaboratioun mat den nationalen Acteuren an dem Public dobausse gemeinsam Ausweeër fannen, déi den nationalen an de lokale Situatiounen ugepasst ginn.

Här President, bei den Offallsyndikater gesäit een, dass dat ka mat groussen Investitioune verbonne sinn. De Stat muss do selbstverständlech säin Deel derzou bäidroen. Et muss gläichzäiteg iwwert d'Syndikatsgrenzen eraus gekuckt ginn, wéi een d'Capacitéiten optimal kann notzen.

An deem Sënn ass et eng positiv Nouvelle, dass sollen Etüde gemaach ginn, wéi déi dräi Syndikater SIDEC, SIDOR a SIGRE kéinten a kënnen - a si maachen dat schonn - zesummeschaffen.

Ënner anerem kann domat d'Quantitéit vun Offall, déi op enger Deponie entsuergt gëtt an duerno einfach versigelt gëtt, eventuell reduzéiert ginn. An hei wollt ech de Minister och froen, wéi virun allem d'Situatioun vun der Deponie vum SIDEC um Fridhaff ausgesäit a wéi laang dës Deponie trotz de Synergië mat SIGRE a SIDOR nach a Betrib bleiwe kann.

Mir mussen ëmmer am Hannerkapp behalen, dass och déi modernsten Anlag begrenzte Capacitéiten huet, a mir hunn all Intérêt drun, dass esou vill wéi méiglech Offall recycléiert, kompostéiert oder verbrannt ka ginn. Dat kréie mer zwar net zum Nulltarif, mä d'LSAP ass grondsätzlech der Meenung, dass et zu den ureegenen Aufgabe vum Stat a vun de Gemenge gehéiert, esou Basisdéngschter wéi Offallentsuergung flächendeckend a gudder Qualitéit an zu räsonabele Präisser ze garantéieren.

Et ass gewosst, dass mat dësem Gesetz net all Problem aus der Welt geschaf ass, wéi esou oft, mä dëst Gesetz ass an eiser Offallpolitik e weidere Schratt a Richtung Preventioun, Offallvermeidung a Valoriséierung.

An domadder ginn ech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Ech soen dem Här Negri Merci. Als nächste Riedner ass den Här Camille Gira agedroen. Här Gira, Dir hutt d'Wuert.

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Här President, léif Kolleegen a Kolleeginnen, och ech wéilt um Ufank dem Rapporteur Marcel Oberweis ganz häerzlech Merci soen, net nëmme fir säi schréftlechen an och hei mëndleche Rapport, mä fir seng exemplaresch Aart a Weis, un dëse Projet erunzegoen.

Dat ass hei schonn erwähnt ginn; nodeems de Projet an der Chamber war, nodeems mer eng Rei Avisen haten, si mer op den Terrain gaangen, bei déi Leit, déi eppes mat Offall ze dinn hunn, bei déi Leit, déi eppes vum Offall kennen, fir bei Visiten an am intensive Gespréich dann de Bols ze fillen, Kritiken um Projet selwer, mä och un der ganzer Politik ze huelen.

Opgrond och vun deene Visiten an deenen Entrevuen, déi mer haten, mengen ech, hu mer eng ganz Rei positiv, konkret Amendementen un dem Text virgeholl, an dat ass eigentlech eng Aart a Weis, déi - fannen ech - mer vill méi oft an dësem Haus kéinte maachen, dass een onofhängeg vun Avisen, déi erakommen, mat deene Leit schwätzt, déi um Terrain all Dag domat ze dinn hunn.

Et ass mir nämlech hei och virkomm, dass eenzel Leit um Terrain sech net erëmfonnt hunn an deem Avis, den eigentlech hir representativ Organisatioun huet missen eraginn. Well, wann ee mat de Leit vum SIDOR, vum SIDEC a vum SIGRE geschwat huet, dann huet een do awer och net usazweis dat erëmfonnt, wat an engem Avis vum Syvicol drastoung.

An ech stellen och hei - och als Buergermeeschter vun enger Gemeng, déi Member ass vun deem Gremium - wierklech d'Fro, wéi do gewëssen Avisen zustane kommen. Wat een do iwwert dëst Gesetz liest, dat huet relativ wéineg mat dem Text ze dinn, deen haut hei ofgestëmmt gëtt, an huet scho guer näischt mat de Realitéiten dobaussen um Terrain ze dinn. An do muss ee sech awer Froe stellen. All déi Leit, déi an deem Gremium sinn, misste sech vläicht déiselwecht Froe stellen. Ech wäert dat herno och nach mat konkreten Zuelen ënnermaueren.

Well dat Gesetz hei de Grondprinzipië vun der grénger Partei entsprécht, wäerte mir och kee Problem hunn, dat Gesetz ze stëmmen. Déi Direktiv, op déi et sech baséiert, huet op där enger Säit kloer Prioritéiten - Vermeidung, recycléieren, valoriséieren an dann eréischt eliminéieren -, och kloer Ziler, déi chiffréiert si mat Recyclingquoten, a schlussendlech och kloer Prinzipië wéi deem vum Pollueur-payeur a vum responsabele Producteur.

Hätte mer an eenzelnen Ëmweltberäicher esou kloer Prioritéiten, esou kloer Ziler an esou kloer Prinzipien, da wäre mer och do scho vläicht e Stéck méi wäit!

Ech wëll duerfir - an net nëmmen nom Rapporteur, mä och nach no eenzelne Virriedner - guer net méi op déi eenzel Ausféierungen an den Detail agoen. Do ass alles längst gesot.

Ech wéilt zwou prinzipiell Interventiounen hei maachen; eng zu dem berühmte Prinzip Pollueur-payeur an eng Kéier zu der Offallpolitik am Allgemengen, och e bëssen am Verglach mat anere Beräicher vun der Ëmweltpolitik, firwat mer da vläicht haut am Offallberäich e Stéck méi wäit si wéi zum Beispill am Naturschutz oder bei der Waasserpolitik. Ech mengen, dass ee sech eigentlech kéint e Beispill un der Offallpolitik an anere Beräicher huelen.

Zum éischte Punkt, Pollueur-payeur. Ech muss soen, ech hu wierklech Schwieregkeeten, déi Opreegung iwwert dee Prinzip an deem Kontext vun dësem Gesetz ze verstoen, wann ech den Avis vum Syvicol liesen, wann ech den Avis vun der Chambre des Salariés liesen an och déi zweetgréissten Zeitung gëschter gesinn hunn. Et kann ee jo iwwer eenzel Saachen ënnerschiddlecher Meenung sinn, mä et kann een awer net sech eppes aus de Fangere suckelen aus engem Text, wat deen net hiergëtt!

Ech muss soen, ech hu wierklech Bedenken, wéi Journalisten hir Flicht hei an deem Land erfëllen, wa gëscht an enger seriöer Dageszeitung dat hei steet: „Neues Gesetz bittet die Verbraucher zur Kasse." Ech weess net, wou déi Leit, déi dat behaapten, ob et Buergermeeschter oder Schäffen am Syvicol sinn, ob et Beamten an der Chambre des Salariés sinn oder ob et e Journalist vum „Tageblatt" ass, wou een dat wëllt hierhuelen. Ech kann op jidde Fall fir dee Syndikat, deen ëmmerhin d'Halschent - flächeméisseg - vum Land representéiert an Honnertdausend Leit als Client huet, hei confirméieren, dass dëst Gesetz d'Poubellen am Norde vum Land keen Euro a keen Cent méi deier mécht.

Et ass éischter de Géigendeel, well mir alleguerten eis agesat hunn, dass zum Beispill méi eng genee Definitioun kënnt iwwert déi gewerblech Offäll, dass ee souguer riskéiert, dass d'Präisser erofginn, well mer de Pollueur-payeur jo net nëmme bei den Haushalter ëmsetzen, mä och bei all deenen anere Leit, déi Dreck produzéieren!

Hei gëtt jo gemaach, wéi wann nëmmen d'Haushalter géifen Offall an deem Land hei produzéieren, mä d'Betriber produzéieren es - an esou weider an esou fort. A beim Gewerbemüll zum Beispill stelle mir am SIDEC op jidde Fall fest, dass et bis elo relativ schwiereg war, eng kloer Differenz ze maachen tëschent deem, wat een nach zum Hausmüll, an deem, wat een zum Gewerbemüll rechent.

Dat Gesetz hei, wann dann déi Definitioun méi kloer ass plus bei eisem agefouerte Kaartesystem, wäert dozou féieren, dass deemnächst Kleng- a Mëttelbetriber emol hir Rechnung bezuelen, déi si eigentlech missten. A mer rechne souguer mat enger Décharge fir d'Haushalter. Duerfir froen ech einfach, wou e Mënsch dat do einfach esou sech aus de Fangere ka suckelen.

Do muss ee jo wëssen, dass dee Prinzip schonn 1994 an dat Gesetz agefouert ginn ass, an ech mengen, dat ass och ouni relativ Opreegung am Land agefouert ginn. Elo sinn eng Rei Gemengen, déi en effektiv vläicht an der Vergaangenheet e bësse méi konsequent ëmgesat hunn. Mä ech froe mech dann, wann eng Rei Leit elo esou eng opféieren, wann elo haut vun deem Prinzip geschwat gëtt, ob déi dann iere bewosst an deene leschten 20 Joer deen do Prinzip net bei sech an hirer Gemeng oder wou och ëmmer ëmgesat hunn.

Da muss ech mer awer ganz éierlech Froe stellen hei, Här President: Wie suergt dann an deem Land hei derfir? Wa mer manifestement feststellen, dass eng Rei Leit bewosst oder onbewosst eng Rei Gesetzer net ëmsetzen, da musse mer eis iwwerleeën, ob mer eis do an Zukunft net aner Moyenë ginn.

Duerfir verstinn ech déi ganz Opreegung net, zumools, wann een dann op där anerer Säit gesäit am Rapport, dass dann déi Gemengen, déi dëse Prinzip vläicht am konsequentesten ëmgesat hunn, och déi beschte Resultater hunn an domat hire Gesamtbudget an hirer Gemeng am mannste belaaschten, an dat kann ee jo vläicht net als onsozial duerstellen.

Wat ech da scho guer net verstinn, als zweete Punkt an deem Kontext, dat ass de Verglach mat der Waasserdirektiv. Also, éischtens schwätze mer hei vu ganz anere Gréissenuerdnungen. An deem Syndikat, wou ech nach ganz kuerz Zäit wäert d'Responsabilitéit hunn, kascht eng 120-Liter-Dreckskëscht - an domat muss all Famill mat zwee Kanner, wa se och net schrecklech oppasst, fir Müll ze vermeiden, eens ginn -, do si mer bei 230 Euro d'Joer.

Ass dat de Problem, dee mer an de Ménagen hunn? Souguer wann déi Dreckskëscht och nach géif 10% - wat de Moment op jidde Fall net de Fall ass - an d'Luucht goen, ass dat de soziale Problem, dee mer am Land hunn?

Ech verstinn d'Welt geschwënn net méi, wa mer hei, wa mer elo vu Famillje schwätzen, déi aarm dru sinn, wa mer näischt anescht fannen, wéi iwwer Waasser an Offall ze schwätzen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, kommt, mir schwätzen emol iwwert d'Loyeren hei am Land; kommt, mer schwätzen iwwert d'Elektrizitéits- an d'Heizkäschten; kommt, mer schwätzen emol iwwert d'reell Käschte vun der individueller Mobilitéit, da wësse mer, wou mer dru sinn! A kommt, mer schwätzen iwwert dat, wat eng Famill haut ausgëtt, fir dass se nach kann un der Gesellschaft deelhuelen!

Kuckt Iech d'Zuele vum Statec un, do wësst Der, wou de Schong dréckt bei de Familljen. An een, dee sech heiansdo d'Méi mécht, an den Office social nolauschteren ze goen, deen huet och festgestallt, dass ganz rar - ganz rar! - eng Famill hir Gemengentaxen net ka bezuelen, mä dass regelméisseg Dosenden, Honnerten, Honnerte vu Leit hei de Stroum ofgepëtzt kréien…

(Interruption)

Bon, Madame, wa vun Ärer Säit eng Interventioun kënnt, géif ech vläicht oppassen, wat ech géif soen. Ech kenne keng Gemeng,…

(Hilarité)

Ech kenne keng Gemeng,…

Une voix.- Diddeleng!

M. Camille Gira *(déi gréng).*- …déi bis elo enger Famill d'Waasser ofgespaart huet. Mä Äre Wirtschaftsminister, dee bis gëscht Wirtschaftsminister war, huet e Gesetz hei virgeluecht,…

(Interruption)

…wou eng Privatfirma kann, ouni Rücksicht op Verloschter, regelméisseg an ouni dass se sech un d'Gesetz hält - an dozou wäert ech Iech nach Beispiller eng Kéier hei liwweren -, Haushälter einfach de Stroum ofpëtzen.

Une voix.- Wat huet dat mat der Gemeng Diddeleng ze dinn?

(Interruption)

M. Camille Gira *(déi gréng).*- A mengt Der, et kéint een haut ouni Stroum besser liewe wéi ouni Waasser? Ech mengen net! Da geet Är Heizung net, da geet Äre Frigo net. D'Waasser kéint Der…

(Interruption)

…eventuell nach an de Supermarché kafe goen, mä wou Der alternativ Stroum géift hierkréien zu Lëtzebuerg, dat woen ech ze bezweifelen.

Duerfir sollt een oppassen, wann een eenzel Saachen hei thematiséiert, an oppassen, dass een net Virwërf vis-à-vis vun aner Parteie mécht, déi emol op ee selwer kéinten zréckfalen.

(Interruption)

Da gëtt gesot - vun deeneselwechte Leit, déi soen, mir kënnen net de Pollueur-payeur ëmsetzen -, do gëtt gesot, mir missten d'Produzente méi eranhuelen. Dat maache mer jo mat deem Gesetz hei. Dat geschitt. Et gesäit ee jo och, dass dat schonn deelweis a Beräicher gemaach ginn ass. Ech denken un d'Frigoen, ech denken un déi ganz Elektronik an esou weider an esou fort. Mä et soll ee sech awer och do keng Illusioune maachen: Et ass awer ëmmer erëm de Konsument, deen d'Rechnung bezilt.

E gutt Beispill, wat Dir alleguer kennt: Mir si jo all frou iwwert déi SuperDrecksKëscht - do huele mer jo och d'Produzenten an d'Gebiet; mä wann Der awer Äre Vidange maache gitt, da steet awer ënne ganz fein an anstänneg: SuperDrecksKëscht, esou vill Euro fir den Uelech, esou vill fir d'Batterie. Mir kënnen d'Garagisten an d'Gebiet huelen, mä et ass awer schlussendlech deejéinegen, dee säin Auto an de Vidange féiert, deen dat do muss bezuelen.

Dat souwäit zu där Diskussioun iwwert de Pollueur-payeur; dass ech net verstinn, wou se hierkënnt, mä ech mengen och, dass et net korrekt ass, fir ze soen, dass, wann een de Pollueur-payeur uwennt, een dann onsozial wier.

déi gréng soen éischter de Géigendeel. Fir eis ass et onsozial, wann een engem Haushalt mat engem klenge Revenu eng 240-Liter-Dreckskëscht fir en Apel an e Stéck Brout virun d'Dier setzt. Wat mécht een nämlech domat? Domat encouragéiert een deen Haushalt, ongestrooft - wann ech dat emol esou dierf soen - Offall ze produzéieren, esou vill wéi e wëllt. An da mengt ee vläicht, et hätt een de Leit eng bëlleg Dreckskëscht virun d'Dier gesat. Dat ass jo och da richteg. Mä wann een awer bis zu Enn denkt, dann huet een d'Leit awer incitéiert, deieren Dreck ze produzéieren.

Well beim Dreck ass et jo d'selwecht wéi beim Rescht, wat ech elo gesot hunn. All dat, wat d'Leit do an déi Dreckskëscht geheien, dat hu se jo eng Kéier bezuelt, beim Akafen. Dir musst jo net mengen, dass d'Fläsch ronderëm d'Biekerecher Waasser, dass déi näischt géif kaschten. An d'Verpackung, wat den Här Berger hei elo grad gesot huet, déi ass jo och bezuelt. Heiansdo ass souguer d'Verpackung méi deier wéi dat, wat bannendran ass.

Duerfir schéckt een e falscht Signal u Leit mat klengem Revenu, wann ee seet: „Ma mir hëllefen Iech elo, mir setzen Iech ganz bëlleg eng riseg Dreckskëscht virun d'Dier an dann hu mer Iech gehollef." Neen, et ass genau de Géigendeel, et incitéiert ee grad déi do Familljen, net ekologesch bewosst ze liewen, an iwwert de laange Wee ass dat do méi onsozial, wéi wann een och deene Leit hëlleft, ekologesch ze liewen, a wa se Problemer kréien, dann dat op eng aner Manéier unzepaken.

Wat ech hei fir den Dreck gesot hunn, gëllt fir eis selbstverständlech och fir aner Beräicher, dat hu mer gëschter nach gesot. A mir bleiwe bei eisem Prinzip, an d'Realitéit an eng Rei Etüden - net hei am Land, do si mer jo ëmmer e bëssen hannendran, mä aus Däitschland - weisen, et soll een Ëmweltpolitik mat ëmweltpoliteschen Instrumenter maachen an et soll ee Sozialpolitik mat sozialpoliteschen Instrumenter maachen.

Jiddwereen, dee probéiert, ob mat guddem oder schlechtem Wëllen, déi zwee Prinzipien ze vermëschen, deen huet herno eng kontraproduktiv Sozialpolitik gemaach, ganz sécher eng desastréis ekologesch Politik, an e räisst och nach riseg Läcker an den Haushalt vun der Gemeng, well all Service, deen Der generell subventionéiert, déi Sue feelen Iech herno am Budget. Duerfir ass et kloer an däitlech, dass mir bei deem Prinzip wëlle bleiwen.

Duerfir stëmme mer och ouni Bedenken dësem Gesetz zou an duerfir si mer och der Meenung, dass ee beim Waasser datselwecht soll maachen.

Da sinn ech beim zweete Punkt, wou ech kuerz eppes wollt derzou soen, an zwar, firwat mer da vläicht ebe grad bei der Offallpolitik méi wäit si wéi bei der Naturschutzpolitik, guer net ze schwätze vun der Waasserpolitik.

Ech weess net, ob Der wësst, léif Kolleegen a Kolleeginnen, dass - ech weess den Datum elo net auswendeg, ech kann Iech deen awer liwweren - den Datum net wäit ewech ass, wou dat Land hei all Dag - ech betounen: all Dag! - 11.000 Euro un d'Kommissioun vu Bréissel muss bezuelen, well mer net konform si mat eiser Waasserpolitik.

Ass dat eppes geschafft? Ass dat, well mer iwwer Joren a Jorzéngten net de Courage haten, dem Waasser dee richtege Präis ze ginn, d'Leit ze incitéieren, ze spueren, d''Gemengen ze incitéieren a Kritären ze setzen, dass se solle mat Zäit Kläranlage bauen an esou weider, ass dat da gutt geschafft, wa mer elo deemnächst 11.000 Euro den Dag mussen op Bréissel iwwerweisen, well mer net capabel waren, an deene leschten 20, 30 Joer dat ze maachen?

Ech mengen, dat ass e Manktum u Courage, deen do op eenzelne Plaze war. A wa mer am Offallberäich esou wäit sinn, dann huet et domat ugefaangen, dass 1980 beim éischte Gesetz de Josy Barthel, et muss ee soen, de Courage hat…

(Interruptions)

Jo, deen hat deemools de Courage, ganz kloer an däitlech ze soen: „Léif Gemengen, elo maacht Der Är 160 wëll Deponien zou, an ech ginn Iech Zäit bis e gewëssene Moment, fir an engem Offallsyndikat ze sinn." Dat war eng couragéiert Décisioun, déi deemools geholl ginn ass, mam Resultat, dass mer ganz séier flächendeckend Strukturen haten, déi sech där Thematik ugeholl hunn.

Wann ech gutt am Bild sinn, sinn haut nach ëmmer Gemengen, déi net an engem Ofwaassersyndikat sinn. Wa meng Informatioune richteg sinn, bei dem Offall ware se et schonn Ufank vun den 80er Joren. ´94 hu mer du mat deem éischte generellen Offallgesetz déi Prinzipië vum Pollueur-payeur an esou weider ëmgesat, mä mer hunn awer, an dat ass e puermol haut gesot ginn, deemools scho keng Obligation de moyen, mä eng Obligation de résultat gemaach.

Mam Resultat, dass an deenen eenzelne Regiounen déi eenzel Syndikater sech och konnten anescht organiséieren, dass mer et awer fäerdegbruecht hunn, an och dat wëll ech hei betounen, dass mer flächendeckend iwwert d'Land bei den Offallpräisser guer net esou wäit ausenanerleien, obwuel zum Beispill e SIDEC op der Halschent vum Land nëmmen 100.000 Awunner an Awunnerinnen huet, dat ass net méi wéi d'Stad Lëtzebuerg am Émkrees vu 5 km, an awer hu mer et fäerdegbruecht.

Mir hunn et fäerdeg bruecht, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat Zäit duerch d'Applikatioun vum Pollueur-payeur net zu engem gewëssene Moment d'Gemengenhaushalter extrem finanziell ze belaaschten. Wann ech lech soen, dass an deene leschten zéng, 15 Joer am SIDEC am Norden, wou 55 kleng Gemengen dra sinn, déi net vill Sputt an hiren Haushälter hunn, hu mer 40 Milliounen Euro investéiert, ouni een Euro Kapital.

Firwat? Mä well mer vu ´94 u souwuel fir d'Haushälter wéi fir d'Betriber de Pollueur-payeur honnertprozenteg applizéiert hunn. Mir hu Reserve geschaf, a wann ech Iech soen, dass, nodeems mer elo eng national Léisung hunn, beim SIDEC 18.000.000 Euro op der héijer Kannt leien, do gëtt en Deel gebraucht fir en Deckel op dat Lach ze maachen, wat mer da geschwë kënnen zoumaachen, mä dass mer da souguer nach Reserven hunn.

Stellt Iech vir, mir hätte virun 20 Joer schonn de Courage gehat, e korrekte Waasserpräis ze froen. Dann hätten all déi Clienten, déi et bis elo benotzt hätten - Haushälter, Landwirtschaft an Industrie -, iwwer Joren hiren Obolus geleescht. Wann ech héieren, wéi Gemengen, kleng Gemengen an deenen nächste fënnef, sechs Joer wäerte stöhnen ënnert deem Apport en capital fir d'Ofwaassersyndikater, da sinn ech gespaant, wéi eng Diskussioun dass mer do kréien.

Esou kann ech nëmme staunen, wa mer elo nach ëmmer net bereet sinn, endlech de korrekte Präis ze froen, an deenen Haushälter, déi wierklech Schwieregkeeten hunn, iwwer eng Prime d'allocation de vie chère ze hëllefen. Dann hu mer eng seriö nohalteg Politik gemaach! Mir kréien endlech Incitatiounen, fir Waasser ze spueren; mir erfëllen eis Ziler zu Bréissel a mussen net all Dag 11.000 Euro op Bréissel iwwerweisen a mir rappe keng Lächer an eis Haushälter.

Sou ass dat, wéi mir als Gréng eis nohalteg Ëmwelt-, Sozial- a Wirtschaftspolitik an de Gemenge virstellen. Dat Gesetz hei geet an déi Richtung, an duerfir wäerte mer et stëmmen, an duerfir wiere mir eis och géint all Tentativen, déi sech nach ëmmer an d'Täsch léien a wou déi nächst Generatioun ka kucken, dass se dann eis Flëss an eis Séier erëm an Uerdnung kréien. Dat kann et net sinn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Gira. Als nächste Riedner ass den Här Gibéryen agedroen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll och vun eiser Säit aus dem Kolleeg Marcel Oberweis Merci soe fir säi Rapport, virun allem och dee schréftleche Rapport, deen eng ganz Rei vu flotten an nëtzlechen Informatiounen, statisteschem Material beinhalt, wat ëmmer e gutt Noschlowierk wäert bleiwen, wann een an dës Diskussioun erageet. Dëst Gesetz, wat als Objet huet, eben eng europäesch Direktiv ëmzesetzen iwwert d'Offallgestioun.

Et ass am Fong, Här President, schued, wa mer mengen, mir missten eng europäesch Direktiv hunn, fir eng uerdentlech Offallgestioun ze maachen. Misst et net eng Selbstverständlechkeet sinn, datt all Land, all politesch Responsabel, ouni musse vun Europa virgeschriwwen ze kréien, mä um nationalen Niveau déi Gestioun misst maachen? An duerfir bedauere mer am Fong, datt 27 State mussen op europäeschem Niveau zesummekommen, fir dann do eng Direktiv unzehuelen, wou se sech dann obligéieren, doheem eppes ze maachen, wou se vläicht ouni déi Direktiv ni de politesche Courage gehat hätten, fir dat ze maachen.

Lëtzebuerg, mengen ech, huet och ouni Direktiven an de leschte Joren, an der Vergaangenheet schonn eng relativ offensiv Offallgestiounspolitik hei gemaach. De Gros vun de Gemengen huet do matgemaach. A wa mer haut kucken, wat fir eng Villfalt datt mer haut am Recyclage hunn - dat geet vun der groer iwwert déi gréng Këscht, et gëtt Glas, et gëtt Pabeier, d'Valorlux, d'SuperDrecksKëscht, Sperrmüll, Schrott, Elektroschrott bis hi bei d'Chrëschtbeemercher -, dann, mengen ech, sinn d'Gemengen haut scho gutt organiséiert, fir alles dat matzehuelen.

Et ass also eng Gestioun, déi hei zu Lëtzebuerg ganz wäit geet. A wa mer elo iwwert d'Direktiv als Zil kréien, datt mer sollen upeilen, fir 50% an Zukunft ze recycléieren hei zu Lëtzebuerg, da muss ee wëssen, datt mer hei zu Lëtzebuerg awer scho praktesch un där Grenz ukomm sinn. Et muss een awer och wëssen, datt mer hei zu Lëtzebuerg an deem Land sinn, wou pro Kapp mat 700 Kilo pro Awunner pro Joer am meeschten oder mat am meeschten Dreck gemaach gëtt.

D'ADR ass duerfir averstanen, datt mer ëmmer méi Offall recycléieren, a wat méi wichteg ass, datt mer manner méi… Neen, ëmmer méi manner Offall maachen. An dat, mengen ech, hunn och scho Virriedner hei ugeschwat, datt mer virun allem d'Produktiounsindustrie, déi dat am Fong muer produzéieren, misste méi reglementéieren, datt se bei der Produktioun, bei der Hierstellung vun de Wueren och mussen oppassen, souwuel wat d'Wuer selwer wéi den Emballage vun der Wuer ubelaangt, fir esou mann wéi méiglech Produiten hierzestellen, déi herno als Offall an deelweis als schwéier recycléierbaren Offall musse betruecht ginn.

Haut geet ee ganz dacks hin an et geet een eppes akafen, a wann een et doheem ausgepaakt huet, da stellt ee fest, datt de Volume vun deem, wou et agepaakt ass, méi grouss ass, wéi et virdrun ausgesinn huet respektiv wéi dat, wat ee selwer akaaft huet. De Kolleeg Roger Negri huet eng Rei vu Suggestioune gemaach, déi een an där Hisiicht ka mat zwou Hänn ënnerschreiwen.

Här President, wann een och averstanen ass, datt mer musse manner Offall maachen an datt mer musse méi recycléieren, esou sinn ech mat mengem Virriedner, mam Kolleeg Camille Gira, awer doudsécher net averstanen. Ech sinn iwwerzeegt, datt eng vun den Haaptrépercussioune vun dësem Gesetz wäert sinn, datt d'Taxë wäerte massiv an d'Luucht goen.

(Interruption)

Wa mer...

Här Gira, loosst mech schwätzen! Ech hunn lech och net ënnerbrach.

Ech wëll Iech just soen, wéi mer hei an der Chamber iwwert d'Waasser geschwat hunn, hate mer déiselwecht Diskussioun. An haut wësse mer, wat d'Transpositioun vun der Waasserdirektiv als Konsequenzen hat, a wéi vill datt d'Leit haut am Land méi u Waasser ze bezuelen hunn.

An ech verstinn och net déi gréng, datt déi de Präis vum Waasser hei wëlle minimiséieren. Wéi wann déi wëlle soen: „Ma dat ass awer fir d'Leit kee Problem, déi puer Honnert Euro, déi se d'Joer do musse bezuelen."

(Brouhaha)

Ech weess net, a wat fir enger Welt datt déi gréng liewen. Ech hat gemengt, den Här Gira wier Buergermeeschter vu Biekerech…

M. le Président.- Här Gibéryen, den Här Gira wëllt Iech eng Fro stellen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Wann Dir mir herno Zäit bäigitt, da kann en esou vill Froe stellen, wéi e wëllt, Här President.

(Interruption)

Ech wëll Iech dat just soen. Wann Der d'Zäit stoppt, dann hunn ech kee Problem dermat. Ech hunn nëmmen zéng Minutten.

Ech wëll just soen: Ech hat gemengt, den Här Gira wier Buergermeeschter vu Biekerech, mä et schéngt éischter, wéi wann e Buergermeeschter vu Monaco wier.

(Interruptions)

Well hei… Op jidde Fall, déi Leit, déi hei am Land liewen, fir déi ass de Waasserpräis haut méi wéi deier!

(Interruption)

Haut hunn d'Leit… Een, deen eng Famill huet mat zwee Kanner, dee muss duerch déi nei Waasserpräisser, déi komm sinn, alt bis 500 Euro d'Joer weider bezuelen, ouni eppes weider ze hunn. A wann dat hei vun deene Grénge minimiséiert gëtt, wéi wann all Mënsch dat misst kënne bezuelen, da froen ech mech, a wat fir enger Welt datt déi gréng liewen.

An hei wäert et genau d'selwecht goen! An ech halen, Här President, fest, datt den Här Gira gesot huet: Keen Cent - keen Cent, huet en hei behaapt - géifen d'Mülltaxen duerfir an d'Luucht goen. Mir wäerten nach feststellen, wéi dat an Zukunft wäert sinn. Ech soen lech: Se gi ganz massiv an d'Luucht!

De Prinzip vum Pollueur-payeur, Här President, dat ass ee Prinzip, dee mir och ënnerschreiwen. Mä wa mer awer elo hei wëssen, wat mer hei aféieren, da musse mer wëssen, wa mer dee Prinzip bis an d'lescht Instanz duerchexekutéieren, mat alle Verwaltungskäschten an alles, wéi mer dat beim Waasser maachen - an esou wäert et herno hei goen! -, da gëtt et deier.

An ech géif och déi gréng Kolleegen emol invitéieren, wa se vum Prinzip vum Pollueur-payeur ausginn, wéi mer an der Comexbu driwwer diskutéiert hunn, datt op de Friche-industriellen op Belval/Esch, wou de Steierzueler iwwer 100 Millioune muss bezuelen - de Steierzueler muss bezuelen! -, fir der ARBED hir verseuchten Terrainen ze renaturéieren, do hunn déi gréng matgestëmmt, datt de Stat déi 100 Milliounen iwwerhëlt.

Ech war deen Eenzegen, deen de Courage hat, fir dergéint ze stëmmen an der Comexbu. déi gréng hu matgestëmmt, datt do d'Allgemengheet muss bezuelen, fir datt d'Allgemengheet der Arcelor hiren dreckege Buedem muss recycléieren! Dat hunn déi gréng do matgestëmmt! Do huet de Prinzip vum Pollueur-payeur net gespillt, well eben zu Esch an zu Bieles déi gréng zoufälleg am Schäfferot sëtzen. Da spillen aner Konditiounen eng Roll.

(Brouhaha)

Ech mengen, och dat sollt Der hei soen! Hei gëtt dee klenge Bierger, d'Famill mat de Kanner…

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Wat ass Äre Problem?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här Gira, d'Famill mat de Kanner, déi bezilt hei bis op de leschten Cent de Prinzip vum Pollueur-payeur, awer wann et ëm d'Arcelor geet, dann hunn déi gréng…

(Brouhaha général)

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Dat ass Iech dach egal!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- …keng Problemer, fir hinzegoen a fir dann eben de Pollueur-payeur net méi ze maachen!

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Dat ass Iech dach egal!

(Brouhaha général)

Une voix.- Dat doten ass scho Populismus!

M. le Président.- Sou! Ech bieden Iech alleguerten, Iech emol e bëssen ze berouegen!

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Dir sidd e Schauspiller um Déclin.

M. le Président.- An den Här Gibéryen fiert virun.

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Dir sidd e Schauspiller, dee seng beschte Rolle schonn hanneru sech huet!

(Brouhaha général)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- … huet emol gesot: „Gréng gëtt deier!" Wéi recht hat en, wéi en dat deemools gesot huet!

Op jidde Fall, Här President, mir stëmmen och duerfir dat Gesetz hei net, well mer einfach soen: Den Haaptgedanke wäert herno sinn... An da kënnt den Här Gira heihinner a fält iwwer eng Zeitung hier, well déi seet: „Neues Gesetz bittet die Verbraucher zur Kasse." Dat ass, wéi mer déi gréng kennen. Si kënne fir jiddweree Lektiounen erdeelen. Jiddwereen huet onrecht! Just si eleng - si eleng! - hu recht!

An da komme mer un den Niveau vun de soziale Kritären. Da gëtt gesot do,…

(Brouhaha)

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Schlechten Text!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- …Leit, déi eng Allocation de vie chère kréien, déi sollen eppes bäikréien.

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Net geübt! Schlecht Regie!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, mat där Politik do…

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Schlecht Regie! Kuckt dach Äre Veräin! Schummt Iech dach!

(Brouhaha général)

Une voix.- Très bien!

M. Félix Braz *(déi gréng).*- 20 Joer President, alles an de Gënz gekéiert.

M. le Président.- Ech bieden Iech elo, dem Här Gibéryen nozelauschteren!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- …wann all Mënsch muss op d'Gemeng quasi heesche goen, seng Revenuen duerleeën, fir Ënnerstëtzungen ze kréien, fir nach kënne seng Steieren, seng Gemengentaxen, säi Waasser a säin Offall ze bezuelen. An och - dat wëll ech just soen -, déi Leit, déi eng Allocation de vie chère kréien, déi kréien eng Ënnerstëtzung.

D'Kolleege vun der CSV sinn deen aneren Extrem. De Kolleeg Gilles Roth huet als Budgetsrapporteur hei gemengt ze soen: Déi, déi iwwer 500.000 Euro d'Joer verdéngen, déi bräichten awer senger Meenung no kee Kannergeld ze kréien. Dat ass deen een Extrem. déi gréng sinn deen aneren Extrem. Do kréien nach just déi,…

(Interruption)

…déi um RMG leien. Mä och do dertëscht eng Famill, déi 3.000, 4.000, 5.000 Euro verdéngt,…

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Souwäit kënnt et nach!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- …déi huet haut Problemer, fir d'Waasser a fir d'Kanaltaxen a muer och d'Dreckskëschtentaxen ze bezuelen. Also, et kann een net higoen a just soen, déi Leit, déi eng Allocation de vie chère kréien,…

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Otemt eng Kéier! Huelt eng Pëll! Berouegt Iech!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- …mussen eng Subventioun kréien. Och déi Leit, déi driwwer leien, Familljе mat Kanner, déi kommen ëmmer hei an deem Land méi ënner Drock, well se mat hire Recetten um Enn vum Mount net méi auskommen, fir ze iwwerliewen.

An dann, Här President, de Clou, deen den Här Gira hei ofgeschoss huet, dee wëll ech awer nach an deene leschte 60 Sekonne soen. Dat ass, wéi e gesot huet: Wann d'Gemengen higinn a si stelle Leit mat klenge Revenuen, sozial schwaache Revenuen, kleng Familljе mat quasi dem RMG, wa mer deene gratis géifen elo och nach eng grouss Dreckskëscht dohinnerstellen, da géife mer déi incitéieren, méi akafen ze goen!

Här President, dat war de Combel! Wéi wann déi Leit géife fir d'Éischt, ier se akafe ginn, an d'Dreckskëscht kucke goen: Wat hunn ech nach Plaz?

(Hilarité)

An elo ginn ech akafen, fir meng Dreckskëscht ze fëllen.

Ma déi Leit gi kucken, wat hinnen am Frigidaire doheem feelt a wat se brauchen, fir ze liewe fir hir Kanner! An dat gi se akafen! A se kucken net an d'Dreckskëscht, wéi vill Plaz datt se nach an der Dreckskëscht hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et deet mer leed, mä ech mengen, déi gréng hunn de Buedem vun der Realitéit verluer. Mir wäerten dat Gesetz hei net stëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Gibéryen.

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Ech hunn e Fait personnel.

M. le Président.- Jo, den Här Gira. Et ass zwar kee Minister, den Här Gibéryen. Nach net, hein.

(Hilarité)

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Ech mengen…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, ech wëll just wëssen, a wat fir enger Prozedur datt mer sinn.

(Interruptions diverses)

Dann däerf ech d'Wuert och nach kréien.

M. Félix Braz *(déi gréng).*- An där vun der kontradiktorescher Debatt!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech sinn dermat averstanen.

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Wien ausdeelt, muss och kënnen astiechen. Wat sidd Dir fir en Demokrat?

M. le Président.- Dir hutt nach Zäit.

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Wat sidd Dir en Demokrat, Här Gibéryen! Schummt Iech dach! Kontradiktoresch Debatt: Ni héieren? Ni héieren!

(Interruption)

Jo, jo. Dir sidd e schéinen demokratesche Veräin.

M. le Président.- Den Här Urbany fiert elo emol hei virun. Hie mécht och nach seng Interventioun. A bis dohinner hunn d'Gemidder sech vläicht berouegt.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Här President, ech weess awer net, ob ech zur Mäßegung hei wäert bäidroe vun der Debatt.

M. le Président.- Probéiert emol!

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Dat eenzegt Element vu Mäßegung bei mir wäert de Chronometer sinn. Well ech mengen nämlech, wat geschitt hei mat dësem Gesetz, och wa verschidde Prinzipien dovu scho méi laang festleien? Mat dësem Gesetz gëtt definitiv festgehalen, dass den Offall eng Wuer ass wéi déi aner och, an zwar, andeem d'Käschte vu senger Beseitegung sollen integral op de Verbraucher ofgewälzt ginn.

An ech wëll hei wierklech a Fro stellen, ob de Verbraucher de Pollueur ass. Wien ass hei de Pollueur? Et gëtt nämlech net an dësem Gesetz hei definitiv geregelt, wat zum Beispill d'Verantwortung vun der Industrie ass, fir aner Produiten ze produzéieren an esou weider.

Wat steet iwwert d'Responsabilitéit vum Producteur dran? Ech wëll hei aus dem Gesetz virliesen, den Artikel 19: «Il est tenu compte de la viabilité économique (…) tout en respectant la nécessité d'assurer le bon fonctionnement du marché intérieur.» Dat sinn d'Grenzen, déi de Producteure gesat sinn, déi jo a Wierklechkeet leschten Enns déi sinn, déi déi Produitë produzéieren, déi fir d'Leit herno e Problem duerstelle bei der Beseitegung.

Ech mengen also, éischtens, dat Gesetz hei bedeit eng Ännerung am Finanzéierungsmodus vun enger vun de Käraufgabe vun der Gemeng, nämlech d'Beseitegung vum Müll. „L'enlèvement des encombrements" stoung an engem Dekret vu 1700 - ech mengen - `89 oder `90, nach vun der Franséischer Revolutioun. Et ass also eng Käraufgab vun de Gemengen, fir derfir ze suergen, dass de Müll beseitegt gëtt.

Wat geschitt hei? Amplaz dass wéi virdrun, op d'mannst zu engem groussen Deel, iwwer ëmverdeelend Steieren - Steieren um Revenu, Steieren op de Gewënner - déi Grondaufgab vun de Gemenge finanzéiert ginn ass, gëtt se elo ersat - wéinstens am Prinzip, a geschwënn wäert et och ganz de Fall sinn - duerch eng Aart Produktsteier, déi erhuewe gëtt um Produit, deen de Consommateur muss bezuelen, deen dee Produit keeft. Eng Aart TVA also, ouni Considératioun op déi eigentlech Akommessituatioun.

Ech wëll net agoen op dee ganzen ekonomeschen Aspekt, deen nach do hannendrunhänkt, well do handelt et sech jo bei deene Verwäertungsindustrien ëm eng regelrecht Industrie, wou grouss Profitter gemaach ginn. Et ass jo net fir näischt, dass ee vun deene gréisste franséische Konzerner Propriétaire ginn ass vun der Firma Lamesch zum Beispill. Do ginn also ganz grouss Gewënner gemaach.

Dat ass nach e weideren Aspekt. D'Leit ginn nach embrigadéiert, fir alles schéin ze wäschen an alles schéin op d'Plaz ze täs(„tässelen"), fir dass grouss Entreprisen an deem Beräich kënnen hir Benefisser maachen. Dat ass e weideren Aspekt dervun.

An ech mengen och, dass et net esou ass, wéi den Här Gira sot, dass et net zu enger Präiserhéijung wäert kommen. Ech liesen hei, wat den honorabele Rapporteur vun dësem Gesetzesprojet, den Här Oberweis, haut op RTL gesot huet. En huet gesot: „D'Tariffer riskéieren an Zukunft ze klammen. Et misst an de Gemengen an an de Syndikater ënnersicht ginn, ob et iwwerhaapt käschtendeckend ass. A wa festgestallt gëtt, dass dat net de Fall ass, da mussen d'Taxen an d'Luucht gesat ginn."

Dat ass dat, wat och a Wierklechkeet wäert geschéien, egal wat eis hei verzielt gëtt. Et ass wierklech awer bedauerlech festzestellen, dass déi Parteien, déi nach virun e puer Deeg den Index manipuléiert hunn, den Index blockéiert hunn, dass en net méi erfält, elo gläichzäiteg de Leit nei Präiserhéijungen iwwert deen heite Wee opdrängen.

Déiselwecht Leit hunn iwwregens elo just nach eng Tax hei gestëmmt, déi deene räiche Leit op der Finanzplaz zeguttkënnt.

(Interruption)

Dat ass d'Realitéit!

M. le Président.- Här Urbany, Dir misst elo zum Schluss kommen, wann ech gelift.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ech wäert selbstverständlech, Här President - ech kenne jo Är Suerg - elo direkt ophalen, awer herno géint dat Gesetz hei stëmmen.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Urbany.

Elo kritt den Här Camille Gira d'Wuert op Base vum Artikel 42 vun eisem interne Reglement iwwert de Fait personnel. An den Här Gibéryen, wann e sech dann doduerch agresséiert fillt, kann dann nach eng Kéier äntwerten. Här Gira, Dir hutt d'Wuert.

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Här President, ech si frou, dass meng Rechnung voll opgaang ass. Nodeem ech eis kloer an däitlech Positioun zum Prinzip Pollueur-payeur hei duergeluecht hunn, sinn d'Populiste vu riets a vu lénks geschlossen ugetrueden.

Une voix.- Très bien!

Une autre voix.- Oh!

M. Camille Gira *(déi gréng).*- A well se natierlech schlecht Argumenter hunn,…

(Interruption)

…komme se dann heihin a maache wierklech och nach de Geck - wierklech de Geck - mat deene sozial schwaachen Haushalter. Wann een hei probéiert kloerzemaachen,…

Une voix.- Très bien!

M. Camille Gira *(déi gréng).*- …wéi ee sozial schwaach Haushalter derzou kritt, dass se net an d'Fal vum Uelech lafen, dass se net an d'Fal vun de Ressourcë lafen, da kënnt hei den Här Gibéryen a mécht de Geck mat esou enger Positioun. Mä dat wonnert mech net. Natierlech ass de Frust vun der ADR ganz grouss, dass se besonnesch um Niveau communal net méi vertrueden ass.

A wann Ären Apport zur Entwécklung vu Belval net méi grouss ass wéi dat, wat elo vun Iech komm ass, da verstinn ech zwar och, dass Der an der Gemeng Esch iwwerhaapt net méi representéiert sidd. Esou genee wëssen d'Leit am Süden Ären Apport vun der ADR ze bewäerten.

Zum Fong awer. Dir hutt mech op eenzelne Punkten an de Mond geholl. Ech hunn hei net gesot, ech géif d'Garantie ginn, dass a kenger Gemeng am Land opgrond vun deem heite Gesetz eng Tax géif an d'Luucht goen. Ech hu gesot, dass ech aus eisen interne Berechnungen aus dem SIDEC weess, dass fir 55 Gemengen am Land duerch dat heite Gesetz d'Käschte fir d'Offallproduktioun keen Cent an d'Luucht ginn. An dozou stinn ech och.

A firwat ass dat da vläicht esou, Här Gibéryen, Här President, Dir Dammen an Dir Häre? Mä well dee Syndikat vläicht am konsequentesten an deene leschten 20 Joer dee Prinzip Pollueur-payeur, awer net nëmmen - awer net nëmmen! -, bei de Ménagen agefouert huet. An déi, déi dat Gesetz éierlech wëlle beuerteelen, déi mussen et och liesen. An déi fannen dann eraus, dass d'Betriber gradesou konsequent wëlle matmaachen. An ech ginn Iech e Beispill; och Iech, Här Urbany, dee sech d'Liewen ëmmer e bëssen einfach mécht.

Mir hunn dat nëmme konsequent fir d'Ménagen ëmgesat. Virun 20 Joer huet d'TREFILARBED vu Béiwen 500 Euro fir e ganze Camion Eiseschlamm bezuelt an ass domat op de SIDEC komm, dee vun den Haushalter bezuelt ginn ass. Do hu mer eis gewiert a mer hu gesot: „Et kënnt net a Fro. Dir bezuelt elo de Principe Pollueur-payeur!"

A wësst Der, wat geschitt ass? An Tëschenzäit recycléiert d'TREFILARBED Bissen deen Eiseschlamm a mécht souguer nach Geld dermat. Just fir Iech ze soen, dass d'Applikatioun vum Principe pollueur net nëmme bei den Haushalter mëttelfristeg méi sozial ass, méi ökologesch a méi wirtschaftlech, mä et och bei de Betriber ass. A wann eben e SIDEC et fäerdegbruecht huet, obwuel en e rise Gebitt huet, haut de Leit Taxen ze offréieren, déi net wesentlech méi héich sinn, dat ass, well mer genau déi Politik, déi ech hei verteidegt hunn, konsequent ëmgesat hunn.

A fir Iech ze weisen, dass et beim Waasser genau d'selwecht ass, Här President - wann ech just nach eng hallef Minutt hunn -: Ech bréngen Iech d'Chiffere schwaarz op wäiss, dass d'Gemeng Biekerech déi Politik vum Waasser, wéi mer se eigentlech missten ëmsetzen duerch d'Waasserdirektiv, scho 15 Joer konsequent ëmsetzt. A wësst Der, wat d'Resultat ass? Dass den Duerchschnëttsverbrauch pro Kapp zu Biekerech 20 bis 25% méi niddreg ass wéi am Rescht vum Land.

Dat ass sozial Politik, well do verdéngt jiddweree Suen. Do verdéngt d'Gemeng. Än dofir ass en Haushalt do.

An, Här Gibéryen, wann ech mengen Nofolger an der Gemeng esou eng katastrophal Scholdesituatioun iwwerlooss hätt, dass een elo an der Zeitung muss liesen, dass de politesche Spillraum vun Ärem Nofolger an där Gemeng op null zréckgeroden ass, da géif ech wierklech net heihinnerkommen an anere Leit Lektiounen erdeelen, wou dat gutt ass.

A just als Ofschloss: Dir sidd net méi an der Gemeng. Ech mengen, duerfir feelt Iech och déi gewëssе Relatioun nach zu deene klenge Leit, déi emol an den Office social mussen hikommen.

Une voix.- Hohoho!

Une autre voix.- Très bien.

M. Camille Gira *(déi gréng).*- A fir Iech ze soen, dass jo anscheinend awer eng konsequent ökologesch Politik net esou schlecht honoréiert gëtt a vläicht besser wéi Är Positiounen, dat hu spéitstens déi lescht Gemengerotswahlen zu Biekerech, mä och nach op anere Plaze gewisen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Gira. Nach ganz kuerz, Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, ech froe mech, wat Der mat deem ganz kuerz mengt? Et ass opgrond vun deemselwechten Artikel wéi den Här Gira d'Wuert gefrot huet, esou datt dat ganz kuerz genausou ganz kuerz ka sinn.

M. le Président.- Et si fënnef Minutten, Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Voilà, voilà, dat ass scho besser. Fënnef Minutten, wéi dat beim Här Gira de Fall ass.

Ech wëll vläicht beim leschte Punkt, wou den Här Gira ugeschwat huet, mengem Nofolger an der Gemeng Fréiseng, wëll ech Iech just soen, datt d'Gemeng Fréiseng am Ableck e Budget huet vun zwielef Milliounen an datt se an hirem ordinäre Budget iwwer zwou Milliounen Iwwerschoss huet. Dat ass e relativ héije Prozentsaz. Et si bestëmmt net vill Gemengen, déi esou en héijen Iwwerschoss an hirem ordinäre Budget hunn, bei zwielef Milliounen zwou Milliounen am ordinäre Budget. A wann d'Konte kommen, sinn ech iwwerzeegt, datt den Iwwerschoss net zwou Milliounen, mä 2,5 Millioune bei zwielef Millioune Budget wäert sinn. Da sinn d'Scholde bezuelt.

An d'Gemeng Fréiseng, mäin Nofolger - dat ass jo net deen, dee mer elo hunn, dat war dee vun der leschter Period -, deen huet an deene leschte véier Joer keen Euro Schold brauchen an der Gemeng Fréiseng opzehuelen. Dee konnt mat de Finanze vun der Gemeng Fréiseng all Projeten investéieren, ënner anerem eng nei Spillschoul an esou viru bauen.

Elo kënnt eng aner Partei, d'CSV, un d'Majoritéit, déi eben elo mengt, si misst soen, well se vläicht onfäeg ass, fir déi Gemeng uerdentlech ze leeden, d'Gemengefinanze wären nach net an der Rei. Si hunn zum Beispill an dësem Budget en Emprunt ageschriwwe vun 1,3 Milliounen. Si hunn awer fir 1,5 Millioune Kreditter an den extraordinären Dépensen agesat, déi doudsécher net gemaach ginn. Wa se en uerdentleche Budget opgesat hunn, brauch och d'Gemeng Fréiseng am Joer 2012 keen Euro Schold opzehuelen. D'Gemeng Fréiseng ass also méi wéi finanziell gesond. Dann huet se fënnef Joer hannereneen…

(Interruption)

…fënnef Joer hannereneen huet d'Gemeng Fréiseng keen Euro da brauche vun Emprunt opzehuelen. Dat just zur Gemeng Fréiseng an zur Finanzsituatioun vun de Steieren.

Ech mengen, Här President, den Här Gira, deen huet gemengt, e misst d'Gemengewahle mat dranzéien. Ech sinn iwwerzeegt, wann d'Leit zu Esch an zu Bieles gewosst hätten, wéi deene Gréngen hir Politik ass, datt se bei de Gemengentaxen zouschloen an d'Leit do zur Keess bieden an op där anerer Säit der ArcelorMittal 100 Milliounen Euro Steiergeschenker maachen - well si hunn deem zougestëmmt, dat kënnt Dir dréien a kéiere wéi Dir wëllt, dat ass eng Realitéit -, wann déi gréng matgestëmmt hunn, fir datt d'Allgemengheet…

Une voix.- …op 3,9.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo, jo. Mir sinn iwwerzeegt, an Dir wësst et och, mir hunn d'Chiffere virleie gehat, datt mer herno wäerte bei 100 Millioune leien, déi d'Allgemengheet muss bezuelen, fir dat ze maachen…

Une voix.- Déi si vu 6,8 op 3,9…

(Interruptions diverses)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- An dann hei ze soen, mir géifen de Geck mat deene sozial Schwaache maachen! Mä, Här Gira, ech hunn lech hei ganz kloer gesot, datt fir eis déi sozial Schwaach net nëmmen déi Leit sinn, déi den RMG kréien oder déi de soziale Mindestloun verdéngen. Mä déi sozial Schwaach leien och nach fir eis do driwwer. Wann Dir haut eng Famill hutt mat zwee Kanner, déi 3.000 oder och nach 4.000 Euro de Mount verdéngt, déi fält…

M. Camille Gira *(déi gréng).*- …an do ass bei enger Dreckskëscht vun 280 Euro d'Joer de Problem?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo, dat ass och fir déi Leit…

Une voix.- Ass dat de Problem?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Och do ass eng Gemengentax…

(Interruptions diverses)

M. Camille Gira *(déi gréng).*- 280 Euro d'Joer.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Och fir déi Leit ass eng Gemengentax vun…

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Dat ass Populismus.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Wann dat fir lech kee Problem ass…

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Dat ass Populismus, Här Gibéryen!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Gitt bei déi Leit, wa se d'Rechnung vun der Gemeng kréien! Fir déi Leit ass och eng Gemengerechnung, wa se déi kréien, vu 400, 500 Euro, wéi dat am Ableck bei villen de Fall ass, bei deene Leit ass dat och e Problem. Wann dat fir Iech kee Problem ass; ech soen Iech, fir déi Leit ass dat e Problem!

Eng Famill, déi 3.000, 4.000 Euro verdéngt a si huet zwee Kanner, fir déi ass all Euro e Problem, och wann déi gréng mengen, et wier kee Problem. Duerfir wëll ech Iech soen, mir setzen eis fir déi sozial Schwaach an, an zwar fir all déi sozial Schwaach, an net als Alibi, wéi déi gréng, fir e puer Stéck!

M. le Président.- Merci, dem Här Gibéryen. Elo kritt d'Wuert…

M. Félix Braz *(déi gréng).*- CGFP-ADR.

M. le Président.- …den delegéierten Nohaltegkeetsminister, den Här Marco Schank.

M. Félix Braz *(déi gréng).*- De Privatsecteur, dat war fréier bei Iech. Dat war fréier, dat ass laang hier!

M. Marco Schank, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt wollt ech och dem Kolleeg Marcel Oberweis Merci soe fir deen ausféierleche Rapport, detailléiert, wéi mer dat och vun him gewinnt sinn.

Ech wollt als Éischt soen, an dofir sinn ech eigentlech ganz dankbar, datt dëse Projet d'Resultat ass vun enger exzellenter Aarbecht, enger konstruktiver Diskussioun, virun allem an der Chamberskommissioun, wou laang a gutt diskutéiert ginn ass a wou mer eis mat alle Bedeelegten am Fong och - et ass gesot ginn - mat deenen Entrevuen, deene Visiten eigentlech konnten eens maachen, fir e gutt Gesetz ze maachen. Ech wënsche mer och herno, datt et breet gestëmmt gëtt, an et gesäit de Moment jo och esou aus.

Et ass awer och d'Resultat vun enger intensiver Virbereedung am Virfeld vun deem Gesetz, wou mir, d'Verwaltung, d'Émweltverwaltung an och de Ministère, frëi ugefaangen hunn. Enn 2010 waren déi éischt Workshope mat alle Vertrieder, all deenen, déi concernéiert waren, och dem ekonomesche Secteur.

Eng Rei spezifesch Réunioune waren ënner anerem och, selbstverständlech, mat de Gemengesyndikater, an net fir d'Lescht och mam Syvicol. Ech selwer war bei där enger oder där anerer derbäi, wou mer - dat wëll ech och dem Syvicol soen - net manner wéi, ech mengen, et sinn der 27, jiddefalls iwwer 20 Proposen, Ureegungen iwwerholl hunn, wou mer gesot hunn, majo, dat do ass sënnvoll, dat kënne mer am Virfeld, also laang am Virfeld an deem Gesetz zréckbehalen.

Da wollt ech soen, datt selbstverständlech mer hei eng Direktiv ëmsetzen, wou mer och e bëssele Retard hunn. Dee Retard, deen ass awer och ze argumentéieren. Éischtens wollte mer, an Dir erënnert Iech drun, datt ech dem Regierungsrot Ufank 2010 deen neien Offallwirtschaftsplang virgeluecht hunn, dee jo zum Deel dann och d'Basis gebilt huet, mat deene Mesuren, déi mer herno an d'Gesetz erageholl hunn, fir eben den Text auszeschaffen.

An anerersäits hunn déi preliminär Consultatiounen natierlech eng Zäit gedauert. Wann

een am Virfeld mat jiddwerengem wëllt schwätzen, jiddwerengem wëllt nolauschteren, da brauch dat och Zäit. An dat hu mer ganz bewosst gemaach. An ech mengen, dat ass och an der Chamberskommissioun gutt erauskomm, datt vun alle Säite gesot ginn ass, majo, d'Preparatioun war gutt an och d'Diskussiounen, fir ee Gesetz ze maachen, déi konnte positiv ofgeschloss ginn.

Vläicht een Ënnerscheed vis-à-vis vun der Direktiv, wou mer d'Direktiv net 1:1 konnten ëmsetzen, ass, datt mer wollten de contaminéierte Buedem an den Offallbegréff vum Gesetz mat eranhuelen, well dat u sech net virgesi war. D'Direktiv, also d'Offalldirektiv ass entstanen zu enger Zäit, wou och d'Europäesch Kommissioun eng Buedemschutzdirektiv preparéiert huet, déi awer ni ukomm ass a wou et och elo esou ausgesäit, wéi wann dat nach esou bal net géif kommen. Duerfir hu mer gesot, mir wëllen net, datt hei ee Vide juridique entsteet.

An duerfir hu mer an dat Offallgesetz dann och dee Begréff - an dat ass ee wichtege Begréff -, vum contaminéierte Buedem mat erageholl an den Offallbegréff. Déi illegal Deponie Biissen ass virdru schonn ernimmt ginn, an ech mengen, datt dat Beispill gutt weist, datt esou e Buedemschutzgesetz wichteg ass. A mir sinn amgaang, um Niveau vum Ministère a virun allem vun der Verwaltung un esou engem Gesetz ze schaffen.

Mir hunn dat och an der Regierungserklärung gesot gehat, datt mer dat wëlle maachen. An ech wëll awer och soen, datt mer net Biissen ofgewaart hunn, ier mer eis un déi Aarbecht gemaach hunn: engersäits d'Buedemschutzgesetz an anerersäits och, datt mer eng Partie potenziell Siten - mir hunn eng Lëscht vu knapps 40 Siten -, wou mer no an no kucken, wou mer mengen, datt et do am wichtegste wier, fir unzesetzen, fir dann déi Siten no an no ze sanéieren. Dat kascht natierlech vill Suen. Dat kascht vill Aarbecht. Nach muss déi Aarbecht gemaach ginn, an déi hu mer eis virgeholl zënter enger Rei vu Méint, also am Fong vun Ufank un, datt ech déi Responsabilitéit iwwerholl hunn.

Da wollt ech soen, déi nei Offalldirektiv fixéiert de Kader ganz kloer, engersäits en héijen Niveau vum Émweltschutz um Niveau vun eisen Offäll ze erreechen. An da vläicht dee wesentlechsten Aspekt, dat ass deen, fir responsabel an nohalteg mat eise Ressourcen ëmzegoen. Et ass virdru scho vun deem neie Kolleeg Deputéierte gesot ginn, datt mer amgaang sinn eigentlech d'Ressourcen ze verbrauchen, an am Fong amgaang sinn eise Planéit auszeraiberen. A wann ech lech déi Zuelen eng Kéier soen, datt mer haut iwwer 60 Milliarden Tonne Ressourcen aus eisem Ökosystem eraushuelen: Dat si Mineralien, dat si Metaller, dat ass Biomass, dat si fossil Energieträger. Dat waren 1980 nach nëmme 40 Milliarden Tonnen.

Wa mer esou virufuere wéi bis elo, business as usual, da si mer 2030 bei net manner wéi 100, bei iwwer 100 Milliarden Tonne Ressourcen, déi mer aus eisem Planéit wierklech ausraiberen! An dat musse mer évitéieren. An do kënnt d'Ëmsetzung vun der Direktiv an eist neit Offallgesetz genau op deem richtege Moment, fir och do ze hëllefen, Ressourcen ze schounen. Ech soen herno nach ee Wuert dozou.

D'Gesetz gëtt, grad wéi d'Direktiv, eng Partie Prinzipië vir. Aus deene Prinzipië loosse sech Resultater erauszéien. Vun deenen Taux de recyclage, déi déi Direktiv an d'Gesetz virginn, ass virdru scho geschwat ginn. Ech brauch dat net ze widderhuelen.

Ech wëll awer derbäisoen, datt mer bei deem neie Gesetzestext op d'Acquisë vun der Vergaangenheet gesat hunn, well Lëtzebuerg - an dat ass och e puermol vu verschiddenen Intervenantë gesot ginn - am Beräich vun dem Recyclage wierklech Virreider ass an Europa. An dat ass gutt esou. Op déi gutt Resultater wëlle mer opbauen, an dat neit Gesetz gëtt eis déi Méiglechkeet, fir verstäerkt dorop opzebauen.

Loosst mech just eppes zur Hierarchie soen! Fënnef Stufen: Preventioun; dann d'Virbereedung fir de Réemploi; de Recyclage; dann all aner Verwäertung, also och energetesch Valoriséierung; an dann zum Schluss nach just esou mann wéi méiglech ze eliminéieren. Dat ass de Prinzip.

Och d'Vermeidung ass ervirgehuewe ginn haut de Mëtteg. Dat ass gutt esou. Vläicht och dozou ee Saz. Mir hunn natierlech wéineg Mainmise hei zu Lëtzebuerg, fir op d'Verpackunge vun de Produiten anzewierken insgesamt. Nach kënne mer awer probéieren, d'Verhale vun den Offallproduzenten, vun de Konsumentinnen a Konsumenten, dorop kënne mer awierken.

Grad an deem Beräich huet d'Ëmweltdepartement an d'Verwaltung an deene leschte Joren eng ganz Partie Mesurë geholl. Ech wëll just zwee oder dräi Beispiller soen.

Zënter 2004 huet d'Ëmweltdepartement en Accord mat der Valorlux fir den Handel, fir keng Eeweeakafstute méi ze gebrauchen. Dat si virun allem d'Supermarchéën, awer och neierdéngs d'Metzler, d'Bäcker an esou weider. An d'Verwaltung geet dovunner aus, datt mat dëser Moossnam bis elo ronn 100 Millioune Plastikstute konnten évitéiert ginn!

Dann huet d'Verwaltung mam Ökozenter am Kulturjoer fir grouss Evenementer ee Pilotprojet duerchgefouert, fir keng Eeweebecheren, mä Pfandbecheren ze benotzen. Doraus ass eng kommerziell Aktivitéit entstan.

An dann huet awer och d'Stad Lëtzebuerg zum Beispill d'lescht Joer am Kader vum „Summer in the city" nëmmen nach Méiweebecheren ugebueden. Och dat ass ee flott Beispill. An e lescht vläicht, d'Kulturfabrik vun Esch, déi e ganzt Konzept mam Ökozenter op d'Bee gesat huet, fir nohalteg Fester ze feieren.

Da vläicht nach eng Aktioun, déi eis, mengen ech, alleguerte gutt gefält, dat ass d'Aktioun „clever akafen", déi et scho laang gëtt, vun der SuperDrecksKëscht, wat d'Promotioun vu Produiten, déi offallvermeidend wierken, ubelaangt. An och d'SuperDrecksKëscht fir Betriber, wann een dee Qualitéitslabel wëllt kréien als Betrib, deen do matmécht, do ass och eng wesentlech Komponent déi vun der Vermeidung vun Offäll.

Da vläicht dee wesentlechsten Aspekt, deen och zwee-, dräimol haut ernimmt ginn ass, dat ass deen, datt d'Gesetz Weeër opweist. D' Gesetz weist Weeër op, fir d'Ziler ze erreechen, garantéiert awer déi noutwendeg Flexibilitéit, déi ee brauch - Stéchwuert: Autonomie communale -, fir de Gemengen, de Gemengesyndikater ze erlaben, déi Ziler op hir Aart a Weis ze erreechen.

Et ass mir am Endeffekt egal - mir schwätze vun Obligation de résultat -, et ass mir egal, wéi déi Ziler erreecht ginn. Si mussen erreecht ginn. Wéi eng Gemeng oder e Gemengesyndikat dat am Endeffekt mécht, ass manner relevant. Déi eng, déi weien; anerer zielen, wéi oft datt eidel gemaach gëtt; anerer maachen eng Kombinatioun dovunner; anerer hu verschidde Gréissten oder Volumë vun Dreckskëschten. Alles dat ass richteg. An duerfir ass et, mengen ech, e wesentleche Prinzip vun der Offallwirtschaft.

Da kommen ech bei dee Punkt, dee jo och e bësse fir Diskussioune gesuergt huet, dat ass dee vum Pollueur-payeur. Et gëtt jo deelweis gefaart, datt duerch dëse Prinzip den Offall fir d'Biergerinnen an d'Bierger géif méi deier ginn, mer eng ähnlech Diskussioun wéi beim Waasser kréien, an et huet een dat a verschiddenen Avisë kënne liesen. An ech hunn et och an der Press notamment, op där enger oder anerer Plaz, kënnen déi lescht Deeg noliesen.

Dozou wëll ech zwou Saache soen. Dat Éischt ass dat, datt d'Aféierung vum Prinzip Pollueur-payeur jo näischt Neies ass. Zënter dem Gesetz vu 1994 ass dee Prinzip virgesinn, et ass also näischt Neies. An eng Rei vu Gemengen, fir net ze soen, ganz vill Gemengen hunn och dee Prinzip ëmgesat. Et kann ee feststellen, datt d'Moyenne vun den Taxen, déi den eenzelne Bierger ze bezuelen huet, net eropgaangen ass, mä souguer éischter erofgaangen ass! Mir hunn dat extra nach eng Kéier, ech hunn dat extra nach eng Kéier vun der Verwaltung nokucke gelooss, fir dat och esou kënnen hei ze soen.

Dat kënnt dohier, well d'Biergerinnen an d'Bierger sech aktiv mat abréngen a sech un der Reduktioun vu Reschtoffäll bedeelegen oder an hire Recycling-Center ginn, dat heescht, op déi eng oder déi aner Manéier un eng Verwäertungsschinn dann eruginn.

Kloer ass, datt, wa keng Effortë gemaach gi vun deem Eenzelnen, fir Offall ze reduzéieren, da selbstverständlech ee muss méi bezuelen. Mä dat ass de Prinzip. An ähnlech positiv Erfahrungen, wéi mir se gemaach hu mat deem Prinzip Pollueur-payeur, dee mer zënter 1994 hunn, sinn och am Ausland gemaach ginn. An den Zweck vun deem Prinzip ass jo deen, fir entspriechend Ureizer ze schafen, fir eng Verhalensännerung dann och erbäizeféieren.

Dat Zweet, wat ech wollt soen, och am Laf vun den Diskussiounen - dat ass ähnlech wéi beim Waassergesetz - ass awer och d'Chamber higaangen an huet een Amendement ugeholl, fir de Gemengen d'Méiglechkeet ze ginn, a sozialen Härtefäll iwwert d'Allocation de vie chère am Offallberäich och d'Präisdeierechten auszegläichen.

Här President, mir hunn hei zu Lëtzebuerg eng Offallwirtschaft, déi sech am internationale Vergläich net brauch ze verstoppen. Ganz am Géigendeel! Et kann ee souguer soen, datt mer top sinn an deem Beräich, dat ass och ugeklongen de Mëtteg. Eis Recyclingstauxë fir Hausoffäll, déi mer bis elo erreecht hunn, gëllen ënnert deene beschten hei an der Europäescher Unioun, och wa mer nach vill ze dinn hunn.

Nach wëll ech awer drop hiweisen, datt beispillsweis iwwert d'Halschent vun eiser Population an der Tëschenzäit d'Méiglechkeet huet, fir organesch Kichenoffäll an enger separater Asammlung ofzeginn. Beim Gréngschnëtt läit den Taux bei iwwer 90%. Iwwert d'Halschent vun de Batterien, déi zu Lëtzebuerg verkaaft ginn, ginn nees agesammelt a recyclëiert. Beim Elektroschrott sinn et pro Awunner knapps zéng Kilo, wat dat duebelt ass, wat déi europäesch Obligatioune sinn. A bei de Verpackunge si mer ëmmerhi bei engem Verwäertungstaux vun iwwer 90%, Gewiichtsprozent.

Da wollt ech nach ee Saz och soen zur SuperDrecksKëscht, well dës Aktioun och an den Avisen ëmmer erëm als positiv an explizit ernimmt ginn ass, ënner anerem vun der Chambre des Métiers, Chambre de Commerce. Se ass och vun der Europäescher Kommissioun als best practice agestuuft ginn. An an der Tëschenzäit ass dee Modell an och déi Philosophie vun der SuperDrecksKëscht exportéiert ginn: Stied wéi Stockholm oder och Regiounen an der Schwäiz oder an Ungarn hunn dee Modell, wann een esou wëllt, adoptéiert an et kann een am Fong och hei vun enger regelrechter Success Story schwätzen.

Dann an deem Kontext och nach de Bou gemaach zur Simplification administrative, wat och ee wesentleche Volet vun deem Gesetz sollt sinn. An dat ass esou, datt mer higaange sinn an iwwert d'Verwaltung e System ausgeschafft hunn, datt d'Betriber d'Méiglechkeet hunn, iwwer hir Joresbilanzen informatesch als Plan de gestion, als Plan de prévention virunzeginn. Dann huet awer och e Regruppéiere vu Genehmegungsprozeduren dozou gefouert, datt mer eng Vereinfachung do fäerdegbréngen. Dat Zweet ass, datt vill Aktivitéiten net méi musse genehmegt ginn, mä einfach enregistréiert ginn. An dat Drëtt ass, datt mer fest Délaien an d'Gesetz ageschriwwen hunn.

Da wollt ech och an engem Saz soen, datt ech selbstverständlech dee Kooperatiounsprojet vu SIDOR, SIGRE a SIDEC ganz staark begréissen; an net nëmme begréissen, ech wäert och bei der Ëmsetzung eng Hand upaken. Den 3. Oktober hunn déi dräi Syndikater an Déliberations concordantes sech zu deem Schratt, wat ee ganz wichtegen ass fir d'Offallwirtschaft hei zu Lëtzebuerg, décidéiert.

Zum Schluss, mat dësem Gesetz kréie mer net nëmmen en neien Text, fir d'Offallwirtschaft besser ze reglementéieren, mir kréie manner Offall insgesamt, dee mer produzéieren, mir kréie manner Offall, dee muss op d'Déchargë kommen, dee muss verbrannt ginn. Mir rutschen am Fong staark an eng Société de recyclage eran, eppes, wat d'Europäesch Kommissioun wëllt via d'Direktiv.

A virun allem, wat mer an Zukunft brauchen, ass, datt mer, ech hunn et virdru schonn ugedeit, ee responsabelen, nohaltegen Ëmgang mat deene liewensnoutwendege Ressourcë fäerdegbréngen, déi op dësem Planéit net onendlech sinn.

Vläicht nach ee Saz zu de Froen. Déi, déi virdru gestallt ginn ass vum honorabele Roger Negri am Kontext mat der SIDEC-Deponie. Duerch déi Kooperatioun, déi ech elo grad erwähnt hunn, ass et méiglech, datt deen Tipp kann, ech soen emol 2014, 2015 ophéieren. Et läit eng Genehmegung vir bis 2015. Reng technesch vun de Capacitéiten hier denken ech, datt deen Tipp nach bis 2025 zirka kéint fonctionnéieren, mä dat wäert dann an der Realitéit net néideg sinn.

Da wollt ech op déi Fro äntwerte vum Marcel Oberweis bei dem Kontext Bauschutt. Do ass et esou, datt mer, wa mer allgemeng de Bauschutt kucken, also Buedem an Ofbrochmaterial, da si mer bei engem Taux vu ronn 45%; wa mer reng Ofbrochbauschutt kucken, ouni Buedem, bei engem Taux vu knapp 70%. Alles, wat Fiels, Steng ass, kann ee selbstverständlech perfekt recyclëieren.

An ech wollt och nach soen, datt och de Ministère, an net eréischt zënter Biissen, well dat virdru gesot ginn ass, eng Démarche geholl huet, fir déi problematesch Siten hei am Land no an no ze sanéieren.

Dat gesot, freeën ech mech, datt dëse Projet de loi eng breet Zoustëmmung de Mëtten hei fënnt an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- An ech soen dem Minister Marco Schank Merci.

Domadder si mer um Enn vun eiser Diskussioun a mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6288 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6288 ass ugeholl mat 53 Jo-Stëmmen, géint 5 Nee-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6288 est adopté par 55 voix pour et 5 voix contre.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies (par M. Raymond Weydert), Mme Martine Mergen (par M. Lucien Clement), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber (par M. Jean-Paul Schaaf), Lucien Weiler (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel (par M. Ben Scheuer), Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Fernand Etgen), Mme Anne Brasseur (par M. Carlo Wagner), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter.

Ont voté non: MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer nees um zwou Auer... Ah, entschëllegt, den Här Kox freet nach d'Wuert, fir eng Motioun ze déposéieren.

7. Dépôt d'une motion par M. Henri Kox

Exposé

M. Henri Kox *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Et ass eng Motioun, déi ech am Numm vu sämtleche Sensibilités politiques hei am Haus wéilt déposéieren. Et geet ëm d'Atomkraaftwierk Cattenom, awer net nëmmen ëm d'Atomkraaftwierk Cattenom.

Dir wësst, an engem Mount ass et net grad ee Joer hier oder ass et ee Joer hier wou zu Fukushima en Atomreakter explodéiert ass, nodeems eng schrecklech Naturkatastroph sech ereegnet huet. Doropshi sinn op europäeschem Plang Stresstester fir déi sämtlech Atomreakteren an der Europäescher Kommissioun ugelaf, ënner anerem och iwwer Cattenom.

Mëttlerweil hate mer d'Geleeënheet, an enger gemeinsamer Sitzung den 19. Januar 2012 vun der Santéskommissioun, der Affaires intérieures a Grande Région souwéi och der Développement-durable-Kommissioun den onofhängegen Expert Dieter Majer, dee vun den dräi Regierunge Lëtzebuerg, Saarland a Rheinland-Pfalz agesat gouf, deen eis hei en ernüchternde Rapport iwwer Cattenom gemaach huet, iwwert den Zwëschebericht vun deem Stresstest, wou eng ganz Rei Defiziter ernimmt goufen, ënner anerem d'elektresch Noutstroumwaasserversuergung fir d'Killung.

Insbesondere och Defiziter, déi bei engem méiglechen Äerdbiewe kënnen entstoen, insbesondere iwwert deem eraus, wat Cattenom virgesinn huet. Och de Crash, de Fligercrash ass absolut net an deem Stresstest bis elo ënnersicht ginn.

All déi Faiten, déi hei opgeworf ginn, hunn eis zum Schluss bruecht, dass mer effektiv keng Verlängerung vu Cattenom méi kënnen akzeptéieren.

Dofir fuerdere mer d'Regierung op, an enger gemeinsamer Motioun, wéi gesot, déi och vun de Regierungsmembere scho gesi ginn ass an och Ënnerstëtzung fënnt, nodeems mer de 7. Abrëll 2011 schonn eng Motioun hei ugeholl hunn, fir Cattenom entspriechend kenger Lafzäitverlängerung zouzestëmmen, verlaange mer, dass déi Defiziter, déi de Moment bekannt sinn, sou schnell wéi méiglech dann awer reparéiert ginn oder sou gutt wéi méiglech an d'Rei

bruecht ginn. Wëllen awer alles drusetzen, fir eng Verlängerung vu Cattenom iwwert dee virgesinnenen Zäitraum vun 30 Joer, deen am Ufank gesot ginn ass, ze akzeptéieren.

Awer wëllen net nëmme Cattenom hei an dat abezéien, mä och sämtlech Atomreakteren an der Groussregioun. Ech mengen, och Chooz, Fessenheim, Tihange sinn an därselwechter Kategorie anzestufen. Och wa se net vläicht direkt virun eiser Hausdier sinn, och wann do e gréissert Accident geschitt, si mer an därselwechter Situatioun wéi dat de Fall wäert si bei Cattenom.

Wéi gesot, dës Motioun gëtt ënnerstëtzt vu sämtleche Parteien, déi hei an der Chamber representéiert sinn. An ech ginn dat dann of an Arem Numm un de President.

Merci.

Motion

relative aux tests de résistance menés sur la Centrale nucléaire de Cattenom

La Chambre des Députés,

- rappelant que la Centrale nucléaire de Cattenom constitue, en cas d'accident, une menace sérieuse pour la sécurité des habitants des régions limitrophes et particulièrement pour ceux qui se situent dans un périmètre d'évacuation de 30 kilomètres, zone qui englobe tout le sud du pays et même Luxembourg-Ville;

- considérant qu'un accident grave à Cattenom ou dans une autre centrale nucléaire de la Grande Région pourrait mettre en péril l'existence de notre pays;

- ayant demandé, par le vote des motions du 7 avril 2011, au Gouvernement à intervenir auprès de leurs homologues français et des autres autorités concernées afin de faire opposition à toute prolongation de l'autorisation d'exploitation de la Centrale nucléaire de Cattenom, voire d'exiger l'arrêt immédiat des quatre réacteurs de Cattenom;

- rappelant la recommandation du Conseil Parlementaire Interrégional de la Grande Région, votée à l'unanimité le 10 juin 2011 à Metz;

- vu la réunion jointe du 19 janvier 2012 de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale, de la Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police et de la Commission du Développement durable;

- constatant que l'expert indépendant Dieter Majer, engagé par les gouvernements du Luxembourg, de la Sarre et de la Rhénanie-Palatinat, a présenté un bilan inquiétant de la sécurité de la Centrale nucléaire de Cattenom lors de la réunion jointe susmentionnée;

- constatant que nos craintes relatives à la sécurité de l'énergie nucléaire sont confirmées par les résultats intermédiaires des tests de résistance européens et les rapports d'EDF, exploitant de la centrale de Cattenom, et de l'autorité de surveillance française;

- estimant que les défaillances techniques notables révélées par le rapport intermédiaire et touchant notamment l'alimentation électrique de secours, l'alimentation en eau de refroidissement, la résistance contre les tremblements de terre et les crashs d'avion ainsi que l'absence d'une étude probabilistique de sûreté concernant la fusion du cœur du réacteur, diminuent considérablement la confiance des politiques et des populations de la Grande Région dans la sécurité de la Centrale nucléaire de Cattenom;

- exigeant que les défaillances inquiétantes constatées soient réparées sans délai, à défaut d'un arrêt immédiat de la centrale;

- estimant que pour permettre la transparence et la confiance mutuelle au sein de la Grande Région, il faudrait une information et une participation plus exhaustives des pays limitrophes dans la mise en œuvre des tests de résistance, de leurs résultats et des mesures qui en découlent, ainsi que pour le suivi normal des centrales concernées;

- proposant dans ce contexte d'augmenter par exemple le statut des observateurs autorisés, voire de permettre à une commission indépendante de procéder à l'inspection des centrales nucléaires de la Grande Région;

- convaincue que face à ces résultats aucune alternative à la sortie du nucléaire n'est envisageable et que toute prolongation de la durée d'exploitation de la Centrale nucléaire de Cattenom au-delà de 30 ans est irresponsable;

- invitant les assemblées parlementaires, y inclus le Conseil Parlementaire Interrégional, de même que les exécutifs de la Grande Région à discuter dans le cadre le plus large possible et notamment par le biais de manifestations publiques, les résultats des tests de résistance, ainsi que les expertises supplémentaires éventuelles;

demande au Gouvernement

- de rappeler au Gouvernement français que le Luxembourg s'oppose à toute prolongation de l'autorisation d'exploitation de la Centrale nucléaire de Cattenom, indépendamment des travaux de réfection qui découleront du résultat final des tests de résistance prévue pour la fin d'avril 2012;

- d'insister auprès de leurs homologues français pour que les défaillances graves révélées lors de l'inspection officielle d'août 2011 à Cattenom de même que toutes les autres défaillances révélées par le test de résistance soient réparées sans délai, à défaut d'un arrêt immédiat de la centrale;

- d'inviter leurs homologues des exécutifs de la Grande Région à présenter et à discuter notamment par le biais de manifestations publiques les résultats des tests de résistance, les expertises supplémentaires éventuelles et la voie à suivre pour aboutir à une fermeture définitive des Centrales nucléaires de Cattenom (F), de Chooz (F), de Fessenheim (F) et de Tihange (B) et la sortie du nucléaire de toute la Grande Région.

(s.) Henri Kox, Eugène Berger, Félix Eischen, Gast Gibéryen, Roger Negri, Serge Urbany.

M. le Président.- Merci dem Här Kox. Vu datt déi Motioun vun alle Fraktiounen a Sensibilitéite gedroe gëtt, mengen ech, kann ech déi direkt zum Vote à main levée stellen.

Vote sur la motion

Wien ass mat där Motioun d'accord?

Dat ass d'Unanimitéit vun dësem Haus. Domadder wär déi Motioun ugeholl.

An domadder si mer nun awer wierklech um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer um zwou Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.48 heures)

SÉANCE 17 JEUDI, 2 FÉVRIER 2012

Présidence: M. Laurent Mosar, Président

Sommaire

1. 6286 - Projet de loi modifiant la loi du 5 juin 2009 relative à la qualification initiale et à la formation continue des conducteurs de certains véhicules routiers affectés aux transports de marchandises ou de voyageurs et modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet 1. le développement et la diversification économiques et 2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie

- *Rapport de la Commission du Développement durable: M. Marc Spautz*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

2. 6332 - Projet de loi portant approbation de la Convention de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Tunisienne, signée à Tunis, le 30 novembre 2010

- *Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale: Mme Claudia Dall'Agnol*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

3. Débat d'orientation sur le rapport relatif à l'application de la loi du 16 mars 2009 relative aux soins palliatifs, à la directive anticipée et à l'accompagnement en fin de vie, portant sur les années 2009 et 2010

- *Exposé: Mme Lydia Mutsch*
- *Débat: Mme Marie-Josée Frank (dépôt d'une motion), M. Carlo Wagner, Mme Josée Lorsché, M. Jean Colombera*
- *M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration*
- *Vote sur la motion 1 (adoptée)*

4. 6338 - Projet de loi relative à la récidive internationale et portant modification

- de l'article 372 du Code pénal; et
- de l'article 34 de la loi du 6 octobre 2009 renforçant le droit des victimes d'infractions pénales et portant modification
- du Code d'instruction criminelle,
- du Code pénal,
- de la loi modifiée du 12 mars 1984 relative à l'indemnisation de certaines victimes de dommages corporels résultant d'une infraction et à la répression de l'insolvabilité frauduleuse,
- de la loi modifiée du 16 juillet 1986 relative à certains modes d'exécution des peines privatives de liberté,
- de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse

- *Rapport de la Commission juridique: M. Gilles Roth*
- *Discussion générale: M. Xavier Bettel, M. Alex Bodry, M. Félix Braz, M. Jacques-Yves Henckes*
- *M. François Biltgen, Ministre de la Justice*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Marie-Josée Jacobs, MM. François Biltgen, Mars Di Bartolomeo, Claude Wiseler, Mme Octavie Modert et M. Etienne Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.00 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Une voix.- Neen, Här President.

M. le Président.- Eisen éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun de Mëtteg ass de Projet de loi 6286 iwwert d'Formation continue vun de Beruffschaufferen. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht, an et huet sech ageschriwwe just den Här Diederich. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

1. 6286 - Projet de loi modifiant la loi du 5 juin 2009 relative à la qualification initiale et à la formation continue des conducteurs de certains véhicules routiers affectés aux transports de marchandises ou de voyageurs et modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet 1. le développement et la diversification économiques et 2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie

Rapport de la Commission du Développement durable

M. Marc Spautz *(CSV), rapporteur.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir schwätzen haut iwwert de Projet 6286, wou mer eng Modifikatioun maache vum Gesetz vum 5. Juni 2009 iwwert d'Qualifikatioun an d'Formation continue vun de Beruffschaufferen. Den Dépôt vum Gesetz geet op de 24. Mee 2011 zréck. De Conseil d'État huet de 5. Juli 2011 en éischten Avis ofginn. D'Chambre de Commerce huet Positioun dozou bezunn den 29. Juli 2011.

Den 20. Juni hat d'Commission mech zum Rapporteur genannt. Den 19. Juli hu mer eng Kéier d'Analys vum Text gemaach. An do hu mer och Amendementer gemaach, wou mer vum Statsrot en Avis supplémentaire kritt hu vum 16. Dezember. Den 11. Januar 2012 hu mer d'Analys gemaach an der Kommissioun, an den 18. Januar 2012 ass de Rapport an der Kommissioun unanime ugeholl ginn.

Dat Gesetz redresséiert verschidden textuell Problemer, déi am Gesetz vum 5. Juni 2009 geschitt sinn. Doriwwer eraus schaaft dëst Gesetz eng legal Basis fir de Finanzement vun de Formatiounen an et mécht eng Ännerung vun der Direktiv 2003, wou drastoung, dass no siwe Joer déi Formatiounen alleguerte misste gemaach ginn, an dat géife mer awer elo, zäitlech gesinn, net méi packen. An et mécht eng Rectificatioun vu Kadasternummere betreffend d'Planung an de Bau vum Centre de formation fir Chaufferen zu Suessem.

D'Chambre de Commerce huet an hirem Avis ënnerstrach, dass hei a Lëtzebuerg ronn 11.000 Leit dovu concernéiert sinn: 8.000 Beruffschaufferen an nach eng Kéier 3.000 Chauffere beim Bus, wat domadder also beweist, dass vill Leit ënnert dës Bestëmmunge falen. Och huet d'Chambre de Commerce ënnerstrach, dass se elo frou wier, dass mer elo bei dëser Rectificatioun hire Reklamatioune beim initiale Projet géife recht ginn, a si wiere frou, dass do verschidde Saache géife redresséiert ginn.

De Conseil d'État hat an deem éischte Projet eng Opposition formelle gemaach, wou et och erëm eng Kéier gaangen ass ëm de Libellé an och erëm eng Kéier wéinst der Hiérarchie des normes, wou mer jo öfter Problemer hunn an eiser Vue respektiv där vum Conseil d'État. An et ass och dorëm gaangen, wéi et ass mat der Assurance qualité, wéi et ass mam Agrément; ob een dee fënnef Joer huet, oder wéini een den Agrément kann ewechgeholl kréien, an ob et méiglech ass, dass just Enseignanten do géife vun deene Mesurë profitéieren oder och Instrukteren.

Déi Saachen hu mer alleguerte mat den Amendementë riichtgebéit. Domadder war och de Projet esou an der Rei. D'Gesetz gesäit och elo vir, dass sämtlech Chauffere bis den 10. September 2016 musse bei där Formatioun duerch sinn. An dat ass déi Geschicht vun 2003 mat der Direktiv vu siwe Joer. Dat hätte mer am anere Fall och iwwerhaapt net gepackt, sou dass mer elo do déi Verlängerung hu bis 2016.

Gläichzäiteg gëtt dann ee Redressement gemaach, wou d'Kadasternummere gewiesselt gi sinn, fir dass mer dann zu Suessem kënnen endlech deen neie Centre de formation bauen.

Kolleeginnen a Kolleegen, ech wier frou, wann déi ganz Chamber deem Projet géif d'Zoustëmmung ginn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Rapporteur Merci. An der Zwëschenzäit hu mer keen ageschriwwene Riedner méi. Ech ginn dovun aus, datt d'Regierung och näischt méi derbäizefügen huet, sou datt d'Diskussioun ofgeschloss ass a mer direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet kommen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6286 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet ass ugeholl mat 56 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies (par Mme Nancy Arendt), Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber (par M. Marcel Oberweis), Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par M. Alex Bodry), Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux (par M. Ben Fayot), Mme Lydia Mutsch, M. Roger Negri et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Carlo Wagner) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Félix Braz), François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen (M. Jean Colombera), Jacques-Yves Henckes (par M. Fernand Kartheiser) et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Da komme mer elo zum Projet de loi 6332, en Ofkommes mat Tunesien iwwert d'Sécurité sociale. Hei ass d'Riedezäit och nom Basismodell festgeluecht. Et ass bis elo kee Riedner ageschriwwen. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madame Claudia Dall'Agnol. Madame Dall'Agnol, Dir hutt d'Wuert.

2. 6332 - Projet de loi portant approbation de la Convention de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Tunisienne, signée à Tunis, le 30 novembre 2010

Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP), rapportrice.*- Merci fir d'Wuert, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi de President scho ganz richteg sot, kéime mer zum Projet de convention an der Matière vun der Sécurité sociale mat der Republik Tunesien.

De Projet gouf vun eisem Ausseminister, dem Här Jean Asselborn, de 16. September dat lescht Joer déposéiert. An der Réunioun vum 20. Oktober d'lescht Joer huet d'Gesondheetskommissioun mech als Rapportrice du fir dëse Projet bestëmmt. De Statrsot huet säin Avis ofginn den 22. November vum leschte Joer, a mir hunn dunn an eiser Réunioun vum 1. Dezember dee gekuckt an eiser Sitzung. Am Januar ass du mäi Rapport unanime ugeholl ginn.

Wat ass den Objet vun dësem Projet de loi, dee wéi gesot eng Konventioun an der Matière vun der Sécurité sociale ass, déi Lëtzebuerg mat der Republik Tunesien ofschléisst? Ma, dës Konventioun garantéiert all d'Rechter am Beräich vun der sozialer Sécherheet fir all Persounen, déi souwuel successiv wéi alternativ deem engen oder deem anere Regime vun deenen zwee Staten ënnerleien.

E suivéiert am Generellen eigentlech déi Konventiounen, déi mer ëmmer maachen. Dat heescht bilateral Konventiounen, déi ofgeschloss ginn tëschent Lëtzebuerg an deenen eenzelne Staten also.

D'Applikatioun vun där Konventioun geet op déi eenzel Beräicher vun der Sécurité sociale an. Et sinn d'Assurance maladie, Accident de travail, d'Pension de vieillesse, d'Invalidité de survie, de Chômage an d'Prestations familiales. Dës Kéier, an dat ass eréischt fir d'Zweet an enger Konventioun, do fält dann och d'Dépendance drënner.

Normalerweis si vun esou Konventiounen all Leit mat kenger Distinctioun vun der Nationalitéit betraff. Dëst wollten awer d'Tunesier net. Eist Land mécht dat elo awer, well mir mussen eis un d'Jurisprudence an der Affär Gottardo vun der Europäescher Cour de justice halen. An duerfir hänke mir - also Lëtzebuerg - eng Deklaratioun un déi Konventioun, wou mer dëst erklären, fir datt mir zumindest eisen europäesche Verflichtunge gerecht ginn.

E puer weider Infoe sinn, datt d'Salariéë vun enger Transportgesellschaft där Législatioun ënnerleien, wou d'Firma hire Sëtz huet. Wat den Détachement ubelaangt, sou gesäit d'Konventioun vir, datt während zwielef Méint den Travailleur kann détachéiert ginn a weider där Législatioun ënnerläit, wou en normalerweis géif schaffen an drënner falen, an dës Period kéint verlängert ginn, wa speziell Gegebenheeten dat verlaangen. Och fir d'Diplomaten ass e spezielle Regime virgesinn.

Vläicht e puer Infoen zu deem Land, mat där mer dës Konventioun ofschléissen, dat jo e gudde Krack méi grouss ass wéi eist. An zwar huet Tunesien méi wéi zéng Milliounen Awunner. Et war bis zu senger Onofhängegkeet 1956 ënner franséischem Protektorat. Déi éischt fräi Wahlen hunn eréischt rezent stattfonnt, nämlech den 23. Oktober vum leschte Joer.

Ech kommen dann awer direkt erëm zréck op den eigentlechen Objet vum Projet de loi an och dem Statsrot sengem Avis dozou. Dee war unanime d'accord. En hat also keng Objektiounen zum Projet de loi ze formuléieren. D'Kommissioun huet wéi gesot den Avis och vum Conseil d'État gekuckt, huet iwwert de Rapport diskutéiert an huet dunn och mäi schréftleche Rapport unanime akzeptéiert.

Deemno géif ech dann och elo d'Plénière bieden, dat ze maachen, dëse Projet also unanime ze stëmmen. Fir d'LSAP ginn ech op alle Fall meng Zoustëmmung an ech soen Iech Här Minister, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, deemno och Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci der Rapportrice. Ech mengen, da wär alles zu deem Projet gesot an d'Diskussioun ofgeschloss. Mir kéimen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6332 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies (par Mme Christine Doerner), Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux (par M. Roger Negri), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par Mme Josée Lorsché), François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Fernand Kartheiser) et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Da komme mer elo op eisen nächste Punkt vum Ordre du jour, nämlech eng Orientéierungsdebatt iwwert d'Soins palliatifs. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: d'Madame Frank, den Här Wagner, d'Madame Lorsché an den Här Colombera. D'Wuert huet elo déi honorabel Madame Lydia Mutsch als Presidentin vun der Santéskommissioun. Madame Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

3. Débat d'orientation sur le rapport relatif à l'application de la loi du 16 mars 2009 relative aux soins palliatifs, à la directive anticipée et à l'accompagnement en fin de vie, portant sur les années 2009 et 2010

Exposé

Mme Lydia Mutsch *(LSAP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, beim Vote vun de Gesetzer iwwert d'Euthanasie an d'Soins palliatifs den 18. Dezember 2008 - also eppes méi wéi virun dräi Joer - huet d'Chamber an enger Motioun décidéiert, fir all zwee Joer net nëmmen en Débat iwwert d'Applikatioun vum Euthanasiegesetz ze féieren, mä och een iwwert d'Soins palliatifs.

Nodeems mer eis de leschte Summer, dat war den 9. Juni 2011, mam éischte Rapport vun der Commission nationale de contrôle et d'évaluation iwwert d'Applikatioun vum Gesetz iwwert d'Euthanasie beschäftegt hunn, ass et haut un de Soins palliatifs. Domadder stelle mer e gewëssene Parallelismus hier tëschent deenen zwee Gesetzer, wat och nach eemol ënnersträiche soll, dass déi zwee Gesetzer an déi zwee Beräicher - dee vun der Palliativmedezin an dee vun der Stierfhëllef - komplementär sinn oder op d'mannst esou geduecht waren.

Erlaabt mer, fir d'Éischt kuerz op de Rapport iwwert d'Soins palliatifs anzegoen. E Rapport, dee wéi gesot all zwee Joer vun elo u soll de Point maachen iwwert d'Entwécklung vun deene Soinen am Beräich vum Secteur hospitalier an och am Beräich vum Extrahospitalier. E weidere Punkt geet ëm d'Besoins quantitatifs a qualitatifs couverts an à couvrir. An e leschte Punkt dréit ëm d'Formatioun respektiv Formation continue am Beräich vun de Soins palliatifs.

Nieft dem Gesetz vum 16. Mäerz 2009 iwwert d'Soins palliatifs gëtt et nach eng Rei aner Texter, déi d'Palliativfleeg hei zu Lëtzebuerg reglementéieren: d'Spidolsgesetz vun 1998 an och dräi Règlement-grand-ducalen. De Lëtzebuerger Modell vun der Palliativmedezin - well ech mengen, et kann ee wierklech vun engem Modell, vun engem beispillhafte Modell schwätzen - fousst um Recht fir jiddwereen op palliativ Soinen, an dat souwuel am Secteur hospitalier wéi och extrahospitalier, an den Alters- a Fleegeheemer an iwwert d'Soins à domicile och doheem. Déi finanziell Ofsécherung ass garantéiert iwwert d'Gesondheetskeess an d'Assurance dépendance.

Den Accès zu de Soins palliatifs ass geregelt duerch eng bestëmmte Prozedur, bei där den Dokter e spezielle Formulaire ausfëllt, deen de Patient oder säi Représentant légal ënnerschreift. Dës Deklaratioun geet dann un de Contrôle médical, deen d'Demande da fir 35 Deeg validéiert. Deen Délai kann, an dat ass och richteg esou, awer verlängert ginn. Den Dokter kritt dann de Bescheed zesumme mam Carnet de soins zougestallt. Mä dozou kommen ech nach méi spéit.

D'Gesondheetskeess iwwerhëlt d'Käschte fir d'Soins palliatifs. Am Spidolsberäich schwätze mer an deem Zesummenhang vun enger Journée hospitalière soins palliatifs, déi e bësse méi héich ugesat ass wéi eng normal Journeé hospitalière. Ausserhalb vum Spidol ginn d'Akten och vun der Gesondheetskeess iwwerholl an dat an der Héicht vun deem, wat een als Patient vun der Fleegeversécherung zegutt hätt. Doriwwer eraus kréien d'Prestatairen am Extrahospitalier, déi eng Konventioun mam Familljeministère hunn, nach eemol 150 Euro pro Patient a pro Dag fir Akten, déi net iwwert d'Gesondheetskeess rembourséiert ginn, erëm. Dat si virun allem Akten an de Soinen, déi d'Wuelbefannen an d'Liewensqualitéit vun de Patiente solle verbesseren.

An deem Zesummenhang stellt sech iwwregens d'Fro, ob esou Akten dann net am Spidol och regulär missten dozougehéieren, well se nämlech wichteg sinn. An och dorunner direkt drugehaangen d'Fro, wéi se dann an deem Fall kéinte finanzéiert ginn.

D'Soins palliatifs sinn an de Spideeler uechtert d'Land no ganz verschiddene Modeller organiséiert. Et gëtt Spideeler mat ganz spezifeschen Unitéite fir d'Soins palliatifs. Et gëtt och Spideeler, déi intern mobil Équipen hunn, déi an déi aner Unitéite ginn, fir do dann d'Soins palliatifs ze assuréieren. An et gëtt och Spideeler, déi e bëssen e Mix vun deenen zwee Modeller bei sech applizéieren. Den eelste Service palliatif fonctionnéiert zënter 18 Joer am CHEM, wou eng Équipe vu 15 Persounen - wouvun der sechs vun Ufank un, also vun 1994 un, derbäi sinn - all Joer am Duerchschnëtt 100 Mënschen an hirem leschte Liewensofschnëtt begleet. Et ass eng ganzheetlech Approche, déi si leet. Dat heescht, de Mënsch soll a senger Ganzheet betruecht a begleet ginn.

D'Palliativbetreiung gëtt ëmmer méi komplex. Zum Beispill hëlt de Volet neurologique ëmmer méi zou an deene Krankheetsfäll, déi mussen traitéiert ginn. Och d'Schoulmedezin kann a soll mat alternativ medezinesche Konzepter kënne kombinéiert ginn. Zum Beispill bei der Schmäerztherapie. An dat geschitt och schonn a ganz verschiddene Fäll.

D'Aarbecht an der Palliativbetreiung kann een am Fong an dräi Beräicher ënnerglidderen: éischtens, d'psychologesch Prise en charge; zweetens, d'Symptomkontroll; an drëttens een enorm wichtege Beräich, nämlech de soziale Volet fir d'Patienten an och hir Familljen. Well et sinn net nëmmen d'Patienten, déi betreit ginn, mä ausdrécklech och hir Familljememberen, hiren direkten Entourage.

All Patient huet Urecht op déiselwecht Fleeg, och a virun allem um Enn vum Liewen. Kee gëtt och zu eppes gezwongen, wéi och ëmmer ee sech décidéiert, fir dee Moment de Choix ze huelen. De Patient an/oder seng Famill muss säin Accord per Signature ginn. Dacks ass et awer e Problem mat där Signature, well vill Leit ënner esou enger Signature praktesch verstinn, wéi wa se misste mat hirer Ënnerschréft hiert eegent Doudesuerteel ënnerzeechnen, obwuel et natierlech drëm geet, fir si an dëse schwéierste Momenter vun hirem Liewe professionell ze begleeden.

Hei hëlleft nëmmen eng transparent Informatiounspolitik ouni Tabuen, ouni Verstoppen an ouni Flouen. Well all Flouen droen dozou bäi, dass an der Praxis déi betraffe Leit net richteg wëssen, wat se sollen denken a wat se solle wëllen.

Op deen éischte Bléck schéngen déi verschidde Systemer am Land Vir- an Nodeeler ze hunn. Et muss ee sécher och respektéieren, dass all Spidol säin eegene System am Laf vun de Joren opgrond vu senge Besoinen a senge Méiglechkeeten entspriechend opgebaut a virun allem weiderentwéckelt huet. Dee Spillraum muss och weiderhi bestoe bleiwen.

Iwwer kuerz oder laang ass et awer interessant, fir déi verschidde Systemer méi genee ënnert d'Lupp ze huelen, ze analyséieren an och ze evaluéieren. Ënner anerem, well déi duerchschnëttlech Dauer vum Openthalt an de spezifesche Soins-palliatifs-Unitéiten tendenziell méi héich op där enger oder op där anerer Plaz ass, obwuel jo awer ähnlech Patienten op deenen engen an op deenen anere Plazen op d'Servicer zréckgräifen. An de Spideeler mat den Équipes mobiles ass déi Dauer tendenziell méi niddreg.

Duerfir kann et eng ganz Rei vu Grënn ginn. Zum engen, dass et ëmmer e gewëssenen Drock gëtt, fir normal Spidolsbetter fräizemaachen, och wann een um Terrain eng enorm Sensibilitéit vun alle Betraffene feststellt. Oder zum aneren, dass et vläicht méi interessant ass, fir d'Better an deene spezifesche Palliativstatiounen, wa se schonn do sinn, dann och optimal ze notzen an de Patienten zur Verfügung ze stellen.

Wat um Enn fir de Patient natierlech besser ass, dat ass sécher net esou einfach ze soen. Duerfir brauch een eng déif gräifend Analys, a vill Parametere si mat Sécherheet och vu Patient zu Patient verschidden. Hei ass zum Beispill ee vun deene Beräicher, wou et immens interessant wier, fir mat Best-Practice-Beispiller ënnerenee kënnen ze operéieren an ze evaluéieren.

Et ass och esou, dass net nëmmen d'Organisatioun an de Modell vu Spidol zu Spidol verschidde sinn. Et bestinn och zum Deel ganz grouss Ënnerscheeder um Niveau vun de Moyenen. Do kann ee sech dann d'Fro stellen, ob et net sënnvoll wier, fir opgrond vun der virdru genannter Evaluatioun Normen auszeschaffen, wat iwwregens och am Spidolsgesetz virgesinn ass an net nëmme fir d'Palliativfleeg. Dat schéngt mer e ganz wichtegen an interessante Wee ze sinn. Hei kéint et sënnvoll sinn, fir ze kucken, wéi de Personalschlëssel am Beräich vun der Palliativfleeg ausgesäit a misst ausgesinn oder eventuell adaptéiert ginn.

Mir wëssen, dass grad déi Patienten, déi an der leschter Phas vun hirem Liewen ukomm sinn, an hiren Entourage, dee se dobäi begleet, ganz, ganz vill Opmierksamkeet brauchen, dass Patiente vill an intensiv Soinë brauchen an dass dës komplett Prise en charge och eng ganz, ganz schwéier an opreiwend Aarbecht fir d'Personal duerstellt.

Nieft deem qualitativen Aspekt misst een och ënnersichen, wéi et ëm déi quantitativ Offer am Beräich Palliativmedezin steet. Ass se héich genuch? Entsprécht se de wierkleche Besoinen? Kritt all Mënsch, deen et bräicht, och tatsächlech Palliativfleeg an deem Sënn, wéi mir

et hei geduecht hunn? Wann net, firwat? A wat kann een do nach verbesseren? Wou kënne mir och als Législateur do eng Hand upaken? A wéi steet et mat Patientegruppe mat méi spezifesche Besoinen, wéi zum Beispill Kanner oder och psychesch Behënnert oder dement Mënschen? Och dat sinn oft Tabuen an den Diskussiounen. Awer dat dierft et net sinn.

Et soll een et ganz däitlech hei soen: Mir hu vill a gutt geschafft an deene vergaangenen dräi Joer. Mä all déi opgelëschte Froe weisen, dass et och nach vill ze maache gëtt um Terrain. Déi Evaluatioun, vun där ech schwätzen, wier wuelverstanen och am Beräich vum Extrahospitalier néideg an och nëtzlech, bei de Réseaux d'aide a bei de Soins à domicile, an den Alters- an an de Fleegeheemer.

Et soll keen ausgeschloss sinn. Och am Extrahospitalier gouf d'Offer am Beräich Soins palliatifs weider ausgebaut. Dat ass eng Tatsaach. Fir eng formaliséiert Koordinatioun tëschent de Spideeler an de Réseauen opzebauen an esou d'Kontinuitéit vun der Prise en charge tëschent Spideeler an doheem ze garantéieren, hunn d'Réseauen d'Poste vu sougenannten Infirmières de liaison geschafen. D'Zesummenaarbecht schéngt den Aussoe vun den Acteuren no ze fonctionnéieren, och wa se plazeweis bestëmmt, wéi et dat a bal alle Beräicher gëtt, nach weider ze verbesseren ass.

Am Beräich Soins à domicile, mä och an de Maisons de soins, an de CIPAen, an Alters- oder Fleegeheemer goufen nei Normen agefouert, wat d'Formatioun vu Personal am Beräich Soins palliatifs ugeet. Deemno mussen op d'mannst 40% vum Personal eng Formatioun a Soins palliatifs vu 40 Stonne mindestens hunn. An et muss ronderëm d'Auer op d'mannst eng Persoun beim Fleegepersonal sinn, déi eng méi pousséiert Formatioun vun 160 Stonne mindestens an de Soins palliatifs huet oder hunn. Déiselwecht Kritäre gëllen iwwregens fir d'Servicer, déi sech ëm behënnert oder dement Persoune këmmeren.

Wat d'Formatioun ugeet - e ganz vill a laang diskutéierte Beräich bei eis an der Santéskommissioun - steet am Gesetz: «L'État assure la formation adéquate du personnel médical et soignant.»

E Reglement soll d'Organisatioun vun deene spezifesche Formatioune weider definéieren. E Reglement, deen et bis zum heitegen Dag awer nach net gëtt an un deen net nëmme vu Säite vun der Kommissioun, mä vun alle bedeelegte Mataarbechter héich Erwaardunge gestallt ginn an och eng Rei vu Fuerderungen.

En attendant huet d'Association luxembourgeoise pour la formation médicale continue eng praktesch, interaktiv a pluridisziplinär Formatioun a Saache Soins palliatifs ugebueden. Dorunner deelgeholl hunn Infirmieren, Infirmièren, Ergotherapeuten, Kinéën, mä och 111 Dokteren, 109 Generalisten an zwee Spezialisten - och dat soll een hei emol soen. Wat ëmmerhi méi wéi een Drëttel vun alle Generalisten hei zu Lëtzebuerg ausmécht. Do kann ee just soen, Chapeau u si, dass si dat esou gemaach hunn.

Och d'A.s.b.l. Omega 90 an aner Gestionnairen hunn hir Formatioune weider ausgebaut. D'Zuel vun den Interessenten, déi un der Basisformatioun deelhuelen, geet kontinuéierlech erop. Mëttlerweil si mer scho bis bei 500 bis 600 Participantë pro Joer. Dat ass scho gewalteg am Verglach zu virdrun.

Derniewent gi weider, och méi spezialiséiert Formatiounen ugebueden. Déi meescht dovunner vun Omega 90. Dës A.s.b.l. mécht mëttlerweil zënter iwwer 20 Joer eng ganz wäertvoll a wichteg Aarbecht am Beräich vun der Palliativfleeg an an der Betreiung vun de Mënschen um Liewensenn. Net nëmme vun de Patiente selwer, mä och vun deene kranke Mënschen hire Familljen, well si sinn och krank an der Séil déi Zäit. Omega 90 huet an dësem Beräich eng Virreiderroll gespillt an d'Soins palliatifs hei zu Lëtzebuerg enorm virubruecht.

Suerge mécht mer bei dëser onbedéngt respektabeler A.s.b.l. déi heiansdo méi ideologesch Approche an déi exklusiv Ausriichtung vun hirer Aarbecht. Ech erkläre mech.

Fir vill vun eis, a virun e puer Deeg krute mer op en Neits e beandrockenden Témoignage vun enger vun eise fréieren Deputéierten an dësem Haus, soll d'Liewensenn als Ganzt gesi ginn. Dat bedéngt, dass d'Palliativfleeg a Stierfhëllef, natierlech ëmmer op Demande an och ëmmer ënner prezise Konditiounen, sech net sollten ausschléissen, mä sollten ergänzen.

All Mënsch huet e Recht op Palliativfleeg, fir dass säin Enn vum Liewen esou erdréiglech wéi méiglech ka gestalt ginn. Mä all Mënsch soll um Liewensenn och d'Recht hunn, nom eegenen Emfannen a mat sech selwer auszemaachen, ob a wéini et fir hien net méi erdréiglech ass an net méi liewenswäert ass. An dee Moment muss et méiglech sinn, Hëllef ze froen, fir ënnert deene Konditiounen dierfen ze stierwen, déi ee fir sech selwer an esou engem schwéiere Moment wënscht an décidéiert huet.

D'Fro stellt sech, ob et richteg ass, wann eng Ariichtung wéi dat sougenanntent Haus Omega, dat eigentlech en Hospice de fin de vie ass, de Volet Stierfhëllef ausklammeren dierf an domat deene Mënschen, déi trotz oder am Uschloss vu palliative Soinë Stierfhëllef wënschen, net ka weiderhëllefen.

D'Euthanasie-Gesetz gesäit zwar vir, dass et eng Objection de conscience gëtt, dass een Dokter grad wéi d'Gesondheetspersonal ka refuséieren, engem Patient beim Stierwen ze hëllefen, wann dat net vereinbar ass mat sengem Gewëssen.

Dat muss och ausdrécklech esou sinn. Dës Objection de conscience kann awer just individuell sinn a muss sech op eenzel Persoune bezéien, net awer op eng ganz öffentlech Institutioun, a scho guer net, wann dës Institutioun mat öffentleche Gelder finanzéiert gëtt!

Doriwwer eraus sollt et eng Plaz ginn, wou ee Patient um Enn vu sengem Liewe kann higoen, fir op säi Wonsch hi gehollef ze kréie fir ze stierwen. Net all Patient an där Situatioun wëllt oder kann dat am Spidol oder doheem maachen.

Ech si perséinlech der Meenung, dass dat och am sougenannten Haus Omega misst méiglech sinn.

Ech wëll och nach eemol betounen, dass ech dovun iwwerzeegt sinn, dass fir déi meescht Leit d'Palliativmedezin an d'Stierfhëllef sech net ausschléissen. Ech denken, dass déi grouss Majoritéit vun der Populatioun hei zu Lëtzebuerg hiren Usproch u Palliativfleeg wëllt wouerhuelen, a just e klengen Deel - dat hate mer och hei gesinn, wou mer driwwer geschwat hunn -, a ganz speziellen an extreme Situatiounen, wéilt gehollef kréie beim Stierwen.

Ech denken, dat muss och kënnen an der Praxis respektéiert ginn, wann dat esou ass, onofhängeg dovunner, a wéi engem Spidol oder a wéi enger Institutioun ee grad ass.

Et ass wichteg. D'Grenzen tëschent de Soins palliatifs, d'Sédation terminale a Stierfhëllef sinn oft fléissend. Ëmsou méi wier et wichteg, dass et och bei de Soins palliatifs eng konsequent Dokumentatioun vun den Akten a Soinen an duerno e Bléck vu baussen doriwwer sollt ginn. E Bléck vu baussen ass ëmmer méi neutral wéi e Bléck vu bannen.

Bei der Stierfhëllef ass vum Gesetz virgesinn, dass gewësse Konditioune mussen erfëllt sinn an dass bestëmmten Démarchë gemaach musse ginn, déi da vun der Commission d'évaluation gekuckt a kontrolléiert ginn.

Bei de Soins palliatifs ass dat net de Fall. An dat ass sécher e Schwaachpunkt vum Gesetz, well Plaz ass fir Abusen. Et gëtt wuel de sougenannte Carnet de soins am Beräich vun der Palliativfleeg. Mä an eiser Kommissiounssëtzung krute mir gesot, dass deen oft net ausgefëllt gëtt, well en anscheinend komplizéiert ass oder komplex ass an am schlëmmste Fall souguer ze spéit beim Dokter ukënnt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi rezent Gesondheetsreform huet nach eemol d'Nécessitéit vun enger seriöer an akurater Dokumentatioun vun alle Leeschtungen am Gesondheetsberäich ënnerstrach. An dat gëllt och fir d'Palliativmedezin. Dat bedéngt eng gewëssen Disziplin a Rigueur, jo. Mä ech denken, dass mer eis virun allem dobäi ëm déi bedeelegt Mënsche musse Gedanke maachen, well mir sinn hinnen dat schëlleg.

Et muss méiglech sinn, flexibel, pragmatesch a jee no Besoin au cas par cas Soins palliatifs op engem héije qualitativen Niveau ze ginn a gläichzäiteg transparent a professionell ze fonctionnéieren.

Ofschléissend wéilt ech op dëser Plaz allen Acteuren am Beräich vun der Palliativfleeg eis Unerkennung an eisen déiwe Respekt fir hir nobel, awer schwiereg Missioun ausdrécken. An hirem Intérêt, awer virun allem am Intérêt vun de Mënschen, déi si betreien, sollte mer eis heibannen d'Wuert ginn, déi zwee Gesetzer, déi mer 2008 votéiert hunn, an engem objektiven a konstruktive Geescht openeen ofzestëmmen. Do ass keng Plaz fir Ideologie.

Här President, de Rapport, iwwert dee mer haut hei diskutéieren, ass, am Géigendeel zu deem vun der Stierfhëllef, net vun enger onofhängeger Kommissioun zesummegestallt ginn, séi souzesoen e Bléck vu bausse presentéiert. De Rapport iwwert d'Applikatioun vum Gesetz iwwert d'Soins palliatifs gouf vum Gesondheetsministère a vum Familljeministère zesummegestallt.

Net, dass ech falsch verstane ginn: Et ass absolut begréissenswäert, dass mer dëse Rapport hei hunn an dass mer opgrond vun den Donéeën, déi mer hei geliwwert kruten, kënnen iwwert d'Soins palliatifs hei zu Lëtzebuerg en connaissance de cause diskutéieren, se ënnert d'Lupp huelen an dann och d'Méiglechkeet hunn, se gegebenenfalls ze verbesseren. Virun allem, well d'palliativ Soinë mam Gesetz vun 2009 jo e verbrieftent Recht fir jiddweree gi sinn.

Trotzdeem ass et wichteg, d'Bewosstsinn ze ënnersträichen, dass ee Rapport vun enger onofhängeger Stell oder eng onofhängeg Evaluatioun eventuell aneschters ausgesinn hätt.

An deem Sënn wëll ech nach eemol d'Fro ënnersträichen, ob et net sënnvoll kéint sinn, och am Beräich vun der Palliativmedezin eng extern Evaluatioun a bestëmmten zäitlechen Ofstänn unzefroen an an eis Debatt afléisse loossen ze kënnen.

Dës Evaluatioun kéint dann och hëllefen, Äntwerten op eng Rei vun anere Froen ze ginn, wéi zum Beispill déi qualitativ a quantitativ Evaluatioun vun der Offer a vun de Besoinen; d'Analys an d'Evaluatioun vun de verschiddene Statiounen am Spidolsberäich, am Secteur extrahospitalier an d'Zesummenaarbecht vun deene verschiddenen Acteuren; d'Fro vum adequate Personalschlëssel an déi vun der Formatioun, wou jo deen entspriechende groussherzogleche Reglement nach kënnt; an eventuell d'Mise en place vun enger Plattform, enger nationaler Plattform - firwat net? - am Beräich vun de Soins palliatifs fir en institutionaliséierten Échange, eng verbessert Kooperatioun fir d'Ausschaffe vu sougenannten „best practices"-Beispiller, op déi ech d'éinescht higewisen hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den éischte Rapport iwwert d'Soins palliatifs ass net am Gesetz selwer, mä an enger Motioun virgesinn, déi am Kader vun den Debatten am Dezember 2008 gestëmmt ginn ass. Heimadder huet also d'Regierung an och d'Chamber hir Aufgab erfëllt.

Ech ginn dovunner aus, dass mer eis alleguerten heibannen eens sinn, dass et domadder net gedoen ass. Mir wëllen a wäerten eis och an Zukunft a regelméissegen Ofstänn mat der Entwécklung a mat den Aussiichte vun der Palliativmedezin hei zu Lëtzebuerg auserneesetzen, fir deene Mënschen an hiren essenziellen an elementare Besoinen an dësem essenziellen an elementar wichtege medezinesche Beräich weider entgéintzekommen, d'Soinen auszebauen a weider Verbesserunge fir déi erauszeschloen, déi et am néidegste brauchen.

Ech soe Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Rapportrice. Als éischt Riednerin ass déi honorabel Madame Marie-Josée Frank agedroen. Madame Frank, Dir hutt d'Wuert.

Débat

Mme Marie-Josée Frank *(CSV)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, den Débat d'orientation vun haut gëtt eis eng gutt Geleeënheet, fir erëm d'Liewensenn ze thematiséieren. Eng Fro, déi eis alleguer heibannen an dobaussen eppes ugeet. Et geet ëm onheelbar krank Mënschen, vun hirer Begleedung bis zum Doud. Et geet ëm Qualitéit, den Ëmgang, den Encadrement en fin de vie an ëm d'Trauer. Et geet ëm e wierdegt Liewe bis zum Enn. Et geet ëm eng global Prise en charge mat de kierperlechen, séileschen, psycheschen a spirituelle Souffrancen.

Wann eng Krankheet net méi ka geheelt ginn, da schwätzt ee vu Palliatioun. D'Elisabeth Kübler-Ross, eng amerikanesch Psychiaterin, huet en treffende Saz formuléiert, deen eigentlech alles seet: „Loosst déi Stierwend net eleng!" Oder fir d'Wierder vum Marie de Hennezel ze gebrauchen: „Wann näischt méi ze maachen ass, dann ass nach alles ze maachen."

Dës Astellung definéiert en éierleche Palliativreflex op allen Niveauen, déi mir brauchen, fir d'Kultur vun der Palliativmedezin fest ze implantéieren. Ënner Stierfbegleedung versteet ee mënschlech Ënnerstëtzung a senger leschter Liewensphas. Stierfbegleedung ass doweinst Deel vu Liewensbegleedung. An all Stierwende muss d'Méiglechkeet an d'Chance op e liewenswäert an e wierdegt Stierwe kréien. Alles anescht ass inakzeptabel.

Den Débat baséiert op dem Gesetz vun 2009 iwwert d'Soins palliatifs, d'Directive anticipée an den Accompagnement en fin de vie. Dobäi solle mer net vergiessen, datt schonn 1994 Behandlungen am Escher Spidol, dem heitege CHEM, eng Palliativstatioun opgebaut an ausgebaut ginn ass. Dank Omega 90 sinn immens Fortschrëtter an der Entwécklung vun dem palliativen Encadrement geleescht ginn.

D'Pionéieraarbecht vun dem Dokter Bernard Thill a senge Mataarbechter verdéngt eiser aller grousse Respekt. Uschléisse wëll ech mech awer och un all déi Servicer, Dokteren an all aner Initiativen, déi sech hei zu Lëtzebuerg fir d'Palliativ agesat an engagéiert hunn. Ech weisen drop hin, datt schonn am Spidolsgesetz vun 1998 festgehale ginn ass, datt Spideeler, déi méi wéi 175 Better hunn, och Soins palliatifs offréiere mussen.

Et sinn deemno schonns virum gesetzleche Kader vill Initiative fir palliativ medezinesch Betreiung ginn. Et wier sécher interessant ze analyséieren, wat da par rapport zu där Zäit virum Gesetz bis haut alles beweegt ginn ass. Ouni an den Detail ze goen, kann een awer soen, datt vill, jo ganz vill positiv Akzenter an deem Domän komm sinn. Mir sinn awer - an ech mengen, do si mer eis eens - nach wäit ewech vun enger fest etabléierter Prise en charge. Ech kommen nach eng Kéier dorop zréck.

De Fait, datt mir eis e juristeschen an obligatoresche Kader ginn hunn, wäert hoffentlech an Zukunft derzou bäidroen, datt d'Palliativmedezin eng Partie intégrante vun der Gesondheetsversuergung muss ginn. Déi däerf net à part traitéiert ginn.

D'Gesetz iwwert d'Palliativmedezin ass jo, wéi scho gesot, an der Chamber den 18. Dezember debattéiert ginn. Deemools hunn ech heibanne gesot, datt mir eng reell Volonté politique brauchen, fir d'Palliativmedezin fest ze etabléieren, jo, fir se ze institutionaliséieren, fir se weiderzeentwéckelen, an dat zu 100% an de Kliniken, Alters- a Fleegeheemer, awer och doheem, wuel wëssend, datt nach villes muss ëmgesat a weiderentwéckelt ginn, fir datt mer zu enger optimaler Prise en charge kënne kommen.

Deen Dag hu mir an enger Motioun gemeinsam jo festgehalen, datt innerhalb vun zwee Joer en detailléierte Rapport soll virleien, fir iwwert d'Palliativgesetz, souwuel wat den Développement an d'Besoinen ugeet wéi awer och iwwert d'Quantitéit an d'Qualitéit vun de Servicer, ze schwätzen. Datselwecht gëllt och fir d'Formatioun, déi virgesinn ass. Well d'Formatioun, déi ass jo den A an den O vun där echter Palliativkultur.

Et geet haut drëms, wéi d'Madame Mutsch scho gesot huet, ze bilanzéieren, ze analyséieren, ob d'Virgabe vum Gesetz erfëllt gi sinn, ob d'Virstellungen, wéi se zum Beispill am Ratgeber zur Palliativfleeg beschriwwe gi sinn, och an der Praxis fonctionnéieren.

Dozou wëll ech soen, datt dee Ratgeber hei e super Dokument ass, dee ganz vill wäertvoll Informatioune liwwert. A wann een d'Préfacë vun deenen zwee Ministere liest, da kann ee soen, wann dat erfëllt ass, dann hu mer eng echt Palliativkultur hei an deem Land.

De Rapport, wéi gesot, dee gëtt en éischten Iwwerbléck, wéi déi aktuell Situatioun a puncto Soins palliatifs, Directive anticipée an Accompagnement en fin de vie sech presentéiert, an dat opgrond vun engem Questionnaire, deen déi eenzel Acteuren zougestallt kritt hunn an deen och mat hinnen diskutéiert ginn ass.

Et ass keen Audit. An eent huet d'Madame Mutsch richteg gesot: Et muss een nodenken, ob net en externen Audit wierklech Sënn géif maachen, fir och d'Zukunft weiderzeentwéckelen.

Et ass, wéi gesot, eng statistesch Bestandsopnahm vum Moment, déi wuel eng Rei vu wichtegen an interessanten Informatioune beinhalt, déi awer keng Recommandatioune formuléiert huet.

Fairerweis muss ee soen, datt d'Gesetz jo nach net grad oder méi wéi zwee Joer a Kraaft ass an datt et net evident ass, a sou kuerzer Zäit een detailléierte Bilan ze zéien. Well et brauch een och duerzou deen néidege Recul.

Et bleift, datt déi Diskussioun vun haut awer soll derzou bäidroen, fir Verbesserungspropositiounen unzestriewen, well soss géif déi Diskussioun hei jo eigentlech kee Sënn maachen.

De Rapport selwer mécht keng Ausso iwwert d'Qualitéit. Et geet doweinst drëms, fir d'Schwaachstelle mam Numm ze nennen, fir dës spéider ze behiewen, a fir d'Stäerkten an d'Schwaachstellen erauszekristalliséieren an oppen ze diskutéieren.

Vill Froen dränge sech noutgedrongenerweis op: Wéi huet sech d'Palliativmedezin nom Vote an dem Akraafttriede vum Gesetz développéiert? Wat huet d'Gesetz virgesinn? Wat ass oder ass nach net realiséiert ginn? Gi mir de Kritären an den Ziler vum Gesetz tatsächlech gerecht? Wat ass ëmgesat ginn? Wat muss verbessert an ugepasst ginn, fir déi eigentlech Philosophie vum gesetzleche Kader iwwert d'Palliativmedezin och ze erfëllen?

Op dës Froe gëtt de Rapport wéineg Äntwerten. A villen, ganz ville Gespréicher mat den Acteuren um Terrain, mat de Palliativdokteren

an dem Soignantspersonal, awer och duerch meng eegen erlieften Erfahrungen a Situatiounen ass et mer méi wéi jee bewosst, datt mir nach e wäite Wee ze goen hunn, fir tatsächlech vun enger effizienter an optimaler humaner Organisatioun a kohärenter Struktur vun der Palliativmedezin a -fleeg kënnen ze schwätzen.

A senger Orientéierung an Ausriichtung ass d'Gesetz eng ganz gutt Basis. Or, Theorie a Praxis, dat sinn zwee puer Schung. Ech wëll keng Schwaarzmolerei bedreiwen. Ech wëll mat menger Interventioun just dozou bäidroen, d'Soins palliatifs ze verbesseren, an dat op eng konstruktiv Aart a Weis.

Et ass a mengen Aen zum Beispill noutwendeg, an dëser Diskussioun och den demographesche Wandel ze considéréieren. Net, well eis Gesellschaft eng aner soziologesch Struktur kritt, mä well mer hautdësdags d'Chance hunn, ëmmer méi al ze ginn, an domadder scho feststeet, datt ëmmer méi Patienten an der Zukunft vun de Soins palliatifs wäerte Gebrauch maachen. Och net ze vergiessen eis permanent wuessend Populatioun.

En anere Punkt ass, nieft der Altersentwécklung, och déi wuessend Unzuel u liewensbedrohlesche chronesche Krankheeten, zum Beispill Alzheimer, fir nëmmen déi ze nennen, wou haut leider d'Medezin nach keng Heelungsaussiichten huet.

Dann ass weider ze kucken: Wéi gi mer mat der Kanner- a Jugendpalliativmedezin ëm? Well och do besteet nach groussen Handlungsbedarf.

Och en Hôpital du jour palliatif, mengen ech, muss ee mat an déi nächst Diskussiounen eranhuelen.

All dës Saachen däerf een net aus den Ae verléieren, wa mer iwwert d'Zukunft vu Soins palliatifs schwätzen. Och wann d'Kultur fir d'Palliativmedezin sech méi a méi positiv développéiert, sou besteet dach nach oft net deen echte Palliativreflex. Duerfir ass et wichteg a richteg, datt Mesuren ënnerholl ginn, fir eng effizient Palliativbetreiung an Zukunft ze garantéieren.

Dowéinst, Kolleeginnen a Kolleegen, ass et unabdingbar, datt dësen éischte Rapport eng Suite muss kréien, fir datt mer kënnen, le moment venu, déi néideg Konklusiounen zéien. A mengen Ae mussen d'Acteuren um Terrain, déi dagdeeglech mat der Applikatioun vum Gesetz ze dinn hunn, mat agebonne ginn, well et sinn d'Leit um Terrain, déi aus der Praxis eraus schwätze kënnen an opmierksam maachen, wat gutt ass, wat muss verbessert ginn, wat anescht gemaach muss ginn. Et sinn och grad déi, déi scho Verbesserungsvirschléi parat hunn. Virschléi, déi dowéinst derwäert sinn, analyséiert ze ginn.

Duerfir froen ech an enger Motioun, déi ech hei am Numm vun alle Parteien a präsente Sensibilitéiten déposéieren, datt déi den éischte Rapport onbedéngt komplettéiere soll. Wann ech gelift, Här President!

Motion 1

La Chambre des Députés,

constatant

- que le premier rapport relatif à l'application de la loi du 16 mars 2009 relative aux soins palliatifs constitue un inventaire utile d'informations concernant les soins palliatifs;

- que cependant dans un deuxième temps, une évaluation exhaustive complémentaire est importante, afin de prendre en compte les besoins pratiques des intervenants sur le terrain, et ce dans l'optique d'une bonne application de ladite loi;

- que la situation des soins palliatifs diffère d'un établissement à l'autre, et ce tant en milieu hospitalier qu'en milieu extrahospitalier;

- que, par ailleurs, la formation du personnel médical et soignant est essentielle;

- qu'il est indispensable pour une bonne qualité des soins palliatifs que tous les intervenants dans le domaine en question collaborent et coopèrent de manière efficace, structurée et coordonnée, par exemple dans le cadre d'une plate-forme palliative;

invite le Gouvernement

- à compléter le premier rapport par une évaluation complémentaire de l'organisation des soins palliatifs au Luxembourg, concernant entre autres l'existence et le fonctionnement des unités de soins palliatifs, le besoin en personnel, la formation du personnel médical et soignant en soins palliatifs, évaluation à présenter dans un délai de trois ans;

- à adopter dans les plus brefs délais le règlement visant la formation du personnel intervenant en matière de soins palliatifs, tel que prévu dans la loi;

- à examiner l'opportunité de la mise en place d'une plate-forme regroupant au niveau national tous les acteurs du secteur;

- à continuer à œuvrer afin que la dimension palliative des soins soit mieux considérée dans l'ensemble du système de santé.

(s.) Marie-Josée Frank, Jean Colombera, Claudia Dall'Agnol, Josée Lorsché, Carlo Wagner.

M. le Président.- Merci!

Mme Marie-Josée Frank *(CSV).*- Et geet hei ëm e Voir, eng Analys. Et geet ëm e Juger, eng Konklusioun. An et geet ëm den Agir, enger neier Visioun, mat neien Ziler an neie Perspektiven. Dat geet just, wa mir méi prezis an detailléiert Informatioune kréien. Doriwwer eraus ass et extrem wichteg, datt déi zoustänneg Ministèren a Verwaltunge weider Schrëtter ënnerhuelen, bis hin zu enger Bestandsopnahm mat justifizéierte Recommandatioune fir eng reell Weiderentwécklung vun der Palliativmedezin hei zu Lëtzebuerg.

Beispillhaft ass do d'Land Niedersachsen, dat en ëmfaassend Gutachten erstallt huet, fir sech dann, opgrond vun den Erfahrunge vum Terrain, opgrond vun Experterapporten an awer och aus der Siicht vun de Patienten eraus, eng Ligne de conduite mat definéierten Normen an Direktiven ze ginn, fir eben déi Verbesserungen ze initiéieren, déi noutwendeg sinn, déi de legitimen Uleiesse gerecht ginn.

Och ass et gutt, sech un den Empfehlungen aus dem Wäissbuch vun der Europäescher Gesellschaft fir Palliative Care mat Sëtz zu Mailand ze orientéieren. Dëst Dokument ass d'lescht Joer erstallt ginn an do geet et besonnesch drëms, fir standardiséiert Normen a Richtlinne festzeleeën. Erlaabt mer hei eng kleng Parenthèse: Ech si frou, datt eis Lëtzebuerger Palliativmedeziner kierzlech an der Europäescher Palliativgemeinschaft offiziell opgeholl gi sinn.

Kolleeginnen a Kolleegen, fir eng optimal Offerte an eng flächendeckend qualitativ héichwäerteg Palliativmedezin a -fleeg kënnen ze garantéieren, brauche mir en nationaalt Konzept mat kloren Normen an Direktiven um Spidolsniveau, mä dat och am Extrahospitalier. Dës Normen a Qualitéitskritäre mussen definéiert ginn an da musse se och fir all Struktur gëllen. De Moment hu mer eng ze grouss Variabilitéit bezüglech de Strukturen an de Versuergungsugebueder an domadder sécherlech och eng Differenz an der Qualitéit vun de Soins palliatifs - wéi och schonn d'Madame Mutsch dat ugedeit hat.

Och an der Gesamtpersonaldotatioun feelen homogen Richtlinnen, wou och zum Beispill Kinéën a Psychologe Partie intégrante sinn. Just Esch huet déi Personaldotatioun, sou wéi se am Gesetz virgesinn ass, an och d'Haus Omega. Wëssend, wéi gesot, datt mer just zwou Unitéiten hunn, déi autonom fonctionnéieren, hunn awer all déi aner Haiser e gedeelte Palliativencadrement, well si d'Médecine interne deele mat der Onkologie an dann der Palliativstatioun. Datt dat Problemer mécht, dat läit op der Hand.

Hei muss och gesot ginn, datt an eisen Nopeschlänner d'Palliativstrukturen an der Regel op eng méi héich Personaldotatioun kënnen zréckgräifen. Mir mécht dee chronesche Personalmangel scho grouss Suergen. A mir musse ganz gutt oppassen, datt mir déi engagéiert Mataarbechter net iwwerfuerderen, datt mer se net ausbrennen. Well et ass jo gewosst, datt gutt palliativ Encadrementer stinn a fale mat engagéierten Infirmièren, Aide-soignanten an anerer, déi do ronderëm ze dinn hunn, awer och zesumme mat den Dokteren. Well si sinn d'Stäip, d'Häerz an d'Séil vum Encadrement.

Ech ginn ze iwwerleeën, ob et net richteg wier, de PRN, dat heescht d'Instrument, wat d'Personaldotatioun definéiert, ofzeschafen. Well d'Leit um Terrain fannen, datt dat net gerecht ass, datt si zum Beispill manner Dotatioun vum Personal hu wéi an enger Reha. Hei kéint ee sech orientéieren un där Däitscher Gesellschaft fir Palliativmedezin, déi a mengen Aen en iwwerliewenswäerte Modell ausgeschafft hunn, deen eng gutt Referenz kéint sinn.

Kolleeginnen a Kolleegen, d'Koordinatioun an d'Interdisziplinaritéit mussen onbedéngt besser vernetzt ginn, notamment, wann d'Patienten aus dem Spidol heem kënne goen. D'Zesummenaarbecht tëschent de concernéierten Acteuren, de Spezialisten, den Hausdokteren an dem Fleegepersonal muss iwwerduecht ginn. Um Terrain ass d'Demande grouss, fir eng offiziell national Plate-forme palliative ze schafen, déi ënner anerem d'Koordinatioun promouvéiert. Dës Plattform kéint jo op Mëssstänn opmierksam maachen, Recommandatioune formuléieren, déi praxisorientéiert sinn. Dat ass och ee Punkt, deen an der Motioun steet.

Et drängt sech hei och d'Fro op, ob déi aktuell Ugebueder vu Formatioun, sief et an der Grondausbildung vun den Dokteren oder vum paramedezinesche Personal wéi och déi bei der berufflecher Weider- a Fortbildung, tatsächlech och de Besoinen um Terrain gerecht ginn. Ech denken, opgrond vun deene ville Gespréicher a menge perséinlechen Erfahrungen, déi ech a leschter Zäit gemaach hunn, datt den Optimum sécherlech nach net erreecht ass.

Positiv ass et wierklech, datt entre-temps och een Drëttel vun de Generalisten eng Grondformatioun hunn. Dat geet awer bäi Wäitem net duer. Wann een Drëttel Formatioun gemaach hunn, dann hu mer nach zwee Drëttel, déi keng hunn, an dat ass nëmmen eng Grondausbildung! Duerfir ass et traureg, datt mer hei nach kee richtege Palliativreflex hunn, well doduerch vill ze vill Leit onnëtzerweis ëmmer erëm an d'Klinik oftransportéiert ginn an eng onnëtz Apparatmedezin mussen iwwer sech ergoe loossen.

Et ass bewisen, datt eng gutt Palliativmedezin Geld kann aspueren, an dat beweist eng Etüd vun der Madame Chantal Couvreur. Erlaabt mer hei en décke Luef un Omega 90 auszeriichten, déi mat vill Engagement an Dévouement derfir suergen, datt a puncto Formatioun villes geschitt ass an och weider geschéie wäert. Si sinn och de Garant, datt de Bénévolat am Beräich vum Soin palliatif gutt fonctionnéiert.

Bei der Formatioun, do geet et wéi gesot net nëmmen ëm d'Grondausbildung, mä ëm d'Formation continue interdisciplinaire en soins palliatifs et éthique médicale. Hei ass ze iwwerleeën, firwat dës Ausbildung net och op der Uni Lëtzebuerg kéint ugebuede ginn. Ech wier scho frou, wann zumindest déi Formatiounen, déi d'Gesetz virgesäit, och ugebuede kéinte ginn.

Duerfir brauche mer déi néideg Reglementer, déi 2009 scho preparéiert gi sinn, awer nach keng Suite kritt haten, déi eigentlech d'Formatioune mussen definéieren. Dowéinst invitéieren ech d'Regierung, déi néideg Schrëtter ze ënnerhuelen, fir datt dës Reglementer esou schnell wéi méiglech kënnen a Kraaft trieden.

Här President, an Zukunft mussen och déi administrativ Hürden ofgebaut ginn. Ee Beispill an deem Kontext ass d'Obligatioun am Gesetz, wou et ëm d'Demande geet, wou de Patient selwer muss ënnerschreiwen. Dat féiert zu cocassë Situatiounen, well et oft Patiente gëtt, déi emol net méi à même sinn, ze ënnerschreiwen.

E weidert Beispill sinn déi administrativ Démarchen, déi musse gemaach ginn, wann eng Verlängerung no deene 35 Deeg, sou wéi d'Gesetz et virgesäit, ugefrot gëtt. No mengen Informatiounen ass bis elo nach keng Demande verworf ginn, wat jo och ganz positiv ass, an da muss ee sech effektiv iwwerleeën, ob een dee weidere Pabeierkrich dann nach brauch.

D'Acteuren um Terrain wënsche sech och en neien Outil informatique an eventuell eng eegen Nomenklatur. Dat si Revendicatiounen, déi sécherlech positiv Akzenter hunn an déi derwäert sinn, analyséiert ze ginn. Eng Équipe mobile intra- an extrahospitalière vun der Équipe USP, dat ass d'Union soins palliatifs hospitalière, misst duerch regelméisseg interdisziplinar Réunioune feste Bestanddeel sinn, fir eng seriö Prise en charge kënnen ze garantéieren.

Zur Directive anticipée. Si ass e gudden Usaz, fir datt d'Mënsche sech mat hirem Liewensenn auserneesetze kënnen, mä si ass verwirrend, well vill ze vill oft Leit d'Disposition de fin de vie verwiessele mat der Directive anticipée. Vill Verwiesslunge kéinte vermidde ginn, wann d'Dokumenter, déi am Ëmlaf sinn, en eenheetleche Charakter hätten a wa se an nach méi Sprooche kéinte publizéiert ginn.

Här President, ech hu vill iwwer Verbesserungsvirschléi geschwat. D'Gesetz vun 2009 huet eng wesentlech Verbesserung um finanzielle Plang mat sech bruecht. D'Gesetz garantéiert, datt elo e groussen Deel vun de Fraisen iwwert d'Fleegeversécherung ofgedeckt gëtt. Ze begréissen ass och de Fait, datt d'Familljeministesch een Deel vun den Actes spécifiques oder complémentaires fir de Bien-être physique et psychique iwwerhëlt an dat am domicilë Beräich; dat ass e Forfait vun 150 Euro pro Dag.

Positiv ass och déi grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht, wat d'Formatioun wéi gesot an der Groussregioun ugeet. Extrem begréissenswäert ass de Congé vu fënnef Deeg, deen am Gesetz virgesinn ass. Dës Moossnam gëtt staark appréciéiert vun deenen, déi dovunner Gebrauch maache wëllen. Et ass hinne wichteg, déi verbleiwend Zäit esou sënnvoll wéi méiglech ze notzen.

Nodenke kann een awer och iwwert den däitschen oder den éisträichesche Modell. Deen däitschen, deen zanter dem 1. Januar vun dësem Joer a Kraaft ass, do ass et méiglech, d'Aarbechtszäit ze kierzen, e puer Wochen oder Méint net ze schaffen, an da kann déi Zäit an der Aarbechts-, Liewenszäit nogeschafft ginn. Dat fannen ech e super Beispill fir déi, déi dat an Usproch huele wëllen, déi dat kéinte maachen. An Éisträich huet en ähnleche Modell.

Natierlech däerfe mer och an deem ganzen Zukunftskonzept den Dageshospiz net aus den Ae verléieren.

Här President, Dir Dammen, Dir Hären, dës an aner Piste sollen zur Verbesserung vun enger optimaler Prise en charge bäidroen. Ofschléissend wëll ech allen Acteuren e respektvolle Merci ausschwätzen, déi vun Ufank un dru gegleeft hunn, datt et derwäert ass, Palliativmedezin hei am Land ze entwéckelen an hir eng fest Plaz ze ginn. Et muss eiser aller Flicht sinn, d'human Stierwen ze stäerken. Ech schléisse mat engem Zitat: „Lasst die Sterbenden nicht allein! Lasst die Sterbenden an der Hand, aber nicht durch die Hand eines anderen sterben."

Merci villmools fir Är Opmierksamkeet!

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Frank. Als nächste Riedner ass den Här Carlo Wagner agedroen. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. Carlo Wagner *(DP).*- Merci, Här President. Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, d'lescht Joer am Juni huet d'Chamber iwwer en éischte Rapport vun der Kontrollkommissioun, déi d'Euthanasie soll iwwerwaachen, diskutéiert. Dëst Joer diskutéiere mer iwwert deen zweete Volet vum Gesetz vum 16. Mäerz 2009, nämlech iwwert d'Palliativmedezin.

Ähnlech wéi den éischte Rapport fält och dëse Rapport positiv aus. D'Demokratesch Partei ass frou, dass Lëtzebuerg offensichtlech iwwer eng gutt palliativ Betreiung verfügt fir all déi Leit, déi dës Fleeg wëllen an Usproch huelen.

Am Kader vun den Diskussioune ronderëm d'Gesetz iwwert d'Stierfhëllef an d'Palliativmedezin huet meng Partei ëmmer nees drop higewisen, dass fir eis de fräie Choix vun deem Eenzelnen, wéi e säi Liewensenn wëllt gestalten, en extrem wichtegt Element ass.

Et ass wichteg, dass et e Recht op Palliativmedezin an eng entspriechend gutt Prise en charge gëtt. Et ass awer och wichteg, dass et een zumindest begrenzt Recht op Stierfhëllef gëtt. Et steet, mengen ech, kengem vun eis alleguerten zou, eng Bewäertung ze maachen iwwert dës zwou verschidden Optiounen. Dat ass a muss ganz eleng dem Concernéierten iwwerlooss ginn.

Wourëmmer et eis elei geet, dat ass d'Fro vun der Selbstbestëmmung a vun der Autonomie vum Mënsch, mindestens an deene Limiten, déi d'Gesetz do bitt. Et ass jo keng Selbstbestëmmung, et ass keng total Autonomie, mä ëmmerhin, et huet een awer d'Recht, en Dokter ze froen, op seng Aart a Weis wëlle méi fréi aus dem Liewen ze goen, wéi dat an der Palliativmedezin de Fall ass. Dat ass een Deel Autonomie, een Deel Selbstbestëmmung, déi do opgemaach gouf.

Et ass eng wichteg Saach, datt de Patient bei dësen Décisiounen am Mëttelpunkt steet, déi Persoun, ëm déi et finalement geet. Zu dësem Prinzip steet d'Demokratesch Partei och nach haut, an zwar total.

Här President, fir d'Demokratesch Partei ass d'Fro souwuel vun der Stierfhëllef wéi déi vun där aktiver Stierfhëllef eng Fro mat staarkem etheschen a philosophesche Charakter. Et ass an et däerf keng Spillwiss fir parteipolitesch Geplänkels sinn. Bei esou enger ethescher Fro zielt eenzeg an eleng d'Gewëssensentscheedung an d'Gewëssensfräiheet vun deem eenzelnen Deputéierten.

D'Demokratesch Partei respektéiert alleguerten déi Leit, déi prinzipiell d'Liewen als helleg an als inviolabel betruechten. Mat villen anere menge mir awer och, dass d'Dignitéit vum Liewe mindestens esou eng Valeur duerstellt wéi d'Liewe selwer.

All Mënsch muss d'Recht hunn op e mënschewierdegen Doud, dat heescht, ouni iwwerdriwwe physesch, psychesch oder moralesch Péng oder Leed ze stierwen. Ass dat net de Fall, da muss deen Eenzelnen d'Recht hunn op Autodeterminatioun, dat heescht, selwer bestëmme kënnen, wéini dass et duergeet. Ech sinn der Meenung, dass a verschiddene Fäll eng Persoun soll gehollef kréien ze stierwen, sief et duerch eng Aide au suicide oder duerch eng aktiv Stierfhëllef.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Palliativmedezin ka wuel an deene meeschte Fäll hëllefen, awer net ëmmer. Et gëtt Mënschen, et gëtt Leit, déi mat hirer Astellung zum Liewen an zum Doud, zur Dignitéit an hirem Bedierfnis op Autonomie net alles kënne mat Palliativmedezin ufänken. Haut geet et drëm, ziviliséiert an demokratesch mam Liewensenn ëmzegoen.

Déi Dokteren, déi virun der legaler Regelung vun der Euthanasie - an ech betounen ausdrécklech, dass et sech hei ëm Fäll handelt, déi also virum entspriechende Gesetz geschitt sinn - schonn engem Patient gehollef hunn ze stierwen, alleguerten déi Leit hate Chance, dass se op esou en Dokter gefall sinn. Deen huet nämlech aus Compassioun, aus Nächsteléift gehandelt, an dat obschonn dass e wousst, dass e sech kéint penale Suiten aussetzen.

Ech muss awer och soen, dass deemools déi Euthanasiepraxis ouni Zweifel méi Risikoe vun Dérapage enthalen huet, wéi dat hautdësdags nom Gesetz de Fall ass. Éier mer d'Gesetz vum 16. Mäerz 2009 haten, waren d'Doktere respektiv d'Famill vun enger Persoun, déi an enger ganz schwiereger an onheelbarer Situatioun war, konfrontéiert mat engem schwieregen Dilemma. Well, wa se aus moralesche Grënn där Persoun hätten hëllefe wëllen, dann hätte se deemools op alle Fall géint legal Dispositioune verstouss. Dat heescht, si waren also an deem Dilemma, entweder hirem moralesche Gewësse fir eng humanitär Aktioun nozegoen, oder awer stur d'Recht ze suivéieren.

Dat, wat mer elo hunn als Gesetzesvirlag, dat hieft deen Dilemma op. All Dokter ka jo soen, all Dokter huet och d'Recht, fir ze refuséieren, eben aus deene moralesche Grënn, déi senger Iwwerzeegung entspriechen. An ech mengen och, dass dës Situatioun déi richteg ass. Mat dem Gesetz vum 16. Mäerz 2009 hu mer net nëmmen d'Autonomie vum Patient gestäerkt, mä parallell och d'Dokteren aus enger schwiereger moralescher Situatioun befreit.

Här President, ech mengen, dass een déi absolut Oppositioun tëschent Palliativfleeg op där enger Säit an aktiver Stierfhëllef op där anerer Säit soll endgülteg opginn. Dës absolut Oppositioun ass a mengen Ae falsch an och geféierlech. Si ass falsch, well d'Grenzen iwwregens och tëschent Palliativmedezin op där enger Säit an der Stierfhëllef op där anerer Säit a verschiddene Fäll guer net esou däitlech sinn.

Et ass och esou, mengen ech, dass eng gutt Palliativfleeg, déi d'Dignitéit vum Patient stäerkt, och d'Wiel facilitéiert, entweder mat der Palliativmedezin weiderzefueren, oder d'Wiel, wann de Patient dat eben net méi wëllt, fir dann aktiv Stierfhëllef ze froen. Ech mengen, dass ee soll eng differenzéiert Ënnerscheedung an net eng absolut Oppositioun maachen tëschent deenen zwou Saachen.

Et ass a mengen Ae fatal, wann ee probéiert, déi zwou Optioune géinteneen auszespillen. Béid Optiounen hunn ouni Zweifel absolut Daseinsberechtegung a sollen och esou behandelt ginn. Béid Optioune si gläichberechtegt a keng vun hinnen ass besser oder schlechter. Eenzeg an eleng de Concernéierten décidéiert a soll décidéieren, wéi hie säi Liewensenn wëllt gestalten.

Här President, ech wëll awer och kuerz op dee virleiende Rapport kommen. Fir d'Alleréischt wëll ech der Madame Elisabeth Heisbourg vun der Direktioun vun der Santé Merci soe fir hir exzellent Aarbecht. Ausdrécklech wëll ech awer och all deene Leit, déi an der Palliativmedezin - selbstverständlech Omega, mä och aneren Organisatiounen - täteg sinn, villmools Merci soen a meng Bewonnerung fir hir Aarbecht zum Ausdrock brëngen. Hir Aufgab ass mat Sécherheet net einfach, well se sech an engem vun deene sensibelste Beräicher vum mënschleche Liewen ofspillt. Hei gëllt et also, ganz vill Fangerspëtzegefill ze weisen, ouni dobäi d'Wuel respektiv de Choix vum Patient aus den Aen ze verléieren.

D'Demokratesch Partei ass frou iwwert d'Tatsaach, dass et eis zu Lëtzebuerg an deene leschte Jore gelongen ass, eng breet gefächert Offer u Palliativfleeg opzebauen. Et ass wichteg, dass dee Mënsch, dee weess, dass säi Liewen un d'Enn kënnt, och innerhalb vun der Palliativmedezin d'Aart a Weis, wéi et soll zu Enn goen, ka selwer bestëmmen: ob doheem, am Spidol oder an engem Hospice.

Mir op alle Fall, mir begréissen ausdrécklech déi ëmfangräich Formation continue, déi fir all déi Leit, déi am Domän Palliativfleeg schaffen, ugebuede gëtt. Nëmmen esou kënne mer dee ganz héije Qualitéitsstandard, dee mer de Moment an dësem Beräich hunn, och dauerhaft halen.

Eenzege Bémol, Här Minister, am Rapport ass, dass d'Nomenclature fir d'Palliativfleeg ausserhalb vun de Spideeler nach net fäerdeg ass. Hei besteet eiser Meenung no op alle Fall Handlungsbedarf. Dës Diskussioun muss séier op en Enn kommen, well et ass net gutt fir déi Concernéiert - egal ob Patient oder Fleegepersonal -, wann Onkloerheete bestinn.

Här President, de Rapport vun der nationaler Evaluatiounskommissioun, iwwert dee mer virun e puer Méint diskutéiert hunn, weist, dass - contrairement zu deem, wat am Virfeld vun der Ofstëmmung vun de Kritiker a Géigner vum Gesetz oft opgefouert ginn ass - et zu kengem Run op d'Méiglechkeet vun der aktiver Stierfhëllef komm ass. Et huet sech op alle Fall keen Euthanasie-Tourismus entwéckelt, mä déi wéineg Fäll - am Rapport geet iwwregens Rieds vu fënnef Fäll - goufen alleguer ganz korrekt am Kader vun de bestehende legalen Dispositiounen duerchgefouert.

Zum Ofschloss wëll ech Folgendes soen: Déi zwee Rapporten, déi bis elo an der Chamber am Kader vum Gesetz vum 19. Mäerz 2009 diskutéiert goufen an déi iwwregens allen zwee ganz sachlech gehale sinn, weisen, dass d'Gesetz iwwert d'Palliativfleeg respektiv d'Stierfhëllef seng Berechtegung hat an och nach ëmmer huet.

Et wäerte selbstverständlech ëmmer nees Grenzfäll ginn, wou d'Medezin un hir Grenze stéisst a wou dann aner Saache wéi d'Selbstbestëmmungsrecht vum Patient an de Vierdergrond réckelen. Duerfir ass et gutt a richteg, dass mer mat der Stierfhëllef eng aner Optioun geschafen hunn.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Wagner. Als nächst Riednerin ass d'Madame Josée Lorsché agedroen. Madame Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, villmools Merci der Madame Lydia Mutsch fir hir detailléiert a kritesch Erklärungen zum Rapport an zu der Palliativmedezin am Allgemengen. D'Debatt ronderëm d'Stierfhëllef an d'Stierfbegleedung huet eng laang a mouvementéiert Virgeschicht, un där de Jean Huss mat vill Engagement an Acharnement bedeelegt war. Dofir nodréiglech och e grousse Merci u mäi Virgänger, dee mir dëse sensibelen Dossier verierft huet.

Leider hunn ethesch an ideologesch Divergenzen zu der gesetzlecher Trennung vun der aktiver Stierfhëllef an der Palliativmedezin gefouert, sou datt de Volet vun der Euthanasie haut net zur Diskussioun steet, trotz evidenten Iwwerschneidunge mat der Palliativfleeg.

Obschonn d'Rechter vum Patient op aktiv Stierfhëllef an op Stierfbegleedung am Joer 2009 kloer definéiert a geregelt konnte ginn, bewege mir eis haut an enger Debatt, déi op engem Terrain stattfënnt, deen nach net zur Rou komm ass. A verschiddene Presseartikelen a Lieserbréiwer ass regelméisseg op d'Mëssstänn a Fleegeheimer a Spideeler higewise ginn, sou datt vill Leit sech froen, ob deene schwéier kranke Persounen ëmmer déi Begleedung an déi Behandlung zeguttkënnt, déi hinnen zousteet.

An deenen Artikele geet Rieds vu fräiheetsentzéiende Moossnamen, vu mangelhaften Infrastrukturen, vun ze wéineg Personal, ze niddreger Qualifikatioun, vu schlechten Aarbechtskonditiounen oder ze niddrege Gehälter am Gesondheets- a Fleegesecteur.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, och wann eng Rei Mängel oder Fehlverhale vum Personal och am Beräich vun der Palliativmedezin virleien, wär et falsch, fir de gesamte Secteur pauschal ze veruerteelen an d'Personal fir all Problem verantwortlech ze maachen. Mir mengen, et ass méi sënnvoll, eng déif gräifend Analys vun der Situatioun ze maachen an dann déi néideg Konsequenzen doraus ze zéien.

An deem Sënn begréisse mir, datt dësen Débat d'orientation gefouert ka ginn, nodeems en éischte Rapport iwwert d'Applikatioun vum Gesetz virläit. Wann ee sech dee Rapport méi genee ukuckt, da stellt ee fest, datt et sech beim Dokument ëm net vill méi handelt wéi ëm eng Bestandsopnahm mat Statistiken an Informatiounen.

Eng Evaluatioun läit zu dësem Zäitpunkt bekanntlech net vir. Während Statistiken, déi aus dem Spidolssecteur erakoumen, zumindest erlaben, eenzel Donnéeë vu verschiddene Spideeler mateneen ze vergläichen, ass dat bei den Alters- a Fleegeheimer net de Fall. Wéinst der héijer Zuel an hirer heterogener Zesummesetzung leien an deem Beräich keng konkret Informatioune vir, wat d'Zuel vun de Palliativpatienten an den eenzelnen Haiser an d'Dauer vun hirem Openthalt ugeet.

D'Zefriddenheetsetüd, déi am Joer 2009 vum CRP-Santé am Optrag vun der Fleegeversécherung duerchgefouert gouf, ass fir d'Evaluatioun vun der Palliativfleeg net relevant, well déi an där Etüd eigentlech net berücksichtegt ginn ass.

Dës Debatt baséiert deemno op éischter moeren Informatiounen. Allerdéngs erlaabt se eis, verschidde Froen opzewerfen, déi sech allgemeng am Beräich vun der Palliativmedezin hei am Land stellen. Déi éischt bezitt sech op d'Zuel vun de Better op de Palliativstatioune vun de Spideeler.

Et ass schéin a gutt, wann ee weess, wéi vill Better eng Statioun opzeweisen huet, mä wat notzt déi Informatioun, wann een net gläichzäiteg gewuer gëtt, ob déi Capacitéit iwwerhaapt héich genuch ass, fir all bedürfteg Patienten a Patientinnen opzehuelen?

A wat notzt eng Bestandsopnahm vun der Zuel vun de Better, wann net analyséiert gëtt, wéi wierdeg d'Konditioune vun der Ënnerbréngung an deenen Zëmmere sinn, virun allem a Momenter, wou d'Zuel vun akuten Noutfäll klëmmt?

Eng Donnée, déi am Rapport éischter stutzeg mécht, ass déi vun der duerchschnëttlecher Openthaltsdauer vun de Palliativpatienten an de Spideeler. Beispillsweis läit d'Moyenne de séjour am Centre hospitalier vun Ettelbréck bei 17 Deeg, während déi Moyenne am CHL an der Stad Lëtzebuerg bei 34 Deeg läit, also duebel esou héich wéi zu Ettelbréck, woubäi dat Escher Spidol an der Mëtt sech befënnt. Sou frappant Ënnerscheeder werfe Froen op, ouni datt de Rapport eng Äntwert liwwert - déi kréie mir awer vläicht herno vun de Ministere geliwwert.

(Interruptions)

Ass et, well dat Ettelbrécker Spidol net genuch Capacitéiten huet an d'Leit esou fréi wéi méiglech muss entloossen? Oder ass déi Differenz drop zréckzeféieren, datt d'Réseauen am Norde besser fonctionnéieren a genuch Fleegeheimer Leit kënnen ophuelen, wéi am Zentrum an am Süde vum Land? An deem Fall kënnen d'Leit natierlech méi fréi an en anere Secteur orientéiert ginn.

Datt de Centre hospitalier um Kierchbierg an d'Zithaklinik an der Fro vun der duerchschnëttlecher Openthaltsdauer vun de Palliativpatiente guer keng Donnéeë geliwwert hunn, fanne mir net an der Rei. Wéi soll jeemools eng Evaluatioun gemaach ginn, wann d'Basisinformatiounen dofir feelen?

Dir Dammen an Dir Hären, och wann de Rapport net am Detail op d'Applikatioun vum Gesetz ageet, schéngt et mir awer wichteg, eenzel Punkten unzeschneiden, déi an dëser Debatt net ignoréiert däerfe ginn.

Fir d'Éischt eng Remarque zu der Deklaratioun, déi d'Doktere mussen ausfëllen, fir datt d'Soins palliatifs accordéiert kënne ginn. Déi ass am Règlement grand-ducal vum Abrëll 2009 definéiert. Wann ee sech dee schwéierfällegen a säitelaange Formulaire genee ukuckt, da freet ee sech op eemol, wéi vill Zäit en Dokter eigentlech mam Ausfëlle vun där Deklaratioun verbréngе muss. An da freet ee sech natierlech och, wéi vill Zäit en Dokter da spuere kann, wann en déi eng oder aner Deklaratioun net ausfëllt. Dee Moment kéim de betraffene Patient also net an de Genoss vun deene Rechter, déi him opgrond vu senger Situatioun zoustinn.

Ouni an där Matière wëllen ze uerteelen, menge mir awer, datt et un der Zäit wier, fir d'Ausriichtung an d'Handhabung vun de Carnets de soins nach eemol mat den Acteuren um Terrain ze iwwerdenken a gegebenenfalls ze iwwerschaffen.

Eng aner Problematik ass déi vun der Koordinatioun vun de Strukturen a Servicer souwuel am ambulante wéi am stationäre Milieu. An eisen Aen ass d'Koordinatioun trotz enger Rei vun Initiativen nach ëmmer net struktureiert genuch, sou datt déi eng Hand net ëmmer weess, wat déi aner mécht. Duerfir menge mir, datt eng iwwergeuerdnet Cellule, wéi och d'Madame Frank se gefuerdert huet, misst entwéckelt ginn, fir tëschent deenen eenzelne Gestionnairen ze communiquéieren an hir Aarbecht ze harmoniséieren am Sënn vun enger effikasser Opdeelung vun de mënschlechen a finanzielle Ressourcen. E Punkt, deen och an der Motioun vun der Madame Frank virkënnt an och vun eis ënnerstëtzt gëtt.

Dernieft geet et awer och ëm de perséinleche Parcours vum Patient. Vu datt den Dossier électronique, dee jo e Bestanddeel vun der Gesondheetsreform sollt ginn, nach esou bal net operationell ass, froe mir eis, ob wéi eng Manéier de Parcours vum Patient effikass begleet ka ginn. Zumools wou ee weess, datt d'Prise en charge vun engem Patient tëschent zwee verschiddene Ministèren hin an hier pendelt.

Fir deem bäizekommen, fuerdere mir e klore Modell, deen et erlaabt, déi eenzel Déngschtleeschtunge fir all Patient am Virfeld anzeschätzen, ze plangen, ze koordinéieren, ëmzesetzen a schlussendlech ze evaluéieren, éischtens fir d'Qualitéit ze garantéieren an zweetens fir Käschten ze spueren.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer och eng Remarque iwwert d'Formatioun, déi mer ganz wichteg ass. Et ass begréissenswäert, datt d'Formation continue fir d'Gesondheetsberuffer permanent weiderentwéckelt gëtt a mat neien Inhalter gefëllt gëtt. An et ass och begréissenswäert, datt d'Coursë gutt besicht sinn an e gudden Deel vum Fleegepersonal sech op eng villfälteg Aart a Weis weiderbilt.

Wat mir awer bedaueren, ass, datt an der initialer Ausbildung kee getrennte Bildungszweig a keng direkt Spezialisatioun an der Gerontologie respektiv an der Geriatrie virgesi sinn. Eng Weiderbildung en cours d'emploi ass ustrengend, erlaabt de Leit och net ëmmer déi néideg Konzentratioun a leeft virun allem och nëmme selten op eng héich qualifizéiert Aarbecht eraus.

Aus deem Grond verlaange mir, datt eng ofgeschlosse Spezialisatioun am Beräich vun der Geriatrie mat Akzent op Soins palliatifs schonn an der Grondausbildung vun de Gesondheetsberuffer erméiglecht gëtt. Dat géif doriwwer eraus verhënneren, datt mir permanent op qualifizéiert auslännescht Fleegepersonal mussen zréckgräifen.

Bedauerlech ass an deem Kontext, datt de Règlement grand-ducal vun 2009, deen eng vum Stat ofgeséchert Ausbildung vum Gesondheets- a Fleegepersonal sollt organiséieren, praktesch am Sand verlaf ass, wat och vun der Madame Mutsch an hirer Einleitung kritiséiert ginn ass. D'Gestionnairë si sech zum Deel selwer iwwerlooss, wann et ëm d'Organisatioun vun der Ausbildung geet.

Mir stellen net a Fro, datt vill Effortë gemaach ginn, haaptsächlech och vun der Organisatioun Omega 90. Den Nodeel dovun ass awer, datt zu Lëtzebuerg nach ëmmer keen eenheetlechen a strukturéierten Ausbildungs- a Weiderbildungssystem besteet an déi eenzel Formatiounen net openeen ofgestëmmt sinn. D'Iddi vun dem Reglement misst hei onbedéngt respektéiert an ëmgesat ginn.

A puncto Formatioun ass et och beonrouegend, datt net méi wéi 40% an den Alters- a Fleegeheimer eng Formatioun vun nëmme 40 Stonnen opweise mussen. An anere Wierder heescht dat, datt déi reschtlech 60% sougutt wéi guer keng Formatioun mussen hunn, wat nimools duergeet, fir eng héichwäerteg Alters- a Palliativfleeg ze erméiglechen, zumools wann ee bedenkt, datt och bei der Formatioun vun den Dokteren net genuch Qualifikatioun erfuerdert ass.

Als ongenügend schätze mir och de Personalschlëssel an, virun allem an de Palliativstatioune vun de Spideeler. Laut dem Gesetz vun ´98 iwwert d'Établissements hospitaliers sollt e Règlement grand-ducal konkret Norme fir Spideeler mat méi wéi 175 Better festleeën - d'Palliativbetter abegraff. Dee Reglement ass awer ni zustane komm, sou datt weder d'Dotatioun vum Personal nach seng Formatioun nach d'Architektur vun deene Spideeler verbindlechen a moossbare Kritären ënnerleien.

Et brauch ee sech also net ze wonneren, wann a gréissere Spideeler nuets just eng eenzeg Persoun fir zwou Unitéiten zoustänneg ass an d'Palliativstatioun net permanent vun enger eenzeger Fleegepersoun besat ka ginn. Datt d'Personal an esou enger Situatioun a Versuchung geréit, Patienten op déi eng oder aner Weis roueg ze stellen, zum Beispill duerch Verofreechung vu Berouegungsmëttel oder duerch fräiheetsaschränkend Moossnamen, fir op déi Manéier hiren Aarbechtspensum ze reduzéieren, ass mënschlech a moralesch op kee Fall vertrietbar. En Zoustand, deen eng Gefor ass, déi esou séier wéi méiglech muss behuewe ginn.

De Problem vun der Fräiheetsbeschränkung war och den Objet vun enger Etüd, déi vum Zenter fir Altersfroen an Zesummenaarbecht mat der Uni Lëtzebuerg duerchgefouert ginn ass. Am Virwuert weist d'Madame Familljeminister dorop hin, datt hei am Land keng allgemenggülteg Prozedure bestinn, déi den Asaz vu fräiheetsbeschränkende Moossname regelen, sou datt d'Verantwortung eenzeg an eleng beim Personal läit. Am selwechte Virwuert versprécht d'Madame Minister, formal Regelen a Richtlinnen zesumme mat den Acteuren auszeschaffen, fir deem Problem entgéintzewierken.

Déi Verhalensregelen däerfen net eréischt muer entstoen, mä schonn haut musse se opgestallt ginn, an da muss de Personalschlëssel och esou ausgesinn, datt déi Regele kënnen agehale ginn.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Nach ee Wuert zum Milieu extrahospitalier, wou dem Patient doheem just zwou Doktervisiten am Mount zougestane ginn, obschonn e Palliativpatient opgrond vu sengem gesondheetlechen Zoustand munchmol op méi eng héich Zuel vu Visiten ugewisen ass.

Och hei si mir der Meenung, datt déi Reglementatioun nach eemol iwwerduecht muss ginn am Sënn vum Wëlle vum Patient an der Ofsécherung vun den noutwendege medezineschen Akten.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, datt nieft de klassesche Behandlungsmethode grad déi spezifesch begleedend Moossnamen eng wichteg Roll spillen, fir dat kierperlecht a physescht Wuelbefanne vun de Patienten op eng ganzheetlech an natierlech Method ze erhéijen, ass onbestridden. An de Moossname wéi Aromatherapie, der Musek- an der Konschttherapie, Bewegungsofferen an aneren natierleche Methode läit e grousst Potenzial, fir onheelbar kranke Persounen déi lescht Phas vun hirem Liewen ze erliichteren a gläichzäiteg op staark Medikamenter kënnen ze verzichten.

D'Efforten, déi am Laf vun de leschte Joren an eenzelnen Institutiounen, virun allem an Alters a Fleegeheimer, gemaach gi sinn, si luewenswäert, an et ass och duerchaus begréissenswäert, datt de Familljeministère sech um Finanzement vun deene Soinë bedeelegt. Guer net begréissenswäert ass et awer dann, datt de Gesondheetsministère op där anerer Säit datselwecht net an de Spideeler mécht, sou datt d'Soins spécifiques an deenen Haiser haaptsächlech iwwer Donë finanzéiert ginn, am Fall wou déi Begleetmoossnamen iwwerhaapt an deenen zimlech enk bemoossenen Infrastrukturen duerchféierbar sinn.

Mir betounen, datt an der ganzheetlecher Betreiung an an der Behandlung mat enger adequater Gestaltung vun de Raim an de Spideeler nach vill Potenzial méiglech ass, a fuerderen d'Regierung op, dëse Wee méi intensiv ze ënnerstëtze wéi bis elo.

Opgrond vu perséinlechen Erfahrungen, déi ech als Léierin am Kontakt mat enger Rei vu betraffene Famillje gemaach hunn, zum Schluss nach eng Remarque zu der Palliativmedezin bei de Kanner. Mir wëssen alleguer, datt d'Zuel vu schwéier kranke Kanner hei am Land net ofhëlt, mä éischter zouhëlt. Zu Lëtzebuerg besteet awer keng Struktur ausserhalb vun de klassesche Spideeler, déi speziell op de psychologeschen a gesondheetlechen Encadrement vu stierweskranke Kanner an op d'Begleedung vun hiren Elteren ausgeriicht ass.

D'Resultat, datt vill Kanner an d'Ausland iwwerwise musse ginn, wou si sech friem spieren a wou de Kontakt mat hirer Famill noutgedronge limitéiert ass, dat ass fir eis net vertrietbar. Trotz dem grousse Respekt, dee mir fir déijéineg Fondatioun hunn, déi zu Lëtzebuerg eng ganz Rei Kanner begleet mat hirer Famill, verlaange mir, datt d'Regierung hei méi Verantwortung iwwerhëlt vis-à-vis vun de betraffene Familljen an eng Struktur fir Kanner op d'Bee stellt. Ähnlech Weeër sollten och ageschloe gi fir Leit mat enger Behënnerung, sief et eng kierperlech oder eng geeschteg Aschränkung.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, net nëmmen eng Palliativmedezin, mä eng Palliativkultur, déi allen Erwaardungen an alle Bedierfnisser vun de stierweskranke Mënsche gerecht gëtt, vun der éischter Versuergung bis zum leschten Awar, ass eng grouss Erausfuerderung un d'Politik an et ass d'Zil vun eis alleguer.

Ech hoffen, datt dës Debatt dozou bäidréit, an ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Lorsché. Als leschte Riedner ass den Här Colombera agedroen. Här Colombera, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean Colombera *(ADR)*.- Här President, Madame Minister, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, d'Palliativmedezin ass ee ganz wichtege Sujet, a fir eng Qualitéit vun der Palliativmedezin ze kréien, muss ee verschidde Konditiounen hunn.

Éischtens, flächendeckend muss d'Palliativmedezin garantéiert sinn. Dat heescht, am Spidol, an de Fleegeheimer, awer och dobaussen, doheem. An et ass wichteg, dass déi Leit, déi doheem Palliativmedezin genéisse sollen, déiselwecht Konditiounen hunn, dass déi um selwechten Niveau sinn, wéi bei deene Leit, déi am Spidol behandelt ginn. Och déi Leit, déi ganz wäit vun engem Ballungszenter sinn, ganz wäit vun enger Klinik, déi mussen och déiselwecht Konditioune kréien.

Dat Zweet ass d'Qualifikatioun vun den Intervenanten: Dokteren, Infirmièren, Aide-soignanten, Bénévolen, dat muss garantéiert ginn.

Drëttens, d'Qualitéit muss um Topniveau sinn.

A véiertens, wat een net däerf vergiessen, dat ass, dass d'Palliativmedezin net däerf eng Euthanasie „bis" sinn, well soss ass den Objet, soss ass d'Zil heivunner verluer gaangen.

Mir hunn hei e Rapport haut behandelt. Mir si frou, dass de Rapport do ass. Et si ganz positiv Akzenter dran. Trotzdeem hätte mir eis gewënscht, wann déi verschidden Intervenanten, dat heescht d'Dokteren oder d'Personal, d'Infirmièren, wann déi vläicht bei eis an d'Chamber komm wieren an d'Kommissioun. An ech bieden da vläicht d'Presidentin vun der Kommissioun, dass mer och deen een oder deen anere mat eng Kéier an d'Kommissioun invitéieren, fir ze kucken, wou nach wat ka gemaach ginn, well um Terrain ass et ganz aneschters wéi um Pabeier.

Ech ginn elo gären hei e puer Beispiller. Et soll keng Kritik sinn, mä ech wëll gär dorop hiweisen, wéi et dobaussen um Terrain fonctionnéiert.

Ech hunn zum Beispill virun zwee Deeg nach héieren, dass eng Persoun zu Wolz an der Klinik ass an déi waart do op ee Palliativbett. Zu Ettelbréck ass keent do. An zu Wolz hu se keng Infrastruktur. Si hunn emol keen Apparat, fir Gehirstréim ze moossen. Ech mengen, dat ka jo awer net sinn, do muss jo awer eng Plaz fir déi Persoun garantéiert ginn.

A wann ech am Rapport liesen, dass zu Ettelbréck an der Palliativstatioun verschidde Leit doleien, déi guer näischt mat Palliativmedezin ze dinn hunn, dat kënne mer net guttheeschen.

Een zweete Fall ass eng Persoun, déi doheem ass. Nuets gëtt se méi schlecht. D'Fra telefonéiert an d'Klinik: „Wat soll ech maachen, mäi Mann kritt keng Loft?" Da seet d'Infirmière: „Majo, da rufft een Dokter!" Déi Fra rifft den Dokter. Et kënnt een Dokter, deen Déngscht huet, laanscht an e seet: „Jo, ech kann näischt maachen, déi Persoun muss ofgesaugt ginn!" Wat maache mer dann? Dann droe mer en an d'Spidol. Dat geet jo géint den Esprit vun der Behandlung doheem. Ech mengen, et misst ee vläicht awer och doheem da wéinstens e puer Apparater hunn, fir den Oxygène, fir ofzesaugen, a fir déi Persoun awer do richteg ze behandelen.

Eng drëtt Saach ass, Dir hutt hei en „Ratgeber zur Palliativpflege", an do steet e Saz dran, dee mer guer net gefält. Ech liese vir: „Wir weisen darauf hin, dass das Krankenhaus Saint-Louis in Ettelbrück einen gesamten Zweig für Palliativpflege eingerichtet hat, der gemeinsam mit den oben genannten Teams bei den Patienten, die zunächst in diesem Krankenhaus waren, zu Hause interveniert."

Also muss ee vläicht da fir d'Éischt zu Ettelbréck gewiescht sinn. Wa se dann iergendwou zu Knapphouschent wunnen, da gi se dann dohinner. Wa se net zu Ettelbréck behandelt gi sinn, zum Beispill an der Stad behandelt gi sinn, da gi se net eraus. Also, dee Saz ass fir mech ganz onglécklech. Ech mengen, do misst eppes geännert ginn.

E véiert Beispill ass déi Konfusioun, déi besteet tëschent Palliativ- a Fleegemedezin. Et si Leit, déi Kriibs hunn, déi wéilte gären eng Hëllef doheem hunn. Da gi se bei d'Fleegeversécherung an da froe se en Antrag: Ech wëll gär eng Hëllef, fir akafen ze goen, fir gekacht ze kréien an esou virun. An da seet d'Fleegeversécherung: Neen, dat do geet net, Dir erfëllt d'Konditiounen net. Dir sidd e Palliativpatient, well Der Kriibs hutt a well Der am leschte Stadium sidd.

Ech mengen, déi Grenzen do, déi musse mer awer och kucken, fir déi besser ze definéieren. Dat ka jo net sinn, dass eng Persoun da weder an d'Fleegeversécherung kënnt nach an d'Palliativmedezin, well och do d'Konditioun net erfëllt ass.

Wat ass dann eng Palliativmedezin? Eng Palliativmedezin ass geduecht fir Patienten, déi effektiv nach e puer Deeg ze liewen hunn. Dat heescht, et däerfen och eiser Usiicht no keng Röntge méi gemaach ginn a keng Analyse méi gemaach ginn. An dat ass de Respekt virum Liewen. Dat wollt ech hei nach preziséieren.

Am Rapport gesi mer och, dass a verschidde Kliniken eng Infirmière zoustänneg ass fir d'Palliativmedezin, awer och fir aner Beräicher, an dat och nuets. Dat ass och net ganz, ganz glécklech, well eng Persoun, déi amgaang ze stierwen ass, brauch permanent Soinen an et kann net sinn, dass do um Personal gespuert gëtt.

Eng aner Saach, déi mech gestéiert huet an deem Rapport, dat ass, dass gesot gëtt, dass an engem Etablissement zu Esch Zëmmere fir zwou Persoune sinn, dat heescht, an engem Zëmmer sinn zwou Persounen, déi do op den Doud waarden.

Wat ass dat fir déi Persoun, déi do stierft, déi do muss nokucken, dass deen anere stierft? Wat ass dat fir e Bild, Här President, wann dee gesäit, hei, ech sinn elo gläich deen Nächsten? Huet déi Persoun keng Angscht? Ass dat nach ze verantwerten, dass mer an der Palliativmedezin, do, wou mer ganz vill Suen erastiechen, dass do Persounen an zwee Better an engem Zëmmer sinn? Neen, dat kann net sinn!

Den zweete Problem ass dee vun der Formatioun. Dogéint hu mer wierklech näischt ze soen. Ech perséinlech war awer iwwerrascht an ech hu geschmunzelt, wéi hei gesot ginn ass, an der Formatioun gëtt e Cours ugebueden iwwer philosophesch, iwwer spirituell Froen. Dat ass jo ganz gutt dat. Ech mengen, do läit jo den Haaptproblem.

Mir an eiser westlecher Gesellschaft, mir wësse jo net, wat den Doud ass, mir kënne jo net mam Doud ëmgoen. Mir sinn eng materiell Gesellschaft. Fir eis ass een dout dee Moment, wou d'Gehir net méi schafft. An ech mengen, dat ass jo eng ganz aner Approche, wéi wa mer déi östlech Kulturen huelen, déi eis soen: Jo, mir ginn an een anert Liewen eran.

Ech mengen, dat ass fir mech deen Haaptproblem, dee mir an dëser Gesellschaft hunn. Mir missten nohalteg, wann ech dat Wuert däerf gebrauchen, nohalteg eppes fir den Doud maachen.

Mir komme vu klengem un, mir ginn an d'Schoul, fir hunn eng Aarbecht, mir bestueden eis, mir kréie Kanner an da komme mer an d'Pensioun an dann op eemol sti mer virun der Dier a mir soen: A wat geschitt dann elo? Elo hu mer nach e puer Joer ze liewen an da sti mer virum Doud. Jo an? Dat ass jo déi ganz grouss Fro, an ech mengen, wa mer déi bis elo net geregelt kréien, wa mer eis kee Modell gi vu klengem un, dass mer dem Doud an d'Ae kucken, dass mer wëssen, dass d'Liewe mam Doud verbonnen ass, dann dee Moment si mer verluer. Duerfir ass fir mech dat Wichtegst, wa mer scho vu klengem un dorops preparéiert ginn.

D'Madame Frank huet elo d'Elisabeth Kübler-Ross zitéiert. D'Madame Kübler-Ross sot awer och: „Sterben ist wie wenn man in Ferien fährt. Ich freue mich unheimlich."

Une voix.- Très bien!

M. Jean Colombera *(ADR)*.- Nëmme fir ze soen!

Ech mengen, et ass vill méi einfach ze liewen, wann ee weess, wéi déi östlech Kulture sech dann dozou stellen. An déi soen, okay, fir mech kënnt eng Reinkarnatioun duerno. Et ass vill méi einfach, fir dat ze soen a vill méi einfach ze stierwen, wéi wann een einfach seet, okay, d'Gehir stierft aus, de Kierper stierft aus an dann ass et eriwwer.

Eng drëtt Saach, Här Minister, an do wëll ech nach eng Kéier Appell un Är Generositéit do weisen: D'Qualitéit zielt. Ech si ganz frou, dass an deem Rapport geschwat gëtt vun Aromatherapie, vu Komplementarmedezin. Dat ass wierklech ganz wichteg, an ech mengen, et misst een och an dem Beräich do weiderfueren a vläicht Akupunktur ubidden, Osteopathie ubidden. An Dir wësst jo, Dir hutt en neie Projet, deen Der der Chamber musst presentéieren, dee vun der Osteopathie. Et wär ganz wichteg, wann Der dee géift bréngen. Dat géif och déi Komplementarmedezin revaloriséieren.

A wa mer dat scho fir déi Leit brauchen, déi amgaang ze stierwe sinn, firwat dann net och fir déi krank Leit? Dat wier awer och ee Signal no baussen, quitte dass am Projet de loi geschriwwe steet, okay, et muss een déi wëssenschaftlech Methoden uwenden. Mä hei maache mer eng Ausnahm fir déi Leit, déi stierwen. Also wann ech gelift, maacht och eng Ausnahm fir déi Leit, déi krank sinn!

Da kommen ech, als leschte Punkt, an Dir wäert Iech jo net wonneren, dass ech dovunner schwätzen: D'Medikamenter, dat ass u sech fir mech ganz geféierlech a puncto Stierwen. Firwat? Well Leit, déi Medikamenter huelen, déi chemesch Medikamenter huelen, déi kréie ganz vill Niewewierkungen. A wann ee bedenkt, dass Leit, déi Péng hunn, Opiate kréien, Neuroleptika kréien, déi ganz vill Niewewierkungen hunn, wou een d'Zong net méi ronn kritt, wou een net méi op de Stull geet, wou een eng Konfusioun huet, do stierft ee wierklech ganz, ganz schwéier a ganz, ganz verkrampft. Dat musst Der verstoen.

Mir mussen onbedéngt op een anere Wee goen. Well Leit, déi Péng hunn, déi mussen ëmmer méi huelen. Wat se méi Medikamenter huelen, méi Opiaten huelen, wat se nach schlussendlech duerch déi Medikamenter, duerch d'Niewewierkunge vun de Medikamenter stierwen. An dat ass dat, wat ech genannt hunn Euthanasie „bis". Dat däerfe mer net erlaben!

An do kommen ech nach zu menger Fuerderung, déi ech och d'lescht Joer gestallt hunn: Mir mussen erlaben, dass se (veuillez lire: dass all Leit, déi um Stierwe leien) all Drog an der Medezin als Medikament kënnen huelen, all Medikament, dat heescht all Drog. Cannabis u sech huet keng Niewewierkung.

Plusieurs voix.- Aaahhh!

M. Jean Colombera *(ADR)*.- Cannabis huet keng Niewewierkung. Dir kënnt de Prozentsaz eropstelle wéi Der wëllt, Dir drogéiert och keen. Déi Persoun, déi stierft ganz, ganz, ganz locker.

An déi lescht Kéier hat ech och vum LSD geschwat. Do huet ee mer de Virworf gemaach, majo, da kriss de een Horrortrip. Dat ass net wouer. Et hänkt vun der Dosis of. Ech mengen, bei 20 Mikrogramm, Dir Dammen an Dir Hären, 20 Mikrogramm, do kann ee wierklech näischt falsch maachen. Do kann ee keen drogéieren, do kritt keen en Horrortrip.

A wat ass méi schlëmm? Eng Halluzinatioun ze kréien oder een Horrortrip ze kréien? Wat ass da méi een Horrortrip wéi eng Persoun, déi Kriibs huet, déi Metastasen huet, déi jäizt, déi kräischt vu Péng an déi net méi weess, wou se drun ass?

Dann hunn ech léiwer, Här Minister, dass Der dee Schratt maacht a sot, okay, mir erlaben déi Drogen am medezinesche Beräich, an dann hutt Der eppes gemaach. Dir däerft, wann Der eng Qualitéitsmedezin wëllt hunn, wann Der eng Palliativmedezin wëllt hunn, déi deen Numm verdéngt, da musst Der erlaben, dass all Medikamenter, och Drogen als Medikament unerkannt ginn, an dann hutt Der Äert gemaach an da sidd Der richteg. Anerefalls, et deet mer leed, da feelt eppes.

Fir ofzeschléissen, Här President, ech si ganz frou, dass an deem Gesetz e Congé agefouert ginn ass fir Persounen, déi hir Leit an den Doud begleeden. Dat muss esou sinn. Zuneigung, Harmonie, Rou, Gebuergenheet. Déi Persoun muss ugepaakt ginn, muss fillen, dass ee bei hir ass. Et ass fantastesch, an do misst Der vläicht an déi Richtung goen, dee Congé nach méi laang ze maachen.

Dat gesot, Här President, schléissen ech mam Zitat of vum Francesco Petrarca: „Ein schönes Sterben ehrt das ganze Leben."

Villmools Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Colombera. Elo kritt d'Wuert den Här Gesondheetsminister Mars Di Bartolomeo.

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé*.- Bonjour, Här President.

M. le Président.- Bonjour, Här Gesondheetsminister.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass deen zweete Rendez-vous, dee mer eis ginn hunn am Rahme vun der Diskussioun iwwert d'Stierfbegleedung. Mir hate virun enger Rei vu Méint d'Diskussioun iwwert de Bilan vum Euthanasie-Gesetz a mir hunn haut d'Diskussioun iwwer en éischte Rapport iwwert den Développement vun der Palliativmedezin hei am Land.

Et ass richteg, wéi vun deene verschiddene Riedner gesot ginn ass, dass et keng Evaluatioun ass, dass et keng Bewäertung ass, dass et keng Qualitéitsanalys ass. Mä aus dem Rapport geet awer ervir, dass d'Palliativkultur um Virmarsch ass, dass eist Gesetz, dat mer viru bal dräi Joer gestëmmt hunn, en zousätzlechen Essor ginn huet fir den Développement vun de Palliativservicer, doheem, no bei de Leit, an de Spideeler, an enger Struktur, déi elo an der Zwëschenzäit de Statut vun engem Établissement hospitalier huet, wat d'Haus Omega 90 ass. An dat ass och gutt esou.

Mir hu vill Fortschrëtter gemaach an deem dote Beräich. Wann nach virun e puer Joer just eng Rei vu Spideeler développéiert Servicer an anerer just Embryoe vu Palliativservicer haten, esou huet dat Gesetz derzou bäigedroen, dass mer an der Zwëschenzäit e flächendeckend Ugebuet hunn, dat ee selbstverständlech ëmmer ka perfektionéieren an ausdehnen. Mä et huet enorm vill bougéiert op deem dote Gebitt.

Et geet aus dem Rapport ervir, dass souwuel d'Spideeler wéi och d'Réseauen net alleguer kënnen iwwer ee Leescht gezu ginn an dass net all Service no deem selwechte Konzept fonctionnéiert. Ugefaange beim Spidolssecteur hutt Der d'Formel, wou en ofgedeelte Service ass, eng ofgedeelten Abteilung, wou en zweete Konzept oder en ergänzende Konzept ass, wou een eng Équipe mobile am Spidol huet, an en drëtte Pilier, deen aus dem Spidol erausgeet, bei Patienten, déi deels am Spidol si respektiv en Deel doheem sinn, oder souguer doheem wëlle stierwen oder stierwen, fir déi ze betreien.

Déi verschidde Konzepter weisen drop hin, dass een, wann een dann déi eenzel Servicer analy-

séiert, och zu verschiddene statisteschen Elementer kënnt. An d'Fro ass gestallt ginn: Wéi ass et ze explizéieren, dass an deenen enge Spideeler d'Durée moyenne de séjour méi héich ass, an deenen anere Spideeler d'Durée moyenne de séjour méi kuerz ass? Bon, éischtens kann dat dorop zréckzeféiere sinn, dass et Differenzen an der Populatioun vun de betreite Leit gëtt. Et ass awer zum gudden Deel och op d'Ausriichtung vun de Palliativservicer zréckzeféieren.

Wann een zum Beispill zu Ettelbréck eng méi niddreg Durée moyenne de séjour huet wéi am CHL, ass dat ënner anerem dorop zréckzeféieren, dass d'Équipe mobile, déi no bausse geet, am Centre Hospitalier du Nord gutt développéiert ass. An dat gesäit ee scho bei den Dotatiounen. Do steet méi Personal an deem Beräich zur Verfügung wéi an aneren Haiser, déi eng aner Optioun geholl hunn.

Dat sinn Elementer vun Erklärung. Et gëtt sécher nach aner Erklärungen, mä ech kommen herno nach eng Kéier dorop zréck. Dat muss ee méi genee kucken, wann een net nëmmen e Rapport iwwert den État vun der Situatioun mécht, mä wann ee méi an d'Déift erageet an déi qualitativ Elementer, d'Evaluatiounselementer mat eranhëlt.

Ech wëll och soen, dass d'Réseauë sech gutt développéiert hunn an e seriöt Ugebuet an deem dote Beräich maachen. Iwwerhaapt, an ech mengen, et wier de Servicer an dem Personal an de Medeziner onrecht gedoen, wann ee bei dëser Geleeënheet just op déi Karenzen, déi et nach gëtt, géif insistéieren a vergiessen ze insistéieren, dass grad an deenen dote Servicer a grad an deenen dote Réseauen en onwahrscheinlechen Engagement ze fannen ass, an dass vill Leit d'Palliativgesetz net ofgewaart hunn, fir eng Formatioun ze maachen, fir sech dran ze engagéieren, an och verschidden Institutioune laang Palliativmedezin praktizéiert hunn, ier d'Gesetz do war.

Et gëtt eng gutt Aarbecht um Terrain geleescht, an ech mengen, wann een op eenzel Problemer hiweist a se generaliséiert, dann ass dat ongerecht vis-à-vis vun deenen engagéierte Persounen, déi sécher net esou Situatiounen zouloossen, wéi se heiansdo geschildert ginn. Dass dat ka virkommen, selbstverständlech, an do musse mer drop schaffen. Mä dass ee generaliséiert, wier sécher falsch.

Wat d'Prise en charge financière vun de Soins palliatifs ugeet, muss ee soen, dass am Spidolsberäich dat an der Zwëschenzäit ganz gutt klappt. Wann ee vun de Réseauë schwätzt, wou mer Diskussiounen nach hunn, déi weiderginn, wou ech menger Kolleegin och Merci soe fir déi exzellent Zesummenaarbecht, déi mer an deem dote Beräich hunn, do ginn ech awer dervun aus, dass déi Diskussiounen iwwer Nomenclaturë kuerzfristeg kënnen zu engem Enn bruecht ginn.

Ech stelle fest, dass d'Zesummenaarbecht tëschent den Acteure gutt ass, ënnerschiddlech gutt ass, selbstverständlech perfectibel ass, an ech huelen déi Propositioun, déi gemaach gëtt vun deene verschiddene Riedner, fir eng Plattform anzesetzen, dankend un. Dat ass schonn op informellem Plang préfiguréiert, an ech géif mengen, dass net allze vill Schwieregkeeten do sinn, fir dat ze formaliséieren.

Iwwregens hu mer ganz gutt Erfahrunge gemaach, zum Beispill am Beräich vun der Psychiatrie, wou mer esou eng Plattform, déi elo net légiféréiert ass, mä déi awer unerkannt ass, wou déi fonctionnéiert, wou mer formidabel Fortschrëtter konnte maachen.

Ech géif mer och wënschen, vu dass d'Konzepter do esou villsäiteg sinn, dass vläicht déi Kooperatioun tëschent de Spideeler nach méi intensiv gëtt an dass een déi verschidde Konzepter nach méi regelméisseg échangéiert, fir ze kucken, wat besonnesch gutt gräift a wou een aus den Erfahrunge vun deenen anere ka léieren.

Richteg ass, dass een dee Carnet de soins nach eng Kéier muss op de Leescht huelen, well dat ee vun deene Punkten ass, déi am mannsten Adhésioun fonnt hunn am Secteur, an ech mengen, dat ass ee vun deene Punkten, dee mer an enger positiver Approche sollen ugoen.

Formatioun. Ech mengen, et ass enorm vill um Terrain geschitt. Et bleift nach vill ze maachen. Vill geschitt ass um Niveau vun de Coursen, déi vun Omega 90 ugebuede ginn. Vill geschitt ass op Säite vun Alformec. Eng vun de Virriednerinnen, d'Madame Marie-Josée Frank, huet drop higewisen, dass et nëmmen en Drëttel vun de Generalisten ass. Ech mengen, et ass impressionnant, dass en Drëttel vun de Generalisten an esou kuerzer Zäit dat gemaach hunn.

Et ass keng geschenkte Formatioun gewiescht. Et ass eng zolidd Formatioun. An dass, wat d'Fleegepersonal ugeet, mer an der Zwëschenzäit, bei deene Coursen, déi ugebuede sinn, an engem Rythme de croisière si vun ëm 300 Leit pro Joer, déi ausgebilt ginn, dat ass impressionnant. Dat ass, mengen ech, och ganz positiv.

Dat hënnert eis net drun, dass mer der Formatioun, esou wéi dat am Gesetz virgesinn ass, e Kader solle ginn. Et gëtt en Avant-projet de règlement grand-ducal, deen zënter enger gewëssener Zäit virläit. Dee gëtt zréck op de Leescht geholl an da kucke mer, deen ze finaliséieren.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé*.- D'Fro ass opgeworf ginn - ech mengen, et war d'Madame Mutsch, Presidentin vun der Santéskommissioun -, ob et an der Rei wär, dass - ech maachen elo e klengen Exkurs an eng aner Diskussioun -, dass en Etablissement géif soen, eng Euthanasie ass an eise Maueren net dran.

Ech muss soen, wéi mer déi Diskussioun hate mat de Spideeler, hat ech eng kloer Positioun. Et ass keng Relatioun tëschent engem Patient an engem Haus. Wann et ëm aktiv Stierfhëllef geet, dann ass et eng Relatioun tëschent engem Patient, dee säi leschte Wëllen ausgedréckt huet, a sengem Dokter. An ech géif mengen, dass insbesondere - an ech schwätze fir dee Beräich, wou ech zoustänneg sinn -, dass insbesondere an engem Établissement hospitalier do net ka gesot ginn, an eise Mauere gëtt dat net gemaach.

Et ass d'Fro opgeworf gi vun (veuillez lire: vun dem Hospiz) Omega 90. Ech wëll just drop hiweisen, dass den Hospiz Omega 90 am Spidolsgesetz an der Zwëschenzäit als Établissement hospitalier ugesinn ass. Also, zumindest meng Positioun ass an deem dote Beräich kloer. An et mécht ee sech wierklech ee Service, wann een net deen doten Débat als Institutioune féiert, mä wann een déi Relatioun tëschent Patient an Dokter respektéiert. Ech mengen, dat ass d'Ausriichtung vum Gesetz. Dat gëllt a mengen Aen och fir aner Etablissementer.

Ech wollt just nach ganz kuerz, ier ech dann de Staf iwwerginn u meng Kolleegin, e puer Punkten opgräifen, déi an der Motioun opgeworf gi sinn. D'Plattform hunn ech beäntwert. Evaluatioun, wa méiglech Évaluation externe awer, wou den Terrain ganz staark muss implizéiert sinn: Hunn ech kee Problem dermat, huet d'Regierung kee Problem dermat. Mir hunn eis ofgeschwat iwwert déi Motioun zu dem Reglement iwwert d'Ausbildung. Ech mengen, ech hunn lech dat gesot, wat ze soe war.

Just e lescht Wuert iwwert de Congé d'accompagnement, wat just um Rand ugeschwat ginn ass. An deem éischte Joer, wou de Congé d'accompagnement a Kraaft war, wou nëmmen zum Deel vum Joer konnt beusprocht ginn, ware 55 Familljen, déi dovu profitéiert hunn, déi e genotzt hunn, wat och ganz gutt ass. Net vill Deeg, dräi an en hallwen Dag am Duerchschnëtt. An dat Joer duerno, wou de Régime de croisière erreecht war, waren et eppes iwwer Honnert Leit, déi de Congé d'adieu oder Congé d'accompagnement beusprocht hunn, an ongeféier deeselwechten Duerchschnëtt. Et muss een elo kucke bis dass een déi definitiv Chiffere vun 2011 huet. Mä ech mengen och, dass dat ganz räsonabel beusprocht gëtt an dass et e ganz valabelt Ugebuet ass, wat de Leit gemaach gëtt.

Iwwert déi Suggestiounen, déi gemaach gi sinn iwwer am Moment nach illegal Drogen, maache mer eis e Gefalen, wann een dat an engem anere Kader mécht, mat vill Nuancen a mat vill Fangerspëtzegefill.

Voilà, dat gesot, géif ech d'Bühn fräimaache fir meng Kolleegin.

M. le Président.- Merci dem Här Gesondheetsminister. D'Wuert kritt elo d'Familljeministesch, d'Madame Marie-Josée Jacobs.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, ech géif och virun allem emol wëlle soen, datt mer op déi vill positiv Effeten, déi d'Gesetz hat an deene puer Joren, wou et eréischt besteet, sollen hiweisen. Amplaz datt mer vläicht ëmmer nëmme kucken, wat iwwerall net gutt ass, sollte mer eis och emol freeën iwwer alles dat, wat konnt erreecht ginn.

Wann een no zwee Joer, an dat soen ech bei ville Geleeënheeten, no zwee Joer Rapportë maache geet, da kann een net erwaarden, datt da bis am leschten Detail och nach evaluéiert wier ginn, wéi och nach d'Leit dat alles emfonnt hätten. Déi Délaie sinn dofir einfach ze kuerz. Duerfir, mengen ech, soll ee verhalen, wann een esou Saache mécht, datt ee sech wéinstens fënnef Joer soll Zäit loosse vu vireran, amplaz d'Leit ze quälen, fir do Saachen auszefëllen, déi een iwwerhaapt dee Moment nach net ka soen.

Ech wéilt mech och deene Mercien alleguerten uschléissen. All déi Leit, déi an deem ganze Beräich do schaffen, dat sinn d'Dokteren, dat sinn d'Infirmieren an all d'medezinescht, also paramedezinescht Personal, Personnel de santé, fir et richteg ze soen, mä och vill Bénévoler, déi sech doranner engagéieren, datt mer villes konnten erreechen. Well virun enger Rei vu Jore wor dat keen Thema an der Santé, et wor just eent an der Famille. A mäi Virgänger, de Fernand Boden, weess sech gutt dorun ze erënneren, datt e vill gekämpft huet, fir et op en aneren Niveau mat eropzekréien. Dat hu mer alles glécklecherweis erreecht. An duerfir, mengen ech, ass dat e grousse Fortschrëtt.

Wat awer elo méi spezifesch mäi Beräich ubelaangt: Mir hunn am Règlement grand-ducal geschriwwen, d'Prise en charge palliative, déi misst an allen Altershaiser, Maisons de soins a Services d'aides à domicile agefouert ginn. A mir gesinn och, datt d'Leit doranner sech beméien, fir dohinner ze kommen.

Dat Zweet, wat mer agefouert hunn, dat sinn d'Normen, déi minimal mussen agefouert ginn an déi musse respektéiert ginn. All Haus an all Service muss bis 2015 iwwer 40% vu Personal verfügen, wat d'Qualifikatioun an de Soins palliatifs huet.

En drëtt Element, wat am Reglement vun der Famille drasteet, dat ass, datt eng Permanence vu 24 Stonnen op 24 Stonne vu Personal muss do sinn, déi an der Palliativmedezin wéinstens 260 Stonne Formatioun gemaach hunn, fir eben dat ze verhënneren, wat och vun der Madame Frank gesot gouf, datt eng Partie vu Leit mussen an d'Spidol goen, well dann déi Leit, déi do sinn, net onbedéngt déi Formatiounen hunn an dat net kënne maachen.

Ech denken, datt also domadder, wa Personal do ass, wat dat gutt beherrscht, dat alles aneschters ka goen an datt dat net méi muss dann néideg sinn.

Vill ass iwwert d'Formatioun hei geschwat ginn. Ech wëll och soen, datt déi Formatioune wierklech enormen Zoulaf fannen an datt och nach vill Leit dovu profitéieren, bei Omega, mä awer och iwwer Omega eraus an aneren Organisatiounen, déi dat maachen, wou an deene leschte Jore wéinstens 1.000, 1.600 Leit mëttlerweil sinn, déi eleng am Fleegeberäich schaffen, déi déi Formatiounen hunn.

Op där anerer Säit selbstverständlech, an d'Madame Lorsché hat hei gefrot, wéi et wier bei de Gestionnairë bei Behënnerten. Och do hu mer gesot, datt déi eng adequat Hëllef missten ubidden, ouni datt mer deenen natierlech kënne virschreiwen, datt se esou vill Personal hunn, wat forméiert ass, well et jo awer relativ seelen de Fall ass, datt an deenen Haiser där Leit do sinn.

Mä ech menge wierklech, datt et virun allem awer d'Formatioun ass, déi an deene leschte Joren enorm zougeholl huet. Datselwecht zielt och fir den Ambulatoire, wou och hei drop higewise ginn ass, datt, en attendant, datt déi Nomenclature do ass fir d'Services ambulatoires, mer 150 Euro den Dag pro Persoun mat zwee Servicer, déi konventionéiert si beim Familljeministère, während 90 Deeg kënnen de Leit déi Hëllef zur Verfügung stellen.

Et sinn am Joer 2010 - dat sinn déi lescht Zuelen, déi ech hunn - 155 Persounen do en charge geholl ginn, mat engem Montant total vun 362.500 Euro, déi mer dobäi ausginn hunn. Ech denken, datt dat och eppes ass, wat net ze vernoléissegen ass, well et wierklech de Leit awer méi Hëllef gëtt wéi dat, wat se brauchen.

Och interessant, datt an deene Servicer Leit sinn, déi anerer, déi vläicht manner Erfahrung hunn, awer och da kënnen ëm Rot froen, fir en och kënnen ze soen, wat se nach besser kënne maachen oder wéi se a verschiddene Fäll kënnen domadder ëmgoen. An doriwwer eraus een och do mierkt, datt ganz vill vun deene Leit dann d'Geleeënheet hunn, fir dass se kënnen doheem stierwen an net erëm mussen zréck an d'Spidol goen, wou se dann dat eigentlech jo och net wollten.

Mir hunn och eng aner interessant Zesummenaarbecht, an zwar an der Groussregioun, wou en Austausch och besteet iwwert d'Formatioun, sougutt mam Saarland wéi och mat Rheinland-Pfalz, fir och do déi Échangen ze maachen an och ze kucken, datt mer eng Kéier an deenen nächste Joren et vläicht och fäerdegkréien, fir e Master a Palliativmedezin hei op der Universitéit kënnen ze maache respektiv och vläicht mat enger vun deenen aneren Universitéiten zesummen. Dat muss ee gesinn. Dat si jo net esou schrecklech vill Leit, déi wahrscheinlech géifen a Fro kommen.

Mä ech sinn op jidde Fall total mat all deene Leit d'accord, déi soen, datt et net nëmmen duergeet, datt ee Palliativfleeg a -medezin mécht, mä datt ee wierklech et fäerdeg kritt. Eenzel Haiser hunn dat gemaach. Ech denken zum Beispill un d'kommunaalt Altersheim vum Syndicat vu Clierf, déi all hir Leit an déi Formatioune geschéckt hu vu Palliativfleeg.

Wa mer schwätzen iwwer Kultur, déi mer gären hätten, datt dat eng Kultur géif ginn, da muss och jiddweree Formatioune kréien. Da geet et net duer, wann dräi Infirmièren dat wëssen oder fënnef Aide-soignantes, mä da muss dat eppes sinn, wat an de Käpp vun alle Leit dran ass, well et dann och aneschters vun deenen aneren zur Kenntnis geholl gëtt an och jiddwereen dat ka matdroen, wéi wann dat, wéi gesot, nëmmen e puer Leit sinn, déi dat maachen.

Här President, ech gesinn, datt Der ufänkt hei mir ze blénken.

Ech soen Iech alleguerte Merci, och fir déi Bäiträg, déi Der hei gesot hutt, a Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Familljeministesch. Domadder wier d'Diskussioun ofgeschloss. Mir kéimen elo nach zur Ofstëmmung iwwer eng Motioun, déi fraktiounsiwwergräifend gedroe gëtt, esou datt mer do par main levée kënnen driwwer ofstëmmen.

Vote sur la motion 1

Wien ass mat der Motioun vun der Madame Marie-Josée Frank d'accord?

Dat schéngt mer d'Unanimitéit ze sinn. Domadder wier dann och déi Motioun ugeholl.

Da kéime mer elo zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun de Mëtteg, nämlech de Projet de loi 6338 iwwert d'Récidive internationale. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: d'Madame Polfer, den Här Bodry, den Här Braz an den Här Henckes. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

4. 6338 - Projet de loi relative à la récidive internationale et portant modification

- de l'article 372 du Code pénal; et

- de l'article 34 de la loi du 6 octobre 2009 renforçant le droit des victimes d'infractions pénales et portant modification

- du Code d'instruction criminelle,

- du Code pénal,

- de la loi modifiée du 12 mars 1984 relative à l'indemnisation de certaines victimes de dommages corporels résultant d'une infraction et à la répression de l'insolvabilité frauduleuse,

- de la loi modifiée du 16 juillet 1986 relative à certains modes d'exécution des peines privatives de liberté,

- de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse

Rapport de la Commission juridique

M. Gilles Roth *(CSV), rapporteur*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat dësem Gesetzesprojet setze mir eng europäesch Kaderdécisioun iwwert d'Récidive internationale, also eng Widderhuelungsdot, a Lëtzebuerger Recht ën.

Mir reparéieren awer haut mat dësem Projet de loi och eng Panne, déi eis an der legislativer Aarbecht d'lescht Joer ënnerlaf ass.

Et war dat beim Gesetzesprojet iwwert déi sougenannte Convention de Lanzarote, wou dat erklärtent Zil war, méi haart Strofe fir sexuell Verbrieche géintiwwer vu mannerjährege Kanner anzeféieren.

Op engem spezielle Punkt, dem Attentat à la pudeur géintiwwer engem Kand vu manner wéi eelef Joer, ass iertümlecherweis d'Strofmooss am Endeffekt awer manner héich ausgefall wéi virun der Gesetzesännerung.

Éischtens emol zur sougenannter Récidive internationale. Gëtt eng Persoun vun engem Lëtzebuerger Geriicht beschëllegt, eng Strofdot begaangen ze hunn, da kënne fir d'Festsetze vun der Strof och Veruerteelungen a Betruecht gezu ginn, déi virdru vun engem Strofgeriicht aus engem aneren EU-Memberstat verhaange goufen.

Déi national Regele vun der Récidive spillen an dësem Fall, wéi wann déi Veruerteelung virun

engem Lëtzebuerger Geriicht gesprach gi wier. Dat heescht konkret, dass en Täter, deen am Ausland schonns een zolitte Casier huet an hei am Land eng nei Strofdot mécht, méi haart dofir ka bestrooft ginn.

D'Regele vun der Récidive internationale spillen um Niveau vun der Untersuchungshaft. Konkret heescht dat, dass en Täter, dee sech fir d'éischte Kéier virun engem Lëtzebuerger Geriicht wéinst enger Strofdot muss veräntwerten, awer am Ausland schonns en zolitte Casier huet, wuel kaum nach mat enger Entloossung aus der Untersuchungshaft - enger sougenannter Mise en liberté provisoire - däerft rechnen.

D'Regele vun der Récidive internationale spillen och bei der Festsetzung vun dem Strofmooss. Kënnt et zu enger Veruerteelung wéinst enger Strofdot zu Lëtzebuerg an huet den Täter schonns e Casier am Ausland, da gëtt d'Strofmooss hei am Land méi héich, bis zum Duebele vum Maximum, deen op där Strofdot steet.

Schliesslech spillen d'Regele vun der Récidive internationale och beim Ofsëtze vun der Strof. Dat spillt am Kontext vun dem zu Schraasseg beschtbekannten Artikel 100 aus dem Code pénal iwwer eng fréizäiteg Entloossung aus dem Prisong, mä och am Kontext vun dem sougenannte Congé pénal.

Ass een am Prisong, well ee fir d'Éischt eng Strofdot begaangen huet, da kann de Prisonéier e Congé pénal no engem Drëttel vun der Strof ufroen. Bei engem Récidiviste geet dat eréischt no der Halschent vun der Strof.

D'Ëmsetzung vun der europäescher Kaderdécisioun geschitt formell duerch een neien Artikel 57-4, dee mir an de Code pénal aschreiwen.

Op Urode vun dem Statsrot hu mir déi franséisch Gesetzgebung iwwerholl. Dëst huet de Virdeel, dass bei Interpretatiounsschwieregkeeten eis Geriichter sech kënnen un der franséischer Jurisprudenz orientéieren.

Här President, ëm méi wéi Interpretatiounsschwieregkeeten, mä villméi ëm eng penibel legislativ Panne geet et beim zweete Punkt vun dësem Gesetzesprojet.

Viru gutt zwou Wochen huet sech am Kontext vun enger Geriichtsaffär op engem Stater Geriicht wéinst engem sougenannten Attentat à la pudeur erausgestallt, dass zënter dem Juli 2011 een Ugréff op d'Schimmt géintiwwer engem Kand vu manner wéi eelef Joer net méi als Crime, mä als Delikt betruecht gëtt.

An anere Wierder: D'Strof, déi op esou enger eenzelner Dot steet, läit net méi bei fënnef bis zéng Joer Prisong, mä jee no Ëmstänn nach bei zwee bis fënnef Joer Prisong. D'Prisongsstrof ass also weider ginn, mä d'Strofmooss ass manner laang.

Mat dem Gesetz vum 16. Juli 2011 iwwert de Schutz vun de Kanner géintiwwer sexuelle Mëssbräich hu mir generell d'Strofdoten an deem Beräich drastesch verschäerft. Mir hunn duerfir nei Strofdoten agefouert gehat. Mir hunn och den Alter vum Kand, wat duerch dës Gesetzgebung geschützt gëtt, vu virdru 14 op elo 16 Joer eropgesat.

Mir hunn an deem Beräich generell sougenannt Circonstances aggravantes, also erschwéierend Ëmstänn virgesinn, wann d'Strofdot sech op ganz jonk Kanner bezunn huet - also verstäerkte Schutz.

D'Gesetz gouf och duerfir eestëmmeg hei an der Chamber gestëmmt an dobausse begréisst. Et ass och formell den 29. Juli 2011 a Kraaft getrueden.

Mä et war kengem opgefall, dass ee Saz, dee fréier een Attentat à la pudeur géintiwwer engem Kand vu manner wéi eelef Joer als e Crime bestrooft hat, vergiess gouf ze iwwerhuelen. Duerfir kann en Ugréff op d'Schimmt géintiwwer engem Kand vu manner wéi eelef Joer net méi mat enger Maximalstrof vun zéng Joer, mä just nach mat engem Maximum vu fënnef Joer Prisong bestrooft ginn.

Doduerch, dass aus dem Crime een Delikt gouf, ass d'Verjährung vun esou enger Strofdot och méi kuerz ginn. Et ass um Plang vun der Verjährungsfrist, wou d'Konsequenze vun dem legislativen Iertum am meeschten zum Virschäi kommen.

Fir d'Ausmooss vun dësem legislativen Iertum - deen, wéi gesot, kee wollt - richteg anzeschätzen, ass de Procureur général duerfir och an d'Justizkommissioun komm.

Zu deem Ganze folgend Prezisiounen:

1. Wat ass iwwerhaapt en Attentat à la pudeur? Mä dat ass een onsittlecht Verhale géintiwwer enger anerer Persoun, zum Beispill wann ech dës géint hire Wëllen onsittlech beréieren, hir géint hire Wëllen ee Kleedungsstéck ausdinn.

Een Attentat à la pudeur ass deemno ze ënnerscheede vun engem Viol, enger Vergewaltegung.

2. Wéi vill Geriichtsfäll sinn duerch dëse legislative Feeler betraff? Den Aussoe vun dem Procureur général an der Justizkommissioun no sinn him bis elo véier Affäre bekannt.

Zwou Affäre si schonns verhandelt an en Uerteel ass och dora gesprach. An deenen zwou aneren Affären ass d'Instruktioun ofgeschloss. Hei misst de Prozess deemnächst kënne stattfannen.

Bei enger vun deenen zwou Affären dierft et, den Aussoe vun dem Procureur général no, nieft dem Attentat à la pudeur och gläichzäiteg zu enger Uklo wéinst Viol kommen. Dat ass ee Crime. Esou dass de legislativen Iertum an dësem konkrete Fall keng direkt Auswierkungen dierft hunn.

Keng, ech widderhuelen, keng vun deene véier Affären huet iergendeppes mat sougenannte Mëssbrauchsfäll an der kathoulescher Kierch ze dinn!

3. Wat ass déi konkret Auswierkung vun dem legislativen Iertum op déi Fäll? Dat bleift am Endeffekt un de Geriichter ze entscheeden.

D'Rechtslag, déi ass folgend: Mat dem Gesetz iwwert den Afferschutz vum 6. Oktober 2009 gouf generell d'Verjährungsfrist fir Delikter vun dräi op fënnef Joer an d'Luucht gesat. Dat Gesetz ass den 1. Januar 2010 a Kraaft getrueden an applizéiert sech op Strofdoten, déi no dem 1. Januar 2010 begaange goufen.

Gemäß dem Afferschutzgesetz leeft d'Verjährungsfrist géintiwwer mannerjährege Kanner no hirem 18. Liewensjoer eréischt un. Mat enger Ëmännerung vun dem Afferschutzgesetz duerch de Projet de loi, iwwert dee mer haut ofstëmmen, kucke mir dës Bestëmmung vum Ulafe vun der Verjährungsfrist ab dem 18. Liewensjoer och op all déi Fäll unzewenden, wou d'Verjährung bis op den Dag vum Akraafttriede vun dem Gesetz, iwwert dat mer ofstëmmen, nach net ofgelaf ass.

Domat sollen déi zäitlech Auswierkunge vun eisem legislativen Iertum esou kuerz wéi méiglech gehale ginn.

Doraus ergi sech konkret folgend Rechtssituatiounen.

Éischtens, een Attentat à la pudeur, dat virun dem 1. Januar 2010 géintiwwer engem Kand vu manner wéi eelef Joer begaange gouf, war zwar deemools ee Crime, et gouf awer duerch de legislativen Iertum een Delikt. No engem allgemenge Rechtsprinzip spillt fir den Täter do déi sougenannten «loi la plus douce», also dat fir hie méi favorabelt Gesetz. Deemno ass et en Delikt mat enger Verjährungsfrist vun dräi Joer.

Esou ee Fall gouf och virun der Kriminalkummer viru 14 Deeg verhandelt. Well aus deem Crime een Delikt gouf, huet sech d'Kriminalkummer an engem Uerteel vum leschte 25. Januar dëst Joer inkompetent erkläert, fir iwwert de Fall ze befannen.

Passt awer op! Duerch eng sougenannte Procédure de règlement des juges kënnt dës Affär elo virun eng correctionnel Kummer, wou se nei um Fong verhandelt ka ginn. Do stellt sech dann ënner anerem awer d'Fro vun der Verjährung.

An enger zweeter Affär an deemselwechte Genre ass virgëschter en Uerteel komm. Hei ass eng Prisongsstrof vu sechs Joer, dovunner véier mat Sursis probatoire, gesprach ginn. D'Kriminalkummer war hei kompetent, fir iwwert de Fong vun där Affär ze befannen. Firwat? Mä well e sougenannte Concours réel vu méi Strofdote virlouch.

Zweetens, mat deem heitege Gesetz kucke mir den Zäitraum vun eisem legislativen Iertum esou kuerz wéi méiglech ze halen an all Fäll nach ofzedecken, wou d'Verjährungsfrist nach net ofgelaf ass. Duerfir spillt duerch d'Zesummespill vun deem heitege Gesetzesprojet an dem Afferschutzgesetz konkret fir en Attentat à la pudeur, wat no Mëtt Februar 2009 - also virun dräi Joer - gemaach gouf, d'Verjährung eréischt ab dem 18. Liewensjoer vun dem Affer, wat während fënnef Joer - also bis zu sengem 23. Liewensjoer - nach Zäit huet, fir Plainte ze féieren.

Drëttens, bei engem Attentat à la pudeur géigeniwwer engem Kand vu manner wéi eelef Joer, wat tëschent dem 1. Januar 2010 an dem Dag vun dem Akraafttriede vun deem Gesetz, iwwert dat mir haut ofstëmmen, begaange gouf - loosse mer soe Mëtt Februar 2012 -, ass den Impakt vun eisem legislativen Iertum manner grouss. D'Verjährungsfrist ass do fënnef Joer. Si spillt eréischt ab dem 18. Liewensjoer vun dem Affer. D'Affer kann also bis zu dem 23. Liewensjoer nach Plainte féieren.

D'Strofmooss ass am Prinzip dat vun engem Crime, also fënnef bis zéng Joer Prisong, mat Ausnahm vun der Period vu Juli 2011 bis Mëtt Februar 2012, wou d'Strofmooss dat vun engem Delikt ass, konkret also eng legal Strof vun zwee bis maximal fënnef Joer.

De legislativen Iertum huet also fir all Faiten ab Mëtt Februar 2009 keng Auswierkung op d'Verjährungsfrist. Dat manner wéi eelef Joer aalt Affer vun engem Attentat à la pudeur, deen no Mëtt Februar 2009 begaange gouf, ka bis zu sengem 23. Liewensjoer Plainte féieren. Fir d'Period tëschent dem Juli 2011 a Mëtt Februar 2012 spillt awer ee manner héicht Strofmooss - dat vum Delikt amplaz vum Crime. Et gëtt keng Period, wou Stroffräiheet wier.

Véiertens, en Attentat à la pudeur géigeniwwer engem Kand vu manner wéi eelef Joer, wat no dem Akraafttriede vun dem heitege Gesetz, also no Mëtt Februar 2012, begaange gëtt, huet eng Verjährungsfrist vun zéng Joer, déi eréischt ufänkt mat dem 18. Liewensjoer vun dem Affer. D'Affer kann an deem Fall also bis zum 28. Liewensjoer Plainte féieren. Dat legaalt Strofmooss ass ee Minimum vun zéng Joer Prisong.

Mat dësem Gesetzesprojet ginn also souwuel d'Verjährungsfrist wéi och d'Strofmooss fir en Ugréff op d'Schimmt vun engem Kand vu manner wéi eelef Joer erëm wesentlech verschäerft. Dëst konkret zu der legaler Rechtssituatioun.

Dat definitiivt Strofmooss gëtt vu Fall zu Fall am Endeffekt duerch d'Geriichter festgeluecht, well aner Considératioune wéi zum Beispill de sougenannte Concours réel vu méi Strofdoten, Circonstances atténuantes oder soss Ëmstänn een Afloss kënnen hunn.

Här President, an der Justizkommissioun gouf och d'Fro vun enger eventueller Entschiedegung vun dem Affer vun engem Attentat à la pudeur opgeworf an deene Fäll, wou duerch de legislativen Iertum eng Verjährung vun der Strofdot antreffe géif. Dat ass eng komplex Fro, déi ee muss an engem méi breede Kader kucken.

Éischtens besteet an deene Fäll ëmmer d'Méiglechkeet fir d'Affer, eng Entschiedegung iwwer e Prozess um Zivilgeriicht anzekloen. Hei spillt eng Verjährungsfrist vun 30 Joer.

Doriwwer eraus ass et déi generell Fro vun der sougenannter Responsabilitéit vun dem État législateur. Eminent Juristen, wéi d'Häre Tony Biever a Georges Ravarani, hu sech och mat där Fro befaasst. Et muss ee se am Kontext vun dem Gesetz vum 1. September 1988 iwwert d'Responsabilitéit vun dem Stat respektiv den Artikelen 1382 an 1383 vun dem Code civil kucken. Dës Bestëmmunge ginn net direkt op déi zivilrechtlech Verantwortung vun dem Gesetzgeber an. Generell ass esou eng Responsabilitéit vun dem État législateur net auszeschléissen. D'Fäll, wou si kënne spillen, ginn awer ganz restriktiv gekuckt.

Den Tony Biever schreift heizou am Livre jubilaire vum Statsrot vun 1957: «Rançon de toute vie en société, le réaménagement de l'ordre juridique est l'objectif même de toute vie en société, et toute reforme sociale et économique est à ce prix. En principe on ne peut donc rationnellement songer - sous peine de paralyser l'activité étatique ou de ruiner les finances publiques - de permettre aux personnages ou catégories de personnes à qui une réforme cause quelque dommage de mettre en échec l'application de la loi ou de demander compensation pécuniaire.»

Prinzipiell schéngt et am Kontext vun der Responsabilité de l'État législateur eng Rechtsdoctrine ze ginn, dass d'Responsabilitéit vun dem Gesetzgeber kann engagéiert sinn am Fall, wou e Gesetz géint d'Verfassung oder eng international respektiv europäesch Gesetzgebung verstéisst an doduerch e Schued entstanen ass.

Dëse Schued muss awer direkt, schwéier a speziell e klenge Grupp vu Persoune betreffen, also net d'Generalitéit vun de Leit. D'Konditiounen an d'Modalitéite vun der Entschiedegung missten an deem Fall och duerch e Gesetz geregelt ginn. Dat sinn déi prinzipiell Regelen. All aner Konklusioune géifen d'Missioun vun dem Rapporteur dépasséieren.

An der Justizkommissioun gouf gëschter zum Schluss och op d'Gesetz vun dem 12. Mäerz 1984 iwwert d'Entschiedegung vu Kierperschied vun Affer vun Infractiounen higewisen. Dëst Gesetz applizéiert sech ausdrécklech op Sexualdelikter. Ob d'Konditioune vun dem Gesetz an engem konkrete Fall gi sinn, ass am Endeffekt eng Décisioun, an dësem Fall, vum Justizminister.

Här President, zum Schluss, Merci all de Memberen aus der Justizkommissioun, déi op eng konstruktiv Aart a Weis zesumme mat dem Minister, senge Servicer an och dem Procureur général gehollef hunn, dës penibel Panne erëm ze redresséieren. Dat a manner wéi dräi Woche mat Passage duerch de Statsrot. De Statsrot huet och kee Problem mat dem Text gehat, sou wéi en dem Vote virläit.

Ech verweise fir de Rescht op mäi schréftleche Rapport, dee gëschter eestëmmeg vun der Commission juridique ugeholl gouf, an ech ginn d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun.

Ech soen Iech zum Schluss Merci fir d'Nolauschteren, a Merci, Här President, dass Der mer eng Minutt 36 méi ginn hutt.

(Hilarité)

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Rapporteur. Als éischte Riedner ass den Här Bettel agedroen. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt wëll ech dem Gilles Roth Merci soe fir säi Rapport, dee wéi gesot en Text ass, deen zwou Composanten huet: eng Kéier d'Récidive internationale an eng Kéier e Rectificatif vun engem Text, wou mer all zesummen e Bock geschoss hunn - wéi een op gutt Lëtzebuergesch seet -, e Problem, wou ech duerno am zweeten Deel wëll drop zréckkommen.

Also deen éischten Deel vun der Récidive internationale ass eng Décision-cadre, déi och luewenswäert ass. Et kann net sinn, dass een an engem Land e Casier judiciaire huet, dee bien fourni ass, an dann an d'Ausland geet an do wéi e Primaner géif bei eng Chambre du conseil goen an da lafe gelooss ginn, dass een an der Sitzung wéi een, dee kee Casier huet, géif bestrooft ginn an duerno bei der Exécution des peines wéi wann en nach ni eng Strofdot gehat hätt och dovunner kéint profitéieren.

Dofir ass et scho wichteg, dass ee weess, dass et keng Grenze gëtt an der Kriminalitéit an dass, wann een eng Strofdot an engem Land mécht, dass dann de Casier aus deem Land och zielt. An an der Récidive wësse mer jo ganz genau, dass virdru bei de Circonstances atténuantes de Casier judiciaire eng Roll hätt kënne spillen: dass ee seet, et zielt net. Ech mengen, hei kann een net vu Primo-délinquant schwätzen. Hei ass de Fait elo, dass et och dann nach an d'Récidive fält, wat jo am Fong dann nach eng Aggravatioun vun der Peine duerno…, oder op jidde Fall och zréckbehale gëtt vun de Riichter.

Wéi gesot ass et och wichteg, dass an deenen dräi Partië gekuckt gëtt. Dat heescht, eng Kéier bei der Liberté provisoire, déi ee kann ufroen, eng Kéier um Fong an eng Kéier duerno bei der Exécution des peines - déi dräi Etappen am Fong, wann ee wëllt, an engem Prozess. Dofir wäerte mer och dësen Text stëmmen.

Dann, Här President, kënnt déi zweet Saach. Dat ass déi, wou mer den Text musse rectifiéieren.

Ech wëll Iech soen, Här President, dass ech fir d'Éischt dem Här Besch wëll och Merci soen, eisem Sekretär an der Kommissioun, well mer net méi spéit wéi dës Woch en Text kritt hunn, wou mer och elo den Texte initial hunn. Ech mengen, et ass wichteg, dass mer bei all Text, dee mer an Zukunft kréien an der Commission juridique - an net nëmmen an der Commission juridique, mä insgesamt -, och wëssen, net nëmmen, wat d'Regierung gären hätt, mä och den Texte initial, fir ze kucken, wat geännert gëtt.

Ech wëll kengem soen elo, et ass der Chamber hir Schold oder et ass der Regierung hir Schold, well déi jo den Text déposéiert hat, a mir hunn net genuch opgepasst, oder dem Conseil d'État seng Schold, well deen eis net drop opmierksam gemaach huet, oder souguer - well dat huet nach kee gesot - de Parquet, deen e Réquisitoire geschriwwen huet, dee jo net konform zum Text war, an eng Chambre du conseil, déi e Renvoi gesprach huet, dee jo net konform zum Gesetz war. Dat heescht, et sinn zeg Leit, déi et net gemierkt hunn.

Souguer an der Sitzung - wann ech richteg informéiert sinn - um Geriicht sinn eréischt d'Acteure vun der Justiz drop opmierksam ginn, wéi en Affekot dat invoquéiert huet. Oder de Parquet - ech weess elo net méi, wie vun deenen zwee. Et ass jo elo egal! An dunn hu mer festgestallt, dass e Problem wier.

Sou wéi den Här Rapporteur et scho gesot huet, wësse mer vu véier Affären. Sinn et der méi, sinn et der manner, wou duerno eng Influenz vun deem doten Text kënnt, dat wësse mer net. Well et ass méiglech, dass eng Rëtsch vun Affären an der Instruktioun sinn, an da muss de Riichter duerno um Fong soen, ob déi Influenz vun deem Text, deen do elo ass, iergendeng Influenz muss duerno um Fong och hunn, och wann d'Affären nach net renvoyéiert sinn. Déi Äntwert wësse mer nach net.

Mir wësse vun deene véier Affären, déi zwou si renvoyéiert, déi zwou si gesprach ginn, an do hu se carrément sech inkompetent erkläert an

engem Fall. A mir wëssen awer elo net bei deenen Affären, déi scho bei engem Untersuchungsriichter sinn, déi awer nach net renvoyéiert sinn, dat heescht, déi nach net vun engem Réquisitoire an net duerch eng Chambre du conseil gaange sinn, ob do net d'Défense wäert um Fong och invoquéieren, oder eng Nullitéit vum Réquisitoire, andeem se soen, ech wëll kee Renvoi virun eng „Crime", mä virun eng „Correx", well an där Zäit den Text, dee jo normalerweis muss besser si fir de Prévenu, dann zielt oder net.

Mir sinn eis eens, dass mat deem doten Text normalerweis deen Iertum, dee mer hunn, jo normalerweis net méi applicabel wier. Mä ech soen Iech just, dass de Riichter duerno um Fong… Vläicht kënne mer dann nach Répercussiounen hunn a méi wéi véier Affären. Ech hoffe selbstverständlech net!

Mir kruten an der Sitzung gesot: „Jo, mä et ass elo en Uerteel gesprach ginn, mä e wor awer streng bestrooft ginn, well de Concours dran ass." Dat ass fir mech keng Excuse! Well wa kee Concours do gewiescht wier, da wier en net streng bestrooft ginn. An dat ass inakzeptabel. Mir kënnen net vun engem Fall elo soen: „Et ass jo awer net esou schlëmm, well en ass awer streng bestrooft ginn." Wann de Concours net stattfonnt hätt, hätt deen Här net esou eng streng Strof kritt an dann hätte mer wierklech missen eis schummen iwwert deen Text, sou wéi en hei gestëmmt ginn ass.

Ech muss Iech awer och soen, Här President, nach zwee kleng Punkten. Deen ee Punkt ass gesot ginn: Et ass e Problem jo vu Prescriptioun vläicht bei deem engen oder bei deem aneren. Dat heescht, do kéint een dann net méi um Geriicht - um Geriicht..., ech soen: an deem Procès pénal - eng Entschiedegung kréien. Dat heescht, et misst een en neie Prozess maachen. Oder et kéint een, do gëtt et eng Kommissioun jo, wou een da kéint och vläicht eng Indemnisatioun kréien.

Ech mengen, dass ee sech awer muss da bewosst sinn, dass, wann duerch deen heite Fait verschidde Leit an engem penale Prozess keng Entschiedegung méi géife kréien, se op d'mannst vun der Assistance judiciaire misste profitéieren, dass mir awer deene Leit den Affekot stellen, fir e Procès civil ze maachen, wou et eng Prescription trentenaire ass, wou se 30 Joer hunn, fir Schuedenersatz ze kréien. Mä net, dass d'Leit och nach mussen den Affekot bezuelen, fir e Prozess ze maachen, nodeem mir hinnen hei d'Méiglechkeet vun engem Procès pénal net gelooss hunn, a se duerno e Prozess musse maachen, well déi eng oder déi aner Chamber sech net kompetent erkläert huet.

Mir sinn eis awer och eens, elo musse mer kucken, wa si sech net kompetent erkläert huet, da geet et zréck an normalerweis misst eng Chambre correctionnelle elo déi doten Affär jugéieren. An da kann nach eng Partie civile gemaach ginn. Mä wann - dass mer eis eens sinn - dat net de Fall wier, dass iergendee Problem wier oder en Uerteel géif soen, dofir wiere se net kompetent, an d'Affär wier dann zou, dass mer da mussen awer soen: „Hei, deenen dote Leit musse mer awer kënnen an deem heite Fall entgéintkommen."

Ech schwätzen elo net vun Indemnisation directe. Ech schwätze just vun engem fairen zivile Prozess dann, wou mir missten dann awer averstane sinn, fir ze soen: „Okay, si erfëlle vläicht net de Kritär vun der Assistance judiciaire, mir mussen hinnen awer och entgéintkommen."

An dann, Här President, kommen ech net derlaanscht, op dee Punkt zréckzekommen, iwwert dee mer am Fong duerch deen doten Dossier Informatioune kritt hunn. Dat ass iwwert d'Faiten, déi der kathoulescher Kierch jo reprochéiert ginn…

(Signal d'alerte)

Et gëtt verschidden Tabu-Sujeten, mä quand même!

(Hilarité et brouhaha)

M. le Président.- Fuert virun, Här Bettel.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, ech hoffen net, dass dat en Avertissement war,…

(Brouhaha général et hilarité)

…dass dat en Avertissement war, dass ech elo direkt misst…

(Brouhaha général et hilarité)

Une voix.- Probéiert emol nach eng Kéier!

(Hilarité et interruptions diverses)

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, ech kommen net - nach eng Kéier - derlaanscht, fir awer dann iwwert déi Faiten ze schwätzen, déi mer haten an der kathoulescher Kierch a wou mer du vum Procureur général Biever an der Commission juridique d'Informatioun matgedeelt kritt hunn, dass am Fong déi Faiten alleguerten an der Prescriptioun wieren, dat heescht, dass se penal net méi kéinte poursuivéiert ginn. Ech muss Iech soen, dass dat eng Nouvelle war, déi ech net wosst. Ech mengen, da kréien ech gesot, jo, mä et kéint een de Rapport vun „cathol.lu" liese goen, do géif een da méi Informatioune kréien.

Ech muss Iech soen, do stinn och Faiten dran, déi keng Kavaléiersdelikter sinn. Déi wierklech keng Kavaléiersdelikter sinn! An déi Leit, déi dee Rapport nach net gelies hunn, sollen e liese goen. Do sti Saachen dran, déi sinn einfach inakzeptabel.

D'Gesetzgebung gesäit ebe vir, dass Délais de prescription do sinn an hautdësdags da verschidde Faiten, vun deene mer bis elo wëssen, op jidde Fall net kënne poursuivéiert ginn. Et ass penibel elo, fir deene Leit dann ze soen: „Mir kënnen näischt méi maachen", op jidde Fall, wann déi Persoun och nach lieft, well op jidde Fall um strofrechtleche Plang näischt méi ze maachen ass.

Dofir hunn ech dem Minister och d'lescht Woch d'Fro gestallt, an ech hunn och eng Question parlementaire gestallt, fir ze wëssen, wéi… Well dunn ass jo do dee Gremium ronderëm feu Här Majerus kreéiert ginn, fir dann ze kucken, fir d'Informatiounen ze sammelen, zesummen och mam Parquet, et je ne doute pas du tout de la véracité vun deem, wat do steet, mä ass dat alles? Kommen do nach vläicht aner Geschichten eraus? Dat weess ee jo ni. Ech schwätzen elo vun deem, wat mer elo wëssen.

Ech mengen awer, dass et richteg wier, dass d'kathoulesch Kierch fir déi Feeler, déi déi lescht Joren, och wa se prescrit sinn, stattfonnt hunn, eng Réparatioun bezilt. Ech hunn den Här Péporté och um Radio héieren, dee gesot huet, dass d'kathoulesch Kierch géif och Regele fannen, fir deene Victimen entgéintzekommen. Ech muss Iech soen, ech fannen et ganz gutt, dass mer déi Nouvelle kréien, mä ech mengen, dass et awer och wichteg wier ze wëssen, wéi dat stattfënnt.

Ech weess och net, wien déi Montantë fixéiert. Ech weess net, wien déi Leit héiert. An ech mengen, dass et am Sënn vun Transparenz scho wichteg wier, an ech krut an der Kommissioun gesot: „Jo, mä dat heiten huet näischt mat enger Administratioun ze dinn. Firwat solle mer déi Persoun froen?" Mir hunn eng Ombudsfra, déi tëschent de Problemer, tëschent Administréen an enger Administratioun…

Et soll een eng Ombudspersoun designéieren - a firwat net d'Madame Err? - oder, mir ass et egal, mä eng neutral Persoun designéieren, déi awer do kéint e Comité présidéieren, dee wierklech objektiv an en toute transparence eis géif soen: „Dat doten ass duerno de Montant, dee mir fonnt hunn, deen d'Leit zegutt hätten. Obwuel pénalement näischt méi machbar war, huet déi Institutioun gekuckt, de Leit entgéintzekommen a mat deem an deem Montant de Leit dat och ze bezuelen."

Dofir e waarmen Appell, Här President, un de Minister, deen en plus jo Ministre des Cultes ass - dat heescht, dee jo och mam Här Monseigneur Hollerich a mat der Institutioun ka schwätzen -, wierklech e waarmen Appell, dass en insistéiert fir déi Transparenz, a fir ze évitéieren, dass duerno gesot gëtt: „Déi Leit sinn ausbezuelt ginn, fir roueg ze sinn!", oder esou Saachen. Dir wësst jo net, wat alles nach deen een oder deen anere kéint zielen. Dass mer dat a ganzer Transparenz, am Intérêt vun der Kierch, am Intérêt vun der Politik maachen - net dass mir Kompliz gi vun enger Omerta, dass ee seet, mir dierfen näischt doriwwer soen -, an am Respekt virun allem virun den Affer!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Bettel. Als nächste Riedner ass den Här Bodry agedroen. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, et ass schonn drop opmierksam gemaach ginn, dass dëse Gesetzesprojet eigentlech ursprénglech d'Zil verfollegt huet, fir eng europäesch Kaderdécisioun vum 24. Juli 2008 iwwert d'Berücksichtegung vun de Strofveruerteelungen tëschent den EU-Staten an hire Strofverfahren ëmzesetzen.

Deen doten haaptsächleche Punkt vun dësem Gesetzesprojet ass e bëssen an den Hannergrond getratt duerch eben eng Initiativ, déi dës Chamber geholl huet am Kader vun der juristescher Kommissioun, fir en Oubli, e Feeler, dee gemaach gi war bei engem rezente Gesetz, engem Gesetz vun 2011, erëm guttzemaachen.

Ech wëll drun erënneren, dass et d'Volontéit war vun der Regierung a vun der Chamber hei, fir iwwert dat Gesetz vun 2011 d'Strofen ze verschäerfen, wann et sech ëm Iwwergrëffer géint Mannerjähreger handelt. Et war d'Absicht vun der Regierung a vun der Chamber, fir d'Situatioun, besonnesch och vun de Mannerjähregen als Victime ze stäerken.

Deen Text, dee mer hei diskutéiert hunn a gestëmmt hunn, gëtt dat net zu honnert Prozent erëm, well ebe vergiess gi war, eng verschäerfend Bestëmmung aus dem alen Text ze iwwerhuelen an deen neien Text.

Dat ass e Feeler. Et däerf een dee Feeler net dramatiséieren. U sech - och d'Virriedner hu schonn drop higewisen - gëtt et eng Rei vu Circonstancen, déi maachen, dass u sech awer esou Doten och weiderhin, och während där Zäit hei nach weiderhi kënne bestrooft ginn.

Mä déi haaptsächlech Répercussioun betrëfft eigentlech d'Verjährungsfrist. D'Verjährungsfrist, déi an deem heite spezifesche Fall net méi zéng Joer betrëfft, mä fënnef Joer betrëfft duerch dat Gesetz vun 2011. Dat kann natierlech an eenzelne Fäll ganz gravéierend, ganz iergerlech Konsequenzen hunn, andeems et net méi kann zu enger strofrechtlecher Veruerteelung kommen, wann net aner Delikter, Crimë matspillen an deem doten Zesummenhang respektiv wann de Concours réel net kann invoquéiert ginn tëschent e puer Infractiounen.

Et ass also wichteg, dass d'Chamber hei éischtens mat der Regierung zesumme wëllt schnell handelen, wëllt schnell eng Korrektur maache par rapport zu deem, wat se gestëmmt huet. An dat geschitt iwwert deen heiten Text, dee jo eigentlech vum Statsrot och positiv begutacht ginn ass.

Mir ginn eigentlech iwwert dat eraus, wat mer gemeinsam festgeluecht haten, och nach net virun allze laanger Zäit, wéi mer en allgemengt Gesetz gestëmmt hunn hei an der Chamber, wat jo d'Situatioun vun de Victimë verbessert. A mir décidéieren elo, dass de Punkt, wou dat Gesetz sech applizéiert, dass mer deen zäitlech no vir zéien, also méi fréi schonn applizéieren do, wéi mer dat eigentlech alleguerte wëlles haten hei an der Chamber, fir eben op déi Verjährungsproblematik ze reagéieren, déi sech an deem heite Fall vun den Delikter - Attentats à la pudeur géint kleng Kanner - stellt.

Et ass also wichteg, dass deen heiten Text kënnt. Et ass wichteg, dass e schnell kënnt. Et ass wichteg, dass mer hei och doduerjer de méigleche Schued begrenzen.

Ech mengen, hei huet d'Chamber, d'Regierung schnell gehandelt. Si huet dat gemaach, wat elo méiglech war.

Dat werft eng Rei vu Froen op. Et werft och Froen op vum Fonctionnement vun der Chamber, wéi mer un d'Texter eruginn. D'Regierung kéint sech op hirer Säit déiselwecht Fro stellen. Ech weess, dass zënter Joren diskutéiert gëtt, fir e spezialiséierte Service vläicht um Niveau vun der Regierung ze schafen, dee sämtlech gesetzlech Projeten, sämtlech Gesetzestexter sollt vun enger neutraler Wacht aus nach eng Kéier duerchkucken, kucken, ob se korrekt sinn, ob näischt vergiess ginn ass, ob se concordéiere mat anere Gesetzestexter, déi vläicht an aner Beräicher eraginn.

Et ass, mengen ech, net vu Muttwëll, fir sech déi dote Fro ëmmer erëm ze stellen. An ech mengen, mir mussen eis och als Chamber d'Fro stellen, ob een net sollt drun denken, sech e Service de législation unzeleeën, ze schafen, mat kompetente Leit, déi ebe mat engem neutrale Bléck duerch d'Texter kucken, déi net onbedéngt mat derbäi sinn, wann d'Texter ausgeschafft ginn, mä doduerch awer eng gewëssen Distanz zu den Texter hunn an doduerjer kënnen also och eng kritesch Lecture maache vun deenen Texter, ier se ofgestëmmt ginn.

Dat wär, mengen ech, eng Iwwerleeung wäert, op jidde Fall wat d'Chamber ugeet, ob se sech net soll verstäerken an där doter Hisiicht, fir ze verhënneren, dass wierklech Texter emol erausginn an eenzelne Fäll - Gott sei Dank ass dat net d'Regel -, déi net honnert Prozent passen an déi vläicht, wann déi Kontroll gespillt hätt, nach méi perfekt eigentlech gewiescht wären. Da wär vläicht esou e Feeler net passéiert, wéi dat hei geschitt ass.

Ech mengen, et ass eng kollektiv Responsabilitéit, déi hei spillt. Ech brauch net drop anzegoen. Et ass müßeg, hei de Ball hin an hier ze schuppen. Ech mengen, dat sollt kee maachen. Hei ass et wichteg, dass mer och an engem kollektiven Effort déi dote Bourde erëm réckgängeg maachen.

D'Suerg, déi mer alleguerten hunn - dat ass an den Diskussiounen an der Chamberskommissioun jo och erauskomm -, ass déi: Wéi kënne mer deene Leit hëllefen, déi eventuell duerch déi Gesetzesännerung do vun 2011 d'Recht ewechgeholl kréien, fir zu hirem Recht bei engem Penalprozess ze kommen? A fir dass et zu enger penaler Veruerteelung vun eenzelne Stroftäter kënnt - notamment wéinst der Fro vun der Verjährung, déi elo vläicht an deem Intermède do gespillt huet.

Ech mengen, de Rapporteur huet mat Recht drop higewisen, dass et do eng ganz Rëtsch vu Méiglechkeete gëtt. D'Zivilklo ass weider méiglech. Do spillt den Droit commun, do spillt d'Prescription trentenaire. Et ass och, mengen ech, wënschenswäert, dass an esou Fäll - wann et sollt zu deene Fäll do kommen, dat muss een elo ebe gesinn an där nächster Zäit - natierlech och vun öffentlecher Säit sollt eng psychologesch Betreiung, juristesch Berodung, juristesch Assistenz ugebuede ginn.

An ech mengen, et ass selbstverständlech, dass een och soll am Kader vun eisem Rechtssystem kënnen op verschidden Hëllefen zousätzlech zréckgräifen, wéi d'Gesetz vum 12. Mäerz 1984, wat mer jo och verbessert hu viru Kuerzem, wou och zum Beispill de moralesche Schued kann ewell indemniséiert ginn. Dat war am urspréngleche Text 1984 net méiglech, wou nëmmen de materielle Schued konnt indemniséiert ginn.

Dat heescht, dass mer an enger Situatioun sinn, déi also do gewësse Lattitudë léisst, zumools well de Justizminister och d'Méiglechkeet do huet, vun der spezieller Prescriptioun, déi am Text vu '84 steet, eng Dispens ze ginn. Sou dass also, egal wéi laang d'Faiten zréckleien, ëmmer theoretesch d'Méiglechkeet besteet, dass et zu enger staatlecher Indemniséierung kënnt, wa keng aner Indemniséierung am Virfeld ka spillen.

An dat, mengen ech, wär awer och en Instrument, wat ee kéint an deenen aneren Hypotheesen iwwerpréiwen, déi vu menge Virriedner hei ugeschwat si ginn, vu méiglechen Ugréffer u Kanner, déi gemaach si ginn an der Zäit, déi vill méi wäit zréckleien, déi ënner anerem also och zudag getratt sinn iwwert déi Méiglechkeet, déi gebuede ginn ass, fir och bei enger spezieller Kommissioun am Beräich vun der kathoulescher Kierch hei seng Klo ze féieren.

Och do muss een also kucken, wat an deem dote Punkt méiglech ass. An och do sollt een d'Leit net eleng loossen. Et sollt een d'Leit - ech mengen, dat ass eng Obligatioun, déi e Stat insgesamt huet -, déi mat esou enger Situatioun konfrontéiert sinn an déi net méi kënnen eigentlech iwwert den normale Rechtswee zu hirem Recht kommen, déi Leit sollt een net eleng loossen. Déi Leit solle wéinst där moralescher Verflichtung, déi mer hunn als Vertrieder vun der Öffentlechkeet, awer déi besonnesch natierlech am Virfeld déi hunn, déi deenen Institutioune virstinn, déi d'Opsiichtsflicht net respektéiert hunn an der Vergaangenheet, déi Leit sollen also vun deenen net eleng gelooss ginn.

Et geet net duer, e Rapport ze maachen. Et ass och wichteg, dass deene Leit och konkret gehollef gëtt!

Dat muss sech net onbedéngt ëmmer a grousse Geldzommen erëmspigelen. Ech mengen, et geet de Leit net dorëm an éischter Hisiicht. Mä et ass wichteg, dass se gehéiert ginn. Et ass wichteg, dass dat, wat se virdroen, dass dat seriö geholl gëtt a virun allem och, dass se mierken, dass alles gemaach gëtt, dass esou eppes net méi virkënnt!

Dat schéngt mer och dat Wichtegst ze sinn, dass net weidere Schued kann entstoe géintiwwer anere Kanner, anere jonke Leit.

An deem Sënn, selbstverständlech, wäerte mer dëse Gesetzestext stëmmen a mir wäre frou, wann déi aner Niewefroen zu deem heiten Text, déi opgeworf gi sinn, och kéinte vu Regierungssäit eng kloer Äntwert kréien.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Bodry, an als nächste Riedner ass den Här Braz agedroen. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Merci, Här President. Déi gréng Fraktioun wäert och dëse Projet stëmmen, souwuel fir seng initial Intentioune wéi och fir déi, déi derbäikomm sinn. E spezielle Merci - déi Kéier wierklech e speziellen! - un de Rapporteur, den Här Roth, deen och derzou bäigedroen huet, dass et an där kuerzer Zäit och méiglech war, dee Projet ze stëmmen. Et war och juristesch net ganz einfach an et ass awer gutt, dass mer et esou séier konnte maachen.

Mir haten als Gréng an der Kommissioun insistéiert, dass den Här Biever an d'Kommissioun kënnt, fir eis eben en État des lieux ze maachen iwwert déi Affären, déi kënne betraff sinn duerch dee Feeler, dee geschitt ass. Den Här Biever huet eis an där Kommissiounssëtzung

véier Affäre genannt; ech detailléiere se net nach eng Kéier. Zwou si scho gesprach, zwou si renvoyéiert.

Ech wëll awer och kloer soen, dass déi Zuel vu véier keng exhaustiv Zuel ass. Den Här Biever konnt net ausschléissen, dass nach Affären ënnerwee sinn, déi net renvoyéiert si respektiv elo scho gesprach gi sinn. Et kënnen also nach Affären ënnerwee sinn, wou sech dee Problem stellt vun der Verjährung opgrond vun där mëssgléckter gesetzlecher Ännerung, déi mer gemaach hunn.

Ech wëll och direkt vun dëser Plaz aus soen, dass et hei e kollektive Feeler ass an dass et net drëms geet, deem engen oder deem anere méi Responsabilitéit wëllen an d'Schung ze schëdden. Et ass e kollektive Feeler a mir sollen eis och bei der Sich nom Feeler deementspriechend behuelen.

Déi Fro vun der Verjährung gëtt awer elo net déi éischte Kéier hei an der Chamber diskutéiert. Mir hu se 2009 am Kader vum Affer-schutzgesetz och diskutéiert. Ech wëll awer bei dëser Geleeënheet rappeléieren, dass am Kader vun deem Gesetz vun deene Grénge proposéiert gi war, bei Delikter, bei Verbriechen d'Verjährung ganz ewechzehuelen. Dat ass eppes, wat et an anere Länner gëtt. Dat hätt an deem heite konkrete Fall als Resultat gehat, dass et trotz eisem Feeler keng Verjährung gi wier.

Mir sinn nach ëmmer der Meenung, dat war ee vun den Enseignementer notamment vun all deene Mëssstänn, déi jo public gi sinn an deene leschte Jore ronderëm Kannermëssbrauch, wat virdru schonn évoquéiert ginn ass: Hätte mer deemools déi Konklusioun gezunn am Kader vum Afferschutzgesetz, dann hätt déi Fro vun der Verjährung haut eng ganz aner Nues.

Mir waren awer als Gréng deemools - leider - zimlech eleng där Meenung, dass ee soll déi Verjährung fir déi doten Zort vun Déliten a Crimen ophiewen. Vläicht wäerte mer déi Geleeënheet awer nach eng Kéier kréien, eis mat där doter Fro ze beschäftegen, well si ass definitiv wichteg genuch.

Ech mengen och, ouni d'Schold bei engem méi wéi bei engem aneren ze sichen, dass mer eis bis elo awer nach net vill domat beschäftegt hunn, wou a wéi de Feeler geschitt ass. Mir hunn eis prioritär, an dat ass och richteg, elo emol domadder ofginn, de Feeler séier aus der Welt ze raumen, ze probéieren, säin Impakt op e Minimum ze reduzéieren. Dat ass och richteg. Dat war d'Prioritéit.

Mä et wier awer vläicht derwäert erauszefannen - et geet e bëssen… Ech rejoignéieren do den Alex Bodry, dee seet, dass mer hei am Haus och eng Cellule juridique gär hätten, eng Iddi, déi ech selwer och scho méi wéi eng Kéier an der Kommissioun an de leschte Jore proposéiert hunn. Dat wier sécher, mengen ech, eng Iddi, iwwert déi ee sollt diskutéieren. Mä et wier awer och hei vläicht derwäert, awer ze probéieren erauszefannen, wéini dee materielle Feeler geschitt ass. Net, fir e Schëllegen ze fannen, mä fir einfach Enseignementer ze zéien, fir dat ze évitéieren a fir dass esou Feeler sech no Méiglechkeet an Zukunft net kënne widderhuelen.

Woubäi: E perfekte System gëtt et net. Feeler kënnen ëmmer geschéien. Si hu glécklecherweis net ëmmer esou potenziell bedauerlech a grave Konsequenze wéi deen heite Feeler; mä vläicht, wa mer kënnen, wa mer elo dat heite votéiert hunn, an enger zweeter Phas, à tête reposée, awer probéieren erauszefannen, wéi dee materielle Feeler konnt geschéien. Dat kéint eis eventuell virubréngen. Mä, wéi gesot, net, fir ee Schëllegen ze fannen, mä fir einfach en Enseignement dorauser ze zéien.

Mir sinn als Gréng och der Meenung - dat hu mer an der Kommissioun och artikuléiert -, dass, wann nach där Fäll sollten do sinn, an dat kënne mer jo am Moment net ausschléissen, dass, wa Leit net zu hirem Recht oder zumindest zu engem Uerteel kéinte kommen, doduerch dass d'Faitë verjährt sinn opgrond vun eisem Feeler, dass mer eis dann der Fro musse stelle vun der Responsabilitéit par rapport zu deene Leit a vun enger eventueller Entschiedegung.

Woubäi déi Fro sech natierlech net ganz einfach stellt, well do jo an engem lafende Prozess och ëmmer zwou Parteie sinn: dat présuméiert Affer an de présuméierten Täter. A well mer awer keen Uerteel hunn, ass et och schwiereg ze soen, wiem géintiwwer mer responsabel wiere fir dee Feeler, nëmmen deem engen oder deem aneren oder béiden. Et ass eng ganz schwiereg Fro, wou ee wierklech gutt muss ënnersichen, wéi een dat ka maachen.

Mir hunn an der Kommissioun erkläert kritt, dass et e Gesetz gëtt. De Rapporteur Gilles Roth huet et rappeléiert: am Gesetz vum 12. Mäerz '84. An och déi gréng stellen do d'Fro un de Minister, wéi en de Spillraum gesäit, deen en do huet, fir eng Décisioun ze huelen an der Hypothees, dass et géif Leit ginn, déi duerch eise Feeler et net zu engem Uerteel kënne packen an där Affär, déi si awer interesséiert. Mir erwaarden och do - hoffentlech - eng kloer Äntwert duerch de Minister.

De Xavier Bettel ass drop agaangen, obwuel et näischt direkt heimadder ze dinn hat. An der Kommissioun ass op eemol och d'Bréck gebaut ginn op d'Kierch an d'Indemniséierung vun den Affer vun den Iwwergrëffer vu Paschtéier ënner anerem. An obwuel et näischt heimat ze dinn huet, well déi Verjährungen, déi den Här Biever eis do confirméiert huet - dass definitiv do all d'Fäll verjährt wieren -, ech wëll awer soen, well dat huet nach kee gesot, et huet mat eisem Feeler näischt ze dinn. Well do war och eng gewësse Konfusioun. Et ass net duerch dee Feeler, dee gemaach ginn ass beim Vote 2011 vum Gesetz, dass déi Faiten an a ronderëm d'Kierch verjährt gi sinn. Déi ware verjährt opgrond vun der bestehender Gesetzgebung vu virdrun. Et ass kee Fall dobäi verjährt ginn duerch dee Feeler, deen hei passéiert ass. Fir dat eng Kéier kloer ze soen!

Mä trotzdeem ass natierlech och do d'Fro gestallt vun der Indemniséierung. Mir mengen als Gréng, dass dat an éischter Linn eng Fro ass, déi d'Affer musse jugéieren an décidéieren, éischter nach wéi d'Politik. D'Affer musse wëssen, ob si mat där Entschiedegung d'accord sinn, ob se déi Entschiedegung fir adequat fannen. D'Politik soll just kloermaachen, och elo nach, dass de Prinzip vun der adequater Entschiedegung muss respektéiert ginn, och vun der Kierch. Mä et sinn d'Affer, déi musse jugéieren, wéini se adequat entschiedegt sinn oder och net.

Op jiddwer Fall wiere mir net domat d'accord - well och dat ass ee Moment opkomm -, dass de Stat misst asprange fir de Bistum. Där Meenung si mer definitiv net! Mir sinn dergéint, dass hei Responsabilitéite géife verschobe ginn. Mir sinn dergéint, dass hei Responsabilitéite géifen op een Niveau gesat ginn.

Hei sinn eenzeg an eleng d'Kierch an de Bistum gefuerdert, déi Leit, déi déi Saache gemaach hunn, souwäit se nach liewen, an doriwwer eraus, wéi gesot, d'Kierch an de Bistum. Et ass net um Stat, fir eng Indemnitéit ze envisagéiere fir déi Faiten do. E muss wuel Enseignementer draus zéie fir sech selwer fir d'Zukunft. Mä et ass eiser Meenung no sécher net um Stat, fir do anzesprangen, och wann dat opkomm ass.

Dat gesot, Här President, widderhuelen ech nach eng Kéier, dass mer d'Zoustëmmung zum Gesetz bréngen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci dem Här Braz. Als leschte Riedner ass den Här Henckes agedroen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Merci, Här President. Ech mengen, mir hunn haut e Gesetz virleien, dat zwee Voleten huet. Dat eent ass dat iwwert d'Récidive, dat heescht e Wiederholungstäter, wéi dee soll behandelt ginn.

Am Ablack ass et esou: Wann de Wiederholungstäter zu Lëtzebuerg eng Kéier condamnéiert ginn ass an e kënnt dann nach eng Kéier virun d'Geriicht, da kann en deen Ablack zu méi staarke Strofen hei zu Lëtzebuerg verurteelt ginn. Mä wann déiselwecht Persoun am Ausland eppes gemaach hat, wat strofrechtlech belaangt ginn ass a wou e condamnéiert ginn ass, da konnten hei zu Lëtzebuerg déi verschäerfte Strofen net ugewannt ginn.

Dofir ass et scho richteg, datt op jiddwer Fall um europäeschen Niveau et elo méiglech ass, datt een, deen an engem europäesche Land eng Strofdot begaangen huet, beispillsweis wéinst Pädophilie oder wéinst engem Iwwerfall, an zu Lëtzebuerg kënnt en dann nach eng Kéier viru Geriicht, datt deen Ablack och d'Récidive kann zréckbehale ginn an datt e kann deen Ablack zu méi héije Strofe verurteelt ginn. Sou datt de Prinzip vum Gesetz hei gutt ass, an deen Deel wollte mer och guttheeschen.

Ech wollt just den Här Justizminister an deem Kontext froen, wéi et um europäeschen Niveau ass, fir eventuell op de Wee ze goe vun engem Casier judiciaire européen oder wéinstens vun enger zentraler Stell, wou ee kéint alleguerten déi Casieren ufroen, déi et an de 27 europäesche Länner gëtt. Well dat ass soss relativ komplex, fir dat an deenen eenzelne Länner ze froen, wann et eng Kéier noutwendeg wier.

Deen zweete Punkt, dat ass deen, deen ons elo méi beschäftegt huet a leschter Zäit. An do wëll ech och profitéieren, fir dem Gilles Roth, dem Rapporteur, Merci ze soen, datt en déi ganz komplex Situatioun iwwert deen Artikel erkläert huet, dee mer elo mussen ännneren, fir d'Strofen, déi mer een Ablack ofgeschaaft hate bei den Attentats à la pudeur, fir déi nees erëm anzeféieren.

Ech mengen, et muss een hei festhalen, datt déi ganz Affär opgeflunn ass, well e Riichter op eng ganz inorthodox Aart a Weis, mä ganz richtegerweis sech op eng Kéier gëiergert huet, datt mir hei e Feeler gemaach hätten an der Chamber. Wat e Gesetz…

(Interruptions diverses)

Neen, neen. Jo. Also hien huet et, loosse mer soen, ervirbruecht, well et ass net un him, fir… En huet misse reagéieren op eppes, mä ech hunn et perséinlech awer positiv fonnt. Well et hat awer wéinstens den Effet, datt mer alleguerte reagéiert hunn.

(Interruption)

Et muss een och Folgendes soen, dat ass, datt et hei net ëm e juristesche Feeler geet. Hei geet et ëm e Feeler, well mir wollten d'Strofe verschäerfen, oder op jiddwer Fall net reduzéieren, a mir hunn op eng Kéier net opgepasst, datt een Alinéa an engem Gesetzestext fort wor!

Dat kënnt dohier, wann een an der Chamber an och vun der Regierung heiansdo Texter higeluecht kritt, wou verschidden Alinéaen hin an hier gesat ginn, an dann ass et relativ schwéier, fir dann emol net eppes ze iwwersinn. Speziell am Strofrecht huet dat da verschidde Konsequenzen, mä och an anere Fäll. Dofir hunn ech och d'Propositioun gemaach - an ech sinn och frou, datt d'Kommissioun dat ugeholl huet -, datt mer all Kéiers an Zukunft deen alen Text hunn an deen neien Text an datt mer dann déi zwou Parallele kënne gesinn. Dann, hoffentlech, wäert dat doten ons net méi virkommen.

Dann hu mer déi zweet Saach, déi een och muss ervirsträichen, dat ass, datt et hei zwou Zorte vun Attentat à la pudeur gëtt. Dat eent ass dat, wat ech géif éischter nennen déi sexuell Aggressioun, dat heescht do, wou Gewalt oder wou Menacë gemaach gi géint eng Persoun. Un deem Deel vum Gesetz ännere mer näischt, dat ass intakt, do wor alles an der Rei.

Do wou mer eppes drun ännneren, dat ass do, wou een en Attentat à la pudeur mécht, Belästegungen un engem Kand, wat manner wéi eelef Joer ass. Dat ass dat, wat een normalerweis dobaussen am Vollek de „Kannerfummler" nennt. Dat ass deen Ausdrock, deen dobausse gebraucht gëtt, notamment bei deene Fäll, déi mer elo an der kathoulescher Kierch gesinn hunn. Dat ass deen Ausdrock, deen dofir gebraucht gi wor, an do ass keng Violence dran, do sinn et just aner Saachen, déi… A wa Violence komm ass, fir dat spillt déi Modifikatioun, déi mer elo diskutéieren, spillt déi net, well do wor d'Gesetz, esou wéi mer et gestëmmt haten, an der Rei.

Déi zweet Saach, déi ech awer och wollt hei an deem Gesetzestext, dee mer elo diskutéieren: datt ech awer léiwer hätt an Zukunft, datt mer éischtens de Prinzip vun enger Infractioun festhalen an dann am selwechten Alinéa oder am selwechte Paragraph d'Circonstances aggravantes, déi erschwéirend Ëmstänn virhalen an dat net an aner Paragraphe verleeën. Dat ass reng optesch, mä et ass awer heiansdo méi lieserlech fir d'Praktiker an de Gesetzer.

Déi Fro, déi sech hei bei dëser Affär haaptsächlech stellt, ass jo déi vun der Prescriptioun, vun der Verjährung. Et ass kloer, datt an engen etleche Fäll, déi elo nach um Geriicht sinn, datt do vläicht d'Verjährung net ka spillen. Dat hänkt vun den eenzelnen Ëmstänn of. An et ass do, wou een effektiv net kann eng generell Attitüd anhuelen, well dat vu Fall zu Fall ofhängeg ass.

D'Fro, déi sech dann och stellt, dat ass, wann elo eng Persoun, déi normalerweis ënnert där aler Gesetzgebung hätt kënne condamnéiert ginn, a wou d'Victime, dat heescht déi Persoun, déi belästegt gi wor, wou déi eng Entschiedegung hätt kënne kréien an och eng moralesch Satisfaktioun, well den Auteur vum Attentat à la pudeur hätt kënnen an de Prisong kommen, wou déi Persoun déi Satisfaktioun also net ka kréien, do stellt sech also elo d'Fro, ob déi Persoun deen Ablack ka Schuedenersaz kréien, obwuel déi Persoun, déi den Attentat à la pudeur gemaach huet, ouni Gewalt, net condamnéiert gëtt.

D'Méiglechkeet, déi besteet, dat ass, virum Zivilgeriicht virzegoen. Mä dat ass relativ schwéier, well do muss deen, deen esou eng Plainte oder esou ee Prozess féiert, d'Faute, de Feeler vun deem anere beweisen. An dat ass relativ komplex, well jo Ausso géint Ausso steet! Et ass jo meeschtens net eppes gefilmt ginn oder et woren net eng hallef Dosen Zeie ronderëm, esou datt ee sech och do muss vill Froe stellen.

Datselwecht gëllt och bei der Prescriptioun. Wann een d'Prescriptioun op 10, 20, 30 Joer oder onendlech mécht, dat ännert näischt drun, datt dee muss ee Beweis hunn. A wann Ausso géint Ausso steet, da gëtt déi eng Persoun onschëlleg geschwat, e gëtt net condamnéiert. An dat ass heiansdo fir de Plaignant méi schlëmm, wann ee fräigesprach gëtt, well en net condamnéiert ginn ass, wéi wann näischt geschitt wier. Well dann ass deen een och nach, den Accusé och nach wäissgewäsch ginn, an dee ka souguer herno och nach Dommages et intérêts froe goe géint deen, dee Plainte géint e gefouert huet. An där Fäll do hu mer relativ vill scho gehat, well jo och aus aneren Etüden erauskënnt, datt och a verschiddene Fäll béiswëlleg Plaintë komm sinn. Dofir ass dat doten eppes, wou ee muss mat ganz grousser Virsiicht drun erugoen.

D'Fro, déi sech elo stellt, dat ass, ob fir dee Feeler, dee politesche Feeler, dee mir hei gemaach hunn a fir dee mer alleguerte musse riichtstoen, ob fir dee muss elo eng Indemnitéit bezuelt ginn? Mir hunn eng Méiglechkeet fir d'Regierung, datt déi esou eppes mécht. Mä da muss och iergendwéi awer festgestallt ginn, datt dat herno net dozou féiert, datt net nëmmen déi Persoun - also loosse mer soen, de Plaignant, dee gesot huet, datt e Victime wier vun engem Attentat à la pudeur -, datt déi eng Indemnitéit kritt, mä et kéint jo och eventuell sinn, datt den Affekot vun deem, deen accuséiert wor a wou herno d'Prescriptioun gespillt huet, datt deen op eng Kéier op d'Geriicht geet oder bei de Minister kënnt a seet: „Ma ech konnt meng Onschold net beweise viru Geriicht, ech hätt och gären eng Indemnitéit."

Et ass also eng relativ komplex Geschicht. D'Regierung huet d'Méiglechkeet, fir dee Feeler, dee politesche Feeler, dee mer gemaach hunn, riichtzebéien, wann et eng kloer Affär ass. Mä ech mengen, dat wäert net esou einfach sinn; dat hänkt vun den eenzelne Circonstancen of.

Dat gesot, mengen ech, si mer mat der Récidive an och mat deem Text, dee mer elo virleien hunn, fir den Attentat à la pudeur ouni Violence - fir Kanner ënner eelef Joer -, fir dee méi streng ze bestrofen, do si mer um richtege Wee. Dat ass deen, dee mer wollten, an dofir wäert d'ADR dësem Gesetzesprojet och zoustëmmen.

M. le Président.- Merci dem Här Henckes. Elo kritt d'Wuert den Här Justizminister François Biltgen.

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice*.- Merci, Här President. Ech wëll emol fir d'Éischt all den Intervenantë Merci soe fir hir Interventiounen, déi ganz sachlech an objektiv waren. E besonnesche Merci geet un de Rapporteur, de Gilles Roth - deem säin éischten, d'Récidive, ass elo e bësschen hei ënnergaangen, obwuel dat och eng wichteg Saach ass, mä ech kommen nach eng Kéier drop zréck. Well ech eng Fro hat vum Här Henckes iwwert de Casier, kann ech nach eng Kéier dorobber zréckkommen.

Virun allem, mengen ech, hu mer hei versicht, séier an ech hoffen och gutt… Et ass ni gutt, wann ee séier schafft, mä et ass awer elo gutt och, fir politesch Signaler no baussen ze setzen, dass mer et hei fäerdegbruecht hunn - d'Chamberskommissioun, an notamment e grousse Merci un de Rapporteur Gilles Roth an awer och un all d'Membere vun der Commission juridique -, hei ganz séier ze reagéieren.

Well eppes, wat mech am meeschte gestéiert huet an där Diskussioun - ech kommen nach op d'objektiv Faiten zréck -, wat mech am meeschten an den Diskussiounen dobaussen op verschidde Forume gestéiert huet, dat ass esou deen Androck, deen entstanen ass: Elo ass hei de ganze Pouvoir politique, dee wëllt hei Saachen ënnert den Dësch kieren, a si wëllen déi Déck schützen, déi un d'Kanner ginn an esou weider. Wat vun Ufank u just de Contraire war a wat och an Zukunft wäert de Contraire sinn!

Ech wäert och do schwätzen, wat ech muer menge Kolleegen an der Regierung wäert proposéieren. Dofir, mengen ech, war et richteg, dass mer séier alleguerten zesumme reagéiert hunn. A wat d'Inhalter elo vun de verschiddene Solutiounen ubelaangt, mengen ech, ass de Gilles Roth hei op déi eenzel Fäll agaangen. Ech brauch also net méi op all Detail anzegoen.

De Félix Braz an anerer hunn och d'Fro gestallt: Wéi konnt et esou wäit kommen? Da soen ech da ganz däitlech, mir liewe jo an engem Land, wou esou légiféréiert gëtt wéi légiféréiert gëtt, wou awer ëmmer um Drécker d'Regierung ass an den zoustännege Minister. A wann ee gär ee sicht, dee muss de Kapp duerhalen, dann ass dat den zoustännege Minister. An ech hunn och kee Problem, hei de Kapp duerzehalen, an ech wëll och soen, wéi et zu deem Projet de loi koum. Ech mengen, dat ass esou am Liewen: Wann ee Politik mécht, da muss een och, besonnesch wann een een ass wéi ech, deen

dauernd derwiddergeet, nei Reformen ugeet, dann däerf een de Kapp net anzéien, wann et brenzleg gëtt, da muss een en och dobausse loossen.

Et ass net esou, dass mer am Projet de loi net gesot hätten, dass deen incriminéierten Alinéa verschwënnt. Mir hunn dat gesot! Et ass also net eng Inadvertance matérielle, déi mer gemaach hunn, mä mir waren eis all net bewosst, wat dat vun ongewollte Konsequenze kéint hunn. Liest nach eng Kéier de Projet de loi no, do steet dran: Mir maachen nach just eng Alterslimite, an dat si 14 Joer - mir hunn eis herno op 16 gëeenegt -, et si 14 Joer, well mir hate 16, 14, 11, all Instanzen!

Ech muss soen, dee Projet de loi gouf am Haus - vun der Justiz zesumme mat enger ganzer Partie nu wierklech kompetente Représentantë vum Parquet, vun de Parqueten - ausgeschafft. Et war hire Wonsch, et war awer och de Wonsch vum ORK zum Beispill, déi mer gehéiert hunn, fir ze soen: „Haalt op, verschidde Seuilen ze maachen, wann et ëm sexuell Strofdelikter geet; maacht een eenzege Seuil a kuckt, dass en héich genuch ass." Mir hunn dunn als Regierung gesot, amplaz 16, 14, 11 maache mer just 14, esou dass mer scho gesot hunn, dass deen 11 verschwënnt am 372 an 373.

Mir hunn herno an der Chamber laang diskutéiert, an et waren heftegst Debatten, wéi wäit een net och sexuell Relatiounen zwësche Jugendlechen ënner 16 Joer a Fro stellt, wann ee seet, mir maache kee Seuil vu 14, mir ginn op 16 erop. Och do hu mer gesot, gutt, da muss eben de Parquet d'Opportunité des poursuites kucken, mä et ass besser, dass mer déi Jugendlech méi schützen. Dofir si mer eis eens ginn op den „seize ans accomplis", well do war och nach d'Diskussioun iwwer „seize ans", „seize ans accomplis". Mir hunn also eppes gemaach, wat eigentlech jiddweree wollt.

Wat mer eis net bewosst waren - an ech soen, dat fänkt mat mir un -, dat ass, dass an deem Alinéa e Crime zu engem Delikt gouf. Woubäi nach ëmmer d'Strofen héich sinn. A mir hu vun deenen zwou Affäre geschwat, déi elo gesprach goufen.

An där enger, déi gesprach gouf, wou mer awer d'Uerteel nach net hunn, mä just de Prononcé, do war e Beschëllegte viru Geriicht, deem souwuel Viol wéi Attentat à la pudeur virgeworf gouf. Attentats à la pudeur, dat sinn Attouchementer, an dat kann nach villes sinn, mä dat ass kee Viol. En ass vum Viol fräigesprach ginn, mä fir den Attentat à la pudeur ass an éischter Instanz de Beschëllegte comdamnéiert ginn zu sechs Joer, wat net näischt ass - bon, mat ënnerschiddlechen Astufungen -, obwuel d'Strofmooss nëmme fënnef Joer virgesäit. Woufir elo sechs? Majo, well do nach verschidden Elementer dann derbäikoumen.

Wat d'Konsequenz war, déi elo Problemer mécht, ass also manner, dass kee Strofmooss méi do gewiescht wär. Et ass net, wéi dobausse gesot gëtt, dass elo dat alles stroffräi ass. Neen, et ass e Strofmooss vu fënnef Joer fir Attouchementer. Dat ass scho vill, a wéi gesot, deemno wat derbäikënnt, kann et och nach méi ginn.

Wat de Problem war, dat ass d'Verjährungsfrist. A wat mer net woussten, dat ass, dass effektiv eng Partie Affären unhängeg waren, wou just déi dote Verjährungsfrist konnt eng Roll spillen.

Verjährungsfriste sinn och eppes Komplizéiertes. An där Affär, déi gesprach gouf, wou ech d'Uerteel och elo hunn an éischter Instanz, déi eben de Renvoi ass - wou d'Chambre criminelle gesot huet: „Mir kënnen net jugéieren, mir wëssen also net, wat geschitt ass oder net." -, do muss een zum Beispill soen, dass dat Faitë sinn, déi op 1987 zréckginn. Do war d'Verjährungsfrist ënnerbrach ginn duerch Poursuiten an esou weider, mä déi ginn op '87 zréck. Et ass also alles, all déi Affären, besonnesch déi doten Affäre si ganz schwiereg, och wat herno d'Preuve ubelaangt, an ech kommen op déi Affäre vun der Preuve zréck.

De Feeler ass also, dass kee sech däers bewosst war. An eisem Code pénal, do steet jo net dran: „Ceci est un crime." Do steet „emprisonnement". Wann „emprisonnement" dosteet, wësse mer, dass et en Delikt ass, a wann „réclusion" dosteet, ass et e Crime. An deemselwechten Artikel, dee vun Delikte geschwat huet, war dunn en Alinéa komm, dee vun „réclusion" geschwat huet, an dat war de Punkt.

Ech soe just, dass een och elo net esou soll maachen, wéi wann hei déi Chamber a jiddwereen.... Den ORK huet en Avis ofginn, d'Commission consultative des droits de l'Homme huet en Avis ofginn. Et ass net, dass hei egal wien egal wat géif maachen. Et ass effektiv, dass mer eis net bewosst gewiescht sinn, dass och nach Affären elo just unhängeg wären, wou effektiv den Délai de prescription kéint zu engem Fräisproch féieren. Dat ass also de Punkt.

Elo musse mer kucken, wéi et mat deenen Affäre weidergeet. Ech ginn net weider op déi verschidde Fäll an, déi sech kënne bréngen. De Gilles Roth huet dat gemaach.

Mä nach eng Kéier: An deem Projet de loi, deen de Justizminister erabruecht huet, stoung dat dran. De Justizminister selwer war sech net bewosst, dass dat dote kéint an deenen dote Fäll zu eppes féieren, wat eigentlech ongewollt war.

Ech bleiwen nach ëmmer der Meenung, dass et e gutt Gesetz ass, well mer effektiv de Jugendlechen insgesamt vill méi Protektioun ginn hunn, well mer elo iwwerall soen, et ass bei seize ans accomplis, wou effektiv e méi grousst Strofmooss zielt wéi bei aneren Alterskategorien.

Mir maache wierklech - dat, wat mer och amgaange sinn, an Europa ze maachen - aus dem Jugendlechen eng Victime particulièrement vulnérable. Domadder schaffe mer dauernd an Europa, wou mer kucken, d'Victimes vulnérables ze schützen, an dat sinn virun allem déi Jugendlech, a mat dem Alter vu 16 Joer hu mer wierklech och an deem Gesetz awer eppes Guddes gemaach. Och dat soll een awer heibanne soen, dass mer net einfach eppes erofgerubbelt hunn, an et ass och net esou, dass et an der Vakanz iergendwéi..., well do schafft Dir net, mir net, et ass an der Vakanz publizéiert ginn, mä et gouf den 28. Juni hei diskutéiert, a mir haten zeg Sitzungen, wou mer versicht hunn, eppes Uerdentleches ze maachen.

Zweete Punkt, deen hei opgeworf gouf, dat ass dee vum Dédommagement. Bon, elo musse mer kucken, wat mat deenen Affäre geschitt. Ech widderhuelen dat, wat ech an der Chamberskommissioun gesot hunn, dass ech selbstverständlech dat wäert suivéieren. Och do soen ech, dass et net esou einfach war, zum Beispill an där Affär, wou d'Chambre criminelle sech inkompetent erkläert huet, wou mer elo musse kucken, wéi se weidergeet, do huet keng Partie civile sech gemellt. Och dat muss ee wëssen, dass an deem particuliäre Fall keng Partie civile do war. Et hätt kënnen eng kommen, mä et war elo keng do.

Dofir soen ech och - ech mengen, de Félix Braz huet et och scho gesot -, déi Iddi vum Xavier Bettel mat der Assistance judiciaire muss een och do erëm hannerfroen, well wa keng Partie civile do ass... - oder kënnen déi aner kommen? Dofir soen ech, ech verspriechen Iech, dass mer dat dote weider kucken an dass mer déi verschidde Fäll do kucken, mä dofir kann een net ze frél erausschéissen, wat ass oder wat net ass.

Richteg, an et ass schonn e puermol ugeklongen, do wou de Justizminister... Et gëtt zwee Gesetzer, déi een hei kann invoquéieren. Dat eent ass d'Responsabilité de l'État. Mir hunn dat Gesetz nogekuckt, mir hunn och Jurisprudenzen nogekuckt souwuel aus Frankräich wéi aus der Belsch. Dat gëtt et net hier, d'Gesetz iwwert d'Responsabilité civile de l'État. Et gëtt ee Gesetz, dat ass e puermol hei ernimmt ginn, vu '84 iwwert d'Indemnisation des victimes, wat effektiv dem Justizminister eng large Latitude léisst, deen allerdéngs do eng Kommissioun huet, déi en do ëmmer beréit. Do ass eng Base légale, wou effektiv kënnen Dédommagementer gesprach ginn. An ech mengen, et ass och gutt, dass mer dat Gesetz hu vu '84, wat och schonn ugepasst gouf. Do muss een da kucken, wéi et ass.

Den Här Bettel huet nach eng Kéier d'Fro heiuewen och opgeworf, déi en an der Chamberskommissioun opgeworf hat, iwwert d'Kierch. Dozou e puer Saachen. Dat Éischt ass, dass d'Kierch vun Ufank un, wéi de Rapport public gouf, de Rapport vum Här Majerus, wou eng ganz Partie Konklusiounen drastinn, iwwregens och déi vun der Verjährung - dorop kommen ech nach eng Kéier zréck -, gesot huet: „Mä mir kucken, fir ze indemniséieren." Dat heescht, d'Kierch huet ëmmer d'Volontéit gemaach, dat ze indemniséieren.

Ech ka jo net... Ech sinn net Chef vun der Kierch. Weder als Kultusminister, scho guer net als Justizminister hunn ech der Kierch eppes ze soen. Ech hunn der Kierch Bescheed gesot, dass déi Fro ass, an ech hätt da gär eng Äntwert vun der Kierch, wéi si dat gedenkt ze maachen, an da kann een doriwwer diskutéieren.

Ech sinn awer - an de Félix Braz, mengen ech, sot et, an ech hat Iech et och an der Chamberskommissioun, Här Bettel, gesot - décidément der Meenung, dass et net um Stat ass, sech hei der Kierch ze superposéieren. Hei ass d'Kierch, si ass net gezwongen, mä et muss een awer feststellen, dass se vun Ufank u gesot huet, dass se dat dote wéilt maachen, dass se amgaangen ass, dat ze maachen.

An ech mengen, dat muss een och dann esou zouerkennen, well ech stellen nämlech eng aner Fro, déi sech bis elo net gestallt huet, wou ech mer awer kéint virstellen, dass et dat gëtt: D'Kierch huet bei sech den Effort gemaach, eng Hotline anzeriichten, déi nach ëmmer besteet, fir all déi al Fäll a virun allem déi bestehend, fir dat ze kucken. Dofir ass et wichteg - ech kommen op déi Saachen zréck -, fir déi Fäll gemellt ze kréien. Déi huet dat gemaach!

Une voix.- Très bien!

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice*.- Wat ass, wa Leit kommen, deenen eppes geschitt ass an Institutiounen, déi entweder staatlech oder Gemengeninstitutioune waren oder vill méi no vum Stat kontrolléiert ginn, wéi d'Kierch kontrolléiert gëtt?

Dat si Froen, déi ech muss stellen. Dofir wëll ech wéi gesot: Maacht elo hei eng Kommissioun mat dem ORK. Ech mengen, eng Kierch soll hir Verantwortung iwwerhuelen. Mir hunn eist Gesetz, mä ech soen, et kann doudsécher sinn, dass Leit kommen, deenen och eng Kéier iergendeppes geschitt ass a Verwaltungen, an ugeschlossenen Haiser, déi direkt oder indirekt dem Stat oder Gemengen ënnerstinn, déi soen: „Mir ass deemools eppes geschitt." Esou Fäll hu mer bis elo net, mä et ass ni auszeschléissen, dass där dote kommen.

Dofir wëll ech mech net ze wäit hei no vir geheien, mä och dat muss ee wëssen, wéi een dann dee Moment als Stat domadder ëmsprëngt. An och domadder wäert ech mech auserneesetzen, obwuel elo kee Fall do ass. Dofir soen ech nach eng Kéier, Dir hutt all hei vill gutt Iddien esou gemaach, mä ech wëll virsiichteg mat allen Iddien ëmgoen, well een einfach muss wëssen, wat een eventuell duerno nach muss maachen.

Richteg ass, an ech widderhuelen dat hei, dass de Justizminister wäert an all deene Fäll kucken, wou de Stat kann direkt oder indirekt responsabel gemaach ginn, wéi de Stat do seng Verantwortung kann iwwerhuelen.

Nach bleift dann eng Fro. Wa mer och soen, mä d'Responsabilité civile ass 30 Joer - wou ons den Ombudsmann gesot huet, déi soll een drastesch erofsetzen, mir sinn elo eens ginn, zéng Joer erofzesetzen, an Zukunft net méi 30 Joer. Den Ombudsmann wollt nach méi erofgoen. Do wäerte mer also nach eng Kéier mat engem Projet de loi kommen. Mä och do ass dann ëmmer d'Fro: Wéi kann ee beweisen? Well dat ass jo ëmmer de Problem. Dat eent ass, ugeklot ze sinn, dat anert ass ze beweisen. Souwuel strofrechtlech wéi och zivilrechtlech sinn also do ëmmer Saachen, déi een net kann tel quel esou soen. Dat heescht, et si ganz vill Imponderabilien. Ech verspriechen Iech, dass ech perséinlech wäert déi doten Affären nokucken.

Wéi gesot, fir mech ass dat heiten och, nach eng Kéier, besonnesch penibel perséinlech, well ech, mengen ech, heibanne wéi international bekannt sinn als eigentlech een, deen alles am Detail nokuckt an eigentlech d'Detailer kennt, an dass mir esou eppes ka geschéien, ass och eppes, wat mer einfach kee Spaass mécht, a wierklech net!

Wat kann een an Zukunft maachen? Ech hunn dat Éischt gesot: Kommt, mir ginn an Zukunft ëmmer en Tableau comparatif eran. Mä nach eng Kéier, ob mer dat awer alles gemierkt hätten, weess ech awer net, well et war bewosst, mä mer maachen en Tableau comparatif.

Dat Zweet ass: Ech si muer an der Regierung, wou ech eng Direktiv wëll esou séier wéi méiglech ëmsetzen, déi mer eréischt am Dezember ugeholl hunn, nämlech eng weider Direktiv iwwert d'Lutte contre les abus sexuels et l'exploitation sexuelle des enfants, déi mer an Europa ugeholl hunn, déi mer iwwregens mat eisem Gesetz scho largement anticipéiert hunn. Et gëtt also e ganz klengt Gesetz, well dat Meescht hate mer scho gemaach.

Mir wäerten eng Partie Strofen nach verschäerfen, mir wäerten awer zwou ganz interessant Saache virschloen. Déi éischt ass déi, dass mer bei de Causes aggravantes - et ass jo e puermol opkomm - , dass mer do net nëmmen de Minimum doubléieren, mä de Maximum doubléieren, sou dass ee bei ganz ville Fäll, wou Causes aggravantes sinn, da wierklech ganz, ganz streng Strofe kritt. Dat ass also den zweete groussen Déngen.

Dann ass eppes - an elo kann ech dann hei iwwert de Casier schwätzen -, dann ass eppes, wou ech selwer mat mengem hollännesche Kolleeg schrecklech gekämpft hunn. Mir sinn am Conseil des Ministres net duerchkomm. D'Europaparlament huet eis awer largement do gehollef, fir un en definitiven Text ze kommen.

Dat ass folgend Fro, déi mer zum Deel elo schonn an eisem Code pénal hunn, mä wou ech wëll méi wäit goen: Wann een wéinst Abus sexuel u Kanner condamnéiert gouf, hat déi éischt Proposition de directive virgeschloen, dann dierf een net an deem Domän schaffen - dat hu mer haut schonn -, mat Kanner schaffen. Mir gi souguer haut scho méi wäit, mir soen: „Du dierfs och net an engem Sozialberuff schaffen."

Mir hu gekämpft, den hollännesche Kolleeg an ech, fir méi wäit ze goen, a wéi gesot, d'Europaparlament ass net gradesou wäit gaangen, wéi mer et virgeschloen haten, et huet awer gehollef, eng uerdentlech Bestëmmung ze kréien, fir ze soen, mir musse méi wäit goen. Hei ass et net eng Strof, hei ass et eng Virsiichtsmoossnam, dass een, deen eng Kéier condamnéiert gouf, net erëm eng Kéier mat Kanner a Kontakt kënnt. An do kann een net soen, et ass nëmmen do, wou e bezuelt gëtt. Well do, wou e bezuelt gëtt, sinn nach vill méi Kontrollméiglechkeeten do wéi an anerem.

Dat heescht, mir wäerten och an dem Gesetz hei schreiwen „activités bénévoles", wou et keng Kontrollméiglechkeet gëtt, wou Veräiner sinn, a wou een och als Veräinsdirigent - ech war selwer Veräinsdirigent - net ëmmer iwwer alles gesäit. Dat ass einfach esou. Sou dass mer dat maachen.

Da komme mer op de Casier. Well do ass jo d'Fro - ech schwätze vum Sport: Mir stellen dauernd Traineren aus dem Ausland an. Mir kennen de Casier vun hei, mir kennen awer net de Casier vun dohannen! Sou.

Wie geet elo un dee Casier? Am Casier sti vill Saachen. Mir mussen awer oppassen, dass een net, well ee seet, ech stellen een an, dee mat Kanner ze dinn huet, dass een dann emol alles erausfënnt, wou een - ech weess net wat - eng Kéier ze séier gefuer ass an esou weider.

Et ass dofir, wou mer un enger anerer Décisioncadre schaffen, Här Henckes, iwwert den ECRIS, um europäesche Casier judiciaire, an an deenen nächste Méint wäerte mer och domadder kommen, fir eng ganz Reform vum Casier judiciaire ze maachen an eng Vernetzung ze maachen - dat ass nämlech dat, wat Europa wëllt - vu Casier-judiciairen an Europa, fir dass een dann zum Beispill kann nofroen, awer nëmmen dat, nëmmen dat kann nofroen, wann ee wëllt een astellen als Jugendtrainer: „Ma ass deen an deem Land, wou en hierkënnt oder an iergendengem aneren europäesche Land, wou e vläicht geschafft huet, ass deen do condamnéiert ginn oder net?"

Dat ass also e wesentlecht Element, déi Casiersfro, déi elo opgeworf ass, e wesentlecht Element, fir dass mer dat dote kënnen duerchsetzen, dass de Riichter ka soen: „Ma du méchs emol keng Activité bénévole méi mat Kanner ënner 16 Joer."

Dat ass also eppes zweetes Wichteges. Op déi aner Saache ginn ech elo net weider an. Ech mengen, mir wäerte Geleeënheet genuch kréien an der Chamberskommissioun, wann de Projet de loi da muer vun der Regierung ugeholl gëtt, wat ech unhuelen, fir doriwwer ze diskutéieren. Mä zwou wichteg Saache sinn: Mir doubléieren de Maximum, wa mer Circonstance-aggravanten hunn, well dat war an dësem Fall och eng vun eisen Iddien, fir ze soen: „Gutt, mir brauche keng Seuilë méi, mä mir maachen da Cause-aggravanten doraus." Just, dass d'Cause aggravante och am Deliktfall war, an net am Crime.

Mir doubléieren de Maximum vun de Causes aggravantes, d'Strofen, d'Propos; an dat Zweet ass eben, dass mer soen, een, dee condamnéiert gëtt, deen dierf och keng Activités bénévoles maachen, a wéi gesot, fir dass dat fonctionnéiert, brauche mer déi Casiersgeschicht, do kommen ech och an deenen nächste Wochen a Méint eraus.

Dann ass eng Fro, déi fir mech natierlech och wichteg ass, wéi mer an Zukunft weiderginn, dat ass: Wéi sinn d'Relatiounen zwëschen dem Exekutiv, Justizministère an der Justiz selwer an all senge Branchen? Well et ass och fir mech e bësse komesch gewiescht, dass ech an der Zeitung gelies hunn, dass um Prétoire eppes opgeworf gouf, wou och ni virdrun - well déi Affäre goufen instruéiert - ech och zum Beispill iwwert de Parquet gesot kritt hätt: „Hei, duerch Äert neit Gesetz kann do eppes virgoen." Da wär nach d'Gesetz do gewiescht, mä ech wär et éischter wéi esou gewuer ginn.

All dat sinn och fir mech Ursaachen, fir och an der nächster Zäit de Conseil national de la Justice ze bréngen - wat net ass, wéi Verschiddener fäerten, fir dass d'Magistrate sollen an d'Gängel geholl ginn. Au contraire, ech hätt nämlech gär vill méi Indépendance an de Justizminister ganz eraus - an ech sinn och dauernd amgaangen, mech erauszehalen -, mä ganz eraus, mä da muss een en anert Organ hunn, wou een och geregelt Diskussioune kritt.

Eng Iddi, déi ech mer ebe bei deem Conseil national de la Justice virstellen, ass, dass de

Conseil national de la Justice selwer Proposë mécht, amplaz dass et ëmmer entweder eng Initiative parlementaire oder meeschtens eng Initiative gouvernementale ass, mä dass een och do en Organ huet, wat sech selwer Gedanke mécht iwwert d'Politik vun der Justiz. Wéi gesot, dat ass een Element, wat och kënnt.

Da läit mer awer och um Häerz, Här President, dass mer vläicht deenen Aarbechten, déi mir hei all zesumme maachen, méi Publicitéit ginn. Ech weess natierlech, ech hunn de Moien d'Zeitung gelies, mir hate virgëschter eent vun deene wichtegste juristesche Gesetzer gestëmmt - an där Zäit, wou ech Justizminister sinn -, iwwert d'Médiatioun, doriwwer ass bal näischt an der Press gewiescht. Natierlech war et fir d'Press méi spannend, iwwert d'Debatt ze berichten iwwert de Wahlalter, well hei ebe méi gestridde gouf. Mä heiansdo maache mir ganz gutt Aarbecht hei, alleguer zesummen, an dat geet ënner.

Dofir soen ech och, et haten och wahrscheinlech net vill Leit matkritt, dass mer iwwerhaapt e Gesetz gemaach hunn, wou mer wierklech den Droit pénal verschäerft hu par rapport zu deenen, déi u Kanner ginn. Mä mir waren eis eens, mir hu laang dru geschafft, mir waren eis eens, do ass net dovunner geschwat ginn; elo gëtt ganz vill dovunner geschwat. Et wär vläicht och gutt, dass mer selwer géife kucken, fir dass och iwwert déi Gesetzer, wou mer hei Unanimitéiten hunn, vläicht méi geschwat gëtt, an net nëmmen iwwert déi, wou mer keng Unanimitéiten hunn.

Dat ass esou, esou ass d'Liewen. Ech wëll hei wierklech net der Press e Reproche maachen, mä dat ass einfach normal, dass d'Press léiwer iwwert dat bericht, wou haart Debatte sinn, wéi iwwert dat, wou keng Debatte sinn. Dofir ass et vläicht un eis zesummen - Justizministère a Chamber - emol hei ze kucken, wéi mer besonnesch déi gutt juristesch Aarbecht, déi mer awer an der Regel hei maachen, ënnert d'Leit brëngen.

Dann nach e lescht Wuert iwwert…

Une voix.- Da schwätzt mam Mediëminister.

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Jo, deen ass och net Chef vun der Press.

Dann e lescht Wuert iwwert d'Verjährung. Dat war eng vun deene Froen, déi de Mill Majerus a sengem Rapport opgeworf hat. Ech wëll nach eng Kéier soen, wat schonn e puermol gesot ginn ass, et muss een oppassen, éischtens, woufir déi eng imprescriptibel sinn. Zurzäit hu mer nëmmen d'Crimes contre l'humanité, déi imprescriptibel sinn. Dat ass dat Éischt.

Dat Zweet ass: Imprescriptibilitéit wëllt net soen, dass een och herno bestrooft gëtt, well alles och eppes mat Beweislaascht ze dinn huet. Dofir soen ech, et sinn aner Saachen, déi ee muss kucken.

Dofir och soen ech wierklech, sinn ech frou, dass d'Kierch selwer d'Devantë geholl huet an net forcéiert gouf, selwer d'Devantë geholl huet a gesot huet: „Mir indemniséieren, och, wann eppes verjährt ass, ouni dass mer kënne wierklech och nochecken, wat a wat net war, mä mir indemniséieren."

Dofir awer och déi ganz Initiativen, déi ech wëll ënnerstëtzen, souwäit ech dat als Justizminister kann. Wichteg ass, dass matzäite Faitë kënne gemellt ginn an dass d'Leit net Angscht hunn, se ze mellen.

Well et muss ee sech och d'Fro stellen - elo kënnt eng Hotline vun enger Kierch, do mellen d'Leit sech: Woufir mellt kee sech bei de Parqueten an esou weider? Et ass eng Fro, mat där ee sech muss auserneesetzen. Woufir mellt kee sech, wann et geschitt? Oder woufir, wéi a ville Fäll, déi och op d'Geriichter kommen, kënnt et eréischt méi spéit eraus?

Ech mengen - de Gilles Roth sot et -, mir hunn net nëmmen deen ale Paragraph erëm eragesat an den 372, mir hunn awer och gesot, dass d'Verlängerung vun der Verjährung, déi mer mam Victimesgesetz 2009 gemaach hunn - wou d'Victimesgesetz gesot huet, dass déi Verlängerung vun der Verjährung, dat heescht, dass d'Verjährungsfrist eréischt spillt, wann ee groussjähreg ass, wou d'Victimesgesetz also gesot huet, déi spillt nëmme fir déi nei Affären -, do bestëmme mer haut, dass se fir déi al Affäre steet.

Iwwregens, de Statsrot schreift a sengem ganz gudden Avis zu den Amendementen, eigentlech wär dat doten duergaangen, an dat anert wär manner wichteg. Mir hunn elo déi zwou Saache gemaach. Ech mengen, et ass och richteg esou. Mä de Statsrot sot, dat Wichtegst ass, dass d'Verjährungsfrist och bei der Majoritéit eréischt ufänkt bei Affäre vu virdrun. Ech mengen, dass dat extrem wichteg ass. An nach eng Kéier: Och do kann et sinn, dass een iwwerhaapt näischt méi beweise kann.

Dofir sollen eis ganz Aktivitéite sinn; et ass net wierklech de Justizminister eleng, deen dat ka maachen, mä e mécht alles, fir dat ze ënnerstëtzen. An ech mengen, et huet een eng gutt Jugendsektioun beim Parquet, bei de Parqueten, och dat soll een net vergiessen, fir wierklech ze kucken, wann eppes geschitt, matzäite kënnen esou Affären ze poursuivéieren, wou een och nach ka wierklech eppes erreechen. Ofgesinn dovunner, dass, wann een esou eng Affär - och wann d'Verjährungsfrist méi laang ass - zéng, zwanzeg Joer mat sech ronderëmdréit, dass dat och net gutt ass fir dee selwer, deen esou laang dorunner knat an net erauskomm ass.

Dofir och, nach eng Kéier, déi Initiativ, déi ech muer der Regierung virschloen, fir ze soen, da kommt, mir kucken, dass, wann ee Leit huet, déi effektiv sech u Kanner vergaangen hunn, dass een awer verhënnert, dass déi iergendwou erëm bei Kanner optauchen. Well och dat gouf et an der Vergaangenheet, an notamment doduerch, dass mer - an dann elo halen ech op, Här Henckes -, keng Konnexioun vun de Casieren an Europa haten, dass zu Lëtzebuerg Leit konnten agestallt ginn, déi an engem anere Land condamnéiert waren, ouni dass een dat wosst.

Voilà, dat gesot, soen ech nach eng Kéier der Chamberskommissioun, dem Président-Rapporteur an Iech alleguer awer vun alle Fraktioune Merci fir déi konstruktiv Debatt, an ech wäert mech da selwer druginn, fir dass mer nach méi an d'Detailer ginn, fir dass eis net méi esou eppes geschitt.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Justizminister fir all déi Explikatiounen.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi. Ech wollt Iech allerdéngs nach drop opmierksam maachen, datt am Artikel 3 eng Erreur matérielle ass,…

(Brouhaha)

…an zwar an der Phrase liminaire sinn d'Wierder «L'alinéa 2 de» ze sträichen. Déi Phrase introductive liest sech also elo folgendermoossen: «L'article 372 du Code pénal est complété comme suit:». Mir stëmmen elo iwwert den ofgeännerten Text of.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6338 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass ugeholl mat 54 Jo-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6338 est adopté à l'unanimité des 57 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies (par M. Lucien Clement), Mme Martine Mergen (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber (par M. Félix Eischen), Lucien Weiler, Raymond Weydert et Serge Wilmes;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux (par M. Ben Scheuer), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

MM. André Bauler, Eugène Berger (par M. Claude Meisch), Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner (par M. Fernand Etgen);

MM. Claude Adam (par M. Félix Braz), François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira (par Mme Josée Lorsché), Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Domadder si mer dann och schonn um Enn vun eiser Sitzung vun de Mëtteg.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.22 heures)

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

d'Chamber live

Chamber TV

och an der Rediffusioun

all Sëtzungsdag

vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op

www.chd.lu

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

SÉANCE 18

MARDI,
6 MARS 2012

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • Mme Lydie Polfer, Vice-Président

Sommaire

1. Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés

- *M. le Président*

2. Communications

- *M. le Président*

3. Résolution relative à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant «Erasmus pour tous», le programme de l'UE pour l'éducation, la formation, la jeunesse et le sport (document COM(2011)788)

- Art. 169 du Règlement de la Chambre

- *M. le Président, M. Fernand Kartheiser*
- *Vote sur la proposition de procéder à un vote sans débat (adoptée)*
- *Vote sur la résolution (adoptée)*

4. Résolution relative à la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/36/CE relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles et le règlement concernant la coopération administrative par l'intermédiaire du système d'information du marché intérieur (document COM(2011)883)

- Art. 169 du Règlement de la Chambre

- *M. le Président*
- *Vote sur la résolution (adoptée)*

5. Ordre du jour

- *M. le Président*

6. Dépôt d'une proposition de loi par M. Alex Bodry

- *M. Alex Bodry*

7. Heure de questions au Gouvernement

Question n°145 du 6 mars 2012 de M. Roger Negri relative à la stratégie du Gouvernement concernant la Cargolux et une augmentation éventuelle du capital de cette société, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- *M. Roger Negri - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

Question n°146 du 5 mars 2012 de M. André Bauler relative à la mise en œuvre du tutorat et du travail personnel dans le cadre de la réforme de l'enseignement secondaire et secondaire technique, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

- *M. André Bauler - Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*

Question n°147 du 6 mars 2012 de M. Gast Gibéryen relative au plan d'évacuation en cas d'un incident majeur à la centrale nucléaire de Cattenom, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région

- *M. Gast Gibéryen - M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*

Question n°148 du 5 mars 2012 de M. André Bauler relative aux nouveaux plans sectoriels et à leurs incidences sur le développement des régions rurales, adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures

- *M. André Bauler - M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures*

Question n°149 du 6 mars 2012 de M. Jean Colombera relative aux cas de tuberculose au sein de la prison, adressée à M. le Ministre de la Santé

- *M. Jean Colombera - M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé*

Question n°150 du 5 mars 2012 de M. Fernand Etgen relative à la prévention de faillites, adressée à M. le Ministre de la Justice

- *M. Fernand Etgen - M. François Biltgen, Ministre de la Justice*

Question n°151 du 5 mars 2012 de M. Fernand Etgen relative à la mise en place de radars automatiques, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- *M. Fernand Etgen - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

Question n°152 du 5 mars 2012 de M. Eugène Berger relative à la position du Gouvernement par rapport à une fermeture immédiate de la centrale nucléaire de Cattenom, adressée à M. le Ministre de la Santé

- *M. Eugène Berger - M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé*

8. Résolution de Mme Viviane Loschetter relative à l'organisation d'un débat d'orientation avec rapport sur le sujet d'une meilleure représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein de conseils d'administration d'établissements publics et des institutions du monde économique, culturel, social et sportif

- *Mme Viviane Loschetter, M. Fernand Kartheiser*
- *Vote sur la résolution (adoptée)*

9. 6364 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 12 janvier 2004 portant création d'un établissement d'enseignement secondaire technique à Redange-sur-Attert

- *Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports: M. Fernand Diederich*
- *Discussion générale: Mme Tessy Scholtes, M. André Bauler, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser*
- *Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

10. 6308 - Projet de loi modifiant 1. la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle et 2. le Code du Travail

- *Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports: M. Ben Fayot*
- *Discussion générale: M. Serge Wilmes, M. André Bauler, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. Serge Urbany*
- *Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

11. Heure d'actualité du groupe déi gréng sur la problématique des drogues à l'école

- *Exposé: M. Claude Adam (dépôt d'une motion)*
- *Débat: Mme Martine Mergen, M. Eugène Berger, M. Fernand Diederich, M. Fernand Kartheiser, M. Serge Urbany*
- *Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*
- *Motion 1: M. Jean Colombera, M. Claude Adam, M. Ben Fayot*
- *Vote sur la motion 1 (rejetée)*
- *M. Gast Gibéryen (motive l'abstention de son groupe)*

12. 6318 - Projet de loi portant modification de la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés

- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Gilles Roth*
- *Discussion générale: M. Fernand Etgen, M. Serge Urbany*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

13. 6344 - Projet de loi

- approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la 16e reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement

- portant modification de la loi du 22 décembre 2006 relative à la participation du Luxembourg à l'Initiative d'allégement de la dette multilatérale (ci-après «IADM») et à la 7e reconstitution des ressources du Fonds international de développement agricole ajustant la contribution du Grand-Duché de Luxembourg à l'IADM

- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Michel Wolter*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

14. Heure d'actualité du groupe déi gréng sur les décisions du Sommet de l'Union Européenne du 20 février par rapport à la crise de la dette souveraine grecque

- *Exposé: M. François Bausch*
- *Débat: M. Marc Spautz, M. Claude Meisch, M. Alex Bodry, M. Jacques-Yves Henckes, M. Serge Urbany*
- *M. Luc Frieden, Ministre des Finances*

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler, Mme Octavie Modert et M. Marco Schank, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances*.- Neen, Här President.

M. le Président.- Dat schéngt net de Fall ze sinn.

1. Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés

Op Ufro vun der Regierung huet d'Presidentekonferenz sech derfir ausgeschwat, de Projet de règlement grand-ducal 6369 iwwert d'Dénominations textiles an de Projet de règlement grand-ducal 6370 iwwert d'Méthodes d'analyse quantitative de mélange de fibres textiles vum Rôle ze sträichen.

Ass d'Chamber heimadder averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

2. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Bureau déposéiert.

2) Folgend Projete goufen an der Administration parlementaire déposéiert: den 31. Januar vum Minister fir d'Sécurité sociale de Projet de loi 6387 iwwert d'Pensiounskeess; den 1. Februar vum Justizminister de Projet de loi 6388, eng Konventioun géint den Terrorismus; den 3. Februar vum Wirtschaftsminister de Projet de règlement grand-ducal 6389 iwwert d'Dénominations textiles et certaines méthodes d'analyse quantitative de mélange de fibres textiles; de 7. Februar vun der Erzéiungsministesch de Projet de loi 6390 iwwert d'Agenten am Enseignement fondamental; den 8. Februar vum Aarbechtsminister de Projet de règlement grand-ducal iwwert d'Léierhëllefen a Primen; de 14. Februar vum Ausseminister de Projet de loi 6392, e Protokoll mat Russland iwwert d'Réadmissioun, an de Projet de loi 6394, en Accord mat der Belsch, Frankräich an Däitschland iwwert d'Kooperatioun op de Grenzen tëscht der Police an der Douane; deeselwechten Dag vum Nohaltegkeetsminister de Projet de loi 6393 iwwert d'Équipements sous pression transportables, an de 15. Februar vum Nohaltegkeetsminister de Projet de loi 6395 iwwert d'Verbindung vu Micheville, an de Projet de loi 6396 iwwert d'Nordstrooss.

De 17. Februar vum Finanzminister de Projet de loi 6397, eng Direktiv iwwert d'Kompetenze vun de verschiddenen Iwwerwaachungsautoritéiten, an de Projet de loi 6398 iwwert den Assurancësecteur; den 21. Februar vum Nohaltegkeetsminister de Projet de loi 6399, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert de Stroosseverkéier; den 22. Februar vum Justizminister de Projet de loi 6400 iwwert de professionellen Eurogeldtransport iwwert d'Stroossennetz tëscht den EU-Membere vun der Eurozon; deeselwechten Dag vum Aarbechtsminister de Projet de loi 6401, eng Ofännerung vum Code du Travail; de 24. Februar vum Verdeedegungsminister de Projet de règlement grand-ducal 6402 iwwert déi lëtzebuergesch Participatioun bei der FINUL; den 29. Februar vun der Mëttelstandsministesch de Projet de loi 6403 iwwert d'Öffnungszäite vun de Butteker, an den 1. Mäerz vum Aarbechtsminister de Projet de loi 6404, eng Ofännerung vum Code du Travail, a schliesslech de 5. Mäerz vum Finanzminister de Projet de loi 6405 iwwert den Traité, deen den Europäesche Stabilitéitsmechanismus aféiert, an de Projet de loi 6406 iwwert d'Participatioun vum Stat um Europäesche Stabilitéitsmechanismus.

3) Ech wëll d'Chamber och nach doriwwer informéieren, datt ech den 22. Abrëll 2011, mat engem Rappel de 14. Februar 2012, e Bréif un de President vun der Assemblée Nationale Bernard Accoyer geriicht hat, an deem ech him d'Positioun vun der lëtzebuergescher Chamber matgedeelt hat, wat d'Nuklearenergie ugeet, an him déi zwou Motioune gescheckt hunn, déi d'Chamber deemools gestëmmt hat.

Haut krut d'Chamber an engem Bréif eng Äntwert vum President vun der Assemblée Nationale, wou hien der Chamber matdeelt, datt den Dispositif fir d'Gestioun vun der nuklearer Sécherheet a Frankräich ganz streng wier an datt vill Progrèsen a Saachen Transparenz gemaach goufen. Dëse Bréif vum President vun der Assemblée Nationale kritt all Deputéierten zougestallt.

Plusieurs voix.- Très bien!

Communications du Président - séance publique du 6 mars 2012

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau. Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et les projets de règlement grand-ducal suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

***6387** - Projet de loi portant réforme de l'assurance pension et modifiant:*

1. le Code de la sécurité sociale;

2. la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de fer luxembourgeois;

3. le Code du Travail

Dépôt: M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale, le 31.01.2012

***6388** - Projet de loi portant:*

1. approbation de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention du terrorisme, signée à Varsovie le 16 mai 2005, et

2. modification de certains articles du Code pénal et du Code d'instruction criminelle

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 01.02.2012

***6389** - Projet de règlement grand-ducal abrogeant*

- le règlement grand-ducal modifié du 21 mai 1999 relatif aux dénominations textiles;

- le règlement grand-ducal modifié du 1er août 2001 relatif à certaines méthodes d'analyse quantitative de mélange de fibres textiles

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 03.02.2012

***6390** - Projet de loi concernant des agents intervenant dans l'enseignement fondamental et modifiant différents autres textes de lois*

Dépôt: Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 07.02.2012

***6391** - Projet de règlement grand-ducal fixant les conditions et modalités des aides et primes de promotion de l'apprentissage*

Dépôt: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, le 08.02.2012

***6392** - Projet de loi portant approbation du Protocole d'application entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Fédération de Russie relatif à la mise en œuvre de l'Accord de réadmission entre la Communauté européenne et la Fédération de Russie du 25 mai 2006, signé à Luxembourg, le 13 septembre 2011*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 14.02.2012

***6393** - Projet de loi concernant les équipements sous pression transportables*

Dépôt: M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 14.02.2012

***6394** - Projet de loi portant approbation*

- de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, le Gouvernement du Royaume de Belgique, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et le Gouvernement de la République française, concernant la mise en place et l'exploitation d'un centre commun de coopération policière et douanière dans la zone frontalière commune, signé à Luxembourg le 24 octobre 2008;

- de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française relatif à la coopération dans leurs zones frontalières entre les autorités de police et les autorités douanières, signé à Luxembourg le 15 octobre 2001

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 14.02.2012

***6395** - Projet de loi relatif à la construction de la liaison Micheville entre la Route Nationale 31 et l'Autoroute A.4.*

Dépôt: M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 15.02.2012

***6396** - Projet de loi relatif à l'adoption budgétaire du projet de construction d'une route reliant Luxembourg à Ettelbruck*

Dépôt: M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 15.02.2012

***6397** - Projet de loi portant transposition de la directive 2010/78/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 modifiant les directives 98/26/CE, 2002/87/CE, 2003/6/CE, 2003/41/CE, 2003/71/CE, 2004/39/CE, 2004/109/CE, 2005/60/CE, 2006/48/CE, 2006/49/CE et 2009/65/CE en ce qui concerne les compétences de l'Autorité européenne de surveillance (Autorité bancaire européenne), l'Autorité européenne de surveillance (Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles) et l'Autorité européenne de surveillance (Autorité européenne des marchés financiers) et modifiant:*

1. la loi du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances;

2. la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier;

3. la loi du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;

4. la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation;

5. la loi du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque;

6. la loi du 10 juillet 2005 relative au prospectus pour valeurs mobilières;

7. la loi du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de sepcav et assep;

8. la loi du 9 mai 2006 relative aux abus de marché;

9. la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés;

10. la loi du 13 juillet 2007 relative aux marchés d'instruments financiers;

11. la loi du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence sur les émetteurs de valeurs mobilières;

12. la loi du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement;

13. la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 17.02.2012

* * *

***6398** - Projet de loi portant modification de:*

- la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances;

- la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 17.02.2012

***6399** - Projet de loi modifiant a) la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques et b) la loi modifiée du 6 mars 1965 concernant les taxes à percevoir sur les demandes en obtention des documents prescrits pour la mise en circulation et la conduite de véhicules*

Dépôt: M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 21.02.2012

***6400** - Projet de loi portant:*

- mise en œuvre de certaines dispositions du règlement (UE) n°1214/2011 du Parlement européen et du Conseil du 16 novembre 2011 sur le transport transfrontalier professionnel d'euros en espèces par la route entre États membres dans la zone euro, et

- modification de la loi du 12 novembre 2002 relative aux activités privées de gardiennage et de surveillance

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 22.02.2012

***6401** - Projet de loi portant modification de l'article L.521-3 du Code du Travail*

Dépôt: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, le 22.02.2012

***6402** - Projet de règlement grand-ducal concernant la participation du Luxembourg au renforcement de la Force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL)*

Dépôt: M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de la Défense, le 24.02.2012

***6403** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 19 juin 1995 réglant la fermeture des magasins de détail dans le commerce et l'artisanat*

Dépôt: Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre des Classes moyennes et du Tourisme, le 29.02.2012

***6404** - Projet de loi portant modification:*

1) du Code du Travail;

2) du Code pénal;

3) de la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet 1. le développement et la diversification économiques, 2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie;

4) de la loi modifiée du 30 juin 2004 portant création d'un cadre général des régimes d'aides en faveur du secteur des classes moyennes;

5) de la loi du 15 juillet 2008 relative au développement économique régional;

6) de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration;

7) de la loi du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation;

8) de la loi du 18 mars 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et l'utilisation rationnelle des ressources naturelles

Dépôt: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, le 01.03.2012

***6405** - Projet de loi portant approbation du traité instituant le mécanisme européen de stabilité, signé le 2 février 2012 à Bruxelles*

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 05.03.2012

***6406** - Projet de loi relative à la participation de l'État au mécanisme européen de stabilité*

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 05.03.2012

3) Le Président de la Chambre des Députés a adressé, en date du 22 avril 2011 et du 14 février 2012, deux courriers au Président de l'Assemblée Nationale, Monsieur Bernard Accoyer, concernant la position de la Chambre des Députés au sujet de la sécurité de l'énergie nucléaire ainsi que les deux motions adoptées par la Chambre des Députés à ce sujet.

En date de ce jour, une réponse du Président de l'Assemblée Nationale est parvenue à la Chambre des Députés.

Ce courrier sera transmis aux Membres de la Chambre des Députés.

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Résolution relative à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant «Erasmus pour tous», le programme de l'UE pour l'éducation, la formation, la jeunesse et le sport (document COM(2011)788)

- Art. 169 du Règlement de la Chambre

M. le Président.- D'Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports an d'Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media, des Communications et de l'Espace hunn an hire Réunioune vum 2. a vum 6. Februar 2012 décidéiert, en Avis politique un d'Europäesch Kommissioun ze riichten, deen d'Dokument COM(2011)788 iwwert den EU-Programm „Erasmus pour tous" betrëfft.

D'Kommissiounen hu wuelverstane kee Problem, wat de Respekt vum Subsidiaritéitsprinzip ugeet, mä wollte politesch Bedenken zum Ausdrock bréngen, sou wéi et den nationale Parlamenter an där sougenanntener Barroso-Initiativ erlaabt ass. D'Prozedur, déi applizéiert gëtt, ass geregelt am Artikel 169 vun eisem Chambersreglement. Den Avis politique vun deenen zwou Kommissiounen ass Iech a Form vun enger Resolutioun verdeelt ginn.

Résolution

La Chambre des Députés,

- considérant l'article 169 du Règlement de la Chambre des Députés;

- rappelant que la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports et la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media, des Communications et de l'Espace ont été saisies d'une proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant «Erasmus pour tous» - le programme de l'UE pour l'éducation, la formation, la jeunesse et le sport (COM(2011)788), proposition émanant de la Commission européenne et relevant du contrôle de subsidiarité;

- constatant que la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports et la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media, des Communications et de l'Espace ont adopté un avis politique au sujet du document précité lors de leurs réunions respectives du 2 et du 6 février 2012;

décide de faire sien cet avis politique de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports et de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media, des Communications et de l'Espace, avis ayant la teneur suivante:

«La Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports et la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media, des Communications et de l'Espace ont examiné la proposition de règlement établissant le programme „Erasmus pour tous". Elles ont constaté que ce nouveau programme est censé réunir tous les instruments européens et internationaux actuellement mis en œuvre dans les domaines de l'éducation, de la formation et de la jeunesse, en y ajoutant le sport qui n'a pas bénéficié jusqu'à présent d'un programme européen.

Les commissions parlementaires reconnaissent entièrement le caractère utile et bénéfique des programmes visés dont ont déjà profité de nombreux citoyens et résidents luxembourgeois.

En ce qui concerne le regroupement préconisé de ces programmes, il ne saurait être question de remettre en cause l'objectif de la Commission européenne consistant à créer une structure rationalisée et simplifiée qui est susceptible de renforcer l'efficacité de gestion et l'impact des actions cofinancées. Les commissions parlementaires ne peuvent qu'approuver la volonté de réduire les chevauchements d'activités et la fragmentation.

Pour ce qui est de la structuration prévue du nouveau programme, les commissions parlementaires se félicitent de l'intégration d'un volet consacré au sport.

Par contre, elles se doivent de soulever la question de savoir si le regroupement des deux programmes „Éducation et formation tout au long de la vie" et „Jeunesse en action" en une structure unique ne risque pas d'engendrer un amalgame d'initiatives et d'activités concernant des domaines de prime abord distincts, si bien que les différents publics cibles pourraient ne plus s'y retrouver.

Ce sont surtout les actions relatives au domaine de la jeunesse qui sont susceptibles d'être réduites aux seuls domaines avoisinant l'éducation, alors que le programme actuel „Jeunesse en action" comporte des objectifs plus vastes, dépassant le domaine de l'éducation formelle. Il ne faut en effet pas perdre de vue que la politique de la jeunesse se trouve à l'intersection de plusieurs autres domaines politiques, et que les objectifs d'une politique de la jeunesse sont autres que ceux d'une politique de l'éducation. Il apparaît ainsi primordial que le nouveau programme soit cohérent avec les stratégies politiques existantes et qu'il ne réduise pas les jeunes à leur rôle d'apprenants, en omettant notamment les aspects liés à la citoyenneté active des jeunes, qui n'est pas seulement un apprentissage, mais surtout une pratique politique, inhérente à la politique de la jeunesse. Pour cette raison, il serait souhaitable de distinguer clairement, à l'intérieur de ce programme unique, les domaines respectifs de l'éducation et de la jeunesse, afin de conserver également la visibilité de ce dernier aspect.

Quant à la forme, et plus spécifiquement au choix de l'instrument juridique, force est de constater que la mise en place du programme „Erasmus pour tous" est censée faire l'objet d'un règlement, alors que les mesures relatives aux programmes antérieurs qui sont censés être regroupés par la présente initiative ont été prises dans le cadre de décisions.

Les commissions parlementaires sont ainsi amenées à s'interroger sur l'opportunité de procéder par voie de règlement dans un domaine, en l'occurrence celui de l'enseignement, où l'Union européenne ne possède pas de compétences législatives (cf. article 165 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne). Elles tiennent à rappeler que l'article 165, paragraphe 4, du TFUE dispose que pour la réalisation des objectifs faisant l'objet de cet article, „le Parlement européen et le Conseil, statuant conformément à la procédure législative ordinaire et après consultation du Comité économique et social et du Comité des régions, adoptent des actions d'encouragement, à l'exclusion de toute harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des États membres".»

(s.) Ben Fayot, Claude Adam, Anne Brasseur, Marcel Oberweis, Jean-Paul Schaaf.

E Vote sans débat gëtt virgeschloen. Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Interruption)

Den Här Kartheiser wann ech gelift.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, d'ADR wollt do intervenéieren. Gitt Der mer d'Wuert, fir eng Interventioun ze maachen?

M. le Président.- Dann dierft Dir dozou... Jo, et gëtt elo just hei driwwer ofgestëmmt, ob mer, jo, e Vote sans débat maachen. Dir géift also elo gär eppes...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Mir géife gär eng Stellung huelen.

M. le Président.- Da kritt Dir d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'ADR begréisst déi Avisen iwwer „Erasmus fir all" an iwwert d'Unerkennung vu professionelle Qualifikatiounen, déi vun deenen zoustännege Kommissioune mat vill Kompetenz ausgeschafft goufen an eis haut virleien. Den Avis iwwer „Erasmus fir all" ka si matdroen. D'ADR bedauert awer, datt déi zoustänneg europäesch Instanzen den Observatioune kaum Rechnung gedroen hunn, déi eis Chamber de 15. September 2011 an engem Avis politique iwwert déi berufflech Qualifikatiounen ugeholl hat. Am Beräich vun der berufflecher Qualifikatioun...

M. le Président.- Entschëllegt Här Kartheiser, hei war..., ech sinn dervun ausgaangen, Dir géift soen, firwat Dir mengt, datt hei misst en...

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, ech kommen drop.

M. le Président.- Neen, neen, Dir sidd elo hei amgaangen, schonn iwwert de Fong vun där Resolutioun... Hei geet et just drëm, ob mir hei e Vote sans débat maachen. Do musse mer elo driwwer ofstëmmen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Also dann...

M. le Président.- Dir kënnt elo hei argumentéieren, firwat datt Der mengt, et misst en Débat sinn. Mä mir kënnen elo hei net iwwert de Fong vun der Resolutioun diskutéieren.

Une voix.- Très bien!

Une autre voix.- Ofstëmmen!

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Jo, da sot eis elo awer ganz kuerz, firwat datt Der mengt, hei misst en Débat sinn.

(Interruptions diverses)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Also, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn hei...

(Interruptions diverses)

Däerf ech da schwätzen?

M. le Président.- Ech géif Iech bieden, dann dem Här Kartheiser elo nozelauschteren.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. Mir sinn hei an enger Situatioun, wou eng wichteg Fro, déi eist Land betrëfft, direkt betraff ass, an dat ass de Gebrauch vun der Lëtzebuerger Sprooch am Gesondheetssecteur. Mir hu mat Erstaune festgestallt, datt hei einfach elo proposéiert gëtt, ouni Débat doriwwer ze schwätzen. Et ass awer eng Fro, déi jiddwereen hei concernéiert, all Lëtzebuerger, oder vill Lëtzebuerger, déi Problemer hunn, sech an alle Sproochen auszedrécken, an an eng Klinik kommen. Dofir menge mir, sollte mir eis als Parlament mat där Fro do beschäftegen a wéinstens eng Interventioun zu deem Thema erlaben, wéi eng Sproochen an eise Klinike kënne gebraucht ginn.

Aus deem Grond wollt d'ADR dozou Stellung huelen, Här President. Ech hoffen, datt mer déi Geleeënheet kréien.

M. le Président.- Gutt. Merci dem Här Kartheiser.

Vote sur la proposition de procéder à un vote sans débat

Also, et gëtt hei proposéiert: e Vote sans débat. Den Här Kartheiser freet am Numm vu senger Fraktioun fir d'Éischt eng Debatt. Ech stellen also elo zum Vote, ob d'Chamber d'accord ass, fir hei e Vote sans débat ze maachen.

Wien ass domadder d'accord?

Une voix.- Musse mer kee Vote électronique maachen?

Plusieurs voix.- Neen.

M. le Président.- Wien ass der Meenung, et misst hei e Vote mat Débat kommen?

Dat schéngt mer relativ eendeiteg ze sinn. Domadder gëtt also elo keng Debatt hei gemaach.

Vote sur la résolution

Wie mat der Resolutioun d'accord ass, ass gebieden, d'Hand ze hiewen.

Wien ass mat där Resolutioun net d'accord?

Da soen ech Iech Merci an ech leeden den Avis un déi zoustänneg Instanz weider.

4. Résolution relative à la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/36/CE relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles et le règlement concernant la coopération administrative par l'intermédiaire du système d'information du marché intérieur (document COM(2011)883)

- Art. 169 du Règlement de la Chambre

D'Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports an d'Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media, des Communications et de l'Espace hunn an hire Réunioune vum 1. Mäerz 2012 décidéiert, en zweeten Avis politique un d'Europäesch Kommissioun ze riichten, deen d'Dokument COM(2011)883 iwwert d'Unerkennung vun de beruffleche Qualifikatiounen an iwwert déi administrativ Kooperatioun duerch de Système d'information du marché intérieur betrëfft.

D'Kommissiounen hunn hei wuelverstane kee Problem, wat de Respekt vum Subsidiaritéitsprinzip ugeet, mä wollte politesch Bedenken zum Ausdrock bréngen, sou wéi et den nationale Parlamenter an där sougenanntener Barroso-Initiativ erlaabt ass. D'Prozedur, déi applizéiert gëtt, ass geregelt am Artikel 169 vun eisem Chambersreglement. Den Avis politique vun deenen zwou Kommissiounen ass Iech a Form vun enger Resolutioun verdeelt ginn.

Résolution

La Chambre des Députés,

- considérant l'article 169 du Règlement de la Chambre des Députés;

- rappelant que la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports et la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media, des Communications et de l'Espace ont été saisies d'une proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/36/CE relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles et le règlement concernant la coopération administrative par l'intermédiaire du système d'information du marché intérieur (COM(2011) 883), proposition émanant de la Commission européenne et relevant du contrôle de subsidiarité;

- constatant que la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports et la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media, des Communications et de l'Espace ont adopté un avis politique au sujet du document précité lors de leurs réunions respectives du 1er mars 2012;

décide de faire sien cet avis politique de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports et de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media, des Communications et de l'Espace, avis ayant la teneur suivante:

«La Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports et la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media, des Communications et de l'Espace ont examiné la proposition de directive visant à modifier la directive 2005/36/CE relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles.

Elles tiennent à rappeler que la Chambre des Députés a adopté, le 15 septembre 2011, par le biais d'une résolution, un avis politique émis par la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports, la Commission des Classes moyennes et du Tourisme et la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire au sujet du Livre vert „Moderniser la directive sur les qualifications professionnelles" (COM(2011)367). Elles se doivent de constater que bon nombre des éléments évoqués dans cet avis politique n'ont pas trouvé de véritable répercussion dans la proposition de directive précitée.

Les commissions parlementaires sont ainsi amenées à rappeler que l'introduction préconisée d'une carte professionnelle ne peut être utile qu'à condition qu'elle rende la procédure de reconnaissance plus simple ou qu'elle apporte plus d'informations utiles aux services pour prendre leurs décisions en la matière. Mais la mise en place d'un nouvel instrument risque d'entraîner de nouvelles charges bureaucratiques pour les États membres.

En tout état de cause, dans le cas où une telle carte professionnelle serait introduite, elle devrait être limitée à des professions clairement circonscrites. Par ailleurs, la durée de validité maximale de deux ans prévue de ladite carte constitue un maximum absolu qui ne doit en aucun cas être dépassé. Il importe en effet de prévoir des barrières efficaces pour éviter autant que possible les risques liés à ce système.

Les commissions parlementaires rappellent en outre que l'avis politique susmentionné comporte par ailleurs une prise de position défavorable à l'égard de l'introduction du principe de l'accès partiel dans la directive visée. Il n'est en effet guère souhaitable que des jugements de la Cour de justice européenne déterminent en fin de compte l'orientation de la formation professionnelle. Dans ce contexte, les commissions parlementaires attirent l'attention sur le fait que des jugements de la Cour de justice européenne ont donné aux États membres la possibilité d'accorder un accès partiel, sans que la Cour y ait vu une nécessité. Dans le cadre de la présente proposition de directive, l'on bascule ainsi d'une possibilité vers une nécessité.

Les commissions ne sont pas favorables à cette démarche. Elles estiment que le principe des mesures compensatoires (stage d'adaptation ou épreuve d'aptitude) offre suffisamment de flexibilité dans le cas où une formation présente des différences substantielles. Elles sont d'avis qu'une trop grande segmentation ou spécialisation des qualifications professionnelles peut nuire à la mobilité sur le marché du travail et rendre excessivement compliquée la reconnaissance des qualifications professionnelles.

Dans le cas où le principe de l'accès partiel serait néanmoins inscrit dans le texte de la directive, il serait impératif de veiller à ce que les conditions suivantes soient respectées:

- L'accès partiel ne devrait aucunement être accordé dans le cas où la formation visée n'est pas réalisée comme le laisse entendre le libellé de l'article.

- Il serait indispensable de limiter l'application de ce principe à une liste précise de professions.

Par ailleurs, dans l'avis politique adopté le 15 septembre 2011 a été soulignée l'importance de la question des connaissances linguistiques qui est particulièrement sensible dans le domaine des professions de santé. Comme le Luxembourg est un pays où trois langues (luxembourgeois, français, allemand), voire plus, sont parlées couramment et concomitamment, il importe que les professionnels en contact direct avec les patients soient à même de communiquer avec ceux-ci dans une langue qui leur est familière et qui peut être l'une des trois. Une certaine flexibilité en matière de langues du chef des professionnels est donc dans l'intérêt primordial des patients sans qu'elle puisse pour autant servir à élever des barrières linguistiques infranchissables.

Dans cette optique, les commissions parlementaires notent que la proposition de directive sous rubrique vise à préciser que dans le cas des professions ayant des implications en matière de sécurité des patients, les États membres peuvent conférer aux autorités compétentes le droit d'effectuer un contrôle linguistique auprès de tous les professionnels concernés s'il est expressément demandé par le système national de soins de santé. Elles considèrent toutefois qu'il y a lieu de compléter comme suit la disposition du troisième alinéa qu'il est prévu d'ajouter à l'article 53 de la directive 2005/36/CE:

«Le contrôle linguistique se limite à la connaissance de l'une des langues officielles ou administratives de l'État membre selon le choix de la personne concernée […]».

De fait, l'ajout de la mention des langues administratives permettrait de tenir compte du régime linguistique tel qu'il a été établi au Luxembourg par la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues. Sans introduire la notion de „langue(s) officielle(s)", la loi précitée dispose en effet que le luxembourgeois est la langue nationale, tandis que le français, l'allemand et le luxembourgeois font figure de langues administratives et judiciaires.

Plus généralement, les commissions parlementaires tiennent à mettre en garde les instances européennes contre la tentation de s'immiscer dans les compétences nationales en matière d'éducation et de formation professionnelle par le biais de la reconnaissance des qualifications professionnelles. Les Traités n'accordent pas de compétence législative à l'Union européenne dans ces matières. Chaque État membre poursuit ses objectifs en matière de formation professionnelle, notamment au niveau des professions de santé, tout en tenant compte des développements internationaux en la matière.

Les commissions parlementaires constatent ainsi avec une certaine inquiétude que par les actes délégués prévus par la proposition de directive, la Commission européenne se voit entre autres attribuer, pour les professions relevant de la reconnaissance automatique, un certain droit de regard en ce qui concerne le contrôle de l'adéquation des connaissances et des compétences à la qualification en question. Elles se doivent ainsi de rappeler qu'en vertu du paragraphe 1er de l'article 165 TFUE, l'Union européenne ne possède pas de compétences législatives en matière d'enseignement, le contenu de l'enseignement et l'organisation du système éducatif relevant de la responsabilité des États membres.»

(s.) Ben Fayot, Claude Adam, Fernand Diederich, Claude Meisch, Marcel Oberweis.

Och hei gëtt e Vote sans débat virgeschloen. Ech ginn dovunner aus, datt d'Chamber domadder d'accord ass.

Vote sur la résolution

Wie mat dëser Resolutioun d'accord ass, ass gebieden, d'Hand ze hiewen.

Wien ass net mat där Resolutioun averstanen?

Domadder wär déi Resolutioun mat enger grousser Majoritéit ugeholl an ech leeden den Avis dann och un déi zoustänneg europäesch Instanz weider.

An hirer Réuniouun...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President!

M. le Président.- Jo?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech wollt just soen, datt mir bei der Erasmus virdru mat Jo gestëmmt hätten. Mir haten dat falsch verstanen. Dann ass déi eestëmmeg ugeholl.

M. le Président.- Et ass gutt, mir redresséieren dat, Här Gibéryen.

5. Ordre du jour

An hirer Réunioun vum 1. Mäerz huet d'Presidentekonferenz fir dës Woch folgenden Ordre du jour virgeschloen:

Haut de Mëtteg hu mer fir d'Éischt eng Froestonn un d'Regierung; dann de Projet de loi 6364 iwwert d'Schafe vun engem Lycée technique zu Réiden, nom Basismodell; de Projet de loi 6308, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Reforme vun der Formation professionnelle, nom Basismodell; eng Aktualitéitsstonn vun der Fraktioun vun deene Gréngen iwwert d'Drogeproblematik an de Schoulen; de Projet de loi 6318, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Fonds d'investissement spécialisés, nom Basismodell; de Projet de loi 6344 iwwert d'Participatioun vu Lëtzebuerg bei der 16. Reconstitutioun vun de Ressourcë vun der Association internationale de développement, bei der IADM an der 7. Reconstitutioun vun de Ressourcë vum Fonds international du développement agricole, nom Basismodell; eng Aktualitéitsstonn vun der Fraktioun vun deene Gréngen iwwert d'Décisiounen iwwert déi griichesch Scholdekris, déi beim EU-Sommet vum 20. Februar geholl gi sinn.

Muer de Mëtteg um zwou hu mer de Projet de loi 6309, eng Konventioun iwwert d'Notze vun den internationale Flëss fir aner Zwecker wéi d'Navigatioun, nom Basismodell; de Projet de loi 6322, eng Ofännerung vum Artikel 24 vum Code de la sécurité sociale, nom Basismodell; de Projet de loi 6363, eng Konventioun mat Bosnien-Herzegowina iwwert d'Sécurité sociale, nom Basismodell; de Projet de loi 6377 iwwert d'Konventioun vun Tampere, och nom Basismodell; de Projet de loi 6325, en EU-Reglement iwwert d'Initiative citoyenne, nom Modell 1; eng Interpellatioun vum Här Claude Meisch iwwert d'Qualitéit vun de Services d'accueil et d'éducation vun de Kanner bis dräi Joer, an eng Motioun vum Här Claude Adam iwwert d'Annulatioun vum ACTA-Traité.

Op Ufro vun enger Majoritéit vun der Familljekommissioun wollt ech d'Chamber froen, ob se domadder averstanen ass, d'Resolutioun vun der Madame Viviane Loschetter iwwert d'Organisatioun vun enger Orientéierungsdebatt mat Rapport iwwer eng équilibréiert Representatioun vun de Fraen an de Männer an de Conseils d'administration haut de Mëtteg op den Ordre du jour ze huelen, fir doriwwer ofzestëmmen.

Plusieurs voix.- Jo.

M. le Président.- Ass d'Chamber mat dësem ofgeännerten Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Dann huet den Här Alex Bodry d'Wuert gefrot fir den Dépôt vun enger Proposition de loi. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

6. Dépôt d'une proposition de loi par M. Alex Bodry

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Jo, Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, ech géif hei eng Proposition de loi déposéieren iwwert d'Emännerung vum Wahlgesetz vun 2003 respektiv d'Publikatioun vu Meenungsëmfroen. Ech wär frou, wann d'Chamber géif d'Recevabilitéit vun där Proposition de loi elo hei unerkennen, sou dass se kann op den Instanzewee geschéckt ginn.

6407 *- Proposition de loi relative à la publication des sondages d'opinion et portant modification de la loi électorale modifiée du 18 février 2003*

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Bodry. Ech huelen Akt vun deem Dépôt vun där Proposition de loi.

Haut de Mëtteg huet d'Chamber eng Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 83 vum Chambersreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir dorobber ze äntwerten. D'Froe kommen ofwiesselnd vun der Majoritéit an der Oppositioun.

Als Éischt hu mer d'Fro N°145 vum Här Roger Negri un den Nohaltegkeetsminister iwwert d'Cargolux an eng eventuell Kapitalerhéijung. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

7. Heure de questions au Gouvernement

- Question n°145 du 6 mars 2012 de M. Roger Negri relative à la stratégie du Gouvernement concernant la Cargolux et une augmentation éventuelle du capital de cette société, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

M. Roger Negri *(LSAP)*.- Merci, Här President. Här President, bei der Cargolux ass no leschte Presseberichten Damp an der Kichen an d'Gerüchtekichen, déi kacht. De Moment huet Qatar Airways 35% vum Kapital vun der Cargolux. Dem „Lëtzebuerger Wort" no vum leschte Samschdeg kéint duerch eng Kapitalaugmentatioun dësen Undeel op 49% eropgoen. Am Communiqué vum OGB-L vun haut gëtt zousätzlech gefaart, dass duerch d'indirekt Participatioun vum Finanzfong Precision Capital aus dem Katar an der Luxair de Katar um Enn 55% vun der Cargolux kéint iwwerhuelen an domadder sech eng Korinth vun der Lëtzebuerger Ekonomie erauspicke kéint, eng Aart zweet Mittal.

A wann een héiert, wat den CEO vu Qatar Airways, den Akbar Al Baker, an Hisiicht op d'Cargolux sot an de flightglobal.com, dass e wéilt bei der Cargolux aner Säiten opzéien - ech zitéieren hei aus dem „Tageblatt": „Sie sind 25 Jahre länger im Geschäft als wir. Aber es ist wichtig, dass die Kultur und die Art und Weise, wie das Geschäft geführt wird, in einer anderen Weise abläuft. Die Zeiten haben sich geändert, ihr Geschäftsmodell jedoch nicht." Bei der Cargolux mat 1.200 Salariéen, mat hirem Impakt op d'Luxair mat hiren 2.500 Salariéen, geet et also deemno hei och ëm d'Zukunft vun 3.700 Aarbechtsplazen.

Dofir, Här Minister, meng Fro un Iech: Ass eng Augmentation de capital en vue, sinn d'Konditiounen dofir ginn?

Ech géif Iech Merci soen am Viraus fir Är Äntwert.

M. le Président.- An ech soen dem Här Negri Merci, an d'Wuert kritt den Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Merci, Här President. Ech wëll ufänken, andeem ech awer e puer méi generell Wierder soen iwwert d'Situatioun vun der Aviatioun iwwerhaapt. Dir wësst, datt mer an där leschter Woch an der Chamberskommissioun eng Debatt haten iwwert de Flughafen, iwwert d'Aviatioun en général, an Dir wësst och déi Zuelen, déi dat lescht Joer 2011 geprägt hunn: de Flughafen, dee 705.000 t Fret ronn accueilléiert huet d'lescht Joer, am Joer 2010, déi 2011 op 656.000 t, dat heescht minus 7% am Fret erofgange sinn, Mouvementer vun der Cargolux, déi zwar ëm 1,6% eropgaange sinn, mä op där anerer Säit en Tonnage, deen ëm 7,4% erofgaangen ass bei enger Cargolux, déi ronn 70% vum traitéierte Fret um Flughafen ausmécht.

Dat am Kader vun enger, oder wéinst enger ganz, ganz schwiereger ekonomescher Situatioun, déi net nëmmen d'Cargolux betrëfft, mä déi am Fong weltwäit de Cargo-Transport, de Fret betrëfft an déi am Allgemengen an der Fligerei ganz grouss Problemer an der leschter Zäit geschaaft huet. Et brauch een nëmmen d'Zeitungen ze liesen, europawäit, weltwäit, fir ze wëssen, wéi grouss déi Problematik am Allgemengen ass.

Et ass eng riseg grouss Konkurrenz um Marché, et ass manner Fret ze transportéiere gewiescht d'lescht Joer. Dat dréckt direkt op d'Präisser an et ass eng Noutwendegkeet vun der Kompetitivitéit do. Et ass och zu Lëtzebuerg - an dat muss een och soen - eng grouss Konkurrenz vun de Flughäfen, déi an der Ëmgéigend hei leien. Dir wësst, datt Flughäfe wéi Hahn, Dir wësst, datt Flughäfe wéi Léck, datt déi direkt Konkurrenzen och ewell am Fret-Beräich fir Lëtzebuerg sinn, mat enger Rei Avantagen, wéi zum Beispill d'Nuetsflich, déi erlaabt sinn, an ech wollt just eng Kéier dat Ëmfeld beschreiwen, fir ze wëssen, iwwer wat mer schwätzen.

Derbäi kënnt, datt mer an deene leschte Joren - dat wësst Der och: déi ganz Froe vun Anti-Trust respektiv enger Kris 2009, déi och d'Cargolux sengerzäit betraff huet - an engem ganz, ganz schwieregen Ëmfeld eis bewegen.

Ech wëll och ee Wuert soen iwwert d'Transparenz, déi jo ganz oft hei anzwousch anescht gesot gëtt an där Diskussioun, fir am Fong dat hei ze soen: datt d'Cargolux eng Privatgesellschaft ass an engem héich konkurrenziellen Ëmfeld an datt ee muss ganz gutt oppassen, wéi ee sech doméinst an der Öffentlechkeet ausdréckt, d'autant plus, datt de Stat net direkt Aktionär ass an der Cargolux, mä nëmmen indirekt duerch d'Luxair, d'SNCI an d'Spuerkeess.

Ech wëll och soen, datt d'Administrateuren, déi an der Cargolux sëtzen, och wa se vu Gesellschaften dohinner geschéckt sinn, déi majoritär dem Stat gehéieren, awer gesetzlech un d'Confidentialitéit gebonne sinn an och net d'Inhalter vun engem Pacte d'actionnaires révéléiere kënnen, well do Clause-de-confidentialitéen drastinn. Ech wëll dat just eng Kéier beschreiwen, fir ze soen, wéi schwiereg déi Diskussioun awer ze féieren ass.

Op d'Fro, déi Der gestallt hutt, wëll ech dat hei soen. Op d'Fro, déi Der gestallt hutt, an op Basis vun deem internationalen Ëmfeld, wat ech virdru beschriwwen hunn, wat extrem schnell changéiert a wou d'Cargolux och concernéiert ass mat ekonomeschen Evolutiounen, déi net nëmmen an Europa, mä och zum Beispill an Asien stattfannen, op Basis vun deem internationalen Ëmfeld ass et haut extrem schwiereg ze soen, ob d'Cargolux eng Augmentation de capital an dësem Joer brauch oder net.

Op jidde Fall ass et esou, datt um Dag vun haut weder d'Regierung nach déi staatlech Aktionäre mat enger direkter Demande, fir elo eng Augmentation de capital ze maachen, konfrontéiert sinn. Kënnt esou eng Diskussioun iwwer eng Kapitalerhéijung, dann ass et kloer, datt d'Chamber, datt d'Kommissioun och um Lafende gehale gëtt. An et ass och ganz kloer, datt d'Personal doriwwer informéiert ass. Schlussendlech huet d'Personal fënnef Leit an dem Board sëtzen, an et gëtt selbstverständlech an deem dote Fall och Prozeduren, wou de Comité mixte informéiert gëtt.

Wichteg awer ass, datt d'Cargolux als Gesellschaft sech d'Méiglechkeet gëtt, fir an deem extrem konkurrenziellen, an deem extrem kompetitiven Ëmfeld sech duerchzesetzen. Dat Ëmfeld changéiert dauernd an ass haut anescht, wéi et virun e puer Joer war. An e Betrib wéi d'Cargolux muss - an huet dat och an deene leschte 25 Joer gemaach - sech dauernd op nei Défien astellen a sech selwer ëmmer erëm iwwerkucken, fir sech ze verbesseren.

An ech hunn och gelies, wat den CEO, den Här Reimen, vun der Gesellschaft an Interviewen, déi e ginn huet, gesot huet: Hien ass amgaang, d'Cargolux ass amgaang, hire Businessmodell ze iwwerkucken. Se sinn amgaang, hir Flott ze iwwerkucken, an ech mengen, dat ass och de richtege Wee fir d'Cargolux, fir sech an deenen nächste Joren op d'Zukunft virzebereeden. Dat ass dat, wat ech haut wollt op déi dote Fro äntwerten.

Merci, Här President.

M. le Président.- Merci dem Här Nohaltegkeetsminister. Elo komme mer zu der zweeter Fro vun haut de Mëtteg, nämlech d'Fro N°146 vum Här André Bauler un d'Erzéiungsministesch iwwert den Tutorat an den Travail personnel. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°146 du 5 mars 2012 de M. André Bauler relative à la mise en œuvre du tutorat et du travail personnel dans le cadre de la réforme de l'enseignement secondaire et secondaire technique, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

M. André Bauler *(DP)*.- Merci, Här President. Ech wollt eng Fro un d'Madame Minister vun der Éducation nationale an der Formation professionnelle stellen. Am sougenannte fréieren Neie Lycée, am Lycée Ermesinde, gi schonn haut zwee Volete vun der geplangter Schoulreform am Secondaire praktizéiert: engersäits den Tutorat an anerersäits den Travail personnel.

Meng Fro ass, ob schonn eng Evaluatioun vun dësen zwee Elementer gemaach ginn ass. Wa jo, wat sinn d'Resultater vun dëser Evaluéierung? Wann neen, wéi kënnt et, datt dës Volete mat der geplangter Reform elo solle generaliséiert ginn?

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Bauler. D'Madame Erzéiungsministesch kritt d'Wuert.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*.- Merci, Här President. Den Här Deputéierten huet zwou Mesuren erausgeholl, déi an deene proposéierten Texter sinn, vun deenen ech hei nach eng Kéier wëll ganz offiziell soen, dass déi Texter jo de Moment fir Avis a bei all de Partner vun der Schoul sinn, an dass all Mesure, déi hei proposéiert gëtt, nach ze diskutéieren ass. Ech wollt dat hei eng Kéier ënnersträichen.

Da frot Der, firwat Tutorat a firwat Travail personnel.

Den Tutorat ass eng Mesure, déi an de PROCIs-Projete fir d'Éischt zu Lëtzebuerg generaliséiert gouf, also an deene Schoulen, déi am PROCI, am „Projet cycle inférieur", dra sinn, déi dee praktizéieren. An dat besteet jo doranner, dass d'Schüler vun der Septième op d'Huitième an dann op d'Neuvième automatesch - wann een dat esou ka soen - weiderginn ouni Redoublement, awer dass se ganz gutt encadréiert ginn, an zwar vun engem Tuteur.

Iwwert déi lescht Joren hunn ech ëmmer erëm hei héieren, ech misst endlech Konklusiounen aus de Projet-piloten zéien. An eng vun deene Propositiounen ass eben, den Tutorat an deenen ënneschte Klassen ze proposéieren. Déi Mesure ass an der Zwëschenzäit och a ville Lycéeën, déi vu sech aus op de Wee gaange si vum Tutorat. Woubäi een allerdéngs muss soen, dass den Tutorat ganz verschidden interpretéiert gëtt, all Schoul eigentlech e Modell huet, wéi se hir Schüler wëllt encadréieren.

Dat ass also - fir dann op den Neie Lycée ze kommen - net eng Mesure, déi aus der Evaluatioun Neie Lycée erauskënnt, mä aus der Evaluatioun vum Projet PROCI, dee säit 2004 an de Lëtzebuerger technesche Lycéeën esou praktizéiert gëtt.

Wat den Travail personnel ugeet, dat ass eng Propositioun, déi aus den Diskussiounen erausgaangen ass, déi mer jo vun 2009 u mat de Schoule gefouert hunn, wou gesot ginn ass - an och mat de Studenten, déi gesot hunn -, et wär gutt, wann d'Schüler méi selbstständeg géife léiere schaffen, dass se an eegener Initiativ an iwwer eng gewëssen Zäit eng Aarbecht géife maachen.

Deen Travail personnel gëtt et jo an där Form am Bac international. Do heescht et „extended essay". Déi hunn dat vun Ufank un dran. A mir hunn eis do inspiréiert och an der Schwäiz. An de Schwäizer Gymnasië gëtt et säit ronn fënnef Joer d'Obligatioun fir all Schüler, fir am Lycée esou eng perséinlech Aarbecht ze maachen.

Den Travail personnel, ënnert där doter Form, ass am Neie Lycée net evaluéiert ginn, well déi éischt Schüler jo elo dëst Joer eréischt op Première sinn, a mir proposéiere jo déi perséinlech Aarbecht do op der Deuxième ze maachen an där Envergure. Dofir ass d'Äntwert op d'Fro, ob dat evaluéiert ginn ass am Neie Lycée… Dir wësst, et ass eng Evaluatioun am Neie Lycée gemaach ginn d'lescht Joer. Mä do war dësen Deel nach net dran, an dofir hu mer eis net op déi Experienz beruff, fir dat do ze proposéieren.

Nach eng Kéier: Déi Saache sinn elo de Moment an der Diskussioun an ech waarden op d'Avisen dozou.

Merci.

M. le Président.- Merci der Madame Erzéiungsministesch. Mir kommen elo un d'Fro N°147 vum Här Gast Gibéryen un den Innenminister iwwert d'Evakuatiounspläng bei engem Tëschefall zu Cattenom. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°147 du 6 mars 2012 de M. Gast Gibéryen relative au plan d'évacuation en cas d'un incident majeur à la centrale nucléaire de Cattenom, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Ech mengen, d'Atomzentral Cattenom, déi ass iwwer Jorzéngten hei zu Lëtzebuerg an enger permanenter Diskussioun, a sécherlech no Fukushima, an an deene leschte Wochen a Méint ass déi Debatt ëmmer aktuell bliwwen. Net méi spéit wéi gëschter, mengen ech, hu mer d'Resultater vun engem Stresstest kritt, deen dräi Regierunge maache gelooss hunn a wou laut deem Stresstest d'Atomzentral vu Cattenom am Fong duerchgefall ass. De Kolleeg Eugène Berger stellt am Kader vun dëser Debatt haut de Mëtteg méi eng spezifesch Fro dozou. Duerfir ginn ech dorobber net an.

Meng Fro, déi geet méi spezifesch dorobber - vill Leit stelle sech d'Fro: Wat geschitt am Fall, wou mer eng Kéier zu Cattenom wierklech eng Katastroph hätten? De Super-GAU? Wouhinner gi mer dann evakuéiert als Lëtzebuerger? Mir wëssen alleguerten, wann dat eng Kéier géif virkommen, datt da praktesch Lëtzebuerg vun der Landkaart géif gestrach ginn.

Ech hunn duerfir schonn d'lescht Joer hei de 7. Abrëll am Kader vun der Lag vun der Natioun déi Problematik opgeworf. Den Här Statsminister huet deemools hei geäntwert, dat misst een an engem anere Kader kucken. Ech hunn et dunn den 13. Oktober bei enger Aktualitéitsdebatt vun der DP iwwert d'Sécherheetsmoossnamen zu Cattenom nach eng Kéier opgeworf. Och do ass et keng kloer Äntwert ginn.

An ech hunn de 27. Abrëll d'lescht Joer eng Question parlementaire gestallt, wou ech och nach eng Kéier op déi Problematik higewisen hunn. Deemools ass mer geäntwert ginn, et géifen eng Rei vun internationalen Ofkommesse kommen, souwuel mat Däitschland, Frankräich an der Belsch.

Mäi Kolleeg Jean Colombera huet och an déi Richtung eng Fro gestallt, mä mir hunn ni eng kloer Äntwert kritt, wat dann an der Realitéit geschitt, wa mer eng Kéier esou eng Katastroph zu Cattenom kriten. Duerfir wëll ech déi Fro haut nach eng Kéier stellen, datt mer eis net kënnen dermat zefridde ginn, datt d'Regierung seet: „Mir sinn amgaangen ze kucken. Mir hunn international Konventiounen." Ech mengen, d'Leit géife gär prezis wëssen, wann eppes zu Cattenom geschitt, wuer d'Leit da géifen evakuéiert ginn.

Den Här Statsminister huet mer op meng Question parlementaire vum 5. Mee d'lescht Joer geäntwert, hien hätt den Haut-Commissariat à la protection nationale dermat chargéiert, déi Evakuatiounspläng nach eng Kéier ze iwwerkucken, gegebenenfalls ze iwwerschaffen an Hisiicht vun den Erkenntnisser, déi gewonne si gi mat der Atomkatastroph zu Fukushima a Japan.

Wéi gesot, dat ass elo praktesch schonn erëm e Joer hier. A mir mengen awer, datt d'Regierung hei elo endlech misst de Leit am Land soen, wann eppes zu Cattenom geschitt, wat dat fir Konsequenzen hätt. Ech schwätzen elo nëmme vun der Populatioun. Ech schwätzen net vun deenen anere wirtschaftlechen oder administrative Konsequenzen, déi dat fir d'Land hätt, mä reng vun de Konsequenzen, wuer d'Leit dann evakuéiert ginn, wa mer esou eng Katastroph kriten.

An der Äntwert op déi Question parlementaire huet de Statsminister gesot, datt eng vun de Méiglechkeete wier, datt ee géif d'Leit zum Beispill: «une mise à l'abri de la population est d'ailleurs plus efficace qu'une évacuation», a verschiddene Punkten. Ech ka mer net virstellen, datt mer zu de Leit soen, wann eppes geschitt: „Huelt d'«Lëtzebuerger Wort» a gitt an de Keller. Maacht dat gutt naass a stiecht dat ronderëm d'Fënsteren an d'Dieren an da waart Der, bis Der nei Informatioune kritt."

Ech mengen, d'Leit hunn e Recht drop gewuer ze ginn, wann eppes zu Cattenom geschitt, wuer se evakuéiert ginn. Ech mengen, et wier elo esou lues a lues deen Zäitpunkt komm, datt d'Regierung hei soll kloer Faarf bekennen.

M. le Président.- Merci dem Här Gibéryen. D'Wuert kritt elo den Här Innenminister Jean-Marie Halsdorf.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.*- Merci, Här President. Här President, d'Regierung huet an dëser Problematik eng kloer Linn an eng kloer Virstellung, wéi et soll goen. De Statsminister - esou ass et richteg, Här Gibéryen - hutt Der gesot, huet Iech informéiert an enger Question parlementaire, dass en den Haut-Commissaire chargéiert hätt, déi Pläng vun dem Plan particulier d'intervention Cattenom oder dem „Plan Cattenom", fir déi ze révisionnéieren.

Dat huet en effektiv d'lescht Joer am Mäerz annoncéiert, den 23. Mäerz, no engem Regierungsrot op enger Pressekonferenz. An du sinn och sechs Aarbechtsgruppen an d'Liewe geruff ginn, mat engem Comité de pilotage, e Comité de pilotage, deen déi ganz Aarbechtsgruppe soll koordinéieren an dee vum President, dem Haut-Commissaire dann, presidéiert gëtt.

Déi éischt Sitzung huet d'lescht Joer am Mee stattfonnt, an déi sechs Aarbechtsgruppen hu folgend Beräicher ofgedeckt:

en Aarbechtsgrupp iwwert d'Evakuatioun, dee gëtt presidéiert vun der Police grand-ducale;

een Aarbechtsgrupp iwwert den Accueil. Dee gëtt presidéiert vun dem Intérieur. An do geet et effektiv ëm den Hébergement d'urgence, all déi Froen, déi Der haut opgeworf hutt;

een Aarbechtsgrupp iwwert d'Décontaminatioun, vun deem am Fong geholl eis ASS, d'Administration des services de secours, d'Féierung huet;

en Aarbechtsgrupp, wou d'Gemenge betraff sinn, dee vum Intérieur geleet gëtt;

en Aarbechtsgrupp iwwert de Contexte hospitalier, déi ganz Volete Santé. An do ass et dann och d'Santé, déi da fiederféierend ass;

a last but not least och en Aarbechtsgrupp iwwert d'Kommunikatioun, wou de Service information et presse fiederféierend ass.

Elo bis Enn Januar waren zwielef Sitzunge vun deem Gremium, vun deem Comité de pilotage, an do ass festgestallt ginn, éischtens, dass déi Iddi, déi opkomm war virun engem gudde Joer, fir eng Mise à jour ze maache vum Plan particulier d'intervention Cattenom, dass dat net recommandabel wär, well d'Approche, déi mer haut hunn, eng ganz aner ass wéi an den 80er Joren.

Éischtens, muss ee soen, d'Kommunikatioun ass eng aner haut ginn: Déi Réseaux sociaux, déi et soss net ginn ass an den 80er Joren, dat ass och en neit Element. An och den operationelle Volet, deen ass vill méi grouss, wéi dat am Ufank ugeholl ginn ass.

Duerfir ass décidéiert ginn, dee Plang op dräi Niveauen ze evakuéieren, wann ech dat däerf esou formuléieren. Éischtens en Niveau, deen nennen ech „Plan gouvernemental". Dee soll am Fong geholl dat Konzept beschreiwen, wéi mer eis Bierger schützen. Dee riicht sech also un d'Populatioun.

En zweete Plang ass de „Plan intervention". Dee riicht sech éischter un déi Professionell, dat heescht un d'Cellule de crise, déi herno schafft, an do gi Referenze festgeluecht, wéi een déi Hëllef soll ëmsetzen.

Deen drëtten Niveau, dat ass dee vun de „Plans opérationnels", also déi operationell Pläng, wou dann déi ganz Moossnamen an d'Praxis ëmgesat ginn. An dat ass och deen, dee wichteg ass, well et gëtt net nëmmen ee Plan opérationnel, et gëtt méi operationell Pläng, déi sech och kënne mat anere Katastrophen iwwerschneiden.

Wann ech zum Beispill d'Evakuatioun huelen: Ma wann ech en Héichwaasser iergendwou am Land hunn, do brauch ech och Evakuatiounspläng an och Moossnamen. Dat kënnen déiselwecht si wéi déi mam „Plan Cattenom", esou dass déi Elementer do déi eng an déi aner iwwerfléissen.

Mir ginn dervun aus, dass mer bis an de Juni, Juli dëst Joer dëse „Plan Cattenom" dann ebe finaliséiert hunn. Da gëtt et also méi konkret. An et gëtt nach méi konkret, wa mer déi Décisioun, déi mer dësen 1. Mäerz zu Paräis geholl hunn an der Commission intergouvernementale pour la coopération transfrontalière, déi sougenannte CIG, wa mer déi ëmsetzen.

Wat hu mer do décidéiert? Nun, mir hunn décidéiert, dass mer am Beräich vun der Coopération transfrontalière vun de Services de secours vun de Fransousen an de Lëtzebuerger elo wëllen intensiv zesummeschaffen, a mir maachen dräi Exercicer.

Een éischten Exercice maache mer iwwert déi sougenannte Gefor, iwwert d'Menace. Do gëtt vill gemooss. Do gëtt gekuckt: Wéi ass d'Radioaktivitéit, wéi kënnt déi eriwwer? Déi Menace, déi dann existéiert, wéi gëtt déi evaluéiert, wéi grouss ass déi? Well dovun hänkt och of, wat evakuéiert gëtt a wéi evakuéiert gëtt.

Da gëtt och gekuckt: Wéi eng Rejete sinn an der Natur, an der Loft, am Waasser? An dann och d'Informatiounspolitik: Wéi informéieren d'Lëtzebuerger d'Fransousen an ëmgedréit?

Dat gëtt an där Übung gemaach, an déi Übunge solle stattfanne während de Joren 2012 an 2013. Dat do ass also déi éischt.

Da kënnt eng zweet Übung iwwert déi sougenannte Phase urgence an Transitioun. An do geet et ëm d'Evakuatioun. Wann déi Décisioun geholl gëtt, en fonction vun der Evaluatioun, dass muss evakuéiert ginn, da muss gekuckt ginn, wéi vill gëtt evakuéiert a wou ass den Accueil vun deene Leit.

Do kréie mer Äntwerten op déi Fro, déi Der mer haut gestallt hutt, Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Wéini ass dat?

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.*- Majo, wann deen Exercice ass. Deen Exercice ass 2012, 2013, da ginn ech dervun aus, wann deen ass, kréie mer Erkenntnis...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ...bis dohinner näischt däerf geschéien, sot hinnen dat awer!

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.*- Ech soen hinnen dat dann, Dir hätt mir dat gesot. Ech soen hinnen, Dir hätt mir et gesot, ech géif hinnen dat da soen, dat ass ganz léif vun lech. Mir maachen dat dann och esou.

An dann eng drëtt Phas, dat ass d'Phase post-accidentelle. Do gëtt gekuckt, am Fong geholl à moyen terme: Wéi gi mer mat där ganzer Situatioun eens, wat musse mer do maachen?

Dat sinn déi Moossnamen, déi elo geholl ginn. Dat Ganzt gëtt zesumme gemaach mat der Préfecture de Lorraine. An ech si frou, dass d'Fransousen esou kooperativ sinn, well et muss een ëmmer zu zwee sinn, fir kënnen eppes zesummen ze maachen. Ech ginn dervun aus, dass mer also Enn 2013 méi kloer gesinn an der Praktikabilitéit, wat dat heescht, Leit evakuéieren, wat dat heescht, eng Menace evaluéieren, wat dat heescht, all déi Elementer vun enger Katastroph, déi hoffentlech ni kënnt, fir déi da richteg unzepaken.

Merci.

M. le Président.- Ech soen dem Här Innenminister Merci. Als nächst Fro hu mer d'Fro N°148 vum Här André Bauler un den Innenminister iwwert den Impakt vun den neie Plans sectoriels op d'Entwécklung vun de ländleche Regiounen. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°148 du 5 mars 2012 de M. André Bauler relative aux nouveaux plans sectoriels et à leurs incidences sur le développement des régions rurales, adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures

M. André Bauler *(DP).*- Merci, Här President. Ech wollt eng Fro un den delegéierten Nohaltegkeetsminister stellen.

An nächster Zukunft sollen déi nei Plans sectoriels fäerdeggestallt ginn, mat Hëllef vun deenen déi zukünfteg Entwécklung vu Lëtzebuerg besser, méi zouverlässeg geplangt ka ginn.

An deem Kontext wollt ech den Här Minister Folgendes froen: Wat fir en Impakt hunn dës Pläng, déi jo nach musse guttgeheescht ginn, viraussiichtlech op de ländleche Raum am Allgemengen an op d'Nordspëtzt am Besonneschen? Riskéiert déi wirtschaftlech Entwécklung vun dëse Géigenden net, duerch déi nei sektoriell Pläng ausgebremst ze ginn?

Gëtt dës Entwécklung net och behënnert, well d'Wunnen am ländleche Raum domat staark ofgebremst soll ginn? Wëllt d'Regierung, datt mer am ländleche Raum virun allem op Agrikultur a Landschaftsschutz setzen? Oder anescht gesot: Sollen zum Beispill d'Gemengen an der Nordspëtzt an Zukunft haaptsächlech eng Reserv fir Naturschutz ginn?

Wéi vill Spillraum soll also nach bleiwen, fir datt sech Kleng- a Mëttelbetriber och weiderhin am ländleche Raum installéieren an auswäite kënnen an esou am Respekt vu méi Nohaltegkeet Aarbechtsplaze weider geschaaft beziehungsweis erhale ginn?

Ass et der Regierung och e seriöt Uleies, fir déi sougenannt CDAen ze stäerken an d'Offer vun Aarbechtsplazen an dësen Zentren ze diversifizéieren?

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Bauler, an et ass den delegéierten Nohaltegkeetsminister, deen elo d'Wuert kritt.

M. Marco Schank, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures.*- Här President, an éischter Linn wollt ech den honorabelen Deputéierten Änder Bauler berouegen, datt selbstverständlech d'Regierung beméit ass, am Kader vun deene véier Plans sectoriels alles ze maachen, datt de ländleche Raum net nëmmen net ausgebremst gëtt, mä selbstverständlech, datt och eng weider a landesplaneresch korrekt Entwécklung méiglech ass op deene véier Niveauen.

Ech wollt als Éischt soen, datt - dat wësst Der - déi véier Plans sectoriels engem Schema entspriechen, engem Schema vun dem Développement territorial, dee vum IVL sengerzäit préconiséiert gouf, mat dem Akzent och vun der Entwécklung vun där Nord-Süd-Achs, wann een esou däerf soen, där Épine dorsale, ugefaangen - ech fänken dann am Norden un, net am Süden - iwwert d'Nordstad, iwwert den Uelzechtdall, iwwert d'Agglolux mat der Stad Lëtzebuerg Richtung an de Süden. Donieft ass natierlech d'Entwécklung achséiert op déi - Dir hutt dat gesot - sougenannt CDAen, a subsidiaresch och op déi aner prioritär Gemenge respektiv IVL-Gemengen.

Vläicht zu all Plan sectoriel ee Saz, fir dat och beispillhaft ze ënnermaueren. De PS «Transports», dee setzt den Akzent bekanntlecherweis op d'Besoinë vun den Infrastrukturen, iwwerall do wou zousätzlecher noutwendeg sinn. Dat gëllt och fir de ländleche Raum.

Ech wëll och do ee Beispill soen, dat ass dat vun der Transversale vu Clierf. Dat heescht, sou ass et: Déiselwecht Besoinen, déi et am ländleche Raum gëtt, gi berücksichtegt, wéi et och am städtesche Raum ass. D'Nordstreck zum Beispill gëtt moderniséiert, dat ass bekannt, mat deem neien Arrêt vun der Rouder Bréck, mat engem cibléierte Reorganiséiere vun de Bustransporter, mat Mise en place vu Park & Ride; ëmmer a Verbindung mam Zuch, mengen ech, gëtt nach eng Kéier den Accès an d'Stad an och vun der Stad fort erëm a puncto öffentlechen Transport verbessert. Dat ass wichteg an dat ass och Bestanddeel vun dem „Modu", vun dem Konzept „mobilité durable".

Dann de PS «Zones d'activités». Do hu mer probéiert, e gudden, en nohaltegen Équiliber an der Verdeelung vum ganze Land ze fannen, mat neie Zones d'activités respektiv mat Vergréisserung oder Ëmännerung vu regionalen Zonen iwwert d'ganzt Land. Natierlech ëmmer no landesplanereschen, naturschützeresche Kritären, an et gëllt deemno am ganze Land, an eben och a ländleche Regiounen, fir do dat ze maachen, wat sënnvoll ass.

Ech wëll och do zwee Beispiller soen, déi si bekannt, dofir soen ech déi. Dat ass d'Fléiber beispillsweis. Amplaz datt um Niklosbierg eppes geschitt ass, ass et op der Fléiber gemaach ginn, wou véier Gemengen ee Syndikat gegrënnt hunn; respektiv de Fridhaff, wat jo och ee Beispill ass aus der Nordstad.

Dann ee Saz just zum PS «Logement». Natierlech, prioritär viséiert de PS «Logement» d'Entwécklung vu Wunnengen an dem städtesche Raum, an de CDAen, an de prioritäre Gemengen, mat awer och enger spezifescher Entwécklung vu sougenannte Siedlungsschwerpunkten, virun allem och am ländleche Raum. Dat heescht also konkret, datt och ländlech Gemenge sech weider kënnen entwéckelen, wou awer vläicht och verstäerkt an der Zukunft muss Wäert op e qualitativen Aspect geluecht ginn.

Dann dee véierte Plang, dat ass de PS «Paysage». Ganz richteg ass gesot ginn, datt eben och do muss nach Landwirtschaft kënne stattfannen, mä an éischter Linn ass den Objectif natierlech, fir natierlech gewuesse Landschaften ze erhalen, fir déi ze schützen. Awer am ländlechen an am städtesche Raum gëllt datselwecht, iwwerall do, wou et sënnvoll, wou et naturschützeresch korrekt, noutwendeg ass, an eben, datt och nach Landwirtschaft ka passéieren - ech hunn et gesot. A well ee groussen Deel vun deene Landschaften sech natierlech am ländleche Raum befënnt, ass et net onlogesch, datt de PSP, de PS «Paysage» och e spezifeschen Accent dorop leet.

Loosst mech vläicht nach ee Saz soen, wéi et virugeet. D'PSen, déi si praktesch prett fir an d'Prozedur. D'PSP, do si mer amgaangen, e bëssen driwwer ze kucken. D'Règlements grand-ducaux si prett, si quasi finaliséiert. Datselwecht gëllt fir d'SUPen och esou wäit. A soubal wéi de Vote gemaach ginn ass vum neie Landesplanungsgesetz an der Chamber, da kënne se an d'Prozedur goen, natierlech préalabel mat enger Informatioun vun de Gemengen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här delegéierten Nohaltegkeetsminister. Mir kommen elo zu der Fro N°149 vum Här Jean Colombera un de Gesondheetsminister iwwert Tuberkulosfäll am Prisong. Här Colombera, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°149 du 6 mars 2012 de M. Jean Colombera relative aux cas de tuberculose au sein de la prison, adressée à M. le Ministre de la Santé

M. Jean Colombera *(ADR).*- Merci, Här President. Ech hat de 4. September d'lescht Joer eng Fro gestallt un den Här Justizminister iwwer e Fall vun Tuberkulos am Prisong. De Minister huet mer geäntwert, datt déi kompetent Autoritéite vun der Santé informéiert gi wieren, datt do 300 Leit gescreent géife ginn, déi Leit, déi mat där Persoun a Kontakt waren. A wann et néideg wier, da géif dann en Deel vum Prisong désinfectéiert gi mat engem Apparat, dee se zu Schraasseg hätten.

Or, mir ware ganz erstaunt, wéi mer d'lescht Woch déi Informatioun kritt haten, dass do 55 Leit un Tuberkulos géife leiden, an zwee Stéck wieren hospitaliséiert ginn. An do ass héchstwahrscheinlech eppes schifgelaf. A wa mer wëssen, dass d'Tuberkulos d'Krankheet vun den aarme Leit ass, Leit mat hygienesche Konditiounen, déi schlecht sinn, Leit, déi ënnerernährt sinn, déi vill Alkohol drénken oder déi immunodépriméiert sinn, wa se haart Drogen huelen oder zum Beispill Aids hunn, da muss ech awer e ganze Koup Froe stellen, wat dann do am Prisong passéiert, dass 55 Leit Tuberkulos kritt hunn!

Dofir wëll ech gär hei e puer Froen un de Gesondheetsminister stellen:

Éischtens, wat geschitt mat deem Bazill? Wéi kréie mer deen aus dem Prisong do eraus? Denkt de Minister, dass mer do mussen eng Impfung duerchzéien, fir de Virus oder dee Bazill do erauszekréien? Wéi ass et mat der Desinfektioun vum Prisong? Wéi gesäit et aus mat den hygienesche Konditiounen? Mussen déi elo verbessert ginn? Wéi gesäit et mat der Condition alimentaire aus? Sinn déi Leit ënnerernährt? Musse se méi z'iesse kréien? A wat musse mer maachen, dass déi haart Drogen an den Alkohol, dee jo zoustänneg ass fir d'Immunodepressioun, dass mer déi aus dem Gefängnis erauskréien?

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Colombera. D'Wuert kritt den Här Gesondheetsminister Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass effektiv richteg, wéi de Jean Colombera gesot huet, dass am August vum leschte Joer e Fall vun Tuberkulos am Prisong detektéiert ginn ass, dee sech als staark infektiös erausgestallt huet a wou de Patient och direkt, wéi et ganz kloer war, dass et eng méi ustiechend Aart vun der TB ass, hospitaliséiert ginn ass.

Doropshi sinn alleguer déi Leit, déi méi en enke Kontakt mam Prisonnéier haten - et war e Mann vun 30 Joer - ënnersicht ginn an et sinn déi noutwendeg Tester gemaach ginn. Insgesamt ronn 300 Membere vum Personal, vun de Prisonnéier, vun deene Leit, déi mat dem Prisonnéier a Kontakt waren, si getest ginn. An et ass effektiv richteg, dass bei 32 Détenuen d'Präsenz vum Erreeger fonnt ginn ass a bei 14 Membere vum Personal och d'Erreeger fonnt gi sinn.

Dat heescht net, dass mer 50 Fäll vun Tuberkulos haten. Dir wësst als Medeziner, dass den Erreeger bei ville Leit ze fannen ass, wat net heescht, dass déi Krankheet ausbrécht. Alleguer déi Leit, wou den Erreeger fonnt ginn ass, sinn traitéiert gi mat enger Antibiotherapie an et sinn duerno nach eng Kéier Tester gemaach ginn, fir sécher ze sinn, dass déi Therapie och ugeschloen huet.

Et ass richteg, dass en zweete Fall de 26. Februar detektéiert ginn ass, en zweete Fall vun Tuberkulos. Wéi gesot: net verwiesselen den Erreeger, dee fonnt ginn ass, mat der ausgebrachener Krankheet. Dee Mann ass och direkt hospitaliséiert an traitéiert ginn. An d'Bestandsopnahm vun deene Leit, déi Kontakt mat em hunn, ass och direkt gemaach ginn, fir dann och, wann den Erreeger sollt festgestallt ginn, deen noutwendegen Traitement ze maachen.

Eis Servicer an enker Zesummenaarbecht mat dem LNS sinn amgaang ze kucken, ob et eng Korrelatioun gëtt zwëschen deem éischten an deem zweete Fall. Den LNS ass amgaang, déi Analysen ze maachen. Doriwwer eraus sinn déi Responsabel vum Prisong, déi Responsabel vum Ministère de la Justice, déi Responsabel vum Ministère de la Santé, an dësem Fall d'Inspection sanitaire, amgaang, Konklusiounen aus deenen zwee Fäll ze zéien an all déi Moossnamen ze huelen, déi noutwendeg sinn, fir preventiv kënne vis-à-vis vu weideren Infektiounen ze reagéieren.

Ech wëll och drop hiweisen, dass et op Initiativ vu mengem Kolleeg, dem Justizminister, och zu enger Reform am Rahme vun der Prisongsreform wäert komme vun der Prise en charge

médicale vun den Détenuen am Prisong. Wéi gesot, déi Moossnamen, och preventiver Natur an och hygienescher Natur, déi sinn amgaang geholl ze ginn.

Den honorabelen Deputéierten ass op eng Rei vun Ernährungsfroen agaangen. Do muss ech em éierlech soen, dass déi puer Zeile vu senger schréflecher Ufro, déi drop higewisen hunn, dass e mech mëndlech wéilt interpelléieren, net duergaange sinn, fir de Speiseplang vum Prisong méi genee ze analyséieren.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Gesondheetsminister. Mir kommen elo zu der nächster Fro, nämlech der N°150 vum Här Fernand Etgen un de Justizminister iwwert d'Preventioun vun de Failliten. Här Etgen, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°150 du 5 mars 2012 de M. Fernand Etgen relative à la prévention de faillites, adressée à M. le Ministre de la Justice

M. Fernand Etgen *(DP).*- Merci, Här President. Fir vill Opreegung hu rezent Faillitë vun zwou groussen Entreprisen am Bausecteur gesuergt. Et gëtt dobausse gesot, et kéimen nach eng Rei kleng Entreprisen no. Dat wier fatal fir déi concernéiert Beschäftegt, déi hir Plaz verléieren, fir gesond Betriber, déi Suen hänke loossen, fir d'Créancieren, fir de Stat, dee seng Steieren a Cotisatiounen net bezuelt kritt, an esou weider.

2006 hate mer zu Lëtzebuerg 634 Failliten; 2009 waren et der 698; 2010 918, an d'lescht Joer 988. An anere Wierder: D'Zuel vun de Failliten ass an deene leschte Joren ëm ronn 55% an d'Luucht gaangen, woubäi sécherlech och ee groussen Deel dovunner op d'Kris zréckzeféieren ass.

Fakt ass awer och, datt d'Politik vun der Regierung a Saache Preventioun vu Failliten an deene leschte Joren total zum Stëllstand komm ass. 2003, also virun néng Joer, gouf ënnert der Nummer 5157 ee Projet «portant des mesures ponctuelles en matières de prévention des faillites et de lutte contre les faillites organisées» déposéiert. De Projet de loi ass aviséiert. E soll net zréckgezu ginn, mä et soll een neie kommen, mat enger Rei vu Punkten aus deem alen Text vun 2003. Dat huet den Här Biltgen den 8. Februar 2011 gesot.

Meng Fro duerfir un den Här Justizminister: Wou sinn dës Aarbechten drun? Wéini gëtt deen Text déposéiert? Oder ass de Minister der Meenung, datt mer esou ee Gesetz net brauchen?

Ech soe Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Etgen. An den Här Justizminister François Biltgen kritt d'Wuert.

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Merci, Här President. Also, de Minister ass gewinnt, dat, wat en ukënnegt, och ze maachen. Dat si mer och amgaang ze maachen. Just e puer Iwwerleeungen zu den Zuelen.

Dat eent ass d'absolut Zuel vu Failliten an dat anert ass d'Detailanalys vun de Failliten. Mir hunn zu Lëtzebuerg ganz vill Faillitë par rapport zum Ausland, well mer och ganz vill Gesellschaften hunn an et och ganz vill Gesellschafte sinn, nämlech iwwert d'Halschecht, déi iwwerhaapt kee Salarié hunn. Dat wëllt awer net soen, dass keng Problemer do kënne sinn. Ech kommen nach dorobber zréck.

Wou et dann natierlech ëmmer méi Misär mécht, dat ass, wann et bis déck Faillitë sinn, wou och Salariéen dra sinn. Mä et muss ee wëssen, déi meescht Betriber, déi an d'Faillite falen, hu keng Salariéen, oder ee Salarié, wat dann oft dee vum Betrib selwer ass. Herno muss een och kucken, wéi een déi eng traitéiert, wéi een déi aner traitéiert.

Ech hat hei op der Tribün d'lescht Joer e Plang virgeschloen an och e Calendrier. Ech kommen op de Calendrier zréck, fir Iech ze soen, wou mer dru sinn.

De Plang, dee besteet u sech aus véier Elementer. Dat éischt ass e preventiivt Element. Woubäi ech nach ëmmer der Meenung sinn, dass dat Preventiivt net kann doranner bestoen, fir ze soen: Dir musst méi Kapital oder esou weider hunn. Dat léist et net.

Wat wichteg ass, dat ass, dass mer d'Betriber begleeden. Dofir wëlle mer um Niveau vum Comité de conjoncture - ähnlech wéi mer dat scho gemaach hu bei der Maintien-dans-l'emplois-Politik, wou mer och scho Clignotanten hunn um Niveau vum Comité de conjoncture - Clignotantë maachen, wou mer da mierken, ob e Betrib a Schwieregkeete kënnt oder net.

Well et muss ee wëssen, dass bei Wäitem déi meescht Betriber an d'Faillite gehäit ginn duerch staatlech oder parastaatlech Etablissementer, ouni dass dat hir Schold wär. Déi sinn net d'Ursaach. Déi sinn den Ausléiser. An do ass dann eng grouss Fro, déi sech ëmmer stellt: Geheis de een an d'Faillite? Geheis de en net an d'Faillite? Geheis de en net an d'Faillite, entsteet awer och vill Schued fir Land a Leit, well et geet jo ëmmer ëm d'Deniers publics.

D'Iddi, déi mer hunn, dat ass, dass ebe Steierverwaltunge respektiv d'Sécurité sociale dem Comité de conjoncture matdeelen, wa Problemer do sinn. Dann ass et um Comité de conjoncture, fir d'Betriber ze kontaktéieren.

Mir musse kucken, fir esou mann wéi méiglech an d'Justiz eranzekommen. Mä soulaang mer net an der Justiz sinn, muss ee wëssen, dass mer dann natierlech awer och d'Autonomie vum Entrepreneur musse respektéieren. Een, deen net wëllt gehollef kréien, dee kënne mer net zwéngen um Niveau vum Comité de conjoncture, him ze hëllefen.

Wat een awer da ka maachen, wann een net wëllt gehollef kréien - well de Comité de conjoncture huet eng ganz Partie vu Méiglechkeeten, elo schonn, fir Betriber ze hëllefen, déi strukturell Problemer hunn -, da geet natierlech den Dossier zréck un déi jeeweileg Verwaltung an da muss déi jeeweileg Verwaltung dann och kënnen déi Suen andreiwen, déi se anzedreiwen huet. Da geet den Dossier säin normale Wee.

Ech mengen, dass awer déi Virphas gutt wär, well een dann och vläicht déi Betriber esou wäit kritt, déi Hëllefen zum Beispill ze huelen, déi zum Beispill d'Chambre de Commerce ubitt. Déi hunn eng ganz Partie Moossnamen, déi se ubidden. Mä et geet net jiddweree vun hire Memberen déi sichen.

Ee vun deenen Dénger, wat een eben do kéint virgesinn, dat ass eng fräiwëlleg Gestion contrôlée. Keng gezwongen, mä eng fräiwëlleg.

Nëmme wann déi dote preventiv Moossnamen net gräifen, da géif den Dossier un d'Justiz goen, wou mer och do wëllen eng nei Gestion contrôlée maachen, fir net ëmmer nëmmen d'Failliten ze maachen.

Den zweete Volet ass deen, dass mer mussen d'Faillites frauduleuses méi bekämpfen. Bei ville Faillitë geschitt net genuch, wann iwwerhaapt eppes! Do musse mer d'Gesetz änneren, fir méi einfach kënnen d'Bekämpfung ze maachen.

Mir sinn och amgaang - den Innenminister an de Justizminister - eng grouss Reform vun der Police judiciaire ze maachen. Et ass ganz schéin a gutt, wa mer vill Polizei dobaussen hunn. Mir brauchen awer och Polizei, déi zum Beispill och an deene klengen Uertschaften d'Failliten nokontrolléiert. Ech sinn iwwerzeegt, dass et vill méi Faillitë gëtt wéi ee mengt, wou awer Saache komesch gaange sinn a wou u sech de Steierzueler dann herno, direkt oder indirekt, beduckst gëtt.

Dat dote bréngt da mat sech, wa mer méi d'Faillitë kucken, ob se elo gutt oder schlecht sinn, déi schlecht Failliten, fir déi dann ze bestrofen, bréngt da mat sech, dass een deenen aneren, déi duerch d'Faillite gefall sinn ouni hir Schold - heiansdo fält een duerch d'Faillite, well ee selwer e Client huet, deen net bezilt oder well engem säi Fournisseur faillite geet oder ech weess net wat -, dass déi eng zweet Chance kréien.

Wa mer soen: „Trau dech!", da musse mer de Leit och d'Chance ginn, eng zweet Chance ze kréien.

Véierten Deel vun deem Plang, dat ass, fir d'Faillitë besser ofzewéckelen. Wou mer eis och kënne virstellen, fir Liquidatioune fir kleng Failliten och aner Leit ze huele wéi just Affekoten. Dat sinn also eng Partie Saachen, déi ech schonn eng Kéier hei proposéiert hunn an déi mer amgaang sinn duerchzekucken.

Am November hu mer all Parties prenantes ugeschriwwen - d'Chambres professionnelles, d'Notairen, d'Affekoten, d'Experts comptables an esou weider. Mir kréien au fur et à mesure deenen hir Avisen eran zu deene véier Punkten. Ech hunn nach haut, mengen ech, dee kritt vun der Confédération luxembourgeoise du commerce. A mir mengen, dass mer kënnen no Ouschteren, also am Fréijoer, dass mer kënnen am Fréijoer effektiv e Projet de loi hunn, an da géif ech deen och gär esou séier wéi méiglech hei déposéieren.

Well ech mengen effektiv, dass Urgence en la matière ass!

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Justizminister. Mir kommen elo zu der Fro N°151 vum Här Fernand Etgen un den Nohaltegkeetsminister iwwert déi automatesch Radaren. Här Etgen, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°151 du 5 mars 2012 de M. Fernand Etgen relative à la mise en place de radars automatiques, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

M. Fernand Etgen *(DP).*- Nach eng Kéier Merci, Här President. 2012 sollen zu Lëtzebuerg zwielef fest installéiert Radaren op d'Strooss gestallt ginn, fir d'Vitesse ze moossen.

Aus enger grousser däitscher Etüd geet awer elo ervir, datt fest installéiert Radaren onwierksam sinn, wat d'Vermeide vu Verkéiersaccidenter ubelaangt. Déi, déi am meeschten Accidenter produzéieren, sinn net déi, déi vun de Radare getraff ginn, mä éischter Leit, déi all Dag wäit Strecke mussen zréckleeën.

Duerfir d'Recommandatioun vun dëser Etüd: Léiwer manner blëtzen, dofir awer méi geziilt. Zäitlech, de Weekend an owes, a raimlech do, wou déi meeschten Accidenter geschéien.

An dësem Kontext wollt ech den Nohaltegkeetsminister froen, wéi et mat der Kaart vun de sougenannten „points noirs" ass a wéi eng Konklusiounen de Minister aus där grousser däitscher Etüd wëllt zéien.

Ech soe Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Etgen. D'Wuert kritt elo den Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här Etgen, fir déi Fro. Op déi Diskussioun wëll ech e puer Saache soen. Dat Éischt, dat ass, datt déi ganz Diskussioun iwwert d'Radaren, déi mer wëllen op dem Rand vun der Strooss asetzen, eng Diskussioun ass, déi ee muss gesinn an dem Kontext vun enger ganzer Rei Sécherheetsmoossnamen, déi op de Stroosse gemaach ginn. Et gëtt oft esou als Moossnam ervirgepickt, mä et muss een dat wierklech gesinn am globale Kontext.

Wat maache mer?

Mir hunn eng ganz Rei Sécuritéitsauditen op verschiddene Stroossen, op verschiddene schwaarze Punkte gemaach, wou eng Rei Moossname geholl ginn, wéi zum Beispill Vitesse erofsetzen, wéi zum Beispill aner Beliichtunge maachen, wéi zum Beispill aner Beschëlderunge maachen, wéi zum Beispill Embau vun Entréeën, vu Kräizungen, vu Rond-pointen, wéi zum Beispill Entschäerfung och vu Kéieren, wéi zum Beispill Leitplanken a wéi zum Beispill déi Diskussioun, déi mer iwwert d'Beem viru Kuerzem haten - déi och eng Diskussioun ass, déi een net däerf esou eenzel kucken, mä déi an de ganze Kontext vu Sécherheetsmoossnamen, déi mer op de Stroossen am Allgemengen hunn, muss eragesat ginn.

Mir hunn eng Diskussioun am Kader vun de Führerschäiner. Punkten, déi iwwerkuckt ginn, well haaptsächlech festgestallt gëtt, datt Vitesse an Alkohol nach ëmmer dee gréisste Problem si bei déidlechen Accidenter. Mir maachen aner Punkten, déi ewechgeholl ginn am Führerschäin, wa Casque respektiv Handy zum Beispill gebraucht gëtt, respektiv kee Casque do ass.

Déi Diskussioun iwwer Wanterpneuen ass an deeselwechte Kontext ze stellen. Déi Diskussioun iwwert d'Formatioun vun de Chauffeuren, déi étofféiert gëtt, ass och an deeselwechte Kontext ze stellen. An da schlussendlech d'Diskussioun vun de Kontrollen - ob dat elo déi nei Reglementatioun ass iwwert d'Schnelltester fir Drogen zum Beispill oder dann déi Diskussioun iwwert d'Radaren - ass och an deen hei Kontext ze stellen.

Ech wollt dat eng Kéier opzielen, fir ze soen, wéi vaste et am Fong ass a wat een alles hei muss kucken a wat d'Regierung amgaang ass, am Kader vun der Sécherheet op de Stroossen ze maachen.

Haut si mer mat där ganzer Diskussioun drun, datt den Appel à candidatures amgaang ass ze lafen, fir déi automatesch Systemer fir déi automatesch Radaren hierzestellen. An de Comité de pilotage ass och amgaang weider ze schaffen.

Ech kennen déi Etüd vun däitschen Experten, déi Dir elo genannt hutt, net am Detail. Ech wëll also soen dat hei: datt, wann d'Opstellung vun esou Radaren, wat da fix Radaren ugeet, kënnt, dann ass et evident, datt et mer net drëm geet, fir déi Radaren dohinner ze stellen, wou am meeschte Suen erakommen - do ass et absolut kloer, datt se iwwerhaapt keen Apport zu enger Stroossesécherheet wäerte bréngen -, mä datt se op déi Plaze kommen, wou mir festgestallt hunn, datt vill Accidenter geschitt sinn. A se wäerten och virdrun annoncéiert ginn, datt d'Leit wëssen, do kënnt e Radar, datt se besser hunn, méi lues ze fueren.

Well dat mer einfach deen eenzege Prinzip ass, wou ech dovunner ausginn, dat kann der Sécherheet op der Strooss eppes hëllefen. An et ass an deem Sënn, wou se sollen agesat ginn, an net anescht.

Ech liese mat Intérêt déi Etüd no, mä ech wëll kloer soen, datt mer an déi do Richtung vu méi Stroossesécherheet wëllen esou Radaren asetzen, an net fir hei Leit ze erwëschen, wa se ze schnell fueren - dat ass net d'Zil, dat do.

Merci fir d'Nolauschteren!

M. le Président.- Merci dem Här Nohaltegkeetsminister. Mir kommen elo zu der leschter Fro fir haut de Mëtteg, nämlech der Fro N°152 vum Här Eugène Berger un de Gesondheetsminister iwwert d'Positioun vun der Regierung am Zesummenhang mat der Fermeture vu Cattenom. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°152 du 5 mars 2012 de M. Eugène Berger relative à la position du Gouvernement par rapport à une fermeture immédiate de la centrale nucléaire de Cattenom, adressée à M. le Ministre de la Santé

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Gëschter krute mer d'Resultater vum leschten - ech géif emol soen, virleefeg leschten - Stresstest vu Cattenom. An ouni dorop anzegoen, op all déi Defiziter, mengen ech, ass et kloer, datt eng ganz Rei Problemer do bestinn an datt d'Konklusiounen eigentlech och vun den Experte ganz kloer erginn, datt déi Anlag misst och definitiv zougemaach ginn.

Gëschter war eng Pressekonferenz, wou och de Gesondheetsminister drun deelgeholl huet, an esou wéi ech dat an den Zeitunge gelies hunn, war dat net ganz kloer. Do ass ganz vill Rieds gaangen, et sollt ee provisoresch déi Anlag zoumaachen.

Ech wéilt do nach eng Kéier Opschloss kréien, well ech hunn an Erënnerung..., och ënner anerem bei der Remise vun der Petitioun vun deem Aktiounscomité géint d'Atomkraaft, wou 30.000 Leit mat ënnerschriwwen haten, wou eng Fuerderung war, fir déi Anlag vu Cattenom definitiv zouzemaachen an natierlech och net eng Verlängerung vun der Lafzäit ze froen.

Duerfir do och da meng Froen: Ass d'Positioun vun der Regierung nach ëmmer déiselwecht wéi déi, déi deemools de Gesondheetsminister bei der Remise vun der Petitioun gesot huet, datt d'Regierung weiderhin antrëtt fir eng definitiv Fermeture?

Datt elo, ech soen emol, net nach Gepiddels gemaach gëtt, well mir hate jo och hei eng Unhéierung an der Chamber, an deemools huet den Expert op eng Fro vu mir geäntwert, datt eigentlech, wann ee wierklech wéilt déi Anlag astand setzen, misst een eigentlech praktesch alles ofrappen a vun Null un opbauen! Also duerfir d'Fro: Musse mer net..., oder ass d'Regierung weiderhin awer der Meenung, datt déi Anlag muss definitiv an och esou schnell wéi méiglech zougemaach ginn?

Ass dat och d'Positioun vun der ganzer Regierung? Dat ass meng zweet Fro, well an engem Interview op engem Radio hat den neie Wirtschaftsminister ënner anerem gesot, datt all d'Géigner vun Atomkraaft, dat wier eigentlech eng ideologesch Saach an do géif et net ëm Fakte goen! Steet also och déi ganz Regierung hannert där Positioun, datt déi Anlag muss definitiv zougemaach ginn?

An dann eng drëtt Fro: Wat sinn déi konkret Schrëtt? Et sinn eng Rei Moossnamen oder eng Rei Aktiounen ugekënnegt ginn, och gëschter. Wat ass déi konkret, kloer Agenda, wéi d'Regierung elo virgeet? Wat fir eng sinn déi nächst Schrëtt an eventuell och a wat fir enger Zäitachs ginn déi dann ënnerholl?

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Berger, an d'Wuert kritt elo den Här Gesondheetsminister.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dem Här Berger Merci fir d'Fro. Ech wëll och direkt Kloertext schwätzen: Wéi mer während dem Hearing a bei x viregte Geleeënheeten ëmmer confirméiert hunn, ass Lëtzebuerg vun Ufank u géint Cattenom gewiescht, bleift géint Cattenom, trëtt dofir an, dass Cattenom esou séier wéi méiglech definitiv zougemaach gëtt.

Ech wëll awer soen, dass vun der Säit vum Kolleeg vu Rheinland-Pfalz, ënnerstëtzt och vum Expert, gemengt ginn ass, dass, vu dass aus eiser Siicht Cattenom de Stresstest net gepackt huet, och wann aller Wahrscheinlechkeet no a Frankräich den Test als bestanen ugesi gëtt, a vu dass eng ganz Rei vun Aarbechte klengerer Natur, déi direkt gemaach kënne ginn ouni ze vill groussen Opwand, awer och mat méi

engem groussen Ausmooss, dass een eigentlech misst zur Konklusioun kommen, dass, wann déi Aarbechten net ganz kuerzfristeg realiséiert ginn, dass d'Atomzentral, bis dass déi Nobesserunge realiséiert wären, zumindest provisoresch misst ofgestallt ginn.

Ech wëll awer soen, dass déi Meenung vum Expert a vun dem Kolleeg vu Rheinland-Pfalz an näischt déi Haapthaltung vun der gesamter Regierung hypothéquéiert, déi dorobber aus ass, dass mer fir d'Schléissung sinn a géint - ganz kloer géint! - eng Verlängerung vun der Laf-dauer. Ech wëll soen, dass de Kolleeg Innenminister déi lescht Woch och zu Paräis war an déi dote Positioun ganz kloer vis-à-vis vu sengem franséische Kolleeg vertrueden huet.

Déi dräi Ministeren - hei aus dem Land a vun deenen zwou Nopeschregiounen - hu gëschter plädéiert, dass als nächste Schrëtt e Sommet vun der Grande Région, zesummen och mat der franséischer Säit, soll zustane kommen an dass dann déi Konklusiounen aus deem Stresstest - an eis Konklusiounen aus deem Stresstest: keng Verlängerung a Schléissung! - nach eng Kéier ganz kloer eriwwerbruecht ginn. An: Wa mer och en ordre principal fir déi Schléissung antrieden, zousätzlechen Drock maachen, fir dass awer doriwwer eraus déi Nobesserungen ouni Délai exécutéiert ginn, well dat keng Banalitéite sinn!

D'Reaktore vu Cattenom si bei zwar hoffentlech net antriedenden, mä awer no Fukushima net onméigleche Katastrophenzeenarien - bei Naturkatastrophen, sief dat Äerdbiewen, sief dat Jorhonnertiwwerschwämmungen, sief dat d'Chute vun engem Fliger, sief dat en terroristeschen Akt -, do ass déi Zentral do net sécher vis-à-vis vun esou Evenementer, esou dass mer den Drock verstäerke bei alle bilateralen, bei allen europäesche Rendez-vousen, fir déi franséisch Säit dovun iwwerzeegt ze kréien, dass hire Wee bis elo an den „tout nucléaire" en Irwee bleift an dass se sech den Evidenze soll pliéieren!

Mir wäerten och méi wéi an der Vergaangenheet derfir antrieden, dass d'nuklear Sécherheet méi staark um Agenda vun der EU vertrueden ass, well mer wëssen, dass mer nëmmen iwwert deen dote Wee dauerhaft kënnen derfir suergen, dass een déi nationalstaatlech Attitüd, wéi se am Moment virun allem vu franséischer Säit ageholl gëtt, aushiewele kann.

Voilà! Ënnert dem Stréch dem Här Berger also kloer gesot: Un der Attitüd vun der Lëtzebuerger Regierung huet sech näischt geännert a mir sinn domat an Harmonie mat där Motioun, déi unanime vun der Chamber virun e puer Woche verabschit ginn ass.

Merci, Här President.

M. le Président.- Merci dem Här Gesondheetsminister. Domadder wäre mer um Enn vun eiser Froestonn a mir kéimen elo zu der Resolutioun vun der Madame Viviane Loschetter iwwert d'Organisatioun vun enger Orientéierungsdebatt mat Rapport iwwer eng équilibréiert Representatioun vun de Fraen a Männer an de Verwaltungsréit *(cf. compte rendu n°9, session ordinaire 2009-2010, séance publique n°21 du 10 mars 2010, page 281)*. Madame Loschetter, wëllt Dir nach d'Wuert huelen?

8. Résolution de Mme Viviane Loschetter relative à l'organisation d'un débat d'orientation avec rapport sur le sujet d'une meilleure représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein de conseils d'administration d'établissements publics et des institutions du monde économique, culturel, social et sportif

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Ech ka ganz kuerz, wann d'Membere vun der Kommissioun dat erlaben, lech an zwee Wierder soen, datt mer effektiv iwwert deen Débat d'orientation avec rapport an der Kommissioun Rieds haten, datt mer, bis op ee Groupement politique, der Meenung waren, datt dat eng Plus-value kéint sinn, souwuel fir d'Kommissioun wéi och fir d'Parlament hei.

Mir hunn och schonns an deem Kontext déi zoustänneg Ministesch invitéiert, fir iwwert den Déroulement, wéi dat kéint stattfannen, och déi Virbereedungen ze schwätzen. Dat wäert an zwou Woche stattfannen, mä d'Kommissioun hat och décidéiert, op Nofro vun engem Member, fir déi Motioun hei en bonne et due forme ofstëmmen ze loossen.

Ech soen Iech am Virfeld Merci dofir.

M. le Président.- Gutt, wann da soss kee méi wëllt dozou d'Wuert huelen, kéime mer zur Ofstëmmung.

Den Här Kartheiser nach.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Här President, d'Madame Loschetter huet zu Recht gesot, datt eng Formation politique net domadder d'accord wär, dat war d'ADR. A mir wéilten duerfir vläicht nach eng Kéier drop opmierksam maachen, datt mir an déi Quotelogik, déi hei ugeschwat gëtt, net kënne mat eraklammen an datt och an deem Décisiounsparagraph, deen an där Motioun hei virgeschloe gëtt oder an där Resolutioun virgeschloe gëtt, eng Rei rechtlech Froen opgeworf ginn, déi nach misste gekläert ginn, zum Beispill, wat dat ass, eng Institutioun, a wéi wäit de Stat iwwerhaapt däerf a privatrechtlech Institutiounen an esou weider era matschwätzen.

Do sinn eng ganz Rei Froen nach ongekläert, an duerfir droe mir dësen Text op jiddwer Fall net mat!

Villmools Merci.

Vote sur la résolution

M. le Président.- Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert d'Resolutioun vun der Madame Loschetter.

Wien ass mat där Resolutioun averstanen?

Wie stëmmt géint déi Resolutioun?

Domadder wär se mat enger ganz grousser Majoritéit ugeholl an dëse Punkt wär domadder ofgeschloss.

Mir kommen elo zum éischte Projet de loi vun eisem Ordre du jour, nämlech de Projet de loi 6364 iwwert d'Schafe vun engem Lycée technique zu Réiden. D'Riedezäit ass hei nom Basismodell festgeluecht, an et hu sech bis elo ageschriwwen: d'Madame Scholtes, den Här Bauler an den Här Adam.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Fernand Diederich. Här Diederich, Dir hutt d'Wuert.

9. 6364 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 12 janvier 2004 portant création d'un établissement d'enseignement secondaire technique à Redange-sur-Attert

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports

M. Fernand Diederich *(LSAP), rapporteur.*- Am Gesetzesprojet 6364 geet et ëm de Réidener Lycée, deen duerch d'Gesetz vum 12. Januar 2004 geschaf ginn ass, duerch groussherzoglecht Reglement vum 28. Januar 2006 d'Bezeechnung Atert-Lycée kritt huet a seng Diere bei der Rentrée am September 2008 opgemaach huet.

Ugebuede gouf deemools den ënneschten Zyklus mat dem Régime préparatoire souwéi de Cycle moyen an de Cycle supérieur vum Secondaire technique souwéi d'Division inférieure nëmme vum Enseignement secondaire. D'éischt Joer sinn d'Septièmes-Klasse geschaf gi souwéi eng Rei Dixièmes-Klasse vum Régime technique an och eng Klass Dixième vum Régime du technicien.

Wat de Secondaire ubelaangt, sou si vun deene ronn 100 Schüler, déi 2008 ugefaangen hunn, der haut 78 an dräi Quatrièmes-Klassen a komme bei der Rentrée am September 2012 op Troisième.

Et wier also vu Virdeel, wann dës Schüler hir Studien an der Division supérieure vun hirem Lycée de proximité kéinte weiderféieren, wat eng positiv Auswierkung op d'Aschreiwungen op Septième wäert hunn, well d'Schüler de Lycée net brauchen ze wiesselen, besonnesch wann ee weess, datt den Atert-Lycée eng regional Assise huet an déi aner Lycéeë relativ wäit ewech leien.

D'Offre scolaire am Atert-Lycée, dee ronn 1.000 Schüler zielt a wou och en Internat fonctionnéiert, ass ganz diversifiéiert. Deen huet an engem ruralen Ëmfeld eng regional Bedeitung, zielt fir e Lycée pionnier a kann op motivéiert an engagéiert Personal zielen, dat an innovativer Teamaarbecht scho vill Projete realiséiert huet.

De Conseil d'éducation vum Atert-Lycée huet an engem Bréif vum 5. Mee 2010 d'Schafung vun der Division supérieure gefrot. Ausserdeem huet d'Chamber an enger Motioun vum 10. Juli 2008 d'Kreatioun vun den entspriechende Klassen am Atert-Lycée souwéi an deenen neie Lycéeën an an de bestehende Lycées secondaires techniques gefuerdert. All Sektioune kéinten ugebuede ginn, awer d'Autorisatioun, fir eng Klass vun enger Sektioun ze organiséieren, muss vum Minister vun der Éducation nationale erdeelt ginn, virausgesat, et si genuch Schüler ageschriwwen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Text vum Projet de loi huet nëmmen zwee Artikelen. Niewent dem Artikel 1, an deem d'Schafung vun der Division supérieure festgeluecht gëtt, seet den Artikel 2, datt d'Gesetz fir d'Rentrée 2012/2013 a Kraaft trëtt.

Mir wënschen dem Atert-Lycée mat sengen neie Strukturen an der Zukunft vill Erfolleg, an ech bréngen heimat den Accord vu menger Fraktioun an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Rapporteur Merci. Als éischt Riednerin ass déi honorabel Madame Tessy Scholtes agedroen. Madame Scholtes, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Tessy Scholtes *(CSV), en remplacement de M. Jean-Paul Schaaf (CSV)*.- Här President, léif Kolleegen, Madame Minister, ech wäert elo dem Jean-Paul Schaaf seng Ried hei virdroen. Hien hätt dat gäre selwer gemaach, mä ass leider krankheetshalber verhënnert.

De Rapporteur huet eis déi kleng Gesetzesännerung, déi mir haut stëmmen, genee erkläert. Dem Här Diederich sief fir seng Aarbecht als Rapporteur vun hei aus Merci gesot!

Et ass eng kleng Textännerung vum Gesetz vun 2004. Et ass awer eng mat grousser Wierkung fir déi jonk Studente vun haut, déi zu Réiden am Lycée sinn, fir d'Enseignanten, déi elo och am Secondaire kënnen déi iewescht Klassen encadréieren, fir d'Direktioun, déi heimadder déi lescht Etapp vun engem vollwäertege Lycée kann ëmsetzen, an zu gudder Lescht fir d'Regioun am Westen, déi nach eemol eng Stäerkung vun hirem Atert-Lycée, dëser identitéitsstëftender Institutioun, erlieft.

Den Atert-Lycée, wéi de Lycée offiziell laut Règlement grand-ducal vun 2006 heescht an och am Volleksmond genannt gëtt, ass eng Success Story fir eng ganz Regioun. Wéi de Lycée am September 2008 opgaangen ass, stoung eng ganz Regioun derhannert a war frou, endlech op der schoulpolitescher Landkaart Fouss gefaasst ze hunn.

Haut kann ee festhalen, dass ronn 1.000 Schüler zu Réiden ageschoult sinn, bei enger Capacitéit vun 1.200, 60% Schüler am Secondaire technique a 40% am Secondaire classique sinn, ronn véier Fënneftel vun de Jugendlechen aus der Regioun an den Atert-Lycée ginn, also ee ganz héije Prozentsaz, an dass de Lycée an enger Rei vu Punkten eng virbildlech Aarbecht mécht, op déi haut gekuckt gëtt an un där sech roueg kann inspiréiert ginn. Dozou zielen Coaching, Tutorat, Follow-up Activities, Wocheplang fir Hausaufgaben, fächeriwwergräifend Schaffen, Teamaarbecht vun de Proffen an intensiv Elterenaarbecht.

Den Atert-Lycée verfügt iwwer eng Topinfrastruktur mat Internat. Mat 130 Enseignanten niewent 40 weidere Mataarbechter, notamment am Internat, ass de Lycée och en Employeur, deen der Gemeng Réiden an der Regioun vill bréngt.

Wann een den Exposé des motifs liest, da fält op, dass d'Zuel vun den nei ageschriwwene Schüler vu jeeweils ronn 100 an den zwee éischte Joren op 62 am Schouljoer 2011/2012 erofgaangen ass. Dozou muss ee soen, dass sech d'Aschreiwunge grondsätzlech op eng Rei vu Gemenge limitéieren, dass een dem Drock vu Schüler aus de Gemengen Habscht a Stengefort bis elo, aus Rücksicht op de Mamer Lycée, kaum nokomm ass, a virun allem dass mir aktuell an engem gebuertsschwaache Joergank an der Regioun sinn. Et ass also en normale Phenomeen a keen Indice derfir, dass Schüler dëse Lycée meide géifen.

Et stellt sech och generell eraus, dass eng Rei Elteren zécken, hir Kanner do anzeschreiwen, wou se net bis zum Ofschloss bleiwe kënnen. Dëst Gesetz vun haut hëlt dofir och deenen Elteren hir Suerg ewech. Dëse Projet de loi erlaabt also dem Atert-Lycée, och déi iewescht Klasse vum Secondaire classique niewent deene vum Technique unzebidden. Viraussiichtlech kënnen dann ab September Klassen an de Sektioune B, C an D, G ugebuede ginn. Et wäert kaum goen, fir all Sektiounen unzebidden, ganz einfach well d'Masse critique net do ass, fir all Sparte kënnen ze offréieren.

Mir bleift ze ënnersträichen, dass den Direkter Claude Boever mat senger ganzer Équipe vun Enseignanten eng exzellent Opbauaarbecht vum Atert-Lycée gemaach huet. Dass d'Enseignanten hei anescht schaffe mussen a sech wierklech engagéieren, och dacks méi schaffen, dat ass en offent Geheimnis. Si maachen e gudde Match a kréie vun den Elteren eng gutt Zensur - oder si erreechen de Kompetenzsockel vum gudde Proff. D'CSV-Fraktioun dréckt hinnen eise grousse Respekt aus fir hir wäertvoll Aarbecht.

Et bleift zum Schluss ze soen, dass datselwecht Gefill, dat eng ganz Regioun am Westen hannert den Atert-Lycée gestallt huet, gradesou am Norde spierbar ass, wann et ëm de Clierfer Lycée geet. Och do wäert dëse Lycée d'Regioun stäerken, an eis Regierung ass ze félicitéieren, dass dëse Projet konkret an der Planung ass an éischt Pläng schonns konnte virgestallt ginn.

Ech ginn den Accord vun der CSV-Fraktioun a wënschen dem Atert-Lycée eng gutt Zukunft.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Scholtes. Als nächste Riedner ass den Här Bauler agedroen. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Liewe vun enger nach ganz jonker Schoulgemeinschaft ass dat heite sécherlech eng bedeitsam Stonn. Emol keng fënnef Joer no senger Ouverture gëtt fir den Atert-Lycée d'Méiglechkeet geschaf, eng Première unzebidden. De Moment ass effektiv komm, fir d'Ausbildungsoffer vum ALR am Secondaire auszewäiten. D'Zuele schwätzen eendeiteg derfir. Et ass e wichtege Schrëtt, well en erlaabt de Schüler, an hirer Regioun kënnen ze bleiwen.

Dat mécht den ALR méi attraktiv. D'Schüler wëssen ab Septième, datt se bis zur Première net musse wiesselen, an dat gëtt dem ALR dee Stellewäert, deen en an eiser Bildungslandschaft verdéngt.

Den Atert-Lycée huet sech an eiser pädagogescher Landschaft also als eng ganz innovativ Schoul etabléiert. D'Enseignanten hunn en eegent pädagogescht Konzept an Eegeverantwortung ausgeschafft. D'Wuerzele vun dësem Konzept reechen an d'Zäit zréck, wéi de Lycée nach e Chantier war. Et war eng exzellent Iddi vun der Madame Anne Brasseur, der deemoleger Unterrechtsministerin, fir den Direkter virun der eigentlecher Ouverture vum Atert-Lycée ze nennen an hien un d'Spëtzt vun enger ganz engagéierter an innovéierender Enseignantséquipe ze stellen.

D'Madame Brasseur huet deemools och entscheet, datt d'Enseignanten, déi um Concept pédagogique vun engem neie Lycée schaffen, net déi klassesch Nominatiounsprozedur mussen duerchlafen an datt den Direkter sech esou säi Stack u Pädagoge kann eraussichen. Dës flexibel Manéier huet derzou bäigedroen, datt déi eenzel Enseignantë sech besser kenneléieren a sech intensiv op hir zukünfteg Aufgabe konzentréieren.

Am Atert-Lycée ass et gelongen, datt d'Enseignanten eegeverantwortlech a mat der Berodung vun Experten e Léier- a Betreiungskonzept fir d'Schüler konnten erstellen. D'Approche vun ënnen no uewen huet derzou bäigedroen, datt jiddweree sech méi liicht gedoen huet, Changementer am Schoulhalen an an der Schoulkultur unzehuelen.

Am Atert-Lycée gëtt vill Wäert op d'Förderung vum eenzelne Schüler geluecht. Dat ass och eiser Fraktioun e wichtegt Uleies. Förderen a Fuerderen, dëst Zil ass nëmmen da méiglech, wann ee sech d'Mëttel an eng Démarche derfir gëtt. Dozou gehéieren am ALR - a meng Virriednerin huet et gesot - d'Opstelle vun engem Wocheplang, integréiert Stonnen, fir um Wocheplang ze schaffen, déi sougenannt Coach-Stonnen, intern Épreuves communes an Zäitplagen, wou d'Proffen zesumme schaffen, entweder am Fach oder pro Klass.

Am ALR ginn eng räif Diskussiounskultur a professionell Distanz zu den aktuelle bildungspolitesche Froe groussgeschriwwen. Et ass scho luewenswäert, datt den ALR sech permanent qualitativ weiderentwéckele wëllt a bestänneg u sengem pädagogesche Konzept feilt.

Zu den Akzenter, op déi am Atert-Lycée an Zukunft besonnesch Wäert soll geluecht ginn, gehéieren ënner anerem déi schoulintern Personalentwécklung, Interdisziplinaritéit an Talentförderung, awer och déi verstäerkt Vernetzung vun Evaluatioun a Schoul- bezéiungsweis Beruffsorientéierung.

Grad dee leschten Aspekt läit menger Fraktioun speziell um Häerz, well déi erschreckend Entwécklung um Aarbechtsmaart an déi héich Jugendaarbechtslosegkeet weisen, wéi wichteg et ass, an der Schoul fréizäiteg regelméisseg a geziilt ze orientéieren.

Méi Autonomie géif dem ALR also sécher net schueden. Ech sinn iwwerzeegt, datt den Atert-Lycée am Laf vun der Zäit genuch Erfahrunge sammelt oder gesammelt wäert hunn, fir engem Méi un Autonomie gerecht ze ginn.

Och hei erënneren ech drun, datt meng Fraktioun derfir antrëtt, datt d'Schoul allgemeng méi Autonomie soll kréien, well et sinn déi een-

zel Schoulgemeinschaften, déi am beschte wëssen, wat si brauchen, fir de Bedierfnisser vun der respektiver Schoulpopulatioun gerecht ze ginn.

Dëst gesot, soen ech dem Rapporteur, dem honorabele Fernand Diederich, Merci fir säin ausféierleche schréftlechen a mëndleche Rapport a ginn heimadder den Accord vu menger Fraktioun.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Bauler. Als nächste Riedner ass den Här Adam agedroen. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Här President. Ech soen och dem honorabele Rapporteur Merci fir seng Aarbecht. Ech wollt och den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet de loi bréngen.

Och déi gréng si frou, datt mer de Lycée zu Réiden hunn, datt mer eigentlech ganz vill positiv Noriichte vun deem Lycée kréien. Et ass e Lycée, dee sech flott entwéckelt, a mir fannen et nëmme richteg a selbstverständlech, datt dee Lycée och elo kann an der Filière supérieure Klassen opbauen.

Ech mengen, de Succès vun deem Lycée, zu deem droe vill Leit bäi. Éischtens hat dee Lycée Zäit, sech ze preparéieren, ier e seng Dieren opgemaach huet. En hat Zäit, fir eng motivéiert Équipe opzebauen. En huet eng motivéiert Direktioun, a wéi gesot, mir si frou kënnen un deem Erfolleg vun deem Lycée deelzehuelen.

Mir félicitéieren deenen alleguerten, déi dorunner geschafft hunn. A wéi gesot, den Accord vun der grénger Fraktioun ass och do.

M. le Président.- Merci dem Här Adam. Da kritt d'Wuert den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, och vun eiser Säit aus selbstverständlech e ganz häerzleche Merci un den honorabelen Här Diederich fir säi gudde Rapport. Et ass an eisen Ae ganz wichteg, déi Lycées de proximité auszebauen. Et dréit vill zur Liewensqualitéit vun de Schüler an hire Famillje bäi, wa se eng Schoul hunn, déi an der Géigend ass, do, wou se wunnen. Et wäert d'Regiounen op an et dréit natierlech am Kader vun enger Verkéiersplangung am ganze Land derzou bäi, fir verschidde Schwieregkeete mat ze behiewen.

Zwee kleng Kommentaren, wat de Projet ugeet. Dat eent ass d'Dénominatioun am Gesetz fir de Cycle supérieur vum Enseignement secondaire. Et ass eis opgefall, datt mer deen ewell weder „classique" nach „général" nennen. Mir hate jo eng Debatt a leschter Zäit: Ass et den Enseignement secondaire classique oder de Général? Dat ass an dësem Gesetz iwwerhaapt net méi spezifizéiert. Et wär interessant vläicht, wann d'Madame Minister eis kéint soen, firwat dat Kand elo keen Numm méi huet.

Dat Zweet ass, datt een den Intitulé vum Gesetz och eventuell hätt kënne mat upassen. Den Atert-Lycée, dee fënnt säi Wuert oder säin Numm an engem Règlement grand-ducal, mä offiziell am Gesetz gëtt en nach ëmmer als „Établissement secondaire technique" considéréiert, wat en awer net méi ass, well e jo déi zwee Types d'enseignement matenee verbënnt.

D'Fro ass duerfir: Hätte mer net solle gläichzäiteg elo och dat gesetzlech änneren, wat an engem Règlement grand-ducal - ech menge vun 2006, vum Januar 2006 - scho virgi gouf?

Mir wënschen, wéi d'Kolleege virdrun, alle Leit, déi am Atert-Lycée schaffen, léieren, sech engagéiere fir hir Schüler, an all deenen, déi mat deem Lycée ze dinn hunn, all deene wënsche mer vill Freed an Erfolleg, inklusiv selbstverständlech an der neier Sektioun vum Supérieur vum Secondaire classique.

Villmools Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Kartheiser. Da kritt d'Wuert d'Madame Éducatiounsministesch.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Merci, Här President. Ech wëll mech uschléissen dem Merci un de Rapporteur, de Fernand Diederich. Ech soen alle menge Virriedner Merci an ech freeë mech esou vill wéi - géif ech mengen - déi ganz Équipe vum Atert-Lycée iwwert dee breeden Accord, deen dës effektiv kleng Gesetzesännerung hei an dësem Haus fënnt.

Ech kann all menge Virriedner zoustëmmen, dass d'Geschicht vum Atert-Lycée, wat jo eng kuerz Geschicht ass - véier Joer -, dass dat e Succès ass. Et ass e Lycée, deen immens gutt integréiert an acceptéiert ass an der Regioun. Et ass e Lycée, dee sech opmécht, dee seng Dieren opmécht, fir ebe just vill Partner ze hunn, fir zesummenzeschaffen. Et ass eng Équipe, déi immens gutt sech fonnt huet, déi gutt zesummegeschafft huet, an duerfir kann ee sécher dem Direkter félicitéieren, deen et fäerdegbruecht huet, och där Équipe e Geescht ze insuffléieren, deen et méiglech mécht, dass eng super Aarbecht an där Schoul gemaach gëtt.

Et ass e Lycée, deen innovativ ass, deen effektiv e ganze Koup vun deene Propositiounen, déi ech gär géif generaliséieren an der Schoul, virmécht, an dee weist, dass dat funktionéiert - zum Beispill, wat den Encadrement vun de Schüler ugeet, wat hir Begleedung ugeet, wat den Tutorat ugeet, wat d'Orientatioun ugeet. Op ville Plänge ass déi Schoul a kuerzer Zäit e Modell ginn, deem seng Plaz eigentlech am Lëtzebuerger Schoulsystem net ewechzedenken ass.

Et ass eng Schoul, déi denkt, wou d'Enseignanten zesummen ëmmer weider nodenken, an dat ass jo am Fong déi grouss Erausfuerderung fir d'Schoul vun haut, dass ee sech muss den Änneruge stellen a sech d'Léisunge gi fir déi Kanner, déi engem uvertraut sinn, déi Schüler, déi ee begleet, dass een deenen dat offréiert, wat se brauchen, fir weiderzekommen. Duerfir war et fir mech kee Problem, fir ze soen, selbstverständlech kann den Atert-Lycée iewescht Klassen ubidden. D'ganz Chamber huet jo elo deem zougestëmmt, esou dass fir d'Rentrée 2012 déi éischt Troisièmen da kënne funktionéieren.

Fir op déi Fro ze äntwerten, firwat dat „Enseignement secondaire" heescht - ma dat ass, well de Moment all eis sougenannt klassesch Lycéeën „Enseignement secondaire" heeschen, an all den Texter, an all de Gesetzer.

(Interruption)

Bon, Här Kartheiser, da beweist mir de Contraire. Ech kann lech versécheren,…

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech bréngen lech déi Texter an déi nächst Kommissioune mat.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Mir proposéiere jo, dat ëmzeänneren, well de Moment…

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ah, dat ass eng aner Saach.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- …de Moment an allen Texter, wat am Volleksmond heescht „de klassesche Lycée", dat heescht „Enseignement secondaire",…

(Interruption)

…an dat, wat am Volleksmond heescht „den Technique", den Enseignement technique, dat heescht „Enseignement secondaire technique".

Une voix.- Jo.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- An dat gëtt effektiv eng gewësse Konfusioun, well jo all déi Schoule secondaire sinn; dat heescht, si kommen no der École fondamentale, wou jo en Deel préscolaire ass an en Deel primaire, an da kënnt de Secondaire.

Duerfir proposéieren ech elo, wa mer eng Reform maachen, dass mer och den Numm änneren a soen, dat eent ass den „Enseignement secondaire général" an dat anert ass den „Enseignement secondaire technique". Mä wéi gesot, dat ass och eng vun deene Propositiounen, déi an deenen Texter stinn, déi de Moment diskutéiert ginn an déi selbstverständlech alleguerten ze diskutéiere sinn.

Dat gesot, effektiv hätte mer och den Intitulé vum Gesetz kënnen änneren. Dat ass awer net geschitt. Ech denken, dat mécht awer dem Numm vum Atert-Lycée keen Ofbroch, well dee jo net am Gesetz steet, an et kann ee sécher eng Kéier bei Geleeënheet dann dorobber zréckkommen.

Ech schléisse mech all deenen un, déi dem Atert-Lycée a senge Schüler a sengen Enseignantë ganz vill Erfolleg wënschen. De Moment sinn dräi Quatrièmes classiques - offiziell „Enseignement secondaire" - an där Schoul. A mir sinn da gespaant, wéi vill vun deene Schüler dann hire Wee fannen am Atert-Lycée an d'nächst Joer op der Troisième erëmzefanne sinn.

Villmools Merci alleguer.

M. le Président.- Merci der Madame Éducatiounsministesch. Domadder wär d'Diskussioun ofgeschloss, a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6364 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

De Projet de loi ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden (par Mme Christine Doerner), Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par M. Félix Eischen), Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter (par M. Fernand Boden);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Ben Fayot, Claude Haagen (par M. Roger Negri), Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Marc Angel), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Claude Meisch), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Fernand Etgen) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Da komme mer elo zum Projet de loi 6308, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Reform vun der Formation professionnelle. Och hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Wilmes, Bauler, Adam an Urbany.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Ben Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

10. 6308 - Projet de loi modifiant 1. la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle et 2. le Code du Travail

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports

M. Ben Fayot *(LSAP), rapporteur.*- Här President, säit 1999 gëtt et zu Lëtzebuerg eng öffentlech Ënnerstëtzung fir d'Entreprisen, déi fir hir Salariéen eng Formation continue proposéieren. Déi Ënnerstëtzung gouf zwëschen 2000 an 2009 intensiv genotzt an déi staatlech Participatioun ass konstant an deem Zäitraum eropgaange vun 12 Milliounen Euro am Joer 2000 bis 32 Milliounen Euro am Joer 2008.

Am Juli 2011 huet eng Bipartite zwëschen der Regierung an der Union des Entreprises stattfonnt, an där décidéiert gouf, de Saz vun der Direkthëllef vum Stat fir d'Formation continue vun de Salariéen an engem Betrib vu 14,5% op 20% eropzesetzen, dëst am Kader vun der allgemenger Ënnerstëtzung vun de Betriber an enger schwiereger wirtschaftlecher Situatioun.

Augenblicklech profitéiere 24 vun de 25 gréisste Lëtzebuerger privatwirtschaftleche Betriber vun dëser Ënnerstëtzung. Si beschäftege bis zu 40% vun de Salariéë vun all de Betriber, déi vun der Mesure kënne profitéieren. Et gëtt gehofft, dass duerch d'Erhéijung vum Saz méi Betriber, besonnesch och Kleng- a Mëttelbetriber, déi Hëllef an Usproch huelen an also méi Salariéen insgesamt an de Genoss vun där Formation continue kommen, dëst selbstverständlech am Intérêt vun de Salariéen an hirer Employabilitéit, vun de Betriber an och vun der wirtschaftlecher Produktivitéit insgesamt.

Derbäi kënnt, dass d'Regierung Weiderbildungsaktioune fir besonnesch Kategorië vu Salariéë méi staark ënnerstëtze wëllt. Sou soll de Subventiounssaz op 35% eropgesat gi fir Salariéen, déi keen offiziell unerkannten Diplom hunn a manner wéi zéng Joer am Betrib schaffen, an och fir Salariéen, déi iwwer 45 Joer al sinn. Dës Eropsetzung vum Taux soll derzou bäidroen, déi zwou Kategorië vu Salariéen an d'Weiderbildung mat eranzekréien. Des Weidere ginn an dem Projet Upassungen opgrond vum Gesetz vum 19. Dezember 2008 iwwert d'Beruffsausbildung virgeholl.

Opgrond vun den Avisë vun der Chambre de Commerce an der Chambre des Métiers, der Chambre des Salariés, opgrond och vun zwee Avisë vum Conseil d'État huet ons Kommissioun zesumme mat der Regierung den urspréngleche Projet ëmgeännert.

Fir d'Éischt hu mer den Titel geännert, fir kloer drop hinzeweisen, dass mer éischtens d'Gesetz vum 19. Dezember 2008 iwwert d'Beruffsausbildung an zweetens de Code du Travail ëmänneren. Domat ass och den urspréngleche Agencement vum Gesetz ëmgeännert ginn.

Am Artikel 1 - vun dräi Artikelen -, am Artikel 1 also gëtt den Artikel 43 vum Beruffsausbildungsgesetz vun 2008 geännert an deem Sënn, dass d'Definitioun vun de Prestatairë vun der Formation continue erweidert gëtt: Aall déi Institutiounen öffentlecher oder privater Natur, déi vun den öffentlechen Autoritéiten unerkannt ginn, ob national oder international, gehéieren derzou, grad wéi d'Beruffskummeren, d'Gemengen, d'Stëftungen, d'Privatpersounen oder Associatiounen, déi en Agrément vum zoustännege Minister hunn, wéi och Ministèren, öffentlech Verwaltungen an Établissements publics.

D'Fro ass opkomm, ob een als net Lëtzebuerger Autorité publique nëmmen där aus der Europäescher Unioun unerkenne soll oder méi wäit goe soll. Et ass ons gesot ginn, dass gewësse Finanzformatiounen zum Beispill an den USA kënnen absolvéiert ginn. Duerfir hu mer déi Unerkennung international méiglech gemaach.

Opgrond vun dësem Artikel 1 ginn dann am Artikel 2 eng Partie Artikele vum Code du Travail ëmgeännert. Ënner anerem gëtt och de Saz vun der Subventioun vu 14,5% op 20% eropgesat an och de Saz vu 15% festgeluecht, dee bei déi 20% kënnt, fir déi zwou Kategorië vu Salariéen, déi ech am Ufank genannt hunn, an de Genoss vun der Weiderbildung ze kréien.

Eng Schwieregkeet hat d'Kommissioun mat Reserve vum Conseil d'État iwwert d'Mission de contrôle, déi d'Regierung der Commission consultative interministérielle wollt ginn. Dës Kommissioun besteet aus jee engem Vertrieder vum Ministère de la Formation professionnelle, vum Aarbechtsministère, dem Mëttelstandsministère, dem Wirtschaftsministère an aus zwee Vertrieder vum Finanzministère.

D'Iddi war, dass den zoustännege Minister sech a senger Verantwortung fir d'Kontroll vun der Realitéit vun de Weiderbildungsmoossnamen an de Betriber vun dëser Kommissioun ënnerstëtze loosse kéint. De Statsrot huet dat als ze vag emfonnt. Mir hunn duerfir déi Mission de contrôle fir déi Kommissioun fale gelooss, fir ze vermeiden, dass d'Dispens vum zweete Vote a Gefor kéim, well dëst Gesetz eigentlech schonn Enn 2011 hätt sollen a Kraaft trieden. Et ass selbstverständlech, dass Kontrolle gemaach ginn an dass den zoustännege Minister fir déi Kontrolle responsabel ass.

Schliesslech, Här President, gëtt et Strofbestëmmunge fir déi Entreprisen, déi versiche géifen, déi staatlech Hëllef onrechtméisseg ze kréien. De Statsrot huet drop gehalen, dass e Recours en réformation virum Verwaltungsgeriicht géint eng diesbezüglech Sanktioun vum Minister kéint agereecht ginn, wat mer dann och gemaach hunn.

Schliesslech seet den Artikel 3, dass d'Gesetz réckwierkend op den 1. Januar 2011 a Kraaft trëtt. De Statsrot huet kee Problem mat dëser Retroaktivitéit, well se op gesetzleche Virgabe berout an och Engagementer vum Stat beinhalt.

Dat gesot, Här President, wollt ech Iech bieden, dësem Projet zouzestëmmen, an ech ginn och d'Zoustëmmung vun der LSAP-Fraktioun.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Rapporteur Ben Fayot. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Serge Wilmes agedroen. Här Wilmes, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Serge Wilmes *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer fir d'Éischt, dem Här Rapporteur, dem Här Fayot, e grousse Merci ze soe fir säin exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport. Den Här Fayot huet ons hei elo grad déi grouss Linne vun deem wichtege Gesetzesprojet erklärt, ee wichtege Gesetzesprojet, an dat grad och a Krisenzäiten, well en eben de Betriber et erméiglecht, an d'Zukunft ze investéieren.

Déi Zukunft, dat ass a bleift an engem Betrib säi Personal mat sengem Fachwëssen. A fir dat ze stäerken ass et wichteg, datt d'Personal sech regelméisseg ebe weiderbilt, fir esou fit ze bleiwe fir souwuel méi schwéier wéi och besser Zäiten, a sech also och géint eventuell Entloossunge ka schützen.

Dat ass besonnesch wouer fir déi Persounen, déi praktesch keng Qualifikatioun hunn, respektiv fir déi méi eeler Mataarbechter an engem Betrib. Grad dës zwou Kategorië sinn nämlech déi éischt, déi riskéieren, hir Aarbechtsplazen ze verléieren, wann e Betrib a Schwieregkeete kënnt. A grad dës zwou Kategorië sinn et, déi dann enorm Problemer hunn, fir nees aus dem Chômage erauszekommen.

Duerfir ass et richteg, datt duerch dëse Gesetzesprojet d'Weiderbildung vun deene genannte Leit soll ënnerstëtzt ginn. Mir kënnen eis et einfach net erlaben, fir dat Potenzial, dat an deene Leit stécht, op der Strooss leien ze loossen.

Dat gëllt virun allem fir déi méi eeler Employéen, déi éischtens ee grousst Wëssen, eng laang Erfahrung hunn an domat eng wichteg Stäip vun engem Betrib sinn, a vun deene mer jo och zweetens am Kader vun där geplangtener Pensiounsreform gär hätten, datt se méi laang solle schaffe goen. An deem Sënn ass déi berufflech Weiderbildung eng Méiglechkeet fir si, fir sech an hirem Betrib - wéi een esou schéin op Franséisch seet - „indispensable" ze maachen.

Indispensabel solle sech awer och all déi aner Employéë kënne maachen, also och déijéineg, déi héich qualifizéiert sinn, well et ass nun eben esou, datt ons Gesellschaft sech ganz séier verännert, an engem Rhythmus souguer wéi d'Mënschheet e bis elo nach net kannt huet. An op dës Tatsaach an hir Konsequenzen, do gëllt et ze reagéieren, wann een net gären hätt, datt ee géif vun der Entwécklung iwwerrannt oder distanzéiert ginn. Dat heescht, der Realitéit eben an d'Aen ze kucken an also ze gesinn, datt d'Wësse sech ongefeier all dräi Joer verännert.

Et brauch een hei nëmmen un ee Beräich wéi zum Beispill dee vun der Informatik ze denken, wou zum Beispill d'Veraarbechtung um Computer vun engem Text oder engem Dokument sech immens séier verännert. Wat also haut wouer ass, dat ass an e puer Joer schonn net méi de Fall. Wat haut dee modernste Kommunikatiounsapparat ass, deen ass an engem Joer scho längst kale Kaffi.

Dat Wëssen, dat een deemno an der Schoul geléiert huet an dat een duerch en Diplom unerkannt kritt, muss also regelméisseg ugepasst ginn, well deen Diplom ass zwar den Entréesticket fir op den Aarbechtsmaart, mä deen Ticket riskéiert awer, ganz séier ofzelafen, wann ee säi Wëssen net permanent à jour hält.

Dëse Gesetzesprojet erlaabt also, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Betriber, sech den Erausfuerderunge vun haut a vu muer unzepassen, andeems se d'Qualifikatioun vun hirem Personal méiglechst héich halen. An en erlaabt dem Personal, seng Chancen ze erhéijen, fir an der Aarbecht ze bleiwen an ee méiglecheChômage ze vermeiden. Aus all dëse Grënn wäerte mir och als CSV-Fraktioun de Gesetzesprojet hei stëmmen.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Wilmes. Als nächste Riedner ass den Här Bauler agedroen. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, datt mer derfir suergen, datt eis Betriber an enger Welt, déi sech permanent verännert, wettbewerbsfäeg bleiwen, ass eng Evidenz. Dozou gehéiert och, datt dës Betriber hir Salariéë regelméisseg a Formatioune schécken, sou datt si op Changementer am Beruffsliewe virbereet sinn.

Et ass ze hoffen, datt mat dëser gesetzlecher Ännerung den administrativen Opwand net ze grouss gëtt, fir datt och méi Kleng- a Mëttelbetriber vun dëser Hëllef profitéiere kënnen, well et däerf een net vergiessen, wéi wichteg de Mëttelstand fir eis Wirtschaft ass. D'Eropsetze vum Taux vun der direkter Hëllef vu 14,5% op 20% kann derzou bäidroen, datt d'Réckgrat vun eiser Ekonomie, de Mëttelstand also, gestäerkt gëtt.

An dësem Kontext wier et iwwregens interessant, gewuer ze ginn, wéi vill Betriber vun de Weiderbildungsmoossname profitéiert hunn, déi 2006 an der Tripartite beschloss goufen. Gouf do eng Evaluatioun gemaach och a puncto Wierksamkeet?

Mir liewe mëttlerweil an engem Ëmfeld vu Mesuren, wou ee vu lauter Beem kee Bësch méi gesäit. D'Madame Ministesch kann eis do vläicht Opschloss ginn.

D'Eropsetze vun der Aide vun 20% op 35% fir Persounen, déi net diplomëiert sinn a manner wéi zéng Joer Anciennetéit hunn, awer och a grad en faveur vu Leit, déi 45 a méi Joer al sinn, ass e wichtege Schrëtt. Ëmmer méi Leit, déi an där doter Alterskategorie leien, kréien et schwéier, um Aarbechtsmaart matzehalen, a sinn engem méi grousse Risiko ausgesat, fir aarbechtslos ze ginn.

Déi héich Aarbechtslosegkeet vu 6,4% ass besuergniserreegend. D'Tendenz ass steigend. Iwwer 20.000 Leit siche mëttlerweil eng Aarbecht. Et feelt dacks u qualifizéierte Leit. An déi Leit, déi keng Aarbecht hunn, si villfach net qualifizéiert genuch.

En Haaptproblem bei dem wuessende Chômage läit eendeiteg bei der ze niddreger Qualifikatioun. Dat ass e Problem, dee mer zënter Jore kennen an deen eis elo an der Kris méi wéi jee ze schafe mécht. Et happert ëmmer nach bei der berufflecher Orientéierung. An och an der Regierungspress ass ee sech mëttlerweil net méi esou sécher, datt d'Reformen am schoulesche Beräich - souwuel déi, déi schonn duerchgezu goufen, wéi déi, déi nach komme sollen - fir Verbesserungen an domat fir Verbesserungen um Aarbechtsmaart suergen.

Dréngend Reforme sinn einfach op déi laang Bänk gedréckt ginn. Dat ass jiddefalls de Constat vu menger Fraktioun, der DP-Fraktioun, déi an deene leschte Méint a Joren net midd gouf, op dréngend Reformen hinzeweisen, virun allem am Beräich vun der Beschäftegungspolitik.

Wann d'Reformen an der Schoul nëmmen e strukturelle Charakter kréien, wa sech also näischt un den Inhalter, un der pädagogescher Qualitéit, un der Bezéiung Schüler/Enseignant - déi jo entscheedend ass - an un der Orientéierungskultur ännere géif, wäert och dës Reform kaum eng Äntwert op d'Erausfuerderunge vum Aarbechtsmaart liwweren. Ganz am Géigendeel: Da wäert d'Jugendaarbechtslosegkeet weider klammen.

Strukturreformen hu kaum en Afloss, well si änneren näischt un der konkreter Praxis am Klassesall. Et kënnt op d'Veränneren an der Léier an an der Vermëttlungskultur un. Dat ass den eigentlechen Défi, op dee mer eng Äntwert fanne mussen an un deem sech letztlech all Reform muss moosse loossen.

Ofschléissend wéilt ech dem Rapporteur, dem honorabele Ben Fayot, en häerzleche Merci fir säin detailléierte Bericht soen an domat den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet ginn.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Bauler. Als nächste Riedner ass den Här Claude Adam agedroen. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, am Prinzip geet et jo hei drëm, datt mer wëllen, datt eis Leit, eis Leit an de Betriber, eis Leit an der Gesellschaft, mir alleguer, besser forméiert sinn. Dat ass e luewenswäert Zil. An dat ënnersträichen déi gréng natierlech och. Do sinn ech och eens mat all menge Virriedner, déi hei viru mir d'Wuert ergraff hunn.

Mir sinn awer net der Meenung, datt mer mat engem Gesetz wéi deem hei dat Zil erreechen. Mir sinn der Meenung, datt mer d'Suen hei un d'Betriber net differenzéiert genuch verdeelen. Schlussendlech sinn et just déi Beschtforméiert, déi am meeschte wäerte vun esou enger Aart vun Hëllef profitéieren.

Déi Mesure, fir d'Leit, déi keen Diplom hunn, ze ënnerstëtzen, déi schéngt eis nach sënnvoll, mä fir déi Leit, déi iwwer 45 Joer hunn, och an eng Kategorie ze setzen, wou mer scho mengen, mir missten déi ënnerstëtzen, dat léisst awer eng ganz Rei Froen op.

Ech war d'lescht Woch op engem Virtrag, deen d'ASTI zesumme mat der Uni Lëtzebuerg hat iwwert d'Jugend vu Lëtzebuerg. Do ass definéiert ginn, d'Jugend, dat geet bis 29 Joer. Dat heescht, mer hunn da bal nëmme méi eng Kategorie vun deenen 29- bis 45-Jähregen, wou mer géife soen, déi misste kënnen op engem Aarbechtsmarché bestoen ouni spezifesch Hëllef. An do menge mer, wa mer esou ondifferenzéiert hëllefen, da geet d'Hëllef verluer. Dat mécht kee Sënn.

A mir sinn och mat der Chambre des Salariés enttäuscht, datt mer d'Salariéen net méi an den Décisiounsprozess, wéi déi berufflech Weiderbildung soll ausgesinn, do abezunn hunn. Grad wéi d'Gewerkschaften OGB-L, LCGB an ALEBA kënne mir eis och virstellen, datt een esou Mesuren, fir datt se da wierklech solle wierken, vill méi differenzéiert misst op eng spezifesch... A si hunn och an hirem Avis eng ganz Rei Leit opgefouert, déi wierklech misste spezifesch gehollef kréien. Mir sinn der Meenung, wa mer dat esou verallgemengeren a wa mer déi Hëllefen esou ouni Konditiounen ausginn, dann hu mer net gutt geschafft.

Duerfir kann ech och net den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet de loi ginn.

M. le Président.- Merci dem Här Adam. Als nächste Riedner ass den Här Kartheiser agedroen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, villmools Merci. Och mir soen dem Här Fayot als eisem Rapporteur Merci fir eng ganz gutt Aarbecht, déi hie gemaach huet. Et ass richteg, datt mir eis Entreprisen ënnerstëtzen, déi aktiv ginn an der Formatioun vun hire Mataarbechter. Et ass och richteg, fir ze probéieren, besonnesch d'Qualifikatioune vun deenen ze verbesseren, déi keen unerkannten Diplom hunn an net vill Anciennetéit hunn, respektiv fir déi, déi iwwer 45 Joer sinn.

Well ech mengen, Här Adam, Dir sidd Iech och bewosst, datt een, dee 45 Joer a méi al ass an an eng Chômagesituatioun fält, dacks vill méi Problemer huet nach wéi anerer, fir erëm kënne Fouss ze faassen um Aarbechtsmarché. Et ass ganz wichteg, datt mer déi Leit och begleeden, fir esou Situatiounen dann ze verhënneren.

D'Zertifikatiounen duerch d'Prestataires de formation selwer ass och richteg. Allerdéngs ass dat nëmme richteg, wa mir eis ëmmer d'Fro stellen, wéi d'Qualitéit an den Inhalt vun deene Formatiounen da sinn, déi déi Prestataires de formation offréieren.

D'ADR notéiert déi Propositioune vun der Handelskummer an der Salariatskummer, fir spezifesch Moossnamen och fir aner Kategorië vu Leit ze offréieren, wéi zum Beispill déi behënnert Leit oder Leit, déi eng laang Paus um Aarbechtsmarché haten an dann neess wëllen ufänken a sech reintegréieren.

An et ass och e richtege Gedanken, dee jo och anerer hei opgegraff hunn, datt d'Personalvertriedunge sollen e Wuert matzeschwätzen hunn, wann et drëms geet, déi richteg Formatioune fir all Betrib festzeleeën.

Awer an dësem Gesetzesprojet sinn awer erëm eng Rei vu Saachen, déi opgefall sinn an déi ee muss vläicht hei och speziell ënnersträichen. Et ass fir d'Éischt emol eng Fro vun der legislativer Prozedur, déi e bësse bosseg ass.

Mir hunn hei e Gesetz virleien, wat an enger Bipartite arrangéiert ginn ass oder proposéiert ginn ass. Déi Bipartite, déi wor am Juli 2011. Da sollt dat Gesetz Enn 2011 scho réckwierkend a Kraaft trieden. Dat ass net gaangen aus deene Grënn, déi de Rapporteur genannt huet. Elo hu mer et am Mäerz 2012 an der Plénière, fir et da réckwierkend op den 1. Januar 2011 ze applizéieren. Dat ass en Zeechen, datt hei Verschiddenes awer net ganz riicht leeft, souwuel net am Sozialdialog wéi och net an der legislativer Chronologie, wéi normalerweis e Gesetz soll fonctionnéieren.

Eng aner Saach, déi opfält, dat ass, datt de Statsrot alt nees huet missen eng Kéier intervenéieren, fir d'Rechtsstaatlechkeet vun deem Text, deen d'Regierung eis proposéiert huet, ofzesécheren.

Wann hei vun administrative Strofe Rieds war an dësem Gesetz, dat ass richteg, dat kann een novollzéien. Et däerf keng Entreprise a kee soss profitéiere vun enger Moossnam, déi de Stat wëllt huelen, fir verschiddene Kategorië vu Salariéë besonnesch ze hëllefen. De Mëssbrauch, deen däerf net méiglech sinn. A wann e geschitt, da muss e bestrooft ginn. Dat däerf awer nëmmen an enger Form geschéien, déi rechtsstaatlech ofgesécher ass. A wann eng administrativ Décisioun fir eng Strof virgesi gëtt an engem Gesetz, da muss selbstverständlech do och e Recours méiglech sinn.

Mir soen dem Statsrot ausdrécklech Merci, datt en hei an dësem Gesetz op d'Rechtsstaatlechkeet vun den Dispositiounen opgepasst huet an eis haut erméiglecht, e Gesetz ze stëmmen, wat an där Hisiicht keng Bedenke méi suscitéiert.

Domadder wëll ech och nach eng Kéier Merci soen a soen, datt d'ADR dëse Gesetzesprojet matstëmmt.

Villmools Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Kartheiser. Als leschte Riedner ass den Här Serge Urbany agedroen. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Dat Gesetz hei geet op en Accord zréck vun der Regierung mat deene grousse Patronsorganisatiounen. Et ass en Deel vun deene Kompensatiounen, deen déi Patronsorganisatioune kréien, well de Mindestloun ugepasst ginn ass. Ech mengen, méi wäit brauch een och net sichen ze goen d'Finalitéit vun deem heiten Text. Eng bildungspolitesch Konzeptioun ass op jiddwer Fall net derhannert ze fannen.

D'Chambre des Salariés huet kritiséiert, dass bis elo virun allem vun der Législatioun, sou wéi se bestanen huet, déi beschtforméiert Salariéë profitéieren an net déi wéineg qualifizéiert, déi eigentlech jo missten, wéi hei gesot gëtt, „employabel" gemaach ginn oder fit gemaach ginn, fir an engem Betrib eng definitiv Plaz ze fannen. Net d'Deelzäitbeschäftegt, net déi prekär Beschäftegt an och net déi eeler Beschäftegt!

D'Chambre des Salariés schléit duerfir och individuell Weiderbildungsméiglechkeete fir all Salariéen an de Schoule vir. Si huet deem bestehende System virgeworf, ouni Consultatioun mat de Salariésvertrieder den eigentleche Sënn vun der Formation continue a ville Fäll ze „denaturéieren" - wéi se gesot huet.

Un där Situatioun gëtt jo mat deem heite Gesetz a Wierklechkeet näischt geännert. Dat Eenzegt, wat hei geännert gëtt: Verschidde Plaffonge vu Subsidë ginn an d'Luucht gesat op 20% oder op 35%.

A souguer zum Virschlag vum Statsrot, fir emol eng Lëscht festzeleeë vu Bildungsinstitutiounen, déi géifen a Fro kommen, déi och kéinte kontrolléiert ginn, ass gemengt ginn, vill Formatioune géife jo vun de Banken an Amerika ofgehale ginn an duerfir wier esou eppes net realistesch. Dat heescht, déi wéineg Kontrollméiglechkeeten, déi et nach eventuell virdru gi sinn, ginn och nach hei diluéiert.

Här President, dat Gesetz hei ass definitiv kee bildungspolitescht Gesetz, mä et ass eng Erhéijung vum staatleche Subsid fir e private Bildungssystem, dee misst a ville Fäll hannerfrot a changéiert ginn.

Duerfir wäert ech och net kënnen dat Gesetz hei stëmmen.

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. Elo kritt d'Wuert déi zoustänneg Éducatiounsministesch, d'Madame Mady Delvaux-Stehres.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*.- Merci, Här President. Ech wollt dem Här Fayot Merci soe fir säi Rapport, all menge Virriedner fir hire Bäitrag. Dat hei ass e Gesetz, wat eng finanziell Ënnerstëtzung gëtt fir d'Betriber, déi an d'Weiderbildung vun hire Beschäftegten investéieren.

Ob dat elo eng grouss bildungspolitesch Offensiv ass oder net, dat sief dohinnergestallt. Sécher ass, dass et wichteg ass fir d'Betriber, dass se an de Capital humain investéieren, an dass et fir d'Leit, déi an engem Betrib schaffen, och wichteg ass, dass se d'Méiglechkeet hunn, sech weiderzebilden.

Duerfir denken ech, dass dat hei e positiivt Gesetz ass fir d'Entreprisen a fir d'Leit, déi an den Entreprisë schaffen.

De Stat participéiert dann an Zukunft mat 20% un den Ausgaben, wat d'Formation continue am Betrib ugeet. Ech wëll awer drun erënneren, dass de Betrib ëmmer nach muss 80% finanzéieren. Et ass jo also esou, dass de Stat dat Investissement do begleet zu 20%.

A well mer an der Regierung déiselwecht Bedenken haten, fir ze soen, et sinn ëmmer déi Leit, déi am beschte forméiert sinn, déi am meeschte vun der Formatioun profitéieren, hu mer du gesot, mir géifen nach eppes dropsetze fir déi Leit, déi am mannste qualifizéiert sinn an den Entreprisen. Duerfir gëtt den Taux de financement bei Salariéen, déi also keen Diplom hunn an déi kuerz an de Betriber sinn, op 35% eropgesat.

Bei de sougenannten Travailleurs âgés - an ech muss soen, dass och mir d'Häerz wéideet, wann ech muss soen, dass een Travailleur âgé ass mat 45 Joer, ech fannen dat relativ entsetzlech! - wëll ech awer soen, mir hunn eis op déi 45 Joer gëeenegt, well dat den Text ass, deen an den europäeschen Direktive steet, wat d'Aiden ugeet, déi ee Land kann den Entreprisë ginn. Do steet expressis verbis dran, dass ee kann en aneren Taux vu Finanzement maache fir verschidde Kategorië vu Leit, dont notamment also Travailleurs vu méi wéi 45 Joer, déi also als âgé considéréiert ginn. Duerfir hu mer eis op deen Alter festgeluecht.

Dat gesot, géif ech all menge Virriedner Merci soen an ech soe Merci fir dee breeden Accord zu dësem Gesetz, wat effektiv retroaktiv vum 1. Januar 2011 un dann a Kraaft trëtt. Dat ass och en Engagement, wëll ech hei ënnersträichen, wat d'Regierung geholl huet. Duerfir sinn ech frou, dass mer dat dann elo kënnen erfëllen.

Villmools Merci.

M. le Président.- Merci der Madame Ministesch. Domadder si mer um Enn vun der Diskussioun, a mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6308 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass ugeholl mat 52 Jo- Stëmmen, géint 7 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Fernand Boden), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden (par Mme Christine Doerner), Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par Mme Martine Mergen), Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Ben Fayot, Claude Haagen (par M. Alex Bodry), Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Marc Angel), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Carlo Wagner), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Xavier Bettel) et M. Carlo Wagner;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Ont voté non: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Fir haut de Mëtteg huet d'Fraktioun vun deene Gréngen eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Drogeproblematik an de Schoulen ugefrot. D'Riedezäit ass hei nom Artikel 84, zweeten Alinéa vum Chambersreglement festgehalen a gesäit Folgendes vir: Där Fraktioun, déi d'Aktualitéitsstonn ugefrot huet, stinn zéng Minutten zou, deenen anere Fraktioune jeeweils fënnef Minutten, de Sensibilités politiques zwou Minutten an der Regierung eng Véirelstonn. Et hu sech bis elo ageschriwwen: d'Madame Mergen, den Här Berger, den Här Diederich an den Här Kartheiser.

D'Wuert huet elo den honorabelen Här Claude Adam als Vertrieder vun där grénger Fraktioun.

11. Heure d'actualité du groupe déi gréng sur la problématique des drogues à l'école

Exposé

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, am November 2011 haten déi Verantwortlech vum Lycée agricole zu Ettelbréck Drogentester duerchgefouert. Dat war an der Press ronderëmgaangen. De 25. November hate mir an engem Bréif Explikatiounen an der Chamberskommissioun gefrot. Mir hunn déi Explikatiounen och kritt. Ech kommen nach eng Kéier kuerz drop zréck.

Kuerz duerno war eng Razzia am Ëmfeld vum Lycée technique du Centre um Lampertsbierg am Kader vun Drogen. A Mëtt Januar 2012 huet d'Police zu Ettelbréck an der Privatschoul Sainte-Anne no Droge gesicht. Hei hat d'Schoul sech zimlech laang Zäit gelooss, bis se d'Schüler an hir Elteren informéiert hat.

D'Heefung vun dësen Tëschefäll an d'Noutwendegkeet, fir iwwert dës Tëschefäll öffentlech ze diskutéieren an ze debattéieren, huet déi gréng Fraktioun motivéiert, dës Heure d'actualité unzefroen.

Ëm wat geet et eis? Ma, ee Problem, an zwar de Konsum vun Drogen an eise Schoulen, net ze ignoréieren, mä ze ënnersichen, ze verstoen a probéieren ze reduzéieren.

Mir haten, wat déi Virfäll an der Akerbauschoul betrëfft, de 5. Januar 2012 eng interessant Diskussioun an der Chamberskommissioun. D'Direktesch huet eis erklärt, wat virgefall war a firwat datt d'Schoul esou reagéiert huet, wéi se dat gemaach huet. Et waren Urintester mat zwou Klasse gemaach ginn. An ech hat gemengt, mir wieren eis eens, datt dat eigentlech kee gudde Wee ass, well dat bréngt vill Problemer mat sech.

Engersäits emol juristesch Problemer: Wat sinn déi Resultater wäert? Cannabiskonsum, dee ka scho virun dräi Woche gewiescht sinn an nach ëmmer uweisen.

Et werft och d'Fro op: Wéi ass et mam Schutz vun deem Eenzelnen? Däerf een och esou eng Prouf refuséieren?

Et werft och eng pädagogesch Fro op, an zwar d'Fro vum Generalverdacht. Kann een einfach soen, dee ganze Verband, dee muss untriede fir esou Kontrollen? An dann natierlech och: Wat geschitt mat de Resultater vun deenen Tester? Bon, déi ginn un de Procureur, an dat huet dann déi Suiten, déi et huet.

Mir bleiwen als Gréng derbäi, datt d'Tester vun enger ganzer Klass net dee richtege Wee sinn, d'Drogeproblematik ze bekämpfen. An ech hat gemengt, mir wieren eis gréisstendeels doriwwer eens, mä ech hunn de Mëtteg awer do nach meng Zweifel kritt. Vläicht kréie mer déi ausgeraumt, vläicht och net.

Bleift also d'Fro: Wéi gi mer de Problem vun den Drogen an der Schoul un?

Do wier fir d'Éischt jo emol d'Fro: Wéi heefeg ass dee Phenomeen? Mir hate bei zwou Klassen an der Ackerbauschoul festgestallt, datt 40% vun de Schüler positiv reagéiert hunn. An déi Resultater fanne mer eigentlech an därselwechter Frequenz erëm a verschiddenen Etüden, déi gemaach gi sinn.

Eng Etüd vun 2002 vum Ministère de l'Éducation nationale, «Bien-être des adolescents au Luxembourg», do gëtt gesot, datt 27,4% vun deene befrote Schüler tëschent 13 an 19 Joer gesot hunn, si hätte schonn heiansdo Cannabis probéiert. Bei deene vun 19 Joer, do ass et praktesch d'Halschent. Ech mengen allerdéngs, datt déi Zuelen net esou gewiichteg sinn. An d'Gewiicht fält allerdéngs, datt 15,7% vun de Schüler soen, si géife regelméisseg konsuméieren. Dat ass ëmmerhin ee vu sechs!

Et gëtt awer och eng méi rezent Etüd - „Health Behaviour in School-aged Children" vun Oktober bis Mee 2005/2006 -, an do sinn ähnlech Konklusiounen. Do kënnt dann zum Beispill fir Lëtzebuerg eraus, datt d'Schüler vu 15 Joer soen, si hätten - bei de Meedercher 21%, bei de Jonge 25% - schonn eng Kéier Cannabis gefëmmt.

Wéi reagéiere mer dann an de Schoulen op déi do Faiten?

Mir sinn net der Meenung, datt eis Schoulen net reagéieren. A mir sinn och net der Meenung, datt de Ministère net reagéiert. Mir sinn allerdéngs der Meenung, datt et awer derwäert ass, eng Kéier iwwert dee Phenomeen och hei an der Chamber zesummen nozedenken a vläicht déi Reaktioune méi ze bündelen an ze verstäerken an och méi geziilt virzegoen.

Et gëtt eng Broschür vum Ministère de l'Éducation nationale, déi heescht «École et cannabis». Déi ass interessant an do stinn och eng ganz Rei Mesuren dran. Do steet zum Beispill ëmmer dran, datt een, wann ee wëllt Disziplinarmesuren ergräifen, déi dann ëmmer och soll vu begleedende Moossnamen ënnerstëtzen, well soss riskéiert een, méi Schued bei engem Jugendlechen ze maachen, wéi gutt ze maachen.

Do gëtt drop higewisen, datt et wichteg ass, datt d'Enseignantë sech bewosst sinn, datt se erkennen, wéini datt se et mat Schüler ze dinn hunn, déi e Problem hu mat dem Konsum vun Drogen, an net nëmme mat dem Konsum vun illegalen Droge wéi Cannabis, mä mir hunn och e Problem vun iwwerdriwwenem Alkoholkonsum an eise Schoulen.

Et gëtt op déi speziell Roll vum Régent vun der Klass higewisen. De Régent, deen ass en Intermédiaire tëschent der Schoul an den Elteren. Datt de Régent kann, soll, misst eng Vertrauenspersoun sinn, un déi e Schüler sech ka wennen, an deen och e speziellen Drot zu den Eltere misst opbauen. An dem Régent misst och d'Behuelen an d'Wuelbefanne vum Schüler besonnesch um Häerz leien.

Et gëtt natierlech och zu Recht op d'Mataarbechter vum SPOS higewisen, déi ganz wichteg an deem Zesummenhang sinn, déi och d'Elteren an de Jugendleche kënne berodend ënnerstëtzen. An et ass natierlech och esou, datt an urgentë Fäll, wann ee feststellt, datt zum Beispill e Schüler drogéiert an der Klass sëtzt, een do och direkt muss reagéieren. Dat war am Fall vun der Ackerbauschoul esou.

Ech mengen, et gëtt vill Situatiounen a Schoulen, wou ee geféierlech Situatiounen huet, wann déi Schoulresponsabel net agräifen. Si sinn och duerch d'Gesetz dozou verflicht, anzegräifen. An da muss een ënner Ëmstänn och e Schüler heemschécken. Et muss een d'Eltere kontaktéieren. Et muss een e Gespréich féieren. Spéitstens dann deen aneren Dag muss ee sech dee Schüler an d'Schoul bestellen.

Eltere reagéieren heiansdo och schwiereg, wa se mat deene Faitë konfrontéiert ginn. Ech hu mer alt vu Lycéesdirektere soe gelooss, datt oft Onverständnis kënnt bei den Elteren, ënnert dem Motto: „Mäi Bouf, mäi Meedchen, dee mécht dat doten net!" Duerfir ass et och wichteg, datt een d'Eltere matzäiten och abënnt an d'Diskussioun an den Elteren och ze verstoe gëtt, datt éischtens Hëllefstellungen do sinn an datt et net duergeet, fir e Problem ze niéieren.

Méi staark muss d'Schoul natierlech reagéieren, wann et net just ëm de Konsum geet, mä wann et ëm d'Distributioun, also ëm d'Deale geet. Ech mengen, do schéngt et logesch ze sinn, datt, wann dee Fait vun Deale festgestallt gëtt, dee Moment muss och d'Police op de Plang trieden, an dee Moment muss d'Schoul och méi streng reagéieren, wéi wa just eng Hëllefstellung gebraucht gëtt fir e Schüler, deen e Problem huet mam Konsum.

Wéi eng Konklusiounen zéie mer dann elo aus deem, wat mer feststellen an eise Schoulen?

Majo, mir sinn der Meenung, datt mer op dräi Punkte sollen agéieren. Dat Éischt, deen éischte Punkt, deen eis ganz wichteg schéngt, dat ass d'Formation initiale et continue des enseignants. Mir sinn der Meenung, datt mer d'Formatioun, virun allem och d'Formation continue solle verstäerken. Et wier vläicht och un der Zäit, d'Schwéierpunkten am Enseignement e bëssen nei ze iwwerdenken.

Jorelaang maache mer an der Éducatioun esou, wéi wann haaptsächlech d'Socles de compétences an d'theoretesch Ausenanersetzunge mat Evaluatiounskritären eleng wichteg wieren. Et gëtt och nach aner Prioritéiten an der Éducatioun! Den Ëmgang mat Drogen ass eng. Den Ëmgang mat Verhalensopfällegen oder mat spezifesche Problemer vu Schüler si weider wichteg Punkten.

Et ginn allerhand Aktioune gemaach. Ech hunn dat och schonn am Ufank gesot. Et ass net, wéi wann näischt géif geschéien. De SCRIPT bitt zum Beispill eng Rei Formation-continuen un. Allerdéngs, ganz oft fanne se net statt, well net genuch Leit motivéiert kënne ginn, fir do matzemaachen. Mir sinn also der Meenung, datt, wat d'Formation continue schwéierpunktméisseg ugeet, méi misst geschéien an eise Schoulen.

Zweetens si mer och der Meenung, datt mer méi missten opklären. Mir maachen interessant Aktivitéiten an eise Schoulen a mir begréisse se alleguer, sief dat am Beräich gesond Ernährung oder fit duerch Sport a Bewegung. Et wier an eisen Aen och ubruecht, méi eng grouss Opklärungscampagne iwwert den Ëmgang mat legalen an illegalen Drogen ze maachen. Esou Campagnë bréngen eppes!

Et schéngt jo zu eiser Freed erwisen ze sinn, datt déi Campagnen, déi iwwert d'Fëmme gemaach ginn - datt d'Fëmme schlecht ass fir d'Gesondheet -, e moossbaren Erfolleg souwuel bei deenen Erwuessene wéi bei deene Jonken hunn. Do gëtt et Etüden, déi weisen, datt tëschent dem Joer 2010 an dem Joer 1998 den Undeel vun deene Jonken, déi fëmmen, ganz däitlech erofgaangen ass. 1998 hunn nach 19% vun deene Jonken tëschent 11 an 18 Joer gesot, si géife fëmmen; 2010 sinn et nach 9%.

An och den Alter vun deenen, déi fir d'Éischt hir Experienz mam Tubak maachen, dee geet lues a lues erop. 1998 louch deen nach bei 12,8 Joer, an 2010, ëmmerhin nach vill ze jonk, mä awer 13,9 Joer, also e gutt Joer méi spéit, wou déi éischt Experienze gemaach ginn.

(Mme Lydie Polfer prend la présidence.)

Et ass also esou, datt déi Informatiounscampagnen Erfolleg bréngen. A mir mengen, datt et derwäert ass, fir eben och an de Lycéeën méi esou Campagnen ze maachen, wéi mer et bis elo gemaach hunn. Mir sinn der Meenung, datt mer déi Lycéeën net diskreditéieren, déi sech och öffentlech mat der Drogeproblematik auserneesetzen. Ganz am Géigendeel! Déi Schoule weisen, datt se de Problem erkannt hunn a sech och dermadder auserneesetzen.

Mir warnen awer och virun Exzesser an Hysterie an der Ausenanersetzung mam Drogeproblem. Ouni wëllen ze verharmlosen, musse mer awer däitlech maachen, datt net all geleeëntleche Cannabiskonsument an den Drogen ënnergeet. Grad wéi net all geleeëntlechen Alkoholkonsument Alkoholiker gëtt, oder Leit, déi gäre spillen, der Spillsucht verfalen.

An deem Sënn wiere mer och frou, wa verstäerkt op ONGen oder Stëftunge géif zréckgegraff ginn, wa mer iwwert d'Drogepreventioun an der Schoul schwätzen. Domat wëlle mer d'Aarbecht vun der Police net schlechtmaachen oder ofwäerten, mä à chacun sa place. Et ass der Preventioun net onbedéngt förderlech, wann déiselwecht Leit se maachen, déi och fir d'Repressioun zoustänneg sinn. Och an der Preventiounsaarbecht muss Wäert op eng pädagogesch Approche geluecht ginn, a mir gesinn déi op anere Plaze besser garantéiert wéi bei der Police.

An deem Sënn wëll ech och hei eng Motioun déposéieren, wou ech déi dräi Punkten am Fong geholl nach eng Kéier résuméiert hunn, a wou d'Chamber géif, wa mer dann déi Motioun kënnen hei stëmmen, d'Regierung opfuerderen, fir an deenen dräi Beräicher aktiv ze ginn.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant les résultats des dépistages de drogues réalisés dans et autour de certains lycées du pays;

- estimant qu'il n'est pas souhaitable que les établissements scolaires criminalisent les élèves par une procédure de tests incluant l'intervention du Parquet et de la Police grand-ducale;

- estimant que des tests de drogue ne devraient pas soutenir une suspicion générale envers tous les élèves, mais au contraire être appliqués au cas par cas en cas de doute;

- considérant les questions de santé et de sécurité à l'école ainsi que la responsabilité des établissements scolaires y relative;

- estimant insatisfaisant que le travail de prévention réalisé dans les établissements scolaires repose principalement sur l'intervention de la Police grand-ducale;

- considérant que les tests de drogue ne peuvent pas déterminer avec précision le moment de consommation de substances illicites;

- estimant que la problématique des drogues à l'école ne peut se résumer aux substances illicites mais doit également inclure l'abus d'alcool et de tabac;

invite le Gouvernement

- à renforcer de manière générale sa politique de prévention en matière de consommation de drogues légales et illégales chez les jeunes;

- à renforcer la collaboration avec les ONG et fondations en ce qui concerne le volet du travail de prévention dans les établissements scolaires;

- à améliorer la formation continue du corps enseignant en matière de prévention et de reconnaissance de problèmes de dépendance chez les jeunes.

(s.) Claude Adam, André Bauler, Eugène Berger, Félix Braz, Henri Kox.

Une voix.- Très bien!

Mme le Président.- Merci. Ech soen dem Här Adam Merci an ech géif dann als éischtem Orateur der honorabeler Madame Mergen d'Wuert ginn.

Débat

Mme Martine Mergen *(CSV).*- Merci, Madame President. Dir Dammen an Dir Hären, deen Drogesujet, deen haut um Ordre du jour ass, ass méi exzeptionell, mä ech mengen, dass een en net ganz aus dem Kontext vun der gesamter Drogeproblematik an onsem Land kann duerstellen. Mir schwätzen haut vun den Drogen - wéi den Här Adam et jo scho gemaach huet - an de Schoulen. Ee Sujet, dee méi rezent an deene vum Här Adam zitéierte Fäll an de Medië war an deen e groussen Echo dobaussen hat.

Et ass effektiv e Sujet, wouriwwer vill Eltere sech zu Recht Suerge maachen, wou och déi Jonk wëllen e Wiertche matschwätzen. Dofir begréisst d'CSV-Fraktioun ausdrécklech dës Initiativ vun deene Gréngen, well mir mussen ons och Suerge maachen, wat an onse Schoule mat de Jugendlechen ofleeft, a mir mussen och déi néideg politesch Schrëtt kënnen huelen, fir dësem Problem ze begéinen.

Cannabis ass laut dem Weltdrogebericht 2011, deen d'lescht Joer am Juni vum Ban Ki-moon an der UNO presentéiert gouf, déi Drog, déi weltwäit am meeschten ugebaut a konsuméiert gëtt. 2009 hunn international tëschent 125 an 203 Millioune Mënsche Cannabis op d'mannst eemol konsuméiert!

Cannabis ass och hei zu Lëtzebuerg déi Drog, déi am heefegste konsuméiert gëtt, a ganz besonnesch vun deene Jugendlechen. Och wann och bei ons de Konsum vu syntheteschen Drogen a Methamphetaminen zesumme mat der Offer am grousse Mooss zougeholl huet, ass dat awer bei de Jugendlechen eng Randerscheinung. Et ass de Cannabis, deen heefeg ass, well säi Konsum och oft banaliséiert gëtt.

Et kann een net Parallelen zéien zur Hippiesromantik aus de 70er Joren. Neen, well dee Mouvement, dee mer jo elo hunn, ass mat deem vun deemools net ze vergläichen. Et ass zwar vill driwwer geschwat ginn déi Zäit, mä et war effektiv eng Randerscheinung. Haut schwätzt déi Etüd vum Centre de prévention des toxicomanies dovun, dass op Douzième 43,4% vun de Schüler op d'mannst eemol Cannabis konsuméiert hunn. Hei ass also d'Responsabilitéit vun de Schoulen an och vun den Eltere gefuerdert.

D'Regele ronderëm de Konsum, d'Gesetz ass kloer: Besëtz, Konsum an Handel si verbueden a strofbar. D'Schoule kënne selwer an hire Reglementer décidéieren, op wéi eng Aart a Weis si konkret op dës Fäll reagéieren. Do gëtt et och Beispiller vu Charten a verschiddene Schoulen, déi vun Elteren a Schüler gedroe ginn an och ënnerschriwwe ginn, fir dass och d'Regelen um Niveau vun de Schoule kloer sinn an dass jiddweree weess, u wat e sech ze halen huet.

Well et geet och ëm d'Responsabilitéit vun der Schoul. Si musse wëssen, a wéi engem Zoustand de Schüler sech befënnt, wann en am Klassesall sëtzt an - à plus forte raison, wéi dat eben elo deemools de Fall war - op Maschinne muss schaffen, wou e sech enger Gefor kann aussetzen.

Ech mengen, d'Proffen an d'Léierpersonal sollten och wëssen, wéi e bekifftene Schüler ausgesäit am Verglach zu engem bedronkenen oder normale Schüler. D'Schoulpersonal an d'Encadrementspersonal sollten dann awer à même gesat ginn, an dëse Situatiounen de Schüler ze hëllefen, eenzel Fäll kënnen ze analyséieren an och Fall fir Fall déi richteg Äntwert kënnen ze proposéieren.

Oft ass et jo de Virwëtz vun deene Jonken, dee se zum Cannabis gräife léisst. Oft ass et e Gruppeverhalen, wou ee vun deene Jugendlechen net wëllt ausgeschloss ginn. Well d'Suchtpotenzial vum Cannabis ass och relativ geréng. Dofir huet ee ganz vill Cannabiskonsumenten, déi just een- oder zweemol konsuméieren. Dofir ass et och net, wéi den Här Adam och scho sot, eng Ursaach, fir a Panik auszebriechen, wann ee Kand oder ee Schüler eemol een Joint fëmmt. Mä heiansdo ass et ebe leider och en Hëllefruff an et läit eng méi déif psychesch Pathologie ënnendrënner, déi et gëllt, fréi ze erkennen, fir hir kënnen effektiv ze begéinen.

Well och eng Rei vun deene problematesche Konsumente vun aneren haarden Drogen hu mam Cannabis ugefaangen. Mir Politiker däerfen, fir kënnen effektiv ze hëllefen, d'Schüler, d'Schoulen an awer och d'Elteren net eleng loossen. Si mussen déi richteg Opklärung an Hëllef kënnen ugebuede kréien. Et gëtt an onsem Land eng ganz Rei Plazen, net nëmmen d'Police, wou si déi Hëllef kënne kréien.

Madame President, iwwer Drogen an och Alkoholkonsum a Fëmme muss kënnen offe geschwat gi mat de Jugendlechen. Si musse kloer wëssen, op wat se sech aloosse mat hirem Konsumverhalen, wat fir engem Risiko se sech aussetzen a wat d'Konsequenzen dovunner kënnen oder kéinte sinn. Informatioun a Preventioun sinn also hei gefrot virun der Repressioun. Mir ginn do dem Här Adam an där grénger Fraktioun recht.

Wat d'Massenënnersichungen ubelaangt, sou ass et esou, dass, wann ech richteg informéiert sinn, an der Kommissioun gesot ginn ass, dass dat eng Ausnahm war an op guer kee Fall e Regelfall. A wann eng Krisesituatioun an enger Klass entsteet, ech mengen, wa wierklech esou vill Prozent am Besëtz vun Droge sinn oder konsuméiert hunn, dann ass dat besuergniserreegend. Och wann et déi Woch virdru war oder zwou Woche virdrun - Här Adam, et ass richteg, dass de Cannabis laang am Urin nozeweisen ass -, mä en ass nun awer eemol konsuméiert ginn, soss wier en net dohinnerkomm.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- ...konsuméiert ass, do ass et dann ënner Ëmstänn guer net...

Mme Martine Mergen *(CSV).*- Do ass et dann egal. En ass awer nach ëmmer...

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Jo, et ass awer problematesch!

Mme Martine Mergen *(CSV).*- ...am Kierper.

Wann eng Situatioun also eskaléiert, da muss d'Schoulpersonal an a verschiddene Fäll och d'Police kënnen agräifen. Well Repressioun kann an däerf net eleng stoen. Si muss begleet si vun Hëllefsmoossnamen, enger schnellstméiglecher Behandlung, Rehabilitatioun vun de Betraffenen. Well et ass wichteg, dass een an deem Alter net fir d'Liewe stigmatiséiert gëtt duerch eng Prozedur, déi engem herno méi schwéierfält, wéi dee Problem, deen een hat, fir deen een zum Cannabis gegraff huet.

Lëtzebuerg ass keen Eenzelphenomeen, dat muss een och soen. Als klengt Land si mir besonnesch staark den Tendenzen an den Trends aus dem Ausland a vun den Nopeschlänner ausgesat. Mir wëssen, dass weltwäit d'Repressioun, esou wéi se säit ville Jore bedriwwe gëtt, net amstand ass, den Handel an de Konsum vun illegalen Drogen ze verhënneren. Au contraire, d'Produktioun klëmmt all Joer. An ech mengen, mir missten och als Politiker iwwer alternativ Usätz nodenken, dëse Problem an de Grëff ze kréien.

Mir mussen ons och Gedanke maachen, op wéi eng Aart a Weis de Schüler an de Cannabis zesummekommen. Wann Der „Cannabis" an d'Suchmaschinn agitt, da kritt Der op villen, ville Säite ganz, ganz vill Informatioun. Do kritt Der net nëmme gezielt, wat et ass - op deene méi seriöe Siten -, mä et kann een awer och gewuer ginn, wéi een am beschten de Cannabis bei sech an der Wunneng ka produzéieren.

Dat Neist ass elo den Hydroponics. Do gëtt de Cannabis net am Buedem, mä am Waasser gezillt, da gëtt e méi staark an e wiisst méi séier. Et ass erstaunlech, wat een dann och fir Saachen ze kafe kritt, fir engem dobäi ze hëllefen.

Ech mengen, dass een d'Suchtproblematik, also d'Konsumproblematik an de Schoulen net däerf aus dem Gesamtkontext vun dem Drogekonsum eraushuelen. An dofir si mer am grousse Ganze mat der Approche vum Här Adam d'accord, wat jiddefalls d'Fortbildung ubelaangt.

Merci.

Une voix.- Très bien!

Mme le Président.- Ech soen der Madame Mergen och Merci an ech géif dann dem Här Berger d'Wuert ginn.

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Madame Presidentin. D'DP ass och besuergt iwwert de Phenomeen Drogen an de Schoulen a wëllt, datt adequat Solutiounen zu där Problematik fonnt solle ginn. Flächendeckend Kontrollen a Suspicion générale ass an eisen Aen awer net déi richteg Solutioun. Si werft méi Froen op, wéi se Äntwerte gëtt.

D'Gesetz vun 1974 iwwert d'Lutte contre la toxicomanie ass kloer. Am Artikel 4 steet ënner anerem geschriwwen: «S'il existe des indices graves faisant présumer qu'une personne a fait un usage illicite d'un stupéfiant (…), cette personne pourra être astreinte à subir un examen médical. (…) L'examen, la prise de sang et le prélèvement ne pourront être effectués que par un médecin…».

Dat heescht, et dierfen nëmmen Drogentester gemaach ginn, wann et e schwéierwiegende Verdachtsmoment géint eng Persoun gëtt. Drogentester flächendeckend op ganz Klasse sinn, laut dem Gesetz vu '74, illegal.

Drogentester dierfen nëmme vun Doktere gemaach ginn. D'Polizisten dierfen esou Drogentester nëmme mam Averständnis vun de Concernéierte maachen. Refuséiert de Concernéierten en Drogentest, muss en engem Dokter virgefouert ginn, deen den Test mécht. An a kengem Fall dierf en Enseignant, e Chargé de cours oder soss een Ugestalltene vun der Schoul esou Tester an enger Schoul duerchféieren, an e Schüler huet zu all Zäitpunkt d'Recht, fir sech esou engem illegalen Test ze widdersetzen.

Och d'Elterevertrieder kënnen net iwwer eng Charta sech dëst Recht, fir Drogentester duerchzeféieren, selwer zouschreiwen oder en bloc hiren Accord, stellvertriedend fir all d'Schüler, dozou ginn. Dofir gëtt et einfach keng legal Basis. Dat sinn nun emol d'Spillregelen an engem Rechtsstat an et muss ee sech un déi geltend Gesetzer halen!

Ëmsou méi erstaunlech ass et dann, datt d'Madame Ministesch an deene successivë Questions parlementaires, déi ech an deem Kontext gestallt hat, dorunner festhält, datt d'Virgoe vun der Direktioun vun der Ackerbauschoul eng legal Basis gehat hätt. Och huet se zum Deel aner Schoulen encouragéiert, op ähnlech oder déiselwecht Weeër ze goen. Mat dem Rechtsverständnis vun der Ministesch kommen d'Schoulen dann awer gären an Däiwels Kichen! Et brauchen nëmmen Eltere vun engem concernéierte Schüler viru Geriicht ze goen, an dann hänkt d'Direktioun, dann hänkt den Enseignant, deen déi Tester duerchgefouert huet oder duerchféiere gelooss huet ouni legal Basis.

Ech mengen, d'Aufgab vum Ministère, d'Aufgab vun der Ministesch ass et, de Schoule Rechtssécherheet ze ginn an net eng Politik ze rechtfertegen, déi mam Fanger op ee weist, awer keng Problemer léist! Et kënnt och nach derbäi - ech ginn awer aus Zäitgrënn net weider drop an, et ass och scho virdru gesot ginn -, datt dës Tester net ëmmer kënne kloer opweisen, wéini Droge geholl gi sinn. Et ass scho gesot ginn, et kann een also eng Drog schonn e puer Deeg virdru geholl hunn an dat weist sech dann nach ëmmer am Urin un, mä d'Wierkung vun der Drog huet dann och schonns eng Zäit nogelooss.

Madame Presidentin, systematesch Drogentester a Schoulen duerchféieren an déi betraffe Schüler da vun der Schoul geheien, ass eng Politik vum, wéi ee seet „end of the pipe". Deem concernéierte Schüler mat senge Suchtproblemer ass domadder net gehollef, hie gëtt just stigmatiséiert!

Wat mer brauchen, ass eng kohärent, cibléiert a seriö Preventiounspolitik an de Schoulen an doriwwer eraus. Ech behaapten, datt e Schüler, dee regelméisseg virun a während der Schoulzäit Droge konsuméiert, der Direktioun, den Enseignanten an de Schüler ganz schnell wäert opfalen. Do brauch ee keng systematesch Drogentester. Innerhalb vu kierzester Zäit sinn dës Problemfäll meeschtens bekannt. An dann? Wat maachen d'Schoulen dann? Wat ass hire Rôle an esou Situatiounen? Hu se en erzéieresche Rôle? Ech mengen, op alle Fall och!

Mir kënnen dann déi Schüler net einfach vun der Schoul geheien oder se eng Zäit ausschléissen oder an eng nächst Schoul verweisen, an an der nächster Schoul geet de Problem dann einfach weider. Mir kënnen d'Léisung vun dësem Problem och net eleng an d'Hänn vun der Police an de Riichter an der Repressioun leeën. D'Schoul ass eben hei och verdaamt derzou fir matzehëllefen, Schüler, déi Suchtproblemer hunn, ob dat elo Alkohol, Medikamenter oder Droge betrëfft, fir deene Schüler ze hëllefen, aus hirer Ofhängegkeet erauszefannen, hinne Weeër opzeweisen, wéi se dat kënne maachen, a se dobäi ze ënnerstëtzen.

D'Fro ass: Wie soll sech dorëms këmmeren an eise Schoulen? Wien ass den Uspriechpartner? Dës, oder dës an der Mehrzahl, feele ganz einfach de Moment ganz oft an de Schoulen. An och d'Enseignantë si gréisstendeels net adequat dorobber virbereet. Ech mengen, soulaang et an de Schoule keng Uspriechpartner gëtt, keng Propositioune gëtt, fir de Schüler ze hëllefe mat hire Suchtproblemer, soulaang et keng systematesch Informatiouns- a Preventiounspolitik an eise Schoule gëtt, soulaang wäerten déi repressiv an illegal Moossnamen, déi elo ergraff gi waren, nëmmen Aktionismus bleiwen! Dat wierkt gutt no baussen - Aktionismus -, dat berouegt vläicht d'Gewëssen, mä dat hëlleft deene Concernéierten net a léist och keng Problemer!

Dat gesot, wéilt ech awer och soen: Mäi Fraktiounskolleeg, den André Bauler, an ech selwer hunn och déi Motioun vun deene Gréngen ënnerschriwwen. Mir droen déi mat, well dat eigentlech am Fong geholl och e bësselchen de Résumé ass vun deem, wat ech hei exposéiert hunn, wat och d'Positioun vu menger Fraktioun ass.

Merci.

Mme le Président.- Ech soen dem Här Berger och Merci an ech géif dann dem Här Diederich d'Wuert ginn.

M. Fernand Diederich *(LSAP).*- Merci, Madame Presidentin. Madame Minister. Am Fall vun de legalen an illegalen Droge muss grousse Wäert op eng fräi, geziilt a professionell Preventioun geluecht ginn, fir déi Jugendlech op d'Gefore vum Drogekonsum hinzeweisen.

Wat déi legal Drogen ubelaangt, esou gëtt et national Programmer géint d'Fëmmen an den Alkohol, déi besonnesch déi jonk Leit vun engem iwwerméissege Konsum wëllen ofhalen. Awer och géint de Konsum vun illegalen Droge besteet eng fräiwëlleg Preventioun, déi zum Beispill regelméisseg an den éischte Klasse vun de Lycéeën duerch de Preventiounsdéngscht vun der regionaler Polizei organiséiert gëtt, wéi et nach haut an enger Dageszeitung ze liesen ass. D'Schüler selwer organiséieren och Versammlungen, Informatiounsowenter oder maache Projeten iwwert déi Problematik.

An de Schoule stellt sech de Problem besonnesch fir d'Direktioun an d'Léierpersonal, déi duerch d'Gesetz gehale sinn, hir Verantwortung ze iwwerhuelen an net ewechzekucken. D'Entwécklung vun der Drogeproblematik an eise Schoulen huet d'Astellung vun de schoulesche Responsabele geännert, déi méi proaktiv un de Problem eruginn, während virdrun d'Problematik éischter banaliséiert respektiv verdrängt gouf, well gefaart gouf, d'Schoul respektiv d'Schüler ze stigmatiséieren, wat sech awer haut als Feelverhalen erausstellt, well de Problem vum Drogekonsum sech mat ënnerschiddlecher Gewiichtung an alle Lycéeë stellt.

Well den eenzelne Schüler haut awer besser encadréiert a begleet souwéi a senger ganzer Perséinlechkeet erfaasst gëtt, mat senge Qualitéiten, awer och mat senge Schwieregkeeten a Problemer, hunn d'Bezéiungen tëschent Schüler a Schoulresponsabele méi ee perséinleche Charakter kritt, esou datt den Enseignant sech méi direkt verantwortlech fir de Schüler fillt. Et ka jo net sinn, datt de Schüler, dee mat der Drogeproblematik konfrontéiert ass, op der Strooss oder um Wee fir an d'Schoul dem Risiko vun enger Kontroll duerch d'Forces de l'ordre ausgesat ass, sech awer a Sécherheet spiert, soulaang en an der Schoul sëtzt an owes, wéi gesot, eréischt d'Schoul verléisst.

D'Initiativ vun de Responsabele vum Lycée agricole ass, éischtens, am Interessi vun de betraffene Schüler, bei deenen den Drogentest positiv war. Dëst ass jo awer eréischt geschitt, nodeems sech d'Verdachtsmomenter erhäert hunn, wat jo och duerch déi 40% positiv Tester bestätegt gouf. Erschwéierend kënnt derbäi, datt d'Studente vun där Klass gréissere Geforen ausgesat sinn, souwuel fir sech selwer wéi och bei deenen anere Schüler, bei deenen den Test negativ war. Ech erënneren an deem Zesummenhang un den Accident, bei deem et viru Joren zu enger schwéierer Explosioun komm ass am Atelier vun engem Lycée technique hei an der Stad.

Doniewent ass och bekannt, datt den Drogekonsum sech negativ op d'Konzentratioun an d'Leeschtungsbereetschaft auswierkt, esou datt den Enseignant net kann nokucken an ënner ëmmer méi schwéiere Konditioune mat de Schüler geschafft gëtt. Et kann ee sech och d'Reaktioune virstelle souwéi d'Kritik un d'Adress vun de Schoulresponsabelen, wann et eng Kéier zu engem méi schwéieren Zwëschefall kéim.

D'Initiativ ass awer och am Interessi vun deene Schüler aus der Klass, déi näischt mat Drogen ze dinn hunn, déi awer iwwer hir Matschüler Bescheed wëssen a feststellen, datt näischt geschitt. Ausserdeem besteet d'Gefor, datt dës Schüler mat Drogen a Kontakt kommen a selwer kënnen zum Affer ginn.

Si ass awer och am Interessi vun den Elteren, déi fir hir mannerjähreg Kanner responsabel sinn an ee Recht drop hunn, iwwer hiert Verhalen an der Schoul informéiert ze ginn.

Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre, mir hunn an dësem Fall an aus deene Grënn, déi ech genannt hunn, Verständnis fir déi verantwortlech Virgoensweis vun der zoustänneger Direktioun a mir hoffen, datt se zur Léisung respektiv Verbesserung vun der Situatioun bäidréit.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Mme le Président.- Ech soen dem Här Diederich och Merci an ech géif dann dem Här Kartheiser d'Wuert ginn.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Madame President. Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, mir hunn hei e ganz kloert Zil virun Aen, dat mer net däerfe vergiessen: Wat mer gären hätten, ass eng drogefräi Schoul an dësem Land! Et ass net méiglech, fir de Konsum vun Droge wëllen ze bagatelliséieren. Mir gi jo ganz décidéiert vir - wëlle mer och maachen - géint legal Drogen; bei illegalen Droge musse mer dat selbstverständlech nach mat nach méi Iwwerzeegung maachen.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

Preventioun ass wichteg - dat hu scho verschiddener vun de Kolleegen hei gesot -, ech wëll awer just soen, datt d'Police, déi hei e bësse kritiséiert ginn ass, awer en engagéiert Virgoen an e ganz kompetent Virgoen an deem Beräich mécht. An ech wëll d'Police dofir net kritiséieren, mä éischter luewe fir deen Asaz, dee se huet, fir de Jugendlechen d'Problemer mat Drogen ze erklären, an dat luewend hei ënnersträichen.

D'Formatioun vum Léierpersonal ass natierlech och ganz wichteg, genausou wéi déi vum SPOS, datt déi op esou Situatioune kompetent kënne reagéieren. Et soll ee vläicht och déi Schoule besonnesch luewen, déi am Kader vun enger Schoulcharta an Zesummenaarbecht mat de Schüler a mat den Elteren derfir suergen, fir och an de Schoulen e Bewosstsinn iwwert d'Drogeproblematik an eng Verantwortung an deem Beräich ze hëllefe matzegestalten.

Mir hunn dee Fall gehat, konkret an der Ackerbauschoul, an ech mengen, et ass un eis hei net, fir ze vill ze kritiséieren, wat do geschitt ass, mä fir politesch ze ënnerstëtzen, datt eng Direktioun eng verantwortlech Décisioun geholl huet an enger Situatioun, wou Schüler sech net méi sécher gefillt hunn. Ech mengen, et däerf een de Kontext, an deem déi Diskussioun lancéiert ginn ass, net aus den Ae verléieren, mä et muss ee wierklech der Direktesch do e Luef ausschwätze fir déi Reaktioun, déi si do hat.

Mä wa Repressioun geholl gëtt, an ech mengen, et ass en Domän, wou a verschiddene Fäll sécher muss och repressiv virgaange ginn, da mussen awer eng Rei vu Konditiounen erfëllt ginn, d'Rechtsstaatlechkeet selbstverständlech; et mussen och Tester benotzt ginn, déi wierklech zouverlässeg fir deen Ableck, wou et gëllt, e Resultat weisen. Et ass jo schonn drop higewise ginn, datt Urinprouwe vläicht ze laang uspriechen, fir wierklech kënnen aussokräfteg nach ze sinn.

Mä wichteg ass eis virun allem, datt, wann e Schüler sanktionéiert gëtt, datt e begleet gëtt. Et kann net sinn, datt en dann einfach fale gelooss gëtt an datt e vläicht mat sengem Sucht-

problem effektiv eleng gelooss gëtt oder datt dat verschlëmmert gëtt. Mä et besteet schonn eng Matverantwortung, wann een eng Sanktioun ausschwätzt géintiwwer Mannerjähregen, virun allem Leit, déi nach schoulflichteg sinn, fir se dann op deem Wee, deen hinne bevirsteet, deen net ëmmer einfach ass, fir se dann och ze begleeden.

A selbstverständlech muss een eng ganz kloer Trennlinn zéien tëschent deenen, déi „nëmmen" - an Anführungszeichen - konsuméieren, an deenen, déi selwer och e Geschäft aus den Droge maachen an als Dealer optrieden. Géintiwwer deene musse mer awer och soen, datt mer keng Toleranz weisen!

Den Drogeproblem ass en allgemengen an de schouleschen Aspekt dovunner ass just een Deel dovunner. Mir wëlle just erënneren, datt den Här Dokter Colombera eng Interpellatioun zur Drogeproblematik allgemeng gefrot huet, a mir géifen eis freeën, wann déi geschwënn um Ordre du jour vun dësem Parlament wär.

Villmools Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Kartheiser. An als leschte Riedner ass den Här Serge Urbany agedroen. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Här President, Merci. Ech muss soen, Madame Ministesch, ech war wierklech entsat, wéi ech héieren hunn, dass d'Police mat Drogenhënn géif a verschiddene Lycéeë systematesch Kontrolle vun de Schüler duerchféieren. An ech versti wierklech net Är Haltung, muss ech hei ganz éierlech soen. Ech verstinn och net déi Begrënnung vun där Haltung - wann ech Är Äntwerten op d'Questions parlementaires liesen, verstinn ech einfach net d'Begrënnung dovunner!

Et ass ganz einfach: Dat, wat do duerchgezu ginn ass an deene Lycéeën, ass carrément illegal! An do ass net driwwer ewechzekucken. Datselwecht gëllt iwwregens och bei systemateschen Drogentester op der Aarbechtsplaz. Dat muss een och soen. An do ass och eng Tendenz, fir där duerchzezéien, an ëmmer méi duerchzezéien. Déi eenzeg Ausnahm, wou ee kann een zwéngen, en Drogentest ze maachen, niewent Situatiounen am Stroosseverkéier, ass d'Gesetz vun '73 effektiv, wat hei zitéiert ginn ass, wou muss e konkreten, individuellen, schwéierwiegende Verdacht fir eng penal Infractioun virleien. An dann ass eng Prozedur virgesi mat Persounen, déi mussen an där Prozedur intervenéieren. An all dat anert, dat huet kee Bestand, wann esou eppes géif emol eng Kéier virun e Geriicht kommen!

Ech mengen allgemeng, dass ee soll d'Suchtproblematik an de Vierdergrond stellen. Et soll ee vun der Suchtproblematik ausgoen, net vu Penaliséierung a vu Repressioun, well dat ännert näischt un der Suchtproblematik. Et ännert näischt un der Suchtproblematik beim Alkoholkonsum, et ännert näischt un der Suchtproblematik bei anere legalen Drogen! Ech mengen duerfir, dass dat kee Fall fir d'Police ass, mä et muss een aner Therapieusätz siche mat all deene betraffene Leit.

Wann e Schüler an d'Schoul kënnt an en ass net opnahmefäeg, dann ass et d'selwecht wéi mat engem Schüler, dee krank ass: Da muss en heemgeschéckt ginn, da muss eng aner Léisung fonnt ginn. Wann e mat Maschinnen ze dinn huet an engem technesche Lycée, da verbidde selbstverständlech d'Sécherheetsbestëmmungen op der Aarbechtsplaz, dass e mat deene Maschinnen do ëmgeet.

Mä wesentlech ass fir mech ëmmer d'Fro vun der Therapie an d'Kucken aus der Siicht vun enger Suchtproblematik, an ech kann duerfir och ouni Problem déi Motioun hei vum Här Adam matstëmmen.

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. Elo kritt d'Wuert d'Unterrechtsministerin, d'Madame Mady Delvaux-Stehres.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Merci, Här President. Ech mengen, de Sujet, deen haut diskutéiert gëtt, deen ass seriö. D'Suchtproblematik ass eppes, wéi ech aus all den Aussoen héieren hunn, wat eis alleguerte gehäit, a mir mussen eis wierklech de Kapp zerbriechen: Wat maache mer, fir eise Jonken ze hëllefen, dass se net där Sucht do verfalen, ouni an déi eng oder an déi aner Richtung ze dramatiséieren? Duerfir sinn ech selbstverständlech mat all deenen Aussoen d'accord, déi soen: D'Gesetz ass e Gesetz, a mir mussen eis un d'Gesetzer halen. Jo!

Mä et ass verbueden, et si verschidden Drogen, déi sinn illegal. An ech wëll just de Kolleege vun der DP soen, dass dat Gesetz vun 2004 vun der DP-Ministesch ganz kloer virgesäit, dass een an der Schoul, wann een Droge konsuméiert, dass een dann e Renvoi définitif ka kréien. Dat Gesetz ass vum Juni 2004. Ech kennen elo kee Fall, wou e Schüler duerfir aus der Schoul gesat ginn ass. Ech kenne keen - Gott sei Dank! -, well ech si wierklech net derfir, fir e Schüler aus der Schoul erauszesetzen, wann e Consommatioun vun Drogen huet.

Dat Gesetz mécht keen Ënnerscheed tëschent Trafic an der Consommatioun vun Drogen, wollt ech just hei signaléieren. An duerfir weess ech och, wat an deenen anere Gesetzer steet. An ech sinn net fir systematesch Drogentester an ech hunn och net gär, wann hei op der Chamberstribün gesot gëtt, ech géif d'Schoulen incitéieren, fir systematesch Drogentester ze maachen an der Schoul. Well dat ass falsch, dat maachen ech net!

An enger Schoul sinn Tester gemaach ginn. Ech mengen, déi Direktesch vun där Schoul huet an der Chamberskommissioun - an ech wëll net hei op der Tribün dorobber agoen - en long et en large erkläert, firwat se dat gemaach huet. An ech wëll soen, dass ech mech virun - oder hannerun - si stellen, well ech fannen, dass si an där dote Situatioun responsabel gehandelt huet, an ech wëll si do net am Ree stoe loossen. An ech hoffen, dass dat och esou hei de Fall ass. Sou!

Da wollt ech nach soen...

(Interruption)

Ech hunn nach ëmmer d'Wuert. Da wollt ech soen, dass an der Déclaration des droits de l'enfant steet, dass all Stat d'Flicht huet - Droits de l'enfant! -, d'Flicht huet, ech liesen Iech et vir: «Les États parties prennent toutes les mesures appropriées, y compris des mesures législatives, administratives, sociales et éducatives, pour protéger les enfants contre l'usage illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, tels que les définissent les conventions internationales pertinentes, (…)».

Mir hunn eng Obligatioun, fir eis Schüler ze schützen, eis Jonk ze schützen, net nëmmen déi, déi an der Schoul sinn. Duerfir halen ech ganz vill vun der Preventioun, an ech wollt och hei soen, dass mir ganz vill Preventiounsmooss-name maachen. De SCRIPT huet eng ganz enk Zesummenaarbecht notamment mam Centre de prévention des toxicomanies. Ech wëll net alles hei opzielen, well den Här Adam hat sech gutt dokumentéiert an huet alles hei gesot.

Zum Beispill „ExtraTour Sucht", deen all Joer gemaach gëtt - 2009 frësch opgeluecht ginn. Do si ronn 1.500 Schüler, déi d'lescht Joer un esou Aktivitéiten deelgeholl hunn. Et gi ronn 100 Enseignantë formëiert, fir Modérateur oder Multiplicateur ze ginn. Dat heescht, et si grouss Efforten, déi an de Schoule gemaach ginn. Mir hunn och eng Zesummenaarbecht mam Jongenheem, déi extra spezialiséiert si fir mat Jugendlechen, déi scho méi gefährdet sinn, fir mat deenen Aktiounen ze iwwerhuelen.

Et ass also esou, dass... net ze schwätze vun de villen Aktivitéiten, déi d'SPOSe maachen, wou regelméisseg... An dat ass eng vun de grousse Préoccupatioune vun de Schoulen, fir ebe just d'Drogen aus de Schoulen erauszekréien. Ech mengen, dass ee muss haaptsächlech preventiv virgoen, mä dass een awer och muss weisen, dass, wann et eescht gëtt, dass een dann eventuell muss aner Mesuren huelen. An duerfir wollt ech...

Also, ech hunn alles gesot, wat zu deem Sujet do ze soen ass. Ech loosse just net vu mir soen, dass ech géif d'Schoulen dozou incitéieren, systematesch Drogentester an Illegalitéiten ze maachen! Dat ass falsch!

Elo wollt ech nach zu Ärer Motioun iwwergoen. Ech hu mat deem, wat Der do gär proposéiert, eigentlech kee Problem. Ech wëll awer soen, dass ech mat de Considéranten e sensibele Problem hunn.

Éischtens, an ech si gutt placéiert, fir mer dat oft genuch soen ze loossen, d'Schoul kann net alles. A mir kënnen d'Schoul net responsabel maache fir alles. Eis Schüler sinn, wann et gutt geet, 30 Stonnen an der Woch an der Schoul. De Rescht vun der Zäit si se op anere Plazen. A fir hei elo dohinner ze goen an ze soen, d'Schoul muss all Responsabilitéit iwwerhuelen, dat fannen ech awer elo wierklech iwwerdriwwen. Duerfir fannen ech déi Considéranten hei e bëssen ze vill staark.

Dass d'Schoul hiren Deel derzou bäidréit, fannen ech absolut richteg, mä d'Schoule soe mir, d'Enseignantë soe mer a leschter Zäit ganz oft: Si mir da fir alles do? An ech mengen, si si fir villes do. Mä ech mengen net, dass mer hinne mussen déi ganz Bürd hei oplueden. An dass d'Schoule géife kriminaliséieren, wa se eng Kéier d'Police ruffen, dat ass eng Accusatioun, déi ech de Schoulen net wëll zoumudden.

Zweetens, dass et eng Suspicion générale géif ginn an de Schoule géint sämtlech Schüler, well an enger Schoul an enger ganz spezieller Situatioun en Drogentest gemaach ginn ass, dat ass och eng Generalisatioun, géint déi ech sinn. Dann, dass si all Responsabilitéit hu fir d'Santé an d'Sécuritéit, fannen ech ze staark formuléiert. Dass den «travail de prévention (…) repose principalement sur l'intervention de la Police grand-ducale;» - also, ech erkenne ganz gär der Police grand-ducale all hir Méritten un, mä dat ass awer wierklech eng Beleidegung fir all déi Servicer, déi an der Schoul schaffen, fir Preventioun ze maachen, an déi immens vill vun hirer Zäit doranner investéieren. Duerfir kann ech och mat deem Considérant do net liewen.

Bon, ab wéini een d'Consommatioun vum Cannabis kann detektéieren, dat entzitt sech wierklech menger Kenntnis. An ech weess et net, do hunn ech keng Meenung derzou. Mä ech wëll soen, mat deene Considéranten hei kann ech mat där Motioun esou net domadder liewen.

Villmools Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Ministesch. Domadder wär dëse Punkt ofgeschloss a mir hunn dann iwwert déi Motioun vum Här Adam ofzestëmmen. Wëllt nach een dozou d'Wuert ergräifen?

Den Här Colombera wann ech gelift.

Motion 1

M. Jean Colombera *(ADR).*- Jo, Här President, wat d'Motioun vum Här Adam ugeet, hätt ech gär, dass mer e puer Ännerungen drabréngen.

An zwar an deem zweetleschte Considérant hutt Der geschriwwen: «considérant que les tests de drogue ne peuvent pas déterminer avec précision…» an esou virun. Do, muss ech soen, misst Der vläicht «tests urinaires» derbäischreiwen. Well et ass gewosst, et ass bekannt, dass, wann Dir eng Bluttanalys maacht a wann elo eng Bluttanalys gemaach wier am Lycée, wann déi gemaach gi wier, dann hätt ee kënne ganz genau chiffréieren, wéini dass se consommëiert hätten, deeselwechten Dag an deen Dag virdrun. Also, et ass ee Pic am Blutt, an dee gesäit een am Blutt direkt déi éischt puer Stonnen. Et wier besser, wann Der géift «tests urinaires» draschreiwen.

Dee leschte Considérant, do schreift Der: «...inclure l'abus d'alcool et de tabac;». Or, ech wëll lech awer och gär drop hiweisen, dass och d'Medikamenter, quitte dass et Medikamenter sinn, dass dat och Droge sinn, an et gëtt näischt méi Suchthafteges wéi déi Medikamenter, déi vun den Doktere verschriwwe ginn, déi vun der Krankekeess, vun der Gesondheetskeess bezuelt ginn a wou dann déi meescht Leit dovunner profitéieren a süchteg ginn. Dovunner ginn dann och Studente süchteg, wa se musse fir d'Prüfung iergendeng Berouegungspëll huelen. Dat ass fir mech déi gréisste Sucht, déi et gëtt.

An dann ass beim «invite le Gouvernement», do schreift Der als Lescht: «…reconnaissance de problèmes de dépendance chez les jeunes.» Mä do wënschen ech Iech awer ganz vill Erfolleg, aus deem einfache Grond: Wann Der hei «dépendance physique» schreift, da sinn ech dermat d'accord. Wann Der Kokain consommëiert oder Heroin consommëiert, da gesitt der där Persoun of, dass se drogenofhängeg ass.

Mä wann Der vun enger Dépendance psychique schwätzt, da wann ee Kand an der Schoul eng Datz kritt, well et sech net méi kann erënneren oder ech weess net firwat, da kënnt Der soen: Okay, huet dat elo Cannabis geholl, huet et elo Alkohol gedronk, huet et gefëmmt oder huet et Medikamenter geholl? An dat ass ganz schwéier.

Et ass souguer…, ech géif soen, et ass keen Dokter hei am Land, deen eng Dépendance psychique bei engem, dee Cannabis consommëiert, feststelle kann. Et ass ganz, ganz schwéier. Dofir wier ech frou, wann Der dat géift ewechloossen, well dat ass impossible.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Colombera. Den Här Adam kritt nach eng Kéier d'Wuert.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Här President, ech maachen et ganz kuerz.

Éischtens, fir op dem Här Colombera seng Iddien zréckzekommen: Ech hu mat deene Considéranten, mat deene Propose kee Problem. Ech mengen, den Här Berger, deen dat matgedroen huet, hätt och kee Problem domadder.

Dee leschten Tiret, Här Colombera: Selbstverständlech, et ass extrem schwéier. Mä ech mengen, datt et ebe grad just..., mir ass et drëm gaangen, fir datt den Enseignant am Fong geholl geschoult gëtt, fir ze mierken: Hei ass e Kand mat engem gréissere Problem. Deen dat drop uschwätzt an deen dann de SPOS drop uschwätzt an dee reagéiert. Esou war et geduecht. Datt een dat alles geléist kritt, do sinn ech mat Iech averstanen, datt dat méi wéi extrem schwiereg ass.

Mä ech fäerten awer ganz, wann d'Majoritéit d'Motioun net unhëlt, dann hëlt se se net un. An do wëll ech just mäi Bedaueren ausdrécken. A mengen Ae liest d'Madame Minister tëschent den Zeile Saachen, déi ech esou net wollt ausdrécken, an och, mengen ech, esou net ausgedréckt hunn.

Mir schéngen eng Meenungsverschiddenheet ze hunn. Ech hunn dat och virdru gekläert. Ech hunn iwwert de Fall, deen zu Ettelbréck war, do sinn ech dann net gradesou streng wéi mäi Kolleeg vun der Demokratescher Partei - mir haten an där Kommissioun déi noutwendeg Erklärunge kritt. Ech hat gemengt, mir wieren eis eens, datt een net systematesch géif esou Tester maachen.

A wéinstens deen drëtten Tiret, dee steet fir mech hei esou: «estimant que des tests de drogue ne devraient…», dat ass nach ëmmerhin e Conditionnel, «…pas soutenir une suspicion générale envers tous les élèves, mais au contraire être appliqués au cas par cas en cas de doute;».

Also dat war ee Punkt… Ech fannen et virun allem schued, well souwuel d'Madame Ministesch wéi dann och de President vun der Éducationskommissioun mat den Tireten eigentlech kee Problem hunn.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Neen, ech hu kee Problem mat den Tireten.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Voilà. An duerfir fannen ech et dann ebe schued; datt déi Considéranten esou formuléiert si wéi se sinn... Ech gesinn - well mer do wierklech awer eng Meenungsverschiddenheet hunn, oder? -, gesinn ech dann awer keng Chance fir déi Tireten (veuillez lire: Tireten anescht ze formuléieren).

(Interruption)

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President!

M. le Président.- Den Här Fayot freet d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, ech wollt just soen, mir hate jo am Virfeld vun der Debatt mam Här Adam e puer Gespréicher iwwer seng Motioun. An ech hat verstanen, wéi wann en eigentlech bei zwee, dräi Considéranten d'accord wär, fir déi ewechzeloossen oder liicht ëmzeänneren, fir dass mer ons kéinten erëmfannen. Well effektiv si mer jo iwwert de Fong, mengen ech, wann een den Dispositif vun der Motioun gesäit, d'accord.

Mir sinn och d'accord, dass ee systematesch Drogentester, dass een déi net soll elo verallgemengeren. Dat ass jo och vun der Madame Ministesch kloer gesot ginn. Dat ass jo kengem seng Absicht.

Mir hunn an der zoustänneger Kommissioun jo dee Fall vun dem Ettelbrécker Lycée, vum Lycée agricole, genee gekuckt. Do war och d'Meenung, dass dat an där Situatioun akzeptabel war, mä dass dat net eng allgemeng Praxis soll ginn. An ech hat vum Här Adam verstanen, wéi wann en d'accord wär, fir déi Zweedeitegkeeten, déi ee kann an déi Considéranten eraleeën, fir dass een entweder déi Considérantë soll ewechhuelen oder et soll een deen een oder deen anere liicht änneren.

Och zum Beispill an deem Considérant «estimant insatisfaisant que le travail de prévention…», dass dat eleng vun der Police géif ofhänken, hate mer ons jo eens gesat, dass dat net eleng d'Police ass à l'heure actuelle. Et ass jo net d'Police à l'heure actuelle. Et sinn anerer, et sinn ONGen, et si ganz engagéiert Organisatiounen, déi dat maachen. Sou dass ech elo e bësse verwonnert sinn, nodeem wat mer awer esou zwëschent ons diskutéiert hunn, dass elo déi Motioun op déi Manéier zréckkënnt. An esou, wéi se effektiv do steet, kënne mer se net akzeptéieren.

Merci.

M. le Président.- Gutt, ech proposéieren, datt mer elo zur Ofstëmmung iwwert déi Motioun kommen. Kënne mer à main levée driwwer ofstëmmen? De Vote électronique gëtt verlaangt.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmme geet dann un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

D'Motioun 1 vum Här Adam ass verworf mat 39 Nee-Stëmmen, géint 18 Jo-Stëmmen an dräi Enthalungen.

Ont voté oui: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Carlo Wagner), Mme Anne

Brasseur (par M. Fernand Etgen), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Claude Meisch) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Claude Adam), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché (par Mme Viviane Loschetter) et Viviane Loschetter;

M. Jean Colombera;

M. Serge Urbany.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Norbert Haupert), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden (par M. Félix Eischen), Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par M. Paul-Henri Meyers), Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes (par Mme Martine Mergen) et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Ben Fayot, Claude Haagen (par M. Roger Negri), Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Marc Angel), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Wëllt ee seng Enthalung begrënnen? Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Jo, den Här Gibéryen freet nach eng Kéier d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Mir hunn eis enthalen, well mir am Fong mat deem, wat den Invite un d'Regierung ugeet, kéinten averstane sinn, mä bei de Considéranten hu mer eng Rei vu Problemer. Duerfir hu mer eis enthalen.

M. le Président.- Très bien! Da kéime mer elo zum nächste Punkt, nämlech dem Projet de loi 6318, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Fonds d'investissement spécialisés. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht an et hu sech ageschriwwen: den Här Etgen an den Här Urbany.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

12. 6318 - Projet de loi portant modification de la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Gilles Roth *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat dësem Gesetzesprojet maache mir eis Finanzplaz nach méi kompetitiv. Mir schafen nei Opportunitéiten. Mir passen eist Gesetz aus dem Joer 2007 iwwert déi sougenannte Spezialfongen de Realitéite vun de Finanzmäert un.

Déi europäesch Direktiv aus dem Juni 2011 iwwert déi alternativ Investmentfonge fënnt an dësem Projet de loi schonns hiren éischten Néierschlag. Mir schaffen also schnell an et ass nawell derwäert.

Et geet ëm ee vun den Haaptwirtschaftszweiger vun eiser Finanzplaz, d'Fongenindustrie. D'Akommes pro Joer vun deem Secteur fir de Statsbeidel, eleng iwwert d'Taxe d'abonnement: ronn 600 Milliounen Euro pro Joer - bal 6% vun de gesamte Statseinnahmen, de Géigewäert vun de jährlechen Ausgabe vun dem Beschäftegungsfong.

D'Spezialfongen, d'Fonds d'investissement spécialisés, goufen 2007 op eiser Finanzplaz agefouert. Et ass e Finanzinstrument, wat professionellen Investisseure virbehalen ass, an de Succès vun deem Gesetz, deen ass och grouss.

Op den 31. Oktober 2011, also véier Joer no dem Gesetz, gouf et schonns 1.352 där Spezialfongen hei zu Lëtzebuerg. Dat si méi wéi 35% vun all eisen OPCen. A Suen ausgedréckt dierften an deene Spezialfonge méi wéi 600 Milliarden, ech widderhuelen, 600 Milliarden Euro Suen investéiert sinn.

Eis Finanzplaz huet mat deem Gesetz fir hir Clienten déi richteg Äntwert op d'Auslafe vun den Holding 29 fonnt gehat. E Regelwierk, wat mir also fleege mussen.

Jo, an dat maache mir haut de Mëtteg alles mat engem Riedemodell de base, ouni vill Gedeessems, kuerz a séier. Wat zielt ass dat, wat hannen erauskënnt. Duerfir kuerz déi Haaptpunkte vun dem Gesetzesprojet:

D'Kontrollfunktioun vun eiser Bankenopsiicht, der CSSF, gëtt verstäerkt.

Et zielt de politesche Wëlle fir eng professionell a propper Finanzplaz Lëtzebuerg.

Den eenzelnen Investisseur gëtt besser geschützt.

D'Bedreiwe vun engem Spezialfong geschitt no engem kloren, strengen a virun allem transparente Regelwierk.

E Spezialfong muss duerfir an Zukunft en Agrément, also eng Zouloossung vun der CSSF hunn, ier e seng Aktivitéite kann ophuelen. Dat war wuel bis elo d'Praxis. Et gëtt elo eng legal Flicht.

D'CSSF kontrolléiert vun elo un net nëmmen déi sougenannten „honorabilité professionnelle" vun de Leit, déi formell de Spezialfong laut Statute vertrieden. Si kontrolléiert zousätzlech - an dat ass nei - och déi Leit, déi mat der effektiver Gestioun vun dem Spezialfong betraut sinn.

Datselwecht zielt och, wann d'Gestioun vun dem Portefeuille un Drëttleit delegéiert gëtt. Domat soll séchergestallt ginn, dass keng faul Geschäfter ënnert dem Deckmantel vu Stréimänner gemaach kënne ginn. Dubiéise Finanzjongleure gëtt domat ee Rigel virgeschuppt.

Den Investisseur gëtt besser geschützt.

De Spezialfong muss an Zukunft de Risiko vu sengen Investissementer och besser aschätzen. Duerfir muss ee sech speziell Regelen, e sougenannte Risikoiwwerpréiwungssystem, zouleeën. D'Opstelle vun dësen interne Regele muss no de Virgabe vun der CSSF geschéien.

Faul Wäertpabeiere mussen deemno och als solch ausgewise ginn. Bei engem sougenannten Apport en nature an de Spezialfong, zum Beispill een Immeuble, muss eng Wäertbescheinegung vun engem Réviseur d'entreprises agréé derbäileien.

Eventuell Interessekonflikter vun de Responsabele vun dem Spezialfong gëllt et och ze vermeiden. Nëmme sougenannt „investisseurs avertis", also eng professionell Clientèle däerf Suen an ee Spezialfong stiechen. Och dat muss vun dem Bedreiwer vum Fong séchergestallt ginn. D'Spezialfongen adresséiere sech also net un de grand Public.

Dëst sinn eng ganz Rei nei Oplage fir d'Spezialfongen. D'Bankenopsiicht huet d'Kontrollfunktioun, dass déi Oplage respektéiert ginn. Dobäi kritt d'CSSF Zougank zu allen Dokumenter an Informatiounen, si ka Kontrollen op der Plaz maachen, eng Requête beim Procureur maachen, fir d'Avoiren anzefréieren, an och souguer en Agrément vun engem Fong zréckzéien. Jo, d'CSSF ka souguer d'Opléisen an d'Liquidatioun vun dem Fong beim Geriicht beantragen.

D'CSSF kann och administrativ Geldbousse géint de Bedreiwer vum Fong ausspriechen. Wéi an all Rechtsstat gëtt et géint dës Décisiounen och e Recours, an dësem Fall e sougenannten „recours en réformation", also e Recours um Fong beim Verwaltungsgeriicht.

D'Spezialfonge kréien engersäits méi eng strikt Kontroll. D'Méiglechkeete fir ze investéiere ginn an der Konterpartie awer och méi breet. D'Aktivitéit vun dem Spezialfong muss op d'mannst d'Gestioun vun engem Investmentportefeuille begräifen.

Ee Spezialfong däerf sech am Géigesaz zu enger SPF, enger sougenannter Société de patrimoine familial, net drop limitéieren, fir einfach nëmmen eng Bedeelegung an anere Gesellschaften ze hunn. Mir mussen dat an d'Gesetz aschreiwen, fir ze vermeiden, dass d'Spezialfonge vun der Europäescher Kommissioun géife mat puren Holdinge gläichgestallt ginn, an da kéint Bréissel eis nees Problemer maachen.

Ee Kompartiment vun engem Spezialfong, dat kann an Zukunft och an en anert Kompartiment vun deemselwechte Fong investéieren. Dobäi däerf et awer keng sougenannt géigesäiteg Investissementer tëschent eenzelne Kompartimenter ginn, fir de Fong kënschtlech opzeblosen.

Véiertens a leschtens, Här President: Administrativ Vereinfachung gëtt et och. D'Statute vu Spezialfongen an aner Gesellschaftsakten, déi duerch notariellen Akt mussen opgestallt ginn, brauchen an Zukunft net méi op franséisch verfaasst ze ginn. Hei setzt sech also dat Englescht och an der Form duerch.

Här President, dat waren déi Haaptännerunge vun dem Gesetzesprojet. Dat si wichteg Bestëmmunge fir d'Zukunft vun eiser Finanzplaz.

De Projet gouf, ofgesi vun eenzelnen Detailkritiken, generell vun der Chambre de Commerce och begréisst. Hie bitt nämlech nei Opportunitéite fir eis Finanzplaz.

De Statsrot, deen hat a sengem Avis zwou Oppositions formelles gemaach, deenen d'Finanzkommissioun Rechnung gedroen huet. Ech verweisen och fir de Rescht duerfir op mäi schréftleche Rapport.

D'Finanzkommissioun huet deen eestëmmeg ugeholl a recommandéiert, de Gesetzesprojet och ze stëmmen. Ech gi fir mäin Deel d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun a soen Iech elo Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Rapporteur, an als éischte Riedner ass den Här Etgen agedroen.

Discussion générale

M. Fernand Etgen *(DP).*- Merci, Här President. Erlaabt mir just, ausdrécklech dem Rapporteur Merci ze soe fir säi prezisen a kloer formuléierte schréftleche wéi och mëndleche Rapport.

All zesummen, mengen ech, kënne mer eis nëmme freeën iwwert de Succès vum Gesetz vun 2007 iwwert d'Fonds d'investissement spécialisés, dat den Usprëch vum Maart gerecht gëtt an dat, wéi de Rapporteur et gesot huet, enger professioneller Clientèle virbehalen ass.

Dës Investisseuren hätte gären eng zousätzlech Sécherheet, an ech mengen, dëst Gesetz erlaabt eng besser Gestioun vum Risiko a vun eventuellen Interessekonflikter. Et ass esou, wéi de Rapporteur gesot huet: Dat wat zielt, dat ass dat, wat hannen erauskënnt. An deem Sënn wëll ech och den Accord vun der DP-Fraktioun ginn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Etgen, an als leschte Riedner ass den Här Serge Urbany agedroen. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Dat wat hei soll nei geregelt ginn, dat huet am internationale Langage e Wuert, dat nach net hei gefall ass. Et handelt sech hei ëm déi lëtzebuergesch Hedgefongen, déi a Form vun engem Fonds d'investissement spécial, dat heescht virun allem fir grouss Investisseure funktionéieren.

Dat neit Gesetz hei geet op eng europäesch Direktiv vun 2011 zréck, an där eigentlech de Gestionnairë vun esou Hedgefongen emol eng Kéier sollten Zigel ugeluecht ginn, wéi jo och am Laf vun der Kris vun 2008 vun alle Säiten, och heibanne mengen ech, verlaangt ginn ass.

Déi Direktiv ass awer an der Zwëschenzäit komplett verwässert ginn. Dat gesäit een zum Beispill, wann een de Bulletin liest vun der Lobbyistevereenegung vun deem Secteur - BlackRock heesche se -, déi schwätze vun enger „amélioration notable".

D'Chambre de Commerce zu Lëtzebuerg schwätzt bei deem Gesetz hei vun „nouvelles opportunités", neie Méiglechkeeten, déi sech heiraus ergi fir Hedgefongen.

D'Lëtzebuerger Hedgefongen, muss ee soen, waren nach ëmmer zu Lëtzebuerg reglementéiert. Dat war net iwwerall, op alle Plazen am Ausland de Fall, mä d'Hedgefongen zu Lëtzebuerg hate vill méi Fräiheete vläicht nach wéi op anere Plaze bei der Investitiounspolitik. Si haten esou Instrumenter wéi Titrisatiounen zur Verfügung, si hu mat Leerverkeef geschafft. Net geregelt Tauschhändel an aner Hiewelinstrumenter sinn a ginn nach verstäerkt an Zukunft ugewannt vun deene Lëtzebuerger Hedgefongen, deene mer hei sollen zoustëmmen.

An déi Hedgefongen, deene mer elo nei Opportunitéite solle ginn - dat muss een och soen -, déi sinn och wesentlech un der griichescher Scholdekris mat bedeelegt gewiescht. A si wäerten och an Zukunft nach u ville Krise matschrauwen a matverdéngen, déi nach komme wäerten: finanziell Blosen an aner Krisen, Immobiliëkrisen an esou weider, déi se nach an Zukunft provozéiere wäerten, déi Hedgefongen, deene mer hei sollen zoustëmmen!

D'Leit bezuelen da jo derfir - dat wësse mer jo -, esou wéi se a Griichenland derfir bezuelen. An ech mengen, et ass schonn eng Symbolwierkung, wann dat Gesetz hei, wat de Lëtzebuerger Hedgefongen zu Lëtzebuerg nei Opportunitéite soll opmaachen, fir täteg ze ginn op der ganzer Welt, wann dat Gesetz hei gestëmmt gëtt, ier mer sollen iwwert d'griichesch Scholdekris diskutéieren!

Ech soen Iech Merci. Ech wäert selbstverständlech géint dat Gesetz hei stëmmen!

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. Ech mengen, et ass alles zu dem Projet de loi gesot, sou datt mer direkt zur Ofstëmmung kënne kommen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6318 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen, géint eng Nee-Stëmm.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Christine Doerner), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden (par M. Fernand Boden), Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par M. Paul-Henri Meyers), Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes (par Mme Martine Mergen) et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Ben Fayot, Claude Haagen (par M. Ben Scheuer), Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Marc Angel), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Claude Meisch), Mme Anne Brasseur (par M. Carlo Wagner), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Fernand Etgen) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché (par Mme Viviane Loschetter) et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

A voté non: M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Da komme mer elo zum leschte Projet de loi fir de Mëtteg, nämlech den 6344 iwwert d'Participatioun vu Lëtzebuerg bei der 16. Reconstitutioun vun de Ressourcë vun der Association internationale de développement, bei der IADM an der 7. Reconstitutioun vun de Ressourcë vum Fonds international de développement agricole.

Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht, an et huet sech just bis elo ageschriwwen: den Här Etgen, deen och mengt, e misst net méi onbedéngt nach eppes soen, sou datt dann elo d'Wuert de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Michel Wolter, kritt. Här Wolter, Dir hutt d'Wuert.

13. 6344 - Projet de loi

- approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la 16e reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement

- portant modification de la loi du 22 décembre 2006 relative à la participation du Luxembourg à l'Initiative d'allégement de la dette multilatérale (ci-après «IADM») et à la 7e reconstitution des ressources du Fonds international de développement agricole ajustant la contribution du Grand-Duché de Luxembourg à l'IADM

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Michel Wolter *(CSV), rapporteur.*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, Lëtzebuerg ass zënter laange Jore Member a sëllechen internationalen Hëllefsorganisatiounen. Aus esou enger Memberschaft ergi sech eng Rei Flichten, déi oft finanzieller Natur sinn an déi méi oder manner regelméisseg och dowéinst ugepasst musse ginn.

Dës Sue sinn normalerweis gutt investéiert. Well dës Organisatiounen, wou d'Suen hifléissen, méi aarme Länner prioritär Prêten ouni Zënse ginn zum Beispill, dës Prêten awer eng extrem laang Lafdauer - oft 30 bis 40 Joer - hunn, hëlt logescherweis d'Verméige vun dësen Organisatioune mat der Zäit of. A fir dass elo awer dës Organisatioune weider schaffe kënnen, muss dann dat Kapital vun deene méi räiche Memberstaten opgestockt ginn.

Genee dës Opstockung vum Kapital vun zwou internationalen Organisatiounen ass den Objet vun dësem Projet de loi. Op där enger Säit geet et ëm d'Aktualiséierung vun den Engagementer vun eisem Land bei der Association internationale de développement an op där anerer Säit ëm eng Approbatioun vun engem Amendement iwwert d'Kontributioun vu Lëtzebuerg bei der Initiativ fir den Allégement vun der multilateraler Schold.

Déi éischt Organisatioun, där mer méi Sue ginn, fir dass se hiert Kapital erëm reconstituéiere kann, ass d'Association internationale de développement. Si gouf 1960 gegrënnt, ass a sech eng Filial vun der Weltbank, primär zoustänneg fir d'Aarmutsbekämpfung an accordéiert Prêten an Donen un déi äermste Länner vun der Welt. Am Moment gëtt se Prête fir 79 Länner, dovun eleng 39 an Afrika.

Zënter hirer Grënnung am Joer 1960 goufen eng 222 Milliarden Dollar u Prêten accordéiert, wouvu Lëtzebuerg bis elo am Ganzen 225 Milliounen Dollar zougesteiert huet. Dës Kreditter vun der AID generéiere keng Zënsen. A fir kënne vun der Hëllef vun der AID ze profitéieren, däerf d'Akommes pro Awunner vun engem Land net de Plaffong vun 1.065 US-Dollar pro Joer dépasséieren.

Dës Kreditter sollen Investitiounsprojeten an deene Länner finanzéieren, déi engersäits d'Liewensbedéngunge vun deene betraffene Leit solle verbesseren an anerersäit derzou bäidroen, fir déi strukturell Defiziter zum Beispill um Aarbechtsmaart oder an der sozialer Sécherheet ze besäitegen.

Duerch déi sougenannte 16. Reconstitution des ressources sollen déi finanziell Ressourcë vun der Associatioun op 49,3 Milliarden Dollar opgestockt ginn. Dat ass e Plus vun 7,1 Milliarde par rapport zur leschter Opstockung a gëtt gedroe vun 51 Länner.

Dës Finanzmëttele solle genotzt ginn, fir ënner anerem bei Naturkatastrophen a wirtschaftleche Schocken ze hëllefe respektiv fragil Länner oder déi, déi duerch e Konflikt gezeechent sinn, ze ënnerstëtzen. Aner Sue ginn zur Verfügung gestallt, fir d'Gläichstellung vu Mann a Fra ze promouvéiere respektiv fir d'Bekämpfung vun de Konsequenze vum Klimawandel.

Eist Land wäert ëmgerechent e Bäitrag vun 48,95 Milliounen Euro bei der 16. Reconstitutioun vun de Ressourcë bäisteieren. Dat ass dee gréissten Undeel, dee Lëtzebuerg bis elo geleescht huet. Dëse Montant mécht e Prozentsaz vun 0,19% vum Gesamtfinanzement vun der Associatioun aus an ass deeselwechte wéi dee bei der leschter Reconstitutioun.

Dës Sue sinn allerdéngs net beieneen ze bezuelen, mä iwwer néng Joer, nämlech vun 2012 bis 2020. An der Praxis gesäit et esou aus, dass de Stat dofir Bons du Trésor ausstellt, déi dann herno vun der Associatioun ageléist ginn.

Am zweete Punkt vun dësem Projet de loi geet et ëm en Ajustement vun der Lëtzebuerger Kontributioun an der Initiativ fir den Allégement vun der multilateraler Schold, och nach IADM genannt. Am Joer 2005 ass um G8 décidéiert ginn, deenen äermste Länner vun dëser Welt hir Scholden ze erloossen, déi se bei der Weltbank respektiv bei der Association internationale de développement haten. 38 héchstverschëllte Länner a véier aner potenziell Länner kommen an de Genoss vun dësem Scholdeschnëtt.

De Finanzement vun der Annulatioun vun der Schold leeft iwwer 37 Joer: vun 2007 bis 2043. Lëtzebuerg bedeelegt sech beim Scholdenofbau während dëser Zäit mat 29,52 Milliounen Euro.

Well d'Initiativ IADM vun Ufank u mat engem finanziellen Defizit ze kämpfen huet, huet Lëtzebuerg sech bereet erklärt, seng Participatioun vun elo 0,10% op 0,11% unzepassen. Dës Upassung huet e Käschtepunkt vu 740.000 Euro, a si gi just bezuelt fir d'Joren 2037 bis 2040. Genee wéi bei der Association internationale de développement stellt de Stat dofir Bons du Trésor aus, déi da vun der Initiativ IADM ageléist ginn.

Duerch dëse Projet de loi gi mer deemno der Regierung d'Erlaabnis, dass onst Land sech mat insgesamt 30,26 Milliounen Euro bis d'Joer 2043 un der Annulatioun vun de Scholde vun deenen äermste Länner ka bedeelegen.

Här President, léif Kolleegen, d'Ziler vun dësen Organisatioune si méi oder manner identesch mat deene vun der Lëtzebuerger Entwécklungshëllef, nämlech d'Konzentratioun vun der Hëllef op déi äermste Staten, op hir wirtschaftlech a sozial Entwécklung. De Statsrot ass averstanen, fir déi finanziell Enveloppe fir déi zwou Organisatiounen an d'Luucht ze setzen. Och d'Prioritéite vun der Association internationale de développement gi vun der héijer Kierperschaft guttgeheescht.

No dem unanimë Vote an der Finanzkommissioun géif ech Iech dann och bieden, dëse Gesetzesprojet an der virleiender Form ze stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Rapporteur Merci. An dat war alles esou komplett, datt ech géif proposéieren, datt mer direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi kommen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6344 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Christine Doerner), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden (par M. Marcel Oberweis), Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par M. Félix Eischen), Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes (par Mme Martine Mergen) et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Ben Fayot, Claude Haagen (par M. Roger Negri), Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Ben Fayot), M. Roger Negri et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Carlo Wagner), Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Claude Meisch) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché (par Mme Viviane Loschetter) et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Fir haut de Mëtteg huet d'Fraktioun vun deene Gréngen eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Décisiounen iwwert déi griichesch Scholdekris, déi beim EU-Sommet vum 20. Februar geholl gi sinn, ugefrot. D'Riedezäit ass am Artikel 84 (2) - den Alinéa vum Chambersreglement - festgehalen a gesäit Folgendes vir: Där Fraktioun, déi d'Aktualitéitsstonn ugefrot huet, stinn zéng Minutten zou, deenen anere Fraktioune jeeweils fënnef Minutten, de Sensibilités polititques zwou Minutten an der Regierung eng Véierelstonn. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Spautz, Meisch, Bodry an Urbany.

D'Wuert huet elo den honorabelen Här François Bausch als Vertrieder vun der Fraktioun vun deene Gréngen.

14. Heure d'actualité du groupe déi gréng sur les décisions du Sommet de l'Union Européenne du 20 février par rapport à la crise de la dette souveraine grecque

Exposé

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Merci, Här President, fir d'Wuert. Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn dës Aktualitéitsdebatt gefrot, well et dach eiser Meenung no inakzeptabel ass, datt eis Regierung an der Scholdekris Décisiounen hëlt, ouni datt mer am Virfeld eng demokratesch Diskussioun féieren iwwert deen dach awer deiere Package, deen elo kierzlech erëm décidéiert ginn ass.

Mat dëser Aart a Weis steet eis Regierung zwar net eleng an Europa, awer et féiert trotzdeem derzou, datt d'Leit d'Vertrauen, eiser Meenung no, an d'Politik verléieren. Nieft enger Scholden- a Bankekris kréie mer dann, wann et esou weidergeet, och nach eng politesch Kris vun der Europäescher Unioun. An ech mengen, dat dierfe mer net kréien.

Wat ass passéiert an deene leschte Wochen? Virun zéng Deeg gëtt de sougenanntene griicheschen Hëllefspak zu Bréissel décidéiert iwwer e Betrag vun 130 Milliarden. Ech kommen nach dorobber zréck.

D'lescht Woch mécht d'Europäesch Zentralbank hir Tresoren op a léint de Banke 500 Milliarden Euro zu engem Zënssaz vun 1%. Duerfir akzeptéiert se als Garantie Scholdpabeiere vun deeneselwechte Banken, déi net méi vill wäert sinn, well et jo zu engem groussen Deel Statsscholdpabeiere sinn, déi dës Banke souwisou gäre lass wieren.

Dëst Verhältnis, op där enger Säit 130 Milliarde fir Griichenland an op där anerer Säit 530 Milliarde fir d'Banken, weist d'Prioritéite vum europäesche Krisemanagement. Den Detail ass awer nach vill méi krass.

déi gréng hu viru bal véier Joer eis Regierung ënnerstëtzt, wou et drëms gaangen ass, an enger Situatioun vun akuter Panik och hei zu Lëtzebuerg d'Banken ze retten. Awer deemools schonns ass et eiser Meenung no verpasst ginn, de Bankesystem am Generellen a virun allem de Finanzsystem am Generellen - an och zu Lëtzebuerg, mä virun allem an Europa - op de Leescht ze huelen an ze kucken, wéi ee schnell a sozialverträglech déi Scholdekris kéint ofbauen.

Duerfir brauch een eng staark Bedeelegung vum private Secteur an eng rigouréis Reguléierung vun de Finanzmarchéë mat enger massiver Stäerkung virun allem vum Eegekapital vun de Banken.

Mir gesi bei der Aktioun vun der EZB folgend Problemer a Geforen:

Éischtens, natierlech ass et sënnvoll, datt elo och d'EZB aktiv gëtt. Si huet déi geldpolitesch Muecht an Europa a kann, wéi mer gesinn, och massiv Vertrauen hierstellen. Mä dëst passéiert an engem totale politesche Vakuum ouni iergendeng parlamentaresch Debatt, weder an den EU-Länner nach am Europäesche Parlament. Dat dierf eiser Meenung no net sinn.

Déi total Onofhängegkeet vun der EZB ass elo un hir Grenzen, eiser Meenung no, gestouss. Mir kënnen et wuel verstoen, datt ënner gewëssenen Ëmstänn esou ee Geldsege fir d'Banke sënnvoll ka sinn, mä mir kënnen et awer net akzeptéieren, datt dëst ouni Konditioune passéiert; an ouni Konditionalitéite virun allem.

Wann d'Banken op dës Aart a Weis mat öffentleche Gelder gehollef kréien, da misst gläichzäiteg kloer sinn, datt keng Dividenden ausbezuelt ginn, keng Manager nach Bonusse kréien. Déi Sue misste prioritär an déi politesch décidéiert Programmer vun Energie, Wunnengsbau oder Aarbechtsplaze generell fléissen.

Et besteet also keng Transparenz um Bankemarché. Wie weess, wéi eng Bank wéi vill Hëllef kritt huet iwwert dës verklausuléiert EZB-Démarche? Wat fir een Impakt huet dat op d'Bilanze vun deene Banken? Een décken Hummer ass awer dann, datt d'Banken dës bëlleg Kreditter garantéiere mat dem Dépôt vu Scholdpabeieren. Italienesch Banken hunn zum Beispill fir 74 Milliarden italienesch Statsscholde bei der EZB eraginn, an déi spuenesch Banke souguer fir 84 Milliarden.

Wat fir een Impakt huet dat bei der weiderer Verhandlung vun de Scholdesituatioune vun deene respektive Länner? Wéi grouss ass de Risiko, deen domadder d'EZB iwwerholl huet? An deem Kontext géif ech och gär gewuer ginn, wéi vill griichesch Scholdentitelen eis Lëtzebuerger Zentralbank hält an a wat fir engem Kontext déi do gelant sinn a wat fir eng Perspektiven dovun nach ze erwaarde sinn.

An der „Frankfurter Allgemeine" vum 22. Februar konnt ee liesen, grad déi lëtzebuergesch, déi zypresch an natierlech déi griichesch Zentralbank hätte grouss Dépôte vu grousse griichesche Scholden. Also, Här Minister, wou kommen déi heihin? Also, wéi vill sinn et der? Wat maacht Der mat den Zënserträg vun deene Pabeieren? A wat passéiert, wa se mussen ofgeschriwwe ginn, virun allem?

Ass Lëtzebuerg bereet, dës Pabeieren dem griichesche Stat zréckzeginn, souzesoen als Zeeche vun europäescher Solidaritéit? Ech weess, datt mer elo vun Iech als Äntwert wäerte kréien, datt d'Zentralbank onofhängeg ass an datt Dir duerfir guer keng Äntwert op déi Froe kéint wëssen. Mä da wëll ech Iech awer froen, ob Dir dat normal fannt, a wéi dat nach mat enger seriöer Finanzpolitik kompatibel ass, dat, wat de Moment amgaangen ass ze geschéien.

Bei der Aktioun vun der EZB hu mer et also mat engem zweete grousse Bankerettungspak ze dinn, ouni datt deen esou genannt gëtt an ouni datt e mat deenen néidegen ekonomeschen a politesche Bedéngunge verknäppt gëtt, déi néideg wieren, eiser Meenung no, wann d'öffentlech Hand engem Wirtschaftssecteur hëlleft, dee sech esou verspekuléiert huet wéi d'Banken an deem heite Fall.

Mir fannen et och net normal, datt esou eppes ofleeft ouni Diskussioun hei am Haus am Virfeld vun där Décisioun. Et huet iwwregens doriwwer eraus a ganz Europa kaum eng Debatt doriwwer stattfonnt.

Mir sinn der Iwwerzeegung, datt et fir den europäeschen Zesummenhalt, fir déi europäesch Iddi wichteg ass a wichteg wier, fir esou Diskussiounen an aller Transparenz ze féieren. Mir sinn och der Iwwerzeegung, dat géif eiser Regierung hir Positioun zu Bréissel stäerken.

Allerdéngs setzt et viraus, datt eis Regierung eng fest Meenung huet, a mir hunn awer leider ze vill oft d'Impressioun, datt eise Finanzminister déi Lëtzebuerger Positioun vertrëtt an datt de Premierminister - dee jo awer och de Lëtzebuerger Premierminister ass -, wann en dann als Eurogroup-Chef schwätzt, eng aner Positioun vertrëtt. Och dat dréit sécherlech net zu méi Kloerheet bäi hei zu Lëtzebuerg, wat fir eng Positioun d'Regierung dann als solch eigentlech huet.

Ech wollt awer och nach e puer Wuert zum Rettungspak fir Griichenland als solchem soen. Fir unzefänke wëll ech kloerstellen, datt déi gréng fir eng zolidd europäesch Solidaritéit mat de Griiche stinn. Mir hunn dat scho virun zwee Joer kloer gesot. Mä dat heescht awer net, datt mir keng kritesch Froe wëlle stellen. Mir sinn der Meenung, datt net all sougenannten Hëllefspak och wierklech en Hëllefspak ass. A mir musse scho kucken, wat an der Virwëtztut drasteet.

Och hei muss ee sech froen, ob dëst e Griichenland-Rettungspak ass oder ob et net e Banke-Rettungspak ass. Et geet ëm 130 Milliarden, déi jo net einfach de Griichen zeguttkommen, déi elo mat manner wéi 600 Euro de Mount musse liewe bei Präisser, déi am europäeschen Duerchschnëtt leien. Dës 130 Milliarde ginn och net benotzt, fir a Griichenland e Marshall-Plang op d'Been ze stellen a fir hir Produktiounscapacitéiten ze verbesseren, fir doranner ze investéieren, fir datt se erëm kënne produzéieren an hir Produkter verkafen. Esou kéinte se zum Beispill dann aus eegener Kraaft aus hirer Situatioun erauskommen.

Neen, dës 130 Milliarde sinn och keng Suen, déi an engem solidareschen Europa fléissen, fir datt strukturell schwaach Regiounen hir Schwächte kënne kompenséieren, esou wéi dat innerhalb vun all europäeschem Land de Fall ass. Et sinn ëmmer déi wirtschaftlech staark Regiounen, déi déi aner matzéien.

Neen, dës 130 Milliarde si scho bal eng biblesch Plo fir d'Griichen. Si gi benotzt, fir datt op Griichenland nach méi Drock kann ausgeübt ginn, fir datt d'Pensiounen nach méi gekierzt ginn, fir hire Gesondheetssystem ze ruinéieren, fir d'Schoulen, déi se hunn, zouzemaachen, futtizemaachen, vläicht souguer ze privatiséieren. Wie weess, a Griichenland gëtt jo entretemps alles privatiséiert.

Och bei de Riede vun eisem Finanzminister kréien ech regelméisseg d'Impressioun - mä dat ass och keen Novum, dat gehéiert zum gudden Toun de Moment an Europa -, wéi wann et géif drëms goen, dee schlechten europäesche Schüler ze strofen, datt een e misst an der Gidd halen, datt do déi südeuropäesch Liewensfreed sech verschätzt hätt.

Mä alles dat hëlleft eis net weider. Mir sinn och der Meenung, datt d'Griichen iwwer hir Verhältnisser gelieft hunn. Mir sinn och der Meenung, datt dëst Land Jorzéngte laang mat Korruptioun geplot war, datt dëst Land eng schlecht, eng extrem schlecht Gouvernance hat, datt de Klientelismus a virun allem de politesche Klientelismus ganz groussgeschriwwe ginn ass. Mä alles dat dierf eis awer net derzou féieren, datt mer elo fir d'Léisunge vun deem Land fir d'Zukunft op falsch Mesurë setzen.

Mä well et awer och gewosst ass a gewosst war, all déi Saachen, wou dëst Land an d'EU opgeholl gouf a wou et an d'Eurozon eraholl ginn ass a wou et vu villen Eurolänner gären als Client vun hiren Exportprodukter gesi gouf… Ech wëll Iech och net domadder langweilen, datt Griichenland zum Beispill no den USA dat NATO-Land ass mat de proportional héchste Militärausgaben. An d'Waffe ginn net a Griichenland produzéiert, wéi Der wësst, mä importéiert. Och iwwert déi Saache misst een emol kënnen diskutéieren an deem Kontext.

Mä et geet hei drëms, fir op déi komplett pervers Haltung hinzeweisen, datt hei sollen, wéi gesot, d'Griichen an d'griichescht Vollek virun allem bestrooft ginn. An an engem Dokument vun der Kommissioun, wat als „strictly confidential" agestuuft ginn ass, do gëtt et nach méi kloer, ëm wat et geet.

No deene Berechnungen, déi do drastinn, geet d'Schold vu Griichenland bis 2020 nëmmen ënner optimale Bedéngungen op déi uviséiert 120% vum PIB zréck. An op den aacht Säite vum Dokument ginn dann awer all déi Risiken

opgefouert, déi derzou féieren, datt dëst net wäert de Fall sinn. Dobäi ass awer virun allem gewosst, datt 120% fir Griichenland genausou wéineg ze erdroen ass wéi aacht laang Joer Austeritéitspolitik.

Bei alle Länner, déi an deene leschte Joren an eng Scholdekris gerutscht sinn an déi entschéllt goufen, wor et ëmmer kloer, datt nëmme maximal 40% Scholde par rapport zum PIB iwwerhaapt erdréiglech sinn. Esou wäit - souwäit een dat gesäit - misst also d'Schold erlooss ginn, fir datt Griichenland seng Ekonomie erëm kéint opbauen, fir datt dat Land iwwerhaapt erëm eng Zukunftsperspektiv krit.

Dësen Hëllefspak fir Griichenland ass keng Hëllef, mä just e puer Zentimeter méi un der Léngt, mat där d'Griichen am Moment um europäesche Parquet virgefouert ginn! Dat ass eiser Meenung no onerdréiglech, ech géif bal soen, et ass bal dégoûtant! An dat zerstéiert och d'Vertraue vun de Bierger an eis demokratesch europäesch Institutiounen.

Dir wësst, datt dës Politik deem Land net hëlleft. Dir wësst, datt dëst Land muss massiv entschéllt ginn an datt dat déi eenzeg Léisung ass. Mä mir maachen awer nach ëmmer weider, wéi wann ee kéint deen hei Wee goen, obschonns mer wëssen, datt en an den Ofgrond féiert. An trotzdeem huelt Der net déi néideg Décisiounen, déi deem Land et géifen erméiglechen, no vir ze kucken, an Europa och genausou.

M. le Président.- Här Bausch, Dir musst awer elo lues awer sécher zum Schluss kommen!

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Här President, ech komme gläich zu mengem Enn. Dir huelt dat ganzt Land an d'Zaang, an d'Land a virun allem d'Vollek muss bludde fir - an dat wëll ech betounen - Feeler, déi net vun der normaler Bevölkerung gemaach gi sinn, mä haaptsächlech vun der politescher Klass an deem Land, déi iwwer Jorzéngten och dat eegent Vollek bedrunn huet, genausou gutt wéi se d'ganz Europäesch Unioun bedrunn huet.

Et wier awer elo nach vill ze soen, Här President, an deem Kontext, well et si jo och nach vill Décisiounen, déi geholl gi sinn an där leschter Woch iwwert de Fiskalpaquet, déi och en Zesummenhang hu mat Griichenland, mä meng Zäit bleift mer haut net duerfir.

Duerfir wäerte mer dat nohuele bei enger anerer Debatt, déi jo wäert stattfannen net méi spéit wéi Enn Mäerz - wa meng Erënnerung gutt ass -, wa mer iwwert den zweete Semestre européen schwätzen. Och do wäerte mer dann als Gréng eis Positioun duerleeën, wat déi Propositiounen ubelaangt, déi beim Fiskalpaquet elo um Dësch leien. Mä ech kann lech awer elo schonn all Iwwerraschung huelen: Esou wéi et de Moment ausgesäit, wäerte mir dëse Fiskalpaquet, wann näischt sech ännert, net an dësem Parlament matdroen.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Bausch. Als éischte Riedner ass den Här Marc Spautz agedroen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, an där Heure d'actualité haut wëllen déi gréng sech beschäftegen..., well se sech Suerge maachen iwwert den Optimismus, dee verschidden Acteuren elo hunn no deem, wat den 20. an 21. Februar zu Bréissel geschitt ass.

Ech mengen, Schwaarzmolerei, d'Tendenzen, bei all Geleeënheet d'Effortë schlechtzemaachen, déi gemaach gi sinn, fir Léisungen ze fannen, fir dës Scholdekris ze iwwerwannen, an och heiansdo verschidden Alleingäng vu verschiddene Länner hunn eis an der Vergaangenheet net weiderbruecht, sou dass et wichteg ass, dass mer all zesummen d'Erwaardunge realistesch stellen, souwuel un de Sommet vun de Stats- a Regierungschefen, wéi awer och un all déi Diskussiounen, déi lafen innerhalb vum Eurogroup.

Et ass drëm gaangen, fir a puncto Stabilisatioun de Griichen ze hëllefen, an dat ass den 20. an 21. Februar an der leschter Réunioun vum Eurogroup gemaach ginn, wou fir Lëtzebuerg ënnert der Présidence vum Jean-Claude Juncker an a Präsenz vum Luc Frieden Négociatioune gemaach gi sinn, wou en Accord zustane komm ass, fir en zweeten Hëllefspak fir Griichenland ze fannen.

Mat dësem Accord gëtt et substanziell Hëllefen, an d'Griiche kréien déi néideg Zäit, fir déi néideg Reforme kënnen an d'Wee ze leeden. Griichenland krut nees Sputt, fir d'Situatioun ze konsolidéieren. Mä wa mir wëllen, dass d'Griichen endlech d'Enn vum Tunnel gesinn, da muss een hinnen eng komplett Begleedung ubidden. Mir brauchen e kohärente Gesamtpak u Moossnamen, fir aus der Kris erauszekommen - a Griichenland an an der Eurozon.

D'Spuerpäck mussen ergänzt ginn, woubäi een och oppasse muss, wou een iwwerall de roude Stëft ubréngt a wou een iwwerall de Stëft gebraucht. Ufanks den 30er Joren, matzen an der Weltwirtschaftskris, hunn eng Partie Länner d'Léin an d'Statsausgaben esou gekierzt, dass se sech bal - pardon fir den Ausdrock - futtigespuert hunn, a mir wësse jo alleguerten, wouzou dat duerno gefouert huet.

Den 20. an 21. Februar 2012 ass eng Décisioun gefall, déi e kohärente Gesamtpak ugeet. D'Taskforce fir Griichenland gëtt renforcéiert. Et geet hei drëms, fir sécherzestellen, dass Griichenland déi néideg Moyenen huet, fir den Hëllefsprogramm an déi domadder verbonnen Engagementer kënnen ëmzesetzen. Soss kritt d'Land ni seng Situatioun an de Grëff.

De Conseil huet d'lescht Woch de Feu vert ginn, wat den zweeten Hëllefspak fir Griichenland ugeet, vu dass dëst Land - an dat kann een nëmme begréissen - sech och un d'Konditiounen hält, déi négociéiert goufen. An dat ass alles, mä net evident, wann ee sech virun Aen hält, wat dat nees fir Griichenland a virun allem fir déi griichesch Bierger bedeit.

Während dësem Conseil krut och den Eurogroup d'Mandat, sech mat der Fro vun de Capacitéite vum Rettungsschierm ze befaassen. Op dëser Fro gëtt et awer leider keng Eenegung, och wann eng grouss Majoritéit där Meenung ass, dass ee soll d'Capacitéite vum Fong erhéijen, notamment andeems een d'Montanten, déi am EFSF bleiwen, op den ESM, deen op den 1. Juli a Kraaft wäert trieden, transferéiert. Eng Décisioun sollt op dësem Gebitt nach dëse Mount falen. Ech hoffen, dass mir et op deem Punkt endlech fäerdegbrénge wäerten, aus engem Mond ze schwätzen, an dass virun allem eisen däitschen Noper seng Retizenze komplett opgëtt.

Här President, all dës Moossnamen, déi noutwendeg sinn, ginn awer net duer. Ofgesi vun der Décisioun vun der EZB, ronn 500 Milliarden Euro de Banke fir déi nächst dräi Joer zu gënschtegen Tauxen zur Verfügung ze stellen, vermëssen ech nach ëmmer eng konkret europäesch Strategie, fir d'Wirtschaft unzekuerbelen, fir d'Investissementer ze favoriséieren an domadder Aarbechtsplazen ze sécheren.

Esou eng Strategie ass awer bluttnoutwendeg fir eis alleguerten, wou mer jo wëssen, dass Wuesstum muss sinn, fir kënnen an der Eurozon..., dass et erëm eropgeet fir déi ugeschloe Länner alleguerten, an net nëmme fir Griichenland och erëm an d'Luucht ze bréngen.

Theme wéi Wuesstum an Emploi goufen ufanks des Joers a verschiddenen europäeschen Enceinten nees ugeschnidden, nodeems se während Méint ignoréiert goufen. Och wann ech dëse Wandel äusserst begréissen a mat Interesse wäert verfollegen: Eis leeft d'Zäit fort. Konkret Moossnamen si gefuerdert. Mir mussen deenen ugeschloene Länner, a virun allem de Griichen, Perspektive ginn.

Ech wier frou, wann dës Froe während deenen nächste Wochen a Méint kéinte méi thematiséiert ginn, a virun allem, dass mir eis op eng Strategie eenegen, fir dass all europäescht Land, och déi ugeschloe Länner, nees de Wee zu enger intelligenter, nohalteger an integrativer Wirtschaft fannen, gekennzeechent duerch en héicht Mooss u Beschäftegung, Produktivitéit a sozialem Zesummenhalt. Dat ass - just zur Erënnerung - d'Zil vun der Europäescher Unioun gewiescht, wéi se nom Zweete Weltkrich geschafe ginn ass.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Spautz. Als nächste Riedner ass den Här Claude Meisch agedroen. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Meisch *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass net fir d'Éischt, datt mer eis mat där Problematik do am Parlament ausenanersetzen; et ass wahrscheinlech a leider och net fir d'Lescht.

Mir hunn hei iwwert den éischte Rettungsschierm diskutéiert, op eemol ass et zu engem zweete Rettungsschierm komm. Dunn ass den Europäesche Stabilitéitsmechanismus erfonnt ginn. Et ass driwwer geschwat ginn, de Rettungsschierm ze hiewelen, sou datt friem Kapitalgeber do och nach géife matmaachen, fir d'Gesamtwierkung vun deem Pak do kënnen ze verstäerken. Et ass op eemol décidéiert ginn, datt de Stabilitéitsmechanismus dann awer soll e Stéck méi fréi a Kraaft trieden, wéi dat initialement geduecht war. Et ass och elo dann en Thema, datt déi Moyenen, déi nach am Rettungsschierm sinn, sollen transferéiert ginn op den Europäesche Stabilitéitsmechanismus.

Et ass derzou komm, datt d'Bonitéit vun eenzelnen europäesche Länner gelidden huet; Länner, déi eigentlech sollte geruedstoen an d'Réckgrat si vun dem Europäesche Stabilitéitsmechanismus, wat dann och d'Fro opwerft: Wéi steet et mat der Bonitéit vun deem Mechanismus do selwer?

Et ass och net fir d'Éischt, datt d'Europäesch Zentralbank agegraff huet. Zënter geraumer Zäit gëtt do ëmmer erëm probéiert, op de secondairë Marchéen ze intervenéieren, an elo mat deem grousse Pak vu 500 Milliarden ass wierklech probéiert ginn, do op där enger Säit stabilitéitswierkend dann och anzegräifen. Op där anerer Säit natierlech ass sech awer och - jo - mat ganz vill Geld engagéiert ginn, an hannert deem Geld mussen awer erëm eng ganz Réi vun europäesche Länner dann derfir geruedstoen.

Am Ufank ass gesot ginn: „Dat kascht eis näischt, mir kréie souguer Zënsen." Well déi éischt Iddien, déi ware jo esou konzipéiert, datt eigentlech duerch déi gutt Bonitéit vun enger Rei vun europäesche Länner méi bëlleg sollt geléint ginn, wéi dat dann e Land wéi Griichenland zum Beispill kéint maachen, an datt een do op där Zënsdifferenz herno och nach eppes kéint sech selwer dovunner reservéieren.

Nun, dat ass mëttlerweil jo och net méi esou, well dat, wat un Zënsen dann un Differenz nach do ass, awer elo erëm geholl gëtt, fir dann de Griiche kënnen ze hëllefen.

Et si konkret Spuerziler och fir Griichenland do definéiert ginn, déi Spuerziler awer och nëmme ganz lues erreecht ginn, sou datt sécherlech do nach e gudde Wee ze maachen ass. Et ass vu Privatiséierung a Griichenland geschwat ginn, vu Statsbetriber, déi sollten a Privathand iwwergoen. Och dat ass awer bis ewell nëmme schleppend virugaangen. Jo, a mir hunn awer gemierkt, datt duerch déi ganz Politik och d'Ekonomie a Griichenland awer staark gelidden huet an datt doduerjer herno erëm den Defizit pro PIB dann éischter nach erëm eropgedréckt ginn ass, wéi datt déi Situatioun sech insgesamt verbessert hätt.

Wann een all dat doten elo wëllt beuerteelen: War dat richteg? War et falsch? Oft ass bei den eenzelne Schrëtt gesot ginn, et gëtt keng Alternativ derzou. Mir als Demokratesch Partei hunn och deenen allermeeschten Initiativen eis Zoustëmmung ginn.

Ëmmerhin hu mer et fäerdegbruecht, datt mer - jo - en zweete Lehman Brothers verhënnert hunn, well wann um Ufank vun der Griichenlandkris net intervenéiert gi wär, da wär et sécherlech awer zu enger Kettereaktioun komm, wou finalement erëm eng Kéier grouss Banken dann an d'Struewele komm wären, mat deene Konsequenzen op net nëmmen déi europäesch, mä op d'gesamt Weltekonomie.

Mä mir mussen awer wëssen, datt d'Problemer hei nach laang net geléist sinn, a virun allem mierke mer awer och, datt - an dat ass jo eigentlech net verwonnerlech -, d'Vertrauen an déi dote Politik awer lues a lues zréckgeet.

Wann ech virdrun déi Lëscht vun eenzelnen Initiativen hei opgezielt hunn, dann ass eigentlech no all Schrëtt ëmmer erëm gesot ginn: „Jo, elo hu mer et awer esou wäit, elo steet awer e Mechanismus do, elo hu mer den Euro gerett, elo hu mer de Griiche gehollef." Dat war eigentlech ganz oft d'Kommunikatioun, déi do gemaach ginn ass, mä bei engem nächste Schrëtt huet een da jo awer erëm missen zouginn, datt et net esou war an datt et nach keng definitiv Léisung vun de Problemer do gëtt an datt mat enger Ronn no där anerer eigentlech d'Leit manner Vertrauen an déi gesamt Politik do kritt hunn.

Netdestotrotz mengen ech, datt net alles falsch war; netdestotrotz mengen ech, datt och nach eng Rei vu Schrëtt noutwendeg sinn. Ech mengen awer och, fir dat Vertrauen erëmzegewannen, musse mer méi doriwwer diskutéieren.

Duerfir fannen ech et eigentlech gutt, datt déi gréng Fraktioun déi Debatt hei ugefrot huet. Ech fannen allerdéngs, datt se awer nach ëmmer an engem zimlech beschränktene Kader vun der Zäitlimite hier muss leider stattfannen. Et wär sécherlech vill, vill méi ze soen.

Mir solle wierklech probéieren, de Leit éierlech ze soen, wat do geschitt ass, wat och dee Risiko ass, dee mir als Lëtzebuerger do droen, well, wann d'Europäesch Zentralbank an där doten Aart a Weis intervenéiert, wa mer aner Garantië ginn, wann do Hëllefspäck geschnürt ginn, da wäert dat och iergendwann eng Kéier riskéieren, säi Präis fir Lëtzebuerg ze hunn. A wa mer wëllen, datt d'Leit déi Politik do akzeptéieren, da musse mer éierlech a ganz kloer soen, wat dat da finalement heescht.

Här President, vläicht nach ee leschte Gedanken, deen ech awer nach hei eng Kéier wëll opgräifen, dat ass deen, wou ech wierklech fannen, datt et bis ewell feelt dorunner, an der europäescher Politik op jidde Fall, mä sécherlech och an eenzelne betraffene Länner - dat ass jo net nëmme Griichenland: Mir brauchen net nëmme Spuerpäck, mir brauchen och eng wirtschaftlech Relance an deenen dote Länner.

Wa mer dat net fäerdegbréngen, wa mer do keng nei Perspektive bidden, wa mer do och net deene Leit an deene Länner nei wirtschaftlech Perspektiven op nei Aarbechtsplazen, op sécher Aarbechtsplaze bidden, da fäerten ech, da wäert och do d'Vertrauen net erëmkommen an da wäerten déi Länner nach ganz, ganz schwéieren Zäiten entgéintgoen.

An da wäerte mer och erliewen, datt et an enger Rei vu Länner dach - jo - politesch ganz, ganz wackeleg wäert ginn an datt et finalement schlecht ëm d'politesch Stabilitéit an deene Länner wäert bestallt sinn. Do muss Europa Effortë maachen, do mussen déi Länner Effortë maachen, an ech mengen, och mir hei zu Lëtzebuerg kënnen eis do iwwerleeën, wéi mer dozou kënne bäidroen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Meisch. Als nächste Riedner ass den Här Alex Bodry agedroen. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Resultater vun dem europäesche Fréijorssommet hannerloossen e Gefill vun enger gewësser Enttäuschung, op jiddwer Fall den Androck vun enger onfäerdeger Aarbecht. Dee Sommet stoung ënnert dem Begréff vu méi Wuesstum, Beschäftegung förderen, fir eigentlech e Message ze ginn, dass d'europäesch Politik sech net kann an net däerf beschränken op nëmme Froen, déi mat Budgetséquiliber a Reduzéierung vu Scholden ze dinn hunn, mä dass déi och solle Perspektive fir Wuesstum bidden.

An dat, wat konkret eigentlech sech an de Konklusiounen erëmspigelt, dat hannerléisst awer eng Impressioun vun alen Iddien, déi erëm eng Kéier frësch opgekacht si ginn, a vun enger dach feelender kompletter Vernetzung vun op där enger Säit der Budgetsdisziplin, déi néideg ass, besonnesch bei deene Länner, déi dérapéiert sinn an deene leschte Joren, an op där anerer Säit awer och neien Impulser fir Wuesstum a fir Beschäftegung hei an Europa - dat och ënnert dem Androck besonnesch vun enger Jugendaarbechtslosegkeet, déi absolut historesch Héichte momentan an Europa hei erreecht a wou d'Politik gefuerdert ass, fir ze reagéieren.

Et ass mir och perséinlech e Rätsel, wéi Europa, wéi och déi eenzel Länner oder eenzelner vun hinnen et wäerte fäerdegbréngen, de Stabilitéitspakt an déi Obligatiounen, déi och elo iwwert de Fiskalpakt nach zousätzlech op d'Länner am budgetäre Beräich zoukommen, ze verbanne mat der Strategie „Europa 2020".

Ech wëll drun erënneren, dass déi Strategie fousst op der Prioritéit vun Investissementer notamment am Beräich Schoul, Ausbildung, Héichschoulen, am Beräich Fuerschung an Innovatioun, am Beräich nei Energiepolitik. Ee vun de grousse Kritären ass och d'Bekämpfung vun der Aarmut an Europa.

Wann ech kucken, wat awer bis elo vu ganz ville Länner - a Lëtzebuerg mécht do eng Ausnahm, ech hoffen, dass dat och esou bleift - do op den Dësch geluecht ginn ass vu Spuerpäck, vun Austeritéitspäck, wou grad och am schoulesche Beräich Kreditter gekierzt ginn, wou fir vill Schüler a Studenten d'Schoul méi deier gëtt, wou also den Accès méi schwiereg gëtt fir déi Länner, wou een och mierkt, dass an anere Beräicher d'öffentlech Ausgabe gekappt ginn, mir ass et e Rätsel, wéi déi Prioritéiten, déi Zilsetzung vun der Wuesstums- a Beschäftegungsstrategie, déi Europa sech eréischt virun e puer Joer ginn huet, déi eigentlech jo schonn op d'Joer 2000 zréckgeet, mä déi awer erëm eng Kéier frësch opgeluecht ginn ass virun zwee Joer, wéi déi an Aklang ze bréngen ass mat där momentaner Ausriichtung, déi am Finanz- an am budgetäre Beräich wäert sinn.

Dat wäert och eng Diskussioun sinn, déi mer an e puer Wochen och hei am Parlament ze féieren hunn, wa mer iwwer eisen nationale Programme de stabilité respektiv eise Plan national de réforme am Kader vun der „Strategie 2020" ze diskutéiere kréien.

www.chd.lu

Et stellt sech fir eis d'Fro, ob et net an där Politik, déi momentan an Europa och par rapport zu Griichenland gefouert gëtt, wichteg ass, awer och ze kucken, ob et net Alternative gëtt, ob net nei Wuesstumsperspektive kënnen iwwer aner Weeër bestoe wéi deen, fir de Mindestloun - dee schonn niddreg ass - ëm 22% ze kierzen, wéi deen, fir praktesch massiven Ofbau vun Aarbechtsplazen am öffentlechen Secteur ze maachen, fir u sech u Pensiounen an un anere Sozialleeschtunge kappen ze goen.

Dat riskéiert, an enger Zäit, wou mer eis schonn alleguerten eens sinn, dass Europa amgaang ass, an eng Stagnatioun, vläicht souguer an eng Rezessioun eranzegoen, dat riskéiert, déi doten Tendenzen nëmmen ze verstäerken.

Ech géif vläicht awer och mer erlaben, déi Discoursen ze rappeléieren, déi nach virun dräi, véier Joer waren - am Joer 2009 - a ganz Europa, wéi gesot ginn ass, mir musse wéinst der Rezessioun eng antizyklesch Politik maachen. Wat hei elo propagéiert gëtt op europäeschem Plang, dat ass exklusiv an enger Zäit vu Stagnatioun, Rezessioun a ganz ville Länner - dozou kéint och Lëtzebuerg gehéieren -, ganz kloer eng prozyklesch Politik, déi hei gemaach gëtt. Ech fäerte ganz, dass déi eis am Endeffekt och net wäert automatesch op e gëllene Wee féieren, op dat, wat mer eigentlech hei brauchen.

An et sinn eng ganz Partie Wirtschaftler, Friddensnobelpräisträger, déi dorop opmierksam maachen, ob een, anstatt eng eenzeg Politik a ganz Europa ze maachen, net misst méi differenzéiert virgoen: dass déi Länner effektiv, déi ze vill verschëllt sinn, déi Länner, déi héich Defiziter hunn, mussen eng Politik maache selbstverständlech, fir déi Defiziter an déi Verschëlldung an de Grëff ze kréien, mä ob awer déi aner Länner - do gëtt et der eng Partie -, déi an de Maastrichtkritäre leien, net awer och missten hire Fräiraum, hir Marge de manœuvre, déi se nach hunn, notzen, fir eigentlech och de Konsum ze fördere respektiv fir eng Politik och vun der Demande ze stëtzen.

Et ass, mengen ech, déi Fro, déi mer mussen och hei am Lëtzebuerger Parlament diskutéieren, net nëmmen, wa mer iwwer Griichenland schwätzen.

E Wuert iwwer Griichenland och. Mir hunn den Accord gi fir déi Hëllefsmoossnamen. Mir hunn och den Accord ginn, wat den Engagement fir Lëtzebuerg ugeet, fir bis zu zwou Milliarden Euro - dat ass e gudde Sechstel vun eisem Statsbudget vun engem Joer! - bereetzestellen, fir mat an Europäesch Stabilitéitsmechanismen eranzegoen. Da musse mer awer och ganz kloer soen, dass, wann een déi lescht Entwécklunge kuckt, wann een och déi Prognose kuckt, mer haut net méi kënnen hei mat Sécherheet behaapten, dass dat doten eng risikolos Operatioun ass.

Mir mussen eis bewosst sinn, dass mer et hei net mat enger Endphas vun enger Diskussioun ze dinn hunn an Europa, och wat d'Griichenlandhëllefen ugeet, mä dass mer et hei beschtefalls mat enger Tëschenetapp an där ganzer Diskussioun ze dinn hunn. A mir mussen och wëssen, dass elo schonn ëmmer méi diskutéiert a geschriwwe gëtt, net nëmmen iwwer Scholdeschnëtter an der Privatwirtschaft, bei de private Créancieren, mä dass och scho geschwat gëtt vu Scholdeschnëtter, wat d'Staten ugeet a wat d'Statsscholde par rapport zu Griichenland - déi Griichenland huet par rapport zu anere Länner - ugeet.

Et ass also keng puer Formalitéit, déi mer hei maachen. Duerfir géif ech och nach eng Kéier insistéieren, wéi eenzel Riedner dat och scho viru mir gemaach hunn, dass mer eis och an dëser Chamber musse mat der Chamber e Modus Vivendi ginn, wéi mer och un déi dote Froen eruginn, wann et ëm konkret Aktioune geet.

Wann et drëm geet, ze soen, dass mer als Lëtzebuerg matmaache bei eenzelnen Aktiounen, musse mer hei net ex post, wéi dat haut erëm eng Kéier stattfënnt, eng Diskussioun am Plenum féieren, mä mir mussen, och wéinst der öffentlecher Debatt, déi mer brauchen, wéinst den öffentlechen Erklärungen, déi mer brauchen an deenen dote Froe vun dem héijen Engagement och fir Lëtzebuerg, am Virfeld eis eng Prozedur hei selwer ginn als Chamber par rapport zur Regierung, wéi mer un déi dote Froen eruginn a wéi mer déi dote Froe wäerten an deenen nächste Méint handlen, well...

M. le Président.- Här Bodry, Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Jo, dat ass mäi lescht Wuert. Dir hutt e bëssen ze fréi agesat.

...ech gleewen net, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, dass mer fir d'Lescht iwwert déi dote Froen hei diskutéieren.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Bodry. Als nächste Riedner ass den Här Henckes agedroen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Här President, an deenen zwou Minutten, déi mer zur Verfügung stinn, wëll ech just nuren der Regierung fir d'Éischt e klenge Reproche maachen. Ech hätt gären, datt an Zukunft d'Regierung spontan no esou engem wichtege Sommet hei eng Debatt an der Chamber provozéiert an eng Erklärung dofir ofgëtt. Ech mengen, dat wier de richtegen demokratesche Wee, well et ass e wichtege Punkt, dee mer haut diskutéieren.

Dat Zweet, wat ee muss festhalen, dat ass, datt mir als ADR der Meenung sinn, datt Lëtzebuerg muss seng Solidaritéit mam russeschen, mat dem...

(Hilarité et brouhaha)

Lapsus freudien, entschëllegt! ...mat dem griichesche Vollek duerhalen (veuillez lire: ausdrécken).

Dann ass et esou, datt mer och, wat déi finanziell Hëllefen ugeet, do ass et ganz kloer, datt mer Griichenland wëlle finanziell hëllefen an datt mer also musse verschidde Gestë finanzieller Natur do maachen. Mä dat awer, onser Meenung no, mat enger eenzeger Konditioun, dat ass, datt Griichenland misst deen Ablack och den Engagement huelen, fir aus dem Euro auszetrieden.

Woufir ass dat wichteg, datt se aus dem Euro austrieden? Well dat den eenzege Moyen ass, fir där Ekonomie, déi zu nuren engem ganz klenge Prozentsaz, dat heescht nuren zu 30% mam Euroraum Wirtschaftsbezéiungen huet..., well dat hinne géif erlaben, fir deen Ablack hir Wirtschaft nees erëm unzekuerbelen. Et ass also e Phénomène unique, et ass eng Donnée unique, déi mer musse respektéieren, well soss geet déi griichesch Ekonomie definitiv d'Baach eran, an da kënnt eng Etapp no där anerer.

Dat, wat mer also hei festhale mussen des Weideren, ass, datt dee Scholdeschnëtt, deen hu mir scho virun zwee Joer gefrot, well en néideg wor. Wat mer awer och der Meenung sinn, dat ass, datt e misst obligatoresch gi fir jiddwereen, ënnert deene Konditiounen natierlech vum Austrëtt aus dem Euro. Wann dat net geschitt, dann ass et och evident, datt deen Ablack d'Hedgefongen, dat heescht d'Spekulatiounsfongen, déi sinn, déi hei bei dëser Affär all Kéiers massiv nees erëm Suen astiechen a Profitter vun 30% bis 40% an de leschte Joren agesäckelt hunn doduerjer, datt hei Verschiddenes net obligatoresch gemaach ginn ass.

Et versteet een ëmmer méi, datt den Numm vum Eurogroup an Zwëschenzäit ëmgeännert ginn ass an Euro-Chaos-Grupp! Ech mengen, et geet nach monter esou virun.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Henckes. Als leschte Riedner ass den Här Urbany agedroen. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

(Interruption)

Une voix.- Déi rette mer och nach, wa mer fäerdeg sinn.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Dir Dammen an Dir Hären, wat haut a Griichenland geschitt, dat ass, dass am Fong geholl e ganzt Vollek, an och kleng Leit, Mindestlounbezéier an esou weider, förmlech ausgeblutt gi mat Lounverloschter vun 20%, 30%, fir dass d'Banken an d'Hedgefongen hir Suen zréckkréien! Well dorëm geet et jo.

An dat bëssen, wou d'Banken eventuell drop verzichten, dee sougenannte Scholdeschnëtt - et ass iwwregens nach guer net kloer, wat déi Zomm a Wierklechkeet wäert ausmaachen; déi Verhandlunge lafen nach -, dofir ginn d'Banken awer largement indemniséiert duerch d'Zentralbanke mat bëllegem Geld, vun deem hei scho geschwat ginn ass. 500 Milliarden, wann ech dat richteg verstanen hunn, am Dezember 2011 an nach eng Kéier 500 Milliarde bëllegt Geld mat 1% Zënssaz elo am Kader vun der Léisung vun der Kris!

Do schwätzt kee vu Gelddrécken! Dat Geld muss awer anzwousch hierkommen. Dat Geld ass jo dofir do, fir am Casino weiderzespillen, och zu Lëtzebuerg am Casino weiderzespillen. Mir haten d'Hedgefonge virdrun.

Dee sougenannten Hëllefspak, dat ware jo 110 Milliarden 2010. Elo kommen 165 Milliarden dëst Joer derbäi a Form vun engem Prêt. Dee Prêt geet op e blockéierte Kont an déngt virun allem erëm eng Kéier dozou, d'Scholde vun de Banken ze bezuelen.

Derbäi kommen - dat ass och hei gesot ginn, an ech bezéie mech och do op deen Artikel an der FAZ - 70 Milliarden Obligatiounen, déi d'EZB anscheinend - an och aner Zentralbanken, nationaler - scho vu Privatbanken opkaaft huet. An ech wëll och emol wëssen, wat d'Lëtzebuerger Zentralbank opkaaft huet vu griichesche Pabeieren. Zum Beispill si mer gewuer ginn, dass d'Rentereserv, déi griichesch Obligatioune vun der Rentereserv mat 80% nëmme vun hirem Wäert verkaaft gi sinn. „Wou sinn déi Titren elo?", wëll ech de Minister hei froen.

Et geet also ëm ganzer, wann ech dat alles zesummerechnen, 345 Milliarde Privatscholden, déi vun den europäesche Steierzueler fir d'Banken iwwerholl ginn, déi sech verspekuléiert haten. An ech mengen, schold un der sougenannter Scholdekris an Europa ass éischtens d'Ofhängegkeet, an déi d'State gerode si vis-à-vis vu Prête vu Privatbanken, well d'Zentralbanke kënne jo keng Prête méi u State maachen. Éischtens d'Ofhängegkeet vun de Staten, wat d'Prêten ugeet, vu Privatbanken. An zweetens d'Sozialiséierung vun de Verloschter vun deene Banken an deene leschte Joren.

Ech mengen, dass déi Ausbluddung, déi hei geschitt vun de Griichen - ech kann do leider net weider Beispiller nennen aus Zäitgrënn -, déi wäert keen Opschwong bréngen. Am Géigendeel!

Gradesou wéineg, mengen ech och, wéi déi zwee europäesch Traitéen, déi elo gëschter offiziell an der Chamber déposéiert gi sinn, och dat net wäerte bréngen, mä weider Budgetsbremsen, weider Budgetsreduktioune wäerte bréngen an en diktatorescht Regéiere vis-à-vis vun alle State vun der Bréisseler Kommissioun.

M. le Président.- Här Urbany, Dir misst och lues awer sécher zum Schluss kommen.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Ma ech sinn och am leschte Saz, Här President.

An ech mengen, dass all déi Moossnamen, also och déi nei Traitéen, déi mer hei iergendwann eng Kéier solle stëmmen - géint déi ech och wäert stëmmen -, dass déi just nëmmen zur weiderer Rezessioun an zur Stagnatioun wäerte féieren an ausschliesslech zum Profit wäerte si vun deene Leit, déi vill Suen ze placéieren hunn. An dorëm, mengen ech, geet et schlussendlech heibäi.

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. Elo kritt d'Wuert den Här Finanzminister Luc Frieden.

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn hei an engem Dossier, deen, wéi zu Recht virdrun ugemierkt, schonn e puermol heibannen diskutéiert ginn ass a wou ech och mengen, datt mer nach e puermol wäerten drop zréckkommen: d'Kris an der Eurozon am Allgemengen, d'Kris a Griichenland am Spezielen.

Well ech gehéieren zu deenen, déi der Meenung sinn, datt dat hei e laange Prozess ass, fir erëm op de Wee vun enger zolitter Finanz- a Wirtschaftspolitik ze kommen, an datt et net duergeet mat enger Décisioun, mat engem Vertrag oder mat engem Sommet um Niveau vun de Stats- a Regierungschefen oder um Niveau vun de Finanzministeren, fir zu enger Léisung ze kommen, mä et si vill kleng Elementer zesummen, déi et wäerte fäerdegbréngen, datt Europa a virun allem d'Eurozon eng stabil Zon bleift.

Zu deene Moossname gehéieren déi Hëllefen, déi mer deene Länner ginn, déi an enger ganz grousser schwiereger Situatioun sinn: Griichenland, Portugal, Irland. Do zu där Moossnam gehéiert déi Moossnam, déi eng Rei Länner selwer geholl hunn, fir net musse vun anere gehollef ze kréien. Dat ass eng ganz Rei vu Länner, déi amgaang sinn, hir Budgetspolitik erëm op seriö Schinnen ze setzen.

Dozou gehéieren, drëttens, déi Rettungsschiermer, déi mer opgebaut hunn, déi am Fong zum Zil hunn ze évitéieren, datt, wann engem Land eppes Gréisseres geschitt, datt da kann en Ustiechungseffekt op anerer kommen. Duerfir hu mer déi Verträg iwwer EFSF an ESM-Stabilitéitsmechanismen, eng Zort europäesch Währungsfongen, op d'Bee gesat, déi an deenen nächste Wochen och wäerten hei an der Chamber diskutéiert ginn, déi nach net vum Parlament approuvéiert gi sinn am Fall vum permanente Stabilitéitsmechanismus.

A véiertens brauche mer duerfir gemeinsam Budgetsregelen an deenen eenzelne Länner. An dat ass dat, wat hei op Lëtzebuergesch falsch iwwersat gëtt als „Fiskalpakt", wat en fait e Pacte budgétaire ass, wou Regele vu gesondem Mënscheverstand iwwer Budgetspolitik an en europäeschen Text geschriwwe ginn. An ech kann nëmmen erstaunt sinn, datt eng Rei Deputéiert heibannen elo scho soen, ouni datt deen Text hei am Parlament am Detail diskutéiert ginn ass, datt si deen net wäerte stëmmen!

Well wat doranner steet - et kann een ëmmer iwwert dem juristeschen Opbau vun deem Text stoen -, mä wat doranner steet, ass am Fong dat, wat all Land misst maachen, fir eng gesond Budgetspolitik ze hunn. Well et steet am Fong näischt aneschters dran, wéi datt een net méi Sue kann ausgi wéi dat, wat een erakritt, an datt een an exzeptionelle Fäll kann do Ausnahme maachen. Dat ass am Fong eppes, wat - wou ech gemengt hunn, och ouni Pacte budgétaire - och hei zu Lëtzebuerg an an anere Länner an Europa misst gemaach ginn.

Elo si mer an där Situatioun a Griichenland, well haut ass jo hei Griichenland erëm eng Kéier an der Diskussioun: Wat maache mer, wann e Land keng Sue méi geléint kritt? Wat maache mer, wann e Land keng Sue méi huet? An et ass vis-à-vis vun där Situatioun, wou mir an Europa, wou mir an der Eurozon hu missen eng Décisioun huelen.

Firwat hëllefe mer de Griichen? Ech wëll dat nach eng Kéier hei erklären. Mir hëllefen de Griichen aus engem Akt vu Solidaritéit. A mir hëllefen de Griichen, well, wa mer hinnen net hëllefen, net nëmme si an engem grousse Problem sinn, mä déi ganz Eurozon an enger Onstabilitéit ass, och déi, déi de Griiche Sue geléint hunn. Mir liewen an enger extrem interdependenter Welt. An duerfir ass et och richteg, datt ee seet: Mir hëllefen de Griichen, fir hinnen ze hëllefen.

Mä mir hëllefen domadder eis selwer och, well et sinn och d'Banken aus eise Länner, déi hinne Sue geléint hunn. An dobäi geet et net - dat soen ech virun allem deem leschte Riedner -, et geet net drëm, deene Banken ze hëllefen. Mä wann déi Banken alleguerte rutschen, da rutsche mer alleguerte mat, well mir hunn eis Suen - selbstverständlech mir als Bierger, kleng a grouss Spuerer - op deene Banke stoen. Dat Ganzt hänkt also alles zesummen. An duerfir musse mer aus Solidaritéit an aus Intérêt un der Stabilitéit vun der ganzer Eurozon hëllefen.

Wéi hëllefe mer? Mir hu fir d'Éischt gehollef mat bilaterale Prêten. Déi sinn zum Deel a Griichenland gefloss. Och Lëtzebuerg huet sech selbstverständlech, wéi all déi aner Länner, un deene bilaterale Prête bedeelegt. Mir hu vun deene bilaterale Prêten u Griichenland e Prêt gemaach vun 140 Milliounen. De Prêt hätt eng Gesamtzomm kënnen hu vun 206 Milliounen; mir hunn der awer nëmmen 140 geléint. Fir déi 140 Millioune Prêt, déi Lëtzebuerg u Griichenland gemaach huet an engem europäesche Kontext, huet Griichenland bis elo 6,3 Milliounen Zënse bezuelt. Si sinn also hiren En-

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Espace Médias SA / Polygraphic SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

gagementer, wat d'Bezuele vun den Zënsen ugeet, nokomm. Déi sinn also op Lëtzebuerg zréckkomm.

Elo kënnt deen zweete Volet vun där Hëllef. Dat si keng bilateral Hëllefe méi. Deen zweete Rettungspak soll aus dem europäeschen, provisoresche Rettungsschierm EFSF - wat eng Lëtzebuerger Gesellschaft ass, wou all d'Länner eng Garantie ginn - finanzéiert ginn. Lëtzebuerg gëtt also do keng direkt Budgetsdépense. Mir garantéieren déi Gesellschaft, déi Gesellschaft geet op de Marché Sue léinen, léint déi weider u Griichenland.

Mir hunn awer gesot - an dat ass duerfir eng Debatt, déi een och heibanne muss féieren -, am léifste géif ee jo e puer Honnert Milliarde méi a Griichenland ginn, fir de Griichen ze hëllefen; mä mir mussen awer och soen, dat si Suen aus all deenen anere 16 Länner. Duerfir hu mer de Griiche gesot: „Okay, mir hëllefen Iech, mä Dir selwer musst och dann eng Rei Saache maachen." Well d'Zil vun där Hëllef ass, fir datt Griichenland erëm kann op sengen eegene Féiss stoen. Duerfir muss et seng Wirtschaft reforméieren an duerfir muss et säi Statsbudget reforméieren.

Elo sinn do eng Rei Moossnamen als Konditioune gesat ginn, mat deenen net jiddwereen d'accord ass. Dat kann ee ganz gutt novollzéien. An aus Lëtzebuerger Perspektiv kléngt dat alles nach vill méi uerg, wéi dat vläicht aus der Perspektiv vun anere Länner kléngt. Mécht een awer déi Konditiounen net, da froen ech Iech: Wou sinn dann all déi Suen, déi d'Griiche bräichten, fir méi Suen auszedeelen, sief et bei Paien, sief et bei Pensiounen, sief et bei anere staatlechen Déngschtleeschtungen? Well Griichenland huet ganz einfach déi Suen net!

An déi Niveaue vun deem, wat festgesat ginn ass, soen ech och nach eng Kéier, fir eis sinn déi Niveauen extrem niddreg. Ech wëll Iech awer och soen, datt eng Rei Finanzministeren an der Eurozon drop higewisen hunn, datt déi Sozialleeschtungen oder déi Paien héich wäre par rapport zu hire Länner. Duerfir muss een dat och ëmmer an enger europäescher Moyenne kucken.

Mä ech gi gären zou, dat wat Griichenland hei muss liwweren, dat wat Griichenland hei décidéiert huet an deene leschte Wochen, ass fir d'griichescht Vollek ganz sécher ganz schwiereg. Si bezuelen heimadder d'Feeler, déi successiv Regierungen a Griichenland gemaach hunn. An déi Feeler waren einfach, datt se iwwer Jore vill ze vill Suen ausginn hunn, iwwer Joren Defiziter gefuer hunn, iwwer Jore Statsschold gemaach hunn.

Ech wëll Iech nämlech hei drop hiweisen, datt, wann Europa elo 130 Milliarde Griichenland léint, verbonne mat strikte Konditiounen, wann Europa hei verlaangt, datt och déi privat Créancieren, déi, déi also Sue geléint hunn, och sech mat 100 Milliarde bedeelegen, da bleift, datt Griichenland am Joer 2020, dat ass an aacht Joer, nach eng Schold huet vun 120% vum Bruttoinlandsprodukt. 120%! An et ass fir dat Zil ze erreechen, wat nach eng enorm héich Schold ass, wou mer dat heite maachen, mä wou mer awer och musse verlaangen, datt si selwer eng Rei Effortë maachen. An ech muss soen, si hunn an deene leschte Wochen enorm vill Effortë gemaach an enorm vill Gesetzer duerch hiert Parlament kritt, wou se séchergestallt hunn oder versiche sécherzestellen, datt Griichenland och an der Zukunft eng Chance huet.

Wa mer einfach nëmme Suen iwwerweisen, ouni Konditiounen, dann hu mer kuerzfristeg sécherlech gehollef, mä mëttel- a laangfristeg huet dat Land keng Chance. An eist Zil, eist gemeinsamt Zil muss et sinn, datt Griichenland erëm eng Chance huet. Griichenland, datt déi Leit erëm kënnen normal liewen, Schaffplaze kréien, Aarbechtsplaze kréien, an datt dat Land, wann et Sue brauch, erëm kann, wéi all déi aner Länner, um Marché Sue geléint kréien.

Et ass e schwierege Wee. Eleng, mengen ech, hätt Griichenland et net gepackt. Griichenland brauch eis Hëllef. Griichenland brauch och eis Hëllef an der Ëmsetzung. Dat ass keng Tutelle iwwer Griichenland, mä mir hätte gären, datt déi Suen, déi se geléint kréien..., datt mer och mat de griicheschen Autoritéite kucken, datt déi Moossnamen, déi décidéiert gi sinn, och ëmgesat ginn, well soss bréngt dat Ganzt à la longue näischt.

Ech wëll hei net driwwer diskutéieren, wat d'EZB richteg oder falsch gemaach huet. Ech weisen Iech just drop hin, datt mir all zesummen, Dir als Deputéiert a mir als Regierung, en Traité ugeholl hunn, an deem steet, datt d'Europäesch Zentralbank onofhängeg ass. Dorauser hu mer e Gesetz zu Lëtzebuerg gemaach, wat seet, datt d'Lëtzebuerger Zentralbank onofhängeg ass. Dat ass e fundamentale Punkt vun der Europäescher Währungsunioun. An dee Punkt zitt mat sech, datt et eis net zousteet - ech schwätzen hei fir d'Finanzministeren an Europa, an ech sinn dee vu Lëtzebuerg -, datt et eis net zousteet ze kommentéieren iwwert dat, wat si gemaach hunn, an datt mir och keen Accès hunn zu deenen Donnéeën, déi hei gefrot gi sinn.

D'Chamber huet d'Recht, de President vun der Zentralbank ze ruffen an him déi Froen ze stellen. An et ass d'Recht vum President vun der Zentralbank, dann ze jugéieren, ob en déi Donnéeë kann der Chamber matdeelen oder net. D'Regierung ass duerfir net zoustänneg. Et ass eng logesch Konsequenz vun enger demokratescher Décisioun, der Europäescher an der nationaler Zentralbank d'Onofhängegkeet ze ginn.

Ech géif just als Observateur vun därselwechter feststellen, datt d'Europäesch Zentralbank eng gutt Roll gespillt huet, déi gehollef huet, datt d'Kris manner grouss ginn ass wéi se hätt vläicht kënne ginn, wann d'Zentralbank net intervenéiert wär.

De griicheschen Dossier ass net ofgeschloss, well déi Suen, déi 130 Milliarde sinn net gefloss a Griichenland, well et gëtt zwou Konditiounen. Déi eng ass déi vun enger ganzer Rei vun Aktiounen, déi d'griichescht Parlament muss approuvéieren. Griichenland huet dat gemaach.

Déi zweet Operatioun ass an dësen Deeg, an dëse Stonne matzen amgaang, an dat ass dee sougenannten „private sector involvement", wou ech virdrun driwwer geschwat hunn, nämlech, datt d'privat Créancieren - dat si Banken, dat si Fongen, dat sinn individuell Investisseuren, déi Sue geléint hunn u Griichenland -, datt déi mussen e Scholdeschnëtt vun 53,5% akzeptéiere vun deem, wat se geléint hunn.

Do ass eng Offer gemaach ginn, déi kënnen elo hir Titrë géint anerer échangéieren, a groussen Zich, a mir wäerten Enn der Woch, héchstwahrscheinlech de Freideg oder de Samschdeg, als Finanzminister vun der Eurogroup kucken, wéi vill Prozent an där Operatioun matgemaach hunn. Well déi Operatioun muss och nach eng Kéier ronn 100 Milliarden Euro erabréngen.

Wann déi Operatioun erfollegräich iwwert d'Bühn geet, dat heescht, wann e grousse Prozentsaz vun de Créancieren do matmaachen, e ganz grousse Prozentsaz, nëmmen dann erreeche mer déi Ziler vun 120% Schold 2020, an datt mer den Hëllefspak nëmmen - „nëmmen" entre guillemets - op 130 Milliarde musse maachen. Déi Décisioun huele mer eréischt dee Moment, an da fléissen och eréischt déi Suen. An dat, wéi gesot, wäerte mer Enn der Woch kucken.

Ech mengen, datt et richteg ass, datt hei gefrot ginn ass, datt d'Regierung regelméisseg an d'Parlament kënnt. Mir wäerten dat och an der Zukunft maachen, well ech menge wierklech, datt dee Prozess hei, net nëmme mat Griichenland, mä och mat enger anerer Rei vu Länner an Europa, e ganz schwierege bleift. Ech mengen éierlech, no deene ville Sitzungen, datt mer um richtege Wee sinn, datt dat hei Hëllefe sinn, déi och eppes bréngen, mä datt et net ee Rezept gëtt, wat all Problem vun haut op muer léist.

Et bleift - ech géif bal soen, fir dat nächst Jorzéngt - e schwieregen Dossier tëscht der Eurozon a Griichenland, a vläicht nach mat e puer anere Länner. Mir sinn um richtege Wee, mä op deem Wee sinn nach vill Knubbelen. An iwwert déi musse mer ewechkommen. An doriwwer wëlle mer a musse mer mam Parlament schwätzen, wat jo dem Lëtzebuerger seng Steiersuen och géréiert, déi hei mat engagéiert sinn, ouni datt mer bis elo direkt Suen un där Operatioun verluer hunn, mä wou mer en Intérêt drun hunn, datt mer matmaachen, datt mer och doriwwer d'Parlament informéiert halen an datt mer doriwwer och Debatten heibanne féieren.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Finanzminister. Domadder wär dëse Punkt ofgeschloss.

A mir sinn dann och um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer um zwou Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.34 heures)

Sommaire des séances publiques nos 16, 17 et 18

Communication p. 184

Vérification des pouvoirs et assermentation de M. Georges Engel p. 184-185

Changements de composition des commissions parlementaires et des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales p. 185

6305 - Projet de loi portant modification de la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial («SPF») p. 185-186

6355 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée p. 186

6288 - Projet de loi relative à la gestion des déchets et modifiant
1. la loi du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement;
2. la loi du 25 mars 2005 relative au fonctionnement et au financement de l'action SuperDrecksKëscht;
3. la loi du 19 décembre 2008 a) relative aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs b) modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets;
4. la loi du 24 mai 2011 relative aux services dans le marché intérieur p. 186-193

Dépôt d'une motion par M. Henri Kox p. 193-194

6286 - Projet de loi modifiant la loi du 5 juin 2009 relative à la qualification initiale et à la formation continue des conducteurs de certains véhicules routiers affectés aux transports de marchandises ou de voyageurs et modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet 1. le développement et la diversification économiques et 2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie p. 194-195

6332 - Projet de loi portant approbation de la Convention de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Tunisienne, signée à Tunis, le 30 novembre 2010 p. 195

Débat d'orientation sur le rapport relatif à l'application de la loi du 16 mars 2009 relative aux soins palliatifs, à la directive anticipée et à l'accompagnement en fin de vie, portant sur les années 2009 et 2010 p. 195-200

6338 - Projet de loi relative à la récidive internationale et portant modification
- de l'article 372 du Code pénal; et
- de l'article 34 de la loi du 6 octobre 2009 renforçant le droit des victimes d'infractions pénales et portant modification
- du Code d'instruction criminelle,
- du Code pénal,
- de la loi modifiée du 12 mars 1984 relative à l'indemnisation de certaines victimes de dommages corporels résultant d'une infraction et à la répression de l'insolvabilité frauduleuse,
- de la loi modifiée du 16 juillet 1986 relative à certains modes d'exécution des peines privatives de liberté,
- de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse p. 200-205

Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés p. 206

Communications p. 206-207

Résolution relative à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant «Erasmus pour tous», le programme de l'UE pour l'éducation, la formation, la jeunesse et le sport (document COM(2011)788)
- Art. 169 du Règlement de la Chambre p. 207-208

Résolution relative à la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/36/CE relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles et le règlement concernant la coopération administrative par l'intermédiaire du système d'information du marché intérieur (document COM(2011)883)
- Art. 169 du Règlement de la Chambre p. 208

Ordre du jour p. 208-209

Dépôt d'une proposition de loi par M. Alex Bodry p. 209

Heure de questions au Gouvernement

Question n°145 du 6 mars 2012 de M. Roger Negri relative à la stratégie du Gouvernement concernant la Cargolux et une augmentation éventuelle du capital de cette société, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 209

Question n°146 du 5 mars 2012 de M. André Bauler relative à la mise en œuvre du tutorat et du travail personnel dans le cadre de la réforme de l'enseignement secondaire et secondaire technique, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle p. 209

Question n°147 du 6 mars 2012 de M. Gast Gibéryen relative au plan d'évacuation en cas d'un incident majeur à la centrale nucléaire de Cattenom, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région p. 209-210

Question n°148 du 5 mars 2012 de M. André Bauler relative aux nouveaux plans sectoriels et à leurs incidences sur le développement des régions rurales, adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures p. 210

Question n°149 du 6 mars 2012 de M. Jean Colombera relative aux cas de tuberculose au sein de la prison, adressée à M. le Ministre de la Santé p. 210-211

Question n°150 du 5 mars 2012 de M. Fernand Etgen relative à la prévention de faillites, adressée à M. le Ministre de la Justice p. 211

Question n°151 du 5 mars 2012 de M. Fernand Etgen relative à la mise en place de radars automatiques, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 211

Question n°152 du 5 mars 2012 de M. Eugène Berger relative à la position du Gouvernement par rapport à une fermeture immédiate de la centrale nucléaire de Cattenom, adressée à M. le Ministre de la Santé p. 211-212

Résolution de Mme Viviane Loschetter relative à l'organisation d'un débat d'orientation avec rapport sur le sujet d'une meilleure représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein de conseils d'administration d'établissements publics et des institutions du monde économique, culturel, social et sportif p. 212

6364 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 12 janvier 2004 portant création d'un établissement d'enseignement secondaire technique à Redange-sur-Attert p. 212-213

6308 - Projet de loi modifiant 1. la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle et 2. le Code du Travail p. 213-215

Heure d'actualité du groupe déi gréng sur la problématique des drogues à l'école p. 215-218

6318 - Projet de loi portant modification de la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés p. 218

6344 - Projet de loi
- approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la 16e reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement
- portant modification de la loi du 22 décembre 2006 relative à la participation du Luxembourg à l'Initiative d'allégement de la dette multilatérale (ci-après «IADM») et à la 7e reconstitution des ressources du Fonds international de développement agricole ajustant la contribution du Grand-Duché de Luxembourg à l'IADM p. 218-219

Heure d'actualité du groupe déi gréng sur les décisions du Sommet de l'Union Européenne du 20 février par rapport à la crise de la dette souveraine grecque p. 219-222

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°6** • SESSION ORDINAIRE 2011-2012

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
Session ordinaire 2010-2011		
1579	Jean Colombera	Médicaments pour personnes âgées
1660	Fernand Kartheiser	Traitement des prêts hypothécaires dans le cadre d'une succession
Session ordinaire 2011-2012		
1830	Camille Gira	Composition des commissions scolaires communales
1834	Fernand Etgen	Contrats de bail de chasse
1840	André Bauler	Aide au réemploi
1841	Serge Urbany	Programme communautaire PROGRESS
1842	Viviane Loschetter, Félix Braz et Henri Kox	Personnel touché par la restructuration des sites sidérurgiques de la société ArcelorMittal
1843	Eugène Berger	Tests de dépistage de drogues au LTA
1844	Jean Colombera	Remboursement d'une partie des frais par la Caisse Nationale de Santé
1845	Jean Colombera	Médecin de référence
1846	Fernand Kartheiser	«Faux demandeurs d'asile»
1847	Fernand Kartheiser	Éventuelle intervention auprès de RTL
1848	Ali Kaes	Système de préalerte en cas de relâchement des eaux à Esch-sur-Sûre
1849	Claudia Dall'Agnol	Femmes handicapées victimes de violence
1850	Fernand Kartheiser	Système TARGET (Trans-European Automated Real-time Gross settlement Express Transfer system)
1851	Fernand Kartheiser	Évolution de la dette publique luxembourgeoise depuis 2008
1852	Josée Lorsché	Élaboration d'une nomenclature pour les actes de soins palliatifs en milieu extrahospitalier
1854	Jean Colombera	Implants et prothèses
1855	Xavier Bettel	Adaptation du Code pénal aux nouveaux phénomènes de violence
1856	Serge Urbany	Caractère laïque de l'État
1857	Anne Brasseur	Carrière spécifique au sein de la fonction publique pour les moniteurs sportifs
1858	Marcel Oberweis	Introduction d'un «Güllebonus»
1859	Henri Kox	Leucémie infantile au Luxembourg et étude scientifique française établissant un lien entre leucémie infantile et centrales nucléaires
1860	Josée Lorsché et Henri Kox	Contamination de produits de volaille commercialisés en Allemagne avec des germes résistants aux antibiotiques
1861	André Bauler	Conseil juridique externe pour les besoins de l'ADEM
1863	Jean Colombera	Loi relative à la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels
1864	Jean Colombera	Communication entre la CNS et les acteurs du secteur de la santé
1865	Fernand Etgen	Répertoires à colonnes des administrations centrales et municipales
1866	Roger Negri	Sécurité dans les transports publics
1867	Josée Lorsché	Projet d'extension du terminal CFL Intermodal situé dans une zone industrielle sur le territoire des communes de Dudelange et Bettembourg
1869	Josée Lorsché	Vente de tabac et d'alcool dans un hôpital
1870	Jean Colombera	Identification des cadavres humains
1871	Marcel Oberweis	Utilisation du chlore dans les piscines
1872	Eugène Berger et Carlo Wagner	Procédure disciplinaire au niveau du corps médical
1873	Gilles Roth	Réaffectation des agents de l'unité de la police de la route de la direction régionale de la police de Capellen
1874	Claude Adam	Absence de reconnaissance de la quatrième année de formation pour accéder à la profession réglementée d'assistant social
1875	Fernand Kartheiser	Fuite dans le domaine public de données personnelles informatisées du service médico-sportif
1876	Jean Colombera	Accidents vasculaires cérébraux
1877	Jean Colombera	Acte de décès
1879	Sylvie Andrich-Duval	Partie réglementaire du Code du Travail
1880	Sylvie Andrich-Duval	Déclaration d'incompétence de l'ITM concernant le contrôle des conditions de travail des employés communaux
1881	Fernand Kartheiser	Prestation de serment des membres de la direction de la Banque centrale du Luxembourg
1882	Marcel Oberweis	Piste cyclable PC15 entre Lintgen et Hunsdorf
1884	Jean Colombera	Retransmission des radiocommunications dans les tunnels routiers
1885	Jean Colombera	Consommation d'alcool dans les écoles
1886	Xavier Bettel	Indemnisation de victimes par l'église catholique
1887	Fernand Kartheiser	Mécanisme européen de stabilité
1890	Lucien Clement	Nouveau virus frappant les ruminants
1891	Ben Fayot	Mesures techniques dans le cadre du règlement UE 211/2011 relatif à l'initiative citoyenne
1892	Jean Colombera	Promotion des produits régionaux
1893	Camille Gira	Taxe de prélèvement «eau»
1895	Jean Colombera	Sensibilité électromagnétique
1896	Fernand Etgen	Élimination de pneus sur les silos d'ensilage des exploitations agricoles
1897	Ali Kaes	N10 entre Dasbourg-Pont et Marbourg
1899	André Bauler	Bulletins des classes IPDM/COIP
1900	Claude Meisch	Pièces à conviction dans l'affaire «Bommeleeër»
1901	Claudia Dall'Agnol	Équipement des ambulances
1902	Félix Braz	Renouvellement des commissions communales consultatives d'intégration
1903	Marcel Oberweis	Brevet de technicien supérieur (BTS)
1904	Xavier Bettel	Lycée technique Hôtelier Alexis Heck
1905	Xavier Bettel	Mise à disposition d'un avocat pour les agents de police
1906	Fernand Etgen	Fermeture du site d'ArcelorMittal à Wiltz
1907	Claude Meisch	Reproches envers la police dans le cadre de l'enquête sur l'affaire «Bommeleeër»
1908	Jean Colombera	Soins palliatifs
1910	André Bauler	Critique d'un expert du MENFP sur les enseignants

Session ordinaire 2010-2011

Question 1579 (19.7.2011) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant les **médicaments pour personnes âgées:**

Selon une étude anglo-américaine menée pendant environ deux ans sur 13.000 patients, 70 molécules diminueraient la fonction cognitive surtout chez les personnes âgées entraînant des pertes de mémoire, des pertes de l'équilibre, un raisonnement altéré, des propos incohérents. Ceci serait dû à un blocage d'un neurotransmetteur cérébral.

Le «Journal of the American Geriatrics Society» est sans appel: 20% des personnes ayant consommé un tel médicament sont décédées dans les deux ans à cause des nombreuses chutes que ces médicaments entraînent. Citons parmi ces médicaments ceux disponibles au Luxembourgeois commercialisés notamment sous les appellations Adalat, Valium, Lasix, Zantac, Haldol, Seroxat. Le phénomène décrit ci-dessus s'amplifie en cas de polymédication. Même s'il s'avère impossible de retirer ces médicaments, il semble évident que ce type de médicaments doit être évité dans la mesure du possible chez les personnes âgées.

Dans ce cadre, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé:

1. Quelle politique de prescription à destination des personnes âgées est préconisée par le Ministère de la Santé concernant les médicaments ci-dessus?

2. Quelles recommandations à l'égard des médecins et à l'égard des patients âgés surtout ont été ou seront faites par le Ministère de la Santé concernant cette problématique?

3. Quelles mesures concernant la formation continue des médecins seront envisagées par le Ministère?

Réponse (11.08.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Dans sa question, l'honorable Député fait sûrement référence à l'article mis en ligne le 24 juin 2011 par le «Journal of the American Geriatrics Society» ayant trait à une étude longitudinale de deux ans menée auprès d'une large population de 13.004 personnes âgées de plus de 65 ans, sous le titre «Anticholinergic Medication Use and Cognitive Impairment in the Older Population: The Medical Research Council Cognitive Function and Ageing Study (CFAS)».

Cette étude lancée il y a des années en Angleterre avait pour objet de déterminer si l'utilisation de certains médicaments possédant des effets anti cholinergiques possibles ou établies, augmentait le risque de survenue de troubles de la fonction cognitive et la mortalité et si les risques étaient cumulatifs.

À partir des résultats les auteurs ont conclu que l'utilisation des médicaments possédant des effets anti cholinergiques augmente le risque de déclin cognitif et la mortalité chez les participants normaux ou atteints d'un trouble cognitif léger. L'étude montre également que les participants plus âgés, issus d'une classe sociale défavorisée et confrontés à un nombre plus élevé de problèmes de santé ont tendance à recevoir le plus des médicaments à effet anti cholinergiques.

Cependant cette étude n'a pas eu comme objet proprement dit de mesurer la survenue de chutes chez les participants exposés ou non à ces médicaments et ne se prononce d'ailleurs pas sur les causes de mortalité, comme veut le faire croire l'énoncé de la question. Cette grande étude présente cependant des limites puisqu'il s'agit de données d'observation. Toutefois elle confirme le lien suggéré par de précédentes «petites» études que l'effet anti cholinergique réduit les capacités cognitives chez le sujet âgé.

En ce qui concerne les recommandations à l'égard des médecins concernant la problématique des traitements à effets anti cholinergiques chez les patients âgés, le conseil scientifique (http://www.conseil-scientifique.lu), organisme indépendant dont la mission consiste à élaborer et diffuser des recommandations de bonne pratique médicale, a constitué un groupe de travail «Neurologie» pour se consacrer notamment au sujet des traitements médicamenteux des maladies neurologiques du sujet âgé.

Question 1660 (14.9.2011) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **traitement des prêts hypothécaires dans le cadre d'une succession:**

Dans le cas où un héritier doit avoir recours à un prêt hypothécaire pour pouvoir assumer la succession d'un bien immobilier destiné au logement, le droit de succession est considéré comme dépense privée. Les intérêts relatifs à l'emprunt pour payer le droit de succession sont déductibles comme dépenses spéciales. Dans ce cas, ces dépenses peuvent être déduites à concurrence d'un maximum de 672 euros par personne appartenant au ménage du contribuable.

Si toutefois un propriétaire recourt à un emprunt pour acheter un immeuble à des fins de location, les intérêts de cet emprunt peuvent être déduits des revenus provenant de la location de biens à titre de frais d'obtention, ce qui

est nettement plus favorable que la situation fiscale dans laquelle se retrouve un héritier.

Il semble utile de rappeler que les héritiers d'un bien immobilier peuvent être des personnes à faible revenu pour lesquelles ces questions fiscales ont un très grand impact sur leur situation financière.

- Dès lors, j'aimerais poser la question à Monsieur le Ministre des Finances s'il trouve justifié le traitement fiscal différent des prêts hypothécaires contractés pour financer un bien immobilier donné en location en fonction de la voie d'acquisition de ce bien.

Réponse (16.3.2012) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

Le traitement des successions et de leurs conséquences face à l'impôt sur le revenu repose tout d'abord sur un concept de droit civil, l'effet déclaratif du partage. En effet, en vertu de l'alinéa 1er de l'article 883 C. civ., chaque cohéritier est censé avoir succédé seul et immédiatement à tous les effets compris dans son lot et n'avoir jamais eu la propriété des autres effets de la succession; il en est ainsi, alors même que les lots sont inégaux et compensés par une soulte. Il en est de même des biens qui lui sont advenus par tout autre acte ayant pour effet de faire cesser l'indivision. Aux termes de l'alinéa 2 du dit article 883 C. civ., il n'est pas distingué selon que l'acte fait cesser l'indivision en tout ou en partie, à l'égard de certains biens ou de certains héritiers seulement.

Si, pour formuler cet effet du partage, la loi suppose un partage successoral, la règle est pourtant générale et s'applique à tous les partages, quelle que soit la cause de l'indivision. En ne prévoyant pas de mesure spéciale, la loi concernant l'impôt sur le revenu revient en principe au droit commun qui consacre l'effet déclaratif du partage (v. projet de loi portant réforme de l'impôt sur le revenu 571, avis du Conseil d'État, p. 24).

Le bien recueilli dans une succession est dès lors considéré comme acquis à titre gratuit, son prix d'acquisition ou de revient à l'égard de diverses dispositions fiscales, comme la déduction de l'amortissement ou le calcul d'une plus-value, reste celui de la dernière acquisition à titre onéreux. Le corollaire en est la non-découverte de la plus-value inhérente au bien dans le chef du partageant cédant sa part.

Le législateur a, par la loi du 27 juillet 1978 complétant le régime d'imposition des plus-values réalisées lors de la cession de biens du patrimoine privé et modifiant le système d'imposition des revenus extraordinaires, à travers l'article 102 (3) L.I.R., confirmé de façon expresse l'option prise, du moins concernant les biens du patrimoine privé, pour une application générale du principe déclaratif du partage.

Dans son arrêt du 25 janvier 1979, n°6479 du rôle, le Conseil d'État avait déjà confirmé l'application généralisée, devant l'impôt sur le revenu, du principe de l'effet déclaratif en matière de partage, avec comme unique exception l'hypothèse de la transmission par succession d'une entreprise commerciale pour le cas où les cohéritiers se comportent de façon à devoir être considérés comme coexploitants de cette entreprise. La jurisprudence récente ne s'est d'ailleurs aucunement écartée de cette vue, corroborant l'interprétation du droit civil par l'administration (e. a. arrêt de la Cour administrative du 28 mai 2002, n°14689C du rôle).

Ni les soultes versées dans le cadre du partage, ni d'ailleurs les droits de succession payés à l'occasion de l'héritage ne sont dès lors constitutifs d'un prix d'acquisition ou de revient du bien recueilli; la conséquence en est que les intérêts débiteurs découlant d'un prêt consenti pour le paiement d'une soulte ou le paiement des droits de succession ne sauraient ranger parmi les dépenses d'exploitation ou les frais d'obtention (article 12 n°3 a L.I.R.); néanmoins, le législateur en a, à travers le principe général de la dérogation aux interdictions de déduction prononcées à l'article 12 L.I.R. par l'admission de certaines de ces dépenses au rang de dépenses spéciales, admis la déduction plafonnée.

La situation de l'héritier unique d'un immeuble confronté à l'obligation de paiement de droits de succession est tout à fait la même. Les droits de succession ne viennent nullement augmenter le prix d'acquisition de l'immeuble transmis par succession. Le prix payé à la dernière acquisition à titre onéreux par le de cujus ou, si ce dernier avait déjà acquis l'immeuble à titre gratuit par succession ou par donation, par la personne qui l'avait acquis en dernier lieu à titre onéreux, est celui retenu dans le chef de l'héritier.

L'acquisition à titre onéreux d'un immeuble en est fondamentalement différente: il y a constitution d'un nouveau prix d'acquisition ou de revient du bien dans le chef de l'acquéreur avec découverte des plus-values inhérentes dans le chef du vendeur. Pour autant que l'immeuble est source de revenus, les intérêts débiteurs déboursés pour son acquisition constituent des frais d'obtention et, en cas d'intégration à l'actif net investi d'une entreprise, des dépenses d'exploitation.

En guise de conclusion, il y a lieu de retenir que le traitement spécifique des intérêts débiteurs en cas d'acquisition par voie de succession et dissemblable au cas d'acquisition à titre onéreux ne repose pas sur un choix arbitraire, mais sur des principes fondamentaux de droit civil auxquels se raccordent des dispositions de droit matériel et qui sont confirmés par une jurisprudence constante.

Session ordinaire 2011-2012

Question 1830 (3.1.2012) de **M. Camille Gira** *(déi gréng)* concernant la **composition des commissions scolaires communales:**

Dans les communes qui votent d'après le système de la représentation proportionnelle la composition des commissions consultatives communales devra se faire de sorte que chaque groupement y soit représenté en fonction du nombre de ses élus au conseil communal (article 15 de la loi communale).

Or, lors de la composition de la commission scolaire obligatoire (qui est régie par la loi du 6 février 2009) dans différentes communes (Sandweiler, Steinsel, etc.) cette règle de représentativité n'a pas été appliquée de sorte que le ou les groupements dis de l'opposition ne sont pas du tout représentés dans cette commission consultative mais obligatoire.

Admettant qu'en relation avec la composition de la commission scolaire la règle de représentativité prévue par la loi communale ne peut pas être appliquée à la lettre, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Intérieur.

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'afin de respecter l'objectif de la loi communale les différents groupements représentés au conseil communal devront au moins être représentés par un membre dans la commission scolaire obligatoire?

Réponse commune (29.2.2012) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*, et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

L'article 15 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 dispose que:

«Le conseil communal peut constituer des commissions consultatives dont la composition, le fonctionnement et les attributions sont fixés par règlement d'ordre intérieur.

Dans les communes qui votent d'après le système de la représentation proportionnelle chaque groupement de candidats est représenté dans les commissions consultatives en fonction du nombre de ses élus au conseil.»

En ce qui concerne la commission scolaire communale, sa composition est réglée par l'article 51 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental. L'article en question dispose que:

«Chaque commission scolaire comprend:

1. comme président, respectivement le bourgmestre ou son délégué, à désigner par les membres du conseil communal, ou le président du syndicat de communes ou son délégué, à désigner par les membres du comité;

2. au moins quatre membres à nommer respectivement par le conseil communal ou le comité du syndicat de communes;

3. au moins deux représentants du personnel des écoles élus parmi les membres des comités d'école ou du comité de cogestion;

4. au moins deux représentants des parents des élèves fréquentant une école de la commune ou du syndicat de communes et qui ne sont pas membres du personnel intervenant, élus par et parmi leurs pairs.

Le nombre des personnes énumérées sub 3. doit être égal au nombre de personnes énumérées sub 4. Le nombre total de personnes énumérées sub 3. et 4. doit être égal au nombre de personnes énumérées sub 2.

Le nombre maximal de personnes énumérées sub 2., 3. et 4. est fixé par le conseil communal.

Le conseil fixe les jetons de présence à allouer aux membres de la commission scolaire.

Les modalités d'élection des membres, l'organisation et le fonctionnement de la commission scolaire sont fixés par règlement grand-ducal.»

L'article 15 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 s'applique à toutes sortes de commissions consultatives que le conseil communal est libre de mettre en place, alors que la constitution de la commission scolaire est une obligation légale et que sa composition et ses missions sont réglées dans le menu détail par la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental. Celle-ci fixe un équilibre entre différentes catégories de représentants à la commission et prévoit des élections pour les représentants des parents d'élèves et du personnel des écoles. Elle reste par contre muette en ce qui concerne d'éventuelles contraintes quant aux modalités de choix des membres de la commission scolaire à désigner par le conseil communal ou le comité du syndicat scolaire et celles-ci restent ainsi du ressort du conseil communal ou du comité du syndicat scolaire.

Si le souci de garantir au sein de la commission scolaire une représentation du conseil communal dans l'esprit de l'alinéa 2 de l'article 15 de la loi communale peut paraître légitime, une transposition matérielle de cette disposition est cependant difficile à réaliser en raison de la composition de la commission scolaire. À cela s'ajoute le fait que de nombreuses commissions scolaires concernent des écoles intercommunales gérées par des syndicats de communes dont les comités ne connaissent pas de représentation proportionnelle des groupements de candidats telle que visée à l'article 15 de la loi communale.

Toutefois, rien n'empêche les conseils des communes votant d'après le système de la représentation proportionnelle d'inscrire dans leur règlement d'ordre intérieur que la désignation des représentants à la commission scolaire se fasse en fonction de la représentation des groupements en place.

Question 1834 (5.1.2012) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant les **contrats de bail de chasse:**

Conformément à l'article 30 de la loi du 25 mai 2011 relative à la chasse, l'assemblée générale décide si le droit de chasse sur les fonds non bâtis et non retirés composant le lot est donné en location par voie d'adjudication publique ou si le contrat de bail est prorogé pour un terme supplémentaire. Le dernier délai pour la conclusion du contrat en cas de prorogation est expiré le 15 décembre 2011.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre délégué du Développement durable et des Infrastructures:

- Combien de contrats de bail de chasse existants ont fait l'objet d'une prorogation pour la nouvelle période?

- Pour combien de contrats de bail de chasse le prix négocié est identique à celui en cours?

- Pour combien de contrats de bail de chasse le prix négocié est inférieur à celui en cours?

- Pour combien de contrats de bail de chasse le prix négocié est supérieur à celui en cours?

- Pour combien de contrats où les propriétaires membres du syndicat se sont prononcés pour la prorogation du bail de chasse, aucun accord n'est intervenu dans le délai imparti?

Réponse (12.3.2012) de **M. Marco Schank,** *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:*

L'article 88(4) de la loi du 25 mai 2011 relative à la chasse dispose notamment ce qui suit: «Pour les baux venant à terme le 31 juillet 2012 et en cas de décision de l'assemblée générale pour la prorogation du bail en cours, un nouveau bail de chasse devra être conclu jusqu'au 15 décembre 2011. À défaut de conclusion de contrat dans ce délai, de même qu'en cas de décision de l'assemblée générale pour une adjudication publique, il sera procédé à l'adjudication publique du droit de chasse au plus tard le 31 mars 2012.»

À l'heure actuelle, la totalité des adjudications publiques n'a pas encore eu lieu, alors que tous contrats de bail n'ont pas encore été dressés. À ce jour 541 baux sont parvenus à l'Administration de la Nature et des Forêts par l'intermédiaire des commissariats de district. 446 de ces baux résultent de prorogations avec les locataires sortants et 95 baux ont été conclus après adjudication publique du droit de chasse.

De manière générale les prix des baux prolongés sont stables et ne présentent pas de changements majeurs, bien que certains baux aient été conclus à un prix inférieur. Des statistiques précises ne sont pas disponibles, puisque les données ne sont saisies qu'au moment où les contrats de bail deviennent définitifs en vertu de l'article 36 de la loi du 25 mai 2011 relative à la chasse, à savoir après leur approbation par le ministre ayant la chasse dans ses attributions.

De plus, une publication de statistiques avant le 31 mars 2012 risquerait d'influencer le déroulement des futures adjudications et les mises des offrants.

Une fois tous les contrats de bail approuvés, le département de l'Environnement du Ministère du Développement durable et des Infrastructures procédera à la publication de statistiques.

Question 1840 (6.1.2012) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant l'**aide au réemploi:**

En cas de reclassement dans un emploi comportant un niveau de rémunération inférieur à la rémunération antérieure, l'aide au réemploi a pour but de garantir au salarié, compte tenu de la nouvelle rémunération perçue, une rémunération égale à 90% de la rémunération antérieure pendant une durée de quatre ans.

Il m'a été signalé que l'ADEM a toujours accordé cette aide pour une durée maximale de 48 mois, des interruptions ayant été possibles. Toutefois, depuis peu, l'ADEM n'appliquerait plus cette pratique et accorderait l'aide au réemploi uniquement pour une période continue, même si la durée de cette mesure n'atteint pas les 48 mois. Il en résulte que les demandeurs d'emploi concernés ne peuvent plus bénéficier intégralement de l'aide au réemploi.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ce changement de pratique de la part de l'ADEM en ce qui concerne l'octroi de l'aide au réemploi?

- Dans l'affirmative, depuis quand ce changement est-il appliqué?

- Quelles sont les raisons expliquant ce changement?

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si des personnes touchées par cette décision ont fait recours contre cette nouvelle pratique? Si oui, combien de recours ont été introduits auprès de l'ADEM jusqu'à cette date?

Réponse (21.2.2012) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

Par sa question parlementaire n°1840 l'honorable Député André Bauler désire obtenir des informations sur les modalités d'octroi de l'aide au réemploi en cas de reclassement dans un emploi comportant un niveau de rémunération inférieur à la rémunération antérieure.

Selon le paragraphe 1er de l'article 16 du règlement grand-ducal modifié du 17 juin 1994 fixant les modalités et conditions d'attribution des aides à la mobilité géographique, au réemploi, à la création d'entreprises et d'emplois d'utilité socio-économique, l'aide au réemploi doit garantir au bénéficiaire, compte tenu de la nouvelle rémunération perçue, une rémunération égale à 90% de la rémunération antérieure pendant les 48 premiers mois du reclassement.

Dans le passé, l'ADEM a effectivement accordé 48 mensualités d'aide au réemploi sans considérer la période de référence pendant laquelle l'aide au réemploi était payée. Ainsi, des interruptions étaient possibles et dans des cas extrêmes, l'aide au réemploi a été payée pendant 48 mois au courant d'un laps de temps de dix ans.

Dans son rapport spécial du 8 décembre 2010 sur certaines mesures prises dans le cadre de la lutte contre le chômage, la Cour des Comptes a soulevé que «(…) l'article 16 précise de manière expresse que le bénéficiaire a droit à l'aide au réemploi pendant une durée de 48 mois et ce à partir de la date du reclassement. Or, la Cour a constaté que la période de paiement de l'aide au réemploi de 48 mois n'est pas toujours respectée. La pratique administrative est telle que le service compétent de l'ADEM accorde l'aide pour un total de 48 mensualités sans qu'elles suivent nécessairement la date de reclassement. Ainsi lorsque, par exemple, le bénéficiaire n'introduit pas les documents requis pour une ou plusieurs mensualités, le service de l'ADEM prolonge la durée d'allocation au-delà du délai légal. Cette pratique administrative fait

en sorte que l'aide prévue pour quatre ans au bénéficiaire est prolongée au-delà du délai légal.

D'après l'article 17 (2) du règlement grand-ducal modifié du 17 juin 1994 «le paiement de l'aide au réemploi se fera mensuellement.» Le calcul mensuel se fait sur base des déclarations de salaire du bénéficiaire et prend en compte d'éventuelles variations mensuelles de la nouvelle rémunération. Lors de son contrôle, la Cour a constaté qu'un certain nombre de bénéficiaires n'ont pas reçu pour un mois précis l'aide mensuelle à allouer. Il s'agissait en l'occurrence souvent du mois de décembre. En effet, le paiement d'une prime par l'employeur (par exemple, prime de fin d'année ou allocation d'un 13e mois) fait en sorte que pour le mois en question, il n'y a pas d'attribution d'une aide au réemploi étant donné que le seuil mensuel est dépassé.

Or, dans ces cas, le non-paiement de l'aide au cours d'un ou de plusieurs mois prolonge d'autant la période d'attribution de l'aide au réemploi. Il s'ensuit que les mois non payés sont compensés par l'allongement de la période de 48 mois. La Cour estime cependant que cette façon de procéder est contraire à l'article 16 (1) du règlement précité qui dispose que «l'aide au réemploi doit garantir au bénéficiaire (…) une rémunération (…) pendant les 48 premiers mois du reclassement.» D'après la Cour, cette pratique crée une iniquité entre le bénéficiaire de la mesure qui touche une prime et les autres bénéficiaires».

Suite à ces observations critiques de la Cour des Comptes, organe de contrôle de la gestion financière des administrations et services de l'État, il a paru nécessaire de modifier les modalités de paiement de l'aide au réemploi.

Il me semble encore utile de souligner qu'en cas de nouvelle perte d'emploi en cours de paiement de l'aide au réemploi, le montant de cette dernière est pris en compte pour la détermination de l'indemnité de chômage.

Enfin, je tiens encore à informer l'honorable Député que mes services sont en cours d'examiner une modification à très brève échéance du règlement grand-ducal en question dans le but notamment d'une clarification de certaines dispositions.

Question 1841 (6.1.2012) de **M. Serge Urbany** *(déi Lénk)* concernant le **programme communautaire PROGRESS:**

Ces dernières années le Luxembourg a bénéficié de financements de la part du programme communautaire PROGRESS, programme qui a été mis en place pour soutenir financièrement la mise en œuvre des objectifs de l'Union européenne dans le domaine de l'emploi et des affaires sociales.

- Quels ont été les projets financés par ce programme en 2011, par quels promoteurs et pour quels montants?

Il s'avère que pour la phase suivante du programme, le Luxembourg n'a pas été retenu pour ne pas avoir atteint les 2/3 des critères prescrits.

- Quels avaient été les projets soumis par le Gouvernement à la Commission européenne, par quels promoteurs et pour quels montants?

- Quels ont été les préparatifs respectivement les concertations ou coordinations entre les différents promoteurs en vue de la demande soumise par le Gouvernement à la Commission?

- Le Gouvernement entend-il réaliser ces projets ou quelques-uns de ces projets par ses propres moyens? Si oui, lesquels?

Réponse (8.2.2012) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

- Le programme PROGRESS est un instrument financier d'appui à l'élaboration et à la coordination des politiques de l'Union européenne dans les cinq domaines suivants: l'emploi, l'inclusion et la protection sociales, les conditions de travail, la lutte contre les discriminations et l'égalité des sexes.

Aucun projet n'a été soumis par le Luxembourg dans quatre des cinq domaines en 2010 et 2011.

En matière de lutte contre les discriminations, le Luxembourg avait soumis en 2010 pour être réalisé en 2011 un projet composé notamment de huit sous-projets pour un montant total de 359.926.85 euros (dont 20% d'apport national). Ce projet était soumis en partenariat avec l'Institut de Formation sociale, la Confédération Caritas Luxembourg, 4motion a.s.b.l., Sesopi, Infohandicap, l'Institut national pour le développement durable et la responsabilité sociale des entreprises, l'ASTI et Perspectives 45 a.s.b.l.

- De nouveau, un projet a été soumis en 2011 pour le Grand-Duché du Luxembourg à la Commission européenne pour un cofinancement éventuel. Ce projet composé de onze sous-projets pour un total de 375.000 euros (dont 20% d'apport national) était prévu avec deux partenaires principaux à savoir: l'Institut national pour le développement durable et la responsabilité sociale des entreprises et la Confédération Caritas Luxembourg auxquels se sont rajoutés l'Institut pour le Mouvement Sociétal Luxembourg, Chachipe a.s.b.l., CLAE Services, la Conférence Générale de la Jeunesse luxembourgeoise, le RBS-Center fir Altersfroen, le Centre pour l'égalité de traitement, l'ASTI et le Réseau européen contre le racisme-Luxembourg.

- En tant que promoteur et selon les modalités établies par la Commission européenne dans le cadre de son appel d'offres restreint, le comité ad hoc PROGRESS a été réuni en date du 10 mai 2011. Ce comité ad hoc PROGRESS a, d'une part, discuté les objectifs à faire figurer dans le document cadre de la demande. Les différents membres de ce comité se sont, d'autre part, échangés sur les projets à soumettre et les synergies éventuelles à envisager.

- Au vu des priorités nationales et du fait que l'année 2012 est l'année européenne du vieillissement actif et de la solidarité intergénérationnelle, le Gouvernement souhaite réaliser trois des sous-projets soumis pour un cofinancement à la Commission européenne. Ainsi, il a été décidé de retenir le projet de réflexion autour du testing (degré de pertinence pour le Luxembourg avec exemples à l'appui des approches suivies par les autres États membres), une étude portant sur la situation des Roms vivant au Luxembourg, et enfin l'organisation d'un rallye citoyen intergénérationnel portant sur les cinq motifs de discrimination visés à l'article 9 du Traité d'Amsterdam.

Question 1842 (6.1.2012) de **Mme Viviane Loschetter** et **MM. Félix Braz** et **Henri Kox** *(déi gréng)* concernant le **personnel touché par la restructuration des sites sidérurgiques de la société ArcelorMittal:**

La société ArcelorMittal a approché des communes de la région de la Minette afin de leur demander de reprendre une partie, voire la totalité du personnel qui risquent de perdre leur emploi dans le cadre de la restructuration des sites sidérurgiques de la société.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Est-ce que le Ministre est au courant de telles démarches?

2. Dans l'affirmative, quelle est la responsabilité qui incombe selon le Ministre à la société ArcelorMittal afin de garantir au maximum le maintien dans l'emploi des personnes concernées? Quelles démarches ont été faites de la part du Gouvernement à l'égard d'ArcelorMittal afin que cette responsabilité soit effectivement prise en charge?

3. Quelles sont les mesures que Monsieur le Ministre entend prendre afin de trouver aux personnes concernées le plus rapidement un nouvel emploi? Quel appui sera notamment donné aux communes pour leur permettre de participer activement dans la reprise éventuelle du personnel en perte d'emploi?

4. Quelle sera la participation de la société ArcelorMittal dans les plans sociaux à mettre en œuvre?

Réponse (9.2.2012) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

1. Le Ministre est en effet au courant des démarches que la société ArcelorMittal effectue auprès de différentes communes du Sud et qui se situent dans le cadre de l'exécution du volet d'accompagnement social du plan de maintien dans l'emploi LUX 2011 qui vient d'être prorogé au 31 mars 2012.

Il s'agit en l'occurrence de mettre à disposition temporaire des communes des salariés concernés par la fermeture provisoire des sites de Rodange et de Schifflange et ce dans le cadre d'un prêt temporaire de main-d'œuvre.

2. Durant cette mise à disposition provisoire et temporaire, le contrat de travail entre le salarié et ArcelorMittal est maintenu sans perte de salaire.

En ce qui concerne les responsabilités des parties impliquées, une note explicative a été transmise par le Ministère du Travail et de l'Emploi à la direction des Ressources humaines d'ArcelorMittal ainsi qu'à toutes les communes du canton d'Esch-sur-Alzette.

3. Aucune mesure spécifique ne doit être prise en vue de la recherche de nouveaux emplois alors que les salariés concernés gardent leur emploi auprès d'ArcelorMittal, même si des mesures telle que l'aide au réemploi ont pour but d'encourager les personnes en cellule de reclassement à rechercher un emploi dans un autre secteur d'activité.

4. Au vu de ces explications vous comprendrez qu'à l'heure actuelle aucun plan social n'est envisagé.

Question 1843 (9.1.2012) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant les **tests de dépistage de drogues au LTA:**

Suite aux tests de dépistage ordonnés par la direction du LTA et de l'insécurité juridique qui existe pour ce genre de démarches, une première question urgente avait été adressée à Madame la Ministre en date du 30 novembre 2011 *(cf. compte rendu n°4/2011-2012 - question parlementaire n°1780)*. Dans la réponse du 19 décembre 2011 à cette question, Madame la Ministre avait précisé que les personnes habilitées à mettre en œuvre les mesures de lutte antistupéfiants à l'école sont d'un côté «la direction» et le «personnel enseignant des lycées» ainsi que «les membres de la force publique mandatés à cet effet». De plus, les tests de dépistage de drogues seraient «à considérer comme des mesures à caractère contraignant auxquelles les élèves doivent se soumettre».

Interrogée sur le point si les enseignants sont en droit d'effectuer des tests de dépistage et si les élèves doivent obligatoirement s'y soumettre, Madame la Ministre a cependant répondu lors de la réunion de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle du 5 janvier 2012 par la négative.

De plus, la loi du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie évoquée par Madame la Ministre prévoit dans son article 4, qu'une personne pourra être astreinte à subir un examen médical «s'il existe des indices graves» qu'il a fait un usage illicite de stupéfiants. «L'examen, la prise de sang et le prélèvement» ne pourront cependant être effectués que par «un médecin figurant sur la liste publiée au Mémorial».

Au vu des explications contradictoires données par Madame la Ministre, et qui font preuve d'une insécurité juridique manifeste dans ce domaine, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre peut-elle préciser, si des tests de dépistage peuvent être effectués par des membres du corps enseignant ou de la direction des lycées?

- Madame la Ministre peut-elle préciser si des tests de dépistage peuvent être effectués systématiquement sur des classes entières, et ceci même chez des personnes où il n'existe aucun indice d'un usage illicite de stupéfiants?

- Madame la Ministre peut-elle préciser si les élèves doivent obligatoirement se soumettre à des tests de dépistages effectués par des enseignants ou des membres de la direction?

Au cas où la réponse à ces questions serait affirmative, Madame la Ministre peut-elle préciser la base légale couvrant cette façon de procéder, puisque les textes cités dans sa réponse du 19 décembre 2011 semblent plutôt contredire une telle interprétation?

- Dans la négative, comment Madame la Ministre juge-t-elle la façon d'agir de la direction du LTA qui a procédé de son propre chef à des tests de dépistage sur des classes entières, sous la menace d'exclure des élèves des travaux pratiques au cas où ils ne se soumettraient pas aux tests?

Réponse (10.2.2012) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

La convention internationale des droits de l'enfant, ratifiée par le Luxembourg par la loi du 20 décembre 1993 stipule à l'article 33: «Les États parties prennent toutes les mesures appropriées, y compris des mesures législatives, administratives, sociales et éducatives, pour protéger les enfants contre l'usage illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, tels que les définissent les conventions internationales pertinentes, et pour empêcher que des enfants ne soient utilisés pour la production et le trafic illicites de ces substances».

En réponse à la première question posée par l'honorable Député, il y a lieu de constater que des tests de dépistage ont été effectués par les responsables du Lycée technique Agricole (LTA). En principe des tests de dépistage sont faits par des agents habilités à faire ces tests (médecins ou forces de l'ordre). En pratique toutefois, des situations d'urgence, mettant en cause la sécurité d'autrui, exigent des réactions immédiates et voilà pourquoi j'approuve la conduite de la direction et du personnel enseignant du LTA.

Cette politique scolaire est conforme aux dispositions de la loi modifiée du 19 mars 1988 concernant la sécurité dans les administrations et services de l'État, dans les établissements publics et dans les écoles.

- **L'actualité parlementaire sur www.chd.lu**
- **Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.**
- **La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.**
- **L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.**
- **Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur www.chd.lu.**
- **De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.**

d'Chamber online op
www.chd.lu

La loi précise que les dispositions relatives à la sécurité s'appliquent aux écoliers, élèves et apprentis et que la notion de sécurité englobe la prévention des accidents, mais notamment aussi l'éducation sanitaire. L'article 7 dispose que les responsables doivent mettre en œuvre les mesures d'organisation nécessaires pour la protection de la sécurité et de la santé des travailleurs, c'est-à-dire les élèves, qui peuvent se fonder notamment sur la «présence de travaux ou d'équipements dangereux», sur la «prise en considération des capacités des travailleurs en matière de sécurité et de santé» ou encore sur «l'accessibilité aux travaux particulièrement dangereux réservée aux seuls travailleurs compétents, instruits ou capables».

En réponse à la deuxième question, je vous informe que je suis contre le dépistage systématique sur des classes entières.

Pour ce qui est de la troisième question de l'honorable Député, il est à noter que la charte scolaire du LTA stipule explicitement:

«Wir wollen eine drogenfreie Schule. Deshalb halten wir uns an folgende Regeln:

Der Besitz, Verkauf und Konsum illegaler Drogen ist verboten.

Der Schulbesuch ist unter Drogeneinfluss verboten.»

L'article 4 de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées impose à toute communauté scolaire de se donner «des règles de conduite fondées sur les droits et devoirs de ses membres qui sont fixées dans une charte scolaire. Ces règles peuvent aller au-delà des règles de comportement prévues par le règlement d'ordre intérieur et de discipline en vigueur dans les lycées, l'organisation interne du lycée et les relations avec le monde socio-économique du pays et de la région d'implantation du lycée. La charte scolaire est adoptée par le conseil d'éducation».

L'article 24 du règlement grand-ducal modifié du 23 décembre 2004 concernant l'ordre intérieur et la discipline précise que «l'élève se présentant au lycée sous l'emprise de stupéfiants ou en état d'ébriété est immédiatement retiré de la classe respectivement du lieu d'enseignement. Le directeur en informe les parents ou la personne investie du droit d'éducation ainsi que le patron et les chambres professionnelles compétentes s'il s'agit d'un élève d'une classe à enseignement concomitant, et en saisit, le cas échéant, le conseil de classe».

La direction du LTA a donc agi de manière responsable dans le souci de garantir la sécurité des élèves.

Question 1844 (9.1.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant le **remboursement d'une partie des frais par la Caisse Nationale de Santé:**

Betreffend die Rückerstattung eines Teiles des Honorars der gesundheitlichen Leistungserbringer begnügt die Gesundheitskasse sich damit, die bezahlte und die zurückzuerstattenden Summe mitzuteilen. Manchmal wird nur ein Bruchteil, manchmal ein größerer prozentualer Satz erstattet, und es kommt auch vor, dass gar nichts zurückbezahlt wird. Nun kann es wegen Mangel an Transparenz und Fehlen von Informationen zu Fragen bei den Patienten kommen. Dies kann zur Überlastung des Telefonnetzes führen und zu einer Zusatzbelastung der Beamten.

Fragen:

1) Wäre es aus bürokratischer Sicht nicht von Vorteil, den Prozentsatz der Rückerstattung anzugeben und die dazu ständige statutarische Rechtfertigung, um so unnötige Wartezeiten am Telefon zu vermeiden?

2) Wie soll andernfalls der Patient besser und schneller darüber informiert werden?

Réponse (31.1.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Der aktuelle Rückerstattungsbescheid seitens der Gesundheitskasse beinhaltet pro abgerechneten Tarif folgende Positionen:

- den Namen des verschreibenden Leistungserbringers,

- den berechneten Betrag für die erbrachte Leistung,

- den von der Gesundheitskasse angewandten Tarif,

- den vom Versicherten zu übernehmenden Betrag,

- den von der Gesundheitskasse zurückerstatteten Betrag.

Zurzeit ist nicht vorgesehen, weitere Details der Rückerstattung in den Bescheid aufzunehmen, eine Abänderung des Bescheids wäre technisch jedoch machbar.

Man sollte sich jedoch die Frage stellen, ob die Aufnahme des Prozentsatzes der Rückerstattung sowie der statutarischen Begründung in den Bescheid tatsächlich den gewünschten Effekt einer vollständigeren Information über die von der Gesundheitskasse erstatteten Leistungen hat. Falls die Gesundheitskasse nur einen bestimmten Tarif anwendet, wäre das sicher so. Allerdings, bei der Komplexität verschiedener gesetzlicher, reglementarischer, statutarischer und konventioneller Bestimmungen sowie der unterschiedlichen Rückerstattungssätze, der Rückerstattungszeiträume usw. ist es doch oftmals angebracht, dass der Versicherte sich beim zuständigen Sachbearbeiter über die Gründe der spezifischen Rückerstattung informiert.

Sehr oft wissen die Versicherten schon vorab über die anzuwendenden Tarife beziehungsweise über die von der Gesundheitskasse übernommenen Beträge Bescheid, sei es durch eine Bescheinigung der Kostenübernahme oder einen Kostenvoranschlag, sei es über eine Information oder eine Rechnung des Leistungserbringers.

Die Internetseite der Gesundheitskasse (www.cns.lu) kann man ebenfalls zu Informationszwecken konsultieren. Sowohl die Rubrik „Assurés" als auch die Unterrubrik „Les tarifs en clair" ermöglichen es den Versicherten, die von den Leistungserbringern in Rechnung gestellten Tarife zu kennen. Der Versicherte verfügt auf diese Weise, zusammen mit den Informationen in den anderen Rubriken der Internetseite, über alle rechtlichen Grundlagen der getätigten Rückerstattungen.

Die Abteilung Kommunikation der Gesundheitskasse ist ständig bemüht, die Vielfalt der Informationen, welche sie den Versicherten zur Verfügung stellt, auszuweiten.

Question 1845 (9.1.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant le **médecin de référence:**

Betreffend den Referenzarzt wurde vom Gesundheitsministerium ein Versuch unternommen, neue Wege im Gesundheitswesen zu gehen. Dieser Arzt soll die Patientenakte besser verwalten, den Patienten medizinisch so begleiten, dass Doppelanalysen vermieden werden und die Vorbeugung fördern. Dies alles unter den Auspizien der Gesundheitskasse mit einer noch festzusetzenden besseren Entlohnung.

Fragen:

1) Was ist der Unterschied (außer einer besseren Entlohnung und einem neuen akademischen Namen) zwischen einem klassischen Familienarzt von vor der Reform mit dessen Aufgabenbereich, so wie es in der Vergangenheit der Gebrauch war, und dem jetzigen Referenzarzt, der die Krankheitsakte verwalten soll?

2) Muss ein Referenzarzt qualitativ ein größeres Wissen haben als ein Nichtreferenzarzt?

3) Welche Funktion übernimmt derjenige Arzt, der nicht Referenzarzt werden will? Soll dieser nur für Grippe, Führerschein und Krankenschein zuständig sein und dem Referenzarzt die übrige Arbeit überlassen?

4) Wie viele Patientenakten kann ein Referenzarzt optimal verwalten, ohne von einer zu schwerfälligen bürokratischen Prozedur erdrückt zu werden?

5) Ist der Referenzarzt nicht der verlängerte bürokratische Arm der Gesundheitskasse, die somit die totale Transparenz des Patienten anstrebt und ihn de facto besser kontrollieren kann?

6) Falls dieser Referenzarzt für die Gesundheitsreform so wichtig sein sollte, warum wurde dann kein Referenzarzt in den Kliniken vorgesehen, denn hier entstehen bekanntlich die meisten Probleme, namentlich unnötige Doppelanalysen und Röntgen, unnötige Konsultationen, und dies alles nur, um die Wirtschaftlichkeit der Kliniken zu gewährleisten?

Réponse (14.3.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Artikel 19bis Absatz 1 des Sozialgesetzbuches definiert die Aufgaben des Referenzarztes wie folgt:

«Art. 19bis. L'assuré peut désigner un médecin référent avec l'accord de celui-ci qui a pour missions:

1) d'assurer le premier niveau de recours aux soins;

2) d'assurer les soins de prévention et contribuer à la promotion de la santé;

3) de suivre régulièrement le contenu du dossier de soins partagé de l'assuré visé à l'article 60quater;

4) de superviser le parcours de l'assuré dans le système de soins de santé et de sensibiliser le patient par rapport aux risques liés aux doubles emplois, à la surconsommation et aux effets secondaires;

5) de coordonner les soins dans les cas de pathologies lourdes ou chroniques ou de soins de longue durée;

6) d'informer, d'orienter et de conseiller le patient dans son parcours de soins.»

Ad 1) Die Missionen des Referenzarztes basieren auf einem Vertrauensverhältnis, welches sich zwischen dem Arzt und dem Patienten aufbaut, und finden ihren Niederschlag in der Aufstellung einer synthetischen und standardisierten Darstellung des Gesundheitszustandes des Patienten, dem „Résumé patient". Zugleich wird auf Basis wissenschaftlicher Daten ein nationales Programm für medizinische Prävention und Promotion der Gesundheit angenommen werden, das den bei den Patienten diagnostizierten Risikofaktoren Rechnung trägt, aufgrund einer zu erstellenden „Fiche prévention". Der Referenzarzt erhält Zugang zur gemeinsamen Patientenakte gemäß den Bestimmungen von Artikel 60quater des Sozialgesetzbuches, welches ihm die unter den Punkten 4), 5) und 6) vorgesehenen Missionen ermöglicht.

Die unter Artikel 19bis figurierenden Punkte 3) bis 5) konnten in dieser Form bis dato vom Familienarzt nur teilweise erfüllt werden, da es keine gemeinsame Krankenakte gab, welche der Familien- oder Vertrauensarzt aufstellen oder einsehen konnte. Ihm standen nur die vom Patienten gelieferten Informationen zur Verfügung, um sich ein Gesamtbild über den Krankheitszustand und die medizinische Betreuung zu machen.

Daraus ergibt sich, dass der künftige Vertrauensarzt sehr wohl über vollständige Informationen bezüglich der Pathologien seines Patienten und der daraus erfolgenden Behandlungen und Medikationen seitens der verschiedenen behandelnden Ärzte und anderen Leistungserbringer verfügt. Dies wird ihm erlauben, den Patienten besser zu beraten und zu orientieren.

Ad 2) Das nationale Programm für medizinische Prävention und Promotion der Gesundheit, das mit dem Verband der Allgemeinmediziner und der luxemburgischen Gesellschaft für Pädiatrie ausgearbeitet wurde, setzt die Benutzung von festgelegten Terminologien voraus. Darüber hinaus verpflichtet sich der Referenzarzt laut den Bestimmungen von Artikel 6 des Anhangs V der abgeänderten Konvention zwischen CNS und AMMD, die Vorlagen für die Formulare „Résumé patient" und „Fiche patient" sowie die von der Auswertungskommission vorgeschlagenen Kodifizierungsinstrumente zu benutzen. Der Referenzarzt muss also spezifische Kenntnisse erwerben, um seine Missionen erfüllen zu können.

Ad 3) Der vom Abgeordneten in seiner 3. Frage visierte Allgemeinmediziner, der nicht Referenzarzt sein will oder an den keine diesbezüglichen Anfragen herangetragen werden, wird weiterhin seinen Beruf wie gehabt ausüben.

Ad 4) Jeder Arzt wird frei und nach seinen Möglichkeiten bestimmen, wie viele Patienten er als Referenzarzt im Sinne des Konzepts betreuen kann.

Ad 5) Wenn man von mehr Transparenz sprechen kann, so ist dies im Interesse des Patienten, dessen medizinische Betreuung aufgrund der globalen und ganzheitlichen Sicht des Referenzarztes verbessert wird. Übrigens wird keine Gesundheitsinformation über den Patienten der Gesundheitskasse übermittelt. Es werden jedoch Daten in anonymisierter Form an die Gesundheitsdirektion weitergeleitet, sodass eine genauere Analyse des Gesundheitszustandes der Bevölkerung gemacht werden kann, was wiederum dazu führt, dass Präventivprogramme viel gezielter eingesetzt werden können, im Interesse der Versicherten.

Ad 6) Der Referenzarzt ist, von seiner Essenz her, der Vertrauensarzt und die erste Anlaufstelle, und nicht ein Spitalsarzt. Ich muss darauf hinweisen, dass die Existenz des „Résumé patient" es den Leistungserbringern im Spitalbereich ermöglicht, über korrekte Informationen, die für die Sicherheit des Patienten nützlich sind, zu verfügen, und zudem können nicht notwendige Untersuchungen und Analysen dadurch reduziert werden.

Question 1846 (9.1.2012) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **«faux demandeurs d'asile»:**

D'après le site www.gouvernement.lu, Monsieur le Ministre Asselborn et son homologue serbe auraient «brièvement abordé» la question concernant les flux migratoires provenant de la Serbie vers le Luxembourg. Suite à la conférence de presse, Monsieur le Ministre Asselborn a d'ailleurs été cité avec l'expression «false asylum seekers» (Journal du 23 décembre 2011).

Il n'y a pas eu de conférence de presse suite à l'entrevue entre Monsieur le Ministre de l'Immigration et S.E. Monsieur Vuk Jeremic.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:

1) Quelles sont les actions concrètes que le Gouvernement serbe prendra pour «remédier à la situation actuelle»? Dans quel délai ces mesures seront-elles prises?

2) Monsieur le Ministre des Affaires étrangères a-t-il indiqué à son homologue serbe la possibilité de réintroduire une obligation de visa pour les ressortissants serbes désireux de se rendre au Grand-Duché?

3) De quelle façon le Gouvernement serbe intervient-il actuellement dans la situation autour des «faux demandeurs d'asile» au Luxembourg? Quelles sont les mesures prises actuellement du côté serbe pour mettre un terme à cette situation?

4) Existe-t-il une coopération policière entre le Luxembourg et la Serbie pour déceler et démanteler des réseaux de trafic d'êtres humains dans le contexte de l'afflux de «faux demandeurs d'asile»?

5) Quels ont été le contenu et les conclusions de l'entretien entre Monsieur le Ministre de l'Immigration et S.E. Monsieur Vuk Jeremic?

6) Quelles rencontres sont actuellement prévues entre des représentants du Gouvernement luxembourgeois et les autres pays desquels proviennent les «faux demandeurs d'asile»?

Réponse commune (3.2.2012) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères*, et de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

Aux différents aspects que comprend la question parlementaire, les membres du Gouvernement sollicités répondent comme suit:

1) Lors de l'entrevue du 22 décembre 2011 avec ses homologues luxembourgeois, le Ministre des Affaires étrangères de la République de Serbie, Vuk Jeremic, a exposé les mesures pratiques et structurelles suivantes afin de mieux gérer les flux migratoires:

- l'intensification de la coopération avec les autorités hongroises;

- le renforcement des contrôles à la frontière serbo-hongroise;

- la pénalisation des compagnies de bus organisant des voyages non-réguliers vers le Luxembourg;

- l'augmentation des investissements dans les régions les plus défavorisées.

Les ministres ont salué l'institution d'un groupe de travail composé d'experts serbes et luxembourgeois qui va être chargé du suivi de ces mesures, ainsi que de l'échange d'informations quantitatives.

2) La politique de visas vis-à-vis des pays des Balkans ne peut pas être unilatéralement décidée par le Luxembourg, mais relève de la compétence de l'Union européenne. Le Luxembourg applique ainsi la même politique de visas par rapport aux ressortissants serbes que les autres États membres de l'Union européenne.

Le Ministre des Affaires étrangères a attiré l'attention de son homologue serbe sur le fait que la libéralisation de visa risque d'être perçue négativement par l'opinion publique en raison d'un afflux massif de demandeurs de protection internationale en provenance de la Serbie.

3) Cf. réponse à la question 1).

4) Cette question relève de la compétence du Ministre de l'Intérieur.

5) Le Ministre des Affaires étrangères de la République de Serbie a assuré que les autorités serbes feront tous les efforts nécessaires pour empêcher les ressortissants serbes à quitter leur pays d'origine dans le seul but de déposer une demande d'asile dans un État membre de l'Union européenne.

6) À côté de l'institution d'un groupe de travail prémentionné, le Gouvernement a l'intention d'intensifier aussi les contacts avec les autorités

macédoniennes. Il convient de noter que 446 personnes provenant de l'Ancienne république yougoslave de Macédoine, pays candidat à l'adhésion à l'Union européenne, ont déposé en 2011 une demande de protection internationale ce qui équivaut à 21% du total des personnes ayant déposé une demande de protection internationale.

Question 1847 (9.1.2012) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**éventuelle intervention auprès de RTL:**

Un journal satirique a récemment écrit que Monsieur le Premier Ministre serait intervenu en personne auprès de RTL pour demander «in gebieterischem Ton» à un journaliste de pouvoir faire un commentaire à la radio sur le décès de l'ancien Président Václav Havel.

- Comme Monsieur le Premier Ministre a déclaré cette semaine lors de la réception de Nouvel An pour la presse qu'il n'intervenait pas auprès des médias pour leur demander ce qu'ils doivent faire ou non, j'aimerais demander à Monsieur le Premier Ministre s'il peut confirmer ou s'il désire infirmer l'information relatée par ce journal satirique dans son article.

Réponse (17.1.2012) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

L'honorable Député m'interroge sur la véracité d'un article récemment paru dans la presse satirique au sujet d'une intervention que j'aurais faite auprès de RTL en vue de pouvoir commenter le décès du Président Havel.

1) Je voudrais d'abord marquer mon étonnement quant au fait que l'honorable Député m'interroge sur le contenu d'un article publié dans un journal satirique. Presse satirique - d'ailleurs plutôt sympathique - aujourd'hui, presse à scandale demain: si ces publications devaient constituer dorénavant les sources alimentant les questions parlementaires, nous avons devant nous de belles perspectives. Cela promet!

2) En ce qui concerne les faits sur lesquels l'hebdomadaire satirique a attiré l'attention de l'honorable Député, je voudrais apporter les éléments de réponse suivants:

Le Président Havel est décédé le dimanche 18 décembre 2011. Au courant de l'après-midi j'ai réagi sur plusieurs stations de radio internationales à cette triste nouvelle. Comme RTL m'invite régulièrement à commenter la disparition de grandes personnalités internationales, je m'attendais à être contacté par sa rédaction pour rendre hommage au Président défunt que j'ai bien connu et avec lequel j'ai travaillé pendant de longues années. J'ai en effet contacté RTL à 17.50 heures du même jour pour déclarer ma disponibilité de rendre un hommage au Président Havel, pensant que RTL - dont tous les journalistes ne disposent pas de mes numéros de téléphone privé - n'arrivait pas à me joindre.

3) L'honorable Député affirme sans trop de nuances que le Premier Ministre aurait déclaré lors de la réception de Nouvel An pour la presse «qu'il n'intervenait pas auprès des médias pour leur demander ce qu'ils doivent faire ou non». En faisant allusion à une affaire qui fait des vagues dans un pays voisin, j'ai eu les propos suivants devant la presse: «Ech ruffe keen un, fir em ze soen, et géif him Béises geschéien.» J'ai voulu dire par là que je ne menacerais pas un journaliste de conséquences s'il s'apprêtait à publier un article ou à diffuser une information me mettant en cause personnellement.

Question 1848 (9.1.2012) de **M. Ali Kaes** *(CSV)* concernant le **système de préalerte en cas de relâchement des eaux à Esch-sur-Sûre:**

Pendant la période hivernale, le relâchement des eaux de la retenue principale et des barrages accessoires à Esch-sur-Sûre provoque régulièrement des crues importantes qui entraînent l'inondation de plusieurs bâtiments de riverains (p. ex. restaurants et hôtels) et de campings situés aux abords de la Sûre supérieure.

Afin de réduire le risque de dégâts quelconques en aval du barrage d'Esch-sur-Sûre, un système de préalerte et d'échange d'informations entre la centrale d'Esch-sur-Sûre et les riverains concernés ainsi que l'administration communale d'Esch-sur-Sûre a été mis en place.

Sachant que le relâchement des eaux provoque également des inondations en aval de la commune d'Esch-sur-Sûre, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Est-il prévu d'étendre le système de préalerte et d'échange d'informations susmentionné à d'autres villages et communes longeant la Sûre et notamment aux communes de Heiderscheid et de Bourscheid?

- Dans la négative, comment Monsieur le Ministre envisage-t-il d'informer les personnes concernées en cas de relâchement des eaux afin que ces dernières puissent prendre en temps utile les précautions nécessaires?

Réponse (31.1.2012) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Ali Kaes concernant le système de préalerte en cas de relâchement des eaux de la retenue principale et des barrages accessoires à Esch-sur-Sûre, je puis vous communiquer les informations ci-après:

L'exploitation de la retenue d'Esch-sur-Sûre est confiée à Soler S.A. (ci-après «Soler») sur base d'une Convention entre le Grand-Duché du Luxembourg et Soler du 3 avril 2003 (ci-après «la Convention»). Les consignes d'exploitation selon lesquelles Soler est tenue d'exploiter la retenue sont fixées dans les conditions techniques telles que retenues dans une annexe de la Convention.

Or, ni la Convention, ni les conditions techniques ne prévoient une obligation d'information à charge de Soler. D'après les informations de Soler, celle-ci s'est néanmoins engagée, sur demande de la commune d'Esch-sur-Sûre, à informer, au préalable, la commune ainsi que les exploitants des campings en aval du bassin de compensation à Heiderscheid-Grund, de tout dépassement d'un certain seuil de débit. Ces seuils varient en fonction de la saison et sont fixés à 16,5 m^3/s en période d'été (15 mars au 31 octobre) et 65 m^3/s en période hivernale (1er novembre au 14 mars). La transmission de l'information se fait par téléphone, en direct à la commune et aux propriétaires des campings «Bissen» et «Le Moulin» à Heiderscheid-Grund et le Camping «Toodlermillen» à Tadler-Moulin.

Il y a lieu de préciser qu'en situation de crue Soler est en contact permanent avec l'Administration de la Gestion de l'Eau qui coordonne la prévision des crues et la gestion des risques d'inondation au plan national et, le cas échéant, les services de secours.

Même si Soler est consciente de la demande d'autres propriétaires de camping en aval de la Sûre d'obtenir cette même information, Soler n'est pas en mesure de donner suite à une telle demande en raison du fait qu'en aval de l'embouchure des rivières de la Clerve et de la Wiltz, le débit de la Sûre n'est plus une fonction exclusive du débit contrôlé par Soler mais est tributaire des afflux de ces cours d'eau.

Ainsi, il est difficilement concevable de régler la question d'une extension du système de préalerte et d'échange d'informations par le biais de la Convention susmentionnée. Actuellement la Convention susmentionnée est en train d'être amendée par Soler et l'Administration de la Gestion de l'Eau en vue de la rendre compatible avec les obligations de la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau. L'information des personnes concernées par des situations de crue se fait en temps réel par le biais du site www.inondations.lu géré par l'Administration de la Gestion de l'Eau pour les cours d'eau principaux, y inclus les limnimètres de Heiderscheid-Grund, Michelau et Diekirch pour la Sûre ainsi que Kautenbach pour la Wiltz. L'Administration des Services de Secours est compétente pour la diffusion des informations en situation d'urgence.

Question 1849 (9.1.2012) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant les **femmes handicapées victimes de violence:**

Selon la Ministre à la condition féminine de Rhénanie-Palatinat, Irene Alt, le nombre des femmes handicapées victimes de violence est alarmant - qu'on parle de violence psychique, physique ou sexuelle. Se référant à une étude de l'Université de Bielefeld, la Ministre parle de 58 à 75% des femmes handicapées adultes endurant des violences physiques - selon qu'elles vivent en ménage privé ou en institution. Parmi la population totale des femmes adultes ce taux se situe à 35%.

Parmi les mineures handicapées, le taux de celles qui sont victimes de violence sexuelle représente le double, voire le triple du taux de victimes de violence sexuelle parmi la population totale de jeunes filles.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Mesdames les Ministres les questions suivantes:

- Existe-t-il des chiffres concernant les femmes handicapées victimes de violence au Luxembourg? Dans l'affirmative, Mesdames les Ministres peuvent-elles m'en faire part? Dans la négative, Mesdames les Ministres ne pensent-elles pas qu'il serait utile de lancer une étude à ce sujet afin de connaître les dimensions du problème et de pouvoir trouver des solutions?

- Selon Mesdames les Ministres les structures et services s'occupant des femmes victimes de violence sont elles également responsables de la prise en charge des femmes handicapées victimes de violence? Dans l'affirmative, Mesdames les Ministres peuvent-elles me dire si ces services sont accessibles à des personnes handicapées et équipés pour les accueillir?

- Étant donné que la proportion des victimes de violence est particulièrement élevée parmi les femmes handicapées vivant en institution, Mesdames les Ministres ne pensent-elles pas qu'il faudrait instituer un contrôle et une évaluation plus poussés et plus systématiques dans toutes les institutions hébergeant des populations particulièrement vulnérables - qu'il s'agisse de personnes handicapées, de personnes âgées, d'enfants etc.?

- Quelles autres mesures Mesdames les Ministres comptent-elles prendre pour accroître la prise de conscience et pour combattre le phénomène de la violence à l'égard des femmes handicapées en particulier et de toutes sortes de populations vulnérables en général?

Réponse (8.2.2012) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch,** *Ministre de l'Égalité des Chances:*

L'honorable Députée pose un certain nombre de questions relatives au problème des violences physiques et psychiques commises à l'égard des personnes vulnérables en général, et des femmes handicapées en particulier. La députée voit à juste titre que le sujet relève d'une compétence commune des Ministères de la Famille et de l'Intégration pour la thématique du handicap, d'une part, et de l'Égalité des chances pour le volet de la prise en charge des femmes victimes de violence psychique et physique, d'autre part.

Néanmoins il importe de préciser que le Ministère de l'Égalité des chances n'est uniquement compétent que pour les violences domestiques. Dans une optique de l'égalité des chances entre femmes et hommes, je tiens par ailleurs à souligner que le sujet de la violence à l'égard des personnes handicapées ne concerne pas uniquement les femmes, mais aussi les hommes et que dès lors toute étude et toute action politique ayant comme vocation le recensement et l'éradication des violences perpétrées à l'égard de cette catégorie de personnes particulièrement vulnérables doit être conçue et mise en œuvre au profit des deux sexes.

Par rapport aux diverses questions formulées par l'honorable Députée, je peux fournir les éléments suivants:

- Le Luxembourg ne dispose pas d'étude concluante contenant des chiffres sur les femmes handicapées victimes de violence. Néanmoins, le Gouvernement luxembourgeois a été sollicité en date du 18 septembre 2011 par le Haut-Commissariat aux droits de l'Homme des Nations Unies dans le contexte de l'adoption de la résolution 17/11 du Conseil des droits de l'Homme. Dans ce texte, le Conseil précité invite le Haut-Commissaire aux droits de l'Homme à «élaborer une étude thématique sur la question de la violence contre les femmes et les filles et le handicap, en consultation avec (…) les États (…), les organisations de la société civile et d'autres parties prenantes intéressées».

À cet effet, le Ministère de l'Égalité des chances avait élaboré en novembre 2011 un questionnaire comportant plusieurs volets, à savoir les données/statistiques, la prévention et la protection des victimes, la poursuite des auteurs ainsi que les mesures de récupération, de réhabilitation et de réintégration sociale. Ce questionnaire a été envoyé aux différents acteurs avec lesquels le Ministère de l'Égalité des chances coopère dans le cadre de la lutte contre la violence à l'égard des filles et des femmes, à savoir les organisations possédant une convention avec le ministère, la Police grand-ducale, le parquet ainsi que d'autres ministères. Une évaluation définitive des données fournies par les différentes parties est actuellement en cours en vue de leur transmission au Haut-Commissaire aux droits de l'Homme des Nations Unies. Je propose de la mettre à disposition dans les meilleurs délais de la Commission parlementaire de la Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances.

- Sur la question du principe si les structures et services s'occupant des femmes victimes de violence sont également responsables de la prise en charge des femmes handicapées, les chiffres pour les années 2010 et 2011 indiquent que parmi les femmes victimes encadrées par les partenaires conventionnés avec le MEGA, deux femmes ont présenté des handicaps dus à un accident, d'une part, et à une maladie dégénérative, d'autre part. Le nombre de cette catégorie particulièrement vulnérable est donc très bas. Les gestionnaires ont développé le réflexe d'orienter les cas se présentant à des services spécialisés afin de leur assurer un encadrement plus adapté à leurs besoins. Les centres d'accueil ainsi que les services de consultation sont accessibles pour des personnes présentant un handicap.

- La question des violences commises envers les femmes handicapées vivant en institution requiert une solution dont le point de départ doit être une réelle détabouisation du sujet. Néanmoins, il importe de la considérer dans un contexte plus large des personnes vulnérables en général, dont p. ex. des personnes âgées, les personnes âgées présentant des signes de démence ou encore les personnes présentant des handicaps physiques et psychiques. Je suis convaincue qu'une action concertée est indiquée, qui rassemble différents ministères (Ministère de la Famille et de l'Intégration, de la Santé, de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, de l'Enseignement supérieur et du Travail et de l'Emploi), les partenaires sociaux ainsi que d'autres acteurs actifs dans la lutte contre les discriminations. Cette action doit avant tout viser

1. une identification et une quantification des cas se présentant,

2. les raisons se trouvant à la base de ces violences,

3. l'analyse des curricula des formations au niveau des professions dites «sociales» en vue d'une plus grande responsabilisation éthique du personnel travaillant dans des institutions envers ces personnes vulnérables,

4. le dialogue avec les partenaires sociaux afin d'identifier une éventuelle surcharge de travail du personnel soignant les personnes présentant des handicaps, ainsi que des voies de solution.

- Le Ministère de l'Égalité des chances sensibilise chaque année à travers ses campagnes médiatiques sur le thème de la violence domestique. De plus, le Ministère dispose d'un site Internet très complet (www.violence.lu) sur lequel les victimes ainsi que les auteurs peuvent s'informer sur la législation relative à la violence domestique, les services d'aide pour victimes et auteurs de violence ainsi que trouver des entretiens réguliers faits avec des partenaires du ministère en matière de lutte et d'assistance contre la violence domestique. Sur le thème spécifique des violences à l'égard des femmes handicapées, le Ministère peut souscrire à toute action sous condition que le sujet soit traité dans un contexte plus large impliquant également d'autres acteurs (ministères, institutions publiques, organisations non gouvernementales) et que les mesures envisagées visent aussi bien les femmes que les hommes handicapés. Dans le contexte des discriminations, il faut par ailleurs éviter de négliger les autres motifs qui peuvent être à la base de violences, à savoir la race ou l'origine ethnique, le sexe, l'orientation sexuelle, la religion ou les convictions et l'âge.

Complément de réponse (8.2.2012) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

En complément aux éléments de réponse fournis par Madame la Ministre de l'Égalité des chances à la question parlementaire n°1849 de l'honorable Députée Claudia Dall'Agnol, j'ai l'honneur de signaler ce qui suit:

Les instances publiques et les personnes et associations privées actives dans le domaine de la non-discrimination et de la promotion de l'égalité des chances sont particulièrement sensibles aux situations de discrimination multiple, telles que les discriminations dues à l'âge et au handicap respectivement au sexe et au handicap. Une pareille attention accrue est encore inscrite dans les textes de référence ayant trait à la promotion des droits de l'Homme. Ainsi, la Convention de l'ONU relative aux droits des personnes handicapées fait état, en ses articles 6 et 7, de la situation spécifique des femmes et des enfants handicapés.

La protection des personnes handicapées, et en particulier des femmes en situation de handicap, contre toutes sortes de violence, constitue un souci majeur pour le département ministériel de la Famille et de l'Intégration. Pour ce qui est des services et institutions accueillant des femmes handicapées, ils font l'objet de contrôles réguliers mis en œuvre par des agents du

Ministère de la Famille. Cette mission de contrôle est exercée conformément aux dispositions de la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique et de ses règlements d'exécution, ainsi que des conventions de financement qui lient l'État et les organismes gestionnaires offrant les services visés. Les dispositions en question permettent en particulier:

- le contrôle de l'honorabilité des organes dirigeants des organismes gestionnaires ainsi que du personnel dirigeant et d'encadrement des services visés;

- le contrôle du nombre et de la qualification du personnel dirigeant et d'encadrement;

- des visites et contrôles effectués par des fonctionnaires de l'État spécialement mandatés à cet effet;

- l'évaluation des moyens déployés par les services visés pour offrir un accueil et un accompagnement de qualité aux usagers des services.

Le Ministère de la Famille s'est doté d'une procédure précise déterminant des modalités efficaces et cohérentes qui permettent de répondre aux signalements et plaintes qui lui seraient adressés par des personnes accueillies, respectivement par leur entourage familial ou social. Le cas échéant, le Ministère de la Famille transmet les signalements et plaintes reçus aux instances judiciaires en vue d'éventuelles poursuites pénales.

Le Ministère de la Famille soutient encore des mesures positives tendant à améliorer la qualité d'accueil et d'accompagnement des femmes et des hommes en situation de handicap. Il favorise la formation continue des intervenants professionnels et bénévoles. Dans ce contexte, il y a lieu de rappeler le concept de la bientraitance qui s'est confirmé parmi les approches du travail socio-éducatif: la bientraitance est plus que l'absence de maltraitance et se traduit par une attention proactive et personnalisée aux besoins de chaque individu accueilli et suivi.

En plus, tant le Ministère de la Famille que les organismes et associations qui offrent des services aux femmes en situation de handicap, tendent à leur proposer des mesures diverses d'empowerment. Ces mesures ont pour objet de mettre en mesure, respectivement de soutenir les femmes handicapées dans leurs efforts de prendre une part active à la vie en famille, dans l'institution ou encore en société, et d'exercer de façon autonome leur capacité de prise de décision, sur base de l'égalité avec les autres. Par le biais de ces mesures, et pour autant que de besoin, les femmes handicapées sont ainsi habilitées à mieux défendre leurs intérêts et à se protéger contre toutes formes de violence.

Il y a lieu enfin de signaler les actions de sensibilisation et de formation spécifique offertes principalement aux femmes handicapées par des services du secteur Handicap respectivement par des services de l'Éducation différenciée en collaboration notamment avec le Planning familial.

Question 1850 (10.1.2012) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **système TARGET (Trans-European Automated Real-time Gross settlement Express Transfer system):**

Dans des publications récentes de l'Institut IFO de Munich (Institut für Wirtschaftsforschung), le Professeur Hans-Werner Sinn a critiqué plus particulièrement les crédits et transferts intra-banques centrales via le système BCE Target. Les transactions à travers le système TARGET (Trans-European Automated Real-time Gross settlement Express Transfer system) auraient augmenté énormément depuis 2008.

Concrètement, les banques dans les pays qui connaissent un déficit considérable dans la balance courante se refinanceraient directement auprès de la BCE puisque leurs systèmes bancaires nationaux ne disposeraient plus de la masse monétaire nécessaire, en provenance du secteur bancaire privé international, pour financer l'ensemble des crédits de consommation.

De son côté, la BCE recevrait l'argent nécessaire à de telles opérations par les banques du système de la BCE dont les pays ont un excédent financier dans leur balance courante.

Par conséquent, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre et à Monsieur le Ministre des Finances:

1) Le Gouvernement peut-il confirmer l'analyse présentée par le professeur Sinn au sujet du système TARGET de la BCE?

2) La BCL a-t-elle contribué à travers le système TARGET de la BCE à financer des crédits accordés par des banques privées dans d'autres pays membres de la zone euro? Si oui, à quelle hauteur et dans quel pays?

3) La BCL a-t-elle contribué à travers le système TARGET de la BCE à refinancer des banques centrales d'autres États membres de la zone euro? Si oui, quelles banques centrales et à quelle hauteur?

4) Le Gouvernement peut-il confirmer l'information selon laquelle la BCL serait, après la Bundesbank, le deuxième fournisseur de fonds de transferts compensatoires et ce à hauteur de 50 milliards d'euros?

5) Est-ce que la BCL a un besoin de refinancement en raison ou partiellement en raison de transferts effectués à travers le système TARGET? Quels seraient les effets sur le bilan de la BCL d'une sortie de la Grèce de la zone euro?

Réponse (23.2.2012) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État*, et de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

TARGET est un système de transfert express automatisé transeuropéen permettant aux banques de l'Union européenne de transférer des fonds en temps réel au-delà des frontières. Les opérations sur le système TARGET se font sous la seule autorité de la Banque centrale du Luxembourg (BCL) en tant que membre du Système européen des banques centrales (SEBC).

La BCL bénéficie à ce titre d'une indépendance opérationnelle et institutionnelle. Le Gouvernement ne dispose donc pas des informations souhaitées à ce sujet. La Chambre des Députés peut néanmoins inviter le Directeur général de la BCL à présenter le rapport annuel de la Banque centrale sur les activités et sur la politique monétaire de l'année précédente et de l'année en cours (article 11(2) de la loi du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire de la Banque centrale du Luxembourg). À cette occasion, les députés pourraient évoquer ces questions directement avec le directeur général de la BCL.

Question 1851 (11.1.2012) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant **l'évolution de la dette publique luxembourgeoise depuis 2008**:

Depuis la crise du secteur financier et ses répercussions sur l'économie dite réelle, les États ont multiplié les actions pour soutenir des instituts bancaires. Ils ont notamment acheté des papiers de différentes natures et provenances qui ont pu représenter des risques de perte ou des pertes réelles pour les banques. Ce genre de transaction peut être considéré comme une nationalisation des risques encourus par des instituts bancaires privés permettant ainsi à ceux-ci de continuer à engranger d'autre part des profits au bénéfice des actionnaires.

C'est pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre et à Monsieur le Ministre des Finances:

1) Messieurs les Ministres peuvent-ils retracer de façon précise l'évolution de la dette publique luxembourgeoise depuis 2008, y inclus leurs prévisions jusqu'à la fin de l'exercice budgétaire 2012, en termes absolus et relatifs, en détaillant l'impact des actions entreprises en faveur des instituts bancaires privés, des épargnants privés, du FMI, de la BCL et de la BCE, du Fonds européen de stabilité financière, d'autres États membres de l'UE ou de tout autre acteur tiers?

2) Quels montants ont été donnés à titre de prêts bilatéraux, par exemple à la Grèce, et quels montants ont été accordés sous forme de garanties à des acteurs tiers, fussent-ils de nature publique ou privée? Quel était ou sera l'impact de chacune de ces mesures sur les critères de Maastricht?

3) Quels étaient à l'origine et quels sont actuellement les termes du prêt bilatéral accordé à la Grèce? Existe-t-il des garanties pour ce prêt et si oui, sous quelle forme?

4) Quels étaient les coûts, notamment en intérêts, que le Luxembourg a dû payer pour l'augmentation de sa dette publique depuis 2008 par prêt et de façon cumulée?

5) Quels étaient jusqu'à présent les revenus pour le budget de l'État notamment sous forme d'intérêts des prêts ou des garanties données?

6) Compte tenu de la quote-part très importante du Luxembourg dans le capital du FMI, le Gouvernement n'estime-t-il pas opportun de renégocier cette part afin de la rapprocher plus du poids réel du Luxembourg?

7) Messieurs les Ministres peuvent-ils détailler la participation du Grand-Duché à des actions d'achat par les instances publiques, aux niveaux international, européen ou national de papiers de valeurs, actions, obligations d'État ou autres dettes de pays en crise de liquidité, éventuellement regroupés dans des «bad banks»? À quel montant s'élève l'augmentation de la dette publique luxembourgeoise en raison de la participation à des opérations de rachats de dettes auprès de banques privées? À quelle hauteur s'élève la quote-part de la BCL dans des actions de rachat de tels papiers publics ou privés par la Banque centrale européenne?

8) Dans la mesure où l'État est le seul détenteur du capital de la Banque centrale du Luxembourg et nonobstant l'indépendance de la BCL, Messieurs les Ministres reçoivent-ils des informations sur les activités ou engagements financiers de la BCL pouvant générer potentiellement des effets sur le budget de l'État? Dans le cas où les activités de la BCL risquent de créer des déficits à combler in fine par le budget de l'État, est-ce que le Gouvernement a le moyen de rendre la BCL attentive aux risques encourus?

Réponse commune (22.2.2012) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État*, et de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

Depuis le début de la crise économique et financière en 2008, l'État luxembourgeois a agi de façon décisive pour soutenir l'activité économique et l'emploi, pour protéger l'épargne, pour garantir l'accès au crédit et plus généralement pour assurer la stabilité du système économique et financier. Le Gouvernement a pris ces décisions en étroite concertation avec ses partenaires internationaux, c'est à dire les autres États membres de l'Union européenne, les institutions européennes (p. ex. la Banque centrale européenne) et les institutions financières internationales (p. ex. Fonds Monétaire International).

1) Depuis 2008, l'encours de la dette publique émise par la Trésorerie de l'État a évolué comme suit:

	2008	2009	2010	2011	2012 (prév.)
En mio. €	3.232	3.232	5.232	5.232	6.232
En % du PIB	8,2	8.6	13,0	12,3	13,4

(situation au 31 décembre)

La situation de la dette publique calculée selon les règles et concepts du SEC95 (méthodologie standardisée utilisée pour la transmission de données sur les finances publiques dans le contexte de la surveillance multilatérale sur le plan de l'Union européenne) a évolué comme suit:

	2008	2009	2010	2011	2012 (prév.)
En mio. €	5.395	5.527	7.673	7.778	9.215
En % du PIB	13,7	14,8	19,1	18,2	19,8

La dette publique SEC95, en outre de la dette émise par la Trésorerie de l'État, inclut la dette du secteur communal, la dette des établissements publics et autres entités publiques entrant dans le périmètre de consolidations de l'administration publique, ainsi que les projets d'investissements financés par le biais du Fonds pour la Loi de Garantie.

2) Dans le contexte de la crise économique et financière, l'État luxembourgeois a accordé les prêts et garanties suivantes:

- En automne 2008, dans le cadre de la restructuration du groupe bancaire «Fortis», l'État a procédé à une prise de participation à hauteur de 2.500 millions d'euros dans la banque «BGL». Afin de financer partiellement cette transaction, l'État a émis un emprunt obligataire d'un montant de 2.000 millions d'euros. Cet emprunt est rémunéré à un taux de 3,75% et arrive à échéance le 4 décembre 2013.

- Au 31 décembre 2011, le montant du prêt bilatéral que l'État luxembourgeois a accordé à la Grèce dans le contexte du programme d'assistance financière et d'ajustement structurel se chiffre à 139,9 millions d'euros.

- La loi du 9 juillet 2010 autorise le Gouvernement à accorder une garantie de l'État pour un montant maximal de 1.150 millions d'euros à la Facilité européenne pour la stabilité financière (EFSF). La loi du 22 septembre 2011 porte le montant maximal de cette garantie à 2.000 millions d'euros. Au 31 décembre 2011, l'encours de la garantie se chiffre à 76,5 millions d'euros (pour les programmes d'assistance financière à l'Irlande et au Portugal).

- L'article 38 de la loi du 17 décembre 2010 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2011 autorise l'État à octroyer au Fonds Monétaire International des prêts pour un montant maximal de 971 millions de droits de tirage spéciaux (1.143 millions d'euros au taux de change en vigueur au 31 janvier 2012) dans le cadre des Nouveaux Arrangements d'Emprunt (NAB). Au 31 décembre 2011, l'encours des prêts de l'État au FMI se chiffre à 100 millions d'euros.

- Dans le contexte de la restructuration et vente de la banque «Kaupthing», l'État luxembourgeois a accordé un prêt de 160 millions d'euros au repreneur «Banque Havilland». Au 31 décembre 2011, l'encours restant de ce prêt se chiffre à 39,2 millions d'euros).

- En 2008, les États belge, français et luxembourgeois ont accordé une garantie de l'État d'un montant global maximal de 150 milliards d'euros au groupe bancaire «Dexia». La part du Luxembourg s'est chiffrée à 3% du montant global, soit 4,5 milliards d'euros. Avec effet au 1er novembre 2009, le montant global maximal a été ramené à 100 milliards d'euros (soit trois milliards d'euros pour le Luxembourg). Au 31 décembre 2011, l'encours global se chiffre à 24,3 milliards dont 730 millions d'euros sont garantis par le Luxembourg.

- En 2011, dans le cadre du démantèlement du groupe bancaire «Dexia», les États belge, français et luxembourgeois ont accordé une garantie étatique d'un montant global de 90 milliards d'euros à «Dexia». Comme en 2008, le Luxembourg garantit 3% du volume global, soit un montant maximal de 2,7 milliards d'euros.

- Dans le cadre de la loi du 29 mai 2009 instituant un régime temporaire de garantie en vue du redressement économique, l'État a accordé une garantie de 100 millions d'euros à «Cargolux Airlines International». La garantie a pris effet le 4 janvier 2010 et prendra fin le 31 décembre 2014. Sur demande de «Cargolux» du 22 décembre 2010, le montant de la garantie a été ramené à 70 millions d'euros.

Conformément aux règles et concepts du SEC95, les prêts et garanties accordés par l'État n'ont pas d'impact direct sur le solde budgétaire de l'administration publique. Par ailleurs, les transactions mentionnées ci-dessus – à l'exception bien-entendu de l'emprunt obligataire émis en 2008 et la garantie accordée à EFSF qui, conformément à une décision d'Eurostat, doit être comptabilisée dans la dette publique SEC95 des États membres – n'ont pas d'impact direct sur la dette publique luxembourgeoise.

3) Le «Intercreditor Agreement» du 8 mai 2010 fixe le montant maximal du prêt bilatéral du Luxembourg à la Grèce à 206,1 millions d'euros. Le prêt est accordé pour une durée de cinq ans et l'échéance finale se situe au 15 juin 2015. La rémunération du prêt est définie par référence au taux Euribor à trois mois plus une marge de 300 points de base.

4) Au 31 décembre 2011, les intérêts payés sur les prêts et emprunts contractés par l'État depuis le 1er janvier 2008 se chiffrent à 400,2 millions d'euros.

5) Au 31 décembre 2011, les revenus (primes, intérêts, dividendes) échus à l'État dans le contexte des mesures décrites ci-dessus se chiffrent à 371,1 millions d'euros.

6) La quote-part du Luxembourg au Fonds Monétaire International (FMI) est de 0,176% ou 418,7 millions de droits de tirage spéciaux (DTS), soit 492,9 millions d'euros au taux de change en vigueur au 31 janvier 2012. La quote-part d'un pays membre du FMI est déterminée à partir d'une formule qui prend en compte le produit intérieur brut (à raison de 50%), le degré d'ouverture de l'économie (à raison de 30%), les variations économiques (à raison de 15%) et les réserves officielles de change (5%). Ainsi, la quote-part d'un pays est un indicateur objectif de la position relative de ce pays dans l'économie mondiale et il n'existe pas de marge de manœuvre à exploiter dans des négociations bilatérales avec le FMI.

7) Les États membres de la zone euro, y compris le Luxembourg, n'ont pas procédé à des «actions d'achat» de papiers de valeurs, actions, obligations d'État ou autres dettes de pays en crise de liquidité. Dans le cadre du «Securities Market Programme» (SMP), la Banque centrale européenne (BCE) et les banques centrales du Système européen des banques cen-

trales ont procédé à l'achat d'obligations d'État, conformément à leur mandat et en toute indépendance. Ni la BCE, ni les banques centrales nationales n'ont de comptes à rendre aux Gouvernements en ce qui concerne le volmue de titres achétés dans le cadre du SMP et ces informations sont d'ailleurs confidentielles car il s'agit d'une information qualifiée comme «market-sensitive» (donc leur divulgation risque d'avoir un impact sur le fonctionnement des marchés des capitaux).

8) Le Gouvernement et la direction de la Banque centrale du Luxembourg ont des échanges de vues réguliers et respectueux de l'indépendence de la BCL.

Question 1852 (11.1.2012) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant l'**élaboration d'une nomenclature pour les actes de soins palliatifs en milieu extrahospitalier:**

Le premier rapport relatif à l'application de la loi du 16 mars 2009 relative aux soins palliatifs, à la directive anticipée et à l'accompagnement en fin de vie, portant sur les années 2009 et 2010 constate qu'il n'existe pas encore de nomenclature pour les actes spécifiques aux soins palliatifs en milieu extrahospitalier.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Quel est l'état d'avancement des travaux portant sur l'élaboration d'une telle nomenclature et quand pourra-t-elle entrer en vigueur?

Réponse (9.2.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

En vertu des dispositions de l'article 65 et suivants du Code de la sécurité sociale, une nomenclature d'actes et de services présuppose la signature d'une convention entre la Caisse Nationale de Santé (CNS) et le groupement concerné, en l'espèce la Confédération des organismes prestataires d'aides et de soins (COPAS). Ce n'est en principe qu'une fois la convention signée que la commission de nomenclature devient active et commence ses travaux.

En l'espèce, la convention conclue entre la COPAS et la CNS a été approuvée par les organes décisionnels des deux parties (CNS et COPAS) en début 2010, mais n'a pas encore pu être signée, étant donné que pour l'étroite collaboration avec un hôpital telle que prévue à l'article 1er de la loi du 16 mars 2009 pour les personnes soignées à domicile ou en institution, un terrain d'entente n'a pas encore pu être trouvé. Cette collaboration est censée trouver sa base dans les termes d'un accord-cadre qui fera partie intégrante de la convention. Or, malheureusement cet accord-cadre n'a pas encore pu être ficelé en raison de divergences persistantes entre le secteur hospitalier et les réseaux au niveau de la distribution de certains dispositifs médicaux.

Bien que la convention n'ait pas encore été signée, un groupe de travail informel s'est réuni à plusieurs reprises début 2010 et a analysé les options d'une nomenclature formée d'un ou de plusieurs forfaits sur base de données chiffrées. Or, face à la lenteur de l'évolution des négociations conventionnelles, ce groupe de travail informel n'a pas poursuivi ses travaux.

Actuellement il semblerait que les positions des deux parties se soient rapprochées. Ainsi, une nouvelle proposition d'accord-cadre a été remise par les organismes représentatifs des deux secteurs à la CNS et est actuellement en train d'être analysée par l'administration. La CNS est d'avis que le moment est venu de forcer les débats et, sinon de signer la convention, d'entamer la procédure de médiation prévue à l'article 69 alinéa 2 point 1) du CSS.

Question 1854 (11.1.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant les **implants et** les **prothèses:**

Der sich entwickelnde Gesundheitsskandal um die Brustimplantate hat eine ganze Reihe von Fragen und Zweifel bezüglich der Sicherheit bei Gesundheitsdienstleistungen hervorgerufen.

Es wird offensichtlich, dass die Gesundheitskassen unweigerlich einen Teil der Kosten übernehmen müssen, hauptsächlich bei Nachfolgeproblemen wie Entzündungen oder sogar Krebserkrankungen.

Der Fall um die Brustimplantate macht dann auch deutlich, wie viel mehr an Transparenz und Reporting noch notwendig sind, um die Patienten nachhaltig vor mangelhaften bis hin zu folgewidrigen Praktiken zu schützen. Letzten Informationen zufolge wären hierzulande keine Personen von diesen Praktiken betroffen.

Fragen:

1) Sind Implantate „Medikamenten" respektive „medizinischem Material" gleichzusetzen und müssten sie demnach nicht immer einer gewissen behördlichen Kontrolle und Statusverfolgung im Sinne von Tracking unterliegen?

2) Wie konnten die nationalen Gesundheitsbehörden herausfinden, ob es in Luxemburg Personen gibt, die diese Implantate tragen?

3) Wie konnten die Kliniken und Ärzte nachvollziehen, ob und wie viele Personen bei ihnen dieses Implantat eingesetzt bekamen?

4) Welche Daten- und Informationsstrukturen oder nationale Register sind heute in der Lage, hierzulande diese Implantate zu orten und Personen zuzuordnen?

5) Sind entsprechende Register und Datenbanken bei der nationalen Kommission für Datenschutz (CNPD) gemeldet?

6) Was gedenkt der Minister konkret zu unternehmen, um für den nächsten Skandal informationstechnisch besser gewappnet zu sein?

7) Gedenkt der Minister, kurzfristig und konkret ein „Registre des Prothèses/Implants" in unserem Gesundheitssystem einzurichten?

8) Gedenkt der Minister, eine „Schwarze Liste" von Produkten und Dienstleistern zu veröffentlichen, dies im Sinne des präventiven Schutzes der Patienten?

Réponse (22.2.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Implantate sind keine Medikamente sondern Medizinprodukte der Klasse III, dies gemäß der europäischen Richtlinie 93/42/EWG, welche durch das „règlement grand-ducal du 11 août 1996 relatif aux dispositifs médicaux" in die nationale Gesetzgebung umgesetzt wurde, und unterliegen demzufolge den Anforderungen dieser Richtlinie.

Für die Produkte der Klasse III, die ein hohes Gefahrenpotenzial darstellen, ist eine Kontrolle durch eine benannte Stelle in Bezug auf die Auslegung der Produkte sowie ihre Herstellung erforderlich. Die Klasse III ist den kritischsten Produkten vorbehalten, deren Einführung eine ausdrückliche vorherige Zulassung im Hinblick auf die Konformität erfordert. Falls Vorkommnisse mit einem Produkt gemeldet werden, kann es zu einem systematischen Rückruf kommen, daher muss der Hersteller oder sein Bevollmächtigter zurückverfolgen können, wo diese Produkte eingesetzt wurden. Es ist die Aufgabe der Krankenhäuser und Ärzte, die Rückverfolgbarkeit der von ihnen implantierten Medizinprodukte zu organisieren.

Das Gesundheitsamt („direction de la Santé") hat sämtliche luxemburgische Krankenhäuser über den Einsatz der betroffenen Implantate befragt. Alle Krankenhäuser haben jedoch einen solchen Einsatz verneint.

Des Weiteren wurden alle in Luxemburg praktizierenden Gynäkologen, Chirurgen und Fachärzte für ästhetische Chirurgie/Wiederherstellungschirurgie informiert und schriftlich aufgefordert, eine Rückmeldung zu geben für den Fall, dass die betroffenen Implantate eingesetzt worden wären.

Auch vor dem Jahr 2011 haben meine Behörden bereits jegliche Informationen betreffend Probleme mit den angesprochenen Implantaten, über die sie in Kenntnis gesetzt wurden, an die Krankenhäuser weitergeleitet, damit diese gegebenenfalls die nötigen Maßnahmen hätten ergreifen können.

Die Europäische Kommission ist dabei zu überprüfen, ob die Richtlinie 93/42/EWG punktuell angepasst werden soll, um einen noch optimaleren Schutz der Patienten zu gewährleisten.

Die Luxemburger Regierung würde in diesem Fall einer Abänderung der Richtlinie zustimmen.

Darüber hinaus werden die Gesundheitsbehörden die „Entente des Hôpitaux" auffordern, durch Standardisierung und gemeinsamen Einkauf die Sicherheit und Rückverfolgbarkeit von Implantaten weiter zu verbessern.

Question 1855 (11.1.2012) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant l'**adaptation du Code pénal aux nouveaux phénomènes de violence:**

Le juge d'instruction vient de procéder dans le cadre d'une enquête sur une violente agression dans le train circulant entre Luxembourg et Rodange en date du 14 décembre 2011 à la publication d'une vidéo montrant le déroulement des faits. La vidéo montre plusieurs agresseurs qui attaquent et dérobent un passager du train, et qui continuent à frapper leur victime après que celle-ci ait perdu connaissance et se trouvait sans défense au sol. Ce comportement extrêmement violent et sans scrupules constitue un phénomène préoccupant dans nos sociétés. Des actes de violence similaires ont ainsi déclenché une discussion dans nos pays voisins sur la qualification juridique de tels actes.

Au vu de ce qui précède, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre juge-t-il que le Code pénal actuel tient compte de ces nouveaux phénomènes de violence?

- Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas que l'acharnement sur une victime visiblement hors d'état de défense devrait constituer une circonstance aggravante de coups et blessures?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre entend-il légiférer en la matière afin de prévoir cette notion dans le Code pénal?

Réponse (7.2.2012) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Justice:*

1. L'arsenal des infractions en matière de coups et blessures volontaires est assez complet, connaissant en effet une gradation selon les conséquences de l'acte ou selon la qualité de l'auteur ou de la victime. Le tableau suivant permet d'avoir une vue d'ensemble:

Article	Fait puni	Sanction
Art. 398 al. 1	Coups et blessures volontaires	Huit jours à six mois d'emprisonnement et/ou 251 à 1.000 € d'amende
Art. 398 al. 2	Coups et blessures volontaires avec préméditation	Un mois à un an d'emprisonnement et/ou 500 à 2.000 € d'amende
Art. 399 al. 1	Coups et blessures volontaires ayant causé une maladie ou une incapacité de travail personnel	Deux mois à deux ans d'emprisonnement et/ou 500 à 2.000 € d'amende
Art. 399 al. 2	Coups et blessures volontaires avec préméditation ayant causé une maladie ou une incapacité de travail personnel	Six mois à trois ans d'emprisonnement et/ou 500 à 10.000 € d'amende
Art. 400 al. 1	Coups et blessures volontaires ayant causé une maladie paraissant incurable ou une incapacité permanente de travail personnel ou la perte de l'usage absolu d'un organe ou une mutilation grave	Deux ans à cinq ans d'emprisonnement et/ou 500 à 5.000 € d'amende
Art. 400 al. 2	Coups et blessures volontaires avec préméditation ayant causé une maladie paraissant incurable ou une incapacité permanente de travail personnel ou la perte de l'usage absolu d'un organe ou une mutilation grave	Cinq à dix ans de réclusion
Art. 401 al. 1	Coups et blessures volontaires ayant causé la mort, sans l'intention de la donner	Cinq à dix ans de réclusion
Art. 401 al. 2	Coups et blessures volontaires avec préméditation ayant causé la mort, sans l'intention de la donner	Dix à 15 ans de réclusion
Art. 401bis al. 1	Coups et blessures volontaires sur un enfant de moins de 14 ans	Un an à trois ans d'emprisonnement et 251 à 2.500 € d'amende
Art. 401bis al. 2	Coups et blessures volontaires sur un enfant de moins de 14 ans avec préméditation ou ayant entrainé une maladie ou une incapacité de travail personnel	Trois ans à cinq ans d'emprisonnement et 251 à 5.000 € d'amende
Art. 401bis al. 3	Coups et blessures volontaires par les parents ou autres ascendants ou par une personne ayant autorité sur un enfant de moins de 14 ans	Trois ans à cinq ans d'emprisonnement et 251 à 5.000 € d'amende
Art. 401bis al. 3	Coups et blessures volontaires par les parents ou autres ascendants ou par une personne ayant autorité sur un enfant de moins de 14 ans avec préméditation ou ayant entrainé une maladie ou une incapacité de travail personnel	Réclusion de cinq à dix ans
Art. 401bis al. 4	Coups et blessures volontaires sur un enfant de moins de 14 ans ayant causé une maladie paraissant incurable ou une incapacité permanente de travail personnel ou la perte de l'usage absolu d'un organe ou une mutilation grave ou ayant causé la mort sans l'intention de la donner	Réclusion de dix à 15 ans
Art. 401bis al. 4	Coups et blessures volontaires par les parents ou autres ascendants ou par une personne ayant autorité sur un enfant de moins de 14 ans ayant causé une maladie paraissant incurable ou une incapacité permanente de travail personnel ou la perte de l'usage absolu d'un organe ou une mutilation grave ou ayant causé la mort sans l'intention de la donner	Réclusion à vie
Art. 401bis al. 5	Coups et blessures sur enfant de moins de quatorze ans avec l'intention de provoquer la mort	Réclusion à vie
Art. 401bis al.6	Coups et blessures habituelles sur enfant de moins de quatorze ans ayant causé la mort sans l'intention de la donner	Réclusion à vie
Art. 409 al. 1	Coups et blessures volontaires envers le conjoint, un ascendant, un descendant, frère ou sœur (…), une personne particulièrement vulnérable, une personne étant dans un lien de subordination	Six mois à cinq ans d'emprisonnement et 251 à 5.000 € d'amende
Art. 409 al. 2	Coups et blessures volontaires avec préméditation envers le conjoint, un ascendant, un descendant, frère ou sœur (…), une personne particulièrement vulnérable, une personne étant dans un lien de subordination	Un an à cinq ans d'emprisonnement et 501 à 5.000 € d'amende

Art. 409 al. 3	Coups et blessures volontaires envers le conjoint, un ascendant, un descendant, frère ou sœur (…), une personne particulièrement vulnérable, une personne étant dans un lien de subordination, ayant entrainé une maladie ou une incapacité de travail personnel	Un an à cinq ans d'emprisonnement et 501 à 25.000 € d'amende
Art. 409 al. 3	Coups et blessures volontaires avec préméditation envers le conjoint, un ascendant, un descendant, frère ou sœur (…), une personne particulièrement vulnérable, une personne étant dans un lien de subordination, ayant entrainé une maladie ou une incapacité de travail personnel	Cinq à dix ans de réclusion et 1.000 à 30.000 € d'amende
Art. 409 al. 4	Coups et blessures volontaires envers le conjoint, un ascendant, un descendant, frère ou sœur (…), une personne particulièrement vulnérable, une personne étant dans un lien de subordination, ayant causé une maladie paraissant incurable ou une incapacité permanente de travail personnel ou la perte de l'usage absolu d'un organe ou une mutilation grave	Dix à 15 ans de réclusion et 2.500 à 50.000 € d'amende
Art. 409 al. 4	Coups et blessures volontaires avec préméditation envers le conjoint, un ascendant, un descendant, frère ou sœur (…), une personne particulièrement vulnérable, une personne étant dans un lien de subordination, ayant causé une maladie paraissant incurable ou une incapacité permanente de travail personnel ou la perte de l'usage absolu d'un organe ou une mutilation grave	15 à 20 ans de réclusion et 3.000 à 50.000 € d'amende
Art. 409 al. 5	Coups et blessures volontaires envers le conjoint, un ascendant, un descendant, frère ou sœur (…), une personne particulièrement vulnérable, une personne étant dans un lien de subordination, ayant causé la mort sans l'intention de la donner	20 à 30 ans de réclusion
Art. 409 al. 5	Coups et blessures volontaires avec préméditation envers le conjoint, un ascendant, un descendant, frère ou sœur (…), une personne particulièrement vulnérable, une personne étant dans un lien de subordination, ayant causé la mort sans l'intention de la donner	Réclusion à vie

À noter qu'aux termes de l'article 410, le minimum des peines est augmenté conformément à l'article 266 du Code pénal si les infractions aux articles 398 à 405 sont commises envers ses père et mère légitimes, naturels ou adoptifs ou envers ses ascendants légitimes.

Par ailleurs, les articles 278 à 282 sanctionnent les coups et blessures volontaires sur des catégories particulières de personnes telles que les députés, les membres du Gouvernement, les magistrats, les officiers ministériels, les agents dépositaires de l'autorité et de la force publique ainsi que les témoins dans l'exercice de leurs fonctions.

Il appert de ce qui précède que le législateur ne prévoit pas spécialement l'hypothèse dans laquelle l'auteur de coups et blessures volontaires procède d'une manière particulièrement crapuleuse, soit en agissant en groupe avec d'autres auteurs ou complices, soit en utilisant une arme pour porter les coups ou blessures.

2. Il est concevable d'insérer dans les textes de loi respectifs ces circonstances aggravantes supplémentaires.

La loi ne prévoit pas non plus l'hypothèse dans laquelle un auteur s'acharne sur une victime visiblement hors d'état de défense.

Il paraît difficile d'introduire une telle circonstance alors que cette notion est difficile à cerner: à partir de quel moment est-on hors d'état de se défendre? Faut-il un état d'inconscience ou est-il suffisant que la victime est simplement dans une situation d'infériorité par rapport à l'auteur?

3. Le groupe de travail «Réforme du Code pénal» (composé de magistrats, avocats, forces de l'ordre) sera saisi de la question de l'opportunité d'une réforme éventuelle dans le sens préconisé par l'honorable Député.

Question 1856 (11.1.2012) de **M. Serge Urbany** *(déi Lénk)* concernant le **caractère laïque de l'État:**

1) Dans une motion, votée en séance publique du 7 juin 2011, dans le cadre du débat d'orientation au sujet des relations entre l'État et les communes, d'une part, et les cultes religieux, d'autre part, la Chambre des Députés a invité le Gouvernement «à réfléchir sur une réorganisation des manifestations pour la célébration de la fête nationale».

- Pouvez-vous m'informer du résultat de ces réflexions concernant l'organisation de la prochaine fête nationale, le 23 juin 2012?

- Dans ce contexte, est-il prévu de dissocier notamment le traditionnel Te Deum de la partie officielle des festivités et de réorganiser cette partie officielle?

- Des réflexions parallèles sont-elles menées pour réorganiser dans un sens analogue les festivités officielles au niveau communal?

2) Dans la même motion, la Chambre des Députés a invité le Gouvernement «à promouvoir la création d'un réseau de maisons de la laïcité en étroite collaboration avec le secteur communal».

- Pouvez-vous me faire savoir si une convention a déjà été signée au niveau national avec une «communauté convictionnelle non religieuse», selon le terme nouvellement convenu?

- Quelles en seraient les parties signataires et le contenu éventuel?

3) Dans la séance du 17 décembre 2011, le conseil communal de Sanem a adopté par les voix des seuls partis de la majorité une convention annuelle avec l'a.s.b.l. «Maison de la laïcité», prévoyant une participation communale de 15.000 € au budget de cette a.s.b.l. Le budget prévisionnel de l'a.s.b.l. s'élève à 247.000 € en 2012, dont 100.000 € pour un poste à temps plein et prévoyant également des frais d'installations de 1.196.000 €.

- Le Gouvernement entend-il participer financièrement à la convention précitée ainsi qu'aux frais d'installations?

- Dans l'affirmative à quelle hauteur s'élève sa participation?

- Quelle serait la base légale d'une participation éventuelle?

Réponse (6.3.2012) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Monsieur le Député se rapporte aux deux derniers tirets de la motion votée en séance publique du 7 juin 2011 dans le cadre du débat d'orientation au sujet des relations entre l'État et les communes, d'une part, et les cultes religieux, d'autre part.

Ad 1) Pour ce qui est des réflexions concernant l'organisation de la fête nationale, je voudrais relever qu'une réflexion à ce sujet est en cours. Cependant, le Gouvernement n'envisage pas d'apporter des changements majeurs au dispositif actuellement en place qui a été revu il y a quelques années et qui, à travers la nouvelle formule adoptée pour le déroulement du défilé qui a lieu le 23 juin, fait la part belle à la société civile et à la participation du public. En ce qui concerne la proposition visant l'organisation d'une cérémonie à la Chambre des Députés ou encore dans un lieu comme le théâtre de la ville de Luxembourg, je voudrais informer Monsieur le Député que le Gouvernement exprime ses réticences pour s'engager dans cette voie.

Ad 2) Jusqu'à présent, aucune convention avec une «communauté convictionnelle non religieuse» n'a été signée au niveau national.

Je voudrais rappeler à Monsieur le Député le programme gouvernemental qui prévoit que «le Gouvernement soutient la mise en place d'un réseau national de Maisons de la laïcité. Ces maisons sont le point de contact de la communauté laïque dans la cité. Elles constituent des lieux de rencontres, d'échanges, d'informations et de services. L'État participe jusqu'à 75% aux frais d'infrastructures des centres régionaux. Les associations bénéficient d'une subvention forfaitaire annuelle pour frais de fonctionnement de la part de l'État».

Il s'agit donc de Maisons de la laïcité qui ont une vocation régionale et non communale.

Le Gouvernement est en train de finaliser ses réflexions quant à la mise en place d'un tel réseau de structures régionales.

Ad 3) Si le conseil communal de Sanem adopte une convention avec une a.s.b.l., il s'agit d'une décision autonome du conseil communal en question qu'il prend sous sa propre responsabilité.

Le principe du traitement des communautés convictionnelles non religieuses, ainsi que le traitement des Maisons de la laïcité feront l'objet, parmi d'autres sujets, du rapport de réflexion dont trois experts universitaires belges et français viennent d'être chargés avec l'assentiment de la commission parlementaire compétente. Les décisions y afférentes seront prises une fois le rapport avalisé par le Gouvernement et la Chambre des Députés.

En ce qui concerne le montant d'une participation étatique, il est fait référence à la réponse à la deuxième question de Monsieur le Député et par conséquent au programme gouvernemental.

Question 1857 (12.1.2012) de **Mme Anne Brasseur** *(DP)* concernant la **carrière spécifique au sein de la fonction publique pour les moniteurs sportifs:**

De plus en plus de communes, en suivant l'exemple donné par la ville de Luxembourg par son action «Sport pour tous», organisent des cours sportifs pour leurs habitants. Pour ce faire, elles recrutent du personnel qualifié. Or, il n'existe jusqu'ici pas de carrière pour les moniteurs sportifs.

Partant, j'aimerais poser la question suivante à Messieurs les Ministres:

- Messieurs les Ministres envisagent-ils de créer une carrière spécifique au sein de la Fonction publique pour les moniteurs sportifs?

Réponse commune (15.2.2012) de **Mme Octavie Modert,** *Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre des Sports:*

Dans sa question parlementaire n°1857 du 12 janvier 2012, Madame la Députée Anne Brasseur demande si Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative et Monsieur le Ministre des Sports envisagent de créer une carrière spécifique au sein de la Fonction publique pour les moniteurs sportifs.

En réponse à sa question, nous voudrions fournir à l'honorable Députée les informations suivantes:

Étant donné que le système actuel des rémunérations n'est plus adapté aux exigences d'une fonction publique moderne, à la fois du point de vue de la classification des carrières et de l'éventail barémique des différentes carrières, il est prévu de procéder dans le cadre des réformes dans la fonction publique à une compression du nombre des carrières existantes. Dans cet ordre d'idées, les carrières actuelles de l'administration générale, de l'enseignement, de la police et des douanes seraient fusionnées et regroupées dans quatre catégories de traitements dans les barèmes respectifs. Chaque catégorie de traitement comportera des groupes et des sous-groupes (administratif, scientifique et technique, éducatif et psycho-social, attributions particulières) au sein desquels seront regroupées les fonctions. Ainsi par exemple, l'actuelle carrière du moniteur appartiendra à la catégorie de traitement C, groupe de traitement C1, sous-groupe technique.

Par conséquent, dans la mesure où la création d'une nouvelle carrière pour les moniteurs sportifs serait contraire à l'objectif des mesures susmentionnées qui consistent à réduire le nombre des carrières, nous considérons qu'une telle création n'est pas de mise.

D'autre part, nous tenons encore à attirer votre attention sur le fait qu'au vu de l'actuel recrutement exclusif des «moniteurs sportifs» au sein du secteur communal, la décision quant à la création éventuelle de cette nouvelle fonction reviendrait plutôt au Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région, compétent pour ce secteur.

À l'heure actuelle, le besoin d'une carrière de moniteurs sportifs dans la fonction publique ne s'est pas encore manifesté au département ministériel des Sports.

Cependant, le département ministériel des Sports en tant que co-auteur d'actions dans diverses communes pilotes, d'une part, en suivant, d'autre part, les initiatives communales de promotion d'activités sportives pour leurs populations locales, telles celles de la capitale, observe de près les évolutions dans le mouvement sportif et nous portons une attention particulière à l'encadrement des sportifs et notamment des tout jeunes.

Dans le cadre de la mise en œuvre du plan national «Gesond iessen, méi bewegen» approuvé par le Gouvernement, et, d'autre part, dans la mise en pratique d'un futur concept global pour le sport, la formation des moniteurs œuvrant dans des structures sportives étatiques, communales, voire même privées, sera d'une importance certaine.

Question 1858 (12.1.2012) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant l'**introduction d'un «Güllebonus»:**

La biométhanisation permet la production d'une énergie renouvelable et représente un procédé incontournable pour atteindre notre objectif de 11% d'énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie à l'aube de 2020. Les matières organiques utilisées pour la biométhanisation sont entre autres les composants organiques des déchets ménagers, les déchets verts, les boues de stations d'épuration ou encore le lisier respectivement le fumier.

Or, seulement 10% du lisier sont actuellement traités dans des installations de biogaz, la majorité du lisier est épandue sur les terrains agricoles. Il me revient dans ce contexte, que l'Administration des Services techniques de l'Agriculture (ASTA) serait en train d'élaborer une sorte de «Güllebonus» pour encourager les agriculteurs à traiter davantage le lisier dans des installations de biogaz, ce qui permettrait d'augmenter la rentabilité des ces installations.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:

- Combien de tonnes de lisiers ont été produites en 2009, 2010 et 2011?

- Combien de tonnes de lisiers ont été traitées dans des installations de biométhanisation?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur l'état d'avancement du «Güllebonus»?

Réponse (7.2.2012) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

- Les quantités de lisiers produites au sein d'une exploitation agricole dépendent du système de production animale. Les systèmes de production animale engendrent du lisier et/ou du fumier suivant que le système de production est basé sur logettes et citerne à lisier et/ou sur aire paillée et à fumier.

Étant donné que le Service d'Économie rurale ne dispose pas des données individuelles sur les différents systèmes de production de toutes les exploitations agricoles, il évalue les quantités globales de déjections animales au cours d'une année, avec seul inconvénient de ne pas pouvoir disposer des quantités de paille utilisées comme litière pour certaines catégories d'animaux (excepté pour chevaux, ovins et caprins).

Le tableau 1 reprend ci-dessous les quantités de déjections animales produites pour les trois années en question.

Produit	Production		
Déjections animales (t/an)	2009	2010	2011
Catégorie d'animaux			
bovins (lisier)*	2.425.124	2.448.194	2.378.973
porcins (lisier)*	139.007	139.274	145.097
chevaux (fumier solide)	65.693	66.254	66.154
ovins & caprins (fumier solide)	10.520	12.468	12.999
volaille	9.749	8.942	10.154
Total	2.650.093	2.675.132	2.613.377

* les quantités de déjections produites pour les bovins et porcins sont d'abord exprimées en m^3 de lisier puis converties en tonnes au moyen du poids spécifique du lisier (0,95 tonnes/m^3)

- Les quantités de déjections animales produites au cours des années en question au sein d'exploitations disposant d'une installation de biométhanisation, ou étant membre d'une association exploitant une installation de biométhanisation, ont été calculées selon la même méthodologie par le Service d'Économie rurale et sont reprises dans le tableau 2 ci-dessous.

Produit	Production		
Déjections animales (t/an)	2009 biogaz	2010 biogaz	2011 biogaz
Catégorie d'animaux			
bovins (lisier)*	196.164	209.264	252.378
porcins (lisier)*	26.619	29.091	31.456
chevaux (fumier solide)	1.598	1.555	2.635
ovins & caprins (fumier solide)	216	257	407
volaille	36	37	63
Total	227.634	240.204	286.939

* les quantités de déjections produites pour les bovins et porcins sont d'abord exprimées en m^3 de lisier puis converties en tonnes au moyen du poids spécifique du lisier (0,95 tonnes/m^3)

Il est probable qu'une très large partie des déjections énumérées au tableau 2 sont traitées dans des installations de biométhanisation.

- Suite à différentes réunions entre la «Biogasvereenegung» et le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural et ses administrations, le Service d'Économie rurale a été chargé d'effectuer pour le compte du Ministère des simulations pour évaluer l'impact budgétaire et économique de différentes modalités d'introduction d'un «Güllebonus» pour les installations de biométhanisation luxembourgeoises.

Sur base de ces simulations, une proposition d'introduction d'un «Güllebonus» sera élaborée par le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural pour être discutée avec le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur aux fins d'une conclusion dans les meilleurs délais.

Question 1859 (12.1.2012) de **M. Henri Kox** *(déi gréng)* concernant la **leucémie infantile au Luxembourg et** l'**étude scientifique française établissant un lien entre leucémie infantile et centrales nucléaires:**

Une étude scientifique française qui vient d'être publiée dans la revue «International Journal of Cancer» indique, conformément à de nombreuses études internationales, l'existence d'une corrélation entre le nombre de leucémies infantiles et la proximité de centrales voire d'autres installations nucléaires. Elle confirme notamment les conclusions de l'étude allemande KiKK de 2007 qui avait également établi cette corrélation pour les centrales allemandes. L'étude française indique que pour la période 2002 à 2007, la probabilité de développer une leucémie a carrément doublé par rapport à la moyenne nationale pour les enfants vivant à proximité des centrales, voire plus que doublé pour les enfants de moins de cinq ans.

Vu que la centrale nucléaire de Cattenom est une des plus grandes centrales françaises et qu'elle se situe à moins de dix kilomètres de la frontière luxembourgeoise, j'aimerais avoir les précisions suivantes de la part du Ministre:

- Quel est l'impact des résultats de l'étude française susmentionnée au niveau de la surveillance de la Centrale de Cattenom par le Luxembourg? Quelles sont les suites que Monsieur le Ministre entend tirer des résultats?

En nombre absolu, le nombre de leucémies infantiles reste probablement faible au Luxembourg vu notre petite masse démographique. La majeure partie des enfants concernés sont d'ailleurs traités - voire diagnostiqués - à l'étranger. Enfin, le Luxembourg possède un registre national des tumeurs, mais pas encore du cancer en général.

- Combien d'enfants résidant au Luxembourg ont développé des cas de leucémie infantile depuis 2000?

- Est-ce que la leucémie infantile est actuellement une maladie devant être déclarée?

- À quel stade d'avancement sont les travaux pour la transformation du Registre morphologique des tumeurs (RMT) en registre national des cancers?

- Est-ce qu'une collaboration avec les registres de nos pays voisins est prévue?

- Est-que Monsieur le Ministre soutient l'idée de lancer une étude épidémiologique ciblant la Centrale nucléaire de Cattenom et combinant à cet effet les données médicales disponibles dans la Grande-Région (Luxembourg, Sarre, Rhénanie-Palatinat, Wallonie)?

Réponse (10.2.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

L'étude scientifique Geocap de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) se réfère à la période 2002-2007. Les auteurs ont relevé 14 cas de leucémies aiguës chez des enfants de moins de 15 ans vivant dans un rayon de 5 km autour de 19 centrales nucléaires. Les auteurs de la prédite étude estiment que ces 14 cas constituent un dédoublement par rapport aux 7,4 cas statistiquement attendus selon des prédictions (estimations) calculées à partir du registre national des hémopathies malignes en France.

Or, les mêmes auteurs concluent dans leur étude ayant concerné 19 centrales nucléaires françaises, qu'aucun effet n'a été observé au-delà d'un périmètre de 5 km indépendamment du type de centrale nucléaire pris en considération.

Par ailleurs, les résultats de cette étude qui s'étale sur les années 2002 à 2007 n'ont pas pu être généralisés à une période plus longue. Ainsi, en analysant la totalité des données françaises disponibles depuis 1990 jusqu'en 2007, une augmentation des cas de leucémie n'a pas pu être confirmée.

De telles variations au niveau des résultats constatés en fonction de l'intervalle de temps s'expliquent en partie par une densité de population relativement faible dans ces zones et par conséquent par un petit nombre de données. Statistiquement parlant, une étude avec un faible nombre d'échantillons manquera de précision pour pouvoir répondre avec fiabilité à des hypothèses données.

De ce fait, bien qu'il y ait des indicateurs, une relation directe entre le fait d'habiter endéans des 5 km autour d'un site nucléaire et une augmentation des cas de leucémie aiguë ne peut pas être établie avec certitude. De nombreuses études ont été réalisées afin de déterminer les causes possibles des leucémies infantiles, mais jusqu'à présent aucune des théories émises n'a pu fournir une explication concluante.

La leucémie dépend de nombreux facteurs aussi bien génétiques qu'environnementaux, qui doivent être pris en compte si on souhaite obtenir une interprétation correcte des résultats. Certains de ces facteurs, comme les pesticides, les lignes à très haute tension ou les hydrocarbures, ont une influence connue sur l'incidence de la leucémie chez les enfants.

Depuis l'année 2000, le registre morphologique des tumeurs (RMT) au Laboratoire National de Santé a enregistré deux cas de leucémie infantile, l'un d'un patient âgé de huit ans et originaire de Luxembourg-ville, l'autre d'un patient âgé de onze ans habitant le canton de Diekirch.

Actuellement, il n'y a pas de déclaration obligatoire des leucémies infantiles, ni d'ailleurs pour d'autres types de cancer au Luxembourg.

En vue d'obtenir des résultats pertinents, il est primordial d'harmoniser toutes les données des différents pays et de faire une étude au niveau européen. Un renforcement des connaissances des autres facteurs aussi bien génétiques qu'environnementaux de la leucémie infantile est également indispensable.

Mes services, et plus particulièrement la division de la radioprotection de la direction de la Santé, suivront soigneusement les développements futurs.

Par ailleurs, depuis 2011, il a été constitué un groupe de travail (pilotage) réunissant des responsables du Ministère de la Santé, de la direction de la Santé, du Laboratoire National de Santé, du CRP-Santé, de la Caisse Nationale de Santé et de la Société d'oncologie qui, en étroite collaboration avec un expert étranger, est en train de définir les structures et les paramètres nécessaires pour finaliser la création d'un registre national du cancer à l'instar d'autres pays européens tels que les Pays-Bas. Il paraît évident que ce registre devra collaborer avec les registres de nos pays voisins pour autant qu'ils existent.

L'idée d'une étude épidémiologique ciblant la région de Cattenom, ceci en vue d'évaluer les éventuels effets secondaires sur la population, respectivement sur l'environnement notamment animal des régions situées à proximité de Cattenom pourra être envisagée à partir du moment où suffisamment de données médicales anonymisées seront disponibles.

Question 1860 (13.1.2012) de **Mme Josée Lorsché** et **M. Henri Kox** *(déi gréng)* concernant la **contamination de produits de volaille commercialisés en Allemagne avec des germes résistants aux antibiotiques:**

Des résultats d'analyses scientifiques allemandes ont relevé que des produits de volaille commercialisés furent contaminés par des germes résistants voire multi-résistants aux antibiotiques. Ces germes peuvent être transmis à l'homme au cours de l'élevage ou lors de la préparation de la viande et risquent de provoquer chez ces personnes des résistances à des médicaments vitaux.

Le problème très préoccupant qu'onze échantillons sur 20 furent contaminés est directement lié à l'utilisation systématique d'antibiotiques dans l'élevage industriel pour prévenir des infections chez les animaux.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Quelle est la fréquence des contrôles effectués au Luxembourg sur les produits de volaille issus de l'agriculture luxembourgeoise?

- Quelle est la fréquence des contrôles effectués sur les produits de volaille de provenance étrangère?

- Est-ce que ces contrôles portent entre autres sur la recherche spécifique de germes résistants aux antibiotiques?

- Les résultats de ces contrôles sont-ils rendus publics?

- Quelles pistes Messieurs les Ministres entendent-ils suivre pour réduire à un minimum la consommation d'antibiotiques dans les élevages luxembourgeois?

Réponse commune (8.2.2012) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*, et de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Au niveau de l'élevage de volaille il convient de distinguer deux secteurs, à savoir celui des poules pondeuses et celui des poulets de chair.

En ce qui concerne le secteur des poules pondeuses, sept exploitations sont enregistrées auprès de l'Administration des Services vétérinaires avec un total de 80.000 poules pondeuses. Les œufs produits par ces poules sont soit emballés par les exploitations, soit acheminés dans un centre d'emballage. Ces œufs sont tous destinés au marché national.

Le secteur des poulets de chair est très limité au niveau national. Uniquement trois exploitations élèvent des poulets pour la production de viande qui est destinée aussi bien au marché national qu'étranger.

D'autres exploitants procèdent à un tel élevage à petite échelle et pratiquent l'abattage à la ferme pour la vente directe au consommateur.

Au niveau des élevages de volaille, différents types de contrôle sont effectués.

En ce qui concerne les animaux vivants, des contrôles pour le respect du bien-être animal sont effectués et des programmes de surveillance des salmonelles ainsi que de l'influenza aviaire ont été instaurés conformément à la législation communautaire.

Pour ce qui est de la production de viande, une seule exploitation pratique l'abattage des poulets de sa propre production dans un abattoir agréé et situé sur le site même de l'exploitation. Dans cet abattoir les contrôles d'hygiène et la surveillance des salmonelles et autres germes sont effectués conformément à la législation en vigueur. Les autres exploitations de producteurs de viande de volaille font abattre leurs poulets dans des abattoirs agréés en Belgique.

En ce qui concerne les produits de volaille à provenance étrangère, il faut spécifier que les contrôles sont effectués dans le pays d'origine conformément à la législation communautaire.

Néanmoins, dans le cadre des inspections, les vétérinaires de l'Administration des Services vétérinaires prélèvent des échantillons de viande ou de préparations à base de viande de volaille dans les boucheries et les points de vente. Ainsi en 2011, 123 échantillons ont été prélevés et analysés dans le laboratoire de médecine vétérinaire. Ces analyses se focalisent sur les germes pathogènes potentiellement présents sur la viande de volaille. Des analyses concernant les antibiorésistances sont également effectuées.

Le nombre d'analyses effectuées ainsi que le nombre d'échantillons contaminés par des bactéries pathogènes sont publiés dans le rapport annuel de l'Administration des Services vétérinaires qui fait partie intégrante du rapport annuel du Ministère de l'Agriculture.

Par ailleurs, une réduction de l'utilisation des antibiotiques peut être atteinte par des méthodes de prévention telles notamment par le nettoyage ainsi que par une désinfection adéquate, respectivement l'observation d'un vide sanitaire de l'exploitation concernée. De telles méthodes de prévention ont pour but d'éviter que les germes soient introduits dans l'exploitation via les aliments pour animaux, les animaux nuisibles et de diminuer ainsi le nombre de germes présents dans l'exploitation, ce qui permet d'éviter autant que possible le passage à l'utilisation des antibiotiques dans un but curatif.

Question 1861 (13.1.2012) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **conseil juridique externe pour les besoins de l'ADEM:**

Il ressort d'un article de presse que la direction de l'ADEM aurait engagé un consultant juridique externe pour les besoins de son service juridique. Selon les informations diffusées par la presse, il existerait un lien familial entre la directrice de l'ADEM et la personne en question.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, quels ont été les critères pour le choix du consultant juridique en question?

- Quelle a été la forme du contrat conclu entre l'ADEM et l'avocat en question?

- Est-ce que l'ADEM a toujours recours aux services du consultant susmentionné?

- Quels services ont été prestés jusqu'ici par la personne en question? Quels sont les montants versés jusqu'à cette date par l'ADEM à cette personne?

Réponse (15.3.2012) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député, Monsieur André Bauler, je voudrais d'abord lui signaler que normalement je m'abstiens de commenter des articles parus dans la presse dite «satirique».

Je peux néanmoins informer l'honorable Député qu'en date du 17 octobre 1994, le Ministre du Travail a mandaté des études d'avocat de représenter l'État du Grand-Duché de Luxembourg aux audiences des tribunaux du travail pour y défendre les intérêts du Fonds pour l'Emploi dans les affaires contentieuses qui lui sont confiées par le directeur de l'Administration de l'emploi, l'ADEM ne disposant pas d'un service juridique interne.

À plusieurs reprises les mandats et la convention d'honoraires avec les mêmes études ont été reconfirmés, la dernière fois au 30 juin 2009. Les dépenses totales se sont élevées en 2011 à 339.985 € dont 311.840 € pour une étude qui a traité 312 affaires, soit 89% du total des affaires. En tout quelque 590.000 € ont pu être récupérés.

Au moment où ces mandats devront être renouvelés, il sera utile d'en revoir les conditions d'attribution plus particulièrement en relation avec le service juridique interne qui sera créé sur base de la loi réformant l'ADEM.

Question 1863 (16.1.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant la **loi relative à la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels:**

Concernant la loi du 16 juillet 2011 relative à la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels une ancienne disposition au sujet de la peine infligée aux responsables d'actes de pédophilie sur des mineurs de moins de onze ans avait par mégarde disparu du Code pénal et ce malgré les nombreuses consultations et discussions lors de la phase préparatoire du projet de loi. Le Ministre a réagi en affirmant qu'il allait redresser cette erreur en proposant un nouveau texte.

Questions:

1) Pour quand ce nouveau texte sera-t-il disponible?

2) Combien de personnes ont été jugées depuis le 16 juillet 2011 selon les nouvelles dispositions?

3) Que se passe-t-il avec les personnes qui sont en instance de jugement?

4) Y aura-t-il une rétroactivité prévue avec le nouvel texte pour éviter deux poids et deux mesures?

Réponse (7.2.2012) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Justice:*

1) La commission juridique a lors de ses réunions des 18 et 25 janvier 2012 décidé d'intégrer l'amendement de l'article 372 du Code pénal dans le projet de loi n°6338 sur la récidive internationale.

Un deuxième amendement porte sur une modification de l'article 34 de la loi du 6 octobre 2009 renforçant le droit des victimes d'infractions pénales.

Ce nouveau texte propose que les articles 637 et 638 CIC (qui prévoient que le délai de prescription de certaines infractions commises contre un mineur ne commence à courir qu'à partir de la majorité de la victime) s'appliquent également à des faits qui se sont déjà produits.

Le projet de loi a été voté en séance plénière le 2 février 2012.

2) Deux personnes ont actuellement été jugées pour attentat à la pudeur sur des enfants de moins de onze ans devant les tribunaux sur base des nouvelles dispositions de la loi.

Dans la première affaire, la chambre criminelle s'est par jugement du 25 janvier 2012 déclarée incompétente pour juger les faits lui soumis alors que ces faits sont actuellement qualifiés de délits.

Il est envisagé de procéder par règlement de juges pour permettre au parquet de demander un nouveau renvoi devant une chambre correctionnelle pour les faits non encore prescrits.

En ce qui concerne la deuxième affaire, l'auteur a, par jugement du 31 janvier 2012 été condamné pour attentat à la pudeur sur mineur de moins de onze ans à six ans d'emprisonnement dont quatre ans assortis du sursis et à une amende de 3.000 euros.

La peine élevée est due au concours réel des infractions.

Dans deux autres affaires, l'instruction est actuellement clôturée.

3) et 4) La nouvelle disposition prévue qui vise à prévoir une circonstance aggravante dans l'hypothèse où la victime est un enfant mineur de onze ans emporte une aggravation de la peine pour ce cas d'espèce.

En vertu d'un principe général du droit, cette disposition légale plus sévère ne saurait rétroagir.

Question 1864 (16.1.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant la **communication entre la CNS et les acteurs du secteur de la santé:**

Normalerweise wäre es wichtig, dass die Patienten vor Beginn einer Behandlung beim verordnenden Arzt wie auch bei demjenigen, der die Leistung erbringen soll, über die Bedingungen der Rückerstattung informiert wären. Alle Akteure unterliegen normalerweise einer Informationspflicht, was die Anwendungsmethoden und die Übernahmeprozeduren der Leistung angeht. Es ist auch richtig, dass alle Abänderungen der Statuten im Memorial veröffentlicht und dass alle rechtlichen Grundlagen jederzeit auf der Internetseite www.cns.lu abgerufen werden können. Vor der Einführung des Einheitsstatuts bestand eine Verpflichtung der Krankenkasse, die Leistungserbringer über etwaige Abänderungen zu informieren. Dies ist nun hinfällig. Bekanntlich ist aber das primäre und ultimative Ziel eines Arztes, die Krankheit, also den pathologischen Zustand des Patienten zu behandeln, was meistens nur mit sehr fundiertem Wissen möglich ist. Deshalb ist jede administrative Arbeit eines Leistungserbringers, die nicht im Bereich der puren applizierten medizinischen Forschung erbracht wird, nur verlorene Zeit.

Fragen:

1) Warum ist nach Einführung des Einheitsstatus die vormalige Verpflichtung der Gesundheitskasse, bei Abänderungen die Leistungserbringer zu informieren, hinfällig geworden?

2) Wäre es nicht angebracht, um die Leistungserbringer zu entlasten, damit sie sich voll auf ihre eigentliche Mission konzentrieren, mittels eines Schreibens direkt über die Abänderungen zu informieren?

Réponse (29.2.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

1) In Anwendung des Artikels 45 des Sozialgesetzbuches ist für die Statuten der Gesundheitskasse einzig und allein deren Direktionsvorstand zuständig.

Bis zur Einführung des Einheitsstatuts sah der entsprechende Artikel des Sozialgesetzbuches vor, dass vor einer Abänderung der Statuten die repräsentative Organisation der Leistungserbringer, die von der Abänderung betroffen war, um ihre Meinung zu befragen war.

Dies wurde, wie richtig bemerkt, bei der Einführung des Einheitsstatuts auf Vorschlag des Staatsrates aus dem Sozialgesetzbuch gestrichen.

Der genaue Wortlaut der Stellungnahme des Staatsrates zu diesem Punkt lautet wie folgt:

«Le Conseil d'État estime qu'il est inopportun d'introduire dans le CSS une obligation légale de solliciter l'avis du ou des groupements professionnels des médecins et des médecins-dentistes et des autres partenaires concernés pour toute modification des statuts relative aux prestations. Pareille obligation légale risque de créer des situations litigieuses en cas d'omission de consultation d'un groupement concerné non autrement défini.»

Obwohl die praktische Anwendung dieser Verfügung des Sozialgesetzbuches oft schwerfällig war und die Einwände des Staatrates nachvollziehbar sind, hat sich doch bei der Gesundheitskasse gezeigt, dass es wichtig ist, die repräsentative Organisation der Leistungserbringer, die von der Abänderung der Statuten betroffen ist, um ihre Meinung zu fragen, bevor es zu einer eventuellen Statutenänderung kommt.

Aus diesem Grunde hat die Gesundheitskasse beschlossen, vor eventuellen Statutenänderungen und auf rein freiwilliger Basis in verschiedenen Fällen die repräsentative Organisation der Leistungserbringer, die von der Abänderung der Statuten betroffen ist, um ihre Meinung zu fragen, falls voraussehbar ist, dass diese Änderung für ihre Partner weitreichende Konsequenzen auf organisatorischer Ebene im Rahmen von spezifischen Leistungsarten haben könnte.

2) Bei der Fusion der Krankenkassen hat die Gesundheitskasse beschlossen, ihre Informationspolitik mittels ihres Internetportals zu gewährleisten. Auf diese Weise ist es möglich, Informationen auf einer breiteren Ebene zu verteilen und gezieltere Suchen nach Informationen zu gewährleisten, anstatt systematisch Informationsblätter an die betroffenen Leistungserbringer zu senden.

Question 1865 (16.1.2012) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant les **répertoires à colonnes des administrations centrales et municipales:**

Conformément à l'article 49 de la loi du 22 frimaire an VII (12 décembre 1798) les secrétaires des administrations centrales et municipales doivent tenir des répertoires à colonnes sur lesquels ils doivent inscrire jour par jour, sans blanc ni interligne, et par ordre de numéro tous les actes des administrations qui doivent être enregistrés sur minutes à peine d'une amende.

Suivant l'article 12 de la loi du 13 brumaire an VII ces répertoires doivent être présentés tous les 3 mois aux receveurs de l'enregistrement pour visas.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que cette prescription datant de plus de deux cents ans répond encore aux exigences d'une administration moderne?

- Monsieur le Ministre n'entend-il pas abolir tout simplement cette disposition légale notamment en vue de réduire la charge administrative et d'œuvrer dans le sens de la simplification administrative, sachant que la formalité de l'enregistrement se fait à l'initiative d'une même personne à savoir le secrétaire communal?

- Dans la négative, Monsieur le Ministre n'envisage-t-il pas de modifier la procédure en autorisant la tenue et la présentation sous forme informatique des répertoires des administrations centrales et municipales?

- Dans ce cas de figure, Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que cette procédure pourrait également être retenue pour la tenue des répertoires des notaires et huissiers?

Réponse (8.3.2012) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

L'obligation de tenir un répertoire numéroté des actes à enregistrer sur base de l'article 49 de la loi du 22 frimaire an VII concerne plusieurs professions appelées à rédiger des actes soumis à la formalité de l'enregistrement: il s'agit notamment des secrétaires des administrations centrales et municipales, des notaires, des huissiers de justice, des greffiers et des agents immobiliers. Une suppression de cette formalité devrait en principe donc viser toutes ces professions et non seulement les secrétaires des administrations centrales et municipales. Il s'agit toutefois de relever que la question de la suppression pure et simple de ce procédé ne se pose pas en tant que tel, dans la mesure où la tenue de ces répertoires constitue une garantie essentielle pour l'efficacité du travail de l'Administration de l'Enregistrement en tant qu'administration fiscale. Une suppression aurait pour conséquence de rendre difficile le contrôle par l'administration des actes obligatoirement enregistrables.

Or, dans un esprit de modernisation du procédé, il est vrai qu'une informatisation des procédures devra être prise en compte; ceci dans une perspective de moyenne durée vu l'ampleur des travaux informatiques à prévoir. De tels projets sont actuellement en cours comme notamment l'accès en ligne des répertoires.

Question 1866 (16.1.2012) de **M. Roger Negri** *(LSAP)* concernant la **sécurité dans les transports publics:**

En date du 14 décembre 2011, une violente agression a eu lieu dans le train en direction Luxembourg-Rodange. Près d'un mois plus tard, en date du 10 janvier 2012, un appel à témoins sous forme d'enregistrement vidéo a été diffusé dans la presse luxembourgeoise sur ordre du juge d'instruction. Dans ce contexte, j'aimerais rappeler que Monsieur le Ministre avait, dans la réponse à la question parlementaire n°1484 du 30 mai 2011 *(cf. compte rendu n°14/2010-2011)*, annoncé un plan d'action de mesures pour renforcer la sécurité dans les transports publics.

1. Est-ce que ce plan d'action a été finalisé? Quelles en sont les mesures prévues?

2. Quelles sont les tendances en matière de violences dans les transports publics suite à l'introduction de la loi du 19 juin 2009 sur l'ordre et la sécurité dans les transports publics?

Réponse (27.2.2012) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire n°1866 du 16 janvier 2012, l'honorable Député Roger Negri souhaite s'informer au sujet des mesures prises pour renforcer la sécurité dans les transports publics.

En date du 19 juillet 2011 une réunion du comité de pilotage «Sécurité dans les transports publics» a eu lieu. Lors de cette réunion certaines mesures ont été discutées dont notamment une augmentation des contrôles dans le réseau bus RGTR, un meilleur suivi des incidents signalés et un éventuel équipement des bus avec des caméras.

En ce qui concerne en particulier le suivi d'incidents signalés, une réunion a eu lieu à ce sujet entre des représentants de mes services, du Ministère de la Justice, du Parquet de Luxembourg et des CFL. Lors de cette réunion, une accélération de la procédure contre les auteurs d'actes de violence a été demandée.

Par ailleurs au mois de janvier 2012 la Police grand-ducale et le juge d'instruction ont publié pour la première fois un enregistrement vidéo d'une agression dans un train. Suite à la diffusion de cette vidéo de nombreux témoins se sont présentés et les auteurs de l'agression ont pu être identifiés rapidement. Une identification d'auteurs d'agression par diffusion systématique d'enregistrement aura certainement un effet dissuasif sur des potentiels auteurs de tels actes.

En date du 29 novembre 2011, 48 agents des CFL, du TICE et des AVL ont été assermentés de sorte qu'à ce jour 363 agents qui ont suivi une formation spéciale ont été agréés.

Dans les mois à venir, le comité de pilotage «Sécurité dans les transports publics» qui regroupe des représentants de mon département, des opérateurs, des syndicats et de la Police grand-ducale poursuivra ses travaux.

Question 1867 (16.1.2012) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant le **projet d'extension du terminal CFL Intermodal situé dans une zone industrielle sur le territoire des communes de Dudelange et Bettembourg:**

L'extension du terminal CFL Intermodal situé dans une zone industrielle sur le territoire des communes de Dudelange et Bettembourg et projetée sur une superficie de 32,4 ha va certainement augmenter le trafic de camions et de trains et avoir comme conséquence inévitable une augmentation du bruit sur le site.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Comment Monsieur le Ministre peut-il expliquer le fait que le dossier ouvert au public pour lui permettre de formuler des réclamations écrites contre le projet ne comporte pas d'estimation sur la nature et le volume des nuisances sonores à attendre de cette extension?

- Est-ce qu'une protection efficace contre le bruit sera mise en place sur le site pour minimiser l'impact sonore dans la région?

Puisque l'ensemble du terrain est situé dans une zone dite Seveso II avec stockage ou transit de substances dangereuses, un plan d'urgence externe doit être élaboré en étroite collaboration avec les services de secours communaux ou régionaux.

- Est-ce que les services de secours en question sont régulièrement consultés à ce sujet et sont-ils, le cas échéant, étroitement liés à l'élaboration d'un plan de protection et d'évacuation du site?

Réponse (27.2.2012) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire n°1867 du 16 janvier 2012, l'honorable Députée Josée Lorsché souhaite s'informer au sujet de l'extension du terminal CFL Intermodal situé dans la zone industrielle sur le territoire des communes de Dudelange respectivement, dans une moindre envergure, de Bettembourg.

Le projet parcourt actuellement la procédure de consultation du public conformément à la loi du 29 mai 2009 concernant l'évaluation des incidences sur l'environnement humain et naturel de certains projets routiers, ferroviaires et aéroportuaires. Les projets visés sont soumis à cette procédure au stade APS (avant-projet sommaire) et présentent encore plusieurs variantes. À l'issue de la consultation du public, le Gouvernement en conseil prend une décision quant à la variante à réaliser, variante pour laquelle sont engagées par la suite les études APD (avant-projet détaillé).

Il en découle que le niveau de détail ne permet pas à l'actuel stade APS des prévisions détaillées des émissions sonores. Au stade APD subséquent, le projet sera techniquement détaillé et un dossier comportant entre autres des modélisations d'émissions sonores sera soumis aux autorités environnementales, pour mettre celles-ci en mesure de déterminer les conditions d'aménagement et d'exploitation visant l'environnement humain et naturel (conformément à l'article 10 de la loi du 29 mai 2009 précitée). C'est dans ce cadre que seront imposées des mesures de protection sonores adéquates.

Il est à noter que les nouveaux terminaux intermodaux n'auront pas d'incidence sur le nombre de wagons triés au triage de Bettembourg-Dudelange. Le projet ne comporte pas de modification du triage et reste neutre par rapport à ses émissions sonores.

Les CFL ont associé au développement du projet les différentes instances compétentes pour la sécurité, à savoir tant l'Inspection du Travail et des Mines que les pompiers et la Protection civile des communes de Bettembourg et de Dudelange. Au stade APS du projet correspond une «Notice d'impact sur la sécurité» jointe au dossier soumis à la consultation du public.

En prévision anticipative à l'APD, les CFL ont lancé en septembre 2011 en collaboration étroite avec l'ITM, une étude de risque détaillée, dont les résultats seront pris en compte lors de la formulation précitée des conditions d'aménagement et d'exploitation. Parmi les risques considérés figurent en particulier aussi les influences réciproques entre le triage existant et les terminaux projetés. Le PUI (plan d'urgence interne) avec les parties POI/POE (plans d'opérations internes/externes) existe déjà aujourd'hui pour le site ferroviaire de Bettembourg-Dudelange et sera le moment venu adapté pour intégrer les infrastructures et activités des nouveaux terminaux en projet.

Question 1869 (17.1.2012) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant la **vente de tabac et d'alcool dans un hôpital:**

Les contrats conclus entre le Centre Hospitalier du Kirchberg et les exploitants du magasin de presse et du salon de consommation permettent la vente de produits de tabac et d'alcool dans l'enceinte de l'hôpital.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que la vente de produits de tabac et d'alcool ne puisse avoir lieu dans les enceintes des hôpitaux et qu'elle est même contre-indiquée à ces endroits, surtout en présence de patients en situation de sevrage?

- De quelle façon la vente de produits nocifs à la santé humaine est-elle accordée, contrôlée ou interdite au sein des hôpitaux luxembourgeois?

- Combien d'hôpitaux du Luxembourg vendent de tels produits dans leur enceinte et quelle est la raison pour laquelle une réglementation uniforme concernant les produits de consommation vendus dans nos hôpitaux n'est pas de rigueur?

Réponse (6.3.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

La vente de produits du tabac et d'alcool n'est pas formellement interdite au sein des établissements hospitaliers. Les hôpitaux sont ainsi libres d'autoriser des commerces à s'établir à l'intérieur de leur enceinte.

Force est de souligner que dans leur grande majorité, ces commerces, qui sont principalement tournés vers la vente d'articles de presse, n'offrent pas parmi leur gamme les produits évoqués par l'honorable Députée. Je salue expressément l'attitude des hôpitaux concernés.

La présence, voire la simple proximité de tels produits peut en effet constituer un problème au sein d'établissements qui prennent en charge également le traitement des maladies de la dépendance.

Cela étant, et afin d'éviter que des patients hospitalisés en situation de sevrage ne puissent avoir un accès direct à des produits concernés par leur addiction, et afin d'encourager une attitude commune de tous les hôpitaux, j'entends me concerter avec l'Entente des Hôpitaux Luxembourgeois (EHL).

Question 1870 (18.1.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant l'**identification des cadavres humains:**

Am 28. Oktober 2011 wurde eine männliche Leiche gefunden, die der Gerichtsmedizin zufolge schon sechs bis acht Monate tot war. Fast drei Monate nach dem Fund bittet die Polizei um Mithilfe bei der Bevölkerung. Dies führt mich dazu, folgende Fragen an den Minister zu stellen.

Fragen:

1) Warum hat es so lange gedauert, bis die Polizei um Mithilfe bei der Bevölkerung gebeten hat, da in diesem Fall der Mann schon längere Zeit tot war und ein Aufruf an die Bevölkerung sicherlich zu diesem Zeitpunkt (im Oktober) opportuner gewesen wäre?

2) Wie ist die gesetzliche Basis beim Fund einer Leiche?

3) Wie sind die administrativen Prozeduren?

4) Welche gerichtsmedizinischen Institute werden im Ausland um Mithilfe gebeten und wie ist die legale Prozedur, um eine Leiche von einem Land in das andere zu transportieren, wissend dass die Leiche nicht identifiziert werden konnte?

5) Was will der Minister punkto besserer Identifizierung eventueller Leichen in Zukunft tun?

6) Was hält der Minister von einem Datenspeicher mit Fingerabdrücken oder genetischem Material, um wenigstens die hiesigen Einwohner in solchen Situationen besser identifizieren zu können? Wie könnte dies regional grenzübergreifend besser koordiniert werden?

Réponse (22.2.2012) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Die Untersuchungen betreffend den Fund einer Leiche werden unter Leitung des Untersuchungsrichters geführt, dies im Rahmen der Kriminalprozessordnung. Alle vorher getätigten Untersuchungen, wie zum Beispiel Abgleichung von vermissten Personen, Anfrage an die Nachbarländer, Abnahme von „DNA" mit Abgleichung der Datenbank, gemäß dem Prümer Vertrag und dem Interpol-System, wurden getätigt.

Artikel 44 der Kriminalprozessordnung gibt den gesetzlichen Rahmen beim Fund einer Leiche.

Die vom Untersuchungsrichter angeordnete Autopsie wird von einem „médecin légiste" vom „Institut der Rechtsmedizin der Universität des Saarlandes" im Staatslaboratorium (LNS) getätigt.

Die Justiz und die Polizei haben im Rahmen der richterlichen Untersuchung, wie es in der Kriminalprozessordnung vorgesehen ist, alle hierfür vorgesehenen Prozeduren getätigt.

Die Regierung plant keine nationale Datenbank mit „DNA" oder anderem genetischem Material von Einwohnern aus Luxemburg.

Question 1871 (18.1.2012) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant l'**utilisation du chlore dans les piscines:**

Une nouvelle étude de chercheurs canadiens et français sur l'utilisation du chlore dans les piscines publiques, publiée dans le «Journal of Allergy and Clinical Immunology», a relevé chez les nageurs de haut niveau des signes de microlésions au niveau des voies respiratoires ainsi qu'une hyperréactivité bronchique. Il est indéniable que l'utilisation du chlore dans les piscines est dangereuse pour la santé.

Il me revient dans ce contexte, que le Gouvernement wallon a récemment voté une modification de sa législation concernant l'emploi du chlore comme désinfectant dans les piscines. Désormais, d'autres produits pourront être utilisés pour traiter les piscines.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de l'étude susmentionnée?

- Dans l'affirmative, quelles mesures le Gouvernement envisage-t-il de prendre pour protéger davantage les nageurs contre les risques de santé éventuels causés par l'utilisation du chlore dans les piscines?

- Le Gouvernement envisage-t-il de suivre l'exemple du Gouvernement wallon?

Réponse (1.3.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Selon l'étude citée par l'honorable Député, beaucoup de nageurs de compétition sont sensibles au chlore et se plaignent de symptômes respiratoires, comme la toux et les irritations nasales et oculaires. L'étude a permis l'analyse de l'inflammation et du remodelage bronchique et la comparaison des changements structurels bronchiques avec ceux de sujets asthmatiques légers. Il ressort des résultats de l'étude que les nageurs ont des changements inflammatoires et structurels de leurs bronches comparables à ceux de sujets asthmatiques légers non sportifs. À remarquer que les sujets examinés sont des sportifs de haut niveau occupés à s'entraîner de façon prolongée et quasi quotidiennement dans les piscines.

Le chlore est utilisé pour désinfecter l'eau des piscines et pour empêcher ainsi le passage de germes pathogènes d'un sujet à l'autre; ces germes pathogènes peuvent causer des infections graves.

La concentration de chlore libre dans l'eau des piscines de Luxembourg se situe entre 0,3 et 0,6 mg/l; pour les piscines à l'intérieur d'un bâtiment, ceci conformément à la norme allemande DIN 19643. Pour les piscines à l'air libre la concentration est entre 0,6 et 1,0 mg/l.

Toutes les installations de piscines au Luxembourg, qui font partie des installations officielles soumises aux contrôles, utilisent comme moyen de désinfection principal le chlorage de l'eau pour éviter la propagation des maladies transmissibles.

Selon des études faites, il semble que ce soit surtout la trichloramine qui est à l'origine des problèmes au niveau des voies respiratoires. La trichloramine s'échappe de l'eau et se retrouve sous forme de gaz dans l'air des piscines. Il s'agit d'une molécule qui prend naissance par une réaction chimique entre le chlore dissous dans l'eau de piscine et les produits organiques contenant de l'azote.

Ces produits organiques azotés proviennent des utilisateurs de la piscine. Il s'agit par exemple de débris de peau, de cheveux, d'urines, de selles ou de secrétions corporelles diverses.

Une augmentation de ces produits azotés dans l'eau des piscines fait augmenter le taux de trichloramine émis, d'où l'intérêt d'une hygiène stricte avant l'entrée dans le bassin. L'odeur typique dans les piscines est due à ce gaz.

Mon Ministère a d'ailleurs édité des recommandations destinées aux utilisateurs des piscines qui incitent à une bonne hygiène corporelle lors de l'utilisation des installations, ceci surtout pour éviter au plus possible les problèmes respiratoires cités par l'honorable Député.

À l'heure actuelle aucune raison scientifique valable ne permet de mettre en question le recours à la norme DIN précitée.

Question 1872 (19.1.2012) de **MM. Eugène Berger** et **Carlo Wagner** *(DP)* concernant la **procédure disciplinaire au niveau du corps médical:**

Il nous revient par voie de presse que le président du collège médical ainsi que le médiateur se montrent critiques à l'encontre des dispositions régissant actuellement la procédure disciplinaire au niveau du corps médical. Ainsi, le collège médical aurait favorisé dans le passé l'approche consistant à attendre les résultats d'une éventuelle procédure pénale avant d'entamer une procédure disciplinaire.

Or, les dispositions légales en vigueur prévoient un délai de prescription de cinq ans pour toute mesure disciplinaire. Étant donné que dans nombre de procès les jugements ne sont prononcés qu'après plusieurs mois, voire années, les affaires pouvant faire l'objet d'une procédure disciplinaire risquent de tomber sous le coup de la prescription. Aussi, le président s'est-il exprimé en faveur d'un élargissement des pouvoirs d'enquête du collège médical, voire d'une réforme de la loi du 8 juin 1999 relative au collège médical.

Au vu de ce qui précède, nous souhaiterions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé:

- Monsieur le Ministre peut-il nous donner son point de vue sur les faits relatés ci-dessus?

- Monsieur le Ministre entend-il donner une suite aux doléances du président du collège médical et de revoir la loi relative au collège médical?

Réponse (22.2.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Je voudrais tout d'abord brièvement rappeler aux deux honorables Députés la procédure disciplinaire à l'encontre d'un médecin telle qu'elle est prévue par la loi du 8 juin 1999 relative au collège médical.

La saisine proprement dite des juridictions disciplinaires a lieu après instruction préliminaire faite par le président du collège médical.

L'article 19 de la loi du 8 juin 1999 énumère les catégories de faits qui peuvent donner lieu à une action disciplinaire devant le collège médical. En effet, selon cette disposition, le conseil de discipline exerce le pouvoir de discipline sur toutes les personnes relevant de la prédite loi pour:

1. violation des prescriptions légales, réglementaires et déontologiques concernant l'exercice de la profession,

2. fautes et négligences professionnelles graves,

3. faits contraires à l'honorabilité et à la dignité professionnelle,

le tout sans préjudice de l'action judiciaire et de l'action disciplinaire prévue par le statut général des fonctionnaires de l'État et celui des fonctionnaires communaux pouvant naître des mêmes faits.

L'article 22 de la loi de 1999 prévoit qu'avant de saisir le conseil de discipline, le président du collège médical dresse un procès-verbal des faits qui ont motivé l'instruction.

Ainsi, la loi de 1999 prévoit une stricte démarcation entre le collège médical proprement dit et l'instance juridictionnelle chargée d'exercer le pouvoir de discipline, à savoir le conseil de discipline. Cette délimitation se manifeste par le fait que les membres du collège médical ne peuvent ni intervenir dans la composition du conseil supérieur de discipline ni siéger dans les instances disciplinaires.

L'article 29 de ladite loi prévoit encore que les décisions du conseil de discipline peuvent être attaquées par la voie de l'appel, tant par la personne sanctionnée que par le président du collège médical, devant le conseil supérieur de discipline.

Ainsi, l'action disciplinaire engagée par un patient devant le collège médical et qui pourra éventuellement donner lieu à une sanction disciplinaire de la part du conseil de discipline est en principe indépendante d'une éventuelle action en responsabilité civile ou pénale qu'un patient pourra entamer devant les juridictions compétentes pour les mêmes faits.

Il est néanmoins vrai que suivant la nature et la gravité de certaines plaintes, l'instruction d'une plainte par le président du collège médical et par conséquent la décision de saisine du conseil de discipline en vue de prononcer une éventuelle sanction disciplinaire contre un médecin est parfois différée ou suspendue si cette affaire fait également l'objet d'une procédure devant une juridiction de droit commun et notamment pénale.

Cette manière de procéder du collège médical est identique à celle pratiquée fréquemment en France.

Néanmoins, afin d'éviter dans pareille hypothèse la prescription éventuelle de l'action disciplinaire à l'échéance du délai de cinq ans tel qu'il est prévu à l'article 19 de la loi du 8 juin 1999 relative au collège médical, il conviendra au président du collège médical de poser des actes interruptifs de prescription jusqu'à ce que l'affaire ait été jugée au pénal afin d'éviter que la prescription extinctive de l'action disciplinaire de cinq années soit acquise.

En ce qui concerne le médiateur, qui n'est pas compétent pour traiter des réclamations à l'encontre des «ordres professionnels» (collège médical, ordre des avocats, chambre des huissiers, etc.), celui-ci a préconisé dans sa recommandation n°45-2011 la mise en place d'une instance de surveillance de l'État auprès des ordres professionnels et d'autres professions libérales qui aurait comme compétence «de limiter la surveillance de l'État à l'évaluation qualitative du

traitement par les instances compétentes des ordres professionnels et d'autres professions libérales des plaintes des citoyens relatives à des actes ou à des comportements de leurs membres».

Je voudrais indiquer aux honorables Députés qu'aucun pays européen ne s'est à l'heure actuelle engagé sur la voie de l'instauration d'une telle instance de surveillance de l'État auprès des ordres professionnels. Par ailleurs, le Conseil de Gouvernement a, lors sa séance du 13 janvier 2012, marqué une opposition assez nette à la recommandation du médiateur qui concerne plusieurs départements ministériels (Santé, Justice, Classes moyennes) de créer une telle instance de surveillance même s'il a été retenu de réaliser des améliorations en ce qui concerne le fonctionnement de certains ordres professionnels (donc également du collège médical) et de leur interaction avec le public.

En conclusion, je ne m'oppose pas à une discussion avec les acteurs concernés au sujet d'une réforme éventuelle de la loi du 8 juin 1999 relative au collège médical en vue de clarifier, le cas échéant, certains points dont notamment celui lié à la prescription de l'action disciplinaire.

Question 1873 (20.1.2012) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **réaffectation des agents de l'unité de la police de la route de la direction régionale de la police de Capellen:**

Il me revient que des projets de restructuration des entités de la Police grand-ducale envisageraient une réaffectation des agents de l'unité de la police de la route de la direction régionale de la police de Capellen.

Je voudrais dans ce contexte, poser une série de questions à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

- Est-ce que le Gouvernement peut confirmer une telle réaffectation?

- Dans l'affirmative, quels en sont les motifs?

- Est-ce que de telles réaffectations d'agents de l'unité de la police de la route sont également prévues dans d'autres régions du pays?

- Est-ce que le Gouvernement n'est pas d'avis que dans l'intérêt de la sécurité des citoyens et des usagers routiers d'une région qui connaît un accroissement élevé de sa population et à travers laquelle passent les principaux axes routiers du pays (notamment l'A6 et la N6), le maintien d'une présence sur place d'une unité de la police de la route s'impose?

Réponse (29.2.2012) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

En vue d'une amélioration des services au public tant au niveau national que régional, des travaux de réflexion sur l'organisation de la Police grand-ducale sont actuellement en cours. L'esprit de la loi du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police, à savoir la régionalisation et la proximité ainsi que le principe de subsidiarité restent déterminants dans ces travaux. Néanmoins, tenant compte de l'expérience de plus de dix années de fonctionnement de la Police grand-ducale et dans un souci d'efficience et d'optimisation des moyens disponibles, certaines adaptations s'avèrent indispensables.

La décision d'intégrer le Service Régional de Police de la Route de Capellen fera l'objet de plus amples discussions, les modalités d'exécution restant à être définitivement fixées.

Question 1874 (20.1.2012) de **M. Claude Adam** *(déi gréng)* concernant l'**absence de reconnaissance de la quatrième année de formation pour accéder à la profession réglementée d'assistant social:**

Pour être admis à la profession réglementée d'assistant social, les candidats doivent posséder un diplôme de niveau bachelor (bac +3) et suivre obligatoirement une quatrième année de formation au Luxembourg. Cette année se compose essentiellement de stages pratiques à temps plein non rémunérés ainsi que de quelques heures hebdomadaires de cours théoriques.

Or, il s'avère que cette quatrième année menant au diplôme d'État luxembourgeois d'assistant social n'est ni reconnue comme formation d'enseignement supérieur, ni comme formation de l'enseignement secondaire ou autre. Par-là, environ 30 étudiants actuellement inscrits se voient refuser d'un côté toute aide financière de l'État pour études supérieures et de l'autre côté les allocations familiales et autres bénéfices sociaux. Vu le volume de leur formation à temps plein et les stages obligatoires non rémunérés, ils se trouvent donc dans une situation précaire qui ne leur permet ni de travailler à côté de leurs études, ni d'obtenir une bourse ou à défaut la prolongation des allocations familiales ou modérations d'impôts/boni pour enfant.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1) Comment est-ce que Monsieur le Ministre entend aider à court terme les 30 étudiants de l'année en cours se trouvant dans cette situation précaire?

2) Comment est-ce que le Ministre entend résoudre définitivement le problème de la non-reconnaissance de la quatrième année menant au diplôme d'État luxembourgeois d'assistant social?

Réponse (2.2.2012) de **M. François Biltgen,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

1) Quant à la première question, le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche ne peut pas intervenir, alors que cette quatrième année n'est pas une année d'enseignement supérieur visée par la loi.

Je joins à ce sujet en annexe la réponse du 22 décembre 2008 de Monsieur le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et de Madame la Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche à la question parlementaire n°3004 de Monsieur le Député Claude Adam *(cf. compte rendu n°6/2008-2009)*.

2) La profession d'assistant social est une profession réglementée du domaine de la santé, la base réglementaire étant le règlement grand-ducal du 29 août 1979 portant réglementation des études et des attributions de la profession d'assistant social ainsi que la loi du 19 juin 2009 ayant pour objet la transposition de la directive 2005/36/CE pour ce qui est a) du régime général de reconnaissance des titres de formation et des qualifications professionnelles, b) de la prestation temporaire de services.

L'accès à la profession est subordonné à la possession d'un diplôme de bachelor. En application de la loi du 19 juin 2009 et dans la mesure où une différence substantielle a été constatée entre les qualifications professionnelles renseignées par le diplôme de bachelor et les requis pour l'exercice de la profession au Grand-Duché de Luxembourg, il est demandé au demandeur de la reconnaissance du diplôme étranger de se soumettre avec fruit à une épreuve d'aptitude ou d'accomplir avec fruit un stage d'adaptation rémunéré, le choix étant laissé au demandeur. Ces mesures compensatoires permettent notamment de combler des lacunes dans les connaissances du droit national.

De façon subsidiaire et sur base du règlement grand-ducal du 29 août 1979, le demandeur de la reconnaissance peut également opter pour le stage non-rémunéré appelé «quatrième année de formation» et permettant l'obtention du diplôme d'État luxembourgeois. Pour les détenteurs d'un «bachelor en sciences sociales et éducatives» délivré par l'Université du Luxembourg cette dernière voie est nécessaire.

L'organisation de ladite «quatrième année de formation», qui jusqu'à présent a été réclamée par l'association représentative du secteur, suscite des questions quant à sa conformité au droit européen et au droit du travail luxembourgeois. En plus, elle entraîne une situation précaire pour les personnes ayant opté pour cette voie. Voilà pourquoi, en concertation avec Monsieur le Ministre de la Santé, le Gouvernement entend abroger le règlement grand-ducal du 29 août 1979 et organiser la reconnaissance des qualifications professionnelles sur base de la loi du 19 juin 2009.

Question 1875 (20.1.2012) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **fuite dans le domaine public de données personnelles informatisées du service médico-sportif:**

Suite aux récents incidents qui ont permis à des personnes non autorisées d'accéder à un grand nombre de données personnelles dans le domaine médico-sportif sur la toile, le Gouvernement a porté plainte pour vol de données informatisées.

Or, la loi du 27 juillet 2007 sur la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel prévoit entre autres des dispositions concernant la responsabilité dans le cadre du traitement des données ainsi que l'introduction d'un chargé de la protection des données.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres Biltgen et Schneider:

1) Le Gouvernement a-t-il également porté plainte contre la personne pouvant avoir violé les règles relatives à la confidentialité ou à la sécurité des données, conformément aux articles 21 à 25 de la loi précitée?

2) Le Gouvernement avait-il prévu un chargé de la protection des données dans le service médico-sportif?

3) Combien de chargés de la protection des données existe-il auprès de l'administration étatique luxembourgeoise et dans quels services?

4) Le Gouvernement prévoit-il d'augmenter le nombre de chargés de la protection des données et, si oui, dans quels délais et dans quels services?

Réponse commune (29.2.2012) de **M. François Biltgen,** *Ministre des Communications et des Médias,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre des Sports:*

1) Suite à l'incident évoqué par la question parlementaire de l'honorable Député une plainte a été déposée. Il appartiendra aux autorités judiciaires en charge de l'instruction d'apprécier le cas échéant quelles personnes seraient à poursuivre sur base des dispositions pénales applicables.

2) Un chargé de la protection n'a pas été désigné. Conformément au régime de l'autorisation préalable en vigueur à l'époque de la création de la banque de données, celle-ci avait été autorisée par l'autorité compétente. Par ailleurs, les utilisateurs, c'est-à-dire les personnes habilitées à accéder aux données y stockées, avaient à deux reprises reçu une formation ayant pour objectif de les sensibiliser aux risques liés au traitement en ligne de données personnelles et de les familiariser avec les lignes de conduite susceptibles d'assurer une protection adéquate des données.

3) Il existe actuellement des chargés de protection auprès de la Banque centrale du Luxembourg, du Statec, de l'Entreprise des Postes et Télécommunications, du Centre de Recherche Public de la Santé et du CEPS (Centre d'études de populations, de pauvreté et de politiques socio-économiques).

4) La loi du 2 août 2002 précitée prévoit la possibilité pour le responsable d'un traitement de données de désigner un chargé de la protection des données. Aux termes de la loi, les missions du chargé qui se substituent en grande partie à celles de la Commission nationale pour la protection des données ne peuvent être effectuées que de façon indépendante et c'est dans le but de garantir cette indépendance que la loi prévoit que celui-ci ne doit connaître aucun lien de subordination vis-à-vis du responsable du traitement. Plutôt que de suivre cette voie difficilement conciliable avec le statut du fonctionnaire, le Gouvernement a préféré mettre l'accent sur la sensibilisation et la formation des agents pour assurer par le biais d'une responsabilisation de tout utilisateur d'une banque de données la sécurité des traitements de données.

Cependant, comme conséquence du nombre croissant de banques de données mises en place et dans le but d'accroître l'efficience du service public et de mieux servir les citoyens et comme d'ailleurs annoncé dans le récent communiqué de presse, le Ministre des Communications soumettra très prochainement au Gouvernement les recommandations que le Cyber Security Board a formulées lors de sa réunion du 25 janvier dernier et qui prévoient un certain nombre de mesures ayant pour objectif de renforcer la sécurité des banques de données gérées et exploitées sous la responsabilité de l'État et de continuer à accélérer la mise en œuvre du plan d'action concernant la généralisation de la formation des agents de l'État et la formation prioritaire des agents qui accèdent à des applications sensibles.

Question 1876 (23.1.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant les **accidents vasculaires cérébraux:**

Betreffend den Schlaganfall, der bei Männern als dritthäufigste Todesursache angesehen wird und bei Frauen als erste Todesursache, ist es angebracht, ganz schnell vorzugehen, auch um bleibende Schäden auf ein Minimum zu reduzieren. Es gibt drei „Stroke units" hierzulande, die normalerweise 24 Stunden auf 24 funktionsfähig sind. Nun stellt sich aber heraus, dass immer noch bei akuten Schlaganfällen Personen in das Krankenhaus, das gerade Dienst hat, eingeliefert werden und somit wertvolle Zeit verloren geht.

Fragen:

1) Kann der Minister mir sagen, wie die aktuellen Statistiken aussehen in puncto Todesursache bedingt durch Schlaganfall und wie viele hiervon außerhalb der „Stroke units" erfolgten?

2) Hat der Minister Angaben über die Zahl der Personen, die nicht in einer „Stroke unit" behandelt wurden? Wie ist der Prozentsatz im Vergleich zu den Personen, die in einer „Stroke unit" behandelt wurden?

3) Will der Minister nicht eine Kampagne starten, um die Leute über diese „Stroke units" zu informieren?

4) Was gedenkt der Minister bei den professionellen Leistungsbringern zu tun, um diese zu sensibilisieren, die Patienten bei einem akuten Schlaganfall in eine „Stroke unit" zu verweisen?

5) Was will der Minister tun, um den Schlaganfall als höchste Priorität einzustufen und dementsprechend die notwendigen Schritte einzuleiten?

Réponse (14.3.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Ich möchte einleitend meine Antwort auf die parlamentarische Anfrage Nr. 1711 des Herrn Abgeordneten in Erinnerung rufen *(cf. compte rendu n°3/2011-2012)*.

Chamber TV

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op

www.chd.lu

mat de Rubriken

- Actualité
- Organisation et fonctionnement
- Travail à la Chambre
- La Chambre et l'UE
- La Chambre et vous

Die aktuellen Statistiken in puncto Todesursache bedingt durch Schlaganfall (siehe Annotation) liefern folgende Zahlen:

Todesfälle, die nach Einlieferung im Krankenhaus erfolgten, beziehungsweise außerhalb des Krankenhauses						
	Schlaganfall[1] im Krankenhaus	Schlaganfall außerhalb	Intrazerebrale Blutung[2] im Krankenhaus	Intrazerebrale Blutung außerhalb	Hirninfarkt[3] im Krankenhaus	Hirninfarkt außerhalb
2005	110	95	59	9	8	2
2006	115	101	75	2	12	/
2007	111	72	70	14	10	/
2008	107	73	63	6	17	3
2009	122	95	64	13	17	1
2010	116	73	55	9	13	6

[1] Schlaganfall nicht als Blutung oder Infarkt bezeichnet
[2] Intrazerebrale Blutung (kann, aber muss nicht in Zusammenhang mit einem Schlaganfall stehen)
[3] Hirninfarkt

Eine weitergehende Aufschlüsselung, in welcher Abteilung eines Krankenhauses (d. h. ob in einer „Stroke unit" oder nicht) der Patient verstorben ist, ist unmöglich, weil diese Information nicht verfügbar ist.

Um diese Information (Behandlung in einer „Stroke unit" oder nicht) betreffend Schlaganfallpatienten zu erhalten, musste im Verlauf der von den zuständigen Gremien genehmigten Studie „Vivre au Grand-Duché de Luxembourg après un accident vasculaire cérébral" für die verstorbenen Patienten und jene, die ihre Zustimmung gaben, diese Information in den Krankenakten nachgesucht werden. Aus den Krankenakten von 480 Schlaganfallpatienten, die zwischen dem 1. Juni 2006 und dem 30. Juni 2007 wegen eines Schlaganfalls in ein Krankenhaus eingewiesen wurden, wurden die Fälle, die einen ersten Schlaganfall erlitten hatten, zurückbehalten (220 Fälle).

Hiervon wurden 58,9% der Patienten, die einen ischämischen Schlaganfall erlitten hatten, mindestens eine Nacht in einer „Stroke unit" behandelt, während dies der Fall war für 15,1% der hämorrhagischen Schlaganfälle (der hämorrhagische Schlaganfall wird vorrangig in die Neurochirurgie überwiesen).

Im Jahre 2009 hat das Gesundheitsministerium eine breit angelegte Sensibilisierungskampagne betreffend Schlaganfall mit aktiver Hilfe der „Société luxembourgeoise de neurologie" durchgeführt. Während dieser Kampagne kamen zum Einsatz:

- eine mehrsprachige Broschüre, die die Krankheitszeichen erklärte und der Öffentlichkeit nahelegte, sofort bei solchen Symptomen den 112 anzurufen. Ich zitiere aus dieser Broschüre: „Der wichtigste Faktor in der Akutbehandlung des Schlaganfalles ist die rasche Zuweisung in eine spezialisierte neurologische Krankenhauseinrichtung, eine sogenannte Schlaganfallspezialstation oder Stroke Unit. Auf einer solchen Stroke Unit arbeitet ein speziell ausgebildetes und motiviertes Team von Neurologen, Pflegepersonal, Physiotherapeuten, Ergotherapeuten, Logopäden und Sozialarbeitern. Die rasche Aufnahme in eine Stroke Unit ist von wesentlicher Bedeutung, da eine Wiedereröffnung eines Gefäßes in der Regel nur innerhalb der ersten 4,5 Stunden durchgeführt werden kann.";

- Plakate, die der Öffentlichkeit die Krankheitszeichen sowie das Vorgehen geläufig machen sollen;

- Radiospots, die das Thema behandelten.

Dieses Informationsmaterial wurde zwecks effizienter Verteilung an Ärzte, Apotheken, Krankenhäuser, Gemeinden usw. versandt.

Es ist vorgesehen, die Informationsbroschüre dieses Jahr, wenn nötig, zu revidieren und neu zu verteilen.

Die großherzogliche Verordnung vom 13. März 2009 betreffend den Spitalplan (règlement grand-ducal du 13 mars 2009 établissant le plan hospitalier national) sieht vor, dass die Ärzte und das Krankenhaus die Qualität der Leistungen im Krankenhaus analysieren.

Seit mehreren Jahren ist das Gesundheitsministerium bemüht, gemeinsam mit den Ärzten für die bestmögliche Behandlungskette des Schlaganfallpatienten zu sorgen.

Dieses Thema wird auch bei der Vorbereitung des nächsten Spitalplans miteinbezogen werden.

Question 1877 (23.1.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant l'**acte de décès:**

Betreffend den Totenschein stellt sich oft heraus, dass die genaue Angabe der Todesursache fehlt. Oft wird einfach nur der Begriff „Herzstillstand" angegeben. Nun ist es aber für die Familienmitglieder wichtig, die genaue Todesursache zu wissen, um eine innere Ruhe zu erlangen. Dies würde auch bei Expertisen von Vorteil sein, um eine Transparenz in schwierigen Streitfällen zu garantieren.

Fragen:

1) Sind die heutigen Totenscheine noch zeitgemäß?

2) Was geschieht mit der Diagnose auf dem Totenschein, wenn die Familie die genannte Todesursache nicht akzeptiert?

3) Kann die Todesursache juristisch von der Familie angefochten werden, um einen eventuellen ärztlichen Kunstfehler beweisen zu wollen?

4) Wie ist das Prozedere, wenn die Familie auf einer Autopsie besteht?

5) Was geschieht, wenn der behandelnde Arzt die Todesursache nicht feststellen kann? Musste hier nicht immer eine Autopsie durchgeführt werden?

6) Was will der Minister tun, um die Ärzte hinsichtlich dieser Problematik zu sensibilisieren?

Réponse commune (1.3.2012) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Justice*, et de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Gemäß einer großherzoglichen Verordnung aus dem Jahr 1963 (règlement grand-ducal du 20 juin 1963 rendant obligatoire la déclaration des causes de décès) sind Todesursachen pflichtgemäß anzugeben. Die Todesursache wird jeweils auf einem Totenschein vermerkt, dessen Vordruck den Bestimmungen der Kodifizierung der „Internationalen statistischen Klassifikation der Krankheiten und verwandter Gesundheitsprobleme" der Weltgesundheitsorganisation entsprechen muss. Die vom Arzt auf dem Totenschein vermerkten Informationen dienen somit der statistischen Verarbeitung der Todesursachen, dies im Rahmen der Ermittlung des Zustandes der öffentlichen Gesundheit.

Die Familie des Verstorbenen hat immer die Möglichkeit, eine Autopsie zu beantragen; in diesem Fall gehen die Kosten zu ihren Lasten.

Wenn die Familie auf einer Autopsie besteht, kann sie sich an den behandelnden Arzt wenden oder an ihren Hausarzt. Diese werden dann die notwendigen Schritte unternehmen.

Laut Richtlinie der Staatsanwaltschaft ist im Zweifelsfall über die Todesursache eine Autopsie zu beantragen. Es werden pro Jahr ungefähr 75 Autopsien durchgeführt.

Zusätzlich zu den jährlich vom Gesundheitsministerium veröffentlichten Statistiken der Todesursachen werden seit 2007 eine Reihe von Empfehlungen veröffentlicht, welche von einer Arbeitsgruppe von internationalen Experten ausgearbeitet werden. Diese Empfehlungen dienen gegebenenfalls der Verbesserung der Qualität der medizinischen Informationen, die auf dem Totenschein angegeben werden.

Question 1879 (23.1.2012) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** *(CSV)* concernant la **partie réglementaire du Code du Travail:**

La partie législative du Code du Travail a été publiée au Mémorial n°149 du 29 août 2006 et le Code du Travail est entré en vigueur le 1er septembre 2006. Or, bien qu'on eût annoncé à l'époque que la partie réglementaire du Code du Travail suivrait rapidement, il s'avère que plus de cinq ans plus tard, ce n'est toujours pas le cas.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- Quelles explications a Monsieur le Ministre du Travail quant à cet énorme retard?

- Que compte faire Monsieur le Ministre du Travail pour mettre fin à cette insécurité juridique pour les salariés, patrons, syndicats et praticiens du droit obligés de consulter des textes épars sans toujours être sûrs s'ils sont encore en vigueur ou s'ils n'ont pas été modifiés?

- D'ici quand cette partie réglementaire du Code du Travail sera-t-elle enfin publiée et mise en vigueur?

Réponse (29.2.2012) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

Le fait que la partie législative du Code du Travail n'a jusqu'à ce jour pas été suivie d'une partie réglementaire trouve sa raison principale dans la gestion d'autres priorités dont notamment celles liées à la crise économique.

En effet, l'effectif réduit du Ministère du Travail et de l'Emploi et les problèmes nécessitant des mesures urgentes et immédiates vis-à-vis des entreprises et des salariés n'ont pas permis le traitement de dossiers plus théoriques peut-être pas moins importants mais d'autant plus intensifs en ce qui concerne le volume de travail.

Concernant une éventuelle insécurité juridique, il y a lieu de souligner que la consultation des textes en vigueur est largement facilitée par le site www.legilux.lu qui indique par ailleurs les modifications et abrogations des différents règlements grand-ducaux.

Une fois que les priorités actuelles, dont notamment la réforme de la législation en matière de dialogue social, seront évacuées, la partie réglementaire figurera certainement de nouveau parmi les dossiers à entamer.

Question 1880 (23.1.2012) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** *(CSV)* concernant la **déclaration d'incompétence de l'ITM concernant le contrôle des conditions de travail des employés communaux:**

La loi du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du Travail a abrogé, entre autres, la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux et, par voie de conséquence, également le règlement grand-ducal du 15 novembre 2001 concernant le régime des employés communaux pris en application de la loi précitée du 24 décembre 1985.

Or, bien que depuis l'entrée en vigueur du Code du Travail le 1er septembre 2006 les employés communaux soient donc soumis aux dispositions du Code du Travail, l'Inspection du Travail et des Mines (ITM) refuse de contrôler les conditions de travail des employés communaux et se déclare incompétente en la matière.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- Le Ministre du Travail partage-t-il cette déclaration d'incompétence de l'ITM?

- Si tel est le cas, que compte faire Monsieur le Ministre du Travail pour mettre fin le plus rapidement possible à ce vide juridique et à l'insécurité juridique à laquelle sont alors confrontés les employés communaux?

- Si Monsieur le Ministre ne partage pas cette déclaration d'incompétence de l'ITM, que compte-t-il faire pour que l'ITM exécute ses obligations et contrôle en particulier les conditions de travail des employés communaux?

Réponse (29.2.2012) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

La loi du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du Travail n'ayant pas abrogé la loi du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux ni, partant, le règlement grand-ducal du 15 novembre 2001 concernant le régime des employés communaux, les employés communaux ne sont pas soumis aux dispositions du Code du Travail.

Question 1881 (24.1.2012) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **prestation de serment des membres de la direction de la Banque centrale du Luxembourg:**

D'après une nouvelle publiée le 19 janvier 2012 par les «Deutsche Mittelstands Nachrichten», (EU protestiert: Orban verlangt nationalen Eid von Zentralbankchef) la Commission européenne se serait montrée opposée au principe de l'assermentation des cadres dirigeants de la Banque centrale hongroise. En effet, la Banque centrale hongroise ferait partie de la BCE et l'assermentation de certains des décideurs sur leur Constitution nationale mettrait en question l'indépendance de la BCE.

Or, la loi organique de la BCL prévoit également à son article 12(5) l'assermentation des membres de la direction. Ceux-ci sont membres de plein droit du conseil de la BCL.

C'est pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et à Monsieur le Ministre des Finances:

1) Le Gouvernement peut-il confirmer que la Commission européenne se serait prononcée contre l'assermentation des cadres dirigeants d'une banque centrale d'un pays membre de l'UE sur la Constitution de ce pays pour mieux garantir l'indépendance de la BCE?

2) Quelle est la pratique au Luxembourg? Est-ce que tous les membres du Conseil de la BCL doivent prêter serment, y compris les six membres nommés directement par le Gouvernement en Conseil?

3) Est-ce qu'aux yeux du Gouvernement luxembourgeois, le fait de prêter serment et de jurer fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État pourrait mettre en doute l'indépendance des membres de la BCL ou être de nature à limiter l'indépendance de la BCE?

Réponse commune (13.3.2012) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État*, de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères*, et de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

Dans sa question parlementaire n°1881 du 24 janvier 2012 Monsieur le Député Fernand Kartheiser fait référence à un article paru dans la version web der «Deutsche Mittelstands Nachrichten» du 19 janvier 2012. Le journaliste y analyse plus particulièrement le principe de la prestation de serment du gouverneur de la Banque centrale hongroise («Magyar Nemzeti Bank») sur la Constitution du pays menaçant ainsi de mettre en péril l'indépendance de la Banque centrale européenne (ci-après la «BCE»).

1) D'après le communiqué de presse du 17 janvier 2012 (réf. IP12/24), la Commission européenne a en effet ouvert une procédure d'infraction accélérée contre la Hongrie concernant entre autres l'indépendance de sa Banque centrale, comme le gouverneur de la Banque centrale nationale et les membres du Conseil monétaire doivent prêter un serment de fidélité au pays et à ses intérêts dont le texte pose problème du fait que le gouverneur de la MNB siège aussi au conseil général de la BCE.

La Commission européenne ne s'est donc pas prononcée contre le principe même d'une assermentation des cadres dirigeants d'une banque centrale d'un pays membre de l'Union européenne, mais contre un serment qui de par son contenu risquerait de mettre en péril l'indépendance personnelle du gouverneur, membre de par sa fonction du conseil général de la BCE.

2) L'indépendance du conseil de la Banque centrale du Luxembourg et de ses membres dans l'exercice des pouvoirs et dans l'accomplissement des missions et des devoirs qui leur ont été conférés dans le domaine des fonctions du SEBC, est garantie par l'article 5 (2) de la loi du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg telle que modifiée.

Le Conseil se compose des trois membres de la direction, membres d'office de par leur fonction, et de six membres nommés par le Gouvernement en Conseil.

Conformément à l'article 3 de la loi du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État et à l'article 12(5) de la loi organique de la Banque centrale du Luxembourg, une prestation de serment est prévue pour les trois directeurs de la Banque centrale avant leurs entrées en fonction.

Les deux directeurs et le directeur général prêtent chacun individuellement entre les mains du Ministre chargé des relations avec la Banque centrale le serment qui suit: «Je jure fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État. Je promets de remplir mes fonctions avec intégrité, exactitude et impartialité et de garder le secret des délibérations.»

Au niveau de la direction aucune distinction de fonction n'est faite quant au contenu du serment à prester.

3) Aux yeux du Gouvernement, le fait de prêter serment et de jurer fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État ne compromet ni l'indépendance des membres de la direction de la Banque centrale du Luxembourg, ni celle de la BCE.

En effet, ni la BCE, ni les banques centrales nationales, ni un membre quelconque de leurs organes de décision ne peuvent solliciter ni accepter des instructions des institutions ou organes de l'Union européenne (UE), des gouvernements des États membres de l'Union européenne ou de tout autre organisme. C'est le cadre institutionnel de la politique monétaire (article 130 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union européenne et article 7 des statuts du Système Européen de Banques centrales et de la BCE) qui garantit ce principe d'indépendance.

La procédure solennelle de prestation de serment qu'effectuent le directeur général et les directeurs de la Banque centrale du Luxembourg ne leur enlève pas leur droit d'agir indépendamment en ce qui concerne l'accomplissement de leurs missions et devoirs dans le cadre de leurs compétences dans le domaine monétaire.

À l'instar de la Commission européenne, la BCE ne s'oppose pas d'office contre une prestation de serment par un gouverneur d'une banque centrale de l'Union européenne, mais veille également à ce que le contenu du serment ne met pas en péril l'indépendance du gouverneur et ainsi celle de ses organes.

Question 1882 (24.10.2012) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **piste cyclable PC15 entre Lintgen et Hünsdorf:**

La Convention «Uelzechtdall» qui regroupe les communes de la vallée, à savoir Walferdange, Steinsel, Lorentzweiler, Lintgen et Mersch, a pour but de développer et de valoriser la vallée Nord de l'Alzette. La convention a été signée le 13 décembre 2007 et a été reconduite par avenant pour une durée de deux ans à partir du 1er janvier 2011. La sensibilisation pour la mobilité douce représente un des piliers de cet engagement en tenant compte de l'ensemble des formes de mobilité, à savoir les piétons, les cyclistes, les transports en commun et les automobilistes.

La piste cyclable entre les cinq communes représente l'épine dorsale pour la mobilité douce. Hélas, depuis des années la partie entre Hünsdorf et Prettingen n'est pas achevée. Selon mes informations, ce raccordement de la piste cyclable PC15 longera le viaduc de la Route du Nord en traversant l'Alzette par une passerelle pour longer le CR123. La piste cyclable se situera plus bas que le niveau de la route. Cet aménagement permettra le raccordement de la piste cyclable au réseau national des pistes cyclables. Le début de ces travaux a été envisagé pour fin juin 2011.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre des Classes moyennes et du Tourisme et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quelles sont les raisons pour le non-achèvement de ces travaux sur la piste cyclable PC15?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur le déroulement à court terme de ces travaux?

- Ne pourrait-on pas réaliser ces travaux avec l'aide des CIGR sur place dans les cinq communes?

Réponse commune (29.2.2012) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch,** *Ministre des Classes moyennes et du Tourisme*, et de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire n°1882 du 24 janvier 2012, l'honorable Député souhaite s'informer au sujet des travaux de réalisation de la piste cyclable PC15.

À préciser préalablement qu'en vertu de l'article 5 de la loi modifiée du 27 juillet 1997 autorisant le Gouvernement à procéder à la construction d'une route reliant Luxembourg à Ettelbruck, le détail des mesures compensatoires était arrêté par un ou plusieurs règlements grand-ducaux, le comité interministériel entendu en son avis. Le règlement grand-ducal modifié du 27 août 1997 déterminant les conditions à respecter et les mesures à prendre en matière de protection de la nature, de restauration et de compensation des milieux naturels dans le cadre de la construction de la route reliant Luxembourg à Ettelbruck (Route du Nord) (tronçon Luxembourg-Mersch) a prévu sous l'article 3, VIII, la création d'une zone humide de quelque 64 ha de surface dans la vallée de l'Alzette entre les villages de Prettingen et de Hünsdorf.

Par la suite, différentes variantes ont été étudiées pour la création de cette zone humide dans la vallée de l'Alzette.

Pendant toute cette période de planification il n'était pas possible de présenter une variante définitive pour la piste cyclable Hünsdorf-Prettingen. Ce n'est que suite à une décision sur cette variante que le projet relatif à la construction de la piste cyclable a pu être finalisé de sorte que le département de l'Environnement a autorisé définitivement le projet de la piste cyclable en date du 20 avril 2010.

Suite aux difficultés qui se sont présentées sur le chantier d'une autre piste cyclable (PC5 Koedange et Soup), le département a procédé à un contrôle juridique de l'autorisation du 20 avril 2010, ce qui a retardé le début des travaux.

Entre-temps le marché public concernant les travaux dont s'agit a été publié et l'ouverture des offres est prévue pour mars 2012, avec un début probable des travaux pour septembre 2012.

Conformément à la loi du 6 juillet 1999 portant création d'un réseau national de pistes cyclables, les travaux de construction seront réalisés sous la responsabilité des services de l'Administration des Ponts et Chaussées.

Question 1884 (24.1.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant la **retransmission des radiocommunications dans les tunnels routiers:**

Luxemburg hat in seinen Autobahntunnels Tunnelfunkanlagen in Betrieb genommen. Unter anderem können nunmehr ausgewählte Radiosender ohne Unterbrechung im Tunnel gehört werden. Auch wenn diese technische Innovation auf viel Gefallen und Zustimmung in der Bevölkerung stößt, so stellen sich dennoch Fragen in Bezug auf die Auswahl der Sender, die Kostenfrage, die Ausweitung der Dienstleistung auf weitere populäre, zum Teil ausländische Sender, die normalerweise hierzulande von vielen Menschen während der Autofahrt gehört werden.

Fragen:

1) Sind alle hochrangigen Straßen (Schnellstraßen und Autobahnen) mit solchen Tunnelfunkanlagen ausgestattet? Gibt es Beschränkungen bei der Länge des Tunnels, bei der auf den Einbau einer solchen Anlage verzichtet wird?

2) Was kostet eine sich im Betrieb befindliche Tunnelfunkanlage pro Jahr?

3) Wie wurde die Auswahl der im Tunnel übertragenen Radiosender vorgenommen? Welche objektiven Kriterien liegen dieser Entscheidung zugrunde?

4) Wurden ausländische Radiosender, die sich großer Beliebtheit in Luxemburg erfreuen, berücksichtigt?

5) Wie viele Sender können maximal in einer Tunnelfunkanlage bedient werden? Gibt es technische Grenzen, die berücksichtigt werden müssen?

6) Wer bestimmt, welche Radiosender in einer Tunnelfunkanlage verbreitet werden?

7) Müssen sich Privatsender an den Kosten des Betriebes einer Tunnelfunkantenne beteiligen (falls sie die Einspeisung in die Anlage beantragen) oder übernimmt der Staat alle anfallenden Kosten für die von seinen Instanzen ausgewählten Sender?

Réponse (27.2.2012) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Mit Tunnelfunkanlagen ausgestattet sind folgende Tunnels im Autobahnnetz: Tunnel Gousselerberg, Tunnel Mersch, Tunnel Howald, Tunnel Cents, Tunnel Markusberg, Tunnel Mondorf und Tunnel Frisange, während im Schnellstraßennetz der Tunnel St. Esprit und der Tunnel Pénétrante Sud ausgestattet sind.

Zu bemerken ist, dass bei Tunneln unter 300 Metern die funkseitige Entkopplung nicht mehr gewährleistet und das Einstrahlen der äußeren Antennensignale ausreichend ist.

Die Wartungskosten pro Kilometer Tunnel belaufen sich für das Jahr 2012 auf etwa 9.000 Euro.

Was die Auswahl der Radiosender betrifft, wird folgende Rangfolge bei der Auswahl berücksichtigt:

- offizielle Sender,

- national repräsentative Sender,

- nationale Sender,

- ausländische Sender.

Die Auswahl erfolgt in jedem Fall im Rahmen des korrekten Empfangs am jeweiligen Tunnel. Ausländische Sender werden in Betracht gezogen unter der Bedingung, dass freie Kanäle bleiben und die Empfangsstärke ausreichend ist.

Alle Tunnelfunkanlagen werden auf sieben Kanäle ausgelegt.

Die Festlegung der jeweiligen Radiosender wird durch die Straßenbauverwaltung in Abstimmung mit dem Tunnelsicherheitsbeauftragten getroffen.

Der Staat übernimmt über die Kredite der „Administration des Ponts et Chaussées" alle anfallenden Kosten, sowohl für die Errichtung als auch für den Betrieb der Funkanlage.

Question 1885 (24.1.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant la **consommation d'alcool dans les écoles:**

Kürzlich wurden in einer Schule bei Schülern Drogentests ausgeführt, um herauszufinden, wer was eingenommen hatte. Im Allgemeinen kursiert der Wille, die Schule frei von jeglichen Drogen zu halten.

Damit meint man frei von illegalen Substanzen und frei von legalen Substanzen, und hiermit meine ich Alkohol. Dazu möchte ich ein paar Fragen stellen:

Fragen:

1) Inwiefern ist eine legale Droge wie Alkohol in der Schule verboten und als Droge anzusehen?

2) Ist ein mäßiger Alkoholkonsum in der Schule legal, hauptsächlich bei Schülern über 15 Jahren, vorausgesetzt, dass er nicht zur Trunkenheit führt?

3) Ist es juristisch gesehen legal, einen Schüler wegen Alkoholkonsums während der Schulstunden vor einen „Conseil de Discipline" vorzuladen und ihm mit einem Schulverweis zu drohen?

4) Angenommen, dass Alkohol zu Nervenschäden führen kann und so die Lernfähigkeit der Schüler beeinträchtigen kann, warum wird diese legale Droge in der Schule nicht zur illegalen Droge erklärt?

5) Welcher Unterschied besteht zwischen dem Genuss einer legalen Droge in der Freizeit (sprich Diskothek) und dem Genuss derselben Droge in der Schule, wissend, dass die Konsequenz des Alkoholkonsums in beiden Situationen identisch ist?

6) Wie ist die Position seitens des Schulministeriums? Warum ist legal unerwünscht, ohne illegal zu sein?

Réponse (17.2.2012) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Zu Frage 1)

Gemäß der bestehenden Gesetzgebung (article 42 de la loi du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques) und der Schulordnung (article 24 du règlement grand-ducal du 23 décembre 2004 concernant l'ordre intérieur et la discipline dans les lycées) ist jeder Konsum von Alkohol in der Schule verboten.

Zu Frage 2)

Das Alkoholverbot in der Schule gilt für jeden Schüler, auch wenn er über 16 Jahre alt ist.

Zu Frage 3)

Laut der Schulordnung (aricle. 24 du règlement grand-ducal du 23 décembre 2004 concernant l'ordre intérieur et la discipline dans les lycées) wird ein Schüler, welcher unter Alkoholeinfluss steht, sofort aus der Klasse genommen. Es kann, nach Anhörung des Betroffenen, zu einem endgültigen Schulverweis führen, wenn dieser vom «conseil de discipline» beschlossen wird.

Zu Frage 4)

Siehe Antwort Frage 1).

Zu Frage 5) und 6)

Es steht dem Unterrichtsministerium nicht zu, zur Frage der Legalität des Alkoholkonsums außerhalb der Schule Stellung zu beziehen.

Question 1886 (25.1.2012) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant l'**indemnisation de victimes par l'église catholique:**

Dans le cadre d'une réunion de la Commission juridique de la Chambre des Députés en date du 25 janvier 2012, Monsieur le Procureur général d'État a informé les membres de la commission susmentionnée sur l'enquête concernant les actes d'abus sexuel et de violence physique commis sur des mineurs dans le contexte ecclésial.

Dans ce contexte, Monsieur le Procureur a affirmé que pour les cas analysés le délai de prescription aurait été dépassé.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Cultes:

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que, malgré le dépassement du délai de prescription une obligation morale d'indemniser les victimes incombe à l'église catholique?

- Est-il exact que l'archevêché a déclaré sa volonté d'indemniser les victimes? Dans l'affirmative, combien des personnes concernées ont été indemnisées depuis la publication du rapport fin 2010?

- Dans quels délais l'archevêché entend-il indemniser toutes les victimes?

- Selon quels critères et par qui sont définies ces indemnités?

Réponse (10.2.2012) de **M. François Biltgen,** *Ministre des Cultes:*

Comme l'honorable Député le souligne à juste titre, l'indemnisation des victimes d'actes d'abus sexuel et de violence physique commis sur des mineurs dans le contexte ecclésial tombe bien sous la compétence exclusive de l'église catholique du Luxembourg.

À cet effet j'ai continué pour prise de position la question de l'honorable Député à l'archevêché de Luxembourg. Je joins en annexe la réponse fournie par ce dernier aux questions 2) à 4) qui le regardent exclusivement, ainsi que le décret de l'archevêque concernant les prestations en reconnaissance de la souffrance des victimes de violences sexuelles.

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Question 1887 (25.1.2012) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **Mécanisme européen de stabilité:**

Lors de réunions de l'Eurogroupe et du Conseil Ecofin à Bruxelles les 23 et 24 janvier, il a été décidé d'accélérer la mise en place du Mécanisme européen de stabilité (MES), qui devrait succéder au Fonds européen de stabilité financière (FESF) dés mi-2012. D'après les médias, le MES devrait être doté d'un capital initial de 80 milliards d'euros et disposer d'une capacité de prêt total de 500 milliards d'euros.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre et à Monsieur le Ministre des Finances:

1) Quelle sera la participation du Grand-Duché de Luxembourg dans le futur MES?

2) De quelle façon et par qui est fixée la hauteur de la participation du Luxembourg au MES?

3) Quelles seront les modalités de cette participation (prêt, garanties, participation au capital ou...)?

4) Sous quelle forme le Gouvernement sollicitera-t-il l'accord de la Chambre des Députés pour cette participation?

5) Où le Luxembourg puisera-t-il les montants de sa participation au MES? Le «Trésor» devra-t-il recourir à un nouvel emprunt?

6) Quelles seront les implications de cette opération financière envers les «critères de Maastricht»?

7) Suite à cette participation, le Luxembourg pourra-t-il récupérer en totalité ou en partie ses «mises» dans le FESF?

8) Suite à la question parlementaire n°1808 *(cf. compte rendu n°5/2011-2012)*, le Gouvernement est-il déjà en mesure de donner les modalités du prêt de 2,06 milliards d'euros accordé au FMI? Les discussions ont-elles été menées avec la Banque centrale du Luxembourg, et si oui avec quel résultat?

Réponse commune (2.3.2012) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État*, et de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

Lors de leur réunion du 9 décembre 2011, les chefs d'État ou de Gouvernement de la zone euro ont décidé d'accélérer l'entrée en vigueur du traité instituant le Mécanisme européen de stabilité (MES). Ce traité entrera en vigueur dès que les États membres représentant 90% des engagements en capital l'auront ratifié. L'objectif commun est que le MES entre en vigueur en juillet 2012.

1) Le MES sera doté d'un capital total de 700 milliards d'euros. Le capital du MES est divisé en 7.000.000 parts à 100.000 euros dont 17.528 seront souscrits par le Luxembourg, soit une participation dans le capital du MES de 1.752.800.000 euros.

2) La participation des États membres dans le capital du MES a été fixé d'un commun accord par les parties contractantes. Pour ce faire, elles ont pris comme référence la clé de répartition utilisée pour le capital de la Banque centrale européenne.

3) Le capital autorisé du MES de 700 milliards d'euros est réparti entre le capital libéré à hauteur de 80 milliards d'euros et le capital autorisé non libéré à hauteur de 620 milliards d'euros. La contribution du Grand-Duché de Luxembourg se chiffre donc à 200.320.000 euros au titre de capital libéré et 1.552.480.000 euros à titre de capital autorisé non libéré.

4) Un projet de loi portant ratification du traité instituant le Mécanisme européen de stabilité sera présenté à la Chambre des Députés.

5) La participation luxembourgeoise au MES sera financé par dépense budgétaire.

6) Bien que la prise de participation dans le MES soit effectuée par dépense budgétaire et ait donc un impact sur le résultat du compte général, elle n'aura pas d'impact sur le déficit public dans l'optique «Maastricht» (SEC95) étant donné qu'il s'agit d'une transaction financière générant une contrepartie réelle. A priori, cette prise de participation n'aura pas d'incidence sur la dette publique dans l'optique «Maastricht» (SEC95). Au titre des critères de Maastricht, la participation dans le MES est donc neutre.

7) La participation luxembourgeoise dans le FESF et la participation luxembourgeoise dans le MES ne sont pas liées. Par ailleurs, dans le cadre du FESF, le Luxembourg a accordé des garanties mais n'a pas mis à disposition un capital. Il n'existe donc pas de «mise» que le Luxembourg pourra récupérer.

8) Concernant le prêt bilatéral entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Fonds monétaire international, le Gouvernement et la Banque centrale du Luxembourg ont convenu que ce prêt sera accordé par l'intermédiaire de la Banque centrale du Luxembourg.

Question 1890 (26.1.2012) de **M. Lucien Clement** *(CSV)* concernant le **nouveau virus frappant les ruminants:**

Un nouveau virus, appelé «virus Schmallenberg», touchant les moutons, les chèvres et les bovins est apparu depuis l'automne dernier en Europe du Nord. Ce virus provoque chez les animaux cités des avortements ou des malformations à la naissance. À ce jour des exploitations en Allemagne, en Belgique, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni sont touchées par ce virus.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:

- Est-ce que le virus a déjà touché le Luxembourg?

- Quels sont les risques d'introduction de ce virus au Luxembourg?

- Quelles mesures préventives peuvent éviter l'introduction du virus dans les exploitations luxembourgeoises?

Réponse (2.2.2012) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

Le virus de Schmallenberg a été identifié en Allemagne et aux Pays-Bas en décembre 2011 sur des ovins. Entre-temps ce virus a été détecté dans d'autres pays (Belgique, Royaume-Uni, France) et sur d'autres espèces animales, notamment les caprins et les bovins, mais avec une prévalence moindre. Malgré quelques suspicions, qui nous ont été signalées par les vétérinaires praticiens, tous les résultats d'analyse concernant le cheptel détenu par des exploitations agricoles au Luxembourg ont été négatifs jusqu'à présent.

Vu l'extension de la maladie à tous nos pays voisins, le risque que le virus sera détecté à l'avenir au Luxembourg est réel. Il faut spécifier que la phase aiguë de la maladie se situait dans la période d'août à octobre 2011, suite à la transmission du virus par des insectes.

Les symptômes cliniques de cette phase aiguë étaient probablement de la fièvre, de la diarrhée, ainsi qu'une diminution de la production laitière. En général ces symptômes sont en grande partie passés inaperçus. Les symptômes de la maladie qu'on observe actuellement, c'est-à-dire des malformations au niveau des nouveau-nés, sont le résultat d'une infection transplacentaire chez les animaux gravides pendant la phase aiguë de la maladie.

En termes de prévention, il n'existe actuellement pas de moyens puisqu'aussi bien les vaccins que les tests sanguins font défaut. Dans les pays touchés, les laboratoires ont lancé des recherches pour développer ces différents moyens de lutte.

Finalement il faut remarquer qu'il s'agit d'une maladie animale et, au stade actuel des connaissances scientifiques, que la transmission du virus à l'homme peut être exclue.

Question 1891 (27.1.2012) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant les **mesures techniques dans le cadre du règlement UE 211/2011 relatif à l'initiative citoyenne:**

La Commission européenne vient de lancer son site web pour l'enregistrement des propositions d'initiatives dans le cadre de l'initiative citoyenne. Elle a présenté en même temps le logiciel libre mis à la disposition des citoyens européens pour la collecte des signatures en ligne.

Ce faisant, la Commission a regretté qu'une partie des États membres ne soient pas prêts en ce qui concerne les mesures techniques à prendre au plan national, comme p. ex. à désigner l'autorité nationale qui doit certifier les déclarations de soutien.

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si le Luxembourg est parmi les pays techniquement prêts d'ici avril 2012, date butoir indiquée par la présidence danoise pour la mise en œuvre du règlement UE 211/2011.

Réponse (29.2.2012) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères:*

En réponse à la question parlementaire n°1891 du 27 janvier 2012, j'ai l'honneur d'informer Monsieur le Député Ben Fayot qu'en date du 6 septembre 2011 j'ai déposé le projet de loi n°6325 relative à la mise en application du règlement (UE) n°211/2011 du Parlement européen et du Conseil du 16 février 2011 relatif à l'initiative citoyenne européenne. Le rapport de Monsieur le Député Monsieur Paul-Henri Meyers, président-rapporteur de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle, a été adopté à l'unanimité le 25 janvier 2012. Ce rapport recommande à la Chambre des Députés d'adopter le projet de loi n°6325.

Le projet de loi n°6325 désigne le Centre des technologies de l'information de l'État comme autorité habilitée à établir le certificat attestant la conformité d'un système de collecte en ligne aux dispositions de l'article 6, paragraphe 3, du règlement (UE) n°211/2011 ainsi que comme autorité compétente pour la vérification et la certification des déclarations de soutien, conformément aux dispositions de l'article 8, paragraphe 2 du règlement (UE) n°211/2011.

Par ailleurs le projet de loi définit le catalogue des sanctions applicables en cas de violation du règlement (UE) n°211/2011.

Afin de pouvoir mener à bien ces missions, les responsables du Centre des technologies de l'information de l'État suivront de près les développements dans ce domaine en tant que membres du groupe d'experts sur l'initiative citoyenne européenne. Ce groupe est composé des représentants des autorités compétentes des États membres. Il a été créé par la Commission de l'Union européenne pour permettre des échanges de vues et faciliter la coordination entre États membres en ce qui concerne la mise en œuvre du règlement relatif à l'initiative citoyenne.

Les travaux préparatoires dans le contexte des missions détaillées ci-dessous ont été entamés au niveau de la plupart des États membres et notamment au Luxembourg.

Pour ce qui est du volet de certification des systèmes de collecte, les activités au Luxembourg se concentrent sur:

- la mise en œuvre de procédures d'audit claires et conformes aux exigences du règlement (UE) n°211/2011 et du règlement d'exécution (UE) n°1179/2011 de la Commission européenne du 17 novembre 2011 établissant des spécificités techniques pour les systèmes de collecte en ligne conformément au règlement précité;

- l'organisation concrète du déroulement des audits en conformité avec les délais définis par le règlement européen.

Pour ce qui est du volet de vérification des déclarations de soutien, les activités au Luxembourg se concentrent sur:

- la définition des procédures relatives à l'échantillonnage des déclarations de soutien à vérifier;

- la définition des procédures permettant le contrôle des déclarations de soutien sur base des données à caractère personnel du répertoire général des personnes physiques et morales tel que créé par la loi modifiée du 30 mars 1979 organisant l'identification numérique des personnes physiques et morales.

Actuellement ces travaux préparatoires sont en train d'être finalisés, en étroite consultation avec la Commission européenne et les autres États membres au sein du groupe d'experts. De sorte que rien ne permet d'affirmer que le Luxembourg ne soit pas parmi les pays européens techniquement prêts le 1er avril 2012, date d'application du règlement (UE) n°211/2011.

Question 1892 (30.1.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant la **promotion des produits régionaux:**

In politischen Diskursen wird oft über Nachhaltigkeit, gesellschaftliches Zusammenleben, Arbeitsplätze, Wirtschaft und Ressourcenschonung geredet und diskutiert, wie Resultate erzielt werden können, die dem Artenschutz, dem Erhalt der Umwelt und der Vermeidung von Schadstoffen durch die gezielte Verminderung des ökologischen Aufwandes dienen können.

Die Produktion von Lebensmitteln bleibt für unsere Landwirte ein wichtiger Geschäftszweig und immer mehr Bürger/innen halten Ausschau nach regionalen Produkten. Die Argumente für Regionalprodukte liegen auf der Hand, nämlich die kurzen Wege, die Möglichkeit, gezielt einzukaufen, das Wissen vom Herstellungsort und die längere Haltbarkeit der Nahrungsmittel.

Viele Großmarktketten im Ausland haben diese Produkte mit einer bestimmten Kennzeichnung versehen, der Trend für den Kauf regionaler Produkte ist stark und die Nachfrage steigend. Einige Produzenten haben bereits ihre eigenen Internetshops mit den nötigen Informationen und wie die Bestellung (abhängig von der Reifezeit) und sogar die Reservierung ablaufen sollen.

Fragen:

1) Wo ist unsere Lebensmittelwirtschaft in diesem Prozess angekommen? Gibt es einen ähnlichen Trend hierzulande? Was sind die statistischen Zahlen für unser Land, die den Verkauf von Regionalprodukten in unseren Lebensmittelgeschäften belegen können?

2) Wird die Regierung die lokale, regionale und nationale Lebensmittelwirtschaft verstärkt unterstützen? Wenn ja, durch welche zusätzlichen konkreten Maßnahmen?

3) Wird es mit der Unterstützung der Regierung Hilfsprogramme für nationale Lebensmittelerzeuger geben auf der Ebene der Diversifizierung, der Promotion und Werbung sowie der Umsetzung von Vorgaben des Verbraucherschutzes (beispielsweise durch Zertifizierungsprogramme oder Erwerbung von Gütesiegeln)?

Réponse (5.3.2012) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

In Luxemburg existiert derzeit eine Vielfalt an Labels. Die verschiedenen Labels unterscheiden sich jedoch recht stark hinsichtlich des Umfangs der einzuhaltenden Produktionsauflagen. Diese reichen von der Einhaltung der gesetzlichen Mindestanforderungen kombiniert mit spezifischen Herkunftsbestimmungen bis hin zur Erfüllung von strikten Auflagen zur Förderung einer nachhaltigen Produktion. Die Gesamtheit der Produktionsanforderungen ist in den einzelnen Lastenheften enthalten.

Die Regierung ist von der Wichtigkeit dieser Labels überzeugt und hat dies auch im Regierungsprogramm dieser Legislaturperiode zum Ausdruck gebracht:

„…il s'agit de promouvoir auprès du consommateur une alimentation sûre et de qualité, garantie par des contrôles scientifiques et certifiée par des labels d'origine reconnus. Par ailleurs, le consommateur doit être sensibilisé à payer un juste prix pour ces produits de qualité."

Sie ist sich aber auch der Vielfalt dieser Labels bewusst und hat dementsprechend im erwähnten Regierungsprogramm entsprechende Maßnahmen angekündigt, nämlich:

„…la création des conditions nécessaires à une politique cohérente en matière de labels, tant au niveau national («produits du terroir» et «marques nationales») qu'au niveau régional (label «parc naturel»), et ceci afin d'augmenter la sécurité du consommateur et la confiance dans la production locale et régionale;".

Eine verstärkte Führungsrolle des Staates hinsichtlich der Ausrichtung der nationalen Qualitätspolitik wird mit der Einführung einer neuen „Dienststelle für Qualitätslabels und Bioland-wirtschaft" bei Gelegenheit der Umänderung des Rahmengesetzes der ASTA angestrebt.

Statistische Zahlen, welche den Verkauf der unterschiedlichen Regionalprodukte in den Lebensmittelgeschäften belegen, sind derzeit nicht zentral abrufbar. Die einzelnen Labelinhaber verfügen über Absatzzahlen. Die Internetseiten des Service d'économie rurale und des Statec geben zudem Einblick in die nationale Gesamtproduktion und den nationalen Konsum.

Staatliche Unterstützung erhält derzeit die von der Landwirtschaftskammer getragene Initiative „Sou schmaacht Lëtzebuerg". „Sou schmaacht Lëtzebuerg" verfolgt die Zielsetzung einer verstärkten Integration der Produkte aus der Luxemburger Landwirtschaft in die Großküchen der öffentlichen Einrichtungen, die Kennzeichnung dieser Produkte unter dem Dachnamen „Sou schmaacht Lëtzebuerg" (z. B. Charta für den Einsatz von SSL-Produkten im Horesca-Sektor) und unterstützt zudem die Förderung des Kaufs von regionalen Produkten, indem Vorzüge wie kurze Transportwege, Herkunft und transparente Produktionsstrukturen hervorgehoben werden. Die Regierung unterstützt die staatlich anerkannten Labels bei der Umsetzung von Werbekampagnen. Die in Luxemburg anerkannten Fleischlabels verfügen mehrheitlich über ein Zertifizierungssystem zur Überprüfung der Einhaltung der Produktionsauflagen. Die Kontrollen werden durch neutrale, vom Staat anerkannte Kontrollstellen durchgeführt.

Des Weiteren wurde ein nationaler Aktionsplan zur Förderung der biologischen Landwirtschaft ausgearbeitet. Ab dem Jahre 2009 wurden dann auch budgetäre Mittel zur Verfügung gestellt, um konkret in diesem Sektor aktiv zu werden.

Das Landwirtschaftsministerium wird auch weiterhin in den folgenden Monaten an einer verstärkten Harmonisierung der in Luxemburg etablierten Labels arbeiten. Hierzu ist allerdings die konstruktive Mitarbeit aller implizierten Akteure erforderlich.

Question 1893 (31.1.2012) de **M. Camille Gira** *(déi gréng)* concernant la **taxe de prélèvement «eau»:**

Conformément aux articles 15 et 16 de la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau et en application de l'article 17 de ladite loi, toute personne qui procède à un prélèvement dans une eau de surface ou dans une eau souterraine ou procède à un déversement d'eaux usées dans une eau de surface ou souterraine est assujettie à une taxe de prélèvement respectivement (0,10 euros par mètre cube) de rejet au profit de l'État, assise sur le volume d'eau prélevé au cours d'une année.

Ainsi depuis 2010 les communes sont tenues à facturer cette taxe aux administrés et de transmettre les recettes de cette taxe à l'Administration de la Gestion de l'Eau du Ministère de l'Intérieur.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Quel volume de recettes annuelles cette taxe a-t-elle généré depuis 2010 à l'État?

2. Quels nouveaux projets ont été réalisés à l'aide de cette nouvelle taxe dans le domaine de la protection des eaux potables?

Réponse (27.2.2012) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

La question parlementaire de l'honorable Député Camille Gira a pour objet la taxe de prélèvement d'eau.

La taxe de prélèvement d'eau et la taxe de rejet des eaux usées, introduites à partir de l'année 2010 respectivement par les articles 15 et 16 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau sont établies et recouvrées conformément aux dispositions de l'article 17 de la loi précitée.

Les déclarations des assujettis reprenant les informations nécessaires à l'établissement des deux taxes sont adressées à l'Administration de la Gestion de l'Eau en utilisant les formulaires figurant aux annexes du règlement grand-ducal du 12 mars 2011 portant sur la déclaration des éléments nécessaires au calcul des taxes de pré-

lèvement et de rejet. Après vérification par l'Administration de la Gestion de l'Eau, un bulletin fixant les taxes est envoyé au déclarant. 40 jours après envoi de ce bulletin, l'Administration de la Gestion de l'Eau fournit à l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines une liste avec les redevables et les montants respectifs en vue d'établir une facture qui est adressée aux assujettis.

Le tableau suivant reprend les données pertinentes pour l'année 2010, les données relatives à l'année 2011 n'étant disponibles au plus tôt à partir du 1er avril 2012 conformément aux dispositions de l'article 17 de la loi précitée:

	Taxe de prélèvement d'eau	Taxe de rejet des eaux usées	Total
factures payées	1.789.921,81 €	0,00 €	1.789.921,81 €
factures ouvertes	1.970.946,84 €	3.490.910,00 €	5.461.856,84 €
montants non communiqués (estimation)	650.000,00 €	950.000,00 €	1.600.000,00 €
total pour 2010 (estimation*)	4.400.000,00 €	4.450.000,00 €	8.850.000,00 €

En date du 7 février 2012, neuf communes n'avaient pas encore communiqué leurs informations permettant l'établissement de la taxe de prélèvement d'eau et trois communes et trois syndicats de communes n'avaient pas encore fourni leurs informations permettant l'établissement de la taxe de rejet des eaux usées pour l'année 2010. Les estimations des montants y afférents ont été faites sur base des informations pertinentes dont dispose l'Administration de la Gestion de l'Eau.

Les taxes de prélèvement d'eau et de rejet des eaux usées alimentent le Fonds pour la gestion de l'eau qui peut prendre en charge jusqu'à concurrence d'un taux fixé par l'article 65 de la loi précitée certains projets dans le domaine de la gestion de l'eau. Ainsi le coût des études de délimitation de zones de protection est éligible sous certaines conditions d'une prise en charge par le Fonds pour la gestion de l'eau jusqu'à 50%. Jusqu'en date d'aujourd'hui une prise en charge relative aux études de délimitation de zones de protection concernant 241 ouvrages de captage de sources et de forages-captages sur un total de 341 ouvrages a été accordée par le Fonds pour la gestion de l'eau ce qui représente une somme totale de 2.427.120,12 €.

Question 1895 (31.1.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant la **sensibilité électromagnétique:**

Un nombre croissant de personnes souffre de «sensibilité électromagnétique» encore définie comme «syndrome EHS». Les symptômes, reconnus notamment par l'OMS, sont causés par les nombreux champs électromagnétiques dont ceux émanant des nouvelles technologies telles que les réseaux de téléphonie mobile et les réseaux informatiques de type Wi-Fi et Wi-Max.

À travers la «résolution 1815(2011)», le Conseil de l'Europe recommande notamment (point 8.1.4):

- «de porter une attention particulière aux personnes „électrosensibles" atteintes du syndrome d'intolérance aux champs électromagnétiques et de prendre des mesures spéciales pour les protéger, en créant par exemple des „zones blanches" non couvertes par les réseaux sans fil».

Une telle zone blanche, à créer par exemple dans une portion d'un parc naturel, pourrait non seulement protéger de façon temporaire ou permanente les résidants concernés par le syndrome EHS, mais constituer également un atout touristique pour les personnes concernées.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias:

1) Combien de personnes assurées par la Caisse Nationale de Santé (CNS) souffrent du syndrome EHS?

2) De quelle façon ces personnes sont-elles actuellement prises en charge par la CNS?

3) Le Gouvernement envisage-t-il suivre les recommandations contenues dans la «résolution 1815(2011)» du Conseil de l'Europe? Si oui, quelles sont les actions concrètes déjà en cours?

4) Le Gouvernement envisage-t-il la création d'une «zone blanche» sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg? Si oui, des démarches concrètes sont-elles en cours et quand pourront-elles aboutir?

Réponse commune (8.3.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé*, et de **M. François Biltgen,** *Ministre des Communications et des Médias:*

1) En ce qui concerne le syndrome de l'hypersensibilité électromagnétique (EHS), la Caisse Nationale de Santé (CNS) n'est pas en mesure d'identifier les personnes souffrant en raison du fait qu'aucun acte spécifique pour cette affection n'est prévu par le règlement grand-ducal portant nomenclature des actes et services des médecins pris en charge par l'assurance maladie.

2) La prise en charge des soins de santé des personnes souffrant du syndrome EHS se fait en application des dispositions générales régissant l'assurance maladie.

Vu que le tableau des codes et diagnostics employés dans le cadre de la constatation d'une incapacité de travail ne prévoit également pas de code particulier pour cette affectation, les personnes souffrant du syndrome EHS ne peuvent de même pas être identifiées au moyen de leur certificat médical.

3) Quant à la résolution du Conseil de l'Europe à laquelle fait allusion Monsieur le Député, le Ministère de la Santé n'a pas attendu celle-ci avant de devenir actif en cette matière, notamment en incitant à la protection surtout des enfants et des adolescents. Ainsi, au printemps 2009 un dépliant a été publié en trois langues (allemand, français et anglais). Ce document incite à la prudence, préconise le principe de précaution et contient, à destination des jeunes, des conseils en matière de l'utilisation du téléphone mobile; ceci en vue d'une minimisation de l'exposition aux champs électromagnétiques.

D'autre part, des interventions effectuées par les services du même Ministère ont eu lieu dans différents bâtiments scolaires, notamment au Lycée classique de Diekirch ou encore à l'Athénée de Luxembourg dans le cadre de l'installation d'un réseau Wi-Fi, qui respecte le principe de précaution.

De même, un groupe de travail a été mis en place en vue d'évaluer le concept d'un «cadastre hertzien» établi par la ville de Luxembourg sous forme de projet-pilote, et dont l'objectif consiste à établir une cartographie de l'ensemble des émetteurs de champs électromagnétiques de hautes fréquences. Ce projet est destiné à planifier l'installation future d'antennes ou les modifications éventuelles des antennes existantes. Il est également basé sur le principe de précaution et entend au surplus minimiser toute exposition non nécessaire.

4) Quant à la quatrième question, on peut s'étonner que cette question soit posée par Monsieur le Député alors qu'en date du 10 mars 2010 il avait posé la question suivante *(cf. compte rendu n°10/2010-2011 - question parlementaire n°0501)*:

«Wie steht es mit der Abdeckung des Landes mit GSM-Funksignalen? Wie viel Prozent des nationalen Territoriums sind nicht abgedeckt?

Gibt es technische Möglichkeiten, diese „schwarzen Löcher" von der nationalen Landkarte zu entfernen?»

En date du 31 mai 2010, une autre question posée par Monsieur le Député concernait les diligences entreprises pour équiper tous les transports publics de Wi-Fi *(cf. compte rendu n°1/2011-2012 - question parlementaire n°0668)*.

Il faudrait donc savoir s'il faut supprimer les trous noirs ou créer des zones blanches.

Cette contradiction apparente montre tout le problème: L'idée de créer des zones blanches est intéressante, mais il faut se rendre compte que les autres personnes habitant la même zone n'auraient alors plus de couverture. Les zones blanches des uns seraient les trous noirs des autres. Or, comme l'a souligné Monsieur le Député dans ses questions parlementaires précitées, les communications mobiles sont aujourd'hui devenues un outil indispensable pour la plupart des personnes tant dans leur vie privée que professionnelle. En outre elles peuvent constituer un outil en matière de sécurité et de santé dans la mesure où elles permettent un appel d'aide immédiat. Les zones blanches constituent une idée extrêmement difficile à réaliser sur le terrain, en tout cas dans notre pays où il n'y a guère de zones encore inhabitées étendues.

Question 1896 (31.1.2012) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant l'**élimination de pneus sur les silos d'ensilage des exploitations agricoles:**

Il me revient que de plus en plus de particuliers ont pris l'habitude de se débarrasser de leurs pneus usagés inutiles sur les silos d'ensilage des exploitations agricoles et ceci à l'insu des agriculteurs. Lors de leur départ à la retraite ou d'un arrêt de l'ensilage, les agriculteurs risqueront d'assumer la responsabilité des pneus déposés par de tierces personnes et une élimination éventuelle sera à la charge des agriculteurs.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre délégué du Développement durable et des Infrastructures:

- Est-ce que le Monsieur le Ministre est au courant de ces pratiques?

- À l'heure actuelle, qui est responsable de l'élimination de ces pneus?

- Est-ce que les communes n'ont pas la charge d'assurer la gestion des déchets déposés illégalement sur leur territoire?

- Monsieur le Ministre n'entend-il pas œuvrer dans le sens d'un avenir sans pneus dans l'environnement naturel?

- Monsieur le Ministre n'envisage-t-il pas de mettre en place ensemble avec les milieux agricoles un déstockage progressif de pneus usagés?

- Monsieur le Ministre n'entend-il pas à sensibiliser les agriculteurs à recourir à des alternatives pour couvrir leurs silos?

Réponse (14.3.2012) de **M. Marco Schank,** *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:*

L'utilisation en agriculture de pneus usagés pour les mettre sur les plastiques de silos afin d'éviter l'envol de ces derniers est une pratique qui existe depuis longue date. Pour les agriculteurs, cette technique présente l'avantage de disposer de matériaux de couverture qui sont disponibles sans coûts supplémentaires. La forme des pneus permet la couverture d'une partie importante des silos sans pour autant représenter un poids trop important.

Du point de vue de la gestion des déchets, une telle utilisation des pneus présente l'avantage de donner une seconde utilité à des produits qui ne peuvent plus servir à leur destination primaire. Il s'agit donc d'une pratique de recyclage de déchets.

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député mentionne que de plus en plus de particuliers auraient pris l'habitude de se débarrasser de leurs pneus inutiles sur les silos d'ensilage des exploitations agricoles.

Or, ni le département de l'Environnement, ni l'Administration de l'Environnement n'ont été saisis jusqu'à présent de plaintes concernant des dépôts de pneus sur les silos d'ensilage à l'insu des agriculteurs concernés. Des enquêtes faites auprès d'autres instances plus proches du secteur agricole n'ont pas non plus relevé que la pratique du dépôt illégal de pneus usagés sur les silos constituerait une problématique spécifique. Au contraire, il s'est avéré que les agriculteurs s'approvisionnent en pneus usagés auprès des commerçants de pneus.

En ce qui concerne les responsabilités en matière d'élimination de pneus usagés, il y a lieu d'analyser la situation par rapport à la situation légale actuelle et par rapport à la nouvelle loi relative aux déchets qui vient d'être votée par la Chambre des Députés et dont l'entrée en vigueur est imminente.

Selon les dispositions de la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets, le détenteur du déchet est obligé soit de remettre les déchets à un collecteur privé ou public ou à une entreprise qui exécute les opérations de valorisation ou d'élimination à condition que ceux-ci soient titulaires d'une autorisation requise à cet effet, soit d'assurer lui-même la collecte, la valorisation et l'élimination des déchets en se conformant aux dispositions de la loi en question.

Selon la loi de 1994, les communes ont la charge d'assurer la gestion des déchets ménagers, des déchets encombrants et des déchets y assimilés se trouvant sur leur territoire. Elles sont tenues de s'assurer la disponibilité d'une infrastructure appropriée pour ce faire. Les pneus usagés en provenance des ménages tombent également sous cette responsabilité.

Avec la nouvelle loi relative aux déchets ces responsabilités restent inchangées.

Pour assurer le respect de ces dispositions, les pneus usagés en provenance de particuliers sont collectés entre autres dans 22 centres de recyclage, dans douze points de collecte communaux, auprès du centre de collecte de déchets valorisables installé près de la décharge «Muertendall» du SIGRE ainsi que dans divers centres de recyclage mobiles mis en place par des communes de la région du SIGRE. Il existe donc une couverture assez complète du Luxembourg pour permettre aux particuliers de se débarrasser de leurs anciens pneus.

Par rapport à l'abandon incontrôlé de déchets dans le milieu naturel, la loi de 1994 restait assez vague en ce qui concerne la responsabilité des communes. La nouvelle loi devient plus concrète en cette matière.

Ainsi elle interdit de façon explicite la gestion incontrôlée des déchets, dont l'abandon de déchets sur la voie publique ou en pleine nature. Elle introduit également la possibilité de prévoir des avertissements taxés pour ces actes illégaux.

Par ailleurs, elle introduit l'obligation pour les communes d'assurer la collecte et le traitement de déchets en cas d'abandon incontrôlé de déchets ménagers ou assimilés sur leur territoire. Elles peuvent cependant facturer les frais qui en sont occasionnés aux producteurs et détenteurs respectifs.

L'application de ces dispositions s'avérera toutefois difficile dans les cas où des pneus usagés ont été rajoutés sur des silos déjà couverts de pneus par l'agriculteur lui-même.

Au vu de ce qui précède, il est évident que les dispositions légales mises en œuvre visent un avenir où les déchets en général, et les pneus usagés en particulier, ne sont pas abandonnés dans le milieu naturel. Néanmoins il y a lieu de se demander si un arrêt de la réutilisation de pneus pour couvrir les silos d'ensilage est dans l'intérêt des agriculteurs qui devraient alors utiliser des matériaux de substitution, le cas échéant en les achetant.

Il est évident qu'en cas de départ à la retraite ou d'un arrêt de l'ensilage, la charge de l'élimination des pneus usagés utilisés pour couvrir les silos revient à l'agriculteur en question. Étant donné que les quantités de pneus dépassent alors celles pouvant provenir des ménages, les communes ne sont plus responsables de la gestion de ces pneus et les agriculteurs doivent alors contacter une société spécialisée et autorisée à cet effet.

Si un besoin de disposer d'une structure de collecte plus organisée d'anciens pneus au profit des agriculteurs est manifesté par le secteur, un système analogue à celui de la collecte des plastiques de silos pourrait être envisagé par le biais de la SuperDrecksKëscht et en collaboration avec le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.

Question 1897 (31.1.2012) de **M. Ali Kaes** *(CSV)* concernant la **N10 entre Dasbourg-Pont et Marbourg:**

La N10 entre Dasbourg-Pont et Marbourg respectivement entre le camping et le pont-frontière à Untereisenbach se trouve dans un mauvais état et a été le lieu de plusieurs accidents. Selon mes informations, le réaménagement des tronçons susmentionnés est financé par le Fonds des routes.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quel est l'état d'avancement de ces projets?

- Quand les travaux pourraient-ils commencer et quelle serait la durée prévisionnelle de ces travaux?

Réponse (27.2.2012) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite avoir des précisions sur la N10 entre Dasbourg-Pont et Marnach.

En effet, l'avant-projet pour le redressement de la route N10 entre Dasbourg-Pont et Marnach, qui avait dû être remanié suite aux conclusions d'un audit de sécurité réalisé au préalable, a été finalisé au printemps 2011.

Par la suite, le dossier des emprises pour la réalisation des travaux de redressement projetés a été élaboré, de même que la demande pour obtenir l'autorisation environnementale nécessaire.

Dès l'obtention de l'autorisation requise et dès l'acquisition des emprises nécessaires, le dossier de soumission pourra être présenté de sorte que les travaux devraient pouvoir débuter en 2013. La durée prévisionnelle des travaux est de deux ans.

Quant au tronçon de la route N10 entre le camping et le pont-frontière à Untereisenbach, l'avant-projet se rapportant à ces travaux a été finalisé en décembre 2011, de même qu'une demande pour obtenir d'une part l'autorisation environnementale nécessaire et d'autre part pour l'obtention d'une permission de cours d'eau, en raison des travaux de réfection effectués en même temps à l'OA23. Après l'obtention de ces autorisations, le dossier de soumission pourra être présenté, de façon à ce que ces travaux devraient également pouvoir débuter en 2013. Bien qu'il s'agisse seulement d'un tronçon de 900 mètres, la durée prévisionnelle des travaux est d'un an en raison des travaux de réfection projetés au pont OA23.

Question 1899 (1.2.2012) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **bulletins des classes IPDM/COIP:**

Il me revient que dans le cadre de la réforme de la formation professionnelle des problèmes se posent au niveau de l'évaluation des élèves concernés. Ainsi, les bulletins du 1er semestre pour les classes IPDM/COIP n'auraient pas encore été mis à la disposition des enseignants de ces classes.

Sachant que le 1er semestre prendra fin dans quelques jours, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre peut-elle confirmer ces informations? Dans l'affirmative, quand est-ce que les bulletins seront distribués? Quelles sont les raisons qui expliquent ce retard?

Réponse (8.3.2012) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Les bulletins ont été électroniquement mis à disposition des enseignants le 31 janvier 2012, conformément au planning convenu avec les responsables des classes COIP/IPDM. En date du 1er février 2012, les lycées concernés ont été prévenus par courriel.

À titre d'information, il est précisé que le 1er semestre s'est achevé le 26 février 2012.

Question 1900 (1.2.2012) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant les **pièces à conviction dans l'affaire «Bommeleeër»:**

Dans l'affaire «Bommeleeër» l'avocat d'un des inculpés affirme qu'une partie importante des pièces à conviction aurait été transmise au FBI (Federal Bureau of Investigation) sans que le juge d'instruction en ait eu connaissance. 88 de ces 125 pièces auraient depuis disparu.

Suite à ma question parlementaire du 26 novembre 2008 *(cf. compte rendu n°5/2008-2009)*, Monsieur le Procureur d'État avait donné en séance du 16 mars 2008 à la Commission juridique les précisions suivantes sur les pièces à conviction disparues:

«…88 des 150 pièces saisies ont disparu, dont une cinquantaine constituent des pièces à intérêt majeur. L'orateur rappelle que les empreintes digitales réalisées par le service d'anthropométrie judiciaire à l'époque des faits auraient pu faire l'objet d'un réexamen technique. Les moyens actuellement à disposition des services compétents policiers auraient, éventuellement, permis de détecter de nouveaux indices. Les analyses ADN, devenues monnaie courante, auraient aussi pu permettre de déceler l'un ou l'autre indice».

Au vu de l'importance de ces pièces à conviction pour l'enquête en cours, je souhaiterais poser les questions urgentes suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer les faits relatés ci-dessus?

- Plus précisément, Monsieur le Ministre peut-il me confirmer qu'une large majorité des pièces à conviction ayant disparu avaient été transmises auparavant au FBI (Federal Bureau of Investigation)?

- Ces informations n'ayant pas figuré dans les explications et informations fournies par Monsieur le Ministre de la Justice et Monsieur le Procureur général suite à ma question parlementaire du 26 novembre 2008, Monsieur le Ministre peut-il m'informer depuis quand ces informations sont établies?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer si la justice luxembourgeoise a fait une requête auprès du FBI afin de récupérer les pièces à conviction en question?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les suites que le FBI a réservées à la requête luxembourgeoise?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer si le Gouvernement luxembourgeois est déjà intervenu auprès du Gouvernement fédéral des États-Unis afin de savoir si les pièces à conviction en question sont toujours entre les mains des autorités américaines?

- Au vu de l'intérêt que les autorités américaines auraient montré envers ce dossier, Monsieur le Ministre peut-il m'informer si un échange plus large avec les autorités américaines a eu lieu à ce sujet?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer si le Gouvernement a déjà demandé aux autorités américaines de mettre à la disposition de la justice luxembourgeoise tous les documents ayant trait à l'affaire des «Bommeleeër» se trouvant dans les archives du FBI et du CIA?

- Dans la négative, Monsieur le Ministre pourrait-il m'informer pourquoi le Gouvernement n'a jusqu'à présent pas fait de telles démarches?

Réponse (2.2.2012) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Justice:*

L'honorable Député Claude Meisch affirme lui-même dans sa question parlementaire que «l'enquête» est toujours «en cours». Partant, il n'incombe pas au Ministre de la Justice de prendre position.

Il y a lieu de rappeler que l'affaire «Bommeleeër» est pendante en justice. Le Ministre de la Justice n'est pas en possession du dossier d'instruction et n'a par conséquent pas connaissance de son contenu.

Question 1901 (1.2.2012) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant l'**équipement des ambulances:**

Selon mes informations, une somme non négligeable a été investie il y a à peu près deux ans pour équiper les ambulances du SAMU et plusieurs ambulances médicalisées de la Protection civile d'un défibrillateur/moniteur Lifepak 15, qui permet entre autres une transmission directe des données à un médecin spécialisé, tel un cardiologue en cas d'un électrocardiogramme équivoque. Or, il semble que ces appareils n'ont pas été équipés de la carte SIM nécessaire pour pouvoir utiliser cette fonction importante.

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ce fait? Dans l'affirmative, pourquoi ce «détail» relativement peu coûteux a été négligé, bien qu'il puisse être décisif lorsqu'il s'agit de la vie d'un patient?

Par ailleurs, il semble que la plupart des ambulances ne disposent pas de sangles pour fixer correctement le patient sur le brancard adaptées à la taille d'un enfant. Les enfants transportés en ambulance sont ainsi exposés à un risque qui pourrait être facilement évité. En outre, se pose la question de la responsabilité au cas où l'ambulance serait impliquée dans un accident.

- Monsieur le Ministre peut-il me dire s'il est prévu d'améliorer l'équipement des ambulances sur les deux points prémentionnés?

- Est-ce qu'un dialogue régulier a lieu entre le service responsable pour l'acquisition du matériel nécessaire aux services de secours et le personnel qui utilise ce matériel au quotidien?

Réponse (29.2.2012) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

En réponse à la question de l'honorable Députée, il y a lieu d'informer que déjà en 2007, l'Administration des Services de Secours avait analysé la possibilité de la transmission de données médicales à partir du lieu d'intervention du SAMU vers l'hôpital de garde, permettant ainsi un accueil approprié du patient par les services hospitaliers spécialisés. Ce système NOAH (Notfall Organisations- und Arbeitshilfe) permettait également la transmission de données à partir d'un équipement défibrillateur/moniteur. L'avis recueilli auprès des médecins coordinateurs du SAMU était plutôt réservé, jugeant que la manipulation d'équipements informatiques lors des interventions serait susceptible d'empêcher le médecin d'effectuer ses tâches primaires. Il s'est d'ailleurs avéré que la transmission des données était peu fiable et l'Administration des Services de Secours a finalement renoncé à ce projet.

Néanmoins, les nouvelles générations de défibrillateurs/moniteurs offrent la possibilité de transmission de données médicales via le réseau GSM combiné à un mode fax, voire la transmission en document PDF par courriel. Les équipements permettent d'envoyer à plusieurs destinataires en temps réel un document médical qui doit être sécurisé.

Le Service Incendie et Ambulance de la ville de Luxembourg a effectué en 2011 une série de tests de transmission de données avec la nouvelle génération de défibrillateurs/moniteurs. Les délais de transmission lors d'essais sous des conditions réelles se situaient au mieux entre 10 et 15 minutes, voire de plusieurs jours, ce qui est inacceptable. Les essais continuent avec des cartes SIM particulières pour pouvoir se prononcer définitivement.

Il y a lieu de préciser qu'en règle générale, les hôpitaux de garde disposent de l'équipement nécessaire pour la lecture des données enregistrées par les défibrillateurs/moniteurs des SAMU et des ambulances médicalisées et les résultats sont donc accessibles aux médecins spécialistes.

La nouvelle génération des ambulances de la Protection civile est munie de sangles de fixation pour enfants. Les anciennes générations d'ambulances seront équipées avec ces sangles au cours de l'année 2012.

En cas de changement de génération des véhicules de SAMU ou d'ambulances, les parties intéressées sont consultées et leurs réflexions sont prises en compte lors de l'élaboration des cahiers des charges relatifs à la fourniture des véhicules et de leurs équipements.

Question 1902 (2.2.2012) de **M. Félix Braz** *(déi gréng)* concernant le **renouvellement des commissions communales consultatives d'intégration:**

Dans le contexte du renouvellement des commissions communales consultatives à l'intégration Madame la Ministre vient de confirmer qu'une brochure destinée à sensibiliser les personnes concernées au renouvellement des CCI ne sera finalement pas imprimée et serait probablement remplacée par un communiqué de presse en plusieurs langues.

1. Quand ce communiqué sera-t-il publié?

2. Est-ce que des frais préparatifs à l'impression (travaux de rédaction, mise en page, graphiques, images…) de la brochure mentionnée ont été engagés? Si oui, quels en sont les montants?

Réponse (7.3.2012) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

1. Le communiqué a été publié le 3 février 2012 dans les quatre langues suivantes:

- français

Communiqué de presse

Le Ministère de la Famille et de l'Intégration tient à rappeler que:

Conformément au règlement grand-ducal du 15 novembre 2011, les commissions consultatives communales d'intégration (CCI) sont obligatoires dans toutes les communes.

La mission principale de la CCI est de conseiller et d'assister les autorités communales pour toutes les questions susceptibles de favoriser l'intégration au niveau de la commune.

Afin de constituer ces commissions consultatives communales d'intégration, les communes lancent un appel à candidatures. Le règlement grand ducal précité prévoit que la nomination doit être réalisée dans les trois mois suivant l'entrée en fonction du conseil communal.

Selon les dernières informations des instances communales, il s'avère que dans de nombreuses communes, le nombre de candidatures est à l'heure actuelle insuffisant.

Le Gouvernement invite par conséquent toute personne majeure intéressée, résidente au Luxembourg, quelle que soit sa nationalité de s'informer sur les modalités de nomination des membres des CCI et de formuler le cas échéant sa candidature.

- allemand

Presseerklärung

Das Ministerium für Familie und Integration bittet um Kenntnisnahme des folgenden Sachverhalts:

Gemäß dem großherzoglichen Reglement vom 15. November 2011 sind die beratenden kommunalen Integrationskommissionen (CCI) für alle Gemeinden verpflichtend.

Der wesentliche Auftrag der CCI liegt in der Beratung sowie Begleitung von Gemeindeeinrichtungen in allen Fragen, die der Förderung von Integration auf Gemeindeebene dienen.

Um die Einrichtung der beratenden kommunalen Integrationskommissionen (CCI) voranzubringen, bitten die Gemeinden alle in Frage kommenden Personen, ihre Kandidaturen einzureichen. Das vorgenannte großherzogliche Reglement sieht vor, dass die Ernennung der entsprechenden Kommissionen innerhalb von drei Monaten nach Amtsantritt des Gemeinderats zu erfolgen hat. Der letzte Informationsstand zeigt jedoch, dass die Zahl der derzeit vorliegenden Kandidaturen noch nicht ausreicht. Vor diesem Hintergrund fordert die Regierung in Luxemburg ansässige, volljährige Personen aller Nationalitäten auf, sich über die Ernennungsmodalitäten zu informieren und gegebenenfalls eine Bewerbung zur Mitarbeit in einer CCI einzureichen.

- portugais

Comunicado de Imprensa

O Ministério da Família e da Integração deseja lembrar que:

Conformemente ao regulamento grão-ducal de 15 de Novembro de 2011, todas as câmaras municipais devem obrigatoriamente constituir Comissões Consultivas de Integração (CCI).

A principal missão das CCI é aconselhar e auxiliar as autoridades municipais no que concerne a todas as questões que possam favorecer a integração no âmbito das câmaras municipais.

A fim de constituir as Comissões Consultivas de Integração, as câmaras municipais lançam um apelo à apresentação de candidaturas. O regulamento grão-ducal acima citado determina que a nomeação seja feita no prazo de três meses a partir da entrada em função do conselho municipal.

Segundo as últimas informações fornecidas pelas instâncias municipais, o número de candidaturas apresentadas até ao momento é ainda insuficiente em diversas câmaras municipais.

Por conseguinte, o Governo convida todas as pessoas maiores de idade interessadas e residentes no Luxemburgo, qualquer que seja a sua nacionalidade, a informarem-se sobre as modalidades de nomeação dos membros das CCI e eventualmente apresentarem a sua candidatura.

- anglais

Press release

The Ministry for the Family and Integration wishes to bring to your attention that:

In accordance with the grand-ducal Regulation of 15th November 2011, the establishment of a Communal Commission for Integration (CCI) is now obligatory in all communes.

The main purpose of the CCI is to advise and assist the commune authorities regarding all issues likely to favour and encourage integration at a local level.

In order to create these Communal Commissions for Integration, communes have launched an appeal for representatives. The Regulation states that nominations must be made within three months following the inauguration of the council. According to the most recent information received from the communal authorities, it appears that at present, many communes have an insufficient number of candidates to become representatives. The Government therefore, invites any interested adult residents, regardless of nationality, to review the nomination procedure and, if interested, to propose themselves as representatives of their local CCI.

2. Le projet de brochure CCI n'a pas donné lieu à des frais préparatifs à l'impression.

Question 1903 (3.2.2012) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant le **brevet de technicien supérieur (BTS):**

La loi du 19 juin 2009, portant organisation de l'enseignement supérieur, vient d'introduire dans le cadre législatif les modalités réglant les

études aboutissant à la délivrance du brevet de technicien supérieur (BTS). Le BTS est une formation supérieure d'une durée de deux ans après le bac. Le BTS est délivré à l'issue d'études spécialisées comportant des périodes de stages en entreprise ou dans des institutions concernées par le domaine de formation. Le BTS vise à donner aux candidats une formation professionnelle supérieure dans leur spécialité, dont l'objectif est l'entrée dans la vie active. La formation repose essentiellement sur l'acquisition de compétences professionnelles et technologiques et ceci actuellement dans les domaines administratif, commercial, artistique, technique, des services et de la santé.

Le BTS est décerné au Lycée technique École de Commerce et de Gestion dans les domaines du marketing, de la gestion et du secrétariat - assistant de direction. Au Lycée technique des Arts et Métiers dans les trois domaines suivants: arts appliqués, dessin d'animation et opérateur prépresse. Dans le domaine industrie à savoir génie technique et dans le domaine des services et notamment l'informatique. Au Lycée technique pour professions de santé sont disponibles les études d'infirmier. Finalement au Lycée Josy Barthel les étudiants peuvent opter pour le BTS du conducteur de travaux.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Monsieur le Ministre, peut-il m'indiquer le nombre des étudiants ayant réussi avec succès le cycle d'études (2009-2011) du brevet de technicien supérieur au sein des différentes filières proposées?

- Combien d'étudiants sont inscrits actuellement dans les différentes spécialités professionnelles menant au BTS du cycle 2010-2012?

- Monsieur le Ministre, peut-il m'indiquer les raisons de l'abandon des étudiants dans les études du BTS?

Réponse (8.3.2012) de **M. François Biltgen,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

En réponse à la question parlementaire n°1903 de Monsieur le Député Marcel Oberweis, j'ai l'honneur de fournir ci-dessous, sous forme de tableau, les informations demandées.

Filière d'études	Lycée organisateur	Diplômés en 2011 (cycle 2009-2011)	Inscriptions au cycle 2010-2012 (potentiellement diplômés en 2012)
Arts appliqués			
Animateur de dessins animés	LTAM	11	15
Opérateur prépresse	LTAM	2	6
Commerce			
Gestionnaire en commerce et marketing	LTECG	14	22
Gestionnaire comptable et fiscal	LTECG	26	35
Assistant de direction	LTECG	6	15
Industrie			
Réseaux et télécommunications	LTE	Le BTS «Réseaux et télécommunications» a débuté à la rentrée académique 2011/2012; la première promotion compte 6 étudiants inscrits	NA
Génie technique	LTAM	Le BTS «Génie technique» a débuté à la rentrée académique 2010/2011; les premiers diplômés sortiront en 2012.	5
Conducteur de travaux	LJBM	Le BTS «Conducteur de travaux» a débuté à la rentrée académique de 2010/2011; les premiers diplômés sortiront en 2012.	9
Santé			
Infirmier en pédiatrie	LTPS	3 dont 1 par VAE*	11 dont 1 en VAE
Infirmier psychiatrique	LTPS	3 dont 1 par VAE	6 dont 1 en VAE
Infirmier en anesthésie et réanimation	LTPS	10 dont 2 par VAE	12 dont 2 en VAE
ATM de chirurgie	LTPS	1	4
Sage-femme	LTPS	4 dont 1 par VAE	10 dont 1 en VAE
Services			
Informatique	LTAM	Le BTS «Informatique» a débuté à la rentrée académique de 2010/2011; les premiers diplômés sortiront en 2012.	4

* Validation des Acquis de l'Expérience

Pour ce qui est des raisons qui incitent certains étudiants à abandonner leurs études de BTS en cours de route, il est prématuré de vouloir tirer des conclusions; en effet, au vu de la mise en place récente de la plupart des formations au BTS, il n'a pas encore été possible de faire une étude dans ce domaine.

Question 1904 (3.2.2012) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant le **Lycée technique Hôtelier Alexis Heck:**

Dans son édition du 3 février 2012 l'hebdomadaire satirique «Den Neie Feierkrop» rapporte que la nouvelle directrice du Lycée technique Hôtelier Alexis Heck serait au courant du contenu des entretiens que les élèves auraient avec le Service de psychologie et d'orientation scolaire de son établissement. Son prédécesseur serait par ailleurs parti à la retraite plusieurs mois après qu'elle est entrée en fonction le 1er août 2011. Deux directeurs auraient donc bénéficié de traitements pendant un certain nombre de mois au Lycée technique Hôtelier Alexis Heck à Diekirch.

Aussi, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre peut-elle confirmer que la directrice du lycée en question est au courant des confidences faites par les élèves de son établissement au Service de psychologie et d'orientation scolaire? Dans l'affirmative, n'estime-t-elle pas que les responsables du service en question n'ont pas obéi aux règles inhérentes au secret professionnel? Quelles suites Madame la Ministre souhaite-t-elle donner à ces agissements?

- S'agissant des traitements dont ont bénéficié deux directeurs au Lycée technique Hôtelier Alexis Heck, Madame la Ministre peut-elle me confirmer les faits relatés ci-dessus? Si oui, est-ce que cette pratique est monnaie courante et Madame la Ministre peut-elle me renseigner si elle est en accord avec la loi du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État et celle du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques?

Réponse (15.2.2012) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Dans une lettre à Madame la Ministre, une élève du Lycée technique Hôtelier Alexis Heck se plaignit d'être victime d'harcèlement à l'école. La Ministre a prié la directrice du lycée d'examiner ces reproches. Pendant son enquête, la directrice a demandé à la régente de la classe si l'élève concernée lui avait parlé d'un tel problème ou si elle en avait saisi la psychologue de l'école. La régente a répondu par la négative, ce qui a figuré dans le rapport que la directrice a transmis à la Ministre.

Sachant que cette réponse peut signifier soit que la psychologue n'a pas eu connaissance de tels faits, soit qu'elle n'a pas été autorisée par l'intéressée à en informer la direction, je ne vois pas quelles pourraient être «des règles inhérentes au secret professionnel» non respectées. Je ne vois pas non plus des «agissements» au Lycée technique Hôtelier Alexis Heck.

Pour préparer la rentrée scolaire, l'actuelle directrice du Lycée technique Hôtelier Alexis Heck a entamé ses fonctions le 1er août 2011, tandis que l'ancien directeur, après avoir pris son congé annuel, est parti officiellement à la retraite en date du 3 octobre 2011.

Ceci est conforme à la loi du 17 décembre 2010 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2011, qui prévoit que «le Gouvernement est autorisé à procéder au cours de l'année 2011 aux engagements de personnel pour les besoins des services de l'État reconnus nécessaires pour l'occupation anticipée d'emplois non vacants, sans que la durée de l'occupation anticipée ne puisse être supérieure à six mois».

Question 1905 (3.2.2012) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant la **mise à disposition d'un avocat pour les agents de police:**

Jusqu'il y a peu l'État mettait à disposition des agents de la Police grand-ducale un avocat les conseillant, s'ils le souhaitaient, lorsqu'ils se constituaient partie civile à la suite d'une rébellion où ils ont été victimes de coups et de blessures.

Aussi, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer les faits relatés ci-dessus?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il me dire pour quelles raisons l'État ne met plus à disposition des agents de la Police grand-ducale un avocat pour les assister, si tel est leur souhait, lorsqu'ils décident de se constituer partie civile?

s'interroge pour quelles raisons l'État ne suivrait plus certaines demandes pour se voir payer les frais d'avocat émanant d'agents de la Police grand-ducale décidant de se constituer partie civile.

En réponse à sa question, nous voudrions fournir à l'honorable Député les informations suivantes:

En vertu de l'article 32 paragraphe 4 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État, «l'État protège le fonctionnaire ou l'ancien fonctionnaire contre tout outrage ou attentat, toute menace, injure ou diffamation dont lui-même ou les membres de sa famille vivant à son foyer seraient l'objet en raison de sa qualité ou de ses fonctions ainsi que contre tout acte de harcèlement sexuel et tout acte de harcèlement moral à l'occasion des relations de travail. Dans la mesure où il l'estime nécessaire, l'État assiste l'intéressé dans les actions que celui-ci peut être amené à intenter contre les auteurs de tels actes». Il ressort de cette disposition que la protection de l'État ne doit pas obligatoirement se caractériser par la mise à disposition d'un avocat. En effet, il convient de préciser qu'une constitution de partie civile ne requiert pas nécessairement l'assistance d'un avocat dans la mesure où elle peut se faire oralement devant le juge par le requérant lui-même sans autres formes de procédure.

Cependant, et tenant compte de certaines particularités de la mission policière, chaque demande est méticuleusement analysée, l'État ayant décidé de n'accorder la protection de l'État que si le requérant démontre que la mise à disposition d'un avocat pour se constituer partie civile est absolument nécessaire au vu par exemple de la complexité ou de la gravité de l'affaire. Si tel est le cas, la protection est accordée. Par ailleurs, pour les cas où un membre de la Police grand-ducale est blessé lors d'une intervention policière et que la constitution de partie civile s'avère plus compliquée, le remboursement des frais d'avocat lui est en principe toujours accordé, à l'exception évidente des cas où le fonctionnaire aurait commis une faute grave.

Question 1906 (3.2.2012) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant la **fermeture du site d'ArcelorMittal à Wiltz:**

Selon des informations diffusées par les médias, une entreprise faisant partie du groupe ArcelorMittal, installée à Wiltz, connaîtrait actuellement des difficultés laissant apparemment présager la fermeture du site.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il fournir des détails quant aux mesures prévues par ladite entreprise pour faire face à cette situation? Quelles sont les raisons expliquant les difficultés auxquelles l'entreprise se voit confrontée?

- Existe-t-il un plan en vue de la sauvegarde des emplois concernés?

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si la situation de l'entreprise en question a été discutée lors de la dernière réunion de la tripartite «sidérurgie»?

- Comment Monsieur le Ministre entend-il assurer que la désindustrialisation de la région septentrionale de notre pays ne s'aggrave pas davantage?

Réponse (29.2.2012) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

En réponse à la question parlementaire n°1906 du 3 février 2012 de Monsieur le Député Fernand Etgen, j'aimerais fournir les éléments de réponse suivants:

Il est vrai que Circuit Foil Luxembourg S.à r.l. et sa filiale Circuit Foil Service S.à r.l. traversent une phase difficile, sans que pour autant la fermeture du site ne soit envisagée à ce stade.

Le marché des feuils de cuivre souffre à la fois de surcapacités de production dues notamment à de nouveaux entrants au marché, pour la plupart originaires de Chine, alors même que les activités en Chine pâtissent d'un fléchissement de la demande à l'exportation. À cela s'ajoute

Réponse commune (7.3.2012) de **Mme Octavie Modert,** *Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative*, et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Dans sa question parlementaire n°1905 du 3 février 2012, Monsieur le Député Xavier Bettel

que les feuils de cuivre se banalisent et renforcent la pression sur Circuit Foil qui doit, compte tenu de sa structure de coûts, dont l'énergie et l'eau, se focaliser davantage sur des produits de niche à haute valeur ajoutée, tout en poursuivant ses efforts de compression des coûts de production.

Dans l'immédiat, les sociétés Circuit Foil ont signé un plan de maintien dans l'emploi pour réduire progressivement les sureffectifs, tout en évitant des licenciements secs. Ainsi sont envisagés par exemple des prêts de main-d'œuvre à ArcelorMittal Bissen & Bettembourg pour le site de Bissen.

Dans la mesure où le groupe Circuit Foil ne fait pas partie du périmètre sidérurgique proprement dit, il n'a pas fait l'objet de discussions ad hoc au sein de la tripartite «sidérurgie».

Au regard de la situation factuelle du groupe Circuit Foil, il n'est pas approprié de parler de désindustrialisation, alors que l'entreprise traverse une phase difficile et se voit contrainte de réduire sa voilure.

Il n'en reste pas moins que la préservation du tissu industriel existant et, idéalement, son renforcement par l'implantation d'activités industrielles nouvelles est une des priorités de la politique du Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur.

Voilà pourquoi je suis, par exemple, favorable à la création d'un «Haut comité pour le développement de l'industrie» afin de redynamiser la politique de développement industriel en fédérant les acteurs concernés autour d'un objectif commun.

Question 1907 (3.2.2012) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant les **reproches envers la police dans le cadre de l'enquête sur l'affaire «Bommeleeër»:**

Lors de la réunion de décembre 2007, Monsieur le Procureur général avait notamment tenu à informer la Commission juridique de la Chambre des Députés, des dysfonctionnements et observations qui ont eu lieu dans le cadre de l'enquête sur l'affaire «Bommeleeër». Des reproches graves avaient entre autres étaient faits, à l'encontre de l'ancien directeur général de la police. Dans une lettre du procureur général à l'adresse de Monsieur le Ministre de la Justice Luc Frieden, ces reproches sont réitérés janvier 2008: Il y a encore lieu de relever qu'à au moins deux reprises Monsieur Reuland a affirmé envers quatre personnes hautement impliquées dans l'affaire et toujours lors des entretiens sérieux portant uniquement sur l'affaire, d'une part, que «nous serions donc certainement d'accord pour savoir que les auteurs des attentats ne seraient jamais identifiés» et, d'autre part, que «c'était évident que dans cette affaire on pourra enquêter jusqu'à un certain niveau au-delà duquel il serait toutefois impossible d'avancer dans l'enquête» (an dann ass Schluss).

Face à ces reproches graves, Monsieur le Ministre de la Justice avait déclaré en date du 30 janvier 2008 lors d'une prise de position au sujet du rapport de l'Inspection générale de la Police: «Als Justizminister hunn ech keen Accès zum Dossier pénal. Ech kennen näischt vum Dossier Bommeleeër a war deemools weder Minister nach Deputéierten, mä Student. Déi, déi méi wëssen - duerch hir Fonctiounen -, sinn de Procureur an den Untersuchungsriichter».

Il ressort néanmoins du réquisitoire publié récemment dans les médias que Monsieur le Ministre de la Justice et de la Police avait déjà été informé d'accusations graves à l'encontre du directeur général de la police par un des enquêteurs du dossier «Bommeleeër» en date du 29 novembre 2007, donc deux mois avant sa déclaration prémentionnée. Dans une lettre adressée à Monsieur le Ministre, l'enquêteur dénonçait une tentative de prise d'influence sur l'enquête de l'affaire «Bommeleeër» de la part de l'ancien directeur général de la police. Celui-ci aurait fait pression sur l'enquêteur de clôturer l'enquête en cours qu'il jugeait n'avoir pas été «tellement grave» et qu'il s'agirait «de toute façon seulement d'un jeu». Le directeur général aurait aussi laissé entrevoir qu'il craignait que «les enquêteurs en charge d'un dossier aussi explosif et sensible qui entraînait des perquisitions inédites et même l'audition d'un ancien Premier Ministre par le juge d'instruction ne soient à l'avenir plus motivés pour traiter des affaires ordinaires».

Au vu de ce qui précède, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer si la lettre datée au 29 novembre 2007 de l'enquêteur en question est bien parvenue à Monsieur le Ministre de la Justice et de la Police?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer s'ils ont eux-mêmes eu connaissance de cette lettre?

- Dans la négative, Messieurs les Ministres pourraient-ils m'expliquer les raisons pour lesquelles ils n'ont pas eu connaissance de cette lettre?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer des suites données à cette lettre?

- Plus précisément, Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer si une enquête disciplinaire a été ouverte suite à cette lettre?

- Dans la négative, Messieurs les Ministres pourraient-ils m'informer sur les raisons pour lesquelles il n'y a pas eu d'enquête disciplinaire?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer si l'IGP (Inspection générale de la Police) a été informée de cet incident?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer si et à quel moment précis le Ministre de la Justice et de la Police a informé le procureur d'État de l'existence de cette lettre?

Réponse (9.2.2012) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Justice:*

Le Ministre de la Justice de l'époque nous a confirmé avoir reçu la lettre du 29 novembre 2007 (cf. copie en annexe). Toutefois, il ne s'agit pas d'une lettre d'un enquêteur, mais d'un courrier de Monsieur le Procureur d'État de Luxembourg au Ministre de la Justice de l'époque, lettre à laquelle était attaché un rapport des enquêteurs sur un entretien dans un restaurant avec le directeur général de la police de l'époque.

La lettre ne contient pas de faits contraires à la loi permettant de déclencher une procédure disciplinaire ou de licenciement. Il y a lieu de noter que le procureur d'État n'a pas jugé que les comportements cités étaient contraires à la loi pénale et que de ce fait aucune inculpation, ni a fortiori de condamnation n'a été prononcée à l'égard de l'ancien directeur général de la police à ce jour.

D'ailleurs le procureur d'État a fait parvenir le 12 décembre 2007 un nouveau courrier revenant sur les relations parquet-police dans l'affaire en question (courrier publié en annexe).

C'est suite à un nouveau courrier de Monsieur le Procureur d'État à Monsieur le Ministre de la Justice de l'époque, quelques semaines plus tard en date du 23 janvier 2008, et dans le seul souci de préserver la confiance des citoyens dans les organes de l'État, que le directeur général de la police a été démis de ses fonctions.

Vu la gravité d'une telle décision, en l'absence de faits contraires à la loi et de procédure disciplinaire, la décision ministérielle fut rapide et appropriée.

(annexes à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Question 1908 (6.2.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant les **soins palliatifs:**

Betreffend die Debatte über Palliativmedizin bleiben noch manche Probleme zu klären. Deshalb will ich folgende Fragen stellen:

1) Gibt es eine Internetseite, die unabhängig und objektiv sowie aktuell und gezielt über die derzeitig angebotenen Dienstleistungen in der Palliativversorgung informiert?

2) Kann es sein, dass es unterschiedliche Versorgungsdichten in unserem Land gibt und dass Menschen, die außerhalb der Ballungszentren wohnen, weniger Chancen besitzen, 24/7-Angebote in der Palliativversorgung zu Hause nutzen zu können?

3) Was hält der Minister von einem Projekt „Gardes de nuit", bestehend aus einer mobilen Zelle aus Arzt, Krankenpfleger/in oder anderer Hilfskraft mit Kenntnissen in der Palliativfürsorge, die nach dem Prinzip der aktuell funktionierenden „Maisons médicales" nachts zur Verfügung stünde?

4) Wer liefert das nötige Material zum Absaugen und zur Sauerstoffzufuhr oder anderes Material, wenn der Patient zu Hause sterben will?

Réponse (16.3.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Das „Portail santé" (http://www.sante.public.lu) begreift eine Rubrik betreffend das Lebensende (fin de vie), die dem Bürger generelle Informationen zur Palliativpflege sowie zur Euthanasie liefert.

Die Rubrik „Palliativpflege" weist den Bürger unter anderem auf den „Ratgeber zur Palliativpflege" hin, der ihm eine ganze Reihe von praktischen Antworten und Informationen (darunter auch „nützliche Adressen") über die Palliativbetreuung gibt.

Was die Versorgungsdichte der Palliativbetreuung angeht, möchte ich den ehrenwerten Abgeordneten auf den ersten Bericht betreffend die Anwendung des Gesetzes vom 16. März 2009 über die Palliativpflege verweisen, der ebenfalls auf dem „Portail santé" publiziert ist und der eine detaillierte Bestandsaufnahme des Palliativersorgungsangebotes, so gut im ambulanten wie im stationären Bereich und in den verschieden Regionen unseres Landes, macht.

Patienten haben heute die Wahl zwischen unterschiedlichen Lebensumfeldern, in denen eine Palliativbetreuung erfolgen kann: zu Hause, im Krankenhaus, in einer Einrichtung der Langzeitpflege oder in einem Hospiz. Falls Patienten zu Hause bleiben oder nach einem Krankenhausaufenthalt wieder nach Hause möchten, können sie durch ein Netz für häusliche Hilfe und Pflege in ihrer gewohnten Umgebung Palliativpflege und einen Bereitschaftsdienst in Anspruch nehmen.

Bezüglich der medizinischen Aspekte arbeiten die multidisziplinären Teams dieser Hilfe- und Pflegenetze eng mit ihrem behandelnden Arzt bzw. den Fachärzten und gegebenenfalls auch Personen im Krankenhaus zusammen. Manche dieser Netze haben spezielle Konzepte für Palliativpflege umgesetzt. Diese Teams gewährleisten in Luxemburg 365 Tage im Jahr und teilweise auch rund um die Uhr einen telefonischen Bereitschaftsdienst und Hilfe zu Hause.

Die Sozialversicherung übernimmt die Palliativpflege im Krankenhaus, zu Hause oder in einer konventionellen Einrichtung wie Pflegeheim, Seniorenheim oder Behindertenheim oder auch im Hospiz. Damit ein Patient die palliative Betreuung in vollem Umfang nutzen kann, muss der medizinische Kontrolldienst der Sozialversicherung mit einem Antrag auf Palliativpflege befasst werden.

Der Antrag auf Palliativpflege muss vom behandelnden Arzt an den medizinischen Kontrolldienst geschickt werden. Dafür ist ein spezielles Formular vorgesehen.

Das Gesetz zur Palliativpflege stützt sich auf die geltende Gesetzgebung für die Kranken- und Pflegeversicherung. Die vorhandenen Vorschriften im Bereich der Kranken- und Pflegeversicherung wurden angepasst und vereinfacht, um den Bedürfnissen am Lebensende bestmöglich Rechnung zu tragen.

Durch die Gewährung des Rechts auf Palliativpflege kann der Betroffene Hilfe und Pflege im Bereich der grundlegenden Bedürfnisse im täglichen Leben in Anspruch nehmen. Diese Leistungen werden je nach den Bedürfnissen der Person und im vom Gesetz vorgesehenen Rahmen erbracht.

Question 1910 (7.2.2012) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant la **critique d'un expert du MENFP sur les enseignants:**

Dans un article de presse, publié dans le «Luxemburger Wort» du 7 février 2012, un expert du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle (MENFP) critique vivement les enseignants qui se montrent sceptiques par rapport au projet de réforme de l'enseignement secondaire. À en croire cet expert étranger, les enseignants en question ne seraient plus à la hauteur du temps («..., weil das Lehrpersonen sind, die nicht mehr in diese Zeit passen.») et se disqualifieraient eux-mêmes en rejetant la réforme («Diese Gruppen, ..., die sind eigentlich schon disqualifiziert, weil sie sich der „Wie"-Diskussion nicht stellen, sondern direkt die Reform als Ganzes ablehnen.»)

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre partage-t-elle l'avis de l'expert susmentionné?

- Dans la négative, Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis que de telles affirmations, formulées par un expert payé et engagé par le MENFP, compromettent gravement la confiance entre le Ministère et le corps enseignant et rendent ainsi difficile, voire même impossible toute collaboration sereine et constructive entre les acteurs concernés?

Réponse (16.2.2012) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

L'actuelle coalition gouvernementale a inscrit à son programme le principe d'une réforme de l'enseignement secondaire tout en précisant un certain nombre de modifications à apporter au système actuel, afin de mieux l'adapter à l'évolution de la société.

En fonction de ce mandat, j'ai recueilli, dès 2009, les avis des enseignants et des autres partenaires scolaires après leur avoir présenté successivement plusieurs documents portant sur la réforme. Mes collaborateurs et moi-même avons eu de nombreuses réunions à ce sujet avec les enseignants de tous les lycées et avec les commissions nationales des programmes.

Suite à ces discussions j'ai mis en consultation en décembre 2011 la proposition d'un texte de loi portant réforme de l'enseignement secondaire, puis en février 2012, des textes de règlements grand-ducaux.

Cette démarche a suscité un débat très vif, ce qui était aussi mon intention, et les personnes intéressées ou interpellées par mes propositions ont exprimé leurs réflexions, suggestions et critiques jusque sur la place publique.

Le droit à la libre expression de ses opinions est l'un des acquis les plus fondamentaux de notre société et je n'ai nullement l'intention de bâillonner quiconque souhaite participer au débat, fût-il élève, parent, enseignant, ou collaborateur du Ministère. Il va de soi que je souhaite que les intervenants respectent les règles usuelles de la bienséance. J'apprécie que les fonctionnaires et autres collaborateurs du Ministère et des écoles fassent preuve de leur compétence à exprimer leurs critiques avec courtoisie.

Les experts engagés par le Ministère de l'Éducation nationale le sont pour leur compétence dans leur domaine de spécialité. Ils ne sont pas les porte-parole d'une des parties concernées, mais ils interviennent en fonction du savoir et savoir-faire pour lesquels ils ont été choisis.

L'honorable Député cite deux phrases tirées du contexte d'une interview d'une longueur d'une page qu'un expert a donné au «Luxemburger Wort». L'expert en question est actif depuis 15 ans dans différentes écoles du pays. Il est parfaitement apprécié par les enseignants avec lesquels il travaille, sinon ses services ne seraient plus sollicités.

Dans l'entretien du «Luxemburger Wort», l'expert a livré des impressions qu'il a pu former alors qu'il était en contact avec différents groupes d'enseignants. Je n'ai pas interprété ses propos comme jetant le discrédit sur l'ensemble du corps enseignant. L'expert parle de «groupes» d'enseignants qui refusent en bloc une réforme, sans s'investir dans une discussion, ce qui ne s'applique certainement pas à tous les enseignants du pays.

La consultation du projet de réforme par tous les acteurs de l'éducation nationale suit actuellement son cours. Comme je l'ai annoncé à plusieurs reprises, je me suis engagée pour ce projet et je le discute volontiers avec ceux qui participent au débat, mais je ne souhaite pas prendre position par rapport aux différents points de vue exposés dans les médias. J'attends d'avoir les avis motivés de toutes les personnes consultées, afin de pouvoir me faire une opinion et tirer les conclusions qui s'en dégageront. Alors seulement je les présenterai aux membres du Gouvernement et de la Chambre des Députés.

Chamber TV
weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Gemeng Konter
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dippech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dikrech
um Kanal S19 / 287.25 MHZ
•
Zu Iermsdref
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Esch-Sauer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES **N°7** • SESSION ORDINAIRE 2011-2012

19e séance	mercredi	7 mars 2012
20e séance	mardi	27 mars 2012
21e séance	mercredi	28 mars 2012

Un «poids lourd» politique ukrainien à la Chambre



M. Vitali Klitschko a rencontré le Président et des membres de la Chambre des Députés.

En visite fin mars à Luxembourg en sa qualité de président du parti politique UDAR (Ukranian Democratic Alliance for Reforms: Alliance Démocratique Ukrainienne de Réforme), M. Vitali Klitschko, champion du monde de boxe en titre des poids lourds (version WBC), a eu une entrevue avec le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar.

Devenu champion du monde des poids lourds une première fois en 1999, Vitali Klitschko est l'un des rares boxeurs au monde, à côté de Muhammad Ali, d'Evander Holyfield et de Lennox Lewis, à avoir conquis le titre de champion du monde des poids lourds à trois reprises, titre (version WBC) qu'il détient à ce jour grâce à huit combats victorieux successifs depuis 2008.

Docteur en éducation physique et des sports depuis 1995 et fort de sa réputation de sportif de haut niveau, M. Klitschko s'est engagé en politique depuis l'année 2006 pour promouvoir le processus démocratique dans son pays natal et favoriser l'intégration européenne de l'Ukraine. Après deux tentatives infructueuses, il brigue une troisième fois le poste de maire de la capitale ukrainienne Kiev lors des élections municipales censées se dérouler encore au courant de 2012.

Lors de son échange de vues avec M. Laurent Mosar, M. Klitschko a surtout évoqué la situation politique actuelle en Ukraine ainsi que les efforts consentis par son pays pour se rapprocher de plus en plus de l'Union européenne.

Musée de la Résistance: histoire de souffrances

Lieu de mémoire et important témoin des atrocités du nazisme, le Musée de la Résistance à Esch-sur-Alzette avait obtenu le statut de «musée national» en 1987. Au cours de sa visite du 16 mars passé, le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar a pu se rendre compte de l'exiguïté des locaux et du manque de moyens, situation dont il entend saisir les commissions parlementaires compétentes, vu l'importance nationale du musée.

Avec quelque 3.500 visiteurs par an, le Musée de la Résistance n'est peut-être pas un site extrêmement fréquenté. Il joue malgré tout un rôle important comme lieu de souvenir des souffrances des victimes du nazisme. Depuis de longues années déjà, le musée essaie de satisfaire à sa mission malgré l'insuffisance de son espace. Il ne dispose ni des installations ni des moyens adéquats pour se donner une nouvelle muséographie, ce qui lui permettrait de jouer pleinement son rôle, notamment auprès de la jeune génération.

Le Président de la Chambre a pu constater que le bâtiment hébergeant le musée a besoin d'être rénové. L'ensemble date des années 1950, une aile abrite l'ADEM, une autre le tribunal. La partie centrale reflète le charme d'une bâtisse de l'époque, mais ne permet d'être mise en valeur que par vitrines interposées, remplies de photos et d'objets.

Créé à la fin des années 1940 par des résistants-déportés politiques, le musée retrace l'histoire du Grand-Duché de 1940 à 1945. L'exposition permanente témoigne des mouvements de résistance, de l'enrôlement forcé, de l'oppression dans les camps de concentration depuis le début de l'occupation en 1940 jusqu'à la libération en 1945, ainsi que du sort des Juifs au Luxembourg à cette époque. Le musée organise des expositions temporaires et offre des visites guidées et ateliers, notamment pour classes scolaires.

En ce moment, une exposition temporaire sur les Roms intitulée «Peuple européen, peuple étranger» montre les multiples facettes d'un peuple qui souffre des préjugés et de la méfiance qu'on lui accorde volontiers. Illustrée par des photos de M. Patrick Galbats, l'exposition évoque aussi les témoignages de Roms ayant vécu pendant un certain temps au Grand-Duché, mais qui, faute d'avoir obtenu un statut de réfugié, ont été renvoyés en Serbie.



M. Laurent Mosar en conversation avec M. Patrick Galbats (à gauche).

Toucher les élèves difficiles par la culture

«La culture peut guérir de la peur d'apprendre et être conçue comme réponse pédagogique aux difficultés d'apprentissage d'un grand nombre d'élèves». Ce credo, exposé le 15 mars 2012 par M. Serge Boimare aux membres des Commissions de la Culture respectivement de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle de la Chambre, pourrait étonner s'il n'émanait pas d'un instituteur spécialisé, psychopédagogue réputé, ancien directeur pédagogique et administratif du Centre médico-psychologique Claude Bernard à Paris.

Depuis plus de 40 ans qu'il s'occupe d'enfants qui refusent l'apprentissage, M. Boimare en a fait sa conviction.

Comment est-il possible que des enfants normalement intelligents se retrouvent en situation de rupture ou de blocage d'apprentissage et qu'environ 15% d'entre eux sortent de l'école sans maîtriser les savoirs fondamentaux? Aux yeux de M. Boimare, deux causes essentielles suite à l'éducation précoce donnée par la famille en sont responsables:

- l'initiation insuffisante à l'épreuve normale de la frustration;

- l'interaction langagière insuffisante qui fait que nombre d'enfants n'arrivent pas à exprimer leurs sentiments.

Affronter l'apprentissage dans de telles conditions peut s'avérer très difficile d'autant plus qu'à certains instants, l'enfant doit apprendre à attendre, à respecter certaines règles et à affronter la solitude. D'où l'identification par Serge Boimare de cinq besoins essentiels pour améliorer la situation des enfants en difficulté d'apprentissage:

- les intéresser par la culture (lecture quotidienne à haute voix de textes fondamentaux, qu'ils émanent de la littérature ancienne ou moderne, de la science fiction, etc.);

- les nourrir après les avoir intéressés;

- les entraîner à la réflexion (par l'expression orale ou écrite);

- relier les savoirs culturels aux savoirs fondamentaux qu'ils devront maîtriser à terme;

- les intégrer dans le groupe des élèves qui ne connaissent pas ce genre de difficultés au lieu de les marginaliser (cohésion groupale).

Comme les enfants en difficulté ne sont souvent animés que par une curiosité primaire, il s'avère indispensable que les enseignants les amènent au-delà en les faisant parler, en organisant un vrai échange, un vrai débat.

Notons que depuis 2008, les réflexions et suggestions de M. Boimare influent sur la formation des enseignants luxembourgeois qui, dans le régime préparatoire, ont affaire à des élèves en grande difficulté.



L'expert Serge Boimare entouré de Mme Martine Stein-Mergen et M. Ben Fayot, présidents des Commissions de la Culture respectivement de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.

DANS CE NUMÉRO

Qualité des services d'accueil et d'éducation p. 230

Changements prévus dans l'actionnariat de Cargolux p. 241

Stratégie du Gouvernement pour le secteur sidérurgique p. 250

Sommaire des séances publiques nos 19-21 p. 267

Sommaire des questions parlementaires p. Q81

Les scouts font le bilan de l'année du bénévolat

Une reconnaissance morale de l'engagement bénévole et le remboursement de certains frais: les revendications des mouvements scouts (FNEL et LGS) pendant l'année du bénévolat n'ont pas été exagérées. Certaines furent satisfaites comme la prise en charge des frais de formation ou de l'assurance responsabilité civile. D'autres, comme le remboursement des frais de transport pour les chefs et responsables feront de nouveau l'objet de négociations à l'occasion de prochains entretiens au niveau ministériel.

Dans le cadre d'une entrevue avec les députés membres du groupe interparlementaire du scoutisme, les représentants de la Fédération nationale des Éclaireurs et Éclaireuses du Luxembourg (FNEL) et les «Lëtzebuerger Guiden a Scouten» (LGS) ont dressé le bilan des douze derniers mois.

D'une manière générale, ils ont approuvé le soutien qui leur a été accordé par le Gouvernement et plus particulièrement le Ministère de la Famille. En 2011, année du bénévolat, la journée «Scout pour un jour» a permis de présenter les activités des éclaireuses et éclaireurs au grand public.

Les mouvements scouts, ouverts à tous, constatent depuis quelques années que des communautés religieuses ou linguistiques les concurrencent pour créer des groupes ou mouvements similaires. Les députés ont noté que cette tendance ne joue pas nécessairement en faveur de l'intégration des enfants.

Seulement quelques-uns des enfants membres de la FNEL ou des LGS bénéficient du système des chèques services, alors que le scoutisme pourrait favoriser leur intégration sociale. Les députés ont décidé de continuer la question à la Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances.

Autre sujet évoqué par les mouvements scouts et les députés: l'avenir du projet de loi 6054 sur les associations sans but lucratif. Nombreuses ont été les critiques formulées à l'égard de ce texte législatif: jusqu'à présent, il n'a pourtant pas fait l'objet d'un retrait du rôle des affaires de la Chambre. Les mandataires publics ont promis de s'enquérir auprès de la Commission juridique à propos du sort que celle-ci entend lui réserver.



Rencontre entre scouts et parlementaires.

Cadre financier pluriannuel de l'UE

La Conférence sur le Cadre financier pluriannuel (CFP) de l'UE, le 22 mars 2012 à Bruxelles, a réuni des représentants du Parlement européen, de la Commission européenne, de la Présidence danoise de l'UE, des États membres et des parlements nationaux pour débattre des prochaines perspectives financières de l'UE qui définissent l'ampleur maximale et la composition des dépenses prévisibles de l'UE de 2014 à 2020. La Chambre des Députés y fut représentée par M. Roger Negri.



La Chambre des Députés a été représentée par M. Roger Negri.

Le Parlement européen a fait part, lors du débat, par le biais de son Président, M. Martin Schulz, qu'il s'opposera à toute réduction du budget de l'UE, qu'il considère être un des instruments clés pour relancer la croissance et l'emploi dans l'UE. M. Schulz a rappelé qu'on ne peut pas, d'une part, augmenter les compétences de l'UE et, de l'autre, en réduire les moyens financiers. Le Parlement a indiqué qu'il fera pleinement usage de son droit d'approbation du CFP. Il désire également débattre de nouvelles ressources propres pour l'UE et salue les propositions de la Commission européenne sur une TVA rénovée et la taxe sur les transactions financières.

La représentante du Conseil de l'UE, la Première Ministre danoise Helle Thorning-Schmidt, a estimé que le budget doit se concentrer sur la croissance, l'emploi, la recherche et le développement, les questions environnementales ainsi que le développement des régions les plus défavorisées. La Première Ministre a ouvertement critiqué les rabais dans le budget ainsi que le concept du «juste retour».

Le Président de la Commission européenne, M. José Manuel Barroso, a insisté sur le fait que le budget européen ne peut être réduit aux dépenses courantes des institutions et qu'il constitue un «budget d'investissement» soutenant des projets concrets à travers toute l'UE. Quant à la taxe sur les transactions financières, la Commission propose que deux tiers des recettes de la TTF soient versées au budget de l'UE, réduisant d'autant les contributions des États membres au budget européen, et que le tiers restant soit versé aux budgets des États membres.

Certains députés, comme Mme Eva Kjer Hansen du Parlement danois, ont souligné qu'une telle taxe risquerait d'avoir des effets négatifs sur la croissance et la compétitivité en Europe et qu'il serait peu probable que cette mesure obtienne un soutien unanime des États membres.

Un accord définitif sur le CFP ne devrait pas être conclu durant la présidence danoise de l'UE. Un accord est actuellement envisagé pour fin 2012.

Visite du Président du Landtag de Saxe

Les assemblées parlementaires des pays membres de l'Union européenne ont un rôle à jouer dans la procédure législative européenne. De par leur proximité avec les populations, elles connaissent parfaitement les soucis et les problèmes nationaux et locaux.

Au cours de leur entrevue du 22 mars passé, le Président du Landtag de Saxe, Dr Matthias Erich Rößler, et le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, s'accordaient pour dire qu'il s'agit de décliner le principe de subsidiarité, dont le contrôle incombe aux assemblées élues, au profit des citoyennes et citoyens.

La coopération transfrontalière au niveau régional a particulièrement intéressé l'hôte allemand. M. Mosar a fait état de l'expérience luxembourgeoise vécue au sein de la Grande Région.

Une réforme dans le domaine de l'enseignement fait rarement l'unanimité. Au lendemain de la grande manifestation des enseignants luxembourgeois, M. Matthias Rößler qui avait occupé pendant dix ans le poste de Ministre de l'Enseignement à Dresde s'est entretenu avec les députés membres du Bureau de la Chambre et des deux Commissions parlementaires des Affaires étrangères respectivement de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle sur les réformes entreprises à l'époque en Saxe. Il convient de préciser que cet État-région allemand a par la suite obtenu d'excellents résultats dans les tests PISA organisés par l'OCDE.

Lors de son échange de vues avec les élus luxembourgeois, M. Rößler s'est dit convaincu qu'un système scolaire doit encourager l'effort et veiller à ce que le passage entre les différents types d'enseignement reste possible. Quant à la Saxe, elle connaît un système de prime d'encouragement en faveur des enseignants, engagés pour la plupart sur la base d'un contrat privé. Étant donné que les élèves passent entre six et huit heures à l'école, celle-ci fonctionne en journée continue. L'État-région, les communes et les familles contribuent au financement de ce modèle.

Par ailleurs, le Président du Landtag a encore décrit l'organisation de l'enseignement supérieur et évoqué l'engagement de la Saxe à ne plus contracter de nouvelles dettes.



Dr Matthias Erich Rößler (6e de gauche) reçu par des députés luxembourgeois.

La taxe sur les transactions financières irrite



(de gauche à droite) M. Laurent Mosar, M. Volker Bouffier signant le Livre d'or de la Chambre, et M. Norbert Kartmann.

L'avenir de l'Union européenne et la taxe sur les transactions financières ont constitué deux des sujets abordés par le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, au cours de son entretien avec M. Volker Bouffier, le Ministre-Président du Land de Hesse et une délégation gouvernementale. L'introduction d'une taxe sur les transactions financières dans sa forme prévue initialement n'a pas trouvé l'unanimité des ministres réunis le 13 mars 2012 au Conseil Affaires économiques et financières de l'Union européenne. Les débats semblent lancés pour trouver une alternative, alors que des questions plus générales relatives aux incidences sur l'économie et aux risques de délocalisation en dehors de l'UE restent en suspens. Il faut craindre que l'introduction d'une taxe n'ait des conséquences pour les places financières de Francfort et de Luxembourg.

Rappelant les chapitres communs dans l'histoire du Land de Hesse et du Grand-Duché, le Président du Landtag, M. Norbert Kartmann, le Président de la Chambre et le Ministre-Président de Hesse se sont exprimés en faveur d'un approfondissement des contacts entre la Chambre et le Parlement du Land de Hesse.

Le Musée de la Forteresse ouvrira à la mi-juillet

Il a fallu trois lois, un rapport spécial de la Cour des Comptes et une dépense totale de quelque 42 millions d'euros pour que le projet arrive à terme. Le «Musée Dräi Eechelen» ou «Musée de la Forteresse» devrait ouvrir ses portes à la mi-juillet 2012. Les membres de la Commission de la Culture de la Chambre ont pu, le 26 mars, s'informer sur place sur les derniers travaux effectués sur le chantier. Ils ont reçu des explications sur le concept muséologique autour du thème de l'identité.

Les travaux effectués depuis le vote de la dernière loi en 2010 ont notamment concerné la climatisation du bâtiment et l'éclairage. Un monte-charge a été installé pour permettre l'installation d'œuvres lourdes et volumineuses. Le bâtiment du Fort Thüngen constitue en lui seul déjà un objet exposé. Sur 700 m^2, les expositions dans les différentes salles (les casemates) illustrent les différentes étapes de la forteresse.

Selon la Ministre de la Culture, Mme Octavie Modert, les moyens financiers mis à disposition n'ont pas seulement servi à la construction et l'équipement du «Musée Dräi Eechelen». Il a également fallu restaurer le Fort Thüngen, aménager des parties du Circuit Vauban ou reconstruire des parties de la forteresse.

Le Fort Thüngen a figuré parmi les derniers ouvrages de la forteresse à être démantelés après 1871. La première loi concernant la réfection du Fort Thüngen date de 1997 et portait sur 665.500.000.- francs (soit quelque 16 millions d'euros). Alors que le Mudam installé juste à côté a pu ouvrir ses portes en 2006, il a fallu 6 ans et une loi supplémentaire autorisant la dépense de 9 millions d'euros pour achever les travaux. L'aménagement du «Parc Dräi Eechelen» a coûté 16 millions supplémentaires.

La gestion du nouveau musée est confiée au Centre de documentation sur la forteresse de Luxembourg, créé en 2009 auprès du Musée national d'Histoire et d'Art.



Les membres de la Commission de la Culture ont visité le Fort Thüngen.



M. Laurent Mosar entouré des responsables de la fondation.

À l'écoute de jeunes mamans

Le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar vient de visiter le Centre maternel (structure Sichem) à Walferdange. Ce centre, existant depuis 2010 et géré par la Fondation Maison de la porte ouverte, accueille et héberge des femmes et jeunes filles enceintes ou accompagnées de leur(s) enfant(s) en bas âge. En 2011, 30 jeunes mamans, souvent victimes de violence, ont ainsi pu être encadrées avec leurs bébés.

L'a.s.b.l. Maison de la porte ouverte a été créée en 1971 afin d'aider les plus défavorisés. Aujourd'hui, la fondation gère un grand nombre de services et structures d'accueil qui s'adressent à des enfants et leurs familles, des adolescents masculins, de jeunes mamans, des femmes et des travailleurs immigrés qui se trouvent dans une situation de crise ou de détresse. Une autre a.s.b.l. récemment créée sous le nom de Perspectives a.s.b.l. gérera bientôt un espace d'information pour garçons, jeunes hommes et hommes.

M. Laurent Mosar a tenu à féliciter et remercier les responsables de la fondation pour leur travail remarquable accompli dans l'intérêt de la société.

Parlement Benelux: activité tous azimuts

À l'occasion des séances plénières du Conseil interparlementaire consultatif de Benelux, des délégations parlementaires belge, néerlandaise et luxembourgeoise se sont réunies à La Haye les 23 et 24 mars 2012.

En début de séance, le Ministre de la Défense néerlandais, M. Hans Hillen, s'est adressé aux parlementaires des trois pays du Benelux en plaidant pour un approfondissement de la coopération en matière de défense aussi bien au niveau du Benelux qu'au sein de l'UE dans le but d'une meilleure efficacité. Pour marquer cette volonté, il a annoncé que les Ministres de la Défense du Benelux prépareraient une déclaration commune en vue du sommet de l'OTAN qui se tiendra à Chicago les 20 et 21 mai prochains. Les conclusions du débat d'actualité sur la crise dans la zone euro qui a suivi feront l'objet d'une recommandation qui sera soumise au vote lors des séances plénières du mois de juin.

Après avoir pris connaissance de l'état des relations avec la Rhénanie-du-Nord-Westphalie et d'un rapport oral concernant la visite de travail d'une exploitation d'herbe à éléphant dans la région de Tournai en Belgique, les membres du Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux (Parlement Benelux) ont procédé au vote de trois recommandations.

La sécurité nucléaire a fait l'objet d'une première recommandation dans laquelle le Parlement Benelux appelle les trois Gouvernements à harmoniser le zonage des mesures et des zones d'intervention, ainsi que la communication relative aux risques et aux crises, à uniformiser la distribution préalable de comprimés d'iode et à ne pas se limiter aux conséquences radiologiques d'un incident nucléaire, mais d'en considérer aussi celles psychologiques et économiques.

Une autre recommandation au sujet du contrôle aérien se référant notamment au traité relatif à l'établissement du FABEC (Functional Airspace Block Europe Central) demande aux Gouvernements n'ayant pas encore ratifié ce traité d'y procéder à brève échéance, d'accroître l'efficacité du contrôle aérien en termes de coûts, de favoriser le processus d'intégration de l'espace aérien du Benelux et de promouvoir la concertation entre les autorités de l'aviation civile et les autorités de l'aviation militaire en vue d'accroître l'efficacité de l'utilisation de l'espace aérien.

En dernier lieu, les parlementaires bénéluxiens ont adopté une recommandation sur la fin de vie afin que les exécutifs se concertent pour définir des règles communes permettant qu'une déclaration de volonté relative à l'euthanasie, une interdiction de traitement ou une déclaration de volonté négative rédigée dans un des trois pays soit reconnue dans les deux autres pays et que l'euthanasie puisse être appliquée conformément à la réglementation du pays dans lequel la demande a été formulée.

Finalement, le Secrétariat général de l'Union Benelux a présenté le livre vert Benelux destiné à mettre en œuvre un projet de programme de travail commun pour la période 2013-2016. Par la voix de leur Président, les parlementaires bénéluxiens se sont engagés à mettre à l'ordre du jour de leurs commissions les différents thèmes abordés dans le document et à contribuer ainsi à son élaboration.

La Chambre des Députés était représentée par MM. Marcel Oberweis (Président de la délégation), Roger Negri (Vice-Président du Parlement Benelux), Marc Angel, Gilles Roth, Xavier Bettel et Mme Claudia Dall'Agnol.



La délégation luxembourgeoise au grand complet.

Le Benelux

Le Benelux est une structure de coopération entre la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg. ***Le traité Benelux initial de 1958*** avait été conclu pour 50 ans et a servi d'exemple pour la coopération européenne. Lorsque celle-ci a de plus en plus largement englobé l'intégration économique, la coopération Benelux du début a été élargie dans la pratique à de nouveaux domaines politiques comme la sécurité, les transports, l'aménagement du territoire et l'environnement. ***Le nouveau traité Benelux du 17 juin 2008*** a confirmé cette pratique et étend en effet la coopération belgo-néerlando-luxembourgeoise au marché intérieur, à l'union économique, à la durabilité, à la justice et aux affaires intérieures. Il perpétue donc le rôle de laboratoire de l'intégration européenne joué par la coopération Benelux dès ses débuts.

Outre le ***Comité de Ministres*** - composé des trois Ministres des Affaires étrangères belge, néerlandais et luxembourgeois qui se réunissent au moins une fois par an - définissant les priorités de la coopération entre les trois pays, l'Union Benelux se trouve dotée:

- d'un ***Secrétariat général*** (pivot administratif de la coopération Benelux),
- d'une ***Cour de Justice*** (dont la compétence jurisprudentielle est contraignante),
- d'un ***Office de la propriété intellectuelle***
- et d'un ***Parlement***.

Le Parlement Benelux

Compétences

Le Parlement Benelux rend des avis aux Gouvernements dans le domaine de la coopération économique et transfrontalière. En fonction de l'intérêt commun ou de l'actualité, ses avis peuvent également porter sur d'autres matières.

Le Parlement Benelux coopère avec des organisations suprarégionales et supranationales comme

- le Conseil parlementaire interrégional (CPI),
- le Conseil nordique (Danemark, Suède, Finlande, Norvège et Islande),
- l'Assemblée balte (Lettonie, Lituanie et Estonie)
- et les pays de Visegrad (Pologne, Hongrie, Tchéquie et Slovaquie).

Le Parlement Benelux met en place des liens avec des groupes de pays qui s'inspirent du système du Benelux pour instaurer entre eux une coopération mutuelle. C'est ainsi que le Parlement Benelux entretient des contacts avec l'État-région allemand de Rhénanie-du-Nord-Westphalie.

Enfin, le Parlement Benelux tient les trois Gouvernements informés des opinions qui se font jour au sein des assemblées parlementaires dont sont issus ses membres.

Composition

Le Parlement Benelux compte 49 membres. Alors que la Belgique et les Pays-Bas entrent pour chacun avec 21 membres dans la composition du Parlement Benelux, le Luxembourg y est représenté par une délégation de sept parlementaires issus de la Chambre des Députés.

Objectifs pour la Conférence sur le Développement durable à Rio



(de gauche à droite) MM. Roger Negri, Eugène Berger, Fernand Boden et Marcel Oberweis.

La réunion interparlementaire du 23 mars 2012, à laquelle ont participé MM. Fernand Boden, Marcel Oberweis, Roger Negri et Eugène Berger, a été l'occasion de débattre des enjeux de la prochaine Conférence sur le Développement durable à Rio.

Lors de la conférence, députés européens et nationaux ont souligné la nécessité de définir des objectifs et un calendrier précis pour la prochaine Conférence de Rio et se sont exprimés en faveur d'un renforcement du cadre institutionnel et des institutions multilatérales pour répondre aux objectifs de développement durable, verdir nos économies et éliminer la pauvreté. Lors du débat il a été à maintes reprises proposé de transformer la Commission du Développement durable des Nations Unies en un Conseil du Développement durable et le Programme des Nations Unies pour l'Environnement en véritable agence spécialisée chargée de l'environnement, afin d'assurer une meilleure intégration du développement durable, tel que proposé dans l'avant-projet du document de résultat (zero-draft) pour le sommet Rio +20.

M. Fernand Boden a regretté le manque de cohérence dont ont fait preuve les chefs d'État et de gouvernement et la cacophonie lors du dernier sommet de Copenhague. Il a espéré que la Conférence de Rio prendra exemple sur le sommet de Durban et les alliances qui y avaient été nouées. Pour bénéficier de l'appui d'alliés parmi les pays en voie de développement, le député a appelé à tenir les promesses faites à leur égard, comme l'engagement de consacrer 0,7% du RNB à l'aide au développement.

Le député luxembourgeois Roger Negri s'est interrogé si la production de biocarburant n'entrerait pas en concurrence avec la nouvelle PAC 2013 et les besoins alimentaires croissants au niveau mondial. Le député s'est également demandé si suffisamment d'attention est actuellement consacrée au développement de l'énergie photovoltaïque en Afrique (p.ex. Desertec).

La Commission s'est voulue rassurante en déclarant qu'elle s'engagerait à faire tout son possible pour dégager lors de la Conférence un accord clair, avec des objectifs contraignants, allant au-delà d'une simple déclaration politique sans lendemain. Elle essaiera également de faire converger les objectifs de développement durable, proposés par le Brésil, avec les objectifs et le calendrier de la feuille de route proposée par l'UE.

Suivi de l'adhésion de Monaco au Conseil de l'Europe

La Principauté de Monaco honore-t-elle les engagements pris lors de son adhésion au Conseil de l'Europe? La commission de suivi de l'Assemblée parlementaire du Conseil est en train d'en faire une analyse approfondie. Fin mars 2012, Mme Anne Brasseur, membre luxembourgeois de l'APCE, en sa qualité de rapporteur de la commission s'est rendue à Monaco où elle a eu toute une série d'entrevues avec des responsables politiques, des représentants des autorités judiciaires, des syndicats et du patronat pour examiner les avancées. Son rapport devrait être mis à l'ordre du jour de l'Assemblée plénière en octobre prochain.



M. Jean-François Robillon, Président du Conseil National de Monaco et Mme Anne Brasseur.

8e plénière de l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée



La Chambre des Députés a été représentée par Mme Martine Mergen.

C'est dans un contexte historique après les soulèvements populaires dans les pays de la rive sud de la Méditerranée que les 280 membres de l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée se sont retrouvés les 24 et 25 mars 2012 pour la 8e séance plénière à Rabat pour discuter de «l'UpM et les grands défis de la Méditerranée». En effet, c'est pour la première fois après que le vent de changement avait soufflé sur les bords de la Méditerranée que les députés élus à la suite des soulèvements ont pu participer aux travaux de l'Assemblée parlementaire.

Comme l'a souligné le Président du Parlement européen, M. Martin Schulz, au cours des débats, l'Assemblée parlementaire est la seule enceinte politique à avoir poursuivi le dialogue entre les deux rives de la Méditerranée sans interruption depuis sa création. En effet, l'Union pour la Méditerranée bat de l'aile au niveau de l'exécutif et connaît de sérieux retards dans la mise en œuvre de la coopération. Dans ce contexte, M. Schulz a exigé que le secrétariat général de l'Union pour la Méditerranée à Barcelone commence ses travaux dans les meilleurs délais. Les projets favorisant la croissance et l'emploi doivent enfin commencer à sous-tendre le dialogue entre les rives nord et sud de la Méditerranée.

Le secrétaire général de l'Union pour la Méditerranée (UpM), le Marocain Fathallah Sijilmassi a indiqué lors des travaux à Rabat qu'il existait un «consensus» autour de la nécessité de repenser la coopération entre le nord et le sud du bassin méditerranéen et la méthodologie de coopération entre les deux rives de la Méditerranée.

M. Sijilmassi a également appelé les parlementaires des deux rives de la Mare Nostrum à donner une nouvelle forme et un nouvel élan à cette coopération et à «transformer l'UpM en un moteur de développement pour la région».

La commission politique a discuté dans sa réunion un projet de recommandation intitulé: «Quel partenariat euro-méditerranéen pour répondre au nouveau contexte de la transition démocratique en Méditerranée?» La commission, où un nombre exceptionnel de pays était représenté, ainsi que l'Union arabe étaient d'accord sur les grandes lignes du document.

31 amendements, provenant en grande partie du Parlement européen, ont été discutés, dont deux méritent d'être évoqués plus particulièrement: le premier concernait l'incorporation des soucis au sujet de la détérioration de la situation en Syrie. Ainsi, la recommandation adoptée indique que la détérioration de la situation en Syrie suscite de graves inquiétudes et constitue une menace sérieuse pour la stabilité, la sécurité et la paix dans la région.

Le deuxième, ardemment débattu, était un amendement de Mme Hélène Flautre, députée européenne, qui précisait le soutien des transitions démocratiques en énumérant les points essentiels de ce processus, à savoir garantir l'État de droit, l'indépendance de la justice, le pluralisme des médias, la lutte contre la corruption, le développement de la société civile et de son autonomie.

Certaines délégations des pays du sud, sans mettre en doute les principes énumérés, se sont vus recevoir des leçons par les pays du nord. Suite à l'intervention de la présidente de la commission, Mme Tokia Saïfi, une formule de compromis a alors été trouvée puisqu'une partie de ces problèmes concernent à la fois les deux rives de la Méditerranée.

Finalement, le Bureau de l'Assemblée a réitéré son appel «pour la réactivation du processus de paix israélo-palestinien en vue d'une résolution de la question palestinienne, primordiale et vitale pour assurer la paix et la sécurité dans la Méditerranée».

Formation professionnelle continue: participation financière de l'État

6308 - Projet de loi modifiant

1. la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle et

2. le Code du Travail

Le projet de loi a pour objet principal de transposer le volet relatif à la promotion de la formation professionnelle continue de l'accord conclu le 6 juillet 2011 entre le Gouvernement et les organisations représentatives des entreprises. Il est ainsi proposé de relever le taux de la participation financière de l'État aux coûts de la formation professionnelle continue organisée par les entreprises de 14,5% à 20%. Ce taux de subvention est majoré de 15 points de pourcentage et donc fixé à 35% des coûts éligibles si le projet de formation s'adresse soit à des personnes qui n'ont pas de diplôme reconnu par les instances officielles et une ancienneté de service inférieure à dix ans, soit à des personnes qui ont dépassé l'âge de 45 ans. Cette dernière mesure est censée contribuer à augmenter la participation des deux groupes précités aux formations organisées par les entreprises et favoriser ainsi une meilleure productivité.

À la même occasion sont apportées d'autres modifications ponctuelles aux dispositions du chapitre du Code du Travail relatif à la formation professionnelle continue et à la formation de reconversion professionnelle.

Sur base des expériences pratiques des dernières années et dans un esprit de simplification pour l'administré, le présent texte prévoit une définition unique des prestataires en matière de formation professionnelle continue applicable pour les formations dispensées dans le cadre de la formation professionnelle continue et de la reconversion professionnelle et des formations éligibles en vue de l'obtention du congé formation et du congé linguistique. Une approche plus large des voies menant à une qualification professionnelle, telle que documentée également par le chapitre V de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle, lequel institue la validation des acquis de l'expérience professionnelle, rend obsolètes les définitions antérieures. La redéfinition des institutions éligibles dans un contexte global de formation continue, que ce soit dans une démarche collective ou individuelle, affecte également les textes légaux régissant le congé individuel de formation et le congé linguistique.

Comme la responsabilité du contenu des plans de formation revient aux entreprises, il est indiqué de transférer aux prestataires de formation l'émission de certificats destinés aux bénéficiaires.

Enfin, le présent projet prévoit, à l'instar des législations en matière de développement régional et en matière d'aides en faveur du secteur des classes moyennes, des sanctions administratives plus précises qui peuvent être prises par le ministre. À noter que sur base des articles 496 et suivants du Code pénal, des sanctions pénales peuvent par ailleurs être prises à l'encontre des entreprises qui auraient fourni sciemment des informations inexactes.

Dépôt par Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 26.07.2011

Rapporteur: M. Ben Fayot

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports (Président: M. Ben Fayot):

24.11.2011	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
19.01.2012	Examen de l'avis du Conseil d'État
25.01.2012	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
01.03.2012	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 06.03.2012

Utilisation des cours d'eaux internationaux

6309 - Projet de loi portant approbation de la Convention sur le droit relatif aux utilisations des cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation, faite à New York, le 21 mai 1997

La convention de 1997 pose pour la première fois les bases d'un cadre international, visant à définir des principes internationaux en matière de protection et de gestion des cours d'eau internationaux et propose un cadre de référence pour la négociation d'accords locaux en vue de la gestion partagée des cours d'eau transfrontières pour des usages autres que la navigation. C'est le seul instrument juridique des Nations Unies de portée mondiale à inciter à la coopération entre les États riverains.

L'entrée en vigueur de la convention fera de cet instrument une source centrale de droit international et de référence en matière d'eaux continentales partagées, même pour les États non membres, et contribuera à l'application d'autres accords internationaux sur l'eau, à l'instar des commissions internationales de protection de cours d'eau (Moselle (1961), Rhin (1950) et Meuse (2002)), auxquelles le Luxembourg est partie contractante.

Si la convention n'a guère d'impact direct sur notre pays, elle pourra néanmoins jouer un rôle bénéfique en ce qui concerne la promotion du droit relatif aux eaux partagées, diminuant ainsi le risque de tensions internationales et de conflits régionaux.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 03.08.2011

Rapporteur: M. Emile Eicher

Travaux de la Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police (Président: M. Ali Kaes):

12.12.2011	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
28.02.2012	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 07.03.2012

Fonds d'investissement spécialisés

6318 - Projet de loi portant modification de la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés

Le projet de loi a pour objet d'apporter différentes modifications à la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés afin de mettre à jour le cadre légal régissant les fonds d'investissement spécialisés à la lumière des récents développements au niveau de la législation communautaire et de l'expérience acquise par la Commission de Surveillance du Secteur financier (CSSF) dans le cadre de sa mission de surveillance des fonds d'investissement spécialisés.

Le projet de loi tient d'abord compte des développements sur le plan européen qui ont mené à l'adoption de la directive 2011/61/UE du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2011 sur les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs modifiant les directives 2003/41/CE et 2009/65/CE ainsi que les règlements (CE) n°1060/2009 et (UE) n°1095/2010.

À la lumière de ces développements, les propositions de modification visent à compléter le cadre légal existant par l'introduction de régies nouvelles définissant notamment les conditions dans lesquelles un fonds d'investissement spécialisé respectivement sa société de gestion peut déléguer des tâches et des fonctions spécifiques à des tiers. Le projet de loi pose également le principe que les fonds d'investissement spécialisés devront à l'avenir mettre en œuvre une méthode de gestion des risques et se doter de règles précises concernant la gestion d'éventuels conflits d'intérêts.

Tenant compte de l'expérience acquise par la CSSF dans le cadre de sa mission de surveillance, le projet de loi introduit des exigences supplémentaires en matière d'agrément et de surveillance des fonds d'investissement spécialisés.

Parmi les changements figurent l'exigence pour les fonds d'investissement spécialisés de disposer d'un agrément qui soit préalable au commencement des activités ainsi que l'agrément des personnes en charge de la gestion effective des fonds d'investissement spécialisés.

Finalement, il est proposé d'introduire dans la loi du 13 février 2007 certaines dispositions figurant dans la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif, dans le but de faire bénéficier les fonds d'investissement spécialisés de certaines opportunités dont peuvent se prévaloir actuellement les OPC régis par la loi du 17 décembre 2010. Ainsi, les fonds d'investissement spécialisés à compartiments multiples seront désormais autorisés à opérer des investissements non croisés dans d'autres compartiments de la même entité.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 12.08.2011

Rapporteur: M. Gilles Roth

Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Michel Wolter):

10.01.2012	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
28.02.2012	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 06.03.2012

Modification de l'art. 24 du Code de la sécurité sociale

6322 - Projet de loi modifiant l'article 24 du Code de la sécurité sociale

Le présent projet de loi opère une modification de l'article 24 du Code de la sécurité sociale suite à une condamnation du Grand-Duché de Luxembourg par la Cour de justice de l'Union européenne en date du 27 janvier 2011.

Compte tenu de la condamnation intervenue, il convient de modifier l'article 24 du Code de la sécurité sociale pour le rendre conforme au droit communautaire en y insérant un nouvel alinéa prévoyant de manière explicite, ceci afin de satisfaire aux exigences de la Cour, que dans l'hypothèse où le système de la prise en charge directe par la caisse de maladie ne peut pas s'appliquer, un remboursement des frais exposés peut être opéré.

Dépôt par M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale, le 30.08.2011

Rapportrice: Mme Lydia Mutsch

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale (Présidente: Mme Lydia Mutsch):

06.10.2011	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
26.01.2012	Examen de l'avis du Conseil d'État
09.02.2012	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 07.03.2012

L'initiative citoyenne, instrument nouveau en UE

6325 - Projet de loi relative à la mise en application du Règlement (UE) n°211/2011 du Parlement européen et du Conseil du 16 février 2011 relatif à l'initiative citoyenne

1) <u>La portée juridique de l'initiative citoyenne</u>

L'article 11, paragraphe 4, du Traité sur l'Union européenne (ci-après «TUE») ayant trait à l'initiative citoyenne est libellé comme suit: *«Des citoyens de l'Union, au nombre d'un million au moins, ressortissants d'un nombre significatif d'États membres, peuvent prendre l'initiative d'inviter la Commission européenne, dans le cadre de ses attributions, à soumettre une proposition appropriée sur des questions pour lesquelles ces citoyens considèrent qu'un acte juridique de l'Union est nécessaire aux fins de l'application des traités.»*

Les procédures et conditions requises pour la présentation d'une telle initiative, y compris le nombre minimum d'États membres dont les citoyens qui la présentent doivent provenir, seront fixées par le Parlement européen et le Conseil par le biais d'un règlement, sur proposition de la Commission européenne conformément à l'article 24, premier alinéa, du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (ci-après «TFUE»).

L'article 11 précité du TUE fait partie du titre II regroupant les dispositions relatives aux principes démocratiques. Il est utile de rappeler que l'article 10 qui figure sous le même titre énonce le principe que *«le fonctionnement de l'Union est fondé sur la démocratie représentative»* et que *«les citoyens sont directement représentés, au niveau de l'Union, au Parlement européen»*.

L'affirmation du principe de la démocratie représentative exclut le recours par l'Union européenne aux méthodes de démocratie directe du référendum, même si l'article 11 précité réserve une certaine ouverture à la notion d'initiative citoyenne.

Si la démocratie représentative constitue le principe de base de l'Union européenne, se pose alors la question de la place que le TUE entend réserver à la démocratie participative.

L'article 11 précité du TUE qui prévoit dans son paragraphe 4 le principe de l'initiative citoyenne, énonce dans ses paragraphes 1 à 3 quelques règles de conduite d'ordre général concernant les relations entre les institutions européennes et les citoyens ou cet ensemble, juridiquement indéfinissable, qu'on a convenu de qualifier de *«société civile»*.

Ces relations comprennent trois volets:

- la possibilité donnée par les institutions aux citoyens et aux associations représentatives, par les voies appropriées, de faire connaître et d'échanger publiquement leurs opinions dans tous les domaines d'action de l'Union;

- l'entretien d'un dialogue ouvert, transparent et régulier;

- la réalisation par la Commission européenne de larges consultations des parties concernées en vue d'assurer la cohérence et la transparence des actions de l'Union.

Toutes ces mesures n'ont pas pour objet d'offrir aux citoyens une compétence ou un pouvoir direct pour initier des propositions législatives devant être prises en considération par les institutions de l'UE. Les dispositions de l'article 11 précité du TUE visent plutôt à favoriser et à entretenir le dialogue entre les citoyens et les institutions européennes.

Aux termes de l'article 289, paragraphe 1, du TFUE, les actes législatifs sont adoptés conjointement par le Parlement européen et le Conseil sur proposition de la Commission conformément à la procédure définie à l'article 294 du TFUE.

L'initiative citoyenne ne constitue qu'une invitation adressée à la Commission européenne à soumettre, dans le cadre de ses attributions, une proposition appropriée sur des questions pour lesquelles un acte juridique est nécessaire.

Dans son avis du 25 octobre 2011, le Conseil d'État relève à juste titre que *«la Commission européenne n'est pas obligée de réserver à l'initiative citoyenne les suites voulues par les organisateurs de cette initiative, par exemple lorsqu'il existe des motifs de légalité ou d'opportunité plaidant en sens contraire. Il reste que la publicité que connaîtra l'initiative citoyenne et l'appui moral, médiatique et politique dont elle bénéficiera, le cas échéant, placeront la Commission dans la défensive, lorsqu'elle décidera de ne pas engager dans la procédure législative l'initiative lui soumise.»*

2) <u>La mise en application de l'initiative citoyenne</u>

L'article 11 du TUE renvoie à l'article 24 du TFUE pour déterminer les procédures et conditions requises en vue de la présentation d'une initiative citoyenne. L'article 24 du TFUE donne compétence au Parlement européen et au Conseil pour arrêter ces procédures et conditions par voie d'un règlement conformément à la procédure législative ordinaire.

Le règlement (UE) n°211/2011 joint en annexe du projet de loi a été pris en application des dispositions précitées.

Il convient de relever qu'à titre préparatoire au futur règlement sur l'initiative citoyenne, la Commission européenne avait élaboré un Livre Vert COM(2009) 622 final sur une initiative citoyenne européenne s'adressant à tous les acteurs concernés et aux autorités publiques des États membres avec la possibilité de présenter leurs observations sur les modalités de mise en œuvre de l'initiative citoyenne. Ce Livre Vert publié le 11 novembre 2009 visait à consulter toutes les parties sur les principaux points autour desquels devrait s'articuler le futur règlement. Il comportait une dizaine de questions.

Au niveau de la Chambre des Députés, ce document a fait l'objet d'un examen conjoint de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration et de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle. Les réponses aux questions soulevées ont été adressées par le Président de la Chambre des Députés au secrétariat général de la Commission européenne par lettre du 18 janvier 2010.

Tout en étant d'application directe en vertu de l'article 288 du TFUE, les règlements de l'Union européenne peuvent comporter des matières obligeant les États membres en vertu de l'article 291 du TFUE à prendre des mesures de droit interne nécessaires pour la mise en œuvre des actes juridiquement contraignants de l'Union. Pour le règlement (UE) n°211/2011, cette obligation se limite à la mise en application des articles 14 et 15.

L'article 14 prévoit l'obligation pour les États membres de prévoir des sanctions appropriées en cas d'infraction au règlement, notamment en cas de fausses déclarations faites par les organisateurs d'une initiative citoyenne ou en cas d'utilisation frauduleuse de données recueillies de la part des signataires.

L'article 15 a trait à la désignation des autorités compétentes au sein des États membres devant certifier la conformité du système de collecte en ligne mis en place pour recueillir les déclarations de soutien à une initiative citoyenne, ainsi que de l'autorité compétente pour coordonner le processus de vérification des déclarations de soutien et pour délivrer les certificats y prévus.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 06.09.2011
Rapporteur: M. Paul-Henri Meyers

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle
(Président: M. Paul-Henri Meyers):

26.10.2011	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
16.11.2011	Continuation des travaux parlementaires
30.11.2011	Examen de l'avis de la Commission nationale pour la protection des données
25.01.2012	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 07.03.2012

Association internationale de développement: participation luxembourgeoise

6344 - Projet de loi

- approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la 16e reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement

- portant modification de la loi du 22 décembre 2006 relative à la participation du Luxembourg à l'Initiative d'allégement de la dette multilatérale (ci-après «IADM») et à la 7e reconstitution des ressources du Fonds International de Développement Agricole ajustant la contribution du Grand-Duché de Luxembourg à l'IADM

Le présent projet de loi a pour objet, en premier lieu, d'actualiser les engagements du Luxembourg auprès de l'Association internationale de développement (AID) et, en deuxième lieu, d'ajuster la contribution du Grand-Duché de Luxembourg à l'Initiative d'allégement de la dette multilatérale (IADM).

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 14.10.2011
Rapporteur: M. Michel Wolter

Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Michel Wolter):

31.01.2012	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
07.02.2012	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 06.03.2012

Bosnie-et-Herzégovine et Luxembourg: Convention en matière de sécurité sociale

6363 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Bosnie-et-Herzégovine en matière de sécurité sociale, signée à Luxembourg, le 8 avril 2011

L'objectif principal de la «Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Bosnie-et-Herzégovine en matière de sécurité sociale» est de remplacer l'ancienne «Convention générale entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République fédérative populaire de Yougoslavie sur la sécurité sociale du 13 octobre 1954» par un instrument plus moderne et plus adéquat. Si la Convention avec la Yougoslavie a, dans un premier temps, été maintenue en vigueur dans nos relations avec la Bosnie-et-Herzégovine, cette situation est devenue inadéquate pour diverses raisons.

La nouvelle convention garantit les droits en matière de sécurité sociale des personnes qui sont ou ont été soumises successivement ou alternativement aux législations des États contractants.

Dans une large mesure la présente convention suit l'aménagement général des conventions bilatérales conclues jusqu'à présent par le Luxembourg et reprend les formules de coordination usuelles adoptées tant dans ces instruments que dans le règlement (CE) 1408/71 sur la sécurité sociale des travailleurs migrants et le règlement (CE) 883/2004 sur la coordination des systèmes de sécurité sociale.

Le champ d'application matériel est très large car la convention s'applique aux législations des deux États contractants relatives à l'assurance maladie-maternité, l'assurance accidents du travail et maladies professionnelles, l'assurance pension en cas de vieillesse, d'invalidité et de survie, aux prestations de chômage ainsi qu'aux prestations familiales. La convention exclut les législations concernant l'assistance sociale et les prestations aux victimes de guerre.

À l'instar des autres conventions conclues récemment avec les pays des Balkans occidentaux, la présente convention ne vise pas l'assurance dépendance.

Pour ce qui est de son champ d'application personnel, la convention s'applique à toutes les personnes, sans distinction de nationalité, qui sont ou ont été soumises à la législation de l'un ou des deux États contractants ainsi qu'aux membres de leur famille et à leurs survivants. La présente convention suit ainsi la conception adoptée dans les instruments bilatéraux récents conclus par le Grand-Duché et celle des règlements (CE) 1408/71 et (CE) 883/2004 qui, depuis leur extension aux ressortissants de pays tiers, ne considèrent plus la nationalité de l'un des pays de l'Union européenne comme condition indispensable à leur application.

À l'instar des autres instruments internationaux en matière de sécurité sociale, la présente convention énonce, dans son premier titre, les principes fondamentaux en matière de coordination internationale des régimes de sécurité sociale, à savoir:

- l'égalité de traitement, prévoyant que les personnes qui résident sur le territoire d'un État contractant et auxquelles la convention est applicable sont soumises aux obligations et sont admises au bénéfice de la législation de cet État dans les mêmes conditions que les ressortissants de cet État;

- l'exportation des prestations, prévoyant que les prestations acquises au titre de la législation de l'un des États contractants ne peuvent subir aucune réduction, modification, suppression ou suspension du fait que le bénéficiaire réside sur le territoire de l'autre État contractant;

- la totalisation des périodes d'assurance, prévoyant que les périodes accomplies dans les deux États contractants sont totalisées pour l'ouverture, le maintien ou le recouvrement du droit aux prestations. C'est un principe général qui s'applique pour l'ensemble des prestations prévues par la convention.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 15.11.2011
Rapporteur: Mme Claudia Dall'Agnol

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale
(Présidente: Mme Lydia Mutsch):

26.01.2012	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
09.02.2012	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 07.03.2012

Cycle complet d'enseignement secondaire technique au Lycée de Redange-sur-Attert

6364 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 12 janvier 2004 portant création d'un établissement d'enseignement secondaire technique à Redange-sur-Attert

Le projet de loi a pour objet d'étendre l'offre scolaire du «Atert-Lycée» à la division supérieure de l'enseignement secondaire à partir de l'année scolaire 2012-2013.

Le lycée établi à Redange-sur-Attert a été créé par la loi du 12 janvier 2004 portant création d'un établissement d'enseignement secondaire technique à Redange-sur-Attert. Dénommé «Atert-Lycée» par le règlement grand-ducal du 28 janvier 2006 portant dénomination de l'établissement d'enseignement secondaire technique à Redange-sur-Attert, le lycée a ouvert ses portes en septembre 2008. L'offre scolaire prévue à l'article 2 de la loi du 12 janvier 2004 comporte:

- le cycle inférieur de l'enseignement secondaire technique, y compris le régime préparatoire;

- la division inférieure de l'enseignement secondaire;

- le cycle moyen et le cycle supérieur de l'enseignement secondaire technique.

Les élèves qui avaient commencé leur enseignement au «Atert-Lycée» en 2008-2009 sont actuellement en classe de 4e et ils arriveront en classe de 3e en septembre 2012.

Comme il serait utile que l'»Atert-Lycée» puisse offrir à cette première cohorte d'élèves de l'enseignement secondaire la perspective de pouvoir continuer leurs études dans leur lycée de proximité, il est prévu que le présent projet de loi entre en vigueur à la rentrée scolaire 2012-2013.

De plus, il est évident que le fait que les élèves puissent continuer leurs études dans les classes de la division supérieure du même lycée constitue pour beaucoup de parents une des conditions essentielles pour inscrire leur enfant dans une classe de 7e. Cette perspective aurait donc des répercussions positives sur le nombre d'inscriptions en classe de 7e de l'enseignement secondaire, d'autant plus que les autres lycées les plus proches sont situés à des distances non négligeables.

Dépôt par Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 17.11.2011
Rapporteur: M. Fernand Diederich

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports (Président: M. Ben Fayot):

26.01.2012	Désignation d'un rapporteur
02.02.2012	Présentation du projet de loi
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 06.03.2012

Mise à disposition des télécommunications lors de crises ou catastrophes

6377 - Projet de loi portant approbation de la Convention de Tampere sur la mise à disposition de ressources de télécommunication pour l'atténuation des effets des catastrophes et pour les opérations de secours en cas de catastrophe, faite à Tampere, le 18 juin 1998

La Convention de Tampere est un traité visant à faciliter l'utilisation des ressources de télécommunication pour l'atténuation des effets des catastrophes et pour les opérations de secours en cas de catastrophe. Elle établit un cadre international pour les États de coopérer entre eux, avec des entités non étatiques et des organisations intergouvernementales.

La Convention de Tampere sur la mise à disposition de ressources de télécommunication pour l'atténuation des effets des catastrophes et pour les opérations de secours en cas de catastrophe (ci-après «Convention de Tampere») a été adoptée à l'unanimité le 18 juin 1998 par les délégués des soixante-quinze pays représentés à la Conférence intergouvernementale sur les télécommunications d'urgence (ICET-98) qui s'est tenue à Tampere en Finlande. La convention est entrée en vigueur le 8 janvier 2005 après avoir été ratifiée par trente pays. À l'heure actuelle, quarante-quatre États sont Parties à la convention.

L'intérêt de l'adhésion du Grand-Duché de Luxembourg se situe avant tout dans le contexte du projet «emergency.lu». Il s'agit d'une plateforme de télécommunications globale intégrée, conçue pour aider la communauté humanitaire et les équipes de protection civile sur le terrain à établir ou rétablir les services de télécommunications pour assurer une communication et une coordination efficaces aux équipes de secours.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 20.12.2011
Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration (Président: M. Ben Fayot):

13.02.2012	Désignation d'un rapporteur
27.02.2012	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 07.03.2012

SÉANCE 19

MERCREDI,
7 MARS 2012

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • Mme Anne Brasseur, Doyen

Sommaire

1. 6309 - Projet de loi portant approbation de la Convention sur le droit relatif aux utilisations des cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation, faite à New York, le 21 mai 1997
   - *Rapport de la Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police: M. Emile Eicher*
   - *Discussion générale: M. Paul Helminger*
   - *M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*
   - *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
2. 6322 - Projet de loi modifiant l'article 24 du Code de la Sécurité sociale
   - *Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale: Mme Claudia Dall'Agnol (en remplacement de Mme Lydia Mutsch)*
   - *Discussion générale: Mme Martine Mergen, M. Carlo Wagner*
   - *M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale*
   - *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
3. 6363 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Bosnie-et-Herzégovine en matière de Sécurité sociale, signée à Luxembourg, le 8 avril 2011
   - *Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale: Mme Claudia Dall'Agnol*
   - *Discussion générale: M. Carlo Wagner, M. Fernand Kartheiser*
   - *M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale*
   - *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
4. 6377 - Projet de loi portant approbation de la Convention de Tampere sur la mise à disposition de ressources de télécommunication pour l'atténuation des effets des catastrophes et pour les opérations de secours en cas de catastrophe, faite à Tampere, le 18 juin 1998
   - *Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Marc Angel*
   - *Discussion générale: M. Marcel Oberweis, M. Paul Helminger, M. Félix Braz, M. Fernand Kartheiser*
   - *M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères*
   - *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
5. 6325 - Projet de loi relative à la mise en application du Règlement (UE) n°211/2011 du Parlement européen et du Conseil du 16 février 2011 relatif à l'initiative citoyenne
   - *Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle: M. Paul-Henri Meyers*
   - *Discussion générale: M. Serge Wilmes, Mme Anne Brasseur, M. Ben Fayot, M. Félix Braz, M. Jacques-Yves Henckes, M. Serge Urbany*
   - *M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères*
   - *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
6. Question urgente n°1991 de M. Félix Braz et de Mme Josée Lorsché sur le Conseil national pour étrangers
   - *M. Félix Braz*
   - *Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration*
7. Interpellation de M. Claude Meisch sur la qualité des services d'accueil et d'éducation des jeunes enfants (zéro à trois ans)
   - *Exposé: M. Claude Meisch*
   - *Débat: Mme Sylvie Andrich-Duval, M. Ben Fayot, Mme Josée Lorsché, M. Gast Gibéryen, M. Serge Urbany*
   - *Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration (dépôt d'une documentation)*
8. Dépôt de deux projets de loi par Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration
   - *Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration*
9. Interpellation de M. Claude Meisch sur la qualité des services d'accueil et d'éducation des jeunes enfants (zéro à trois ans) (suite)
   - *Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration (M. Claude Meisch pose une question)*
10. Motion de M. Claude Adam sur l'annulation du traité commercial anti-contrefaçon (ACTA)
    - *Exposé: M. Claude Adam*
    - *Discussion générale: Mme Diane Adehm, M. Eugène Berger*
11. Dépôt d'une motion par M. Eugène Berger
    - *M. Eugène Berger*
12. Motion de M. Claude Adam sur l'annulation du traité commercial anti-contrefaçon (ACTA) (suite)
    - *Discussion générale (suite): M. Alex Bodry (M. François Bausch pose des questions), M. Jacques-Yves Henckes, M. Serge Urbany*
    - *M. Claude Adam*
    - *Vote sur la motion (rejetée)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; Mme Marie-Josée Jacobs, MM. Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Octavie Modert et Françoise Hetto-Gaasch, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.00 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Une voix.- Neen, Här President.

M. le Président.- Mir kommen elo zu eisem éischte Punkt vum Ordre du jour, dem Projet de loi 6309 iwwer eng Konventioun iwwert d'Notze vun den internationale Flëss fir aner Zwecker wéi d'Navigatioun. D'Riedezäit ass hei nom Basismodell festgeluecht. Et huet sech bis elo just ageschriwwen: den Här Helminger. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Emile Eicher. Här Eicher, Dir hutt d'Wuert.

1. 6309 - Projet de loi portant approbation de la Convention sur le droit relatif aux utilisations des cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation, faite à New York, le 21 mai 1997

Rapport de la Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police

M. Emile Eicher *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, mat dësem Projet de loi befanne mir iwwer eng Konventioun vun den Nations Unies, déi e Rechtskader bitt fir d'Notzung an de Schutz vun internationale Waasserleef, déi net zu Navigatiounszwecker genotzt ginn.

Dës Konventioun gouf schonn den 21. Mee 1997 vun der Assemblée générale zu New York adoptéiert an ass de 14. Oktober vum selwechte Joer vu Lëtzebuerg ënnerschriwwe ginn.

D'Zil vun dëser Konventioun ass et, international gülteg Prinzipië festzeleeën, déi dem Schutz an der Gestioun vun internationale Waasserleef dénge sollen. Et handelt sech heimadder ëm en eemolegt juristescht Instrument, dat weltwäit alle Länner, déi dat wënschen, hëllefe kann, souwuel lokal wéi och international Accorden ze treffen, déi de Schutz an d'Notzung vun hire Gewässer regelen.

Här President, an den Objectifs du Millénaire pour le développement ass festgehale ginn, datt den Undeel vun der Bevölkerung, vun der Weltbevölkerung, dee bis elo kee gesécherten Zougang zu guddem Waasser huet souwuel wéi och keen Assainissement vu sengem Ofwaasser virweise kann, bis zum Joer 2015 ëm d'Halschent reduzéiert gëtt.

Haut liewen Honnerte Millioune Mënschen a groussen hydrographesche Bassinen, wou si d'Waasser mat villen Nopeschnatiounen deele mussen, sief et, well et sech ëm Grenzgewässer handelt oder well dës Flëss duerch méi Länner zéien, ier se dann an d'Mier afléissen.

Besonnesch do, wou et keng geregelt Notzung vun dëse Gewässer gëtt, entsti Konflikter, déi bis zum Krich féieren, déi dann déi Äermst vun deenen Aarmen treffen an domadder all Beméiungen zerstéieren, fir dës Regiounen ze entwéckelen.

Fir déi verschidde Besoinen ze erfëllen, sief et als Drénkwaasser fir d'Bevölkerung, als Bewässerung fir d'Landwirtschaft, als Moyen fir Energieproduktioun oder fir industriell Zwecker, musse sech d'Benotzer eens ginn, wéi se hiert Waasser schützen an deelen, an dat net nëmmen, fir ze iwwerliewen, mä virun allem och, fir sech laangfristeg virunzeentwéckelen. Dëst gëllt virun allem fir Afrika, fir Asien a Latäinamerika, déi am schwéierste betraff sinn.

Bis haut hu 24 Länner dës Konventioun ratifizéiert, an et feelen der nach eelef, fir datt d'Konventioun a Kraaft triede kann. Beim fënnefte Forum Mondial de l'Eau zu Istanbul am Mäerz 2009 hu sech eng zéng weider Natioune bereet erkläert, dës Konventioun duerch hir Parlamenter ratifizéieren ze loossen, dorënner och Lëtzebuerg.

Nach an dësem Mount ass de sechste Forum mondial zu Gaascht bei eise franséischen Noperen, an et wier ubruecht, wann eist Land bis dohinner seng Solidaritéit a Verantwortung kéint ënner Bewäis stellen.

Här President, eis héich Kierperschaft huet keng Observatioun zur Approbatioun vun dëser Konventioun. Et bleift och nach ze soen, datt d'Commission de l'Intérieur dëse Rapport eestëmmeg ugeholl huet.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wann dës Konventioun och kee groussen Impakt op eist Land huet, sou kënne mir mat eisem Jo derzou bäidroen, datt Millioune Leit Zougang zu propperem a gesondem Grondwaasser kréien. Mir bidden hinnen eng dauerhaft Chance, friddlech zesummenzeliewen, a schafen esou eng zolidd Basis fir erfollegräich Entwécklung.

Dat gesot, ginn ech och den Accord vun der CSV-Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Rapporteur. Als éischte Riedner ass den Här Paul Helminger agedroen.

Discussion générale

M. Paul Helminger *(DP)*.- Här President, just fir dem Rapporteur Merci ze soen an ze soen, datt meng Partei dee Projet do wäert stëmmen.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Helminger. Ech mengen, domadder wär alles iwwert dee Projet gesot, ausser datt den Innenminister nach eppes wëllt derbäifügen. Här Innenminister, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech mengen, et ass wichteg, dass een awer zwee Wierder zu dëser Konventioun seet, well et déi éischte Kéier ass, dass an engem internationale Kader Prinzipien, international Prinzipien, international Gewässer geschützt ginn.

Mir kréien hei e Referenzkader. Ech sinn iwwerzeegt, dass mer mat dëser Démarche do déi éischte Kéier d'Méiglechkeet kréien, och a Länner, déi wäit vun eis ewech sinn, oder a Kontinenter, an Afrika, an Asien an a Latäinamerika, bei grenziwwerschreidende Gewässer, déi duerch e puer Länner ginn, dass mer do eng Basis kréien, fir juristesch mateneen ze diskutéieren.

Ech sinn iwwerzeegt, dass dëse Projet manner international Spannungen a manner regional Konflikter wäert mat sech bréngen. Et ass eng Chance am Fong geholl fir eis Emwelt an eng Opportunitéit fir eis Mënschheet, well hei am Fong geholl d'Gewässer e Recht ginn un déi eenzel Länner, fir ze kucken, wann een eng Gestioun mécht, wéi een déi dann zesumme mécht.

Hei zu Lëtzebuerg si mir gewinnt u grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht, ob dat an der Musel ass, ob dat um Rhäin ass oder an der Meuse, do hu mer Kommissioune vun 1950, vun 1961 a vun 2002.

Ech mengen, mir Lëtzebuerger sollten heiraus léieren, dass dëst, wéi de Rapporteur et gesot huet, wéineg Effeten huet effektiv oder wéineg Impakt huet op eist Land, mä dass et kann eng grouss Chance si fir aner Länner.

Ech si frou, dass d'Chamber dëse Projet haut an hei gestëmmt huet, well d'nächst Woch - dat wësst Der - ass den Internationale Waasserdag. An doriwwer eraus ass och zu Marseille dee grousse Weltforum vum Waasser. Do soll dann am Fong geholl gekuckt ginn, wéi vill Länner sech dëser Konventioun ralliéiert hunn. Bis elo sinn et der 24. Wann der nach eelef derbäikommen, da kréie mer Rechtssécherheet fir vill Staten op der Welt.

D'Waasser ass a bleift en Element vun enger Liewensqualitéit, vun engem gudde Mateneen am Sënn, dass d'Leit kënne gesond a propper liewen. Fir eis ass et eng Selbstverständlechkeet, mä fir vill afrikanesch an och aner Länner ass dat net de Fall.

Duerfir wollt ech der Chamber Merci soen, dass se dëse Projet haut an hei stëmmen. Sou kënne mer dann zu Marseille d'nächst Woch soen, mir hätten eis ralliéiert a mir hätten eist Versprieche vun Istanbul vu virun dräi Joer erfëllt, wou mer gesot hunn, mir géifen dës Konventioun vun der UNO ratifizéieren.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Innenminister. Da géife mer direkt elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi kommen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6309 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Lucien Clement), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank (par Mme Christine Doerner), MM. Léon Gloden (par M. Félix Eischen), Norbert Haupert, Ali Kaes (par M. Paul-Henri Meyers), Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes (par M. Lucien Weiler) et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich (par M. Ben Scheuer), Georges Engel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Roger Negri), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Ben Fayot), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Fernand Etgen), Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Carlo Wagner) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Als nächste Punkt vun eisem Ordre du jour hu mer de Projet de loi 6322, eng Ofännerung vum Artikel 24 vum Code de la Sécurité sociale. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: d'Madame Mergen an den Här Wagner. D'Wuert huet elo déi honorabel Madame Claudia Dall'Agnol als Remplaçante vun der Rapportrice, der Madame Lydia Mutsch. Madame Dall'Agnol, Dir hutt d'Wuert.

2. 6322 - Projet de loi modifiant l'article 24 du Code de la Sécurité sociale

Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP), en remplacement de Mme Lydia Mutsch, rapportrice.*- Jo, Merci, Här President. Dir Häre Ministeren, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi de President elo just ganz richteg sot, vertrieden ech haut d'Rapportrice vun dësem Projet, d'Madame Lydia Mutsch, déi leider de Mëtteg verhënnert ass.

De 27. Januar 2011 ass Lëtzebuerg vun der Europäescher Cour de justice veruerteelt ginn, well eng Dispositioun an eisem Code de la Sécurité sociale, an zwar den Artikel 24, net konform ass mam Principe vun der Libre prestation de services, esou wéi en am Artikel 49 vum Europäeschen Traité festgeschriwwen ass.

De konkreten Ausléiser fir dës Veruerteelung waren zwee Fäll, op Basis vun deenen d'Europäesch Kommissioun aktiv ginn ass. An deem éischte Fall huet déi deemoleg Privatbeamten-Krankekeess de Remboursement vu Labosanalysë refuséiert, déi an der Belsch gemaach gi waren. D'CMEP huet sech op eis Gesetzgebung beruff, déi virgesäit, dass esou Analysen…

(Brouhaha)

M. le Président.- Ech géif Iech bieden, der Madame Rapportrice nozelauschteren!

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP), en remplacement de Mme Lydia Mutsch, rapportrice.*- Merci, Här President, da brauch ech net gradesou haart ze jäizen.

D'CMEP huet sech also op eis Gesetzgebung beruff, déi virgesäit, dass esou Analysen iwwert de Wee vum Tiers payant bezuelt ginn an - en absence vun enger Tarificatioun - net vun der Krankekeess kënne rembourséiert ginn.

Am zweete Fall huet déiselwecht Krankekeess de Remboursement vu Bluttanalysë refuséiert, déi an Däitschland vun engem Dokter amplaz vun engem Laboratoire gemaach gi waren. Hei huet sech d'Krankekeess drop beruff, dass de Remboursement nëmme fir Prestatiounen a Fro kënnt, déi och am Inland rembourséiert ginn. D'Bluttanalysen an Däitschland hätten deemno an engem Labo an net vun engem Dokter misse gemaach ginn, esou wéi dat dann och hei zu Lëtzebuerg verlaangt ass.

D'Kommissioun a spéider och d'Cour de justice sinn awer zur Konklusioun komm, dass eist Gesetz, esou wéi et am Moment ass, de fräien Déngschtleeschtungsverkéier behënnert, an zwar souwuel fir d'Patiente wéi och fir déi auslännesch Prestatairen. Doropshin huet de Gesondheetsminister den 30. August zejoert an der Chamber de Gesetzesprojet 6322 déposéiert, iwwert dee mer dann och elo gläich sollen ofstëmmen.

Den initialen Text vun dësem Projet de loi huet virgesinn, dass en neien zousätzlechen Alinéa an den Artikel 24 vum Code de la Sécurité sociale géif ageschriwwe ginn, duerch deen dann eng Rei medezinesch Akten a Prestatiounen, déi am Prinzip iwwert den Tiers payant ofgerechent ginn, och nodréiglech kéinte rembourséiert ginn, a Fäll, wou den Tiers payant eben net gräift.

D'Beruffschamberen, d'Chambre de Commerce, d'Chambre des Métiers an d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics hunn de Projet de loi och positiv aviséiert.

De Statsrot huet dunn awer a sengem Avis vum 6. Dezember d'lescht Joer een neie Libellé proposéiert, fir eventuellen Interpretatiounsdivergenze vu vireran aus dem Wee ze goen.

Den Text vum Statsrot consacréiert am Fong de Remboursement als Règle générale, sou dass d'Konformitéit mam Arrêt vun der Cour a mam Traité garantéiert ass. Dernieft bleift awer de Regime vum Tiers payant grad wéi deen neie System vum Tiers payant social bestoe mat sengen evidente Virdeeler fir de Patient a fir d'Prestatairen am Kader vum Conventionnement.

D'Santéskommissioun huet sech der Argumentatioun vum Statsrot ugeschloss an den Text dann och esou iwwerholl, wéi en Iech virläit, a wéi ech dann och elo proposéieren am Numm vun der Kommissioun, en ze stëmmen.

Ech ginn heimadder dann och direkt den Accord vun de Sozialiste fir dëse Projet an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- E grousse Merci un d'Madame Rapportrice. Als éischt Riednerin ass d'Madame Martine Mergen agedroen. Madame Mergen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Martine Mergen *(CSV).*- Jo, Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, am Numm vun der CSV-Fraktioun wollt ech der Madame Rapportrice a fir d'Virdroen der Madame Dall'Agnol villmools Merci soen. Wéi Der héieren hutt, ass dëst Gesetz eent vun deenen, déi de Wee hei an d'Chamber relativ séier fonnt hunn, well mer condamnéiert gi waren op dem Europäesche Geriichtshaff, fir net am Aklang ze si mam Artikel 49 vum Europäeschen Traité.

Wéi d'Madame Rapporteur gesot huet, adaptéiere mer den Artikel 24, deen dann elo virgesäit, dass, wann eng direkt Prise en charge vun Analysen net iwwert den Tiers payant, esou wéi dat hei zu Lëtzebuerg de Fall wäert sinn a bleiwen, ka gemaach ginn, e Remboursement vun den avancéierte Sommë méiglech ass. De Remboursement soll also d'Regel ginn, an den Tiers payant als Opportunitéit fir d'Lëtzebuerger Prestatairen an Utilisateure soll zousätzlech bestoe bleiwen, sou dass d'CSV-Fraktioun géif heimadder hiren Accord zu dësem Gesetz ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci der Madame Mergen. Als nächste Riedner ass den Här Carlo Wagner agedroen. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. Carlo Wagner *(DP).*- Merci, Här President. Och ech wëll der Rapportrice, där honorabeler Madame Dall'Agnol, Merci soe fir deen exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport, a ginn domadder den Accord vun der Demokratescher Partei zu dësem Projet.

M. le Président.- Merci dem Här Wagner. Domadder hu mer keng agedroe Riedner méi. Ech mengen net… Dach, de Gesondheetsminister wëllt awer nach kuerz derzou Stellung huelen. Här Gesondheetsminister, Dir hutt d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Just fir der Rapportrice en häerzleche Merci ze soe fir déi kloer Duerstellung, déi et net néideg mécht, dass ech nach eng Kéier brauch op de Projet zréckzekommen,…

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- …der Chamberskommissioun Merci ze soe fir déi schnell Aarbecht an ze hoffen, dass mer elo erëm konform zu der europäescher Gesetzgebung ginn.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Gesondheetsminister. Da komme mer och schonn zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6322 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6322 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Fernand Boden), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden (par M. Lucien Clement), Norbert Haupert, Ali Kaes (par M. Félix Eischen), Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich (par M. Ben Scheuer), Georges Engel (par Mme Caudia Dall'Agnol), Ben Fayot, Claude Haagen (par M. Alex Bodry), Jean-Pierre Klein (par M. Roger Negri), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Ben Fayot), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Carlo Wagner), Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Eugène Berger) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Da komme mer elo zum Projet de loi 6363, enger Konventioun mat Bosnien-Herzegowina iwwert d'Sécurité sociale. Och hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. Hei hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Wagner a Kartheiser. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madame Claudia Dall'Agnol. Madame Dall'Agnol, Dir hutt d'Wuert.

3. 6363 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Bosnie-et-Herzégovine en matière de Sécurité sociale, signée à Luxembourg, le 8 avril 2011

Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP), rapportrice.*- Merci fir d'Wuert. Dir gitt mech also haut net esou séier lass. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Häre Ministeren, mir kéimen, wéi de President elo kuerz richteg sot, zum Projet de loi iwwert d'Konventioun an der Matière vun der Sécurité sociale mat Bosnien-Herzegowina.

De Projet gouf vun eisem Ausseminister, dem Här Jean Asselborn, de 15. November d'lescht Joer déposéiert. An der Réunioun vum 26. Januar dëst Joer huet d'Gesondheetskommissioun mech als Rapportrice da fir dëse Projet bestëmmt gehat. De Statsrot huet säin Avis de 6. Dezember ofginn, a mir hunn den Avis och an eiser Réunioun vum 26. Januar gekuckt. An eiser Sitzung vum 9. Februar ass du mäi Rapport unanime ugeholl ginn.

Ech erklären Iech dann elo kuerz, wat den Objet vun dësem Projet de loi ass, dee wéi gesot eng Konventioun approuvéiert an der Matière vun der Sécurité sociale, déi Lëtzebuerg mat Bosnien-Herzegowina ofschléisst.

Dës Konventioun, déi garantéiert all d'Rechter am Beräich vun der sozialer Sécherheet fir all Persounen, déi souwuel successiv wéi alternativ deem engen oder deem anere Regime vun deenen zwee Staten ënnerleien oder ënnerlouchen.

Si suivéiert am Generellen eigentlech déi Konventiounen, déi mer ëmmer maachen, déi bilateral Konventiounen, déi ofgeschloss ginn tëschent Lëtzebuerg an deenen eenzelne Staten also. D'Grondprinzipië sinn d'Égalité de traitement, d'Exportatioun vun de Prestatiounen an d'Totalisatioun vun den Assurancëperioden.

Den Applikatiounsberäich betrëfft déi eenzel Beräicher da vun der Sécurité sociale. Et sinn: d'Assurance maladie, d'Assurance accident, d'Pension de vieillesse, d'invalidité et de survie, de Chômage an d'Prestations familiales. Ausgeschloss sinn d'Assistance sociale an d'Prestatiounen un d'Victimes de guerre, an och d'Dépendance fält hei net drënner. An dëser Konventioun sinn iwwregens all Leit mat kenger Distinctioun vun hirer Nationalitéit betraff.

Wat den Détachement ubelaangt, sou gesäit d'Konventioun vir, dass während zwielef Méint den Travailleur kann détachéiert ginn a weider där Législatioun ënnerläit, wou en normalerweis géif schaffen an drënnerfalen. Dës Period kann nach eemol ëm zwielef Méint verlängert ginn, wa speziell Gegebenheeten dat sollte verlaangen. Och fir d'Diplomate gëtt et e spezielle Regime, genausou wéi fir d'Séileit an och d'Personal vun Transport- a Fluggesellschaften. Si bleiwen där Législatioun ënnerstallt, wou d'Gesellschaft hire Sëtz huet.

E puer Infoen zu deem Land, mat deem mer dës Konventioun ofschléissen an dat jo e gudde Krack méi grouss ass wéi eist. An zwar huet Bosnien-Herzegowina méi wéi 4,6 Milliounen Awunner. Et ass eng onofhängeg Republik, déi 1992 aus de jugoslaweschen Deeler Bosnien an Herzegowina zesummegesat gouf. An zënter dem Dayton-Ofkommes sinn déi zwou Entitéiten, also Bosnien an Herzegowina, wäitgehend autonom. D'Haaptstad ass Sarajevo, déi Stad, déi schonn emol d'olympesch Wanterspiller ausgeriicht hat, mä déi leider eréischt richteg berühmt gouf duerch de Balkan-Konflikt.

Ech wéilt och hei nach eng Remarque maachen zu de Länner um Balkan, mat deene mer elo alleguerten, wa mer dëse Projet de loi gestëmmt hunn, en Ofkommes an der Matière vun der Sécurité sociale hunn. Et bleift awer ee Problem op, an zwar dee vum Kosovo. Fréier huet, wéi Der wësst, de Kosovo zu Serbien gehéiert an nach virdrun dann zu Jugoslawien. Dohier war et kee Problem, wat d'Sécurité sociale ubelaangt huet, well mer mat Jugoslawien an duerno och mat Serbien en Ofkommes haten. Doduerch awer, dass mer d'Onofhängegkeet vum Kosovo unerkannt hunn, gëtt et elo e Problem, wat d'Rechter vun de Leit aus dësem Deel vum Balkan ubelaangt.

D'Serbe soen natierlech: „Dir wollt se jo unerkennen, da kuckt och elo, dass Der eens gitt! Dir hätt jo kënne virdrun dorunner denken, ier Der déi politesch Décisioun geholl hutt, de Kosovo unzëerkennen."

Wat bedeit dat awer elo konkret fir eng Persoun, déi aus dem Kosovo ass an déi elo hei zu Lëtzebuerg ass? Ma zum Beispill, dass, wa se hei schafft, si selwer zwar natierlech krankeversécher ass, mä awer Fra a Kanner, déi dohannen eventuell wunnen, net.

Une voix.- Très bien!

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP), rapportrice.*- Nach e Beispill ass, dass, wann eng Persoun zum Beispill elo 20 Joer dohanne geschafft huet an duerno 20 Joer hei oder och vläicht ëmgedréit, da kann dës Zäit net cumuléiert ginn.

Dat bedeit, dass hei eng Partie Leit kënne ganz schlecht dru sinn, wa mer net eng Léisung fannen. A wéi Der Iech kënnt denken, presentéiert déi Léisung sech natierlech net op engem gëllene Plateau. D'Kolleeginnen an d'Kolleegen aus der aussepolitescher Kommissioun, déi de Kosovo wahrscheinlech nach e bësse besser kennen, déi wäerten do sécherlech mat mer eens sinn.

Ech wollt just op dëse Problem opmierksam maachen, fir dass elo net den Androck géif entstoen, well mer en Ofkommes hunn, wat dee ganze Balkan ofdeckt, dass och jiddweree géif automatesch heidrënnerfalen.

Ech kommen dann awer direkt erëm zréck zum eigentlechen Objet vum Projet de loi an dem Statsrot sengem Avis, deen en heizou ginn huet. E war och unanime d'accord an en huet also keng Objektiounen zum Projet de loi formuléiert. D'Kommissioun huet wéi gesot och dësen Avis gekuckt, huet och de Rapport diskutéiert an huet du mäi schréftleche Rapport och unanime akzeptéiert.

Ech géif dann och elo d'Plénière bieden, dat ze maachen. Ech fir mäin Deel ginn den Accord vun der sozialistescher Fraktioun zu dësem Projet de loi an ech soen Iech nach eng Kéier Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Rapportrice. Als éischte Riedner ass den Här Wagner agedroen.

Discussion générale

M. Carlo Wagner *(DP)*.- Jo, Här President, Merci. Zu dësem Projet wëll ech der Rapportrice, der Madame Dall'Agnol, Merci soe fir hir exzellent Aarbecht, hiren exzellente Rapport a gi selbstverständlech och den Accord vun der Demokratescher Partei.

M. le Président.- Merci dem Här Wagner. Den Här Kartheiser kritt dann d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Jo, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, och vun eiser Säit aus e grousse Merci un d'Rapportrice fir hire Rapport.

Ech mengen, mir hunn hei e ganz interessante Punkt. Mir kënnen eis freeën, datt mer ëmmer méi där Accordë mat Staten ofschléissen, déi eng sozialistesch Vergaangenheet hunn, wéi hei am fréiere Jugoslawien. Ech mengen, mir hu schonn esou een Accord mat Montenegro - elo hu mer deen heiten.

Mir kënnen awer dës Geleeënheet benotzen, fir nach eng Kéier drop opmierksam ze maachen, datt mer och mat anere fréiere sozialistesche Staten esou Konventioune sollten ofschléissen. An zwar notamment mat deenen, déi an der fréierer Sowjetunioun waren. Do hu mer Communautéiten, déi och ëmmer méi wuessen, notamment aus Russland an der Ukraine, an dat gi lues a lues substanziell Bevölkerungsgruppen och hei am Land, déi ähnlech Problemer kënnen erliewe wéi déi, déi d'Madame Dall'Agnol elo grad ganz eloquent beschriwwen huet fir de Fall vum Kosovo.

Duerfir eisen Opruff un d'Regierung, fir ze kucken, fir och mat deene Sukzessiounsstate vun der fréierer Sowjetunioun ze probéieren, an d'Négociatioun ze kommen; och wa mer eis bewosst sinn, datt dat schwiereg ass, well do d'Konzeptioun vun de Versécherungsperioden an iwwerhaapt vun der sozialer Sécherheet natierlech eng aner war wéi an eisem Gesellschaftssystem. Mä mir hu Vertrauen do op d'Fantasie vun der Regierung, fir konstruktiv Léisungen ze fannen.

Villmools Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Kartheiser. D'Wuert kritt dann den Här Gesondheetsminister.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale*.- Fir Merci ze soen, och fir d'Suggestioune vum Här Kartheiser. Mir sinn ëmmer besuergt, fir d'Intérête vun de Leit op deenen zwou Säiten, déi, déi aus anere Länner heihikommen, a Lëtzebuerger, déi an aner Länner ginn, ze sécheren, a mir wäerten där doter Propositioun nokommen.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Gesondheetsminister. Domadder wier d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6363 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6363 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Lucien Clement), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden (par Mme Martine Mergen), Norbert Haupert, Ali Kaes (par M. Félix Eischen), Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Alex Bodry), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Ben Scheuer), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Fernand Etgen), Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Claude Meisch) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 6377 iwwert d'Konventioun vun Tampere. D'Riedezäit ass hei nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Hären Oberweis, Helminger a Kartheiser. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Marc Angel. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

4. 6377 - Projet de loi portant approbation de la Convention de Tampere sur la mise à disposition de ressources de télécommunication pour l'atténuation des effets des catastrophes et pour les opérations de secours en cas de catastrophe, faite à Tampere, le 18 juin 1998

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur*.- Jo, Merci, Här President, fir d'Wuert. Dir Häre Ministeren, Dir Dammen an Dir Hären, d'Konventioun vun Tampere ass en Traité, deen als Zil huet, d'Telekommunikatiounsressourcen ze gebrauchen, fir d'Folge vu Katastrophen ze atténuéieren, a fir d'Telekommunikatiounsressourcen ze notze bei Rettungs- a bei Hëllefsoperatiounen.

Am Fall vu Katastrophe spillt d'Kommunikatioun eng ganz wesentlech Roll. Dat gëllt net nëmme fir d'Preventioun vu Katastrophen, mä och vun deem Moment un, wou eng Katastroph agetrueden ass. Et geet drëms, séier a genee ze ermëttelen, wat geschitt ass a wat fir eng Hëllef wou noutwendeg ass.

Fir eng effikass Koordinatioun vun Hëllefsleeschtungen ass eng Kommunikatioun tëschent de lokalen Hëllefskräften, de lokalen Autoritéiten an deenen, déi vu bausse kommen, fir ze hëllefen, kruzial. Am Fall vu Katastrophen ass et leider oft esou, dass d'Kommunikatiounsweeër total gestéiert sinn. Ech mengen, Dir braucht lech nëmmen ze erënneren un dat schwéiert Äerdbiewen op Haiti, wéi do d'Situatioun deemools war. Dës Kommunikatiounsweeër falen da meeschtens och total aus.

Hei setzt dann d'Konventioun vun Tampere un, iwwert déi et bei dësem Projet de loi geet. Et ass - Klammer op - och den Ausgangspunkt vum Projet emergency.lu, dee vum Ausseministère initiéiert gouf.

Elo awer zréck op d'Konventioun. Hiert Haaptzil ass et, fir d'Benotzung vun den Telekommunikatiounsressourcen ze erliichteren a fir esou séier an effikass Hëllef ze erlaben an och déi negativ Konsequenze vu Katastrophen esou kleng wéi méiglech ze halen. D'Konventioun schaaft e Kader fir dës Kooperatioun an dësem Beräich, dee sech net nëmmen u Staten adresséiert, mä och un net staatlech Acteuren, un ONGen zum Beispill an un zwëschestaatlech Organisatiounen.

D'Konventioun erlaabt et, eng ganz Rei vun Obstaclen an dësem Beräich ze iwwerwannen. Viséiert sinn hei virun allem national Reglementatiounen, déi an normalen Zäite vläicht Sënn maachen, mä am Fall vu Katastrophe kënne kontraproduktiv sinn. Gemengt sinn zum Beispill konkret Limitatioune beim Import oder der Benotzung vun Telekommunikatiounséquipementer oder d'Regelung fir d'Notzung vu Frequenzen.

D'Konventioun, déi aus 17 Artikele besteet, enthält d'Prozeduren, wéi d'Ënnerstëtzung am Beräich vun der Telekommunikatioun, déi am Fall vun enger Katastroph néideg ass, ugefrot ka ginn an och wéi hir en Enn gesat gëtt. D'Konventioun geet och op d'Fro vun de Käschten an a garantéiert de Membere vun den Hëllefsorganisatiounen déi néideg Privilegien an Immunitéiten. Et sief nach gesot, dass d'Konventioun 1998 adoptéiert gouf a schonn 2005 a Kraaft getrueden ass, nodeems se vun 30 State ratifizéiert gouf.

Den Intérêt vu Lëtzebuerg un der Konventioun vun Tampere ass ganz enk verbonne mam Projet emergency.lu. Dat ass am Fong scho kee Projet, et ass méi wéi e Projet, well emergency.lu ass operationell a war och schonn am Asaz eng éischte Kéier dëst Joer am Januar am Südsudan.

Et handelt sech ëm eng „public private partnership", wou de Stat als Initiateur eng Kooperatioun agaangen ass mat Betriber aus dem Privatsecteur. Et sinn dat niewent HITEC Lëtzebuerg och SES Astra TechCom an Ducair-Luxembourg Air Ambulance, eng Duechtergesellschaft vun der Luxembourg Air Rescue.

D'Aarbechtsdeelung ass evident. HITEC Lëtzebuerg huet Terminalen entwéckelt, déi a Katastrophegebidder oder a Gebidder, wou humanitär Hëllef geleescht gëtt, agesat solle ginn, déi et sollen erlaben, no baussen ze kommunizéieren. D'SES këmmert sech ëm d'Iwwerdroung vun de Signaler via Satellit. An Ducair-Luxembourg Air Ambulance ka jee no Besoin Personal a Material an déi betraffe Gebidder transportéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Memberstate vun der Europäescher Unioun hu sech eng ganz prezis Prozedur ginn, fir der Konventioun vun Tampere ze adhéréieren. An dat läit dorunner, dass verschidde Bestëmmunge vun der Konventioun an de Kompetenzberäich vun der Unioun falen, an dass d'Memberstaten d'Konventioun nëmme ganz applizéiere kënnen, wann och d'Europäesch Unioun mat derbäi ass. Mä d'Konventioun gesäit dat awer net vir. Si gesäit just de Bäitrëtt vu Memberstate vir, vun der UNO oder vun der ITU.

Et ass duerfir décidéiert ginn, dass d'EU-Memberstaten, wa se sech der Konventioun uschléissen, eng Reserv formuléieren. An engem zweete Schrëtt géif et dann drëms goen, fir d'Konventioun esou ze amendéieren, dass d'Europäesch Unioun och ka bäitrieden.

De Statsrot huet a sengem Avis dorop higewisen a gesot, dass d'Parlament zoustëmme muss, fir der Regierung et ze erlaben, esou eng Reserv ze formuléieren. De Statsrot huet duerfir och virgeschloen, dës Autorisatioun mam Text vun der Reserv an engem zweeten Artikel vum Gesetzesprojet anzeschreiwen. A mir hunn an der aussepolitescher Kommissioun eis dëser Propos vum Statsrot ralliéiert.

Ofschléissend wollt ech Iech soen, dass Lëtzebuerg d'Konventioun vun Tampere ratifizéiere soll, well se Sënn mécht a well se Liewe rette kann, mä och - wann een un emergency.lu denkt -, fir kohärent a kredibel um internationale Plang ze sinn.

Ech ginn heimadder och d'Zoustëmmung vun der LSAP-Fraktioun an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Rapporteur Marc Angel Merci. Als éischte Riedner ass den Här Marcel Oberweis agedroen. Här Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marcel Oberweis *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, erlaabt mir am Ufank, dem honorabelen Här Marc Angel fir säi schréftlechen an och de mëndleche Rapport Merci ze soen. Déi virleiend Tampere-Konventioun huet zum Zil, nach aktuell Obstaclen ofzebauen, déi déi grenziwwerschreidend Ënnerstëtzung beim Asaz vun den Telekommunikatiounstechnologien erschwéieren oder souguer onméiglech maachen, an dat besonnesch am Fall vu Katastrophen.

D'Bereetstellung an d'Benotzung vun den Telekommunikatiounsmëttele fir de Katastropheschutz bei den Hëllefsasätz solle vereinfacht a verbessert ginn, an dat op allen Niveauen, esou wéi se elo grad beschriwwe si ginn. Bei den Noutfäll, ënner anerem engem Äerdbiewen, muss alles ënnerholl ginn, fir dass dat Schrecklechst op e Minimum reduzéiert ka ginn.

Et geet drëm, esou vill Mënschen ze rette wéi méiglech. D'Tampere-Konventioun soll derfir suergen, dass an Noutsituatiounen all méiglech Hürden ofgebaut ginn, fir schnell an onbürokratesch ze reagéieren. D'Begrenzung vu mënschlechem Leed a Schued un Eegentum an Émwelt stinn hei am Vierdergrond.

Virun allem muss derfir gesuergt ginn, dass all Informatiounen ausgetosch kënne ginn. Mir wëllen hei eng zolidd Basis an den néidegen organisatoresche wéi och technesche Kader fir eng méi koordinéiert an effizient Hëllef kreéieren.

Am Fall vun humanitäre Krisen an Naturkatastrophe kënnen déi international Hëllefsgesellschaften hir Satellitentëlefoner a Funkstatioune besser openeen ofstëmmen. Dëst Ofkommes ass bis haut vun iwwer 50 Staten ënnerschriwwen a vu ronn 30 Länner scho ratifizéiert ginn, a mir wëlle mat eisem Vote haut de Mëtten och offiziell mat derbäi sinn. D'Ënnerzeechnerländer an déi international täteg humanitär Organisatioune si gehalen, hir Kommunikatiounsmëttelen am Katastropheschutz a bei Hëllefsaktiounen esou anzeriichten, dass si matenee kooperéiere kënnen, wat net ëmmer de Fall ass.

D'Konventioun steet fir Solidaritéit mat Leit, déi an Nout gerode sinn, an dëst duerch den Asaz wéi gesot vun der Telekommunikatioun. Dës Initiativ ass doriwwer eraus och e Stéck konkret Entwécklungshëllef. E Sujet, deen d'lescht d'Joer bei den Assises de la coopération am Mëttelpunkt stoung. Dofir ass et fir d'CSV nëmmen normal, dass mir dës Konventioun ënnerstëtze bei der Ratifikatioun.

Et ass sécherlech eng reng Spekulatioun, an dach sollte mir eis hannerfroen, wéi vill Liewe gerett hätte kënne ginn, wann esou een effiziente System, notamment bei der Tsunami-Katastroph am Indeschen Ozean a bei deem Äerdbiewen op Haiti, funktionéiert hätt! Well bei deem Äerdbiewen op Haiti huet sech jo erausgestallt, dass den Zesummebroch vun der Kommunikatioun dee gréisste Problem war.

An elo gi mir eis dee performanten Outil, mat deem ënner anerem duerch den Asaz vun Handye vill Mënsche gerett kënne ginn. Mat deem schonn ugesprachene Projet emergency.lu huet eist Land, mat der Ënnerstëtzung vun der Universitéit Lëtzebuerg an enger Rei technesch héich verséierter Entreprisen, déi hei am Land am Beräich vun der Telekommunikatioun operéieren, an enger Gesellschaft fir den Ambulanzenasaz an der Loft e performanten Hightech-Hëllefssystem op d'Bee gestallt an ass do weltwäit gelueft ginn.

D'Symbios tëschent der Satellitefirma SES an dem Technologiebetrib HITEC mat als drëtte Partner der Air Rescue ass méi wéi beispillhaft hei. Et handelt sech deemno ëm eng Kommunikatiounsstruktur, déi am Katastrophefall eng optimal Hëllef duerstellt an domat vill Liewe rette kann.

Et geet drëm, wéi gesot, e weltwäit fiabele Satelliten- a Kommunikatiounssystem opzestellen, deen am Fall vu Katastrophen, notamment Naturkatastrophen oder humanitär Noutsituatiounen, an den Asaz kënnt. Dat wor elo kuerz a Somalia (veuillez lire: am Süd-Sudan) schonn de Fall, wou onst Land sech blendend ervirgestrach huet. Der Madame Ministesch Marie-Josée Jacobs wëlle mir vun hei aus op alle Fall fir hiren Engagement an deem Projet félicitéieren. Dat ass och en Aushängeschëld vun der Lëtzebuerger Entwécklungshëllef.

D'Konventioun vun Tampere schaaft d'Basis fir e weidert Engagement an de kommende Joren. A Lëtzebuerg wëllt do derbäi sinn. An dësem Sënn ginn ech am Numm vun der CSV-Fraktioun d'Zoustëmmung zu der Konventioun a soe Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Marcel Oberweis Merci. Als nächste Riedner ass den Här Paul Helminger agedroen. Här Helminger, Dir hutt d'Wuert.

M. Paul Helminger *(DP)*.- Jo, Här President, och hei ass et schwéier, no deenen engagéierte Riede vu menge Virriedner nach eng Schëpp nozeleeën. An ech géif mech also domat begnügen, fir den Accord vun eiser Fraktioun zu deem Projet ze bréngen. Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Helminger. Als nächste Riedner ass den Här Braz agedroen.

M. Félix Braz *(déi gréng)*.- Nom Här Helminger bleift dann definitiv näischt méi ze soen ausser och dem Rapporteur Merci ze soen an d'Zoustëmmung ze gi vun der grénger Fraktioun. Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Braz. An da kënnt nach den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Här President, villmools Merci. Och vun eiser Säit aus Merci un de Rapporteur fir dës gutt Presentatioun. Et deet eis e bësse leed, datt dës Konventioun, déi vun '98 ass an zënter 2005 a Kraaft, eréischt 2012 hei an d'Lëtzebuerger Chamber kënnt. Et wär sécher derwäert gewiescht, och eis éischter schonn domadder auserneenzesetzen.

Mä ee Kommentar mengen ech sollte mer awer maachen an dëser Situatioun. Mir sinn an enger Krisesituatioun an d'ADR ënnersträicht dacks an, wéi ech géif mengen, vollkommen zu Recht, datt mer vläicht d'Entwécklungshëllef hei och am Vergläich zu deem, wat aner Länner maachen, iwwerzéien. Awer wat d'Katastrophenhëllef ugeet, wéi dat hei, wou mënschlech Liewen direkt a Gefor sinn, do freeë mir eis fir festzestellen, datt mer heibanne wierklech en Accord unanime hunn. Dovunner si mir op jidde Fall iwwerzeegt, datt et net ugeet, fir Leit, déi akut an eng Noutsituatioun geroden, hänken ze loossen.

Dofir si mir och houfreg op d'Initiativ, déi Lëtzebuerger Entreprisen a Ministèrë geholl hunn an emergency.lu. A mir félicitéieren all deenen, déi do matmaachen. Mir wënschen hinnen Er-

folleg an där Realisatioun. A mir stëmmen dee Projet hei ëmsou léiwer mat.

Villmools Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Kartheiser. Den Här Ausseminister huet d'Wuert.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères.*- Jo, ech wëll och Merci soen, Här President, dem Här Angel fir de Rapport a jiddwerengem och, dee jo schéngt deen Text hei ze stëmmen.

Ech wollt och vläicht e Wuert soen zu deem, wat de Marcel Oberweis gesot huet... Nidderw... pardon!

(Hilarité et brouhaha général)

Plusieurs voix.- Oberweis!

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères.*- Oberweis gesot huet. Entschëllegt!

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Dee gouf et emol eng Kéier. En ass dout.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères.*- Ech fannen, dass en dat richteg ervirgestrach huet, wat emergency.lu ugeet. An ech wëll och soen, dass mer jo dat elo fir d'Éischt déployéiert hunn am Südsudan. An am Südsudan ass dat mat grousser Begeeschterung, déi grouss Effikassitéit, opgeholl ginn. Mir sinn och scho gefrot ginn, fir am Pazifik, an der Karibik och do präsent ze si mat deem Instrument.

An ech wëll och vläicht betounen, dass mer elo dat fokusséiere vläicht op d'Katastrophesituatiounen. Mä dat kann een och déployéieren, wa keng Katastrophe geschéien, wou ee Manktum ass u Kommunikatiounsméiglechkeeten. Och gëtt et scho Länner, déi sech duerfir interesséiert hunn. An ech mengen, wat Der gesot hutt, kann ech nëmme voll ënnersträichen, dass domadder eiser Entwécklungshëllef eng nei Dimensioun, déi iwwerall unerkannt gëtt, gi gouf.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Ausseminister. Domadder wiere mer um Enn vun dëser Debatt a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6377 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen, géint 1 Enthalung.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6377 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden (par M. Fernand Boden), Norbert Haupert, Ali Kaes (par Mme Christine Doerner), Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel (par M. Ben Scheuer), Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Alex Bodry), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Ben Fayot), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Carlo Wagner), Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Claude Meisch) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. Serge Urbany.

Wëllt ee seng Enthalung begrënnen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Da komme mer elo zu eisem leschte Projet de loi vun haut de Mëtten, nämlech de Projet de loi 6325, en EU-Reglement iwwert d'Initiative citoyenne. D'Riedezäit ass hei nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: den Här Wilmes, d'Madame Brasseur, den Här Fayot, den Här Braz an den Här Henckes. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Paul-Henri Meyers. Här Meyers, Dir hutt d'Wuert.

5. 6325 - Projet de loi relative à la mise en application du Règlement (UE) n°211/2011 du Parlement européen et du Conseil du 16 février 2011 relatif à l'initiative citoyenne

Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

M. Paul-Henri Meyers *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Gesetzesprojet 6325 huet als Zil, fir e puer Bestëmmungen an der Lëtzebuerger Gesetzgebung virzegesinn am Hibléck op d'Ausféierung vun dem Reglement 211/2011 vun der Europäescher Unioun. Dëse Reglement regelt déi sougenannt Initiative citoyenne, déi an dem Artikel 11 Paragraph 4 vun dem Lissabon-Vertrag an an dem Artikel 24 vum Vertrag iwwert de Fonctionnement vun der Europäescher Unioun virgesinn ass.

Dës Artikele gesi vir, dass wéinstens eng Millioun Bierger aus wéinstens siwe verschidde Länner aus der Europäescher Unioun der Kommissioun Virschléi kënnen ënnerbreeden iwwer Froen, déi hirer Meenung no noutwendeg si fir d'Uwendung vun den europäeschen Traitéën. De Reglement 211/2011 leet d'Bedéngunge fest a regelt d'Modalitéiten an d'Prozeduren, op deenen eng sougenannt Initiative citoyenne an deenen eenzelne Länner organiséiert ka ginn.

Ech kann net op all Detailer vun deem Reglement agoen. Ech wëll awer hei e puer Wierder verléieren iwwert d'Prozedur an iwwer och d'Bedéngungen, déi d'Bierger erfëlle mussen, fir bei esou enger Initiativ matzemaachen.

Wat d'Prozedur ugeet, muss fir d'Éischt e Comité geschafe ginn, deen déi Initiativ duerchféiert, deen de Kontakt mat den zoustännegen Instanzen, dat heescht mat der Kommissioun vu Bréissel, ophëlt. De Comité besteet aus siwen, wéinstens siwe Memberen aus siwe verschiddenen europäesche Länner.

De Comité presentéiert bei der Kommissioun zu Bréissel hir Initiativ, mat engem Text natierlech. Zwee Méint, nodeems déi Initiativ presentéiert ginn ass, muss d'Kommissioun déi Initiativ unhuelen oder refuséieren. D'Initiativ kann ënner anerem refuséiert ginn, wann de Comité net no de Bedéngunge vum Reglement constituéiert ass, wann den Objet vun der Initiativ net an d'Kompetenze vun der Kommissioun fält oder wa se net mat den Zilsetzunge vun der Europäescher Unioun iwwerenee stëmmt. Bei engem Refus ass e Recours méiglech bei den Europäesche Geriichter.

Gëtt d'Initiativ ugeholl, gëtt se enregistréiert a public gemaach. Vun deem Ablack u kënnen d'Organisateuren ufänke mat der Collecte vun den Ënnerschréften. D'Ënnerstëtzung vun der Initiativ duerch d'Bierger geschitt no deene virgeschriwwene Formulairen, déi am Reglement annexéiert sinn.

Matmaache kann all Bierger, deen am Alter ass fir bei den Europawahle stëmmen ze goen. De Reglement seet allerdéngs net kloer, ob een och wierklech dat Wahlrecht muss hunn. Wann een de Reglement strikt ausleet, brauch een dat Wahlrecht net ze hunn, mä et muss ee just d'Bedéngungen, wat den Alter ugeet, erfëllen. Et däerf een allerdéngs nëmmen eng Kéier seng Ënnerschréft fir esou eng Initiativ ginn.

De Reglement 211/2011 mat sengen Annexen ass an allen europäesche Länner direkt uwendbar. Déi eenzel Länner, och d'Lëtzebuerger Chamber, kënnen un de Bestëmmunge vun dësem Reglement an un den Annexen näischt méi änneren, sauf wat d'Uwendung am Land selwer ugeet. Et bleiwen dofir fir déi eenzel Länner eigentlech nëmmen zwou Bestëmmungen - an dat geschitt och hei zu Lëtzebuerg -, déi ëmgesat musse ginn.

Dat sinn déi vun den Artikele 14 a 15 vum Reglement. An déi betreffen éischtens d'penal Bestëmmungen - dat ass den Artikel 14 - an zweetens d'Designatioun vun deenen nationalen Autoritéiten, déi certifiéieren, dass de System, fir d'Ënnerschréften ze sammelen, konform ass, an déi certifiéieren och, dass déi gesammelt Ënnerschréften deene virgeschriwwene Bestëmmungen entspriechen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Institutiounskommissioun huet de Gesetzesprojet mat där néideger Suergfalt ënnersicht. Si huet och déi eenzel Avisen zur Kenntnis geholl, besonnesch dee vum Statsrot. D'Kommissioun huet och all Virschléi, déi de Statsrot gemaach huet, ugeholl.

Well de Reglement direkt uwendbar ass an deenen eenzelne Länner, hat de Statsrot proposéiert, dass all Bestëmmungen, déi am Text vun dem Projet de loi drastoungen an déi aus dem Reglement eigentlech quasi nëmme kopéiert waren, missten aus dem Text erausgeholl ginn. An en hat am Hibléck op den zweete Vote vun der Chamber ugekënnegt, dass en den Text net géif vum zweete Vote entbannen, wann déi Bestëmmungen net géifen erausgeholl ginn.

Déi widderspriechen nämlech den europäesche Bestëmmungen a ginn och net vun den Europäesche Geriichter esou akzeptéiert. Dofir huet och, wéi gesot, de Statsrot virgeschloen, all déi Bestëmmungen aus dem Text erauszehuelen.

D'Kommissioun ass deene Virschléi gefollegt. Doduerch kann och deen urspréngleche Text, deen zéng Artikelen ëmfaasst hat, schliesslech op véier Artikele gekierzt ginn. Op déi aner Avisë wëll ech net weider agoen. Mir hunn dat an engem schréftleche Rapport gemaach. Déi, déi sech interesséieren, kënnen dat also do noliesen.

Ech wëll allerdéngs a mengem mëndleche Rapport, sou wéi ech dat zum Deel och am Schréftleche gemaach hunn, besonnesch och nach zwee Punkte behandelen. Dat ass éischtens déi méi kuerz juristesch Analys, wat dann d'Initiative européenne wierklech, citoyenne, pardon, wierklech duerstellt. Wat stellt se juristesch duer? An zweetens: Wéi kënnen déi europäesch Bierger, déi zu Lëtzebuerg wunnen, déi Initiativ, wann et zu esou enger Initiativ kënnt, ënnerstëtzen?

D'Initiative citoyenne ass ze gesinn am Rahme vun de Bestëmmunge vun dem Titre 2 vum Lissabon-Vertrag. Wichteg ass do virun allem den Artikel 10, dee festhält, de Fonctionnement vun der Unioun baséiert op der Démocratie représentative. D'Bierger sinn um Niveau vun der Europäescher Unioun representéiert duerch d'Europaparlament. De Prinzip vun der representativer Demokratie schléisst dofir och eng direkt Bedeelegung vum Bierger un den Décisioune vun der Unioun aus. Dofir gesinn och d'Verträg net vir, dass op europäeschem Plang ee Referendum kéint ofgehale ginn.

D'Initiative citoyenne ass dofir och keng direkt Bedeelegung vum Bierger un den Décisiounen, mä et ass eigentlech ee Virschlagsrecht, sou wéi de Conseil d'État dat och ervirgehuewen huet, duerch deen d'Bierger méi staark solle motivéiert ginn, fir sech un den europäeschen Décisiounen an dem europäesche Geschéien ze bedeelegen. An et gëtt hinnen och d'Méiglechkeet ginn, fir Virschléi ze maachen, wéi ech scho virdru gesot hunn, am Hibléck op d'Realisatioun vun den Traitéën.

Et muss een eigentlech ofwaarden, wéi dat sech aus der Praxis ergëtt. Well et ass awer net esou, dass d'Kommissioun, nodeem esou eng Initiativ presentéiert ginn ass, ka maachen, wat se wëllt.

De Reglement gesäit vir, dass d'Kommissioun d'Initiativ publizéiere muss. Si muss den Organisateuren d'Méiglechkeet ginn, se mëndlech duerzeleeën. Si muss no dräi Méint matdeelen, wéi eng juristesch a politesch Konklusiounen aus esou enger Initiativ kënne gezu ginn. A si muss dann och matdeelen, wéi eng Suiten dass se där Initiativ wëllt ginn. De Reglement gesäit dann ausserdeem och nach vir, dass déi Initiativ an enger öffentlecher Auditioun am Europaparlament virgestallt ka ginn.

Wat Lëtzebuerg ugeet, gesäit de Reglement vir, dass wéinstens 4.500 europäesch Bierger, déi zu Lëtzebuerg wunnen, mat hirer Ënnerschréft déi Initiative citoyenne ënnerstëtze kënnen. D'Kontroll vun der an d'Zertifikatioun nom Artikel 15 vum Reglement läit zu Lëtzebuerg, sou wéi dat virgeschriwwen ass vun der Regierung, an den Hänn vun deem zoustännege Minister fir d'Technologies de l'information de l'État. D'Kontroll vun den Ënnerschréfte soll gemaach gi vun dem Centre des technologies de l'information de l'État.

De Bierger, dee bei esou enger Initiativ matmécht, muss no dem Formulaire säin Numm, Virnumm, Adress, Gebuertsdatum, Gebuertsuertschaft, seng Nationalitéit a säin Numéro de matricule uginn. Den Numéro de matricule, dat ass déi Nummer, déi zu Lëtzebuerg op der Kaart vun der Sécurité sociale steet. Or, dat bedeit allerdéngs, dass een also eng Rei perséinlech Donnéeë muss hierginn, déi riskéieren da gegebenenfalls publizéiert ze ginn. Wann déi Ënnerschréften an déi Nimm op Internet gesat ginn, si se natierlech public an zougänglech fir jiddwereen.

Et ass also ubruecht, an d'Kommissioun war och där Meenung, dass een hei mat ganz grousser Virsiicht misst virgoen. An dofir war d'Kommissioun der Meenung, dass, ier mer eis Aarbechten ofgeschloss hunn, mer gären en Avis gehat hätte vun der Kommissioun vum Dateschutz. Dat ass och geschitt. An d'Kommissioun huet an hirem Avis, dee se der Chamber zougestallt huet, zum Ausdrock bruecht, dass et zu Lëtzebuerg net noutwendeg wier.

Fir déi Kontroll ze maachen, wier et net noutwendeg, fir iwwert d'Matricule vun deem eenzelne Bierger ze verfügen. A si huet och drop higewisen, dass an der Belsch d'Matricule fir déi Kontroll net erfuerdert ass, dass also dee belsche Bierger seng Matricule net brauch präiszeginn, fir bei esou enger Initiative citoyenne matzemaachen.

Dofir huet och d'Kommissioun an hirem Rapport op den Artikel 5 vun dem Reglement 211/2011 higewisen, dee virgesäit, dass déi Lëtzebuerger Regierung ka bei der Kommissioun intervenéieren, fir Ofännerunge virzehuelen am Formulaire. A mir waren der Meenung, dass een déi Méiglechkeet soll notzen, fir och fir Lëtzebuerg d'Matricule aus dem Formulaire erauszehuelen.

D'Kommissioun selwer an d'Chamber kënnen dat net maachen. Mir kënnen, wéi ech virdru gesot hunn, näischt méi un deenen Texter änneren. Dofir bleift am Fong geholl nëmme méi déi Démarche vun der Regierung bei der Kommissioun. An d'Kommissioun vu Bréissel kann, opgrond vun de Pouvoirs délégués, déi de Reglement hir gëtt, déi doten Ännerung virhuelen. Mir hunn der Regierung dat matgedeelt, a souwäit wéi mer informéiert sinn, wier d'Regierung och bereet, fir déi Démarche ze ënnerhuelen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, domat hunn ech zu deem Text do alles gesot, wat noutwendeg war a wat a menger Zäit läit. An ech kann nëmme méi d'Chamber bieden, den Text esou ze stëmmen, wéi d'Kommissioun e virgeschloen huet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Rapporteur Paul-Henri Meyers Merci. Als éischte Riedner ass den Här Serge Wilmes agedroen. Här Wilmes, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Serge Wilmes *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt emol villmools Merci dem Rapporteur Paul-Henri Meyers fir säi gewinnten exzellente schréftlechen an och mëndleche Rapport. Hien huet eis nämlech hei elo ganz kloer déi wichtegst Punkten a Bedéngungen erkläert, déi mussen erfëllt ginn, fir datt mer kënnen déi europäesch Biergerinitiativ och hei zu Lëtzebuerg ëmsetzen.

Dat ass jo e ganz wichtege Projet, dee mer hei hunn, well en nun emol, wéi den Här Meyers dat kloer hei ënnerstrach huet, déi participativ Demokratie wäert stäerken, also de Fakt, datt sech méi Bierger wéi bis elo och un deem ganze politeschen Diskussiouns- an Décisiounsprozess solle bedeelegen an der EU.

Dat ass e wichtege Projet, grad och an enger Krisenzäit! An enger Krisenzäit, déi jo gewisen huet, datt d'Europäesch Unioun awer ganz grouss politesch Lacunen huet, Defiziter huet; datt déi europäesch Institutiounen net esou effikass a séier konnte reagéieren op eng enorm wirtschaftlech a finanziell Kris - sécher eng, déi mer scho laang net méi kannt hunn an deem Ausmooss -, mä wou awer trotzdeem ganz däitlech a sichtbar ginn ass, datt mer eis nach musse verbesseren a virun allem och, datt Europa, wann et soll besser fonctionnéieren, och muss kloer an den Häerzer an an den Käpp vun de Bierger verankert sinn. An dat hei ass e Moyen, fir dat ze maachen.

Do gëtt et da verschidde Bedéngungen, déi ee muss erfëllen. Eng dovunner ass jo déi eng Millioun EU-Bierger, déi sech hei mussen zesummefannen an engem Véirels vun de Staten.

Dat kléngt elo no vill, eng Millioun, wann een dat aus enger Lëtzebuerger Siicht kuckt - mir hu jo knapps d'Halschent dovunner als Awunner, 500.000. Et muss een awer trotzdeem drun erënneren, datt jo awer an der EU 500 Milliarden, 500 Milliounen, pardon, eng hallef Milliard, eng hallef Milliard Awunner sinn. Dat sinn der also dausendmol méi wéi hei zu Lëtzebuerg. An dann ass natierlech awer eng Millioun zu 500 Milliounen net esou vill. Et sinn nämlech ganz genee 0,2% vun der Bevölkerung, déi een also hei muss zesummekréien, mä an engem Véirels vun de Memberstaten.

Dat ass dann och am Endeffekt déi grouss Erausfuerderung, fir ze kucken, datt déi eenzel Comitéë sech do en place setzen an datt déi eenzel Comitéë sech dann och kuerzschléissen, wa se ee Projet gäre wëllen der Europäescher Kommissioun virschloen; well et jo awer och an den EU-Länner ganz ënnerschiddlech Kulture vun der participativer Demokratie ebe gëtt.

Duerfir ass doranner eng Erausfuerderung, déi muss ugaange ginn. An och mir hei zu Lëtze-

buerg mussen dann ebe kucken, wéi mer eis an deem dote System wäerten erëmfannen, fir eis mat anere Länner ofzestëmmen, fir eng gemeinsam Saach kënne viru Bréissel ze bréngen.

Nach bleift awer, datt et, wéi gesot, e Schratt an déi richteg Richtung ass, fir datt d'EU-Bierger sech méi un deem politesche Liewen an der EU solle bedeelegen. An, ech hunn et jo elo grad gesot, mat der Krisenzäit, datt et do nach méi wichteg ginn ass, datt mer déi Lacunen, déi mer hunn, kënne combléieren.

Mä dobäi sief awer trotzdeem erënnert, datt jo awer och Effortë gemaach gi si schonn an der Vergaangenheet, fir ze kucken, datt d'EU soll politesch besser fonctionnéieren, an datt och d'Bierger do sollen hir Rechter hunn. An duerfir wéilt ech eng Kéier ganz kuerz drun erënneren, wat an der Vergaangenheet alles gemaach ginn ass, datt dat heiten u sech och sech an engem Prozess situéiert, deen eng logesch Suite eben dovunner ass vun deem, wat an der Vergaangenheet an der europäescher Vereenegungsgeschicht alles geschitt ass.

Do hu mer dann zum Beispill, fir déi grouss Etappe just ze huelen: Natierlech an de 60er Jore war d'Schafung endlech vun deem Europaparlament, wat an de 70er Joren, prezis 1979, dann och duerch de Suffrage universel bestëmmt gëtt vun den europäesche Bierger. A wat deemools eben och gemaach ginn ass, agefouert ginn ass, dee Suffrage universel, fir ebe grad déi europäesch Vereenegung méi an de Käpp an an den Häerzer vun den Europäer ze verankeren an och fir deenen europäeschen Institutiounen eng demokratesch Legitimitéit an Transparenz ze ginn, an dem Vollek eben och eng Kontroll doriwwer. Dat war ee ganz wichtege Schratt, dee mer gemaach hunn.

Duerno komme mer schonn op d'Joer 1992 mat dem Traité vu Maastricht. Dee schaaft eng europäesch Citoyennetéit, déi dorauser besteet, datt mer eben als EU-Bierger iwwerall, wou mer an engem Land sinn, eis un den Europawahle kënne bedeelegen, mä awer och un de Lokalwahlen - also um Gemengenniveau zemools -, wou mer eis also kënne fräi bewegen an och den Droit de libre séjour hunn.

A wou mer dann och, duerch déi europäesch Citoyennetéit, eng Protection diplomatique a consulaire hunn. Dat gëllt jo zum Beispill an eisem Fall, well mer net iwwerall Ambassaden hunn, kënne mer dann an engem Land, wou mer sinn, wou keng lëtzebuergesch ass, eis un eng vun engem aneren EU-Stat wenden, fir dann eben do, wa mer Problemer hunn, Hëllef ze kréien.

Dann ass nach e wichtege Prinzip oder zwee wichteg Prinziper mat Maastricht agefouert ginn: Dat sinn d'Subsidiaritéit an d'Proportionalitéit. An zemools jo och de Prinzip vun der Subsidiaritéit, déi soll jo dozou bäidroen, datt d'Décisiounen esou no wéi méiglech, wann et ebe méiglech ass, beim Bierger solle getraff ginn.

Dann hu mer nach en anert Recht, wat scho vill méi erukënnt och un dat europäescht Initiativrecht, wat agefouert ginn ass '92, dat ass d'Petitiounsrecht, wat et scho gëtt, wou kënnen entweder déi eenzel EU-Bierger, oder awer zesumme sech schléissen, eng Petitioun am Europaparlament erabréngen, iwwert déi da soll, wann d'Konditiounen erfëllt sinn, kann diskutéiert ginn an dat gekuckt ginn.

A mir hunn och nach den europäeschen Ombudsmann, deen deemools agefouert ginn ass, wou ee sech kann als europäesche Bierger wenden, wann ee Problemer mat Administratiounen huet.

An da si mer scho méi e Schratt weidergaangen. Dertëschent sinn nach erëm vill Traitéë komm an nach vill Sommeten, wou mer erëm probéiert hunn, d'Europäesch Unioun politesch méi fit ze maachen. Do hate mer jo dat Joer 2005 mat deem grousse Versuch, fir kënnen eng richteg Verfassung fir Europa ze schafen. An do ass deemools an deem Traité - dee scho vill Leit vergiess hunn, dee schonn ënnergaangen ass e bëssen an der Geschicht -, do stoung schonn dat europäescht Initiativrecht fir d'Bierger mat dran. Et ass also u sech nach esou e Relikt, wat mer mat eriwwergeholl hunn, wat eis wichteg erschéngt huet, wat e wichtegt, fundamentalt Recht soll gi vun den EU-Bierger a wat mer dunn an deem Traité vu Lissabon 2009 dra verankert hunn.

Mat deem sengem Akraafttrieden 2010 besteet dat Recht eben och fir den EU-Bierger. Ech mengen, dat ass och wichteg, emol eng Kéier ze betounen, datt eben den EU-Bierger och Rechter huet, an datt Bréissel eben net just dat Bild ass vun deem anonymen administrative Waasserkapp - an deene Sommeten, wou d'Stats- a Regierungschefe sech treffen -, mä datt et eben och de Bierger aus der EU Rechter gëtt, op déi se kënnen zréckgräifen a mat deene se ebe kënnen, wa se et gären hätten, datt eppes géif un d'Rulle bruecht ginn, op d'mannst dat emol virbréngen den Institutiounen. A wann do all d'Bedéngungen erfëllt sinn, musse se sech domadder befaassen a kréien also och e Retour dovunner.

D'EU-Bierger musse sech däers ebe just méi bewosst sinn. Duerfir loosst eis deen heite Gesetzesprojet als eng Chance gesinn, fir dat Bewosstsinn nees méi ze schafen, ebe grad elo an dëser Krisenzäit, wou mer méi Europa brauchen, fir all méi e politesch staarkt a gëeentent Europa! An duerfir, aus all deene Grënn, wäert och d'CSV-Fraktioun fir dëse Gesetzesprojet stëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Wilmes. Als nächste Riedner ass d'Madame Anne Brasseur agedroen. Madame Brasseur, Dir hutt d'Wuert.

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären: «Le traité de l'Union européenne renforce la citoyenneté de l'Union et améliore encore le fonctionnement démocratique de l'Union par l'intermédiaire d'une initiative citoyenne européenne.» Dat ass d'Zilsetzung vun deem Reglement, wat mer elo an nationaalt Recht ëmsetzen. D'DP-Fraktioun wäert dëse Projet de loi stëmmen. Nach sinn ech awer skeptesch, ob doduerch Europa de Bierger méi no kënnt. An ech mengen, ech sinn net eleng heibannen, wat déi Skepsis huet.

D'Prozedur, déi elo virgesinn ass, fir déi Initiative citoyenne duerchzeféieren, ass zur Genüge vum Rapporteur duergeluecht ginn, an ech wëll dann net dorop agoen. Ech wëll dem Rapporteur och dofir Merci soen.

Mir sëtzen hei am Fong ee Stéck vun deem Traité de Lisbonne ëm- am Konvent deemools, an den Här Wilmes huet dat rappeléiert, ass jo gesot ginn, Europa dem Bierger vill méi no bréngen -, an dat Eenzegt, wat am Fong iwwreg bliwwen ass vun deem ganz gudde Virsaz, ass déi Initiative européenne mat all deene Komplikatiounen, déi dat awer comportéiert. An do hu mer, wa mer éierlech sinn, kee ganz grousse Schratt gemaach!

D'Kommissioun, déi dann domat befaasst gëtt, do seet de Conseil d'État mat Recht: Déi kritt et och net ganz einfach, dat ëmzesetzen. Nach kann ee soen, duerch déi mediatesch Dynamik, déi hanner esou eng Initiativ kënnt, wa se dann zustane géif kommen, déi bréngt et da vläicht mat sech, dass awer Positioune sech kënnen änneren.

An deem Kader hu mer eng Rei Froen an der Kommissioun opgeworf, an ech wëll haaptsächlech op déi vun der Utilisatioun vun der Matriculesnummer zréckkommen. D'Matriculesnummer, wéi mer matgedeelt kruten, ass net indispensabel, fir dass déi bei der Identifikatioun vun de Signatairë vun esou enger Initiativ figuréiert. A mir sollen dach wann ech gelift ganz virsiichteg sinn. Mir op jidde Fall als Demokratesch Partei stellen d'Protektioun vun der Sphère privée, vun der Vie privée wierklech iwwer alles! An dat ass heimat, menger Meenung no, net 100%eg garantéiert.

Et widdersprécht och dem Artikel 8 vun der Europäescher Konventioun vun de Mënscherechter vun der Protection vun der Vie privée. An et weess een net, wann dat hei géif drakommen, deemno a wellech Hänn et géif geroden, wat kéint mat där Matriculesnummer gemaach ginn. An duerfir verlaange mir wierklech, dass mer mussen, wéi dat an der Kommissioun och festgehale ginn ass, dorop zréckkommen.

Ech hunn hei keng Motioun presentéiert, iwwert déi mer géifen ofstëmmen. Mä, Här President, ech wier awer frou, wann all politesch Partei sech hei géif engagéieren an och wann d'Regierung sech hei géif engagéieren, dass mer dat nach eng Kéier iwwerpréiwen an effektiv dorop zréckkommen.

Wéi mer drop opmierksam gemaach gi sinn, ass dat jo an der Belsch net noutwendeg. Da soll et hei och net noutwendeg sinn. Mir mussen nämlech mat den Données personnelles ganz, ganz gutt oppassen. An dat ass eppes, wat elo iwwerhandhëlt. Mat der Vernetzung vun den Date ka wierklech Unfug gemaach ginn. An duerfir wier ech wierklech frou, wa jiddwereen, all Fraktioun sech hei géif engagéieren, dass mer géifen dorop zréckkommen an dass mer deen Engagement och haut vun der Regierung kréien.

Et kéint een an deem Débat vun der Initiative citoyenne eng ganz Partie Froen opwerfen, nämlech déi vun dem Stellewäert vun der representativer Demokratie. D'representativ Demokratie, dat ass eppes, zu deem mir ons engagéieren. Dat bréngt awer och eng ganz grouss Responsabilitéit mat sech. An als Vertrieder vun enger representativer Demokratie däerf ee sech och net hanner enger Initiative citoyenne verstoppen a seng Responsabilitéit als Élu ofginn. Duerfir ass et am Fong eng Diskussioun, déi méi wäit féiert wéi dee Kader, an deem mer ons hei befannen. Eng Diskussioun, déi mer jo awer op aner Plaze kéinte féieren.

Wann ech vun der Responsabilitéit schwätze vun de gewielte Vertrieder - déi si jo dofir do, fir Texter ze maachen, a gi vum Wieler dann och sanctionnéiert, wa se hirer Aufgab net gerecht ginn -, da gëtt et awer och eng Responsabilitéit vum Bierger. Or, muss de Bierger awer an d'Lag versat ginn, déi Responsabilitéit kënnen auszeüben. An duerfir muss een drop pochen, dass mer och eng Éducation à la citoyenneté hunn a kréien. Well et notzt näischt, Instrumenter ze schafen, wann een op där anerer Säit net de Bierger an d'Lag versetzt, iwwerhaapt mat esou engem Instrument kënnen ëmzegoen.

Dofir géif ech der Regierung och un d'Häerz leeën, Här Ausseminister, dass Der bei Ärer Kolleegin Éducatiounsministerin intervenéiert, dass d'Éducation à la citoyenneté wierklech ëmgesat gëtt an de Schoulen, fir dass de Bierger net nëmmen theoretesch Rechter huet, mä dass de Bierger och déi Rechter kann notzen an ausüben!

Dat sinn déi Observatiounen, déi ech zu dësem Projet de loi wollt maachen. An da ginn ech nach eng Kéier d'Zoustëmmung vun der DP-Fraktioun. Mä ech hoffen awer, dass mer den Engagement vun de Parteien a vun der Regierung kréien, dass dat mat der nationaler Matriculesnummer nach eng Kéier iwwerpréift gëtt, well dat schéngt ons wierklech enorm wichteg ze sinn, an dat solle mer net einfach liichtfankeg huelen an op d'Spill setzen. An ech hoffen och, dass dann dat net an de Vergiess geréit, well et ass eemol ze vill wichteg.

Ech soen Iech villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Brasseur. Als nächste Riedner ass den Här Ben Fayot agedroen. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, an der Emsetzung vun der europäescher Biergerinitiativ huet ons Chamber wéineg matzeschwätze gehat. Dëst ass, wéi de Rapporteur a sengem exzellente Rapport dat gesot huet, iwwer en direkt applicabelt europäescht Reglement décidéiert ginn, an et bleiwe fir d'Lëtzebuerger Chamber an dësem Projet just zwee Elementer gesetzlech ze bestëmmen.

Ech wëll awer och erënneren drun, dass et am Virfeld vun dësem legislative Prozess e Grénbuch vun der Kommissioun gouf, zu deem och ons Chamber den 18. Januar 2010 hir Meenung erabruecht huet, an zwar iwwer zwou Kommissiounen, nämlech d'Commission des Institutions an d'Commission des Affaires européennes. Ech soen dat, well mer jo eigentlech als Chamber net an d'Aarbechte vun dem europäesche legislative Prozess agebonne sinn.

Ech bedaueren, muss ech soen, dass besonnesch an enger institutioneller Fro, déi d'Wiese vun onser Demokratie beréiert an och vun der europäescher Demokratie, d'Chamber eigentlech zwar an engem Avis virdru Stellung geholl huet, dass se awer net während dem legislative Prozess iergendwann wéinstens consultéiert ginn ass. Dëst hätt, menger Usiicht no, eng Partie Diskussiounen, déi elo bei der Applikatioun vum Reglement zu Lëtzebuerg Schwieregkeete maachen, verhënnert.

Et handelt sech jo, et ass scho gesot ginn, ëm d'Utilisatioun vum Numéro d'identification national bei der Ënnerstëtzung fir eng Initiativ, déi jo op informatesch Weis geschéie soll. D'Commission nationale de la protection des données huet dat jo och post festum kritiséiert. A mir gi jo elo, iwwer e Bréif probéiere mer bei der Kommissioun dat am Reglement geännert ze kréien.

Ech wëll soen, dass dat am Reglement steet, an dass dat also nëmme kann iwwer e Bréif vun der Regierung eventuell, wann d'Kommissioun d'accord ass, en vertu vun hire Pouvoirs délégués dat ze änneren, geännert ka ginn. Ech mengen, wa mer dat vläicht am Laf vun der legislativer Prozedur hei beschwat hätten, dann hätte mer dee Problem och méi fréi kënnen erkennen an dann hätte mer dee Mëssel do kënnen évitéieren.

Ech wëll awer déi Remarque do, déi méi kritesch Remarque fir d'Regierung, abetten an eppes, wat mir perséinlech ganz staark um Häerz läit. Deen Traité vu Lissabon, wou dann dës europäesch Biergerinitiativ een Element dovunner ass, fir Europa méi demokratesch ze maachen, Europa méi no un d'Bierger ze kréien, an deem Traité vu Lissabon si jo eng ganz Partie Elementer, fir dat fäerdegzebréngen. Dës Biergerinitiativ ass jo nëmmen een Element dovunner.

En anert Element, dat ass d'Participatioun vun den nationale Parlamenter un der europäescher Politik an engem Land. Mir wëssen, dass d'Regierung, déi national Regierunge si Législateuren um europäesche Plang. Mir hunn an dëser Législatioun eigentlech näischt ze soen, just am Virfeld hu mer jo d'Recht, wéi de Protokoll N°2 vum Traité ons dat seet, fir ons Meenung zu Propositioune vun Direktiven a Reglementer ze ginn. An do muss och d'Regierung mat dem Parlament zesummespillen, fir dass mer déi demokratesch Komponent och op deem Plang kënne realiséieren.

Et sinn also an deem Traité vu Lissabon net nëmmen d'europäesch Biergerinitiativ, mä eng ganz Partie Elementer, déi vum Konvent fir de Verfassungsvertrag erabruecht gi sinn. Déi musse realiséiert ginn, an dozou gehéiert de Reflex vun der Regierung, an och vum Parlament, fir méi no mam nationale Parlament an europäesche Froen zesummenzeschaffen.

De Rapporteur mécht a sengem Bericht déi wichteg Remarque am Kader vum Artikel 10 vum Traité vun der Union européenne, dass d'Europäesch Unioun nom Prinzip vun der representativer Demokratie fonctionnéiert. Dëst schléisst natierlech den europäesche Referendum aus. An ech hunn am Avis vum Conseil d'État gelies, e bëssen en sourdine hat ech geduecht ze liesen, dass de Conseil d'État géif bedaueren, dass deen europäesche Referendum net am Traité wär.

Ech muss Iech awer soen, étant donné, dass mer jo an Europa no der representativer Demokratie fonctionnéieren, étant donné och, dass an Europa kleng, mëttel a grouss Länner sinn, kann ech mer net virstellen, wéi e Referendum an Europa géif fonctionnéieren, well op jidde Fall, Lëtzebuerg géif jo do ganz liicht iwwerschwemmt gi vun deene Wieler vun de grousse Länner, sou dass ech mengen, dass déi Diskussioun fir ons Länner op jidde Fall net vill Sënn huet.

Déi Elementer, déi am Traité vun der Union européenne stinn, fir d'Demokratie ze förderen, stinn also am Artikel 11, an deem och d'Biergerinitiativ drasteet.

Dës Biergerinitiativ ass natierlech keen Element vun direkter Demokratie. Si bleift um hallwe Wee stoen, well d'Kommissioun net forcéiert gëtt, e Gesetzestext opgrond vun enger Biergerinitiativ virzeleeën. Si muss natierlech op déi Biergerinitiative reagéieren, wa se dann an d'Kompetenz vun der Europäescher Unioun falen. Dat heescht, si muss öffentlech mat den Initiateure vun enger Biergerinitiativ diskutéieren. An ech wëll soen, dass d'Kommissioun ganz vill Ustrengunge mécht an och gemaach huet, fir eng Partie vun deenen Dialogméiglechkeeten, déi et an dem Traité vu Lissabon gëtt, ëmzesetzen, besonnesch och zesumme mat den nationale Parlamenter.

Erlaabt mer drun ze erënneren - et ass nach net gesot ginn hei -, dass dës Biergerinitiativ opgrond vun engem Antrag an de leschten Deeg vum Konvent 2003 an de Vertrag opgeholl ginn ass, en Antrag, deen de Paul Helminger an ech selwer mat ënnerschriwwen hunn an deen aus der Société civile am Ëmfeld vum europäesche Konvent erauskomm ass. Et waren am Ëmfeld vun dem Konvent Associatiounen, déi fir méi Demokratie respektiv och fir direkt Demokratie agetratt sinn, déi iwwert de Wee vun enger Partie Membere vum Konvent deen Antrag virgeluecht hunn.

Ech ka mech erënneren, et war den däitschen SPD-Deputéierten, de Professor Jürgen Meyer, deen deen Antrag ronderëmgereecht huet an deen, wéi gesot, vun deenen zwee Vertrieder vun der deemoleger Lëtzebuerger Chamber ënnerschriwwe ginn ass an dann och ebe säi Wee gemaach huet. Ech wëll och soen, dass ënnert de Signatairë vun deem Antrag, dee schlussendlech ugeholl ginn ass, kee Regierungs- an och kee Kommissiounsvertrieder derbäi war, déi an där Hisiicht méi orthodox ware wéi d'Parlamentarier, déi jo hirersäits awer intensiv fir méi Demokratie an Europa agetratt sinn.

Wann dann och, Här President, d'Biergerinitiativ an hirer Portée relativéiert gëtt, dann ass et trotzdeem eng demokratesch Avancée, déi mer net klengriede sollen. Ech hu vun der Skepsis vun der Madame Brasseur gehéiert. Ech begréissen, dass hire Parteikolleeg, de Paul Helminger, deemools net déi Skepsis hat. Ech hat se och net. An ech mengen, an deem laangen europäeschen Integratiounsprozess ass och dës Biergerinitiativ e wichtegt Element vun Demokratie a Biergerparticipatioun, a mir hoffen, dass doraus och dat erauskënnt, wat mer ons gewënscht hunn.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Fayot. Als nächste Riedner ass den Här Félix Braz agedroen. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Merci, Här President. Ech wëll och am Numm vun der grénger Fraktioun als Éischt dem Här Meyers Merci soe fir säi schréftlechen a mëndlechen, ganz kompetente Rapport.

Den Här Fayot huet et rappeléiert: D'Iddi vun der Initiative citoyenne ass am Konvent gebuer, mä et war elo net déi grouss Léift. Et war elo net déi Dispositioun, déi d'Masse beweegt hätt am Konvent, an et war och net déi Dispositioun, déi no baussen déi grouss Bedeitung sollt hunn a sollt kréien.

Trotzdeem huet déi Iddi vun där Initiative citoyenne, zumindest hei zu Lëtzebuerg am Kader vum Referendum, dee jo deemools positiv hei zu Lëtzebuerg ausgaang war, contrairement zu deenen a Frankräich an an Holland, hei an der nationaler Debatt hat déi Iddi vun enger Initiative citoyenne eng relativ grouss Bedeitung kritt. Dat ass als eent vun den Elementer erausgestrach gi vu villen, déi d'Demokratie an Europa sollte verbesseren.

Och mir gesinn dat als e positivt Instrument vum Traité un. Mir maachen eis allerdéngs wéineg Illusiounen iwwert d'Portée, déi dat Instrument kéint hunn, obwuel et net onméiglech ass. Mir kënnen eis duerchaus virstellen, dass op wichtegen Themen an Europa et kéint zu enger Mobiliséierung kommen an, hoffentlech och geschwënn eng Kéier, zu enger éischter praktescher Ëmsetzung vun där Iddi vun der Initiative citoyenne.

Ganz aktuell, kéint ech mer virstellen, kéint zum Beispill sinn eng Initiativ fir eng europäesch Finanztransaktiounssteier. Do kann een zwar soen, gutt, um Niveau vun de Stats- a Regierungschefen ass schonn diskutéiert ginn an iergendwou och schonn tranchéiert ginn, mä trotzdeem gleewe mer drun, dass, wann esou eng Initiativ eng Millioun oder méi Ënnerschréften a siwe Länner kéint sammelen, da kéint dat vläicht awer, och an där aktueller Debatt, e politesche Momentum duerstellen, deen net einfach kéint ignoréiert ginn.

An där Themen, wéi dat doten, kënne mir eis och nach anerer virstellen, sou dass mer dat Instrument hei, ouni et wëllen iwwerzebewäerten, ouni et als Léisung vum Demokratiedefizit an Europa wëllen duerzestellen, dach als en Instrument wëllen ugesinn, dat potenziell eng Roll an der politescher Debatt ka spillen, op Sujeten, déi dann hoffentlech gutt ausgesicht wieren. Fir mech heescht gutt ausgesicht, datt déi Sujeten éischter géife méi Europa probéieren ze ënnerstëtzen, wéi datt se géife probéieren, manner Europa als Resultat vun esou Initiativen ze hunn. Mä, d'europäesch Biergerinnen a Bierger si fräi, d'Initiativen ze huelen, déi se wëllen.

Allerdéngs - dat wëlle mer och nach eng Kéier ënnersträichen -, si musse sech am Kader bewege vun de bestehenden Traitéen a vun de bestehende Kompetenzen, déi d'Institutiounen hunn. Et ass also net, dass all Thema…

(Interruption)

Pardon, déi Kommissioun, fir et ganz prezis ze soen. Et ass also net esou, dass zu all Thema kann eng Initiative citoyenne geholl ginn. Et musse schonn där sinn, déi an de Kompetenze vun der Europäescher Kommissioun leien.

Zu der Léisung vum Demokratiedefizit an Europa géife ganz aner Saachen och nach kënne bäidroen. Zum Beispill d'Lisibilitéit an d'Genèse vun den Décisiounen, déi zu Bréissel oder anerwäerts och um Niveau vun de Conseile geholl ginn, den Ëmgang an der innenpolitescher Debatt mat Bréissel, mat den europäeschen Décisiounen. Dir kennt d'Muster: Déi gutt Saachen, dat ass ëmmer de Mérite vun all nationaler Regierung; déi - entre guillemets - „schlecht" Saachen, dat ass ëmmer d'Schold vu Bréissel.

Och dat ass nach ëmmer europäeschen Alldag an dat stéiert d'Entwécklung vum demokrateschen Europa minimum esou vill wéi d'Passagen an den Traitéen. Den Ëmgang domat ass minimum esou wichteg an eisen Aen.

Et kann een och aner Virschléi maachen, déi net incompatibel wiere mat den Traitéen, fir Europa virunzebréngen. Zum Beispill eng Iddi, déi mer schonn als gréng Fraktioun méi oft a Perspektiv gesat hunn, et ass sécher näischt fir haut oder fir muer de Moien, mä déi mer a Perspektiv gesat hunn, nämlech: Firwat net sech e Wahlkampf an Europa virstelle mat europäesche Lëschte vun de verschiddene Parteien? Dass also en europäesche Wahlkampf tatsächlech an engem europäesche Gedanke gefouert gëtt, an dass och Parteien, well déi gëtt et jo mëttlerweil an Europa, déi si constituéiert: Firwat kann ee sech net virstellen, dass et och europäesch Lëschte géife ginn? Wou selbstverständlech all d'Länner an d'Memberparteie sech misste kënnen dran erëmfannen, no Modalitéiten, déi missten diskutéiert ginn. Mä dat wär mat Sécherheet e méi authenteschen europäesche Wahlkampf wéi dat, wat haut de standard-europäesche Wahlkampf ass.

Wéi gesot, och wa mer eis bewosst sinn, dat ass näischt fir haut a fir muer de Moien, mä d'Perspektiv däerf een opmaachen an et däerf een och dru gleewen, dass et eng Kéier eng aner Qualitéit vun europäescher Debatt gëtt am Kader vun den Europawahlen.

Mir hunn och aner Saachen, déi et scho gëtt, déi och de Gedanke vun der europäescher Demokratie kéinte stäerken, déi mer nach net komplett genotzt hunn. Stéchwuert „citoyenneté européenne". Gëtt et zënter dem Traité vu Maastricht. Ass eng Saach, déi och zu Lëtzebuerg e schwéieren, méi holprege Wee gaang ass. Wou mer déi Derogatiounen, déi mer '92 gefrot hunn, eis nëmme schwéiergedoen hunn, ofzebauen. Dat huet kee vun eis verlaangt. Mir waren ëmmer fräi, de Gedanke vun der Citoyenneté européenne net ze verwiessele mat der Initiative citoyenne, mä de Gedanke vun der Citoyenneté européenne, vum europäesche Gedanke méi séier zu Lëtzebuerg virunzebréngen, dat hu mer net gemaach.

D'selwecht den Ëmgang, dee mer zu Lëtzebuerg och nach ëmmer hunn tëschent den Europawahlen an de Gemengewahlen. Firwat hu mer bei den Europawahlen, oder ëmgedréit, firwat hu mer bei de Gemengewahlen nach ëmmer en Délai de résidence, deen esou villes méi laang ass wéi dee vun den Europawahlen? Dat mécht, wa mer éierlech sinn, eigentlech och kee Sënn.

Dat ass ëmmer nëmmen eng politesch Décisioun, fir d'Erklärung méi lues am Land ze vermëttelen, mä en fait schwätzt, an eisen Aen, scho laang näischt méi dergéint, dass ee beim Délai de résidence fir d'Gemengewahlen zumindest dee Regime hätt, deen een huet wéi bei den Europawahlen. Do di mer eis zu Lëtzebuerg schwéier. Do hält keen eis dovun of. Dat wier e Stéck geliefte Citoyenneté européenne, déi Lëtzebuerg ganz eleng kéint ausgestalten.

Déi aner europäesch Länner hunn och aner Demokratiedefiziter beim europäesche Gedanken. Mir hunn zu Lëtzebuerg zumindest elo emol dee Sprong och gemaach, datt mer d'Netuniounsbierger bei eis och um lokalen Niveau mat eranhuelen.

Firwat ass um europäeschen Niveau d'Abannung vun den Awunner aus Drëttstaten an d'europäesch Politik eng Saach vun der Onméiglechkeet? Ech weess, wéi eng Länner sech wourunner stéieren. Mä dee Gedanken, dee muss weidergoen. Et muss och méiglech sinn, eng europäesch Demokratie ze konzipéieren, déi och déi Leit mat abënnt, déi wuel aus engem Drëttstat kommen, déi awer schonn eng länger Residenz um Territoire vun engem Land vun der Unioun hunn.

D'Europäesch Unioun ass net nëmmen d'Saach vun de Bierger aus engem Memberland vun der Unioun. Vill anerer droen dozou bäi, an dat wier och e Stéck gelieften europäesch Demokratie, déi vläicht nach méi Bedeitung hätt wéi d'Initiative citoyenne.

Lescht Stéchwuert, den Här Fayot huet et schonn erwähnt, d'Roll vun den nationale Parlamenter. Och do ass villes, wat mer kënne maachen, fir d'europäesch Demokratie ze verbesseren.

Eng méi staark, positiv Abannung vun den nationalen Deputéierten an de Parlamenter insgesamt an den europäeschen Diskussiounsprozess, méi fréi och do am Gedanken, sech méi fréi anzebréngen, net fir duerno, wann alles bal ze spéit ass, mat zwee Féiss op der Brems ze probéieren ze stoen.

Net d'Logik vun der Rouder Kaart, mä éischter d'Logik vun enger Grénger Kaart, déi sech fréi abréngt an Impulser gëtt, ier Europa sech op de grousse Linne festgeluecht huet.

Alles dat sinn Elementer vun enger verbesserter europäescher Demokratie, déi op ville Punkte kéint awer nach ëmmer en nationalen Ursprong hunn an déi op ville Punkte kéint en nationalen Impuls kennen, an ech hunn d'Beispiller genannt.

Dat gesot, Här President, bréngt natierlech och déi gréng Fraktioun d'Zoustëmmung zu dësem Gesetz a waart an hofft op besser demokratesch Zäiten an Europa.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Braz. Als nächste Riedner ass den Här Henckes agedroen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Merci, Här President. Fir d'Éischt e grousse Merci un de Rapporteur, de Paul-Henri Meyers, deen déi ganz Gesetzgebung an och dee Règlement européen ganz am Detail explizéiert huet.

Et muss een hei festhalen, datt ee 4.500 Ënnerschréfte brauch, fir zu Lëtzebuerg kënnen drun ze participéieren. Dat ass de Minimum, wat mer mussen hunn. An et stellt sech deen Ablack awer och eng Fro, wéi mer dann déi Persounen identifizéieren, déi do matmaachen.

Et ass kloer, datt een de Gebuertsdatum muss vun deene Leit hunn, well soss kréie se e bëssel che Schwieregkeeten, fir déi ze identifizéieren. A mir hunn haut en Numéro de matricule, do hu mer de Gebuertsdatum plus dräi Zuelen. Et geet also héchstwahrscheinlech dorëm, ob een déi dräi Zuelen dann elo muss mat publizéieren oder net.

Ech wëll och drop hiweisen, datt den 30. November 2010 de Contrôleur européen pour la protection des données en Avis positif zu där Iddi ginn huet, fir déi Matriculesnummere public ze maachen.

Et gesäit een also, datt um lëtzebuergeschen Niveau eng aner Attitüd ass, an ech huelen un, datt dat Ganzt geet ëm déi dräi Zuelen, déi mer do en plus hu par rapport zu anere Länner.

An deemselwechte Kontext stellt sech dann natierlech och nach d'Fro vun den europäesche Fonctionnairen, déi hei zu Lëtzebuerg sinn, beispillsweis. Déi hu keng Matriculesnummer, déi kéinten also net un esou engem Referendum participéieren. Dofir wier et gutt, wa mer dat och nach géifen an deenen Debatte mat der Commission européenne eng Kéier kucken, wéi een dat soll da praktesch upaken, wat fir eng Donnéeën do eventuell sollten zréckbehale ginn.

Et ass also, mengen ech, nach munches um Niveau vun der Technik a vun der Informatik ze kucken, datt een déi Persounen identifizéiert, déi matmaachen. An datt een do awer och e System huet, deen awer och vérifiabel ass a wou et net zu Abusë ka kommen, datt d'Leit an e puer Länner oder op e puer Plaze sech mellen, fir un esou engem Referendum deelzehuelen.

Déi zweet Saach, déi ee muss festhalen, dat ass datt, wann esou eng Millioun Ënnerschréften zesummekënnt, da muss d'Commission européenne en Avis juridique ginn, dat heescht, déi juristesch Aspekter kucken, an och e politeschen Avis. An da weess keen, wat domadder geschitt. Da ginn d'Leit jo gehéiert.

Logesch wier et gewiescht, datt, wann en Accord fonnt gëtt fir dat Juristescht an dat Politescht, dann awer iergendeppes misst domadder geschéien. Gëtt dat e Referendum? Gëtt dat e Projet de directive? Wat soll domadder konkret geschéien?

Do schéngt mer e gewëssene Flou artistique ze sinn. Et wier dofir interessant, wann een dat eng Kéier géif an der Praxis duerchexercéieren. Mä vläicht weess d'Regierung e bësselche méi, wéi si sech dat virgestallt hunn, wéi se deen Text do adoptéiert hunn.

Dann, also prinzipiell, mengen ech, ass dat eleiten awer eng gutt Initiativ, déi mer um Niveau européen hunn, fir de Bierger ze erlaben, bei wichtegen Décisiounen, oder wou si mengen, wichteg Décisiounen ze hunn, fir déi kënnen ze initiéieren oder Initiativen ze huelen. Et ass also eppes Positives, mä da muss awer och eppes duerno erfollegen.

Sou datt mer also mat deem Gesetzesprojet, deen hei virläit, kënnen dermat d'accord sinn.

Ech wëll awer och an deemselwechte Kontext d'Regierung an och d'Chamber nach eng Kéier drop opmierksam maachen, datt mer heiansdo Problemer hu mat de Règlements européens, déi d'application directe sinn. Well ganz oft gesi verschidden Direktive vir, datt de Règlement européen kann déi national Gesetzgebung hei zu Lëtzebuerg ëmänneren. Ech wëll nuren dat virgesinn a Matière Santé, a Matière agricole an a Matière vum Marché public, wou dat regelméisseg geschitt a wou deen Ablack d'Regierung iwwert d'Publication d'informations am Mémorial B dat dann de Leit public mécht.

Ech mengen, et wier awer gutt, datt, wa Gesetzgebungen iwwer e Règlement européen ëmgeännert ginn, mer deen Ablack dat awer géifen iwwert d'Verfassung, iwwer ons Gesetzgebung hei awer encadréieren, datt dat och offiziell deen Ablack am Mémorial publizéiert gëtt an datt déi Gesetzgebung, déi geännert ginn ass, datt déi deen Ablack och integral am Mémorial an hirer neier Versioun publizéiert gëtt. Dat ass eng institutionell Fro. Ech huelen un, datt de President vun der Commission des Institutions eng Kéier sech wäert domadder befaassen. Ech hunn och offiziell de President vun der Chamber doriwwer informéiert, datt mer do mussen awer eng Reglementatioun fannen, well et gesäit een, datt d'Importenz vun dem Règlement européen och hei bei dësem Gesetzesprojet, bei dëser Initiativ awer ganz wichteg ass.

An et geet och drëm, datt d'Bierger dobausse genau wëssen, wat d'Gesetzgebung hei zu Lëtzebuerg ass, an dat net mussen iwwer europäesch Gremien doruechter siche goen, wat dann hei zu Lëtzebuerg an der Gesetzgebung geännert huet. Dat gesot, wëll ech nach eng Kéier den Accord vun der ADR zu dësem Gesetzesprojet bréngen.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här Henckes, ech hunn dat do net verstanen.

(Hilarité)

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Also, Här Fayot, ech kann lech just nuren e Beispill ginn. Bei de Marchés publics, do kënnen d'Direktiven op verschiddene Punkten ëmgeännert ginn, beispillsweis wat Montanten ugeet, déi an onser Gesetzgebung dra sinn, vu wat fir engem Seuil un een e Marché public européen muss maachen. Déi Seuile si bei ons an der Gesetzgebung publizéiert, mä deen Ablack, wou e Règlement européen kënnt, deen all zwee Joer geholl gëtt, kënnen déi Montanten do änneren.

Mä dat gesäit een net an dëser Gesetzgebung am Mémorial. Et gëtt net am Mémorial publizéiert. An ech fannen dat net gutt, well deen Ablack hu mer e Gesetz hei, wat seet, e Montant x, an um europäeschen Niveau gëllt awer eng aner Gesetzgebung, en anere Montant wéi deen, deen hei bei ons an der Gesetzgebung steet.

Da kënne se och nach verschidden aner Saachen änneren, wat den Text ugeet, wat d'Autoritéiten ugeet an esou weider an esou virun, wou ee kann esou Recoursë maachen. An och do, mengen ech, sëtzt een op eng Kéier hei virum Fait accompli. Dat heescht, datt d'Regierung, wéi se dat elo gemaach huet… Am Ministère des Travaux publics maache si eng Communication informative, datt d'Gesetzgebung zu Lëtzebuerg geännert huet iwwert d'Basis vun engem Règlement européen.

Ech mengen, et misst ee sech vläicht eng aner Prozedur afale loossen, wéi se dat notamment a Frankräich gemaach hunn, wou deen Ablack eng Loi modificative dat direkt publizéiert.

M. le Président.- Okay. Merci dem Här Henckes. Ech hoffen, datt elo alles kloer ass. An da kënnt als nächste Riedner den Här Urbany, deen nach agedroen ass.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Et ass elo virdru gesot ginn, d'Europäesch Unioun wier eng representativ Demokratie. Ech wëll dat awer hei relativéieren, well wann dat och vläicht esou ass, dann ass et awer eng mat engem wesentlechen Defizit an hirer Struktur. Dat ass deen, dass d'Europäescht Parlament keng eigentlech legislativ Befugnisser huet. Déi legislativ Befugnisser, den Droit d'initiative législative geet aus vun der Europäescher Kommissioun, wat éischter eng Regierungsstruktur ass, wéi eng Struktur, déi direkt oder och nëmmen indirekt vun de Leit géif gewielt ginn.

Ech mengen also, wann ee ka vu representativer Demokratie schwätzen an Europa, ass et héchstens eng um zweeten Niveau, héchstens eng indirekt representativ Demokratie. Op jidde Falls net eng esou wéi mer se an den Nationalstate kennen, wou d'Parlamenter eng wesentlech zentral Roll spillen um legislative Plang. Dat ass an Europa net esou.

Et ass jo och ëmmer geschwat ginn, Europa hätt en europäeschen Defizit - dat ass och haut nach esou -, mä ech mengen, haut kënnt nach een Element derbäi. Dat heescht, deen demokrateschen Defizit huet sech am Fong geholl ausgedehnt zu enger wierklecher Kris vun der Demokratie, wéi mer se haut feststelle bei der europäescher Gouvernance, déi jo e Resultat ass vun der Kris um ekonomesche Plang, mä déi awer selwer och en Ergebnis ass vun enger wierklecher demokratescher Kris, an zwar doduerch, dass nei Strukture geschafe ginn, déi iwwert de Länner stinn, déi och iwwert der Souveränitéit vun de Parlamenter stinn.

Strukturen, déi geschafe ginn duerch déi zwee Traitéen zum Beispill, déi hei an der Chamber déposéiert gi sinn an déi musse ratifizéiert ginn, déi et esou ongewielte Gremië méiglech maachen, den nationale Souveränitéite vun de Parlamenter awer ganz wesentlech Beschränkungen opzëerleeën. An zwar op wesentleche Punkten, déi awer bis elo d'Adhésioun vun de Leit zu den demokratesche Regelen an deenen eenzelne Länner ervirgeruff hunn, wéi déi sozial Thematik.

Ech mengen, wann esou europäesch Gremien eis virschreiwen, wat mer sollen zum Index beschléissen, wat mer zu de Rente solle beschléissen, wat mer sollen zum Mindestloun beschléissen, da muss ee jo awer dermat d'accord sinn, dass do iergendee Problem ass an dass och d'Adhésioun vun de Leit zu esou Strukture sech a Grenzen hält.

Den Här Wilmes huet virdru gesot, Europa misst an de Käpp an an den Häerzer vun de Leit verankert ginn. Jo, dat ass wouer, mä dat ass awer net de Fall de Moment. Et ass éischter de Contraire de Fall.

Am Fong geholl muss ee feststellen, grouss Momenter vun der europäescher Demokratie, dat waren déi Referenden. Déi waren an deenen eenzelne Länner zum Europäesche Verfassungstraité, och hei zu Lëtzebuerg 2005. Dat ware grouss demokratesch Momenter, wou och wierklech iwwer europäesch Themen diskutéiert ginn ass. Wat ass awer geschitt? Et ass en neien Traité ausgehandelt ginn. Deen ass kengem demokratesche Referendum méi duerno ënnerworf ginn.

Dat, wat hei votéiert gëtt - ech wäert derfir stëmmen -, dat ass awer keng Participatioun, wéi den Här Meyers sot. Et ass éischter e Virschlagsrecht vun de Leit un d'Europäesch Kommissioun, déi net obligéiert ass, dat unzehuelen.

Et kann awer en Element si vu Mobilisatioun dobaussen an der Bevölkerung fir europäesch Revendicatiounen, fir Themen, déi wichteg sinn. Esou huet zum Beispill d'europäesch Lénkspartei esou eng Initiative citoyenne ugekënnegt iwwer en europäesche Solidaritéitsfong.

An ech sinn do och d'accord mat deem, wat hei vun…

M. le Président.- Här Urbany, Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- …de Kolleege gesot ginn ass. Esou Initiative kënnen eng gewëss Mobilisatioun ervirruffen.

Op jidde Fall ass et awer ganz kloer, dass d'Mobilisatioun an d'Ännerung an d'Verbesserung vun der europäescher Demokratie nëmme vun ënne kënne kommen. Déi europäesch Demokratie muss nei vun ënnen erkämpft ginn. Dat ass, mengen ech, déi wesentlech Konklusioun, déi ee kann heirauser zéien.

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. Elo kritt nach den Här Ausseminister Jean Asselborn d'Wuert.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères.*- Här President, léif Kolleegen a Kolleeginnen, ech wëll d'Saach kuerz hei maachen, well Dir hutt jo nach villes um Programm. Fir d'Éischt och aus menger Siicht dem Här Paul-Henri Meyers e grousse Merci an och der Kommissioun fir déi Aarbecht. An ech mengen, et bleift mer erspuert, fir elo nach eng Kéier an d'Detailer vun der Technik ze goen. Et ass alles hei gesot ginn.

Ech géif duerfir vläicht ufänken, wann Der wëllt, mat deem, wat den Här Fayot gesot huet. Mir wëssen, mat wat fir engem Engagement dass den Här Fayot Europa gesäit, och eist Parlament an Europa gesäit. An ech sinn, mengen ech, net ganz mat em d'accord, wann e seet, dass zu Lëtzebuerg d'Regierung verschidde Kritik misst astiechen heiranner. Ech wëll mech och explizéieren.

Ech mengen, et ass kee Minister, Här Fayot - an dat wësst Der och an Ärer Qualitéit -, deen net gäre bei Iech an d'Kommissioun kënnt an deen net gären Opschloss gëtt iwwer alles, wat mat Europa ze dinn huet, an dass mer wierklech och ëmmer probéieren - an dat ass jo dat Wesentlecht -, eis och an d'Haut ze versetze vun de Lëtzebuerger Parlamentarier, wa mer zu Bréissel sinn.

Ech kann Iech just zwou Saache soen.

Dat eent, dat ass, an do ginn ech vläicht… Ech sinn net skeptesch, mä ech hoffen awer, dass an Europa an deenen nächste Méint eng gewëssen Theatralik erëm Plaz mécht, fir d'Féiss um Buedem ze hunn, an un d'europäesch Solidaritéit, dass méi dorunner appelléiert gëtt. Mir waren an all deenen Diskussiounen och am Conseil Affaires générales als Lëtzebuerg déi Eenzeg, well mer och un d'Reflexer vum Parlament denken, déi gesot hunn, dass et gutt wier, wann an deene 17 Länner - an deene 17 Länner! - misst de Fiskalpakt ratifizéiert sinn, ier en a Kraaft géif trieden.

Ech kann Iech just soen, dass mer allein, allein auf weiter Flur waren, dass et Länner gi sinn, wéi zum Beispill Spuenien, déi gesot hunn, mat néng misst dat duergoen. Et versteet een net ëmmer d'Logik, mä ech mengen awer aus Respekt virun den nationale Parlamenter misst et jo sinn, dass eng méiglechst grouss Zuel misst mat esou engem Fiskalpakt d'accord sinn, fir dass e kann en vigueur trieden.

Mir hunn och ëmmer plädéiert, fest a manner fest, dass villes - villes; 90% - vun deem Fiskalpakt hätt kënnen en droit secondaire décidéiert ginn, ouni op dee Wee, dee schwierege Wee hei ze goen. Dat hu mer och hei am Parlament scho gesot, wou jo elo mindestens an Irland wäert e Referendum stattfannen. An anere Länner, wéi zum Beispill a Frankräich, weess ee guer net, wéi et ausgeet.

Mä, ech mengen, do kënnt Der Iech drop verloossen, Här Fayot, dass déi Leit, déi zu Bréissel verhandelen, de Reflex vun der Chamber an d'Intérête vun der Chamber selbstverständlech och mat op Bréissel huelen.

D'Madame Brasseur huet - an den Här Fayot huet dat gekontert - dat Wuert „skeptesch" gesot. Ech huelen un, dass skeptesch éischter doranner bestanen huet, dass een elo net hei soll vläicht eng iwwerdimensional Euphorie entwéckelen, dass Europa do derduerch kéint immens Schrëtt virubruecht ginn. Mä ech géif awer mengen, dass den Här Fayot recht huet, Madame Brasseur, dass mat deem Instrument, wat mer elo hunn, Verschiddenes awer kéint op de Wee bruecht ginn, wat och kéint dem Europa vun der Citoyennetéit, vun de Bierger hëllefräich sinn.

Wann ech mech gutt erënneren, war et den Här Braz, deen iwwer eng europäesch Finanztransaktiounssteier geschwat huet. Ech betounen: „eng europäesch", net eng vu 17 Länner, mä eng europäesch Finanztransaktiounssteier. Ech géif och mengen, Här Urbany, dass dat zum Beispill och en Instrument kéint sinn, fir net géint d'Sozialpolitik an Europa virzegoen, mä fir zum Beispill en europäesche Mindestloun op de Wee ze kréien.

Der wësst, dass d'Kommissioun d'Virschlagsrecht huet - dat ass nun eben esou - an Europa, an dass, wann esou eng Moossnam géif vläicht gedroe ginn iwwert dat Instrument hei, d'Kommissioun do ganz, ganz schlecht dru wier, fir den Droit d'initiative op deem Punkt dann net ze respektéieren. Et muss een d'Saachen net ëmmer nëmmen negativ dréien, et kann ee se och a mengen Ae positiv dréien.

Dat nämlecht kéint ech mer virstellen… An den Här Wilmes huet mat Recht alles entwéckelt, wat elo hei am Sënn vum Europa vun de Bierger ass. Mä ech mengen, am Europa vun de Bierger wier och, dass de Service d'action extérieure vun der Europäescher Unioun och do wier fir d'Bierger. Dir wësst, mindestens ee Land - e Land, wat eng Insel ass a wat net däitsch an net franséisch schwätzt, och net lëtzebuergesch -, dat stäipt sech vehement do dergéint.

Mä ech ka mer awer… Ech hunn et wierklech schwéier, engem Lëtzebuerger ze erklären, wann en an Neuseeland ass oder an Australien, wou keng Lëtzebuerger Ambassade ass, an e kënnt bei d'Delegatioun, bei d'Ambassade vun Europa, et ass jo elo net méi d'Kommissioun, d'Europäesch Ambassade, an e géif do ofgewise ginn, wann e säi Pass verluer hätt. Ech mengen, dat si Saachen… Mir bezuele jo och alleguerten! Mir! Och d'Lëtzebuerger Steierzueler bezuele fir dee Service d'action extérieure, also misst och menger Meenung no do de Frang eng Kéier falen. An dat wier och e Punkt, wou ech menge géif, dass dat hei kéint eventuell en Instrument sinn, fir do e wéineg Gas ze ginn.

Den Här Henckes huet eppes gesot, wat vläicht net esou ganz richteg war. En huet sech gutt verstanen. Et ass net esou, Här Henckes, dass, wann zu Lëtzebuerg 4.500 Leit d'accord sinn, dass dann… Also, et mussen zu Lëtzebuerg 4.500 Leit d'accord sinn. Et ass esou, wann a siwe Länner de Quorum erreecht ass, och wann et der zu Lëtzebuerg keng 4.500 sinn, ass déi Initiativ awer da gutt. Duerfir…

Bon. Ech wéilt vläicht och nach soen, dass bei deene Froen, déi virun allem opgeweckelt gi sinn an déi den Här Paul-Henri Meyers als Rapporteur, mengen ech, ganz gutt beliicht huet. D'Madame Fayot an anerer hunn doriwwer… D'Madame Brasseur an anerer hunn doriwwer geschwat.

(Hilarité et interruptions)

Et ass haut net mäin Dag.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Jo, jo, jo. Décidément! Décidément!

(Hilarité et brouhaha)

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères.*- Neen, ech war gëschter ënner Narkos. Ech mengen, ech hunn eng Kleng am Kanälli.

(Hilarité générale)

Sou! Ech wollt soen…

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Wéi war déi Expressioun? Déi huet mer nawell gutt gefall.

Une voix.- E war gëschter an der Narkos.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères.*- Madame Brasseur, ech wollt soen, dass bei der Geschicht vun der Matricule… Also, wa mer eis elo do richteg awer trotzdeem an d'Realitéit versetzen, dann ass et och eréischt am allerleschte Moment, Här Paul-Henri Meyers, wou dee Problem do an der Kommissioun zum Virschäin komm ass. Esou dass ech net géif mengen, Här Fayot, wa mer elo och virdru laang driwwer geschwat hätten, dass mer dat direkt dénichéiert hätten.

Dat hutt Dir mer am leschte Moment opgeworf, well déi Kommissioun selbstverständlech mat guddem Recht dann och do Bedenken ugemellt huet, dass ee soll déi ganz Matricule do uginn. Ech kann Iech soen: Et war eng Affär vun enger Minutt an der Regierung, nodeem dass Dir an och den Här Fayot mat mer geschwat haten. An deem Regierungsrot duerno war et eng Affär vun enger Minutt, wou mer gesot hunn: Also, zu Lëtzebuerg, wann ee säin Numm, säi Virnumm, säi Gebuertsuert, säi Gebuertsdatum an och nach do, wou e wunnt, ugëtt, ech mengen, da kënne mer keng esou grouss Fraudë maachen. Da fanne mer Iech.

An och, wann dann een zweemol drop ass, mäi Gott, ech mengen, da soll een do mat de Féiss um Buedem bleiwen. Mir hunn elo, wéi dat da richteg heescht, well ech mer haut selwer net trauen, awer iwwert deen Acte délégué e Bréif geschriwwen. An d'Kommissioun ass och d'accord, dass dat da finaliséiert gëtt.

Ech géif mengen, och wann dat elo den 1. Abrëll nach net ganz fäerdeg ass, dann ass dat awer ganz séier an der Rei. An da si mer op deem Wee, wou och aner Länner drop sinn, dass ee mam Numm a mam Virnumm a mam Gebuertsdatum, mam Gebuertsuert a mat der Nationalitéit oder wat et nach ass, oder do, wou ee wunnt, dass een dann do kann eens ginn.

Firwat war eigentlech e Problem mat de Carte-d'identitéen a mat de Päss? Dat muss ee jo och vläicht elo e wéineg gesinn. Also, et huet net jiddwereen eng Carte d'identité, an et huet och net jiddwereen e Pass. Et kann een also net dat eent hunn oder dat anert hunn. A bei eise Carte-d'identitéen, ech weess dat elo net honnertprozenteg technesch, mä do ass nach net dee System, dass déi Matricule, déi dropsteet op de Carte-d'identitéen… Do gëtt et nach zwou verschidde Saachen.

Déi sinn nach net alleguerten op deemselwechten Niveau. Duerfir dauert dat nach e wéineg, bis deen Niveau do erreecht ass, wou d'Matriculesnummeren op de Carte-d'identitéen dann alleguer och déi nämlecht Garantie ginn. A well dat net de Fall ass, well mer nach zwou verschidden Zorte Matriculen op de Carte-d'identitéen hunn, ass dat och keng Léisung gewiescht. Duerfir hu mer dann dovunner ofgesinn; mat Ärer Hëllef selbstverständlech. An d'Chamber ass jo gradesou wichteg, wann net méi wichteg, wéi d'Regierung am legislative Prozess.

(Interruption)

Mir hunn dat dann zesumme lancéiert. Op den…

(Interruption)

Voilà!

Sou! Elo huet d'Madame Brasseur nach eppes gesot gehat vun der Éducatioun. Ech mengen, do hutt Der e gudde Punkt. Mä mir mussen awer och wëssen, dass mer d'Kommunikatioun un de Bierger, zum Beispill, wann ech dierf hei e wéineg Reklamm fir den Europaforum maachen. Dat ass e Site vun der Regierung, dee mer scho ganz laang hunn, dee ganz vill besicht gëtt - mä esou, wéi ech héieren, virun allem vu Spezialisten -, mä dass een och d'Leit dorobber bréngt.

Op deem Europaforum ass och déi ganz Informatioun. Och dee Guide, dee vun der Europäescher Kommissioun erausgi gouf, ass dodrop. Wann d'Leit dee consultéieren, dat ass ganz einfach ze fannen, um Site och vum Stat, dass dat och vill hëlleft, fir do all Detailer ze kréien.

Voilà, Här President! Ech mengen, ech hunn dat meescht gesot, wat ech haut kann a capabel sinn ze soen.

Merci villmools.

M. le Président.- Merci, Här Ausseminister. Domadder wier d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6325 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Lucien Clement), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden (par Mme Martine Mergen), Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par M. Marcel Oberweis), Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Félix Eischen), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel (par M. Alex Bodry), Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Ben Scheuer), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Fernand Etgen), Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Claude Meisch) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Mir kéimen dann elo fir d'Alleréischt zu enger Question urgente, nämlech d'Question urgente N°1991 vun der Madame Josée Lorsché an dem Här Félix Braz iwwert de Conseil national pour étrangers. D'Auteure vun der Fro hu fënnef Minutten Zäit, fir hir Fro virzedroen, an d'Regierung zéng Minutten Zäit, fir drop ze äntwerten. Den Här Braz hélt d'Wuert.

6. Question urgente n°1991 de M. Félix Braz et de Mme Josée Lorsché sur le Conseil national pour étrangers

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Merci, Här President. Ech mengen, esou laang brauche mer net. Merci fir d'Unerkennung vun der Urgence a Merci och der Ministesch, dass se de Mëtteg nach konnt an d'Chamber kommen. Et ass eng gemeinsam Questioun vun der Madame Lorsché a vu mir. Si huet mech gebieden, se virzedroen.

Den 28. Mäerz sinn d'Wahle fir de Conseil national pour étrangers. An den Délai, deen d'Associatiounen hunn, fir hir Wieler ze designéieren, dee leeft an net manner wéi enger Woch, den 13. Mäerz, of. Bei viregte Wahle fir den CNE war et emol esou, dass duerno Kritiken opkomm sinn, dass déi Nimm vun de Kandidaten ze spéit ukomm wieren.

Elo leie mer jo an den Délaien, fir dat an engem besseren Délai kënnen ze maachen. Dofir wollte mer just vun der Madame Minister wëssen, wéini a wéi dass déi Kéier d'Wieler vun den Associatiounen iwwert d'Nimm vun de Kandidatinnen a Kandidaten an d'Bild gesat ginn, fir och nach kënnen, le cas échéant, mat hirer Associatioun doriwwer ze diskutéieren, wéi se sech solle bei de Wahle fir den CNE behuelen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Braz. An d'Wuert kritt d'Madame Familljeministesch.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Här President, ech wollt froen, ob ech déi Minutten, déi ech elo net géif brauchen, kann herno bei deen nächste Projet derbäischreiwe loossen.

M. le Président.- Majo. Elo äntwert Der emol op dem Här Braz seng Fro, an da kucke mer virun.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Da loosse mer eis emol iwwerraschen.

Also, den Här Braz an d'Madame Lorsché hu gefrot, wéini datt déi Lëschte géife publizéiert ginn. Dorobber kënne mer äntwerten, datt, esou wéi et och an der Vergaangenheet wor, déi Lëschte publizéiert ginn tëschent dem 13. an dem 28. Mäerz 2012 an dem OLAI.

Da si se awer nach net definitiv bis den 20. Et kënnen do nach Ännerunge kommen. Esou steet et am Règlement grand-ducal dran. Dat

maache mer selbstverständlech, mä doriwwer eraus gi mer awer… A mer setze se op den Internet, well ech mengen, datt d'Leit éischter dorobber kucke ginn. Da brauche se sech net ze déplacéieren. Mir denke jo net nëmme gréng, mä mir schaffen och gréng. Datt d'Leit sech net brauche muttwëlleg ze déplacéieren an domadder dann och d'Geleeënheet kréien, vum 21. un ze kucken, wéi dann déi definitiv Lëscht ausgesäit.

Merci, Här President.

M. le Président.- Merci der Madame Familljeministesch.

Haut de Mëtteg hu mer dann eng Interpellatioun vum Här Claude Meisch iwwert d'Qualitéit vun de Services d'accueil et d'éducation vun de Kanner bis dräi Joer. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: d'Madame Andrich-Duval, den Här Fayot, d'Madame Lorsché an den Här Gibéryen. D'Wuert huet elo den Auteur vun der Interpellatioun, den honorabelen Här Claude Meisch. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

7. Interpellation de M. Claude Meisch sur la qualité des services d'accueil et d'éducation des jeunes enfants (zéro à trois ans)

Exposé

M. Claude Meisch *(DP), interpellateur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass net fir d'Éischt, datt meng Fraktioun hei op dëser Plaz, a meng Partei awer och dobaussen, sech mam Sujet vun der Kannerbetreiung beschäftegen. Mir hu Campagnen zu deem dote Sujet gemaach; mir hu Wahlcampagnen zu deem dote Sujet gemaach, souwuel op lokalem Plang virun e puer Méint wéi awer och op nationalem Plang. Mir hunn eng ganz Rei vu parlamentareschen Initiative geholl; mir hunn Table-ronden organiséiert; mir hu Positiounspabeieren erausbruecht zu deenen diversen Aspekter vun der Kannerbetreiung - dee leschten, dat war am Mee 2011, an deen huet geheescht: „Frühförderung statt Kinderversorgung".

Duerfir sinn ech och frou, datt mer finalement eng gewëssen Zäit duerno awer elo, mä dann awer net ze spéit, konnten hei eng Interpellatioun maachen, fir ze kucken, wat eigentlech nach vun zousätzlechen Efforten an deem doten Domän ze maachen ass, ganz besonnesch, wann et ëm eng qualitativ Betreiung geet, mä och ganz besonnesch, wann et ëm d'Kannerbetreiung geet vun deene klenge Kanner tëschent null an dräi Joer, wou mer do nach hannendra sinn a wat mer do besser kënne maachen.

De Sujet vun der Kannerbetreiung, deen ass eis also net egal, e léisst eis net kal. E léisst eis virun allem net kal, well et - jo -, well et ëm eis Kanner geet, well et ëm hir Zukunft geet. Och duerfir hu mer et noutwendeg fonnt, an der Vergaangenheet, an deene vergaangene Joren, fir méi wéi eng Kéier awer eis do zu Wuert ze mellen a méi wéi eng Kéier awer och - jo - e bëssen Drock op d'Regierung ze maachen, fir datt mer do e Stéckelche viru géife kommen.

Dat Éischt, wat mer thematiséiert hunn, dat waren eigentlech d'Plazen, d'Zuel vun de Plazen an de Betreiungsstrukturen, wou mer festgestallt hunn, datt mer par rapport zum Ausland awer ganz wäit hannendrugelaf sinn, datt mer par rapport zu där reeller Demande hei am Land ganz wäit hannendrugelaf sinn an datt mer - jo - nach grouss Efforten ze maachen haten, fir de Familljen et ze erméiglechen, fir Famill a Beruff ënner een Hutt ze kréien, fir virun allem ville Fraen et ze erméiglechen, am Beruffsliewe kënnen ze bleiwen.

Momentan ass d'Fro vun der Fraequot, virun allem ganz um ieweschten Niveau vun den Décideuren an eiser Gesellschaft, jo och erëm ganz akut, an ech mengen, wa mer do wëllen e Stéck virukommen, da musse mer och kucken, wéi mer virun allem Fraen et kënnen erméiglechen, dauerhaft am Beruff kënnen täteg ze bleiwen, wat fir eng Strukturen datt mer do ronderëm brauchen.

En zweete Sujet, mat deem mer eis méi intensiv beschäftegt hunn am Laf vun de leschte Joren, dat war de Käschtepunkt vun der Kannerbetreiung fir d'Elteren. Mir hunn eis no - jo - gudder Reflexioun och fir dat mëttelfristegt Zil vun der Gratiskannerbetreiung ausgeschwat. Virun allem wollte mer awer kucken, datt d'Kannerbetreiung bezuelbar géif ginn och fir - jo -, fir Elteren aus der Mëttelschicht, fir Elteren, déi ganz normal verdéngen, wat net ëmmer esou de Fall war an de leschte Joren.

A finalement, mengen ech, ass et awer elo och de Moment, fir d'Qualitéit vun der Kannerbetreiung méi staark a méi kloer ze thematiséieren, well dat deen Deelaspekt vun der ganzer Problematik ass, dee mer bis ewell eigentlech nach net esou richteg behandelt hunn.

Deene Sujeten do ass d'Regierung eigentlech ëmmer bis ewell hannendrugelaf. Si huet eréischt reagéiert, wann den Drock dann och héich genuch war. Si huet éischter Pompjee gespillt dann, wann onbedéngt eppes huet misse geschéien, wann eigentlech keen aneren Auswee méi méiglech war, an d'Gesamtkonzept huet eis bis ewell awer nach ëmmer gefeelt. Virun allem, wann ech den Deel qualitativ Kannerbetreiung kucken, da gesinn ech awer net, wéi dat sech bis ewell soll areien an e Gesamtkonzept vun der Kannerbetreiung hei zu Lëtzebuerg.

Datt do Pompjeeë gespillt ginn ass, datt eigentlech just intervenéiert ginn ass do, wou et grad gebrannt huet, dat weist, mengen ech, awer d'Aféierung vun de Chèques-services, wou iergendwann eng Kéier erkannt ginn ass, datt, wann Elteren zu zwee schaffen, eng normal Pai hunn, d'Kanner wëlle betreie loossen, se dann an de konventionéierte Strukture bis zu 1.400 Euro de Mount musse bezuelen, fir hir Kanner betreien ze loossen, datt dat ze vill war, an do ass da vun haut op muer, Hals iwwer Kapp, de Chèque-service agefouert ginn.

(Mme Anne Brasseur prend la présidence.)

Ech mengen och, datt dat nach eppes mam Wahltermin vun 2009 ze dinn hat. Wat zwar dann derzou gefouert huet, datt fir breet Bevölkerungsschichten d'Kannerbetreiung e Stéck méi bezuelbar ginn ass, mä wat awer och gläichzäiteg derzou gefouert huet, datt d'Demande explodéiert ass an datt eigentlech keen am Land esou richteg dorobber preparéiert war. Ech mengen, de Ministère net; ech mengen, vill Gemengen net; ech mengen, vill Träger vu Betreiungsstrukturen huet dat doten awer iwwerrascht an iwwerrannt. An - jo -, dat ass finalement awer och e Stéck op d'Käschten da vun der Qualitéit vun der Kannerbetreiung gaangen. E Grond méi, fir sech haut domadder prioritär ze beschäftegen.

Ech hunn an der Press gelies, an dat ass vläicht eng Fro, wou Der herno kënnt eis opklären, datt - jo - dat, wat mam Chèque-service gemaach ginn ass, fir Kannerbetreiung méi gënschteg den Eltere kënnen unzebidden, datt dat eigentlech elo awer erëm soll e Stéck zréckgerullt ginn, datt driwwer géif nogeduecht ginn, op der Säit vun der Regierung, fir d'Participatioun vun den Elteren nees eropzesetzen.

Dat géif awer och heeschen, datt mer eis vun deem Zil, wat jo awer och de Premierminister hei am Kader vun enger Deklaratioun iwwert d'Lag vun der Natioun emol eng Kéier annoncéiert hat, fir mëttelfristeg zur Gratiskannerbetreiung ze kommen, datt mer eis vun deem géifen op jidde Fall fir déi nächst Jore verabschieden. Mä ech mengen, d'Madame Minister huet herno d'Geleeënheet, fir do kloerzestellen, wou d'Regierung haut dosteet a wou se och mëttelfristeg wëllt higoen, wann et ëm d'Participatioun vun den Eltere geet.

D'Chèques-services op jidde Fall hunn eng Erwaardung suscitéiert, déi esou net konnt erfëllt ginn. Si si kuerz virun de Wahlen 2009 agefouert ginn a si sinn op d'Käschte vun der Qualitéit vun der Betreiung oft gaangen. D'Madame Minister huet selwer gesot, datt et eigentlech jo och kee Problem wier, wann am groussen Turnsall mëttes géif giess ginn. Mir stelle fest, datt - jo - déi Strukturen esou schnell wéi méiglech ausgebaut goufe queesch iwwer Land, wat awer dann och heescht, datt et ganz schwiereg ass, momentan, do qualifizéiert an diplomëiert Personal ze fannen, wat dann nach eng Kéier vläicht en Aspekt ass vu Qualitéit, deen nach méi schwiereg ze realiséieren ass.

Mir hunn och - jo - awer relativ bedeitend Waardelëschte fir eng Rei vu Betreiungsservicer uechtert d'Land. Ech mengen, datt duerfir et elo un der Zäit ass, fir sech wierklech ëm de qualitativen Aspekt vun der Kannerbetreiung méi staark ze këmmeren. Gläichzäiteg mengen ech awer och, datt ee sech nach eng Kéier muss spezifesch mat dem Sujet vun der Fréiförderung ausenanersetzen.

Firwat brauche mer Qualitéit an eise Betreiungsstrukturen? Firwat wëlle mer eng méiglechst fréi Förderung vun eise Kanner? Nun, eis geet et hei ganz besonnesch ëm d'Thema Chancëgläichheet. Et gëtt eng ganz Rei vun Etüden - PISA ass sécherlech déi prominentsten, mä ganz vill anerer -, déi soen, datt Kanner, déi vun enger gudder Kannerbetreiung konnte profitéieren, am Liewen e Schratt méi wäit kommen.

Et gëtt eng däitsch Etüd - ech hu se an eisem Pabeier och zitéiert, et ass ganz einfach erëmzefannen -, déi seet, wann d'Kanner an enger gudder Kannerbetreiung waren, dann ass d'Chance vill méi grouss, datt se duerno eng Kéier zum Beispill kënnen de Lycée classique besichen, wéi wann d'Kanner net dovunner konnte profitéieren.

Déi Differenz ass eigentlech ëmsou méi grouss nach eng Kéier, wann et dann ëm Kanner geet, déi aus engem sozial défavoriséierte Milieu kommen. A mir wëssen, datt mer hei zu Lëtzebuerg awer nach vill Kanner aus engem sozial défavoriséierte Milieu hunn. Mir wëssen, datt mer hei zu Lëtzebuerg nach ëmmer erëm feststellen, datt déi sozial Défavoriséierung sech weiderverierft. Mir wëssen och, datt mer ganz vill Kanner hunn, déi aus engem Milieu komme mat Migratiounshannergrond, wat dann d'Situatioun och nach eng Kéier méi schwiereg a méi komplex mécht. Duerfir, mengen ech, musse mer eis ganz, ganz staark dorobber konzentréieren.

Mir mierke jo awer och, datt herno, wann déi Kanner méi grouss sinn, wa se Jugendlecher sinn, datt se d'Schoul ofbriechen, oft ouni Ofschloss d'Schoul verloossen, datt se Schwieregkeeten hunn, an der Aarbechtswelt Fouss ze faassen. An den dach rekordverdächtege Jugendchômage, mat deem mer momentan hei zu Lëtzebuerg ze kämpfen hunn, ech mengen, dee soll eis ze denke ginn, a mer solle kucken, wat mer do alles kënne maachen.

Ganz oft, wann et ëm déi dote Sujete geet, da gëtt mam Fanger op d'Schoul gewisen. D'Schoul muss, mengen ech, munches do maachen, an Dir wësst, datt meng Fraktioun skeptesch ass, wat déi Reformen ubelaangt, déi, déi geschitt sinn, an och déi, déi elo nach solle kommen.

Ech mengen awer och, datt d'Schoul net alles ka maachen. Et ass sécherlech d'Famill, déi selwer eng ganz wichteg Aufgab do muss iwwerhuelen, fir Virbild ze sinn, fir d'Kanner ze guidéieren, Orientatioun de Kanner ze ginn. Mir wëssen awer och, datt dat net an all Famill esou ass, wéi et sollt sinn.

Duerfir, mengen ech, sinn déi Betreiungsstrukturen, sief et Crèchen, sief et Maisons relais, awer och ganz besonnesch wichteg, fir datt mer - jo - do wierklech eng qualitativ Betreiung maachen, eng pädagogesch sënnvoll Aarbecht maache mat deene Kanner, an datt et eben net just Strukture sinn, déi oppasse sollen, datt d'Kanner net op der Strooss sinn, datt se iergendwéi versuergt sinn, datt d'Eltere vläicht iergendwéi dann nach d'Méiglechkeet hunn, fir kënnen déi Zäit schaffen ze goen, mä datt mer déi Stonnen, wou déi Kanner an enger Betreiungsstruktur sinn, sënnvoll notzen, fir wierklech deene Kanner eppes do mat op hire Liewenswee ze ginn.

Fir eis ass eng Crèche, eng Maison relais näischt wéi e Vestiaire am Theater, wou ee säi Mantel virum Stéck ofgëtt an duerno säi Mantel erëm siche geet; fir eis ass et wierklech eppes, wou ee soll och Vertraue kënnen dran hunn, datt do ganz konkret a ganz héichwäerteg Aarbecht mat de Kanner gemaach gëtt.

Wa mer soen, datt d'Fréiförderung hëlleft, datt se wichteg ass, dann ass dat awer och doduerjer begrënnt, well och do nees - jo - d'Wëssenschaft eigentlech eng ganz kloer Sprooch schwätzt, nämlech ass et ganz kloer, datt déi wichtegst Phas an der Entwécklung vun engem Kand eigentlech déi éischt Jore sinn. Dat, wat mer do verpassen, ass ganz schwéier herno nees ze rattrappéieren. Do décidéiert sech eigentlech ganz, ganz villes iwwert de weidere Liewenswee vun engem Kand.

Duerfir menge mer, datt mer d'Crèchen an d'Maisons relais musse personell, strukturell, awer och formativ besser ausstatten, wéi dat bis ewell de Fall war, an datt mer méi Moyenen eigentlech och nach musse reservéieren, fir ganz besonnesch an deenen éischte Joren do eng gutt Aarbecht kënnen ze maachen.

Haut, wann ee kuckt, wéi d'Moyenë verdeelt sinn, wou mer méi Geld da ganz oft och reservéieren, fir wat fir eng Kanner, dann ass et oft fir déi méi grouss Kanner oder fir déi Jugendlech. Also eigentlech kascht jo haut e Student op der Uni de Lëtzebuerger Stat vill, vill méi wéi e Kand an der Crèche. Mä wann een d'Entwécklungskurv vum Kand kuckt, da misst et eigentlech ëmgedréit sinn, da misste mer eis wierklech op déi éischt Joren do ganz besonnesch konzentréieren.

Mir mengen awer och, datt een d'Eltere muss méi staark mat abannen an dee ganze Prozess, datt een d'Elteren och méi staark nach muss beroden, datt déi Berodung sech och kéint maachen iwwert d'Betreiungsstrukturen, iwwer Crèchen, iwwer d'Maisons relais. A wuelverstanen, datt dat net nëmmen dann eng Berodung soll sinn, déi fir déi Eltere vun deene Kanner geduecht ass, déi do betreit ginn, mä datt dat och eng oppe Struktur ka sinn, well mer do Capacitéiten hunn, well mer do qualifizéiert Personal hunn, well een do sécherlech och nach aner Qualifikatiounen, en anert qualifizéiert Personal an déi Strukture wéi bis ewell kéint erakréien, sou datt och do d'Dier op géif stoe fir Eltere vu Kanner, déi net do géife betreit ginn, wa si emol eng Fro hätte ronderëm hir Erzéiung vun hire Kanner.

Alles dat doten, dat kascht eppes, mä mir mengen awer och, datt dat ganz, ganz vill ka bréngen. Mir mengen och, datt et manner kascht, wéi wa mer näischt maachen, wa mer do kee weideren Effort maachen. Well, wa mer dann d'Problemer gesinn, déi mer oft hunn, wann d'Kanner méi grouss sinn, wa se zwielef, 13, 14 Joer hunn, wa se 17, 18, 19 Joer hunn, wann et dann an der Schoul ufänkt, richteg problematesch ze ginn; wann et um Aarbechtsmaart ufänkt, richteg problematesch ze ginn, da wësse mer, wat do déi staatlech Interventioun kascht.

Wa mer et wierklech géife fäerdegbréngen, duerch eng ganz geziilte Fréiförderung, duerch méi Qualitéit an der Kannerbetreiung do eng Rei vun deene Problemer dach direkt bei der Wuerzel ze paken an déi Kanner op déi richteg Schinn ze kréien, dann, mengen ech, dann hätte mer wierklech eppes geschafft an et géif de Stat finalement net méi deier ginn, wéi wa mer näischt géife maachen.

Eng gutt Kannerbetreiung féiert awer och derzou, datt d'Eltere Vertrauen hunn an déi Kannerbetreiung, datt se - jo - hir Kanner och rouege Gewëssens kënnen dann do ofginn, wat hinnen hëlleft, Famill a Beruff ënner een Hutt ze bréngen. An ech mengen, och dat hëlleft nees erëm eng Kéier, e Stéck vun där Kannerbetreiung do matzefinanzéieren.

Et gëtt eng Schwäizer Etüd, déi seet, d'Kannerbetreiung finanzéiert sech eigentlech zum Deel selwer, well wann d'Elteren - meeschtens dann d'Fra - d'Méiglechkeet hunn, do beruffsaktiv ze bleiwen, manner laang aus dem Beruffsliewen auszescheeden, méi schnell erëm kënnen zréckzekommen, dann hu mer net déi Problemer vun der Réinsertioun, déi mer ganz oft no zéng, 15 Joer kennen.

Jo, a wa béid Eltere schaffen, da bezuele se awer och méi Steieren, wéi dat de Fall ass, wa se nëmmen zu engem Elterendeel schaffen, se cotiséieren zu zwee. Also sinn dat och zousätzlech Recettë fir d'Sozialversécherungen, fir d'Gesondheetskeess a fir d'Pensiounskeess, sou datt ech mengen, datt, wann een déi Rechnung do emol eng Kéier richteg och hei zu Lëtzebuerg géif maachen, da géif ee scho mierken, datt deen zousätzlechen Invest, dee mer an d'Kannerbetreiung maachen, sech zum Deel op d'mannst och iwwert deen dote Wee erëm selwer géif finanzéieren.

Mir brauchen also eigentlech zwou Saachen hei zu Lëtzebuerg: Dat ass och haut nach an der Situatioun e weideren Ausbau vun der Kannerbetreiung, well datt een d'Kand an d'Crèche ginn huet, an d'Maison relais ginn huet, dat war virun enger Rei vu Jore vläicht nach d'Ausnahm an ass amgaangen, d'Regel ze ginn. Dat weess ech, wann ech meng aner Kap als Buergermeeschter undinn, wou d'Madame Minister an ech regelméisseg da beienee sinn, fir eng Maison relais anzeweie bei eis zu Déifferdang, a wou mer awer soen, mir gesinn eis gläich erëm, well déi nächst, déi ass schonn am Bau oder se ass an der Planung.

(Interruption)

Eng Gemeng wéi Déifferdang… Dir huet zum Beispill virun e puer Joer gesot, mir ginn dovunner aus, datt à moyen terme en Drëttel vun de Kanner an esou Betreiungsstrukture geet. Haut gi mer dovunner aus, datt et à moyen terme zwee Drëttel wäerte sinn an zousätzlech Efforten dann och do noutwendeg sinn.

Den zweeten Effort, mengen ech, dat ka sech awer net nëmmen op d'Zuel vun de Plaze beschränken. Mir musse wierklech och a Richtung vun enger Qualitéitssécherung goen, déi bis haut eigentlech kee richtegt Thema war. Wann emol iwwert d'Qualitéit geschwat ginn ass, da war et oft an Zesummenhang mat der Infrastruktur, dann ass gekuckt ginn: Wéi gesäit dat Gebai do aus? Wéi sinn déi Raim opgedeelt? Kann een doranner schaffen?

Mä dat, wat mat de Kanner gemaach ginn ass, déi eigentlech éducativ Aarbecht, déi och an deene Strukture gemaach ginn ass, dat war bis ewell kaum en Thema an dat war fir de Familljeministère bis ewell och ganz oft eng Niewesaach. Ech mengen, datt dat sech awer elo dréngend muss änneren.

Qualitéitssécherung an den Ae vun der Demokratescher Partei, nun, mir hunn an eisem Positiounspabeier eng ganz Rei vu Piste virgeluecht, wéi se kéint ausgesinn. Mir mengen, fir d'Alleréischt misst all Betreiungsstruktur hei zu Lëtzebuerg sech eng kloer Missioun ginn, misst kloer e pädagogescht Konzept definéieren, wat och schréftlech festgehalen ass, wat och kommunizéiert gëtt no baussen, wat och ze kontrolléieren ass.

Ech mengen net, datt dat iwwert d'ganzt Land an all Betreiungsstruktur, an all Crèche, an all Maison relais datselwecht Konzept soll sinn. Ech mengen, dat däerf eigentlech och net datselwecht Konzept sinn, well mir hu ganz ënnerschiddlech Kanner; mir hu ganz ënnerschiddlech sozial Kompositioune vun eiser Bevölkerung queesch uechter eist Land, an do mussen och déi Betreiungsstrukture sech de Besoinen um Terrain kënnen upassen. Ech mengen, datt do och dat Konzept - jo - vun där Équipe, déi an esou enger Struktur schafft, muss matgedroe ginn, datt och den Träger, sief et eng Gemeng, sief et eng Associatioun oder aner Strukturen, datt och déi do hiert Wuert matzeschwätzen hunn.

Ech mengen och, datt et gutt wier, wann herno à moyen terme och d'Elteren e Choix hätten tëschent gewësse Konzeptiounen, tëschent gewëssen Orientatiounen, wou a wéi se dann hir Kanner do géife wëlle betreit wëssen.

Fir awer och déi Konzepter do ëmzesetzen, mengen ech, wär et wichteg, datt dee Personalschlëssel, deen haut existéiert, géif iwwerduecht ginn. Wann een nach eng Kéier d'Wëssenschaft wëllt zitéieren, wat zwar heiansdo fir d'Politiker ganz deier gëtt, wann een dat wëllt eent zu eent ëmsetzen, mä awer seet d'Wëssenschaft an dësem Domän, datt, fir eng richteg gutt Kannerbetreiung ze maachen, een eigentlech am Alter vun null bis dräi Joer fir dräi Kanner ze betreien eng Betreiungspersoun brauch. Dat ass e ganz héijen, e ganz ambitéise Schlëssel, mä mer sinn haut ganz, ganz wäit dovunner ewech. An ech mengen, op d'mannst misst dat doten awer d'Richtung virgi vun deem, wat mer eis als Zil do géife setzen.

Mir brauchen dann och, virun allem, wa mer méi pädagogesch sënnvoll Aarbecht nach wëlle maachen, no pädagogesche Konzepter wëlle schaffen, méi qualifizéiert Personal an deene Strukturen. Mir brauchen do ganz besonnesch och eng besser an eng systematesch Weiderbildung, well mer hunn haut ganz vill Personal, wat - jo - aus historesche Grënn do schafft, wat sécherlech eng ganz gutt a motivéiert Aarbecht och mécht, deem awer vläicht en Deel vun der Basisformatioun nach feelt, déi iwwer eng Weiderbildung misst awer kënne méi staark vermëttelt ginn.

Et gëtt en anere Problem, dee mer sécherlech do wäerte begéine momentan, dat ass awer den aktuellen an den akute Mangel u qualifizéiertem Personal an deem doten Domän, dee mer momentan erliewen, wat och awer eng Folleg war vum Chèque-service, wéi en 2009 agefouert ginn ass, well d'Plazen explodéiert sinn an deementspriechend awer net Leit nokomm sinn.

Ech mengen, datt och do sech misst Gedanke gemaach ginn: Wat kënne mer um Niveau vun der Orientatioun maachen an de Schoulen? Wat kënne mer och um Niveau vum Beruffsbild maachen? Wat kënne mer och do maachen, fir dee Beruff do attraktiv ze maachen?

An ech géif och mengen, datt, wann ee wierklech a Richtung Fréiförderung wëllt goen, wann een a Richtung vu qualitativer Kannerbetreiung wëllt goen, da muss ee sech d'Ausbildung och konkret nach eng Kéier ukucken.

Wann ee kuckt, datt bei der Ausbildung fir en Éducateur diplômé oder en Éducateur gradué eigentlech d'Thema Fréiförderung ganz seelen um Programm steet an deene Joren, wou een awer do studéiert, dann, mengen ech, misst dat och do nach méi staark thematiséiert ginn, wéi dat bis ewell de Fall war.

Wann ee seet, mir brauchen e pädagogescht Konzept op där enger Säit, mir mussen eis also als Crèche, als Maison relais quasi eng Philosophie ginn, da seet een awer och, et muss iergendee ginn, deen dat kontrolléiert an deen do seet, dat do, dat ass gutt, dat ass manner gutt, do misst driwwer nogeduecht ginn, a vläicht en fin de compte och eng Kéier seet: Esou geet et nu wierklech net!

Bis ewell ass eigentlech eng Kontroll wéi déi dote vum Ministère net gemaach ginn. Bis ewell ass gekuckt gi bei deem Agrément, deen dann de Ministère do gëtt, ob de Pissoire niddreg genuch géif hänken, wat sécherlech interessant ass, ob d'Gelänner an der Trap net ze niddreg wären, wat och ganz wichteg ass, an ob d'Raim dann elo richteg agedeelt sinn. Alles dat ass richteg, mä et muss einfach elo e ganzen zweete Volet do derbäikommen, wou et da sech drëms dréit: Wat geschitt da wierklech mat de Kanner an deene Betreiungsstrukturen do?

Wa mer méi Qualitéit wëllen, mengen ech, geet dat och nëmmen iwwert de Wee vun der Dokumentatioun. Déi Ziler, déi ee sech setzt, mussen och schrëftlech festgehale ginn. An dat, wat ee mécht, fir déi Ziler ze erreechen, och dat, mengen ech, muss ëmmer nees dokumentéiert ginn.

Et geet iwwert d'Participatioun. Ech hu virdru gesot, datt do dat Personal, wat an deene Strukture schafft, säi Wuert mat soll schwätzen. Ech mengen awer och, datt d'Elteren hiert Wuert, wann et da gewënscht ass, solle kënne matschwätzen.

Et geet awer och nëmme mat enger Evaluatioun. An Evaluatioun heescht dann awer och zum Deel e gewëssene Contrôle am Sënn fir et duerno da besser ze maachen. Wa mer Evaluatioun maachen, mengen ech, ass et fir eis och keen Tabuthema, fir déi Evaluatioun herno öffentlech ze maachen. Well wa mer gären hätten, datt op d'mannst déi Elteren, déi d'Kanner an déi Strukture ginn, participéieren, datt se sech eng Meenung maachen iwwert dat pädagogescht Konzept, fir dat beuerteelen ze kënnen, och d'Qualitéit vun der Aarbecht emol beuerteelen ze kënnen, dann, mengen ech, geet dat awer och nëmmen, wann een do Zougang zu där Evaluatioun huet.

A wichteg, mengen ech, ass awer och, datt, an dat schéngt jo ewell - dat war jo och an der Press ze liesen - och elo dann um Wee ze sinn, datt do eng Struktur geschafe gëtt, déi dee Contrôle an déi Evaluatioun do mécht, datt dat net nëmmen de Sheriff ass, deen herno kucke kënnt a seet, et ass gutt oder et ass schlecht, mä datt et awer och de Beroder ass.

An datt et eng Struktur gëtt, wou och déi Strukturen, déi Betreiungsstrukture sech kënnen hiwennen, wa se amgaange sinn, hiert pädagogescht Konzept auszeschaffen, wou se dann do eng Hand ugepaakt kréien. Ech mengen, dat muss en Zesumme sinn tëschent deenen Instanzen um lokalen Terrain an awer och deenen nationalen Instanzen.

Oft kréien ech d'Fro gestallt: Jo, sinn et dann net d'Elteren, déi eigentlech genuch Kontroll si fir d'Betreiungsstruktur? Sécherlech ass et kenger Mamm a kengem Papp egal, wat mat de Kanner geschitt, wat déi Aarbecht ass, déi do an der Crèche, an der Maison relais gemaach gëtt. Mä wou sinn d'Méiglechkeeten, fir emol ze reklaméieren?

Et kann ee sécherlech mat der Responsabeler vun där Struktur emol eng Kéier schwätzen, mä wann et awer esou wäit geet, datt ee seet: Dat doten, dat dinn ech mengem Kand net méi un, an et geet een, et hélt ee säi Kand aus där Struktur eraus, dann ass net vill geschitt, well déi Plaz, déi fräi ginn ass, déi ass ganz schnell erëm besat. Mä et huet een awer selwer duerno en décke Problem, mengen ech, wann een dann eng nei Betreiungsplaz soll fannen.

Also, d'Kontroll selwer vun den Elteren, ech mengen, datt dat eppes ass, wat eng Illusioun ass, op d'mannst soulaang, wéi mer net genuch Plazen hei am Land hunn, soulaang déi Pénurie awer do existéiert. Well haut ass eigentlech jiddwereen iergendwéi drop ugewisen, virun allem déi Elteren, déi monoparental sinn oder déi zu zwee schaffe ginn, datt een esou Betreiungsstrukturen huet, datt een eng Plaz huet. An do traut ee sech da vläicht och net, esou ze reagéieren, wéi een et aneschters géif maachen, wann een eng Alternativ hätt.

Mir géifen eis wënschen, datt, wa mer elo iwwer Qualitéit an der Kannerbetreiung schwätzen, mer nach eng Kéier géifen awer diskutéieren: Brauche mer net eng gréisser strukturell Reform an deem doten Domän? Misste mer net awer en integréierte System vu Schoul a vu Kannerbetreiung schafen?

Ass et wierklech richteg, datt moies um siwen Auer d'Kanner dann ënnert der Tutelle vum Familljeministère opgefaange ginn? Um aacht Auer gi se eriwwer an d'Schoul, wat dann ënnert der Tutelle vum Éducatiounsministère geschitt. Si ginn erëm bei d'Famill zréck iessen, da gi se erëm mëttes an d'Schoul, an dann duerno erëm fir d'Hausaufgabenhëllef, da si se erëm ënnert der Tutelle vun der Famille.

Et sinn eigentlech ëmmer déiselwecht Kanner. An et wär dach awer an eisen Ae besser, mir hätten do ee stabilen, integréierte System, amplaz datt mer do verschidde Raimlechkeeten hunn, wou dann, wann hei d'Luucht ausgeet, da geet se op där anerer Plaz un, well d'Kanner dann einfach mussen d'Gebai wiesselen, verschidde Personal hunn, anert Personal, verschidde forméiert Personal. An dann elo och nach, wann ech dat richteg verstanen hunn, op verschiddenen an ënnerschiddlechen Evaluatiounssystemer vun der Aarbecht vun deem Personal do dann opbauen.

Mir hu jo eigentlech fir d'Éducation nationale en Evaluatiounssystem, dat ass den Inspektorat. Elo gëtt et dozou munneches ze soen. Elo geet dat sécherlech net duer, wat momentan do besteet. Mä mir sinn awer elo amgaangen, do niewendrun en zweeten Evaluatiounssystem da fir den Deel net vun der Éducatioun, mä vun der Kannerbetreiung opzebauen. An ob dat da wierklech sënnvoll ass, fir d'Aarbecht vun deenen ënnerschiddleche Personalen a mat deeneselwechte Kanner duerch zwee ënnerschiddlech Evaluatiounssystemer do kucken ze loossen, dat, mengen ech, soll awer wierklech dohinnergestallt sinn.

Do wär ech frou, wann d'Regierung awer vläicht nach eng Kéier d'Kraaft géif opbréngen, dat dote sech nach eng Kéier gutt duerch de Kapp goen ze loossen a vläicht elo d'Chance ze notzen, vläicht déi lescht Chance och hei ze notzen, fir Schoul- a Kannerbetreiung dann awer eng Kéier definitiv ënner eng ministeriell Kompetenz ze bréngen, fir Synergien do ze schafen, fir gemeinsam Kompetenzen och do kënnen opzebauen a fir och herno einfach um Terrain vu vireran eng besser Zesummenaarbecht tëschent Acteuren an der Schoul an Acteuren an der Kannerbetreiung kënnen ze erreechen.

Froe stellen ech mer och iwwert dat, wat an der Press gewuer ze gi war, datt et sollt den SNJ sinn, dee sech elo ëm déi Evaluatiounsaarbecht do soll këmmeren. Den SNJ, dee jo éischter bis ewell sech ëm Kanner vun iwwer zwielef Joer, Jugendlecher, pardon, iwwer zwielef Joer gekëmmert huet an deen eigentlech elo dann awer och soll eng Zoustännegkeet kréie fir Kanner ënner zwielef Joer. Firwat dat esou gemaach soll ginn, an ob dat déi beschte Léisung ass, dat liicht mer op jidde Fall bis ewell nach net an. Mä d'Madame Minister kann eis dat herno vläicht och nach erklären.

Mir sinn op jidde Fall gespaant iwwert déi doten Erklärung an och iwwer aner Erklärungen, déi d'Madame Minister herno hei wäert ginn. Well d'Interpellatioun huet jo e bëssen op sech waarde gelooss, fir datt de Ministère och prett ass, fir eng Rei vun Äntwerten op déi Erausfuerderungen hei ze ginn, déi ech elo kuerz skizzéiert hunn.

Et stinn awer, mengen ech, och wa mer elo e Schratt no vir maachen, dee mer absolut begréissen, generell op jidde Fall begréissen, wat d'Qualitéit vun der Kannerbetreiung ubelaangt, stinn awer nach eng ganz Rei vun aneren Erausfuerderungen a Fuerderungen am Raum.

Et gëtt oft geschwat, mer wéilten de Schwenk da maache vun enger Familljepolitik, déi haaptsächlech Geldleeschtungen ubitt, a Richtung vun enger Familljepolitik, déi méi Sachleeschtung, spriech Servicer, also Kannerbetreiung, eng gutt Kannerbetreiung ubitt. Ech wëll drun erënneren, datt virun e puer Joer, et ass nach guer net laang hier, hei awer de Kannerbonus agefouert ginn ass, wat awer nach eng Kéier eng reng Geldleeschtung war, déi awer de Lëtzebuerger Stat pro Joer 100 Milliounen Euro kascht.

A wann ech deem, wat och an der Press ze liese war, ka gleewen, datt de Lëtzebuerger Stat fir alles, wat en u Kannerbetreiung ënnerstëtzt, 200 Milliounen Euro pro Joer bis ewell ausgëtt, ech mengen, mat deem doten Invest, dee mer am Kannerbonus gemaach hunn, hätte mer um Niveau vun der Kannerbetreiung, souwuel an der Quantitéit wéi och an der Qualitéit, e ganz, ganz grousse Schrëtt no vir kënne maachen a mir wäre sécher gewiescht, datt et bei de Kanner ukomm wär.

Do - jo -, do stellt een awer fest, datt dat, wat heiansdo öffentlech dann ze héieren ass, och vun deem engen oder anere Regierungsmember, mat der konkreter Regierungspolitik dann net esou iwwereneestëmmt.

Nach wie vor mengen ech ass et esou, datt mer an der Familljepolitik e bësse vun allem ënnerstëtzen. Mir ënnerstëtzen deen, deen d'Kanner selwer erzitt. Mir ënnerstëtzen deen, deen d'Kanner betreie léisst. Mir ënnerstëtzen deen, dee schaffe geet. Mir ënnerstëtzen deen, deen net schaffe geet.

An enger Zäit, an där mer nun awer eemol sinn, wou mer an dësem Statsbudget, bon, eng Milliard Defizit hunn, muss ee sech vläicht och d'Fro stellen, ob dat doten nach geet. Ob een och net do eng Rei vu méi kloere Prioritéite misst kënne stellen a setzen a soen: Dat, wat als Alleréischt awer elo emol misst gemaach ginn, dat ass dat doten. An da kucke mer, ob fir de Rescht dann herno nach eppes iwwreg bleift.

Et gëtt och ganz vill geschwat vu Selektivitéit an der Familljepolitik. Ech hat d'Geleeënheet, den Här Lux ass elo leider net do, mä virun e puer Wochen eng Kéier an engem Face à face hu mer doriwwer diskutéiert. An den Här Lux war ganz spontan bereet, mir missten dach elo emol wierklech do méi selektiv ginn, an um Niveau vun de Chèques-services, do misst een awer elo emol wierklech e selektivt Element erabréngen.

Ech si gespaant - den Här Lux ass jo ëmmerhi Fraktiounspresident vun enger vun de Majoritéitsparteien -, ech si gespaant, wat mer dann deemnächst wäerten un neie selektiven Elementer am Domän vum Chèque-service hei presentéiert kréien.

(Interruption)

Ech menge wierklech, datt do och nach eppes ze maachen ass. Wa mer wierklech soen, mer kënne munneche Kanner ganz besonnesch vill hëllefen an der Kannerbetreiung, dann, mengen ech, da solle mer wierklech och kucken, wéi mer dat selektiv kënnen organiséieren.

Ech hu virdru schonn eng Kéier d'Thema ugeschnidden: gratis Kannerbetreiung. Hei op dëser Plaz huet de Premierminister virun enger Rei vu Jore gesot, hie wär der Meenung, mer sollten an déi Richtung do goen. Mat der Aféierung vum Chèque-service, mengen ech, hu mer eppes gemaach, wat eigentlech net an déi dote Richtung geet. Jo, et ass méi bezuelbar ginn, mä mir hätten awer net dee groussen administrativen Apparat gebraucht, wa mer wierklech der Meenung wären, datt et an zwee bis dräi Joer oder a véier bis fënnef Joer sollt gratis sinn.

Dann hätt ee sech dat doten och kënne spueren, da wär et méi einfach Weeër ginn, andeems een zum Beispill pro Joer einfach e Véirel oder e Fënneftel vun deene bestehenden Tariffer ofgesenkt hätt. Da wär et ganz kloer gewiescht, wéini een da bei der Gratiskannerbetreiung erauskomm wär. A wann et da wierklech esou sollt sinn, datt d'Regierung jo elo driwwer nodenkt, fir d'Präisser nach eng Kéier no uewen ze hiewen, da komme mer vun deenen doten Ziler jo och nach eng Kéier e Stéck méi wäit ewech.

Et ass och am Regierungsprogramm eng Reform vum Congé parental ugekënnegt ginn. Wéi déi ausgesäit, do wësse mer eigentlech och nach net vill driwwer. Et gëtt also nach ganz, ganz vill ze diskutéieren, wann et ëm Famillje-politik geet, och wa mer haut hei vläicht gewuer ginn, datt mer op d'mannst am Domän vun der Qualitéit an der Kannerbetreiung e Schrëtt no vir kënne maachen.

D'Demokratesch Partei wäert do op jidde Fall um Ball bleiwen. Et geet hei ëm d'Zukunftschancë vun eise Kanner. Et geet och ëm Chancëgerechtegkeet, Liewenschancen eigentlech fir all Kand hei am Land. An et geet dorëms, fir d'Kanner beschtméiglech och ze preparéieren op déi Erausfuerderungen, déi d'Liewen hinnen herno wäert presentéieren. Fir eis ass d'Kannerbetreiung, op jidde Fall huet dat och mat Fördere vu Kanner ze dinn. An duerfir musse mer vläicht nach méi staark ëmdenken, wéi mer dat bis ewell gemaach hunn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Merci dem Här Meisch. Als éischte Riedner nom Interpellant huet d'Madame Sylvie Andrich-Duval d'Wuert.

Débat

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV)*.- Merci, Madame Presidentin. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wollt fir d'Alleréischt soen, dass mer an der CSV-Fraktioun begréissen, dass dee wichtege Sujet haut an der Chamber zur Debatt steet. An ech mengen, d'Madame Minister wäert eis och herno nach eppes zu Projete soen, wou si selwer och am Ministère prett huet, wat mer natierlech och ganz grouss begréissen.

Dat mannst, wat ee ka behaapten, ass, dass an dësem Beräich iwwert déi lescht Jore ganz vill geschitt ass. Dëst gëllt souwuel wat d'Zuel vun de Kanner, déi betreit ginn, ubelaangt wéi och wat d'Moossname concernéiert, déi do vu politescher Säit geholl goufen, an dat an der Suerg, d'Kannerbetreiungsmoossnamen ze ënnerstëtzen an enk ze begleeden, mä och, wat déi rezent Kenntnisser iwwert d'Wichtegkeet vun enger gudder Éducatioun vu kleng op ubelaangt.

Bei all de politesche Moossnamen, déi geholl goufen, war stets d'Objektiv vun der Politik, fir ze versichen engersäits en optimalt Encadrement fir Kanner unzebidden, wou d'Elteren alle béid beruffstäteg sinn, et musse sinn oder och Elengerzéier sinn. Anerersäits an och ëmmer méi goung et drëm, fir méi Chancëgläichheet anzetrieden iwwer eng besser Sozialisatioun vun de Kanner am Allgemenge souwéi och eng besser Integratioun vu Migrantekanner.

An dësem Sënn gouf dann och schonns am Joer 1998 d'Éducation précoce hei zu Lëtzebuerg agefouert, déi zënter dem Joer 2005, 2006 obligatoresch an alle Gemengen uechtert d'Land ugebuede gëtt.

Am Joer 2009 waren et d'Chèques-services, déi agefouert goufen - den Här Meisch huet schonn dorop higewisen -, och am Sënn vun enger besserer Chancëgläichheet tëschent all de Kanner. Eng Moossnam mat risegroussem

Succès, wéi mer alleguerten heibanne wëssen. Effektiv beleeë wëssenschaftlech Etüde jo ëmmer nees, dass et souwuel d'Aarmut wéi och e schwierege Familljemilieu sinn, déi enger gesonder Entwécklung vum Kand am Wee stinn. Duerfir soll all Kand d'Chance hunn, Accès ze kréien zu gëeegente Betreiungsstrukturen.

Dass d'Erausfuerderungen, déi sech am Beräich vun der Kannerbetreiung stellen, grouss sinn, beleeën eleng d'Zuelen, déi an deene leschte Joren elo derbäikomm sinn. Währenddeem mer am Joer 2004 nach bei 8.000 Kannerbetreiungsplaze louchen, schätze mer haut iwwer 32.000 Plazen, déi eis hei zur Verfügung stinn. Dës Vervéierfachung an nëmme siwe Joer, dës explosiounsaarteg Evolutioun weist, wéi sech d'Moossstief vun der Kannerbetreiung a relativ kuerzer Zäit geännert hunn.

Dës Entwécklung verlaangt en Ëmdenken. Wat fir 8.000 Kanner gëllt, gëllt net méi fir 32.000 Kanner. Sou sief drop higewisen, dass eng vun den drénglechsten Aufgaben iwwert déi lescht Jore war, derfir ze suergen, dass déi néideg Betreiungsstrukturen iwwerhaapt emol géifen existéieren. Obwuel d'Zuel nach weider klëmmt, sou schéngt de Ministère a senge Servicer dës éischt Aufgab mëttlerweil fest am Grëff ze hunn, sou dass d'Erausfuerderungen elo doranner bestinn, de Secteur ze stabiliséieren an och fir en héijen Niveau vu Qualitéit an Expertise ze suergen.

Dësen Aufgaben ass sech de Ministère voll a ganz bewosst. Duerfir gouf iwwert déi lescht Joren intensiv dru geschafft, fir dësen Erausfuerderunge gerecht ze ginn. A mir sinn iwwerzeegt, dass hei um Ministère och eng Fläissaarbecht geleescht gouf.

Dir Dammen an Dir Hären, wéi ech et elo schonns erwähnt hunn, gehéiert et zu den Zilsetzunge vun eiser Regierung, dass et bei der Begleedung a bei der Ënnerstëtzung vun de Crèchen hei am Land an éischter Linn dorëms geet, fir eng qualitativ héichwäerteg Kannerbetreiung ze suergen, fir dass mer also dës vill geprise Chancëgläichheet um Terrain iwwerhaapt kënnen erreechen. Wichteg ass virun allem, dass d'Zilsetzung ganz kloer formuléiert gëtt, fir sech dann déi néideg Mëttelen ze ginn, dëser Zilsetzung méi no ze kommen.

Op där enger Säit muss de gesetzleche Kader an dësem Sënn ugepasst ginn. Op där anerer Säit spillt sech awer och ganz vill um Terrain selwer of. Domat wëll ech soen, dass d'gesetzlech Kaderbedéngungen eleng net duerginn, fir dovun auszegoen, dass um Terrain och tatsächlech eng qualitativ héichwäerteg Kannerbetreiung garantéiert ass.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Qualitéitsentwécklung wéi och d'Qualitéitsstandarde sollen am Vierdergrond stoen. Dëst ass besonnesch wichteg, well de Problem vun der Qualitéitssécherung stellt sech och öfters a private Crèchen, déi wéi Champignonen aus dem Buedem schéissen an der Lescht. Sou musse mer séchergoen, dass déi privat Crèchen déi néideg Garantië kënne ginn, dass déi ugepeilte Qualitéitsstandarden hei och erreecht ginn.

Elteren hunn e Recht drop, dass hir Kanner versuergt a richteg gefördert ginn, an dat net nëmmen a konventionéierte Strukturen, mä och a kommerzielle Betriber, déi hire Betrib jo mussen esou organiséieren, dass e Gewënn ofwerft.

En Dilemma also op den éischte Bléck: Op där enger Säit muss fir d'Qualitéit gesuergt ginn an op där anerer Säit muss Geld erakommen. Et besteet de Risiko, dass an dësem Sënn Iwwerbeleeung, Sécherheetsmängel souwéi och mies Aarbechtsbedéngungen oder ongenügend Sproochekenntnisser vum Personal d'Qualitéit vun e sëlleche Crèchen uechtert d'Land géifen a Fro stellen.

Nëmme wann de Stat identesch Qualitéitskritäre fir all agréiiert Crèchë virschreift an dëst och op effikass Aart a Weis kontrolléiert - ech denken hei zum Beispill, firwat net?, och un ugekënnegt a regelméisseg Kontrollvisiten -, nëmmen da kann iwwerall och Qualitéit gebuede ginn, wou Qualitéit dropsteet.

Et dierf net sinn, dass mat Crèchë versicht gëtt, lukrativ Geschäfter ze bedreiwen an dëst op d'Käschte vum Personal, der Sécherheet, der Hygiène, der Pädagogie, also op d'Käschte vun de Kanner. Et muss awer och ervirgestrach ginn, dass et och ganz vill privat Crèchen hei bei eis gëtt, déi eng exzellent Aarbecht maachen a wou d'Kanner ganz gutt opgehuewe sinn. Et gëllt, d'Initiativ vu private Leit kloer ze luewen, déi sech engagéieren, fir eng Crèche opzemaachen.

Wann d'Qualitéitssécherung an hir Kontroll onëmgänglech Elementer sinn, ass eng regelméisseg Weiderbildung nieft enger zolitter Basisformatioun eng weider ganz wichteg Erausfuerderung, fir héich Qualitéitsstandarden ze erreechen. Wat d'Formatioun vum Crèchëpersonal ubelaangt, soll een net iwwersinn, dass d'Responsabilitéit vum Schaffen an d'Direktioun vun all Aktioun um Terrain bei qualifizéiertem Personal läit an dass méi niddreg diploméiert - wat awer net heescht onqualifizéiert - Leit vill kleng a grouss Aufgaben zur vollster Zefriddenheet ausféieren.

E Bëbee wäschen a wéckelen, spadséiere féieren, spillen an esou weider verlaangt net onbedéngt no engem Bac+. Par contre d'Beschreiwung vu Konzepter, Gestioun, Organisatioun, Elterenaarbecht, Supervisioun an esou weider verlaangen no gesondheets- a sozialpädagogescher Ausbildung. An déi ass an eisen Haiser jo ginn.

Dann ass et awer och wichteg, derfir ze suergen, dass d'Crèchen an hiert Personal e festen Uspriechpartner um Ministère hunn - dat ass haut och schonns ugeklongen -, dee si enk begleet an hinne bei Problemer mat konkrete Léisungsvirschléi zur Säit steet. Dës Approche deelt jo och de Ministère, wou versicht gëtt, d'Personal vun den Empfangsstrukturen an hir Aarbecht ze ënnerstëtzen.

Ervirzehiewen ass hei zum Beispill eng enk Zesummenaarbecht mat der Uni Lëtzebuerg, wou sech an der Recherchesunitéit „INSIDE", dat heescht Integrative Research Unit on Social and Individual Development, intensiv mat der Fréientwécklung vum Kand ausenanergesat gëtt. Sou gouf jo an Zesummenaarbecht mat dëser Recherchesunitéit vun der Uni am Joer 2010 e Leitfaden fir Fachkräft iwwert d'Konzeptentwécklung a Kannerbetreiungsstrukture vun null bis véier Joer op d'Bee gestallt mam Titel „Pädagogische Qualität von Anfang an".

Eng aner interessant Initiativ ass den Internetsite „Enfance, Jeunesse", wou iwwer existéierend Formatiounen an aner Strukturen am Beräich vun der Kannerbetreiung informéiert gëtt. Dës Hëllefstellung ass besonnesch da ganz wichteg, wann ee bedenkt, dass de Gros vum Éducatiounspersonal nach ganz jonk ass an net ëmmer och déi néideg Liewenserfahrung huet wéi déi Leit, déi schonns méi laang am Secteur schaffen oder eventuell och selwer Kanner groussgezunn hunn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, all wëssenschaftlech Etüde beleeën, dass et am Stadium vun der fréiester Kandheet ass, wou d'Éducatioun am meeschten d'Entwécklung vun de Kanner konditionéiert an deene Kanner aus deene benodeelegte Milieuen hëllefe kann, do erauszekommen. Aus dësen Etüden ass erauszeliesen, dass d'Empfangs- an d'Éducatiounsstrukturen, obwuel se alle soziale Gruppen zeguttkommen, virun allem förderlech si fir d'Kanner aus benodeelegte Milieuen an hire Familljen. Och fir Kanner mat spezielle Bedürfnisser bidden d'Empfangsstrukturen d'Méiglechkeet, sech besser kënnen ze integréieren an doduerch hir Insertioun an déi normal Schoule virzebereeden an ze vereinfachen.

Duerfir muss en Abanne vun den Eltere méiglech sinn. Awer fir vill Elteren ass d'Betreiung e Service, dee bezuelt gëtt, an och, wa méiglech, net ze deier sollt sinn an och däerf sinn. Nichtsdestotrotz ass et wichteg, dass d'Eltere sech och perséinlech abrénge. Sou wier et flott, wa Gespréicher kéinte stattfannen tëschent Elteren a Betreier, fir sech iwwert d'Prinzipië vun der Erzéiung eenszemaachen. Och géif et Sënn maachen, d'Eltereschoul mat an d'Boot ze huele vu baussen. Nees bedéngt dat, dass d'Personal gutt ausgebilt ass an esou Gespréicher féiere kann, och Sënn doranner gesäit, eppes ze dokumentéieren, an och konkret Rotschléi ka ginn.

D'Opstellen, zum Beispill vun engem regelméissege Bilan zum Zäitpunkt vun dem Kand sengem Gebuertsdag, wier eng gutt Saach. Hei kéint een dann draliesen, wou d'Kand a senger Entwécklung drun ass. Ass et propper? Kann et eleng iessen? Wéi ass säi Verhalen am Grupp? Wéi ass et mam Sproochverständnis? A wéi steet et mat senger kierperlecher a kognitiver Entwécklung?

Madame Presidentin, identesch Qualitéitskritäre fir all Crèche heeschen och, dass et néideg ass, en nationale pädagogesche Referenzkader ze entwéckelen, wou flächendeckend deeselwechten Encadrement ass, sief et um Niveau vun de konventionéierte wéi och vun den net konventionéierten, also de private Crèchen, deen dat also garantéiert, esou dass e Kand zu Housen op déiselwecht Aart a Weis versuergt gëtt wéi e Kand zu Gréiwemaacher oder eent zu Esch.

Dësen allgemenge Referenzkader misst e puer obligatoresch Leitlinne beinhalten a misst an enger zweeter Phas an engem pädagogesche Konzept vun den Acteuren um Terrain am Detail ausgeschafft ginn a fir all Kand applizéiert ginn. Dëse Referenzkader soll d'Entwécklung vum Kand a sengem Ganzen an d'Ae faassen, dat heescht, déi dräi Dimensiounen zesumme beim Kand entwéckelen, an zwar déi kognitiv, déi affektiv an déi sozial Dimensioun. Eng héich qualitativ Prise en charge vun engem Kand ka just global sinn!

Madame Presidentin, fir eis ass d'Schlësselelement d'Bedürfnisser vun de Kanner, déi mussen am Mëttelpunkt stoen. Studië beleeën, dass d'Kanner dräi Saache brauchen, fir sech kënne weiderzeentwéckelen, an zwar aner Kanner, vun deene se kënne léieren a mat deene se sech kënne moossen; Virbiller, un deene se sech kënnen orientéieren; an eng Gemeinschaft, déi se encadréiert an ënnerstëtzt.

An dësem Sënn ass d'Gestaltung vun engem strukturéierten Alldag vun de klenge Kanner e ganz wichtegt Element an hirer Betreiung. En Alldag, deen no engem bestëmmte Rhythmus a mat bestëmmte Ritualen ofleeft. Zu dëser Gestaltung vum Alldag gehéiere souwuel aktiv wéi och passiv Phasen, déi sech ofwiesselnd suivéieren. Den Dag muss esou organiséiert ginn, dass d'Kanner op där enger Säit d'Méiglechkeet kréien, stimuléiert ze ginn, an op där anerer Säit awer och gekuckt gëtt, fir néideg Rouphasen anzeféieren, wou d'Kand niewent enger Sieste och d'Méiglechkeet huet, sech zréckzezéien, sech selwer ze beschäftegen oder Erlieftes ze verdauen an ze verschaffen.

Wat déi méi aktiv Phasen ubelaangt, muss gekuckt ginn, dass, nieft deene méi speziell virbereetene Programmer, och Zäit bleift fir d'Fräispill mat den anere Kanner. Dësen Alldag, geprägt duerch d'Duerchliewe vu verschiddene Phasen an enger Gemeinschaft, déi d'Zich vun enger erweiderter Famill huet, sinn an eisen Aen onëmgänglech, fir dass d'Kanner sech affektiv a sozial weiderentwéckele kënnen.

Fir engem Gemeinschaftsliewen an enger Betreiungsstruktur gerecht ze ginn, ass et wichteg, dass d'Kanner stabel Bezuchspersounen hunn. D'Ausgangsbasis ass fir eis, dass ee wéi jee d'Elteren déi wichtegst Roll an der Entwécklung an an der Erzéiung vum Kand spille mussen. D'Roll, déi hei vun der Crèche gespillt gëtt, ka just eng complémentaire sinn. Och déi beschte Crèche kann d'Elteren net ersetzen! An dëser Tatsaach mussen d'Eltere sech och bewosst sinn.

An dach muss versicht ginn, dass d'Kanner hei e puer definéiert a stabel Bezuchspersounen hunn, déi si an hirer Entwécklung begleeden. Sou ass et eng vun de gréissten Erausfuerderungen, derfir ze suergen, dass net d'Personal permanent ausgewiesselt gëtt an och, zum Beispill, dass net ausschliesslech weiblecht Personal an deene Strukture schafft.

An dësem Kontext kéint een hei och d'Dageselteren ernimmen, wou ee vun de Virdeeler genau do läit, dass d'Kanner eng stabel Bezuchspersoun am Alldag hunn. Déi familljenähnlech Ambiance wierkt sech besonnesch positiv op kleng Kanner aus. Och si si eng ideal Betreiungsalternativ, wann Elteren onregelméisseg Aarbechtszäiten hunn, zum Beispill Schichtaarbecht. An doduerch gëtt och onnéidege Stress duerch Zäitdrock vu fixen Öffnungszäiten évitéiert.

Madame Presidentin, fir elo op déi kognitiv Entwécklung vum Kand ze schwätzen ze kommen, muss een dovun ausgoen, dass besonnesch bei ganz klenge Kanner, bei deenen d'Sënnesbildung nach amgaang ass, et wichteg ass, ganz intensiv ze förderen. Elementar Saache musse beuecht ginn. D'Raimlechkeeten, zum Beispill, misste versicht ginn, esou ausgeluecht ze ginn, dass se ganz de Bedürfnisser vun de Kanner ugepasst sinn. Hei mussen déi fënnef Sënner am Mëttelpunkt stoen: kucken, richen, schmaachen, héieren a fillen. Sou kann zum Beispill d'Zesummespill vun haarden, doucen, waarmen, kalen, naassen oder dréchene Materialien den Taaschtsënn vun de Kanner förderen.

Et misst och méi gekuckt ginn, wéi een et fäerdegbréngt, fir de Schall an den Zëmmeren ze reduzéieren, also de Lärmpegel, wou ee jo weess, dass Kaméidi Stress ausléist an d'Gediechtnis an d'Opmierksamkeetsfunktioune beanträchtegt. Der Imaginatioun sinn hei eigentlech keng Grenze gesat. Vläicht kann an dëser Hisiicht am Virfeld nach méi eng systematesch Berodung um Ministère ugebuede ginn, fir de Crèchë bei hirer Ariichtung an Emgestaltung ze hëllefen, fir de Bedürfnisser vun de Kanner besser an dëser Hisiicht Rechnung ze droen an d'Sënnesimpulser ze förderen.

Eng aner Pist kéint sinn, dass méi op Intervenantë vu bausse kéint zréckgegraff ginn, déi zum Beispill an d'Crèche kéimen, wéi Museker oder Schauspiller, déi dann duerch d'Musek oder den Theater d'Sënnesentwécklung vun de Kanner op spilleresch Aart a Weis förderen. Hei kéinten dann och gemeinsam Projeten tëschent dësen Acteure vu baussen an der Crèche entstoen.

Gradesou wichteg ass de Kontakt mat der Natur. Sou misst méi drop gepocht ginn, dass d'Kanner an de Crèchë sech bewegen, spadséiere ginn oder carrément an de Bësch Expeditioune maachen. Ech denken hei zum Beispill un d'Bëschcrèche zu Esch, déi e grousse Succès huet. Frësch Loft a Bewegung kënnt de Kanner zegutt. Derbäikënnt, dass et an der Natur esou vill ze entdecke gëtt an d'Sënnesstimuléierung hei immens grouss ass!

Als lescht Element, dat ech ënner villen anere wëll eraushiewen, ass d'Iessen. Eng gesond an équilibréiert Ernährung vun de Kanner ass noutwendeg, fir dass d'Kanner sech gesond entwéckelen. Et geet awer och drëms, de Kanner hir Geschmaachssënner ze stimuléieren, andeems versicht gëtt, hinnen esou vill wéi méiglech verschidden Zorte vu Geméis a Friichten ze weisen. Sou entwéckelt sech hire Geschmaachssënn a si entwéckelen eng Haltung zum Iessen. Doriwwer eraus dréit d'Ritual vum Iessen zur Sozialiséierung vun de Kanner bäi. Zesummen un engem Dësch sëtzen an iessen, fördert de sozialen Zesummenhalt an enger Crèche an esou vun de Kanner.

Dir Dammen an Dir Hären, leider ass keng Zäit, fir nach méi op aner wichteg Sujeten ze schwätzen ze kommen. Sou ass et gradesou wichteg an elementar, hinzeweisen op d'Néidegkeet vun enger Vernetzung vun der Betreiungsstruktur an der Schoul, fir dass et do zu engem doucen Iwwergank kënnt, deen esou douce wéi méiglech sollt sinn, an dass och d'Zesummenaarbecht tëschent dem Léierpersonal an deem éducativë Personal nach méi muss gefördert ginn.

Fazit muss sinn, dass d'Haaptzil vun enger qualitativ héijer Betreiung ass, dass d'Kanner bei hirer Entwécklung begleet, ënnerstëtzt a gestäerkt ginn. Et däerfe keng Kompromësser gemaach ginn, wat eng gutt Hygiène, kompetent a qualifizéiert Personal, eng limitéiert Unzuel vu Kanner pro Ariichtung souwéi och déi néideg Sécherheetsnormen ubelaangt.

Vum Käschtepunkt hier ass de finanziellen Opwand fir e gudden Encadrement vu ganz klenge Kanner zwar ganz héich, mä d'Plusvalue ass awer duerfir ëmsou méi grouss. Et kann ee behaapten, dass dëst héicht Investissement an d'Betreiungsstrukture vun deene Klengste spéider zu Aspuerunge féiere kann, an zwar, wann déi qualitativ héich Betreiung am spéidere Liewe vum Kand a senger Schoulcarrière hir Friichten dréit an och souguer positiv wirtschaftlech Auswierkungen huet.

Duerfir muss d'Betreiungspersonal och kënnen op all eenzelt Kand agoen a versichen, déi individuell Fäegkeete vun de Kanner ze förderen. Dëst ass net ëmmer einfach a bedeit zum Deel och e Paradigmewiessel, wat eis Haltung zu de Kanner ubelaangt. Leider hu mer nach oft eng defizitorientéiert, virschreiwend a protektionistesch Haltung an der Kannerbetreiung. Et gëllt sech heivunner lasszeléisen.

Och wa verschidde Konditioune musse gi sinn, wéi deen néidege legislative Kader mat effikasse Kontrollinstanzen, déi néideg finanziell Investissementer souwéi och gutt a qualifizéiert Personal, kann dëst eleng net duergoen. Et heescht ausserdeem innovativ ze sinn, sech vill Gedanken ze maachen, wat een alles ka mat de gegebene Mëttel engem Kand an de Betreiungsstrukturen, also an de Strukture selwer, mä och am Virfeld bidden, fir et ze encadréieren an ze förderen an domat och preventiv virzegoen.

Ech wollt och hei déi flott, innovativ Projeten, wéi de Projet „Baby+", de Projet „Atelier Zeralda" oder déi an de Gemenge vu Suessem a Réiden un der Atert erwähnen an och un déi verschidde Fréiförderungsservicer erënneren, déi sech jiddefalls bewährt hunn. Dës spezifesch Projeten an der Betreiung vun de Kanner beleeën d'Motivatioun vum Personal um Terrain, dat sech fir eng individuell Förderung an Encadrement vum Kand an esou fir méi Chancëgläichheet asetzt.

Ofschléissend wollt ech nach déi wichteg Aarbecht vum Betreiungspersonal, vun eisen Éducatricen an Éducateure besonnesch ervirsträichen. Eng qualitativ héich Betreiung fir kleng Kanner unzebidden, ass eng usprochsvoll Aarbecht. Si verlaangt vill Fachkenntnisser, vill perséinlechen Asaz, vill Motivatioun, vill Ausdauer, vill Imaginatioun, vill Versteesdemech an och, loosse mer et soen, vill Nerven. Et kann een net oft genuch ervirhiewen, wéi wichteg dëse Beruff vum Éducateur ass a wéi vill hien an eiser Gesellschaft vun haut a muer leescht.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Merci, Madame Andrich-Duval. Deen nächste Riedner ass den Här Ben Fayot.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Här President,...

Mme le Président.- Madame!

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Oh jo, entschëllegt.

Mme le Président.- Et ass net schlëmm.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Entschëllegt, Madame Brasseur. Madame Presidentin, dass säit enger gewëssener Zäit d'Kanner an hiren alleréischte Jore besonnesch opmierksam gekuckt ginn, huet e puer Ursaachen. Eng dovunner ass d'Chancëgläichheet. Et gëtt ëmmer méi e wichtegt Thema. D'sozial Origine wéi och de sozialen, soziokulturelle Milieu vun de Kanner hunn en Afloss op hir weider perséinlech a schoulesch Entwécklung.

All Etüde weisen, dass Kanner aus besser gestallte Milieue meeschtens an der Schoul besser ofschneiden, wéi Kanner aus méi bescheidene Milieuen. A Frankräich gouf constatéiert, dass 90% vun de Kanner vun Enseignanten an 88% vun de Kanner vu Cadres supérieurs, déi 1995 op Sixième waren, de Bac siwe Joer duerno kruten, géint 41% vun de Kanner vun onqualifizéierten Aarbechter an 28% vu Kanner vun Inaktiven, also Netberuffstätegen. 2002 hat ee Kand vun Enseignanten a Frankräich 15,7-mol méi Chancen, fir de Bac ze kréien, wéi e Kand vun engem Employé de service a 25,3-mol méi wéi e Kand vun Inaktive respektiv Chômeuren.

Och zu Lëtzebuerg huet d'MAGRIP-Studië vun 1968 wéi déi vun 2008 gewisen, dass sozioökonomesch Konditioune vill Kanner drun hënneren, hir Talenter voll auszenotzen. D'Versoe vu vernoléissegten oder benodeelegte Kanner kascht d'Gesellschaft spéider vill méi wéi dat, wat se ganz fréi investéiere misst, fir och deene Kanner méi Chancen ze ginn. Wëssenschaftlech Studien, op déi och d'Europäesch Kommissioun sech berifft, stelle fest, dass beim Accueil vun de ganz klenge Kanner d'Käschte pro Kand zwar bis zu duebel esou héich kënne si wéi an der eigentlecher Schoul, dass dësen Investissement awer op laang Siicht méi rentabel ass!

Den Décrochage scolaire gëtt an den éischte Jore vum Liewe virprogramméiert. Wann een deen Décrochage spéider an der Jugend iwwerwanne wëllt, kascht dat enorm Efforten! A well den Aarbechtsmaart ëmmer besser qualifizéiert Leit verlaangt, si Leit mat wéineg Bildung an Ausbildung vu virera sozial staark benodeelegt.

Eng aner Ursaach fir déi méi grouss Opmierksamkeet fir déi ganz kleng Kanner läit och doran, dass d'Zuel vun de beruffstätege Mamme konsequent eropgeet. Duerch d'Beruffstätegkeet vun de Fraen, zesumme mat hire Partner, ginn d'Famillje mat klenge Kanner forcéiert, Mëttel a Weeër ze fannen, fir hir ganz kleng Kanner vum Liewensufank un ze versuergen, an zwar méiglechst gutt versuergen ze loossen.

Madame Presidentin, - et muss een ëmmer erëm kucken - mir hunn zu Lëtzebuerg, fir den Ëmgank an d'Versuerge vu Kanner vun null bis sechs oder souguer bis zwielef e Modell vun Alterstranchen. D'Kanner vun null bis dräi ginn doheem versuergt oder an enger privater oder öffentlecher Crèche empfaangen. Duerno gi se fakultativ ee Joer an de Précoce an dann zwee Joer obligatoresch an de Préscolaire, also de Cycle eent vum Enseignement fondamental, a parallell och dozou an de Foyer scolaire oder eng Maison relais.

Et geet an dëser Interpellatioun net ëm de strukturellen Opbau vun deem Modell. Et kann ee sech awer d'Fro stellen - den Här Meisch huet dat jo och gemaach -, wéi an ob déi éischt fënnef oder sechs Joer oder souguer bis zwielef Joer vum Liewe vum Kand kohärent behandelt ginn. Wëlle mer e Système unique, wéi den Här Meisch et virgestallt huet, dee vill Synergië sécher erlaabt, oder wëlle mer zwou verschidde Kompetenzen oder eng eenzeg? Wat d'Regierung ugeet, sief emol dohinnergestallt, mä mir hunn als Sozialisten ëmmer och an onse Programmer gesot, dass et wichteg wär, fir dat esou zesumme wéi méiglech ze bréngen.

Mä d'Iwwerleeung ass dann déi hei: Wat an der Crèche vun null bis dräi geschitt, wat am Précoce am Alter vun dräi oder véier Joer geschitt a wat am Préscolaire vu fënnef bis sechs geschitt, wéi deen Iwwergank vum Préprimaire an de Primaire geschitt a wat déi Zäit an der Schoul an nieft der Schoul geschitt, dat alles si Froen, déi ee sech stelle muss, fir dass d'Bildungsefforten am breede Sënn vum Wuert esou effikass an ëmfaassend a kohärent wéi méiglech sinn. Dat schéngt mer dat Wesentlechst ze sinn, elo emol iwwert déi politesch Froe vu ministerielle Kompetenzen ewech.

Wichteg ass, déi bescht Konditioune fir d'Eruwuesse vun de Klenge vum Liewensufank un ze schafen. D'Bildungswëssenschaftler wëssen, dass alles, wat an der Schoul an der Jugend an am Liewe geschitt, an de Bildungsprozesser vun der éischter Kandheet seng Wuerzelen huet. Eng amerikanesch Etüd mam Titel „The economics of education" kënnt zur Konklusioun, dass qualitativ héichwäerteg Structures d'accueil am Virschoulalter zwar alle Kanner zeguttkommen, mä besonnesch awer deene sozial benodeelegte Kanner.

Wann een et nämlech fäerdegbréngt, déi grouss Entwécklungsënnerscheeder an den éischte Joren - an den éischte Joren! - esou kleng wéi méiglech ze halen, dann hunn och sozial méi benodeelegt Kanner besser Chancen, fir an der Schoul, bei de Studien an duerno am Beruff virunzekommen. Dës besser Ausgangspositioun kënnt net nëmmen deene Kanner, mä der ganzer Gesellschaft zegutt!

An Amerika huet en Ekonomist, e gewëssen Här Barnett, ausgerechent, dass de Stat fir all Dollar, deen en an eng „high quality preschool education" stécht, op där anerer Säit 3,83 Dollar spuert. Ech weess net, wat d'Realitéit vun deenen Zuelen ugeet, mä d'Tendenz ass op jidde Fall richteg.

Mä wat ass eng qualitativ héichwäerteg Kannerbetreiung? Ouni grouss Wëssenschaft: Vun den éischte Wochen a Méint u brauch e Kand Zouwendung, Opmierksamkeet, Kommunikatioun. Wichteg ass, dass dat geschitt, fir d'Sprooch ze entwéckelen, fir op d'Aktioune vun de ganz Klengen ze reagéieren, fir hinnen ze erlaben, hir Ëmwelt ze erfuerschen an ze erkennen. Déi ganz Kleng besonnesch brauche Leit, déi mat hinne schwätzen, spillen, sangen, déi op se aginn a se verstinn. Si brauchen intelligent a roueg a léif Bezuchspersounen.

Dobäi ass et net onwesentlech, dass déi sproochlech Kommunikatioun - dat wëll ech awer och hei soen, well mer an engem sproochlech komplizéierten Ëmfeld zu Lëtzebuerg sinn - net egal wéi geschitt, mä no engem kohärente Modell, deen dann och déi ganz Zäit duerchgezu gëtt, well soss d'Kanner, besonnesch déi kleng, sech op eemol net méi erëmfannen.

Ech mengen, natierlech, déi ideal Kannerbetreiung geschitt a Familljen. Mä d'Zouwendung fir d'Kand - dat wëll ech awer och hei soen - huet net onbedéngt eppes mat materielle Konditiounen ze dinn! Mä natierlech, gutt materiell Liewenskonditiounen, woubäi eng anstänneg Wunneng e wesentleche Facteur ass, hëllefen natierlech enorm. Villes hänkt an der Haaptsaach dovunner of, dass d'Eltere sech Zäit huelen, dass se erkennen, wéi wichteg hiren intensiven Ëmgank mat klenge Kanner ass.

A wann déi materiell Konditiounen an déi fundamental Astellung net do ass, dann entsteet Aarmut vun der Kommunikatioun, e Refus sech mat de Kanner ze beschäftegen. Da ginn einfach Solutioune gesicht, fir d'Kanner roueg ze behalen, se passiv zum Beispill virun der Televisioun ze loossen, laang Siestë maachen ze loossen an esou weider.

An de Betreiungsstrukturen, dat wëll ech awer soen hei, gëllt e Betreiungsschlëssel vu sechs Kanner op ee Betreier an der Altersklass ënner zwee Joer, néng Kanner bei den Zwee- bis Fënnefjähregen an eelef Kanner op ee Betreier bei de Sechs- bis Zwielefjähregen. Do kann ee sech froen, ob et an deene Konditioune méiglech ass, eng qualitativ héichwäerteg Kannerbetreiung ze garantéieren.

Madame Presidentin, d'Haaptfro vun dëser Interpellatioun betrëfft d'Qualitéit vun all deem, wat mer fir déi Kleng vun null bis dräi maachen, an d'Kohärenz mat deem, wat doriwwer eraus geet.

Mir wëssen, dass op dem Terrain vun der Kannerbetreiung quantitativ an de leschte Joren enorm Efforten zu Lëtzebuerg gemaach goufen a weider gemaach ginn. D'Zuele schwätzen eng kloer Sprooch. Ob dat alles no engem kohärente Plang geschitt ass, wëll ech emol dohigestallt si loossen. Ob d'Quantitéit a Qualitéit zesummegoungen, och. Mä et kann net geleegnet ginn, dass eppes geschitt ass.

Mir haten an der Erzéiungskommissioun de 17. Mäerz 2011 eng Aussprooch iwwert d'Erzéiung an den Accueil vun der petite Enfance opgrond vun enger europäescher Kommunikatioun, an duerno den 28. Abrëll 2011 zesumme mat der Familljekommissioun an deenen zwou Ministeschen, vun der Schoul a vun der Famill, zu deem Thema zu Lëtzebuerg.

Aus den Indicatioune vun der Familljeministesch...

Mme le Président.- Entschëllegt, Här Fayot, ech wollt just soen, dass den Här President elo d'Présidence iwwerhëlt.

(Brouhaha et hilarité)

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Merci, Madame Presidentin.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

Also, Här President, aus den Indicatioune vun der Familljeministesch goung ervir, dass Enn 2010 32.342 Plaze fir d'Kanner vun null bis zwielef Joer a sozioéducativë Strukturen zur Verfügung stoungen. 32.342! Duerch d'Chèques-services ass d'Demande natierlech explodéiert.

2011 waren dat 35.100 Kanner, déi vum Chèque-service accueil profitéiert hunn.

Ëmmer méi Agrémentë fir Crèchen, Foyeren a Garderië ginn ausgestallt. 2010 waren et der 247. 464 Dageseltere fir insgesamt 2.138 Kanner sinn agréëiert.

Enn 2010 ware 5.467 Kanner vun null bis dräi Joer an Institutiounen ënnerbruecht. Fir 2012 sollen 212 Milliounen Euro fir de gesamten Accueil extrafamilial an extrascolaire virgesi ginn. 4.000 Leit schaffen an deem Secteur.

Wann ech de Bericht vum Familljeministère vun 2010 kucken - dee vun 2011 hu mer nach net -, ware 760 Strukture Prestataire fir de Chèque-service accueil. Eleng vun 2009 op 2010 ass d'Zuel vun de kommerzielle Crèchë vun 93 op 140 geklommen. A bei den Assistants parentaux, also bei den Dageselteren, ass et eropgaang vun 272 op 318. Dat sinn also d'Zuele vun 2010 respektiv 2011. Kucke mer emol, wat elo 2011 insgesamt geschitt ass!

Duerch dës Explosioun hu sech iwwerall Problemer vu Raimlechkeeten, Personal an Inhalter gestallt. En Ausdrock dovunner ass selbstverständlech, et ass scho gesot ginn, d'Manifestatioun, oder dass d'Éducateure sech manifestéiert hunn, déi sech batter iwwer hir Aarbechtskonditiounen an deem Secteur beklot hunn, well se niewent onqualifizéiertem Personal intervenéiere mussen, well d'raimlech Capacitéite bis un d'Limite ausgelaascht ginn an et eigentlech keng reell Qualitéitskritäre gëtt.

Déi Onzefriddenheet ass net nei. D'Éducateure kloen eigentlech schonns zënter enger Zäit doriwwer, dass se hir Aarbecht net optimal kënne maachen. Ech denken, dass een dat muss als Hëllefruff gesinn, dee berechtegt ass. Mir mussen eis méi mat der Qualitéit vun der Kannerbetreiung beschäftegen.

Här President, d'Fro ass, ob et iwwerhaapt richteg kloer ass, wat d'Objektiver vun der Kannerbetreiung sinn. Et ka jo net just drëms goen, dass d'Elteren d'Kanner kënnen do ofgi während si schaffe ginn. Et brauch kloer Zilër an da pädagogesch Konzepter a Mëttelen, fir déi ze erreechen.

Wichteg dofir ass, dass d'pädagogesch Qualitéit an d'Professionalitéit vum Personal garantéiert ass. Wichteg ass weider, dass den Accès vun all Kand zu deene Servicer garantéiert ass a besonnesch vun deene Kanner, déi et am néidegsten hunn. Dobäi ass et wichteg, fir en A op déi sozial Mixitéit ze halen. Dofir muss d'Qualitéit vum Accueil an de Crèchë grad wéi an alle Betreiungsstrukture fir d'Kanner kloer beschriwwen, assuréiert a kontrolléiert ginn.

Well et virun allem ëm d'Qualitéit geet, muss genee gekuckt ginn, wéi gutt a professionell konventionéiert grad wéi privat Crèchen an duerno och d'Maisons relais sinn.

Wou Déngschtleeschtunge fir Kanner op kommerzieller Basis opgrond vun der grousser Demande iwwert de Chèque-service accueil entstinn, muss vu Fall zu Fall genee kontrolléiert ginn, ob all Crèchen den Objektiver vu Kannerentwécklung Rechnung droen. An do sinn ech mat der Madame Andrich sécher d'accord, dass et och an de private Crèchë ganz gudder gëtt, mä et muss een natierlech wëssen, dass, wann eppes op kommerzieller Basis geschitt, et dann drëm geet, fir d'Fraisën esou niddreg ze hale wéi méiglech, an dass dat natierlech net ka sinn, wann et ëm d'Entwécklung vun de Kanner geet.

Wat fir Institutioune gëllt, gëllt ëmsou méi och fir déi informell Strukture wéi zum Beispill fir Dageselteren, där et jo ëmmer méi gëtt, also eng Aart Minicrèchen, kéint een dat bal nennen.

Mä: Wéi definéiert ee Qualitéit? Et geet sécher net duer, dat ze maachen, wat an engem eeleren „Zeit"-Artikel eng Kéier beschriwwe gouf, deen iwwerschriwwen ass: „Fënf Sterne für die Kleinsten. Was ist ein guter Kindergarten?". Do heescht et also, d'Qualitéit wär laang definéiert ginn als „Gruppengröße mal Quadratmeter und Anzahl der Erzieherinnen, multipliziert mit Sicherheitsstandards".

Fir Qualitéit ze definéieren, muss ee sech fir d'Éischt kloer sinn, wou een hiwëllt, sech Ziler setzen. De Kader muss vun der öffentlecher Hand gesat ginn. Well och wann net all Betreiungsplazen direkt konventionéiert ginn, esou si se awer indirekt subventionéiert duerch d'Chèques-services. An deem Sënn ass et och un der öffentlecher Hand, ze kucken, dass d'Qualitéit stëmmt.

An deem Zesummenhang - en ass schonn hei genannt ginn - ass den „Leitfaden für Fachkräfte zur Konzeptentwicklung in Kinderbetreuungsstrukturen" entstanen, dee fir Kanner vun null bis véier Joer ass a vum Familljeministère zesumme mat der Uni Lëtzebuerg erausbruecht gouf. Ech fannen dat gutt. Ech wëll awer d'Madame Ministesch froen, wéi dat applizéiert gëtt. Well dat ass jo e Leitfaden, also en net bindende Kader. Wéi bei alles, wat mat Kanner geschitt, ass et natierlech interessant, ze wëssen, wéi e befollegt gëtt.

Här President, all Etüde soen, dass d'Qualitéit an der Haaptsaach duerch héich professionell a qualifizéiert Personal erreecht muss ginn. Dëst däerf keen Niddreglounsecteur sinn. Et däerf och keen Deelzäitsecteur sinn.

De Joresbericht vun der Ombudsfra fir d'Rechter vun de Kanner fir 2010 huet zu de Crèchen eng Partie kritesch Umierkunge virbruecht. All Kand misst do seng Referenzpersoun kréien, wat besonnesch wichteg fir Bëbeeën ass. Den ORK bemängelt, dass d'Bëbeeën net ëmmer genuch stimuléiert ginn, dass d'Siesten ze laang sinn. All klengt Kand huet säin eegene Rhythmus, deem Rechnung gedroe muss ginn. Et gëtt oft ze vill Kanner an de Crèchë fir de Raum an d'Personal, dat zur Verfügung steet. Dofir verlaangt den ORK, dass de Service de la petite Enfance vum Familljeministère d'Kontroll vun de Crèchë verstäerkt.

Den ORK huet dat Joer virdrun iwwregens och de Fonctionnement vun de Maisons relais an de Schoulkantine kritesch gekuckt an d'Fro gestallt, ob d'Struktur, d'Organisatioun an de Fonctionnement kannergerecht sinn an hinnen et erlaben, fir och nach nomëttes an der Schoul kënne gutt a konzentréiert ze schaffen - e grousst Fragezeichen op jidde Fall och fir mech bei verschiddene Strukturen.

Mir hunn natierlech keng Zuelen iwwert déi verschidden Zorte Personal an de privaten, an den öffentleche Crèchen an an de Maisons relais. Och net iwwer hir Beschäftegungskonditiounen an d'Zäiten. Dofir wär ech der Ministesch wierklech dankbar, wa se ons géif soen, ob hire Ministère en Iwwerbléck iwwert d'Beschäftegungsverhältnisser an deem Secteur huet.

D'Crèchen an d'Dageseltere mussen agréëiert ginn. An ech huelen un, dass dat opgrond vu Kritäre geschitt an dass de Respekt dovunner muss kontrolléiert ginn. Wéi et schéngt, soll jo elo e regionale Monitoringsystem ageriicht gi mat „Agents régionaux enfants et jeunesse". Dat heescht, dass de Service national de la jeunesse niewent der informeller Jugendaarbecht och als Kontrollorgan fir d'petite Enfance, also d'Crèchen an d'Dageselteren, ausgebaut soll ginn. Also eng ganz seriö Opstockung vun dem Service national de la jeunesse, wou ee sech allerdéngs freet, wéi eng Kompetenzen déi Agente mussen hunn.

Dass also den SNJ elo niewent der Jugend och d'Kandheet betreie soll, stellt d'Fro, wat dann deen zoustännege Service vun der petite Enfance am Familljeministère soll. Gëtt do elo eng nei Verwaltung opgebaut oder en double Emploi geschaf? Ass dës nei Kontrollaufgab kompatibel mat der Fonctioun vum Service national de la jeunesse als Organisateur a Prestataire vun informeller Kanner- a Jugendaarbecht? - kann ee sech och d'Fro stellen. Mä ech huelen un, dass mer vun der Madame Minister herno eng ganz Partie interessant Informatiounen iwwert d'Absichte vun hirem Ministère an där Hisiicht kréien.

Här President, d'Iddi fir e regionale Monitoringsystem - dat wëll ech awer soen - ass un a fir sech gutt. Déi schéinsten Iddien a Konzepter hëllefen allerdéngs näischt, wa se just um Pabeier existéieren. Si mussen och ëmgesat ginn, an dofir brauch et och e Monitoring oder eng Kontroll.

Den Eltere kann dat och nëmmen hëllefen, eng gutt an hire Besoinen ugepasste Struktur fir hir Kanner ze fannen. Virausgesat natierlech, dee Monitoringsystem fonctionnéiert transparent, och fir d'Elteren, déi jo hei mat hire Kanner d'Roll vum Verbraucher hunn.

Här President, de Stat iwwerhëlt seng Responsabilitéit iwwer Konventiounen, Agréments a Kontroll. D'Fro stellt sech, wéi d'Gemengen do erakommen. Besonnesch och, well de Stat jo net alles ka maachen.

Et gëtt Gemengen, déi Crèchen opgemaach hunn oder Crèchen iwwer Associatiounen ënnerstëtzen. D'Gemenge leeschte schonn am schoulesche Beräich oder och am ausserschoulesche Beräich villes. A gréissere Gemenge si modern a fortschrëttlech Foyere fir Kannerbetreiung organiséiert ginn, éier de Stat doru geduecht huet.

Dofir sinn onser Meenung no och d'Gemenge fir d'Betreiung vun de Kanner vun null bis dräi Joer e wichtege Partner a mussen op jidde Fall vum Stat mat erugezu ginn. De Stat muss mat de Gemenge schwätzen, éier elo nei Gesetzer gemaach ginn.

Am Gespréich mat verschiddene Gemengeresponsabele sinn ech gewuer ginn, dass et Gemenge gëtt, déi drop oppassen, fir hiert Personal an de Maisons relais wa méiglech net ongewollt deelzäit schaffen ze loossen. Och wa just 30 Stonnen direkt fir d'Betreiung gebraucht ginn, hunn d'Erzéier do Kontrakter vu 40 Stonnen. Och well déi reschtlech Zäit gebraucht gëtt, fir Vir- an Nobereedung, fir Elterenaarbecht, Supervisioun oder Formatioun an esou weider. An dat kënnt sécher de Kanner an och dem Personal zegutt.

A wéi een héiert, et ass jo schonn déi eng oder déi aner Saach an der Press gesot ginn, gëtt et och schonns eng Rei méi konkret Iddien a Projete vum Familljeministère. De Syvicol an de Familljeministère hu jo och iwwert deen Inspektorat fir privat Crèchë geschwat.

Här President, ech si gespaant, méi doriwwer gewuer ze ginn. Ech soen och dem Interpellant Merci, dass en dës Interpellatioun virbruecht huet, well dat ass wierklech e wesentlech gesellschaftspoliteschen an erzéieresche Problem, mat deem mer hei befaasst sinn. Ech hoffen och, dass mer als Chamber ons kritesch mat deenen neien Iddië vun dem Familljeministère a vun der Regierung kënnen ausenanersetzen. Et geet - nach eng Kéier - ëm e Maximum vu Kohärenz. Et geet ëm Effikassitéit an et geet virun allem ëm d'Qualitéit, am Interessi vun onse Kanner an hiren Elteren.

Merci, Här President.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Fayot. Als nächst Riednerin ass d'Madame Josée Lorsché agedroen. Madame Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, net vun ongeféier fënnt dës Interpellatioun zu engem Zäitpunkt statt, wou d'Problematik ëm d'Kannerbetreiung hei am Land amgaangen ass, héich Wellen ze schloen.

Während d'Entente vun de Professions éducatives et sociales zesumme mat der Associatioun vun den Éducateure kierzlech ongeféier 500 Aktiver aus dem Secteur mobiliséiere konnten, fir op déi schlecht Aarbechts- a Lounbedéngungen am Sozial- an Erzéiungssecteur hinzeweisen…

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- …an d'Qualitéit vun der Betreiung hei am Land a Fro ze stellen, gëtt a Regierungskreesser iwwer en neie Gesetzespak an nei Reglementer nogeduecht.

Laut Presseberichter soll domat d'Qualitéit vun der Kannerbetreiung verbessert ginn an déi finanziell Participatioun vun den Elteren u gewësse Kritäre gebonne ginn, wou verschidde Varianten am Raum stinn. Alles anescht wéi dat, wat den Här Premierminister viru véier Joer a sengem Bericht zu der Lag vun der Natioun deklaréiert huet, nämlech d'Aféierung vun enger flächendeckender Gratiskannerbetreiung iwwert d'ganzt Land.

Well nach keen offiziellen Text vun deenen Neierunge virläit, bewege mer eis an der Diskussioun vun haut op engem vagen Terrain, zumindest wat d'Absicht vun der Regierung an déi konkret Ausriichtung vun den neie Bestëmmungen ubelaangt.

D'Froen, déi den Här Meisch a senger Interpellatioun opwerft, sinn awer och elo schonn duerchaus berechtegt. Se bezéie sech nämlech virun allem op déi Beräicher, déi onofhängeg vun den aktuelle Regierungspläng scho méi laang fir Onzefriddenheet suergen an déi och vun deenen zwou Beruffsorganisatioune kritiséiert gi sinn.

Et geet ëm d'Qualitéit vun der Betreiung, déi enk mat der Formatioun vum Personal a mam Personalschlëssel verbonnen ass; et geet ëm den Ausbau vun der Offer, deen natierlech net ouni Investissementer auskënnt; an et geet ëm d'Aarbechtsbedéngungen am Secteur, déi net nëmmen en Afloss op d'Motivatioun vun den Erzéier an Erzéierinnen hunn, mä och op d'Effikassitéit vun hirer Aarbecht.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wa mir eng Verbesserung vun der Qualitéit op alle Pläng vun der Kannerbetreiung ustriewen, da läit et op der Hand, datt fir d'Éischt emol misst analyséiert ginn, wou de Schung dréckt, an ech fäerte ganz, en dréckt op ville Plazen.

Et besteet akuten Handlungsbedarf, fir den effikassen, pädagogeschen, gesondheetlechen a sozialen Encadrement vun alle Kanner auszebauen an déi deelweis grouss Waardelëschten ofzebauen, déi et nach op ville Plaze gëtt.

Et geet hei net nëmmen drëm, béiden Elterendeeler eng voll Beruffstätegkeet ze erlaben, mä et geet virun allem drëm, d'Chancëgläichheet bei de Kanner vu Gebuert un ze erhéijen an hir sozial Kontakter ze förderen. Emmerhi si wäit iwwer 10% vun eiser Bevölkerung dem Risiko vun der Aarmut ausgesat, woubäi virun allem Elengerzéier an Elengerzéierinnen am meeschte betraff sinn an domat natierlech och hir Kanner.

Eng Gesellschaft wéi eis, déi vill Wäert drop leet, de Kanner sozial Kompetenzen ze vermëttelen, a vill Wäert op sozialen Zesummenhalt leet, muss et fir d'Éischt emol selwer fäerdegbréngen, d'Chancëgläichheet vun Ufank un ze schafen an d'Stigmatiséierung ze verhënneren, ugefaange bei de klenge Kanner, wou d'Betreiungsstrukturen eng entscheedend Roll spillen. Eng Roll, déi se am Moment nach net genuch spillen a wou nach keng Gesamtkonzepter, wéi den Här Meisch et och scho gesot huet, bestinn.

Et ass längst bewisen, datt kulturell Defiziter, Schoulversoen, gesondheetlecht Risikoverhalen a schlecht Iessgewunnechten hir Wuerzelen an der fréiester Kandheet hunn. Oft kommen déi Risike beieneen an hannerloossen hir Spuren e Liewe laang. Ee Grond méi, fir sech mat der Qualitéit vun der Betreiung a vun de Fréifërderungsstrukture méi intensiv auserneenzesetze wéi bis elo an alle Kanner héichwäerteg Startchancen ze bidden, onofhängeg vun hirer sozialer, kultureller an ethnescher Hierkunft, an ouni datt déi Offer d'Eltere finanziell soll belaaschten.

Mat der Aféierung vun de Chèques-services wollt eis Regierung dat Zil erreechen. Mä wéi et sech lues a lues erausstellt, huet se et zu engem gudden Deel verpasst. Et ass zwar gelongen, iwwer 32.000 Kanner a Betreiungsstrukturen ënnerzebréngen. Mä dat heescht net, datt domat déi elementar Bedierfnisser vun de Kanner erfëllt konnte ginn.

Datt elo iwwer méi Qualitéit an deene Strukturen nogeduecht gëtt, ass u sech positiv. D'Fro ass just: Wéi gëtt déi Qualitéit erreecht a wéi gëtt se kontrolléiert? Wéi gëtt d'Personal opgestallt a wéi gëtt et ausgebilt a weidergebilt, fir an Zukunft méi Qualitéit kënnen ze garantéieren? Woubäi d'Sécherheetsnormen net däerfe vergiess ginn.

Virun allem an der Betreiung oder besser gesot an der fréier Förderung vun de Kanner tëschent null an dräi Joer, ëm déi et haut geet, stelle sech säit der Aféierung vun de Chèques-services méi Froe wéi jee, wat d'Qualitéits- an d'Sécherheetsnorme vun den eenzelnen an zimlech villfältege Strukturen hei am Land ugeet.

Et ass kee Geheimnis, datt haaptsächlech déi méi dicht bevölkert Südgemengen duerch d'Aféierung vun de Chèques-services mat gréisseren Infrastrukturproblemer respektiv Infrastrukturmängel konfrontéiert gi sinn. Déi sinn nach laang net ëmmer am Sënn vun enger kandgerechter Erzéiung a Förderung geleist ginn. An d'Waardelëschte sinn, wéi gesot, och haut nach ëmmer grouss, wat ech als Gemengepolitikerin ka bezeien.

Déi finanziell Bedeelegung vum Familljeministère un der Bezuelung vum Personal oder un der Schafung vun neien Infrastrukturen huet näischt un der Tatsaach geännert, datt d'Gemengen oft net iwwert dat néidegt Bauland verfügt hunn, fir adequat a kandgerecht Betreiungsstrukturen an engem natierlechen a rouegen Emfeld opzeriichten, wéi zum Beispill an engem Bësch, wou ee kéint un eng Bëschcrèche denken, déi awer an eisem Land ganz rar sinn. Sou datt Sportshalen, ëmgebaut Wunnengen, Restauranten oder aner Gebailechkeeten hu missen duerhalen a bis an de leschten Eck mat Kanner gefëllt ginn, fir dem Ustuerm vun der Demande gerecht ze ginn.

Ënnert deene Konditiounen ass et natierlech schwéier, fir d'Grondbedierfnisser vum Kand op Rou an Erhuelung, op villsäiteg Bewegung, op Natur- a Sënneserfahrungen, op Kreativitéit an intellektuell a kulturell Ureegungen ze erfëllen.

Während d'Betreiungsstrukturen a Form vu Maisons relais fir d'Schoulkanner op déi Manéier raimlech gewuess sinn - zumindest dat! - an enger gewësser Demande konnten nokommen, ass fir den Ausbau vun der Offer fir déi méi kleng an nach net schoulflichteg Kanner oft net genuch Sputt bliwwen, mam Resultat, datt Privatcrèchë wéi Champignonen aus dem Buedem geschoss sinn, ouni datt d'Bedreiwer an d'Bedreiwerinne sech u streng Qualitéitsnormen hu missen halen, weder an de pädagogesche Konzepter nach an der Ausbildung vum Personal nach an der Architektur vun den Haiser.

Fir d'Elteren ass et haut éischter eng Saach vun Zoufall, ob hiert Kand an deene Crèchen a gudden oder manner gudden Hänn opgehuewen ass. Et ass eng Saach vun Zoufall, ob d'Personal gutt oder manner gutt ausgebilt ass, ob de Grupp vun deene Kanner grouss oder kleng ass, ob de Lärmpegel héich oder niddreg ass. An et ass och eng Saach vun Zoufall, ob d'Infrastrukturen héijen oder manner héije Sécherheetsnormen entspriechen, woubäi dem Personal dann och nach d'Verantwortung zougesprach gëtt. Un den tragesche Fall vu Steesel brauch ech an deem Kontext net ze erënneren.

Als Gréng si mir der Meenung, datt déi Entwécklung geféierlech ass, virun allem, wann d'öffentlech Hand an deem ongeregelte Betreiungsmaart ëmmer méi un Afloss verléiert an enger ze héijer Zuel vun nëmmen deelqualifizéierten Aiden den Terrain iwwerléisst, a wann et am öffentleche Secteur u qualifizéiertem Personal feelt.

Onofhängeg vun den Diskussiounen, déi momentan zimlech verschleiert tëschent Familljeministère an eenzelnen Acteure gefouert ginn, sinn déi Zoustänn Ursaach genuch, fir schonn am Virfeld vun der Reform prinzipiell Froen opzewerfen, éischtens, wat d'Infrastrukturen ubelaangt, an zweetens virun allem, wat de sougenannte Facteur humain betrëfft.

Och wa kee Wee laanscht d'Schafung vun adequaten a kandgerechten öffentlechen Infrastrukture féiert, déi de Kanner villfälteg Aktivitéiten dobannen an dobaussen erlaben, déi de Kanner kulturell Beschäftegungen erméiglechen an hinnen eng gesond Ernährung zoukomme loossen, menge mir, datt eng Reform ënnert dem Strëch nëmmen dann Erfolleg kann hunn, wann och déi mënschlech Dimensioun vum Encadrement verbessert gëtt. Et ass längst bewisen, datt kleng Kanner verlässlech Bezuchspersounen a stabil Bezéiunge brauchen, fir eng staark an ausgeglache Perséinlechkeet entwéckelen ze kënnen, déi hiert Liewe selwer an d'Hand kann huelen.

Aus deem Grond gesi mir et als eng geféierlech Entwécklung un, wann d'Betreier an d'Betreierinne vu ganz klenge Kanner op minimal Aarbechtszäiten agestallt ginn an doduerch keng fest Bindung zu de Kanner opbaue kënnen. Minimal Aarbechtszäite vun oft net méi wéi zéng Stonnen an der Woch sinn dernieft och vun Nodeel, fir eng effikass Teamaarbecht am Grupp ze garantéieren; vu feelender sozialer Ofsécherung guer net ze schwätzen. Wéi et aus de Kritike vun de Beruffsverbänn ervirgeet, sinn esou Kontrakter awer leider d'Regel a villen Institutiounen. Dat muss sech änneren, zum Wuel vum Kand an zum Wuel vun der Aarbecht.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wa mir vu Qualitéit schwätzen, sollen och d'Elteren net vergiess ginn. D'Qualitéit an der Friemebetreiung schléisst d'Elteren net aus an däerf se net aus hirer Verantwortung entloossen, wann et ëm Erzéiungs- a Gesondheetsproblemer geet. Elteren abannen heescht virun allem, Elteren aus sozial benodeelegte Milieuen eng Hëllefstellung ubidden a se net mat hiren Erzéiungs-, Wunn- a Gesondheetsproblemer eleng loossen. Et heescht, d'Elteren - a ville Fäll Elengerzéierinnen an Elengerzéier - un déi Déngschtstellen ze leeden, wou professionellt Personal fir si zur Verfügung steet.

Erwähnenswäert ass an deem Kontext de Projet Bébé+, deen op eng geziilt Begleedung vun den Elteren ausgeriicht ass an an e puer Gemengen, ënner anerem och zu Déifferdeng, vum Familljeministère kofinanzéiert gëtt. Datt aner Gemengen aus finanziellen Ursaache beim selwechte Projet vum Ministère ofgewise ginn, ass manner erfreelech a léisst hoffentlech net drop schléissen, datt de Ministère deem duerch an duerch effikasse Projet de Réck dréit an de Gemengen domat de Wand aus de Segelen hélt. Vläicht kann d'Madame Minister eis duerno Opschloss doriwwer ginn, wéi et mat deem Projet an Zukunft wäert weidergoen, wann nach aner Gemenge sech wëllen op dee Wee beginn.

E weidere Wee zu méi Qualitéit an der Prise en charge besteet an eisen Aen an enger intensiver psychescher a gesondheetlecher Begleedung vun den Elteren an der Maternité, kuerz virun oder kuerz no der Gebuert vun hirem Kand, haaptsächlech fir sozial a kulturell benodeelegte Koppelen e bessere Start mat hirem Kand ze erlaben. Hei sief d'Eltereschoul vun der Fondatioun Kannerschlass erwähnt an d'Initiativ Liewensufank, déi eng Virreiderroll spillen an deem do Beräich.

Alles dat gehéiert eiser Meenung no zu där ugepeilter Qualitéitssteigerung, déi, wéi gesot, wäit iwwer Geldleeschtungen an de Bau vu séchere Raimlechkeeten eraus muss goen. Soulaang wéi d'Eltere mat hire Kanner net do ofgeholl ginn, wou se stinn, a soulaang wéi net dat richtegt a qualifizéiert Personal op der richteger Plaz zur richteger Zäit an an enger méi héijer Zuel wéi bis elo zur Verfügung gestallt gëtt, si mer vu flächendeckender Qualitéit nach wäit ewech.

D'Fro, déi sech drun uschléisst, ass déi vun der Evaluatioun, déi, grad wéi bei der Reform vun der Fonction publique, och an dës Reform schéngt anzefléissen. Evaluatioun ass u sech eng gutt Saach, wa se esou gehandhabt gëtt, datt se net laanscht d'Acteure leeft, mä esou, datt d'Acteure matschwätze kënnen. Mir hoffe staark, datt eng zentralistesch Virgehensweis, wéi déi, déi mer bei der Organisatioun vum Office national de l'enfance erliewe konnten, en ofschreckend Beispill fir dës Reform ass, an datt d'Evaluatioun dës Kéier mat alle responsabelen Acteuren um Terrain virbereet an ëmgesat gëtt.

Eise Wonsch ass et, d'Leit vun Ufank un anzebannen a vun hire Kompetenzen ze profitéieren, wann et drëms geet, en Evaluatiounssystem op d'Been ze stellen. Mir wënschen eis e regelméissegen Austausch an eng konstruktiv Zesummenaarbecht tëschent dem Ministère an den Acteuren um Terrain a Form vun enger Plattform, esou wéi se an der Zäit och am Beräich vun de Jugendhaiser bestanen huet, an a Form vun enger realitéitsnoer Supervisioun vu Spezialisten a Spezialistinnen aus dem Fach, déi berodend zur Säit stinn.

Kengesfalls däerf d'Evaluatioun vun der Klengkandbetreiung vun engem zentale Gremium duerchgefouert ginn, wat vun der Realitéit um Terrain wäit ewech ass. Eng qualitativ héichwäerteg Betreiung ass eiser Meenung no och nëmmen dann ze erreechen, wann deenen eenzelnen Haiser eng kloer Autonomie zougestane gëtt, wat hir pädagogesch Konzepter ubelaangt, quitte datt se vun Zäit zu Zäit evaluéiert a gegebenenfalls ugepasst musse ginn, datt se schréftlech dokumentéiert ginn an transparent asiichtbar sinn.

Zu der Qualitéit gehéiert awer och d'Opwäertung vum Statut vum Erzéier a vum Sozialberuffler, deem seng Roll schliesslech net manner wichteg ass, wéi déi vum Schoulmeeschter a vun der Léierin vum Kand.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Vu datt de Loun vun de Sozialaarbechter an Erzéier 20 bis 30% ënnert deem vun hire Kolleegen a Kolleeginnen aus der Grondschoul läit, obschonn hir Responsabilitéit praktesch déiselwecht ass a si doriwwer eraus 40 Stonnen d'Woch präsent musse sinn, wa si e volle Kader hunn, ass et duerchaus verständlech, datt d'Erzéier am Sozialsecteur sech als Beruffsgrupp net voll unerkannt fillen. Och hei besteet Handlungsbedarf am Sënn vun enger Harmoniséierung vun de Carrièren an am Sënn vun enger besserer Vernetzung vun der erzéierescher Aarbecht an de Betreiungsstrukturen an där vun de Schoulen.

Zum Schluss wëll ech dem Här Meisch am Numm vun der grénger Fraktioun Merci soen, datt hien dëst waarmt Eisen ugepaakt huet. Et ass zum Virdeel vun all eise Kanner an domat zum Virdeel vun eiser zukünfteger Gesellschaft, wann der Fréierzéiung net nëmme méi finanziell Ressourcen, mä virun allem méi mënschlech Ressourcen zur Verfügung gestallt ginn, mam Appell un d'Regierung, d'Gemenge méi geziilt an hiren Efforten ze ënnerstëtzen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et sinn net d'Crèchen, déi deier ginn, mä et ass eng feelend Kannerbetreiung, déi d'Gesellschaft laangfristeg vill méi deier ze stoe kënnt. D'Reform, déi virun der Dier steet, wäert net beuerteelt ginn op deem, wat se verspréicht, mä op deem, wat se laangfristeg an eiser Gesellschaft bewierkt.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Lorsché. Als nächste Riedner ass den Här Gibéryen agedroen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll dem Claude Meisch Merci soe fir déi Initiativ, déi e geholl huet fir dës Interpellatioun, déi eis am Fong d'Geleeënheet gëtt, fir datt mer hei eng Kéier zesummen iwwert déi ganz Problematik ee Meenungsaustausch maachen.

Ech mengen, mir sinn eis alleguer eens, datt d'Famill dee wichtegsten Deel an eiser Gesellschaft duerstellt. Et stellt fir eis d'Keimzell vun eiser Gesellschaft duer, och wann d'Famill sech am Laf vun deene leschte Jorzéngte vill verännert huet. Mir hunn haut déi verschiddenste Forme vu Famill, déi et gëtt: bestuet, net bestuet, zesummeliewend, gepacst, elengerzéiend an esou weider. Mä ech mengen, iwwerall do, wou Kanner sinn, sollt fir eis eng Famill sinn, a mer sollen derfir suergen, fir datt dat Kand a senger Famill kann uerdentlech opliewen.

Duerfir ass och fir eis d'Ënnerstëtzung vun der Famill eng éischt politesch Prioritéit, déi mir hunn.

Mir soen och ganz kloer, an ech wëll dat am Prinzip viraussoen, datt mir der Meenung sinn, datt de Stat soll flächendeckend am Land Infrastrukturen oder Strukturen ubidden, fir der Famill de Choix ze ginn, d'Familljeliewen eleng ze

maache mat de Kanner oder Famill mat Beruff ze deelen, mä datt et net um Stat ass, fir sech an d'Famill anzemëschen.

Une voix.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- De Stat soll higoen a flächendeckend mat de Gemengen zesummen déi Infrastrukturen ubidden, mä et muss ëmmer der Gemeng hire Choix bleiwen. A fir datt d'Gemeng de Choix kritt, entschëllegt, fir datt d'Famill dee Choix kritt, fir kënnen doheem ze bleiwen a Kannererzéiung ze maachen oder Famill a Beruff kënnen ze verbannen, mussen d'Viraussetzunge geschaf ginn, fir datt se ebe kënnen de Choix treffen, andeems dat och flächendeckend ugebuede gëtt.

An der Vergaangenheet hat d'Famill ganz dacks guer net dee Choix. D'Famill hat keng Plaz, fir d'Kanner an eng Struktur ze ginn, a si war duerfir condamnéiert, fir mussen doheem beim Kand ze bleiwen, wa se net eng Mamm oder eng Bomi hat, déi dat gemaach huet. Mir hunn an deene leschte Jore ganz vill doranner investéiert, ech mengen, dat muss ee soen.

Ech géif soen, wa mer vläicht de Statsbudget kucken, dann ass et ee vun deenen Artikelen am Statsbudget, deen explosiounsaarteg an deene leschte Joren an d'Luucht gaangen ass, well de Käschtepunkt, net nëmme fir d'Investitiounen, fir d'Frais de fonctionnement, fir d'Frais de gestion, mä ech mengen och, wat herno d'Personalkäschten an alles ubelaangt - obschonn dat ee Problem fir sech ass, datt déi Leit eiser Meenung no net genuch verdéngen -, ass awer spronghaft an d'Luucht gaangen.

Ech mengen, d'Famillje sinn haut an eiser Gesellschaft, déi eben eng materialistesch Gesellschaft ass, quasi condamnéiert ginn, fir ebe musse schaffen ze goen. Haut huet eng jonk Koppel, déi sech wëllt en Eegenheem uschafen, keen anere Choix, wann d'Elteren net do sinn, déi finanziell bäisteieren, oder d'Grousselteren. Dann huet déi Koppel keen anere Choix, wéi mussen zu zwee schaffen ze goen.

Awer och elengerzéiend Fraen, déi hu keen anere Choix, wéi schaffen ze goen. A wa mer kucken, mir hu virun e puer Wochen heibannen iwwert d'Aarmut hei zu Lëtzebuerg diskutéiert, wou mer gesinn hunn, datt mer elo un eng Grenz vu 14% kommen hei am Land, déi un d'Aarmutsgrenz ginn, dat si gréisstendeels Fraen, déi elengerzéiend dostinn oder Famillje mat méi Kanner. Déi sinn also alleguer condamnéiert, fir méi schaffen ze goen, fir musse schaffen ze goen, fir eben hir Famill do besser iwwert d'Ronnen ze kréien.

Mir soen also ganz kloer, datt mer mussen déi Infrastrukturen duerch d'Land flächendeckend maachen, datt se musse vun enger gudder Qualitéit sinn, datt se musse mat professionelle Leit besat sinn. Mä déi kruzial Fro, déi mer eis am Fong haut hei misste stellen, et geet jo haaptsächlech ëm d'Debatt vun null bis dräi Joer, do ass déi prinzipiell Fro, ob et fir e Kand besser wier, wann et an där Zäit doheem géif erzu ginn, oder an enger Struktur.

Mir sinn alleguer eis heibannen eens, datt dat am Fong déi wichtegst Phas am Liewe vun engem Mënsch ass: e Kand a sengen éischte Méint a Joren. Et ass haut hei geschwat ginn, datt ee Kand da Léift brauch, Gebuergenheet, Zouneigung. Et muss een Zäit hu fir d'Kand, et muss ee mam Kand schwätzen, et muss ee mam Kand sangen, et muss eng verlässlech Bezéiungspersoun hunn. Mä ganz dacks huet een esou d'Impressioun, wann déi Wierder hei falen, wéi wa jiddwereen dat kéint maachen, just d'Eltere net. Just d'Eltere net!

Dat ass e bëssen de Verdacht, deen een heibanne kritt, wann een déi ganz Diskussiounen hei mécht, wéi wann et just de Stat wier, deen déi Bezuchspersoun kéint zur Verfügung stellen, fir de Kanner dat ze ginn. An et gëtt ëmmer erëm vergiess, datt vill Elteren déi Aarbecht awer gäre géife selwer maachen, wa se et finanziell kéinte maachen!

Une voix.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dann ass et och fir mech e Punkt, deen engem muss ze denke ginn, wa mer hei d'Kandsentwécklung präislech héichrechnen, wann hei gesot gëtt, wat dat wirtschaftlech vu Konsequenzen huet a wat dat eis Gesellschaft kascht. Wéi wann d'Kand quasi eng Wuer wier, en Objet wier! An dat Mënschlecht an der Diskussioun, doriwwer schwätze mer net méi. Mir rechnen haut mat dräi Stelle geschwënn hannert dem Komma, wat mer géife mengen, wirtschaftlech gesinn, wéi mer e Kand misste vu klengem un, vun der Maternité un an eng Formatioun erakréien, an eng Struktur erakréien, fir herno dee beschte Mënsch, ekonomesch gesinn, aus em ze maachen, a mir vergiessen awer dat Mënschlecht bei deem Ganzen!

Ech mengen, dat muss eis ze denke ginn! A mir sollen och drun denken, un d'Situatioun, déi vill kleng Kanner hu mam Stress. Ech weess net, ob dat am Interessi vum Kand ass. Leider hunn d'Eltere keen anere Choix - vill Elteren! Mä wa Kanner emol scho mussen, wann d'Eltere schaffen, fir siwen Auer an enger Struktur ofgeliwwert ginn, da muss dat Kand schonn um Véirel op sechs opstoen, fir datt et viru siwen Auer kann ofgeliwwert ginn. An dann ass et an der Struktur bis owes an da ginn d'Elteren et erëm sichen.

Et ass och e Stress fir e Kand. Ass dat gutt fir e Kand, wann dat ëmmer esou muss moies opstoen? Schwätzt emol mat Enseignanten: och déi Kanner, déi mëttes an de Maisons relais sinn iwwer Mëtteg. Do gëtt et Enseignanten, déi soen Iech: „Mir kënne mat verschiddene Kanner nomëttes guer näischt méi ufänken!", well se einfach zwou Stonnen do an enger Maison relais bleiwen. Quitte datt déi Leit sech all Méi maachen an datt mer och nach vläicht musse matmaachen...

M. Camille Gira *(déi gréng).*- ...zwou Stonne mëttes beim Fernseh, wou se eleng sinn, ass och näischt...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo, Här Gira, mir zwee hate virun e puer Woche schonn eng Diskussioun hei, wou ech mengen, wou mer eis net ganz eens ginn...

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Ech si frou, dass ech eng aner Meenung hu wéi Dir!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dir wäert dach elo net hei erëm wëlle behaapten, Här Gira, datt Kanner, déi net an enger Crèche sinn, déi doheem wieren, datt d'Elteren déi géife systematesch mëttes zwou Stonne bei de Fernseh setzen.

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Neen!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat hutt Der awer elo grad hei gesot.

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Wësst Dir, wéi vill Schlësselkanner dass et gëtt?

(Interruption)

Här Gibéryen, wësst Dir, wéi vill Schlësselkanner et hei zu Lëtzebuerg gëtt?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ...déi géifen hir Kanner vu moies bis owes bei de Fernseh setzen - wann dat deene Gréngen hir Usiicht ass! Mir sinn där Meenung net! Mir sinn der Meenung, datt d'Elteren och doheem Responsabilitéit hunn a wëssen, wéi se hir Kanner erzéien...

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Dir lieft um Mound, Här Gibéryen, Dir lieft um Mound!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ...a se net virun de Fernseh zwou Stonne setzen. Wann déi gréng hir Kanner virun de Fernseh setzen, dann ass dat Äre Problem!

(Hilarité)

Et gëtt vill Leit am Land, déi setzen hir Kanner...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Här Gibéryen, wéi wär et, wann Der géift eng Temesta huelen an Iech emol berouegen?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ...déi setzen hir Kanner net virun de Fernseh. Duerfir schéngt et eis wichteg,...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Maacht hei keng Show!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ...datt mer eng Politik maachen, Här President, datt mer eng Politik maachen, déi der Famill et fräi léisst, déi der Famill et fräi léisst ze décidéieren, enger Famill. Amplaz datt mer nëmmen investéieren a Strukturen, wat gutt ass, musse mer och investéieren, fir datt déi Famill, déi décidéiert fir doheem ze bleiwen, fir eng Kannererzéiung ze maachen, datt déi Famill och finanziell a sozial ofgeséchert ass. A virun allem, virun allem d'Fra - well et ass an der Regel d'Fra -, déi muss och sozial ofgeséchert sinn,...

Une voix.- Oh, wéi dann!?

(Interruptions diverses)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ...wa se doheem ass. An duerfir hu mir proposéiert an eisem Wahlprogramm, fir hinzegoen...

M. le Président.- Ech géif Iech bieden, e bësselche méi opmierksam nozelauschteren!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- déi gréng, déi gréng,...

(Interruptions diverses)

déi gréng, dat si Weltverbesserer, déi lauschteren net gär esou Saachen!

(Interruption)

M. François Bausch *(déi gréng).*- Also, mir sinn op alle Fall keng Krunnemécken, dat ass richteg.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Mir soen, Här President, ganz kloer, mir géifen all déi Familljenzoulagen, déi mer hunn, bündelen an engem Betreiungsgeld an all Famill, all Famill dat zoukomme loossen opgrond vun der Kannerzuel an opgrond vum Alter vun de Kanner. An dann ass et un der Famill, selwer ze décidéieren, ob se dat Geld hëlt, fir d'Kanner a Betreiungsstrukturen ze ginn, oder ob eng Persoun seet, ma ech bleiwen doheem mat deem Geld; wou mer dann awer soen, datt misst obligatoresch an d'Pensiounskeess abezuelt ginn.

Mir géifen och do e soziale Kritär mat erabréngen, well mer mengen, datt a verschidde Moossnamen, déi an deene leschte Jore geholl gi sinn, net genuch Sozialkritären dra sinn. Mir géife soen, mir ënnerwerfen dat Betreiungsgeld de Steieren, an iwwert dee Wee géife mer dann e Sozialkritär mat an déi Diskussioun erabréngen. Dat ass esou, wéi mir et an eisem Wahlprogramm stoen hunn, a wou mer och der Meenung sinn, datt dat dat eenzegt Gerecht wier...

(Interruption)

...datt dat dat eenzegt Gerecht wier, wann d'Famill de Choix kritt, fir selwer ze décidéieren.

(Interruption)

Här Gira, et gëtt vill Elteren, déi wiere frou, wa se d'Geleeënheet hätten, fir hir Kanner an den éischte Méint a Jore selwer doheem ze zillen. Do gëtt et vill Elteren! A wann Dir wëllt hei de Geck mat deenen Eltere maachen, wéi Der dat elo permanent amgaang sidd, hei ze maachen,...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Maacht emol eng Paus! Huelt emol eng Kéier Loft an da berouegt Der Iech!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ...da maacht Dir dat! Mir hunn op jidde Fall héije Respekt...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Oooohhh!

Une voix.- Mir och!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ...heije Respekt virun där Aarbecht, där Erzéiungsaarbecht, déi souwuel an de Strukture vum Personal gemaach gëtt, awer och genausou vill virun deenen Elteren, déi déi Aarbecht doheem selwer maachen, an dat Ganzt...

Une voix.- An da mengt Dir, Dir wäert déi Eenzeg!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ...wäert dem Wuel vun eise Kanner entgéintkommen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Gibéryen. Elo kritt d'Wuert den Här Urbany.

Une voix.- Et muss jo ëmmer een haart jäizen, mir si jo zu vill.

Une autre voix.- Eis Tëleeë si mat Solarenergie.

Une troisième voix.- Oh Mamm, de Männerveräin déi aner Säit!

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Bon, Merci, Här President. Ech sinn d'accord mat deem, wat den Interpellant hei seet. Ech wollt eigentlech och soen: Ech sinn d'accord mat deem, wat all d'Riedner hei soen. Bis zum Här Gibéryen senger Interventioun! Elo muss ech awer soen: Ech sinn d'accord mat deem, wat déi meescht Riedner hei gesot hunn, an zwar, dass mer esou Erzéiungsstrukturen niewent der Schoul oder virun der Schoul brauchen.

Och an der Hypothees, wa verschidde Leit hir Kanner doheem versuergen, da brauche mer nawell fir déi, déi déi Institutiounen do brauchen, qualitativ gutt Programmer. Mir brauche Leit, déi ausgebilt sinn. An et ass aus där Debatt hei ervirgaangen, dass et do nach grouss Defiziter gëtt. Dat heescht, mer brauchen och déi néideg Mëttelen, déi do mussen agesat ginn, an déi Mëttelen, déi kënnen nëmme kommen entweder aus dem Statsbudget oder aus dem Gemengebudget oder awer aus der Eegebedeelegung vun de Leit. Eng aner Finanzéierungsméiglechkeet gëtt et net.

Ech muss soen, ech hunn ni dem Här Juncker gegleeft, wou e geschwat huet vun der Gratuitéit vun deem Secteur.

Firwat net? Well de But vun de Chèques-services jo eigentlech dee war, fir net méi mussen all déi Plazen, déi awer noutwendeg sinn, well ebe vill méi Leit schaffe ginn zu zwee, déi Plazen, déi musse geschafe ginn, wollt d'Regierung net aus öffentleche Mëttele schafen, duerfir huet se déi Chèques-services agefouert, fir dass och kënnen déi privat Crèchen - déi jo, wéi gesot ginn ass, hei duerno wéi d'Champignonen aus dem Buedem gewuess sinn -, fir dass déi privat Crèchen och kënnen iwwert déi Chèques-services do finanzéiert ginn.

Wann elo sollen d'Chèques-services, wéi een héiert, nach erofgesat ginn, da klëmmt natierlech d'Eegebedeelegung vun de Leit - si klëmmt iwwregens och am öffentleche Secteur dann -, mat engem Resultat vun der Ongläichheet vun de Leit vis-à-vis vun deene Servicer a mat der Gefor vun engem Zweeklassesystem an der Betreiung vun de Kanner.

An duerfir bedeit eng besser Betreiung, wéi se hei ugemahnt ginn ass, fir eis d'Gläichheet vun allen Elteren duerch eng Bereetstellung vu méi öffentleche Mëttelen. Dat heescht, duerch eng öffentlech Gesamtschoul...

(Interruption)

Pardon, duerch eng öffentlech Ganzdagsschoul, déi och demokratesch géréiert gëtt, och um Gemengeplang demokratesch ka géréiert a koordinéiert ginn an déi och gratis ass fir d'Leit.

Ech soen Iech Merci.

(Interruptions)

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. Elo kritt d'Wuert d'Madame Familljeministesch Marie-Josée Jacobs.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Merci, Här President. Ech géif fir d'Éischt wëllen dem Här Meisch Merci soe fir säi Verständnis, wat en hat, datt et gedauert huet vum Juni bis elo, mä ech denken awer - a mer haten och doriwwer matenee geschwat -, datt et méi sënnvoll wier, wa mer géifen déi Diskussioun hei féieren, wa mer konkret Propositiounen ze maachen hätten, wéi ze soen, mer sinn amgaang, un dësem ze schaffen, oder mer sinn amgaang, un deem ze schaffen.

8. Dépôt de deux projets de loi par Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration

An duerfir géif ech mer erlaben, Här President, Iech fir d'Éischt emol zwee Projets de loi ze déposéieren, wou de Grand-Duc mech derfir ermächtegt huet, eng Kéier fir eng Modifikatioun vum Gesetz iwwert d'Jeunesse ze maache vum 16. Februar dëst Joer an eng Modifikatioun och vum Gesetz iwwert d'Aktivitéite vun den Dageselteren.

- ***6409*** *- Projet de loi modifiant la loi du 30 novembre 2007 portant réglementation de l'activité d'assistance parentale*

- ***6410*** *- Projet de loi portant modification de la loi du 4 juillet 2008 sur la jeunesse*

9. Interpellation de M. Claude Meisch sur la qualité des services d'accueil et d'éducation des jeunes enfants (zéro à trois ans) (suite)

Da géif ech Iech och wëllen en Dossier hannerleeë mat fënnef Règlements grand-ducaux, déi mer nei geschriwwen hunn, geännert hunn, an eng Mapp mat enger ganzer Partie vu Material dran, esougutt fir Informatioun, fir Sensibilisatioun...

(Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration, dépose une documentation.)

(Interruption)

Gesitt Der emol! Gesitt Der emol! Da kann et och emol e puer Méint daueren, bis ee fäerdeg ass, mä jiddefalls mengen ech, datt mer do eng ganz Partie vun Outilen hätten, wou mer och domadder kënnen den Elteren entgéintkommen.

Vun deene Saachen, wéi gesot, déi den Här Meisch gesot huet, ass eigentlech näischt, wou mer an enger grousser Kontradiktioun matenee sinn.

Ech wëll och soen, datt ech net fir déi Saache wor, déi an der Press stoungen, well ech gesot hunn, et kënnt näischt an d'Press aus Respekt vis-à-vis vun der Chamber a vis-à-vis vum Interpellant, an dësem Fall dem honorabelen Här Meisch, well ech fannen, wann d'Chamber esou eng Fro stellt, dann huet se och d'Prioritéit, a vun dohier wëll ech Iech soen, datt et net meng Schold ass an ech mech och derfir entschëllegen, well ech fannen et wierklech net korrekt, datt Saachen dobaussen diskutéiert ginn, ier se da vun deene Leit kënnen zur Kenntnis geholl ginn, déi sech derfir agesat hunn.

Hei sinn eng ganz Partie vun Äntwerten. Well de Ben Fayot huet och eng ganz Partie vun

Zuelen hei genannt, wéi d'Offer sech entwéckelt huet. Vun 2006 bis 2011 ass d'Offer ëm 400% eropgaangen. An ech wëll och hei soen, datt mer dat selbstverständlech ëmmer gemaach hu mat de Gemengen, well ouni d'Gemenge wier dat iwwerhaapt net méiglech gewiescht.

Duerfir géif ech och wëllen all deenen e grousse Merci soe fir hiert vill Verständnis, wat am Laf vun deene leschten 30 Joer awer geschitt ass. Et ass net, datt alles elo eréischt virun dräi Joer erfonnt gouf.

Ech wëll awer och soen, datt et vläicht heiansdo gutt wier, wa jiddwereen emol erëm eng Kéier géif sech erënneren, wat nach virun zéng Joer gesot gouf an och geschriwwe gouf mat grousser Heftegkeet, datt et jo kloer wier, datt eng CSV-Ministesch net géif wëllen, datt d'Frae géife schaffe goen, an datt mer gären hätten, datt d'Leit doheem géife bleiwen an hannert dem Uewen an all déi Geschichten, déi Der alleguerten Iech wësst ze erënneren, a wann net, da kënne mer Iech déi néideg Artikelen zoukomme loossen, wou dat dann alles gesot gouf.

Haut kréie mer gesot, partiëweis - an ech wëll extra soen, datt dat net hei an der Chamber de Mëtteg wor: „Dir hutt dat ze vill séier gemaach, an Der huet dat gemaach, ouni datt Der alleguerten d'Elementer eigentlech konnt ëmsetzen." Wann ee bis ufänkt domadder, an ech hunn an deene Joren, wou ech Familljeministesch sinn, vill Buergermeeschtere begéint, déi mer gesot hunn: „Mir hätte gär en Altersheim." Wann ech da gesot hunn: „Mengt Der net, Dir hätt besser, Der géift eppes maachen an der Kannerbetreiung?" - „Fannen ech net, dat ass net néideg, bei eis ass keng Demande dofir." Jo, wat gees de froen, wann näischt do ass!

Heiansdo muss de kucken, och an de Situatiounen eppes ze maachen, an d'Chèques-services war eent dovun, fir ebe just do sécherzestellen, datt awer op deem Terrain… Op anere Plaze schwätzen ech jo heiansdo vu Quoten. Et ass ëmmer d'Fro, wéi een eppes fäerdegkritt a wéi een eppes vläicht méi séier fäerdegkritt, an datt een dann herno awer och muss kucken, datt niewent de Plazen, déi mer geschaf hunn - do si mer total och mat Iech d'accord, Här Meisch -, datt et natierlech och muss d'Qualitéit sinn, an datt mer dat och wëllen ausbauen, an datt mer och iwwert dee Wee vun der Qualitéit, och vun der Chancëgläichheet, wou déi meescht Riedner haut de Mëtteg hei dovu geschwat hunn, datt mer déi selbstverständlech och gradesou gutt als Regierung wëllen.

Well all Kand, wat an eng Betreiungsstruktur geet a muss kënnen dragoen, muss och do sech gutt fillen, muss kënnen an engem attraktiven a séchere Kader spillen, muss do kënnen iessen, raschten, léieren a sech entwéckele kënnen. An duerfir, mengen ech, ass déi ganz Aarbecht, déi do gemaach gouf.

An duerfir géif ech menge Mataarbechterinnen a Mataarbechter Merci soen, well déi hunn am Wanter vill geschafft, an awer och all deenen anere Partner, déi mer dofir u Bord haten, ob dat de Syvicol war oder ob dat och d'Uni Lëtzebuerg war, d'Träger vun deenen Institutioune sinn, wat also erweist, datt mer déi Aarbecht hei net am stillen Kämmerlein gemaach hunn, mä datt mer mat de Partner doriwwer geschwat hunn.

Mir hunn och mat den Éducateursassociatiounen ofgemaach, datt se déi ganz Dossiere géife kréien an datt se sech dat sollen ukucken, an datt mer am Dialog géife kucken, wéi mer géifen och virugoen, well dat hei ass jo elo den Ufank vun där Aarbecht.

Mir froe jo elo d'Avisë vun de Chambres professionnelles, mir gi bei de Conseil d'État selbstverständlech. Ech denken, datt ech net bis zum Enn kommen, well déi Zäit, déi ech hei hunn, fir op zwou Stonnen Diskussioun ze äntwerten, ka jo ni duergoen, datt mer an der Chamberskommissioun an deenen nächste Wochen - wann dann de President, wat mer hoffen, erëm geschwënn op de Been ass, well dat kann een do an deem Fall jo soen - dann och kënnen op deenen Dossieren do viruschaffen.

Mir sinn domadder d'accord, datt ganz séier selbstverständlech dee System gewuess ass. Mä et muss een awer och soen, datt d'Demande vun den Elteren, och wa mer d'Chèques-services net agefouert hätten, awer méi séier komm wier.

An ech sinn eigentlech frou, de Mëtteg hei iwwer eng ganz Rei vun Etüden ze héieren, ënner anerem och déi vun der Schwäiz, wou viru Jore gesot gouf, d'Kannererzéiung géif sech einfach selwer finanzéieren. „Was kostet es, wenn wir keine Kindererziehung haben?" huet déi Etüd geheescht, vun där ech ewell viru Jore geschwat hunn. Et ass also hei näischt, wou mer net wossten, datt dat an deene leschte Joren ëmmer erëm och gefrot gouf, och vun den Elteren.

Awer op där anerer Säit wësse mer och, datt et eppes ass, wat natierlech e Präis huet. Fir 2012 hu mer am Budget 214 Milliioune virgesi fir de Funktionement, net fir Infrastrukturen, mä fir de Funktionement. An ech denken, datt et och interessant ass, fir ze gesinn, do sinn dann och déi 25 nei Leit vu Personal dra virgesinn.

Interessant vläicht och fir d'Chamber ass, ze héieren, datt mer fir d'Musek 2011/'12 484.000 Euro bezuelt hunn a wat de Sport ubelaangt 722.000 Euro iwwert de Budget vun deenen zwee Ministèren do bezuelt gouf.

Eng hallef Millioun gesi mer nei vir - an et ass vill de Mëtteg geschwat gi vun deenen désavantagéierte Kanner oder deene Kanner, déi aus sozial méi schwaache Milieue kommen, duerfir hu mer an deem ganze Pak vu Moossnamen, déi ech hei dem President ginn hunn, virgesinn, datt och d'Zuel vun de Stonne fir Kanner, déi am Risiko vun der Aarmut sinn, d'selwecht behandelt ginn. Dat heescht, datt se 25 Stonnen d'Woch gratis hunn, esou wéi och d'Kanner vun Elteren, déi aus dem RMG kommen.

D'Qualitéit eng Kéier vun der pädagogescher Aarbecht an der Relatioun mam Kand a mat sengen Elteren an d'Qualitéit och vun den Infrastrukture si fir eis zwee Elementer, déi selbstverständlech wichteg sinn an eng vun deenen drëtte Moossnamen, déi selbstverständlech derzou gehéiert, an duerfir hu mer och de Projet iwwert d'Assistant-parentalë mat virgesinn, fir eben och do eng Rei vu Changementer ze maachen.

De Projet de loi iwwert d'Enfance an d'Jeunesse wäert d'Base légale ginn, fir eben déi Qualitéit do kënnen anzeféieren. An do fir d'Éischt, wéi gesot, och en neit Reglement, wat mer maachen, an zwee anerer ofschafen, wat awer nach ëmmer baséiert op dem ASFT-Gesetz. Déi Moossnamen, déi riichte sech och un d'Assistant-parentalen, sougutt wat déi pädagogesch Qualitéit ubelaangt wéi och d'Strukturqualitéit, well elo eng ganz Partie Leit hei dorobber higewisen hunn, datt et wichteg ass, datt dat och garantéiert ass.

D'Kand - an dat ass de Mëtteg och ëmmer erëm gesot ginn -, dat muss mat sengen Interesse am Mëttelpunkt stoen. Ech mengen, dat ass fir eis alleguerten d'selwecht. Ech mengen, do ass och keen, deem, egal wéi e Modell datt e verteidegt, et net dorëmmer geet. Mä mer mussen awer selbstverständlech och kucken, datt all Kand, onofhängeg vu senge sozialen a kulturellen Originen, déiselwecht Chancë muss hunn, an dat hei muss och ënnerstëtzt gi vum Stat, fir datt en dat kann akloen.

Mir ënnerscheeden tëschent der fréier Kandheet, déi bis dräi Joer geet. Mir kucken de Schoulalter vu véier bis zwielef an de Jugendalter. Firwat hu mer de Service national de la jeunesse geholl? Mä well déi an där informeller Formatioun eng laang Erfahrung hunn, an et ass gesot ginn, datt dat am Beräich vun de Jugendhaiser gutt geklappt huet. Duerfir hu mer och gemengt, datt dat déi richteg Partner wieren, déi d'Erfahrung hätten, an datt mer dat also net nach eng Kéier nei bräichten op enger anerer Plaz ze erfannen.

Mir gesinn also, datt mer an der Zukunft wäerten dat da Services d'éducation et d'accueil nennen - wann Der domadder d'accord sidd -, wou et ebe geet ëm de Bildungsaspekt niewent der Erzéiung an der Betreiung, wou d'Kanner net nëmme versuergt solle ginn, mä wou d'Kanner och léieren, spillen, sech entwéckelen a bilde kënnen, egal ob se an enger Crèche sinn, an engem Foyer de jour sinn oder an enger Maison relais, also an de Servicer vun der Éducatioun an dem Accueil.

D'Léieren an engem organiséierte Kader ausserhalb vun der Schoul gëtt, wéi gesot, laang am Jugendberäich ugewannt. An duerfir hu mer och fonnt, datt dat dee richtege Wee dofir wier.

D'Kanner- an d'Jugendgesetz ginn also och ergänzt ëm d'Kapitel vun de Chèques-services an iwwert d'Qualitéitssécherung an där nonformaler Bildung. An Zukunft wäerte mer och beim Chèque-service, déi do matmaachen… An dat wëll ech awer och kloer an däitlech soen: Et ass eigentlech nëmme virgesinn, datt mer hei iwwert déi Leit, déi an dem Chèque-service matmaachen, dat ass selbstverständlech d'Majoritéit an dat ass och vun deenen eenzelne Leit hei ervirgehuewe ginn, ob dat an de Strukturen ass oder ob dat och bei den Elteren doheem ass oder bei Dageselteren ass, ass also e wichtege Punkt.

Wat sinn déi éischt Moossnamen? Dat ass de Cadre de référence vun där nonformaler Bildung, wou mer als Stat fir d'Éischt e Referenzkader leeën, fir déi generell Ziler an der pädagogescher Betreiung festzeleeën.

Do ass de Schwéierpunkt och vun der Virubildung, an och dat ass vun alle Partner a vun alle Riednerinnen a Riedner de Mëtteg gesot ginn, datt dat eppes ass, wat immens wichteg ass.

Duerfir gëtt et dann och eng Commission de référence, déi zesummegesat ass aus de Leit, déi aus der Praxis kommen, de Kommunalpolitiker wéi och der wëssenschaftlecher Expertise, mä awer och den Elteren, déi mat derbäi musse sinn, a selbstverständlech och d'Entente vun de Gestionnairen, wou jo d'Personal an d'Fachwëssen och derbäi ass, wou mer esou e Kader fir dräi Joer normalerweis festleeën. Mir rechnen domat, datt mer bis zum Enn vum Joer deen nationale Kader dostoen hunn.

Eng ganz Partie och vun Dokumentatiounen ass an deene leschte Joren ausgeschafft ginn, wou och Modeller vu gudder Praxis veröffentlecht gi sinn, déi och do diskutéiert a virunentwéckelt konnte ginn, wat awer och weist, datt et eng komplex an eng interessant Aarbecht ass, mat Kanner ze schaffen, an datt mer also elo deen éischte Band mat engem Bäitrag vun de Fuerscher vun der Uni Lëtzebuerg hunn.

Ech wëll och dorun erënneren, datt mer op der Uni Lëtzebuerg ee vun deene gréisste Spezialisten an der Kleinkindforschung hunn, wat de Professer Honig ass, deen also mat senge Mataarbechter doranner geschriwwen huet, wou deen zweete Bäitrag d'Konklusiounen an d'Propositioune vun de Fachleit vum Terrain beschreift, déi um nationale Projet deelgeholl hunn, a wou iwwert d'Qualitéit an de Maison-relaisen an an de Foyer-de-jouren am Klengkandberäich debattéiert gouf.

Dat Zweet, deen zweete Modell, an dat ass elo dat, wat och den Här Meisch gefrot huet, dat ass e Concept d'action général, wou ebe vun all Service gefrot gëtt, datt en dat och soll soen. Och den Här Fayot hat dorobber higewisen, datt een ee vu jiddwer Service och bräicht an datt och net jiddwereen d'selwecht soll ausgesinn, mä deen Eenzelne muss eraginn a soen, wat seng Spezialitéit ass. Zum Beispill, wann ee seet: „Mir virun allem wëllen eis um sportleche Plang betätegen, oder mir hätte gären, datt d'Kanner méi gesond iessen a sech méi bewegen." -, da geet et net duer, fir dat opzeschreiwen, mä da muss een och kucken, datt een dat da selbstverständlech och seet.

Mir hu jo den Internetsite www.kannerbetreiung, wou d'Elteren och kënnen drop kucke goen: „Wat ass dat, wat mer eigentlech am beschte gefält?" Natierlech, bei deene laange Waardelëschte wäert et net esou evident sinn, fir séier kënne kucken ze goen, wou kréien ech elo déi beschte Kannerbetreiung, oder wou fannen ech dëst oder dat, mä ech mengen nach ewell, datt et wichteg ass, datt mer am Laf vun de Joren eng Partie vun Offere kënne maachen, wou dann d'Elteren och selwer kënnen décidéieren, wat do gemaach gëtt. Doranner ass och de Plan de formation continue vum Personal definéiert.

Dat Drëtt ass de Journal de bord, wéi mer dat nennen, wou eben den Alldag och dokumentéiert gëtt. An och dat ass hei gesot ginn: Datt et wichteg wier, datt een déi Aktivitéiten erëmfënnt, datt ee gesäit, wat gewëllt ass gemaach ze ginn, datt ee gesäit, wat gemaach gouf, wat an der Zukunft wëllt gemaach ginn, gradesou wéi och de Règlement d'ordre interne vum Service an de Relevé iwwert d'Virubildung.

Ech muss mech hei fläissen, well soss gëtt dat näischt. D'Eltere si selbstverständlech, an dat ass de Mëtteg och méi wéi eng Kéier hei gesot ginn, dee wichtegste Partner vun der Erzéiung, selbstverständlech, a mir deelen déi Meenung, datt d'Elteren ëmmer déi Haaptresponsabel bleiwe vun hire Kanner. Mä si mussen awer och d'Méiglechkeet kréien, datt se wëssen, wat geschitt, datt ee se also ka sensibiliséieren a se ënnerstëtzen. Do ass den Dépliant derbäi „Wéi eng Crèche fir eist Kand?", wat mer erausginn hunn och zesumme mat der Entente vun de Foyer-de-jouren a véier Sproochen, fir datt emol d'Leit wëssen, wat am Lëtzebuerger Land besteet, a wou se sech dann, wéi gesot, déi bescht kënnen eraussichen.

Véiert Moossnam, déi eis wichteg wor, dat ass de Monitoring-System. Ech hunn dat net gären esou vun der Kontroll, well dat gesäit ëmmer esou aus, wéi wann een de Leit net géif trauen. Mir setzen éischter drop, datt mer regional Leit asetzen, Fachleit asetzen, déi d'Leit solle beroden, déi kënnen och soen, wat se kënne maachen, wéi se et kënne maachen, well mer och héieren hunn, datt et jo e jonke Secteur ass, wou vill jonk Leit dra schaffen, wou et also och wichteg ass, datt se kënnen op Hëllef zréckgräifen, déi net do ass, fir si ze evaluéieren oder fir si ze kritiséieren, mä fir hinnen ze hëllefen.

Si rapportéieren dem Gestionnaire. Dat kann entweder d'Gemeng sinn, dat kann och en aneren Träger sinn, a selbstverständlech dem Ministère, a si maachen, wéi gesot, Visitë mat dem Personal, den Elteren a mat de Kanner.

E wichtege fënnefte Punkt wier selbstverständlech alles, wat d'Formation continue ubelaangt, wou mer virgesinn, datt pro Joer 60 Stonnen zur Verfügung solle stoen, fir eben déi Formation continue kënnen ze maachen, wou mer och denken, datt dat eppes ass, wat wichteg ass.

Selbstverständlech ass och d'Formation de base, mä dat ass eppes, wou mer elo net direkt eppes - mir als Familljeministère - dra kënne maachen, mä wou mer selbstverständlech och am Kontakt mat der Uni sinn, fir wierklech och déi Leit besser vu vireran op hir Aarbecht kënne virzebereeden.

Déi sechst Moossnam, dat ass d'Vernetzung tëschent de Servicer fir Kanner a Jugendlecher um kommunalen Niveau. Duerfir probéiere mer och, en einfache Plan communal de l'enfance an de jeunesse anzeféieren, fir datt een och gesäit, wat iwwert d'Land dorëmmer nach gebraucht gëtt, wat iwwert d'Land gemaach gëtt. Ech mengen, dat ass och eppes, wat net onwichteg ass.

Vill ass och geschwat ginn iwwer Kompetenzen. Dat ass eng Décisioun, déi an dëser Regierung esou ass. Wann eng aner eng Kéier eng aner hëlt - domadder wëll ech net meng Zäit elo verléieren, mä dat, wat eis wichteg ass, dat ass, datt mer mat anere Partner, mat anere Ministèren a staatlechen a kommunale Verwaltungen zesumme méi schaffen, an datt dat dann och alles méi - wéi soll ech soen? -, och méi transparent gëtt fir deen, deen näischt domat ze dinn huet, datt deen awer emol gesäit, wéi dat ausgesäit.

Duerfir hu mer op déi grouss Expertise zréckgegraff bei der Sécuritéit, der Hygiène an der Salubritéit, eng Kéier vun der ITM, op där anerer Säit vum Service national de la sécurité dans la fonction publique an och dem Gesondheetsministère.

Ech wëll och deene Leit alleguerte fir hiert grousst Verständnis an hir Mataarbecht do e grousse Merci soen, well ech mengen, do si Kompetenzen. Firwat solle mer se selwer mussen erfannen? Wann do ewell Leit sinn, déi dat verstinn, dann ass et jo méi normal, datt déi dat maachen, wéi datt mer dat alles selwer maachen.

Mir froen och an der Zukunft - a vläicht ass deen een oder den aneren, dee sech seet: „Firwat ass dat dann elo nach gutt?" -, datt ee vun der Gemeng muss de Bewäis erbréngen, datt d'Gemeng konform ass zu dem PAG, fir net herno a Situatiounen ze kommen, wou op eemol Haiser oder aner Saache fir deiert Geld gelount oder kaaft goufen, a wat dann an enger Zone industrielle ass.

Mir hunn dat mëttlerweil an engem aneren Dossier, deen näischt heimadder ze dinn huet, mä duerfir ass et net besser, wann do deen Träger seng Genehmegung vun der Gemeng hätt misse bréngen. Da wéisste mer, hätte mer erëm kënne soen, datt dat esou net géif goen. Et ass eng ganz enk Zesummenaarbecht mat der Éducation nationale a mat dem Departement och vum Sport. An dat fannt Der och an deene verschiddenen Texter erëm.

D'Zesummenaarbecht tëschent der Schoul an der Maison relais ass selbstverständlech en Uleies vun der Regierung. An duerfir gëtt et de Projet vum Reglement iwwert den Encadrement périscolaire, deen am Schoulgesetz dran ass. Och wëll ech dem Här Fayot soen, dat ass eppes, wou mer déi strukturell an déi politesch Viraussetzunge geschaf hu fir wierklech eng gutt a produktiv Zesummenaarbecht tëschent den Acteuren, eng Kéier aus der Schoul, mä awer dann op där anerer Säit och an de Maisons relais oder an de Betreiungsstrukturen.

Vill ass och vum Personal a vun deene gudde Konditioune geschwat ginn, oder Konditiounen, wou d'Leit doranner schaffen. Ech wëll soen, datt dat selbstverständlech e wichtege Punkt ass, datt se ënner gudde Konditioune kënne schaffen. An et ass och méi wéi eng Kéier de Mëtteg hei gesot ginn, datt virun allem an der Mëttesstonn et an de Maisons relais eppes ass, wat explodéiert. Och wa mer wëssen, wann een nëmmen hallefdeegs schaffe geet, ass et nach dacks schwéier, datt een erëm um zwielef Auer doheem ass. Duerfir ass et also wichteg, datt mer dorobber halen.

D'selwecht wéi och, datt d'Konzeptioun vun deene Gebaier esou ass, datt zum Beispill d'Akustik gutt ass, wat heiansdo derzou féiert, an dat ass, denken ech, ee vun de Grënn firwat datt d'Kanner och an der Mëttesstonn heiansdo méi nervös erëmkomme wéi se woren, well dat och net deene Bedéngungen entsprach huet.

D'Qualifikatioun, do si mer op 60%.

M. le Président.- Madame Minister, erlaabt Der, datt den Här Meisch Iech eng Fro stellt?

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Selbstverständlech.

M. le Président.- Här Meisch, wann ech gelift.

M. Claude Meisch *(DP), interpellateur.*- Dir hutt elo grad d'Mëttesstonn ugeschwat. Do mengen ech war och ze liesen, op jidde Fall ass dat emol esou diskutéiert ginn, datt do géif déi Zuel, wou maximal da kann an engem Sall betreit ginn, vun 30 op 60 Persounen eropgesat ginn. Ob dat esou ass? Well Dir hutt elo all déi aner Problemer ugeschwat vun der Akustik a wéi een dat an engem Raum dann alles esou flott hikritt an datt d'Kanner dann och schéi roueg herno erëm zréck an d'Schoul kënne goen oder an déi aner Betreiungsstrukturen. Äss dat esou oder ass dat net esou virgesinn?

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Also, ech mengen, datt ee muss och déi eenzel Situatioune kucken. Mir kënne jo elo net erëm goen, nodeems datt mer de Gemengen och Obligatioune gemaach hunn, kanns de jo net erëm goen an op där anerer Säit soen: Sou, elo musst Der erëm alles aneschters maachen an dann erëm kucken, wéi Der dann erëm vun där enger Säit op déi aner Säit kommt! Mä dat, wat ganz sécher ass, dat ass, datt mer net wëllen, datt méi grouss Zuelen dohinnerkomme wéi dat, wat et wor.

Ech kréie jo reprochéiert, an Dir hat mer et gesot. Dir hat mer gesot, datt ech gesot hätt, et géif duergoen, wa se an enger Sportshal wieren. Ech mengen, wann een an enger éischter Phas esou eppes mécht, da kënnt Der soen, dat ass och net richteg vis-à-vis vun deene Kanner. Mä ech denken awer, datt mer musse kucken... Mä ech kann elo net alles dat soen, wat ech wëll soen. Mä ech denken, datt et wichteg ass, datt een och kuckt, datt dat wierklech och matenee klappt an datt et eng Verbesserung gëtt an datt et natierlech net kann eng Verschlechterung gi vun deem, wéi et wor.

Och ass hei gefrot ginn, mir hunn also 60% vu qualifizéiertem Personal, 40% vu Personal, déi musse wéinstens fënnef Joer postprimaire Unterrecht hunn an op d'mannst dann honnert Stonnen an enger Formatioun vu psychopädagogesche Beräicher. An do kënnen awer Leit derbäi sinn, déi zum Beispill och Héichschoulstudien hunn an der Gesondheet, Sport oder an der Musek. Et ass also eng Multitude vu Qualifikatiounen, déi kënnen do sinn.

A mir hu virgesinn an deenen neie Propositiounen, datt mer d'Tâche vum Personnel dirigent definéieren an datt een e Chargé de direction huet, dee wéinstens eng Qualifikatioun vun Éducateur gradué oder Éducatrice graduée kann hunn, muss hunn, wa méi wéi 40 Kanner do sinn, an doriwwer eraus awer och nach fënnef Joer Erfahrung muss hunn.

Dann zu dem Personalschlëssel. Do sinn eng Rei vu Saache gesot ginn, wou ech awer muss drop opmierksam maachen, datt mer hei zu Lëtzebuerg fir ee Kand bis zwee Joer sechs Kanner... Also bei Kanner bis zwee Joer sechs Kanner pro een Erzéier ass. Bei Kanner tëschent zwee a véier Joer gi mer vun aacht, vun néng Kanner op aacht Kanner erof. A bei de Schoulkanner, déi méi wéi véier Joer al sinn, bleiwe mer op eelef. Dat ass dat, wat mer elo virgesinn hunn.

Wann natierlech d'Majoritéit vun de Leit soen, datt déi Normen net gutt sinn, ech wëll just awer soen, datt mer am Vergläich eigentlech gutt leien. Dir hutt Länner wéi Norwegen a Schweden, déi als Virreider an der Klengkanderzéiung gëllen, do läit de Schlëssel och tëschent fënnef an néng Kanner pro Éducateur. Holland an Dänemark, England, déi sinn doranner besser. Bei Kanner bis dräi Joer sinn déi tëschent dräi a fënnef Kanner. Mir sinn op sechs. Bei Frankräich, do ass et e Ratio vun aacht Kanner pro eng Erzéierin oder een Erzéier.

A bei de Schoulkanner, do ass et dann natierlech, si mer am viischte Peloton mat derbäi, wou ausser Norwegen 8,6 Kanner huet an aner Länner bei wäit iwwer eelef Kanner pro Erzéier sinn. Dat sinn elo keng Zuelen, déi mir eis erfonnt hunn, mä déi fannt Der an enger Publikatioun vun der OECD, wou ech denken, datt dat awer dann och der Realitéit entsprécht. An duerfir een also och dat alles muss e bësselche méi - wéi soll ech dat soen? -, méi genee kucken, wann do gesot gëtt, dat wieren Normen, déi awer net ze bewältege wieren.

D'Formation continue hunn ech gesot, datt mer virgesinn hunn an der Zukunft 60 Stonne pro Joer fir pro Persoun, déi do schafft. An och 154 Stonne Preparatiouns- a Concertatiounsstonnen, déi virgesi sinn. Ech denken och, datt dat eppes ass, wat wichteg ass, fir och deene Bedenken an deene Froen nozekommen, déi gestallt goufen.

D'Dageseltere wëlle mer op deeselwechte Wee goen, datt mer hinnen, an Här Meisch, mir haten ewell deemools zesummen no deem Projet, wou mer driwwer diskutéiert hunn, wou mer och gesinn, datt do dat effektiv esou wéi d'privat Crèchen. An duerfir wier ech och frou, wa mer méi Gemenge géife fannen, déi mat op de Wee gi vu méi Crèchen. Mir gesinn, datt villes geschitt ass an dem Schoulkanneralter, mä am klengen Alter net. An et wier wierklech do awer enorm wichteg, wa mer do och mat de Gemenge méi kéinte maachen an domadder och eng gesond Konkurrenz géife kréien.

Et ass jo kee Verbriechen, wann ee wëllt Suen domadder verdéngen. Mä ech menge wierklech, datt mer duerno musse kucken, datt dat stëmmt. An do wëlle mer dann den nationale Referenzkader. Mir hätte gären e Projet d'établissement de journal de bord, de Monitoring, an eppes, wat fir mech och ganz wichteg ass, dat ass eigentlech d'Zesummeschaffen och tëschent deene Strukturen. Wa mer wëssen, mir diskutéieren heiansdo iwwer Nuetsfoyeren oder Nuetscrèchen, dann ass dat eppes, wou ech bis haut nach kee Modell gesinn hunn, deen eigentlech satisfaisant ass.

Entweder mussen d'Elteren hir Kanner owes spéitstens um aacht Auer dohinnerféieren a si musse waarde bis moies aacht, ier se se erëm kënne siche goen, wat sécher am Interessi vun de Kanner ass. Mä ob een net aner Weeër fënnt. Ech hunn et bis haut leider net fäerdegkritt, fir ee Projet opzebauen, wou mer et géife fäerdegbréngen, datt d'Dages- oder d'Nuetselteren, wéi ee se da gesäit, bei déi Kanner kéinten heemgoen oder d'Kanner bei si géifen heemkommen, amplaz datt d'Kanner aus dem Bett gerappt ginn oder herno d'Eltere musse véier Stonne waarden.

Dat hate mer bei der Dages- an Nuetscrèche zu Esch am Spidol. Déi ass erëm zougemaach ginn. Mir haten et beim Blannenheem virgesinn, datt dat och do kéint funktionéieren. Mä d'Realitéit huet eis awer gewisen, datt dat awer net do derzou gefouert huet, datt mer dat fäerdegkritt hunn.

D'Bildungsaarbecht an de Crèchen, an et ass net, datt mer wëllen...

M. le Président.- Madame Minister, Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen.

Une voix.- Dat ass awer schued!

(Hilarité)

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Mir wäerten eis erëmgesinn an der Kommissioun. Ech wëll just soen zum Schluss, datt mer net wëllen hunn, datt d'Kanner mussen ewell mat zwee Joer oder mat null Joer an d'Schoul goen. Mä mir wëssen, datt d'Bildungsaarbecht an der Crèche heescht, datt se d'Kanner léiere schwätzen, datt et heescht, datt d'Kanner méiglechst fréi ufänken ze léieren.

An da soe mer, d'Spill ass hir Aarbecht. A wa mer et fäerdegkréien, fir et op déi aktiv, virwëtzeg kleng Mënschen, déi individuell Kompetenzen hunn, zoukommen ze loossen, déi da spillieresch erfuerschen an entdecken a wou se kënnen och zu selbststännege Leit gemaach ginn, da mengen ech wierklech, datt mer et fäerdegkritt hunn, och mat deenen heiten neie Beméiungen, déi mer Iech wéi gesot méi genee wäerten an der Familljekommissioun oder wou och ëmmer mer méi genee kënnen dorobber agoen, datt mer domadder e wichtege Schratt gemaach hunn, e gemeinsame Schratt wäerte maache mat deenen Diskussiounen.

An, wéi gesot, wa mer elo déi Saachen déposéiert hunn, alles wat besser ka gemaach ginn, si mer selbstverständlech gäre bereet, fir dorobber anzegoen. Ech si mer bewosst, datt ech net konnt op alles agoen esou laang an esou vill wéi ech et hätt wëllen. Ech soen Iech Merci villmools nach eng Kéier, Här Meisch, fir Är Interpellatioun an all deenen, déi hei intensiv mat diskutéiert an nogelauschtert hunn, an hoffen, datt mer och séier an deenen doten Aarbechte virukommen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Familljeministesch. Domadder wier d'Diskussioun iwwert dëse Punkt ofgeschloss.

Mir kommen dann elo zu der Motioun vum Här Claude Adam iwwert d'Annullatioun vum ACTA-Traité. Et huet sech bis elo ageschriwwen, fir zu där Motioun Stellung ze huelen, just d'Madame Adehm. An den Här Adam kritt elo emol d'Wuert als Auteur vun der Motioun.

10. Motion de M. Claude Adam sur l'annulation du traité commercial anti-contrefaçon (ACTA)

Exposé

M. Claude Adam *(déi gréng), auteur.*- Merci fir d'Wuert, Här President. Ech ginn nach eng Kéier op déi Motioun an, sou wéi mer se eragereecht hunn. Ech mengen, si ass relativ kloer, och an deem Énoncé, wou mer soen, firwat datt mer dat gären hätten.

Wat mer gären hätten, ass, datt Lëtzebuerg eigentlech en Zeeche setzt a sech kloer vum ACTA-Prozess distanzéiert. Dir wësst alleguer, datt ACTA am Moment europawäit diskutéiert gëtt an ëmstridden ass. A mir sinn der Meenung, datt Lëtzebuerg sech hei net soll verstoppen an net soll ofwaarden, bis d'Europäescht Parlament eng Décisioun geholl huet, mä eng Kéier soll couragéiert virgoen.

Mir hunn an den eenzelnen Tireten eis Kritikpunkten opgefouert. Den éischte Punkt ass d'Transparenz. Mir si grad wéi eng ganz Rei aner Organisatiounen der Meenung, datt ACTA an enger relativ grousser Intransparenz zesummegestallt ginn ass. Mir bedaueren och, datt et net an deenen eigentlech dofir zoustännege Gremien, wéi der World International Property Organisation (veuillez lire: World Intellectual International Property Organization) oder der WTO, ausgeschafft ginn ass.

Mir bedaueren dat, well doduerch, datt et eben à part ausgeschafft ginn ass, d'Länner aus der südlecher Hemisphär ausgeschloss waren. Dat heescht, déi Entwécklungslänner, déi awer och e vitalen Interessi hunn un deem, wat am ACTA-Traité festgehale ginn ass, déi ware vun der Diskussioun ausgeschloss.

Mir hunn och am drëtten Tiret geschriwwen, mir wieren erstaunt, datt kee Vertrieder vun der Lëtzebuerger Regierung un den Aarbechtsréuniounen, um Prozess vum Traité deelgeholl huet. Firwat soe mer dat? Majo, mir hunn an engem Pabeier, dee vun der Europäescher Kommissioun komm ass, „Transparency of ACTA Negotiations", do hu mer festgehale kritt, datt an deene sämtleche Verhandlungsronnen, wou och d'Länner invitéiert waren, ni e Vertrieder vu Lëtzebuerg do war. Lëtzebuerg schéngt där Diskussioun wierklech net deen néidegen Interessi ze widmen. Dat weist sech jo och doduerch, datt d'Regierungsbänk eidel ass, wou mer haut iwwert déi Motioun hei diskutéieren. Eppes, wat ech wierklech bedaueren!

Une voix.- Très bien!

M. Claude Adam *(déi gréng), auteur.*- Mir sinn der Meenung, datt den ACTA-Prozess eesäiteg ass. Dat heescht, déi Ängschten, Befierchtunge vun de Konsumenten, déi sinn net berücksichtegt ginn, déi vun den eenzelne Bierger. Mir mengen, datt ACTA kéint riskéieren, fir en Afloss op d'Netzneutralitéit ze kréien. Mir mengen, datt et eng Rei Rechtsonsécherheete gëtt. Mat deene Befierchtunge sti mer jo och net eleng. Et ass jo net fir näischt, datt d'Europäesch Kommissioun den Traité emol op den Europäesche Geriichtshaff virugereecht huet.

Mir haten hei an der Chamber an där Debatt iwwert d'Netzneutralitéit eng Motioun unanime ugeholl, wou mer gesot hunn, mir encouragéieren eis Regierung, fir Zeechen ze setzen an d'Netzneutralitéit als ee ganz wichtege Prinzip unzëerkennen. A mir sinn och souguer méi wäit gaangen, wou mer d'Regierung opgefuerdert hunn, d'Netzneutralitéit an e Gesetz ze géissen.

Duerfir si mer der Meenung, datt et eis géif gutt zu Gesiicht stoen, wa mer eis där Zuel vu Länner géifen uschléissen. Dat sinn am Moment Lettland, Polen, Slowakei, Tschechien. An awer och Bulgarien, an d'Hollänner hunn eng Motioun vun deene Gréngen ugeholl, fir ACTA op Äis ze leeën.

Duerfir hu mer déi Motioun hei déposéiert a mir géifen eis freeën, wa mer géifen haut mat enger méiglechst grousser Majoritéit der Regierung den Optrag ginn, offiziell sech aus dem ACTA-Traité zréckzezéien an och international Démarchen ze ënnerstëtzen, fir ACTA ad acta ze leeën an een aneren Traité an d'Liewen ze ruffen a sech mat där wichteger Fro ze beschäftegen.

Mir mengen, datt dat wierklech eng ganz wichteg Fro ass, d'Droit-d'auteuren, mä déi muss een awer am Zäitalter vum Internet anescht ugoen an och anescht diskutéieren. A mir mengen, datt eis Regierung soll op dee Wee goen.

Merci fir Är Opmierksamkeet.

Motion

La Chambre des Députés,

- considérant que le traité ACTA a été négocié dans l'opacité la plus totale et en dehors des organisations et forums multilatéraux compétents dans le domaine de la propriété intellectuelle, notamment la WIPO (World International Property Organisation) (veuillez lire: World Intellectual International Property Organization) et la WTO (World Trade Organisation);

- préoccupée que les pays en voie de développement ont été exclus des négociations alors que le traité ACTA aura un impact direct sur la vie des populations du sud, notamment en menaçant l'accès aux soins médicaux;

- étonnée qu'aucun représentant gouvernemental luxembourgeois n'ait participé aux réunions de travail durant le processus de négociation du traité;

- estimant qu'il existe des incertitudes juridiques en ce qui concerne la compatibilité du traité ACTA avec la législation européenne;

- considérant le caractère déséquilibré du traité qui ne prend en compte que les intérêts et doléances des acteurs économiques et délaisse complètement les revendications de la société civile;

- soulignant que la mise en vigueur des dispositions du traité ACTA implique de sérieux risques pour la neutralité du réseau Internet en instaurant une culture de non-respect des données à caractère personnel ainsi qu'un risque de censure des contenus et un système répressif en dehors du cadre judiciaire;

- rappelant qu'à la date du 17 novembre 2011 tous les partis politiques représentés à la Chambre des Députés ont soutenu une motion en faveur de la neutralité du réseau Internet, invitant le Gouvernement «à inscrire dans la loi le principe de la neutralité de l'Internet ainsi que les exceptions indispensables en tenant compte des développements sur le plan de l'Union européenne»;

- rappelant que dans la même motion, la Chambre des Députés a invité le Gouvernement «à s'engager pour le respect du principe de la neutralité de l'Internet au niveau européen (…)»;

- rappelant qu'un nombre croissant de pays membres de l'UE ont déjà suspendu la ratification du traité, voire ont désavoué le traité;

invite le Gouvernement

- à se retirer officiellement du traité ACTA et donc à ne pas entamer le processus de ratification au Luxembourg;

- à faire les démarches nécessaires pour arriver à un abandon d'ACTA au niveau de l'UE.

(s.) Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Henri Kox, Viviane Loschetter.

M. le Président.- Merci dem Här Adam. Als éischt Riednerin ass d'Madame Diane Adehm ageschriwwen. Madame Adehm, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Diane Adehm *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, ACTA ass de Moment dat Schlagwuert an der Öffentlechkeet. Et gëtt ganz vill diskutéiert iwwert dësen „Anti-Counterfeiting Trade Agreement" an all Internetbenotzer fillt sech ugesprach. Ouni elo sämtlech Detailer unzegoen, well duerfir gi fënnef Minutten net duer, géif ech awer gären e puer Elementer ervirsträichen, déi fir eist Land vu grousser Wichtegkeet sinn.

Experte ginn dovunner aus, dass de Schued, deen all Joer duerch d'Produktpiraterie entsteet, bei ongeféier 9% vum Welthandelsvolume läit. An d'Piraterie bezitt sech net nëmmen op Konsumgidder, mä och op Medikamenter an op Industriegidder. Wa mir wëssen, wéi laang et dauert, fir nei Produiten oder Verfahren an der Industrie ze entwéckelen, da kënne mir och ausrechnen, wat déi betreffend Betriber an hir Fuerschung stiechen. A mir verstinn och, dass si sech schütze wëlle géint all Zort vu Piraterie.

Hei zu Lëtzebuerg si mir amgaang, d'Fuerschung auszebauen. A mir mussen de Firmae Garantië gi betreffend hir Droits de propriété intellectuelle. Et kann net sinn, dass mir an d'Fuerschung investéieren an dass dës Saachen dann einfach kopéiert ginn.

Op där anerer Säit musse mir awer och soen, dass mir hei zu Lëtzebuerg eng Finanzplaz hunn, mir hunn en ICT-Secteur, mir bauen Datenzentren op, mir sinn amgaang, um Cloud computing ze schaffen. An dës Secteure brauchen eng gewësse Fräiheet um Internet.

Dowéinst musse mir esou gutt et geet d'Kontroll vum Internet vermeiden.

Wéi gesäit et dann elo op legislativem Plang hei zu Lëtzebuerg aus? Mir hunn d'modifizéiert Gesetz vum 18. Abrëll 2011 (veuillez lire: 2001) iwwert d'Droits d'auteur, droits voisins et bases de données. Dëst Gesetz verbitt, fir et elo ganz einfach ze soen, all illegalen Download vu Film a Musek, falls dëst mat engem But de lucre gemaach gëtt. Mir hunn och nach d'Gesetz vum 27. Februar 2011 iwwert d'Réseaux et services de communications électroniques. An dësem Gesetz ass d'Obligatioun verankert, dass d'Internetserviceprovidere mussen hir Clienten informéieren iwwer eventuell Restriktiounen am Zougang zum Internet.

Mir haten am leschten November an dësem Joer... - also d'lescht Joer - an dësem Haus eng laang Debatt iwwert d'Netzneutralitéit. All d'Parteien hu sech derfir ausgeschwat. An eise Kommunikatiounsminister huet dës Vuen och zu Bréissel bei senge Ministeschkolleege vertrueden.

Fir elo op d'Motioun vun deene Grénge vun haut zréckzekommen, si mir eigentlech als CSV-Fraktioun der Meenung, dass mir elo net sollen d'Kar virun de Won spanen. De Minister huet eis an der zoustänneger Kommissioun erklärt, dass d'ACTA-Ofkommes näischt un eiser bestehender Législatioun ännere wäert. En plus ass den Europäesche Geriichtshaff amgaang ze préiwen, ob d'ACTA géint fundamental Rechter vun der EU verstéisst oder net. Duerfir proposéiere mir als CSV-Fraktioun, fir dëst Uerteel emol ofzewaarden an dann den Dossier erëm opzegräifen.

Mir sinn also der Meenung, dass d'Motioun vun de Grénge superfétatoire ass, wat eigentlech och schonn an der Kommissioun gesot ginn ass. An deem Sënn wäerte mir dës Motioun och oflehnen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Adehm. Elo kritt d'Wuert den Här Eugène Berger.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Merci, Här President. Ech wollt och kuerz déi Motioun kommentéieren. Ech wollt awer och dann nach herno eng aner Motioun déposéieren, déi mer net haut mussen diskutéieren, mä an enger vun deenen nächste Sitzungen.

Här President, ech bedaueren et och e bësselchen, datt den zoustännegen oder déi zoustänneg Regierungsmemberen net haut de Mëtteg hei sinn, fir datt se och eng Kéier kuerz kéinten dozou Stellung huelen. Vläicht just e puer Wierder als Kommentar zu där Motioun.

Ech mengen, et ass eng gewëssen Onzefriddenheet do beim Zustanekomme vun deem Traité, well do och hei eist Parlament zu kengem Moment informéiert ginn ass iwwert déi ganz Diskussiounen. Da bleift e bësselchen de Geroch vu Geheimverhandlungen, deen deen Text net lassgëtt. Et wier eigentlech besser gewiescht, wann een am Virfeld hätt kënnen driwwer diskutéieren an der Regierung och déi eng oder aner Argumenter mat op de Wee ginn.

Bon, de Wirtschaftsminister argumentéiert - an och aner Leit, an dat kann een och richteg esou gesinn -, datt den ACTA-Traité eigentlech eng Rei positiv Elementer fir d'Ënnerzeechnerstate mat sech kéint bréngen. Dat sinn all déi Aspekter, wou et ëm d'Protection des brevets oder d'Droits d'auteur geet. Wa sech den Traité géif dorobber beschränken, ech mengen, dann hätt och keen hei gréisser Bedenken dozou.

Problematesch si virun allem déi Dispositiounen, déi Bezuch oder Implikatiounen hunn op den Internet an d'Netzneutralitéit. Hei ass eng manifest Gefor, datt verschidden Dispositiounen herno kéinten zum Nodeel vum Konsument, vum Internetbenotzer, vum eenzelne Bierger goen, well hei awer eng Dier opgemaach gëtt, ënnert dem Virwand vum Schutz vum kommerziellen Intérêt -, wou awer do kéint eng Dier opgemaach ginn, déi a Richtung géif goe vun Zensur vum Internet, wou den Dateschutz respektiv d'Protection des données personnelles an de fräien Zougank zum Internet kéinten ausgehiewelt ginn, an dat ass dat, wou mir op alle Fall ganz grouss Problemer dermat hunn.

E weidere Punkt kéint ee sinn, déi ganz Génériquë vun de Medikamenter. Ech ginn awer dorobber net an. De Charel Goerens huet am Europaparlament do och e Bréif gemaach gehat.

An en anere Punkt ass deen, datt déi Texter - dat ass scho gesot ginn - relativ schwammeg sinn, net ganz prezis sinn, datt se also d'Dieren oploossen zu verschiddene Säiten hin. An dat ass net elo meng Meenung eleng. Dat sinn eng ganz Rei Experten, och am Ausland, déi soen, déi Texter si schwéier ze interpretéieren. An dowéinst si se jo och elo weidergi ginn op den Europäesche Geriichtshaff, fir datt déi sollen déi Saach kontrolléieren. Et ka gutt sinn, datt herno da vläicht muss e ganz neien Text awer vun der europäescher Communautéit ausgehandelt ginn.

Eng lescht Remarque wëll ech maachen zu där Ausso, déi de Wirtschaftsminister gemaach huet, wou e gesot huet: Jo, et ännert jo näischt doduerjer hei zu Lëtzebuerg.

Bon, dat ass schéin a gutt gesot. Ech mengen, et ass vläicht awer e bësselchen, kéint ee scho bal soen, e bësselche guttgleeweg. Well et muss ee jo awer wëssen, esou Traitéë ginn dann an der Suite oft preziséiert mat Zousaztraitéën.

Fir e Beispill ze huelen, de Kyoto-Protokoll: 1997 hätt hei och jiddwereen op der Chamberstribün gesot, de Kyoto-Protokoll, dat ännert jo näischt eigentlech un där ganzer Situatioun zu Lëtzebuerg. Duerno sinn awer Zousazprotokoller komm, Prezisioune komm, a mir wëssen… Direktive si komm, europäesch Direktiven an deem Kontext. Eigentlech e Basistraité, deen anodin war, wat op eng gewëss Aart a Weis haut ganz vill Implikatiounen, nei Implikatiounen awer op eis bruecht huet. An déi, wéi soll ech soen… Dee Risiko ass hei also, soulaang net déi Prezisioune gekläert sinn, weiderhi ginn.

Ech mengen, wann hei op alle Fall dat net garantéiert ass, datt weiderhin den Internetconsommateur protegéiert ass, d'Netzneutralitéit protegéiert ass, da bleiwen déi Problemer. An dat wier och am Endeffekt - dat ass mäi lescht Wuert - net am Intérêt vun engem ganz wichtege Secteur vun der lëtzebuergescher Ekonomie, nämlech där, déi op d'Netzneutralitéit opbaut. Och d'Madame Adehm huet schonn dovunner geschwat. Datazentren, Internettelefonie zum Beispill, déi kënnen nëmme liewen op der Basis vun der Netzneutralitéit. An do wësse mer eben net, ob an deem Traité hei déi wierklech garantéiert ass.

Dat zu dem Kommentar zu där Motioun.

11. Dépôt d'une motion par M. Eugène Berger

Här President, ech géif dann och nach eng Motioun déposéieren, déi elo net direkt eppes heimadder ze dinn huet, wou et awer och ëm d'Bases de données geet beim Stat, wou ech da géif froen, datt mer déi an enger vun den nächsten öffentleche Sitzunge kéinten debattéieren.

Motion

La Chambre des Députés,

- alarmée par les failles de sécurité apparues dans le contexte du piratage de la base de données du Centre Médico-Sportif;

- considérant que la responsabilité pour la mise en place et la gestion des bases de données à caractère personnel est répartie sur les différents ministères et le Centre des technologies de l'information de l'État;

- constatant qu'un relevé exhaustif des bases de données à caractère personnel de l'État fait actuellement défaut;

- considérant qu'il n'existe actuellement pas de réglementation définissant le degré de sécurisation des données en fonction de leur sensibilité auprès de l'État;

- constatant l'absence d'une approche de sécurité cohérente appliquée à toutes les bases de données à caractère personnel de l'État;

- constatant l'absence d'une réglementation claire quant à la durée de stockage de données à caractère personnel et leur effacement;

- constatant l'absence d'une charte de déontologie définissant quelles informations à caractère personnel sensible ne devraient pas être recueillies par l'État et stocké dans une base de données;

- constatant l'absence de systèmes de retraçage permettant d'assurer un contrôle adéquat d'exploitation des bases de données à caractère personnel;

- considérant que la Commission Nationale de la Protection des Données ne peut actuellement assurer sa mission de contrôle de la collecte et de l'utilisation de données à caractère personnel par manque de personnel;

invite le Gouvernement à

- procéder endéans les six mois à un relevé des bases de données à caractère personnel auprès de l'État;

- développer dans la même période une charte de sécurité pour la sécurisation de bases de données à caractère personnel en fonction de la sensibilité des données;

- développer dans la même période une charte de déontologie définissant clairement les données à caractère sensible ne devant pas être stockées dans des bases de données;

- mettre en place des systèmes de retraçage pour toutes les bases de données à caractère personnel de l'État jusqu'à l'échéance 2014;

- désigner au sein de chaque ministère un responsable à la protection des données susceptible de contrôler une exploitation adéquate des bases de données;

- augmenter les effectifs de la CNPD afin de garantir qu'elle puisse assurer sa mission de contrôle de la collecte et de l'utilisation de données à caractère personnel.

(s.) Eugène Berger, André Bauler, Fernand Etgen, Claude Meisch, Carlo Wagner.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Berger. Als nächste Riedner ass den Här Bodry agedroen. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

12. Motion de M. Claude Adam sur l'annulation du traité commercial anti-contrefaçon (ACTA) (suite)

Discussion générale (suite)

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, déi Problematik do hu mer viru Kuerzem déi lescht Woch an enger gemeinsamer Sitzung vun der Wirtschaftskommissioun a vun der Héichschoul- a Kommunikatiounskommissioun diskutéiert, zesumme mam Regierungsvertrieder, mam Wirtschaftsminister, dem Étienne Schneider, deen all Erklärunge ginn huet, deen den Deputéierte während annerhallef Stonn Ried an Äntwert stoung zu där ganzer Problematik an deen och ganz kloer Aussoe gemaach huet.

Ech sinn e bësse paff, dass bis elo hei weder den Antragsteller nach aner Riedner eigentlech - ausser d'Madame Adehm, déi drop higewisen huet - dorobber agaange sinn, well do, mengen ech, awer eng ganz Rëtsch vun Explikatioune komm sinn, déi awer nëtzlech sinn a wou och bis elo déi Debatt hei keen neit Element bruecht huet zu deem, wat mer d'lescht Woch an den zwou Kommissiounssitzungen diskutéiert hunn.

Deemools hat ech och als Copresident festgehalen, dass, an esou Affären, déi d'Motioun hei als Haaptpunkt fuerdert, d'Regierung net soll d'Ratifikatioun virundreiwen. Dat géif eigentlech offen Dieren arennen. Well dat ass genau dat, wat de Wirtschaftsminister am Numm vun der Regierung erklärt huet, dass en opgrond vun den Diskussiounen, déi jo elo europawäit stattfannen, net géif déi Ratifikatiounsprozedur hei virundrécken, mä géif ofwaarden, wat u sech notamment den Europäesche Geriichtshaff géif zu där doter Fro soen.

Den Europäesche Geriichtshaff, dee jo vun der Europäescher Kommissioun saiséiert ginn ass, fir ze kontrolléieren, awéifern den Text vun deem heiten Traité kéint a Widdersproch stoen zu der Charta vun de Grondrechter, notamment wat d'Meenungs- an d'Informatiounsfräiheet ugeet. Et ass jo déi Fro, déi den Haaptkär vun der Kritik eigentlech ausmécht.

Ech mengen, wann d'Lëtzebuerger Regierung dat hei ënnerschriwwen huet, dann huet se datselwecht gemaach wéi 22 aner Regierunge vun der EU. 22 vu 27 Regierungen hunn deen heiten Traité ënnerschriwwen. Deen heiten Traité, deen eigentlech, à première vue zumindest, net vill Neierunge brengt par rapport zum europäesche Recht, wéi et haut besteet.

Well mir hunn an där heiter Fro d'Gesetz vum 18. Abrëll 2001. Den honorabelen Här Meisch war Rapporteur vun deem Gesetzesprojet. An d'Regierung ass der Meenung, dass deen heiten Traité et eigentlech net néideg mécht, fir iergende Komma, e Wuert vun eisem Gesetz vun 2001 ze änneren.

Duerfir, wann déi Opreegung haut iwwert deen doten ACTA-Traité besteet, misst eigentlech déiselwecht Opreegung bestoen iwwer eisen aktuellen Text vum 18. Abrëll 2001. Or, deen Text do ass, ech hunn dat nogekuckt, sengerzäit a grousser Einmütegkeet eigentlech gestëmmt ginn. Et ware just d'Vertrieder vun der ADR, déi sech enthalen hate bei deem doten Text, an all déi aner Fraktiounen, inklusiv natierlech d'DP an déi gréng, hu sech positiv zu deem doten Text ausgeschwat.

Deen Text, deen iwwregens och - natierlech - Sanktioune virgesäit, fir u sech Kopien, déi géifen iwwert den Internet gemaach ginn, Infraktiounen, déi géifen iwwer Internet gemaach ginn - dat ass jo dee Punkt, deen haut schrecklech kritiséiert gëtt -, dat ass eigentlech och schonn haut e Bestanddeel vun eisen Texter.

Duerfir verstinn ech eigentlech net, firwat een deen Text vun 2001…

(Interruption)

…gutt fënnt an eigentlech Problemer huet mat deem heiten Text.

M. le Président.- Här Bodry, erlaabt Der, datt den Här Bausch lech eng Fro stellt?

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Et gëtt awer ee wesentlechen Ënnerscheed. Dat, wat elo virgesinn ass, dat ass d'Kontrollmechanismen, déi agesat wäerte ginn, fir ze kucken, fir déi Sanktioune kënnen unzewenden.

Dir hutt jo awer sécher matkritt, datt hei soll versicht ginn, fir quasiment alles um Internet ze kontrolléieren an op zimlech krass Aart a Weis d'Anonymitéit eigentlech am Internet opzehiewen, fir dat Ganzt kënnen ze kontrolléieren. Dat ass awer e wesentlechen Ënnerscheed par rapport zu deem, wat an eiser Gesetzgebung haut steet.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Ech mengen, Här Bausch, Dir wäert jo matkritt hunn, dass elo d'Regierung schonn zweemol deklaréiert huet, dass si eigentlech déi Konventioun net wëllt an deem Sënn ëmsetzen, dass misst iergendeppes speziell um Text geännert ginn. Dass also och d'Lëtzebuerger Regierung hei net drun denkt, fir Kontrollmechanismen an deem dote Punkt hei anzeféieren.

Ech mengen, et soll een hei net dat maachen, wat déi Motioun hei probéiert: e Schlussstréch ënner eng Debatt ze setzen. Hei hu mer et mat enger europawäiter Debatt ronderëm en internationalen Traité ze dinn, wou selbstverständlech ee ka verschiddener Meenung sinn, wéi eenzel Dispositiounen do ze interpretéiere sinn. Dat muss also gekläert ginn.

Duerfir, mengen ech, ass et wichteg, dass den Europäesche Geriichtshaff dat doten och kontrolléiert, dass iwwer och aner Aspekter nach weider diskutéiert gëtt. An et soll een awer där Diskussioun do an hire Konklusiounen net virgräifen. Wat déi Motioun hei mécht, ass gesot: Geheit dat doten emol an de Pabeierkuerf a fänkt bei null un!

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Dat ass awer eng...

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Dat, mengen ech, dass dat net néideg ass.

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Ech sinn erstaunt driwwer, datt Dir...

M. le Président.- Ech géif lech bieden, awer elo vläicht dem Här Bodry nozelauschteren, Här Bausch!

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Neen. Just, Här Bodry, entschëllegt, ech sinn awer erstaunt driwwer. Mir soe jo och net bei anere Gesetzestexter,...

M. le Président.- Jo,…

M. François Bausch *(déi gréng)*.- ...déi nach net gestëmmt sinn, oder Direktiven oder Konventiounen, déi mer nach net hei ëmgesat hunn,...

M. le Président.- …Här Bausch, mir sinn awer elo hei net an engem Dialog. Ech mengen, Dir kënnt dem Här Bodry eng Fro stellen, mä Dir kënnt awer elo net eleng hei mam Här Bodry dialogéieren. Stellt dem Här Bodry eng Fro an dann äntwert den Här Bodry drop!

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Ech stellen em eng Fro, ganz prezis. En ass jo awer sécher der Meenung och, datt och bei aneren Texter, ob et Direktive sinn oder Konventioune sinn, déi mir nach net legislativ ëmgesat hunn, datt mer net…, a wou d'Regierung awer, den Exekutiv ënnerschriwwen huet dorobber, datt se wëlles hunn, dat ze maachen, datt mer net ofwaarde bis Geriichter tranchéiert hunn, fir eng politesch Décisioun ze huelen.

Dat hei ass jo eng politesch Décisioun, déi emol fir d'Éischt muss geholl ginn am Parlament, ob mer de Wëllen hunn, dann dat, wat den Exekutiv ënnerschriwwen huet, ëmzesetzen, jo oder neen.

Méi wäit geet déi Motioun och eigentlech net.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Also, ech hunn net Kenntnis dovun, dass an engem nationale Parlament décidéiert ginn ass, dass d'Regierung géif eng Ënnerschrëft zréckzéien - ech weess guer net, ob dat méiglech ass. Wann Dir do méi juristesch Kenntnisser hutt wéi ech. Et schéngt, wéi wann Dir awer…

(Interruption)

M. le Président.- Här Bausch, loosst awer elo emol den Här Bodry hei ausschwätzen, an da kënnt Der duerno nach eng Kéier Stellung huelen!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- …datt ech Problemer am Beräich vu menger Riedezäit géif kréien, vläicht ass dat d'Absicht och vum Här Bausch!

Une voix.- Oh neen!

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ech wier also frou, wann ech kéint hei meng Gedanken, och wann et dem Här Bausch net gefält, vläicht op en Enn féieren.

Ech soen…

(Interruption)

Hei gëtt eppes gefrot, wou ech net weess, ob et dat iwwerhaapt gëtt. Den Här Adam ka mer jo dorobber äntwerten, ob et méiglech ass, wann eng Regierung ënnerschriwwen huet, dass déi, iwwer wat fir en Acte och ëmmer, géif déi Ënnerschrëft elo zréckzéien. Ech weess net, a wat fir enger Form dass dat méiglech ass. Do kann den Här Adam vläicht dat preziséieren.

An, wéi gesot, wat deen anere Punkt ugeet, do huet d'Regierung gesot, si wëllt hei op kee Fall de Forcing maachen. Si wëllt Kloerstellung hunn op eenzelne Punkten, déi europawäit nach weider mussen diskutéiert ginn. Dat geschitt am Europaparlament, dat geschitt an aneren nationale Parlamenter, an duerno kënnt jo eréischt d'Ratifikatiounsprozedur.

Duerfir, loosse mer wann ech gelift hei net, och wann Diskussiounen dobausse sinn, direkt elo de Schwanz bäizéien a mengen, da loosse mer alles direkt falen, alles an de Pabeierkuerf, mä loosse mer, wann ech gelift, eis där Diskussioun stellen!

Duerfir géif ech mengen, dass dat hei ofzelehnen ass.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Bodry. Elo kritt d'Wuert den Här Henckes.

(Interruptions diverses)

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, ech mengen, ganz vill Jonker dobaussen hunn Angscht, datt mat deem ACTA-Prozess vill vun hire Rechter, déi se elo hunn, géifen ewechgeholl ginn. Dat ass falsch. Hei gëtt vu verschiddene Leit hinnen eppes virgegaukelt, wat zu Lëtzebuerg op jidde Fall net de Fall ka sinn.

Duerfir wëll ech drop hiweisen, datt den Artikel 3 an den Artikel 4 vun der Konventioun ganz kloer soen, datt déi national Législatioun priméiert. Dat heescht, datt alleguerten déi aner Dispositiounen net brauche respektéiert ze ginn. Domadder sinn also déi Internetzensur an aner Saachen, notamment d'Notzung, d'Downloade fir privat Zwecker, nach wie vor méiglech.

Dat, wat verbuede bleift, an ech mengen, dat ass och richteg, datt et verbuede bleift, dat ass, datt een zum Beispill verschidde Brevete kopéiert oder download an dat zu kommerziellen Zwecker benotzt. Do ass also, mengen ech, den Traité vun ACTA, esou wéi en elo virläit, ganz kloer.

Déi zweet Saach, déi ee muss festhalen, dat ass, datt et och nach eng europäesch Gesetzgebung gëtt, datt et och do verschidden Donnéeë gëtt, déi mussen analyséiert ginn. Duerfir huet jo och d'Europäesch Kommissioun gefrot, ob déi fundamental Rechter an déi fundamental Fräiheeten, esou wéi se an der Europäescher Unioun an den Traitéë festgehale sinn, wat d'Liberté d'expression, d'Informatioun an d'Protektioun vun Donnéeën ugeet, ob déi duerch dësen Traité sollen a Fro gestallt ginn oder net.

Ech mengen, et wier gutt, wa mer dat géifen ofwaarden, wat um europäeschen Niveau décidéiert gëtt, ob do den Traité vun ACTA konform ass. Op jidde Fall um lëtzebuergeschen Niveau ännert sech absolut näischt.

Mä et kann een awer gutt verstoen, datt vill Jonker sech opreegen iwwert dat, wat et a Frankräich als Décisioune gëtt, wou et effektiv elo schonn eng Gesetzgebung gëtt, déi nach méi wäit geet, vill méi wäit geet wéi ACTA. An Däitschland geet et och zu engem Deel op e puer Punkte méi wäit. Bref, et ass hei eng Décisioun, déi muss ofgewaart ginn.

Op jidde Fall, wat ons wichteg schéngt, dat ass, datt hei zu Lëtzebuerg näischt un där bestehender Gesetzgebung geännert gëtt, wat d'Rechter vun deenen Eenzelnen a vun deene Jonken notamment géif reduzéieren.

M. le Président.- Merci dem Här Henckes. D'Wuert kritt elo nach den Här Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Dir Dammen an Dir Hären, et muss ee wëssen, dass deen Traité hei net en offiziellen internationalen Traité ass, deen ausgehandelt ginn ass a Strukturen, déi bestinn, wéi zum Beispill der UNO. En ass emol net ausgehandelt ginn an der Organisatioun fir intellektuell Propriétéit.

Et muss ee wëssen, dass dat, wat do drasteet, ofgelehnt gëtt vu villen Entwécklungslänner, an och vun alle Schwellelänner wéi Indien, China oder Brasilien, déi net d'accord ware mat där Démarche hei. Duerfir ass déi Démarche hei komm am Fong geholl an engem parallellen Traité, deen Ausdrock ass vum Wëlle vun de groussen Industrielänner, déi hei ënnerschriwwen hunn an déi och hir Konzeptioun vu Propriété intellectuelle, déi awer och vill ze dinn huet mat Propriétéit am Allgemengen, wéi Propriétéit ausgeübt gëtt, fir Profitter ze maachen an der Welt, fir sech Machtpositiounen a fir sech Maartpositiounen…

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Wéi ass et mat den Aarbechtsplazen an Europa, Här Urbany?

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Da kënnt Der mer vläicht herno eng Fro stellen. Mä ech wëll awer a mengen zwou Minutte mäin Text hei eriwwerkréien.

Ech mengen och - et ass och gesot ginn an op verschiddene Plaze gëtt et gesot -, dass ACTA virun allem geduecht ass, fir vis-à-vis vun den Entwécklungslänner d'Interesse vun de westleche Produzenten ze sécheren. An ech sinn iwwerzeegt, dass deen Traité hei esou wäert benotzt ginn och an zukünftegen Handelsdiskussiounen, wou jo déi eenzel Länner individuell vläicht vill méi schwaach sinn, wéi wann an internationale Gremië géif diskutéiert ginn heiriwwer.

Ech mengen awer och, dass deen Traité hei wäert eng Dynamik ausléisen, och an eise Länner. D'Union européenne ass Signataire vun deem Traité hei. Eist Gesetz, vun deem hei vill geschwat gëtt, muss net onbedéngt geännert ginn, mä et ka geännert gi villes och an deem Gesetz iwwer europäesch Reglementer an Direktiven an Zukunft.

An et soll ee jo net mengen, dass deen Traité hei ënnerschriwwe ginn ass, fir net agehalen ze ginn. En ass net geschriwwe ginn, fir dass en hei zu Lëtzebuerg grad net soll agehale ginn, wann, wéi schonn zu Recht gesot ginn ass, an Däitschland an a Frankräich schonn esou Législatioune bestinn, fir zum Beispill Netzspären iwwer Fournisseuren duerchzesetzen. Deen Traité hei erlaabt dat ausdrécklech.

Une voix.- Neen.

(Interruptions)

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Da liesen ech och hei aus deem Traité vir, wann de President d'accord ass.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Ma da liest dat emol eng Kéier!

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ma da liest den Artikel 27, wou drasteet: «Une Partie peut prévoir (…) à ordonner à un fournisseur de services en ligne de divulguer rapidement au détenteur du droit des renseignements lui permettant d'identifier un abonné.»

Dat ass eng Fakultéit natierlech. Mä et gëtt awer och legitiméiert hei, dass dat an Zukunft ka méiglech sinn. An ACTA - dat muss een och nach wëssen - ass en evolutiven Traité. Dat heescht, do ass e Comité agesat ginn…

(Interruption)

Do ass e Comité agesat ginn…

M. le Président.- Här Urbany, Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen.

(Interruptions)

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ma, suergt vläicht e bësse fir Uerdnung, Här President, ech ginn dauernd hei ënnerbrach.

Deen Traité ass evolutiv. Dat heescht, et ass e Comité agesat ginn, dee kann och nach eppes un deenen Texter an un der Praxis änneren an Zukunft. An dat applizéiert sech dann och vis-à-vis vun de Länner, ouni dass den Traité selwer emol muss geännert ginn.

Ech mengen, et sinn hei genuch Argumenter gebraucht ginn, fir hei fräi kënnen ze behaapten - an ech wäert och duerfir déi Motioun hei stëmmen -, dass Lëtzebuerg seng Ënnerschrëft ënnert deem Traité do zréckzitt, well eleng op Äis leeën a waarden, dass eventuell d'Cour européenne e positivt Uerteel wäert huelen, domat kann een net d'accord sinn. An domat sinn och net déi Leit d'accord, déi op d'Strooss gaange sinn, fir just dat ze fuerderen, dass deen Traité hei soll vun der Lëtzebuerger Regierung zréckgezu ginn.

M. le Président.- Gutt. Merci dem Här Urbany. Ech mengen, et ass alles gesot.

M. Claude Adam *(déi gréng), auteur.*- Neen. Den Auteur och!

M. le Président.- Den Här Adam nach eng Kéier ganz kuerz.

M. Claude Adam *(déi gréng), auteur.*- Merci, Här President. Ech hat mech ganz kuerzgefaasst, wéi ech d'Motioun virgestallt hunn, well ech och gemengt hunn, hei wier bestëmmt nach eng kuerz Reaktioun erfuerdert.

Ech wëll just kuerz op dat agoen, wat den Här Bodry gesot huet. En huet ugefaangen, datt e gesot huet, ech géif eigentlech oppen Dieren arennen. Déi leschte Kéier, wou ech hei an der Chamber gesot krut, ech géif oppen Dieren arennen, dat war, wéi ech eng Motioun déposéiert hunn, mer sollen eis derfir ausschwätzen, datt den Agrarzenter op Colmar géif kommen. Déi oppen Dieren hutt Der jo och gesinn, wéi dat ausgaangen ass.

(Brouhaha général)

An dat hei geet an déi do Richtung.

(Interruptions)

Här Bodry, Här Bodry, eng aner Saach. Dir hutt zu mer gesot, ech soll Iech soen, wéi eng Regierung eng Ënnerschrëft ka vun engem Traité zréckzéien. Ech verlaangen net, datt eng Regierung eng Ënnerschrëft zréckzitt, déi se ginn huet. Dat steet och net an der Motioun. Hei steet «de se retirer officiellement». An dat ass einfach eng politesch Décisioun. An déi Décisioun ass ganz einfach ze huelen doduerch, datt mir déi Motioun hei unhuelen. Well dann ass eis Regierung esou gutt, wa mer dat net ratifizéieren, dann hëlt se dat zréck. Also, dat ass d'Äntwert dann op Är Fro,…

(Interruption)

…wéi mer do erauskommen.

(Interruptions)

Ass dat net korrekt?

(Interruption)

M. le Président.- Här Adam, Dir musst awer elo zum Schluss kommen.

M. Claude Adam *(déi gréng), auteur.*- Merci. Här President, ech kommen zum Schluss. Just nach, wat gesot gëtt, wat alles méiglech ass oder net méiglech ass. Ech weisen och hei op den Artikel 36 hin, datt et een ACTA-Ausschoss gëtt, dee fir d'Weiderentwécklung an d'Ëmsetzung vun deem ACTA-Traité schafft. An do weess ee guer net, wéi ee Kand een domadder an d'Welt setzt.

Dann nach vläicht e lescht Wuert. Wann ech d'Kolleege vun der CSV richteg verstanen hunn, dann hu si net direkt eng Meenung, mä si waarden drop, wat d'Geriicht seet. Ech fannen, dat ass et sech e bëssen einfach gemaach. Dat geet an d'Richtung Copy-paste vun deem, wat d'Geriicht seet. Ech hunn do och meng Bedenken.

Merci.

(Brouhaha)

M. le Président.- Sou, Merci. Elo ass alles gesot zu där Motioun. Elo stëmme mer doriwwer of.

Vote sur la motion

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

D'Motioun ass verworf mat 38 Nee-Stëmmen, 14 Jo-Stëmmen an 8 Enthalungen.

Résultat définitif après redressement: la motion est rejetée par 39 voix contre, 15 voix pour et 6 abstentions.

Ont voté oui: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Eugène Berger), MM. Fernand Etgen, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Fernand Etgen) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox (par M. Félix Braz), Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter (par M. Camille Gira);

M. Serge Urbany.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (M. Félix Eischen), MM. Fernand Boden, Lucien Clement (par M. Marcel Oberweis), Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden (par M. Fernand Boden), Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Gilles Roth), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Mme Tessy Scholtes (par Mme Marie-Josée Frank), MM. Marc Spautz, Robert Weber (par M. Marc Lies), Lucien Weiler (par M. Paul-Henri Meyers), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter (par M. Marc Spautz);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Ben Scheuer), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel).

Se sont abstenus: Mme Anne Brasseur et M. Paul Helminger;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser (par M. Gast Gibéryen).

Wëllt ee seng Abstentioun begrënnen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Domadder wier dëse Punkt ofgeschloss.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn och elo um Schluss vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzunge si virgesi fir de 27., 28. an 29. Mäerz.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.30 heures)

- **L'actualité parlementaire sur www.chd.lu**
- **Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.**
- **La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.**
- **L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.**
- **Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur www.chd.lu.**
- **De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.**

d'Chamber online op

www.chd.lu

SÉANCE 20

MARDI,
27 MARS 2012

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • Mme Lydia Mutsch, Vice-Présidente • M. Michel Wolter, Vice-Président

Sommaire

1. Hommage à la mémoire de M. Emile Back, ancien Député
- *M. le Président*

2. Octroi du titre honorifique à deux anciens Députés
- *M. le Président*

3. Communications
- *M. le Président*

4. 6407 - Proposition de loi relative à la publication des sondages d'opinion et portant modification de la loi électorale modifiée du 18 février 2003
- *Déclaration de recevabilité: M. le Président*

5. Ordre du jour
- *M. le Président, M. Eugène Berger*

6. Nomination d'un commissaire aux comptes pour la Société nationale de Crédit et d'Investissement
- *M. le Président, M. Robert Weber*
- *Vote secret*

7. Question élargie n°24 de M. Serge Urbany sur les changements prévus dans l'actionnariat de Cargolux
- *M. Serge Urbany - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- *M. Serge Urbany (question complémentaire) - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

8. 6287 - Projet de loi relatif à la construction d'un Lycée technique agricole à Gilsdorf
- *Rapport de la Commission du Développement durable: M. Lucien Clement*
- *Discussion générale: M. Fernand Etgen, M. Roger Negri, Mme Josée Lorsché, M. Jean Colombera*
- *M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- *M. Gast Gibéryen, M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

9. Dépôt d'une motion par M. Henri Kox
- *Exposé: M. Henri Kox*

10. 6295 - Projet de loi concernant la gestion de la sécurité des infrastructures routières
- *Rapport de la Commission du Développement durable: M. Lucien Clement*
- *Discussion générale: M. Eugène Berger*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

11. 6354 - Projet de loi portant exécution du règlement (UE) n°510/2011 du Parlement européen et du Conseil du 11 mai 2011 établissant des normes de performance en matière d'émissions pour les véhicules utilitaires légers neufs dans le cadre de l'approche intégrée de l'Union visant à réduire les émissions de CO_2 des véhicules légers
- *Rapport de la Commission du Développement durable: Mme Marie-Josée Frank*
- *Discussion générale: M. Eugène Berger, M. Roger Negri*
- *M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

12. 6356 - Projet de loi relatif à la construction du Bâtiment Laboratoires, de la Halle d'essais Ingénieurs et de la deuxième unité de production à froid à Belval
- *Rapport de la Commission du Développement durable: Mme Marie-Josée Frank*
- *Discussion générale: M. Eugène Berger, Mme Lydia Mutsch, Mme Josée Lorsché, M. Michel Wolter*
- *M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

13. 6357 - Projet de loi relatif à la transformation et à l'extension du Lycée Hubert-Clément à Esch-sur-Alzette
- *Rapport de la Commission du Développement durable: M. Marc Spautz*
- *Discussion générale: M. Eugène Berger, Mme Lydia Mutsch, Mme Josée Lorsché, M. Fernand Kartheiser*
- *M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

14. Interpellation de M. Félix Braz sur la stratégie du Gouvernement pour le secteur sidérurgique au Luxembourg et dans l'Union européenne
- *Exposé: M. Félix Braz (dépôt de deux motions)*
- *Débat: M. Marc Spautz, M. Claude Meisch, M. Georges Engel, M. Félix Braz (pose une question), M. Georges Engel (dépôt d'une motion), M. Gast Gibéryen, M. Serge Urbany, M. Robert Weber*
- *M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*
- *Vote sur la motion 1 (adoptée)*
- *Vote sur la motion 2 (adoptée)*
- *Vote sur la motion 3 (adoptée)*

15. Motion de M. Henri Kox relative au renforcement de l'action gouvernementale en vue de la fermeture définitive de la Centrale nucléaire de Cattenom
- *M. Henri Kox*
- *M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé*
- *Vote sur la motion modifiée (adoptée)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Mars Di Bartolomeo, Claude Wiseler et Etienne Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Neen, Här President.

1. Hommage à la mémoire de M. Emile Back, ancien Député

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hunn déi traureg Flicht, Iech den Doud vun engem fréiere Kolleeg, dem Här Emile Back, matzedeelen, deen den 11. Mäerz am Alter vun 78 Joer verstuerwen ass.

No senger Ausbildung als Schmadd an dem obligatoresche Militärdéngscht huet den Emile Back bei der HADIR, spéider ARBED, zu Déifferdeng ugefaange mat schaffen. Vun 1979 bis zu senger Pensioun 1990 war hien haaptberufflech als Personaldelegéierte fir den OGB-L aktiv.

Seng politesch Carrière huet 1975 mam Antrëtt an d'Kommunistesch Partei ugefaangen, fir déi hie vun 1987 bis 2005 als Conseiller a vun 1990 bis 1993 och als Schäffen am Déifferdenger Gemengerot aktiv war. Nom Récktrëtt vum André Hoffmann huet hien deem säi Mandat vum 19. Abrëll 1994 bis zu de Wahlen de Juni vum selwechte Joer fäerdeg gemaach.

Als Gewerkschaftler louchen him ganz besonnesch d'Rechter vun den Aarbechter um Häerz, wat hien och a senger Untrëttsried ervirgestrach hat. An deem Sënn huet den Emile Back virun engem Groussugréff vum Patronat op déi sozial Errungenschafte gewarnt. Des Weidere waren d'Entloossunge vun eelere Mataarbechter, d'Jugendaarbechtslosegkeet, d'Delokalisatioune fir hien en Zeeche vun enger Wäertekris, an där d'Aarbecht als Grondlag vum Räichtum net méi honoréiert géif ginn.

Des Weideren huet hie seng grouss Besuergnis iwwert d'Uwuesse vum Rechtsextremismus ausgedréckt, enger Problematik, an där een och misst Bagatellen eescht huelen an direkt un der Wuerzel bekämpfen.

Den Emile Back war och sportlech interesséiert an aktiv, ganz besonnesch am Futtball, wou hien an diversen Déifferdenger Veräiner esou munche Gol geschoss huet.

Der Famill vum Verstuerwene wëll ech am Numm vun der Chamber mäin déifst Matgefill ausdrécken. An ech géif Iech bieden, e Moment opzestoen, fir dem Emile Back senger ze gedenken.

(Respect d'une minute de silence)

Ech soen Iech Merci.

2. Octroi du titre honorifique à deux anciens Députés

A senger Réuniouun vum 14. Mäerz huet de Bureau opgrond vun den Artikelen 198 an 200 vum Chambersreglement virgeschloen, der fréierer Deputéierter Lydie Err an dem fréieren Deputéierte Jeannot Krecké den Éierentitel vun hirer Fonctioun zouzëerkennen.

Ass d'Chamber mat deem Virschlag averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

An deenen neien Éierendeputéierten eis Félicitatiounen!

3. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) D'Lëscht vun deenen neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Bureau deposéiert.

2) Folgend Projete goufen déposéiert: de 6. Mäerz vum Här Alex Bodry eng Proposition de loi, 6407, iwwert d'Veröffentlechung vu Meenungsëmfroe virun de Wahlen; de 7. Mäerz vum Justizminister de Projet de loi 6408 iwwert de Kampf géint de sexuelle Mëssbrauch vu Kanner; deeselwechten Dag vun der Famillje-ministesch de Projet de loi 6409 iwwert d'Assistance parentale, an de Projet de loi 6410, eng Ofännerung vum Jugendgesetz; den 13. Mäerz vum delegéierten Nohaltegkeetsminister de Projet de loi 6411, eng Direktiv iwwert d'Obligatioune fir Holzhändler, an de Projet de loi 6412, eng Direktiv iwwert den Holzimport; de 14. Mäerz vum delegéierten Nohaltegkeetsminister de Projet de règlement grand-ducal 6414, e Reglement iwwert de Système communautaire révisé d'attribution du label écologique; den 22. Mäerz vum Justizminister de Projet de loi 6415 iwwert de Verkaf vu Medikamenter, an de Projet de loi 6416 iwwert de Statut vun der Académie internationale de lutte contre la corruption; deeselwechten Dag vum Ausseminister de Projet de règlement grand-ducal 6417 iwwert d'Wahlbeobachtungsmissioun vun der OCDE an Armenien.

3) Den 8. Mäerz huet d'Association pour la défense des droits et libertés fondamentales des citoyens d'Petitioun N°314 géint en allgemengt Fëmmverbuet a Caféen an Discoen ofginn.

Communications du Président - séance publique du 27 mars 2012

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau. Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre des Députés:

***6407** - Proposition de loi relative à la publication des sondages d'opinion et portant modification de la loi électorale modifiée du 18 février 2003*

Dépôt: M. Alex Bodry, Député, le 06.03.2012

***6408** - Projet de loi relative à la lutte contre les abus sexuels et l'exploitation sexuelle des enfants et portant modification de plusieurs dispositions du Code pénal*

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 07.03.2012

***6409** - Projet de loi modifiant la loi du 30 novembre 2007 portant réglementation de l'activité d'assistance parentale*

Dépôt: Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 07.03.2012

***6410** - Projet de loi portant modification de la loi du 4 juillet 2008 sur la jeunesse*

Dépôt: Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 07.03.2012

***6411** - Projet de loi concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (UE) n°995/2010 du Parlement européen et du Conseil du 20 octobre 2010 établissant les obligations des opérateurs qui mettent du bois et des produits dérivés sur le marché*

Dépôt: M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures, le 13.03.2012

***6412** - Projet de loi concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) n°2173/2005 du Conseil du 20 décembre 2005 concernant la mise en place d'un régime d'autorisation FLEGT relatif aux importations de bois dans la Communauté européenne*

Dépôt: M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures, le 13.03.2012

***6414** - Projet de règlement grand-ducal abrogeant le règlement grand-ducal du 6 juillet 2001 relatif à des modalités d'application et à la sanction du règlement (CE) n°1980/2000 du 17 juillet 2000 établissant un système communautaire révisé d'attribution du label écologique*

Dépôt: M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures, le 14.03.2012

***6415** - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie*

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 22.03.2012

***6416** - Projet de loi portant approbation de l'accord conférant le statut d'organisation internationale à l'Académie internationale de lutte contre la corruption (IACA) signé le 2 septembre 2010 à Vienne*

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 22.03.2012

***6417** - Projet de règlement grand-ducal relatif à la participation du Luxembourg à la mission d'observation de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe des élections parlementaires en Arménie*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 22.03.2012

3) La pétition n°314 contre l'interdiction générale de fumer dans les cafés et discothèques a été déposée par l'Association pour la défense des droits

et libertés fondamentales des citoyens en date du 8 mars 2012.

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

4. 6407 - Proposition de loi relative à la publication des sondages d'opinion et portant modification de la loi électorale modifiée du 18 février 2003

Déclaration de recevabilité

An hirer Réunioun vum 22. Mäerz huet sech d'Presidentekonferenz fir d'Recevabilitéit vun enger Proposition de loi ausgeschwat. Et handelt sech ëm d'Proposition de loi N°6407 vum Här Alex Bodry iwwert d'Veröffentlechung vu Meenungsëmfroe virun de Wahlen.

Schléisst d'Chamber sech dem Virschlag vun der Presidentekonferenz un?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

5. Ordre du jour

Den 22. Mäerz huet d'Presidentekonferenz fir dës Woch folgenden Ordre du jour virgeschloen:

Haut de Mëtteg hu mer fir d'Éischt d'Nominatioun vun engem Commissaire aux comptes fir d'SNCI; duerno d'Question élargie N°24 vum Här Serge Urbany iwwer Changementer am Actionnariat vun der Cargolux; dann de Projet de loi 6287 iwwert de Bau vum Lycée technique agricole zu Gilsdref, nom Modell 1; de Projet de loi 6295 iwwert d'Sécherheet vun de Strooseninfrastrukturen, nom Basismodell; de Projet de loi 6354, e Reglement iwwert d'Autosemissiounen, nom Basismodell; de Projet de loi 6356 iwwert de Bau vu verschiddene Gebaier zu Belval, nom Basismodell; de Projet de loi 6357 iwwert d'Transformatioun an den Ausbau vum Lycée Hubert-Clément zu Esch, an dann eng Interpellatioun vum Här Félix Braz iwwert d'Strategie vun der Regierung fir de Stolsecteur, nom Modell 1.

Muer de Mëtteg um zwou Auer hu mer eng Interpellatioun vum Här Fernand Etgen iwwert d'biologesch Landwirtschaft zu Lëtzebuerg, nom Modell 1.

En Donneschdeg de Mëtteg um zwou Auer hu mer an enger gemeinsamer Diskussioun den Débat de consultation iwwert d'Politique budgétaire am Kader vum Semestre européen an den Débat de consultation iwwert de Programme national de réforme (PNR) am Kader vun der Strategie „Europe 2020", nom Modell 3; dann de Projet de loi 6339, eng Ofännerung vum Code du Travail, nom Basismodell; dann de Projet de loi 6261, eng Ofännerung vum Kooperatiounsgesetz, nom Modell 1, an dann de Projet de loi 6337, en Accord tëschent de Länner vum Benelux an dem Kosovo iwwert d'Réadmissioun, nom Basismodell.

Den Här Berger freet d'Wuert zum Ordre du jour.

M. Eugène Berger *(DP).*- Jo, Merci, Här President. An der leschter öffentlecher Sitzung hat ech eng Motioun déposéiert, wou et ëm d'Gestioun an d'Sécuritéit vun den Datebanke beim Stat geet. Ech hunn elo gesinn, datt déi Motioun net um Ordre du jour ass vun dëser Woch. Well ech hat gefrot, fir se an enger nächster Sitzung kënnen ze diskutéieren. Ech wier frou, wann een d'Méiglechkeet awer vläicht géif fannen elo déi nächst Deeg, fir dann déi Motioun kënnen ze diskutéiere respektiv kënnen driwwer ofzestëmmen, natierlech a Fonctioun vun der Disponibilitéit vun engem Regierungsmember. Ech denken do méi speziell un den Här Biltgen, deen dofir zoustänneg wier.

Wann dat also och méiglech wier, da géif ech Merci soen.

M. le Président.- Merci dem Här Berger. Mir préiwen d'Disponibilitéit vum zoustännege Minister a kucken dann, déi Motioun entweder muer oder iwwermuer op den Ordre du jour ze huelen.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

6. Nomination d'un commissaire aux comptes pour la Société nationale de Crédit et d'Investissement

Mir ernennen dann elo e Commissaire aux comptes vun der SNCI, sou wéi den Artikel 17 vum Gesetz vum 2. August 1977 iwwert d'Schafe vun enger Société nationale de Crédit et d'Investissement an d'Artikelen 140 bis 153 vum Chambersreglement dat virgesinn.

D'Kandidatelëscht ass un all Deputéierte verdeelt ginn a läit lech och vir. Laut Artikel 148 vum Chambersreglement gëtt de Commissaire aux comptes fir dräi Joer ernannt a seng Nominatioun kann och erneiert ginn.

Den Artikel 146 vum Reglement gesäit vir, datt dës Nominatioun duerch eng absolut Majoritéit erfollegt. Déi ongülteg an déi blank Ziedelen zielen net. Vum drëtten Tour u geet déi relativ Majoritéit duer.

Am Chambersreglement gëtt de Vote par procuration net ernimmt. Et gëtt also nëmme perséinlech ofgestëmmt.

Da géif ech dann eis Huissiere bieden, d'Wahlziedelen auszedeelen.

M. Robert Weber *(CSV).*- Här President!

M. le Président.- Ah, den Här Weber freet nach d'Wuert.

M. Robert Weber *(CSV).*- Ech wollt lech matdeelen, dass ech un deem Vote net deelhuelen, aus Ursaache vu Befaangenheet als Administrateur vun där Gesellschaft.

M. le Président.- Mir ginn lech Akt dovun, Här Weber.

Sou, ech géif dann den Appel nominal maachen, fir d'Stëmmziedelen anzesammelen.

Vote secret

Fir d'Éischt den Här Adam, d'Madame Adehm, d'Madame Andrich-Duval, den Här Angel, d'Madame Arendt, den Här Bauler, den Här Bausch, den Här Berger. Den Här Bettel schéngt net do ze sinn, den Här Boden och net. Den Här Bodry. D'Madame Brasseur schéngt och net do ze sinn. Den Här Braz, den Här Clement, den Här Colombera, d'Madame Dall'Agnol, den Här Diederich, d'Madame Doerner, den Här Eicher, den Här Eischen, den Här Engel, den Här Etgen, den Här Fayot, d'Madame Frank, den Här Gibéryen, den Här Gira, den Här Gloden, den Här Haagen, den Här Haupert, den Här Helminger, den Här Henckes. Den Här Kaes schéngt net do ze sinn. Den Här Kartheiser, den Här Klein, den Här Kox. Den Här Lies schéngt och net do ze sinn. D'Madame Lorsché, d'Madame Loschetter, den Här Lux, den Här Meisch, d'Madame Mergen, den Här Meyers, ech selwer, d'Madame Mutsch, den Här Negri, den Här Oberweis, d'Madame Polfer, den Här Roth, den Här Schaaf, den Här Scheuer, d'Madame Scholtes, den Här Spautz, d'Madame Spautz, den Här Urbany, den Här Wagner, den Här Weiler, den Här Weydert, den Här Wilmes an den Här Wolter.

D'Sitzung ass ënnerbrach.

(Interruption de la séance publique à 14.46 heures.)

* * *

(Reprise de la séance publique à 14.49 heures.)

D'Sitzung geet erëm weider.

Am Ganze si 50 gülteg Stëmmziedelen ofgi ginn. Dovunner krut den Här Patrick Wies 49 Stëmmen. Ee wäissen Ziedel ass ofgi ginn. Domadder ass den Här Patrick Wies zum Commissaire aux comptes vun der SNCI ernannt.

Total vun de Wahlziedelen:	50
Blank Wahlziedelen:	1
Ongülteg Wahlziedelen:	0
Gülteg Wahlziedelen:	50
M. Patrick Wies	49

Mir kommen dann elo zu der Question élargie N°24 vum Här Serge Urbany iwwert d'Changementer am Actionnariat vun der Cargolux. Den Auteur vun der Fro huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister seng Zousazfro virzedroen. Der Regierung stinn zéng Minutten zou. Den Här Urbany kritt elo d'Wuert.

7. Question élargie n°24 de M. Serge Urbany sur les changements prévus dans l'actionnariat de Cargolux

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Meng Fro, déi jo urspréinglech als Question urgente gestallt ginn ass scho virun zwou, dräi Wochen, bezitt sech op eng Rei vun Informatiounen, déi ganz nei a ganz wichteg waren, an engem Artikel vum „Lëtzebuerger Wort" vum 3. Mäerz dëst Joer.

Meng éischt Fro heescht: Ass et richteg, wat dosteet, dass an engem Vertrag tëschent Aktionäre vun der Cargolux d'Méiglechkeet - ech soen: d'Méiglechkeet - vun enger bevirzugtener Kapitalerhéijung fir een eenzelnen Aktionär - Qatar Airways - bis zu 49% vum Kapital vu Cargolux festgehale ginn ass?

Dass et e Pacte d'actionnaires gëtt, mengen ech, wësse mer schonn zënter enger Question urgente am Juli hei an der Chamber, awer net, dass d'Méiglechkeet vun enger Kapitalerhéijung op bal d'Halschecht vum Kapital an domat eng Interventiounsméiglechkeet - kann ee soen - in Augenhöhe vun engem Aktionär méiglech gëtt, der Qatar Airways, déi, souwäit ech informéiert sinn - wann et net wouer ass, sot Der mer et -, zur Halschecht engem anere Stat gehéiert an zur anerer Halschecht dem Statschef vun deem Stat.

Wier dat net och contraire zu de Statuten, déi en Droit préférentiel fir déi al Aktionäre virgesinn, dat heescht e Status quo am Kräfteverhältnis tëschent den Aktionäre virgesinn?

Da géif sech nämlech och d'Fro vun der Legalitéit vun esou engem Pacte d'actionnaires en marge vun deenen normale Publikatiounen am Mémorial an esou weider stellen. An da misst ee sech wierklech d'Fro stellen, firwat dat iwwert deen do Wee gemaach ginn ass.

An, wat ass dann ze halen dovun, wann dat sollt festgehale sinn, déi Méiglechkeet an engem Pacte d'actionnaires? Et muss ee sech froen, firwat jo anscheinend - an ech bieden lech, mer dat entweder ze confirméieren oder ze invalidéieren -, dass bekannt ginn ass haut an der Press, dass vun der Regierung d'Zouso komm ass, den Afloss vum öffentlechen Actionnariat bei 65% awer ze beloossen. Dat wier da jo contraire zu deem Pacte d'actionnaires, deen do mam Katar gemaach ginn ass. Wier dat an deem Fall mat deenen aneren Aktionären aus dem Katar ofgeschwat ginn?

Zweet Fro, déi ech wëll stellen: Mir liesen ëmmer erëm, dass esou e Pacte d'actionnaires ënner Secret défense oder ënner Secret d'État souguer géif falen. Dat sinn d'Wierder, déi gebraucht ginn an Artikele vun net egal wat fir enger Zeitung, an Artikele vum „Lëtzebuerger Wort", wat geméinlech gutt informéiert ass an deenen dote Froen, well et jo och der Regierung relativ nosteet.

Wann d'Äntwert jo ass, dat fält ënnert de Secret vum Stat, hätt ech herno nach eng aner Zousazfro ze stellen, mä ech mengen awer net, dass dat de Fall ass. Ech mengen, dass et sech hei ëm en normale kommerziellen Accord tëschent Aktionäre vun enger Gesellschaft handelt, mam Ënnerscheed allerdéngs, dass d'Aktionäre vun där Gesellschaft keng normal Aktionäre sinn.

Mir hunn hei eng staatlech total kontrolléiert Fluggesellschaft vum Katar; mer hunn d'Luxair, déi och majoritär dem Stat gehéiert; mer hunn zwou Statsbanken, d'BCE (veuillez lire: d'BCEE) an d'SNCI, déi als Établissements publics ganz zum Stat gehéieren, vun him kontrolléiert ginn a souguer der Kontroll vun der Chamber ënnerleien, wéi mer elo just bei deem Punkt virdrun, wat d'SNCI ugeet, gesinn hunn. Si hunn allen zwee als öffentlech Missioun, zum ekonomeschen a sozialen Développement vum Land bäizedroen.

Duerfir wëll ech d'Fro stellen: Firwat, Här Minister, hutt Der schonn e puermol gesot - ech riichte mech do virun allem un den Här Minister Wiseler, dee schonn derzou sech geäussert huet -, dass d'Chamber net d'Recht hätt, sech an eng kommerziell Gesellschaft anzemëschen, ënnert deenen dote Verhältnisser?

An ech verlaange wierklech eng prezis Äntwert derzou, eng juristesch begrënnt Äntwert, firwat et d'Chamber näischt ugeet, wat do geschitt an där Gesellschaft, déi esou wichteg jo awer ass fir d'ekonomesch Interesse vun eisem Land.

D'drëtt Fro betrëfft d'Iwwerhuele vun der BIL duerch e katareschen Investitiounsfong, an ech wëll do d'Fro stellen: Wat huet dat fir en Afloss op d'Aktionärsverhältnis, well mer jo wëssen, dass d'BIL Aktionär vun der Luxair ass an d'Luxair erëm eng Kéier Aktionär vun der Cargolux ass?

Ass et net souguer méiglech, dass schlussendlech nach méi eng grouss Part vun der Luxair un d'BIL geet, an domat och den Afloss vum Katar op d'Luxair wiisst, an et iwwert dee Wee eventuell méiglech ass, den Afloss vum Katar op indirektem Wee am Kapital vun der Cargolux iwwert den Ëmwee vun der Luxair nach ze steigeren, nom Modus 35% direkt an de Rescht nach iwwert d'Luxair - a vum Rescht wësse mer net, wat dat ass?

Eng véiert Fro: Verléiert d'Cargolux seng Lizenz an Europa, wann de Katar géif majoritär ginn an der Cargolux?

Ech mengen, déi Äntwert ass zwar scho gi ginn, dass dat selbstverständlech Konsequenzen hätt op de Siège vun der Gesellschaft. An ech wëll froen: Wat fir Konsequenzen hätt dat dann och op de Standuert Lëtzebuerg?

Fënneft Fro: Wat seet de Pacte d'actionnaires iwwert d'Modalitéite vun enger eventueller Verschiebung am Actionnariat? Niewent enger Kapitalerhéijung gëtt et jo och nach Méiglechkeeten, fir en Aktiëverkaf ze maachen, wat jo déiselwecht Auswierkung eventuell hätt.

Ass et virgesinn a steet eppes dran am Pakt ënnert den Aktionären, fir iwwert de Wee vun engem Aktiëverkaf eng Verschiebung am Kapital ze bewierken?

Déi sechst Fro bezitt sech och op eng Äusserung an deem Artikel, wou drasteet, dass d'Regierung an all déi aner Aktionären emol wéilten d'Opreegung, déi elo entstanen ass, eriwwergoe loossen an da méi spéit eng Kapitalerhéijung wëlle virzéien.

Ech wëll d'Fro stellen: Ass dat esou?

Lescht Fro: Wéi géift Dir de Rôle vun de Katarië bei der Cargolux beschreiwen? Eischter passiv, hirer Part vu jo nëmmen engem Drëttel entspriechend? Oder hu se d'Absicht, eng Leaderroll bei der Cargolux ze spillen, wourop jo och Äusserunge vun hirem Direkter Opschloss ginn an och e Leitartikel aus dem „Lëtzebuerger Wort", e rezente Leitartikel, dee vun „unschönen Szenen" am Verwaltungsrot schwätzt a schreift - ech wëll dat awer hei zitéieren, well ech fannen, dass et awer eng ganz wichteg Fro ass, déi sech d'Chamber muss stellen:

„Man braucht kein Detektiv zu sein, um zu sehen, dass bei Cargolux ein Putschversuch im Gange ist. Der Verdacht liegt nahe, dass die Regierung dem Treiben hilflos zuschaut, weil ihr wegen der noch immer nicht abgeschlossenen Übernahme der BIL und der Kreditbank durch katarische Investoren die Hände gebunden sind. Es wundert nicht mehr, dass auch bei den Verkäufen dieser Geldhäuser der Cargolux-Präsident, ein bekannter Geschäftsanwalt, kräftig mitmischt."

Ech wëll do der Regierung d'Fro stellen: Firwat ass awer virgesinn, dee President a sengem Amt ze loossen? A wéi wäit sinn der Regierung iwwerhaapt an deem ganze Katar-Deal - dee jo net nëmmen d'Cargolux betrëfft, mä eng ganz Partie vun aneren Operatiounen -, wéi wäit sinn der Regierung wierklech d'Hänn do gebonnen, am Interessi nach vum Lëtzebuerger Land ze handelen?

Handelt et sech hei net ëm den Ufank vun enger wierklecher Statskris, déi amgaang ass ze entstoen?

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. D'Wuert kritt elo den Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President. Villes ass zu deenen Aussoen do ze soen. Ech wëll ufänken, andeem ech nach eng Kéier hei kuerz d'Ëmfeld beschreiwen, an deem mer hei dra sinn, well et ass wesentlech, datt een dat gesäit, genau analyséiert, fir och d'Situatioun ze kennen.

Mir sinn an engem schwieregen Ëmfeld hei, well mer wëssen, datt an der Fligerei an haaptsächlech am Cargo, net nëmme Cargolux, mä all déi aner Gesellschaften och weltwäit an enger extrem kriddelecher, schwiereger Situatioun sinn, well de Volume erofgeet, well d'Konkurrenz ganz haart ass, well d'Capacitéiten an d'Luucht ginn, well d'Präisser erofginn, well de Fuel an d'Luucht geet, well d'Konkurrenz vun de Flughäfen ënner sech net onproblematesch ass, haaptsächlech och hei an eiser Géigend, wou Hahn a wou Léck dem Flughafe grouss Konkurrenz maachen, well mer hei e Verbot fir Vols de nuit hunn a well mer an engem Ëmfeld sinn, wat wierklech net evident momentan ass, also mer an enger schwiereger ekonomescher Situatioun fir de Cargo sinn, fir d'Fligerbetriber am Allgemenge weltwäit an och zu Lëtzebuerg.

Dir wësst, wéi d'Evolutioun vun den Zuele vun der Cargolux an deene leschte Jore war. Nodeem datt 2008 an 2009 ganz schwiereg Jore waren, wou Changementer schonn am Kapital waren, wou de Stat deelweis Kapital iwwerholl hat, wou och Kapitalerhéijungen hu misse gemaach ginn, sinn déi Zuelen am Joer 2010 besser ginn. Och 2011 war dat nach de Fall, awer um Enn vun deem Joer 2011 an Ufank 2012 si momentan extrem Schwieregkeeten an der Cargolux.

Och d'Zuelen, déi sech do schreiwen, si momentan rout Zuelen. Sou dass déi ganz Diskussioun iwwer eng Kapitalerhéijung eng Diskussioun ass, déi iergendzwousch eng Kéier opkomm ass, mä wou et an dësem Moment - an dat soen ech nach eng Kéier - ganz kloer extrem schwiereg ass, ze wëssen, wéi d'Evolutioun an deenen nächste Méint wäert lafen.

Et ass kloer, datt elo, an dësem Moment, eng Kapitalerhéijung net gefrot ass an eng Kapitalerhéijung och net noutwendeg ass. Mir wëssen awer net, wéi d'ekonomesch Situatioun an deenen nächste Méint weider evoluéiert, sou datt et schwéier virauszegesinn ass, ob an dësem Joer oder net, respektiv d'nächst Joer, muss eng Kapitalerhéijung kommen. Op jidde Fall, an dëser Assemblée générale, déi muer wäert stattfannen, ass keng esou Demande um Ordre du jour gewiescht.

Zu dem Här Urbany senger Fro, der Fro, déi effektiv an der Zeitung oft gestallt gi war vun den 49%, an et ass souguer an der Zeitung gesot ginn, et wier ofgemaach ginn, datt automatesch de katareschen Aktionär op 49% géif goen, do wëll ech ganz kloer soen, datt dat net de Fall ass. E Geheimofkommen, vun deem heiansdo geschwat ginn ass, wou gesot ginn ass, et wier en Automatismus, datt d'Qatar Airways kéint op 49% vum Actionnariat goen, gëtt et net.

Mäin nächste Saz, Här Urbany, wann Der mech weiderschwätze loosst, dat ass deen, datt den „shareholders´ agreement" oder Pacte d'actionnaires awer en normale Pakt ass, en normaalt Pabeier ass. All Kéiers, wa Gesellschaften oder wann Aktionären an enger Gesellschaft zesummekommen, gëtt normalerweis e Pacte d'actionnaires ënnerschriwwen, gëtt normalerweis en „shareholders´ agreement" gemaach. Et ass also net, fir hei ze maachen, wéi wann dat elo en extrat Ofkomme wier, an et ass net vun engem Secret oder Secret défense, oder wat Der elo alles gesot hutt, ze schwätzen.

Normal ass eng Klausel, datt esou ee Pacte d'actionnaires tëschent den Aktionären e confidentiellë Charakter huet. Dat ass hei esou wéi op anere Plazen, a fir de Rescht sinn all déi aner Saachen, déi Der genannt hutt, wéi Secret défense a Secret, sécherlech net de Fall.

Dee Pacte d'actionnaires gesäit vir, datt de katareschen Aktionär - Qatar Airways - net kann iwwer 49% goen. Et ass u sech de Contraire! An deem Pacte d'actionnaires ass eng Klausel, wou gesot gëtt, et kann ni iwwer 49% sinn. Dat heescht, de Lëtzebuerger Actionnariat oder déi Entreprisen a Leit, déi dozou gezielt ginn, mussen ëmmer 51% hunn. Dat ass dat, wat drasteet, wat awer och eng Clause ass, déi am Fong jo d'Intérêtë vu Lëtzebuerg préservéiert.

Also, et ass ni en Automatismus de Fall, et ass ni eng Obligatioun de Fall, et ass just gesot, iwwer 49%: Neen! Fir déi Saach och emol eng Kéier kloer ze soen, an do ass och näischt dra vu bevirzéien oder net bevirzéien. Just déi Klausel ass esou kloer an däitlech an deem „shareholders´ agreement" opgezeechent.

Dir sot: Firwat sinn ech heiansdo retizent, fir iwwer all déi Froen do an der Chamber ze schwätzen? Mä, well zwar eng ganz Rei Lëtzebuerger Entreprisen, wou de Stat Aktionär deelweis ganz, deelweis hallef dran ass, an der Cargolux mat dra sinn. Mä nach, mä nach ass et eng privat Gesellschaft, an nach behuelen och déi Aktionäre sech hei wéi um Privatmarché, wéi Privataktionären an hunn eng Rei Obligatiounen. Notamment wa Pakten ënnerzeechent ginn, notamment wa Confidentialitéitsklausele mat aneren Aktionären dra sinn, musse se sech dorunner halen a musse se u sech och sech behuelen, wéi wa se um private Marché sech als normale privaten Aktionär géife behuelen. Dat fannen ech awer eng absolut Normalitéit.

Dann ass gëschter och gesot ginn an deenen Diskussiounen, déi mer notamment mat de Gewerkschaften haten, datt d'Regierung der Meenung ass, datt deen Équiliber, esou wéi en elo an dem Actionnariat besteet, mat engem Partenariat mat Qatar Airways, wat e Partenariat vu 35% ass, datt dat en Équiliber ass, dee fir eis okay ass, an datt mer och wëllen, datt an der nächster Zäit deen do Équiliber esou bleift, wéi en elo ass. Mir hunn also ganz kloer d'Zilsetzung, fir dësen Équiliber esou bäizehalen.

Dir hutt mech iwwert d'Roll vun de Katarien oder vu Qatar Airways ugeschwat. D'Qatar Airways ass en Aktionär, dee sech hei wéi e privaten Aktionär behëlt an deen och d'Zukunft vun der Gesellschaft esou gesäit, datt et eng Gesellschaft ass, déi iergendzwousch eng Kéier Gewënn bréngt an déi rentabel soll sinn. Ech fannen dat och en normaalt Behuele vun engen Aktionär, datt en op déi Zilsetzung erausgeet.

An ech soen och ganz kloer, wa mer hei iwwer eng Kapitalerhéijung schwätzen, dann ass et awer net esou, datt eng Kapitalerhéijung bei enger Gesellschaft eppes Normales ass an datt eng Kapitalerhéijung no enger Kapitalerhéijung an nach eng hannendru sollte kommen, an datt mer dat esou au fur et à mesure als en normale Werdegang fannen. Esou kann et net goen. Hei ass eng Kapitalerhéijung, déi eventuell virgesi gëtt, fir aus enger schwiereger Zäit, aus engem schwierege Moment erauszekommen.

Dir wësst, datt d'Cargolux ganz schwiereg Zäiten hat. Si hat och ganz vill Problemer mam „antitrust", dat wësse mer alles. Also gëtt eng Kapitalerhéijung envisagéiert. Mä wat awer gradesou kloer ass a wat gradesou noutwendeg a mengen Aen och ass, dat ass, datt elo eng „business review" gemaach gëtt vun der Gesellschaft selwer, datt och eng Flotterevue gemaach gëtt, an datt de Management, den CEO an de CFO mat hiren Experten eng Kéier kucken, wéi an der nächster Zukunft déi Strategie vun der Gesellschaft soll ausgesinn, fir datt et och eng Gesellschaft ass, déi gewënnbréngend ass, déi eng Rentabilitéit huet, a wou, wann eng Kapitalerhéijung dann eng Kéier muss gemaach ginn, een awer ka soen, datt dat an nächster Zäit déi lescht ass, mä datt mer dann och eng Zukunft mat der Gesellschaft hunn, wou se ka profitabel schaffen.

Dorëms geet et an duerfir muss och elo eng „business review" gemaach ginn. Aus där „business review" mussen d'Konsequenze gezu ginn, wéi an enger extrem changéierter, extrem concurrentieller Welt d'Cargolux, déi enorm vill Atouten huet an déi mer och hei zu Lëtzebuerg brauchen, wéi déi Cargolux sech der Konkurrenz ka stellen an och hir Zukunftsperspektiven opzeechnen. Et ass dorëmmer, wou et geet, an et ass dat, wat an deenen nächste Woche muss ausgeschafft ginn a wat muss geschéien.

Ech weess elo net, ob ech all d'Froe beäntwert hunn, Här Urbany. Ech hu probéiert, se mir, esou schnell wéi ech konnt, opzeschreiwen, mä Dir hutt jo nach d'Méiglechkeet, fir elo eng hannendrun ze stellen. Wann ech eng vergiess hätt, maacht Der dat jo elo sécher.

M. le Président.- Merci dem Här Nohaltegkeetsminister. Här Urbany, Dir hutt jo am Prinzip nach d'Recht, eng Zousazfro ze stellen. Ech wëll Iech just drop opmierksam maachen, datt Der schonn Är Zäit ëm 2,5 Minutten iwwerzunn hutt. Dat heescht, haalt Iech wann ech gelift ganz kuerz!

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ech si mir däers bewosst, Här President. Ech hat mech och scho bal net getraut, nach eng Fro ze stellen.

(Hilarité)

Dir sot, Här Minister, vis-à-vis vun den Aktionäre misst esou ee Pakt confidentiel sinn. Et ass awer de Problem: Deen Aktionär, deen hei majoritär ass, ass keen normalen Aktionär. Et ass de Lëtzebuerger Stat, iwwer seng Agencen eventuell, deen do agéiert. An de Gesetztexter steet dran, d'SNCI an d'Spuerkeess hätten d'Mission publique, fir beim Investissement a beim Développement vun der Ekonomie a vum Emploi ze hëllefen.

Et kann also net sinn, dass absolut keen Droit de regard do ass. Wann en Droit de regard do ass, fir eng Beschäftegungsinitiativ vun enger Gewerkschaft ze kontrolléiere bis an dee leschten Euro eran, da muss awer och, mengen ech - an dat ass meng Fro - d'Méiglechkeet sinn, doranner en Ableck ze kréie vun enger Chamber, déi schliesslech awer hei am Land souverän ass an d'Regierung ka kontrolléieren an och der Regierung hir Agencë ka kontrolléieren.

Wat Der sot zu deenen Interesse vum Stat, déi do concernéiert...

M. le Président.- Här Urbany, neen, ech mengen, Dir konnt elo nach eng Zousazfro stellen. Et geet hei net drëm, fir nach eng Kéier déi ganz Fro erëm frësch ze développéieren, well ech hat Iech jo elo schonn 2,5 Minutte méi ginn. Dir hutt elo schonn erëm eng Minutt hei développéiert. Ech géif wierklech awer elo proposéieren, den Här Minister géif Iech nach op déi Fro do äntwerten, an da wier d'Diskussioun awer domadder ofgeschloss.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Dat heescht, eng zweet kann ech also elo net méi stellen?

M. le Président.- Neen, dat gesäit eist Reglement net vir, Här Urbany.

(Brouhaha général)

Här Nohaltegkeetsminister, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- D'Äntwert op déi do Fro hat ech schonn deelweis virdru ginn. Et si selbstverständlech Betriber, wou deelweis oder ganz de Stat als Aktionär dran ass, mä déi sech awer hei, an dësem Kontext, als Privataktionären, als Privatbetriber musse behuelen, fir eng Privatgesellschaft wéi d'Cargolux ze leeden. Ech fannen dat eng normal Aart a Weis, fir hei virzegoen.

An ech wëll awer trotzdeem hannendru soen, datt déi Informatiounen, déi d'Chamber kritt, a multiple Sitzunge vun der Kommissioun op Ufro vun deenen eenzelnen Deputéierten och, souwäit et méiglech war, geäntwert ginn ass. An ech hat nach selten esou vill Ufroen, wou ech hei muss oder däerf an der Chamber optrieden, fir déi noutwendeg Explikatiounen ze ginn. Och haut ass erëm e Beispill, datt mer awer eng ganz Rei vun den Explikatiounen dann, wann et muss sinn, der Chamber evidenterweis ginn.

An ech ka mech och engagéieren - an dat schéngt mer och ganz kloer -, datt, wa Changementer kommen, an dat ass d'selwecht wéi d'leschte Kéier bei de Kapitalerhéijungen, wou mer genau datselwecht gemaach hunn, dann evidenterweis d'Chamber gradesou wéi de Comité mixte, esou wéi dat Gesetz et virgesäit, informéiert gëtt en bonne et due forme, an datt all déi Informatiounen, déi da mat dem staatleche Geschehen zesummenhänken, evidenterweis d'Chamber ka kréien an dee Contrôle exercéieren, dee se muss exercéieren.

M. le Président.- Merci dem Här Nohaltegkeetsminister. Domadder wiere mer um Enn vun dësem Punkt.

Mir kommen dann elo zum éischte Projet de loi vun de Mëtten, nämlech de Projet de loi 6287 iwwert de Bau vum Lycée technique agricole zu Gilsdref. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Hären Etgen an Negri, d'Madame Lorsché an den Här Colombera. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Lucien Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

8. 6287 - Projet de loi relatif à la construction d'un Lycée technique agricole à Gilsdorf

Rapport de la Commission du Développement durable

M. Lucien Clement *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, éier ech elo de Projet 6287 vum Lycée technique agricole zu Gilsdorf virstellen, nach kuerz, wéi dat esou üblech ass fir de Rapporteur, zu den Aarbechten an där zoustänneger Chamberskommissioun.

De Projet ass den 19. Mee 2011 vum Här Minister Claude Wiseler hei an der Chamber déposéiert ginn. Dem Statsrot säin Avis ass den 11. Oktober 2011 do gewiescht. Den 29. Juni 2011 huet d'Chamberskommissioun mech dann zum Rapporteur ernannt. Den 29. Februar 2012 huet d'Kommissioun de Projet an och d'Avisë vum Statsrot ënnert d'Lupp geholl, an den 20. Mäerz konnt dunn dee virleiende Rapport majoritär an der Kommissioun ugeholl ginn.

Éier ech elo op den Detail vum Projet aginn, erlaabt mer, Här President, awer e kuerze Bléck zréck an d'Geschicht vun der Formation agricole hei am Land ze werfen.

Duerch groussherzoglecht Reglement vum 29. September 1848 sinn éischt Coursen an der Landwirtschaft zu Dikrech an d'Liewe geruff ginn. Knapps aacht Joer méi spéit, 1856, sinn dës Coursen awer nees opgehale ginn, nodeems zu Iechternach eng Ackerbauschoul geschafe gi war. 1868 ass op d'Décisioun hi vun där deemoleger Chamber dës Schoul zu Iechternach awer erëm zougemaach ginn.

Duerch Gesetz vum 28. Februar 1883 ass den Institut de l'État zu Ettelbréck gegrënnt ginn, mat enger Station expérimentale de chimie agricole. Op dëser Plaz sinn zwee Joer laang Formatioun an eng Classe préparatoire ugebuede ginn. Vun 1883 un huet och schonns en Internat zu dëser Schoul gehéiert.

1927 huet d'Chamber gréng Luucht gi fir de Bau vun enger neier Ackerbauschoul. Dëst neit Gebai an der Avenue Salentiny ass 1932 ageweit ginn. Deemools waren et 122 Schüler, déi op fënnef Klassen opgedeelt gi sinn.

1971 ass den Institut d'enseignement agricole geschafe ginn an den Unterrecht ass op fënnef Joer ausgebaut ginn. Duerch d'Schafe vum Enseignement secondaire technique 1979 ass den Ackerbauunterrecht an d'Formation professionnelle integréiert ginn ënnert deem neien Numm „Lycée technique agricole".

Am Laf vun de Jore sinn nei Formatiounen agefouert ginn, wéi zum Beispill de Mécanicien fir landwirtschaftlech Maschinnen 1986, d'Formation horticole 1988, d'Formation „forêt-environnement" 1993 souwéi de Régime de la formation du technicien 1999.

Am Schouljoer 2008/'09 ware 652 Schüler am LTA ageschriwwen. Se hu sech op 50 Klasse verdeelt, an dat nach ëmmer an deene Gebaier, déi 1927 gebaut gi sinn. 1985 sinn am Haaptgebai allerdéngs e puer Säll derbäikomm: zwee Atelieren an e puer provisoresch Ariichtunge fir de Gaardebauunterrecht. Des Weidere si fënnef Klassesäll am Internat aménagéiert ginn.

An der Annex vum Site op der Laduno stinn nach eemol véier Klassesäll zur Verfügung: een Atelier fir Fleuristen, zwee Ateliere fir Metallaarbechten an e Garage fir Reparaturen. Hei ass de Mietvertrag 2012 opgeléist ginn.

Säit dem 1. August 2001 ass och nach d'Hal vun der „Gamm Vert" zu Colmer-Bierg gelount ginn, an dat fir de prakteschen Unterrecht fir d'Landschaftsgäertner.

Här President, esou wäit zu mengem kuerzen historesche Réckbléck. Komme mer elo awer op dat, wat an deem heite virleiende Projet realiséiert gi soll.

Eleng de Fait, datt de Lycée technique agricole op verschiddene Plaze muss funktionéieren, geet u sech schonn duer, datt dëse Projet elo endlech Realitéit gi soll, an dat no bal 25 Joer méi oder manner leidenschaftlechen Diskussiounen. Diskussiounen, déi vun alle Betraffene gefouert gi sinn: vun der Politik, vun der Schoul selwer wéi och vum Baueremilieu.

Am Moment funktionéieren néng Klassen am ënneschte Cycle am LTA. De Cycle moyen an de Cycle supérieur proposéieren déi folgend Sektiounen: éischtens, d'Formation agricole, verschidde Formations horticoles, d'Formation „forêt-environnement" a verschidde Formatioune fir de Mécanicien. Weider Formatiounen, ënner anerem am wëssenschaftleche Beräich, si virgesinn.

Fir de gudden Oflaf vun all dëse Coursen a Formatiounen ze garantéieren, ass am Projet selwer virgesinn, ausser Klassesäll och speziell Säll an Atelieren anzeriichten. Dernieft si folgend Infrastrukture virgesinn: eng Kantin, en Internat, e Sportssall an och e Sportsterrain, e Busquai an e Parking mat plus/minus 105 Plaze fir d'Personal.

Wat de Site elo ugeet, wou déi nei Ackerbauschoul hikomme soll, esou ass deen an der Périphérie vun Dikrech/Gilsdorf. Den Terrain ass ronn 15 Hektar grouss a läit gréisstendeels um Territoire vun der Gemeng Bettenduerf. E méi klengen Deel op der westlecher Extremitéit vum Terrain läit an der Gemeng Dikrech. Am Weste läit den Terrain un der N14, am Süden um Feldwee, dee sech „um Knäppchen" nennt, an nördlech trennt just en Hang mat Beem deen zukünftege Campus vum bestehende Sportskomplex, mat deem heitege Lycée classique herno och den Nordstadlycée, an der Hotelsschoul.

Méi spéit kënnt nach en neit Gebai mat engem Labo fir d'ASTA a Büroe fir d'Chambre d'Agriculture op deem neie Site derbäi. Dës Gebaier sinn allerdéngs an deem Projet, dee mir haut elei virleien hunn oder haut diskutéieren, nach net derbäi.

Esou wéi Der et scho vläicht aus menger Beschreiwung eraushéieren hutt, läit den Terrain an engem Hang, an deem dréit d'Konzeptioun vum Gebai dann natierlech och Rechnung, well et gëtt probéiert, dat Ganzt esou harmonesch wéi méiglech doranner och ze integréieren. Vu datt et ëmmer méi schwiereg ass, eppes an enger Ried ze beschreiwen, wat ee sech vill besser virstelle kann, wann een et gesäit, invitéieren ech Iech alleguerten, d'Pläng ze kucken, wéi se am Projet duergestallt sinn. Et ass sécher méi einfach fir déi, déi interesséiert sinn. A se kënne sech och e bessert Bild maache vum ganze Site.

Just e puer kleng Informatiounen zur Architektur. Deen neien LTA besteet aus sechs Gebaier plus d'Internat. D'Gesamtfläch ass 21.655 m². Déi verschidden Deeler si matenee verbonnen a se leie soit parallell soit perpendiculaire zu de Courbë vum topografeschen Niveau vum Hang. Iwwerhaapt ass, wéi schonns virdru gesot, dee ganze Komplex ëm eng Ost-West-Achs parallell zu dem Niveau vun de Courbë vum Terrain konzipéiert. Déi Haaptachs ass dann och eng Aart Galerie, vun där aus den Accès zu deene verschiddenen Niveaue vun de Gebaier verdeelt gëtt.

Wat souwuel d'Architektur, d'Materialien, d'Energiekonzept an och déi technesch Installatiounen ugeet, ass de ganze Projet no den Exigenze vun der nohalteger Entwécklung geplangt ginn.

Den Accès op de Site ass iwwert de Kreesverkéier vun der N14 aus garantéiert. Dësen ass allerdéngs net am virleiende Projet virgesinn, weder finanziell nach architektonesch, well e fält ënnert d'Kompetenz vun de Ponts & Chaussées a gëtt och vun hinne gebaut.

Eng nei Foussgängerverbindung gëtt dann nach tëschent all deene schonns bestehende schouleschen a Sportsinfrastrukture gebaut.

Wat d'Finanzen elo ugeet, wäert de Gesamtkäschtepunkt bei ronn 100 Milliounen Euro leien. D'Exploitatiounskäschte belafe sech

op bal 2,4 Milliounen Euro pro Joer. An den Entretien gëtt op ronn 1,2 Milliounen d'Joer geschat. Derbäi kommen nach Personalkäschten an der Héicht vun enger Millioun an d'Frais de fonctionnement vun 1,15 Milliounen.

Här President, ofschléissend nach ee Wuert zum Avis vum Statsrot. Nieft e puer punktuelle Remarquen huet déi héich Kierperschaft festgestallt, datt de Lycée Gilsdorf net am Aklang mam Plan directeur sectoriel «Lycées» ass, well deen nach virgesinn hat, datt dat aktuellt Gebai zu Ettelbréck aus- oder ëmgebaut sollt ginn. Mir kruten awer op dës Remarque hi vum Statsrot an der Kommissioun déi néideg Erklärunge vum Minister Claude Wiseler.

Nichtsdestotrotz huet de Statsrot dem Projet awer gréng Luucht ginn, a mir kënnen haut och doriwwer ofstëmmen.

Ech hu mäin Exposé elo relativ kuerz gehalen. Sollten awer Froen opbliwwe sinn, déi éischter technescher Natur sinn, kënnt Dir dat a mengem schréftleche Rapport noliesen an natierlech och am Projet de loi selwer.

Här President, ech soe Merci fir d'Nolauschteren, hoffen awer, datt dëse Projet eng grouss Zoustëmmung elei an der Chamber kritt, well, wéi gesot, scho 25 Joer laang gëtt heiriwwer diskutéiert, datt mer dee solle kréien. A selbstverständlech ginn ech zu dësem Projet den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Ech soe Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Rapporteur Lucien Clement. Als éischte Riedner ass den Här Fernand Etgen agedroen. Här Etgen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Fernand Etgen *(DP)*.- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer virewech, dem Rapporteur, dem Här Lucien Clement, fir säi schréftlechen a mëndleche Virtrag ze félicitéieren an him villmools Merci ze soe fir seng Aarbecht.

Et ass längstens gewosst, datt déi bestehend Gebailechkeete vun der Akerbauschoul an der Avenue Salentiny zu Ettelbréck et net méi erlaben, an engem Ëmfeld ze funktionéieren, dat den heitegen Usprëch gerecht gëtt.

D'Akerbauschoul zu Ettelbréck ass eng Schoul mat Traditioun. E groussen Deel vun de Lëtzebuerger Bauere sinn do passéiert. Perséinlech hunn ech grousse Respekt virun dëser Schoul. Ech war selwer do.

Plusieurs voix.- Aaahhh!

(Interruptions)

M. Fernand Etgen *(DP)*.- Et ass eng Schoul, déi sech an deene leschte Joren immens entwéckelt huet, an ech si stolz drop, Här Henckes, datt ech an där Schoul war!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen *(DP)*.- Et ass eng Schoul, déi sech an deene leschte Joren immens entwéckelt…

(Interruption)

…huet, opgrond vun dem virbildlechen a fantasteschen Engagement vun der Direktioun an den Enseignanten. D'Direktioun an d'Enseignanten identifizéiere sech staark mat der Landwirtschaft. Als Demokratesch Partei wëlle mir dat ausdrécklech begréissen an hinnen eise Respekt ausspriechen.

(Interruptions)

Une voix.- Oh là là!

M. Fernand Etgen *(DP)*.- D'Lëtzebuerger Landwirtschaft brauch haut zwéngend eng modern Schoul. Fir d'Demokratesch Partei ass den Neibau vun enger moderner landwirtschaftlecher Schoul vu virrangeger Bedeitung. Säit Jore war et den ausdréckleche Wonsch vun der DP-Fraktioun, datt, wann d'Lëtzebuerger Landwirtschaft eng Zukunftschance soll hunn, mir an engem accéléréierte Rhythmus an déi konkret Realisatiounsphas musse kommen.

D'Landwirtschaft brauch een Ausbildungszentrum, ee Kompetenzzenter, woubäi d'Schoul d'Häerzstéck soll sinn. Wéinst deene groussen Erausfuerderungen, déi un de Secteur gestallt ginn - Stéchwierder hei: Globalisatioun, europäesch Rahmebedéngungen, Konsequenze vum Klimawandel, iwwerméisseg Bürokratie, grouss Präisvolatilitéit, an ech kéint weiderfueren… -, gëllt et, der Landwirtschaft nei Impulser ze ginn.

Et muss prioritär an d'Käpp vun deene jonken, zukünftege Baueren investéiert ginn. Mir mussen d'Kreativitéit vun den zukünftege Betribsleeder förderen, duerch eng zolidd fachgerecht Ausbildung an enger zäitgemëisser Akerbauschoul. Hei soll och d'Weiderbildung organiséiert ginn. „lifelong learning" däerf och bei de Bauere keen Tabu sinn. Et gëllt, Fachkompetenz duerch Know-how-Tranfert iwwer individuell, deem eenzelne Betrib ugepasster Berodung ze schäerfen.

Här President, zënter méi wéi 20 Joer gëtt vun enger neier Schoul geschwat; de richtege Standuert konnt net ausgemaach ginn. De Bauteminister stoung staark ënner Drock. Et war wéi ee Befreiungsschlag, wéi de 16. Januar 2007 de Bauteminister an d'Schoulministesch op enger gemeinsamer Pressekonferenz ugekënnegt hunn, datt déi nei Akerbauschoul op Gilsdorf kéim.

Si krute vun Ufank u kee Luef. D'Ettelbrécker CSV huet dës Entscheedung „ganz staark" bedauert. Ettelbréck wier schliesslech d'Baurestad aus dem Norden. D'Gemeng wier net an den Entscheedungsprozess agebonne gewiescht. Et hätt keng breet Diskussioun mat den Acteure stattfonnt. Selwechten Toun bei den LSAP-Sektiounen aus der Nordstad. De Site ass net IVL-kompatibel an ass am Géigesaz zum Nordstad-Masterplang.

Une voix.- Wat huet d'DP da gesot?

M. Fernand Etgen *(DP)*.- An der Nordstad huet een…

(Interruptions)

…den Norde verluer, huet et am „Tageblatt" geheescht. De Claude Haagen sot am „Tageblatt": „Firwat maache mer dee ganzen Zauber mat der Nordstad iwwerhaapt?"

Här President, och d'Demokratesch Partei stellt sech d'Raumplanung an der Nordstad aneschters vir. Hei geet et awer och ëm ee politesche Message: De Raum vun der Nordstad als ee wirtschaftlecht a soziaalt Ganzt ze gesinn, wou et gëllt, eng vollstänneg Schouloffer unzebidden, wéi et sech fir den Haaptanziehungspunkt vun enger Regioun gehéiert. Dëst wär iwwregens och konform zu den Ziler vun der Landesplanung.

Et däerf net virkommen, datt de Stat nei Bauteprojeten op een net IVL-kompatibele Site implantéiert. Dëst ass ee Paradebeispill, wéi een et net soll maachen! Als DP bedauere mir hei haaptsächlech, datt de Stat et net fäerdegbréngt, a sengen Décisiounen déi grouss Linne vum IVL ze respektéieren, an dobäi misst dach grad bei engem integrative Konzept de Stat mam gudde Beispill virgoen.

Nei Infrastrukture gehéieren op d'Zentralachs Nordstad, op d'Achs Ettelbréck-Dikrech. Hei schéngt et awer esou ze sinn, datt de Stat bis elo awer nëmmen hallefhäerzeg ëm den Ukaf vun den néidegen Terraine sech beméit huet.

Der Regierung huet et un enger klorer a preziser Virstellung gefeelt, wou déi nei Akerbauschoul sollt hikommen. Während Joren ass emol hei, emol do, hannert der bestehender Schoul, op der Haardt Terrain kaaft ginn, am Ganzen iwwer 20 Hektar. Am Kafacte stoung déi eng Kéier: «dans l'intérêt de l'extension du Lycée agricole Ettelbruck», an déi aner Kéier: «dans l'intérêt de la construction d'un nouveau lycée technique agricole».

De virleiende Projet ass a krassem Widdersproch zu de Leitlinne vum Masterplang Nordstad, a krassem Widdersproch zu deem festgeluechte Rahmeprogramm, a krassem Widdersproch zu deenen hei festgeluechten Entwécklungsprioritéiten.

Une voix.- Et ass krass!

(Interruptions)

M. Fernand Etgen *(DP)*.- Wat déngt et, theoretesch Leitbiller an Ziler festzesetzen, Workshopen a Strategiekonferenzen…

(Interruption)

…ze organiséieren, Säiten a Säiten Ergebnisberichter ze schreiwen, deier Etüden ze maachen, wat déngt dat, wann de Stat selwer sech net drun hält? Wat déngt dat, wann d'Regierung mam Choix vum Standuert Gilsdorf ee Signal an déi falsch Richtung sent?

Hei geet et och ëm d'Kredibilitéit vun där gudder Aarbecht, déi zesumme mat de Biergerinnen a Bierger beim Opstelle vum Masterplang gemaach ginn ass. Mat esou Décisioune brauch ee sech net ze wonneren, wann d'Bierger dobaussen d'Nordstad als een theoretescht Gebilde ugesinn, wat an de Käpp vun de Leit abstrakt a fiktiv bleift. Hei gëtt Schued um Image vun där gudder Nordstad-Iddi gemaach.

Dat geet net! Dat ass d'DP net bereet, esou ze akzeptéieren!

Här President, weider ass dëse Projet net konform zum Règlement grand-ducal vum 6. Januar 2006, deen de Plan directeur sectoriel «Lycées» obligatoresch mécht. Hei war d'Vergréisserung vun der Akerbauschoul prezis virgezeechent.

Och de Statsrot huet a sengem Avis op d'Kritikpunkten iwwert de Standuert Gilsdorf higewisen an datt nach munches onkloer ass a bleift. En huet op eng Rei prozedural a rechtlech Problemer opmierksam gemaach.

Jee, wann een net weess, wat ee wëllt, da kënnt et, wéi et komme muss!

Et schéngt och esou ze sinn, datt de Stat déi lokal Begebenheeten net kennt an d'Realitéiten um Terrain verkennt a sech de Konsequenze vum Projet um Gilsdorfer Plateau net bewosst ass.

D'Akerbauschoul gehéiert eiser Meenung no net op de Gilsdorfer Plateau, mä méi urbanistesch integréiert op eng Plaz no beim Eisebunnsréseau.

Als DP si mir der Meenung, datt d'IVL-Kompatibilitéit vum dem Projet op de Gilsdorfer Héichten, déi vum iewechte staatleche Landesplaner dekretéiert gëtt, net besteet an datt dee vun der Regierung promouvéierte Projet alles, mä net nohalteg ass, an dat aus folgende Grënn:

Éischtens: D'Ökobilanz vum Standuert op dem Gilsdorfer Plateau ass schlecht! Um Plateau ze baue bréngt ee groussen Agréff an d'Natur mat sech - Versigelung vun Drainageflächen a Lännereien - a riskéiert d'Landschaftsbild ronderëm Dikrech ze verschandelen.

Zweetens: Vum ekonomeschen Aspekt aus bedeit et e grousse finanziellen Opwand, fir déi néideg Infrastrukturen - Kanal, Energie, etc. - op de Gilsdorfer Plateau eropzeleeën.

Drëttens: D'Risike vun der Grondwaasserverschmotzung sinn héich, well et sech ëm e Quelleschutzgebitt vun der Stad Dikrech handelt.

Véiertens: De Standuert ass absolut net ugebonnen un den öffentlechen Transport an topografesch esou geleeën, datt e souwuel zu Fouss wéi och mam Vëlo schwéier erreechbar ass.

Fënneftens: Deemno géif de Projet op dëser Plaz vill onnëtzen Individualverkéier an zousätzleche Schoultransport duerch de Stadkär generéieren, wat d'Stroossen am Zentrum vun Dikrech einfach net géife packen.

Sechstens: De Standuert ass wäit ewech vun alle soziokulturellen Infrastrukturen: Gastronomie, Fräizäit a Commerce.

Siwentens: De Standuert huet direkt Auswierkungen op d'Liewensqualitéit vun den ugrenzende Wunngebidder.

Här President, Dir gesitt, d'Demokratesch Partei huet vill gutt Grënn, de Standuert op dem Gilsdorfer Plateau ofzelehnen.

Aus all dësen Ursaachen eraus hätte mir als DP eis gewënscht, datt d'SUP, déi Strategesch Umweltprüfung, géif virleien. An duerfir wëll ech de Minister froen: Gëtt dës gesetzlech virgeschriwwe Prozedur an dësem Dossier zu enger Formsaach degradéiert? Gëtt hei d'Opportunitéit vun der SUP net als Alibi ofgestempelt, mat alle Konsequenzen, positiver an negativer, déi sech dorauser fir dëse Projet a vill anerer hannendrun erginn?

Mir hätten eis gewënscht, de Käschtepunkt vum Giratoire op der Fielser Strooss mat der Zoufahrtsstrooss ze kennen, fir esou de wierkleche Käschtepunkt vun dësem Projet ze kennen.

Mir hätten eis gewënscht, d'Mobilitéitsetüd iwwert den Trafic am Nordstadraum léich um Dësch, fir den Impakt vun den neie Schoulinfrastrukturen op den Trafic besser aschätzen ze kënnen.

Mir hätten eis gewënscht, datt d'Nordstadgemengen oder de Comité politique Nordstad an den Entscheedungsprozess agebonne gewiescht wieren.

Mir hätten eis gewënscht, ze wëssen, ob déi Dikrecher Gemeng zu dësem Projet steet a gewëllt ass, hei eng Baugenehmegung ze ginn. Et huet een d'Impressioun, datt de Stat Pingpong mat der Gemeng Dikrech spillt, a mir si gespaant op déi zukünfteg Ballwiessel.

Ech erënneren drun, wat d'LSAP zu Dikrech am Wahlkampf, am Gemengewahlkampf gesot huet: „Wussten Sie, dass die LSAP Diekirch sich seit 30 Jahren gegen die Versiegelung auf Höhen und Anhöhen rund um Diekirch einsetzt? Die LSAP Diekirch den vom CSV-Minister gewählten Standort für den Bau aus vielen Ursachen als nicht geeignet hält?"

(Interruptions diverses)

An duerfir, Här President, opgrond vun all deem, wat ech virdru gesot hunn, soen ech lech, wann den Ettelbrécker an den Dikrecher Buergermeeschter an all aner Nordstadpolitiker an déi Politiker, déi d'Nordstadkonzept genial fannen, sech konsequent sinn a sech selwer e bësschen eescht huelen, dann däerfe se, da kënne se dëse Projet net stëmmen!

Well dëse Projet ass de Contraire vun deem, wat se am Comité politique Nordstad gehollef hunn auszeschaffen, wat se an hirer Gemeng gesot hunn, wat se an hire Parteisektioune gefuerdert hunn: de Contraire! An aus all deeneselwechten Ursaachen däerf a kann den Dikrecher Buergermeeschter dëse Projet net autoriséieren.

Här President, ech froe mech, ob de Minister sech de Konsequenze vun dësem Zeenario bewosst ass. Et geet net duer, fir e Ministère fir nohalteg Entwécklung ze schafen, vun nohalteger Entwécklung ze schwätzen, et muss een och kënnen Décisiounen iwwerdenken!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen *(DP)*.- Als Demokratesch Partei setze mir eis a fir eng nei Akerbauschoul op engem Terrain, dee wierklech IVL-konform ass, mat Berücksichtegung vum ganzen Nordstadkonzept an alle verkéierstechneschen Aspekter. Et muss e Projet ginn…

Une voix.- Hat d'Madame Brasseur net wëlles…

M. Fernand Etgen *(DP)*.- Et muss e Projet ginn, deen Hand an Hand mat alle Bedeelegten ausgeschafft gëtt, souwuel Nohaltegkeets-…

(Interruptions diverses)

Une voix.- Fannt Der keen Terrain? Dir sidd zu 26!

M. le Président.- Ech bieden Iech, dem Här Etgen nozelauschteren!

M. Fernand Etgen *(DP)*.- Et muss e Projet ginn, deen Hand an Hand mat alle Bedeelegten ausgeschafft gëtt, souwuel Nohaltegkeets- an Éducatiounsministère wéi och deene betraffenen Nordstadgemengen. Et gëtt Alternativen!

Och wa fräi Terraine sech op den éischte Bléck vum Grondstéckspräis als méi deier erweisen, kënnen dës Terrainen awer, global gekuckt, zu engem méi bëllege Gesamtprojet féieren, well ugebonnen un d'Eisebunnsnetz an u bestehend Kanal- an Energieinfrastrukturen, déi dann net méi brauche gebaut ze ginn. Déi vill diskutéiert Mobilitéitsproblematik, déi de Standuert um Gilsdorfer Plateau mat sech brénge géif, wier dann och geléist.

Alles dat mécht dëse Projet net! An duerfir wäert d'DP géint dëse Projet stëmmen.

Ech wëll awer nach eng Kéier kloer an däitlech rappeléieren, datt d'Demokratesch Partei fir de Bau vun enger neier Akerbauschoul ass, funktionell Gebailechkeeten, déi esou schnell wéi méiglech an déi konkret Realisatiounsphas solle goen. Fir d'DP ass et eng absolut Prioritéit, an d'Käpp vun deene jonken, zukünftege Baueren ze investéieren!

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Etgen. Als nächste Riedner ass den Här Roger Negri agedroen. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Elo huet den Här President vergiess, dem Här Haagen och nach d'Wuert ze ginn.

M. le Président.- Den Här Haagen ass net ageschriwwen, Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Also, wann en haut awer net hei erausgeet als Buergermeeschter an…

M. Claude Haagen *(LSAP)*.- Dir wësst, wou Gilsdorf läit?

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Dat kann dach net sinn!

M. le Président.- Här Negri, et ass un lech.

M. Roger Negri *(LSAP)*.- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt wëll ech dem Rapporteur Lucien Clement Merci soe fir säin exzellente Rapport. Zu den Detailer vum Projet ass näischt méi derbäizefügen - de Rapporteur war do exzellent -, duerfir wëll ech just e puer allgemeng Remarquë maachen.

Mir schwätzen an dësen Zäite vill dovunner, dass manner Suen am Budget sinn, dass mer musse spueren an och bei den Investitioune Prioritéite setze mussen. Wann et awer eng Investitioun gëtt, déi entscheedend fir d'Zukunft ass an domat déi gréisste Prioritéit huet, dann ass et d'Investitioun an d'Schoulen an an d'Ausbildung vun eise jonke Leit. Hei däerf net gespuert ginn an et muss alles drugesat ginn, dass am Beräich vun der Bildung déi néideg Moyenen zur Verfügung gestallt ginn. Dat heescht net, dass eis Schoule wéi Paläst mussen ausgesinn, mä mer brauche genuch adequat Raim, an deene kann enseignéiert ginn.

Wann een elo d'Evolutioun vun de Schülerzuelen am Lycée agricole kuckt, déi de Rapporteur eis presentéiert huet, a wann een déi bestehend Gebaier kennt, da weess een, dass et ouni Zweifel noutwendeg ass, en neit Gebai mat deenen néidegen Anlagen a mat engem Internat opzeriichten. De politesche Wëllen ass also do, fir d'Sue fir esou ee Projet zur Verfügung ze stellen.

Et sinn awer net nëmmen d'Suen, déi driwwer décidéieren, ob a wéi séier e Projet ka realiséiert ginn. Zu Lëtzebuerg gëtt et ganz oft Diskussiounen ëm dee gëeegente Site, an dat ass an dësem Fall och net anescht. De Minister huet eis an der Kommissioun erkläert, dass et schwiereg gewiescht wier, e Site ze fannen, deen all d'Konditiounen erfëllt hätt. Eng Ackerbauschoul brauch nun emol net nëmme Klassesäll, mä och Terraine fir de prakteschen Unterrecht, an dat am beschten op engem eenzegen, zesummenhängende Site.

Fir d'Chamber ass et net ëmmer ganz einfach, ze beuerteelen, wat fir eng Alternativsiten existéiert hätten a wat d'Vir- an d'Nodeeler dovunner gewiescht wären. De Minister huet eis awer an der Kommissioun verséchert, dass verschidde potenziell Siten analyséiert gi waren an dass keen aneren déi gewënschte Kritären esou gutt erfëllt hätt wéi deen, deen elo ausgewielt gouf.

D'LSAP-Fraktioun vertraut dorop, dass déi Analysë gewëssenhaft an objektiv gemaach goufen an dass de gewielte Site dee beschtméiglechen ass. Et bleift awer sécher, dass net all d'Aspekter vun deem Projet de loi, deem Projet hei ideal geléist sinn, ënner anerem, wat d'Ubannung un den öffentlechen Transport betrëfft.

D'Gestaltung vum Accès zum Lycée an d'Gestioun vum Verkéier sinn zwee wesentlech Elementer, fir d'Akzeptanz vum Projet méi grouss ze maachen. D'LSAP-Fraktioun geet dovun aus, dass de Minister mat den Acteuren um Terrain an dëser Fro no enger beschtméiglecher Léisung sicht, fir dass d'Ackerbauschoul geschwënn iwwer eng adequat a modern Infrastruktur verfüge kann.

Domat ginn ech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci dem Här Negri. Als nächst Riednerin ass d'Madame Josée Lorsché agedroen. Madame Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zweifellos huet déi fréier Akerbauschoul eng formidabel Entwécklung hannert sech. Am Laf vun der Zäit ass déi Schoul e wichtegen Ausbildungszentrum ginn, deen der Lëtzebuerger Landwirtschaft zeguttkënnt.

Wann ee bedenkt, datt d'Schülerzuel vun ursprénglech just engem Grapp voll op mëttlerweil iwwer 650 Studenten a Studentinne geklommen ass, datt d'Ausbildungszäit vun zwee op fënnef bis siwe Joer erweidert ginn ass an datt eng ganz Rei vu Spezialisatioune méiglech sinn, dann ass dat e klore Bewäis, datt et an dëser Schoul am Laf vum leschte Jorhonnert net un Dynamik gefeelt huet.

Eng wichteg Viraussetzung, fir datt déi Schoul hire Stellewäert an hir Beléiftheet an eisem Lëtzebuerger Schoulsystem behält, ass eng villfälteg an héich qualifizéiert Ausbildung vu jonke Leit am Secteur agricole, mat theoreteschen a praktesche Coursen. Virun allem an der Biolandwirtschaft läit zu Lëtzebuerg nach e grousst Potenzial, wat et ze notze gëllt a wat och vu staatlecher Säit misst méi ënnerstëtzt ginn.

Datt d'Infrastrukture vun dem Lycée momentan mangelhaft sinn a längst un hir Grenze stoussen, ass kee Geheimnis, a spéitstens nodeems de Bau vun der Laduno net méi zur Verfügung steet, ass et kloer, datt den theoreteschen a prakteschen Unterrecht net méi ënner gudde Bedéngungen ofleeft.

Mir stellen also net a Fro, datt Handlungsbedarf besteet an datt eng Léisung muss fonnt ginn, fir der landwirtschaftlecher Ausbildung hei am Land besser a gréisser Infrastrukturen ze schafen. Et däerft allerdéngs net iwwerraschen, datt déi gréng Fraktioun mat dëser vun Ufank u staark ëmstriddener Léisung net kann zefridde sinn. An et däerft och gradesou wéineg iwwerraschen, datt mir dësem Projet de loi aus enger ganzer Rei vun Ursaachen net wäerten zoustëmmen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, an éischter Linn werft de Choix vum Site déi fundamental Fro op, firwat mir eigentlech Gesetzer a Reglementer brauchen, wann net emol d'Regierung sech seriö drun hält.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Bei dësem Projet schreckt se net virdrun zréck, direkt zwou Prozeduren ausser Kraaft ze setzen oder zumindest ze verwässeren: éischtens déi vum Plan sectoriel «Lycées» an zweetens déi wichteg an obligatoresch Prozedur vun der sougenannter Strategescher Ëmweltpréifung, déi bei all groussem Bauprojet muss virleien, ier iwwerhaapt emol en Accord zum Bau däerf ausgesprach ginn.

Mir wären duerfir frou, vun de Regierungsvertrieder gewuer ze ginn, ob déi Ëmweltpréifung erfollegt ass oder net a wéi eng Konklusiounen - am Fall, wou - doraus gezu gi sinn. Well de Ministère vum Développement durable déi Konklusioune muss aviséieren an de Gemengen e Bericht doriwwer muss zoukomme loossen, besteet hei weider e Klärungsbedarf.

Hunn déi zwou Gemengen Dikrech a Bettenduerf en Ëmweltbericht vum Ministère kritt? A wa jo, wéi ass et méiglech, datt keng Informatiounen dozou am Dossier ze fanne sinn? A wéi ass et méiglech, datt et esou laang dauert?

Schonn eleng opgrond vun dëser ongekläerter Situatioun stelle mir eis d'Fro, ob zu dësem Zäitpunkt iwwerhaapt eng Ofstëmmung iwwert dëse Bauprojet sollt stattfannen. Wa säin Impakt op d'Ëmwelt net am Virfeld analyséiert ginn ass, weess jo kee Mënsch heibannen, op wat e sech aléisst. A wa säin Impakt op d'Ëmwelt gepréift ass, dann huet och all Fraktioun d'Recht drop, d'Resultater vun där Préifung gewuer ze ginn, gradesou wéi déi betraffe Gemengen. Am Tirang notze se net ganz vill.

En äusserst zweifelhaft Virgoe gesi mir och an der Netanhalung vum Plan sectoriel «Lycées». E Règlement grand-ducal vum November 2005 huet deem Plan sectoriel en obligatoresche Charakter ginn an huet, niewent enger ganzer Rei vu landesplanereschen Donnéeën, véier Begleetmoossname virgeschriwwen, fir d'Effikassitéit vun der Planung ze optimiséieren.

Zum Beispill sollt duerch dës Begleetmoossnamen eng Standardiséierung vun den Infrastrukturen a vun de Raimlechkeeten erreecht ginn, fir datt d'Rad net bei all Planung nees nei erfonnt muss ginn. Wéinst der hiwweleger Topografie vum Terrain erweist d'Upassung vum Gebai u standardiséiert Kritäre sech evidenterweis als schwiereg, wann net souguer als onméiglech.

Dernieft schreift de Règlement grand-ducal och vir, datt schonn eleng de Choix vun neie Siten u streng a kloer Kritäre muss gebonne ginn. Zu deene Kritäre gehéieren och déi sougenannt Exklusiounskritären, also an anere Wierder déi Kritären, déi d'Implantatioun vun engem neie Gebai aus ëmweltpolitesche oder landesplanereschen Ursaache vun Ufank un ausschléissen, wéi zum Beispill Iwwerschwemmungszonen a Penten.

Une voix.- Hach!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Nodeems de Règlement grand-ducal 2006 a Kraaft getrueden ass a vun der deemoleger Regierung als grousse Fortschrëtt vun der Landesplanung duergestallt ginn ass, setzt dës Regierung deeselwechte Règlement grand-ducal sechs Joer duerno nees ausser Kraaft an entscheet sech fir e Site, deen, wéinst senger staarker Pente - iwwregens eng Pente mat 50 Meter Héichtenënnerscheed -, nimools hätt dierfen a Fro kommen, fir eng Schoul oder en anert Gebai drop ze bauen.

Säit jeehier ware staark Hiwwelen en Tabu, wann et ëm d'Genehmegung vu Bauprojete gaangen ass. An dësem Projet schéngt deen Tabu net méi ze gëllen.

(Interruption)

Déi éischter zréckhalend oder scho bal ironesch Fro vum Statsrot, ob d'Regierung dann eigentlech déi virgeschriwwe Prozeduren agehalen huet, kann also hei mat engem kloren Neen beäntwert ginn.

Sou eng Approche ass an eisen Aen äusserst verwerflech a werft och d'Fro op, wéi et da mam verbindleche Charakter vun de folgende véier Plans sectoriels wäert ausgesinn, wann ee schonn an dësem Stadium e Paradebeispill erlieft, wéi einfach et ass, e Plan sectoriel ze ëmgoen. Mir hoffen, datt déi wichteg Pläng a puncto Transport, Logement, Zones protégées a Zones d'activités, op déi mer scho säit Jore waarden, net datselwecht Schicksal erleide wéi de Plan sectoriel «Lycées», mä zu engem obligatoreschen Instrument fir eng nohalteg Landesplanung ginn, wou keng Ausnahm däerf zougelooss ginn.

Eng weider Kritik vun der grénger Fraktioun bezitt sech op déi äusserst zweifelhaft Berechnung vun der Bebauungsfläch, vun där schonn direkt dräi Hektar onbenotzbar sinn, well d'Pente et net zouléisst. Hei stellt sech natierlech d'Fro, firwat déi Fläch dann iwwerhaapt zum Projet gerechent gëtt a wiem déi Fläch gehéiert a wat zum Beispill hire Präis ass.

D'Gréisst vun der Fläch werft eng weider Fro op. Vu datt vill Land fir de Blummenubau, de Gaardebau, fir Pépinièren a Produktiounsflächen zur Verfügung muss stoen, missten, dem Statsrot senger Aschätzung no, zousätzlech zu dësem Site 27 Hektar op enger anerer Plaz mobiliséiert ginn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi Zweedeelung ass an eisen Aen äusserst bedenklech, well se net nëmmen zu engem groussen Zäitverloscht féiert, mä virun allem och zu engem permanente Va-et-vient vun engem Site zum aneren, woubäi et kloer ass, datt d'Mobilitéit bei dësem Projet souwisou e grousse Problem wäert duerstellen.

Woumat ech beim Transport sinn, dee jo eigentlech eent vun de wichtegsten Elementer bei der Planung vun neien Infrastrukture soll sinn. Éischtens sinn öffentlech Transportmëttel op dësem Site opgrond vu senger Topografie nëmme beschränkt asetzbar, sou datt den Individualverkéier noutgedronge wäert d'Prioritéit hunn.

Zweetens geet Rieds vun engem Rond-point direkt hannert enger schaarfer Kéier op der Strooss a Richtung Larochette. Och mat där Iddi kënne mer eis net ufrënnen, well se sécherheetstechnesch net einwandfrei ass an e grousst Geforepotenzial opweist.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Eng Ubannung zu deenen anere Lycéeë vun der Nordstad, déi zimlech gutt un den öffentlechen Transport ugeschloss sinn, ass net iwwer Bus- oder Zuchverbindunge realiséierbar, mä just iwwer e 450 Meter laange Fousswee. Dat ass eng gutt Saach, virun allem fir sportlech Leit,…

Une voix.- Voilà!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- …déi vill Zäit hunn.

Une voix.- Ah!

(Hilarité)

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Realistesch gesi kann dee Wee awer net d'Léisung sinn…

(Interruption)

…fir all déi Leit, déi de Site innerhalb vu kuerzer Zäit mussen erreechen, u streng Schoulhorairë gebonne sinn an deemno wéi och Material mussen transportéieren.

Eng Busverbindung vun deenen dräi scho bestehende Schoule vun der Nordstad eriwwer zum Lycée technique agricole ass net realiséierbar, sou datt d'Zuel vun de Bussen, déi duerch Dikrech wäerten zirkuléieren, noutgedrongen zouhëlt. Um zentrale Standuert, deen ursprénglech am Masterplan Nordstad virgesi war, hätt de bestehende Busverkéier rationell genotzt kënne ginn. Mä aus onerkläerleche Grënn ass déi Variant bekanntlech fale gelooss ginn.

Domat kommen ech bei de Masterplan vun der Nordstad, deen eigentlech als Objektiv hat, déi zentral Achs tëschent Ettelbréck, Ierpeldeng an Dikrech geziilt ze erschléissen, déi scho bestehend Zentren auszebauen an domat opzewäerten an en Éparpillement vun den Aktivitéiten an all Richtungen hin ze verhënneren.

Souwuel aus landesplanerescher wéi och aus ekologescher an ekonomescher Siicht wär déi Approche eiser Meenung no déi richteg gewiescht. Si hätt et souguer erlaabt, d'Pépinière vun der Schoul no Süden hin auszeriichten, an net, wéi um geplangte Site, no Norden hin, wat fir den Ubau vu Planzen eigentlech net ganz sënnvoll ass.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, datt d'Léisungen net ëmmer op der Hand leien, streide mir net of. Mä all Kompromëss huet seng Grenzen. E Projet mam Briecheisen duerchzesetzen, ouni d'Prozeduren ze beuechten an ouni Rücksicht op Verloscht, ass net an eisem Sënn. Virun allem net dann, wann d'Mobilitéitsfro net zugonschte vum öffentlechen Transport geléist ka ginn, wann déi nohalteg Landesplanung eng weider Kéier zur Niewesaach gëtt, wa kee weess, wéi eng Auswierkungen de Projet op d'Ëmwelt wäert hunn!

Am Numm vun der grénger Fraktioun hoffen ech doweinst, datt de Bau vun dësem Lycée haut net gestëmmt gëtt a verloosse mech dobäi net nëmmen op d'Kolleeginnen a Kolleege vun der Demokratescher Partei, mä och op de Buergermeeschter vun Dikrech, deen dësem Projet nëmme ka kritesch vis-à-vis stoen.

Ech soen Iech Merci.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Merci der Madame Lorsché. Als nächste Riedner ass den Här Colombera agedroen. Här Colombera, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean Colombera *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir wëssen alleguerten, dass mer eng Ackerbauschoul musse kréien, well d'Landwirtschaft brauch eng Ackerbauschoul, fir fonctionnel ze sinn. Mir sinn och derfir, dass do ganz vill investéiert gëtt. Ech mengen, an dësem Projet gëtt vun 100 Milliounen Euro geschwat. Do kenne mer awer net d'Fraisë vun der Infrastruktur, déi nach mussen derbäikommen. Et ass wierklech enorm!

Mir géifen zwee Aen zoumaachen ouni Problem, wann dee Site dann effektiv vu jiddwerengem géif gedroe ginn. Mä vu dass awer dëse Site net vu jiddwerengem gedroe gëtt, an haaptsächlech emol net vun de Buergermeeschtere vun deene Regiounen, weder vum Buergermeeschter vun Dikrech nach vum Buergermeeschter vun Ettelbréck, da froen ech mech, firwat dass d'Regierung den Norde verluer huet.

(Interruptions diverses)

Ech mengen, et kann awer net sinn, et ka jo awer net sinn, Här Minister, dass Der praktesch géint Är eege Leit hei ee Projet opzwéngt, wou mer dann herno ee ganz, ganz grousse Rateschwanz wäerte kréien. An ech mengen, den Här Etgen huet jo ganz gutt geschwat hei. En huet datselwecht geschwat wéi... Ech hätt datselwecht gesot wéi hien, wann ech als Éischte geschwat hätt. D'Madame Lorsché huet och datselwecht gesot.

Ech mengen, mir sinn als ADR fir eng Kéier mat deenen zwou Parteien d'accord. An dofir wäerte mir dësem Projet net zoustëmmen.

An ech froen den Här Minister: Wat geschitt, wann de Buergermeeschter seng Autorisatioun net gëtt? Wéi laang wäert dat dann daueren? Hutt Der Iech do schonn iergendwéi Gedanke gemaach? Wäert dëse Projet dann, och duerch d'Kris bedéngt, iergendwéi esou laang wéi d'Nordstrooss daueren, dat heescht, méi wéi zéng Joer?

Ech mengen, dat ass jo den Haaptproblem. Dat ass jo den Haaptproblem, dee sech muss stellen: Mir hu keng Suen! Mir baue falsch! An da kréie mer nach keng Genehmegung. Wéi laang wäert dat daueren?

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Colombera. D'Wuert kritt elo den Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Merci, Här President. Ech ka mech erënneren, 1987 sinn ech an de Ministère de l'Éducation nationale als Attaché schaffe gaangen, an eng vun deenen éischten Diskussiounen, déi mer sengerzäit haten, dat war déi iwwert de Site vun der Akerbauschoul. An de Fernand Boden, dee sengerzäit och Éducatiounsminister war, deen huet mer gesot, datt '79 schonn d'Akerbauschoul, eng nei Ackerbauschoul, en neie Site op der Prioritéitslëscht vun der Éducation nationale stoung!

Vill Diskussiounen, hin an hier, an et war ni e Site gutt. Et war ni e Site ideal. Et ass ni eng Décisioun geholl ginn, a mir si mat deem Projet manifestement jorzéngtelaang net weiderkomm.

Et gëtt an där ganzer Diskussioun, an där ganzer Nordstad net nëmmen deen do Sujet, deen ee muss diskutéieren, wat d'Implantatioun vu Schoulen ugeet. Dir hutt gesot, mir sollen dat Ganzt eng Kéier kucken, den Ensembel eng Kéier kucken, wéi et mat de Schoulen an där Nordstad ass.

Ech wëll mer eng Minutt Zäit huelen, fir Iech doriwwer och ze schwätzen, fir ze weisen, wéi dat Bild wesentlech méi komplex ass wéi all déi Rieden, déi elo hei gehale gi sinn an déi am Fong keng Solutioun bruecht hunn, déi just ëmmer nëmme gesot hunn: Mir sinn dofir dergéint, dofir dergéint, dofir dergéint... Mä wou et da soll geschéien a wat soll gemaach ginn, dat huet awer keen hei gesot!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Mir hunn eng Diskussioun iwwert de Lycée technique Ettelbréck, dee manifestement Strukturen huet, déi ze kleng sinn an déi net méi uerdentlech sinn, dee muss erweidert ginn.

Mir hunn eng Diskussioun iwwert d'Akerbauschoul, déi si mer amgaang ze féieren.

Mir hunn eng Diskussioun iwwert de Lycée vun de Professions de santé, dee muss en neit Gebai kréien.

Mir hunn eng Diskussioun iwwert de Centre national de formation professionnelle continue, de CNFPC, dee muss nei Gebaier kréien.

Mir hunn eng Diskussioun iwwert deen neien Nordstadlycée, deen a Containeren ënnerbruecht ass, deen nei Gebaier muss kréien.

A mir hunn och an där leschter Zäit - ech soen dat just a Klammeren hannendrun - dee ganze Lycée, dee ganzen Dikrecher Kolléisch frëschgemaach, och mat ganz villen Investissementer. Just fir Iech déi ganz Froestellung eng Kéier ze stellen.

Mir wollten eng Léisung bréngen, fir an deem Dossier do weiderzekommen. Well et ass eis iergendwou eng Kéier duergaange mat dem Diskutéieren a mat näischt gutt sinn. Iergendwou huet een elo eng Kéier missen décidéieren, wou deen Akerbaulycée dann huet missen hikommen, déi Décisioun huelen an och weiderkommen.

An ech ginn Iech dann elo d'Argumenter,...

(Interruption)

...firwat mer esou an net anescht décidéiert hunn. Well dat ass e ganze Komplex vu Froen, dee sech hei stellt.

Deen éischte Komplex, dat ass: Mir wollten an der Nordstad bleiwen. Ech weess, datt den Ettelbrécker Buergermeeschter net ganz frou war sengerzäit, fir de Lycée agricole - grouss Traditioun zu Ettelbréck - aus Ettelbréck ze verléieren. Mä an der Diskussioun vun der Nordstad - well hien a wéivill anerer och déi Nordstad seriö huelen - ass dat awer mat akzeptéiert ginn, well et awer an der Nordstad bleift.

Ech weess a soen Iech awer och, datt vill aner Gemengen aus dem Norde vum Land an aus aneren Deeler vum Land, wa mer géife soen, deen Akerbaulycée kënnt an eng aner Gemeng wéi an déi vun der Nordstad, dee ganz gär géifen huelen a ganz gär géife Jo soen. Mir wëllen dat awer net. Mir wëllen en an der Nordstad loossen, well et eis logesch schéngt, datt en dohinner kënnt. Keng Décisioun gefält zu honnert Prozent. Mä et gëtt eng ganz Rei Argumenter, déi fir déi heite schwätzen.

Ech wëll Iech och eng Kéier erzielen, wéi dat Ganzt gaangen ass an der historescher Evolutioun, fir op dee Site hei ze kommen.

Et war am Ufank eng Diskussioun iwwer 15 Siten an der Nordstad gefouert ginn, déi alleguer analyséiert gi sinn, fir ze kucken, wat fir eng géife correspondéieren a wat fir eng net, iwwert den Aménagement du Territoire, mat deem senge Kritären ee gekuckt huet, wéi et géif goen, d'Kritären iwwert den Aménagement du Territoire, iwwert d'Accessibilitéit, iwwert d'Qualitéit vum Site a seng Fonctionnalitéit an iwwert d'Faisabilitéit.

Aus där Etüd si siwe Siten erausgeholl ginn. Et sinn der nach aacht bliwwen. Duerno ass nach eng Kéier iwwert déi aacht Siten eng Analys gemaach ginn. Duerno sinn nach dräi Sitë bliwwen. Déi Analys ass gemaach ginn, fir ze kucken, wou mer kee Voisinage direct hätten, wou den Terrain deelweis schonn a staatlechem Besëtz wär, wou Acquisitiounsméiglechkeete vun den Terraine wären, wou Synergië wäre mat anere Strukturen, déi schonn de toute façon do wären, wou aner Surfacen nach disponibel wären.

Alles dat si Saachen, déi gekuckt gi sinn, wéi d'Analys gemaach ginn ass. Dräi Sitë sinn zréckbehale ginn: Dat ass éischtens deen op der Laduno, Dir hutt e scho genannt, dat anert ass deen tëschent Angelduerf an Dikrech, Walebroch als Site, an deen drëtten ass Gilsdorf, déi do zréckbehale gi sinn.

An alles dat, wat mer virdru gesot hunn, déi Kritären: keng inondabel Zon, kee Voisinage direct, Terrainen, déi zu groussem Prozentsaz schonn dem Stat gehéieren, d'Synergien, déi méiglech ginn, d'Acquisitioun vun Terrain, déi op deem Site méiglech wär, grouss Surfacen, déi disponibel waren - well mer bei der Akerbauschoul grouss Surfacë brauchen -, d'Méiglechkeet, fir och nach aner Installatiounen dohinner ze maachen, huet eis schlussendlech dohinner beweegt, fir de Site vun deem do Terrain erauszehuelen, well en deem correspondéiert huet, wat mer ganz einfach fir deen do Typ vu Schoul gebraucht hunn.

An da soen ech Iech awer och, wat fir déi aner Schoulen nach zréckbehale ginn ass, just fir Äert Bild komplett ze maachen, well all aner Terraine jo dann och nach vun Iech mat duerchdiskutéiert ginn.

Déi éischt Fro, dat war jo déi: Wat maache mer mam ale Gebai vun der Akerbauschoul? Manifestement, Dir hutt et all gesot, net méi gebrauchbar, fir deen hei Zweck ze kleng, muss ëmgebaut ginn. Déi éischt Fro war jo: Mä kënne mer d'Akerbauschoul dann net do loossen? An d'Äntwert war ganz kloer: Neen, si brauch aner Gebailechkeeten.

Duerno war eng éischt Décisioun, déi gesot huet, mä da kommt, mer kucken, datt mer eventuell, wann déi al Akerbauschoul eraus ass, deen neien Nordstadlycée, deen elo a Containeren zu Dikrech ass, datt mer deen dohinner ëmplanzen! Dat wär eng Méiglechkeet gewiescht.

Haut ass awer d'Analys esou wäit, well d'Evolutioun vun den Zuelen, déi mer aus der Éducation nationale kréien - an ech wëll just soen, all déi Projektiounen, all déi Projeten hei ginn zesummen, selbstverständlech, mat der Éducation nationale gemaach -, ass gesot ginn, mir huelen déi al Akerbauschoul a mir kucken, ob et net méi sënnvoll wär, dem Lycée technique Ettelbréck - deen awer haut a Plazmangel ass, deen nei Infrastrukture brauch -, mir kucken deem déi Infrastrukturen eventuell zoukommen ze loossen, just op där anerer Säit vun der Strooss, déi e brauch. Dat mécht dach Sënn, wann een et esou mécht!

Dat Zweet, dat ass, datt mer kucken, fir de Lycée vun de Professions de santé och op där Plaz ënnerzekréien, well et ass jo sënnvoll, wann een d'Professions de santé net wäit ewech implantéiert vun deem neie Spidol selwer. Duerfir soll déi do op déi Plaz kommen. Dat ass e Projet, deen elo 2012 wäert fäerdeg gemaach ginn an d'Préparativë vum Terrain gemaach ginn an 2013 wäert an de Bau goen.

Den CNFPC, do gëtt gekuckt momentan op zwee Terrainen. Dat ass en Terrain zu Schieren vu 4,2 Hektar, deen eventuell sech kéint appropriéieren, also deen eventuell kéint deem entspriechen, wat mer do brauchen. Et muss een oppassen, well nach 25% ronn vun deem Terrain do Zones inondables sinn oder et ass en Terrain, ech mengen, dee vun deem Dir schwätzt, um Walebroch, deen elo gekuckt gëtt.

Ech soen, deen Terrain, deen appropriéiert sech awer, wat d'Gréisst ugeet, sécherlech net fir eng Akerbauschoul. Deen appropriéiert sech eventuell fir en CNFPC, mä et muss een elo nach oppassen, well e ganz grousse Problem mam Héichwaasser op deenen Terrainen ass. Do musse mer nach weider analyséieren, wat mer kënnen a wat mer net kënnen do maachen.

An dann, schlussendlech, de Lycée agricole op Gilsdorf. Firwat dann op Gilsdorf? Mä well mer zu Gilsdorf awer trotzdeem 15 Hektar hunn. Wou hu mer da 15 Hektar, déi mer kënne fir e Schoulkomplex gebrauchen? 15 Hektar ass enorm grouss! Normalerweis brauch ee fir eng Schoul fënnef bis sechs Hektar. Hei ass et awer eng speziell Schoul, wou mer kënnen op déi fënnef bis sechs Hektar dann d'Schoulgebai effektiv opriichten an déi aner Terrainen, siwe bis aacht Hektar, gebrauchen, fir awer genau dat, wat déi Schoul muss léieren; dat heescht a sech fir den Akerbau schonn um Site selwer vun der Schoul gebrauchen.

Siwe bis aacht Hektar gi fir déi Aktivitéite gebraucht, wou d'Pépinièrë fir de Gaardebau gemaach ginn, Pépinièrë fir Activités forestières, wou en Arboretum gemaach gëtt. 6,25 Hektar prezis ginn do esou gebraucht. Wou hätte mer dat dann anzwousch anescht fonnt?

Dat erlaabt jo awer d'Schoul och ganz anescht ze organiséieren. Well, wat erlaabt et eis? Dir hutt virdru geschwat, datt nach en anere Site vu 24 Hektar misst gemaach ginn. Mä ech wëll Iech just soen, haut, esou wéi d'Schoul fonctionnéiert, fonctionnéiert se op fënnef Siten oder op véier Siten actuellement nach.

Et ass notamment dat, wat se d'Ferme Scholtes nennen, déi 24 Hektar huet, déi actuellement schonn existéiert, déi muss natierlech bäibehale ginn, gradesou wéi d'Ferme Leider vun 1,5 Hektar muss bäibehale ginn. Mä wat awer kann ewechfalen, dat ass d'Laduno, déi gëtt schonn... momentan ass keng Aktivitéit méi do, an och Colmar-Bierg, déi net méi gebraucht ginn.

Dat heescht, mir hunn e ganz anert Regruppement, wat ka gemaach ginn, mat Zentrum déi hei Schoul, mat enger ganzer Rei vun Aktivitéite ronderëm an nach zwee aner Siten, déi dann och nach gutt geleeë sinn, well se an deemselwechten Deel vun der Nordstad leien an net en Transport duerch d'ganz Nordstad brauchen.

Dat mécht dach Sënn, wann een et esou mécht! Dat gëtt dach e kohärenten an e logeschen Ensembel, fir dat do esou ze maachen. An duerfir ass d'Regierung och zu där Konklusioun komm.

An dann, schlussendlech, den Nordstadlycée, deen och nach hannendrukënnt, deen elo an de Containeren ass an déi mer mussen eraus hunn. Do si mer amgaang ze kucken - ech weess awer net, wéi wäit mer kommen -, ob mer net déi Méiglechkeet hunn, fir deen zu Ierpeldeng eventuell ze implantéieren op Terrainen, déi do disponibel wären. Kéinte mer dat, wäre mer och op engem ideale Site, fir dat esou ze maachen. Ech hoffen, datt mer an deem Dossier och weiderkommen.

Géife mer dat Ganzt hibekommen, da verstinn ech awer net, firwat hei gesot gëtt, datt mer net fir déi ganz Nordstad e komplett Bild hätten, wéi déi Entwécklung sollt an Zukunft geschéien: déi Lycéeën op deene Plazen, wou mer se brauchen, fir datt se uerdentlech pädagogesch kënne fonctionnéieren.

An da stellen d'Gemeng Dikrech an all déi aner Gemengen aus der Nordstad natierlech eng Rei berechtegt Froen, op déi ee muss Äntwerte fannen.

Déi éischt Fro, dat ass déi vun dem Trafic. An do muss ech och méi eng wäit Äntwert ginn, well fir d'Éischt muss een emol ganz kucken, wéi den Trafic an der Nordstad a prezis zu Dikrech fonctionnéiert. Duerfir ass amgaang dat Concept de mobilité ausgeschafft ze ginn, an haaptsächlech ass och e Konzept schonn där neier an där aler Gemeng iwwert d'Reorganisatioun vum Réseau routier vun Dikrech virgestallt ginn, wou och elo nach en Zoom op speziell déi hei Géigend gemaach gëtt.

Ech muss do soen, wa mer zu Dikrech dee Sens unique eng Kéier wëllen opbriechen, wat, mengen ech, awer jiddwerengem aliicht, datt et eng Kéier muss gemaach ginn, da komme mer schlussendlech net iergendzwousch eng Kéier laanscht en „Contournement Norden" vun Dikrech, och wann dat net jiddwerengem gefält.

Mä wann dat Verkéierskonzept an der Nordstad an zu Dikrech soll ëmgesat ginn, da muss dat natierlech am Plan sectoriel erschéngen, datt esou e Contournement ka gemaach ginn, deen da ganz Dikrech an de ganzen Zentrum entlaascht an dann eis och ganz aner Méiglechkeete gëtt, fir de Verkéier do ze leeden. Do ass den APS, deen ass quasiment fäerdeg. Am Kader vum PSD muss dat ageschriwwe ginn an d'Étude d'impact fir déi Strooss ass och amgaang gemaach ze ginn.

Wat ass dann haut d'Influenz vun der Akerbauschoul op de Verkéier? Dat wëll ech och eng Kéier soen, well och hei gëtt jo da gesot: Elo kënnt massiv, massiv Verkéier derbäi! Mä ech wëll Iech just soen, den Nordstadlycée, deen haut do ass an de Containeren, deen huet jo awer 400 bis 500 Schüler elo schonn, déi do sinn. Dee kënnt jo awer ewech op där dote Plaz.

An d'Capacité maximale vun deem Lycée, deen elo dohinnerkënnt, dat sinn 800 Schüler, déi awer net ëmmer sur site sinn, well se nach eng ganz Rei aner Siten hunn a well jo hir Horairen och ganz anescht sinn, esou datt een awer muss hei trotzdeem soen, wann zousätzlech Problemer opkommen, datt mer awer hei an Norme leien, wou een net ka schwätze vu massiven zousätzlechen Iwwerlaaschtungen heiduerch. Dat ass sécherlech net de Fall!

A wann ech vum öffentleche Verkéier schwätzen, do hu mer och ofgemaach, datt mer uewe bei dem Lycée fënnef nei Halte vu Busse maachen an datt mer och ënne bei den aktuelle Lycéeën natierlech déi Haltestelle wäerte vergréisseren, fir eis fir den öffentlechen Transport méi Capacitéiten ze ginn a fir dat och besser ze organiséieren.

D'ailleurs, dee Rond-point op der N14 kascht 2,5 Milliounen Euro, ass awer net hei virgesinn am Projet selwer, well et e Projet vu Ponts & Chaussées ass, dee separat als Embau vu Routes Nationales gefouert gëtt, esou wéi dat normal ass. Mä vu datt Der de Präis wollt wëssen, ass dat de Präis, deen ech nach am Kapp hat an ech ginn dovunner aus, datt en och richteg ass.

Dann hu mer och selbstverständlech enger ganzer Rei Suergen, déi eis notamment vun der Dikrecher Gemeng, där heiteger, där fréierer zougedroe ginn, probéiert Rechnung ze droen. Alles konnte mer net, mä eng Rei Saache sinn awer sécher gemaach ginn.

Déi éischt, déi Haaptfro, déi sech gestallt huet, déi Dir och gestallt hutt, dat ass jo déi vun der Intégration paysagère. Ech muss soen, dat ass eng richteg Suerg, mä kuckt awer och elo déi Architektur, déi hei gemaach gëtt! Kuckt se emol eng Kéier, déi Biller, déi do gemaach gi sinn, wéi dat kéint ausgesinn! Ech soen, datt déi Architekten hei sech enorm vill Méi gemaach hunn, datt mer a sech relativ déif gebaut hunn, datt mer an Terrasse gebaut hunn, just fir eng uerdentlech Integratioun vun der Architektur an de Paysage hei ze kréien. An ech mengen, datt se och gelongen ass, esou wéi se elo ausgesäit.

Dann ass d'Fro vum Internat, wou gesot gëtt: Mä kënnt Der dat dann net op eng aner Plaz maachen, d'selwecht wéi d'ASTA, de Laboratoire an d'Chambre d'Agriculture? Do hunn ech zwou Äntwerten, déi ech gäre ginn.

D'Internat schéngt mer zwar sënnvoll bei der Schoul hei ze sinn, an ausserdeem, wann ech iwwer Trafic schwätzen an ech soen, ech maachen en Internat bei d'Schoul selwer, dann ass dat jo zu engem Deel schonn, datt ech Trafic wëll évitéieren. Well, wann ech d'Internat anzwousch anescht setzen, da generéieren ech jo Trafic. Dat ass dat Éischt.

An dat Zweet, dat ass, fir d'Gestioun vun der Schoul ass et jo awer och wesentlech méi einfach, wann dat Internat bei der Schoul ass. Haut zu Ettelbréck ass et och bei der Schoul an et fonctionnéiert gutt, an duerfir si mer der Meenung, datt dat en Ensembel ass.

De Projet ASTA an de Projet Chambre d'Agriculture, dat ass en zweete Projet, doriwwer muss een nach selbstverständlech diskutéieren, si mer och selbstverständlech fir eng Diskussioun op, mä ech soen Iech awer och, wou déi Iddi hierkomm ass.

Déi Iddi ass hierkomm aus der Agrikulturwelt, well mer gefrot gi si sengerzäit, fir ze soen, elo hu mer emol eng Kéier déi Chance, op engem grousse Site eppes fir d'Agrikultur ze maachen, andeems mer eppes kreéieren, wou de sämtleche Monde agricole sech kann identifizéieren an zesummen dohinner kommen. Dat war d'Demande, déi aus der Agrikultur komm ass, déi eis och logesch an déi eis och sënnvoll geschéngt huet. An duerfir hu mer probéiert effektiv op engem Site déi sämtlech Utilitéite vun der Agrikultur ze implantéieren.

Wann dat net gewollt an net gewënscht ass, ass et jo nach eng aner Diskussioun elo. Mä dat war awer d'Zilsetzung, well et eis sënnvoll a logesch geschéngt huet. Ech géif déi Diskussioun do nach eng Kéier mat Iech, mä haaptsächlech och mat de concernéierte Kreesser am Detail féieren, fir ze kucken, wéi mer do weiderfueren.

Dann all déi Froe vu Reewaasser sinn och probéiert ginn, esou gutt wéi méiglech ze léisen. Et si vill Effortë gemaach ginn: e Bassin de rétention, deen en surface gemaach gëtt, wou mer dach awer Drockleitunge vu 600 mm Duerchschnëtt an 800 m Längt - ce qui n'est pas rien - bauen, fir just all deene Souciën, déi d'Gemeng huet, Rechnung ze droen.

Datselwecht ass fir d'Schmotzwaasser, wou zesumme mam SIDEN deeselwechten Tracé wéi fir d'Reewaasser gewielt ginn ass bis bei d'Sauer, an duerno en Uschloss un de Kollekter vun der SIDEN mat engem DN250-Rouer vun enger Längt vun 1.200 m, wat och e grousse Projet ass, just fir hei all deene Bedenke Rechnung ze droen.

D'Gemeng hat eis och gefrot, dat Ganzt un de Réseau de chauffage urbain unzeschléissen, dee si hunn. Do konnte mer net positiv äntwerten, well einfach déi Leitungen an eisen Aen ze laang gewiescht wären an d'Perte de chaleur ze grouss, fir dat Gebai uerdentlech ze bedéngen, a well mer hei just op deem do Site eng Holzhackschnitzelanlag preferéiert hunn, Copeaux de bois preferéiert hunn, wat jo och an esou engem Projet wéi deem vun der Akerbauschoul duerchaus sënnvoll ass, fir genau deen do Heizungstyp op deem Site hei ze maachen.

Wat d'Drénkwaasser ugeet, do huet d'Gemeng Bettenduerf eis confirméiert, datt et och mat deene Quantitéite kee Problem wär, fir et do ze maachen.

Nach ee Wuert vläicht iwwert d'Prozeduren, well ech denken, datt dat e wéineg net der Realitéit entsprach huet, wat elo hei gesot gouf. Déi SUP, déi gemaach gëtt, dat ass jo keng SUP fir d'Gebai selwer. Dat ass eng SUP, eng „Strategische Umweltprüfung", déi gemaach gëtt, well eng Ëmklasséierung vun de Gemenge vum Terrain muss geschéien. A selbstverständlech, mä dat do ass awer eng ganz normal Prozedur, datt mer déi Prozedure vu Klasséierungen hunn, déi d'Gemenge musse maachen, respektiv déi Prozeduren, déi mer musse maachen, fir all méiglech Autorisatiounen ze kréien. Dat ass awer bei all Projet, bei all Projet ginn déi gemaach, während d'Gesetz gestëmmt gëtt respektiv nodeems et gestëmmt ass.

Mir maachen et hei genau d'selwecht wéi bei all anere Projet an do gëtt keng Ausnahm gemaach, a wann an där enger, an där anerer Autorisatiounsprozedur nach Froen opkomme vun Administratiounen, da gëtt selbstverständlech deene Rechnung gedroen! Mä dat ass hei wéi bei all anere Projet, näischt anescht wéi bei all anere Projet.

An ech wëll just soen, datt dat hei fir mech am ganze Konzept vun de Lycéeën an der Nordstad a vun deene Besoinen, déi mer hunn,...

M. le Président.- Här Minister, Dir misst awer elo lues awer sécher zum Schluss kommen.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- ...a mat dem Wëllen, fir weiderzekommen, e gudde Projet ass.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci.

Jo, den Här Gibéryen, wann ech gelift.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Ech wéilt den Här Minister nach just froen, Här President, ob en eis kéint soen, wéini datt e géif gedenken, datt de Projet um Terrain géif ugoen.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Dat hei ass e Projet, deen elo selbstverständlech och déi ganz Prozedure muss nach duerchlafen, déi mer bei all Projet mussen duerchlafen. Ech weess net, et kann een ni, vu datt déi Prozeduren net vun eis ofhänken, definitiv en Ufanksdatum soen. Ech schätzen, datt mer nach ee bis zwee Joer brauchen, éier de Projet kann an de Bau goen, an duerno eng dräijähreg Bauzäit, also zwee Joer bis an de Bau, dräijähreg Bauzäit, esou wéi dat bei all Projet ass. Dat ass dat, wat mer eis virhuelen, fir mat deem Projet hei weiderzekommen.

M. le Président.- Merci dem Här Minister. Domadder wiere mer um Enn vun der Diskussioun a mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6287 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet ass ugeholl mat 37 Jo-Stëmmen, géint 21 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden (par Mme Nancy Arendt), Lucien Clement, Mme Christine Doerner (par M. Félix Eischen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes (par M. Lucien Clement), Marc Lies (par M. Paul-Henri Meyers), Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich (par Mme Claudia Dall'Agnol), Georges Engel, Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Ben Scheuer).

Ont voté non: M. Claude Haagen;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Carlo Wagner), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Claude Adam), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

Une voix.- Neen!

(Interruptions diverses)

(Assentiment)

M. le Président.- Dann ass dat esou décidéiert.

Elo kritt d'Wuert den Här Henri Kox, fir eng Motioun ze déposéieren.

9. Dépôt d'une motion par M. Henri Kox

Exposé

M. Henri Kox *(déi gréng), auteur*.- Merci, Här President. Ech wëll hei am Numm vu sämtleche politesche Parteien a Sensibilitéiten eng Motioun déposéieren, fir Cattenom dann awer elo definitiv eng Kéier zouzekréien. No deem, wat mer alles an de leschte Méint matkritt hunn, och iwwert déi Expertenaussoen, déi mer héieren hunn, an nodeems och net méi spéit wéi gëschter eng weider Etüd vu Greenpeace déposéiert oder presentéiert gouf, menge mer, dass mer alles mussen ënnerhuelen, fir dann awer och bei Cattenom eng Kéier Satisfaktioun ze kréien.

Mir fuerderen dofir d'Regierung op, déi och mat dëser Motioun d'accord ass, fir kënnen, éischtens, eng diplomatesch Initiativ ze ënnerhuelen, fir direkt op Paräis kënnen eis Revendicatiounen ze maachen, wëssend, dass mer den 8. Mee jo eng wichteg Entscheedung a Frankräich hunn, dass mer eis elo schonn opstellen, fir matzäite kënnen dann och eng diplomatesch Missioun dohinner ze ënnerhuelen. An zweetens, wat awer nach vill méi wichteg ass, dat ass, eis juristesch gutt opzestellen, fir kënnen all Moyenen ze erwägen, fir eng Lafzäitverlängerung ze verhënneren.

Well et ass dat, wou mer nach e Moyen gesinn, fir kënnen ze intervenéieren. Et ka jo net sinn, dass elo Cattenom lafend no enger Procédure décennale ëmmer erëm verlängert gëtt, ouni Abezéiung vun den Nopeschlänner, ouni Abezéiung vun der Bevölkerung.

Zwëschenzäitlech hu mer eng ganz Rei vun Direktiven iwwerholl, sief et am Émweltberäich, sief et an der Informatioun bezüglech der Bevölkerung, sou dass och Cattenom där Prozedur muss ënnerluecht ginn. Mir fuerderen dofir d'Regierung op, esou wéi dat och an den 80er Joren de Fall war, nämlech eng juristesch Etüd ze ënnerhuelen, sou dass mer och all Moyenë kënnen dann a Kraaft huelen.

Ech soen Iech Merci.

Motion

La Chambre des Députés,

- vu les motions adoptées par la Chambre des Députés en date du 7 avril 2011, du 5 mai 2011 et, la plus récente, du 1er février 2012 au sujet des «Tests de résistance menés sur la centrale nucléaire de Cattenom»;

- vu la recommandation du Conseil Parlementaire Interrégional de la Grande Région (CPI), votée à l'unanimité le 10 juin 2011 à Metz;

- vu le discours du Premier Ministre sur l'état de la nation du 6 avril 2011: «C'est ainsi que nous avons le droit de nous voir apporter la preuve que si un jumbo jet aux réservoirs pleins s'écrasait sur la centrale nucléaire de Cattenom cela ne pourrait pas provoquer de catastrophe radioactive. À défaut de fournir cette preuve, la centrale de Cattenom doit être arrêtée. De toute façon, nous sommes d'avis qu'une prolongation de la durée de fonctionnement des réacteurs de Cattenom ne doit pas être accordée, et nous communiquerons notre point de vue au Gouvernement français.»;

- vu le rapport final de l'expert indépendant en sécurité nucléaire, Monsieur Dieter Majer, élaboré à la demande des Gouvernements du Luxembourg, de la Sarre et de la Rhénanie-Palatinat, aux conclusions inquiétantes;

- félicitant les ministres du Luxembourg et des Länder allemands de la Sarre et de Rhénanie-Palatinat en charge de la sécurité nucléaire, pour avoir tiré une conclusion politique commune des différents rapports relatifs aux tests de résistance, à savoir le refus catégorique de toute prolongation de la durée d'exploitation de la centrale nucléaire de Cattenom et sa fermeture définitive à court terme;

- rappelant qu'en cas d'accident grave, la centrale nucléaire de Cattenom aurait des conséquences directes sur plus d'un million d'habitants dans les régions limitrophes et notamment sur ceux vivant dans un périmètre d'évacuation de 30 kilomètres, zone qui inclut tout le sud et la capitale du Grand-Duché de Luxembourg;

- insistant sur le fait que la contamination d'une zone de 30 kilomètres autour de Cattenom menacerait instantanément la survie du Luxembourg, vu que cette zone englobe plus des deux tiers de la population de même que les principales infrastructures politiques, juridiques, administratives, économiques, industrielles, sanitaires et de transports routier, ferré et aérien;

- estimant que le choix de la production d'énergie nucléaire reste une décision souveraine de la République française, mais que cette souveraineté doit trouver des limites là où elle se heurte à la souveraineté des pays voisins;

- considérant que face aux risques inhérents et indubitables du nucléaire, la volonté affichée du Président français à vouloir prolonger de plusieurs décennies la durée de vie d'une de ses plus grandes centrales située à quelques kilomètres seulement des frontières luxembourgeoises et allemandes, met en péril la souveraineté et la pérennité de la nation luxembourgeoise;

- accentuant le fait que la centrale de Cattenom connaît déjà depuis 26 ans de très nombreux incidents et que le risque associé aux installations nucléaires augmente - comme pour toute autre installation industrielle - avec l'âge d'exploitation;

- convaincue qu'il faut fermer immédiatement et définitivement la centrale nucléaire de Cattenom;

demande au Gouvernement

- de ne plus se limiter à un échange de lettres avec le Gouvernement français, mais d'envoyer rapidement une véritable mission diplomatique composée de représentants des Ministres concernés, de représentants des partis politiques et d'experts à Paris afin de faire comprendre les tenants et aboutissants de la position luxembourgeoise au Président, au Gouvernement, aux Députés et aux Sénateurs de la République française;

- de faire élaborer sans délais une étude juridique détaillée ayant comme objectif une analyse de tous les moyens et instruments juridiques français, européens et internationaux qui puissent servir à appuyer notre revendication d'une fermeture rapide de la centrale nucléaire de Cattenom et pour contester le cas échéant toute prolongation de sa durée d'exploitation.

(s.) Henri Kox, Eugène Berger, Félix Eischen, Gast Gibéryen, Roger Negri, Serge Urbany.

Den Här Bartolomeo, mengen ech, kënnt den Owend laanscht, fir dass mer dann och d'Stellung vun der Regierung kréien.

M. le Président.- Merci dem Här Kox. Mir stëmmen effektiv um Enn vun der Sitzung iwwert dës Motioun of, wann den zoustännege Minister och konnt dozou Stellung huelen.

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 6295 iwwert d'Sécherheet vun de Stroosseninfrastrukturen. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Lucien Clement.

10. 6295 - Projet de loi concernant la gestion de la sécurité des infrastructures routières

Rapport de la Commission du Développement durable

M. Lucien Clement *(CSV), rapporteur*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, de Projet de loi 6295 zur Gestioun vun der Sécherheet vun de Stroosseninfrastrukturen ass de 16. Juni 2011 an der Chamber deponéiert ginn. Den 29. Juni huet d'Chamberskommissioun mech zum Rapporteur genannt.

Dem Statsrot säin éischten Avis ass de 15. November 2011 ukomm. Den 30. November huet d'Kommissioun de Projet an den Avis vum Statsrot analyséiert. Enn Januar, fir genau ze sinn, den 30. Januar, hu mer an der Kommissioun eng Rei Amendementer ugeholl, déi op den éischten Avis hi vum Statsrot gefaasst sinn.

De 6. Mäerz huet dunn déi héich Kierperschaft de Projet fir d'Zweet aviséiert. D'Kommissioun huet dësen Avis de 14. Mäerz nach eng Kéier analyséiert, an d'Woch drop, den 20. Mäerz, huet d'Kommissioun dunn de Rapport, mäi Rapport, ugeholl. Dat esou wäit zu den Aarbechte vun der Kommissioun, vun der Chamberskommissioun.

Här President, wourëms geet et elo an dësem Projet? Majo, de Projet de loi 6295 gesäit vir, fir d'Direktiv 2008/96/CE vum 19. November 2008 iwwert d'Gestioun vun der Sécherheet vun de Stroosseninfrastrukturen an dat nationaalt Recht ze transposéieren. Et ass festgestallt ginn, datt eng heefeg Ursaach vun Accidenter den Zoustand an den Agencement vun de Stroossen ass. Fir elei Remedur ze schafen, gesäit d'Direktiv vir, datt d'Memberstate sech sollen déi néideg Prozedure ginn, fir d'Sécherheet um transeuropäesche Stroossennetz ze verbesseren.

Fir dat ze maachen, sinn eng Rei Mesurë virgesinn, wéi zum Beispill d'Obligatioun fir d'Memberstaten, déi nei Infrastrukturprojeten am Beräich vum transeuropäesche Stroosseréseau enger Evaluatioun vun den Inzidenzen op d'Sécherheet ze ënnerzéien, an dat vun Ufank u vun der Planificatioun. Op dës Evaluatioun hi ginn dann obligatoresch Sécherheetsauditen an deene verschiddene Phase vun der Realisatioun vun de jeeweilege Projete gemaach.

Wat elo déi bestehend Stroossennetzer ugeet, muss all dräi Joer e Sécherheets-Check gemaach ginn. Op Basis vun den Accidentstatistike gëtt eng Klassifikatioun um Sécherheetsniveau vum Réseau gemaach. Op deene Strecken, wou dann déi meeschten Accidenter constatéiert ginn, muss als Éischt dann och nogebessert ginn, wat u sech jo och logesch ass.

Fir déi genannte Sécherheetsauditen auszefëieren, obligéiert d'Direktiv d'Memberlänner derzou, eng initial Formatioun an och regelméisseg Perfectionnementscoursë fir d'Sécherheetsauditeure virzegesinn.

Des Weideren dréit d'Klassifikatioun vun der Sécherheet vun deene verschiddene Strecken an eisem Stroossennetz den déidlechen Accidenter och Rechnung. Heifir si speziell standardiséiert Rapporten ausgeschafft ginn, déi bei engem déidlechen Accident och mussen ausgefëllt ginn. An deem Kader sinn d'Memberlänner och ugehalen, de Coût social vun déidlechen an anere schlëmmen Accidenter ze berechnen, déi op hirem nationalen Territoire oder Stroossennetz geschéien.

Ech wëll och drop hiweisen, datt Lëtzebuerg am Moment nach u sech kee legalen Text huet, dee sech mat Prozeduren am Beräich vun der Sécherheet vun de Stroosseninfrastrukture befaasst. Trotzdeem hu Ponts & Chaussées awer schonns regelméisseg Auditen iwwert d'Sécherheet vu verschiddene Strecke gemaach, Strecken, déi als gefëierlech bekannt sinn. 2009 ass en entspriechende Groupe de travail interministériel aktivéiert ginn oder reaktivéiert ginn, fir d'Sécherheet um nationale Stroossennetz ze iwwerwaachen.

Dir gesitt, mir hunn am Moment awer schonns verschidde Mechanismen, déi als Zil hunn, fir d'Sécherheet op eise Stroossen ze verbesseren. Ech denken, deen neien Text wäert nach eemol derzou bäidroen, d'Zuel vun den Accidenter mat trageschem Ausgang weiderhin ze reduzéieren.

Leider kann een esou Accidenter ni ganz verhënneren, well Accidenter mat haaptsächlech trageschem Ausgang hunn och ganz vill mam Verhalen oder, besser gesot, mam Feelverhale vun eenzelne Leit ze dinn. Mä mir sollen d'Viraussetzung trotzdeem schafen, fir d'Sécherheet op eise Stroossen esou ze optimiséieren an d'Zuel vun trageschen a schwéieren Accidenter esou niddreg wéi méiglech wëllen ze halen.

Bleift nach ze soen, datt u sech nëmmen eisen Autobunnsréseau vun der Direktiv viséiert ass. Net ënnert dës Gesetzgebung fält d'Sécuritéit vun den Tunnelen oder an den Tunnelen, déi iwwert d'Gesetz vum 21. November 2007 ofgeséchert ass. Des Weidere seet den Artikel 2 Paragraph 9, wat en «accident grave» ass, an ech zitéieren do den Text: «accident de la route causant au moins un blessé ayant nécessité d'une hospitalisation de plus de 24 heures».

Här President, ofschléissend wëll ech nach op den Avis vum Statsrot an d'Aarbecht an der Kommissioun agoen. Fir d'Alleréischt huet déi héich Kierperschaft festgestallt, datt mer a Verspéidung si mat der Ëmsetzung vun der Direktiv an datt d'Kommissioun Lëtzebuerg schonns en Avis motivé geschéckt huet, ergo och schonns de béise Fanger gemaach huet.

Als Haaptkritikpunkt huet de Statsrot festgehalen, datt et fir e gudden Oflaf am Beräich vun der Gestioun vun der Sécherheet op den Autobunnen absolut noutwendeg ass, datt d'Audite vun onofhängegen Experten an Auditeure vun de Ponts & Chaussées gemaach ginn. Zudeem gëtt kritiséiert, datt kee Programme de formation virgesinn ass am Text, esou wéi d'Direktiv et awer freet.

Dernieft stellt de Statsrot fest, datt am Text vum Gesetz véier Annexë vun der Direktiv iwwerholl gi sinn. Fir méi séier a méi flexibel reagéieren ze kënnen, mengt de Statsrot awer, et wier méi sënnvoll, wann een dës Annexen an engem Règlement grand-ducal géif erëmhuelen, op déi dann am Gesetz selwer e Renvoi géif gemaach ginn.

Vu datt d'Kommissioun an hire sechs Amendementer deene meeschte vun de Kritike vum Statsrot Rechnung gedroen huet, huet déi héich Kierperschaft sech an hirem zweeten Avis och averstane gewise mam Text.

Här President, well dëse Projet am Sënn vun der Sécherheet op eise Stroossen ass a well mir schonns zolidd a Retard si mat der Transpositioun vun dëser Direktiv, bieden ech dann d'Chamber, den Text esou wéi en elo virläit ze stëmmen an unzehuelen.

Ech soen dofir Merci fir d'Nolauschteren an ech gi selbstverständlech den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Une voix.- Très bien, Här Clement!

M. le Président.- Merci dem Här Rapporteur Clement. Den Här Berger ass agedroen. Mä ech mengen, den Här Rapporteur war ganz komplett.

Discussion générale

M. Eugène Berger *(DP)*.- Merci. Wann dat esou ass, Här President, da wéilt ech dem Rapporteur Merci soe fir säin ausféierleche Bericht. Ech wëll och drun erënneren, datt d'Demokratesch Partei och ëmmer, an hirem leschte Wahlprogramm fir d'Lescht, drop higewisen huet, datt ee soll Audite maachen, op dee Wee goen, fir eben d'Sécherheet am Stroosseverkéier ze verbesseren, well nach leider vill ze vill Leit op eise Stroosse stierwen. Mir sinn also ganz en faveur vun dëser Direktiv a mir wäerten déi natierlech och stëmmen.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Berger. Ech mengen, de Minister huet och näischt méi bäizefügen, sou datt d'Diskussioun ofgeschloss wär a mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi kënne kommen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6295 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6295 est adopté à l'unanimité des 59 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden (par Mme Nancy Arendt), Lucien Clement, Mme Christine Doerner (par M. Lucien Clement), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes (par M. Paul-Henri Meyers), Marc Lies (par M. Félix Eischen), Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Raymond Weydert, Serge Wilmes (par M. Léon Gloden) et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich (par Mme Claudia Dall'Agnol), Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Claude Adam), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Da komme mer elo zum Projet de loi 6354, eng Ëmsetzung vun engem Reglement iwwer Autosemissiounen. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Berger an Negri. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, déi honorabel Madame Marie-Josée Frank. Madame Frank, Dir hutt d'Wuert.

11. 6354 - Projet de loi portant exécution du règlement (UE) n°510/2011 du Parlement européen et du Conseil du 11 mai 2011 établissant des normes de performance en matière d'émissions pour les véhicules utilitaires légers neufs dans le cadre de l'approche intégrée de l'Union visant à réduire les émissions de CO_2 des véhicules légers

Rapport de la Commission du Développement durable

Mme Marie-Josée Frank *(CSV), rapportrice.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, de Projet 6354 ass de 24. Oktober vum delegéierten Nohaltegkeetsminister déposéiert ginn. De 17. Januar 2012 huet de Statsrot säin Avis derzou ofginn. D'Chambre des Métiers, d'Chambre des Salariés an d'Chambre de Commerce hunn allen dräi Avisë gemaach, an dat den 20. Oktober 2011, den 22. November 2011 an de 14. Dezember.

Den 1. Dezember 2011 huet d'Kommissioun mech zum Rapporteur ernannt. An der Réunioun vum 8. Februar hunn d'Membere vun der Chamberskommissioun den Text an och den Avis vum Statsrot analyséiert an en Amendement parlementaire ugeholl. Den Avis complémentaire vum Statsrot ass vum 6. Mäerz, a mäi Rapport konnt de 14. Mäerz ugeholl ginn.

D'Zil vum Projet de loi ass et, den EU-Reglement 510 vun 2011 an nationaalt Recht ëmzesetzen an ze applizéieren, mat dem Objektiv, fir d'CO_2-Emissiounen ze reduzéieren. Hei ginn Norme festgeluecht am Beräich vun den Ausstéiss vu liichte Véhicules utilitaires.

Déi Gefierer, déi viséiert sinn, maachen ongefeier 12% vum gesamte Fuhrpark aus. Et handelt sech, fir genau ze sinn, ëm Gefierer, déi geduecht sinn, fir Wueren ze transportéieren an déi tëschent 2.610 kg an 3.500 t maximal weie kënnen. Dës Gefierer si fir ronn 1,5% vun den CO_2-Ausstéiss an der EU responsabel.

Concernéiert si just, wéi gesot, nei Ween, déi eng éischte Kéier an der EU ugemellt ginn an déi virdrun net ausserhalb vun der EU immatrikuléiert waren, ausser fir eng ganz limitéiert Zäit.

Dëst Gesetz muss een am Kader vun de Gesamteffortë vun der EU gesinn. D'Zil ass et jo, fir d'CO_2-Ausstéiss ze reduzéieren an dës 120 g CO_2 pro Kilometer ze erreechen. Heiduerch sollen elo also weider zéng Gramm erofgefuer ginn.

Dëse Projet gesäit dräi Dispositioune vir: Éischtens, den zoustännege Minister muss d'Mise en œuvre vun der Obligatioun vum Reglement - dat, wat et mat sech bréngt - koordinéieren. Da mussen déi noutwendeg Donnéeë vun deene Gefierer gesammelt ginn an duerno un d'EU-Kommissioun weidergeleet ginn. Den Text gesäit vir, datt d'SNCT, also d'Société Nationale de Contrôle Technique, d'Donnéeë vun de Gefierer muss sammelen, an d'Ëmweltverwaltung gëtt se dann un d'EU-Kommissioun weider.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, esou vill zum Contenu vum Text. Erlaabt mer, nach kuerz e puer Wierder zu den Avisen an der Aarbecht an eiser Kommissioun ze soen. Ech wëll soen, datt déi dräi Beruffschamberen alleguerten e positiven Avis zu dësem Gesetzestext eragereecht hunn, souwéi och zweemol de Statsrot.

D'Chamberskommissioun huet op Propos vum Minister en Amendement ugeholl, dat, fir dem neien Numm vun eiser Société Nationale de Contrôle Technique Rechnung ze droen. Op Acte notarié vum 13. Januar 2012 hin ass nämlech d'Dénominatioun „Société Nationale de Circulation Automobile" festgehale ginn, Ofkierzung also: SNCA.

Kolleeginnen a Kolleegen, dat ass et schonn esou wäit also. Dësen Text, deen ass an der Linn vun den Efforten, fir d'CO_2-Emissiounen ze reduzéieren. Dofir bieden ech lech alleguerten ëm eng grouss Zoustëmmung zu dësem Gesetzestext a ginn och den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci der Madame Rapporteur. Als éischte Riedner ass den Här Berger agedroen. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Eugène Berger *(DP).*- Jo, Merci, Här President. Ech wéilt der Rapportrice och Merci soe fir hire Rapport. Vläicht eng, zwou Remarquen, wann Der erlaabt.

Ech mengen, dat hei ass en Element vun der europäescher Strategie am Beräich Klimaschutz. Mir kënnen dat also voll ënnerstëtzen. No den Autoen, wou et schonn esou Norme gëtt, kommen dann och elo d'Camionnetten derbäi. Et ass virdru gesot ginn: A ganz Europa sinn dat 1,5% vum ganze Fuhrpark. Ech hunn elo net genau d'Chiffere vun deem, wat dat hei zu Lëtzebuerg bedeit. Vläicht kann den Nohaltegkeetsminister eis do Prezisioune ginn, da kéint ee sech och eventuell e Bild maachen, wéi vill Prozent dat vun eisen CO_2-Emissiounen ausmécht.

Op alle Fall ass dat do déi richteg Richtung, wou ee muss goen: net datt ee Primë gëtt, fir d'Leit ze encouragéieren, méi CO_2-reduzéierend Gefierer ze fueren, mä datt ee wierklech seet, dat do ass elo mëttlerweil d'Norm, déi muss agehale ginn. Dohinner muss ee kommen.

An ech géif mer wënschen, datt dat och herno eng Strategie wier fir d'Lëtzebuerger Regierung, datt se souwuel bei den Autoe wéi och bei de Camionnetten net op déi Iddi kënnt, fir dat anzezéie respektiv bei den Autoe vun där Logik erofkënnt an ophält, Primen ze verdeelen, fir ze soen, dat ass elo d'Norm, do musse mer hikommen.

Dat gesot, géife mer awer den Accord natierlech dann zu deem Reglement hei ginn.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Berger. Da kritt d'Wuert den Här Negri.

M. Roger Negri *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt wëll ech der Rapportrice Marie-Josée Frank Merci soe fir hir exzellent Rapporten. Dëst Gesetz ass e weidere Schrëtt fir eng méi propper Loft a manner Ofgasen am Sënn, fir eis Kyoto-Ziler hëllefen ze erreechen. Dëst gëllt bei dësem Projet elo net nëmme fir den normale Bierger mat sengem Privatauto, mä gëllt och virun allem hei fir d'Entreprisë mat hire villen Déngschtween a besonnesch d'Camionnetten, ëm déi et an dësem Projet de loi virun allem geet a bei deenen den CO_2-Ausstouss am Duerchschnëtt vill méi héich ass wéi bei engem privaten Auto.

D'Zuele weisen, dass de gesamte Parc automobile fir 12% vun eisem CO_2-Bilan zoustänneg ass. An Europa sinn eleng d'Camionnettë fir 1,5% vun den CO_2-Ausstéiss responsabel. Wat d'Unzuel vun de Camionnetten hei am Land ugeet, esou huet sech d'Unzuel vun den Immatrikulatioune säit den 90er Jore bal verdräifacht. 1990 sinn op de Lëtzebuerger Stroossen 1.293 Camionnettë registréiert ginn. 2010 waren et der 3.100. An am Kampf géint d'Treibhausgase sinn dës Zuelen net ze négligéieren a weisen drop hin, dass déi europäesch Strategie fir d'Reduzéierung vun den CO_2-Ausstéiss déi richteg ass.

D'LSAP ënnerstëtzt deemno d'Défië vun der Europäescher Unioun an och hir Zilsetzung. An domadder ginn ech dann och den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

M. le Président.- Merci dem Här Negri. Soss ass kee Riedner méi agedroen. Den Här Nohaltegkeetsminister huet d'Wuert.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Jo, just och fir der Kommissioun an der Rapportrice Merci ze soen. Wa meng Informatioune richteg sinn, als Äntwert fir den Här Berger, sinn dat 5% zu Lëtzebuerg.

Merci fir d'Zoustëmmung zu deem Text.

M. le Président.- Domadder wär d'Diskussioun ofgeschloss. Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6354 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm (par M. Lucien Clement), Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden (par Mme Nancy Arendt), Lucien Clement, Mme Christine Doerner (par M. Marcel Oberweis), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes (par M. Raymond Weydert), Marc Lies (par M. Paul-Henri Meyers), Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Fernand Etgen), Mme Anne Brasseur (par M. Claude Meisch), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Carlo Wagner) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira (par M. Claude Adam), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Da komme mer elo zum Projet de loi 6356 iwwert de Bau vu verschiddene Gebaier zu Belval. Hei hu sech ageschriwwen: den Här Berger, d'Madame Mutsch an d'Madame Lorsché. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, déi honorabel Madame Marie-Josée Frank. Madame Frank, Dir hutt d'Wuert.

12. 6356 - Projet de loi relatif à la construction du Bâtiment Laboratoires, de la Halle d'essais Ingénieurs et de la deuxième unité de production à froid à Belval

Rapport de la Commission du Développement durable

Mme Marie-Josée Frank *(CSV), rapportrice.*- Merci, Här President, nach eng Kéier. Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet 6356 gëtt d'Autorisatioun, fir um Site Belval e Labosgebai mat der Maison de la Vie an der Maison des Matériaux, d'Ingénieurs-Test-Hal an déi zweet Kälteproduktiounsunitéit ze bauen.

Ech erspueren lech a mir e verbale Réckbléck op d'Geschicht vun der Entwécklung vun der Uni Lëtzebuerg a ganz speziell zu dësem Projet vun de leschte Joren um Site Belval. Mir hunn et alleguerte schonn x-mol héieren a wëssen, wat fir eng Plus-value Belval schonn eleng duerch d'Universitéit fir d'Stad Esch a fir eist Land wäert kréien.

Dëse Projet ass de 24. Oktober vum leschte Joer vum Nohaltegkeetsminister déposéiert ginn. De 14. Februar vun dësem Joer huet de Statsrot säin Avis derzou ofginn. D'Chamberskommissioun huet mech den 1. Dezember vum leschte Joer zum Rapporteur genannt. Nodeems d'Kommissioun de 14. Mäerz de Projet an den Avis ënnert d'Lupp geholl huet, ass de Rapport den 20. Mäerz ugeholl ginn.

D'Konzept vum Labosgebai steet an der Logik vum Plan directeur vun der Héichuewenterrass. D'Haaptkritären heivu waren, engem kohärenten Urbanismus an de fonctionnellen Exigenze vun där Cité des Sciences laangfristeg gerecht ze ginn: en Urbanismus, deen an de Kontext vun der Entwécklung vun dësem Quartier vun der Stad Esch passt; eng rationell an ekonomesch Notzung vun den Terrainen op dem Gesamtareal vu 15,48 ha; e flexibelt Konzept, dat am Kader vun der Cité des Sciences genuch Weiderentwécklungsméiglechkeete bitt; e qualitativen Urbanismus mam Mënsch a senge Besoinen am Mëttelpunkt.

Dëst neit Gebai integréiert sech beschtens an den Ensembel vun der Cité des Sciences, wou der Recherche an dem Enseignement eng prioritär Roll zoukommen. Och kréien de Commerce, d'Wunnen, d'Restauratioun an d'Service hir Plaz op dësem dynamesche Site. De Laboratoire gehéiert zum Pôle vun den Naturwëssenschafte mat der Maison des Sciences de la Vie, de l'Environnement et des Matériaux, der Maison de l'Ingénieur, der Maison du Nombre, den Atelieren an dem Halle d'essais, deen am Norde vun der Héichuewenterrass stoe kënnt.

Wat elo spezial d'Bâtiment Laboratoires ugeet, sou ass dëst Gebai op de Prinzip vun enger grousser Flexibilitéit ausgeriicht, fir datt et jee no Besoin ka benotzt ginn. Interdisziplinaritéit vun der Recherche, Synergien tëschent den Équipë vun de Chercheuren an optimal Ausnotzung vun den Équipementer, dat si Stéchwierder. An enger éischter Phas ginn an dësem Gebai d'Aktivitéite vun der Unité de recherche en ingénierie, Geophysik, Science des matériaux a Biologie grad wéi och d'Travaux pratiques vu verschiddenen Unistudiëgäng um Niveau vum Bachelor a Master offréiert.

D'Ingenieurswëssenschaften ënnerscheede sech vun deenen aneren Zweiger vun de Sciences de la vie et des matériaux duerch d'Bedeitung vum Enseignement, virun allem um Niveau vum Bachelor, wou d'Offer ganz dense ass, fir kënnen den nationalen an historesche Begebenheete vum Land Rechnung ze droen. An dësem Domän gëtt et nämlech ee spezifesche legale Kader, virun allem am Beräich vum Bau oder der wirtschaftlecher an ekonomescher Aktivitéit. Duerfir ass d'Basisinformatioun vun der Uni Lëtzebuerg esou ausgeriicht, fir den zukünftegen Ingenieuren deen néidege Bagage mat op de Wee ze ginn.

Den zweeten Objet vun dëser Unité de recherche ass, e Centre de compétences fir eis lokal Wirtschaft ze ginn, gradesou wéi fir eis Administratiounen am Beräich vum Génie civil, der Elektrotechnik an der Mechanik.

En drëtt Zil ass ganz kloer, Lëtzebuerg eng besser Visibilitéit um internationale Plang ze ginn duerch Recherche fondamentale an e puer spezifeschen Domänen, ugefaange mat der Participatioun vun ArecelorMittal am Beräich vun der Konstruktioun an dem Design.

D'Aktivitéiten an der Geophysik konzentréiere sech op d'raimlech Geodäsie, d'Geodynamik an d'wëssenschaftlecht Miesswiesen. D'Fuerschungsschwéierpunkter hei leien um Klimawandel an den Naturkatastrophe wéi Vulkaner an esou weider, wat jo en enorm wichtegen Domän ass.

D'Fuerschungsunitéit Physik a Sciences des matériaux baséiert op folgende Pilieren: d'Physik vun der Matière condensée et des matériaux avancés, der Radiophysik an der Fotovoltaik. D'Zil ass et hei, e Lien tëschent der Fuerschung an dem akademeschen Unterrecht ze maachen.

Deem ganze Beräich vun der Recherche vun de Materialië kënnt eng grouss Bedeitung zou. An et sief gesot, datt d'Unité de recherche, déi mir duerno hei zu Lëtzebuerg hunn, méi grouss wäert si wéi déi vun der Uni Kaiserslautern. Selbstverständlech si Synergien tëschent deenen zwee Zentre virgesinn.

D'Aktivitéit vun der Unité de recherche en sciences de la vie dréien haaptsächlech ëm d'Observatioun an d'Kommunikatioun vun Zellen. Dëst kann zum Beispill hëllefe bei der Fuerschung vun onheelbare Krankheeten, déi mer haut nach kennen: Alzheimer, Arterioskleros, Diabetes, Kriibs an aneren.

Zum Architekturprojet ass ze soen, datt d'Labosgebai vun zwee Architekten ausgeschafft ginn ass, déi duerch e Concours ausgewielt gi sinn, dee souwuel um nationale wéi um europäesche Plang ausgeschriwwe war. D'Haaptthema vun dësem Concours war déi urbanistesch Ausriichtung vun deem einfachen, zweckméissege Gebai, mam Zil, e Gesamtbild vun urbanem Charakter ze schafen unhand vun den architektoneschen Elementer.

D'ganzt Labosgebai huet eng Fläch vu 35.000 m² mat sechs Niveauen iwwert dem Buedem an zwee Niveauen am Buedem. D'Niveauen iwwert dem Buedem sinn an zwee Fligel agedeelt, déi awer op all Stack matenee verbonne sinn. Et gëtt ee gemeinsame Sous-sol um minus 1. Deen zweete leeft onofhängeg vum Rescht, well hei d'Kältezentral soll ageriicht ginn. Wat d'Architektur vum Gebai ugeet, sou hu mir si am Detail an der Chamberskommissioun virgestallt kritt a si ass Partie intégrante vum Projet de loi.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Zil vum energetesche Konzept ass et, den Entretien esou einfach wéi méiglech an d'Exploitatiounskäschten esou niddreg wéi méiglech ze halen. Heizou soll dat flexibelt Konzept, vun deem ech virdru scho geschwat hunn, bäidroen.

Ech kommen dann elo zur Centrale de production de froid. D'Virgab vun der Regierung fir de Site Belval war kloer. Et soll e Beispill ginn a puncto niddregem Energieverbrauch an nohalteger Gestioun vun den Energien. D'Centrale de production de froid ass Deel vum Energiekonzept um Site, gradesou wéi doran och d'TGV-Zentral vu Rammerech eng Roll spille soll. Dat Ganzt ass un e gesamt Wärmenetz ugeschloss.

De Gesamtprojet gesäit vir, datt zwou Kälteproduktiounsunitéiten opgeriicht ginn. Iwwert déi éischt hu mer schonn d'lescht Joer hei ofgestëmmt. Dëst ass dann elo déi zweet, déi d'Parzellen nördlech respektiv östlech vun der Universitéitsplaz soll versuergen. D'Zentral ka maximal bis zu 24.000 kW produzéieren. An dëser éischter Phas sinn awer emol just 7.500 kW néideg. Wéi scho gesot, gëtt dës Anlag an de Sous-sol vum Labosgebai installéiert.

Wichteg ass, datt nach Reservefläche virgesi sinn, sou datt d'Anlag no an no an de Besoinen no kann ausgebaut ginn. D'Killtierm vum der Anlag, déi stinn um Daach vum Gebai.

Kolleeginnen a Kolleegen, elo nach zum Halle d'essais Ingénieurs. An dësen Hale sollen Tester ausgeféiert ginn an de Beräicher Génie civil, Bautephysik, Mechanik an Elektronik, dëst souwuel am Kader vun der Recherche wéi och vum Enseignement. Dës Hal ass och flexibel gestalt an opgedeelt an Hal an Atelieren, an deenen Tester kënne virbereet an ausgeféiert ginn.

D'Hal huet eng Gréisst vun 39 op 30 m an eng Héicht vun 12 m, déi an dräi Stäck opgedeelt ass. D'Hal steet direkt beim Labosgebai, fir genau ze sinn, un der Südsäit dovun. D'Energiekonzept ass op eng optimal Notzung vum technesche Besoin ausgeriicht an op eng maximal Notzung vun den natierlechen Energieressourcen, wat mer enorm wichteg fannen.

De Budget, dee virgesinn ass, beleeft sech op 136.250.000 Euro.

Wat den Avis vum Statsrot ugeet, sou huet déi héich Kierperschaft erëm sech derzou geäussert a bedauert, datt hei méi Gebaier an engem Projet de loi zum Vote gestallt ginn, an de Minister huet eis an der Chamberskommissioun versprach, datt en déi nächste Kéier fir all Gebai en eenzelt Gesetz géif maachen.

Fir aner weider Detailer, Dir Dammen an Dir Hären, verweisen ech op mäi schréftleche Rapport. Dëse Projet ass déi logesch Suite vun deem, wat um Site Belval virgesinn ass, an dowéinst bieden ech lech alleguerten, dëse Projet ze stëmmen, a ginn den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci der Madame Rapportrice. Als éischte Riedner ass den Här Berger agedroen. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Eugène Berger *(DP)*.- Merci, Här President. Ech ginn net méi op déi technesch Detailer an. D'Rapportrice huet dat en détail...

Une voix.- Huelt lech Zäit!

(Brouhaha)

M. Eugène Berger *(DP)*.- D'Madame Rapportrice huet dat awer ganz en détail gemaach, ech wéilt hir och dofir hei Merci soen.

(Hilarité et interruption)

Vläicht just ee Wuert, och datt dee ganze Konzept, wat d'Energie ubelaangt, positiv ass, datt et also an Zukunft do - hoffen ech - weiderhi bei den nächste Bauten, déi de Stat initiéiert, och an déi Richtung wäert goen.

Mir wëllen och soen, datt meng Fraktioun natierlech all positiven Développement fir d'Uni respektiv d'Uni um Site Belval ënnerstëtzt. An dat hei ass e weidere Bausteen, e weidert Element, fir datt dann dee Site sech développéiert an datt dat wierklech net nëmmen e Virdeel fir de Standuert Belval, mä insgesamt fir de Standuert Lëtzebuerg an deem Beräich ass.

Dat Eenzegt, ee Bémol vläicht: Eis geet et net ëmmer schnell genuch. Mir wéilten eigentlech, datt déi ganz Infrastrukture méi schnell géifen do op de Bee stoen. Vläicht kann eis de Minister och herno déi eng oder déi aner Prezisioun ginn, wat den Timing vun der Realisatioun vun där Infrastruktur ubelaangt.

Dat gesot, ginn ech awer den Accord vu menger Fraktioun gären zu dësem Projet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Berger. Als nächst Riednerin ass d'Madame Lydia Mutsch agedroen. Madame Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

(Brouhaha)

Mme Lydia Mutsch *(LSAP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mir stëmmen haut dësem Projet - wahrscheinlech - zou, deen e weidere Schratt duerstellt fir d'Entwécklung vun der Uni Lëtzebuerg am Quartier Belval, eng Entwécklung, déi mir besonnesch um Häerz läit, well se der Stad Esch de Sprong zur Universitéitsstad erméiglecht.

Déi dräi Deeler, déi dëse Projet beinhalt, sinn eng Beräicherung am Domän vun der Recherche, der Innovatioun an de Sciences naturelles. D'Laboratoiresgebai ass e weidert Stéck am grousse Puzzle vun der Cité des Sciences.

Am Moment - an dat ass hei nach net gesot ginn - schaffe schonn iwwer 500 Chercheuren um Site. LCSB, Tudor, CEPS, CRP-Lippmann an esou weider kann ee geschwë soen. Deen Trend weist weider no uewen an deen Trend gëllt et ganz kloer ze ënnerstëtzen.

Zesumme mat der Halle d'essais kréie mer mat dësem Projet e Komplex, dee virun allem der zukünfteger Faculté des Sciences, de la Technologie et de la Communication zeguttkënnt, déi eng ganz aktiv Fakultéit ass, déi elo schonn eng grouss Offer u Studien a Rechercheaktivitéiten ubitt. D'Fakultéit a besonnesch den Doyen, de Professor Heuschling, freeë sech immens op dës Gebailechkeeten, déi den zentralen Nervesystem vun dëser Fakultéit duerstellen an duerfir absolut indispensabel sinn.

An deem Zesummenhang ass et och wichteg, dass den Écart tëschent der Finalisatioun vun der Maison du Savoir an dëse Gebaier net ze grouss gëtt, fir eng méiglechst gutt Zesummenaarbecht an der Zukunft ze erméiglechen.

Nieft dem Laboratoire an der Halle d'essais kënnt eng zweet Unité de production de froid an d'Cité des Sciences, a mir begréissen an dësem Zesummenhang ganz besonnesch d'Efforten, déi hei vun alle Säite gemaach gi sinn, fir dem Site ronderëm d'Cité des Sciences en nohaltegt Energiekonzept ze ginn.

Wéi Der wësst, schwätze mer scho méi laang doriwwer, dass mir eis Ekonomie méi diversifizéiere sollen a mussen an dass mir nei Impulser brauchen, fir d'Recherche ze förderen, a genau dat geschitt ënner anerem mat Hëllef vun dësem Projet. Mam Hannergrond vun de Problemer am Stolsecteur ass et wichteg, dass mer déi ganz Regioun dynamiséieren an eis d'Moyenë ginn, fir e wichtegen a renomméierte Kompetenzzentrum ze schafen, deen d'Roll vun der Uni Lëtzebuerg verstäerkt. Hei läit en enorme Potenzial, fir en zentrale Pôle de recherche et de développement mat engem europäesche Rayonnement ze développéieren an nei Betriber unzesiedelen.

An deem neie Labosgesetz (veuillez lire: Labosgebai) sinn och ronn 660 m² fir de Commerce virgesinn. Dëst, well Belval keng universitär Insel gëtt, mä en dynamesche Quartier mat enger gudder sozialer Mixitéit an enger adaptéierter an diversifizéierter Offer fir Fräizäit, Commerce a Kultur. Dat passt an dat urbanistescht Konzept vun der Stad Esch a vun der zweeter Standuertgemeng Suessem.

D'Realiséierung vun dësem Projet bedeit weider eng grouss Dynamik fir déi ganz Südregioun an e risegen Défi fir eis Beschäftegungspolitik, fir nei Kooperatiounen, fir interregional a fir international Synergien an notamment fir d'Recherche. Et stellt e Kärstéck duer bei der Gesamtentwécklung vum Zukunftsstanduert Belval, deen eng enorm Chance fir d'ganzt Land duerstellt.

Ech hunn duerfir de Plëséier, fir d'Éischt, oder ofschléissend besser gesot, der Rapportrice eist Kompliment auszedrécke fir hiren ausféierleche Rapport an hire gudde Résumé op der Chamberstribün, a fir d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi ze iwwerbréngen.

Merci.

M. le Président.- Merci der Madame Mutsch. Als lescht agedroe Riednerin hunn ech d'Madame Josée Lorsché. Madame Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

(Interruption et hilarité)

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir unzefänke wëll ech der Madame Frank Merci soe fir hiren ausféierleche mëndlechen a schréftleche Rapport. Wann et ëm de Projet Belval geet, ass d'Begeeschterung heibannen esou grouss, datt et kaum zu kontroversen...

(Interruption)

M. le Président.- Entschëllegt.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- ...Diskussioune kënnt, ausser vläicht an deem Punkt, deen am Juni vum leschte Joer op dëser Plaz fir Stëmmung gesuergt huet, nämlech deen, wéi eng Fraktioun dann eigentlech dee gréisste Mérite un dësem Dossier huet a wien et 2002 gewot huet, bei dësem virbildhafte Projet vun engem Faass ouni Buedem ze schwätzen.

Haut gëtt net contestéiert, datt d'Entwécklung op Esch/Belval mat dësem Projet de loi a mam héijen Investissement vun iwwer 136 Milliounen Euro e gutt Stéck weiderkënnt. An och als Gréng si mir der Meenung, datt déi dräi Bauprojeten, déi haut zesummen iwwert d'Bühn ginn, sech an d'Logik vum Gesamtkonzept areien an duerfir an allen Hisiichten ze begréisse sinn.

Ze begréisse si se net nëmmen aus landesplanerescher an aus ekologescher Siicht - besonnesch mam Bau am Beräich vun der Energie -, se schafen och eng sozial an ekonomesch Plusvalue, andeems se zu der onëmgänglecher Émstrukturéierung an zu der wirtschaftlecher Diversifikatioun vun der Südregioun bäidroen an Aarbechtsplazen op allen Niveaue vun der Qualifikatioun schafen.

Natierlech gehéiert dozou och den Opbau an den Ausbau vun enger stabiler Wëssensgesellschaft am Zesummenhang mat der Uni Lëtzebuerg. D'Objektiv muss jo dora bestoen, d'Bildungs- an d'Qualifikatiounschancë vun eiser Jugend ze vervillfältegen, hir Perspektiven um Aarbechtsmaart ze erhéijen, nei Kompetenzberäicher ze entwéckelen an domat d'Autonomie vun eisem Land par rapport zum Ausland ze stäerken.

Virun allem de Bâtiment Laboratoires, als Bestanddeel vun der Cité des Sciences, ass an eisen Ae vu grousser Bedeitung, well wa mir et fäerdegbréngen, op dëser Plaz e Kompetenzzenter vun der Ingénierie ze schafen, dann ass dat net nëmmen e grousse Gewënn fir déi lokal a regional Betriber um Niveau vum Bauwiesen a vun der Industrie, de Bâtiment Laboratoires wäert och den öffentleche Verwaltungen zeguttkommen, andeems se op spezialiséiert Servicer, op Berodungen an op Expertisen am Beräich vum Génie civil, vun der Elektrotechnik a vun der Mechanik wäerten zréckgräife kënnen.

Ouni nach weider wëllen op déi technesch Detailer a Finessë vun dësen dräi Projeten anzegoen, wëll ech am Numm vun der grénger Fraktioun betounen, datt mir an allen Hisiichten domat d'accord sinn. Mir begréissen, datt eng weider Etapp op Esch/Belval an Ugréff geholl gëtt, quitte datt mir eis nach net op der Zilgerad befannen.

Erlaabt mer zum Schluss awer nach eng Remarque zu der Entwécklung vun der Uni, virun allem am Kontext vun der Medezin a vun der medezinescher Fuerschung. Als Gréng si mir der Meenung, datt nieft der Materialfuerschung an der Fuerschung, déi kierzlech um Niveau vun den neurodegenerative Krankheeten ugelaf ass, wéi Parkinson an Alzheimer, datt dernieft och e wäitgefächerte Medezin- an Émweltmedezinstudium an d'Uni sollt integréiert ginn, an zwar aus folgende Grënn:

Wëssend, datt déi rezent Etüd vun der Associatioun vun de Medezinstudente kloer drop hiweist, datt mir mëttel- bis laangfristeg mat engem Mangel u Medeziner wäerte konfrontéiert ginn, sollt eis Regierung elo scho Konsequenzen aus där Etüd zéien an de Medezinstudium hei am Land ausbauen a promouvéieren. Domat géif d'Uni Lëtzebuerg net nëmmen un Attraktivitéit gewannen, virun allem géifen eng Rei vu Spezialisatiounen an der Medezin et och erlaben, méi Dokteren am Land ze halen, Synergien tëschent der Uni, de Fuerschungszentren an de Spideeler ze schafen.

Dat just als Ergänzung zu dësem Projet, dee mir, wéi gesot, a senger Totalitéit ënnerstëtzen, an der Hoffnung natierlech, datt d'Uni Lëtzebuerg hir Diere gläich wäert opmaachen.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Lorsché. D'Wuert kritt elo den Här Wolter.

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Här President, wien dëser Deeg iwwer Belval geet, dee gesäit, datt amgaang ass do wierklech eppes ze entstoen, wat virun enger Dose Joren een an deene kéngsten Dreem net gewot hätt ze dreemen. Dee Site ass amgaang sech wierklech ze fëllen an zu deem ze ginn, wat sech virun där Zäit geduecht ginn ass.

Ech hu virdrun eng ganz engagéiert Ried héiere vum zoustännege Minister, wat d'Entwécklung vun der Nordstad ubelaangt. An ech wëll en op dëser Plaz encouragéieren, zesumme mat villen aneren, op deem dote Wee virunzefueren. Well d'Dezentralisatioun zu Lëtzebuerg, d'Ubannung an d'Implantatioun vun Aktivitéiten, souwuel am Süde wéi am Norde vum Land, sinn extrem wichteg, wa mer wëllen eist Land weiderentwéckelen.

Och wann een an der Chamber vun Zäit zu Zäit dann taquinéiert gëtt op Detailfroen, sollt ee sech net vun deene grousse Saachen ofbrénge loossen. Heiansdo kënnt den Erfolleg an der Politik 15 Joer nodeems een eppes gemaach huet. Also, Här Minister, fuert an deem dote Sënn souwuel am Norde vum Land wéi am Süde vum Land weider, déi Entwécklung ze maachen, déi noutwendeg ass, fir dass mer e kompetitivt Land behalen!

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Wolter. D'Wuert kritt elo den zoustännegen Nohaltegkeetsminister.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Just ganz kuerz, fir och nach eng Kéier der Kommissioun an der Rapportrice Merci ze soe fir déi Aarbecht, déi hei gemaach ginn ass. Ech wëll och dem Här Wolter Merci soe fir déi Encouragementer. Ech géif natierlech, Här Wolter, och hei gradesou eng engagéiert Ried iwwer Belval hale wéi iwwert d'Nordstad; just hei ass all Fraktioun domadder d'accord, esou datt dat net noutwendeg ass.

(Hilarité)

Mä d'Engagement, wëll ech lech awer soen, ass gradesou grouss op där enger Plaz wéi op där anerer.

Den Här Berger hat nach eng Fro gestallt, wéini et lassgeet a wat d'Délaie sinn. Mir brauchen hei ronn 1,5 Joer Virbereedungszäit mat Ausschreiwungen, Prozeduren, dräi Joer Bauzäit, esou datt mer dovunner ausginn, datt mer 2017 mat dëse Gebailechkeete kënne fäerdeg sinn.

Merci fir d'Ënnerstëtzung.

M. le Président.- Merci dem zoustännege Minister. Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6356 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6356 ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden (par M. Lucien Clement), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes (par M. Paul-Henri Meyers), Marc Lies (par M. Félix Eischen), Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Raymond Weydert), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Carlo Wagner) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 6357 iwwert d'Transformatioun an den Ausbau vum

Lycée Hubert-Clément zu Esch. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: den Här Berger, d'Madame Mutsch, d'Madame Lorsché an den Här Kartheiser. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

13. 6357 - Projet de loi relatif à la transformation et à l'extension du Lycée Hubert-Clément à Esch-sur-Alzette

Rapport de la Commission du Développement durable

M. Marc Spautz *(CSV), rapporteur.*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, haut solle mir iwwer e Projet vun engem Lycée ofstëmmen, deen duerch d'Gesetz vum 17. Juni 1911 gegrënnt ginn ass. Ech denken, datt dës Zäitspan vu méi wéi 100 Joer e laangen Dag beweist, an datt et do och derwäert ass, fir eng Kéier e Réckbléck ze maachen iwwert dee Lycée, deen elo an eng Transformatioun an an eng Extensioun erageet.

Wéi d'Chamber viru knapp 101 Joer dëse Lycée an d'Liewe geruff huet, war dat als Lycée de jeunes filles zu Esch. D'Gesetz huet d'Organisatioun vun engem Enseignement moyen virgesinn. Eigentlech huet dat Gesetz awer just enger bestehender Situatioun eng legal Basis ginn, well op eng Décisioun vum Gemengerot hate se den 30. Juli 1910 d'Décisioun geholl, vum Escher Gemengerot hate se...

(Interruption)

...wann et zu Esch ass, Här Braz, da muss et wuel zu Esch sinn; huet schonn e Lycée fir jonk Meedercher an der Stad bestanen. Et ass duerfir och wichteg, fir zu Esch esou een ze schafen.

(M. Michel Wolter prend la présidence.)

Am Ufank hat d'Schoul keen eegent Gebai; verschidde Klasse waren am ale Gemengenhaus, anerer bei de Schwësteren. 1926 hat den Deputéierte René Blum eng Proposition de loi iwwert den neie Lycée déposéiert an 1931 gouf e Concours fir en Avant-projet an d'Wee geleet. Eréischt am Joer 1938 huet den deemolegen Escher Buergermeeschter an Deputéierten Hubert Clément Terrainen an der Peripherie - deemools Peripherie - vun Esch kaaft, fir en neie Lycée drop ze bauen.

D'Aarbechten hunn awer eréischt Ufank de 50er Joren ugefaangen. De 25. Abrëll 1955 konnt dat neit Gebai an der rue Général Patton ageweit ginn. D'Gesamtfläch deemools waren 2.300 m². Deemools sinn 312 Schülerinnen, verdeelt op 14 Klassen, do an de Lycée gaangen. 1961 waren et der scho 446 a 16 Klassen. An et war séier kloer, datt d'Gebai ze kleng wier.

Schonn am Schouljoer '63/'64 waren all d'Klassesäll genotzt a vun 1965 u si verschidde Säll fir fachspezifeschen Unterrecht mat benotzt ginn, fir d'Klassen ënnerzebréngen. Well ëmmer méi Schüler sech gemellt hunn an där Schoul, sinn d'Klassen ëmmer méi grouss ginn. Et waren eng Zäit alt bis zu 50 - dat ass vläicht e Chiffer, deen ee sech haut an enger Schoul net méi ka virstellen -, datt bis zu 50 Schüler an enger Klass waren!

Am September 1965 si véier Klassen a provisoresche Pavillonen, déi am Haff opgeriicht gi sinn, ënnerbruecht ginn. Dat konnt awer selbstverständlech keng dauerhaft Léisung sinn. An 1966 gouf en Tosch mat der ARBED gemaach, fir datt de Lycée sollt méi Terrain kréien, fir d'Méiglechkeet ze hunn, fir och eng Extensioun ze kréien, wat dann och duerch d'Gesetz vum 27. Juni 1968 autoriséiert ginn ass. No an no sinn déi verschidde Phase vum Ausbau fäerdeg ginn, awer et huet vill misse gefréckelt ginn, fir d'Schüler an d'Personal ënnerdaach ze kréien. Am Kader vu Vergréisserungen ass et och duerno dozou komm, datt eng Piscine gebaut ginn ass, eng Kantin an en Turnsall.

Eng grouss Verännerung gouf et am Schouljoer '70/'71. Ab deem Dag war et net méi de Meedercherslycée, well ab deem Dag konnten och déi éischt Jongen an dee Lycée goen. 30 hate sech fir dat Schouljoer ageschriwwen. Am Laf vun de Joren hu sech ëmmer méi Bouwen in die Hölle der...

Une voix.- Höhle! Die Höhle!

M. Marc Spautz *(CSV), rapporteur.*- ... Höhle der Löwinnen getraut, an 1985/86 ware 45% vun de Schüler Jongen.

De Fakt, datt ab 1970 och Jongen an dee Lycée gaange sinn, hat natierlech mat sech bruecht, datt iwwert den Numm Meedercherslycée huet missen nogeduecht ginn. An am Juli 1971 huet d'Proffekonferenz sech fir den Numm Lycée Hubert-Clément ausgeschwat, wat dann duerch de Règlement grand-ducal vum 12. November 1971 den offiziellen Numm vum Lycée ginn ass.

Wann 1971 nach genuch Plaz fir all Schüler gi war, esou huet sech de Problem am Laf vun de Jore manifestéiert, och well nei Sécherheetsnormen et net méi erlaabt hunn, d'Klassen ënnert dem Daach an am Sous-sol ze logéieren. 1998 war e Projet presentéiert ginn, wéi een dee Lycée kéint esou aménagéieren, datt der Unzuel vun de Schüler an den Ufuerderunge vun där Zäit kéint Rechnung gedroe ginn.

Well mat deenen neie Reglementatiounen et awer ganz schwéier war, de Lycée weider ze vergréisseren, huet de Regierungsrot am Juli 1999 décidéiert, de Lycée Hubert-Clément op en neie Site ze verplanzen, fir deem groussen Ustuerm vu Schüler gerecht ze ginn. 2007 huet d'Regierung deen initiale Projet vun 1998 awer erëm opgegraff a sech fir eng Renovatioun an en Ausbau vun de Gebaier an der rue Général Patton ausgeschwat.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eng kleng Klammer: Am Avis vum Statsrot gëtt drop higewisen, an déi héich Kierperschaft huet sech d'Fro gestallt, firwat - wéi et am Plan directeur sectoriel «Lycées» virgesinn ass - deen neie Lycée net op d'Lentille Terres Rouges komm ass. De Statsrot huet et bosseg fonnt, datt mer erëm op deen ale Site zréckgaange sinn.

Natierlech ass d'Fro erlaabt, firwat de Lycée Hubert-Clément keen neit Gebai um Terres Rouges kritt huet. De Statsrot mengt, et kéint vläicht sinn, datt mam Lycée Belval an dem Hubert-Clément déi zwou Schoulen ze no beienee gestanen hätten. Vläicht kann et awer och sinn, datt de verschmotztene Buedem um Terrain vun Terres Rouges - och emol eng Schmelz, déi vill produzéiert huet a wou Lëtzebuerger Stolgeschicht geschriwwe ginn ass -, datt do hätt missen ze vill Geld ausgi ginn, fir den Terrain ze entsuergen. Och déi Fro sief an dësem Kader erlaabt.

Ech maachen déi Klammer erëm zou, mä et ass awer wichteg, ze ënnersträichen, datt de Statsrot sech och déi Fro gestallt huet.

De Lycée Hubert-Clément zu Esch läit tëschent de Stroossen Théodore Kapp, Général Patton a rue Jean-Pierre Michels a bitt just den Enseignement classique un. Wéi gesot, et gëtt scho säit e puer Joer Problemer, fir de Schüler an de Proffen déi néideg Infrastrukturen ze bidden. Wat maache mir elo, fir datt an Zukunft hei erëm Unterrecht an adequate Raimlechkeete ka gehale ginn?

Vill Leit heibannen, souwuel op der Zuhörerbänk wéi och heinidden am Sall; ech zitéiere léiwer keen an nenne léiwer keen, deen do d'Première gemaach huet, well et sinn der vill; och si sinn alleguerte mam Numm an der Entrée vum Lycée veréiwegt, bei engem ass den Numm richteg, bei aneren ass en net gradesou richteg, mä och dat kann een elo vläicht ännéren. Duerfir wëll ech och drun erënneren un déi Geschicht, déi vill Leit heibannen do materlieft hunn an déi kënne bestëmmt verschidde Spiichtercher, méi positiver a méi negativer, erzielen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, d'Capacité d'accueil läit no den Aarbechten tëschent 780 an 975 Schüler, mat engem Total vun 39 Klassen. Nieft den üblechen Aménagementer am Ausseberäich, gesäit de Programme de construction vir, datt déi néideg Strukture fir den Enseignement, fir d'Administratioun, fir den Accueil an och de Sport geschafe ginn.

Duerch déi verschidde Lycées-Projeten, déi mir an de leschte Joren hei gestëmmt hunn, wësst Dir, wat hei d'Besoinë sinn, an ech muss net weider drop agoen. Falls awer een den Detail wëllt noliesen, esou kann en alles am Exposé des motifs vum Projet erëmfannen.

Ee Punkt, vun deem een haut erëm muss schwätzen, ass awer de Problem vun de Parkplazen, well och dat ass e gréissere Problem op där Plaz. Hei gëtt am Sous-sol en zum Deel bedeckte Parking gebaut an am Ausseberäich sinn nach eng Kéier 60 Plaze virgesinn.

Wien de Lycée Hubert-Clément virun Aen huet, weess, datt déi Schoul aus verschidde Gebaier besteet. Déi ginn och all bäibehalen, bis op d'Sportshal, déi net méi den heitegen Ufuerderunge gerecht gëtt. Vu datt d'Kantin an d'Piscine eréischt méi rezent renovéiert goufen, muss dorun näischt geschafft ginn.

Am gréisste sinn d'Aarbechten, déi u Gebaier aus de 50er Jore gemaach ginn. Déi musse komplett sanéiert ginn, mat allen droende Strukturen an der integraler Technik. Am Gebai, dat an de 70er Jore gebaut gouf, musse just Reparature gemaach ginn an d'elektresch Installatiounen ersat ginn.

Dernieft sinn awer och e puer nei Konstruktioune virgesinn. Sou gëtt tëschent de Gebaier en neie Flillek gebaut, deen och direkt déi nei Haaptentrée vum Lycée gëtt. Ausserdeem déngt dësen Neibau och als horizontal Verbindung tëschent de Gebaier aus de 50er an de 70er Joren. Do, wou bis elo de Gymnase stoung, kommen zwee nei Flillecken. An engem dovunner ass déi nei Sportshal mat verschiddenen Annexen, an de Parking am Sous-sol.

Wat de Choix vun de Materialien ugeet, esou ass drop opgepasst ginn, datt se zolidd, nohalteg a liicht ze ënnerhale sinn. Wat d'Energiekonzept ugeet, esou gëtt déi bestehend Kogenerationsanlag erhalen. Dernieft ginn nach ganz performant thermesch Isolatiounen agesat. Och op erneierbar Energië gëtt zréckgegraff doduerch, datt Fotovoltaikspanneauen installéiert ginn.

D'Aarbechte sinn also voll a ganz op der Linn vun der Regierung, fir déi öffentlech Gebaier esou ze sanéieren oder ze bauen, datt se enger nohalteger Entwécklung gerecht ginn. Esou ginn zum Beispill all d'Fënsteren duerch neier ersat mat Dräifachverglasung. Et gëtt méiglechst vill op natierlech Luucht zréckgegraff, fir d'Energiekäschte méiglechst effikass erofzedrécken.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, esou Aarbechten an engem Lycée sinn natierlech net ohne, well jo och awer gläichzäiteg nach de Schoulbetrib muss garantéiert ginn. Am Projet, esou wéi en déposéiert ginn ass, war virgesinn, 400 bis 450 Schüler op de Site vum Lycée Belval oder an d'Annex Victor Hugo vum Escher Lycée technique ze delokaliséieren, soulaang déi Aarbechten daueren.

Momentan ass d'Situatioun awer esou, datt d'Annex Victor Hugo duergeet, fir déi concernéiert Schüler a Proffen ënnerzekréien. Dëst erliichtert deene Responsabele villes, well fir e Lycée op dräi Sitë plus e Chantier ze koordinéieren, wier nawell e schwéiert Unterfangen! Esou bleift et elo bei zwee Siten an engem Chantier.

Wat de Budget ugeet, esou si 46.500.000 Euro virgesinn. An de jährlechen Ënnerhalt soll sech laut Previsiounen op 500.000 Euro belafen.

Kolleeginnen a Kolleegen, dat waren... och d'Haaptremarquen hat ech jo mat agebaut vum Statsrot, an ech bieden Iech am Intérêt vun de Schüler, vun alle Responsabelen an och vun de Proffen an am Intérêt vun alle Leit, déi zu Esch an de Lycée Hubert-Clément ginn, dës bluttnoutwendeg Aarbechten ze maachen an dësem Projet d'Zoustëmmung ze ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech géif Iech och Merci soen, Här Spautz, fir Äre Rapport. An ech géif dann d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner ginn, den honorabelen Deputéierte Berger.

Discussion générale

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Ech wéilt dem Rapporteur Merci soe fir säin ausféierleche Rapport. En huet och scho gesot, datt dat Gebai eng Rei Joren um Bockel huet, datt et also absolut noutwendeg war, fir dat Gebai e bësschen op deen neiste Stand ze bréngen, mä awer och, datt zousätzleche Raum gebraucht ginn ass, datt dat dann also och elo, no praktesch 100 Joer, gemaach gëtt.

Dat hei ass en Investissement an d'Jugend, en Investissement an d'Bildung, an d'Ausbildung, duerfir begréisse mir dat a mir wäerten also dee Projet natierlech och stëmmen.

Dat Eenzegt, wat ee kann ze bedenke ginn, dat ass, datt während den Aarbechten net, wéi alt bei anere Projeten do, sur place a Containere konnt geschafft oder verfuer ginn, fir do d'Schüler op deemselwechte Site ze halen. Dat heescht, leider wäerten do awer eng Rei Schüler musse während een, zwee Joer - hoffentlech esou kuerz wéi méiglech - op aner Siten transferéiert ginn, wat sécherlech net perfekt ass. Mir hoffen, datt - vläicht bei anere Projeten, wou dat och géif ustoen - een do vläicht besser Solutioune wäert fannen. Mir hoffen also, datt déi Aarbechten esou kuerz wéi méiglech wäerten daueren.

Ech wéilt awer och soen, datt mer, wa mer dee Projet hei begréissen, och drun erënneren, datt et och nach aner Plazen am Land gëtt, wou Investissementer an d'Schoulen noutwendeg sinn, ënner anerem zu Déifferdeng oder zu Mondorf, wëll ech drun erënneren, datt do och nei Infrastrukture gebraucht ginn. An dann hoffe mer och, datt also relativ schnell, an deenen nächste Wochen, Méint - wat weess ech -, esou schnell wéi méiglech dann och hei d'Regierung eis ka Projete presentéiere fir déi Siten.

Dat gesot, also den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen Iech Merci, Här Berger. Da ginn ech d'Wuert weider un d'Madame Mutsch.

Mme Lydia Mutsch *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Lycée Hubert-Clément oder den Escher Meedercherslycée, wéi en och haut am Minette nach ganz oft genannt gëtt, huet d'lescht Joer 2011 seng honnert Joer gefeiert. Et ass ee vun deene Lycéeën, wou déi éischt Frae viru ronn 95 Joer hire Premièresexame gemaach hunn. Dat ass haut eppes ganz Normales, mä dat war et awer während ganz laanger Zäit iwwerhaapt guer net.

Leider gesäit d'Gebai, esou schéin et och ass, haut nach bal genee esou aus wéi deemools. 1999, virun 13 Joer, war d'Iddi bei der Regierung geräift, fir de Lycée Hubert-Clément ganz nei ze bauen, an zwar um Site Terres Rouges, och an direkter Noperschaft zum Zentrum vun Esch. Leider ass no laangem Hin an Hier 2007 décidéiert ginn - virun allem aus Käschtegrënn, awer net nëmmen -, de Lycée um aktuelle Site ze renovéieren a komplett ëmzebauen. De Rapporteur ass schonn op deen Historique agaangen, an ech ka mech senge kritesche Reflexiounen nëmmen uschléissen a wäert se och hei net widderhuelen.

Déi laang Waardezäit huet awer net nëmmen den Image an d'Entwécklung vun der Schoul selwer beaträchtegt, mä och d'Entwécklung vun der Standuertgemeng a vun der Regioun, well déi verschidde Variante ganz ënnerschiddlech Impakter op d'Stadentwécklung kënnen hunn. Wéi 2007 d'Décisioun gefall ass, fir um aktuelle Standuert ze bleiwen, konnt endlech erëm konstruktiv weidergeplangt ginn.

D'Envergure vun den Aarbechte war ganz grouss. Et war an ass jiddwerengem kloer, dass de Lycée Hubert-Clément dës Aarbechten drénglechst brauch, fir d'Gebai erëm fit ze maache fir déi nächst Jorzéngten a fir déi nächst Generatiounen. Et soll een op dëser Plaz op en Neits begréissen, dass de Stat d'Wichtegkeet kloer erkannt huet, fir op en Neits am Süden an notamment zu Esch ze investéieren.

Derbäi kënnt, dass en neit an attraktiv renovéiert Gebai en direkte positiven Impakt op d'Zefriddenheet vu Schülerinnen, Schüler a Léierpersonal wäert hunn. Mä och den Impakt op d'Ëmfeld am Quartier an den Image vun der Standuertgemeng ass heibäi net ze ënnerschätzen.

Wéi d'Gronddémarche fir den Ëmbau gekläert war, dunn huet natierlech misse gekuckt ginn, wéi den Interim während dem Schantje kéint geléist ginn. Och hei war net alles direkt kloer an et huet e bësse gedauert, bis eng Léisung fonnt ginn ass, déi den Accord vun allen Acteuren erlaabt huet. D'Gebai op der Victor-Hugo-Plaz steet elo an der Iwwergangszäit zur Verfügung, manner wéi 900 m ewech, wat den Hin an Hier fir all Betraffen a Grenzen hält.

E geplangten neie Modularbau kann dee Moment genotzt ginn, fir de Projet „Cap Futur" Ganzdagsschoul vum Lycée technique ze droen. Op eis Nofro hi krute mir gesot, dass d'Administration des Bâtiments publics ganz zouversiichtlech ass, fir dee Volet den Hierscht kënnen am Gréff ze hunn. An dat ass och ganz wichteg fir den Démarrage vum Projet.

Domat steet fir de Lycée Hubert-Clément zesumme mam deelweis benotzbare bestoende Gebai genuch Plaz zur Verfügung, fir eng kloer Struktur ze schafen, déi bei de Schüler an dem Léierpersonal gutt ukënnt an hinnen entgéintkënnt bei hirer Aarbecht.

Ofschléissend bleift ze ënnersträichen, dass mir eis all, a bestëmmt och den Direkter a fréiere Kolleeg Frunnes Maroldt, deen haut bei eis ass, op dat neit Gesiicht vum Lycée Hubert-Clément freeën, d'Regierung encouragéieren, fir de Projet an dëser Form zügeg unzegoen. An dat erlaabt mir, dem Rapporteur e grousse Merci ze soen an den Accord vu menger Fraktioun mat op de Wee ze ginn.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Mutsch. An dann ass et un der Madame Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Numm vun der grénger Fraktioun wëll ech och dem Här Spautz Merci soe fir säin interessante Rapport. Als fréier Schülerin vum Lycée Hubert-Clément,...

M. le Président.- Aha! Dir och!

(Hilarité)

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- ... där hiren Numm och haut un der Mauer vum Préau hänkt, sinn ech natierlech frou festzestellen, datt de Projet vum fréiere Meedercherslycée vun Esch endlech um Zil ukënnt.

Allerdéngs geschitt dat net zu eiser vollster Zefriddenheet. Nodeems de Regierungsrot am Joer 1998 décidéiert huet, de Lycée Hubert-Clément ze renovéieren an auszebauen, ass dës Décisioun am Joer '99 nees réckgängeg gemaach ginn an et sollt zu engem Neibau op der Lentille Terres Rouges kommen. Mä leider ass dëse Projet am Joer 2007 nees fale gelooss ginn. Doropshin huet et nees eng Kéier fënnef Joer gedauert, bis et dann elo awer zu enger Renovéierung an enger Extensioun vum Lycée kënnt.

Dat Éischt, wat een dozou ka soen, ass natierlech, datt dee laangen Zickzackkurs iwwer Jorzéngten ewech net glécklech war a vill Gedold erfuerdert huet, virun allem op der Säit vum Personal a vun der Direktioun, déi sech ëmmer nees op vag Zukunftspläng hu misse vertréischten.

Dat Zweet, an dat bedauere mir zudéifst, ass, datt de Projet vun enger neier Konstruktioun op der Lentille Terres Rouges fale gelooss ginn ass, ouni datt d'Regierung dofir eng plausibel Erklärung geliwwert huet an ouni datt se Konklusiounen aus enger Etüd iwwert d'Intégration urbaine vum Lycée op deem Site gezunn huet.

déi gréng waren nach ëmmer der Meenung a bleiwen et och, datt en Ausbau op den Terres Rouges eng besser Léisung gewiescht wär. Eng nei Konstruktioun op deem Site hätt nom obligatoresche Prinzip vum „pollueur-payeur" net nëmmen zu der Sanéierung vum Terrain op d'Käschte vun ArcelorMittal misse féieren, mä virun allem och zu enger sënnvoller Notzung vun deem zéng Hektar groussen an zentralen Areal.

Obschonn d'Lentille Terres Rouges schonn an den 90er Joren als virrangegen Entwécklungspôle agestuuft ginn ass an d'Stad Esch déi Iddi, wéi gesot, ënnerstëtzt huet, war d'Regierung schlussendlech net derzou ze bewegen, de Lycée op dësem ideale Site ze implantéieren. Sou datt mir eis haut noutgedronge mat der schwiereger Situatioun vun der Vergréisserung vun de scho bestoenden Infrastrukturen a mat der Renovatioun mussen offannen.

Ofgesi vun där prinzipieller Kritik, wat de Choix vum Site ubelaangt, wëll ech awer och e puer konkret Froen opwerfen, déi sech am Kontext vum virleiende Projet stellen. Mir deelen d'Suerg vum Personal, datt d'Renovatioun vun der Victor-Hugo-Schoul no der Faillite vun der zoustänneger Firma net schnell genuch iwwert d'Bühn geet, fir den Unterrecht am September ënner gudde Konditiounen an deem Gebai kënnen ofzehalen.

Gedanke maache mir eis och iwwert d'Identitéit vun der Schoul: Wéi kann déi oprechterhale ginn, wann d'Klassen, d'Enseignanten an d'Servicer jorelaang op verschidde Siten ënnerbruecht sinn? Dowéinst si mir der Meenung, datt geziilt iwwert dee Volet muss nogeduecht ginn, datt genuch finanziell Mëttelen an zousätzlecht Personal zur Verfügung gestallt musse ginn, éischtens, fir déi intern Kommunikatioun tëschent de Siten op engem Maximum ze halen, an zweetens, fir der Schoul hir Identitéit no baussen hin ze vermëttelen.

Zu där Identitéit gehéiert och de Schülertheatergrupp Namasté, deen an dëser Schoul an iwwer hir Grenzen eraus net nëmme groussen Theater spillt, mä och maassgeblech zum positiven Image vun dëser Schoul bäidréit. Mir hoffe staark, datt d'Dynamik vun deem Grupp net duerch d'Renovatiounsaarbechte gebrach gëtt. Wann een nämlech weess, datt dat ganzt informatescht an technescht Material vun Namasté an en ausgedéngt Lager vun engem Miwwelhaus verfracht soll ginn, wou et net viru kalen Temperaturen a Fiichtegkeet geschützt ass, da kann een nëmmen hoffen, datt de materielle Schued sech a Grenzen hält an datt d'Aktivitéite vun deem Theatergrupp net wäerten op der Streck bleiwen.

Natierlech gehéiert zu der Renovatioun och déi energetesch a baubiologesch Sanéierung, wou d'Pläng leider net op e Paradebeispill an deem Beräich schléisse loossen. Am Gesetzestext steet net vill méi, wéi datt d'Liewensqualitéit an deem 60 Joer ale Gebai eropgeet, datt just dat aalt Gebai komplett isoléiert gëtt an datt just den Daach vun der Sportshal mat Fotovoltaiksanlagen installéiert gëtt.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, trotz dësem energiepolitesche Bémol an trotz eiser Enttäuschung doriwwer, datt de Site vun den Terres Rouges vun der Regierung fale gelooss ginn ass, wënsche mir dësem Projet e schnellen a reibungslosen Oflaf. De Lycée Hubert-Clément muss esou schnell wéi méiglech modern an zäitgeméiss Infrastrukture kréien, fir endlech sengen onzoumuttbare Frittebuden a sengem 60-jährege Gymnase lasszeginn.

An deem Sënn ënnerstëtze mir dëse Projet de loi, mat der uschléissender Fro un d'Regierung, wéini se da gedenkt, d'Firma ArcelorMittal zu der Sanéierung vun der Lentille Terres Rouges ze forcéieren a wéi engem Notze se dëse Site wëllt schlussendlech zouféieren. Net nëmmen déi gréng Fraktioun, mä doudsécher och déi Escher Leit géife sech iwwert d'Äntwert freeën.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och der Madame Lorsché. Als leschtem ageschriwwene Riedner ginn ech dann d'Wuert dem Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, och ech wéilt mech deene ville Mercien uschléissen, déi eisem Rapporteur haut schonn entgéintbruecht gi si fir säi ganz gudde Rapport. Mir hu selbstverständlech mat deem Projet hei iwwerhaapt kee Problem a mir stëmmen e ganz gäre mat.

Ech wéilt awer elo net heihikommen an eis d'Freed um Geldausgi verdierwen, mä mir hunn eis awer emol erlaabt, zesummenzerechnen an zesummenzezielen, wat mer haut ausginn hunn: de Lycée zu Gilsdorf: 100 Milliounen, d'Cité des Sciences: 136 an eppes, de Lycée Hubert-Clément: 46, dat ginn 282.750.000 Euro oder eelef an eng hallef al Milliarde Frang an e puer Stonnen!

Elo ass natierlech d'Fro, Här Minister, well mer jo awer wëssen, datt ënner enger CSV/LSAP-Regierung d'Evolutioun vun de Statsfinanzen net ganz positiv ze nennen ass an datt Der wahrscheinlech an der Regierung iergendwéini musst ufänke mat Geld spueren... Do ass Äre Ministère wahrscheinlech och mat concernéiert. Mir hunn eng ganz Rei Projeten hei gestëmmt, déi nach net ugefaange sinn, déi nach an der Pipeline sinn. A meng éischt Fro ass: Wéini mengt Dir, datt déi hei Saachen, déi mer haut gestëmmt hunn, kënne gebaut ginn? An: Wou wëllt Dir spueren an Ärem Departement?

An ech wëll gläich drunhänken, well ech jo vun der ADR sinn an Dir eis Partei jo sécher kennt a schätzt: Ech mengen, datt den Tram zum Beispill vun Dag zu Dag manner wahrscheinlech gëtt. Well mat deem Defizit, dee mir hunn, a mat esou ville prioritäre Projeten - well d'Schoule sollen zu de Prioritéite gehéieren - bleift kee Geld, fir Geld ze verbëtzen zum Beispill duerch e sënnlosen Tram.

(Interruption)

Här Minister, compte tenu vun der Situatioun vun de Statsfinanzen, wou haut erëm eng Kéier eelef an eng hallef Milliarden derbäikoumen: Wéi gedenkt Dir ze spueren? Wat ass Äre Bäitrag fir d'Sanéierung vum Statsbudget? Wou fänkt Der un? A wat maacht Der mat engem Tram, dee kee Mënsch brauch a kee wëllt?

Villmools Merci.

M. le Président.- Merci och dem Här Kartheiser. Hie war de leschten agedroene Riedner. Da ginn ech d'Wuert weider un den zoustännege Minister, den Här Wiseler.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Merci, Här President. E puer Froe sinn hei gestallt ginn an ech wëll och probéieren, kuerz dorobber anzegoen. Éischtens ass eng Diskussioun gefouert ginn iwwert de Choix vum Site. De Choix vum Site, wou virdrun d'Lentille Terres Rouges geplangt war a wou d'Regierung 2007 op eng aner Décisioun komm ass. Do gëtt et ganz kloer eng Rei Grënn derfir an et ass net, datt déi Décisioun einfach esou aus heiterem Himmel geholl ginn ass.

Ee vun de Grënn derfir, dat ass, datt éischtens emol den Terrain vun der Lentille Terres Rouges dem Stat net gehéiert, mä der Arcelor gehéiert. Dat ass deen éischte Grond.

Deen zweete Grond, dat ass, datt de Site manifestement polluéiert ass an datt déi Käschten, déi mer hätte missen ausginn, fir dee Site hei erëm an d'Rei ze kréien, natierlech erheblecher gewiescht wären. Mat 20 Millioune ware se ugesat. Mä mir wëssen, wat déi 20 Milliounen heeschen, wa mer gesinn, wat bei der Liaison Micheville un zousätzleche Käschten, déi net virausgesi waren, och nach op eis zoukomm ass. Dat heescht 20 Milliounen, mat engem grousse Risque verbonnen; loosse mer et emol esou ausdrécken.

Drëttens ass dee Buedem och net stabiliséiert gewiescht. Dat heescht, och do war et relativ schwiereg, anzeschätzen, wat fir eng zousätzlech Aarbechten nach hätte misse gemaach ginn. A véiertens ass dat, wat op deem Site momentan ass, dat heescht, déi al industriell Gebailechkeeten, deelweis en historesche Site a mat enger Rei Contraintë verbonnen, sou datt een och vum Bau hier net hätt kënnen esou fräi plangen, wéi een en normale fräie Site hätt kënne plangen.

A schlussendlech wëll ech awer och dozou soen - ech ginn haut net op dem Här Kartheiser seng Fro iwwert den Tram an, well mer haut net iwwert den Tram schwätzen, dat maache mer eng aner Kéier ganz gäre mat ganz vill Plëséier -, haut wëll ech awer soen: Wann hei e Choix geholl ginn ass, da muss ee kucken, wat en neie Lycée op Terres Rouges kascht hätt - 90 Milliounen theoretesch de Lycée, plus all déi Frais-connexen, 20 Milliounen Dekontaminatioun, an anerer nach derbäi. An hei hu mer e Projet fir 46 Milliounen! Wann Der mech no Spuermoossname frot, da soen ech, dat hei ass sécherlech och eng dovunner.

Et gëtt och nach aner Grënn, firwat déi Décisioun hei geholl ginn ass. Mä een dovunner ass, datt mer dat Resultat erreechen: eng uerdentlech Schoul, eng flott Schoul fir Enseignanten a fir Schüler, fir e ganz anert Investissement.

Ech maachen Iech just d'Bemierkung, datt Dir elo gesot hutt: „Selbstverständlech muss op all deene Projete gespuert ginn." Dir hutt se jo awer bal all matgestëmmt. An Dir hutt se och alleguer begréisst. An Dir hutt och bei en alleguer bal gesot, ausser dee vu Gilsdorf - mä do hutt Der och net gesot, datt Der d'Akerbauschoul net wëllt, Dir hutt just gesot, datt Der se op eng aner Plaz wëllt -, bei allen hutt Der gesot, datt se noutwendeg wären a sënnvoll wären.

Et ass also liicht ze soen: „Spuert op där enger Säit, mä baut op där anerer Säit awer alles." Well dat si jo d'Aussoen, déi hei kommen. Mir hunn e Spuerprogramm, deen och gemaach gëtt. A selbstverständlech sinn och d'Investissementer een Deel dovunner. A le moment donné kritt Der dee selbstverständlech och hei, fir eng gréisser Diskussioun ze féieren.

Et ass décidéiert ginn, datt d'Halschent vun de Schüler sollten an de Victor-Hugo eriwwergoen. Zu engem Deel, well mer keng Plaz fonnt hunn um Site selwer, fir Containeren opzeriichten. Et wär selbstverständlech fir d'Éducation nationale, fir d'Direktioun méi einfach gewiescht, wa se och a Containeren hätte kënnen um Site weiderfueren. Mä d'Gegebenheete vun deem Site hunn dat net hierginn. Dofir ass eng aner Solutioun gesicht ginn.

De Victor-Hugo ass amgaang ëmgebaut ze ginn. Dat sinn Aarbechten, déi zwar méi laang gedauert hunn, wéi initialement geduecht gi war, well während dem Embau op Problemer gestouss ginn ass. Mä mir denken, datt mer dat elo am September fäerdeg kréien, malgré enger Faillite, déi bei enger vun den Entreprisen elo war an déi eis natierlech - Iech alleguer - Suerge gemaach huet. Mä dat sinn awer déi Saachen, déi op de Chantieren nun einfach virkommen, déi mer net kënnen évitéieren.

Wa se virkommen - de Bâtiment public huet do relativ schnell reagéiert, fir ze kucken, fir eng nei Entreprise ze fannen an der Soumissioun, déi se haten, fir mat deenen eens ze ginn a fir de Chantier esou schnell wéi méiglech weider kënnen ze féieren. Sou datt mer dovunner ausginn, datt ab September dat kann esou prett sinn, wéi et a sech virgesinn ass: ee Joer Preparatiounszäit an dann zwee Joer fir déi éischt Phas, ee Joer fir déi zweet Phas. Sou datt mer dovunner ausginn, datt mer am September 2016 hei kënne mat deem Projet fäerdeg sinn an datt de ganzen Ensembel dann erëm steet.

Ech soen alle Fraktioune villmools Merci fir déi Zoustëmmung zu deem Projet, a selbstverständlech der Kommissioun an dem Rapporteur fir säin historeschen an techneschen Abléck an déi Schoul do.

Merci.

M. le Président.- Merci och dem Här Minister. D'Diskussioun wär domadder ofgeschloss a mir géifen dann zur Ofstëmmung iwwert dee Projet de loi kommen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6357 et dispense du second vote constitutionnel

De Vote ass un. De Vote par procuration wann ech gelift.

(Interruption)

Une voix.- Ausnahmsweis stëmmt den Här Urbany emol eng Kéier mat Jo.

Une autre voix.- Et funktionéiert net.

Une troisième voix.- Geet et net?

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Wann ech wëll mat Jo stëmmen, funktionéiert et net!

(Hilarité générale)

M. le Président.- De Vote ass domadder ofgeschloss.

An d'Resultat ass dann, wann ech dem Här Urbany säi positive Vote mat aschléissen: 59 Jo-Stëmmen, ouni Nee-Stëmm an ouni Enthalung.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Christine Doerner), MM. Fernand Boden (par M. Lucien Clement), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes (par M. Paul-Henri Meyers), Marc Lies (par M. Raymond Weydert), Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par M. Marcel Oberweis), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Martine Mergen), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roger Negri), MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, M. Roger Negri et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Carlo Wagner), Mme Anne Brasseur (par M. Claude Meisch), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Fernand Etgen) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. Serge Urbany.

Voilà, domat wär dee Punkt dann ofgeschloss, a mir géifen zum nächste Punkt vum Ordre du jour...

(Interruption)

Entschëllegt?

Ah jo, d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel.

(Hilarité)

Do gesäit een, datt mir nach e bësse Rodage heiuewe feelt. Sidd Der domadder d'accord, fir dem Statsrot déi ze proposéieren?

(Assentiment)

Dat wär dann domadder och décidéiert.

Mir géifen dann zur Interpellatioun vum Här Félix Braz iwwert d'Strategie vun der Regierung fir de Stolsecteur kommen. D'Riedezäit ass hei nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen, mat Ausnahm vum Interpellant: den Här Spautz, den Här Meisch, den Här Engel an den Här Weber.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- An ech.

Une voix.- An den Här Urbany.

M. le Président.- Ee Moment, den Här Gibéryen, den Här Urbany. Hätt ech se elo domadder all? Wann dat de Fall ass, da géif ech dem Här...

(Hilarité)

Also alleguerten d'Riedner selbstverständlech! Da géif ech dem Här Braz d'Wuert ginn.

14. Interpellation de M. Félix Braz sur la stratégie du Gouvernement pour le secteur sidérurgique au Luxembourg et dans l'Union européenne

Exposé

M. Félix Braz *(déi gréng), interpellateur*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, ech hunn als Interpellant 20 Minutten zur Verfügung. Ech denken och, dass ech mat där Zäit eens ginn. Sollt et awer e bësse méi laang sinn, Här President, géif ech lech bieden, dat op d'Zäit vun eiser Fraktioun ze imputéieren. Mä ech mengen awer, dass et misst ongeféier klappen.

Déi liberal Ministesch an Deputéiert Colette Flesch sot an den 80er Joren, d'Sidérurgie wier eng „industrie crépusculaire". An dat sollt heeschen, eng Industrie, déi wéi d'Sonn um Enn vun hirem Zyklus ënnergeet. Si gouf dofir vill kritiséiert. Mä hanner virgehalener Hand gëtt bis haut vu ville Leit gesot, dass se recht hätt.

D'Colette Flesch, fir déi ech par ailleurs ganz vill Respekt hunn, huet sech awer a mengen Aen do gëiert. D'Stolindustrie war an ass bis haut keng „industrie crépusculaire", weder zu Lëtzebuerg nach an der Welt. D'Stolproduktioun ass nämlech zu Lëtzebuerg zënter der Stolkris an de 70er Joren eigentlech net gefall. Den Tonnage zu Lëtzebuerg, dee produzéiert gëtt, ass net réckleefeg.

D'Stolindustrie ass zu Lëtzebuerg awer vläicht en „employeur crépusculaire", wann een zréckkuckt op d'70er Joren, well d'Stolindustrie fir deeselwechten Tonnage ëmmer manner Leit brauch, fir en ze produzéieren. Waren dat viru 40 Joer nach liicht iwwer 30.000 Leit, esou si

mer Enn 2011 nach bei genee 5.588 Leit, déi a 16 verschiddenen Unitéiten hei am Land schaffen: zu Esch, zu Schëffleng, zu Rodange, zu Déifferdeng, zu Diddeleng, zu Beetebuerg, an der Stad, zu Dummeldeng, zu Biissen an zu Wolz.

Ganz onrecht hat d'Colette Flesch awer net, well de Lëtzebuerger Stad huet d'ARBED zënter de 70er Joren a bis haut d'ArcelorMittal effektiv behandelt, wéi wann et eng Industrie crépusculaire wier. Et ass zënter 40 Joer permanent d'Geschicht vun den ugekënnegte Fermeturen, vun den an d'Längt geschleefte Fermeturen, vun de Verhandlunge ronderëm d'Reklassementer an d'Préretraite a vun neien Investitiounen, déi an d'Wierker solle fléissen, déi bleiwen, woumadder dann d'Stolindustrie gerett wier. Dat ass deeselwechten Discours zënter dem Ufank vun der Stolkris.

Déi Geschicht erlieft muer en neit Kapitel, wann et an der Stoltripartite iwwert d'Modalitéite vun der wahrscheinlecher Fermeture vu Rodange a Schëffleng a vun neien Investitioune fir Belval wäert Rieds goen. De Sproch vun der Industrie crépusculaire sëtzt awer an de Käpp an huet zënter 40 Joer, an eisen Aen, mat sech bruecht, dass d'Stolindustrie net als e Secteur ugesi gëtt, dee wierklech eng Zukunft huet, déi kéint iwwert déi klassesch Produktioun vum Stol erausgoen.

Et ass sech ni d'Fro gestallt ginn, ob et och eng vill méi diversifiéiert Lëtzebuerger Stolveraarbechtungsindustrie kéint ginn, déi och dann nach do wier, wann eventuell dee leschten Héichuewen oder dee leschten Elektrouewen ausgaange wier. Eng nei Stolindustrie, déi dat geballtent metallurgescht Wëssen, wat et zu Lëtzebuerg gëtt, géif koppele mat Fuerschung an doduerch Lëtzebuerg zu engem internationale Standuert vun der Metallveraarbechtung, vun de Produits dérivés mat héijer Valeur ajoutée géif maachen. Fir nëmmen ee Beispill ze nennen: d'Instrumenter, déi an der medezinescher Chirurgie benotzt ginn.

De Sproch vun der Industrie crépusculaire war, zumindest wat déi méiglech Diversifikatioun vun der Stolindustrie betrëfft, schlussendlech eng „self-fulfilling prophecy", fir d'Éischt an de Käpp a vun duerno un an all den Akten, déi poséiert gi sinn.

Et ass an eisen Ae spéit, awer nach net ze spéit, fir et besser ze maachen. Mir hu wuel 20 Joer verluer, mä et wier nach ëmmer an eisen Ae méiglech, op deen dote Wee ze goen.

Lëtzebuerg ass an de leschte Joren zesumme mat der Uni an den diversen CRPen dobäi, eng zolidd Fuerschungscapacitéit opzebauen. Eng Fuerschungscapacitéit op Gebidder, wou mer zum groussen Deel bei null sinn, wou mer souguer den Ufanks-Know-how mussen deelweis fir deiert Geld akafe goen.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

Anescht kéint dat bei der Metallveraarbechtung sinn. Mir hunn do ganz vill Know-how an der Metallurgie, net nëmme wéinst der Arcelor, och zum Beispill wéinst der Paul Wurth.

Firwat kapitaliséiere mer dann net deen doten Know-how mat Fuerschung, fir en neie Secteur kënnen opzebaue mat enger héijer Valeur ajoutée? E Secteur, wou Lëtzebuerg net nëmmen Expertise, mä och vill Kredibilitéit huet fir Produiten, déi hei am Land kéinten entstoen, oder wou mer kéinten den Know-how liwweren, fir se op anere Plazen an Europa kënnen entstoen ze loossen? D'Schwäizer maachen engem dat zum Deel vir mat vill Schwäizer Engineering, och wann net alles muss dann duerno an der Schwäiz selwer produzéiert ginn.

D'Investitiounen an déi Fuerschung wieren och, denke mir, net nëmmen eng Saach vum Stat, vun der Uni, vun den CRPen, mä et wier och definitiv en Thema fir ArcelorMittal selwer respektiv - firwat net? - fir d'Paul Wurth, déi an eisen Aen och nach eng blendend Zukunft viru sech huet, wa se déi noutwendeg Adaptatioune ka maachen.

Firwat dat elo erwähnen an net direkt vu Rodange a Schëffleng schwätzen? Well muer net nëmmen, wéi esou oft, Ofwécklung vu Vergaangenheet, mä awer och hoffentlech Virbereedung vun Zukunft gemaach gëtt; net nëmmen d'Palplanchë vu Belval oder d'Grey-Träger an den Histar vun Déifferdang, mä och hoffentlech doriwwer eraus.

Muer geet et ëm d'Zukunft vu ville betraffene Leit - d'Zuele schwanken tëschent 900 an 1.100 vun der ArcelorMittal-Belegschaft a geschätzt bis zu véiermol méi bei den Zouliwwerer -, mä awer och ëm d'Zukunft vun der Stolindustrie a vun der Industriepolitik zu Lëtzebuerg tout court an awer och an der Grouss-regioun.

2006 huet den Här Mittal Arcelor opkaaft. Bis dohinner hate mer hei zu Lëtzebuerg ze di mat enger Lëtzebuerger Firma, wou d'Leit sech kannt hunn, wou et och emol heiansdo mat „Allez, Här Kinsch, e klengen Effort!" konnt goen. Et huet ee sech ebe kannt an et hat ee vill gemeinsam a Bezuch op d'Vergaangenheet.

Net wéineg Leit hu gemengt, wéineg géif sech nom Opkaf duerch den Här Mittal änneren - an iwwregens net nëmmen hei am Land. Ech hunn an der Preparatioun vun der Interpellatioun och eng kleng Recherche gemaach a sinn do op en Interview gestouss vum Élie Cohen, en Ekonomist an Directeur de recherche beim CNRS, deen 2006 an der renommëierter Dageszeitung „Le Monde" Folgendes gesot huet - ech zitéieren en am Orignaltext op Franséisch: «On peut estimer qu'il n'y a pas de problème d'emploi majeur dans la fusion ArcelorMittal en Europe, pour la raison simple suivante: les actifs des deux entreprises en Europe sont complémentaires, Arcelor étant très présent dans les aciers de spécialité, Mittal étant plutôt présent, mais faiblement, dans les aciers de commodité. Il n'y a donc pas de problème de redondance, donc il y a une faible probabilité de rationalisation en Europe.»

Esou kann ee sech leider iren! Och gëiert huet sech den Élie Cohen op engem aneren och wichtege Punkt: dem Stellewäert vu Recherche an Développement bei ArcelorMittal: «Tout l'enjeu de cette fusion est de savoir quel est le modèle économique qui va s'imposer, le modèle économique d'Arcelor qui était basé sur trois composantes: 1) privilégier les aciers de spécialité à fort contenu technologique; 2) privilégier les partenariats à long terme avec les clients utilisateurs plutôt que de s'aligner sur les prix volatils du marché international; 3) refuser l'intégration verticale de la mine de fer à la tôle d'acier.

Mittal a privilégié une stratégie rigoureusement inverse. Quel modèle va s'imposer dans le cadre de la nouvelle entité? Monsieur Mittal a déclaré publiquement qu'il se ralliait au modèle économique d'Arcelor,…» - also déi dräi genannte Punkten - «…mais qu'il entendait le déployer au niveau mondial, qu'il ne s'interdisait pas de faire des optimisations ici ou là, et qu'il comptait sécuriser les approvisionnements en minerais du nouvel ensemble.» Dat jo, dat huet e gemaach, an et war och strategesch kee schlechte Schachzuch vum Grupp Mittal.

«Résultat:…» seet den Här Cohen, an et ass de Schluss: «…on peut estimer que c'est le modèle Arcelor qui s'impose, mais avec une expansion mondiale et avec un certain degré d'intégration verticale.»

Esou hunn dat 2006 och vill Leit zu Lëtzebuerg gesinn; wëlle gesinn, dass d'Betribskultur vun der Firma Arcelor sech géif am Grupp Mittal kënnen imposéieren. Mir wëssen haut, dass et net esou war. Et ass anescht gaangen - bal komplett anescht gaangen. ArcelorMittal schafft haut mat kuerzfristege finanziellen Ziler, oft op dräi Méint, keeft weltwäit Wierker op, schléisst déi am mannste rentabel - mä si sinn nach rentabel - Wierker a suergt och derfir, dass déi net an d'Hänn vun de Konkurrente kënne falen.

2006 huet Mittal Arcelor kaaft. Et war keng Fusioun op Aenhéicht. An dat war och d'Enn vu villem, wourunner mer eis hei zu Lëtzebuerg an engem Jorhonnert gewinnt haten. Dorunner kann och dee wahrscheinlech leschte Lëtzebuerger op engem Poste mat ganz vill Verantwortung, de Michel Wurth, net vill änneren. Och hien erkläert net dem Här Mittal dat Lëtzebuerger Wiesen, mä éischter erkläert hien de Lëtzebuerger dem Här Mittal seng Betribspolitik.

Et huet och net alles geännert: Ofbau um Standuert Lëtzebuerg geet weider. An dach, eppes huet fundamental geännert. D'Arcelor, dat war ëmmer eng zolidd Portioun Lëtzebuerger Firma, déi international aktiv war. Zënter 2006, dem Rachat vun Arcelor duerch Mittal, ass et eng international Firma, keng Lëtzebuerger méi, déi just nach hire Siège zu Lëtzebuerg huet. Haut mécht d'Lëtzebuerger Belegschaft nëmme méi eppes weider wéi 2% - ech widderhuelen: 2%! - vun der Gesamtbelegschaft vun ArcelorMittal aus. An och um Siège hei an der Stad si ronn 90% vun de Mataarbechter keng Lëtzebuerger.

D'Bedeitung also vun der Lëtzebuerger Mémoire collective spillt do eng ëmmer méi kleng Roll. D'Verhandlunge mat ArcelorMittal sinn haut Verhandlunge wéi mat der Firma Goodyear oder mat iergendenger anerer internationaler Firma, déi zu Lëtzebuerg wier oder déi op Lëtzebuerg wéilt kommen. All aner Duerstellung mag romantesch sinn, mag en Nerv treffen, mä si ass ganz einfach net méi richteg.

Muer, Här Minister, wäert Dir net mat der ArcelorMittal wéi zu Zäite vum Här Kinsch iwwert d'Verdeedegung vun de Lëtzebuerger Intérêten diskutéieren, mä ArcelorMittal erkläert Iech, firwat d'Schléissung vu Schëffleng a Rodange fir si inévitabel ass.

A si hunn eng Rei Argumenter: Dass déi weltwäit Produktioun am Stolberäich zwar klëmmt wéinst der Demande an de BRICS-Länner - Brasilien, Russland, Indien, China, och am Vietnam an nach anerer an Asien - fir d'Industrie an deene Länner, fir d'Infrastrukturen an deene Länner; dass an der EU d'Produktioun 20% haut méi déif läit wéi zum Ufank vun der Kris am Joer 2008; dass d'Industrie aus Europa délocaliséiert gëtt oder a Richtung Zentral- an Osteuropa higeet, zum Beispill Richtung Polen, wou se 2011 nach e Wuesstum vu 7% haten, net wéi Lëtzebuerg oder déi Länner bei eis ronderëm.

Dass d'Bulle vun der Bauindustrie a Spuenien - méi allgemeng a Südeuropa, mä méi spezifesch a Spuenien - geplatzt ass an domadder och déi Demande, déi déi Bulle verlaangt huet, fir alimentéiert ze ginn. Dass d'EU-Staten, och Lëtzebuerg, wéinst der Kris spueren an net méi esou vill investéieren. Dass de Grupp ArcelorMittal haut haaptsächlech duerch seng Activité minière, also op der Matière première, a manner op der Stolproduktioun seng Resultater mécht. Dass seng Bruttoresultater haut nach een Drëttel vun deene vu virun 2008 ausmaachen.

Dass de Cours vun den Aktië vu 66 op 15 zréckgaangen ass. Dass d'Dividend ëm méi wéi 50% bei hinnen am Grupp och zréckgaangen ass. Dass de Boni 2011 manner wéi 2% vum Chiffre d'affaires ausmécht an dass doduerjer net méi vill Marge de manœuvre bleift fir Neiverscholdung. Dass d'ArcelorMittal-Wierker an Europa eng Iwwercapacitéit hunn op der Demande vun haut vu 50 bis 100%. Dass de Lëtzebuerger Standuert deier ass, obwuel d'Personalkäschten nëmmen 10% vun de Gesamtkäschte bei der Produktioun ausmaachen, de Schrott selwer 60%, d'Energie 20%. Dass Rodange a Schëffleng keng integréiert Wierker sinn, dass d'Käschtestruktur schlecht ass an dass zu Lëtzebuerg am Moment de Marché net do wier.

Lauter Argumenter, déi een och net einfach ka vun der Hand weisen. „Die normative Kraft des Faktischen." D'Zuele si leider esou net einfach ze änneren, mä se verlaangen awer als Äntwert eng kloer politesch Strategie vun der Regierung.

Ënnert dëse schwéieren Ëmstänn erwaarde mer vun Iech, Här Minister, kloer Wierder. Kloer Wierder fir déi betraffe Leit a kloer Wierder fir de Grupp ArcelorMittal. Éierlech Wierder och, Här Minister, net nach eng Kéier d'Geschicht vun der Stolindustrie, déi jo definitiv gerett wier, wa mer déi Tripartite vu muer hannerun eis hunn.

Mir erwaarde vun Iech, Här Minister, dass Der muer déi Stoltripartite, anescht wéi déi lescht grouss Tripartite, zu engem Resultat féiert a weist, dass Sozialdialog zu Lëtzebuerg nach ëmmer funktionéiere kann.

Mir erwaarde vun Iech, dass Der dem Maintien dans l'emploi Prioritéit gitt - an dat gëtt net einfach, fir dat mannst ze soen -, dass Der le cas échéant net nëmmen d'Bäibehale vun der Cellule de reclassement a vun der Préretraite négociéiert, mä dass Der och déi prekär Situatioun vun all de Salariéën, also och vun deenen aus den Zouliwwererbetriber considéréiert. Och d'Sous-traitanten. Och d'Travailleurs intérimaires. Net nëmmen d'Stammbelegschaft kuckt muer mat ganz vill Spannung a perséinlecher Betraffenheet op déi Tripartite, mä vill aner Leit och nach.

Muer, Här Minister, erwaarde mer awer och vun Iech, dass Der Iech net als ee weideren - fir dat däitscht Wuert ze gebrauchen - „Nachlassverwalter" vun der Geschicht erweist, mä villméi als e Gestalter vun der Industrie, net nëmme vun der Stolindustrie, mä vun der Industrie vun der Zukunft am Allgemengen. An och do huet an eisen Aen ArcelorMittal nach ëmmer eng Roll ze spillen. An et geet drëms, do Perspektiven a Verantwortungen opzebauen an ze vereinbaren.

Dat geet net ouni Investissementer, ënner anerem an déi Betriber, déi haut net - nach net - a Fro gestallt sinn op Belval an zu Déifferdang. Eng garantéiert staatlech Participatioun bei der CDR, der Cellule de reclassement, a bei der Préretraite fir Leit vu Rodange a vu Schëffleng soll et gi fir garantéiert Investitiounen op Belval, awer och op Déifferdang, an net nëmmen, fir de regulären Entretien iwwer e puer Joer ze assuréieren, mä Investitiounen, déi doriwwer eraus tatsächlech déi Spezialiséierungen, déi mer do hunn, festegen.

Déi ugekënnegt 200 Milliounen, vläicht och méi, sinn definitiv noutwendeg, fir dass op Belval zum Beispill mer nach kënne behaapten an deenen nächsten zéng bis zwielef oder zéng bis fofzéng Joer Weltleader an de Palplanchen ze sinn an ze bleiwen. Och oder besser gesot: Ouni héich Investitioune gëtt et weder Produktentwécklung nach Maartentwécklung, déi méiglech sinn.

De Plang Lux 2016, dee jo muer soll virgestallt ginn, dee muss och Investitioune beinhalten. Dat ass Är Verantwortung, Här Minister. Do dierft Dir net mat eidelen Hänn nees heemkommen. Mir hunn och an deem Sënn eng Motioun preparéiert, déi d'Regierung opfuerdert, an deem dote Sënn, wéi ech elo développéiert hunn, muer an der Stolindustrie virzegoen. Ech ginn Iech déi, Här President, als éischt Motioun. Se huet fënnef Ënnerschréfte vun de Kolleegen aus der grénger Fraktioun.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- vu la réunion de la réunion tripartite sidérurgie du 28 mars 2012;

- vu la situation économique et financière solide du groupe ArcelorMittal;

- vu l'importance du maintien d'une activité de l'industrie lourde au Luxembourg et dans la Grande Région;

- vu les capacités menacées d'arrêt définitif à Schifflange et Rodange;

- vu l'importance stratégique de la sidérurgie pour la relance de l'économie via les énergies renouvelables et la mobilité douce;

- vu le potentiel de la sidérurgie luxembourgeoise pour la production d'aciers et de produits secondaires à haute valeur ajoutée;

- vu la qualité du savoir-faire au Luxembourg et dans la Grande Région;

invite le Gouvernement

- à maintenir un dialogue social dans la sidérurgie ayant comme premiers objectifs le maintien dans l'emploi du plus grand nombre et le développement de stratégies industrielles valables à moyen et long terme pour les sites de production en action;

- à être particulièrement attentif à la situation précaire des salariés et salariées des entreprises de sous-traitance et de travail intérimaire;

- à maintenir les mesures sociales permettant aux salariés de ArcelorMittal dans la Grande Région d'éviter la précarisation économique en cas de perte d'emploi;

- à impliquer la société ArcelorMittal de façon conséquente dans le financement de toutes les mesures sociales envisagées;

- à veiller dans ce contexte à la réalisation des investissements nécessaires à la pérennisation des sites sidérurgiques luxembourgeois.

(s.) Félix Braz, François Bausch, Henri Kox, Josée Lorsché, Viviane Loschetter.

Ech wëll awer nach e puer aner Themen uschneiden, déi och mat ArcelorMittal ze dinn hunn. Et ass och Är Verantwortung, fir eng Diskussioun méiglech ze maachen, déi méi wäit no vir kuckt an déi keng Plaz léisst fir d'Erpressung am Zesummenhang mat där vill diskutéierter Leitung op Moulaine-Cattenom. Et kann net sinn, dass een en Argumentaire akzeptéiert, wann deen engem kee Choix léisst, wa gesot gëtt: „Ouni déi Leitung hale mer ganz zu Lëtzebuerg op."

Déi Zort Argumentatioun deckt éischtens d'Realitéit net of a kann och net d'Grondlag si vun enger seriöer Diskussioun. Wann ee bei der Stolindustrie vun Energie schwätzt, da gëtt et awer méi Theme wéi eng Leitung! D'Energie ass an der Produktioun bei ArcelorMittal en héije Käschtepunkt. Et misst also och méiglech sinn an an eisen Ae prioritär gefuerdert sinn, dass een iwwert d'Energieeffizienz bei Arcelor diskutéiert, dass een also probéiert, dee Stol mat manner Energieasaz produzéiert ze kréien, dass déi Investitiounen, vun deenen ech elo grad geschwat hunn, och an de Volet Energieeffizienz musse kënne goen.

Dat verlaangt och vläicht en Deel zousätzlech Recherche. Et gëtt am Grupp ArcelorMittal pro Joer ronn 250 Milliounen Euro fir de gesamte Grupp u Recherche. Vläicht geet dat net duer. Dat sinn d'Themen, déi, wéi mir mengen, prioritär missten diskutéiert ginn, wann ee bei der Stolindustrie vun Energie schwätzt. Dat wëllen ze beschränken op eng Leitung, och wa se an den Ae vum Grupp ganz wichteg ass, kann d'Diskussioun net ofdecken.

Mir erwaarde vun engem Minister vun der Lëtzebuerger Regierung, dass e sech do net op een eenzegt Thema fixéiere léisst an dass en déi ganz Bandbreet vun der Diskussioun muss opmaachen, fir dass mer do zu enger Léisung och fannen, déi net just d'Sécuritéit vun Arcelor fir déi nächst dräi Méint vläicht oder virun engem Blackout assuréiert, mä déi tatsächlech d'Stolindustrie zu Lëtzebuerg méi laang ofséchert, well wa mer op der Énergiefro iwwer Effizienz

d'Käschte reduzéiert hunn, géif dat erëm eng Kéier och dem Standuert insgesamt a senger Fuerschungscapacitéit zeguttkommen.

Mir wëllen also net eleng eng Leitungsdebatt, Här Minister, mä mir wëllen och eng Effizienzsteigerungsdebatt am Energieberäich, well ouni Effizienz gëtt et keng Zukunft an engem Secteur, deen esou en héije Verbrauch un Energie huet.

Mir wëllen och kee sozialen Ëmweltdumping, mä mir wëllen Investitiounen an d'Formatioun vun de Mataarbechter an d'Ëmwelttechnologien. An do brauche mer kloer Engagementer, eng kloer Strategie op der Säit vun der Regierung, kloer Engagementer op Säite vun ArcelorMittal.

Do muss awer och zur Sprooch kommen, Här Minister, wa muer d'Opdeelung vu Laaschten zur Sprooch kënnt, dass ArcelorMittal ganz vill gratis Emissiounsrechter kritt huet - laut Greenpeace 140 Milliounen Tonnen CO_2 ongenotzten Zertifikater mat engem Maartwäert vun iwwer 2,4 Milliarden Euro, Emissiounen an engem Volume wéi d'Belsch, d'ganzt Land, se an engem Joer emittéiert. Den Equivalent vun de gesamte belschen Emissioune vun engem Joer huet ArcelorMittal u gratis Emissiounszertifikater nach ongenotzt. Dat ass gewalteg. Dat muss muer zur Sprooch kommen.

Dat ass net einfach eng Schatull, déi op enger Plaz läit, a sech da gläichzäiteg op där anerer Säit aus enger Rei vu Verantwortungen erauszestielen, net nëmme vis-à-vis vun der Belegschaft Rodange a Schëffleng, mä och doriwwer eraus vis-à-vis vun dem Standuert Lëtzebuerg a sengen zukünftegen Aktivitéiten am Beräich vun der Stolindustrie.

Duerfir nach eng Kéier: Energieeffizienz ass d'Gebot vun der Stonn, d'Anhale vun Emissiounsziler, an net - och do setzt sech ArcelorMittal an eisen Aen der Kritik aus - d'Verhënnere vun europäeschen Emissiounsziler zu Bréissel.

Mir hunn och duerfir, Här Minister, Här President, eng zweet Motioun gemaach, déi och ageet op de regionale Volet, well mer mengen, dass mer d'Situatioun vun der Stolindustrie net nëmme kënne bannent eise Grenzen diskutéieren. Mir sinn der Meenung, dass d'Regierung och Kontakt sollt ophuele mat de Grenzregioune ronderëm. Mir brauchen eng Strategie fir d'Stolindustrie an Europa, fir d'Produktioun an Europa, och bei eis an der Groussregioun.

Mir wäre frou, wann d'Regierung, d'Lëtzebuerger Regierung déi wier, déi d'Initiativ géif huelen, sech ze beméien, als Regierung, awer och bannent ArcelorMittal, iwwert déi Prozenter, déi mer als Aktionär vertrieden, fir anzewierken an eng Richtung, déi och op d'Groussregioun setzt an déi och eng gesamteuropäesch Strategie viraussetzt a bereet ass ze développéieren. Ä mir hunn och do, wéi gesot, eng Motioun, Här President, et ass déi zweet a lescht Motioun, déi mer gemaach hunn.

Motion 2

Développer une stratégie sidérurgique luxembourgeoise et européenne afin de mettre en valeur un savoir-faire indispensable à la reconversion économique et énergétique

La Chambre des Députés,

- vu l'importance stratégique de la sidérurgie pour la relance de l'économie via les énergies renouvelables et la mobilité douce;

- vu le potentiel de la sidérurgie luxembourgeoise pour la production d'aciers et de produits secondaires à haute valeur ajoutée;

- vu le tissu industriel de la Grande Région;

- vu la qualité du savoir-faire sidérurgique au Luxembourg et dans la Grande Région;

- vu la nécessité générale de disposer en Europe d'une production suffisante de biens industriels ayant recours aux aciers de pointe;

invite le Gouvernement à

- mettre en œuvre un audit des potentiels des sites et savoir-faire sidérurgiques luxembourgeois en vue de leur valorisation dans des activités liées à la métallurgie;

- renforcer les activités de recherche et développement par un appui actif aux acteurs du terrain et notamment par une meilleure concertation des acteurs concernés au niveau de la Grande Région;

- peser de tout son poids en tant que Gouvernement et en tant qu'actionnaire minoritaire sur la stratégie sidérurgique de ArcelorMittal afin que celle-ci développe et investisse dans une stratégie sidérurgique à moyen et a long terme spécifiquement européenne, voire spécifiquement attachée à la Grande Région;

- inciter la Commission de l'UE à renforcer la concertation et la coordination des acteurs publics européens afin de développer une stratégie sidérurgique, mais également économique et commerciale afin de préserver une activité industrielle clef et son savoir-faire en Union européenne.

(s.) Félix Braz, François Bausch, Henri Kox, Josée Lorsché, Viviane Loschetter.

Mir hunn awer och nach zwou Froen, well mer et jo net nëmmen do mat enger Firma ze dinn hunn, mä well mer och Aktionär si vun där Firma. Mir hunn also net nëmme Verhandlungen ze féieren, mä mir sinn och responsabel fir dat, wat déi Firma mécht. An do gëtt et Saachen, déi mer als Gréng onbedéngt wëllen hei opwerfen.

Mir hunn e Vertrieder am Verwaltungsrot vun ArcelorMittal: Äre Virgänger, Här Minister. Dir hutt aus deene Grënn, déi an eisen Aen och hien hätte sollen dozou bewegen, do erauszebleiwen, drop verzicht, do eranzegoen. Mir froen eis: Wat ass dann elo säin Input am Verwaltungsrot vun ArcelorMittal? Wie seet dem Här Krecké, woufir e soll plädéieren? Wat seet den Här Krecké lech, Här Minister, iwwert dat, wat bannent ArcelorMittal ofleeft?

Setzt hie sech zum Beispill derfir an, dass bei ArcelorMittal de Recherche-État eropgesat gëtt? Setzt hie sech derfir an, dass Strategien développéiert gi fir d'Groussregioun, fir Europa? Mécht hien dat? Mécht hien lech e Rapport doriwwer, ob hien dat mécht? Wat ass säi Rôle? Wat ass seng Plus-value? Wat plädéiert de Vertrieder vum Aktionär Lëtzebuerger Stat am Verwaltungsrot?

Dat hätte mir gäre lafend öffentlech matgedeelt. Et ass keng Privatsaach vum neie Privatier Jeannot Krecké! Et bleift eng öffentlech Saach, eng öffentlech Verantwortung vun der Regierung, an d'Parlament muss lafend doriwwer informéiert bleiwen! Mir wäerten hien do net a Rou loossen, well en ass net privat do ënnerwee.

Zweete Punkt. Wéi ass et mat der sozialer Responsabilitéit vun ArcelorMittal, wou mir jo Aktionär sinn als Lëtzebuerger Stat, mir alleguer? Wéi ass seng sozial Verantwortung bei der Minnenaktivitéit? Minnenaktivitéit, d'activités minières. Friends of the Earth huet eng Plainte gemaach, well se ArcelorMittal reprochéiert, géint déi Antikorruptiouns-Conduite vun der OECD am Liberia verstouss ze hunn, notamment géint déi Prinzipien, géint d'Principes directeurs vun de multinationale Firmen.

De Kolleeg Camille Gira hat an deem Kontext eng Question parlementaire gemaach, déi och scho beäntwert ginn ass, wou den zoustännege Minister eis matdeelt, dass déi Affär, déi do ronderëm dréit, dass ArcelorMittal 2008 eng ronn 100 Autoe gespent huet, déi sollte fir Agrarzwecker am Liberia genotzt ginn, wou sech awer nodréiglech erausstellt, dass déi am Liberia vun de politeschen Dignitairen, ganz vill Parlamentarier, genotzt ginn! An dat géif verstousse géint déi Regele vun der OECD, wat Arcelor zwar bestreit, mä woumat awer elo zu Lëtzebuerg eisen nationale Kontaktpunkt fir déi dote Saache befaasst ass.

Mir wäerten als gréng Fraktioun bei deem doten Dossier op jidde Fall um Ball bleiwen! Mir wëlle wëssen, wann déi Enquête ofgeschloss ass - si leeft jo, hutt Dir eis an der Question parlementaire, an der Äntwert dorobber matgedeelt. Mir wäerten op jidde Fall um Ball bleiwen a wësse wëllen, wat do derbäi erauskomm ass, well mer och dorauser wëlle Konklusiounen, le cas échéant, zéien, notamment fir dat, wat de Vertrieder vum Lëtzebuerger Stat am Verwaltungsrot vun ArcelorMittal ze soen an ze maachen huet.

Här Minister, mir hätten awer och haut nach gären e puer Erklärungen doriwwer, wéi eng Industrialiséierungspolitik Dir an Är Regierung lech fir Lëtzebuerg, iwwert d'Stolindustrie eraus, virstellt. Bis elo war et jo esou, an de leschten 20, 30 Joer, dass mer an der Industrialiséierungspolitik keng Linn haten, fir dat mannst ze soen. Déi successiv Wirtschaftsministere vun de successive Regierungen hu weltwäit démarchéiert, bal jiddwereen a bal alles, an déi, déi wollte kommen, dat waren der net vill, déi sinn dann och komm.

Dass mer awer geziilt eis eng Strategie ginn hätten, a wéi enge Secteuren dass mer wéilten démarchéieren, an dass mer déi geziilt géifen démarchéieren do, wou se sinn, an nëmmen déi. Betriber, déi zum Beispill bei dat besser passen, wat mer schonn haten, wourobber mer hätte kënnen opbauen, wat mer hätte kënne kapitaliséieren. Déi Strategie, déi ech aganks schonn e bëssen développéiert hunn, déi gëtt et net an de leschten 30 Joer! Mir hu vun de groussindustrielle Betriber bis zu Groussbäckereien a Plastiksklamereproduzente queesch duerch de Gaart démarchéiert; eng Strategie gesäit anescht aus!

Oft gëtt da gesot: Jo, déi kommen net aus enger Rei vu soziale Gesetzer, also sozialgesetzlechen Aspekter, Héicht vu Salairen, awer och et wär gescheitert wéinst den Ëmweltstandarden, wéinst dem NIMBY-Effekt, deen et zu Lëtzebuerg géif ginn. Mir mengen net, dass dat stëmmt!

Et gëtt eng Rei Betriber zu Lëtzebuerg, déi sech heftege Kritiken ausgesat gesinn hunn, DuPont de Nemours, Kronospan, Twinerg, anerer nach, déi Betriber sinn haut nach do! Mä dat sinn déi, déi sech déi Kritiken do zu Häerz geholl hunn an et fäerdegbruecht hunn, Ëmweltaspekter an hir Produktioun ze integréieren. Déi sinn haut nach do. Grad déi, déi op déi Kritike gelauschtert hunn, sinn nach do a mat Erfolleg si se do!

Wat net do ass, dat sinn all déi, déi net komm sinn, well se net gefrot gi sinn, wéinst där Konzeptlosegkeet vun deene successive Regierungen a Wirtschaftsministeren, déi eng ziillos Prospektioun gemaach hunn. An déi Strategie - wann Dir mer duerno äntwert, Här Minister - ass beschtefalls à ce stade Är Meenung, wann Der da schonn eng Strategie als neie Minister développéiert hutt! Well dass dat scho Géigestand soll gewiescht si vun Diskussiounen an der Regierung, hei am Parlament, dovunner wësse mer näischt.

Ech hoffen awer, mat menger Fraktioun, dass Dir do scho Saache kënnt an Aussiicht stellen, fir dass Lëtzebuerg wierklech eng geziilte Prospektiounspolitik huet an deene Secteuren, déi zukunftsfäeg sinn, identifizéierbar Secteuren, déi och doduerch akzeptéiert ginn, well se enger breeder Diskussioun hei zu Lëtzebuerg ënnerworf ginn. Eng Strategie, déi zum Beispill an der Metallurgie, am Ëmweltberäich, am Energieberäich an an aneren nach kéint stattfannen.

Reindustrialiséierung zu Lëtzebuerg ass fir eis als Gréng eng Prioritéit. Mir sinn der Meenung, dass et wichteg ass, Industriebetriber zu Lëtzebuerg ze hunn. Iwwregens hu sech an Europa déi Länner - och wann dat net déi eenzeg Erklärung ass -, déi eng héich Industrialiséierung hunn, relativ séier a méi séier wéi aner Länner vun der Kris erholl. Et sinn déi Länner mat vill Industrie, déi sech méi séier opgerappt hunn no der Kris. Mä dat verlaangt awer eng Rei Saachen.

Ee vun de Problemer ass och, dass zu Lëtzebuerg wuel nach ëmmer vill Ingenieure formëiert ginn, och am Ausland, dass déi awer an aller Regel net zur Verfügung sti fir d'Privatindustrie, well se gréisstendeels an d'Fonction publique ginn. Natierlech brauch och d'Fonction publique gutt Ingenieuren. Et ass awer e Problem, wann an der Privatwirtschaft keng Ingenieure méi sinn, déi hei ausgebilt gi sinn.

Do ass e Punkt, deen d'Regierung kennt, scho laang kennt. Wat maacht Dir, fir Ingenieuren, déi zu Lëtzebuerg ausgebilt ginn, och de Wee an d'Onofhängegkeet, an d'Privatinitiativ schmackhaft ze maachen? Do geet gutt Zouriden an eng Diskussioun iwwert d'Salairen eleng net duer! Do brauch et eng aner Strategie, fir och dat nees hinzekréien.

Mir brauchen eng Simplification administrative, wa mer wëllen en neie Secteur développéieren an erëm dynamiséieren. Mir brauche seriö a gescheit Initiativen am Beräich vun der Propriété intellectuelle. Ech wëll net soen, dass eis Gesetzer doranner elo déi schlechtst an Europa wären. Mir hu jo eng Rei Efforten do gemaach, mä och dat, mengen ech, muss creuséiert ginn. Och dat ass eng Spur, déi eis kann Avantagë schafen, wa mer wëllen d'Industriepolitik zu Lëtzebuerg nees ausbauen.

Zu Lëtzebuerg ass Kapital rar. Am Katar sinn och déi meeschten Nationauxen an der Fonction publique. Do geet dat och, well se Kapital hunn, se wëssen emol net, wouhinner domat! Dat ass och den Ënnerscheed bei eis: Wann hei d'Nationauxen all an d'Fonction publique ginn, aus enger Rei vu Grënn, da produzéiert dat net op där anerer Säit automatesch Kapital, wat een da kéint investéieren. Do musse mer eis also Gedanken an eisen Ae maachen.

Et geet natierlech och ëm Terrainen. Dat ass zu Lëtzebuerg ëmmer eng Schwieregkeet, mä dat ze constatéieren ass nach keng Äntwert op de Problem. An et geet natierlech och ëm Recherche an Développement, wou mer mengen, dass mer wierklech déi Pist vum Kapitaliséiere vun deem Know-how, dee mer hunn, musse vill méi seriö huelen an net nëmme fir deiert Geld Know-how kafe goen, fir absolut sënnvoll Recherchen dann hei ze maachen, déi mer awer, wéi gesot, bei null ufänken.

Dat gesot, soen ech Iech Merci fir Är Opmierksamkeet a wënsche mer, Här Minister, dass Der op d'Froen äntwert an net scho bei Ärer éischter Interpellatioun Langue de bois schwätzt oder, wéi Äre Virgänger, méi Froe stellt wéi Äntwerte liwwert an eis erkläert, wéi schwiereg alles ass.

M. le Président.- Merci dem Här Braz. Als éischte Riedner ass den Här Marc Spautz agedroen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, mir schwätzen haut iwwert d'Zukunft vun der Stolindustrie. Den Här Braz huet elo scho verschidden Ausféierunge gemaach. Mir schwätzen de Moment vun enger Wirtschafts- a Finanzkris, mir schwätze vun engem Chômage hei zu Lëtzebuerg, mir schwätze vu Problemer mat der Industriepolitik.

Wann een dofir iwwert d'Stolindustrie kuckt, däerf een dat och net vergiessen, aus dem Bléckwénkel, datt d'Stolindustrie d'Urzell vun der industrieller Entwécklung hei a Lëtzebuerg duerstellt. A wa mer haut schwätzen nach vu véier respektiv fënnef Standuerter, däerf een och an der Stolindustrie net vergiessen, datt et nach an der Zäit méi Standuerter gi sinn. Ech denken un Dummeldeng, ech denken un d'Simmerschmelz zu Stengefort, ech denken u Rëmeleng; Schmelzen, vun deene mer elo scho ganz laang net méi schwätzen, mä déi mat un der Urzell stounge vun der industrieller Entwécklung hei zu Lëtzebuerg.

D'Schmelz-Kultur hei am Land ass ugaangen an den 1850er Joren, an duerno hu mer eng schnell Entwécklung kritt, déi sech virun allem déi Zäit an der Stad Lëtzebuerg ofgespillt huet. Oder besser: Déi Zäit war et nach d'Gemeng Dummeldeng, du war dat nach net Member vun der Stad Lëtzebuerg, et war nach eng Uertschaft fir sech. Dat war zu Stengefort, dat ass lassgaangen zu Diddeleng, zu Schëffleng, zu Rodange, zu Déifferdeng, wou déi Entwécklung komm ass. D'Schmelzen haten an der Zäit, wéi et lassgaangen ass, waren déi Süd-Uertschafte ganz kleng Uertschaften - 750 bis 2.000 Awunner - a si hu sech eréischt mat der industrieller Entwécklung, mat der Entwécklung vun der Stolindustrie sinn et och grouss Uertschafte ginn.

Ech wëll dorunner erënneren, datt zum Beispill 1885, dat sinn elo iwwer 130 Joer hier, an der Stolindustrie 6.000 Leit geschafft hunn. Firwat kommen ech op de Chiffer (veuillez lire: d'Joer) 1885? Ma well de Chiffer 6.000 haut och nach deen ass, deen de Grupp ArcelorMittal offiziell déclaréiert, déi hei zu Lëtzebuerg um Siège géifen, also net um Siège, mä hei zu Lëtzebuerg aktiv wieren.

D'Arcelor, oder d'ARBED besser gesot, oder déi Zäit d'Stolindustrie - well do ass et nach d'Metze-Schmelz ginn, d'Brasseur-Schmelz ginn, do ass nach net geschwat gi vun enger ARBED oder och nach enger Hadir, déi Zäit ass e bësse méi spéit komm - huet och an der Sozialpolitik hei zu Lëtzebuerg eng ganz grouss Roll gespillt, wéi et dozou komm ass, datt eng Krankekeess agefouert ginn ass, datt eng Assurance accidents komm ass, datt Wunnengsbau komm ass, datt Industrie komm ass.

Ech wëll awer dorunner erënneren, datt 1897 den deemolege Premier Paul Eyschen gesot huet: «Nous ne sommes pas un pays industriel. Nous sommes un pays agricole. Nous n'avons 15.000 ouvriers industriels. Pour nous, la grande question sociale est la question agricole avant tout.» Dat sinn elo nach keng... dat sinn 120 Joer ronn hier, wou deemools déi Diskussioun gefouert ginn ass, wou ee gesäit, datt dat Kapitel, dat Jorhonnert, wat vun der Industrie geprägt ginn ass, datt dat virun allem och d'Sidérurgie ass, déi dat gemaach huet.

An der Sidérurgie war Plaz fir jiddwereen! Mir schwätzen haut vu Vollbeschäftegung, mir schwätze vu Chômage; déi Zäit op der Schmelz hat jiddwereen Aarbecht. Vum Onqualifizéierte bis zum Ingenieur, dem Ekonomist, dem Affekot war Plaz do fir jiddwereen. An der Budgetspolitik ass eng Entwécklung komm: 1843: 2,6 Milliounen, 1913: 20,6 Millioune Frang déi Zäit, elo net ze schwätze vun Euroen, an d'Entwécklung vun haut kennt Der.

Mir haten 1911 d'Kreatioun vun der ARBED, 1913 huet Schëffleng - ee vun deene Standuerter, wou Der alleguerte verstitt, datt dee mir e bësse méi no läit - ugefaangen, Stol ze produzéieren, well virdrun huet e 60 Joer nëmme Goss gemaach, deen duerno an der Virphas um Belval, déi 1910 gegrënnt ginn ass, verschafft ginn ass. Alles dat huet och zu der industrieller Entwécklung vu Lëtzebuerg bäigedroen. Dat huet mat dozou bäigedroen, datt Lëtzebuerg dee Räichtum kritt huet, dee Lëtzebuerg haut huet.

Duerno ass et komm zu der Hadir, zu der ARBED, zu der MMRA. Och mémorabel, wëll ech och emol soen, war 1942, an dat ass och op deem Site Schëffleng lassgaangen, de Generalstreik géint d'Anzéie vun de Lëtzebuerger Jongen an déi däitsch Uniform. Och dat war eppes, wat een, wann ee vun der Schmelz schwätzt, wann ee vum Site Schëffleng schwätzt a wann ee vun der ARBED schwätzt,

net däerf vergiessen, datt do dee Mouvement zu Schëffleng, an herno och zu Déifferdeng zwee Deeg méi spéit, den 2. September 1942 gemaach ginn ass.

Mir hu mat der ARBED, wéi et déi Zäit war, a mat der Hadir, déi herno och vun der ARBED iwwerholl ginn ass, hei zu Lëtzebuerg grouss Spréng a grouss Entwécklunge gemaach. A mir hunn awer och duerno, ab de 70er Joren, grouss Invester als Land, als Stat, als eenzelne Bierger misse maachen, fir och deemools där Firma ARBED ze hëllefen, wou se e bësse méi schlecht dru war.

1973 hunn 30.000 Leit do geschafft. Dunn ass d'Kris komm. 1982 ass d'Solidaritéitssteier agefouert ginn - déi war net bei 2,5% wéi haut, mä déi war déi Zäit ee Moment bei 10% -, déi gebraucht ginn ass, fir déi Stolindustrie kënnen ze retten, fir datt déi Stolsitë sollten erhale bleiwen. Mir hunn an der Stolkris ausginn, vun 1975 bis 1987, eng Milliard Euro, déi investéiert gi sinn, fir d'Stolindustrie, fir alles kënnen ze halen. Mir hunn en CDR agefouert, am Ufank war et DAC, duerno huet et wéi oft den Numm gewiesselt. Mir hunn et fäerdegbruecht, all zesummen als Lëtzebuerger et fäerdegzebréngen, déi Stolindustrie iwwert d'Ronnen ze bréngen.

Mir hunn och nach elo gutt Erfahrunge mat der Stolindustrie gemaach, an et ass och wichteg, am Virfeld vu muer, vun där Stoltripartite, wou et jo drëm geet: Wéi geet et viru mat der Stolindustrie hei am Land? Behale mer déi fënef Siten oder, wann ech nach Biissen a Beetebuerg derbäirechnen, déi siwe Siten, déi mer nach hunn oder ass et eriwwer? Gëtt et der ab muer den Owend nach zwee oder nach véier an de Laangproduiten, well Diddeleng jo éischter an d'Flaachproduktioun geet?

Obwuel, wann een haut vun Diddeleng schwätzt, dat och net méi d'Schmelz ass wéi déi Diddelenger se kennen, mä dat ass Galvalange a Giebel, déi haut net méi am Laangproduit täteg sinn, mä virun allem am Flaachstol, datt een do muss wëssen, wat muer alles op eis zoukënnt.

A wa mer schwätzen: Wéi ass et mat der Zukunft mat de Sitë vu Rodange a Schëffleng, ëm déi et jo notamment geet, ob déi nach zougemaach ginn oder net? Et ass elo ugekënnegt ginn déi lescht Woch, datt envisagéiert ass, déi nach annerhalleft Joer lafen ze loossen, an da géif ee kucken... also net lafen ze loossen, mä a Stëllstand ze loossen. Wou ee sech d'Fro awer ka stellen, wann e Stolwierk méi wéi zwee Joer steet oder eng Schmelz zwee Joer steet, da gëtt se net méi ugefuer. Och bei Terres Rouges, wou virdrun och geschwat gi war, huet et emol eng Kéier geheescht, dat ass emol eng Kéier e Provisorium, an Dir wësst alleguerten, datt se haut nach dostinn.

Duerfir ass och do d'Fro erlaabt: Wat ass dat mat Rodange? A wat ass dat mat Schëffleng? Ass dat hei elo just e Saucissonnage, deen nach annerhalleft Joer dauert, oder ass awer wierklech eng reell Chance do - an ech mengen, op déi Fro mussen och muer an der Tripartite Äntwerte kommen -, ass eng reell Chance do, fir déi Sitë Rodange a Schëffleng kënnen ze retten? Well et och soss aner Froe mat sech brëngt, souwuel wat den Emploi ubelaangt, wou et ëm 900 Aarbechtsplaze geet, mä wou et och drëm geet, wat dann herno geschitt a wat fir eng Industriepolitik hei zu Lëtzebuerg ka gemaach ginn.

Well, wann een dovu schwätzt, vun Investissementer, esou däerf ech just nach eng Kéier e Chiffer erwähnen: De Minister vun der Nohaltegkeet hat virdru schonn eng Kéier drop higewisen, d'Liaison Micheville-Belval, nëmmen en Deel vun deem Terrain, deen do sanéiert gëtt, 42 Milliounen Euro! Wat bedeit dat op dem Site Schëffleng, wat bedeit dat um Site Rodange? Wéi gesot, 1857 ass et lassgaangen zu Schëffleng, 1900 ass et lassgaangen zu Rodange. Wat bedeit dat op deene Siten, déi Assainissementer? Wat kann do nach eng Kéier niddergelooss ginn? Wat fir eng Industrie kann dohinnerkommen?

Wat geschitt mat den CO_2-Reschter? Well ArcelorMittal huet bis 2012, dat heescht dëst Joer nach mat, 81.000 Tonnen zegutt fir de Site Schëffleng, 146.000 Tonne fir de Site Déifferdeng an 73.000 Tonne fir de Site Belval. Wa Schëffleng net produzéiert, wat geschitt mat deene Quoten, déi elo do sinn? Wat ass dat? Ginn déi un der Bourse gehandelt, oder wéi gi mer domadder ëm?

An dann, wa mer och schwätzen - Wat geschitt nach alles? Wat ass den Impakt fir Arcelor, ProfilARBED, Belval an Déifferdeng? -, schwätze mer dovun, ass eng Méiglechkeet do, fir eng grouss Zukunft ze hunn, wa mer déi néideg Investissementer maachen? Well souwuel de Grey wéi och d'Palplanchë wierklech Top-Produitë sinn, déi hei am Land hiergestallt ginn, an déi et sech och rentéiert weider ze investéieren, wou ee sech dann och d'Fro muss stellen, datt mer awer och eng Garantie musse kréien, Här Minister, déi Sitë kommen, well dat Wichtegkeet bedeit, fir iwwerhaapt hei an der Stolindustrie och eng Kéier dat kënnen ze kucken.

Mir wëssen, datt Belval an Déifferdeng bal haut erëm op deem Niveau si wéi virun der Kris, wat d'Produktioun ubelaangt, datt et och do wichteg ass, datt mer eppes maachen. An da sinn ech vläicht e bëssen anerer Meenung wéi den Här Braz an da muss een och doriwwer nodenken, ob een déi Leitung net brauch, fir de Stroum zu engem anere Präis kënnen op Belval an op Déifferdeng ze kréien, well dat eng Wichtegkeet ass, fir datt do mat deem Elektrouewe weider ka gefuer ginn.

An op déi Fro muss een och muer oder respektiv doriwwer eraus eng Kéier eng Äntwert drop ginn, well et wichteg ass, datt mer do och déi strategesch Décisiounen huelen, fir dohinner ze kommen.

A wa mer schwätze vun den CO_2-Emissiounen, vun deenen ech virdru geschwat hunn, esou wësse mer awer, datt säit 1974 relativ vill geschitt ass, wou nach esou vill Héichiewen hei am Land waren, zum Schluss nach dräi um Belval, elo nach déi dräi Elektroiewen, wou dann dee Schëfflenger jo praktesch agemott ass, datt och do eppes geschitt ass an datt ee sech och muss bewosst sinn, datt, wat Dioxinen ubelaangt an d'Belaaschtung vun de Schwéiermetaller, vum Bläi, datt dat och do erofgaangen ass.

Dat sinn déi Froen, mengen ech, wou mer muer mussen - also net mir, mä wou muer d'Regierung muss - kucke mat de Sozialpartner, fir eng Eenegung ze fannen, fir déi Investissementer ze kréien, fir eng Ofsécherung vum Personal ze kréien. Mir brauchen Investissementer hei zu Lëtzebuerg an d'Stolindustrie.

Mir hunn eis ëmmer gutt kënne mat der Stolindustrie identifizéieren. An och, wa vill Aussoe gemaach gi si géint d'Stolindustrie, esou muss een awer soen, datt, wa mer déi Liewensqualitéit haut hei zu Lëtzebuerg hunn, och wann dat déi lescht 20 Joer manner de Fall war, d'Basis dovunner an der Stolindustrie läit.

Ech ka just wënschen an hoffen, datt d'Regierung et muer fäerdegbréngt, an der Stoltripartite deen Erfolleg ze hunn, fir datt mer et fäerdegbréngen, kloer Äntwerten a kloer Gesten ze kréie fir déi Sitë vu ProfilARBED, dat heescht fir Investissementer, an op deenen zwee anere Siten, déi an der Diskussioun sinn, datt och do kloer ass no muer - an net mam Saucissonnage weidergefuer gëtt -, wat mat deenen zwee Sitë geschitt.

Dat wier am Interessi vum Personal vun ArcelorMittal an - eppes, wat oft vergiess gëtt - och am Interessi vum Personal vun CFL-Cargo, well déi och ganz vill dovun ofhänken, wat muer an där Stoltripartite erauskënnt, och dat ass Personal. Dofir wënschen ech der Regierung dat néidegt Fangerspëtzegefill, fir muer en Accord an der Stoltripartite ze kréien. Et ass wichteg fir déi Beschäftegt, et ass wichteg fir d'Lëtzebuerger Land a fir d'Lëtzebuerger Industrie.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Spautz. Als nächste Riedner ass den Här Claude Meisch agedroen. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Meisch *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eng éischt Fro, déi mer vläicht am Kader vun dëser Debatt sollte klären, dat ass: Ëm wat këmmere mer eis, ëm wat geet et hei? Geet et hei eigentlech just ëm zwee Sitë vun deem nach gréisste privaten Employeur hei am Land, oder musse mer vläicht d'Diskussioun e bësse méi breet opstellen?

Sécherlech huet et punktuell Ursaachen, firwat d'ArcelorMittal-Siten zu Rodange an zu Schëffleng an der Diskussioun sinn, firwat et stëllsteet schonn eng gewëssen Zäitchen a firwat dat och nach eng Zäitche soll weidergoen a vläicht muer eng Décisioun kéint geholl ginn, datt definitiv géif zougemaach ginn.

Dat sinn déi Argumenter, déi hei och scho vu menge Virriedner genannt gi sinn: déi intern Organisatioun an deene Wierker; d'Käschten an deene Wierker; de Fait, datt do Allerweltsproduitë gemaach ginn, déi op ganz villen anere Plazen och an där doter Qualitéit kënne realiséiert ginn; datt et an deene Marchéen do ganz, ganz kleng Margë gëtt, a wann dann iergendzwousch eng Iwwercapacitéit besteet a mer hei eben net gradesou käschtegënschteg kënne produzéiere wéi soss anzwousch, vun deene Margen dann och näischt méi iwwreg bleift; datt mer eng Flaut an der Baubranche hunn, net nëmmen zu Lëtzebuerg, mä ganz besonnesch an Europa.

Trotzdeem, wann et och eenzel ganz prezis Ursaachen huet, firwat hei iwwert d'Fermeture vun ArcelorMittal Rodange a Schëffleng geschwat gëtt, ass dat jo awer beileiwe keen Eenzelfall. Duerfir, wann ee wëllt kucken, wat huet dozou gefouert, datt eventuell do muss zougemaach ginn, da muss een awer kucken, datt dat jo net fir d'Éischt ass, datt am Laf vun de leschte Joren en industrielle Betrib hei zu Lëtzebuerg zoumécht.

Mir haten d'Diskussioun ronderëm Villeroy & Boch, mir haten d'Fermeture vun der TDK, mir haten eng Technicolor, mir haten eng Bay State, mir haten Thomas & Betts, an ech kéint nach esou weiderfuere mat enger ganzer Lëscht vun Entreprisen, déi Honnerten an Honnerte vun Aarbechtsplazen hei ënnerhalen hunn an dësem Land an déi an de leschte Joren awer zougemaach hunn, déi gaange sinn, déi gesot hunn, Lëtzebuerg ass net méi mäi Standuert, aus deem engen oder aus deem anere Grond.

Also kann et jo net nëmme reng intern Ursaachen hunn, déi elo bei ArcelorMittal zu Schëffleng oder zu Rodange ze siche sinn. Also musse mer awer, mengen ech, d'Fro e bësse méi breet stellen, an d'Fro heescht eigentlech: Wëlle mer zu Lëtzebuerg, kënne mer zu Lëtzebuerg am 21. Jorhonnert nach eng industriell Produktioun oprechterhalen, a wa jo, wéi maache mer dat?

Wëlle mer eng gesond industriell Landschaft hei zu Lëtzebuerg erhalen? Ass dat iwwerhaapt méiglech och an engem Héichlounland wéi Lëtzebuerg, wat mer sinn a wat mer jo och wëlle bleiwen? A wat hu mer an der Vergaangenheet falsch gemaach, fir datt den industrielle Secteur sech eben net an déi dote Richtung développéiert huet, mä datt mer éischter awer vun enger Desindustrialiséierung vum Grand-Duché musse schwätzen?

Mir mengen, datt mer eis industriell Basis hei zu Lëtzebuerg net däerfe verléieren. Et ass bäi Wäitem sécherlech net méi, wat den Emploi ubelaangt, wat d'Création de richesse ubelaangt, wat d'Steierrecetten ubelaangt, dee wichtegste Secteur a spillt net méi déi Roll wéi während deene Stolkrisen an de 70er an an den 80er Joren, mä mir däerfen eis jo net grad nëmmen op d'Finanze baséieren, mer däerfen eis net nëmmen op den Déngschtleeschtungssecteur baséieren.

Mir brauchen och Aarbechtsplazen, manuell Aarbechtsplaze fir Leit, déi net wëllen, déi net kënnen an all déi flott Bürosgebaier hei ronderëm d'Stad schaffe kommen. Mir hunn och net deementspriechend Strategien, op jidde Fall keng erfollegräich bis ewell, fir manuell Aarbechtsplazen hei unzebidden. Alles dat, wat an der Logistik do ugeduecht ass, ass nach net realiséiert, wäert sécherlech och net d'Industrie kënne kompenséieren, an och um Niveau vun der Valeur ajoutée wäert et kaum comparabel sinn. An och eng kleng Ekonomie wéi Lëtzebuerg, do si mer dovunner iwwerzeegt, muss op e puer Piliere kënne stoen.

Wa mer e bësse ronderëm kucken, wéi Länner dach d'Finanz- a Wirtschaftskris iwwerstanen hunn, da gëtt et der, déi ganz uerg gerëselt goufen, an et gëtt anerer, deenen ass et besser ergaangen, déi hu vläicht souguer dovunner profitéiert.

Eisen däitschen Noper zum Beispill ass een, dee wirtschaftlech gesinn an enger ganz zolitter Situatioun momentan dosteet. A firwat? Nun, eng vun den Ursaachen ass awer sécherlech och, well grad Däitschland et fäerdegbruecht huet, nach eng industriell Basis ze erhalen, well Däitschland dat europäescht Land ass, am Géigesaz zu villen aneren, wou d'Industrien eben net am grousse Stil ausgelagert goufen a wou (veuillez lire: wou net) gesot ginn ass: D'Industrie, dat ass e Wirtschaftszweig vu gëschter, dee brauche mer net méi, mir ginn an aner - vläicht heiansdo méi sexy - Branchen eran.

Mä Däitschland huet ganz kloer eng Politik gemaach, fir d'Industrie an Däitschland ze halen, a se hunn enorm dovunner profitéiert. An hir Croissancezuelen, hiren niddrege Chômage, op jidde Fall par rapport zur Situatioun vu virun zéng a viru 15 Joer, weist, datt dat jo net alles grondfalsch war.

Bei eis kënnt nach, mengen ech, een Argument derbäi, fir ze soen, mir wëllen en Industrieland och bleiwen. Ech mengen, de Marc Spautz huet et virdrun erkläert: Et ass zum Deel eng Traditioun hei am Land. Lëtzebuerg ass och duerch d'Stolindustrie grouss ginn, duerch de Biergbau grouss ginn, duerch all dat, wat do ronderëm entstanen ass. Besonnesch jo bei eis am Süden ass dat e Stéck och vun eiser Identitéit. De Minettesdapp tickt haut nach esou, wéi en nun eben emol tickt, och well mer Biergbau a Stolindustrie haten an hunn.

En Deel vun deem däitschen Erfolleg ass dann och zum Deel awer doduerjer bedéngt, datt an Däitschland eng Lounpolitik, eng moderat Lounpolitik gemaach ginn ass, déi et erméiglecht huet, datt eng industriell Aktivitéit an Däitschland konnt bleiwen. Et war awer sécherlech net nëmmen dat. Dir wësst, datt momentan an Däitschland eng Diskussioun gefouert gëtt, ob net awer och do d'Bannekonjunktur méi staark misst favoriséiert ginn duerch méi héich Léinofschléss, déi momentan jo och an der Diskussioun sinn an Däitschland, a wéi et ausgesäit jo wahrscheinlech och wäerte kommen.

Mä et ware ganz vill aner Punkten, mengen ech, ronderëm, déi och nach do derzou gefouert hunn, datt Däitschland seng Industrie konnt behalen: sécherlech den technesche Fortschrëtt, sécherlech eng gutt Formatioun, souwuel vum Fachaarbechter wéi och vum Ingenieur.

Sécherlech awer och eng intensiv Vernetzung tëschent der Fuerschung an der Entwécklung - privat an awer och öffentlech finanzéiert - mat deene produzéierende Betriber, industriell Fördermechanismen, déi do existéieren, an dann och eng gesond industriell Struktur vum Weltkonzern, deen nach ëmmer e gudden Deel vu senger Aktivitéit am Land huet, kombinéiert mat ganz performanten an innovative mëttelstänneschen Entreprisen, déi nei Iddië mat erabréngen a ganz oft et eben och erlaben, datt déi grouss kënne Progrèsë maachen, well si duerch hir Innovatiounen an duerch hir kompetitiv Präisser och e ganz interessanten Zouliwwerer sinn an da sécherlech och an der Produktiounschaîne ganz staark international vernetzt sinn, wou net méi alles, wat herno am Endproduit ze fannen ass, an Däitschland gemaach gëtt, mä munches och op anere Plaze vun dëser Welt gemaach gëtt, mä awer nach ëmmer ganz, ganz villes, wat d'Conceptioun ubelaangt, wat d'Zesummesetzen ubelaangt, do, wou da wierklech eng Capacitéit gefuerdert gëtt, déi et op anere Plazen net gëtt, dat nach ëmmer an deem Land gemaach gëtt.

Et gëtt een anert europäescht Land, wat sech och nach ëmmer duerch eng grouss industriell Aktivitéit auszeechent, obschonns et sécherlech, wat d'Lounverhältnisser ubelaangt, mat Lëtzebuerg op d'mannst comparabel ass: Et ass dat d'Schwäiz. Déi hunn et fäerdegbruecht, hir industriell Aktivitéit ze halen a performant weiderzëentwéckelen. Also, mengen ech, ass et keng Fatalitéit, datt d'Industrie Lëtzebuerg muss de Réck dréien. Neen, wa mir eis gescheit uleeën, da kënne mer et fäerdegbréngen, se och heizehalen an hir nei Perspektiven opzemaachen.

Et ass zu Lëtzebuerg, mengen ech, awer och net nëmmen de Loun, deen do muss diskutéiert ginn. Dat ass sécherlech en Thema - ech kommen herno nach kuerz dorobber zréck -, mä et sinn och aner Froen, an och dat ass hei vu menge Virriedner ugeschnidde ginn.

En Industriebetrib brauch nun eben emol méi Plaz, méi e groussen Terrain, en aneren Terrain, en Terrain, dee vläicht éischter isoléiert läit wéi iergendeen anert Bürosgebai, wann do dann och eng performant Produktioun soll drop stattfannen, wann dann do och e puer honnert Leit sollen eng Aarbecht dorobber hunn.

Stellt Iech vir, mir hätte muer e grousse Grupp aus der Automobilbranche, dee wéilt op Lëtzebuerg kommen. Mir hätte wahrscheinlech keng Plaz, fir en hinzesetzen, oder mir géife kee Konsens am Land fannen, wou en da soll hikommen. An eng Déifferdanger Schmelz, wann déi net do wier, da kéim se jo wahrscheinlech och net méi esou do an deen Dall eran tëschent déi bestehend Uertschaften, wéi dat haut de Fall ass. Och dat ass sécherlech an engem geographesch klenge Land wéi Lëtzebuerg, wat awer och ëmmer méi dicht besiedelt ass, net ganz evident.

Zur Fro dann, wat mer vläicht falsch gemaach hunn am Laf vun deene leschte Joren a wat mer besser kënne maache fir d'Zukunft. Ech mengen, mir mussen dovunner ewechkommen, fir ze soen, mir hunn eng Participatioun an deem Grupp ArcelorMittal an déi loosse mer spillen, fir datt an deem Grupp weider eng Lëtzebuerger Logik dominéiert. Dat ass vläicht gaangen nach, soulaang et ARBED war; dat ass vläicht och nach éischter méiglech gewiescht, soulaang et Arcelor war. Et ass haut sécherlech net méi esou.

Wa mer gären hätten, datt e Global Player wéi ArcelorMittal zu Lëtzebuerg bleift an och mat senger Produktioun zu Lëtzebuerg bleift, da mussen d'Rahmebedéngunge stëmmen, da mussen d'Standuertfacteure stëmmen, da musse mer och déi international Konkurrenz do kënne packen a gutt Argumenter hunn, fir dee Global Player do heizehalen.

Lëtzebuerg ass sécherlech net a wäert et ni sinn - dat wëlle mer net - en attraktive Standuert fir eng bëlleg Masseproduktioun. Ech mengen, datt mer an enger ganzer Rei vun Nischeberäicher kënnen eis nach um industrielle Plang méi wäit développéieren.

Ech mengen dann och, datt et net de Loun ka sinn, wou mer déi Haaptkonkurrenz mat anere potenzielle Standuerter, sief et an Europa, sief et wäit iwwer Europa eraus, kënnen ausdroen. Och wann de Loun sécherlech en Thema ass an enger produzéierender Industrie, dee Mindestloun, dee jo fir e Familljepapp zu Lëtzebuerg net duergeet, fir mat senger Famill hei kënnen ze wunnen an ze liewen, wann een eis Präisser um Wunnengsmaart an eis Liewenshaltungskäschten zu Lëtzebuerg kuckt. E Mindestloun, deen awer der exportéierender Industrie sécherlech Problemer mécht, well - jo - si a Konkurrenz sti mat Produzenten aus anere Länner, wou d'Léinverhältnisser nun eben emol anerer sinn.

Ech mengen, datt mer do wierklech nach eng Kéier ganz seriö mussen driwwer nodenken, och virun allem am Beräich vum Logement, wéi mer et erlaben, datt déi Leit, déi jo och iwwer hir manuell Aarbecht probéieren, hiert Brout ze verdéngen, datt déi zu Lëtzebuerg kënne bezuelbare Wunnraum fannen, fir do déi Diskussioun nach eng Kéier opzebriechen, datt den Index an datt de Mindestloun eise kompetitiven Nodeel duerstellt. Dat hänkt ganz enk mateneen zesummen. Do ass d'Politik gefuerdert. Do huet op jidde Fall am Laf vun deene leschte Joren d'Politik versot, wierklech dramatesch versot.

En héije Loun ass de Patron jo och bereet ze bezuelen dann, wann en och deementspriechend eng Géigeleeschtung kritt, wann dee Beschäftegten och fir de Betrib Plus-valuë schaaft. Duerfir ass eng gesond Basisausbildung duerch d'ganz Gamme, mengen ech, vun deene Leit, déi beschäftegt sinn an engem industrielle Betrib, wichteg - an eng zolidd Weiderbildung.

Vläicht wier och nach eng Kéier nozedenken iwwert déi Iddi vun enger Kombinatioun Mindestloun mat Chèques-formation. Dat war jo emol eppes, wat de Professer Fontagné eng Kéier virgeschloen hat, fir do och deene Leit, déi duerch hir manuell Aarbecht am Betrib wëlle virukommen an hiert Brout verdéngen, besser Chancen ze ginn, fir hir Aarbechtsplaze mat hëllefen ofzesécheren.

Wa mer da soen, d'Konkurrenz, d'Haaptkonkurrenz dierf net um Loun gemaach ginn, da musse mer awer och kucken, datt mer extrem kompetitiv an all deenen aneren Domäne sinn. Da geet et ëm d'Disponibilitéit vu bezuelbaren Terrainen. Da geet et ëm kuerz Weeër, ëm Simplification administrative, ëm kloer Prozeduren, wou och jiddweree weess, wat zu Lëtzebuerg gëllt a wat eben net gëllt. Da geet et och ëm Stroumpräisser. Et geet och ëm Energiepräisser iwwerhaapt. Et geet sécherlech och ëm Sécherheet vum Approvisionnement vun der Energie am Zesummenhang mat der Zukunft.

A bei den Zukunftsperspektive vun ArcelorMittal geet et eben och ëm déi Leitung, ëm den Uschloss mat Frankräich, deen - mengen ech - net nëmme kann hei gesi ginn am Kontext vum Thema Atomstroum oder net Atomstroum, wou mer eis jo alleguerten eens sinn. Op jidde Fall ass de Mëtteg hei nach eng Motioun an deem Kontext virgeluecht ginn, wou ech mengen, datt mer et fäerdegbréngen, eng grouss Majoritéit hei vun dësem Haus derhannert ze kréien, wat d'Positioun vun dësem Land par rapport zum Atomstroum ugeet.

Mä eng Natioun wéi Lëtzebuerg, wa mer wëlle performant Industriebetriber hei hunn, da kënne mer energetesch net komplett autark sinn, da musse mer eis vernetzen, an déi Vernetzung ass jo, mengen ech, och kompatibel mat Iwwerleeungen, déi momentan um europäesche Plang lafen, fir grad am Beräich vun den erneierbaren Energien eis méi staark ze vernetzen. A wa mer dat an Aklang matenee kënne bréngen, mengen ech och, da misst déi Leitung do wierklech als e positive Schrëtt kënne gesi ginn.

Dann, mengen ech, sollte mer eis d'Fro awer och stellen: Wat fir een Deel vun der Produktiounsketten, och fir en Industriebetrib wéi ArcelorMittal, passt dann nach op Lëtzebuerg? Muss alles hei gemaach ginn? Mä wat misst onbedéngt hei gemaach ginn, well et gutt Grënn gëtt, fir dat hei ze maachen? Wat sinn déi Synergien, déi een innerhalb vun enger Branche oder och tëschent verschiddene Branchë kéint fannen, déi doduerch och d'Attraktivitéit vum Standuert kéinte verbesseren?

Wa mer emol kucken, wéi et bei der Finanzindustrie a bei der Finanzplaz Lëtzebuerg ass, do gëtt jo och net alles zu Lëtzebuerg gemaach, do gëtt jo och net déi ganz industriell Ketten hei zu Lëtzebuerg ofgeweckelt, mä mir hunn eis an deem globale Finanzgeschäft e puer Geschäfter erausgepléckt, wou mer extrem gutt sinn hei zu Lëtzebuerg. Ähnlech, mengen ech, misst et eigentlech och bei der Industrie méiglech sinn.

An deem Kontext - jo - stellt sech schonn d'Fro: Wat geschitt eigentlech, wa Rodange a Schëffleng wierklech géifen zougemaach ginn? An dann déi aner Wierker, notamment déi, déi wierklech dann och eng grouss Produktioun maache wéi Belval an Déifferdang, riskéiert net och do, d'Produktivitéit awer erofzegoen? Zwee isoléiert Wierker eigentlech hei zu Lëtzebuerg, nach esou als en Aussesatellit vum Grupp ArcelorMittal, hunn déi op Dauer Iwwerliewenschancen? Dat, mengen ech, soll schonn eng Suerg vun eis sinn.

A musse mer net grad doduerch, och wa mer d'Diskussioun iwwer Rodange a Schëffleng eraus wëlle féieren, a wa mer soen, déi aner Produktiounsstanduerter zu Lëtzebuerg, déi sollen ofgeséchert sinn, musse mer dann awer net och kucken, fir méi Substanz awer nach op Lëtzebuerg ze kréien, fir och an nei Beräicher kënnen eranzegoen, fir datt zum Beispill och déi bestehend Wierker doduerch besser kënnen ausgelaascht ginn? Ech mengen, datt dat eng Pist ass, déi et derwäert ass, sech ganz, ganz gutt kënnen ze iwwerleeën.

Mir mengen, datt do, wou et Stäerkte gëtt, an dat ass sécherlech Belval an Déifferdang, mam Grey-Träger, mat de Palplanchen, datt een do nach méi kéint maachen, datt een déi Stäerkten, déi mer um industrielle Plang hunn, datt mer déi virun allem sollte probéieren ze stäerken, andeems mer ronderëm weider Aktivitéiten, déi aus deemselwechten Domän kommen, géifen opbauen.

Belval an Déifferdang si gutt Wierker a sécherlech och déi aner Produktiounsstanduerter, déi zu Lëtzebuerg nach stinn. Et muss awer - an och do bleiwen ech ganz no bei menge Virriedner -, et muss awer weider dra moderniséiert ginn, et muss déi üblech Maintenance dra gemaach ginn.

Mä an dësem Kontext awer muss och gekuckt ginn, wa mer wierklech de Standuert, de Stolstanduert Lëtzebuerg wëllen ofsécheren, esou datt och nach produzéiert gëtt hei zu Lëtzebuerg, dann dierf et net bei enger einfacher Maintenance bleiwen, da muss an nei Filièren do kënnen investéiert ginn, passend Aktivitéiten, déi da vläicht och zum Deel dat kéinte kompenséieren, wat zu Rodange an zu Schëffleng géif verluer goen.

An deem Kontext wëll ech de Minister froen - mä meng Virriedner hunn och dat scho gemaach -: Gëtt et Zousoe vun ArcelorMittal? Wéi gesäit et aus? Wäert muer déi Diskussioun do gefouert ginn, datt déi aner Wierker weider astand gehale ginn, fir datt et performant Wierker bleiwen, datt weider och an d'Kompetitivitéit op deenen dote Standuerter investéiert gëtt?

Well wann dat net geschitt, da si mer awer lues a lues an enger Auslaflogik. An dat, wat elo fir Schëffleng a Rodange diskutéiert gëtt, wäert dann iergendwann eng Kéier muer, iwwermuer oder nach duerno fir déi aner Standuerter op d'Dagesuerdnung kommen. Dat musse mer elo évitéieren, andeems mer fest Garantië kréien, datt doranner investéiert gëtt. A gëtt et Perspektiven, fir an anere Beräicher, an aneren Aktivitéiten am Stolberäich zu Lëtzebuerg, vläicht och nieft deem, wat mer da behalen, eppes Neies kënnen opzebauen?

Des Weidere wëll ech just kuerz nach drun erënneren, datt et jo net nëmmen ArcelorMittal als produzéierende Betrib hei gëtt, mä och den Headquarter ass hei, deen awer och eng ganz Rei vun Emploien op Lëtzebuerg matbruecht huet, vu Fonctiounen op Lëtzebuerg matbruecht huet. Et ass sécherlech net méi déi Direktioun, déi mer vläicht nach vun der gudder aler ARBED kannt hunn, mä well et vill méi e grousse Grupp ass, och sécherlech um Niveau vum Headquarter, vun anere Support-Aktivitéiten, vill méi Substanz op Lëtzebuerg komm ass, wat och de Standuert Lëtzebuerg fir international Headquartere sécherlech däitlech verbessert huet, wann een esou en Aushängeschëld do huet.

Ähnlech positiv Erfahrungen, mengen ech, kéint een nach am Domän vun der Fuerschung maachen, wann ee wierklech e Global Player wéi en ArcelorMittal hei huet, an deen och seng Fuerschungsaktivitéit hei nach méi staark géif ausbauen, dat zu Lëtzebuerg géif maachen. Dat wär sécherlech och eng Lokomotiv fir ganz vill aner Entreprisen, fir och hir Fuerschung zu Lëtzebuerg kënnen unzesiedelen.

Dann nach zu de konkrete Wierker, déi momentan a Problemer sinn: Schëffleng a Rodange. Wat sinn do wierklech d'Perspektiven? Ech mengen, mir mussen éierlech sinn a Kloertext schwätzen. Wann net haut hei an der Chamber, dann awer spéitstens muer no där Tripartite muss gesot ginn: Wou geet et hin? Et kann een net d'Leit do am Ongewëssene loossen. Et kann een och net déi Uertschaften, déi Gemengen am Ongewëssene loossen, déi net richteg wëssen: Behale mer eis industriell Substanz oder behale mer se net?

Wa mer dat weider maachen, wa mer elo schéi Geschichten erzielen, da maache mer dat, wat den Här Mittal gemaach hat op der 100-Joer-Feier vun 100 Joer Sidérurgie zu Lëtzebuerg: eng schéi Ried halen an awer scho wëssen, datt eigentlech herno alles eriwwer ass. Dee Feeler, mengen ech, sollte mer hei net widderhuelen.

Wat geschitt mat de Leit? Ech mengen, datt keen heibannen ass, dee seet, mir probéieren net dat nom übleche Lëtzebuerger Modell ze maachen. Ech mengen och, an do ginn ech dem Félix Braz, dem Interpellant, recht, datt een net nëmme kann un déi Beschäftegt denken, déi bei ArcelorMittal selwer beschäftegt sinn, mä et gëtt eng Rei vun Zouliwwererbetriber.

D'CFL-Cargo ass hei genannt ginn, mä sécherlech ganz, ganz vill anerer, och de Lëtzebuerger Mëttelstand, deen zum Deel awer nach ëmmer un dem groussen Industriebetrib ArcelorMittal dorunner hänkt. Och mengen ech, do wäerten Aarbechtsplazen a Gefor geroden. Wéi kucke mer, datt dat sozialverträglech iwwert d'Bühn geet?

Ech hunn d'Impressioun, wéi wann awer hei, wann et ëm d'Sidérurgie geet, de Lëtzebuerger Modell besser nach géif fonctionnéieren, wéi wann et ëm déi grouss politesch Froe geet. Wat eigentlech gutt war, dat ass, datt déi lescht Woche kee vun de Sozialpartner, weder ArcelorMittal nach d'Gewerkschaften, sech wäit aus der Fënster geluecht hunn, kloer Positioun bezunn hunn.

Dat, mengen ech, léisst Spillraum, fir muer e gudde Kompromëss do kënnen auszehandelen. Dat weist, wann et ëm ganz konkret, heiansdo betribsintern Décisiounen a Problemer geet, datt da Gewerkschaften a Patronat Léisunge kënne fannen, datt se fäeg sinn, dat ze fannen. Mä dann, wann et eigentlech ëm dat geet, wat mir hei…

M. le Président.- Här Meisch, Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen.

M. Claude Meisch *(DP).*- Ech kommen awer elo nach zu engem ganz wichtege Punkt, deen ech awer nach wëll…

M. le Président.- Da maacht nach dee Punkt an da maacht Der Schluss!

M. Claude Meisch *(DP).*- …op en Enn bréngen. Well wann et dann drëms geet, fir dat, wat mir vläicht heibanne missten diskutéieren, wat d'Politik misst diskutéieren, da fonctionnéiert momentan de Lëtzebuerger Modell jo net méi. An et soll een en och vläicht dann net iwwerfrachte mat Usprëch, deene mer an där heiteger Situatioun och net méi kënne gerecht ginn.

Mir als Demokratesch Partei wëllen also den Industriestanduert Lëtzebuerg ofsécheren. Méi wéi dat: Mir wëllen en ausbauen. Mir wëllen en do ausbauen, wou et Sënn mécht hei zu Lëtzebuerg, och nach eng industriell Produktivitéit a Produktioun kënnen opzebauen. Mir brauchen duerfir e gesond Émfeld fir déi produzéierend Betriber zu Lëtzebuerg. Eppes, wat jo offensichtlech net de Fall war déi lescht Joren, soss hätten net esou vill Betriber zougemaach. A mer brauche ganz besonnesch an der Stolindustrie eng kritesch Mass, déi mer mussen zu Lëtzebuerg erhalen.

Mir mussen dat, wat nach gutt fonctionnéiert, och déi nächst Joren a Jorzéngte stäerken. Dann erhale mer och de Stolstanduert Lëtzebuerg.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Meisch. Als nächste Riedner ass den Här Engel agedroen. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt eng ganz Partie Leit hei an dësem Haus, déi mat der Stolindustrie an iergendenger Form ze dinn haten oder hunn, sief et berufflech oder well se e Familljemember an deem Domän haten, deen do geschafft huet oder nach ëmmer schafft - wann och vläicht an engem anere Mooss-staf -, da kann ee soen, dass d'Stolindustrie fir Lëtzebuerg dat ass, wat den Nil fir Ägypten war. An den Här Spautz huet en historeschen Exkurs gemaach, an, ech mengen, en huet nach eng Kéier ganz kloer gewisen, dass d'Stolindustrie wierklech eppes enorm Wichteges war fir eist Land, wou e groussen Deel vun eiser Basis drop berout.

Duerfir, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, kënnt d'Interpellatioun vum honorabelen Här Braz zum richtegen Zäitpunkt. Et ass wichteg, dass mer am Virfeld vun der Stoltripartite hei am Parlament eng Debatt iwwert d'Zukunft vum Lëtzebuerger Stolsecteur féieren. Dës Woch stinn nämlech an der Stoltripartite richtungsweisend Décisiounen un, wou sech erausschiele wäert, wéi et mat der Stolindustrie hei zu Lëtzebuerg weidergeet.

Och wann een deen europäeschen a mondiale Kontext hei net däerf aus den Ae verléieren, esou wollt ech a menger Interventioun haaptsächlech op d'Situatioun hei zu Lëtzebuerg agoen. An ech kommen an engem zweete Punkt kuerz op den „Pôle européen intégré de l'acier" zréck, deen den Här Braz ausdrécklech a senger Interpellatioun erwähnt huet. En Term, dee mer bis dohinner nach net bekannt war.

A wann een deen Term dann eng Kéier googelt, da fält ee beim éischten oder beim zweeten Treffer direkt op eng Carte blanche vum belsche Parti écologiste ECOLO. Erlaabt mer duerfir als Randnotiz ze bemierken, dass dësen Interpellatiounstext zu engem gudden Deel och copy-paste ass vun där Carte blanche.

Une voix.- Dat maache se ëmmer, déi gréng.

(Interruption)

M. Georges Engel *(LSAP).*- Der europäescher Stolbranche geet et momentan net gutt. A ganz Europa gëtt et enorm Iwwercapacitéiten an der Produktioun.

M. le Président.- Här Engel, erlaabt Der, datt den Här Braz lech eng Fro stellt.

M. Félix Braz *(déi gréng), interpellateur.*- Neen, net eng Fro. Fir perséinlech ze reagéieren. Dat, wat Der elo behaapt hutt, Här Engel, weisen ech ausdrécklech an zu 100% zréck. Wann dat deckungsgläich ass an der Argumentatioun, huet dat vläicht mat Kohärenz ze dinn tëschent deene Parteien.

(Interruptions)

Ech soen lech hei an elo…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat ass rengen Zoufall.

M. Félix Braz *(déi gréng), interpellateur.*- Jo, Dir kënnt, Här Gibéryen, elo soen a polemiséieren, wéi Der wëllt. Ech weisen dat doten ausdrécklech zréck. Hei ass null, null, net ee Wuert, net eng Zeil copy-paste an där Interventioun. Ech wëll just, dass Der dat zur Kenntnis huelt, an aller Kolleegialitéit.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Ech hunn et just gegoogelt an ech hunn dat doten esou gelies an der Interpellatioun an an deem Text do.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat ass Zoufall!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Gutt. D'Demande no Stol ass däitlech zréckgaangen: 20% par rapport zum Virkrisenniveau vun 2007, haaptsächlech well d'Baubranche an Europa vill méi lues dréit. D'Spuermoossnamen an d'Budgetskonsolidéierung an den eenzelne Länner riskéieren de Wirtschaftswuesstum weiderhin ze lähmen. D'Investitiounsklima ass am Moment net favorabel. D'Investitiounsprojete gi gestrach oder op der Zäitachs no hanne verluecht. Laut de Prognosë vun ArcelorMittal ass am europäesche Bausecteur net virun 2017 mat engem Opschwong ze rechnen.

Lëtzebuerg exportéiert 80% vu sengen Déngschtleeschtungen a Produkter. Wann Europa houscht, da kritt d'Lëtzebuerger Wirtschaft de Schnapp. Ee Konjunkturabroch an Europa mécht sech zu Lëtzebuerg direkt negativ bemierkbar, notamment an der Industrie. An d'Lëtzebuerger Zentralbank huet an hirem leschte Bulletin gerechent, dass d'Industrieproduktioun zanter Juli 2008, also scho virun der Kris, ëm 20% zréckgaangen ass.

Opgrond vun der schwaacher Konjunkturentwécklung huet ArcelorMittal am September 2011 décidéiert, hir Produktiounscapacitéiten an Europa ze réajustéieren. Europawäit gi Stolwierker definitiv oder op onbestëmmten Zäit zougemaach oder fueren am Ralenti; sief et zu Florange, Léck, Madrid oder a Polen. Ech wëll mech hei net a Schwaarzmolerei üben, mä dat si Fakten, deenen d'Politik an d'Wirtschaft sech stelle mussen.

Wéi gesäit d'Situatioun elo konkret hei zu Lëtzebuerg aus?

ArcelorMittal ass, ofgesi vum Edelstolproduzent Aperam, deen aus ArcelorMittal ervirgaangen ass an deen am Joer 2011 a puncto Emsaz e Plus vun 13,2% gemaach huet, deen eenzege Stolproduzent zu Lëtzebuerg. Mat ronn 6.000 Mataarbechter - wéi och den Här Spautz gesot huet - ass ArcelorMittal dee gréisste privaten Arbeitgeber hei zu Lëtzebuerg. An et dierf een effektiv net vergiessen, dass nach eng ganz Rei vun…

(Interruption)

Här Spautz, hat ech… Wat hat ech gesot?

(Interruption)

Neen.

…Arbeitgeber zu Lëtzebuerg. An et dierf een effektiv net vergiessen, d'Zouliwwererbetriber mat derbäizehuelen.

ArcelorMittal dréit 3% zu eiser nationaler Wirtschaftsleeschtung, zu eisem PIB bäi. D'Situatioun vun ArcelorMittal ass zwiespälteg. D'Wierker, wéi zum Beispill Déifferdeng an Esch/Belval, funktionéiere gutt. Hei gi qualitativ héichwäerteg Produiten hiergestallt, notamment d'Jumboträgeren an d'Palplanchen. Dës Produitë fannen trotz Kris europawäit déi néideg Ofsazmäert.

Bei spezial Stolprodukter mat héijer Valeur ajoutée bleift Lëtzebuerg also konkurrenzfäeg. Anescht gesäit et bei de Wierker zu Schëffleng an zu Rodange aus. Hei ginn oder - muss ee soen - goufe wéineg sophistiquéiert Produitë fir d'Baubranche wéi Bëtoneisen hiergestallt, déi éischter op de Massemaart zougeschnidde sinn. An dës Stolproduitë kënne méi bëlleg an ArcelorMittal-Wierker an Osteuropa produzéiert ginn.

Laut dem Management vun ArcelorMittal hunn dës zwee Wierker an deene leschten dräi Joer zesumme ronn 100 Milliounen Euro Verloscht gemaach. Ronn 40% vun de Produktiounscapacitéite gi just nach genotzt.

Zënter dem leschten Hierscht fueren dës zwee Wierker am Ralenti. Arrêt provisoire vum Elektrouewen a vun der Stranggussanlag zu Schëffleng. Eng Woch am Mount gëtt nach am Drotwalzwierk zu Schëffleng geschafft. Zu Rodange ginn an zwou Schichten op der Strooss A am Profilwalzwierk an an enger Schicht op der Strooss C - Bëtoneisen - geschafft.

Dat bedeit, dass weider 280 Aarbechtsplazen zu Rodange an zu Schëffleng ofgebaut wäerte ginn. Soumadder ginn am Ganze ronn 540 Plaze vun 890 Plazen ofgebaut. Dësen Ofbau geschitt sozialverträglech nom Lëtzebuerger Modell: Also keng Licenciementer, d'Systemer vun der Préretraite-ajustement, vum Prêt temporaire de main d'œuvre a vun der Cellule de reclassement ginn applizéiert.

De Stat, dee bedeelegt sech finanziell an engem héijen Umooss un dëse Moossnamen: ronn 140 Milliounen, esou wéi et an der Zukunft an um Entwécklungsplang Lux2011 vun ArcelorMittal festgehale gouf.

Eng gutt Partie vun de betraffenen Aarbechter sinn an aneren ArcelorMittal-Produktiounswierker ënnerkomm. Déi aner gi via Cellule de reclassement weider beschäftegt. Laut Informatiounen aus der Press befanne sech momentan 450 Salariéen an der Cellule de reclassement.

(Mme Lydia Mutsch prend la présidence.)

D'lescht Woch huet ArcelorMittal ugekënnegt, dass Schëffleng a Rodange op onbestëmmten Zäit am Ralenti wäerte weiderfueren. Do dernieft huet ArcelorMittal duerchblécke gelooss, dass d'Wierk zu Beetebuerg och a Schwieregkeeten ass. De Maart fir Sägedraht, wat do produzéiert gëtt, wat fir d'Schneide fir Solarpanele gebraucht gëtt, ass agebrach.

Opgrond vun enger schwaacher Demande an der Automobilindustrie ass d'Demande no héichwäertegem Blech, deen zu Diddeleng produzéiert gëtt, och éischter schleefend. Zefriddestellend ass d'Situatioun vum ArcelorMittal-Wierk zu Biissen, wou d'Drotproduktioun fir d'Landwirtschaft hiergestallt gëtt.

Madame Presidentin, wat sinn dann elo d'Enjeuë vun der Stoltripartite?

Éischtens, d'Fro vum Industriestanduert Lëtzebuerg ass hei gestallt. Behale mer eng Schwéierindustrie mat den dozougehéierenden Aarbechtsplazen, souwuel an der Quantitéit wéi och an der Qualitéit, oder net? Jo, dat hätte mer gär, an duerfir bedeelegt sech de Stat finanziell an engem grousse Mooss un den Opfangmoossnamen.

Als Géigeleeschtung muss d'Regierung do och vun ArcelorMittal eng ambitiéis Industrieplanung fuerderen, déi zolidd Investissementer an d'Stolwierker hei zu Lëtzebuerg virgesäit, notamment an d'Wierker, déi eng gutt Zukunftsperspektiv hu wéi Esch/Belval an Déifferdeng, mä awer och Investitiounen an déi bestehend Infrastrukturen, mä gradesou awer och an déi nei Technologien. An do bitt sech jo dann och d'Kollaboratioun mat der Universitéit un.

Do dernieft muss ee sech awer och d'Fro stelle vun de Sanéierungskäschte vun de Frichen, déi am Fall vu Siten, wa se net méi sollten erhale kënne bleiwen, definitiv also - wat mer alleguerten net hoffen - zougemaach wäerte ginn. Hei muss de Prinzip vum Pollueur-payeur esou wäit et geet dann och spillen.

Zweetens, et muss analyséiert ginn, ob d'Wierker zu Schëffleng a Rodange duerch Investitiounen esou ëmstrukturéiert kënne ginn, dass se erëm wirtschaftlech rentabel ginn a schwaarz Zuele schreiwen. Laut enger Studië vum OGB-L géife moderat Investitiounen a béide Wierker, also zu Schëffleng an zu Rodange, duergoen, fir d'Wierker erëm héichzefueren an d'Produktioun ze normaliséieren.

Dem OGB-L no huet de Wirtschaftsministère sech averstane gewisen, opgrond vun dëser Studië en Audit iwwert déi néideg Investitiounen an Optrag ze ginn. Dat ass begréissenswäert. Souwuel d'ArcelorMittal-Pläng wéi d'OGB-L-Studië sollen am Detail analyséiert ginn a géintenee verglach ginn, fir kënnen en connaissance de cause déi néideg Konklusiounen ze zéien.

Wann do erauskënnt, dass ee fir déi zwee Wierker eng Rei vun Investitioune ka maachen, déi net ze héich sinn an déi awer dann d'Wierker erëm rentabel maachen, da muss een der Regierung och soen, dass se sech bei ArcelorMittal derfir soll asetzen.

Dann zum drëtte Punkt. Et ass effektiv keng Leitungsdebatt, mä effektiv déi SOTEL-Leitung ass een Element an deem Ganzen, an där ganzer Diskussioun. Déi SOTEL-Héichspannungsleitung ass wirtschaftlech gesi wichteg fir ArcelorMittal. Bei Elektrohéichiewen ass den Energiepräis ee vun deene gréissten, wann net dee gréisste Kompetitivitéitsfacteur.

Momentan gëtt de Stroum aus Frankräich via d'Belsch importéiert. Duerch eng direkt Ubannung un de franséische Maart an un dat franséischt Netz kéint ArcelorMittal dee Stroum méi bëlleg akafen, well do keen Droit de passage méi géif ufalen. Dernieft géif eng zweet Leitung och d'Versuergungssécherheet stäerken. Eng Stroumpann kann ëmmer emol virkommen. Duerfir wier et gutt, wann de Stroum via zwee verschidde Réseaue géif importéiert ginn.

Doriwwer eraus huet Creos sech mat der SOTEL gëeenegt, fir nieft der Héichspannungsleitung ee weideren eidelen Tube ze leeën, deen et Lëtzebuerg erméigleche wäert, sech gënschteg um Bau vun engem transeuropäeschen Héichspannungsnetz fir erneierbar Energien ze bedeelegen. Dëse Réseau soll an Zukunft den Transport vu Stroum aus erneierbare Quelle séier an effikass queesch duerch Europa erméiglechen.

Kloer ass et awer och - an do sinn ech gutt placéiert, fir dat ze soen -, dass bei deem Bau vun esou Leitungen - an do ass et egal, wéi ee Stroum dass do duerchfléisst - d'Gesondheet vun de Bierger net op d'Spill gestallt dierf ginn. An et mussen all d'Mesurë geholl ginn, déi dës Risiken op deem klengstméiglechen Niveau halen. De wirtschaftlechen Opschwong dierf net op d'Käschte vun der allgemenger Gesondheet hei goen.

2013/2014 wäerten d'Héichiewe komplett amortiséiert sinn. Spéitstens zu deem Zäitpunkt stellt sech fir ArcelorMittal d'Fro, ob se weiderhin an hir Produktiounssiten zu Lëtzebuerg investéiere sollen oder net. Eng direkt Stroumlinn ass an dësem Kontext sécherlech en Argument de poids, wat net ze ënnerschätzen ass.

Erlaabt mer awer och nach kuerz op d'Fro vun der Betribskultur an der sozialer Gerechtegkeet anzegoen. Europawäit baut ArcelorMittal Stellen of. Et gëtt rationaliséiert, fir Rendementskritären ze erreechen. En contrepartie sinn awer Bonussen, déi sech den ArcelorMittal-Senior Management am Joer 2011 ausbezuele gelooss huet, iwwer 17 Milliounen Euro ëm 139% par rapport zu 2010 eropgaangen!

Ech froe mech, wéi dat vereinbar ass mat de sougenannte wirtschaftlech schwieregen Zäiten, déi ArcelorMittal net midd gëtt an de Vierdergrond ze stellen, wann et drëms geet, hir Restrukturatiounspolitik ze justifiéieren.

Une voix.- Très bien!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- An op de Risiko hin, vun deem engen oder aneren als naiv dohinnergestallt ze ginn, ass et mer wichteg, ArcelorMittal op de Respekt vun hirem sozialen Engagement als Betrib hinzeweisen. En Engagement, dat se jo ëmmer gären an d'Fënster stellen an net midd ginn ze ernimmen op deene Plazen, wou et si arrangéiert.

ArcelorMittal ass e Betrib, deen nach virun e bësse méi wéi engem Joer Investissementer an déi Lëtzebuerger Sitë versprach huet. Investissementer, déi haut net méi aktuell sinn, an dëst muss eis all heibannen interpelléieren! Et hannerléisst deemno och e batteren Nogeschmaach, wann dat, wat versprach gouf, net agehale gouf, an et stëmmt een och net onbedéngt immens optimistesch fir d'Zukunft.

Madame Presidentin, Pôle européen intégré de l'acier; Gouvernance économique et sociale renforcée; Harmonisation des législations nationales; Critères de convergence sociaux et environnementaux; dat sinn alles Schlagwierder, déi a priori gutt kléngen. Sozial an ökonomesch an ökologesch Mindeststandarden um EU-Niveau si luewenswäert an ustriewenswäert, fir ze évitéieren, dass multinational Gruppe wéi ArcelorMittal bei der Sich no Standarden an no Standuerter EU-Länner op d'Käschte vun der Ëmwelt a gerechte Léin géinteneen ausspillen.

Dobäi dierf een awer net aus den Ae verléieren, dass Europa keng Insel ass. Fir d'Delokalisatioun aus Europa eraus ze verhënneren, bräichte mer idealerweis an eiser globaliséierter Welt e gréisstméiglecht „level playing field" mat héijen Ëmwelt- a Sozialstandarden.

E Pôle européen intégré de l'acier léist awer net de Kär vum Problem vun der europäescher Stolindustrie. Europawäit gëtt et momentan enorm Produktiounsiwwercapacitéiten. A soulaang d'Demande no Stol konjunkturbedéngt schwaach ass, wäerte weiderhin an Europa d'Stolwierker zoumaache respektiv am Ralenti fueren an ëmstrukturéiert ginn.

Duerfir muss d'Lëtzebuerger Regierung niewent enger allgemenger industriefrëndlecher Politik de Personalofbau bei ArcelorMittal op eng intelligent Aart a Weis mathëllefen ofzefiederen, notamment via d'Cellule de reclassement an d'Préretraite-ajustement, an op där anerer Säit awer och ambitiéis Investitiounsengagementer vun ArcelorMittal fuerderen, fir dass d'Wierker zu Lëtzebuerg, déi qualitativ héichwäerteg Produiten hierstellen a relativ gutt duerch d'Kris kommen, och fir d'Zukunft gerüst bleiwen. An am Fall wou ArcelorMittal sengen Investitiounen net nokënnt, muss de Stat och kënne seng finanziell Bedeelegung bei de Mesures d'accompagnement social nei réajustéieren.

An dësem Sënn déposéieren d'Majoritéitsparteien och eng Motioun, déi d'Regierung invitéiert, d'Investissementer an der Regierung weider ze ënnerstëtzen an d'Aart a Weis vun den Hëllefe vum Stat vun den Investissementer an den nächste Méint ofhängeg ze maachen.

Motion 3

La Chambre des Députés,

considérant

- le riche passé sidérurgique et la longue tradition de la production industrielle d'acier au Luxembourg;

- l'importance d'ArcelorMittal pour le Luxembourg qui en abrite le siège social, ainsi que des sites de production et de valorisation de produits sidérurgiques contribuant à la richesse du pays en fournissant de nombreux emplois;

- le contexte économique et la situation difficile des usines de Rodange et Schifflange, partiellement à l'arrêt;

- le modèle et le dialogue social établi à travers la tripartite «sidérurgie» ayant permis depuis de longues années à accompagner les restructurations successives de l'ARBED, d'Arcelor et aujourd'hui d'ArcelorMittal;

- la responsabilité sociale d'ArcelorMittal qui s'engage à gérer les restructurations sans procéder à des licenciements pour raisons économiques;

- l'engagement d'ArcelorMittal pour gérer les sureffectifs dans le cadre d'une cellule de reclassement afin de réaffecter les salariés dont le poste de travail a été supprimé vers d'autres postes de travail au sein des entités d'ArcelorMittal;

- les moyens financiers étatiques conséquents mis à disposition à travers le Fonds pour l'emploi pour accompagner, dans le cadre du droit commun, les réductions d'effectifs des usines;

- l'importance d'œuvrer ensemble vers une pérennisation des activités sidérurgiques au Luxembourg et qu'il est dès lors primordial qu'ArcelorMittal continue à investir massivement dans les usines sidérurgiques;

invite le Gouvernement

- à mettre en œuvre une politique industrielle propice aux investissements dans le secteur sidérurgique;

- à insister auprès d'ArcelorMittal afin que soit mis en œuvre un plan industriel ambitieux d'investissements pour pérenniser les activités sidérurgiques au Luxembourg;

- à inscrire l'accompagnement social des restructurations à effectuer dans la foulée des investissements industriels programmés au cours des prochaines années;

- à reconsidérer, le cas échéant, les modalités financières des mesures d'accompagnement social en fonction de la réalisation des plans d'investissements;

- à analyser des propositions alternatives en vue de la continuation des activités sur les sites actuellement en difficulté.

(s.) Georges Engel, Alex Bodry, Claude Haagen, Marc Spautz, Robert Weber.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme la Présidente.- Merci, Här Engel. Den nächsten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Madame Presidentin. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen, muer ass en entscheedenden Dag an der Geschicht vun der Lëtzebuerger Stolindustrie, wann d'Stoltripartite zesummekënnt, fir engersäits driwwer ze diskutéieren éischtens iwwert d'Zukunft vun den zwee Siten, wat Schëffleng a Rodange ubelaangt, respektiv op där anerer Säit eventuell Investitiounen an d'Sitë vu Belval an Déifferdeng.

Haut de Mëtteg - Madame Presidentin, vu datt ech nëmmen zéng Minutten hunn, wëll ech hei op e puer Punkte just agoen - ass vill driwwer diskutéiert ginn, ob Schëffleng a Rodange eng Iwwerliewenschance hätten. An de Kolleeg Marc Spautz, d'CSV…, de President vun der Fraktioun vun der CSV huet am Fong dem Minister d'Fro gestallt, wéi dat dann elo weidergeet mat Schëffleng a mat Rodange.

Ech war iwwerrascht, fir esou eng Fro aus dem Fraktiounspresident vun där gréisster Regierungspartei sengem Mond ze héieren. Well wann een an de Rapport vun der Kommissioun vun der Ekonomie kuckt vum 2. Februar dëst Joer, wou den neie Wirtschaftsminister Etienne Schneider seng Prioritéite presentéiert huet, da steet e relativ kloren Text an deem Rapport.

An ech wëll en och hei zitéieren, wat d'Tripartite sidérurgie ubelaangt: «Il n'y a pas d'illusions à se faire. Les productions à Rodange et à Schifflange sont condamnées. On peut être confiant en ce qui concerne les autres sites de production sidérurgique, sous réserve toujours de la construction de ladite ligne à haute tension en France.

Les décideurs politiques devront toutefois se garder de naïveté dans d'éventuelles négociations à venir avec le sidérurgiste. Celui-ci est susceptible de négocier les désinvestissements en échange d'une vente de ses plus récentes friches industrielles à Rodange et à Schifflange. Le coût d'un assainissement de la friche à Schifflange notamment serait exorbitant et l'État serait à ce stade, où il est en train de développer l'ancienne friche sidérurgique à Belval, incapable de se lancer dans l'urbanisation d'une seconde friche.

Il y a lieu de rappeler que le coût social entraîné par la fermeture de ces deux usines sera également énorme. Depuis deux années déjà, l'État participe à raison de millions d'euros au maintien en vie de ces fabriques non compétitives.»

Wat kann een aus där klorer Ausso erausliesen? An dat ass vläicht dat, wat dëse Wirtschaftsminister vu sengem Virgänger ënnerscheet, datt e Kloertext schwätzt, wou mer dru sinn.

Hei geet éischtens eraus, datt einfach Rodange a Schëffleng condamnéiert sinn. Dat ass deen éischte Punkt.

Deen zweete Punkt ass, datt kann a Belval an a Rodange investéiert ginn, ënner Konditiounen. Ënnert der Konditioun, datt mer déi SOTEL-Leitung no Frankräich leeën, an ënnert der Konditioun, eventuell, soen ech awer do derbäi, datt de Stat géif schonn - an dofir wollt ech dem Marc Spautz dat hei soen, wann een deen Text hei liest, de Stat géif d'Frichen, hei gëtt jo vum Verkaf vun de Frichë vu Rodange a vu Schëffleng un de Stat geschwat an iwwert den Assainissement vun deenen zwou Frichen. Dat heescht, datt déi Diskussioun scho ganz wäit fort ass, wat, mengen ech, aus deem Text hei erausgeet. An et gëtt och geschwat, datt de Stat eventuell misst um Assainissement vun deene Frichë participéieren.

Ech wëll drun erënneren, an hei läit de Minister a senger Ausso ganz richteg, datt de Stat sech dat net kann eng zweete Kéier erlaben, fir esou Frichen ze sanéieren. Datt et e grousse Feeler war vun deenen, déi deemools négociéiert hu mat der ARBED oder Arcelor iwwert d'Frichë vu Belval, datt do der Arcelor hir Participatioun un dem Assainissement vun de Frichë plafonéiert ginn ass, an zwar op engem ganz déiwen Niveau, an datt haut fir d'Allgemengheet net de Prinzip vum Pollueur-payeur méi zielt, mä datt haut d'Allgemengheet - a mir ginn dervun aus, mir haten et an der Comexbu - bis 100 Millioune muss bäileeën, fir d'Frichen op Belval ze sanéieren.

Also, mengen ech, ass et kloer, wann d'Regierung hei nach eng Kéier an eng Diskussioun geet, datt da wierklech hei awer dës Kéier muss de Prinzip vum Pollueur-payeur spillen an datt net nach eng zweete Kéier kann esou verhandelt ginn, datt herno d'Allgemengheet dat kritt. Mä, esou wéi mer den Här Mittal kennen, wäert dat ee gewëssene Chantage ginn.

Engersäits gëtt zougemaach an anerersäits gëtt gesot, mir halen a mir investéieren, mä ënner Konditiounen. An dann, wa mer herno de Strëch maachen, da wäert et de Lëtzebuerger Stat sinn, deen déi Investitioune wäert trotz allem bezuelen. Sief et, datt mer Terraine kafen,

sief et, datt mer sanéieren, a sief et, datt mer de soziale Coût, deen déi Schléissung wäert mat sech brengen, mussen als Stat, als Allgemengheet droen.

Dat ass d'Realitéit an dat wäert och d'Resultat sinn. An duerfir mengen ech, wa verschidde Leit haut, virun allem wëll ech dat nach eng Kéier soen, vun der CSV, heihinnerkommen an esou maachen, wéi wa se net wéissten, wou et géif higoen, ech fannen, datt dat fir e Fraktiounspresident vun esou enger grousser Partei dach eng relativ schäbeg Argumentatioun de Mëtteg hei war.

Den Här Spautz huet virun allem de Mëtteg, an dat hätt am Fong zum Doud vun deenen zwee Sitë gepasst, well en huet e Réckbléck gemaach. En huet e Réckbléck gemaach iwwer 150 Joer, wat alles geschitt ass, wat een normalerweis och bei engem Begriefnis mécht. Mä ech war awer der Meenung, mir wieren haut hei, fir an d'Zukunft ze kucken.

Den Här Spautz huet zum Beispill hei zitéiert, wat de Statsminister Eyschen virun 120 Joer hei an der Chamber gesot huet. Ech hat mer erwaart, e géif soen, wat de Statsminister vun haut viru véier Joer hei an der Chamber gesot huet. Viru véier Joer hei an der Chamber huet den Här Juncker…, fënnef Joer. Den Här Juncker huet de 27. Juni 2006 hei eng Deklaratioun gemaach, wou eben d'ArcelorMittal fusionéiert hunn. An ech erlabe mer, e puer Zitater aus dem Här Juncker senger Deklaratioun vum Juni 2006 hei ze maachen.

Éischtens huet den Här Juncker gesot: „Mir hunn all Garantië vu Mittal kritt."

Déi zweet Ausso, déi e gesot huet: „Ouni de Lëtzebuerger Stat, ouni d'Lëtzebuerger Regierung, ouni jo oder nee vun der Lëtzebuerger Regierung ass näischt gaangen."

Déi drëtt Ausso war, datt am Kader vun den Décisiounen et net géif goen: „Dat kann einfach net sinn, dass ee Familljebetrib décidéiert, wou et virugeet a wou et soll ophalen."

Déi véiert Ausso, déi e gemaach huet, wou e geschwat huet vu Garantien, déi mer kritt hunn, „…wou déi öffentlech Interessen an d'Salariatsinteresse maximal an eigentlech bal besser wéi an den Arcelorstrukture vun haut vertruede wäerte ginn".

Déi fënneft Ausso, déi e gesot huet - et muss ee wëssen, datt am Januar 2006 eng éischt Debatt war, an dat hei war da sechs Méint méi spéit: „Mir haten den 31. Januar heibanne gesot, mir géifen eis asetzen - ouni dass mer versprieche konnten, dass dat eis gelénge géif an egal wéi d'Saach géif virugoen - fir déi lëtzebuergesch Siten a fir d'Erhalung vun der Beschäftegung zu Lëtzebuerg op de lëtzebuergesche Stolsiten. Dat hu mer fäerdegbruecht."

En huet des Weidere gesot: „Ech hat Iech gesot, Enn Januar, ech kéint net verspriechen, dass mer d'Garantie géife kréie fir eis Siten. Déi Garantie fir d'Stolstanduerter vu Lëtzebuerg, déi hu mer awer kritt."

„Ech hat Iech Enn Januar gesot, ech kéint net verspriechen, datt mer et géife fäerdegbréngen, de Lëtzebuerger Afloss an enger weltwäit operéierender Stolgesellschaft maximal ze garantéieren. Do hu mer awer et och fäerdegbruecht, och d'Datumer kritt."

„Well déi Leit, déi op eise Schmelze schaffen, maximal Garantien hunn, wat d'Erhale vun hirer Beschäftegung ubelaangt, wëllt Lëtzebuerg duerch dëse Fusiounsarrangement, deen eppes anescht ass wéi d'Aknécke virun enger feindlecher Iwwernahm, ee groussen Décisiounsacteur am weltwäite Stolsecteur ginn."

„Ech hat Iech den 31. Januar heibanne gesot, ech kéint net verspriechen, dass d'Lëtzebuerger Regierung et géif fäerdegbréngen, déi essenziell Punkten, déi fir Lëtzebuerg wichteg sinn, ze sauvegardéieren. Mir hunn dat fäerdegbruecht. Do kënnt ee gewëssene Mérite der Regierung zou. Dat kann ech net verkennen."

A weider schwätzt e vu Mériten, den Här Juncker: „Et ass mir esou laang wéi breet, ob d'Leit mengen, d'Regierung hätt hei hir Aarbecht gutt gemaach. Ech wëll just soen, si huet probéiert, hir Aarbecht gutt ze maachen. Je ne revendique aucun mérite pour le Gouvernement, just d'Unerkennung, dass d'Regierung hir Aarbecht anstänneg ënner schwieregste Konditioune gemaach huet. Dat, wat mer am Januar gesot hunn, hu mer alles erreecht als Regierung."

Dat heescht, Här President, déi politesch Fro…, Madame Presidentin, déi politesch Fro, déi sech fir e Parlament stellt, dat ass, wann e Statsminister virun e Parlament kënnt an en deklaréiert, en hätt Garantië kritt, souwuel wat d'Siten ubelaangt wéi d'Zuel vun de Beschäftegten, da muss ee sech haut d'Fro stellen, a mir stellen d'Fro un d'Regierung - vläicht kann den heitege Wirtschaftsminister se net beäntwerten, mä dann hätte mer se gäre vum Statsminister beäntwert. Mir stellen d'Fro: Ass dat, wat den Här Juncker deemools als Garantie ginn huet, wat fir eng Garantië waren dat, wann de Statsminister hei eng Deklaratioun maache kënnt an e seet, hien hätt, oder mir, d'Regierung, hu Garantië kritt, souwuel wat d'Beschäftegung wéi d'Siten ubelaangt?

Entweder hat den Här Juncker vum Här Mittal déi Garantië kritt - da bräichte mer eis jo am Fong keng Suergen ze maachen. Oder en hat se net kritt - an da muss ee sech d'Fro stellen, ob dann net d'Lëtzebuerger Parlament vun der Regierung oder vum Statsminister zu deem Zäitpunkt belu gi wier. An dat wier natierlech…

Mme la Présidente.- Här Gibéryen…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- …eng ganz schwéier Ausso…

Mme la Présidente.- Här Gibéryen, Dir hutt schonn iwwer eng Minutt iwwerzunn. Dir misst elo zu Äre Konklusioune kommen, wann ech gelift.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech verstinn dat, Madame Presidentin. Mä Dir gesitt vun Ärer Plaz aus op hei, datt hei kee Chrono haut leeft. Ech weess net, wéi dat ass?

Mme la Présidente.- Duerfir soen ech lech, dass Der zéng Minutten hutt an elo op eelef Minutten 20 sidd.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat ass ganz léif vun lech.

(Interruption)

Ech sinn lech op éiweg dankbar duerfir, datt Der mech och dorobber opmierksam gemaach hutt.

(Interruptions diverses)

Ech war och souwisou zum Schluss komm, well fir mech stellt sech déi politesch Fro an ech hätt déi gär vun der Regierung beäntwert. Wann de Statsminister heihinnerkënnt a seet, en hätt Garantië kritt. Mir wéisste gären: Wat fir eng Garantien hat d'Regierung kritt?

Merci.

Une voix.- Très bien!

Mme la Présidente.- Merci, Här Gibéryen. De leschten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Urbany. Dir hutt d'Wuert, wann ech gelift.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Merci, Madame Presidentin. Ech sinn d'accord mat enger wichteger Konklusioun oder Feststellung vum Interpellant. Dat ass, dass d'Stolindustrie keng Industrie crépusculaire ass, wéi virausgesot ginn ass.

Viraussetzung ass awer, dass souwuel op europäeschem Plang wéi op regionalem Plang wéi op nationalem Plang eng wierklech Industriepolitik gemaach gëtt, dass Investitioune gemaach ginn. Noutwendeg ass, dass eng Ausgabepolitik, iwwerhaapt eng staatlech a kommunal Ausgabepolitik gemaach gëtt, an net eng Austeritéitspolitik. Dat huet och en Afloss zum Beispill op d'Baubranche.

Noutwendeg ass eng Kooperatioun an deem Secteur an net eng einfach Konkurrenz. Mir haten emol eng Kéier d'CECA, dat war eng europäesch Organisatioun, déi war op der Kooperatioun opgebaut, net op der Konkurrenz.

An noutwendeg ass, dass méi Moyenen an der öffentlecher Hand sinn, fir esou eng Politik ze maachen. An an eiser Géigend Lëtzebuerg, d'Lorraine, d'Wallonie gëtt et grouss Méiglechkeeten, gëtt et och Konvergenzméiglechkeeten. Et muss ee se just mobiliséieren. Et muss een an déi Richtung ganz konkret schaffen.

Et gëtt Alternativen, et gëtt lokaler. Et gëtt bestëmmt och…, wann ee géif Etüde maachen iwwer Regionalkooperatioun, géifen et och Alternative ginn. Den OGB-L huet esou eng Etüd gemaach iwwert d'Wierk vu Schëffleng. Et sinn och op anere Wierker zu Léck oder zu Florange Etüde gemaach ginn, déi beweisen, dass déi Wierker wuel liewensfäeg wieren.

Ech mengen, dee grousse Feeler, dee gemaach ginn ass, souwuel a Frankräich wéi an der Belsch wéi zu Lëtzebuerg, dat ass, dass mer eis der Mittal-Grupp komplett ausgeliwwert hunn.

Ech mengen och, dass dat an de Käpp ugaangen ass an dass et scho laang zréckzefëieren ass. An dat huet mer gutt gefall, wéi den Interpellant gesot huet, dass et an de Käpp ugaangen ass.

Deemools sinn et och an de Käpp aner Virstellunge ginn. Ech wëll just den Här Minister drop hiweisen, dass säin illustre Virgänger emol eng Kéier en Unhänger war vun der Nationaliséierung vun der Stolindustrie…

Une voix.- Voilà!

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- …zu Lëtzebuerg an och konkret industriell Alternativen deemools proposéiert huet, wéi et nach eng integréiert Stolindustrie war.

Wat haut geschitt, dat ass eng Konkurrenz innerhalb vun der Mittal-Grupp, innerhalb vun deenen eenzelne Wierker. An ech wëll awer och drop hiweisen, dass dee Mittal-Grupp ëmmer nach Gewënner mécht. Dividende ginn ausbezuelt, véiermol am Joer! Dat steet haut nach am Bericht iwwert d'Joer 2011, dass am Joer 2012 véiermol Dividenden un d'Actionnairen ausbezuelt ginn. Awer gläichzäiteg ginn op all deene Plazen, déi ech virdru genannt hunn, an och zu Lëtzebuerg, zu Schëffleng zum Beispill, 250 Aarbechtsplazen ofgebaut!

Et gëtt e konkret positivt Géigebeispill, dat ass d'Saarland. Am Saarland ass virun enger Partie Joren derfir gesuergt ginn, dass do déi Stolwierker an engem gesamtene Kontext placéiert gi sinn, deen öffentlech war, wou d'öffentlech Hand eng Majoritéit huet, haut nach huet. Dat war deemools den Oskar Lafontaine als Ministerpresident vun der SPD am Saarland. Haut profitéieren d'Leit am Saarland nach dovunner an hunn net déi Problemer, déi mir haut kennen op anere Plaze mam Mittal-Konzern.

Duerfir mengen ech, dass, wann hei gesot gëtt, d'Regierung misst hir Verantwortung als Aktionär iwwerhuelen, dann ass dat richteg. Et war och richteg an där Debatt virdrun iwwert d'Cargolux. Et ass iwwerhaapt wichteg. Et gëtt keng Industriepolitik hei am Land an och net an der Groussregioun an och net an Europa, wann net d'öffentlech Hand do mat driwwer bestëmmt. Duerfir trieden ech och an, wuel fir och eng national Politik - Industriepolitik, Stolpolitik -, awer och fir eng regional Politik.

Déi Motioun…

Mme la Présidente.- Entschëllegt, Här Urbany, Dir hutt och schonn eng Minutt iwwerschratt. Dir misst och elo fäerdeg ginn.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Jo, ech soen lech och Merci, dass Der mer d'Wuert gelooss hutt. Ech sinn och direkt fäerdeg. Ech wëll nach just soen, dass ech déi Motioun vum Här Braz stëmme wäert, well se e gewësse Schrëtt an déi richteg Richtung ass.

Ech soen lech Merci.

Mme la Présidente.- Merci, Här Urbany. Ech hat mech d'éineschters gëiert. Dee leschten agedroene Riedner ass den Här Weber, deen dann och elo d'Wuert huet. Här Weber, wann ech gelift.

M. Robert Weber *(CSV).*- Merci, Madame Presidentin. Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre, ech sinn éischtens emol frou, dass hei eng Debatt gefouert gëtt, wou manner polemiséiert gëtt, well ech der Meenung sinn, dass d'Situatioun dramatesch genuch ass, fir dass een an aller Sachlechkeet déi Diskussioun féiert an dass een och an aller Sachlechkeet versicht, de Problem e wéineg méi no ze brénge respektiv de Problem e wéineg aus de Féiss ze kréie respektiv déi néideg Indicatioune gëtt, déi d'Sozialpartner brauchen an d'Regierung brauch, fir déi Tripartite-Verhandlungen och erfollegräich ze féieren.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

Ech géif gäre fir d'Éischt emol dräi Punkten ervirhiewen. Wéi de Mittal-Konzern Arcelor iwwerholl huet, du krut natierlech eise Stolkonzern eng ganz Rei nei Ausriichtungen. Déi Drotstrooss vu Schëffleng, den STFS, gouf op sougenannte Wald- und Wiesendraht ausgeriicht, esou kann een et nennen. An den Train C vu Rodange, dee sollt op einfach Bëtoneisen ausgeriicht ginn. Déi zwee Sitë Schëffleng a Rodange si vum Stolwierk vu Schëffleng aus och beliwwert ginn.

Zweetens. Déi Schëfflenger zweet Walzstrooss, den TLM, den Train à laminés marchands européens, dat war déi al 330er Strooss, déi Wénkel- a Flaacheisen an aner kleng Produkter produzéiert huet - déi gehéiert där Firma LME, dat sinn 33% ArcelorMittal, 67% Beltrame aus Italien -, och dës zweet Walzstrooss ass vum Schëfflenger Stolwierk aus beliwwert ginn a Schëffleng huet also domat seng zwee Walzwierker selwer beliwwert.

Drëttens. Déi héich Qualitéit vun Drot, deen déi Schëfflenger Drotstrooss virun dësen Ëmstellunge produzéiert huet, déi ass no Däitschland an d'Ruhrgebiet bei ArcelorMittal Duisburg transferéiert ginn. Et muss ee wëssen, dass qualitativ héichwäerteg Produkter - an et ass och schonn hei vun anere Riedner gesot ginn - och eng héich Rentabilitéit hunn. Virdrun ass déi Drotstrooss awer du vu Gandrange aus beliwwert ginn. A wéi Gandrange zougemaach gouf, war och séier d'Erklärung do fir dës Verlagerung no Däitschland. En anert Argument war natierlech, dass ArcelorMittal vun Duisburg bis méi oder wéineger d'Joer 2030 en Ofkommes huet mat Thyssen, fir dann och d'Beliwwerung vun den Demi-produitë mat héijer Qualitéit do ze maachen.

Hei stelle sech also zwou Froen a Remarquen. Éischtens, zu dëser Zäit waren zwee Däitscher zoustänneg bei ArcelorMittal fir d'Laangprodukter an Europa. ArcelorMittal huet décidéiert, zu Duisburg eng nei Walzstrooss ze bauen, déi och elo a Betrib wäert goen. Dat erkläert also och, firwat Schëffleng e grousst Fragezeichen dréit. Rodange huet zwou Walzstroossen, den Train A, dee spezial Profiler mécht, Schinnen an eng kleng Gamme vu Palplanchen; an den Train C, dee Bëtoneise mécht. An d'Material fir den Train A, deen ass als Virprodukt vun ausserhalb akaaft ginn a gëtt elo vu Belval geliwwert. D'Bëtonstolproduktioun, déi gëtt elo op Hamburg transferéiert. Och dat weist Fragezeiche ronderëm dat Wierk.

Zweetens, an do stellen ech d'Fro un den Här Wirtschaftsminister: Wat hunn d'Lëtzebuerger Vetrieder am Verwaltungsrot vun ArcelorMittal zu dëser Zäit, déi do am Verwaltungsrot souzen, wat hu si zu deenen Ëmschichtunge vun der Lëtzebuerger Stolindustrie also gesot, wéi Mittal de Konzern Arcelor iwwerholl huet? Ware si bei dësem Schachspill, oder et kann een och soe Verschacherspill, iwwerfuerdert oder konnte si sech net duerchsetzen?

Nach e Wuert zu der finanzieller Situatioun. 2007 an 2008 si jeeweils zu Schëffleng an zu Rodange Benefisser vu jeeweils plus ou moins 38 Milliounen Euro realiséiert ginn. Ëm 2008 koum d'Finanzkris, am véierte Quartal. An 2009 war d'Joer vum Ufank vun der Wirtschaftskris. De Bausecteur huet sech an Europa negativ entwéckelt, mat sengen Auswierkungen op d'Produktioun vum Bëtonsstol, haut an och muer respektiv gëschter virun allem. An ech mengen, et ass och virdru scho gesot ginn, dass d'Aussiichte fir d'Zukunft net onbedéngt roseg sinn.

An de Wald- und Wiesendraht, wann een dat esou däerf nennen, dee mer hei produzéieren, deen huet och eng Iwwercapacitéit - de Chiffer ass och scho genannt ginn haut - och nach iwwer 30% kannt. Hei steet also ganz kloer d'Situatioun vu Qualitéit versus Quantitéit. Mir hu Qualitéit produzéiert. Mir produzéieren haut Quantitéit.

2009 sinn 38 Milliounen Defizit an 2010 si 36 Milliounen Defizit geschriwwe ginn. An 2011 si 35 Milliounen Defizit geschriwwe ginn. Dat wäerte mer an de Bilanen nach kënnen noliesen.

No 2010, zwee Joer also no der Perte, mat enger Perspektiv, déi och net vill besser war, huet de Mittal dunn d'Brems gezunn a mat de Gewerkschaften zesummen e sougenannte Plan de sauvetage fir Rodange a Schëffleng ausgeschafft. D'Resultater kenne mer: Personalofbau vun 262 Leit, vu plus ou moins 850 Leit. Doran ass een zweeten Accord enthalen, deen engem och ze bedenke gëtt, en Accord fir d'Soustraitance an d'Stolindustrie eranzehuelen.

Och ass um Plang vum Sauvetage virgesi ginn, méi eng héich Qualitéit ze produzéieren. Dat war eng spéit Asiicht oder et war a sech en Argument, e bëllegt Argument, wat a sech net vill bedeit huet. Wann op jidde Fall Investissementer net a Richtung gi vu méi qualitativer Produktioun, dann ass dat sécherlech méi Taktik gewiescht, wéi dass dat e reellt Argument ass.

Dëse Plang ass de 16. Juni 2011 mat der Regierung ënnerschriwwe ginn. Dëse Plang ass eng Erweiderung vum Lux2011. Dräi Méint méi spéit huet de Mittal selwer dëse Rettungsplang gestoppt. Dëse Plang konnt also net ëmgesat ginn! An de Fazit dovun ass - an ech mengen, et huet och ee vu menge Virriedner et scho gesot -, dass ee grousse Vertrauensverloscht besteet tëschent der Direktioun vun ArcelorMittal, der Generaldirektioun, dem Här Mittal an allen Acteuren, déi mer zu Lëtzebuerg hunn, virun allem den Acteuren, déi an der Stoltripartite sëtzen.

ArcelorMittal hält sech net un déi bestehend Accorden! De Lux2011 leeft den 31.12.2011, oder ass ausgelaf dunn, an den Avenant mat de Sozialpartner huet dëse Plang bis den 31.12.2012 verlängert. Muer ass elo eng Stoltripartite an haut hei déi Debatt, déi mer féieren. D'Sozialpartner erwaarde sech vun eiser Debatt e kloert Signal. D'Leit an de Betriber erwaarde sech vun der Politik kloer Äntwerten; si hunn Angscht ëm hir Existenz. An d'Regierung erwaart sech vun eiser Chamber eng kloer Marschrichtung.

Säit November 2011 ass de Lux2015 an der Preparatioun. D'Gewerkschafte wëllen e méi laang. An ech muss soen, ech selwer wëll och dee Plang méi laang. De Wirtschaftsminister kann eis vläicht Opschloss doriwwer ginn, ob hie selwer net och drun denkt, dass dee Plang iwwer 2016 ewech sollt gefouert ginn. Et fanne wöchentlech Aarbechte statt fir dëse Plang. De

Mittal wëllt anscheinend och en Accord an der Tripartite. De Mittal seet och héchstwahrscheinlech jo fir d'Cellule de reclassement, den CDR. Zu Schëffleng a Rodange soll d'Personal nei orientéiert ginn.

Domat seet ee ganz kloer, dass een d'Absicht huet, fir déi zwee Siten net ze erhalen. Ech mengen, et ass keen heibannen, deen eng kloer Ausso mécht, fir ze soen, mir sollen déi zwee Siten opginn. Och ech soen dat net. Mir sollen alles maachen, fir och déi zwee Standuerter ze halen. Mä et gëtt och Realitéiten, déi een eng Kéier muss kloer an d'Ae kucken.

D'Aarbechter an d'Beamten an eise Schmelzen, dat si keng domm Leit. Déi wësse ganz genee, wat dat heescht, wa Sitë stëllstinn oder am Ralenti fueren. An déi wësse ganz genee, wa Schëffleng a Rodange während annerhallwem Joer oder zwee Joer net méi fueren, da gëtt och net méi ugefuer. Dat sinn d'Realitéiten, déi d'Erfahrungen an engem Walzwierk an an engem Stolwierk awer mat sech bréngen.

ArcelorMittal wëllt déi sozial Instrumenter weiderféieren, wann d'Käschtefro gekläert ass. D'Regierung wëllt Garantië fir Belval an Déifferdeng, well leschten Enns Belval an Déifferdeng da wäerten eleng iwwreg bleiwen. Ech hoffen et net. Mä ech fäerten awer, dass et esou ass. D'Gewerkschafte wëssen net, ob de Mittal definitiv zu Belval an Déifferdeng nei Investissementer maache wëllt. Ob do d'Stoltripartite muer verbindlech Aussoe vun de Stolpatronë kritt, woen ech ze bezweifelen.

D'Wierk Belval misst total moderniséiert ginn. D'Strooss 2 produzéiert Palplanchen, déi fir de groussen Export destinéiert sinn. An d'Palplanchen hunn eng ganz gutt Marge bénéficiaire. Dës Strooss 2 ass relativ al a brauch eng total Erneierung. Och ass dimensiounsméisseg bei de Palplanchen d'Enn erreecht. Also muss een eng substanziell Erneierung maachen. Dee Plang gëtt et och. Mä et feelt awer hei ganz kloer d'Zouso vum Mittal, fir dëse Plang an d'Praxis ëmzesetzen. An ob déi verbindlech Zouso kënnt? Ech géif et hoffen an ech géif och den Här Mittal vun dëser Plaz aus opfuerderen, vläicht am Numm souguer vun eis alleguerten, dass déi Zouso och däitlech kënnt.

Dat sinn Investissementer, dat ass e Volume vun Investissementer, dee bei méi oder wéineger 250 Milliounen Euro wäert leien. Dat ass net wéineg. Dat ass keen „Pappenstiel". Et ass awer en Zeechen, dass ee ganz kloer Vertrauen och nach an Zukunft wäert an d'Stolindustrie zu Lëtzebuerg hunn. Falls keng Investissementer zu Belval gemaach wäerte ginn, da wësse mer alleguerten, dass Belval lues awer sécher och wäert zougemaach ginn, well de Konkurrenzvirdeel, dee mer haut nach hunn, bis dohinner da fort ass.

De Minister Luc Frieden huet de 4. Dezember an der Stoltripartite säin Accord refuséiert, well d'Zukunft vun der Lëtzebuerger Stolindustrie net laangfristeg ofgeséchert ginn ass. De Mittal huet sech, an dat wëll ech just um Rand erwähnen, de Mittal huet sech och schonns am Joer 2006 net u seng Zousoe gehalen, wéi en zu Schëffleng en neien Elektrouewe sollt baue respektiv sollt investéiert ginn. Och dat ass de Vertrauensproblem, deen een huet: Wann den Här Mittal jo seet, heescht dat nach laang net, dass den Här Mittal dat dann och mécht.

Dat erkläert och héchstwahrscheinlech d'Schwieregkeet, déi d'Regierung huet, fir hei a verbindlech Situatiounen an Diskussiounen a Verhandlungen eranzegoen. Dofir mengen ech, muss een der Regierung och de Réck stäipe fir muer, fir dass dat op jidde Fall verbindlech gesot gëtt. Bis haut huet de Mittal awer emol net jo zu deenen Investissementer gesot!

De 6. Mäerz 2012 am Verwaltungsrot, wéi et ëm Rodange a Schëffleng gaangen ass, ëm d'Zukunft vun deenen zwee Wierker, do ass deeselwechte Langage erëm benotzt ginn, déiselwecht Taktik vum Mittal benotzt gi wéi bei Florange a Madrid: Mir maachen net zou, mir waarden of, bis dass déi wirtschaftlech Situatioun besser gëtt. D'Realitéit, soen ech awer, gesäit éischter no Zoumaachen aus. D'Personal, e groussen Deel vum Personal ass jo och schonn déplacéiert ginn.

Vläicht zum Schluss nach e puer Gedanken. Ech gräifen och gär e puer Iwwerleeungen op, déi den Här Meisch gefouert huet. D'Lounkäschten am Prix de revient maachen tëschent 6% bis 8% aus. An engem Walzwierk si se eppes méi héich wéi an engem Stolwierk, well e Walzwierk ass e wéineg méi aarbechtsintensiv.

Den Här Meisch huet vun de Lounkäschte geschwat; an deene leschte Joren, fir net ze soen an de leschte Jorzéngten ass an eiser Sidérurgie eng moderat Lounpolitik gemaach ginn. Eis ARBED war ëmmer am Industriesecteur dee führende Betrib, wat d'Bezuelen ubelaangt. D'ARBED ass zënter iwwer 20 Joer net méi de führende Betrib vun den Industriebetriber hei zu Lëtzebuerg, mä wäert statistesch hannert der Dose vu Betriber hänken.

Wann den Här Meisch och vun de Lounkäschte schwätzt, da wëll ech den Här Meisch drun erënneren, dass d'Lounkäschte sech och aus Lounniewekäschten zesummesetzen an dass, wann een d'Lounniewekäschten an d'Lounkäschten hëlt an et setzt een dat an de Verglach mat eisen Nopeschlänner - an déi Etüde si jo och gemaach ginn -, da weess een, dass mer do sécherlech kompetitiv sinn.

Ech wëll och drop opmierksam maachen, dass an der Sidérurgie wéi och a ganz villen anere Betriber Kollektivverträg bestinn an dass déi Kollektivverträg ënnert de Sozialpartner verhandelt ginn.

A wat de Mindestloun ubelaangt, well jo déi Diskussioun och ëmmer hei opkënnt, wëll ech och ganz einfach emol eng Kéier drop opmierksam maachen: Ob eise Mindestloun ze héich ass oder net ze héich ass, dat ass eng Diskussioun, déi kann ee roueg féieren. Mä mir hunn eng Gesetzgebung, déi seet ganz kloer: Wann e Betrib de Mindestloun net bezuele kann, da kann en eng Demande beim Aarbechtsminister areechen a beleeën, dass en en net bezuele kann, an da kritt en eng Reduktioun bis 80% vum Mindestloun.

Ech stelle fest, dass nach kee Betrib - ech maachen elo 35 Joer Gewerkschaftsaarbecht! -, dass nach kee Betrib bis haut déi Demande erageréecht huet.

Vläicht och e Wuert, do schwätzen ech och e wéineg dat un, wat den Här Meisch gesot huet, an do sinn ech sécherlech mat him averstanen: Eis Sidérurgie war ëmmer de Motor fir d'Industrialiséierung vun eisem Land an och d'Industriepolitik an eisem Land, dat heescht, fir nei Betriber an eist Land eranzebréngen. Mir hu viru Joren, dat kënne 25 Joer hier sinn, et kann och e wéineg méi laang hier sinn, eng Gesellschaft gegrënnt, Investar. Do war Arcelor nach net dran, mä do war d'ARBED dran an do ass Prospektiounspolitik gemaach gi mat engem Partner, mat enger Lokomotiv am industrielle Beräich.

An och wann d'Resultater vläicht net iwwerwältegend waren, hunn déi Resultater awer eng Partie Betriber op Lëtzebuerg bruecht. Ech mengen, et huet eisem Land ëmmer guttgedoen, wann d'Industrieleit sech zesummegesat hunn an hu gesot, mir denken emol gemeinsam driwwer no, wéi mer d'Industrialiséierung zu Lëtzebuerg kënne viruféieren.

Vläicht nach e Gedanken, e Gedanken, deen och d'Geféierlechkeet vun enger Strategie, déi den Här Mittal fiert, e wéineg ervirsträicht. Den Här Mittal drängt drop, an d'Strategie vun der Sous-traitance ze goen. Dat heescht, et solle méi Intérimairen agestallt ginn. Et solle méi Contrats à durée déterminée gemaach ginn. Et soll méi flexibel geschafft ginn. Et soll méi Flexibilitéit an dee Betrib erakommen. Et soll eng Konzentratioun gemaach ginn nach just op d'Core-Aktivitéiten. Dat eegent Personal, wat dee Konzern an Zukunft wëllt astellen, gëtt ausgeriicht op eng kleng bis op eng mëttel Konjunktur. A wann d'Konjunktur besser erëm unzitt, da gräift een zréck méi op Contrats à durée déterminée a méi op Intérimairen.

D'Konsequenz heivunner ass, dass Lëtzebuerg eng ganz Partie Aarbechtsplaze wäert verléieren, a virun allem Aarbechtsplazen am manner qualifizéierte Beräich. D'Fro stellt sech hei, an ech stellen déi och un de Wirtschaftsminister: Wat geschitt mam „Lux" no 2016, wa mer eis bis op den...

(Interruptions diverses)

Une voix.- Do gesinn ech schwaarz.

M. Robert Weber *(CSV).*- ...wa mer eis op den Datum eenegen: 31. Dezember 2015? Ech wär frou, a fir d'Leit an de Betriber wär et och eng kloer Ausso, déi hei géif da geschéien, wann déi sozial Instrumenter an deem sougenannten „Modell Lëtzebuerg" géife spillen. An de Wirtschaftsminister soll eis och eng Äntwert drop ginn, wat den CDR, wat d'Préretraite an all aner Instrumenter ubelaangt.

ArcelorMittal muss verbindlech Aussoe maachen zu Investissementer. ArcelorMittal muss seng Responsabilitéit iwwerhuele fir Folgekäschten.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Weber. Elo kritt d'Wuert den Här Wirtschaftsminister Etienne Schneider.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass mer haut eng speziell Éier, fir mäin éischten Optrëtt an dësem héijen Haus ze hunn. Ech hat schonn emol eng Kéier probéiert, hei eragewielt ze ginn. Dat war net gaangen.

(Hilarité)

An dunn hunn ech et iwwer en anere Wee probéiert, an elo hunn ech et am Fong iwwersprong. An elo sinn ech och just Gaascht hei. Iergendwann wäert ech awer vläicht erëm hei landen. Wie weess, wat d'Zukunft mat sech bréngt?

Mir sinn haut hei op Ufro vum Deputéierte Félix Braz fir déi Interpellatioun iwwert d'Zukunft vun der Stolindustrie zu Lëtzebuerg. Ech géif vläicht do ufänken, wou déi meeschte Riedner drop agaange sinn - dat ass déi Stoltripartite, déi jo muer soll stattfannen -, fir Iech e puer Erläuterungen ze ginn, wéi déi Situatioun, wéi deen Dossier ausgesäit a wat ech gedenke mat mengem Kolleeg Aarbechtsminister an deem doten Dossier muer ze proposéieren an ze maachen.

Dir wësst, dass d'Situatioun zu Rodange an zu Schëffleng schlecht ass. Den honorabelen Här Weber huet geschwat vu Wald- und Wiesenprodukter. Dat ass effektiv de Problem vun deene Siten, dass do einfach Produiten hiergestallt gi si mat klenger Valeur ajoutée. An en anere Problem, deen derbäikënnt, sinn d'Iwwercapacitéiten an Europa, déi fir déi dote Produitë bei 70 bis 100% leien. Sou dass déi Siten an deene leschte Joren honnert Milliounen Euro u Perte cumuléiert hunn, wat natierlech fir esou Siten e Riseproblem duerstellt.

An de preparativen Diskussioune mat ArcelorMittal ass eis matgedeelt ginn, dass ArcelorMittal wëlles huet also, den Train C zu Rodange, wat d'Drotproduktioun ugeet, an zu Schëffleng den STFS, dass dee soll agestallt ginn, an dass d'Schmelz zu Schëffleng à durée indéterminée soll agemott ginn. Et bleiwen awer provisoresch emol nach eng Produktioun vu Spezialdrot zu Schëffleng, spezial Stolbarren zu Rodange um Train C a spezial Profiler zu Rodange um Train 8. An da si mer och gewuer ginn, dass Beltrame annoncéiert, hir Produktioun um TLM anzestellen.

Zu de sozialen Auswierkungen, déi dat wäert mat sech bréngen, ass Folgendes ze soen: Zu deenen 135 Leit, déi am Moment an der CDR sinn, kommen emol sécher 450 Leit derbäi. Am schlëmmste Fall kommen och nach vu Rodange a Schëffleng 436 weider Leit derbäi. An dann ass et awer och esou, dass zu Esch/Belval an zu Déifferdang eng Rei Leit ze vill sinn, wat dorop zréckzeféieren ass, dass relativ vill an déi Wierker investéiert ginn ass, dass se moderniséiert gi sinn an duerch d'Moderniséierung natierlech och erëm manner Aarbechtsplazen do gebraucht gi sinn, sou dass do nach eng Kéier eng Rei Leit wäerten derbäikommen. Da vum TLM 107 Leit a vum CFL-Cargo nach eng Kéier 20 Leit, wat effektiv drop erausleeft, dass mer ronn 1.100 Leit mussen opfänken.

An et ass virdru scho gesot gi vu verschiddene Virriedner, et ass am Fong tragesch, mä zënter Joren, zënter Jorzéngten ass d'Regierung ëmmer erëm amgaangen, successiv - eng Kéier war et ARBED, duerno Arcelor, duerno ArcelorMittal - ebe just deen Ofbauprozess do ze begleeden. An et ass am Fong esou, wann een d'Vergaangenheet sech e bëssen ukuckt, dass den Trend, dee mer déi lescht 30 Joer hunn, eigentlech am Globale gesinn éischter negativ ass.

Duerfir, mengen ech, ass et extrem wichteg, dass mer an deene Verhandlungen, déi mer muer féiere mat de Responsabele vun ArcelorMittal, fest Zousoe kréien, wat d'Zukunft vun deene bleiwende Siten zu Lëtzebuerg ugeet. An do ass et net nëmmen esou, dass mer wäerten drop pochen, dass déi Investitiounen, déi proposéiert gi sinn, fir an d'Wierker zu Esch/Belval an zu Déifferdang ze tätegen, dass mer do gären e fermt Engagement drop hätten, mä och wat d'Investitiounen an d'Moderniséierung an den Entretien vun deenen anere bestehende Wierker ugeet.

ArcelorMittal huet jo selwer e gréisseren Invest an den Train 2 zu Esch/Belval annoncéiert. D'Palplanchen an d'déck Träger sinn do concernéiert. Se hunn allerdéngs gesot, dass déi definitiv Entscheedung nach net ka getraff ginn, dass déi eréischt kéint 2013 getraff ginn. Se wollte sech dohier och net engagéieren haut, fir ze soen: „Mir maachen déi doten Investissementer."

Ech muss Iech soen, dass ech domadder net d'accord sinn, dass ech dat och muer wäert duerchzéien. Ech kann duerchaus verstoen, dass hiren Décisiounsprozess nach net ofgeschloss ass, dass si och mat hiren Analysen nach amgaange sinn. Mä ech kann net akzeptéieren, dass mir e Lux2016 - d'ailleurs, Här Weber, mir ginn an d'Richtung, fir dat ee Joer méi laang ze maachen -, dass mir e Lux2016 ënnerschreiwen, wou mir eis als Stat unilateral derzou engagéieren, iwwert den Droit commun eraus hinnen nach weider entgéintzekommen, ouni dass si sech parallell derzou engagéieren, eng Investitioun oder déi Investitiounen och ze tätegen.

Et ass esou, dass mir virschwieft, dee Lux muer, wa mer dann en Accord fannen, ze ënnerschreiwen, awer mat enger konditioneller Klausel, dass mer soen, d'nächst Joer, wann dann déi Décisioun soll kënne gefall sinn, wat dee groussen Invest ugeet, musse mer eis nach eng Kéier zesummesetzen. A wann dann en Engagement vun ArcelorMittal kënnt, da loosse mer dee Lux esou weiderlafen, wéi en elo leeft. A wann dat Engagement net kënnt, da fale mer op den Droit commun zréck.

Ech hu wëlles, déi dote Positioun muer ze féieren, an der Hoffnung, dass mer awer esou deen néidegen Drock op si maachen, fir dass déi Investitiounen och gemaach ginn, well ech awer - net als Minister, mä als Beobachter vun där Zeen - ëmmer erëm erlieft hunn, dass ee villes versprach kritt, mä wann et net schréftlech a konditionell wierklech festgehale ginn ass, dass et dann extrem schwéier gëtt, fir am Nachhinein déi Engagementer och anzefuerderen.

Ech mengen, dat elo emol zur Positioun, déi ech wëlles hunn, muer ze vertrieden an deene Verhandlungen, déi mat Sécherheet muer net ganz einfach ginn.

Ech kommen awer och op eng Rei aner Aspekter, déi ugesprach gi sinn. Dat eent ass déi Leitung Moulaine. Ech mengen, et war jo schonn a viregten Diskussioune festgehale ginn, dass déi Leitung soll gebaut ginn. Do gëtt et verschidden Argumenter, firwat déi muss gebaut ginn. Dat ass net nëmmen en Argument, wat d'Arcelor ugeet, mä dat sinn eng ganz Rei Argumenter. Ech fänken awer mat deem vun der Arcelor un.

Dir wësst, dass d'Décisiounen, wat d'Investitiounen zu Lëtzebuerg ugeet, zwar vun Arcelor geholl ginn, dass mir zwar den Headquarter hei zu Lëtzebuerg hunn, mä dass déi Décisiounen awer net hei falen an dass déi zu London falen, an do ginn - ech soen elo emol -, jo, déi Entscheedunge getraff op Basis vu reng faktuelle respektiv finanzielle Kritären, mä net duerno, ob se eis domat eng Freed maachen oder net. Ech mengen, dat ass hei entre-temps jiddwerengem bekannt.

Ee wichtegt Argument awer, fir déi Elektrostoliewen, déi awer ab 2014 wäerten amortiséiert sinn, kënnen hei weider ze bedreiwen, ass duerchaus déi Ubannung vun eisem Land un dat franséischt Netz.

Ech muss Iech do soen, dass ee grousse Problem besteet: Dat ass dee vum Bottleneck, well de Moment Arcelor awer hire Stroum iwwert d'Belsch muss op Lëtzebuerg importéieren, iwwert d'Gesellschaft SOTEL, an dass dat ëmmer erëm derzou féiert, dass et do Enkpäss gëtt op deem Trajet vun der Belsch eben eriwwer op Lëtzebuerg respektiv vu Frankräich Richtung Belsch, dass et do extrem Enkpäss gëtt, well déi Leitung net genuch Capacitéit huet.

Am europäeschen Energiemarché ass et esou: Wann dat de Fall ass, da gëtt deen Accès versteet. Dat musst Der Iech virstelle wéi eng Maut op enger Autobunn. Dir musst bezuele fir do eriwwer. Wat méi Leit dat natierlech wëllen, wat dat de Präis an d'Luucht dreift. An dat mécht natierlech d'Energiekäschte fir eng Gesellschaft wéi ArcelorMittal, déi natierlech en extrem héijen Energieopwand huet an den Elektrostoliewen, extrem, extrem dramatesch - wat een duerch eng direkt Ubannung u Frankräich natierlech évitéiert.

Dann ass natierlech och ëmmer erëm d'Argument komm, dass ArcelorMittal d'Méiglechkeet huet, iwwer eng direkt Leitung direkt Stroum aus Frankräich ze importéieren, ebe just doduerch, dass se kënnen an eng Produktiounsanlag investéieren a vun dohier zum Selbstkäschtepräis plus eng Marge fixe kënne Stroum importéieren, ouni mussen de Stroum op der Bourse zu méi héije Präisser ze kafen. Och dat ass en Argument, wat derbäikënnt.

Ech mengen, dass et an deem heite Punkt ganz schwéier ass, eng ideologesch Diskussioun ze féieren zum Prinzip, ob een derfir ass, déi Leitung mat Frankräich ze bauen, well ee kombinéiert mat Atomenergie als Argument. Da muss een awer fairerweis och soen, mir hunn och annoncéiert als Regierung, dass mer och eng zweet Leitung, en Ausbau vun de Leitunge vun der Interkonnexioun mat der Belsch wëlle bauen. An och d'Belsch huet ee ganz héijen Undeel un Atomenergie. Do kënnt dat Argument allerdéngs ni.

(Interruption)

Gelift?

Une voix.- Zumindest ginn déi aus der Atomenergie eraus.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Jo, dat ass an der Rei. Ech mengen, mir si jo och der Meenung, dass Atomenergie näischt ass, wat ee soll

ënnerstëtzen. Mä soulaang wéi se do ass, soulaang, wéi d'Industrien dovunner profitéiere kënnen an doduerjer méi kompetitiv kënne sinn, mengen ech net, dass mer kënnen einfach soen, mir importéieren elo d'office keng Atomenergie méi.

Dovun ofgesi wësst Der, dass zënter der Liberaliséierung vum Energiemarché all Client fräi ass, dat ze kafen, wat e wëllt, an och do ze kafen, wou e wëllt, sou dass ech meng Bedenken hunn, ob dat iwwerhaapt machbar ass, wat de Moment och an Éisträich diskutéiert gëtt.

Mä ech kommen awer zréck… Vläicht nach een Argument: All Client huet jo och den Étiquettage haut, wou e gesäit, wat e keeft. Mä bon, dat concernéiert awer méi de Privatclient. Arcelor weess scho genee, wat se maachen.

Een anert Argument awer, fir déi Leitung ze bauen, ass dee vun der Versuergungssécherheet vu Lëtzebuerg. Mir hunn dräi Nopeschlänner. Mir si just un zwee Stéck ugeschloss. An aus Versuergungssécherheetsgrënn ass et important, dass mer eng Leitung an déi dote Richtung hunn. Duerfir ass et och esou, dass d'national Gesellschaft Creos en eidelt Rouer mat verleeë léisst op deem Tracé, deen de Moment vun der SOTEL gebaut gëtt, fir sech le cas échéant kënnen och unzeschléisse respektiv fir den nationale Réseau kënnen unzeschléissen.

An ech soen et nach eng Kéier: Wann Der eng Autobunn baut, dann definéiert Der domadder net, wien driwwerfiert. Dir baut just d'Streck. A wien driwwerfiert respektiv wéi ee Stroum importéiert gëtt, dat décidéiert deen, deen e keeft.

Eng aner Argumentatioun ass natierlech och déi vun der EU-Direktiv, déi an Ausaarbechtung ass, fir d'Interkonnexioune mat den Nopeschlänner auszebauen, an dat am Intérêt vun den erneierbaren Energien, dass een déi an Zukunft besser vun Norden op Süden a vu Süden op Norde kann transportéieren. Do kréie mer souwisou deemnächst eng Obligatioun, déi an déi dote Richtung geet.

An ech schléissen deen doten Deelsujet of mat der Remarque, dass ech frou sinn, dass an deenen zwou Motioune vun deene Grénge ganz gären unhuelen.

(Interruption)

Dann zu der Approche op EU-Niveau. Ech mengen, do muss ee soen, dass sech d'Europäesch Kommissioun eng ganz Rei Gedanke mécht iwwert d'Kompetitivitéit vum Stolsecteur. Do ass schonn am Februar 2008 e Pabeier opgeluecht ginn, deen haaptsächlech dräi Projeten oder dräi Sujeten traitéiert huet, fir ze kucken, wéi een an Zukunft, oder wou ee muss agéieren, fir an Zukunft d'Stolindustrie an Europa ofzesécheren. Ee Sujet ass dee vun de Matière-premièren; dann d'Energie an de Klimawandel; an dann en drëtte Sujet ass d'Recherche.

Bei dem Approvisionnement vu Réimaterial ass et natierlech esou: Do gëtt et eng „raw materials initiative", wéi déi esou schéin heescht. Do geet et drëm, fir d'Quote vum Recycling an d'Luucht ze hiewen. Dat heescht, dass d'Produktioun ëmmer méi soll op Schrott baséieren. Wat e positiven Effet huet, well dat natierlech och an engem gewëssene Sënn eng gréng Versioun vu Stolproduktioun ass, well Der ebe Recyclage maacht a well Schrott mat vill manner Energie erëm kann ageschmolzt ginn, fir en erëm an deen normale Prozess ze bréngen, wéi déi aner Methoden.

Bon, da gëtt et Alternativen, fir verschidde Matière-premièren, déi sougenannten Terres rares, kënnen ze ersetzen oder Alternativen dozou ze fanne fir d'Zukunft. An da gëtt et aner Initiativen an deem do Beräich, fir ebe just Handelsbarrièren, wat d'Matière-premièren ugeet, visà-vis vun Europa ofzebauen.

Am Beräich Energie a Klimawandel ass et esou, dass d'Kommissioun sech natierlech kloer ass, dass de Stolsecteur e ganz sensibele Secteur ass, wat d'Energie ugeet an och de Klimawandel. Duerfir ass och an deem Kader dat, wat den ETS ugeet, den Handel vun Emissiounen, dass déi Stolproduzenten do eng ganz Rei Rechter kritt hunn. Den honorabelen Här Braz hat dat virdrun ugeschwat. Mä dat ass ebe just aus deem Grond, fir eis Stolindustrie och par rapport zum Ausland - a wann ech hei Ausland soen, mengen ech all déi Länner ausserhalb vun der Europäescher Unioun -, fir deenen do net zousätzlech e Problem ze schafen, wat d'Kompetitivitéit ugeet.

Dann e puer Zuelen, vläicht wat den Ëmweltschutz ugeet, well mer schonn an deem Volet sinn. D'CO_2-Emissioune waren 1980 an eiser Stolindustrie bei 8 Milliounen Tonnen; 1990 bei 6; 2000 nach just bei 0,2 Milliounen Tonnen, wat dorobber zréckzeféieren ass, dass mer natierlech op d'Stolfilière ëmgeklomme sinn.

Mir hunn insgesamt 95% manner direkt CO_2-Emissioune pro Tonn zënter 1975; 75% manner Energieconsommatioun pro Tonn; 97% manner Zénkemissiounen an 99% manner Bläiemissiounen, zënter 1975 wéi gesot. Och wat d'Filteranlagen uginn, hu mir hei e Prinzip vun der „meilleure technologie disponible", deen och agehale gëtt.

Bon, dann een drëtte Volet, dee vun der Europäescher Kommissioun behandelt gëtt. Dat ass dee vun der Recherche. D'Europäesch Unioun fördert grouss Projeten, fir den Energieverbrauch an d'CO_2-Emissiounen an der Stolindustrie weider erofzesetzen. An do ass och fir Lëtzebuerg - an dat ass och eng Deeläntwert op verschiddenen Deputéierten hir Froen oder hir Ufroen -: Lëtzebuerg wäert och hei Effortë maachen an Zukunft, wat Recherche/Développement ugeet, fir d'Zukunft zu Lëtzebuerg och am Beräich Stolprodukter, mä och Produktiounsprozesser ofzesécheren.

Ech mengen, dass dat doten e ganz wichtege Volet ass, an dee mer kënnen an dem Beräich Stolindustrie an Zukunft aktiv ginn: ebe just de Volet Recherche hei besser zur Geltung kommen ze loossen, besser auszebauen. Ech wëll hei och eng Klammer opmaachen, dass ech och amgaange sinn, zesumme mat der FEDIL eng Léierfabrik fir Energieeffizienz op Lëtzebuerg ze kréien.

Dat ass e Modell, deen et de Moment zu München gëtt, dee vu McKinsey bedriwwe gëtt, deen den Industrieenteprisen, awer och dem Mëttelstand opweist, wéi ee kann am Industrieprozess, am Produktiounsprozess massiv Energie aspueren. An dat do, esou eng Léierfabrik wëlle mer hei op Lëtzebuerg, wéi gesot zesumme mat der FEDIL, hikréien.

Ech muss Iech soen, dass ech mat Sécherheet net zu deenen zielen, déi mengen, de Stolsecteur zu Lëtzebuerg hätt keng Zukunft. Et muss een et allerdéngs och realistesch gesinn. Eis Zukunft, wat d'Stolindustrie ugeet, läit an héichwäertege Produitë mat héijer Valeur ajoutée.

Eis Zukunft läit a mengen Aen awer och doranner, wéi virdru gesot, am Beräich vun der Recherche/Développement, dass mer do mussen eis Uni an eis Fuerschungszentre motivéieren, fir nach méi an déi dote Beräicher zesumme mat ArcelorMittal eranzegoen, dass mer probéieren en europäesche Kompetenzzenter an deem dote Beräich ze ginn.

Eis IP-Législatioun - den Här Braz hat et virdrun ugeschwat - huet och do, mengen ech, eng ganz Rei Avantagë geschaf, déi rezent Législatioun, déi et eben och engem soll erméiglechen oder zumindest engem soll vill méi interessant maachen, dass ee kann zu Lëtzebuerg seng Recherche, seng Patenter och géréieren an hei valoriséieren.

Bon, Headquarteren ass jo generell och ee Beräich, an deem mer hei zu Lëtzebuerg ëmmer méi aktiv ginn. Dat gëllt allerdéngs net nëmme fir d'Stolindustrie, mä mir hoffen awer iwwert déi Servicer, déi mer iwwer eis Finanzplaz kënnen ubidden, dass eben och de Beräich Headquarter vun enger ArcelorMittal hei ka weider ausgebaut ginn.

Ech ginn awer och elo nach op eng Rei punktuell Remarquen an, déi vun deene jeeweilegen Deputéierte gemaach goufen. Ech hu mer déi hei esou opgeschriwwen, wéi se komm sinn.

Déi éischt war vum Här Braz, dee mech gefrot huet - elo muss ech eng Schlupp huelen -, wat dem Jeannot Krecké säi Rôle an dem Conseil d'administration vun ArcelorMittal ass a wat hien do sollt plädéieren. Do kann ech Iech soen, dass et fir mech evident war als Minister, dass ech net wéilt an iergendee Verwaltungsrot goen. Dat huet näischt speziell mat ArcelorMittal ze dinn, mä ech wollt eben och just do net dragoen, fir ebe just an Décisiounen an Diskussioune kënnen neutral opzetrieden a mer do net iergendeppes ze verbauen, andeem een eventuell gelinkt ass duerch Engagementer, déi an engem Conseil geholl gi sinn.

Une voix.- Ganz vernünfteg.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- De Jeannot Krecké, fannen ech awer, ass en exzellente Choix, fir hien an deem Conseil vun ArcelorMittal ze loossen, well mäin zweete Choix wär soss e Beamte gewiescht aus mengem Ministère. An ech fannen, dat wär keng gutt Léisung gewiescht, well e Beamten aus dem Ministère hätt mat Sécherheet ni déi Unerkennung an deem Conseil do kritt wéi de Jeannot Krecké als fréiere Minister se genéisst.

Dovun ofgesinn, an dat ass, mengen ech, méi e gewiichtegt Argument, war de Jeannot Krecké bei de Verhandlunge vun ArcelorMittal, wéi et zu ArcelorMittal komm ass, derbäi. An hie weess nach, wat deemools geschwat ginn ass a wat deemools ofgemaach ginn ass. En huet duerfir, mengen ech, eng besser Vue iwwert dat, wat soll an Zukunft geschéien.

Ech kann Iech och soen, dass de Jeannot Krecké mir och bericht, wat do um Ordre du jour ass a wat do diskutéiert gëtt. Ech muss Iech allerdéngs soen, dass dat ganz oft keng Sujete sinn, déi iwwerhaapt elo speziell spezifesch Siten zu Lëtzebuerg concernéieren.

Mir haten déi Situatioun jo schonn, wou de Jeannot Krecké huet misse soen, dovun ass iwwerhaapt net - Rodange, Schëffleng - an deem Conseil geschwat ginn, well dee Conseil jo e Conseil vun engem Weltkonzern ass, an deen hëlt grouss strategesch Décisiounen oder féiert grouss strategesch Diskussiounen. An esou ongär wéi mer et héieren, mä dat do ass fir si kee Sujet, deen an esou e Conseil kënnt. A vun dohier ass dat natierlech problematesch. Mä mir probéieren awer iwwert deen Afloss, dee mer iwwert de Jeannot Krecké kënnen hunn an och op den Här Mittal kënnen direkt hunn, eis ofzestëmmen, souwäit wéi mer kënnen.

Och wat elo d'Tripartite vu muer ugeet, hunn ech dem Jeannot Krecké gesot, wat meng Positioun wier. An e soll och do deene betreffende Leit soen, dass et eis do eescht ass an dass mer do en Engagement vun hinne brauchen.

Dann hutt Der déi sozial Verantwortung vun ArcelorMittal ugeschwat gehat, wat seng Minnenaktivitéit ugeet. Vu Friends of the Earth, hutt Der gesot, ass eng Plainte effektiv ënnerwee wéinst där Geschicht am Liberia. Bon, déi Enquête ass amgaangen. Ech kann Iech de Moment net méi soen, wéi ech geäntwert hat an där Question parlementaire. Mä et ass ganz kloer esou, dass mer dat doten als Lëtzebuerger Aktionär - soen ech elo emol - net kënnen ënnerstëtzen, wann dat wierklech sech soll esou ofgespillt hunn, wéi dat de Moment am Raum steet.

Dann hat Der eng gréisser Envolée gemaach zur Industrialiséierungspolitik vu Lëtzebuerg. Ech wëll vläicht eppes virausschécken: Mir schwätzen ëmmer vun Desindustrialiséierung vu Lëtzebuerg. Et ass richteg, dass et an Europa generell eng Desindustrialiséierung gëtt. Et muss een awer och soen, dass zu Lëtzebuerg an deene leschte Joren eigentlech et net zu enger Desindustrialiséierung komm ass. Et ass allerdéngs zu enger Verschiebung komm an der Importenz vun der Industrie an eiser Wirtschaft par rapport zu der Finanzindustrie.

Dat huet awer net dermat ze dinn, dass d'Industrie dramatesch erofgaange wär, mä éischter dermadder, dass de Finanzsecteur an alles, wat ronderëm hänkt, erëm weider gewuess ass. A vun dohier ass den Undeel vun der Industrieproduktioun zu Lëtzebuerg erofgaangen. Ech mengen, dat just als Remarque virausgeschéckt.

Mä mir hunn awer eng ganz kloer Linn, wat d'zukünfteg Standbeener vun enger Lëtzebuerger Ekonomie kënne sinn. Et war virdru vun e puer Riedner gesot ginn: Mir sinn e Land, dat ganz héich Standarden huet, dat ganz héich Léin huet, dat och ganz héich Oplagen huet souwuel sozialer Natur, mä awer virun allem och ëmweltpolitescher Natur, wat jo alles an der Rei ass, mä dat bedeit awer och, dass ee sech muss Secteuren eraussichen, déi kompatibel mat all deene Kritäre sinn.

An d'Regierung huet e Choix do gemaach: engesdeels an de Beräicher vun Ekotechnologien ze investéieren, wat mer jo elo schonn eng Rei Jore maachen a wat och seng éischt Friichten dréit. Life sciences an Health technologies sinn eppes, wou mer ganz, ganz staark opbauen. An den ICT hu mer relativ vill Succès gehat an deene leschte Joren. Och dat geet an déi richteg Richtung weider.

Déi dräi Secteuren, déi ech Iech elo genannt hunn, hunn allerdéngs allen dräi een Nodeel: Déi schafen zwar Aarbechtsplazen, schafen der awer net en masse, mä si schafen awer virun allem Aarbechtsplaze fir héich qualifizéiert Mataarbechter. An ech mengen, do ass wierklech an Zukunft déi gréissten Erausfuerderung, déi mer wäerten zu Lëtzebuerg hunn: Aarbechtsplazen ze schafe fir Leit mat niddreger oder guer kenger Ausbildung. Den Här Meisch hat et och virdrun nach ugeschwat.

Duerfir hu mer och nach dee véierte Secteur, dee vun der Logistik, wou mer wierklech hoffen, iwwert déi nächst Joren Dausenden Aarbechtsplaze kënnen ze schafen, well do eben natierlech och eng Rei héich qualifizéiert Aarbechtsplazen entstinn, mä virun allem awer ganz vill also méi handwierklech, manuell Aarbechtsplaze wäerten entstoen. Dat ass ee vun deene rare Secteuren, wou mer gesinn, wou mer dat do kënnen an Zukunft realiséieren.

Bon, dann ëm déi dote Secteuren a virun allem ëm déi dräi éischt, déi ech genannt hunn, ass natierlech d'Recherche et développement ee ganz wichtege Secteur. Dir wësst, dass de Kolleeg François Biltgen amgaangen ass, eng Reform ze maachen, wat d'Centre-de-recherchen ugeet a wat och d'Kooperatioun ugeet mat der Uni Lëtzebuerg, fir eis do méi optimal op d'Zukunft virzebereeden. Mir hunn d'IP-Gesetzgebung, déi ganz interessant ass an eis an déi dote Richtung wäert hëllefen.

Mä fir eng Industriepolitik ze maachen, brauch een natierlech och eng anstänneg Logistik, anstänneg Infrastrukturen. Do wësst Der, dass mer och d'Incubateuren ausbauen. Mir hunn e Plan sectoriel «Zones d'activités économiques», wou et dréngend noutwendeg ass, dass deen hei an deem héijen Haus gestëmmt gëtt.

Dir wësst awer, dass mer mussen op d'Aménagement-du-Territoires-Gesetz waarde wéinst de Spekulatiounsproblemer, ier mer deen dote Plang kënnen areechen. Well, wann elo direkt gewosst ass, wou déi nei Zone sollen hikommen, da gëtt natierlech dès le premier jour dorobber spekuléiert, wat natierlech erëm derzou féiert, dass eis Industrien, eis Betriber herno erëm en horrende Präis musse fir déi Terraine bezuelen. An dat soll jo net de Sënn vun der Saach sinn.

Mir hunn eis Réseauen, eis Kommunikatiounsréseauen zu Lëtzebuerg extrem ausgebaut, och iwwer massiv Investitioune vun der Post, och iwwer eng LuxConnect, wat eis, mengen ech, ganz gutt opstellt.

Mir mussen allerdéngs…

M. le Président.- Här Minister, Dir misst zwar lues awer sécher zum Schluss kommen.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Ah, ass et schonn…? Okay.

(Hilarité générale)

M. le Président.- Jo, Dir hutt scho véier Minutten iwwerzunn.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Oh mei!

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Et muss ee sech dorunner winnen.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Ech hunn effektiv nach e puer Säiten, mä da probéieren ech méi schnell ze maachen.

(Hilarité générale)

Ech hu mer hei vill Notize geholl, well ech mer alles opgeschriwwen hunn, wat Der gesot hutt. Et wär jo schued, wann ech net op dem Här Gibéryen seng Froe kéint äntwerten.

E Fonds de l'innovation hu mer opgeluecht an e Fonds Biotech hu mer opgeluecht, fir ebe just déi Mesuren oder déi Beräicher, déi mer do wëllen développéieren, fir déi och iwwert deen do Wee kënnen ze finanzéieren a kënnen hëllefen unzedreiwen.

Dann… Dat do iwwersprangen ech; dat war méi Polemik.

(Hilarité)

Ah, dann den Här Spautz, elo sinn ech beim Här Spautz. Wou ass en?

Une voix.- Hei!

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Ass en nach do!?

Den Här Spautz hat mech gefrot, Rodange/Schëffleng, déi elo emol amotten, ob dat Saucissonnage wär, ob dat net herno drop erausleeft, dass awer zougemaach gëtt.

Ech géif emol einfach meng Meenung derzou soen: Ech mengen, do hutt Der ganz recht, wann Der dat sot, an den Här Gibéryen huet mech zitéiert aus der Kommissioun, wou ech dat d'ailleurs och scho gesot hunn.

Et läit allerdéngs eng Etüd um Dësch vum OGB-L, déi eben drop eraus ass, fir ze kucken, ob mer net duerch en Invest vun 20 bis 30 Milliounen Schëffleng kënnen erëm funktionéieren dinn. Mä ech fäerten och do, dass dat iwwerhaapt net gewollt ass wéinst den Iwwercapacitéiten, well et méi drëm geet, Iwwercapacitéiten ofzebauen, wéi elo ze kucken, ob een nach, och mat enger klenger Marge, mä iergendwéi kann do funktionéieren.

Et ass awer esou, dass ech proposéiere muer, dass mer déi Etüd, déi den OGB-L huet, déi hunn ech entre-temps analyséiere gelooss - ech soll den Owend och eng eng Analys dervu kréien -, dass mer en Aarbechtsgrupp schafen, wou mer dat doten zesumme mat ArcelorMittal, zesumme mam Stat a mat de Gewerkschaften eis dann och eng Kéier am Detail ukucken, fir zu Konklusiounen ze kommen.

Dann hat den Här Meisch och d'Héichlounland ugeschwat. Dorop hunn ech, mengen ech, geäntwert. D'Kompetitivitéit vu Lëtzebuerg - Dir hutt d'Léin ugeschwat, dass dat natierlech ëmmer e Problem ass. Dir hutt och de Wunnengsbau ugeschwat. An ech mengen, dat ass och eppes, wou ech Är Meenung deelen, wou ech och schonn e puermol driwwer geschwat hunn.

Wa mer net de Problem vum Logement an de Grëff kréien, wéi solle mer dann iwwer Mindestléin erofsetze schwätzen? Wéi solle mer iwwert den Index schwätzen? A wéi solle mer iwwer grouss Rentekierzunge schwätzen, wa mer deen dote Problem net geléist kréien? Duerfir mengen ech, dass et urgent ass, dass déi Initiativen, déi mäi Kolleeg Marco Schank geholl huet am Wunnengsbau, kommen an dass déi gräifen.

Wat d'Zousoen ugeet vun ArcelorMittal zu deenen Investitiounen: Wéi gesot muer, wa si gären eng Zouso vu mir hätten, da muss ech och eng befriddegend Äntwert vun hinne kréien.

Da kommen ech bei de Gast Gibéryen, dee mech zitéiert huet aus dem Rapport, an dat war en plus alles richteg. Ech hat en ni gelies, mä ech muss soen, et war richteg erëmginn.

(Hilarité)

Da ginn ech Iech awer recht an deem, wat Der sot, dass et net ka sinn, dass d'Allgemengheet erëm eng Kéier alles bezilt an dass mer näischt als Géigeleeschtung kréien. An duerfir wëll ech ebe just deen Accord hunn, dee bindend ass. An ech wëll, wa se sech elo net engagéieren, fir muer esou een Accord ze ënnerschreiwen, wat d'Investitioun ugeet, da sinn ech d'accord, dass mer hinnen ee Joer Frist ginn, mä dass mer et dann op de Leescht huelen. A wann dann den Accord net kënnt, dass mer dann op den Droit commun zréckginn an alles, wat mer als Goodwill hinnen elo proposéieren, dann hifälleg ass. Voilà.

Dann hat den Här Urbany mech nach gefrot, wat d'Nationaliséierung vun der Stolindustrie ugeet, eng Iddi vum Jeannot Krecké. Ech mengen, dass och den Här Krecké déi Iddi elo net méi vertrëtt,…

(Hilarité)

…mä ech géif Iech proposéieren, hie selwer dann eng Kéier ze froen.

Da sinn ech beim Leschten, an dann, Här President, sinn ech fäerdeg. Dann huet den Här Weber mech nach gefrot, wat d'Vertrieder vum Stat deemools bei der Emschichtung vun den Aktivitéite Rodange/Schëffleng während dem Mittal-Deal do décidéiert oder diskutéiert hunn. Do muss ech Iech leider soen, dass ech dat net weess, dass ech dat awer kann nofroen. Dat ass de Georges Schmit - dee sëtzt an Amerika. Wie war deen anere Vertrieder?

Une voix.- De Gast Reinesch.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Gelift? De Gast Reinesch. Jo, deen hunn ech och elo net beihand. Mä dat kucke mer dann nach no.

An dann hat Der vun der Sous-traitance geschwat, dass mer do och muer wäerten driwwer diskutéieren, dass mer probéieren, e Minimum op déi Contrats à durée déterminée respektiv Intermédiairen (veuillez lire: Intérimairen) zréckzegräifen, mä dass se déi Leit sollen huelen, déi elo a Mesurë falen.

A wat geschitt no 2016? Do muss ech Iech soen, do kann ech Iech keng ganz konkludent Äntwert drop ginn, mä awer wéinstens eng Undeitung vun enger Äntwert. Ech mengen doduerch, wa se sech engagéieren, fir Honnerte Milliounen ze investéieren an déi bestehend Betriber, da bedeit dat jo awer och, dass dat muss amortiséiert ginn an dass mer awer emol - ech soen elo emol - eng Garantie iwwert déi nächst zéng bis 15 Joer wäerten hunn.

Konklusioun: Muer ass e wichtegen Dag natierlech, wa mer déi Lux2016 verhandelen. Et soll als Konklusioun erauskommen, dass et net zu Entloossunge kënnt an dass déi 1.100 Leit sozial ofgefiedert ginn an dass mir awer als Contrepartie fir eise Goodwill, dee mer hinne ginn, do Géigeleeschtunge kréien.

Da schléissen ech mat engem Saz vum Georges Engel, deen ugefaangen huet, andeem e gesot huet, d'Stolindustrie wär fir Lëtzebuerg wéi den Nil fir Ägypten. Mir ass do direkt dem Agatha Christie säin „Tod auf dem Nil" agefall.

(Hilarité générale)

Ech hoffen net, dass et dozou kënnt.

Ech soen Iech Merci.

(Hilarité)

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Wirtschaftsminister. Domadder wiere mer um Enn vun der Diskussioun. Mir hunn hei dräi Motiounen, iwwert déi ofzestëmmen ass.

Wann ech de Wirtschaftsminister richteg verstanen hunn, kann en déi dräi Motiounen akzeptéieren. Sou datt ech Iech géif proposéieren, datt mer à main levée doriwwer géifen ofstëmmen.

Motion 1

Do ass fir d'Éischt d'Motioun N°1 vum Här Félix Braz.

Vote sur la motion 1

Wien ass mat där Motioun d'accord?

Wien ass net d'accord?

Wien enthält sech?

Domadder wär déi Motioun à l'unanimité ugeholl.

Motion 2

Dann d'Motioun N°2, och vum Här Félix Braz.

Vote sur la motion 2

Wien ass mat där d'accord?

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Da wär déi och à l'unanimité ugeholl.

Motion 3

An dann d'Motioun vum Här Georges Engel.

Vote sur la motion 3

Wien ass mat där d'accord?

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Och déi wär dann à l'unanimité ugeholl.

Domadder wier dëse Punkt ofgeschloss a mir kéimen zum leschte Punkt, nämlech där Motioun vum Här Henri Kox iwwer Cattenom. Den Här Kox huet déi exposéiert.

Wëllt Der nach eng Kéier eppes dozou soen?

(Interruption)

Nach eng Minutt kritt den Här Kox, an da reagéiert den Här Gesondheetsminister.

15. Motion de M. Henri Kox relative au renforcement de l'action gouvernementale en vue de la fermeture définitive de la Centrale nucléaire de Cattenom

M. Henri Kox *(déi gréng), auteur.*- Ech wëll Iech net méi allze laang ophalen.

Une voix.- Très bien!

M. Henri Kox *(déi gréng), auteur.*- Mä den Här Schneider ass jo nach e bëssen hei. Ech wollt just ganz kuerz awer dann op déi Leitung vläicht zréckkommen. Hei ass och Cattenom. Wa mer iwwer Cattenom schwätzen, schwätze mer och natierlech iwwert déi Leitung. Ech wëll déi awer net hei mat där Motioun vermëschen, awer vläicht just eng ganz kuerz Remarque virdrun.

Mir vermëssen awer d'Interkonnexioun vun deenen zwee Réseaue SOTEL a Creos. Vläicht misst de Minister och an déi Richtung goen, och do méi eng Versuergungssécherheet opgeriicht ze kréien - well do ass e Knackpunkt vun eiser Säit -, esou dass ee verschidden Ubannungen un déi aner Nopeschlänner net esou direkt brauch.

An dann en zweete Punkt, wat contraire zum Liberaliséierungsgesetz ass, dat ass nämlech eng Verdueblung vun den Netzinfrastrukturen an eng Richtung. Dir sot virdrun hei an der Interventioun, dass d'SOTEL eng Leitung baut an och Creos op därselwechter Streck eng Leitung wëllt bauen. Dat, mengen ech, ass awer contraire zum Geescht och vun dem Liberaliséierungsgesetz, wat seet, keng Konkurrenz um Netz, nämlech just een Netz.

Vläicht just do zu där Positioun. Vläicht kann een do eng Kéier an enger separater Diskussioun dorobber zréckkommen.

Vläicht zur Motioun just hei ee Punkt. Dat ass nämlech insbesondere wat de juristesche Support ubelaangt, wou mer eis onbedéngt mussen opstellen. Mir hu virdru vun Ëmweltoplagen hei am Land geschwat. Dir wësst alleguerten, wa mer hei eng industriell Anlag wëllen opriichten, de Kommodo ass Abezéiung vun der Bevölkerung. Hei geet awer e Kraaftwierk hin, wat 30 Joer Lafzäit am Ufank hat, a geet elo op 60 Joer, an do soll et net zu enger öffentlecher Ausschreiwung kommen! Do soll et net zu enger öffentlecher Abezéiung vun der Bevölkerung kommen!

Déi Diskussioun ass a Frankräich och e bësse lassgebrach ginn. Sou dass mer hei mengen, dass mer eng kleng Chance hunn, zumindest hei Cattenom, oder déi franséisch Regierung e bëssen zum Nodenken ze kréien. Well mëttlerweil hu mer eng ganz Rei Ëmweltdirektiven an deem Sënn ëmgesat, sou dass d'Abezéiung vun der Bevölkerung, och d'Asprochrecht vun engem Land vis-à-vis vun esou enger industrieller Produktioun muss gewährt sinn.

Esou wäit zu der Motioun. Ech mengen, den Här Minister hat nach eng Remarque, wat déi Missioun ubelaangt. Den éischte Saz, wou dosteet: «de ne plus se limiter à un échange de lettres avec le Gouvernement français, mais d'envoyer rapidement…». Den éischte Saz sollt gestrach ginn. Ech sinn domat averstanen an da wär fir mech d'Motioun exzellent, wa se eestëmmeg kéint ugeholl ginn.

Motion modifiée

La Chambre des Députés,

- vu les motions adoptées par la Chambre des Députés en date du 7 avril 2011, du 5 mai 2011 et, la plus récente, du 1er février 2012 au sujet des «Tests de résistance menés sur la centrale nucléaire de Cattenom»;

- vu la recommandation du Conseil Parlementaire Interrégional de la Grande Région (CPI), votée à l'unanimité le 10 juin 2011 à Metz;

- vu le discours du Premier Ministre sur l'état de la nation du 6 avril 2011: «C'est ainsi que nous avons le droit de nous voir apporter la preuve que si un jumbo jet aux réservoirs pleins s'écrasait sur la centrale nucléaire de Cattenom cela ne pourrait pas provoquer de catastrophe radioactive. À défaut de fournir cette preuve, la centrale de Cattenom doit être arrêtée. De toute façon, nous sommes d'avis qu'une prolongation de la durée de fonctionnement des réacteurs de Cattenom ne doit pas être accordée, et nous communiquerons notre point de vue au Gouvernement français.»;

- vu le rapport final de l'expert indépendant en sécurité nucléaire, Monsieur Dieter Majer, élaboré à la demande des Gouvernements du Luxembourg, de la Sarre et de la Rhénanie-Palatinat, aux conclusions inquiétantes;

- félicitant les ministres du Luxembourg et des Länder allemands de la Sarre et de Rhénanie-Palatinat en charge de la sécurité nucléaire, pour avoir tiré une conclusion politique commune des différents rapports relatifs aux tests de résistance, à savoir le refus catégorique de toute prolongation de la durée d'exploitation de la centrale nucléaire de Cattenom et sa fermeture définitive à court terme;

- rappelant qu'en cas d'accident grave, la centrale nucléaire de Cattenom aurait des conséquences directes sur plus d'un million d'habitants dans les régions limitrophes et notamment sur ceux vivant dans un périmètre d'évacuation de 30 kilomètres, zone qui inclut tout le sud et la capitale du Grand-Duché de Luxembourg;

- insistant sur le fait que la contamination d'une zone de 30 kilomètres autour de Cattenom menacerait instantanément la survie du Luxembourg, vu que cette zone englobe plus des deux tiers de la population de même que les principales infrastructures politiques, juridiques, administratives, économiques, industrielles, sanitaires et de transports routier, ferré et aérien;

- estimant que le choix de la production d'énergie nucléaire reste une décision souveraine de la République française, mais que cette souveraineté doit trouver des limites là où elle se heurte à la souveraineté des pays voisins;

- considérant que face aux risques inhérents et indubitables du nucléaire, la volonté affichée du Président français à vouloir prolonger de plusieurs décennies la durée de vie d'une de ses plus grandes centrales située à quelques kilomètres seulement des frontières luxembourgeoises et allemandes, met en péril la souveraineté et la pérennité de la nation luxembourgeoise;

- accentuant le fait que la centrale de Cattenom connaît déjà depuis 26 ans de très nombreux incidents et que le risque associé aux installations nucléaires augmente - comme pour toute autre installation industrielle - avec l'âge d'exploitation;

- convaincue qu'il faut fermer immédiatement et définitivement la centrale nucléaire de Cattenom;

demande au Gouvernement

- une véritable mission diplomatique, composée de représentants des Ministres concernés, de représentants des partis politiques et d'experts à Paris afin de faire comprendre les tenants et aboutissants de la position luxembourgeoise au Président, au Gouvernement, aux Députés et aux Sénateurs de la République française;

- de faire élaborer sans délais une étude juridique détaillée ayant comme objectif une analyse de tous les moyens et instruments juridiques français, européens et internationaux qui puissent servir à appuyer notre revendication d'une fermeture rapide de la centrale nucléaire de Cattenom et pour contester le cas échéant toute prolongation de sa durée d'exploitation.

(s.) Henri Kox, Eugène Berger, Félix Eischen, Gast Gibéryen, Roger Negri, Serge Urbany.

Merci.

M. le Président.- Merci nach eng Kéier dem Här Kox. An da kritt d'Wuert den Här Gesondheetsminister.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Regierung hëlt déi heite Motioun gär un, well si iwwerhëlt a breeden Zich d'Initiativen, déi an deene leschte Méint, awer och traditionell an der méi rezenter a méi laanger Vergaangenheet vun der Regierung geholl gi sinn. Besonnesch wichteg ass och dee leschte Volet vun der Motioun.

Ech wëll d'Chamber doriwwer informéieren, dass mer virun aacht Deeg mat der Initiativ géint Nuklearenergie zesummekomm sinn an dass d'Regierung sech och verflicht huet, fir déi noutwendeg juristesch Schrëtt ze préiwen, fir, wéi mer dat nach ëmmer gemaach hunn, ze probéieren, déi Atomzentral un eise Grenzen zouzekréien, mä och jiddefalls alles ze maachen, fir dass et net zu enger Verlängerung vun der Lafdauer kënnt.

Do si Kontakter an der Zwëschenzäit mat spezialiséierte Büroen opgeholl ginn, fir de juristeschen Dossier am Liicht och vun der Verlängerung vun der Exploitatiounsdauer nach eng Kéier nozekucken. An entspriechend Kontakter lafen och mat eisen däitschen Noperen, fir déi doten Initiativ ze ënnerstëtzen.

Et gëtt am Moment och gepréift, awéifern dass an där heiter Situatioun, wou et ëm eng Verlängerung geet, en Arbitrage géif e Sënn maachen. Arbitrage, dat heescht, dass, wann ee Land eppes mécht, wou zu Laaschte vun engem anere Land géif goen, an déi zwee sech net kënne fannen, en Drëtte misst doriwwer décidéieren, wien an deem heite Fall recht huet. Mir sinn amgaang, dat ze préiwen, ob déi Prozedur och gangbar ass.

An deem Sënn also soen ech der Chamber Merci, dass och all Sensibilitéiten an déi heite Richtung ginn, wat och d'Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung bei nächste Schrëtt stäerkt.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Gesondheetsminister. Da kënne mer à main levée iwwert déi Motioun ofstëmmen.

Vote sur la motion modifiée

Wien ass domadder d'accord?

Dat schéngt mer d'Unanimitéit vun dësem Haus ze sinn. Domadder wär déi Motioun ugeholl.

Mir sinn da gläichzäiteg um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer um zwou Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 20.06 heures)

d'Chamber online op www.chd.lu

SÉANCE 21

MERCREDI,
28 MARS 2012

Présidence: M. Laurent Mosar, Président

Sommaire

1. Motion de M. Eugène Berger relative au développement d'une charte de sécurité pour la sécurisation de bases de données à caractère personnel en fonction de la sensibilité des données et d'une charte de déontologie auprès de l'État
   - *Exposé: M. Eugène Berger*
   - *Discussion générale: M. Ben Fayot*
   - *M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias*
   - *M. Eugène Berger, M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias (renvoi de la motion en commission)*
2. Interpellation de M. Fernand Etgen sur le développement de l'agriculture biologique au Luxembourg
   - *Exposé: M. Fernand Etgen*
   - *Débat: M. Lucien Clement, M. Claude Haagen, M. Henri Kox, M. Jean Colombera*
   - *M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. François Biltgen et Romain Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.03 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Wann dat net de Fall...

(Interruption et hilarité générale)

Une voix.- Dat kënnt nach alles, Här Angel, awer weder haut nach muer!

(Hilarité générale)

M. le Président.- Wann dat net de Fall ass - an ech gesinn, et ass iwwerall eng allgemeng gutt Laun -, kéime mer dann zu der Motioun vum Här Eugène Berger iwwert d'Sécherheet vun de Bases de données beim Stat. Den Här Berger als Auteur vun der Motioun huet d'Wuert.

1. Motion de M. Eugène Berger relative au développement d'une charte de sécurité pour la sécurisation de bases de données à caractère personnel en fonction de la sensibilité des données et d'une charte de déontologie auprès de l'État

Exposé

M. Eugène Berger *(DP), auteur.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech soen och Merci, datt mer kënnen haut de Mëtteg déi Motioun hei kuerz diskutéieren. Ech hat déi jo bei där leschter öffentlecher Sitzung virun zwou Wochen déposéiert.

Ëm wat geet et? Ech kommen eng Kéier zréck op déi Incidenten, déi am Centre médico-sportif passéiert waren, wou ënner anerem doduerjer, datt eng Persoun sech d'Passwuert ugëeegent hat, se an de System konnt erakommen an an eng ganz Rei, an Dausenden an Dausende vun Donnéeën Abléck hunn.

Mir haten doropshin och eng Sitzung vun enger Commission jointe vu verschiddene Kommissiounen, déi de près ou de loin och zoustänneg fir deen Dossier sinn, an am Laf vun deenen Diskussiounen an där Kommissioun hu sech awer déi eng oder aner Schwaachpunkten opgedoen, déi am Beräich vun der Gestioun a vun der Sécurisatioun vun den Donnéeën oder de Banques de données beim Stat gi sinn.

Ech mengen, et ass esou, datt et zum enge schwiereg ass, eng genau Iwwersiicht ze hunn, wat fir eng Bases de données et iwwerhaapt beim Stat gëtt, wéi vill et der sinn, wou se sinn. Et ass also kee Listing do.

Da feelt et a mengen Aen och un enger gewëssener Sécherheetskultur. Wéi verfuere mer mat deenen Daten, fir datt et zum Beispill net nach eng Kéier virkënnt, datt do einfach Passwierder erëmleie gelooss ginn? Mä dat kënnen och aner Saache sinn: wann zum Beispill Donnéeë vun engem Ministère op deen aneren transferéiert ginn, wien an déi Donnéeë kann erakucken, wéi se behandelt ginn an esou weider, datt do eigentlech keng kloer Linn ginn ass, och fir d'Beamten, fir domadder ëmzegoen, datt do och zum Deel technesch Dispositioune sinn - ech soen elo Apparater si respektiv Systemer sinn -, déi net eng honnertprozenteg Sécherheet garantéieren.

Et ass och net erauszefannen de Moment, wat fir ee Beamte wéini wat kucke geet. An et héiert ee jo alt emol, déi eng oder aner Kéier huet een dat schonn héieren, datt een awer op eemol do zum Beispill - e klassesche Fall - iwwer Leit, déi bei der Krankekeess schaffen, dann awer de Gebuertsdag oder d'Adress vun iergendenger Persoun hei zu Lëtzebuerg kennt, ouni awer datt déi betraffe Persoun jee dovunner Bescheed wousst, datt also hir Donnéeën esou vun engem Beamte benotzt gi sinn.

Dann ass et natierlech och esou, mir haten an der Kommissiounssitzung och en Austausch mat der Commission nationale pour la protection des données (CNPD), déi drop higewisen huet, datt se Schwieregkeeten huet, fir all hire Missiounen an deem Beräich gerecht ze ginn, fir eben och dann deene Missiounen, déi si huet, vu Kontroll ënner anerem vun den eenzelne Banques de données kënnen nozekommen, zum Deel och, well et der ze vill sinn, well se och selwer net den Iwwerbléck huet an och, well se net genuch Personal huet.

Ech hat déi Motioun hei virun - ech mengen, wann ech et richteg an Erënnerung hunn, Här President - zwou Wochen hei déposéiert, an ech weess net, ob dat elo Zoufall war oder ob dat sech esou erginn huet, d'Regierung schéngt awer schonn eng éischt Reaktioun geholl ze hunn.

Dat ass..

(Interruption)

Voilà, mä dann huet sech dat iwwerschnidden.

Här President, ech wollt op alle Fall hei erwähnen, datt och scho säit dem Dépôt en neit Element derbäi ass, dat heescht, datt den Här Biltgen am Regierungsrot verschidde Saache proposéiert huet, Saachen, mat deenen een a priori kee Problem huet, déi awer a mengen Aen net wäit genuch ginn.

Duerfir géif ech awer hei eng Kéier kuerz och opzielen, wat mer an där Motioun froen an deem Kontext. Ech mengen, zum engen, dat huet sech erginn...

(Brouhaha)

M. le Président.- Ech bieden Iech, wann ech gelift awer e bëssen nozelauschteren.

M. Eugène Berger *(DP), auteur.*- Wann ech hei d'Gesellschafte stéiere bei hirem Kaffiskränzchen,…

(Hilarité)

M. le Président.- Hei, wann ech gelift!

M. Eugène Berger *(DP), auteur.*- …da solle se dat soen.

Merci, Här President. Neen, et ass och schwéier, wann een hei muss schwätzen an et huet een net...

(Interruption)

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Vernennt awer elo net déi, déi do sinn, gellt! Et ass net wéi an der Kierch.

M. Eugène Berger *(DP), auteur.*- Voilà, Här President, an där Motioun, wat froe mer do? Zum engen, datt mer kënnen e Relevé kréien oder datt e Relevé soll opgestallt ginn - ech weess, datt dat net an engem Dag ka geschéien - vun all de Banques de données, déi et beim Stat gëtt. Wa mer wëllen eng nei Sécherheetskultur kréien, musse mer iwwerhaapt emol wëssen, wat fir eng Donnéeë concernéiert sinn.

Da froe mer och fir eng nei, eng besser Sécherheetscharta oder iwwerhaapt eng Sécherheetscharta beim Stat, wat d'Sécherheet vun den Donnéeën ubelaangt, wat och den Traitement vun den Donnéeën ubelaangt. Ech weess, datt den Här Biltgen ënner anerem proposéiert huet, fir do de LuxTrust-System ze generaliséieren. Sécherlech ass dat eng éischt Approche, dat ass esou eng Aart Schlëssel - ech ginn elo net an d'technesch Detailer -, fir datt ee virun allem déi viischt Dier ka kontrolléieren, mä dat verhënnert awer net, datt een duerch déi hënnescht Dier kéint erakommen. Ob een net awer sollt op de Wee goen zum Beispill vum VPN-Client-System? Ouni elo technesch ze sinn, mä dat ass dann esou eng Aart Tunnel, deen een hätt tëschent zum Beispill zwee Systemer beim Stat, fir do kënnen d'Donnéeën ze transferéieren, fir datt een net iwwert den Internet an e staatleche System vu Banques de données erakënnt.

Da muss een awer och kloer opstellen, wat fir eng Donnéeë mer iwwerhaapt sammelen. Mussen all déi Donnéeën, déi de Moment beim Stat gesammelt ginn, gesammelt ginn? Datt een do sech och kloer Virgabe gëtt, wat do gesammelt gëtt.

Wichteg schéngt eis och - dat froe mer och hei -, datt e System vu Retraçage opgestallt gëtt. Dat heescht, datt ee wierklech herno och kéint zum Beispill dem Bierger all Joer soen: „Deng Donnéeë si vun deem Beamte fir déi do Ursaach deen Dag gekuckt ginn." Dat heescht, datt een en Iwwerbléck huet, datt also do kee Schmu méi domadder ka gedriwwe ginn.

Da froe mer och, datt an all Ministère, vu datt jo awer eng ganz Rei där Banques de données sinn, datt een do eng gemeinsam Sécherheetscharta kann opstellen, mä awer an all Ministère och sur place praktesch e Responsabele soll genannt ginn, wat eigentlech d'Gesetz jo och schonn, oder verschidde Gesetzer eis erméiglechen.

E leschte Punkt ass deen, datt mer och d'CNPD esou opstellen, datt se all hire Missioune ka gerecht ginn. Dat ass méi wichteg wéi jee, datt een ënner anerem och d'Effektiver hei géif unhiewen.

Voilà, Här President, dat sinn also déi Kärelementer an och e kuerze Kommentar zu där Motioun, vun där ech dann hoffen, datt déi herno mat enger grousser Unanimitéit gestëmmt gëtt.

Ech soe Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Berger. D'Wuert kritt den Här…

Den Här Fayot wëllt nach d'Wuert ergräifen. Den Här Fayot huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, ech hunn dem Här Berger seng Motioun mat vill Opmierksamkeet gelies. Ech ka mech erënneren, effektiv, dass mer eng gemeinsam Sitzung vu véier Kommissiounen haten no deem Virfall an der Base de données vum Centre médico-sportif, dee sécher fir vill Opreegung gesuergt huet, mä wat eigentlech, contrairement zu deem, mengen ech, wat hei am Text steet, kee Piratage war, et war eng Noléissegkeet am Fong geholl vun deem, deen déi Base de données betreit huet.

Ech wollt iwwregens soen, dass an deene Considéranten eng ganz Partie Saache sinn, déi mech eigentlech stutzeg maachen a wou ech eigentlech Schwieregkeeten hunn, se nozevollzéien.

Also, mir si mam Här Berger eens, dass ee bei de Banques de données, déi an eenzelne Ministèrë gemaach ginn, déi Regele muss strikt anhalen, déi mer ons duerch d'Gesetz vun 2003, mengen ech, ginn hunn - oder 2002. Mä hei steet zum Beispill, dass d'Commission nationale pour la protection des données net hir Missions de contrôle kéint assuréieren, well se net genuch Personal huet.

Also, dat schéngt mer awer wierklech och e bësse wäit ze goen, an do wär ech interesséiert, de Minister derzou ze héieren.

(Interruption)

Dann… Ech weess net, ob den Här Berger wëllt mat mir e Gespréich féieren, da gi mer bis aus, da maache mer dat...

(Hilarité générale et interruptions)

Une voix.- Steet den Här Klitschko dobaussen?

M. le Président.- Här Fayot, loosst Iech net aus der Rou bréngen a fuert virun.

(Interruption)

Et ass de Mëtteg eng gewëssen Onrou hei, ech weess och net, firwat. Här Fayot, wann ech gelift.

Une voix.- Géif den Här Fayot de Klitschko gesinn, da gëtt e gréng.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Ech wollt och soen, Här President, dass ech no deem, wat mer zum Beispill an der Commission de l'Éducation nationale diskutéiert hunn iwwert déi Base de données, déi jo duerch e Gesetz do soll geschaaft ginn, net kann novollzéien, dass et keng «approche de sécurité cohérente» bei de Bases de données à caractère personnel beim Stat soll ginn.

«…l'absence d'une approche de sécurité cohérente…», also, dat kann ech net novollzéien. Dat schéngt mer awer wierklech e bëssen iwwerdriwwen, pour les besoins de la cause.

Wéi gesot, nach eng Kéier: Mir sinn d'accord, dass ee muss ganz seriö d'Banques de données à caractère personnel iwwerwaachen, dass een net egal wat do ka stockéieren, dass een dat och muss kënne retracéieren. Mä ech mengen awer, dass am Stat, och an den eenzelne Ministèren, dat hu mer an der Commission de l'Éducation nationale am Detail erkläert kritt, dass do scho ganz vill Effortë gemaach gi sinn, dass och ganz seriö mat deene Bases de données ëmgaange gëtt. An duerfir schéngt dat hei mer wierklech awer e bëssen iwwerdriwwen als Beschreiwung vun der Situatioun, wéi se haut ass. Dat wollt ech soen zu dëser Motioun.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Fayot. Wa soss kee méi d'Wuert freet, da géif den zoustännege Minister François Biltgen d'Wuert kréien.

M. François Biltgen, *Ministre des Communications et des Médias.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn och e bëssen en ähnleche Problem wéi den Här Fayot. Engersäits sinn ech immens frou, fir och hei kënnen an der Chamber driwwer ze diskutéieren, op där anerer Säit soen ech, dass ech och e bëssen iwwerrascht war, wéi ech gëschter stënterlech ugeruff krut, ech misst haut de Mëtteg um zwou untriede wéinst enger Motioun, déi ech effektiv net kannt hunn, wou ech och ganz vill ze soen hätt.

Ech soen, ech géif och gären an der Chamber driwwer schwätzen, hei am Plenum, iwwert dat Ganzt, mä ech hätt léiwer gehat...

(Interruption)

Jo, da gitt mer eng Stonn! Gitt mer eng Stonn, well ech muss, fir déi Motioun hei kënnen ze akzeptéieren, se esou proposéieren ëmzeänneren, dass ech eng Stonn brauch, fir op alles anzegoen.

Duerfir einfach meng Fro: Solle mer net… Also, ech stellen eng Fro: Solle mer net dat do an der Kommissioun kucken, wou ech och dann Zäit hunn, an d'Detailer ze goen an dann och ze kucken, dass een effektiv kéint eng unanime Motioun maachen?

Ech hu virun allem, wéi den Här Ben Fayot, vill Problemer mat de Considéranten. Do muss ech esou vill Stellung dozou huelen. Mir gesinn, villes hu mer schonn en œuvre gesat. Do sinn awer och nach vläicht kleng Detailer, déi ee ka maachen.

Ech hu kee Problem och, dass den Här Berger hei an de Mérite kënnt, dass hien déi Motioun hei déposéiert huet. Ech wier frou, mir kéinten eis Zäit huelen an enger nächster Kommissioun. Ech géif d'Kommunikatiounskommissioun dofir virgesinn, well mer do awer d'Zentraliséierung och vun der Cybersecurity-Philosophie amgaang sinn ëmzesetzen. Mir géifen dat kucken, mir géifen eis vläicht op en Text eenegen.

Ech hu guer kee Problem, au contraire, wann och d'Chamber hei der Regierung deen Optrag gëtt, fir nach méi wäit ze goen, wéi et ass. Also all Appui, deen ech kréien, fir méi wäit ze goen, hëlleft mer. An ech mengen, dass mer net hei grouss politesch Diskussioune kréien, wa mer dat maachen, dass et éischter ëm technesch Detailer geet, wou vläicht hei d'Meenungen auserneeginn.

Wann Der d'accord wäert, géif ech dat proposéieren. Selbstverständlech sinn ech bereet, dass mer hei eng öffentlech Debatt driwwer féieren. Déi ganz Problematik geet nach iwwert dat heiten eraus, well deen Incident, dat ass een Incident, deen hätt kënnen évitéiert ginn. Mä et si Froen, et ass net, dass näischt geschitt ass. Au contraire, et sinn eng ganz Partie Froen, déi mer eis musse stellen, wou ech och wollt déi lescht Reflexiounen, déi mer elo dës Woch an der Cybersecurity haten de Méindeg, wou et och vill ëm Strofrecht geet an esou weider, wou mer amgaang sinn ze kucken, dass ech déi och kéint développéieren, dass mer vläicht hei géifen eng uerdentlech, seriö Debatt maachen, och fir d'Leit dobaussen.

Also, ech wëll wierklech hei net dem Här Berger e Benefiss ewechhuelen, dass hien hei d'Initiativ geholl huet, mä ech wier frou, wa mer dat kéinten aneschters maachen.

M. le Président.- Merci dem Här Minister. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

M. Eugène Berger *(DP), auteur.*- Jo, Merci, Här President. Ech sinn eigentlech e bëssen an där ähnlecher Situatioun wéi den Här Biltgen, de Minister,…

(Hilarité)

…well eigentlech hätt ech och gären déi Motioun nach vill méi laang développéiert, well zu all Punkt eng Rei Saachen ze soe gewiescht wieren. Ech mengen, ech kann op alle Fall op déi Propos do agoen, datt ee sech also Zäit hëlt an an där zoustänneger Kommissioun, a verschiddene Kommissiounen dat méi laang diskutéiert an dann effektiv vläicht och herno hei an der Chamber als Konklusioun en Débat doriwwer féiert.

Also, ech kann op alle Fall domadder d'accord sinn, datt dës Motioun dann an d'Kommissioun weiderverwise gëtt.

M. François Biltgen, *Ministre des Communications et des Médias.*- Well - entschëllegt, Här President, datt ech mer d'Wuert einfach esou huelen - déi ganz Saach, do stécht nach méi hannendrun. Et sinn nach aner Punkten, déi ech och géif gär ugoen, an do kéint ee wierklech also eng Heure d'actualité praktesch draus maachen, wann ee wëllt opgrond vun där heite Motioun eppes Seriöes maachen, wat d'Leit och dobaussen extrem interesséiert.

M. le Président.- Okay! Gutt, et ass also d'Propositioun, fir déi Motioun an déi dofir zoustänneg Kommunikatiounskommissioun ze renvoyéieren. Jiddwereen, dovu ginn ech aus, ass domadder d'accord. Domadder wär dëse Punkt ofgeschloss.

Mir kéimen dann elo un deen eenzege Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg, nämlech d'Interpellatioun vum Här Fernand Etgen iwwert d'biologesch Landwirtschaft zu Lëtzebuerg. D'Riedezäit ass hei nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Clement, Haagen, Kox a Colombera.

D'Wuert huet elo den Auteur vun der Interpellatioun, den honorabelen Här Fernand Etgen.

2. Interpellation de M. Fernand Etgen sur le développement de l'agriculture biologique au Luxembourg

Exposé

M. Fernand Etgen *(DP), interpellateur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären: „D'Biobauere sinn am Allgemengen zefridden. D'Nofro bleift méi grouss wéi d'Offer. D'Biolandwirtschaft genéisst eng grouss Akzeptanz. Bio boomt! Mir sinn um richtege Wee." Dat ass pauschal am Résumé ausgedréckt, wat de Landwirtschaftsminister kierzlech op enger Pressekonferenz iwwert de Bilan no dräi Joer Aktiounsplang fir d'Biolandwirtschaft zu Lëtzebuerg ze fördere gesot huet.

D'Zil vun dësem Aktiounsplang war et, 6% vun de Betriber a 4% vun der landwirtschaftlecher Fläch op Bio ze kréien. Mat 4,7% vun de Betriber an 2,99% vun der Fläch hu mer dëst Zil net erreecht. Grond genuch fir d'Demokratesch Partei, fir de Minister iwwert d'Entwécklung an d'Promotioun vum biologesche Landbau zu Lëtzebuerg ze interpelléieren.

Kolleeginnen a Kolleegen, op der ganzer Welt a besonnesch an der EU entscheede sech Konsumente wéi Dir an ech a vill anerer, Biogedrénks a Bioliewensmëttel ze kafen.

Ob se elo geschmaachvoll an authentesch Liewensmëttel verlaangen oder zum Ëmweltschutz, zur Schounung vun den natierleche Ressourcen, zu enger aartgerechter Déierenhaltung oder zu engem bessere Landschaftsbild wëlle bäidroen, Fakt ass - an d'Statistike beleeën et: De Verbrauch vu biologesch hiergestallte Liewensmëttel ass um Virmarsch. Där nach relativ schwaacher Produktioun steet eng staark Nofro géintiwwer. De Maart fir ekologesch-biologesch Produkter wiisst ëm 10% pro Joer. De Lëtzebuerger Konsument gëtt no den Dänen an den Éisträicher am drëttmeeschten, mat 103,3 Euro pro Kapp, am Joer fir Bioliewensmëttel aus. D'EU-Moyenne läit bei ronn 30 Euro pro Kapp am Joer.

Schued, datt et d'Stiftung Warentest net scho fréier ginn ass; d'Eva hätt sech bestëmmt fir e Bioapel aus kontrolléiertem Ubau entscheet!

D'Biorayonen am Supermarché ginn ëmmer méi grouss. D'Bioprodukter kommen awer ganz dacks aus dem Ausland. D'Biobauere kënnen d'Nofro ëmmer manner decken. Dat ass och esou bei eisen däitschen Noperen. D'Liewensmëttelskandaler hunn de Maart fir Bioprodukter richteg a Schwong bruecht - BSE war de Fukushima vun der Fleeschproduktioun -, mam Resultat, datt een der Biolandwirtschaft eng glänzend Zukunft viraussoe kann. Si ass eng logesch Alternativ, déi vill modern Iwwele kuréiere kann. „Bio schmaacht besser, Bio ass méi gesond, Bio gëtt ee gutt Gefill!", heescht et, a vill Konsumenten hunn dëse Message an hire Käpp. Bio ass Lifestyle a mécht Emotioune fräi. Geschmaach ass Geschmaachssaach!

Fazit: De Konsument gëtt op Bio getrimmt, mä eis Bauere stellen hir Betriber net ëm. Feelt de Reiz ëmzestellen, well den Ableck d'Mëllechpräisser an d'Céréalespräisser an der konventioneller Landwirtschaft zefriddestellend sinn? Oder ass et doduerch bedéngt, datt eis traditionell Betriber eng Rei gutt Perspektive bei der Energieproduktioun, den nowuessende Rohstoffer oder der Biogasproduktioun gesinn? Oder ass et ganz einfach doduerch, datt säitens der Politik eng positiv Signalwierkung feelt?

Misste mer net grad dowéinst endlech de Biolandbau als Leitbild vun enger insgesamt nohalteger Landwirtschaft verankeren an eis Ziler, déi déi gesamt Landwirtschaft stäerke sollen, konsequent verfollegen? Dat am Intérêt vun enger gudder regionaler Versuergung vu gesonde Liewensmëttel. Dobäi kann een ënnerstréichen, datt de Biolandbau déi eenzeg Bewirtschaftung ass, wou déi Gréng Gentechnik en absolut Tabuthema ass.

D'Europäesch Kommissioun hat schonn am Juni 2004 een Aktiounsplang fir biologesch Landwirtschaft a biologesch produzéiert Liewensmëttel ugeholl. Den Inhalt vun dësem Plang kann een a véier Kapitelen zesummefaassen: éischtens, eng besser Informatioun fir de Konsument; zweetens, eng méi effektiv Notzung vun den öffentleche Gelder; drëttens, een Ausbau vun de Fuerschungsprojeten; véiertens, eng Konsolidéierung vu Produktiounsrichtlinnen, de Kontrollsystemer an den Importregelen.

All eenzelt Land huet d'Méiglechkeet, en nationalen Aktiounsplang auszeschaffen. Lëtzebuerg huet eréischt 2007 un esou engem Plang geschafft. Laang Zäit huet et also un deem néidege politeschen Engagement gefeelt.

No enger Analys vum ganze Biosecteur huet sech erausgestallt, datt et zu Lëtzebuerg drénggenden Handlungsbedarf gëtt - dat besonnesch opgrond vun der Tatsaach, datt et eng Importquot vun 80% a puncto Akaf vu Bioprodukter zu Lëtzebuerg gëtt. A well dës zum Deel aus China a Südamerika ageflu ginn, muss jo och d'CO_2-Bilanz pro ugeliwwerter Tonn Uebst a Geméis nogefrot ginn.

Zu Lëtzebuerg sinn d'Betriber, déi sowuel no konventionelle wéi och no biologesche Kritäre schaffen, op Fleesch- a Méllechproduktioun orientéiert. D'Beräicher Geméis an Eeër spillen eng minimal Roll an der Lëtzebuerger Landwirtschaft.

Dee vum viregte Landwirtschaftsminister ausgeschafften Aktiounsplang huet 200.000 Euro am Joer virgesinn, fir de konventionelle Baueren d'Émstellung op Bio schmackhaft ze maachen. Ee wichtegen Aspekt vum Agrargesetz war d'Verflichtung, de Biolandbau an der Period 2007 bis 2013 wierksam ze ënnerstëtzen. An dach geet et mat der Biolandwirtschaft zu Lëtzebuerg nëmme lues virun.

Här President, mat dëser Debatt wëlle mer op kee Fall déi konventionell an déi biologesch Landwirtschaft géinteneen ausspillen. Mir solle Reiwung an Näid tëschent deene verschidde wirtschaftende Bauere vermeiden. Et ass wichteg ze soen, datt se all Bauere sinn.

Et geet eis drëm, datt mer dat Potenzial, wat d'Biolandwirtschaft hiergëtt, besser notzen. Et geet eis drëm, datt déi politesch Aussoe vun haut konkret Schrëtt um Terrain no engem Méi u Biolandwirtschaft sollen ausléisen. Et geet eis awer och drëm, fir dem Konsument kloerzemaachen, datt d'Produktioun nëmme ka gesteigert ginn, wann hie bereet ass, fir Bioprodukter eppes méi ze bezuelen.

An der Landwirtschaft gëtt et nach den Esprit d'entreprise, Entrepreneuren, déi innovativ sinn, fräidenkend Leit, déi net nëmmen u Subsiden denken, mä u Chancen. Et gëtt eppes wéi „der Stolz des Bauern", dat ass net nëmmen, säin eegenen Här sinn, d'Fräiheet genéissen, déi säi Beruff him bitt, „der Stolz des Bauern" ass virun allem, datt hie vu senge Produkter, senge Qualitéitsprodukter ka liewen.

D'Usprëch, déi vun der Gesellschaft un d'Liewensmëttelproduktioun gestallt ginn, ginn ëmmer méi grouss. Derbäi kënnt d'Globaliséierung vun der Weltwirtschaft. Aus all deenen Ursaache gëllt et och, de Stellewäert vun der Biolandwirtschaft ze erhéijen, fir neit Vertraue beim Konsument ze kréien, ee Vertrauen, wat derzou bäidroe soll, datt déi konventionell a biologesch Landwirtschaft, déi no nohaltege Kritäre schafft, hei am Land kann iwwerliewen. D'Landwirtschaft brauch ee leidenschaftleche Plädoyer fir d'Qualitéit a Regionalitéit als Entwécklungsstrategie. Den Aktiounsplang fir Biolandwirtschaft ass eng Imagecampagne fir d'gesamt Landwirtschaft. Bio soll fir déi Lëtzebuerger Landwirtschaft den Imageträger par excellence sinn.

Här President, wa mer de politesche Wëllen hunn, fir d'Biolandwirtschaft ze förderen, d'Offer vu Lëtzebuerger Bioprodukter an d'Luucht ze schrauwen, da musse mer zousätzlech Efforten am Kader vum nationalen Aktiounsplang maachen, fir méi Betriber ze iwwerzeegen, op Bio ëmzeklammen.

Mir brauchen Äntwerten op d'Froen: Firwat zécken d'Lëtzebuerger Baueren trotz gënschtege gesellschaftlechen, politeschen a wirtschaftleche Rahmebedéngungen, trotz enger positiver Maartentwécklung fir Bioprodukter, trotz engem Liewenstrend „Bio", fir hir Betriber op Bio ëmzestellen? Mat wéi enge Moossname kann een den Ausbau vum Biolandbau op eng effizient Aart a Weis stimuléieren?

Et gëllt, d'Veraarbechtungs- a Vermarktungsstrukturen ze verbesseren, d'Moossnamen a puncto Marketing mussen ausgedehnt ginn. Eis Biobaueregenossenschaft huet ewell an dësem Beräich zu Mënsbech am Oikopolis ganz vill Pionéieraarbecht geleescht. Berodung, Fuerschung, Versuchswiesen, Schoul, Aus- a Weiderbildung an dësem Secteur sollen intensivéiert ginn. D'Prozedure musse vereinfacht ginn. D'Baueren hunn Angscht virun deene bürokrateschen Hürden.

An da musse mer eis Gedanke maachen iwwert d'Roll vun der biologescher Landwirtschaft am Kader vun der Gemeinsamer Agrarpolitik. Duerfir wär ech frou, vum Minister ze héieren, wat hei d'Virstellunge vun der Lëtzebuerger Regierung sinn. Wéi eng Auswierkunge soll d'GAP-Reform no 2013 op d'Biolandwirtschaft hunn? Brauche mer eng Reform vun den Ziler oder brauche mer eng Reform vun den Instrumenter? Kann den Ausbau an d'Weiderentwécklung vun der Biolandwirtschaft eng Léisungsstrategie fir eng Rei ëmweltpolitesch Erausfuerderungen ze meeschtere sinn? Sollen d'Biolandwirtschaft an Agrarëmweltprogrammer gestäerkt ginn? Wéi eng Roll spillt d'Biolandwirtschaft beim Ausschaffe vum neie PDR, dem Plan de développement rural?

No EU-Reglementer ass eng Deelëmstellung vun engem Betrib op biologesch Landwirtschaft méiglech. An der Lëtzebuerger Législatioun gouf dës Optioun awer net zréckbehalen. Duerfir ass et hei d'Fro un de Minister, ob dës Optioun fir hien a Fro kënnt. Kéint dës Optioun Betriber motivéieren, eng Zweet- oder Drëttproduktioun op Bio ëmzestellen? Wéi wäit ass dëst mat der Vereenegung „bio-Label" an „Demeter" zesummen diskutéiert ginn?

Här President, an e puer Joer mussen néng Milliarde Mënschen op dëser Welt erniert ginn. Spillen d'Biobauere bei dëser gewalteger Aufgab nëmmen eng Nieweroll? De Moment leiden iwwer eng Milliard Mënschen Honger, obwuel datt 2008 2,3 Milliarden Tonne Kären, méi wéi jee, produzéiert goufen. Vun dëser Récolte déngen awer nëmme 47% derzou, fir d'Mënschheet ze ernieren. Duerfir wëll ech d'Fro opwerfen, ob et net an éischter Linn gëllt, d'Agrarsystemer ze förderen a Liewensgewunnechten ze änneren, wéi weider eng Produktiounssteigerung unzepeilen, déi eng extrem Belaaschtung vun den Ökosystemer mat sech brëngt. Tank- oder Tellerdiskussion?

Et gëllt, Weeër ze fannen, déi op där enger Säit d'Recht vum Mënsch op Nahrung sécheren an anerersäits d'Belaaschtung vun den Ökosystemer erofsetzen. Aus deem Grond gëtt jo och bei der ekologescher Landwirtschaft vun der sougenannter „Kreislaufwirtschaft" geschwat. Aus där ganz anschaulecher Broschür vun der ASTA iwwert d'Émstellung op biologesch Landwirtschaft geet ervir, datt de Grondgedanke vum ekologesche Landbau d'Wirtschaften an engem méiglechst geschlossenen Nährstoff- a Betribskreeslaf ass.

An der Praxis gesäit dat folgendermoossen aus: d'Vermeide vun Ëmweltbelaaschtung duerch d'Verbidde vu chemeschen, synthetesche Planzeschutzmëttelen, duerch bedarfsgerecht Düngung mat méiglechst eegenem Dünger; den Erhalt an d'Förderung vun der Aartevillfalt als Grondlag vun der Schädlingsbekämpfung; eng aartgerecht Déierenhaltung, Zuucht an Haltung als Grondlag fir Béischten, déi laang liewen, gesond a leeschtungsbereet sinn; „Wachstumsregulatoren" si verbueden; keng Gentechnik a keen Embryotransfert oder aner biotechnologesch Prozesser, déi der Natur net entspriechen.

Mä fir alles dat ze erreechen, kënnt de Fuerschungsprojeten eng verstäerkt Bedeitung zou. Hei wëll ech op d'Pionéieraarbecht vum IBLA, dem „Institut fir biologesch Landwirtschaft an Agrarkultur Lëtzebuerg A.s.b.l." hiweisen. Si hunn tëschent 2009 an 2011 dräi Fuerschungsprojeten duerchgefouert: Versich vu Wanterkärenzorten am biologeschen Ubau, eng Ënnersichung vu reduzéierter Buedembeaarbechtung op Lëtzebuerger Biobetriber an eng vergläichend ekologesch-ekonomesch Analys vu Bio- a konventionelle Betriber.

Et gëllt, dës Fuerschungsaarbecht weiderzeféieren. Fuerschung am Beräich vun der Biolandwirtschaft ass dréngend noutwendeg, an hei ass et d'Fro un de Landwirtschaftsminister, ob hie gewëllt ass, dëse Wee konsequent matzegoen a wéi hie sech d'Organisatioun an de Finanzement virstellt.

Här President, erlaabt mer, aus der virdrun zitéierter Fuerschungsaarbecht, enger vergläichender ekologesch-ekonomescher Analys vu Bio- a konventionelle Betriber, déi agrarpolitesch Konklusiounen hei virzedroen: Vun de lëtzebuergesche Bauerebetriber gi grouss Ëmweltbelaaschtungen aus, wat d'Biodiversitéit, d'Klima, den Energieverbrauch, de Stickstoffaustrag ubelaangt. Biobetriber hunn ekologesch Virdeeler géintiwwer de konventionelle Betriber. Et gëtt keng méi héich öffentlech Bezuelungen un d'Biobetriber. Dat heescht, bei gläichen öffentleche Bezuelungen erbrénge Biobetriber wesentlech méi héich gesellschaftlech/ekologesch Leeschtungen.

Doraus ergëtt sech, datt méi héich Bäihëllefe fir déi biologesch Wirtschaftsweis berechtegt sinn, doraus ergëtt sech, datt de finanziellen Ureiz fir op Biolandwirtschaft ëmzestelle muss iwwerduecht ginn. An och hei wëll ech de Minister froen, ob hien d'Konklusiounen aus dëser Etüd deelt an awéifern hie gewëllt ass, deenen ausgesprachenen agrarpolitesche Recommandatiounen nozekommen.

Här President, erlaabt mer, mech och mat der virdrun opgeworfener Fro: „Kann den Ausbau an d'Weiderentwécklung vun der Biolandwirtschaft eng Léisungsstrategie fir eng Rei ëmweltpolitesch Erausfuerderungen ze meeschtere sinn?" unhand vu verschiddenen Themefelder méi am Detail auserneenzesetzen.

Eng biologesch Bewirtschaftung vum Buedem dréit a méifacher Hisiicht zum Klimaschutz bäi. Engersäits si biologesch Biedem CO_2-Senken, déi am Humus Kuelestoff klimaneutral bannen, anerersäits punkt d'biologesch Wirtschaftsweis duerch eng Reduktioun vu klimaschiedlechen Treibhausgasen. Doduerch datt am Biolandbau probéiert gëtt, während enger méiglechst laanger Zäit vum Joer de Buedem mat Kulturen ze bedecken, si Biobiedem déi beschte Preventioun fir Erosiounsgefor. Si hunn eng duebel esou grouss Waasserinfiltratiounsrat an eng héich Wasseropnahmfäegkeet. Si droe folglech zu engem schounenden Émgank mat där knapper Ressource Waasser bäi.

Eng intensiv Landwirtschaft ass mat ville Gefore fir d'Ressourcë Waasser a Buedem verbonnen. D'Waasserleef sinn zu Lëtzebuerg an engem mässege bis schlechten Zoustand a mir wäerten d'Ziler vun der Waasserdirektiv net am prezisen a verbindlechen Zäitplang erreechen, déi ekologesch Ziler, sief nach eng Kéier besonnesch preziséiert.

Mir stellen nämlech grouss Mängel, Defiziter am Waassermanagement hei zu Lëtzebuerg fest. Dobäi verlaangt d'Direktiv näischt Onméigleches, si verlaangt just realistesch Ziler. Si verlaangt net, datt eis Flëss a Baachen esou missten ausgesi wéi virum Industriezäitalter, quasi esou, wéi d'Natur se geschafen huet. Neen, si solle just ideal Liewensbedéngunge fir Fësch, Insekten a Waasserplanze bidden. Dobäi gi chemesch, biologesch a morphologesch Qualitéitsparametere vun de Waasserleef ënnersicht. D'Direktiv léisst bewosst vill Plaz fir eng

flexibel Planung. D'Waassergestioun kann nëmmen an enker Kooperatioun an an engem Geescht vu Partnerschaft a géigesäitegem Vertraue mat de Bauere gemaach ginn.

Zwee Drëttel vun eisem Drénkwaasser ginn aus dem Grondwaasser gewonnen. Mir hunn 894 Kilometer Fléissgewässer ausserhalb den Uertschaften an 212 Kilometer bannent den Uertschaften. De gréissten Deel dovu leeft duerch landwirtschaftlech genotzte Parzellen. Waasserschutz gëtt et net zum Nulltarif, dat kann an däerf kee vun eise Baueren, de Bio- an de konventionellen, verlaangen. Eis Bauere wëssen och, datt si eng aktiv Roll beim Waasserschutz ze spillen hunn, a si hunn an der Vergaangenheet de Bewäis dovun erbruecht. Op fräiwëlleger Basis bedeelege si sech u Quelleschutzgebidder a spezifesche Waasserschutzprogrammer.

Dës Projeten, déi méi wéi 3.000 Hektar landwirtschaftlech Notzfläch begräifen, gi virbildlech vun der Landwirtschaftskammer betreit. Déi Flächen, déi sech innerhalb vun enger Drénkwaasserschutzzon 2, enger „zone de protection rapprochée" befannen, solle biologesch bewirtschaft ginn, fir d'Emissioune vu Sprëtzmëttelréckstänn, vu Medikamenteréckstänn aus der Gülle vun intensiver Déierenopzuucht an Nitratauswäschung vu mineraleschen Dünger ze verhënneren. Nëmmen esou packe mer et, den negativen Aflëss op d'Liewensmëttelkette virzebeugen.

Dës Bewirtschaftungsform kann deier Waasseropbereedung wéinst ze héijer Nitratkonzentratioun verhënneren an eis hëllefen, datt eist Drénkwaasser een natierlecht Liewensmëttel bleift a kee synthetescht Produkt gëtt. An och hei ass et d'Fro un de Minister, a wéi engem Ausmooss hie gewëllt ass, d'Effortë vun de Biobaueren op dem Waasserpräis, deen de Bauere verrechent gëtt, ze honoréieren.

Datselwecht gëllt fir Uferschutzprogrammer, e wichtegt Instrument, fir en zousätzleche Schutz vun eise Waasserleef unzestriewen, fir datt manner Pestiziden, datt manner Dünger, manner Gülle an eis Gewässer kommen a fir datt sech eng typesch Vegetatioun laanscht d'Baachen a Flëss entwéckele kann, an deene vill Déieren e Liewensraum fanne kënnen. Et sinn dëst Programmer, déi an Zukunft vill méi développéiert musse ginn. Wat sinn hei d'Virstellunge vum Minister?

Ganz generell wär ech och frou, wann de Minister eis kéint soen, wéi eng Experienzen um Niveau vun der Biolandwirtschaft mat de sougenannten „programmes agri-environnementaux" gemaach gi sinn. Ganz spezifesch wär et och flott ze héieren, wéi et mat der Nährstoffbilanz an dem Nitratgehalt, deen an d'Waasser geet, op de biologesche Betriber ass.

Anert Themefeld: d'Erhale vun der Biodiversitéit. Et ass bekannt, datt d'Biodiversitéit staark réckleefeg ass. D'Erhale vun dëser Diversitéit ass eng noutwendeg an zentral Aufgab, fir déi et net nëmmen eng ethesch-moralesch Verflichtung gëtt. Et gëtt och ekonomesch Grënn fir méi e séiert an zilstrebegt Handelen. Tempo an Ausmooss bei der Ëmsetzung loosse leider ze wënschen iwwreg.

An de leschten 30 Joer sinn 82% vun de Fiichtgebidder, 58% vun de Bongerten, 55% vun den Eenzelbeem, 35% vun den Dréchewisen an Heedfläche verschwonnen. Deem géintiwwer stinn déi héich Ziler vun der Politik. D'Zil, fir de Biodiversitéitsverloscht ze stoppen, ass net erreecht ginn!

Mir brauchen déif gräifend Verännerungen an der Politik an an der Praxis. D'Zil, de Verloscht vun der biologescher Villfalt an d'Zerstéierung vun Ökosystemleeschtunge bis 2020 ze stoppen, muss an d'Kärziler vun der „Europa 2020"-Strategie opgeholl ginn. An och hei kann ee Méi u Biolandwirtschaft derzou bäidroen, dës Erausfuerderunge méi zilstrebeg unzegoen.

Am Sënn vun enger nohalteger Entwécklung solle laut Plan national pour un développement durable 15% vun der Landesfläch engem nationalen Netz vu Biodiversitéit ugehéieren. Eng gréisser Fläch „Bio" vun der landwirtschaftlech genotzter Fläch géif sécherlech derzou bäidroen, dës héich gesaten Ziler méi effizient ze erreechen.

D'Aartevillfalt hänkt vu ville Facteuren of, virun allem awer vun der Düngung, well duerch d'Nährstoffer gewëssen Aarte gefördert an anerer ënnerdréckt ginn. Duerch Sprëtzmëttel gi geziilt Aarten ënnerdréckt an esou gëtt eng Monokultur gefördert. D'Konsequenz dovunner ass, datt vill Ackerkreider a Blummen, déi et fréier um Bann gouf, haut seele sinn an datt d'Karblumm, den Ackerrittersporn an d'Ackerléiwemailchen haut souguer op der rouder Lëscht stinn.

Sënn an Notze vu Biodiversitéit mussen nach méi propagéiert ginn. „Eine einzelne Art zu erhalten bereitet mehr Mühe, als die gesamte Art auszurotten", huet emol e gescheite Kapp gesot. All klenge Bouf op dëser Welt brëngt et fäerdeg, fir e Käfer futtizetrëppelen, d'Wëssenschaftler op der Welt alleguer zesumme brëngen et awer net fäerdeg, fir een hierzestellen. Et heescht also: Méi Natur zouloossen, aus Freed un der Natur!

Och hei wëll ech e puer Zuelen aus der virdrun zitéierter Vergläichsetüd ufëieren. Biobetriber hunn an der Moyenne 12,4 Hektar a konventionell Vergläichsbetriber an der Moyenne 6,5 Hektar aarteräicht Gringland. Op dësem Gringland fanne mer an der Moyenne 18,4 verschidde Grieser fir Biobetriber, géintiwwer 14,2 fir déi konventionell. Wat d'Kraider ubelaangt, hu mer e Verhältnis vun 11,8 fir Bio zu 8,4 fir déi konventionell. Den Undeel vu Rout-Lëscht-Aarten ass 4,6 op biologesch bewirtschaft Betriber géint 2,7 op de konventionellen, also bal duebel esou grouss.

Här President, wann et ëm Landwirtschaft geet, gëtt et vill Viruerteeler, vill Hallefwëssen. Mir hunn elo héieren, datt et sech ëm eng komplex Matière handelt. Naturschutz a Landwirtschaft musse verstäerkt zesummeschaffen. Wichteg fir de Bauer ass eng begleedend Berodung. Hei kann de Lycée technique agricole eng wichteg Roll, eng aktiv Beroderfunktioun erfëllen. Informatioun ass wichteg. De Bauer, dee säi Betrib no biologesche Kritäre bewirtschaft an deen, deen no där konventioneller Manéier schafft, hunn ee Recht op Informatioun. An dat besonnesch, wat d'Resultater vun de verschiddenen Evaluatiounen ubelaangt.

Dës Debatt soll eis weisen, datt mer der Biolandwirtschaft e verbesserte Stellewäert sollen zoukomme loossen. Déi ekologesch erbruechte Leeschtunge brëngen der Gesellschaft eng reell Plus-value. Dat muss een, objektiv gesinn, esou unerkennen. Mir däerfen duerfir awer net de Feeler maachen an d'Bauere kategoriséieren: gudde Bauer - béise Bauer. Et gëllt, gemeinsam sozial, ekonomesch an ekologesch Ziler vun der Nohaltegkeet ze erreechen.

D'Entwécklung vun enger nohalteger Landwirtschaft brauch och d'Ënnerstëtzung vun der gesamter Gesellschaft. Duerfir brauche mir och eng méi breet gefächert öffentlech Diskussioun, méi Transparenz a méi Bedeelegung.

Et ass sécher richteg, datt mer d'Liewensmëttel, déi mer brauchen, mat manner Bauere kënne produzéieren. Awer mat all Bauer, deen opgëtt, geet méi verluer wéi nëmmen e Liewensmëttelproduzent. Et entsteet e Verloscht, eng Veraarmung a méifacher Hisiicht, eng Veraarmung vu Kultur- an Erhuelungslandschaft, e Verloscht vu Suerg a Responsabilitéit fir gesond Liewensmëttel, vu vill berufflecher Experienz an Know-how, en Traditiounsverloscht, an ech kéint esou virufueren.

Ee Bauer, dee fort ass, kënnt net méi erëm! D'Biolandwirtschaft an déi konventionell verdéngen eng gréisser Opmierksamkeet vun der Politik!

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Etgen. Als éischte Riedner ass den Här Lucien Clement agedroen. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Lucien Clement *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt wëll ech dem Här Etgen Merci soen, datt mer de Mëtteg kënnen elei e Bilan zéien iwwert de Plang fir d'Promotioun vun der Biolandwirtschaft elei zu Lëtzebuerg.

Bevir ech mech awer mam Bilan auserneesetzen, well ech als Éischt kuerz nach eng Kéier drop agoen, wat d'Originë vun dësem Plang waren, deen deen deemolege Landwirtschaftsminister Fernand Boden an d'Statssekretärin Octavie Modert no méintelaanger Viraarbecht 2009 op d'Schinn gesat hunn.

Viru 25 Joer hate mer hei am Land just e Grapp voll Betriber, déi sech der Biolandwirtschaft verschriwwen haten, an dat mat genee 370 Hektar Agrarfläch. 2008, wéi mer iwwert d'Agrargesetz hei an der Chamber diskutéiert hunn, waren et scho 85 landwirtschaftlech Betriber, déi 3.535 Hektar bewirtschaft hunn. D'Grënn vun dëser sécherlech lueser, mä awer kontinuéierlecher Hausse waren ënner anerem d'BSE-Kris an den 90er Joren, wou d'Biolandwirtschaft fir d'éischte Kéier esou richteg an de Mëttelpunkt vum öffentlechen Interessi gerëckelt ass, dann awer och déi verschidde Liewensmëttelskandaler aus deene leschte Joren, a selbstverständlech och derzou bäigedroen hunn déi Neiorientéierunge vun der europäescher Agrarpolitik.

2008 hunn déi no biologesche Kritäre bewirtschaft Flächen nëmmen 2,8% vun der Gesamtagrarfläch ausgemaach. Fir dëse Chiffer an d'Luucht ze setzen, sinn éischt Pisten am Agrargesetz deemools virgezeechent ginn. Ergänzt goufen dës Dispositiounen duerch den nationalen Aktiounsplang vun 2009, en Aktiounsplang, deen och duerfir néideg ginn ass, well d'Evolutioun an der Biolandwirtschaft an de Joren 2004 bis 2008 awer méi oder manner stagnéiert huet.

Fir dem Secteur elo een neien Élan ze ginn, well och entre-temps d'Nofro u Bioprodukter elei am Land massiv an d'Luucht gaangen ass, ass dëse Plang ausgeschafft gi mam längerfristegen Zil, d'Agrarfläch an d'Biolandwirtschaft zu Lëtzebuerg op 6.000 Hektar bis 2013 kënnen ze steigeren.

Här President, an deene leschten dräi Joer ass vusäite vum Landwirtschaftsministère vill an d'Promotioun vun der Biolandwirtschaft investéiert ginn. Fir d'Nofro no Bioprodukter ze stimuléieren, si breet ugeluechten, cibléiert Informatiouns- an och Sensibiliséierungscampagnë lancéiert ginn. De Ministère huet eng Panoplie vun Aktiounen an Etüde gemaach, fir d'Biolandwirtschaft dann och ze promouvéieren.

Fir dem Konsument d'Bioprodukter méi no ze brëngen, goufe Seminären, Informatiounsversammlungen, Porte-ouverten op Biohäff organiséiert an och duerchgezunn. Et war ee präsent op der Oeko-Foire; d'Promotioun vu Bioprodukter a virun allem Biofleesch ass massiv verstäerkt ginn. Et si Sensibiliséierungscampagnen an de Schoulen, Lycéeë gestart ginn. Et ass och Reklamm an de Kantinen a Grousskiche gemaach ginn.

Duerch dës Promotioun ass probéiert ginn, fir hinnen nozeleeën, fir hir Moolzechte mat regionalen an nationale Produkter a selbstverständlech och mat Bioprodukter zouzebereeden. Eng Motioun an deem Sënn hate mer dunn elei an der Chamber gestëmmt, eng Motioun, déi sech haaptsächlech un d'öffentlech Hand, Stat a Gemengen, geriicht huet, fir datt do, wou d'Politik och d'Soen huet, verstäerkt op Bioproduite respektiv Produiten aus där regionaler integréierter Landwirtschaft soll zréckgegraff ginn.

Ech kennen d'Resultat net vun dëser Operatioun oder vun dësem Opruff. Ech weess och net, ob et doriwwer iwwerhaapt Zuele gëtt, mä wann et der gëtt, Här Minister, wier ech frou, wann Dir eis déi kéint herno matdeelen, ob et iergendwéi gegraff hat oder net gegraff hat. Et kéint een elo esou weiderfuere mat Opzielen. Jee, et ass vill an Ugréff geholl ginn, fir d'Biolandwirtschaft massiv no vir ze brëngen.

Här President, wat sinn dann elo d'Friichte vun dëser Promotiounswell? Am Mäerz 2011 huet den Här Minister Schneider en éischten Tëschebilan gezunn: 96 Biobetriber hunn 3.731 Hektar bewirtschaft, ee Joer méi spéit, am Februar 2012, konnt de Minister matdeelen, datt dës Zuel op 102 eropgeklommen ass an datt bal 4.000 Hektar, fir genee ze sinn 3.924 Hektar géife bewirtschaft ginn. Am Verglach elo mat där konventioneller Landwirtschaft sinn dat awer nëmme 4,7% vun alle landwirtschaftleche Betriber a ronn 3% vun der Gesamtagrarfläch.

Natierlech entspriechen dës 4.000 Hektar nach laang net deem ugepeilten Zil vu 6.000 Hektar. An awer ass et erfreelech, datt mer et weiderhi mat engem dach positiven Trend elei ze dinn hunn. An datt mer nach net um Enn vun der Fändelsstaang ukomm sinn, ass och gewosst. Et gëtt nämlech an der Biolandwirtschaft nach ëmmer grouss Opportunitéiten, well déi aktuell Offer, wann een den Ëmfroen, déi gemaach gi beim Konsument, gleewe kann, vu Lëtzebuerger Bioprodukter, sief et Fleesch, Uebst, Geméis, am Moment nach net duergeet, fir der Nofro, elei am Land op jiddwer Fall emol, gerecht ze ginn.

Am Moment gëtt och nach e groussen Deel vu Bioprodukter aus dem Ausland bezunn, wou een dann awer och net ëmmer sécher ass, ob do, wou „Bio" drop steet, och „Bio" dran ass. Och de Biosecteur huet a leschter Zäit Betrügereien a Skandaler kannt, grad wéi déi integréiert Landwirtschaft och.

De Fait, datt mer mëttlerweil an Europa ënnert den Top-Dräi vun deene Länner sinn, déi pro Kapp gerechent bereet sinn, am meeschte Geld auszegi fir biologesch Liewensmëttel, beweist, datt et och beim Konsument mëttlerweil, no där Promotiounswell, zu engem gewëssene Mentalitéitswiessel komm ass. Ech schwätze bewosst vun „engem gewëssene" Mentalitéitswiessel. Mir wëssen alleguer, datt de Konsument seng Entscheedung fir oder géint e Bioprodukt oft iwwert de Wee och vum Präis, deen e muss bezuelen, ofhängeg mécht - ganz dacks awer och ofhängeg muss maachen.

Ech denken, datt virun allem beim saisonalen Uebst a Geméis d'Präisënnerscheeder tëschent de konventionelle Produkter an de Bioprodukter mëttlerweil esou geréng sinn, datt sech de Konsument wëssentlech fir déi méi ekologesch a vläicht och qualitativ méi héichwäerteg Liewensmëttel aus der Bioproduktioun entscheet. Dësen Trend hin zu méi Bio kann een awer, mengen ech, net onbedéngt bei Biofleesch, Biomëllech a -kéis an -eeër feststellen.

Elei spillen déi méi héich Produktiounskäschten dach eng wesentlech Roll. Do, wou de Präis eng wesentlech Roll spillt, den Ënnerscheed vu bio op konventionell ze grouss gëtt, do gëtt sech da ganz dacks och vum Konsument géint d'Bioprodukt entscheet. De Biobauer brauch awer dëse Präisënnerscheed, fir seng dach wesentlech méi héich Produktiounskäschte kënnen ze decken.

Derbäi kënnt nach, datt an der Biolandwirtschaft d'Erträg op de Stécker an der Regel do manner héich si wéi bei der konventioneller Landwirtschaft. Datselwecht gëllt selbstverständlech och beim Fleesch a bei der Mëllech. D'Béischte sinn an der Regel eppes méi al, ier se an d'Schluechthaus kommen, d'Kéi ginn och e bësse manner Mëllech wéi d'Nopeschkéi aus der konventioneller Landwirtschaft. Un dëse Beispiller gesäit een, datt et och de Präis ass, deen definéiert, ob Bio eng Chance huet, sech um Maart ze behaapten oder sech net ze behaapten.

Ech denken, Här President, et wier net onninteressant, wann déi eenzel Sparten, déi eenzel Beräicher, wou nach Bio gebraucht gëtt, wou nach Sputt no uewen ass an der Produktioun, wann déi géifen opgelëscht ginn an den interesséierte Bauer gezilt dohinner géif guidéiert ginn.

Einfach méi Bio ze fuerderen, ouni bestëmmte Produktiounssparten opzelëschten an zilorientéiert ze förderen, ass menger Meenung no ze vag, an et guidéiert een de Bauer do an eppes eran, wou en net onbedéngt weess, wou de Wee higeet a wou en endegt.

Mir befannen eis nun ees op engem fräie Marché, an do bestëmme bal ëmmer d'Angebot an d'Nofro de Präis. Eng Iwwerproduktioun a verschiddene Sparte mécht kee Sënn, an „Bio im Angebot" ass mat Sécherheet net dat, wat erstriewenswäert ass.

Et sinn elo, Här Etgen, Dir hutt gesot, „administrativ Hürden", déi de Bauer géife beaflossen, net op de Biowee ze goen. Ech mengen, et sinn nach ganz anerer wéi nëmmen administrativer. Ech ginn Iech recht bei deenen administrativen, mä et sinn net nëmmen déi, déi de Bauer eventuell ophalen, fir eventuell op esou e Wee ze goen.

Duerfir nach eng Kéier, Här Minister: Gitt der Biolandwirtschaft all méiglech Ënnerstëtzung, mä maacht vernünfteg Analyse vum Marché a loosst den interesséierte Bauer net einfach esou an d'Blannt eralafe mat Subventiounen.

Ob dann elo deen aktuelle Bilan vum nationalen Aktiounsplang fir d'Biolandwirtschaft zefriddestellend ass oder net, respektiv ob en den Erwaardunge Rechnung gedroen huet, ass schwéier ze soen. Deenen enge geet et wahrscheinlech net duer an et geet och ze lues weider; anerer hu léiwer, wann et méi lues geet a stinn éischter op der Brems.

Mir als CSV sinn der Meenung, datt mer um richtege Wee sinn. Déi Virschléi, déi ech elo grad gemaach hunn, soll een awer berücksichtegen a virun allem och analyséieren, och wa verschidde Leit vläicht mengen, et géif doduerjer méi laang opgehale ginn an et géif méi lues weidergoen.

Et gëtt och nach aner Grënn, firwat et vläicht méi lues virugeet, wéi erwaart ginn ass. Et kann ee kee Bauer forcéieren, säi Betrib op Bio ëmzestellen. D'Bauere kënnen och net a kuerzer Zäit vu konventionell op Bio ëmschalten. Gëtt de Betrib vum konventionellen op de biologesche Landbau ëmtransforméiert, dauert dat schonn e puer Joer, bis datt de Buedem säin Équiliber fonnt huet an de Betrib an d'Spur fonnt huet. Elei mussen nämlech Weeër an Denkweisen, déi ee fofzeg oder honnert Joer fir richteg gehalen huet oder fir richteg fonnt huet, verlooss ginn.

Eng eesäiteg Landwirtschaft, nëmme baséiert op biologesche Kritären, ass eiser Meenung no och net am Sënn vun de Baueren elei am Land. Och wa mëttlerweil vum Institut fir biologesch Landwirtschaft an Agrarkultur zu Lëtzebuerg bewise gouf, datt déi biologesch Landwirtschaft där konventioneller Landwirtschaft um Niveau vun der Biodiversitéit, der Energieeffizienz, den CO_2-Emissiounen, vun der Fruchtbarkeet vun de Biedem an dem Stéckstoffgehalt iwwerleeën ass an déi zwou Produktiounsformen um wirtschaftleche Plang, wat d'Resultater ugeet, méi no zesummekommen, esou huet et eiser Meenung no awer kee Wäert, d'Baueren an d'Biolandwirtschaft ze féieren - déi Baueren, déi kee Sënn duerfir hunn.

Et muss schonn eng Motivatioun do sinn, fir Biolandwirtschaft ze maachen. Dat muss aus lwwerzeegung geschéien, dat muss och vum Häerz kommen. Ech denken, mir kënnen hei zu Lëtzebuerg net de Wee aschloen, fir ausschliesslech eng Biolandwirtschaft ze bedreiwen, an dat aus all deene Grënn, déi ech bis elo opgezielt hunn.

D'Konsequenz wier nämlech à long terme, datt mer géife riskéieren, an eng lwwerproduktioun vu Bioprodukter eranzerëtschen, an dann ass d'Biolandwirtschaft, Dir Dammen an Dir Hären, ganz sécher mat deeneselwechte Präisproblemer - ergo Akommesproblemer - konfrontéiert, wéi se ëmmer erëm an der konventioneller Landwirtschaft ze beobachte sinn.

D'Fro, wéi motivéiert een, datt méi, awer net all Baueren d'Richtung vun der Biolandwirtschaft aschloen - an d'Betounung, Här President, läit hei ganz kloer op: méi, awer net all -, dës Fro, denken ech, hunn ech probéiert, duerch meng Virschléi in etwa kënnen ze beäntwerten.

Mir als CSV-Fraktioun sinn der Meenung, datt d'Biolandwirtschaft weiderhin hei muss gefördert ginn, an ënnerstëtzen duerfir och weiderhin d'Regierung op hirem Wee, deene Baueren ënnert d'Äerm ze gräifen - net nëmme finanziell -, déi op de biolandwirtschaftleche Wee ginn. Et ass wichteg, datt Lëtzebuerg der biologescher Landwirtschaft eng stabil an eng ausgeglache Basis gëtt.

Déi Baueren, déi sech fir e Wiessel entscheeden, musse begleet ginn an der Ëmstellung op de Biolandbau. Mir encouragéieren d'Leit, an déi Richtung ze goen, mä ech soen awer och, et wier falsch, nëmmen iwwert de Wee vu Primë Leit an d'Biolandwirtschaft ze féieren, déi duerfir kee Sënn hunn. Et muss een eng Motivatioun hunn, fir Biolandwirtschaft ze maachen an an deem Sënn och ze produzéieren, datt d'Sécherheet vun de Produkter garantéiert an assuréiert gëtt.

Ech hat gesot, Bauer muss ee mat Häerz a Séil sinn, egal ob konventionell oder bio. An ech hunn emol ees, datt ech an de Bierger spadséiere gaange sinn, op esou enger Hütt e schéine Sproch gesinn, deen dat dokumentéiert, wat ech elo grad gesot hunn. Do stoung op der Hütt: „Landwirtschaft schützt vor Reichtum und Armut."

Zum Schluss, Här President: D'CSV-Fraktioun ënnerstëtzt d'Regierung an hire Beméiungen, fir d'Biolandwirtschaft ze ënnerstëtzen, mä mat der Prémisse: Net méi Bio, wéi de Marché verdréit.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Clement. Als nächste Riedner ass den Här Haagen agedroen. Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Haagen *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zu Lëtzebuerg, an d'Virriedner hunn dat scho gesot, ass eng grouss Demande vu Bioproduiten. De Plan d'action national pour la promotion de l'agriculture biologique huet do seng Ziler erreecht, allerdéngs ass d'Offer net esou schnell eropgaange wéi erwënscht. Dat ass e Constat, deen ee maache muss an deen eng Rei vu Froen opwërft.

Mä ier mer dozou kommen, muss een och feststellen, datt d'Aarbechtskonditioune vun de Bauere sech an deene leschte Jorzéngte komplett geännert hunn. Et ass net einfach hautdësdags fir de Secteur vun der Landwirtschaft insgesamt, deene ville Contrainten an Défie gerecht ze ginn. Méi ëmweltfrëndlech Kritäre musse respektéiert ginn; déi verschidden Naturschutzmoossnamen, déi de Spillraum vun de Baueren anengen; an och d'Erhale vun der Biodiversitéit; héich Waasser- an Energiepräisser; héich Präisser vun de Matière-premièren; den Drock op d'landwirtschaftlech genotzte Flächen opgrond vun eiser demografescher Entwécklung - dëst sinn nëmmen e puer Beispiller.

Wann ee vu Biolandwirtschaft schwätzt, ginn dës Contrainten nach méi wäit, esou datt d'Produktiounskäschte wesentlech an d'Luucht gedriwwe ginn an de Rendement net esou grouss ass wéi bei enger konventioneller Exploitatioun.

Doriwwer eraus kommen nach grouss Käschten derbäi, an do kënnt een net derlaanscht, fir iwwert de Waasserpräis ze schwätzen, dee laut enger EU-Direktiv no engem käschtendeckende Prinzip fonctionnéiere muss. Dat ass fir eis Baueren, déi gréisser Mengen u Waasser brauchen, fir hire Betrib oprechtzehalen, eng Belaaschtung an dréckt hire Benefiss no ënnen. Dat ass e wichtege Punkt, deen een och hei erwähne soll a muss.

Et wier schonn eppes gewonnen, wann d'Gemengen alleguerten deen neien Tarificatiounsmodell géifen ëmsetzen, deen tëschent de private Ménagen, der Industrie an de Bauerebetriber ënnerscheet. D'Fuerderung vun der Bauerenzentral, fir de Waasserpräis op een Euro de Meter Kibb ze setzen, ass scho virun zwee Joer op den Dësch geluecht ginn, mä dës Fuerderung ass schwéier mat dem Prinzip vum käschtendeckende Waasserpräis ze vereinbaren.

Och schéngt et an eisen Aen net realiséierbar, fir en anere Waasserpräis fir déi konventionell Landwirtschaft par rapport zu der biologescher Landwirtschaft ze definéieren. Et wier interessant ze héieren, wou dës Diskussiounen elo am zoustännegen Innenministère dru sinn.

Här President, d'Biolandwirtschaft bitt eng grouss Chance, zum engen, well se d'Ëmweltoplage souwisou erfëllt, an zum aneren, well se eng Plus-value schaaft, déi de Client appréciéiert a fir déi hien och bereet ass - an de Virriedner huet dat virdru scho gesot -, méi ze bezuelen.

Allerdéngs wëlle mer als LSAP net, datt d'Bioproduiten eng Zort Luxusartikele ginn. D'Bioproduite musse fir jiddwereen zougänglech a bezuelbar sinn oder ginn. An deem Zesummenhang huet de Stat eng wichteg Roll ze spillen, zum Beispill doduerch, datt an öffentleche Kantinen a Schoulen, an den Altersheimer, an de Kliniken an esou weider Iesswueren aus dem Biomarché promouvéiert ginn. Den Här Clement ass a senger Fro schonn dorobber agaangen, an dat wier och interessant, fir déi zoustänneg Zifferen do gewuer ze ginn.

Domadder schaaft een eng Wirtschaft, wann een dat promouvéiert, vun de klenge Weeër, déi d'Demande erhéicht an d'Offer matzitt. Wa mer zréckkucken, gesi mer, datt d'Evolutioun fir d'Bioproduite lues mä sécher an d'Luucht geet. Et geet awer laang nach net duer. Et ass schonn, wéi gesot, eng grouss Demande do, ee Marché, deen et ze besetze gëllt. Ronn 80% vun de Bioproduite ginn haut importéiert, mä et stellt ee fest, datt et net genuch Bauere gëtt, déi op Biolandwirtschaft iwwerginn.

Firwat ass dat esou? Mir wiere frou, wann eis de Minister do kéint e puer Explikatioune ginn iwwert d'Problemer, déi sech beim Iwwergang vun enger traditioneller op eng biologesch Exploitatioun stellen. Wat gëtt et do vu finanzieller a materieller Ënnerstëtzung, déi de Stat zur Verfügung stellt? Huet de Minister Iddien, wéi een hei nach besser déi Bauere kéint ënnerstëtzen, déi eng Ëmstellung plangen?

Et ass wichteg, datt mer fir d'Éischt emol ee genaue Bilan maache vun eisem Biosecteur, eis mat dëse Froen ausenanersetzen, fir mat konkreten Aktiounen déi biologesch Landwirtschaft geziilt ze förderen. An deem Kontext muss een awer eiser Meenung no och drop oppassen, fir kee Konkurrenzdenken tëschent der konventioneller Landwirtschaft an der sougenannter Biolandwirtschaft ze provozéieren. D'Agriculture biologique muss complémentaire zu der konventioneller Landwirtschaft sinn a bleiwen!

Här President, als LSAP sti mir nach ëmmer fir eng naturno Landwirtschaft, gläichzäiteg wëlle mir eng performant Landwirtschaft. Dës zwee Ziler sollen net kontradiktoresch sinn, mä mir sollte versichen, déi ze vereinbaren. Et ass wichteg, datt mer den Undeel u biologeschen Exploitatiounen eropsetzen an och gläichzäiteg fir eng ekologesch a performant Landwirtschaft - mat deene Kritären - an der konventioneller Landwirtschaft antrieden.

D'biologesch Landwirtschaft ass ee gutt Beispill, an dat hunn och rezent Studien, déi am Kader vum Aktiounsplang vum IBLA, also dem Institut fir biologesch Landwirtschaft an Agrarkultur Lëtzebuerg A.s.b.l., gemaach gi sinn, gewisen. Um Niveau vun den ekologesche Kritären ass d'Biolandwirtschaft net ze schloen: 89% méi Effikassitéit, wat de Rejet d'azote ugeet, 39% besser, wat den CO_2-Ausstouss ugeet, am Ganze 50% méi eng Efficacité énergétique wéi eng konventionell Exploitatioun. D'Biodiversitéitsziler sinn och duebel esou gutt, zum Beispill duerch d'Rotation culturale, wéi bei enger konventioneller Exploitatioun. Dat sinn alles ganz kloer Ursaachen, fir aus engem ekologesche Standpunkt d'Biolandwirtschaft virzezéien an och ze favoriséieren.

Och wirtschaftlech - geet et dem IBLA no - geet d'Rechnung op. D'Biobauere kéimen do ënnert dem Strécht net méi schlecht ewech wéi déi konventionell Baueren. Dat och, well se méi héich Präisser froen a well d'Subventiounen aneschters sinn. Da kann ee sech froen, wéisou wéineg Agrarbetriber Interessi hunn, fir op eng biologesch Landwirtschaft iwwerzegoen. D'IBLA seet kloer, datt um Niveau vun den Incitatiounen an de Subventiounen eppes gemaach muss ginn. Well, wann een déi géif erhéijen, da géifen och méi Bauere Bio produzéieren. Dat schéngt eis och logesch ze sinn, fir der Bioagrikultur een neien Élan ze ginn. Dorobber kann eis de Minister vläicht soen, ob hien denkt, op dee Wee ze goen, oder ob nach aner Solutiounen a Fro kommen.

Et ass also - an dat hunn och d'Virriedner scho gesot - Sputt no uewen. Et ass Potenzial do, dee mer sécherlech kënnen an deen neie Plan de développement rural mat erafléisse loossen. Alles hänkt awer net vun eisen Décisiounen of, mä mir wëssen, datt am europäesche Kontext vun der Reform vun der PAC, also vun der Politique agricole commune, och nach vill Inconnuen do sinn, déi eis Agrarpolitik sécherlech wäerte beaflossen.

Wa mer d'Proposë vun der EU-Kommissioun kucken, da gesäit een, datt den ekologesche Prinzip groussgeschriwwe gëtt. 30% vun den direkte Bäihëllefe sollen un ekologesch Kritäre gebonne ginn. Dobäi gëtt et och elo schonn am zweete Pilier, dee sech mam Développement rural befaasst, divers Ëmweltprimë fir déi konventionell Landwirtschaft, wéi zum Beispill eng Prime fir d'Biodiversitéit. Wa mer a priori fir eng gréng Landwirtschaft sinn an ekologesch Kritäre fir wichteg halen, esou soll ee sech trotzdeem d'Fro stellen, ob et sënnvoll ass, fir ekologesch, obligatoresch Mesuren an Direktbäihëllefen anzeféieren, woubäi am zweete Pilier elo scho gréng Primë virgesi sinn.

Et muss ee sech awer och bewosst ginn, datt eng Obligatioun méi séier a méi schnell an de gréissere Betriber ëmgesat ka ginn a gëtt wéi bei klengere Betriber. Wat d'Biolandwirtschaft ubelaangt, sinn déi 30% vun den Direktbäihëllefen, déi un ekologesch Kritäre gebonne sinn, garantéiert, an et bleiwen, wéi et elo schonn de Fall ass, aner Conditionnalitéite vum zweete Pilier erhalen, wéi zum Beispill eng Hëllef fir d'Konversioun a fir de Maintien vun de biologeschen Exploitatiounen.

Allerdéngs si mer net der Meenung - pardon! -, allerdéngs si mer der Meenung, datt d'Greeningsprimen an d'Primë fir d'biologesch Landwirtschaft net deeselwechte Stellewäert sollten hunn.

Dir Dammen an Dir Hären, generell muss bei der Reform vun der PAC drop Wäert geluecht ginn, datt verschidde Mesuren am Ëmweltberäich kohärent bleiwen an datt et net zu kontraproduktive Verknäppunge vun ënnerschiddlechen Ziler bei der Ëmsetzung vun eenzelne Mesuren a Moossname kënnt. Och soll no der Reform den administrativen Opwand - an ech denken, dat ass wichteg - méi kleng an net méi grouss ginn. Et wier an deem Kontext interessant ze wëssen, wou de Ministère drun ass, wat d'Evaluatioun vum neien Text ugeet, a wéi och déi aner Länner op dës Reform reagéieren.

Här President, den nationalen Aktiounsplang huet Friichte gedroen, och wa mer net esou wäit komm si wéi gehofft. Et ass elo wichteg, datt mer e Bilan zéien, datt, wa mer dat véiert Joer bis eriwwer hunn, datt mer dann iwwerleeën, wéi eis Strategie an deenen nächste Joren ausgesäit. Huet de Minister do schonn Iddien oder kuerz- a laangfristeg Visiounen, wéi een d'Biolandwirtschaft kéint effizient ënnerstëtzen a schliesslech där grousser Nofro, déi jo existéiert, déi mer an eisem Land hunn, och kann nogoen?

Als LSAP si mer der Meenung, datt dësen Aktiounsplang weiderhi wichteg ass, fir d'biologesch Landwirtschaft ze ënnerstëtzen. Eenzel Aktiounen - an och dat ass scho gesot ginn -, wéi d'Fermes de démonstration, d'Participatioun bei der Oeko-Foire oder de Bioagrarpräis si flott Manifestatiounen a Beispiller, déi d'Qualitéit vun eise Produiten no bausse weisen.

Och déi verschidden Etüde mam IBLA zesumme sinn eng grouss Hëllef, fir de Bioagrarsecteur hei am Land besser ze kennen an och weider Betriber fir déi biologesch Produktioun unzezéien. Des Weidere sinn déi technesch Fichen, déi och vum IBLA gemaach ginn, eng konstant Hëllef, op déi een zu all Moment kann zréckgräifen.

Et ass wichteg, datt mer deen Know-how hunn an datt mer deen och weider an dësem Sënn förderen. Et ass awer och wichteg - an ech halen domadder op -, datt mer eis Kanner an déi zukünfteg Generatioune fir Bioprodukter begeeschteren, datt mer hinnen och weisen, wéi eis Biobetriber schaffen. Mir hunn de Moment eelef Fermes pédagogiques am Land, wou der nëmmen zwou am Süde respektiv eng am Zentrum ze fanne sinn. Do kéint ee vläicht kucken, fir déi Offer ze erweideren an esou déi öffentlech Adhésioun fir biologesch Exploitatiounen ze stäerken.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Haagen, an als nächste Riedner ass den Här Kox agedroen. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

M. Henri Kox *(déi gréng)*.- Wat eng Begeeschterung! Här President, fir d'Éischt wëll ech dem Här Etgen Merci soe fir d'Initiativ. Et gëtt engem Geleeënheet, iwwert d'biologesch Landwirtschaft hei ze schwätzen dann.

Merci och aus perséinleche Grënn, an do, Här President, wëll ech da meng perséinlech Intérêten an dësem Dossier hei deklaréieren. Mir si jo transparent an da wëll ech dat och am Virfeld direkt soen. Firwat meng perséinlech Intérêten? Ma well ech aus engem Wënzerbetrib kommen a selwer an e Wënzerbetrib abestuet sinn, dee säit iwwer eelef Joer biologesch, no biologesche Kritäre Wéngerte beschafft an och Wäin produzéiert, dëst souwuel no deenen zwee Kritäre wéi „bio-Label" an „Demeter". Selwer hunn ech vun 2000 bis 2004 gehollef, am Betrib Wéngerten ëmzestellen op biologesch Ubauweis, also Wirtschaftsweis.

Ech kéint Iech oder ech kann Iech aus eegener Erfahrung dann e klenge Bilan och hei zéien, wéi d'Ënnerstëtzung fir biologesch Betriber hei am Land dann och ass. Erfahrungen - muss ech awer leider soen - iwwert déi zéng, eelef, zwielef Joer, déi net ëmmer ganz positiv waren, an dëst natierlech och op allen Niveauen. Niveauen déi, bon, engersäits op staatlecher Säit waren. Ech muss och soen, am Secteur selwer, och ënnert de Wënzer, och ënnert der Landwirtschaft ass kee Konsens, wann et drëms geet, eng Kéier e Bilan ze zéien iwwer och déi konventionell Landwirtschaft. An dann och op der politescher Ebene war et net ëmmer ganz esou einfach, fir de Stellewäert vun der biologescher Landwirtschaft dann och am Wäibau kënnen ze kréien.

Haut, mengen ech awer, si mer Gott sei Dank e bësse méi wäit. Mir hunn eng gewëssen Unerkennung kritt op der Musel. Et gëtt och eng ganz Rei aner Betriber, déi sech schonn haut ëmgestallt hunn. An et sinn och eng ganz Rei vu weidere Wënzer, an net där klenger - et ass nach net bekannt, ech wëll se och net soen -, mä déi wäerten dann deemnächst sech selwer no baussen „outen", wéi een esou gutt seet, dass se de Wee an de biologesche Wäibau untrieden.

Et ass deen néidege Respekt do an et brauch ee just déi international Concoursen ze kucken, och déi national: Mir brauchen eis net ze scheien, eis Wäiner mat deene konventionellen opzedroen. Romanée-Conti, dat kennt Der vläicht all gutt, dat ass e Betrib aus der Bourgogne, vläicht nach Bürklin-Wolf aus der Pfalz oder Philipp Wittmann aus Rheinhessen - ganz renomméiert Betriber -, alleguerten déi Betriber bewirtschafte biologesch. Also, et ass eng Zukunft och um wirtschaftleche Plang - an dat wëll ech betounen: um wirtschaftleche Plang - an der biologescher Bauweis oder Ubauweis méiglech!

Ech wëll méi spéit nach eng Kéier drop zréckkommen op d'Problemer, méi genau d'Problemer op der Lëtzebuerger Musel insbesondere mat der Helikoptersprëtzung, déi do grouss Problemer schaaft fir d'Ëmstellung vun enger Rei vu Betriber.

Ech wëll awer méi allgemeng iwwert d'Landwirtschaft e puer Wierder och verléieren. Et ass virdru schonn ernimmt ginn - och den Här Etgen huet dat ausféierlech a gutt gemaach, dat muss ech nach eng Kéier schandlos zougestoen, dass dat exzellent war, seng Ausféierungen -, effektiv si mer hei am Land, wat d'Landwirtschaft allgemeng ubelaangt, relativ wäit erofgerutscht, wat de BIP ubelaangt: 0,3% ass haut nach de Stellewäert vun der Landwirtschaft am Lëtzebuerger BIP, 1% vum Emploi.

An et ass net ëmmer esou, dass d'Ëmwelt der Landwirtschaft Terrainen ewechhëlt, et sinn éischter déi aner wirtschaftlech Aktivitéiten hei am Land, déi dem Landverbrauch an insbesondere der Landwirtschaft hire Stellewäert ëmmer manner ewechhuelen..., also ëmmer méi ewechhuelen, insbesondere wat d'Bebauung ubelaangt. D'biologesch Landwirtschaft mécht an deem nëmmen 3% aus, et ass virdru scho genannt ginn. Och d'Hektarzuel ass net enorm: mëttlerweil bei 4.000 Hektar.

Et ass bis elo nach net gesot ginn, wéi et am europäeschen Ausland ausgesäit - an do sti mer net super do. Ech wëll ee Land ervirgräifen, well mer oft no deem Land kucken aus anere Grënn, aus aneren Entwécklungen, nämlech Éisträich.

Éisträich ass haut bei 20% vun der Fläch ukomm, oder 19,4%, 20% kann ee soen, eng 16% vun hire landwirtschaftleche Betriber. A si hunn et fäerdegbruecht, eng kleng Parzelléierungslandwirtschaft nach ze erhalen. Si hunn et fäerdegbruecht, Verbannungen ze maache mat ländleche Produkter, mat Tourismus. Iwwerhaapt mat der ländlecher Entwécklung hu si mëttlerweil awer e gudde Stellewäert nach an der Gesellschaft. Si hunn hir Produkter gutt un de Mann kritt an un d'Fra.

Ech denken, dass dat e Wee ass, dee mer nach méi genau sollten analyséieren a kucken: Ähnlech wéi d'Éisträicher dat maachen, d'Landwirtschaft net eleng als Produktiounsbetrib vu Liewensmëttel ze kucken, mä d'Erhalung vun der Kulturlandschaft, d'Erhalung vun der Biodiversitéit an allem, wat domat zesummenhänkt. An ech denken, eist Land, insbesondere d'Éislek an och laanscht d'Musel huet déi schéi Landschaft, fir kënnen erhalen ze bleiwen an, ähnlech wéi d'Éisträicher dat gemaach hunn, fir weider dorobber opzebauen.

Gutt, wat war dann elo..., firwat si mer awer op deem Standpunkt, wou mer ebe sinn? 3% par rapport zu 20% an Éisträich, oder och allgemeng: Mir si bei 4% oder 5% europawäit, wat och net der Däiwel nach ass. Belsch, Holland, déi Länner hei niewendru sinn och net super do dran. Mä Schweden, Dänemark an esou weider, déi si schonn awer op engem anere Level ukomm. Entweder sinn dann eis Förderprogrammer net déi richteg oder si gräifen net bei de Leit oder d'Kommunikatioun ass nach ëmmer déi falsch oder mir kommen net u se.

Et ass och virdru scho genannt ginn: De Konsument ass bereet hei, ëmmer méi fir déi Produkter auszeginn. En ass och ëmmer méi bereet, sech fir biologesch Produkter ze begeeschteren. An do, mengen ech, sinn déi Kommunikatiounsmëttel, déi a leschter Zäit waren, scho wichteg gewiescht, dass och do méi e Rush op déi Produkter ass. Dat heescht, mir importéieren am biologesche Landbau extrem vill Produiten hei an d'Land. Mä da wëll ech direkt virausschécken, dat gëllt jo och fir déi aner Landwirtschaft. Mir sinn nëmmen an zwee oder dräi Secteure selbstvermarktend oder selbstdeckend. Ech mengen, d'Fleesch an d'Mëllech, do si mer och Exporteur. Mä all de Rescht kënne mer vergiessen, musse mer importéieren.

A wat erschreckend ass, dat ass am Geméisbau, ech mengen, do si mer bei 2%, Här Minister, oder 1% nëmmen. Dat ass wierklech erschreckend! Wou d'Halschent bei deem Geméisubau och nach aus der biologescher Produktioun kënnt. Also, ech denken, do si ganz grouss Erfahrunge mussen ze maachen.

Also musse mer d'Analys maachen: Wat war falsch? War et de Virgänger vun Iech, Här Minister Schneider, den Här Boden vläicht, deen net déi richteg politesch Impulser ginn huet?

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. Henri Kox *(déi gréng)*.- Ech weess et net. Mir sollen net zréckkucken, mä mir kucke jo no vir; dass mer versichen, déi néideg Léieren aus der Vergaangenheet ze zéien a vläicht nach méi positiv no vir ze goen. Zumindest dat kann een dem Här Schneider soen: Probéiert, d'Kommunikatioun besser ze maachen. Mä ob de Programm dann elo dee besseren ass, dat musse mer nach kucken. Ech si jiddefalls gewëllt, do matzeschaffen, fir dat nach besser no baussen ze brëngen.

Vläicht dräi, véier Punkten aus der Broschür selwer, déi Dir ausgedeelt hutt iwwert d'Virdeeler vun der Landwirtschaft, vun der biologescher Landwirtschaft. Ech wëll se net all opzielen, mä een ass ganz kloer: D'biologesch Landwirtschaft probéiert, am Kreeslaf mat der Natur ebe Produiten, also Liewensmëttel ze produzéieren, eben am Respekt vun der Natur. Si fördert dobäi d'Gesondheet, respektéiert - an dat ass ganz wichteg - déi Elementer, mat deenen een all Dag schafft, nämlech de Buedem, d'Waasser, d'Planzen.

Ech kann Iech Erfahrunge vun der Musel an de Jore '60, '70, '80 soen, do ass de Respekt vis-à-vis vum Buedem alles aneschters wéi gutt gewiescht. Gott sei Dank hu mer dee Wandel e bëssen elo kritt, dass mer de Buedem och als ganz wichtegt Element an der Produktioun vun de Liewensmëttel gesinn, dass mer méi eng héich Biodiversitéit erakréien, mä nach ëmmer net ausräichend.

Et ass virdru vum Här Clement gesot ginn, dass duerch den Här Boden oder duerch de viregte Landwirtschaftsminister deen Aktiounsplang dann an d'Liewe geruff ginn ass. Et muss een awer fairerhalber och soen, dass et e Programm vun der Europäescher Kommissioun war.

(Interruption)

Ech mengen, 2004 ass et en europäesche Programm ginn, fir dat an d'Liewen ze ruffen. Mir hunn e bësse laang gebraucht, bis 2007, fir eis domadder ze beschäftegen. Ech hat d'Chance, eben och bei deem Hearing..., oder zumindest emol gefrot ze ginn, wéi et dann ëm d'biologesch Landwirtschaft hei a Lëtzebuerg wär. Ech mengen, ech wollt dann hei och d'Madame Faber, déi sech am Ministère dorëms këmmert, och begléckwënsche fir déi Initiativen, déi do gemaach gi sinn.

Une voix.- An de Minister?

M. Henri Kox *(déi gréng)*.- Ah, de Minister. Vläicht wollten déi an der zweeter Rei méi wäit goe wéi déijéineg an der éischter Rei. Ech wollt do net méi wäit dorobber agoen. Mä jiddefalls sinn ech frou, dass dee Programm zumindest elo emol do steet. En huet véier Kritären. Ee Kritär ass den Informatiounsfloss. Dat hu mer gemaach. Dat sidd Der amgaang ze maachen.

Den Zweeten ass - deen ass awer ganz wichteg, well dee misst och fir d'konventionell Landwirtschaft ugewannt ginn, an ech kommen herno nach drop zréck: „Effektive Nutzung der öffentlichen Gelder". Hei an der Bioland-wirtschaft gëtt gekuckt: Wéi gi se agesat? A virdrun ass déi Etüd schonn ernimmt ginn, dass se ganz positiv sinn, wéi se do agesat ginn, well d'Resultat, wat erauskënnt fir de Buedem, d'Loft an alles, fir d'Biodiversitéit an, wat grad esou wichteg ass, d'Ekonomie ass gutt an deem Beräich. Et ass net esou, dass se nëmme vun den Almose misste liewen, fir an der biologescher Landwirtschaft erauszekommen.

Dann en drëtte Volet, dee ganz wichteg ass, dat ass den „Ausbau der Forschungsvorhaben". Ech muss Iech aus eegener Erfahrung dann och soen, dass, wéi mir ugefaangen hunn 2000, 2001, et relativ schwiereg war, Informatiounen hei am Land ze fannen. Do hu mer eis zesummegeschloss mat däitsche Wënzer, fir Informatiounen ze kréien. Ech muss awer och fairerhalber soen, dass duerchaus de Wäibauinstitut mat op dee Wee gaangen ass, fir proaktiv e bëssen do kënnen och matzehëllefen. Mä et stoung näischt do, et ass näischt opgebaut gewiescht déi Zäit! Haut hu mer jo ee Mann, dee sech direkt dorëms këmmert, ech mengen,

CHAMBRE
DES DÉPUTÉS

Chamber TV

weist all
öffentlech
Sëtzung
live an integral

An der Stad
um Kanal S29 (Coditel) oder
um Kanal S40 (Eltrona/Siemens)
•
Zu Esch
um Kanal S24 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Déifferdang
um Kanal S29
•
An der Gemeng Diddeleng
um Kanal S32
•
An der Gemeng Nidderaanwen
Kanal S29
An der Gemeng Bartreng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Walfer
um Kanal S29 / 367.25 Mhz
•
Zu Biwer an zu Wecker
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bous
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bërmereng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Konter
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dippech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
An der Gemeng Dikrech
um Kanal S19 / 287.25 MHZ
•
Zu Iermsdref
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Esch-Sauer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Nidder- an Uewerfeelen
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Gréiwemaacher
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hieffenech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hesper
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Kielen (& Brameschhaff),
Keespelt, Meespelt,
Ollem an Nouspelt
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Mamer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Manternach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Medernach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Roby Mannes heescht en, deen de Moment doranner schafft.

Ech wëll nach zu där Etüd, déi virdrun ernimmt ginn ass, e puer Wuert verléieren. Do ass e Verglach gemaach ginn tëschent der konventioneller an der biologescher Landwirtschaft. D'Resultat ass och gesot gi virdru schonn, dass d'Resultat ganz positiv ass fir déi biologesch Landwirtschaft, well se vill méi Virdeeler fir d'Biodiversitéit huet, well se eng ganz Rei vu positiven Auswierkungen op d'Waasser, op aner Produkter, aner Ëmweltaspekter huet.

Ech kommen awer dann..., wann ech den Umkehrschluss maachen, dass d'biologesch Landwirtschaft gutt ass, muss een awer e Bémol soen, dass déi konventionell awer dann e bësse méi schlecht do ofschneit. Firwat ass den Ureiz dann net esou grouss, fir an d'biologesch Landwirtschaft ze goen? Da sinn déi Ëmwelttransfertgelder, déi mer am zweete Pilier nach hunn haut, vläicht nach net esou effizient agesat an der konventioneller Landwirtschaft, wéi et sollt sinn, dass deen Ureiz, fir kënnen ze wiesselen op d'biologesch Landwirtschaft... Den Här Clement seet, et muss een iwwerzeegt sinn, do ginn ech him deels recht, mä awer net ganz.

Mä et ass awer och ze vill einfach gemaach bei deenen anere Programmer, dass déi net esou op d'Effizienz ënnersicht ginn, inbesondere all déi Ëmweltmoossnamen, déi bei der konventioneller Landwirtschaft gemaach ginn. Da mussen déi awer gradesou, mat därselwechter Seriositéit, wéi mer se hei an der biologescher Landwirtschaft maachen, och duerchgezu ginn. Well dann hu mer déi richteg…

Une voix.- Dat geschitt! Dat verlaangt d'Europäesch Kommissioun...

M. Henri Kox *(déi gréng)*.- Jo, ech…, d'Resultat… Mir sollten eis mam Resultat awer dann och ausenanersetzen. Ech wëll net soen, dass dat alles schlecht ass. Ech wëll och net soen, dass do keng Effortë gemaach gi sinn. Mir mussen awer och - de Stellewäert - da ganz kloer soen, wat erauskënnt. Wéi vill Input maache mer a wat kréie mer op där anerer Säit eraus?

Virdrun, ech weess net méi, wien dat gesot huet, iwwert d'Waasserprogrammer - mir hunn hei a Lëtzebuerg Problemer mam Waasser. Net nëmmen aus finanzielle Grënn fir d'Landwirtschaft, dass se elo haut méi musse fir d'Waasser opbréngen. Mir kënnen awer Programmer maachen, dass mer d'Landwirtschaft ënnerstëtzen, wa se am Beräich vum Quelleschutz eppes maachen. An ech wëll e Projet…

Une voix.- Dat geschitt dach alles!

M. Henri Kox *(déi gréng)*.- Et geet awer nach ëmmer net duer!

(Interruptions)

D'Resultat ass net richteg. D'Resultat ass nach ëmmer net richteg. Mir brauche just d'Fakten ze kucken. Ech wëll just op een…, ech hunn nach kee Programm esou gesi wéi elo - d'Stad Lëtzebuerg ass amgaang, an déi Richtung ze goen -, mä ech hunn nach keen effektive Programm gesinn, esou wéi zum Beispill zu München.

Virun zéng Joer ware mer um Stauséi, wou mer dee Programm vu München gekuckt hunn, wou d'Stadtwerke München hiert Einzugsgebiet vum Waasser mat de Baueren ugaange sinn an d'ganz Baueren op deem ganze Gebitt a biologescher Ubauweis schaffen a wou Transfertgelder gemaach goufen, fir déi Baueren ze ënnerstëtzen, well d'Produktioun manner war um Terrain, dass se am Endeffekt eben och ekonomesch gutt haut dostinn.

Si hunn d'Vermarktungsstruktur gehollef kritt opzebauen. D'Stadtwerke München hëllefe mat, d'Vermaartung a München selwer ze maachen. Dat war - wéi seet een esou schéin? - „win-win-win-win" an esou weider. „Win" fir de Bauer an „win" fir d'Gesellschaft. Dat si Programmer, déi - mengen ech - och hei a Lëtzebuerg missten nach méi konkret ëmgesat ginn.

Une voix.- Très bien!

M. Henri Kox *(déi gréng)*.- Wat fuerdert elo zum Beispill d'biologesch Landwirtschaft vun dem neie Minister? Och wat an där Etüd ze fannen ass. Dat ass, ech soen hei: „Die Dotierung der Prämienhöhe sollte die ökologischen Effekte der Agrarumweltmaßnahmen widerspiegeln."

An da muss een awer och kloer - wat ech virdru gesot hunn - déi Konventionell da méi op de Leescht huelen a kucken, wat wierklech erauskënnt a wéi vill mer an den Input ginn. Da musse mer vläicht déi Programmer déi eng Säit vläicht no ënne revidéiere respektiv déi aner no uewen, esou dass mer och deen Apport méi grouss hunn.

Ech hoffen, dass déi Programmer, déi elo opgeluecht ginn - virdrun ass d'Zuel genannt ginn, 200.000 Euro kascht esou den Ëmweltprogramm -, dass déi net gekierzt ginn. Well et wär falsch, elo an dësem Moment wëllen do ze kierzen, insbesondere wou dat Institut, den IBLA elo voll um schaffen ass. Och op der Musel hu mer d'Méiglechkeet elo mat dem Georges Meissner - Georg Meissner, pardon, et ass jo en Däitschen -, dee vu Geisenheim kënnt, deen en exzellente Mann ass, deen de Betriber op ville Punkten hëlleft, fir der biologescher Landwirtschaft méi no ze kommen.

Zum Schluss, hat ech gesot, wëll ech hunn - geschwë sinn ech um Enn mat menger Zäit...

(Interruptions)

...ech hunn nach eppes zum Helikopter vläicht. An dat ass - do scheede sech jo d'Geeschter op der Musel, insbesondere wann deen Helikopter iwwert déi Fläche flitt -, dat ass ee vun de gréisste Problemer op der Musel fir d'Ëmstellung, ganz kloer! Mir selwer hu fënnef, sechs, siwe Joer gebraucht, fir Flächen esou zesummenzeleeën, fir kënnen och vis-à-vis vum Client - Transparenz - ze weisen, dass mer keng Ofdriftungen hunn.

Vill Betriber wëllen awer ëmstellen. Vill Betriber hunn awer Schwieregkeeten, well se kleng Parzellen hunn, fir déi Ëmstellung ze maachen. Ech hunn nach de Moien am Wäibauinstitut nogefrot, wéi dann elo déi Testphas war. D'lescht Joer ass eng Testphas gemaach gi mat dem Helikopter, fir kënne biologesch ze sprëtzen.

Ech muss drop hiweisen, Ënnermusel an Däitschland, do flitt e ganzt Gebitt mat biologesche Produkter mat ganz groussem Erfolleg, och hei. Ech mengen, d'Wënzer zu Wormer hunn et fënnefmol gemaach vun hiren aacht Applikatiounen. Si sollen de Courage hunn, dat weiderzemaachen, well um Wäibauinstitut ass et mat aachtmol ganz gutt gaangen a si hu keng Problemer gehat.

Et muss een awer och d'Konsequenz bis zum Schluss duerchdenken. Nämlech och um Wäibauinstitut probéiere se dann och, de ganze Wéngert deementspriechend dann ze bewirtschaften.

Mir wëssen awer och, dass eng Direktiv ënnerwee ass, an déi hätt scho missen ëmgesat sinn. Well d'Direktiv, wou nach däerf mam Helikopter gesprëtzt ginn - just an de Steillagen oder net? -, och do sollte mer schleunegst eis domadder ausenanersetzen, dass e Moyen, zumindest e klenge Moyen ass, dass mer probéieren - firwat net? -, d'ganzt Gebitt mat biologesche Produkter ze sprëtzen. Also, déi Direktiv hätt sollen am Dezember 2010 ëmgesat sinn. Ech denken, dass déi muss entspriechend och esou séier wéi méiglech gemaach ginn.

Ech ginn d'Hoffnung net op, dass mer awer vläicht eng Kéier weiderkommen. Et ass net méi esou schlëmm wéi virun zéng oder zwielef Joer, wou mer e bësse belächelt gi sinn: „Dat gëtt jo näischt! Dir maacht alles futti, Dir maacht d'Wënzer futti!" an esou weider an esou fort.

Haut si mer Gott sei Dank op engem aneren Niveau ukomm. Et huet e bësse méi laang gedauert. Et geet mir net séier genuch - dat muss ech Iech soen. Awer trotzdeem hu mer gewisen, dass et...

M. le Président.- Här Kox, Dir misst esou lues awer sécher zum Schluss kommen.

M. Henri Kox *(déi gréng)*.- Ech kommen elo direkt zum Schluss. Ech wëll nach ee Punkt soen, dat ass: Elo wäert erëm d'Gejäiz geschwë lassgoe bei der konventioneller Landwirtschaft. Net d'Gejäiz, mä de Pëtrolspräis ass haut bei, ech mengen, haut de Moie bei 125 Dollar de Barrel. An Dir wësst, dass all Düngung ganz staark vun dem Pëtrol ofhängeg ass. D'Präisser wäerten erëm an d'Luucht goen. D'Düngung wäert an d'Luucht goen. An ee Moyen, fir sech dovun onofhängeg ze maachen, dat ass wierklech d'biologesch Landwirtschaft! Also probéiere mer déi, an déi Richtung eranzegoen!

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Kox. An als leschte Riedner ass den Här Colombera agedroen. Här Colombera, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean Colombera *(ADR)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt e ganz grousse Merci un den Här Etgen fir dës Interpellatioun. Eng Interpellatioun, déi eis weist, dass mer ganz op Bio mussen ëmstellen, well Bio ass fir mech eleng als Dokter eng Viraussetzung, fir net krank ze ginn, an dofir musse mer menger Usiicht no ganz vill ëmdenken.

De Ministère, deen ass sécherlech um richtege Wee. Mir wëssen, dass et verschidde Labele gëtt: Produits du terroir, Marque nationale, Parc naturel, ech mengen, verschidde Labelen, déi schonn u sech vun enger gewëssener Qualitéit schwätzen. An et wär vläicht, Här Minister, en Incentive, fir ze soen, mir missten déi Labelen alleguerten harmoniséieren. Mir missten och am Landwirtschaftsministère, am Agrarministère eng Cellule schafen eleng fir d'Labelen, awer och eng Cellule fir Biolandwirtschaft.

Ech mengen, dat ass fir mech déi gréisst Erausfuerderung. Wann ee säi Betrib wëllt ëmstellen, muss en eng Stell am Landwirtschaftsministère hunn, fir kënnen nozefroen, wat do nach ze maachen ass, wat seng Chancë sinn. Ech mengen, dat misst Der onbedéngt aféieren, an da géife scho verschidde Baueren ëmdenken.

Mä ech mengen, wa Bio esou gesond ass, da kënne mer net einfach bei 6% stoe bleiwen, mir musse vill méi héich goen, wéi an Éisträich: 20%. Ech mengen, dat ass awer ee Must. Mir kënnen net bei 6% stoe bleiwen. Dat geet net duer! Ech verstinn dem Här Clement seng Retizenzen, mä trotzdeem ass de Mënsch net eng chemesch Fabrik, mä de Mënsch ass eng biologesch Fabrik.

A firwat komme mer net méi wäit? Mä wa mer an der Geschicht esou kucken, mir sinn e bëssche vun der Liewensmëttelindustrie gehemmt. Nom leschte Krich, do war näischt ze iessen do. Do huet natierlech misse vill produzéiert ginn an et ass egal wat produzéiert ginn. Ganz schnell, zum bëllege Präis, fir dass jiddweree sollt iessen. Well d'Leit dee Moment, déi hätten och de Mastik vun de Fënstere giess.

An ech mengen, dat war den Ausgangspunkt, firwat dass d'Liewensmëttelindustrie ëmmer méi staark ginn ass bis zum heitegen Dag. Haut hu mer dann eng Hightechindustrie a mir kréien do Saachen ugebueden, déi absolut wierklech net méi bio sinn.

A firwat ginn déi Saache verkaf? Mä aus dem einfache Grond, well d'Promotioun vun deene Produkter ganz staark ass. Ech mengen, wann Der kuckt, wa se do Reklamm maache fir HARIBO, do steet da geschriwwen: 22% Fruuchtsaaft am HARIBO, mat ganz ville Vitaminen. Dir kënnt Iech jo virstellen: Wat dat heescht, 22%, dat weess jo keen, mä jiddweree keeft dat! Mä wann ech eng Orange oder eng Aprikos iessen, hunn ech méi wéi 22% Fruuchtsaaft a méi Vitamine wéi dat.

Ech mengen, et ass einfach d'Liewensmëttelindustrie mat hire Gaunereien, déi versicht dann, de Konsument an eng ganz, ganz aner Richtung ze bréngen. Wann ech vu Liewensmëttelindustrie schwätzen, dann ass et keng Liewensmëttelindustrie, mä et ass eng „Ernährungsmëttelindustrie".

Well et gëtt en Ënnerscheed tëschent Nahrungsmëttelen an tëschent Liewensmëttelen. Wat ass een Nahrungsmëttel? Mä een Nahrungsmëttel, dat ass ee chemesche Cocktail, deen Der einfach an de Mo schleist, an do muss de Mo eens ginn, fir déi verschidden Elementer ze zersetzen. Hanne kommen zwar Kalorien eraus, mä dee ganze Cocktail ass mat Pestiziden, Insektiziden, Bioziden, éischtens; zweetens mat Geschmacksverstäerker, Antioxidantien, Fuerfstoffer, Aromastoffer besat; an dann och nach Medikamenter vun der veterinärer Medezin.

Wann eng Kou krank gëtt zum Beispill, da kritt se jo Hormonen, da kritt se Antibiotika. Ech mengen, do ass ee ganze chemesche Cocktail, deen de Mo muss zersetzen. Wat hannen erauskënnt - sécherlech komme Kalorien eraus, mä de Kierper muss méi Energie uwenden, fir déi Alimenter do ze zersetzen, wéi wat erauskënnt.

Bei der Bioagrikultur, bei de Bioprodukter a bei de Liewensmëttelen, do brauch de Kierper net esou vill Energie unzewenden, well do si Spurenelementer, Vitaminen dran an do muss en net vill Energie brauchen, fir dat ze zersetzen.

A wat dann hannen erauskënnt natierlech, dat ass de Filter, dee gëtt blockéiert. Do fänkt dann op eemol de Kierper un, sech ze vergëften, a lues a lues kommen da Krankheeten eraus. A wann een Dokter ass, da gesäit een, dass d'Leit dann op eemol Duerchfall kréien, Schnapp kréien, Houscht kréien, an dat ass einfach eng Entgëftungsphas vum Kierper, dee sech lues a lues mat Chemie vergëft. A wann dat nach ënnerdréckt gëtt mat Medikamenter, da si mer wierklech an enger ganz, ganz chronescher Krankheet.

Ech mengen, dat ass de Phenomeen, deem mer eis musse stellen. D'Gesondheet priméiert hei, an dofir musse mer onbedéngt op Bioprodukter ëmstellen.

Och fir d'Natur natierlech; et ass ganz wichteg, fir déi ze respektéieren. Wann ee manner düngt, manner Nitraten, manner Phosphaten dragehäit - natierlech ass d'Natur besser, d'Landschaft ass besser. Et komme méi Mikrofauna a Mikroflora an de Buedem eran. Et kritt een zwar net deen Ertrag, deen ee misst kréien, mä trotzdeem, deen Ertrag, deen ee kritt, ass besser, an och dowéinst misst een einfach an déi Richtung goen. Wat hannen erauskënnt: Besser Gesondheet, besser Liewensqualitéiten, manner CO_2-Verbrauch. Dat ass dat Wichtegst. An dofir muss de Landwirtschaftsministère eiser Usiicht no vill, vill méi investéieren.

Da kënnt de Problem vun den Nahrungsmëttelen, déi gewësse Geschmacksstoffer hunn. Et gëtt geschwat: Déi kaschten net esou deier! Sécherlech kaschte se net esou deier, an dofir kafen déi Leit, déi sozial schwaach sinn, da Saachen, déi natierlech méi bëlleg sinn. Déi kafe keng Bioprodukter! Dat ass kloer.

Mä et ass ee klengen Denkfeeler, deen do entsteet. Aus dem einfache Grond, well déi Geschmacksverstäerker am Kierper eng gewësse Sucht provozéieren. An deejéinegen, deen dann Nahrungsmëttelen zou sech hëlt, dee kritt no zwou, dräi Stonnen erëm Appetit an dee muss dann ufänken ze iessen; wat awer de Contraire bei de Liewensmëttelen ass. Wann Der Liewensmëttelen zou Iech huelt, da kritt Der eréischt no aacht, néng Stonnen, zéng Stonnen erëm Appetit. Dat heescht, déi Suen, déi Der do investéiert, wou Der méi bezuelt, déi musst Der op där anerer Plaz, wann Der elo Nahrungsmëttelen zou Iech huelt, déi bezuelt Der souwisou, well Der méi musst iessen.

An dat ass dann dee Message, deen ee muss de Leit ginn. D'Leit musse méi informéiert ginn. Et ass esou, dass eben déi niddreg Schichte vun der Bevölkerung ganz schlecht informéiert sinn. Éischtens si se sozial schwaach, zweetens hu se keng Schoulausbildung, drëttens eng ganz kleng Aarbecht, wou se ganz wéineg verdéngen, keng Suen. Natierlech gi se dann an de Cactus - oder egal, wou se ginn - a si kafen do net déi richteg Saachen an, wou se dann zousätzlech herno erëm méi krank ginn.

Wougéint awer déi aner, déi méi eng grouss Bildung hunn, vill méi eng besser Plaz kréien, méi Sue kréien. Déi Leit, déi si besser informéiert. Déi kafen da Liewensmëttelen a si gi manner krank. Dat ass bekannt: Déi niddreg Schichte vun der Gesellschaft gi méi krank. An do ass natierlech eis Ernährung ee ganz wichtege Facteur. Et gëtt jo gesot, eis Alimenter, d'Ernährung ass dat bescht Medikament.

Dofir, Här Minister, et ass ganz wichteg, wa mer op dee Wee ginn, fir net nëmme Promotioun ze maachen - wat ganz wichteg ass -, net nëmmen eleng fir eben déi Betriber, déi sech wëllen ëmstellen, och nach weider ze subventionéieren. Mä och ganz wichteg ass et, fir eng ganz grouss Informatioun bei de Leit, eng Informatiounscampagne bei de Leit ze ënnerhuelen, dass déi besser verstinn, ëm wat et geet.

Wa mer dat erreecht hunn, da wäert Der gesinn, da komme mer an déi Situatioun eran, dass mer lues a lues, nodeem mer ëmgeduecht hunn, lues a lues gi mer da ganz anescht. Mir gi vill méi gesond, mir gi vill méi leeschtungskräfteg a besser.

Mir kënnen dat jo selwer probéieren. Wa mer sechs Méint laang nëmme Liewensmëttelen zou eis huelen, si mer ganz dynamesch. Wa mer sechs Méint laang Ernährungsmëttelen zou eis huelen, da si mer midd, da si mer schwaach. An ech mengen, dat ass dee grousse Message, dee mer hei net däerfe vergiessen. Ouni ee géint deen aneren opzespillen, musse mer an déi Richtung vun der Biolandwirtschaft goen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Colombera. Elo kritt d'Wuert den Här Landwirtschaftsminister Romain Schneider.

M. Romain Schneider, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt vu menger Plaz aus och e Merci un de Fernand Etgen, deen dës Interpellatioun ugefrot huet, fir datt mer de Mëtteg kënnen iwwert d'Biolandwirtschaft diskutéieren: engersäits de Bilan dervun, anerersäits eng Rei Froen, déi sech stellen, an anerersäits awer och Iddien, déi de Mëtteg hei vun alle Riedner opkomm sinn. Ech soe vun dëser Plaz aus jiddwerengem, deen hei säin Input gemaach huet zu dësem dach flotten an och wichtegen Thema, e grousse Merci.

Ech muss awer soen, fir aleedend unzefänken, datt dat fir mech keen definitive Bilan ass, wat mer hei maachen. Et ass fir mech en Zwëschebilan, dee gemaach gëtt, esou, wéi richteg gesot gouf, wéi 2004 de Programm vun der Europäescher Kommissioun iwwert d'Biolandwirtschaft initiéiert gouf a wou Lëtzebuerg 2007 dësen erstallt huet, fir en 2009 eng éischte Kéier lafen ze loossen, 2010 virunzeféieren, 2011.

Och ass et mir bewosst, datt bei all där Aarbecht, déi usteet, an all där Aarbecht, déi och ze maachen ass an ze maache war, och 2012

an 2013 mir dëse Plang viruféiere mussen, fir och an där ganzer Kette vun Iwwerleeungen, vun Iddië respektiv och Analysen, Recherchen - an ech kommen herno dorobber zréck - och konkret a virun allem wëssenschaftlech Donnéeën a wëssenschaftlech Experienzen ze hunn, déi mer solle liwweren.

Dir wësst, datt ech - Dir hutt et selwer zitéiert - virun e puer Wochen an enger Pressekonferenz zesumme mat allen Acteuren aus der Biolandwirtschaft e Bilan gemaach hu vum Joer 2011. Ech hat deen all Joer gemaach, vun 2009, 2010 an 2011. Deen 2009er Plang, deen och - et gouf op dëser Plaz och gesot - vu mengem Virgänger, dem Fernand Boden, op de Wee bruecht ginn ass an, ech mengen, deen ech dunn déi lescht Méint konnt exekutéieren, fir en dann och ze presentéieren direkt am Joer 2010, wou deen éischte Bilan 2009 presentéiert gouf.

Ech presentéieren deen ëmmer mat dem IBLA zesummen, awer och mat der Biogenossenschaft, zesumme mat der ASTA, déi schonn hei zitéiert gouf, déi hei an dësem Beräich eng exzellent Aarbecht mécht, och mat deem véinege Staff, dee mer hei hunn, fir dëse Volet ze maachen. Mä ech mengen, et ass dat eng gutt Kontinuitéit. An et ass dat virun allem och esou, wéi et geduecht war, datt dëse Plang soll ëmgesat ginn, zesumme mat den Acteuren aus der Biolandwirtschaft, awer virun allem och zesumme mat de ganzen Acteuren aus dem Secteur vun der Landwirtschaft.

Ech géif kuerz, mengen ech, op d'Zuelen agoen. Si sinn hei schonn zitéiert ginn. Ech wollt se awer eng Kéier bréngen. Och wann ech d'office wëll soen, datt d'Zuelen net alles aussoen. Ech kommen am zweete Volet dorobber zréck.

Wat d'Zuelen aussoen, do ass et richteg, datt mer eis Ziler gesat haten: 6% méi Betriber. De Moment leie mer, wéi gesot, bei 4,7%. Mir hate gesot, wat d'Notzfläch betrëfft, wëlle mer op 4% goen. Mir leie kuerz ënner 3%: 2,99%. Hei läit den europäeschen Duerchschnëtt bei 4%. Do si Länner, déi driwwer leien. Dat ass richteg. Mä et sinn och vill Länner, déi op eisem Niveau, souguer och drënner leien. Also, ech menge schonn, datt mer hei bei 2,99% a 4.000 Hektar éischt Resultater konnten erzilen, déi op dee richtege Wee ginn.

Et ass och fir mech flott ze gesinn, datt virun allem och bei de Produzenten, wou mer ëmmerhin hautdësdags awer bei 102 sinn, mer awer eng Tendenz hunn, déi vun 2008 17 Betriber méi huet. Vu 85 si mer hei eropgaangen op 102, also 17 Betriber an der Landwirtschaft an an dësem Secteur vun der Biolandwirtschaft direkt méi. Déi sinn opgespléckt op 57 landwirtschaftlech Betriber, 15 Beienziichter, 14 Geméisproduzenten.

Trotz deem gerénge Prozentsaz, dee mer hei zu Lëtzebuerg produzéieren, muss een och soen, datt eng ganz Rei aus där Produktioun virun allem aus der Économie solidaire kommen, soen ech emol esou, de Beschäftegungsinitiativen an de Kooperativen. Dat ass och ee Grond, deen ech herno zitéieren, firwat dat eigentlech grad an dësem Beräich och de Fall ass: Well et virun allem am Geméisberäich, am Uebstberäich eng Saach ass, wou ganz vill Aarbechtsopwand ass, deen hei muss geleescht ginn, an hei selbstverständlech och d'Lounkäschte ganz staark matspillen.

Derniewent aacht Wënzer. Hei eng kleng Klammer; den Här Kox huet et ugedeit: An der Tëschenzäit sinn zéng nei Wënzer ënnerwee, fir och ëmzestellen. An et ass dat, mengen ech, virun allem och e ganz flotten Trend, deen een op der Musel gesäit, virun allem am Wäiberäich. Net nëmmen zu Lëtzebuerg, europawäit, jo weltwäit souguer, mengen ech, gesi mer, datt hei ee flotten Trend no vir ass.

Hei spillt virun allem och, mengen ech, datt mer och ganz gutt informéiert hunn an deene leschte Wäibaudeeg, déi jo och agefouert goufe virun zwee Joer, mengen ech. Do hu mer och all Kéiers déi richteg Informatiounen eriwwerginn, déi richteg Berodung ginn, an eigentlech jo och déi richteg Informatioune fir d'Wënzer, fir deen Ëmswitching och konkret ze maachen an och gutt organiséiert ze maache mat allen Elementer, déi se brauchen, fir dëse Schrëtt ze maachen. An och de Beroder, dee mer elo um Institut agestallt hunn, fir speziell am Bioberäich, wat de Biowäin ubelaangt ze agéieren, dat, mengen ech, ass och eng gutt Saach. Et gouf jo och vun de Virriedner hei zitéiert.

Mir hunn och an de Veraarbechtungsbetriber ëmmerhin 28 Betriber méi. Och dat war sécher e Schwaachpunkt virdrun, datt mer produzéiert hunn, mä mir konnten et am Land hei selwer net verschaffen. Hautdësdags ass nach ëmmer de Problem, datt virun allem d'Strukturen, déi mer hunn, relativ kleng sinn an datt do selbstverständlech d'Präisser och immens grouss sinn.

An et ass och ganz kloer, datt mer déi Offer, déi entstanen ass, souzesoen eigentlech ni zu Lëtzebuerg wäerten erféllen, well mer virun allem och do ëmmer erëm un d'Gréisst vun eisem Land wäerte stoussen, souwuel wat d'Produktioun betrëfft wéi virun allem och, wat d'Veraarbechtung an d'Vermaartung duerno wäert bleiwen.

Och wann do immens grouss Effortë gemaach goufen, virun allem am Beräich vun der Vermaartung, vum Handel säitens och vun Oikopolis - an et gouf och hei zitéiert -, wou mer jo derbäi waren, wéi och do déi nei Lagerhale presentéiert goufen, wou ee gesäit, datt et wierklech ee ganze Suivi ass, souwuel an der Verpackung wéi och an der Vermaartung wéi och an deenen eenzelne Produiten, déi do an der Gamme mat derbäikomm sinn an déi se eigentlech opgestallt hunn, och dobaussen, op d'Notzung vun de Bioprodukter net nëmmen am Privathaushalt, mä och an der Restauratioun, an de Kantinen, wéi hei schonn zitéiert gouf.

Ech mengen, op dësem Volet hu mer probéiert, virun allem a véier Voleten ze agéieren. Déi véier Voleten - deen éischten, deen ee vun deene wichtegste war, fir unzefänken: dee vun der Sensibilisatioun an dee vun der Informatioun. An hei virun allem eng éischt Etüd, déi mer gemaach haten, wat d'Vermaartung vum Biorandfleesch betrëfft. Dat ass eng ganz flott, eng positiv Schinn. Et gouf och hei gesot: Hei hu mer ganz flott Fortschrëtter gemaach! An d'Biorandfleesch ass an der Tëschenzäit wierklech iwwerall präsent an huet och ee ganz groussen Ëmsaz. Et ass wierklech ee vun deene ganz flotte Succèsen niewent dem Wäibau, wou dat konnt gemaach ginn.

Dëst Joer wäerte mer dës Etüd vun der Vermaartung maachen am Kader vun der Biomëllech. Och hei, mengen ech, ass nach ganz vill ze leeschten. Dofir hu mer eis dëst Joer dëse Beräich erausgesicht.

Wat d'Informatioun betrëfft, den Här Colombera huet vum Consommateur geschwat. Richteg, dat stëmmt. Dat hu mer och probéiert: niewent de Baueren, niewent de Produzenten also och de Consommateur ze sensibiliséieren, fir op dës Produiten zréckzegräifen.

Och wann een hei eng kleng Klammer muss opmaachen: Ech hu gëschter duerch Zoufall, wéi ech en Zeitungsbuttek gesinn hunn, eng Zeitung gesinn, „Die Zeit", wou ee ganz flotten Artikel am Kader vun hirer Rubrik „Wissen" war a wou se genau op d'Biolandwirtschaft agaange sinn. Den Här Etgen, mengen ech, hat se ugestallt, grad gëschter déi ze maachen. Et ass op véier Säiten - ech kann Iech och Kopien dovunner maachen -, wou genau déi do Froe gestallt ginn.

Eng vun de Froe war: Si Bioprodukter méi gesond wéi anerer? Do war et an der Regel - muss ech soen - zu 90% jo. Selbstverständlech sinn och hei Nischen dran. Et waren eng Rei Produkter, déi do zitéiert goufen. Dir kënnt se an dem Artikel do nokucken. Also, et kann ee global net soen: D'Bioprodukter si méi gesond. Neen, si hunn am Prinzip d'Regel, datt se méi gesond solle sinn, mä an der Regel si Kontrolle genausou gutt do machbar a musse gemaach ginn, wéi och bei anere Produkter, esou wéi mer dat och an der Securité alimentaire generell bei alle Produkter maachen.

Wichteg ass, mengen ech, mir hunn déi Informatioun eriwwerbruecht un de Bauer, un de Konsument, virun allem am Kader vu grousse Manifestatiounen: op der Oeko-Foire, op der Foire agricole zu Ettelbréck, wou mer dee ganze Stand jo ëmmer erëm zesummen hunn, wou mer also e gudde Lien kréien zwësche Consommateur an zwëschen Acteur an der Landwirtschaft. An déi iwwer 15.000 Leit, déi d'lescht Joer do waren, wou d'Thema ebe just dat heite war, do hate mer eng exzellent Plattform, fir dat och ze maachen.

Derniewent: D'Fermes de démonstration kennt Der. Flott Manifestatiounen, déi ëmmer erëm lafen, wou och wierklech d'Produkt gewise gëtt. Net nëmmen d'Produkt, mä och, wéi et erzeugt gëtt, wéi d'Installatioune sinn, wéi d'Infrastrukture sinn. A wou een, mengen ech, och de Feeling kritt vun deem, deen et hierstellt. Hei hate mer jo och ganz flott Hafffester zesummen, wou een dëst konnt erliewen.

Dann hate mer virun allem Réuniounen, wéi een an de Jore gesinn huet, déi eigentlech ëmmer besser goufen, d'Informatiounsréunioune fir d'Ëmstellung vun der konventioneller Landwirtschaft zur Biolandwirtschaft. Hei huet ee gesinn, datt den Intérêt ëmmer méi grouss gouf an datt d'Landwirtschaftsbetriber interesséiert sinn, fir ze kucken: Wéi kann ech mech ëmstellen? Wéi loossen ech mech richteg beroden? Wat si meng Problemer, déi ech am Ufank hunn? Wat erwaart mech herno?

Den zweete Volet war deen - an ech gi séier do driwwer - iwwert d'Publikatiounen, déi mer gemaach hunn. Ee Guide d'achat vun de landwirtschaftleche Produkter hu mer, deen all Joer erneiert gëtt, deen all Joer méi voll gëtt a senger Palett. Broschüren, Dépliante mat Infoe stoungen hannendrun.

Dann ee flotten: dee vun der Reconnaissance. Den Här Kox weess selwer, hie war eng Kéier - hie selwer net, mä indirekt - Träger do vun dem Bioagrarpräis, dee mer agefouert hunn, dee mer dëst Joer fir d'Drëtt verdeelt hunn. Och dat ass eng Reconnaissance un d'Acteuren, déi do waren. An ech muss soen, all déi do geéiert goufen, waren der och wierklech, déi als Pionéier an der Biolandwirtschaft agéiert hunn.

De véierten, dee fir mech dee wichtegsten ass, an dee gouf och hei vun all Riedner gesot: dee vun den Etüden, Analysen an der Recherche. Hei musse mer ganz vill maachen, well mir mussen net nëmmen op d'Gefiller agoen, mä mir musse kloer Zuelen hunn. Mir musse Fakten hunn, fir deem entgéintzegoen. Da kréie mer och Leit iwwerzeegt, entweder an där konventioneller Manéier virunzeschaffen an do hir Efforten ze maache respektiv iwwerzegoen an eng nei Form vu Landwirtschaft. An ech komme méi spéit dorobber nach eng Kéier zréck.

Mir hunn an deem Beräich eng Analyse comparative, eng wirtschaftlech-komparativ Analys gemaach, wat konventionell a biologesch Betriber betrëfft. Déi kënnt Der och op eisem Site fannen.

Derniewent hu mer virun allem ganz vill geschafft an de Versuchsfelder, Versuchsfelder, déi mer zu Colmer an zu Déierbech hunn. Hei hu mer virun allem och probéiert, well jo ee vun de Problemer an der Biolandwirtschaft virun allem och d'Klima grad do ass, do hu mer probéiert, also och eng Rei vun neien Zorten ze entwéckelen, déi hei och méi resistent sinn, déi och hei nei Gegebenheeten hunn, fir an eise klimatesche Verhältnisser - och mat deenen neien, déi derzoukommen -, ze droen. Och do, mengen ech, virun allem an de Versuchsfelder, huet een ënnerschiddlech Resultater gesinn. Et gesäit een awer hei, datt nach ganz vill ka realiséiert ginn.

Mir hunn och Fiche-techniquen opgestallt mat dem FiBL aus der Schwäiz, déi fäerdeg sinn. Mir hunn och hei, mengen ech, d'Iddi geholl, datt een net soll d'Rad nei erfannen, mä datt dat, wat am Ausland fonctionnéiert, och hei zu Lëtzebuerg kann op Lëtzebuerg iwwerdroe ginn.

Dann an deem Beräich, déi Fro, déi den Här Clement gestallt huet, am Beräich vun der Vermaartung, souzesoen der „Integratioun" - soen ech elo emol esou - vun dëse Produkter, awer och vun deene regionale Produkter am Allgemengen, well niewent Bio si virun allem d'Regionalprodukter och wichteg an dësem Beräich vum Afléissen an d'Kantine respektiv an d'Maison-relaisen. Mer hu virun allem ganz positiv Resultater am Beräich vun de Maison-relaisen. Hei si ganz vill Gemengen, déi op deen dote Wee matgaange sinn. Ech hu keng konkret Zuelen. Do muss een eng Kéier eng Recherche maachen.

Et kann een eng Kéier konkret soen, wat de Beräich vun de Lycéeskantine betrëfft, leie mer net ganz héich. Do leie mer bei 3% ongeféier. Do ass nach wierklech immens Sputt ze maachen. Mir hunn awer virun allem och an deem dote Beräich ugefaangen, Formatioun ze maachen an Informatioun mat deenen, déi dofir zoustänneg sinn. Dat heescht, et sinn déi, déi akafen, an déi, déi et duerno verschaffen: also d'Käch, d'Personal an der Kichen. An ech mengen och hei, datt een hei an deenen nächste Jore positiv Resultater ka kréien.

D'Partenariat awer, mengen ech, dat gouf ëmmer gemaach. Mir hunn et gemaach mat engersäits dem IBLA. Mir hunn et gemaach mat CONVIS, mat natur&ëmwelt, dem FiBL aus der Schwäiz, mat der ASTA, mat der SER, vun eise Servicer. An déi Planungsgrupp, déi do entstanen ass, mengen ech, huet eng exzellent Dynamik entwéckelt, fir virun allem och de Punkt esou ze halen, wéi e soll sinn: eng Integratioun an eis Landwirtschaft, an net eng Konfrontatioun mat eiser Landwirtschaft.

Niewent deene réien Zuelen, déi ech hei zitéiert hunn, ass fir mech awer de Bilan, den Zwëschebilan nach eng Kéier vun dësem Plan national vun der Agriculture biologique awer deen, datt mer et awer fäerdegbruecht hunn - an dat gouf och hei unerkannt vun alle Riedner -, datt d'Biolandwirtschaft hei zu Lëtzebuerg akzeptéiert ass, datt eng Unerkennung do ass an datt se virun allem de Moment thematiséiert gëtt an eiser Gesellschaft.

Dat gesi mer net nëmmen um Intérêt un de Versammlungen, dat gesi mer och hei, datt een an der Tëschenzäit d'Plaz huet, fir eng Interpellatioun an dësem héije Gremium vun der Chamber kënnen ze maachen an hei kënnen ze diskutéiere fräi an offen a mat enger ganzer Rei vu flotten Iddien, déi ee kann opgräifen, déi ee kann an deenen nächste Méint verschaffen.

Nach eng Kéier: Mir koume gutt virun am Beräich vum Wäibau a virun allem vum Randfleeschsecteur. Mëllech a Geméis: Do hu mer een immens groussen Nohuelbedarf nach ze maachen. Dofir hu mer och elo, wéi gesot, am Mëllechsecteur, wou mer nach eng Kéier eng Analys maachen, wat d'Vermaartungsstruktur betrëfft.

Mä generell, mengen ech, musse mer awer och higoen, datt mer awer och en Ënnerscheed maachen zwëschen deem, wat heiansdo eriwwerkënnt, wann een iwwer Biolandwirtschaft schwätzt, zwëschen de Bioprodukter, déi mer an de Regaler fannen, am Handel fannen, an där ganzer Biolandwirtschaft an hirer Philosophie hannendrun. An et war dat jo den zweeten Deel vun dem Fernand Etgen senger Interventioun heibannen.

Mir schwätzen also net nëmme vum Wäert vun de Produkter, vun der Offer, déi also dobaussen ass, an der Demande, déi immens grouss ass, neen, mir mussen och kucken: Wéi gëtt dat ëmgesat mat all deem, wat hannendrunhänkt? Wat heescht dat? Wat fir eng Bewirtschaftung ass dat? Wat fir eng Déierenhalung ass dat? Wéi ginn ech vir, fir dat dote Resultat an där sougenannter „Charta" - nennen ech et elo emol esou - och kënnen ze erhalen?

Ech mengen, hei ass et virun allem och wichteg, datt mer och hei viruschaffen, an och an deene Beräicher, déi ugedeit sinn, grad an dësem Beräich vu Berodung, wou mer ee Guichet unique hunn. Ech mengen, den Här Colombera hat et ugeschwat: Bei der ASTA ass eng Ulafstell, wou zu all Moment déi Froen, déi gestallt ginn, och kënne beäntwert ginn. Genausou gutt wéi mer um Label natierlech musse probéieren - bei all deem Gelabels, soen ech ëmmer -, musse kucken, eng Stell ze kréien, fir dat an de Gréff ze kréien an déi Labelen och wierklech ze kanaliséieren. Op europäeschem Niveau, wësst Der, ass e Biolabel entwéckelt ginn, dee virun zwee Joer erauskomm ass an dee mer och hei zu Lëtzebuerg mat iwwerholl hunn.

D'Fro kënnt dann ëmmer op, an dat ass eben déi, déi och hei opkomm ass: Firwat zécken nach esou vill Betriber? Oder wat ass d'Hemmschwell fir Betriber, fir ëmzeswitche vu konventioneller Landwirtschaft op Biolandwirtschaft?

Bon, dat trotz, mengen ech - an och dat gouf hei gesot, obwuel de Montant nach net gesot gouf -, trotz Bäihëllefen, déi schonn am leschten Agrargesetz festgesat goufen. Bei de landwirtschaftleche Betriber sinn dat bei der Konversioun 150 Euro op den Hektar, plus 50 Euro op den Hektar an deenen éischten dräi Joer vun der Konversioun. Wat de Wäibau betrëfft, sinn dat 600 Euro pro Hektar plus 400 Hektar (veuillez lire: 400 Euro) dat éischt Joer bei der Ëmstellung.

Dat si schonn, mengen ech, awer Gelder, déi engem hëllefen, an enger éischter Startphas kënnen unzekommen, fir och hei e flotte Start ze hunn, fir kënne lasszeleeën. A mir musse kucken, wéi mer - an do kommen ech herno drop - an där neier PAC och probéieren - PAC, PDR, neie PDR - herno, wéi mer dat heite kënne viruféieren an och hei Iddien erabréngen.

Mä ganz kloer, mengen ech, bleift nach ëmmer: Wat sinn d'Hemmschwellen? Engersäits ass et sécher ee Mentalitéitswandel, deen an

der Tëschenzäit, mengen ech awer, schonn amgaangen ass erëmzegoen. Mä et sinn Honnerte vu Joren, wou d'Landwirtschaft esou produzéiert huet, wéi se de Moment produzéiert huet. Mir hunn an deene leschten zéng Joer, géif ech emol soen, an deene leschten 20 Joer, awer e Wandel do matgemaach, mä deen ass awer nach net um Enn. Och hei, mengen ech, ass awer nach eng gewësse Mentalitéit, déi nach ëmmer do ass.

Zweetens muss een och soen, datt am anere Secteur, am traditionelle konventionelle Secteur, d'Präisser relativ stabil waren an deene leschte Joren, trotz der Mëllechkris, déi do war. Mä all déi aner Präisser ware relativ stabil: am ganze Fleeschsecteur, virun allem och elo an der Tëschenzäit am Mëllechsecteur. Also war de Sënn eigentlech net op deem Beräich direkt do, fir e Mehrwäert ze kréien op enger anerer Säit, wou ee verschidden nei Saachen och misst probéieren.

Dann duerch d'Klima, dat do war, déi Dréchenheet, hunn, mengen ech, d'Baueren och aner Problemer gehat, fir ze kucken: Wou kréien ech dat néidegt Fudder hier, fir de Moment mäi Betrib um Liewen ze halen? Sou datt och net direkt d'Gedanken do waren, fir elo ëmzeswitchen.

Da muss een och, mengen ech, soen, datt ganz kloer méi Zäit a méi Aarbechtsopwand selbstverständlech och bei de Betriber e grousse Facteur ass, dee spillt. Net nëmmen d'Lounkäschten, mä och de Bauer selwer, deen hei wierklech nach vill méi Initiativ muss manuell huelen, wéi et an engem konventionelle Betrib de Fall ass.

Genausou gutt spillt och: d'manner Erträg, net d'manner wirtschaftlecht Akommes, mä d'manner Erträg. Och déi spillen: bei der Mëllech - hutt Der gelies - 10%; d'Dauergréngland 30%; Akerfudder 20%; Getreide och 20%.

Da spillt sécher och d'Diskussioun ëm d'Auslafe vun de Mëllechquote mat. Och hei: de Strukturwandel am Beräich vun der Mëllechindustrie, de Mëllechbetriber hei zu Lëtzebuerg. Och hei, mengen ech, ass deen dote Prozess amgaangen.

An da spillt selbstverständlech déi nei PAC 2013 mat, wou jiddweree waart, wat do erauskënnt derbäi, an och wéi se sech ausriicht. Alles dat ware Facteuren, datt déi Prozentsätz, déi mer eis gesat hunn, an der Tëschenzäit net erreecht sinn, och wa se no dorunner wäerte kommen.

Fir mech ass awer och eppes kloer - an et gouf vu méi Riedner hei gesot -, datt, mengen ech, och fir mech sécher ass, datt et… Ugedeit gouf et; gesot gouf et eigentlech net. Mä eppes ass fir mech sécher: Een Acteur aus der Landwirtschaft, e landwirtschaftlechen Acteur, deen e konventionelle Betrib net am Grëff huet, do huet et och kee Wäert, datt deen op e Biobetrib ëmschwenkt, well do huet en e sécher och net am Grëff. Well d'Konditiounen an d'Bedéngunge sinn net méi einfach!

Dofir mengen ech, ass dat och ee kloere Message, deen ee muss ginn. Et muss een och an engem konventionelle Betrib an der Rei sinn, korrekt sinn. Do muss ee wëssen, wéi ee sech strukturéiert, wéi ee sech organiséiert. Genau datselwecht gëllt och fir d'exentensiv Landwirtschaft. Genau och do ass fir mech déiselwecht Ausso ze maachen. Also, nëmme Betriber, déi fest op zwee Been stinn, déi fest alles am Grëff hunn, déi organiséiert sinn, déi hunn och eng Chance, an deenen anere Secteuren ze iwwerliewen.

Wat d'Mixitéit betrëfft an engem Betrib zwësche konventioneller Landwirtschaft a Biolandwirtschaft, mengen ech schonn, datt dat jo méiglech ass, mä hei zu Lëtzebuerg opgrond vun der Fläch wahrscheinlech ganz schwéier méiglech ass, engersäits. Fir mech ass et awer éischter eng Saach vu Philosophie. Wann ech d'Philosophie vun enger Biolandwirtschaft hunn, da mengen ech, da soll een déi och op sengem ganze Betrib maachen.

Da kann ech och net, schwéier… Dat ass emol meng perséinlech Meenung. Et ass och eng politesch, wann ech se perséinlech soen. Hei ass et eng politesch, mä et ass meng perséinlech: Virun allem mengen ech, wann een eng Philosophie vun eppes huet, da soll een dat op sengem ganze Betrib duerchzéien, an net et splitten dertëschent, well soss, mengen ech, ass dat relativ schwéier. Ech weess, datt et a verschiddene Betriber gemaach gëtt oder probéiert gëtt ze maachen. Meng Ausso ass do, datt ech dat net esou gesinn an datt ech et eigentlech wënschenswäert géif fannen, et géif ee sech fir eng Pist do orientéieren.

Wat d'Erhale vun der Biodiversitéit ugeet - an ech muss elo virumaachen, Här President, ech gesinn, ech hat nëmmen…

M. le Président.- Jo.

M. Romain Schneider, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.*- …20 Minutten, fir hei op déi vill Froen ze äntwerten -, mengen ech, ass relativ vill Richteges gesot gi vun alle Riedner hei. Ech mengen, et ass kloer gewosst als Ausso. An dat hannerleet och déi Etüd, déi gemaach gouf vun dem IBLA, datt mer, wat d'Biodiversitéit betrëfft, ganz kloer hei ee „Mehr" hunn, wat d'Biolandwirtschaft betrëfft. Genau datselwecht gëllt fir d'Nitratwäerter am Waasser. Och hei, mengen ech, ass och do eng kloer Oplëschtung gewiescht.

Ech géif vläicht nach op zwee Punkten dann agoen, wann Der erlaabt, Här President. Ech probéieren dann, schnell fäerdeg ze ginn.

Engersäits ass et dee vum Waasser, deen hei ugeschwat gouf, ech mengen, ee wichtegt Thema, dat och ugeschwat gouf. Ech mengen, hei gouf zu Recht dat gesot, wat den Innenminister de Gemenge presentéiert huet, fir eng Ëmsetzung ze maachen, déi an déi dräi Tariffer geet vun engersäits deem normalen Hauskonsum, op där anerer Säit dem Konsum och an der Landwirtschaft an deem an den Industrien, do kruten d'Gemengen e Modell duergeluecht, fir ëmzesetzen. Et sinn an der Tëschenzäit 26 Gemengen, déi ëmgesat hunn.

Ech maache just do e Constat: Do leie mer bei de landwirtschaftleche Betriber bei engem Präis vun 0,70 Euro bis 1,40 Euro. An ech mengen, dat wiere Präisser, déi kéinte vun der Landwirtschaft akzeptéiert ginn. Wa mer op deen dote Wee kënne kommen, fir déi och op déi aner Gemengen ëmzesetzen, mengen ech, dann ass dat fir d'Landwirtschaft machbar. Sécher wäert de landwirtschaftleche Secteur net op een Euro tabléieren, mä e wäert scho soen, datt et an déi dote Richtung wäert goen.

An ech weess, datt den Innenminister de Gemengen och an deenen nächste Wochen eng nei Circulaire wäert zoukomme loossen an dësem Beräich, och mat neien Iwwerleeungen derbäi. Well mir hu jo och festgehalen, datt mer iwwert dee Waasserpräis an deem nächsten Agrartreffe virum Summer vun dësem Joer nach eng Kéier wäerten diskutéieren, an deem Agrartreffen, wat mer all Joer organiséieren zwëschen der Regierung an zwëschen dem landwirtschaftleche Secteur.

Wat d'PAC no 2013 betrëfft, mengen ech, wësse mer, datt et déi dräi grouss Elementer sinn: engersäits dat vun der Liewensmëttelofsécherung u Quantitéit an u Qualitéit; virun allem zweetens, dat vun de Ressources naturelles; drëttens, dat vun der ländlecher Entwécklung.

An do ergëtt sech eigentlech schonn d'Äntwert op d'Fro: Wat heescht d'PAC no 2013 fir d'Biolandwirtschaft? Éischtens ass fir d'éischte Kéier an enger Gemeinsamer Agrarpolitik een Artikel dran, wou d'Biolandwirtschaft drasteet. An der Reglementatioun ass se zitéiert mat kloere Virstellungen. An zweetens, d'Ziler, déi dës PAC 2013 sech gesat huet, gi genau och an eng Richtung, datt effektiv eis gesamt Landwirtschaft soll dohi steieren, fir eng nohalteg Landwirtschaft ze maache mat den Tauxen, déi Der genannt hutt - vun 30%, vu 7% -, déi sécher mussen diskutéiert a wäerten diskutéiert ginn.

An ech muss virumaachen hei, fir an zwee Sätz ze soen, datt dës Reglementatioun de Moment am Conseil ënnert de Länner diskutéiert gëtt; ech mengen, relativ hefteg diskutéiert gëtt. Emol net wéinst den Tauxen, déi do sinn, mä virun allem bei deem schwéieren…

M. le Président.- Här Minister, Dir misst awer wierklech elo zum Schluss kommen.

M. Romain Schneider, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.*- Ech maachen dat, Här President.

…awer virun allem bei deem schwéieren Apparat, deen do besteet. A wann een hei vu Simplification administrative schwätzt, da muss ech soen, datt mer hei nach eng Kéier eng Erschwéierung kréien. A wa mer dat net ewechkréien, da kréie mer sécher keng Betriber méi, déi aktiv dobausse schaffen, fir nohalteg Landwirtschaft ze produzéieren.

Zum Schluss awer vläicht dann deen allerleschte Saz. Ech mengen, wa mer haut iwwer eng Landwirtschaft schwätzen, esou muss ee soen, datt mer hei zu Lëtzebuerg awer wierklech ee ganz grousse Schratt virukomm sinn an där ganzer Landwirtschaft. Niewent der Biolandwirtschaft, déi eng positiv Entwécklung huet, hu mer eng ganz Rei agroenvironnemental Programmer, déi gutt fonctionnéieren.

Mir hunn derniewent eng Rei Gesetzer wéi d'PAC. Mir hu virun allem och d'Naturschutzgesetz, dat zesumme mat der Landwirtschaft ausgeschafft gouf, wou mer déi leschte Kéier zu Nidderaanwen eng ganz flott Diskussioun haten. Mir hunn d'Waasserschutzzonen, déi deemnächst am Reglement wäerte presentéiert ginn, mat der Landwirtschaft ausgeschafft, d'Nitratreglement, d'Biodiversitéitsreglement. All Kéiers do ass d'Landwirtschaft mat agebonne mat deenen Ziler, déi Dir Iech och gesat hutt an déi mir eis als Regierung och gesat hunn.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren, an entschëllegt, Här President, dat liicht Iwwerzéien.

M. le Président.- Merci dem Här Landwirtschaftsminister. Domadder wär dëse Punkt ofgeschloss. Mir sinn dann och schonn um Enn vun eiser Sitzung ukomm.

D'Chamber kënnt muer um zwou Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.03 heures)

Sommaire des séances publiques n^{os} 19, 20 et 21

6309 - Projet de loi portant approbation de la Convention sur le droit relatif aux utilisations des cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation, faite à New York, le 21 mai 1997 p. 223-224

6322 - Projet de loi modifiant l'article 24 du Code de la Sécurité sociale p. 224

6363 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Bosnie-et-Herzégovine en matière de Sécurité sociale, signée à Luxembourg, le 8 avril 2011 p. 224-225

6377 - Projet de loi portant approbation de la Convention de Tampere sur la mise à disposition de ressources de télécommunication pour l'atténuation des effets des catastrophes et pour les opérations de secours en cas de catastrophe, faite à Tampere, le 18 juin 1998 p. 225-226

6325 - Projet de loi relative à la mise en application du Règlement (UE) n°211/2011 du Parlement européen et du Conseil du 16 février 2011 relatif à l'initiative citoyenne p. 226-229

Question urgente n°1991 de M. Félix Braz et de Mme Josée Lorsché sur le Conseil national pour étrangers p. 229-230

Interpellation de M. Claude Meisch sur la qualité des services d'accueil et d'éducation des jeunes enfants (zéro à trois ans) p. 230-235
p. 235-237

Dépôt de deux projets de loi par Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration p. 235

Motion de M. Claude Adam sur l'annulation du traité commercial anti-contrefaçon (ACTA) p. 237-238
p. 238-239

Dépôt d'une motion par M. Eugène Berger p. 238

Hommage à la mémoire de M. Emile Back, ancien Député p. 240

Octroi du titre honorifique à deux anciens Députés p. 240

Communications p. 240-241

6407 - Proposition de loi relative à la publication des sondages d'opinion et portant modification de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 p. 241

Ordre du jour p. 241

Nomination d'un commissaire aux comptes pour la Société nationale de Crédit et d'Investissement p. 241

Question élargie n°24 de M. Serge Urbany sur les changements prévus dans l'actionnariat de Cargolux p. 241-242

6287 - Projet de loi relatif à la construction d'un Lycée technique agricole à Gilsdorf p. 242-246

Dépôt d'une motion par M. Henri Kox p. 246

6295 - Projet de loi concernant la gestion de la sécurité des infrastructures routières p. 246-247

6354 - Projet de loi portant exécution du règlement (UE) n°510/2011 du Parlement européen et du Conseil du 11 mai 2011 établissant des normes de performance en matière d'émissions pour les véhicules utilitaires légers neufs dans le cadre de l'approche intégrée de l'Union visant à réduire les émissions de CO2 des véhicules légers p. 247

6356 - Projet de loi relatif à la construction du Bâtiment Laboratoires, de la Halle d'essais Ingénieurs et de la deuxième unité de production à froid à Belval p. 247-249

6357 - Projet de loi relatif à la transformation et à l'extension du Lycée Hubert-Clément à Esch-sur-Alzette p. 249-250

Interpellation de M. Félix Braz sur la stratégie du Gouvernement pour le secteur sidérurgique au Luxembourg et dans l'Union européenne p. 250-259

Motion de M. Henri Kox relative au renforcement de l'action gouvernementale en vue de la fermeture définitive de la Centrale nucléaire de Cattenom p. 259

Motion de M. Eugène Berger relative au développement d'une charte de sécurité pour la sécurisation de bases de données à caractère personnel en fonction de la sensibilité des données et d'une charte de déontologie auprès de l'État p. 260-261

Interpellation de M. Fernand Etgen sur le développement de l'agriculture biologique au Luxembourg p. 261-267

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Espace Médias SA / Polygraphic SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°7** • SESSION ORDINAIRE 2011-2012

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
1835	Claude Adam	Projet de l'éducation aux valeurs
1878	Claude Adam	Fiscalisation des voitures
1894	François Bausch	Revalorisation du site de Meysembourg
1898	Roger Negri	Projet de train pendulaire entre Bruxelles et Bâle
1909	Camille Gira	Répartition des effectifs de la police
1911	Gast Gibéryen	Prix de la formation au Centre de formation pour conducteurs
1912	Gast Gibéryen	Obligation de pneus d'hiver
1913	Fernand Kartheiser	Remise des lettres de créance par l'ambassadeur du Luxembourg accrédité en République de Chypre
1914	Ben Fayot	Organisation du secteur de la recherche
1915	Josée Lorsché	Étude sur la pratique de méthodes liberticides appliquées dans les structures d'accueil pour personnes dépendantes
1916	Eugène Berger	Campagne contre le «littering»
1917	Fernand Etgen	Services de Recherche et d'Enquête Criminelles
1918	Fernand Etgen	Adoptions internationales
1919	André Bauler	Nouvelle réglementation sur le bruit
1920	Jean Colombera	Établissement d'un plan «grand froid»
1921	Jean Colombera	Consommation de drogues
1922	Gilles Roth	Éventuelle constitution de partie civile de l'État dans le contexte de l'affaire dite «Bommeleeër»
1924	Jean Colombera	Canal d'évacuation des eaux usées de la décharge du SIDEC
1925	Josée Lorsché	Réforme de la psychiatrie
1927	Camille Gira	Procédure d'information des offices sociaux en cas d'une défaillance de paiement de la facture d'électricité par les clients résidentiels
1928	Jean-Paul Schaaf	Offres de crédit à la consommation en ligne
1929	Jean Colombera	Service téléalarme
1930	Jean Colombera	Banque de données sur les demandes d'admission dans une maison de soins
1931	Claude Meisch	Pièces à conviction dans l'affaire «Bommeleeër»
1932	Fernand Etgen	Utilisation des véhicules HUMVEE par l'armée luxembourgeoise en Afghanistan
1934	Jean Colombera	Samu social
1935	Marc Angel	Comité restreint ayant suivi la campagne de sensibilisation «je peux voter»
1936	Eugène Berger	Position du Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur face à la revendication du Gouvernement et du Parlement sur la sortie du nucléaire et la fermeture de la centrale nucléaire de Cattenom
1937	André Bauler	Groupe d'enseignants «Pädagoge fir de Clierfer Lycée»
1938	Camille Gira	Plainte de l'association «Friends of the Earth» contre ArcelorMittal pour ses activités en Liberia
1939	Claude Meisch	Plan social dans une entreprise spécialisée dans la fabrication de poudres et de pastilles pour lave-vaisselle
1941	Josée Lorsché	Allocation mensuelle pour demandeurs de protection
1942	Camille Gira et Henri Kox	Abattage d'arbres en vue d'une augmentation de la sécurité routière
1944	Tessy Scholtes	Accès aux quais des gares pour les personnes à mobilité réduite
1946	Fernand Etgen	Infections au virus «Schmallenberg»
1947	Eugène Berger	Convention de la commune de Roeser avec une société anonyme
1948	Gast Gibéryen	Exposition permanente du matériel historique des corps de sapeurs-pompiers
1950	Tessy Scholtes	Enseignement en équipe dans les écoles fondamentales
1951	Tessy Scholtes	Enseignement de la langue italienne dans l'enseignement secondaire classique
1952	Jean Colombera	Zone d'activité à proximité de la décharge SIDEC à Fridhaff
1954	Anne Brasseur	Carrière spécifique au sein de la fonction publique pour les moniteurs sportifs
1955	Carlo Wagner	Dépistage du cancer du col de l'utérus
1957	Claude Adam	Gestion sécurisée des données personnelles dans les commissions d'inclusion scolaire
1958	Claude Adam	Gestion sécurisée des données personnelles dans l'Éducation différenciée
1960	Claude Adam	Impact d'un jugement du Tribunal administratif sur la procédure d'orientation des élèves actuellement en dernière classe de l'enseignement fondamental
1961	Jean Colombera	Interdiction de fumer dans les voitures privées
1964	Viviane Loschetter et Félix Braz	Suppression des termes «mademoiselle», «nom de l'épouse» et «nom de jeune fille» en vue d'une meilleure promotion de l'égalité hommes-femmes
1972	Josée Lorsché	Placement d'enfants à l'étranger

Question 1835 (5.1.2012) de **M. Claude Adam** *(déi gréng)* concernant le **projet de l'éducation aux valeurs:**

Par le biais d'une motion votée le 7 juin 2011 lors du débat d'orientation sur les relations entre l'État et les communes, d'une part, et les cultes religieux, d'autre part, la Chambre des Députés a invité le Gouvernement «à présenter à la Chambre des Députés les conclusions à tirer du projet de l'éducation aux valeurs qui a été initié et développé dans le cadre du 'Neie Lycée'.»

Me référant aux explications du nouvel archevêque Jean-Claude Hollerich lors d'une interview diffusée le 10 décembre 2011 sur RTL Radio Lëtzebuerg, j'ai pu constater une certaine ouverture du côté de l'Église catholique face à l'introduction d'un cours aux valeurs unique pour tous les élèves. Il y a donc raison de compter sur un très large consensus dans cette question.

Dans ce contexte, j'aimerais avoir les renseignements suivants de Madame la Ministre:

- Madame la Ministre ne croit-elle pas l'opportunité venue d'aborder une réforme en direction d'un cours unique? Dans l'affirmative, quand est-ce qu'elle entend élaborer et présenter cette réforme?

- Quand est-ce que Madame la Ministre va présenter les conclusions du projet de l'éducation aux valeurs susmentionné à la Chambre des Députés?

Réponse (20.3.2012) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Les conclusions du projet d'éducation aux valeurs au Lycée Ermesinde ont été publiées le 29 et présentées le 30 juin 2011 à la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports, séance pour laquelle vous étiez excusé. Le rapport d'évaluation du cours d'éducation aux valeurs se trouve sur le site Internet de mon département: http://www.men.public.lu/publications/postprimaire/rapport_evaluation/100629_siggy_nl_rapport_valeurs/110629_rapport_education_aux_valeurs.pdf.

Le rapport d'évaluation résulte d'entretiens individuels (professeurs, parents, élèves, groupe d'accompagnement) et d'une enquête par questionnaire auprès d'élèves du Lycée Ermesinde et d'autres lycées, à titre comparatif.

Des entretiens, il ressort que les principaux objectifs d'éducation du projet ont été atteints (compétences sociales telles que l'aisance dans l'expression, l'ouverture sur le monde, le respect, les capacités au dialogue, au compromis etc.).

Les questionnaires révèlent que les élèves du lycée apprécient plus leur cours d'éducation aux valeurs que leurs camarades qui suivent les cours d'instruction religieuse ou de formation morale. Les élèves sont plus sûrs dans leur jugement. Ils ont le même niveau de connaissances sur les religions et la laïcité. Toutefois, ce niveau est insuffisant pour l'ensemble des élèves testés.

Pour ce qui est de votre question sur l'opportunité d'instaurer un cours unique en remplacement des cours d'éducation morale et sociale et d'Instruction religieuse, je respecte le programme gouvernemental qui stipule: «Les partis de la coalition se mettent d'accord pour le maintien du statu quo, à savoir le parallélisme et la liberté de choix entre le cours de formation morale et sociale et le cours d'instruction religieuse et morale.

Si toutefois, en cours de période législative, des changements à ce propos s'avéraient nécessaires en raison d'évolutions ou d'événements indépendants de la volonté du Gouvernement, toute modification afférente fera l'objet de négociations préalables du Gouvernement avec les églises et cultes concernés.»

Par ailleurs, la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle de la Chambre des Députés a eu le 11 janvier dernier un échange avec le Ministre des Cultes au sujet d'une mission d'expertise relative aux relations entre l'État et les communautés religieuses voire philosophiques au Luxembourg. Cette mission d'expertise se situe dans le cadre de la motion du 7 juin 2011 invitant le Gouvernement de continuer sur la voie du conventionnement des communautés religieuses conformément notamment aux dispositions de la Constitution. Je propose d'attendre les conclusions de ces travaux avant de poursuivre les réflexions sur l'éducation aux valeurs à l'école.

Question 1878 (23.1.2012) de **M. François Bausch** *(déi gréng)* concernant la **fiscalisation des voitures:**

Depuis l'introduction en Belgique d'une nouvelle loi en relation avec la taxation des voitures de société, le nombre des professionnels qui profitent de la possibilité d'immatriculer leurs voitures au Luxembourg aurait augmenté considérablement, comme l'annonce un journal belge.

En Belgique en effet, la taxation dépend de la pollution et la taxe s'applique sur le prix d'achat du véhicule. Elle est fixée à 5,5% pour une voiture diesel qui produit 95 grammes de CO_2 au kilomètre et 115 grammes par kilomètre pour une essence. Si l'on pollue plus, la taxe augmente d'un dixième de pourcent par gramme supplémentaire. Si l'on pollue moins, elle diminue mais un minimum de 4% est appliqué à tous les véhicules y compris aux voitures électriques.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Est-ce que Monsieur le Ministre est d'accord pour fermer ce «trou pour passer» entre la Belgique et le Luxembourg dans le domaine de la fiscalisation des voitures de société? Dans l'affirmative, de quelle façon?

2. Vu le grand nombre de nouvelles voitures de société immatriculées chaque année au Luxembourg (environ 50% des nouvelles immatriculations) pour lesquelles en matière fiscale les facteurs environnementaux ne sont pratiquement pas pris en considération, ne serait-il pas opportun de changer la loi fiscale luxembourgeoise dans ce domaine?

Réponse (27.3.2012) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

Il y a lieu de rappeler tout d'abord qu'au Luxembourg le degré de pollution des voitures est pris en compte depuis quelques années au niveau de la taxe sur les véhicules. Une modification législative à cet égard n'est pas envisagée. J'examine actuellement dans quelle mesure la déductibilité des voitures de société peut tenir compte de critères environnementaux.

Le Luxembourg n'a pas intérêt à voir des voitures circulant exclusivement à l'étranger être immatriculées au Luxembourg. Il examine actuellement quels sont les moyens légaux pour empêcher la constitution de sociétés ayant pour seule finalité l'immatriculation d'une ou de plusieurs voitures.

Question 1894 (31.1.2012) de **M. Claude Adam** *(déi gréng)* concernant la **revalorisation du site de Meysembourg:**

Selon mes informations, le site de Meysembourg a changé de propriétaire l'année passée. Eu égard que le site de Meysembourg incluant le château, les dépendances, le parc paysager et les alentours est classé monument national, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Est-ce que votre Ministère dispose d'éventuelles esquisses de projet soumises par des promoteurs potentiels?

- Quels sont à ce jour les initiatives concrètes et les projets envisagés par le Gouvernement pour revaloriser l'extraordinaire patrimoine culturel et naturel du Château de Meysembourg et de ses alentours?

Réponse (27.3.2012) de **Mme Octavie Modert,** *Ministre de la Culture:*

Le Château de Meysembourg a changé de propriétaire en avril 2011. Le nouveau propriétaire a pris l'initiative de contacter mes services, tout en soumettant une demande d'avis et d'approbation d'un plan d'entretien et de reconstitution partielle du parc paysager autour du Château de Meysembourg. Ce projet fut avisé en détail par la Commission des Sites et Monu-

ments Nationaux, avant d'être autorisé par mes soins en août 2011.

Lesdits travaux d'entretien et de reconstitution historique sont depuis suivis par le Service des Sites et Monuments Nationaux. Pour certains des travaux en question, le nouveau propriétaire a également soumis une demande de subvention telle que prévue par le règlement grand-ducal du 21 juillet 2009 concernant l'allocation de subventions pour des travaux de restauration d'immeubles. Le taux de la subvention sera fixé en concertation étroite avec l'Administration de la Nature. Il y a lieu de noter que lesdits travaux d'entretien et de reconstitution du parc du Château de Meysembourg sont tous des travaux de conservation et de restauration du patrimoine paysager historique, classé monument national.

Avant que le site ne changeât de propriétaire, le Service des Sites et Monuments Nationaux a fait réaliser, en tant que maître d'ouvrage, des travaux de stabilisation d'urgence et de réfection des toitures du château, ainsi que des travaux de stabilisation de maçonneries dans la zone d'un arc de décharge.

En vue d'une nouvelle affectation de certaines parties du site, des réunions ont eu lieu entre le Service des Sites et Monuments Nationaux, le nouveau propriétaire du site et le Polo Club Luxembourg a.s.b.l., afin de discuter des possibilités et contraintes en relation avec la mise en place éventuelle d'un terrain de polo et les infrastructures y relatives. Jusqu'à présent, un avant-projet n'a pas encore été présenté. Des travaux de levé topographique sont commandés par le propriétaire, en vue de disposer d'une base adéquate de planification.

Question 1898 (31.1.2012) de **M. Roger Negri** *(LSAP)* concernant le **projet de train pendulaire entre Bruxelles et Bâle:**

D'après plusieurs articles parus dans la presse belge, le projet de train pendulaire entre Bruxelles et Bâle serait à l'arrêt. La société des chemins de fer suisse (SBB) aurait, suite à un changement de la direction, procédé à un changement de stratégie et le projet du «pendolino» ne serait plus une priorité. Sans garantie de pouvoir exploiter le train pendulaire, Infrabel, le gestionnaire du réseau ferroviaire belge, aurait également suspendu les travaux sur la ligne 162 (Bruxelles-Namur-Luxembourg), dont l'échéance est prévue pour 2014.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes:

1. Monsieur le Ministre est-il au courant des décisions prises par la SBB et par Infrabel?

2. Étant donné la réaction d'Infrabel, quel pourrait être l'impact sur le projet Eurocap-Rail si les chemins de fer suisses décident effectivement d'abandonner le projet «pendolino»? Quelles sont les alternatives?

3. Où en est la collaboration entre les différentes sociétés nationales de chemins de fer (SNCB, SNCF, CFL, SBB) concernant le projet de train pendulaire «pendolino»?

Réponse (22.3.2012) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire n°1866 du 31 janvier 2012, l'honorable Député Roger Negri souhaite s'informer au sujet du projet de train pendulaire entre Bruxelles et Bâle.

Les CFF se sont engagés dans un projet commun avec la SNCB, la SNCF et les CFL pour développer l'offre ferroviaire sur la ligne Bruxelles-Luxembourg-Strasbourg-Suisse. A l'origine de ce projet, une des pistes poursuivies par les quatre partenaires était celle de l'acquisition d'automotrices pendulaires par les CFF pour le trafic international. Dans un tel scénario, les automotrices nécessaires au trafic Bruxelles-Suisse auraient éventuellement pu être achetées dans le cadre de ce marché et mises à disposition pour l'exploitation de la ligne Bruxelles-Suisse.

Pourtant fin 2011, les CFF ont informé les CFL qu'ils avaient décidé de renoncer à l'acquisition de trains pendulaires, étant donné que les trains de type conventionnel répondent mieux à leurs besoins. Suite à cette décision, les CFF ne pourront donc pas mettre à disposition du matériel pendulaire pour la ligne Bruxelles-Suisse.

À noter que le projet de développement de la ligne Bruxelles-Luxembourg n'est pas bloqué par cette décision. Les partenaires sont en train d'analyser des solutions alternatives. Les CFF ont confirmé leur intérêt à poursuivre les discussions afin d'améliorer la desserte entre la Suisse, le Luxembourg et la Belgique.

Selon nos informations auprès d'Infrabel, les travaux sur la ligne 162 n'ont jamais été suspendus ni mis en question. En effet, la très grande majorité de ces travaux est indépendante de la mise en œuvre ultérieure de trains pendulaires et permettra de gagner environ 20 minutes entre Luxembourg et Bruxelles, même avec des trains classiques.

Seuls les travaux liés spécifiquement à la circulation de trains pendulaires sont, d'après nos informations, actuellement en attente d'une décision définitive.

Par conséquent et de ce qui précède, il ressort que la décision des CFF n'a pas d'impact sur le projet Eurocap-Rail.

Enfin, sur la base d'une étude de marché commune, les quatre partenaires avaient développé un plan d'affaires pour le développement de la ligne en question. Ce plan d'affaires indiquait qu'une offre moderne, rapide et confortable pourrait être viable, sans toutefois atteindre des taux de rentabilité très élevés.

Après la décision des CFF de ne pas acquérir de matériel pendulaire, les quatre partenaires ont lancé une consultation du marché (RFI, Request for Information) pour sonder les possibilités de fournisseurs de matériel roulant pendulaire techniquement compatible avec les quatre réseaux traversés et ceci dans le cadre d'un marché de taille limité (quatre à six automotrices). Les résultats de cette consultation sont attendus à brève échéance. Les quatre partenaires se concerteront ensuite sur la démarche à suivre en fonction de l'impact des résultats sur le plan d'affaires.

En cas d'abandon de la solution pendulaire, la ligne Strasbourg-Bruxelles sera desservie par l'introduction de quatre TGV, d'ailleurs prévus dans le protocole d'accord intergouvernemental de 2002 entre le Luxembourg et Strasbourg (et la Suisse dans la mesure du possible) ainsi que, d'autre part, par la création de trains classiques en correspondance entre le Luxembourg et Bruxelles.

Question 1909 (6.2.2012) de **M. Camille Gira** *(déi gréng)* la **répartition des effectifs de la police:**

Au cours des dernières années, les services de la police au niveau des circonscriptions régionales sont confrontés à une augmentation considérable des charges et enquêtes judiciaires de telle sorte que les effectifs sur place sont de moins en moins en mesure de remplir leurs différentes tâches. Il est évident que la surcharge par le travail administratif ne sert certainement pas à maintenir la présence des agents sur le terrain, souhaitée aussi bien par les responsables politiques que par les habitants.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

Au 1er janvier 2011 la police présentait un effectif de 66 cadres supérieurs, 1.400 inspecteurs, 189 brigadiers et 255 personnels civils.

- Quelle est la répartition actuelle de ce personnel? Dans quelle mesure les circonscriptions régionales, notamment les Services de Recherches et d'Enquêtes Criminelles ainsi que la Cellule de Police Technique y intégrée à part entière, ont été renforcés dans les différentes régions afin de faire face à l'augmentation de la criminalité?

Dans le rapport du projet de loi n°5873 portant sur le renforcement des effectifs de la police et modifiant la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police, la Commission juridique a entre autres pris position sur la répartition des effectifs de la police en indiquant que la répartition des effectifs, dont le recrutement sera prévu dans la loi budgétaire, devra tenir compte de quelques principes:

- l'évolution démographique et socio-économique ainsi qu'en vue de l'évolution de la criminalité et autres;

- la première priorité sera le renforcement des CI et CP au sein des six circonscriptions régionales ainsi que le renforcement des services judiciaires (SPJ et Service de Police Judiciaire).

La Commission juridique avait aussi, à titre indicatif, présenté le tableau suivant:

Effectifs (cadre policier et civil)	Total 2008 (1.573)	Total 2015 (2.070)	Renforts
Direction Générale	122	137	15
École de Police	27	32	5
Service de Police Judiciaire	142	212	70
Unité Centrale de Police de l'Aéroport (UCPA)	48	68	20
Unité Centrale de Police de la Route (UCPR)	42	72	30
Unité de Garde et de Réserve Mobile (UGRM)	113	158	45
Unité Spéciale de la Police (USP)	54	69	15
Circonscription régionale Cap	79	104	25
Circonscription régionale Diekirch	135	170	35
Circonscription régionale Esch-sur-Alzette	260	340	80
Circonscription régionale Grevenmacher	131	166	35
Circonscription régionale Mersch	85	110	25
Circonscription régionale Luxembourg	292	377	85
Divers	33	43	10
Inspection Générale	10	12	2
Total	1.573	2.070	497

Selon les statistiques policières de l'année 2011 on constate que la direction générale a, par rapport à la proposition de la commission, un surplus de 154 personnels c'est-à-dire un effectif de 276.

- Avec quelle nécessité la direction générale de la police a-t-elle augmenté son effectif de quelque 154 personnes?

- Pour quelles raisons les effectifs des différentes régions sont en régression, des centres d'intervention doivent fusionner avec des commissariats de proximité, des polices de route régionales seront éventuellement supprimées?

- Est-il prévu de réorganiser les Services de Recherche et d'Enquête Criminelles en limitant les effectifs, ce qui diminuerait l'efficacité et la proximité surtout des petites régions et la présence sur le terrain?

- De quelle façon Monsieur le Ministre va-t-il renforcer les effectifs des petites régions afin de garantir un service de proximité équitable aux citoyens de toutes les régions?

- Est-ce que Monsieur le Ministre entend changer les priorités d'affectation au sein de la police en faveur et suivant les besoins des circonscriptions régionales?

- Avec quel raisonnement seul le Service de Recherche et d'Enquête Criminelles de Capellen n'a pas eu d'augmentations de personnel depuis 2004 par rapport à d'autres Services de Recherches?

Réponse (8.3.2012) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Afin de refléter une image réelle sur l'évolution des effectifs de la Police grand-ducale et d'éviter des fluctuations générées par les départs à la retraite, démissions, mutations et autres, je vous joins les tableaux reprenant les effectifs des cadres policier et civil au 1er octobre de chaque année. En effet, les affectations des nouveaux inspecteurs adjoints issus des promotions de volontaires de police se font chaque année pour le 1er octobre de façon à combler au mieux toutes les vacances de postes générées par les départs précités. Néanmoins dans le but d'une transparence parfaite, nous avons ajouté aux tableaux une colonne reprenant les effectifs au 14 février 2012.

En effet, au 14 février 2012 la Police grand-ducale présentait un effectif de 70 cadres supérieurs, 1.428 inspecteurs, 204 brigadiers et 216 personnels civils, donc un effectif total de 1.918.

Les six circonscriptions régionales ont été renforcées depuis le 1er octobre 2007 et jusqu'au 1er octobre 2011 de 93 fonctionnaires, à savoir:

- Capellen 3 (néant pour le SREC)
- Diekirch 16 (dont 1 pour le SREC)
- Esch-sur-Alzette 28 (dont 1 pour le SREC)
- Grevenmacher 12 (dont 3 pour le SREC)
- Luxembourg 31 (dont 2 pour le SREC) et
- Mersch 3 (néant pour le SREC).

Il faut souligner qu'une priorité a été accordée au renforcement des centres d'intervention, fonctionnant 7j/7j et 24h/24h.

Le tableau des effectifs joint démontre que l'effectif de la direction générale de la Police grand-ducale a augmenté de 30 fonctionnaires, et non pas de 154, dont 26 policiers et quatre personnels civils. Le seul renforcement du Centre d'Intervention National (CIN), avec son appel d'urgence 113, a été de cinq policiers.

Par ailleurs, les circonscriptions régionales ont connu une augmentation de 93 policiers, ce qui constitue près de 50% de tous les renforcements engendrés. Les services centraux ont été renforcés de 64 policiers (34% des renforts).

Dans un souci de service au client et de rationalisation des effectifs, les centres d'intervention et les commissariats de proximité implantés dans une même localité ont été regroupés afin d'assurer d'une part un accueil amélioré et d'autre part une présence renforcée sur le terrain. Ces centralisations ont été faites sous forme de projets-pilote et vont trouver leur base légale dans la loi modifiée sur la Police grand-ducale. Par ailleurs, dans le même souci d'efficacité et de rationalisation, l'argument des services de police de route est analysé sans qu'aucune suppression ne soit prévue à l'heure actuelle.

Dans le cadre de la mission de police judiciaire, mes services, en étroite collaboration avec le Ministère de la Justice et les autorités judiciaires, analysent un rapprochement du Service de Police Judiciaire et des services régionaux dans le souci d'amélioration des services prestés.

Les priorités d'affectation sont fixées annuellement en fonction des analyses criminelles établies, tenant compte des missions générales de la Police grand-ducale.

(tableaux à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Question 1911 (7.2.2012) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant le **prix de la formation au Centre de formation pour conducteurs:**

Zanter dem 1. Juli 1995 muss jiddwereen, deen de Führerschäin mécht, nodeems en déi theoretesch a praktesch Prüfunge gepackt huet, en zousätzleche Cours am «Centre de formation pour conducteurs» zu Colmar-Bierg besichen. Dëse Cours, deem säin Notzen net a Fro ze stellen ass, ass obligatoresch an trotzdeem mat engem relativ héije Käschtepunkt verbonnen. Den obligatoresche Cours, fir den Auto oder d'Motorrad, kascht tëschent 179,88 an 198,86 €.

An deem Kontext géif ech dem Minister fir Nohaltegkeet an Infrastrukturen dës Froe stellen:

1) Wéi setze sech d'Käschte fir de Cours zesummen?

2) Well dës Fraisën oft Jugendlecher mat klengem Akommes betreffen, deelt de Minister meng Meenung, datt dëse Käschtepunkt ze héich ass?

3) Ass d'Regierung bereet sech méi staark un de Fraisë fir esou Coursen ze bedeelegen, zumindest no Kritären, déi d'Akommes vun de Kandidaten an/oder d'Kompositioun vun hirer Famill berücksichtegt?

Réponse (6.4.2012) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Dans sa question parlementaire l'honorable Député souhaite avoir des précisions sur les frais du cours de formation auquel tout conducteur novice doit obligatoirement participer pendant les deux années de stage après l'obtention du permis de conduire.

En effet, depuis le 1er juillet 1995, l'article 83 de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques, communément appelé le Code de la Route, dispose que les titulaires des catégories A et B du permis de conduire doivent obligatoirement participer à un stage de formation d'une journée, dispensé par le Centre de formation pour conducteurs en vue de la prolongation de la durée de validité jusqu'à l'âge de 60 ans.

Le cours de formation en question a pour objectif d'aider le conducteur novice à adopter une façon de conduire responsable et défensive et de prendre conscience des dangers quotidiens dans la circulation ainsi que de ses propres limites, de celles de son véhicule et de celles de la physique afin de bien réagir dans des situations dangereuses.

Le prix de 179,88 € en semaine et de 198,86 € les samedi, dimanche et jours fériés ou chômés a été arrêté sur base d'un plan de financement et se compose notamment de la rémunération des formateurs et des frais liés à la mise à disposition du matériel et des infrastructures. Par ailleurs, il comporte la prime de l'assurance civile et tous risques du client par laquelle le véhicule est couvert durant les exercices. De plus, le petit déjeuner et le déjeuner sont inclus dans le prix.

Le coût du stage de formation tout comme le prix de l'apprentissage en auto-école sont à charge du candidat désireux d'obtenir le permis de conduire.

Question 1912 (7.2.2012) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant l'**obligation de pneus d'hiver:**

Vum Oktober u sollen och zu Lëtzebuerg d'Wanterpneue Flicht ginn. D'Fro, ob dës Flicht nëmme fir Autoe gëllt, déi hei am Land ugemellt sinn, oder fir all Automobilist, deen ons Stroosse benotzt, gëtt am Ament vill diskutéiert.

Dowéinst géif ech dem Här Minister fir Nohaltegkeet an Infrastrukturen dës Froe stellen:

1) Wéini gëtt d'Reglement publizéiert, wat d'Wanterpneuen a Lëtzebuerg virschreift?

2) Wéi eng Gefierer si vun dem Reglement betraff?

3) Ënner wéi engen Ëmstänn, oder a wat fir engem Zäitraum, gëllt d'Flicht fir d'Wanterpneuen?

4) Wéi wëllt de Minister sécherstellen, datt am Kader vun der Wiener Konventioun vun 1968 dës Obligatioun och fir Gefierer gëllt, déi net zu Lëtzebuerg immatriculéiert sinn?

5) Wie kontrolléiert d'Anhale vun der Obligatioun mat Wanterpneuen ënnerwee ze sinn, a wat fir Konsequenze si virgesi fir déi Chauffeuren, déi sech net drun halen?

Réponse (27.2.2012) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite avoir des précisions sur l'introduction, dans la réglementation routière, d'une disposition exigeant que dans des conditions météorologiques hivernales, les véhicules automoteurs peuvent être conduits sur la voie publique uniquement avec des pneus d'hiver.

Le projet de règlement grand-ducal en question a été approuvé par le Conseil de Gouvernement lors de sa séance du 29 juillet 2011 et est actuellement soumis à l'avis du Conseil d'État. Il sera publié dès que la procédure réglementaire aura aboutie. En effet, il est prévu que les nouvelles dispositions entrent en vigueur le 1er octobre 2012.

Le texte prévoit qu'en cas de verglas, de neige tassée, de neige fondante, de plaques de glace ou de givre, la conduite d'un véhicule automoteur n'est autorisée qu'avec des pneus d'hiver (pneus M+S ou M.S. ou M&S) montés sur toutes les roues du véhicule. Cette disposition est pourtant allégée pour les véhicules des catégories M2, M3, N2 et N3 (autobus, autocars, camions, tracteurs de semi-remorques, tracteurs de remorques et autres véhicules poids lourds) qui peuvent être conduits avec des pneus d'hiver montés sur tous les essieux-moteurs.

Finalement, certaines catégories de véhicules automoteurs ne sont pas visées par la nouvelle disposition. Il s'agit en l'occurrence des véhicules de la catégorie L (cyclomoteurs, motocycles, tricycles, quadricycles légers, quadricycles) dont la participation à la circulation routière est de toute façon limitée per se en saison hivernale de sorte que leur impact est très limité en termes de sécurité routière et de fluidité du trafic pendant cette période.

Par ailleurs et sous réserve toutefois que des pneus d'hiver n'existent pas pour ces véhicules, ne tombent pas sous le champ d'application de la nouvelle disposition les tracteurs, les machines automotrices, les véhicules spéciaux, les véhicules historiques, les véhicules de l'armée, de la Police grand-ducale, de l'Administration des Douanes et Accises, de l'Administration des Services de Secours ainsi que des services d'incendie et de sauvetage communaux.

À préciser encore que la présente modification du Code de la Route a le caractère d'une règle de comportement, s'appliquant à tous les conducteurs, sans distinction quant au pays d'immatriculation de leur véhicule. Il ne s'agit pas de prescrire en l'occurrence et d'une manière générale l'équipement des véhicules automoteurs par des pneus d'hiver pendant la saison hivernale, mais de laisser au choix du conducteur de conduire ou non son véhicule dans les conditions de circulation hivernales, auquel cas la conduite n'est autorisée qu'avec des pneus d'hiver. Par ailleurs, les véhicules en stationnement sur la voie publique ne sont pas visés par cette mesure.

L'exécution de la nouvelle réglementation sera assurée, comme pour toutes les autres dispositions légales et réglementaires ayant trait à la circulation routière, par la Police grand-ducale. Dans ce contexte, deux nouvelles infractions reprenant les taux des avertissements taxés à décerner en cas de non-respect des règles de conduite des véhicules automoteurs dans des conditions de circulation hivernales sont prévues. À cet égard, une différenciation est faite quant au taux de l'avertissement taxé applicable, selon le cas où le comportement non réglementaire constitue (74 €) ou non (49 €) une gêne à la circulation routière.

Question 1913 (7.2.2012) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **remise des lettres de créance par l'ambassadeur du Luxembourg accrédité en République de Chypre:**

L'ambassadeur du Luxembourg à Athènes, qui a été nommé à ce poste en septembre 2010, vient de présenter ses lettres de créance en République de Chypre. Un communiqué du «Press and Information Office» (www.moi.gov.cy) indique la date du 10 janvier 2012.

C'est pourquoi, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères:

- Pour quelle raison l'ambassadeur du Luxembourg a eu besoin de plus de 15 mois pour présenter ses lettres de créance à S.E.M. Demetris Christofias, Président de la République de Chypre?

Réponse (17.2.2012) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères:*

L'octroi d'une date, permettant à un ambassadeur désigné et ayant reçu l'agrément de remettre ses lettres de créance, ne dépend pas du Luxembourg, ni de son ambassadeur désigné, mais exclusivement de l'État accréditant.

Il faut par ailleurs savoir que l'accréditation d'un ambassadeur non-résident - ce qui est le cas de notre représentant auprès de la République de Chypre, qui réside à Athènes - prend en général beaucoup plus de temps que pour un ambassadeur résident.

Deux raisons à cela.

Premièrement, avant de pouvoir co-accréditer un ambassadeur auprès d'un ou de plusieurs autres États dans lesquels il ne réside pas, il faut qu'il ait remis ses lettres de créance au chef d'État du pays où il résidera. Ce qui, selon les circonstances, peut prendre quelques semaines. Ce n'est qu'ensuite qu'il sera autorisé à solliciter une date pour la remise de ses lettres de créance auprès des autorités du ou des pays d'accréditation en tant qu'ambassadeur non-résident. Cela prend à nouveau du temps et constitue la deuxième explication quant à la durée de ces procédures. Il est de coutume, en plus, que chaque pays privilégie les ambassadeurs résidents lorsqu'il s'agit d'octroyer les dates pour la remise des lettres de créance. Ce qui signifie que les ambassadeurs non-résidents attendent sensiblement plus longtemps pour obtenir le rendez-vous leur permettant d'être accrédités.

Pour ce qui est de ce cas précis, il convient d'ajouter qu'il avait été prévu, initialement, de donner à notre ambassade à Athènes une réorientation de sa représentation régionale. Cela s'est traduit par un report de notre demande d'accréditation à Nicosie.

Question 1914 (7.2.2012) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant l'**organisation du secteur de la recherche:**

Le Luxembourg organise actuellement sa recherche publique dans plusieurs entités, à savoir, outre l'Université du Luxembourg, les trois CRP (Lippmann, Tudor, Santé), le CVCE et le CEPS/Instead. Étant donné qu'il est question de réorganiser ce secteur, il est utile d'avoir une vue d'ensemble sur les pratiques actuelles en vigueur dans chacune de ces entités.

Voilà pourquoi j'aimerais demander à Monsieur le Ministre s'il est possible d'avoir des informations, par exemple au moyen de tableaux comparatifs, sur l'organisation de ce secteur.

En particulier, j'aimerais savoir:

- Quel est le nombre des personnels engagés (chercheurs scientifiques, cadres et employés administratifs) dans chacune des entités de recherche et comment ont-ils évolué ces dernières années?

- Quelle est la nature des contrats de ces personnels (CDD ou CDI)?

- Comment s'organise leur représentation (délégations du personnel)?

- Quelles sont les grilles de rémunération? Sont-elles partout les mêmes et comment sont-elles négociées?

- Quelles sont les pratiques d'engagement des personnels administratifs et scientifiques dans chaque entité (appel public des candidatures ou autre, en particulier de candidature pour les fonctions dirigeantes, transparence des critères et des procédures d'engagement et de licenciement des chercheurs)?

- Comment s'organise la gouvernance dans chaque entité, en particulier en ce qui concerne le pouvoir de la direction, les méthodes pour le choix de projets de recherche, la coordination entre les chercheurs, la gestion des personnels?

- Quels pourcentages des fonds de chaque entité proviennent de la dotation de l'État, des projets retenus par le FNR ou d'autres sources (européennes, privées)?

Réponse (20.3.2012) de **M. François Biltgen,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

En réponse à la question de l'honorable Député je tiens à souligner que les rapports d'activité relatifs aux années 2010 et 2011 du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche publiés sur le site du Gouvernement contiennent des informations détaillées concernant l'évolution au cours des dernières années des effectifs des différents établissements sous la tutelle du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

En ce qui concerne l'Université du Luxembourg, la composition des personnels se présente comme suit (situation 2010):

- académique:	188
- intermédiaire (assistants et assistants chercheurs):	157
- administratif:	208
- scientifique:	363
- technique:	88
- enseignants vacataires:	651
- professeurs invités:	14
- étudiants salariés:	91

La répartition de la nature des contrats (CDD/CDI) est la suivante (situation 2011):

	CRP-HT	CRP-GL	CRP-Santé	CEPS	CVCE	UdL
CDI	263	144	168	93	35	501
CDD	199	83	114	39	5	503
dont doctor. AFR	27	47	35	14	0	
postdoc AFR	7	13	9	10	0	

Chaque institution dispose d'une délégation du personnel élue conformément au Code du Travail.

L'université a défini des grilles salariales par catégorie de personnel: corps académique, personnel scientifique, administratif et technique. Une première adaptation des grilles de rémunérations a été opérée en 2011.

Les grilles des salaires des CRP, du CEPS et du CVCE sont décidées par les conseils d'administration respectifs, en application du principe de l'autonomie financière et administrative et varient selon l'institution. Les grilles des salaires du CRP-Santé et du CEPS sont inspirées des grilles salariales de la Fonction publique avec des adaptations en fonction du diplôme d'entrée du salarié. Les CRP-Henri Tudor et CRP-Gabriel Lippmann ne disposent pas de grilles de rémunération fixes proprement dites mais pratiquent une politique salariale axée davantage sur le mérite.

Pour ce qui est des centres de recherche publics les contrats de performance en cours prévoient que les institutions développeront et mettront en œuvre au cours de la période 2011-2013 une stratégie de développement de carrières prenant en considération les aspects de la performance individuelle et le développement général de l'institution ainsi qu'un système d'évaluation transparent, les modalités et procédures y relatives étant à approuver par le conseil d'administration avant la fin de l'année 2013.

À l'université, l'engagement se fait par annonce publique. Pour les professeurs et les assistants professeurs, une commission de nomination composée en principe de cinq membres, dont deux au moins sont externes à l'université, examine les candidatures et propose un classement des candidats. Les professeurs sont nommés par le conseil de gouvernance, les autres membres du personnel étant nommés par le rectorat.

Pour les membres du rectorat, le recrutement se fait par annonce publique et, pour certains cas, à l'aide d'un cabinet de consultance.

Aux autres établissements, la procédure de recrutement commence en règle générale par l'établissement d'un profil de poste établi en fonction des besoins de l'institution. Tout recrutement est annoncé à l'ADEM et diffusé en interne au personnel respectivement sur site Internet. En fonction des postes à pourvoir des annonces externes supplémentaires sont faites dans les journaux nationaux ou dans des journaux/revues scientifiques internationaux. Pour le pourvoi de postes à fonction dirigeante, le recours soit à un comité de recrutement (pouvant comporter des experts externes), soit à des services d'un cabinet de recrutement est prévu. Pour l'engagement du personnel scientifique, les institutions se réfèrent aux recommandations européennes établies par «La charte européenne du chercheur et le code de conduite pour le recrutement de chercheurs» (http://ec.europa.eu/eracareers/pdf/eur_21620_en-fr.pdf).

L'université est structurée en trois facultés et deux centres interdisciplinaires. Chaque faculté est sous-structurée en unités de recherche et unités de formation. Le titre II, chapitre 5 du règlement d'ordre intérieur définit le fonctionnement du conseil facultaire, les attributions et le fonctionnement des unités de recherche et des unités de formation. Les autres établissements comportent une structuration analogue, en règle générale à deux niveaux (départements, unités).

Les dispositions légales et les règlements d'ordre intérieur respectivement organisent la gouvernance des différentes institutions. Le conseil d'administration, et pour l'université le conseil de gouvernance, arrête la politique générale et les choix stratégiques et exerce le contrôle sur les activités de l'institution. Pour l'université les responsabilités du rectorat sont définies par la loi, celles des directions des autres institutions par les règlements d'ordre intérieur respectifs.

Pour les CRP, le CEPS et le CVCE le choix des projets de recherche est établi selon des procédures internes de l'établissement et en accord avec les termes du contrat de performance avec le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. La coordination des travaux se fait selon les procédures établies individuellement par chaque institution, en règle générale par le biais de comités/groupes de direction réunissant les responsables des différentes unités structurelles.

En 2010, l'université a dépensé 27,8 millions d'euros pour des activités de recherche, dont 15 millions ne proviennent pas de la dotation globale de l'État. Pour ce qui est du financement externe, la part du Fonds national de la recherche s'élève à 61%, celle de l'Union européenne à 11,1% et celle des chaires professorales à 5%.

Dans le cadre des contrats de performance et en complément à la dotation de l'État les institutions de recherche s'engagent à obtenir des recettes tierces par le biais des contrats de recherche (recherche contractuelle) ainsi que des recettes issues de programmes de recherche à caractère compétitif (financement compétitif) comme p. ex. les programmes pluriannuels du FNR ou le programme-cadre européen pour la recherche et le développement.

Pour la période 2008-2013 la relation entre contributions financières de l'État (CFE) et financement tiers s'établit comme suit (résultats réalisés* pour 2008-2010 et objectifs conventionnés** pour 2011-2013)

CRP/CEPS (mio. €)	2008*	2009*	2010*	Σ 2008-2010	2011**	2012**	2013**	Σ 2011-2013
CFE	51,4	55,1	61,6	168,3	66,3	69,4	72,5	208,2
Financement tiers	26,2	32,7	32,6	91,5	42,6	47,1	52,2	141,9
Total	77,6	87,8	94,2	259,8	108,9	116,5	124,7	350,2

Université (mio. €)	2008*	2009*	2010*	Σ 2008-2010	2011**	2012**	2013**	Σ 2011-2013
CFE***	80,0	92,9	91,1	264,0	106,0	120,2	131,7	357,9
Financement tiers	8,8	12,7	16,3	37,8	18,0	20,0	23,0	61,0
Total	88,8	105,6	107,4	301,8	124,0	140,2	154,7	418,9

*** CFE comprend la CFE du Luxembourg Center for Systems Biomedicine (LCSB)

Pour la période du premier contrat de performance (2008-2010) le détail du financement (CFE et financement tiers) des CRPs et du CEPS s'établit comme suit:

	CRP-Gabriel Lippmann		CRP-Henri Tudor	
(M€)	Objectif	Réalisé	Objectif	Réalisé
CFE	39,900	39,900	57,200	57,200
Recherche compétitive	11,800	11,689	14,500	9,995
Recherche contractuelle	8,000	11,357	20,800	23,188
Coopération interrégionale	1,100	0,836	2,400	2,489
Total financement tiers	20,900	23,882	37,700	35,672

	CRP-Santé		CEPS	
(M€)	Objectif	Réalisé	Objectif	Réalisé
CFE	50,800	50,800	25,200	25,200
Recherche compétitive	13,300	12,865	7,400	4,804
Recherche contractuelle	13,300	7,957	8,700	9,044
Total financement tiers	26,600	20,822	16,100	13,848

Question 1915 (8.2.2012) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant l'**étude sur la pratique de méthodes liberticides appliquées dans les structures d'accueil pour personnes dépendantes:**

Une étude publiée en septembre 2010 et réalisée sous la responsabilité de l'association d'utilité publique «RBS-Center fir Altersfroen» en collaboration avec l'Université du Luxembourg a analysé la pratique de méthodes liberticides appliquées dans les structures d'accueil pour personnes dépendantes pour éviter un comportement dérangeant d'une personne.

En raison du caractère non contraignant de la «Charte des droits de la personne dépendante» élaborée par l'Association de gérontologie-gériatrie, l'étude fait savoir que le Luxembourg ne dispose pas de législation réglant le recours à des mesures telles que l'administration de psychotropes aux patients, la fixation du patient au lit, son enferment dans sa chambre et autres. La responsabilité de tels actes incombe dès lors à part entière à la personne soignante.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

- Est-ce que Madame la Ministre est en train d'élaborer des directives et règles formelles contraignantes pour prévenir le recours à des mesures ou instruments liberticides, comme elle l'a annoncé dans l'éditorial de l'étude en question?

- Quels sont, le cas échéant, les acteurs impliqués dans la discussion et dans l'élaboration de ladite réglementation?

Réponse (7.3.2012) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Fin 2010, le Ministère de la Famille et de l'intégration, ensemble avec le Ministère de la Santé, avait mis en place, sous la responsabilité d'un comité de pilotage, quatre groupes de travail en vue de la préparation d'un plan d'action «maladies démentielles». Ces groupes de travail intégraient aussi bien des professionnels du terrain (milieu institutionnel et maintien à domicile), des médecins généralistes et spécialistes, des membres de famille et/ou des représentants d'organisations de personnes concernées par les maladies neuro-dégénératives (Association Luxembourg Alzheimer, Parkinson Luxembourg a.s.b.l., Ligue de la Sclérose en Plaques), des représentants d'organes/organisations (comme le Conseil supérieur des personnes âgées, l'Association luxembourgeoise de Gériatrie et de Gérontologie, le Conseil national des programmes, la Commission consultative des droits de l'Homme,…), des acteurs locaux (offices sociaux) ainsi que des agents de différents services publics (Ministères de la Santé, de la Sécurité sociale/Cellule d'évaluation et d'orientation, Service Central d'Assistance Sociale, Police grand-ducale,…).

Les thèmes retenus pour les groupes étaient:

- La continuité de la chaîne médical/soins/social/ avec une attention particulière pour la prévention respectivement le diagnostic précoce

- Le soutien à l'entourage familial

- Les droits et la protection des personnes atteintes de la maladie

- Le déni social de la maladie

Les membres des groupes de travail avaient comme mission d'analyser, sous ces quatre angles de vue particuliers, la situation des personnes concernées et de faire l'inventaire des besoins/problématiques éventuels constatés par rapport à la situation existante.

Les groupes viennent de finaliser leurs travaux au début de cette année-ci et le comité de pilotage prépare actuellement son rapport final attendu pour mai/juin. J'attends ces conclusions afin de pouvoir décider des étapes suivantes à entreprendre.

Question 1916 (8.2.2012) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant la **campagne contre le «littering»:**

Le Ministère du Développement durable et des Infrastructures avait lancé au cours de l'année passée une campagne de sensibilisation avec comme objectif la réduction des déchets jetés le long de notre réseau routier.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur les coûts de cette campagne?

- Est-ce que la campagne a connu un suivi de la part du Ministère? Si oui, sous quelle forme?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les résultats de la campagne susmentionnée?

Réponse (23.3.2012) de **M. Marco Schank,** *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:*

La campagne de sensibilisation à laquelle le Député Eugène Berger fait référence a eu pour objectifs de sensibiliser les utilisateurs des réseaux luxembourgeois au «littering», d'encourager à une démarche plus citoyenne et respectueuse de l'environnement et de changer le comportement de ceux pratiquant le «littering».

Le mot «littering» caractérise «le dépôt inattentif de déchets en dehors des réceptacles réservés à cet effet». Or, depuis plusieurs années, on constate une augmentation du phénomène du littering le long des routes et chemins surtout, mais aussi sur les places publiques. Il est le plus fréquemment lié à la consommation de boissons, de nourriture et de cigarettes. 89 kg de déchets par km ont été ramassés le long des routes luxembourgeoises en 2009. Pour les autoroutes il s'agissait même de 309 kg par km! Ces déchets nuisent non seulement à la nature, mais entraînent également des problèmes d'ordre social - p. ex. une dégradation des espaces publics - et économique: ainsi, en 2009, la collecte des déchets a généré un coût de près d'un million d'euros à charge du contribuable.

C'est pourquoi le Ministre du Développement durable et des Infrastructures a décidé de procéder à une sensibilisation de la population à cette problématique, ceci avant d'envisager une réglementation telle que retenue dans les articles 47 et 48 de la nouvelle loi relative à la gestion des déchets.

Il a été demandé aux services du département de l'Environnement et de l'Administration de l'Environnement d'élaborer une proposition relative à une mise en œuvre des articles précités en vue notamment de l'introduction d'un régime d'avertissements taxés, afin de pouvoir sanctionner directement des infractions telles que le littering.

La campagne 2011 a été réalisée à l'aide de plusieurs supports:

- 45 affiches du réseau routier luxembourgeois (autoroutes et routes nationales);

- des affiches à l'intérieur des autobus du réseau RGTR;

- des affiches dans les lieux publics (communes, administrations,…);

- un jeu-concours auquel on peut participer aux stations de contrôle technique et à l'Automobil Club de Bertrange ainsi que sur le site du Ministère;

- une installation sur l'aire de Berchem représentant les déchets ramassés lors d'un week-end sur l'A3.

Le coût de cette campagne a été de 63.029,88 euros.

Le Ministre du Développement durable et des Infrastructures a l'intention d'y donner une suite en organisant en 2012 une campagne de sensibilisation en collaboration avec les communes. Cette campagne sera plus axée sur le littering dans l'espace urbain. Elle aura une moindre envergure que celle de l'année 2011. Un des points forts sera une collaboration avec les établissements scolaires en vue d'une sensibilisation des élèves par voie de projets ou de cours appliqués.

À ce stade, l'évaluation des résultats d'une seule campagne n'est pas indiquée. De tels effets sont seulement mesurables dans le cadre d'actions répétées s'étalant à long terme.

Toutefois, le taux de participation au concours «La nature n'est pas une poubelle», avec quelque 1.000 participants, fait preuve d'un beau succès. Par ailleurs, dans le cadre du Grand Prix 2012 paperJam, la campagne a été récompensée par le prix spécial «Impact Grand Public» par TNS ILReS. Les critères retenus pour évaluer les différentes campagnes et décerner ce prix ont été la visibilité et mémorisation après exposition (le public se souvient-il avoir vu la campagne?), la capacité à impliquer le public grâce à la déclinaison créative et l'intérêt du message délivré et ainsi la capacité à renforcer la relation établie avec le public.

Question 1917 (8.2.2012) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant les **Services de Recherche et d'Enquête Criminelles:**

Il résulte d'une lettre émanant du Ministre de la Justice et du Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région (réf.: 2011/14875/1982/DSI) que les Services de Recherche et d'Enquête Criminelles sont dorénavant dénommés Services Régionaux de Police Judiciaire. L'organigramme de ces services sera adapté aux besoins régionaux.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'une telle centralisation risque de mettre en question les missions légales du Service de Recherche et d'Enquête Criminelles dans le milieu criminel régional?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que le service de proximité des nouveaux Services Régionaux de Police Judiciaire est toujours garanti?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que les renseignements de base et le travail de base sont d'une importance primordiale tant pour la mission de police préventive que pour les enquêtes?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'une centralisation des services risque d'entraver la recherche et l'arrestation de personnes en flagrant délit?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'un Service de Police Technique doit fonctionner de pair avec les Services Régionaux de Police Judiciaire?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'une telle centralisation ne provoque une rupture de communication entre un Service de Police Technique et un Service Régional de Police Judiciaire, au détriment d'un travail efficace de proximité et compliquant ainsi une enquête préliminaire assurée jusqu'à présent?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que les Services Régionaux de Police Judiciaire de Diekirch, Capellen, Grevenmacher et Mersch devraient disposer des mêmes spécialisations que les services en zone urbaine?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que les nouvelles dispositions créent des inégalités entre le milieu urbain et le milieu rural?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer si les Services de Police Judiciaire disposent d'effectifs suffisants tant pour analyser les traces et empreintes relevées par les Services Régionaux de Police Judiciaire que pour développer leur Service de Police Technique?

Réponse (29.2.2012) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Les décisions prises en matière de police judiciaire ont été orientées par les travaux d'un groupe de travail judiciaire se constituant du procureur général d'État, du directeur général de la Police grand-ducale ainsi que de représentants du Ministère de la Justice et du Ministère de l'Intérieur et à la Grande Région. Ces décisions reposent sur deux piliers, à savoir l'institutionnalisation d'une coordination nationale en matière judiciaire ainsi que le maintien de la mission de police judiciaire au niveau régional. Fort d'une expérience opérationnelle de douze ans, il a également été retenu que l'organigramme des «Services Régionaux de Police Judiciaire» sera adapté aux besoins régionaux.

À l'heure actuelle et avant de me soumettre des propositions concrètes, la direction générale de la police, en concertation avec les personnels des unités de police judiciaire, analyse l'implémentation de cette organisation policière, tout cela dans un souci d'efficacité et d'optimisation des moyens disponibles. Il est évident que ces propositions devront trouver aussi bien l'aval du Ministre de la Justice que des hautes autorités judiciaires.

Pour finir et en dehors des deux finalités déjà évoquées, des réflexions sur le recrutement et le statut du personnel enquêteur sont en cours, les unités de recherche connaissant un problème de recrutement.

Question 1918 (8.2.2012) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant les **adoptions internationales:**

Il me revient que le nombre des adoptions internationales réalisées au Luxembourg risque de diminuer. Notre pays se voit proposé moins d'enfants par les pays d'origine avec lesquels nous collaborons en matière d'adoption internationale. Pour la Corée du Sud, les enfants jeunes et en bonne santé sont adoptés prioritairement par les ressortissants de ce pays et il est à craindre que les adoptions en provenance de la Corée du Sud vont cesser. Or, il est compréhensible que les parents en attente d'une adoption souhaitent un délai d'attente pas trop long et une procédure raisonnable.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

- Madame la Ministre partage-t-elle cette appréciation?

- Madame la Ministre peut-elle me confirmer que des pays d'origine vont cesser toute collaboration avec le Luxembourg?

- Est-ce que le Gouvernement a négocié des accords bilatéraux avec les différents pays d'origine?

- Madame la Ministre a-t-elle fait des démarches en vue d'obtenir l'ouverture de pays d'origine supplémentaires? Dans l'affirmative, lesquels?

- Combien de procédures d'adoption ont été entamées pour le moment?

- Madame la Ministre peut-elle me renseigner sur les délais d'attente et l'âge moyen des enfants à l'arrivée au Luxembourg pour les différents pays d'origine?

- Combien de services d'adoption agréés et conventionnés sont actuellement opérationnels?

- Madame la Ministre peut-elle me renseigner si de nouveaux services d'adoption ont demandé l'agrément?

- Madame la Ministre entend-elle limiter le nombre des services d'adoption?

Réponse (7.3.2012) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

- Dans certains États d'origine le développement socio-économique a pour conséquence une diminution du nombre d'enfants abandonnés et une augmentation des adoptions nationales. La politique de certains gouvernements des États d'origine favorise les adoptions nationales et exprime un besoin en adoption internationale concernant de plus en plus des enfants dits à besoins spécifiques, c'est-à-dire des enfants plus âgés, des enfants en fratrie ou encore des enfants porteurs de maladies ou de handicaps. Globalement, le nombre de demandes de candidats pour une adoption internationale excède le nombre d'enfants en besoin d'adoption internationale.

En ce qui concerne la Corée du Sud, le tableau suivant illustre l'évolution du nombre d'enfants arrivés au Luxembourg au cours des onze dernières années.

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Corée du Sud	21	25	28	24	24	24	12	21	19	12	15

Le Gouvernement coréen ne cesse pas sa collaboration avec le Luxembourg en matière d'adoption internationale en tant que telle, mais poursuit les mesures prises au 1er janvier 2007 dans le but de promouvoir l'adoption nationale et de diminuer au maximum le nombre d'adoptions internationales. Par conséquent, le Gouvernement coréen limite le nombre de permis d'émigration émis par année, entraînant ainsi des délais d'attente plus longs pour les futurs parents adoptifs.

- L'Autorité centrale en matière d'adoption internationale du Grand-Duché de Luxembourg et les services d'adoption agréés ont constaté que les conditions en matière d'adoption internationale ont considérablement changé dans certains États d'origine avec lesquels les services agréés collaborent. Actuellement, les adoptions d'enfants en provenance de l'Afrique du Sud et du Pérou sont suspendues. Des négociations sont menées entre le Luxembourg et les deux États d'origine en vue de clarifier si la collaboration sera poursuivie.

- En ce moment, le Gouvernement n'a pas conclu d'accords bilatéraux avec les différents pays d'origine.

- Dans un contexte mondial de l'adoption changeant rapidement, des réflexions en vue de futures démarches à entamer par rapport à l'identification des besoins de la part des États d'origine collaborateurs existants et en vue de nouvelles collaborations avec d'autres États d'origine ont été menées en concertation avec les services d'adoption agréés et les homologues de l'Autorité centrale en matière d'adoption internationale de la Communauté française de Belgique.

Des premiers contacts en vue de nouvelles collaborations ont été établis lors de mes voyages au Sénégal et au Niger dans le cadre de la coopération au développement et dans le cadre d'une visite officielle du chef d'État au Vietnam.

- Selon les statistiques des adoptions nationales et internationales de l'année 2011, un nombre total de 255 demandes écrites de candidats à l'adoption ont été enregistrées auprès des quatre services d'adoption agréés et un nombre total de 41 évaluations de candidats ont été réalisées par ces services au cours de l'année.

- Les délais d'attente varient en fonction du nombre d'enfants en besoin d'adoption internationale des différents pays d'origine et de l'ouverture des candidats adoptants par rapport au profil de l'enfant qu'ils seraient aptes et disposés à adopter. Les délais d'attente indiqués ci-dessous sont déterminés à compter du moment du dépôt d'une demande de candidature écrite auprès d'un service d'adoption agréé jusqu'au moment de finalisation de la procédure d'adoption au Luxembourg, à savoir la transcription du dispositif du jugement ou de l'arrêt prononçant l'adoption sur les registres de l'État civil de la ville de Luxembourg. Les délais d'attente sont donnés à titre indicatif et peuvent varier selon l'évolution des décisions politiques des États d'origine.

Afrique du Sud:

- durée minimale: 1 an

- durée maximale: 4 ans

Bulgarie:

- durée minimale: 3 ans et 9 mois

- durée maximale: 4 ans et 7 mois

Colombie:

- durée minimale: 5 ans et 11 mois

- durée maximale: 6 ans et 11 mois

Corée du Sud:

- durée minimale: 1 an et 5 mois

- durée maximale: 2 ans et 1 mois

Inde:

- durée minimale: 3 ans et 6 mois

- durée maximale: 5 ans

Pérou:

- durée minimale: 1 an

- durée maximale: 3 ans

Il ressort des statistiques des adoptions internationales pour l'année 2011 que cinq enfants arrivés au Luxembourg étaient âgés de moins de un an et 21 enfants étaient âgés entre un an et quatre ans.

- Actuellement, quatre services d'adoption agréés et conventionnés par le Ministère de la Famille et de l'Intégration sont opérationnels. Aucun nouveau service d'adoption n'a demandé l'agrément.

Service d'adoption	Pays d'adoption	Informations
Amicale Internationale d'Aide à l'Enfance (AIAE) a.s.b.l.	Corée du Sud, Inde	www.aiae.lu
Service d'Adoption de la Croix-Rouge luxembourgeoise	Luxembourg, Bulgarie, Colombie, autres	www.croix-rouge.lu
Naledi a.s.b.l.	Afrique du Sud	www.naledi.lu
Luxembourg-Pérou a.s.b.l.	Pérou	www.cercle.lu

- Aucun nouveau service n'a demandé l'obtention d'un agrément pour servir d'intermédiaire pour l'adoption d'un mineur.

- Afin d'être agréé en tant que service d'adoption au Luxembourg, il faut être conforme à la législation nationale et aux obligations et principes de la Convention relative aux droits de l'enfant et de la Convention de La Haye du 29 mai 1993 sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale. Il va donc de soi que les exigences et l'intérêt supérieur de l'enfant en matière d'adoption constituent des critères de sélection pour de nouveaux services d'adoption.

Question 1919 (8.2.2012) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant la **nouvelle réglementation sur le bruit:**

L'exposition répétée à des musiques à forte intensité (musique de discothèque par exemple) peut être à l'origine d'une baisse auditive progressive, voire de troubles et dommages durables (acouphènes). Sur son site Internet, le Ministère de la Santé rend d'ailleurs attentif à ce problème dont les conséquences ne sont certes pas négligeables.

Je viens d'apprendre que le Gouvernement est en train d'élaborer une nouvelle réglementation en la matière dans le but de limiter entre autres l'intensité des musiques.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que le Gouvernement s'est proposé de réformer les dispositions réglementaires en la matière?

- Quels sont les changements et les mesures envisagés?

- Quand la nouvelle réglementation pourrait-elle entrer en vigueur?

Réponse commune (30.3.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé*, et de **M. Marco Schank,** *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:*

La réglementation visée par la question parlementaire de l'honorable Député relève de la compétence du ministre ayant l'environnement dans ses attributions. En effet, il s'agit du règlement grand-ducal du 16 novembre 1978 concernant les niveaux acoustiques pour la musique à l'intérieur des établissements et dans leur voisinage.

Ce règlement, qui détermine les limites de pression acoustique autorisées dans tout établissement accueillant du public, retient que le niveau sonore maximum émis par la musique ne peut dépasser 90 dB(A) dans ces établissements.

Depuis début 2010, le Ministère de la Santé organise d'ailleurs une campagne de sensibilisation et de protection contre les risques de la musique amplifiée à outrance, intitulée «Save your ears», et qui est principalement destinée à un jeune public.

Les ministres soussignés font actuellement vérifier si le niveau sonore maximum, tel que prévu par ladite réglementation, permet toujours de protéger de manière efficace la santé auditive des consommateurs, ceci plus particulièrement en ce qui concerne les concerts rock et les discothèques.

Selon les dispositions de l'article 3 de la loi du 21 juin 1976 relative à la lutte contre le bruit, les infractions sont constatées et recherchées par les agents de l'Administration des Douanes et Accises, des agents de la Police grand-ducale, ainsi que de certains agents de l'Administration de l'Environnement.

Question 1920 (8.2.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant l'**établissement d'un plan «grand froid»:**

Derzeit laufen Präventionskampagnen zur Kenntnisnahme der Gefahr bei Alkohol am Steuer und über Aktivität gegen das Übergewicht.

Im Gegensatz dazu konnte der interessierte Zuhörer auf dem Informationssender von „France Info" eine Mitteilung des französischen Gesundheitsministeriums hören, in der vor Aktivität bei diesen sehr tiefen Außentemperaturen gewarnt wurde, insbesondere bei älteren Mitbürgern.

Es wäre sicherlich angebracht zu wissen, welche Aktivitäten in den verschiedenen Alterskategorien während der extremen Winterverhältnisse vermieden werden sollten, welche präventiven Maßnahmen zu nehmen wären, mit welchen optimalen Temperaturen die Wohnhäuser beheizt werden sollten, wo Auffangräume für Personen mit ungenügenden Heizmöglichkeiten zu finden wären oder wie die Übertragung von Keimen und Viren in dieser harschen Winterzeit vermieden werden könnte.

Fragen:

1) Gibt es eine auf Ministerialebene abgestimmte Informationspolitik für klimatische Extremsituationen wie jene, die wir momentan durchleben? Wenn ja, wer koordiniert die Inhalte?

2) Wieso wurden die Maßnahmen, die im Rahmen des „plan canicule" festgelegt wurden, nicht in den Medien in Bezug auf die derzeitige Frostwelle dargelegt und wieso wurde nicht auf die Gefahren der extremen Kälte und auf die entsprechenden Verhaltensmuster hingewiesen?

3) Ist in Zukunft nicht eine fokussierte Angehensweise vonnöten, um eine effiziente Informationspolitik zu betreiben, die den klimatischen Herausforderungen Rechnung trägt?

4) Meint der Minister nicht, dass der derzeitige Spot „Je mange sain et je bouge" zum derzeitigen Zeitpunkt unglücklich ist, insbesondere weil er sich auch an Senioren/Seniorinnen wendet, die bei diesen winterlichen Temperaturen besser keine größeren Anstrengungen unternehmen sollten?

Réponse (1.3.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Die spezifische Konstellation der Wetterdruckgebiete hat dazu geführt, dass über längere Zeit kalte Luft aus Sibirien bis in die westeuropäischen Länder einströmen konnte. Dies hat zu einer längeren Kälteperiode geführt, die in unseren Gegenden nicht jedes Jahr vorkommt oder aber meist von kürzerer Dauer ist.

1) Im Allgemeinen stimmt die Regierung ihre Informationspolitik im Falle von Situationen, die eine Gefahr für die Bevölkerung darstellen könnten, ab. Die Koordinierung der Inhalte unterliegt dem „Service Information et Presse" (SIP).

2) Der „plan canicule" ist ein Plan, der auf länger andauernde Hitzeperioden ausgerichtet ist. Hauptziel dieses Plans ist die Verhinderung der sogenannten „Dehydratation" bei älteren und schwächeren Menschen. Bei einer Kältewelle präsentiert sich die Situation anders. Der menschliche Organismus verträgt tiefe Außentemperaturen sehr gut, wenn man entsprechend gekleidet ist beziehungsweise die Wohnverhältnisse angepasst sind.

3) Wie jedes Jahr haben Verwaltungen und konventionierte Betriebe des Staates Personen, die unter der Kälte leiden könnten, im Auge behalten und die notwendigen Maßnahmen eingeleitet, um eventuellen Problemen entgegenzuwirken.

4) Es ist richtig, dass bei extrem tiefen Temperaturen allzu starke Anstrengungen im Freien vermieden werden sollten, insbesondere weil die Atemwege dadurch stark belastet würden. Im Indoorbereich sind aber körperliche Aktivitäten möglich, vorausgesetzt, dass Temperatur und Luftfeuchtigkeit im normalen Bereich liegen.

Question 1921 (8.2.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant la **consommation de drogues:**

Kürzlich bei der Eröffnung der neuen Struktur Abrigado für Drogensüchtige sind folgende Zahlen genannt worden:

Im Jahr 2005 wurden 77.500 Spritzen zur Verfügung gestellt, derweil im Jahre 2011 es bereits 215.500 waren. Das entspricht im Durchschnitt etwa 600 Spritzen pro Tag.

Fragen:

1) Welche Drogen werden intravenös gespritzt?

2) Um wie viele „User" handelt es sich, die von diesen Spritzen Gebrauch machen? Gibt es auch „User", die zwei- oder dreimal am Tag eine Injektion brauchen?

3) Kennt der Minister den durchschnittlichen Preis, den die „User" zahlen müssen, um ihre Droge kaufen zu können?

4) Wird in der sogenannten „Fixerstuff" auch nach der Herkunft der Drogen gefragt?

5) Wird die abzureichende Droge nicht nach ihrer Qualität getestet, da es bekannt ist, dass das Suchtverhalten durch die „Cutting Agents" verschlimmert werden kann?

6) Werden Urinanalysen gemacht, um den Grad der Drogensucht festzustellen?

Réponse (27.2.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

1) Die Klienten des Drogenkonsumraums injizieren sich im Regelfall Heroin, Kokain oder Mischungen, die beide Suchtstoffe enthalten.

2) Zurzeit sind 1.012 Klienten im Drogenkonsumraum eingeschrieben. Die genannten 216.500 Injektionsspritzen beinhalten auch jene, die an intravenöse Drogenkonsumenten im Rahmen der Risikominderung ausgehändigt werden, unabhängig davon, ob sie den Drogenkonsumraum nutzen oder nicht.

3) Geschätzte zwei Drittel der Konsumraumklienten injizieren mehrmals täglich. Die Häufigkeit des Drogenkonsums ist jedoch abhängig vom konsumierten Suchtmittel und vom Konsumverhalten des Klienten.

4) Dem nationalen Drogenbericht (Ausgabe 2011) ist zu entnehmen, dass der Straßenverkaufspreis (und Reinheitsgrad) von Heroin und Kokain großen Schwankungen ausgesetzt ist

und, den Preis betreffend, 2010 Extremwerte zwischen 50 und 250 Euro pro Gramm aufwies. Der nationale Drogenbericht ist online verfügbar unter: http://www.relis.lu/fr-fr/library/2011.aspx

5) Ein Drogenkonsumraum ist in erster Linie ein niederschwelliges akzeptanzorientiertes Angebot. Die Klienten werden des Weiteren nicht nach der Herkunft ihrer Drogen gefragt.

6) Die von den Klienten mitgebrachten Drogen werden vom Aufsichtspersonal einer Sichtkontrolle unterzogen. Bei Auffälligkeiten wird die Polizei eingeschaltet, an welche die Mitarbeiter des Drogenkonsumraums den Suchtstoff anonymisiert zur Analyse aushändigen.

7) Urinanalysen werden keine getätigt. Es gilt ferner zu unterstreichen, dass diese nicht erlauben, schlüssig den „Grad" der Abhängigkeit eines Klienten zu bestimmen.

Question 1922 (9.2.2012) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant l'**éventuelle constitution de partie civile de l'État dans le contexte de l'affaire dite «Bommeleeër»:**

Selon mes informations, la ville de Luxembourg vient de se constituer partie civile dans l'affaire dite «Bommeleeër», ainsi que la société CREOS. Or, l'État a également subi un préjudice considérable à la suite de la série d'attentats dans le cadre de cette affaire.

Dans ce contexte, j'aurais aimé savoir de Monsieur le Premier Ministre et Ministre d'État:

- Est-ce que l'État entend se constituer partie civile dans cette affaire afin d'obtenir réparation du préjudice matériel subi par les attentats en question?

Réponse (24.2.2012) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Dans le cadre de l'affaire «Bommeleeër», le Gouvernement est actuellement en train de rassembler les pièces justificatives nécessaires en vue de pouvoir se constituer partie civile pour l'État et obtenir ainsi réparation du préjudice subi.

Question 1924 (9.2.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant le **canal d'évacuation des eaux usées de la décharge du SIDEC:**

Laut ministerieller Genehmegung aus dem Joer 1997 muss de SIDEC eng duebelwandeg dicht Leitung leeën, déi d'Sickerwaasser vun der Deponie Fridhaff an d'Kläranlag op d'Bleesbréck ofleede soll. Een éischten Deel bis bei de Kollekter zu Ierpeldeng (rue de la Croix) ass duebelwänneg ze leeën an den zweeten, ënneschten Deel eewänneg.

Am Wanter 2008-2009 gouf deen éischten Deel vun den Aarbechte gemaach, dëst duerch de SIDEN. Deen zweeten Deel sollt am Joer 2011 geluecht ginn, wann zu Ierpeldeng de Reeniwwerlafbecken aménagéiert gëtt.

Laut mengen Informatiounen ass bis haut deen zweeten Deel (eewänneg) nach net verluecht ginn.

An dësem Kontext géif ech gären dës Froe stellen:

1) Wéini genee gëtt deen zweeten Deel bis an den Haaptkollekter op Angelduerf vun dëser Leitung realiséiert?

2) Wat sinn déi genee Grënn firwat dës Leitung, no iwwer 14 Joer Genehmegung, bis haut nach net fäerdeg ass?

3) Wat sinn d'Resultater vun den entsprechende Konformitéitsnoweiser an Iwwerpréiwungen op d'Étanchéitéit vum agréémierte Bureau?

Réponse commune (14.3.2012) de **M. Marco Schank,** *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures*, et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

1. Wéini genee gëtt deen zweeten Deel bis an den Haaptkollekter op Angelduerf vun dëser Leitung realiséiert?

D'Genehmegungen 1/96/0649 a 96/PD/08 hunn dem SIDEC virgeschriwwen, eng duebelwänneg Leitung bis an den Haaptofwaasserkollekter vun der Uertschaft Ierpeldeng ze leeën. Alles wat doriwwer erausgeet, fält net méi ënnert d'Aspekter vun dëser Genehmegung a fält esou och net méi an de Kompetenzberäich vum Nohaltegkeetsminister.

Den 23. Mee 2006 huet den Innen- a Landesplanungsminister en Engagement un den Ofwaassersyndikat SIDEN erausgi fir den Ofwaasserkollekter Fridhaff un de Kollekter Nordstad Bleesbréck unzeschléissen, an zwar bis un d'Mündung vun der Uelzecht an d'Sauer. De SIDEN huet den eewandege Kollekter haut scho bis 400m virum Kollekter Nordstad Bleesbréck un de Kollekter vun Ierpeldeng ugeschloss a wäert déi nach verbleiwend Meteren zesumme mam Bau vun engem Reeniwwerlafbecke viraussichtlech Mëtt d'nächst Joer och nach leeën.

2. Wat sinn déi genee Grënn firwat dës Leitung, no iwwer 14 Joer Genehmegung, bis haut nach net fäerdeg ass?

Eng Ursaach ass, datt, entspriechend der Genehmegung vun 1997, huet misse fir d'éischt e Konzept ausgeschafft ginn, fir d'Sickerwaasser vun der Deponie ze géréieren.

Eng weider Ursaach ass, datt de SIDEC vun enger Rei Propriétairen, duerch där hir Grondstécker d'Leitung huet misse geluecht ginn, keen „droit de passage" krut fir d'Leitung ze leeën.

Dozou koum nach, datt am Zesummenhang mat der Industriezon Fridhaff gekläert huet misse ginn, wéi d'Ofwaasser aus dëser Zon op d'Bleesbréck sollt kommen.

Weider huet tëschent dem SIDEC an dem SIDEN eng Konventioun ausgeschafft misse ginn, déi kloerstellt, ënner wat fir Bedingungen d'Aarbechten an d'Exploitatioun vun der Leitung gemaach kënne ginn.

3. Wat sinn d'Resultater vun den entspriechende Konformitéitsnoweiser an den Iwwerpréiwungen op d'Étanchéitéit vum agréémierte Bureau?

Den Ofschlossbericht vum Friemiwwerwaacher seet aus, datt d'Leitung den Ufuederunge vun der Genehmegung entsprécht. Den Ondichtegkeetsiwwerwaachungssystem fonctionnéiert an d'Verschweessunge sinn dicht a konform ausgefouert ginn. Déi Materialien, déi agesat goufen, si konform.

Question 1925 (10.2.2012) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant la **réforme de la psychiatrie:**

Dans le cadre de la réforme de la psychiatrie et de l'évaluation de l'impact des ressources et moyens déployés dans ce domaine, le programme gouvernemental de 2009 prévoit que «l'immeuble du CHNP à Ettelbruck, symbole de la psychiatrie du passé, sera abandonné au cours des cinq années à venir».

- Monsieur le Ministre pourrait-il me donner des précisions sur l'état d'avancement de la réforme en question?

- Est-ce que Monsieur le Ministre a déjà pris une décision en ce qui concerne la future destination de l'immeuble en question?

Réponse (27.3.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

La réforme «santé mentale et psychiatrie» à laquelle fait allusion l'honorable Députée continue à bien avancer, notamment dans le secteur hospitalier aigu et dans le secteur extrahospitalier. Cette réforme connaît également un essor dynamique en ce qui concerne le secteur de la rééducation stationnaire du Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique (CNHP).

Une évaluation de la réforme par le CRP-Santé et qui a notamment pour objet de valider sa pertinence et sa robustesse par rapport à l'évolution internationale dans ce domaine est par ailleurs en cours et les premiers résultats sont attendus pour automne 2012.

En ce qui concerne le sort de l'immeuble du CHNP à Ettelbruck et que la parlementaire qualifie de «symbole de la psychiatrie du passé», la direction du Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique vient de me saisir d'un nouveau «masterplan» au sujet de la décentralisation des activités qui sont encore actuellement assurées au site du CHNP à Ettelbruck ainsi que, dans ce cadre, d'un projet d'aménagement et d'extension du site du CHNP à Useldange.

Ces dossiers sont en cours de finalisation par le CHNP et seront avisés par mes experts selon les procédures usuelles.

Pour ce qui est de l'abandon du building pour la prise en charge de patients souffrant de troubles mentaux et du comportement, il va de soi que les nouvelles entités pour accueillir ces patients devront d'abord être opérationnelles de sorte que le délai d'abandon prévisé ne peut pas être avancé avec plus de précisions pour le moment.

Par conséquent, il est également trop tôt pour se prononcer à l'heure actuelle sur la future destination du building qui appartient à l'État et a été mis à disposition pour les missions du CHNP.

Je voudrais finalement informer Madame la Députée que mon Ministère vient de présenter, sous forme d'une brochure, l'ensemble des offres existantes dans le domaine de la psychiatrie au Luxembourg. Cette documentation peut être consultée depuis le portail «Santé» (http://www.sante.public.lu/fr/catalogue-publications/rester-bonne-sante/sante-mentale/guide-structures-psychiatriques-fr-de/index.html).

Question 1927 (10.2.2012) de **M. Camille Gira** *(déi gréng)* concernant la **procédure d'information des offices sociaux en cas d'une défaillance de paiement de la facture d'électricité par les clients résidentiels:**

Dans sa réponse à ma question parlementaire n°1746 *(cf. compte rendu n°4/2011-2012)* Monsieur le Ministre indique que suite à sa demande les fournisseurs d'électricité de clients résidentiels auraient confirmé qu'ils respectent les modalités prévues par la «Loi électricité» concernant les clients en défaillance de paiement.

Or, des cas précis m'ont été présentés où la procédure d'information de l'office social n'a pas été respectée (p. ex. dans le canton de Redange trois ménages ont été déconnectés par Enovos sans que l'office social n'ait été informé). En effet, conformément à la loi du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité les règles suivantes sont à appliquer (article: 2 (8)): «Une copie de l'information par laquelle le fournisseur informe le client défaillant de son intention de le faire déconnecter dans les quinze jours est communiquée parallèlement par le fournisseur à l'office social de la commune de résidence du client défaillant.»

Il s'agit donc d'informer les offices sociaux au cas par cas d'une déconnexion imminente afin que ceux-ci puissent agir directement sur le terrain. Envoyer aux offices sociaux des listes synthétisées de tous les clients qui n'ont pas payé leurs factures n'est pas utile, car nombreux sont ceux qui payent leur facture après le 2e rappel et aucune intervention de l'office social n'est nécessaire.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie.

- Est-ce que Monsieur le Ministre a été mis au courant de ces cas de déconnexion précis?

- Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas que la méthode de procéder avec des listes synthétisées comme moyen d'information des offices sociaux n'est pas conforme à la «Loi électricité» du 1er août 2007?

- Est-ce que Monsieur le Ministre n'estime pas qu'il soit utile d'intervenir auprès des fournisseurs d'électricité afin que la procédure soit appliquée comme susmentionné et que les offices sociaux puissent ainsi jouer leur rôle de manière appropriée?

Réponse (27.3.2012) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Camille Gira concernant la déconnexion de clients résidentiels du réseau électrique en cas de défaillance de paiement des factures, je puis vous communiquer les informations ci-après:

Tout d'abord, j'aimerais préciser que je n'ai pas été mis au courant des cas de déconnexion mentionnés dans le canton de Redange et que je ne dispose pas d'informations sur un éventuel non-respect de la procédure d'information de l'office social.

Pour ce qui est de la méthode de procéder avec des listes synthétisées comme moyen d'information des offices sociaux, je suis d'avis qu'elle n'est pas contraire aux dispositions telles que prévues par la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité. En outre, j'estime qu'il s'agit d'une mesure de simplification administrative et je ne suis pas d'avis que le fait d'envoyer aux offices sociaux des copies des courriers adressés aux clients puisse sensiblement améliorer la capacité des offices sociaux d'agir directement sur le terrain.

Finalement, j'aimerais souligner que la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité prévoit dans son article 6 une procédure de règlement des litiges pour traiter les réclamations des clients résidentiels, dont notamment des éventuels problèmes liés au non-respect de la procédure d'information d'un office social dans le cadre d'une déconnexion.

Question 1928 (10.2.2012) de **M. Jean-Paul Schaaf** *(CSV)* concernant les **offres de crédit à la consommation en ligne:**

Une enquête paneuropéenne réalisée en septembre de l'année dernière a révélé que plus de deux tiers des sites Internet européens offrant des contrats de crédit à la consommation ne respectent pas les normes du droit européen. Parmi les 562 sites Internet contrôlés par les autorités nationales des 27 États membres ainsi que de la Norvège et de l'Islande, 393 sites, soit 70% des sites contrôlés, devront faire l'objet d'investigations plus poussées. L'objectif de cette enquête était de vérifier si les consommateurs recevaient bien, avant de signer un contrat de crédit à la consommation, les informations auxquelles ils avaient droit en vertu de la législation européenne sur la consommation. Au cours des prochains mois, il appartiendra aux autorités nationales de contrôle de prendre contact avec les opérateurs des entreprises pour les inviter à fournir des éclaircissements ou à corriger leurs sites Internet. Si les opérateurs ne s'exécutent pas, suivant la législation nationale applicable, des poursuites pourront être engagées et se solder par des amendes ou même la fermeture des sites. À noter que d'après l'enquête susmentionnée, douze des 20 sites contrôlés au Luxembourg présentaient des irrégularités.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

1) Monsieur le Ministre peut-il me dire si la CSSF, notre autorité nationale de contrôle, est déjà intervenue auprès des opérateurs concernés?

2) Quelles seront les sanctions auxquelles ces opérateurs risquent de s'exposer s'ils ne se conforment pas dans les semaines et mois à venir aux mesures préconisées par la CSSF?

3) En tout état de cause, le Gouvernement pense-t-il qu'il faille légiférer de manière plus stricte en la matière?

Réponse (16.3.2012) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

La Commission européenne a initié au mois de septembre 2011 une enquête paneuropéenne visant à vérifier la conformité des sites Internet par rapport aux exigences de la directive 2008/48/CE du Parlement et du Conseil du 23 avril 2008 concernant les contrats de crédit aux consommateurs, directive qui a été transposée au Luxembourg par la loi du 8 avril 2011 portant introduction d'un Code de la consommation.

Au Luxembourg, cette enquête a été réalisée par le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur, Direction du marché intérieur et de la consommation (DMC). Cette dernière a procédé à l'analyse de 20 sites Internet ciblant le public luxembourgeois, dont cinq établissements de crédit et 15 intermédiaires de crédits (activité de crédit exercée à titre accessoire ou principal).

L'enquête a révélé que sur les 20 sites considérés, douze n'étaient pas entièrement conformes aux exigences de la directive européenne. Il est important de relever que parmi ces douze sites, seul un établissement de crédit est concerné et que les reproches à son encontre visent les informations devant obligatoirement figurer dans les publicités faites en relation avec des offres de crédit de consommation.

1) Sur base de l'information reçue de la DMC, la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) a contacté l'établissement de crédit en question lui demandant de prendre position par rapport aux manquements constatés. Au cas où la CSSF recevrait une réponse insatisfaisante de la part du professionnel, elle prendra les mesures qui s'imposent pour s'assurer que ce dernier se conforme aux exigences du Code de la consommation.

2) La CSSF dispose dans le cadre de sa mission de surveillance du secteur financier d'une panoplie de mesures de sanctions qui selon la gravité peuvent aller d'une amende d'ordre de 250 à 250.000 euros à une interdiction professionnelle.

3) Il est utile de préciser que le but de l'enquête initiée par la Commission européenne était dans un premier temps de vérifier le respect par les professionnels concernés de la réglementation en matière de crédit à la consommation. Il est dès lors utile de voir, par secteur concerné, quels peuvent être les moyens à

mettre en place pour garantir le respect de la loi existante avant de légiférer davantage. Par ailleurs, la CSSF vient de créer un comité traitant des questions relatives à la protection des consommateurs financiers avec un fort accent sur l'éducation financière. En effet, de bonnes connaissances de base en matière financière permettent au consommateur de décider en pleine connaissance de cause si certaines offres de services ou produits financiers sont appropriées à sa situation personnelle.

Question 1929 (13.2.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant le **service téléalarme:**

Vor Kurzem informierte das Pflegenetz „HELP" über die Einrichtung und den Betrieb eines eigenen Telealarmdienstes, der seit Anfang des Jahres angeboten werde. Das Telealarmsystem hierzulande ist demnach um einen weiteren Anbieter reicher. Dabei hatte die Stiftung „Hëllef Doheem" bis jetzt eine Art Monopolstellung im Rahmen eines nationalen Projektes, das darauf abzuzielen schien, jedem Menschen, der diesen Dienst nutzen wollte, die Möglichkeiten dafür anzubieten.

Mit der Einführung des Telealarmdienstes durch das Pflegenetz „HELP" scheinen sich die bisher festgelegten Rahmenbedingungen zu ändern. Nach der Monopolstellung in gewissen Regionen des Landes kommt nunmehr offensichtlich eine Phase des Wettbewerbs.

Fragen:

1) Bleibt das Telealarmprojekt der Stiftung „Hëllef Doheem" dennoch ein nationales unabhängiges Projekt mit Pilotcharakter und genießt es weiterhin die Unterstützung der öffentlichen Hand?

2) Erhalten Anbieter von Telealarmdiensten eine finanzielle Zuwendung des Staates oder der Gemeinden?

3) Können Gemeinden weiterhin die Anschlusskonten sowie die Abonnementskosten für den Telealarm bei Bürgern ihrer Gemeinde bezuschussen, unabhängig vom Anbieter? Wenn ja, unter welchen Bedingungen und bis zu welchen maximalen Beträgen?

4) Wie viele Menschen greifen tagtäglich auf die Telealarmdienste zurück?

5) Besteht die freie Wahl des Anbieters des Telealarms, unabhängig vom Bezug anderer Dienstleistungen bei einem anderen ausgewählten Pflegenetz?

6) Ist es geplant, die Telealarmdienste weiter auszubauen? Gibt es einen strategischen Plan der Regierung oder wird die Entwicklung der technologiebasierten Dienste ausschließlich von den Marktkräften bestimmt?

Réponse commune (15.3.2012) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration*, et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Der Jahresbericht des Familienministeriums gibt alljährlich Aufschluss über die Aktivitäten des nationalen Telealarmdienstes.

Für den zu erscheinenden Bericht des Jahres 2011 wurden folgende Informationen vom Ministerium zurückbehalten:

«Le service d'appel-assistance externe ou service téléalarme garantit une permanence d'appel ainsi qu'une communication d'aide et de secours d'urgence. Le service appelé «Sécher Doheem», à caractère national, est géré par la fondation «Stëftung Hëllef Doheem». Un comité, regroupant des représentants des organismes suivants: Syvicol, Ministère de la Famille et de l'Intégration, Ligue luxembourgeoise d'action et de prévention médico-sociales, Protection civile, EGIPA et la fondation «Stëftung Hëllef Doheem», assure le suivi du service. Le siège du service téléalarme est à Steinsel.

Au 31 décembre 2011, le service compte 4.680 clients actifs (76% femmes et 24% hommes). 89% de ces personnes sont âgées de 70 ans et plus.

Au cours de l'année 2011, le service a reçu 5.258 alarmes de réelle détresse.

Interventions dans le cadre des appels de détresse:

Dans 760 cas, le service a dû faire appel au 112 (Protection civile) alors que l'intervention du médecin de garde ou d'un membre de la famille du client a été sollicitée 2.124 fois. Pour les situations restantes (2.374 cas), l'intervention des réseaux d'aides et de soins ou le support téléphonique du service ont suffi pour répondre aux demandes d'aide.»

Der „Sécher Doheem"-Dienst wurde 2001/2002 als nationales Projekt aufgestellt und erhält in diesem Rahmen eine finanzielle Unterstützung seitens des Ministeriums. Konkret entstand „Sécher Doheem" aus einem freiwilligen Zusammenschluss verschiedener, aber nicht aller bestehenden Dienste. Damals wie heute können sich vom nationalen Telealarm unabhängige Anbieter in Luxemburg etablieren.

2011 ist das Pflegenetz «HELP» - auf eigenen Wunsch - aus dem nationalen Projekt ausgetreten.

Es obliegt allein den Gemeinden, ob und unter welchen Bedingungen sie für ihre Bürger mit einem oder mehreren Anbietern von Telealarmdiensten einen Rahmenvertrag abschließen und inwieweit sie die Leistungen bezuschussen.

Ein obligatorisches Qualitätskriterium des nationalen Telealarmdienstes ist das neutrale Verhalten gegenüber allen Pflegenetzen in dem Sinne, dass die Zusammenarbeit mit dem vom „Kunden" bestimmten Pflegenetz gesichert ist.

Der „Kunde" erfährt eine Beratung vor Ort, in der eigenen Wohnung. Auf Basis der spezifischen Situation des Einzelnen wird entschieden, welche Geräte zum Einsatz kommen. Hierbei kann es sich um das traditionelle Hausnotrufsystem handeln, eine individuelle Hausnotruffunktion aus dem Bereich des „Telecare" wie z. B. Boden- oder Bettmatten, intelligente Haustechnologie wie Gasmelder oder Weglaufsysteme (Smarthousing) oder auch „Mobilcare"-Lösungen wie MobilAlarm mit GSM/GPS.

Zurzeit werden Techniken aus dem Bereich des „Telehealth" auf einen möglichen Einsatz geprüft.

Schlussfolgernd kann man sagen, dass der nationale Telealarmdienst seit 2003 ständig ausbaut wird und dem Kunden immer weitere, zusätzliche Geräte aus den unterschiedlichen technologischen Bereichen (Telecare, Smarthouse, Mobilcare,…) zur Verfügung stellt.

Question 1930 (13.2.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant la **banque de données sur les demandes d'admission dans une maison de soins:**

Als Arzt sieht man sich oft in der Praxis konfrontiert mit älteren Menschen, die in Altersheime respektive in Pflegeheime überwiesen werden müssen. Es stellt sich dann heraus, dass oft Sozialdienste sich während Klinikaufenthalten dieser Frage angenommen haben und Anträge in verschiedenen Strukturen der Langzeitpflege gestellt haben. Die Patienten besitzen aber keine konkreten Unterlagen, weil auch diese Anträge bereits vor einer gewissen Zeit gestellt worden sind. Die Suche erweist sich meistens als schwierig und aufwendig. Es scheint so zu sein, dass es keine nationale Datenbank gibt, in der die Anträge von Personen in einer Struktur zu finden wären.

Fragen:

1) Warum gibt es keine zentrale nationale Datenbank im Bereich der Anträge auf Wohnplätze in der Langzeitpflege?

2) Denkt der Minister, eine solche zentrale Struktur einzurichten, damit Ärzte, Gesundheitspfleger, Sozialarbeiter und andere Professionelle die entsprechenden Informationen einholen können?

3) Wie weiß man, wie viele Menschen schlussendlich auf einer Warteliste stehen, und auf welcher Basis beruhen die politischen Entscheidungen, die den Bauprojekten für weitere CIPA's und Maisons de soins zugrunde liegen?

4) Wie können Sozialdienste diese Fragen der Eintragung von älteren Menschen auf Wartelisten des „Long séjour" in ihrer tagtäglichen Arbeit effizient abklären? Haben Sozialarbeiter andere Möglichkeiten als Ärzte?

Réponse (15.3.2012) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Es gibt in der Tat keine zentrale nationale Datenbank im Bereich der Anträge auf Wohnplätze in der Langzeitpflege. Eine solche Datenbank ist legal nicht vorgesehen, da bei den Trägern der Langzeitstrukturen die Verwaltung auf eigene Verantwortung und auf autonomer Basis abgewickelt wird.

Seitens der Regierung besteht zurzeit nicht die Absicht, eine solche Datenbank anzulegen. Sozialdienste und andere Professionelle müssen sich direkt beim betreffenden Träger über freie Wohnplätze informieren. Ein standardisiertes Formular zum Antrag einer Aufnahme kann man über die „Fédération COPAS" beziehen. Dieses Formular wurde zusammen mit den Sozialdiensten aus dem Krankenhausbereich, ambulanten Bereich und Langzeitbereich erstellt.

Luxemburg verfügt über eine Bettenkapazität von 7,4% für die 65+ Bevölkerung. Im europäischen Vergleich steht Luxemburg damit in vorderster Position.

Neue Bauprojekte finden auf private Initiative statt. Kriterien wie demografische und geografische Entwicklung sowie Auslastung der bestehenden Einrichtungen werden für eine eventuelle staatliche Förderung berücksichtigt. Diese Kriterien sind ausführlich im sogenannten ASFT-Gesetz verankert („loi modifiée du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique").

Erwähnenswert ist die Ausarbeitung eines neuen Internetportals für Senioren. Dieses wird vor Jahresfrist online sein und ist ab dann eine zusätzliche Informationsquelle. Hier können ältere Personen und deren Familienangehörige sowie Professionelle sich über die vielfältigen Themen in Bezug auf das hohe Alter informieren. Gleichzeitig soll das Portal einen Überblick über das umfassende Serviceangebot der Träger aus der stationären, teilstationären und ambulanten Pflege verschaffen. Außerdem bietet das Portal die Möglichkeit, Vergleiche zwischen den einzelnen Trägern zu erstellen.

Question 1931 (14.2.2012) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant les **pièces à conviction dans l'affaire «Bommeleeër»:**

Monsieur le Procureur général a confirmé lors de la Commission juridique d'aujourd'hui qu'une grande partie des pièces à conviction dans l'affaire «Bommeleeër» a été transmises pour analyse au FBI (Federal Bureau of Investigation) en avril 1986 par le biais du SRE (Service de Renseignement de l'État) et de la CIA (Central Bureau of Investigation). Ces pièces à conviction relèvent d'une grande importance pour l'enquête en cours. Voilà pourquoi la justice luxembourgeoise aurait à plusieurs reprises demandé des informations au FBI quant au sort réservé auxdites pièces, sans qu'une réponse satisfaisante n'ait pourtant pu être donnée.

Au vu de l'importance de ces pièces à conviction pour l'enquête en cours, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre et à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères:

- Messieurs les Ministres seraient-ils disposés à évoquer le sujet des pièces à conviction disparues au niveau politique dans nos relations bilatérales avec les États-Unis?

- Monsieur le Ministre des Affaires étrangères serait-il disposé à intervenir auprès de l'ambassadeur des États-Unis au Luxembourg afin de donner plus de poids à la requête de la justice dans la recherche desdites pièces à conviction?

- Monsieur le Premier Ministre serait-il disposé à formuler une requête au Président des États-Unis afin de transférer toutes informations disponibles dans les archives de la CIA et du FBI sur l'affaire «Bommeleeër» à la justice luxembourgeoise?

Réponse commune (21.3.2012) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État*, et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères:*

Le Gouvernement contactera, par la voie diplomatique, les autorités américaines pour déterminer dans quelle mesure et de quelle façon ces dernières pourraient apporter des éléments d'information utiles sur les pièces à conviction relevant de l'enquête judiciaire sur le ou les «Bommeleeër», qui auraient disparu aux États-Unis.

Il n'est pas d'usage, par contre, que ce type de requête figure à l'ordre du jour du dialogue politique entre les Chefs de Gouvernement ou les Ministres des Affaires étrangères des deux pays.

Question 1932 (14.2.2012) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant l'**utilisation des véhicules HUMVEE par l'armée luxembourgeoise en Afghanistan:**

Dans le cadre de la mission de paix en Afghanistan le contingent luxembourgeois sera dorénavant affecté au contingent belge à Kandahar où il assurera la protection de l'aéroport. À Kandahar l'armée luxembourgeoise ne se servirait cependant plus de ses propres véhicules militaires blindés DINGO mais de véhicules HUMVEE (High Mobility Multipurpose Wheeled Vehicle) de l'armée américaine. Le blindage de ces véhicules n'offre qu'une protection limitée. Il s'est notamment montré particulièrement vulnérable dans des situations de guerre asymétrique et de combat urbain lors d'attaques à la roquette ou aux engins explosifs. Très peu de ces véhicules ont été équipés de manière à augmenter leur blindage. Les véhicules DINGO de l'armée luxembourgeoise disposent cependant d'un blindage conçu pour résister aux explosions de mines terrestres et d'engins explosifs qui font partie des attaques les plus fréquentes dans des théâtres d'opérations militaires telles que l'on les rencontre en Afghanistan.

Aussi, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Défense:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer les faits relatés ci-dessus?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les raisons qui ont amené l'État Major à renoncer à l'utilisation des véhicules DINGO lors de la mission en Afghanistan? Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur la nouvelle affectation de ces véhicules?

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si les véhicules HUMVEE de l'armée américaine, dont le contingent luxembourgeois bénéficiera, ont un blindage permettant de protéger leurs passagers d'attaques à la roquette et aux engins explosifs?

- Dans la négative, Monsieur le Ministre ne partage-t-il pas le souci de mettre à la disposition du contingent luxembourgeois, dans des missions de maintien de la paix, le matériel nécessaire offrant aux soldats une protection maximale?

Réponse (16.3.2012) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

D'emblée, je voudrais rappeler que pour protéger la sécurité de nos soldats déployés sur les théâtres d'opération présents et à venir, je ne souhaite pas discuter publiquement des détails opérationnels des missions de maintien de la paix.

Je sais que les honorables Députés, avec lesquels j'évoque régulièrement ces questions dans le cadre restreint et confidentiel des réunions de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration de la Chambre des Députés, partagent entièrement ce souci.

Je voudrais toutefois rappeler quelques principes généraux qui prévalent dans le cadre des opérations militaires et qui déterminent entre autres les choix portant sur le matériel.

Il est ainsi d'usage, dans un contexte multinational, que le commandant de l'unité recommande de manière générale le matériel adapté en tenant compte des exigences spécifiques de la mission et des impératifs de sécurité des troupes.

Il est exact que les véhicules PRV sont actuellement déployés à Kaboul, en commun avec ceux du contingent belge. Ils s'y intègrent dans le contexte spécifique de la mission «Force protection» de notre détachement à l'Aéroport international de Kaboul.

Comme j'ai eu l'occasion de l'exposer aux honorables Députés le 30 janvier dernier dans le cadre restreint de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration de la Chambre des Députés, la nature de la mission belge et luxembourgeoise au sein de l'ISAF a évolué. Les préoccupations liées à la sécurité de nos soldats n'ont jamais cessé de prendre une place prépondérante dans le processus de décision. À cet égard, le choix du véhicule qui doit transporter nos soldats n'est qu'un aspect de cette mission qui, contrairement à celle exécutée actuellement, ne nécessitera pas d'interventions sur le périmètre respectivement à l'extérieur de la base.

Les véhicules du type PRV continueront par ailleurs à faire partie de la compagnie à haut degré de réactivité («High Readiness Force» (HRF)) qui est actuellement en train d'être formée. En effet, les contributions futures de l'armée aux Groupements tactiques de l'Union européenne (GTUE) et aux forces de réaction rapide de l'OTAN (NRF) seront générées à partir de cette unité qui constitue également le réservoir pour des contributions potentielles à d'autres opérations de gestion de crise.

Question 1934 (15.2.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant le **samu social:**

Och zu Lëtzebuerg huele Problemer, déi mat der Aarmut ze dinn hunn, zou, an déi déif Temperaturen ufanks Februar hunn dës Situatioun

nach verschäerft. Och wann d'Sozialnetz prinzipiell gutt fonctionnéiert, esou sinn dach d'Zäiten, wou Leit an Nout sech kënnen un de Sozialbüro riichten oder e spezielle Service an Usproch huelen, begrenzt.

Wuel gëtt et eng Rei speziell Télefonsdéngschter, déi meeschtens vu Bénévolë besat ginn (wéi SOS Détresse, Femmes en détresse, Aktioun Bobby, Suchttëlefon…), awer dës Servicer sinn op spezifesch Problemer ausgeriicht an hunn net d'Mëttelen, fir 24 Stonnen op 24 iwwert d'ganzt Joer ze fonctionnéieren.

Leider ass de Pilotprojet «Samu social», deen an Zesummenaarbecht mam Roude Kräiz organiséiert gouf, am Dezember 2005 ausgelaf.

Als positiivt Beispill kéint ee sech u Frankräich inspiréieren, wou den «Samu social» gutt Déngschter leescht. Dësen ass iwwert den eenheetlechen Nummer 115 iwwert Tëlefon ze erreechen, dëst souwuel vu Leit an Nout wéi vu Passanten oder Noperen, déi iwwert dee Wee Leit an Nout kënne mellen.

An deem Kontext hätt ech dës Froen un d'Madame Minister fir d'Famill an un den Här Innenminister:

1) Ass de Pilotprojet «Samu social» evaluéiert ginn? Wa jo, wat sinn d'Konklusiounen aus deem Projet?

2) Ass d'Regierung gewëllt, en «Samu social» zu Lëtzebuerg anzeféieren?

3) Ass d'Regierung bereet, eng Tëlefonspermanence - mat der eenheetlecher Nummer 115 - anzeriichten, déi 24 Stonnen op 24 besat ass, fir Leit a sozialer Nout oder psychescher Détresse weiderzehëllefen, dëst an enker Zesummenaarbecht mat de bestehende Servicer an/oder de Sozialdéngschter vun de Gemengen?

Réponse commune (16.3.2012) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration*, et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

1) De Pilotprojet ass vu Mee 2003 bis Oktober 2005 gelaf. De Projet ass net virugefouert ginn, well et kee Sënn erginn huet, nuets an der Urgence e grousse sozialen Accompagnement ze maachen. Nuets mussen deenen elementare Besoine Rechnung gedroe ginn, wéi eng sécher Schlofplaz zum Beispill. Dofir sinn iwwer Land Better an den Urgencefoyeren an Noutbetter an de Fraenhaiser disponibel. Wann eng psychosozial Hëllef gebraucht gëtt, wéi fir Familljen oder Zeie bei engem trageschen Doudesfall zum Beispill, iwwerhëlt de Groupe de secours psychologique vun der Protection civile dëst.

2) Den «Samu social» zu Paräis ass do, fir déi Obdachlos an de Stroossen opzesichen an dann an den Nuetsfoyeren ënnerdaach ze bréngen. Eis Wanteraktioun hei zu Lëtzebuerg fonctionnéiert anescht. Mir hu genuch Urgencebetter. Wann nuets nach Leit dobausse sinn, bréngt Police déi an de Foyer. Duerch d'Zesummenaarbecht tëscht den Acteuren, déi an deem Beräich aktiv sinn, sinn déi puer Plazen, wou déi Obdachlos schlofen, déi refuséieren an e Foyer ze goen, bekannt. D'Police geet dës Leit an deene kalen Nuechte regelméisseg erwächen, fir dass se net erfréieren.

3) An Noutsituatioune sinn den 112 fir all Urgencen oder den 113 vun der Police ëmmer ze erreechen. D'Tëlefonsnummer vun SOS Détresse (45 45 45) fonctionnéiert all Dag bis 23 Auer. D'Helpline vum Roude Kräiz (2755) ass vu 7 Auer moies bis owes 22 Auer besat a bitt esou Bäistand ausserhalb vun de Bürosstonnen un. Mir hunn dann och nach vill aner Helplinen, déi am Dag fonctionnéieren, wéi den Info-Social vun der Ligue Médico-Sociale.

Question 1935 (15.2.2012) de **M. Marc Angel** *(LSAP)* concernant le **comité restreint ayant suivi la campagne de sensibilisation «je peux voter»:**

La campagne de sensibilisation «je peux voter» visant à inciter les ressortissants étrangers à s'inscrire sur les listes électorales pour voter lors des élections communales en 2011 fut la première campagne suivie par un comité composé à la fois de représentants des partis politiques, des syndicats, des associations œuvrant en faveur de l'intégration, ainsi que de représentants du Ministère de l'Intérieur, du Service Information et Presse du Ministère d'État et du Ministère de la Famille et de l'Intégration par l'intermédiaire de l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI).

Q88

Selon mes informations, l'implication au sein du comité restreint était faible. Ainsi j'aimerais savoir de Madame la Ministre:

1. Comment ce comité restreint a-t-il été composé?

2. Combien de réunions ont eu lieu?

3. Est-il exact que le taux de participation à ces réunions était faible? Dans l'affirmative, quelles ont été les causes de cette faible participation?

4. Pourquoi le comité n'a-t-il pas pu prendre connaissance des résultats de la campagne d'inscription lors de sa dernière réunion?

5. Pourquoi les conclusions des différents opérateurs de projets financés par l'OLAI n'ont pas été évoquées ni évaluées par le comité restreint?

6. Est-il prévu que le comité restreint fasse une analyse des pratiques de sensibilisation?

7. Est-il vrai que les projets financés par l'OLAI n'aient eu droit qu'à une avance de 40% des coûts estimés et que dans certains cas le solde ait tardé à être versé pendant cinq mois, alors que le non respect des délais imposés par l'OLAI à un promoteur de projet pour remettre son décompte était pénalisé de 5% d'intérêt par jour?

Réponse (16.3.2012) de **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

1. Pour la première fois dans le cadre d'une telle campagne, un comité restreint a été mis en place. Sa composition a été définie sur base de critères objectifs et visant à assurer une composition tripartite et équilibrée de manière à bénéficier des expériences respectives de chacun des acteurs.

Ainsi, le comité restreint était composé des représentants suivants:

- les partis politiques (cinq représentants: un représentant de CSV, un représentant de DP, un représentant de déi gréng, un représentant de LSAP et un représentant de ADR);

- des organismes œuvrant en faveur de l'intégration des étrangers (comme il n'était pas possible de prendre l'ensemble des associations à bord, cinq représentants ont été identifiés: un représentant de la plateforme Migration et Intégration qui regroupe un nombre important d'associations pour toucher le plus d'associations possibles via cet intermédiaire, un représentant du CLAE pour le milieu associatif au niveau national, un représentant d'Inter-Actions pour le niveau local/travail communautaire, un représentant de l'International Club pour le milieu associatif international et un représentant du Conseil national pour étrangers pour représenter le niveau institutionnel;

- partenaires sociaux et institutions (sept représentants: un représentant de l'OGB-L, un représentant du LCGB, un représentant du Syvicol, un représentant du Ministère de l'Intérieur et à la Grande Région, un représentant du Ministère de la Famille et de l'Intégration - Division IV: Famille, Enfance et Jeunesse, un représentant du Service Information et Presse du Gouvernement luxembourgeois et un représentant du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle invité au cours des travaux, suite à demande des membres du comité restreint.

2. Les membres du comité restreint se sont réunis sept fois de juillet 2010 à octobre 2011.

Au-delà desdites réunions et avant que les membres du comité restreint n'aient été désignés, deux réunions de brainstorming ont été organisées afin de déterminer les besoins et les attentes des associations et autres partenaires en matière de participation politique et de solliciter l'engagement de toutes les parties prenantes.

3. Il est en effet exact que le taux de participation était faible. Je ne peux que le regretter. Néanmoins, il y a lieu de souligner que tous les membres ont été invités à chaque réunion et ont reçu les comptes rendus et documents d'information.

4. Les membres du comité restreint ont pris connaissance des résultats de la campagne lors de la dernière réunion du comité restreint, en date du 3 octobre 2011. À cette occasion, le CEFIS (Centre d'étude et de formation interculturelles et sociales) a été invité à participer à ladite réunion du comité restreint pour y présenter et expliquer de façon détaillée les résultats de la campagne.

5. Le rôle du comité restreint de part notamment sa composition n'était pas d'évaluer les projets financés mais plutôt d'élaborer un matériel commun pour l'identification de la campagne (logo, matériel, dépliant, site Internet, etc.) et de réfléchir à un plan de communication afin d'inciter le maximum d'étrangers à s'inscrire et d'autre part de solliciter l'intérêt et la participation de la population luxembourgeoise.

Lors de la dernière réunion en vue d'un bilan constructif sur les leçons à retenir de cette campagne, les porteurs de projets, en tant qu'acteurs sur le terrain, ont été invités à y participer et de témoigner et partager avec les membres du comité restreint les bonnes pratiques voire les difficultés rencontrées dans les actions entreprises.

6. Comme mentionné ci-dessous l'objet de la dernière réunion du comité restreint était d'une part de présenter les premiers chiffres et pratiques des administrations communales en matière de participation politique et d'autre part de dresser un premier bilan des projets financés dans le cadre de la campagne par le biais des témoignages des associations et organismes porteurs de projets.

Une analyse des pratiques de sensibilisation est prévue à l'instar des campagnes précédentes par le CEFIS, association conventionnée par le Ministère de la Famille et de l'Intégration.

7. Les projets financés dans le cadre de cette campagne l'ont été par le biais d'un article budgétaire libellé «Organisation d'une campagne d'information et de sensibilisation à l'attention des étrangers en vue de leur inscription sur les listes électorales». Or, ledit article ne permet que le paiement à la fin de la prestation réalisée.

Afin d'éviter le maximum de désagrément, une autorisation exceptionnelle a été donnée par Monsieur le Ministre des Finances afin de pouvoir attribuer une avance aux porteurs de projets. Ainsi les porteurs de projets ont pu, à titre exceptionnel, bénéficier d'une avance de 40% du budget prévu pour la réalisation des projets retenus par le comité de sélection.

Les porteurs de projets soutenus dans le cadre de l'appel à projets de 2011 devaient remettre le rapport ainsi que le décompte final de leur(s) projet(s) jusqu'au 15 octobre 2011. Lesdits documents ont été analysés à partir de cette date. Pour certains projets, les pièces remises n'étaient pas complètes ou assez claires, voire le décompte final prévoyait des dépenses non prévues dans le budget prévisionnel. Des informations supplémentaires pour les projets en question ont dû être demandées. Le solde éligible n'a été versé qu'une fois que tous les renseignements ont été fournis par les porteurs de projets.

Question 1936 (15.2.2012) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant la **position du Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur face à la revendication du Gouvernement et du Parlement sur la sortie du nucléaire et la fermeture de la centrale nucléaire de Cattenom:**

Dans une récente interview donnée à la presse, Monsieur le Ministre a qualifié les discussions menées par les opposants à l'énergie atomique d'«idéologiques». Partant, il faut cependant constater que les débats menés sur l'avenir de l'énergie nucléaire au Luxembourg ont été marqués par un large consensus entre tous les partis politiques et donc précisément par l'absence de toute discussion idéologique.

Ainsi, le Premier Ministre s'est exprimé pour une sortie de l'énergie nucléaire et plus particulièrement il s'est engagé pour œuvrer politiquement et au plus haut niveau pour une fermeture définitive de la centrale de Cattenom. De même, le Ministre de la Santé et le Ministre délégué de l'Environnement s'étaient ralliés à la position du Premier Ministre lors de la remise de la pétition de la plateforme luxembourgeoise contre l'énergie nucléaire. La Chambre des Députés a également soutenu cette position à travers une motion votée par tous les partis représentés.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Monsieur le Ministre pourrait-il m'informer s'il soutient la revendication du Gouvernement et du Parlement pour une mise hors service rapide et définitive de la centrale nucléaire de Cattenom?

- Monsieur le Ministre pourrait-il m'informer s'il soutient la revendication du Gouvernement et du Parlement pour une sortie de l'énergie nucléaire?

- Monsieur le Ministre pourrait-il préciser en quoi l'approche des opposants envers l'énergie nucléaire serait «idéologique»?

Réponse (12.3.2012) de **M. Étienne Schneider,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Eugène Berger concernant la position du Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur face à la revendication du Gouvernement et du Parlement sur la sortie du nucléaire et la fermeture de la centrale nucléaire de Cattenom, je puis vous communiquer les informations ci-après:

Je tiens à rappeler, conformément aux communications du Gouvernement après l'incident dans la centrale nucléaire de Fukushima en 2011, que le Gouvernement maintient son attitude critique sur l'énergie nucléaire. Le Gouvernement n'a jamais été en faveur du développement du nucléaire sur le territoire luxembourgeois et ne le sera pas à l'avenir. Il considère l'énergie nucléaire comme une technologie de transition et plaide pour un abandon à échéance réaliste. Entre-temps, il s'agira de garantir que les installations nucléaires soient équipées de dispositifs de sûreté et de sécurité capables de ramener le risque final proche de zéro.

Pour ce qui est de la centrale nucléaire de Cattenom, le Gouvernement a demandé en mars 2011 au Gouvernement français de procéder à une analyse critique de la sécurité et de la sûreté de la centrale.

Entre-temps, et dans le contexte des décisions prises au niveau européen après l'accident de Fukushima, des stress tests ont été conduits par les sociétés exploitantes des centrales - dont Cattenom - et remis aux autorités nationales de sûreté nucléaire. Le Ministre de la Santé, Monsieur Mars di Bartolomeo, ensemble avec les ministres concernés de la Sarre et de la Rhénanie-Palatinat ont présenté le 5 mars 2012 le rapport final sur le test de résistance de la centrale de Cattenom, rédigé par des experts luxembourgeois, de la Sarre et de la Rhénanie-Palatinat. Le rapport soulève un certain nombre de questions et identifie des problèmes dans la centrale de Cattenom. Le Gouvernement a dès lors immédiatement demandé aux autorités françaises de considérer les conclusions de ce rapport et d'engager sans délai les mesures adéquates afin de réduire les risques d'incidents nucléaires majeurs à un strict minimum.

Question 1937 (15.2.2012) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **groupe d'enseignants «Pädagoge fir de Clierfer Lycée»:**

Le lundi 6 février dernier, les responsables du Ministère du Développement durable et des Infrastructures ont présenté les plans de construction du futur Lycée de Clervaux (LCL). Les responsables du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle (MENFP) ont profité de l'occasion pour présenter brièvement le groupe d'enseignants «Pädagoge fir de Clierfer Lycée» qui se sont déclarés d'accord à élaborer un concept pédagogique pour cet établissement scolaire. Il a également été mentionné que le groupe en question vient d'être reconnu par le MENFP et qu'il a déjà pu lancer les travaux préparatoires à l'élaboration d'un tel concept.

Voilà pourquoi je m'empresse de poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre peut-elle fournir des précisions sur les travaux à prester par ce groupe d'enseignants et sur les consignes qu'il devra respecter en la matière?

- Les enseignants concernés bénéficieront-ils d'un crédit-temps et de moyens budgétaires pour assurer les missions les plus diverses que le ministère leur voudra bien confier?

- Est-il prévu d'associer des experts externes aux travaux à réaliser par le groupe?

- Selon quel calendrier les travaux concernant le concept pédagogique devront-ils être effectués?

- D'après quelle démarche les échanges entre les enseignants et les interlocuteurs du Ministère du Développement durable et des Infrastructures seront-ils organisés?

Réponse (7.3.2012) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Suite à une récente entrevue que j'ai eue avec le groupe d'enseignants «Pädagoge fir de Clierfer Lycée», je leur ai confié la mission d'élaborer une esquisse de concept pédagogique pour le futur Lycée de Clervaux. Ce concept sera finalisé après le vote par la Chambre des Députés des lois portant respectivement création et construction du Lycée de Clervaux.

Les consignes à respecter sont les suivantes:

- le lycée dispensera les cycles inférieurs de l'enseignement secondaire et de l'enseignement secondaire technique;

- le lycée devra fonctionner comme un établissement scolaire à journée continue;

- les plans de l'architecte devront être respectés afin de ne pas perturber le calendrier du chantier et afin de respecter le budget prévu pour cette construction; seulement des changements minimes pourront être pris en compte.

Dès le vote de la loi portant création du Lycée de Clervaux, un groupe pédagogique restreint bénéficiera, par le SCRIPT, d'un accompagnement externe et des ressources nécessaires pour l'élaboration du concept pédagogique. Il est prévu que les travaux de construction seront achevés au courant de l'année 2017; le concept pédagogique devra également être finalisé au plus tard pour cette date.

Après approbation de la loi du lycée et la nomination officielle des membres du groupe pédagogique, des réunions de concertation régulières seront organisées entre les enseignants et les interlocuteurs de Ministère du Développement durable et des Infrastructures.

Question 1938 (15.2.2012) de **M. Camille Gira** *(déi gréng)* concernant la **plainte de l'association «Friends of the Earth» contre ArcelorMittal pour ses activités en Liberia:**

Je viens d'apprendre que l'association «Friends of the Earth Europe» (FoE) aurait déposé une plainte contre la société ArcelorMittal à cause de ses opérations dans la République du Liberia qui ne seraient pas conformes aux «Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales». Cette plainte aurait été déposée auprès du Point de contact de l'OCDE du pays dans lequel l'entreprise en cause à son siège social, c.-à-d. au Luxembourg auprès du Ministère de l'Économie.

La plainte de FoE Europe aurait comme base les deux aspects centraux suivants:

1. ArcelorMittal Liberia n'aurait pas considéré à la lettre les lois et règlements du pays hôte.

2. ArcelorMittal aurait, par une donation de 100 camions au Gouvernement du Liberia, porté atteinte à la ligne de conduite anticorruption de l'OCDE.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Monsieur le Ministre est-il au courant de cette plainte contre ArcelorMittal dans la République du Liberia? Dans l'affirmative, quelles suites Monsieur le Ministre estime-t-il donner à cette plainte et dans quels délais?

- Monsieur le Ministre peut-il me donner des renseignements détaillés sur l'enquête qui a été menée en relation avec le reproche d'une éventuelle corruption?

Réponse (22.3.2012) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

En réponse à la question parlementaire n°1938 du 15 février 2012 de Monsieur le Député Camille Gira, j'aimerais fournir les éléments suivants:

Je suis au courant des démarches qui ont été entreprises par l'association «Friends of the Earth Europe (FoE)» et «Sustainable Development Institute/FoE Liberia (SDI)», une ONG basée au Liberia, à l'égard d'ArcelorMittal dans le cadre des «Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales».

Les deux ONG estiment qu'ArcelorMittal n'a pas respecté les lignes directrices de l'OCDE. Ainsi, ArcelorMittal n'aurait pas vérifié suffisamment la destination des fonds mis à disposition du «County Social Development Fund (CSDF)». Ce fonds a été mis en place au Liberia suite au début des activités minières d'ArcelorMittal dans ce pays afin d'aider au développement de quatre régions du Liberia directement affectées par ces exploitations.

En outre, les deux ONG estiment que 100 voitures mises à disposition du Gouvernement libérien par ArcelorMittal à la demande de la Présidente du Liberia en 2008 auraient dû servir à soutenir des activités agricoles. Ces voitures auraient finalement été utilisées par des parlementaires libériens.

Depuis la publication de ces informations, ArcelorMittal a contesté les reproches.

En janvier 2011, les deux ONG ont décidé d'introduire une circonstance spécifique à l'encontre de la société ArcelorMittal Liberia. Cette circonstance a été envoyée en date du 24 janvier 2011 au Point de contact national (NCP) des Pays-Bas.

En date du 24 mai 2011, le NCP des Pays-Bas a contacté le Point de contact national au Luxembourg et a demandé à celui-ci de reprendre cette circonstance. En effet, ArcelorMittal ayant son siège social au Luxembourg et en absence d'un NCP au Liberia, il revient au pays qui accueille le siège de l'entreprise multinationale de traiter la circonstance. Le NCP des Pays-Bas a par ailleurs proposé son soutien au niveau administratif dans le cadre de cette procédure.

En date du 18 juillet 2011 le NCP Luxembourg a notifié aux parties qu'il a décidé d'accepter de traiter la circonstance soumise par FoE.

Par la suite, des contacts ont été pris avec FoE d'une part et ArcelorMittal d'autre part. Des réunions bilatérales entre le NCP Luxembourg et les parties respectives ont eu lieu en novembre 2011. L'objectif de la démarche vise à initier une procédure de médiation entre les parties. Je suis disposé à accompagner dans toute la mesure du possible une telle démarche, conformément aux «Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales».

Toutes les informations concernant les allégations de FoE à l'encontre d'ArcelorMittal ont été par ailleurs publiées sur le site Internet de l'OCDE Watch.

À l'heure actuelle, le NCP Luxembourg est en train d'analyser les documents soumis par les parties, respectivement de compléter le dossier par des éléments supplémentaires demandés. Par la suite, les parties devront s'exprimer quant à l'engagement d'une procédure de médiation.

Question 1939 (15.2.2012) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant le **plan social dans une entreprise spécialisée dans la fabrication de poudres et de pastilles pour lave-vaisselle:**

Une entreprise spécialisée dans la fabrication de poudres et de pastilles pour lave-vaisselle située à Foetz a annoncé la mise en œuvre d'un plan social concernant entre 48 et 110 salariés. L'entreprise se voit contrainte à cette mesure après que son client principal représentant 50% de son chiffre d'affaires a décidé d'arrêter ses commandes le premier trimestre de cette année.

Aussi, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

Monsieur le Ministre peut-il confirmer les faits relatés ci-dessus? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il me renseigner s'il a procédé, après l'annonce du principal client l'année passée d'arrêter ses commandes, à une analyse avec l'entreprise concernée sur les motivations à la base de cette décision? Si tel a été le cas, quels enseignements ont été tirés de cette analyse? Dans la négative, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'il serait indiqué de faire cet exercice?

Réponse (12.3.2012) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Concernant la question parlementaire émargée j'aimerais apporter les éléments de réponse ci-après:

Il est vrai qu'en septembre 2011 la société Mc Bride (Chemolux) de Foetz a contacté mes services pour les informer que suite à l'annonce du groupe Henkel de rapatrier sa production en Allemagne quelque 140 emplois seraient directement menacés.

À ce titre, il faut rappeler que lors du rachat de Chemolux S.à r.l. de Henkel par le groupe Mc Bride, le contrat d'approvisionnement de Henkel fit partie de la transaction. Déjà à l'époque il ne fut pas envisagé de le proroger au-delà de 2013. Le contrat a pris fin une année plus tôt alors que Henkel a développé de nouveaux produits et technologies dont le groupe souhaitait - pour des raisons commerciales évidentes, alors que Mc Bride est un concurrent direct de Henkel - ne pas en dévoiler les détails.

Comme il s'agit d'une décision à caractère purement commercial, relevant de la gestion courante d'une entreprise dans une économie de marché, le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur n'est pas en mesure de solliciter directement une explication, voire une justification, de l'entreprise Henkel allant au-delà des faits connus.

Question 1941 (16.2.2012) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant l'**allocation mensuelle pour demandeurs de protection:**

Lors de la discussion du projet de règlement grand-ducal fixant les modalités et les conditions d'octroi de l'aide sociale aux demandeurs de protection internationale à la Commission de la Famille de ce mardi 14 février, Madame la Ministre a mentionné l'idée que la réduction de l'allocation mensuelle (Täschegeld) de 107 euros à 25 euros par personne adulte pourrait être compensée partiellement par des «bons». Pourtant, l'avant-projet de règlement ne comporte aucune allusion à un système de bons nouvellement introduit dans l'aide sociale accordée aux demandeurs de protection internationale.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

1. Selon quelles modalités est réglée l'allocation des «bons» aux demandeurs de protection internationale?

2. Est-il prévu de préciser ces modalités dans un règlement grand-ducal? Le cas échéant, pourquoi les modalités de l'allocation des «bons» n'ont pas été prévues dans la révision du règlement en cours?

3. En quoi une allocation de bons d'achat apporte-t-elle un progrès pour la gestion de l'aide sociale accordée aux demandeurs de protection internationale?

4. En quoi une allocation de bons d'achat permet-elle une meilleure reconnaissance des conditions de vie spécifiques des demandeurs de protection internationale?

Réponse (16.3.2012) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

1. L'article 1er, alinéa 1, tiret 2 du règlement grand-ducal du 1er septembre 2006 fixant les conditions et les modalités d'octroi d'une aide sociale aux demandeurs de protection internationale (DPI) stipule que l'aide sociale peut comporter différentes prestations, dont les allocations mensuelles qui peuvent être constituées tant d'aides financières en espèces que prendre toute autre forme appropriée, tels des bons.

Étant donné que la situation financière de chaque DPI est différente (moyens propres, rémunération, etc.), une évaluation de la situation financière du bénéficiaire est faite au moment du dépôt de sa demande d'aide sociale et tout au long de la procédure d'asile, évaluation qui permet de déterminer l'envergure de l'aide sociale qui lui sera octroyée par l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI).

2. Les aides matérielles sous forme de bons ont par le passé toujours été accordées par l'OLAI sans être spécifiquement mentionnées, voire énumérées dans le règlement grand-ducal sur l'aide sociale actuellement en vigueur. Dans la mesure où ces bons font implicitement partie des allocations mensuelles prévues à l'article 1er, alinéa 1, tiret 2, il est superfétatoire de les prévoir expressément dans le projet de règlement grand-ducal en question, vu que ledit article demeure inchangé.

Par contre, le service social s'est donné en interne des critères objectifs pour l'allocation des bons - tels l'âge et l'état de santé - qui seront à la base d'un vadémécum rendu public sur le site Internet de l'OLAI parallèlement à la publication du règlement grand-ducal sur l'aide sociale.

Lesdits bons peuvent à titre d'exemple servir à l'achat de produits pour l'hygiène corporelle, de fourniture scolaire, de lait pour bébés, pour couvrir le découvert des dépenses médicales vitales, etc.

3. De manière générale, une allocation de bons d'achat permet d'en faire un usage pour lequel ils sont prévus.

4. Si les DPI ont certes des besoins spécifiques, il n'empêche que leur situation particulière est souvent similaire à celle de tout résident au Luxembourg qui se trouve en situation de détresse financière. L'aide sociale dispensée par l'office social s'effectue souvent sous forme de bons d'achat aux fins d'approvisionnement dans des épiceries sociales.

Question 1942 (16.2.2012) de **MM. Camille Gira** et **Henri Kox** *(déi gréng)* concernant l'**abattage d'arbres en vue d'une augmentation de la sécurité routière:**

Selon des articles de presse Monsieur le Ministre envisagerait de procéder à l'abattage de nombreux arbres le long des tronçons suivants: Saeul-Brouch, Oetrange-Bous et dans la vallée de la Mamer. Cette mesure serait réalisée pour renforcer la sécurité routière. En plus, nous avons constaté qu'il y a eu des abattages significatifs d'arbres sur des parcelles boisées le long de différentes routes (p. ex. entre Sandweiler et Moutfort).

Suivant le bulletin 2/2011 du Statec «20 ans d'accidents de la circulation» le pourcentage des accidents corporels du type de collision «contre un arbre» s'est réduit de 11,1% en 2000 à 7,6% en 2010 (en chiffres absolus: 88 en 2000, 53 en 2010).

Vu que d'autres possibilités pour augmenter la sécurité sur nos routes existent, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quelle est la cause principale des accidents mortels sur les routes luxembourgeoises?

- Est-ce que d'autres mesures que l'abattage d'arbres pour augmenter la sécurité routière sur les tronçons en question ont également été analysées? Pourquoi Monsieur le Ministre a-t-il retenu l'abattage des arbres comme seule mesure pour augmenter la sécurité des usagers de la route?

- De quelle façon l'abattage d'arbres augmente la sécurité des autres usagers de la route, comme les bicyclettes par exemple?

- Quelle est la raison des abattages dans les parcelles boisées le long des routes?

Réponse (27.3.2012) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire n°1942 du 16 février 2012, les honorables Députés souhaitent s'informer au sujet d'éventuels abattages d'arbres le long de certaines routes.

Selon le bulletin 2/2011 du Statec cité par les honorables Députés, en moyenne, sur les 20 dernières années, la vitesse excessive est à l'origine de 27% des accidents «corporels». En 2010, toujours pour les accidents corporels, 3,4% des conducteurs de véhicules autoroutiers étaient sous influence d'alcool et 9,5% en état d'ivresse. La statistique ne fait pas de relevé séparé pour les seuls accidents mortels.

Il m'importe néanmoins de préciser que si, comme le soulèvent les honorables Députés, le pourcentage des accidents corporels du type collision «contre un arbre» s'est réduit de 11,1% en 2000 à 7,6% en 2010, 53,1% des tués et 21,7% des blessés graves proviennent toujours d'accidents contre des obstacles fixes (dont les arbres), ce taux étant en augmentation permanente depuis 1991 respectivement 2010.

Il est cependant évident que l'abattage ponctuel d'arbres n'est pas la seule mesure envisagée sur les tronçons analysés.

Ainsi, des mesures déjà réalisées sur la N28 entre Oetrange et Bous sont la mise en place de glissières dans les zones d'accumulation d'accidents, ainsi que le renforcement de la signalisation.

Entre Saeul et Brouch sur la N8 des mesures à court terme ont déjà été réalisées par un renforcement de la signalisation avec une vitesse conseillée de 70 km/h et avec la mise en place d'une signalisation des virages. Une limitation de la vitesse à 70 km/h est également envisageable.

Sur le CR101 dans la vallée de la Mamer, l'audit de sécurité n'est pas achevé, mais les mesures de sécurité en discussion s'étendent du renforcement de la signalisation à la mise en conformité des profils-types et de la géométrie du tracé en passant par la mise en place de protections d'obstacles, par le renforcement des limitations de vitesse, l'amélioration de la collecte des eaux pluviales et les corrections des caractéristiques superficielles de la couche de roulement.

Ajoutons qu'à certains endroits le développement d'ensembles arborescents bas-branchus le long des voiries, générant une réduction de la vitesse des usagers par une sorte d'«effet tunnel» peut même favoriser la sécurité routière.

Pour ce qui est de la sécurité des autres usagers de la route, l'abattage d'arbres ou encore un élagage des arbres le long des pistes cyclables à une hauteur maximale de 2,7 mètres peut effectivement augmenter la sécurité des cyclistes, puisque cet abattage/élagage est le plus souvent la suite d'un gabarit insuffisant respectivement d'une zone de sécurité inexistante ou encore d'un manque de visibilité.

En cas de cohabitation du trafic motorisé avec les cyclistes sur un gabarit routier d'une largeur réduite de 5 à 5,50 m, il est évident que l'élargissement de la route, la création d'une zone de visibilité ou encore la création d'une zone de récupération respectivement d'une zone de sécurité profite en premier lieu aux cyclistes.

Je tiens à souligner que, de manière générale, l'abattage d'arbres ne sera envisagé que de façon ponctuelle et que lorsque les autres mesures de sécurité envisagées ne peuvent apporter de résultat satisfaisant.

Question 1944 (17.2.2012) de **Mme Tessy Scholtes** *(CSV)* concernant l'**accès aux quais des gares pour les personnes à mobilité réduite:**

Les lieux ouverts au public et les lieux de travail doivent être accessibles aux personnes à mobilité réduite (PMR). Tout lieu visé par la loi du 29 mars 2001 doit respecter des exigences d'accessibilité déterminées par le règlement grand-ducal du 23 novembre 2001, respectivement du 25 janvier 2008 et repris dans le texte coordonné du règlement grand-ducal du 17 mars 2008, modifié le 23 novembre 2008. Il s'agit des lieux publics relevant de l'autorité de l'État ou des communes, des établissements publics et établissements utilisés à des fins sociales, familiales ou thérapeutiques bénéficiant du soutien de l'État.

L'accès aux quais dans les gares et arrêts du réseau ferroviaire depuis un passage souterrain nécessite de surmonter une hauteur de dénivelé d'environ 4,0 mètres. Les exigences d'accessibilité en ce qui concerne les voies et espaces publics telles que définies par règlement grand-ducal prescrivent l'utilisation d'un plan incliné (rampe) à 6% avec paliers intermédiaires pour PMR. Dans ce cas de figure la longueur développée de ces rampes atteint facilement 75 mètres. C'est pour cette raison que les CFL équipent les accès aux quais d'un ascenseur. Dans la conception actuelle des CFL, l'accès aux quais pour les personnes valides est garanti par des escaliers ou des escaliers en pas d'âne. Cependant les ascenseurs sont également utilisés par les voyageurs avec bagages volumineux, poussettes avec enfants et bicyclettes. À ceci s'ajoutent les éventuelles pannes techniques qui rendent momentanément les ascenseurs inutilisables, l'accès aux quais pour les PMR difficile, voire impossible.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que dans l'optique d'une conception d'accessibilité pour tous, le remplacement des escaliers et surtout des escaliers en pas d'âne par un plan incliné de 10%, tel qu'autorisé par la législation suisse concernant le réseau ferroviaire, serait mieux adapté pour permettre le flux du trafic des voyageurs? D'autant plus que la plupart des chaises roulantes électriques peuvent facilement franchir des plans inclinés jusqu'à 15%.

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que tous les nouveaux aménagements devraient prévoir des rampes à 10% au lieu des escaliers en pas d'âne, puisque ces derniers ne sont mentionnés par aucun règlement grand-ducal et ne correspondent pas aux exigences d'accessibilité de l'article 4, point 5) du texte coordonné du 17 mars 2008?

Réponse (28.3.2012) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire n°1944 du 17 février 2012, l'honorable Députée Tessy Scholtes souhaite s'informer au sujet de l'accessibilité des gares et arrêts pour personnes à mobilité réduite.

En effet, pour toute construction nouvelle ou toute transformation d'arrêt ou de gare, les CFL se mettent en conformité avec le règlement grand-ducal modifié du 23 novembre 2001 portant exécution des articles 1 et 2 de la loi du 29 mars 2001 portant sur l'accessibilité des lieux ouverts au public. Ainsi, pour toute construction nouvelle, les CFL privilégient l'installation d'ascenseurs prévus par l'article 4, point 7 du règlement grand-ducal précité.

Les escaliers en pas d'âne sont construits comme équipement complémentaire à différents arrêts et sont destinés aux personnes valides et non pas aux clients se déplaçant en chaise roulante. Le remplacement de ce type d'escaliers par des rampes à 6% d'inclinaison tel que prévu par le règlement grand-ducal précité nécessiterait d'ailleurs des surfaces constructibles qui ne sont le plus souvent pas disponibles à certains arrêts.

En ce qui concerne le degré d'inclinaison des rampes en Suisse, il faut préciser que la norme suisse SN 521 500 n'autorise des pentes avec un degré d'inclinaison supérieur à 6% uniquement si «l'application des 6% d'inclinaison ou l'installation d'ascenseurs s'avère impossible ou nécessite une dépense disproportionnée». Les plans inclinés à 10% sont donc clairement des cas de figure exceptionnels.

L'installation d'ascenseurs dans les gares et sur les arrêts donne par ailleurs entièrement satisfaction aux représentants des différentes associations de personnes handicapées consultées régulièrement par les CFL à ce sujet.

Question 1946 (21.2.2012) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant les **infections au virus «Schmallenberg»:**

L'Administration des Services vétérinaires vient de confirmer les premiers cas d'une infection au virus «Schmallenberg» dans un troupeau de moutons situé dans le nord du pays. Au stade actuel des connaissances scientifiques, le virus atteint essentiellement les ruminants (moutons, chèvres, bovins). Néanmoins, il me revient qu'un taux de mortalité croissant aurait été observé chez les chevreuils pendant les derniers mois.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer les faits relatés ci-dessus?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m'informer si un lien entre l'apparition du virus «Schmallenberg» et le nombre croissant de cas mortels de chevreuils a pu être établi?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer si les connaissances scientifiques actuelles permettent de se prononcer sur un risque d'infection du gibier par le virus en question?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les répercussions que le virus «Schmallenberg» pourrait avoir sur la production laitière au Luxembourg?

- Plus précisément, Monsieur le Ministre pourrait-il m'informer dans quel ordre de grandeur les pertes se situent en cas d'infection par vache à lait?

- Monsieur le Ministre dispose-t-il de nouvelles informations sur la transmission du virus sur les bovins?

- Quelles mesures de précaution et d'information, Monsieur le Ministre entend-il mettre en œuvre afin de contribuer à un endiguement du virus?

Réponse (7.3.2012) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

Après consultation de l'Administration de la Nature et des Forêts ainsi que de la Fédération St Hubert des Chasseurs, on peut affirmer qu'aucune mortalité anormale n'a été constatée dans la population des chevreuils ces derniers mois.

Actuellement, des cas confirmés de virus de Schmallenberg ont été détectés au niveau de différents pays de l'UE (NL, D, BE, F, UK, I, LU) dans des troupeaux de ruminants domestiques (moutons, chèvres et bovins). Néanmoins, l'existence du virus dans la population des ruminants sauvages ne peut être exclue. La recherche du virus chez le gibier s'avère cependant difficile puisqu'il n'existe pas de tests sanguins et les malformations sur les nouveau-nés, souvent non-viables, observées sur les ruminants domestiques, ne sont guère détectées sur les animaux sauvages, vu la disparition rapide des cadavres de ces animaux grâce aux prédateurs sauvages.

Les symptômes constatés chez les animaux adultes s'observent pendant la phase de virémie et s'expriment sous forme de fièvre, de diarrhée et d'une réduction de la production laitière qui peut être de 50% tel que rapporté au niveau des publications scientifiques y relatives. Vu qu'il existe différents facteurs responsables d'une diminution de la production laitière d'une vache (maladies générales ou de la mamelle en particulier, état de nutrition de l'animal), il est difficile d'évaluer le pourcentage de la diminution due au virus de Schmallenberg au niveau national. En ce qui concerne la transmission du virus, celle-ci se fait par l'intermédiaire d'insectes piqueurs (moustiques, culicoïdes) pour lesquels on est actuellement en période inactive.

Vu l'apparition récente de la maladie en Europe (les premiers cas datent de décembre 2011), peu de données scientifiques existent à l'heure actuelle au sujet du virus et par conséquent les moyens de lutte sont très limités, d'autant plus que la phase aiguë de la maladie est dépassée (août-novembre 2011). Les moyens de lutte pour prévenir une nouvelle phase aiguë dans le futur sont la protection des animaux contre les insectes et une éventuelle vaccination des animaux sensibles.

Question 1947 (21.2.2012) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant la **convention de la commune de Roeser avec une société anonyme:**

Dans le cadre d'une convention conclue avec une société anonyme, la commune de Roeser avait concédé gratuitement les frais de construction sur un terrain situé à Crauthem à cette société. La société susmentionnée s'est engagée en contrepartie d'y construire une maison de soins. Or, selon mes informations, le projet ne remplit pas les conditions définies pour un tel établissement.

La société concernée aurait cependant adressé un certain nombre de demandes d'agrément au Ministère de la Famille et de l'Intégration.

Force est toutefois de constater que la société a été mise en demeure par la commune de Roeser pour non-respect de l'autorisation de bâtir et que d'autres autorisations comme par exemple la procédure du commodo-incommodo font toujours défaut pour le projet en question.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

- Madame la Ministre peut-elle me dire quelles demandes d'agrément ont été introduites auprès de ses services dans le cadre du projet à Crauthem?

- Lesquelles de ces demandes ont connu une suite favorable? Quelles demandes ont été refusées? Pour quelles raisons?

- Est-ce que le Ministère de la Famille et de l'Intégration vérifie la conformité des établissements avec les diverses autorisations requises telles que l'autorisation de bâtir, la procédure du commodo-incommodo, etc. avant de délivrer des agréments?

Réponse (7.3.2012) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

En date du 29 mars 2011 le gestionnaire du projet à Crauthem a introduit une demande en obtention d'un agrément pour l'exploitation de quatre activités dans le cadre de la loi modifiée du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique et du règlement grand-ducal modifié du 8 décembre 1999.

Concrètement la demande concernait l'activité de logement encadré (article 4, point 4 dudit règlement), l'activité de centre psycho-gériatrique (article 4, point 5 dudit règlement), l'activité d'aide à domicile (article 4, point 7 dudit règlement) ainsi que l'activité de soins à domicile (article 4, point 8 dudit règlement).

Actuellement le gestionnaire bénéficie:

- d'un agrément limité dans le temps jusqu'au 28 février 2013 pour l'exploitation de l'activité «logement encadré» pour le rez-de-chaussée et le 1er étage du bâtiment sis à 48, rue de Hellange, Crauthem,

- d'un agrément limité dans le temps jusqu'au 28 février 2013 pour l'activité «centre psycho-gériatrique» pour certains locaux au rez-de-chaussée et 1er étage du bâtiment sis à 48, rue de Hellange, Crauthem,

- d'un agrément limité dans le temps jusqu'au 1er avril 2012 pour l'activité «soins à domicile»,

- et d'un agrément limité dans le temps jusqu'au 1er avril 2012 pour l'activité «aide à domicile».

L'article 2 du règlement précité dispose «L'agrément, octroyé par „le ministère ayant la famille dans ses attributions" sur base de la loi et du présent règlement d'exécution, couvre l'ouverture et l'exploitation d'un service pour personnes âgées. L'agrément est à demander pour chaque service, même si plusieurs services exercent leurs activités sous la responsabilité d'un même gestionnaire et/ou sont organisées et dirigées sur un même site. L'agrément s'entend sans préjudice des autorisations à solliciter en vertu d'autres dispositions légales, notamment de la législation en matière d'établissement dangereux, insalubres ou incommodes, ou en vertu de règlements communaux».

Par ailleurs ledit règlement grand-ducal précise à l'article 17:

«Le gestionnaire du service pour personnes âgées veille à ce que, au niveau des infrastructures, toutes les dispositions prévues par les lois et règlements en matière d'accessibilité, de sécurité, d'hygiène et de salubrité soient respectées.

Afin de garantir une sécurité maximale aux usagers, le gestionnaire du service pour personnes âgées veille à prendre toutes les précautions requises lors de la construction et de l'aménagement des infrastructures, lors de l'acquisition et de la disposition du mobilier, lors de l'acquisition et de la disposition des équipements divers.

Les gestionnaires des services hébergés dans des infrastructures ne tombant pas sous la législation relative aux établissements classés ou sous la législation relative à la sécurité dans les administrations et les services publics, et exerçant les activités énumérées à l'article 4, point 4), intitulé «Logement encadré pour personnes âgées», point 5) intitulé «Centre psycho-gériatrique» ou point 12) intitulé «Centre d'accueil pour personnes en fin de vie» ont l'obligation de veiller à ...».

Le texte réglementaire énumère dans la suite les conditions à remplir au niveau de l'infrastructure pour ces activités. Leur contrôle relève ainsi du ministre compétent pour l'octroi de l'agrément.

Question 1948 (21.2.2012) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant l'**exposition permanente du matériel historique des corps de sapeurs-pompiers:**

Zënter ville Jore sammelen d'Pompjeescorpse fläisseg historescht Material, ënner anerem Gefierer, fir hir Geschicht ze dokumentéieren. Et gi Pläng, fir dëst Material, mat ähnleche Sammlunge vun der Post an der Douane, am Kader vum Projet «Train 1900» zu Rodange, auszestellen.

Fir dës permanent Ausstellung virzebereeden huet, den Innenministère eng Etüd bei engem däitschen Expertenteam bestallt. En éischten Deel vun dëser Etüd sollt schonns Enn 2010 virleien.

An dësem Kontext hunn ech dës Froen un den Här Innenminister:

1) Wat sinn d'Konklusiounen aus dem éischten Deel vun der Etüd?

2) Läit déi definitiv Etüd vir? Wa jo, mat wat fir Konklusiounen? Wann neen, wéini soll d'Etüd komplett sinn, a wat sinn d'Ursaache fir d'Verspéidung?

3) Ass d'Regierung nach ëmmer bereet, esou e Musée ze ënnerstëtzen?

4) A wéi engem Zäitraum ka mam Bau ugefaange ginn, respektiv wéini kéint de Musée fir de Public opgemaach ginn?

5) Gëtt et schonns Zuelen iwwert de Budget fir dëse Projet?

Réponse (7.3.2012) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Wat den éischten Deel vun der Etüd ugeet, erlaben ech mer, op meng Äntwert op d'Fro n°0591 vum 16. Abrëll 2010 vum éierewäerten Deputéierten André Bauler ze verweisen *(cf. compte rendu n°15/2010-2011)*. Wéi deemools geschriwwen, betrëfft dës Etüd net ee renge Pompjeesmusée, mä lancéiert d'Iddi vun enger «Maison des services publics», wou niewent dem Rettungswiesen och d'Police, d'Douane an d'Post associéiert gi sinn.

Nodeems déi verschidde Partner hire prinzipiellen Accord zum proposéierte Konzept ginn hunn, goufen déi däitsch Experte René König an Thomas Ebersbach domat chargéiert, hiert Konzept ze preziséieren, an Aussoen zum Standuert, de Käschten a Personalbedarf vun esou enger «Maison des services publics» ze maachen.

D'Experten hunn den 2. Deel vun der Etüd termingerecht am Februar 2012 ofgeliwwert. Eng Réunioun mat den uewe genannte Partner wäert Enn Mäerz stattfannen, fir iwwert de Projet ze diskutéieren an déi nächst Schrëtt festzeleeën. Dozou wäert sécherlech och gehéieren, Gespréicher mat de concernéierte Ministere vu Kultur, Tourismus a Finanzen, esou wéi mat der betraffener Gemeng vum proposéierte Standuert ze féieren, éier d'Regierung definitiv Stellung zur Realiséierung vun dem Projet huele kann.

Question 1950 (22.2.2012) de **Mme Tessy Scholtes** *(CSV)* concernant l'**enseignement en équipe dans les écoles fondamentales:**

La circulaire ministérielle adressée aux administrations communales concernant l'organisation

scolaire pour la rentrée 2009/2010 prévoit l'enseignement en équipe. De nombreuses études internationales attestent de la valeur et de l'apport pédagogiques de cette forme d'enseignement qui, par ailleurs, est encouragée par le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle. Or, d'après mes informations, les modalités d'établissement du contingent de leçons telles qu'issues de la réforme de l'enseignement fondamental entravent sérieusement l'enseignement en équipe en raison d'une attribution parcimonieuse de leçons.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

1) Madame la Ministre peut-elle confirmer que le mode de calcul du contingent de leçons rend l'enseignement en équipe plus difficile à réaliser voire aboutit à une diminution de l'enseignement en équipe?

2) Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis que cette forme d'enseignement constitue un outil précieux dans la mise en œuvre de la réforme de l'enseignement fondamental dont le but principal consiste à motiver chaque élève en lui proposant d'avancer à son propre rythme?

3) Madame la Ministre peut-elle me dire dans combien de classes de l'enseignement fondamental et dans quels cycles cette forme d'enseignement est pratiquée depuis l'année scolaire 2009/2010?

4) Madame la Ministre peut-elle me dire si elle prévoit une augmentation de l'enseignement en équipe pour la rentrée 2012/2013?

Réponse (26.3.2012) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Dans le cadre des questions posées par l'honorable Députée, il me paraît nécessaire d'expliquer d'abord le mode de calcul du contingent de leçons d'enseignement attribuées aux communes et syndicats scolaires intercommunaux pour organiser l'enseignement fondamental, de fournir ensuite un bref aperçu sur les ressources humaines mises à disposition de l'enseignement fondamental et de répondre finalement aux questions proprement dites.

1) Mode de calcul du contingent

L'article 38 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental constitue la base de la mise en œuvre du contingent. Le règlement grand-ducal du 18 février 2010 détermine les modalités d'établissement du contingent de leçons attribuées aux communes et aux syndicats scolaires.

Le contingent est l'ensemble des leçons hebdomadaires d'enseignement que l'État attribue à une commune ou à un syndicat scolaire pour assurer l'enseignement dans ses écoles fondamentales. Le contingent comprend l'ensemble des leçons hebdomadaires d'enseignement mises à disposition des communes pour l'organisation des classes:

1. Ce nombre se fonde sur un effectif moyen de 16 élèves par classe et 26 leçons hebdomadaires. Dès lors le calcul opéré est le suivant 26:16 = 1,625 leçon hebdomadaire d'enseignement par élève. C'est le taux d'encadrement de base pour l'ensemble des élèves de la commune fréquentant l'enseignement fondamental.

2. Les besoins d'encadrement des enfants varient en fonction de leurs origines sociales, économiques et familiales. Pour tenir compte des disparités de la population scolaire des communes, des moyens plus importants sont alloués à celles qui ont une population socialement plus défavorisée. Le nombre de ces leçons supplémentaires peut représenter jusqu'à 20% du nombre des leçons attribuées sub 1. Elles sont calculées sur la base d'un indice socio-économique, établi pour chaque commune par le Centre d'études de populations, de pauvreté et de politiques socio-économiques (CEPS-Instead) et recalculé tous les trois ans. De ce fait, le taux d'encadrement de base peut augmenter jusqu'à 1,95 leçon hebdomadaire d'enseignement par élève, ce qui correspond à un effectif de classe moyen de 13,33 élèves.

Pour le calcul de l'indice socio-économique, les ménages résidant dans une commune du Grand-Duché de Luxembourg et ayant au moins un enfant en âge scolaire, c'est-à-dire entre trois et douze ans, sont pris en considération. À noter que le fichier ne comprend que les individus assurés au Luxembourg, les fonctionnaires européens qui dépendent socialement de leur pays respectif ne sont pas recensés.

Un deuxième calcul pour l'établissement de l'indice socio-économique sur base des familles des élèves fréquentant l'enseignement fondamental de chaque commune en 2009/2010 a donné des résultats d'indices tout à fait similaires à ceux du calcul mentionné ci-avant.

3. Deux leçons hebdomadaires d'éducation morale et sociale par classe des cycles 2 à 4.

4. Les leçons attribuées dans le cadre de la mise en œuvre des plans de réussite scolaire dans les écoles.

D'après la législation en vigueur, l'introduction du contingent devra se faire progressivement sur une durée de dix ans. Il a été appliqué pour la première fois en 2010/2011. L'application du contingent a pour objectif de normaliser la contribution de l'État à l'organisation scolaire en fonction des ressources dont il dispose et de la mission d'équité qui lui incombe. Il est à noter qu'environ 20% des communes/syndicats scolaires ont un taux d'encadrement conforme à la réglementation ou bien inférieur, alors que les autres communes/syndicats scolaires bénéficient d'un taux supérieur.

Les communes dont le volume de leçons mises en œuvre pour 2009/2010 diffère par rapport au contingent fixé, connaîtront une adaptation de moyens qui se fera graduellement sur une période de dix ans, en rapprochant le taux d'encadrement de départ (2009/2010) au taux d'encadrement à atteindre après dix ans à raison d'une adaptation d'un dixième par année.

Pour répondre à des besoins exceptionnels et sur demande motivée de la commune ou du syndicat scolaire, un supplément de leçons peut être accordé par le ministre ayant l'Éducation nationale dans ses attributions.

Une évaluation du fonctionnement du calcul du contingent aura lieu après la 3e année de sa mise en œuvre, c'est-à-dire au courant de l'année 2012.

Remarques

Les élèves à besoins spécifiques bénéficient d'un certain nombre d'heures d'assistance, qui ne relèvent pas du contingent, prestées dans les écoles fondamentales par le personnel de l'Éducation différenciée et le personnel socio-éducatif conventionné relevant des communes.

2) Aperçu des ressources humaines

Il y a lieu de remarquer que, depuis le début de la mise en œuvre de la réforme scolaire, un nombre important de leçons hebdomadaires d'enseignement a été mis à disposition des écoles fondamentales en dehors du contingent proprement dit pour assurer l'encadrement des élèves et pour contribuer à la gestion des écoles.

Pour l'année scolaire 2011/2012, ces leçons hors contingent comprennent notamment:

- +/-1.890 leçons hebdomadaires d'enseignement pour la tenue de cours d'accueil;

- 346 leçons hebdomadaires d'enseignement permettant de tenir compte de situations particulières de certaines communes dûment motivées;

- 585 leçons d'enseignement permettant à des enseignants de prendre en charge des élèves qui éprouvent des difficultés d'apprentissage et/ou de comportement dans le cadre des équipes multiprofessionnelles;

- 593 leçons hebdomadaires d'enseignement pour l'animation et la gestion des bibliothèques et médiathèques scolaires;

- +/- 5.728 heures d'appui pédagogique hebdomadaires prestées par les instituteurs, suite à la redéfinition de leur tâche dans le cadre des lois scolaires de 2009;

- 742 leçons hebdomadaires pour la coordination des activités pédagogiques à l'intérieur des différents cycles;

- 1.697 leçons hebdomadaires pour la participation du personnel des écoles aux comités d'école ou aux comités de cogestion (dont 672 pour assurer la présidence d'un comité).

Au vu des considérations évoquées ci-dessus, il ne me paraît pas indiqué de qualifier de «parcimonieuse» l'attribution de leçons d'enseignement depuis la réforme de l'enseignement fondamental entamée à partir de l'année scolaire 2009/2010.

3) Réponses proprement dites

Ad 1)

En ce qui concerne la référence de l'honorable Députée à la circulaire ministérielle adressée aux administrations communales concernant l'organisation scolaire pour la rentrée scolaire 2009/2010, il y a lieu de noter que celle-ci, tout comme les circulaires de printemps 2010 et 2011, prévoit la constitution d'équipes pédagogiques et l'organisation de l'enseignement par cycles. Les chapitres ad hoc de la circulaire de printemps 2011 s'annoncent comme suit:

«4.5 La constitution des équipes pédagogiques

Il y a pour chaque classe un titulaire qui en est l'instituteur responsable et qui doit être désigné comme tel dans l'organisation scolaire.

Tous les enseignants et agents socio-éducatifs qui sont en charge des classes d'un même cycle constituent une équipe pédagogique. La concertation des enseignants et des éducateurs au sein de l'équipe pédagogique constitue la clé de voûte de la nouvelle école fondamentale; c'est pour cette raison aussi que la concertation fait obligatoirement partie de la tâche de l'instituteur et ceci à raison de 60 heures par année.

La loi exige que la continuité et la stabilité de la composition des équipes pédagogiques à l'intérieur d'un cycle soient assurées. Pour anticiper en quelque sorte ce principe et pour faciliter la constitution des équipes, les enseignants se tiennent aux lignes suivantes:

- les enseignants titulaires de classe auront la priorité pour choisir de suivre leur classe en deuxième année du cycle;

- les enseignants chargés de cours de branches récréatives ou d'éducation morale et sociale ne devraient pas intervenir dans plus de deux cycles.

4.6 L'organisation de l'enseignement par cycles

Plusieurs modèles sont possibles. Citons-en quatre à titre d'exemples:

1. Chaque titulaire dirige sa classe pendant deux années. Il se concerte avec ses collègues du cycle par exemple sur des règles communes qui seront appliquées dans toutes les classes du cycle. L'équipe fixe ces règles communes et les communique aux parents et aux élèves.

2. Chaque titulaire dirige sa classe pendant deux années. Les titulaires de toutes les classes du cycle développent ensemble un projet commun de gestion des apprentissages, accompagné de mesures de décloisonnement régulières, telles que définies à l'article 22 de la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental.

3. L'équipe du cycle répartit l'ensemble des élèves du cycle en groupes mono-âge ou multi-âges. La décision de la façon de répartir les enfants appartient à l'équipe et peut être adaptée au cours de l'année scolaire. Elle relève toujours du souci commun des membres de l'équipe pédagogique d'améliorer les apprentissages des élèves et de créer un climat de travail calme, équilibré et empreint de confiance. Selon la taille de l'école, différentes combinaisons sont possibles. Cependant, d'un point de vue administratif et pour faciliter la communication avec les parents, chaque groupe d'enfants doit être placé sous la responsabilité d'un titulaire même si les enfants sont encadrés temporairement dans un autre groupe par un autre enseignant.

4. L'équipe pratique le «teamteaching», c'est-à-dire que tous les enfants d'un cycle sont pris en charge par l'ensemble des membres de l'équipe. Chaque membre de l'équipe pratiquant le «teamteaching» assume la responsabilité d'un groupe d'élèves en tant que titulaire.

À l'intérieur d'un cycle, différents modèles peuvent coexister.»

Le mode de calcul du contingent est défini indépendamment de la pédagogie à mettre en œuvre. Dans le cadre du contingent des leçons d'enseignement mises à disposition selon les modalités explicitées ci-dessus, il appartient aux autorités communales, sur proposition du comité d'école (discutée avec les représentants de parents d'élèves et avisée par la commission scolaire), d'adopter l'organisation scolaire des différentes classes dont les modalités de la mise en œuvre pédagogique peuvent comprendre un ou plusieurs des modèles mentionnés ci-dessus sub 4.6.

Ad 2)

Comme il ressort de la réponse à la 1ère question ci-dessus, le «teamteaching» constitue un des modèles possibles de l'organisation des classes. Tous les modèles mis en œuvre doivent être conçus de façon à permettre aux élèves d'atteindre les objectifs fixés par le plan d'études. Pour y arriver les équipes pédagogiques s'appuient sur un certain nombre de dispositifs et de mesures de différenciation pédagogiques qui s'annoncent comme suit:

1. des dispositifs de différenciation des parcours de formation à l'intérieur de la classe pour aider les élèves qui éprouvent des difficultés et pour stimuler les élèves qui manifestent des aptitudes particulières;

2. des mesures de décloisonnement permettant à des élèves de différentes classes d'être regroupés temporairement selon leurs besoins, leurs intérêts ou leur niveau de compétence;

3. la possibilité offerte à un élève de suivre des enseignements dans un autre cycle;

4. des mesures d'accompagnement décidées en fin de cycle pour être mises en œuvre au cycle suivant selon les besoins de l'élève.

Dans ce contexte, il y a lieu de souligner également que la constitution d'équipes pédagogiques au sein d'un cycle et la concertation des enseignants et des éducateurs au sein de ces équipes constituent la clé de voûte de la nouvelle école fondamentale.

Ad 3)

Dans toutes les classes de l'éducation précoce l'encadrement des élèves se fait, en principe, par une équipe constituée par un instituteur et un éducateur.

En ce qui concerne les autres classes du cycle 1 (classes préscolaires proprement dites) ainsi que les classes des cycles 2 à 4, il y a lieu de remarquer que, dans tous les cycles, deux enseignants interviennent simultanément pendant une partie variable de l'horaire scolaire régulier. Ces formes d'organisation constituent un enseignement en équipe, le «teamteaching». En considération de l'existence de représentations divergentes chez les professionnels de l'enseignement au sujet de la définition des concepts de «teamteaching» ou d'«enseignement en équipe», et en absence de données statistiques fiables sur la mise en œuvre de ces formes d'enseignement dans la pratique quotidienne du personnel des écoles, il me semble aléatoire d'estimer la fréquence de l'application de l'une ou de l'autre forme d'enseignement. Il est néanmoins indubitable que l'«enseignement en équipe» dans sa forme la plus évoluée («teamteaching»), c'est-à-dire la prise en charge de toutes les leçons d'enseignement d'une classe par deux ou trois instituteurs avec intervention simultanée de deux enseignants notamment pendant une large partie des leçons consacrées aux domaines de développement et d'apprentissage constitués par les langues et les mathématiques, soit plutôt l'exception dans la pratique pédagogique quotidienne dans l'enseignement fondamental.

Ad 4)

Au vu des réponses fournies aux questions précédentes, celle-ci devient sans objet.

Question 1951 (22.2.2012) de **Mme Tessy Scholtes** *(CSV)* concernant l'**enseignement de la langue italienne dans l'enseignement secondaire classique:**

L'enseignement secondaire classique donne aux élèves des classes supérieures la possibilité d'apprendre l'italien comme quatrième langue vivante ou comme branche optionnelle. Or, il s'avère que depuis 1991, faute de concours de recrutement, plus aucun stagiaire en langue italienne n'a été formé. Or, dans les trois ou quatre années à venir, au moins quatre des huit professeurs d'italien au Luxembourg partiront à la retraite.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

1) Madame la Ministre envisage-t-elle d'organiser un concours de recrutement en langue italienne dans les années à venir?

2) Vu la disparition progressive des enseignants d'italien, comment Madame la Ministre conçoit-elle l'encadrement futur des élèves apprenant actuellement l'italien comme quatrième langue vivante dans les classes de 3e et 2eA ainsi que la correction des examens de fin d'études secondaires pour l'année scolaire 2012/2013?

3) Dans le cadre des réformes de l'enseignement secondaire à venir, quelle importance Madame la Ministre entend-elle accorder à la langue italienne en considérant, d'un côté, la contribution culturelle des nombreux immigrants italiens du dernier siècle à notre identité nationale, et de l'autre, la plus-value du multilinguisme tant prisé au Luxembourg comme à l'étranger?

Réponse (28.3.2012) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Ad 1) La commission permanente d'experts, créée par la loi du 10 juin 1980 portant planification des besoins en personnel enseignant de l'enseignement postprimaire, établit chaque année un rapport de planification qui analyse les besoins actuels et prévisibles en personnel enseignant sur les cinq prochaines années. D'après ces experts, la spécialité «italien» ne représente que 0,2% des besoins en personnel enseignant à recruter endéans les cinq prochaines années. Ceci s'explique par deux fac-

teurs: d'une part, le nombre de leçons d'italien organisées dans les lycées a diminué à la suite de la réforme de 2002; d'autre part, le nombre de lycées qui organisent des cours en langue italienne diminue à la suite des choix des élèves qui portent de plus en plus sur l'espagnol au détriment de l'italien.

Étant donné que les besoins ont été estimés faibles par la commission permanente des experts et qu'il y avait un nombre suffisant d'enseignants en italien pour assurer les besoins actuels, les gouvernements successifs n'ont pas estimé nécessaire de recruter davantage d'enseignants dans cette spécialité.

En outre, le rapport de planification établi en juillet 2011 a relevé que six titulaires de cours en langue italienne sont âgés de 54 ans ou plus et pourront donc faire valoir leur droit à la retraite endéans les cinq à dix ans à venir.

De ce fait, j'estime qu'il sera nécessaire, dans les années à venir, de recruter des enseignants dans la spécialité «italien».

Ad 2) À l'heure actuelle, j'ignore le nombre d'enseignants d'italien qui souhaiteraient partir en retraite au courant de l'année 2012/2013, étant donné qu'un enseignant peut faire valoir ses droits à la retraite entre 60 et 65 ans. Les statistiques actuelles montrent que 48,66% des enseignants partent en retraite à l'âge de 60 ans.

Si un besoin ponctuel apparaissait, il serait concevable de charger un enseignant, affecté à un autre lycée, des cours vacants ou bien un enseignant d'une autre spécialité ou un chargé d'éducation.

Ad 3) Dans le cadre des réformes actuellement en cours, il n'est pas prévu de modifier substantiellement la place accordée à la 4e langue vivante. Je concevrai cependant un 3e choix, à savoir le portugais en plus de l'espagnol et de l'italien.

Question 1952 (22.2.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant la **zone d'activité à proximité de la décharge SIDEC à Fridhaff:**

Um Fridhaff ass eng Aktivitéitszon a Planung an der Noperschaft vun der Deponie SIDEC, dëst op Ureegung vun de sechs Gemengen aus dem Raum vun der Nordstad. Viru ronn zéng Joer sinn allerdéngs an der direkter Émgéigend vun der Deponie SIDEC bei neigebuerene Kaalwer ënner anerem schwéier Deformatioune festgestallt ginn. De Verdacht ass opkomm, datt dës Phenomeener op schiedlech Emissioune vun der Deponie kéinten zréckzeféiere sinn.

An dësem Kontext géif ech gären dës Froen un lech riichten:

1) Sinn no 2002 nach Deformatioune bei neigebuerene Béischten oder Wëld ronderëm de Site festgestallt ginn? Wa jo, sinn hei Analyse respektiv Autopsien duerchgefouert ginn a mat wat fir Resultater?

2) Wéi wäit ass déi momentan Genehmegungsprozedur vun dëser Aktivitéitszon a wéi gëtt speziell der Gerochsbelästegung ronderëm der geplangter Aktivitéitszon Rechnung gedroen?

3) Fir wéini ass mat enger definitiver Genehmegung ze rechnen?

Réponse commune (23.3.2012) de **M. Marco Schank,** *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

D'Fro betrëfft d'Aktivitéitszon, déi um Fridhaff op de Lännereie vun de Gemengen Dikrech an Ierpeldeng virgesinn ass. Dës Zon gëtt vum ZANO (Syndicat intercommunal pour la création, l'aménagement, la promotion et l'exploitation de zones d'activités économiques sur le territoire des communes de la Nordstad) géréiert. D'Gemenge Bettenduerf, Colmer-Bierg, Dikrech, Ierpeldeng, Ettelbréck a Schieren si Member vum ZANO.

Fro 1) Deformatioune bei neigebuerene Béischten

De Ministère fir nohalteg Entwécklung an Infrastrukturen huet keng Informatiounen iwwer rezent Fäll vun Deformatiounen vun Déieren (Landwirtschaft a Wëld) an där Regioun.

Et gëtt op d'Äntwert vun der Madame Statssekretär fir Landwirtschaft, Wäibau a ländlech Entwécklung op d'parlamentaresch Ufro N°2635 vum 19. Juni 2008 vum Här Deputéierte Robert Mehlen higewisen *(cf. compte rendu n°16/2007-2008)*.

An hirer Äntwert huet d'Madame Statssekretär erkläert, datt laut Informatioune vun der «Administration des Services vétérinaires» keng nei Fäll vun Deformatiounen un Déieren (Landwirtschaft a Wëld) säit 2002 festgestallt goufen. Dat gëllt och fir d'Period 2008 bis haut.

Et gëtt drop higewisen, dat deen eenzege betraffene Bauerenhaff antëschent seng Aktivitéiten opgehalen huet. Betreffend Problemer bei Wëld sinn der Naturverwaltung net bekannt.

Fro 2) Genehmegungsprozedur

De Projet vun der Aktivitéitszon ass an Ausaarbechtung.

Et gëtt en éischten urbanistesche Plang, deen allen techneschen, topografeschen a programmateschen Elementer Rechnung dréit.

Op Basis vun deem Plang gi momentan vun deenen zwou betraffene Gemengen (Dikrech an Ierpeldeng) d'Dossieren ausgeschafft, fir an hire jeeweilegen «plan d'aménagement général» integréiert ze ginn. Dozou gehéiert och d'SUP (Strategische Umweltverträglichkeitsprüfung), déi momentan ausgeschafft gëtt. Am Laf vun dësem oder ufanks d'nächst Joer gëtt d'Prozedur initiéiert. D'Délaie wäerten déi sinn, déi am Gesetz iwwert den «Aménagement communal et développement urbain» virgesi sinn.

Duerno gëtt en Deelbebauungsplang (PAP) ausgeschafft, deen och déi betreffend Prozedur duerchleeft.

Parallell heizou schaffen d'Servicer vun de Ponts et Chaussées de Projet aus, fir d'Zon un d'N27A respektiv d'E421 unzeschléissen.

D'Konditiounen, wéi d'Zon aménagéiert gëtt, ginn am Kader vun enger Kommodo-Inkommodo-Prozedur laut dem Gesetz vum 10. Juni 1999 iwwer klasséiert Etablissementer bestëmmt.

Fro 2) Gerochsbelästegung

Déi Entreprisen, déi um Site Fridhaff täteg sinn, musse sech all un déi üblech Oploen halen an däerfe keng Gerochsbelästegung fir d'Nopere produzéieren. Falls dat dach de Fall sollt sinn, missten d'Anlagen nogerüst ginn.

Fro 3) Genehmegungsprozedur/Timing

Genau kann een am Moment net schätzen, wéini d'Prozeduren all ofgeschloss sinn. Wann déi offiziell Prozedur fir d'Modifikatioun vum PAG beim Innenministère lancéiert gouf, dauert et tëschent 10,75 Méint (ouni Reklamatioun) an 13,75 Méint (mat Reklamatioun).

Question 1954 (23.2.2012) de **Mme Anne Brasseur** *(DP)* concernant la **carrière spécifique au sein de la fonction publique pour les moniteurs sportifs:**

Dans leur réponse commune du 14 février 2012 quant à la création éventuelle d'une carrière spécifique au sein de la fonction publique pour les moniteurs sportifs engagés par les communes *(cf. compte rendu n°6/2011-2012 - question parlementaire n°1857)*, Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative et Monsieur le Ministre des Sports ont déclaré «qu'au vu de l'actuel recrutement exclusif des «moniteurs sportifs» au sein du secteur communal, la décision quant à la création éventuelle de cette nouvelle fonction reviendrait plutôt au Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région».

Partant, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

- Monsieur le Ministre envisage-t-il de créer une carrière spécifique au sein de la fonction publique pour les moniteurs sportifs?

Réponse (27.3.2012) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Les communes qui offrent à leurs habitants des cours de sports occupent à cette fin du personnel qualifié qu'elles engagent en principe sous le statut du salarié, anciennement employé privé.

La rémunération des agents visés est fixée par une décision individuelle du conseil communal en exécution de l'article 22 de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux, qui dispose que «la rémunération des employés privés … est fixée par le conseil communal sous l'approbation du Ministre de l'Intérieur».

Le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région n'a pas été saisi dans le passé d'une demande de la part des autorités communales sollicitant l'introduction d'une carrière spécifique pour les moniteurs sportifs sous le statut soit du fonctionnaire soit de l'employé communal.

Toutefois le Ministère de l'Intérieur et à la Grande Région se concertera à ce sujet avec le Syndicat des Villes et Communes luxembourgeoises afin de vérifier s'il existe au sein du secteur communal un réel besoin quant à la création de la carrière en question et en vue de fixer le cas échéant le statut à attribuer aux agents concernés.

Question 1955 (23.2.2012) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant le **dépistage du cancer du col de l'utérus:**

Dans le cadre du dépistage du cancer du col de l'utérus quelque 70.000 frottis ont à l'époque été envoyés par le Laboratoire Nationale de Santé (LNS) à un laboratoire à Bruxelles.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Quels sont les résultats des analyses effectuées par le laboratoire belge sur ces frottis? En quoi ces résultats diffèrent-ils des résultats des analyses du LNS?

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si ces frottis ont été renvoyés au LNS?

Réponse (2.4.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

L'époque à laquelle semble se référer l'honorable Député est l'année 2006 lors de laquelle le directeur du Laboratoire National de Santé (LNS) d'antan avait détecté une variation notable dans les proportions entre résultats positifs et négatifs dans le service de cytologie chargé des analyses dans le cadre du dépistage du cancer du col de l'utérus.

Les responsables du LNS et du Ministère de la Santé ont décidé dans un premier temps de charger un expert étranger de la relecture de tous les frottis, soit plus de 80.000 lames.

Cette démarche a été abandonnée par la suite alors qu'il s'avérait difficile, voire impossible de trouver un laboratoire disposé et capable de traiter pareil volume.

Finalement un échantillon de 1.248 lames a été envoyé à Bruxelles pour être analysé par deux experts indépendants. 1.030 résultats ont été confirmés par les experts qui faisaient ranger 218 cas dans une catégorie différente que les experts du LNS, et ce sur une échelle comprenant cinq catégories allant de I à V.

Toutes les lames constituant l'échantillon envoyé ont été restituées au LNS où elles restent stockées.

Question 1957 (24.2.2012) de **M. Claude Adam** *(déi gréng)* concernant la **gestion sécurisée des données personnelles dans les commissions d'inclusion scolaire:**

Dans l'enseignement fondamental, les commissions d'inclusion scolaire (CIS) ont pour mission d'établir un diagnostic approfondi des élèves sur base des contributions du titulaire de classe en concertation avec les équipes pédagogique et multiprofessionnelle concernées et, le cas échéant, des membres d'organismes assurant une prise en charge de l'enfant.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes quant aux directives du Ministère pour la gestion sécurisée des données personnelles des élèves concernés de même que sur la gestion informatique de ces dossiers, qui nécessitent l'intervention de nombreuses personnes:

1) De quelles formations et de quel soutien technique est-ce que les enseignants et les membres des équipes multiprofessionnelles bénéficient pour la gestion sécurisée des données personnelles?

2) Est-ce que ces données sont confinées dans une base de données centralisée?

3) Qui peut consulter ces dossiers et comment sont définis les droits d'accès?

4) Est-ce que les mots de passe sont librement modifiables par les personnes visées?

5) Enfin, est-ce que ces données peuvent être exportées et librement transférées entre les différents intervenants à l'aide d'un courrier électronique ou d'un autre moyen d'échange de données?

6) Est-ce que les parents/tuteurs des élèves concernés ont un droit d'accès et si oui, par quel moyen et dans quelle envergure?

Réponse (26.3.2012) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

La question posée par l'honorable Député Monsieur Claude Adam donne lieu aux réponses suivantes:

Ad 1) Le Service informatique de mon Ministère se tient à la disposition du personnel enseignant et éducatif travaillant dans le cadre des commissions d'inclusion scolaire (CIS) pour tout soutien technique. Les missions des présidents des CIS englobent le rappel périodique à leurs collaborateurs des consignes de sécurité à observer en matière de traitement de données à caractère personnel.

Ad 2) Les données à caractère personnel collectées par les CIS dans le cadre des missions définies par les articles 29 à 32 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental ainsi que par le règlement grand-ducal du 12 mai 2009 fixant le fonctionnement des commissions d'inclusion scolaire sont rassemblées dans les locaux des différentes CIS dans des «fichiers de données à caractère personnel», terme à lire dans l'acception telle que définie par la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel.

Les données saisies par les différentes CIS ne sont pas stockées dans une base de données centralisée.

Ad 3) Selon l'article 3 du règlement grand-ducal précité les parents ou la personne investie de l'autorité parentale ont accès au dossier de l'enfant concerné et aux informations y contenues. Le dossier est accessible également aux professionnels, enseignants et personnel spécialisé, que les parents ont autorisés à en prendre connaissance.

Ad 4) et 5) Dans la mesure où des données à caractère personnel sont stockées électroniquement dans le cadre des CIS, toutes les mesures techniques garantissant la protection des données à caractère personnel traitées sont prises. Les données à caractère personnel sur papier sont rassemblées dans des dossiers, gardées dans des armoires au sein de bureaux bénéficiant d'une protection adéquate face à tout accès non autorisé.

Ad 6) Voir la réponse formulée sous le point Ad 3).

Question 1958 (24.2.2012) de **M. Claude Adam** *(déi gréng)* concernant la **gestion sécurisée des données personnelles dans l'Éducation différenciée:**

Le registre public des bases de données autorisées par ou notifiées à la Commission nationale pour la protection des données (CNPD) énumère trois bases de données en relation avec l'Éducation différenciée: une pour l'administration du personnel, une pour l'administration des élèves et une pour la gestion des dossiers individuels des enfants concernés.

Je voudrais poser les questions suivantes quant aux directives du Ministère pour la gestion sécurisée des données personnelles et médicales des élèves de l'Éducation différenciée:

- Est-ce qu'un seul login et mot de passe suffisent pour avoir accès à l'intégralité des données des trois bases de données?

- Quel service informatique gère cette base?

- Quelle est la durée de conservation effective des données des trois bases de données, sachant que la fiche déposée auprès de la CNPD indique: «durée indéterminée; motif: données nécessaires afin d'établir le parcours scolaire de la personne concernée».

- De quelles formations et de quel soutien technique est-ce que les différents intervenants de l'Éducation différenciée bénéficient pour la gestion sécurisée des données personnelles?

- Vu que ces bases de données définissent différentes catégories de destinataires possibles des informations en leur permettant un degré d'accès différencié en fonction de leurs besoins, je voudrais savoir quelles personnes ou sociétés tombent dans la catégorie de destinataire «Sous-traitant»?

- Pourquoi est-ce que cette catégorie «Sous-traitant» s'est vue attribuer - selon le registre public des bases de données géré par la CNPD - un droit d'accès complet à toutes les catégories de données?

Réponse (26.3.2012) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

La législation sur la protection des données personnelles vise à protéger la vie privée des per-

sonnes physiques à l'égard du traitement de leurs données personnelles par des tiers. Elle ne se limite donc pas aux fichiers informatiques, mais concerne tout type de support (fichiers papier, enregistrements audio et vidéo). La liste des traitements de la Commission nationale pour la protection des données (CNPD) reprend d'une part les notifications de traitement pour les données à caractère personnel et d'autre part les autorisations préalables pour les données sensibles, et notamment les données relatives à la santé.

Le service de l'Éducation différenciée a introduit en date du 28 mai 2004 deux notifications de traitement concernant la gestion des données personnelles respectivement des membres du personnel de l'Éducation différenciée et des élèves à besoins éducatifs spécifiques fréquentant une école ou un service de l'Éducation différenciée. Les deux notifications de traitement ont été enregistrées par la CNPD en date du 1er juin 2004.

En même temps et par application des articles 5 et 6 de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel, l'Éducation différenciée a introduit une demande d'autorisation préalable pour l'établissement et la gestion des données relatives à la santé des élèves à besoins éducatifs spécifiques pris en charge par le personnel de l'Éducation différenciée. Cette autorisation a été avisée favorablement par délibération de la CNPD du 30 août 2007.

- Toutes les données des élèves pris en charge par l'Éducation différenciée sont gérées dans une seule base de données sécurisée à quatre niveaux: par une application spécifique pour le login, un nom d'utilisateur, un mot de passe et l'adresse IP (Internet Protocol) de l'ordinateur. Le nom d'utilisateur et le mot de passe sont directement liés à l'adresse IP de l'ordinateur.

- La banque de données des élèves a été conçue par une société informatique spécialisée qui gère entre autres les bases de données d'une trentaine d'administrations publiques au Grand-Duché. À l'heure actuelle la gestion de cette base de données incombe encore à cette société engagée sur base d'un contrat aux plus hautes exigences de sécurité possibles. Après finalisation de la conception de la banque de données, sa gestion sera transférée au service informatique du Ministère.

- Les catégories non sensibles sont conservées à durée indéterminée. Les catégories relatives à la santé sont conservées dix années suivant l'âge de l'obligation scolaire ou, le cas échéant, cinq années après le dernier jour de la prise en charge au sein d'une école ou d'un service de l'Éducation différenciée.

- Comme un téléchargement de données n'est pas possible, la seule mesure de sécurité nécessaire consiste dans le maintien du secret du mot de passe de l'utilisateur. Les consignes de discrétion et de sécurité à l'égard de données confidentielles sont régulièrement rappelées à tous les collaborateurs de l'Éducation différenciée en général, et plus particulièrement aux utilisateurs des bases de données informatisées.

- Les sous-traitants autorisés par la CNPD sont les membres du personnel de l'Éducation différenciée exerçant une tâche à responsabilité sous le pouvoir hiérarchique de la directrice de l'Éducation différenciée. Chaque sous-traitant n'a accès qu'aux données des élèves qui le concernent directement.

- Chaque sous-traitant a été autorisé à établir et à gérer toutes les catégories de données des élèves qui lui sont confiés afin de le mettre en mesure de remplir ses missions légales, à savoir, garantir une prise en charge adaptée aux besoins individuels des enfants et jeunes concernés.

Question 1960 (24.2.2012) de **M. Claude Adam** *(déi gréng)* concernant l'**impact d'un jugement du Tribunal administratif sur la procédure d'orientation des élèves actuellement en dernière classe de l'enseignement fondamental:**

Dans un jugement définitif, le Tribunal administratif a annulé en date du 12 octobre 2011 une décision du conseil d'orientation concernant un élève du cycle 4.2 de l'enseignement fondamental ainsi que tous les actes qui en découlèrent (n°26170a du rôle). Cet «avis d'orientation à la fin de l'enseignement primaire» recommanda à l'élève de suivre des cours d'appui dès le début de l'année scolaire à venir, sans toutefois préciser les matières visées bien que le formulaire préétabli présenterait des cases afférentes à cocher.

C'est donc ce manque de précision et de motivation de la décision d'orientation qui amena le Tribunal administratif à l'annuler. Or, ce jugement met en question la méthode d'orientation actuelle en fin du cycle 4 de l'école fondamentale et aura des répercussions sur les élèves du cycle 4.2 de l'année scolaire en cours où la procédure d'orientation débutera sous peu. Les classes ultérieures ne seront pas concernées, car elles tomberont sous une nouvelle procédure d'orientation.

Dans ce contexte, j'aimerais avoir les renseignements suivants de Madame la Ministre:

- Quelles dispositions la Ministre de l'Éducation nationale compte-t-elle prendre pour garantir une motivation suffisante des avis d'orientation des élèves du cycle 4.2 de l'année scolaire en cours (2011/2012)?

- Comment les parents des élèves du cycle 4.2 vont-ils être informés de leur possibilité d'obtenir un avis d'orientation motivé tel que retenu dans l'arrêt du Tribunal administratif?

Réponse (20.3.2012) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Ad 1)

Tous les avis d'orientation finalisés au cours du 3e trimestre de l'année scolaire 2011/2012 par les membres des conseils d'orientation dans le cadre de la procédure d'admission à une classe de 7e de l'enseignement secondaire ou secondaire technique comporteront une plage réservée à la motivation de l'avis en question.

Cette plage indiquera les éléments pris en compte pour élaborer l'avis d'orientation ainsi que la motivation qui en constitue la base.

Ad 2)

Avant le début du 3e trimestre de l'année scolaire en cours, les titulaires d'une classe du cycle 4.2 en 2011/2012 seront informés par lettre ministérielle des modifications esquissées ci-dessus. À la même occasion, ils seront invités à transmettre cette information aux parents d'élèves concernés suite aux entretiens menés dans le cadre de la procédure relative au passage de l'enseignement fondamental à l'enseignement postfondamental.

Question 1961 (24.2.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant l'**interdiction de fumer dans les voitures privées:**

Die Diskussion über Rauchverbote in bestimmten Orten ist wieder aktuell.

In einigen Vorreiterländern, in denen das Rauchverbot konsequent angegangen wurde, ist eine Verbannung des Rauchens in privaten Kraftfahrzeugen umgesetzt worden. Zum einen wird auf die Verkehrssicherheit hingewiesen, die verbessert werden kann, wenn Rauchen als ablenkende Aktivität während der Fahrt untersagt ist, und auf der anderen Seite wird auf das Passivrauchen von Passagieren hingewiesen.

In einigen Bundesterritorien Australiens ist diese Bestimmung des Rauchverbots in PKWs bereits Gesetz und es verbietet das Rauchen, wenn minderjährige Passagiere an Bord sind. Länder wie Kanada, Sudafrika, USA, Zypern, die Golfstaaten haben dies zum Teil umgesetzt. Auch die „British Medical Association" hat sich dafür eingesetzt, dass Rauchen in Autos untersagt werden sollte, um Kinder zu schützen. Italien, Israel, die Niederlande und Finnland wollen in diesem Sinne handeln.

Fragen:

1) Ist auch Luxemburg bereit, auf diesen Weg zu gehen? Gibt es auf ministerieller Ebene einen politischen Willen, um das Rauchverbot in Autos durchzusetzen?

2) Wäre es nicht vorrangig, Kinder und ältere Menschen zu schützen, die in Autos, in denen geraucht wird, unterwegs sind und damit zum gesundheitsschädlichen Rauchen verdammt sind, ohne sich wirklich dagegen wehren zu können?

3) In welchem Maße kann Luxemburg zu den anderen Vorreiternationen aufschließen und konkrete proaktive und präventive Gesundheitsförderung betreiben?

Réponse (28.3.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Sowohl das bestehende Antitabak-Gesetz als auch der Vorentwurf der von mir am 9. März 2012 dem Regierungsrat vorgestellten Gesetzvorlage zur Ausdehnung des Nichtraucherschutzes beschränken das Rauchverbot auf geschlossene öffentliche Orte, so wie dies übrigens auch die Konvention der Weltgesundheitsorganisation zur Eindämmung des Tabakgebrauchs vorsieht (Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac).

Was die präventive Gesundheitsförderung im Zusammenhang mit dem Passivrauchen anbelangt, möchte ich den Herrn Abgeordneten an das vorerwähnte Antitabak-Gesetz vom 11. August 2006 erinnern, das folgende konkrete Maßnahmen aufführt:

„Article 5. - Le Gouvernement met en place ou subventionne des activités structurées de consultation et d'information, ayant pour mission:

- de sensibiliser le public aux risques pour la santé liés à la consommation de tabac et à l'exposition à la fumée du tabac, ainsi qu'aux avantages du sevrage tabagique et des modes de vie sans tabac;

- de fournir au public des informations relatives aux ingrédients des différents produits du tabac commercialisés, indiquant les teneurs en substances nocives;

- d'offrir des consultations au public, notamment aux personnes désireuses d'arrêter de fumer.

Des informations de nature sanitaire en rapport avec le tabagisme et une éducation à la santé sont dispensées à tous les niveaux de l'enseignement scolaire."

Darüber hinaus sieht die Straßenverkehrsordnung (Code de la Route, arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques) auch keine spezifische Bestimmung vor, welche das Rauchen am Steuer verbietet.

Allerdings hält Artikel 140 des Code de la Route fest, dass „tout conducteur doit conduire de façon à rester constamment maître de son véhicule".

Demnach kann aufgrund der vorerwähnten Bestimmung jeder Fahrzeugführer strafrechtlich belangt werden, sollte er beispielsweise durch Essen, Trinken oder Rauchen am Steuer eine Gefahr für andere Verkehrsteilnehmer darstellen. Dies trifft allerdings nur dann zu, wenn er außerstande ist, die vollständige Kontrolle über sein Fahrzeug auszuüben.

Question 1964 (27.2.2012) de **Mme Viviane Loschetter** et **M. Félix Braz** *(déi gréng)* concernant la **suppression des termes «mademoiselle», «nom de l'épouse» et «nom de jeune fille» en vue d'une meilleure promotion de l'égalité hommes-femmes:**

En France, une circulaire récente du Premier Ministre demande la disparition progressive des termes «mademoiselle», «nom de l'épouse» et «nom de jeune fille» des formulaires administratifs. Ils seront remplacés par «madame» l'équivalent de «monsieur» pour les hommes, estimant, d'une part, que le mot «mademoiselle» est révolu et, d'autre part, que les femmes ne sont pas plus que les hommes contraintes de faire état de leur situation matrimoniale.

- Sachant que seul le nom de naissance compte au niveau législatif, n'estimez-vous pas opportun d'introduire pareille mesure dans le cadre d'une meilleure promotion de l'égalité hommes-femmes?

- Ne partagez-vous pas l'avis que le fait que les femmes doivent faire état de leur situation matrimoniale constitue une intrusion dans la vie privée des femmes et une forme de discrimination entre les femmes et les hommes?

Réponse commune (30.3.2012) de **Mme Octavie Modert,** *Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative*, et de **Mme Françoise Hetto-Gaasch,** *Ministre de l'Égalité des Chances:*

Dans leur question parlementaire n°1964 du 27 février 2012, Madame la Députée Viviane Loschetter et Monsieur le Député Félix Braz posent la question s'il n'est pas opportun au Luxembourg, comme cela a été récemment décidé en France, de supprimer les termes «mademoiselle», «nom de l'épouse» et «nom de jeune fille» des formulaires administratifs.

En réponse à leur question, nous voudrions fournir aux honorables Députés les informations suivantes:

Dans sa séance du 9 mars 2012, le Conseil de Gouvernement a décidé, pour des motifs de non-discrimination et d'égalité des femmes et des hommes, de supprimer toute référence aux termes «mademoiselle» dans les formulaires et documents officiels. En ce qui concerne l'utilisation des termes «nom de l'épouse» et «nom de jeune fille», il a été rappelé qu'il n'existe qu'un nom légal, à savoir celui qui figure dans le registre de l'état civil. L'utilisation du «nom de l'épouse» respectivement «nom de l'époux» ne correspond qu'à un usage qui n'a pas de fondement légal.

La mise en œuvre de cette décision touchera notamment le Registre national des personnes physiques et les applications informatiques, avec par conséquent un certain nombre de modifications à faire qui prendront un certain temps pour être réalisées.

Pour le bon ordre, il y a néanmoins lieu de remarquer que l'Administration du personnel de l'État est souvent confrontée à la demande de femmes mariées qui insistent que le nom de leur époux figure sur certains documents. En outre, il y a lieu de noter qu'en ce qui concerne l'adressage de courriers, les boîtes aux lettres des destinataires ne portent souvent que le nom de l'époux, ce qui pourrait conduire à des retours de courriers par les P&T.

Question 1972 (29.2.2012) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant le **placement d'enfants à l'étranger:**

Dans son rapport 2011 au Gouvernement et à la Chambre des Députés, l'«Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand» fait savoir que 1.143 enfants et adolescents du Luxembourg ne vivent pas dans leurs familles mais sont placés en institution, en famille d'accueil ou à l'étranger.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille:

- Combien d'enfants et d'adolescents de notre pays sont actuellement placés à l'étranger?

- Est-ce que suite à la recommandation dudit comité, Madame la Ministre a entrepris des démarches pour établir la collaboration des institutions de placement à l'étranger?

- Est-ce que les responsables de l'Office national de l'enfance (ONE) sont menés à visiter régulièrement les lieux pour contrôler la qualité de l'encadrement et l'efficacité des mesures thérapeutiques proposées par les institutions étrangères?

Réponse (28.3.2012) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

1. Suivant l'article 6, point 7 de la loi du 16 décembre 2008 relative à l'aide à l'enfance et à la famille, l'Office national de l'enfance (ONE), administration publique du Ministère de la Famille et de l'Intégration, a comme mission de «dresser chaque semestre la liste des enfants vivant au Luxembourg qui, aux dates du 1er avril et du 1er octobre, sont accueillis ou placés en institution ou en famille d'accueil au Luxembourg ou à l'étranger».

L'ONE s'acquitte de cette mission en publiant aux dates fixées par le législateur, sur le site Internet de l'État, one.public.lu sous la rubrique «Statistiques», les données en question.

En date du 1er octobre 2011, 149 enfants et adolescents étaient accueillis ou placés dans des institutions à l'étranger, dont 67 placements judiciaires (44,97%) et 82 accueils volontaires.

2. Depuis début 2010 l'ONE a chargé plusieurs collaborateurs et un service CPI (coordinateurs de projets d'intervention) d'analyser en détail la totalité des situations d'accueil ou de placement en institution à l'étranger, dans lesquelles il y a intervention financière du Ministère de la Famille et de l'Intégration. Cette analyse a révélé que dans 44% des situations un suivi constant est nécessaire à partir du Luxembourg.

Ainsi, il y a actuellement prise en charge intensive de 62 situations (sur 139 au total) par un service CPI luxembourgeois. Les autres situations sont suivies de façon moins intensive, soit par l'ONE en direct, soit par les services de l'Éducation différenciée.

3. Il va de soi que les responsables de l'État luxembourgeois ne peuvent visiter les institutions étrangères pour y «contrôler la qualité et l'efficacité des mesures thérapeutiques», selon l'expression de l'honorable Députée, alors que ces institutions se trouvent sur le territoire d'États souverains, dont les administrations compétentes sont en charge de contrôler la qualité des mesures thérapeutiques prestées sur leur territoire.

Dans ce contexte, l'ONE demande actuellement aux intervenants luxembourgeois de ne pas finaliser trop rapidement les démarches en vue d'un placement ou d'un accueil à l'étranger. En effet, il incombe à l'ONE d'examiner si l'institution étrangère proposée pour une prise socio-éducative spécialisée répond aux exigences d'agrément ou d'accréditation du pays concerné. Par la suite seulement l'ONE peut donner son accord quant à une prise en charge financière par l'État luxembourgeois des frais en rapport avec le placement judiciaire ou l'accueil volontaire.

LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES **N°8** • SESSION ORDINAIRE 2011-2012

22e séance	jeudi	29 mars 2012
23e séance	mardi	17 avril 2012
24e séance	mardi	24 avril 2012

Visite de M. Ban Ki-moon, Secrétaire général de l'ONU



© SIP/ Charles Caratini

Le Président de la Chambre des Députés accueille le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Lors de la séance publique du mardi, 17 avril 2012, la Chambre des Députés a accueilli le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, M. Ban Ki-moon. Celui-ci a remercié les députés d'avoir voté les fonds qui permettent au Luxembourg de se situer dans le groupe des pays qui consacrent 1% de leur PIB au développement. Il a aussi évoqué l'engagement luxembourgeois dans les missions de maintien de la paix.

Dans son discours, le Secrétaire général de l'ONU a retracé les défis auxquels le monde doit faire face aujourd'hui, rappelant les cinq priorités qu'il a fixées pour son 2e mandat, notamment la lutte contre le changement climatique et en faveur du développement durable, ainsi que la prévention de conflits et de catastrophes naturelles.

Le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar a honoré l'engagement de M. Ban en faveur de ceux qui sont dans le besoin. Il a salué les efforts entrepris pour inciter les responsables politiques à s'engager en faveur du maintien de la paix, du développement durable et de la démocratisation.

Le Luxembourg s'est depuis longtemps engagé parmi ceux qui sont résolument orientés vers la promotion de la paix. Le Président Mosar a rappelé que l'Union européenne promeut et protège aussi les valeurs de la liberté et de la démocratie, souvent en étroite collaboration avec l'ONU.

Le Secrétaire général de l'ONU a ensuite répondu aux questions des députés portant sur la faim dans le monde, la situation au Mali, la répression en Syrie, une réforme de l'architecture des Nations Unies, la lutte contre le changement climatique, ainsi que les régulations du commerce international et du système financier mondial.

M. Ban Ki-moon est le premier Secrétaire général de l'ONU à visiter la Chambre des Députés depuis 1999. Le Grand-Duché compte parmi les 51 États membres fondateurs de l'ONU. En 2001, le Luxembourg a déclaré sa candidature pour un siège non permanent au Conseil de sécurité de l'ONU pour la période 2013-2014.

Étude sur les problèmes de l'eau



Mme Simone Beissel et M. Laurent Mosar.

Mme Simone Beissel, échevin de la ville de Luxembourg et ancienne députée a fait un «grand plongeon» dans l'«Histoire d'eau». Intéressée depuis des années à la thématique de l'eau, elle vient de publier une étude sur les problèmes de l'eau au Grand-Duché de Luxembourg, traitant du droit à l'eau, des conflits d'usage de l'eau, de la gestion de l'eau ainsi que de la lutte contre l'eau.

Le travail d'envergure, remis le 16 avril au Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, pourra servir de complément d'information aux députés des différents groupes politiques.

Entrevue avec la Secrétaire d'État pour les Affaires extérieures de la République d'Inde



M. Laurent Mosar et Mme Preneet Kaur.

Les relations économiques et l'échange d'étudiants entre l'Inde et le Luxembourg ont constitué deux des sujets abordés au cours de l'entrevue que le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar a eue avec Mme Preneet Kaur, la Secrétaire d'État pour les Affaires extérieures de la République d'Inde.

Les deux interlocuteurs se sont montrés convaincus que les échanges commerciaux mutuels pourront être approfondis grâce à des structures et réseaux bilatéraux.

Mme Kaur et M. Mosar ont rappelé que les bonnes relations entre les deux pays ont pu être cimentées dans le cadre de visites réciproques.

D'Coque: incarnation du sport et de la culture

Avec ses 60.000 m², d'Coque offre un cadre prestigieux, particulièrement modulable et des installations de pointe pour répondre aux exigences les plus variées en matière d'organisation de manifestations sportives et culturelles. Les membres de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire de la Chambre ont pu s'en apercevoir sur place à l'occasion d'une récente visite de cet édifice du célèbre architecte français Roger Taillibert, à l'origine par ailleurs du Parc des Princes à Paris et du Stade olympique de Montréal.

Tour à tour, les députés ont pu visiter les installations les plus diverses dont notamment le Centre aquatique, le Centre de détente, l'Aréna, le Gymnase ainsi que les nouveaux espaces (hôtel trois étoiles, restaurants et cafés, salles de réunion, système de contrôle d'accès), réalisés sur les fonds propres de cet établissement public.

À la fin de la visite, les mandataires publics ont pu s'échanger avec les responsables de la gestion quotidienne de l'ensemble qui accueille quelque 600.000 visiteurs par an.



Les membres de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire lors de leur visite de la Coque.

DANS CE NUMÉRO

Déclaration de M. Ban Ki-moon	p. 293
Orientations budgétaires du Gouvernement	p. 268
Violences exercées contre détenteurs d'autorité	p. 306
«Nordstrooss»	p. 303
Sommaire des séances publiques nos 22-24	p. 314
Sommaire des questions parlementaires	p. Q94

Comment renouer avec le projet européen?

Les citoyens finiront par reprendre confiance dans le projet européen, si l'Union est capable de résoudre la crise par des décisions transparentes et démocratiques. Telle peut se résumer la position exposée par le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, à la Conférence des Présidents des Parlements à Varsovie les 20 et 21 avril 2012.

Dans le cadre de leurs discussions, les Présidents des Parlements des États membres de l'Union européenne, du Parlement européen et des pays candidats ont évoqué notamment le rôle des Parlements dans le cadre de la crise ainsi que le contrôle parlementaire de la Politique de sécurité et de défense commune (PSDC).



Le représentant luxembourgeois, M. Laurent Mosar lors de son intervention.

Dans son intervention sur la crise de l'unité européenne, M. Laurent Mosar s'est demandé s'il n'est pas «paradoxal qu'à peine deux ans après l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne, qui étend et approfondit considérablement la construction européenne, nous voici réunis pour parler de la crise de l'unité européenne? Aujourd'hui, l'Europe a une chance unique pour renouer avec les citoyens européens en créant un gouvernement économique européen. Si l'Europe peut servir à résoudre la crise par des décisions transparentes et démocratiques, les citoyens finiront par renouer avec le projet européen. La légitimation de l'Union européenne par les Parlements est l'une des pièces maîtresses de la future unité de l'Europe.»

En ce qui concerne le contrôle parlementaire de la PSDC, les Présidents ont lancé la Conférence interparlementaire pour la Politique étrangère et de sécurité commune et la Politique de sécurité et de défense commune.

Cette Conférence interparlementaire remplace l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale dissoute en juin 2011.

Multilinguisme et contrôle de la politique de défense

Le contrôle parlementaire de la Politique de sécurité et de défense commune (PSDC) a constitué un des sujets abordés au cours de l'entrevue que le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar a eue le 25 avril avec M. Miguel Angel Martínez Martínez, Vice-Président du Parlement européen. Au cours de la Conférence des Présidents des Parlements des pays membres de l'Union européenne, les Présidents avaient soutenu la création d'une Conférence interparlementaire pour la Politique étrangère et de sécurité commune et la Politique de sécurité et de défense commune.

Le Vice-Président du Parlement européen et le Président de la Chambre des Députés ont également parlé du multilinguisme qui constitue un élément important de la vie quotidienne au Grand-Duché. M. Martínez Martínez a rappelé que le Parlement européen est la seule institution européenne travaillant simultanément dans les 24 langues officielles de l'Union européenne. Cette manière de procéder est considérée comme un élément fondamental permettant aux citoyennes et citoyens des 27 pays membres de suivre les débats au niveau du Parlement européen et de contrôler les activités de leurs représentants.

MM. Laurent Mosar et Miguel Angel Martínez Martínez ont également évoqué les discussions sur une éventuelle réduction des lieux de travail du Parlement européen et l'état d'avancement de la Maison de l'histoire européenne, un projet qui tient très à coeur à M. Martínez Martínez et qui est également soutenu par M. Hans-Gert Pöttering, ancien Président du Parlement européen.



M. Miguel Angel Martínez Martínez et M. Laurent Mosar.

La politique de coopération à travers la loupe de l'OCDE



Des experts du Comité d'aide au développement de l'OCDE.

La cohérence des politiques de développement et l'efficacité de l'aide publique ont été abordées le 25 avril 2012 dans le cadre d'une réunion de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration de la Chambre.

Les députés ont reçu des experts du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE. Comme en 2008, le CAD est chargé d'examiner la mise en œuvre des engagements pris par le Gouvernement luxembourgeois.

Constatant que le Luxembourg est «un donneur généreux et engagé», les experts ont notamment souhaité récolter les avis des députés sur la politique de coopération et les programmes de développement du Gouvernement luxembourgeois. Ils ont également souhaité savoir si la Chambre analyse l'impact des législations sur les pays partenaires.

Le Président de la Commission parlementaire, M. Ben Fayot a confirmé que, malgré la crise, peu de voix demandent une réduction de la contribution luxembourgeoise qui s'élève actuellement à plus de 1% du RNB. Malgré cet effort, la politique de développement ne profite que d'une visibilité réduite auprès du grand public.

À la Chambre des Députés, la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration est fortement impliquée dans le débat concernant l'évolution de la politique de développement. Au cours des derniers mois, ses membres se sont notamment penchés sur la réforme de la loi sur la coopération, ont examiné une proposition de loi rédigée en ce sens par Mme Lydie Err et M. Marc Angel, se sont entretenus avec des experts sur la croissance de la population mondiale, sur les possibilités de combattre la famine dans le monde et ont débattu de la gestion de crises et l'assistance humanitaire.

Visite du Premier Ministre du Kazakhstan

Le développement de relations bilatérales et commerciales a constitué le principal sujet de l'entrevue du Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, avec le Premier Ministre de la République du Kazakhstan, M. Karim Massimov.

Le territoire du Kazakhstan se situe sur deux continents. M. Massimov n'en a pas caché les potentialités au niveau économique. Le Kazakhstan pourrait devenir une tête de pont pour des activités d'entreprises luxembourgeoises en Asie, alors que le Luxembourg pourrait servir de «hub» en Europe à des partenaires kazakhs.

Le Premier Ministre kazakh s'est réjoui du lancement de négociations en vue d'un nouvel accord renforcé de partenariat et de coopération avec l'Union européenne. Le Président Mosar a souligné l'importance d'impliquer dès le début les parlements nationaux dans la construction de nouvelles relations entre les deux pays.

Les deux interlocuteurs ont également évoqué la situation politique dans les 15 pays ayant fait partie de l'ancienne URSS. En décembre 2010, le Kazakhstan avait accueilli un Sommet de l'OSCE à Astana.



Le Premier Ministre kazakh M. Karim Massimov reçu par M. Laurent Mosar.

Le rôle des femmes dans le développement



M. Jean-Paul Schaaf a représenté la Chambre des Députés à Doha.

En sa qualité de Président de la Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances, M. Jean-Paul Schaaf a assisté en date du 22 et 23 avril passé à la conférence de l'UNCTAD (United Nations Conference on Trade and Development) consacrée aux thèmes de la pauvreté et du rôle des femmes dans le développement.

123 nations furent représentées lors des échanges et discussions autour de la politique d'inclusion, du rôle des femmes dans les économies émergentes et en voie de développement, la politique de l'égalité des chances et le rôle de la femme dans le monde arabe à la suite du printemps arabe.

Le sujet de la promotion féminine devient un sujet mondialement traité. Les défis se ressemblent, mais les chemins et les vitesses d'action diffèrent d'un pays à l'autre. Les contextes nationaux économiques, sociopolitiques et religieux sont spécifiques et influent sur les politiques respectives. Les échanges furent fructueux et le sujet «women in development» fut visiblement rehaussé comme un thème principal lors de cette 13e conférence internationale tenue à Doha (Qatar).

Girls' Day 2012: vif intérêt pour la fonction de député



Les participantes au Girls' Day ont rencontré des parlementaires.

Est-ce qu'il s'agit de la volonté d'imiter leurs paires qui endossent de plus en plus l'habit du mandataire public - la Chambre des Députés comptant actuellement 14 députées, ce qui correspond à un taux de représentativité de 23,3% dans l'hémicycle, encore en dessous de la moyenne des femmes présentes au sein des 27 Parlements nationaux de l'Union européenne (environ 25%) et encore loin de certains taux atteints dans des pays scandinaves (50% en Suède et 42,5% en Finlande) - ou est-ce tout simplement l'expression d'un mouvement en cours qui veut que davantage de femmes, du fait de leurs compétences et parce qu'elles le méritent, accèdent à des postes à responsabilité détenus jusqu'à présent en grande partie par les hommes?

Quoi qu'il en soit, lors de la traditionnelle journée du Girls' Day qui a eu lieu cette année le 26 avril, la Chambre a pu recevoir 16 jeunes femmes qui s'intéressent au travail des élu(e)s, au fonctionnement de l'institution ou plus généralement aux affaires publiques. Le Girls' Day est organisé par le Ministère de l'Égalité des chances, en collaboration avec l'Administration de l'Emploi et le Ministère de l'Éducation nationale, pour encourager les jeunes à choisir leur profession selon leurs intérêts et talents et non en fonction des habitudes, stéréotypes ou clichés existants. Accueillies par dix députés conduits par le Président de la Chambre, elles ont pu dialoguer en tête-à-tête avec les femmes et hommes politiques qui les représentent au Parlement.

Les questions et interventions de ces hôtes d'un jour ont pour l'essentiel porté sur:

- la culture du conflit entre députés (manière d'échanger arguments et opinions),

- les facultés et aptitudes d'un «bon député»,

- le quotidien et les engagements journaliers du député,

- les contraintes des femmes politiques à concilier vie professionnelle et vie privée,

- les difficultés des jeunes à comprendre les vrais enjeux politiques,

- l'âge légal pour aller voter et

- l'intégration d'un cours civique et politique à l'école.

Les participantes à l'édition 2012 du Girls' Day ont en outre pu visiter les locaux de la Chambre des Députés.

Conférence euro-méditerranéenne sur la Recherche et l'Innovation

Une semaine après la plénière de l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée eut lieu les 2 et 3 avril 2012 la Conférence euro-méditerranéenne sur la Recherche et l'Innovation qui réussit à réunir à Barcelone, ville-phare du processus du même nom, chercheurs et décideurs de haut niveau des deux rives de la Méditerranée.

L'initiative émanait de la Commission européenne, en particulier de la Commissaire européenne pour la Recherche, l'Innovation et la Science, Madame Máire Geoghegan-Quinn, qui rappela dans son discours de bienvenue l'importance de l'enjeu dans un esprit général de renouvellement du partenariat euro-méditerranéen après le printemps arabe.

Elle voit le futur économique de la région dans l'intégration des économies, avec un grand effort de recherche et d'innovation qui sera l'outil pour rattraper un certain retard par rapport à d'autres régions économiques dans le monde. Les nouvelles démocraties issues du printemps arabe pourront être des partenaires à pied d'égalité.

Les divers orateurs ont souligné d'autres paramètres qui nécessitent un effort commun, comme le pressant besoin d'emploi et de stabilisation politique, l'effort commun contre le changement climatique et la pollution ou les besoins en énergie et en eau. Les sociétés civiles et l'industrie seront les partenaires obligatoires pour codévelopper une société du savoir. Le nouveau partenariat ne pourra se développer si les pays du Nord ne considèrent plus les pays du Sud comme des «marchés», mais sont prêts à entamer un véritable partenariat. Les pays du Sud, qui depuis la Deuxième Guerre mondiale ont largement vécu une «économie du pétrole», doivent, eux, développer de nouvelles industries afin de donner une chance aux jeunes et les garder dans leurs pays au lieu du «brain-drain» ayant lieu actuellement.



La Chambre des Députés a été représentée par Mme Martine Mergen.

Une des sessions de travail se concentra plus intensivement sur les barrières existantes en ce qui concerne les échanges de technologies, de produits et d'énergie et mit le doigt sur le décalage entre l'éducation supérieure, les instituts publics de recherche et l'industrie avec comme conséquence un manque d'implémentation pratique pour le bien des citoyens. La recherche ne doit pas être une fin en soi mais doit pouvoir profiter aux populations. Un exemple positif est la collaboration entre les bureaux des patents arabe et européen.

Un des orateurs insista que l'Europe elle-même était trop petite dans une concurrence mondiale et que le partenariat pourrait être la clé d'un renouveau pour sortir de la crise économique.

Notons enfin que «Horizon 2020», le programme d'innovation et de recherche de l'Union européenne, prévoit une coopération accrue avec les partenaires méditerranéens.

Un livret de 590 pages donne un synopsis de tous les projets qui impliquent au moins un partenaire du Sud dans le 7e programme-cadre de l'Union européenne. Le Luxembourg figure dans sept projets avec des partenaires aussi bien publics que privés.

Parlement Benelux: lutte contre la fraude fiscale et sociale



La délégation parlementaire accompagnée d'experts luxembourgeois.

Le Secrétaire d'État aux Finances des Pays-Bas et ancien membre du Parlement Benelux, M. Frans Weekers a ouvert la conférence intitulée «Fraude fiscale et sociale» qui s'est tenue le 20 avril dernier à La Haye en présence de parlementaires membres du Conseil interparlementaire consultatif de Benelux (Parlement Benelux), du Conseil nordique et de l'Assemblée balte.

Dans son discours, il a notamment souligné la nécessité de modifier la législation européenne en matière fiscale en proie à un certain laxisme et a appelé les pays du Benelux à renforcer leur coopération dans la lutte contre la fraude intracommunautaire à la TVA.

Une fraude qui selon les experts présents représente, tous États membres confondus, un manque à gagner de 12% du total des recettes fiscales. Si les experts ne mettent pas en doute le bien-fondé de l'existence d'Eurofisc, mécanisme fourni aux États membres pour renforcer la coopération administrative dans la lutte contre la fraude TVA organisée, ils regrettent qu'il soit incomplet et qu'il ne permette pas un traitement adéquat des données. Qui plus est, le travail de contrôle sur le terrain demande beaucoup de temps, d'où l'importance d'une coopération accrue entre les États, notamment ceux du Benelux en tant que laboratoire.

La lutte contre la fraude sociale, qui concerne les prestations sociales, doit avoir lieu par le biais d'accords multilatéraux en matière de sécurité sociale permettant la mise en place d'un cadre juridique transfrontalier et d'échanges d'informations électroniques des données des personnes immigrées.

La Chambre des Députés était représentée par MM. Roger Negri, Vice-Président du Parlement Benelux, et Gilles Roth.

L'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée (Ap-UpM).
En marge du processus de Barcelone, le Parlement européen ainsi que les parlements nationaux des pays de l'Union européenne et des pays méditerranéens associés ont lancé en octobre 1998 un Forum parlementaire euro-méditerranéen pour jeter les bases d'un dialogue politique parlementaire. Ce Forum s'est transformé en véritable assemblée parlementaire euro-méditerranéenne (APEM) le 22 mars 2004. Sa mission est de renforcer la coopération entre les États de l'Union européenne et les pays riverains de la Méditerranée méridionale et orientale dans les domaines politique, économique et culturel ainsi que de garantir la stabilité et la sécurité dans la région.

L'Ap-UpM est dotée des compétences consultatives suivantes:

- elle permet de donner l'impulsion, la contribution et l'appui des parlements à la consolidation et au développement du Partenariat euro-méditerranéen,

- elle se prononce sur tous les sujets relatifs au partenariat, y compris l'application des accords d'association,

- elle adopte des résolutions ou recommandations, juridiquement non contraignantes, à l'intention de la Conférence euro-méditerranéenne.

Elle est composée de députés désignés par:

- les parlements nationaux des États membres de l'UE,

- les parlements nationaux des partenaires méditerranéens,

- le Parlement européen.

L'Ap-UpM est composée d'un total de 280 membres, dont 130 membres issus de l'Union européenne (81 membres des parlements nationaux des Etats membres de l'UE, sur la base d'une répartition égale, et 49 membres du Parlement européen), 10 membres issus des parlements des pays européens méditerranéens et partenaires de l'UE (2 membres pour chacune des délégations de l'Albanie, la Bosnie et Herzégovine, la Croatie, la Principauté de Monaco et le Monténégro), 130 membres issus des dix parlements des pays méditerranéens partenaires fondateurs, sur la base d'une répartition égale, et 10 membres du Parlement mauritanien.»

Elle comprend quatre commissions permanentes et une commission ad hoc:

- la commission politique, de sécurité et des droits de l'Homme,

- la commission économique, financière, des affaires sociales et de l'éducation,

- la commission pour la promotion de la qualité de la vie, des échanges humains et de la culture,

- la commission pour les droits des femmes dans les pays euro-méditerranéens,

- la commission ad hoc sur l'énergie et l'environnement.

Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP), Mme Martine Mergen (CSV) et M. Xavier Bettel (DP) comme membres effectifs ainsi que M. Marcel Oberweis (CSV) et Mme Viviane Loschetter (déi gréng) comme membres suppléants représentent la Chambre des Députés à l'Ap-UpM.

Session de printemps de l'APCE

Trucage de matchs et paradis fiscaux

Exprimant son inquiétude devant l'ampleur prise par la manipulation des résultats sportifs, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) a demandé la mise en place de mécanismes pour limiter le risque de trucage de matchs, de paris illégaux ou d'autres formes de corruption. Ce phénomène et les profits illicites que les paris sportifs occasionnent «menacent l'ordre public et la prééminence du droit».

Suivant les propositions de la rapporteure, la députée luxembourgeoise Mme Anne Brasseur, l'Assemblée a adopté une résolution qui appelle les gouvernements «à interdire les paris sur les compétitions les plus vulnérables à des tentatives de corruption», à savoir: les compétitions réservées aux mineurs, les compétitions amateurs et, pour certains sports comme le football, les compétitions professionnelles de divisions inférieures. Les gouvernements devraient également travailler avec les opérateurs de paris pour mettre en place des procédures de détection des paris suspects.

Compte tenu que seulement dix pays au monde disposent d'une législation sanctionnant les fraudes sportives, les 47 États membres du Conseil de l'Europe devraient «adapter leurs cadres législatifs et veiller à leur harmonisation», tout en adhérant aux instruments internationaux pertinents.

«Laissons le soin au mouvement sportif d'agir dans les domaines qui sont de sa compétence, c'est-à-dire sanctionner les sportifs et organisateurs fraudeurs qui sont leurs affiliés», a déclaré dans ce contexte M. Norbert Haupert du Parlement luxembourgeois. «Par contre il appartient aux autorités publiques d'intervenir là où l'intérêt commun est en danger et où les excès du sport nécessitent des poursuites pénales.»

Autre sujet à l'ordre du jour de la session de printemps de l'APCE qui s'est déroulée du 23 au 27 avril à Strasbourg: «l'évitement, l'évasion et la fraude fiscales à grande échelle». L'APCE a exigé une série de mesures pour mettre un terme à ces pratiques causées par les paradis fiscaux et les centres financiers offshore.

Dans son intervention, le parlementaire luxembourgeois M. Fernand Boden a déclaré soutenir l'objectif du rapport, mais il a regretté que le rapport ne reprenne pas les critères distinctifs établis par l'OCDE pour identifier un paradis fiscal. Plutôt que de se baser sur la définition d'une organisation internationale reconnue en cette matière, «le rapport épingle et met au pilori un certain nombre de pays qui ne sont nullement des paradis fiscaux», a dit M. Boden. Son vote négatif n'a cependant pas pu empêcher l'adoption de la résolution.

La Chambre des Députés a été représentée par Mme Lydia Mutsch, M. Norbert Haupert et Mme Anne Brasseur, membres effectifs, ainsi que par MM. Félix Braz et Fernand Boden, membres suppléants.



Mme Anne Brasseur lors de son intervention devant l'APCE.

GLAE: un groupement en pleine verve



Des membres de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media, des Communications et de l'Espace ont assisté à la 2e Journée de l'Espace organisée par le GLAE.

Qui - suite à la création de la Société européenne des satellites (SES) en 1985, l'adhésion du Luxembourg à l'Agence spatiale européenne (ASE) en 2004 et la constitution du Groupement luxembourgeois de l'aéronautique et de l'espace (GLAE) en février 2005 - aurait pu penser que des firmes luxembourgeoises intégreraient un jour le club fermé des entreprises à la pointe du développement des activités spatiales et aéronautiques en Europe? C'est pourtant ce qui vient de se concrétiser en un laps de temps record sous l'impulsion des autorités luxembourgeoises (dont notamment le Ministère de la Recherche) et du lobbying judicieux du GLAE.

Pour matérialiser cette réussite - le secteur de l'aéronautique et de l'espace luxembourgeois compte entretemps 20 acteurs privés employant plus de 500 personnes - le GLAE, en collaboration avec l'Entreprise des Postes et Télécommunications (EPT), avait convié le 3 mai 2012 les membres de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media, des Communications et de l'Espace de la Chambre à sa 2e Journée de l'Espace à la Cloche d'Or.

Quatre réalisations phares témoignant du savoir-faire grand-ducal en la matière ont notamment retenu l'attention des députés: le projet AlpSAR de la société Hitec Luxembourg S.A. visant à assurer une meilleure coordination entre les services de secours alpins de l'Italie et de la Slovénie pour le sauvetage en montagne par satellite, le projet AIS de la société LuxSpace S.à r.l. dont le coeur constitue un système d'identification automatique globale pour navires, le projet PaCoRa développé par SES en collaboration avec l'ASE ayant pour finalité d'améliorer la détermination orbitale de satellites géostationnaires à un coût bon marché ainsi que le projet EBS de l'EPT portant sur la transmission d'images et de voix pour le compte de la Commission européenne.

Avant que les députés n'aillent visiter les stands des différentes entreprises luxembourgeoises actives dans le domaine de l'aéronautique et de l'espace, le Ministre compétent, M. François Biltgen a clos la séance d'information par trois observations:

- le secteur de l'aéronautique et de l'espace constitue un facteur de croissance de l'économie autochtone, même si dans un premier temps il ne sera pas générateur de recettes importantes pour l'État. Il contribue cependant à la création d'emplois, à la crédibilité vis-à-vis de l'extérieur et à une nouvelle image de marque du Luxembourg au-delà des frontières;

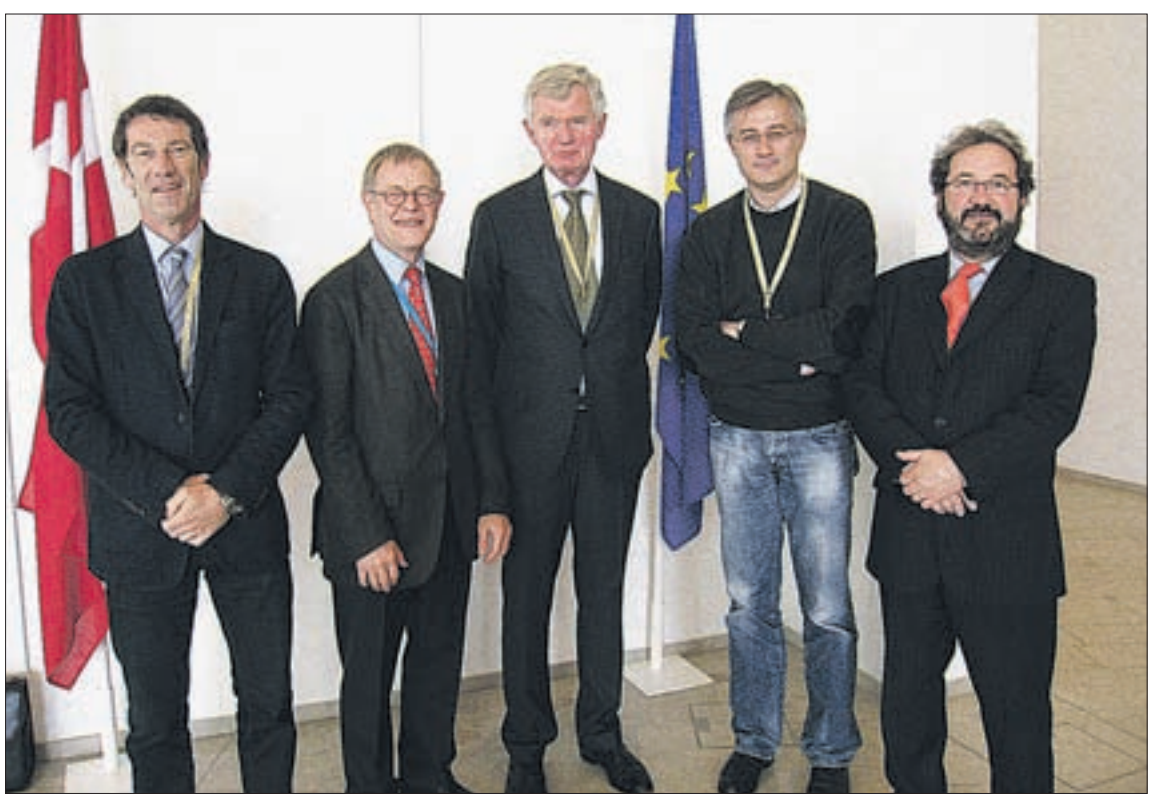
- l'investissement massif ces dernières années de la part des autorités dans la recherche et le développement porte ses fruits et l'adhésion du Luxembourg à l'ASE y est pour beaucoup;

- la présence du Grand-Duché dans l'espace est désormais plus grande que sur la planète terre grâce à la reconnaissance internationale du savoir-faire luxembourgeois en matière spatiale.

Liberté de circulation des services au centre des débats

La XLVIIe COSAC (Conférence des Organes spécialisés dans les Affaires communautaires), qui s'est déroulée du 22 au 24 avril 2012 à Copenhague, a largement consacré ses travaux au marché unique, et en particulier à la libre circulation des services, ainsi qu'à la croissance durable.

La COSAC réunit deux fois par an des représentants des commissions des affaires européennes des Parlements nationaux des pays de l'Union européenne et des pays candidats, ainsi que des membres du Parlement européen. M. Fernand Boden, Président de la délégation luxembourgeoise, M. Ben Fayot, Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, ainsi que MM. Eugène Berger, Félix Braz et Gast Gibéryen ont représenté la Chambre des Députés.



La Chambre des Députés a été représentée par MM. Eugène Berger, Fernand Boden, Ben Fayot, Félix Braz et Gast Gibéryen (de gauche à droite).

Quatre membres de la Commission européenne, à savoir M. José Manuel Barroso, Président, Mme Neelie Kroes, Vice-Présidente chargée de la Stratégie numérique, M. Michel Barnier, membre chargé du Marché intérieur et des Services, ainsi que M. Janez Potočnik, membre chargé de l'Environnement, se sont adressés aux parlementaires et ont répondu à leurs questions.

M. José Manuel Barroso a notamment rappelé que pour assurer le plein potentiel du marché unique, il est indispensable de l'adapter à l'ère numérique. «Le marché unique numérique pourrait être un facteur majeur de croissance en Europe, mais en raison de barrières légales et pratiques, seulement 7% du commerce électronique est transfrontalier», a-t-il regretté.

Concernant les moyens pour assurer la pleine application de la directive «Services», M. Michel Barnier a indiqué que la Commission européenne présentera un «rapport d'application» qui analysera l'impact économique et la mise en œuvre juridique de la directive ainsi que le fonctionnement des guichets uniques. «Concrètement, nous présenterons la situation dans chaque État membre pour que chacun puisse prendre ses responsabilités et savoir où concentrer ses efforts. Ensuite nous ferons le bilan des tests de performance du marché intérieur des services que nous avons conduits au cours des derniers mois.

Nous proposerons en conséquence de nouvelles actions pour mieux exploiter le plein potentiel de la directive. Enfin, nous présenterons des lignes directrices à l'attention des États membres pour améliorer l'accès des citoyens aux services. Il s'agit notamment de combattre les discriminations à l'encontre des consommateurs fondées sur la localisation géographique. Je pense en particulier au domaine du commerce en ligne.»

La COSAC se félicite en particulier de la proposition de la Commission européenne visant à élargir aux services un système européen de normalisation amélioré et à rendre ainsi les procédures de normalisation plus efficaces, efficientes, inclusives et respectueuses des délais.

Elle se réjouit aussi de la présentation d'ici juin 2012 d'une nouvelle proposition sur la signature électronique, sur l'adoption de règles relatives au règlement en ligne des différends et sur l'itinérance.

NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU **N°8** • SESSION ORDINAIRE 2011-2012

Coopération au développement

6261 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 6 janvier 1996 sur la coopération au développement

Le présent projet de loi a pour objet de mettre à jour la loi modifiée du 6 janvier 1996 sur la coopération au développement. Il découle de l'engagement pris dans le cadre du programme gouvernemental d'examiner s'il y a lieu d'adapter la base légale de la coopération luxembourgeoise. Cet engagement a été entériné suite notamment au dépôt par les députés Madame Lydie Err et Monsieur Marc Angel d'une proposition de loi en date du 25 mars 2009 (Doc. parl. n°6020).

La loi de 1996 qui a fourni au cours des seize dernières années une base légale bien adaptée aux besoins de la politique de coopération n'est pas remise en cause dans son essence. Il s'agit en l'occurrence de rapprocher la théorie à certaines pratiques et de procéder à un certain nombre d'ajustements suite aux changements intervenus sur le plan européen et international.

Les modifications envisagées concernent principalement les points suivants:

1) Extension du champ d'application de la loi

Le nouveau texte intègre l'action humanitaire qui constitue un volet non négligeable de la politique gouvernementale en matière d'aide publique au développement.

2) Adaptation par souci de conformité aux textes européens de diverses dispositions dont la définition de la coopération au développement et insertion de la précision du respect des engagements internationaux du Luxembourg en la matière

3) Révision des dispositions relatives au Fonds de la Coopération au développement

Il s'agit essentiellement:

- de préciser que le critère décisif de la collaboration avec les organisations non gouvernementales de développement est celui de l'agrément et non de la nationalité. Ainsi l'expression «organisations non gouvernementales luxembourgeoises» est remplacée par celle d'«organisations non gouvernementales de développement agréées au sens de l'article 7»;

- de reformuler la mission du Fonds à savoir «contribuer au financement de la coopération au développement en faveur des populations des pays en développement» afin d'éviter toute ambiguïté et d'y intégrer une composante hors pays en développement y compris des frais connexes qui peuvent survenir dans des pays développés. L'exemple le plus illustratif concerne l'agence d'exécution de l'État qu'est Lux-Development dont les frais de fonctionnement sont pris en charge par le Fonds. Il est également spécifié que le financement accordé par le Fonds peut inclure des programmes de renforcement des capacités des pays partenaires et d'assistance technique y compris des frais en relation avec le recrutement d'agents de la coopération et de coopérants ainsi que la formation de boursiers et de stagiaires. Une nouvelle disposition prévoit encore que le ministre peut, à la charge du Fonds, accorder à une organisation gouvernementale agréée un subside destiné à la soutenir dans le financement de frais administratifs engendrés par des activités en faveur des populations en développement;

- d'introduire la distinction claire entre

• secteurs d'intervention dont la liste est élargie en intégrant des secteurs tels que l'eau ou l'agriculture et la sécurité alimentaire ou encore la coopération financière (en référence notamment à la microfinance) et

• approches transversales dont les composantes sont actualisées. Ainsi, sont pris en compte la dimension du genre ou encore le développement local intégré dans une logique de développement durable;

- de préciser que le Fonds peut servir au financement de programmes pluriannuels à négocier avec les pays partenaires ou des acteurs de coopération au développement spécialisés.

4) Extension du contenu du rapport annuel fait par le Ministre du ressort à la Chambre des Députés

Le rapport annuel portant sur le fonctionnement et les activités du Fonds et de manière générale sur l'ensemble des activités du Gouvernement dans le cadre de l'aide publique luxembourgeoise au développement sera complété par un rapport sur les travaux du comité interministériel pour la coopération au développement prévu à l'article 50 de la loi modifiée de 1996. Ce dernier voit ses compétences précisées de manière à s'assurer qu'un regard particulier soit porté sur la cohérence des politiques gouvernementales pour le développement.

5) Remplacement dans le corps du texte de loi de certaines compétences ministérielles par des règlements grand-ducaux afin de mieux répondre à la jurisprudence actuelle sur le pouvoir normatif.

6) Mise en conformité du texte suite à l'abandon de la donation globale qui est un instrument de collaboration avec les ONG qui est tombé en désuétude.

7) Révision des dispositions relatives à l'agrément

Le statut d'organisation non gouvernementale de développement est désormais limité aux associations sans but lucratif ou aux fondations qui ont pour objet social notamment la coopération au développement. Seront précisés par règlement grand-ducal les critères et les modalités menant à l'agrément ainsi que les conditions de renouvellement et les cas de retrait. La durée de l'agrément est quant à elle portée à deux ans dans un souci de réduction du travail administratif.

8) Précision de la disposition relative aux accords-cadres

Le nouveau texte précise qu'au titre de l'accord-cadre conclu avec une organisation non gouvernementale agréée, le ministre peut accorder un cofinancement s'élevant jusqu'à un seuil d'intervention de quatre cents pour cent de l'apport investi par cette organisation dans un programme afin d'encourager les ONG à travailler de manière programmatique et stratégique.

9) Clarification des dispositions relatives aux cotisations de sécurité sociale des coopérants notamment en ce qui concerne la part à charge de l'État pour la durée de la mission de coopération à savoir uniquement la part patronale conformément au droit commun en la matière. Certaines dispositions du Code de la Sécurité sociale sont modifiées en conséquence.

Dépôt par Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, le 09.03.2011

Rapporteur: Mme Nancy Arendt

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration (Président: M. Ben Fayot):

17.03.2011	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi par Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire
12.12.2011	Examen des amendements
27.02.2012	Analyse de l'avis complémentaire du Conseil d'État
26.03.2012	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 29.03.2012

Nouveau lycée technique agricole

6287 - Projet de loi relatif à la construction d'un Lycée technique agricole à Gilsdorf

Le projet a pour objet d'autoriser le Gouvernement à procéder à la construction d'un Lycée technique agricole à Gilsdorf. Il s'agit de doter le lycée technique agricole des infrastructures répondant à ses besoins, compte tenu de l'évolution de la population scolaire et des différentes formations. Les coûts liés à la construction de ce nouveau lycée sont de 100.000.000 euros. Il s'ensuit que l'autorisation du projet de construction par la voie législative s'impose en vertu de l'article 99 de la Constitution, car le seuil fixé à l'article 80 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État est dépassé.

Outre les infrastructures scolaires proprement dites comprenant salles de classe, salles spéciales et ateliers, le projet comporte un restaurant scolaire, un internat, des infrastructures sportives, une gare d'autobus et un parking.

À noter encore qu'il est prévu d'implanter ultérieurement, sur le site destiné à accueillir le nouveau lycée, un bâtiment pour les laboratoires de l'Administration des services techniques de l'agriculture (ASTA), ainsi que des locaux administratifs pour la Chambre d'agriculture. Ces deux projets de construction ne sont pas couverts par le projet de loi 6287.

La voirie, les infrastructures d'adduction et d'évacuation et l'installation de chauffage à construire en vertu du projet de loi sous rubrique sont cependant conçues de manière à pouvoir desservir également ces futures constructions.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 25.05.2011

Rapporteur: M. Lucien Clement

Travaux de la Commission du Développement durable (Président: M. Fernand Boden):

29.06.2011	Désignation d'un rapporteur
29.02.2012	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
20.03.2012	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 27.03.2012

Sécurité routière

6295 - Projet de loi concernant la gestion de la sécurité des infrastructures routières

Le projet a pour objet de transposer la directive 2008/96/CE du 19 novembre 2008 concernant la gestion de la sécurité des infrastructures routières.

Cette directive prévoit un certain nombre de mesures destinées à améliorer la sécurité sur les routes européennes et en particulier sur les axes faisant partie du réseau routier transeuropéen. Ces mesures prévoient l'obligation pour les États membres de soumettre leurs nouveaux projets d'infrastructure s'insérant dans le réseau routier transeuropéen à une évaluation des incidences sur la sécurité routière dès la phase de planification. Cette évaluation est suivie d'audits de sécurité qui accompagnent obligatoirement les différentes étapes de conception et de réalisation du projet d'infrastructure.

Quant au réseau routier en exploitation, la directive impose aux États membres d'effectuer tous les trois ans des examens de sécurité et de procéder, sur base du degré de concentration d'accidents, à une classification de sécurité du réseau. Le degré de concentration d'accidents constaté sur les différents tronçons inspectés déterminera l'ordre de priorité des mesures correctives.

En vue d'effectuer les audits de sécurité en relation avec de nouveaux projets routiers ou les inspections de sécurité sur le réseau routier en exploitation, la directive oblige les États membres à prévoir une formation initiale et des cours de perfectionnement réguliers pour les auditeurs de sécurité chargés des contrôles en question. Par ailleurs, la classification de sécurité du réseau en exploitation tient compte des accidents mortels recensés sur les différents tronçons luxembourgeois du réseau routier transeuropéen. À ces fins, des rapports standardisés spéciaux doivent être établis pour chaque accident mortel. Dans le cadre du recensement des accidents mortels, les États membres sont en outre tenus de calculer le coût social moyen des accidents mortels et d'autres accidents graves survenant sur le territoire national.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 16.06.2011

Rapporteur: M. Lucien Clement

Travaux de la Commission du Développement durable (Président: M. Fernand Boden):

29.06.2011	Désignation d'un rapporteur
30.11.2011	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
14.03.2012	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
20.03.2012	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 27.03.2012

Loi du 27 avril 2012

Mémorial A, n°90, p. 1024

Accord Benelux-Kosovo

6337 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas (les États du Benelux) et la République du Kosovo relatif à la reprise et à la réadmission des personnes en situation irrégulière (Accord de reprise et de réadmission) et du Protocole d'application, signés à Bruxelles, le 12 mai 2011

Les accords de réadmission s'inscrivent dans le contexte de la lutte contre l'immigration clandestine, que ce soit au niveau bilatéral, intergouvernemental ou communautaire. Ces accords permettent, moyennant des obligations précises et réciproques, de faciliter le retour des personnes en séjour irrégulier dans leur pays d'origine ou de transit. Pour ce faire, ils définissent également de manière détaillée les critères techniques et opérationnels de la procédure de réadmission. Généralement, les accords de réadmission prévoient non seulement l'obligation de réadmettre les ressortissants des Par-

ties contractantes, celle-ci étant un principe de droit international coutumier, mais consacrent également l'engagement de chaque Partie à réadmettre les apatrides ainsi que les ressortissants de pays tiers qui ne répondent pas ou plus aux conditions d'entrée ou de séjour sur le territoire de l'autre Partie.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 29.09.2011

Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration (Président: M. Ben Fayot):

05.03.2012 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 29.03.2012

Emissions de CO_2

6354 - Projet de loi portant exécution du règlement (UE) n°510/2011 du Parlement européen et du Conseil du 11 mai 2011 établissant des normes de performance en matière d'émissions pour les véhicules utilitaires légers neufs dans le cadre de l'approche intégrée de l'Union visant à réduire les émissions de CO_2 des véhicules légers

L'objet du projet de loi est de porter exécution en droit national du règlement (UE) n°510/2011 du Parlement européen et du Conseil du 11 mai 2011 établissant des normes de performance en matière d'émissions pour les véhicules utilitaires légers neufs dans le cadre de l'approche intégrée de l'Union visant à réduire les émissions de CO_2 des véhicules légers.

Le règlement concerne les véhicules utilitaires légers, c'est-à-dire les véhicules à moteur destinés au transport de marchandises, dont le poids ne dépasse pas 3,5 t (camionnettes et camionnettes apparentées aux voitures) et qui pèsent moins de 2.610 kg à vide. Ces véhicules sont responsables d'environ 1,5% des émissions totales de CO_2 de l'UE.

Le règlement vise les véhicules utilitaires légers neufs immatriculés dans l'Union pour la première fois et n'ayant pas été immatriculés auparavant en dehors de l'UE, sauf pour une période limitée.

Le projet de loi comporte trois dispositions:

- le ministre ayant dans ses attributions l'environnement est chargé de coordonner la mise en œuvre des obligations qui découlent du règlement européen précité;

- la Société nationale de circulation automobile est chargée de la collecte et de la mise à disposition des données sur les véhicules utilitaires légers neufs;

- l'Administration de l'environnement est chargée de la communication à la Commission européenne de toutes les données et informations requises.

Dépôt par M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures, le 24.10.2011

Rapportrice: Mme Marie-Josée Frank

Travaux de la Commission du Développement durable (Président: M. Fernand Boden):

01.12.2011 Désignation d'un rapporteur
08.02.2012 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
14.03.2012 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 27.03.2012
Loi du 19 avril 2012
Mémorial A, n°79, p. 862

Projets de construction à Belval

6356 - Projet de loi relatif à la construction du Bâtiment Laboratoires, de la Halle d'essais Ingénieurs et de la deuxième unité de production à froid à Belval

Le projet sous rubrique fait partie du programme de réalisation de la Cité des Sciences que le Gouvernement est en train de réaliser sur le site de la friche industrielle reconvertie de Belval pour les besoins de l'Université du Luxembourg. Il autorise le Gouvernement à procéder à la construction du Bâtiment Laboratoires, de la Halle d'essais Ingénieurs et de l'équipement de la deuxième Centrale de production de froid.

Le Bâtiment Laboratoires accueillera les activités des unités de recherche en ingénierie, en géophysique, en sciences de matériaux et en biologie ainsi que les travaux pratiques des enseignements universitaires afférents au niveau de formation „bachelor" et des enseignements spécialisés en niveau de formation „master".

La deuxième centrale de production de froid sera installée en sous-sol de ce bâtiment au niveau -2.

La Halle d'essais Ingénieurs sera implantée en proximité immédiate des Laboratoires, du côté sud du Bâtiment Laboratoires. La parcelle qui accueillera cette halle est par ailleurs réservée à la construction, dans une étape ultérieure, de deux bâtiments de laboratoires complétant l'infrastructure en laboratoires universitaires, fournie par le Bâtiment Laboratoires projeté.

Les dépenses engagées au titre de ce projet de loi ne peuvent pas dépasser le montant de 136.250.000 d'euros. Ce montant correspond à la valeur 685,44 de l'indice semestriel des prix de la construction au 1er octobre 2010.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 27.10.2011

Rapportrice: Mme Marie-Josée Frank

Travaux de la Commission du Développement durable (Président: M. Fernand Boden):

01.12.2011 Désignation d'un rapporteur
14.03.2012 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
20.03.2012 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 27.03.2012

Travaux au LHCE

6357 - Projet de loi relatif à la transformation et à l'extension du Lycée Hubert-Clément à Esch-sur-Alzette

Le projet de loi a pour objet d'autoriser le Gouvernement à procéder à la transformation et à l'extension des bâtiments du Lycée Hubert-Clément à Esch-sur-Alzette. Selon le devis estimatif, le coût total des travaux s'élève à la somme de 46.500.000 euros à la valeur 685,44 de l'indice semestriel des prix de construction au 1er octobre 2010.

Selon le programme de construction, le lycée comportera, après transformation et extension, 39 salles de classe ainsi que de nombreuses salles spéciales, ateliers, bureaux, infrastructures sportives, cantine et locaux annexes.

Le programme de construction comprend, outre les aménagements extérieurs, la réalisation et l'aménagement des locaux nécessaires pour la structure d'enseignement, la structure d'administration, la structure d'accueil et les infrastructures sportives.

Dans sa configuration architecturale actuelle, le Lycée Hubert-Clément se compose de plusieurs bâtiments. Tous ces bâtiments seront conservés, sauf celui du gymnase. La cantine et la piscine, ayant récemment été rénovées, ne font pas l'objet de travaux.

À côté des travaux de réfection aux bâtiments existants à conserver, le projet de loi comporte aussi des nouvelles constructions. Une nouvelle aile sera construite entre les bâtiments. Elle fait essentiellement fonction de nouvelle entrée principale. À la place du gymnase à démolir seront construites deux nouvelles ailes.

Le choix des matériaux s'est porté sur des matériaux solides, durables et écologiquement sains. Le concept énergétique prévoit de maintenir l'actuelle installation de cogénération. Il prévoit en plus des isolations thermiques efficaces et il est fait usage d'énergies renouvelables produites sur place par des panneaux photovoltaïques. Les isolants mis en œuvre seront des plus performants, les fenêtres seront remplacées par des ouvrants du type triple vitrage. Tout ceci permettra de garantir un confort optimal aux utilisateurs et une réduction des coûts énergétiques. C'est dans ce même esprit que l'utilisation de la lumière naturelle sera exploitée au maximum.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 27.10.2011

Rapporteur: M. Marc Spautz

Travaux de la Commission du Développement durable (Président: M. Fernand Boden):

01.12.2011 Désignation d'un rapporteur
07.03.2012 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
13.03.2012 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 27.03.2012

- L'actualité parlementaire sur **www.chd.lu**.
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.

- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

www.chd.lu

SÉANCE 22

JEUDI,
29 MARS 2012

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • Mme Lydia Mutsch, Vice-Présidente • M. Gast Gibéryen, Doyen

Sommaire

1. Constitution de la Sous-commission «Modernisation du droit luxembourgeois des sociétés»

- *M. le Président*

2. Débat de consultation sur les orientations de la politique budgétaire du Gouvernement à la lumière du «Semestre européen»

Débat de consultation sur le Programme national de réforme (PNR) à soumettre par le Luxembourg dans le cadre du processus communautaire «Europe 2020»

- *Exposés: M. Luc Frieden, Ministre des Finances, M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*
- *Débat: M. Marc Spautz, M. Claude Meisch, M. Lucien Lux, M. François Bausch, M. Gast Gibéryen (dépôt d'une motion)*
- *M. François Biltgen, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative (M. François Bausch lui pose des questions)*
- *Débat (suite): M. Serge Urbany, M. Henri Kox, M. Jacques-Yves Henckes*
- *M. Luc Frieden, Ministre des Finances*
- *Vote sur la motion 1 (rejetée)*

3. 6339 - Projet de loi modifiant les articles L. 126-1 et L. 541-1 du Code du Travail

- *Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi: Mme Vera Spautz*
- *M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

4. 6261 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 6 janvier 1996 sur la coopération au développement

- *Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: Mme Nancy Arendt*
- *Discussion générale: Mme Marie-Josée Frank, M. Paul Helminger, M. Marc Angel, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser (dépôt d'une motion)*
- *Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Vote sur la motion 1 (rejetée)*

5. 6337 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas (les États du Benelux) et la République du Kosovo relatif à la reprise et à la réadmission des personnes en situation irrégulière (Accord de reprise et de réadmission) et du Protocole d'application, signés à Bruxelles, le 12 mai 2011

- *Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Marc Angel*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; Mme Marie-Josée Jacobs, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Mars Di Bartolomeo, Claude Wiseler, Nicolas Schmit, Marco Schank, Romain Schneider et Etienne Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.05 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances*.- Neen, Här President.

1. Constitution de la Sous-commission «Modernisation du droit luxembourgeois des sociétés»

M. le Président.- D'Presidentekonferenz schléit vir, op Propositioun vun der Commission juridique eng Sous-commission «Modernisation du droit luxembourgeois des sociétés» ze schafen.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Als zweete Punkt vun eisem Ordre du jour beschäftege mer eis haut de Mëtteg an enger gemeinsamer Diskussioun mam Débat de consultation iwwert d'Politique budgétaire am Kader vum Semestre européen a mam Débat de consultation iwwert de Programme national de réforme (PNR) am Kader vun der Strategie „Europe 2020". D'Riedezäit ass hei nom Modell 3 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Spautz, Meisch, Lux, Bausch, Gibéryen, Wolter, Kox an Henckes.

Elo kritt fir d'Alleréischt d'Wuert de Finanzminister, den Här Luc Frieden.

2. Débat de consultation sur les orientations de la politique budgétaire du Gouvernement à la lumière du «Semestre européen»

Débat de consultation sur le Programme national de réforme (PNR) à soumettre par le Luxembourg dans le cadre du processus communautaire «Europe 2020»

Exposés

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, den neien däitsche Bundespresident huet am Däitsche Bundestag a senger Untrëttsried d'Fro gestallt: „Wéi soll dat Land ausgesinn, vun deem eis Kanner eng Kéier soen, dat ass eist Land?" An dat ass, mengen ech, och déi Fro, déi mir eis musse stellen am méi begrenzte Beräich vun den öffentleche Finanzen, wëssend awer, datt d'öffentlech Finanzen - d'Einnahmen, d'Ausgaben - d'Grondlag si vu ganz ville Politikberäicher, vun der Gestaltung vun eisem Land, haut an an der Zukunft.

Déi Debatt, déi mer de Mëtteg hei an deem Kontext féieren, ass eng nei Debatt. Et ass fir d'éischte Kéier, datt mer - am Virfeld vun dem Stabilitéits- a Wuesstumsprogramm, dee mer all Joers op Bréissel schécken, an deem mer soen, wéi eis Statsfinanze sollen an deenen nächste Joren evoluéieren - an d'Chamber kommen, fir mat alle Fraktiounen an domadder am Fong mat alle Bierger am Land ze diskutéieren, wéi si d'Zukunft vun eisem Land a puncto Statsfinanze gesinn a wéi mer op dee Wee wëllen hikommen.

Dës Debatt ass eng Konsultatiounsdebatt. Dat ass eng Debatt, wou solle vill Iddien zesummekommen, deene mer da wëlle Rechnung droen, wa mer de Stabilitéitsprogramm schreiwen, mä och wa mer am zweeten Deel vum Joer de Budget an deem gewinnte Kalenner maachen.

Mä dee Wee, dee mer mussen zeechnen, muss zilführend sinn, an zilführend ass, datt mer an Zukunft och zu Lëtzebuerg gesond Statsfinanze mussen, sollen hunn, datt mer an Zukunft och zu Lëtzebuerg keng héich Schold hunn an datt mer och an Zukunft zu Lëtzebuerg eng gutt Cohésion sociale an en Ëmfeld behalen, wou Aarbechtsplaze kënnen erhalen a geschafe ginn.

D'Situatioun vun de Lëtzebuerger Statsfinanzen ass net gutt. Si ass besser wéi an enger ganzer Rei vu Länner vun Europa, mä si ass net gutt am Verglach mat der Vergaangenheet. An dat huet dermat ze doen, datt iwwert déi lescht puer Joren d'Relatioun tëscht den Ausgaben an den Einnahme vum Stat net méi matenee geotemt huet, datt dat Lach tëscht den Ausgaben an den Einnahme méi grouss ginn ass.

Mir hunn an de Joren 2009, 2010 an 2011 souwuel bei de gesamtöffentleche Finanze wéi beim Stat selwer en Defizit gehat. Ech kann haut hei der Chamber matdeelen, wéi de Kont vum Joer 2011 ausgesäit: D'Joer 2011 schléisst of bei de gesamtöffentleche Finanze mat engem Defizit vun 0,6% - dat sinn 250 Milliounen Euro -, mä um Niveau vum Zentralstat, vum Stat selwer, hu mer en Defizit vun 2,5% oder enger Milliard an 43 Milliounen Euro. Op ee Joer gekuckt ass dat sécherlech keng Katastroph; op e puer Joer gekuckt, mengen ech, muss et eis Suerge maachen.

Mir hunn an de Joren 2009, 2010 an 2011 - dat sinn also definitiv Chifferen - beim Zentralstat all Kéiers en Defizit vu ronn enger Milliard Euro gehat, an et ass fir deen Defizit ze decken, wou de Stat muss Sue léine goen.

Datt den Defizit bei de gesamtöffentleche Finanze méi kleng ass, huet mam Iwwerschoss vun der Sécurité sociale, virun allem der Pensiounskeess, ze doen, mä mat deem Iwwerschoss kënne mer net Stroosse bauen, kënne mer keng Schoule bauen a kënne mer keng Paie bezuelen. Also musse mer eis mat deem ufänkende strukturellen Defizit beim Zentralstat an deenen nächste Jore méi geziilt a vun elo u méi zilstrebeg auserneesetzen.

Wien en Defizit mécht, muss dee finanzéieren, a wann een dee wëllt finanzéieren, da gëtt et nëmmen zwee Weeër. Dat eent, dat ass, et muss ee massiv Schold maachen. Déi Schold, déi ass kuerzfristeg bal net ze bemierken, mä laangfristeg ass se eng richteg Belaaschtung fir d'Bevölkerung, well wann d'Schold muss zréckbezuelt ginn, muss een dee Moment d'Steiere ganz vill héijen.

Derbäi kënnt, datt, wann een eng niddreg Schold huet, da kritt ee mat engem gudden Zënsfouss geléint. Dat ass fir de Moment de Fall zu Lëtzebuerg. Mir hu viru Kuerzem, wéi d'Chamber weess, eng Milliard geléint. Mir kruten déi zu engem Taux vun 2,25% fir eng Lafdauer vun zéng Joer geléint.

Wa mer méi eng héich Schold maachen, wa mer iwwer Joren eng héich Schold maachen, wann eise Scholdestand méi grouss gëtt, da geet och d'Zënslaascht erop, net nëmmen an der Zomm vun den Zënsen, déi mer musse bezuelen, mä och am Zënssaz. An dat sinn natierlech Suen, déi mer net hunn, fir kënnen domadder Leit ze bezuelen, Saachen ze bauen, Sozialtransferten ze maachen.

Duerfir ass déi Optioun vun der Méischold fir d'Regierung keng Optioun. Op jiddwer Fall muss de Scholdestand wäit ënnert där Limite bleiwen, wéi en an Europa toleréiert ass - en fait, net toleréiert ass, mä wou deemools gesot ginn ass, wou ee sech muss hibewegen.

Mir hu fir de Moment e Scholdestand vun ongeféier 20% vum Bruttoinlandsprodukt, an ech sinn der Meenung, datt mer net sollen zoulossen, datt dee wäit doriwwer erausgeet.

Wann een déi Optioun vu vill neier Schold ausschléisst, da gëtt et nëmmen eng aner Optioun, an dat ass den Defizit ze reduzéieren duerch en Ofsenke vun den Dépensen oder en Eropsetze vun de Steieren oder eng Mixtur vu béiden.

D'Regierung ass gewëllt, den Defizit iwwert déi nächst puer Joer substanziell ze reduzéieren. Wa mer de Chiffere vum Comité de prévision, deen d'Zesummesetzung ass vun alle Verwaltunge vum Stat, déi Finanzdonnéeën hunn, géifen integral Rechnung droen, da misste mer an deenen nächste Jore deen Defizit pro Joer ongeféier ëm 1,5 Milliarden Euro reduzéieren.

Nun ass et schwiereg an enger esou wirtschaftlech onsécherer Zäit, millimetergenau Previsiounen oder wëssenschaftlech Hypotheesen iwwert dräi Joer millimetergenau ze maachen. D'Regierung mengt duerfir, datt mer op d'mannst am Joer 2013 den Defizit ëm 500 Millioune misste reduzéieren, an och am Joer 2014 nach eng Kéier ëm 500 Milliounen Euro den Defizit reduzéieren. A virun allem musse mer dat - dovunner sinn ech fest iwwerzeegt an dat beweisen d'Beispiller am Ausland -, wa mer wëllen durabel, strukturell eis öffentlech Finanze verbesseren, da musse mer dat maachen, andeem mer d'Ausgaben am Gréff behalen.

Jo, mir brauchen eng nei Dépensëkultur. Dat heescht, mir ginn net méi keng Suen aus, mä mir mussen d'Suen anescht ausginn. An anescht ausginn heescht, datt mer net einfach kënne Joer fir Joer mat engem Wuesstumssaz vun den Dépensen déi einfach weider an d'Luucht schnelle loossen.

Eis Dépensë sinn net all Joers ganz schnell geklommen, mä mir hunn iwwert déi lescht Joren eng Rei Weiderschreiwungen, jo, Automatisme gehat, déi zu staarkem Uklamme vun den Dépensë geféiert hunn. Ech plädéieren also ganz kloer als Finanzminister fir en Ëmdenke bei den Dépensen! Anescht ausginn, vläicht méi, jo, no der Effikassitéit vu verschiddenen Dépensen nach eng Kéier kucken, kucken och no e puer Joer, ob dat, wat gutt gemengt agefouert ginn ass, wierklech säin Zil erreecht huet, oder ob een net am Kontext och vun anere Politiken, déi och agefouert gi sinn, muss dat Ganzt nach eng Kéier iwwerkucken.

Ech hätt gären, datt, wa mer déi Dépensen nach eng Kéier iwwerkucken, wa mer ëmdenke bei den Dépensen, datt mer dat no virun allem dräi Kritäre maachen. Dat Éischt ass ee Kritär vun der sozialer Gerechtegkeet. Et ass evident, datt an engem Land, wou d'Situatioune vun de Mënschen ënnerschiddlech sinn, ee muss kucken, datt déi, déi et am meeschte brauchen, am meeschten op Solidaritéit ugewise sinn, datt déi och vun där Solidaritéit kënne profitéieren. Mä net alles, wat mer maachen, ass fir jiddwereen an an allen Ëmstänn ëmmer an zu jidder Zäit d'selwecht noutwendeg.

Mir brauchen och, wa mer ëmdenken, eng intergénérationnel Solidaritéit. Dat heescht, datt, wa mer kucken, wou mer kënne verschidden Dépensen anescht strukturéieren, a wa mer wëllen - an dat ass mäi Wëllen -, datt jiddwereen am Land säi Bäitrag zu dësem schwierege Wee vun der Gesondung vun eise Statsfinanze leescht, datt mer dann all d'Alterskategorien oder all déi eenzel Gruppe vu Leit, déi et an enger Pyramid vum Alter an enger Gesellschaft gëtt, datt mer déi mat un deen Effort ubannen: déi, déi nach net schaffen; déi, déi um Schaffe sinn, an déi, déi an der Pensioun sinn. Duerfir musse mer an deenen eenzelnen Dépensen, wa mer se iwwerkucken, och déi intergénérationnel Solidaritéit mat berücksichtegen.

An drëttens - ech hunn et scho gesot - d'Effikassitéit vun der Dépense: kucken, ob dat, wat mer wollten zu engem gewëssene Moment, säin Zil erreecht huet oder ob een et net anescht kann op eng méi finanzgënschteg Aart a Weis nach eng Kéier erreechen. Dozou soll och d'Budgetsreform féieren, déi ech hoffe bis zum Enn vum Joer kënnen an de grousse Linnen der Chamber virzestellen, wou ech wëll och méi Evaluatioun vun den Dépensen im Nachhinein kënne maache respektiv wou déi eenzel Departementer och méi Flexibilitéit an, domat verbonnen, och méi Responsabilitéit an der Ausgabekultur kréien, wéi dat bis elo de Fall war.

Mir mussen also bei den Dépensen usetzen. A bei den Dépensen huet de Stat am Fong véier grouss Dépensëbléck, an ech mengen, datt mer wierklech a jiddwerengem vun deene véier Bléck mussen eis Dépensen iwwerdenken a kierzen.

Ee Block sinn d'Investitiounen. Do musse mer d'Prioritéit leeën op déi Investitiounen, déi der wirtschaftlecher Entwécklung vun eisem Land

am meeschten nëtzlech sinn. Mir kënnen net alles bauen, wat mer vläicht wollten. An duerfir musse mer do pro Joer och Aspuerunge maachen.

En zweete Block ass dee vun de Sozialtransferten. Dat ass en Term, dee ganz villes beinhalt. Dat geet vu Familljenzoulagen iwwer Chômage, iwwer RMG, iwwer Moossnamen am Wunnengsbau an esou weider. Iwwer all déi Moossname musse mer och kucken, fir se no de Kritäre vun der sozialer Gerechtegkeet, der intergénérationneller Solidaritéit an der Effikassitéit nach eng Kéier ze iwwerkucken.

D'Zomm, déi mer duerfir ausginn, ass grouss. Et ass bäi Wäitem dee gréissten Deel vun de Statsausgaben, wann ee se no grousse Kategorië kuckt. Duerfir musse mer och do no enger manner grousser Dépense kucken an och zu engem manner groussen Uwuessen op jährlecher Basis vun der Dépense kommen.

Eng drëtt Kategorie sinn d'Rémunératioune beim Stat. Och déi sinn déi lescht Joren ëmmer erëm duerch eng Rei vu Mechanismë geklommen. Mir musse kucken, datt se net ze schnell uwuessen.

A véiertens, d'Fonctionnementskäschte vum Stat. Do muss all Minister, all Ministère Joer fir Joer an engem intensive Screening, deen een nach ka verbesseren, kucke bei all eenzelner Dépense, wat ee kann net méi ausginn, an awer selbstverständlech och kucken, kënnen déi Aarbecht, déi de Service public, wat de Stat ass, muss maachen, op eng adequat Aart a Weis ze maachen.

Niewent den Dépensë gëtt et d'Recetten. Mä ech soen nach eng Kéier: Den Akzent muss op der Reduktioun vun den Dépensë leien. An ech wär och frou, wann d'Chamber an deem Consultatiounsdébat och géif soen, ob si och der Meenung ass, datt a jiddwerengem vun deene véier Bléck soll gespuert ginn, an ob si och eis Meenung deelt, datt den Haaptakzent op der Limitatioun oder der Reduktioun vun den Dépensë muss leien, oder ob se der Meenung ass, datt méi en Akzent op d'Augmentatioun vun de Steiere muss geluecht ginn.

Ech als Finanzminister sinn en fait der Meenung, datt den Haaptakzent muss op den Dépensë leien, well d'Erfahrung am Ausland weist, datt, wann een iwwer eng länger Zäit d'Steieren héicht, dat normalerweis direkt erëm an d'Dépensë leeft an datt een den Ënnerscheed, d'Relatioun tëscht Dépensen a Recetten, déi mer jo versichen, méi kleng ze kréien, datt dat meeschtens nëmme kuerzfristeg derzou féiert, längerfristeg awer net. Och duerfir ass d'Noutwendegkeet, méi op der Dépensësäit an eisen Aen ze maache wéi op der Recettësäit.

Op der Recettësäit kënnt eng aner Contrainte derbäi. Mir musse kucken, datt mer souwuel bei de Privatpersoune wéi bei de Betriber eng Steierlandschaft virfannen, déi eis wettbewerbsfäeg par rapport zum Ausland behält. Mir sinn eng ganz oppen Ekonomie. Vill vun deene Leit, déi hei an d'Land schaffe kommen, vill vun deene Betriber, déi hei op Lëtzebuerg kommen, déi sinn net onbedéngt mat Lëtzebuerg bestuet a mussen net hei bleiwen.

Mir mussen also kucken, datt eis Steierlandschaft e bësse méi attraktiv ass wéi déi an den Nopeschlänner, fir datt mer d'Délocalisatioun vun Aarbechtsplazen an d'Ausland évitéieren.

A bei de Privatpersoune kënnt derbäi - ech mengen, dat ass och kloer a jiddwerengem säi Wonsch och, mengen ech -, datt natierlech deen, dee schaffe geet, och e Maximum wëllt netto matheemhuelen. Jiddweree muss e Bäitrag zur Kollektivitéit leeschten. Et kann een ëmmer doriwwer diskutéieren, wéi héich dee Bäitrag muss sinn. Mä eng Steierlaascht muss fair sinn, muss räsonabel sinn, an ech mengen, muss novollzéibar fir de Bierger sinn. Duerfir ass eng gewësse Leeschtungsfrëndlechkeet, eng Ënnerstëtzung vun der Aarbecht och an der Steierpolitik noutwendeg.

D'Fro stellt sech och an deem Kontext, ob et méi richteg ass, ob een eppes bei der indirekter Besteierung mécht oder op der direkter Steiersäit, wann een hei un déi eng oder déi aner Steierschrauf muss dréie goen, oder bei deenen zwou. D'Regierung huet sech an dësem Moment dorobber nach net definitiv festgeluecht, well mer mengen, datt mer elo emol fir d'Éischt musse kucken, wéi vill mer kënnen un deem Defizit reduzéieren iwwer eng Rei Ännerungen op der Dépensësäit. Mä et ass evident, datt am Endeffekt och eng Rei Steiere mussen am indirekten an am direkte Steierberäich ugepasst ginn.

Den Exercice, dee mer virun eis hu fir déi nächst dräi Joren, ass keen einfachen Exercice; keen einfache fir d'Regierung, keen einfache fir d'Chamber a keen einfache fir d'Leit dobaussen.

Wësst Der, och fir e Finanzminister wär et vill méi einfach, de Leit kënnen ze soen: „Dir kritt méi bei de Sozialtransferten; mir baue méi a mir kënnen eng ganz Rei vu Fonctionnementskäschten an der Zukunft och weider an d'Luucht lafe loossen." Dat ass méi einfach fir jiddwereen. Et mécht ee sech och sécherlech méi beléift, well de Contraire soen ass mënschlech schwiereg, ass an der Saach net evident, an et weess een, datt villes vun deem, un dat mer eis gewinnt hunn, muss geännert ginn.

Dat betrëfft awer am Fong nëmmen dat Kuerzfristegt. Wann een awer laangfristeg wëllt, datt mer an dësem Land e System kënne bäibehalen, wou mer gesond Statsfinanzen hunn, déi d'Grondlag si vun der wirtschaftlecher a sozialer Entwécklung; wa mer wëllen, datt mëttelfristeg Lëtzebuerg e Land bleift, wou mer kënnen eis Sozialausgabe finanzéieren, ouni mussen duerfir Sue léinen ze goen; wa mer kënnen Investitiounen tätegen, ouni mussen déi nächst Generatiounen durablement ze belaaschten duerch héich Steieren, well se musse Schold zréckbezuelen, dann, mengen ech, gëtt deen Exercice, dee mer musse maachen, vläicht e bësse méi einfach.

En fait ass d'Situatioun eescht. Mir haten ni virdru während esou vill Jore beim Stat en Defizit vun där doten Héicht.

Ech maachen duerfir en Appell u jiddwereen, deen dës Debatt suivéiert, haut an an deenen nächste Wochen, an déi Debatt geet déi nächst zwee Joer weider, et sief dann, et géif en enorme Boom an der Ekonomie kommen, deen een awer an der Weltwirtschaft, an der europäescher Wirtschaft fir de Moment net gesäit, an da mengen ech, musse mer eis alleguerten an engem solidareschen Effort zesummendoen, an da mengen ech och, datt mer et packen!

Domadder fält Lëtzebuerg net zesummen, mä wa mer näischt maachen, da riskéieren déi nächst zéng Joer fir eist Land ganz schwiereg ze ginn. Mir sinn haut an der Verantwortung, an duerfir musse mer elo mat där neier Dépensëkultur ufänken; duerfir musse mer elo fir de Budget 2013 an 2014 ëmdenken.

An engem solidareschen Effort wäerte mer dat och packen, an duerfir begréissen ech, datt mer de Mëtteg hei kënnen an der Chamber eng breet Debatt doriwwer hunn. An ech kann Iech soen, datt all déi Iddien, déi hei de Mëtteg bruecht ginn, an d'Aarbechte vun der Regierung bei der Ausaarbechtung vum Stabilitéitsprogramm bis Enn Abrëll wäerten afléissen.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Finanzminister. Als Nächste kritt d'Wuert den Här Wirtschaftsminister, den Här Etienne Schneider. Här Schneider, Dir hutt d'Wuert.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Budgetspolitik brauch Wuesstum an Europa brauch eng Wuesstumsstrategie. Duerfir ass den Nofolger vun der Lissabon-Strategie definéiert ginn, an deen heescht haut „EU 2020", an hie setzt de Kader fir eng gemeinsam Wuesstumsstrategie fir d'Joren 2010 bis 2020 an Europa.

„EU 2020" ass a fënnef wichteg Beräicher ënnerdeelt ginn: Dat ass fir d'Éischt Recherche an Innovatioun, dann den Enseignement, dann Ëmwelt a Klima, de Beschäftegungstaux, an de fënnefte Punkt ass d'Begrenzung vun der Aarmut. Fir all déi Beräicher do hu mer eis quantitativ Ziler fir déi nächst Jore gesat.

Elo ass et esou, dass all Memberstat déi Strategie, déi Objektiver, déi am „EU 2020" definéiert gi sinn, op eng national Strategie soll ëmdeite respektiv eng national Strategie soll dorauser kreéieren, déi heescht dann „Plan national de réforme", a mir hunn deen hei zu Lëtzebuerg logescherweis dann net „EU 2020", mä „LU 2020" genannt.

Reforme mussen am Intérêt vu méi Wuesstum geholl ginn, an dat souwuel mëttelfristeg wéi laangfristeg. Den Niveau vum Wuesstum huet eng direkt Inzidenz op d'Statsschold. De Luc Frieden ass elo just dorobber agaangen. Duerfir gëtt de PNR och an Zukunft vill méi enk verbonne mam PSC. Dat ass net zulescht de Grond, firwat mer haut déi zwee Programmer och zesumme wëllen diskutéieren.

Wat wäert elo am PNR oder am „LU 2020" fir dëst Joer stoen? Dir wësst, nom éischten Exercice, dee mer 2011 gemaach hunn, krute mer vum Conseil véier Recommandatiounen.

Déi éischt Recommandatioun huet déi budgetär Effortë concernéiert, déi mer musse maachen. De Luc Frieden ass dorobber agaangen. Deen zweete Punkt war eng Pensiounsreform, déi gefuerdert ginn ass. Do läit e Projet de loi vir. Deen drëtte Punkt war eng Reform vun der Indexatioun vun de Salairen. Ech mengen, och do hu mer duerch d'Indexmodulatioun eng wichteg Etapp geholl, déi eis zumindest elo emol bis 2014/2015 ofséchert. An da war de véierte Punkt, de Chômage vun deene jonke Leit erofzesetzen, fir d'Qualifikatioune vun de Jonken och besser mat der Demande vum Aarbechtsmaart ofzestëmmen. Hei sinn eng ganz Rei Mesuren och vum Aarbechtsminister geholl ginn, ënner anerem nach rezent de Plan d'action „Jeunes".

Wann ech elo op déi fënnef Beräicher kommen, déi mer haut sollen diskutéieren, da fänken ech u mat deem éischte Beräich. Dat ass dee vu Fuerschung an Entwécklung. Do läit eisen Objektiv bei 2,3% bis 2,6% Investitiounen - also, par rapport zum PIB - fir 2020 an dem Beräich Recherche an Développement. Mir stellen awer fest, dass mer de Moment eréischt bei 1,63% sinn, obschonns mer eis Efforten erhéicht hunn, mä de PIB ass méi staark geklomme wéi déi Efforten, déi mer do gemaach hunn. Also hu mer do nach eng ganz Rei Saache fir d'Zukunft ze maachen.

Mä den zoustännege Minister huet och eng Lëscht definéiert mat Projeten, déi amgaang sinn, déi ënnerwee sinn. Dat ass zum Éischten am öffentleche Beräich, an der öffentlecher Recherche den zweete Contrat d'établissement mat der Uni, d'Contrat-de-performancë mat de CRPen, dem CEPS, mam FNR a mat Luxinnovation. Da wollt ech nach nennen d'Kooperatioun mat dräi amerikanesche Rechercheinstituter am Diagnostic moléculaire an d'Ëmsetze vum „Triangle de la connaissance" zu Esch/Belval.

Wat elo déi privat Recherche ugeet, do sinn d'Efforten, fir déi agereechten Dossieren am Kader vum RDI-Gesetz an dem Gesetz iwwert d'Protection de l'environnement an der Utilisation rationnelle des ressources ze erhéijen. D'Participatioun vun den Entreprisen un internationale Programmer wëlle mer och do verbesseren. Dat sinn op alle Fall ënner anerem eng Rei vun de Projeten, déi den zoustännege Minister eragereecht huet.

Dir wësst vläicht - just Klammer op -, dass de Wirtschaftsminister soll alleguerten déi Reformvirschléi sammelen, déi vun deene verschiddene Ressorte kommen, a se dann an deem Plan national de réforme oder „LU 2020" zesummeféieren.

Deen zweete Beräich, op deem mer wäerten nach méi aktiv ginn an nächster Zäit, dat ass dee vum Enseignement. Do hu mer zwee Ënnerobjektiver. Deen éischten ass dee vun de Schoulofbriecher. Do ass d'„Objektiv 2020" dat, dass net méi wéi 10% - also, et soll ënner 10% leien - vu Jonken d'Schoul fréizäiteg ofbriechen. Deen Taux hu mer elo schonn erreecht, well mir leien do bei 9%. Dat ass also e positive Punkt.

An och den Taux, wat d'Bierger tëschent 30 a 40 Joer ugeet, déi en Diplom am Enseignement supérieur hunn, do ass et esou, dass den Taux op 40% festgeluecht ass. Laut dem Statec sengen Zuele leie mer do iwwer 40%. Et muss ee soen - vläicht just als awer interessanten Detail -, dass den Taux bei de Lëtzebuerger bei 40% läit, a bei den Netlëtzebuerger, déi zu Lëtzebuerg wunnen, läit e méi héich wéi 40%.

Wat sinn nach Objektiver, déi d'Ministesch mer eragereecht huet? Dat ass d'Promotioun vun der Réussite an der Schoul. Dat ass iwwert d'Reform vum Enseignement fondamental, d'Kreatioun vun der Maison de l'orientation a vun der École de la deuxième chance, d'Reform vun der Formation professionnelle vun 2008 mat der Introductioun vun der Formation professionnelle de base. Dat sinn, wéi gesot, e puer vun deene Sujeten, déi am Beräich Éducatioun wäerte realiséiert ginn.

Drëtte Beräich ass de Beräich Energie a Klima. Dir wësst, dass mer e Klimaobjektiv hunn, wat d'Emissioun vun Zäregasen ugeet. Do solle mer e Minus vun 20% hunn bis d'Joer 2020. Do leie mer laut de leschte Statistike vun 2009 bei nëmmen engem Minus vun 9%. Firwat d'Statistike vun 2009? Well mer eis de Moment nach net op déi vun 2010 kënne baséieren, well déi nach net offiziell ugeholl sinn. Duerfir baséiere mer eis de Moment op Eurostat-Zuele vun 2009.

Ech ginn awer dovunner aus, dass déi 2010ter Zuelen eigentlech méi schlecht sinn, well 2009 dat eigentlech gréisste Krisejoer war, wou och an der Stolindustrie vill manner Produktioun war an doduerch wahrscheinlech dat Zil do besser war wéi dat Joer duerno.

Am Beräich vun erneierbaren Energien hu mer en Zil vun 11% bis d'Joer 2020 och. An do louch 2009 eisen Taux bei 2,7%. Dir gesitt, dass hei nach ganz vill Efforten néideg sinn, an ech hunn och annoncéiert, dass ech deen Taux bis zum Enn vun dëser Legislaturperiod wëll verduebelen, dat duerch eng besser, virun allem méi eng intelligent Förderung vun den Investitiounen an deem dote Beräich.

En drëtte Punkt am Beräich Energie a Klima ass d'energetesch Effizienz. Do ass am PNR 2011 en Zil gesat gi vun 10,38%, dat fir 2016 ze erreeche wier. Mir hunn awer elo geduecht, mir géifen deen doten Taux an d'Luucht hiewen. Dat heescht, mir hu fräiwëlleg eist Zil do erhéicht op 14,06%, wou mer mengen, dass mer dat misste kënnen erreeche bis 2016.

Ech wëll och do un déi Energieeffizienzdirektiv erënneren, déi de Moment op europäeschem Niveau diskutéiert gëtt. Déi soll ënnert dänescher Présidence am Juni gestëmmt ginn, mä do gesäit et ganz derno aus, dass eng ganz Rei Länner dat do wëlle blockéiere mat alle méiglechen Argumenter, an dohier och de Lëtzebuerger Virstouss, fir ze soen: „Majo, da kommt, mir mussen eng Rei méi flexibel Mechanismen do aféieren, wa mer iwwerhaapt wëllen, dass et zu där Direktiv kënnt."

D'dänesch Présidence huet mer och dowéinst e Bréif geschriwwen, fir Merci ze soen, dass Lëtzebuerg se esou staark doranner ënnerstëtzt, an et ass also net esou, wéi e gewëssenen Europadeputéierte sech indigniéiert huet: mir géifen déi Direktiv futtimaachen. Mir maache just de Contraire, mir wëllen nämlech derfir suergen, dass iwwer esou e Kompromiss et iwwerhaapt zu där doten Direktiv kënnt, duerfir…

(Interruption)

Gelift?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Wie war dat dann?

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Den Här Turmes huet sech doriwwer opgereegt.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Net datt een aneren, e Falschen, a Verdacht géif kommen!

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Neen, neen, neen! Dat wier net schéin. Dat wier net schéin.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo, et ass besser, et nennt een d'Nimm.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Dir sidd schonn ëmmer esou oft am Verdacht fir alles.

(Hilarité)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech hat gemengt, et wier den Här Engel.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Neen, neen, neen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Oder d'Madame Lulling. Et weess ee jo net.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Et ass op alle Fall esou, dass déi dänesch Présidence bis elo een eenzegen Alliéierten an hirem Projet huet, an dat ass Lëtzebuerg. Duerfir ass déi Kritik, déi deemools oder viru Rezentem koum, net richteg. Dovun ofgesinn hunn ech och annoncéiert am Conseil vun den Energieministeren, dass, même wann et net zu där Direktiv kënnt, Lëtzebuerg wäert en Engagement huelen, fir an d'Lëtzebuerger Gesetzgebung esou eng Energieeffizienzklausel dranzeschreiwen.

Dovun ofgesinn hu mer och am Beräich vun der Energieeffizienz e Projet elo lancéiert zesumme mat der FEDIL, oder mir wäerten deen deemnächst zesumme mat der FEDIL lancéieren, fir eng Léierfabrik fir Energieeffizienz am Produktiounsprozess op Lëtzebuerg ze kréien. Mir waren eis do e Modell op München ukucken, op d'Technesch Universitéit oder Héichschoul zu München. A mir wëllen esou e Projet hei zu Lëtzebuerg maachen, deen dann alle Betriber hei zur Verfügung steet, fir ebe just hir Energieeffizienz ze verbesseren.

Da kommen ech zum véierte Punkt. Dat ass dee vun dem Beschäftegungstaux. Do ass den Objektiv bei 73% fir d'Joer 2020. 2000 hate mer en Taux vu 67,4%, 2010 ware mer eropkomm op 70,7% an 2011 si mer erëm liicht erofgefall op 69,8%, wat domadder ze dinn huet, dass dat do awer d'Auswierkunge ware vun enger ganzer Rei Failliten, speziell och an der Baubranche, déi do natierlech eisen Taux verschlechtert hunn. Mir sinn also op der richteger Schinn. Mir ginn no uewen. Mä och hei hu mer nach e bëssen ze schaffen, fir déi 73% ze erreechen.

Den Aarbechtsminister huet jo och do eng ganz Rei Initiativë lancéiert. Fir d'Éischt emol eng organesch Mesure, wat d'Reform vun der ADEM eemol ass, d'Kreatioun vum Observatoire du marché de l'emploi, dat rezent Gesetz iwwert d'Weiderbildung, déi Initiativ „Fit4job". Doriwwer eraus sinn nach eng Rei Mesuren annoncéiert an och scho geholl fir déi Jonk, Mesurë geholl, fir méi Fraen op den Aarbechtsmaart ze kréien, an och Mesurë lancéiert, fir méi Senioren am Aarbechtsmaart ze halen.

Dann hu mer dee fënneften a leschte Beräich. Dat ass den Aarmuts- an Exklusiounsrisiko. Do

hate mer eis 2011 kee quantitativt Zil ginn, mir hunn eis awer fest virgeholl, dat dës Kéier ze maachen. Duerfir ass d'Familljeministesch amgaang, do en Zil auszeschaffen. Dat ass awer nach net offiziell, well et nach net duerch de Conseil gaangen ass, mä do wäert awer een offiziellt quantitativt Zil kommen, zu deem mer eis als Regierung wäerten engagéieren.

Eng Rei Initiativë gi gestart oder sinn zum Deel scho gestart vun der Familljeministesch. Dat ass ënner anerem eng besser Offer vu sozioéducativë Structures d'accueil fir Kanner, eng Sensibilisatioun vun Elteren, déi den RMG kréien, iwwert d'Chèques-services Accueil, eng Augmentatioun vum Taux d'activation vu Leit, déi den RMG kréien, an eng Kreatioun vun 30 Offices sociaux, fir ebe just de Cercle vicieux vun der Exclusion sociale ze briechen.

Dir Dammen an Dir Hären, dës Objektiver sinn enk matenee verbonnen. Besser Resultater an der Schoul verbesseren d'Chancen, fir eng Aarbecht ze fannen, wat natierlech eise Beschäftegungstaux verbessert an domat och den Aarmutsrisiko reduzéiert.

Ech mengen elo, wat de Kalenner ugeet, Iech kënnen ze soen, dass mer - net „kënnen" ze soen, mä „mussen" ze soen -, dass mer musse bis Enn Abrëll spéitstens dee Plan national de réforme an der Kommissioun zu Bréissel ofginn. D'Kommissioun, déi kuckt sech deen dann un a schafft eng Rei Recommandatiounen aus. Déi ginn dann am Conseil européen diskutéiert. Déi ginn dann erëm validéiert vum Conseil. An dann Enn Juni, uganks Juli misste mer déi Recommandatiounen dann zougestallt kréien, op déi mer dann alt erëm musse reagéieren. Mä domat wier dann dat Europäescht Semester fir 2012 ofgeschloss.

D'Zil vum PNR ass, eist Land gestäerkt aus dëser Kris ze féieren an eise Wirtschaftswuesstum méi intelligent, méi nohalteg an och méi inklusiv ze gestalten. Allerdéngs wëll ech hei soen, dass, wa mer vun engem Wuesstum schwätzen, dee méi intelligent, méi nohalteg a méi inklusiv soll sinn, dass mer net op déi Schinn wäerte goen, fir null Wuesstum ze prônéieren.

Ech mengen, mir hunn alleguerten déi lescht Jore gesinn, wat et bedeit, wa mer net méi genuch Wuesstum hunn: Mir hu méi en héije Chômage, mir hunn exzessiv Defiziter, an och eis Statsschold klëmmt. Duerfir mengen ech, dass fir all déi, déi ëmmer plädéiert hunn a Richtung Nullwuesstum, dass am Fong déi Kris, déi 2008 lassgaangen ass, eis gewisen huet, dass dat kee Modell fir Lëtzebuerg ka sinn.

De PNR ass a sech kee Selbstzweck, et ass keng Fin en soi, mä d'Zil ass, wéi gesot, méi Wuesstum a Beschäftegung ze kréien.

(Interruption)

Pardon?

(Interruption)

Ech hunn elo keen heibanne gemengt, mä déi Diskussioun gëtt ganz generell jo awer gefouert vun enger ganzer Rei Leit, déi mengen, dass de Wuesstum eis néierens méi hifiert an dass ee soll an eng Richtung vun Nullwuesstum goen. Ech wollt domadder net hei ee Member aus dësem héijen Haus viséieren, mä et ass awer eng Diskussioun. An ech mengen einfach, dass déi lescht Jore gewisen hunn, dass dat kee Modell ka si fir Lëtzebuerg.

D'Zil ass, wéi gesot, vun deem ganze PNR oder „LU 2020", méi Wuesstum a Beschäftegung am Intérêt vum Wuelstand vun eise Bierger ze schafen an och vun den zukünftege Generatiounen. Duerfir soen ech Iech elo scho Merci fir Är Interventiounen an eventuell och nach fir Är gutt Iddien, déi mer am Laf vun deem Débat hei wäerten héieren, déi mir dann och nach ganz gären an dee Plang wëlle mat afléisse loossen, éier mer deen da Mëtt vum nächste Mount wäerten op Bréissel aschécken.

Ech soen Iech villmools Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Wirtschaftsminister. An als éischte Riedner ass den Här Marc Spautz agedroen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir befaassen eis haut mat engem Débat de consultation, wou d'Regierung gären Impulser hätt, wéi déi budgetär Orientatioun vun eisem Land soll ausgesinn. Gläichzäiteg steet och eng Debatt iwwert de PNR 2012 um Ordre du jour. Dass déi zwou Debatten zesumme stattfannen, läit kloer op der Hand. Souwuel déi budgetär wéi och déi strukturell Politike sinn enk matenee verbonnen. Dofir ass et a mengen Ae wichteg, als Éischt e kuerze Résumé vun dem ganzen décisionnelle Kader ze maachen.

D'Finanz- an d'Wirtschaftskris 2008/2009, wéi och déi europäesch Scholdekris hunn d'Schwächte vun der EU ervirgehuewen, notamment wat d'Koordinatioun vun de wirtschaftlechen a budgetäre Politiken an der Eurozon ugeet. Dës Krisen hunn eis kloer gewisen, wéi vernetzt déi 27 EU-Wirtschafte sinn, a virun allem déi aus der Eurozon, a wéi bluttnoutwendeg et ass, gemeinsam no Léisungen ze sichen, fir aus der Kris erauszekommen a gemeinsam Strategien ze entwéckelen, fir dass Europa, ergo all europäescht Land, de Wee vun engem intelligenten, nohaltegen an inklusive Wuesstum aschléit.

Dëst ass d'Zil vun der Strategie „Europa 2020", déi d'Lissabon-Strategie ofléist an déi eng éischt Äntwert op d'Krise war. Dës Strategie soll nees d'europäesch Wirtschaft relancéieren. Si geet awer net duer, notamment fir d'Scholdekris an Europa anzedämmen. Esou ass d'Iddi vun engem Semestre européen opkomm, vun engem Instrument, dat déi wirtschaftlech a virun allem déi budgetär Politike vun den EU-Länner besser an am Virfeld koordinéiere soll.

Dësen neie Werdegang, dës nei Prozedur ass d'lescht Joer fir d'éischte Kéier ufanks Januar mat der Publikatioun vum jährleche Wuesstumspabeier vun der Kommissioun, dem Examen annuel de la croissance, oder kuerz dem EAC, an d'Wee geleet ginn. Dës Publikatioun ass op verschiddenen europäeschen Niveauen diskutéiert ginn, notamment um Niveau vum Conseil, wou och déi strategesch Ausriichtunge festgehale gi sinn, un deene sech d'EU-Länner orientéiere sollen, wann et drëms geet, fir déi mëttelfristeg budgetär Strategien am Kader vun hire Stabilitéitsprogrammer ze definéieren.

De Semestre européen huet eng Rei vu prozedurale Modifikatioune mat sech bruecht. All Land soll spéitstens bis Enn Abrëll souwuel säi Stabilitéitsprogramm wéi och säi Reformprogramm zesummen op Bréissel schécken. Op Basis vun dëse Programmer huet déi Europäesch Kommissioun och d'lescht Joer ufanks Juni eng Rei Recommandatiounen un d'EU-Länner formuléiert, déi vum Conseil Enn Juni iwwerholl gi sinn an déi an déi national Budgete missten afléissen.

Fir komplett ze sinn, muss een och drun erënneren, dass d'Länner vun der Eurozon plus verschidden aner EU-Länner sech ausserdeem engagéiert hunn, am Kader vum Euro-plus-Pakt Moossnamen ze huelen, fir hir Kompetitivitéit ze verbesseren. Dëse Pakt schléit eng gréisser wirtschaftspolitesch Koordinéierung a Konvergenz vir.

An Enn d'lescht Joer ass och nach dee sougenannten „Sixpack", deen als Zil huet, d'Gouvernance économique ze renforcéieren, a Kraaft getrueden. Iwwert de Wee vun engem neien Alarmmechanismus, dem sougenannten „MIP", deen op enger Rei vun Indicateure baséiert, solle makroekonomesch Ongläichgewiichter verhënnert ginn. De „Sixpack" soll als Support fir d'Emsetzung vum Semestre européen déngen.

De Wuesstumspabeier fir 2012, deen am November 2011 presentéiert ginn ass an dee während dem Fréijoerssommet vun dësem Joer um Niveau vum Conseil diskutéiert ginn ass, ass den Optakt vun der zweeter Editioun vum Semestre européen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, an der Note, déi mir vum Wirtschaftsministère kruten, steet dran, dass de PNR 2012 de Recommandatiounen, déi vun der Kommissioun am Kader vun de Stabilitéits- a Reformprogrammer fir d'Joer 2011 u Lëtzebuerg adresséiert a vum Conseil guttgeheescht goufen, Rechnung dréit. Ech erënneren drun an dësem Kontext, dass no dëse Recommandatiounen eist Land: eng ëmfaassend Reform vu sengem Pensiounssystem aleede misst - Stéchwuert verstoppte Sozialschold -, de System vun de Salairen iwwerkucke sollt a Moossnamen ergräife misst, fir de Jugendchômage ze reduzéieren.

Dat sinn éischter strukturell Reformen. Eng Recommandatioun huet awer och kloer eng budgetär Konnotatioun a steet am Zesummenhang mat dem Stabilitéitsprogramm an de Stabilitéitskritären: An zwar soll Lëtzebuerg méi ambitiéis sinn a Saache budgetär Consolidatioun a mir sollen, no Bréissel, e gréisseren Effort maachen, fir den Defizit méi schnell ofzebauen, fir mëttelfristeg ab 2012 en Iwwerschoss ze schreiwen.

Fairerweis muss ee soen, dass d'Kommissioun, wéi se dës Recommandatioune geschriwwen huet, vu wesentlech besseren Zuelen a Prognosen ausgaangen ass, wéi déi, déi mir aktuell um Dësch leien hunn. An dat zielt iwwregens net nëmme fir eist Land. Europawäit huet sech déi wirtschaftlech Situatioun zënter dem leschte Summer verschlechtert.

Effektiv sinn eng Rei vun de Moossname geholl ginn, déi am Kader vun dëse Recommandatiounen ze gesi sinn. Esou huet d'Regierung Enn Januar e Projet déposéiert, deen de Pensiounssystem soll reforméieren. Mir kënnen net de System, esou wéi en ass, weiderlafe loossen, soss renne mer an eng Mauer.

De Gesetzesentworf gesäit eng Rei vu Mechanismë vir, déi der Regierung erlabe wäerten, méi séier anzegräifen, wann et noutwendeg ass. Esou zum Beispill gesäit d'Reform d'Méiglechkeet vun enger Hausse vun de Cotisatioune vir, och wann dëst net haut oder muer geschéie soll, mä wann d'Situatioun et erfuerdert. D'Mesuren, déi d'Reform virgesäit, léisen awer net all Problemer, déi an Zukunft op eis duerkomme wäerten. D'Problemer ginn zäitlech no hanne geréckelt, wat net fundamental falsch ass, wann een dat fir dat hëlt, wat et ass. Nämlech duerch d'Reform hu mir nees e gewëssenen Zäitraum, dee mir notze sollen, fir méi strukturell an déif gräifend Reformen unzegoen.

Mat der Reform ass nämlech net alles gedoen; bei Wäitem net! Ausserdeem geet d'Reform vun extrem positive Basisdonnéeën aus. Si fousst op enger Croissance vun 3% vum PIB a vun 1,5% vum Emploi pro Joer. Wann een d'Zifferen hëlt, déi zënter der leschter Woch zirkuléieren, kann ee sech d'Fro stellen, ob d'Parameteren, déi geholl gi sinn, net ze optimistesch sinn. Au pire, wäert Dir mer soen, wäerten dann all déi Mechanismen éischter gräifen. Dat heescht awer och, dass eisen Handlungsspillraum net méi esou grouss wäert sinn.

Fir eis ass et kloer, dass d'Reform, déi vum Sozialminister proposéiert gëtt, an déi richteg Richtung geet, mä et ass gradesou kloer, dass se net laangfristeg iwwer Jorzéngten eraus wäert duergoen. Nieft der Pensiounsreform sinn eng Rei aner Mesurë geholl ginn, déi de Recommandatiounen aus Bréissel Rechnung droen, wéi d'Modulatioun vum Index bis 2014 oder déi verschidde Mesuren, fir de Jugendchômage ze bekämpfen.

Nom Pabeier vum Wirtschaftsminister respektéiert de PNR 2012 och d'Engagementer vum Euro-plus-Pakt. De Wirtschaftsminister zitéiert nees d'Modulatioun vum Index an d'Reform vum Pensiounssystem souwéi d'Neutralisatioun vun der Hausse vum Mindestloun duerch d'Ausgläichszuelunge vun der Mutualité des employeurs, d'Stabilitéit vun de soziale Cotisatioune vun de Patronen, d'Reform vun der ADEM - wou d'Zukunft eis soe wäert, ob dat just Makulatur ass oder ob se wäert eppes bréngen -, oder nach d'Simplification administrative, déi vill ze lues ëmgesat gëtt a wou d'Regierung endlech Gas muss ginn, wa mir net wëlle weider e puer Plazen a Saache Kompetitivitéit verléieren.

Wat déi grouss strukturell Orientatiounen ugeet, esou wieren déi national Objektiver fir 2020, déi am Abrëll 2011 festgeluecht goufen, mat zwou Aktualisatiounen nach ëmmer valabel. Ech erënneren drun, dass mir eis a puncto Emploi en Taux d'emploi vun 73% bis 2020 als Objektiv festgesat haten, deen iwwert de Wee vu verschiddene Moossname realiséiert sollt ginn, dovunner d'Modernisatioun vun den institutionelle Strukturen oder d'Verbesserung vun der Employabilitéit vun deene Jonken, zum Beispill duerch eng besser Orientéierung.

Effektiv spillt déi initial Formatioun wéi och d'Orientatioun vun deene Jonken eng kruzial Roll. Mir hunn et endlech fäerdegbruecht, eng Maison de l'orientation op d'Been ze setzen, déi awer nach ëmmer keng legal Basis huet. Mir mussen och déi künstlech Differenz zwëschen Orientation scolaire an Orientation professionnelle opginn. Eng effikass Orientatioun ka just eng Orientatioun sinn, déi dee Jonken no senge Wënsch a Facultéiten an no de Besoinë vum Aarbechtsmaart orientéiert.

Et kann net sinn, dass de SPOS an de Schoule just eng schoulesch Orientéierung ubitt: wat fir eng Sektioun oder wat fir eng Uni. Si mussen och à même sinn, déi Jonk iwwer konkret Beruffsperspektiven ze informéieren a se an hirem Choix guidéieren. An do besteet en enormen Nohuelbedarf!

En Taux d'emploi vun 73% bis 2020 kréie mir just hin, wann den Taux d'emploi vun de Fraen eropgeet. D'Diskrepanz zwëschen der Evolutioun vum d'Taux d'emploi vun de Fraen an deem vun de Männer ass an de leschte Joren zréckgaangen. Eng positiv Evolutioun mat engem grousse Bémol: Den Temps partiel ass nach ëmmer eng wesentlech weiblech Aarbechtsform. Ronn 35% vun de Fraen zwësche 25 an 49 Joer, déi beruffstäteg sinn, hunn eng Deelzäitaarbecht. Dësen Taux klëmmt mam Alter a läit bei ongeféier 40% fir d'Fraen iwwer 50.

Wa mir also wëlle weiderhin d'Insertioun vun de Fraen um Aarbechtsmaart favoriséieren, da musse mer derfir suergen, dass d'Rahmebedéngunge stëmmen, dass et méiglech ass, d'Familljeliewen an d'Beruffsliewen ënner een Hutt ze bréngen. An dësem Beräich ass villes ënnert dem Impuls vun der Ministesch Marie-Josée Jacobs geschitt.

D'Offer u Betreiungsméiglechkeeten, virun allem fir déi ganz Kleng zwëschen null an dräi bis véier Joer, ass bal explosiounsaarteg an d'Luucht gaangen. D'Aféierung vun de Chèques-services huet zu dëser Evolutioun bäigedroen. Et bleift, dass et nach ëmmer Enkpäss gëtt an der Betreiung vun deene méi Alen - wann een dierf esou soen, wa se iwwer véier Joer hunn -, déi nach ëmmer net déi Betreiung fannen, déi se oft mussen hunn.

De Chèque-service huet mat sech bruecht, dass vill Kannerbetreiung méi abordabel ginn ass, dass d'Ausübe vun engem Beruff fir béid Eltere sech rentéiert. Dat muss och esou bleiwen, well wann de Käschtepunkt vun der Kannerbetreiung ze vill grouss gëtt, da kréie mir och manner Fraen op den Aarbechtsmaart. Dës negativ Tendenz wier net nëmmen net kompatibel mat eisen Ziler, déi mir eis op europäeschem Niveau gesat hunn, au vu vum demografesche Wandel an der Pénurie u qualifizéierte Salariéë wier dat eng Katastroph fir eist Land.

Op där anerer Hand huet natierlech d'Kannerbetreiung an de Chèque-service säi Präis. An dat ass e stolze Präis. D'Fonctionnementskäschte leie bei ronn 200 Milliounen Euro fir 2012. 2007 louche se nach bei ronn 53 Milliounen, 2008 waren et 83 Milliounen an 2009, d'Joer, wou de Chèque-service agefouert gouf, waren dat 165 Milliounen. Wann een och nach nieft de Fonctionnementskäschten d'Frais d'investissement derbäirechent, da leie mer fir d'Joer 2012 bei ronn 223 Milliounen.

Wa mir vun Orientations budgétaires schwätzen, da musse mer selbstverständlech kënnen iwwert d'Ausmooss vun de Prestations familiales au sens large schwätzen. Dozou gehéiert d'Participatioun vum Stat un der Kannerbetreiung. Mä mir mussen eis awer och iwwert d'Ausriichtung vun eiser Politik a vun eise Prioritéiten am Kloere sinn. Mir musse wëssen, wat mer wëllen, an eis Décisioune musse kohärent sinn.

E weidert Objektiv fir d'Zukunft ass, d'Fuerschung an d'Innovatioun ze förderen. Wann ee weess, wéi wichteg et ass fir e klengt Land, da mécht et Sënn. An do hu mir op deem Niveau nach vill nozehuelen. Mir schwätzen hei vun engem Niveau vun 2,3% bis 2,6% vum PIB bis 2020. Dat ass e bësse manner wéi déi europäesch Virgab vun 3%. Et ass awer fir Lëtzebuerger Verhältnisser net schlecht.

Mir hu bei eis am Land keng grouss Industriebetriber mat entspriechender Fuerschungsaktivitéit. Déi privat finanzéiert Fuerschung läit bei eis manner héich wéi am Ausland. Mir kënnen also net genee déiselwecht ambitiéis Ziler hunn. Et bleift, dass d'Investissementer an dësem Beräich stagnéieren, an dëst, obwuel déi öffentlech Investissementer an d'Luucht gaange sinn. Mir mussen also kucken, dass de Privatsecteur méi agebonne gëtt an dësem Beräich.

Dofir brauche mir eng kohärent, global a konzertéiert Politik am Beräich vun der Fuerschung an der Innovatioun. En Element vun esou enger Politik ass dat, dass d'Investissementer, déi gemaach ginn, effikass a Projeten agesat ginn, déi eist Land an eis Ekonomie och weiderbréngen. Mir mussen hei vill méi selektiv virgoen. A wa mir wëlle vill méi de private Secteur fir d'Fuerschung an d'Innovatioun gewannen - an ech denken net nëmmen un den nationale private Secteur -, da mussen déi öffentlech concernéiert Acteure vill méi a Prospektiounsmissiounen am Ausland agebonne ginn. An da musse mer dat, wat mer eis virhuelen, och a räsonabelen Délaien ëmsetzen. Mir hu keng Zäit méi ze verléieren.

De fréiere Wirtschaftsminister hat viru genee zwee Joer 65 Propose gemaach, fir d'Kompetitivitéit vun eisem Land ze verbesseren. Eng dovu war d'Schafung vun engem Institut de la propriété intellectuelle. Moossnamen, déi een am PNR vum leschte Joer ënnert dem Kapitel „Fuerschung" erëmfënnt. Esou e System kéint effektiv der Fuerschung zeguttkommen a kéint och d'Base si vun neien Nischen, wou mir et kënne fäerdegbréngen, eppes ze kréien, wa mir d'Propriété intellectuelle géife stäipen. Ech hunn héieren, dass do eppes um Wee wier - wat begréissenswäert ass.

Wou si mir awer, par contre, mam Volet „Entreprises" vum Guichet unique drun? Dee sollt jo verbessert ginn a complétéiert ginn. Et ass nach ëmmer net evident, all Informatiounen direkt ze fannen, an net all Formulaire, dee fir e Betrib wichteg ass, kann een direkt eroflueden. Doriwwer eraus ass et nach ëmmer net méiglech, iwwer Internet de ganze Suivi vun den administrativen Démarchen ze maachen, an dat misst onbedéngt nogekuckt a verbessert ginn.

Här President, wat d'Objektiv „Changement climatique et énergie" ugeet, dee gëtt aktualiséiert, an zumindest den Objektiv, dee sech

Lëtzebuerg a Saachen Energieeffizienz ginn huet. Do sollt den Taux vun der Ennbenotzung bei 10,38% fir d'Joer 2016 leien. Dësen Taux soll eropgesat ginn op 14,06%. Wat d'Reduktioun vun der CO_2-Emissioun ugeet, sou musse mir awer nach ganz vill Effortë maachen, fir eis Ziler ze erreechen, idem wat déi erneierbar Energie ugeet; och wann ee weess, dass do gëschter an der Stoltripartite verschidde Moossnamen nach diskutéiert gi si fir méi eng grouss Energieeffizienz, a wou mer jo och wëssen, mat där Décisioun, dass Schëffleng soll agemott ginn, dass och do beim CO_2-Ausstouss vill Quoten, déi Lëtzebuerg zougesprach kritt hat bis 2012, elo um Marché soi-disant sinn.

Am Volet „Éducatioun" ass gesot ginn, mir sollen den Décrochage scolaire ënner engem Taux vun 10% halen; dat ass och déi europäesch Virgab. Et schéngt esou, wéi wa mir dësen Taux erreecht hunn. Zënter 2008/2009 géif den Taux bei 9% leien, dat geet aus dem Pabeier vum Wirtschaftsminister ervir. Or, no der 6. Editioun vun der Publikatioun «Le décrochage scolaire au Luxembourg» vum Statec hätten am Joer 2009 awer 13,1% vun de Schüler d'Schoul ouni Ofschloss verlooss, an 2010 waren et der 12,6. Et geet och nach aus dëser Publikatioun ervir, dass den Taux vun 9% e reng theoretesche Taux wier.

No dësen Zuelen hu mir eist Objektiv verfeelt. Souguer wa mir ënner 9% wieren, ass dat nach ëmmer kee Grond, fir zefridden ze sinn. Dat sinn nämlech nach ëmmer 9% ze vill Schüler, déi all Joer ouni eng valabel Formatioun de Schoulsystem verloossen an déi esou gutt wéi keng Chance op dem Aarbechtsmaart hunn. Dat sinn d'Chômeure vun haut a vu muer.

Wat déi sozial Inklusioun ugeet, do sinn e puer Mesuren opgezielt, déi dës Inklusioun solle förderen, wéi zum Beispill d'Offer vun de Betreiungsméiglechkeete fir Kanner zwëschen null an zwielef Joer oder Mesuren, déi déi Jonk solle motivéieren, zréck an d'Schoul ze goen, wa se d'Schoul zum Beispill virzäiteg ofgebrach hu respektiv wa se ze vill Éiereronne gedréit hunn. Do ass och nach eng Aktualisatioun virgesinn, an zwar soll Lëtzebuerg säin Objektiv quantifizéieren, wat jo u sech logesch ass, fir kënne laangfristeg d'Zil an dësem Beräich ze verfollegen an ze bewäerten.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, no der Note vum Wirtschaftsministère loosse sech zwee vun dräi Déséquiliberen, déi am Kader vum MIP festgestallt goufen - et geet hei ëm d'Iwwerschreide vun der Leeschtungsbilanz a vun der privater Schold -, duerch national Spezifissitéiten erklären. Wat den drëtten Déséquiliber ugeet, dee Verloscht vun der Kompetitivitéit, do wiere jo Mesuren am Dezember geholl ginn, notamment wat d'Modulatioun vum Index ugeet.

Ech wëll just drun erënneren, dass d'Entscheedung, dass bis 2014 all Joer just eng Indextranche ausbezuelt gëtt, eng temporaire Mesure ass. Dat ass keng grondleeënd strukturell Reform. Bis 2014 wëssen d'Betriber an och d'Salariéen, wou se dru sinn. Dat gëtt hinnen eng gewësse Garantie. Déi eng wëssen, wéi hir Käschtestruktur wäert bis 2014 evoluéieren, déi aner, wéi de Contenu vun hirem Portmonni ausgesäit.

Mä dat geet net duer, well mir mëttel- a laangfristeg wëllen de Standuert Lëtzebuerg méi attraktiv maachen an eis Kompetitivitéit verbesseren. Wou si mer mat der Emsetzung vun de Proposen, déi de fréiere Wirtschaftsminister gemaach huet, drun? Net all Propos ass ëmgesat ginn. De Problem ass, dass eis Zäit net éiweg zur Verfügung steet an dass eis Noperen och net schlofen an och d'Schwellelänner ëmmer méi staark ginn. Do ass et wichteg, dass mer schnellstméiglech dat ëmsetzen.

De PNR 2012 dréit och de politesche Prioritéiten, esou wéi se am Kader vum jährleche Wuesstumspabeier opgezeechent sinn, Rechnung. Dëse Pabeier zielt fir 2012 fënnef Prioritéiten op, op déi sech d'EU an d'Memberstate solle konzentréieren: Et geet als Alleréischt drëms, weider eng differenzéiert a wuesstumsfrëndlech budgetär Konsolidéierung unzestriewen, de Wuesstum an d'Kompetitivitéit weider ze förderen, de Chômage an déi sozial Konsequenze vun der Kris ze bekämpfen, d'Moderniséierung vun de Verwaltungen unzegoen an ze kucken, dass déi normal Kreditaktivitéiten, déi der Wirtschaft zeguttkommen, erëm nees hiergestallt ginn.

D'Prioritéite vun der Kommissioun am Kader vum Wuesstumspabeier 2012 si vum Conseil ufanks Mäerz iwwerholl ginn. Während dem Fréijoerssommet ass festgehale ginn, dass d'Memberstate méi séier missten d'Objektiver vun der Strategie „Europa 2020" ëmsetzen an dass se méi intensiv d'Reformen ugoe missten, déi an de jeeweilege Recommandatioune fir d'Joer 2011 géife stoen. D'Länner misste konkret an hirem PNR an an hirem Stabilitéitsprogramm d'Moossnamen opzielen, fir dëst ze erreechen.

An der Note vum Wirtschaftsminister kann een och nach noliesen, dass de PNR mat gesonden a laangfristeg liewensfäege Statsfinanze verbonnen ass. De PNR kann nëmmen am Kader vum makroekonomeschen Zeenario vum Stabilitéitsprogramm ëmgesat ginn.

Wa mir also vu budgetären Orientatioune schwätzen, da geet et net nëmmen drëms ze kucken, wat zum Beispill eis Prioritéite sinn, wou mir investéiere wëllen oder wéi mir de roude Stëft usetze wëllen.

Mir musse kucken, dass eis Orientatiounen ënner Berücksichtegung vun dem europäeschen décisionnelle Kader formuléiert an ëmgesat ginn. D'Politik bestëmmt weider de budgetäre Choix. Mä am Kader vun deenen Engagementer, déi se um europäeschen Niveau geholl hunn, ass dëse Choix ganz kloer een, deen an déi national makroekonomesch Gegebenheeten anzefügen ass.

Aus béide Kadere geet ervir, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dass weider Effortë gemaach musse ginn, fir eise Budget ze sanéieren, quitte dass och an Europa d'Erkenntnis opkënnt, dass ee sech net zu Doud spuere soll. Et bleift awer, dass den Équiliber vum Budget weider eng grouss Prioritéit an Erausfuerderung vun der Politik ass, net nëmmen zu Lëtzebuerg, mä iwwerall.

E Bléck op déi Previsiounen an Evolutioune vun den öffentleche Finanze fir déi nächst Joren, an op deenen den nationale Stabilitéitsprogramm fousst, weist, dass eise Spillraum méi kleng gëtt an dofir d'Noutwendegkeet ze handele méi grouss ass.

Mir sinn offiziell an enger Rezessioun. Fir d'Joer 2012 geet de Comité de prévision vun engem negative Wuesstum vun 0,9% aus. Ech erënneren drun, dass nach am Dezember, wou de Budget gestëmmt ginn ass, ee vun enger Croissance vu plus 2,1% ausgaangen ass. Dat ass eng Differenz vu ronn 3%. Zwar soll sech no de virleiende Previsiounen d'Lag viraussichtlech während der Period 2013-2015 verbesseren. Do soll den ekonomesche Wuesstum eng Croissance moyenne vun 3,7% verzeechnen, mä dofir soll während dem gläichen Zäitraum och d'Aarbechtslosegkeet an den Defizit vum Gesamtstat an d'Luucht goen.

De Chômage soll bis op 7,8% am Joer 2014 klammen. Eleng d'Hausse vum Chômage während de Joren 2011 an 2012 ass méi grouss wéi während de Krisejoren 2009-2010. Wa weider Aarbechtsplaze geschafe ginn, esou geet den Emploi awer fir d'Joer 2012 zréck, vu plus 2,8% d'lescht Joer op plus 1,3% dëst Joer. Och fir d'Joren 2013 bis 2015 soll d'Evolutioun vum Emploi manner dynamesch sinn.

D'Inflatioun wäert viraussiichtlech bei 2% leien, mä villes hänkt vun der Evolutioun vum Pëtrolspräis of. Wie ka schonn heibannen eng grouss Kris am Mëttleren Osten ausschléissen, déi d'Präisser vun de Rohstoffer doudsécher wäert no uewen dreiwen?

De Coût salarial moyen, trotz Moduléierung vum Index, wäert bis 2015 méi héich leie wéi d'Inflatioun. Bréissel huet schonn op dës Problematik an op d'Konsequenz, déi vun dësem Constat ofzeleeden ass, higewisen, an zwar, dass Lëtzebuerg weider u Kompetitivitéit wäert verléieren.

Mir hunn am Verglach mat deenen aneren EU-Länner während der Period 2008-2010 déi héchst Croissancë vum Coût salarial réel ze verzeechnen, mat plus 17,3%. An Däitschland läit dësen Taux bei 6,6%, an der Belsch bei 8,5% an a Frankräich bei 7,2%. Ech erënneren och nach hei un déi sëllechen international Etüden, déi ech am Kader vun de Budgetsdebatten am Dezember zitéiert hunn.

Um Niveau vun de Statsfinanze gesäit et och net gutt aus. Wann näischt geschitt, wäerte mir ab 2013 net méi kënnen d'Stabilitéitskritäre vu Maastricht respektéieren. De Comité de prévision geet nach vun engem Defizit vu minus 1,7% vum PIB fir dëst Joer aus, mä am Joer 2013 soll dësen Taux op 3,5% (veuillez lire: minus 3,5%) eropgoen.

D'Prognose fir 2014 an 2015 sinn net vill besser: 3,1% respektiv 3,3% (veuillez lire: minus 3,1% respektiv minus 3,3%). Mir sinn da kloer net méi am Kader vun deene Maastricht-Kritären a riskéieren, mat engem Defizitverfahre vu Bréissel konfrontéiert ze ginn, wa mir d'Situatioun net esou schnell wéi méiglech ënner Kontroll kréien.

Doriwwer eraus riskéiere mir och, eis Topbonitéit, eisen Triple-A ze verléieren. An enger méi laangfristeger Perspektiv kënnt och déi verstoppte Sozialschold, déi besonnesch an eisem Pensiounssystem ass an déi net derzou wäert bäidroen (veuillez lire: an déi derzou wäert bäidroen), den Defizit weider wuessen ze loossen.

Nodeems d'Dépensë vu 6,3% am Joer 2010 op 5,2% d'lescht Joer erofgaange sinn - wat méi mam Bremse vun den öffentlechen Investissementer ze dinn huet wéi mat der Reduzéierung vun den Dépenses courantes bei den Administration-publiquen -, stagnéieren d'Dépensë bei ronn 5%.

Et kann een elo higoen a soen, dat wieren negativ Prognosen, et misst jo net alles esou schlëmm kommen, et kéint jo sinn, dass déi wirtschaftlech Situatioun sech awer besser entwéckele géif wéi virgesinn. Dat huet de Comité de prévision och a Betruecht gezunn.

Mä souguer, wann ee vun enger besserer Situatioun ausgoe géif, zum Beispill enger Verbesserung vum Wuesstum vum PIB an der Eurozon vun 0,5% bis 2015 oder enger méi dynamescher Entwécklung vun de Finanzmäert, da géife mir nach ëmmer negativ Zuele schreiwe respektiv d'Scholde géifen nawell weider zolidd wuessen. Den Impakt vu bessere Perspektiven ass limitéiert an d'Konklusioune vum Comité de prévision sinn ëmsou méi beängschtegend.

Här President, d'Verschlechterung vum Defizit, notamment ab 2012, berout op villen Elementer. Dat huet domadder ze dinn, dass d'Wirtschaft méi lues dréit an dofir manner Recetten erakommen: eng Differenz vu minus 4,2% bei den indirekte Steieren a souguer vu 7,6% (veuillez lire: minus 7,6%) bei den direkte Steieren, wann een d'lescht Joer mat dësem Joer vergläicht.

Dernieft hunn awer eng Rei vun Entscheedungen derzou bäigedroen, dass manner Recetten do wäerte sinn, wéi zum Beispill d'Ofschafe vun der Krisesteier ab dem 1. Januar, wat ronn e Minus vun 220 Milliounen Euro ab 2012 ausmécht, oder d'Décisioun, eng Indextranche ze garantéiere bis 2014. Dat mécht 115 Milliounen Euro aus. Dernieft wäerten eis all Joer bis 2015 (veuillez lire: ab 2015) 600 Milliounen Euro TVA vum E-Commerce am Budget feelen.

All dat bréngt mat sech, dass mir all Joer viraussiichtlech bis d'Joer 2015 eng Milliard Euro léine musse goen, fir d'Finanzbedierfnisser vum Zentralstat ze finanzéieren. D'Käschten, fir d'Sue léinen ze goen, wäerte bei ronn 330 Milliounen Euro 2015 leien. A mir dierfen net vergiessen, dass all dës Zuelen, déi ech lech elo grad opgezielt hunn, net d'Käschte vun den zukünftegen Engagementer am Pensiounswiese beinhalten, geschweig Noutkreditter, déi gegebenenfalls néideg wäerte sinn, fir gréisser Enkpäss ofzefiederen.

Wann d'Dépensë méi séier klamme wéi d'Recetten, dann huet dat och domadder ze dinn, dass déi allermeescht Konsolidéierungsmoossnamen, déi bis elo getraff goufen, net struktureller Natur waren. Soulaang mir awer keng konsequent Strukturreform uginn, soulaang wäert sech d'Situatioun net fundamental änneren. An deem Sënn huet de Finanzminister recht, wann hie vun enger neier Dépensëkultur schwätzt.

Eng nei Dépensëkultur beinhalt och strukturell Moossnamen a soll vum Prinzip vun der Selektivitéit guidéiert ginn. Dat ass net en neit Schlagwuert, wat de Gilles Roth bei de Budgetsdebatten erfonnt huet, mä deen eenzege Wee, fir eenegermoossen aus der Kris erauszekommen, ouni dass déi sozial Gerechtegkeet, de Generatiounevertrag, op deem eis Gesellschaft baséiert, implodéiert.

Dat beinhalt och Moossnamen, déi net jiddwerengem wäerte gefalen. Mä d'Alternativ ass: Mir waarde weider, verléiere weider Zäit, verschëllen eis weider, an am Endeffekt si mer gezwongen, Moossnamen ze huelen, déi eis net nëmmen net gefale wäerten, mä déi eis wéidinn. An dat heite sinn elo keng Blutt-, Schweess- oder Tréinewierder.

Jo, mir brauchen eng Kur, vläicht keng Rosskur, mä sécherlech méi wéi dat, wat munchen heibannen esou vu Reform oder Reformettë virschwieft. Wien heibanne kee Problem huet, wann eist Land sech weider verschëllt, dann ass dat éischtens net nëmme schwéier kompatibel mat deem, wat sech d'Regierung virgeholl huet - an zwar déi ganz Regierung! -, an zwar bis 2014 an den Équiliber ze kommen - Zil, wat souwisou au vu vun deenen neien Zuele schwéier ze erreeche wäert sinn -, mä dat ass zweetens och schwéier mat eisen Engagementer kompatibel.

Dat ass iwwregens genee d'Virgoensweis vun de Griiche während Joren a Jorzéngten: Si hu monter op Scholde gelieft. Just, dass mir net wëlles hunn, enges Dags an därselwechter Situatioun jo ze si wéi d'Griichen! An dofir heescht et, och haut schonn derfir ze suergen, dass mir net dierfe weider nei Scholde maachen, mä dass mir schnellstméiglech mussen eis Ausgabe gebremst kréien. An dat heescht virun allem, dass mir mussen oppassen, eis net ze iwwerschëllen. Dat heescht, dass mir d'Schold net dierfe banaliséieren. An et ass genee dat, wat riskéiert ze geschéien, wa mir de Leit dobaussen d'Gefill ginn, dass et ni an zu kengem Zäitpunkt e Problem ass, Sue léinen ze goen.

Wien heibannen där Meenung ass, mir solle weider Sue léine goen, dee soll fairerweis och iwwert de Käschtepunkt schwätzen. D'Scholde musse bedéngt ginn, do muss mat Zëns an Zënseszënsen zréckbezuelt ginn. Deen, dee mengt, mir kéinte weider Kreditter ophuelen, dee soll dann och soen, dass, wa mir haut am Genoss vun der Topbonitéit sinn, dat och domadder ze dinn huet, dass eis Schold am Verglach mat deenen anere Länner relativ kleng ass, dass sech awer dës Situatioun ganz schnell kéint änneren, wa mir ufänke géifen, am grousse Stil Scholden ze maachen.

An da soll en och nach soen, dass fir e klengt Land, wat exportéiert (veuillez lire: exportorientéiert) ass a wou déi intern Demande limitéiert ass, eng Verschëldung vun iwwer 25% vum PIB, wou mir histeieren, wa mir näischt maachen, eppes aneschters ass wéi fir e grousst Land. D'Verschëldung kann an dierf net zu engem laangfristege Moyen ginn, fir eis Dépensen ze decken. Et dierf och net d'Excuse sinn, fir eis virun déif gräifende Reformen ze drécken.

Op engem Punkt si mir eis eens: Mir dierfen net nëmmen op Spuere setzen. D'Léisung besteet aus engem gesonde Mix zwësche Spueren a steierleche Moossnamen, dat gekoppelt un intelligent, selektiv, zukunftsorientéiert Investissementer. Iwwerhaapt muss d'Selektivitéit all Décisioun, all Reform guidéieren!

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, kommt, mir bleiwen emol bei de Steieren. Do sinn e puer Saachen denkbar. Wéi wier et mat enger Adaptatioun vum Spëtzesteiersaz bei der Akommessteier? Mam Prinzip selwer gëtt et jo kee gréissere Problem. Wat d'Ausmooss vun där Adaptatioun selwer ugeet, do soll een awer net iwwerdreiwen.

(Interruption)

Wann een eng Propos mécht, dierf een ni déi aner europäesch Länner, virun allem eis Nopeschlänner, aus den Ae verléieren. Mir dierfen op deem Niveau net méi schlecht dostoe wéi si. A wie behaapt, dass ënnert dem Pierre Werner och Spëtzesteiersätz vu 50% méiglech waren, da stëmmt dat, mä da muss een och soen,…

(Brouhaha général)

…dass esou en héije Spëtzesteiersaz deemools iwwerall an Europa gang und gäbe war.

Haut versicht jiddwereen, op dësem Niveau kompetitiv ze sinn.

(Interruptions)

A mir mussen net vergiessen, dass mir eng Finanzplaz hunn, déi an engem globale Wettbewerb steet, wou d'Besteierung e Standuertargument ass.

Et dierf een och net vergiessen, wann een esou eng Mesure proposéiert, dass déi, déi vill verdéngen, déi sinn, déi schonn emol am meeschten an d'Keess erabezuelen. 5% vun de Leit bezuele 50% vun de Steieren. Et pour mémoire: 40% vun de Leit oder Stéit bezuelen iwwerhaapt keng Steieren! Dat ass Steierpolitik mat enger sozialer Nout. Dat ass eng Steierpolitik, déi vu successiven CSV-Finanzministere geschafe ginn ass.

Au vu vun der Gravitéit muss jiddwereen eng Contributioun liwweren. Zum Beispill iwwert de Wee vun enger - wéi et se emol ginn ass - Krisesteier; eng Moossnam, déi éischtens, wéi den Numm et scho seet, temporaire ass, an zweetens de Virdeel huet, d'sozial Kohäsioun net ze zerstéieren, vu dass jiddwereen en fonction vun deem, wat e verdéngt, déi Steier bezilt.

Oder wéi ass et mat enger Erhéijung vun der Solidaritéitssteier? Et ass emol eng Zäit ginn, wou d'Solidaritéitssteier 10% war. Et kéint ee sech och virstellen, d'Solidaritéitssteier un d'Héicht vum Chômage ze koppelen. Wann de Chômage zouhëlt, geet dës Steier erop, a wann de Chômage ofhëlt, geet d'Steier erëm erof. Dat si just Iddien. An et ass och kloer, dass all dës Iddien, falls déi eng oder déi aner guttgeheescht géif, net kënnen alleguerten ëmgesat ginn an net alleguerte kéinte realiséiert ginn.

(Brouhaha)

Et huet een och e gewëssene Spillraum…

(Interruption)

Hei, den Här Etgen wollt sech aschreiwen, fir herno nach kënnen ze schwätzen.

(Hilarité)

- **Une voix**.- Très bien!
- **Une autre voix**.- Et bleift nach villes ze soen, wann Dir fäerdeg sidd.

M. le Président.- Här Spautz, loosst Iech net aus Ärer Rou bréngen.

M. Xavier Bettel *(DP).*- D'CSV gëtt deier…

M. le Président.- Fuert virun, wann ech gelift.

M. Xavier Bettel *(DP).*- …mam Här Spautz.

(Interruption)

M. Marc Spautz *(CSV).*- Et huet een och e gewëssene Spillraum bei den Abattementer. Ech denken, déi misst een iwwerkucken, et sief éischtens emol um Niveau vum Plaffong, mä et muss een och bei verschiddenen Abattementer bei de Steieren iwwert d'Daseinsberechtegung dierfen nodenken.

Ech weess, dass deem engen oder deem aneren dat vläicht manner gutt gefält. Muss all Mënsch kënne véier, fënnef Autoen ofschreiwen? Wier et net besser, wann et géif duergoe mat engem? Fir och emol nëmmen un esou Saachen ze denken, dass iwwer een Auto eraus et éischter e Luxus ass. Wa mer wëllen och eng Mobilitéit maachen, déi méi grouss ass, muss een och kënnen doriwwer nodenken, ob dat alles muss bestoe bleiwen.

Wa mir scho vu Reforme schwätzen, ass et net och un der Zäit, iwwer strukturell Reformen um steierleche Plang nozedenken? Ass eise Steiersystem nach ëmmer zäitgeméiss?

(Interruptions)

Oder misste mer net dëse System un d'21. Jorhonnert adaptéieren?

Ass et nach ëmmer zäitgeméiss, dass ee steierlech Avantagë kritt, just well ee bestuet ass, oder sollen déi steierlech Avantagen net un d'Kanner gekoppelt sinn? Déi Fro ass berechtegt, wann ee weess, dass d'Gesellschaft, d'Familljeliewen an d'Familljeform sech an deene leschte Jorzéngten enorm geännert hunn. Et ass eng strukturell Reform, mat där een och eventuell kéint Sue spueren.

Et kann een och dee ganze Volet „Steieren" um Niveau vun de Betriber iwwerkucken an iwwerdenken. Mä wann een dat ugeet, muss een ëmmer d'Konkurrenz aus dem Ausland a virun allem aus eisen Nopeschlänner am Hannerkapp behale souwéi d'Gesamtbild vun all de Laaschten, déi eis Betriber ze droen hunn. Wann een also un enger Schrauf dréit, muss ee wëssen, wat fir Konsequenzen dat mat sech bréngt. An et muss ee sech froen, ob mir dat wëllen, ob mir wëllen, dass duerch de Fait, ëmmer alles op d'Patronat ze wälzen, d'Betriber léiwer an d'Ausland ginn oder léiwer am Ausland bleiwen. Mir mussen oppassen, dass eist wirtschaftlecht Ëmfeld och steierméisseg weider attraktiv bleift.

Ech soen net, dass de Patron eng helleg Kou ass. Ech soen, dass d'Fuerderungen un d'Patronat, y compris wat hir Contributioun un der Bewältegung vun der Kris an un der Konsolidéierung vum Budget ubelaangt, net kënnen derzou féieren, dass d'Betriber eis einfach fortlafen. Dat zielt ëmsou méi fir de Finanzsecteur. Wann ee sech fir eng Finanztransaktiounssteier ausschwätzt a sech doduerch erhofft, eng nei Einnahmequell ze erschléissen, muss een och wëssen, wat dat fir de Finanzsecteur bedeit.

Op där anerer Säit warnen ech awer d'Patronat, d'Kris net als Virwand ze huelen, fir sech aus senger Verantwortung erauszemanövréieren!

Un dat Steierlecht, un d'Gesamtrecetten drunzegoen, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ass einfach. Ech hunn dat schonn eng Kéier gesot, just dass meng Ausso aus dem Kontext geholl ginn ass. Alles wat a priori einfach ass, ass nach laang net gutt an huet nach laang net meng oder der CSV hir Preferenz!

Un d'Recetten ze goen, huet op där enger Säit seng Limiten an op där anerer geet dat net duer. Ech hu virdru vun engem gesonde Mix vu Moossname geschwat. Et muss een och op der Dépensesäit méi staark virgoen an dobäi selektiv virgoen. Mir kënnen net alles finanzéieren. Mir musse Prioritéite setzen a mir mussen - an dat ass e ganz kloren Appell -, mir mussen och kohärent bleiwen. Mir kënnen net vu Spuere schwätzen an am selwechte Moment Gesetzesprojeten deponéieren oder Gesetzer stëmmen oder Fuerderunge geltend maachen, déi nach mat méi Ausgabe verbonne sinn.

Une voix.- Très bien!

M. Marc Spautz *(CSV).*- All Gesetzesprojet, all Gesetz,…

(Interruptions diverses)

…all Fuerderung muss hannerfrot ginn.

Här Gibéryen, schreift Iech an; den Här Mosar huet nach Zäit.

(Brouhaha général)

All Gesetzesprojet, all… Majo, gitt mer eng Chance!

Une voix.- Okay.

M. Marc Spautz *(CSV).*- All Gesetzesprojet, all Gesetz, all Fuerderung muss hannerfrot ginn, ob mir dat brauchen, ob dat geet, ob mer dat net kéinten aneschters maachen. Zum Beispill um Niveau vun den Investissementer, e Posten, fir deen ëmmerhin 1,85 Milliarden Euro virgesi sinn. Do gëtt et bestëmmt nach flott „Nice-to-have"-Projeten, déi mir awer elo net onbedéngt brauche respektiv déi eis Problemer, zum Beispill vun der Mobilitéit, net léisen.

Et muss een hei selektiv virgoen an et muss ee just déi Projete realiséieren, déi noutwendeg sinn, déi zukunftsorientéiert sinn, déi der demografescher Entwécklung vun eisem Land an der Wirtschaft Rechnung droen, woubäi een d'Prioritéit zumindest fir déi nächst Joren op Infrastrukture soll leeën, déi néideg sinn, fir dass eis Wirtschaft weider ka wuessen.

Ech schwätzen hei bewosst vun Infrastrukturen, déi der Wirtschaft zeguttkommen, well d'Wirtschaft d'Base ass vun eisem Wuelstand a vun eiser Zukunft. Wann d'Betriber feelen, wa se fortlafen oder net wëlles hunn, op Lëtzebuerg ze kommen, da brauche mir guer net iwwer all déi aner Mesuren ze schwätzen, well dann ass näischt méi do, iwwert dat ee kéint schwätzen.

A wa mir Prioritéite festleeën, da musse mer och kucken, dass déi programmatesch (veuillez lire: pragmatesch) ëmgesat ginn ouni Schnickschnack - och oft horrend deier, a wat en plus nach net ëmmer super ausgesäit.

En anere groussen Ausgabeblock, deen onbedéngt muss iwwerkuckt ginn, well een amgaangen ass, aus dem Rudder ze lafen, ass och dee vun de Sozialtransferten. D'Sozialtransferten - also den RMG, d'Pensiounen, d'Kannergeld an esou weider - maachen 3,6 Milliarden Euro, 35% vun de Gesamtdépensen aus; Tendenz steigend, well vill vun hinnen op engem Automatismus baséieren, wéi zum Beispill d'Pensiounen. Laangfristeg ass dat doten net méi ze finanzéieren. Choixe musse getraff ginn, woubäi ech do virdru warnen, alles op eng Kategorie vun de Leit ofzewälzen. Et muss een nom Motto „jiddwereen e bëssen a keen ze vill" verfueren.

An anere Wierder: Wann een un d'Familljenzoulagen eppes réckele geet, da musse mer och eppes um Niveau vun de Pensioune respektiv un deenen aneren Transferte maachen. Soss riskéiere mer, d'sozial Kohäsioun hei am Land ze strapazéieren. Esou dierf keng Fro, weder de Rentenajustement nach d'Besteierung vum Kannergeld oder d'Ausbezuele vun engem Montant unique pro Kand oder de Montant vum RMG vu vireran en Tabu sinn.

Ech soen net, dass och meng Fraktioun fir d'Besteierung vum Kannergeld ass oder dofir, den Ajustement bei de Renten ofzeschafen, mä mir hätte gären, dass all Optioun op den Dësch kënnt an duerchdiskutéiert gëtt ouni Virbehalt, fir dass dann am Endeffekt herno e Spuerprogramm dosteet, deen équilibréiert ass.

An dësem Zesummenhang kann ee sech natierlech och d'Fro stellen, ob de geplangten Accord salarial mat der Fonction publique zu dësem Zäitpunkt opportun ass. Mir dierfen awer net de Feeler maachen, wéi d'Fransouse géife soen: «de déshabiller Pierre pour habiller Paul». Mä sécher ass awer och, dass, wéi deen Accord gemaach ginn ass, déi Zuelen an déi Prémissen, déi deemools virlouchen, anerer ware wéi haut.

(Interruption)

Ier een an awer Spuermoossnamen op dësem Gebitt ergräift, soll een Instrumenter, déi do sinn, och op hir Lacunen hi kontrolléieren. Ech denken do zum Beispill un de System vum Chèque-service. Ech héieren a gesinn all Dag, dass Leit sech entpacsen, fir kënne vum System vum Chèque-service ze profitéieren, well wann d'Eltere weder bestuet nach gepacst sinn, da gëtt just de Revenu vun der Mamm, oft dee klengste vu béiden Elteren, gekuckt. Wann dann nach d'Mamm, wat gang und gäbe ass, de Congé parental geholl huet, ier d'Kand an d'Crèche geet, baséiert ee sech op d'Akommes vun der Mamm während deem Joer, wou se am Congé parental war. Dat Akommes ass dat Joer an deene meeschte Fäll manner héich wéi virdru respektiv nom Congé.

Do kréie mir cocasse Situatioune vu Leit, déi nawell e gutt Akommes hunn, déi awer zumindest fir dat éischt Joer sech just minimal un de Bäitragsstrukture (veuillez lire: Betreiungskäschten) bedeelegen. Do besteet a mengen Aen Nohuelbedarf, do muss een dat eng Kéier kucken an iwwerschaffen.

Et muss een och genee d'Präisentwécklung am kommerzielle Secteur ënnert d'Lupp huelen. Déi privat Crèchë froen neierdéngs praktesch déiselwecht Tariffer wéi de konventionéierte Beräich. Or, si offréieren awer ganz oft net déiselwecht Prestatiounen, ugefaange bei de Raimlechkeeten, mä och um Niveau vum Personal. Am Géigesaz vum konventionéierte Secteur, wou vill Éducateuren an Éducateurs gradués schaffen, gräifen dës Strukturen op onqualifizéiert respektiv op manner qualifizéiert Personal zréck, dat net déi Qualifikatioun huet, fir Éducateur oder Éducateur gradué ze sinn. Wat u sech net problematesch ass a wat och net fir eng manner gutt Betreiung steet; ech hunn awer e Problem, wann all Prestatioun gläichgestallt gëtt um finanziellen Niveau, y compris déi, déi net gläichzestelle sinn.

Woubäi mir bei der nächster Fro sinn: Wa keen heibannen d'Noutwendegkeet vu gudde Betreiungsstrukturen a Fro stellt, muss ee sech awer d'Fro stellen, ob eng héichwäerteg Betreiung eleng eng Saach vu Qualifikatioun ass. Dat dierf een nofroen an et muss ee sech och bewosst sinn, wat fir eng Gebailechkeeten een ëmmer brauch an ob all Gebailechkeet och fir déi Kannerbetreiung ugepasst ass.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Stat muss och bei sech selwer kucken, wou gespuert soll ginn. Woubäi ech den Akzent virun allem op déi méi effizient Aart a Weis wëll leeën, wéi d'Moyenen agesat a benotzt ginn. Ech weess am Endeffekt net, ob esou vill Posten do wieren, wou ee kéint substanziell spueren. Ech sinn awer iwwerzeegt, dass d'Moyenen inklusiv d'personell Moyenen net ëmmer gutt zum Asaz bruecht ginn.

Et geet hei net drëms, de Stat a seng Verwaltungen ze schikanéieren, fir vun hinnen e prezise Compte rendu ze kréien, wéi vill Bicen a Pabeier se brauchen. Et geet hei drëms ze verhënneren, dass d'Moyenen einfach net effizient agesat ginn.

Här President, dat war elo ganz vill. Ofschléissend wéilt ech awer nach eemol op d'Gravitéit vun der Situatioun hiweisen, wéi och de Minister Frieden se schonn ënnerstrach huet, an op d'Noutwendegkeet ze reagéieren. An zwar schnell, ouni awer a Panik ze verfalen. Et ass wichteg, dass mir elo alleguerten éierlech mat eis selwer sinn an éierlech mat der Situatioun, mat där mer ëmginn. All Wee fir weiderzekommen, fir net stoen ze bleiwen, fir net zréckzefale soll diskutéiert ginn.

An zu gudder Lescht musse mir mat gesondem Mënscheverstand eis Konklusiounen zéien an Décisiounen huelen, an dat am Interesse vum Land an deene künftege Generatiounen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Spautz. Als nächste Riedner ass den Här Claude Meisch agedroen. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Meisch *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, meng Partei, d'Demokratesch Partei,…

Une voix.- Wou ass se dann?

M. Xavier Bettel *(DP).*- Ma, si ass hei!

(Brouhaha)

M. Claude Meisch *(DP).*- …warnt zënter Joren, datt mer en Ëmsteiere brauchen hei zu Lëtzebuerg, datt mer en anert Ëmfeld brauche fir eis Betriber, datt mer méi aktiv musse ginn, fir de Chômage ze bekämpfen, datt mer méi Effortë musse maachen, fir de Statsbudget an den Équiliber ze kréien.

Mir hunn 2006 - an dat si jo schonn eng Rei vu Joren hier - duerfir 33 konkret Propositiounen op den Dësch geluecht, wou mer…

(Interruption et hilarité)

Neen, neen, neen! Ech kann Iech se…

(Interruptions)

Ech kann Iech se…

(Interruption)

Jo, jo, ech kann Iech se alleguerten nach eng Kéier opzielen. Passt elo op, wat Der sot,…

(Interruption)

…well et ass nämlech munches derbäi, wat Ären Fraktiounspresident grad hei widderholl huet.

Ech wëll nämlech drop hiweisen, datt mer deemools scho vun „zero-based budgeting" geschwat hunn,…

M. Xavier Bettel *(DP).*- Très bien!

M. Claude Meisch *(DP).*- …wou mer dat mengen, wat hei ugeschwat ginn ass, nämlech d'öffentlech Finanzen aneschters ze organiséieren an d'Budgeten aneschters opzestellen.

Mir hu schonn deemools vun enger aktivéierender Aarbechtsmaartpolitik geschwat. Mir hu schonn deemools vun enger Simplification administrative geschwat. An ech kéint esou weiderfueren. A kaum eppes vun deenen 33 Punkte gouf ëmgesat, well, Här President, deemools war de Statsminister hei - deen ass déi Zäit nach e puermol an d'Chamber komm, wa mer esou wichteg Debatten haten, dat schéngt haut net méi de Fall ze sinn, op jidde Fall net méi d'Regel ze sinn -,…

(Interruption et hilarité)

M. Claude Meisch *(DP).*- …deen huet deemools, genausou wéi de Parteipresident vun der CSV hei mat genau deenen dote Propositiounen de Geck gemaach. En huet gesot: „Dat eent, dat maache mer jo souwisou." Et ass bis haut zwar nach net gemaach. Et ware jo schonn e puer Méint entre-temps. A fir déi aner huet e gesot: „Dat kënnt jo guer net an d'Tut, well et hëlleft näischt."

M. Michel Wolter *(CSV).*- Dir hutt eng Kéier 33 Punkte gemaach, a virdrun hutt Der während sechs Joer just de Contraire gesot.

M. Claude Meisch *(DP).*- Op jidde Fall, Här President…

M. Michel Wolter *(CSV).*- Esou ass d'Realitéit. Wann Der de Parteipresident vun der CSV elo hei…

M. Claude Meisch *(DP).*- Här President, ech hunn d'Impressioun, wéi wann den Här Wolter wéilt eng Fro stellen.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Neen, ech wëll lech keng Fro stellen. Ech wëll Iech just soen, dass et net duergeet, fir eemol 2006 33 Punkten ze maachen an da bei all Debatt, déi duerno an der Chamber kënnt, quasi de Contraire ze soen.

M. Claude Meisch *(DP).*- Maja. Neen, neen, neen!

M. Michel Wolter *(CSV).*- An dann nees op seng 33 Punkten zréckkommen.

M. Claude Meisch *(DP).*- Neen, neen, neen!

M. le Président.- Neen, elo huet den Här Meisch d'Wuert. Här Meisch, fuert virun, wann ech gelift.

M. Claude Meisch *(DP).*- Här Wolter, mir kënnen déi Debatten do noliesen. An ech kann lech soen, a mir kënnen all Dezember hei an all Abrëll oder all Mee nokucken: Zënter 2006 sinn all déi dote Punkten nees erëm eng Kéier hei diskutéiert ginn aus mengem Mond oder aus dem Mond vun de jeeweilege Fraktiounspresidenten, déi zënterdeem hei am Numm vun eiser Partei geschwat hunn.

Wat allerdéngs och eng gewëssе Konstanz hat, dat war, datt d'CSV an d'LSAP daf waren op deem Ouer do, datt se näischt wollten héieren, datt se näischt gemaach hunn entre-temps. Well wéi wär et jo soss méiglech, datt mer grad an deene Beräicher, wou mer eis drop konzentréiert hunn, wou mer gesot hunn: „Do musse mer ëmdenken, do musse mer eppes aneschters maachen, beim Chômage, bei de Statsfinanzen, bei der Kompetitivitéit", datt mer haut e Rekordchômage hunn, datt mer e Prozess vun der Desindustrialiséierung amgaangen hunn hei zu Lëtzebuerg an datt mer iwwer eng Milliard Defizit pro Joer maachen. An dat ass jo keen Eenzelfall! De Finanzminister huet eis hei grad gesot: Dat huet fir déi lescht véier Joer hannertenee gegollt. An d'Situatioun soll jo net besser ginn, wann een deenen Zuele vun der leschter Woch ka gleewen.

Haut ass also wierklech nun héich Zäit, fir d'Noutbrems ze zéien. Mä wat mécht d'Regierung? Kee weess et esou genee. De Minister ass och haut a senger 20-minüteger Deklaratioun, déi net am Verhältnis, mengen ech, zu der Durée vum spezielle Regierungsrot vun de Moien, deen awer a Preparatioun vun dëser Debatt hei jo nach ofgehale ginn ass, stoung, ganz allgemeng bliwwen.

A wann et dann emol eng Kéier konkret gëtt - den Här Spautz hat e puer Saachen hei ugedeit -, dann huet een awer direkt op där anerer Bänk vun der LSAP gesinn, datt een do nervös hin an hier gerëtscht ass, datt déi éischt Tëscheriff komm sinn.

(Interruption)

Et geet also hott an har an där doter Regierung vun CSV an LSAP.

De Finanzminister ass d'lescht Woch an d'Chamber komm. En huet gesot, datt et an Zukunft net méi eng Milliard Defizit pro Joer wär, mä wann näischt geschitt, da wär et annerhallef Milliard Defizit pro Joer. An eréischt op Invitatioun vun der Demokratescher Partei huet en dunn - an do war en effektiv méi konkret, virun e puer Deeg um Radio - eng Rei vu Piste virgeluecht, iwwert déi misst méi konkret nogeduecht ginn.

Et ass een allerdéngs ganz, ganz wäit vun enger Eenegkeet am Regierungslager ewech, well

wann ee jo mat deem engen oder aneren aus de Regierungsparteien do schwätzt, dann héiert een, datt munches vun deem, wat vum Finanzminister do ugekënnegt ginn ass, mat hinnen net wäert an d'Tut kommen.

De Finanzminister seet dann och mëttes um Radio, datt ee kéint drun denken, den 13. Mount fir d'Fonction publique ofzeschafen. Owes allerdéngs décidéiert déi representativ Gewerkschaft vun der Fonction publique, datt se deen Accord vun der Regierung, deen hir proposéiert ginn ass, fir d'Statsgehälter ëm 2,2% d'nächst Joer an d'Luucht ze setzen, datt se dee géif unhuelen.

De Finanzminister ass grad emol eng Milliard Euro léine gaangen, fir seng Trésorerie opzebesseren, gläichzäiteg gëtt awer eng Pensiounsreform op de Wee geschéckt vun där doter Regierung, wou jo d'Leeschtunge fir déi Pensionéiert nach eropgesat solle ginn, obschonn den Usproch vun der Reform jo deen ass, fir de System laangfristeg ofzesécheren.

All Finanzminister, dee sech eigentlech selwer eescht hëlt, dee misst demissionéieren, wann en esou vu senge Ministerkolleegen, a ganz besonnesch a ganz prezise Fäll och esou vum Premierminister am Stach gelooss gi wär a jiddwereen an der Regierung an an der Majoritéitspartei seng Spuerappeller, déi en nu wierklech méi wéi eng Kéier schonn hei lancéiert huet, ignoréiert hätt.

An dat, wat de Finanzminister haut als Appell gemaach huet, jo, dat erënnert ee jo awer ganz staark un dat, wat an deene leschte Joren - och vum Finanzminister -ëmmer nees hei op dëser Plaz gesot ginn ass. Ech hat de Mëtteg wierklech hei e puermol en Déjà-vu.

Ech wëll de Finanzminister zitéieren, en huet op dëser Plaz gesot: „An dat bréngt mech zu de groussen Erausfuerderunge fir déi nächst Joren. Erausfuerderungen, déi zum Zil hunn, gesond Statsfinanzen ze erhalen. Wat sinn dann do eis Problemer mëttelfristeg an der Finanz- a Budgetspolitik? Problemer, déi iwwregens, wann ech verschidde Saache liesen an héieren, net jiddweree wëllt gesinn. Ech gesinn der virun allem véier Stéck. Éischtens, eis Dépensë si méi héich wéi eis Recetten an de mëttelfristege Wuesstum vun eiser Wirtschaft. Zweetens, de Wuesstum vun den Dépensë gëtt ze vill gesteiert vun Automatismen. Drëttens, mir mussen an deenen nächste Joren eng Rei nei Dépensen tätegen, déi fir d'Zukunft vun eisem Land wichteg sinn. A véiertens, mir hunn eis europäesch, an der Eurozon, zu engem Stabilitéitspakt verflicht, deen et ze respektéiere gëllt, an dat verlaangt Aspuerungen."

Dat doten, Dir Dammen an Dir Hären, ass alles richteg. An et ass net nëmmen haut richteg, et war och scho richteg de 6. Dezember 2005, wou deen deemolege Budgetsminister Luc Frieden, deen haut Finanzminister ass, dat op dëser Plaz hei dem Land ugekënnegt huet. D'Resultat allerdéngs vun där Politik, déi zënterdeem gemaach ginn ass, dat hu mer de Mëtteg hei héieren. Dat ass nämlech, datt 2009, 2010, 2011 a méi wéi sécher och 2012 - an et nach schlëmmer gëtt fir d'Zukunft - nämlech iwwer eng Milliard Defizit beim Zentralstat gemaach ginn ass!

Da froen ech mech, wou mer ageschnidden hu bei den Dépensen, wou mer méi lues gaange sinn, wou mer d'Automatismen ofgebremst hunn, wéi mer kloer Prioritéite bei den Investitioune gesat hunn, fir déi europäesch Zilsetzungen do kënnen ze erreechen. Mir brauchen also net nach eemol hei Spuerappell op Spuerappell, an d'Politik hannendrun, déi changéiert net! Wann d'Politik déiselwecht bleift, da bleift d'Situatioun déiselwecht. Si gëtt nämlech ëmmer méi schlëmm vu Budgetsdefizit zu Budgetsdefizit.

An et war net nëmmen déi dote Ried, Dir Dammen an Dir Hären, déi ech hei kéint zitéieren. Ech kéint de Parteipresident vun der CSV hei zitéieren, deen 2005 hei e groussen Numero gemaach huet mat senger Motioun, wou en d'Regierung forcéiert huet als Parlament, datt se manner Dépensen dierft tätegen, wéi am Budget ageschriwwe sinn: Nämlech 150 Milliounë missten agespuert ginn dat Joer. Wa mer de Kont kucke ginn, da sinn däitlech méi Dépensë gemaach ginn, wéi do am Budget gestëmmt gi sinn. Keng Spur vun deenen 150 Milliounen Aspuerungen! Dat war also och eng Interventioun an eng Motioun fir d'Galerie.

(Interruption)

Gradesou wéineg sinn hei déi sëlleche Rapporten aus all deene Jore vun der Banque centrale, vum Statec, vun der Cour des Comptes a vu villen aneren eescht geholl ginn. An dat, wat mer an där Note vun der leschter Woch gelies hunn, dat stoung zu groussen Deeler jo awer och schonn an der Note un de Formateur vun 2009.

Mä firwat ass d'Regierung deemools net higaangen, déi grad an der Phas war, wou se sech e Programm ginn huet fir fënnef Joer, fir do e Programm ze maachen, deen drop reagéiert? Neen, dat hu se net gemaach! Dat hu se net fäerdegbruecht. Datselwecht, dat stoung nach eng Kéier an der Note, déi an d'Tripartite 2010 gaangen ass. Mä et ass jo bekanntlecherweis och do an och duerno vun de Majoritéitsparteien ignoréiert ginn.

Wat ass da geschitt am Laf vun deene leschte Joren? Wat fir eng Initiativë sinn da geholl ginn? Nun, et ass eng Krisesteier agefouert ginn; 2010 décidéiert. Den 1. Januar 2011 ass se a Kraaft getrueden. Esou Juni dorëmmer, 2011, gouf dunn annoncéiert, datt se erëm géif ofgeschaaft ginn. Den 1. Januar 2012 war se dunn ofgeschaaft.

Am Februar - am Februar! -, Dir Dammen an Dir Hären, Här President, vum Joer 2012, also zwee Méint nodeems se ofgeschaaft war, ass deen Éischte mat der Iddi komm, déi Krisesteier, déi géif jo elo erëm agefouert gehéieren. Si wäert also wahrscheinlech dann um 1. Januar 2013 spéitstens hire Comeback feieren.

D'Studiëbäihëllefe sollte reforméiert gi mam Zil, fir 19 Milliounen Euro ze spueren. Mam Resultat, datt een an engem Joer awer zéng Milliounen Euro insgesamt méi ausginn huet, wéi dat virdru bei deem ale System de Fall war, a mam Nieweneffet, datt et manner selektiv ass an datt mer gläichzäiteg och nach de Risiko lafen, datt mer do vun der EU dee ganze System gekippt kréien an herno nach eng Kéier e Multiple vun deene Gelder do mussen an d'Grenzgebitt verséieren.

Et ass eng fir mech net onsënneg Propositioun gemaach ginn am Joer 2010, mat deem deemolege Spuerpak, fir d'Pendlerpauschal zréckzeschrauwen, dat am Sënn vun enger nohalteger Landesplanung. Et war eng grouss Opreegung bei Eenzelnen am Land, manner, mengen ech, hei an dësem Haus, op jidde Fall net op der Säit vun der parlamentarescher Oppositioun oder engem gudden Deel dovunner. Mä déi fir mech sënnvoll Reformustrengung, déi ass net bäibehale ginn. Déi ass am Pabeierkuerf gelant.

Wann da geschwat gëtt, mir misste kucken, datt beim Stat gespuert gëtt, an de Stat, dee géif dat dann och elo selwer maachen - mir si jo ganz d'accord domadder! A mir hunn zënter Jore proposéiert, datt dat dat Alleréischt misst sinn, wat misst gemaach ginn. De Finanzminister hat dann och en Effort gemaach. En ass nämlech beim Budget 2011 an d'Chamber komm an huet gesot, deen Effort, dee wär dann och wierklech doranner resultéiert, datt géife 34 Milliounen Euro agespuert ginn op engem Joer. Dat op Gesamtdépensë vun 12 Milliarden! Dir Dammen an Dir Hären, dat maache grad emol dräi Promille aus vun de Gesamtausgabe vum lëtzebuergeschen Zentralstat!

Et ass dann och dee ganz grousse Problem, datt d'Dépensen, d'Ausgabe vum Stat, déi leschte Jore fortgelaf sinn, datt se däitlech méi an d'Luucht gaange sinn, wéi d'Wirtschaftscroissance dat zougelooss hätt, an och däitlech méi an d'Luucht gaange sinn, wéi d'Recetten dat zougelooss hätten.

De lëtzebuergesche Stat huet am Joer 2005 8,9 Milliarden ausginn. Mat deem konnt een am Joer 2005 villes maachen, vill gutt Politik maachen. De lëtzebuergesche Stat soll am Joer 2012, also siwe Joer duerno, 13,7 Milliarden ausginn. Dat ass eng säfteg Hausse vu 54%. Déi läit jo awer wuel däitlech iwwert der ganz normaler Deierecht. An anscheinend hate mer jo awer schonn 2005 - ech hu virdrun de Luc Frieden zitéiert -, hate mer deemools schonn erkannt, datt mer e budgetäre Problem hätten, datt d'Ausgabe misste méi lues lafen, datt mer d'Automatisme misste bremsen.

Et goufen dann awer och an deene Joren do nei Ausgaben décidéiert, meeschtens esou kuerz virun enger Wahl. An et kann engem jo scho bal Angscht ginn, wann 2014 virun der Dier steet, wat d'Regierung sech dës Kéier afale léisst. D'leschte Kéier war et eppes wéi de Kannerbonus, wou meng Partei net matgestëmmt huet, well mer eis scho laang virdrun eens gemaach haten, datt een an der Familljepolitik net alles ka maachen, datt ee virun allem Serviceleeschtunge soll ubidden a manner Geldleeschtungen.

D'Regierung ass awer higaangen an huet do e Projet lancéiert, deen nach eng Kéier honnert Milliounen Euro méi kascht huet. An et weess keen, ob et de Kanner finalement wierklech eppes bruecht huet. Honnert Milliounen Euro d'Joer! Wa mer dat doten an aner Saachen net gemaach hätten, géife mer haut sécherlech besser dostoen.

A wou 2011 dann d'Wolleke sech fir ee Momentche verzunn haten, wou e puer Sonnestrahle Lëtzebuerg erëm erwiermt hunn, dunn ass awer de Krunn nees voll opgedréit ginn. Du sinn déi éischt Dépensëprogrammer schonn nees décidéiert ginn, allem virop eben do dee berühmten Accord salarial an der Fonction publique. Wou een zwar 2011 nach keng Ahnung hat, wat d'Finanzsituatioun 2013 géif hierginn, mä et gouf awer dunn emol schonn décidéiert, datt all déi, déi beim Stat géife schaffen, 2,2% méi sollten 2013 kréien a jo och doriwwer eraus eng linéaire Augmentatioun sollte kréien.

Dobäi hat de Premierminister 2010 op dëser Plaz gesot, an en huet all Fraktioun hei opgefuerdert, Stellungnahm dozou ze huelen, datt et jo eng Selbstverständlechkeet wär, datt et zu kenger Punktwäerterhéijung fir d'Fonction publique bis 2014, also bis zum Enn vun dëser Legislaturperiod, géif kommen.

Meng Partei an och anerer hunn eng responsabel Haltung ageholl. Mir sinn net dohinnergaangen an hu gesot: „Dir musst de Leit hei am Land méi ginn." Neen, mir hu gesot: „Soulaang Statsdefiziter gemaach ginn, soulaang dëse Stat muss Joer fir Joer léine goen, kann et net sinn, datt déi, déi wierklech net zu deenen Ärmsten am Land gehéieren, nach méi géife bäikréien."

Nun, weder déi Ukënnegung vum Statsminister nach eis, mengen ech, awer courageiert a konstruktiv Ennerstëtzung vun der Säit vun der Demokratescher Partei huet do ganz vill gehollef. An trotz der Ukënnegung, datt mer 2013 1,5 Milliarden Defizit sollte maache beim Zentralstat, wäert et also zu där Augmentatioun do kommen: 2,2% linéaire Augmentatioun, 2,5% Index, dee jo och schonn ofgemaach ass dat Joer, also bal 5% méi Personalkäschte fir de Stat.

A mir wëssen, wann dat fir de Stat gëllt, da wäert dat ganz schnell och bei de Gemengen esou sinn. Da wäert dat ganz schnell och bei deenen anere konventionéierte Secteuren esou sinn. Do muss ee sech wierklech froen: Wa mer op där enger Säit iwwer eng Milliard musse léine goe pro Joer, fir iwwert d'Ronnen ze kommen, hu mer se dann nach all, fir esou eng Ausgabepolitik wéi déi doten ze décidéieren? Déi, Dir Dammen an Dir Hären, ass nu wierklech emol irresponsabel!

An ech mengen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ka keen der Demokratescher Partei virwerfen, mir hätten e gestéiert Verhältnis zur Fonction publique. Et ass der Fonction publique eigentlech ni vill besser gaange wéi zu deene Momenter, wou d'Demokratesch Partei an der Regierung war,…

(Interruptions)

…well mer der fester Iwwerzeegung sinn, datt, wann et dem Land gutt geet, datt dann och d'Fonction publique, déi, déi do schaffen, datt déi hire Mérite dorunner hunn. Wann d'Entreprisë gutt schaffen an dësem Land, wa se sech gutt weider kënnen entwéckelen, wann déi eenzel Particulieren an dësem Land, d'Bierger vun dësem Land, zefridde sinn, dann huet och jiddwereen, deen op där enger oder op där anerer Plaz bei Stat, Gemeng oder do an deem Perimeter ronderëm schafft, dann huet deen och säi Mérite dorunner an da muss en och e Stéck vun deem, wat zesummen erwirtschaft ginn ass, kënne profitéieren.

Mä wann et awer net gutt geet, wann awer kee Geld do ass a wa mer eng schwiereg Duuschtstreck ze iwwerstoen hunn, jo dann, mengen ech awer, muss een deen dote Rhythmus eng Kéier aussetzen. Duerfir proposéiere mir, datt een den Accord salarial do soll op Äis leeën, bis et eis dann nees besser geet, bis mer nees gesonde Buedem ënnert de Féiss hunn. An da kënne mer och nees iwwer Augmentatioune bei der Fonction publique an op villen anere Plazen hei am Land schwätzen.

All déi schéin Ziler, all déi schéi Sloganen, déi mer an deenen diverse Rieden a Stellungnahme vun der Regierung iwwert déi lescht Joren héieren hunn: „Mir sollen d'Kris notzen. Mir solle méi staark aus der Kris erauskommen, wéi mer eragaange sinn", waren eigentlech nëmmen eidel Sloganen an et war näischt hannendrun.

All Spuerappeller vum Finanzminister a vun e puer anere Vertrieder - e puer anere Vertrieder! - vun dëser Majoritéit goufen ignoréiert. An där doter Majoritéit gëtt et, wann et ëm d'Budgets- a Finanzpolitik geet, wierklech en déiwe Gruef: op där enger Säit déi, déi probéieren, iergendwéi - an ech zielen do wierklech de Finanzminister un éischter Stell mat derzou - d'öffentlech Finanzen, d'Statsaffären en bon père de famille hei zu Lëtzebuerg ze géréieren, an awer déi aner, déi weider fir de Schlendrian sinn, déi „Weider esou!" soen, déi voll op Risiko wëlle setzen an hoffen, d'Situatioun géif sech vum selwen da besseren, an deenen et eigentlech egal ass, wat dann duerno op Lëtzebuerg alles wäert zoukommen.

Leider huet déi zweet Richtung déi lescht Joren dominéiert. An och wann de Finanzminister Luc Frieden recht huet mat deem, wat en hei seet, datt mer mussen ëmdenken, datt mer mussen ëmsteieren, fäerten ech, datt et och dës Kéier nees net dozou wäert kommen. Mä ech géif him wënschen, datt en dës Kéier méi staark wäert sinn, fir sech kënne géint seng Regierungskolleegen an an der Regierungskoalitioun duerchzesetzen.

Finalement awer gesäit een, datt déi gesamt Regierung do kee Plang huet, datt se keng Strategie huet, datt Schwaarz a Rout kee gemeinsame Projet hunn, datt se kee Rezept hunn, fir Lëtzebuerg aus der Kris ze féieren. An et geet nun eben emol net vum selwen, ze hoffen, datt d'Situatioun sech däitlech géif besseren an datt d'Sonn géif opgoen an all eis Problemer, déi wäre fort. Déi doten Hoffnung, déi ass nu wierklech héich riskant. Dat ass e Spill mam Feier.

Well et si jo bei Leiwen net nëmme konjunkturell Ursaachen, déi derzou bäigedroen hunn, datt et eis déi lescht Jore wierklech net esou gutt gaangen ass, datt mer Rekordchômage hunn, datt Betriber fortginn, datt mer d'Enner am Statsbudget net méi beienee kréien. Et si wierklech strukturell Schwächten, déi laang bekannt sinn, déi oft hei diskutéiert gi sinn, déi d'Ursaach duerfir sinn. Duerfir maache mer d'nächst Joer 1,5 Milliarden Defizit am Zentralstat; an dat trotz eigentlech nach ganz akzeptabele Wuesstumsprognose fir déi Joren duerno. Mir brauchen nu wierklech eng Rei vu courageierte Reformen hei am Land.

Wat mécht, Här President, d'CSV an d'LSAP? Si maache bis ewell weider Scholden. Si ginn also elo dat Geld aus, wat déi nächst Generatioun eréischt muss verdéngen, fir da Steiere kënnen ze bezuelen, fir datt de Stat déi Scholden do iergendwann eng Kéier kann zréckbezuelen. Mir sinn also amgaangen, de Spillraum vun deenen nächste Generatiounen dramatesch anzeengen.

Mä och déi nächst Generatioune wëllen dësem Land hire Stempel opdrécken. An och déi nächst Generatioun wäert Problemer hunn an dësem Land a wäert an engem schwieregen Émfeld dëst Land mussen duerch gutt an duerch manner gutt Zäiten navigéieren. Mä wa mer hinnen de Spillraum duerfir net loossen, wäert dat nu wierklech infiniment schwéier ginn.

An dës Regierung wäert dann och… Et ass de Mëtteg schonn e puermol ugeklongen, an de Fraktiounspresident vun der CSV hat et um Radio schonn eng Kéier an aller Däitlechkeet gesot, well e sot: „Et ass méi einfach, un der Steierschrauf ze dréien, wéi anzespueren." Also wäert et och nees zu Steiererhéijunge kommen.

(Interruption)

Et muss also nees jiddwereen hei am Land de Rimm e Stéck méi enk schnallen, fir datt de Stat deen Effort do net brauch ze maachen, fir datt de Stat säin eegene Rhythmus net e bëssen aschränkt, fir datt de Statsfonctionnement net eng Kéier iwwerduecht muss ginn!

Wa mir elo net ëmsteieren a schwéier Hypothéiken op d'Zukunft ausstellen, dann, Dir Dammen an Dir Hären, da wäerten déi nächst Generatioune wierklech de Präis duerfir musse bezuelen. Da wäert et mam Wuelstand wierklech riskéieren, d'Baach erofzegoen hei zu Lëtzebuerg.

Zënter dem Zweete Weltkrich hu mer eigentlech eng Situatioun hei zu Lëtzebuerg, datt et enger Generatioun no där anerer besser gaangen ass. An et war den Usproch vun all Generatioun, datt et hire Kanner e Stéck besser géif goen, datt dee Misär, dat, wat een nun eben emol net gären op sengem Liewenswee erlieft huet, datt dat der nächster Generatioun géif erspuert bleiwen.

Ech fäerten, datt, virun allem awer och duerch déi dote Politik, déi nächst Generatioun déi éischt Generatioun zënter dem Zweete Weltkrich ass, déi et méi schlecht wäert hu wéi hir Elteregeneratioun.

Et gëtt eigentlech hei am Land awer nach esou vill Potenzial, fir Neies ze maachen, fir ëmzedenken, fir dat Land nees fit ze maachen, och fir déi global an déi stiermesch Zäiten, an deene mer liewen. Et gëtt nach villes, wat broochläit, wat mer kënnen opbauen. Et ass eigentlech nach ëmmer e formidabelt Land, mä mat där doter Politik riskéiere mer, et awer dach e Stéck wäit ze ruinéieren an zugrond ze riichten.

De Finanzminister hat all Fraktiounen opgefuerdert, ganz konkret Proposen hei virzeleeën. Ech hu bis ewell de Mëtteg jo nach net alles héieren. Dat, wat awer de Fraktiounspresident vun der CSV hei zerwéiert huet: En huet gesot, mir mussen iwwer alles schwätzen an alles muss op den Dësch kommen. Jo, mä wann alles muss

op den Dësch kommen, dat ass, wéi wann näischt drop wär. Dat ass, wéi wa seng Partei eigentlech keng prezis Meenung hätt zu dem Reformkurs, deen awer hei vum Finanzminister gefuerdert ginn ass.

Op jidde Fall, meng Partei huet hei schonn x-mol ganz kloer gesot, wéi mir et géife maachen, an ech wëll herno et nach eng Kéier kuerz résuméieren, fir datt jiddweree sech et och nach eng Kéier kann opschreiwen, da verhält en et vläicht och besser.

Mä eigentlech hu mer vun CSV a vun LSAP hei bis ewell nach näischt héieren, well se sech net trauen, well se sech net eens ginn, well se op jidde Fall een deem aneren net trauen a well se eigentlech scho mat engem Fouss am Wahlkampf fir 2014 stinn. An dat ass schlecht fir dëst Land, well et muss elo Politik gemaach ginn!

Duerfir soen ech hinnen nach eng Kéier: Wann Der et net kënnt a wann Der et net wëllt, da loosst et einfach sinn a maacht enger anerer Regierung Plaz, déi weess, wéi een dëst Land aus der Kris ka féieren, déi weess, wat fir eng Reforme wou ze maache sinn!

Dëst, wäert deen een oder deen aneren denken, dat kléngt no bëlleger Oppositiounsrhetorik, dat ass eng typesch Ried vun engem Oppositiounspolitiker. Ech mengen, Dir gesitt, datt déi dote Situatioun mech net kalléisst. Dat doten, dat reegt mech op: Ze gesinn, datt et Potenzial gëtt, ze gesinn, datt et eigentlech esou kloer ass, wat misst gemaach ginn, mä kee mécht et! Jiddweree blockéiert sech géigesäiteg. Mir kéinten zesumme wierklech hei e Stéck Zukunft fir Lëtzebuerg preparéieren, mä mir kucken einfach alleguerten zesummen no, wéi dach eppes fundamental falsch leeft an dësem Land.

Dat reegt mech op! Besonnesch, wann ech weess a fest dru gleewen, datt et eng Alternativ zu där doter Politik gëtt.

(Interruption et hilarité)

An deene leschte Méint a Joren hunn d'Demokratesch Partei a vill aner Oppositiounsparteien, mengen ech, méi Courage gewise wéi d'Majoritéit es hat, wann et drëms gaangen ass, fir kloer ze soen, wat muss gemaach ginn. Mir hu couragéiert an awer och konstruktiv Virschléi hei op dëser Plaz an op anere Plazen ëmmer nees abruecht.

Mir hu gesot, datt déi alleréischt Prioritéit déi wär, datt mer misste spuere beim Stat, datt de Stat säin eegene Liewensrhythmus misst e bësse méi zügelen. Bei deenen zwielef Milliarden Euro, déi de Stat pro Joer ausgëtt, muss dach e bësse méi dra sinn, mussen nach e puer Prozent wierklech dra sinn, wéi een do kéint och mat manner Geld op d'mannst datselwecht Resultat erzilen. Ob een dat elo de Screening nennt vun den Dépensen, ob een dat elo „zero-based budgeting" nennt - kommt, mir maachen all Joer deen Exercice an all Ministère, an all Verwaltung, an all Établissement public, fir wierklech ze kucken, wou ass nach eng Grëtzelchen dran, fir mat manner Geld datselwecht fir d'Bierger vun dësem Land kënnen ze erreechen!

Deen Exercice ass bis ewell nach net gemaach ginn. Virun allem, wann ee gesäit, datt d'Dépensë vum lëtzebuergesche Stat zënter 2005 ëm iwwer 50% an d'Luucht gaange sinn, da ka kee mer soen, datt do näischt méi dran ass. Da ka kee mer soen, datt all Spuereffort bei de Fonctionnementskäschte vum lëtzebuergesche Stat scho realiséiert ginn ass!

Spuere fänkt dach virun allem domadder un, keng nei Ausgabe wëllen ze tätegen, ze décidéieren.

Ech hunn de Mëtteg hei scho kloer gesot, wat mer hale vun där Augmentatioun vum Punktwäert an der Fonction publique. Et ass net méiglech, op där enger Säit ze soen, mir musse spueren, an op där anerer Säit ze soen, déi Leit, déi beim Stat schaffen, déi verdéngen d'nächst Joer méi. Entweder stëmmt dat eent oder et stëmmt dat anert. Wa mer d'Moyenen hunn, fir do méi ze bezuelen, da brauche mer och all anere Spuereffort net méi weider ze poursuivéieren. Da kënne mer déi Spuerpolitik do komplett an den Eck stellen, well dann ass se jo wierklech net noutwendeg.

Gradesou versti mir et net, datt bei der Rentereform do deen Ajustement elo weiderleeft, datt mer souguer soen, e leeft weider an enger Zäit, wou mer dovunner ausginn, datt mer keng groussaarteg Croissance méi hunn. Mä déi Reform, déi geet dovunner aus, datt mer eng Croissance hätte vun 3%. Wär et dann net méi logesch, amplaz ze soen, den Ajustement ass d'Regel, ma kommt mir soen, en ass d'Ausnahm? An dann, wa mer wierklech eng Kéier ganz gutt Zäit hunn, da kann een och nach iwwert d'Kafkraafterhalung vun de Pensionäre vläicht doriwwer eraus nach eng Kéier eppes maachen.

Leit, déi mengen ech, eng Grimmel Sachverstand matbréngen, wéi zum Beispill de President vun der lëtzebuergescher Zentralbank, dee jo och net am Verdacht steet, menger Partei besonnesch no ze stoen, deen huet gesot, mir hätten e groussen, e groussen Effort gemaach fir d'Sanéierung vun de gesamtöffentleche Finanzen, wa mer den Ajustement beim Pensiounssystem net weider géife poursuivéieren.

An ech mengen, och do ass et esou, datt e groussen Deel vun deene Leit, déi haut an der Pensioun sinn, géifen akzeptéieren, datt se dat bësse Plus, wat se do kréien, datt se op dat géife verzichten, wa se géife gläichzäiteg wëssen, datt hir Kanner an hir Enkelkanner herno och nach vun engem gesonde Pensiounssystem kéinte profitéieren.

D'Leit wëllen haut net op d'Käschte vun hire Kanner an hiren Enkelkanner liewen. Mir ass nach keen esou een hei am Land begéint, Dir Dammen an Dir Hären!

Da gëtt et en enormt Aspuerpotenzial, eiser Meenung no, wa mer de ganze Subventiounsdschungel, wa mer deen duerchforsten, wa mer kucken, wat huet de lëtzebuergesche Stat vu Subsiden en place gesat déi lescht Joren a Jorzéngten. Well et ass jo ëmmer oft derbäikomm an et ass seelen eppes ewechgeholl ginn. Do emol eng Kéier och d'Auer op null dréien a kucken: Wat brauche mer wierklech?

A wa mer Subside wëlle ginn, fir zum Beispill d'Leit bei der Sanéierung vun hiren Haiser ze ënnerstëtzen, fir an d'Zäitalter vun den erneierbaren Energien eranzekommen, dann, Dir Dammen an Dir Hären, wär et emol sënnvoll, vläicht déi Subsiden do eng Zäit laang ze accordéieren an awer gläichzäiteg och zäitlech ze limitéieren, fir dann ze soen: Deen éischten, dee matmécht, deen ënnerstëtze mer finanziell. Awer deen, deen hannendrugetrëppelt kënnt, jo, do ass et dann iergendwann eng Kéier eng Obligatioun, a per Gesetz musse mer d'Leit dann dozou zwéngen, dat ze maachen.

Da wëlle mer ganz genau an deem dote Beräich en anere Modell aféieren, nämlech dee vun der Virfinanzéierung amplaz vun der Subsidiéierung. Well mer et méi sozial gerecht fannen, well mer et net sozial gerecht fanne wéi et haut ass, datt eigentlech deen, dee sech de groussen Deel vum Invest, sief et fir d'Sanéierung vum Haus, sief et fir d'erneierbar Energien, selwer ka leeschten, datt nëmmen deen och d'staatlech Subside kann ofruffen, datt nëmmen déi Leit dovunner profitéieren; an dat sinn der dann net ganz vill.

Duerfir wëlle mer, datt jiddwereen d'Méiglechkeet huet, dat iwwer e Virfinanzement ze maachen. An dee Prêt, deen en do mécht, zum Beispill bei enger Klimabank, wéi mer dat virgeschloen hunn, dee kann e rembourséiere mat deem Geld, wat e Mount fir Mount bei senger Energierechnung, bei senger Heizrechnung, bei der Gasrechnung géif spueren.

Dat schéngt eis Politik ze sinn esou wéi mer se gären hätten: nämlech wou mer mat manner Geld, mat vill manner Geld awer e vill méi grousst Resultat maachen! E grousst Resultat, well dat doten e System wär, wou jiddweree kéint profitéieren.

Ech froen d'ailleurs de Finanzminister, wou d'Iwwerleeungen op der Säit vun der Regierung dru sinn. Mir wëssen, datt ech bei enger leschter Debatt, déi mer hei haten - an dat weist, Här Wolter, nach eng Kéier, eng gewësse Konstanz vu menge Proposen -, datt ech déi Klimabank hei per Motioun agefuerdert hunn. An d'Regierung war och d'accord, déi Motioun do unzehuelen. Wéi wäit déi Iwwerleeungen do op der Säit vun der Regierung gaange sinn?

Da brauch d'Demokratesch Partei sech sécherlech net verstoppen ze goen, wann et ëm eng selektiv Sozial- a Familljepolitik geet. Ech wëll Iech do emol nach eng Kéier un eng Propos erënneren, déi mer gemaach hate virun de Wahlen. Dir kënnt Iech selwer ukucken, wéi d'Vertrieder vun der Majoritéit, notamment de Premierminister, dorobber reagéiert hunn.

Mir haten nämlech gesot, kommt, mir ginn hin a mir senken d'Kannergeld e Stéck wäit of op den Niveau vun den Nopeschlänner a mir féieren duerfir e Wunngeld an, wat sozial gestaffelt ass: wou deen, dee méi Kanner huet, och méi kritt, mä deen, dee manner Geld an der Täsch huet, deen e manner grousse Revenu huet, wou deen och méi kritt.

Dat wär nämlech méi sozial gerecht a méi selektiv, well deen, dee méi Hëllef brauch, dee kréich méi gehollef. A virun allem wësse mer, datt jo och ee vun de grousse Problemer haut hei zu Lëtzebuerg - an dat net nëmme fir déi Leit, déi betraff sinn, mä an deem globale Kontext, iwwert dee mer hei diskutéieren -, dat ass de Logement, datt et kaum nach méiglech ass fir Leit mat klengem oder mëttlerem Akommes, hei dezent kënnen ze wunnen zu Lëtzebuerg. Do hätte mer och eppes gemaach, fir do Entlaaschtung ze bidden. Da wär vläicht och…

(Interruption)

Da wär vläicht och herno, Här Boden, wär vläicht… Also, Här Boden…

Här Boden, wann Dir hei iwwer Loyeren…

(Interruption)

Wann Dir hei iwwer Loyeren a Baupräisser schwätzt a Wunnen zu Lëtzebuerg! Wann ech vum Premierminister gesot kritt hätt eng Kéier - vu mengem eegene Premierminister! -, wou Dir Wunnengsbauminister waart, den totalen Échec vun Ärer Politik do…

(Interruption)

…vun Ärer Politik do certifiéiert kritt hätt, da wär ech awer esou grouss, wann et drëms géif goen, wéi et méiglech ass, mat wat fir enge Methode mer probéieren hei am Land, d'Leit nach kënnen zu dezente Präisser wunnen ze loossen!

(Interruptions)

Ech mengen awer wierklech, datt Dir dee Leschte sidd, datt Dir deen Allerleschte sidd, deen hei nach iergendengem muss Beléierungen…

M. Fernand Boden *(CSV).*- Wéi sinn d'Loyeren dann zu Déifferdeng? Sinn déi niddreg oder héich?

(Interruptions)

Hutt Der e Klimapakt ënnerschriwwen, jo oder neen? Hutt Der en exekutéiert, jo oder neen? Pardon, e Wunnengsbaupakt.

M. Claude Meisch *(DP).*- Jo, mir hu villes…

M. Fernand Boden *(CSV).*- Wat hutt Dir dann agefouert vun Taxen?

M. Claude Meisch *(DP).*- Jo, Här Boden. Här Boden, mir hu villes vun deem, wat Dir an Ärem Wunnengsbaupakt proposéiert hutt, do ware mir scho laang do, wou Dir wollt hikommen.

(Brouhaha)

Mir hunn net op Iech gewaart, mir hunn net op d'Regierung gewaart, fir eng proaktiv Wunnengsbaupolitik ze maachen. Mir wären haut vill méi wäit. Mir wären haut vill méi wäit, wa mer net duerch dat 2004er Aménagementsgesetz blockéiert gi wäre bis 2011. Wa mer net ëmmer erëm duerch gewëssen Insécurités juridiques bei de PAPe ganz Projeten, grouss Projeten, géifen zréckgehäit kréien, da wäre mer haut vill méi wäit!

An d'Resultat vun eiser Politik ass, datt mer bei enger Populatioun vun 22.000 Awunner der 500 méi pro Joer hunn. A mir akzeptéieren dat. Dat ass eng schwéier Laascht fir eng Stad wéi Déifferdeng, déi nach ganz aner Aufgaben huet, wat de Strukturwandel ubelaangt.

Här Boden, ech weess net, ob Der Iech eenegermoosse kënnt virstellen, wat ech domadder wëll soen.

Mir akzeptéieren dat doten…

M. Fernand Boden *(CSV).*- An ech hat Iech vill gehollef…, ganz, ganz vill!

M. Claude Meisch *(DP).*- Jo, jo. Bon, mir kënnen dat eng Kéier zesummen…, mir kënnen dat doten eng Kéier zesummerechnen. D'Peschkopp ass an de 50er Joren, Här Boden, vun der Gemeng gebaut ginn…

M. Xavier Bettel *(DP).*- Dir waart deemools Minister!

M. Claude Meisch *(DP).*- …an Dir hutt dat…

M. Fernand Boden *(CSV).*- Neen, du war ech net Minister!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Oh, awer esou just.

M. Claude Meisch *(DP).*- …an de Stat huet dat du vun der Gemeng iwwerholl. Ech mengen, Dir kommt do mat Ären Avancen net un.

Ech wëll Iech awer nach op eng Fro äntwerten.

(Interruptions)

Mir hunn et fäerdegbruecht zu Déifferdeng, datt d'Loyerspräisser an datt d'Präisser fir ze kafe stabil bliwwe sinn iwwert déi lescht Joren. Elo sinn ech do net zefridden, well ech nach ëmmer fannen, datt et relativ héich ass, mä fuert haut duerch Déifferdeng, da gesitt Der eng grouss Annonce, datt do ab 2.700 Euro de Meter carré ze kafen ass. Sot mer eng aner Gemeng am Land, wou dat nach méiglech ass!

Dat ass net eleng mäi Mérite. Mä et ass virun allem awer doduerjer, datt vill gebaut ginn ass déi lescht Joren an datt mer déi Projeten ënnerstëtzt hunn, datt mer d'Präisser net weider no uewe gedriwwen hunn.

(Interruptions)

M. le Président.- Ech mengen, elo huet den… Här Meisch, fuert elo emol an Ärer Ried virun, wann ech gelift.

Une voix.- Wat musst Dir Iech nach opreegen an Ärem héijen Alter!

M. Fernand Boden *(CSV).*- Mä den Här Meisch seet Saachen, déi net richteg sinn…

(Interruptions)

Wann Der mengt, vun dem Wunnengsbau…

(Brouhaha général)

M. le Président.- Här Boden, loosst elo den Här…

(Brouhaha général)

Den Här Meisch huet elo d'Wuert. Ech mengen, all Fraktioun huet nach genuch Zäit, fir sech anzeschreiwen, fir da Positioun ze huelen. Här Meisch, fuert Dir elo emol wann ech gelift virun.

(Interruption)

M. Claude Meisch *(DP).*- Ech war bei der selektiver Familljen- a Sozialpolitik, wat dat fir d'Regierung heescht, déi dat zwar aschreift an hire Regierungsprogramm 2009, déi dann duerno eng Rei vu Mesuren hélt - dat hunn ech virdru bei de Studiëbäihëllefe jo gewisen: Et ass weder selektiv, sozial, et ass weder eng Aspuerungsmesure, neen, béides ass genau an déi falsch Richtung gaangen!

Da brauche mer wierklech awer och zu Lëtzebuerg, fir d'Dépensen iwwert de Fonds pour l'emploi kënnen eenegermoossen an der Gidd ze halen, net dat, wat den Här Spautz hei proposéiert huet, nämlech, datt d'Solidaritéitssteier automatesch un d'Héicht vum Chômage gekoppelt ass. Well dann hu mer jo eigentlech keen Ureiz méi, als Stat hinzegoen an ze kucken, duerch eng aner, eng besser Politik de Chômage gedréckt ze kréien. Well et sinn einfach d'Leit an d'Betriber an dësem Land, déi dat dote musse bezuelen.

Neen, mir sinn der Meenung, datt mer nieft där Reform vun der ADEM, déi noutwendeg war, eng aner Aarbechtsmaartpolitik brauchen, eng Aarbechtsmaartpolitik, déi aktivéiert amplaz datt se d'Leit oft encouragéiert, länger vum Aarbechtsmaart ewechzebleiwen. Well jiddwereen, deen e Mount weider inaktiv ass, bei deem geet d'Chance erof, fir erëm eng Kéier an den éischten Aarbechtsmaart eranzekommen.

Duerfir musse mer déi Mesuren do eng Kéier op de Leescht huelen. Duerfir musse mer dee Prinzip, dee mer hunn, datt een eigentlech awer zwielef Méint de Chômage emol kritt a sech esou op eng Aart a Weis vläicht och emol ka virstelle goen - dat ass nëmmen eng Minoritéit, wuelverstanen -, datt een déi Plaz net kritt, op déi ee sech da virstelle gaangen ass, ech mengen, et muss een deen iwwerdenken.

Et muss ee kucken, ob een, wann een no enger gewëssener Zäit keng Plaz fonnt huet, ob een net fir déi Hëllef, déi ee kritt, nämlech déi 80% vu sengem Loun, déi ee jo vum Stat dann zur Verfügung gestallt kritt fir ze iwwerliewen - an déi ass absolut richteg -, fir déi Hand, déi een eigentlech gereecht kritt vun der Allgemengheet, ob een net selwer muss d'Hand entgéinthalen a soen: „Jo, ech maache selwer en Effort. Ech ginn zum Beispill an eng Weiderbildung."

Wat ass jo de Problem vum lëtzebuergesche Marché de l'emploi? Et ass net, datt mer keng Aarbechtsplazen hätten. Et ass net, wéi wa keng géife geschafe ginn. Mä déi 15.000 an déi Dausenden, déi a Mesurë sinn, fir eigentlech kënschtlech beschäftegt ze ginn, an déi Dausenden, déi och scho vum Aarbechtsmaart ausgescheet sinn, déi d'Hoffnung opginn hunn, nach jee vun der ADEM och eng Kéier eng Plaz proposéiert ze kréien, déi wären eigentlech gären och iergendwou esou preparéiert, datt se herno op eng Plaz op dem éischten Aarbechtsmaart kéinte passen.

Duerfir, mengen ech, muss een déi Zäit notzen, wou se indemniséiert ginn, fir Weiderbildung ze maachen, fir se ze aktivéieren. An et gëtt der och, déi fir déi dote Weiderbildung net a Fro kommen. An duerfir, mengen ech awer, musse se och aktiv un engem Dagesliewe kënnen deelhuelen an zum Beispill Aarbechten am öffentlechen Interessi maachen.

Aner Länner hunn eng Rei vu Reformen, vun duerchgräifende Reformen, heiansdo och vu schmäerzleche Reformen an der Aarbechtsmaartpolitik gemaach. Si sinn net schlecht domadder gefuer, well d'Resultater loosse sech weisen.

Da gëtt et eng ganz Rei vun Domänen, do musse mer e klore Choix treffen. Entweder maache mer eng nohalteg Landesplanung a mir ënnerstëtzen déi a mir entwéckelen e kohärent Mobilitéitskonzept, oder mir subventionéiere weider d'Zersiedlung vun der Landschaft. Duerfir verstinn ech eigentlech net, wéi mer op där enger Säit d'Pendler nach ëmmer subventionéieren iwwert d'Pendlerpauschal an op där anerer Säit awer gläichzäiteg Milliounen an Abermilliounen an den öffentlechen Transport wëlle stiechen.

Mir mengen, datt den öffentlechen Transport do Prioritéit misst hunn. Et gëllt do, dann och eng Kéier ganz kloer ee Choix ze maachen!

Mir mengen, datt mer och eng Kéier musse klären, ob mer entweder op där enger Säit wëlle Famill a Beruff ënner een Hutt kréien, virun allem de Fraen erméiglechen, datt se esou schnell wéi méiglech an d'Beruffsliewe kënnen zréckgoen, oder ob mer weiderhin déi Familljen ënnerstëtzen, finanziell och staark ënnerstëtzen, wou nëmmen ee schaffe geet.

Momentan maache mer béides. Fir déi Beruffstäteg, do ass et de Congé parental, dee mer ubidden. Fir déi, wou awer een doheem bleift, ass et d'Allocation d'éducation. D'Demokratesch Partei hat 2008 an hirem Familljepabeier emol eng Kéier virgeschloen, déi zwou Mesuren do ze fusionéieren zu engem kohärente Konzept.

Mir ënnerstëtzen - a mir mengen, datt mer dat musse méi maachen - op där enger Säit d'Crèchen an d'Maisons relais méi an der Quantitéit a méi an der Qualitéit. Op där anerer Säit ënnerstëtze mer awer gradesou nach ëmmer, wann d'Mamm oder de Papp doheem bleift, aus dem Beruffsliewen ausscheet, iwwer zum Beispill e Steiersplitting oder e Kannerbonus. Dee jo och dozou gefouert huet, datt nëmmen déi konnte profitéieren, déi ënner zweemol de Mindestloun leien, wou also déi zwee Elterendeeler net zesummen an enger regulärer Aarbecht aktiv waren.

D'Regierung muss sech hei décidéieren. Et kann een net ëmmer dat eent a gläichzäiteg de Géigendeel förderen. Hei gi mer ganz, ganz vill Geld aus. A mir hunn déi lescht Joren och eng Tendenz gehat, fir mat vill Geld oft Problemer zouzedecken, amplaz datt mer politesch Choixe gemaach hätten.

Ech mengen, datt an der Politik duerfir, well elo kee Geld méi do ass, déi Problemer awer méi staark wéi jee erëm optauchen. Ech mengen, datt duerfir d'Politik hei zu Lëtzebuerg erëm e Stéck méi interessant gëtt, datt mer manner Décisiounen am grousse Konsens hei an dësem Haus wäerten huelen an datt et schonn erëm eng Kéier en Ënnerscheed mécht, op wat fir enger Säit an dësem Haus een hei sëtzt an op wat fir eng Richtung een dëst Land hei wëll preparéieren. Den Débat public an och deen hei an de Chamber wäerten doduerjer sécherlech net manner animéiert ginn déi nächst Joren.

Mir mussen an deem Débat public do awer och d'Lëtzebuerger mat op dee Wee huelen. Duerfir ass et wichteg, datt mer kohärent Messagë ginn. Duerfir ass et net verständlech, datt deen ee Minister deeselwechten Dag vu Spuere schwätzt a vun Defizit schwätzt an deen anere Minister higeet an dann nees nei Ausgabeprogrammer décidéiert.

Dat ass wierklech déi grouss, no baussen oppe gelieften Inkonsequenz vun dëser Regierung! Wéi wëlle mer et da fäerdegbréngen, datt am Land nach iergendee versteet, wat d'Situatioun da wierklech ass, wat d'Auer wierklech geschloen huet a wat dann elo déi grouss an déi éischt Prioritéit do soll sinn? Mir mengen, mir brauchen do méi Kohärenz vun der Regierung, e klore Message a kloer Transparenz, wat d'Situatioun ass, an dann en oppenen an en animéierten Débat, wou d'Politik, wou d'Press, wou d'Société civile hir Participatioun soll dra fannen.

Fir d'Demokratesch Partei, hunn ech kloer gesot, ass d'Prioritéit ze spueren, strukturell Reformen ze maachen, mat manner Geld eng besser Politik ze maachen. Mir soen awer gradesou däitlech, datt et hei net drëms ka goen, eis kapottzespueren. Mir hu vun Ufank u gesot, datt mer deen Delta, dee mer hu bei den öffentleche Finanzen tëschent Einnahmen an Ausgaben, datt mer deen nëmme beieneekréien, wa mer souwuel Effortë maachen, fir manner Geld auszeginn, wéi awer och Effortë maachen, fir es méi eranzekréien, nämlech duerch eng ganz kohärent Wuesstumsstrategie.

Do vermësse mer dat Industriekonzept vun der Regierung, a mir hu virun e puer Deeg heiriwwer kënne schwätzen: Wéi ass et méiglech, datt an engem Land wéi Lëtzebuerg, mat héije Léin, weiderhin industriell Aktivitéit ka stattfannen? Wéi ass et mat deenen Nischen, vun deenen oft geschwat gëtt, déi awer oft entweder nach e Schattendasein féieren op där enger Säit, oder op där anerer Säit, wa se dann emol eng Kéier grouss gi sinn, ganz schnell riskéieren ewechzebriechen, wéi dat beim Commerce électronique jo deemnächst wäert de Fall sinn.

Wat fir eng Weeër musse mer goen, fir d'Finanzplaz nei opzestellen? Ech erënneren do - Här Wolter, passt op - un déi 31 Propositioune vun der Demokratescher Partei iwwert déi nei Ausriichtung vun der Finanzplaz no der Finanzkris. Well jo duerch d'Finanzkris ganz villes duercherneegerëselt ginn ass, wat déi international Finanzarchitektur ubelaangt, ware mir der Meenung, datt een och do eemol muss kucken: Wéi kënne mer d'Lëtzebuerger Finanzplaz do nei ausriichten? Wat sinn d'Risiken? Wat sinn awer och Opportunitéiten, déi sech do fir eis bidden?

Wa mer eis Klimabank hätten a wa mer géife bei der Albausanéierung a bei den erneierbaren Energien e grousse Coup no vir kënne maachen, da wär dat en eemolege Konjunkturprogramm fir dee ganze Lëtzebuerger Mëttelstand!

Mir mussen, wann et ëm d'öffentlech Finanze geet, an ech mengen awer och ëm d'Kompetitivitéit hei vun eise Betriber, besonnesch déi op der Finanzplaz, awer och déi aner, mengen ech, méi staark en A drop riichten, wéi ee mat den europäesche Steierdossieren ëmgeet. Mir hunn do oft ganz schnell, ganz spontan Positiounen ageholl, déi, mengen ech, aus dem Bauch eraus komm sinn, déi een och nëmme ka verstoen heiansdo, well se aus dem Bauch eraus komm sinn.

Wann ee seet, mir si fir eng international Finanztransaktiounssteier, wou net all aner Konkurrenzplaz vu Lëtzebuerg matmécht, dann, mengen ech, muss een awer och eng Kéier kucken, wat riskéiert Lëtzebuerg do derbäi, an dat géigeniwwer vun deem stellen, wat Lëtzebuerg op där anerer Säit vläicht kéint profitéieren. Dat ass bis ewell nach net gemaach ginn!

An och do hu mer jo eng Motioun hei am Parlament abruecht virun enger Rei vu Wochen, wou d'Regierung opgefuerdert ginn ass, emol déi Analys do ze maachen iwwer Dossiere wéi d'europäesch Finanztransaktiounssteier, iwwert d' Steierharmoniséierung, iwwert d'Harmoniséierung vun der Base d'assiette um europäeschen Niveau, fir ze dokumentéieren, wat riskéiere mer do, wat si vläicht fir Chancen doranner, an dann eréischt eng Debatt ze féieren an dann eng Décisioun ze huelen. Soss, fäerten ech, deet sech am Laf vun deenen nächste Joren - einfach, well mer onvirsiichteg waren, well mer net preparéiert waren - nach dat eent an dat anert Milliounen- oder Milliardegraf an eisen öffentleche Finanzen hei zu Lëtzebuerg op.

Dann, mengen ech, wa mer d'Leit wëllen iwwerzeege vun enger Spuerpolitik, wa mer d'Leit wëlle matkréien op deen dote Wee, fir munches nei ze denken an emol eng Kéier aneschters d'Problemer unzegoen, da musse mer och erklären, firwat mer dat maachen. Mir maachen dat net: spuere fir ze spueren. Et geet net dorëms! Et geet och net dorëms, herno de Spuerchampion ze sinn. Et geet och net dorëms, nëmme méi eng schéi statistesch Kurv herno derbäi erauszekréien, mä et geet eigentlech ëm net manner wéi ëm d'Zukunftsfäegkeet vun dësem Land!

Et geet dorëms, datt mer eis Margen erhalen, fir och an Zukunft nach kënnen ze reagéieren. Et geet dorëms, do kënne weider ze investéieren, wou et haut noutwendeg ass, well mer e Besoin hunn, well mer hei Opportunitéite gesi fir Lëtzebuerg, well mer awer och Gefore gesi fir Lëtzebuerg. Ech mengen, datt, wat déi öffentlech Investitiounen ubelaangt, een et net einfach kann esou maachen, datt ee seet, mir investéiere generell manner, wat jo da géif heeschen, mir strecken déi Programmer, déi mer hunn. Ech mengen, mir musse virun allem kloer eng Prioritéitelëscht maachen: Wat brauche mer wierklech?

Fir eis sinn déi Investitiounen am wichtegsten, déi wierklech dem Term vun der Investitioun entspriechen. Investéieren heescht, ech ginn haut eppes, fir muer eppes erëmzekréien. Ech investéieren also e Stéck an d'Zukunft an duerfir geet et dem Land muer hei besser. Dat missten eigentlech déi éischt Projete sinn, déi realiséiert ginn! An da muss ee kucken, wat fir eng aner duerno nach kommen.

Ech mengen och, et kann ee méi gënschteg bauen hei am Land. Well, wann een d'Chiffere vergläicht vu munchem Bau pro Meter carré, deen déi lescht Jore gebaut ginn ass, a wat op anere Plazen awer méiglech ass, dann ass do och nach Loft dran. Ech mengen och, datt dee Modell, deen d'Regierung beim Mierscher Lycée geholl hat, de PPP-Modell, datt en eng interessant Pist ka sinn, fir eng gutt Qualitéit zu engem konkurrenzfäege Präis och kënnen ze kréien an och vun der Erfahrung kënnen ze profitéieren, zudeem mat deenen aner Bauhären international och scho Gebaier opgeriicht hunn.

Dann, mengen ech, muss et och drëms goen, fir, wa mer spueren, Moyenen ze hunn, fir an anere Beräicher méi kënnen ze maachen. Mir hunn e grousse Mobilitéitsproblem hei am Land. Dat mierke mer all Dag, wa mer selwer an d'Stad gefuer kommen. Dat mierke mer all Dag, wa mer mat de Leit schwätzen. Dat mierke mer, wa mer mat Chefs d'entreprise schwätzen, wa se sech iwwerleeën: Wou loossen ech mech nidder? Wa mer och do Lëtzebuerg nach weider wëllen développéieren, wa mer nach méi Aarbechtsplazen an dësem Land hei wëllen hunn - a mir hätten do op jidde Fall näischt dergéint, zu deene gehéiere mir bekanntlecherweis net -, dann, mengen ech, musse mer och de Mobilitéitsproblem an de Grëff kréien.

Mir mussen och nach do investéieren, wann et dorëms geet, nei wirtschaftlech Standbeen kënnen opzebauen, fir déi fragil Situatioun, déi mer hunn duerch déi grouss Expositioun par rapport zur Finanzindustrie, fir déi dach e bësse méi staark kënnen ofzefiederen.

Mir musse weider investéiere ganz besonnesch a Bildung an a Kannerbetreiung. Ech erspueren lech hei nach eng Kéier all déi Propositiounen, déi mer scho gemaach hunn an der Vergaangenheet. D'Demokratesch Partei wëllt och, datt déi Uni, déi amgaangen ass sech ze fannen, déi amgaangen ass sech ze positionéieren, datt déi e Succès gëtt, well se wäert och zu engem wirtschaftleche Motor vun dësem Land kënne ginn.

An allen anere Regioune queesch uechter Europa, wou an de 60er an an de 70er Joren eng Universitéit opgaangen ass, hat dat en enormen Impakt op déi ganz Regioun. Do sinn aber an aber, Honnerte vun Honnerte vu Betriber dohinnerkomm, hu sech wéinst der Universitéit do ugesiedelt, et sinn Dausende vun Aarbechtsplaze geschafe ginn. Och musse mer d'Universitéit aus deem dote Bléckwénkel, däerfen a musse mer se kucken. A mir mussen, mir däerfen déi Efforten, déi mer um Niveau vun der Fuerschung maachen, net zréckschrauwen, well et ass dat d'Zukunft vun der wirtschaftlecher Stabilitéit vu muer a vun iwwermuer! Mir mussen awer kucken, datt mer déi privat Partner méi staark och nach hei zu Lëtzebuerg mat an d'Fuerschung erugezu kréien.

Mir brauchen also och an deenen doten Domänen, wann et drëms geet, Geld auszeginn, eng kloer Spuerpolitik, mä wann et drëms geet, méi ze maachen op eenzelnen Domänen, ganz kloer Prioritéiten, déi op d'Zukunft ausgeriicht sinn. Wann also an Zukunft nach Zukunftsgestaltung hei zu Lëtzebuerg méiglech soll kënne sinn, da brauche mer en Ëmsteieren, da brauche mer en Ëmdenken, da muss et och emol eng Kéier erlaabt sinn, eng Kéier eppes, wat vläicht net esou populär ass, hei op dëser Plaz ze soen an duerno an d'Realitéit kënnen ëmzesetzen.

Da musse mer un déi nächst Generatiounen denken, datt si net ze vill belaascht ginn. An da muss dat, wat eigentlech fir jiddweree selbstverständlech ass, datt een op Dauer net ka méi Geld ausgi wéi een es erakritt - well fir eis doheem gëllt dat jo och -, och fir e Land wéi de lëtzebuergesche Stat gëllen! Wa mir privat doheem emol eng Kéier an en Enkpass kommen, dann hu mer Reserven. Wa mer dauerhaft an en Enkpass kommen, sinn déi Reserve ganz schnell opgebraucht. A wa mer da musse bei de Banquier goen, da kréie mer am Ufank och nach eng Kéier Geld geléint. Wa mer dann dauerhaft musse bei de Banquier goen, well et nach ëmmer bei eisem Joresbudget net opgeet, da seet och de Banquier eng Kéier: Elo ass et eriwwer! Dat gëllt fir jiddwereen hei am Land, dat muss och fir de Lëtzebuerger Stat gëllen. Dir Dammen an Dir Hären, duerfir musse mer eng aner Politik maachen!

De Budgetsdefizit, Dir Dammen an Dir Hären, ass jo net vum Himmel gefall komm, en ass d'Resultat vun der Politik vun deene leschte Joren. An ech hunn et gesot: Do wou kee Spuereffort gemaach ginn ass, do wou déi, déi gewarnt hunn, éischter belächelt gi sinn, do wou déi, déi wollten emol eng Kéier en neie Wee goen, wou déi jo op der Säit stoegelooss gi sinn, do huet dat derzou gefouert, datt mer haut pro Joer riskéieren, eng Milliard musse léinen ze goen. Et ass net déi grouss international Kris, déi eleng duerfir responsabel ass. Mir haten eng Rei vu strukturelle Problemer virun der Kris, mir hu se haut a mir däerfe se net weider einfach bestoe loossen!

Et ass d'Resultat vun enger verfeelteter Politik. Et ass d'Resultat vun der Politik vun der roueger Hand, vun der vill ze roueger Hand, déi jo awer op d'mannst vun der Majoritéit aus dem Regierungslager hei gefuerdert ginn ass. D'CSV an d'LSAP ganz besonnesch mussen hire Politikmodell aus de leschte Jore vun dem „d'Problemer mat Geld zoudecken" iwwerdenken!

Et ass méiglech, mengen ech, en anere Politikmodell en place ze setzen. Et gëtt an eisen Aen eng Alternativ zur Scholdepolitik, et gëtt an eisen Aen eng Alternativ zu Steiererhéijungen, et ass méiglech, e wierkleche Politikwiessel kënnen erbäizeféieren.

Ob dat mat CSV an LSAP méiglech ass, Dir Dammen an Dir Hären, do hunn ech allerdéngs meng Zweifel dorunner, ganz besonnesch, well ech awer och héieren hunn, datt de Spriecher vun der gréisster Majoritéitspartei hei der Opfuerderung vum Finanzminister net onbedéngt mat ganz vill Courage nokomm ass, nämlech fir ganz konkret Propositiounen op den Dësch ze leeën.

Ech soen et nach eng Kéier: Deen, deen hei seet, et soll iwwer alles geschwat ginn, dee ka gradesou gutt soen, et soll iwwer näischt geschwat ginn. Mir hätten eis do méi Courage erwaart!

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Meisch. Als nächste Riedner ass den Här Lux agedroen. Här Lux, Dir hutt d'Wuert.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Häre Ministeren, véier Joer laang si mer amgaang ze diskutéieren iwwert déi gutt Weeër, déi effikass Weeër aus der Wirtschafts- a Finanzkris, der Kris vun den öffentleche Finanzen, der Kris vum Euro. An ech hunn elo zum Schluss, an domadder wéilt ech a sech dann ufänken, déi Fro opzefänken, déi mäi Virriedner, den honorabele Kolleeg Claude Meisch, hei genannt huet: firwat mer dat eigentlech alles géife maachen.

A sech d'Fro ze stellen: déi Hetz, déi mer hunn, politesch, vu Sommeten zu Sommeten, Rettungspaqueten zu Rettungspaqueten, Regierungskrisen zu Regierungskrisen, engem ëmmer méi grousse Vertrauensschwund, dee mer dobaussen an den Opinions publiques spieren, en Demokratiedefizit an Europa an och heiansdo an deenen eenzelne Länner. Dofir, mengen ech, ass et gutt, déi Fro ze stellen an ze versichen, wat fir eng Äntwert een drop gëtt, firwat mer Banke retten, firwat mer öffentlech Budgete wëlle sanéieren, firwat mer d'Währungsunioun wëlle vervollstännegen, den Euro krisefest maachen, d'Kompetitivitéit vun eisen Entreprisen erhalen an d'sozial Kohäsioun stäerken; déi Wierder, déi Maximen, déi de Finanzminister am Ufank vun dëser Debatt hei genannt huet.

An ech mengen, et wär gutt, de Leit dobaussen ze soen an eis selwer, dass alles dat dote keng Fin en soi ass, dass et kee Selbstzweck ass, firwat dass mer dat maachen, mä dass alles dat zum Wuel vun de Leit dobausse geschitt, de Salariéen an den Entreprisë geschitt, de Famillje geschitt, deene jonke Leit geschitt, de Pensionéierte geschitt an dass mir - an dat wëll ech och als LSAP-Fraktioun haut als roude Fuedem duerch meng Interventioun goe loossen - och der Meenung sinn: Et ass do net nëmmen, wéi et heiansdo politesch korrekt scho bal ass, dass et kee Choix géif ginn, wéi d'Madame Merkel et zum Beispill zur Ideologie an Europa gemaach huet, dass et a sech nëmmen eng Politik géif ginn, fir zu de Resultater ze kommen.

Mir mengen net, dass et kee Choix gëtt. Mir mengen net, dass et nëmmen eng Politik gëtt, mä mir menge schonn, dass jo an deene leschte Méint a virun allem an de leschte Wochen och an Europa sech dach ëmmer méi och e Choix mécht téschent engem Modell, deen ech géif e liberale Maartmodell nennen, wou e schwaache Stat um Enn dovunner wäert stoen, an op där anerer Säit dem Festegen, dem Stäerke vun dem europäesche Sozialmodell, dee mer säit Jorzéngte kennen an deen och virausschéckt, dass een e staarke Stat brauch. E staarke Stat kann een nëmmen hunn, wann en ebe just öffentlech Finanzen huet, déi an Uerdnung sinn, wann en eng bonne Gouvernance huet, wann e Strukturen am soziale Beräich, am éducativen, intellektuelle Beräich huet an doriwwer eraus, fir all deene Folgen, déi mer spieren dobaussen, an där zerrassener sozialer Kohäsioun, déi een op ville Plazen an Europa an doriwwer eraus spiert, kënne Meeschter ze ginn.

Mir rette Griichenland an aner Memberstaten net virun der Statsfaillite wéinst deene schéine Gesiichter vun de Griichen oder anerer wéinst, mä well mer der Meenung sinn, dass eng onkontrolléiert Statsfaillite vun engem oder vu méi EU-Länner katastrophal Konsequenzen - politescher, finanzieller an och ekonomescher - fir Europa hätt!

Mir hunn och als LSAP-Fraktioun 2008 an 2009 net Jo gesot zur Rettung vu Banken, well mer

onbedéngt dat internationaalt Finanzkapital oder iergendwelch Spekulante wëlle schützen, mä well mer der Meenung sinn, dass och dat eng Kettereaktioun op d'Banken- a Finanzsystemer gehat hätt, déi onweigerlech zum Kollaps an eisen Ekonomië gefouert hätt a virun allem déi kleng Leit, déi sougenannte kleng Leit, d'Salariéen an den Entreprisen a Mëttelschichten ëm d'Friichte vun hirer Aarbecht bruecht hätt.

A genausou wéi de Krisemanagement op europäeschem Plang kee Selbstzweck ass, esou sinn, mengen ech, och déi Moossnamen, déi mer an deene leschte Jore säit 2009 zu Lëtzebuerg geholl hunn - engersäits 2009/2010, fir d'Kafkraaft an d'Investitiounen ze stäerken an op där anerer Säit awer och déi öffentlech Finanzen an de Gréff ze kréien -, kee Selbstzweck. Neen, dat nach eng Kéier ganz kloer: Ausgeglache Budgeten an eng niddreg Statsverschëldung sinn d'Viraussetzung selwer, fir dass déi öffentlech Hand, Stat a Gemengen och nach an Zukunft, an deenen nächste Joren eng voluntaristesch Politik kënne maachen, Investitioune kënne maachen, Sozialpolitik gerecht kënne maachen, eng Wirtschaftspolitik kënne maachen, Bildungspolitik an esou weider. Dat nëtzt virun allem deene populäre Couchen, an ech mengen, dofir ass et noutwendeg, dass mer ëmmer erëm drop hiweisen, wéi mer Akzeptanz dobausse bei de Leit kënne gewannen.

Ech hunn en Dënschdeg an der Debatt iwwert d'Stolindustrie hei zu Lëtzebuerg de Riedner vun eiser Fraktioun, de Kolleeg Georges Engel, héiere soen, dass sech d'Manager vun ArcelorMittal hir Bonussen an deene leschte Wochen ëm 139% an d'Luucht gesat hunn. Ech muss soen, fir eng Entreprise, déi vill Profitter mécht, héich Gewënner afiert an zu Lëtzebuerg kee Frang Steiere bezilt - kee Frang Steiere bezilt! -, fir eng Entreprise, déi dorëmmer amgaang ass, och hei zu Lëtzebuerg, Wierker zouzemaachen a Leit domadder och an eng sozial schwiereg Situatioun ze bréngen, ass et onverschimt - sonnergläichen onverschimt! -, wann d'Bonusse vun de Manager ëm 139% an d'Luucht ginn. Dat zertrümmert an ënnerhielegt, an dat ass eis lwwerzeegung, dat zertrümmert dee Minimum vun Akzeptanz, dee mer brauchen, fir déi Politik, déi mer wëlles hunn an der Sanéierung vun den öffentleche Finanzen, an deenen nächste Méint a Jore weiderzedreiwen.

Et ass dofir, mengen ech, noutwendeg, dass mer dobaussen och kloermaachen, dass d'Maxime vun där Politik, déi mer wëlle maachen, op Gerechtegkeet baséiert - an ech hunn dat Wuert och virdrun aus dem Mond vum Finanzminister héieren -, dass d'Basis vun deem, wat mer maachen, un alleréischter Stell de Fait ass, dass d'Leit et kënnen novollzéien, dass d'Leit d'Gefill hunn, dass schmuel Schëllere manner droe wéi staark a breet Schëlleren, an dass se d'Gefill hunn, dass dat alles ee Sënn huet, dass dat alles zu iergendeppes féiert, dass et fir d'Leit, och fir d'Zukunft, fir hiert Liewen, fir hiert Beruffsliewen a fir d'Éducatioun vun hire Kanner e Sënn gëtt.

Ech mengen, dass dat eng Debatt ass, déi mer an Europa jo ëmmer méi féieren. No dem Traité, dee signéiert ginn ass an deen elo an eng Ratifizéierungsphas geet, ginn d'Stëmmen ëmmer méi haart, fir ze soen: Ass deen Traité, ass de „Sixpack", sinn all déi Mesuren, déi mer geholl hunn, net ze vill ausschliesslech an eesäiteg nëmmen op dat Monetäert, op dat Finanziellt ausgeriicht? Si se net ze vill eesäiteg an unilateral ausgeriicht op eng Austeritéitspolitik, déi en fait dozou féiert, dass dee ganz liichten Hauch vu Croissance, dee mer spieren, déi puer Hoffnungsschimmeren, déi ee gesäit, dass déi kapottgemaach ginn, well d'Kaz sech hei an den eegene Schwanz bäisst?

An ech war frou ze héieren, dass virun e puer Deeg och de Lëtzebuerger Premier Jean-Claude Juncker sech an d'Rei vun deenen agereit huet - éischter wär besser gewiescht -, fir kloerzemaachen, dass dee ganze Krisemanagement vun de leschte Joren dem Wirtschaftswuesstum ze wéineg Bedeitung bäigemooss huet an dass et dofir luewenswäert wär ze kucken - a vläicht gi jo déi franséisch Presidentschaftswahlen d'Geleeënheet fir do herno mat dem Succès, dem eventuellen an hoffentleche Succès vum Kandidat François Hollande -, d'Méiglechkeet ze ginn, fir nozebesseren do, wou nogebessert muss ginn.

Net dat a Fro ze stellen, wat mer do leien hunn, mä nozebesseren och d'Elementer vun der Croissance, d'Elementer fir ze kucken: Wéi brénge mer et fäerdeg, déi Ukuerbelungen, déi Ureizer, déi Investitiounsprogrammer opzeleeën, déi noutwendeg sinn, fir dass mer net op där enger Säit nëmme sanéieren a sanéieren an - wéi et hei gesot ginn ass, a meng zwee Virriedner hunn dat gesot - eis kapottspueren zulaaschte vun engem héije Chômage, zulaaschte vu sozialen a politesche Krisen?

Ech mengen och, dass doriwwer eraus déi Fro, déi sech stellt, och eng ass vun der Psychologie. Ech mengen, et war - an ech hunn et schonn hei gesot - de Jacques Delors, deen déi Maxime geprägt huet, dass 50% an der Wirtschafts- a Finanzpolitik Psychologie ass.

Dofir, mengen ech, ass et och noutwendeg, an esou enger Debatt kloerzemaachen, dass mer awer net... - an ech soen net, Här Meisch, dass Der dat maacht, mä trotzdeem! -, dass mer eis och ëmmer erëm soen, dass et wichteg ass, fir den Däiwel net un d'Wand ze molen, net dohinner ze goen an d'Leit dozou féieren, fir sech an eng Schleekenhausmentalitéit zréckzeféieren, de Konsum doduerch och a Gefor ze bréngen, d'Investitiounen a Gefor ze bréngen doduerch, dass kee Vertrauen, dass keng Hoffnung méi do ass, fir derfir ze suergen, dass mer Wuesstum kréien, dass dee Wuesstum een nohaltege soll sinn, dass dee Wuesstum soll dofir do sinn, fir Aarbechtsplazen ze erhalen, nei Aarbechtsplazen ze schafen.

An ech mengen, dofir ass et noutwendeg, dass mer an esou Debatten och ëmmer derfir suergen, fir kloerzemaachen, dass mer eng positiv Grondstëmmung wëllen hunn, ouni déi Froen, déi berechtegt Froen, déi berechtegt Décisiounen, och oft onpopulärer, déi mer mussen huelen.

An ech wäert Iech herno net enttäuschen. Ech wäert net hei soen: „Alles läit um Dësch." Fir eis läit net alles um Dësch. Fir eis steet net alles zur Dispositioun, mä dat, wat zur Dispositioun steet, wäert ech Iech, Här Meisch, mä och deenen anere Kolleeginnen a Kolleegen, net virenthalen. Et ass iwwregens net fir d'éischte Kéier, mä et gëtt net ëmmer gutt nogelauschtert.

De Bilan vun de Krisejoren hei zu Lëtzebuerg fält an eisen Ae positiv aus, well dat, wat mer gemaach hunn, war keng simplistesch Rhetorik an och keng simplistesch Politik vu sozialem Ofbau. An ech soen och dobaussen deenen, déi an dëse Wochen amgaang sinn, sech iwwer eenzel Themen opzereegen, hir sécherlech ëmmer erëm legitim Fuerderungen ze stellen, an déi dann oft soen: „D'Politik vum sozialen Ofbau"…

Ech wëll dofir bei dëser Geleeënheet och soen, dass mer an deene leschte Joren… A wann ech dann nëmmen d'Nopeschlänner kucken, net de Verglach mat der Tschechei oder mat Estland maachen, mä de Verglach mat den Nopeschlänner maachen, da stellen ech fest, dass et kee Sozialofbau gouf!

Mir wäerten den 1. Januar 2013 fir d'zweete Kéier de Mindestloun unhiewen. Ech mengen, dass dat noutwendeg ass, fir e kloert Signal ze ginn - och an der Akzeptanz dobausse vun de Leit -, dass mer déi niddreg Gehälter, déi, déi wierklech au bas de l'échelle sociale sinn, net am Ree stoeloosse bei all deene Problemer, déi se kennen.

Ech wëll soen, dass mer den Ajustement vun de Renten a Pensioune gemaach hunn. Mir hunn en an zwou Kéiere gemaach. An iwwert dat, wat mer mam nächsten Ajustement maachen, dozou wäert ech herno nach e Wuert soen. Mä och do ware mer bereet, deen Équiliber ze fannen tëschent, op där enger Säit… An en fait ass alles, wat mer ze maachen hunn, eng intelligent Gratwanderung tëschent der noutwendeger Sanéierung op där enger Säit, sief dat vum Statsbudget oder sief dat an der Sécurité sociale, an op där anerer Säit awer Impulser ze ginn, Vertrauen ze ginn, Croissance méiglech ze maachen.

An ech mengen, an deem Équiliber hu mer den Ajustement gemaach, hu mer de Mindestloun a wäerte mer de Mindestloun nach eng Kéier unhiewen, an hu mer och - egal wat de Kolleeg Gast Gibéryen eis herno och zu deem Punkt vläicht nach eng Kéier wäert soen - den Indexsystem hei zu Lëtzebuerg mat deem Wuerekuerf, deen e kennt, als System erhalen a suerge mer derfir - an ech géif gären nach e Land gesinn, wou dat an deenen nächste Jore stattfënnt! -, dass mer garantéieren, dass an deenen nächsten dräi Joer, 2012, 2013 an 2014, den 1. Oktober garantéiert d'Léin an d'Gehälter ëm 2,5% an d'Luucht ginn!

Och dat ass, genau wéi ech et gesot hunn, engersäits eng Décisioun vun der Sanéierung an der Stäerkung vun der Kompetitivitéit doduerch, dass dat der Ekonomie vill Geld wäert bréngen, an op där anerer Säit, mengen ech, awer och e kloert Signal, dass mer de Sozialstat a seng wichteg Aggregater och wäerten an Zukunft erhalen.

Ech wëll och nach e lescht Beispill soen, wat wichteg ass an der Fro vun der Rhetorik, déi een dobaussen heiansdo héiert vum Sozialofbau, deen anscheinend iwwer Lëtzebuerg géif goen: dass an dem öffentlechen Déngscht an all deene Länner ronderëm - vis-à-vis vu finanzielle Situatiounen, déi oft natierlech vill méi dramatesch si wéi bei eis -, dass do d'Personal am öffentlechen Déngscht a Servicer am öffentlechen Déngscht éischter zréckgefuer ginn, ofgebaut ginn, an dass mer hei zu Lëtzebuerg an deene leschten dräi Joer all Joer 300 nei Posten an den öffentleche Servicer geschafen hunn, also och dat beim Stat geschafen hunn.

An et kéint een dann nach an d'öffentlech Hand, an d'Gemengen an doriwwer eraus goen - da wär de Chiffer nach vill méi héich -, fir och hei ze soen, dass et déi dobaussen oft duergestallte simplistesch Politik net ginn ass. Et war eng Politik, fir deen Équiliber ze sichen tëschent deenen zwee Défien, déi mer gläichzäiteg mussen erreechen.

Et besteet keen Zweifel, an de Kolleeg Claude Meisch huet dat virdrun unhand vun enger Rei vun Zuelen - an och de Kolleeg Marc Spautz - gesot, déi ech net alleguerten erëm well widderhuelen, dass d'Lëtzebuerger Ekonomie net esou richteg vum Fleck kënnt, dass déi Croissancezuelen..., och wa '14 a '15 laut dem Comité de prévision jo erëm Wuesstumszuele sinn, wou mer alleguerten, mengen ech, iwwerrascht waren, dass mer erëm iwwer 3%, bal souguer iwwer 4% solle goen. Mä Tatsaach ass, wann een eng Rei vu Parametere kuckt, dass et dach schonn e Miniwuesstum ass, dee mer 2012 wäerten afueren. Ob en dann 1% ass, oder wéi am Comité de prévision gesot, dass et eng Rezessioun ass, also bei 0,9%...

Une voix.- Minus!

M. Lucien Lux *(LSAP)*.- ...bei minus 0,9% wäert sinn, dat wäerte mer da gesinn.

Tatsaach ass - ob et dann ee klenge Wuesstum ass, eng Stagnatioun oder eng technesch Rezessioun, wéi mer et och erkläert kritt hunn -, eise wirtschaftleche PIB wäert och 2012 net deen Niveau vun 2007 erreechen. Eréischt dann, wéi gesot, ab 2013, Previsioun 2,3%, 2014, Previsioun 4% plus, an 2015 souguer 4,8% - do komme mer schonn op Héichten, déi mer da viru Jore kannt hunn -, soll e kräftege Wuesstum hannendrukommen. En moyenne, 2013 a '15, wäerten dat 3,7% sinn. Dat ass awer däitlech ënnert deene Croissancezuelen, déi mer an de Rekordjore während Joren hei kannt hunn.

Sektoriell allerdéngs - an dat ass e Plädoyer, dee mer der Regierung ëmmer erëm ginn hu bei der Geleeënheet vun esou Debatten -, sektoriell gesäit dat Bild oft ganz ënnerschiddlech aus. D'Finanzplaz huet mat Sécherheet net méi déi Rekordzommen un Nettogewënn, wéi et 2007 de Fall war mat 4,7 Milliarden, mä trotzdeem, d'Gewënner vun 2,9 Milliarden 2011 sinn dach awer nach Gewënner op engem relativ héijen Niveau, och wa méi kleng Bréidercher gebak wäerte ginn.

Mä ech mengen, och do gesäit een, dass laut dem Comité de prévision de Bäitrag vum Finanzsecteur um PIB 2012 ëm 1,5% wäert zréckgoen. Et ass eent vun deenen éischte Joren, wou mer e Réckgang ze verzeechnen hunn.

An der Industrie hu mer eng Situatioun, déi e Suergekand duerstellt. Am Verglach zu de Virkrisenzäiten - zum Beispill dem 2008 - ass d'Industrieproduktioun am Dezember 2011 ëm 20% zréckgaangen, bal agebrach. A wann ech dat kucken op deenen zwee Beräicher, déi eis an deene leschten Deeg hei am Land interesséiert hunn, an der Stolindustrie, esou hu mer et jo gëschter an der Stoltripartite fäerdegbruecht - an ech wëll dem Wirtschaftsminister och dofir félicitéieren, déi kloer Sprooch geschwat ze hunn -, fir ze soen, wa mer eis hei zu Lëtzebuerg weider un engem Coût social bedeelegen, dee leider Gottes op eis zoukënnt, iwwert dat eraus, wat den Droit commun duerstellt, da kann dat nëmme méiglech sinn, wann och Investitiounen, wa kloer Zousoe fir Investitiounen an deenen eenzelne Siten hei zu Lëtzebuerg och festgeschnürt kënne ginn.

An ech géif souguer drunhänken, dass et iwwert déi Investitiounen eraus noutwendeg ass, mat ArcelorMittal eng aner Sprooch ze schwätzen, och wat d'Terrainen ubelaangt. Et muss Schluss sinn domadder, dass an der Offäerdegung vun esou Situatiounen, wéi mer se elo erëm wäerte kennen, ArcelorMittal sech ëmmer nëmmen d'Filetsstécker bei der Verdeelung vun den Terrainen hélt an dem Lëtzebuerger Stat d'Sanéierung vun de verpeschten a vergëften Terrainen iwwerléisst an och net gesäit, dass mer e Pollueur-payeur-Prinzip hunn a gesetzlech Virgaben hunn, déi hei relativ däitlech sinn!

Wann een et esou mécht, wéi ArcelorMittal et mécht, dass d'Gewënner privatiséiert ginn, fir si selwer sinn, an awer d'Käschten, souwuel déi sozial Käschte wéi d'ekologesch Käschte vun der Sanéierung, dass déi der Allgemengheet zougeschoustert ginn, ech mengen, esou léisst et sech natierlech gutt liewen, esou léisst et sech, mengen ech, och gutt Situatiounen a gutt Zuelen erausschaffen!

Eng zweet Situatioun, ouni an den Detail ze goen, mécht eis Suergen, dat ass déi vun der Cargolux. An ech wëll dat hei ganz däitlech soen, dass am Zesummenhang mat der Cargolux, mä hannendrun och mat der Situatioun vun der Luxair an der Situatioun vum Standuert vum Flughafen insgesamt - dee fir déi industriell Zukunft vun eisem Land vu kapitaler Bedeitung ass a wäert sinn an deenen nächste Joren; eis Plaz op der Landkaart wäert sech do entscheeden -, mengen ech, et noutwendeg gëtt, an ech wëll et net mat där brutaler Rhetorik hei kommentéieren, wéi de Leitartikel vum „Lëtzebuerger Wort" virun enger Woch, mä ech wëll awer ganz däitlech soen, dass et héich Zäit gëtt, dass d'Lëtzebuerger Regierung a virun allem déi Ministeren, déi implizéiert sinn an deem Dossier, eng kloer Strategie kréien, souwuel eng Strategie innerhalb vun der Gesellschaft, wéi och eng Strategie, wéi déi eenzel Aktionären, déi jo zum gudden Deel vum Stat a vun der Regierung ofhänken, wéi déi och d'Intérête vu Lëtzebuerg an d'Intérête vun enger Lëtzebuerger Gesellschaft - nach ëmmer Lëtzebuerger Gesellschaft! - an deem Zesummenhang och maachen.

Ech halen et fir positiv an eis Fraktioun och, dass e kloert Zeeche komm ass, fir d'Verdeelung vun dem Aktiëpaquet och iwwert den Dag eraus bei 65% fir déi Lëtzebuerger Aktionären a 35% fir déi kataresch Säit ze loossen. Mä ech wëll gradesou däitlech soen, dass mer eis mat dem Katar agelooss hunn, mat enger Gesellschaft, déi och gläichzäiteg e Konkurrent ass, an dass een also ganz gutt muss oppassen an der Strategie, inwieweit et hei och ëm eng Neiverdeelung vu Parts de marché geet. Ech mengen och, dass et noutwendeg ass, an der Gouvernance an och an der Présidence derfir ze suergen, dass mer eng Lëtzebuerger, eng national Strategie an engem europäeschen, internationalen Emfeld hunn, déi noutwendeg ass.

Wat de Bausecteur ubelaangt, si mer a sech - dat wonnert een, wann een d'Zuele kuckt - gutt duerch déi Kris komm. D'Optragsbicher si voll, an ech wëll och hei ganz däitlech soen, dass d'Failliten, déi mer an deene leschte Méint erlieft hunn, Faillitë waren, déi meeschtens d'Resultat vu schlechter Gestioun oder awer souguer frauduleuse Faillitë waren, wat natierlech extrem bedauerlech ass a wou een nëmme kann hoffen, dass d'Regierung zesumme mat de Syndikater och eng kloer Sprooch schwätzt, fir d'Responsabilitéite vun esou Situatiounen och op de Punkt ze bréngen.

Kuerz nëmme wëll ech am Commerce de leschte Bulletin vun der Zentralbank zitéieren: «La bonne santé du secteur du commerce est maintenue tout au long de l'année 2011». Ech wëll an der Automobilsbranche soen - 2011: 49.881 nei Immatrikulatiounen, dat ass bis op 1981 zréckgekuckt dat véiertbescht Resultat an en Indiz dofir, dass d'Kafkraaft vun de Leit nach ëmmer intakt ass.

Ech wëll e puer Wuert iwwert d'Kompetitivitéit soen, well se extrem wichteg wäert si fir eise wirtschaftlechen Tissu, mä och eise finanziellen, well béides ganz kloer mateneen zesummenhänkt. Dir wësst, ech kucke ganz gären international Wettbewerbsrankingen, fir ze kucken, wéi Lëtzebuerg sech op deem Gebitt hält a wat och déi eenzel Autoritéiten, déi esou Rankingen ausstellen a Ratinge maachen, och dann iwwer Lëtzebuerg soen.

Den „Institute for Management Development" huet Enn 2011 Lëtzebuerg an der Kompetitivitéit vun 59 Länner op der eelefter Plaz situéiert. De „World Economic Forum" huet an der Entwécklung vun dem Kompetitivitéitsindex Lëtzebuerg vun 142 Länner op der 23. Plaz gesinn. D'„Heritage Foundation" huet am Index vun ekonomescher Fräiheet a Flexibilitéit Lëtzebuerg op der 13. Plaz gesi vun 188 Länner. An an der Fro vun eenzelne Rankingen, déi gemaach gi sinn, wëll ech awer och däitlech soen, dass an der Produktivitéit, an der gerechenter Produktivitéit pro geschafftener Auer (veuillez lire: Stonn), dass do Lëtzebuerg vum „Conference Board" vun 39 entwéckelte Länner op déi éischt Plaz gesat ginn ass! An dass beim „Manager Magazin" Lëtzebuerg vun „Contor" an der Wiel vun deene beschte Wirtschaftsstanduerter an Europa vun 100 Regiounen - an et ass op Regioune genannt ginn - vun 100 Regiounen op déi éischt Plaz mat där beschter Kompetitivitéit an där beschter Wettbewerbsregioun vun Europa gesat ginn ass!

An och, wann een den Triple-A eng Kéier kuckt, an ech si bei „Fitch" kucke gaangen, fir ze kucken: Wéi kommentéiert „Fitch" dann d'Tatsaach, dass se eis weiderhin en Triple-A zoukomme léisst? Och do ass et ganz kloer, dass se schwätzt vun enger robuster Ekonomie, vun enger niddreger Statsschold, vun engem gudde Scholdnerstatus no baussen a vun

engem laangfristeg gudde Bilan bei der Budgetspolitik. Dat ass de Wäert, dee „Fitch" dem Triple-A fir Lëtzebuerg wäert ginn a ginn huet.

Um Niveau vun… an och dat, mengen ech, sollt een an de Berechnungen net vergiessen, dass an eiser Lounentwécklung, an eisem Coût salarial nominal vun 2008 bis 2010 e Verglach gemaach gëtt vun deenen eenzelne Länner, deen zum Schluss kënnt, dass zu Lëtzebuerg d'Lounstéckkäschten ëm 17,3% an d'Luucht gaange sinn! Dat ass vill méi héich wéi an Däitschland bei 6,6% plus oder wéi och a Frankräich, 7,2%. A wann ech dat vergläiche mat deem, wat d'Europäesch Kommissioun de 14. Februar 2012 an hirem éischte Rapport iwwer Lëtzebuerg gesot huet, nämlech dass een e Seuil sech soll ginn, fir 9% net ze iwwerschreiden an engem Zäitraum vun dräi Joer, dann hu mer mat 17% an der Entwécklung vun dem Coût salarial déi Entwécklung do largement iwwerschratt!

An dofir, mengen ech, ass et och wichteg, an dat huet nom Prinzip „tout cela se tient" mat villen aneren Indicen ze dinn: Mir erlaben eis eng héich Lounentwécklung hei zu Lëtzebuerg. Mir hu gutt Léin an deenen eenzelne Secteuren, an der Industrie an op villen anere Plazen och. A mir mussen derfir suergen, dass aner Trëmp, déi mer hunn an déi am Verglach zu deenen anere Länner ganz niddreg sinn - zum Beispill d'Lounniewekäschten, an der Sécurité sociale, mä och eis Fiskallandschaft; och op där anerer Säit bei der Aarbechtszäit, dass mer an der Aarbechtszäit ganz héich leien an der Groussregioun, souguer an eenzelne Secteuren op der éischter Plaz leien -, dass mer dat Ëmfeld do, dass mer eis dat mussen erhalen.

Ech wëll an der sozialer Situatioun vun eisem Land no dem Motto: „Firwat maache mer dat?" - déi Fro, déi de Kolleeg Claude Meisch am Ufank vu senger Interventioun gesot huet - och kloermaachen, dass de Chômage, an dat däerfe mer net vergiessen, dat kënnt oft ze kuerz an deenen Diskussiounen, dass déi sozial Situatioun zu Lëtzebuerg net onbedéngt ëmmer ganz roseg ass.

An et bleift - dat ass e grousse Problem, an ech wëll de Kolleeginnen a Kolleegen hei meng Iwwerzeegung aus 25 oder 30 Joer Erfahrung soen -, dass de grousse Problem hei zu Lëtzebuerg, deen eis all Indikatoren an all Situatiounen dobausse kapottmécht, dass dat d'Situatioun vum Logement ass. D'Tatsaach, dass d'Präisser, souwuel wat d'Loyeren ubelaangt, erëm eng Kéier - erëm eng Kéier! - an deene leschte Wochen ëm bal 7% an d'Luucht gaange sinn, d'Tatsaach, dass d'Präisser dobausse vum Wunnen, vun de Bauterrainen esou an d'Luucht ginn, dat mécht eis um Niveau vun der sozialer Kohäsioun esou munches kapott!

Datselwecht gëllt och um Niveau vum Chômage, wou et eis, mengen ech, net däerf egal sinn, dass mer eng Previsioun gemaach kréie vum Comité de prévision, dass mer 2015 bal bei 8% Chômage kënne leien. Dofir ass et, dass d'Géigesteiere mat deene Moossnamen, déi den Aarbechtsminister Nicolas Schmit an d'Wee geleet huet, net nëmme mat der Reform vun der ADEM - ech géif bal soen, do ass Pabeier gedëlleg an et muss een dat lues a lues elo ëmsetzen an et zu engem neien Esprit maachen -, mä virun allem mat all deenen Décisiounen, déi scho geholl gi sinn um Terrain, fir derfir ze suergen, aus der ADEM, haut der Agence, e méi proaktiivt Instrument ze maachen, fir d'Aarbechtsplaze bei d'Leit an d'Leit bei d'Aarbechtsplazen ze bréngen, dass dat gutt Schrëtter, dass dat wichteg Schrëtter waren.

Ech wéilt awer och soen, dass den Aarmutsrisiko - an ech beruffe mech do op de „Panorama social" vun der Chambre des Salariés, déi gerechent huet, dass den Aarmutsrisiko vun 1995 bis 2010 ëm 2,5% an d'Luucht gaangen ass -, dass de Rapport vun deenen ënneschten 20 Akommesbezéier an deenen 20 meeschte- a beschtverdéngenden Akommesbezéier sech an deene leschte 15 Joer verschlechtert huet an dass dee Facteur do, deen ënner véiermol louch tëschent deenen Niddregsten an deenen Ieweschten, elo op iwwer véiermol läit, mat enger Tendenz, déi steigend ass. Och dat muss eis an der Fro, firwat mer dat alles maachen a wéi mer et maachen, interpelléieren, fir zu deene richtegen Décisiounen ze kommen.

Ech well, wat den institutionelle Kontext ubelaangt, keng Wierder méi do verléieren. De Semestre européen, de „Sixpack" an dann dat, wat am Traité elo décidéiert ginn ass, ech mengen, dat ass heibanne bekannt, ech wëll doriwwererausgoen. Ech mengen och, all dat… Mir wäerten eis nach wonneren iwwer eenzel Saachen, déi an der Ëmsetzung, der konkreter Ëmsetzung vum „Sixpack" nach op eis wäerten zoukommen an der Budgetspolitik, déi mer an deenen nächste Jore wäerten ze maache kréien.

Et ass net nëmmen d'Fro vun der Scholdebrems, déi mer an eise gesetzleche Kader anzebréngen hunn. Dat sinn och déi nei Kompetenze vum Europäesche Geriichtshaff; dat sinn déi Bedéngungen, déi gestallt gi fir d'Hëllefe vum ESM; dat ass awer och, mengen ech, dass mer erëm iwwer eng Budgetsnorm wäerten diskutéieren, well déi Budgetsnorm wäerte mer elo vu Bréissel geliwwert kréien, fir ze kucken, wéi mer an Zukunft wäerten do fonctionnéieren.

Mä ech mengen, dee Kader ass gewosst, an ech mengen, mir hunn déi Aufgaben do an deenen nächste Wochen a Méint institutionell ze maachen, mä virun allem och an der Ëmsetzung vun der Praxis.

Ech wëll ee Wuert, och wann de Finanzminister net heibannen ass, mä et kann een him et dann herno zielen,…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- E rifft den Här Schäuble un.

(Interruption)

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Ech wëll soen, dass an der Fro - an dat ass och eng Fro vu Glafwierdegkeet vun de Politiken, et ass och eng Fro vun der Akzeptanz -, um Ufank vun der Bankekris Resolutioune geschriwwe si ginn op allen institutionellen Niveauen, vum G7 iwwert de G20, iwwert d'Europäesch Conseilen an esou weider, déi gestrotzt hunn dovunner, a wat fir engem Mooss mer elo Léiere géifen zéien aus där Bankekris an a wat fir engem Mooss mer elo géifen derfir suergen - dat war dat Wuert, wat ëmmer erëmkomm ass -, dass dat alles ni méi dierf virkommen, dass mer elo Regele géife maachen, déi dat Monster do géife bändegen. Dat ass gesot a geschriwwe ginn.

Ech mengen, dozou huet och gehéiert, dass mer géifen dem Prinzip nogoen, dass d'Banken och hiren Obolus sollte matbezuelen, fir d'Schied, déi volkswirtschaftlech an déi budgetär Schied och zum Deel matzedroen duerch en Obolus, dee se géife leeschten, virun allem op hire Risikogeschäfter, déi se géife maachen. Et muss een haut, dräi Joer duerno, feststellen - an dat ass dat Feinst, wat ech dozou kéint soen -, dass Pabeier gedëlleg ass. Mä leider Gottes hu mer aus deem meeschten dovunner keng wierklech praktesch, konkret Schléss gezunn.

Eent vun de Beispiller ass dat vun der Finanztransaktiounssteier, wou mer um Ufank eis eens waren. A mir hunn hei zu Lëtzebuerg oft d'Gefill, dass de Premier, dee gläichzäiteg och als President vum Eurogroup do um Gas sëtzt, ëmmer erëm derfir gesuergt huet, dass déi Debatt am Rahme vun den Euro 27 oder och am Rahme vun der Eurozon ëmmer erëm géif op d'Dagesuerdnung kommen. En huet elo nach virun e puer Deeg gesot, wa mer bei der Finanztransaktiounssteier net weiderkommen, da musse mer eis mat deemselwechten Zil, mat deemselwechte Resultat aner Moyenë ginn. Et ass du vun enger Börsesteier elo nach geschwat ginn, mä och déi ass net méi sécher.

Ech mengen, dass dat bei de Leit dobaussen, beim Vollek dobaussen, fir et einfach ze soen, ee ganz fade Bäigeschmaach hannerléisst, dass drop gewaart gëtt, bis déi Kris erëm hannerun eis ass, d'Volkswirtschaften an d'Ekonomien an d'Stéit an d'Budgeten hiren Obolus geleescht hunn, fir d'Banken ze retten, an dass herno d'Léieren awer net gezu ginn, wéi se hätte misse gezu ginn, fir derfir ze suergen, dass dat net méi an Zukunft nach eng Kéier soll virkommen.

An ech hu wéi vill anerer och de „Spiegel" gelies an der leschter Woch. Am Bericht iwwert d'Sitzung vum Europäesche Conseil vum „Spiegel" stoung, dass den däitsche Finanzminister d'Debatt ugefaangen huet a gesot huet - ech zitéieren: „Wir riskieren die Legitimität des europäischen Modells der Demokratie." Dat ass elo ganz héich gesat an deem Apostrophéiere vun der politescher Responsabilitéit

Duerno huet de „Spiegel" geschriwwen, als zweete Riedner war de Lëtzebuerger Finanzminister ageschriwwen, an de „Spiegel" schreift: „Danach zeigte der Luxemburger Finanzminister, weshalb an diesem Tag nicht die Demokratie, sondern die Lobbyisten triumphieren würden." Zitatenn. Wat drop hiweist, an dat bedauere mer, dass de Lëtzebuerger Finanzminister net eng Volontéit weist, sou wéi et politesch och hei zu Lëtzebuerg geduecht war, fir eng Finanztransaktiounssteier weiderzedreiwen, sécherlech eng, déi net gemaach soll ginn, ouni dass London soll derbäi sinn. Dat ass kloer eis Meenung, dass se um Niveau vun den EU 27…

(Interruption)

…soll geschéien, mä dass et, mengen ech, och kloer wär, dass een an den europäeschen Enceinten derfir suergt, politesch, dass déi Iddi do weidergedriwwe gëtt, an net, dass ee permanent op der Brems steet, fir se a Fro ze stellen.

Ech kommen dann zum Kapitel vun de Finanzen, den öffentleche Finanzen…

(Interruption)

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Dat bréngt guer näischt, déi Finanzen!

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Ech hu gelies, Här Henckes, dass Der nach ageschriwwe sidd, fir herno ze schwätzen. Ech wär wierklech interesséiert, herno dozou Är Meenung ze héieren. Sot eis dat herno, an da si mer interesséiert, ze kucken…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et ass bal déiselwecht wéi d'Regierung se huet. Mä et schéngt, wéi wann Dir net méi dra wiert!

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Bei de Previsioune vun den öffentleche Finanzen hei zu Lëtzebuerg ass oft bedauert ginn, dass mer, an ech hunn dat genannt heiansdo d'„Lofthoheet" iwwert d'Zuelen net géife gewannen, dass mer et net géife fäerdegbréngen, fir Zueleprevisiounen ze maachen. Mä ech hunn an der Tëschenzäit agesinn, dass et schwéier ass hei zu Lëtzebuerg, an enger klenger Ekonomie, an deem klengen Deel vun öffentleche Finanzen an deem groussen europäesche Mier zu kloren Ziler an zu klore Previsiounen do ze kommen.

Ech wëll och elo hei net méi drop agoen, wat fir eng Situatioun mer hunn. Ech wëll just mam Claude Meisch soen, an och mam Marc Spautz, an ech mengen, do si mer eis driwwer eens, an och mam Finanzminister eens, dass déi Situatioun vun den öffentleche Finanzen, déi mer hunn, keng gutt Situatioun ass an dass mer där musse géigesteieren.

Ech wëll awer gradesou däitlech soen…

(Interruption)

Ech wëll awer gradesou däitlech soen - an och dat weist de Comité de prévision -, a wat fir engem Mooss deen éischte Spuerpaquet, deen dës Koalitioun 2010 opgeluecht huet, a wat fir engem Mooss dee schonn seng Effeten hat op déi Situatioun, déi mer haut hunn.

An ech wëll soen, dass et fir eis als LSAP-Fraktioun ganz kloer an däitlech ass, dass mir zu där Zilsetzung, fir bis d'Joer 2014 en ausgeglachene Statsbudget ze kréien, also vun de gesamten öffentleche Finanzen natierlech, dass mir dat Zil weiderhi politesch wäerte mat ënnerstëtzen a bereet sinn, och en zweete Spuerpaquet opzeleeën, wann dat fir '13 a '14 - an d'Previsioune vun dem Comité weisen dat kloer - noutwendeg ass.

Ech wëll awer gradesou däitlech soen - an ech hunn dat virdrun als Bemierkung op dem Claude Meisch seng Bemierkung vun dem „Alles op den Dësch leeën heescht a Wierklechkeet, näischt op den Dësch leeën" gesot, dass dat heescht, dass ee kloer Choixen op enger Rei vu Gebidder muss maachen.

Mir kënnen et net zouloossen, dass mer an deenen nächste Joren, bei enger Politique inchangée, dass mer 2013 d'Limite vun de Maastricht-Kritäre beim Defizit vun 3% iwwerschreiden, dass mer 2013 an 2014 jeeweils ronn 1,5 Milliarden Defizit maachen, souguer 2015 1,7 Milliarden, mat engem Solde structurel, deen nach méi schlecht wäert sinn, bei minus 4,3% am Joer 2014 (veuillez lire: 2015).

Wichteg wär et - dat ass eng éischt technesch Bemierkung, déi awer och politesch wichteg ass -, fir ze soen, et wär am Comité de prévision sengen Zuele wichteg gewiescht, am gesamtöffentlechen Haushalt och eng Ënnerdeelung ze maache vun deenen dräi Kompartimenter, déi dat bedeit: den État central, d'Sécurité sociale an d'Gemengen. Déi hu mer leider net, an et mécht et dofir och méi schwéier, fir kloer Resultater a kloer Konklusiounen dobäi erauszezéien. Et wär awer den ABC vun all Basisinformatioun gewiescht, fir kloer ze gesinn, wéi dat op deem Plang sech opdeelt.

Natierlech wësse mer, dass d'Sécurité sociale en Excédent schreift an dass d'Differenz am Gesamtstatsdefizit bal exklusiv aus dem Zentralstat, aus dem Statsbudget kënnt, an dat wäert sécherlech vill vun eis verlaangen, fir an deenen nächste Wochen a Méint en vue vum Budget 2013 an deem vun 2014 zu politeschen Décisiounen ze kommen.

Ech wëll och heibanne soen, ech hunn de Moien dem President vun der FEDIL nogelauschtert, deen der Politik a virun allem der Regierung eng schlecht Zensur ausgestallt huet a gesot huet, mir wäre reformonfäeg a mir géifen op deem Gebitt och vun der Sanéierung vun den öffentleche Finanzen an doriwwer eraus net weiderkommen.

Ech wëll mech drun erënneren, eppes Klenges iwwer e Joer huet de Sozialminister Mars Di Bartolomeo mat grousse Schwieregkeeten, politesche Schwieregkeeten eng Reform gemaach vun der Krankekeess, haut d'Gesondheetskeess, mat dem Zil, fir derfir ze suergen, dass mer eng Sanéierung géife kréien, dass mer aus engem Defizit och erëm géifen an de Boni erakommen an dass mer géifen derzou bäidroen, dem Zil vun engem ausgeglachenen öffentlechen Haushalt méi no ze kommen.

Ech wollt lech emol d'Fro stellen: Wat fir eng Couchen hei zu Lëtzebuerg waren et, déi mat aller Muecht versicht hunn, fir dee Reformprojet do ze boykottéieren? Wie waren déi Couchen hei zu Lëtzebuerg, déi bei där Geleeënheet gestreikt hunn a mat alle Mëttele versicht hunn, den Équiliber vun den Efforten, déi vu jiddwerengem, vun den Assuréen, vun den Zouliwwerer an den Apdikten an esou weider an och vun den Dokteren ze maache waren, ze stéieren?

Ech mengen, et waren net déi Couchen, op déi oft dobausse mam Fanger gewise gëtt, dass se reformonfäeg wären, mä et waren d'Dokteren, déi bestëmmt net zu deene gehéieren, déi déi Schlechtstbezuelten oder wierklech déi sinn, déi en bas de l'échelle vum soziale Liewen hei zu Lëtzebuerg stinn, déi alles gemaach hunn, fir dat ze boykottéieren.

Ech géif dofir gären all deene Leit soen, dass déi Efforten, déi gemaach gi sinn an deene leschte Wochen a Méint a Joren, virun allem gedroe ginn - an ech wäert herno e puer Zuele bei de Steieren nennen - an dass déi bezuelt gi si vun de Salariéen, dass déi virun allem bezuelt gi vun de Familljen, vun den einfache Familljen dobaussen, vun deenen, déi éierlech a brav hir Steiere Mount fir Mount bezuelen, an dass et ausgerechent - mengen ech - Couchë waren, deenen et wierklech ganz gutt an eiser Gesellschaft geet.

An ech wëll deenen et iwwerhaapt net net vergënnen! Ganz am Géigendeel, ech hale virun allem d'Medezin fir esou e responsabelen, schwieregen Job, dass déi Leit roueg sollen och gutt bezuelt ginn, mä et waren déi Couchen - Här Dennewald -, déi derfir gesuergt hunn, dass mer Reformonfäegkeet hei am Land un den Dag geluecht hunn, an net anerer.

Ech wëll dofir och soen, bei der Rentereform, déi elo virun eis steet: Deeselwechten Effort kënnt vun deemselwechte Minister, deen iwwregens enger Partei zougehéiert, vun där och oft gesot gëtt, si géif zu deene gehéieren, déi reformonfäeg sinn. Wann ech kucken, wat an deene leschte Méint hei am Land reforméiert ginn ass, wou Onpopuläres un den Dag geluecht ginn ass, sief et bei der Reform vun de Krankekeesen, sief et haut an der Diskussioun vun de Renten, sief et an der Diskussioun iwwert d'Indexmodulatioun, hat ech heiansdo d'Gefill, dass d'Ministere just aus där Partei komm sinn, déi gesot huet: „Mir mussen eng Rei vu Sujeten an dësem Land upaken!", an déi och d'Responsabilitéit an de Courage gewisen huet, oft schwierege politesche Courage, fir déi Reformen do och wierklech ze maachen.

Ech wëll also soe fir d'LSAP-Fraktioun: „Jo!" zu där Zilsetzung vun dem équilibréierte gesamtöffentleche Budget, och wann déi Null net a Granit wäert gemeesselt sinn, mä si wäert och an anere Länner an den Zilsetzungen net a Granit gemeesselt sinn.

An och, mengen ech: „Jo!" zu enger Politik, déi soll verhënneren - an hei ënnerstëtze mer de Finanzminister - eng Scholdepolitik, de Wee an d'Scholdefal, de Wee, fir déi zukünfteg Generatiounen ze hypothéquéieren, mat hire Méiglechkeeten a mat hire Spillräim, fir Politik ze maachen. Dat wär eng Politik, déi mer net wëlle matmaachen, wou mer och d'Responsabilitéit wëlle matdroen, fir an eng aner Richtung ze goen.

Eng Bemierkung, Här Finanzminister, déi ech lech direkt um Ufank wëll maachen: Mir ënnerschreiwen haut de Mëtteg déi Zilsetzung, déi Der genannt hutt an deene leschten Deeg, fir eng nei Dépensëkultur hei zu Lëtzebuerg ze kréien. Awer mir soen lech gradesou däitlech, dass mer gradesou haut de Mëtteg hei soen: Mir hätten als LSAP-Fraktioun och gären eng nei Kultur um Niveau vun de Recetten. A mir wëllen lech de Mëtteg an enger Rei vu Punkten och soen, wou mer der Meenung sinn, dass déi noutwendeg ass.

Wa mer wierklech bereet sinn, fir alles a Fro ze stellen an alles op den Dësch ze leeën, musse mer et um Niveau vun den Dépensen an um Niveau vun de Recettë maachen. Nëmmen esou ass et méiglech, fir eng Politik ze maachen, déi e kloert Bild gëtt, déi eng kloer Visioun soll zeechne vun eisem Land an deenen nächste Joren.

An ech denken, dass an der Fro vun dem Réckgang vun de Recettë jo eng Rei vu Saache geschitt sinn an deene leschte Wochen a Méint. Si si schonn hei genannt ginn: d'Ofschafe vun der Krisesteier - e Minus vun 105 Millioune fir de Budget 2012; d'Modulatioun vum Index; d'Andreiwe vun de Soldes bei der Kollektivitéitssteier; awer och an Zukunft an de Previsioune bis 2015 manner TVA-Recetten um Ni-

veau vum E-Commerce, dat wäerten 2015 nach 30% vun de Recettë sinn, mä 2017 nach 15%, an duerno ass da ganz Schluss. Mir mussen also wëssen, wou mer dee Verloscht vu bis zu 600 Milliounen dann och an deenen nächste Jore siche ginn.

D'accord also mat enger neier Kultur vun den Dépensen, mä ech wëll fir d'Éischt awer och iwwert déi nei Kultur vun de Recetten e Wuert verléieren. An ech wëll ufänke bei de Betribssteieren.

Den Alex Bodry huet eis an deene ville Gespréicher, déi mer an deene leschten Deeg an där Fro do haten, ëmmer erëm ee Beispill genannt: Wann en als Buergermeeschter zu Diddeleng d'Lëscht kuckt vun der Gewerbesteier, déi do bezuelt gëtt, da fält eppes op. An et ass mir schonn opgefall - dat si schonn e puer Joren hier - zu Beetebuerg, do war et net aneschters. A wann de Claude Meisch de Versuch géif maachen zu Déifferdeng, an anerer géifen dat op hire Plaze maachen, da stelle mer eppes fest, nämlech dass de Metzler vun niewendrun, dass de Coiffeur an dass de Bäcker, dass déi Steiere bezuelen, an dass doriwwer eraus awer international Konzerner, grouss Konzerner, déi Milliarde Bonië maachen an déi och an deene Gemenge sinn - an zu Diddeleng géifen déi dann heesche Luxguard a Galvalange a Giebel, op anere Plazen Arcelor -, dass déi kee Frang, säit Jore kee Frang Steiere bezuelen!

Ech soen Iech, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dass déi Situatioun do eng Situatioun ass, déi am héchste Mooss ongesond ass. Wann 83% vun eisen Entreprisë keng Steiere méi bezuelen, wann de klenge Metzler Steiere bezilt, mä niewendrun ArcelorMittal säit Jore kee Frang Steiere méi bezilt, well se profitéiere vun alle méiglechen Nischen hei an do an esou virun, fir zu deem Resultat ze kommen, dann ass um Niveau vun eise Recetten eppes faul an dësem Land.

An da brauche mer, Här Finanzminister, net nëmmen eng nei Kultur vun den Dépensen, mä och eng nei Kultur vun de Recetten!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Lucien Lux *(LSAP)*.- Dofir soe mer dat ganz däitlech de Mëtteg hei a mir kucken dat och um Niveau vun dem Undeel vun der Kollektivitéitssteier un de gesamte Recetten. An och do mierke mer, dass am Joer 2000 - dat ass nach net laang hier - den Undeel vun der Kollektivitéitssteier um gesamte Steieropkommes hei zu Lëtzebuerg bei 20% louch. Am Joer 2012 wäerten et nach 14% sinn, Tendenz och do eroffalend, sou dass mer bis ënner 10% wäerte komme vun der Kollektivitéitssteier um gesamte Steieropkommes. Dat ass keng normal Situatioun méi!

A wann ech Iech eng aner Zuel soen, dann ass vun 2000 bis 2009 d'Kollektivitéitssteier ëm 40% an d'Luucht gaangen, an d'Akommessteier vun deenen also, vun deenen ech gesot hunn, déi trei a brav all Mount hir Steiere bezuelen, déi ass ëm 71% an d'Luucht gaangen.

Dofir ass eis Propositioun...

M. le Président.- Här Lux erlaabt Der, datt den Här Urbany Iech eng Fro stellt?

M. Lucien Lux *(LSAP)*.- Loosst mech just an enger Minutt dee Punkt weidermaachen...

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Et ass zu deem Punkt awer, wou ech eng Fro hätt.

M. Lucien Lux *(LSAP)*.- Ech wëll jo just dee Punkt weidermaachen an ofschléissen.

Dofir menge mer, dass ee sech elo ganz schnell muss drusetzen, fir Modeller ze kucken an ze analyséieren, déi zu enger Mindestbesteierung vun den Entreprisë solle féieren. Mir hunn dat fir d'Lescht 2010 bei de Finanzgesellschafte gemaach, de sougenanntenen „SOPARFIen", wou mer eng Mindesttax, eng Mindeststeier vun 1.500 Euro agefouert hunn - 1.500 Euro! -, déi an eisen Aen och sécherlech nach Sputt no uewen zouloossen. Mir mengen, dass et dofir noutwendeg ass, och derfir ze suergen, sief et och um Niveau vum Impôt de solidarité, och déi Froen nach eng Kéier ze stellen.

An ech wëll och - an ech bleiwe bei de Betribssteieren; Här Urbany, vergiesst Är Ried net! -, ech mengen och, dass an der Fro vun der Verméigenssteier vun de Betriber, déi, déi mer jo opgelooss hunn, nodeems mer d'Verméigenssteier fir d'Personnes physiques ofgeschaaft hunn, dass mer do... An ech mengen an Erënnerung ze hunn - mä hie wénkt elo mam Kapp jo oder neen -, ech mengen, dass de Budgetsrapporteur Gilles Roth a sengem Rapport zu där dote Fro vun der Verméigenssteier vun den Entreprisë bemierkt huet - an ech huelen un, dass en et bemierkt huet, fir eppes wëllen domadder ze soen -, dass déi Bewäertungsbasis, déi Valeurs unitaires, déi hei geholl gi sinn, dass déi datéiere vun 1941!

Ech denken, wann de Gilles Roth eis dorobber wëllt opmierksam maachen - an ech wollt haut nach eng Kéier den Test bestoen, dass ech de Budgetsrapport vum Gilles Roth wierklech gelies hunn, gutt gelies hunn -, da wëllt dat heeschen, dass och bei der Verméigenssteier sech d'Fro stellt, ob mer net och eng Kéier kucken, déi Valeurs unitaires vun 1941 och do op de Métier ze huelen.

Wann ech dat soe bei der Capacité contributive vun den Entreprisen, mengen ech, muss ee Modeller sichen, och bei enger Mindestbesteierung, dass een de Metzler an de Coiffeur an de Bäcker, déi ech virdru genannt hunn, dass een déi net nach eng Kéier duebel trëfft, dass also dat, wat si bezuelen natierlech deementspriechend immuniséiert muss ginn oder deem Rechnung muss gedroe ginn. Mä ech mengen, mir hunn, an ech wëll dat ofschléissend bei deem Punkt soen, hei keng gutt Situatioun.

Datselwecht gëllt, de Finanzminister huet virun dräi Joer, am Ufank vun dëser Legislaturperiod, eng Circulaire geschéckt un d'Inspection - d'IGFF, oder wéi heescht se? -, fir hinnen ze soen an enger Circulaire, dass se sollen an dem Secteur, am Bankesecteur och bei de Bonussen eng gewësse Retenue un den Dag leeën a sech och hei Regele ginn. Ech mengen, och do wär et wichteg ze kucken: Wat ass da mat där Eegeresponsabilitéit, mat där Eegekontroll do och wierklech geschitt?

Alles dat, mengen ech, ass wichteg fir déi Décisiounen, déi mer duerno op anere Pläng huelen, fir ze kucken: Wéi ass den Équiliber hei zu Lëtzebuerg op deem Plang do a Wierklechkeet?

An elo ass et um Här Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Ech soen Iech Merci. Här President, den Här Lux huet elo ganz interessant Saachen hei gesot iwwert d'Aart a Weis, wéi an de Gemengen d'Gewerbesteier vun deene Betriber - déi jo Betriber sinn, déi Benefisser maachen, wëll ech awer hei betounen - bezuelt gëtt. An hie seet, et sinn am Fong geholl déi kleng Betriber oder de klenge Geschäftsmann, déi Gewerbesteier bezuelen, an d'Néierloossunge vu grousse Konzerner bezuele keng.

(Interruption)

Ech wëll dem Här Lux d'Fro stellen - vu dass dat jo just d'Buergermeeschtere sinn am Prinzip, déi kënnen déi Donnéeën do kucke goen -, ob hien net der Meenung ass, am Interessi vun der Steiergerechtegkeet an de Gemengen, dass et noutwendeg wier, dass och an de Gemengeréit an an der Öffentlechkeet déi doten Donnéeën emol eng Kéier kéinten diskutéiert ginn, fir dass een emol wierklech kann, wat d'Betribsbesteierung ugeet, Virschléi konkret op den Dësch leeën.

M. Lucien Lux *(LSAP)*.- Ech hu perséinlech domadder iwwerhaapt kee Problem, well ech mengen, dass an der Fro vun der Festleeung vun den Hiewesätz, déi jo an de Gemengeréit Joer fir Joer décidéiert ginn - ech sinn elo siwe Joer net méi an deem kommunale Geschäft dran, mä ech mengen, soss war et jo bis den 1. November, wou mer déi Hiewesätz hu misse fixéieren, an ech mengen, et ass näischt geännert -, ech mengen, dass et noutwendeg ass, mä ech denken awer, dass et eng Responsabilitéit net hei vun de Gemengen ass.

Ech mengen, dass et eng Responsabilitéit vum Stat ass, fir ze kucken, ob mer, wéi mer et bei de Finanzgesellschafte gemaach hunn, Minimumen effektiv fixéieren, déi et erlaben, dass mer hei an dësem Land den Équiliber behalen tëschent der Responsabilitéit, déi d'Entreprisen hunn, där sozialer, gesellschaftlecher Responsabilitéit, déi d'Entreprisen hunn, an op där anerer Säit, déi d'Personnes physiques hunn. Dass dat an totaler Transparenz geschitt, do hunn ech kee Problem!

Tatsaach ass jiddefalls, dass dat doten d'Resultat an deene Gemengen ass, déi ech elo hei genannt hunn. Dat kann op anere Plazen..., ech denken, wann een hei an der Stad kuckt, um Niveau vun de Banken ass et sécherlech eng aner Situatioun. Mä ech wëll nëmme soen, dass, wann ech ArcelorMittal huelen an aner Betriber am Süden an de Gemengen, dann ass dat doten d'Resultat, dat mer effektiv feststellen. An ech hu gesot, dass 83% vun den Entreprisë keng Steiere bezuelen! Dat geet jo duer als Zuel fir ze nennen, dass et der da 17% sinn, déi Steiere bezuelen, fir ze weisen, dass mer hei e seriöe Problem hunn!

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Jo, mä et ass ëmmer gesot ginn, dat wieren d'Banken, Här Lux, déi géifen d'Steiere bezuelen. Et ass awer ni gesot ginn, et wieren déi kleng Geschäftsleit...

M. le Président.- Här Urbany, loosst elo emol den Här Lux virufueren a sengen Développementer. Här Lux wann ech gelift.

M. Lucien Lux *(LSAP)*.- Ech wëll zweetens soen, um Niveau vun der Akommessteier ass d'Steieropkommen insgesamt an deene leschte Jore konstant bliwwen. 2000 louch dat bei 24,2%, mir leien elo bei 24,9%. Ech mengen, dass dat also scho weist, dass mer hei eng gewësse Rou hunn um Niveau vun dem Tarif an der Akommessteier. Ech wëll hei och ganz prezis Saache soen, Här Meisch, soss sot Dir herno erëm, mir hätte keng prezis Saache gesot.

Ech wëll fir d'Éischt emol soen - well ech gesot hunn, ech soen och hei, wat mir net wëllen...

Une voix.- Ech si jo och ëmmer dovun ausgaangen. Natierlech bezilt dee Klengen net vill.

M. Lucien Lux *(LSAP)*.- Wat mer sécherlech net wëllen, dat ass déi Propositioun, déi de Marc Spautz am Numm vun der CSV-Fraktioun op d'Agenda geluecht huet, fir ze mengen, mir sollten d'Kanner elo um Niveau vun de Steieren erëm berücksichtegen. Mir sinn hei aus enger Politik erauskomm aus deene leschte Joren, mir hunn eng Rei vun Décisioune geholl, fir d'Kanner net méi do ze berücksichtegen, mä de Prinzip festzehalen, dass dem Stat all Kand soll d'selwecht vill wäert sinn. An ech mengen, dofir ass et noutwendeg, dass mer net nach eng Kéier erëm ufänken, um Niveau vun de Steieren d'Kanner erëm ze berücksichtegen souwéi d'Iddi oder d'Fro, déi gestallt ginn ass, fir dat ze maachen.

Ech mengen och, dass mer an der Netberücksichtegung vun der Inflatiounsberengegung - a mir hate jo do virun e puer Wochen eng Demande vum OGB-L gehat, fir déi Inflatiounsberengegung vun de Steiertabellen elo virzehuelen, an dat um Niveau, op der Basis vum Artikel 125 vun der Steiergesetzgebung... An ech weess net, ech mengen, et ass heibanne jiddwerengem esou gaangen, souguer dem Finanzminister selwer, jiddwereen ass dunn den Text vum 125 emol nach eng Kéier kucke gaangen. Den 125 seet effektiv, dass, wann d'Inflatioun 3,5% vun engem Semester par rapport zu deem Semester vum Joer virdrun driwwer läit, dass dann eng Inflatiounsberengegung muss virgeholl ginn.

Dofir ass et, mengen ech, noutwendeg, dass mer deen Text do... Well ech mengen, dass et keen heibanne gëtt, deen dat wëllt, wéinstens net eng Majoritéit gëtt, déi dat wëllt, well ech géif wierklech net gesinn, a wat fir engem Mooss mer elo géifen eng Inflatiounsberengegung virhuelen, déi eis iwwer 100 Milliounë manner Recettë géif abréngen, fir se dann op enger anerer Plaz erëm musse sichen ze goen.

Ech mengen, dass dat kee Sënn ergëtt an dass mer also do engersäits den Text op de Métier mussen huelen, vläicht beim nächste Budgetsgesetz mussen zu engem neien Text kommen, well elo jiddefalls, esou wéi ech den Text haut liesen, den Artikel 125 forcéiert praktesch d'Regierung ze agéieren a forcéiert praktesch d'Chamber, fir nei Tabellen, inflatiounsberengegt Tabellen unzehuelen, wat sécherlech net gutt wäert sinn.

Do, wou ech de Marc Spautz an d'CSV-Fraktioun voll suivéieren, dat ass, dass, wann een den Effort, deen a sech scho gemaach ginn ass duerch d'Netinflatiounsberengegung - an dat ass jo a sech eng kal Progressioun, déi dann entsteet, an a sech eng Steiererhéijung, déi latent an deene leschte Jore souwisou scho vonstattegaangen ass -, wann een also um Niveau vun deene Steiertabellen nach eppes soll maachen, da si mir der Meenung, dass eng Diskussioun iwwert de Spëtzesteiersaz noutwendeg ass. A mir sinn och der Meenung, dass den Impôt de solidarité, d'Solidaritéitssteier, déi déi trëfft, déi Steiere bezuelen an domadder déi indemne léisst, déi keng oder ganz wéineg Steiere bezuelen, dass een dee Wee sollt goen.

Ech hunn iwwregens hei, well mer jo do och ëmmer de Verglach maache mat deenen anere Länner an ech d'Retizenz vum Finanzminister beim Spëtzesteiersaz kennen, gekuckt, wéi et an deenen anere Länner ass. Mir hunn haut e Spëtzesteiersaz zu Lëtzebuerg vun 39%, et kënnt derbäi d'Solidaritéitssteier vu 4% am Moment fir d'Personnes physiques. Mir leien also liicht iwwer 40% reelle Spëtzesteiersaz!

Wann een dat vergläicht mat Däitschland, direkt niewendrun, déi leie bei 45%, Frankräich 45,8% y inclus d'CSG, an der Belsch bei 53%, an Holland bei 52%, an Dänemark bei 59%. Ech wëll awer soen, bei Dänemark virun allem, bei 59%, dass do e gudden Deel vun der Sécurité sociale fiscaliséiert ass an net iwwer Cotisatioune geet wéi hei, esou dass wéinstens bei deem Taux de Verglach mat Lëtzebuerg net onbedéngt dee richtegen ass. Mä all déi aner hunn awer identesch gelagert Systemer, och Sozialsystemer, déi sech also scho gutt mat eise vergläiche loossen.

Deen drëtte Wee wär deen um Niveau vun den indirekte Steieren, an och hei wëll ech ganz däitlech soen, wat mer net wëllen: Mir mengen, dass een de Regelsaz vu 15% vun der TVA net soll an d'Luucht setzen. Mir hunn hei eng Tromp, och ënner anerem nach ëmmer am E-Commerce - mä doriwwer eraus -, déi ganz wichteg ass! Mir wëssen, dass d'TVA, dass déi indirekt Steiere Steiere sinn, déi d'Leit alleguerten treffen, dass se alleguer getraff ginn an engem Mooss, wou keen Ënnerscheed gemaach gëtt tëschent deenen, déi méi sozial schwaach sinn, par rapport zu deenen, déi sech et ganz gutt kënne leeschten, en tenant compte natierlech vun deene Sätz, déi mer hunn, déi wäit drënner leien: Sätz vun 3%, Sätz vu 6%, de Parkingssaz vun 12%. Mä ech mengen, dass mer eis déi Tromp sollen erhalen an d'TVA net sollen augmentéieren.

Um Niveau vun den Ausgaben, Här Finanzminister, hutt Der de Méindeg bei RTL méi gesot - oder den Dënschdeg war et -, Dir hutt bei RTL a sech vun de Piste méi gesot, wéi Der de Mëtteg gesot hutt. Dofir reagéieren ech op eng Rei vu Saachen, déi do proposéiert gi sinn. Ech weess, an dat ass bei eis an der Fraktioun net aneschters wéi an alle Fraktiounen, dass déi nei Kultur um Niveau vun den Dépensen, dass dat eng schwiereg ass, dass dat Gewunnechten, och politesch Gewunnechten, mä och Gewunnechten dobaussen a Fro stellt an dass mer also do scho méi politesche Courage musse weisen, fir do derduerch ze kommen.

Et ass, mengen ech, och noutwendeg, an dat ass fir eis och kloer, dass all Automatismen net musse gëllen, mä dass et, mengen ech, ëmmer erëm wichteg ass ze kucken: Ass den Effort vum Stat zilorientéiert, zilgerecht a brénge mer et och fäerdeg, iwwert dee Wee eng Solidaritéit ze maachen, wéi ech et virdrun a mengen Ausféierunge scho gesot hunn, par rapport zu de schmuele Schëlleren an de breede Schëlleren, ëm déi et hei geet?

Mir géife mengen, dass um Niveau vum Screening vum Statsapparat, vun de Frais de fonctionnement, vun der systematescher Duerchforstung vu Subsiden a pauschale Kappungen, déi noutwendeg sinn um Niveau vun enger Rei vun Dépensen, méi misst dra si wéi dat, wat mer 2010 fäerdegbruecht hunn. Och wann ech soen, dass beim Statsbudget natierlech e groussen Deel Gehälter sinn, wou et schwiereg ass, mä et gëtt sécherlech eng ganz Rei vun Etüden, déi schonn zwee- an dräimol gemaach gi sinn, déi net nach véier- a fënnefmol gemaach musse ginn!

An ech mengen, fir ee Punkt ze soen, deen ech aus menger Vergaangenheet nach gutt kennen, och wann ech näischt zum Inhalt wëll soen, mä déi Bemierkung, déi de Kolleeg Marc Spautz hei gemaach huet, fir ze soen, mir kënnen net gläichzäiteg, wa mer spuere mussen, higoen an nei Ausgaben tätegen. Mir fält dann - hie war net esou prezis - mir fält dann zum Beispill dat Gesetz an iwwert de Klimapakt, wou an deenen nächste Joren un d'Gemengen eng 80, 90 Milioune solle goen, fir do Saachen ze maachen, déi zu engem gudden Deel och scho gemaach gi sinn an nach eng Kéier gemaach gi sinn!

Jiddefalls, dat wëll ech hei soen, wann dat Gesetz iwwert de Klimapakt net wéinstens nogebessert gëtt an deem Mooss, dass Subsiden nëmmen da fléissen, wa verifizéierbar quantitativ Zilsetzungen domadder verbonne sinn, da wäert et eis Zoustëmmung net fannen! Well dann ass et wierklech ee vun deene Punkten, wou mer mat der Géisskan erëm eng Kéier duerch d'Gemenge ginn a Subside verdeelen. An dofir musse mer suergen... Mä mir hunn héieren, an ech hunn dat selwer och mat em diskutéiert an deene leschten Deeg, dass den zoustännege Minister Marco Schank op ass, fir esou Ännerungen un dem Projet de loi ze brénge, Amendementer ze maachen. Dat huet e mer jiddefalls virun e puer Deeg nach eng Kéier confirméiert...

(Interruption)

Jo, do sinn ech net, dofir hunn ech... Et ass och erlaabt, fir doriwwer eraus jo Diskussiounen ze féieren. Ech wëll just soen, mir musse bei all deene Gesetzesprojeten, déi mer maachen, wierklech derfir suergen, dass dat zilgerecht ass an dass dat och wierklech derfir suergt, dass et deenen Ziler och do gerecht gëtt.

Da kënnt dee schwéiersten Deel...

(Interruption)

Här Gira, elo kënnt dee schwéiersten Deel vu menger Ried vun haut de Mëtteg.

(Interruptions diverses)

Mir hunn am Juni, Juli d'lescht Joer, an engem Moment - an dat war relativ gutt gesot gi vun engem Virriedner, ech mengen, den Här Meisch war dat -, wou d'Sonn scho ganz e bëssen erauskomm war a mer alleguerte gehofft hunn, mir wären, an dat ass nach gaangen…

(Interruption)

Här Gira, da sidd elo brav!

(Hilarité)

A mir hunn nach bis den Oktober, souguer bis den November geduecht, dass mer effektiv aus dem..., dass mer d'Enn vum Tunnel géife gesinn. Alleguerten, Här Meisch, alleguerten...

Plusieurs voix.- Neen, neen!

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Här Bausch, Dir hutt...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Passt op, well ech kommen no Iech drun!

(Interruption)

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Dir hutt de Problem, Dir sidd schonn zéng Joer am Tunnel, Dir kommt souwisou net eraus!

(Hilarité)

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ech kann Iech soen, dee beschte Politiker ass deen, dee mat Gedold...

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Jo, d'accord. Mir hunn also an esou engem Moment en Accord salarial ënnerschriwwen - an ech mengen dat elo ganz eescht, wat ech soen -, mir hunn en Accord salarial mat der Fonction publique ënnerschriwwen, dee virgesäit, den 1. Juli dëst Joer en uniquë Betrag vun 0,9%, dee leider kee Pauschalbetrag ginn ass, well d'Gewerkschaft dat net wollt, a fir den 1. Januar 2013 eng Augmentatioun an den Tarif eran, an de Punktwäert era vun 2,2%. A gläichzäiteg hu mer och d'Krisesteier nach mat an d'Cagnotte erageluecht, fir dass et soll rutschen.

Ech mengen, et kann een dat hei och éierlech soen, ech mengen dat emol net negativ an net pejorativ fir de Fonction-publiques-Minister - an dat wëll ech em hei am Numm vun eiser Fraktioun soen -, dee sech an deene leschte Méint an deem Dossier ganz vill Méi ginn huet a ganz vill Energie investéiert huet, fir zu engem Resultat ze kommen an deem engen Dossier esou wéi och an deem aneren. Et ännert näischt drun, dass mer - an ech mengen, hie weess dat - hei och e bëssen de Präis bezuelt hunn, fir dass d'Reform vum Statut, dass déi soll rutschen an dass mer an deem Gesamten, wat mer jo als...

(Interruptions diverses)

Lauschtert wann ech gelift.

...dass mer an deem gesamte Bild, wat mer jo och zesumme wëllen halen, och hei am Parlament wëllen zesummen halen, dass et natierlech...

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Ech bieden Iech nozelauschteren.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Den Här Wolter kéint och erausgoen, wann et him hei net gefält.

Ech mengen, dass et um Niveau vun deem, wat mer do gemaach hunn, par rapport zu der Situatioun vun haut ganz reng gëtt, fir de Leit dobaussen - an déi Diskussioun ass jo voll amgaang - ganz reng gëtt, fir de Leit ze erklären, wéi mer et fäerdegbréngen, fir an der Fonction publique elo eppes ze ginn, fir dann an engem Spuerpaquet e puer Wochen, e puer Méint duerno et erëm mat där anerer Hand ze huelen.

Dat verstinn..., an ech weess net, wéi et Iech geet, mä ech begéine ganz vill Statsbeamten, déi dat emol selwer net verstinn; déi soen, si verstinn net, wann de Finanzminister vu griicheschen Zoustänn schwätzt oder jiddefalls warnt viru griicheschen Zoustänn, wa mer gesinn, wat fir en Defizit mer fueren, wéi vill mer léine musse goen, dass mer dat maachen. Elo ass et och eng Tatsaach - an ech wëll dat och heibanne soen - et ass och eng Tatsaach, dass et um Niveau vun der Fonction publique och eng kontinuéierlech Lounpolitik muss kënne ginn.

An och an dem Privatsecteur - dat wëll ech zugonschte vum Accord soen - och am Privatsecteur liest een an deene leschte Méint hei an do an den Entreprisen, dass och a schwieregen Zäiten do awer Ofschlëss, positiv Ofschlëss gemaach ginn. Déi hu keng 4% oder 5%, mä ech mengen, och do gëtt et dat, wat d'Gewerkschaften an d'Sozialpartner nennen: eng kontinuéierlech Kollektivvertragspolitik.

Ech wëll och soen, wat mer vergiessen ze soen, dass 2,2%, wann dat a fënnef Joer dat ganzt Bild wäert sinn, dass dat sécherlech eng vun den niddregsten, vun den niddregsten, luesten Augmentatiounen an der Fonction publique säit Joren a Jorzéngte wäert sinn, wa mer dat op fënnef Joer kucken. Nach bleift et, dass et an engem Moment kënnt, dass et an engem Moment ofgeschloss gouf, wou mer optimistesch konnte sinn opgrond vun deene Parameteren, déi mer gesinn. Mä et kënnt elo an engem Moment, wou et schwéier ass, fir et dobaussen eriwwerzebréngen, an ech weess, dat, wat ech elo proposéieren, dat huet vläicht keng grouss Chance fir duerchzekommen.

Mä ech géif der Fonction publique an där Gewerkschaft, der CGFP, déi representativ ass fir d'Fonction publique, un d'Häerz leeën, doriwwer - iwwert dat, wat ech elo gesot hunn, dat, wat d'Leit dobausse soen, dat, wat heibanne jiddwereen denkt - nach eng Kéier nozedenken, ob een iwwer - net iwwert den Accord en tant que tel, dee solle mer respektéieren, dee solle mer respektéieren! -, mä driwwer nozedenken...

(Interruptions)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- A muer gëtt ënnerschriwwen!

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Ech soen et nach eng Kéier: Och ka muer ënnerschriwwe ginn, och ka muer..., net muer, muer gëtt festgestallt..., et ass d'Conciliatioun.

(Interruption)

Jo, jo. Ech mengen, dat hätt een nach kënnen derbäisoen, dass an deem Statut, an där Reform vun deem Statut jo och Aspuernisser dra sinn. Mä ech mengen trotzdeem, dass et noutwendeg ass, an deenen nächsten Deeg a Wochen nach eng Kéier sech déi Fro do ze stellen. Mir wäerten eis se och hei am héijen Haus musse stellen, wa mer deen een Dag den Accord salarial musse stëmmen an deen aneren Dag de Spuerpaquet mussen décidéieren.

Mä ech mengen, dass mer net den Accord sollen a Fro stellen, mä dass mer awer eng Reflexioun solle maachen, ob dat an engem Bild, wat mer dobausse wëllen hunn, och vis-à-vis vum Privatsecteur - och vis-à-vis vum Privatsecteur, an ech kann Iech soen, et begéint ee vill Leit aus dem Privatsecteur, déi doriwwer net ganz glécklech sinn -, wéi mer dat an e Gesamtbild kréie vun Akzeptanz a vu Glafwierdegkeet...

(Interruptions diverses)

Une voix.- Bonne Chance!

M. Lucien Lux *(LSAP).*- ...a vu Glafwierdegkeet par rapport zu deene Leit do.

Déi zweet Fro war déi um Niveau vun den Dépensë vun dem Kannergeld an um Niveau vun - ech géif dat soen - insgesamt och de Logementsausgaben. An ech wëll et hei ganz kuerz maachen, Här Meisch, ganz kuerz maachen, fir Iech ze soen, dass mer jiddefalls dergéint sinn. Mir mengen, dass dee Block vum Kannergeld ronn eng Milliard duerstellt, dass dee Block vu Logementssubsiden ongefeier eng hallef Milliard duerstellt, an dass mer als LSAP-Fraktioun, an dat hu mer am Dezember hei scho gesot, bereet sinn, iwwer méi Selektivitéit an deenen zwee Beräicher ze diskutéieren.

Mir si jiddefalls dergéint, dass ee mam Rasenmäher ëm 10% d'Kannergeld fir jiddweree géif senken. Dat kann net sinn! Dat trëfft da just déi, déi mer net wëllen, vill méi haart wéi déi, déi emol kee Kannergeld brauchen, fir ganz gutt hir Kannerkäschte kënnen ze droen.

Jo also zu méi Selektivitéit um Niveau vun deenen Ausgabe beim Kannergeld an och am Logementsberäich. A mir mussen...

M. le Président.- Här Lux, Dir musst lues awer sécher zum Schluss kommen.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Ech kommen zum Schluss.

Ech mengen, dass mer och hei musse gesinn, an ech wëll déi Zuel aus dem „Panorama social" vun der Chambre des Salariés och eng Kéier nennen hei, dass um Niveau vun den Elengerzéienden, haaptsächlech den elengerzéiende Frae mat Kanner - an ech wëll et eng Kéier soen, dass mer déi Zuel eng Kéier lauschteren alleguer, och den Här Kox -, dass den Aarmutsrisiko bei elengerzéiende Frae mat Kanner, dass dee vun 1995, wou e bei 25% louch, eropgaangen ass am Joer 2010 op 46%!

Et kann also net sinn, dass, wa mer iwwer Kannergeld an iwwer Selektivitéit schwätzen, dass et déi doten trëfft! Mä mir mussen e Modell fannen, deen eis erlaabt, en Aspuernis op deem gesamte Paquet vun annerhallwer Milliard ze maachen, zum Beispill um Niveau vun 10% Aspuernis, déi een hei kéint erreechen duerch e Modell, dee selektiv gerecht ass an deen déi trëfft, déi breet Schëlleren hu par rapport zu deenen, déi schmuel Schëlleren hunn.

(Interruption)

Ech wëll e leschte Punkt soen zu de Renten, zu engem grousse Kapitel och vun den Ausgaben an der Securité sociale. Mir hunn e Gesetzesprojet virleie vum Sozialminister Mars Di Bartolomeo.

An ech wëll hei soen, de Spuerpaquet, dee mer elo maachen, ze hypothéquéieren duerch Aschnëtter um Niveau vum Ajustement oder vun dem sougenanntenen 13. Mount vun de Rentner a Pensionéierte wär keng gutt Iddi. Hei sinn am Projet vum Sozialminister eng Rei vun Aschnëtter geplangt. Wann den Taux de remplacement eng gewëssen Héicht erreecht huet, fënnt en Automatismus statt, fir dat ze maachen. Mir sollten dat am Rahme vun där Reform do maachen. En Duerjerneegeheie vun enger Reform, déi op mëttel- an op laangfristeg Zilsetzunge setzt, mat engem kuerzfristege Spuerpaquet wär keng gutt Iddi.

Mir sinn awer bereet - esou wéi et scho war beim Ajustement an dëser Legislaturperiod, deem éischten Ajustement, deen ee gemaach huet, deen an zwou Tranchen ausbezuelt ginn ass, kënne mer eis och virstellen, dass den Ajustement vum 1. Januar 2013 och an zwou Tranchë géif ausbezuelt ginn. Mä mir hätte gären, dass am Rentereformprojet vum Sozialminister déi Diskussiounen iwwer Aschnëtter oder iwwer Aspuernisser, déi noutwendeg sinn, do gemaach ginn.

E lescht Wuert ass um Niveau vun den Investitiounen: Eis Prioritéiten - ech soen dat gebietsmillenaarteg all Kéiers hei bei Geleeënheet vu Budgetsdebatten oder États de la nation -, eis Prioritéiten heesche ganz kloer „Schoulinvestitiounen", dat sinn Investitiounen an d'Kanner an an eis jonk Leit, déi heeschen „Logement", well et dee gréisste Problem ass, dee mer hei am Land hunn, an dat ass d'Mobilitéit, well mer wëssen, dass mer do e grousse Problem, och e grousse Standuertproblem dobaussen hunn. Dat sinn eis dräi Prioritéiten, déi gëllen.

D'Konklusioun, Här President, ass déi: Mir musse fir 2013 a '14 en neie Spuerpaquet schnüren an engem gesonde Gläichgewiicht tëschent Recetten a wéineger Dépensen an den Investitiounen. D'Method muss déi sinn, 2013 en detailléierte Paquet virzeleeën, d'Indicatiounen an d'Previsiounen ze kucken, ob se sech fir 2014 bewahrheiten, fir ze kucken, wat dann nach vun Noutwendegkeeten ass.

M. le Président.- Här Lux, Dir musst zum Schluss kommen.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Ech sinn am zweetleschte Saz, wann ech Iech dat soen.

Den Équiliber am Gesamtétat bleift 2014 eis Zilsetzung. A mir mussen - dat ass leider Gottes elo de Mëtteg hei vläicht ze kuerz komm -, mir mussen dat maachen an engem gesamte Konzept.

Dofir ass d'Diskussioun zesumme mam Plan national de réforme, mat den Investitiounen, déi mer musse maachen am Schoulberäich an am Beräich vun Innovatioun a Recherche, esou wichteg, fir dass mer e Gesamtbild kréien an dass mer net nëmmen iwwer eng Épicierslëscht diskutéieren, mä iwwer eng gesamt konzeptuell politesch Ausriichtung vun eisem Land.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Lux. Als nächste Riedner ass den Här François Bausch agedroen. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Dir Dammen an Dir Hären, déi ganz Spuerpolitik, d'Budgets- a Finanzpolitik ass jo zimlech vill an hefteg an der Diskussioun de Moment. A wat am meeschten eis als Gréng frappéiert, dat sinn déi Meldungen - haut sinn der och nach komm -, Communiquéen, déi ee muss liesen, déi am Fong e bësselchen den Androck wëlle vermëttelen, wéi wann ee sech mat deem Statsdefizit, mam Budgetsdefizit a mat deene Scholden eigentlech net esou intensiv misst befaassen, wéi wann d'Datelag, déi mer hätten, esou wär, datt eigentlech kee Grond do wär, fir sech ze beonrouegen, an datt déi Leit, déi dat géife maachen, aus iergendengem Grond wéilte Panik maachen oder sief et, wat och oft ënnerstallt gëtt, géife Verschiddenen op de Läim goen, déi - där gëtt et och - zum Beispill de Sozialstat wéilten insgesamt a Fro stellen.

Wann een déi Zuele kuckt, déi mer de leschte Mëttwoch nach eng Kéier an däitlecher Form an der Finanzkommissioun presentéiert kritt hunn an déi och op Bréissel geschéckt ginn, a wann een déi och virun allem kuckt um Hannergrond vun eiser spezifescher lëtzebuergescher wirtschaftlecher Situatioun, da gëtt et vläicht kee Grond, fir Panik ze maachen, mä et gëtt awer sécherlech e Grond, fir ze soen, et gëtt elo héich Zäit, datt mer ufänken, eppes ze ënnerhuelen. Well soss geroden déi, déi no 2015, '16 a '17 kommen, nawell zolidd a Panik - soen ech Iech -, déi dann an der Regierung wäerte sëtzen.

Wann een déi Zuele kuckt, an déi sinn zimlech däitlech an et geet aus hinnen ervir, datt mer an deenen nächste Joren eng Milliard pro Joer respektiv um Schluss souguer 1,5 Milliard mussen Emprunt ophuele goen an datt mer et fäerdegbréngen, d'Statsschold bannent engem ganz kuerzen Zäitraum op 24,1% vum PIB eropzeschrauwen an datt déi gesamt Statsschold dann 2015 12,2 Milliarden ausmécht - ech wëll dat emol eng Kéier hei an de Raum stellen, dat ass ee Joresbudget! -, da seet dat scho villes aus!

Et seet virun allem och eppes aus: datt et erschreckend ass, wéi séier datt et geet. An et seet virun allem och eppes aus: datt, wa mer nämlech näischt an der Politik änneren, dat jo net bei 2015 da fäerdeg ass, mä datt trotz souguer engem Pronostic, an ech kommen nach op deen ze schwätzen, vun enger extrem gudder Croissance, awer déi Statsschold och 2016, '17 an '18 ëmmer weider wäert esou virun an d'Luucht goen. An ech brauch jo kengem ze erklären, wéi séier datt et da geet, datt mer a Verschëldungszeenarie sinn, déi mat Sécherheet fir e klengt Land wéi Lëtzebuerg, mat esou enger spezifescher ekonomescher Situatioun, mat esou enger oppener Ekonomie, extrem gefëierlech sinn.

An da muss een och nach dobäi bedenken, datt zwou Saachen hei matspillen. Dat eent ass en ekonomeschen Zeenario, dee fir meng oder fir eis Begréffer ze vill optimistesch gerechent gëtt. 2013 gi mer dervun aus, datt mer schonn op engem Wuesstum vun 3,9% leien, 2014 souguer scho bei 4,7%.

Ech hunn an der Finanzkommissioun versicht, de Leit vum Statec d'Fro ze stellen oder erauszefannen, wou se dann op déi doten optimistesch Variante géife kommen. An dunn hunn ech erklärt kritt, dat ass einfach fortgeschriwwe ginn op Basis vun der Annahm éischtens, datt natierlech d'Konjunktur weltwäit ab Enn 2012, Ufank 2013 sech wäert verbesseren an datt, wann een da vun enger verbesserter Lag kann ausgoen, datt et einfach historesch gekuckt ass, wéi mer an der Vergaangenheet an esou Situatioune gewuess sinn. Du sinn déi Zuelen do agesat ginn.

Deen zweete Punkt, deen awer derbäikënnt, dat ass, datt och nach um Niveau vun de Recettë grouss Fragezeiche si respektiv souwisou d'office mat gréisseren Abréch ze rechnen ass, an dat onofhängeg vun der wirtschaftlecher Entwécklung. An och dorobber kommen ech nach zréck.

(Mme Lydia Mutsch prend la présidence.)

Mä fir d'Éischt emol zum Wuesstum. Ech kann net verstoen, wou ee kann 2013 3,9% an 2014 einfach 4,7% viraussoen, well ganz einfach, éischtens, fir déi weltwäit Konjunkturlag alles anescht wéi garantéiert ass, esou wéi d'Parameteren haut sinn, datt déi esou extrem positiv ass, wéi dat hei ugeholl gëtt. Well einfach zwou wichteg Krisenursaachen, zwee wichteg Parameteren, déi eis eigentlech an déi Kris gefouert hunn, sech net verännert hunn.

An een dovunner, do ass en plus nach - an dat ass dat, wat spezifesch ass fir Lëtzebuerg: Wa mer dee veränneren, a mir mussen e veränneren aus weltwäite wirtschaftleche Stabilitéitsgrënn, wäert deen awer fir Lëtzebuerg Konsequenzen hunn, datt souwisou déi gëlle Jore fir Lëtzebuerg wäerten eriwwer sinn.

Et ass esou, datt déi Kris 2008 ausgebrach ass - an et ass och scho virdrun hei gesot ginn - haaptsächlech duerch Turbulenzen op de Finanzmäert, duerch Finanzmäert - déi Constatë sinn entre-temps genuch gemaach ginn -, déi ze vill dereguléiert sinn, ze vill mat ontransparente Finanzprodukter geschafft hunn, wou villes ebe schifgelaf ass. An den Haapt-mot-d'ordre war: Mir mussen et fäerdegbréngen, déi Finanzmäert erëm esou ze reguléieren, datt éischtens, d'Finanzwelt erëm méi no kënnt zu der Entwécklung an der realer Ekonomie, an zweetens, eben esou héich riskant Geschäfter an Zukunft net méi méiglech si respektiv datt mer e bessere Contrôle do iwwert d'Geschäfter hu vun de Banken, respektiv datt d'Bankgeschäfter méi transparent ginn.

Déi Reguléierung ass net schrecklech weiderkomm. Mir hu bis elo nach net vill Konkretes ëmgesat. Et ass villes an der Diskussioun: Basel III; och nach aner Saachen, déi wäerten op eis duerkommen. Mä konkret ass nach net vill ëmgesat. An ech mengen, et ass - géif ech jo awer soen - e generelle Konsens, datt mer mussen dat dote kréien, fir datt mer erëm endlech eng wierklech Berouegung an de Finanzsystemer kréien.

Datt et de Moment esou roueg ass, dat huet virun allem domat ze dinn, datt vill Geld gedréckt ginn ass an datt d'Zentralbanken, fir d'Liquiditéitsproblemer bei de Banken ze regelen, enorm Gelder op d'Marchéé geschwemmt hunn. Mä dat huet awer näischt mat dem Behiewe vun den Ursaachen ze dinn.

Mä mir brauchen, wéi gesot, déi Reguléierung, hu se awer nach net. An domadder ass eng vun den Haaptursaache vun der Kris net behuewen. Duerfir gi mir dervun aus, datt mer nach weider Turbulenzen an deenen nächste Méint a Jore wäerte kréien. An duerfir gleewe mer och net drun, datt mer esou séier zu esou héijem Wuesstum wäerten zréckfannen, wéi dat ugeholl ginn ass.

Op där anerer Säit ass et awer esou: Wa mer dann an een, zwee oder dräi Joer hoffentlech déi Reguléierung vun de Finanzmäert kréie mat all deenen neie Regelen, dann huet dat awer och zur Konsequenz, datt grad fir Lëtzebuerg d'Bréidercher vill méi kleng wäerte gebak ginn op der Finanzplaz Lëtzebuerg, dat heescht, datt manner wäert fir eis offalen. Well déi Reguléierung, déi mer, wéi gesot, effektiv fir d'weltwäit Stabilitéit vun der Ekonomie musse kréien, déi huet als éischt Konsequenz, datt e Land wéi Lëtzebuerg, wat extrem vun där Dereguléierung profitéiert huet a wat och nach vun deem Secteur bal zu honnert Prozent als eenzegem ofhängeg ass, datt natierlech an esou engem Land, wa reguléiert gëtt, och doduerjer herno manner wäert fir eis offalen.

Dat wëllt net heeschen, datt d'Finanzplaz verschwënnt, mä si wäert sécherlech manner boomen, wéi dat an den 90er Joren de Fall war oder nach ufanks vun dem 21. Jorhonnert de Fall war. Dat heescht, mir si souwisou do an enger Zwéckmillchen, egal wéi mer et wëllen huelen. An dat huet en Impakt. An ech soen lech, dat wäert maachen, datt doduerjer eleng de Wuesstum an deenen nächste Joren a Jorzéngten net méi esou héich wäert sinn, also, wann een ausschliesslech vum Finanzsecteur eleng muss ausgoen.

Deen zweete Punkt, an dat ass och ee vun de Grënn gewiescht, déi eis an d'Kris gefouert hunn, dat sinn d'Energiepräisser a virun allem natierlech de Pëtrolspräis. Mir si weltwäit nach ëmmer eng Ekonomie, déi zu ganz groussen Deeler ofhängeg ass vun deem Baxter Pëtrol. Dat ass esou! Dat ass den Haaptenergiezouliwwerer fir sämtlech ekonomesch Prozesser an Ofleef.

A kuckt lech un, wat passéiert ass déi lescht Joren. Et ass ëmmer ugeholl ginn, datt no 2008, dat heescht mat dem Asetze vun der Kris an doduerjer, datt dann d'Demande géif zréckgoen, d'Pëtrolspräisser géifen erofgoen. Abee, et ass net geschitt! Se si souguer nach während der Kris an d'Luucht gaangen. Mir leien de Moment bei engem Präis tëscht 124 an 126 Dollar de Barrel Uelech.

An Dir gesitt jo schonn - jiddwereen op der Pompel dobaussen -, et kënnt nach derbäi, datt mer jo dës Kéier de Pech hunn, datt mer kee staarken Euro méi hunn, deen eis protegéiert virun de Pëtrolserhéijungen, déi jo an Dollar kotéiert a berechent ginn. Dat heescht, mir kréien dat vill méi voll ze spieren. A jiddweree gesäit a spiert och, datt dee Präis eng Auswierkung huet.

A wat ass geschitt déi leschten Deeg? D'Madame Lagarde hat nach net gesot, datt se méi optimistesch wär wéi nach virun dräi, véier Wochen, wat d'Weltekonomie ugeet, an datt se géif liicht Hoffnungsschimmere gesi fir d'Weltekonomie, si hat et nach net gesot: ratsch duerno geet de Pëtrolspräis erëm an d'Luucht! Dat heescht, soubal eng kleng Annahm nëmmen dervun do ass, datt d'Ekonomie erëm weltwäit unzitt, geet dee Präis erop an huet direkt eng Konsequenz natierlech erëm op déi bësse Croissance, déi een huet.

Dat heescht, dat riskéiert direkt erëm kontraproduktiv ze wierken. Dat geet dann elo esou wäit, datt verschidde Länner, wéi zum Beispill England, op hir strategesch Pëtrolsreserve wäerten zréckgräifen, fir déi op de Marché ze brëngen, fir nëmmen de Präis unzefänken ze drécken, well se dann hoffen iwwert dee Wee, datt d'Konjunktur net erëm direkt erstéckt gëtt.

Dat heescht, déi duebel Ursaach ass ëmmer nach do an déi wäert eis begleeden, bei där enger esou laang, wéi gesot, bis mer reguléiert hunn - an dann huet dat awer souwisou och Auswierkungen, spezifescher haaptsächlech fir Lëtzebuerg -, a bei där anerer esou laang, wéi mer an där Ofhängegkeet hänke vun de fossilen Energieträger a vum Pëtrol am Spezifeschen.

Duerfir soll kee sech Illusioune maachen! Dat Spannungsfeld, dat wäert bestoe bleiwen ekonomesch an deenen nächste Joren! An duerfir, wéi gesot, gleewe mir net un déi Wuesstumszuelen.

Da kënnt awer derbäi, datt bei de Recettë fir de Stat, bei deene Recetten, déi elo agerechent sinn, ee Commerce électronique mat draspillt, deen haut, also dee fir d'Joer 2012 gerechent gëtt mat 650 Milliounen Einnahmen. An d'Steierverwaltung huet eis awer an der Kommissioun gesot, datt se géife rechnen, datt mer bis 2015 do bei der Milliard géifen ukommen, wat absolut realistesch ass, well jiddweree weess jo, datt de Commerce électronique automatesch zouhëlt, well ëmmer méi Saache kaaft a bezuelt ginn iwwer Internet a sech iwwert den elektronesche Commerce ofwéckelen.

Elo hu mir natierlech déi grouss Chance, datt, esou wéi d'gesetzlech Bestëmmungen haut am Steierberäich vun der Besteierung vum Commerce électronique sinn, well mer eng niddreg TVA hunn, de Moment dat alles, wat an Europa ufält, zu Lëtzebuerg bezuelt gëtt. Duerfir ass dee Chiffer esou héich. Mä mir wëssen awer och genausou gutt, datt ab 2015 mindestens 70% vun deene Recetten do verschwanne wäerten, well dann déi nei Direktiv wäert a Kraaft trieden.

An et ass nach net kloer, ob et 70% oder 80% sinn. Mä mindestens 70% wäerte mer missen ofginn. Esou datt ee kann dovunner ausgoen, datt mer d'office ab 2015 eng manner héich Recette hu vun ëm déi 500 Millioune mindestens. Dat heescht, mir mussen déi jo emol kompenséieren, ier mer iwwerhaapt vun anere Saache schwätzen. An ech kommen herno nach drop ze schwätzen, wann ech iwwert d'Steiere schwätzen, wat fir eng Konsequenzen datt dat huet, wann een da bei de Recetten an den Dépensë wëllt usetzen.

Da sinn och nach esou Saachen, esou Inconnuen dran, déi een de Moment guer net ka virausoen. Ech wéilt awer nach eng Kéier drun erënneren, datt mer am Dezember - mir zwar net, mä d'Majoritéit - mam Budget eng Garantie vun 2,7 Milliarde gestëmmt hunn am Kontext vum Deal mat der Dexia. Elo kann ee soen: „Jo, ben, dat ass kee Problem. Dat geet alles tipptopp riicht aus." Dat ka sinn. Mä et kann awer och sinn, datt et méi schifgeet an datt do vun deene Gelder Sue musse gezu ginn, dat heescht, musse bezuelt ginn. Déi kommen direkt batsch op d'Schold nach uewendrop!

Och net aberechent sinn natierlech Risiken, déi mer am Kontext vun dem Europäesche Stabilitéitsmechanismus lafen. Och do wësse mer… Dat ass de Moment nach net an deenen heiten Zuele mat dran, well de Moment do jo keng Zënse bezuelt ginn. Mä et gëtt awer Risiken do dran.

Ech wëll elo hei net den Däiwel un d'Wand molen. Mä mindestens muss een dat awer, wann een doriwwer diskutéiert, bei deem Zeenario, an deem mer eis hei scho befannen, och nach am Hannerkapp hunn. An duerfir, wéi gesot: Et ass wierklech e gudde Grond do, fir sech domadder ze beschäftegen. Well et kann net sinn, datt mer einfach esou weiderfuere wéi elo!

déi gréng si ganz kloer: Mir wëllen net där nächster Generatioun e Scholdebierg iwwerreechen. A wann ech hei vun „nächster Generatioun" schwätzen: Wann ech de Rhythmus kucken, mat deem d'Schold hei an d'Luucht geet, dann denken ech elo emol net u meng Enkelkanner, mä dann denken ech schonn un déi bei mir an der Partei. Meng Parteipresidentin huet elo 34, 35 Joer; déi wäerte sech domadder beschäftegen.

Et ass jo net méi… Well mir schwätzen hei, wéi wann dat ze dinn hätt mat enger Generatioun, wéi wann dat a 40 Joer wär! Dat ass jo net de Fall!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Mir nach! Mir nach!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Jo, mir souguer och nach. Mä ech mengen, mindestens... Ech ginn emol dovun aus, datt awer vill vun deenen, déi hei sinn, wahrscheinlech an zéng, 15 Joer hir Pensioun hunn an net méi hei sëtzen, fir ze décidéieren.

(Hilarité)

Ech wëll elo keen Eenzelnen hei kucken, mä et sinn der awer hei…

(Interruption)

Et sinn der awer wahrscheinlech e ganz gudden Deel hei, wou dat wäert de Fall sinn.

Une voix.- Den Här Wilmes.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Mir schaffen drun, Här Di Bartolomeo.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.*- Maacht séier. Maacht séier!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Also, et ass en Zäitraum, deen ass wierklech… Do muss een oppassen. Dat huet net mat 30, 40 Joer ze dinn, mä dat geet - vu de Rhythmus, wéi d'Scholden an d'Luucht ginn - ganz rapid.

(Interruptions)

Iwwregens wëll ech och dem Här Lux soen, en ass elo zwar net hei: Wann e seet, en hätt sech ugekuckt, wat Fitch mécht, also wou se drop kommen, datt se eis en Triple-A ginn, da muss ech em awer soen, dat ass richteg, wat en do zitéiert huet, mä dat baséiert op der Situatioun, wéi se war. Mä wann et awer esou weidergeet wéi dat heiten, dann - eleng vun engem vun deene Kritären, déi en hei opgezielt huet - gesi mer relativ séier do ganz schlecht aus. An da wäert et awer ganz séier goen, bis mer deen Triple-A wäerte lass sinn. Dat ass awer gradesou kloer!

Duerfir kann een net eng Bewäertung oder eng Konklusioun huelen, déi vun enger Ratingagentur gezu ginn ass fir Lëtzebuerg par rapport zur Vergaangenheet bis haut, an déi einfach applizéieren op d'Zukunft, wann ee weess, datt awer d'Zukunftsparameteren en vue vun der steigender Schold ganz anescht wäerte fir Lëtzebuerg ausgesinn.

Wann ee seet: „Mir mussen dat ugoen a mir mussen déi Scholden do ofbauen. Mir mussen erëm méi eng équilibréiert Situatioun kréien", da gëtt et zwee Parameteren, wou ee muss drugoen. Dat eent sinn d'Recetten an dat anert sinn d'Dépensen. A mir sinn och der Meenung, datt et net dierf sinn, datt et ausschliesslech op der Dépensësäit gekuckt gëtt. Souwisou geet dat net op, well wa mer dat wéilte maachen, da soen ech lech, bei deenen Investissementsbesoinen, déi mer wäerten hunn, da muss awer do eng Aaxt erausgeholl ginn, déi wäert et a sech hunn.

Duerfir, eleng dowéinst, dat kann een net maachen an dat dierf och net sinn. Et muss een équilibréierte Pak verabschit ginn. A mir sinn der Meenung, datt 50% bei de Recettë musse geholl ginn a 50% bei den Dépensen. Dat muss wierklech 50/50 sinn, équilibréiert. An et ass och machbar, dat ze maachen.

Ech wëll ufänke bei der Problematik vun den Investissementsausgaben. Wann Der déi Zuele kuckt, da si jo 48% bei den Dépensen Transferts sociaux, 19% vun den Dépensë vum Zentralstat ass de Coût vun de Fonctionnairen, also vum Stat, an 10% si Frais d'investissement.

Mir sinn der Meenung, datt, wa mer iwwert d'Investissementer diskutéieren, mer net dierfen esou diskutéieren, andeem mer einfach soen: Mir kierzen elo d'Investissementer vun 10% op 8% erof. Mir si souwisou der Meenung, datt ee bei den Investissementer als Allerlescht soll kierze goen. Wahrscheinlech, wann een emol géif alles kucken, wat ee misst maachen, misst d'Investissementsquot éischter eropgoen. Mä et ass awer just d'Fro, déi ee sech muss stellen, wat ee wëllt investéieren. Dat ass natierlech eng ganz aner Diskussioun.

Mir hätte gären, datt d'Regierung endlech hir Prioritéite festleet, wou soll prioritär investéiert ginn. Ech hoffe mindestens, datt mer dat endlech fir den 8. Mee gewuer ginn. Ech wëll nach eng Kéier drun erënneren, datt dës Majoritéit an hirem Koalitiounsofkommes e Finanzéierungsvirbehalt einfach op alles geluecht huet. Mir fannen dat falsch vu vir bis hannen. Mir fannen dat total falsch!

Et muss ee sech fir d'Éischt d'Fro stellen: Wat ass de Problem vu Lëtzebuerg? Wou muss dann investéiert ginn? An da setzt ee seng Prioritéite fest. An da setzt een och fest, wéi vill Prozent oder wéi héich de Volume vun den öffentlechen Investitiounsausgabe kann oder muss sinn. An dee ka souguer duerchweegs iwwer 10% musse leien, dat heescht, méi héich si wéi haut.

A wann ech soen, datt mer ee grousse Problem hunn, dat ass, datt eis Recetten an iwwerhaapt eis Ekonomie de Moment absolut ofhängeg si vun engem eenzege Secteur, nämlech dem Finanzsecteur, dann ass et fir eis kloer, datt déi wichtegst Aufgab vun den nächste Joren déi ass, d'Land fit ze maachen, ze investéieren an d'Diversifizéierung vun eiser Ekonomie, dat heescht alles drunzesetzen, datt mer manner ofhängeg gi vun deem eenzelne Secteur.

Da musse mer eis duerfir och déi néideg Moyenë ginn, fir dat ze maachen. An déi leie fir eis - an duerfir ass dat och deen éischte Punkt, dee mir gesinn als Prioritéit bei den Investissementer - an der Bildung, an der Weiderbildung, an der Fuerschung, dat heescht, an deem ganze Beräich, dee mat der Diversification économique an deem Beräich ze dinn huet.

Iwwregens wëll ech och soen, datt mer dee Future-Fong, dee jo elo an deenen nächste Wochen a Méint soll gegrënnt ginn, och dozou ziele wëllen an datt déi Suen, déi doranner gesat ginn - a mir mengen, datt dat, wat bis elo virgesinn ass, nëmme kann en Ufank sinn -, datt déi Suen och zu deenen Investissementer an d'Diversification économique gehéieren an och duerfir eng absolut Prioritéit mussen hunn.

Een zweete Beräich ass dee vun der Mobilitéit. Mir hunn extrem Defiziter an der Mobilitéit. Mir mussen déi behiewen.

An deen drëtte Prioritéitspunkt ass de Logement. Ech wëll net méi beschreiwe firwat; dat ass scho vun anere Virriedner genuch gemaach ginn.

Dat heescht, den Investitiounsvolume muss sech an deene Beräicher konzentréieren, déi ech elo grad opgezielt hunn. An all de Rescht huet keng Bedeitung. Dat heescht, do muss zréckgestallt gi respektiv komplett op Äis geluecht ginn. An ech brauch jo sécherlech kengem opzezielen, wat ech alles domadder mengen. Et gëtt genuch Projeten, déi dës Regierung wëlles hat ze maachen, déi eiser Meenung no dozou gehéieren.

Ech kommen dann zu de Recetten. A wann den Här Lux mir hei virdru gesot huet op mäin Awand: „Oh, Här Bausch", well ech esou schwaarz gesinn, „Dir lieft schonn zéng Joer an engem Tunnel, an engem schwaarzen Tunnel", da wëll ech en awer emol drun erënneren - en huet jo esou vill hei iwwert d'Recettë geschwat, iwwert de Spëtzesteiersaz, iwwert d'Kierperschaftssteier -, wéini datt mer mat deene Kierperschaftssteiertauxen a virun allem mam Spëtzesteiersaz am stäerksten erofgaange sinn: Dat war 2001 an 2002.

An 2001 an 2002 waren hien a seng Partei an der Oppositioun an dësem Parlament. A mir waren och an der Oppositioun. An 2001 huet et awer zum gudden Toun gehéiert, datt vill Sue verdeelt gi sinn. A mir waren déi eenzeg Partei an dësem Parlament, déi hei gesot huet: „Mir warnen hei virdrun, fir de Spëtzesteiersaz 8% op ee Coup erofzesetzen. Dat ass total verréckt. Well bei där éischter Kris, déi mer kréien, kréie mer Finanzéierungsproblemer beim Finanzement vum Stat." A mir hunn duerfir gesot ‚mir géifen och dowéinst dee Verdeelungspak do net stëmmen. A mir hunn dergéint gestëmmt.

Une voix.- Dat ass richteg, Här Bausch. Ech erënnere mech.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Den Här Lux a seng Partei hunn deemools…

(Interruption)

Une voix.- Jo, jo.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Den Här Lux a seng Partei hunn deemools aus der Oppositioun eraus fir dee ganze Pak gestëmmt. Dat heescht, en huet am Fong dunn d'Virausetzung geschaaft, fir datt dat agetratt ass, firwat en eis awer elo kierzlech kritiséiert huet, wéi en iwwert d'Recettë vum Stat geschwat huet. Ech wëll just drun erënneren, datt dann duerfir net déi gréng Partei am Tunnel souz, mä éischter d'LSAP am Tunnel souz 2001, wéi se dee ganze Pak matgestëmmt huet.

(Interruption et hilarité)

Jo, et muss een ëmmer… Wësst Der, Här Bodry, Dir wësst jo, wéi et ass,…

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Et war eng Metapher…

M. François Bausch *(déi gréng).*- …wann een am Glashaus sëtzt, da soll een net mat Steng geheien.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Oh mei.

Une voix.- Ma wéi schéin.

Une autre voix.- Et war zimleche Courage deemools.

(Interruptions diverses)

M. François Bausch *(déi gréng).*- Et war deemools effektiv 2001 méi couragéiert,…

Une voix.- Jo.

M. François Bausch *(déi gréng).*- …géint d'Verdeelungsaktioun ze stëmmen an der Oppositioun, wéi derfir ze stëmmen. Mä mir haten e gudde Grond, an de gudde Grond huet sech haut bestätegt. An ech deelen duerfir d'Analys, déi vum Här Lux gemaach ginn ass, mä en hätt déi Konklusioune mat senger Partei sollen 2001 zéien.

Une voix.- Très bien!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Mir mengen awer, bei de Steiere muss eppes geschéien. Ech hu gesot 50/50. Wou menge mer, datt eppes misst geschéien? Majo, ganz kloer, an do deelen ech déi Aschätzung, déi e virdru gemaach huet, datt et net normal ass, datt 80% - an do sinn e puer Saachen duerjerneegehäit ginn - vun de Kapitalgesellschafte keng Steiere méi bezuelen. Et huet näischt mam Metzler a mam Bäcker ze dinn, mä et huet eppes dermat ze dinn, datt 80% vun de Kapitalgesellschafte keng Steiere méi bezuelen.

An dann, Här Urbany, fir lech awer dann ze berouegen: Vun deene Kapitalgesellschaften, déi nach Steiere bezuelen, déi sinn ausschliesslech am Finanzsecteur - ausschliesslech am Finanzsecteur! -, wëll ech lech just soen. An do musst Der lech och kengen Illusiounen higinn, dat sinn der och elo net Honnerten, mä et sinn der

ganz wéineg. Mä dat heescht, dat beschreift am Fong nach eng Kéier méi däitlech eis Ofhängegkeet vun deem Secteur an de Risiko, dee mer lafen, jee nodeem, wat do geschitt.

Mä duerfir muss awer, well 80% keng méi bezuelen… An dat huet och manner dermat ze dinn… Duerfir huet et och kee Wäert, datt mer elo soen: „De Moment ass de Kierperschaftssteiertaux op 21%, allez hopp: op 30!", an da menge mer, mir wären op der gewonnener Säit. Onofhängeg vum psychologeschen Effekt, deen dat jo dee Moment huet am internationale Kontext, dat bréngt eis och näischt méi! Well wann 80% vun de Kapitalgesellschafte bei engem Taux vun 21% null bezuelen, da bezuele se herno och bei 27% an 28% an 29% null. Et huet eppes mat der Besteierungsbasis ze dinn, iwwert déi mer mussen diskutéieren, well entre-temps ass déi e Schwäizer Kéis.

Duerfir, ech wär frou, wa mer do géifen usetzen an do eppes maachen, datt emol erëm méi Kapitalgesellschaften iwwerhaapt dann deen Taux vun 21% géife bezuelen. Dann hätte mer e gutt Stéck gemaach. Da bräichte mer den Taux emol net ze héijen. Mä et ass relativ kloer, do muss eppes passéieren. Dat ass net normal.

De Spëtzesteiersaz kann ee sécherlech och nach ëm deen een oder deen anere Prozent hiewen. Mä ech wëll Iech awer soen - an duerfir hunn ech dat virdrun zitéiert mat deene Recettëverloschter vu 500 Millioune beim Commerce électronique: Mir haten, wéi mer déi leschte Kéier de Spëtzesteiersaz gehuewen hunn hei an der Chamber, do hate mer eng Rechnung hei, an et ass gesot ginn, 1% Spëtzesteiersaz mécht plus ou moins 40 Millioune méi Recetten aus. Mir verléieren, wéi gesot, 2015 eleng ëm déi 500 Milliounen am Commerce électronique.

Elo kënnt Der Iech dat jo ausrechnen. Elo kéint ee jo einfach soen, ech rechne mechanesch einfach emol 8% Spëtzesteiersaz aus, woubäi dat iwwerhaapt net wouer ass, well esou geet dat net. Dir kritt dann net aachtmol 40 Milliounen eran, well een Deel ginn déi Leit jo dann och net méi aus. Da kritt Der op där anerer Säit erëm manner TVA eran. Dat heescht, do geet een Deel jo erëm verluer. Mä kommt, mir ginn emol nach dovun aus. Da géife mer da soen, mir erhéijen deen ëm 10%. Dat wär da jo zéngmol 40, da si mer emol nach net op der Perte, op der Moins-value vun deene 500 Millioune vum Commerce électronique.

Duerfir, déi Leit, déi mengen, datt eleng mat Steiererhéijungen et méiglech wär, dee Problem do an de Gréff ze kréien, also et deet mer leed, déi zielen de Leit de Moment wierklech egal wat, fir net ze soen, si veräppele se zimlech de Moment an der Öffentlechkeet. Mä wéi gesot, um Spëtzesteiersaz kënne mer eis awer duerchweegs virstellen, datt och eppes ka gemaach ginn.

Mir mussen och diskutéieren - dat huet de Rapporteur a sengem Budgetsrapport schonn ugeschriwwen - iwwert d'Besteierung vu Grond a Buedem an haaptsächlech och iwwert d'Plusvaluen, déi am Beräich vun den Immobiliëgeschäfter gemaach ginn. Dat ass sécherlech eppes, wou nach eppes ze maachen ass, well do ass et ridicule, wat de Moment do besteiert gëtt. A virun allem, wann ech d'Problematik vun de Plus-valuen uschwätze bei den Immobiliëgeschäfter, mengen ech, datt do extrem Geld verdéngt gëtt a vill ze wéineg besteiert gëtt.

Mir mussen awer och eppes maachen, an dat ass dann éischter erëm eppes - loosse mer soen -, do hate mer jo och scho vill diskutéiert bei deem leschte sougenannte Spuerpak vun der Majoritéit, dat ass dat berühmtent Kilometergeld, déi Steierabattementen, déi mer hunn.

Mir sinn der Meenung, datt dee Steierabattement, also dat Kilometergeld, sou wéi et haut ass, absolut kee Sënn ergëtt, well et souwisou contraire ass zu all deem, wat d'Politik selwer wëllt als Signaler ginn. Mir soen op där enger Säit, mir mussen et fäerdegbréngen aus villfältege Grënn, d'Leit, wa se am Beruffsverkéier sech déplacéieren, méi op den öffentlechen Transport ze kréien, méi een héijen „modal split" ze kréien. An op där anerer Säit fördere mer awer nach steierlech, datt se just de Contraire maachen. Dat ka jo net sinn!

Donc si mir der Meenung, dat dote muss net ganz ofgeschaaft, mä staark reduzéiert ginn, an et sollen nëmmen nach déi Leit dat kréien, déi op Schichte schaffen, déi wierklech keng aner Méiglechkeet hunn.

Bei den indirekte Steiere kann een och eppes maachen, mä do si mer der Iwwerzeegung, datt wierklech soll un deen ekologeschen Aspekt geduecht ginn, well mer do kënnen zwou Saache parallell maachen. Eng ekologesch Steierreform, déi jo natierlech virun allem déi indirekt Steier betrëfft, ass do absolut sécherlech wënschenswäert.

Mä wéi gesot, dat sinn déi Pisten, wou mir gesinn, wou op dem steierlechen Niveau eppes ze maachen ass. Mä dat geet wierklech de loin net duer, fir engersäits dem Stat ze garantéieren, datt en an Zukunft nach weider kann investéieren. An dat ass jo den Haaptmessage, deen ee muss ginn. Mir maachen déi Operatioun jo hei net nëmmen, fir ze soen, mir wëllen de Budgetsdefizit an den Équiliber kréien. Mä et geet och drëms, fir datt mer aus där verzwéckter Situatioun an där Ofhängegkeet, wou mer sinn, erauskommen. Dat heescht, datt mer investéiere fir d'Zukunft an datt mer duerfir och spueren, fir kënnen ze investéieren. An dat ass jo de Message, dee mer och, fannen ech, de Leit musse ginn. An dann, wa mer dat maachen, hu mer jo eng Kéier positiv Retombéeën, sougutt fir eis, mä virun allem och fir déi Generatiounen no eis.

Wann ech da bei d'Dépensë kommen, do stellen ech dann awer fest - an et deet mer leed, Dir Dammen an Dir Häre vun der CSV, ech kann dem Här Lux net onrecht ginn, wann en hei seet, datt Der e bësse Luusspättere sidd -, wann et ëm d'Spuere geet an dorëm, Mesuren ze proposéieren, datt d'sozialistesch Ministeren ëmmer de Schwaarze Péiter am Grapp hunn an Dir Iech nawell oft derlaanscht dréckt, respektiv datt vill, vill Sozialausgaben oder Transferts sociaux do sinn, wat Wahlcadeaue waren, déi Dir agefouert hutt, an net déi do Säit vun der Chamber. An ech wäert Iech och elo opzielen, wat fir eng. Duerfir mengen ech, datt een dat och an deem Kontext muss diskutéieren.

Ech wëll awer ufänke fir d'Éischt bei de Frais de fonctionnement. Bei de Frais de fonctionnement beim Stat kann ee sécherlech nach méi aspueren. Ech hunn dat schonn oft hei gesot, duerfir géif ech och net méi dorop agoen.

Wann et engem Stat gutt geet, leescht e sech a sengem Fonctionnement insgesamt méi. Dat ass normal. Dat ass wéi bei all Mënsch, deen, wann e vill Suen huet, sech méi leescht. An et ass duerfir sécherlech nach genuch Speck do beim Fonctionnement vum Stat, ouni datt mer eppes mussen elo emol vu Leeschtungen ofbauen, fir datt mer manner Käschten hunn am Fonctionnement vum Stat. Mä dat gëtt awer net de grousse Batz vun de Gelder, déi een aspuert. Dat muss een awer och direkt derbäisoen. Do ass nach ze huelen, et gëtt awer net dee grousse Batz.

Et kann ee sécherlech och nach vill aspueren an der Aart a Weis, wéi mer bauen. Mir hunn an deene leschten 20 Joer zu Lëtzebuerg gebaut an engem Sënn: Dat Schéinst war ëmmer dat Bescht a grad gutt genuch fir eis! Ech mengen, datt mer eis bei ville Saachen an deenen nächste Jore mussen iwwerleeën, ob et net vläicht méi sënnvoll ass, emol an d'Ausland ze kucken, ob ee méi effikass a vläicht manner prunkvoll baut. An och do kann ee Suen aspueren.

Da bei den Transferts sociaux. Ech wëll betounen, datt meng Partei steet fir e staarke Sozialstat an datt mer och der Meenung sinn, datt dat soziaalt Netz esou breet muss sinn, datt keen derduerchfält. Mä ech soen awer gradesou däitlech, datt déi Leit, déi de Moment en Tabu op de Sozialstat leeën an net wëllen driwwer schwätzen, dat sinn déi gréissten Doudegriewer vum Sozialstat. Wann een en Tabu drop leet an net wëllt driwwer schwätzen an einfach d'Situatioun verfaule léisst, well dat vläicht e bëssen onbequem ass, da stellt ee mëttelfristeg de Sozialstat a Fro. An där gëtt et leider, déi dat maachen. Där gëtt et, déi dat maachen!

Mir maachen dat net. A mir sinn och der Meenung, datt dat grondsätzlech gesinn absurd ass. Ech fannen et dach grondsätzlech absurd, datt een net muss kënnen iwwer all Saachen diskutéieren. Wat ee mécht herno, dat ass jo eng aner Fro.

Et muss jo awer méiglech sinn, datt een zum Beispill sech iwwer all sozial Transferten emol d'Fro stellt: Wat war d'Zilsetzung, wéi mer se agefouert hunn? Hu mer déi Zilsetzung erreecht? Gëtt et déi iwwerhaapt nach haut? Hunn net déi falsch Leit se erreecht?

Dann hu mer jo nach näischt gemaach. Dann hu mer eis einfach emol d'Froe gestallt, ob dat, wat vläicht viru 5, 10, 15, 20 oder 30 Joer gemaach ginn ass, ob dat nach haut richteg ass, zoutrëfft oder net. D'Décisiounen hëlt een dann duerno.

An dann, wéi gesot, musse mer och kucken, ob mer net eng Rei Saachen agefouert hunn, wat carrément Wahlcadeaue waren. An do kommen ech dann zréck op deen CSV-Cadeau, dee gemaach ginn ass, dee jo och opgaangen ass. D'CSV huet dee gréisste Sprong gemaach bei de Wahlen 2004, an do geet e gudden Deel op de Konto vum Forfait d'éducation, där berühmte Mammerent, déi kee gefrot hat, déi 2001 um Rentendësch vun der CSV op den Dësch geluecht ginn ass, hei an d'Chamber bruecht ginn ass, déi entre-temps iwwer 100 Milliounen am Statsbudget kascht! Dat ass vill Geld, iwwer 100 Milliounen. Keen hat et gefrot.

An dat mam Virwand, datt et 2.000 bis 3.000 Fraen - wat och richteg war, well dat si jo gréisstendeels Frae gewiescht an eiser Gesellschaft - géif ginn, déi ni eege Rechter haten, déi schlecht dru wären, déi wierklech Hongerrenten hätten, déi awer och Kanner grousgezunn hätten an déi duerfir eppes verdéngt hätten. An doriwwer hätt ee kënnen diskutéieren. Et hätt een och eppes kënne fir déi 2.000 bis 3.000 maachen. Dat wär iwwerhaapt kee Problem gewiescht. Dat hätte mer direkt ënnerschriwwen.

Mä firwat hu mir misse mat der Géisskan dat maachen? Mir hu genausou gutt dem Bankdirekter dee Forfait d'éducation ausbezuelt, wéi enger - ech soen elo emol - Statsbeamtewitfra, wou vläicht de Mann Direkter an engem Lycée war, déi jo wahrscheinlech keng schlecht Pensioun hat, där hu mer och dat einfach ginn. Ratzekahl mat der Géisskan driwwergefuer! A mir hunn dat…

Une voix.- Dat war awer net d'Originaliddi!

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Jo, d'Originaliddi war, fir et iwwert d'Pensiounskeesen ze bezuelen. Dat wär nach schlëmmer gewiescht! Well da wäert Der bei de Privatsecteur an d'Pensiounskeesen d'Sue klaue gaangen, fir dat och nach ze bezuelen.

Une voix.- Se hunn et gemaach!

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Jo, zum Deel ass et och herno nach souguer gemaach ginn. Mä et war jo just, well um Rentendësch sech dergéint gewiert ginn ass, iwwerhaapt géint déi dote Mesure an och géint déi éischt Propos, wou dann de Premierminister deemools an engem Anflug vu Generositéit gesot huet: „Ho, wann dat esou ass, da gëtt et iwwert de Statsbudget bezuelt."

Une voix.- Jo, jo!

M. François Bausch *(déi gréng)*.- A wa méiglech integral fir jiddwereen.

(Interruption)

Duerfir, dat sinn awer, dat sinn awer Realitéiten…

(Interruption)

Dat sinn awer Realitéiten, déi muss een och emol eng Kéier gesinn, Dir Dammen an Dir Häre vun der CSV, wann een iwwert d'Spuere schwätzt, datt vill där dote Mesuren aus ideologesche Grënn vun Ärer Bluttgrupp agefouert gi sinn a sech d'Fro ni gestallt ginn ass vun der Selektivitéit, haaptsächlech bei Ärer Partei! An duerfir, wann ech gelift, kommt Dir net heihinner an deelt deenen aneren hei an där Hisiicht Lektiounen aus.

(Brouhaha)

Deen drëtte Punkt, deen ech wëll uschneiden, dat sinn d'Subsiden. Och do gëtt et villes mat eis ze maachen. Mir ware souwisou der Meenung - ech huelen dat elo als Beispill eraus -, datt déi CAR-e-Prime-Geschichten ekologesch eiser Meenung no gröbsten Unfug wären an datt een dat hätt ni sollen aféieren. Do sinn d'Garagistë frou driwwer, well d'Leit hu sech fir déi 1.000 a 1.500 Euro méi Supplémente kaf op den Autoen a si hu vill Suen domat verdéngt. Mä ob dat awer elo e Bäitrag gewiescht wär fir de Klimaschutz, also dat hu mir vun Ufank u gesot, datt mer dat géifen niéieren.

Mir sinn der Meenung, datt déi Suen zum Beispill vill besser ugeluecht gewiescht wären, wa mer déi direkt geholl hätten, fir Energieaarmut ze bekämpfen, fir Energieeffizienz am Wunnengsbau ze kréien, fir Leit Hëllefe vläicht ze ginn, datt se hir Haiser kënnen isoléieren. Dann hätte mer niewebäi och nach eppes gemaach fir d'Handwierk a fir Aarbechtsplazen ze schafen an ze halen, dann hätte mer iwwert dee Wee och erëm Suen zréckkritt bei de Statsbudget. Dat wär méi gescheit gewiescht, wéi esou Saache wéi dat doten anzeféieren. Mä dat si Primen, déi kënne wéinst eis direkt ratzekahl ofgeschaaft ginn, gestrach ginn! A mir sinn der Meenung, wa mer emol de Subsidendschungel géifen duerchkucken, datt där Saachen nach vill derbäi sinn.

Da kommen ech zu deem Deel, dem 19%-Käschtepunkt vum Zentralstat, nämlech der Fonction publique. Ech wëll betounen, datt mir als Fraktioun och absolut fir eng gutt bezuelte Fonction publique sinn, fir gutt bezuelte Beamte sinn. Mir fannen och, datt déi sollen uerdentlech Bedéngungen hunn - well mir brauche se - an datt se ënner uerdentleche Konditioune solle kënne schaffen. An et ass och fir eis selbstverständlech, datt ee muss kënne periodesch kucken, datt een en Accord salarial ofschléisst, a kucken, ob een net déi Leit och deelhuele léisst, loosse mer soen, um gesellschaftleche Räichtum, deen an der Gesellschaft geschafe gëtt.

Mä et ass awer ze soen, datt zënter 2008, mä virun allem och d'lescht Joer awer scho gewosst war, datt déi Entreprise, déi déi Leit do astellt, am Defizit ass; déi mécht de Moment keng Benefisser a keng Iwwerschëss. A wa virdrun hei mam Privatsecteur verglach ginn ass, datt am Privatsecteur e Kollektivvertrag ofgeschloss gi wär vun 1%, vun 2%: Jo, dat sinn effektiv - et huet een hei als Zwëscheruff gesot -, dat sinn awer alles Betriber, déi net an de rouden Zuele sinn. Mä mir sinn an de rouden Zuelen.

Dann hätt ee sech awer vläicht kënnen d'Fro stellen, ob et elo adequat ass, fir zum Beispill eng Punktwäerterhéijung vun 2,2% ze maachen. Mir sinn der Meenung, datt dat net verstänneg ass. An ech hunn dat och iwwregens als éischte Kommentar gesot, wéi am Juli d'lescht Joer deen Accord salarial do bekannt ginn ass.

Ech hunn dat souwisou desastréis fonnt, datt dee verknäppt ginn ass mat der Reform vum Statut, well et huet eigentlech iwwerhaapt näischt domadder ze dinn.

Une voix.- Chantage!

M. François Bausch *(déi gréng)*.- An dat Zweet ass… Jo, ausser, et wollt een eng Operatioun maache vu Chantage, mä eigentlech war et wierklech net gutt, fir dat mateneen ze verbannen.

Dat Zweet ass, mir hu kee Problem mat där Prime unique, déi ausbezuelt gëtt dëst Joer. Mir hätten eis och duerchweegs kënne virstellen, datt een eng Rei qualitativ Saachen hätt kënne maachen an der Fonction publique, sief et am Beräich och vun der Weiderbildung, Kannerbetreiung, och vläicht beim Congé, wie weess. Mä déi 2,2% Gehaltserhéijung, Punktwäerterhéijung, et deet mer leed, dat ass de Moment angesichts der Situatioun, an där mer sinn, net richteg.

Dat versteet och an der Öffentlechkeet kee Mënsch. Effektiv, op där enger Säit wäerte mer de Moment d'Steieren erhéijen a verschidde Sozialleeschtungen erofschrauwen, wat jo och d'öffentlech Beamte betrëfft. An op där anerer Säit gi mer do awer engem Secteur erëm en Deel zréck. Dat ass net gutt. An dat - soen ech lech - kréie mer no baussen och net vermëttelt.

Nach méi verréckt ass et dann, wann ech effektiv de Finanzminister héieren um RTL soen, jo, mir missten den 13. Mount vun de Statsbeamten a Fro stellen. Also, do versteet jo awer nu wierklech iwwerhaapt kee Mënsch méi eppes. Wann ech op där enger Säit en Accord salarial ofschléissen, wou ech ëm 2,2% d'Paien héije ginn,…

(Interruption)

…an da soen ech mëttes um Radio: „Mir mussen awer den 13. Mount a Fro stellen." Mä wat?

Also, mir mussen eis bewosst sinn, wa mer esou weiderfueren an esou Messagë gi wéi dat doten, da brauche mer eis net ze wonneren, wann an der Öffentlechkeet kee Mënsch versteet, firwat mer iwwerhaapt musse spueren oder ob d'Spueren iwwerhaapt berechtegt ass.

Duerfir - mir hunn dat virun zwee Joer gesot, mir soen et och haut -, mir wären der Meenung gewiescht, mir hätten an dëser Legislaturperiod keng prozentual Punktwäerterhéijung solle virhuelen. Mir hätten dem öffentleche Secteur eng Rei aner Saache solle ginn, qualitativer Natur, well dat do ass e falscht Signal. A meng Fraktioun wäert dat och mat grousser Sécherheet an deem Parlament hei net matdroen.

An da kommen ech zu de Renten. Awer vun de Rente wëll ech haaptsächlech schwätzen, net well mer esou der Meenung sinn, datt à ce stade dat direkt eppes ze dinn huet - d'Problematik vun de Renten - mam Spueren oder mat dem Ofbau vum Statsdefizit, mä haaptsächlech, well dat awer e gewëssene Risiko ass, well wa mer bei de Renten net handelen, da kënnt natierlech an der Zukunft eng gréisser zousätzlech Belaaschtung op de Stat duer.

Mir hunn haut schonn eng Fiskaliséierung vun 8%. 8% vun de Rentebäiträg komme jo schonn d'office aus der Statskeess, also vun de Steieren. A wann Der déi Berechnunge kuckt, déi gemaach gi si vum Robert Kieffer, déi Berechnunge bis 2050, a wann Der och kuckt, wat fir eng Parameteren do gesat ginn, wat fir eng Risiken datt do kënnen entstoen: Dat ass, datt et duerchweegs, jee nodeem wann een näischt mécht, de Fall kéint sinn, datt mer 2050, wa mer et net fäerdegbréngen, an der Moyenne 4% Wuesstum ze hu respektiv méi wéi eng Verduebelung vun den Aarbechtsplazen ze kréien, da mat de d'Cotisatioune bei ëm déi 48% misste leien.

Elo kënnt Der Iech virstellen, wat dat fir en Drock wäert ginn op de Statsbudget. Well, mir maachen eis jo näischt vir. Also, Cotisatioune vun 48%, déi deen Eenzelne misst bezuelen oder geschweig och nach d'Betriber, also dann - soen ech Iech -, also dann hu mer souwisou net hei honnert Leit, mä Honnertdausende vu Leit hei virun der Dier stoen, a vun alle Borden, well dat mécht kee mat!

Donc wäert natierlech, wa sech d'Fro vun de Renten net léist, ëmmer méi Drock op de Stat kommen, fir ëmmer méi d'Fuerderungen ze stellen, alt nach méi ze fiskaliséieren. Dat huet natierlech deementspriechend en enormen Impakt op d'öffentlech Finanzen. An an deem Mooss ass et och wichteg, datt een de Renteproblem och hei am Kontext vum Budgetsdefizit gesäit.

Här President, Dir gesitt, am Résumé: Mir als Gréng mengen, et muss ee spueren. A spueren heescht fir eis, engersäits dem Stat méi Moyenë ginn iwwert d'Recettësäit, dat heescht iwwert d'Steieren, awer och spuere beim Stat a bei sengen Ausgabe selwer, fir kënnen ze investéieren. Dat ass déi eenzeg Méiglechkeet, déi mer hunn, fir datt mer an deem schwieregen Ëmfeld, an deem mer haut sinn, an deem schwieregen ekonomeschen Ëmfeld, fir datt Lëtzebuerg sech ka méi breet opstellen, datt mer kënnen effektiv och nach Wuelstand gënnen deenen nächste Generatiounen.

Wa mer dat net maachen, da stieche mer de Kapp an de Sand. Eigentlech si mir der Iwwerzeegung, datt et näischt aneschters ass, wéi ressourceneffizient ze handelen. Hei sinn d'Ressourcen eben déi finanziell Ressourcen. An et ass och duerfir fir eis, an eisem Verständnis eng urtypesch Aufgab. Mir gesinn d'Ressourcen net nëmmen am Sënn vun natierleche Ressourcen, mä eben och vun de Ressourcen, déi e Land, eng Natioun oder e Vollek huet, an déi stinn hei a Fro.

D'Zilsetzung muss sinn - mir liewen haut zu Lëtzebuerg ganz gutt -, fir datt am materielle Wuelstand mer de Leit soen: „Do muss eng Otempaus kënne gemaach ginn. Dir sollt net onbedéngt elo alleguer ewechgeholl kréien, mä et dierf op alle Fall näischt bäikommen, a verschidde Saache musse mer vläicht anescht verdeelen."

80% an eiser Gesellschaft haut zu Lëtzebuerg geet et materiell gutt. Mir hunn awer 20%, deene geet et schlecht. Mir wëssen duerch d'statistesch Erhiewungen, déi mer jo kennen, datt 20% entweder ënnert der Aarmutsgrenz leien oder um Rand vun der Aarmut leien. An duerfir musse mer eis an der Sozialpolitik op déi 20% konzentréieren, a bei de Sozialtransferten an deenen nächste Joren. An déi 80%, fannen ech, solle sech zefriddegi mat deem, wat se haut hunn. Ech mengen, dat ass net ze vill verlaangt. A wa mer dat uerdentlech erklären, ass dat och méiglech, datt d'Leit op dee Wee matginn.

Ech hunn Iech e ganze Koup Piste gesot, déi mir gesinn, wou ee kann usetzen. Ech hätt nach kënnen elo iwwert d'Kannergeld schwätzen. Dat hunn ech schonn aner Kéieren hei gemaach. Mir hunn och e Pabeier erausgi schonn 2008, wou déi Saachen alleguerten drastinn. Dir kënnt se do alleguerten alleguer nach eng Kéier noliesen. Mir schécken och jiddwerengem se gären nach eng Kéier heem, wann e se gär hätt. Mä op alle Fall, et gëtt Zäit, datt mer handelen. Mir hu keng Zäit méi ze verléieren.

Ech soen Iech Merci.

Mme la Présidente.- Merci, Här Bausch. Den nächsten agedroene Riedner wier den Här Gibéryen. Ech hunn awer den Här Biltgen hei,…

(Interruption)

…dee gefrot huet, fir ze intervenéieren, well en net ka bis ganz zum Schluss vum Débat hei sinn.

M. François Biltgen, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative*.- Ech muss um siwen Auer fort, well ech en Doktesch-Rendez-vous hunn, deen ech - dat verstitt Der vläicht opgrond vu menger Virgeschicht - net wëll luppe loossen. Ech hunn en op hallwer aacht zréckgesat. Wann ech viru siwen Auer d'Wuert kréien, fir just zwou Minutten eppes ze soen.

(Interruptions)

Jo, mä da schwätzen ech nom Här Gibéryen.

Mme la Présidente.- Här Gibéryen, dann hutt Dir elo d'Wuert, an dann duerno den Här Minister Biltgen.

M. François Biltgen, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative*.- Ganz kuerz, just fir e puer Saachen an de Kontext ze stellen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Madame Presidentin. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, bei deenen Diskussiounen, déi déi lescht Deeg a Wochen am Land lafen iwwert d'Statsfinanzen, do mengt een, datt iergendwéi en Ärdbiewe kuerzfristeg hei iwwer Lëtzebuerg ausgebrach wier an datt ee ganz neie Moment agetratt wier, wat d'Statsfinanzen ubelaangt. Op eemol plötzlech géif et eis esou schlecht goen, wéi et deem Land nach ni gaangen ass.

Dat ass awer keen neie Moment, Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, dat wësse mer schonn zënter e puer Joer. Dat wousste mer scho bei de leschte Chamberswahlen, wéi mer an d'Wahle gaange sinn, dat wousste mer scho virun de leschte Chamberswahlen, wéi d'Evolutioun vun de Statsfinanze sech wäert an deenen nächste Joren entwéckelen. Dat wousst jiddwereen heibannen, deen et wollt wëssen, zumindest déi Leit an de Finanzkommissiounen, a sécherlech déi Leit an der Regierung woussten dat och.

Mä de Problem war nun emol eben, wéi dat ass bei Wahlen: Et seet net jiddweree gären d'Wourecht virun de Wahlen. Mir haten als ADR de Courage eis geholl an de Leit gesot, wéi et mat de Finanze wier a wéi et an deenen nächste Jore géif goen a wat géif op eis zoukommen.

Mir sinn awer net vum Wieler dowéinst belount ginn. Eng aner Partei - d'CSV -, déi e Premier huet, dee bei de Jesuiten d'Schoul gemaach huet, déi 2.000 Joer Erfahrung an deene Saachen hunn, deen ass - Juncker on tour - duerch d'Land gaangen an deen huet de Leit erklärt, wéi gutt datt et dem Land géif goen - Dank der CSV -, et wier nach vill Geld do an et kéinte vill Cadeaue verdeelt ginn. An du si Cadeaue verdeelt gi virun de Wahlen, an duerfir huet och d'CSV e wonnerbart Resultat kritt, wat beneidenswäert ass, wat ee muss agestoen.

Mä d'Realitéit, déi kënnt iergendwann eng Kéier zum Virschäin, an et ass och deemools direkt no de Chamberswahlen den éischte Coup komm. Dunn ass et nach eemol schlecht gaangen. Et huet missen ofgebaut ginn, e Krisepak gemaach ginn. Mä et war awer erëm eng nei Situatioun: Mir haten d'lescht Joer erëm Gemengerotswahlen. A wat huet misse geschéien? Virun de Gemengerotswahlen ass et erëm plötzlech op eemol ganz gutt gaangen. Et sinn erëm Cadeaue verdeelt ginn. An elo no de Gemengerotswahle geet et erëm plötzlech ganz schlecht.

Une voix.- Hahaha!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Esou fonctionnéiert dat. An elo hu mer… Wa mer d'nächst Joer nach eng Kéier Wahlen hätten, da géife mer déi Episod do nach eng Kéier maachen.

Awer wann ee genau kuckt, Madame Presidentin, wat d'CSV virun de Chamberswahlen a virun de Gemengerotswahlen u Cadeaue verdeelt huet oder u Stëmme kaaft huet mat Cadeauen, an et rechent een dat alles schéin zesummen, da kënnt een am Prinzip genau op déi Milliard, déi eis haut feelt.

(Hilarité)

Dat heescht, mir maachen haut all Joer en Emprunt, fir der CSV hire Wahlsieg nodréiglech ze finanzéieren. D'CSV ass an d'Land erausgaangen an huet geschwat, si hätte grouss Reserven dank der Wäitsiicht vun der Finanzpolitik vum Här Juncker, vum Här Frieden, mat der ganzer CSV geschlossen hannendrun. A well mir ëmmer gesot hunn, et wiere keng Reserven do, a si hu gesot, et wiere Reserven do, mëttlerweil, Här President, no de Wahle gi mer all Joer Sue léinen. Ech weess net ee Mënsch, dee Reserven huet, datt dee Sue léine geet! Et sinn also keng Reserven do gewiescht, mä d'Mäerchen huet awer virun de Chamberswahlen an och erëm virun de Gemengerotswahle geklappt.

D'Situatioun vun de Statsfinanzen ass awer eescht. A mir deelen déi Opfaassung, well mer scho virun de Chamberswahle gesot hunn, datt se eescht war. An et muss ee wëssen, an de Kolleeg François Bausch huet verschidde Punkten ugeschnidden, wat fir eng Risiken nach op eise Statsfinanze leien.

Éischtens, an och dat wëssen nach ëmmer vill Leit net, obschonn ech et e puermol gesot hunn, datt de Stat seng Scholden net zréckbezilt. Mir bezuele kee Kapital zréck, mir bezuele just Zënsen zréck. An alleguer déi - an ech denken och do un eise Statsminister -, déi soen, mir mussen un déi zukünfteg Generatiounen denken, déi denken net un déi zukünfteg Generatiounen, well se haut Empruntë maachen a se bezuele se net zréck.

Mir mussen zum Beispill d'nächst Joer, 2013, zwou Milliarden Emprunten zréckbezuelen, déi mer opgeholl hate fir d'BGL. Déi Sue sinn d'nächst Joer net do, fir zréckzebezuelen, also huele mer en neien Emprunt op, fir deen alen ze refinanzéieren. Deemools ass gesot ginn: „Mir kënnen eventuell déi Aktien da verkafen." Mä mir wëssen, wat de Wäert vun den Aktien haut ass, esou datt mer dat net kënne maachen. Da sinn déi Suen net do, also gi mer zwou Milliarden d'nächst Joer léinen, fir déi ze refinanzéieren.

An dat ass am Fong de Problem vun der Scholdekris, déi mer an Europa hunn. Well net nëmmen de Lëtzebuerger Stat, mä och déi aner State maachen et esou, datt se hiert Kapital net zréckbezuelen. A wann d'Empruntë fälleg ginn, da gi se refinanzéiert. An do si Länner, déi si scho vill méi wäit fort. Mir kommen elo am Fong an der Situatioun vun 2013 un, wou all Joers en Emprunt ofleeft an e muss all Joers refinanzéiert ginn. Aner Länner sinn do schonn an der drëtter, an der véierter Etapp gewiescht. Duerfir sinn déi och do, wou d'Griichen haut sinn.

Et ass also dee gréisste Feeler, datt mer eist Kapital net zréckbezuelen. Privatleit, Entreprisen, Gemengen, wa se Schold maachen, bezuele se hiert Kapital zréck; de Stat bezilt et net.

Deen zweete Punkt ass: D'Finanzplaz wäert net méi déi Benefisser ofwerfen, déi se ofgeworf huet. A mir kommen elo un d'Ofrechne vun dem Finanzsecteur vun deene méi schlechte Joren.

Den drëtte Punkt: den E-Commerce. Mir wëssen - et ass de Mëtteg schonn e puermol gesot ginn -, datt déi 2015 a Kraaft trëtt. Et ass, an dat hunn d'Leit vun dem Enregistrement eis gesot, datt se dervun ausginn, datt bis 2015 d'Recetten um E-Commerce vun dësem Joer 650 bis 2015 op eng Milliard wäerten eropklammen. An dovunner musse mer da 650 Milliounen ausbezuelen. An da '17, '18, dann ass déi Milliard ganz fort. Dat ass also eppes, wat definitiv kënnt.

Mir hunn awer och e Risiko op den Akzisen: Tanktourismus, Tubak, Alkohol. Eng Milliard d'Joer bedeit dat. D'Garantien, déi mer hu misse gi fir de Rettungsschierm: zwou Milliarden, wou elo schonn erëm vun enger Opstockung op eng Billioun geschwat gëtt. Bilateral Prêten, déi mer u Griichenland gemaach hunn, wou mer 140 Millioune geléint hunn. D'Garantien, déi mer vis-à-vis vun de Banken an Entreprisen hunn.

Refinanzéierung vun der Zentralbank - do hätt ech eng Fro un eisen Här Finanzminister, ob en eis déi kéint beäntwerten. Et war beim Budget gesot ginn, et géif e Gesetz kommen iwwer eng Refinanzéierung vun der Zentralbank. Ech weess net, ass dat nach aktuell? A wann, wéini kënnt dat a wat kascht dat?

A mir musse wëssen, datt keng Reservë méi do sinn. An eise Fonge si keng Sue méi do. Mir hunn alles ausginn.

Här President, dat ass am Fong déi Situatioun, déi als Risiko nach op där Finanzsituatioun vun de Statsfinanze läit. Wa mer da kucken, déi Note, déi mer vum Comité de prévision kritt hunn, wat d'Perspektive bis 2015 ubelaangt, da muss ee soen, datt dat äusserst positiv Previsioune sinn.

Wa mer wëssen, datt si zum Beispill soen: 2012 hu mer e Minus vun 0,9% Wuesstum. A wat ech wëll derbäisoen, wann een d'Eurozon kuckt, déi huet 2012 0,3%, mir 0,9% minus. Also, mir si méi schlecht wéi d'Eurozon. 2013 huet d'Eurozon 1,3% plus, a mir hunn e Minus vun 3%, also sinn och méi schlecht.

An dann op eemol verduebelt et sech: Da kritt d'Eurozon 2% Wuesstum, da kréie mir der 4%. An dann 2015 huet d'Eurozon 2,4%, a mir hunn erëm dat Duebelt: 4,8%. Dat heescht, et ass relativ einfach gemaach ginn an där Rechnung hei: '13, '14, '15 hu mir einfach dat Duebelt wéi dat, wat an der Eurozon ass. Et ass eis an der Finanzkommissioun gesot ginn: Wann et schlecht geet, geet et eis méi schlecht, a wann et gutt geet, da geet et eis méi gutt. Mir wënschen der Regierung bonne Chance!

Well wann ee kuckt, Här President, wéi een déi Chifferen an deene leschte Joren ëmmer evaluéiert huet, si hunn ëmmer no ënne gewisen. Ech huelen Iech de Budget 2012, dee mer elo amgaang sinn ze exekutéieren. Bei der Opstellung vum Budget vun 2012 d'lescht Joer am Summer huet de Statec gesot, mir hätten 2012 e Wuesstum vun 2,1%; den 18. Oktober ass et revidéiert ginn: tëschent 1% an 2%; am November d'lescht Joer war et dunn op eemol 1,4% an elo schwätze mer vu minus 0,4% bis minus 0,5%.

Dat heescht, bannent zéng Méint - kann ee soen - ass aus engem Plus vun 2,1 op eemol elo e Minus vun 0,4 bis 0,5 ginn. Awer trotz dësen äusserst positive Previsiounen, déi d'Regierung oder de Comité de prévision hei huet, wësse mer, datt mer dann trotz deene positive Previsioune bis 2015 däerften en Defizit vu minus 3,1% kréien, datt mer d'Maastricht-Kritären net méi erfëllen, datt mer all Joers mussen en Emprunt maache bis 1,5 Milliounen an datt mer dann och de Risiko aginn, datt d'nächst Joer kéint eventuell souguer eng Defizitprozedur vun der Europäescher Unioun vis-à-vis vun eis ulafen, wa mer näischt géifen änneren, an datt domadder dann och de Risiko grouss wier, datt mer den Triple-A géife verléieren.

De Chômage geet an därselwechter Zäit op 8% erop. An eis Scholden, déi klamme vun haut 9 Milliarden op 12,5 Milliarden, oder vun 20% op 25% vum PIB. Virun engem Joer hu mer heibannen nach diskutéiert a mir waren eis souguer, mengen ech, eens, datt e Land wéi Lëtzebuerg net däerf un déi 60% kommen, mä datt mer misste kucken, fir ënnert deenen 30% ze bleiwen. Wa mer an dësem Rhythmus virufueren, da si mer, geschwënn zumindest, iwwert deenen 30%, déi mer eis gesat hunn.

An och d'Zënselaascht geet automatesch mat där Schold an d'Luucht. 2011 hu mer 214 Milliounen Zënsen, an 2015 hu mer schonn 336 Milliounen Zënsen ze bezuelen.

Madame Presidentin, wat muss geschéien, fir datt et awer, wann ee wëllt politesch agéieren, eng Akzeptanz beim Bierger gëtt, fir datt e bereet ass, och iergendwéi Sacrificer ze bréngen? Dat Éischt ass emol Transparenz, an dat Zweet ass: un der Transparenz hänkt d'Wourecht.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

Dat Éischt, wat een am Fong misst als Wieler verlaangen, dat ass: D'CSV misst am Fong higoen an zu de Leit soen: „Hei, mir kënnen Iech et jo elo soen, wann Der et nach net gemierkt hutt: Mir haten Iech virun de Wahle belunn. Dir hutt eis gutt gewielt duerfir, mä mir wollten Iech awer elo soen: Et ass net esou gewiescht. Mir hu keng Reserven. D'Finanzsituatioun ass net gutt. D'Finanzsituatioun ass schlecht. Mir haten Iech just belunn, fir datt Der eis sollt stëmmen, mä mir mussen Iech et awer elo soen." Dat wier dat Alleréischt. Wa se fair wieren, géife se dat soen.

Dat Zweet ass, datt de Stat misst selwer spueren. Et gëtt heibanne scho jorelaang iwwer d'Spuere geschwat, mä novollzéibar kann een dach net soen oder beweisen, wou de Stat da gespuert huet.

En zweete Punkt ass eng Prioritéit bei den Investitiounen, wou bei eis d'Prioritéit läit a Schoulen, Logement, öffentlechen Transport, Fuerschung, Kläranlagen. Ass et net traureg, datt mer eng Direktiv vun 1992 nach net ëmgesat hunn an elo de Risiko lafen, datt mer mussen eng Strof bezuelen, well mer déi Direktiv net ëmgesat hunn, well eis Kläranlagen net esou sinn, wéi se misste sinn, wou mer mussen e puer Milliounen Euro Strof bezuelen, an da pro Dag bis vläicht 10.000 Euro Strof musse bezuelen!

Mir haten 20 Joer Zäit, fir dat ze maachen. Mir hunn an deenen 20 Joer e Pei-Musée gebaut, dee kee brauch, mir hunn e Festungsmusée gebaut, awer d'Kläranlagen, déi mer hätte misse bauen, déi hu mer net gebaut.

An da muss et awer och Projete ginn, Madame Presidentin - oder Här President -, déi ee muss kënnen zäitlech verréckelen. An et muss Projete ginn, déi einfach musse gestrach ginn.

Ënnert deene Projeten, déi einfach musse gestrach ginn, Här President, ass zum Beispill den Tram. Kee Mënsch versteet am Land, datt mer an dësen Zäiten nach Gelder ausginn, fir en Tram ze bauen. Duerfir gi mer Iech och eng Motioun, datt d'Chamber dat haut kann direkt décidéieren, fir datt dat ee fir alle Mol vum Dësch ass.

Motion 1

La Chambre des Députés,

considérant

- le déficit courant du budget de l'administration centrale et les perspectives négatives annoncées par le Gouvernement;

- que l'État doit procéder à des emprunts importants pour couvrir les dépenses courantes et les investissements;

- qu'il y a lieu de fixer des priorités pour les investissements;

invite le Gouvernement

- à renoncer au projet du tram léger;

- à stopper immédiatement toutes les études liées à ce projet.

(s.) Gast Gibéryen, Jean Colombera, Jacques-Yves Henckes, Fernand Kartheiser, Serge Urbany.

Dann, Här President, brauche mer eng sozial Selektivitéit. Eng sozial Selektivitéit: Mir wëssen - an de Kolleeg Bausch huet et och schonn ugeschnidden -, mir hu 14,5% vun de Leit, déi ënnert d'Aarmutsgrenz falen. A wa mer da kucken, déi Leit, déi liicht driwwer leien, da leie mer bei 20%! Dat heescht, wa mer iwwer Spuere schwätzen, dann däerfen et déi Leit net

sinn. Et däerfen och net déi Leit mat de klenge Revenuë sinn. Et däerfen och net déi Leit mat de klenge Pensioune sinn. Dat heescht, wa mer iwwer sozial Selektivitéit schwätzen, da musse mer d'Geld dohinner siche goe bei déi, déi méi verdéngen, awer déi kleng Revenuë musse geschount ginn.

Mir hunn als ADR zum Beispill d'Konzept proposéiert, fir all d'Familljenzoulagen, sief et d'Chèques-services, d'Kannergeld ze gruppéieren a se global un all Famill auszebezuelen a se dann enger Steier ze ënnerwerfen, fir iwwert dee Wee e soziale Kritär eranzekréien. Ech ginn net méi déif op déi Propositioun an, ech wollt just de Prinzip hei nach eng Kéier soen.

Ech kommen dann, Här President, zum Accord salarial an der Fonction publique. De 5. Mee 2011 huet heibannen op dëser Plaz den Här Statsminister gesot, d'Regierung wier der Meenung, vu d'Finanzsituatioun vum Stat, datt an dëser Legislaturperiod bis 2014 an der Fonction publique misst eng Nullronn gefouert ginn. „Mä", sot en, „ech hätt och gären d'Meenung vun de Parteien heibannen." A vu datt den Här Juncker jo am Numm vun der CSV an der LSAP geschwat huet, hunn déi sech net brauchen ze äusseren. Mä souwuel d'DP wéi déi gréng a mir hunn de 6. Mee heibannen an der Chamber gesot, mir wieren och der Meenung, et misst eng Nullronn ginn esou laang, wéi et Defizit beim Statsbudget gëtt.

Dat war eng eemoleg Situatioun, géif ech mengen, datt an engem Parlament bei Lounverhandlunge fir d'Fonction publique praktesch d'ganzt Parlament zu der Regierung seet: „Hei, mir hätte gären, et gëtt eng Nullronn." Esou hat eng Regierung nach ni de Réck gestäipt, wéi se en deemools hei vum Parlament gestäipt kritt huet! An trotzdeem d'Parlament dat décidéiert huet, geet d'Regierung hin a si mécht d'lescht Joer - also net d'lescht Joer, dach d'lescht Joer - kuerz virun de Gemengerotswahlen - wéi den Zoufall et wëll, de 15. Juli -, si schléisst do en Accord salarial of, wéi gesot, plus 2,2% d'nächst Joer a plus déi Prime vun 0,9% eemoleg.

Et kann ee sech d'Fro stellen, Här President, ob d'Regierung iwwerhaapt e Mandat hat, fir esou eppes ze verhandelen. Wann e Parlament praktesch eestëmmeg seet, no der Propositioun vum Statsminister an no der Fro vum Statsminister: „Wéi solle mer et maachen?", wann d'ganzt Parlament seet: „Eng Nullronn!", hat d'Regierung dann iwwerhaapt e Mandat, fir en Accord salarial wéi deen doten ze négociéieren an zouzeschloen?

An da muss ee sech d'Fro stellen, wann de Minister haut de Mëtteg heihinner kënnt, an d'Regierung seet, mir hätten emol gäre Propositioune vun Iech: All Partei huet bis elo Propositioune gemaach; mat Ausnahm vun der CSV, déi eng Stonn geschwat huet an näischt gesot huet, hunn all déi aner Parteie Propositiounen heibanne gemaach, mä wat ass de Wäert da vu Propositiounen hei am Parlament? Wat ass de Wäert, wann hei d'Parlament sech eestëmmeg äussert zu engem prezise Punkt an d'Regierung geet hin a si mécht awer, wat se wëllt?

Wa mer wëssen, datt mer elo higinn, datt mer Sue léine ginn, fir d'Gehälter opzebesseren! A mir maachen dat net nëmmen ee Joer, well déi Gehälteraugmentatioun, déi ass jo permanent. Dat heescht, mir ginn all déi Joren hannendrun, all Joers gi mer Sue léinen, fir d'Gehälter ze augmentéieren! Schwätzt emol mat de Fonctionnairen. Mengt Dir, e Fonctionnaire wier frou, wann e gewuer gëtt, ech kréien elo bäigesat, mä ech ginn elo Sue léinen a meng Kanner, déi mussen an zéng oder 20 Joer déi Augmentatioun, déi ech haut kréien, da mussen déi déi Augmentatioun zréckbezuelen. Net méi an net manner maache mer hei am Ableck!

Wann ech dann hei héieren, datt den Här Spautz hei, deen huet dat méi nuancéiert e bëssen a Fro gestallt. Den Här Lux war nach besser an där doter Fro: Hie war am Ufank gutt, mä zum Schluss, wéi en du gesot huet, e géif en Appell un d'CGFP maachen, quasi datt se géif fräiwëlleg drop verzichten. Dat heescht, herno wäert d'LSAP eraus an d'Land goen a soen: „Mir hunn et gestëmmt, mä d'CGFP hätt awer kënnen drop verzichten, mä déi huet net drop verzicht, also si mir net déi Schlëmm, si sinn déi Schlëmm, well se et geholl hunn." Also, esou geet et awer och net!

(Hilarité)

An dann hu mer…

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Ech hu gesot: reportéieren.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo, reportéieren. Dat ass awer bal datselwecht.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Neen, dat ass net datselwecht!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- An dann, mengen ech, huet den Här Lux och hei zouginn - an dat ass jo och scho vum Här Juncker um CSV-Kongress gesot ginn -, datt et déi Augmentatioun do nëmme gëtt, nëmme gëtt, wa se op där anerer Säit d'Reform an der Administratioun akzeptéieren. Dat ass dee rengste Chantage! Et ass de Beweis vun der Politik Juncker. Deen ass, zënter datt e Statsminister ass, nëmme mam Scheckheft duerch d'Land gaangen. Deen huet nëmmen ausgedeelt a verdeelt. Jiddwereen, deen e bësse gejaut huet, do ass d'Scheckheft erausgeholl ginn an dann ass bezuelt ginn. An haut ass dat heiten d'Resultat!

An dat hei ass erëm de Beweis, datt deen Accord do kaaft ginn ass! Entweder hätt déi Reform misse kommen, dann huet eng Regierung se ze maachen. An et kann een net e Chantage maachen, Erpressung maachen. Et kann ee scho bal soen, et ass Korruptioun, dat doten! Wann ech soen: „Dir kritt dat doten nëmmen, wann Der mir esou vill gitt"! An dat gëtt et dach net; dat gëtt et just hei zu Lëtzebuerg bei eiser Regierung!

Dann, Här President, ass eis an der leschter Woch erëm gesot ginn, datt mer déi éischt zwee Méint dëst Joer an de Statsrecetten 8% manner kritt hätte wéi d'lescht Joer. Dat gleewe mer. Mä et muss een et awer och an d'Relatioun setzen. D'lescht Joer hu mer awer och an deenen zwee éischte Méint ee Betrib ofgerechent, an deen huet dunn exceptionnel réckwierkend ofgerechent 140 Millioune Recetten an deenen zwee éischte Méint an d'Statskeess erabruecht. Dat war natierlech dunn eng gutt Saach. Dunn hate mer virun de Gemengerotswahlen op een Zack erëm gesond Gemengefinanzen! Mir konnten een Accord salarial aushandelen. An elo, dëst Joer, kommen déi Suen net. Dat war eng eemoleg Recette, déi mer d'lescht Joer kruten. Duerfir kann een déi zwee éischt Méint vun dësem Joer mat deenen zwee éischte Méint vum leschte Joer net einfach esou vergläichen.

Dann, Här President, steet am Dokument, datt 1.100 Aarbechtsplazen am gesamte Secteur public geschaaft ginn: 300 direkt beim Stat an déi aner an deem, wat ronderëm un dem Stat drunhänkt. Ech mengen, wa mer vu Spuere schwätzen, dann ass dat doten och e Punkt, wou ee wierklech muss kucken, wann et engem Stat esou schlecht geet, ob een net och emol kéint bei engem Stat, deen iwwer 20.000 Beschäftegter huet, wann ee géif eng richteg Reform maachen, op där enger oder där anerer Plaz Leit aspueren, amplaz datt ee systematesch einfach 300 Leit pro Joer weider astellt oder 1.100 am ganzen öffentleche Secteur.

Bei de Steiere wëll ech just soen, datt mir net domat d'accord sinn, datt d'indirekt Steieren, dat heescht d'TVA soll gehéicht ginn. Ech mengen, d'Kolleege vun de Sozialisten hunn dat och gesot. Mä insgesamt, wa mer gären, Här President - an dat ass da mäi Schlusswuert, well ech dem Kolleeg Henckes och nach wëll zéng Minutte loossen -, mä insgesamt, wa mer gären hätten, datt d'Leit eng Akzeptanz hunn, fir iergendwéi Sacrificer ze bréngen, da gëtt et zwou Bedéngungen. D'Leit sinn nëmme bereet, Steiere weider ze bezuelen oder soss ee Sacrifice ze bréngen, wa se mierken, datt d'Regierung och gewëssenhaft mat hire Steieren émgeet. Wann d'Regierung weider higeet a se geheit d'Gelder zur Fënster eraus, wéi dat an deene leschte Jorzéngten de Fall war, akzeptéieren d'Leit dat doten net!

An d'Leit sinn och nëmme bereet, Sacrificer ze bréngen, wa mer Investitioune maachen, déi all Mënsch fir nëtzlech a sënnvoll hält an déi eng absolut Prioritéit hunn. Ech soen nach eng Kéier d'Stéchwuert Tram. Een, deen haut nach iwwert den Tram schwätzt, kann net erwaarden, datt d'Leit dobausse soen: „Mir bezuele gäre méi Steieren." Dat maachen d'Leit net mat!

Et muss een einfach de Leit d'Wourecht soen an et muss een och de Beweis bréngen, datt et dem Stat schlecht geet. An da kann een och kee Gehälteraccord an der Fonction publique ofschléissen. Mir wäerten och als ADR, wann esou ee Gehälteraccord hei an d'Chamber kënnt, géint esou een Accord stëmmen.

Mä et ass net nëmmen d'Politik, déi déi Roll do muss spillen. Ech soen och hei: Leit aus gewësse Wirtschaftskreesser, déi sech onverständlech Zommen u Gelder, u Bonussen, u Gehälter, u Pensiounen, un Zousazpensiounen an esou weider verdeelen, wann déi Leit op d'Tribün ginn, an d'Öffentlechkeet ginn, op d'Televisioun ginn an déi Leit schwätzen do, datt de Mindestloun net däerf gehéicht ginn, datt d'Pensiounen ze héich wieren, déi wäerten dach net mengen, datt een dann am Vollek eng Akzeptanz fënnt, fir op esou ee Wee ze goen!

Ech fuerderen alleguer déi Leit op, an der Politik oder dobaussen, ier se iwwer eng Kierzung vum Mindestloun oder vun de Pensioune schwätzen, solle se higoen a soen: Ech verdéngen am Joer esou vill. A si sollen näischt vergiessen! Si sollen näischt vergiessen a si solle wierklech alles soen, wat se am Joer erakréien a sollen och soen, wat se herno als Pensioun kréien, a se sollen och nach soen, wat se als Zousazpensioun kréien. A wa se der Natioun dat erkläert hunn, da solle se iwwert d'Kierzung vun de klenge Pensiounen a klenge Léin schwätzen, da versteet all Mënsch am Land se!

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Gibéryen. Elo kritt d'Wuert den Här Minister François Biltgen.

M. François Biltgen, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Merci, Här President. Merci, dass ech d'Wuert ka kréien. Entschëllegt mech, dass ech net ka bis zum Schluss bleiwen, soss hätt ech et zum Schluss gesot. Ech wäert och net laang schwätzen, just e puer Saachen och zäitlech an de Kontext stellen.

Et ass virdrun esou duerchgeklongen - mat engem Zwëscheruff vum Här Gibéryen, och bei engem Communiqué vun der UEL, deen ech gelies hunn -, muer géif e Gehälteraccord mat der CGFP ënnerschriwwe ginn. Dat ass falsch! Dee Gehälteraccord, deen ass den 11., de 15. Juli 2011 ënnerschriwwe ginn. Ech wëll en och nach eng Kéier a säi Kontext setzen. E Gehälteraccord, dee muss een an enger ganzer Legislaturperiod gesinn. Dat ass déi eenzeg Gehälteraugmentatioun bei de Statsbeamten, déi ënnerschriwwe gouf - déi 2,2%, déi d'nächst Joer sollen a Kraaft trieden - an deene fënnef Joer, soss ass keng Gehälteraugmentatioun a Kraaft getrueden. Dräi Joer ass näischt geschitt.

Eng Parallell, déi deemools gezu gouf, dat war déi par rapport zum Bankesecteur, deen nu wierklech dee war, deen an der Krisentourmente stoung a wou och e Kollektivvertrag koum, wou effektiv fir 2011 näischt dra war, fir 2012 wéineg a fir 2013 effektiv eng allgemeng Augmentatioun. Et ass also e Parallelismus do gewiescht.

Deen Accord ass ënnerschriwwen. Deen Accord, dee war net um Litige. Ech kommen nach eng Kéier op déi Litigeprozedur zréck, well dat ass dat, wat muer gekuckt gëtt virum Conciliateur. An do gëtt et e Prinzip, deen och an der Jurisprudenz zréckbehale gouf: de Prinzip „pacta sunt servanda". Iwwregens huet eng Partei eng Kéier 1999 mat just deem dote Prinzip d'Wahle gewonnen, well deemools d'Regierung géint den Accord vun der CGFP a géint eppes, wat an engem Gehälteraccord stoung, eng Pensiounsreform duerchgefouert huet, an dat ass och vun der Jurisprudenz esou bestätegt ginn. Et muss een einfach wëssen, dass een un en Accord als Regierung gebonnen ass. Dat ass dat Éischt.

Dat Zweet ass... Dat ass dat eent, an dat anert ass dat, wat d'Chamber stëmmt. Ech wëll just soen, dass d'Regierung net einfach kann en Accord unilatéralement dénoncéieren, an ech hunn en nach eng Kéier a säi Kontext vum 15. Juli 2011 gestallt.

Dat Zweet ass, wat mer muer ënnerschreiwen, dat ass...

M. le Président.- Här Minister, erlaabt Der, datt den Här Bausch Iech eng Fro stellt?

M. François Biltgen, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Ech erlaben alles.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ech muss soen, emol onofhängeg vum Contenu, mä eleng vun der Form hier, wat den Här Minister eis amgaang ass hei ze erklären, wann dat esou wär, wéi hien dat seet - also dat huet guer näischt mam Fong ze dinn, mam Contenu ze dinn -, firwat kënnt dann iwwerhaapt iwwer e Gesetz dat Ganzt hei an d'Parlament?

M. François Biltgen, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Well...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Solle mir dann doheem bleiwen deen Dag, wou dat hei...? Well et ass jo souwisou egal, well et ka jo näischt méi da geännert ginn, oder wéi?

M. François Biltgen, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Well et.....

Une voix.- Firwat ass d'Parlament net virdru gefrot ginn?

M. François Biltgen, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Well, nach eng Kéier...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Jo, eng prezis Äntwert.

M. François Biltgen, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Well et traditionell aneschters an dem Régime statutaire ass wéi et am Régime de droit privé ass. Am Régime de droit privé gëtt et Konventiounen, am Régime statutaire ass et e Gesetz. Et ass nëmmen de Gesetzgeber, deen effektiv eppes kann ënnerhuelen.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Jo, a wie mécht dann...

M. François Biltgen, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- De Gesetzgeber huet... Et ass d'Chamber, déi d'Gesetz stëmmt, an et ass d'Regierung, déi d'Chamber mat engem Gesetzesprojet befaasst.

1999 huet d'Chamber, dat war déi deemoleg CSV/LSAP-Majoritéit, eng Pensiounsreform gestëmmt. Duerno ass d'Regierung virum Geriicht vun der CGFP ugesicht ginn a condamnéiert ginn, well se géint en Accord mat der CGFP verstouss hat. Et muss een dat einfach och juristesch eng Kéier esou gesinn, wéi et och juristesch ass. Et ass d'Regierung, déi ugesicht ginn ass, an net d'Chamber, déi ugesicht ginn ass! D'Chamber ass souverän. Mä d'Regierung huet en Accord mat der CGFP och deemools, dat war scho viru laangen Zäite virdrun, ofgeschloss gehat, an dat ass an enger Jurisprudenz vum Geriicht esou festgehale ginn.

M. le Président.- Här Bausch, wann ech gelift.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Här Minister, da muss ech Iech soen, dann huet den Här Gibéryen jo honnertprozenteg recht, well am Fong dierft d'Regierung jo nëmmen eppes maachen, fir dat se och hei eng Majoritéit kritt respektiv fir dat se sech hei en Accord gefrot huet an esou engem Fall. An effektiv, zwee Méint ier den Accord ënnerschriwwe ginn ass, huet de Premierminister hei d'Chamber gefrot, wat d'Meenung dozou wär, an Dir hutt eng Propos gemaach am Numm vun der Regierung. An d'Chamber huet..., jiddwereen huet gesot, datt e mat där Propos averstane wär. An zwee Méint duerno féiert d'Regierung géint d'Mandat, wat se hat vun der Chamber, eppes aneschters aus!

Une voix.- 14 Méint duerno.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dat heescht, am Fong misste mer dann Är Demissioun verlaangen, oder wéi solle mer dat maachen?

M. François Biltgen, *Ministre de la Fonction Publique et de la Réforme administrative.*- Wann Dir meng Demissioun verlaangt, da muss ech meng Demissioun ginn. Dat ass kloer! Ech si gewinnt, ëmmer meng Verantwortung ze iwwerhuelen a mengem Liewen. Also, ech kliewen net u mengem Stull, dass dat ganz kloer heibannen ass! Ech maache meng Aufgab als Minister, ech maache se zum Wuel vum Land. Wann d'Chamber meng Demissioun verlaangt, da wäert ech meng Demissioun huelen. Esou einfach ass dat!

Da muss een deen aneren Accord gesinn, well dat, wat mer muer diskutéieren, muer décidéieren, ofschléissen, dat ass d'Gehälterreform, eng Gehälterreform, wou mer och de 15. Juli en Accord hate mat der CGFP. Et war och d'CGFP, déi gesot huet, si wéilt déi zwou Saachen zesumme gesinn. Woufir? Ma well d'Gehälterreform, iwwert déi hei kee richteg geschwat huet, well dat eng aschneidend Reform ass an dem Statut vun der Fonction publique, déi och vun aneren dobausse ganz kräfteg dowéinst contestéiert gëtt, well se grouss nei Prinzipië bréngt fir d'Fonction publique, nämlech déi vun der Gestion par objectifs, déi vun engem objektiven Appréciatiounssystem, déi vun enger Procédure d'incapacité professionnelle. Déi - dat war net hiren éischten Zweck -, mä déi awer par ailleurs massiv Aspuerungen och fir de Stat bréngt! An dofir bleift d'Regierung conforme zu deem Engagement, dat se gemaach huet an der Regierungserklärung, fir ze soen, all Gehälterpolitik muss käschtenneutral sinn.

D'CGFP huet, nodeems mer d'Avant-projete public gemaach hunn, behaapt, mir hätte verschidde Saachen net respektéiert, wéi se ofgemaach waren, an huet dofir de Conciliateur befaasst. Mir hunn eis oft gesinn an do hu mer just geschwat iwwer effektiv d'Gehälterstrukturreform. Mir hunn eis oft gesinn dann op deene fënnef Punkten, déi d'CGFP monéiert hat, dat waren, ech fänken hannen un, beim fënnefte Punkt un, dat war de Statut vun den héijere Beamten, wou mer eng nei Prozedur gesinn, fir en héije Beamten ofzeléisen; dat war d'Gestion par objectifs an d'Mitarbeitergespräche; dat war den Appréciatiounssystem; dat war de Contenu am allerleschten Detail vum Stage, an dat war d'Fro: Wat geschitt, wann een nom Stage, wou ee jo 80%, 90% nëmme verdéngt - wat eng massiv Aspuerung an Zukunft fir de Stat ass, iwwert d'Joren eraus ëmmer méi erabréngt -, wat geschitt duerno, wann een ufänkt, op wat fir engem Échelon gëtt een aklasséiert, wann ee beim Stat ufänkt? Dat ware

méi komplizéiert Diskussiounen, mä déi hu mer, déi fënnef Punkten, ofgeschloss.

An där Gehälterstrukturreform stinn aner Saachen dran. Zum Beispill war d'CGFP do bereet, op e Prinzip ze verzichten, deen ënner enger Regierung mat DP-Fonction-publiques-Minister agefouert gouf - wéi den Här Meisch gesot huet, während där wär et der Fonction publique am beschte gaangen -, nämlech, dass d'Biennalen als Annalen ausbezuelt ginn. Do war d'CGFP bereet an där doter Reform, dorobber ze verzichten. Och dat bréngt schonn am éischte Joer bal zéng Milliounen Aspuernisser fir de Stat, ouni dass e Beamten dobäi eppes verléiert. Mä doduerch, dass d'Biennalen als Biennalen ausbezuelt ginn, net méi als Annalen, ass awer en Aspuernis fir de Stat do dran.

Do wëll ech just déi zwou Saachen an de Kontext bréngen: Natierlech sinn et zwee verschidden Akten, an natierlech si se matenee liéiert. Ech wär och frou gewiescht, wann hei gesot gi wär vun de Parteien, déi géint de Gehälteraccord sinn, ob se da fir d'Gehälterreform sinn oder ob se och géint d'Gehälterreform sinn. Mä déi Diskussioun, déi wäerte mer jo nach duerno kréien.

Ech wollt just zäitlech kloerstellen: Dat eent war de 15. Juli, dat anert och. Bei der Ëmsetzung vun deem anere Volet huet d'CGFP Problemer gehat, huet dofir de Conciliateur ugesicht, a wéi d'Regierung... Dat ass iwwregens eng Streikprozedur, wou d'Regierung schlecht berode gewiescht wär, wa se sech net do mat der CGFP un en Dësch gesat hätt! Mir hunn do en Accord fonnt, an deen Accord soll muer de Moien ënnerschriwwe ginn, net méi an net manner!

M. le Président.- Merci dem Här Minister François Biltgen, an elo kritt d'Wuert den Här Serge Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bei all menger Virléift, fir d'Regierung ze kritiséieren, wëll ech awer virun allem emol soen: Mir sinn hei an engem europäeschen Débat. Mir diskutéieren hei iwwer eng europäesch Spuerpolitik, iwwer eng europäesch Austeritéitspolitik, déi zu Bréissel beschloss ginn ass vun de Regierungen. Opgrond vun deem Débat hei mécht d'Regierung Propositiounen op Bréissel an huet do och net allze vill Spillraum an deene Propositiounen.

A wann a ganz Europa zum selwechten Zäitpunkt politesch Programmer musse virgeluecht ginn, déi an déiselwecht Richtung musse goen alleguerten, da si mer an enger neier Realitéit, an enger neier politescher Realitéit, dann hu mer eng nei staatlech Struktur an Europa, mir hunn eigentlech e budgetäre Federalismus, an deem mer hei no ganz enke Kritären, déi menger Meenung no falsch sinn, handelen.

Domat stellt sech och eng demokratesch Fro. Et stellt sech d'Fro, dass déi sougenannt „gouvernance économique européenne", dass déi eigentlech eng Regierungsstruktur ass, déi duerch Accorden um Sommet geschafe ginn ass an déi de gewielte Parlamenter a wesentleche Punkte politesch Pouvoiren entzitt, ouni dass duerfir awer op europäeschem Plang nei Géigegewiichter, nei demokratesch Géigegewiichter géife geschafe ginn.

An deen neie budgetäre Federalismus huet net zum Zil, deen allgemenge Wuelstand vun de Leit alleguer ze hiewen, soss misste ganz aner Saache kommen, soss misst en europäesche Budget kommen, dee säin Numm wäert wier, amplaz dass den europäesche Budget 1% vum geschafene Räichtum an Europa bedréit, soss misst eng europäesch Steierpolitik kommen, déi harmoniséiert wier. Dat ass alles net de Fall!

Mir setzen eleng mat deene Moossnamen, déi um europäesche Plang geholl gi sinn, op eng onverfälschte fräi Konkurrenz. An d'Konkurrenz ass awer eng Maschinn, déi Ongläichheeten a Krise produzéiert, besonnesch wann et esou ass wéi elo, dass de Finanzkapitalismus d'Realwirtschaft am Grëff huet.

Ech wëll e puer Zuelen hei zitéieren, déi betreffen net Lëtzebuerg, déi betreffen d'Weltwirtschaft. Wann 2010 de Wäert vun alle Gidder an Déngschtleeschtungen, déi op der Welt produzéiert ginn, bei 65 Billioune läit - eng Billioun sinn 1.000 Milliarden Euro! -, wann also de Volume vun all deene Wäerter, déi an enger Gesellschaft geschafe ginn, bei 65 Billioune läit, de Volume awer vun den Aktien a vun den Obligatiounen, déi weltwäit gehandelt ginn, bei 87 Billioune läit, dat heescht ëm 40% méi héich, dann dréckt eleng déi Zuel aus, wiem an der Gesellschaft de Räichtum gehéiert a wiem och déi entspriechend Muecht gehéiert.

An dann hunn ech emol nach guer net vum Casino-Kapitalismus geschwat. Finanzderivater: 601 Billioune sinn do gehandelt ginn am selwechten Zäitraum. Devisegeschäfter: 955 Billiounen, dat heescht 15-mol esou vill wéi déi real Wirtschaft eigentlech hiergëtt! Et gëtt hei vu Bonusse geschwat vun e puer Manager; vun deenen Zuelen do gëtt net geschwat! Schwätzt hei ee vu Brems? Wëllt hei een eng Brems aleeën, wou mer jo genee wëssen, wat déi Zuelen do 2008 an 2011 bedeit hunn, och fir d'Statsbudgete bedeit hunn, déi d'Scholde vun deenen Zocker do mat hu missen droen! D'Halschent vun eiser Statsschold kënnt aus deenen dote Finanzéierunge vun der Finanzindustrie duerch d'staatlech Budgeten hier. Schwätzt do ee vun neier Dépensëkultur?

Duerfir fannen ech et wierklech moralesch scho verwerflech, hei esou eng Debatt ze féieren. Ech wëll dat emol hei soen an ech stelle fest, dass ech do deen Eenzege sinn; alleguerten d'Parteie sinn der Meenung, an déi Richtung do matzezéien. Ech mengen, dass et awer eng Richtung ass, déi bedeit, dass déi Räich manner Steieren an Zukunft wäerte bezuelen, déi bedeit, dass ëmmer manner staatlech Mëttele wäerten do sinn, fir Investitiounen ze maachen an d'Wirtschaft, fir Interventiounen och ze maachen an en harmoneschen ekonomeschen Développement, wou d'Leit alleguerten eppes dervun hätten.

Dat, wat mer hei beschléissen, leeft och dorop eraus, den Undeel vum Stat, dat heescht d'Statsquot um geschafene Räichtum erofzesetzen. E Phenomeen, dee schonn eng Zäit amgaang ass, dee mer heimat nach verstäerken! A mir refuséieren, Här Minister, hei nach zu deene Spuералternativen, déi vun Iech an der Press jo scho virgestallt gi sinn, déi alleguerten, oder déi meescht dervun, um Bockel vun deenen normale Leit solle geholl ginn, déi Suen - Leit, déi d'Kris net verursaacht hunn, déi d'Opfer si vun där Kris -, mir refuséieren, hei nei Virschléi nach ze maachen, fir do derbäi nach aner Spuermoossnamen ze proposéieren.

Mir proposéieren hei keng Spuermoossnamen a mir sinn dergéint, an déi dote Richtung ze goen, well mer mengen, dass d'Politik..., net well mer mengen, dass net och beim Stat kéint gespuert ginn, mä well mer mengen, dass deen Débat hei an engem ganz negativen Zesummenhang steet, dee vill mat der Politik och an Europa ze dinn huet, wou awer d'Lëtzebuerger Regierung net innocent ass derbäi, déi do matgedroen huet, an déi Richtung do ze goen.

An déi Politik an Europa muss eiser Meenung no wesentlech geännert ginn, an zwar an dräi Richtungen. Et ass ze vill Geld an deene falschen Hänn, dat heescht, et muss eng Ëmverdeelung kommen. Dat bedeit eng Erhéijung vum Spëtzesteiersaz, dat bedeit eng effektiv Besteierung vun de Betribsgewënner oder anere Revenuë vun der Proprietéit, zum Beispill duerch eng Tax op der Propriété financière, déi awer elo erëm an der Versenkung verschwonnen ass. Mat deene Mëttele sollte virrangeg déi öffentlech Sozialsystemer geséchert an ausgebaut ginn, zum Beispill och ausgedehnt ginn op Situatioune vu längerer Erwerbslosegkeet.

Et sollt een och d'Aarbechtszäit anescht gestalten. Et sollt een d'Aarbechtszäit reduzéieren amplaz se an d'Luucht ze setzen duerch déi Rentereform, déi mer amgaang sinn ze maachen, fir domat och méi Leit an d'Aarbecht eranzekréien, andeems och d'Aarbecht anescht opgedeelt gëtt op d'Leit an der Gesellschaft.

Zweetens menge mer, dass mer ze wéineg Mëttelen hunn, fir eng demokratesch, dat heescht öffentlech Wirtschaftspolitik ze gestalten. Mir hunn dat dës Woch erëm bei der Debatt iwwert d'Stolindustrie gesinn. An alle Resolutioune stoung dra vun enger Investitiounsan Industriepolitik, déi misst gemaach ginn. Duerfir brauch een awer Mëttelen, et brauch ee gesetzlech Mëttelen, et brauch ee finanziell Mëttelen, et brauch een och Investitiounen. Grad bei den Investitiounen, hu mer awer héieren, sollen 100 Millioune gestrach ginn. Dat ass dach e Paradox! Engersäits bedauere mer, dass d'Sidérurgie zréckgeet, well d'Baubranche zréckgeet, an op där anerer Säit spuere mer grad bei der Baubranche an.

Ech mengen och, drëttens, dass muss an eng regional Richtung iwwerluecht ginn, fir d'Ekonomie anescht ze gestalten, fir net nëmmen op fräier Konkurrenz opzebauen, mä fir och, do wou eng Kollaboratiouan an eng Kooperatioun kann eppes bréngen, dat och ze maachen. Duerfir brauch een och staark staatlech Acteuren, an ech wëll do hiweisen op d'Diskussioun, déi mer och haten dës Woch, an der Aviatioun.

Dat sinn, Här President, a ganz kuerzer Zäit déi Iddien. Ech wëll awer drun erënneren, dass déi Debatt elo scho fënnef Stonnen amgaang ass; ech kommen elo mat fënnef an eng hallef oder sechs an eng hallef Minutten zimlech zum Schluss do drun, méi Zäit hunn ech elo net, fir hei déi Iddien nach weider ze entwéckelen. Ech zielen net op d'Regierung, dass se déi Iddien hei ëmsetzt, mä ech mengen, déi Iddië kënnen nëmmen ëmgesat ginn an Europa, um regionale Plang an och national, wa sech an der Gesellschaft eng Bewegung an déi Richtung mécht. An ech sinn iwwerzeegt, dass déi Bewegung sech och wäert an nächster Zäit maachen.

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. Dir hat iwwregens siwen an eng hallef Minutten, Här Urbany. Dir hat elo e bësselchen iwwerzunn, wat ech Iech jo och accordéiert hunn. Elo als nächste Riedner ass den Här Kox agedroen. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

M. Henri Kox *(déi gréng)*.- Här President, Merci. Haut hu mer jo eng Kombinatioun gemaach vun u sech zwee wichtegen Themaen: engersäits de Semestre européen. Mir hunn dee ganze Mëtteg hei iwwert d'budgetäert Ausriichte vun eisem Land geschwat, net nëmmen hei vum Land, awer vun der Europäescher Unioun. Ënner anerem hätte mer sollen och haut nach iwwert de Strategiepabeier „2020" schwätzen. Bon, ech gesinn awer, dass d'Zäit relativ wäit fortgeschratt ass an dass mäi Kolleeg, de François Bausch, schonns haut ausféierlech war, och vill Zäit gebraucht huet, fir dat iwwert de Budget ze soen. Dofir wäert ech mech op e puer méi kruzial oder méi prinzipiell Aussoe beschränken, wat de Prozess vun „Europe 2020" ubelaangt.

Bon, et ass scho gesot ginn, spueren eleng kann et net sinn. De Budget regelt net eleng de Fonctionnement vun engem Stat, mir brauchen och aner Elementer, insbesondere ass och vum Wuesstum geschwat ginn. An och an der „Europe 2020"-Strategie gëtt da vun engem Wuesstum geschwat, deen e bëssen anescht agepaakt gouf, nämlech intelligent, nohalteg an och integrativ, dat heescht, d'Elementer esou ze kucken, dass et net op eng reng Wuesstumsideologie soll erauslafen.

Mir hate schonns an deenen Debatte virdrun, d'lescht Joer a virun zwee Joer, iwwert déi Wuesstumsstrategie hei eis Bedenke geäussert, dass wuel Wuesstum gebraucht gëtt, fir verschidde Saache kënnen ëmzesetzen, mä an eiser Strategie, wa mer nëmme vu Wuesstum schwätzen, feelen awer eng Rei vun Elementer. Mir vermëssen an der Strategie „2020" nämlech: Op wéi eng Gesellschaft wëlle mer histeieren?

Mir wëssen, dass déi Wuesstumslogik vun der Vergaangenheet och zu deem gefouert huet, wat mer 2007 erlieft hunn an 2008, an dass mer haut nach Debatte musse féieren iwwert déi budgetär Aschränkungen, dass eleng dat zu engem Enkpass gefouert huet.

Dofir wéilte mer hunn, dass an deem Pabeier awer och en Deel nach derbäikënnt iwwer méi fundamental Prinzipien, wéi d'Verankerung vu Solidaritéit an Égalitéit, e bëssen deelen a verdeelen, a vum Räichtum an awer och vun der demokratescher Participatioun. Vun där demokratescher Participatioun ass scho virdru vun e puer Leit hei erwähnt ginn, dass déi an deem Prozess net méi do ass.

Mir waren emol erugetrueden domat, dass mer bei der Debatt vun „Europe 2020" d'Kommissiounen all domat befaasse loossen. Mir hate gesot, dass d'Ekonomieskommissioun sollt de Résumé dovu maachen, wat an deenen eenzelne Kommissioune geschwat gëtt. Ech muss awer haut feststellen, dass abgesehe vun enger klenger Presentatioun an der Ekonomieskommissioun dës Kéier de Pabeier ganz mince ausgefall ass, an och haut hunn ech vum Här Schneider net allze vill héieren iwwert d'Ausriichtung, well dat hate mer och schonn eng Kéier gesinn an der Ekonomieskommissioun.

Ech wëll drop hiweisen, dass mer eis eben dee Prozess onbedéngt mussen awer zu Häerz huelen, dass och an anere Kommissiounen nach eng Kéier iwwert déi Pabeiere geschwat gëtt.

Et si jo dräi Voleten do dran. Et ass eng Kéier de Volet vun der Éducatioun. Ech mengen, d'Diskussiounen ëm d'Éducatioun si ganz wichteg, an do sollte mer awer och endlech dat seriö huelen an och an de Kommissiounen doriwwer schwätzen.

Zweete Volet ass den Aarbechtsmarché. Insbesondere no der Stoltripartite eréischt gëschter a mat deem, wat op eis duerkënnt, ass et ëmsou méi wichteg, dass an deenen eenzelnen Aarbechts… oder Kommissiounen och eng Synthèse ausgeschafft gëtt an déi dann och an dee Pabeier hei erafléisst, wat et soll duerstellen, ier mer et op Bréissel schécken.

Wat awer gradesou wichteg ass, an dat ass och haut scho gesot ginn, dat ass d'Abezéiung vun der Zivilgesellschaft. Och dat steet am Pabeier, och dat steet souguer an enger europäescher Richtlinn, dass bei der Ausschaffung vun „Europe 2020" oder och vum PNR, dem Plan national, déi sollt Berücksichtegung fannen. An dat héiert een och, wann ee mat verschiddene Leit dobausse schwätzt iwwert dëse Plang, dass d'Abezéiung guer net stattfënnt, mä souguer och ignoréiert gëtt.

An ech wëll dervir warnen, wa mer esou eis Politike weider wëllen hei duerstellen, dass mer e Problem wäerte kréien dobaussen. Viru Jore si mer alleguerten zesumme ronderëm d'Land gelaf, fir e Projet duerzestellen, nämlech en europäesche Projet, nämlech d'europäesch Verfassung. Mir hunn de Leit versprach, mir hunn d'Leit opgeklärt a mir hunn hinne gesot, dass mer weiderhi wäerte probéieren, si an eis Politiken an och déi europäesch Politiken esou wäit wéi méiglech mat anzebezéien an ze kucken, gemeinsam no Léisungen ze sichen.

Well ech mengen, grad hei, wou et méi sensibel Dossiere wäert ginn, wou et Aschränkunge muss ginn, wou mer - jo, deen een oder deen aneren - Abousse mussen erliewen, ass et ëmsou méi wichteg, dass mer eis endlech eng Prozedur och ginn, wéi mer esou e Prozess, dee mer elo amgaang sinn erëm hei ze maachen, och no baussen droen a mat de Leit zesummen eppes maachen.

Dem Här Frieden säin éischte Saz haut de Mëtteg war en Zitat vum Bundespresident aus Däitschland, vum Här Gauck. Sécherlech ass dat awer e Prozess, dee mir awer selwer musse froen. An och déi kontradiktoresch Aussoen, ech mengen, déi op dem Radio gemaach gi sinn, beziehungsweis wéi d'Politiken da schlussendlech awer ëmgesat ginn, dat mécht eng Méssstëmmung dobaussen, déi schwiereg gëtt ze vermëttelen.

Dofir ass ee Prinzip, mengen ech, e ganz wichtegen, an dat sollte mer awer och an dee Pabeier nach mat aschreiwen, dass mer versichen, méi eng staark Participatioun vun esou Politiken hei ëmzesetzen.

Ech wëll dofir aus dem Pabeier just dräi Domänen eraushuelen. Dat Éischt war jo d'Schoulreform. Et ass jo eppes dran am Pabeier „2020" vun dem Décrochage scolaire, de Schoulofbriecher. Mir sollten ënner 10% leien. Virdrun ass gesot ginn, mir si bei 9%, mä 9% sinn nach ëmmer katastrophal! 9%, dat ass ganz vill, an et sinn och déi, déi mer herno ouni Ofschloss um Aarbechtsmarché zréckfannen, an et sinn och déi, déi Hëllefruffer riets a lénks maachen, an et sinn och déi, déi musse mer erëmhuelen.

Dofir ass et ëmsou méi wichteg, dass mer déi Reform, déi Schoulreform, déi ugefaange ginn ass, och seriö weiderféieren a probéieren, déi och richteg zu Enn ze féieren.

A wann ech virdru gschwat hu vu Participatioun, do ass d'Resultat, wann een déi Participatioun net richteg mécht a wann een och net d'Leit um Terrain mat abezitt, dat, wat mer erlieft hunn: Et ass e ganzen Deel vun Oppositioun da komm, eng deels berechtegt awer och deels onberechtegt Oppositioun, well da gären en Amalgam gemaach gëtt vun oniwwerluechten Aussoen.

Dann e Punkt zum Klimaschutz. Bon, den Här Schneider ass de Moment net heibannen, mä ech wollt awer och do dräi Punkten erwähnen. Engersäits, esou wéi am Kyoto-Protokoll wäerte mer och erëm hei higoen a bei der Effizienz wëllen eis fräikafen. An den Här Schneider huet dat virdrun hei gesot, dass een Europadeputéierte sech do dergéint wiert, mir hunn een Europadeputéierten, en huet e ganz gudden Text zesummekritt iwwert d'Effizienz am Europaparlament. Dat soll een net schlechtrieden! Et soll ee kucken, dass een esou eppes ëmgesat kritt an net erëm Dieren opmécht, fir sech fräizekafen, well e Potenzial un Effizienz ass och hei zu Lëtzebuerg ze fannen, an net nëmmen eleng aus der Klimapolitik, mä aus der Beschäftigungspolitik.

Ech mengen, et sinn aner Virriedner, déi dat hei schonn erwähnt hunn, dass d'Beschäftegungspolitik an deem Beräich ganz grouss ass, an dat si wierklech Win-win-Situatiounen, nämlech dat ass net Geld, wat bei d'Uelechscheichen eriwwergeschéckt gëtt, mä et ass Geld, wat hei investéiert ka ginn. Et ass e Schutz, insbesondere och, wa mer iwwert d'Aarmut schwätzen. Iwwert d'Energieaarmut ass schonn eng Kéier geschwat ginn hei, do hu mer Konzepter opzebauen, fir deenen ze hëllefen. Éischtens maache mer eppes fir déi Leit, zweetens maache mer eppes fir de Klimaschutz an drëttens maache mer eppes fir d'Aarbechtsplazen a véiertens maache mer eppes fir d'Beschäftegung an d'Betriber.

Also dee Volet, mengen ech, soll d'Regierung sech ganz gutt iwwerleeën, an ier een déi Direktiv elo bombardéiert a probéiert opzeschnüren, déi awer e ganz wichtegt Element fir déi zukünfteg Energiepolitik ass.

Nach e Wuert zur Beschäftegungspolitik. Och do hätte mer eis gewënscht, dass zum Beispill an där Reform vun der ADEM méi eng breet a méi eng déif gräifend Reform gemaach gi wär.

Mir hunn nämlech an deem Kontext e Volet Médiatioun, Coaching, Orientéierung an de Vierdergrond wëlle setzen, fir dass eben an der Beschäftegungspolitik a bei den Aarbechtslose méi staark eng proaktiv Gérance vun hinne ka gemaach ginn.

Ech kommen dann och scho bal zum Schluss, well d'Zäit schonn deels un d'Enn kënnt. E Wuert zu der Aarmut u sech. An dem Rapport vum „2020" d'lescht Joer ass dat guer net erwähnt ginn. Ech weess net, firwat et vergiess gi war, awer mir hunn och virdrun heiriwwer geschwat, dass dat e ganz wichtegt Element ass an dass mer eis do musse Gedanken driwwer maachen, dass mer d'Schéier hei net ze wäit ausenanermaachen an dass mer net do wëlle spueren, wou et soll sinn, oder falsch spueren.

Et gëtt ëmmer vu „selektiver Sozialpolitik" geschwat. Ech géif mengen, mir sollte vun „zilgeriichter Sozialpolitik" schwätzen. Virdrun huet den Här Bausch hei dat och nach eng Kéier erkläert. Mir hunn extrem vill Programmer operluecht a ganz kloer solle mer eis jo bei alle Politiken, bei alle budgetären Awänn solle mer eis jo nom Zil riichten - wat wëlle mer erreechen? -, an da solle mer och vun „zilgeriichter Sozialpolitik" schwätzen, well bei enger selektiver Sozialpolitik schwätze mer éischter vun „selektiv": dann huele mer iergendeng Gesellschaftsgrupp eraus. An dat wëlle mer jo alleguerten net maachen, mä mir wéilten en Zil erreechen.

An do denken ech, dass mer och hei an dësem Bericht „2020" dat esou sollte maachen an och ee Punkt nach eng Kéier erwähnen, dat ass eben insbesondere bei der Aarmut - dat, wat ech virdru kuerz gesot hunn - d'Energieaarmut bekämpfen, fir kënnen och deem entgéintzekommen.

Ech hoffen, dass am Pabeier dann déi eng oder déi aner Elementer nach kéinten erafléissen, sou dass mir insbesondere bezweifelen (veuillez lire: mengen), dass reng déi dräi Wuesstumskritären, déi mer elo drabruecht hunn - sief et nohalteg, och inklusiv -, net duerginn an dass aner Punkten och gradesou gutt sollten erakommen.

Eppes bleift: dass mer ee groussen Challenge wäerte weiderhin hunn, an dat ass nach ëmmer dee vun der Ofhängegkeet vun eisem Uelechkonsum. Den Här Bausch hat dat och scho virdrun a senger Interventioun gesot...

M. le Président.- Här Kox, Dir misst awer elo lues zum Schluss kommen.

M. Henri Kox *(déi gréng)*.- Ech halen dann op a soe Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci, Här Kox. Als leschten agedroene Riedner hätt ech elo nach den Här Henckes. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Merci, Här President. Ech wollt och méi zum nationale Reformplang schwätzen, well dee jo och haut zur Debatt steet, well et geet natierlech ëm d'Budgetsfroen, mä et geet och drëm, fir ze kucken, wat ee ka maachen, fir ons Ekonomie ze relancéieren, fir datt een de Wirtschaftskuch, deen amgaang ass, elo méi kleng ze ginn, nees erëm méi grouss kritt. Doduerjer komme mer natierlech och u verschidden Debatten erun, wéi hei déi sougenannten „bottlenecks", dat heescht alleguerten déi Froen, déi d'Ekonomie bremsen, déi ee soll diskutéieren.

Et sinn der elo véier opgeworf gi vun der Europäescher Kommissioun, wou véier Recommandatioune gemaach gi sinn. Déi eng, déi ass scho vum Gast Gibéryen diskutéiert ginn, dat ass de Budgetsdefizit ze reduzéieren.

Déi zweet, déi an der Diskussioun ass, dat ass d'Reform vum Pensiounssystem. Do muss ee festhalen, datt d'Regierung eng Reform virgesäit, déi tabléiert op enger Croissance vun 3% vun der Wirtschaft pro Joer. An do muss een awer elo scho festhalen, datt een an deenen Dokumenter, déi mer hei vun der Regierung kritt hunn, gesäit, datt an der Period vun 2011 bis 2015 mer dat Zil schonn an der Moyenne net wäerten erreechen. Et ass also relativ spekulativ do gehandelt. An et ass gesot ginn, datt eréischt deen Ablack, wou d'Finanze vill méi schlecht wieren, wéi se elo scho sinn, datt dann eréischt géif den Ajustement ofgeschaaft ginn.

Mir als ADR hunn als eenzeg Oppositiounspartei bis elo an där Fro ~~do~~ vun de Pensioune ganz kloer gesot, datt mir gären hätten, datt eng sozial Mesure soll komme beim Ajustement. Dat heescht, datt den Ajustement soll spille fir déi kleng Renten an da progressiv op null soll gesat ginn, an dat mat Effet immédiat schonn an dëser Legislatur duerch e Gesetz; just nuren, fir dee Punkt do erauszeträichen.

Deen anere Punkt, deen an der Diskussioun stoung vun der Säit vun der Europäescher Kommissioun, dat ass d'Indexmodulatioun. Do muss ee festhalen, datt hei zu Lëtzebuerg d'Inflatioun 2011 bei 3,4% wor, an an Däitschland bei 1,7%. An doduerjer, datt een eng Indexmodulatioun mécht, huet d'Regierung fräi Hand, fir d'Prix administrés an d'Héicht lafen ze loossen. An et gesäit een och, datt et esou geet.

D'Prix administrés, wat ass dat? Dat sinn d'Taxe vu Stat a Gemengen, vun den Établissements publics, an dat sinn och d'Gesondheetsausgaben, d'Ausgabe fir d'Altersheimer, fir d'Crèchen an esou weider. Den Observatoire de la compétitivité huet elo ganz kierzlech eng Analys vun deene Prix administrés gemaach a gesinn, datt déi tëschent 2005 an 2011 ëm 25% an d'Luucht gaange sinn, an d'Inflatioun an därselwechter Zäit ëm 15%. Dat mécht also eng Differenz vu plus 10%.

Eleng 2011 wor d'Inflatioun bei 3,4% an d'Prix administrés sinn ëm 6,2% an d'Luucht gaangen. An d'Influenz vun deenen administrative Präisser mécht am Index 22,1% aus.

Dann hu mer och nach e Problem mam Wuerekuerf. Dee Wuerekuerf, wéi mer en elo am Index hunn, dee wierkt sech ganz inflationär aus an en ass wäit ewech vun de Realitéite vum Terrain a vun de Budgete vun de Leit.

Ech vergläichen e just nure mat dem Budget, mam Wuerekuerf mat Däitschland. Sou gëtt de Logement hei zu Lëtzebuerg zu 14,5% vun den Ausgabe gerechent, an Däitschland zu 23,29%. Iessen an Drénken zu Lëtzebuerg läit dann am Budgetswuerekuerf mat 11,15%, an Däitschland zu 17,19%, dat heescht plus 6% méi. An d'Ausgaben zu Lëtzebuerg mat 2,41%, an Däitschland bei 4,34%. Par contre hu mer en Europa-Rekord, wann et heescht, d'Ausgabe vun den Autoen. Do stinn déi am Wuerekuerf mat 21,77% ganz vir, souguer een Drëttel méi héich wéi d'Ausgabe vum Logement.

Ech mengen, do ass eppes, wat net méi normal ass. An da stinn den Alkohol an den Tubak, wou de Ministère de la Santé déi ganzen Zäit dergéint ass an dergéint wiedert, mä déi stinn awer nach mat 3,55% am Budget. Hei muss en Ëmdenke kommen!

Mir brauchen e rigouréise Kampf géint d'Erhéijung vun de Prix administrés, e rigouréise Kampf, fir d'Inflatioun niddreg ze halen a fir de Wuerekuerf ze reduzéieren. Dat sinn déi Reformen, déi mer brauchen, an da kënne mer ganz op déi Indexmodulatioun verzichten an d'Bierger hunn och eppes dovun, well an der ablécklecher Situatioun a mat där Politik, wéi se elo gemaach gëtt, huet de Bierger herno awer nach negativ Konsequenzen domat ze droen.

Dann e Punkt, deen och an der Diskussioun wor vusäite vun der Commission européenne an och vun der Regierung, dat ass d'Simplification administrative. Wann ech do den „Global Competitiveness Report" vun 2011-2012 vum „World Economic Forum" analyséieren a kucken - dee betrëfft 142 Länner; et ass déi Analys, déi ganz vill Entreprisë kucken -, do muss ee soen, wat den Departement vun der Simplification administrative ugeet, datt do Lëtzebuerg un der 40. Plaz vun 142 Länner läit. Et ass déi schlechtste Positioun vun iergendengem europäesche Land.

Ech mengen, da muss een dach hei festhalen, datt do eppes muss geschéien. An ech wëll nuren ee Beispill ginn: Dat ass, datt, wa mer vun der Surface utile vun engem Logement schwätzen, et dann elo dräi Definitioune gëtt: eng vum Ministère du Logement, eng vum Intérieur an eng vum Ministère vum Environnement. An déi dräi gi sech net eens! Wat mécht dann deen Departement, dee sech ëm déi ganz administrativ Problemer këmmert? Dee braddelt a braddelt, an et kënnt näischt eraus!

Där gëtt et der nach dorëmmer. Bei de Krankekeesen, do gëtt et däers nach méi, well mer do och nach Problemer hunn. Mä vu datt ech net vill Zäit hunn, wëll ech awer elo en Zitat ginn hei vum Ekonomiesminister - deem neien -, deen den 2. Februar an der Commission de l'Économie Folgendes gesot huet - ech zitéieren de Procès-verbal: «Monsieur le Ministre critique l'approche bureaucratique (création d'un département spécifique) qui a été choisie pour la mise en œuvre d'une politique de simplification des procédures administratives. Celle-ci n'apporte pas de résultats saillants. Une approche volontariste au plus haut niveau serait bien plus efficace (concertation des Ministres en question avec les fonctionnaires responsables des administrations publiques concernées sur base d'une liste bien précise de procédures/normes à simplifier)».

Domadder sinn ech ganz d'accord an ech wäert och an deem Sënn dem Statsminister eng Fro stellen. An ech hoffen, datt déi Chefsaach, zu där en déi hei Affär erkläert hat, datt dat den 1. Juli dann nees erëm ka Realitéit ginn.

Dann hu mer nach d'Schoul. Munches wier do nach ze soen, mä vu datt ech net vill Zäit hunn, wëll ech just nach Folgendes zum Schluss soen: Mir mussen ons Ekonomie nees un d'Rulle kréien. D'Union des Entreprises huet 100 Propositioune gemaach. De Ministère de l'Économie huet 2006 och verschidde Propositioune gemaach, fir d'Ekonomie un d'Rullen ze kréien.

Mir schwätzen ëmmer vu Zones d'activités, et geschitt awer näischt um Niveau vun der Simplification administrative. Zones d'activités economiques - dovunner gëtt geschwat a geschwat a geschwat a geschwat: Et geschitt näischt!

Et huet een also d'Impressioun, datt dës Regierung, an och déi viregt, déi huet zwee Dossiere mat Propositiounen, fir ons Ekonomie un d'Rullen ze kréien, a si huet de Choix: Entweder si mécht eppes, oder si hëlt déi zwee Dossieren a si sëtzt sech drop! Fir den Ablack schéngt et esou ze sinn, datt d'Regierung op den Dossiere sëtzt. Et wier un der Zäit, datt se géif déi Dossieren an déi Propositiounen, déi gutt sinn, huelen, fir ons Wirtschaft nees unzekuerbelen.

Just an dësen Zäite brauch onst Land dat!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Henckes. Elo kritt nach eng Kéier d'Wuert den Här Finanzminister Luc Frieden.

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass natierlech net einfach, no fënnef Stonnen an zéng Minutten Debatten hei direkt Konklusiounen ze zéien. Grondsetzlech ass esou eng Debatt wéi déi heiten nëtzlech. Et ass jo eng Konsultatiounsdebatt, a vill vun deene Propositiounen, déi hei gemaach gi sinn, wäerte mer mathuelen an déi ganz schwéier Aarbecht, déi d'Regierung an doranner insbesondere och de Finanzminister an den nächste Woche muss maachen.

Ech wëll awer och nach eng Kéier soen, datt de Finanzminister ka Propositioune maachen a ka Berechnunge maachen, mä d'Regierung als Ganzt muss natierlech hei déi Mossnamen huelen, well déi gi jo och ganz oft a Beräicher - ganz ëmmer gi se a Beräicher - vun deenen eenzelne Kolleegen. Et ass also net un engem, fir do eleng kënnen déi Propositiounen oder déi Iddien, déi een huet, ëmzesetzen. Ech géif also och dat wëlle berücksichtege bei där enger oder anerer Décisioun, déi ze huelen ass.

Ech bedaueren e bëssen an dëser Debatt, datt iwwert de Plan national de réforme wéineg geschwat ginn ass, well ech mengen, datt dat eent an dat anert, dat heescht d'Entwécklung vun der Ekonomie an d'Statsfinanzen, musse mateneen ootmen. Déi Form vun Debatt, déi mer de Mëtteg hei gefouert hunn, do musse mer eis vläicht d'nächst Joer nach eng Kéier iwwerleeën, wéi mer kënne méi konzentréiert och iwwert den nationale Reformprogramm schwätzen, well et ass schonn esou, datt an enger Rei vu Beräicher - an elo grad ass den Här Kox nach dorobber agaangen -, datt sech do eng Rei reell Froen zu Lëtzebuerg stellen, déi natierlech enges Dags eng Répercussioun och op d'Statsfinanzen hunn.

Ech mengen, déi ganz Problematik vun der Desindustrialiséierung vu Lëtzebuerg, vun dem héije Chômage, all déi Froen, déi hunn en Impakt op d'Statsfinanzen, mä se mussen och fir d'Éischt eng Äntwert fannen an der wirtschaftlecher Entwécklung. An do musse mer eis also och an deem Prozess méi intensiv drëm bekëmmeren.

Firwat hu mer et hei zesummen diskutéiert? Well déi zwee Dokumenter zesummen op Bréissel ageschéckt ginn. Mä ech fäerten, datt mer se net genuch am Detail kucken um Niveau vun der parlamentarescher Debatt.

Déi drëtt Remarque ass, datt ech der Meenung sinn - an och doriwwer ass de Mëtteg net enorm vill geschwat ginn, mä et huet e bësse mat deem Sujet vu virdrun ze doen -, datt eng Reduzéierung vum Defizit net contraire ass zur Wuesstumspolitik. Kuerzfristeg ka selbstverständlech d'Bremse vu verschiddenen Ausgaben en Effet op d'wirtschaftlech Entwécklung hunn, mëttel- a laangfristeg awer ass héijen Defizit, also héich Schold an domadder héich Steieren, eng absolut Brems fir d'wirtschaftlech Entwécklung. Duerfir gëllt et ze kucken, datt ee gesond Statsfinanzen huet, well si sinn d'Grondlag vu mëttel- a laangfristegem Wirtschaftswuesstum, dee mer absolut zu Lëtzebuerg och an Zukunft brauchen.

Wann ech déi Debatt, déi de Mëtteg hei iwwert d'Statsfinanze gemaach ginn ass, géif résuméieren, da géif ech soen, datt, wat d'Dépensen ubelaangt, kaum een a Fro gestallt huet, datt mer mussen eppes dorunner änneren, en vue vun der Defizitsituatioun, déi mer hunn. Ech géif och menge kënnen ze soen, datt déi meescht dermat d'accord waren, datt mer an alle groussen Ausgabekategorië musse Reduktioune maachen: Investitiounen, eng Rei Sozialtransferten iwwerkucken, Fonctionnementskäschten a Rémunératiounen, déi mer bezuelen.

Wann ech déi Iddien allerdéngs addéiere géif, déi de Mëtteg hei gemaach gi sinn, weess ech net, ob mer domadder op déi 500 Milliounë kéimen. A wann ech souguer soen, een Deel muss iwwert d'Steiere gemaach ginn, da mengen ech, kéime mer och nach net op déi 300 Milliounen. Elo ginn ech gären zou, datt dat eng Aufgab ass, déi d'Regierung virun allem muss maachen, mä eng Rei vun deene Pisten, déi de Mëtteg hei gesot gi sinn, sinn och Pisten, un deenen d'Regierung schafft.

De Volumen ass en fait relativ substanziell. Ech wëll do nach eng Kéier drop hiweisen. An 300 Milliounen, jo 500 Milliounen, déi mer eis wëllen als Zil fir dëst Joer ginn, déi awer a mengen Aen en fait net duerginn, dat sinn op engem Joer 500 Milliounen. Dat heescht, dat Joer duerno mussen et nei 500 Millioune sinn. An dat ass eppes, wat oft ënnerschat gëtt, fir d'Ampleur vum Problem ze beschreiwen, dee mer awer wëllen a mussen ugoen.

Ech sinn determinéiert, mir sinn determinéiert, fir dee Wee ze goen, wëssend allerdéngs, datt mer ni wäerte Propositioune fannen, déi d'Zoustëmmung vun all Mënsch kréien, well eng ganz Rei vu Moossnamen hunn en Impakt op d'Leit.

Zu de Recettë wëll ech nach zwou, dräi Remarquë maachen. Et kënnt oft dee séiere Saz - an en ass de Mëtteg a ville Riede komm -, datt déi méi breet Schëllere méi mussen droe wéi déi schmuel Schëlleren. Dat ass e Saz, deen, mengen ech, honnert Prozent vun de Leit droen. An och déi Iddi, datt ee muss d'Steiere bei de Privatpersounen héijen, notamment uewen, datt dat dann de Problem léist, déi gëtt liicht an oft gesot.

Ech wëll hei nach eng Kéier rappeléieren, an dat ass, mengen ech, net ëmmer bekannt, well oft gesot gëtt: „Mä elo huele se et bei deene Klengen", datt dat zu Lëtzebuerg an der Steierpolitik ni de Fall war an ass! 40% vun de Leit zu Lëtzebuerg bezuele keng Steieren. 5% - 5%! - bezuele 50% vun der Akommessteier. Dat heescht, et ass en fait e ganz klengen Deel vu Leit, déi méi oder gutt verdéngen, déi schonn elo 50% bezuelen. An duerfir soen ech ëmmer dat, datt schonn haut dat, wat hei gefuerdert ass, largement zu Lëtzebuerg am Steiersystem dran ass.

Déi zweet Remarque, déi een do muss maachen: Wann een dat nach esou weiderdreift, muss een eis kucken net nëmme par rapport zu den Nopeschlänner - dat ass hei gesot ginn; ee vun de Kolleegen huet gesot, wéi d'Besteierung an den Nopeschlänner ass; mir sinn do in etwa an deene Paragen -, mä mir mussen och kucken, wéinst der extrem grousser Importenz vum Finanzsecteur, wéi d'Besteierung op Plazen ass, mat deene mer an direkter Konkurrenz sinn, fir eng ganz Rei vun Aarbechtsplazen, dat sinn Zürich a London.

Dat heescht, bei de Steiere kann een net einfach eppes aus der Theorie eraus maachen, mä et muss een et maache par rapport zu deene Plazen, wou e Risque vun Delokalisatioun ass. An eis Suerg muss sinn, datt d'Leit netto esou vill wéi méiglech hunn, natierlech aus Leeschtungsfrëndlechkeets-, mä awer och aus Wirtschaftsgrënn, datt mer kucken, datt mer eis net an den eegene Fouss schéissen, datt mer vläicht herno eppes gemaach hunn, wou déi Aktivitéiten, déi mer wollte besteieren, oder déi Aarbechten, déi mer wollte besteieren, iwwerhaapt net méi do sinn.

Bei de Betriber wollt ech Folgendes soen: Et ass sécherlech eng Suerg, datt d'Betriber alleguerte sollte Steiere bezuelen. Ech wëll Iech hei och nach eng Kéier rappeléieren, wien zu Lëtzebuerg Steiere bezilt. 75% vun der Kierperschaftssteier kënnt vum Finanzsecteur. Also, och do musse mer erëm eng Kéier kucken, deen einfache Saz, fir ze soen: „Dee klenge Betrib bezilt, an dee grousse bezilt net", dat ass zu Lëtzebuerg sécherlech net richteg, well de Finanzsecteur bezilt 75% vun der Kierperschaftssteier.

Wou net vill bezuelt gëtt, ass virun allem am Industriesecteur. Do spille Regelen, déi ganz oft europäesch Grupperegele sinn. Ech hu mam Wirtschaftsminister ofgemaach, datt mer nach eng Kéier kucken, wéi mer do kënnen eng aner Besteierung maachen, mä déi ass largement net an eisen Hänn, well dat net e Lëtzebuerger Gesetz ass, wou mir eppes dra kënnen änneren. Mä wann déi Gruppen, vun deene mer hei schwätzen - zum Deel sinn der énormément genannt ginn, mä et gëtt och anerer -, wann déi Perten aus engem anere Land kënnen heiriwwer buchen, da kënnt herno do näischt eraus. Dorobber hu mir net all Influenz.

Ech sinn awer d'accord, datt mer och do musse kucken, wéi ee kann derzou bäidroen, datt de Gros vun de Betriber, notamment de Betriber am Industriesecteur, och hire Bäitrag leeschten innerhalb vun den europäesche Méiglechkeeten, déi mer hunn.

Déi drëtt Remarque betrëfft d'TVA. Et ass sécherlech ëmmer eng Diskussioun, ob een op der direkter oder indirekter Steiersäit eppes mécht. Indirekt Steiere si jo och nach Steieren, déi mer hunn op Produkter wéi Tubak a Bensin, wou mer och ëmmer musse kucken, wat an den Nopeschlänner leeft. Mä et ass, mengen ech, net ganz richteg, wann ee seet, datt d'TVA automatesch eng onsozial Steier ass, well deen, dee méi verdéngt, consomméiert och méi, bezilt also domadder och méi TVA.

Op d'mannst an dräi Joer, mengen ech, komme mer net laanscht eng TVA-Erhéijung. Ech wëll do dat rappeléieren, wat den Här Roth am Budgetsrapport ausgerechent huet. Wann den E-Commerce ewechfiert no europäesche Regelen, da sinn dat no deene Previsiounen, déi mer am Comité-de-prévisions-Dokument hunn - wat de Mëtteg hei vill zitéiert ginn ass -, net 600 Millioune manner Einnahmen, mä da si mer schonn op 800 Milliounen no de Previsiounen, déi mer do agesat hunn.

Dat heescht, fir déi 600 oder vläicht souguer 800 Milliounen ze ersetzen, déi eis an der TVA ewechfalen, komme mer dann op d'mannst net derlaanscht - dat ass dann déi nächst Chamber, déi nächst Regierung -, fir iwwert d'TVA nozedenken. Mä ech mengen, och elo musse mer kucken: direkt, indirekt Steieren? D'Regierung huet dozou nach keng definitiv Haltung geholl, mä mir wäerten éischter à ce stade kucken, fir virsiichteg och bei der TVA ze bleiwen. Mä et muss een och wëssen, datt mer zu Lëtzebuerg - an Dir wësst dat, wann Der reest - déi niddregsten TVA vun der Europäescher Unioun hunn an datt déi Länner, déi driwwer sinn, wäit driwwer sinn.

Ech wëll och soen, datt an allen europäeschen Texter, y compris déi, déi d'Lëtzebuerger Regierung ugeholl huet, sief et bei den Ausseministeren, bei de Wirtschaftsministeren oder bei de Finanzministeren, eng generell Recommandatioun ass, datt ee soll d'Aarbecht manner belaaschten an éischter de Konsum belaaschten, well dat méi wirtschaftsfrëndlech ass. Och doriwwer muss ee vläicht eng Kéier eng Debatt féieren.

Ech kann Iech haut net soen, wat mer an deem dote Volet maachen, ech wëll just hei nach eng Kéier festhalen, datt ech et als net positiv emfannen, wann een iwwert de Wee vun de Steiere versicht, dee Problem, dee mer beim Defizit hunn, ze léisen. Sécherlech muss een och déi eng oder aner Steier upassen, mä mir musse virun allem kucken, d'Dépensen erofzesetzen.

Dee Wee, dee mer elo musse goen, gëtt an ass schonn e ganz schwéieren. Mä ech soen, en fait hu mer keng Alternativ, well d'Alternativ ass eng, déi en fait de Problem verschiebt, méi grouss mécht. En ass am Verglach mam Ausland nach net grouss. En ass grouss an der historescher Perspektiv.

Ech wëll och soen, datt en 2009 oder 2010 erklärbar ass, well mer do eng Rei Investitiounsprojete méi schnell lafe gelooss hunn, fir de Mangel un der Demande vum Privatsecteur ze kompenséieren; déi sougenannte Konjunkturprogrammer. Iwwer véier, fënnef Joer gekuckt, kann een net mat enger esou antizyklescher Politik weiderfueren. Duerfir wäerte mer an deenen nächste Wochen, dat hoffen ech - dorobber zielen ech, op d'Kolleegen an der Regierung an an der Chamber -, datt mer e Wee fannen, fir deen Defizit do iwwert déi nächst dräi Jore substanziell ze reduzéieren.

An an deem Sënn mengen ech, datt déi Einlassunge vun de Mëtteg eis zwar net hëllefen, de Problem ze léisen, eis awer sécherlech vill Iddië mat op de Wee ginn hunn, op deene mer wäerte konstruktiv schaffen. Duerfir géif ech och gären am Numm vun der Regierung jiddwerengem Merci soen, dee säi Bäitrag zu dëser schwiereger Diskussioun de Mëtteg hei geliwwert huet.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Finanzminister. Domadder wiere mer um Enn vun dëser Diskussioun.

Mir hunn hei nach eng Motioun virleien, déi vum Här Gibéryen agereecht ginn ass. Kënne mer direkt iwwert déi Motioun ofstëmmen? À main levée?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Neen, Här President.

M. le Président.- Dir hätt gär den elektronesche Vote.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat maache mer awer elektresch.

Vote sur la motion 1

M. le Président.- Da geet direkt d'Ofstëmmen un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

D'Motioun ass verworf mat 56 Nee-Stëmmen, géint 4 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes (par M. Marc Spautz), Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger (par M. Fernand Etgen), Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Claude Meisch) et M. Carlo Wagner (par M. André Bauler);

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. François Bausch), Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché (par M. Claude Adam) et Viviane Loschetter;

M. Serge Urbany.

Da komme mer elo zum Projet…

(Interruptions)

Da komme mer elo zum Projet de loi…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- …déi véier sech duerchgesat hunn.

(Hilarité générale)

M. le Président.- …6339, eng Ofännerung vun zwee Artikele vum Code du Travail. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht, an et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Wilmes, Etgen a Gibéryen.

D'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, d'Madame Vera Spautz. Madame Spautz, Dir hutt d'Wuert.

3. 6339 - Projet de loi modifiant les articles L. 126-1 et L. 541-1 du Code du Travail

Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi

Mme Vera Spautz *(LSAP), rapportrice.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Gesetzestext, iwwert dee mir de Mëtteg ofstëmmen, oder besser gesot, den Owend ofstëmmen, féiert eng vereinfacht Prozedur an, fir datt Leit, déi duerch eng Faillite hir Aarbecht verluer hunn, méi séier hir vum Patron geschëllte Paien ausbezuelt kréien.

Oft sinn déi betraffe Salariéë säit längerer Zäit bis hin zu e puer Méint ouni Akommes a befanne sech deemno an enger prekärer finanzieller Situatioun. Si kënnen hir dagdeeglech Ausgaben net méi bezuelen, de Loyer vun der Wunneng, de Prêt vum Haus, d'Elektresch, Waasser- oder Stroumrechnungen. Wann dës Phas sech iwwer eng länger Zäit hinzitt, brëngt dat natierlech vill aner Konsequenze mat sech, déi ech Iech net opzeziele brauch.

Den Ustouss fir dëse Gesetzestext koum am Summer d'lescht Joer, wou d'Faillite vun der Gesellschaft Socimmo an hir direkt Konsequenze fir 470 Leit bekannt gi sinn. Dës Leit hunn oft scho während Méint keng Paie méi kritt a souzen du vun engem Dag op deen aneren op der Strooss. Well déi üblech Prozedur, déi bei enger Faillite ugewannt gëtt, ze laang gedauert hätt, huet d'Regierung eng Noutléisung misse fannen. Eng Solution ad hoc ass ausgeschafft ginn, bei där sech d'Regierung als Garant bei enger Bank ginn huet. An déi huet dunn de betraffene Leit an engem räsonabelen Zäitraum déi geschëllte Paien ausbezuelt.

Et versteet sech vun eleng, datt esou eng Noutléisung net kann zum Dauerzoustand ginn, an duerfir ass dëse Gesetzestext op d'Bee gestallt ginn. De virleiende Gesetzestext, deen eng Vereinfachung an eng Accélératioun vun de Prozedure virgesäit, ass also nëmmen ze begréissen.

Dir Dammen an Dir Hären, esou vill zur Aleedung zum Gesetzestext. Ech wëll dann elo kuerz déi aktuell Prozedur beschreiwen an dann op den Inhalt vum virleiende Gesetzestext a seng Haaptännerungen zréckkommen.

Och wann de Beschäftegungsfong d'Créancë vun de Paie fir déi lescht sechs Méint garantéiert, dauert et oft ganz laang, bis datt dës Suen un déi concernéiert Leit kënnen ausbezuelt ginn. Fir d'Éischt musse folgend Démarchen duerchlaf ginn:

De Salarié muss eng Déclaration de créance beim Greffe vum Handelsgeriicht hannerleeën. D'Demande, déi de Salarié eragereecht huet, gëtt da vun engem Curateur kontrolléiert. Dës Kontroll ass oft relativ schwéier an duerfir och laangwiereg, well d'Kontabilitéit vun der Entreprise, déi d'Faillite deklaréiert huet, seelen an der Rei ass. Jee no der Gréisst oder der Komplexitéit vun der Situatioun kann de Curateur awer op d'Ënnerstëtzung vun enger Fiduciaire zréckgräifen.

Nom Curateur kontrolléiert de Juge commissaire den Dossier, dann d'ADEM, d'Kontabilitéit vum Aarbechts- a Beschäftegungsministère, de Contrôle financier a schlussendlech och d'Trésorerie vum Stat. Dës ganz Prozedur ka sech also iwwer Wochen zéien a brëngt de Concernéierten an eng finanziell ganz schwiereg Lag.

Just fir Iech e Beispill ze ginn: Ouni d'Agräife vun der Regierung wieren d'Salariéë vun der Socimmo vu Juni bis bal Oktober ouni Akommes gewiescht.

De virleiende Gesetzestext wëllt esou Situatiounen an Zukunft verhënneren, andeems en d'Prozedure verkierzt. Direkt nodeems eng Faillite prononcéiert ginn ass, kann de Salarié elo perséinlech seng Rechter bei der ADEM afuerderen. Dës Méiglechkeet erlaabt et, datt hie méi séier en Deel, sougenannten „Avancen", vun deene Sue kritt, déi him zoustinn.

Fir datt esou eng Demande de créance bei der ADEM kann hannerluecht ginn, muss de Montant vun deene geschëlltene Suen awer méi héich si wéi d'Halschent vun enger Pai vun engem Mount, gerechent op d'Moyenne vun deene leschten dräi Méint virum Mount, an deem d'Faillite deklaréiert ginn ass. An dës Avancë ginn zum Schluss vun der ganzer Prozedur vum Gesamtmontant, deen him zousteet, ofgezunn.

Hei muss een awer och soen, datt dës Avancen net méi héich kënne si wéi 75% vum viséierte Plaffong, dee bei sechsmol de Salaire minimum läit, laut dem Code civil. Fir datt dës verkierzte Prozedur wierklech méi séier ass wéi déi normal, gëtt e Comptable extraordinaire genannt.

Esou wéi de Statsrot ënnerstrach huet, wëll ech och nach eemol betounen, datt déi nei Prozedur mat sech brëngt, datt d'ADEM, an net de Curateur, eng éischt konkret Analys vum Dossier muss maachen. Si kann dobäi leider net, wéi de Curateur, op d'Hëllef vun enger Fiduciaire zréckgräifen. Duerfir misst ee sech vläicht iwwerleeën, ob net e puer Leit awer op där Plaz missten agestallt ginn.

Vu datt den Haaptobjektiv vum Gesetzestext net just d'Ausbezuele vun de Suen ass, mä virun allem, déi betraffe Leit nees esou séier wéi méiglech an d'Aarbecht ze kréien an hinnen esou laangfristeg eng finanziell Sécherheet ze garantéieren, gesäit de Gesetzestext och vir, d'Obligatioun, wat d'Aschreiwungszäit bei der ADEM ugeet, fir dës Kategorie vu Leit ze sträichen. Si kënnen also relativ schnell vun engem anere Patron iwwerholl ginn a mussen net déi normal Délaien anhalen.

De Statsrot an och d'Chambre des Salariés hunn nach ze bemierke ginn, datt de Gesetzestext sech am Kader vum Artikel L.125-1 vum Code du Travail befënnt. Dëse seet, datt en Aarbechtsvertrag direkt fäerdeg ass, wann eng Cessation des activités duerch eng Faillite besteet.

En Arrêt vum Europäesche Geriichtshaff vum 3. Mäerz d'lescht Joer huet awer geuerteelt, datt d'«Directive concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux licenciements collectifs» och déi kollektiv Entloossungen duerch eng Cessation des activités duerch eng Faillite ofdeckt. Laut dem Europäesche Geriichtshaff loossen dës Dispositiounen eng direkt Résiliatioun vum Aarbechtsvertrag am Fall vun enger Faillite net méi zou. De Curateur misst also, ier eng Entloossung ka stattfannen, mat de Vertrieder vun de Salariéen en Accord aushandelen.

Den Aarbechts- a Beschäftegungsminister Nicolas Schmit huet an der zoustänneger Chamberskommissioun erkläert, datt en Aarbechtsgrupp a sechs bis aacht Wochen e Gesetzesprojet ausschafft, an deem en déi juristesch Konsequenze vun dëser Jurisprudenz studéiert. Folgend Beruffskummeren hunn hiren Avis ofginn: d'Chambre des Métiers, d'Chambre de Commerce an d'Chambre des Salariés, a si stëmmen am grousse Ganzen dem Gesetzestext zou.

De virleiende Gesetzestext ass sécherlech eng gutt an nëtzlech Initiativ, fir déi betraffe Leit viru finanziell prekäre Situatiounen ze bewahren an hinnen d'Méiglechkeet ze ginn, sech nees méi séier um Aarbechtsmaart ze bewerben. Ech wëll awer och betounen, datt e méi strikte Suivi an eng eventuell Begleedung muss gemaach gi vun deene Betriber, déi riskéieren, an eng Faillite ze rutschen. An deem Sënn ass och eng déif gräifend Reform vun eisem Failliterecht onëmgänglech an onbedéngt noutwendeg!

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn domat den Accord vu menger Fraktioun a bieden Iech, dëse Gesetzestext ze stëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Spautz. Si war ganz detailléiert, doropshin huet schonn den Här Gibéryen décidéiert, net méi ze intervenéieren. Dann hätt ech also elo nach zwou Wuertmeldungen, ausser...

(Interruptions diverses)

Bon, wann den Här Wilmes mengt, et wär net méi vill derzou ze soen, an den Här Etgen, huelen ech un, huet och net méi alles driwwer ze soen - ech weess net, ob den Aarbechtsminister nach wëllt eppes derzou soen -, da géif ech...

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- Ech soe just Merci an ech si frou, datt dat Gesetz gestëmmt gëtt. A besonnesch déi Leit, déi Victime sinn oder ware viru Kuerzem vu Failliten, déi mer jo all kennen, déi si frou, datt dat Gesetz a Kraaft trëtt. Y compris d'Patronen, déi Leit embauchéieren.

M. le Président.- Gutt, Merci. Da géife mer elo zur Ofstëmmung kommen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6339 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6339 ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes (par M. Marcel Oberweis), Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber (par Mme Martine Mergen), Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger (par M. André Bauler), Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Claude Meisch) et M. Carlo Wagner (par M. Fernand Etgen);

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. Camille Gira), Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché (par Mme Viviane Loschetter) et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Da komme mer elo zum Projet de loi 6261, eng Ofännerung vum Kooperatiounsgesetz. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht an et hu sech bis elo ageschriwwen: d'Madame Frank, den Här Helminger, den Här Angel, den Här Adam an den Här Kartheiser.

D'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, d'Madame Nancy Kemp-Arendt.

4. 6261 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 6 janvier 1996 sur la coopération au développement

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Mme Nancy Arendt *(CSV), rapportrice.*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dëst ass de Rapport zum Projet de loi 6261, deen dat modifiéiert Gesetz vum 6. Januar 1996 iwwert d'Entwécklungspolitik nach eng Kéier modifiéiert.

Zu den Antécédenten: D'Madame Ministesch huet den 9. Mäerz 2011 de Projet de loi an der Chamber déposéiert. De 17. Mäerz sinn ech an der Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration zur Rapportrice bezeechent ginn an an der nämlechter Sitzung huet d'Madame Ministesch hiren Text de Membere vun eiser parlamentarescher Kommissioun presentéiert.

De 5. Juli 2011 huet de Statsrot säin éischten Avis ofginn, an de 6. an den 12. Dezember vun deemnämlechte Joer huet d'Madame Ministesch eis d'Regierungsamendementer zoukomme gelooss, déi mir den 12. Dezember an der Chamberskommissioun diskutéiert an och ofgeseent hunn. Den zousätzlechen Avis vum Statsrot vum 31. Januar 2012 hu mer de 27. Februar 2012 analyséiert. Ech hunn de Rapport den 19. Mäerz an der zoustänneger Chamberskommissioun presentéiert, dee mer do de leschte Méindeg, de 26. Mäerz ugeholl hunn.

Ech wéilt fir d'Éischt all deene Merci soen, déi hei eng Hand mat ugepaakt hunn. Et geet jo ëm e wichtege Pilier vun eiser Politik an Deel vun eise Relatioune mat der Welt. Et geet ëm d'Ausriichtung an d'Modalitéite vun enger Politik, wou mir als Land eng ganz gutt Renommée hu fir déi Aarbecht, déi mir am Beräich vun der Entwécklungshëllef leeschten a wou mir nach weider optimiséiere wëllen.

(M. Gast Gibéryen prend la présidence.)

Här President, ech hu mer erlaabt, ufanks vu mengem Rapport e bësse méi en Historique vun eiser Entwécklungshëllef ze maachen, well et wichteg an och hëllefräich ass, fir de Wee, deen eist Land a Saachen Entwécklungspolitik gemaach huet, chronologesch opzelëschten, fir dat Ganzt a méi e verständleche Kader ze setzen. Virun allem, well et hei jo ëm en Ensembel vun deene verschiddenen Texter an der Matière vun der Entwécklungshëllef geet, déi d'Prinzipien, d'Moyenen an déi néideg Instrumenter festhalen, fir eng effikass an och eng kohärent Kooperatiounspolitik ze leeschten.

An deem Kontext kommen ech op déi éischt Diskussiounen zréck, déi aus der lëtzebuergescher Entwécklungspolitik eng eegestänneg Politik definéiert hunn, mat der Deklaratioun vum deemolege Regierungschef aus dem Joer 1974, dem Gaston Thorn. Et huet bis ufanks den 80er Jore gedauert, bis eist Land sech säin éischt Gesetz an der Entwécklungspolitik ginn huet, an dat mat enger grousser, relativ grousser Flexibilitéit, déi sech allerdéngs just op d'Definitioun vum Statut vun den Acteuren um Terrain limitéiert huet, déi am Kader vun engem lëtzebuergesche Projet oder Programm an den Entwécklungslänner aktiv matgeschafft hunn.

Dräi uschléissend Gesetzer hunn dunn de 17. Dezember 1985 de legislative Kader complétéiert mat der Kreatioun vun engem Fong fir d'Hëllefen am Beräich vun der Entwécklungshëllef, mat steierlechen Dispositiounen, fir d'Philanthropie an de Mécénat ze promouvéieren a fir Subventiounen, déi de Stat den ONGe fir d'Entwécklungsprogrammer accordéiere kann.

Duerno ass dat éischt Gesetz iwwert de Statut vun eisen Aktiven um Terrain vum 13. Juli 1982 duerch en neit Gesetz vum 25. Abrëll 1989 ersat gi mat dem Zil, fir d'Prozeduren ze vereinfachen an de Statut vun den Aktiven um Terrain ze verbesseren. De Stat huet elo d'Fraisën iwwerholl vun der Sécurité sociale, gradesou wéi d'Reeskäschten, déi vun den ONGe virgestreckt goufen.

Mat dem progressive Klamme vun eisem Engagement ass et ëmmer méi offensichtlech an och evident ginn, datt een dës Texter regroupéieren an d'Aktioune konkretiséiere soll. Dat ass dann och gemaach gi mam Gesetz vum 6. Januar 1996. De rechtleche Kader an der Entwécklungshëllef ass bestätegt ginn, andeems d'Gesetz eng méi prezis an effikass Entwécklungshëllef ënnerstëtzt huet mat den Objektiver, der wirtschaftlecher, sozialer an nohalteger Entwécklung vun den Entwécklungslänner Rechnung ze droen an eng harmonesch Insertioun vun dëse Länner an eng Weltwirtschaft ze viséieren, wëssend, datt mer eis op déi Länner konzentréieren, déi am mannsten entwéckelt sinn.

Dëst neit regruppéiert Gesetz soll villes preziséieren, wat ënner anerem d'Missioun an de Finanzement ugeet. Datselwecht gëllt, fir d'Relatioune mat den ONGen nach besser ze definéieren. Als wichtegt Element ass zousätzlech de Comité interministériel etabléiert ginn, deen déi grouss Linne vun eiser Kooperatiounspolitik begleeden an aviséiere sollt. Et ass dann och nach e Congé vu sechs Deeg agefouert gi fir déi Leit, déi um Terrain schaffen.

Den 9. Juli 2004 ass dëst Gesetz nach eng weider Kéier modifiéiert ginn, just mat engem Punkt, an zwar, fir de Partner - also och, wa se net bestuet waren an och fir d'Kanner vun den Aktiven um Terrain - d'Méiglechkeet ze ginn, hire Partner ze begleeden.

Ech sinn dann nach eng Kéier op déi verschidden Hëllefen, déi mir bis dohinner haten, a mengem schréftleche Rapport agaangen: vun der Coopération bilatérale, multilatérale, eis Kooperatioun mat den ONGe gradesou wéi eis Hëllef um Gebitt vun der humanitärer Hëllef, déi zwar zu deem Zäitpunkt nach net an eisen Texter festgehale gouf, mä wou mer awer och schonn aktiv als Land matgewierkt hunn. Et géif de Kader elo sprengen, op alles anzegoen, an duerfir verweisen ech op mäi schréftleche Rapport, wou ech dat och am Detail formuléieren.

Ech hu gläichermoossen drop higewisen, datt eist Land sech ëmmer nach an dem Kontext vun den internationalen Engagementer erëmfonnt huet, ob dëst elo am Kontext war vun der Déclaration de Paris 2005 iwwert d'Effikasitéit vun der Entwécklungshëllef, dem Programm vun Accra 2008, dem Consensus européen oder dem Festhale vun den Engagementer, déi während eiser lëtzebuergescher Présidence festgehale goufen, mat engem Prozentsaz vun 0,7% vum PIB.

Voilà, Här President, mir modifizéieren eist Gesetz also elo nach eng Kéier. Et war der Ministesch hire Wonsch, dat bestehend Gesetz net ze ersetzen, mä éischter ze complétéieren an unzepassen un dat internationaalt Ëmfeld, fir eben deenen ëmmer méi groussen Erausfuerderunge vun der humanitärer Hëllef Rechnung ze droe gradesou wéi méi prezis déi Felder ze definéieren, wou mir aktiv sinn, an nach méi eng kohärent Approche materafléissen ze loossen.

Dëst Engagement, fir d'Base légale ze adaptéieren, war iwwregens och am Regierungsprogramm festgehale ginn. An ech wollt och net vergiessen ze erwähnen, datt duerch den Dépôt vun der Proposition de loi 6020 vun der Madame Err an dem Här Angel e weidert wäertvollt Dokument eis op dësem Wee ëmmer begleet huet.

Den Objet vum Projet de loi war virun allem, fir d'Action humanitaire als feste Bestanddeel vun eiser Kooperatiounspolitik ze verankeren. Och wa mir bis elo schonns am Beräich aktiv waren, esou gëtt dat elo och en definitiven Optrag am Gesetz.

Zweetens wëlle mir eis, wat d'Definitiounen ubelaangt, un den europäeschen Texter orientéieren, dëst mat der Insertioun vun den internationalen Engagementer, déi mir als Land an dëser Matière geholl hunn, sief et um Niveau vun de Vereenten Natiounen oder aneren zoustännegen internationalen Organisatiounen. Dorënner fält natierlech och d'Festhale vun den Objektiver um Niveau vun den „Millennium goals", gradesou wéi datt mer eis Kooperatiounshëllef och a regelméissegen Ofstänn vum Comité d'aide au développement oder der OCDE evaluéiere loossen, wat nun och eng wierklech nëtzlech Kontributioun ass, fir eis Engagementer ze optimiséiere respektiv nach weider ze verbesseren.

Des Weideren ass eng Revisioun vun den Dispositioune vum Fong fir d'Entwécklungshëllef envisagéiert ginn, dëst, fir ze preziséieren, datt den décisive Kritär vun de Kollaboratioune mat den ONGen dee vum Agrément selwer ass, an net dee vun der Nationalitéit. Dat heescht, mir hunn d'«organisations non gouvernementales luxembourgeoises» remplacéiert duerch «organisations non gouvernementales de développement».

De Fong huet als Missioun, zum Finanzement zum Virdeel vun de Populatiounen, déi an der Entwécklung sinn, bäizedroen, sief et iwwer bilateral oder regional Hëllefen oder iwwer international Organisatiounen. Dëse Fong gëtt och elo de Finanzement, fir d'Capacitéiten an d'Luucht ze schrauwen, fir d'Fraisë fir d'Assistance technique ze decken, awer och fir d'Onkäschten ze iwwerhuelen, déi ufale fir de Rekrutement vun eise Leit, déi um Terrain schaffen, gradesou wéi fir Fraisen, déi à charge fale fir d'Formatioun vun de Stagiairen oder de Boursieren.

Des Weidere kann de Fong intervenéieren iwwert déi verschidde Secteuren, wéi déi verschidde sozial Aktiounen wéi d'Gesondheet, d'Éducatioun, d'Formation professionnelle, d'Landwirtschaft, d'Sécurité alimentaire, d'Waasser an d'Wasservirbereedung, déi wirtschaftlech, finanziell an industriell Kooperatioun, d'Zesummenaarbecht am Beräich vun der Ëmwelt, déi kulturell an déi wëssenschaftlech Kooperatioun wéi awer och d'Éducatioun fir den nohaltegen Développement.

De Fong kann awer och op enger transversaler Approche intervenéiere fir d'Promotioun vun de Mënscherechter, d'Verstäerkung vun der gudder Gouvernance, mat abegraff selbstverständlech déi vun der participativer Demokratie oder der Dimensioun vum Genre.

De Finanzement aus dem Fong déngt selbstverständlech och, fir eis pluriannuel Programmer ze stäipen, déi mir mat eise Partnerlänner jo ëmmer zesummen ausschaffen an déi selbstverständlech net vun uewen erof diktéiert ginn, mä mat eis zesummen ausgeschafft ginn. Dat war och ëmmer en Uleies vun eisem fréiere Kooperatiounsminister, dem Jean-Louis Schiltz.

De jährleche Rapport, an deem jo virgesinn ass, iwwert den Ensembel vun den Aktivitéiten am Kader vun der öffentlecher Hëllef de Bilan ze zéien, gëtt elo ergänzt mat engem Rapport iwwert d'Aarbechte vum Comité interministériel mat engem - an dat ass, mengen ech, wichteg och ze erwähnen, an dat war och e grousst Uleies vun den ONGen - ganz spezielle Bléck op d'Kohärenz vun de Regierungspolitiken.

Verschidde ministeriell Kompetenze ginn elo mat Règlement-grand-ducalë festgehalen, fir der aktueller Jurisprudenz entgéintzekommen. Dat war och, mengen ech, en Uleies vum Här Braz an der Kommissioun, deen dës Reglementer esou schnell wéi méiglech wollt eigentlech virleien hunn. D'Ministesch huet och gesot, datt si amgaange wär, déi auszeschaffen. Et si jo awer wichteg Reglementer, déi d'Ligne de conduite, déi sech jo aus dem Gesetz ergëtt, op wichtege Punkten ergänzen.

Une voix.- Très bien!

Mme Nancy Arendt *(CSV) rapportrice.*- D'Madame Ministesch kann eis do och vläicht verschidde Preziséioune ginn. Ech mengen, si hat gesot, si géif hiert Allerbescht maachen, fir déi esou schnell wéi méiglech op de Wee ze bréngen.

Et ass eng Revisioun vun den Dispositioune fir den Agrément gemaach ginn, dee sech elo just nach limitéiert op d'Associations sans but lucratif oder Fondatioune mat engem sozialen Engagement. Hei ginn also elo mat Règlement-grand-ducalen d'Kritären an d'Modalitéite festgehalen, déi zum Agrément féieren, gradesou wéi d'Konditioune fir de Renouvellement oder d'Zréckzéie vun engem Agrément.

D'Durée vum Agrément ass elo op zwee Joer eropgesat ginn, fir administrativ ze entlaaschten. Virdru war et jo ee Joer. Mir hunn d'Donation globale fale gelooss.Mir hunn déi relativ Dispositiounen zu den Accords-cadres preziséiert. Eis Ministesch kann elo bis zu 400% bei engem Kofinanzement bäisteieren zu deem, wat d'ONG investéiert huet, fir op dës Manéier eng méi programmatesch a strategesch wäitsiichteg Planung ze erlaben.

A mir hunn d'Dispositiounen, wat d'Cotisatiounen an der Sécurité sociale betrëfft, clarifiéiert, andeems mer festschreiwen, datt de Stat d'Part patronale iwwerhëlt, esou wéi dat vum Droit commun virgesinn ass.

A sengem éischten Avis huet eis de Statsrot félicitéiert fir déi enorm Ustrengungen, déi mir um Niveau budgétaire maachen, a bestätegt, datt mir domadder am Trio de têtes leie vun deene Länner, déi prozentual am meeschte ginn. Allerdéngs weist en awer och drop hin, datt dëst just eng Drëps op dee berühmtene waarme Steen ass, a mir missten no deem quantitativen Effort och de qualitativen an nohaltege Charakter nach méi an de Vierdergrond setzen.

Si si relativ kritesch mat hiren Aussoen, datt d'Ambitioune vum Projet de loi sech just op punktuell Changementer limitéieren, déi néideg wären, fir sech der Zäit unzepassen. Si hätte léiwer gären eng - zwësche Gänseféisercher - «reprise sur le métier plus globale» gewënscht, gradesou wéi iwwregens och de Cercle des ONG.

De Statsrot gëtt säin Accord fir d'Introduktioun vun der humanitärer Hëllef als wesentleche Vecteur d'action, huet sech awer formell opposéiert, datt d'Ministesch eleng d'Konditiounen hei festleeë kann. En huet recommandéiert, datt verschidde ministeriell Kompetenzen, also d'Modalitéiten u sech an d'Dispositioun vun der Exekutioun duerch Règlement-grand-ducalë festgehale ginn, fir konform zur Constitutioun ze sinn. An deem hu mir jo dunn och Rechnung gedroen.

E weist och drop hin, datt, wann de Comité interministériel obligéiert ass, säin Avis ofzeginn, d'Ministesch net hir politesch Responsabilitéiten huele kéint am Fall, wou keen Avis virläit. Hei huet d'Ministesch och gesot, datt d'Praxis et kloer géif hierginn, datt, wa keen negativen Avis kënnt no enger gewëssener Zäit, dat esou interpretéiert gëtt, datt et an der Rei ass.

Hien hiewt och d'Kritike vum Comité d'aide au développement nach eng Kéier ervir, datt Lëtzebuerg nach méi Effortë muss maachen a Saache Kohärenz vun de Politiken. Dësen Examen hat de CAD eisem Land recommandéiert, fir eis Kohärenz ze optimiséieren an no enger systematescher Fassong ze suivéieren an och ze evaluéieren.

De Statsrot bedauert, datt keng nei Propositioune matgeholl goufen, wat eis PICen, also eis Programmer, déi mer mat eisen Zillänner zesummen opstellen, ubelaangt. Hei hu mir awer och eng fest Zouso vun der Ministesch kritt, datt si d'Kommissioun nach méi staark wëllt mat abannen, wat de Suivi ugeet, a besonnesch wann nei Weeër ageschloe solle ginn. Dat huet si och schonn am leschte Joer mat eis gemaach.

No dësem Avis vum 5. Juli 2001 (veuillez lire: 2011) huet eis Regierung décidéiert, den initialen Text ze amendéieren an deene verschiddene Remarquë vun eiser héijer Kierperschaft Rechnung ze droen. Eis Kommissioun huet sech och majoritär fir dës Amendementer vun der Regierung prononcéiert.

An dem Avis supplémentaire vum 31. Januar, dee mer de 27. Februar analyséiert hunn, gëtt de Statsrot säin Accord zu dëse Veränneerungen. E kritiséiert zwar nach, datt den Text net virgesäit, datt op Propositioun vum Comité interministériel hin de Schluss vun engem Programm virgesäit (veuillez lire: de Schluss vun engem Programm décidéiert ka ginn). D'Madame Ministesch huet awer drop gehalen, fir eis ze soen, datt een einfach kee weideren Accord misst ginn, fir dës Programmer weider ze ënnerstëtzen. An dann ass et praktesch jo och dat nämlecht Resultat.

Déi héich Kierperschaft regrettéiert, datt déi lëtzebuergesch Affiliatioun vun de Leit, déi am Ausland fir eis um Terrain schaffen, net zréckbehale gouf. Mä et ass eis awer och op dësem Punkt vun de Mataarbechter vun dem zoustännege Ministère assuréiert ginn, datt et keen esou ee Fall géif ginn oder keen esou ee virkënnt an datt se all assuréiert wären.

Voilà, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Examen des articles wollt ech Iech um spéiden Owend erspueren. Dee kann ee jo och, mengen ech, méi a mengem schréftleche Rapport ënnert d'Lupp huelen, wann dat da gewënscht ass. De Kolleeg Marcel Oberweis, dee wénkt schonn, dee mécht dat ganz bestëmmt.

(Interruption)

Ech wollt der Ministesch zum Schluss nach eng Kéier e grousse Merci soe fir hir wäertvoll Aarbecht op dësem Gebitt a fir hiren Engagement. Et gesäit een, si huet d'Häerz op der richteger Plaz, an dat ass och gutt esou.

D'Gesetz ass erëm e weidere Schrëtt an eng Richtung vu Solidaritéit mat deenen, déi et wierklech schwéier hunn, mat Leit, déi ënner schwierege Konditiounen hiert Liewe meeschtere mussen. Eist klengt Land, wat eent vun deene renomméiertsten ass um Gebitt vun de Finanzen, ass och eent - Gott sei Dank! -, wat déi net vergësst, déi Honger leiden, déi duerch Naturkatastrophen alles verléieren oder déi a Krisegebidder ëm hiert Liewe fäerte mussen.

Mat dëser weiderer Etapp gi mer e wichtege Message vun Zesummenhalen, grad besonnesch elo an dëser Zäit, an enger Zäit vu Kris. Eis Ministesch versicht, de Kompass an därselwechter gudder Richtung ze loossen, wéi et elo schonn zënter e puer Joer fonctionnéiert, a souguer nach weider ze optimiséieren an eis weider anzesetze fir déi, déi ganz wéineg op dëser Welt hunn, wou mer duerch eisen Engagement ganz kloer Liewe retten, där méi klenger, mä och där méi grousser, a wou mer all zesumme stolz kënne sinn iwwert dat, wat mir an dësem Kontext leeschten an nach weider leeschte wäerten.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Arendt. Als éischte Riedner ass déi honorabel Madame Marie-Josée Frank agedroen. Madame Frank, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Marie-Josée Frank *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif als Alleréischt wëllen der Madame Nancy Kemp-Arendt villmools Merci soe fir hiren ausféierleche schréftlechen a mëndleche Rapport, dee se mat ganz vill Engagement hei virbruecht huet. Ech wëll dowéinst jiddefalls net méi weider op den Detail vum Gesetz agoen, mä vill méi op d'Noutwendegkeet vun enger net nëmme quantitativ, mä qualitativ héichwäerteger Kooperatiounspolitik, wou d'Kohärenz, d'Transparenz an d'Effikassitéit eng grouss Roll spillen. Wéi sot den Hermann Hesse? „Damit das

Mögliche entsteht, muss immer wieder das Unmögliche versucht werden."

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, bal eng Milliard Mënschen op der Welt hunn net genuch ze iessen. Sechs Millioune Leit stierwen all Joer un Ënnerernährung. All fënnef Sekonne stierft e Kand un Honger. An enger Zäit, wou d'Nohaltegkeet net méi ewechzedenken ass, wëll ech och drun erënneren, datt mëttlerweil iwwer 300.000 Mënschen all Joer un de Folge vum Klimawandel stierwen. 2,6 Milliarde Mënschen, also 40% vun der Weltbevölkerung, hunn net déi elementaarst sanitär Installatiounen. Méi wéi eng Milliard Mënschen hu keen Zougang zu propperem Waasser. An dat alles si Mënscherechter.

Dës Zuelen, déi kënnen eis dach net kalloossen! Neen, si dierfen eis net kalloossen!

A sengem éischten Avis zum Gesetzestext 6261 vum 5. Juli 2011 lueft de Statsrot de Stat fir säin Engagement an der Quantitéit vun der Kooperatiounspolitik. An d'Madame Arendt huet et elo just ugeschwat: E bësse kritiséiert si mer awer an der Qualitéit ginn.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

D'Aide-publiquë sinn an deene leschte Jorzéngten enorm gestiegen: vun 0,1% op 0,32%, duerno op 0,7%, an - mir wëssen et alleguerten - haut leie mer bei 1%. 1% vun der Hëllef, vun eisem nationale Räichtum gëtt an d'Entwécklungshëllef investéiert. Dat ass fir d'Joer 2012 e Chiffer vu ronn 314 Milliounen Euro.

An dat soll och esou bleiwen. Och wa mer haut de ganzen Dag iwwert d'Kris geschwat hunn, dierfe mer eis net découragéiere loossen, datt mer déi Mënschen, déi wierklech op eis Hëllef ugewise sinn, datt mer déi net méi géifen ënnerstëtzen!

Une voix.- Très bien!

Mme Marie-Josée Frank *(CSV)*.- Well d'Entwécklungshëllef, déi ass meeschtens dat éischt Opfer vun esou Mesuren, well et am einfachsten ass, do ze spueren, wou ee kee Widderstand huet oder wou et net ëm Wielerstëmme geet. An duerfir e waarmen Appell un eis alleguerten.

Genau dat, wéi ech elo grad gesot hunn, wëllen an dierfe mer net hinhuelen, well deenen engen hiert Leed vun haut kann eise Misär vu muer sinn. Mir mussen de Leit an den Entwécklungslänner nei Zukunftsperspektive ginn. Mir musse si ënnerstëtzen an hinnen hëllefen, hiert Land zu engem Land ze maachen, an deem et derwäert ass ze liewen.

Domadder léise mir net nëmmen hir Problemer, mä och eis Problemer, an zum Beispill dee vun der illegaler Immigratioun. D'Europäesch Unioun setzt an hirem Pakt iwwert d'Immigratioun an den Asyl op Synergien tëschent der Migratiounspolitik an der Développementspolitik, déi esou musse genotzt ginn, datt se kohärent sinn, notamment par rapport zu den Objektiver vum Millénaire vun der UNO, déi jo doranner bestinn, bis 2015 d'Aarmut, d'Kannermortalitéit, d'Epidemië wéi och den Aids signifikativ ze reduzéieren, an op där anerer Säit d'Bildung, d'Gläichberechtegung an den Développement durable ze promouvéieren. D'Kooperatiouns- an d'Migratiounspolitik kënnen also duerchaus zesummenhänken.

De Choix vun de Pays cibles spillt natierlech an deem Kontext eng wichteg Roll. Momentan huet Lëtzebuerg néng Pays cibles. Et sinn zum Beispill: an Asien Vietnam a Laos; an Zentralamerika Nicaragua a Salvador; an Afrika ass et den Niger, de Cap-Vert, de Senegal, Mali an de Burkina Faso, deen ech perséinlech besser kennen.

Interessant ass och do ze gesinn, datt véier Länner aus dem Balkan op Lëtzebuerger Kooperatioun haut kënnen zielen. Dat sinn: Albanien, de Kosovo, Montenegro a Serbien. Wann een déi rezent Chiffere vun den Demandeurs d'asile aus dem Westbalkan kuckt, da kënnt een natierlech net derlaanscht, sech d'Fro ze stellen, datt mer an Zukunft d'Kooperatiounsprojete méi cibléiert uginn, fir bestëmmte Regiounen a Minoritéite kënnen ze hëllefen.

Wéi um europäeschen Niveau ass et och sécher um nationalen Niveau ze wënschen, datt Immigratioun, Integratioun a Kooperatioun nach méi enk zesummeschaffen.

Haaptmotivatioun vun enger gudder Kooperatiounspolitik ass a bleift natierlech, de Mënschen, déi a Leed an Aarmut liewen, besser Liewensperspektiven ze ginn. Duerfir musse mer nieft der quantitativer Dimensioun, déi jo zu Recht iwwerall Luef récoltéiert huet, verstäerkt op d'Qualitéit vun eiser Hëllef setzen.

Am Kloertext heescht dat, datt mer d'Problemer esou musse léisen, datt se de Besoinen an den Doléancë sur place am beschte Rechnung droen. Also, et muss verstäerkt mat de lokalen Autoritéiten, den Entreprisen an der Population sur place kooperéiert ginn, an dat vun Ufank un, fir datt si matagebonne ginn a sech och responsabel spieren. D'Kooperatiounspolitik muss Hëllef fir Selbsthëllef sinn, fir eng méi nohalteg an autonom Entwécklung an de Partnerlänner.

E wichtegen, wann net dee wichtegste Punkt vun dëser Politik ass d'Sécurité alimentaire. D'Kooperatiounspolitik, déi mir am Domän vun der Sécurité alimentaire verfollegen, baséiert als Alleréischt op der Sensibilisatioun vun deene Leit, déi an hire Regioune schaffen, wou mer déi lokal Producteure mussen ënnerstëtzen. Si musse sech bewosst ginn, datt d'Agrikultur fir si och e wichtege Wirtschaftsfacteur ka ginn. An dat lokaalt Entrepreneuriat soll och doduerch gefördert ginn.

Lëtzebuerg huet am Kader vu sengen Aktivitéiten am Beräich vun der Sécurité alimentaire am Niger 143 km Stroosse gebaut, déi eelef Gemenge matenee verbannen, fir datt déi verschidde Produktiounszonen uneneen ugeschloss kënne ginn an den Accès zum Marché garantéiert gëtt. Dat ass fir mech e supert Beispill vun enger ganz gudder Kooperatioun an engem vernetzte Plangen.

D'Agrikultur muss duerch eng durabel Gestioun vun den natierleche Ressourcë garantéiert ginn. D'Biedem musse protegéiert ginn. D'Versandung, d'Desertifikatioun musse verhënnert ginn, d'Bëscher mussen erhale bleiwen, d'Waasser muss rationell genotzt ginn.

Dëse Punkt bréngt mech zu engem anere wichtegen Element vun eiser Kooperatiounspolitik: dem Waasser. Ouni Nahrung an ouni Waasser kee Liewen. Och d'Waasserversuergung an d'sanitär Installatioune gehéieren zu de Prioritéite vun eiser Lëtzebuerger Kooperatiounspolitik. D'Waasser huet gläich e puer Dimensiounen: déi vum Iwwerliewen, dann déi vun der Éducatioun an déi vun der Zukunft vun eisem Planéit.

Als Éischt musse mer derfir suergen, datt d'Mënschen Accès zu propperem Waasser kréien. Dat ass eng essenziell Viraussetzung fir d'Iwwerliewen a fir d'Gesondheet vun de Leit. Lëtzebuerg ass besonnesch am Senegal, a Mali, am Cap-Vert, a Salvador, Nicaragua an am Niger op deem Gebitt ganz aktiv.

Am Kader vun de Programmes indicatifs de coopération - ofgekierzt PIC - ginn hei fir déi Regioune spezifesch a lokal adaptéiert Programmer ëmgesat. Dëst geschitt an enker Zesummenaarbecht mat de lokalen Autoritéiten, wat ganz, ganz positiv ass. Méi erneierbar Energië sollen och zum Asaz kommen. Besonnesch am Niger, am Senegal an am Mali si Mesurë fir d'Waasserversuergung an den Assainissement virgesinn.

An dësen dräi Länner gëtt an den Dierfer derfir gesuergt, datt d'Leit iwwer hydraulesch Installatiounen Accès zu propperem Drénkwaasser kréien. Benotzergemeinschafte gi geschaf, also, d'Durabilitéit vun deene Projete gëtt duerch Dispositive garantéiert, déi speziell fir den Entretien sur place zoustänneg sinn. D'Handwierker kréien extra Formatiounen. Et gëtt och speziell drop opgepasst, datt déi lokal politesch Instanze Verantwortung fir de Service public vun der Waasserversuergung iwwerhuelen. Ëmmer erëm muss ee si drop opmierksam maachen, datt si do musse matagebonne ginn.

D'lokal Waasserversuergung dréit dann och zum Objektiv vun der Éducatioun an der Santé bäi. Oft musse besonnesch déi jonk Meedercher kilometerwäit all Dag goen, fir hirer Famill Waasser ze bréngen. D'Konsequenz dorauser ass, datt se net kënnen an d'Schoul goen. Duerch d'Installatioun vun enger lokaler an dezentraler Waasserversuergung gëtt dëse Wee staark reduzéiert an d'Kanner kënnen, wann dann eng Schoul sur place ass, och dovunner profitéieren.

Schlussendlech entscheet de Waasserproblem iwwer Krich a Fridden op dëser Welt. 2050 soll et néng Milliarde Mënschen op dëser Welt ginn. Bis dohi wäerten zwee Drëttel vun der Mënschheet e Mangel u Waasser hunn. Säit 2000 ass et scho 50 waasserbedéngte gewalttäteg Konfrontatioune ginn. Haut de Problem vum Waasser léise bedeit, de Krich vu muer évitéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, Dir gesitt, een Zännrad muss an dat anert gräifen. Wat der Agrikultur, der Waasserversuergung an domadder der Ernährung déngt, erfëllt och gläichzäiteg en anert wichtegt Zil: de Klimaschutz, deen eisem Spriecher vun der Ëmwelt, eisem Marcel Oberweis, och ganz, ganz speziell um Häerz läit.

Hei droen d'Industrienatiounen an ëmmer méi déi opkommend Schwellelänner als Haaptverursaacher eng besonnesch Responsabilitéit a Saache Klimawandel, déi déi Drëtt Welt am éischten ze spiere kritt.

Wat notzt et eis haut, 1% vun eisem Räichtum an d'Entwécklungshëllef ze stiechen, wa muer déi Infrastrukturen, déi domadder opgebaut gi waren, duerch e Stuerm, eng Iwwerschwemmung oder eng extrem Dréchent zerstéiert ginn?

D'OECD mécht schonn zënter Joren op dës Problematik opmierksam, datt eis ambitiéis Entwécklungspolitik nëmmen da ka gräifen, wann och gläichzäiteg dem Klimawandel seng fatal Auswierkungen ofgeschwächt ginn. Duerfir musse mir de Problem vum Klimawandel net nëmme bei eis selwer, mä och an den Entwécklungslänner ugoen. Si kënne sech duerch hir geografesch Situatioun, hir staark Ofhängegkeet vun den natierleche Ressourcen an déi schwiereg klimatesch Bedéngunge ganz schwéier un de Klimawandel adaptéieren. An do musse mer usetzen.

Ech si frou, datt den Ëmweltschutz zu den Haaptstrategien an -orientatioune vun eiser Kooperatiounspolitik gehéiert. Konkret heescht dat zum Beispill, datt mer mussen eis asetze géint d'Ofholze vun de Bëscher, datt géint d'Versandung vun der Landschaft virgaange gëtt, datt d'Biodiversitéit erhale respektiv rekonstruéiert gëtt. Fir dat fäerdegzebréngen, mussen d'Mënschen op der Plaz sensibiliséiert ginn. Si musse léieren, sech un de Klimawandel unzepassen; si mussen deen néidegen Know-how, de Savoir-faire vermëttelt kréien.

An dësem Kontext ass et richteg, datt de Gesetzesprojet virgesäit, datt de Fonds de la Coopération au Développement och ka Programmer finanzéieren, déi déi technesch Capacitéite vun den Entwécklungslänner stäerken. Mat där Hëllef kënnen zum Beispill Formatioune finanzéiert ginn an och aner Mënschen eng Aarbechtsplaz kréien.

E Wuert zur Bildung. Primär Éducatioun ass och e Mënscherecht, wou der nach ganz, ganz vill haut net kënnen dervu profitéieren. Also bleift op deem Gebitt nach ganz villes opzebauen, wéi och an der Formation professionnelle.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eng qualitativ héichwäerteg Politik setzt viraus, datt den néidege Suivi vun eise Kooperatiounsprojete gemaach gëtt. Durabilitéit, Effikassitéit an Transparenz musse garantéiert sinn.

Ech begréissen an deem Kontext ausdrécklech, datt de Gesetzesprojet 6261 d'Agrémentsdauer vun den ONGe vun engem op mindestens zwee Joer eropsetzt. An deem Kontext ass et och richteg, datt de Contrôle duerch d'Chamber - vun deem d'Madame Arendt scho geschwat huet - vum Fonds de la Coopération au Développement verstäerkt gëtt. D'Chamber kann duerch de Gesetzesprojet méi e groussen Ableck an d'Dépensen an d'Affectatioune vun dem Fong kréien. De Comité interministériel pour la coopération au développement kritt eng speziell Kompetenz, fir d'Kohärenz vun der Kooperatiounspolitik ze kontrolléieren.

Am Ufank vu menger Interventioun hunn ech de Lien Immigratioun a Kooperatioun gemaach. Eng éischt konkret Etapp kéint sinn, d'Compositioun vum Comité interministériel pour la coopération au développement ze iwwerdenken, well momentan weder e Vertrieder vun der Immigratioun nach vum Développement durable am Beräich vum Klimawandel vertrueden ass. All dëst sinn Elementer, déi an Zukunft d'Qualitéit vun der Kooperatiounspolitik stäerke kéinten.

Während den Travaux préparatoires vum Gesetzesprojet 6261 sinn nach eng Rei aner Elementer diskutéiert ginn, an ech ginn haut net dorobber an. Dat kann een alles an de Rapportë noliesen.

Am Regierungsprogramm ass virgesinn, datt d'Regierung am Kader vun de Marchés publics besonnesch derfir suerge wäert, datt Produkter aus dem fairen Handel kaf ginn. Datselwecht sollen och all d'Gemenge maachen, an och mir heibannen an dobaussen am Land solle méi dovunner profitéieren, well dat dierf keng Lettre morte bleiwen.

An eis Ministesch ass déi beschten Ambassadrice, fir d'Fairtrade-Produkter ze promouvéieren, an duerfir e grousse Merci.

Et ass och wichteg, datt d'Programmes indicatifs de coopération, also d'PICen, evoluéieren, datt se regelméisseg den neie Gegebenheeten um Terrain ugepasst ginn, datt nei Kritären au fur et à mesure vun der Evolutioun vun eiser Kooperatiounspolitik derbäikommen. Och dat ass eng Fuerderung vum Cercle des ONG.

Ech wollt domadder soen, datt et eis Flicht ass als Législateur, eis Gesetzer, déi mer stëmmen, an den Aen ze behalen an - esou wéi de Conseil d'État d'ailleurs gesot huet - ze evaluéieren, fir datt déi Suen, déi mer zur Verfügung stellen, beschtméiglech ugewannt ginn. Duerfir solle mer och verstäerkt dorobber setzen.

E besonnesche Merci gëllt och all deenen, déi sech an der Kooperatiounspolitik engagéieren. E grousse Merci geet selbstverständlech och u Lux-Dev, déi elo schonn zënter méi wéi 30 Joer onermiddlech zesumme mat de Beamte vun der Direction de la Coopération d'Lëtzebuerger Kooperatiounspolitik um Terrain ëmsetzen.

Ech géif gären ofschléissend soen, datt den A an den O vun enger effikasser Kooperatiounspolitik ass, datt mer d'ONGen, déi enorm gutt schaffen, awer mussen drop setzen, datt se méi d'Synergien notzen, datt se hiert Wësse méi austauschen an datt mer domadder och méi effikass kënne ginn. E ganz gutt Beispill ass rezent ugefouert ginn, fir zum Beispill de Cercle des ONG mat allen Associatiounen, déi zesummen am Burkina Faso täteg sinn, ze rassembléieren an do gemeinsam Zukunftsprojeten ze promouvéieren.

Dir Dammen, Dir Hären, ech wëll ofschléissend allen, alle Merci soen, déi sech säit Jorzéngten am Déngscht vu Mënschen an Nout an der Drëtter Welt engagéieren, allen Associatiounen hei am Lëtzebuerger Land an doriwwer eraus. An ech maachen en Appell un eis alleguerten, datt et derwäert ass, sech fir Mënschen an Nout ze engagéieren. Ech maachen och en Appell un de Service volontaire, datt mer méi Bénévoler fannen, déi op d'Plaz ginn an dat Wëssen, wat mir hei erléiert hunn, do de Leit um Terrain weidervermëttelen. Well wéi schéin huet de Raoul Follereau gesot: „Leben heißt, helfen zu leben. Man muss anderes Glück aufbauen, um selber glücklich zu sein."

An deem Sënn, Dir Dammen, Dir Hären, kommt, mir fuere weider an ënnerstëtzen eis Ministesch an der Entwécklungspolitik, well et ass derwäert! Ech kann lech et soen. Well wann een op der Plaz war an et huet een an där gréisster Aarmut mat Mënsche gelieft, da gëtt ee vill méi zefridden, wann een heemkënnt. An dann ass een och erëm motivéiert, aneren ze hëllefen.

Merci villmools.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Frank, an als nächste Riedner ass den Här Helminger agedroen.

M. Paul Helminger *(DP)*.- Här President, ech géif fir d'Éischt emol probéieren, fir der Versuchung ze widderstoen, fir et quantitativ mat mengen zwou Virriednerinnen opzehuelen.

(Hilarité)

Well souguer am Kontext vun der Égalité des chances sinn ech der Meenung, datt et och qualitativ zur Substanz net ganz vill bréngt, wann elo e Mann grosso modo datselwecht géif soe wéi virun him zwou Fraen.

(Interruption)

Ech wëll just soen, datt ech mat deem, wat si gesot hunn, d'accord sinn. Ech mengen, ech kéint dat och am Numm vu menger Fraktioun soen an domat schonn undeiten, datt och d'DP dee Projet de loi hei wäert stëmmen.

Erlaabt mer awer, fir zwou oder dräi kuerz Remarquen ze maachen.

Eng éischt: Do geet et ëm d'Kohäsioun vun der Politik. Dat ass jo eppes, wat bemängelt ginn ass, och international vum Comité d'aide au développement vun der OCDE, dee gesot huet, mir missten derfir suerge vläicht, mat där generéiser Entwécklungshëllef, déi mer do géife maachen, datt mer do géifen derfir suergen, datt mer e bësse méi Kohärenz nach géifen dorannerbréngen an datt do de Comité interministériel ganz besonnesch gefuerdert wär.

Ech ginn dovun aus, datt dat jo eppes ass, wat dann och elo net hei am Gesetz zréckbehale ginn ass, wat awer net nëmmen d'Ministesch, mä alleguerten déi Ministeren, déi concernéiert sinn, zesumme kéinten ugoen, datt dee Comité ministériel erëm géif zum Liewen erwächt ginn.

Eng zweet kuerz Remarque iwwert d'Implikatioun vun de Gemengen. Et ass jo esou, datt mer net nëmmen déi offiziell Entwécklungshëllef hunn, mä datt sech enorm vill Engagement a gudde Wëllen um Terrain manifestéiert, wou Leit wierklech wëllen hëllefen - oft fënnt et forcément um Niveau vun de Gemenge statt - an déi adresséiere sech och ganz oft fir d'Éischt un d'Gemengen, fir ze soen, ob gehollef soll kënne ginn.

Ech mengen, mir begréissen dat, datt dat méiglech ass. Ech wëll awer als jo laangjährege Buergermeeschter vun der gréisster Stad drop opmierksam maachen, datt ee soll virsiichteg sinn, wann ee selwer Projeten ugeet, well ech géif do behaapten, datt nëmmen déi allermannst esou opgestallt sinn, datt se och selwer kënnen derfir suergen, datt bei deem, wat do als Projet ugaange gëtt, datt een do déi néideg Ausdauer, deen néidegen Engagement, déi néideg Kompetenz virun allem huet, fir dat

dann och wierklech zum Erfolleg duerchzeéien.

Mir hunn an der Stad een oder zwee ganz erfollegräich Beispiller esou gehat. Et ass also net, fir ze soen: „Maacht et net!", mä just e Wuert vu Virsiicht. Et ass séier gesot: „Wéi wär dat esou flott, wa mer an engem Parrainage oder engem Jumelage oder wat och ëmmer géife kënnen hëllefen", mä et muss ee sech och sécher sinn, datt een dat och wierklech kann effektiv duerchzéien.

Zu de Kritären, wéi d'ONGen zougelooss gi sinn, wéi gesot, do hätte mer eis vläicht nach e bësse méi Transparenz gewënscht. Mä do soll jo e Règlement grand-ducal kommen, esou datt ech kann dervun ausgoen, datt dat geschitt.

Dann en allerlescht Wuert: Mir maachen eis jo mat där Entwécklungshëllef an der Welt ganz vill Frënn. Mir knäppen do Bindungen un, déi fir Lëtzebuerg ganz wäertvoll sinn. Ech géif just do soen: Kommt, mir sinn do net méi kathoulesch wéi de Poopst, a kommt, mir kucken, ob mer net op verschiddene Plazen, do, wou et sech praktesch ubitt... An ech denken do zum Beispill u Länner wéi de Vietnam oder de Laos, wou mer täteg sinn an déi elo iwwert dee Stadium eraus sinn, wou nach reng Entwécklungshëllef ubruecht ass, mä wou mer awer Relatioune geknäppt hunn, déi awer och elo emol vläicht wirtschaftlech kéinte vun Intérêt sinn, elo, wou déi och no Wirtschaftspartner sichen.

Ech mengen, och do, wann een do e bëssen an der Kohärenz an an der Kontinuitéit géif denken, da géif ee sech vläicht iwwerleeën, ob et zum Beispill elo sënnvoll ass, fir eventuell dach awer elo eng Kéier dee Bureau de la coopération am Vietnam zouzemaachen, fir dann zwee Joer drop ënnert dem „Luxembourg for Business" erëm e Büro opzemaachen. Also, ech mengen, do sollt ee sech vläicht iwwerleeën, ob do net e bësse Kontinuitéit méiglech wär.

Dat alles gesot, wéi gesot, géife mer dee Projet hei mat grousser Freed stëmmen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Helminger. An elo kritt den Här Marc Angel d'Wuert.

M. Marc Angel *(LSAP)*.- Här President, Madame Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, gläich am Ufank wëll ech dem Nancy Arendt, eiser Rapportrice, Merci soe fir hire gudde schréftlechen a mëndleche Rapport, awer och fir hiren onermiddlechen Asaz, besonnesch wa mer an der Kommissioun iwwer Froe vu Kooperatioun an humanitärer Hëllef schwätzen.

Dëse Gesetzesprojet, iwwert dee mer haut ofstëmmen, entsprécht dem Regierungsprogramm vun 2009, wou ebe ganz kloer drastoung, dass d'Gesetz vu '96 soll reviséiert ginn. D'Regierung huet dat Engagement och geholl, genau zwee Joer nodeems ons Kolleegin Lydie Err an ech am Numm vun der LSAP eng Proposition de loi déposéiert haten, fir dat 96er Gesetz ze modifizéieren.

D'96er Gesetz huet et laang erlaabt, dass ons Kooperatioun sech - an et ass virdru gesot ginn - quantitativ a qualitativ formidabel entwéckele konnt, fir dass mer mat der Entwécklungshëllef op deem exemplareschen Niveau ukomm sinn, wou mer haut sinn.

Wéi d'Lydie Err an ech deemools ons Proposition de loi redigéiert hunn, ass et ons drëms gaangen, ons Législatioun iwwert d'Entwécklungszesummenaarbecht ze aktualiséieren an d'Transparenz ze renforcéieren an awer och, fir d'Zesummeschaffen zwësche Chamber a Ministère weiderzëentwéckelen an ze verdéiwen.

Wann een deen Exposé des motifs vun der Proposition de loi, awer och dee vum Projet de loi, liest, da versteet een, dass zwësche '96 an haut um Plang vun der Kooperatiounspolitik villes geschitt ass an dass et effektiv elo noutwendeg war, dat 96er Gesetz der Praxis an der Realitéit vum Terrain unzepassen. Ons Kolleegin Nancy Arendt schreift dat och an hirem schréftleche Rapport. A mir vun der LSAP-Fraktioun sinn och hirer Meenung, dass am Fong d'Gesetz vun 1996 a senger Essenz net a Fro gestallt ass.

An de leschte 16 Joer, säit 1996, huet also eis Kooperatiounspolitik sech peaufinéiert. Awer scho véier Joer virdrun, 1992, wéi mer dem CAD bäigetruede sinn, ass déi formidabel Evolutioun ugaangen. De Volume ass gestiegen. Ech brauch et net ze widderhuelen; d'Madame Frank huet eis dat en détail erkläert.

Och déi qualitativ Verbesserung, do wëll ech lech elo hei Zäit spueren, déi ass vun de Virriedner exzellent ervirgestrach ginn, esou dass ech concluéiere kann…

(Interruption et hilarité)

…op deem dote Punkt - op deem dote Punkt! -, dass mer wierklech säit '96 gutt virukomm sinn an dass mer elo effektiv mat deem neie Projet d'Gesetz dem Terrain upassen, och besonnesch, fir ganz kloer no baussen ze weisen, wat d'Objektiver vun der Lëtzebuerger Kooperatiounspolitik sinn a wéi se fonctionnéiert.

Mat der Virbereedung vun dëser Ried hunn ech nach eemol de Compte rendu analytique vun der Sitzung hei vum 25. Mäerz 2009 nogelies. Dat war déi Sitzung, wou d'Madame Err an ech eis Proposition de loi virgestallt hunn ulässlech der jährlecher Kooperatiounsdebatt. An ech hat schonn deemools probéiert kloerzestellen, dass onsen Text net a Stee gemeesselt ass an dass d'Absicht virun allem déi war, fir méi schnell zu enger Adaptatioun vum 96er Gesetz ze kommen, déi mir och deemools fir noutwendeg fonnt hunn.

No fruchtbaren Diskussioune mat der Ministesch stellen ech fest an ech freeë mech, dass mer haut kënnen iwwer e Gesetzesprojet ofstëmmen, deen eis Zilsetzunge vun deemools erfëllt.

Ech ka mech awer och drun erënneren, dass den deemolege Minister am Mäerz 2009 éischter mat gemëschte Gefiller op eis Proposition de loi reagéiert hat. Hie war d'accord, dass eenzel Punkten am Gesetz vu '96 der heiteger Praxis net méi entspriechen, besonnesch wat d'Aide humanitaire betrëfft. Doriwwer eraus hat hien awer net wierklech d'Noutwendegkeet gesinn, méi am Detail am Gesetz d'Ziler, d'Strategien a Prinzipië vun onser Kooperatiounspolitik festzeleeën.

Dës Haltung huet sech och nach e bëssen am initiale Projet de loi 6261, deen d'Ministesch den 9. Mäerz 2011 déposéiert huet, erëmgespigelt.

Hei si virun allem déi Punkten am Gesetz adaptéiert ginn, déi net méi der aktueller Praxis entsprach hunn. De Statsrot huet dofir a sengem éischten Avis vum 5. Juli 2011 bedauert, dass de Projet net méi ambitiéis ausgefall wär a just punktuell Ännerunge géif virhuelen. An ech mengen, an déiselwecht Kerb huet och den Avis vum Cercle des ONG gehaen, dee virun allem eng Referenz op d'Cohérence des politiques vermësst huet.

Ech mengen, dass déi Bedenken, déi op där enger an op där anerer Säit bestanen hunn, zënterhier beisäitgeraumt gi sinn. Aus den Diskussiounen, déi d'Madame Err an ech am Verlaf vum Joer mat der Madame Minister haten, huet sech gewisen, dass et am Fong vun der Saach keng Differenze gëtt. Mir freeën eis also haut, dass mer mat deem Projet hei och eng Rei Amendementer unhuelen, déi wierklech gutt sinn an och, mengen ech, vu praktesch all Mënsch an der Kommissioun begréisst gi sinn.

Et war eis och wichteg, am Gesetz selwer méi däitlech ze maachen, wéi gesot, wat d'Ziler vun onser Kooperatioun sinn a wat fir eng Moyenë mer dofir asetze wëllen an no wat fir enge Prinzipië mer schaffen. Mir stëmmen also haut iwwer e Gesetz of, wat och der Suerg vun der Ministesch Rechnung dréit, dass mer den Text esou formuléiert hunn, dass mer zukünfteg Evolutiounen am Beräich vun der Entwécklungshëllef kënnen integréieren, ouni dofir direkt erëm Ännerungen am Gesetz virhuelen ze mussen.

E wichtegen Diskussiounspunkt war natierlech dee vun der Cohérence des politiques. Et ass en Argument, dat ganz regelméisseg ugeschwat gëtt, wann et ëm Entwécklungszesummenaarbecht geet. Wann een den Impakt kuckt, dee verschidde Politikberäicher op d'Situatioun an den Entwécklungslänner hunn, da muss een natierlech zouginn, dass Entwécklungshëllef oft nëmmen eng Drëps op de waarme Steen ass an dass eenzel Décisioune vun den Industriestaten an der Aussenhandelspolitik oder Klimapolitik, Landwirtschaft - et ass virdru gesot ginn - zum Deel dat zerstéiere kënnen, wat mer mat Entwécklungsgelder opgebaut hunn.

Et ass awer och richteg, dass d'Aarmut an allen Entwécklungslänner ënnerschiddlech Ursaachen huet an d'Industriestaten net eleng schold sinn um Misär vun der ganzer Welt. An et ass och normal, dass mir als Lëtzebuerger Interessen hunn, déi genausou legitim si wéi déi vun onse Partnerlänner.

Dass et do Interessenskonflikter gëtt, ass normal. An et ass eben dofir wichteg, sech Gedanken ëm d'Kohärenz an der Politik ze maachen, fir zumindest do, wou et méiglech ass, kontraproduktiv Iwwerschneidungen ze verhënneren. Mir verstinn och, dass d'Ministesch op deem Punkt eng begrenzte Kompetenz huet an net eleng kann Décisiounen treffen, déi iwwert d'Kooperatiounspolitik erausginn. Si huet eis awer an der Kommissioun versécher, dass an der Regierung Gespréicher an deem Sënn stattfannen, wa sech eng Situatioun ergëtt, wou deem enge seng Décisioun sech negativ op deem anere säi Politikberäich kéint auswierken.

Mir sinn och dofir frou, Madame Ministesch, dass d'Motioun vun der Cohérence des politiques awer am Kader vun enger Rei Amendementer an d'Gesetz ageschriwwe gouf, fir dass et och no baussen ze gesinn ass, dass dës Iwwerleeunge gemaach ginn a wat fir eng Konklusiounen doraus gezu ginn.

Domat wären zwee vun dräi Ziler erreecht, déi d'Lydie Err an ech am A haten, wou mer eben dës Proposition de loi geschriwwen hunn. D'Gesetz gëtt mat dësem Projet de loi un déi aktuell Praxis ugepasst. An et léisst eis no bausse méi kloer erkennen, wéi gesot, wat d'Ziler an d'Strategien an d'Prinzipië vun onser Politik sinn.

En drëtt Zil war et, d'Chamber méi staark an d'Kooperatiounspolitik matabannen ze kënnen. D'Resultater vun der Kooperatiounspolitik gesi mer emol net ëmmer direkt virun eiser Hausdier. A mir hunn och keen direkte Kontakt mat de Bénéficiairen. Dat ënnerscheet d'Kooperatiounspolitik vun allen anere Politikberäicher. Et wär fir d'Deputéiert immens einfach, dëse Sujet lénks leien ze loossen, zemools well iwwert déi Projete keng Gesetzer hei an der Chamber gestëmmt ginn an och just eemol am Joer eng Ried hei vun ons verlaangt ginn ass, wéi dat eben all Joers war.

Ech wëll awer domadder net soen, dass d'Regierung an dëser Fro eist Vertrauen net verdéngt hätt, au contraire. Et gëtt hei eng ganz exzellent Aarbecht geleescht an dat gëtt eis jo och um internationale Plang bestätegt. Et geet mir virun allem drëms, dass den Desinteressi an d'Indifferenz e Risiko fir dës gutt Politik duerstellen, well een dat, wat een net interesséiert an net versteet, och manner bereet ass ze ënnerstëtzen.

D'Lydie Err an ech hunn eis dofir Gedanke gemaach, wéi een de Sujet Entwécklungszesummenaarbecht méi präsent kéint an der Chamber halen. Zum engen, schéngt et mer, si schonn eng ganz Rei Schrëtt an déi richteg Richtung gemaach ginn, zum Beispill andeems mer d'Ried vun der Kooperatioun an den Hierscht verluecht hunn, nodeems mer am Juli de Rapport vum Ministère virgestallt kréien, am September d'Assisë vun der Kooperatioun an dann ee Mount duerno hei den Débat hunn, esou dass déi Evenementer net lassgeléist vuneenee stattfannen.

Doriwwer eraus läit et natierlech och un eis, un der Kommissioun oder och hei un der Plénière, iwwer eenzel Aspekter vun der Kooperatioun ze diskutéieren. Dat sollt menger Meenung no méi systematesch gemaach ginn, zum Beispill wa mer d'PICen ausschaffen. Och do si scho gutt Usätz gemaach ginn, mä dat kënne mer an Zukunft nach sécher verdéiwen. Et freet mech, dass d'Madame Minister ëmmer an d'Kommissioun komm ass, wann déi lescht PICen diskutéiert gi sinn a presentéiert gi sinn.

Ech denken awer och zum Beispill elo un déi Situatioun, wéi se am Mali ass. De Mali ass eent vun eise Partnerlänner. Dir wësst, dass et virun e puer Deeg do zu engem Putsch koum. Mir hunn do Projete lafen. Eis Agence Lux-Development huet do Leit um Terrain. D'Madame Ministesch, mengen ech, huet an der Press schonn e puer Informatioune ginn. Et wär vläicht interessant, wann Der eis kéint soen,…

(Interruption)

…wou mer do mat eise Projeten dru sinn.

No den Diskussiounen, déi mer also an der Kommissioun haten, si mer d'accord, dass d'Instrument vum PIC just generell am Projet de loi agesat ass, well jo effektiv d'Terminologien an deem Beräich kënne ganz schnell änneren.

Mir waren och vun Ufank u mat der Ministesch enger Meenung, dass näischt soll an d'Gesetz ageschriwwe ginn, wat et herno kéint schwéier maachen, wann um internationale Plang nei Konferenze sinn, nei Projete sinn, wa mer eis do un Entwécklunge missten upassen. Dofir hu mer och net d'Déclaration de Paris, Accra nominativ am Gesetz dran. An et ass och gutt esou.

Mir als LSAP sinn zur Konklusioun komm, dass d'Kooperatiounsgesetz net déi richteg Plaz wär, fir eppes iwwert d'Kompetenze vun de Gemengen ze schreiwen. Dat bedeit net, dass ee sech net iwwert d'Roll vun de Gemengen an der Kooperatiounspolitik soll Gedanke maachen. Et kann ee gedeelter Meenung driwwer sinn, ob d'Gemengen iwwerhaapt an deem Domän aktiv solle sinn oder net.

Et ass awer e Fakt - an ech mengen, de Paul Helminger huet et virdrun ugeschwat -, dass vill Gemenge sech an där enger oder anerer Form un der Entwécklungszesummenaarbecht bedeelegen. Perséinlech fannen ech dat och gutt, well d'Gemenge sinn no um Bierger an e wichtege Multiplicateur a kënnen deemno e wichtege Bäitrag leeschten, fir d'Leit ze sensibiliséieren a mat guddem Beispill virzegoen, andeems se hir Solidaritéit mat de Leit an der Drëtter Welt zum Ausdrock bréngen.

D'Gemenge sinn natierlech autonom. An et geet mir hei net drëms, dass de Ministère hinne soll Virschréfte maachen. Et geet mer drëms, dass all Gelder, déi an d'Kooperatioun gestach ginn, méiglechst effizient solle genotzt ginn an dass d'Gemenge genausou wéi d'ONGe sollte kënne vum Wëssen a vun den Erfahrungen, déi de Ministère huet, profitéieren.

Doriwwer eraus wär et wichteg a gutt, wann den Austausch zwësche Ministère an de Gemenge kéint verstäerkt ginn, fir besser ze gesinn, wou d'Gemengen eng echt Plus-value kënne bréngen, net dass et zum Risiko kënnt, fir en Double emploi mat aneren Acteuren ze maachen. D'Assisë vun der Kooperatioun wären e gudde Kader.

Da wollt ech nach eng lescht Remarque maachen. Iwwerhaapt betrëfft d'Cohérence des politiques jo net nëmmen d'Regierung. All Acteur soll sech domat ausenanersetzen, wat anerer maachen a wéi déi eegen Aktivitéite sech mat aneren ergänzen. D'Assisë sinn effektiv dofir eng flott an interessant Plattform, déi deen Austausch fördere kann a wat hoffentlech och derzou féiert, dass ee bei deem engen a bei deem anere gutt Iddien iwwerhuele kann an dann déi „best practices" duerchsetze kann.

An elo kommen ech zur Konklusioun, léif Kolleeginnen a Kolleegen. Als Konklusioun wollt ech soen, dass d'Gesetz eleng nach laang net iwwert d'Qualitéit an den Engagement an der Kooperatiounspolitik bestëmmt. E Gesetz soll awer e Kader schafen, an deem dësen Engagement sech kann entfalen, a Prinzipië festleeën, déi d'Reflexioun iwwert d'Qualitéit orientéieren.

Mir vun der LSAP-Fraktioun sinn dofir frou, dass d'Gesetz vun 1996 elo ugepasst ass an dass esou vill vun eisen Iddien doranner konnten erafléissen. Dofir freeën ech mech, dass mer dëst Gesetz elo haut hei zu spéider Stonn kënne stëmmen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Angel. An als nächste Riedner ass den Här Adam agedroen. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Fir d'Éischt wollt ech mäi Kolleeg Félix Braz entschëllegen, deen ass haut op Bréissel bei de Conseil de l'Europe. Ech wollt dat awer soen, well déi Aarbecht, déi ech hei virstellen, dat ass seng Aarbecht. An ech wollt fir d'Éischt a mengem Numm an am Numm vum Félix der Rapportrice Merci soe fir hiren exzellente Rapport zum Gesetz an dat villt Engagement, mat deem si dësen Dossier an der Kommissioun virugedriwwen huet.

En décke Merci och dem Statsrot, deen en zolidd motivéierten Avis gemaach hat. Dësen Avis huet schlussendlech derzou bäigedroen, datt d'Gesetz op enger Rei Punkten nach konnt verbessert ginn.

Erlaabt mer, och e puer Wuert zur Geschicht vun dësem Text ze soen, ier ech dann d'Positioun vun der grénger Fraktioun duerleeën. D'Madame Arendt huet dat schonn ausféierlech gemaach, duerfir halen ech mech do ganz kuerz. Dat éischt Gesetz, dat ee konnt Kooperatiounsgesetz nennen, ass aus dem Joer 1982. Deemools goung et virun allem ëm d'Leit, déi an der Kooperatioun aktiv waren. 1985 da koum et zum éischte groussen ëmfaassende Gesetz. Deemools war de Robert Goebbels Statssekretär an hien huet dat Gesetz a ganz enker Zesummenaarbecht mat der Zivilgesellschaft ausgeschafft. An esou koum et dann och sécher zu deem gudde Gesetz, wat bis 1996 duergehalen huet an dunn eng éischte Kéier iwwerschafft gouf.

Ronn zéng Joer méi spéit dann, no de Wahle vun 2004, war et erëm esou wäit, datt dat Gesetz hätt sollen iwwerschafft ginn, well et eigentlech zu deem Zäitpunkt a senge wesentlechen Elementer 20 Joer al war a well d'Kooperatioun zu Lëtzebuerg an deenen 20 Joer sech enorm entwéckelt hat. 2004 hate mer och een Niveau vun Dépensen an d'Strukturen opgebaut, déi et erlaabt hätten, e substanzielle Schrack virunzegoen. Awer déi Regierung vun 2004 an notamment de Minister Schiltz wollten net!

Virun de Wahle vum Joer 2009 hunn dunn d'Deputéiert Err an Angel eng eege Propositioun eragereecht. Dëst war zwar kee fäerdegen Text, et war éischter eng Serie Denkustéiss, mä et waren interessant Denkustéiss a mir hätten déi gären an dësem Gesetz erëmfonnt. Leider huet et awer och dës Kéier um politesche Wëlle gefeelt, fir dës interessant Iddien och ëmzesetzen.

Wat mer elo hei leien hunn, ass éischter eng Verwaltungsreform wéi déi néideg nei Orientatioun vun der Lëtzebuerger Kooperatiounspolitik, 20 Joer no Rio a kuerz virum Enn vun där Period, déi mer eis ginn haten, fir d'„Millennium development goals" ze erreechen. Erlaabt mer, kuerz opzezielen, wat eis an dësem Gesetz feelt; an ech beschränke mech elo op déi Punkten, déi och net am Avis vum Statsrot erwähnt sinn.

Éischtens: Et ass gutt, an dat ass och scho gesot ginn, datt d'Cohérence des politiques pour le développement elo Agank an d'Gesetz fonnt huet. Et geet jo dorëms ze kucken, ob mer an den diverse Politikberäicher wéi Landwirtschaft, Steierpolitik, Klimapolitik, europäesch Fëschereipolitik an esou weider net déi Ziler torpedéieren, déi mer an der Kooperatioun wëllen erreechen. Et geet dobäi also ëm handfest Interessenskonflikter, tëschent deene muss tranchéiert ginn. Et ass also gutt, datt dësen Usaz sech am Gesetz erëmfënnt.

Awer et kann net d'Aufgab vun engem Comité interministériel sinn, sech dëse Froen ze widmen. Et geet hei ëm politesch Froen. Do muss de politesch Verantwortlechen aus dem Beräich Kooperatioun de Lead iwwerhuelen, an net seng Beamten! Esou wéi dat elo hei virgesinn ass, komme mer op kee gréngen Zweig.

Zweetens: An der Propos vun den Deputéierten Err an Angel huet eis och besonnesch gutt déi Iddi gefall, datt all Accord indicatif de coopération, also all groussen Accord mat engem Pays prioritaire, als Gesetz déposéiert misst ginn. Dat gëtt eis d'Geleeënheet, eng breet Diskussioun ze féieren, a virun allem géif et de Rôle vun de Parlamenter an der Kooperatioun stäerken. Grad dëst ass e Volet, dee leider ënnert den Dësch gefall ass!

Wéi kënne mer wierklech zu enger dezentraliséierter Kooperatioun kommen: D'Regierung vun hei mat der Regierung vun engem méigleche Partner op der Plaz, d'Parlament vun hei mat dem Parlament op der Plaz an d'ONGe vun hei mat den ONGe vum Terrain.

Drëttens: Bei dëser Opzielung hunn ech elo bewosst den Niveau vun de Gemengen erausgelooss, well deen en eegent Kapitel wäert wier, mä och dat Kapitel feelt komplett an dësem Gesetz. Dobäi ass et mëttlerweil esou, datt zu Lëtzebuerg eng sëlleche Gemenge mat méi oder manner Engagement a mat méi oder manner Kompetenz sech och am Beräich Kooperatioun engagéieren. De Paul Helminger ass scho kuerz och op dee Sujet agaangen. Wier et net bei dësem Gesetz d'Geleeënheet gewiescht, sech domadder auserneenzesetzen an do Neel mat Käpp ze maachen? Dëst hätt der Lëtzebuerger Kooperatioun gutt zu Gesiicht gestanen.

Véierten a leschte Punkt, wou ech wëll drop agoen: Dëst Gesetz wier och eng gutt Geleeënheet gewiescht, sech emol Gedanken ze maachen, wat dann haut nach ënnert dem Konzept vun engem „pays en voie de développement" ze verstoen ass. Gëtt et och Länner, déi hir Entwécklung schonn ofgeschloss hunn? Dëst Gesetz hätt kënnen d'Geleeënheet sinn, fir och de Partnerlänner e Matsproocherecht ze ginn. E Matsproocherecht, wat an eisem Gesetz verankert wier, beispillsweis, datt déi national Parlamenter aus de Partnerlänner och sollten en Avis ofginn zu de PICen - also zu de Programmes indicatifs de la coopération - an datt mer déi dann och hei géifen diskutéieren.

Mir fannen dëst Gesetz vill ze wéineg ambitiéis! Et ass eng verpasste Chance, fir och d'Lëtzebuerger Kooperatioun an d'21. Jorhonnert ze hiewen. Duerfir wäerten déi gréng sech beim Vote enthalen.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Adam. Als leschte Riedner ass den Här Kartheiser agedroen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, och mir soen der Madame Rapporteur villmools Merci fir hire ganz komplette Rapport. Si wor besonnesch komplett, wou et drëm gaangen ass, d'Madame Minister ze luewen.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Dat hutt Dir net gären, gell!

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Neen, wéi hutt Der dat geroden?

Mir bedaueren, datt d'Règlements granducaux net virleien. Normalerweis géife mer scho mengen, datt, wa mer e Gesetz stëmmen, mer sollten déi Texter hunn. Déi hu mer haut net. Mä dëst Gesetz bréngt e puer kleng technesch Prezisounen a Verbesserungen, an dofir stëmmt d'ADR och net géint dat Gesetz.

Et ass och gutt, datt mer déi humanitär Hëllef ernimmen, datt mer gewësse Prezisoune bei de Sozialversécherungen abauen. An ech benotzen och déi Geleeënheet ganz gär, fir all deene Merci ze soen, deenen Organisatiounen an deene Leit, déi sech um Terrain wierklech direkt engagéieren, fir do wierklech dacks ganz nëtzlech a schwéier Aarbecht ze leeschten.

Mä et gëtt och eng Rei vu Kritiken, an déi wëlle mer hei och an d'Diskussioun abréngen. Et wär vläicht falsch, wa mer all nëmme géife luewen an net och déi Saach mat enger gewëssener Objektivitéit emol ugoen.

Dëst Gesetz ass eng verpasste Chance! D'Entwécklungshëllef gëtt nach ëmmer mat enger Zort vu Messianismus hei gesinn, eng Aufgab, an där mir Lëtzebuerger an déi grouss wäit Welt fueren, fir déi aner Gesellschaften no eisem Modell ze verbesseren. Dat ass net grad bescheiden! Och dat éischt Zil vun dësem Gesetz ass net grad bescheiden, wa mir soen, dat Zil vun der Lëtzebuerger Entwécklungshëllef wär emol direkt d'Éradicatioun vun der Aarmut an der Welt. Loosse mer emol een Abléck d'Problemer vergiessen, déi sech ëm d'Definitioun vun der Aarmut do strécken. Mä, beim beschte Wëllen, de Kampf géint d'Aarmut an der Welt ass emol un éischter Plaz d'Aufgab vun deene Regierungen an deene Länner, wou d'Leit aarm sinn. Et ass deenen hir Verantwortung un éischter Plaz! An dat steet néierens.

Et ass gradesou wéi mam Honger. Den Honger an der Welt ass, wann een d'Saach analyséiert, dacks d'Resultat vu schlechter Gouvernance an deene betraffene Länner, vun ongerechte soziale Verhältnisser, vu Kulturen, déi ganz anescht si wéi eis Opfaassungen, vun Ausbeutung a Korruptioun. Ech mengen, dat ass einfach eng Facette. Mir sollen eis net d'Schold un allem ginn an der Welt. Mir kënne sécher hëllefen, mä déi aner stinn emol éischtens selwer an hirer Verantwortung!

Da gesi mir, d'ADR, d'Entwécklungshëllef realistesch. Bei allem Gudden, wat si leescht, a si leescht vill Guddes, ass d'Entwécklungshëllef fir eis awer och ëmmer en Handlungsmodus am Kader vun eiser Baussepolitik. Si muss eisen Interessen déngen a sech aschreiwen an en diplomatescht Gesamtkonzept fir eis Relatioune mat eise Partnerlänner. D'Entwécklungshëllef muss sech och an e sécherheetspolitesche Kader aschreiwen.

Op anere Plaze bekennt sech jo och eis Regierung zu dëser Politik vun de sougenannten „dräi D"en: Développement, Diplomatie, Défense. Den Här Halsdorf, CSV, ënnersträicht dat ëmmer. D'Gesetzesprojete vun der Madame Jacobs, CSV, do steet näischt dovunner dran. Dat ass net kohärent! Wa mer vu Kohärenz vun de Politike schwätzen, dann hätt ech emol gär eng Kohärenz an der CSV. Dat wär e Progrès, och am Dossier „Fëmmen", am Dossier „Tram" an a villen aneren och! Also mir hätten eis erwaart, d'Konzept vun den „dräi D"en an dësem Gesetz erëmzefannen.

Fir d'ADR ass et kloer, datt esou e risege Budget wéi deen hei och muss eisen Entreprisen zeguttkommen. Et ass kee Verbrieche géint d'Mënschlechkeet, fir eise Betriber d'Méiglechkeet ze ginn, fir mat un der Entwécklungshëllef ze verdéngen. Dat mécht all Land, ausser eisem. An déi aner hunn domat recht, an net mir! Mir vertrieden als ADR, datt mir net nëmme sollen net gebonnen Hëllef leeschten - dat kënne mer och maachen -, awer eben och gebonnener, fir eis Entreprisen ze ënnerstëtzen, notamment an Zäite vun ekonomesche Problemer, notamment an Zäiten, wou mer e Problem vu Chômage hunn, dee beandrockend héich ass. An ech mengen, do hätt dës Politik och kënnen e Bäitrag leeschten.

Ech froe mech, wat den Aarbechtsminister an de Wirtschaftsminister an engem Conseil de Gouvernement soen, wou Dir hei en Text proposéiert an eng Politik bedreift, wou nëmmen net gebonne Politik (veuillez lire: net gebonnen Hëllef) proposéiert gëtt an aner Ministeren derniewent sëtzen an dat duerchgoe loossen, fir esou eppes ze maachen. Bei eis wär dat net méiglech!

An deene besonnesch wirtschaftlech schwieregen Zäite muss d'Entwécklungshëllef genee wéi all anere Politikberäich hannerfrot ginn. Heibannen erënnere sech der bestëmmt nach vill drun - sollte sech op jiddwer Fall drun erënneren -, wat gesot gouf, wéi mer sengerzäit vun 0,7% vum Bruttonationalakommes op 1% vum Bruttonationalakommes eropgaange sinn deemools. Notamment vum Minister Goerens ass gesot ginn, da kënne mer jo erëm erofgoen op 0,7%, wann d'Zäiten da méi schlecht ginn. Mir hunn den Androck, datt d'Zäite schlecht sinn an datt et elo un der Zäit ass, fir erëm erofzegoen op dat politescht Zil, wat mer als internationalen Engagement hunn: Dat ass 0,7, dat ass net 1,plus!

Op wat waarde mir, fir kënnen erofzegoen op déi 0,7? Mir missten och emol eng Kéier hei soen, datt Kritik un der Entwécklungshëllef muss och mat Toleranz a Versteesdemech gesi ginn. Ech wor selwer - an ech mengen, vill Kolleegen heibannen och - getraff, wéi dëser Deeg eng Situatioun wor, wou eng Gewerkschaft hei am Land Kritik un der Entwécklungshëllef geäussert huet an un där Iddi, fir Lëtzebuerg an den UNO-Sécherheetsrot ze bréngen, an dann ass ee Minister vun der LSAP, deen da seet, dat wär net akzeptabel, an e verbitt praktesch der Gewerkschaft de Mond an associéiert dat nach mat enger Zort vu Chantage, fir ze soen, e géif den Accord salarial net ënnerstëtzen, wann esou eng Kritik géif widderholl ginn.

Eleng dat ass e Grond, fir hei déi Kritik ze widderhuelen. Si ass an eisen Ae vollkomme berechtegt, an eng Erpressung duerch e Minister ass einfach net akzeptabel!

D'Zäit wär also komm, fir an der Entwécklungshëllef och ze spueren. A wann een dat Gesetz hei kuckt, wat gesi mer? Hei ginn déi Kontributioune vun der Regierung vun 200% op 400% erop. Dat ass net grad, wat mir géifen nennen: e Spuereffort. An och, fir d'administrativ Käschte vun den ONGen a Form vun engem Subsid aus dem Fong vun der Entwécklungshëllef ze bezuelen, dat ass och kee Spuereffort. Et ass och net transparent.

Eng Netregierungsorganisatioun - an dat ass jo de Fall hei -, eis Netregierungsorganisatioune ginn de facto ëmmer méi vun der Regierung bezuelt. An da muss ee sech froen: Sinn dat nach Netregierungsorganisatiounen? Wéi ass et mat hirer Onofhängegkeet géintiwwer der Regierung? A rutsche mer net lues a lues vun engem Secteur vun Netregierungsorganisatiounen an ëmmer méi e grousse parastaatleche Secteur eran?

Ech mengen, dat ass eigentlech déi Situatioun, an där mer hei am Land elo sinn. Vläicht ass dat jo och gewollt, politesch gewollt.

Ech mengen, mir mussen eis all Kéiers d'Fro stellen, wann et ëm Subventioune geet, ëm Subsiden, ëm Konventiounen, wou vill Sue fléissen, ob net och ëmmer déi Partei, déi déi Sue verdeelt, en elektoralen Interessi domadder verbënnt. Ech mengen, dacks kann een dat net ganz vergiessen, an dofir - dofir! - ass et ganz wichteg, op eng perfekt Transparenz an esou Dossieren ze insistéieren.

Ech wëll net insinuéieren, datt eppes Falsches geschitt. Mir hu jo e System vun Auditen an esou weider, mä ech wëll awer insistéieren op eng perfekt Transparenz.

Ech fille mech onwuel. Ech ginn Iech een eenzegt Beispill: D'Caritas, déi mécht vill Guddes, do ass keen Zweifel. Ech mengen, déi huet an deene leschte Joren ënner zwee CSV-Ministeren - Ärem Virgänger, dem Här Schiltz, an Iech selwer - iwwer 53 Milliounen Euro an deem do Beräich kritt. An den Direkter vum Conseil d'administration vun der Caritas ass och eng wichteg Perséinlechkeet am Grupp Saint-Paul, an de Grupp Saint-Paul ass dofir bekannt, datt e säiteweis Gratispropaganda fir d'CSV mécht.

Ech maache just dorobber opmierksam. Jiddweree kann déi Konklusiounen zéien, déi e wëllt. Ech fannen esou Situatiounen net ganz iwwerzeegend.

(Interruption)

Här President,…

(Interruption)

Jo, Dir wësst jo…

(Interruptions diverses)

Ah, bezuelt Dir all déi Artikelen, déi iwwer Sectiounsréuniounen - mat Fotoen -, iwwer Sectiounsgeneralversammlungen am „Lëtzebuerger Wort" vun der CSV erschéngen?

(Interruption)

Wou sinn dann d'Reportagen iwwert d'LSAP oder déi gréng oder d'DP am „Lëtzebuerger Wort"? Wësst Der, wéi et ass? An dat hat ech och op eisem Kongress gesot. Ech soen Iech, wéi et ass: D'kathoulesch Kierch mëssbraucht hei hir Zeitung, fir Reklamm ze maachen, Gratisreklamm fir d'CSV. Dat ass net akzeptabel!

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Wat huet dat da mat der Kooperatioun ze dinn?

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Sou, elo komme mer zréck op dat Gesetz.

(Interruptions diverses)

Jo, et ass awer gutt, fir dat emol hei heiansdo ze soen. Et muss gesot ginn.

An dann hu mer hei de Problem mat den europäeschen Texter, wou mer op eemol d'Nationalitéit vun den ONGen eraushuelen. Firwat huele mer d'Nationalitéit vun den ONGen eraus? Wat geet dat d'Europäesch Kommissioun iwwerhaapt un?

Natierlech soll d'Lëtzebuerger Regierung déi lëtzebuergesch ONGen ënnerstëtzen, déi an der Entwécklungshëllef aktiv ginn, net déi bulgaresch an net déi finnesch. A wann déi wëllen hei iwwert de Lëtzebuerger Fong Sue kréien, da solle se hei eng A.s.b.l. vu Lëtzebuerger Recht grënnen an da kënne se jo den Agrément kréie wéi all déi aner och. An dann hu mer och herno keng juristesch Problemer, wann et drëm geet, fir de Contrôle financier ze maachen, mam Siège effectif a mat anere Froen, déi dann administrativ awer vu Bedeitung sinn.

Ee Kompliment wëll ech der Regierung awer maachen. Ee Kompliment muss ech hir maachen.

Plusieurs voix.- Aaaah!

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Si gëtt zou an dësem Gesetz, datt, wa mir se net zwéngen, hir Promessen anzehalen, da mécht se et net. Well hei am Gesetz steet jo: «Le Grand-Duché de Luxembourg…» - wou mir als Chamber der Regierung soen, datt se muss hir Versprieche respektéieren - «…respecte les engagements et tient compte des objectifs…» an esou weider.

Ech hunn nach zwouanenghallef Minutten, Här President, well ech eng Motioun déposéieren.

Dofir froen ech mech, ob mer net och emol eng Kéier hei proposéieren, fir e Gesetz ze stëmmen, datt d'Regierung och hir national Engagementer misst anhalen, zum Beispill am Dossier Upassung vun de Steiertabellen un den Index…, un d'Inflatioun, pardon. Do hate mer jo och eng Diskussioun viru Kuerzem.

(Interruptions diverses)

Ech wëll nach op ee Punkt an deenen…

(Interruptions et brouhaha)

…zwouanenghallef Minutten, déi ech hunn…

M. le Président.- Här Kartheiser, Dir hutt elo nach genau eng hallef Minutt, an dann déposéiert Der Är Motioun an da kënnt Der nach zu der Motioun schwätzen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Ech kommen op d'Motioun, an do geet et ëm d'PICen. D'PICen, déi Programmes indicatifs de coopération, dat sinn international Traitéen, Artikel 37 vun der Constitutioun. Et gëtt Jurisprudenzen, an ech maachen Iech op déi opmierksam, déi stinn och am Kompendium iwwert d'Constitutioun dran. Et ass en Arrêt vun der Cour vun 1960 an ee vun der Cour de cassation vun '61, déi kloer soen, datt d'Form vun esou engem Traité net ofhängeg ass vun der Nécessitéit ze ratifizéieren, fir datt esou en Accord iwwerhaapt ka gülteg sinn.

Ech mengen, den Här Angel weess, vu wat ech schwätzen, well hien hat jo och e bëssen an déi Richtung geduecht.

Mir denken, datt all PIC muss ratifizéiert a publizéiert ginn an der Chamber, an an deem Sënn wëll ech hei eng Motioun déposéieren, déi och fënnef Ënnerschrëften huet, déi ganz kloer seet, datt de PIC en internationalen Traité ass - c'est un fait! - an och protokollaresch an der Hierarchie souguer net méi an net manner héich wéi en „Memorandum of understanding" oder aner Saachen, déi mer hei ratifizéieren.

Et ass e finanziellen Engagement géintiwwer anere Staten, a mir insistéieren drop, datt déi konstitutionell Prozeduren hei agehale ginn, d'Jurisprudenz respektéiert gëtt an d'PICen an Zukunft vum Parlament ratifizéiert ginn.

Hei, wann ech gelift, Här President, ass déi Motioun, an ech soen Iech all villmools Merci fir d'Nolauschteren an Är Gedold.

Plusieurs voix.- Très bien!

Motion 1

La Chambre des Députés,

considérant

- qu'une part non négligeable de l'aide à la coopération et au développement est affectée aux «Programmes indicatifs de coopération» (PIC);

- que ces programmes constituent des traités internationaux;

- que la Constitution prévoit dans son article 37: «Les traités n'auront d'effet avant d'avoir été approuvés par la loi et publiés dans les formes prévues pour la publication des lois»;

- que les «Programmes indicatifs de coopération» déjà conclus n'ont jusqu'à présent pas été soumis à la Chambre;

invite le Gouvernement

- à présenter à la Chambre les «Programmes indicatifs de coopération» (PIC) déjà conclus aux fins de ratification;

- à faire ratifier tout nouveau «Programme indicatif de coopération» selon les procédures prévues pour les traités internationaux.

(s.) Fernand Kartheiser, Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Serge Urbany.

M. le Président.- Merci dem Här Kartheiser. Elo kritt d'Wuert d'Kooperatiounsministesch Marie-Josée Jacobs.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Merci, Här President. Ech sinn eigentlech esou vill hei gelueft ginn, datt ech elo net weess, ob ech mer hei soll e schlechten Numm den Owend maachen an nach eng Kéier alles soen, wat ewell fënnefmol gesot gouf,...

Plusieurs voix.- Neen!

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- ...sou wéi d'Kanzlerin gesot hat: „Es ist noch nicht von jedem alles noch einmal gesagt worden." Dorobber géif ech da verzichten, well Der esou fei mat mer woort.

Ech géif awer wëllen der Rapportrice, der Madame Nancy Kemp-Arendt, villmools Merci soe fir hire Rapport. Och all deenen anere Leit - dat ass den Owend och hei gesot ginn -, déi an der Kooperatioun schaffen, egal ob dat hei zu Lëtzebuerg ass, ob dat an der grousser wäiter Welt ass; Leit, déi eng wichteg an zu engem Deel ganz dacks eng Aarbecht maachen, déi net einfach an net ongeféierlech ass.

Ech wëll soen, datt dat Gesetz vun 1996 e ganz gutt Gesetz wor, an ech soen dat mat ëmsou méi enger grousser Begeeschterung, wéi et net vun engem CSV-Minister geschriwwe gouf, mä vun engem sozialistesche Statssekretär, dem Kolleeg Georges Wohlfart. Mat deem Gesetz konnte mir an deene leschte Jore vill a gutt a positiv Aarbecht maachen.

Et gëtt awer Zäit, datt mer och ufänken, dat e bësselchen op de Métier ze huelen an ze verjüngen, an duerfir hu mer also eng Partie vun deene Saachen haut an deem neien Text do dran. Och vun der Proposition de loi vun den Deputéierte Lydie Err a Marc Angel fannt Der eng ganz Partie Remarquen hei erëm, d'selwecht wéi och aus den ONGen, déi jo och eng Partie vun deene Propositioune gemaach hunn.

Eng Kéier am Joer komme mer heihinner, fir den Débat ze féieren, mä ëmmer erëm, wann d'Chamber wëllt oder wa mir eppes ze maachen hunn, ass ëmmer de President, de Ben Fayot, bereet, eis Zäit och ze ginn an der Kommissioun, fir datt mer kënnen en long et en large iwwer all Punkten diskutéieren, déi d'Deputéiert interesséieren an déi mer och gäre mat lech zesumme beschwätzen. Duerfir mengen ech, ass dat och wichteg, datt mer déi Plaz an och déi gutt Zesummenaarbecht hunn.

Ech si frou, datt mer och d'Aide humanitaire elo an deem neie Gesetz expressis verbis drastoen hunn. Dat wor ebe '96 net esou de Fall, an duerfir ass dat jo gutt, datt mer dat konnten aféieren.

Et ass och wichteg, datt den Agrément, d'Durée vum Agrément ëm zwee Joer verlängert gouf, wat virun allem emol deene klengen ONGen hëlleft, fir datt se net ëmmer erëm mussen déi administrativ Aarbechten do maachen. Och déi Fraisën, déi se erëmbezuelt kréien, och fir hir administrativ Aarbecht, mussen derzou féieren, datt also méi Transparenz do ass an datt och jiddweree ka sécherstellen, datt en dat kann uerdentlech maachen.

Eng ganz Partie vun de Riedner hu gefrot an iwwert d'Reglementer geschwat. Ech denken, datt mer fir Enn Abrëll d'Reglementer kënnen an de Regierungsrot ginn an datt se dann och duerno wäerten op den Instanzewee kommen an d'Chamber selbstverständlech gradesou gutt wéi déi aner och domadder sech dat kann ukucken a mer och eng Kéier an d'Kommissioun kënne kommen, fir Iech dat nach eng Kéier virzestellen.

Wichteg ass et fir eis - an ech denken, datt dat doten éischter eng folkloristesch Einlag wor, déi mer do héieren hunn iwwert d'Engagement, wat mer missten halen -, dat wor, deemools hu mer dat awer och gesot, eist Engagement ass eigentlech dat, wouzou mer eis souwisou och op internationalem Plang, op europäeschem Plang verflichten. Amplaz alles eenzel mussen opzezielen, wor am Fong just d'Fro, fir dat e bësselche méi ze vereinfachen.

Mir wäerten dëst Joer am Abrëll eng „peer review" vum CAD gemaach kréien. Dat ass e gesonden Exercice, deen all fënnef Joer stattfënnt, wou mer selwer de Spigel virun d'Gesiicht gehale kréien a wou ee ka kucken, wat mer gutt maachen, an och dat, wat mer nach kéinte besser maachen.

Duerfir sinn ech also frou, wa mer dat Gesetz hei gestëmmt hunn, wa mer och déi Reglementer dann a Kraaft hunn, fir kënnen och där neier Situatioun an der Welt gerecht ze ginn.

Da géif ech selbstverständlech wëllen e Wuert soen iwwert de Mali, wou mer selbstverständlech all ganz verdrësslech sinn, datt dat esou an deem Land do gaangen ass - eent vun deene Länner, wou mer am Fong dervun iwwerzeegt woren, datt se um gudden demokratesche Wee woren -, wou de President Touré, dee ganz héich ugesinn a respektéiert wor, ofgesat gouf.

Do hu mer och déiselwecht Prinzipien - an d'Chamberskommissioun weess dat - applizéiert, wéi mer et och deemools gemaach hunn am Niger, wéi 2009 do d'Kris wor. Dat ass, datt mer an dësem Moment aus Sécherheetsgrënn vun deene Leit, déi do schaffen, déi Hëllef elo suspendéiert hunn. A wann d'Leit erëm kënnen zréck op den Terrain goen, da kënne se déi Aarbecht, déi se amgaang sinn ze maachen, fäerdeg maachen, sougutt déi vu Lux-Dev wéi och d'ONGen, déi um Terrain sinn an déi och do selbstverständlech deene Leit hëllefen, déi d'Hëllef am meeschte brauchen, och humanitär Hëllef viruginn. Mä mir maachen an ënnerschreiwe mat där neier Regierung, déi net legitiméiert ass, mat där ënnerschreiwe mer selbstverständlech keng nei Projeten.

Mir denken, datt et wichteg ass, datt een e kloert politescht Zil, e Signal setzt, fir ze soen, wa gewaltsam Regimesverännerunge kommen, datt mer dat net akzeptabel fannen. Op där anerer Säit soe mer awer och, mir kënnen net déi Bevölkerung, déi Äermst vun en alleguerten, zweemol strofen, doduerch datt se ewell Regierungen hunn, déi net esou sinn, wéi se solle sinn, an dann och nach derbäi, datt d'international Communautéit - an dann och Lëtzebuerg derbäi -, datt déi da brutal géifen do op deene Plaze fortgoen. Dat ass net esou, wéi mer eis dat och virstellen.

Wichteg, mengen ech, ass - an et ass den Owend och vill hei vum Waasser geschwat ginn -, datt mer eis sollen driwwer freeën, datt 89% vun de Mënsche mëttlerweil proppert Waasser ze drénken hunn. Dat ass eppes, wat net selbstverständlech ass. An duerfir, mengen ech, ass dat och wichteg, datt een dat och ervirsträicht a weist, datt déi vill Efforten, och wann et heiansdo esou ausgesäit, wéi wann et nëmmen eng Drëps op e waarme Stee wier - beim Waasser ass dat jo nach méi bildlech -, datt een awer och gesäit, all déi Ustrengungen hëllefen och eppes. A vun dohier solle mer och net domadder ophalen.

Cohérence des politiques - de Paul Helminger huet och dovunner geschwat -, denken ech, hu mer och mam Comité interministériel, dee mer am neie Reglement, wou mer amgaang sinn drun ze schaffen, och nei erëm opschaffen an och kucken, datt méiglechst vill Leit do derbäi sinn, fir och kënnen derfir ze suergen, datt déi verschidden Departementer och besser do vertratt sinn an eis och am Virfeld, och wat europäesch Politiken ubelaangt, kënne soen, wat dorëmmer ënnerwee ass, fir eben Inkohärenzen ze verhënneren.

D'Gemengen, do sinn ech gäre bereet, fir déi, déi wëllen op dee Wee goen, fir entweder mat eis individuell oder vläicht och mam Syvicol do zesummen Aktivitéiten ze maachen. Mä ech deelen awer och d'Meenung, datt et net onbedéngt einfach ass fir eng Gemeng, fir selwer eleng Projeten ze maachen. Mä et gëtt jo genuch aner Organismen, déi mer hunn, ONGen an och soss Partner, mat deenen een dat gemeinsam ka maachen, esou datt een net onbedéngt alles selwer muss nei erfannen, wann een dat wëllt.

Iwwert d'Sortie aus de Länner, denken ech, do ass et och wichteg, dat eng Kéier hei ze soen: Mir kënnen a mir maachen dat selbstverständlech; dat, wat mer eis, och déi Relatiounen, déi mer eis an deene Länner opgebaut hunn, profitéiere mer a probéiere mer ze profitéieren. Dir hat gesinn, wéi mer mam Grand-Duc an de Vietnam woren, datt mer zu dräi Ministere mat woren. Den Ausseminister selbstverständlech, mä och de Wirtschaftsminister an ech, fir eben och ze weisen: Mir sinn net nëmmen deen een hei, mä et ass eng Kontinuitéit, déi do ass, wou also och soll gekuckt ginn, fir Projete kënnen och ze maachen, wa mer net méi als Kooperatioun do sinn.

Mir si jo als Kooperatioun do, net als e Selbstzweck. Mä mir hätte gär, datt déi Länner vum selwe kënnen an autonom ginn. A vun dohier ass dat eppes, wat fir eis ganz normal ass. Wann aner Ausschreiwunge gemaach ginn an anere Projeten, da kënne selbstverständlech och Lëtzebuerger Firmae matmaachen. Leider maachen der net ëmmer ganz vill mat. Mä wa se matmaachen a se sinn zu deeneselwechte Konditiounen, da kënne se och gradesou gutt Marchéë kréien, wéi een anere se kritt. Vun dohier denken ech, datt dat och alles esou an der Rei ass.

Zum Schluss, Här President, wëll ech just soen, och wann déi „dräi D"en net am Text drastinn, dann ass dat awer fir eis ganz kloer egal. Och do hu mer esou vill Kohärenz, och wa mer et net draschreiwen, ass dat fir eis sougutt d'Diplomatie wéi d'Défense an och den Développement, déi wichteg sinn.

An domadder, Här President, géif ech Iech wëllen alleguerte Merci soen. Ech freeë mech drop, datt mer dat neit Gesetz hunn an hoffen, datt mer och an Zukunft gutt kënnen zesummeschaffen an awer och gutt kënnen an deene Länner schaffe fir déi Leit, déi et wierklech immens néideg hunn. Ech géif elo nach gären dräi Stonnen hei schwätzen, mä ech muss awer elo ophalen.

Ech hunn dann nach d'Motioun hei leien. Do proposéieren ech als Regierung selbstverständlech, datt Der déi net sollt stëmmen. Mir haten eng laang Diskussioun an der Chamber doriwwer an och an der Kommissioun doriwwer a mir sinn zur Iwwerzeegung komm, datt dat net dénglech wier. Duerfir, mengen ech, bräicht och déi Motioun net gestëmmt ze ginn.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Ministesch. Mir sinn um Enn vun dëser Diskussioun a kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6261 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6261 ass ugeholl mat 48 Jo-Stëmmen, bei 11 Enthalungen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes (par Mme Nancy Arendt), Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz (par Mme Martine Mergen), Robert Weber (par M. Marc Lies), Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter (par Mme Diane Adehm);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Ben Fayot), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

MM. André Bauler, Eugène Berger (par M. Claude Meisch), Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Xavier Bettel) et M. Carlo Wagner (par M. André Bauler);

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. Claude Adam), Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché (par M. François Bausch) et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Wëllt ee seng Enthalung begrënnen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Motion 1

Dann hu mer hei nach iwwer eng Motioun ofzestëmmen. Mir kënnen dat sécherlech à main levée maachen?

(Négation)

De Vote électronique gëtt verlaangt.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

D'Motioun 1 ass verworf mat 54 Nee-Stëmmen, géint 5 Jo-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement: la motion 1 est rejetée par 55 voix contre 4.

Ont voté oui: MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes (par Mme Nancy Arendt), Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz (par Mme Martine Mergen), Robert Weber (par M. Marc Lies), Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter (par M. Lucien Clement);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Ben Scheuer), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Ben Fayot), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

MM. André Bauler, Eugène Berger (par M. Fernand Etgen), Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Carlo Wagner (par M. Claude Meisch);

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. Camille Gira), Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché (par Mme Viviane Loschetter) et Viviane Loschetter.

Da kéime mer elo zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour, nämlech dem Projet de loi 6337, engem Accord tëschent de Länner vum Benelux an dem Kosovo iwwert d'Réckféierung vun illegalen Awanderer. Ech hunn dräi Riedner, déi sech ageschriwwen hunn, woubäi awer een net do ass, den Här Braz. Ech ginn dervun aus, datt dann den Här Adam eppes dozou seet. Da sinn awer och nach den Här Helminger an den Här Kartheiser ageschriwwen.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Marc Angel. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

5. 6337 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas (les États du Benelux) et la République du Kosovo relatif à la reprise et à la réadmission des personnes en situation irrégulière (Accord de reprise et de réadmission) et du Protocole d'application, signés à Bruxelles, le 12 mai 2011

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Jo, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir hutt gesot, ëm wat et geet, Här President.

Mir hunn där Accords de réadmission am Kader vum Benelux scho 15 hei am Haus ofgestëmmt, besonnesch och eng ganz Rëtsch mat Nopeschlänner vum Kosovo, anere Balkanlänner. Ech selwer hunn der schonn hei eng zéng virgedroen. Dofir mengen ech, kann ech mer et erspueren, nach a weider Detailer anzegoen.

An der Kommissioun ass mäi schréftleche Rapport unanime ugeholl ginn. Ech huelen un, d'Kolleegen haten e gelies. Dofir brauch ech dat hei net ze…

(Interruptions)

Ech si sécher, d'Kolleegen haten e gelies! Dofir hat en déi Unanimitéit. Dofir brauch ech wierklech net méi drop anzegoen. An ech mengen, d'Kommissioun war eestëmmeg averstanen.

Ech ginn den Accord vun der LSAP-Fraktioun, an et si vill Kolleegen, déi mech gebieden hunn, den Accord vun alle Parteien ze ginn.

(Brouhaha)

Dofir Merci an e schéinen Owend nach.

Une voix.- Très bien!

(Interruption)

M. le Président.- Merci dem Här Angel. Den Här Helminger ass och net do. Ech mengen, den Här Kartheiser insistéiert och net méi, fir eppes driwwer ze soen, an d'Madame Ministesch ass och domadder d'accord. Dat heescht, mir kommen direkt zur Ofstëmmung.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6337 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6337 ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile

Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes (par M. Lucien Clement), Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz (par Mme Martine Mergen), Robert Weber (par Mme Marie-Josée Frank), Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Ben Scheuer), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Georges Engel);

MM. André Bauler, Eugène Berger (par M. Fernand Etgen), Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Claude Meisch), Claude Meisch et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. Camille Gira), Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché (par Mme Viviane Loschetter) et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzung ass virgesi fir de 17. Abrëll.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 21.04 heures)

SÉANCE 23 MARDI, 17 AVRIL 2012

Présidence: M. Laurent Mosar, Président

Séance publique de la Chambre des Députés à l'occasion de la visite de Son Excellence Monsieur Ban Ki-moon, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies

Sommaire

1. Discours de M. le Président

2. Déclaration de M. Ban Ki-moon, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies

3. Séance de questions et de réponses

1) Question posée par le groupe parlementaire CSV
- M. Norbert Haupert - M. Ban Ki-moon, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies

2) Question posée par le groupe parlementaire DP
- M. Xavier Bettel - M. Ban Ki-moon, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies

3) Question posée par le groupe parlementaire LSAP
- M. Ben Fayot - M. Ban Ki-moon, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies

4) Question posée par le groupe parlementaire déi gréng
- M. Félix Braz - M. Ban Ki-moon, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies

5) Question posée par la sensibilité politique ADR
- M. Fernand Kartheiser - M. Ban Ki-moon, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies

6) Question posée par la sensibilité politique déi Lénk
- M. Serge Urbany - M. Ban Ki-moon, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies

(Début de la séance publique à 15.15 heures)

À leur arrivée à l'Hôtel de la Chambre, Son Excellence Monsieur Ban Ki-moon, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, et Madame Ban Soon-taek sont accueillis par Monsieur Laurent Mosar, Président de la Chambre des Députés.

Après avoir signé le Livre d'Or de la Chambre, Son Excellence Monsieur Ban Ki-moon se retire pour un entretien en tête-à-tête avec Monsieur Laurent Mosar, en présence de Monsieur Claude Frieseisen, Secrétaire général de la Chambre des Députés.

Prennent place dans les tribunes:

- Madame Ban Soon-taek,

- Madame Sylvie Lucas, Ambassadeur, Représentant permanent du Luxembourg auprès des Nations Unies,

- les membres de la délégation, ainsi que

- Monsieur Pierre Mores, Maréchal de la Cour.

Dans la salle des séances publiques prennent place, outre les membres de la Chambre des Députés, les conseillers de Son Excellence Monsieur Ban Ki-moon, Mme Elizabeth Spehar et M. Yecheol Yoon.

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; Mme Marie-Josée Jacobs, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Jean-Marie Halsdorf, Nicolas Schmit, Marco Schank, Romain Schneider et Etienne Schneider, Ministres.

À l'issue de l'entretien en tête-à-tête, Son Excellence Monsieur Ban Ki-moon gagne la salle des séances publiques au milieu de laquelle, applaudi par toute l'assistance, il prend place sur un fauteuil lui réservé.

Monsieur le Président Laurent Mosar ouvre la séance publique et prononce le discours de bienvenue suivant:

1. Discours de M. le Président

M. le Président.- Monsieur le Secrétaire général, Monsieur le Maréchal de la Cour, Mesdames, Messieurs, au nom de la Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg, il me tient à cœur de souhaiter une très cordiale bienvenue à Son Excellence Monsieur Ban Ki-moon, Secrétaire général des Nations Unies, et à son épouse, Madame Ban Soon-taek.

Nous sommes tout particulièrement honorés de vous avoir parmi nous aujourd'hui, Monsieur le Secrétaire général, alors que nous apprécions vos talents de diplomate et vos qualités d'avocat de ceux qui sont dans le besoin.

Nous savons apprécier à sa juste valeur votre ambition de vouloir construire un avenir plus solide, un avenir de qualité, un avenir durable pour les générations actuelles et futures.

Vos efforts inlassables à inciter les responsables politiques dans le monde à prendre leur responsabilité face aux multiples défis qui se posent aujourd'hui à l'humanité ne peuvent que trouver notre assentiment.

On est malheureusement trop souvent contraint de constater que vis-à-vis d'un monde en pleine évolution, certes parfois très compliqué, les responsables politiques hésitent, ont parfois du mal à procéder aux actions de redressement et de changement qui s'imposent.

Or, le rétablissement et le maintien de la paix, le développement durable, le soutien des efforts de démocratisation et de bonne gouvernance, les réformes suite aux bouleversements économiques, de même que l'approvisionnement en eau, en vivres et en énergie constituent autant de domaines d'action qui vous sont chers, des immenses chantiers auxquels nous devrons au plus vite, tous ensemble, amener des contributions concrètes.

L'avenir de nous tous, mais surtout celui des générations futures, dépendra pour l'essentiel de notre imagination, de notre volonté et de notre courage politique de vouloir nous saisir au plus vite de tous ces problèmes et d'assumer nos responsabilités.

Monsieur le Secrétaire général, Mesdames, Messieurs, la paix est une valeur fondatrice des Nations Unies. Le rétablissement, le maintien et la consolidation de la paix figurent au cœur des préoccupations quotidiennes de l'ONU.

La paix revêt une signification toute particulière au Luxembourg. Importante forteresse entre le Royaume de France et l'Empire germanique, la ville de Luxembourg était convoitée et exploitée par les puissances importantes de l'époque, ce qui a fait que le Luxembourg a dû subir au fil de son histoire les méfaits de multiples conflits armés; s'y ajoutent deux guerres mondiales.

Notre pays est ainsi bien conscient de la fragilité de la paix et a sa place parmi ceux qui sont résolument orientés vers la promotion de la paix.

«Non-violence», le revolver noué qui a été offert par le Gouvernement luxembourgeois aux Nations Unies en 1988 et qui se dresse devant le siège des Nations Unies à New York, en est un rappel.

Ce monument à la paix et à la non-violence reste malheureusement trop souvent un symbole plutôt qu'une réalité universelle et votre visite intervient à une période où le monde est confronté à de très nombreux défis.

Certes, grâce aux efforts des dernières décennies, le continent européen a vu naître une Union européenne qui promeut et protège désormais les valeurs de la liberté et de la démocratie, souvent d'ailleurs en étroite collaboration avec l'ONU.

Le Luxembourg, comme les autres pays d'Europe, a eu la chance de pouvoir bénéficier d'une longue période de paix grâce à la construction européenne qui a entamé d'abord la voie de la paix en réconciliant les ennemis d'hier.

Or, si par la signature des traités de Rome et leur mise en œuvre, l'Europe a été «réassemblée, recousue et réparée», pour employer les termes de notre Premier Ministre, la paix reste à faire dans beaucoup d'autres parties du monde.

L'absence d'État de droit, d'institutions démocratiques performantes, de libertés fondamentales et de transparence, autrement dit, l'absence de bonne gouvernance, ont amené les populations d'un certain nombre de pays à s'élever contre les régimes autoritaires en place.

Au cours des dernières années, de nombreux pays ont découvert la perspective de démocratie après des décennies d'oppression. La mise en place d'institutions fiables et représentatives, couplées à des élections libres et démocratiques, n'est qu'un premier pas vers la bonne gouvernance. Pour vivre en paix dans une société ouverte et juste, les responsables qui gèrent les ressources sociales et économiques d'un pays ne doivent pas agir exclusivement en fonction des intérêts de la majorité qui les a élus.

La démocratie est le contraire de la loi du plus fort et la bonne gouvernance dans un système démocratique ne nécessite pas seulement des institutions performantes - elle doit également être synonyme de pluralisme. Comme l'a souligné à juste titre le Président de la Commission européenne, Monsieur José Manuel Barroso: «Le plus important est que la bonne gouvernance est impossible sans une citoyenneté forte, sans une participation du peuple.» C'est pour cette raison qu'il faut toujours veiller à ce qu'une place soit réservée aux minorités et aux catégories les plus vulnérables d'une société.

Je voudrais plaider ici pour un renforcement de la dimension de la bonne gouvernance et de la démocratisation au sein des programmes de développement. Je suis convaincu qu'une plus forte intégration de la bonne gouvernance en tant que priorité des politiques nationales de coopération au développement contribuerait fondamentalement - et bien au-delà d'une simple stabilité institutionnelle - à l'épanouissement politique, économique, social et culturel des pays partenaires.

Vouloir remédier aux causes profondes des conflits et vouloir mettre en place une culture de la paix et du développement démocratique présuppose la création de concepts innovateurs développés et mis en œuvre par les Nations Unies, tels que la sécurité humaine qui prend en compte les dimensions politiques, économiques, sociales, environnementales ou encore les questions alimentaires et la problématique de la santé. De tels instruments contribuent également à jouer un rôle pionnier pour construire une paix durable.

L'approche globale des organes des Nations Unies joue un rôle primordial dans la résolution de conflits multidimensionnels.

La paix dépend aussi en grande partie de la cohésion sociale. Il faut veiller, dans cette perspective, à ce que l'écart entre les plus riches et les plus pauvres ne s'accroisse pas davantage, tant au Luxembourg que dans les autres pays du monde. Il est au contraire nécessaire de réduire cet écart et de consolider les modèles socio-économiques progressifs et équitables. Comme l'a souligné si justement Mahatma Gandhi: «La démocratie devrait assurer au plus faible les mêmes opportunités qu'au plus fort.»

Il faut éviter que ceux qui sont trop souvent exclus de la croissance, et je pense tout particulièrement aux jeunes, supportent à l'avenir le poids de la crise économique et financière qui nous frappe actuellement. En temps de crise, les jeunes, les femmes et les personnes plus âgées, entre autres, sont exposés davantage au chômage et au risque de pauvreté. Dans le même ordre d'idées, les populations issues de l'immigration risquent de faire les frais et de devenir plus facilement les victimes du racisme et de la xénophobie. Plus que jamais il s'agit donc de veiller à ce que les difficultés économiques ne contribuent pas à faire émerger de telles tensions et viennent renforcer les inégalités.

Monsieur le Secrétaire général, en ce qui concerne plus particulièrement l'engagement du Luxembourg, je suis fier que notre pays ait eu l'occasion de jouer à de nombreuses reprises un rôle concret au sein des Nations Unies, par

exemple en présidant l'ECOSOC en 2009 ou, actuellement, en présidant la «Formation Guinée» de la Commission de consolidation de la paix.

Permettez-moi de souligner par ailleurs les responsabilités que le Luxembourg a assumées à divers moments à la Commission - devenue le Conseil - des droits de l'Homme des Nations Unies, au Conseil de coordination du programme ONUSIDA, aux Conseils d'administration du PNUD, de l'UNICEF et d'ONU-Femmes ou encore au sein des Conseils exécutifs de l'OMS et de l'UNESCO.

Le Luxembourg ne se contente en effet pas d'être un simple bénéficiaire passif de la paix, mais contribue activement à construire un monde meilleur au sein du système de l'ONU.

Au regard de cette ambition de servir au mieux le système des Nations Unies, ce n'est pas une surprise dès lors que le Luxembourg soit également candidat à un siège non permanent au Conseil de Sécurité pour la période 2013/2014.

Je n'ai aucun doute par ailleurs, Monsieur le Secrétaire général, que le Luxembourg soutiendra avec détermination - comme par le passé - votre objectif de mettre en œuvre efficacement les engagements pris dans le cadre des Objectifs du Millénaire pour le Développement.

Depuis l'année 2000, le Luxembourg honore les engagements qu'il a pris dans le cadre des Nations Unies en attribuant plus de 0,7% de son revenu national brut à l'aide publique au développement. Avec une aide qui se situe au-delà de 1% du revenu national brut depuis plusieurs années, le Luxembourg tient à souligner l'importance qu'il attache à la solidarité internationale.

Pour sa part, la Chambre des Députés continuera à assumer pleinement ses responsabilités pour soutenir la réalisation de ces engagements historiques en faveur des populations les plus démunies de la planète et ceci aussi pendant les temps mouvementés de la crise économique et financière.

En ce qui concerne la dimension parlementaire des relations internationales, je voudrais souligner que la ratification du droit international constitue une partie importante du travail de la Chambre des Députés. Je suis fier que le Luxembourg ait figuré parmi les tout premiers pays à avoir ratifié en 2009 la Convention sur les armes à sous-munitions qui interdit l'utilisation, la production, le transfert et le stockage des bombes à sous-munitions. Il s'agit là d'une matière qui me tient particulièrement à cœur et je voudrais profiter de votre présence ici à la Chambre des Députés pour lancer un appel à ce que les dispositions de la convention soient mieux exécutées en pratique.

La Chambre des Députés prend également au sérieux sa mission de validation des opérations de maintien de la paix de l'ONU. Il en va de même lorsque l'Union européenne et l'OTAN mènent des opérations avec un mandat de l'ONU.

À titre d'exemple, des troupes luxembourgeoises ont contribué et contribuent toujours aux efforts de l'ONU, par exemple en ex-Yougoslavie, au Liban ou encore en Afghanistan, et la Chambre des Députés mène un dialogue régulier sur l'évolution de ces opérations avec les responsables gouvernementaux et des organisations internationales engagées dans la gestion de conflits et de crises internationales.

En outre, les parlementaires luxembourgeois se rendent régulièrement sur le terrain, notamment en Afghanistan, où des Députés ont à plusieurs reprises rendu visite aux soldats luxembourgeois qui y sont en mission.

À l'instar des autres Parlements nationaux, la Chambre des Députés a l'ambition de jouer un rôle plus actif et responsable sur la scène internationale. Il s'agit d'une nécessité pour les parlementaires nationaux de suivre le travail d'élaboration et de mise en œuvre des politiques internationales plus en amont. L'inclusion grandissante des Parlements à ce niveau doit également être vue comme un facteur de légitimation essentiel de l'action internationale.

C'est pour cette raison que la Chambre des Députés, outre sa participation de longue date à l'Union interparlementaire qui entretient des liens étroits avec les Nations Unies, participe régulièrement aux conférences onusiennes, comme celles sur le changement climatique. Des Députés de la majorité et de l'opposition participeront ainsi à la conférence de «Rio+20» sur le développement durable, au succès de laquelle nous attachons, comme vous, une très grande importance.

Au Luxembourg, la Chambre des Députés accueille toujours avec grand plaisir les experts de l'ONU. Il y a deux mois à peine nous avons eu l'honneur d'accueillir le Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation, Monsieur le Professeur Olivier de Schutter, qui nous a bien exposé les enjeux et les défis qui se posent en ce qui concerne le droit de chaque être humain de s'alimenter dignement.

Pour citer deux autres exemples qui témoignent de notre volonté de soutenir les objectifs et les acteurs du système des Nations Unies, nous avons accueilli l'année dernière Monsieur Michel Sidibé, le directeur exécutif de l'ONUSIDA, et Madame Josette Sheeran, la directrice exécutive du Programme alimentaire mondial des Nations Unies.

Monsieur le Secrétaire général, en temps de crise économique et financière, la coopération au développement et l'aide humanitaire ne doivent pas être sacrifiées sur l'autel du protectionnisme et du nationalisme.

En temps de crises politiques, il est tout aussi essentiel de soutenir les institutions internationales qui s'engagent pour la paix et pour la solidarité internationales. Votre engagement déterminé pour la paix, notamment au Proche-Orient et tout particulièrement en Syrie en ce moment, suscite l'admiration de tous ceux présents dans cette enceinte.

À un moment où de nombreux conflits et crises humanitaires alimentaires doivent être résolus, où des maladies doivent être combattues et où il faut mettre fin à toutes les formes de discrimination, les Nations Unies sont plus indispensables que jamais, précisément parce que l'organisation dont vous êtes le Secrétaire général place les êtres humains au centre de la politique internationale. Ces nouveaux défis s'accompagnent certes d'une multitude de dangers, mais présentent également une série d'opportunités, qu'il nous incombe de saisir pour rendre le monde plus sûr.

Les nouvelles orientations que vous donnez aux Nations Unies à l'entame de votre second mandat sont bien la voie à suivre pour construire la paix dans le monde.

Soyez assuré, Monsieur le Secrétaire général, que les principes auxquels vous avez dédié vos mandats sont des idéaux qui sont partagés par la Chambre des Députés et que nous savons apprécier à sa juste valeur votre disponibilité de prendre la parole en séance plénière.

Je vous remercie de votre attention.

(Applaudissements)

Je vais céder maintenant la parole à Monsieur Ban Ki-moon, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

2. Déclaration de M. Ban Ki-moon, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies

M. Ban Ki-moon, *Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.*- Monsieur le Président du Parlement, Son Excellence Monsieur Laurent Mosar; Mesdames et Messieurs honorables membres du Parlement; Son Excellence Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre du Luxembourg; Mesdames et Messieurs honorables membres du cabinet; distingués invités; Mesdames et Messieurs:

Villmools Merci, et ass mir eng Éier,…

(Applaudissements)

…virun der Lëtzebuerger Chamber ze schwätzen.

(Applaudissements)

Monsieur le Président, je suis fier d'être le premier Secrétaire général depuis 1989 à venir en visite officielle au Luxembourg. Je suis aussi très honoré de m'adresser à vous, les Parlementaires de ce pays.

Par bien des côtés, le Luxembourg est un épicentre de la collaboration mondiale. Il est membre fondateur de l'Organisation des Nations Unies; une des capitales de l'Union européenne; un creuset de cultures, de langues et de nationalités; un pays qui, non content de prêcher le multilatéralisme, le pratique au quotidien; un pays qui, non content de parler de solidarité mondiale, y met les moyens nécessaires. En d'autres termes, l'histoire du Luxembourg a pour thème la générosité, l'engagement et la coopération mondiale. Or, cette histoire, c'est vous, les Parlementaires, qui l'écrivez. Vous approuvez les budgets, vous débattez des questions épineuses, vous prenez les décisions qui font que le Luxembourg occupe une place à part sur la scène internationale. Grâce à vous, le Luxembourg fait partie d'un groupe très spécial que j'appelle le „club 1%". Le Luxembourg consacre plus de 1% de son revenu national brut à l'aide publique au développement. Vous dépassez de loin la cible mondiale qui est de 0,7% ce dont ne peut se targuer qu'un seul autre pays du monde.

C'est pourquoi aujourd'hui je vous dis: Merci! Merci le Luxembourg! Villmools Merci, Lëtzebuerger!

Ladies and gentlemen, thank you for making multilateralism a pillar of your foreign policy.

You have shown that it is not the size of a nation's territory that makes the difference. It is the size of a nation's heart. It is the breadth of a nation's vision. It is the depth of a nation's promise to the wider world.

And in that very real sense, this small country is a superpower.

On so many levels, this Parliament is the place - and now is the moment - to scan the global horizon and look together to our shared challenges.

We are on the threshold of great challenge and great change and transition around the world.

The Arab Spring has brought a wave of hope for democracy and dignity. New technologies continue to transform the way we live, work and communicate with one another. We are seeing new openings in Asia, new democracies in Africa, new economic hope throughout Latin America. The world has made record progress in reducing the ranks of those in extreme poverty.

But, of course, we are also confronting the challenges of our increasingly complex and interconnected world, ongoing economic turbulence, new pressures on our environment, growing inequality, rising joblessness.

The time has come to think differently about our place on the planet. How do we build shared prosperity and an equitable future?

In January, I began my second term as Secretary-General and launched a vision for the next five years. I wanted my team to look deeply at the world today. Together, we identified five generational opportunities, five ways to shape the world we want: sustainable development; a more proactive approach to saving lives and money through preventive diplomacy by preventing conflicts, damages from disasters and human rights abuses; building a more secure world; supporting countries in transition and working with and for women and youth.

There is a threat that runs through all of this - and that is the need to focus on the intersection of global challenges.

I hope you understand. Luxembourg knows that going for the interconnections of one problem can help solve many others.

Let me share what I mean through three challenges in which you can and must continue to play an important role: sustainable development, foreign assistance and securing peace and stability.

Let me say more in detail. First, we know that building a more prosperous economy, expanding opportunities and fighting climate change are all linked together.

I commend the Government of Luxembourg for its strong commitment to sustainable development. I salute your action to create institutions such as the High Council - and your law to help coordinate sustainable development policy.

Now we face a major global test. Twenty years ago, world leaders gathered in Rio de Janeiro for the first world Earth Summit. In less than seventy days, the world will meet again for the Rio+20 meeting, the UN Conference on Sustainable Development.

As I see it, this is one of the most important UN gatherings in years. It aims to lay out a road map to our common future, a future that is fair, equitable and, above all, sustainable.

In the next twenty years, the world will need at least 50% more food, 45% more energy and 30% more water.

We need an outcome from Rio+20 that connects the dots between these challenges, between climate change and empowerment and urbanization, poverty, inequality and the empowerment of the world's women and young people. An outcome that is both practical and transformational.

I am very pleased that Luxembourg's delegation to Rio+20 will be led by His Royal Highness, the Grand Duke - a first for a United Nations conference. He will be joined by Heads of State and Government from more than 125 nations. It is essential that we aim high - and achieve much.

Honourable members, ladies and gentlemen, we face another great test - a test of our resolve and solidarity.

We all recognize the dictates of the new era of austerity. Budgets are tight. Yet a handful of countries like Luxembourg have kept the proper perspective.

You are not cutting back on your contributions to realizing the Millennium Development Goals by the year 2015.

And there is much more good news on the development cooperation front. Smart investments are reducing child mortality - slowing the spread of HIV/AIDS - cutting poverty worldwide.

I carry the same message to leaders everywhere I go: do not let up. Keep supporting the world's poor. Keep investing in success. Do not let the economic crisis block progress in fighting poverty. Cutting aid will not balance your budgets, but it will hurt the most vulnerable of our human family.

Let the world learn from Luxembourg that development cooperation is not charity. It is common sense investment in security and prosperity.

And I am very grateful that the Luxembourgish Government has paid already 1.04% of its Gross National Product towards official development assistance. You are one of the very few countries who have been meeting your commitment.

Honourable members, ladies and gentlemen, my third and final area of focus - your role in promoting security around the world.

Luxembourg has been a generous contributor to the United Nations peacekeeping, starting with Korea more than 60 years ago.

You were a pioneer in contributing to the Peacebuilding Fund to support countries making the transition from conflict to peace. Luxembourg has also been very active in the Peacebuilding Commission. I commend your recent work to promote national reconciliation and a better life for the people of Guinea.

You have also established a privileged partnership with another set of countries far from the global spotlight - the nations of the Sahel region of West Africa. Once again, you have taken a regional approach. As always, you are keenly aware of the potential spillover effects.

I want to make the most of this occasion today to highlight what I call the cascading crisis sweeping the Sahel. Across the region, we see growing conflict and unrest, more people being displaced, rising food and fuel prices and severe drought. The statistics are sobering: 15 million people are directly affected. More than 200,000 children died of malnutrition last year - and another one million are threatened right now.

Events in Libya have made an already difficult security and humanitarian situation even worse.

Many thousands returned home to the Sahel. Some were migrant workers, but others are armed fighters, criminal elements bringing with them large quantities of light and heavy weapons and ammunition.

In Mali, the Tuareg rebellion in the North has uprooted at least 200,000 people.

Neighbouring countries are assisting refugees who escape across borders, but those who are internally displaced receive little help. Humanitarian agencies cannot access many parts of the region.

Distinguished members of the parliament, a multifaceted crisis demands a multifaceted response.

Donors such as Luxembourg have been generous. Yet still, international response plans across the region are less than 40 per cent funded.

And the crisis has yet to peak.

I know we can count on Luxembourg. And today I call upon the world to respond.

Simply put, we must do more - and do it quickly.

By acting decisively and with practical vision now, we can head off future crises.

Across the board, we need to think differently. If the cascading crisis in the Sahel demonstrates anything, it is the need to dig deeper, to get at the root causes of conflict.

In the Sahel, particularly, those roots can be traced to scarcities of water and food, pressures on land, the lack of development and rampant insecurity.

We see this playing out between Sudan and South Sudan. The unrest there is not only about oil but also access to other limited natural resources.

Years ago, I saw the same dynamic at work when I visited Darfur. And I will never forget flying over the Sahel and seeing Lake Chad, which had shrunk to one-tenth its size in just 30 years.

That brings me back to where I started - the linkages between challenges and the priority of sustainable development.

We must deal with these issues in a comprehensive way - not merely as isolated, unrelated problems of armed conflict, political instability or economic development.

That is why my strategy, like your strategy, is to identify those crucial connections - and then drive hard at them with integrated, well-planned solutions.

That is the way to make the most impact.

That is the way to solve 21st century challenges.

Mister President, Mister Prime Minister, honourable members, ladies and gentlemen, Luxembourg is not only at the crossroads of issues, you are also very present at a crossroads of the United Nations itself - in a place where diplomats, tourists and conference-goers all mix.

In the shadow of the UN General Assembly building in New York, there is a gift from Luxembourg to the United Nations. You must have all seen it. It is a remarkable sculpture called „The Knotted Gun" - I have seen it, the replica, in my dear friend Foreign Minister's office and it is one of the most popular works of art at the UN. It is a large revolver with the barrel artfully twisted so that it will never shoot again.

It has been called, and I quote: „a symbol that encapsulates, in a few small curves, the greatest prayer of humanity - a prayer that asks not for victory, but for peace". Unquote.

I believe in that sculpture. I believe in that message. And today, I want you to know that I see it as a symbol of all that Luxembourg contributes to our work - your generosity, your humanity, your vision for a more just and better world for all.

That is what you are - that is what I know you will continue to be.

A nation that is equally proud of its independence and its connections.

Your national motto puts it well: Mir wëlle bleiwe wat mir sinn.

Vive Lëtzebuerg.

Villmools Merci.

Thank you very much. Merci beaucoup.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Monsieur le Secrétaire général, pour votre discours passionnant et engagé.

Nous allons maintenant passer à la séance de questions et de réponses. Chaque groupe et chaque sensibilité politique pourra poser une question à Monsieur le Secrétaire général; les questions seront alternées majorité-opposition.

Je vais d'abord céder la parole à Monsieur Norbert Haupert du groupe politique chrétien social qui va poser la première question.

3. Séance de questions et de réponses

1) Question posée par le groupe parlementaire CSV

M. Norbert Haupert *(CSV)*.- Monsieur le Président, Excellence, permettez-moi tout d'abord de vous remercier pour votre chaleureuse et excellente intervention devant la Chambre ici à Luxembourg et pour avoir accepté de répondre aux questions de nos députés.

Monsieur le Secrétaire général, la faim dans le monde constitue un des plus grands fléaux de notre époque et la mortalité infantile une des plus grandes injustices.

Pour lutter contre ce drame humain, l'Organisation des Nations Unies, à travers les objectifs du millénaire, s'est fixé comme but de réduire entre 1990 et 2015 de moitié la proportion de la population qui souffre de la faim et de deux tiers le taux de la mortalité des enfants de moins de cinq ans.

Selon les chiffres de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, chaque jour plus de 25.000 personnes, dont 21.000 enfants, meurent de sous-nutrition et plus de 800 millions de personnes souffrent aujourd'hui de sous-nutrition chronique, dont la plupart vivent dans les pays en voie de développement.

Aujourd'hui, la mortalité des enfants de moins de cinq ans est dix fois plus élevée dans les pays soi-disant pauvres que dans nos pays industrialisés. Au niveau mondial, 57 enfants sur 1.000 meurent avant d'avoir atteint l'âge de cinq ans. Même si ce taux constitue une réduction de 35% par rapport à l'année 1990, l'objectif du millénaire, c'est-à-dire une réduction de deux tiers est loin d'être atteinte.

Sachant que la lutte contre la mortalité infantile vous tient particulièrement à cœur, je me permets de vous demander, Monsieur le Secrétaire général, quelles seraient, d'après vous, les mesures qu'il faudrait entreprendre d'urgence pour atteindre tant soit peu les objectifs du millénaire et surtout pour réduire avec plus d'efficacité et de manière encore plus significative le taux de mortalité infantile dans le monde et surtout dans les pays en voie de développement?

M. Ban Ki-moon, *Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies*.- Thank you. Merci de m'avoir posé une question en français. Mais si vous le permettez, je voudrais répondre en anglais, parce que l'anglais est plus facile pour moi maintenant.

This child mortality and women mortality, it has become a very serious issue. It's really sad to see so many children die, even before they reach their fifth birthday. And every 90 seconds - one minute and a half -, a woman dies because of complications from pregnancy or childbirth.

Again, every one minute, a child dies. So we have to stop and prevent this tragedy. The United Nations, not only in the Millennium Development Goals, we have very important objectives to reduce child and women mortalities. These are preventable deaths. These are unnecessary deaths. This has become a very serious human rights issue.

Recently, we have initiated a very important initiative which is known as „Every Woman Every Child". But despite this economic crisis, we have generated 40 billion dollars. And in addition to this, to address these child mortality issues, we have initiated this „Scaling Up Nutrition" campaign.

If you abbreviate Scaling Up Nutrition, it becomes SUN, S U N - Scaling Up Nutrition.

This SUN gives us some sun, you know, hope to children. It was initiated by the European Union, together with the Secretary of State Hillary Clinton and myself. We did it two years ago and it has become a very strong public private partnership.

The „Every Woman Every Child" initiative has become, I think, the most important, the most successful public private partnership, raising 40 billion dollars. We are very much encouraged by this. But we will have to do more.

If you travel to many African countries, there are still many people dying from malaria and tuberculosis. We will be able to see if we do well within three years to see child death caused by malaria. We may not be able to eliminate malaria on the Earth, but at least by providing better nets to many children, we will be able to keep these children from mosquito attacks and thus save their lives.

Our motto, our target is by 2015: zero deaths caused by malaria. Then by 2015 through these Millennium Development Goals, we will eradicate this polio. Then by 2015, we will see zero mother-to-child transmission of HIV - we will try to get rid of all this, tetanus and measles. Those are five major killers on which we are now focusing, including women and child death.

Thank you very much.

M. le Président.- Merci beaucoup pour cette réponse. La prochaine question est de Monsieur Xavier Bettel du groupe politique démocratique. Monsieur Bettel, vous avez la parole.

2) Question posée par le groupe parlementaire DP

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Merci, Monsieur le Président.

Monsieur le Secrétaire général, Excellence, ma question concerne la situation actuelle au Mali.

Depuis le renversement du président Touré le 22 mars dernier, le Mali traverse une phase d'instabilité politique et territoriale très préoccupante. Le 10 avril courant «les membres du Conseil de sécurité des Nations Unies ont pris acte […] de la signature de l'accord-cadre entre les auteurs du coup d'État au Mali et les médiateurs de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).»

Le rétablissement de l'ordre constitutionnel au Mali avec la désignation du Président de l'assemblée nationale malienne à la tête du pays et l'instauration du premier ministre et d'un gouvernement intérimaire sont des pas importants pour rétablir la paix et la stabilité au Mali.

Cependant, et ce sont des dépêches que j'ai lues encore il y a quelques heures, ce matin, de nombreuses arrestations ont eu lieu de certaines personnes qui avaient été libérées il y a quelques semaines, qui ont été arrêtées ce matin. Une source sécuritaire malienne les a confirmées. Il y a même un officiel, Monsieur le Secrétaire général, qui a affirmé que le moment venu, on dira ce qu'on leur reproche - ce qui est un système un peu spécial.

Il y a aussi une autre grande question, Monsieur le Secrétaire général, c'est le spectre de la sécession du Nord du Mali du reste du pays et n'est cependant pas écarté comme l'indiquent les déclarations du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA). L'Algérie a d'ores et déjà déclaré qu'elle n'acceptera pas une remise en cause de l'intégrité territoriale du Mali. À cela s'ajoute aussi que de grandes inquiétudes subsistent, comme le Conseil de sécurité l'a précisé en évoquant «la menace terroriste accrue dans le nord du Mali due à la présence de rebelles membres d'„Al-Qaïda dans le Maghreb islamique" (AQMI) et d'autres éléments terroristes».

L'on rapporte par ailleurs, et vous l'avez dit aussi tout à l'heure, que depuis janvier, plus de 210.000 réfugiés ont été déplacés dans le Nord du pays avec une sécheresse qui aggrave une situation humanitaire qui est déjà très alarmante à ce jour.

Permettez-moi donc, Monsieur le Secrétaire général, de solliciter de votre part de nous expliquer quels sont les moyens que l'ONU entend se donner pour répondre à la crise au Mali, une crise à facettes multiples qui se caractérise par la remise en cause de l'intégrité territoriale du pays, la menace terroriste, une situation humanitaire dramatique et le risque de conséquences pour les pays voisins.

M. Ban Ki-moon, *Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies*.- You know, in a nutshell, this Mali situation has happened because they were affected by this perfect storm: this political instability, long spell of drought, this economic crisis and also this rebellion. This three-pronged crisis has led to the Mali situation.

Since the beginning of this Libyan crisis last year, we were very worried that the situation in Sahel may one day explode. In December last year, I dispatched an Interagency Assessment Team to Sahel. First to assess the political stability issues and also the economic situation.

I reported it to the Security Council. The Security Council gave its full support to my proposals.

In April, we have seen the unconstitutional overthrow of this Malian Government. President Touré has been deposed, all his Government. I immediately worked very closely, very swiftly with African leaders. The African Union and more importantly the chairman of ECOWAS, the CEDEAO.

The President of Côte d'Ivoire, Mr. Ouattara; he himself was a victim of this kind of unconstitutional process. So he told me that he knows more than anybody else about the unacceptability of this situation and he will do his best in coordination with regional leaders.

I have spoken to all the regional leaders and the President of Burkina Faso, Mr. Compaoré, was appointed as mediator of this. And they immediately took some actions.

Now, with all these interventions by the United Nations - our Security Council and myself, my special representative, Mr. Said Djinnit, who went to the scene -, there was a restoration of the constitutional order by appointing President Traoré as an interim president. I have spoken to him immediately after he was sworn in. I offered - the United Nations - a strong support for his leadership and he has to ensure political stability there.

The more important, the most serious question is Tuareg rebels, who are linked with this AQIM, this Al-Qaida in the Maghreb. They have taken half the territory of the northern side of Mali. We'll have to take a very firm position. I understand that the members of the CEDEAO are very seriously considering this one.

While they seem to expect the United Nations to intervene with the peacekeeping operations, we believe that this should be done by the regional organizations, led by the CEDEAO.

They are now seriously considering whether to mobilize their CEDEAO military forces. President Ouattara told me, it would take two to three months. But two to three months will be a very long time and we are really asking them to take a firm and principaled position.

The African Union since long has taken the very principaled position that they will never allow any unconstitutional overthrow of government by a military coup d'État. They have immediately suspended Mali, they have immediately suspended Guinea-Bissau from the African Union. This is sort of a sanction, but there may be some more ways to put a pressure on these people. The military junta leaders have gone back in Mali, but it will be more of a problem in Guinea-Bissau, because the President Pereira and his Prime Minister Gomes are still under detention. We do not know about their fate, but I believe that they are still under detention.

We are very cautiously approaching, first of all to rescue and protect their human lives as well as to resolve this issue through political means. So the United Nations is very closely working together with the African Union and the CEDEAO leadership.

Thank you.

M. le Président.- Merci, Monsieur le Secrétaire général. La prochaine question sera posée par M. Ben Fayot du groupe politique socialiste. Monsieur Fayot, vous avez la parole.

3) Question posée par le groupe parlementaire LSAP

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Merci, Monsieur le Président.

Monsieur le Secrétaire général, d'abord merci d'être présent parmi nous, merci aussi de votre discours flatteur pour notre pays. En tant que Président de la Commission des Affaires étrangères, je voudrais dire combien nous apprécions votre engagement personnel pour la paix, la solidarité et la stabilité et aussi évidemment celui de vos collaborateurs dont nous avons rencontré un certain nombre dans notre Chambre.

Monsieur le Secrétaire général, à l'heure qu'il est, la population syrienne se trouve soumise à une répression terrible du fait d'avoir demandé le respect des droits de l'Homme et la liberté. Plus de 9.000 personnes sont mortes depuis le début de cette révolte, plus de 24.500 personnes sont dans des camps de réfugiés à la frontière turco-syrienne. Vous avez vous-même demandé le cessez-le-feu, vous avez envoyé votre prédécesseur, Monsieur Kofi Annan, dans la région pour faire passer un plan de paix. Heureusement samedi dernier le Conseil de Sécurité à l'unanimité a adopté une résolution en vue d'envoyer une mission d'observation pour faire respecter le cessez-le-feu et aussi pour peut-être préparer une mission humanitaire dans ce pays. Donc l'ONU a joué son rôle certainement.

Ma question est de savoir comment vous implémentez maintenant cette Résolution 2042 et quelles sont selon vous les perspectives de paix interne de la Syrie.

Merci.

M. Ban Ki-moon, *Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies*.- Thank you for your strong commitment and support for the United Nations role in the Syrian case. The Syrian case has been during one year, over one year, and has led to an unacceptable, intolerable stage where, as you said, more than 9,000 people have been brutally killed. It may include some national security forces who were killed by opposition forces, but what is important is that it is the Syrian government who started this violence and killed many, many thousand people without sense of any accountability, any humanity, any sense of human rights. All these human rights and humanitarian laws have been abused.

Now, with the Security Council resolution mandating me to deploy an advance mission of up to 30 members as of today, the advance of the advance team has arrived already and now they have begun their work. But they are just a few. This number will be increased to 30. But by tomorrow I am going to propose a concrete proposal to the Security Council again to increase this number to 250 unarmed soldiers as members of a supervision mission. I hope that the Security Council will act swiftly and positively on this.

We will try our best to deploy these 250 people as swiftly as possible. Yesterday in Brussels, I have discussed this matter with the European Union leadership, President Barroso and President Van Rompuy, how the United Nations can work together and get logistical support from the European Union including air assets for mobility because the country is so big and to make sure that 250 people will be able to be effective and efficient, that we will have very efficient mobility. So there will be many ways the European Union will be able to help us.

But what is important at this time is that we have to be very much mindful of the very fragile process of cessation of violence. It can be broken any time by just a few gunshots, as we have seen during the last five days. There may be people on both sides, government and opposition side, who do not want to cooperate to

this cessation of violence. And therefore I have been urging that Syrian authorities must demonstrate maximum restraint - this is very important - so that this cessation of violence can hold and can continue, so that the humanitarian access can be made and so that the inclusive political dialogue can begin as soon as possible to resolve this in a political way. This is our plan at this time.

You cannot be optimistic, but we should not be pessimistic. The process has begun for a cessation of violence, even though we have seen sporadic violence. It depends upon the political will of the Syrian government whether they will continue to keep this cessation of violence. I'm working very hard on this. Let us see - after my proposal of 250 supervision mission is passed - then I think this will have a much greater impact to control the situation on the ground.

Thank you very much.

M. le Président.- Merci beaucoup. Je vais maintenant céder la parole à Monsieur Félix Braz du groupe politique «les Verts» qui posera la prochaine question. Monsieur Braz, vous avez la parole.

4) Question posée par le groupe parlementaire déi gréng

M. Félix Braz *(déi gréng)*.- Merci, Monsieur le Président.

Monsieur le Secrétaire général, notre groupe parlementaire «les Verts» est très heureux de vous accueillir et de pouvoir saluer votre engagement personnel et celui de l'organisation que vous représentez.

Monsieur le Secrétaire général, l'architecture du Conseil de Sécurité des Nations Unies correspond à l'idée que la communauté internationale se faisait du maintien de la paix au lendemain de la Seconde guerre mondiale. Malheureusement, l'expérience nous a montré que le Conseil de Sécurité n'est pas toujours capable d'engager une action déterminée, même face à des évènements de première importance.

La situation en Syrie, Monsieur le Secrétaire général, et les exactions du régime au pouvoir n'en sont malheureusement que les exemples les plus récents. L'impression que peut en retenir l'opinion publique est celle que la défense de la paix et la protection des droits humains sont parfois sacrifiées sur l'autel des intérêts nationaux et géopolitiques des nations qui ont le pouvoir de veto.

Faut-il dès lors modifier l'architecture des Nations Unies, en particulier celle très délicate évidemment du Conseil de Sécurité? Si oui, comment?

Merci.

M. Ban Ki-moon, *Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies*.- The reform of the Security Council has been for many years - at least for 20 years - one of the most important reform agendas of the United Nations. Considering that the United Nations were founded in 1945, it has been 66 years.

Considering such dramatic changes in international political scenes, and considering that the UN Charter and Security Council were established when there were only 51 members of the United Nations; now we have 193 members. Therefore, one may argue that this was established reflecting only 25% of the membership. So there is all the convincing reason that the Security Council should be changed in a more representative way, more democratic and more transparent way. So on that position, on those points, I think Member States have a common understanding and even an emerging consensus.

But how to change the Security Council, I think for that nothing has been agreed. It has been proven to be an extremely difficult end contentious process. The Member States have begun this reform process 20 years ago in an open-ended working group format. So for 17 years, they have not been moving anything.

During the last three years, the General Assembly in its informal session has been negotiating on this matter and the Member States have presented their proposals. There are hundreds of proposals, all different, but these proposals should be streamlined and focused on mutually acceptable ideas, but nothing has been done so far. Therefore, it has been quite a difficult one.

There are many groups depending upon the regional groups or small regional groups. All individual countries, they have all different, different groups.

Largely there are two groups.

One is what is known as the so-called "G-4 groups", or aspirant groups, who really want to be permanent members of the Security Council. You know who all the G-4 are: Germany, India, Brazil and Japan.

There is the Uniting for Consensus group who belongs to middle power groups. Their positions are almost directly opposed. They have not been able to agree on that. I sincerely hope that member states will go beyond their national or regional or block interest, so that they can have reforms of the Security Council, so the Security Council can address more effectively all these challenges which we have been experiencing.

Thank you very much.

M. le Président.- Merci. La parole est maintenant à Monsieur Fernand Kartheiser de la sensibilité politique «Parti démocrate réformateur», qui va poser la prochaine question.

5) Question posée par la sensibilité politique ADR

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Excellence, permettez-moi tout d'abord de joindre notre voix à toutes celles qui vous ont souhaité la bienvenue ici au parlement, à toutes celles aussi qui vous ont remercié pour votre excellent discours et à toutes celles qui ont dit que votre présence parmi nous aujourd'hui est en effet un très grand honneur, à la fois pour notre parlement et pour notre pays.

Notre question concerne la politique des Nations Unies pour la protection du climat. À cet effet les Nations Unies - deux organismes de l'ONU - qui s'occupent depuis plusieurs années déjà de cette question ont mis en place le Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat, le GIEC, avec l'aide donc de l'organisation météorologique mondiale et le programme des Nations Unies pour l'environnement. D'ailleurs, cet effort a été récompensé en 2007 par le Prix Nobel de la Paix.

Or depuis, il y a eu certaines critiques contre les travaux du GIEC qui ont porté à la fois sur la qualité scientifique de certaines de ces publications et sur ce qui a été perçu comme une politisation des résultats scientifiques. Ces critiques ont mené certains États à revoir, à affaiblir peut-être, leur engagement en matière de protection de l'atmosphère contre des émissions potentiellement nocives.

C'est pourquoi notre question porte sur la manière, Monsieur le Secrétaire général, par laquelle les Nations Unies pourront rétablir ou protéger la crédibilité du GIEC afin que ces travaux soient scientifiquement pertinents et qu'ils soient protégés contre une politisation des résultats scientifiques.

Je vous remercie.

M. Ban Ki-moon, *Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies*.- The climate change is the number one priority. This is not only the number one priority of the United Nations, but the whole of the international community. Climate change impacts any country around the world, all the countries around the world.

But unfortunately the members of the international community have consumed all our limited resources in the name of prosperity. I believe that many scientists believe that our planet Earth is now standing on a tipping point, and not many people realise that there is a planetary limit. So we should understand that there is a planetary limit. Thus, this climate change should be on top of our global agenda. That's a part of, again, sustainable development which, including climate change, should be a number one priority for our humanity.

During the last five years as a Secretary-General, I have been really doing my best efforts trying to raise awareness - political awareness, scientific awareness and social awareness - on climate change issues.

I think we have succeeded in raising the awareness on the importance and seriousness and urgency of this climate change issues. The IPCC, Intergovernmental Panel on Climate Change, was created with some 2,000 of the world's best scientific advisers. This is a not well-established organization, this group of 2,000 scientists who have been working on almost a voluntary basis on this impact of climate change. They have released assessment reports, up to now four reports, and the fifth report is going to be released maybe next year or in 2014.

Now there were some questions raised about the validity or usefulness of the recommendations of IPCC, unfortunately, by certain leakages of information or... I am not sure. I do not know why these kinds of questions have been raised from the beginning. There are some people who do not believe in the impact of the phenomenon of climate change. There are some very conservative fundamentalist people who do not believe. But they are a minority.

The whole scientific community as well as the whole world is now of the view that they believe that climate changes are happening. So we have to trust these scientific findings.

Now, just to dispel this kind of unnecessary unfounded problems, I have established in 2010 the InterAcademy Council composed of the best scientists. And they started all this and they made some recommendations. And they found some way of managing all these recommendations and compiling this and also reviewing these recommendations.

The IPCC adapted as a way of changing the way of working, a conflict of interest policy. This is some improvement to give some more credibility and trust and confidence on the way IPCC is doing. But I think we should not question only for the sake of raising this issue or making trouble by certain anti-climate change believers. I'm telling you as the Secretary-General of the United Nations, even though I'm not a scientist. But scientific finding has made it plainly clear that climate change is happening.

To strengthen my own conviction, I have travelled all the places around the world where I could see for myself, with my own eyes, the impact of climate change. I believe that I'm the only world leader who has visited both Poles - South and North; Antarctica and the North Pole. And I have been to many places, like Lake Chad - I have already said in my remarks -, where in just 30 years this ocean-like lake has shrunk to one tenth of its original size.

If you go to the Aral Sea - it was kind of a sea -, in just 40 years, because of the mismanagement during the Soviet area, this sea has just dried out. There's a huge salt field. All this once ocean became just a salt field. You cannot fly over it with a helicopter because of the fear of this wind; the salt may affect these helicopters, unless you fly very high. It was very frightening and I have seen many ships just stranded on the sand. These ships and boats were on the water in the sea. They had just stranded. If you go to the Aral Sea - there is no sea in fact -, you will see this.

I have seen the Kilimanjaro Mountains where the ice has been melting. And I have gone to the Brazilian rainforest where all this cutting woods - deforestation - has caused serious environmental problems. So the United Nations are very much working together. Encouragingly, in December last year in Durban, the member states have agreed to agree on a comprehensive binding treaty by 2015 and allow five more years, so that this treaty will be ratified to be effective. So we will be very much determined and committed to realize this commitment.

Thank you.

M. le Président.- Merci. La dernière question est de Monsieur Serge Urbany de la sensibilité politique „la Gauche". Monsieur Urbany, vous avez la parole.

6) Question posée par la sensibilité politique déi Lénk

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Merci, Monsieur le Président.

Monsieur le Secrétaire général, à l'article 1er de la Charte des Nations Unies figurent non seulement l'égalité des droits des peuples, mais également la résolution des problèmes internationaux d'ordre économique.

Alors je voudrais savoir quelles sont vos propositions afin d'assurer le rôle central de l'ONU, également quant à ces questions et notamment quant à la régulation des finances et au commerce international qui sont tellement importants pour le développement non seulement durable, mais aussi égal de tous les peuples?

Comment sont notamment réalisées les recommandations de la commission Stiglitz - de l'économiste bien connu -, instituée par l'Assemblée générale des Nations Unies en 2009 et prévoyant entre autres «de dépasser le G-7, le G-8 et le G-20 pour englober la planète entière, le Groupe des 192», donc en matière économique, et d'instituer à cette fin un Conseil économique mondial?

Ses conclusions prévoyaient également des normes plus strictes de fonctionnement du système financier international et de s'attaquer plus fermement aux paradis fiscaux et au secret bancaire.

Et elles prévoyaient finalement des réformes plus fondamentales des institutions de Bretton Woods, comme la Banque mondiale et le Fonds Monétaire International.

Je vous remercie pour votre réponse.

M. Ban Ki-moon, *Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies*.- As you are already aware at the start, at the beginning of the world financial crisis in late 2008, the then President of the General Assembly, during the 63rd session of the General Assembly, convened a commission of experts, led by Nobel laureate Joseph Stiglitz, composed of leading economists, politicians and practitioners. The commission's recommendations are very useful in discussing all this with the Member States on how to address the impact of this financial crisis at that time.

The General Assembly then agreed to establish an ad hoc open-ended working group to follow up on the issues contained in the final document of the conference on the financial and economic crisis and its impact on development. Because of the universal membership, I believe that the United Nations are the only organization which has legitimacy in addressing all these issues.

You have seen the establishment of the G-20. There were a lot of talks about the legitimacy of the G-20. That decision made by the G-20 was then whether it will have a legal impact on the member states of others. I believe that this G-20 is sort of a consultative body of the world leaders. Of course, the G-20 has the membership of 85% of global population and almost 80% of GDP.

So it has a huge impact and even some legitimacy, but at the same time, we should know that there are 173 countries who are not participating. Therefore, as the Secretary-General, I've been trying to balance between the concerns of the G-173 and G-20, at the same time as the importance and urgency of addressing this financial crisis. It would be after all the G-20 member states whose economic policies will matter.

It will be the European Union - 27 countries - whose economy might have a greater impact than most of the world powers. Therefore, most of the important countries are represented in the G-20.

Now, there have been some, again, concerns raised and the necessity, the importance raised to change international financial institutions - the World Bank and IMF -, whether the system of the World Bank and IMF should maintain in such a way as it was established a long time ago, immediately after World War II.

The one important decision was to increase the share of the developing world in the World Bank and IMF. The G-20 leaders have recommended that there should be at least a 5% increase in the voting share of the developing world. I think it has been decided by the board members of the World Bank and IMF. This one could be an example of making progress in terms of changing, adapting themselves to the change of the situation in terms of systems. But in terms of addressing this acute financial crisis, I believe that the European Union is now very actively addressing this issue and the G-20 leaders are really working very hard to coordinate their economic policies, so that all these coordinated economic policies may help stimulate the world economy.

Thank you very much. Thank you.

M. le Président.- Merci beaucoup, Monsieur le Secrétaire général. Nous sommes arrivés à la fin de notre séance.

Permettez-moi de vous remercier encore une fois pour votre disponibilité, d'avoir accepté de prendre la parole dans cette enceinte et surtout d'avoir répondu aussi promptement à toutes les questions de mes chers collègues.

Merci beaucoup, Monsieur le Secrétaire général.

(Applaudissements)

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn elo um Schluss vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzunge si virgesi fir de 24. an de 26. Abrëll.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.35 heures)

d'Chamber online op
www.chd.lu

SÉANCE 24

MARDI,
24 AVRIL 2012

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • M. Paul Helminger, Doyen

Sommaire

1. Hommage à la mémoire de M. Claude Pescatore, Député honoraire
- *M. le Président*

2. Communications
- *M. le Président*

3. Résolution relative à la proposition modifiée de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2001/83/CE en ce qui concerne l'information du public sur les médicaments soumis à prescription médicale ainsi que d'une proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) 726/2004 en ce qui concerne l'information du public sur les médicaments à usage humain soumis à prescription médicale (documents COM(2012) 48 et COM(2012) 49)

- Art. 169(5) du Règlement de la Chambre
- *M. le Président*
- *Vote sur la résolution (adoptée)*

4. Résolution relative à la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à la transparence des mesures régissant la fixation des prix des médicaments à usage humain et leur inclusion dans le champ d'application des systèmes publics d'assurance-maladie (document COM(2012) 84)

- Art. 169(5) du Règlement de la Chambre
- *M. le Président*
- *Vote sur la résolution (adoptée)*

5. Ordre du jour
- *M. le Président*

6. Heure de questions au Gouvernement

- Question n°153 du 24 avril 2012 de M. Claude Haagen relative à la périodicité des contrôles techniques des véhicules routiers, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures
- *M. Claude Haagen - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

- Question n°154 du 20 avril 2012 de M. Fernand Etgen relative à la déclaration d'intention de coopération en matière de défense signée en date du 18 avril 2012 par la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg, adressée à M. le Ministre de la Défense
- *M. Fernand Etgen - M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de la Défense*

- Question n°155 du 24 avril 2012 de M. Fernand Diederich relative aux règles régissant l'installation d'antennes paraboliques, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région
- *M. Fernand Diederich - M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*

- Question n°156 du 24 avril 2012 de M. Roger Negri relative à la sécurité constructive dans les tunnels autoroutiers en cas d'accident, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures
- *M. Roger Negri - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

7. Dépôt d'une motion par M. Michel Wolter
- *M. Michel Wolter*

8. 6310 - Projet de loi portant transposition de la directive 2009/12/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2009 sur les redevances aéroportuaires et portant modification

1) de la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne;

2) de la loi modifiée du 19 mai 1999 ayant pour objet a) de réglementer l'accès au marché de l'assistance en escale à l'aéroport de Luxembourg, b) de créer un cadre réglementaire dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile, et c) d'instituer une Direction de l'Aviation civile

- *Rapport de la Commission du Développement durable: M. Marc Spautz*
- *Discussion générale: M. Fernand Etgen, M. Serge Urbany*
- *M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

9. 6395 - Projet de loi relatif à la construction de la liaison Micheville entre la route N31 et l'autoroute A4
- *Rapport de la Commission du Développement durable: M. Marc Spautz*
- *Discussion générale: M. Fernand Etgen (remplaçant M. Eugène Berger), Mme Josée Lorsché, M. Georges Engel, M. Fernand Kartheiser, M. Serge Urbany*
- *M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

10. Motion de M. Michel Wolter relative à la procédure de marché public pour inviter le Gouvernement à lancer la procédure de marché public pour inviter des opérateurs économiques à faire des offres pour la conception, le déploiement, l'opération, l'entretien et la maintenance d'un réseau de radiocommunication numérique dédié aux services de secours et de sécurité et pour inviter le Gouvernement à déposer au cours de l'année 2013 un projet de loi d'autorisation concernant le projet définitif
- *Exposé: M. Michel Wolter*
- *Vote sur la motion (adoptée)*

11. 6396 - Projet de loi relatif à l'adaptation budgétaire du projet de construction d'une route reliant Luxembourg à Ettelbruck
- *Rapport de la Commission du Développement durable: M. Lucien Clement*
- *Discussion générale: M. Fernand Etgen, M. Fernand Diederich, Mme Josée Lorsché, M. Jacques-Yves Henckes*
- *M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

12. Interpellation de M. Fernand Kartheiser sur les violences exercées contre des détenteurs d'autorité
- *Exposé: M. Fernand Kartheiser*
- *Débat: M. Ali Kaes (M. Xavier Bettel pose une question), M. Xavier Bettel, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Camille Gira, M. Roger Negri*
- *M. Fernand Kartheiser*
- *M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région (dépôt d'une documentation)*
- *M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. François Biltgen, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler et Marco Schank, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

1. Hommage à la mémoire de M. Claude Pescatore, Député honoraire

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hunn déi traureg Flicht, Iech den Doud vun dem fréieren Deputéierte Claude Pescatore matzedeelen, deen am Alter vun 89 Joer verstuerwen ass.

De Claude Pescatore ass en iwwerzeegtene Patriot gewiescht a war am Zweete Weltkrich als Resistenzler am Lëtzebuerger Fräiheetsbond aktiv, wou hie mat 19 Joer zwangsrekrutéiert gouf. 1944 ass hien dunn der Unioun vun de Lëtzebuerger Resistenzler bäigetrueden, där hire President hie vun 1997 bis 2007 wor.

Nom Krich huet de Claude Pescatore en Ingenieursstudium zu Grenoble ofgeschloss, wat him erméiglecht huet, an dem Stolwierk op den Terres Rouges unzefänke mat schaffen.

De Claude Pescatore huet eng besonnesch erfollegräich Carrière opzeweisen, an dat souwuel an der Stolindustrie, wou hien 1972 zum Directeur général adjoint vun der ARBED ernannt ginn ass an 1978 President vum Verwaltungsrot vun der MMRA gouf, wéi och spéider an der Wirtschaftswelt, wou hie President vum Verwaltungsrot vum Crédit Européen an der Foire internationale gouf.

An der Stolindustrie gëtt sech un hien erënnert als wesentleche Matwierker fir d'Schafe vun der Tripartite an de 70er Joren. Am Bankewiese gëtt sech un hien als dee Mann erënnert, deen als Éischten zu Lëtzebuerg den Chip fir Kreditkaarten agefouert huet.

Hie war awer och anerwäerts aktiv. Sou war e vun 1953 bis 2011 Member vum Verwaltungsrot vun der Fondation Pescatore an an den 80er Jore Member vum Verwaltungsrot vum „Lëtzebuerger Journal".

De Claude Pescatore kënnt aus enger traditiounsräicher liberaler Famill. Sou ass et och verständlech, datt hien de Wee an déi politesch Welt an de Reie vun der DP ageschloen hat. Um Gemengenniveau war hie vun 1981 bis 1984 am Gemengerot vun der Stad Lëtzebuerg vertrueden. Mä schonns virdru gouf hien 1979 als Zentrumsdeputéierten an d'Chamber gewielt, wou hie bis zu senger Demissioun 1984 war.

De Claude Pescatore war en extrem fläissegen Deputéierten, dee säi Wëssen als Ingenieur an der Commission des Travaux publics oder seng Erfahrung am industrielle Beräich an der Commission spéciale „Tripartite Sidérurgie" konnt afléisse loossen.

Hie war an dësem Haus awer och als kritesche Budgetsrapporteur bekannt, an an all deene Joren huet hien a senge villen Interventiounen zum Budget kee Blat virun de Mond geholl.

De Claude Pescatore ass den 12. Abrëll vun eis gaangen. Mir wäerten eis un hien erënneren als e Mënsch, deem d'Weidererhale vun der Erënnerung un den Asaz, deen eng ganz Generatioun vu jonke Lëtzebuerger opbruecht huet als Réfractairen a Resistenzler, ganz besonnesch um Häerz louch.

Senger Famill a senge Frënn gëllt haut eist häerzlecht Bäileed. Loosse mer opstoen, fir am Stëllen un dee Verstuerwenen ze denken.

(Respect d'une minute de silence)

Ech soen Iech Merci.

2. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) D'Lëscht vun deenen neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Bureau déposéiert.

2) Et goufe folgend Projeten an der Administration parlementaire déposéiert: de 27. Mäerz vum Justizminister de Projet de loi 6418 iwwert de Casier judiciaire; den 29. Mäerz vum delegéierten Nohaltegkeetsminister de Projet de loi 6419, eng Direktiv iwwert d'Aféiere vum Label écologique vun der EU; den 3. Abrëll vum Héichschoulminister de Projet de loi 6420, eng Ofännerung iwwert d'Uni Lëtzebuerg; deeselwechten Dag vum Verdeedegungsminister de Projet de loi 6421 iwwert d'Organisatioun vun der Arméi; de 4. Abrëll vum Ausseminister de Projet de loi 6422, en Accord mat Frankräich iwwert d'Zesummenaarbecht an der Sécurité sociale, an de Projet de loi 6423, en Traité tëschent den EU-Länner iwwert d'Adhésioun vu Kroatien; de 6. Abrëll vum Finanzminister de Projet de loi 6424, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert déi obligatoresch Autosassurance; den 18. Abrëll vum Nohaltegkeetsminister de Projet de loi 6426 iwwert den öffentlechen Transport, a schliesslech den 20. Abrëll vum Justizminister de Projet de loi 6427, eng Ofännerung vum Neie Code de procédure civile.

Communications du Président - séance publique du 24 avril 2012

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau. Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

***6418** - Projet de loi relatif à l'organisation du casier judiciaire et aux échanges d'informations extraites du casier judiciaire entre les États membres de l'Union européenne et modifiant le Code d'instruction criminelle*

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 27.03.2012

***6419** - Projet de loi portant certaines modalités d'application et sanction du règlement (CE) n°66/2010 du 25 novembre 2009 établissant le label écologique de l'Union européenne*

Dépôt: M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures, le 29.03.2012

***6420** - Projet de loi: modifiant la loi modifiée du 31 mai 1999 portant création d'un fonds national de la recherche dans le secteur public; modifiant la loi modifiée du 12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg*

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le 03.04.2012

***6421** - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire*

Dépôt: M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de la Défense, le 03.04.2012

***6422** - Projet de loi portant approbation de l'Accord sous forme d'échange de lettres entre le Gou-*

vernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française pour le développement de la coopération et de l'entraide administrative en matière de sécurité sociale des 11 avril et 17 juin 2011

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 04.04.2012

***6423** - Projet de loi portant approbation du Traité entre le Royaume de Belgique, la République de Bulgarie, la République tchèque, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République d'Estonie, l'Irlande, la République hellénique, le Royaume d'Espagne, la République française, la République italienne, la République de Chypre, la République de Lettonie, la République de Lituanie, le Grand-Duché de Luxembourg, la République de Hongrie, la République de Malte, le Royaume des Pays-Bas, la République d'Autriche, la République de Pologne, la République portugaise, la Roumanie, la République de Slovénie, la République slovaque, la République de Finlande, le Royaume de Suède et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (États membres de l'Union européenne) et la République de Croatie relatif à l'adhésion de la République de Croatie à l'Union européenne et de l'Acte final, signés à Bruxelles, le 9 décembre 2011*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 04.04.2012

***6424** - Projet de loi portant modification de:*

1) la loi modifiée du 16 avril 2003 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs;

2) la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 06.04.2012

***6426** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 29 juin 2004 portant sur les transports publics*

Dépôt: M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 18.04.2012

***6427** - Projet de loi portant modification de l'article 257 du Nouveau Code de procédure civile*

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 20.04.2012

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Résolution relative à la proposition modifiée de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2001/83/CE en ce qui concerne l'information du public sur les médicaments soumis à prescription médicale ainsi que d'une proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) 726/2004 en ce qui concerne l'information du public sur les médicaments à usage humain soumis à prescription médicale (documents COM(2012) 48 et COM(2012) 49)

- Art. 169(5) du Règlement de la Chambre

D'Commission de la Santé et de la Sécurité sociale huet an hirer Réunioun vum 19. Abrëll 2012 décidéiert, en Avis politique un d'Europäesch Kommissioun ze riichten, deen d'Dokumenter COM(2012) 48 an 49 iwwert d'Informatioun vun de Leit iwwert d'Medikamenter, déi een op Ordonnance kritt, betrëfft.

D'Kommissioun huet wuelverstane kee Problem, wat de Respekt vum Subsidiaritéitsprinzip ugeet, mä wollt politesch Bedenken zum Ausdrock bréngen, sou wéi et den nationale Parlamenter an där sougenanntener „Barroso-Initiativ" erlaabt ass.

D'Prozedur, déi hei applizéiert gëtt, ass geregelt am Artikel 169 vun eisem Chambersreglement. Den Avis politique vun der Santéskommissioun ass lech a Form vun enger Resolutioun verdeelt ginn.

Résolution

La Chambre des Députés,

- considérant l'article 169 du Règlement de la Chambre des Députés;

- rappelant que la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale a été saisie d'une proposition modifiée de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2001/83/CE en ce qui concerne l'information du public sur les médicaments soumis à prescription médicale ainsi que d'une proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) 726/2004 en ce qui concerne l'information du public sur les médicaments à usage humain soumis à prescription médicale (COM(2012) 48 et COM(2012) 49);

- constatant que la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale a adopté lors de sa réunion du 19 avril 2012 un avis politique au sujet des initiatives législatives précitées et relevant du contrôle du respect des principes de subsidiarité et de proportionnalité;

décide d'adopter cet avis politique de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale ayant la teneur suivante:

«L'objectif politique général des propositions visant à modifier respectivement la directive 2001/83/CE et le règlement (CE) 726/2004, selon la Commission européenne, est d'assurer le bon fonctionnement du marché intérieur des médicaments à usage humain et de mieux protéger la santé des citoyens de l'Union européenne.

Les principales mesures proposées visent

- l'obligation d'une information de haute qualité par l'application cohérente de normes européennes clairement définies,

- un meilleur encadrement des réseaux de communication et l'adaptation aux besoins des patients,

- le contrôle préalable de l'information.

Les textes en question sont ainsi censés compléter les objectifs globaux de la législation européenne dans le domaine pharmaceutique.

Les documents précités ont été renvoyés à la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale afin qu'elle vérifie la conformité de ces propositions communautaires aux principes de subsidiarité et de proportionnalité consacrés à l'article 5 du Traité sur l'Union européenne.

La Commission de la Santé et de la Sécurité sociale ne décèle dans les propositions communautaires en question pas d'élément enfreignant formellement le principe de subsidiarité ou de proportionnalité.

Toutefois, après avoir étudié les antécédents de l'instruction des textes dans les instances européennes, la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale a pris connaissance des oppositions catégoriques de plusieurs États membres dont celle du Luxembourg et elle partage les nombreuses critiques visant le fond et l'orientation générale des textes en cause.

La Commission de la Santé et de la Sécurité sociale est d'avis que les lacunes des textes s'articulent principalement autour des points suivants:

- absence de distinction claire entre information objective du public et publicité. Sur ce point, la commission considère que les propositions communautaires font la part trop belle à l'industrie pharmaceutique à laquelle il ne doit pas être permis, au-delà de l'information objective nécessaire, d'influencer le public par des informations qui s'apparentent plutôt à des campagnes de publicité,

- création de trop nombreuses charges administratives,

- insuffisance des garanties proposées concernant le système des contrôles ex ante.»

(s.) Lydia Mutsch, Sylvie Andrich-Duval, Josée Lorsché, Paul-Henri Meyers, Carlo Wagner.

E Vote sans débat gëtt virgeschloen. Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Vote sur la résolution

Wie mat dëser Resolutioun d'accord ass, ass gebieden, d'Hand ze hiewen.

Dat schéngt mer d'Unanimitéit vun dësem Haus ze sinn. Domadder ass dës Resolutioun ugeholl, an ech leeden dann och den Avis un déi zoustänneg europäesch Instanz weider.

4. Résolution relative à la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à la transparence des mesures régissant la fixation des prix des médicaments à usage humain et leur inclusion dans le champ d'application des systèmes publics d'assurance-maladie (document COM(2012) 84)

- Art. 169(5) du Règlement de la Chambre

An hirer Réunioun vum 19. Abrëll 2012 huet nach eng Kéier déiselwecht Kommissioun, nämlech de la Santé et de la Sécurité sociale, décidéiert, en Avis motivé un d'Europäesch Kommissioun ze riichten.

D'Santéskommissioun war am Kader vun der Kontroll vum Subsidiaritéitsprinzip mat engem legislative Virschlag vun der EU-Kommissioun befaasst. Dee Virschlag betrëfft d'Fixatioun vum Präis vun de Medikamenter. D'Santéskommissioun koum zur Konklusioun, datt de Subsidiaritéitsprinzip verletzt ginn ass.

D'Prozedur, déi applizéiert gëtt, ass geregelt am Artikel 169 vun eisem Reglement. Den Avis motivé vun der Commission de la Santé et de la Sécurité sociale läit lech a Form vun enger Resolutioun vir.

Résolution

La Chambre des Députés

- considérant l'article 169 du Règlement de la Chambre des Députés;

- rappelant que la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale a été saisie d'une proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à la transparence des mesures régissant la fixation des prix des médicaments à usage humain et leur inclusion dans le champ d'application des systèmes publics d'assurance-maladie (COM(2012) 84), proposition législative émanant de la Commission européenne et relevant du contrôle du respect des principes de subsidiarité;

- constatant que la Commission de la Santé et de la Sécurité a adopté, lors de sa réunion du 19 avril 2012, un avis motivé au sujet de l'initiative législative précitée;

décide d'adopter cet avis motivé de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale ayant la teneur suivante:

«Considérations générales

La proposition de directive abroge et remplace la directive 89/105/CEE du Conseil du 21 décembre 1988 concernant la transparence des mesures régissant la fixation des prix des médicaments à usage humain et leur inclusion dans le champ d'application.

Cette proposition de directive a été renvoyée à la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale afin qu'elle vérifie si cette proposition communautaire est conforme aux principes de subsidiarité et de proportionnalité tels qu'ils se trouvent ancrés à l'article 5 du Traité sur l'Union européenne.

La Commission de la Santé et de la Sécurité sociale a noté que, selon la Commission européenne, le texte a pour objectif d'adapter le cadre légal aux données actuelles du marché des produits pharmaceutiques qui ont entre-temps profondément changé.

La Commission de la Santé et de la Sécurité sociale constate encore que la finalité que la Commission européenne attache à son initiative est double, à savoir mettre en place un meilleur accès des patients aux médicaments et une meilleure compétitivité de l'industrie pharmaceutique européenne. À cet effet, les mesures proposées sont les suivantes:

- un raccourcissement des délais à respecter par les autorités nationales pour les décisions de fixation de prix et de remboursement;

- une clarification des obligations procédurales à charge des États membres;

- une suppression des obstacles au commerce des produits pharmaceutiques.

La Commission constate que le texte proposé laisse à craindre une augmentation démesurée des charges administratives, ceci notamment en raison du raccourcissement des délais et des nombreuses nouvelles obligations qui interfèrent largement avec le principe de subsidiarité, à savoir notamment:

- l'obligation, pour chaque étape, de publier et de communiquer les critères de décision,

- l'obligation de consulter l'industrie en amont de chaque nouvelle mesure de fixation du prix et de remboursement et d'en informer la Commission,

- l'obligation d'adresser un rapport annuel à la Commission européenne sur les délais et retards,

- l'obligation d'effectuer l'ensemble des mesures administratives nécessaires à la prise de décision et à sa mise en œuvre dans les délais prescrits,

- l'obligation de prévoir des moyens de recours (procédure de référé, dommages et intérêts, astreinte journalière) au profit de l'industrie pharmaceutique en cas de non-respect par un État membre des délais,

- la suppression de la possibilité pour les autorités nationales de demander certaines informations complémentaires à l'industrie.

La multiplication des nouvelles obligations et l'encadrement strict des mesures administratives nationales ne laisse plus aucune marge de manœuvre aux autorités nationales.

Par ailleurs, la proposition consacre un déséquilibre criant entre les obligations à charge des États membres et celles à charge de l'industrie pharmaceutique. Le texte ne fait en effet que protéger les demandeurs d'une décision de transparence alors qu'à la moindre déviation par rapport à la procédure imposée, les autorités nationales risquent gros (astreintes journalières dans certains cas).

Par ailleurs, l'on peut se demander si ces nombreuses mesures sont vraiment de nature à contribuer à l'objectif général de la transparence et si elles respectent le principe de proportionnalité, concomitant au principe de subsidiarité.

La proposition met en question le rôle premier du principe de subsidiarité qui consiste à protéger la capacité de décision et d'action des États membres et, d'autre part, légitime l'intervention de la Communauté si les objectifs d'une action ne peuvent pas être réalisés de manière satisfaisante par les États membres en raison des dimensions ou des effets de l'action envisagée.

Conclusion

La Commission de la Santé et de la Sécurité sociale conclut que d'une façon générale, la proposition de directive enfreint le principe de subsidiarité en faisant peser des charges administratives exorbitantes et non justifiées par l'objectif de transparence sur les autorités nationales. La proposition privilégie unilatéralement les intérêts de l'industrie pharmaceutique.»

(s.) Lydia Mutsch, Sylvie Andrich-Duval, Josée Lorsché, Paul-Henri Meyers, Carlo Wagner.

E Vote sans débat gëtt virgeschloen. Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Dat schéngt de Fall ze sinn.

Vote sur la résolution

Wie mat dëser Resolutioun d'accord ass, ass gebieden, d'Hand ze hiewen.

Dat schéngt mer och d'Unanimitéit vun dësem Haus ze sinn. Da soen ech lech Merci an ech leeden och dësen Avis un déi zoustänneg europäesch Instanz weider.

5. Ordre du jour

An hirer Réunioun vum 17. Abrëll huet d'Presidentekonferenz fir dës Woch folgenden Ordre du jour virgeschloen:

Haut de Mëtteg hu mer fir d'Éischt eng Froestonn un d'Regierung, duerno de Projet de loi 6310, eng Direktiv iwwert d'Navigation aérienne, nom Basismodell; dann de Projet de loi 6395 iwwert de Bau vun der Liaison Micheville, nom Basismodell; de Projet de loi 6396 iwwert d'Nordstrooss, nom Modell 1, an dann eng Interpellatioun vum Här Fernand Kartheiser iwwert d'Gewalt géigeniwwer vun Autoritéitspersounen, nom Modell 1.

En Donneschdeg um zwou Auer hu mer d'Orientéierungsdebatt N°6253 iwwert déi verschidden Zorte vu Léierpersonal zesumme mat der Interpellatioun vum Här André Bauler iwwert de Profil vum Léierpersonal am Enseignement postfondamental, nom Modell 1, duerno eng Aktualitéitsstonn vun der DP-Fraktioun iwwert den Taxisecteur.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dat schéngt de Fall ze sinn an deen ass domadder esou décidéiert.

Haut de Mëtteg huet d'Chamber eng Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 83 vum Chambersreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir drop ze äntwerten. D'Froe kommen ofwiesselnd vun der Majoritéit a vun der Oppositioun.

Als Éischt hu mer d'Fro N°153 vum Här Claude Haagen un den Nohaltegkeetsminister iwwert de Contrôle technique vun de Gefierer. Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

6. Heure de questions au Gouvernement

- Question n°153 du 24 avril 2012 de M. Claude Haagen relative à la périodicité des contrôles techniques des véhicules routiers, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, an der Regierungserklärung steet, dass d'Regierung deen aktuelle System vun der technescher Kontroll vun de Gefierer géif iwwerpréiwen an ajustéieren. Et ass geplangt ginn, dass d'Automobilisten net méi esou oft an déi obligatoresch technesch Kontrolle vun de Gefierer, also an d'Kontrollstatioune vu Sandweiler, Esch/Uelzecht a Wëlwerwolz musse fueren. Momentan sinn dës Kontrolle bei engem neien Auto néideg, deen dann no dräianengemhallwe Joer an duerno all Joer muss dohinner fueren.

Och wann natierlech d'Zuel vun den Autosaccidenter an dëser ganzer Problematik matspillt a wann och al Doudegen am Verkéier een ze vill ass, esou kann een awer behaapten, dass de Lëtzebuerger Fuerpark ee vun deene modernsten an deenen neisten an Europa ass. D'Periodicitéit vun de Lëtzebuerger Kontrollen ass awer eng vun deenen héchsten an Europa, wat ee gewëssene Widdersproch duerstellt.

An deene leschte Méint sinn d'Tariffer vun der Kontroll an d'Luucht gaangen, wat jo och zu Diskussiounen a puncto eegegemaachen Inflatioun notamment bei de Prix administrés gefouert huet. De Rendez-vous-System ass adaptéiert ginn, méi Leit sinn agestallt ginn, mä de Käschtepunkt vun deenen extrae Rendezvousen ass fir de Client och erëm an d'Luucht gaangen.

Op meng mëndlech Fro an deemselwechte Kontext hutt Dir den 8. Juni 2010 geäntwert, Här Minister, Dir géift op d'Resultater vun enger Etüd, déi vun der SNCT gemaach ginn ass, waarden. Schonns dee viregten Transportminister hat gefrot, fir ze analyséieren, wéi een déi eegen, oder déi éischt Kontroll, Lëtzebuerger Kontroll, technesch Kontroll bei véier Joer an déi zweet no sechs Joer kéint maachen. Vu dass Dir 2010 gesot hutt, Dir géift der Adaptatioun vun de Rendez-vousen an der Informatisatioun vun de Rendez-vousë Prioritéit ginn, ass dëst elo gemaach, an ech wollt Iech dofir folgend Froe stellen:

Wat sinn d'Resultater vun der Etüd vun der SNCT? Zweetens, wat ass d'Periodicitéit vun de Kontrollen an eisen Nopeschlänner? Ass d'Regierung nach ëmmer gewëllt, fir d'Gesetz vum 14. Februar 1955 ëmzeänneren, a wa jo, wat fir eng Changementer gesäit de Minister bei der Periodicitéit vun de Kontrolle vun neie Gefierer respektiv vun Occasioune vir?

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Claude Haagen. D'Wuert kritt elo den Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President. Als Äntwert op d'Fro vum Här Haagen wéilt ech Folgendes soen: Richteg, wéi gesot - den Här Haagen huet dat preziséiert -, haut fänken eis Kontrollen an der SNCT mat dräianengemhallwe Joer un a ginn dann all Joers regelméisseg gemaach.

Mir hunn effektiv analyséiere gelooss vun der SNCT, wat d'Konsequenze sinn, wann ee Verschiebunge géif maache vun deenen dote Rhythmusse respektiv wann een eng Kontroll géif ewechloossen. D'Resultater vun deenen Analysen, déi do komm sinn, déi soen e puer Saachen aus: Den Taux de rejet normalerweis bei enger Kontroll vu Sandweiler läit haut en général bei 16,4%. Dat heescht, 16,4% vun den Autoen, déi an d'Kontroll ginn, ginn am Prinzip rejetéiert.

Wann een dat elo eng Kéier preziséiert op déi éischt zwou Kontrollen, dat heescht déi, déi bei dräianengemhallwe Joer an déi, déi bei véieranengemhallwe Joer stattfënnt, esou gesäit een, datt am Prinzip déi Kontrollen do erginn, datt den Taux de rejet zwar liicht méi déif ass, mä trotzdeem nach héich. Do leie mer bei engem Taux de rejet vun 9%, an d'Causë vun deene Rejeten, déi gemaach gi sinn, notamment an der éischter respektiv an der zweeter Kontroll, déi leien - also vun deenen 9% - bei 62% vun de Fäll, dat heescht ronn 1.400 Autoen, op Sécherheetsfroen, zum Beispill technesch Elementer wéi Bremsen, Luuchten, Pneuen an esou weider.

Bei der zweeter Kontroll läit deen Taux souguer nach méi héich: 73% vun de Fäll, dat heescht ronn 1.250 Autoe bei der zweeter Kontroll, déi gi rejetéiert aus Sécherheetsfroen, also och en héijen Taux nach ëmmer, och bei der éischter a bei der zweeter Kontroll, och wann eis Flott vun Autoe relativ nei ass.

Dat huet d'SNCT derzou verleet, net ze recommandéieren, dee Rhythmus méi héich ze maache respektiv wesentlech méi spéit unzefänken. Ech hunn elo nach zousätzlech d'SNCT gefrot, wann dat de Fall ass - also hir Recommandatioun ass, keng Kontroll ewechzeloossen, wann den Taux de rejet iwwer 5% ass vun deenen Autoen, déi do sinn -, ech hunn awer elo nach d'SNCT gefrot, fir mer nach eng Kéier ze analyséieren: Wann een eng Kilometerfro géif mat aféieren, ob et dann net méi Sënn géif maachen. Dat heescht, wa mer e Kritär hätten, deen net nëmme strikt den Alter oder d'Anciennetéit vum Auto wär, mä deen och nach de Kilométrage vum Auto mat géif beinhalten, fir esou méi no am Fong d'Realitéit vun deene verschiddenen Usagen, déi awer deen een oder deen anere Chauffer ka vum Auto hunn, mat eranzezéien an dee Moment dat méi korrekt opzedeelen, wat dat fir Influenzen hätt. Ech erwaarden elo heirop och Äntwerten, bis mer dann definitiv eng Léisung huelen.

Dat Zweet, wat ech do wëll soen, dat ass, datt och nach d'Europäesch Kommissioun momentan amgaang ass, genau un deem do Dossier ze schaffen, an datt se och wëllt déi do Froen harmoniséieren. Mir sinn also och nach amgaang ze kucken, wéi wäit elo deen Harmonisatiounsdossier ass an haaptsächlech, wéi schnell dee ka goen. Dat wär scho sënnvoll, wa mer eis als Lëtzebuerger un en harmoniséierte Rhythmus, un harmoniséiert Kontrolle kéinten uschléissen. Da géife sech all déi Diskussiounen, déi sech géife stellen op där enger oder op där anerer Säit, eriwwregen.

Wann Der da géift, wann Der déi Froe stellt, vläicht se méi prezis stellen, da kéint ech och méi prezis drop äntwerten. Wann Der mer d'Fro stellt, ech soll Iech soen, wéi an deenen anere Länner alleguer de Rhythmus wär, da verstitt Der, datt ech dat net esou auswenneg weess, wann Der mech net frot, datt Der dat prezis och wéilt wëssen. Elo zoufällegerweis,...

(Hilarité)

...well Der dat awer gefrot hutt, kann ech Iech e puer Länner soen: An Däitschland ass...

(Interruption)

Déi war net gestallt, déi Fro, mä ech hat et awer zoufällegerweis elo op mengen Ziedelen nach erausgefëscht, wéi ech heihinnerkomm sinn: An Däitschland ass zum Beispill de Rhythmus dräi, fënnef, siwen, dat heescht, si fänke méi fréi u wéi mir, mä hunn awer en Zweejoresrhythmus. An Éisträich ass et dräi, fënnef an dann all Joers, an der Belsch ass et véier an dann all Joers, an England ass et vun dräi Joer un all Joers. Just fir Iech déi puer Beispiller - an Holland ass et vun dräi Joer un all Joers -, just fir Iech déi Beispiller ze weisen. Sou datt mir hei mat deem Rhythmus, dee mir hunn, à peu près an der Mëtt leie vun deem, wat usuel ass a ganz Europa, zumindest keng iwwerdriwwe Kontrollrhythmussen hei agefouert hunn.

Voilà, ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Nohaltegkeetsminister.

Mir kommen dann elo zu der zweeter Fro vun de Mëtteg, nämlech d'Fro N°154 vum Här Fernand Etgen un de Verdeedegungsminister iwwert d'Kooperatioun an d'Verdeedegung tëschent der Belsch, Holland a Lëtzebuerg. Här Etgen, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°154 du 20 avril 2012 de M. Fernand Etgen relative à la déclaration d'intention de coopération en matière de défense signée en date du 18 avril 2012 par la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg, adressée à M. le Ministre de la Défense

M. Fernand Etgen *(DP).*- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, um Rand vun der NATO-Tagung déi lescht Woch hunn déi dräi Benelux-Länner eng Absichtserklärung fir eng verstäerkte militäresch Kooperatioun ënnerschriwwen. Wouranner dës Kooperatioun bestoe soll, ass an der Press, der nationaler an der internationaler, ganz ënnerschiddlech duergestallt ginn. Déi eng hu just vu verstäerkter Zesummenaarbecht, anerer vun enger regelrechter Benelux-Arméi geschwat. Och sinn d'Bild an d'Missioune vun der Arméi an deenen dräi Länner net onbedéngt identesch.

An dësem Kontext wollt ech den Arméiminister froen, eis e puer Prezisiounen ze ginn. Wat ass de genauen Inhalt vun dëser Initiativ? Wouranner leien d'Virdeeler fir Lëtzebuerg a seng Arméi? Wéi eng Deeler vun der Arméi wäerten dovunner betraff sinn? A wéi eng Fonctioune wäerte se an där neier Struktur iwwerhuelen?

Huet dëst Ofkommes och Répercussiounen op d'Restrukturéierungen an der Lëtzebuerger Arméi, zum Beispill op d'École de l'Armée? Gëtt dorunner geduecht, Synergien tëschent den ënnerschiddlechen Arméien ze notzen, a wa jo, wéi eng?

Wien iwwerhëlt de Lead vun dëser Initiativ? Ass et d'Zil, eng regelrecht Benelux-Arméi opzestellen? An ass Lëtzebuerg dann nach just een Deel vun engem „battlegroup"? Ass dëse Projet a Konkurrenz ze gesinn zu dem Eurokorps? A wéi steet d'Regierung zum Projet vun enger europäescher Arméi, wéi se ëmmer erëm nees an d'Diskussioun bruecht gëtt?

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Etgen. Elo kritt d'Wuert den Här Verdeedegungsminister Jean-Marie Halsdorf.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de la Défense.*- Merci, Här President. Ech si frou, haut de Mëtteg zu dem Dossier Benelux-Arméi mech un Iech ze riichten. Ech war richteg iwwerrascht, dass dat haut scho stattfonnt huet, well ech wousst, dass de Kolleeg Félix Braz eng Heure d'actualité gefrot hat am Kader vun dëser Benelux-Arméi. An Dir wësst jo och, dass ech am Kader vun den Aarbechte vun der Commission des Affaires étrangères a vun der Défense och ëmmer gewinnt sinn, d'Chamber direkt ze informéieren. Mä ech komme gär de Mëtteg heihinner, fir ze erklären, firwat dass mer dës „Déclaration Benelux"...

(Interruption)

...firwat mer dës „Déclaration Benelux" den 18. Abrëll am Kader vum Conseil informel vun der EU grad och zu Val Duchesse, wou am Fong geholl Europa entstanen ass, ënnerschriwwen hunn.

Eng grouss Symbolik sollt an deem Ganze sinn, well et am Fong geholl drëm geet, fir déi bi- an trilateral Kollaboratioun ze formaliséieren. Dat ass am Fong geholl de Grondgedanken. Dass dat Sënn mécht, mengen ech, dat huet jiddweree verstanen; Lëtzebuerg ass säit 90 Joer am Benelux aktiv! Den éischten Traité ass vun 1922 an déi wirtschaftlech Zesummenaarbecht ass, mengen ech, virbildlech. Si ass eenzegaarteg a si huet eppes fäerdegbruecht hei an Europa, wat mer dach vläicht net ëmmer hunn, dat ass Vertrauen tëschent deenen eenzelnen Natiounen, an dat ass sécherlech eng schwiereg Geschicht an deene leschten Entwécklungen an der EU.

Hei gëtt et Vertrauen, a säit deem neien Traité vun 2008, deem neie Benelux-Traité vun 2008, gëtt et och am Fong geholl méi e grousse Wëllen, och politesch zesummenzeschaffen. An dës Kollaboratioun am Beräich vun der Défense, dat soll eng Expressioun si vun deene ville Facettë vun enger Zesummenaarbecht.

Elo kann ee sech d'Fro stellen: Firwat elo? Nun, mir hätten dëse Schratt schonn éischter gemaach, mä d'Belsch hat laang keng Regierung. Well am Mäerz 2011 si schonn éischt Iwwerleeunge komm, an dat och an engem Kontext, wou verschidde Saache sech an Europa gemaach hunn: Op där enger Säit huet d'EU och versicht, fir méi Effikassitéit mateneen ze kréien, huet d'Belsch proposéiert ënner hirer Présidence - dat war am Joer 2010, am September -, e sougenanntenen „pooling and sharing" ze maachen, dat heescht Materialien ze deelen. A fir Lëtzebuerg ass dat sécherlech näischt Aussergewéinleches. An d'NATO huet jo datselwecht gemaach, well déi hunn d'Kand just anescht genannt, si nennen dat „smart defense".

An dat mécht sech am Ganzen, Défense-Iwwerleeungen an Europa; d'NATO schwätzt vun engem neie Concept stratégique. Si maachen eng Reform vun hiren Agencen. Un allen Enner gëtt versicht, Geld ze spueren. An ech mengen, grad mat dëser Initiativ, mat dëser Formaliséierung vun enger Zesummenaarbecht kënne mer och zu Lëtzebuerg Geld spueren.

Dass et Sënn mécht, mengen ech, ergëtt sech och doraus, dass mer kollektiv net ëmmer déi Moyenen hunn an der EU, déi mer brauchen. Duerfir kommen all déi Diskussiounen do. Am Fall Libyen ass festgestallt ginn, dass Europa net onbedéngt gutt opgestallt ass, wat den Équipement ugeet. Also ass d'Devise déi: méi Effikassitéit, manner Doublanten, manner Saachen duebel maachen, an enger komplexer Welt, wou eng konventionell Gefor net méi existéiert. D'Gefore sinn haut éischter diffus an net faassbar, an do geet et dann eben drëm, gemeinsam Programmer generell anzeféieren.

Mir hunn haut scho punktuell Zesummenaarbechte mat eisen Noperen. Fir Lëtzebuerg ass d'Kooperatioun iwwert d'Grenzen eraus keen Thema. Et ass jo och keen Zoufall, dass mer e Ministère à la Grande Région hunn, an do zielen déiselwecht Prinzipië wéi hei, den „win-win". Wann ech mat mengen Noperen zesummeschaffen, da muss jiddweree Gagnant sinn. Dat soll och hei geschéien. Hei sollen also bi-, tri- a multilateral Zesummenaarbechte fonctionnéieren.

Den Här Etgen huet mech gefrot, konkret, wat dat heescht, zum Beispill fir Lëtzebuerg. Dat heescht effektiv, dass mer an Zukunft nach méi systematesch zesummen trainéieren. Dat heescht, dass mer och nach méi systematesch zesumme verschidden Investissementer maachen. Do kann ech e Beispill ufëieren, dat ass dee sougenanntenen „soldat du futur".

Do geet et drëm, eis Zaldoten nom Prinzip, deen eis an der Arméi helleg ass, beschtméiglech auszerüsten, da mat eisen Noperen zesummen. Do maache mer kloer Économies d'échelle. Et gëtt méi bëlleg, wann ech zu dräi Material akafen, héichwäertegt Material fir eis Leit ze schützen, mat héije GPS- oder Lokalisatiounssystemer. Dat sinn nei Technologien. Do wäerte mer an Zukunft systematesch zesummeschaffen a mir wäerten och am Joer 2014 ee sougenanntenen „battle group" maachen an der EU, wou dann de Benelux, dat heescht d'Belsch, d'Hollänner an d'Lëtzebuerger, an esou engem „battle group" wäerte sinn. Dat ass déi modern Défense-Politik an Europa, ënner engem Lead vun eisem belschen Noper.

Och am Beräich vun de Satellite wäerte mer versichen, an den nächste Joren zesummenzeschaffen. Mir wëllen hei zu Lëtzebuerg ee Centre d'excellence maachen. Do si mer an engem amerikanesche Programm zesumme mat Neuseeland, mat Kanada, mat den Dänen a mat den Hollänner. An do wëlle mer och am Prinzip vum „win-win" Capacitéiten zur Verfügung stelle fir d'belsch Arméi, a si ginn eis dann eng technesch Hëllef. Dat heescht, hei bréngt och een deem aneren eppes. Et ass eng asymmetresch, et kann ee scho bal soen Trilateral, mam Prinzip vum „win-win".

Dir gesitt also, mir hu wëlles, eis Arméi ze positionéieren an där grousser Welt, well fir eis zu Lëtzebuerg ass d'Arméipolitik och, oder d'Verteidegungspolitik, déi Politik vun den 3 D'en, Diplomatie, Défense an Développement. Et ass also eng Form och vun Aussepolitik, an heimat kënne mer weisen, dass mer existéieren. D'Benelux-Arméi ass also sécherlech, wäert en Thema ginn; nach net haut, vläicht och net muer, mä awer sécherlech iwwermuer.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Verdeedegungsminister.

Da komme mer elo zu der Fro N°155 vum Här Fernand Diederich un den Innenminister iwwert d'Parabolantennen. Här Diederich, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°155 du 24 avril 2012 de M. Fernand Diederich relative aux règles régissant l'installation d'antennes paraboliques, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région

M. Fernand Diederich *(LSAP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, Dir Häre Ministeren, meng Fro betrëfft dem Här Innenminister seng Circulaire vum 18. November 2011 un eis Gemengen, aus där ervirgeet, datt eng Gemeng d'Installatioun vun enger Parabolantenn net vun enger Baugenehmegung, net vun enger Déclaration préalable an net vun enger Tax däerf ofhängeg maachen. Hie berifft sech op eng Kommunikatioun vun der Europäescher Kommissioun, déi beseet, datt d'Recht, eng Parabolantenn ze benotzen, aus dem Recht vun der fräier Circulatioun vun de Servicer ervirgeet. E freet d'Gemengen, si sollten déi respektiv Bestëmmungen aus hirem Bauteréglement sträichen.

Ech wollt den Här Minister froen, wéi vill Gemenge bis den 31. Januar op seng Circulaire geäntwert hunn a wat ënner folgendem Saz aus der Kommunikatioun ze verstoen ass: „Il appartient à chaque État membre de fixer les conditions à respecter pour l'installation des antennes paraboliques", an ob net d'Gefor besteet, dass méi eng grouss Zuel vu Parabolantenne sech negativ wäert op d'Bild vun eisen Dierfer a Stied auswierken?

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Diederich. D'Wuert kritt elo den Här Innenminister Jean-Marie Halsdorf.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Häre, dee Problem, deen den Här Diederich opwerft, fënnt seng Origine an engem Prinzip an der EU, an zwar deem vum Droit individuel fir eng Antenn zu Lëtzebuerg ze hunn. Dëst Recht ass zréckzeféieren op den Traité vun der Unioun vun der Libre circulation de marchandises et de services.

Mä en anere Prinzip, deen een hei och muss invoquéieren, wann een iwwert dëst Recht schwätzt, ass dee vun enger Direktiv iwwer „Télévision sans frontières". Dat ass eng Direktiv, déi fir d'Lescht 1997 geännert gouf, mä déi och hei spillt. A last but not least spillt och nach eng Kommunikatioun vun der Kommissioun iwwert de Prinzip vun der Applikatioun vun den Antennes paraboles, déi och komm ass. Dëst muss een als Hannergrond huelen, wann een Iwwerleeunge mécht am Beräich vu Parabolen an eise Gemengen, an eisem Land.

Den Artikel 10 vun der Convention européenne des droits de l'Homme, deen ënnersträicht also, dass all Mënsch ee fundamentalt Recht huet, fir Informatiounen ze kréien, fir Iddien ze kréien, an dat, ouni dass e gehënnert ka ginn. Ech mengen, ech ka keen drun hënneren, eng Zeitung ze liesen oder eng Zeitung ze kafen; et ass e bëssen datselwecht. An do gëtt et Jurisprudencen, Jurisprudencë vun der Cour européenne des droits de l'Homme an och vun der

Cour européenne de Justice. Déi eng, déi kucken dann, ob d'Applikatioun vum Traité richteg ass, an déi aner kucken, ob d'Mënscherechter richteg ëmgesat ginn.

An am Kader vun deenen Iwwerleeungen, all déi ech elo gesot hunn, ass effektiv e Bréif erakomm an de Ministère, wou gesot ginn ass, hei zu Lëtzebuerg géife Gemengen dës Prinzipië violéieren. Dat ass vu Bréissel komm, a mir hunn dat dann och gekuckt, an duerfir hunn ech déi Circulaire den 18. November erausgeschéckt, déi eben de Gemenge soll soen, dass se déi Prinzipien, déi invoquéiert ginn, ebe vun der fräier Circulatioun vu Marchandisen a Servicen, vun der Fräiheet vum Eenzelnen, dass déi sollte respektéiert ginn.

Doriwwer eraus gëtt et eng nei Jurisprudence souguer, déi de Prinzip vun der Non-discrimination och nach bréngt. Dat ass a Schweden geschitt. Do ass en Iraker, dee wollt an engem Haus gären irakesche Fernseh kucken, e wollt eng Parabolantenn opriichten, a si waren net d'accord. Dunn huet de Mann misse plënneren. Och do huet d'Geriicht gesot, dat geet net, dee Mann, dee muss dat Recht hunn, fir déi Informatiounen ze kréien.

Duerfir hu mer déi Circulaire geschéckt. Déi weist ganz kloer, dass déi al Reglementer, déi mer an de Gemengen haten, déi deen do Prinzip justement praktesch exklusiv ëmmer a Fro gestallt hunn, dass déi mussen ofgeschaf ginn. Nichtsdestotrotz kënne mer d'Gemengen - wann et muss sinn, kënne mer dat nach maachen - eng Kéier uschreiwen, dass ee seet, dass et Restrictioune gëtt, déi ee kann eventuell zu dësem Recht aféieren. Mä déi Restrictiounen dierfen awer net diskriminatoresch sinn, also mussen de Prinzip vun der Proportionalitéit och bëinhalten. Dat mécht also d'Saach net ganz einfach.

Et kann een also reduzéiert eventuell verschidde Gemengen d'Méiglechkeet ginn, ënner verschiddenen Emstänn ganz konkret, zum Beispill wann et drëm geet, fir Gebailechkeeten ze schützen oder esou, dass een do vläicht Oplage ka maachen. Mä dat ass awer éischter restriktiv, wéi dass een dat ka grouss gesinn.

De Prinzip muss hei gëllen, de fräien Zougank muss deem Eenzelne bestoe bleiwen, dat ass ganz kloer, mä et kann een e vläicht aménagéieren, mä net verbidden. Dat ass dee grousse Prinzip.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Innenminister.

Mir kommen elo zu der leschter Fro fir de Mëtteg, nämlech d'Fro N°156 vum Här Roger Negri un den Nohaltegkeetsminister iwwert d'Sécherheet an den Tunnelen. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°156 du 24 avril 2012 de M. Roger Negri relative à la sécurité constructive dans les tunnels autoroutiers en cas d'accident, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

M. Roger Negri *(LSAP).*- Här President, d'Press huet haut gemellt, dass déi technesch Ënnersichung vun deem trageschen, schwéiere Busongléck an engem Tunnel an der Schwäiz Ufank Mäerz, deen 28 Mënschen, dorënner 22 Kanner, d'Liewe kascht huet, ofgeschloss ass. Domat gëtt engem erëm schlagaarteg déi ganz Tragédie virun Ae gefouert a wéi séier schwéier Accidenter geschéie kënnen, mat hire fatale Konsequenzen.

De Bus an der Schwäiz ass jo an engem Tunnel, deen an déi zwou Richtunge befuer gëtt, op eng Bëtonskant vun enger Nothaltebucht gepralt. Dofir wollt ech den Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler froen, ob en eis kéint e puer Detailer ginn iwwert déi konstruktiv Sécherheet an eisen Tunnelen hei zu Lëtzebuerg zu dësem Problem, fir esou fatal Accidenter ze évitéieren.

Ech soen dem Här Minister Merci am Viraus fir seng Äntwert.

M. le Président.- Merci dem Här Negri. D'Wuert kritt den Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President. D'Sécherheet an den Tunnelen ass eng Fro, déi ëmmer erëm um Ordre du jour ass, well ëmmer erëm Accidenter duerch ganz Europa geschéien. A mir hunn och scho méi wéi eng Kéier, notamment déi leschte Kéier, och nach an der Chamberskommissioun jo iwwert dës Problematik geschwat.

Dir wësst, datt eis Reglementatioun, d'Gesetz vum November 2007 an de Reglement vum Dezember 2007, u sech hei d'Sécherheet an den Tunnelen zu Lëtzebuerg regléiert, an dat op Basis vun där Reglementatioun iwwert den TERN-Réseau - Trans-European Road Network -, wou all déi Konditioune festgeluecht si fir d'Tunnele vu gewëssene Gréissten.

Mir hunn hei zu Lëtzebuerg décidéiert, fir déi Tunnelen, och wa se net an deem TERN-Réseau sinn, hei zu Lëtzebuerg esou ze équipéieren, datt se deenen Direktiven entspriechen. An ech mengen, dat war och eng richteg Décisioun, déi mer sengerzäit geholl hunn.

Wat elo den Accident vum 13. Mäerz 2012 op der A9 an der Schwäiz ugeet, wou en Autobus an eng Paroi vun enger Garage gerannt ass, do muss een einfach soen derzou, datt zu Lëtzebuerg et net virgesinn ass an eiser Gesetzgebung, datt mer esou Parkgaragë brauchen. Mir bräichten déi nëmmen, wa mer Tunnelen hätten, déi bidirectionnel wären.

Vu datt awer déi Tunnelen, déi mir hei zu Lëtzebuerg hunn, ëmmer nëmmen een Tunnel pro Direktioun hu respektiv zwee Tunnelen hunn, well mer mussen an zwou Direktioune fueren, huet dee Problem sech u sech hei net zu Lëtzebuerg gestallt. Dat heescht, mir hunn net deen Typ vun Anlagen. Mir organiséieren eis Sécherheet mat anere Mëttelen, wéi dat hei virgesi war.

Dir kennt alleguerten déi Mëttel, an haaptsächlech dat, wat mir hei utiliséieren: Dat si Systemer, déi mer DAI nennen, Détection automatique vun Incidenten. Dat heescht, wa mer iwwer elektronesch Systemer mierken, datt en Auto stoe bleift op enger Pist, well eng Pann ass oder wat och ëmmer, da ginn automatesch Alarmen déclenchéiert an et ginn duerch Luuchtesystemer déi Pisten dann och am Tunnel blockéiert.

Mir hunn och all esou vill Meter Méiglechkeeten, fir vun engem Tunnel an deen aneren eriwwerzegoen, fir Sécherheet ze organiséieren. An dee Moment hu mer och esou Trottoiressystemer, wou den Auto kann, wann e wëllt, sech liicht op den Trottoir parken, fir zu engem Deel zumindest aus der Strooss dann ze dégagéieren.

Dat, mengen ech, ass a war nach ëmmer fir eis méi en effikasse System wéi déi Parkanlagen, wou de toute façon, wann den Auto stoe bleift an der Mëtt, ee se net ëmmer erreecht respektiv wann et erop- an erofgeet, och schwiereg ass, fir dat esou ze erreechen.

Et muss een och soen, datt sengerzäit an der däitscher Reglementatioun esou Parksystemer an den Tunnelen zwar zréckbehal gi waren als Recommandatiounen, Lëtzebuerg se awer sengerzäit aus deene Grënn, déi ech genannt hunn, net iwwerholl huet, well mer aner Systemer méi sënnvoll a besser fonnt hunn a schlussendlech och déi däitsch Recommandatiounen net an déi Sécherheetssystemer vun den europäeschen Direktiven iwwerholl gi sinn. Sou datt mer am Nachhinein mat deem, wat mir préconiséiert hunn, recht behalen hunn an och frou sinn, datt mer déi Systemer esou installéiert hunn, wéi mer se installéiert hunn.

Dat, wat mir gemaach hunn, huet natierlech ee ganze Käschtepunkt gehat, an dat kënnt duerno an dem drëtte Gesetz vun der Nordstrooss nach eng Kéier zréck. An do wäerte mer nach eng Kéier dovunner schwätzen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler.

Domadder wäre mer um Enn vun der Froestonn. Mir kéimen elo nach zu dem Dépôt vun enger Motioun, déi den Här Michel Wolter wëllt virhuelen. Här Wolter, Dir hutt d'Wuert.

7. Dépôt d'une motion par M. Michel Wolter

M. Michel Wolter *(CSV).*- Här President, léif Kolleegen, am Numm vun der Finanzkommissioun wéilt ech eng Motioun déposéieren, déi zum Zweck huet, der Regierung d'Méiglechkeet ze ginn, no gewëssene Konditiounen en integréierte Radiosréseau fir eist Rettungswiesen an eis Sécherheetsservicer an deenen nächste Joer sech zouzeleeën.

Ech soen Iech Merci derfir.

Motion

La Chambre des Députés,

considérant

- que les forces de sécurité et de secours dépendent dans la réalisation de leurs missions de la disponibilité de moyens de communication performants, fiables et sécurisés;

- que les technologies et composantes à la base du réseau radio intégré des forces de l'ordre existant arrivent en fin de cycle de vie;

- que le Groupe d'Experts du Réseau Radio Intégré (GERRI) a analysé l'opportunité du déploiement d'un nouveau réseau radio sur base d'une technologie numérique;

- que le Ministère d'État a instauré en juillet 2011 un groupe de pilotage rassemblant les principaux utilisateurs et parties prenantes du réseau radio intégré pour analyser les différents modèles économiques de déploiement et de gestion envisageables d'un réseau numérique, l'expérience d'autres pays en la matière et les avantages et désavantages y liés;

- que le Gouvernement a décidé en date du 20 janvier 2012 de confier le déploiement et l'opération d'un réseau de radiocommunication numérique dédié aux services de secours et de sécurité à un opérateur économique;

- que par le caractère complexe et exceptionnel du projet, il est difficile d'apprécier d'avance, d'une part, les meilleures solutions techniques pour le déploiement et l'opération de ce réseau de même que, d'autre part, l'envergure précise de l'engagement financier qu'un tel réseau comporte pour l'État;

- que les conclusions des travaux du groupe de pilotage et les décisions du Conseil de Gouvernement ont été présentées à la Commission parlementaire des Finances et du Budget en date du 27 mars 20 12;

invite le Gouvernement

- à charger un opérateur économique du déploiement et de l'opération d'un réseau de radiocommunication numérique dédié aux services de secours et de sécurité, à maintenir ce principe pour la réalisation du projet, et ce conformément aux conclusions des travaux préparatoires;

- à lancer la procédure de marché public pour inviter des opérateurs économiques à faire des offres pour la conception, le déploiement, l'opération, l'entretien et la maintenance du réseau précité;

- à déposer, après la conclusion de cette procédure, au cours de l'année 2013, un projet de loi d'autorisation concernant le projet définitif, sous réserve qu'une offre acceptable pour l'État ait été remise.

(s.) Michel Wolter, François Bausch, Jean Colombera, Lucien Lux, Claude Meisch.

M. le Président.- Merci dem Här Wolter.

Mir kéimen dann elo zum éischte Projet de loi vun eisem Ordre du jour vun de Mëtteg, nämlech dem Projet de loi 6310, eng Direktiv iwwert d'Navigation aérienne. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: den Här Etgen, d'Madame Lorsché an den Här Urbany. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

8. 6310 - Projet de loi portant transposition de la directive 2009/12/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2009 sur les redevances aéroportuaires et portant modification

1) de la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne;

2) de la loi modifiée du 19 mai 1999 ayant pour objet a) de réglementer l'accès au marché de l'assistance en escale à l'aéroport de Luxembourg, b) de créer un cadre réglementaire dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile, et c) d'instituer une Direction de l'Aviation civile

Rapport de la Commission du Développement durable

M. Marc Spautz *(CSV), rapporteur.*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, mam Projet, deen ech elo d'Éier hunn Iech virzestellen, setze mir eng Direktiv ëm, an zwar d'Direktiv 2009/12 vun der Europäescher Kommissioun.

De Projet de loi, mat deem mir dës Direktiv ëmsetzen, ass de 5. August 2011 vum Nohaltegkeetsminister déposéiert ginn, kuerz nom Rejet vum Recours en annulation, wourobber ech nach wäert zréckkommen. De 16. Dezember huet de Statsrot säin Avis derzou ofginn. Den 21. September 2011 hat d'Kommissioun mech schonn zum Rapporteur genannt. Den 18. Januar vun dësem Joer hu mir an der Kommissioun de Projet an den Avis vum Statsrot analyséiert. Well de Statsrot e puer Oppositions formelles hat, hu mir den 8. Februar eng Rei Amendementer ugeholl. Den 20. Mäerz huet de Statsrot de Projet fir d'Zweet aviséiert. An den 18. Abrëll huet d'Kommissioun de Rapport kënnen eestëmmeg unhuelen.

Kolleeginnen a Kolleegen, ech hunn Iech vill Datumer un de Kapp gehäit, ouni dass mir, oder Dir nach awer genau wësst, wourëms et an där Direktiv geet. D'Zil ass et, en harmoniséierte Kader ze schafen, fir d'Flughafegebühren an Europa ze regelen. Heirënner fale Landegebühren, vun deene bei eis d'Administration de la navigation aérienne profitéiert, awer och déi Redevancen, déi fir d'Passagéier bezuelt ginn, oder och dann, wa Fligeren um Flughafe geparkt ginn.

Ech wëll hei ënnersträichen, dass d'Direktiv net d'Montantë vun de Gebühre festleet, mä eleng de juristeschen an de prozedurale Kader, dee muss respektéiert ginn, fir dës Redevancen ze fixéieren. Se gëllt fir all Flughafen an Europa an der EU, deen op ass fir all kommerzielle Loftverkéier a mat méi wéi fënnef Millioune Passagéiermouvementer pro Joer. A genau do läit de Problem, well Lëtzebuerg huet déi fënnef Millioune Passagéier net. Mä gläichzäiteg steet an där Direktiv, da wier et dee gréisste Flughafe vum Memberland - wat da fir Lëtzebuerg gëllt.

Ech wëll eng Kéier kuerz gesot hei op de Prinzip vun der Netdiskriminéierung an der Transparenz am Beräich vun dëse Flughafegebühren agoen. Eng obligatoresch Konsultatiounsprozedur vun de Flughafebenotzer duerch d'Gestionnairë vun de Flughäfen ass och virgesinn, an et muss eng onofhängeg Supervisiounsautoritéit an d'Liewe geruff ginn, fir onparteiesch Décisioune kënnen ze garantéieren. Dëst Organ muss juristesch ënnerschiddlech an a senger Fonctioun onofhängeg si vu sämtleche Gestionnairë vun engem Flughafen an och vu Fluggesellschaften.

D'Fro vun der Autorité compétente war dann och den Haaptpunkt vun den Aarbechte vun der Kommissioun. Den initialen Text hat d'Direction de l'Aviation civile als Autoritéit virgesinn, déi soll zoustänneg sinn. De Statsrot hat awer hei seng Awänn, sou dass d'Kommissioun festgestallt huet, dass den ILR soll déi Roll iwwerhuelen - a mir hunn dat och esou festgehalen - an d'Supervisioun iwwerhuelen amplaz vun der DAC.

Den zweete Punkt, iwwert dee mir hu misse schwätzen, ass dee vum Recours en annulation vun der Direktiv. Lëtzebuerg hat e Recours en annulation géint déi Direktiv gemaach, deen den 12. Mee 2011 rejetéiert ginn ass, woubäi den Délai fir d'Transpositioun de 15. Mäerz 2011 ofgelaf ass.

De Recours ass géint den éischten Artikel vun der Direktiv gaangen, déi beseet, dass se sech applizéiert: „…à tout aéroport situé sur un territoire relevant du traité, ouvert au trafic commercial et dont le trafic annuel dépasse cinq millions de mouvements de passagers, ainsi qu'à l'aéroport enregistrant le plus grand nombre de mouvements de passagers dans chaque État membre".

Lëtzebuerg hat gefuerdert (veuillez lire: kritiséiert), dass dem Findel als eenzege Flughafen am Land aner administrativ a finanziell Obligatiounen opleie wéi anere vergläichbare Flughäfen, notamment an der Groussregioun, an dass domadder de Prinzip vun der Netdiskriminatioun géif violéiert ginn.

An Zwëschenzäit ass jo d'Iddi vum Flughafe Bitburg vum Dësch, wat schonn e bësse besser ass, mä soss wier dat - wa mir als Eenzeg hätte missen drënnerfalen - am Verglach zu Bitburg a Metz doudsécher e groussen Nodeel fir Lëtzebuerg gewiescht.

Als zweete Punkt hat Lëtzebuerg ugefouert, dass d'Prinzipië vun der Subsidiaritéit an der Proportionalitéit net géifen agehale ginn an dass doduerch méi Käschten a méi Prozeduren op de Findel zréckfalen. Dëst wier och am Kader vun engem Konkurrenzkontext an der Groussregioun désavantagéis fir Lëtzebuerg. Dës zwee Argumenter sinn der Cour de Justice net duergaangen, well si huet eise Recours als Lëtzebuerg net akzeptéiert.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, Dir hutt et am Laf vu mengen Ausféierunge gemierkt, dëst ass en technesche Projet, an duerfir verweisen ech fir déi weider Detailer och op den Avis vum Statsrot a seng Remarquë wéi op mäi schréftleche Rapport.

Ech wëll just nach drop agoen, dass en Avis vun der Chambre de Commerce komm ass, déi hiren Accord ginn huet. An ech géif och op dëser Plaz d'Zoustëmmung gi vun der CSV-Fraktioun. An ech géif hoffen, dass Dir alleguerten dëse Projet mat kënnt droen.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Rapporteur Marc Spautz. Als éischte Riedner ass den Här Etgen agedroen.

Discussion générale

M. Fernand Etgen *(DP).*- Merci, Här President. Ech wëll just dem Rapporteur Merci soe fir säi prezise schréftlechen an engagéierte mëndleche Rapport zu dësem Projet an him Merci soe fir seng Aarbecht.

Am Kontext vun der Flugsécherheet wëll ech nach drun erënneren, datt eng Question parlementaire vu mir vum 16. Januar, also viru méi wéi dräi Méint, iwwert d'Divergenzen tëschent der Administration de la navigation aérienne an der Direction de l'Aviation civile, iwwert d'Divergenze wat d'Applikatioun vun den europäeschen Direktiven ubelaangt, nach ëmmer net beäntwert ass, wuel wëssend, datt et awer keen direkte Lien do dertëschent gëtt an deem heitege Projet. Mir als DP-Fraktioun fannen dat net seriö a mir hoffen, datt mer gläich eng Äntwert op dës Fro kréien.

Wat de Projet vun haut ubelaangt, wëll ech selbstverständlech den Accord vun der DP-Fraktioun ginn.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Etgen. Dann hätt ech just nach als Riedner den Här Urbany agedroen. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Dee Projet hei, dee geet op den europäeschen Traité an op eng Direktiv vun 2009 zréck, déi méiglechst niddreg Flughafegebühre fir Fluggesellschaften ustrieft. All Erhéijung vu Gebühre muss dokumentéiert a gerechtfertegt ginn. D'Fluggesellschafte mussen domat d'accord sinn, soss entscheet eng onofhängeg Regulatiounsgesellschaft.

D'Regierung wollt zwar eng Ausnahm fir Lëtzebuerg kréie virum Europäesche Geriicht, huet awer verluer. An interessant ass do virun allem an deem Urteel d'Argumentatioun vum Geriicht. Et huet gesot, zu Hahn an zu Charleroi, déi jo geholl ginn als Beispill dacks hei, drécken d'Low-Cost-Fluggesellschafte souwisou op d'Präisser, well et do vill op d'Präisser ukënnt bei deene Leit, déi mat deene Low-Cost-Gesellschafte fléien.

Zu Lëtzebuerg awer, wou et virun allem eng Clientèle vu Geschäftsleit gëtt, deenen eigentlech d'Präisser egal sinn, deenen et virun allem drop ukënnt, méiglechst no hei bei der Stad ze landen, muss een iwwert deen heite Wee Drock op d'Regierung als Bedreiwerin vum Findel maachen, fir d'Präisser ze senken.

A wie seet, Drock vun de Fluggesellschaften op d'Präisser, seet natierlech manner Einnahme fir de Stat, an dat heescht erëm eng Kéier Drock op d'Léin vun deem Personal, wat do schafft. Dat heescht och Drock op d'Emweltbedéngungen, zum Beispill eng Duerchlächerung vum Nuetsverbuet.

An et ass wuel keen Zoufall, dass sech elo an dëser Zäit déi éischt Low-Cost-Fluggesellschaft schonn zu Lëtzebuerg ugemellt huet. An dobäi gesäit eigentlech den europäeschen Traité vir, dass een och dem regionalen Aspekt vun engem Flughafe bei där heiter Regelung ka Rechnung droen.

Dat ass awer eng Bestëmmung vum Traité, op déi d'Lëtzebuerger Regierung sech virum Geriicht net beruff huet. Firwat? Well se jo selwer de Flughafe gesäit am Kader vun enger Konkurrenz géint déi aner Flughäfe ronderëm. Et kann een also soen, dass am Fong geholl hir eege Konkurrenzpolitik hei hir op d'Nues fält!

Ech stëmme géint dat Gesetz hei, wat am Fong geholl nëmmen e Gesetz ass fir d'Dereguléierung an de Präisdrock am Aviatiounssecteur unzedreiwen. D'Lëtzebuerger Regierung huet sech op eng Rei Argumenter beruff, awer, mengen ech, net op déi richteg Argumenter, déi een hätt misse gebrauchen, fir hei ze rechtfertegen, dass dat Gesetz hei sech net, dass déi Regelung hei sech net op Lëtzebuerg uwennt.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. D'Wuert kritt elo den Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President. Just e puer Remarquen, déi ech ze maachen hunn, nodeem datt ech selbstverständlech dem Rapporteur Marc Spautz an der Kommissioun Merci gesot hu fir déi gutt Aarbecht, déi hei gemaach ginn ass.

Wann ech den Här Urbany richteg verstanen hunn, war hie jo am Prinzip mat eis d'accord, datt mer géint déi Direktiv hei ugesicht hunn, well hie jo och dergéint ass.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Jo.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Hien huet just gesot, mir hätten déi falsch Argumenter geholl, fir unzesichen. Mir hunn déi Argumenter geholl, wou mer gehofft hunn, datt mer géife gewannen, wou mer ugesicht hunn. Mir hunn awer, muss ech feststellen a musst Dir och feststellen, hei net gewonnen.

Mir sinn an där Situatioun, an där Konkurrenzsituatioun mat eisem Flughafen a mir musse probéieren an Zukunft och all déi Argumenter op eis Säit ze kréien, déi eis kënnen an deem Konkurrenzkampf, wou mer sinn, mam Flughafen och kënne bestoe loossen. Do wäerte mer och dat Bescht maachen, fir all déi Argumenter op eis Säit an deenen nächste Joren ze kréien.

Mä Dir wësst et, an der Aviatioun, ob dat elo am Cargo-Business ass oder ob dat am Passagéier-Business ass, ass d'Konkurrenz grouss an ass de Kampf an deene leschte Joren extrem staark.

Ech wëll dem Här Etgen äntwerten. Ech hat gemengt, mir hätten op seng Question parlementaire hei mëndlech geäntwert, well ech zweemol hei Stellung geholl hunn. Wann dat net de Fall ass, kucke mer dat direkt, datt Dir sofort eng Äntwert kritt. Dann deet et mer leed, dann entschëllegen ech mech. Mä selbstverständlech, wann dat net de Fall ass, kritt Dir kuerzfristeg eng Äntwert vun eis zougestallt.

Ech soen Iech Merci fir d'Zoustëmmung zu deem Gesetz.

M. le Président.- Merci dem Här Nohaltegkeetsminister. Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6310 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6310 ass ugeholl mat 57 Jo-Stëmmen, géint 1 Neen-Stëmm.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi n°6310 est adopté par 58 voix pour et 1 voix contre.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden (par Mme Nancy Arendt), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert (par M. Félix Eischen), Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Serge Wilmes), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot (par Mme Claudia Dall'Agnol), Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Marc Angel), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

MM. André Bauler, Eugène Berger (par M. Fernand Etgen), Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Henri Kox), François Bausch, Félix Braz (par Mme Viviane Loschetter), Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen (par M. Jacques-Yves Henckes), Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

A voté non: M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 6395 iwwert de Bau vun der Liaison Micheville. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: den Här Etgen, d'Madame Lorsché, den Här Kartheiser an den Här Urbany. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

9. 6395 - Projet de loi relatif à la construction de la liaison Micheville entre la route N31 et l'autoroute A4

Rapport de la Commission du Développement durable

M. Marc Spautz *(CSV), rapporteur.*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet, deen ech Iech elo virstellen, ass en eminent wichtege Projet fir de Site Belval a fir d'Uertschaft Esch. Well och Esch an d'Gemeng Suessem, déi niewendru läit, déi och deelweis deen Terrain do mat huet, gi mat deem Projet enorm entlaascht, an et ass eng wichteg Saach och fir d'Entwécklung vum Süden.

Mir hunn an deene leschte Joren, Méint a Woche jo verschidde Projete vum Site Belval hei ugeholl. Leschte Mount huet meng Fraktiounskolleegin, d'Madame Marie-Josée Frank, op dëser Plaz de Projet vun der Ingenieurshal, der Kältezentral an dem Labo hei virgestallt. All dës Projete si wichteg fir d'Uni an de Fuerschungsstanduert Lëtzebuerg. An all dës Projete mussen agebett sinn an e Verkéierskonzept, well aneschters et wäert onméiglech sinn, dass mer de Verkéier packen, dat op der Route Nationale 31 wéi och op der Autobunn A4.

Jiddweree vun eis ass bestëmmt schonn eng Kéier Richtung Belval gefuer an huet misse feststellen, dass momentan dat eng eenzeg grouss Baustell ass, an dass och eng relativ chaotesch Stroosseféierung do ass, déi nawell all Woch - oder all Mount, soe mer - e bëssen aneschters ass.

Mat dësem Projet laude mir elo déi drëtt Phas an, an domat d'Fäerdegstellung vun der sougenannter Liaison Micheville, déi dann et och mat sech brëngt, dass mer e franséische Contournement kréie vun Däitsch-Oth mat eiser A4, dass och do herno eng Verbindung entsteet. De Käschtepunkt beleeft sech op 138 Milliounen Euro.

Wat gëtt elo méi konkret hei gebaut?

E Stroossenabschnitt vun 1.650 Meter tëschent der N31 an der A4 am Norde vun der Cité Raemerich; de Bau vun engem Échangeur an engem Kreesverkéier beim Crassier Éilereng an de Raccordement vun dësem mam Rond-point Raemerich; de Bau vun enger Bréck ënnert dem Kreesverkéier Éilereng. Des Weidere sinn an dëser leschter Phas d'Behandlung vun deem verschmotzte Buedem inklusiv dem Oftransport op eng Décharge virgesinn.

Dee ganze Projet vun dëser Verbindung tëschent Esch a Micheville a Frankräich huet d'Zil, den Accès op Belval ze vereinfachen, andeems d'Autoen den ënnerierdeschen Tunnel huelen, dee mat den Haaptachse verbonnen ass. Doduerch ginn d'Stroosse ronderëm Esch a Suessem entlaascht.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hat d'Chance, mat deenen zoustännege Leit de Chantier eng Kéier kucken ze goen, wéi en elo ass. A wann een do gesinn huet, wat alles leeft, weess een, dass et och wichteg ass, dass mer elo déi drëtt Phas maachen, fir dass mer dann och definitiv déi Strooss opkréien.

E kuerze Réckbléck iwwert de gesamte Projet vun der Liaison Micheville.

Si huet eng Gesamtlängt vun 3.300 Meter op zweemol zwou Bunnen. Vum Échangeur Lankelz gëtt d'A4, déi am Moment jo um Rond-point Raemerich ophält, déviéiert a verlängert. Vum Norden no Süde leeft se laanscht d'TGV-Zentral, de Site vum Crassier Éilereng, den Terrain vun der SOTEL, de Plateau du St-Esprit - selbstverständlech net deen hei an der Stad, mä deen um Belval - a verleeft dann ënnerierdesch duerch Belval, fir da schlussendlech op engem neie Rond-point unzekommen.

Den Haaptbestanddeel vum Projet ass den iwwerdeckten Tunnel vun enger Längt vu 735 Meter. Dräi nei Échangeure sinn néideg fir d'Ubannung un dat bestehend Stroossennetz: deen éischte fir d'Verbindung mam Crassier Éilereng an d'Quartiere vun Esch; deen zweeten, südwestlech vun der Cité Raemerich, ass fir d'Desserte Nord vu Belval, an deen drëtte garantéiert op der franséischer Säit déi lokal a regional Ubannung souwéi den Accès op Belval-Sud an och an déi Belvaler Strooss fir Bieles.

Ech hu virdru gesot, dass dëst déi drëtt Phas vum Projet ass. Dat ergëtt also, dass mer schonn zwou Phase virdrun haten. D'Gesetz vum 3. August 2005 huet déi éischt Phas fräiginn, mat engem Budget vu 76 Milliounen Euro. Hei ware virun allem Virbereedungsaarbechten an d'Drostruktur vum Tunnel virgesinn, wéi och den Accès op de Square Mile.

D'Gesetz vum 29. Juli 2008 war den Ufank vun der zweeter Phas, mat enger Enveloppe budgétaire vun 115,5 Milliounen Euro, mat deenen d'Gros œuvre vum Tunnel sollt fäerdeggestallt ginn, gradesou wéi d'Voiriesaarbechten am Tunnel, de Bau vun engem Kreesverkéier, verschidden Ubannungen, wéi ënner anerem déi vum Rond-point Raemerich, an d'Behandlung vum verschmotzte Buedem.

De Projet vun haut soll dann déi lescht Phas ugoen um Schluss vun där Liaison Micheville, ier d'Liaison Micheville soll a Betrib geholl ginn. Wéi scho gesot, ass hei e Budget vun 138 Millioune virgesinn.

Mir wëssen och - a mir hunn alleguerte jo e Courrier och kritt - vu verschiddene Mouvementer, déi soen, dass dat net gutt wier, wa mer dee Projet haut de Mëtteg géife stëmmen, well do Problemer op franséischer Säit wieren. Ech wëll awer dozou soen: Éischtens kënne mer eise franséische Kolleegen net soen, wat se ze maachen hunn, mä dass et do déi jeeweileg Instanze sinn, déi dofir zoustänneg sinn.

An zweetens: dass laang Jore verhandelt ginn ass tëschent Lëtzebuerg a Frankräich, fir endlech déi Léisung do ze fannen, dass a) de Site vu Belval - wou deemools de Michel Wolter belächelt ginn ass, wéi en domat komm ass, fir deenen Industriebraachen en neit Liewen anzehauchen - awer haut beweist, deen Intérêt vun all deene Leit, déi do sinn, wéi interessant dat war; dass et zweetens wichteg ass, dass de Verkéierschaos vun der Gemeng Suessem, virun allem der Uertschaft Bieles, awer och Esch, dass déi missten entlaascht ginn, dass et richteg war, dës Entscheedung ze huelen an dass et och elo net un eis ass, de franséische Kolleege virzeschreiwen, wat se ze maachen hunn, wou och do scho Prozesser gefouert sinn, wuel wëssend, dass och elo franséisch Organismen op europäeschem Niveau usichen, esou ass et awer wichteg,...

(Interruptions)

M. le Président.- Ech bieden Iech, dem Här Spautz nozelauschteren!

(Interruptions)

M. Marc Spautz *(CSV), rapporteur.*- ...dass mer awer och elo wëssen, dass op europäeschem Niveau do wäert ugesicht ginn. Mä et ass net un eis Lëtzebuerger, hei elo dat Ganzt ze stoppen, mä dass dat endlech soll och zu engem Enn gefouert gi vun eiser Säit.

Zielt een déi dräi Phasen awer elo zesummen, esou kënnt ee fir déi Strooss op e Gesamtchiffer vu ronn 330 Milliounen.

Här President, e Problem, dee sech meeschtens bei der Sanéierung vu fréieren Industriesitë stellt, ass dee vum verschmotzte Buedem, deen d'Industrie hannerléisst. Mir wëssen et all, och Belval ass heivun net verschount bliwwen. An dat si jo ëmmer extrem finanziell Posten, wat esou eng Opbereedung vum Buedem kascht!

Et gëtt hei verschidden Alternativen, zum Beispill, dass een e Gruef aushieft, no ënnen isoléiert, da mat Buedem volltippt, no uewen zouisoléiert an dann zum Beispill eng Autobunn driwwerfuere léisst. Genau dat hu mer gemaach um Terrain laanscht d'TGV-Zentral.

Wann Dir Belval awer virun Aen hutt, wësst Der, dass do Kubikmeteren a Kubikmetere vun esou Buedem leien. An déi grad erkläerte Method ass zudeem extrem kostspilleg an et ass momentan nach méi bëlleg, awer sécherlech net onbedéngt méi nohalteg, de verseuchte Buedem an d'Ausland ze exportéieren, wou en da fachgerecht entsuergt ka ginn.

Mä soulaang et méi bëlleg ass, dat ze maachen, wier et jo awer och Nonsens, wa mer géifen dann hei net vun där Geleeënheet profitéieren. D'autant plus wou mer wëssen - an ech hat d'Geleeënheet, scho bei engem anere Projet hei doriwwer ze schwätzen -, dass mer jo nach esou Siten hunn.

Ech denken drun, wéi mer Rieds haten iwwert de Lycée Hubert-Clément, firwat deen net konnt op d'Frichë vun Terres Rouges gesat ginn. Ech denken un d'Schmelzen, déi jo elo agemott ginn - dat ass jo dat neit Wuert an der Lëtzebuerger Sidérurgie, dass mer vun „amotten" schwätzen -, dass do och nach wäerten eng Kéier Sitë kommen, wou relativ vill Buedem ze sanéieren ass, dass een dann eng Kéier muss drugoen. Mä soulaang et méi bëlleg ass, et am Ausland ze entsuerge wéi hei am Land ze behandelen, mengen ech, ass dat dee richtege Wee.

D'Gesetz vun 2008 iwwert d'Liaison Micheville hat fir de verseuchte Buedem e Poste vu bal 23 Millioune virgesinn. Ech wëll awer soen, dass déi Délaien, déi am Gesetz virgesi waren, net konnten agehale ginn, fir all dee Buedem hei am Land ze entsuergen, well och méi Meter Kibb do waren, wéi am Ufank gemengt, a mir hu missen op d'Alternativen zréckgräifen. An dat ass eben, wéi gesot, eng Décharge, déi sech dorobber spezialiséiert huet an Däitschland.

Zu dësem Zäitpunkt hunn dës Terrainen awer och nach net dem Stat gehéiert, mä der Agora. An dat war eréischt duerno, nodeems déi Terrainen dépolluéiert waren, dass de Stat der Agora en Deel vun den Terrainen ofkaaft huet fir ronn 15 Milliounen. Dir gesitt, dëst alles si keng kleng Montanten, déi hei am Spill sinn, an et ass extrem wichteg, dass dës Terrainen uerdentlech dépolluéiert ginn, ier nei drop gebaut gëtt.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ofschléissend wëll ech nach soen, dass de Statsrot mam Projet averstanen ass. Just, wéi scho méi oft, huet e reklaméiert, dass mer géife bei der Liaison Micheville esou e klenge Saucissonnage vum Gesamtprojet maachen. En hätt et léiwer gehat, wa mer ee gemeinsamt Gesetz doriwwer gestëmmt hätten. Awer quant au fond huet e kee Problem.

Dëst ass ee wichtege Projet fir de Site Belval a fir de Süde vum Land. Mir hunn an de leschte

Jore vill Geld an Häerzblutt an déi Siten investéiert. Dofir ass et richteg, dass mer elo mat dësem Projet déi néideg Stroosseverbindunge vun der Liaison Micheville ofschléissen. An ech géif Iech alleguerte bieden, dësem Text zouzestëmmen. En ass wichteg fir eis Stroossestruktur, en ass wichteg fir d'Ëmwelt an en ass och wichteg fir d'Entwécklung vun eisem Land.

Ech soen Iech Merci an ech ginn och heimadder d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Rapporteur. Als éischte Riedner ass den Här Etgen agedroen. Här Etgen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Fernand Etgen *(DP), remplaçant M. Eugène Berger.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech maachen dës Interventioun am Numm vu mengem Fraktiounskolleeg, dem Eugène Berger, deen haut fir d'Chamber am Ausland ass, fir fir d'Éischt emol dem Rapporteur, dem Kolleeg Marc Spautz, Merci ze soe fir säi prezise schréftlechen a mëndleche Bericht.

Dëse Projet ass eng weider Etapp am Hibléck op d'Entwécklung vun den Industriefrichen op Esch/Belval, well mat deem virleienden Text gëtt déi drëtt a lescht Phas vun der Haaptverkéiersoder um Site vun Esch/Belval realiséiert an eist Autobunnsnetz un dat franséischt ugebonnen. Dëse Projet ass d'Basis fir d'Grondakzeptanz vum Projet Belval.

Als DP-Fraktioun si mir selbstverständlech d'accord mat dësem Projet, well d'Ubannung vun dem Lëtzebuerger Stroosseréseau, dat heescht vun der Escher Autobunn un de franséischen Autobunnsréseau ass eppes, wat scho laang gewënscht ass.

Dëse Projet steet dann och ganz besonnesch a Relatioun mat där dynamescher Entwécklung, déi mer am Süde vun eisem Land kenne mat de Friches industrielles op Belval an deenen anere Frichë ronderëm Éilereng, mat zousätzlechen Aktivitéiten, déi dann och wäerten an déi ganz Regioun kommen an déi jo forcément, ob mer dat elo wëllen oder net, méi Individualverkéier wäerten unzéien.

Duerfir brauche mer awer och dréngend eng Verstäerkung vun den Zuchinfrastrukturen am Süden. Schonn haut ass d'Autobunn Esch-Lëtzebuerg an de Stoussstonnen iwwerlaascht. Mat där weiderer Entwécklung vum Süde riskéiert op dëser Streck ee richtege Verkéierschaos ze entstoen. Déi direkt Zuchlinn Lëtzebuerg-Esch ass an eng drëtt Phas verluecht ginn, wat nëmmen heescht, datt dës Regierung se net wäert bauen. Eng adequat Alternativ zu dëser Linn huet d'Regierung awer bis elo nach net op den Dësch geluecht.

Ofschléissend wëll ech de Wonsch ausdrécken, datt mer esou séier wéi méiglech op därselwechter Plaz an zum selwechte Moment erauskomme wéi d'Fransousen, wat dëse Projet ubelaangt. Dat schéngt de Moment awer net ganz garantéiert ze sinn, duerch Plaintë vun Ëmweltorganisatioune bei der EU-Kommissioun.

Dann erënnert de Projet vun der Liaison Micheville eis och nach un een anere Projet, dee mer dagdeeglech aus de Staumeldungen am Süde kennen: dee vum Échangeur Helleng. An ech wëll vun dëser Diskussioun profitéieren, fir de Minister kuerz ze froen, wou mer mat dësem Projet dru sinn.

Erlaabt mer awer och nach zum Schluss, Ponts & Chaussées fir déi gutt Informatiounspolitik vun de Leit, vu Ponts & Chaussées un d'Leit aus dem Quartier ze félicitéieren an hinnen duerfir Merci ze soen.

Ofschléissend wëll ech soen, datt d'DP dëse Projet wäert stëmmen an datt mer doranner och ee wichtege Schrëtt gesi fir déi weider Rekonversioun vun enger ganzer Regioun am Süde vun eisem Land.

Ech soe Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- An ech soen dem Här Etgen Merci. Als nächste Riedner ass d'Madame Lorsché agedroen.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, grad wéi den Här Marc Spautz als Rapporteur vun dësem Projet a wéi den Här Etgen vun der DP vertrëtt och déi gréng Fraktioun d'Meenung, datt d'Liaison Micheville net nëmmen zu der Beliewung vun Esch/Belval bäidréit, mä d'Verkéierssituatioun ronderëm Esch och insgesamt verbessert. Aus ekonomeschen a soziale Grënn ass de Bau vun dëser Verbindung also duerchaus ze vertrieden. Dofir si mer och der Meenung, datt de Projet vun der Liaison Micheville soll eng Suite kréien.

Mat dësem Gesetz, wat d'Finanzéierung vun der drëtter a leschter Phas vun där Verbindung soll erlaben, di mir eis allerdéngs schwéier. Quitte datt d'Ëmsetzung vum Projet zum gréissten Deel an der Hand vun de franséischen Autoritéite läit an ënnert der Maîtrise d'ouvrage vun de Conseils généraux Moselle a Meurthe-et-Moselle soll duerchgefouert ginn, engagéiert de Lëtzebuerger Stat sech awer net ze knapps bei der Finanzéierung vun den Infrastrukturen.

Wann een d'Käschte fir d'Entsuergung vum verseuchte Buedem op lëtzebuergeschem Territoire vum Gesamtbetrag ofzitt, da bleiwen ëmmerhin nach 114,5 Milliounen Euro, déi Lëtzebuerg fir de leschten Deel vun dëser Ubannung investéiere wëllt, déi a Frankräich weiderleeft.

Am Prinzip begréisse mir als Gréng all Investissement, wat déi grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht op eng nohalteg Aart a Weis fördert, zemools och, wann et ëm déi ekonomesch, sozial a kulturell Beliewung vun Esch/Belval a vun de Südgemenge geet. Allerdéngs huet dëse Projet en Hoken.

Bewisenermoosse weist den Terrain, op deem d'Strooss soll gebaut ginn, a Frankräich eng héich Biodiversitéit op a läit op Lëtzebuerger Säit tëschent zwee Natura-2000-Gebidder, dat eent zu Esch, dat anert zu Déifferdeng, déi evidenterweis duerch de Bau vun dëser Strooss a Gefor kënne geroden. Trotzdeem ass bei der Planung vun der Strooss keng Strategesch Ëmweltpréiwung duerchgefouert ginn an trotzdeem si keng alternativ Tracéen am Detail analyséiert ginn, woumat déi europäesch Gesetzgebung net an allen Hisiichte respektéiert gëtt.

Et ass dofir kee Wonner, datt net manner wéi dräi franséisch an zwou Lëtzebuerger Ëmweltschutzorganisatioune reagéiert hunn, an dat mat enger Plainte bei der Europäescher Kommissioun, sou wéi den Här Spautz an den Här Etgen et och ugedeit hunn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, och wann d'Plainte sech géint Frankräich riicht, si mir net der Meenung wéi den Här Spautz, datt Lëtzebuerg elo de Kapp an de Sand sollt stiechen. Souwuel d'Mëssuechtung vun de Prozedure wéi och de Schutz vun der Natur ginn eis net nëmmen e wéineg un, zemools, well mer eis hei och mat 114 Milliounen an e wéineg méi engagéieren. Onofhängeg dovu besteet de Risiko, datt de Projet opgrond vun der Plainte op EU-Niveau blockéiert gëtt a mir da méi ze verléieren hu wéi ze gewannen; haaptsächlech verléiere mer vill Zäit.

D'Wahrscheinlechkeet, datt d'Plainte recevabel ass, besteet an eisen Aen ëmsou méi, well 20% vun de Käschten iwwer europäesch Fongen ofgedeckt ginn. Ob dat Geld och fléisst, wann déi europäesch Virschrëften net respektéiert ginn, ass eng Fro, déi gradesou berechtegt ass wéi déi, ob mir eis eegen Natura-2000-Zone wëlle schützen oder net.

Amplaz also just Geld zur Verfügung ze stellen an der Hoffnung, datt dat Europäescht Geriicht bei dësem Projet duerch d'Fangere kuckt, fuerdere mir déi zoustänneg Ministeren an dësem Dossier op, aktiv ze bleiwen an Drock op Frankräich ze maachen.

Éischtens misst eng grenziwwerschreidend Impaktstudië realiséiert ginn, fir d'Auswierkunge vun dësem Projet op déi natierlech Liewensraim ze analyséieren, an zweetens misst all aner Variant vu Grond op gepréift ginn, fir den ekologesch sënnvollsten Trajet kënnen ze realiséieren. En Tracé, dee manner zerstéiert a méi effikass ass an dee virun allem net zu engem zweeten Échangeur Helleng wäert féieren!

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et geet hei net nëmmen drëm, dat europäescht Recht ze respektéieren, mä et muss och drëms goen, eis eege Rechter wouerzehuelen, fir datt Esch/Belval sech weiderhin am Respekt vun der Natur entwéckele kann an domat dem Prinzip vun der Nohaltegkeet trei bleift. Well déi zwou Bedéngungen hei net garantéiert sinn, wäert déi gréng Fraktioun sech bei dësem Vote enthalen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci der Madame Lorsché. Als nächste Riedner ass den Här Engel agedroen. Den Här Engel huet d'Wuert.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Merci dem Här Spautz fir säin exzellente Rapport a seng Explikatiounen, déi e ginn huet. En huet gesot, dass et en extrem wichtege Projet wier. Ech kann deem nëmmen zoustëmmen. Déi drëtt Phas ass eng logesch Konsequenz vun Décisiounen, déi 2005 an 2008 hei geholl goufen, Décisiounen, déi scho préliminaire waren op dës Décisioun, déi dann haut wäert fale fir déi drëtt Phas, déi ganz wichteg ass fir d'Regioun vum Süden, awer och fir eist ganzt Land.

Alleguer déi Décisiounen, déi duerno musse fale op franséischer Säit, musse sech natierlech an de Kader vun der Prozedur vun der Réglementation communautaire aschreiwen, an do gëtt et och eng ganz Rei vu Méiglechkeeten, déi nach ze huele sinn.

Et wonnert mech e bëssen hei, d'Abstentioun vun der grénger...

Une voix.- Eis net!

M. Georges Engel *(LSAP).*- ...Fraktioun, well d'Leit an de Schäfferéit zu Suessem an zu Esch, wou jo och déi gréng mat dra vertruede sinn, déi setze sech jo scho säit Joren...

Une voix.- Jo!

M. Georges Engel *(LSAP).*- ...derfir an, dass den Accès op dëse Site besser gëtt an och d'Weiderféierung Richtung...

Une voix.- Mir och, mir och!

M. Georges Engel *(LSAP).*- ...Frankräich endlech Realitéit gëtt, an duerfir wonnert dat heite mech elo ganz staark, well bis elo och vun där Säit do net grousse Géigewand komm ass.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ech mengen, Här Engel,...

M. Georges Engel *(LSAP).*- Mir brauchen eng dynamesch Entwécklung...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ech mengen, Här Engel, wann Der gutt nogelauschtert hätt der Madame Lorsché, dann hätt Der erausfonnt, datt wahrscheinlech mat eiser Method fir virzegoen d'Strooss éischter gebaut gi wier.

M. le Président.- Den Här Engel ass et ganz eleng, deen d'Wuert huet. Wann ee gär dem Här Engel eng Fro stellt, dann...

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Gitt emol op Helleng kucken!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Den Här Engel stellt hei Behaaptungen op, déi...

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Kuckt Iech Helleng emol un!

(Brouhaha)

M. le Président.- Här Engel, schwätzt Dir virun!

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Den Här Goebbels hat schonn eng Kéier gemengt, e kéint iwwer europäesch Direktiven ewechgoen. D'Resultat ass Helleng.

(Interruption)

M. Georges Engel *(LSAP).*- Fir dass mer eng dynamesch Entwécklung souwuel am Süde wéi och am Rescht vum Land kréien, duerfir kritt Der och den Accord vun der sozialistescher Fraktioun fir dëse Projet.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Engel. Als nächste Riedner ass den Här Kartheiser agedroen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt am Numm vun der ADR och dem Här Rapporteur, dem Här Marc Spautz, villmools Merci soe fir deen exzellente Rapport.

D'ADR stëmmt dëse Projet awer net, aus enger Rei vu Grënn, déi och am Rapport vum Statsrot schonn ugedeit gi sinn: de Saucissonnage procédural, deen effektiv net soll gemaach ginn, d'Konsequenzen op den Tunnel Éilereng, wou mir eis och Froe stellen. An och, Här Minister: Dir kënnt eis vläicht soen, wie vun de Sécherheetsdéngschter responsabel wär, wann op deem Tronçon eppes géif geschéien. Do gëtt et jo och Diskussioune mat de Sécherheetsdéngschter vu Bieles a vun anere Gemengen, wien elo wierklech verantwortlech wär, wann elo do eppes géif geschéien.

Mä elo, well verschiddener vu menge Virriedner verwonnert waren, hunn ech och emol den Text hei gekuckt vun den Debatten 2003, wou mer dat Gesetz hei iwwert den éischte Projet gekuckt hunn, an do stellen ech emol als Alleréischt fest, datt de Prinzip vum Pollueur-payeur, dee jo awer an der Législatioun vum 17. Juni '94 eigentlech en vigueur war hei am Land, net respektéiert gouf.

D'Sozialistesch Partei - deemools an der Oppositioun -, den Här Bodry hat geschwat vun enger deelweiser Ausserkraaftsetzung vum Gesetz iwwert de Pollueur-payeur-Prinzip. Haut héiere mer vun der sozialistescher Fraktioun keng Kritik.

Dann huet den Här Michel Wolter, sengerzäit Innenminister, wann ech mech net iren, gesot, si géifen d'ARBED net aus der Verantwortung entloosse beim Prinzip vum Pollueur-payeur, an do wär ëmmerhin zwee Joer driwwer verhandelt ginn, sengerzäit vun der DP, wann ech gutt informéiert sinn.

An dann hunn ech geduecht, wann hei de Prinzip vum Pollueur-payeur esou a Fro gestallt ass, dann hu bestëmmt déi gréng eng vehement Ried do dergéint gehalen, well si si jo schliesslech déi, déi dorobber anscheinend ëmmer ganz vill insistéieren. Mä komescherweis hunn déi gréng an dësem Projet net geschwat, si hunn awer fir de Projet gestëmmt.

Une voix.- Richteg.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- An do ass also fir mech emol eng Fro vun der Kredibilitéit vun enger Partei, déi ëmmer vum Prinzip vum Pollueur-payeur schwätzt, wann et ëm d'ARBED geet, an där hir Vertrieder - wéi och den Här Engel et ganz richteg gesot huet - zu Suessem an zu Bieles am Gemengerot op eemol déi richteg Wierder net méi fannen. Par contre...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dir geheit alles e bëssen duerjerneen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Neen, neen, ech geheien dat net duerjerneen! An ech soen Iech awer, wou déi gréng ganz staark sinn, wann et ëm de Prinzip vum Pollueur-payeur geet: Dat ass, wann et drëm geet, deenen einfache Leit d'Suen aus der Täsch ze zéien, zum Beispill...

Plusieurs voix.- Aaahhh!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- ...zum Beispill: net, wann d'ARBED misst Millioune bezuelen, fir Terrainen ze sanéieren, mä wann et zum Beispill ëm den Tarif - hei, Här Gira! - geet vun den Dreckseemeren. Zoufälleg ass mer elo e Rapport vum Käerjenger Gemengerot an d'Hand komm, wou och e grénge Vertrieder sëtzt,...

Une voix.- Uhh, Mist! Uhhh!

(Brouhaha)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- ...an ech liesen Iech vir op Houdäitsch, wat hei steet, well do sinn déi gréng beim Prinzip vum Pollueur-payeur, wann et ëm déi normal Leit geet, op eemol ganz staark!

Une voix.- Ah jo!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- An déi gréng - do steet et op Däitsch: „...sind erfreut, dass das lang ersehnte Eco Center seine Türen demnächst öffnet und somit neue Abfallgebühren nach dem System des «pollueur-payeur» eingeführt werden können." Mir félicitéieren deene Gréngen, wann et drëm geet, deenen einfache Leit an d'Täsch ze gräifen. Bei der ARBED hätte mer vun Iech awer och méi Konsequenz a méi Courage kënnen erwaarden!

Wéi gesot, d'ADR stëmmt dat hei net...

(Brouhaha)

Une voix.- Da sëtzt Iech elo!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- D'ADR steet fir de Prinzip vum Pollueur-payeur, wann et och ëm déi grouss Industrië geet, an d'Gesetz vu '94 ass 2003 net respektéiert ginn, a mir sinn eis konsequent a stëmmen dat hei net, well an dësem Projet sinn 22,7 Milliounen Euro fir d'Évacuatioun vun Terres polluées. Dat wär an eisen Aen eng Dépense, déi d'ARBED hätt missen droen, an net de Lëtzebuerger Stat!

Ech soen Iech Merci.

(Interruptions)

M. le Président.- Merci dem Här Kartheiser. Als leschte Riedner ass den Här Serge Urbany agedroen.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Här President, mir hunn et hei mat engem Projet ze dinn, dee mat enger Gesamtlängt vun 3,3 km a mat engem Gesamtkäschtepunkt vun, ech mengen, iwwer 300 Millioune wuel zu deenen deiersten an der Geschicht vum Stroossebau agoe wäert a wou souguer vläicht d'Nordstrooss, proportional zu deem hei Projet, wann een d'Längt kuckt, scho bal gënschteg erschéngt.

(Brouhaha)

De Projet werft awer eng Rei vu Problemer op.

Éischtens demokratescher; op déi ass schonn hei higewise ginn. De Statsrot huet net nëmme vun engem klenge Saucissonnage geschwat, Här Spautz. En huet gesot, e géif «à l'encontre des principes de la transparence et de la bonne gouvernance» goen an «risque de compromettre la liberté décisionnelle de la Chambre des Députés». Dat muss de Statsrot eis soen!

Zweetens ass dat hei jo e grenziwwerschreidende Projet, deen nëmmen e Sënn ergëtt, wann en op der franséischer Säit ka virugefouert ginn. An do sinn eng Rei Problemer, déi effektiv net ugepaakt gi sinn an déi riskéieren dee ganze Projet nach weider an d'Längt ze zéien. An déi baséieren awer op Argumenter, déi awer wahrscheinlech e gewëssene Sënn er-

ginn, an et weess een net, wéi dat a Frankräich, déi Prozedur do, ausgoe wäert.

En décke Batz vun deenen Ausgaben hei stellt d'Sanéierung vun Terrainen duer. Dat ass awer e wichtege Punkt hei. An hei gëtt effektiv net de Principe „pollueur-payeur" ugewannt, mä de Stat iwwerhëlt hei bal d'Gesamtheet vun deene Käschten: 33,6 Millioune Phas eent an zwee. Et kommen nach 26 Millioune Sanéierungskäschten elo derbäi. Also insgesamt 60 Milliounen indirekt Subventioune vum Stat un de Pollueur ArcelorMittal - deen als Merci dofir däerf Stolstanduerter zréckbauen zu Rodange an zu Schëffleng an zu Diddeleng.

(Interruptions)

Dofir, Här President, ech sinn och der Meenung, d'Liaison Micheville ass néideg fir d'Gemengen Esch a Suessem. An normalerweis géif ech och d'Liaison Micheville stëmmen, mä ech wëll mech awer hei enthalen, fir mäi Protest auszedrécke géint déi Ëmstänn, ënnert deenen dee Projet hei virbruecht ginn ass.

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. Elo kritt d'Wuert den Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President. Ech wollt am Fong net un d'Riednerpult kommen, well et de Basismodell war. Mä op dat, wat ech elo héieren hunn, muss ech awer e puer Saache soen trotzdeem. Awer ganz sécher!

Also fir unzefänken, ech fannen et trotzdeem eng Zoumuddung, wann hei gesot gëtt, datt déi Aart a Weis wéi hei géif gefuer ginn - mam Saucissonnage an Ähnleches -, datt dat elo hei als Reproche gemaach gëtt. Ech wëll Iech just drun erënneren...

(Brouhaha)

Jo, de Statsrot, dee kann dat soen, mä heibannen...

(Interruptions diverses)

Also, datt e puer Leit dat heibanne soen, fannen ech nu wierklech eng Zoumuddung, well genau dat, wat mer elo maachen, de Prinzip ass, dee mer 2005 zesumme mat der Comexbu gemeinsam festgehalen hunn, fir esou Projeten, wéi dat hei, ze géréieren.

(Brouhaha)

Dat ass nämlech sengerzäit gesot ginn. An ech kommen duerno op der Nordstrooss nach eng Kéier drop zréck, well genau do dat net geschitt ass, wat mer hei gemaach hunn. An dofir hu mer jo déi vill Problemer op der Nordstrooss.

Hei hu mer gesot, esou e grousse Projet wéi dat hei,...

Une voix.- Net nëmmen dowéinst!

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- ...mat esou vill Investissementer, déi mer hei maachen, wéi mer se hei maachen, mat all deenen Aléaen, déi an esou Projeten dra sinn, ass net maîtrisabel iwwert déi laang Durée, déi en huet, wann et net an e puer Etappe gemaach gëtt.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Dee Prinzip hu mer gemeinsam an der Chamber, de Ministère, d'Regierung mat der Chamber festgehalen. A mer hu gesot, op esou e Projet wéi dat hei applizéiere mer deen elo.

An elo kommen ech heihinner bei der drëtter Phas a kréien da gesot: Dat ass awer eng Sauerei, datt Der elo bei deem Projet dee System applizéiert, deen d'Chamber gesot huet, datt ech soll applizéieren! Mä da musst Der awer wëssen - fir déi Leit, déi dat soen -, wat Der wëllt, entweder dat eent oder dat anert. An ech gi recht deene Leit, déi mer 2005 gesot hunn, ech soll et esou maachen, well et esou déi eenzeg Aart a Weis ass, fir dee Projet am Gréff ze behalen. Anescht geet et net, mat där Envergure, mat där Technicitéit, mat deenen Aléaen, déi mer op esou engem Projet hunn. Dat emol ganz kloer gesot.

Zweete Punkt, et gëtt gesot, dee Projet ass schrecklech deier.

(Interruptions)

Jo, dee Projet ass schrecklech deier. Mä firwat ass en da schrecklech deier? Elo soen ech Iech awer och, mir haten eng laang Diskussioun och an der Chamber iwwert dee Projet.

(Brouhaha)

An an där längerer Diskussioun, wou mer gemeinsam festgeluecht hunn, wéi mer da Belval wëllen entwéckelen, wou mer gemeinsam gesot hunn, datt mer géifen urbanistesch alles maximal esou maachen, datt en eng Chance hätt, fir sech ze entwéckelen, wou mer déi ganz Strooss ënnert de Buedem geluecht hunn, wou mer genau woussten, datt dat polluéierte Buedem wär. Dat hu mer jo awer gemeinsam hei décidéiert. Dat wollte mer jo awer gemeinsam. Well mer net wollten, datt dee Projet sollt en Échec ginn, well mer wollten all Kaarten op eiser Säit hunn. Laang Diskussiounen!

A wann ech mech un déi Diskussioune gutt erënneren, hätt d'Chamber zu engem Deel nach gär méi gehat, datt mer nach méi investéieren. Deen Tunnel sollt nämlech nach méi laang ginn am Ufank. Mir hunn en nach reduzéiert an der Kierzt. An elo kréie mer da gesot, elo hu mer dat alles gemaach, elo kréie mer gesot: En ass vill ze vill deier!

Jo, et muss een awer wëssen, wat ee wëllt, wann een dat do freet. Ech kann net dat eent an dat anert maachen. A mer hunn hei eng uerdentlech Mëtt gewielt.

(Brouhaha)

En ass deier, mä dee Projet Belval gëtt duerno vum urbanistesche Standpunkt aus, vum Entwécklungsstandpunkt aus, hoffen ech, en uerdentleche Projet, deen eng Zukunft huet. An et ass esou wéi mer eist Land wëllen entwéckelen, hu mer gemeinsam festgehalen. D'Regierung setzt dat duerch, och wann dann elo gesot gëtt, dat wär net gutt, wat viru fënnef Joer gemeinsam oder virun zéng Joer gemeinsam hei décidéiert ginn ass.

Dann déi Geschicht vum Pollueur-payeur. Also elo verstinn ech dee Prinzip jo alles. Mä ech wëll just soen,...

(Brouhaha)

...et muss een awer och...

(Interruptions diverses)

Jo, ech weess ni, op wien ech soll kucken, wann ech esou a Form sinn. Mä ech wëll awer just nach eng Kéier kuerz erënneren, wéi déi ganz Saach...

Une voix.- E kuckt! E kuckt heihinner! E kuckt heihinner!

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Mir wëssen, datt mer an der ganzer Diskussioun, déi mer haten, wou Prinzipien, wou Agora gegrënnt ginn ass, wou och mat der Arcelor, mat ARBED sengerzäit, Diskussioune gelaf sinn, dunn ass iwwert d'Réutilisatioun vun deem Terrain hei diskutéiert ginn. An do sinn och vun där deemoleger Regierung, där virvirleschter, eng Rei Prinzipië festgehale ginn. An déi Zäit ass dat, wat als Prinzipië festgehale ginn ass, en anert Belval gewiescht, aner Entwécklungsprinzipië gewiescht wéi déi, déi haut festgehale sinn.

Du war geduecht fir eng Rekonversioun vun enger Friche ze maachen an eng «Zone d'activités mixte à caractère industriel». Déi Zäit war geduecht fir d'«fondation sur sol des futures immeubles» ze maachen, an dee Moment waren d'Terrassementer an d'Assainissementer am Fong extrem reduzéiert, well net an de Buedem eragaangen ass. An et waren och keng Interaktioune vun de Résiduë vum Processus des hauts-fourneaux respektiv mam Plateau du Saint-Esprit sengerzäit virgesinn, wéi all déi Kontrakter ofgeschloss gi sinn.

Et ass also eréischt am Nachhinein, wou dee ganze Konzept no laangen Diskussioune geännert huet, wou a sech och aner Konsequenze sech draus entwéckelt hunn, wou méi huet missen assainéiert ginn. A wou dee Moment och d'Präisser, nodeem datt de Kontrakt schonn ofgeschloss war, wou d'Präisser dee Moment och an d'Luucht gaange sinn.

Ech abréviéieren elo déi ganz Geschicht, well se ass nach vill méi laang. Mä ech wëll just soen, datt de Prinzip, nodeem dat ofgemaach gi war, wie wéi géif bezuelen, duerno geännert ginn ass, an zwar och vum Stat a vun der Chamber, mat deene ville Gesetzer, déi gestëmmt gi sinn, fir déi Ännerungen erbäizeféieren. An dat ware mir als Stat respektiv als Chamber, déi dat esou wollten, fir et esou ze maachen.

Dofir, ech wëll dat just an eng Perspektiv setzen, fir d'Realitéit vun der Geschicht erëm e wéineg anescht awer trotzdeem ze maachen, wéi se elo hei beschriwwe ginn ass.

An dann déi Geschicht mat Frankräich. Also mir hu mat de Fransouse sengerzäit e Kontrakt ofgemaach. An ech si bis elo dovun ausgaangen, datt mir deen Deel vun deem Kontrakt, wou mir eis engagéiert hunn ze maachen, datt mir dee sollte respektéieren, well mir all Intérêt hunn, datt dat Esch/Belval oder dat Belval sech esou schnell wéi méiglech soll entwéckelen. An ech hu bis elo och ëmmer komescherweis insistéiert, datt d'Fransousen esou schnell wéi méiglech sollte maachen an datt och op franséischer Säit sollt eppes geschéien, well ech gemengt hunn, datt et wichteg wär och fir d'Entwécklung vu Belval, wa mer deen Accès aus dem Süden an aus Frankräich hätten, an zum ganze Konzept gehéiert deen och dozou.

An dofir mengen ech natierlech muss déi Stroosseféierung op franséischer Säit no all de juristesche Kritären, no den europäeschen Direktive gemaach ginn, déi musse sinn. Dat stellt jo och keen a Fro. Mä ech muss awer och soen, dat ass awer un der franséischer Säit, dat ze léisen. Si mussen déi legal Contrainten, déi europäesch Contrainten anhalen. Si si responsabel, fir déi ze maachen. Dat kënnt Der awer elo net der Lëtzebuerger Regierung virwerfen, datt déi eng oder aner Fro sech a Frankräich eventuell stellt. Ech kann och net novollzéien, wéi wäit se sech stellt oder net.

D'Fransousen hu kontraktuell mat eis en Ofkommes gemaach. A wann Der elo sot, mir stëmmen elo deen hei Deel net vun där Liaison Micheville, da muss ech Iech awer soen, deen hei Deel, dat ass awer net deen, deen a Frankräich eriwwergeet. Deen, deen a Frankräich eriwwergeet, deen ass scho gebaut. Dee steet awer scho säit dräi, véier Joer do. An déi Plaz, wou deen ukënnt, déi ass scho laang fäerdeg.

Dat, wat mer elo hei bauen, dat ass deen drëtten Deel. Dat geet op der N31 op Suessem un, dat heescht, wäit an eist Land schonn eran. An dat geet a sech drëm, fir vun där Strooss aus ronderëm ganz Raemerich bis op d'Escher Autobunn ze fueren. Dat heescht, dat huet awer nu strictement näischt ze di mat deenen Accèsen. Hei änneren ech näischt méi un iergendengem Accès a Frankräich, well deen ass scho säit Jore fäerdeg. An deen ass säit iwwer zéng Joer schonn op där Plaz festgehalen, wou e festgehalen ass.

Duerfir, ech verstinn, datt een et net stëmmt, mä ech wëll och dat nach eng Kéier richtegsetzen. Hei empêchéiere mer, ob mer dat hei elo bauen oder net, strictement näischt zu deem franséischen eventuelle Problem, dee sech ka stellen. Hei verbessere mer just den Accès vun der Autobunn vun der Escher Säit eraus a mir verbessere wesentlech den Accès, deen een op Belval misst maachen.

Well géife mer dat hei net bauen, da misst dee ganzen Accès iwwert de Rond-point viru Belval geschéien. An Dir wësst, wa mer Rockkonzerten hunn oder wa grouss Aktivitéiten do sinn - an ech denken, wann d'Uni bis elo 2014 hir Dieren do opmécht, dann hu mer massiven Andrang do -, wat fir Problemer sech géife stellen, wa mer net déi Infrastrukturen alleguer maachen, eleng schonn op Lëtzebuerger Säit, fir deen Accès, dee mir zum Site brauchen. Dat wollt ech awer nach, quitte datt et e Basismodell war, dozou soen.

Ech soen all deene Leit, déi de Projet ënnerstëtzen, villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Nohaltegkeetsminister. Domadder ass d'Diskussioun iwwert dëse Projet ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6395 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6395 ass ugeholl mat 47 Jo-Stëmmen, géint 4 Nee-Stëmmen an 8 Enthalungen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6395 est adopté par 48 voix pour, 4 voix contre et 8 abstentions.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden (par M. Marcel Oberweis), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert (par Mme Nancy Arendt), Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Serge Wilmes), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot (par M. Roger Negri), Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger (par M. Fernand Etgen), Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Claude Meisch), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner.

Ont voté non: MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen (par M. Jacques-Yves Henckes), Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Se sont abstenus: MM. Claude Adam (par Mme Viviane Loschetter), François Bausch, Félix Braz (par M. Camille Gira), Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

M. Serge Urbany.

Wëllt ee seng Enthalung begrënnen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Eisen nächste Punkt ass de Projet de loi 6396 iwwert d'Nordstrooss. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo...

(Interruption)

Mir hunn nach eng Motioun. Jo, mir kënnen iwwert déi Motioun vum Här Michel Wolter nach vläicht direkt ofstëmmen. Ech ginn dervun aus, déi gëtt nach eng Kéier exposéiert. Den Här Wolter kritt nach eng Kéier d'Wuert.

10. Motion de M. Michel Wolter relative à la procédure de marché public pour inviter le Gouvernement à lancer la procédure de marché public pour inviter des opérateurs économiques à faire des offres pour la conception, le déploiement, l'opération, l'entretien et la maintenance d'un réseau de radiocommunication numérique dédié aux services de secours et de sécurité et pour inviter le Gouvernement à déposer au cours de l'année 2013 un projet de loi d'autorisation concernant le projet définitif

Exposé

M. Michel Wolter *(CSV), auteur.*- Här President, léif Kolleegen, ech wollt just nach eng Kéier kuerz awer erklären, wat mer hei maachen. Well ech wierklech muss soen, och no där Debatt, déi mer elo just haten, dass sech säit 2004 an der Chamber relativ villes geännert huet.

Dass den Här Wiseler an all deene Joren, zesummen notamment mat der Comexbu, eng ganz Rei vu Prozeduren opgestallt huet, déi derzou gefouert hunn, dass mer bei der Liaison Micheville notamment an dräi Partië gefuer sinn, an déi och an dësem Fall, dee mer hei diskutéieren, no enger Diskussioun der Regierung d'Méiglechkeet solle ginn, fir d'Éischt ze kucken, ob an engem Projet d'Faisabilitéit an d'Finanzementsméiglechkeeten do sinn an dann d'Chamber mat engem Projet de loi ze saiséieren, deen dann alle Komponente Rechnung dréit, während dat fréier quasi net méiglech war. Dass fir d'Éischt huet missen e Projet de loi gemaach ginn, an dann hu mer duerno eventuell festgestallt, dass et net esou gaangen ass, wéi een et gär gehat hätt.

Ëm wat geet et an deem heite prezise Fall? Et geet drëm, dass eis Sécherheets- an eis Rettungsdéngschter bei hirer Aarbecht vu performanten, vertrauenswürdegen a gesécherte Kommunikatiounsmëttel ofhänken. Dass déi Technologien an déi Komponenten, mat deenen d'Sécherheets- an d'Rettungsdéngschter zu Lëtzebuerg schaffen, dass déi un en Enn kommen. Dass säit enger ganzer Rei vu Joren driwwer diskutéiert gëtt, de bestehende System, deen, mengen ech, aus de 70er, 80er Jore vum leschte Jorhonnert nach staamt, fir deen ze ersetzen.

Experte vum Réseau Radio Intégré hunn d'Méiglechkeet vun engem numeresche Radiosréseau analyséiert an enger éischter Phas. An enger zweeter Phas huet de Statsministère am Juli 2011 e Groupe de pilotage agesat, mat all deenen, déi den integréierte Radiosréseau benotzen, an huet d'Méiglechkeet vun engem numeresche Réseau analyséiert, opgrond vun den Erfahrungen, déi an eisen Nopeschlänner domadder gemaach si ginn.

D'Regierung huet dann an hirem Conseil de Gouvernement den 20. Januar 2012 beschloss, fir d'Entwécklung an d'Asetze vun engem numeresche Radiosréseau fir Rettungs- a Sécherheetsdéngschter un e wirtschaftlechen Opérateur weiderzeginn. Vu dass dëse Projet awer komplex an aussergewéinlech ass, ass et schwéier, am Viraus souwuel déi bescht technesch Méiglechkeet fir d'Asetze vun esou engem Réseau ze appréciéiere wéi och déi finanziell Dimensioun kënnen anzeschätzen.

D'Konklusioun vun deem Groupe de pilotage an d'Décisioun vum Conseil de Gouvernement sinn dann an der Finanzkommissioun vum 27. Mäerz virgestallt ginn, mat der Demande vun der Regierung fir eben an dësem genaue Projet en anere Wee ze goen an elo am Fong en Appel d'offres ze maachen. A wann deen Appel d'offres concluant ass, da mat engem Projet de loi ze kommen.

Opgrond vun där veränderter Aart a Weis, wéi mer mat der Regierung zesummeschaffen, ass dat heiten entre-temps méiglech ginn. Mir hunn an der Finanzkommissioun - d'Fraktiounen alleguerten - iwwert déi Argumentatioun vun der Regierung diskutéiert an déi eenzel Fraktioune ware sech à l'unanimité eens ginn, dass mer der Argumentatioun vun der Regierung an dësem Projet solle follegen.

Dofir géife mer dann haut de Mëtteg eng Motioun stëmmen, déi dann den Optakt vun där Prozedur ass, déi doranner besteet, dass e wirtschaftlechen Opérateur mat der Asetzung vun engem Réseau fir numeresch Radiokommunikatioun fir eis Sécherheets- a Rettungsdéngschter chargéiert gëtt, dass dëse Prinzip fir d'Realisatioun vum Projet bäizebehalen ass an opgrond vun de Konklusioune vun de Virbereedungsaarbechte soll exekutéiert ginn.

Dass mer also d'accord sinn, dass d'Prozedur vum Marché public lancéiert gëtt, fir wirtschaftlech Opérateuren opzeruffen, hir Offer ze ënnerbreede fir d'Konzeptioun, d'Entwécklung, den Entretien an d'Maintenance vum Réseau. An dass nom Ofschloss vun dëser Prozedur am Laf vum Joer 2013 dann e Projet de loi an der Chamber géif déposéiert ginn, fir en endgültege Projet, deen dann ausgeschafft ginn ass, fir deen dem Vote vun der Chamber ze ënnerleeën. Virausgesat selbstverständlech, dass de Stat eng akzeptabel Offer an deem Dossier entre-temps krut.

Voilà, ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Wolter. Wëllt nach een zu där Motioun Stellung huelen? Wann dat net de Fall ass, kéinte mer à main levée doriwwer ofstëmmen.

Vote sur la motion

Wien ass mat där Motioun d'accord?

Dat schéngt mer d'Unanimitéit ze sinn. Da géif ech Iech Merci soen an domadder wär déi Motioun ugeholl.

Mir kéimen dann elo zum Projet de loi 6396 iwwert d'Nordstrooss. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: den Här Etgen an den Här Henckes. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi.

(Interruption)

Jo, ech géif souwisou vläicht d'Fraktioune bieden - mir mierken ëmmer méi oft, datt hei Riedner net ageschriwwe gi sinn -, datt se sech wierklech géifen am Virfeld aschreiwen. De Service seet, et wär net ageschriwwe ginn. Et ass kee Problem. Also setze mer nach d'Madame Lorsché derbäi.

Da kritt elo d'Wuert de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Lucien Clement.

11. 6396 - Projet de loi relatif à l'adaptation budgétaire du projet de construction d'une route reliant Luxembourg à Ettelbruck

Rapport de la Commission du Développement durable

M. Lucien Clement *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech stellen Iech elo de Projet de loi zur zweeter Rallonge budgétaire vun der Nordstrooss vir.

(Interruption)

Déi zweet ass et. 15 Joer, Madame Lorsché, du waart Dir nach net hei.

(Interruption)

De Projet ass de 15. Februar 2012 vum Minister vun der nohalteger Entwécklung an den Infrastrukturen, dem Här Claude Wiseler, elei an der Chamber déposéiert ginn. Den 30. Mäerz...

(Brouhaha)

M. le Président.- Ech bieden Iech, dem Här Rapporteur nozelauschteren!

M. Lucien Clement *(CSV), rapporteur.*- Den 30. Mäerz huet de Statsrot säin Avis derzou ofginn.

(Interruption)

Den 29. Februar huet d'Chamberskommissioun mech zum Rapporteur vum Projet ernannt. Den 18. Abrëll hu mer an der Kommissioun de Projet an den Avis vum Statsrot gekuckt a konnten an därselwechter Sitzung dann och de Rapport unhuelen.

Den Objet vum Projet, ech hunn et schonns gesot, ass déi zweet Upassung vum Budget fir d'Nordstrooss tëschent Lëtzebuerg-Stad an Ettelbréck, sou wéi et duerch d'Gesetz vum 27. Juli 1997 festgehale gi war. Deemools ware ronn 367 Milliounen Euro, Index 492,65 virgesinn. Duerch d'Gesetz vum 3. August 2005 sinn nach eemol 229 Milliounen derbäikomm, an dat zum Index vu 588,92.

D'Autorisatioun, déi mir haut elei solle ginn, ass noutwendeg, well de Montant sech op 58,1 Milliounen Euro beleeft, an domat sief de Seuil vu 40 Milliounen iwwerschratt, ab deem jo, wéi mer alleguerte wëssen, e Gesetz gestëmmt muss ginn.

Op Basis vun den Dokumenter, déi all Semester un d'Comexbu vun der Chamber ginn, ass festgestallt ginn, datt eng weider Upassung vum Budget néideg gi wier. Am Juni 2011 ass gekuckt ginn, wou mir dru sinn a wat nach misst gemaach ginn. An deemno ass och gekuckt ginn, wat nach misst bezuelt ginn. An esou ass de Montant vun 58,1 Milliounen zustane komm, an dat mat engem Index vu 685 (veuillez lire: 685,44).

Ech soen d'Indexer alleguerten, wéi se am Budget stinn, well ech herno nach eng Kéier dorobber zréckkomme wëll.

D'Fro, déi berechtegt ass, an déi ee sech natierlech stellt, ass déi, firwat dann elo nach eemol de Budget muss adaptéiert ginn.

Ech probéieren elei d'Ursaachen opzelëschten op déi verschidde Posten. Notamment wat den Équipement vun den Tunnelen ugeet, sinn en cours de route d'Sécherheetsbestëmmunge verschäerft a verbessert ginn. Dat huet natierlech säi Präis. Mä ech mengen, datt dat trauregt Beispill vum belsche Bus an engem Schwäizer Tunnel virun e puer Woche keen Zweifel dru léisst, datt alles muss gemaach ginn, fir d'Tunnelen trotzdeem esou sécher wéi méiglech ze gestalten.

Erlaabt mer, datt ech kuerz opzielen, wou a wat méi deier ginn ass. Am Tunnel Grouft ass décidéiert ginn, eng besser Beliichtung ze installéieren. Et ass zu Ännerungen an der Ventilatioun, der Étanchéitéit an dem Drainage komm, fir eng besser Haltbarkeet vun den Tunnelen och ze garantéieren.

Wéinst Sécherheetsnormen, deene sougenannten RABT-Direktiven - dat steet fir „Richtlinien für die Ausstattung und den Betrieb von Straßentunnels" -, sinn Ännerungen an der Elektroalimentatioun virgeholl ginn oder hu misse virgeholl ginn. D'Infrastrukture fir de Brandschutz si fäerdeggestallt ginn. D'Fondatioun vun der Nord-Entrée vum Tunnel ass adaptéiert ginn.

Da muss een awer och soen, datt verschidde Posten einfach méi deier gi si wéi virgesinn. Verschidde Quantitéite waren net ganz richteg berechent ginn an de Soumissiounen.

Ech wëll hei e Beispill nenne vun den Armature vum Béton armé am banneschte Verwëllef vum Tunnel, wou en plus nach en cours de route och d'Norm geännert ginn ass oder geännert huet.

Och am Tunnel Stafelter ass et zu engem Dépassement komm par rapport zu der Ausschreiwung vun 2007. Et ass zu weideren Dépassementer komm beim Ustrach an der Signalisation verticale vun den Tunnele Grouft a Stafelter - dat, well d'Devisen ugepasst gi sinn.

Weider Dépassementer sinn op folgende Poste festzestellen: Échangeur Luerenzweiler; elektromechanesch Équipementer; d'Surveillance vun der Direction des travaux; verschidde Posten an den Tunnele Gousselerbierg, Grouft a Stafelter, déi an der Regie hu misse gemaach ginn; de Litige am Tunnel Gousselerbierg; d'Finalisatioun vun den Etüden an dee ganze Volet Sécurité/Santé. Doduerch ass dat alles an d'Längt gezu ginn an et ass zu Méikäschte komm um Niveau vun der Direction des travaux. An zu gudder Lescht sinn déi medezinesch Posten och nach derbäikomm.

Ofschléissend wëll ech soen, datt de Statsrot säin Accord zum Projet ginn huet. Déi héich Kierperschaft refuséiert net, sech verschiddenen Argumenter, wat d'Dépassementer ugeet, ze ralliéieren, huet awer Problemer, sech mat deenen ugefouerte prozentualen Haussen zurechtzefannen.

De Conseil d'État rechent dann alles erop, e bësselche méi verständlech, op den Index vun haut a kënnt op e Montant vun deem Ganze vun 850 Milliounen a gesäit dann, wann een dat héichgerechent huet, zum Projet initial eng Augmentatioun vun 63%.

Do ware mir an der Kommissioun awer net onbedéngt där Meenung (veuillez lire: éischter der Meenung), datt déi Rechnung awer nëmme bedéngt oder bedéngt richteg wier, well jo awer scho vill Rechnunge viru sechs, aacht oder zéng Joer bezuelt gi sinn, wou dann awer en aneren Index gespillt huet.

De Conseil d'État ënnersträicht awer, datt generell eng gutt an transparent Finanzgestioun vun esou groussen Infrastrukturprojete gefuerdert ass. Heizou wëll ech als Rapporteur awer eng Remarque maachen: Et ass allerdéngs wierklech schwiereg, bei esou engem Projet - an ech mengen, et ass bei deem Projet virdrun och schonn ugeklongen -, dee sech iwwer 15 Joer hinzitt, zum Zäitpunkt vum éischte Vote, fir do en detailléierte Finanzprojet ze presentéieren.

Ech géif soen, ze grouss wieren awer do d'Inconnuen, déi en cours de route virkomme kënnen. Kee weess genee, wat sech elei oder do am Buedem verstoppt hält, wann een Tunnele gruewe muss, an dat trotz alle gudden Etüden, déi am Virfeld gemaach gi sinn. Do wier et vläicht sënnvoll - esou wéi bei der Liaison Micheville -, a Phasen ze fueren, fir méi detailléiert a méi no un där finanzieller Realitéit ze sinn.

Onofhängeg dovunner, datt een dann de Virworf - an deem Projet virdrun ass dat virkomme -, de Virworf vum Saucissonnage vum Conseil d'État misst a Kaf huelen. Mir wieren elei bei enger Bauzäit vu 16 Joer mat Sécherheet, wa mer a Phase gefuer wieren, méi no bei där finanzieller Enveloppe bliwwen, wéi et haut de Fall ass.

Ech sinn do net onbedéngt dem Conseil d'État senger Meenung vum Saucissonnage. Ech sinn awer där Meenung, datt, wann a Phase gefuer gëtt, dat ganz transparent a verständlech och fir d'Chamber hei iwwert d'Bühn muss goen. De Saucissonnage däerf allerdéngs net duerhalen, fir Projeten ze hannergoen, datt ee seet: „Mir maachen et an zwou Phasen, dann hu mer zweemol e Projet ënner 40 Milliounen an dofir brauche mer kee Projet de loi ze maachen." Ech mengen, dofir däerf et net do sinn.

Mä an dësem ganz grousse Projet wier et awer dach sënnvoll gewiescht, wann een dat a méi Etappe gemaach hätt a méi genee déi finanziell Enveloppe hätt kënne berechnen.

Als Konklusioun muss ee soen, d'Nordstrooss ass ee Projet vun enger enormer Envergure, sou datt och d'Dépassementer, esou wéi ech se elo grad virgedroen hunn, direkt och immens an d'Geld schloen. Mä de Projet Nordstrooss elo ze verzögeren, fäerten ech, géif nach méi deier ginn.

Duerfir: Wann een A seet, muss een och B soen. A hat d'Chamber hei 1997 no laangen Diskussioune gesot. An ech mengen, dobäi muss et dann och bleiwen. Et geet elo ëm den Ofschloss vun der Nordstrooss, déi jo dann och a Betrib geholl gi soll. Vu datt elo an dëser Rallonge nach eng zolidd Zomm vu bal zwielef Milliounen als Reserv virgesinn ass, denken ech, datt dës zweet awer och déi lescht dierft sinn.

An duerfir bieden ech d'Chamber, och wann ee weess, datt et ëm vill Geld geet, dëse Projet, esou wéi en elo elei virläit, ze stëmmen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci dem Här Clement. Als éischte Riedner ass den Här Etgen agedroen. Här Etgen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Fernand Etgen *(DP)*.- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer virewech, dem Rapporteur, dem Kolleeg Lucien Clement, Merci ze soe fir säi schréftlechen a mëndleche Bericht an him fir seng Aarbecht ganz häerzlech ze félicitéieren.

D'Nordstrooss ass dat, wat een eng „never-ending story" nenne kann. Déi 14 Kilometer Nordstrooss, déi Miersch mam Kierchbierg verbannen, gehéieren an d'Guinnessbuch vun de Rekorder.

Éischtens, et ass deen deiersten a gréisste Bau, dee jee hei zu Lëtzebuerg realiséiert ginn ass.

Zweetens, et ass déi deierst Strooss mat engem Kilometerpräis vu 44 Milliounen Euro.

Drëttens, et ass dee Stroossebauprojet mat där längster Bauzäit.

Véiertens, et ass dee Projet, iwwert dee bis elo am dacksten an am längsten hei an der Chamber diskutéiert gouf.

Fënneftens, et ass dee Projet, deen eng Ënnerschréftenaktioun mat der Fuerderung no enger equivalenter Verbindung mat deene meeschten Ënnerschréften ervirgeruff huet.

Sechstens, et ass dee Stroossebauprojet mat deem längsten Tunnel hei zu Lëtzebuerg.

Siwentens, et ass dee Stroossebauprojet, deen an deene meeschte Regierungserklärungen drastoung.

Aachtens, et ass awer och deen neie Projet zu Lëtzebuerg, deen am dackste fir de Verkéier, an dat aus deene verschiddensten Ursaachen, gespaart ass.

Här President, et ass bedauerlech, datt d'Nordstrooss vun deene grousse Stroossebauprojeten als Allerlescht un d'Rei komm ass, obscho se vun Ufank un, an dat schonn zënter 45 Joer, op der Prioritéitelëscht stoung, zu engem Moment, wou all déi aner Regioune vum Land ideal erschloss gi sinn. Et ass bedauerlech, datt d'Nordstrooss nach ëmmer net fäerdeg ass.

45 Joer sinn et elo hier, datt iwwert d'Gesetz vum Fonds des routes décidéiert ginn ass, fir eng Verbindungsstrooss vum Zentrum no Ettelbréck ze bauen. 45 Joer laang ass d'Fäerdegstellung vun der Nordstrooss een Dauerbrenner, ouni datt mer haut kënne soen, wéini datt mer se definitiv ganz a Betrib kënnen huelen.

20 Joer sinn et elo hier, datt d'Ostvariant vum Nordstroossentracé vun der Chamber gestëmmt ginn ass. 15 Joer sinn et elo hier, datt d'Gesetz iwwert de Bau vun der Nordstrooss hei an der Chamber gestëmmt ginn ass. Bei dem Débat d'orientation 1992 huet den DP-Spriecher Niki Bettendorf seng Interventioun mat folgendem Saz opgehalen: „A gleeft mer, fir dës Strooss ze bauen, brauche mer mat eiser Rapiditéit nach mindestens zéng Joer. Ech sinn haut fielsefest iwwerzeegt, datt an zéng Joer déi Diskussiounen, déi mer haut féieren, iwwerflëssig wäerte sinn."

20 Joer duerno si mer nach ëmmer net um Zil ukomm! Wéi d'Gesetz iwwert d'Nordstrooss 1997 an der Chamber gestëmmt ginn ass, ass gemengt ginn, si kéint 2005 fäerdeg sinn. 2005 ass gemengt ginn, et géif nach bis 2009, 2010 daueren. An haut gëtt gemengt, et géif nach bis 2015 daueren.

Här President, d'Nordstrooss ass a bleift ee Projet mat enger nationaler Envergure, déi sech fir d'Entwécklung vum Land am Allgemengen, mä am Norden am Besonnesche wäert ausbezuelen. D'Gedold kennt och hir Grenzen. Wann et ëm national Solidaritéit geet, da sinn déi aus dem Norden och Lëtzebuerger. Ass et ëmgedréit och wouer? Dës Fro konnt ee sech am Kader vun den Diskussiounen iwwert d'Nordstrooss munchmol stellen. An och haut musse mer eis dës Fro op en Neits stellen.

Nun, Dir Dammen an Dir Hären, ass den Norde vum Land awer nach ëmmer ee Stéck vun eisem Grand-Duché. An et soll een de Leit aus dem Norden dach wann ech gelift net d'Recht op eng modern Verbindung zur Haaptstad, zum Osten, zum Süden an zum Ausland verweigeren oder ofspriechen.

D'Bedeitung vun dëser Nordstrooss ass fir den Norde liewenswichteg. Leider féiert se duerch den Zentrum, soss wier et wahrscheinlech an all deene Jore vill méi einfach gewiescht. D'Nordstrooss muss esou séier wéi méiglech fäerdeggestallt ginn. D'Gedold ass och elo am Norden zu Enn.

Ech wollt emol eng Kéier un all déi Démarchen erënneren, déi a puncto Nordstrooss vusäite vun der Bevölkerung aus dem Norde gemaach gi sinn. Eng grouss Zuel vu Buergermeeschteren aus dem Norden hate sech an der Aktioun Nordstrooss zesummegedoen, fir mat de Leit aus de Betriber sech fir d'Nordstrooss anzesetzen. Och de Clierfer Kanton huet sech permanent behaapt a seng Positioun fir dës Strooss manifestéiert. D'Entente vun de Syndicats d'initiative vum Stauséi hat eng Petitioun hei erageschéckt, fir de Bau vun dëser Strooss esou séier wéi méiglech virunzedreiwen.

„Ee Land, zwou Welten" - esou huet de Clierfer Kanton am Abrëll 1996 eng Extranummer zum Thema Nordstrooss betitelt…

(Interruption)

…an huet duerch d'Illustratioun op der Deckelsäit op eng anschaulech an drastesch Aart a Weis drop higewisen, wéi ee Broch queesch duerch d'Land vu Westen no Oste geet, wa keng ugepasste Stroosseverbindung tëschent Norden an Zentrum respektiv Süden existéiert. D'Nordpolitiker an dëser Editioun ware sech eens, datt d'Nordstrooss eng liewenswichteg Noutwendegkeet ass.

Erlaabt mer e puer markant Zitater aus dëser Nummer ze bréngen: „Et geet ëm d'Iwwerliewe vum Norden." - „Keine andere vergleichbare Gegend unseres Landes hat einen derartigen Substanzverlust hinnehmen müssen." - „In den letzten Jahren ist das Herz des Landes zunehmend in Richtung Süden gerutscht." - „Für das Ösling konnte und kann eine Kurve gar nicht krumm genug sein." - „Mit jedem Kilometer Nordstraße wird an einem völlig anderen Luxemburg gebaut. Aus der Expedition wird eine Fahrt. Ein Land wächst zusammen. Endlich. Nordstraße, eine unendliche Geschichte."

All dës Zitater behalen op dësem Dag hir voll Gültegkeet. Ee Land, Kolleeginnen a Kolleegen, dat ass dat doten: eng adequat an onënnerbrache Verbindung vum Süde bis erop op Wämperhaart.

Här President, d'Argumenter sinn 2012 déiselwecht wéi virun 20 Joer. Mat engem normalen Aménagement du Territoire ass et net ze vertrieden, datt alles, wat nördlech vu Walfer oder nördlech vun Ettelbréck ass, soll ofgerigelt bleiwe vun dem internationalen Autobunnsnetz. Mir brauchen d'Nordstrooss net nëmme wéinst de Kommunikatioune mam Ausland, mä och fir déi intern Kommunikatioun besser ze gestalten an och fir d'Verbindung vum Norde vun eisem Land mam Süde besser ze gestalten.

An dann ass d'Nordstrooss och noutwendeg, fir eben eng gläichberechtegt Entwécklung vun alle Regiounen an eisem Land méiglech ze maachen. D'Nordstrooss bitt eng Chance, fir d'Verwaltungen an d'Ekonomie ze dezentraliséieren. Mat der Nordstrooss kritt den Norden eng direkt Ubannung un d'Tréierer Autobunn. Et muss ee wëssen, datt déi meescht Échangë mam Norde sech Richtung Däitschland maachen, sou datt et logesch ass, och dee Wee dohinner méi kuerz a méi séier ze maachen.

Wann déi néideg Infrastruktur op sech waarde léisst, da gëtt et aléatoire, datt nach ee Betrib sech 60 Kilometer wäit vun enger Autobunn wäert usiedelen, an engem Land wéi Lëtzebuerg, wat iwwer 80% vu senger Industrieproduktioun an d'Ausland verkeeft an 80% vu senge Konsumgidder importéiert.

Här President, an deene leschte Jore sinn ëmmer Puzzlestécker op d'Prioritéitelëscht vun de grousse Stroossebauprojete gesat ginn. D'Sécherheetsproblemer um Contournement vu Schieren an Ettelbréck si bekannt a wäerte sech bei deem zouhuelende Verkéier an deenen nächste Joren nach verschäerfen, besonnesch wann d'Nordstrooss ganz fäerdeg ass. Wa mer an der Nordstad wëllen ee modernen an attraktiven Déngschtleeschtungszentrum schafen, eng Haaptstad respektiv een „service provider" fir déi ganz Ardennen, da musse mer fir d'Éischt emol d'Infrastrukturen dofir schafen.

Wéi am Süden no 20 Joer déi sougenannte Collectrice du Sud bis fäerdeg war, war et méi einfach, déi wirtschaftlech Diversifikatioun weiderzeféieren. Datselwecht gëllt och fir den Nordstadraum. Och hei brauche mer ee kohärent Mobilitéitskonzept a kee Fléckwierk, wou mat enger Salamitaktik oder Aufschieberitis d'Décisiounen no hanne verdrängt ginn.

Eppes ass kloer: D'Kärstéck vum Nordstadprojet ass d'Realisatioun vun der névralgescher Zentralachs Ettelbréck/Dikrech, déi awer verkéierstechnesch eréischt méiglech gëtt mat der Realisatioun vun de sougenannte Collectrices Nordstad, der Südumgehung vun Ettelbréck Richtung Nidderfeelen an awer och der Nordumgehung vun Dikrech vun der Bleesbréck bis op de Fridhaff an den Ausbau vun der B7 op véier Spuren tëschent Schieren a Fridhaff. Dësen Ausbau op véier Spuren hätte mir eis an engem eenzege kohärente Projet gewënscht, an net, wéi geplangt, datt an enger éischter Phas just Deelstécker realiséiert ginn.

Den Ausbau vu Colmer op Ettelbréck an den Accès zu där ze schafender Industriezon um Fridhaff léisen zwar akut Sécherheetsmängel, mä wäerten nei Geforequellen op de verbleiwenden Enkpäss schafen. Besonnesch den Échangeur zu Angelduerf wäert dann de Point noir ginn, well et hei Schluss ass mat der Autobunn A7. Den Iwwergang vun der A7 op d'N7 hätte mir eis direkt um Rond-point Fridhaff gewënscht.

Vill ass an deene leschte Joren iwwert de weidere Verlaf vun der N7 geschwat a geschriwwe ginn. Mir mussen déi wierklech méi sécher kréien. Et gëllt aus dëser Optik och d'Realisatioun vu weidere Puzzlestécker ze gesinn: d'Contournemente vun Housen a vun Hengescht. Hei hu mer et zu Spëtzenzäite mat engem onméiglechen a virun allem onerdréigleche Verkéiersopkommes ze dinn.

Erlaabt mer hei eng Klammer opzemaachen. D'Populatioun vum Kanton Clierf ass am Zäitraum tëschent 1991 an 2011 ëm 44,5% gewuess, woubäi am selwechten Zäitraum d'Gesamtpopulatioun nëmmen zu Lëtzebuerg ëm 33,1% gewuess ass.

(Interruption)

D'Infrastrukture mussen dësem Wuesstum gerecht ginn. Klammer zou.

All dës Projeten, vun deenen ech virdru geschwat hunn, sinn Deel vun engem Gesamtkonzept, wéi d'Transportwiese sech hei zu Lëtzebuerg soll weiderentwéckelen, wéi den öffentlechen Transport soll ausgebaut an organiséiert ginn, wéi d'Entwécklung vum Stroossenetz - dorobber opbauend - soll virugoen.

Als Demokratesch Partei si mir eis awer bewosst, datt eng adequat Stroossebauinfrastruktur fir den Norden an am Norden net deen eenzege Schlëssel zur Entwécklung vum Norden ass. Et muss nach vill aneres geschéien. Fir eis als Demokratesch Partei ass den Équiliber tëschent de Regiounen onbedéngt noutwendeg. D'Nordstrooss dierf kee Sens unique bleiwen. Mir brauchen zousätzlech landesplaneresch Impulser.

D'Fäerdegstellung vun de Plans sectoriels wäert eis weisen, ob dës Regierung gewëllt ass, d'Entwécklung vum Éislek virunzedreiwen, an dat besonnesch beim Plan sectoriel «Zones d'activités».

Fir d'Demokratesch Partei ass et op jidde Fall kloer, datt den Norde kee Fräiliichtmusée ass, mä eng Regioun mat héijer Liewensqualitéit a mat dynamesche Betriber, vun deenen Impulser fir eis Ekonomie kënnen ausgoen. Fir datt dëst méiglech ass, brauche mer déi néideg Infrastrukturen, brauche mer d'Nordstrooss, an zwar scho virgëschter.

Här President, méi Verkéier wäert et och um Kierchbierg ginn, wann d'Nordstrooss bis ganz opgeet. Et ass duerfir wichteg, aner Elementer vum nationale Mobilitéitskonzept virunzedreiwen. D'Nordstrooss kann nëmmen effikass sinn, wa parallell den öffentlechen Transport erweidert gëtt, fir datt d'Leit e benotzen. Mir brauchen zousätzlechen Park & Ride zu Miersch, zu Luerenzweiler an op anere Plazen, fir de Leit d'Méiglechkeet ze ginn, virun der Stad ëmzesteigen op Bus an Zuch.

Mir schwätzen hei vun engem Mobilitéitspuzzle an neierdéngs enger Mobilitéitsketten. An dobäi ass et egal, ob mer dëst Konzept elo Mobilitéit.lu, Mobil 2020 oder neierdéngs MODU nennen. Wichteg ass, datt mer net am Stau stieche bleiwen. Wichteg ass, datt d'Zukunftsprojete wéi den Tram net am prozedurale Stau, am Décisiounsstau, am Budgetsstau an ech weess net, a wéi engem anere Stau nach stoe bleiwen. Et gëllt hei prezis Prioritéiten ze setzen.

Mir mierken elo, datt eis bei der Ëmsetzung vun engem integréierte Verkéierskonzept dat feelt, vun deem mer bei der Nordstrooss esou vill verschenkt hunn: Zäit a Suen. De Wirtschafts- a Populatiounswuesstum, dee sech haut a Blechlawinen op eise Stroossen déclinéiert, ass dee vun deene leschten 20 Joer. Mir lafen der Zäit hannendrun.

Gläichzäiteg feelt eis awer haut genau dee Wirtschaftswuesstum, dee mer bräichten, fir d'Statskeesen an d'Investitiounsfongen ze fëllen, mat deene mer eis déi grouss Infrastrukturprojeten am Beräich vum Verkéier a vum öffentlechen Transport kéinte leeschten a mat deene Sue mer déi kéinte realiséieren.

Dat meescht ass jo nach ze maachen. Op dat, wat am Norden nach ze maachen ass, sinn ech schonn agaangen. Am Zentrum ass et de Bau vun de Gares périphériques a vum Tram; am Süden den Ausbau vun der Zuchstreck Lëtzebuerg-Beetebuerg, de Bau vun enger direkter Linn Lëtzebuerg-Esch an den Ausbau vun der Linn Lëtzebuerg-Péiteng. Dëst alles si Projeten, déi nach ëmmer op der To-do-Lëscht stinn an déi eist Land dréngend bräicht, mä wou mer awer staark Zweifel hunn, datt se schnell wäerte realiséiert kënne ginn.

Här President, als Demokratesch Partei wäerte mir selbstverständlech dëse Projet stëmmen. Mir hu Versteesdemech fir déi Mesuren, déi hu misse geholl ginn, fir ënner anerem d'Sécherheet vun den Tunnele méi optimal ze gestalten. De Rapporteur ass am Detail op all déi Ursaachen agaangen, déi mat sech bruecht hunn, datt mer haut eng zweet Rallonge budgétaire musse stëmmen, zum gréissten Deel Ursaachen, déi een net onbedéngt virausgesi konnt.

Et ware keng handelsüblech Tunnelen, déi hei gebaut gi sinn: méi grouss Dimensioune vum Tube vu Luerenzweiler; d'Geologie op dësem Chantier war e ganz groussen Défi; de Stafelter ass am Sandsteen gebaut ginn. An da weess een, datt no deenen Accidenter, déi mer a verschiddenen europäeschen Tunnelen haten, d'Sécherheetsmoossnamen enorm an d'Luucht gaange sinn.

Ech wëll och ausdrécklech ervirhiewen, datt de Bauteminister an dësem Dossier mat aller Transparenz operéiert huet. Hien huet d'Budgetskontrollkommissioun systematesch iwwert de finanzielle Suivi informéiert.

Erlaabt mer och op dëser Plaz de Responsabele vun de Ponts & Chaussées, dem Här Roland Fox an dem Här Marco Zacharias, een öffentleche Merci ze soe fir hire fantasteschen Engagement fir an op dësem Chantier. Besonnesch begréissen ech hir Beméiungen ëm eng gutt Noperschaft an e gudde Rapport mat den Awunner wéi och fir voll Transparenz mat regelméissege Portes ouvertes.

Här President, déi grouss finanziell Upassunge weisen eis awer, datt mer an Zukunft eng Leeschtungskultur beim Stat, bei der Planifikatioun an Exekutioun vu grousse Projete musse mat afléisse loossen. Op dëser Plaz wëll ech op den „Guide pour la gestion d'un projet de grande envergure" hiweisen, dee vun der Cour des Comptes am Kader vum E-go-Projet ausgeschafft ginn ass a wou d'Cour hir Erfahrunge vun de viregte Projete mat afléisse gelooss huet.

Laut dësem Guide gëllt et, d'Objektiver kloer ze definéieren an de Rôle vun all Intervenant strikt ze straffen. Interessant ass hei den Triangel „But-Durée-Budget". Geet d'Durée an d'Luucht bei gläichem Objektiv, klëmmt de Budget. Souguer wann d'Durée an d'Luucht geet, d'Objektiver erofgeschrauft ginn, klëmmt de Budget awer.

An hei muss d'Regierung sech e grousse Reproche gefale loossen. Dëser Regierung feelt ganz einfach déi néideg Sensibilitéit an dat néidegt Gespier, fir zukunftsträchteg Infrastrukturprojete virunzedreiwen. Eng Bauzäit vun 20 Joer ass hei net ze rechtfertegen. Dat ass einfach ze laang an da kritt een d'Käschten net an de Grëff!

Duerfir ass den ausdréckleche Wonsch vun der Demokratescher Partei, datt dëse Projet net weider a Verzuch geréit. Opgrond vun all deem, wat ech virdru gesot hunn, muss de Minister sech bewosst sinn, datt et eng Spuermoossnam ass, wann dëse Projet esou séier wéi méiglech fäerdeggestallt gëtt.

Här President, ofschléissend wëll ech nach drop hiweisen, datt d'Stroossebauprojete vun esou enger grousser Envergure héich Nofolgekäschte mat sech zéien. Wann ee gesäit, wéi dacks op RTL ze héieren ass, datt de Gousseler Tunnel muss wéinst normalen Entretiensaarbechte gespaart ginn, da kann ee sech virstellen, datt d'Funktiounskäschte schrecklech héich wäerte sinn. D'lescht Woch war den Tunnel all Dag gespaart, gëschter war e gespaart, haut war en no sechs Deeg fir d'Éischt erëm eng Kéier op. Tëschent Juni 2009 a Juni 2010 war den Tunnel Gousselerbierg am ganze 75-mol gespaart!

Et ass wierklech ze hoffen, datt, wann all d'Tunnelen a Betrib sinn, d'Entretiensaarbechte besser koordinéiert ginn, fir eng optimal Notzung ze garantéieren.

Här President, mir als DP haten eis schonn 1991 als éischt Partei fir d'Ost-Variant festgeluecht. Fir d'DP ass d'Fäerdegstellung vun der Nordstrooss eng absolut Prioritéit an duerfir, ech widderhuele mech, wäerte mir dëse Projet och stëmmen an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci dem Här Etgen. Als nächste Riedner ass den Här Diederich agedroen.

M. Fernand Diederich *(LSAP)*.- Merci, Här President. Ech wëll fir d'Éischt dem Rapporteur Merci soe fir säin ausféierleche Bericht. No der Realisatioun vum éischten Deel vun der Nordstrooss tëschent Ettelbréck a Luerenzweiler stelle mir déi positiv Auswierkunge fest op déi ugrenzend Uertschaften a besonnesch op d'Gemeng Miersch, déi soss am Verkéier de Moment géif erstécken.

Mir hoffen, datt och d'Fäerdegstellung vum Rescht vun der Nordstrooss Verbesserunge wäert bréngen am Interessi vun eiser nationaler Ekonomie, vun alle Bierger an eisem Land a besonnesch am Interessi vun der Liewensqualitéit vun de Leit aus dem Uelzechtdall.

An deem Sënn wëll ech och den Accord gi vu menger Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Diederich. Als nächst Riednerin ass d'Madame Lorsché agedroen. Madame Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Une voix.- Elo kritt Der emol d'Wouerecht gesot.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Numm vun der grénger Fraktioun wëll ech dem Här Lucien Clement als Rapporteur Merci soe fir seng Erklärungen, firwat et beim Bau vun der Nordstrooss zu engem zweeten Zousazkredit muss kommen.

Datt et sech bei dëser Strooss net just ëm e bessere Feldwee géif handelen, mä ëm e krassen Aschnëtt an d'Natur, dat wousste mer schonn an den 90er Joren. Wat mer deemools awer net woussten a wat kee gewuer ginn ass, war de Präis, deen dës Strooss eis am Endeffekt géif kaschten a wat hir Nofolgekäschte wären.

Wéi de Kolleeg Camille Gira virun zwielef Joer op dëser Plaz stoung an déi berechtegt Fro vum Käschtepunkt opgeworf huet, huet hie vum President vun der Kommissioun vun den Travaux publics, dem Här Nicolas Strotz, keng aner Äntwert kritt wéi déi, datt säi Froespill ze wäit géif goen an datt op esou Froe kee gefaasst wär.

Une voix.- Gesitt Der, den Här Strotz hat recht!

(Hilarité)

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Léif Kolleeginnen a Kolleegen, all déi Leit, déi sech an den 90er Jore fir d'Aktualitéit vum Land interesséiert hunn, hu matkritt, wéi ëmstridden de Projet vun der Nordstrooss war. A vill vun deene Leit hunn och net vergiess, datt den deemolegen Transport- a Bauteminister Robert Goebbels an deem Dossier leider méi ze soen hat wéi den deemolegen Ëmweltminister, den Här Alex Bodry, dee méi eng kritesch Haltung hat, mam Resultat, datt de Projet ouni Rücksicht op Verloscht...

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Ech bieden Iech, der Madame Lorsché nozelauschteren!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Si maachen e klengen Historique. Mam Resultat, datt de Projet ouni Rücksicht op Verloscht op den Instanzewee geschéckt ginn ass. Och wann den Här Goebbels zimlech süffisant behaapt huet, am Dossier Nordstrooss wär alles studéiert ginn, wat et nëmmen ze studéiere gëtt, a wann een all Etüde géif op den Dësch leeën, da wäre se meterhéich, kënne mer bis haut net gleewen, datt déi Etüden déi wesentlech Aspekter vun dësem Projet a Betruecht gezunn hunn.

Als Gréng streide mir net of, datt villes analyséiert ginn ass an datt kiloweis Dokumenter um Dësch louchen. Wat mir awer bedaueren a wat sech am Laf vun der Zäit och bestätegt huet, ass, datt grad dat Elementaarst bei dësem Projet net analyséiert ginn ass. Et ass net ënnersicht ginn, ob d'Nordstrooss verkéierstechnesch sënnvoll wär oder ob se d'Verkéierskniet net just op eng aner Plaz géif verlageren, woumat ee bekanntlech riskéiert, datt duerno no engem weidere Stroossenabschnitt verlaangt gëtt, am Stil vun der sougenannter a bekannter Salami-Taktik.

Et ass och kaum ënnersicht ginn, wéi vill Schued dës Strooss dem Gréngewald géif zoufügen a wéi grouss de Verloscht vun der Biodiversitéit wär. Eng Äntwert op déi Fro fanne mer wuelweislech net an de meterhéijen Dokumenter vun der Nordstrooss, mä an der rezenter Etüd vum Observatoire de l'environnement naturel, déi de massive Stroossebau ganz kloer mat responsabel mécht fir de grousse Verloscht un Artevielfalt hei am Land.

Et ass bei dësem Projet och net ënnersicht ginn, wou déi virgeschriwwe Kompensatiounsmoossname kéinte realiséiert ginn, a mir waarden nach haut op deen detailléierte Rapport, deen d'Regierung där grénger Fraktioun schonn am Joer 1997, also viru 15 Joer, héich an helleg versprach huet.

Des Weideren ass net ënnersicht ginn, wéi eng bautechnesch Problemer schonn eleng duerch d'Geologie vum Terrain an duerch staark Penten op der Streck kéinten optrieden. Datt den Här Gira virun zwielef Joer och op dës Fro keng Äntwert kritt huet, ass also kee Wonner. Wären all déi Problemer ënnersicht ginn, dann hätt vun Ufank u festgestanen, datt de Käschtepunkt vun der Nordstrooss dem Faass de Buedem géif ausschloen!

Woumat ech bei deem Punkt sinn, ëm deen et haut geet, an zwar beim zweeten Zousazkredit fir e Projet, dee wahrscheinlech an d'Geschicht ageet fir seng onverantwortlech Finanzplanung!

Während d'Regierung am Joer 1992 behaapt huet, d'Nordstrooss géif, alles abegraff, net méi wéi 600 Milliounen aler Frang kaschten, an am Joer '97 scho vun 367 Milliounen Euro Rieds gaangen ass, stounge mer am Joer 2005 bei bal 600 Milliounen a landen haut bei 650 Millioune respektiv 850 Milliounen Euro, deemno wéi d'Berechnung vum Index ausfält.

Während den definitive Käschtepunkt an den Ae vum Statsrot 63,6% iwwert dem initiale Chiffer läit, gesäit d'Regierung dat anescht a schwätzt vun enger méi niddreger Käschteniwwerschreidung.

(Interruption)

Ech fueren nach weider.

Une voix.- Loosst Iech emol iwwerraschen!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Et kënnt nach! Eiser Meenung no ass et nämlech net relevant, ob mir eis bei 50, bei 40 oder bei 60% Zousazkäschte bewegen. Relevant ass fir eis, datt de Steierzueler an dësem Dossier 20 Joer laang op d'Ae gedréckt ginn ass!

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, viru genee 20 Joer hunn déi gréng - am Numm vu GAP a GLEI a mat der Ënnerstëtzung vum Här André Hoffmann - d'Regierung an enger Motioun opgefuerdert, de Projet „Nordstrooss" zréckzezéien an en duerch eng „Null-plus-Variant" ze ersetzen, an anere Wierder duerch den Ausbau vum öffentlechen Transport. Haut bedaueren net nëmmen déi gréng, mä ech mengen, haut bedauere méi Leit, datt eis Fuerderung deemools op daf Ouere gestouss ass an datt de Projet „Nordstrooss" mat alle Mëttelen an zweifelhafte Methoden duerchgesat ginn ass.

Wann ee bedenkt, datt eng Rei vu Beamten, déi sech explizit an hirem Numm géint de Projet „Nordstrooss" ausgeschwat hunn, vum deemolegen Transport- a Bauteminister mat engem Beruffsverbuet gedroht kritt hunn, da weess een, wéi schaarf de Wand geblosen huet, fir dëse Projet duerchzesetzen an domat ee vun de gréisste Feeler ze maachen, dee jeemools am Beräich vun de Stroosseninfrastrukturen hei am Land gemaach ginn ass! Woumat dës Regierung hiert Ee schonn am Nascht hat, éier se konnt mat schaffen ufänken.

Duerch de Bau vun der Nordstrooss ass nämlech net nëmme wäertvollt Land zerstéiert ginn, wat net ze kompenséieren ass, mam Bau vun der Nordstrooss sinn dem Stat och tëschent 600 oder 650 oder 700 Milliounen - u sech ass dat kee groussen Ënnerscheed - duerch d'Päif gaangen, déi net méi fir sënnvoll Projeten zur Verfügung stinn. D'Halschent vun der Zomm wär schon duergaangen, fir den Tram vun der Gare op de Findel ze finanzéieren. A wann dës Regierung beim Projet vum Tram och nëmmen hallef esou flénk wär an den Décisioune wéi hir Virgänger bei den Décisioune vun der Nordstrooss, da géif den Tram scho fueren.

Duerch d'Päif gaangen ass dat Geld och fir aner Investitiounen, déi dréngend noutwendeg gewiescht wären, fir d'Entwécklung vun der Nordregioun weiderzedreiwen an d'Nordgemengen nohalteg ze beliewen. De Bau vum Clierfer Lycée hätt net emol een Zéngtel vun der Zomm kascht, déi fir d'Nordstreck konnt zur Verfügung gestallt ginn. Während dee Projet der Spuerpolitik vun der Regierung zum Opfer gefall ass a jorelaang zréckgestallt ginn ass, ass et beim Budget vun der onendlecher Geschicht vun der Nordstrooss net op e puer Honnert Milliounen ukomm.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, eng seriö Käschten-Notzen-Rechnung hätt net dozou gefouert, de Bau vum Clierfer Lycée fir Joren op Äis ze leeën, mä dee vun der Nordstrooss, an zwar definitiv! Eng Käschten-Notzen-Analys fir d'Nordregioun hätt nämlech erginn, datt Investissementer an dezentral Infrastrukturen - fir Schoulen, Kultur an Tourismus an d'Implantatioun vu klengen a mëttelgrousse Betriber an domadder d'Schafung vun dezentralen Aarbechtsplazen; a Kultur- a Sportprojeten; a virun allem an den öffentlechen Transport an an déi douce Mobilitéit - dem Norde vum Land honnertmol méi genotzt hätte wéi eng Strooss, déi méi Problemer schaaft wéi se der léist.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Haut bezuele mir dofir, datt d'Chamber virun 20 Joer weder op déi gréng Oppositioun nach op d'Émweltorganisatiounen an op d'Stëmme vun dobausse gelauschtert huet an de Projet „Nordstrooss" méi mam Bauch wéi mam Verstand gestëmmt huet. Mir bezuelen net nëmme mam Verloscht vun der Biodiversitéit, mä mir bezuele mat deem Geld, wat fir ekologesch, ekonomesch a sozial Projeten am Norde verluer gaangen ass.

Fir déi gréng Fraktioun kënnt aus deem Grond e weideren Zousazkredit net a Fro!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Lorsché. Als nächsten a gläichzäiteg als leschte Riedner ass den Här Henckes agedroen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Merci, Här President. E Merci och un de Rapporteur. Ech mengen, de Prinzip vun der Nordstrooss ass eppes, wat mir als ADR ëmmer richteg fonnt hunn, well mer net wëllen, datt d'Leit uewen am Norden nach mat der Geess ginn, well déi Parteien, wéi déi gréng, déi géint déi Nordstrooss sinn, déi hätte gären, datt uewen am Norden keng Industrie an näischt ass. An ech mengen, dat ass net grad dat, wat soll douewe geschéien, well ech gesi schlecht, datt eng Industrie oder Betriber sech douewen nidderloossen, wa se da kënne mam Tram oder mam Vëlo an d'Stad gefuer kommen.

Déi zweet Saach, déi ee muss festhalen,...

M. Camille Gira *(déi gréng)*.- Wéini waart Dir fir d'Lescht am Éislek?

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- ...dat ass, datt...

M. Camille Gira *(déi gréng)*.- Dat ass scho laang hier!

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- ...dat ass, datt... Ech gesinn Iech och seelen douewen!

(Hilarité)

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Dir kënnt hien net douewe gesinn, well Dir sidd ni do! Dir sidd ni do!

(Hilarité)

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Déi zweet Saach, déi ee muss festhalen, dat ass, datt 1997 deen deemolege Minister, den Här Robert Goebbels, wéi e mam Projet hei an d'Chamber komm ass, duerno op ganz hefteg Kritike gefall ass, net wéinst dem Prinzip vun der Nordstrooss, mä wéinst der Aart a Weis wéi de Projet déposéiert an analyséiert gi war. Dat war relativ am Hauruck-Verfahre gaang, d'Etüden, déi waren embryonnaire.

Et huet och ganz kloer esou ausgesinn, datt alleguerten déi Warnungen, fir iwwerhaapt en Tunnel, fir op dee Wee ze goen, datt deene keng Rechnung gedroe ginn ass. Ganz vill Leit hunn drop higewisen, datt d'Terrainen douewen net adaptéiert wieren, fir en Tunnel ze bauen. A mir hunn als ADR gefrot - an doduerjer hate mir ons deemools och bei dem Gesetzesprojet enthalen -, datt sollt en alternative Projet gekuckt ginn, mat enger Tranchée ouverte, wou een deen Ableck e Couloir an d'Bierger gemaach hätt, wou een deen dann herno zougedeckt hätt mat Bëton, zougemaach hätt mat Bëton, an dann nees erëm Buedem driwwer.

Ech mengen, dat wier eng Aart a Weis gewiescht, déi ons héchstwahrscheinlech méi bëlleg komm wier wéi déi Saach, déi mer hei kënne maachen. Well op deem Punkt do, op där Plaz do et vill méi riskéiert ass, fir op de Wee ze maachen. Par contre gesäit een...

Une voix.- D'Tunnelen an d'Stad!

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- ...mat den Tunnelen an der Stad, do läit de gesamten...

Une voix.- Ah, do ass en anere Buedem. Jo!

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- ...scho gesinn, datt déi Kanalisatioune gebaut hunn, datt dat do picobello an der Stad geet an ouni Risiko an ouni Déplacement...

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Ech bieden Iech, elo dem Här Henckes nozelauschteren!

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- ...well gréng gëtt awer deier! An duerfir, wann Dir wëllt... Déi Leit am Norde wëssen alleguerten, wann déi gréng Meeschter wieren hei am Land, da géife se alleguerte mat der Geess douewe goen, well dat ass ongeféier dat Eenzegt, wat douewe géif nei gemaach ginn.

Une voix.- No de Resultater bei de Wahlen, mengen ech, gesinn d'Leit dat Ganzt awer...

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- ...de Robert Goebbels... hei ass der Chamber deen Ableck e ganz schlechte Projet virgeluecht ginn, an dat kréie mer haut alleguerten ze spieren. Et koum eng éischt Rallonge 2005 vun 225 Milliounen, an elo kënnt nach eng vun 58 Milliounen, wat en Total vu 654 Milliounen Euro ausmécht, mä dat ass op engem Bauindex-Präis vun Oktober 2010 respektiv 2009.

An de richtege Chiffer, dee mer haut en fait mussen am Budget festhalen, wann een dat aktualiséiert, da gesäit een, datt déi ganz Nordstrooss, déi 15 Kilometer, déi mer do bauen, datt dat eng 850 Milliounen Euro wäert kaschten! Esou huet de Conseil d'État dat ausgerechent. Vläicht eng Millioun méi oder manner, mä et wäert awer an déi Richtung do goen.

An ech mengen, dat ass e gehéierege Montant. Do sinn, bien entendu, zousätzlech Sécherheetsmoossname geholl ginn. Dat ass och richteg, mä ech mengen, d'Basis selwer, fir op de Wee ze goe vun enger Nordstrooss mat Tunnelen, déi war falsch. Mir hätte sollen do Alternative kucken an notamment déi vun der Tranchée ouverte, wou een herno hätt kënnen den Tunnel zoumaachen an nobauen, anstatt iwwert dee Wee ze goen, dee mer elo zréckbehalen hunn.

Dat schéngt mer dee falsche Wee gewiescht ze sinn, an dofir wäert d'ADR sech och bei dësem Projet enthalen, sou wéi se dat scho bei deenen zwee éischte Votë gemaach huet 1997 an 2005.

Mä et stelle sech awer an deem Kontext och nach e puer aner Froen. Ech wollt den Här Minister froen, ons seng Meenung ze soen zu där deelweiser Realisatioun vun der Westtangente; do gëtt och nach dovunner geschwat. Mir ass gesot ginn, datt dat soll deen Ablack ganz ewechfalen. Da gëtt nees gesot, datt Deeler sollen dovunner realiséiert ginn.

Ee Problem, deen och wäert optauchen, dat ass um Kierchbierg, well sech do de ganze Verkéier wäert konzentréieren. Do brauch een also Opfangparkingen. Ech mengen och, datt de Projet Tram op där Plaz net wäert de Verkéiersproblem léisen a sech, mä datt et do effektiv besser wier, wann een eng Alternativ hätt, déi zu engem gudden Deel och géif op den Zuch zréckgräifen an och do eng ënnerierdesch Léisung iwwert de City-Tunnel notamment kéint realiséiert gi fir déi Streck vun der Gare op de Kierchbierg.

Déi aner Saach, déi ee muss festhalen, dat ass, datt ech och mat Freeden héieren hunn, datt ganz vill Leit, ganz vill Deputéierten hei aus dem Norde sech agesat hunn, fir datt déi Nordstrooss och sollt weider ausgebaut ginn op véier Bunnen. A mir haten als ADR eng Motioun an deem Sënn eraginn. Leider ass déi vun der Majoritéit hei an der Chamber verworf ginn. Ech bedaueren dat.

Dat nach eng Kéier gesot, wäerte mir ons bei dësem Vote enthalen, net well mer géint de Prinzip vun der Nordstrooss sinn, mä well mer géint déi Aart a Weis sinn, wéi 1997 den Dossier geholl ginn ass, wou Der dee schlechte Wee gewielt hutt.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Henckes. Elo kritt d'Wuert den zoustännegen Nohaltegkeetsminister, den Här Wiseler.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Merci, Här President. Da loosst mech emol am Ufank de Wonsch ausdrécken, datt mer an deenen nächste Jore kënnen déi „never-ending story" hei endlech zu engem Enn bréngen, well dat wär scho gutt.

Ech mengen, haut gesäit et awer dozou esou aus, datt mer kënnen 2014 de Bau fäerdeg bréngen an duerno eng Rei Testphasë maachen an 2015 zur Ouverture vun där Nordstrooss do kommen, eng Nordstrooss, déi a mengen Aen nach wie vor eng Strooss ass, déi mer brauchen, well se awer e grousse Flux, deen an den Norde geet respektiv aus dem Norde kënnt, op eng ganz aner Aart a Weis fléissen deet.

Ech wëll och haut net nach op déi Diskussiounen, déi total onsënneg sinn, erëm agoen, fir ze soen, wär déi eng Variant oder déi aner Variant verkéierstechnesch, ëmweltméisseg besser oder méi schlecht gewiescht. Dat sinn alles Diskussiounen, déi hu mer viru 15 Joer gefouert, a wann ee bis ufänkt ze bauen, huet ee besser opzehalen ze diskutéieren an et bis zum Schluss ze bauen, well alles anescht huet an deem Moment kee Sënn méi.

Ech stoung schonn eng Kéier viru siwe Joer hei op dëser Tribün mat där zweeter Rallonge vun där Nordstrooss. Déi Zäit war et eng Rallonge, déi mer gestëmmt hunn en urgence, well ech ka mech erënneren - et war, mengen ech, ee vun deenen éischte Projeten, déi ech als Bauteminister gemaach hunn -, déi Zäit war et esou, datt mer mat där Enveloppe financière, déi mer '97 kruten, quasiment zum Schluss waren a keng Engagementer hu méi kënne maachen, ouni en neit Gesetz gehat ze hunn.

Mir hunn och sengerzäit analyséiert, wéisou dann, well déi Zäit war et wierklech e groussen Dépassement. Dat waren 225 Milliounen, déi hu missen zousätzlech zu deenen eppes an déi 300, déi gestëmmt waren, gestëmmt ginn. An et ass a sech, an dat muss ech nach eng Kéier kloer an däitlech hei soen, festgestallt ginn, datt '97, wéi d'Gesetz gemaach ginn ass, dat op wierklech extrem sommairë Plang gemaach ginn ass, ouni datt et manifestement méiglech war, déi richteg Präisfeststellunge '97 ze maachen.

Dat heescht, dat éischt Gesetz ass an enger Phas evaluéiert ginn, Präisser bestëmmt ginn, wou Ponts & Chaussées sengerzäit net d'Méiglechkeet hat, fir dat an deem Definitiven esou festzestellen, datt d'Approche dovunner méi no gewiescht wier.

Dat war eng vun de Léieren d'ailleurs, déi mer sengerzäit doraus gezunn hunn. A mir hu sengerzäit doraus geschloss, datt mer am Fong esou Projete wéi dat hei, am Allgemenge Bauprojeten, net méi géifen op APSen hei an d'Chamber bréngen, well et och um Niveau vun engem Avant-projet sommaire net méiglech wär, och nëmmen approximativ, haaptsächlech bei esou enger grousser Technicitéit wéi dat hei, kënnen e Projet finanziell méi no ze bestëmmen.

Mä mir hu gemeinsam beschloss, datt mer nëmme méi géife mat APDen - Avant-projets définitifs - an d'Chamber kommen, och wann dat an der Entstehungsphas vun engem Projet vill méi spéit ass, mä et awer eis als Administratioun, als Ministère d'Méiglechkeet gëtt, fir vill méi no ze kommen zu der Realitéit vun engem Projet. An dat ass och, wat an där ganzer Émstellung sengerzäit geschitt ass.

Beim zweete Gesetz, do ware mer vill méi no bei der Feststellung, an trotzdeem muss ee soen, datt mer, well mer net déi verschidde Phasagen do gebraucht hunn, wou ee Chantier respektiv een Tunnel nom aneren a mengen Aen hätt misse gestëmmt ginn, datt mer och do nach wäit ewech ware vun enger Rapproche, déi konsequent konnt gemaach ginn, well 2005 hu mer gestëmmt, 2015 geet déi Strooss op.

Dat ass nun awer e Chantier, deen zéng Joer an der Chantiersphas ass. An och fir zéng Joer virdrun, 2005, ze bestëmmen, wéi vill datt 2015 - an Dir maacht d'Décomptë '16 a '17 -, wéi vill Der dann zéng, eelef, zwielef Joer duerno an der Realitéit braucht, fir wierklech esou e Chantier wéi dat hei mat all senger Envergure, mat all senger Technicitéit fäerdeg ze maachen, dat ass net evident.

E puer Beispiller vun deem, wat anescht gelaf ass, wéi et a sech '97 respektiv och nach 2005 geplangt war. E puer Beispiller, an ech erkläre se vläicht an anere Wierder wéi de Rapporteur, den Här Clement, deem ech villmools Merci soe fir déi gutt Aarbecht, déi en an dësem Gesetz - wéi an anere Gesetzer d'ailleurs - geleescht huet.

Dat éischt Beispill fir ze nennen, dat ass, datt mer 2005 no enger Direktiv geschafft hunn, déi 2004/54/CE heescht. An Zwëschenzäit, 2006 ass awer dee sougenannten RABT, d'Richtlinie für die Ausstattung und den Betrieb von Straßentunneln, ëmgeännert ginn, a mir hunn och, ouni datt dat wesentlech Ännerunge waren, awer eis selbstverständlech un déi nei Bestëmmungen ugepasst.

Dat huet zum Beispill geheescht, datt mer de Compartimentage vun esou engem Tunnel vun zwee op dräi hu missen ëmfonctionnéieren; dat huet zum Beispill geheescht, datt mer hu missen higoen, fir e Local technique supplémentaire ze maachen, wat natierlech säi Käschtepunkt hat.

En anert Beispill, dat ass, datt mer d'Fundatiounen hu missen adaptéiere fir de Portail...

(Brouhaha)

M. le Président.- Ech bieden Iech, dem Här Minister nozelauschteren!

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- ...fir den Éclairage indirect ze maachen, wat sech och aus sécherheetstechnesche Grënn als besser erwisen huet. Mir hunn eng Mise en place vu Systèmes d'inspection et de drainage gemaach, an zwar hannert dem Bëton, fir e kënnen ze kontrolléieren, hannert dem Bëton, ob e géif fonctionnéieren, a wa mer Problemer domadder hätten, fir méi schnell kënne festzestellen, wou d'Problemer wären a wéi se ze behiewe wären. Dat war am Ufank net esou geplangt, huet eis awer en phase de chantier als sënnvoll zousätzlech geschéngt.

Aner Dépassementer sinn doraus entstanen, datt mer Bëtonsarmaturen hu misse ganz anescht gestalten, well effektiv eng Sous-estimatioun do komm war, mä notamment och dowéinst, well Eurocode-Normen, déi applikabel gi waren, ganz anescht hu misse berechent ginn. Et waren och Dépassementer vun de Quantitéite vum Béton projeté, de Sprëtzbëton, deen een op d'Cavitéite mécht, an dat haaptsächlech fir d'Sécherheet vun deene Leit besser ofzesécheren, fir déi besser ze garantéieren, wat eis extrem wichteg war. Och dat ass en phase de chantier zousätzlech décidéiert ginn.

Et war och eng Erhéijung vun de Foragen an der Sektioun vun der Klass 4 festzestellen. Dat ass elo extrem technesch, mä dat sinn alles Saachen, déi en cours de chantier festgestallt gi sinn, wou virdrun eppes anescht supposéiert gi war an déi schwéier waren anescht trotzdeem während dem Chantier hinzekréien.

E klassesche Problem, dee mer och festgestallt hunn: Bei der Adjudicatioun vum Stafelter waren Devisë gemaach ginn. Mir kruten och eng Rei Offeren eran. Mir hunn awer just festgestallt, datt déi bëllegst Offer 11,5 Milliounen iwwert dem Devis war. An da soen ech, wann Der esou eppes ausschreift, da stitt Der natierlech do, wann Der Offeren erakritt, onvirgesinn 11,5 Milliounen iwwert dem Devis. Wat kënnt Der da maachen?

Da kënnt Der nach eng Kéier frësch ausschreiwen. Dat ass eng Méiglechkeet. Da verléiert Der sechs Méint bis e Joer, mat all deenen

zousätzleche Käschten, déi et huet, an Dir sidd nach net sécher, datt et bei deenen nächsten Offeren dann, déi Der erakritt, méi bëlleg gëtt.

Wann Der Pech hutt, gëtt et dann nach eng Kéier méi deier. An duerfir hu mer d'Décisioun geholl, och wann et 11,5 Milliounen iwwert dem Devis war, awer d'Adjudicatioun ze ginn, well mer gesot hunn: Et ass méi virsiichteg, mer wëlle virukommen. An de Risque, fir et duerno méi deier ze kréien duerch d'Délaien an duerch eng Adjudicatioun, déi awer net méi bëlleg gëtt, deen ass esou grouss, datt mer op deen do Wee gaange sinn, nodeems datt mer och d'Comexbu doriwwer informéiert haten.

Mir hunn och zum Beispill eng Rei aner Detailer bei der neier Estimatioun vun de Sécherheets-équipementer. Well mer eng Erfahrung haten aus dem Tunnel Gousselerbierg, ass dat alles réevaluéiert ginn, huet och misse réevaluéiert ginn. An do hu mer och, well mer Sécherheetsmaterial huelen, wat performant ass, aner Käschtenevaluatioune misse maachen.

Elo kann ee soen: „Dir hutt iwwerdriwwen", mä ech erënneren, just virdrun hat den Här Negri eng Fro iwwert d'Sécherheet an den Tunnele gestallt, firwat mer net déi Stroossebuchten do gemaach hunn, wou mer elo en Accident am Schwäizer Tunnel haten. Mä mer hunn déi net gemaach, well mer gesot hunn: „Et ass méi sécher, mir huelen aner Moossnamen, déi eis méi logesch a méi sënnvoll geschéngt hunn." Ech weess awer och, datt déi méi deier kaschten. Just, elo hu mer awer e Material, wou ech denken, wou ech hoffen, datt et wesentlech besser ass. A mir hunn domadder ebe genau dat vermieden, wat an deem Schwäizer Tunnel do virkomm ass.

Elo soen ech mer: Gott sei Dank hu mer déi Décisioun geholl! Mä eng vun de Konsequenzen ass, datt ech haut muss dostoen, fir Iech dat do elo esou ze erklären. Elo soen ech: „Et deet mer leed, datt ech haut do muss stoen", mä en fin de compte deet d'Décisioun mer awer net leed, fir et esou gemaach ze hunn.

Dee Chantier huet méi laang gedauert. Ech wär och natierlech léiwer mat där Nordstrooss scho `14 virun de Wahle fäerdeg. Dat kann ech Iech ganz gär soen. D'Konsequenz ass, datt ech trotzdeem 2015 och nach eng Kéier wëll d'Aweiung maachen an duerfir 2014 nach eng Kéier wëll probéieren, dee Boulot hei weider ze hunn. Enfin, dat ass awer eng aner Geschicht. Do musse mer nach driwwer kucken.

Mä de Fait, datt et méi laang gedauert huet, dat ass, datt och d'Direction des travaux d'Regie, d'Surveillance, well et ebe méi laang dauert an de Joren, och méi muss bezuelen, well all déi Leit, déi mer fir déi Aarbechte brauchen, och méi laang musse sur place sinn.

Mir hunn en Éclairage plus performant an d'Chantierstunnele gemaach. Firwat? Mä well mer mat de Leit festgehalen hunn, datt mer dee ganze Bauschutt, dee mer uewen um Bierg gelagert hunn an dee mer wollten ënnen zum Schluss un de Schwunnendall déposéieren, net duerch d'Dierfer géifen huelen, well soss hätte mer Honnerten, Dausende Camionen iwwert déi kleng Stroossen duerch d'Dierfer missen huelen. Mä well mer d'Leit wollte verschounen, hu mer gesot, huele mer déi duerch den Tunnel selwer, och wann deen nach net fäerdeg ass, mä mer kënnen de Chantierstrafic awer doduerchlafe loossen. Mä da brauche mer en aneren Éclairage, fir dat a Sécherheetskonditioune kënnen ze maachen.

Déi Décisioun hu mer aus deem do Grond geholl, well mer de Leit net wollten Dausende Camionen duerch déi kleng Stroossen zoumudden. Elo kann een et richteg oder falsch fannen. Et huet méi deier kascht. Ech fannen et richteg, mä et ass e Grond, firwat ech de Mëtten hei stinn ze erklären, firwat esou eng Décisioun geholl ginn ass.

Mir hu Silencieuxen op d'Ventilatore bäigemaach, well mer festgestallt hunn, datt extrem vill Kaméidi war, fir déi Leit, déi ronderëm gewunnt hunn, schwiereg tolerabel. Dat hu mer bäigebaut. Et huet méi deier kascht.

Et sinn eng Rei besser Membrane-d'étanchéitéë gebaut ginn, well mer wollte sécher sinn, datt et och géif halen, well mer och méi Waasser festgestallt hunn op deene Plazen. Et sinn aner Drainagesystemer gemaach ginn, déi méi laang halen. Ech hoffen, datt duerch dat, wat et elo méi kascht huet, mer och wesentlech manner Entretienskäschten an deenen nächste Jore wäerten hunn.

Dat sinn elo e puer Posten, déi ech Iech wollt erklären an déi ech Iech wollt soen, fir ze erklären, wat an esou engem Dossier wéi deem hei einfach ka geschéien, well et en Dossier ass, deen extrem komplex ass. An dann ass d'Fro, déi ech mer stellen als Minister, dee responsabel ass fir d'Ponts & Chaussées, an dat ass déi: Konnt Ponts & Chaussées dat alles virdrun esou gesinn?

Virdrun huet ee gesot: „D'Chamber ass hei op d'A gedréckt ginn." An ech froen: Ass dat déi richteg Fro? An ass d'Äntwert, datt d'Chamber op d'A gedréckt ginn ass? A meng Äntwert ass do, well ech dat jo all Dag elo suivéieren, wat hei fir Décisioune musse geholl ginn a firwat mer déi Décisiounen huelen, datt hei kee wollt, weder d'Administratioun nach de Ministère nach de responsabele Minister, weder d'Chamber nach iergendeen aneren op d'A drécken.

Mä hei ass et drëm gaangen, fir e Chantier, deen extrem technesch, extrem schwiereg war, ënnert de beschte Konditiounen ze géréieren an och ze garantéieren, datt mer iwwert déi Jore kënnen déi Sécherheet haut an an Zukunft och an deem Chantier do anhalen. Hei war kee schlechte Wëllen, och keng Inkompetenz an deem Projet.

Mä mir hunn och - dat wëll ech och gär zouginn -, och d'Administratioun huet während esou engem Chantier, deen awer unique war… Esou een hate se nach net gemaach. Esou Tunnele wéi dat do huet weder de Ministère nach d'Ponts & Chaussées gebaut. Do hu mer och wesentlech geléiert derbäi. Virun deenen Tunnelen hei - virum Markusbierg, virum Gousselerbierg, virum Grouft - hat jo keen Tunnele gebaut.

Jo, d'Fro ass, wann een en anere Wee gebaut hätt, ob d'Tunnelen hätte misse sinn. Déi Fro kann ee stellen. Déi kann een esou oder anescht beäntwerten. Déi eng beäntwerten esou, déi aner beäntwerten anescht. Ech stelle just fest, datt de Projet, esou wéi e gestëmmt ginn ass, mat all sengen Autorisatiounen, déi komm sinn, mat senger Akzeptanz, déi e sengerzäit an der Chamber hat, dat hei virgesinn huet.

A mir hunn dat exekutéiert, esou wéi et virgesinn ass. Duerfir wieren ech mech, wa gesot gëtt, datt d'Administratioun oder de Ministère iergendeen hei hätt wëllen op d'A drécken. Ech mengen och net, datt et Inkompetenz war, mä ech mengen, datt déi Chantieren nun einfach mat esou vill Aléaen, mat esou vill Onvirgesi sinn, datt se ganz schwiereg sinn am Gréff ze halen.

Firwat? Mä d'Längt vum Chantier: zéng Joer säit dem leschte Gesetz; 18 Joer, wa mer fäerdeg sinn, am Ganzen. 18 Joer huet dat gedauert! Wien hätt da `97 kënnen elo mat allem op den Euro près feststellen, wat et 2015 kascht huet? Also dee musst Der mer awer bréngen! Och dee beschten Ingenieur vu Ponts & Chaussées - 18 Joer duerno! - muss dat awer emol fäerdegbréngen!

D'Komplexitéit vum Chantier, hunn ech gesot.

D'Onsécherheet och vun deem, wat een ënnert dem Buedem fënnt. Elo hu mer Buerunge gemaach - ech weess net wivill; fofzeg, honnert Buerungen? - pro Tunnel, fir festzestellen, wéi dann d'Konsistenz vun deem Buedem war. Mir hu se gemaach. Et ass och esou festgestallt ginn. Et ass supposéiert ginn, datt et esou wier, mä schlussendlech war et awer a verschiddenen Déiften anescht. Et waren aner Stabilitéiten. Et hunn aner Moossname misse geholl ginn. Et waren aner Excavatiounsklassen.

D'Normen, déi änneren - ech hunn der virdrun zweemol genannt - en cours de route. An et ass och normal, datt innerhalb vun 18 Joer déi Sécherheetsnormen änneren. Schlussendlech huet sech am Tunnelbau an deene leschte Jore villes beweegt. Et ass villes geschitt.

Soumissiounen. Ech hu virdru beschriwwen, wann… Dat kënnt an dësem, mä och an anere Chantiere vir. Ech kréien heiansdo Soumissiounen, déi vill méi bëlleg sinn; dann hunn ech Chance. Mä ech kréien der awer och, déi méi deier sinn. Dat war hei de Fall. An dann ass dat esou. Da kann een nach esou gutt Devisë maachen, wann een op enger Soumissioun, well ebe wéineg Leit, wéineg Offeren erakommen, Problemer huet. Dann huet ee Problemer dodrop an da muss ee kucken, wéi een am Rescht vum Projet domadder eens gëtt.

Accidenter, déi virkommen. Mir haten e Gousselerbierg, dee gerëtscht ass. An och wa mer dann iwwert d'Entreprise effektiv Saachen erëmkréie respektiv iwwert d'Assurancë verschidde Sommen erëmkréien, da sinn nach Retarden, déi doduerch entstinn. A Retarde kaschten dann och erëm. An déi kréie mer natierlech net, weder duerch d'Assurancen nach duerch d'Entreprisen, erëmbezuelt.

Mir hunn eng Rei juristesch Prozeduren, déi eis och kascht hunn.

An dann, muss ech soen, dat, wat mer natierlech dorauser geléiert hunn, dat ass net méi aus dem APS eppes ze maachen, dat a verschiddenen Tranchen ze maachen. Mä bei Micheville hate mer jo d'Diskussioun iwwert de Saucissonnage. Ech mengen, datt et awer nach besser gewiescht wier, hei hätte mer Tunnel pro Tunnel gestëmmt, an e régulièrë Suivi ze maachen, dee mer och zesumme mat der Comexbu an esou Dossiere wéi deem hei maachen.

Vläicht, obwuel meng Zäit ofgelaf ass, nach ganz kuerz Äntwerten, Här President, wann Der erlaabt, op déi eenzel Froen, déi gestallt gi sinn.

Den Här Henckes huet gesot, 850 Milliounen Euro géif de Conseil d'État soen, hätt et kascht. Ech mengen, de Conseil d'État huet dat zesummegerechent, wéi wa jiddwer Dossier oder jiddwer Gesetz gestëmmt gi wier am aktuellen Index. Mä ech mengen awer net, datt een esou ka rechnen. Well mir bezuele jo awer nun trotzdeem all Rechnung dann, wa se ufält. An Dir musst am Prinzip all Rechnung ofrechnen op deem Datum, wou se ufält, a mat deem Indexstand, wou se ufält.

An duerfir ass et esou schwéier, en indexkorrigéierte Präis ze nennen. Mä wa mer en indexkorrigéieren, läit e bei ronn 650 Milliounen. Wann ech en op den Index `97 huelen, da läit en natierlech vill drënner. A wann ech alles - mä, ech mengen, déi Rechnung wär wierklech falsch - op den heutegen Index oder op dee vu muer rechnen, läit en natierlech do, wou de Conseil d'État seet. Mä ech mengen net, datt een esou ka rechnen, fir de Leit e reelle Präis ze soen.

Den Här Etgen, deen huet ganz léif de ganze Programm beschriwwen an huet mech total iwwerzeegt, muss ech em soen, datt dat, wat mer virgesinn hunn ze maachen, och dat Richtegt ass. Well dat, wat Der beschriwwen hutt, wat mer alles solle fir den Norde maachen, ass genau dat, wat mer an deene Programmer an deenen nächste Joren hunn. An ech hoffen, datt mer dat an deenen nächste Joren och kënnen esou ëmsetzen.

Da wollt ech der Madame Lorsché nach soen… Dir sot, d'Nordstrooss hätt sollen, hätt missen ersat ginn duerch en uerdentlechen öffentlechen Transport, dee mer bauen. Also, ech soen Iech ganz kloer: Ech mengen, datt mir deen öffentlechen Transport mussen esou maachen,…

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Dir sidd jo besser wéi Är Virgänger.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- …datt e performant an effikass ass. An ech mengen, datt mer och alles drusetzen, fir dat esou ze maachen. Mä duerfir, all déi Efforten, déi mer op där Nordstreck maachen, och all déi Park & Riden, déi mer bauen, duerfir och deen Arrêt Pont Rouge, dee mer maachen, deen d'Nordstreck wesentlech wäert verbesseren.

Mä ech soen Iech: Och wa mer dat alles gemaach hunn, brauche mer awer déi Nordstrooss nach. An ech mengen, datt mer einfach déi zwou Saache musse maachen, wa mer wëllen, datt den Norden déi Zukunft kritt, déi mer alleguer gär hätten, datt e soll kréien.

Den Här Henckes huet iwwert d'Westtangente nach d'Fro gestallt. Ech sinn dovunner ausgaangen, datt mer am Plan sectoriel «Transports» deen ënneschten Deel, wat fréier eng Westtangente war, mä wat et awer elo net méi ass, als e logescht Konzept solle gesinn, well dat erlaabt eis, dee ganze Verkéier, deen aus dem Weste vum Land kënnt, opzefänken an deen net duerch de Briddel, Rollengergronn an d'Stad ze huelen, mä iwwert deen Deel, de Contournement vun Olm-Kielen erofzehuelen op d'Autobunn, déi vun Arel kënnt, an duerch déi normal Strecken an d'Land eranzeféieren.

An ech estiméieren, wann déi Nordstrooss och bis op ass, datt mer deen zweeten Deel vun deem, wat déi Westtangente war, net méi an deem Moment brauchen, wa mer deen ënneschten Deel hunn, well dee Kielen-Olm contournéiert a well en eis och d'Desserte zu där Zone industrielle gëtt. Wann déi Nordstrooss elo op ass, da moosse mer natierlech dee ganze Verkéier an da kucke mer definitiv, ob dat esou ass oder ob et net esou ass.

Wat de Problem Kierchbierg ugeet, Här Henckes, do hat Dir ganz recht, Dir hat do gutt ugefaangen, an ech hat gemengt, Dir géift elo zur logescher Konklusioun kommen, datt mer deen Tram géife brauchen. Mä ech war du fuerchtbar enttäuscht, wéi Der net zu där Konklusioun komm sidd, well dat wier déi richteg Konklusioun gewiescht.

Mä richteg ass, datt mer natierlech déi Opfangparkinge brauchen op der ganzer Streck, ob dat Miersch, Luerenzweiler, Colmar-Bierg ass, an natierlech och op der Luxexpo, an datt mer en och um Héienhaff brauchen, mä datt ech awer contrairement zu Iech iwwerzeegt sinn, datt mer da mussen d'Leit mat engem uerdentlechen Héichcapacitéits-Tramsystem opfänken, fir se an d'Stad eranzehuelen, an datt dat Mëttel ass, wat geet. Dat ass dann den Ënnerscheed tëschent eis zwee. Fir de Rescht si mer eis an Ären Iwwerleeunge selbstverständlech eens.

Ech soen Iech Merci, datt Der nogelauschtert hutt, an dann e Merci all deene Leit, déi matgeschafft hunn un dësem Text an déi en och ënnerstëtzen.

M. le Président.- Merci dem Här Nohaltegkeetsminister. Domadder wär d'Diskussioun ofgeschloss, a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6396 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6396 ass ugeholl mat 48 Jo-Stëmmen, géint 7 Nee-Stëmmen a 5 Enthalungen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Fernand Boden (par Mme Christine Doerner), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert (par M. Marc Spautz), Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Serge Wilmes), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter (par M. Jean-Paul Schaaf);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot (par Mme Claudia Dall'Agnol), Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Georges Engel), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger (par M. Claude Meisch), Xavier Bettel, Mme Änne Brasseur (par M. Carlo Wagner), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner.

Ont voté non: MM. Claude Adam (par Mme Viviane Loschetter), François Bausch, Félix Braz (par M. Camille Gira), Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter.

Se sont abstenus: MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen (par M. Jacques-Yves Henckes), Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. Serge Urbany.

Wëllt ee seng Enthalung begrënnen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Haut de Mëtteg hu mer zum Schluss vun eisen Debatten eng Interpellatioun vum Här Fernand Kartheiser iwwert d'Gewalt géigeniwwer vun Autoritéitspersounen. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Kaes a Bettel, d'Madame Dall'Agnol, den Här Gira an den Här Negri. D'Wuert huet elo den Auteur vun der Interpellatioun, den honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

12. Interpellation de M. Fernand Kartheiser sur les violences exercées contre des détenteurs d'autorité

Exposé

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur*.- Villmools Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Interpellatioun vun haut huet als Zweck, d'Regierung an d'Öffentlechkeet op e Phenomeen opmierksam ze maachen, deen an eisen Aen am héchste Mooss inakzeptabel ass an dowéinst och eng ganz energesch politesch a juristesch Äntwert muss kréien. Et geet ëm d'Frechheeten, sougenannten „Incivilitéiten", d'Rebellioun an dacks och oppe Gewalt géint Persounen, déi duerch hire Beruff eng allgemeng oder méi spezifesch Uerdnungs-, Sécherheets- oder Kontrollfunktioun bekleeden.

Dëst sinn an éischter Linn d'Membere vun der Police, mä och d'Kontrolleren an d'Chaufferen an den öffentlechen Transporter, d'Léierpersonal an de Schoulen, d'Kontrollere vun der Zone bleue, d'Membere vun enger Rei vu Stats- a Gemengeverwaltungen, déi een elo hei net brauch all opzezielen, fir op de Problem hinzeweisen. An der Lescht héiere mer och vun Ugréffer géint Arbitteren am Sport a souguer géint Membere vun der Protection civile am Asaz. Dat ass inakzeptabel!

Dat alles si Leit, deenen hire Beruff oder fräiwëllegen Asaz ënner anerem och doranner

besteet, an deene verschiddenste Beräicher vum gesellschaftleche Liewe fir d'Anhale vu Regelen ze suergen a wann néideg Uerdnung ze schafen. Forcément komme si da mat deem engen oder aneren a Konflikt, deen déi Regelen net agehalen huet oder net anhale wëllt.

Eis geet et drëm, fir sécherzestellen, datt déi Leit an och déi Beruffer respektiv Funktiounen nees respektéiert ginn an datt si hir Aufgaben a méiglechst gudde Konditioune kënne maachen, mat der voller Ënnerstëtzung vun eiser Gesellschaft a virun allem och vun der Justiz, wa si beleidegt oder ugegraff ginn.

Dee Merci, dee Respekt an déi Unerkennung ass eis ganz Gesellschaft deene Leit schëlleg.

Polizisten, zum Beispill, si Leit, déi do sinn, fir de Matbierger, déi Affer vun enger Strofdot woren oder riskéieren ze ginn, ze hëllefen. Déijéineg, déi si am meeschte brauchen, sinn dacks déi Schwächst an eiser Gesellschaft. Ouni eng effikass Police kann de Stat de Bierger déi Sécherheet net méi garantéieren, déi hien hinnen awer schëlleg ass.

Den trageschen Doud vun engem jonke Polizist zu Messancy viru knapps dräi Wochen huet eis nees däitlech gewisen, wéi wéineg déi Kriminell hautdësdags nach zécken, fir d'Liewe vun de Polizisten op d'Spill ze setzen. Ëmmer méi vun hinne sinn och arméiert an ëmmer méi dacks kommen och Waffen zum Asaz. Net nëmmen de Risiko fir d'Polizisten ass héich, mä och ëmmer méi leiden déi normal Bierger ënnert der Gewalt.

Wéi sollen d'Polizisten d'Bierger schützen, wa si selwer permanent an der Defensiv musse sinn? Déi international Statistiken, déi Lëtzebuerg ewell als eng gefäierlech Haaptstad aklasséieren, kann ee vläicht aus statisteschen Iwwerleeungen eraus als iwwerdriwwe betruechten, mä ganz falsch si se sécher och net.

Ëmsou méi musse mir et bedaueren, datt eis Uerdnungskräfte vill ze vill dacks vun der Politik an aneren Autoritéiten, och an der Justiz, negativ duergestallt ginn oder carrément am Stach gelooss ginn. Esou eng Behandlung verdénge si mat Sécherheet net, am Géigendeel, si verdéngen Unerkennung an Ënnerstëtzung!

Här President, d'Police a vill Hëllefsdéngschter si personalméisseg ënnerbesat. Am Verglach mam Ausland huet eis Police och esou gutt wéi keng Eegekompetenzen am Beräich vun der Geforenofwier, déi een op Franséisch oft als „police administrative" bezeechent. Ech denken do zum Beispill un d'Evakuatioun vun öffentleche Plaze manu militari, d'Lokalisatioun vu Leit, déi verschwonne sinn, wou net onbedéngt eng Strofdot virläit, oder och d'Identifikatioun vu Persounen. Gläichzäiteg ass si och am direkten Informatiounsaustausch mat der Öffentlechkeet, mat anere Verwaltungen a mat deenen auslännesche Polizeiservicer ganz staark an hire Méiglechkeete limitéiert.

Dat si Constaten, déi weisen, datt déi Regierungen an deene leschte Joren a Jorzéngten net genuch Gewiicht op d'Sécherheetsfroe geluecht hunn. D'Resultat ass, datt d'Problemer an deem dote Beräich eis lues a lues iwwert de Kapp wuessen. Et gëtt also héich Zäit, fir ëmzedenken! Symptomatesch dofir ass eben d'Gewalt géint d'Police.

D'Statistike schwätzen eng däitlech Sprooch. Am Joer 2000 goufen 155 Attacke vu Rebellioun an Outragë géint d'Police gezielt, am Joer 2009 woren et der schonn 352. Dobäi muss ee wëssen, datt ganz vill Poliziste ganz bewosst a verantwortungsvoll op Deseskalatioun a gefäierleche Situatioune setzen an och dacks drop verzichten, fir iwwerhaapt op de Wee vun enger Plainte ze goen. Dacks hëlleft et och, wann niewent deene méi jonke Polizisten och méi eelerer op der Plaz sinn, déi duerch hiren Alter, hir Autoritéit an Erfahrung kënne berouegend awierken.

Wann d'Police selwer duerch eng gutt Ausbildung vun hiren Agenten, duerch d'Präsenz vu Beamte mat Erfahrung um Terrain, duerch eng verantwortungsvoll Polizeitaktik, duerch eng staark numeresch Visibilitéit an e besonnent Optriede kann zur Berouegung vu gefäierleche Situatioune bäidroen - alles dat ass sécher wouer -, da muss een awer feststellen: De Problem läit definitiv net bei der Police, mä et läit an der Radikaliséierung vu groussen Deeler vun eiser Gesellschaft.

Besonnesch an der Stad, an do virun allem am Garer Quartier, zu Esch, zu Déifferdeng, Péiteng an Ettelbréck heefe sech déi Fäll vu Gewalt, a meeschtens geet et ëm Incidenten op der Strooss oder och an Diskothéiken oder Nuetslokaler. Och wann déi meescht vun deenen Uertschaften an der Noperschaft vun enger Grenz leien, wëll ech awer betounen, datt ënnert deene Leit, déi eng Rebellioun maachen, souwuel Lëtzebuerger wéi Netlëtzebuerger sinn an datt et och Résidentë wéi Nonrésidenten ënner hinne gëtt.

De Problem däerf also net soziologesch vereinfacht duergestallt ginn, mä e muss a senger Komplexitéit erkannt ginn, dann awer och éierlech an transparent beschriwwe ginn. Dofir froe mir d'Regierung an dëser Interpellatioun: Wéi huet sech d'Zuel vu Gewaltdelikter géint d'Autoritéitspersounen zënter dem Joer 2000 entwéckelt? Wie sinn d'Auteure vun deene Faiten no Alter, Beruff, Lieu de résidence an Nationalitéit? Wéini a wou geschéien déi meescht vun deene Gewaltakten? Gëtt et Etüden iwwert d'Ursaache vun deene Gewaltakten an hir Entwécklung, wat hir Schemata an hir Gravitéit ugeet?

Här President, et däerf een och net iwwersinn, datt d'Gewalt géint d'Police an aner Autoritéitspersoune sech an e Kontext aschreift, wou d'Kriminalitéit dauernd wiisst. Op 100.000 Awunner ass d'Kriminalitéit vun 2010 op 2011 ëm 14,7% geklommen. Hei sief just als Beispill op déi ëmmer méi héich Zuel vun Abréch verwisen.

Eng vun den Äntwerten op dës Situatioun ass, datt et wierklech héich Zäit gëtt, fir der Police méi Personal an zum Deel aner Prioritéiten ze ginn. Si muss iwwerall um Territoire genuch Leit hunn, fir a kuerzer Zäit kënnen anzegräifen. Dofir muss natierlech och de RIFO genuch Leit hunn. A besonnesch am Hibléck op déi Abréch, déi an der Grenzregioun geschéien, wëllt d'ADR alt nees eng Kéier op d'Noutwendegkeet vu sporadeschen, cibléierten a sënnvolle Grenzkontrollen opmierksam maachen. Oppe Grenze si schéin, awer et soll se just fir déi éierlech Leit ginn!

(M. Paul Helminger prend la présidence.)

Den Här Banneminister huet an Aussiicht gestallt, datt méi Zivilpersonal an der Police soll engagéiert ginn. Dat ass zwar erfreelech ze héieren, et muss ee sech allerdéngs d'Fro stellen, ob déi Ministeren, déi an deene leschte Joren d'Verantwortung fir d'Police haten, et net largement verpasst haten, am Beräich vum Rekrutement vu spezialiséiertem Zivilpersonal fir d'Police - ech denken hei an éischter Linn un Informatiker, Ingenieuren, Leit mat enger wëssenschaftlecher Ausbildung - e seriöe Rekrutéierungsplang opzestellen an ëmzesetzen.

Och am Beräich vun der Bekämpfung vun der Wirtschaftskriminalitéit brauch d'Police qualifizéiert Fachpersonal. Grad hei geet et net nëmmen duer, fir emol einfach e puer Leit anzestellen, wann een net weess, wéi dës Leit an déi bestehend Strukture kënnen am beschten integréiert ginn. Mir brauche kee Fléckwierk, mir brauchen e Konzept!

D'Fro kann och net sinn, ob ee soll Zivilpersonal oder uniforméiert Personal astellen. Wann d'Police ganz kloer méi qualifizéiert Zivilpersonal brauch a souguer an dësem Beräich en Nohuelbedarf huet, da wëllt dat awer kengesfalls heeschen, datt een elo kann op uniforméiert Polizeipersonal verzichten. Ganz am Géigendeel, mir brauche virun allem uniforméiert Leit um Terrain!

Wien d'Aktualitéit verfollegt, weess jo, datt d'Police sech ëmmer méi dacks muss géint en aggressive Mob vu 50 a méi Persoune wieren. Ausserdeem muss een och, fir eng Rei vun administrativen Aufgabe kënne korrekt ze erleedegen, eng zolidd Experienz um Terrain hunn. Et kënnt schliesslech dacks drop un, datt een d'Situatioune richteg aschätzt a versteet, wann ee se wëllt realitéitsno beschreiwen.

Sécher ass et net einfach, bei enger esou klenger Populatioun wéi eiser ëmmer genuch Leit fir d'Police ze rekrutéieren. Dat hänkt mat villem zesummen. Mir hunn awer och heiansdo am Stat déi falsch Prioritéite gesat a bei der Force publique net genuch agéiert. Mä d'Sécherheet ass einfach eng Käraufgab vun eisem Stat. Wa mir elo net ganz séier a ganz décidéiert handelen, schwäche mir d'Sécherheet an eiser Gesellschaft a mir riskéieren, wéi et och gesot gouf, Zones de non-droit ze kréien, an dat däerf et net ginn!

Mir mussen och kucken, datt d'Polizisten net resignéieren, wéi et scho bei anere Beruffer de Fall ass. D'Politik muss de Leit bei hire Problemer hëllefen, an net hinnen nach méi Problemer maachen!

Konkret wëll ech och u meng Question parlementaire vum 22. Dezember 2011 erënneren an eng Rei vu prezise Froe stellen. Éischtens, déi Jurisprudenz aus dem Joer 1959, déi ënnert dem Artikel 269 vum Strofgesetzbuch zitéiert gëtt: An eisen Aen ass et net akzeptabel, datt e pathologeschen, alkoholiséierten Zoustand soll kënnen zu Stroffräiheet am Fall vun enger Rebellioun féieren. Fir d'ADR ass et héchstens méiglech, fir an esou engem Fall op Circonstances atténuantes ze plädéieren. Och wann - oder grad well! - déi do Jurisprudenz an der Praxis kaum nach eng Roll spillt, muss se definitiv aus eisem Rechtswiese verschwannen.

Zweetens, et muss een iwwerleeën, ob mir eis net mussen eng Méiglechkeet ginn, fir Leit, déi physesch Gewalt géint Polizisten oder aner Autoritéiten asetzen, direkt no der Dot fir eng kuerz Zäit anzesetzen. Esou Moossname musse selbstverständlech vun alle rechtsstaatleche Garantië begleet sinn. Mä esou eng Démarche gesi mir als eng pädagogesch Mesure. Et kann net sinn, datt Gewalttäter eréischt no Jore vun der Justiz ze héiere kréien. Leit, déi géint Poliziste gewalttäteg sinn, sinn et jo och gär genuch géintiwwer vun deenen anere Leit a mussen dowéinst direkt d'Reaktioun vum Stat ze spiere kréien. Ganz allgemeng mussen, besonnesch wa Gewalt am Spill ass, Täter vill méi schnell viru Geriicht kommen.

Drëttens, mir däerfen d'Polizisten, déi Affer vu Gewalt gi sinn, net am Stéch loossen, weder juristesch nach psychologesch. Si brauchen eist Versteesdemech an eis Solidaritéit. En automatescht Recht op Rechtsbeistand misst de Polizisten, grad well si esou exposéiert sinn, nees gesetzlech zougestane ginn. D'Police muss och genuch Psychologen hunn, fir deene Leit ze hëllefen.

Véiertens, d'Poliziste verdéngen eist Vertrauen a selbstverständlech och dat vun der Justiz, well si si vereedegt, kompetent a gutt ausgebilte Beamten. Et geet net, datt si viru Geriicht als gewalttäteg duergestallt ginn, just nëmmen, well si zum Beispill eng Fouille corporelle gemaach hunn. Mir sollten eis dowéinst iwwerleeën, ob mir net sollten eng Présomption de légitime défense zugonschte vun der Police an eis Gesetzgebung aschreiwen.

Iwwregens misst all Polizist allzäit kënnen eng Fouille bei Persoune maachen, vun deenen hie mengt, datt e Sécherheetsrisiko kéint vun hinnen ausgoen. Et ass aus der Praxis eraus gesinn absurd, fir eng Fouille wëllen op eng Procédure judiciaire an de Code d'instruction criminelle ze reduzéieren, wéi et elo heiansdo diskutéiert gëtt. Aus deem Grond ass et geneesou onrealistesch, d'Fouillen nëmme just deene Poliziste virzebehalen, déi d'Qualitéit vum Officier de police judiciaire hunn. Déi meescht uniforméiert Polizisten, déi Dag an Nuecht op de Patrullen ënnerwee sinn, sinn nämlech net Officier de police judiciaire, mä Agent.

Fënneftens, mir wëllen, datt mir d'Poliziste fir Polizeiaufgaben am enke Sënn vum Wuert huelen an datt aner Déngschtleeschtungen am Sécherheetsberäich, wéi zum Beispill den Transport vu Gefaangenen, entweder vun anere Servicer gemaach ginn oder awer esou wäit wéi méiglech op e Minimum reduzéiert ginn. Dozou gehéiert och, datt an deem zukünftege Prisong zu Suessem Säll a Büroe fir d'Untersuchungsriichter an d'Rotskummer ageriicht ginn, amplaz datt geféierlech Gefaangener mussen hin an hier transportéiert ginn.

Sechstens, geneesou solle mir dréngend domadder ophalen, fir sougenannten Asylanten, déi emol net wëllen uginn, wou se hierkommen, ënner Polizeieskort op Bréissel ze bréngen, an der Hoffnung, fir si kënnen do mat der Hëllef vun den Ambassaden ze identifizéieren. Et ass un de Mataarbechter vun deenen Ambassaden, fir hire konsularesche Flichte gerecht ze ginn a fir sech heihinner ze déplacéieren, an net ëmgekéiert! Mir setzen eis Polizisten onnéideg a widderrechtlech enorme Risiken aus, well si an der Belsch iwwerhaapt net däerfen amtéieren an ënner normalen Ëmstänn och keng Waffen droen däerfen a se och scho guer net däerfe benotzen. Wat géif geschéie bei Akte vu Gewalt vu sougenannten Asylante géint Lëtzebuerger Polizisten zu Bréissel?

Här President, siwente Punkt: Dat Vertraue fir d'Beamte bedéngt och, datt si selwer sollen d'Protokollen an deenen Affäre schreiwe kënnen, wou si d'Affer vun engem Ugréff oder vun Incivilitéite gi sinn. Datt en anere Polizist dat ewell soll maachen, ass e vollkommen onnéidege Mësstrauensreflex géintiwwer den amtéierende Beamten. Deen eenzege Fall, wou mir als ADR esou e Prozedere kéinten envisagéieren, ass deen, wou e Polizist net nëmmen amtéiert hätt, mä och nach selwer am Virfeld Partei war, wéi zum Beispill an engem Noperschaftsstreit. An esou engem Fall wär seng Objektivitéit natierlech net garantéiert.

Mir verlaangen, datt besonnesch och de Parquet, dee jo all Dag mat der Police kooperéiert, säi Vertrauen an d'Police ënner Bewäis stellt. An net nëmmen dat: Och d'Justiz deet gutt drun, deeselwechte Respekt virun deenen anere Pouvoiren am Stat ze weisen, wéi d'Justiz och de Respekt vum éischten an zweete Pouvoir zegutt huet an en och kritt.

Ech wëll hei just drun erënneren, datt d'Justiz enorm Pouvoiren huet, déi an eisem aktuelle System praktesch kengem Contrôle duerch „check and balance" duerch déi aner konstitutionell Pouvoiren ënnerleien. D'Justiz soll déi Situatioun net als Blankoscheck interpretéieren, fir sech progressiv nach weider Pouvoire wëllen unzëeegnen, déi prinzipiell am Beräich vun der Legislativ oder vun der Exekutiv leien.

Och d'Verhältnis tëschent Justiz a Police soll dowéinst vun engem Geescht vu géigesäitegem Respekt gedroe si fir d'Aarbecht vun deem aneren, mä och fir déi eege Kompetenze vun deem aneren. D'Police, mä och d'Police judiciaire sollen als Institutiounen eng gewëssen Eegestännegkeet vis-à-vis vun der Justiz behalen. Grad dat ass haut wichteg am Sënn vun engem gesonden Équilibre, jo, vun enger Séparation des pouvoirs am Rechtsstat.

Schliesslech gëtt am Kontext vun der annoncéierter Polizeireform vun engem Comité d'accompagnement bestehend aus Magistrate geschwat, fir verschidde Funktiounen ze besetzen innerhalb vun der Police. Dat ass eng Verwëschung vun der Kompetenzentrennung am Rechtsstat, an déi kann net sënnvoll sinn!

Als Niewebemierkung stellen ech och d'Fro, ob et gutt ass, datt Vertrieder vum drëtte Pouvoir am Statsrot sëtzen, dee jo awer am legislative Prozess eng wichteg Roll spillt. Ech denken, datt all Pouvoir, och deen drëtten, sech sollt op säin eegenen Aufgabeberäich beschränken.

Aachtens, mir mussen eis Polizisten och an enger Formation continue ëmmer nees op gefäierlech Situatioune virbereeden. Ausserdeem - a geneesou och wéi bei der Arméi - musse mer Uecht ginn, datt d'Kadere vun der Police eng Schoulbildung hunn, déi den Ufuerderunge vum Beruff gerecht gëtt. Och well den Niveau vun de Schoulen an deene leschte Joren dramatesch gefall ass - an dat gesi mir an den Examen -, musse mer de Rekrutéierungsniveau an den Ënneroffizéieschkaderen an d'Luucht setzen. Déi Leit mussen einfach capabel sinn, fir sech korrekt an e puer Sproochen auszedrécken an och hir Rapporten an enger verständlecher an däitlecher Form ze redigéieren. Den Niveau vun den Examen däerf op kee Fall erofgesat ginn, just fir méi Leit ze rekrutéieren. Näischt géif der Kredibilitéit vun der Police mëttelfristeg méi schueden.

Néngtens, wa Polizisten eng Plainte maachen, well si Affer vu Gewalt gi sinn, kann et net sinn, datt si gesot kréien, datt si dann awer net vun deene gesetzlechen Dispositiounen am Kader vum Afferschutz kënne profitéiere wéi all déi aner Leit och. Geneesou wéineg kann et sinn, datt esou Affären einfach vum Parquet klasséiert ginn. Wat ass dat fir e Signal un déi Kriminell, datt si däerfen op Polizisten oder Buschauffere schloen, esou wéi se wëllen? A wat wëllt eis Justiz domadder de Poliziste soen? Ieren datt d'Gesellschaft net géif zu hinne stoen? Wëssen déi Leit, déi fir esou Décisioune verantwortlech sinn, datt si domadder d'Motivatioun vun der Police a Fro stellen?

Dowéinst wëlle mir vum Justizminister, deen haut leider net do ass, genee Zuele gewuer ginn: Zënter dem Joer 2000 si wéi vill Affäre wéinst Rebellioun virun d'Justiz komm? Wéi vill goufen der dovun einfach klasséiert a wéi vill Strofe goufen ausgeschwat? Wat huet dës Regierung konkret gemaach, fir géint d'Gewalt géint Autoritéitspersoune virzegoen? Wat sinn d'Resultater vun esou Moossnamen, wann et där da sollt gi sinn? A wéi eng Moossname wëllt dës Regierung huelen, fir eng besser physesch, moralesch a juristesch Ënnerstëtzung fir d'Autoritéits- an Amtspersounen ze garantéieren, déi Affer vu Gewalt goufen?

Här President, mir froen eis, ob mir eis net, wéi et dat am Ausland och gëtt, en eegent Polizeigesetz musse ginn, dat d'Kompetenze vun der Police genee regelt. Et ass dee falsche Wee, fir all déi Froen, déi dorënner falen, iwwert de Code d'instruction criminelle wëlle festzeschreiwen, wou vill vun deene Froen iwwerhaapt net erapassen.

A villen operationelle Situatiounen huet d'Lëtzebuerger Police däitlech manner Rechter, wéi zum Beispill d'Policen an Däitschland oder Frankräich.

Mir sollte jiddefalls emol en eegent Gesetz iwwert d'Fonction de police kréien, an deem eng ganz Rei vu Prozeduren a Kompetenze vun der Police souwéi den Informatiounsaustausch mat hir geregelt ginn, an zwar op eng Manéier, déi d'Effikassitéit vun der Preventiounsaarbecht an de polizeilechen Interventiounen och, mä net nëmmen, bei Strofdote garantéiert.

Am europäesche Kontext ass et och wichteg, datt d'Police ouni Ëmweeër direkt mat de Polizeiservicer aus den Nopeschlänner Informatiounen austausche kann. An dësem Zesummenhang sief drun erënnert, datt d'Regierung bis elo weder déi sougenannte schwedesch Initiativ, also d'Kaderdécisioun vum Conseil an deem Kontext, nach déi europäesch Prime-Décisioune vun 2008 ëmgesat huet.

D'Pièce maîtresse vun dem éischt genannte Rechtsinstrument ass dee sougenannte Principe de disponibilité, deen et soll erméiglechen, datt polizeilechen Informatiounsaustausch mam europäeschen Ausland zu deene gläiche Konditiounen erfollege kann, wéi dat och am internen Austausch normalerweis de Fall ass, an zwar ouni deen zäitopwännegen a komplizéierten Ëmwee iwwert déi justiziell Rechtshëllef.

D'Verbesserung vum Informatiounsaustausch tëschent de Polizeiservicer iwwert d'europäesch Bannegrenzen ass nëmmen dee scho längst fällege Corollaire zum Ewechfale vun de Grenzkontrollen an der Entwécklung vun der grenziwwerschreidender Kriminalitéit.

A grad well den Informatiounsaustausch mat deenen europäeschen an aulännesche Polizeiservicer esou wichteg ass, mussen déi polizeilech Informatiounssystemer och permanent weiderentwéckelt, ugepasst an ausgebaut ginn. Nëmmen esou legislativ Moossnamen, genee esou iwwregens wéi eis Propositioun vun der Présomption de légitime défense, kënnen d'Situatioun vun der Police an eiser Gesellschaft substanziell verbesseren.

An der kuerzer Zäit, déi mir zur Verfügung steet, hunn ech mech missen op d'Gewalt géint d'Police konzentréieren. Villes, wat ech elo gesot hunn, gëllt awer och fir déi aner Beruffer a Fonctiounen, déi ech a menger Aleedung opgezielt hunn. An och hei mussen d'Regierung, d'Verwaltungen an d'Justiz dréngend déi néideg Efforten a Reforme maachen, fir d'Eisebunner, d'Buschaufferen, d'Léierpersonal, d'Sécuristen an esou weider géint Incivilitéiten a besonnesch géint d'Gewalt ze schützen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Kartheiser och Merci. Deen éischte Riedner ass den honorabelen Här Kaes.

Débat

M. Ali Kaes *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den honorabelen Här Kartheiser huet elo grad seng Interpellatioun iwwert d'Problematik vun der verbaler a physescher Gewalt géintiwwer der Police, dem Personal aus dem öffentlechen Transport an aneren Autoritéitspersoune virgedroen.

Ech mengen, et ass wichteg a richteg, dass mir eis eng Kéier an dësem héijen Haus déi néideg Zäit huelen, fir eis intensiv mat dëser Problematik ausenanerzesetzen. Eng Problematik, déi net nei ass an zu där an der Vergaangenheet ganz vill Kolleeginnen a Kolleegen ëmmer erëm parlamentaresch Ufroe gestallt hunn.

Gewalt géint Polizisten an aner Autoritéitspersounen ass u sech e Gesellschaftsproblem, dee sech net reng op Lëtzebuerg begrenzt, mä deen een a ville Länner feststellt a wierklech mat Besuergnis verfollegt.

Dës Problematik ass u sech och net nei, mä dat, wat sech a leschter Zäit awer geännert huet, ass d'Intensitéit vun der Gewalt. Och kann een dës Gewalt, souwuel déi verbal wéi och déi physesch, net méi enger Zort vu Leit respektiv engem bestëmmte Milieu zouschreiwen. Dëse Klischee, Dir Dammen an Dir Hären, gëllt scho ganz laang net méi.

Gewaltbereetschaft an d'Iwwergréff op Persoune kommen u sech an alle gesellschaftleche Schichten a Milieue vir.

Derbäi kënnt, dass sech dës Zort vu Gewalt scho laang net méi just op eis Forces de l'ordre oder op d'Personal vum öffentlechen Transport beschränkt; och aner Beräicher, wéi zum Beispill eis Services de secours, sinn och alt schonn an hirer Missioun behënnert an och mat Gewalt konfrontéiert ginn.

Et mécht duerfir wéineg Sënn, Ursaachefuerschung ze bedreiwen, well déi sinn esou villfälteg wéi d'Acteure vun de Strofdoten. Et ass och schwéier, eng gewësse Mentalitéit an eiser Gesellschaft ze änneren, an d'Politik ass schlussendlech net derfir do, fir d'Leit ze erzéien.

Dat heescht awer elo net, dass mer virun dëser Problematik solle kapituléieren. Am Géigendeel, mir mussen eis Effortë verstäerken, fir dësem Gesellschaftsproblem entgéintzewierken.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi rezent traureg Evenementer an der Belsch, wou e Polizist an e Mataarbechter vun de Bréisseler Busservicer an der Ausübung vun hire jeeweilege Beruffer hiert Liewe gelooss hunn, hunn u sech d'ganz Welt schockéiert a gewisen, dass an eiser Gesellschaft laang net méi alles an der Rei ass.

Mir kennen zu Lëtzebuerg d'Zifferen aus de leschte Jore vun den Iwwergréff vis-à-vis vun eiser Police - den Här Kartheiser huet der eng ganz Rei genannt. Ech hunn op der Policegewerkschaft hirer Homepage dann och dës Statistiken duerchgekuckt an hunn nëmme just d'Zuelen zënter dem 1. Januar vun dësem Joer, vun 2012 zréckbehalen: Do waren eleng 26 Rebelliounen an 20 Amtsbeleidegunge géint Polizisten.

Ma glécklecherweis oder Gott sei Dank ass dat, wat an der Belsch geschitt ass, den Ausnahmefall. Mir mussen eis awer och hei zu Lëtzebuerg mat alle Mëttelen, sief et juristescher oder awer och anerer Natur, dergéint wieren, dass esou eng Tragédie an eisem Land virkënnt.

Eppes léisst sech och bei eis feststellen: D'Respektlosegkeet, déi feelend Unerkennung vu staatlechen Institutiounen an déi niddreg Hemmschwell bei der Gewalt géint d'Police, d'Zuchbegleeder, d'Buschaufferen, Pécherten oder Leit aus de Pompjeeën oder dem Rettungswiesen huelen an engem erschreckende Mooss zou.

Fir d'CSV ass dat net tolerabel a si léisst ënner kengen Ëmstänn zou, dass dës Leit, déi am Déngscht vun de Bierger an der Allgemengheet hire Beruff ausüben, riskéieren, verbal oder physesch verletzt ze ginn an am schlëmmste Fall, esou wéi an der Belsch, hiert Liewe musse loossen.

Här President, d'Onzefriddenheet vu verschiddene Leit an eiser Gesellschaft däerf net um Bockel vun aneren onschëllege Leit ausgedroe ginn. Si si ganz kloer kee Fräiwëld, wat ee mir näischt dir näischt einfach esou kann attackéieren, ouni Rücksicht op Verloschter.

Fir dat ze ënnerbannen an ze vermeiden, dass et iwwerhaapt esou wäit kënnt, ass ganz kloer d'Politik gefuerdert, nämlech alles ze ënnerhuelen, fir all dës Leit beschtméiglech an hirem Alldag ze schützen.

Mir musse verhënneren, dass bei de betraffene Persounen an an der Öffentlechkeet d'Meenung opkënnt, dass d'Politik an awer och d'Justice d'Problematik net esou richteg eescht huelen an dës Faiten als Bagatellen oder Beruffsrisiko ganz einfach ofstempelen.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn eis als CSV-Fraktioun bewosst, dass et keng Solution miracle gëtt, mat där all d'Problemer mat enger Kéier géife geléist ginn. Ech hunn an der Virbereedung zu menger Ried gelies, dass jo anscheinend op verschiddenen Niveauen intensiivst un engem Aktiounsplang geschafft gëtt, zu deem den Här Minister eis duerno wäert e puer Detailer ginn, wann et dann esou Virbereedunge fir en Aktiounsplang gëtt.

Ech wollt duerfir vun eiser Säit e puer Iwwerleeunge mat op de Wee ginn, wéi een dës ganz Problematik am Kader vun de Forces de l'ordre, mä awer och am Beräich vum öffentlechen Transport a bei anere Servicer kéint ugoen.

Fréier ass eng Uniform nach respektéiert ginn. Haut ass d'Bild vun der Police e ganz anert, éischter en negativt. D'Police gëtt net méi esou ugesinn, dass se derfir do ass, fir eis ze hëllefen, mä éischter als repressivt Iwwerwaachungsorgan vum Stat. Dorun ass awer sécherlech net d'Police schold, mä éischter d'Politik, well d'Police exekutéiert jo ganz einfach um Terrain nëmme just déi Gesetzer, déi mir hei an der Chamber stëmmen.

Duerfir ass et wichteg, dass mir d'Bild vun der Police duerch Géigemoossnamen an der Öffentlechkeet verbesseren. Dat kann op ville Pläng sinn. Dat kann duerch Broschüren, duerch Porte-ouverten oder den direkte Kontakt mam Bierger sinn. Och sollen d'gesellschaftlech Acteuren oder mir als Politiker, zum Beispill iwwert de Wee vun Informatiounen a Stellungnahmen um Radio, um Fernseh, ëmmer erëm op d'Wichtegkeet vun eiser Police hiweisen an ëmmer erëm och eist Vertrauen an eis Schätzung vis-à-vis vun der Police zum Ausdrock bréngen.

Da muss ee sech och froen: Wéi ass et mat der Ausbildung an der Formation continue vun eise Forces de l'ordre? Gëtt do genuch Gewiicht geluecht op Theme wéi Eegesécherung, Deseskalatioun, Konfliktschlichtung, Selbstverteidegung an nach esou munch anerer? Gëtt den Ëmgang mat verschiddene Gruppe vu Leit, wéi zum Beispill Jugendlecher, alkoholiséiert Persounen oder och Migranten a vill anerer, praxisno geübt?

Misst ee sech net och iwwerleeën, spezialiséiert Unitéiten an der Police ze schafen, déi jee no Aart a Weis vun Interventiounen an de Asaz géife geschéckt ginn? Ech denken do u speziell Antikonfliktteamer oder zum Beispill, wat e bësse méi extrem ass, eng Struktur wéi CRSen a Frankräich. Et stellt sech och d'Fro, ob der Police u sech dat adequat Material zur Verfügung steet, fir an déi eenzel Asätz ze goen.

En anere Léisungsvirschlag si méi streng Strofen. Ass d'Justiz an hiren Uerteeler fir de Moment streng genuch? Dat heescht, misst de Code pénal op verschiddene Punkten net verschäerft ginn, esou dass een eng méi ofschreckend Wierkung hannerléisst?

Täter vu Gewalt géint Polizisten, missten déi net geneesou staark an esou schaarf bestrooft gi wéi aner Gewalttäter? Well de Polizist jo eigentlech per Gesetz derzou verflicht ass, anere Mënschen ze hëllefen. Ass de Polizist, juristesch gesinn, genügend geschützt, wann e bei engem Asaz zum Beispill kierperlech aktiv muss gi respektiv vun der Waff Gebrauch muss maachen?

(Interruption)

Wann de Polizist bei klengsten Interventioune riskéiert…

M. le Président.- Här Kaes, géift Der dem Här Bettel erlaben, lech eng Fro ze stellen?

M. Ali Kaes *(CSV)*.- Selbstverständlech.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Ech wollt just dem Här Kaes d'Fro stellen, e seet, et misst méi streng bestrooft ginn. Duerfir ass d'Rebellioun jo awer do. D'Rebellioun ass jo eng Circonstance am Fong aggravante duerch d'Victime. Dat heescht, do gëtt jo awer schonn eng Distinctioun gemaach.

M. Ali Kaes *(CSV)*.- Mä et muss ee sech d'Fro stellen, ob dat alles duergeet. An ech kommen nach…, ech hunn nach e puer Erklärungen, an da gesitt Der vläicht, wat ech domadder mengen.

Wann de Polizist bei där klengster Interventioun riskéiert, eng Géigeklo un den Hals ze kréien, da soen ech Iech, da wäerte mer an Zukunft massiv Problemer kréien, nach jonk, motivéiert Leit ze fannen, déi dëse verantwortungsvolle Beruff wëllen ausüben.

Dat heescht net, dass de Polizist eng absolut Narrenfräiheet soll kréien, mä eng Garantie, dass hien an der Ausübung vu senger Missioun beschtméiglech um juristesche Plang ofgesécher ass.

Dir Dammen an Dir Hären, fir dass d'Police all hiren Aufgaben a Missioune gerecht gëtt, Missiounen, déi vun Dag zu Dag méi grouss, méi komplizéiert a méi gefäierlech ginn, brauche mir ganz kloer méi Polizisten a brauche mir nach méi spezifesch Ausbildung op déi nei Problematiken, déi si an hirem dagdeeglechen Asaz begéinen.

Ouni wëllen e Polizeistat ze ginn, sinn ech der Meenung, dass mir alles mussen drusetzen, de Beruff vum Polizist opzewäerten, fir dass mir genuch jonk Leit fannen, déi bereet sinn, dës responsabel Aufgab wouerzehuelen.

Dass mir an dësem Land an der Zukunft musse spueren, Dir Dammen an Dir Hären, dat läit op der Hand. Et wier awer falsch, et bei de Forces de l'ordre ze maachen. Hei si mir der Meenung, dass, wa mir mëttel- a laangfristeg an eisem Land wëllen Uerdnung halen a Gewaltakten, souwuel verbal wéi physesch, géigeniwwer Beamte respektiv ganz einfach och vis-à-vis vum Bierger wëllen a Grenzen halen, d'Zuel vun de Poliziste mindestens op d'Zuel eropgesat muss ginn, déi mir schonns eng Kéier festgehalen hunn, an dëst esou séier wéi méiglech. Et geet definitiv net duer, dass pro Joer knapps genuch Beamte vereedegt ginn, fir déi ze ersetzen, déi an d'Pensioun ginn.

A fir kuerzfristeg méi Leit, méi Polizisten op den Terrain ze kréien, wier et sécher eng Alternativ a misst een dat och méi am Detail kucken, fir dach awer eng ganz Rei vun administrativer Aarbecht vun Netpoliziste maachen ze loossen, fir dass déi Beamtinnen a Beamten, déi vereedegt sinn an déi u sech habilitéiert sinn, op den Terrain ze goen, beschtméiglech kéinten op den Terrain goen an esou enger grousser Zuel wéi iergendwéi méiglech.

Här President, sollte mer net, wéi et schonns u sech a villen anere Länner de Fall ass, iwwert d'Schafung vun enger Zort Schnellgeriicht nodenken, wou de Beschëllegten direkt bestrooft gëtt respektiv fir kuerz Zäit inhaftéiert ka ginn, amplaz dass den Täter op fräiem Fouss bleift an eréischt Méint méi spéit, wann iwwerhaapt, fir seng Dot bestrooft gëtt?

Eng kuerz Arrestatioun vun e puer Deeg géif deem engen oder aneren Täter och d'Geleeënheet ginn, iwwer säi Verhalen nozedenken - jo! - a géif vläicht derzou féieren, dass hie fir ëmmer an definitiv kuréiert wier, fir sech vun esou Aktioune fernzehalen.

Dir Dammen an Dir Hären, wat d'Problematik am öffentlechen Transport ugeet, hu mer am Abrëll 2009 ee Gesetz gestëmmt, wat d'Sécherheet am Allgemenge bei der CFL an dat, wat d'Zuchpersonal ugeet, verbessert. Mir hunn deemools beim Personal e sougenannten Agent agréé agefouert, dee genausou wéi d'Beamte vun der Police an och der Douane d'Recht krut, de Leit hir Identitéit ze iwwerpréiwen, déi sech net un d'Reglementer an un d'Regelen am öffentlechen Transport halen. Nieft der Ausweidung vun de Kompetenze goufen och nach um Niveau vun de Sanktiounen eng Rei Saachen, eng Rei Dispositioune geännert.

Ech wollt an dësem Kontext de Minister froen: Wat huet dat Gesetz bis haut bruecht? Hunn déi verschidde Moossnamen, déi am Gesetz stinn, an der Praxis gegraff? Oder awer: Musse mir net op verschiddene Punkten nobesseren? Ee Problem zum Beispill, deen och net mam 2009er Gesetz geléist ass - jo, deen u sech nach ëmmer besteet -, ass deen, dass just d'Beamte vun der Police an der Douane d'Leit kënne forcéieren, e Bus, en Zuch, eng Gare oder en Arrêt ze verloossen.

Och wann heiansdo, awer dach ze seelen, Kontrolle vun der Police am öffentlechen Transport stattfannen, misst ee sech vläicht och iwwerleeën, ob et bei der Police net eng Cellule misst ginn, déi sech spezifesch an intensiv ëm d'Sécherheet am öffentlechen Transport an ëm de Schutz vun de Beamte vun der CFL këmmert. Dëst ass ënner anerem och eng Fuerderung vun der Chrëschtlecher Eisebunnergewerkschaft, dem Syprolux.

Et kann definitiv net sinn, dass ëmmer méi Beamten, wa se zum Beispill als Kontroller duerch den Zuch ginn, aus Angscht, agresséiert ze ginn, léiwer bestëmmte Persounen net kontrolléieren, de Billjee net kontrolléieren, net zu e soen, si missten d'Féiss uewe vun de Sëtzer erofhuelen an esou weider an domadder also u sech aus Angscht hir Aarbecht net méi korrekt maachen.

Et stellt sech an dësem Kontext dann awer och d'Fro vun de private Busentreprisen, déi fir den RGTR ënnerwee sinn. Wat ass op dësem Niveau an de leschte Jore geschitt, fir d'Sécherheet vun de Chaufferen an u sech deem ganze Personal am RGTR ze verbesseren?

Eng aner Form vu Gewalt am öffentlechen Transport ass de Vandalismus. Mir sinn der Meenung, dass sämtlech Infrastrukturen, ob dat d'Zich, ob dat d'Garen, ob dat Opfangparkingen, ob dat aner Infrastrukture sinn, mussen esou ausgebaut an ugepasst ginn, dass se éischtens ganz hell beliicht sinn a iwwersiichtlech a biergerno gestalt sinn. Eleng doduerch verhënnert een, dass bestëmmte Gewaltdoten u sech geschéien.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kéint hei nach eng Zäit laang weiderfuere mat Argumenter an Iwwerleeungen zu dëser Problematik. Wichteg ass, dass mir wëssen, dass mer als Politiker ganz kloer gefuerdert sinn, duerch entspriechend Moossnamen all déi Leit ze schützen, déi Dag fir Dag hir Aarbecht gewëssenhaft an engagéiert maachen, fir dass si dëser Aarbecht ënner normale Konditiounen, wat hir eege Sécherheet ugeet, kënnen nogoen. D'CSV wäert sech hei voll a ganz engagéieren.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen och dem Här Kaes Merci. Deen nächste Riedner ass den Här Xavier Bettel. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn haut eng Interpellatioun (veuillez ajouter: iwwer gewalttäteg Attacke) géint am Fong déi Leit, déi eng Tenue un hunn, eng Autoritéitstenue - esou ass och jo d'Interpellatioun gefrot -, ob dat e Polizist ass, ob dat e Pompjee ass, ob dat e Kontroller am Zuch ass. Mä de Gros vun deene Leit, déi awer vun de Rebelliounen, vun dem Manque de respect betraff sinn - a kommt, mir sinn eis eens! -, ass d'Police.

Mir hunn d'Zuelen. Ech hunn och bei eis gekuckt. Mir hu souguer Pompjeeën - wann Der bedenkt! -, déi de Leit gären hëllefe kommen, déi do och nach geschloe ginn. De Code gesäit vir, dass et Coups et blessures gëtt, dat ass den 398 vum Code pénal. An doweinster selbstverständlech gëtt et jo och déi separat Rebellioun, déi am Titre 5 «Des crimes et des délits contre l'ordre public, commis par des particuliers» ass, deen och virgesäit, wat eng Rebellioun ass.

An Däitschland gëtt jo vun der Police och gären als „dein Freund und Helfer" geschwat. Mä wann ee kuckt, wéi d'Situatioun ass, wann d'Police op verschidde Plaze kënnt a wéi se do considéréiert gëtt, wéi se behandelt gëtt, dann ass dat einfach inakzeptabel.

D'Police ass jo do, fir d'öffentlech Sécherheet ze garantéieren an och fir d'Gesetzer anzehalen a fir dass d'Leit drun erënnert ginn, dat och ze maachen. Dat heescht, all Mënsch huet am Fong Interessi drun, dass d'Police hir Aarbecht och ka maachen. A gleeft mer et, wéi oft gëtt een drop ugesprach, an Dir gitt och alleguerte regelméisseg kontaktéiert, wou Der sot: „Ech hunn d'Police geruff, si ass net direkt komm."

Dat heescht, wann Der Hëllef braucht, sidd Der frou, alleguer, wann d'Police och kënnt. An dat soll een och ni vergiessen.

Trotzdeem, Här President, gesi mir, dass europawäit d'Zuele vun der Gewalt géint d'Polizisten zouhuelen. D'Zuele si scho gesot ginn. Um Site vun der SNPGL stoung nach virun e puer Minutten, dass vum 1. Januar u 26 Fäll vu Rebellioun schonn dëst Joer waren, a mir sinn nach net Enn Abrëll. Dat heescht, mir kommen elo gläich zu Enn Abrëll, mä an deene véier Méint si scho 26 Fäll. A wann ee bedenkt, dass 2009 der 27 waren an engem Joer, kann ee jo ganz genau kucken, wéi an dräi Joer d'Zuel augmentéiert huet.

Bon, plakeg Zuele ginn net duer. Ech hunn och Interpretatiounen. Et waren der, déi hei gesot hunn, dass d'Grenze misste fir déi propper Leit a fir déi éierlech Leit opgemaach ginn. Ech hunn d'Gefill hei, ech hätt Reditë vum Här Kartheiser gehéiert, déi een éischter am Moment a Frankräich héiert tëschent de Kandidate vum éischten Tour, wou déi, déi dat am meeschte gesot huet, elo am zweeten Tour net méi vertrueden ass, wou gesot ginn ass, et muss een d'Grenzen zoumaache fir déi net éierlech Leit.

Ech froen den Här Kartheiser ganz spezifesch, fir eng Kéier op d'Grenz ze goen an zu mir ze soen, wien en Éierlechen ass a wien en Netéierlechen ass. Den Délit de sale gueule - ech si frou, dass mer deen zu Lëtzebuerg net hunn, dass mer da bei de Leit kucke bei der Grenz, deen doten ass en Éierlechen, deen doten ass net en Éierlechen. Ech wier awer gespaant, wéi den Här Kartheiser d'Leit géif astufen, wa se hei gären an d'Land erakommen oder net erakommen.

Esou Proposen, Här President, kann ech net deelen a fannen ech déplorabel.

Une voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Här President, ech hu virdru vun Zuele geschwat. Et ass déi physesch Gewalt. An da schwätzen ech emol nach net vun den Injuren. Well Injure ass och eng moralesch Gewalt, wou Der, wann Der fir Är Aarbecht op eng Plaz kommt, och nach vernannt gitt. Dat Schlëmmst selbstverständlech ass dat, wat elo an der Belsch geschitt ass, wou och nach eng Persoun iwwerrannt ginn ass. Mä et geet ganz wäit. Dir kënnt Iech net virstellen, wéi wäit d'Leit kënne goen. Ech hu vu Fäll héieren, wou d'Leit gebass gi sinn, wou den Typ gesot huet: „Ech hunn Aids an elo hues du es och. An du kriss eng Hépatite, an du kriss hei an du kriss do." Jo, eng Hépatite wor dat an deem heite Fall. „Déi hues du elo och. Ech späizen der an d'Gesiicht. Elo bass du krank."

Dat heescht, de Polizist huet just seng Aarbecht gemaach an en huet do während Woche missen zidderen, fir ze kucken, wat dann elo geschitt, an huet missen nees an d'Analysë goen, bei den Dokter misse goen, an d'Bluttanalys goen, fir ze kucken, ob en net iergendeppes opgeraf hat.

Mir hunn awer och eng nei Form vu Gewalt, Här President, déi einfach net akzeptabel ass. Dat ass déi, déi mer zum Beispill haten um Nationalfeierdag, wou mer do Honnerte vu Leit haten, déi op eng Kéier d'Police agresséiert hunn. Honnerte vu Leit!

Do gëtt et dann een Effet, wou op eng Kéier een deen anere ganz staark mécht an een deen anere schléit, an dann nach net nëmme mat der Fauscht. Et gi Fläsche geholl, et gi Staange geholl, an et si souguer Leit, déi Messeren hunn.

Dat heescht, et misst ee sech d'Fro stellen och, Här President, an déi musse mir eis stellen als Politiker, ob d'Police vläicht och e Respektsproblem huet. Dat heescht, dass d'Police net esou respektéiert gëtt, wéi se sollt respektéiert ginn, wa se och op eng Plaz kënnt.

Gëtt hir Autoritéit net méi akzeptéiert? An, ech mengen, do musse mir wierklech kucken, wéi een den Image och vun der Police ka verbesseren. Mä, ech mengen, virun allem hu mer och en allgemenge gesellschaftleche Problem, dee sech stellt, dee vun dem Regele respektéieren, ob am Transport, am öffentlechen Raum, an der Schoul.

Mir haten nach dës Woch eng Diskussioun, Här President, iwwert d'Poubellen. D'Leit maachen, wat se Loscht hunn. Regelen hin oder hier, et ass egal, vläicht gi se jo net erwëscht. Et gëtt eng ganz Zone de non-droit, wou d'Leit mengen, et hätt een hinnen näischt ze soen.

Ech hu Rapporte vun der Police gelies, Här President, wou d'Police dohinner kënnt a wou d'Leit soen: „Dir hutt hei näischt ze soen, hei ass bei eis." Dat ass och inakzeptabel.

Am öffentlechen Transport, wat verschidde Schaffner en Ticket froen a si kréien zréckgemault, an ech soen „gemault", well et ass esou. Si kréien emol net geäntwert, si kréien zréckgemault: „Du kriss keen!" Oder: „Ech hu keen." - an - „Du kanns…!"

Also, Dir kënnt Iech net virstellen, wat fir verschidde Situatiounen et gëtt. A wou de Kontroller, wann en eleng ass, léiwer net op Konfrontatiounskurs geet a léiwer drop verzicht, nach engem en Ticket ze froen, well e seet: „Wann ech deen doten elo nach eppes froen, da ginn ech och nach geschloen."

Dat sinn och Situatiounen, Här President, déi net akzeptabel sinn. An da geet et nach méi wäit, Här President, da gëtt et nämlech verschidde Leit, déi provozéieren d'Police. Wann d'Police bis kënnt, da provozéiere se d'Police, well se wëssen, dass et do nach iergendeng Instanz gëtt, déi IGP heescht. A bei der IGP brauche se nëmmen ze schreiwen, et ass iergendeppes geschitt, an dann ass de Polizist am Fong, dee Victime ka sinn, op eng Kéier en Täter ginn, andeem en…

Do musse mer och eng Kéier seriö driwwer diskutéieren, Här President, mat eiser Regierung, wéi déi Prozedur bei der IGP leeft. Well bei der IGP hutt Der eng Transparence, déi ass gläich bei null. Dir kritt do en „administrative Prozess" - tëschent Guillemeten - gemaach, andeem Der gesot kritt: „Dir hutt dat an dat, a mir maachen de Rapport." Mä Dir kritt keen Ableck, Dir kënnt och ganz schwiereg gesinn, wat een an där enger oder anerer Enquête, déi gemaach ginn ass, ka liesen.

Mir mussen am Fong deene Leit, déi eng Autoritéit hunn, d'Moyenë ginn, och dat ze maachen. Wat ass e Gesetz wäert, wann et net kontrolléiert ka ginn? Wat ass e Gemengereglement wäert, wann et net kontrolléiert ka ginn? Wat ass eng Obligatioun, fir Ticketen ze kafen, wann een net dierf froen? Näischt! Näischt!

Wann d'Leit op eng Kéier hir eege Regelen als Regel hunn, si mer an enger Gesellschaft, wou keng Regele méi zielen. An do ass och e Problem.

A wësst Der, d'Police, mir sinn eis och eens, mir froen och fir déi Incivilitéiten. Well de Problem ass, ech hunn Iech virdru vun deene Containere geschwat, wou d'Leit hir Poubellen dann néierleeën. Mä d'Incivilitéite gi vill méi wäit. Op eng Kéier ass et normal, dass den Hond op der Strooss, um Trottoir dierf seng Besoinë maachen, dass een et net muss oprafen. Da geet et bei de Poubellë weider. A wann een als Kand schonn derbäi ass a gesäit, dass de Papp an d'Mamm egal wat kënne maachen, och wann et verbueden ass, wou soll ee sech da soen duerno: „Firwat muss ech an d'Schoul goen? Firwat muss ech iwwerhaapt en Ticket kafen? A wann ech dat net kréien, wat ech gären hätt, da kritt deen dote Streech."

Dat si keng Wäerter, déi eis Gesellschaft sollt deenen nächste Generatioune vermëttelen. An awer de Risiko, dee besteet, wa mer do net oppassen.

Mir mussen dowéinst a mir froen och - an ech weess, dass den Här Innenminister, den Här Halsdorf, eis och gesot huet, dass en an déi Richtung wéilt goen -, dass zum Beispill d'Agents municipaux verschidde Kompetenze sollte kënne kréien. Ech soen net, dass mer eng Police bis brauchen, mä bei deene klengen Incivilitéiten, vun deenen ech geschwat hunn, déi den Ufank am Fong vum Problem sinn vun dem Non-respect vun de Gesetzer a vun de Gemengereglementer, wier dat eng Méiglechkeet, well Dir kënnt net vun der Police verlaangen, dass se kontrolléiere geet, wéini d'Poubellen erausgeholl ginn, ob den Hond säi Besoin um Trottoir gemaach huet oder net. Mä dat sinn zum Beispill Aarbechten, déi en Agent municipal kéint maachen, deen dat kéint constatéieren, an dat esou och kéint weidergoen.

Et ass jo eng Proposition de loi do vum Här Roth, vum Här Meyers a vum Här Schiltz. An ech wier jo frou, wa mer déi da séier kéinten op den Ordre du jour kréien - Här Kaes -, ob an d'Commission juridique oder an den Intérieur, mä et wier awer wichteg, well Är Kolleegen hu sech esou vill Méi ginn en plus, fir déi ze preparéieren. Et wier schued, qu'elle tombe aux oubliettes. An ech mengen, den Här Roth ass jo President vun der Commission juridique. Dir sidd President vun der Commission de l'Intérieur. Ech ka mer virstellen, dass tëschent Iech zwee den Dialog jo wäert gutt lafen, an dass mer, wann ech dat jo och hei froen, an deenen nächste Wochen dat op den Ordre du jour da kréien.

Une voix.- Mir maachen dat zesummen.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Ech soen Iech Merci. Här President, ech kréie schonn hei bestätegt, dass dat an deenen nächsten Deeg wäert kommen.

(Hilarité générale)

Ech freeë mech.

(Interruptions diverses)

Ech freeë mech. Ech ka mech selbstverständlech nëmmen driwwer freeën.

Här President, et gëtt och eng ganz Rëtsch vu Leit, déi mengen, si kéinten d'Police vernennen, si kéinte maachen, wat se Loscht hätten, well se souwisou net mat Konsequenzen ze rechnen hunn, well se sech soen - zu Hollerech, do hate mir de Fall: „Wann d'Police kënnt, si fannen net, wie mer sinn. A wa mer op de Policebüro kommen, an engem, zwee Joer kënnt vläicht eng Affär op d'Geriicht a bis da gëtt och vläicht klasséiert vum Parquet."

Hei muss ee selbstverständlech de Problem dès le départ kucken. Mä et muss een awer och soen, dass et bestëmmt net gutt ass, dass de Parquet Affäre méintelaang oder jorelaang duerno an eng Sitzung rifft.

Ech weess, dass de Barreau net begeeschtert ass vun der Comparution immédiate, sou wéi et se a verschiddene Länner gëtt. Mä hei wier awer a mengen Ae bei Coups et blessures dat Bescht, eng Comparution immédiate ze hunn. Samschdes hunn ech Dommheete gemaach, méindes kommen ech op d'Geriicht, a wann ech dann eng Woch muss sëtzen oder wann ech 80 Stonnen oder 60 Stonnen Travaux d'intérêt général kréien, da muss ech déi ebe maachen. An net sechs Méint, ee Joer, annerhalleft Joer duerno eng Kéier op d'Geriicht geruff ze ginn an da gesot ze kréien: „Jo, bon, wat hutt Der dann an Tëschenzäit gemaach? Jo, da kënne mer elo net méi direkt esou streng bestrofen." An da kënnt ee mat enger Amende oder mat e puer Stonnen TIG ewech.

Oder - an ech muss et soen, ech fannen dat och wichteg - Prisong mat Sursis, well ech mengen, dass hei Prisong mat Sursis bei Rebellioun, wat schlëmm ass - et ass kee Kavaléiersdelikt, et si scho schlëmm Faiten -, och eng Pressioun ass, wou een da gefällegst huet opzepassen.

De Problem ass och, mir gesi jo och d'Annoncen, wien huet net um Bus déi grouss Affichë gesi vun de Polizisten? Et sinn der zwee, dräi, déi een net esou gutt erkennt, déi vum Déminage an déi vun der USP an déi vun der Biosectioun. Dat sinn déi, déi mam Casque dodrop sinn. Mä all déi aner ganz sympathesch Gesiichter, déi am Fong engem soen: „Kommt bei eis, kommt bei d'Police!"

Tatsächlech! Si brauche Leit bei der Police. A wa se keng nei Leit kréien, da geet et esou weider, wéi et am Moment ass: net genuch Leit op den CPen, net genuch Leit op den CIen. An da muss méi Zivilpersonal agestallt ginn, fir dat eent an dat anert ze kompenséieren. An déi Formatioun ass net déiselwecht. An ech mengen, dass mer schonn eng richteg forméiert Police brauchen, déi och déi Formatioun, déi virgesinn ass, sollt hunn.

Firwat dat wichteg ass? Da kéint een op den Hotspoten - virdrun ass gesot gi vun der Gare, ech wëll keen Terrain och thematiséieren, wou méi Strofdote si wéi bei anerer -, zum Beispill op deene Plazen, wou ee mierkt, dass méi Problemer sinn, eng méi grouss Policepräsenz och hunn, an déi och op méi kriteschen Auerzäiten, wéi um Weekend.

Ech muss Iech just soen, déi Décisioun, déi ech do geholl hat an der Hollerecher Strooss, mat der Police hu mer driwwer zesummen diskutéiert, a säitdeem hu mer och am Moment kee Problem.

Här President, mir hunn och eppes entdeckt op Biller, wat ganz schlëmm war, viru Kuerzem bei der Eisebunn. Dat wor deen Acharnement op enger Victime, dat heescht, eng Persoun, déi scho k.o. ass, déi um Buedem läit, do nach zu e puer dropzeschloen, an der Hoffnung, dass déi Persoun ni méi erwächt.

Dat ass e Fait, an ech sinn och frou, ech hat eng Question parlementaire gestallt, wou den Här Biltgen gesot huet, dass do eng Circonstance aggravante sollt och am Code pénal drastoen, well deen Acharnement ass och net akzeptabel.

Mä dat beweist nach eng Kéier, Här President, wéi wäit verschidde Leit bereet kënne sinn, ze goen. A wéi gesot, dat Schlëmmst, wat ka geschéien, ass dat, wat an der Belsch viru Kuerzem geschitt ass. Mä et soll een net soen, dass dat néierens anzwousch aneschters geschitt. Et ass och hei zu Lëtzebuerg net wäit vun hei ewech um Boulevard Royal e Polizist a senger Aarbecht gefall, an et ass net deen Eenzegen, dee scho gesondheetlech Problemer hätt, well et schwätzt een elo vun Doudesfäll: Et si Leit, déi och mutiléiert sinn, et si Leit, déi en Handicap behale fir e ganzt Liewen. Et si Leit, déi e Schock behalen, et si Leit, déi krank sinn.

Dowéinst menge mer och, dass et immens wichteg ass. An et gëtt, Här President, nach zwou kleng Saachen. Déi éischt Saach ass, et gëtt jo vun där Jurisprudenz vun 1950 geschwat, dass do wéinst den… Also bei all Affär, déi ech um Geriicht hat, huet nach ni ee kënne soen, dass et eng Circonstance atténuante ass, wann ee voll war. Nach ni!

Well d'Jurisprudenz ass normalerweis constante, dass, wann ee voll war oder wann een Droge geholl huet, ee jo selwer sech an deen État gesat huet an dass dat net als Circonstance atténuante soll zielen.

Et ass op jidde Fall déi Jurisprudenz vum Här Klein, déi Jurisprudenz vun der Madame Kontz, déi Jurisprudenz vun der Madame Regenwetter, déi Jurisprudenz vun deene Leit, déi um Correctionnel ëmmer souzen, vun der Madame Jung.

Also, wann elo en neie Moment géif kommen, dass ee seet, dass, wann ee voll ass, dat Circonstance-atténuantë wieren, dat wier net normal, Här President. Well da mécht all Mënsch, ier en iergendengem eng Kugel an de Kapp schéisst, sech voll, en dämpt der zwou an da seet en: „Oh, et ass net meng Schold, ech wosst net méi, wat ech gemaach hunn."

Dat heescht, dat kann et net sinn, Här President. Mir sinn eis eens, dass et net eng Circonstance atténuante ka sinn, wa bei enger Rebellioun oder bei egal wat fir engem Fall ee voll ass oder dass een zou war. Dat ass inakzeptabel. Ech mengen, déi Persoun, déi sech an deen Zoustand brëngt, déi sech esou voll drénkt oder mat Drogen zoumécht, weess jo, wa se se hëlt, a wéi engem Zoustand se duerno ass.

An dann, Här President, leschte Punkt ass, an ech si frou, ech hunn do eng Äntwert och kritt vum Minister, well ganz vill Poliziste woren immens iwwerrascht iwwer eng gewësse Situatioun. An der Zäit, jorelaang, huet een als Polizist, wann een en plus Victime war bei enger Rebellioun, direkt - direkt! - vum Stat en Affekot gestallt kritt. Direkt! Et huet een dem Stat geschriwwen, et krut een direkt vum Stat gesot: „Guer kee Problem, Dir hutt en Affekot, Dir woort Victime." Am Artikel 32 Paragraph 4 vum Gesetz vun '79 steet: «L'État protège le fonctionnaire contre tout outrage ou attentat, toute menace, injure ou diffamation. L'État assiste l'intéressé dans les actions que celui-ci peut être amené à intenter contre les auteurs de tels actes.»

Eng Partie civile ass esou eng Aktioun. D'Partie civile ass esou eng Aktioun, well ech muss jo emol net als Zeie geruff sinn. Ech ka Victime sinn an emol net vum Parquet als Zeie geruff gi sinn. An dat heescht, da misst ech och nach kucken, wéini e Prozess ass an da kréien ech eng Convocatioun vum Parquet. Ech kéint da Schuedenersatz froe goen. An dowéinst ass ëmmer gesot ginn, dass een en Affekot kéint kréien.

Da krute verschidde Polizisten elo op deen Artikel gesot, et steet jo am Text: „Dans la mesure où il l'estime nécessaire, l'État…" Dat ass eng vun de Konditiounen, déi virgesi sinn. An dunn ass gesot ginn: „Jo, Dir wësst, um Tribunal correctionnel fir eng Partie civile brauch ee keen Affekot. Da kënnt Der kucken, selwer eens ze ginn."

Ech muss Iech awer soen, de Polizist, deen net weess, wéi et um Geriicht geet, fir eng Partie civile ze maachen, deen net weess, dass en e Certificat médical muss eraginn, deen net weess, dass en Dommages matériels ka froen, deen net weess, dass en Dommages esthétiques ka froen, deen net weess, dass en en Dommage moral ka froen, deen einfach virum Riichter steet an da gesot kritt: „Wëllt Der da Schuedenersatz?" - „Jo." - „Wéi vill?" - „Ech weess et net!", där Situatiounen hu mer schonn all erlieft, all erlieft!

An ech mengen, et ass eng Flicht. Den Här Kaes huet virdru gesot, fir bei der Police net ze spueren. Ech géif wierklech insistéieren op déi Demanden, well ech hunn hei esou Fäll gehat, da sinn d'Leit bei d'D.A.S. gaangen. An ech fannen et traureg, wa Poliziste musse bei d'D.A.S. goen, fir Rechtsschutz ze kréien. Ech mengen, wann e Polizist am Kader vu senger Aarbecht Victime ass vun enger Aggressioun vun enger drëtter Persoun, da musse mer wierklech hei an der Chamber och unanime averstane sinn, dass de Polizist awer op säi Stat, op säi Patron muss kënnen zielen, dee sech virun e setzt a seet: „Hei, du kriss vun eis en Affekot gestallt."

Net op där Affär Sue wëlle spueren, well dat Schlëmmst ass, deen aneren, dee vis-à-vis vun em steet, dee kritt vläicht Assistance judiciaire! Dee kritt vläicht vum Stat den Affekot bezuelt, an deen aneren, deen der dann nach laanscht d'Bake kritt huet, dee kritt kee Frang vum Stat an dee muss dann nach wa méiglech aus senger eegener Täsch dann esou en Affekot bezuelen.

Duerfir sinn ech frou, ech hunn och mat verschiddene Leit diskutéiert, déi am Ministère do schaffen, déi gesot hunn, dat wor eng Diskussioun mam Minister, an de Bréif seet mer, do misst een au cas par cas kucken. Ech wier frou, wann net au cas par cas géif gekuckt ginn a wierklech do de Polizist d'Garantie huet, dass en, wann e Problemer huet, och op säi Patron kann zielen. An dat ass de Stat.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Bettel och Merci. D'Madame Dall'Agnol kritt elo d'Wuert. Madame Dall'Agnol, Dir hutt d'Wuert.

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP)*.- Merci fir d'Wuert. Dir Häre Ministeren, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et gëtt ee jo d'Gefill net lass, wann een d'Zeitung liest, datt d'Gewalt an eiser Gesellschaft ëmmer méi zouhëlt. Kläppereie virun Diskoen; d'lescht Woch an den Noriichten zwou Fraen, déi vun hirem Partner schwéier verletzt goufen; e belsche Polizist, deen ëmbruecht gouf. An ech kéint mat de Beispiller eigentlech elo esou weiderfueren. Dësen Débat, dee soll jo haut och d'Geleeënheet bidden, fir eng e bësse méi nuancéiert Analys vun dëser aktueller Situatioun ze maachen.

Déi Beispiller, déi ech elo grad opgezielt hunn, déi hu jo och a priori näischt mateneen ze dinn, ausser datt se weisen, datt et offenbar ëmmer méi Leit an eiser Gesellschaft gëtt, déi schnell, ganz schnell d'Beherrschung verléieren an och do net dovir zréckschrecken, fir anerer ze verletzen oder souguer ëmzebréngen. Et ass also wichteg, datt mer och verstinn, wien déi Leit sinn, firwat déi Problemer zouhuelen an och, wat fir Situatiounen dee Gewaltrisiko méi héich maachen.

An trotzdeem, fäerten ech, sinn déi Méiglechkeeten, déi mer hunn, fir dësem Phenomeen entgéintzewierken, leider begrenzt. Wa mer driwwer schwätzen, wien Täter ass, da geet et och net, fir ganz Gruppe vu Leit ze stigmatiséieren. An och, wa Gewalttäter méi oft där enger wéi där anerer Nationalitéit ugehéieren, wa se éischter jonk si wéi al, dann däerfen d'Konklusiounen an der Populatioun net déi sinn, datt all d'Persounen aus engem bestëmmtene Grupp oder mat enger Nationalitéit ënner Generalverdacht stinn. Duerfir musse mer oppassen, wéi déi Diskussioun heibannen, mä och ganz speziell wéi déi Diskussioun dobausse gefouert gëtt.

De Vizepresident vun der Policegewerkschaft, den Erny Kohn, dee genau wéi seng Gewerkschaftskolleeginnen a -kolleege sech ganz vill mam Thema beschäftegt, beschäftege muss, dee sot an engem Interview mam „Lëtzebuerger Wort" heizou, an ech zitéieren en elo: „Viele der Täter haben einen Migrationshintergrund. Das ist eine Diskussion, die wir führen müssen, vor allem auf politischer Ebene. Wir müssen uns mit der Frage auseinandersetzen, warum das so ist. Erst die Ursachenforschung wird es ermöglichen, diesem Phänomen als Gesellschaft erfolgreich entgegenzutreten. Abwarten, bis etwas passiert, ist einfach nur unverantwortlich."

Duerfir, mengen ech, féiere mer jo och haut dësen Débat, dës Diskussioun hei, well mir, d'Politik also, wa mir se net féieren, da gëtt se dobaussen um Béierdësch gefouert, an ech mengen, d'Konklusiounen heivunner, déi kenne mer. An d'Leit mat enger extrem rietser Gesënnung, mengen ech, hunn näischt bis guer näischt an dësem Débat, an dëser Diskussioun ze sichen.

Et gëllt sech also mat den Täter auserneenzesetzen an erauszefannen, wat genau si dozou bréngt, fir géint d'Police ze rebelléieren oder aner Gewaltakten auszeüben, an dann och genau do unzepaken. An ech sinn net mam Här Kaes d'accord, wann e virdru seet, datt mer ebe just keng Ursaacheforschung misste maachen.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

Dat bréngt mech dann och zu mengem nächste Gedanken: Wat geschitt dann haut mat Persounen, déi sech enger sougenanntener Rebellioun schëlleg maachen? Wéi a gi se bestrooft? Et gëtt jo haut an de Medien iwwer bal all Geriichtsuerteel in extenso bericht, a vläicht géif et och eppes bréngen, wann de Public an domat och potenziell Täter géife gewuer ginn, wat hinne blitt bei esou enger Dot.

Den Täter muss also gewise kréien, datt en hei eng Linn iwwerschratt huet, déi e besser net nach eng Kéier soll iwwertrieden. An d'Strofen, déi ausgeschwat ginn, déi sollen och pädagogesch wäertvoll sinn a virun allem, do sinn ech mat mengem Virriedner a Frënd Xavier Bettel eens, et kann net sinn, datt Strofen dräi Joer duerno kommen, se mussen esou séier wéi méiglech kommen, wa mer gären hätten, datt mer zur Ofschreckung bäidroen an net zur Noahmung vun esou Gewaltakten.

Dat heiten, dat beschränkt sech elo natierlech net nëmmen op d'Police. Well wéi vill Beamten op alle méigleche Plaze si verbaler Gewalt an Drohungen, an dat geet bis zu Morddrohungen, ausgesat? Ech kennen der op alle Fall eng ganz Partie, an Dir sécherlech och alleguerten.

Elo mag et natierlech sinn, datt deen een oder aneren net ëmmer ganz frëndlech ass, an et mag sécherlech och esou sinn, datt deen een oder deen aneren éischter eng Rebellioun eropbeschwiert wéi en aneren, mä och dat däerfe keng Entschëllegunge fir esou eng Dot sinn. Beamte si vereedegt a se hunn domadder jo och geschwuer, hire Beruff no beschtem Wëssen a Gewëssen auszeüben. An un der Politik ass et domat, derfir ze suergen, datt se eben déi néideg Autoritéit erëmkréien, déi an der leschter Zäit verluer gaang ass.

Wat d'Police ubelaangt, esou kann ech mech nach drun erënneren, wat fir e Gewiicht fréier esou eng Uniform hat. Do stoung d'Uniform um nämlechte Sockel wéi de Buergermeeschter, de Schoulmeeschter. Haut schützt déi Uniform allerdéngs net méi oder dréit zum néidege Respekt bäi; ganz au contraire, et ass éischter de Géigendeel.

A wann, wéi Nationalfeierdag, ech mengen, et war 2010 schonn, mussen zwielef Patrouillen op d'Plaz kommen, well 300 Leit sech dernieft behuelen, an déi Polizisten, déi als Éischt op d'Plaz komm sinn, ugegraff ginn - mat Fläschen an aner Objeten op se geschoss gëtt, emol dovun ofgesinn, datt se verbal beleidegt gi sinn -, dann, mengen ech, weist dat, datt iergendeppes net méi riichtleeft. A wa mer wëssen, datt an esou enge Fäll d'Gruppendynamik sech entwéckele kann an dann dacks Waffen am Spill sinn - Messeren, mä och Schosswaffen -, da mécht dat déi ganz Situatioun ëmsou méi dramatesch.

Mir sollen a mussen awer och bei dëser Diskussioun eis ëm d'Sécherheetsgefill vun der Populatioun Gedanke maachen. Wa Leit Angscht hunn, Affer vu Gewalt ze ginn, wa Leit ufänken, sech onsécher ze fillen, da steet dat, an dat wësse mer, net ëmmer am Verhältnis zum reelle Risiko. Dacks gëtt dat Gefill verstäerkt duerch déi alldeeglech Rücksichtslosegkeeten, an op eenzelner si meng Virriedner schonn agaangen.

Ech kann nach d'haart Musik dobäi soen; den Auto, deen s de einfach emol beim Noper an der Afahrt parks; den Dreck, dat ass scho gesot ginn, deen s de op den Trottoir geheis amplaz an d'Dreckskëscht; de Graffiti, deen s de moies un denger Hausfassad fënns. Alles dat suergt dann och derfir, dass de eenzel Gewaltverbrieche méi staark wouerhëls, an datt eben och Fuerderungen no méi haardem Duerchgräifen opkommen.

Mir däerfen a mir sollen awer trotzdeem net iwwerdreiwen. Ech mengen, datt kee vun eis sécherlech e Polizeistat wëllt, wou op all Eck muss e Polizist stoen, wou och op allen öffentleche Plazen op eng Kéier Videokameraen hänken. An als LSAP wëlle mir sécherlech och keng Gesellschaft, an där all Bierger wéi e potenzielle Verbriecher behandelt gëtt.

Mir mussen dofir déi richteg Mooss fannen, an dofir ass et och wichteg, datt d'Police sech net nëmmen op déi méi schwéierwiegend Forme vu Verbrieche konzentréiert, konzentréiere kann, mä dass se ebe just no um Bierger ass an och kleng Verstéiss eescht hëlt, wa se geheeft optauchen. Et ass ëmsou méi wichteg, wa mer net wëllen, datt d'Kompetenze vun den Agents municipaux, de sougenannte Pécherten also, esou ausgedehnt ginn, datt se quasi Polizeigewalt, Polizeirechter kréien.

Doriwwer eraus muss d'Police awer och an der Lag sinn, schnell anzegräifen; schnell anzegräifen, fir déi Leit ze schützen, déi riskéieren, Affer vu Gewalt ze ginn. An net zulescht mussen d'Polizisten och an der Lag sinn, sech selwer ze schützen, wa se Dag fir Dag mat Risikosituatiounen, wéi mer se alleguerte kennen, konfrontéiert sinn.

Hei musse mer dann och sécherlech d'Diskussioun iwwert de Gebrauch an och en eventuelle Mëssbrauch vu Schosswaffe féieren, d'Gesetz vun 1973 also, dat mer vläicht nach emol mussen op de Leescht huelen. Dat géif elo ze wäit féieren, do am Detail drop anzegoen. Ech wollt et awer just ernimmt hunn, well alles dat heite matenee verbonnen ass. D'Politik kann net nëmme Fuerderungen un d'Police stellen, si muss och déi Rahmebedéngunge schafen, déi et der Police iwwerhaapt erméiglechen, hir Missiounen optimal ze erfëllen.

Dobäi spillt natierlech, dat gouf och scho vun de Virriedner gesot, d'Formatioun eng wichteg Roll. Eis Polizisten haut, déi schaffen an engem extrem schwieregen Emfeld a brauchen dofir eng zolidd Ausbildung, och genuch Erfahrung, a se brauchen natierlech d'Aarbechtskonditiounen, déi där Tatsaach Rechnung droen, datt si eben e ganz schwieregen Job dagan, dagaus maachen.

E groussen Impakt huet dorobber natierlech, et wäert kee wonneren, de Rekrutement. Et mussen natierlech genuch nei Leit agestallt ginn, a virun allem mussen awer och déi richteg Leit agestallt ginn. De Beruff vum Polizist, dee muss erëm méi attraktiv si fir Leit mat engem gudde Schoulofschloss, déi och aner Alternativen hätten an déi sech bewosst fir de Beruff vum Polizist entscheeden.

Dat hänkt zum Deel of vun den Aarbechtsbedéngungen, déi ech virdrun ugeschwat hunn, an och vun de Carrièresperspektiven. Et hänkt awer och of vum Image vun eiser Police, an dat verlaangt natierlech och Effortë vun deene Leit, déi haut am Beruff sinn. An d'Gewerkschaften, de Minister an och d'Direktioun, déi gi jo och net midd, drop opmierksam ze maachen, wéi wichteg et ass, datt all Polizist sech esou behëlt, wéi et vun him verlaangt gëtt, an dat net nëmmen, wann e seng Uniform unhuet.

Well d'Poliziste vun haut, déi prägen den Image vun der Police a bestëmmen och doriwwer, wie muer Polizist wëllt ginn a sech dann och a senger Carrière engagéiert. E gudden Image verbessert och d'Unerkennung an de Respekt, deen de Bierger der Police entgéintbréngt, an natierlech erliichtert dat dann hir Aarbecht.

An d'Politik, déi muss hiert dozou bäidroen, fir genau déi doten Efforten ze ënnerstëtzen. Materiell natierlech, andeems se déi néideg Moyenen zur Verfügung stellt. Mä och soss, andeems se dem Thema, wéi haut de Mëtteg bei dëser Diskussioun hei, ebe genuch Opmierksamkeet schenkt an dann och mat de betraffenen Acteuren driwwer nodenkt, wéi een d'Aarbecht vun der Police méi liicht, besser a besser ka maachen, fir datt déi Ressourcen, déi mer hunn, eben optimal kënnen agesat ginn, an d'Police do op d'Plaz ka kommen an do op der Plaz ka sinn, wou se gebraucht gëtt, ënner anerem, wa Secouristen, Buschauffeuren, Contrôleuren am Zuch, et ass virdru souguer vun de Pompjeeë Rieds gaangen, wann déi mat gewalttätege Leit ëmmer méi konfrontéiert ginn, déi beim éischte falsche Geste riskéieren zouzeschloen.

Och ech wéilt de Minister nach eng Kéier op déi Jurisprudenz vun 1959 opmierksam maachen, wou et heescht, datt bei Rebelliounen, wou Alkohol am Spill ass, den Täter eigentlech manner haart bestrooft géif gi wéi ouni. Laut engem Interview och op RTL Radio Lëtzebuerg am Dezember mat engem Vertrieder vun der Policegewerkschaft géif nämlech dës Dispositioun och nach haut ugewannt ginn. An duerfir dann och meng Fro un de Minister, fir eng Erklärung heizou ze kréien.

Ech mengen, datt dat net onwichteg ass, zemools wann ech d'lescht Woch op der Internetsäit vun der Policegewerkschaft gesinn, datt bis dato op den 1. Januar net manner wéi 26 Rebelliounen an 20 Beleidegunge stattfonnt hunn - an d'lescht Joer der ganzer, oder iwwer 300! -, da waren der do sécherlech och drënner, déi ënner Alkoholafloss geschitt sinn.

An dann zum Schluss och nach eng Fro un de Minister: Wat geschitt dann elo, wa Leit sech bei der IGP oder bei der Direktioun iwwer e Beamte beschwéieren? De Generaldirekter, deen huet an engem Zeitungsinterview vu ronn 200 d'Joer geschwat. Wat geschitt dann do, wa Virwërf gemaach ginn, déi sech herno als net richteg erausstellen? Ausser, bon, datt deem Beamte jo dann näischt virgeworf ka ginn. Wat geschitt mat där Persoun, déi sech beschwéiert huet? Wann déi Persoun Uschëllegungen öffentlech mécht, gëllt dat dann als Verleumdung? An ech schwätzen elo natierlech hei net dovunner, vun engem Agent, deen net frëndlech genuch war. Ech schwätzen hei wierklech vu Virwërf wéi schloen oder Gewalt ausüben also.

Et ka jo eigentlech net esou sinn, datt eenzel Beamten dobausse geschleeft ginn an der Öffentlechkeet an, wann herno déi Virwërf entkräft ginn, datt se widderluecht ginn, datt dat Ganzt dann am Raum stoe bleift an de Beamte weiderhin als den Täter no baussen dosteet, an deen, wou déi falsch Virwërf u sech gemaach huet, weider als Affer dosteet. Ech mengen och, datt dat doten zu deem Autoritéitsverloscht bäidréit, ëm deen déi ganz Diskussioun haut de Mëtteg sech dréit.

Da wéilt ech och nach vum Minister wëssen, ob meng Informatioune richteg sinn, datt de Polizist, de vereedegte Beamten also, bei esou enger Affär als Zivilpersoun ugesicht géif gi wéinst Coups et blessures. Well wann dat esou wier, da kéint de Beamte jo net vu sengem Recht Gebrauch maachen, datt e laut Beamtestatut vum Stat ënnerstëtzt soll ginn, zum Beispill duerch en Affekot, well e jo eben als Zivilpersoun ugesicht gëtt.

E géif am Fong dem Stat seng Interessië vertrieden an duerno géif en awer als Zivilpersoun zur Rechenschaft gezu ginn. A wann dann d'Affär fale gelooss gëtt, da kréich dee Beamten awer eng Inscriptioun am Fichier central, datt hie wéinst Coups et blessures beschëllegt gi war. Ech mengen, datt do de Minister vläicht dat Ganzt kann an de Konzept (veuillez lire: Kontext) setzen.

Voilà, ech fir mäin Deel géif Iech op alle Fall elo Merci soe fir d'Nolauschteren. Ech hoffen, datt dës Diskussioun de Mëtteg kann zu konkrete Moossname féieren, wéi mer eis Beamte besser kënne schützen, an datt se och vläicht dozou bäidréit, fir e bësse manner Gewalt an eiser Gesellschaft ze hunn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Dall'Agnol. Als nächste Riedner ass den Här Camille Gira agedroen. Här Gira, Dir hutt d'Wuert.

M. Camille Gira *(déi gréng)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech mengen, kee ka bezweifelen, dass et Problemer an eiser Gesellschaft gëtt beim Anhale vun allgemenggültege Regelen. Dat weist sech net nëmmen an där vill zitéierter Gewalt géint Polizisten oder Buschauffeuren; all Schoulmeeschter a Léierin kann Iech vun Disziplinsproblemer scho vun der Spillschoul un erzielen.

Vandalismus ass net nëmme méi de Privileg vun éischter städtesche Gemengen, mä gehéiert och ewell zum Alldag an den Dierfer. D'Aggressivitéit am Verkéier erliewe mer alleguerten all Dag selwer. An de Respekt virun der Emwelt ass och an deene leschten 20 Joer net méi grouss ginn, wann ech gesinn, wat vu Béchsen a Béierfläschen am Stroossegruef läit. Jo, d'Rebellioun ass anscheinend souguer scho bei der Arméi gelant, wann ech op d'Affär vun de Boxemännercher däerf zréckkommen.

Dës Phenomeener, dat ass och scho gesot ginn, sinn net nëmmen typesch fir Lëtzebuerg. D'Parlamenter an Däitschland an a Frankräich hunn an deene leschte Jore scho méi wéi eng Kéier doriwwer diskutéiert an awer och légiféréiert. Iwwert d'Ursaache vun dësem Phenomeen gëtt schonn 20 Joer gefuerscht, gestridden an diskutéiert.

An et wonnert mech e bëssen, dass de Mëtteg an der Diskussioun awer net méi op déi Ursaachen, déi gesellschaftlech Ursaachen agaange ginn ass, well ech fäerten, wa mer dat awer net maachen, da bleift all dat, wat hei proposéiert ginn ass a wou een och kann driwwer diskutéieren - ech wäert herno dozou kommen -, da bleift dat awer eng Plooschter op en hëlzent Been.

Bei der Analys vun deem Phenomeen sinn eng Rei Leit, déi sinn éischter riets ze fannen. Déi maache sech et relativ einfach, déi soen: Schold un deem ganze Phenomeen ass déi 68er Revolutioun, déi all Grenzen ofgeschaaft huet, all Regelen eliminéiert an all Hemmungen op d'Säit gedréckt huet.

Et wonnert mech guer net, Här Kartheiser, dass Dir mam Kapp wénkt. Et hätt mech gewonnert, wann Dir net zu deene géift gehéieren. Mä, wéi esou oft bei der ADR, maacht Dir Iech d'Liewen e bëssen einfach! Ech wäert probéieren drop hinzeweisen, dass d'Problematik ganz e bësse méi komplizéiert ass, wéi wa mer just dat do als Ursaach géifen ugesinn.

Ech mengen, dass Dir Iech net wonnert, wann ech soen, dass déi gréng net zu deene gehéieren, déi soen, dat do wier d'Ursaach. Ech muss och ganz éierlech soen, dass mir als Gréng frou sinn iwwert déi Errungenschafte vun där 68er Revolutioun: Fräiheet, Toleranz, Transparenz, jo, an och kriteschen Ëmgank mat alle Forme vun Autoritéiten.

An ech soen hei ganz kloer an däitlech: Mir wëllen net do virdrun zréck, mir wëllen net an Zäiten zréck, wou eng Institutioun gesot huet, wat gutt a schlecht wier, nämlech d'kathoulesch Kierch. A mir wëllen och net zréck an Zäiten, wou e Kadavergehorsam géint all Forme vun Autoritéiten d'Regel war. Mir wëssen, wat an der Mëtt vum 20. Joerhonnert dorauser ginn ass!

A mir wëllen och net zréck, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an Zäiten, wou de sozialen Drock géint Minoritéiten esou grouss war, dass déi eng sech verstoppt hunn - ech denken hei un Homosexueller -, an dass anerer verstoppt si ginn - ech denken hei u Leit mat engem Handicap.

Et gëtt genuch Philosophen, Soziologen an aner Wëssenschaftler, déi ganz aner Ursaache gesinn an och net onbedéngt nëmme vun

engem Wäerteverloscht schwätzen, mä éischter vun engem Wäertewandel schwätzen an déi net nëmmen alles negativ gesinn, wat an deene leschte 40 Joer geschitt ass, mä eng ganz positiv Entwécklung hin an eng Richtung zu post-materielle Wäerter.

Et ass awer net ongewéinlech, dass an där Iwwergangsphas eng ganz Rei Leit do sinn, déi nach an där méi klassescher, traditioneller, autoritärer Phas zum Beispill grouss gi sinn, wou se och nach deelweis vun hiren Elteren an esou eng Richtung erzu si ginn, déi haut net méi eens ginn an där glécklecherweis méi fräier, toleranter a méi transparenter Gesellschaft. Ech denken do u ganz vill Jugendlecher, déi deelweis ganz vill desorientéiert sinn.

An net jiddwereen huet an enger Gesellschaft, wou net méi - a glécklecherweis! - déi eng oder aner Institutioun eleng seet, wat richteg a wat falsch ass, wat gutt a schlecht ass, jo, eng Rei Leit hunn do Schwieregkeeten, fir hir eege Regelen ze definéieren an déi Regelen esou ze definéieren, dass se wuel zu hirer fräier Entfalung bäidroen, mä awer net op d'Käschte vun der Fräiheet vun hire Matbierger a -biergerinne ginn.

Et muss een awer och soen, dass mer an enger Gesellschaft liewen, déi sécherlech nach ni esou op Leeschtung a Konkurrenz getrimmt war. An déi Gesellschaft, déi iwwerfuerdert och ganz einfach eng Rei vun hire Memberen! An ënnert dee Leeschtungsdrock fält och deen enorme Konsumdrock, deen iwwer Werbung, Marketing an aner Methoden op eis alleguerten an och d'Kanner vu klengem Alter u gemaach gëtt.

Wéi ech an d'Schoul gaang sinn, du war deen Drock net, dass een huet missen am véierte Schouljoer schonn deen neisten Handy hunn, soss war ee keen, an de Rucksak, deen een um Réck hat, war och relativ egal. An haut wësse mer alleguerten, déi, déi Eltere sinn, wéi grouss de Konsumdrock vun der Gesellschaft, vum Marketing ass. An dee fänkt eben net eréischt bei den Erwuessenen un, mä dee fänkt scho vill méi fréi am Kandesalter un.

An dann ass et awer esou, wa mer an esou enger Gesellschaft liewen, dass déi, déi, aus wellechen Ursaachen och ëmmer, aus intellektuellen Ursaachen, aus finanziellen Ursaachen, net kënne mathalen an dëser extremer Wuesstumsspiral, déi duerch déi technologesch Entwécklungen och ëmmer méi séier dréit, déi si frustréiert. An et muss ee kee Psycholog sinn, fir ze wëssen, dass bal ëmmer virun enger Aggressioun eng Frustratioun war oder eng Unhäufung vu Frustratiounen.

Ech mengen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer net kucken, wou an där dach materiell esou räicher Gesellschaft dee ville Frust an dann hannendrun déi vill Aggressioun hierkënnt, da komme mer net weider an deem Dossier. Da bleiwe mer bei der Symptombekämpfung an da wäerte mer an där Problematik, trotz enger Rei repressiver Methoden, déi hei elo opgeworf si ginn, do net weiderkommen.

Et gëtt, léif Kolleegen a Kolleeginnen, a leschter Zäit ëmmer méi Analysten, déi awer och nach eng ganz aner kloer Ursaach gesinn, wou déi ganz Problematik hierkënnt, nämlech dass ganz vill Elteren an där vu mir beschriwwener Leeschtungsgesellschaft mat hirem Erzéiungsoptrag iwwerfuerdert sinn.

Ech géif jiddwerengem, dee sech wëllt eeschthaft mat der Ursaachefuerschung vun deem Thema beschäftegen, e klengt Buch recommandéieren - et ass relativ séier gelies -, wat mech extrem iwwerzeegt huet, well et a mengen Ae ganz praktesch d'Problematik definéiert. Dat ass e Buch vun engem Sozialpsychiater, dee Michael Winterhoff heescht. An Däitschland huet déi Publikatioun och fir relativ vill Diskussiounen, och positiv Diskussioune gesuergt. Dat Buch heescht: „Warum unsere Kinder Tyrannen werden".

Et géif elo ze wäit féieren, wann ech an den Detail vun den Ausféierunge vun dësem Sozialpsychiater géif agoen. Mä an e puer Wierder kënnt en duerch konkret Fäll, déi och bei him a senger Praxis ëmmer erëm optauchen, zur Konklusioun, dass e Grondproblem deen ass, dass Kanner net méi wéi Kanner behandelt ginn, dass Kanner keng Regele méi gesat kréien, mä dass Kanner vun Ufank u vun den Erwuessenen, vun den Elteren, vun de Grousselteren, vun der Gesellschaft als Partner ugesi ginn, an dass domat de Kanner hir psychesch Entwécklung net normal verleeft, dass Kanner an engem narzisstesche Stadium vun ënner dräi bis véier Joer hänke bleiwen an dann natierlech vill méi spéit iwwerhaapt net kënne sech an där Gesellschaft erëmfannen, wou se all Mënsch net als e Mënsch ugesinn, mä als Géigestand, mat deem se kënnen ëmgoe wéi mat engem Stéck Holz aus engem Baukasten.

An ech muss soen, dass, wann een dat do liest an et huet een da relativ vill Kontakt mat Léierpersonal, déi engem Situatioune schilderen, déi haut schonn an de Schoule sinn; wann een da gesot kritt, dass Kanner an d'Spillschoul kommen, déi net wëssen, wou ënnen a uewen ass, déi net wëssen, wat rout a gréng ass, déi net wëssen, wou lénks a riets ass, dann, mengen ech, ass dat eng vun deene groussen Ursaachen, deene mer eis missten unhuelen. An da musse mer doriwwer diskutéieren.

An deem Sënn sinn ech der Meenung, dass eigentlech bei dëser Diskussioun nieft dem Innenminister haut och misst d'Familljeministesch an d'Éducatiounsministesch hei sëtzen, well dee Problem, deen ugeschwat ginn ass, dee kritt ganz sécherlech net den Innenminister eleng an de Grëff. Mir kënnen nach 500 Polizisten astellen, da maachen ech eng Wett mat Iech, wa mer net un de Fong vun der Problematik eruginn, da schwätze mer an zéng Joer nach eng Kéier, just dass d'Spiral dann nach vill méi no uewe gedréit huet.

Ech mengen, wann een dat hei gelies huet an och am Alldag jo ka gesinn, wéi Kanner hir Elteren tyranniséieren, da kënne mer net erwaarden, dass déiselwecht Kanner sech herno, wa se Jugendlecher sinn, wa se Erwuessener sinn, solle vun engem Gendarm oder vun engem Buschauffeur eppes soe loossen.

Wou soll dat da geschéien? Wie soll dat dann hikréien? Dat packt eng Schoul net. Dat packt och net eng Maison relais. An ech mengen, do ass wierklech ee vun de grousse Problemer. Dofir, mengen ech, dass an eisen Ae bei deem Phenomeen do wierklech villfälteg Ursaache sinn. An dofir kënnt Der verstoen, dass mir och mengen, dass et keng einfach Léisunge wäert ginn, fir dëse Problem unzegoen. Mir halen net vill vu Repressiounen a vu Law & Order-Parolen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wie mam Kärcher géint Jugendlecher virgeet, dee preparéiert den Terrain fir rietsextrem Parolen a Parteien. Dat hu mer de leschte Sonndeg bei de Wahlen a Frankräich gesinn. A wann Ofschreckung géif gutt funktionéieren, dann däerften an engem Land mat der Doudesstrof d'Prisongen net esou iwwerfëllt si wéi an den USA.

déi gréng mengen och, dass nach ganz wéineg, Här President, ganz wéineg Leit aus dem Prisong erauskomm sinn a besser Mënsche waren duerno wéi virdrun. Dat heescht awer net, dass mir Gréng just wëllen nokucke bei deem, wat geschitt. An dat heescht och net, dass mir déi Leit, déi am exposéiertste si vun deem ganze Phenomeen do, net wëlle schützen.

Dofir si mir absolut derfir, dass am Kader vun der Reform vun der Police op kee Fall däerf déi preventiv Präsenz vun den Agenten um Terrain ze kuerz kommen. Mä mir mengen awer och, dass een nieft déi Uniforméiert muss Sozialaarbechter setzen, Streetworker, déi komplementär mat de Polizisten, souguer gemeinsam mat de Polizisten a Krisenherden eraginn. Dat wier jo och emol vläicht eng aner Iddi, wéi all déi, déi elo op den Dësch komm sinn. Mir kënnen eis och virstellen, dass een op der Eisebunn esou eng Aart Bahnpolizei aféiert, wéi dat an Däitschland de Fall ass.

Mir soen awer gradesou kloer, dass awer déi concernéiert Institutioune sech selwer och musse permanent a Fro stellen. Et geet haut net méi duer, dass een een an eng Uniform stécht, fir dass seng Autoritéit unerkannt gëtt. Och dat bedauere mir net esou onwahrscheinlech. Och do hate mer jo eng Kéier gesinn, wat ee fäerdegbruecht huet, deen e puer Honnertdausend Leit an e puer Uniforme gestach huet, wat déi Leit dodraus gemaach hunn. An ech mengen, mir mussen eng aner Diskussioun iwwert d'Ausübung vun Autoritéit fannen.

Ech hunn do an enger franséischer Publikatioun eigentlech e ganz flott Zitat fonnt, wann ech dat däerf virdroen: «Il y a pourtant deux manières de concevoir l'autorité. Soit comme un certain style, vertical et viril, dans l'exercice de la force:…» - Doppelpunkt - «…montrer qu'on en a. Soit…», an dat ass éischter déi Aart a Weis, wéi mir eis dat virstellen, «…comme le contraire: avoir de l'autorité, c'est se faire obéir sans recourir à la force.» Dofir mengen ech net, dass d'Aféierung vun CRSen zu Lëtzebuerg wierklech och nëmmen usazweis zur Léisung vun deene Problemer, déi hei ugeschwat si ginn, bäidroe kéint.

Mir mengen och - an dat ass schonn ugeschwat ginn -, dass een an der Ausbildung vun der Polizei op dee Phenomeen hei vill méi muss agoen, dass déi jonk Polizisten a Polizistinnen - dat si jo meeschtens ganz Jonker, déi och nach net esou vill Liewenserfahrung hunn - och eng Chance kréien, mat esou schwierege Situatiounen dobaussen um Terrain ëmzegoen.

Da muss et awer och esou sinn, dass mer derfir suergen, dass d'Police wierklech exemplaresch an hirem Verhalen ass. An da muss et awer och esou sinn, dass déi puer Leit, déi sech dann net un hir eege Regelen halen, dass dann do awer och eppes geschitt! An ech bedaueren et, dass ech bis elo nach keng Äntwert kritt hunn, wat da mat deem Polizist geschitt ass, dee virun, mengen ech, annerhallwem Joer e rassistesche Mail duerch d'ganz Police weidergedroen huet. Ech waarde bis haut op eng Äntwert.

Ech wëll elo hei net falsch verstane ginn. Ech mengen, dass dat do d'Ausnahm ass an dass de ganz groussen Deel vun de Polizisten ënner schwieregen Émstänn hir Aarbecht no beschtem Wëssen a Gewësse mécht. Mä et hëlleft der Police net, wann dann esou eppes geschitt, wéi dat, wat ech opgeworf hunn, wann een do awer éischter dat Gefill huet, do sollt en Teppech driwwer gezu ginn, an dass et do Méint a Joren och dauert, bis de Minister dann an enger öffentlecher Deklaratioun éischtens seet, ob dat esou war, wien dat war a wat mat där Persoun geschitt ass, ob deen zur Rechenschaft gezu ginn ass, wann dat dann esou richteg war.

Och domat, léif Kolleegen a Kolleeginnen, leeschte mer der Polizei keen Déngscht, wann déi puer schwaarz Schof, déi do sinn, an engem korporatistesche Geescht gedéngt ginn. Dat hu mer scho bei anere gesellschaftleche Kreesser a Beruffsstänn gesinn. Domat mécht een deem ganze Corps kee Gefalen, mä éischter de Géigendeel.

Ech mengen, mir sollten a mir kënnen eis awer net op déi ganz Diskussioun iwwert d'Stellung vun der Police limitéieren. Ech hunn et elo d'éinescht gesot, déi Problematik ass vill méi wäit a geet ganz, mengen ech, an d'Fundamenter vun der Gesellschaft eran. An dofir wëlle mir, nieft deem, wat haut diskutéiert ginn ass, awer vill méi eng breet ugeluechten Diskussioun féieren.

Mir mussen, léif Kolleeginnen a Kolleegen, iwwer mënschegerecht Infrastrukture schwätzen. Mir mussen iwwer liewenswäert Stiet an Dierfer schwätzen. Wa viru Joren eis Garen nach ausgesinn hunn wéi en Dreckstipp, da brauch ee sech och net ze wonneren, wa sech d'Leit do net wuel fillen an do vläicht éischter Aggressiounen entsti wéi entzousch anescht.

Ech mengen, et huet zum Beispill eng Eisebunn ganz vill Effortë gemaach. A wann een den Zuch fir op Léck hëlt an et kënnt ee sech éischter vir, duerch den Zoustand vun deem Material, wéi wann een transportéiert Véi wier wéi e Client, deen awer fir seng Rees bezuelt huet, da brauch ee sech och net ze wonneren, dass bei där geréngster Geschicht Aggressivitéit entsteet.

An Dir kënnt roueg oppassen, gitt emol kucken, wou déi Jonk hir Graffitië maachen. Et sinn normalerweis net déi schéinste Monumenter, wou se sech ausloossen. Meeschtens, et gëtt vläicht Ausnahmen, mä meeschtens sinn et grujeleg Unterführungen, et si schrecklech Sichtbëtonswänn, wou déi Jonk hir Kreativitéit zum Virschäin ausloossen.

A kommt, mir maachen eis emol Gedanken, wéi kannerfrëndlech dës Gesellschaft ass, wéi tolerant eis Gesellschaft par rapport zu Jugendlechen ass, an da komme mer der Saach och scho vläicht ganz e bësse méi no. A virun allem, an dat ass d'Logik vun deem, wat ech am Ufank gesot hunn, mengen déi gréng, dass mer bei der Ursaach mussen usetzen, nämlech bei der Erzéiung. A wat méi fréi, wat besser.

Wa Kanner net zu den Tyranne vun den Elteren an domat zu de Kriminelle vun der Gesellschaft solle ginn, da musse mer als Politiker an als Gesellschaft den Eltere bei hirem Erzéiungsoptrag hëllefen. Ech mengen, all déi, déi Kanner hunn, wëssen, dass Erzéiung mat dee schwieregsten Job ass, deen een a sengem Liewen ze maachen huet. An et ass awer deen eenzegen, wou een net gehollef kritt, wou een net gesot kritt, wéi d'Regele sinn, an dass een dat Handwierk net bäibruecht kritt.

Dofir si mir éischter fir eng aner Approche. Mir si fir Projeten, wéi ee Pilot-projet zu Déifferdeng gemaach ginn ass, wou ronderëm d'Gebuert d'Eltere ganz vill Hëllef kréien, net nëmmen, wéi déi physesch Entwécklung vun hire Kanner sollt sinn, mä och, wéi déi psychesch, wéi déi psychologesch Entwécklung ass.

Wann ech da vum Buergermeeschter a vum Schäffe vun Déifferdeng héieren, dass, obwuel dat alles op Fräiwëllegkeet baséiert, 85% vun den Eltere matmaachen, da beweist dat, dass do kee schlechte Wëllen opsäite vun den Elteren ass, mä dass en Deel Hëllefslosegkeet ass an dass ganz vill Eltere muer bereet sinn, wa mer hinnen en Aarm ausstrecken, fir eng Hand unzepaken, dass dat och do gemaach gëtt.

An da wëll ech och hei d'Fro opwerfen, ob een net eng Kéier muss iwwer en Eltereführerschäin diskutéieren, a wéi enger Form och ëmmer, an ob een dat net souguer kann a soll och mat enger Rei Primë kombinéieren. Mir fannen et all normal, datt déi drëtt Prime bei enger Gebuert ausbezuelt gëtt, nëmme wann een zweemol bei den Zänndokter war bei senge Kanner, mä mir verlaangen awer net, dass ee sech och berode léisst vu Psychologen an anere Spezialisten, wéi een da mat schwierege Situatiounen am Trotzalter an an der Pubertéit mat senge Kanner kann eens ginn.

An ech mengen, déi Suen, déi mer dora géife stiechen… Dir géift ganz vill Sue spueren. An da bräichte mer net scho bei Spillschoulskanner e Schoulbegleeder an e Schoulbus ze tässelen, mer bräichte keng Polizisten an den Zich ze bezuelen a mir bräichten och vläicht manner Giischtercher a Prisongen ze bezuelen.

Schlussendlech, Här President, an da kommen ech zum Schluss, wëllen déi gréng dann awer och iwwert d'Wäerter an eiser Gesellschaft schwätzen. Wat soll een dann erwaarden, wa mer an enger Gesellschaft sinn, déi op Konkurrenz setzt, déi Spekulanten op Bourssen, déi sech jo nëmme kënnen op d'Käschte vun anere beräicheren, dat sinn déi, wou eropgekuckt gëtt. Dat sinn déi, déi mat Milliounen Dollar an Euro um Enn vum Mount heemginn, an de Léierbouf, dee bei engem Schräiner schafft, deen huet Krämpes, déi zwee Enner beieneen ze kréien.

Wa mer net och ufänken, iwwert déi do Form vu Konkurrenz, iwwert déi do Form vun Unerkennung ze schwätzen, da komme mer och net weider. Mir si gär bereet, iwwer Wäerter ze schwätzen, mä da musse mer kritesch mat Konsumdrock, exponentiellem Wuesstum an esou weider ëmgoen. A mir schwätze ganz gären iwwer Wäerter wéi Solidaritéit, Entschleunegung a manner hunn a besser liewen.

An, Här President, wa mer dat net an dëser Kris maachen, wéini solle mer et dann nach maachen?

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Gira. Als nächste Riedner ass den Här Negri agedroen. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

M. Roger Negri *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann d'Gewalt an eiser Gesellschaft zouhëlt, kréie bestëmmte Beruffsgruppen, wéi mer dat elo héieren hunn, dat besonnesch ze spieren, un éischter Stell natierlech d'Police, well si jo par définition sech dësem Problem unhuele muss, awer och eis Sekuristen, déi oft genuch mat Leit ze di kréien, déi ënner Alkohol- an Drogenafloss stinn, oder anerer, déi am Sträit ee verletzt hunn.

Et betrëfft awer och besonnesch d'Personal an den öffentlechen Transportmëttelen. Ech wëll mech a menger Interventioun op dëse Grupp vu Leit konzentréieren, net nëmmen, well d'Virfäll an dësem Beräich esou heefeg sinn, mä och, well mer zënter dem 19. Juni 2009 e Gesetz iwwert d'Sécherheet an den öffentlechen Transportmëttelen hunn, an dës Interpellatioun haut hei eng gutt Geleeënheet bitt, fir e Bilan ze zéien iwwert d'Entwécklung an deem Beräich.

Als Éischt e puer Remarquen zu de Problemer, déi sech an deem Zesummenhang stellen.

An den öffentlechen Transportmëttele mussen zwou Kategorië vu Leit geschützt ginn: engersäits d'Usageren, déi sech am Zuch oder am Bus, mä och op de Garen, op den Haltestelle musse sécher kënne fillen, an anerersäits d'Personal, dat als Éischt muss reagéieren, wann eppes virfält.

E Bus oder en Zuch si geschlosse Raim, wou een enger Konfrontatioun net einfach kann aus dem Wee goen oder wou een net esou schnell Hëllef vu bausse kréie kann. Dat huet vläicht de Virdeel, dass en Täter net esou einfach ka fortlafen, mä et huet och den Nodeel, dass eng kritesch Situatioun méi liicht eskaléiert.

E wichtegen Aspekt ass d'Tatsaach, dass e groussen Undeel vun Usageren, vun de Clienten also vum öffentlechen Transport Mannerjähreger sinn, déi een net wéi Erwuessener ka behandele respektiv strofen. Et ass net nei, dass Jugendlecher méi heefeg wéi Erwuessener fir kleng Vandalismusakte responsabel sinn. Engersäits handelt et sech dobäi ëm relativ banal Virfäll, déi net vill kriminell Energie erfuerderen, anerersäits soll och de Vandalismus, deen de Stat respektiv d'CFL awer deier kascht, net ongestrooft bleiwen.

D'Personal am Zuch oder Bus ass censéiert, déi Schëlleg zur Rechenschaft ze zéien, wann et gesäit, wa muttwëlleg Saache futti gemaach ginn. An esou Situatioune riskéieren dann oft leider ze eskaléieren.

Wou mir dat neit Gesetz iwwert d'Sécherheet am öffentlechen Transport hei an der Chamber gestëmmt hunn, gouf et e Konsens, dass konkret Mesurë missten ergraff ginn, fir d'Personal an d'Passagéier besser ze schützen, fir e bessere Suivi vun der Situatioun, a virun allem fir dem Zuchpersonal geziilt Formatiounen ze ginn, fir besser mat kritesche Situatioune kënnen ëmzegoen.

Am Januar dëst Joer hat ech eng entspriechend Question parlementaire gestallt, nodeems et zu enger Aggressioun am Zuch fir op Rodange koum. Den Här Minister hat mer am Januar geäntwert, et hätten entre-temps 363 Agente vun der CFL, dem TICE an dem AVL eng speziell Formatioun ofgeschloss. Keng konkret Äntwert hat ech deemools op meng Fro kritt, wéi sech d'Zuel vun de Virfäll an öffentlechen Transportmëttelen entwéckelt huet zënter mer 2009 dat neit Gesetz gestëmmt hunn. Ech profitéieren dofir vun der Geleeënheet, dem Minister dës Fro nach eemol ze stellen.

Interessant ass et och deemno ze wëssen, ob dat Gesetz, dat mer viru ronn dräi Joer gestëmmt hunn, e positiven Impakt hat, wat sech verbessert huet, wou et eventuell net déi gewënschte Veränneerunge gouf a firwat dat net. Et schéngt mer och elo e gudde Moment ze sinn, hei e Bilan ze zéien.

Hu mer eigentlech zouverlässeg Informatiounen iwwert d'Fäll vu Vandalismus an Aggressiounen an öffentlechen Transportmëttele vu virun an nom Akraafttriede vum Gesetz, déi vergläichbar sinn an eng kloer Ausso iwwert d'Veränneerungen zouloossen? Wat fir eng Mesurë goufen zënter 2009 geholl? Wéi laang si se schonn en place a wat hu se bis elo bruecht?

Ganz besonnesch géif mech an deem Kontext den Asaz vu Videokameraen an öffentleche Verkéiersmëttelen interesséieren. Bei dem Virfall am Januar hat d'Police jo eng éischte Kéier entspriechend Biller veröffentlecht, fir en Zeienopruff ze maachen. Wou goufe bis elo Kameraen hei am Land installéiert? Ass fir all Usageren ersiichtlech, dass si am Zuch gefilmt ginn? Wéi ass do d'Fro vum Dateschutz a vum Schutz vun der Privatsphär berücksichtegt?

A senger Äntwert op meng Question parlementaire hat de Minister virun allem op d'ofschreckend Wierkung vun esou Videoopnahmen higewisen. E potenziellen Täter muss sech deemno bewosst sinn, dass d'Wahrscheinlechkeet grouss ass, dass hien identifizéiert a bestrooft gëtt. Et stellt sech awer och d'Fro, ob dëst Zil eleng den Asaz vu Kamerae rechtfertegt an dozou bäidréit, dass all aner Usagere sech am Zuch méi wuel fillen, wa se sech bewosst sinn, dass den Zuch per Video iwwerwaacht gëtt.

Här President, de Comité de pilotage schafft kontinuéierlech drun, d'Sécherheet am öffentlechen Transport ze verbesseren. Wéi ginn an deem Gremium d'Konzepter, déi am Ausland jo funktionéieren, mat a Betruecht gezunn? Et ass jo leider net esou, wéi wann d'Sécherheet am öffentlechen Transport just hei zu Lëtzebuerg e Problem géif duerstellen.

Mir hu virdru vun dem Rôle vun der Police geschwat. Wat gouf an deem Sënn an deene leschte Joren ënnerholl, fir d'Zesummenaarbecht tëschent dem Personal am öffentlechen Transport an der Police ze verstäerken, fir dass an Noutsituatiounen d'Police ka schnell op der Plaz sinn, fir Hëllef ze leeschten? Ech wär frou, Här Minister, wann Der eis op déi puer Froe kéint eng Äntwert ginn am Sënn, dass et jo wierklech net ka sinn, wann an engem Zuch e Schaffner d'Billjeeë kontrolléiert an dobäi zerschloe gëtt!

Domat soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Negri. Dann huet nach eng Kéier d'Wuert gefrot den Interpellant, den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- Villmools Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech soen Iech emol alleguer Merci fir déi konstruktiv Bäiträg bei dës Debatt. Ech mengen, et wor ganz interessant, fir Iech nozelauschteren. E puer Kommentare wollt ech maachen.

Éischtens emol sinn ech ganz frou, datt et wäitgehend e Konsensus gëtt an e puer wichtege Punkten, wéi zum Beispill dem Rechtsschutz fir d'Polizisten. Och déi Iddi, fir e Genre Garde à vue anzeféieren, huet hei e gewëssenen Echo fonnt, fir och d'Comparution immédiate eventuell ze hunn, wou dann d'Leit kënnen direkt déi d'Konsequenze spiere vun hirer Gewaltdot; och d'Wichtegkeet vun engem gudden Équipement an enger gudder Formatioun an der Police.

Ech soen och besonnesch elo dem Här Negri an dem Här Kaes Merci, datt si hir Zäit dozou benotzt hunn, fir op d'Situatioun am öffentlechen Transport méi speziell anzegoen. Ech géif mech och der Hoffnung vun der Madame Dall'Agnol uschléissen, Här Minister, datt mer eng Rei vu konkrete Moossnamen elo gesinn an den nächsten Deeg a Wochen, fir dës Debatt och a konkret, positiv Moossnamen am Interessi vun der Sécherheet vun all deene Leit ëmzesetzen.

E puer Reaktioune wéilt ech awer och maachen op Wierder, déi hei gefall sinn. D'Grenzkontrollen: Den honorabelen Här Bettel huet do Bemierkunge gemaach, déi sech op de franséische Wahlkampf referéiert hunn. Ech wëll just soen, datt am zweeten Tour den Här Sarkozy präsent ass, dee jo och eng Reform vu Schengen an d'A faasst, wéi iwwregens och d'Europäesch Kommissioun, an datt och de sozialistesche Kandidat, den Här Hollande, eng „lutte contre l'immigration clandestine" ugesot huet, ouni ze spezifizéieren, wéi en dat wëllt maachen. Mä allgemeng gëtt ugeholl, datt den Här Hollande och u Grenzkontrollen denkt. Dat huet en awer an där Form nach net - wéinstens net, datt ech géif wëssen - esou däitlech gesot.

Da wëll ech och feststellen, datt den Här Bettel hei gesot huet, e wéilt also keng „Police bis". An der Schäfferotserklärung vun der Stad Lëtzebuerg steet do fir déi Blo an déi gréng: «(...) nous nous engageons au niveau national pour la création d'une police municipale (...)». Ech huelen also un, datt dat an deem Sënn net méi de Fall ass oder datt mer hei just nach iwwer weider Kompetenze fir d'Pécherten da schwätzen, also fir d'Agents municipaux, an dat ass eng Saach, déi mir dann och kéinten ënnerstëtzen.

Dann hunn déi gréng Kolleegen hei eng Rei Considératioune gemaach, déi net direkt - an eisen Aen elo net direkt - mam Sujet ze dinn haten, déi éischter de gesellschaftleche Kontext beschriwwen hunn. Ech wëll do eng Rei Bemierkunge maachen, méi grondsätzlecher Natur.

An eisen Ae kann et net sinn, fir déi individuell Verantwortung vun de Mënschen ofzeléisen duerch eng sozial Verantwortung an der Gesellschaft fir Mëssstänn oder e Feelverhale vun Individuen. Fir d'ADR ass nach ëmmer déi individuell Verantwortung vun all Mënsch en zentraalt Element vum Rechtsstat, a mir verwëschen dat net a léisen dat net op a gesellschaftlechen Ëmstänn, déi dat kéinten ofschwächen.

(Interruption)

Eng zweet - oh, wësst Der... -, eng zweet Considératioun: Dir hutt geschwat vu Leeschtungsdrock, Konsumdrock, an och, Dir hutt der kathoulescher Kierch eng Matverantwortung gi fir dat alles, wat fréier war. Bon, mäi Gott, ech..., dofir musst Dir riichtstoen. Ech soen...

(Interruption)

Jo, ech wollt... Mä elo am Ableck hunn ech d'Wuert...

(Interruption)

Jo, an dann hutt Der och geschwat vun der Erzéiung. Ech ginn Iech do recht, Dir hutt gesot: „keng Regele méi gesat kréien", eis Kanner kréie keng Regele méi gesat. Dat ass eng Suerg, déi mir och hunn, mä wien, wéi eng Partei ass hei jorzéngtelaang fir eng antiautoritär Erzéiung agetratt? Ech kucken op Iech an deen doten Eck an och op anerer. Dir hutt eigentlech haut d'Récolte an Dir gesitt haut - an ouni de Courage ze hunn, fir et oppen ze soen -, datt dat, wat Dir jorzéngtelaang gepriedegt hutt, nämlech eng antiautoritär Erzéiung, an eng Sakgaass gefouert huet.

(Interruption)

An haut stitt Dir hei, Här Gira, a sot: „Et ass schued, datt eis Kanner keng Regele méi gesat kréien." Recht hutt Der, ech ginn Iech recht!

Da sot Der, eis Police soll Sozialaarbechter mat op d'Patrull huelen. Dat fannen ech eng Iddi, déi ass remarquabel, well dann hunn d'Polizisten niewent deem Problem, sech géint e Mob ze wieren, och nach de Problem, fir d'Sozialaarbechter ze protegéieren, well déi si jo net aus Qualité geschützt virun der Gewalt vu Leit, déi vläicht net dee Respekt virun der Qualitéit vum Sozialaarbechter matbréngen, wéi Dir en hutt.

(Interruption)

Här Gira, Är Initiativ erënnert mech...

(Interruption)

...un déi Utopien, un déi Utopien, déi déi gréng entwéckelt hunn, zum Beispill am Afghanistan-Konflikt, wou et geheescht huet: „Ma d'Entwécklungshëllef, déi muss sech kënne maachen ouni d'Präsenz vum Militär, da klappt dat alles vill besser." Mat deem Resultat, datt op deene Plazen, wou d'Entwécklungshelfer do ouni Militär erausgeréckelt sinn, se erschoss goufen. An esou wär et mat Äre Sozialaarbechter wahrscheinlech och: D'Police hätt net nëmme sech selwer taktesch ze verdeedegen, hei d'Situatioun ze berouegen, mä si misst och nach op déi Leit oppassen! Dat ass en Hindernis a keng Verbesserung vun den Aarbechtskonditioune vun eiser Police.

Ech hu souwisou dat Element e bësse vermësst. Dir schwätzt vun engem „recours à l'autorité" duerch en „recours à la force" oder e Weise vun der Kraaft. Et geet hei ëm Leit, déi prinzipiell an enger Noutwiersituatioun sinn. Polizisten, déi ugegraff ginn, dat sinn emol Leit an enger Noutwiersituatioun! Déi hu keng anthropologesch, philosophesch oder soziologesch Etüden iwwert de Rôle vun der Autoritéit an där Situatioun ze maachen, mä déi kucken, fir sech, fir hir Kolleegen ze retten, d'Situatioun ze berouegen an eventuell onbedeelegt Leit, déi och nach do sinn, och nach ze schützen an aus där Situatioun erauszekréien.

Dorëm geet et, ëm eng konkret Situatioun, Här Gira. Vläicht wär et net schlecht am Liewe vun de Leit, heiansdo eng Uniform gedroen ze hunn, da kann ee sech besser a verschidde Situatiounen eraversetzen.

(Interruptions diverses)

An da wollt ech Iech nach eppes soen, d'elektro... Ech si ganz houfreg...

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Ech gi ganz gutt eens ouni Uniform als Buergermeeschter, Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- Jo, jo! Neen, ech soe just: am Liewen iergendwéini eng Uniform gedroen ze hunn. Ob Dir elo als Buergermeeschter eng Uniform unditt oder net, dat iwwerloossen ech Ärer Fantasie, Här Gira! Et géif Iech vläicht gutt stoen, ech weess et jo net.

(Hilarité)

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Ech ka scho ganz gutt eens ginn, ouni Är Rezepter.

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- Dir kënnt roueg eng Uniform undoen, also ech hu kee Problem domadder.

Dann elo déi Saach vun dem Schutz,...

(Interruptions diverses)

...vun der elektronescher Iwwerwaachung vun den Zich. Dat ass eng gutt Fro. Perséinlech muss ech soen, bei där Debatt wor ech derbäi, wou an der Chamberskommissioun - iwwregens, mengen ech, mat, oder exklusiv op, dat weess ech elo net méi, Initiativ vun deene Gréngen - doriwwer geschwat ginn ass, ob dann do och rechtsstaatlech Konditioune bei där Publizitéit vun deem Film respektéiert gi sinn oder net. Ech muss soen, dat ass ganz verantwortlech gemaach ginn.

Et ass jo wichteg, datt déi Leit identifizéiert a fonnt ginn, déi do op en hëlleflost Affer brutal ageschloen hunn. An dat huet d'Polizei zu d'Éischt duerch eng laang Polizeiaarbecht probéiert ze maachen, ouni d'Publizitéit vum Film, fir déi Leit kënnen ze identifizéieren, erauszefannen. Dat ass leider net gelongen. An duerno ass dat mat Codécisioun vun der Justiz oder op Décisioun vun der Justiz da vum Parquet publizéiert ginn. Dat ass verantwortungsvoll gemaach ginn, an ech wëll hei awer kloer soen, datt den Afferschutz muss awer eng Prioritéit hu géigeniwwer dem Täterschutz. Ech mengen, dat ass fir eis dat, wat zielt!

- L'actualité parlementaire sur **www.chd.lu**.
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.

- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

www.chd.lu

www.chd.lu

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Espace Médias SA / Polygraphic SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Mir si glécklech, datt déi Leit do identifizéiert gi sinn a kënnen zur Verantwortung gezu ginn, well et ass fir e Stat net denkbar, fir e Filmdokument ze hunn, wou ee ka Leit feststellen, déi op en hëlleflose Mënsch aschloen, an dat Dokument dann net ze benotzen am Interessi vum Täterschutz. Dat geet net!

Ech soen Iech op jidde Fall alleguer nach eng Kéier Merci fir Är Kommentaren. Ech mengen, mir sinn duerch dës Debatt am Interessi vun all deenen Autoritéitspersounen, der Police an all deenen aneren, déi haut hei opgezielt goufen, zu Recht opgezielt goufen, déi all eng wichteg Roll an eiser Gesellschaft spillen, ech mengen, mir sinn e Schrëtt weiderkomm, an ech sinn iwwerzeegt, datt déi Häre Vertrieder vun der Regierung och wahrscheinlech ganz konstruktiv Bemierkungen haut bäisteieren.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Kartheiser. D'Regierung kritt d'Wuert, den Här Innenminister.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*.- Merci, Här President. Ech mengen, mir haten eng interessant Interpellatioun haut de Mëtteg hei an der Chamber, an ech sinn och iwwerzeegt, dass d'Iwwerleeunge vun dëser Diskussioun wäerten an déi Iwwerleeungen afléissen, déi den Innenminister an och de Justizminister maachen am Kader vun der Reform vun eiser Police.

Et si verschidden Aspekter hei ugeschwat ginn, déi vläicht éischter de Justizminister betreffen, an do wëll ech kloer an däitlech soen, dass, wann de Justizminister haut net hei ass, ass et, well déi Interpellatioun net un hien adresséiert war. Hien huet e wichtegen Dossier, CGFP-Dossier, an duerfir ass en haut de Mëtteg net hei derbäi.

A wann den Artikel 159 invoquéiert ginn ass, muss ech och kloer an däitlech soen, dass dat net esou ze interpretéieren ass, wéi dat hei gesot gëtt. Ech sinn iwwerzeegt, dass mer nach wäerten aner Méiglechkeete kréien, iwwert déi Problemer, déi méi de Justizminister concernéieren, betreffen, fir doriwwer ze diskutéieren.

Eppes wëll ech awer kloer als Regierungsmember hei soen: dass ech net kann akzeptéieren, dass hei an der Chamber ee Pilier vum Stat - an en l'occurrence dann dee vun der Justiz hei -, dass deen attackéiert gëtt vum Här Kartheiser! Besonnesch och, well den Här Kartheiser, dat muss ech awer och hei fairerweis soen, déi alldeeglech Relatioun tëschent Polizei a Justiz net kann aschätzen. Dat ass fir mech eng kloer Saach.

Ech wëll mech also éischter op déi Saache fokusséieren, déi de Polizeiminister betreffen an ebe kuerz Remarquen, kuerz Konklusiounen zéien iwwert déi Remarquen, déi gemaach gi sinn iwwert d'Polizeigesetz.

Et ass kloer, dass d'Polizei en Image brauch, dass dat eng Fro ass vun Image. Dat ass vu verschiddene Leit, notamment - mengen ech - vum Camille Gira, opgeworf ginn. An de soziodemographesche Wandel mécht d'Saach net méi einfach. Et gëtt keng einfach Léisungen. Déi Aussoen, déi hei gemaach gi sinn, déi deelen ech. An dee Modell vun der Polizei vu muer muss ee sinn, wou Wäerter, déi 1999 am Polizeigesetz groussgeschriwwe gi sinn - d'Regionaliséierung an d'Proximitéit -, musse weider eise Kader setzen. Dat wäert och esou sinn an deenen nächste Wochen a Méint, wa mer iwwert déi Elementer wäerten diskutéieren.

D'IGP-Gesetz, dat och parallell dozou kënnt, also d'Inspection-générale-de-la-police-Gesetz, dat soll och sech un deenen Iwwerleeungen, déi haut a soss an der Chamber scho gesot gi sinn, orientéieren.

Och nach en anert Stéchwuert, wat hei opgeworf ginn ass, dat vun den Agents municipaux: Och do hunn ech eng kloer Linn, déi och mam Justizminister ofgeschwat ass, well, wa mer do wëllen eppes maachen an deem Beräich, ass et kloer, dass mer mussen eng Léisung fannen, fir d'Incivilitéiten an de Grëff ze kréien oder op d'mannst ze cadréieren.

Déi Proposition de loi vun den Häre Schiltz, Meyers a Roth, déi hunn ech net vergiess.

Mir wëlle vläicht éischter, wann de Syvicol elo nei constituéiert ass, mat hinnen eis un en Dësch setzen a vläicht eng Léisung sichen am Kader vun administrative Strofen. Dir gesitt also, mir wësse kloer, wat mer wëllen. A mir wäerten och Léisunge fannen, fir am Beräich vun der Sécherheet hei zu Lëtzebuerg Neel mat Käpp ze maachen.

Well, ech soen Iech eppes, Här Kartheiser, Dir hutt gesot, Dir hätt d'Gefill, d'Regierung hätt net genuch Gewiicht op d'Sécherheetsfroe gestallt. Domat sinn ech awer iwwerhaapt net d'accord, well mäi Virgänger oder meng Virgänger gradesou gutt wéi ech hunn ëmmer gesot, all Bierger hei zu Lëtzebuerg huet e Recht op Sécherheet. Dat ass eppes, wat mer groussschreiwen. An duerfir maache mer och alles, fir eben dëser Problematik gerecht ze ginn an engem moderne Stat am 21. Jorhonnert.

Dir hutt mech op d'Statistiken ugeschwat. Do wollt ech Iech soen, dass ech am Fong geholl e Stick matbruecht hunn, do sinn all déi Elementer drop betreffend d'Statistiken, déi Der gären hätt. Ech wollt dem President vun der Chamber dee ginn, da kënnt Der alleguerten am Detail kucken, all déi Froe betreffend d'Statistiken am Beräich Polizei, am Beräich Rebellioun an esou weider.

(M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région, dépose une documentation sur le bureau de la présidence.)

Ech wollt awer kuerz, wierklech kuerz agoen op verschidde Froen, déi Der gestallt hutt an Ärem Pabeier, deen Der eis zur Verfügung gestallt hutt. Effektiv hate mer am Joer 2011 38 Rebelliounen an 43 Poliziste goufe blesséiert. An am Ganzen hu sech do 148 Jours d'incapacité erginn. Der gesitt, dat ass relativ vill, wann ech dat par rapport zu deene Jore virdru vergläichen. Mä wann ech kucken d'Joer 2010, dat war dat Joer, wou mer am meeschte bis elo an deem Beräich Rebelliounen haten, an zwar hate mer 57 Rebelliounen am Joer 2010, 66 Poliziste goufe blesséiert an 258 Deeg d'incapacité de travail sinn entstanen.

Dir gesitt, mir sinn eis der Problematik bewosst. An ech ginn och nach kuerz dorop an. Mä ech sinn elo emol bei de Chifferen. Dir hutt mech gefrot, wéi eng Nationalitéiten dat sinn. Do kann ee graff soen, zwee Drëttel si Lëtzebuerger. Ëm 20% si Portugisen, wat och normal ass, well eis Populatioun huet ee Bestanddeel vun ongeféier 20% portugisescher Populatioun. Da sinn e puer Prozent Belsch an e puer Prozent Italiener.

Eng aner Statistik, déi Der och opgeworf hutt, déi ech och hei wollt presentéieren, dat ass déi, wéini déi ganz Geschichte stattfannen, Outrages à agent an déi Rebelliounen. Nun, hei gesitt Der et och op deem Graphique hei. Et ass besonnesch samschdes a sonndes an der Nuecht. Dat ass also ganz kloer. An och d'Auerzäiten hutt Der. Et ass och méi an der Nuecht.

Dir hat och nach d'Fro gestallt, wéi et statistesch wär par rapport zum Joer 2000. Do kann ech Iech soen: Am Joer 2000 hate mer 87 Outrages à agent an 68 Rebelliounen. Am Joer 2011 217 Outrages à agent - Dir gesitt, et ass also vill méi - an 100 Rebelliounen. Wann ech awer nëmmen an d'Joer 2009 zréckginn, do hate mer 142 Rebelliounen. Mä eppes gesitt Der och hei ganz kloer, wann een déi Courbe kuckt, Der gesitt, am Ufank vun deem neie Jordausend ware manner Saachen an an deene leschte Joren effektiv si vill méi Rebellioun a vill méi Outrages à agent. Ech mengen, dat ass gewosst.

Ech hunn och dorop reagéiert. Ech hunn am Hierscht 2011 zur Polizei gesot, si misst mer eng déif gräifend Analys maachen iwwert dëse Phenomeen. An ech hunn d'Polizei invitéiert, dat ze maachen, een Aktiounsprogramm opzestellen à court terme an à moyen terme. An d'Polizei huet och direkt reagéiert. Dat muss ee kloer an däitlech soen. D'Polizei huet hir Aarbechter, hir Servicer, hir Schichten anescht organiséiert.

Notamment sinn zum Beispill an de Weekender méi Leit agesat ginn, besonnesch hei an der Stad am Quartier de la gare. Deemools, virun e puer Méint, wéi ech deen nuets besiche war a gekuckt hunn, hu se mer déi ganz Problematik erkläert. Hei hunn am Fong geholl déi strategesch Analysë gehollef, d'Aarbecht nei ze reorganiséieren.

Mä wann ech vun engem Plan d'action schwätzen, en Aktiounsplang, dee mécht sech net einfach esou mat Zuelen eleng, dee mécht sech och mat engem Encadrement vum Polizist. Och besonnesch am psychologesche Beräich ass et wichteg, dass een d'Leit encadréiert. An dee mécht sech och mat Formatioun. Also, mir wësse genau, wat do muss zesummegemixt ginn. An och déi Etüd, déi d'IGP gemaach huet iwwert déi ganz Problematik, ass agefloss an all déi Elementer, déi ech elo grad hei opgeworf hunn.

De Minister hëlt seng Responsabilitéit. Ech hunn 2010 gemierkt, dass dee Problem war. Do hunn ech och direkt gesot, déi nei Leit, déi bei d'Polizei kommen, musse méi an de Centres d'intervention agesat ginn. Dat ass och geschitt. An 2011 hunn ech éischter de Punkt geluecht op d'Clen zu Esch an an der Stad, well et do am meeschten - géif ech soen - brennt. An ech hunn och d'Missioun vun der Police judiciaire am Joer 2011 als prioritär Missioun definéiert. Och do hu mer Leit engagéiert. An dëst Joer hu mer éischter Leit an der UGRM, an der Unité de Garde et de Réserve Mobile, agesat. An och beim RIFO hu mer dëst Joer Leit agesat.

Dir gesitt also, mir setze Prioritéite fest an en fonction vun deene Prioritéite gëtt dann eben d'Aarbecht organiséiert, fir esou no wéi méiglech un d'Realitéit erunzekommen. An dat soll och d'Zilsetzung si vun där Reorganisatioun vum Gesetz vun 1999, dem Polizeigesetz, wat an enger Zäit geschriwwe ginn ass an den 90er Joren, wou sécherlech déi soziodemographesch Entwécklung hei zu Lëtzebuerg anescht war wéi haut.

A wa virdrun déi Fro opgeworf ginn ass - ech mengen, vum Här Bettel - betreffend d'Assistance judiciaire fir d'Polizei, do hunn ech kloer décidéiert, dass, wann ee Polizist am Déngscht blesséiert gëtt, systematesch, systematesch dann déi Persoun vun dem Stat ënnerstëtzt gëtt. Wann natierlech déi Persoun ee manifeste Feeler mécht, eng Faute professionnelle mécht, ech mengen, da kann de Stat do net seng Verantwortung huelen. Dann ass dat eng aner Problematik. Also, ech wollt dat kloer an däitlech hei soen.

Gradesou kloer wollt ech soen, wat d'Aspekter ugeet, déi och opgeworf si gi betreffend de Justizminister, dass ech do an deene leschte Wochen, virun zwou Wochen oder esou, e Bréif kritt hu vum Här Biltgen, wou e mech gefrot huet, ech sollt him meng Propositioune maachen a wéi ee kéint am Kader vum Code pénal Modifikatioune maachen am Intérêt vun der Situatioun, wéi se haut dobaussen ass. An do si mer sécherlech amgaangen, Léisungen ze sichen.

Ech weess, dass de François Biltgen dëser Deeg och d'Polizeigewerkschaft gesinn huet. Do si Saachen zum Beispill ugeschwat ginn, wou mir eis eens sinn. E Beispill: de Platzverweis. De Platzverweis, deen hei ugeschwat ginn ass, wat jo och eng Aart Mesure de police administrative ass, do si mir eis ganz kloer, dass mer do eppes musse maachen, dass am Fong geholl do d'Justiz an d'Polizei mussen hir Responsabilitéit huelen.

Och an der Problematik, déi den Här Bettel op seng Aart a Weis ugaangen ass an deene Quartieren hei an der Stad, den Diskothéiken, wou méi lass ass owes, ob dat elo zu Hollerech ass an op der Gare. Mir hunn déi Situatioun och zu Esch, an och zu Foetz hu mer Problemer, déi ähnlech ausgesinn. Do - mengen ech - si mer eis och eens, dass mer mussen eng Concertatiounsréunioun maachen: de Justizminister, de Polizeiminister, de Parquet an déi Gemengen, déi concernéiert sinn, fir e Modell ze fannen, wéi mer kënnen am Fong geholl an esou Situatiounen, wou et esou brennt, wéi mer do kënne virgoen.

Do ruffen ech also och op, esou eng Réunioun ze maachen. Dat heescht also, ech kann et och anescht ausdrécken, ee gemeinsamen Aktiounsplang auszeschaffen an esou Situatiounen, wou Kläppereie sinn, wou Massekläppereie sinn an esou weider, well déi si selektiv an do kéint een - mengen ech - Léisunge fannen.

Da wollt ech nach kuerz, ier ech mengem Kolleeg aus der Regierung, dem Här Claude Wiseler, d'Wuert ginn, op d'Problematik agoe bei der Protection civile. Well och an deem Beräich ass et effektiv esou, dass sech do och Phenomeener manifestéieren, déi hei esou opgefouert sinn als Coups de poings et de pieds, als „mordu dans la main", als Coups de pieds an esou weider.

Do kann ech Iech soen, déi Elementer, déi ech hei kritt hu vun der Protection civile betreffend d'Administration des Services de Secours waren am Joer 2009 dräimol esou Incidenten. Am Joer 2010 och dräi. Am Joer 2011 zwee, an am Joer 2012 waren et der fënnef. Wat dat do genau wäert ass, kann ech net soen. Ech weess och net, ob hei Plaintë gemaach gi sinn oder net.

Ech weess awer, éischtens, dass mer och hei Moossname geholl hunn an der Administration des Services de Secours, fir déi Leit ze schützen, an dat gëtt gemaach iwwert dee Règlement grand-ducal vum 6. Mee 2010, dass déi Leit och Assistance juridique kréien an dass se och indemniséiert ginn. An, wat ganz wichteg ass, dat ass, dass mer ugefaangen hunn, eng Formatioun ze maachen, eng Formation anti-agression. Am Joer 2011 hate mer véier Réuniounen, an déi ware gutt besicht, an och op deem Wee wäerte mer weiderfueren.

Dir gesitt also, mir leeën d'Hänn net an de Schouss. Mir kucken op déi Phenomeener, déi sech dobausse maachen, ze reagéieren, ob dat bei der Polizei ass oder bei der Protection civile, bei der Administration des Services de Secours.

A last but not least zesumme mat dem Transportminister a mat senge Leit hu mer, och wat d'Lignes nationales CFL ugeet, hu mer och... d'Polizei huet sech do och zesummegesat mat de Contrôleuren. Esou kann ech Iech soen, dass zweemol de Mount, aacht Stonnen, moies a mëttes eng Patrouille gemaach gëtt vun engem Contrôleur mat zwee Polizisten, déi op de Lignes nationales CFL am Fong geholl dann och aktiv ginn, fir och do deene Leit eng Hand mat unzepaken, fir dass se déi schwéier Aufgab an enger Zäit, wou vill Froen opgeworf ginn, déi och haut opgeworf gi sinn, iwwert de Fonctionnement vun eiser Gesellschaft, iwwert d'Wäerter vun eiser Gesellschaft... Do sinn d'Léisungen net einfach.

Ech zielen op Iech, dass d'Chamber eng Hand mat upaakt, an ech sinn och iwwerzeegt, dass déi Interpellatioun haut sécherlech interessant Iddië wäert bréngen an deenen nächste Wochen a Méint, wa mer déi eenzel Gesetzer, déi ustinn, peaufinéieren.

Merci fir Är Opmierksamkeet!

M. le Président.- Merci dem Här Innenminister. Elo kritt nach d'Wuert den Här Nohaltegkeetsminister.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Merci, Här President. Och nach e puer Wuert iwwert déi méi spezifesch Aspekter, déi den Transport ugaange sinn. Just fir unzefänke wëll ech op d'Statistiken och agoen, well déi gefrot gi sinn an effektiv nach net publizéiert waren. Mir hu se elo an engem Suivi vun 2005 un, esou datt een do kann d'Comparativë maachen, wat d'Agressions physiques ugeet u Beamte vun der CFL respektiv un deenen, déi an de Busse kontrolléieren. Esou hate mer 2005: 27; 2006: 29; 2007: 24; 2008: 21; 2009: 14; 2010: 22 an 2011: 36 där Type vun Aggressiounen.

Elo gesäit een, datt dat an deem leschte Joer eropgaangen ass. Selbstverständlech sinn eng Rei Reaktiounen och geholl ginn, och notamment à partir vun deem Gesetz, wat 2009 vu mengem Virgänger gemaach ginn ass, fir d'Sécherheet am öffentlechen Transport ze garantéieren. Vun do aus si selbstverständlech eng ganz Rei Moossname scho gelaf. Ech wëll just ganz kuerz dorobber agoen, well dat och dat ass, wat haaptsächlech den Här Negri hei gefrot huet.

Et ass e Plan d'action sûreté schonn 2006 opgesat ginn, wou eng Mise à jour régulière geschitt, wou och iwwer e Comité de pilotage, dee presidéiert gëtt vum Generaldirekter vun der Polizei, vun deenen direkte Chefs de service, mat de Représentants vun de Gewerkschaften, zweemol bis dräimol d'Joer einfach d'Situatioun gekuckt gëtt an och gekuckt gëtt, datt déi noutwendeg Saache gesteiert ginn.

Dee ganze Plang vun der Sûretéit, deen ëmgesat gëtt, deen huet am Fong dräi grouss Aspekter. Dat eent, dat ass deen techneschen Aspekt. Dat Zweet, dat ass dee mënschlechen Aspekt, wéi dann d'Kontrollen an den Zich an an de Busse gemaach ginn. An dat Drëtt, dat ass dann dee méi sozialen Aspekt, deen och den Här Gira hei ugeschwat huet. Mä mir wëllen op deenen dräi Schinnen, wann ech mech däerf esou beim öffentlechen Transport ausdrécken, schaffen.

Wat deen techneschen Aspekt ugeet, esou gëtt ganz vill drop gekuckt, datt bei Neibauten, Embauten alles dat, déi schwaarz Ecker, déi däischter Saachen, wou ee sech ka verstoppen, datt dat alles eliminéiert gëtt, datt mer extrem transparent schaffen, fir subjektiv dat Sécherheetsgefill ze verbesseren, awer och fir haaptsächlech dann deenen, déi se Personnes errantes nennen, Strummerten nennen, déi awer nach an de Garen heiansdo sinn, selbstverständlech fir deenen och net d'Méiglechkeet ze ginn, an däischteren Ecker sech erëmzefannen, mä fir einfach alles méi transparent, méi visibel ze maachen, wat einfach vum Aspekt net onwichteg ass.

Och wat d'Material ugeet, wat gebraucht gëtt momentan, ass alles esou gemaach, datt et maximal Vandalismus geschützt ass respektiv och schwéier ass ze vandaliséieren, wann ech mech däerf esou ausdrécken, notamment u Material, wat wäschbar ass, remplaçabel ass, schnell respektiv wou de Graffiti och esou schnell wéi méiglech ewech geet. Och d'Hecke ginn esou geschnidden. Dat sinn alles kleng Saachen, mä dat dréit awer zu deem ganze Sécherheets...

(Interruption)

...selbstverständlech zum Sécherheetsgefill bäi.

Mir probéieren och, déi Plaze vun den Infrastrukturen, déi net gebraucht ginn, och esou zouzemaachen, datt net kann agedronge ginn, datt also alles do, wou sech befënnt op deem, wat mer den öffentleche Raum vun dem öffentlechen Transport nennen, an déi aner och, esou ofgeséchert sinn, datt den Accès verbueden ass. Dat gëllt fir Bürosgebaier, dat gëllt och fir Deeler vun de Garë respektiv fir aner Installatiounen, déi fir den öffentlechen Transport gebraucht musse ginn.

D'Vidéosurveillance ass ugeschwat ginn. Menger Meenung no ass dat fir mech eng wichteg Saach, datt mer déi maachen. Si ass dissuasive, preventiv an deem Fall a se gehéiert och zur méiglecher Identifikatioun vun den Auteure vun esou Delikter, wann dat dann net iwwert déi aner noutwendeg... iwwert déi aner Moyenë méiglech ass.

Et si ganz grouss Efforten an deene leschte Jore gemaach ginn, fir op deene sensible Plaze Vidéosurveillance ze maachen, ob dat elo an den Zich ass, ob dat an de Bussen ass, an Automotricen ass oder ob dat op de Garen, op de Statioune selwer ass. Eng ganz Rei Garë sinn och elo équipéiert: Dat ass d'Gare Lëtzebuerg, Miersch, Dummeldeng, Belval-Uni, Belval-Lycée, Mamer, déi elo équipéiert sinn. Esch/Uelzecht, Ettelbréck a Beetebuerg sinn der, déi elo an den zukünftege Pläng stinn, fir an nächster Zäit ze maachen.

Dir gesitt, datt mer grouss Effortë gemaach hunn. All déi nei Maschinnen, Busse sinn och mat Vidéosurveillance équipéiert. Dat heescht, d'CFL an déi öffentlech Entreprisen hunn do ganz vill Effortë gemaach, fir dat do hinzekréien. Mir mengen, datt dat richteg ass. Mir mengen, datt een et och esou maachen... an alles dat, wat gemaach ginn ass, huet och d'Autorisatioun vun der Commission de la protection des données kritt. An et gëtt och genausou gemaach, wéi mer an der Autorisatioun vun där Kommissioun et hunn.

An et ass och - wat dem Här Negri seng Fro war - selbstverständlech iwwerall do affichéiert, wou esou Kamerae sinn. Dat heescht, jiddwereen ass sech bewosst, datt dat ass. Par ailleurs wëll ech och soen, datt mer keng Reklamatiounen driwwer kritt hunn. An ech sti voll hannert deene Moossnamen, wa se esou geholl ginn, déi säit enger Rei Joren da vun der CFL exekutéiert ginn.

Mir hunn och eng Centrale de vidéosurveillance gemaach, déi ass operationell säit Mee 2009 an déi huet d'Gestioun vun all deene Visualisatioune vun de Kameraen do ze maachen, vun den Ascenseuren ze maachen, vun de Bornes SOS ze maachen, mä och d'Gérance d'appels bei d'Polizei, Équipes de sûreté, kuckt, datt d'Clients-Appele géréiert ginn, si mécht och d'Gérance vun den Défibrillateuren, déi mer och op grousse Plazen installéieren, a mécht och nach niewebäi d'Organisatioun vum Transport vun de Personnes à mobilité réduite, well dat alles an deen Zäitkader do erapasst, fir dat ze maachen.

Et sinn eng ganz Rei Équipes de sûreté, déi engagéiert gi sinn, an déi gi géréiert vum Service vum Gestion réseau, dee souwuel an de Garë wéi an den Zich selwer eng Präsenz vu Leit huet. Et ass och esou, datt mer kucken, datt evidenterweis déi Reglementer an den Zich agehale ginn.

A wann do Leit sech op eng Aart a Weis, repetitiv op eng Aart a Weis behuelen, déi inakzeptabel ass, dann hunn ech och d'Recht als Minister, responsabel fir den Transport, fir déi Leit temporaire aus dem öffentlechen Transport ze excluéieren, an dat maachen ech och. Et sinn eng ganz Rei Leit, déi e Verbuet krute vum Minister, fir nach sief dat an e Bus, sief dat an en Zuch eranzeklammen, well se sech onméiglech mat den Agenten oder mat de Leit, aner Passagéier, beholl hunn. Ech zécken do net, wann ech dat gerode kréie vun deenen Instanzen, déi dofir zoustänneg sinn, fir dat ze maachen. Méi wéi eng Kéier d'Joer geschitt dat.

Dann hu mer natierlech eng ganz enk Kooperatioun, de Jean-Marie Halsdorf huet dat richteg gesot, mat der Polizei. Fir dat do kënnen ze maachen, sinn natierlech eng ganz Rei Agenten, déi mussen eng Formatioun kréien. Mir hunn iwwer 400 Agenten an deene leschte Joren eng Formatioun ginn, wéi se Kontakt mat Clientë sollen hunn a wéi se sech och a méi kritesche Situatiounen da solle behuelen. Wat och heiansdo heescht, wann d'Situatioun kritesch gëtt, datt se net sollen - fir hir eege Sécherheet - ze vill insistéieren, well déi si jo net ëmmer équipéiert, fir dat ze maachen, mä datt se sollen déi noutwendeg Hëllef sech froen, wann et wierklech kritesch ass. Dat fannen ech och normal, dat muss een och deene Leit soen.

Mir hunn en Dispositif gemaach, fir och déi Beamte vun der CFL, déi ënner Aggressioune leiden, fir déi psychologesch no enger Aggressioun an de Grëff ze kréien, well et ass einfach wichteg, datt se dann Hëllef kréien, datt se e Suivi kréien. Well esou Situatioune si fir déi Leit net einfach ze verdauen, an do huet de Betrib, do hu mer selbstverständlech eng Responsabilitéit, fir dat ze maachen.

Dann deen drëtten Deel, dat ass: Wéi maache mer d'Formatioun? Mä et ass evident, datt och d'CFL gekuckt huet, mat der Polizei zesummen, fir notamment an de Schoulen eng Rei preventiv Aktiounen ze maachen, well ganz oft d'Schüler sollen doriwwer informéiert sinn, wéi wichteg et ass, datt eben am öffentlechen Transport och déi Uerdnung gehale gëtt. Mir schaffe mat all deenen aneren Organisatiounen zesummen a verschidden Aarbechtsgruppen, fir eben - ech ginn elo net an den Detail eran, well dat ze wäit geet -, fir ze kucken déi verschidden Aspekter ze analyséieren, inklusiv mat auslänneschen Organisatiounen.

Schlussendlech ass et och esou, datt mer, oder datt d'CFL probéiert, dat, wat si „Action solidarité" nennen, notamment op der Gare Lëtzebuerg, mä awer och anzwousch anescht, mat deene sozialen Organismen, déi do ronderëm sech befannen - well jo och vill sozial Problemer sech ronderëm d'Gare ofspillen -, Kontakt ze huelen, fir ze kucken, wat fir eng Moossnamen ee gemeinsam, zum Beispill op der Gare, kann huelen, fir do preventiv ze schaffen.

Ech mengen, wann hei vu Sozial-Accompagnement geschwat gëtt, dann ass dat a mengen Ae sënnvoll, wann een et preventiv op enger Gare mécht an zesumme mat esou enger Associatioun, zesumme mat Sozialaarbechter seet: Sou, wat kann ech elo do organiséieren, wat kann ech architektonesch, wat kann ech am dagdeegleche Liewen organiséieren, fir kënnen déi sozial Problemer anescht wéi mat Violence an de Grëff ze kréien? Et ass net onbedéngt sënnvoll a Kontrollen, mä et ass awer sënnvoll evidenterweis op esou eng Aart a Weis an op där Plaz; an d'CFL huet do eng ganz Rei Kontakter, fir dat ze maachen.

Mir probéiere schlussendlech - an dat ass dat Lescht, wat ech wëll soen -, eis Installatiounen, ob dat d'Garë sinn, ob dat d'Zich sinn, ob dat d'Busser sinn, esou korrekt schéi propper ze halen. An Dir gesitt, all déi Efforten, déi mer an der leschter Zäit op deene Statioune gemaach hunn, datt se schonn eleng vun hirem Aspekt hier dee Respekt ervirruffen, dee mer gären hätten, datt am öffentlechen Transport vu jiddwerengem géif gebraucht ginn.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci dem Här Nohaltegkeetsminister.

Domadder wär d'Diskussioun ofgeschloss. A mir si gläichzäiteg um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt nees en Donneschdeg um zwou Auer zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 19.11 heures)

Sommaire des séances publiques nos 22, 23 et 24

Constitution de la Sous-commission «Modernisation du droit luxembourgeois des sociétés» p. 268

Débat de consultation sur les orientations de la politique budgétaire du Gouvernement à la lumière du «Semestre européen»

et

Débat de consultation sur le Programme national de réforme (PNR) à soumettre par le Luxembourg dans le cadre du processus communautaire «Europe 2020» p. 268-286

6339 - Projet de loi modifiant les articles L. 126-1 et L. 541-1 du Code du Travail p. 286

6261 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 6 janvier 1996 sur la coopération au développement p. 286-291

6337 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas (les États du Benelux) et la République du Kosovo relatif à la reprise et à la réadmission des personnes en situation irrégulière (Accord de reprise et de réadmission) et du Protocole d'application, signés à Bruxelles, le 12 mai 2011 p. 291-292

Discours de M. le Président p. 292-293

Déclaration de M. Ban Ki-moon, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies p. 293-294

Séance de questions et de réponses

1) Question posée par le groupe parlementaire CSV p. 294

2) Question posée par le groupe parlementaire DP p. 294

3) Question posée par le groupe parlementaire LSAP p. 294-295

4) Question posée par le groupe parlementaire déi gréng p. 295

5) Question posée par la sensibilité politique ADR p. 295

6) Question posée par la sensibilité politique déi Lénk p. 295

Hommage à la mémoire de M. Claude Pescatore, Député honoraire p. 296

Communications p. 296-297

Résolution relative à la proposition modifiée de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2001/83/CE en ce qui concerne l'information du public sur les médicaments soumis à prescription médicale ainsi que d'une proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) 726/2004 en ce qui concerne l'information du public sur les médicaments à usage humain soumis à prescription médicale (documents COM(2012) 48 et COM(2012) 49)

- Art. 169(5) du Règlement de la Chambre p. 297

Résolution relative à la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à la transparence des mesures régissant la fixation des prix des médicaments à usage humain et leur inclusion dans le champ d'application des systèmes publics d'assurance-maladie (document COM(2012) 84)

- Art. 169(5) du Règlement de la Chambre p. 297

Ordre du jour p. 297

Heure de questions au Gouvernement

- Question n°153 du 24 avril 2012 de M. Claude Haagen relative à la périodicité des contrôles techniques des véhicules routiers, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 297-298

- Question n°154 du 20 avril 2012 de M. Fernand Etgen relative à la déclaration d'intention de coopération en matière de défense signée en date du 18 avril 2012 par la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg, adressée à M. le Ministre de la Défense p. 298

- Question n°155 du 24 avril 2012 de M. Fernand Diederich relative aux règles régissant l'installation d'antennes paraboliques, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région p. 298-299

- Question n°156 du 24 avril 2012 de M. Roger Negri relative à la sécurité constructive dans les tunnels autoroutiers en cas d'accident, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 299

Dépôt d'une motion par M. Michel Wolter p. 299

6310 - Projet de loi portant transposition de la directive 2009/12/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2009 sur les redevances aéroportuaires et portant modification

1) de la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne;

2) de la loi modifiée du 19 mai 1999 ayant pour objet a) de réglementer l'accès au marché de l'assistance en escale à l'aéroport de Luxembourg, b) de créer un cadre réglementaire dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile, et c) d'instituer une Direction de l'Aviation civile p. 299-300

6395 - Projet de loi relatif à la construction de la liaison Micheville entre la route N31 et l'autoroute A4 p. 300-302

Motion de M. Michel Wolter relative à la procédure de marché public pour inviter le Gouvernement à lancer la procédure de marché public pour inviter des opérateurs économiques à faire des offres pour la conception, le déploiement, l'opération, l'entretien et la maintenance d'un réseau de radiocommunication numérique dédié aux services de secours et de sécurité et pour inviter le Gouvernement à déposer au cours de l'année 2013 un projet de loi d'autorisation concernant le projet définitif p. 302-303

6396 - Projet de loi relatif à l'adaptation budgétaire du projet de construction d'une route reliant Luxembourg à Ettelbruck p. 303-306

Interpellation de M. Fernand Kartheiser sur les violences exercées contre des détenteurs d'autorité p. 306-314

d'Chamber online op
www.chd.lu

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°8** • SESSION ORDINAIRE 2011-2012

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
1853	Jean Colombera	Indication sur les sites Internet des communes de l'offre économique dans la commune
1933	Jacques-Yves Henckes	Bagarres dans la rue de Hollerich
1945	André Bauler	Évolution du canton de Redange
1949	Eugène Berger	Signalisation aux poids lourds de la hauteur maximale
1959	Serge Wilmes	Délais d'attente des candidats au permis de conduire
1962	Jean Colombera	Urgences dentaires
1963	Jean Colombera	Évolution du projet «Sécher Doheem»
1967	Fernand Kartheiser	Pollution lumineuse
1970	Josée Lorsché	Soutien aux logements pour réfugiés
1971	Viviane Loschetter	Nouvelle procédure de subventionnement des mesures pour l'emploi
1973	Ben Fayot	Attractivité du siège Luxembourg pour les fonctionnaires européens
1974	André Bauler	CR314 entre Eschdorf et Lultzhausen
1975	André Bauler	Évolution du canton de Clervaux
1976	Fernand Etgen	Contamination d'une zone de protection I du Lac de la Haute-Sûre
1977	François Bausch	Comité des usagers des transports en commun
1978	Fernand Kartheiser	Installation de radars fixes à des endroits réputés dangereux
1979	Fernand Etgen	Calcul du congé politique des enseignants
1980	Félix Braz	Augmentation du nombre de demandeurs de protection internationale
1981	Nancy Arendt	Acide gamma-hydroxybutyrique connu comme «drogue du viol»
1982 cf. 1984	Jean Colombera	Occupation de lits des hôpitaux
1983	Jean Colombera	Carnet radiologique
1984 cf. 1982	Jean Colombera	Attribution des lits urgents pendant des périodes intensives
1986	Anne Brasseur	Compendium des politiques et tendances culturelles en Europe
1987	Fernand Kartheiser	Chasse aux sorcières
1989	Josée Lorsché	Chèque-service accueil et colonies de vacances
1990	Félix Braz	Centre de rétention
1992	Serge Wilmes	Programme européen «Fundamental Rights and Citizenship»
1993	Claudia Dall'Agnol	Installation de défibrillateurs semi-automatiques dans les trains
1998	Josée Lorsché et Félix Braz	Journée d'orientation pour les signataires du contrat d'accueil et d'orientation
1999	Serge Urbany	Décharge d'ancienneté à accorder aux chargés de cours, chargés d'éducation et chargés d'enseignement actuellement engagés dans l'enseignement public
2001	Jean Colombera	Registre pour les directives anticipées
2002	Jean Colombera	Code déontologique pour les acteurs du secteur de la santé
2003	Marcel Oberweis	Opposition de 26 pays contre l'inclusion de l'aviation dans le système communautaire d'échange de quotas d'émission
2004	Marc Spautz	Revalorisation des friches industrielles
2005	Félix Braz	Double peine
2006	Marc Spautz	Règles d'étiquetage des denrées alimentaires
2008	Jean-Paul Schaaf	Situation de la commune d'Ettelbruck
2009	Ben Fayot	Emprunt levé par l'État luxembourgeois
2011	Josée Lorsché et Claude Adam	Scolarisation des enfants de demandeurs de protection internationale au Luxembourg
2013	Marc Angel et Ben Fayot	Subsides des associations œuvrant dans le domaine de l'intégration
2019	André Bauler	Professeur de langue luxembourgeoise
2024	André Bauler	Défaut d'accès à l'internet pour les policiers des commissariats de proximité
2026	Marie-Josée Frank	Ingestion non orale d'alcool
2029	Eugène Berger	Élections pour le Conseil national pour étrangers

Question 1853 (11.1.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant l'**indication sur les sites Internet des communes de l'offre économique dans la commune:**

Sieht man sich die offiziellen Webpräsenzen der Gemeinden in den Nachbarländern, insbesondere Deutschland, an, dann fällt immer wieder auf, dass diese Gemeindeverwaltungen fast alle ökonomischen Aktivitäten auflisten. Die Auflistungen umfassen sämtliche Firmen, die auf der Ebene der Ortschaften der Gemeinde angesiedelt sind und Aktivitäten sowie Dienstleistungen anbieten.

Sucht ein interessierter Bürger nach einem Dienstleister in der Gemeinde, so kann dieser auf der Internetseite der Gemeindeverwaltung fündig werden.

Hier im Land scheint es Fakt zu sein, dass diese Dienstleisterinformationen über die Wirtschaftskräfte in einer Gemeinde nicht auf den offiziellen Webseiten der Gemeinden vorzufinden sind.

Fragen:

1) Was sind die Gründe für die weit verbreitete Abwesenheit von Informationen auf den Internetseiten der Gemeinden über die wirtschaftlichen Akteure in den Gemeinden?

2) Falls dieses Fehlen von entsprechenden Informationen aus rechtlichen Gründen nicht möglich wäre, welche Alternative kann der Ressortminister empfehlen?

3) Denkt der Minister nicht auch, dass im Zeitalter des Internets eine systematische Aufstockung der „örtlichen" Informationen unerlässlich erscheint, insbesondere, um die Internet-Suchmaschinen damit fündiger zu machen bei Suchanfragen über lokale Dienstleister?

4) Denkt der Minister nicht auch, dass der Impakt eines solchen gezielten „Trau dech"-Projektes seitens der Behörde Mehrwerte für die lokalen Wirtschaftsträger, für den Tourismus sowie auch für den lokalen regionalen Arbeitsmarkt haben könnte?

Réponse (12.4.2012) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Regional und lokal ansässige gewerbetreibende Betriebe stellen einen gewichtigen Teil der Wirtschaft insbesondere in den Bereichen Handwerk, Handel und Tourismus dar. Eine gezielte Förderung dieser Wirtschaftszweige auf lokaler Ebene erscheint somit in jeder Hinsicht erstrebenswert.

Falls die Internetseiten der Gemeinden nur wenig Aufschluss darüber geben, welche Betriebe vor Ort ansässig sind, so sind diese Informationen jedoch vorhanden und ohne Schwierigkeiten über private Adressenanbieter und Referenzdatenbanken, welche über entsprechende Suchmaschinen verfügen, ausfindig zu machen. Diese Suchmaschinen können in der Tat problemlos nach Kommune und Branche abgefragt werden und schnell die gewünschten aktuellen Informationen liefern.

Es erscheint somit nicht unbedingt unerlässlich, dass auf kommunaler Ebene ein mitunter erheblicher Mehraufwand betrieben werden soll, um Informationen über lokal ansässige Betriebe auf den jeweiligen Internetseiten der Gemeinden zusammenzustellen.

Nichtsdestotrotz wäre jegliche Initiative hinsichtlich einer solchen Auflistung interessant und unterstützenswert.

Question 1933 (14.2.2012) de **M. Jacques-Yves Henckes** *(ADR)* concernant les **bagarres dans la rue de Hollerich:**

Leider heefe sech an deene leschte Wochen d'Kläppereien an der Noperschaft vun enger Rei Bistroen an der Hollerecher Strooss. De betraffenen Etablissementer d'Autorisatioun fir d'fräi Nuecht ze entzéien - wéi de Buergermeeschter vun der Stad Lëtzebuerg et ugekënnegt huet - ka beschtefalls eng Deelléisung sinn. Och déi national Autoritéiten, d'Police an d'Justiz, musse sech op eng nohalteg Aart a Weis mat dësem Problem beschäftegen.

Weider huet, an engem Interview, de Generalsekretär vun der Horesca dëst bemierkt: «Sinn et ëmmer déiselwecht Leit, déiselwecht Gruppe vu Leit, ass et iergendwéi en ethnesche Kaméidi tëschent verschiddene Matbierger oder ass et einfach, well Leit ze vill gedronk hunn an aggressiv ginn?».

An deem Kontext hunn ech dës Froen un den Här Innenminister an un den Här Justizminister:

1) Wéi vill Kläppereie sinn zanter dem 1. Januar 2012 an der Hollerecherstrooss vun der Police rapportéiert ginn a wéi vill Leit waren doranner implizéiert?

2) Huet d'Police genuch Leit, fir preventiv ze schaffen?

3) Ass eng Analys vun de Participanten un dëse Kläppereie virgeholl ginn?

4) Kann et sinn, datt zum Deel «ethnesche Kaméidi» an Drogenhandel d'Ursaach fir dës Kläppereie sinn?

5) Wat fir Gruppen huelen un dëse Kläppereien deel?

6) Wéi vill Participanten un dëse Kläppereie si vun der Police protokolléiert ginn?

7) Wéi vill vun dëse Participantë musse sech virun der Justiz verantwerten?

8) A wéi vill Fäll sinn Ukloe wéinst Rebellioun erhuewe ginn?

Réponse (5.4.2012) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région aux points 1 à 6:*

D'Police grand-ducale huet dëst Joer siwen Affäre wéinst Schléi a Verwonnungen opgeholl, dovunner dräi mat Rebellioun. Am Joer 2011 huet d'Police eelef ähnlech Affären opgeholl.

D'Police ass un enger Rëtsch «preventiver Konzepter» bedeelegt. An dësem Fall, wou oft de Gruppeneffekt, den Alkohol an d'Provokatioun eng primordial Roll spillen, ass d'Police net méi an enger preventiver Roll, mä muss derfir suergen, dass déi öffentlech Uerdnung erëm hiergestallt gëtt an d'Auteuren interpelléiert ginn.

D'Police féiert keng Statistiken iwwer ethnesch oder reliéis Ursaache fir Ausenanersetzungen, mä constatéiert e Fait an dénoncéiert deen un de Parquet.

Am Kader vun deenen uewen opgezielten Affären huet d'Police 13 Täter identifizéiert a konnt se och interpelléieren.

Réponse (5.4.2012) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Justice aux points 7 et 8:*

Op de 26. Mäerz 2012 huet de Parquet Lëtzebuerg vu siwe Polizeirapporten iwwer Gewaltfäll an der Hollerecher Strooss véier Prozeduren notéiert, vun deenen der dräi awer net an den ugesprachene Kontext vun der parlamentarescher Fro passen.

Déi véiert Prozedur betrëfft ee gewaltsaamt Behuele vis-à-vis vun Agenten nom Agräife vun der Polizei bei enger Generalkläpperei den 21. Januar 2012.

Question 1945 (20.2.2012) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant l'**évolution du canton de Redange:**

Depuis plus de deux décennies, le canton de Redange se distingue par un développement favorable, notamment sur les plans infrastructurel et social. La coopération intercommunale dans le cadre du syndicat «De Réidener Kanton» porte ses fruits et contribue à diversifier l'offre des services publics. Les efforts de collaboration entre les communes du canton et les synergies qui en résultent répondent en effet aux principes du programme directeur d'aménagement du territoire qui se propose de promouvoir le développement de centres régionaux dans les trois districts du pays sous le leitmotiv de la déconcentration concentrée.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils retracer l'évolution démographique du canton en mettant en évidence les migrations internes?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils retracer également l'évolution du nombre de postes de travail créés dans le canton de Redange depuis le milieu des années 1990 en ventilant par branche économique? Qu'en est-il de l'évolution du nombre de personnes qui résident dans le canton et qui travaillent dans une commune située en dehors de celui-ci?

- Quelles sont les communes du canton et quelles sont les branches économiques qui ont connu la plus forte croissance en matière d'emplois?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils fournir des informations sur des investisseurs potentiels qui leur auraient signalé de s'établir éventuellement dans les zones d'activités économiques situées dans le canton de Redange? Qu'en est-il des terrains restants pour accueillir des entreprises nouvelles dans les zones existantes? Une expansion de ces zones est-elle envisagée?

- Sachant que le Gouvernement met un accent particulier sur la décentralisation administrative, Messieurs les Ministres peuvent-ils donner des informations sur la stratégie que le Gouvernement entend mettre en œuvre à moyen

terme pour renforcer le rôle de la localité de Redange dans sa fonction de centre régional?

Réponse commune (19.4.2012) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*, et de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'honorable Député souhaite avoir des informations sur l'évolution démographique et le développement économique du canton de Redange.

En effet, le canton de Redange qui regroupe les communes de Beckerich, Ell, Grosbous, Préizerdaul, Rambrouch, Redange, Saeul, Useldange, Vichten et Wahl comptait une population de 16.241 habitants au 1er janvier 2011. En considérant la période de 1991 à 2011, la population résidente dans les communes du canton de Rédange a augmenté de 46,6% alors que lors de la même période, la population au Grand-Duché de Luxembourg a augmenté de 33,1%.

En 1990 les communes ont créé le syndicat intercommunal à vocation multiple «De Réidener Kanton». Le syndicat gère deux zones d'activités économiques à caractère régional, à savoir l'une à Rambrouch/Riesenhaff (superficie brute: 7,25 ha) et l'autre à Redange (superficie brute: 5,7 ha). Quant aux questions relatives au développement économique du canton de Redange, il échoit de constater que ce canton profite comme tout autre canton du soutien de la part de l'État à travers les différents plans d'action soutenant l'investissement et la création d'emplois. Les entreprises qui souhaitent s'implanter s'adressent directement aux syndicats intercommunaux.

Suivant le répertoire des entreprises luxembourgeoises du Statec, situation au 1er janvier 2011, 728 entreprises ont été enregistrées dans le canton de Redange. Par secteur ces entreprises se répartissent comme suit: six entreprises du secteur primaire, 117 entreprises du secteur secondaire et 605 entreprises du secteur tertiaire. En 1997, 403 entreprises étaient enregistrées dans le répertoire du Statec (secteur primaire: deux, secteur secondaire: 65, secteur tertiaire: 336). Ces chiffres ne prennent pas en compte les établissements publics, les services de la santé et les agriculteurs.

En 2001, 5.683 personnes qui résidaient dans le canton de Redange avaient un emploi dont 35% dans une commune du canton de Redange et 65% en dehors de celui-ci. Le nombre d'emplois au canton de Redange s'élevait à 2.314 en 2001. Presque 50% de ces emplois étaient situés dans les communes Redange/Attert et Rambrouch (source Statec, recensement de la population 2001). Des chiffres plus récents ne seront disponibles qu'après le dépouillement et l'analyse du recensement de la population en 2011 par le Statec.

C'est notamment par le biais des plans directeurs sectoriels «Zones d'activités économiques» et «Logement» que le Gouvernement entend renforcer le rôle des CDA régionaux.

Question 1949 (21.2.2012) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant la **signalisation aux poids lourds de la hauteur maximale:**

Afin de signaliser aux poids lourds la hauteur maximale du pont des chemins de fer sur la N31 à l'entrée de Livange des poteaux métalliques comprenant des ballons suspendus avaient été installés de part et d'autre de l'ouvrage. Or, depuis des mois déjà les ballons censés avertir les chauffeurs se sont embobinés autour de la partie horizontale des poteaux devenant ainsi complètement inutiles dans leur fonction et sans que personne s'en occupe pour les remettre en place. Le tout présente un caractère peu esthétique pour l'entrée de la commune de Roeser et s'avère de même complètement inutile du point de vue de la sécurité (voir photos en annexe).

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Pourquoi un dispositif pareil a été installé si la maintenance n'est pas assurée?

- Monsieur le Ministre peut-il s'engager à mettre en place rapidement un autre système de prévention habituel au Luxembourg tels que des panneaux avertisseurs fonctionnant avec une barrière lumineuse?

Réponse (26.4.2012) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire n°1949, l'honorable Député souhaite s'informer au sujet de la signalisation en dessous d'un pont des chemins de fer à Livange.

En effet, le dispositif visé par la question parlementaire a été mis en place par les CFL en tant que gestionnaire de l'infrastructure ferroviaire de l'État. Il s'agit d'un portique de protection pour matériellement concrétiser la limitation en hauteur autrement déjà signalisée et qui est donnée au droit du passage de la route N31 en dessous du tablier ferroviaire au PK 7,522 de la ligne de Luxembourg à Bettembourg-frontière.

Cependant, la limitation en hauteur du gabarit routier est à cet endroit souvent ignorée par l'important trafic utilitaire, généré par la zone d'activité de Livange et renforcé par la proximité de l'échangeur autoroutier. Sollicitée par les CFL, l'Administration des Ponts et Chaussées a déjà maximisé l'abaissement de la chaussée au profit du gabarit routier qui, avec 4,15 m, est conforme par rapport au Code de la Route, mais reste insuffisant au vu des nombreux véhicules dépassant la hauteur admissible. L'Administration des Ponts et Chaussées a en outre fait une étude dans le but d'augmenter la hauteur libre de l'ouvrage CFL par un abaissement supplémentaire du profil en long de la N31, projet qui a dû être abandonné pour des raisons techniques.

Une signalisation réglementaire est en place, mais ne suffit pas pour exclure des heurts du tablier ferroviaire par les camions, ce qui réduit à chaque fois la pérennité du pont et potentiellement sa stabilité et la géométrie des voies.

La mission et responsabilité des CFL étant le maintien de la sécurité de l'infrastructure et de l'exploitation ferroviaire, ils se sont vus obligés d'exacerber la vigilance particulière des chauffeurs de camions.

En concertation avec l'Administration des Ponts et Chaussées et la Police grand-ducale, les CFL ont conclu qu'un dispositif de détection électronique commandant des feux lumineux n'apporterait pas la même perception qu'un dispositif matériel et devait être exclu du fait que chaque activation, fut-elle futile, exigerait la descente sur les lieux de la Police grand-ducale pour débloquer la situation.

Les CFL étudient actuellement le remplacement des ballons par des bandes en caoutchouc dur qui seraient bien visibles et matériellement sensibles mais sans s'embobiner autour de la traverse.

Question 1959 (24.2.2012) de **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant les **délais d'attente des candidats au permis de conduire:**

En octobre 2010, Monsieur le Ministre avait précisé que les délais d'attente à l'épreuve pratique du permis de conduire respectivement pour débuter l'apprentissage pratique s'expliquaient par le fait que, d'une part, un bon nombre de personnes avaient attendu l'introduction des nouvelles questions pour l'examen théorique avant de commencer leur apprentissage et que, d'autre part, le taux de réussite à l'épreuve théorique s'était sensiblement amélioré de 50% à 90%. Monsieur le Ministre estimait à l'époque que cette situation devrait se normaliser une fois ce flux de candidats passé et par le fait que la tenue des examens pour la conduite des motocycles serait suspendue pendant la saison hivernale.

Or, selon mes informations la situation sur le terrain n'a guère changé. Les délais d'attente à l'épreuve théorique et pratique du permis de conduire sont toujours très importants.

Au vu de ce qui précède, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations?

- Quelles sont les raisons de ces délais?

- Est-il envisagé d'engager des examinateurs supplémentaires afin de réduire les délais d'attente?

- Par quelles autres mesures Monsieur le Ministre entend-il remédier à cette situation?

- Ne devrait-on pas revoir les procédures pour l'obtention d'un permis de conduire?

Réponse (12.4.2012) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite avoir des précisions sur les délais d'attente aux épreuves théorique et pratique de l'examen en vue de l'obtention du permis de conduire qui sont «toujours très importants».

En effet, suite au changement du système de l'examen théorique en mai 2010 ayant entraîné une hausse conséquente du taux de réussite, le nombre de candidats prêts à passer l'épreuve pratique du permis de conduire, en particulier dans la catégorie «B» (voiture) a augmenté sensiblement fin 2010/début 2011.

Cependant, durant la période hivernale passée, il a été possible de réduire les temps d'attente pour le passage de l'examen pratique.

Les prédites évolutions sont documentées et confirmées par les chiffres statistiques des dernières années. Ainsi les taux de réussite et d'échec aux examens théoriques ont évolué aux cours des quatre dernières années comme suit:

Année	Examens	Réussites		Recalages	
2008	14.110	7.071	50,1%	7.039	49,9%
2009	14.961	7.297	48,8%	7.664	51,2%
2010	13.585	9.393	69,1%	4.192	30,9%
2011	8.991	7.848	87,3%	1.143	12,7%

Quant au nombre des examens pratiques pour l'obtention d'un permis, celui-ci a évolué au cours des dernières années comme suit:

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Examens	11.527	11.336	12.696	12.429	12.654	11.795	14.762

Il en ressort une hausse du nombre de ces examens entre 2010 et 2011 de 25,1%.

Afin de faciliter l'inscription à l'examen pratique, un nouveau système d'inscription par e-mail a été introduit permettant aux auto-écoles d'inscrire elles-mêmes leurs clients-candidats audit examen. Ce système permet ainsi de remplacer sans formalité un candidat annoncé pour l'examen alors qu'il n'a pas encore passé tous les cours nécessaires pour être admissible. Le taux d'annulation aux examens pratiques est ainsi réduit de façon considérable.

Dans la majorité des cas, le délai entre la date de délivrance du certificat d'apprentissage et la date de délivrance du permis de conduire correspondant s'élève à quelque huit à dix semaines.

Ce délai est à considérer comme tout à fait raisonnable, sachant que pendant ces huit à dix semaines, le candidat concerné doit effectuer les cours théoriques à l'auto-école, passer (et réussir) l'examen théorique et faire son apprentissage pratique de 16 heures au moins. Pour certaines auto-écoles, le prédit délai est toutefois plus important et peut atteindre dans certains cas individuels jusqu'à 15 voire 20 semaines, sans doute en fonction du nombre élevé de clients par rapport aux instructeurs disponibles à l'auto-école.

Par conséquent et au vu de tout ce qui précède, il n'est pas nécessaire d'engager des examinateurs supplémentaires auprès de la SNCA. En effet, d'une part, au cours des trois dernières années l'effectif des examinateurs a été renforcé par une unité permanente alors que, d'autre part, trois examinateurs temporaires sont susceptibles de renforcer en cas de besoin le service des examens pratiques du permis de conduire.

Enfin, en ce qui concerne les procédures d'obtention des permis de conduire, celles-ci sont majoritairement fixées par le droit communautaire, de sorte que de grands changements ne paraissent guère être possibles dans le cadre de la réglementation communautaire actuelle. Dans le cadre de la transposition de la 3e directive sur les permis de conduire, il sera toutefois profité du renouvellement des applications informatiques servant à la gestion des permis pour développer et mettre en œuvre un nouveau logiciel qui permettra aux candidats-conducteurs de s'inscrire eux-mêmes, en concertation avec leur auto-école, à l'examen pratique de conduire, à l'image de ce qui est déjà actuellement possible pour l'examen théorique.

Question 1962 (27.2.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant les **urgences dentaires:**

Betreffend den zahnärztlichen Dienst an Wochenenden und Feiertagen befinden sich die Patienten bei einem Notfall nach 18.00 Uhr in einem Engpass, da der Dienst nach dieser Uhrzeit nicht mehr garantiert ist. Bleibt nur eine Alternative übrig, und das ist das Aufsuchen eines Arztes in der „Maison médicale", der nur symptomatisch behandeln kann.

Fragen:

1) Warum ist der zahnärztliche Notdienst während der Feiertage und an Wochenenden nur bis 18.00 Uhr garantiert?

2) Ist hier eine Änderung vorgesehen, um eine bessere Versorgung zu garantieren?

Réponse (5.4.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

An Wochenenden, von samstags 14.00 Uhr bis sonntags 18.00 Uhr, kann auf den zahnärztlichen Notdienst im Centre Hospitalier de Luxembourg zurückgegriffen werden.

Die seit Dezember 2008 im Rahmen des Ersatzdienstes der Allgemeinmediziner funktionierenden „Maisons médicales" in Luxemburg-Stadt, Esch-sur-Alzette und Ettelbrück bieten darüber hinaus die Möglichkeit, akute sowie überraschend auftretende Zahnschmerzen außerhalb der regulären Öffnungszeiten der Zahnarztpraxen zu behandeln.

Das System der „Maisons médicales", das weder die Anwesenheit noch die Verfügbarkeit eines Zahnarztes vorsieht, ergänzt somit jedoch sinnvoll den vorerwähnten zahnärztlichen Notdienst, indem es ein zusätzliches Glied in der medizinischen Versorgungskette darstellt.

Question 1963 (27.2.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant l'**évolution du projet «Sécher Doheem»:**

In einem Beitrag, der als Editorial in der Zeitschrift „Lëtzebuerger Gemengen" erschien mit dem Titel „Sécher Doheem - Un service géré par des personnes pour des personnes", ging der Generaldirektor auf ein Projekt ein, das derzeit entwickelt werde. Er bemerkte, dass im Rahmen dieses Projektes der Anspruch verwirklicht werden solle, den betreuten Patienten in seinem globalen Bedürfnis zu versorgen. Dies gehe über den Betrieb eines traditionellen sogenannten „sozialen Alarms" wie der Telealarm hinaus und wende sich medizinischen Aspekten der Versorgung zu. Der Direktor informiert in diesem Beitrag, dass das Projekt sich in Ausarbeitung befinde und mit einem renommierten Klinikum in Luxemburg vorbereitet werde. Es gehe darum, über die Überwachung von Vitalzeichen und anderen Indikatoren den Patienten engmaschig medizinisch zu begleiten.

Fragen:

1) Ist der Minister über dieses Projekt informiert?

2) Muss der Minister das neuartige Versorgungsmodell vor seiner Inbetriebnahme validieren?

3) Wie wird die Frage der Tarifierung der Dienstleister von „Gesundheitsversorgung auf Distanz" geregelt werden? Wie steht die CNS diesem Vorhaben gegenüber?

4) Handelt es sich bei diesem Projekt um ein exklusives nationales Pilotprojekt?

5) Wird der Minister dieses Projekt finanziell unterstützen?

6) Wird der Minister andere Dienstleister ermutigen, in diese Richtung zu gehen?

7) Wird es eine externe, neutrale wissenschaftliche Aufarbeitung und Begleitung dieses Projektes geben (beispielweise durch die Uni Luxemburg), um das Versorgungsmodell zu evaluieren und somit weiter zu verbessern und weiterzuentwickeln?

Réponse (5.4.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Zurzeit wird das Projekt „Sécher Doheem" durch das Familienministerium, die Gemeinden sowie die Beteiligungen der Patienten finanziert.

Bis zum heutigen Tage wurde die Gesundheitskasse nicht mit einer Anfrage bezüglich der Übernahme der Kosten dieser von „Sécher Doheem" ins Auge gefassten neuen Dienstleistung befasst.

Sollte eine solche Anfrage gestellt werden, müssten diese Leistungen zuerst in das Sozialgesetzbuch aufgenommen werden, die Dienstleistungsbetriebe bestimmt werden und dann die notwendigen diesbezüglichen reglementarischen, vertraglichen und statutarischen Bestimmungen festgeschrieben werden.

Zurzeit finden im Gesundheitsministerium Diskussionen über den zukünftigen Anwendungsbereich der Telemedizin statt.

Question 1967 (28.2.2012) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **pollution lumineuse:**

La pollution lumineuse désigne «à la fois la présence nocturne anormale ou gênante de lumière et les conséquences de l'éclairage artificiel nocturne sur la faune, la flore, la fonge, les écosystèmes ainsi que les effets suspectés ou avérés sur la santé humaine» (définition tirée de Wikipédia). Des éléments constitutifs de ce phénomène peuvent être: la sur-illumination, la présence de rayons lumineux polarisés, l'éblouissement et la luminescence du ciel nocturne.

Outre les effets cités ci-dessus, la présence d'une abondante lumière diffuse dans le ciel nocturne entrave l'observation astronomique. Elle empêche aussi les jeunes d'acquérir des connaissances fondamentales du ciel nocturne par voie d'observation directe et de se familiariser avec les constellations et l'orientation à l'aide des étoiles. Au Luxembourg, la prise de conscience concernant le phénomène de la pollution lumineuse est encore relativement récente.

Un éclairage trop intensif et mal dirigé est également générateur d'importants gaspillages d'énergie. Or, il existe de plus en plus de systèmes d'éclairage permettant une gestion efficiente et économe des flux de lumière. Ceci inclut également des systèmes d'éclairage dits intelligents fonctionnant uniquement en cas de besoin ou sur demande.

Dans ce contexte, je me réfère également à la question parlementaire n°1804 du 16 décembre 2011 concernant les enseignes commerciales *(cf. compte rendu n°5/2011-2012)*.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

1) Le Gouvernement est-il conscient des problèmes posés par la pollution lumineuse? Si oui, quelles sont les mesures qu'il entend prendre pour endiguer ce phénomène?

2) Le Gouvernement est-il en dialogue avec les représentants des communes afin de sensibiliser celles-ci aux problèmes posés par la pollution lumineuse?

3) Le Gouvernement favorise-t-il l'introduction de systèmes d'éclairage intelligents?

4) Le Gouvernement a-t-il introduit des éléments relatifs à la pollution lumineuse dans les critères définissant les parcs naturels? Si non, entend-il le faire?

5) Le Gouvernement a-t-il fait établir des cartes du Luxembourg renseignant la luminosité nocturne?

Réponse (27.4.2012) de **M. Marco Schank,** *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite s'informer au sujet d'une éventuelle «pollution lumineuse à cause de l'éclairage artificiel nocturne».

Le Gouvernement est au courant que la pollution lumineuse a un effet sur les écosystèmes et les organismes. La pollution lumineuse est essentiellement produite par les luminaires mal adaptés dans l'éclairage des routes, des places et surtout dans l'éclairage d'illumination.

L'organisation de séminaires sur le thème de l'éclairage public, tant par l'Administration des Ponts et Chaussées (Service électromécanique), tant par d'autres associations comme le Klimabündnis, s'inscrivent dans le but d'informer les responsables communaux sur les thèmes en relation avec l'éclairage public et notamment sur la pollution lumineuse.

Les nuisances liées aux éclairages publics des agglomérations ne font pas l'objet d'une analyse approfondie dans le cadre de l'étude préparatoire au plan d'aménagement général des communes. Toutefois, l'utilisation rationnelle de l'énergie et l'économie d'énergies figurent comme un des objectifs de la loi modifiée du 19 juillet 2004 à prendre en compte lors de l'élaboration du plan d'aménagement général.

Des systèmes d'éclairage intelligents sont en phase de test au Luxembourg.

Actuellement, aucun critère concernant la pollution lumineuse ou les éclairages en général n'a été introduit pour définir les parcs naturels.

Des cartes du Luxembourg renseignant la luminosité nocturne n'existent pas.

Question 1970 (29.2.2012) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant le **soutien aux logements pour réfugiés:**

Afin de préparer un accueil digne et adapté aux demandeurs de protection internationale au Luxembourg, certaines communes souhaitent acheter, voire créer des logements destinés prioritairement à cette fin.

Dans ce contexte, j'aimerais avoir les renseignements suivants:

1. Est-ce que le Gouvernement dispose d'un registre de logements non occupés appartenant à l'État et qui pourraient être repris et gérés par les communes afin d'y héberger des demandeurs de protection internationale?

2. Dans l'affirmative, est-ce que le Gouvernement entend informer dans les meilleurs délais les communes concernées quant aux immeubles étatiques pouvant être aménagés en logements d'accueil sur leur territoire respectif?

3. De quelles aides spécifiques peuvent bénéficier les communes qui envisagent de réhabiliter de vieux logements communaux afin de pouvoir y loger des demandeurs de protection internationale?

Réponse commune (6.4.2012) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration*, et de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Députée souhaite avoir des précisions sur l'existence de logements étatiques non occupés susceptibles d'être mis à disposition des communes pour y loger des demandeurs d'asile.

En effet, le patrimoine géré par l'Administration des Bâtiments publics comporte une série de logements de service occupés par des agents des corps de police et de la douane. Le Ministère des Finances tient l'inventaire de toutes les propriétés étatiques. Dans cet inventaire est repris, pour chaque propriété, terrain ou immeuble, un certain nombre d'éléments descriptifs dont le département ministériel auquel l'immeuble est affecté.

Dès lors, qu'un département signale la disponibilité d'un immeuble, il est vérifié à quels besoins futurs cet immeuble pourra être affecté et notamment également si cet immeuble peut servir à accueillir des demandeurs de protection internationale.

L'État dispose en outre d'une série de bâtiments, dont certaines maisons d'habitation, qui ont été acquis en vue de la réalisation de futurs projets d'infrastructures pour les besoins de différents départements ministériels. Dans la mesure où un projet est reporté par la suite, ces immeubles composent une réserve foncière nécessaire au développement futur du pays. Dans ces cas une «reprise et gestion» de ces bâtiments par des communes est à analyser en détail et au cas par cas pour une occupation transitoire. Lesdites maisons sont pour la plus grande partie vétustes et/ou situées dans le rayon non aedificandi des grands axes de circulation ou d'autres d'infrastructures. Une liste de potentialité en a néanmoins été dressée par mes services et, dans la mesure du possible, les logements ont été affectés à l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration. C'est ainsi que des terrains potentiels ont été analysés par mes services ensemble avec l'OLAI, comme p. ex. au Findel, à Sanem, à Niederanven, à Mersch, à Ettelbruck et à Tandel.

Quoi qu'il en soit, il échet de préciser que les logements actuellement disponibles sont d'ores et déjà occupés par des demandeurs de protection internationale.

Les communes seront informées des immeubles étatiques non affectés sis sur leur territoire s'il est établi que lesdits immeubles, suite à une visite des lieux par les services compétents de l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI), ainsi qu'une évaluation technique et financière des coûts engendrés par une éventuelle remise en état, s'apprêtent à être aménagés en logements d'accueil pour demandeurs de protection internationale.

Vu la diversité des immeubles, terrains ou autres infrastructures pouvant être mis à disposition par l'État dans le cadre de la participation des communes à l'hébergement des demandeurs de protection internationale, mes services sont actuellement en train d'élaborer une convention fixant le cadre de la prise en charge de l'État et le détail des contributions auxquelles il s'engagera.

Question 1971 (29.2.2012) de **Mme Viviane Loschetter** *(déi gréng)* concernant la **nouvelle procédure de subventionnement des mesures pour l'emploi:**

Selon nos informations, une nouvelle procédure de subventionnement des mesures pour l'emploi serait en phase d'élaboration où le degré de subventionnement des différents postes serait fixé sur base du grade d'employabilité du bénéficiaire de la mesure.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Comment la notion d'employabilité sera-t-elle définie et quelle sera la procédure pour déterminer le grade d'employabilité des demandeurs d'emploi?

2. Quelles seront les conséquences de cette nouvelle procédure pour les mesures pour l'emploi?

3. La nouvelle procédure ne risque-t-elle pas de stigmatiser davantage certains demandeurs d'emploi et donc de rendre la recherche d'un emploi encore plus difficile?

Réponse (5.4.2012) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Députée, je dois d'abord rappeler que le règlement grand-ducal du 24 août 2007, déterminant le contenu de la convention d'activation individualisée, convention qui suite au vote de la réforme de l'ADEM s'intitule désormais «convention de collaboration», prévoit notamment:

«Art. 3. La convention contiendra une partie générale relative aux droits et obligations des parties contractantes ainsi qu'une partie spécifique ayant trait à la situation individuelle de chaque demandeur d'emploi signant une convention.

Art. 7. La convention mentionne également dans sa partie spécifique la/les mesure(s) ciblée(s) proposée(s) individuellement au demandeur d'emploi pour augmenter concrètement son employabilité. Ces mesures peuvent être notamment des ateliers de «recherche d'emploi» ou de motivation, des bilans de compétence, des bilans d'insertion professionnelle, des contacts avec des assistants sociaux, des formations, des cours de langue.»

Il appartient au conseiller professionnel, en tant que personne de référence du demandeur d'emploi, d'examiner en collaboration avec ce dernier les différentes possibilités de recherche d'emploi, notamment les offres d'emploi qui peuvent lui convenir.

Le profilage du candidat ainsi que le niveau de son employabilité seront évalués par rapport à huit domaines prévus à cet effet, y inclus les aspects sociaux et l'état de santé en vue de promouvoir les démarches à faire pour réussir la recherche d'emploi.

Le conseiller professionnel, assisté par un agent spécialisé (éducateur, assistant social ou psychologue du travail), établit un diagnostic en prenant en compte les points forts et les points faibles du demandeur. En outre, il précise, avec le demandeur, les démarches à suivre par ce dernier; ces éléments seront alors inscrits dans la partie spécifique de la convention de collaboration.

Elle sera signée, ainsi que son nom l'indique, dans un esprit de collaboration entre l'Agence pour le développement de l'emploi et le demandeur d'emploi.

La convention de collaboration a pour but de guider le demandeur dans ses démarches visant à augmenter ses chances de (ré)insertion professionnelle.

La convention se compose d'une partie générale, identique pour tous les demandeurs d'emploi, et d'une partie spécifique, qui tient compte de la situation individuelle du demandeur en question.

Seront notamment examinées avec le demandeur les questions touchant à son parcours professionnel, à son projet professionnel, à ses démarches de recherche d'emploi, à sa situation sociale, à sa santé et condition physique ou psychique, à sa mobilité et le cas échéant à la garde de ses enfants.

Comme la plupart des promoteurs de mesures en faveur de l'emploi (stage de réinsertion, mesures emploi jeunes…) emploient des demandeurs d'emploi envoyés par les agents de l'ADEM, il n'y a pas d'incidences négatives. Il ressort d'une dernière évaluation des mesures jeunes que celles-ci améliorent assez sensiblement l'insertion professionnelle des bénéficiaires. Pour le moment, les conventions prévoient que tous les bénéficiaires reçoivent le salaire social minimum sans distinction en fonction de leur éventuel niveau d'employabilité.

En ce qui concerne les initiatives prises par les employeurs en matière de lutte pour l'intégration des demandeurs d'emploi difficiles à insérer ou à réinsérer sur le marché du travail, la loi du 3 mars 2009 contribuant au rétablissement du plein emploi dispose en son article L.591-2 du Code du Travail que ces activités doivent avoir comme finalité l'intégration de personnes éprouvant des difficultés particulières à trouver un emploi indépendamment de la situation conjoncturelle.

Il apparaît que pour un certain nombre de personnes engagées par des initiatives sociales, l'insertion réussit dans la mesure où l'employabilité est améliorée.

Une des tâches principales de l'Agence pour le développement de l'emploi est d'accompagner et d'aider le demandeur dans ses démarches de recherche d'un emploi.

Cet accompagnement des demandeurs d'emploi consiste dans un suivi individuel et adapté à la personne, permettant ainsi de responsabiliser le demandeur dans sa recherche.

L'ADEM essaye donc, grâce à cet encadrement individualisé, de mettre toutes les chances d'une réintégration réussie du côté du demandeur d'emploi et, par conséquent, on ne peut pas parler dans ce cas d'une stigmatisation des personnes à la recherche d'un emploi.

Question 1973 (29.2.2012) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant l'**attractivité du siège Luxembourg pour les fonctionnaires européens:**

Il me revient que les fonctionnaires européens travaillant sur le site de Luxembourg se plaignent de la perte de leur pouvoir d'achat par rapport à leurs pairs affectés à Bruxelles. Cette disparité du pouvoir d'achat n'est pas sans avoir de conséquences négatives sur la politique du siège de notre pays. Elle n'encourage pas de jeunes fonctionnaires à choisir Luxembourg comme lieu d'affectation en début de carrière.

Si on a considéré dans les premières décennies du fonctionnement des institutions européennes qu'il y avait parité de pouvoir d'achat entre Bruxelles et Luxembourg, il est apparu au cours de la première décennie du nouveau millénaire que cette parité a disparu au détriment de Luxembourg. En effet, une étude de 2006 indiquait pour cette année un indice de parité de pouvoir d'achat pour Luxembourg de 105,8 par rapport à 100 pour Bruxelles. D'autres indications de 2010 montrent que cet indice a augmenté à 107,7 pour Luxembourg. Il s'y ajoute que le prix des logements est nettement supérieur à Luxembourg comparé à Bruxelles de sorte que les organisations syndicales proposent une indemnité de logement pour redresser la parité de pouvoir d'achat. Par ailleurs il convient de noter que les agents contractuels de l'UE à Luxembourg ont un niveau de rémunération aux grades inférieurs qui se situe au niveau du salaire minimum luxembourgeois.

- Ces constatations m'amènent à demander à Monsieur le Ministre comment le Gouvernement luxembourgeois entend se situer dans la discussion qui s'engage autour d'un coefficient correcteur pour les fonctionnaires européens à Luxembourg. Quelles mesures concrètes compte-t-il proposer pour assurer l'attractivité du siège de Luxembourg eu égard à la situation des rémunérations de la fonction publique européenne? Le Gouvernement trouve-t-il un appui à la Commission européenne dans ses efforts pour maintenir à Luxembourg non seulement des services techniques de la Commission, mais aussi des services politiquement importants assurant des perspectives de carrière à de jeunes fonctionnaires européens?

Réponse (29.3.2012) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères:*

La question parlementaire de Monsieur Fayot pose le problème de l'attractivité du Luxem-

bourg en tant que siège d'instances internationales aujourd'hui.

Dans l'ensemble, les efforts entrepris par les autorités luxembourgeoises ont porté leurs fruits. Au premier janvier 2012, une quinzaine d'instances internationales, presque toutes à vocation européenne et quelque 12.000 fonctionnaires internationaux, dont de nombreux luxembourgeois, sont implantés au Luxembourg. Il s'agit du Secrétariat général du Parlement européen, de la Commission européenne avec des entités administratives issues de huit Directions générales, d'Eurostat, de l'Office des publications et du Centre de traduction, des réunions du Conseil de l'Union européenne durant les mois d'avril, juin et octobre, de la Curia de l'UE composée de la Cour de Justice, du Tribunal et du Tribunal de la Fonction publique, de la Cour des Comptes de l'UE, de la Banque européenne d'investissement et du Fonds européen d'investissement, de la European Financial Stability Facility (EFSF), des deux Écoles européennes, de la Cour de l'Association européenne de libre échange, d'Eurocontrol, de la NAMSA, de l'institut en charge d'appliquer l'Accord partiel élargi sur les itinéraires culturels (Conseil de l'Europe) et parmi les Fédérations sportives européennes, la Ligue européenne de natation, l'European Tennis Table Union et la Confédération européenne de Volley-ball.

Leur présence à Luxembourg est importante à plus d'un titre. C'est d'abord une marque de confiance et d'estime de la part de la Communauté internationale en faveur de notre pays. Le nombre de fonctionnaires internationaux à Luxembourg et l'ampleur des budgets de fonctionnement à disposition des instances respectives font de cette présence un atout déterminant pour notre tissu social et économique.

Le Luxembourg s'est, très tôt, doté des instruments pour faciliter, voire inciter l'implantation d'instances internationales sur son territoire. Le Fonds d'urbanisation et d'aménagement du plateau de Kirchberg et le Comité de coordination pour l'installation d'institutions et d'organismes européens en sont les vecteurs les plus visibles et les plus impliqués.

Si le Luxembourg a su préserver et développer sa position en tant que siège notamment d'institutions et instances de l'UE jusqu'à aujourd'hui - j'en veux pour preuve la décision très récente des pays de la zone Euro, d'implanter le mécanisme européen de stabilité au Luxembourg - il n'en demeure pas moins que ces instances rencontrent, à l'instar de beaucoup de pays de notre continent, des difficultés budgétaires importantes et cela depuis un moment déjà. Ainsi, les fonctionnaires européens engagés à partir de 2004 ont subi une diminution sensible de leurs revenus.

Il faut savoir aussi que depuis 1974 les fonctionnaires européens bénéficient des mêmes conditions salariales à Bruxelles qu'au Luxembourg. Or, si la vie à Bruxelles s'est avérée plus chère en 1974 et les années suivantes, la tendance s'est inversée depuis un moment déjà, particulièrement au plan de l'immobilier.

À ceci il convient d'ajouter que le fonctionnariat européen fait actuellement l'objet d'une entreprise de réforme ambitieuse, tant au niveau du statut qu'à celui des salaires.

Le Luxembourg, en tant qu'État membre de l'UE, participe de plein droit aux différents fora de négociation sur les questions de salaire et de statut des fonctionnaires européens et mettra tout en œuvre pour préserver l'attractivité du siège luxembourgeois. Je signale à ce titre que nous n'avons pas donné notre accord à la proposition de la Commission visant à réformer le coefficient correcteur. Le Luxembourg offre déjà un certain nombre de mesures pour inciter les fonctionnaires internationaux à être mutés à Luxembourg, mesures qui n'existent nulle part ailleurs. Je crois cependant aussi que nous devrons réfléchir à une amélioration de notre attractivité, notamment en ce qui concerne les services de la Commission implantés à Luxembourg. Cette réflexion sera conduite de concert avec les autres Ministres concernés ici.

L'amélioration la plus efficace de l'attractivité du site luxembourgeois, du moins en ce qui concerne les entités administratives de la Commission présentes à Luxembourg, réside dans une organisation plus fonctionnelle de ses entités. Les refontes successives des Directions générales de la Commission, depuis l'accord de siège en 1965, ont conduit à un émiettement des entités administratives à cheval entre Bruxelles et Luxembourg qui pèse sur leur bon fonctionnement. La Commission et les autorités compétentes luxembourgeoises ont prévu d'aborder cette question à très brève échéance, pour entamer des discussions permettant d'aboutir à une meilleure répartition des services communautaires entre Bruxelles et Luxembourg, un fonctionnement efficient et une présence pérenne de ces entités à Luxembourg.

Question 1974 (29.2.2012) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **CR314 entre Eschdorf et Lultzhausen:**

Je viens de constater que le chemin repris reliant le village d'Eschdorf à la localité de Lultzhausen (CR 314) se trouve dans un état périlleux sur un tronçon de plusieurs kilomètres. Étant donné que ce chemin permet d'accéder directement à l'espace naturel et récréatif que forme le lac de la Haute-Sûre, l'Administration des Ponts et Chaussées s'est vu obligée de placer le long de cette voie routière différents panneaux de signalisation afin d'attirer l'attention des usagers de la route sur les risques évidents qui s'y présentent. Au vu de l'état dangereux de cette voie routière, je suppose que l'administration compétente a préparé un projet de réaménagement pour pallier d'urgence les périls manifestes.

Voilà pourquoi je m'empresse de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il informer sur l'inévitable projet de redressement de ce tronçon de route? Selon quel calendrier les travaux en question pourront-ils être mis en œuvre?

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des précisions sur les autres chantiers routiers qui sont actuellement réalisés sur le territoire de la commune d'Esch-sur-Sûre?

Réponse (2.4.2012) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite s'informer au sujet du renouvellement du CR314.

Une première partie de cette route a déjà pu être réalisée fin juillet 2011 entre Eschdorf et Lultzhausen jusqu'au carrefour avec le CR307.

Une deuxième partie ayant pour objet de renforcer le CR307 en direction de Neunhausen sera achevée à la mi-mai 2012.

Enfin, les travaux de redressement du tronçon du CR314 en très mauvais état évoqué par l'honorable Député pourront commencer en principe après le congé collectif de l'été 2012. Toutes les emprises nécessaires viennent d'être acquises et toutes les autorisations nécessaires de la part du département de l'Environnement sont accordées, de sorte que le dossier de soumission définitif pour les travaux projetés pourra être autorisé prochainement.

À préciser encore que le phasage de ces projets a été nécessaire pour tenir compte des travaux dans les environs effectués par la Division des ouvrages d'art à l'OA499 (fin des travaux prévue en septembre 2012) et à l'OA498 (début des travaux prévu en septembre 2012).

D'ailleurs, le phasage des travaux s'est également imposé pour pouvoir permettre à tout moment le déroulement normal du transport scolaire par les bus RGTR dans cette région.

Quant aux autres chantiers routiers actuels sur le territoire de la commune d'Esch-sur-Sûre, il y a lieu de citer le redressement de la route N27 entre Esch-sur-Sûre et Lultzhausen, qui devra en principe être achevé avant le début du congé collectif de l'été 2012.

Question 1975 (29.2.2012) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant l'**évolution du canton de Clervaux:**

Depuis le milieu des années 1990, le canton de Clervaux se distingue par un développement favorable. La coopération intercommunale, dans le cadre du syndicat intercommunal Sicler, a porté ses fruits et a contribué à diversifier le tissu socio-économique de la région. Je suis en outre convaincu que la construction d'un lycée à Clervaux continuera à soutenir ce processus de développement.

Néanmoins, malgré tous les efforts réalisés par les acteurs publics, notamment par les communes, il faudra encore varier davantage le paysage économique de la partie septentrionale du pays, surtout sur le plan des activités tertiaires.

Dans le souci d'avoir une image plus complète de cette région, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils retracer l'évolution démographique du canton depuis le début des années 1990 en tenant compte des différentes classes d'âge?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils retracer également l'évolution du nombre d'emplois créés dans le canton de Clervaux depuis les années 1990 en ventilant par branche économique? Qu'en est-il de l'évolution du nombre de personnes qui résident dans le canton et qui travaillent dans une commune située en dehors de celui-ci? Comment le taux de chômage a-t-il évolué dans la région entre 2000 et 2012? Quelles sont les communes du canton de Clervaux et quelles sont les branches économiques qui ont connu la plus forte croissance en matière d'emplois? Est-il possible de situer ces chiffres dans un contexte national?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils fournir des informations sur des investisseurs potentiels qui leur auraient signalé de s'établir éventuellement dans les zones d'activités économiques situées dans le canton de Clervaux? Qu'en est-il des terrains qui restent disponibles afin d'accueillir des entreprises nouvelles dans les zones existantes? Un agrandissement de ces zones est-il envisagé? Dans l'affirmative, quels sont les sites qui ont été retenus en vue d'une pareille expansion?

- Dans quelle mesure le Parc naturel de l'Our a-t-il contribué (peut-il contribuer) à diversifier le tissu socio-économique de la région (cantons de Clervaux et de Vianden)? Combien de postes de travail ont été créés dans le cadre du parc naturel à proprement parler?

Réponse commune (19.4.2012) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur,* et **de M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'honorable Député souhaite avoir des informations sur l'évolution démographique et le développement économique du canton de Clervaux.

Depuis le 1er janvier 2012 le canton de Clervaux regroupe les communes de Clervaux, Parc Hosingen, Troisvierges, Weiswampach et Wincrange. Avant les fusions des communes de Clervaux et du Parc Hosingen, le canton regroupait huit communes. Rappelons que la commune de Hoscheid faisait partie du canton de Diekirch avant l'intégration dans la commune de Parc Hosingen.

Le canton de Clervaux comptait au 1er janvier 2011 une population de 14.800 habitants. En considérant la période de 1991 à 2011, la population résidente dans les communes du canton de Clervaux a augmenté de 44,5% alors que lors de la même période, la population au Grand-Duché de Luxembourg a augmenté de 33,1%.

Les tableaux suivants reprennent la répartition des classes d'âges en 1995 et en 2010 en%:

1995					2010				
	Classes d'âge			Total		Classes d'âge			Total
	0-19	20-64	65-			0-19	20-64	65-	
Canton Clervaux	25,34	58,75	15,91	100,00	Canton Clervaux	24,53	62,07	13,40	100,00
Grand-Duché	23,34	63,14	13,52	100,00	Grand-Duché	22,85	63,26	13,89	100,00

Sources: Centre informatique de l'État, données non publiées

Les tableaux suivants reprennent l'évolution de la population ayant un emploi et le taux de chômage en 1991 et fin 2010:

	1991				Fin 2010		
	Pop. ayant un emploi (nombre)	Chômeurs (nombre)	Taux de chômage		Pop. ayant un emploi (nombre)	Chômeurs (nombre)	Taux de chômage
Canton Clervaux	4.082	76	1,83%	Canton Clervaux	6.529	454	6,50%
Grand-Duché	163.928	3.317	1,98%	Grand-Duché	207.923	15.567	6,97%

Sources: Statec

En 2001, 5.001 personnes ayant un emploi résidaient au canton de Clervaux. 58% de ces personnes travaillaient au sein du canton et 42% en dehors de celui-ci. Le nombre d'emplois au canton de Clervaux s'élevait à 3.069 en 2001. Presque 50% de ces emplois étaient situés dans les communes Troisvierges et Clervaux (Source: Statec, recensement de la population 2001). Des chiffres plus récents ne seront disponibles qu'après évaluation du recensement de la population en 2011 par le Statec.

Suivant le répertoire des entreprises luxembourgeoises du Statec, le nombre d'entreprises enregistrées dans le canton de Clervaux a évolué comme suit de 1997 à 2001:

1997	
Secteur	Entreprises
Secteur primaire	6
Secteur secondaire	98
Secteur tertiaire	530
Total	634

2011	
Secteur	Entreprises
Secteur primaire	2
Secteur secondaire	263
Secteur tertiaire	1.070
Total	1.335

Sources: Statec, répertoires des entreprises 1997 et 2011

Ces chiffres ne prennent pas en compte les établissements publics, les services de la santé et les agriculteurs.

Le Syndicat intercommunal pour la promotion du canton de Clervaux (Sicler) gère actuellement cinq zones d'activités économiques à caractère régional, à savoir à Troisvierges, à Eselborn/Lentzweiler, à Hosingen et à Clervaux. Au total 38 entreprises y sont implantées avec 2.242 salariés (données 2012, source: Sicler). Ces postes de travail ont été essentiellement occupés par des frontaliers (72,5%). Quant aux questions relatives au développement économique du canton de Clervaux, il échoit de constater que ce canton profite comme tout autre canton du soutien de la part de l'État à travers les différents plans d'action soutenant l'investissement et la création d'emplois. Les entreprises qui souhaitent s'implanter s'adressent directement aux syndicats intercommunaux.

Le canton de Clervaux profite également des services du Guichet unique PME qui assure l'accompagnement d'entrepreneurs ou de créateurs d'entreprise. Ce service travaille en étroite collaboration avec la Chambre de Commerce et la Chambre des Métiers afin de pouvoir profiter de synergies avec les deux chambres professionnelles.

Dans le cadre du Parc naturel de l'Our huit postes de travail ont été créés. À ces postes s'ajoutent des postes créés en coopération avec le Parc Naturel - par exemple pour le projet «Clervaux-cité de l'image».

Question 1976 (1.3.2012) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant la **contamination d'une zone de protection I du Lac de la Haute-Sûre:**

L'Administration des Ponts et Chaussées est, selon mes informations, actuellement en train de refaire deux ponts dans les alentours du Lac de la Haute-Sûre.

Un des ponts concernés se trouve dans la zone de protection I, laquelle s'étend du mur de barrage jusqu'à l'entrée de Lultzhausen. Au mois de janvier quelque 1.500 litres de gazole se

seraient écoulés dans le contexte de ce chantier d'un réservoir de carburant et auraient contaminé les alentours.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, quel a été l'impact de cet incident sur l'environnement et notamment sur la réserve d'eau potable?

- À combien s'élèvent les frais d'assainissement du terrain contaminé? Qui a couvert ces frais?

Réponse (29.3.2012) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite s'informer au sujet d'un déversement accidentel de quelque 400 litres de gasoil (et non pas de 1.500 litres comme l'expose l'honorable Député) qui a eu lieu en date du 23 janvier 2012 au chantier de la reconstruction du pont portant la N27 sur un des bras secondaires de la retenue de la Haute-Sûre entre Lultzhausen et Esch-sur-Sûre (zone de protection I).

Vu la proximité avec le lac de la Haute-Sûre et le risque de contamination du milieu aquatique, il a été procédé immédiatement à l'excavation des terres polluées. Un barrage flottant avait également été mis en place de façon préventive pour recueillir d'éventuelles traces d'hydrocarbures percolées le cas échéant jusqu'au lac. Cependant, des analyses effectuées sur des prélèvements d'eaux n'ont toutefois pas relevé des anomalies.

Les travaux de dépollution des sols par excavation des terres polluées ont fait l'objet d'une surveillance continue par un organisme agréé et seront également réceptionnés par un (autre) organisme agréé.

La prise en charge des frais d'assainissement se fait selon le principe du pollueur-payeur par l'entreprise de construction à l'origine de cet incident. À noter cependant que l'envergure totale des frais d'assainissement n'est pas encore connue en ce moment de même que la détermination finale et précise de l'ensemble des circonstances à l'origine de cet incident.

Question 1977 (1.3.2012) de **M. François Bausch** *(déi gréng)* concernant le **comité des usagers des transports en commun:**

Le comité des usagers des transports en commun constitué il y a six mois vient d'adresser une lettre (en annexe) datée au 19 février 2012 à Monsieur le Ministre Claude Wiseler en soulevant différents malaises en relation avec le non-fonctionnement de ce comité.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Est-ce que les affirmations contenues dans la lettre en question sont exactes?

- Quelles sont les raisons de ce manque de collaboration manifeste de la part du Ministère?

- Est-ce que Monsieur le Ministre est d'avis que les missions du comité en question définies par le Ministère restent toujours valables?

- Est-ce que Monsieur le Ministre ne pense pas devoir charger une personne au sein du Ministère avec la coordination des travaux de ce comité?

- De quelle façon Monsieur le Ministre entend-il agir dans le futur pour que le comité des usagers puisse remplir ses missions dans les meilleures conditions?

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Réponse (29.3.2012) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire n°1977, l'honorable Député souhaite s'informer au sujet du comité des usagers des transports en commun, institué lors de la semaine de mobilité en 2011.

Notons tout d'abord que la première réunion du comité des usagers a eu lieu en date du 29 septembre 2011. Cette première réunion, dirigée par un modérateur externe et indépendant avait comme objectif de déterminer les attentes des membres du comité des usagers et de situer le cadre de leur mission. Lors de la deuxième réunion, qui a eu lieu en date du 17 novembre 2011, dirigée de nouveau par un modérateur externe, le comité a procédé à l'élection d'un porte-parole.

Lors d'une troisième réunion de travail, cette fois-ci sans modérateur, qui a eu lieu en date du 17 janvier 2012, le comité a commencé à traiter les requêtes des usagers qui l'ont contacté via le formulaire de contact installé par le Verkéiersverbond sur son site Internet. De cette dernière réunion sont issues quelques propositions concrètes, qui seront mises à l'étude.

Rappelons tout d'abord que le rôle et l'objectif du comité des usagers est de:

- Représenter les intérêts des divers groupes d'usagers des transports en commun.

- Rassembler les propositions d'amélioration des membres et des usagers en général.

- Faire des suggestions et propositions de mesures visant l'amélioration de la situation générale.

- Informer le public sur les travaux du comité des usagers par le biais de communiqués de presse.

Dans l'esprit d'assurer une parfaite indépendance du comité des usagers, il a été jugé utile que ni le personnel du département des Transports, ni le personnel du Verkéiersverbond ne participe aux réunions du comité. Il a été cependant clairement indiqué lors de la première réunion que sur demande du comité, un représentant du département des Transports ou du Verkéiersverbond pourra présenter les projets en cours.

Dans la phase actuelle du comité des usagers, une communication plus structurée des projets en matière de transports en commun devient effectivement opportune. Lors des prochaines séances du comité des usagers, il est prévu qu'un expert du Verkéiersverbond se chargera de présenter les projets d'infrastructures actuels aux membres du comité.

En ce qui concerne la coordination technique et administrative des travaux du comité des usagers, celle-ci incombe au Verkéiersverbond, qui en a reçu la mission par règlement grand-ducal modifié du 9 juillet 2007.

Question 1978 (1.3.2012) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**installation de radars fixes à des endroits réputés dangereux:**

Le programme gouvernemental prévoit «d'installer des radars fixes à des endroits réputés dangereux où la visibilité est particulièrement mauvaise». À plusieurs reprises, Monsieur le Ministre du Développement durable a précisé que ces radars seraient installés en 2011 «et au pire en 2012».

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

1) Quand les premiers radars fixes seront-ils installés au Luxembourg?

2) Comment les «endroits réputés dangereux où la visibilité est particulièrement mauvaise» sont-ils choisis, et par qui?

3) Ces endroits ont-ils déjà été définis et, le cas échéant, Monsieur le Ministre peut-il en donner les coordonnées?

4) Ces endroits seront-ils annoncés par une signalisation spécifique?

5) Ces endroits pourront-ils être répertoriés dans des systèmes de navigation par GPS?

6) Qui collectera les données récoltées par les radars automatiques, le Gouvernement ayant annoncé qu'il «veillera dans ce contexte à la protection de la vie privée»?

7) Quelles seront les voies de recours pour les automobilistes désirant s'opposer aux constations faites par les radars automatiques?

8) Les automobilistes circulant avec des véhicules non immatriculés au Luxembourg seront-ils également sanctionnés? Avec quels pays existe-t-il des accords de coopération en la matière, respectivement avec quels pays le Luxembourg négocie-t-il actuellement de tels accords?

Réponse commune (12.4.2012) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*, et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite avoir des précisions sur la mise en place de radars fixes sur le réseau routier luxembourgeois.

Conformément à la déclaration gouvernementale de 2009, «le Gouvernement est déterminé à continuer sa politique en matière de sécurité routière. Depuis 2001, le Luxembourg a réussi à diminuer le nombre des accidents mortels de 50% en alternant les mesures préventives et répressives qui doivent être poursuivies». Dans sa lutte contre l'insécurité routière, le Gouvernement envisage la mise en place d'un système de contrôle-sanction automatisé (CSA) sur le réseau routier luxembourgeois.

Le groupe de travail «caméras-comité de pilotage», qui fonctionne sous la tutelle de la Commission de Circulation de l'État, a été chargé d'accompagner la rédaction des dispositions légales et réglementaires en vue de la mise en place du système CSA. Les dernières ébauches des avant-projets de loi et de règlements grand-ducaux sont actuellement soumises pour accord aux différents acteurs impliqués.

Parallèlement, le Gouvernement vient de lancer un appel à candidatures pour le centre de traitement et est en attente des propositions chiffrées de la part de fournisseurs potentiels.

En ce qui concerne le calendrier, il est vrai que certaines questions d'ordre technique et juridique rendent difficile d'avancer une date précise. Il est prévu qu'elle se fera une fois la procédure législative et la soumission publique abouties.

L'objectif poursuivi par le Gouvernement dans le cadre de la mise en place de radars au Luxembourg est d'améliorer la sécurité routière. Il est prévu que les radars fixes seront installés «à des endroits réputés dangereux où la visibilité est particulièrement mauvaise». Dans cet ordre d'idées, le groupe de travail «audits de sécurité», qui fonctionne sous la présidence de l'Administration des Ponts et Chaussées, a reçu pour mission d'identifier, sur base d'une analyse approfondie de l'accidentologie, les endroits dangereux sur le réseau routier luxembourgeois pour y installer, le cas échéant, des radars, à condition de la faisabilité technique. La liste des sites à pourvoir de radars reste à être définitivement retenue.

Une signalisation spécifique des tronçons surveillés par radar peut être envisagée. Quant à une éventuelle localisation par GPS, il est fort probable que les fournisseurs de cartes pour systèmes de navigation vont intégrer la localisation des radars dans leurs bases de données.

Les traitements des données à caractère personnel requis en vue d'identifier les contrevenants seront faits par la Police grand-ducale, et ce en respect avec la législation sur la protection des données. Dans ce contexte, la Commission nationale pour la protection des données a d'ailleurs été consultée lors de la phase d'élaboration des textes légaux et son avis sera encore demandé au sujet des spécifications techniques des systèmes et équipements.

Il va sans dire que le contrevenant présumé devra disposer de moyens de contestation équitables et raisonnables. Dans cet ordre d'idées, différents cas de figure seront prévus.

Enfin, en vue d'assurer l'égalité de traitement entre contrevenants résidents et non résidents, les autorités luxembourgeoises doivent pouvoir accéder aux données relatives aux véhicules immatriculés à l'étranger. Actuellement la zone frontalière est couverte par l'accord du 24 octobre 2008 signé entre l'Allemagne, la Belgique, la France et le Luxembourg en vue du renforcement de la coopération transfrontalière entre leurs autorités policières et douanières respectives. Au niveau européen, la directive 2011/82/UE du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2011 facilitant l'échange transfrontalier d'informations concernant les infractions en matière de sécurité routière prévoit la création d'un système d'échange d'informations transfrontalier. Cette directive devra être transposée dans les différents États membres jusqu'au 7 novembre 2013.

Question 1979 (2.3.2012) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant le **calcul du congé politique des enseignants:**

La loi communale du 13 décembre 1988 institue un congé politique pour les membres des collèges échevinaux et des conseils communaux. Le règlement grand-ducal modifié du 6 décembre 1989 fixe le nombre maximal des heures de congé politique par semaine attribués aux mandataires communaux en fonction de leur tâche et du nombre d'habitants de leur commune.

Or, ni la loi, ni le règlement grand-ducal ne déterminent avec précision le mode de calcul du congé politique pour les enseignants dont la tâche exprimée en nombre de leçons est inférieure à 40 heures par semaine.

Comme la manière selon laquelle le patron accorde le congé politique à son salarié relève exclusivement de la compétence de ce patron, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- De quelle façon est effectué le calcul du congé politique des enseignants?

- Y a-t-il une différence dans les calculs pour les différents ordres d'enseignement (école fondamentale, enseignement secondaire et secondaire technique)? Dans l'affirmative, quelles seraient les raisons expliquant cette différence?

- Est-ce que l'attribution du congé politique pour les enseignants est appliquée de manière uniforme à travers le pays?

Réponse (30.3.2012) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Le règlement grand-ducal modifié du 6 décembre 1989 concernant le congé politique des bourgmestres, échevins et conseillers communaux est également applicable pour le calcul du congé politique des enseignants.

Sur base de l'article 6, alinéa 4 du règlement grand-ducal modifié du 24 juillet 2007 portant fixation de la tâche des enseignants des lycées et lycées techniques, les activités connexes sont rémunérées soit par indemnités, soit moyennant décharge de la tâche d'enseignement. Une décharge d'une leçon d'enseignement correspondant à deux heures de travail. Les heures de congé politique sont donc converties en leçons d'enseignement à raison de deux heures de congé pour une leçon d'enseignement.

Ce mode de calcul est en principe utilisé pour tous les ordres d'enseignement.

Une demande individuelle pour la décharge de la tâche doit être présentée après les élections, respectivement au début de chaque année scolaire, avec en annexe un certificat afférent, établi par la commune.

Au cas où le mandat politique viendrait à cesser, le bénéfice de la décharge sera arrêté au premier jour du mois suivant.

Question 1980 (2.3.2012) de **M. Félix Braz** *(déi gréng)* concernant l'**augmentation du nombre de demandeurs de protection internationale:**

Lors de la conférence de presse consécutive au Conseil de Gouvernement du 17 février 2012, Monsieur le Premier Ministre a commenté en ses termes les critiques formulées contre la réduction de l'aide sociale des demandeurs de protection internationale: «Bei dieser Gelegenheit sagte der Staatsminister auch, dass Integrationsministerin Marie-Josée Jacobs die Finanzhilfe für Flüchtlinge deswegen stark abgesenkt habe, weil Immigrationsminister Nicolas Schmit der Meinung sei, „dass die Zahl der Asylsuchenden zu stark angestiegen ist".» Ces propos ont été rapportés, entre autres, par le Luxemburger Wort.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Immigration:

1) Souscrivez-vous au développement de Monsieur le Premier Ministre?

2) Est-ce que l'analyse de la situation faite par Monsieur le Ministre de l'Immigration n'est pas partagée par l'ensemble du Gouvernement?

3) Est-ce que Monsieur le Ministre de l'Immigration est à l'origine de la décision de baisser l'aide sociale pour demandeurs de protection internationale? Si oui, pourquoi et à quel effet précis? Si non, qui d'autre?

Réponse (15.3.2012) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

En réponse à la question parlementaire, je peux informer l'honorable Député que je suis d'avis que le Luxembourg doit assurer à toute personne qui, au titre de la Convention de Genève de 1951, a besoin d'une protection internationale, un accueil digne et une procédure conforme aux dispositions internationales et communautaires que nous avons transposées dans notre législation.

Pour ce qui est des demandeurs d'asile en provenance de certains pays des Balkans dont notamment la Serbie et l'ARYM, deux pays qui sont engagés dans un processus d'adhésion à l'Union européenne, ces demandeurs n'ont pratiquement aucune chance d'obtenir un statut de protection internationale ni au Luxembourg ni dans un autre pays de l'Union. Ils ont représenté 64,4% des demandeurs en 2011, soit 1.393 personnes. Pour les deux premiers

mois de cette année, le nombre total des demandeurs s'est élevé à 356 en comparaison avec 102 pour 2010 et 263 pour 2011. 49,72% des demandeurs sont de nouveau originaires des deux pays candidats à l'adhésion.

La politique qui a été discutée au Conseil de Gouvernement et qui n'y a été contestée par personne a été exposée par le Premier Ministre dans son discours sur l'État de la Nation en mars de l'année dernière:

«Mä mir hunn eis och Erausfuerderungen ze stellen, déi vu baussen op eis zoukommen. Ech schwätze vun de Flüchtlingen, deenen hir Zuel am leschte Joer a besonnesch an de leschte Méint bestänneg zougeholl huet. (…) Mir sinn der Meenung, datt Serbien e séchert Land ass. Et ass e Land, dat mëttel- a laangfristeg eng europäesch Perspektiv huet. Den aktuelle Flüchtlingsstroum aus Serbien no Westeuropa, an domat och op Lëtzebuerg - et deet mer leed, datt ech dat an esou schaarf Wierder muss paken -, dee muss un d'Stoe kommen. (...)»

Le règlement grand-ducal présenté par la Ministre de la Famille qui adapte les aides pour les demandeurs d'asile qui bénéficient d'une totale prise en charge en ce qui concerne le logement, la nourriture, les soins médicaux, le transport, etc., pour les aligner sur celles payées par nos pays voisins, a été adopté par le Gouvernement en Conseil.

Question 1981 (5.3.2012) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant l'**acide gamma-hydroxybutyrique connu comme «drogue du viol»:**

Le GHB (acide gamma-hydroxybutyrique), mieux connu comme «drogue du viol» est un produit stupéfiant que les consommateurs utilisent pour favoriser des relations sexuelles «forcées». Les hommes y trouveraient une relative stimulation sexuelle, les femmes verraient leur sexualité exacerbée, avec des relations multiples, involontaires et dont elles garderaient inconstamment le souvenir. Le produit serait parfois mis dans les boissons à l'insu des consommatrices. Il s'ensuivrait des relations sexuelles «consentantes» et débridées.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

1. Monsieur le Ministre peut-il me renseigner si des cas de viol suite à l'administration de GHP sont connus au Luxembourg?

2. En tout état de cause, quelles sont les mesures que Monsieur le Ministre entend prévoir afin de sensibiliser les adolescents?

Réponse commune (5.4.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé,* et de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Justice:*

1. Aucun cas de viol suite à l'administration de GHB n'a été rapporté aux services compétents relevant du département de la Santé.

Le Parquet a toutefois été saisi de plusieurs plaintes de femmes qui ont affirmé qu'un produit aurait été mis dans leurs boissons à leur insu. Heureusement aucun de ces différents faits rapportés aux autorités judiciaires n'a été suivi d'un viol.

2. Il convient de signaler à l'honorable Députée que j'ai déjà, à travers ma réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Aly Jaerling du 28 février 2002 *(cf. question parlementaire n°1551 - compte rendu n°7/2001-2002)*, apporté un certain nombre de précisions en rapport avec l'ensemble des «drogues de viol».

Des informations relatives aux substances en question et des moyens préventifs sont véhiculées par l'intermédiaire des associations spécialisées et plusieurs interventions, notamment du coordinateur national drogues, à ce sujet dans les médias nationaux ont eu lieu au cours des dernières années.

D'un point de vue juridique, il convient de relever que l'acide gamma-hydroxybutyrique (GHB) a été mis sous contrôle en 2008 par le biais d'un classement sous le régime du règlement grand-ducal du 4 mars 1974 concernant certaines substances toxiques.

La problématique abordée par l'honorable Députée est à situer dans le contexte général de la prévention auprès de jeunes et plus particulièrement en milieu festif. En ce sens, le Centre de Prévention des Toxicomanies (CePT) a lancé une série d'actions de prévention en milieu scolaire et en milieu festif. L'objectif principal du travail en milieu festif est de renforcer la responsabilité des visiteurs mais également des organisateurs et de leur personnel; le phénomène des «drogues de viol» faisant bien entendu partie des thèmes y associés.

Dans le cadre du projet MAG-NET, le CePT assure une présence en milieu festif à travers le Grand-Duché de Luxembourg tout en bénéficiant des expériences transfrontalières, mais également de l'expertise acquise dans ce domaine grâce à la participation du CePT dans les projets européens Democracy, Cities & Drugs II (groupe de travail Safer Nightlife), Club Health et le Nightlife Empowerment & Well-being Implementation Project.

Le développement des actions en matière d'information et de prévention dans les lieux de vie nocturne et en milieu festif figure par ailleurs parmi les mesures retenues par le plan d'action gouvernemental 2010-2014 en matière de lutte contre les drogues et les addictions.

Question 1982 (5.3.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant l'**occupation de lits des hôpitaux:**

Auch in diesem Jahr kam es in der kalten Winterzeit zu erhöhtem Andrang in den Arztpraxen und in den Kliniken. Wie zu erwarten war, haben sich immer wieder virale Epidemien eingestellt mit Infektionen im bronchopulmonalen und im intestinalen Bereich. Die Bettenbelegung in den Kliniken scheint während der letzten Monate konstant hoch gewesen zu sein. Auch litten einige Kliniken an Überbelegung und eine Einweisung von Patienten war zuweilen schwierig. Da die Daten zur Aktivität der Kliniken eingesammelt werden, möchte ich folgende Fragen stellen:

Fragen:

1) Wie war die Bettenbelegung in den einzelnen Kliniken in den Wintermonaten?

2) In welchen Kliniken kam es zu einer Überbelegung aufgrund von intensiven akuten Aufnahmen?

3) Wie wurde die Überbelegung angegangen und wann kam es wieder zur Normalität?

4) Gibt es ein performantes Informationssystem mit angeschlossenem Statistikprogramm, das die Bettenbelegung der Kliniken quasi in Realzeit verfolgen lässt?

5) Ist der zuständige Minister mit dem vermeintlichen „Management" der zur Verfügung stehenden Betten im Luxemburger Gesundheitswesen in dieser Winterzeit zufrieden?

6) Was kann am derzeitigen Bettenverwaltungssystem noch verbessert werden? Welche Anweisungen kann der Minister geben?

Question 1984 (5.3.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant l'**attribution des lits urgents pendant des périodes intensives:**

Nach der Umsetzung der sogenannten Gesundheitsreform sollte die Datenlage bezüglich der Aktivität im Gesundheitswesen besser und engmaschiger geworden sein. Die Kodierung der Diagnosen bei Entlassung sollte auf vier Stellen in der ICD-10-Nomenklatur ausgeweitet werden. In krankheitsintensiven Zeiten ist bekannt, dass es einen Wettkampf zwischen Internisten und Chirurgen für die Zurverfügungstellung vermeintlich leerstehender akuter Betten gibt. Dabei ist Fakt, dass nicht alle chirurgischen Interventionen als dringend einzustufen sind sowie auch nicht alle Klinikeinweisungen für internistische Belange als Notfälle zu bewerten sind.

Fragen:

1) Wie werden diese Fragen der Zuerkennung von Ressourcen (Betten, Personal) während intensiver Perioden allgemein angegangen?

2) Gibt es ministerielle Anweisungen, um bestimmte Patienten nach einem Triage-Verfahren bevorzugt zu hospitalisieren und dass auch nicht dringende Fälle in akuten Betten liegen dürfen?

3) Was sind die Gründe für eine langanhaltende Überbelegung der Betten in den Kliniken? Was sind die besonderen Gründe, die von den Direktionen derselben Kliniken angeführt werden? Lassen sich diese Gründe objektiv aufgrund von ICD-10-Daten aus denselben Kliniken nachvollziehen?

4) Was hält der Minister von einem externen objektiven Audit, um die Qualitätsdefizite bei der Bettenbelegung aufzudecken und Vorschläge zur Besserung beim Management der Klinikbetten zu machen?

Réponse (2.5.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale:*

Betreffend die Anfragen Nr.1982 und Nr.1984 kann ich dem ehrenwerten Abgeordneten folgende Informationen geben:

Gemäß der spezifischen Spitalgesetzgebung hat jeder Patient Anrecht auf die gleiche Behandlung, unter Berücksichtigung der Dringlichkeit der zu gewährenden medizinischen Hilfe.

Die von den Spitälern geleisteten Notfalldienste führen zu bestimmten Zeiten zu großen Fluktuationen in den Patientenzahlen, was zeitweise mit Engpässen in der Bettennutzung verbunden sein kann.

Davon abgesehen kann die Gesundheitskasse die Aussage, dass die Spitäler überbelegt wären, nicht bestätigen. Im Jahr 2009 bewegte sich der Belegungsprozentsatz zwischen 60,39% und 85,83% bei akuten Betten und zwischen 85,3% und 95,21% bei Betten im Reedukationsbereich (Rehazenter, Hôpital Steinfort und Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique).

Question 1983 (5.3.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant le **carnet radiologique:**

Betreffend die hohe Anzahl von CT-Scan-Untersuchungen pro Einwohner geht es erstens um die außerordentliche Strahlengefahr und zweitens um den nicht unbedeutenden finanziell-wirtschaftlichen Schaden, der durch überflüssige Röntgenuntersuchungen dem Sozialsystem alljährlich entsteht. Es muss vermutet werden, dass es eine systemische Ursache gibt, damit sich dieses Phänomen in diesem Maße entwickeln konnte und auch in Zukunft so weiter existieren wird, wenn es nicht zu Änderungen im Versorgungsmodell kommen wird.

Fragen:

1) Wann wird es zur Einführung des nationalen „carnet radiologique" (CARA) kommen?

2) Wenn es durch welche Gründe auch immer nicht zur Einführung des CARA kommen wird, wird es dann alternativ zur Wiedereinführung des papierenen Radiologieausweises kommen können, der früher dazu verwendet wurde, um die Auflistung der Rx-Untersuchungen des Patienten zu dokumentieren?

3) In welchem Maße führt das System des Entgelts nach Anzahl der Akte zum Bedürfnis, Rx-Untersuchungen zu wiederholen? Kann der Minister sich die Einführung von Pauschalen und Budgets vorstellen?

4) Wie gedenkt der Minister, die fehlende Kontinuität in der Übermittlung von Informationen bezüglich der erfolgten Untersuchungen herzustellen, um Doppel- und Mehrfachuntersuchungen zu verhindern?

5) Wo steht Luxemburg im Vergleich mit anderen modernen und innovationsfreudigen Gesundheitssystemen, was die Umsetzung von elektronischen Lösungen (eHealth) in der Radiologie anbelangt?

6) Was denkt der Minister über ein unabhängiges, objektives und von einer ausländischen Expertenkörperschaft erstelltes Audit, das neben der Situationsanalyse auch Wege aus der derzeit sehr unzufriedenstellenden Situation aufweisen wird?

Réponse (23.4.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

In meiner Antwort auf die parlamentarische Anfrage Nr.1704 des ehrenwerten Abgeordneten *(cf. compte rendu n°2/2011-2012)* wurde bereits darauf hingewiesen, dass der „carnet radiologique" ein Dienst der zukünftigen eHealth-Plattform im Rahmen der Realisierung einer breiteren elektronischen Austauschakte werden wird, des sogenannten „Dossier de Soins Partagé" (DSP). Das Projekt wird in diesem Rahmen zu einer Radiologieakte ausgebaut werden, welche eine der ersten Anwendungen vorerwähnter Austauschakte sein wird.

Im November 2011 wurde dem ehrenwerten Abgeordneten des Weiteren auch bereits mitgeteilt, dass in Zukunft die eHealth-Agentur für den Aufbau der eHealth-Plattform verantwortlich zeichnen wird. Ende 2011 wurde die „Agence eSanté - Agence nationale des informations partagées dans le domaine de la santé" ins Leben gerufen[1]. Sie wird die bestehenden eHealth-Projekte schrittweise übernehmen, diese umsetzen und weiter ausbauen.

Der Radiologieausweis in Papierform erzielte in der Vergangenheit nur einen mäßigen Erfolg und wurde in der Praxis leider ungenügend verwendet. Eine Wiedereinführung in Papierform ist nicht vorgesehen, da elektronische Lösungen hier zielführender und zeitgemäßer sind.

[1] Hierzu die entsprechende Pressemitteilung: http://www.gouvernement.lu/salle_presse/communiques/2011/12-decembre/13-agence/index.html

Die Krankenhäuser arbeiten zurzeit im Rahmen des geplanten „Centre Informatique Sectoriel" (CIS) an der Ausarbeitung eines Projektes mit dem Ziel der Einführung eines gemeinsamen DICOM-Bilderarchivs („PACS mutualisé"), welches nicht nur als Langzeitarchiv dienen soll, sondern auch neue Austauschmöglichkeiten von Bildern zwischen Krankenhäusern und Ärzten eröffnen soll.

Die Projekte eSanté-CARA und das Projekt eines gemeinsamen Bilderarchivs arbeiten eng zusammen, um die Kohärenz zu gewährleisten, dies vor allem, um über die elektronische Austauschakte Zugang zu den Bildern des gemeinsamen PACS zu gewährleisten. Viele ähnliche Projekte entstehen momentan weltweit. Luxemburg folgt in diesem Bereich den internationalen Entwicklungen.

Die „Direction de la Santé" wird in nächster Zukunft in Zusammenarbeit mit den betroffenen Ärzten (Radiologen sowie verschreibende Ärzte) eine Situationsanalyse mit Hilfe von Experten durchführen lassen, welche sowohl ein aktuelles Bild des Verschreibungsverhaltens geben als auch ein mögliches Verbesserungspotenzial aufzeigen soll.

Question 1986 (5.3.2012) de **Mme Anne Brasseur** *(DP)* concernant le **Compendium des politiques et** les **tendances culturelles en Europe:**

Le Compendium des politiques et tendances culturelles en Europe est une plateforme qui assure le suivi de la mise en œuvre de lois, de politiques et de pratiques culturelles dans différents pays. Des 47 pays membres du Conseil de l'Europe, 42 en font partie. Le Luxembourg figure parmi les absents de la liste.

- Dans ce contexte, je voudrais savoir quelles sont les raisons qui amènent le Ministère de la Culture à ne pas adhérer à ce système qui permettrait de rehausser la visibilité de notre pays dans le domaine culturel?

Réponse (12.4.2012) de **Mme Octavie Modert,** *Ministre de la Culture:*

Le Compendium est un projet géré conjointement par le Comité directeur de la culture du Conseil de l'Europe (CDCULT) et le European Institute for Comparative Cultural Research (ERICarts).

En tant que représentant du Luxembourg au sein du CDCULT, le Ministère de la Culture a toujours appuyé le projet du Compendium, approuvé les orientations stratégiques et soutenu les priorités visant à en poursuivre le développement méthodologique.

S'il ne saurait donc s'agir d'une non-adhésion au Compendium, les raisons pour lesquelles le Luxembourg ne fait pas encore partie de ce système d'information relèvent d'un côté du fait que le Ministère de la Culture a été amené à se préoccuper principalement de l'important processus de réforme ayant cours au sein du Conseil de l'Europe ces dernières années, changements qui ont notamment entraîné la disparition du CDCULT, respectivement sa fusion avec le Comité directeur du Patrimoine. De l'autre côté et en conséquence de ce qui précède, l'encadrement approprié du processus de rédaction du profil de notre pays - qui prévoit la collaboration entre un auteur expert indépendant et le Ministère - n'a pas pu être garanti au regard de la disponibilité insuffisante d'agents au Ministère de la Culture.

Le nouveau Comité Directeur de la Culture, du Patrimoine et du Paysage (CDCPP) entamant ses travaux avec une première réunion en mai prochain, le Ministère de la Culture - qui continue d'attacher beaucoup d'importance à ce projet majeur du CDCULT/CDCPP qu'est le Compendium - pourra certainement réévaluer, conjointement avec les responsables, les suites à envisager pour que le Luxembourg en fasse partie dans les meilleurs délais.

Question 1987 (5.3.2012) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **chasse aux sorcières:**

An deene leschte Joren ass vu ville Plaze villes zur Opaarbechtung vun deene fréieren «Hexeverfollegungen» gemaach ginn, deene vill Fraen, mä och vill Männer an Europa zum Affer gefall sinn. Speziell och am fréiere geographe-

sche Gebitt vu Lëtzebuerg ass iwwer dësen traurege Phenomeen scho vill recherchéiert ginn.

Et freet sech, ob et net derwäert wär, fir den Affer vun deemools en eegent Monument ze ginn. Sécher hätt dat de Verdéngscht, den Affer vun deemools och nach no ville Jore wëlle Gerechtegkeet zoukommen ze loossen a si ze rehabilitéieren. Doriwwer eraus hätt esou e Monument awer och déi Aufgab, eis selwer ëmmer nees un d'Feelbarkeet vum Mënsch a senger Justiz ze erënneren. Dat soll eng Mahnung un eis all sinn, fir d'Mënscherechter ëmmer eescht ze huelen an och ëmmer an all Prozess derfir ze suergen, datt en Ugekloten net däerf duerch den Zäitgeescht, duerch Viruerteeler oder einfach Delatioun veruerteelt ginn, mä nëmmen opgrond vun eendeitege Beweiser an engem gerechte Prozess, an deem him all Rechtsmëttelen fir eng wierksam Verdeedegung zur Verfügung stinn.

Dowéinst wollt ech den Här Premierminister, den Här Justizminister, den Här Kultusminister an d'Madame Kulturminister froen, ob si:

1) domat d'accord wären, fir eng Historikerkommissioun mat weltlechen a kierchleche Vertrieder domat ze beoptragen, d'Geschicht vun den Zauberer- an Hexeverfollegungen zu Lëtzebuerg opzeschaffen,

2) fir déi Affer vun deene Verfollegungen en eegent Monument opzeriichten.

Réponse commune (22.3.2012) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* **M. François Biltgen,** *Ministre de la Justice, Ministre des Cultes,* et de **Mme Octavie Modert,** *Ministre de la Culture:*

D'Regierung wëllt den Deputéierten informéieren, datt si net wëlles huet, senge Suggestiounen am Zesummenhang mat der Hexeverfolgung eng Suite ze ginn.

Question 1989 (7.3.2012) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant le **chèque-service accueil et** les **colonies de vacances:**

Le chèque-service accueil (CSA) constitue un élément essentiel de la politique gouvernemental visant à assurer l'équité des enfants devant l'accueil et l'éducation.

Selon le règlement grand-ducal du 13 février 2009 instituant le chèque-service accueil, les activités de vacances résidentielles (colonies de vacances, camps, séjours de loisir et de formation), organisées par des prestataires reconnus par le Ministère de la Famille et de l'Intégration, faisaient partie intégrante de ce régime.

Selon nos sources, le nouveau projet de règlement grand-ducal qui remplace le règlement grand-ducal du 13 février 2009 instituant le chèque-service accueil, ne permettra plus aux maisons relais agréées d'organiser des colonies de vacances.

1. Est-ce que Madame la Ministre peut me confirmer que les colonies de vacances avec des activités se centrant sur la nature, des excursions de sport et de découvertes culturelles ne seront plus prises en charge par le chèque-service accueil? Si oui, pour quelles raisons les colonies de vacances seraient supprimées des prestations CSA?

2. Le cas échéant, de quelle offre estivale compensatoire peuvent bénéficier les familles aux faibles ressources qui n'ont pas les moyens de partir en vacances avec leurs enfants?

Réponse (6.4.2012) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Le projet de règlement grand-ducal visant à remplacer le règlement grand-ducal du 13 février 2009 instituant le chèque-service accueil ne prévoit pas de modification par rapport au fonctionnement antérieur relatif aux activités de vacances résidentielles.

Les mesures existantes relatives aux activités de vacances sont maintenues:

1. Les enfants exposés au risque de pauvreté et/ou menacés d'exclusion sociale peuvent bénéficier d'une prise en charge des frais d'inscription avec un maximum de 60 €/jour pour des activités de vacances résidentielles (colonies de vacances, camps, séjours de loisir et de formation) organisées par des services de vacances reconnus comme prestataires du chèque-service accueil par le Ministère de la Famille et de l'Intégration.

2. Dans le cadre d'activités de vacances non résidentielles organisées par des structures d'éducation et d'accueil bénéficiant d'une convention financière avec l'État, les gestionnaires peuvent définir par année «15 journées à saisie exceptionnelle» en vue de l'organisation d'activités de vacances, d'initiatives éducatives particulières, d'excursions et de visites sortant du cadre organisationnel usuel et pendant lesquelles elles sont en droit de facturer un tarif réduit au niveau de l'accueil.

Au niveau de l'avant-projet de règlement grand-ducal concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services d'éducation et d'accueil pour enfants, il est proposé que le gestionnaire peut offrir à titre exceptionnel des séjours avec hébergement limités à deux nuitées par an à organiser soit en semaine soit pendant le week-end. Cette disposition a pour objectif d'éviter les confusions avec les services agréés par l'État ayant pour mission d'organiser des colonies de vacances pour enfants.

Question 1990 (7.3.2012) de **M. Félix Braz** *(déi gréng)* concernant le **Centre de rétention:**

Le Centre de rétention est opérationnel depuis août 2011 et peut accueillir 88 personnes en attente de leur éloignement vers leur pays d'origine ou de provenance.

Dans ce contexte, je voudrais poser la question suivante à Monsieur le Ministre:

- Quel est le coût financier par jour d'une personne retenue au Centre de rétention?

- Quel est le coût moyen d'un éloignement forcé?

- Quel est le nombre d'assignations à résidence décidées depuis la mise en vigueur de cette procédure?

- Monsieur le Ministre s'est-il renseigné sur les «maisons de retour» belges, une alternative à la rétention, et a-t-il l'intention d'en installer une au Luxembourg?

Réponse (6.4.2012) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

Aux différents aspects de la question parlementaire, j'aimerais répondre comme suit:

- En tenant compte des frais de personnel, des dépenses courantes, ainsi que des acquisitions indispensables au bon fonctionnement du Centre de rétention, tout en faisant abstraction de l'amortissement du coût des infrastructures, le coût financier d'une personne placée en rétention administrative est évalué à 185 euros par jour. Considérant que le Centre n'est opérationnel que depuis le mois d'août 2011 et que le recul nécessaire fait encore défaut, il est en l'état impossible de chiffrer de façon exacte et définitive le coût quotidien du séjour d'une personne au Centre, le chiffre avancé constituant toutefois une estimation réaliste.

- À l'instar de la réponse précédente, il est difficile de faire le calcul exact du coût moyen d'un éloignement forcé. Ce coût est en effet tributaire de la somme de différents facteurs, à savoir, s'il s'agit d'un vol commercial ou d'un vol spécial («charter»), s'il s'agit d'un vol organisé par la direction de l'Immigration ou de la participation à un vol en commun avec d'autres États membres de l'UE en collaboration avec Frontex, de la compagnie aérienne, du type d'avion, de la destination du vol, du nombre de personnes éloignées et du nombre d'agents désignés pour l'escorte, de même que des coûts annexes (délivrance de laissez-passer et de visas, frais de séjour éventuels des agents de l'escorte,…). Il se dégage de ce qui précède que le coût d'un éloignement peut varier entre quelques centaines et plusieurs milliers d'euros.

- Au stade actuel, une seule assignation à résidence a été décidée. Je tiens à préciser que mes services sont actuellement en train d'élaborer un mode opératoire visant à mettre en œuvre de la meilleure manière possible cette alternative moins coercitive à la rétention administrative, tout en mettant l'accent sur la pratique du retour volontaire. Il va de soi que ce chiffre évoluera à court terme.

- Des agents de la direction de l'Immigration et du Centre de rétention ont récemment visité, avec leurs collègues de l'Office national des étrangers belge une «maison de retour», afin de se faire une idée plus claire de cette institution existant en Belgique depuis 2008. Bien que les personnes, notamment des familles avec enfants, soient administrativement parlant «retenues» à l'adresse de la «maison de retour», elles peuvent, conformément aux règles de fonctionnement et sous réserve de quelques restrictions, se déplacer librement lors de leur séjour. S'il est vrai que ce type de «maison ouverte» représente une alternative à l'assignation à résidence, voire au placement en rétention administrative, il n'en demeure pas moins que le taux de disparition s'élève à quelque 25% des personnes hébergées, et qu'en conséquence le pourcentage de personnes rapatriées est inférieur comparé à celui des personnes retenues dans les centres fermés. Il me semble dès lors trop tôt pour déterminer si ce modèle constitue la voie à suivre. Toutefois, le projet mérite réflexion et pourrait le cas échéant se traduire par un projet-pilote pour la réalisation duquel un financement partiel pourrait être demandé au Fonds retour européen.

Question 1992 (7.3.2012) de **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant le **programme européen «Fundamental Rights and Citizenship»:**

La loi du 16 décembre 2011 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2012 prévoit une contribution au programme européen «Fundamental Rights and Citizenship» à hauteur de 150.000 euros. L'année précédente le même article budgétaire s'était élevé à 324.000 euros.

Dans ce contexte, j'aurais aimé savoir de Monsieur le Premier Ministre et Ministre d'État:

1) Quelle est la raison de la réduction du montant d'une année à l'autre?

2) Pourriez-vous m'informer à quels projets sont destinés ces montants en 2012?

3) Quelles en ont été les affectations en 2011?

Réponse (12.4.2012) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

1) Le crédit relatif au programme européen «Fundamental Rights and Citizenship» figure dans le budget pour ordre de la loi du 16 décembre 2011 intitulé, ceci aussi bien du côté des recettes que des dépenses avec deux fois le montant de 150.000 euros (article 72 du budget pour ordre).

Cela signifie qu'il ne s'agit pas d'une contribution nationale au programme communautaire en question mais d'un transit de l'argent communautaire via le budget national aux bénéficiaires finaux.

Le programme européen «Droits fondamentaux et citoyenneté» (2007-2013) (décision 2007/252/CE) du Conseil (14 avril 2007) contribue à la promotion d'une société européenne fondée sur le respect des droits fondamentaux et des droits résultant de la citoyenneté de l'Union européenne.

Le programme est consacré aux points suivants: la protection des droits de l'enfant, la lutte contre le racisme, la xénophobie et l'antisémitisme, la lutte contre l'homophobie, la participation active à la vie démocratique de l'Union, la protection des données et les droits relatifs à la vie privée, la formation et le travail en réseau entre les professions juridiques et les praticiens du droit.

Les objectifs du programme sont réalisés au moyen d'actions transnationales (subventions d'actions), de subventions de fonctionnement ou d'initiatives de la Commission européenne (appels d'offres).

La Commission publie chaque année la liste des actions financées. Les ressources budgétaires disponibles sont inscrites aux crédits annuels du budget général de l'UE. Les crédits annuels disponibles sont autorisés par l'autorité budgétaire (Parlement européen et Conseil de l'Union européenne).

La Commission veille à ce que le bénéficiaire présente des rapports techniques et financiers sur l'état d'avancement des travaux pour toute action financée par le programme, ainsi qu'un rapport final dans les trois mois suivant la fin de l'action. De plus, la Commission veille à ce que les intérêts financiers de l'UE soient protégés par l'application de mesures préventives contre la fraude, la corruption et toute autre activité illégale.

La Commission présente un bilan annuel de la mise en œuvre du programme, un rapport intermédiaire d'évaluation des résultats obtenus, une communication sur la poursuite du programme (au plus tard le 30 août 2012) et un rapport d'évaluation après échéance du programme (au plus tard le 31 décembre 2014).

De plus amples informations peuvent être trouvées sur le site Internet (http://ec.europa.eu/justice/grants/programmes-citizenship/index.fr.htm).

2) Les projets auxquels les montants sont destinés en 2012 ne sont pas encore connus.

Le calendrier prévu pour l'appel à proposition relatif aux subventions de fonctionnement est le suivant:

Délai de présentation des propositions:
1er trimestre 2012

Avis du comité de programme:
2e trimestre 2012

Décision de la Commission:
2e trimestre 2011

3) Les priorités thématiques pour l'année 2011 ont été les suivantes:

- Droits fondamentaux

Combat contre le racisme, la xénophobie et l'antisémitisme

Lutte contre l'homophobie

Formation et travail en réseau entre professions juridiques et praticiens du droit

Promotion des droits de l'enfant tels que consacrés par la Charte et la Convention des Nations Unies.

- Citoyenneté

Participation active à la vie démocratique de l'Union

Correction du déséquilibre entre les sexes caractérisant la participation aux élections du Parlement européen

Meilleure connaissance de la réglementation de l'UE sur la libre circulation, notamment la directive 2004/38/CE

Partage des connaissances et échange des meilleures pratiques en matière d'acquisition et de perte de la citoyenneté de l'Union.

Question 1993 (7.3.2012) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant l'**installation de défibrillateurs semi-automatiques dans les trains:**

En France, des défibrillateurs semi-automatiques sont installés dans un grand nombre de gares et dans les trains à grande vitesse. Une politique similaire est poursuivie dans d'autres pays européens, notamment en Belgique. Ces appareils peuvent être utilisés par toute personne témoin d'un accident cardiaque sans formation aux premiers secours ou médicale. Selon des estimations, les défibrillateurs augmenteraient les chances de survie lors d'un arrêt cardiaque de 20 à 50%.

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si les CFL envisagent d'équiper également les gares et les trains luxembourgeois de défibrillateurs semi-automatiques?

Réponse (12.4.2012) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire n°1993 du 7 mars 2012, l'honorable Députée Claudia Dall'Agnol souhaite s'informer au sujet de l'équipement dans les gares et les trains luxembourgeois de défibrillateurs semi-automatiques.

Conformément au règlement grand-ducal du 19 novembre 2008 relatif à l'utilisation de défibrillateurs automatiques, les CFL ont équipé en 2009 la gare de Luxembourg de deux défibrillateurs semi-automatiques, comme il s'agit d'un lieu ouvert au public à très haute fréquentation.

En ce qui concerne les trains, et en cas d'un éventuel incident cardiaque d'un voyageur, il est fait appel à une ambulance qui prendra en charge le patient au prochain arrêt. Contrairement au réseau français, les arrêts au Luxembourg sont seulement éloignés de dix minutes de trajet au maximum. En outre, le personnel d'accompagnement des trains ainsi que le personnel dans les gares suivent régulièrement des cours de premiers secours.

En ce qui concerne les gares, il n'est actuellement pas prévu d'installer des défibrillateurs supplémentaires sur le réseau des CFL. Le dossier est toutefois annuellement réévalué par les CFL.

Question 1998 (7.3.2012) de **Mme Josée Lorsché** et **M. Félix Braz** *(déi gréng)* concernant la **journée d'orientation pour les signataires du contrat d'accueil et d'orientation:**

Le règlement grand-ducal du 2 septembre 2011 fixant les conditions d'application et modalités d'exécution relatives au contrat d'accueil et d'intégration prévoit au Chapitre V, article 18, la tenue d'une «journée d'orientation».

Le samedi 3 mars 2012, l'OLAI avait organisé la première journée d'orientation pour les signataires du contrat d'accueil et d'orientation en les locaux de la Chambre de Commerce. Un des ateliers proposés au choix avait comme titre: «La participation politique». Il était également prévu des visites de stands et de bornes d'information en petits groupes et individuellement, réunis sous le titre «Je m'oriente au Luxembourg».

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

1) Est-ce que les partis politiques étaient invités à se présenter avec un stand à la journée d'orientation?

2) Est-ce que les associations agréées par l'OLAI étaient invitées aux groupes de travail ainsi qu'à se présenter avec un stand?

3) Quelles associations avaient répondu positivement à l'invitation et étaient présentes?

4) Est-ce que les porteurs de projets de la campagne «je peux voter» étaient invités à participer aux groupes de travail et d'information?

5) Quels ont été les exposés tenus et par quels représentants issus du secteur public, privé et de la société civile?

6) Quels ont été les stands d'exposition qui accueillaient et informaient le candidat signataire sur l'accès aux services publics?

7) Quelle est l'origine par nationalité des signataires des contrats d'accueil et d'intégration?

8) Comment se répartissent les signataires par catégories socioprofessionnelles?

9) Quels consultants externes ont été associés à cette journée et quels ont été leurs honoraires?

Réponse (6.4.2012) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

1) Non, les partis politiques n'ont pas été invités à se présenter lors de la journée d'orientation.

2) L'OLAI ne délivre pas d'agrément aux associations. Il a des conventions avec trois associations et un accord de collaboration avec une autre.

3) En tant que carrefour associatif, le CLAE a été invité par l'OLAI et a participé à cette journée.

4) Non, les porteurs de projets de la campagne «je peux voter» n'étaient pas invités à participer dans le cadre de la journée d'orientation. Néanmoins la thématique de la participation politique et la sensibilisation à la possibilité d'inscription aux élections communales et éventuellement européennes a été abordée dans le cadre d'un des ateliers.

5) À côté des discussions dans cinq ateliers thématiques et des visites de stands d'information, les participants pouvaient choisir entre deux exposés d'une durée de 20 minutes:

- apprendre au Luxembourg: de l'enfance jusqu'à un âge avancé (par Madame Chantal Fandel du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle),

- le service de la Médiateure et les questions liées à l'immigration (par Madame Lydie Err, Médiateure).

6) Les participants ont pu visiter les stands d'information suivants:

- L'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration

- Le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

- Le département ministériel des Sports et le Comité olympique et sportif (COSL)

- La Luxembourg School for Commerce de la Chambre de Commerce

- L'Administration des Services de Secours

- Le Ministère des Affaires étrangères, direction de l'Immigration

- «De Guichet»

- La «Superdreckskëscht»

- Le CLAE

- Le Ministère de la Justice, Service de l'Indigénat

- Le Centre pour l'Égalité de traitement (CET)

Cette information a été complétée par quatre bornes présentant des mini-reportages sur des sujets déterminés effectués en collaboration avec les services concernés:

- Les chèques-service accueil

- Les structures de garde pour enfants

- La garantie locative et les aides à l'acquisition

- Le «Kulturpass»

7) Au 2 avril 2012 il y a 462 de 78 nationalités différentes qui se composent pour la moitié de ressortissants de pays tiers et pour la moitié de ressortissants de la Communauté européenne. Les portugais constituent de loin le groupe le plus représenté avec 28,57% des signataires. Ils sont suivis par les français (5,84%), les cap-verdiens (4,32%), les italiens (3,89%) et les espagnols (3,46%).

8) Les données relatives à la situation professionnelle des signataires dont nous disposons sont les suivantes:

Le statut professionnel

- Actif occupé: 51,94%

- Sans emploi et à la recherche d'un emploi: 25,54%

- Chômeur: 6,06%

- Inactif: 4,97%

- Retraité, pensionné: 2,81%

- Étudiant: 2,59%

Le secteur d'occupation

Les secteurs d'activité les plus représentés sont:

- Le nettoyage: 25,62%

- La restauration, hôtellerie: 15,70%

- La finance: 7,02%

- Le bâtiment, la construction: 6,20%

- Ensuite, à égalité le transport/logistique, la santé et l'informatique avec chaque fois 3,72%

Le type de contrat

Parmi les personnes actives

- 66,80% ont un contrat à durée indéterminée

- 25,31% ont un contrat à durée déterminée

- 4,15% exercent une activité indépendante ou libérale

- 2,07% ont un contrat intérimaire

9) Aucun consultant externe n'a été associé en 2012 quant à l'élaboration du programme de cette Journée.

Question 1999 (8.3.2012) de **M. Serge Urbany** *(déi Lénk)* concernant la **décharge d'ancienneté à accorder aux chargés de cours, chargés d'éducation et chargés d'enseignement actuellement engagés dans l'enseignement public:**

Dans le cadre des discussions actuelles en ce qui concerne les décharges d'ancienneté à accorder aux chargés de cours, chargés d'éducation et chargés d'enseignement, je souhaite poser la question parlementaire suivante à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Combien de chargés de cours, chargés d'éducation et chargés d'enseignement sont actuellement engagés dans l'enseignement public?

Je vous prie de me préciser pour chacune de ces catégories le nombre de personnes engagées à durée indéterminée, d'une part, et à durée déterminée, d'autre part,

- dans l'enseignement fondamental,

- dans l'enseignement secondaire et secondaire technique,

- dans la formation des adultes.

Prière de préciser également le nombre des chargés par tranche d'âge, année par année.

Sachant que les professeurs, instituteurs, maîtres de cours spéciaux et maîtres d'enseignement technique bénéficient à partir de l'âge de 45 années d'une décharge pour ancienneté d'une leçon d'enseignement, à partir de l'âge de 50 ans d'une décharge de deux leçons d'enseignement et à partir de l'âge de 55 ans d'une décharge de quatre leçons d'enseignement, je voudrais savoir:

- Combien de chargés de cours, chargés d'éducation ou chargés d'enseignement actuellement en service auront une ancienneté inférieure à 15 ans et combien auront une ancienneté égale ou supérieure à 15 ans à l'âge de 45 ans?

- Combien de chargés auront une ancienneté inférieure à 15 ans et combien auront une ancienneté égale ou supérieure à 15 ans à l'âge de 50 ans?

- Combien de chargés auront une ancienneté inférieure à 15 ans et combien auront une ancienneté égale ou supérieure à 15 ans à l'âge de 55 ans?

Réponse (10.4.2012) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Suivant le relevé de l'Administration du personnel de l'État, sont engagés en date du 1er janvier 2012 dans les différents ordres d'enseignement de l'enseignement public:

- 1.096 chargés de cours,

- 236 chargés d'éducation et

- 552 chargés d'enseignement.

En outre, des remplaçants interviennent ponctuellement et temporairement dans l'enseignement fondamental.

Ce tableau renseigne sur le nombre de chargés par tranche d'âge, année par année:

âge	nbr	âge	nbr	âge	nbr	âge	nbr	âge	nbr
21		31	51	41	41	51	57	61	12
22	4	32	61	42	37	52	61	62	8
23	27	33	30	43	45	53	46	63	4
24	39	34	38	44	47	54	57	64	4
25	60	35	40	45	53	55	45	65	3
26	46	36	44	46	53	56	62		
27	71	37	37	47	62	57	46		
28	57	38	35	48	71	58	36		
29	73	39	31	49	60	59	36		
30	65	40	42	50	69	60	18		

Le tableau suivant indique le nombre de chargés de cours, chargés d'éducation et chargés d'enseignement actuellement en service qui auront une ancienneté inférieure respectivement égale ou supérieure à 15 ans lorsqu'ils auront atteint l'âge de 45, 50 respectivement 55 ans.

	à 45 ans	à 50 ans	à 55 ans
Ancienneté inférieure à 15 ans	738	538	329
Ancienneté supérieure ou égale à 15 ans	1.146	1.346	1.555

En ce qui concerne les personnes engagées à durée déterminée respectivement indéterminée, je dispose des données suivantes:

Pour l'enseignement fondamental 795 agents font partie de la réserve des suppléants et sont engagés, en grande majorité, sous forme d'un CDI. 1.009 personnes disposant d'un CDD font des remplacements temporaires, dont 673 assurent des remplacements ponctuels payés par leçons prestées.

Pour l'enseignement secondaire et secondaire technique, la réserve nationale de chargés d'enseignement des lycées et lycées techniques compte 674 agents majoritairement en CDI et 225 chargés d'éducation en CDD.

Des 144 chargés de cours dans la formation des adultes, 17 ont un CDD et 127 un CDI.

Question 2001 (12.3.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant le **registre pour les directives anticipées:**

In der gemeinsamen Veröffentlichung beteiligter Ministerien „Ratgeber zur Palliativpflege" wurde ab Seite 17 die Patientenverfügung thematisiert, z. B.: „Wie können Sie sichergehen, dass Ihr letzter Wille respektiert wird?" Auf der Seite 19 steht geschrieben: „Zum gegenwärtigen Zeitpunkt ist keine zentrale Registrierung der Patientenverfügung vorgesehen." Auch muss angemerkt werden, dass auf der von der Stiftung Omega 90 erstellten Unterlage „Patientenverfügung" kein offizielles Visum eines zuständigen Ministeriums vorzufinden ist. Es handelt sich also um eine Unterlage, die nicht ausweist, dass sie von offizieller Seite als „angemessen" erachtet wird. In Deutschland ist die Prozedur der Registrierung der Patientenverfügung amtlich und offiziell geregelt, und zwar über die Bundesnotarkammer. Zudem kann die Patientenverfügung einfach und direkt über ein Webportal registriert werden.

Fragen:

1) Wieso gibt es kein Register, in dem die Patientenverfügung zentral eingetragen wird?

2) Wie schnell könnte ein solches Register nach deutschem Vorbild in Luxemburg geschaffen und operabel gemacht werden?

3) Wie kann heute von Ärzten und vom Pflegepersonal eindeutig festgestellt werden, dass die vorgelegte Patientenverfügung echt ist und es sich hier um die letzte Version der Patientenverfügung handelt?

4) Wie können Ärzte und Pflegepersonal von Menschen im Zustand des „Lebensendes" an das Dokument kommen, wenn es kein Register gibt, in dem die entsprechenden Details einsehbar sind?

5) Gibt es bereits medizinische oder mit medizinischen Fragen verwandte Register am IT- und eHealth-Standort Luxemburg?

Réponse (19.4.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Laut Gesetz vom 16. März 2009 wird die Palliativpflege als aktive, kontinuierliche und koordinierte Pflege seitens eines multidisziplinären Teams unter Achtung der Würde des Pflegebedürftigen definiert.

Der sterbende Patient kann selbst seinen Willen betreffend sein Lebensende und insbesondere die Beschränkung und die Einstellung von Behandlungen äußern.

Wenn ein sterbender Patient jedoch dazu nicht mehr in der Lage sein sollte, selbst seinen Willen auszudrücken, kann dieser Wille gegebenenfalls durch eine Patientenverfügung oder die Erklärung einer Vertrauensperson oder jeder anderen Person, die imstande ist, diesen Willen zu kennen, rekonstruiert werden. In diesem Fall erkundigt sich der Arzt nach einer eventuellen Verfügung.

Falls der behandelnde Arzt von einer Patientenverfügung Kenntnis erlangt hat, ist diese für ihn eine Orientierungshilfe.

Es ist richtig, dass es kein offizielles, vom Ministerium ausgearbeitetes Modell einer Patientenverfügung gibt.

Eine Patientenverfügung sollte jedoch ein schriftliches, datiertes und im Prinzip vom Patienten unterzeichnetes Dokument sein, in dem sein Wille für das Lebensende niedergeschrieben ist. Diese sollte der Patient selbst verfassen, solange er noch im Vollbesitz seiner geistigen Kräfte ist. Falls er jedoch nicht schreiben oder diese nicht unterzeichnen kann, kann die Patientenverfügung von einem Dritten geschrieben werden. In diesem Fall müssen zwei Zeugen bestätigen, dass das von einem Dritten geschriebene Dokument dem freien und klaren Willen des erwähnten Patienten entspricht.

Eine Patientenverfügung kann jederzeit vom Patienten geändert oder annulliert werden.

Eine Gültigkeitsdauer der Patientenverfügung wurde vom Gesetz nicht festgelegt. Es wird allerdings empfohlen, seine Patientenverfügung alle drei bis fünf Jahre zu überprüfen, um sicherzustellen, dass sie immer noch seinem Willen entspricht.

Wenn sich der Arzt nicht nach dem Inhalt der Patientenverfügung richtet, gibt er die Gründe dafür in der Patientenakte des Behandelten an und informiert die Vertrauensperson oder, falls es eine solche nicht gibt, die Familie des Patienten.

Widerspricht die Patientenverfügung der Überzeugung des behandelnden Arztes, muss dieser in Absprache mit der Vertrauensperson oder der Familie den sterbenden Patienten binnen 24 Stunden in die Obhut eines Kollegen geben, der bereit ist, die Patientenverfügung zu respektieren.

Es ist empfohlen, mindestens zwei Kopien einer Patientenverfügung anzufertigen und diese einer Vertrauensperson, einer Person aus dem direkten Umfeld oder dem behandelnden Arzt zu geben. Das Original der Patientenverfügung sollte an einem für das persönliche Umfeld bekannten, leicht zugänglichen Ort aufbewahrt werden.

Es ist momentan nicht vorgesehen, ein zentrales Register, in dem die Patientenverfügung eingetragen ist, zu schaffen. Jedoch wird die

Patientenverfügung sicherlich ein Bestandteil der zukünftigen informatisierten Patientenakte (dossier médical partagé) werden.

Weitere Informationen über die Palliativpflege sowie über die Patientenverfügung können im „Ratgeber zur Palliativpflege" nachgelesen werden, der auf dem „Portail santé" oder auf Nachfrage im Gesundheitsministerium erhältlich ist.

Question 2002 (12.3.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant le **Code déontologique pour les acteurs du secteur de la santé:**

Im Rahmen ihrer Tätigkeit kommen die Sozialarbeiter/innen in Situationen, in denen Patienten bestimmte Dienstleister vorgestellt werden müssen, um wählen zu können, welchen Dienstleister sie haben wollen, sei es im Bereich des Ambulanzdienstes oder des Pflegenetzes oder der Ärzte, die eine Nachsorge garantieren sollen. Der Sozialarbeiter kann die Entscheidung mit beeinflussen und es könnte problematisch werden, wenn hier konkrete private Interessen mit im Spiel wären. Das Prinzip der freien Wahl wäre hier verletzt.

Fragen:

1) Was sind die deontologischen Vorgaben der einzelnen Gesundheitsberufler, unter anderem der Sozialarbeiter, in Sachen einzuhaltender Verhaltensweisen bei der Beratung von Patienten und deren Entscheidungsfindung bei der Auswahl von Dienstleistern?

2) Sind dem Minister Fälle von Interessenkonflikten zugetragen worden?

3) Was wären eventuelle Sanktionen gegen die Sozialarbeiter bei einem Interessenkonflikt?

4) Wie will der Minister die Verhaltensweisen der Gesundheitsberufler allgemein in dieser Hinsicht in Erinnerung rufen?

5) Bei wem können Verstöße gegen die freie Wahl des Dienstleisters gemeldet werden, damit sich in der Praxis etwas ändert?

Réponse (22.3.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Durch die großherzogliche Verordnung vom 17. Oktober 2010 wurde ein deontologischer Kodex für die Gesundheitsberufe in Luxemburg eingeführt. Demnach gelten diese Regeln auch für die „assistants sociaux", die Sozialarbeiter.

Dieser Kodex sieht, nebst allgemeingültigen Verhaltensregeln, gemäß Artikel 12 die freie Entscheidungsfindung, d. h. auch bei der Auswahl von Dienstleistern, vor:

„Art. 12. Le professionnel de santé encourage la personne prise en charge à participer activement aux prestations. Dans ce contexte, il respecte la personnalité et le droit au libre choix de la personne et la fait participer si nécessaire aux prises de décisions, si elle en est capable. Le libre choix du traitement se manifeste par le consentement éclairé. Toutefois, en cas d'urgence vitale, le raisonnement éthique professionnel peut exiger du professionnel de santé des interventions sans le consentement éclairé de la personne."

In Artikel 22 heißt es weiter:

„Art. 22. Est interdit tout compérage entre professionnels de santé et médecins, pharmaciens, responsables de laboratoires d'analyses médicales, d'établissements de fabrication ou de vente de remèdes, d'appareils, de matériels ou de produits nécessaires à l'exercice d'une profession de santé, ainsi qu'entre professionnels de santé et responsables d'établissements de soins, d'établissements médico-sociaux ou sociaux ou toutes autres personnes."

Dementsprechend ist es Sozialarbeitern verboten, die freie Auswahl ihrer Patienten bezüglich der Auswahl bestimmter Dienstleister im Sinne etwaiger Eigeninteressen zu beeinflussen.

Bisher wurde mir keine Verfehlung in diesem Sinne mitgeteilt.

Eventuelle Verfehlungen gegen den deontologischen Kodex fallen unter das disziplinäre Recht und werden gemäß Kapitel 2 des abgeänderten Gesetzes vom 26. März 1992 (loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé) geahndet.

Gemäß Artikel 11 des o. g. Gesetzes von 1992 müssen Gesundheitsberufler, welche eine Ausübungserlaubnis erhalten, sich mit dem luxemburgischen Umfeld vertraut machen. Dies schließt auch die deontologischen Regeln ein. In diesem Sinne wird mit der Ausübungserlaubnis eine Kopie des Gesetzes von 1992 sowie des deontologischen Kodex zugestellt. Zudem sind all diese und weitere Texte auf der Internetseite www.sante.lu einsehbar.

Gemäß Artikel 27 des o. g. Gesetzes von 1992 kann ein Verstoß gegen eine der im besagten Kodex vorgesehenen Verhaltensregeln beim Präsidenten des „Conseil supérieur de certaines professions de santé" gemeldet werden. Sollte mein Ministerium über ein solches Fehlverhalten in Kenntnis gesetzt werden, so würde ich es unverzüglich an den Präsidenten des „Conseil supérieur de certaines professions de santé" weiterleiten.

Question 2003 (12.3.2012) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant l'**opposition de 26 pays contre l'inclusion de l'aviation dans le système communautaire d'échange de quotas d'émission:**

Am 20. Dezember 2007 einigten sich die Umweltminister der Europäischen Union, ab dem 1. Januar 2012 auch den Luftverkehr in den EU-Emissionsrechtehandel (ETS) zu integrieren.

Alle Fluglinien, die in der Europäischen Union starten oder landen, sollen in Zukunft unabhängig von ihrer Herkunft gleich den EU-Fluggesellschaften die Emissionszertifikate kaufen, und dies sowohl für Flüge in der Europäischen Union als auch für Interkontinentalflüge. Damit soll der seit 1990 um 87% gewachsene CO_2-Ausstoß des Luftverkehrs verringert werden. Der Verband Europäischer Fluggesellschaften (Association of European Airlines AEA) schätzt, dass diese Beteiligung Kosten von 17,5 Milliarden Euro während der Zeitspanne von 2012 bis 2020 für die Fluggesellschaften hervorrufen wird.

Ab dem 1. Januar 2012 müssen die Fluggesellschaften für das Jahr 2012 nur 15% der Zertifikate kaufen, die restlichen Prozente erhalten sie gratis. Leider haben viele Fluggesellschaften aus 26 Ländern, u. a. aus China und den Vereinigten Staaten von Amerika, bekannt gemacht, dass sie sich nicht an dem europäischen Klimaschutzprogramm beteiligen werden. Die Europäische Kommission gibt jedoch zu erkennen, dass sie von ihrer Position nicht abweichen wird und notfalls Strafen durchsetzen möchte. Der Europäische Gerichtshof sieht ebenfalls in dem Klimaschutzsystem ETS keine Steuer, sondern nur einen Mechanismus im Kampf gegen den Klimawandel.

In diesem Zusammenhang möchte ich dem Herrn Minister für nachhaltige Entwicklung und Infrastrukturen die folgenden Fragen stellen:

- Welche Gegenmaßnahmen haben die 26 Länder der Europäischen Union angedroht?

- Welche Auswirkungen werden diese auf die luxemburgischen Fluggesellschaften haben, die in verschiedenen von diesen Ländern, u. a. China und die Vereinigten Staaten von Amerika, über Landerechte verfügen?

- Wäre es nicht angebracht, dass die Fluggesellschaften aus Gründen der Transparenz die ETS-Kosten separat aufführen würden?

Réponse (2.5.2012) de **M. Marco Schank,** *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député, Monsieur Marcel Oberweis, il y a lieu d'affirmer qu'un groupe de 22 pays réunis à Moscou en février 2012 a adopté une déclaration lançant un appel à l'Union européenne et ses États de suspendre l'application du système communautaire d'échange de quotas d'émission (EU ETS) à des compagnies aériennes enregistrées dans des pays tiers. Les pays signataires de cette déclaration se disent décidés à envisager une ou plusieurs actions au cas où ils n'obtiendraient pas satisfaction. Parmi ces mesures figurent l'interdiction à leurs propres compagnies nationales de participer au EU ETS, l'imposition de taxes aux opérateurs européens, la révision d'accords relatifs à des services aériens, ou encore la suspension ou le report des discussions et négociations concernant l'amélioration des droits de trafic des compagnies aériennes de l'Union européenne.

La Commission européenne a demandé à chaque État membre de l'informer de toute mesure à laquelle un de ses opérateurs aériens se verrait confronté. À ce stade, il est prématuré de juger quelles conséquences la mise en œuvre éventuelle de l'une ou l'autre de ces mesures pourrait avoir pour les compagnies luxembourgeoises.

Enfin, la directive 2008/101/CE du 19 novembre 2008 modifiant la directive 2003/87/CE afin d'intégrer les activités aériennes dans le système communautaire d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre ne prévoit pas d'obligation pour les opérateurs aériens d'afficher les surcoûts éventuels liés au EU ETS ni existe-t-il de modalités de calculs harmonisées de ceux-ci.

Question 2004 (13.3.2012) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **revalorisation des friches industrielles:**

Les importantes mutations de l'industrie et notamment de la sidérurgie luxembourgeoise depuis le milieu des années 1990 ont rendu possible et nécessaire la reconversion des friches industrielles devenues disponibles dans le sud du pays.

Les friches industrielles couvrent une surface totale de 637,9 hectares, dont plus de 500 hectares au Luxembourg (le reste en France). Elles se répartissent sur dix sites différents, dont le plus grand est celui de Belval-Ouest.

Le site de Belval-Ouest est devenu l'exemple phare de la revalorisation des friches industrielles et sur d'autres friches telles que le site «Neischmelz» à Dudelange d'importants projets sont sur le point d'être réalisés. Cependant l'on doit constater que certains sites, comme par exemple celui des Terres Rouges à Esch, restent inutilisés.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes aux ministres concernés:

- Le Gouvernement entend-il donner une nouvelle affectation au site des Terres Rouges ainsi qu'aux autres sites qui deviendront disponibles dans les années à venir?

- Qu'en est-il de la responsabilité des anciens propriétaires des friches industrielles en ce qui concerne les sols contaminés?

Réponse (19.4.2012) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'honorable Député souhaite avoir des informations sur une nouvelle affectation au site des Terres Rouges.

D'emblée, il convient de souligner que la reconversion des friches industrielles demeure une priorité de la politique d'aménagement du territoire du Gouvernement à l'image notamment des considérables efforts réalisés à Belval, mais aussi à Dudelange ou encore à Wiltz.

Toutefois, une reconversion de qualité de ces sites, souvent fortement pollués, demande des investissements conséquents qui requièrent un phasage dans le temps en fonction de la situation économique et budgétaire de l'État ainsi que des besoins réels en termes de développement.

En ce qui concerne plus particulièrement le site des Terres Rouges, il convient de rappeler que ce site fait partie des quatre sites jugés prioritaires parmi les dix sites retenus regroupant environ 650 hectares. Il s'agit d'un site remarquablement bien placé à cheval sur la frontière franco-luxembourgeoise, à proximité immédiate du centre-ville d'Esch-sur-Alzette. C'est pour ces raisons qu'il importe de reconsidérer la future affectation de ce site au niveau de la coopération transfrontalière franco-luxembourgeoise qui est sur le point d'être formalisée et intensifiée dans la cadre du GECT (groupement européen de coopération territoriale) Alzette-Belval qui vient d'être juridiquement créé. Par ailleurs, seront à définir dans ce contexte le rôle d'AGORA ainsi que celui de l'EPA (établissement public d'aménagement) Alzette-Belval français qui vient lui aussi d'être créé.

Enfin, en ce qui concerne la responsabilité d'anciens propriétaires des terrains dans ce contexte, c'est le principe du pollueur-payeur qui devra jouer.

Question 2005 (13.3.2012) de **M. Félix Braz** *(déi gréng)* concernant la **double peine:**

Conformément à la loi en vigueur, de nombreux citoyens d'origine étrangère se voient confrontés à un ordre de quitter le territoire national au moment où ils sortent de prison. Si les papiers de la personne élargie ne sont pas en règle et que donc elle n'est pas expulsable sur le champ, elle est conduite directement du Centre pénitentiaire au «Centre de rétention» du Findel.

Cette double peine est perçue comme injuste par les ressortissants étrangers qui ne s'opposent pas à leur rapatriement, mais que l'absence de papiers de voyage valables empêche malgré eux de quitter notre territoire.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Pourquoi le Ministère de l'Immigration ne commence-t-il pas déjà les préparatifs pour le retour pendant la détention pour éviter ainsi le passage au Centre de rétention?

- Quelles sont les raisons du manque de coopération entre le Ministère de la Justice et le Ministère de l'Immigration sur ce point précis?

- Quel est le coût supplémentaire pour le contribuable résultant de ce manque de coordination administrative?

Réponse commune (16.4.2012) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Justice*, et de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

Contrairement à l'affirmation de l'honorable Député, copiée du communiqué de presse de «Action Luxembourg Ouvert et Solidaire - Ligue des droits de l'Homme» (11 mars 2012), ce n'est pas un manque de collaboration entre le Ministère de la Justice et le «Ministère de l'Immigration» qui est à l'origine d'un transfert d'une personne en fin de peine du Centre pénitentiaire vers le Centre de rétention, mais bien un manque de collaboration, du moins dans la majorité des cas, entre la personne incarcérée et les services de la direction de l'Immigration.

En fait, tout étranger incarcéré au Luxembourg, sans y avoir son domicile, peut bénéficier d'une libération anticipée du moment où il dispose d'un document de voyage qui lui permet de quitter régulièrement le territoire luxembourgeois, voire le territoire Schengen. Si tel n'est pas le cas, nombre de détenus entreprennent eux-mêmes, aidés en cela par les agents du Service psycho-socio-éducatif (SPSE) du CPL ou encore leur avocat, les démarches nécessaires pour se procurer auprès de leur ambassade ou d'un consulat de leur pays d'origine le document de voyage requis, ou encore pour prouver qu'ils disposent d'un titre de séjour dans un autre État membre de l'Union européenne et peuvent donc y retourner régulièrement. La majorité des étrangers condamnés et détenus au Luxembourg, mais n'y ayant pas leur domicile, profitent de cette possibilité de pouvoir être libérés anticipativement sous condition de devoir quitter le pays. Le «Ministre de l'Immigration» n'intervient dans ce processus que pour délivrer le refus de séjour et l'interdiction du territoire requis pour que le délégué du procureur général d'État pour la direction générale des établissements pénitentiaires puisse décider d'accorder la libération anticipée.

La seule raison pour qu'un détenu étranger ne veuille pas bénéficier d'une libération anticipée et qu'il préfère purger l'intégralité de sa peine, est parce qu'il ne veut pas quitter le pays. Il ne va donc pas collaborer à l'établissement de son identité et de sa nationalité si celles-ci ne sont pas connues. Il n'est donc pas correct d'affirmer, comme le fait l'ALOS-LDH que «cette mesure est perçue comme d'autant plus injuste par les ressortissants étrangers qui ne s'opposent pas à leur rapatriement, mais que l'absence de papiers de voyage valables empêche malgré eux de quitter notre territoire».

Or, l'établissement de l'identité et de la nationalité sont nécessaires pour qu'un document de voyage permettant au détenu de quitter le pays en fin de peine puisse être établi par les autorités de son pays d'origine.

Trois mois avant le terme de la peine d'emprisonnement, la direction de l'Immigration en est informée par l'administration pénitentiaire. Ce délai peut être plus court en cas de réduction de la durée de la peine d'emprisonnement effective par la durée de la détention préventive déjà subie.

Au moment où la direction de l'Immigration est informée, elle entreprend les démarches nécessaires à la délivrance d'un titre de voyage, c'est-à-dire, un laissez-passer permettant le retour dans le pays d'origine. Si l'identité et la nationalité sont établies ou peuvent être valablement présumées sur base de documents en possession du détenu, le délai des trois mois suffit normalement à la direction de l'Immigration pour se procurer le laissez-passer requis, voire les visas nécessaires aux agents de l'escorte. Si le détenu ne présente aucun document permettant l'établissement de son identité et de sa nationalité, l'unique moyen prévu dans les accords de réadmission pour ce faire reste la présentation de la personne incarcérée aux autorités consulaires de son pays d'origine, voire de son pays d'origine déclaré ou présumé. Or, conformément à l'article 36, paragraphe 1., point c), de la Convention de Vienne sur les relations consulaires conclue le 24 avril 1963, «(…) les fonctionnaires consulaires doivent s'abstenir d'intervenir en faveur d'un ressortissant incarcéré ou mis en état de détention pré-

ventive ou toute autre forme de détention lorsque l'intéressé s'y oppose formellement».

Abstraction faite que la direction de l'Immigration n'est certainement pas autorisée à présenter un condamné aux autorités consulaires de son pays d'origine, en plus implantées dans la plupart des cas non pas à Luxembourg, mais à Bruxelles, elle n'est pas non plus en mesure d'inviter ces autorités à venir identifier leur national à Luxembourg si celui-ci s'y oppose. Et pourquoi, à trois mois de sa libération, donnerait-il tout à coup son accord pour une collaboration qu'il a refusée jusque là?

Or, faute de cette collaboration, ce n'est effectivement que du moment où la personne n'est plus en détention, mais en rétention administrative que l'établissement de l'identité et de la nationalité de la personne concernée par les autorités consulaires de son pays d'origine et la délivrance d'un laissez-passer peuvent se faire.

C'est ainsi que depuis l'ouverture du Centre de rétention et jusqu'à fin mars de cette année, 24 personnes y ont été transférées après avoir subi leur peine d'emprisonnement ou avoir été libérées de leur détention préventive. Pour cette dernière catégorie de personnes, est-il nécessaire de préciser que la direction de l'Immigration n'est pas en mesure d'entamer de quelconques préparatifs pour un retour, alors que l'évolution de leur situation n'est pas établie?

- Il est donc faux d'affirmer que le «Ministère de l'Immigration» ne commencerait pas les préparatifs pour un retour pendant la détention. Il n'y a toutefois pas de garantie que ces préparatifs soient terminés le jour de la libération de la personne détenue.

- Il est faux d'affirmer qu'il n'existerait pas de coopération entre le Ministère de la Justice et le «Ministère de l'Immigration». Il est exact que les agents du «Service Retours» de la direction de l'Immigration et les agents du Centre pénitentiaire de Luxembourg ont des contacts presque journaliers.

- Le coût financier d'une personne placée en rétention administrative est évalué à 185 euros par jour (cf. réponse à la question parlementaire n°1990) *(cf. ci-dessus)*.

Question 2006 (14.3.2012) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **règles d'étiquetage des denrées alimentaires:**

De plus en plus de personnes souffrent d'une allergie alimentaire (intolérance au gluten, au lactose, aux œufs etc.). Les concernés ont souvent une qualité de vie réduite, non seulement à cause de leur pathologie, mais aussi parce qu'il s'avère parfois très compliqué d'acheter des produits répondant à leur besoin.

Afin de remédier à cette situation l'étiquetage des denrées alimentaires est soumis à des règles au niveau européen permettant aux consommateurs de disposer d'informations complètes sur le contenu et la composition des produits alimentaires. L'étiquetage aide les consommateurs à acheter leurs denrées alimentaires en connaissance de cause.

Or, selon mes informations, ces règles d'étiquetage ne sont actuellement pas encore appliquées au Luxembourg.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes aux Ministres concernés:

- Le Gouvernement peut-il confirmer la situation décrite ci-dessus?

- Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons et dans quels délais le Gouvernement entend-il appliquer les règles en question?

Réponse (24.4.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Le règlement grand-ducal modifié du 14 décembre 2000 concernant l'étiquetage et la présentation des denrées alimentaires ainsi que la publicité faite à leur égard prévoit actuellement les règles applicables en matière d'étiquetage et de présentation des denrées alimentaires en soumettant notamment depuis l'année 2005 les additifs, les auxiliaires technologiques et les autres substances qui ont des effets allergènes à des règles d'étiquetage qui visent à informer l'ensemble des consommateurs et à protéger la santé de certains d'entre eux.

Il est néanmoins vrai, comme le remarque l'honorable Député, qu'une nouvelle réglementation communautaire, à savoir le règlement (UE) n°1169/2011 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2011 concernant l'information des consommateurs sur les denrées alimentaires, vient d'être adoptée.

Or, ce règlement communautaire n'est pas encore en vigueur alors que la plupart de ses dispositions seront applicables à partir du 13 décembre 2014, à l'exception des dispositions concernant l'obligation de faire une déclaration nutritionnelle, qui sera applicable à partir du 13 décembre 2016.

Ce règlement s'appliquera aux exploitants du secteur alimentaire à tous les stades de la chaîne alimentaire. Il réglementera toutes les denrées alimentaires destinées au consommateur final, y compris celles servies par les collectivités, ou destinées à être livrées à des collectivités.

Le but de cette réglementation est de fournir de façon transparente toutes les informations utiles au consommateur et d'éviter qu'un consommateur soit induit en erreur sur les caractéristiques, les propriétés ou les effets d'une denrée alimentaire ou que des propriétés de prévention, de traitement et de guérison d'une maladie humaine soient attribuées à une denrée alimentaire.

Certaines mentions seront obligatoires, dont notamment la mention relative à des substances provoquant des allergies ou des intolérances (arachides, lait, moutarde, poisson, céréales contenant du gluten, etc.), alors que d'autres mentions seront facultatives.

Lorsque les denrées alimentaires sont préemballées, ces informations obligatoires devront apparaître sur le préemballage ou sur une étiquette attachée à celui-ci.

Par contre, pour les denrées alimentaires qui ne sont pas préemballées, les informations alimentaires devront être transmises à l'exploitant recevant lesdites denrées afin que ce dernier soit en mesure de les fournir au consommateur final, si cela s'avère nécessaire. Les informations sur les allergènes devront également être fournies pour la vente en vrac de denrées alimentaires.

D'autres informations pourront être fournies à titre volontaire et elles devront satisfaire aux exigences suivantes:

- ne pas induire le consommateur en erreur;

- ne pas être ambiguës ou déroutantes;

- se fonder, le cas échéant, sur des données scientifiques pertinentes.

Par ailleurs, les mentions facultatives ne devront pas, par leur présentation, prendre le dessus sur les informations dont la mention est obligatoire.

La Commission devra adopter des mesures pour s'assurer que les informations facultatives servant à indiquer la présence accidentelle de substances provoquant des allergies ou des intolérances, l'acceptabilité d'une denrée pour les végétariens ou les végétaliens, l'apport de référence pour des catégories particulières de population etc. répondent aux exigences mentionnées ci-avant.

Le Ministère de la Santé veillera dès lors à prendre les mesures d'application exigées par le règlement (UE) n°1169/2011 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2011 concernant l'information des consommateurs une fois que celui-ci sera entré en vigueur.

Question 2008 (14.3.2012) de **M. Jean-Paul Schaaf** *(CSV)* concernant la **situation de la commune d'Ettelbruck:**

L'organisation policière avec ses six circonscriptions régionales, ses 13 centres d'interventions et ses 49 commissariats de proximité est une structure organisationnelle et opérationnelle qui a fait ses preuves. Néanmoins, au vu des changements sur le terrain, de l'évolution de la criminalité et du développement des incivilités ainsi que du sentiment subjectif d'insécurité dans la population, je désire poser une série de questions au sujet de la situation de la commune d'Ettelbruck.

En tant que ville estudiantine, commerciale, culturelle, pôle régional d'emplois et gare ferroviaire d'importance nationale, Ettelbruck est hautement fréquenté par un public très large et diversifié.

Il importe que la population locale ainsi que les visiteurs de la ville aient un sentiment de sécurité suffisant, ceci surtout à des heures où le commissariat de proximité - malgré ses efforts d'étendre son ouverture au-delà des heures de bureau - ne peut plus assurer une présence visible et suffisante sur le terrain.

Au vu de ce qui précède, je désire poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- La Police grand-ducale établit-elle des statistiques nationales desquelles il ressort la charge de travail par commissariat respectivement par agent de police?

- Si tel est le cas, le commissariat d'Ettelbruck est-il suffisamment doté en personnel afin de garantir une charge de travail égale entre les agents du pays?

- Au cas où la charge de travail serait plus élevée qu'ailleurs, le Ministre peut-il y remédier?

- Par certains moments de la journée respectivement en soirée et pendant le weekend, les usagers du transport public requièrent une présence systématique des forces de l'ordre. Est-il envisageable d'étendre les heures d'ouverture du commissariat de proximité et de renforcer l'effectif afin d'assurer une présence préventive et de surveillance aux endroits sensibles?

Réponse (4.4.2012) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Dans le cadre des travaux de réforme de la Police grand-ducale, la police m'a soumis une analyse détaillée de la charge de travail par policier et par unité territoriale. De cette évaluation, il ressort que les activités du commissariat de proximité d'Ettelbruck sont en légère augmentation, mais qui se reflète dans la moyenne nationale relevée.

Je tiens par ailleurs à souligner que non seulement le commissariat de proximité, mais d'autres unités de la région de Diekirch, comme le centre d'intervention, le Service de Recherche et d'Enquête Criminelles etc. couvrent le territoire de la ville. Par ailleurs, la direction régionale, de par le principe de l'autonomie régionale retenue par la loi du 31 mai 1999 sur la Police grand-ducale et l'Inspection Générale de la Police, peut à tout moment adapter ses moyens aux besoins ponctuels.

Je n'envisage à l'heure actuelle aucune augmentation des effectifs du commissariat de proximité d'Ettelbruck.

Question 2009 (14.3.2012) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant l'**emprunt levé par l'État luxembourgeois:**

L'État luxembourgeois vient de lever un emprunt d'un milliard d'euros auprès d'institutions sur les marchés internationaux.

- Le Gouvernement peut-il expliquer pourquoi il a choisi cette démarche plutôt que de s'adresser directement aux institutions et aux personnes physiques du Grand-Duché?

Réponse (17.4.2012) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre du Trésor:*

Le 12 mars 2012, l'État luxembourgeois a émis une obligation d'État d'un montant de un milliard d'euros avec une maturité à dix ans (l'emprunt obligataire arrivant à échéance le 21 mars 2022).

L'État luxembourgeois a opté pour un placement de l'emprunt obligataire auprès d'investisseurs institutionnels.

Le choix de l'instrument de dette s'explique par les considérations suivantes:

1) Financement au moindre coût: en choisissant judicieusement le moment de l'émission de cette obligation, l'État luxembourgeois a bénéficié de la forte demande qui existe actuellement sur le marché des investisseurs institutionnels pour des titres de dette «souveraine» avec une notation AAA pour s'assurer un financement à long terme (dix ans) à un taux d'intérêt bas (2,25%) en comparaison avec d'autres émetteurs souverains. Il est peu probable que des modes de financement alternatifs auraient permis à l'État luxembourgeois de se financer à un taux d'intérêt comparable pour une maturité à long terme.

2) Efficacité: l'émission d'un emprunt s'adressant à des investisseurs institutionnels nécessite une phase préparatoire et période de souscription relativement courte et ceci se répercute également sur les frais connexes liés à l'émission de l'emprunt. Ainsi, la lettre d'engagement entre l'État luxembourgeois et le syndicat de banques mandaté pour exécuter la transaction fut signée le 14 février 2012 et la transaction elle-même fut exécutée le 12 mars 2012. Par ailleurs, il convient de relever qu'en date du 12 mars 2012, le «livre des commandes» a été clôturé après moins de deux heures et demie. À titre de comparaison, l'émission d'un emprunt «grand public» implique en général une période de souscription de quatre à cinq semaines.

3) Nécessité de se constituer une base d'investisseurs: la situation actuelle des finances publiques - caractérisée notamment par des déficits de l'administration centrale de l'ordre de un milliard d'euros depuis 2009 - et les perspectives à moyen terme rendent nécessaire un financement des déficits par voie d'émission de dette publique à des intervalles réguliers. Malgré le fait que le Luxembourg bénéficie d'une notation AAA, le Luxembourg émet des «volumes» de dette publique qui, en niveau absolu, sont relativement faibles. Par conséquent, la «liquidité» relativement faible de la dette publique luxembourgeoise constitue, aux yeux des investisseurs, un désavantage par rapport aux titres de dette publique émis par d'autres émetteurs souverains - et ceci malgré la notation AAA. Ce désavantage se traduit par un différentiel au niveau des taux d'intérêt en défaveur du Luxembourg. Afin de minimiser ce désavantage, il est relativement important de signaler aux investisseurs potentiels que le Luxembourg dispose d'une stratégie d'émission de dette publique à moyen terme qui s'articule par le biais d'un instrument de dette spécifique, en l'occurrence l'émission régulière d'emprunts s'adressant à des investisseurs institutionnels. Il est important de préciser que ceci n'exclut pas le recours ponctuel à des instruments de dette alternatifs.

Question 2011 (15.3.2012) de **Mme Josée Lorsché** et **M. Claude Adam** *(déi gréng)* concernant la **scolarisation des enfants de demandeurs de protection internationale au Luxembourg:**

Le règlement grand-ducal du 16 juin 2009 déterminant le fonctionnement des cours d'accueil et des classes d'accueil pour enfants nouvellement installés au pays énonce dans son article 1er que «l'élève qui intègre l'enseignement fondamental en cours de scolarité et qui ne maîtrise pas suffisamment la langue luxembourgeoise (premier cycle) respectivement la langue allemande ou la langue française (deuxième, troisième ou quatrième cycles) pour pouvoir suivre l'enseignement fondamental (…), est inscrit sur décision de l'inspecteur dans une classe du cycle correspondant à son âge et suit un ou plusieurs cours d'accueil hebdomadaires en dehors de sa classe d'attache pour apprendre de manière intensive la ou les langues de l'école». L'article 17 prévoit ensuite qu'en cas de «besoins exceptionnels dépassant le cadre communal», l'État peut mettre en place des classes spécialisées dites «classes d'accueil».

Selon la loi, l'intégration des enfants nouvellement installés au pays dans les classes habituelles de l'école fondamentale constitue la règle et leur ségrégation au sein de classes spécialisées doit donc rester l'exception.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

1) Madame la Ministre peut-elle confirmer que les enfants des demandeurs de protection internationale résidant au Luxembourg sont assimilés aux enfants nouvellement installés au pays au sens du règlement grand-ducal précité?

2) Quel est le nombre d'enfants de demandeurs de protection internationale actuellement inscrits dans les classes normales de l'école fondamentale luxembourgeoise?

3) Quel est le nombre d'enfants de demandeurs de protection internationale actuellement scolarisés dans des classes d'accueil spécialisées?

4) Combien de classes d'accueil spécialisées fonctionnent actuellement et à quels endroits du pays se trouvent-elles?

5) De quel appui les communes peuvent-elles bénéficier pour assurer un accueil encadré de ces élèves au sein de leurs classes de l'école fondamentale?

Réponse (13.4.2012) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

1) En vue du maintien de la cohésion sociale, il m'importe de ne pas mettre à l'écart les enfants de demandeurs de protection internationale lors de leur séjour au Luxembourg. Cependant, eu égard à l'évolution récente et à l'arrivée massive de personnes logées dans des structures dépassant le cadre communal, j'ai décidé de recourir pour la scolarisation de leurs enfants aux classes spécialisées d'accueil de l'État conformément à l'article 17 du règlement grand-ducal du 16 juin 2009 déterminant le fonctionnement des cours d'accueil et des classes d'accueil pour enfants nouvellement installés au pays. Je considère cette mesure comme transitoire.

2) Depuis le début de l'année scolaire en cours, 75 enfants de demandeurs de protection inter-

nationale sont inscrits dans les classes régulières de l'école fondamentale conformément à l'article 1er du règlement grand-ducal du 16 juin 2009 déterminant le fonctionnement des cours d'accueil et des classes d'accueil pour enfants nouvellement installés au pays.

3) 134 enfants de demandeurs de protection internationale sont actuellement inscrits dans les classes spécialisées d'accueil de l'État conformément à l'article 17 du règlement grand-ducal du 16 juin 2009 déterminant le fonctionnement des cours d'accueil et des classes d'accueil pour enfants nouvellement installés au pays.

4) Les classes spécialisées d'accueil de l'État sont créées en fonction des structures d'hébergement organisées par le Ministère de la Famille et de l'Intégration. Actuellement, 15 classes fonctionnent dans les régions nord, centre, ouest et sud du pays.

5) L'État intervient à plusieurs niveaux pour faciliter l'accueil et soutenir les communes concernées.

L'État accorde, tout comme par le passé, aux communes concernées un forfait pouvant atteindre 991,57 euros par an et par enfant de demandeurs de protection internationale, scolarisé dans les classes ordinaires de l'enseignement fondamental. Le montant de l'indemnité est calculé en fonction du nombre de jours pendant lesquels l'élève a fréquenté la classe.

Par ailleurs, les mesures d'aide pour les élèves de langue étrangère s'adressent également aux enfants de demandeurs de protection internationale. Par exemple, le soutien donné par les médiateurs interculturels, qui aident l'enseignant régulièrement en classe et qui interviennent de manière ponctuelle pour des besoins de traduction et de mise en contact avec les parents des élèves, est également pris en charge par l'État dans le cas des enfants de demandeurs de protection internationale.

De même, la Cellule d'accueil scolaire pour élèves nouveaux arrivants offre un soutien pédagogique aux enseignants concernés par l'accueil d'élèves récemment arrivés au pays, ce par le biais d'un travail d'information et de conseil et par la mise à disposition d'un matériel didactique adapté aux besoins de ces élèves. Ces séances d'information personnalisées sont complétées par une offre de formation continue spécifique.

Question 2013 (16.3.2012) de **MM. Marc Angel** et **Ben Fayot** *(LSAP)* concernant les **subsides des associations œuvrant dans le domaine de l'intégration:**

Chaque année est établie une enveloppe budgétaire pour les associations œuvrant dans le domaine de l'intégration qui s'élèverait à près de deux millions d'euros. Selon nos informations, il existe une quantité et une diversité très grande parmi les associations promouvant la participation culturelle, sociale et politique des non-luxembourgeois dans notre pays. Parmi cette panoplie d'acteurs de la société civile, certains ont plus de moyens que d'autres. Par ailleurs, l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI) a, en 2010, commandité une étude auprès d'une société de consultance dénommée Mouvens «pour mieux connaître les besoins des associations entre autres en matière d'élaboration et de gestion de projets soutenus financièrement au niveau national ou européen» (OLAI, Rapport 2010). Il ressort de cette étude principalement deux conclusions: un besoin de clarifier le rôle de chacune des plateformes ou associations conventionnées avec l'OLAI et d'autre part une connaissance inégale des possibilités de financement et un manque de savoir-faire des associations en la matière.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes:

1. À des effets de transparence, combien et quelles sont les associations qui bénéficient de subsides de la part du Ministère, respectivement de l'OLAI pour des activités ayant trait à l'intégration?

2. Quels sont les instruments de contrôle et d'évaluation dont le Ministère dispose pour vérifier l'application des subventions? Quel suivi est fait des projets et/ou associations bénéficiant d'une aide financière?

3. Quels sont les critères établis pour l'allocation ou le refus de crédits et subventions aux différentes associations et/ou projets?

4. Quelles sont les stratégies en matière de soutiens financiers d'associations et/ou projets que Madame la Ministre entend appliquer, tout en tenant compte des conclusions de l'étude de Mouvens?

Réponse (17.4.2012) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

1. 23 associations différentes ont bénéficié en 2011 de l'article 12.3.33.010 libellé «Subsides à des œuvres de bienfaisance et de solidarité sociale en faveur des étrangers; subsides à des associations socioculturelles favorisant l'intégration des étrangers; subsides pour des projets d'intégration d'envergure nationale».

Les associations bénéficiant d'un subside sont diverses et variées: il s'agit aussi bien de plateformes telles que le CLAE, l'ASTI ou le CEFIS, que d'associations de petite ou moyenne taille représentant leur(s) communautés(s) telles que la Maison de l'Afrique, le Centre culturel serbe, la Confédération de la communauté portugaise, ou le Deutscher Verein in Luxemburg.

2. L'article «subsides» est un article qui permet de soutenir des associations de manière ponctuelle. Il s'agit en général d'une somme forfaitaire. La demande est généralement introduite avant la date de l'évènement à organiser et doit comporter un budget précis. Une fois l'évènement passé, un décompte détaillé des recettes et dépenses doit être produit. Il se peut également que ce soit un subside d'encouragement aux activités organisées au cours d'une année, apprécié sur base du rapport d'activités fourni.

3. Le projet pour lequel la demande est faite doit favoriser l'intégration au Luxembourg.

Sont reconnus comme prioritaires, les projets qui s'insèrent dans le cadre des priorités du Plan d'action national pluriannuel d'intégration et de lutte contre les discriminations.

Sont refusés les projets qui sont organisés à l'étranger ou qui n'ont pour objectif que de recueillir des fonds pour soutenir un projet humanitaire dans les pays d'origine.

4. Une grande partie des associations manquent de compétence en matière de construction de projets. Voilà pourquoi j'ai demandé au CLAE en sa qualité de carrefour associatif dans le cadre de sa convention avec l'État, de mettre en place des modules de formations à l'attention notamment des petites associations ainsi que d'organiser, en complément, des ateliers thématiques à l'attention du milieu associatif en général.

Par ailleurs, dans le cadre de la politique d'intégration au niveau local, des outils de construction de projets sont en train d'être élaborés au niveau de l'OLAI, outils qui peuvent être utiles aussi bien aux administrations et services communaux qu'aux associations locales.

Question 2019 (19.3.2012) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **professeur de langue luxembourgeoise:**

Depuis le vote de la loi portant création a) d'un Institut national de langues et b) de la fonction de professeur de langue luxembourgeoise le 7 mai 2009, le MENFP est autorisé à engager des professeurs (grade E7) appelés à enseigner la langue et la culture luxembourgeoises.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre peut-elle fournir des détails sur la formation du master en langue et littérature luxembourgeoises?

- Combien d'enseignants fréquentent actuellement le stage pédagogique en vue d'une nomination dans la carrière du professeur de langue luxembourgeoise? Le MENFP s'est-il vu obligé d'organiser un examen-concours de recrutement dans cette discipline?

- Quels sont les établissements de formation qui recrutent prioritairement des professeurs de langue luxembourgeoise?

Réponse (28.3.2012) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

De Master a Lëtzebuerger Studien, Master en langues, cultures et médias, gëtt op der Universitéit Lëtzebuerg ugebueden. Informatiounen iwwert déi Studie fënnt een um Site: http://malux.uni.lu

Op deem Site steet ugaangs: «D'Lëtzebuerger Sprooch, Kultur, Literatur an d'Medien an hirer Entwécklung an an hirem spezifesche gesellschaftleche Kontext stinn am Zentrum vun dësem Masterstudiegang.» Am Summer 2011 kruten déi éischt Absolventen dee Master.

Den Éducatiounsministère engagéiert zanter dësem Joer Stagiairen an der Carrière vum Professeur de lettres, spécialité «luxembourgeois». D'Konditioun, fir do zougelooss ze ginn, ass en «Bachelor en langues ou lettres» an en «Master en langue et littérature luxembourgeoises». Dat steet esou am Artikel 12 vum Gesetz vum 12. Mee 2009 iwwert den Institut national des langues an iwwert de Professeur de langue luxembourgeoise.

Dëst Joer war also den éischten Examen-concours de recrutement am Lëtzebuergeschen. Et woren dräi Kandidaten zougelooss an déi dräi hunn et och gepackt. Et ass esou, datt de Ministère ëmmer esou en Examen-concours organiséiert, och wann et net méi Kandidate gëtt wéi Posten do sinn. D'Kandidate musse fir d'Éischt den Exame packen. Wann där méi do si wéi Posten, gëtt e Klassement gemaach an déi Bescht gi geholl. Mä dat war hei net néideg.

D'Épreuvë vum Concours waren déi heiten:

- Eng Dissertatioun a Lëtzebuerger Sprooch.

- Eng Épreuve mat zwou Iwwersetzungen: déi eng vun Däitsch op Lëtzebuergesch, déi aner vu Franséisch op Lëtzebuergesch.

- Eng mëndlech Épreuve, wou et ëm d'Analys vun engem literareschen Text geet. Do huet de Kandidat de Choix tëscht zwee Texter; dat waren dëst Joer «D'porzeläins an d'ierde Schierbel» vum Antoine Meyer, an en Auszuch aus «Hannert dem Atlantik» vum Guy Rewenig.

Déi dräi Stagiaire sinn elo am drëtten Trimester an den Institut national des langues affectéiert. Am zweete Joer Stage kënnt da fir jiddwereen nach e Lycée derbäi, dee Classes d'insertion huet, wou Schüler, déi rezent immigréiert sinn, Lëtzebuergesch als Friemsprooch léieren.

Question 2024 (21.3.2012) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **défaut d'accès à l'internet pour les policiers des commissariats de proximité:**

Je viens d'apprendre que les policiers des commissariats de proximité ne bénéficient pas d'accès à l'internet. Cet accès s'avère de plus en plus indispensable pour assurer les missions courantes des commissariats et en particulier lorsqu'il s'agit d'effectuer des recherches en cas de plaintes, telles par exemple le cyber-mobbing.

Voilà pourquoi je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer cette information?

- Dans l'affirmative, pour quelle(s) raison(s) les policiers ne peuvent-ils pas recourir à un tel accès?

- Monsieur le Ministre serait-il disposé à réserver aux agents de police concernés un accès à l'internet? Si tel était le cas, dans quels délais cette mesure pourrait-elle se concrétiser au plus tard?

Réponse (26.4.2012) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

À l'heure actuelle, tous les membres de la Police grand-ducale ont, via le portail Intranet de la police, un accès direct à plus de 200 sites nationaux et internationaux.

Au courant de 2012, la direction générale de la police, consciente du besoin augmenté de recherche d'informations, remplacera les clients légers par des ordinateurs adaptés et prévoira une augmentation progressive des lignes réseautiques des unités de police.

Dès la mise en place de la nouvelle plateforme informatique fin 2012, et dans un souci de respect de sécurité informatique, la police, par des projets-pilotes, déterminera les choix futurs à faire. Cette analyse se fera également en matière de lutte contre la cybercriminalité.

Question 2026 (21.3.2012) de **Mme Marie-Josée Frank** *(CSV)* concernant l'**ingestion non orale d'alcool:**

L'ingestion par voie anale ou vaginale d'alcool est le nouveau procédé inventé par certains jeunes pour parvenir à l'ivresse plus rapidement. Ils utilisent des tampons hygiéniques imbibés d'alcool fort (principalement de Vodka) qu'ils s'insèrent dans l'anus ou le vagin. Ainsi, l'effet d'ivresse est plus important et plus rapide pour l'adolescent car l'alcool pénètre directement dans la circulation sanguine. Cette mode originaire de Finlande est de plus en plus pratiquée aux États-Unis et inquiète les autorités américaines de par le fait que l'alcool ainsi ingéré ne peut être régurgité, provoquant ainsi de nombreux comas éthyliques. D'autre part, cette pratique peut provoquer des lésions au niveau de l'anus ou du vagin qui sont irrités par le tampon imbibé d'alcool.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner si de tels cas sont connus au Luxembourg?

- Monsieur le Ministre estime-t-il qu'une campagne de sensibilisation est nécessaire?

Réponse (2.5.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

D'après les informations dont disposent mes services, des cas d'ingestion d'alcool, tels que décrits par l'honorable Députée, ne sont pas connus au Luxembourg. Une campagne d'information spécifique n'est dès lors pas envisagée.

Je voudrais d'ailleurs rappeler que depuis 2005 un groupe interdisciplinaire, coordonné par mon Ministère et auquel je tiens, dans la mesure du possible, à participer personnellement, se réunit de manière régulière afin d'aborder la problématique de la consommation d'alcool chez les jeunes.

Cela étant, j'estime que toute campagne d'information et de sensibilisation sur le mésusage d'alcool doit avoir une visée plus générale en s'adressant à l'ensemble de la population et particulièrement aux jeunes.

Question 2029 (22.3.2012) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant les **élections pour le Conseil national pour étrangers:**

À l'occasion des élections pour le Conseil national pour étrangers, les associations voulant participer à cette élection en tant qu'électeurs ont dû faire parvenir à l'OLAI une série de documents, comme leurs statuts, la composition de leur comité, le rapport d'activité, etc.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

- Quelles sont les formalités requises de la part d'associations se positionnant pour des subsides, conventions ou autres projets par exemple dans le cadre de la campagne «je peux voter»?

- Le Ministère s'enquiert-il si l'association à laquelle il attribue un financement est en conformité avec la législation sur les a.s.b.l. et notamment si elle jouit de la personnalité juridique?

Réponse (26.4.2012) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Pour ce qui est des formalités à remplir par les associations bénéficiant de subsides de la part du Ministère, respectivement de l'OLAI pour des activités ayant trait à l'intégration, il y a lieu de se référer à ma réponse à la question parlementaire n°2013 du 16 mars 2012, posée par Messieurs les Députés Ben Fayot et Marc Angel *(cf. ci-dessus)*.

Par ailleurs, les demandes de financement d'associations dans le cadre de projets spécifiques et de projets à cofinancement communautaire sont introduites chaque année suite à des appels à projets. Ces appels définissent expressément les formalités à remplir telle que la constitution de l'association conformément aux exigences de la législation sur les a.s.b.l.

Pour ce qui est de la conformité aux prescriptions légales après la constitution, le Ministère y rend attentives les associations et les invite à se mettre en conformité. Si une association devait perdre sa personnalité juridique à l'égard des tiers, il n'en reste pas moins que ces mêmes tiers auront la faculté de s'en prévaloir contre celle-ci, notamment dans le cadre d'une action en restitution de fonds.

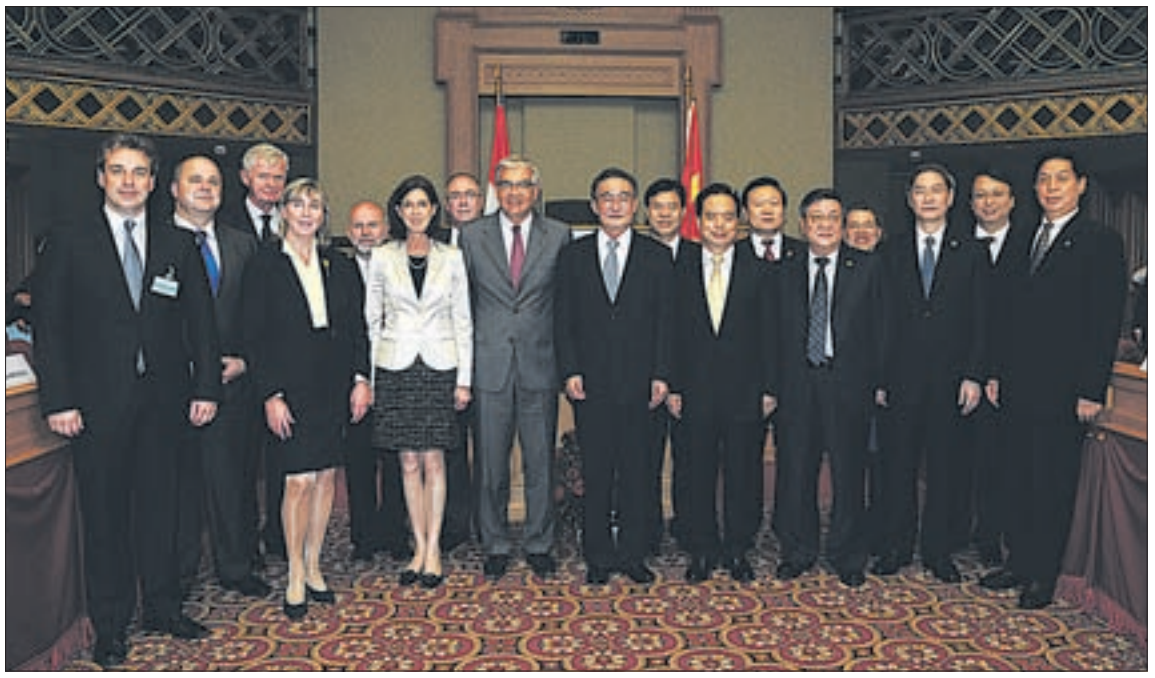
Chamber TV
weist all
öffentlech Sëtzung
live an integral

LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES **N°9** • SESSION ORDINAIRE 2011-2012

25e séance	jeudi	26 avril 2012
26e séance	mardi	8 mai 2012
27e séance	mercredi	9 mai 2012
28e séance	mercredi	9 mai 2012
29e séance	jeudi	10 mai 2012

Chine et Luxembourg: relations au beau fixe



M. Wu Bangguo, Président du Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale de la République populaire de Chine, a eu une entrevue avec le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar et des membres du Parlement.

Les 22 et 23 mai derniers ont vu la présence au Grand-Duché de Wu Bangguo, le Président du Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale (APN) de la République populaire de Chine. Au cours de ses diverses entrevues, le Président Wu a notamment rencontré son homologue Laurent Mosar, les vice-présidents de la Chambre, les présidents des groupes politiques et le Président de la Commission des Affaires étrangères. Suite aux entretiens, les relations bilatérales entre la Chine et le Luxembourg ont été qualifiées d'excellentes.

M. Laurent Mosar et M. Wu Bangguo se sont exprimés en faveur d'une extension des échanges d'étudiants et du développement d'activités touristiques et culturelles. Dans le domaine éducatif, plusieurs accords, signés en 2006 entre l'Université du Luxembourg et trois universités chinoises, permettent déjà d'offrir des bourses d'études à des étudiants originaires des deux pays.

En matière commerciale, la Chine est le 2e partenaire, hors Europe, du Luxembourg (le 1er en Asie). Des collaborations existent au niveau du secteur financier, de la sidérurgie, des télécommunications et des satellites. La visite devait aussi servir à identifier de nouvelles opportunités de coopération.

Le Grand-Duché compte quelque 4.000 ressortissants chinois alors qu'environ 100 Luxembourgeois vivent en Chine. La visite de la délégation chinoise s'est inscrite dans le cadre du 40e anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre la Chine et le Luxembourg.

Au cours de la 2e journée de son séjour au Luxembourg, le Président du Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale (APN) de la République populaire de Chine Wu Bangguo a été reçu en audience par le Grand-Duc. Il s'est aussi entretenu avec le Premier Ministre Jean-Claude Juncker et divers membres du Gouvernement.

Au cours de la matinée, le Président Wu fut attendu à la Banque de Chine où il s'est entretenu avec les responsables. L'institut financier est déjà établi au Luxembourg depuis 1979 et emploie quelque 90 personnes. La Banque de Chine fait partie des nombreux acteurs chinois qui ont déjà élu le Grand-Duché comme terre d'accueil pour développer à partir de notre pays leurs activités en Europe.

Le Président en visite chez LuxConnect

Le 4 mai 2012, M. Laurent Mosar, Président de la Chambre des Députés, a visité la société LuxConnect à Krakelshaff (Bettembourg). LuxConnect est une société de droit privé, créée et détenue par l'État luxembourgeois. Depuis son lancement en 2007, la principale mission de LuxConnect est de promouvoir et de faciliter les investissements «TIC» (technologies de l'information et de la communication) de haut niveau au Luxembourg.

L'objectif de LuxConnect est triple:

- rendre le Luxembourg visible sur les cartes internationales d'Internet,
- offrir de l'espace «Data Center» et
- créer des liaisons internationales.

Suite aux explications du directeur général de LuxConnect, M. Edouard Wangen, le Président de la Chambre des Députés a pu visiter un des deux «Data Center» à Bettembourg. Un troisième vient d'être mis en service à Roost.



M. Laurent Mosar, Président de la Chambre des Députés, s'est informé auprès des responsables sur le fonctionnement et les objectifs de LuxConnect.

La Ligue HMC accueille Laurent Mosar



M. Laurent Mosar, Président de la Chambre des Députés, s'est informé auprès des responsables sur le fonctionnement des ateliers.

Le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar vient de se rendre dans les ateliers de la Ligue HMC à Capellen. Créée en 1963, la ligue a pour but d'aider les enfants, adolescents et adultes mentalement ou cérébralement handicapés.

Les ateliers à Capellen permettent à des personnes en situation de handicap de recevoir une formation et d'exercer une activité professionnelle dans des conditions adaptées à leurs capacités. Plus de 200 hommes et femmes, âgés de plus de 16 ans, travaillent dans une vingtaine d'ateliers, dont la menuiserie, la serrurerie, le cannage, le tissage, la céramique, la reliure ou le jardinage.

Lors de sa visite, M. Mosar a rencontré une partie des travailleurs handicapés et les équipes qui les encadrent. Il a tenu à féliciter les uns et les autres pour la qualité du travail fourni et les a encouragés à persévérer dans leur engagement de bien faire.

Actuellement, le projet de reconstruction du site de la Ligue à Capellen avance à un rythme satisfaisant et le début des travaux est envisagé pour 2013, année du 50e anniversaire de la Ligue HMC.



M. Laurent Mosar, Président de la Chambre des Députés, lors de sa visite au «Konviktsgaart».

Le «Konviktsgaart» fête ses 20 ans

Cette année, la Résidence Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte, communément appelée «Konviktsgaart» fête ses 20 ans d'existence. Dans ce contexte, le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar a tenu à visiter les logements encadrés pour personnes âgées et à rencontrer une partie des habitants. Le «Konviktsgaart» s'adresse aux personnes âgées de plus de 65 ans et dispose de 45 appartements, 58 studios et 8 chambres pour courts séjours.

Située dans un écrin de verdure à deux pas du centre-ville, la Résidence Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte offre à tous ses pensionnaires le plus grand calme et un accès facile à tous les commerces et transports en commun.

DANS CE NUMÉRO

État de la Nation:	- déclaration	p. 327
	- débat	p. 333
Secteur des taxis		p. 323
Types et profils d'enseignants		p. 315
Migrations internes en Europe		p. 358
Sommaire des séances publiques nos 25-29		p. 361
Sommaire des questions parlementaires		p. Q105

Le FESF se dévoile aux élus

Le fonctionnement du Fonds européen de stabilité financière (FESF) et la situation sur les marchés avant le lancement du Mécanisme européen de stabilité (MES) ont constitué les sujets abordés au cours d'une visite d'une délégation de la Chambre des Députés auprès du FESF, le 16 mai 2012. Le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar et les membres de la Commission des Finances et du Budget se sont entretenus avec le Président du FESF, M. Klaus Regling, également sur des thèmes d'actualité tels que la situation en Grèce.

Le FESF fait partie des instruments instaurés pour rétablir la confiance dans la monnaie unique et pour assurer la stabilité de l'Union monétaire. Les députés ont abordé les problèmes de financement public que connaissent certains pays. Ils se sont interrogés sur l'implication des parlements nationaux dans les décisions prises au niveau européen. M. Regling a insisté sur le fait que la souveraineté budgétaire des parlements nationaux reste garantie, étant donné que les engagements des gouvernements doivent être approuvés par les parlements respectifs.

Les interlocuteurs ont été unanimes pour souligner que la politique doit garder la primauté sur les marchés et le Président du FESF a relevé qu'il revient au législateur de fixer les règles pour ces marchés.

Le Mécanisme européen de stabilité (MES) devrait entrer en vigueur dès juillet 2012. Il constitue un instrument intergouvernemental de droit international qui engage les pays qui l'ont signé. La Chambre des Députés est actuellement saisie de trois projets de loi concernant le MES.

Le projet de loi 6334 approuve la décision du Conseil européen du 25 mars 2011 de modifier le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne pour instituer le Mécanisme européen de stabilité. En votant le projet de loi 6334, la Chambre donnera son accord sur une modification de l'article 136 dudit traité.

Le traité instituant le Mécanisme européen de stabilité fait l'objet du projet de loi 6405.

La Chambre devra également donner son accord sur la participation de l'État au capital du MES (soit 200 millions à titre de parts libérées et 1,55 milliards à titre de parts non libérées) en adoptant le projet de loi 6406.



M. Klaus Regling, Président du FESF (5e de droite), a accueilli M. Laurent Mosar, Président de la Chambre des Députés et les membres de la Commission des Finances et du Budget.



M. Laurent Mosar, Président de la Chambre des Députés, avec des membres de la Commission de l'Agriculture lors de la visite de l'exploitation agricole biologique.

L'agriculture bio, mode de production alternatif

Accompagné des membres de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar a visité, le 18 mai passé, l'exploitation agricole biologique «A Mechels» à Harlange.

Suite à l'interpellation du 28 mars 2012 du député Fernand Etgen à la Chambre des Députés sur le développement de l'agriculture biologique au Luxembourg, les parlementaires ont voulu se faire une idée sur place du fonctionnement concret d'une telle exploitation. Avec le propriétaire Marco Kœune, actif dans la production de lait bio depuis 1998, les députés ont notamment évoqué les avantages et les inconvénients du mode de production biologique, de plus en plus plébiscité par les consommateurs.

En 2011, le secteur biologique luxembourgeois dénombrait 102 producteurs (dont 57 agriculteurs, 14 maraîchers, 8 viticulteurs, 8 fruiticulteurs et 15 apiculteurs) exploitant au total une superficie de 3.924 ha, 61 transformateurs (boulangerie, boucherie, laiterie et fromagerie, stockage et distribution, restaurant, etc.) et 5 importateurs.

Conférence sur l'Espace: le développement durable en point de mire

Dans le cadre de la désormais annuelle Conférence sur l'Espace organisée par l'Union européenne, le développement durable a figuré au centre de toutes les préoccupations. M. Marcel Oberweis, en sa qualité de président de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media, des Communications et de l'Espace y a pris part à Cracovie du 13 au 15 mai 2012.

Depuis plusieurs décennies, l'espace est exploré scientifiquement et aussi bien l'Union européenne (UE) que l'Agence spatiale européenne (ASE), en tant qu'acteurs importants, y prennent part. Le hasard a voulu que la conférence se déroule cette année dans le bâtiment même où Nicolas Copernic, chanoine, médecin et astronome de langue allemande, né le 19 février 1473 à Toruń, Prusse royale (Royaume de Pologne), a développé et défendu la théorie selon laquelle le Soleil se trouve au centre de l'Univers (héliocentrisme) et la Terre - que l'on croyait auparavant centrale et immobile - tourne autour de lui.



La Chambre des Députés a été représentée par M. Marcel Oberweis.

Dans un premier temps, les échanges entre représentants des divers parlements de l'UE ont porté sur la protection de l'environnement telle qu'on peut la concevoir à partir de l'espace. Chercheurs et ingénieurs ont notamment évoqué les domaines dans lesquels leurs autorités respectives ont recours aux satellites pour observer

- les dégâts causés à l'environnement sur terre et mer;
- la situation des ressources halieutiques;
- l'utilisation des énergies renouvelables en mer (énergie éolienne);
- l'exploration de nouvelles ressources énergétiques;
- l'imperméabilisation et l'hypertrophie des sols.

Les systèmes satellitaires GMES et GALILEO, en voie d'être implantés, ont été unanimement reconnus comme étant des éléments-clés de la navigation spatiale européenne. Dans ce contexte, le Luxembourg apporte une contribution importante. Aussi bien la navigation que la détection géographique sur terre et mer seront assistées par GALILEO, système européen qui entrera en concurrence directe avec les systèmes américain et russe, GPS respectivement GLONASS.

L'autre système européen GMES supporte de manière exemplaire les différents services de communication et d'information qui transmettent aux scientifiques dans toute l'Europe tout une kyrielle d'informations sur le changement climatique et la surface du globe terrestre.

Un autre temps fort de la conférence fut le développement de nouveaux réseaux entre acteurs politiques, partenaires industriels et petites et moyennes entreprises en matière de recherche et d'innovation. Le but avoué de l'UE est de consolider sa position de pointe dans les technologies de l'espace et de son exploration afin de rester compétitive par rapport à ses concurrents américains et asiatiques. L'Union dispose entretemps de structures industrielles et de recherche adéquates pour mettre l'exploration spatiale au service de ses citoyens.

Dans son intervention, M. Marcel Oberweis observa que le Grand-Duché, à travers la création de la SES dans les années 1980 et l'adhésion à l'ASE en 2005, s'est mué en véritable nation spatiale. Il fit notamment savoir que le gouvernement luxembourgeois porte à bout de bras des projets concrets tels que la reconnaissance terrestre, les communication et navigation satellitaires de sorte que le savoir-faire technique dont le Luxembourg s'est doté au fil des ans peut contribuer à la consolidation et au développement de ses activités aéronautiques et spatiales.

Dans ce contexte, M. Oberweis cita et présenta les différentes entreprises luxembourgeoises actives dans le domaine aéronautique et spatial tout en espérant que la place de plus en plus prépondérante pris par l'espace dans l'activité économique en général saura susciter des vocations parmi les jeunes.



M. Laurent Mosar, Président de la Chambre des Députés et M. Werner Hoyer, Président de la BEI.

Entrevue avec le Président de la BEI

Les répercussions de l'élection présidentielle en France et des élections législatives en Grèce sur la situation économique et financière en Europe ont constitué le principal sujet abordé par le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar lors de son entrevue avec M. Werner Hoyer, nouveau Président de la Banque européenne d'investissement (BEI). Les deux présidents ont dit regretter unanimement la présence de députés fascistes au sein du parlement hellénique suite au scrutin législatif de début mai.

Ils ont salué la participation de la BEI à la «Journée des Institutions» prévue à la mi-octobre prochaine. Elle devrait contribuer à mieux faire connaître aux citoyens luxembourgeois cette institution qui siège à Luxembourg-Kirchberg et dont la mission principale consiste à contribuer, par le financement d'investissements, à la réalisation des grands objectifs de l'Union européenne tels que

- la lutte contre le réchauffement climatique et la protection de l'environnement,
- la cohésion et la convergence entre les différentes régions en Europe,
- le soutien aux petites et moyennes entreprises pour qu'elles investissent,
- la promotion d'une énergie durable, compétitive et sûre,
- la stimulation d'une économie de la connaissance ou encore
- la construction de réseaux transeuropéens dans les secteurs des transports, de l'énergie et des communications.

Pour finir, MM. Mosar et Hoyer ont tenu à souligner l'importance d'un approfondissement des relations entre la BEI et la Chambre des Députés.

Session de printemps de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN



(de gauche à droite) M. Marc Angel, M. Norbert Haupert, Mme Nancy Arendt épouse Kemp, M. Claude Adam et M. Félix Eischen ont représenté la Chambre des Députés lors de la Session de printemps de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN.

Réunis du 25 au 28 mai 2012 à Tallinn (Estonie), les membres de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN ont concentré leurs débats sur les répercussions du Printemps arabe en matière de sécurité, la crise économique et le retrait planifié des forces de combat de l'OTAN présentes en Afghanistan.

Les parlementaires ont invité les gouvernements alliés à tendre la main aux pays d'Afrique du Nord et du Proche-Orient pour les aider à désamorcer les tensions sociales et économiques qui minent les progrès apportés par le Printemps arabe et ont par ailleurs insisté sur le rôle qu'ils peuvent jouer dans l'échange de conseils et d'enseignements avec leurs homologues d'Afrique du Nord et du Proche-Orient.

À propos de la crise économique que traverse l'Union européenne, les membres ont lancé un avertissement: une contraction des budgets de la défense érodera l'aptitude de l'Alliance à parer aux menaces auxquelles elle se voit confrontée aujourd'hui, à moins que les gouvernements ne tiennent leur promesse d'élaborer une «défense intelligente» qui permette de tirer le plus grand parti des capacités militaires.

«La crise économique que nous traversons aujourd'hui pose de réels problèmes. Il ne faut pas répondre à cette crise en réduisant nos budgets et nos capacités d'une façon telle qu'une autre crise - une crise de la sécurité, cette fois - en résulterait.» a précisé dans ce contexte le Président de l'Assemblée, l'Allemand Karl A. Lamers. «La défense intelligente ne doit pas être qu'un processus technique. Un nouvel état d'esprit est de mise: il nous faut de l'énergie, de la volonté politique et de la confiance mutuelle pour faire passer les intérêts collectifs et la solidarité avant les préoccupations nationales de chacun.»

Évoquant la question de l'Afghanistan, le Président de l'Assemblée a insisté sur le rôle des parlementaires, qui doivent expliquer à l'opinion publique la nécessité du maintien d'une présence de l'OTAN dans ledit pays.

Le Président a salué l'engagement pris à Chicago de continuer à apporter une aide à l'Afghanistan après que les fonctions de sécurité auront été confiées aux autorités afghanes en 2014, tout en rappelant qu'il est important que les pays alliés respectent leurs engagements. «Nous ne devons pas répéter les erreurs du passé. Il faut un passage du relais placé sous le signe de la responsabilité, des décisions coordonnées sur le niveau des troupes et, pour après l'échéance de 2014, une stratégie durable.»

Parmi les autres dossiers abordés figuraient notamment le programme nucléaire iranien, les relations avec la Russie, les préoccupations concernant le respect des droits humains en Ukraine, les opérations de lutte contre la piraterie maritime au large de la Somalie, la cybersécurité et l'immigration clandestine en Méditerranée.



(de gauche à droite) M. Ben Fayot, Président de la Commission des Affaires étrangères, M. Nikola Poposki, Ministre des Affaires étrangères de l'Ancienne République yougoslave de Macédoine et M. Laurent Mosar, Président de la Chambre des Députés.

Visite du Ministre des Affaires étrangères de Macédoine

L'intégration de la Macédoine dans l'Union européenne et la situation économique du pays ont été longuement évoquées au cours d'un entretien que le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar a eu avec le Ministre des Affaires étrangères de l'Ancienne République yougoslave de Macédoine, M. Nikola Poposki, le 10 mai 2012.

La Macédoine est pays candidat pour devenir membre de l'Union européenne depuis 2005. Des accords de coopération ont déjà été signés. Les discussions portent actuellement sur la précipitation du processus. Des réformes ont été engagées au niveau du système judiciaire et de l'administration, considérés comme élémentaires pour avoir une économie performante. Selon M. Poposki, la lutte contre la corruption enregistre des succès.

Les deux interlocuteurs se sont prononcés en faveur d'une intensification des relations commerciales entre le Luxembourg et la Macédoine. L'économie macédoine est très ouverte sur l'étranger. Les secteurs les plus importants sont la sidérurgie, l'agriculture et les technologies avancées.

Redevances aéroportuaires

6310 - Projet de loi portant transposition de la directive 2009/12/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2009 sur les redevances aéroportuaires et portant modification

1) de la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne;

2) de la loi modifiée du 19 mai 1999 ayant pour objet a) de réglementer l'accès au marché de l'assistance en escale à l'aéroport de Luxembourg, b) de créer un cadre réglementaire dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile, et c) d'instituer une Direction de l'Aviation Civile

Le projet de loi vise à transposer la directive 2009/12/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2009 sur les redevances aéroportuaires. Les redevances aéroportuaires sont perçues par les assistants en escale pour la rétribution de services d'assistance en escale et des redevances prélevées pour le financement de l'assistance aux passagers handicapés et aux passagers à mobilité réduite.

L'objectif de la directive 2009/12/CE est d'harmoniser les principes de perception des redevances aéroportuaires dans les aéroports communautaires et, partant, d'éviter des abus de situations de monopole.

La directive consacre ainsi les principes de non-discrimination et de transparence des redevances aéroportuaires avec une procédure obligatoire de consultation régulière des usagers d'aéroport par les entités gestionnaires d'aéroports. Elle prévoit en outre la mise en place d'une autorité de supervision indépendante en vue d'assurer l'impartialité des décisions ainsi que son application correcte et effective.

Cette directive a cependant posé problème au Luxembourg, qui y a vu une concurrence déloyale susceptible d'être exercée par les aéroports de la Grande Région ne tombant pas sous le champ d'application de la directive et qui a donc introduit un recours en annulation devant la Cour de Justice de l'Union européenne le 15 mai 2009.

En date du 12 mai 2011, la Cour de Justice de l'Union européenne a débouté le Luxembourg en arguant qu'il n'y avait pas de violation des principes de droit européen et en estimant que l'aéroport enregistrant le plus grand nombre de mouvements de passagers par an «doit être considéré comme le point d'entrée de l'État membre ce qui lui confère une position privilégiée par rapport aux usagers d'aéroport».

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 05.08.2011

Rapporteur: M. Marc Spautz

Travaux de la Commission du Développement durable (Président: M. Fernand Boden):

21.09.2011 Désignation d'un rapporteur

18.01.2012 Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État

08.02.2012 Adoption d'une série d'amendements parlementaires

18.04.2012 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 24.04.2012

Prise en charge des salariés victimes de faillites

6339 - Projet de loi modifiant les articles L. 126-1 et L. 541-1 du Code du Travail

Les faillites d'entreprises ont souvent pour conséquence non seulement de plonger les salariés dans le chômage, mais en outre de les placer dans une situation économique difficile, les privant de leurs salaires déjà plusieurs mois avant la déclaration de la faillite.

Les salariés sont certes protégés par le superprivilège, mais la mise en œuvre de celui-ci est en général assez longue et lourde et peut ainsi amplifier les difficultés financières, voire la détresse des salariés concernés par la faillite.

Dans le but d'améliorer d'une façon générale la prise en charge des salariés dans une faillite, le présent projet de loi vise à introduire, dans le droit commun, une procédure simplifiée permettant à ces salariés de faire valoir personnellement leurs droits auprès de l'Agence pour le développement de l'emploi et ce immédiatement après le prononcé de la faillite. Ainsi, ils se verront verser, dans de très brefs délais et dans le respect des limites légales, des avances sur leurs salaires impayés leur permettant de subvenir à leurs besoins quotidiens, en attendant le décompte définitif et le versement de la somme totale garantie par le Fonds pour l'emploi.

Le projet de loi prévoit encore une deuxième innovation importante. En vue d'un placement rapide des salariés touchés par une faillite, le projet propose, pour cette catégorie de personnes, de supprimer toute obligation en matière de durée d'inscription auprès de l'Agence pour le développement de l'emploi par rapport à l'éligibilité aux aides à l'embauche prévues à l'article L. 541-2 du Code du Travail.

Cette mesure s'appliquera dès l'entrée en vigueur de la présente loi modificative à tout demandeur d'emploi dont le dernier contrat de travail a cessé du fait d'une déclaration en état de faillite de son employeur, même si la date de la déclaration en faillite est antérieure à cette date d'entrée en vigueur.

Dépôt par M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, le 03.10.2011

Rapporteur: Mme Vera Spautz

Travaux de la Commission du Travail et de l'Emploi (Président: M. Lucien Lux):

17.10.2011 Désignation d'un rapporteur

07.12.2011 Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

13.02.2012 Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat

12.03.2012 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 29.03.2012

Loi du 19 avril 2012

Mémorial A: 2012, n°82, page 930

Liaison Micheville

6395 - Projet de loi relatif à la construction de la liaison Micheville entre la route N31 et l'autoroute A4

Le projet de loi a pour objet la réalisation de la section courante entre la route N31 et l'autoroute A4 au nord de la cité Raemerich, la construction d'un échangeur et d'un giratoire au droit du crassier d'Ehlerange, le raccordement de celui-ci au rond-point Raemerich, ainsi que la construction d'un ouvrage au-dessus du giratoire d'Ehlerange et d'un ouvrage au-dessus de la route N31. S'y ajoute le traitement des terres polluées avec leur mise en dépôt consécutive, respectivement leur évacuation vers une décharge appropriée. Ces travaux comportent des investissements maximaux de 138.000.000 euros, à la valeur 658,44 de l'indice semestriel des prix de la construction au 1er octobre 2010. Étant donné que ce montant dépasse le seuil de 40.000.000 euros prévu par l'article 80 de la loi modifiée du 8 juillet 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État, le projet requiert l'approbation du législateur en vertu de l'article 99 de la Constitution.

L'autorisation prévue dans le cadre du projet de loi constitue la troisième phase de la réalisation de la liaison Micheville, c'est-à-dire la création d'une nouvelle liaison routière appelée à connecter de façon appropriée, d'une part, la région limitrophe française, et, d'autre part, le site de Belval-Ouest au réseau autoroutier luxembourgeois.

En effet, le Gouvernement a déjà été autorisé par la loi du 3 août 2005 relative aux mesures constructives préparatoires de la liaison Micheville à réaliser la première phase d'une artère routière traversant le site de Belval selon un axe nord-sud partiellement en souterrain, à savoir la construction de la structure portante du tunnel faisant la jonction entre l'accès sud et donnant sur le «Square-Mile» aménagé au centre du site, un raccordement provisoire sur le chemin repris 168 et le déplacement des réseaux aériens et souterrains d'infrastructures ainsi que les études afférentes. L'enveloppe budgétaire de cette première phase était limitée à 76.000.000 euros (à la valeur 600,88 de l'indice semestriel des prix de la construction au 1er octobre 2004).

La loi du 29 juillet 2008 relative à la construction de la liaison Micheville entre la route N31 et le projet routier afférent sur le territoire français a autorisé le Gouvernement à réaliser la deuxième phase du raccordement routier, notamment à achever le gros œuvre du tunnel de Micheville au sud et au nord, à parachever le tunnel avec des travaux de voirie et des équipements techniques, à construire un passage souterrain au sud des voies ferrées avec raccordement de la route N31, à réaménager celle-ci et à la raccorder au rond-point Raemerich, ainsi qu'à traiter des terres polluées et les mettre consécutivement en dépôt. Les dépenses occasionnées par cette loi ne pouvaient dépasser le montant de 115.500.000 euros (à la valeur 646,07 de l'indice semestriel des prix de la construction au 1er avril 2007).

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 15.02.2012

Rapporteur: M. Marc Spautz

Travaux de la Commission du Développement durable (Président: M. Fernand Boden):

29.02.2012 Désignation d'un rapporteur

18.04.2012 Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 24.04.2012

«Nordstrooss»

6396 - Projet de loi relatif à l'adaptation budgétaire du projet de construction d'une route reliant Luxembourg à Ettelbruck

L'objet du projet de loi consiste à adapter les dépenses inscrites dans la loi du 27 juillet 1997 autorisant le Gouvernement à procéder à la construction d'une route reliant Luxembourg à Ettelbruck, dépenses qui s'élevaient à l'époque à la somme de 366.882.417 euros (à l'indice semestriel des prix de la construction d'une valeur de 492,65) ainsi que celles inscrites dans la loi du 3 août 2005, à savoir 229.000.000 euros (à l'indice semestriel des prix de la construction d'une valeur de 588,92).

Ces adaptations qui se chiffrent à 58.100.000 euros sont notamment dues à l'évolution du chantier et à des dépenses supplémentaires non couvertes par l'enveloppe financière autorisée par les lois de 1997 et 2005.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 15.02.2012

Rapporteur: M. Lucien Clement

Travaux de la Commission du Développement durable (Président: M. Fernand Boden):

29.02.2012 Désignation d'un rapporteur

18.04.2012 Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 24.04.2012

CHAMBRE
DES DÉPUTÉS

Chamber TV

**weist all
öffentlech
Sëtzung
live an integral**

An der Stad
***um Kanal S29 (Coditel) oder
um Kanal S40 (Eltrona/Siemens)***
•
Zu Esch
um Kanal S24 / 455.25 Mhz
An der Gemeng Déifferdang
um Kanal S29
•
An der Gemeng Diddeleng
um Kanal S32
•
An der Gemeng Nidderaanwen
Kanal S29
•
An der Gemeng Bartreng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Walfer
um Kanal S29 / 367.25 Mhz
•
Zu Biwer an zu Wecker
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bous
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bërmereng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Konter
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dippech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dikrech
um Kanal S19 / 287.25 MHZ
•
Zu Iermsdref
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Esch-Sauer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Nidder- an Uewerfeelen
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Gréiwemaacher
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hieffenech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

SÉANCE 25

JEUDI,
26 AVRIL 2012

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • M. Gast Gibéryen, Doyen

Sommaire

1. 6253 - Débat d'orientation sur les différents types d'enseignants du système scolaire luxembourgeois

et

Interpellation de M. André Bauler sur le futur profil des enseignants dans l'enseignement post-fondamental

- *Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports: M. Claude Adam*
- *Exposé: M. André Bauler*
- *Débat: Mme Tessy Scholtes, M. Ben Fayot, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser*
- *Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*

2. Heure d'actualité du groupe DP au sujet du secteur des taxis au Luxembourg

- *Exposé: M. Xavier Bettel*
- *Débat: M. Félix Eischen, M. Marc Angel, M. François Bausch (M. Marc Angel lui pose une question), M. Jacques-Yves Henckes*
- *M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- *M. Xavier Bettel (fait personnel)*
- *M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Claude Wiseler et Etienne Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.02 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Eisen éischte Punkt vum Ordre du jour vun haut de Mëtteg ass d'Orientéierungsdebatt N°6253 iwwert déi verschidden Zorte vu Léierpersonal, déi zesumme mat der Interpellatioun vum Här André Bauler iwwert de Profil vum Léierpersonal am Enseignement post-fondamental behandelt gëtt. D'Riedezäit ass hei nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: d'Madame Scholtes, den Här Fayot an den Här Kartheiser.

D'Wuert huet elo den honorabelen Här Claude Adam als Rapporteur vun der Orientéierungsdebatt. Duerno kritt d'Wuert den honorabelen Här André Bauler als Interpellant. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Mir hu jo allen zwee zwanzeg Minutten?

M. le Président.- Jo.

1. 6253 - Débat d'orientation sur les différents types d'enseignants du système scolaire luxembourgeois

Interpellation de M. André Bauler sur le futur profil des enseignants dans l'enseignement post-fondamental

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports

M. Claude Adam *(déi gréng), rapporteur.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir unzefänke well ech emol fir d'Éischt zwee Mercië lassginn, zwee ganz speziell Mercien: eng Kéier un d'Madame Huberty, d'Sekretärin vun der Éducatiounskommissioun, déi mer ganz vill gehollef huet bei deem Rapport hei, an anerersäits awer och un den Här Fayot, de President vun der Éducatiounskommissioun, mat deem ech déi verschidde Schrëtt hei zesumme geplangt hunn an och eng exzellent Zesummenaarbecht hat. Natierlech dann och e Merci un all déi vill Invitéen, déi bei eis an d'Kommissioun komm sinn an do hire fachleche Bäitrag geleescht hunn.

déi gréng haten de 26. Januar 2011 een «Débat d'orientation avec rapport sur les différents types d'enseignants du système scolaire luxembourgeois» ugefrot. Mir haten den Débat avec rapport ugefrot, well mer der Meenung waren, all Mënsch soll op deeselwechten Informatiounsstand kommen an da kéint all politesch Faarf hir Iddien hei développéieren, wat d'Enseignanten zu Lëtzebuerg ugeet.

Den 10. Februar 2011 sinn ech Rapporteur gi vum Débat. De 17. Mäerz hat ech an der Kommissioun ee provisoresche Plang, wéi mer sollte virgoen, virgeluecht. Mir hunn deen diskutéiert a mat liichten Ännerunge festgehalen. Duerno hate mer aacht Kommissiounssitzungen, wou mer den Débat preparéiert hunn, an dunn den 19. Abrëll - dat war dann déi zéngt a lescht Sitzung - hu mer de Rapport mat enger Géigestëmm ugeholl.

De Rapport fänkt u mat enger relativ laanger Introduktioun. Dat war mer wichteg. Ech wollt vun Ufank u kloer soen, datt en Zréck zu där „gudder aler Schoul" keng Léisung wier. Mir kënnen och net zréck zu där „gudder aler Welt" goen. Et ass ëmmer nach d'Fro: Wéi gutt waren déi al Schoul an déi al Welt?

Ech wëll domadder net soen, d'Schoul misst sech un all Moud an eiser schnellliweger Welt upassen, mä d'Schoul muss sech permanent weiderentwéckelen. D'Schoulentwécklung, „school improvement", dat ass net just ee Moudewuert. D'Schoul ass e permanente Chantier, an et ass un der Politik, et alle Betraffenen - den Enseignanten, den Elteren an de Schüler - méi einfach ze maachen, wa se dee Chantier esou gutt wéi méiglech organiséieren.

Ech hunn dräi Punkten an der Introduktioun opgezielt. Éischte Punkt: Lëtzebuerg ass en Immigratiounsland. Et versteet sech vum selwen, eis interesséiert net d'Nationalitéit vun eise Schüler, eis interesséiert awer d'Tatsaach, datt ëmmer méi Kanner an eise Schoule sinn, déi kee Lëtzebuergesch doheem schwätzen.

Sou schwätzen zum Beispill 50% vun de Kanner am Précoce Lëtzebuergesch weder als éischt nach als zweet Sprooch doheem. Mir léieren eis Kanner awer liesen a schreiwen an däitscher Sprooch. Mir sinn ëmmer dovun ausgaangen, datt d'Lëtzebuergescht no beim Däitsche wier, datt mer dës Sprooch kéinte par assimilation léieren, net als Friemsprooch.

Dat entsprécht haut net méi der Realitéit. Mir hu kaum Äntwerten op dës Problematik. D'Fuerschung op eiser Uni ass an deem Beräich nach an de Kannerschong. An op nei Erkenntnisser zu deem Sujet aus der École de recherche „Eis Schoul", ech mengen, do musse mer nach laang waarden. Datt mer an eisem Land dräi offiziell Sproochen hunn, dat ass zwar elo net nei, mä dat mécht déi Situatioun, déi ech elo grad beschriwwen hunn, net méi einfach.

En zweete Punkt, deen ech ugefouert hunn: Zu Lëtzebuerg, grad wéi och am Rescht vun der westlecher Welt, hu sech d'Familljestrukture geännert. D'Haushalter ginn ëmmer méi kleng. Et gëtt ëmmer méi Familles monoparentales a sougenannte Patchworkfamilljen. Fir d'Familljeliewen an d'Beruffsliewe besser kënnen ënner een Hutt ze kréien, huet de Stat sech lues a lues ëmmer méi zum Begleeder vun de Familljen entwéckelt. D'Maisons relais, déi mat der Aféierung vun de Chèques-services gradesou wéi d'Crèchen eng explosiounsaarteg Entwécklung kannt hunn, hunn natierlech och Répercussiounen op d'Schoul. D'Léierpersonal kritt zousätzlech Gespréichspartner: dat éducatiivt Personal aus de Betreiungsstrukturen.

En drëtte wichtege Punkt, firwat eis Schoul sech muss weiderentwéckelen, ass eng nach ëmmer onbefriddegend Situatioun, wat de sozialen Aspekt vun eisem Schoulwiesen ugeet. Net nëmmen d'OECD-Etüde PISA a PIRLS weisen op, datt eise Schoulsystem sozial ongerecht ass.

Och d'MAGRIP-Etüd, déi 1968 zu Walfer um Institut pédagogique vum Gaston Schaber a senge Mataarbechter op d'Schinne gesat ginn ass, seet dat. Dëst ass eng Etüd vu Lëtzebuerger Enseignanten a Chercheuren, déi eenzeg Laangzäitetüd iwwer eise Schoulsystem, déi mer hunn. An d'Resultater sinn och hei nach eng Kéier däitlech: Et sinn net onbedéngt déi intelligentste Kanner, déi an eiser Schoul am beschten ewechkommen. Dat soziaalt Ëmfeld spillt eng déterminant Roll, wéi ee Schoulofschloss ee Kand da schlussendlech kritt. Mir hu schonn eng ganz Rei Mesurë geholl: Mir hunn de Précoce agefouert, d'Maisons relais an d'Crèchen. Mä si gräifen nach ëmmer net.

Da kënnt och nach en neie Phenomeen derbäi. Fir eis Generatiounen an déi Generatioune virun eis huet gegollt, datt d'Studéieren eng gewësse Garantie war, déi sozial Leeder eropzeklammen. Haut stelle Generatioune vu gutt forméierte jonke Leit fest, datt se eigentlech net gebraucht ginn.

Wann dat Iech iwwerdriwwe schéngt, da gitt emol a Griichenland oder Spuenien kucken a maacht och d'Aen op zu Lëtzebuerg. Wéi vill gutt forméiert jonk Leit musse sech vun engem CDD zum aneren duerchkämpfen, maache Bénévolat a Volontariat, fir net mussen näischt ze maachen?

D'Schoul funktionéiert ëmmer manner als soziale Lift, an dat ass démotivant fir eis Jonk an eng Erausfuerderung fir d'Politik a fir d'Enseignanten.

Bei dem Débat vun haut geet et ëm de Profil, de Beruff vum Enseignant, an net ëm d'Carrière oder déi verschidde Carrièren, an also och net ëm d'Problematik vun deene verschiddene Chargés de cours. Dat wier bestëmmt och een Débat wäert, mä et ass net dee vun haut.

A wann et dann haut och haaptsächlech ëm d'Enseignantë geet, dann däerfe mer awer net vergiessen, datt et schlussendlech a virun allem och ëm d'Schüler, ëm d'Kanner geet.

Déi gesellschaftlech Verännerungen, déi ech grad opgezielt hunn, hunn natierlech een Afloss op d'Kanner. De Professer Willems vun der Uni Lëtzebuerg - ee vun eisen éischten Invitéen - huet vun der „Verhäuslichung der Kindheit" oder der „Verinselung der Kindheit" geschwat. D'Kanner erobere sech hir Ëmwelt net méi selwer mat Gläichaltrege vun hirem familiären Ëmfeld aus. Si verbréngе vill Zäit ausserhalb vum familiären Ëmfeld. D'Famill ass och net méi ëmmer deen Uspriechpartner, dee mir - d'Schoul, d'Crèche - brauchen.

D'Bild vum Kand huet sech am Laf vun der Zäit verännert. Fréier war munches méi einfach. D'Kanner haten eng Zort pädagogesche Moratoire. Si hunn net misse schaffe goen, well se ebe Kanner waren. Si hu just misse spillen, sech entwéckelen an eppes léieren.

Haut kenne mer Widderspréchleches. D'Kandheet dauert engersäits ëmmer méi laang a gëtt op där anerer Säit ëmmer méi kuerz. D'Kandheet gëtt ganz fréi a Bunne gelenkt. Mir hunn de Précoce agefouert, d'Schoulflicht ab véier Joer. An op där anerer Säit schrauwe mer d'Groussjähregkeet erof. Mir verlängeren d'Schoulflicht. De Wahlalter gëtt erofgesat. Also, et si scho widderspréchlech Mesuren, déi mer bei eise Kanner a Jugendleche feststelle mussen.

Mir investéiere vill an eis Kanner a Jugendlech. An deen Investissement ass net just altruistesch. Mir erwaarden eis vun eise Kanner een „return on investment". Dat ass natierlech och problematesch. Mir riskéieren, d'Kanner mat iwwerdriwwenen Erwaardungen an engem exzessiven Encadrement ze iwwerfuerderen.

Eng vun de wichtegsten Erkenntnisser vun der Kannerpsychologie ass a mengen Aen d'Erkenne vun der Wichtegkeet vun enger fester Bindung, dat heescht eng erwuesse Persoun, wou ee Kand sech kann drop verloossen.

Une voix.- Très bien.

M. Claude Adam *(déi gréng), rapporteur.*- Et schéngt sécher ze sinn, datt ee staarkt a stabelt Vertrauensverhältnis d'Basis ass, déi iwwerhaapt eréischt engem Kand et erméiglecht, fir d'Léieren op ze sinn.

Fir mech läit eng vun den Haaptursaache vu ville Problemer, déi mer an eiser Gesellschaft an eise Schoulen hunn, eben an der Tatsaach, datt et enger vill ze grousser Unzuel vu Kanner haut net méi méiglech ass, esou eng fest a stabil Bindung opzebauen, déi hinnen d'Vertrauensbasis, fir sech den Erausfuerderunge vun haut positiv entgéintzestellen, géif ginn.

Och wann d'Schoul net alles ka riichtbéien, wat schifgelaf ass: Et schéngt evident, datt d'Wichtegkeet vu stabilen, laangfristege Bindungen och Konsequenze fir d'Organisatioun vun eise Betreiungs- a Schoulstrukture muss hunn. De Professer Bos, Direkter vum Institut für Schulentwicklungsforschung vun der technescher Uni vun Dortmund, hat der Kommissioun eng Rei Informatiounen aus der Recherche iwwert d'Ausbildung vum Léierpersonal virgestallt. Eng Rei Saache ware scho bekannt aus PIRLS oder PISA, zum Beispill iwwert d'Heterogenitéit, d'Wichtegkeet vum Differenzéieren.

D'Formatioun vun den Enseignantë vun alle Schoulforme soll eng akademesch, also eng Formation universitaire sinn. Ech mengen, dat stellt och haut bei eis kee méi a Fro. Do kenne mer an esou enger Formatioun zwee grouss Modeller, engersäits Fachstudium an Didaktik zesummen - wéi bei eis an der Formatioun vum Léierpersonal vun der Grondschoul -, an op där anerer Säit fir d'Éischt e Fachstudium an duerno eng didaktesch, schoulpraktesch Formatioun - wéi bei eis am Postprimaire.

Dem Professer Bos no sinn d'Fachwëssen an d'didaktescht Wësse gläich wichteg. Eng Ausso, déi ech deelen. Mir hu Generalisten am Enseignement fondamental, dat heescht Schoulmeeschteren a Léierinnen, déi alles kënnen. Do stellt sech d'Fro: Kënne se wierklech alles a wierklech alles gläich gutt? Géif eng gewësse Spezialisatioun net eventuell Sënn maachen?

Mir hunn zu Lëtzebuerg d'Spillschoulen an d'Primärschoule ganz enk zesummebruecht. Mir hunn eiser Uni den Optrag ginn, just een eenzegen Diplom fir d'Enseignanten auszestellen. Mir sinn zu Lëtzebuerg ee courageierte Wee gaangen. Mä ass et och dee richtege Wee?

Systemer, wou Enseignanten een eenzegt Fach enseignéiere wéi bei eis am Secondaire sinn éischter rar. Mir hunn haut esou vill Enfants à besoins spécifiques. A mir sinn eis als Gesellschaft ganz kloer eng inklusiv Démarche schëlleg. Dat heescht, mir solle méiglechst all Kanner an därselwechter Schoul enseignéieren. Dat ass eng gewalteg Erausfuerderung fir eis Enseignanten, där si sech awer musse stellen. An do stelle mer da gewalteg Defiziter an der aktueller Formation initiale fest.

Souwäit eng Rei méi allgemeng Aussoen aus der Entwécklungspsychologie an aus der Formatioun vun den Enseignanten. Mir haten eis an der Kommissioun zimlech intensiv mat der Formatioun a mat der Ausübung vum Enseignantsberuff befaasst, fir d'Éischt mat dem Fondamental, wou den Directeur d'études vum Bachelor en sciences éducatives, den Här Gretsch, eisen Invité war.

All Joers ginn zu Lëtzebuerg eng ronn 130 Studenten ugeholl, fir op der Uni Lëtzebuerg um Campus Walfer fir Schoulmeeschter a Léierin ze léieren. D'Uni mécht eng Selektioun, an zwar net op Basis vun de Resultater vun engem Secondairesofschloss, mä en neien Examen. Et sinn also net just auslännesch Unien, déi net all Student aus dem Lëtzebuerger Secondaire unhuelen.

Mat der neier Uni hat sech d'Formatioun vun de Schoulmeeschteren 2004 zimlech vill verännert, an dës Formatioun huet och an deene leschten zwee Joer nach eng ganz Rei Nobesserungen erlieft. Fir weider Detailer verweisen ech op de schréftleche Rapport. Mindestens genausou vill Jonker studéieren am Ausland, virun allem an der Belsch, fir een Diplom ze kréie fir an den Enseignement fondamental.

Et gëtt bestëmmt eng ganz Rei Ënnerscheeder tëschent der Formation initiale am Ausland an zu Lëtzebuerg. Ee groussen Ënnerscheed ass zurzäit awer d'Tatsaach, datt mir zu Lëtzebuerg en Diplôme universel hunn, dat heescht keen Ënnerscheed méi maachen an der Formatioun tëschent Spillschoul a Primärschoul.

E weideren Invité an der Kommissioun war de Schoulinspekter Pierre Reding, deem ech och

wëll e spezielle Merci soe fir seng Analys a seng konstruktiv Aussoen.

D'Zesummenaarbecht tëschent der Uni an de Schoulen um Terrain an dem Ministère ass net ëmmer evident. Dat kann een zum Beispill um Inspektorat, dem direkte Vertrieder vum Ministère, gutt verfollegen. Zënter datt et den Institut pédagogique zu Walfer gouf, war de Collège des inspecteurs och zu Walfer, an d'Inspektere waren déi Leit, déi d'Fach Pédagogie enseignéiert hunn. Wéi den Institut eng Uni ginn ass, sinn d'Inspekteren op Bartreng ausgelagert ginn. Zäiteweis huet iwwerhaapt keen Inspekter och nëmmen een eenzege Cours zu Walfer ginn. Et schéngt esou ze sinn, wéi wann Uni a Collège des inspecteurs sech erëm esou lues a lues géifen uneneen eruntaaschten. An dat ass richteg esou.

Wann een dann elo de Brevet huet, fir Schoul ze halen, dann ass een nach net automatesch an der Schoul. Fir d'Éischt stinn dann emol eng ganz Rei Studenten, virun allem déi aus dem Ausland, virun den Épreuves préliminaires. A wann déi gepackt si respektiv wann een eng Dispens kritt huet, da muss ee sech nach en rang utile am Examen-concours klasséieren.

Wat d'Resultater vun dësen Exame betrëfft, falen eigentlech zwou Saachen op: Éischtens, vill brevetéiert Kandidate packen d'Épreuves préliminaires net. Do froen ech mech, wéi et mat der Informatioun iwwert d'Sproochekenntnisser ass, ier een esou ee Studium ugeet. An zweetens, déi Studente vun auslänneschen Unien hunn däitlech méi schlecht Resultater am Examen-concours wéi d'Studente vu Walfer. Dat läit kaum exklusiv drun, datt d'Formatioun zu Walfer ëm esou villes besser ass!

Fir déi, déi et da gepackt hunn, an déi, déi am Beruff sinn, gëtt et engersäits eng Beschreiwung vun den Aufgabe vum Schoulmeeschter am Schoulgesetz vun 2009 an anerersäits och eng Beschreiwung vum Enseignant vum Ministère vum Oktober 2005. Dat kann een alles noliesen, an ech ginn duerfir op dëser Plaz net weider drop an.

Wichteg a politesch interessant ass awer d'Fro, awéiwäit mer nach ëmmer vum Schoulmeeschter als Generalist kënnen ausgoen. Ëmmer erëm stellt sech d'Fro, ob verschidde Fächer genuch a gutt genuch enseignéiert ginn. Dat gëllt virun allem fir d'Musek an de Sport, awer net nëmme fir si. Eng vun de groussen Neierunge vun de Schoulgesetzer vun 2009 war, fir d'Zesummeschaffen an der Équipe ze pousséieren. Géif esou een Équipëgeescht net och eng gewësse Spezialisatioun zouloossen?

Mir haten eis och zimlech intensiv mat der Formation continue vun den Enseignanten auserneegesat. Och hei ass et grouss Ännerunge ginn, wéi mer d'Uni kritt hunn, well dunn d'Formation initiale an d'Formation continue net méi vun därselwechter Struktur assuréiert goufen.

D'Formation continue ënnerläit dem SCRIPT. An et ass scho gewalteg, wéi e breede Spektrum vu Formatioune vum SCRIPT ugebuede gëtt. Leider falen och all Joers eng ronn 20% vun de Formatiounen aus, well se net genuch Clienten hunn. Och wann heiansdo ee gewëssene Motivatiounsmangel festgestallt gëtt, esou maachen awer vill an ëmmer méi Enseignantë Gebrauch vum Angebot vun der Formation continue, ënner anerem och wou eng gewëssen Zuel vu Stonnen obligatoresch sinn.

Wéi mer eis mat der Formation continue auserneegesat haten, konnten eng Rei Konklusioune gezu ginn. Nei Formen, besonnesch déi vum „peer learning", dat heescht den Échange vun den Enseignanten, den Austausch vu Best-Practice-Erfahrungen, d'Hospitatioun an anere Klassen, schéngen eng ganz gutt Pist ze si fir eng positiv Schoulentwécklung. Esou een Austausch wier an engems eng Valorisatioun vun der Aarbecht vun den Enseignanten. Et sinn net just extern Experten, déi villes wëssen. Vill Wësse läit beim eenzelnen Enseignant. Kommt, mir profitéieren dovun!

Esou eng Formatioun bréngt natierlech d'Schwieregkeet vun enger Unerkennung mat sech. Dat gëllt och fir all länger an intensiv Formatioun. Hei wier et jo interessant, wann och esou eng Formatioun mat ECTS-Punkte géif unerkannt ginn. Dat ass net einfach, mä och net onméiglech.

Dann ass och nach iwwert d'Méiglechkeet vun engem Stage fir Beruffsufänger geschwat ginn. Theoretesch ass jo all Schoulmeeschter déi zwee éischt Joer am Stage, mä um Terrain mierkt en net vill dovun. Et ass vu verschiddenen Experte gemengt ginn, et wier gutt, wann de Schoulmeeschter an d'Léierin ee richtegen encadréierte Stage géife maachen, wou all d'Beruffsufänger géifen intensiv begleet ginn. Vläicht ass dat jo elo mat der Reform vun der Fonction publique, wann et se dann nach gëtt, eng gutt Geleeënheet, iwwert de Sënn an iwwert de méiglechen Onsënn vun esou engem Stage nozedenken.

Här President, komme mer dann zum Enseignement postprimaire. Hei ass de Wee fir an de Beruff een anere wéi am Fondamental. Mir haten duerfir och eis Diskussiounen ugefaange mat zwee Presidente vun Examenskommissiounen, den Häre Bohnert a Salentiny, déi President vum Examen-concours vum Franséische respektiv der Bio sinn. Et gëtt vill diskutéiert an och kritiséiert, datt ee jonke Mënsch mat engem Masterdiplom an der Täsch am Examen-concours, dee jo absolut kee pädagogescht Wëssen, mä just d'Fachwësse preift, duerchfält. Am schréftleche Rapport sinn ech iwwert den Historique an déi ganz Problematik vum Examen-concours agaangen.

Als Konklusioun hei just d'Fro, ob et net méi sënnvoll wier, wa mer géifen op de Volet Exame beim Concours verzichten an eis op de Volet Klassement beschränken. Dat ass da jiddwerengem a besonnesch dem aktuellen an zukünftegen Éducatiounsminister iwwerlooss, sech hei ze positionéieren.

Wat d'Formation initiale vum jonke Proff ugeet, do ware mer eis eens, datt hien e Bachelor a sengem Fach misst maachen an dann e Master. Net eens ware mer eis, ob hien dee Master mat engem Bléck op eng fachspezifesch Didaktik sollt maachen oder ob dat weiderhin, wéi et bis elo de Fall ass, sollt fräi sinn.

Am Rapport steet: «Il faudrait en tout cas éviter d'exclure la voie du master à caractère scientifique. De fait, il est indispensable de disposer dans les lycées d'un certain mélange d'enseignants aux profils diversifiés.» Dat ass d'Meenung gewiescht vun den Experten, déi mer invitéiert haten. Ech mengen, dat war och d'Meenung vun enger Majoritéit vun de Kommissiounsmemberen. Dat ass awer net d'Meenung vum Rapporteur. Ech wäert och spéiderhin, wann ech fir déi gréng schwätzen, nach eng Kéier op dëse Problem agoen.

Den Här Jovanovic, Direkter vun der pädagogescher Formatioun fir de Postprimaire op der Uni Lëtzebuerg, hat eis iwwert de Wee informéiert, deen d'Stagiairë ginn, wa se dann hiren Examen-concours bestanen hunn. Si maachen ee richtege Stage mat Épreuven. Dat ass jo och logesch, well hinne feelt de praktesche Volet an der Formation initiale.

Am Enseignement postprimaire ass d'Situatioun e bësse komplizéiert, well d'Stagiairë verschidde Profiler hunn. Wann een am Enseignement fondamental nach ka soen, ee Schoulmeeschter ass ee Schoulmeeschter, da muss ee feststellen, datt am Secondaire e Proff net onbedéngt e Proff ass. Schonn déi ënnerschiddlech Astufung an den E2, E3ter, E5, E7 weist eis, datt net jiddwereen deeselwechte Wee gaangen ass. Dat mécht engersäits d'Formatioun am Stage méi schwiereg, anerersäits ass dat och ee gréissere Problem, wat d'Unerkennung vun der Formation continue zum Beispill duerch ECTS-Punkten ugeet.

Mir hunn am Postprimaire zurzäit 251 Stagiairen, a well all Stagiaire zwee Tuteuren huet, hu mer am Ganze 502 Tuteuren. Dat sinn der ganz vill. An hei stellt sech d'Fro, wéi et mat deenen hirer Formatioun ass. Mir goufen informéiert, datt do nach munches opzeschaffe bleift.

A wa mer eis am Enseignement fondamental froen, ob et gutt ass, datt mer keen Ënnerscheed méi an der Formatioun maachen tëschent dem Préscolaire an dem Primaire, esou soll och am Secondaire d'Fro erlaabt sinn, ob et gutt ass, datt mer keen Ënnerscheed maachen tëschent dem Cycle inférieur an dem Cycle supérieur.

D'Professeren enseignéieren also all Lycéesschüler, dat awer am Prinzip just an engem Fach. Dat war net ëmmer esou zu Lëtzebuerg. Dat ass éischter rar an der Éducatiounslandschaft. Hei huet sech eng Bereetschaft an der Éducatiounskommissioun gewisen, eng Recommandatioun auszeschwätzen, fir an Zukunft éischter op zwee Fächer pro Proff ze goen.

Iwwert d'Formation continue hu mer natierlech och geschwat a mer kommen do zu deeneselwechte Konklusiounen eigentlech wéi beim Primaire. Ech ginn duerfir och net méi drop an.

Zum Schluss dann nach just e puer Remarquen. Mir hunn um Schluss vum Rapport e kuerzt Kapitel ugehaangen, fir drun ze erënneren, datt mer zu Lëtzebuerg, och wat den Enseignement ugeet, net op enger Insel liewen. Och wa mer eis bewosst sinn, datt eise Schoulsystem eng national Kompetenz ass an exklusiv eisem Éducatiounsministère ënnersteet, da schéngt et mer awer eng Noutwendegkeet ze sinn, eis Schoul och ëmmer a Relatioun mat eisen Nopeschlänner a Länner doriwwer eraus ze gesinn.

Vun de ronn 350.000 Salariéen…

(Interruption)

Merci!

…zu Lëtzebuerg sinn 153.000 Frontalieren, déi net zu Lëtzebuerg an d'Schoul gaange sinn. A wahrscheinlech ass och dee gréissten Deel vun den net Lëtzebuerger Résidenten net hei am Land an d'Schoul gaangen.

D'Schoul huet natierlech nach aner nobel Missioune wéi just déi, eis Kanner op den Aarbechtsmarché ze preparéieren, an awer ka kee Schoulsystem sech et erlaben, eng Abstraktioun vum Aarbechtsmaart ze maachen. Mir kënnen also net maachen, wéi wa mer an eise Schoule just géifen op de Lëtzebuerger Aarbechtsmaart an d'Unië preparéieren. A mir kënnen och net maachen, wéi wa mir déi Eenzeg wieren, déi géife fir eisen Aarbechtsmaart ausbilden.

Mir kënnen duerfir och net weider eis Schüler wéinst hirer Sproochevillfalt diskriminéieren a Steng an de Wee leeën, wann hir Alterskolleegen aus den Nopeschlänner mat manner sproochlechem Bagage, duerfir awer heiansdo méi fachlechem Wëssen op deeselwechten Aarbechtsmaart an der Groussregioun drängen.

Mir sinn der Meenung, datt d'Diskussioun iwwer eng Reform vum Sproochenunterrecht net ëmmer mat der néideger Éierlechkeet gefouert gëtt. Mir sinn der Meenung, datt hei akuten Handlungsbedarf besteet, datt mer eis duerfir mussen un éischter Stell bewosst ginn, a wéi enger globaler Realitéit datt mer liewen, an un zweeter Stell eens ginn iwwert d'Ziler, déi mer wëllen an eise Schoulen erreechen.

Dee kuerze Bléck iwwert d'Landesgrenze seet eis awer och, datt et aner Solutioune gëtt wéi déi, déi mir hei zu Lëtzebuerg kennen. Déi Systemer mat enger Filière unique sinn an Europa méi verbreet wéi dee méigliddrege Schoulsystem, dee mir hunn. Dat ass einfach eng Tatsaach. Duerfir däerf nach jiddweree soen, e wéilt keen esou ee System, mä et soll awer kee soen, dat géif net funktionéieren.

Och d'Formatioun vun den Enseignantë léisst méi Varianten zou wéi déi, déi mer zu Lëtzebuerg kennen. Dës zwou Umierkunge sollen als Invitatioun betruecht ginn, d'Gedanken iwwert d'Schoulreform net an engem ze vill enke Kader anzespären.

Här President, ech ginn elo net méi op d'Konklusiounen an, déi am Rapport stinn. D'Konklusioune si just e Résumé vun deem, wat ech elo gesot hunn.

Als Rapporteur hunn ech elo meng Aarbecht ofgeschloss. Ech soe Merci, datt Der e bëssel che grousszügeg mat der Zäit waart.

De Rapport gëtt keng kloer Léisunge vir. Dat war och net den Usproch, deen ech hat, wéi mir en Débat d'orientation avec rapport ugefrot hunn. Ech hu vill méi probéiert, d'Problemfelder erauszeschaffen, un déi sech d'Schouldiskussioun an der Zukunft muss upaken. D'Froe si gestallt an hannerliicht. Ech géif mer wënschen, datt déi eenzel Fraktioune géifen hir Äntwerten a Vuen zu dëse Froen haut hei an d'Diskussioun bréngen. Ech wäert dat haut de Mëtteg fir déi gréng Fraktioun maachen, wann et hei u mir ass.

Ech soe Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Adam. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här André Bauler als Interpellant um Tour. Här Bauler, Dir kritt d'Wuert.

Exposé

M. André Bauler *(DP), interpellateur*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, wie vun eis heibannen erënnert sech net un déi legendär „Feuerzangenbowle" oder u Filmer mam Theo Lingen aus de 70er Joren, an deene kauzeg Oberstudienräte mat hiren Ticken op humorvoll Manéier op d'Schëpp geholl goufen? Oder un de Lëtzebuerger AFO-Film „Wat huet e gesot?", deen dës Thematik Ufank vun den 80er Joren an a ronderëm den Dikrecher Kolléisch verschafft huet?

Wie vun eis heibannen erënnert sech net u seng eege Proffe mat hire Spëtznimm a jeeweilegen Naupen? Oder un d'Léierinnen an d'Schoulmeeschteren aus dem Primaire? Wéi an all Beruff gëtt et déi, déi ee prägen, déi een am Gediechtnes behält, well se ee beandrockt hunn a well een eppes bei hinne geléiert huet. An et gëtt déi, un déi ee sech manner gär erënnert. Den Afloss vum Enseignant op de Schüler ass eben net ze ënnerschätzen.

Fir d'Demokratesch Partei ass den Enseignant ouni Zweifel en zentralen Acteur, wann et ëm de schouleschen Erfolleg vum eenzelne Schüler geet. D'Roll vum Enseignant däerf een an deem Zesummenhang absolut net ënnerschätzen. „Auf den Lehrer kommt es an!", dat ass dann och d'Schlussfolgerung vum däitschen Auteur Michael Felten an och vum neiseelännesche Bildungsfuerscher John Hattie, deen eng Meta-Etüd aus dem Joer 2009 iwwer e puer Dausend pädagogesch Studië veröffentlecht huet.

A well et op den Enseignant ukënnt, wëlle mir als DP seng Roll stäerken, seng Aufgabe genee definéieren a seng Ausbildung esou verbesseren, dass e senger Käraufgab, nämlech der Pédagogie, ka gerecht ginn, dass e se ka wouerhuelen. Den Enseignant muss schliesslech e Léierexpert sinn!

Aus deem Grond hat d'Demokratesch Partei am Januar 2011 eng Interpellatioun zur Definitioun vun de Missioune vum Enseignant postprimaire ugefrot. Parallell dozou hat d'Fraktioun vun déi gréng an der Persoun vu mengem Virriedner, dem Claude Adam, en Débat d'orientation zum selwechte Sujet ugefrot. De Rapport, dee mer haut diskutéieren, ass eng gutt Geleeënheet, d'Positioune vun der DP zum Sujet „Lehrerprofil" ze erläuteren.

Fir et virewech ze huelen: Mir gesinn dëse Rapport als en éischte Schrëtt, fir d'Diskussioun iwwert d'Roll vum Enseignant weiderzefëieren. De Bericht ass eng interessant Bestandsopnahm vun de Stäerkten a Schwächte vun eisem Schoulsystem. Et ginn awer eng Rei vun Domäne vun eisem Schoulsystem, wéi zum Beispill d'Éducation différenciée oder de Régime préparatoire, net weider ënnert d'Lupp oder guer net ënnert d'Lupp geholl. De Rapport enthält och keng konkret Virschléi a Fuerderungen, wat d'Upasse vun der Tâche vum Enseignant un déi nei sozioekonomesch, soziodemografesch a gesellschaftlech Erausfuerderungen ugeet, Erausfuerderungen, déi sech rapid veränneren.

Iwwer e Lehrerprofil schwätzen heescht aus eiser Siicht, net nëmmen ze definéiere versichen, wéi een Enseignant schaffen an handele muss, mä och, wat de Profil vum Enseignant am besonnesche Fall hei zu Lëtzebuerg muss sinn. Wann ee sech eis Bevölkerungsstruktur virun Aen hält, ass dës Situatiounspezifik schliesslech net ze ënnerschätzen.

Wat fir Enseignantë wëlle mir also fir de Lëtzebuerger Schoulsystem, dee sech ëmmer méi duerch seng enorm Diversitéit vu Schüler auszeechent, a wéi wëlle mer se forméieren? Wat fir een Enseignantsprofil ass am Lëtzebuerger Kontext sënnvoll, a wat fir een net? Dat ass eigentlech d'Kärfro, wann et ëm de Lehrerprofil geet.

Här President, zënter Jore fuerdert d'DP, dass Betreiung a Schoul ënnert d'Verantwortung vun engem eenzege Ministère zesummegeluecht solle ginn. Firwat fuerdere mir dat? Mir verlaangen dat, well all Studien, déi sech mat der Förderung vu Kanner am Alter tëschent null an dräi Joer beschäftegen, zur Konklusioun kommen, dass an deene Joren d'Basis fir déi weider Entwécklung vun de Kanner geluecht gëtt, dass also dës Joren immens wichteg sinn an der Entwécklung vum Kand.

A leschter Zäit huet sech eis Gesellschaft esou entwéckelt, dass ëmmer méi Elteren op Betreiungsstrukturen zréckgräifen. Dofir gëtt et ënnerschiddlech Grënn: Ëmmer méi Frae si beruffstäteg, et gëtt ëmmer méi elengerzéiend Elterendeeler, vill Koppele musse wéinst den héije Wunnengspräisser zu zwee schaffe goen.

Wat d'Qualitéit vun der Betreiung ugeet, fuerdert d'Demokratesch Partei zënter Joren eng Qualitéitsoffensiv, méi qualifizéiert Personal, méi kleng Gruppen a kloer pädagogesch Konzepter fir Crèchen a Maisons relais. Dat steet iwwregens esou am Rapport, dee mer haut diskutéieren, ech zitéieren: «Les personnes intervenant dans les structures d'accueil et d'éducation ne sont pas censées être des enseignants, mais, au vu de la nécessité signalée ci-dessus d'assurer un encadrement de qualité de la petite enfance, il est évident qu'elles sont investies de missions qui vont au-delà d'un simple gardiennage.»

Mir stelle fest, dass méi wéi 50% vun de Kanner kee Lëtzebuergesch schwätzen - mäi Virriedner Claude Adam huet et ënnerstrach -, wa se an d'éischt Schouljoer kommen. Dëse Phenomeen wëllt d'DP net einfach esou hinhuelen, well d'Sprooch ass e Schlësselelement fir de schouleschen Erfolleg! Wéi soll e Kand an der Schoul réusséieren, wann et net oder nëmme schlecht versteet, wat de Schoulmeeschter oder d'Léierin verlaangt oder wat seng Klassekolleeginnen a -kolleegen him erzielen?

De Précoce ass viru Joren an enger Aart Hauruckverfahren agefouert ginn, ouni dass sech wierklech Gedanke gemaach gi wieren, wat genee d'Aufgabe vun dësem Enseignement solle sinn. Elo, wou de Précoce flächendeckend an alle Gemenge fonctionnéiert a wou mer e manifestë Sproocheproblem kennen, ass et héich Zäit, dass ee sech dës Gedanke mécht. Fir d'DP steet fest, dass de Précoce eng entscheedend

Roll an der sproochlecher Fréiförderung spille muss!

An anere Länner, beispillsweis an Éisträich, gëtt et kloer Konzepter, wat d'Sproocheförderung am klengen Alter respektiv am virschoulesche Beräich ugeet. A Finnland gëtt e Kand, dat d'Landessprooch net op engem gewëssenen Niveau beherrscht, net ageschoult. Dat kann op den éischte Bléck diskriminatoresch kléngen, stellt awer op den zweete Bléck den Éducatiounssystem virun déi kruzial Aufgab, derfir ze suergen, dass all Kand déi finnesch Sprooch bis zu engem bestëmmte Moment schwätze kann. Dat heescht, de Stat huet derfir ze suergen, dass all Kand mat deenen nämlechte sproochleche Viraussetzunge seng schoulesch Carrière ufänke kann.

Iwwer 50% vun de Kanner, déi beim Schoulantrëtt kee Lëtzebuergesch schwätzen, bedeit, dass iwwer 50% vun de Kanner vun Ufank u benodeelegt sinn! Dat ass fir eis net akzeptabel. Dofir fuerdere mir, dass endlech e Konzept, wat d'Sproocheförderung am Précoce ugeet, ausgeschafft gëtt an dass d'Enseignanten domadder vertraut gemaach ginn.

Här President, wat mir an de leschte Méint während den Entrevueën an der Unterrechtskommissioun ëmmer nees kloer gouf, ass d'Tatsaach, dass et keng Bildung ouni Bindung gëtt. Ob am Précoce, an der Grondschoul oder am Lycée, et ass ëmmer nees d'Fäegkeet vum Enseignant, eng konstruktiv Bezéiung zum Schüler opzebauen, déi d'Qualitéit vum Unterrecht an domat den Erfolleg an der Klass wesentlech beaflosst. Kee Wonner, dass de Georges Hengesch an der „Forum"-Nummer vum Mount Mäerz schreift: „Der Lehrer ist also einer der wichtigsten Faktoren des Unterrichtserfolges. Kein Wunder, dass man in verschiedenen Ländern nur die Besten überzeugen will, Lehrer zu werden."

Effektiv, déi Enseignanten, déi een a gudder Erënnerung behalen huet, sinn déi, déi een als jonke Mënsch marquéiert hunn. Beandrockt hu si net nëmmen duerch hiert Fachwëssen, mä och a grad duerch hir Perséinlechkeet a besonnesch duerch hir Aart a Weis, Schoul ze halen, esou dass een als Schüler Interessi un der Matière krut. Beandrockt hu se letztlech och duerch hir Mënschlechkeet, duerch d'Fäegkeet, iwwerzeegend an hirem Fach an an hirem Engagement ze sinn, an duerch d'Fäegkeet, op den eenzelne Schüler anzegoen. Wat ech hei an e puer Sätz beschriwwen hunn, kléngt vläicht idealiséiert an e bëssen nom perfekten Enseignant, mä genee doranner gesi mir d'Käraufgab vun engem Enseignant.

Här President, wéi kann dës Bindung entstoen? D'Demokratesch Partei ass dovunner iwwerzeegt, dass esou eng Bindung nëmmen dann entstoe kann, wann den Enseignant sech op seng pädagogesch Aufgab, nämlech d'Wëssensvermëttlung, d'Fachdidaktik an d'Entwécklung vu Kompetenze ka konzentréieren. An dat ass schliesslech seng wichtegst Missioun! All Stonn, déi e mat aneren Aufgabe verbréngt, zum Beispill mat deenen an de leschte Jore gewuessene bürokratesche Chargen, ass eng verluere Stonn, eng verluere Stonn fir den Enseignant, eng verluere Stonn fir de Schüler!

E jonke Mënsch, deen haut Enseignant ass oder wëllt ginn, kritt ëmmer méi Aufgaben, soll méi kënnen, ëmmer méi a fir ëmmer méi responsabel sinn, ouni dass awer seng Formatioun ugepasst gëtt respektiv ouni dass en déi néideg Mëttel an d'Hand kritt, fir seng zousätzlech Aufgabe gutt bewältegen ze kënnen.

Jonk Leit ginn op d'Uni fënnef Joer Franséisch oder Biologie studéieren, a wa se dann an eisem Schoulsystem wëlle schaffen, verlaange mer vun hinnen, dass se gläichzäiteg och Psycholog, Soziolog, Erzéier an esou weider solle sinn. Dozou schreift de Pädagog Wolfgang Endres a sengem Buch „Lernen lernen": „Wahrscheinlich gibt es nicht viele Berufe, an die die Gesellschaft so widersprüchliche Erwartungen stellt wie an den Lehrerberuf. Gerecht soll er sein und zugleich menschlich und nachsichtig. Straff soll er führen, doch taktvoll auf jeden Jugendlichen eingehen. Begabung soll er wecken, pädagogische Defizite ausgleichen, wobei hochbegabte Schüler gleichermaßen zu berücksichtigen sind wie begriffsstutzige. Kurz gesagt: Der Lehrer hat die Aufgabe, eine Wandergruppe von Spitzensportlern und Fußkranken bei Nebel durch unwegsames Gelände in nordsüdlicher Richtung zu führen - und zwar so, dass alle bei bester Laune und gleichzeitig an verschiedenen Zielorten ankommen."

Dass mer eis net falsch verstinn: D'Demokratesch Partei wëllt keng Enseignanten, déi just hire Cours halen an total gläichgülteg virun de perséinleche Problemer vun hire Schüler sinn. D'DP ass och net géint eng fächeriwwergräifend a kompetenzorientéiert Approche an de Coursen. Mä da muss een den Enseignanten och dofir déi néideg Mëttel an d'Hand ginn, zum Beispill mat gemeinsame Plagen am Stonneplang oder duerch eng spierbar Entlaaschtung op administrativem Plang. Wat mir wëllen, ass, dass sech den Enseignant nees verstäerkt op seng Käraufgab, nämlech déi pädagogesch Betreiung, an op d'Fachdidaktik konzentréiere kann. Mir wëllen, dass en e Léierexpert ass!

Här President, Fortbildung muss e selbstverständleche Reflex an der Carrière vum Enseignant sinn, en integrale Bestanddeel vu sengem Beruffsfeld. Dacks gëtt jo aus bestëmmte Kreesser gesot, eis Schoulmeeschteren a Proffe wiere generell fortbildungsresistent, reformfeindlech a stackkonservativ. Dëst Bild, dat am Kader vun den Diskussioune ronderëm d'Reform vum Enseignement postprimaire dacks gebraucht ginn ass, stëmmt awer esou net! An dat beleeën d'Zuelen aus dem Rapport - den Här Adam huet et och uklénge gelooss: Esou ass beispillsweis d'Demande fir intern Formatiounen, also eng Demande vun enger Équipe oder enger Schoul selwer, fir sech fortzebilden, an de leschte Jore konstant eropgaangen a mécht haut beispillsweis méi wéi 40% vun alle Weiderbildungen am Enseignement fondamental aus.

Firwat hält sech dat Bild vum fortbildungsresistenten Enseignant awer esou hartnäckeg? Dat huet och a vläicht grad domat ze dinn, dass d'Fortbildung net ëmmer praxisrelevant war an ass. Fir dass een Enseignant sech fir eng Formation continue begeeschtere kann, muss se awer staark praxisorientéiert sinn. Si muss mat sengen dagdeeglechen Experienzen ze dinn hunn an Äntwerten op konkret Froe liwweren, fir dass d'Chance besteet, dass sech doduerjer seng Praxis verbessere kann.

Dat ass hei am Land de Fall an och net. Et gouf an der Vergaangenheet ëmmer nees Weiderbildungen, déi vun Theoretiker gehale goufen, déi kaum oder guer kee Kontakt zur Schoulrealitéit hunn. An och haut ass dat nach mat Momenter de Fall. Dofir muss de System vun der Weiderbildung op de Leescht geholl ginn, fir erauszefannen, wat fir Formatiounen effizient sinn an de konkrete Bedierfnisser vum Corps enseignant gerecht ginn, a wat fir eng net.

Och an der initialer Ausbildung vun de Schoulmeeschtere wier et noutwendeg, mat der Uni Lëtzebuerg zesummen ze kucken, wéi een derfir suerge kann, dass wierklech all Héichschoulprofesser Kontakt mam Terrain huet. Et geet net duer, héich wëssenschaftlech Artikelen ze schreiwen, wann ee kaum oder guer net an der Realitéit vun eise Grondschoule verankert ass. Mir haten an der Kommissioun doriwwer Rieds a mir sinn eis däers och bewosst ginn.

Eent vun den Ziler an dësem Beräich muss et sinn, dass eng Formation continue dem eenzelnen Enseignant och nei Perspektiven a sengem Beruffsfeld bitt, zum Beispill, dass e sech dowéinst op anere Felder, déi iwwer säi Fachberäich erausginn, betätege kann. Nëmmen esou ka Formation continue motivéieren.

Formation continue wéinst der Formation continue, dat kann et net sinn! Dat ass just eng Fassade, eng eidel Stilübung, wou ee Stonnen zu Walfer, an der Stad oder an engem x-beliebege Lycée ofsëtzt, ouni dass et e konkreten Néierschlag hätt oder huet, weder fir de Schüler nach fir den Enseignant, an domat och net fir déi eenzel Schoulgemeinschaften.

Formatiounen, déi an de Schoulen organiséiert ginn, also vor Ort, dezentral, an déi vun den Enseignantë mat initiéiert ginn, well se op Bedierfnisser a Froen aginn, si villfach exzellent besicht. Mir sollten also och dëse Volet onbedéngt méi staark berücksichtegen a jee no Fall zertifizéieren. Dozou gehéiert och den „peer learning", wou ee vun deem anere senger Erfahrung léiert, am beschten ënner professioneller Uleedung.

De Lëtzebuerger Auteur an Enseignant Manuel Bissen schreift 2008 a senger Veröffentlechung „Auf der Suche nach der guten Schule" Folgendes iwwert déi kollegial Lehrerfortbildung: „Wesentliches praktisches Wissen muss von Praktikern in großen Teilen selbst erzeugt werden. Das Wissen, das für Innovationen in der komplexen Berufspraxis notwendig ist, kann nur teilweise in Kursen, Materialien oder Regelungen vermittelt werden. Es muss deshalb begleitend von den Lehrern selbst produziert werden, indem sie sich mit ihrer eigenen Berufspraxis beschäftigen." An hie schreift weider: „Schulen müssen allmählich ein Selbstverständnis als «lernende Organisationen» entwickeln. Auf diese Weise kann eine Dynamik entstehen, bei der Berufspraxis und Weiterbildung eng miteinander verwoben werden."

Am Résumé kann een also aus der Siicht vun der Demokratescher Partei festhalen, dass en Enseignant e Léierexpert muss sinn. Den Enseignant muss esou encadréiert sinn, dass e sech op d'Schaffe mat de Kanner konzentréiere kann. Den Enseignant muss esou forméiert sinn, dass en net nëmme weess, wat en de Kanner soll bäibréngen, mä virun allem och, wéi en dat soll maachen.

Här President, de Filter „Fachwëssen" soll och weiderhin eng Roll am Concours de recrutement spillen, mä awer net déi eenzeg. E reforméierte Concours muss nieft der Spezialitéit och aner Aspekter a Betruecht zéien, wéi zum Beispill d'Capacitéit vum Kandidat, fir ze argumentéieren, strukturéiert ze räsonéieren oder eng Matière schülergerecht ze explizéieren. Och déi schréftlech a mëndlech Ausdrocksweis misst méi geziilt bewäert ginn, well dat nieft dem reng Fachlechen eng wesentlech Viraussetzung ass fir de Beruff vum Enseignant.

Mir kënnen eis als DP virstellen, dass een dem Examen-concours eng gewësse Stonnenzuel vu pädagogescher a fachdidaktescher Formatioun virschalt, dass een dës Formatioun muss gemaach hunn, ier een um Concours däerf deelhuelen, entweder schonn op der Uni oder heiheem. Dat géif eis éischtens erlaben, méi wéi nëmmen d'Fachwëssen ofzefroen, zweetens kéint hei souwuel de Kandidat wéi och de Jury besser erkennen, ob e fir de Beruff vum Enseignant gëeegent ass oder net.

Virun allem muss de Concours transparent an alle Fächer organiséiert ginn. Mir als DP verlaangen Transparenz an allen Detailer, Transparenz, wat d'Inhalter ugeet, déi ze préiwe sinn, Transparenz och an de Bewäertungskritären, déi am Concours applizéiert ginn. Transparenz awer och am Rekrutement vun deenen, déi ze bewäerten hunn. Dat heescht, dass Plazen, déi an de Jurye fräi sinn, och offiziell bekannt gemaach ginn, fir dass jiddwereen, deen Interessi huet, sech melle kann.

D'Plaze mussen also ausgeschriwwe ginn an d'Kritären, no deenen d'Juryen zesummegesat ginn, musse vu virera bekannt sinn. Firwat net driwwer nodenken, fir Proffen, déi Engagementer, unerkannte Formatiounen op akademeschem oder grad op pädagogeschem Plang virzeweisen hunn oder u Schoulbicher a pädagogesche Konzepter konkret matgeschafft hunn, eng Prioritéit ze ginn?

Här President, komme mer zu de Schlussfolgerunge vun dësem Rapport.

Éischtens: Eng vun de Konklusioune vum Rapport besteet doranner ze soen, dass et schwiereg ass, fir d'Schoulmeeschteren am Fondamental esou ze forméieren, dass si op all Niveau kënnen intervenéieren. Mir mengen dofir, dass een an der Ausbildung vun de Schoulmeeschteren nieft der genereller Ausbildung och méi geziilt Spezialisatiounen, wéi zum Beispill d'Schaffe mat klenge Kanner oder mat Kanner, déi Léierschwieregkeeten hunn, muss méiglech maachen. Dëst ass och eng Méiglechkeet, fir der wuessender Heterogenitéit vun der Schoulpopulatioun Rechnung ze droen.

Zweetens: Eng weider Konklusioun vum Rapport seet, dass een deene Kandidate fir de Schoulmeeschterberuff, déi hir Formatioun am Ausland gemaach hunn, déiselwecht Viraussetzunge beim Examen-concours muss gi wéi hire Kolleegen, déi zu Lëtzebuerg ausgebilt goufen. De Moment ass d'Duerchfalquot - dat ass am Rapport nozeliesen - nämlech wesentlech méi héich bei deenen, déi aus dem Ausland kommen. Hei musse mer Remedur schafen, well eis soss ze vill gutt Kandidate scho vu virera verluer ginn.

Drëttens: Am Rapport gëtt d'Fro opgeworf, ob d'Schoule méi Matsproocherecht beim Choix vum Personal solle kréien. D'Demokratesch Partei ass vis-à-vis vun dëser Iddi opgeschloss. Mir fuerdere scho méi laang Autonomie fir eis Schoulen, virun allem a pädagogesche Froen, an do däerf ech nach eemol och de Georges Hengesch am „Forum" zitéieren, wann hie schreift: „Sie [die Lehrer] brauchen mehr Freiheiten - für eigene Ideen und für guten Unterricht, Freiraum und Zeit für den einzelnen Schüler, für Projekte und Zusammenarbeit auch mit außerschulischen Einrichtungen."

Op laang Siicht ka meng Fraktioun sech och virstellen, dass eis Schoule méi Fräiraum a Personalfroe kréien, dass si hiert Personal zu engem Deel selwer kënnen eraussichen, an zwar esou, dass dat Personal och an hiert jeeweilegt pädagogescht Konzept passt.

Eis als DP ass bewosst, dass sech mat esou enger Approche eng Rei Froen a puncto Beruffsprofil vum Léierpersonal wäerte stellen. Dës Froe soll een an aller Rou mat deene betraffenen Acteure beschwätzen. Si sollen awer net als Virwand benotzt ginn, fir eng Diskussioun vu vireran ze blockéieren.

Véiertens: De Rapport weist drop hin, dass eng Rei vu jonke Schoulmeeschteren a Léierinnen - haaptsächlech am Fondamental - am Ufank vun hirem Beruffsliewen iwwerfuerdert si mam Schoulhalen. De Problem ass, dass vill Enseignantë mat den dagdeegleche Problemer an hirem Beruff elenggelooss ginn. Et feelt hinne selwer un enger Referenz a Berodungspersoun, enger Aart Coach, dee si a méi kritesche Momenter beréit, ënnerstëtzt an orientéiert. Dofir menge mir, dass et sënnvoll wier, hinnen am éischte Joer e speziell forméierte Begleeder un d'Säit ze stellen, fir si ze ënnerstëtzen an ze begleeden.

Dës Tâche misst eigentlech den Inspekter kënnen iwwerhuelen. Et ass awer esou, d'Erfahrung léiert eis dat, dass d'Inspektorat opgrond vu villen administrative Chargen einfach net méi an der Lag ass, dës pädagogesch Hëllefstellung ze ginn. Än de Lycéeën ass se bis elo iwwerhaapt net virgesinn.

Aus där Tatsaach eraus ergi sech fir eis dräi Fuerderungen: éischtens, eng Entlaaschtung vum Inspektorat vu bürokrateschen Tâchen, zweetens, d'Aféierung vum Schouldirekter am Fondamental, deen dann och e groussen Deel vun den administrative Chargen iwwerhuele kann, an drëttens, pädadogesch Conseilleren am Postprimaire, wou d'Proffe besonnesch a schwierege Situatioune Rot an Hëllef kënne sichen.

Fënneftens: Am Bericht gëtt d'Fro vun engem Préstage fir d'Kandidate fir de Beruff vum Proff opgeworf. Mir wëllen dës Iddi net direkt verwerfen - et gouf jo schonn e Préstage a fréieren Zäiten -, mengen awer, dass ee mat enger Reform vum Examen-concours, wou een eng pädagogesch a fachdidaktesch Grondausbildung als Viraussetzung géif virdrusetzen, besser géif fueren.

Op alle Fall musse mer awer vum exklusiven Teste vu rengem Fachwëssen ewechkommen. Dobäi ginn eis ze vill gutt potenziell Enseignantë verluer, an dat nëmmen, well se net woussten, vu wéini bis wuer d'Temps modernes genee gedauert hunn, oder well se eng bestëmmten Zort vu Kueben net kannt hunn, well se am Master den Akzent op Botanik geluecht hunn.

Sechstens: De Rapport stellt d'Fro an de Raum, ob een net eng gewësse Spezialisatioun vun den Enseignantë brauch en fonction vum Alter vun de Kanner. Mir sinn der Meenung, dass dëst net néideg ass. E gutt ausgebilte Schoulmeeschter oder Proff muss an der Lag sinn, sech op den Alter vu senge Schüler anzestellen. Do deelen ech och d'Meenung vum Ben Fayot, deen dat och an der Kommissioun zum Ausdrock bruecht huet.

Sécherlech léiert a begräift e Kand vun zwielef Joer ganz aneschters wéi e jonken Erwuessene vun 18 oder 19 Joer. Et gehéiert awer zur Käraufgab an zur Verantwortung vun engem Enseignant, sech an d'Lag vu senge Schüler ze versetzen an hinne jee no Alter en adequate Programm respektiv Unterrecht ze ginn. Dat verhënnert net, dass een an der Fortbildung spezifesch Coursen ubitt, wéi een Enseignant altersgerecht Schoul hale kann, mä mir schwätzen eis géint eng altersspezifesch Spezialisatioun vu vireran aus.

E gudde Proff muss souwuel op Septième wéi op Deuxième enseignéiere kënnen. E muss sech jee no Alter an d'Lag vun alle Schüler erafille kënnen. E gudden Enseignant ass net deen, dee sech d'Rosëngen aus dem Kuch pléckt a just mat onproblematesche Schüler schaffe kann. E gudden Enseignant muss e pädagogescht Feingespür hunn a sech grad kënnen an d'Roll vun deene versetzen, déi et méi schwéier hunn. E Lycéesproff ass schliesslech keen Universitéitsproff. En huet eng prioritär pädagogesch Missioun.

Här President, d'DP wäert sech an der zoustänneger Chamberskommissioun staarkmaachen, fir dass d'Diskussioun iwwert de Lehrerprofil weidergeet. Mir setzen eis fir eng Schäerfung vum Profil vum Enseignant an. Et soll vu virera kloer sinn, wat d'Missioune sinn a wat fir Aufgaben net ënnert déi vun engem Enseignant falen.

Am Prinzip gëtt jo ëmmer eng Aart Superfra oder Supermann fir de Beruff gesicht, deen als „Prügelknabe der Nation" fachlech, didaktesch, pädagogesch, éducativ a psychologesch Topleeschtunge muss bréngen, ouni auszebrennen oder ze verzweiwelen. Iwwer e Profil eraus verlaange mir dofir och, dass d'Enseignanten an der Weiderbildung Hëllefstellunge fannen, wéi zum Beispill e Coaching, déi derzou bräidroen, dass den Enseignant net ausbrennt an net an eng eidel Routine eraleeft oder sech an enger eideler Routine verleeft.

Den Enseignant ass fir eis also eng zentral Figur am schoulesche Geschehen. Fir eis als Demokratesch Partei ass den Enseignant dofir Wëssens- a Kompetenzvermëttler a kee Bürokrat, e Pädagog a keen Ersatzerzéier oder Hobbypsycholog, e Begleeder, deen orientéiert, a kee Familljentherapeut. Mir wäerten eis als DP der Diskussioun op dësem Terrain net entzéien an eis Proposen an zukünfteg Échangen a Gespréi-

cher innerhalb vun der zoustänneger Kommissioun abréngen.

Erlaabt mer, zum Schluss dem Rapporteur, dem President vun der Kommissioun, de Memberen an och der Madame Huberty vun der Éducatiounskommissioun en häerzleche Merci ze soe fir hir respektiv Aarbechten a fir déi gutt Zesummenaarbecht.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Bauler. An als éischt Riednerin ass d'Madame Tessy Scholtes agedroen. Madame Scholtes, Dir hutt d'Wuert.

Débat

Mme Tessy Scholtes *(CSV)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dank dem exzellente Rapport an deene villen interessanten Intervenanten an der Chamberskommissioun kënne mer haut hei dëse wichtegen Débat féieren.

Eis Gesellschaft huet sech verännert an d'Schoul, dat heescht och d'Léierpersonal, muss sech den neien Erausfuerderunge stellen. Déi éischt grouss Feststellung ass, dass d'Heterogenitéit vun eiser Schoulpopulatioun iwwert déi lescht Jorzéngte stänneg méi grouss ginn ass duerch déi staark Immigratioun, déi eist Land kennt.

E relativ rezente Phenomeen ass, dass vill vun dëse Leit, déi et op Lëtzebuerg zitt, net méi onbedéngt aus deene fir Lëtzebuerg mëttlerweil méi traditionellen Immigratiounslänner wéi Portugal, Italien oder och eis Nopeschlänner kommen. Vill vun den Auslänner, déi zu Lëtzebuerg wunnen, stamen aus Länner, déi sech ausserhalb vun der Europäescher Unioun befannen. Déi grouss Erausfuerderungen, déi sech an dësem Kontext un eis Schoul riichten, sinn déi vill verschiddenaarteg Sproochen a Kulturen, déi sech hei begéinen.

Iwwert d'Halschent vun de Schüler am Précoce schwätze kee Lëtzebuergesch doheem a vill ënnert hinne sinn och net familiär mat deenen zwou aneren administrative Sprooche vun eisem Land. Dëst eleng seet scho vill iwwert d'Ufuerderungen aus, déi sech un eis Schoul riichten, där hir Aufgab et ass, all Kand ze integréieren.

Een anert wichtegt Element, dat eise schoulesche Kontext vill beaflosst, ass de familiäre Kontext vun de Schoulkanner. An eiser Gesellschaft liewen haut ëmmer méi elengerzéiend Elteren, Patchworkfamilljen an Elteren, déi alle béid de ganzen Dag schaffen. D'Konsequenz vun dësem Wandel an eiser Gesellschaft ass, dass d'Kanner ganz anescht opwuesse wéi fréier, eng Realitéit, déi sech an der Konzeptioun an an der Aufgab vun der Schoul vill méi zréckspigele muss.

Et ass eng Tatsaach, dass d'Kanner de gréissten Deel, wann net souguer dee ganzen Dag ausserhalb vun hirem Doheem verbréngen an dass de Gros vun hirer Erzéiung net méi doheem, mä an de schouleschen an ausserschoulesche Strukture geschitt. Dëse Wandel verlaangt eng nei Definitioun vum Profil an de Missioune vum Léierpersonal.

Nieft den Ännerunge vum familiäre Kontext bréngt eis heiteg Gesellschaft och aner grouss Changementer fir d'Kanner mat sech: D'Kanner verbréngе ganz vill Zäit dobannen an hale sech net méi esou vill dobaussen op. Vill Zäit gëtt virum Computer oder Fernseh verbruecht, wou si dacks mat Biller, Impressiounen an Informatiounen iwwerschwemmt ginn, mat deene si net wëssen ëmzegoen.

Hinne feelen engersäits déi néideg Bewegung an d'sozial Kontakter, déi zum Beispill an de Sportsveräiner, der Musek oder de Scouten ugebuede ginn. Anerersäits si vill vun hinne permanent mat enger Prise en charge vu professionelle Leit konfrontéiert a fanne sech a Gruppen erëm, wou si sech upasse mussen. Och de materielle Konsum spillt eng iwwerproportionéiert Roll am Schüler sengem Liewen. Den Individualismus hëlt zou an déi tëschemënschlech Relatioune verléieren u Bedeitung.

All dëst spigelt sech an hirem Verhalen an der Schoul mam Léierpersonal an de Matschüler erëm. Wann een nämlech mat Leit aus dem Enseignement schwätzt, huet een dacks d'Gefill, dass d'Zuel vun de Kanner, déi verhalensopfälleg sinn, eropgeet. Dëst ass an eisen Aen d'Konsequenz vun der heiteger Liewensaart a -weis vun de Kanner, vun där ech elo just geschwat hunn, an d'Schoul muss sech och heimat auserneesetzen a Léisunge fannen.

E weideren Effet, deen Afloss op eis Schoulen an eis Schüler huet, ass de Wirtschaftssystem. D'Globaliséierung bréngt en erhéichte Konkurrenzdrock mat sech, dee sech duerch e gewëssenen Effektivitéits- an Effizienzdrock op eis Schoulen an op d'Erzéiung vun eise Kanner auswierkt. Esou stinn d'Bildungsprozesser ëmmer méi am Vierdergrond. Begréffer wéi Bildungsstandards, Qualitéitsmanagement, Evaluatioun a Leeschtungstester fannen hire Wee an d'Schoulen, esou wéi et jo och den aktuelle Reformprozess vun eisem Schoulsystem beleet.

Lëtzebuerg ass keng Insel, an dofir ass et wichteg, dass och mir eise Schoulsystem esou adaptéieren, dass mir deenen Ufuerderungen, déi sech heraus fir eis Schüler erginn, Rechnung droen. D'Schüler vun haut musse méi flexibel, méi autonom, méi leeschtungsmotivéiert sinn an och léieren, mat hirem Wëssen ëmzegoen.

An dach musse mir eis och op den humanistesche Gedanke vun der Roll vun der Schoul besënne kënnen. Fächer wéi Musek, Sport a Konscht, déi op kruzial Aart a Weis zur ganzheetlecher Erzéiung a Bildung vum Schüler bäidroen, mussen all hir Wichtegkeet behalen. D'Humaniséierung, d'ganzheetlecht Denken a Léiere souwéi och d'Perséinlechkeetsentwécklung vun de Schüler sollen an der Schoul eng wichteg Plaz hunn.

Schliesslech muss ee sech och iwwert de Stellewäert vum Enseignant an eiser Gesellschaft Gedanke maachen. Fréier war den Enseignant eng Respektspersoun, grad wéi de Paschtouer oder de Buergermeeschter. Hautdësdags huet sech dat Blat gedréit. Seng Missiounen a Responsabilitéiten huele wuel zou, op där anerer Säit ass en awer och ëmmer méi der Kritik vun den Elteren ausgesat. Mir wësse jo, dass vill Leit beim Thema Schoul matschwätze wëllen, well jiddweree selwer an der Schoul war a sech deementspriechend umoosst ze wëssen, wat dat Bescht fir seng Kanner ass.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass wichteg, sech der ganzer Komplexitéit vun der Entwécklung vun eiser Gesellschaft bewosst ze ginn, fir heiraus schléissen ze kënnen, wat dëst alles fir d'Schoul an den Enseignant bedeit. A mengen Ausféierunge wäert ech mech fir d'Éischt mat de Besoinë beschäftegen, déi zur gesonder Entwécklung vum Kand a Jugendleche bäidroen, fir an enger zweeter Phas doraus schléissen ze kënnen, wéi de Profil an d'Missioune vum Enseignant vun haut ausgesi mussen. Schliesslech wäert ech Stellung huelen zur initialer Formatioun vum Enseignant wéi och zu der Formation continue.

Wat brauch ee Kand, wat brauch e Jugendlechen, fir sech ze entwéckelen?

Här President, fir eis ass d'Schlësselelement vun der Schoul, dass d'Bedierfnisser vun de Schüler am Mëttelpunkt stinn an dass sech d'Roll, d'Aufgaben an d'Missioune vum Enseignant ronderëm de Schüler a senge verschiddenen Entwécklungsphasen, déi staark vu sengem soziokulturellen Émfeld geprägt ginn, deklinéiere mussen.

D'Ännerunge vun eiser Gesellschaftsstruktur conditionnéieren d'Émfeld, an deem d'Kanner an déi Jugendlech opwuessen. Dëst muss sech an der Aart a Weis zréckspigelen, wéi d'Kanner vun haut ënnerriicht an awer och encadréiert ginn.

Wat ass heiraus fir d'Bedierfnisser vum Schüler vun haut ze schléissen? Oder anescht gedréit: Wéi eng Erausfuerderunge stelle sech dem Enseignant vun haut? An et ass kloer, dass dës Erausfuerderungen differéieren, jee nodeem, ob ee vun der Grondschoul oder vum Lycée schwätzt. An all Stadium vun hirer Entwécklung sinn d'Kanner an déi Jugendlech anescht, an esou muss och den Enseignant capabel sinn, seng Unterrechtsgestaltung deementspriechend unzepassen.

Am Précoce an am Préscolaire entdeckt an entwéckelt d'Kand säi motoresche Répertoire haaptsächlech duerch d'Spillen. Et huet och een natierleche Besoin, fir sech ze bewegen, a brauch Méiglechkeeten, fir sech auszetoben. An dësem Sënn muss d'Bewegungserzéiung räich a villfälteg sinn an de Kanner et erméiglechen, hir sensoriell a motoresch Fäegkeeten ze entwéckelen.

Och d'Entwécklung vun de kognitive Funktiounen ass an dësem Alter besonnesch intensiv. D'Kanner saugen all Informatioune wéi Schwämm op a sinn an dësem Alter besonnesch rezeptiv, an dat muss gefördert ginn. Esou spillt zum Beispill déi musikalesch Fréierzéiung eng wichteg Roll an dësem Alter. Duerch rhythmesch Übunge wéi och duerch Sangen an Nolauschteren entwéckelt d'Kand seng Motorik a seng Sprooch.

All wëssenschaftlech Etüde beleeën zudeem, dass et am Stadium vun der fréister Kandheet ass, wou eng qualifizéiert Prise en charge am meeschten d'Entwécklung vun de Kanner beaflosst an, obwuel se alle soziale Gruppen zeguttkënnt, virun allem förderlech fir Kanner aus de benodeelegte Milieuen ass.

No dësen Ausféierunge stellt sech d'Fro nom Stellewäert vum Précoce an der Spillschoul an der Erzéiung vum Schüler. Déi grouss Bedeitung vun engem ganz spezifeschen Unterrecht, deen all deem Rechnung dréit, gëtt zur Evidenz. Dës Iwwerleeung huet Répercussiounen op d'Formatioun vum Léierpersonal vun dëser Altersstuf, op déi ech méi spéit am Detail zréckkomme wäert.

Aner Studië beleeën, dass et fir d'Entwécklung vun de Kanner, also vun de Schüler, ganz wichteg ass, dass si sech an enger Gemeinschaft erëmfannen, déi si encadréiert an ënnerstëtzt, wou si stabel a vertraulech Relatioune wéi och Repèren opbaue kënnen. Nëmmen dann ass et méiglech, fir den néidege sougenannten „cadre propice à l'apprentissage" ze garantéieren.

An dësem Sënn ass d'Gestaltung vun engem strukturéierten Alldag ee ganz wichtegt Element an der Entwécklung vun de Kanner. Esou ee strukturéierten Alldag an der Grondschoul, wou ganz vill Kanner och an enger Maison relais ageschriwwe sinn, muss d'Resultat vun enger intensiver Zesummenaarbecht tëscht dësen zwou Strukture sinn.

D'Roll an d'Zesummeschaffen tëscht den Enseignanten an den Éducateuren huet sech geännert a muss besser definéiert ginn. Si musse sech bewosst sinn, dass d'Kanner de Gros vun hirem Dag an zouene Raim, innerhalb vun engem organiséierte Kader mat Aktivitéite vu moies bis owes verbrénge mussen. Dëst bedeit vill Stress fir d'Kanner. Hei wollt ech de kierzlech am Regierungsrot ugehollene Plan périscolaire local ernimmen, deen d'Zesummenaarbecht tëscht der Grondschoul an de Betreiungsstrukturen institutionaliséiere wäert an deementspriechend eng ganz wichteg Roll spille muss.

Fir de Lycéesschüler, deen net méi no der Schoul an enger Maison relais betreit ka ginn, stellt sech d'Fro no engem périscolairen Encadrement, besonnesch fir déi méi jonk Jugendlech. Dës Fro muss am Kader vun den Diskussiounen iwwer méiglech Ganzdagsschoule fréier oder spéider beäntwert ginn.

Déi meescht Pädagoge si sech eens, dass kleng Kanner net ze vill Intervenanten hu sollten, mä dass Referenzpersoune wichteg sinn. Esou freet ee sech, ob bis zu siwen Intervenanten innerhalb vun enger Klass an der Grondschoul de Bedierfnisser vun de Kanner entgéintkommen, woubäi deen een net onbedéngt weess, wat deen aneren déi Stonn virdru gemaach huet.

Bei de Lycéesschüler si mir och der Meenung, dass op de Klasse vum Cycle inférieur eng limitéiert Zuel vun Enseignanten de Besoinë vun de Schüler zeguttkënnt. Haut mussen d'Kanner an déi Jugendlech Ënnerstëtzung kréien, fir och mat där grousser Unzuel vun Informatiounen, Donnéeën an Impressioune léieren ëmzegoen, deene si de ganzen Dag ausgesat sinn.

E responsabelen Ëmgang mat dësen Aspekter ass bedeitend fir déi gesond Entwécklung zu engem ganzheetlechen a verantwortungsvolle Mënsch. D'Villfältegkeet vun de Kulturen an den Nationalitéite maachen et de Schüler dacks schwéier, hir Repèren ze fannen. Och hei brauche si Orientatioun an Ënnerstëtzung.

Mä wat sinn dann elo d'Aufgabe vun der Schoul, ergo den Enseignanten?

Opgrond vun de Changementer vun eiser Gesellschaft an de Bedierfnisser fir d'Schüler, déi sech heiraus erginn, muss och d'Schoul sech änneren. Mä d'Essenz muss d'Wëssensvermëttlung bleiwen, an zwar am Sënn vun enger nobler Missioun: Kanner a Jugendlecher zu mündegen, kritesch denkende Bierger erzéien, hinnen op där enger Säit hëllefen, sech eng zolidd Wëssensbasis unzëeegnen an déi och kënnen unzewennen an ze hannerfroen, hinnen hëllefen, mat der Villfältegkeet vun Informatiounen eens ze ginn, an hinnen op där anerer Säit den humanistesche Grondgedanken nobréngen.

Eleng dës Aufgabe verlaange scho vill Asaz säitens dem Léierpersonal. Mä dat eleng geet net duer. Dacks gëtt vum Enseignant vill méi verlaangt wéi just Schoul halen. Et ass kloer, dass d'Roll vum Enseignant sech an de leschte Jorzéngte geännert huet. Si geet wäit iwwert dat Schoulescht eraus. Dëst ass e Paradigmewiessel a bedeit, dass d'Definitioun an de Profil vum Enseignant de Gesellschaftschangementer mussen ugepasst ginn.

Leider ass festzestellen, dass et keng Beschreiwung mat normativem Wäertgehalt vum Profil vum Professer oder vum Schoulmeeschter gëtt. De Règlement grand-ducal iwwert d'Formatioun an de Stage vun de Proffe beschreift zwar, wat dem zukünftege Proff seng Aufgabe sinn, mä e geet net weider an den Detail, wat déi méi perséinlech Kompetenzen ugeet. Och den Numéro spécial vum „Courrier de l'Éducation nationale" vun 2005 geet net dorop an. Fir d'CSV-Fraktioun wier dëst awer immens wichteg.

An esou eng Definitioun vum Profil vum Schoulmeeschter a vum Prof missten eiser Usiicht no verschidde perséinlech a mënschlech Grondkompetenzen niewent deenen essenzielle pädagogeschen a fachbezunnene Kompetenzen onbedéngt mat erafléissen. Mir deelen dem neiseelännesche Professer John Hattie seng Usiicht, dass an der Klass virun allem „the teachers matter" am Vierdergrond steet an dass mam Enseignant senge Kompetenzen a sengem Engagement vill steet oder fält.

Wat heescht dëst dann elo konkret? Fir eis muss een Enseignant fir d'Alleréischt d'Kanner gären hunn a gäre mat hinne schaffen.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Tessy Scholtes *(CSV)*.- Hie brauch Flexibilitéit an Autoritéit, Motivatioun a Rigueur, Gedold an Disponibilitéit wéi och Kreativitéit. Um Plang vun der Perséinlechkeet si sozial, moralesch, affektiv an intellektuell Qualitéiten, déi déi néideg Motivatioun fir de Beruff garantéieren, onbedéngt noutwendeg, souwéi och Verständnis an Oppenheet fir mënschlech a gesellschaftlech Problemer.

Hautdësdags muss den Enseignant ofwiessele kënnen tëscht dem oppenen Unterrecht an dem Frontalunterrecht, wann d'Matière et verlaangt. Hie muss jee no Unterrechtssituatioun a Klass mol straff féieren, mol d'Schüler selwer schaffen an experimentéiere loossen. Hie muss kënnen differenzéiert ënnerriichten an op d'Schwächten a Stäerkte vun all Kand agoen. Hie muss kënne fächeriwwergräifend a kompetenzorientéiert Schoul halen. Hie soll keen Eenzelkämpfer sinn, mä capabel sinn, am Team respektiv an der Équipe pédagogique ze schaffen. Hie muss ëmmer méi de Kontakt mat den Elteren aus verschiddene kulturellen an erzéiereschen Hannergrënn sichen an domat ëmgoe kënnen.

Den Enseignant an der Grondschoul wéi och am Lycée soll och kënnen e Quereinsteiger sinn an eisen Aen, dee schonn Erfahrungen am Beruffsliewen ausserhalb vun der Schoul gemaach huet a grad wéinst dësen Erfahrungen een anere Bléck, vläicht méi e breet gefächerte Bléck, op d'Schoul wërft. De Wee zu enger adaptéierter Formatioun fir dës Leit misst opgemaach ginn.

Wann een elo iwwert de Profil vum Enseignant diskutéiert, stellt sech déi grouss Fro vun enger Differenziatioun vum Profil vum Enseignant an eise Schoulen. Esou ënnerscheede mir momentan graff gesinn tëscht dem Schoulmeeschter, deen als sougenannte Generalist an der Grondschoul Schüler am Prinzip vun dräi bis zwielef Joer ënnerriicht op där enger Säit, an dem Professer, deen als sougenannte Spezialist a meeschtens engem Fach d'Schüler am Lycée an der Regel tëscht dräizéng an nonzéng ënnerriicht.

Ier ech méi spéit op den Inhalt vun der Formatioun selwer ze schwätze kommen, wollt ech am Numm vun der CSV-Fraktioun ënnersträichen, dass mir fir d'Bäibehale vum Schoulmeeschter mat senger Generalisteformatioun plädéieren - mat enger Ausnahm awer: Als Schlussfolgerung vun deem, wat ech iwwert d'Bedierfnisser vun de Schüler aus dem Cycle 1, also dem Précoce an der Spillschoul, gesot hunn, hu mir de fréieren Ausbildungssystem, wou d'Formatioun vun den Enseignanten aus dem Précoce an der Spillschoul getrennt vun deenen aus der Primärschoul war, besser fonnt, well awer enorm Ënnerscheeder an der Entwécklung vum Cycle 1 bis an de Cycle 4 bestinn.

Déi aktuell Differenziatioun, déi hei an der Formatioun an och am Concours gemaach gëtt, ass net ausschlaggebend fir de spéidere Choix - dat muss jo och emol eng Kéier gesot ginn!

Une voix.- Très bien!

Mme Tessy Scholtes *(CSV)*.- Am Kader vun der Grondschoul stellt sech awer d'Fro vun de spezialiséierten Intervenanten an de Fächer Sport, Konscht a Musek.

Firwat net endlech manifestement qualifizéierte Leit mat engem ofgeschlossene fachspezifeschen Unisstudium de Wee fir an d'Grondschoul opmaachen? Virun allem, wann ee weess, dass dës enorm wichteg Fächer dacks als Stéifkanner an der Formatioun vun de Schoulmeeschteren an deemno och duerno am Ausübe vum Beruff behandelt ginn. Hei misst een zudeem de Prinzip vun den Déchargë vum Léierpersonal iwwerdenken.

Ze bemierken ass och, dass d'Verdeelung vun de Klassen am Intérêt vun de Bedierfnisser vum Kand an net no perséinleche Convenancen organiséiert gi muss.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Tessy Scholtes *(CSV).*- Här President, fir d'CSV ass de Schoulmeeschter d'Referenzpersoun fir d'Kand a muss eng Virbildfunktioun vis-à-vis vun de Schüler erfëllen, där hie sech ëmmer bewosst muss sinn.

Dernieft muss hien natierlech och iwwer all d'Kenntnisser verfügen, déi um Programm stinn, a sech souwuel mëndlech wéi och schréftlech kloer ausdrécke kënnen, eng sécher Orthografie hunn, een héijen Niveau an der Grammaire an an der Syntax, ee mathematescht Basiswëssen an elementar Kenntnisser an der Geschicht, de Sciencen an der Geografie. Hie sollt och Grondkenntnisser am Sport, der Musek, an der Konscht souwéi och an der Sonderpädagogik hunn.

Nieft dem zolitte Fachwësse brauch de Schoulmeeschter natierlech och didaktesch a pädagogesch Kompetenzen, fir dat Wësse kënnen ze vermëttelen. Esou drängt sech d'Fro op, ob de Schoulmeeschter eleng all dëst bewältege kann. Mir fannen, dass de Schoulmeeschter, de sougenanntene Generalist, deen als Vernetzer tëscht deene verschiddene Léierprozesser vum Schüler muss ugesi ginn, op seng Équipe pédagogique zréckgräife kënne muss. An dëser Équipe soll hie sech éischtens iwwert déi verschidde Problemer vun den eenzelne Schüler austausche kënnen, awer och konkret Hëllef bei hirer Bewältegung kréien.

Dofir begréisst d'CSV, dass dat neit Schoulgesetz eng regelméisseg Konzertatioun tëscht dem Léierpersonal an de pädagogeschen Équipë virgesäit souwéi och op d'Hëllef vu multiprofessionellen Équipen zréckgräife kann. Mir sinn der Meenung, dass d'Konzeptioun vum Schoulmeeschter als Eenzelkämpfer haut net méi oprechterhale gi kann. De sougenannten Teamteaching ass deemno an eisen Aen och e wichtegt Element vum moderne Schoulhalen.

Am Laf vun der Zäit krut de Schoulmeeschter ëmmer méi Aufgaben, fir déi hien net onbedéngt formëiert ass: de Schoulmeeschter als President oder Member vum Schoulcomité, als Bindeglied tëscht Schoul a Maison relais, de Schoulmeeschter am Appui vun de schwaache Schüler, am Accueil vun de Primo-arrivants, an der Hausaufgabenhëllef oder am Encadrement vun de Flüchtlingsklassen - fir der just e puer opzezielen. All dës ganz wichteg an deelweis nei Elementer musse vum Schoulmeeschter verinnerlecht an an der Formatioun berücksichtegt ginn.

D'Grondschoulgesetz vun 2009 huet och d'Astellungspolitik vun de Schoulmeeschteren an de Gemenge verännert. D'Gemengen hunn elo kee Matsproocherecht méi, ee Schrëtt, dee mir als CSV als positiv bewäerten, well dat sech net ëmmer esou einfach virdru gestalt huet.

Mir bedaueren awer, dass d'Gemengeverantwortlech deelweis net méi wëssen, wat an hire Schoule leeft, a plädéieren nach ëmmer fir de Schouldirekter, deen de Lien tëscht der Gemeng an der Schoul op eng professionell Aart a Weis garantéiere kéint.

Une voix.- Très bien!

Mme Tessy Scholtes *(CSV).*- De Schouldirekter kéint an engems derfir suergen, dass endlech eng Uniformisatioun am Schoulhalen an eisem Ländche stattfanne kéint. Dat ass am Moment net de Fall an d'Schoulhalen…

(Interruption)

…variéiert jee no Inspekter vun Arrondissement zu Arrondissement.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, och am Lycée ännert sech d'Roll vum Enseignant. Mir sinn der Meenung, dass een net sollt tëscht verschiddenen Zorte vu Lycéesproffen, jee nom Alter vum Jugendlechen, ënnerscheeden. Mir denken, dass de Lycéesprofesser, dee seng Formation pédagogique ofgeschloss huet, souwuel à même ass, Schüler aus dem ënneschte wéi och aus dem ieweschten Zyklus vum Secondaire ze ënnerriichten. Et ass zum enge vill méi ofwiesslungsräich an zum anere complémentaire fir de Proff, dee säi Fach souwuel dem Septièmesschüler vun der Basis u vermëttele kann, wéi och de Premières- oder Treizièmesschüler op den Ofschlossexame preparéiere kann.

Fir eis huet d'Fro, wéi de Proff virun allem déi jonk Schüler encadréiert, méi Bedeitung. D'Konzept vun engem Tuteur, dat heescht enger méi enker Begleedung an Ënnerstëtzung duerch de Proff, fanne mir an dësem Kontext interessant. Besonnesch bei deene Schüler, déi vun doheem leider net esou vill Hëllef kréie kënnen, mécht d'Aféierung vun engem Tutorat Sënn.

D'Aféiere vun enger méi reduzéierter Unzuel u Proffen op deenen ënneschte Klassen ass fir eis och eng Pist, iwwert déi ee kéint nodenken. An dësem Fall wier de Proff, deen nieft sengem Fach en zweet Fach ënnerriichte kéint, natierlech vu Virdeel, an d'CSV verschléisst sech, ënner Virbehalt vun adaptéierte Formatiounen an dës Richtung, dëser Optioun net.

Et soll een och net vergiessen, dass de Proff mat deelweis ganz verschiddenaartege Schoulpopulatiounen am Lycée classique engersäits an am Lycée technique anerersäits konfrontéiert ass. De Proff muss sech bewosst sinn, dass d'Zilsetzungen an d'Erausfuerderungen net déiselwecht sinn, an hie muss säin Unterrecht deementspriechend adaptéieren an ajustéieren.

Esou erweidert sech och am Lycée d'Handlungsfeld vum Enseignant steteg, wéi Dir gesitt: vum Régent iwwert den Tuteur, wou déi sozial Dimensioun ëmmer méi wichteg gëtt, den Enseignant vu sougenannten „Mosaikklassen", dat heescht Problemschüler, bis zu der Fonctioun vum Direkter, an ech kéint nach weiderfueren.

Ass de Proff op all dës Erausfuerderunge genügend virbereet? D'CSV ass der Meenung, dass an der Ausbildung nach Handlungsbedarf besteet. Verschidden Aspekter mussen de Wee an d'Formatioun fannen, souwuel an der Theorie wéi och an der Praxis.

Schliesslech muss och am Lycée d'Zesummenaarbecht tëscht de Proffen eng nei Dimensioun kréien. Begréffer wéi Teamteaching an Assistenzprofessere kéinten eng Bedeitung hei kréien.

Dir Dammen an Dir Hären, ier ech ofschléissen, géif ech ganz gären nach e puer Wuert zu der Ausbildung vun den Enseignantë soen. D'Formatioun op der Uni Lëtzebuerg muss sech logescherweis um Profil an un de Missioune vum zukünftege Schoulmeeschter an eisem Schoulsystem orientéieren.

Déi eenzeg Richtlinnen an dësem Sënn beschreift de Ministère an enger spezieller Ausgab vum „Courrier de l'Éducation nationale" vun 2005. Hei wéilt ech gär e puer Punkten erauspicken a méi genau ënnert d'Lupp huelen.

Am éischte Punkt, deen d'Missioune vum Schoulmeeschter beschreift, steet, dass dëse beim Schüler eventuell spezifesch Besoinen erkennt an déi néideg Moossnamen ergräift. Sënn géif et dofir maachen, wann d'Ausbildung op der Uni enger Basisformatioun an der Sonderpädagogik eng Plaz géif ginn. Och wann de Schoulmeeschter Hëllef aus der Éditf oder den Équipes multiprofessionnelles kritt, wier eng Aféierung an déi gängegst Krankheetsbiller, Konzentratiouns- a Léierschwieregkeeten néideg.

Ze bemierken ass, dass mir eent vun den eenzege Länner an Europa sinn, déi hir Schoulmeeschteren net an der Sonderpädagogik ausbilden, an dass mir d'lescht Joer awer d'UNO-Konventioun fir d'Rechter vu Persoune mat Behënnerung approuvéiert hunn.

Am zweete Punkt, deen de Profil vum Schoulmeeschter beschreift, steet, dass dësen d'Unterrechtssprooche souwuel geschwat wéi geschriwwen op engem exzellenten Niveau beherrsche muss. Et héiert een allerdéngs ëmmer nees, dass bei de jonke Stagiairen den Niveau virun allem am Franséischen net optimal wier.

Hei muss ee sech froen, ob et net méi ubruecht wier, d'Sproochekenntnisser am Examen d'admission op der Uni Lëtzebuerg ënner redigéierter Form ofzepréiwen anstatt per „multiple choice questions". Eng weider Méiglechkeet wier, déi verschidden Aarbechten am Laf vum Kursus zu gläichen Deeler op Franséisch an op Däitsch ze redigéieren.

Am drëtte Punkt iwwert d'Ausbildung vum Schoulmeeschter ass eng Diskrepanz festzestellen tëscht deem, wat an der Formatioun an de Fächer Sport a Konscht um Pabeier gefuerdert gëtt, an deem, wat an der Praxis geléiert gëtt. Virun allem, wat d'Schwammen ugeet - an do hunn ech och scho per Question parlementaire drop higewisen -, gesäit et schlecht aus. Ech hu mir awer soe gelooss, dass sech an dësem Beräich lues a lues eppes ännere soll, a wäert déi Entwécklung weiderhin am A behalen.

Une voix.- Très bien!

Mme Tessy Scholtes *(CSV).*- Am selwechte Punkt vum „Courrier de l'Éducation nationale" steet, dass d'Ausbildung vum Schoulmeeschter sech dem plurilinguistesche Kontext vu Lëtzebuerg an der Problematik vun der Alphabetisatioun an enger Friemsprooch sollt unhuelen. Mat dësem Thema gëtt sech menges Wëssens allerdéngs net auserneegesat. D'universal Alphabetisatioun vun all Kand op Däitsch kann an eisem heitege Kontext hannerfrot ginn an et misst ee kucken, ob een de System net fréier oder spéider an dësem Sënn upasse misst.

Gutt ass awer, dass mëttlerweil méi Wäert op dat Praktescht geluecht gëtt. De Problem ass awer, dass op der Uni trotzdeem nach ëmmer net praxisorientéiert genuch geléiert gëtt. Besser wiere vläicht manner Virliesungen a méi praxisorientéiert Seminären.

Ze bemierken ass och, dass d'Studium gréisstendeels frontal ass, obwuel d'Studenten et herno an hirem Beruff aneschters ugoe sollen. Mir sinn eis bewosst, dass d'Formatioun op der Uni op d'Recherche ausgeriicht ass an dass et net einfach ass, lokal Proffen an Tuteuren ze rekrutéieren. Mir sinn awer zouversiichtlech, dass hei nach méi praxisorientéiert Adaptatioune méiglech sinn.

De Ruff vun den auslänneschen Ausbildungsinstituter, wou sech een Deel vun eise Schoulmeeschtere formëiere loossen, ass gutt an och éischter praxisorientéiert. Et fält awer op, dass immens vill vun dësen Diplomëierten, déi sech de Préliminairen an dem Concours hei zu Lëtzebuerg stellen, duerchfalen.

Wéi ass dëst ze erklären? Wier et net besser, erëm praktesch Examensstonnen anzeféieren, esou wéi an der Période probatoire vun de Proffen, fir ze kucken, ob de Kandidat net nëmme seng Theorie beherrscht, mä och seng Praxis a mat de Schüler ëmgoe kann?

Här President, d'Ausbildung vum Schoulmeeschter ass universal. De fäerdege Schoulmeeschter kann am Précoce, am Préscolaire, an der Grondschoul, am Modulaire an an der Éditf schaffen, huet awer net onbedéngt e praktesche Stage am Laf vun der Ausbildung an all dëse Beräicher gemaach. Hie kann an eisen Aen dësen dach ganz spezifeschen Aufgaben net onbedéngt gerecht ginn.

Dofir kéint een an eisen Aen d'Formatioun vum Schoulmeeschter iwwerdenken. De Schoulmeeschter am Cycle 1 respektiv an de Cyclen 2 bis 4 misst weiderhin e Bachelor maachen, fir duerno Generalist ze sinn. D'Méiglechkeet vun engem Master misst awer gi sinn, fir all déi Beräicher ze couvréieren, déi de Generalist net meeschtere kann, wéi zum Beispill Spezialisatiounen, fir am Modulaire, an der Éditf oder mat Primo-arrivanten ze schaffen, wou dann deemno eng professionell Prise en charge garantéiert wier. Natierlech missten dann och, esou wéi dat fréier emol de Fall war, Poste fir Leit mat dëse spezielle Qualifikatioune geschafe ginn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, a puncto Formatioun a Stage vun den zukünftege Proffe fanne mir, dass de System iwwerduecht misst ginn. Esou kéinte mir eis virstellen, dass d'Studenten een oder och zwee Bacheloren an hirer oder hire Spezialisatiounen, zum Beispill Mathé oder Physik, maache géifen, an duerno e Master an der Fachdidaktik.

Dofir plädéiere mir och, fir de Stage op der Uni Lëtzebuerg ze verkierzen. Och d'Iddi vun engem Préstage am Lycée, eventuell tëscht dem Bachelor an dem Master, fanne mir interessant, well een hei wierklech ganz konkret um Terrain géif gesinn, ob de Kandidat fir dëse Beruff gemaach ass. Deeselwechte Modell wier deementspriechend och virun der Admissioun vun der Schoulmeeschteschformatioun unzedenken.

Wat d'Formation continue ugeet, ass ze bemierken, dass et scheinbar net ëmmer einfach ass, d'Enseignantë vun der Wichtegkeet vun esou enger Formatioun ze iwwerzeegen. Et si just aacht Stonne pro Joer obligatoresch, an awer hale sech d'Aschreiwungen a Grenzen, esou dass munch Formatioune guer net stattfanne kënnen. Fir deem entgéintzewierken, begréisse mir et, dass d'Formatioune méi an de Schoule stattfanne sollen, a fannen d'Iddi vum „peer learning" interessant fir weiderzedéveloppéieren.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, résuméierend ass ze soen, dass d'Erausfuerderungen, déi sech der Schoul an eisen Enseignantë stellen, riseg sinn.

Wéi mir all heibanne wëssen, befanne mir eis momentan an engem grousse Reformprozess vun eiser Schoul, wou d'Reform vun der Grondschoul schonn agefouert gouf a wou déi vum Lycée an der Diskussioun ass. Dëse Reformprozess ass ausdrécklech ze begréissen.

Ze bemierken ass, dass innerhalb vun de Reformen de Profil an d'Missioune vun eisen Enseignanten eng kruzial Roll spillen. D'Enseignantë sinn d'Häerzstéck vun der Schoul an et si si, déi hannen um Enn ausschlaggebend si fir d'schoulesch Réussite vun eise Kanner.

Dofir ass et wichteg fir eis, dass de Profil vum Schoulmeeschter a vum Professer weiderzedéveloppéieren ass am Sënn, dass méi perséinlech Capacitéiten a Kompetenze mat erafléisse mussen. Dëse Profil muss onbedéngt ee legale Kader kréien, aus deem sech da seng Missioune besser deklinéiere loossen.

Da si mir der Meenung, dass déi soziokulturell a wirtschaftlech Changementer aus eiser Gesellschaft an hir Répercussiounen op d'Schüler an der Formatioun vum Enseignant, ob Proff oder Schoulmeeschter, an awer och an der Ausübung vun hirem Beruff eng méi grouss Roll spille mussen. D'Spezialisatioun an der initialer Formatioun vum Schoulmeeschter a kruzialen, ganz problematesche Beräicher spillt hei eng wichteg Roll.

Schliesslech fanne mir, dass d'Konzeptioun vum Enseignant als Eenzelkämpfer net méi ugepasst ass. D'Gruppenaarbecht, d'Konzertatioun, d'Zesummenaarbecht a Form vun Teamteaching oder mat Assistenzproffe mussen deen dach oft rigide Kader vum Schoulhalen an eise Schoulen endlech opbriechen. Hei spillt déi initial Formatioun - wéi och d'Formation continue - eng wichteg Roll.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci der Madame Scholtes. Als nächste Riedner ass den Här Ben Fayot agedroen. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, mir schwätzen de Mëtteg iwwert d'Enseignanten, dat heescht all déi, déi am direkte Kontakt mat de Kanner sinn. Firwat nëmmen d'Enseignanten? Niewent den Enseignantë gëtt et jo nach eng ganz Partie anert Personal an de Schoulen. Mä well dat eigentlecht Schoulhalen eng komplex Aarbecht ass an eng grouss Verantwortung mat sech bréngt. Gutt Schoulhalen ass e Garant fir den Erfolleg vun de Kanner, mécht Dieren op fir d'Zukunft vun engem Kand. Gutt Schoulhalen hëlleft, den Erfolleg ze maximiséieren an den Échec esou kleng wéi méiglech ze halen.

Et ass keen akademeschen Débat, Här President, well vun der Qualitéit vum Schoulhalen déi berufflech a gesellschaftlech Zukunft vun eise Kanner a vun eisem Land ofhänkt.

Schoulhalen ass haut anescht wéi fréier, well d'Kanner an d'Gesellschaft, aus där se kommen, anescht sinn. Fréier gouf et e Moule, eng Form, an déi een huet missen erapassen, a wien dat net fäerdegbruecht huet, deen huet eben net derzougehéiert, dee gouf eliminéiert. Dat hat domat ze dinn, dass déi gesellschaftlech Élitë kloer definéiert waren, d'Exigenzen, fir derzouzegehéieren och, an also de Wee iwwert d'Schoul gradesou. Dëst huet sech hei zu Lëtzebuerg a soss an Europa vun de 60er Joren u rasant geännert.

An den Annexë vum Rapport vum Här Adam beschreift de Ministère de l'Éducation nationale d'Orientatioune fir d'Formatioun vun den Enseignanten an der Grondschoul an de Profil vun den Enseignanten am Secondaire an am Secondaire technique. Do gëtt d'Analys vum schouleschen a soziokulturellen Ëmfeld kloer gemaach: ons Villsproochegkeet, déi grouss Diversitéit vu Schüler mat bal der Halschent vun zougewanderte Schüler aus anere Kulturkreesser, d'Fragilitéit vun der Famill, vun de Familljestrukturen, den Afloss vun der wirtschaftlecher a sozialer Situatioun vum Kand am Hibléck op de schouleschen Erfolleg. An an internationalen Etüde gëtt eng staark Conditionnalitéit zwëschent de Resultater vu PISA an de soziokulturellen Originë vun de Schüler hiergestallt.

Och onse Schoulsystem huet sech andauernd geännert. Et ass jo net - wann haut diskutéiert gëtt iwwer eng Reform -, wéi wann net dee System sech an deene leschte Jorzéngten zum Deel radikal geännert hätt, ofgesinn elo vun deene Reformen, déi an der viregter Legislatur gemaach gi sinn.

Ech erënneren un d'Mëttelschoul. Dat war och schonn eng Schoul - et gëtt ëmmer gesot, och ënnert den Enseignanten, d'Schoul, déi hätt net direkt elo sech op berufflech oder wirtschaftlech Konditiounen auszeriichten, d'Schoul wär eppes Interessantes per se. Et muss een awer drun erënneren, dass esou eppes wéi d'Mëttelschoul, also den Enseignement moyen an de 60er Joren, eng Schoul war, déi ausgeriicht war op nei Donnéeën an der Gesellschaft, dat heescht de Besoin vun der Gesellschaft no neie Kadere fir de Secteur vun dem Service.

Den IST ass komm - d'Ingénieurs techniciens -, fir eben och déi nei Industrien. Den Enseignement technique ass derzoukomm an de 70er Joren, fir eben déi Kanner och opzefänken, déi am Enseignement secondaire classique net virukomm sinn. Nei Sektiounen ass et am Enseignement secondaire ginn a vill nei Lycéeë mat spezifeschen Ausriichtungen.

Dann erënneren ech un de Bac international, deen an engem klassesche Lycée entstanen ass oder och an engem technesche Lycée. Et gouf Pilotprojeten am Kader vun der öffentlecher Schoul, besonnesch ënnert deenen zwou leschte Legislaturen, wéi zum Beispill „Eis Schoul" oder de Lycée Ermesinde. An niewent de kathoulesche Privatschoule gëtt et aner Privatschoule wéi d'Waldorfschoul, wéi de Lycée Français, d'International School an esou weider.

Schliesslech, an dat ass och wichteg am Verglach mat deem fréiere System, gëtt d'Orientéierung vum Primaire op de Secondaire, also

déi wesentlech Etapp am Liewe vun engem Kand, déi doranner besteet, fir de Sprong an de Secondaire ze maachen, gëtt déi Orientéierung net méi iwwert de klasseschen Exame gemaach, mä iwwer eng Prozedur vu Bilan. Et sinn an deene leschte Jorzéngte Kompensatiounen agefouert ginn, d'Methoden hu sech geännert, d'Schoulen hu sech och no baussen opgemaach.

An ech wëll dat awer hei soen, ech hu viru Kuerzem - wéi déi ganz Diskussioun iwwert d'Reform am Enseignement secondaire an Enseignement secondaire technique ëmmer méi hefteg ginn ass, dann denkt ee jo nawell zréck - emol Texter aus den éischte Jore vum 21. Jorhonnert erëm gelies. Déi éischt Jore vum 21. Jorhonnert, dat ass 2000, 2001, 2003. Do hunn ech zum Beispill dat interessant Buch gelies iwwer zéng Joer Bestoe vum Lycée „Alima", dee jo ufanks 2000/2001 gegrënnt ginn ass, wou scho vill interessant Iddien dra waren.

An ech hunn de véierbändege Wälzer iwwer 400 Joer Kolléisch, déi Schoul also, déi virun 100 Joer bal ganz eleng d'Élite vum Land erugezunn huet an déi sech haut als traditiounsbewosst an zugläich modern gëtt.

Do liesen ech dann am Band III, iwwerschriwwen „L'Athénée aujourd'hui et demain" - dat ass also 2003, déi Texter si geschriwwe ginn ufanks den 2000er Joren -, do liesen ech an engem Artikel vum deemolegen Direkter Emile Haag ënnert dem schéinen Titel „Innovation comme tradition" Sätz wéi déi hei: «L'Athénée est sorti de son isolement traditionnel et s'est résolument ouvert au monde extérieur par de multiples projets.» An do gëtt beschriwwen, wéi wichteg d'Informatik ass - ech schwätzen nach ëmmer vum Athénée, fréier huet en Athénée grand-ducal geheescht, haut heescht e Lycée Athénée -, do gëtt beschriwwen, wéi wichteg d'Informatik ass, wéi den Travail en équipe vun den Enseignantë sech entwéckelt.

An am Artikel vum heitegen Direkter Jos Salentiny geet Rieds zum Beispill, wéi de Régent ëmmer méi zu enger Personne de référence fir d'Schüler gëtt, si beréit, wa se Schwieregkeeten hunn. «Bref», seet de Jos Salentiny, «c'est le régent qui assure la prise en charge personnelle des élèves de sa classe et qui assume le rôle de mentor», eng Aart Tuteur also.

Oder et liest een an deemselwechten Artikel en Extrait aus dem Exposé des motifs vun engem Projet d'établissement am Kolléisch mat dem Titel: «L'action pédagogique par les moyens de communication d'aujourd'hui», «axé plus particulièrement sur le travail autonome et responsable de l'élève», Folgendes liest een do: «La fin de ce siècle», dat heescht Enn der 90er Joren, «est caractérisée par l'exigence accrue de capacités clés qui entraîne une grande autonomie de pensée et une certaine flexibilité.» An dofir soll iwwert d'«intégration accrue des techniques de communication dans les différents cours» nogeduecht ginn.

Wann Der dat do héiert an Dir vergläicht dat mat deene Polemiken, déi Der an deene leschte Méint a Woche gehéiert hutt iwwert dat, wat a gewësse Reformprojeten ass, da stellt Der Iech jo sécher Froen.

An da wëll ech och nach soen, dass am Schouljoer 1999/2000, also ënnert der deemoleger Ministesch, der Madame Brasseur, en „Projet pilote d'autonomie pédagogique limitée" initiéiert ginn ass, am Kader vun deem de Schüler an de verschiddene Branchë Méiglechkeeten ugebuede goufen, iwwer Cours renforcés an de Sproochen oder an der Mathé hir Schwieregkeeten ze iwwerwannen, also méi Flexibilitéit am Schoulhalen. Et ass op d'Interdisziplinaritéit an op d'Noutwendegkeet vun der Zesummenaarbecht ënnert den Enseignanten higewise ginn. An opgrond dovunner, wëll ech soen, entstinn andauernd an och haut nach vill Innovatiounen an den eenzelne Lycéeën. An do gëtt et ëmmer - ech hunn den Här Bauler dozou gehéiert, vläicht dat ze bedaueren -, mä ech sinn der Meenung, dass et do ëmmer grouss Fräiheeten an onse Schoule gouf fir d'Enseignanten, um Terrain Initiativen ze huelen an innovativ ze sinn.

Här President, wann ech mech doriwwer ausgebreet hunn, da well Iddië wéi Tutorat, Travail personnel, individuell Differenziatioun, Flexibilitéit, och op den ieweschte Klassen, säit Joren am Gespréich sinn an och vu munchen Enseignantë praktizéiert ginn.

Mir hunn haut keng Debatt, Här President, iwwert d'Schoulreform am Secondaire. Et kann een awer net vum Type oder Profil d'enseignant schwätzen, ouni d'Iddien an d'Problemer am Ëmfeld vum Schoulhalen ze évoquéieren. Et ass och net esou, wéi wann op deem Gebitt, wat ons haut beschäftegt, näischt geschitt wär. Wéi schonns gesot, goufen d'Profiler vun den Enseignantë kloer ëmschriwwen. D'Ausbildung vum Schoulmeeschter op der Uni Lëtzebuerg gouf erneiert, de Stage vum Secondaire och, d'Formation continue gouf obligatoresch, d'Décisiounen iwwert den Enseignant unique am Fondamental grad wéi deen am Secondaire goufe geholl respektiv confirméiert.

Schliesslech muss ervirgestrach ginn, dass et eng Konstant vun der Lëtzebuerger Politik ass - dat ass och net onwesentlech fir d'Enseignanten -, et war eng Konstant an et ass eng, besonnesch och vun der heiteger Ministesch, wëll ech ënnersträichen, fir den Enseignanten en héije materiellen a gesellschaftleche Stellewäert ze ginn.

Här President, wann also vill geschitt ass, ass et trotzdeem wichteg, sech permanent mat dem Beruff vum Enseignant ze beschäftegen, fir ze kucken, wéi en un déi verännert Situatioun an de Schoulen an an der Gesellschaft ugepasst ka ginn. Mir hunn an onsem Rapport keng revolutionär Neierung gefrot, mä eng Partie Piste gewisen, wou Adaptatioune kéinten agefouert ginn.

Wat elo méi spezifesch déi eenzel Schoulniveauen ugeet, muss ee sech bewosst sinn, dass d'Schoulhalen op Septième a Sixième anescht ass wéi op der Première, souwuel an der Matière wéi och an der Method. Datselwecht gëllt fir d'Schoulhale vum Précoce iwwert de Préscolaire, de Primaire bis zum Préparatoire. D'Methoden an d'Inhalter an d'Ufuerderunge si verschidden.

Erënnert sief och un déi Debatt, déi mer hei virun e puer Wochen iwwert déi ganz Kleng haten - vun null bis dräi, véier Joer -, an där mer op d'Qualitéit vum Personal an de Crèchen insistéiert hunn, well mer jo wëssen, dass do d'Weiche gestallt ginn, och fir den zukünftege schouleschen Erfolleg.

Mä d'Konklusioune vun onsem Rapport tranchéieren net zwëschent engem Enseignant spécialiste an dem Enseignant généraliste. D'Äntwert ass villméi: Den Enseignant généraliste gëtt net a Fro gestallt, obschonn d'international Tendenz éischter ewech vum Generalist geet. Den Enseignant gëtt ëmmer méi an iwwerall fir all Branche, fir all Niveau d'enseignement op der Uni ausgebilt. E soll en zolidd Fachwëssen an eng seriö Fachdidaktik matbréngen an och eng allgemeng pädagogesch Fäegkeet. Dat sinn déi dräi grouss Haaptkonditiounen, déi d'Enseignanten iwwerall, an all Niveau vum Schoulhale sollen hunn. An duerch dës zolidd Basis solle se capabel sinn, sech selwer iwwert d'Weiderbildung am Beruff un ëmmer nei Erausfuerderungen unzepassen. Dat gëllt fir d'Grondschoul wéi fir de Postprimaire.

An deem Zesummenhang muss ech, Här President, soen, dass mer hei zu Lëtzebuerg onbedéngt misste fir d'Enseignanten esou eppes wéi eng Année sabbatique oder Méiglechkeete schafen, fir dass déi Enseignantë kéinten no 10, 20 oder 30 Joer emol e Stéck aus dem Beruff erausgoen - oft si jo d'Enseignanten hiert ganzt Liewen an der Schoul, well se jo och schonn iwwer Primaire, Secondaire, Uni erëm an d'Schoul zréckkommen -, fir hinnen d'Geleeënheet ze ginn, an dem Beruffsliewen e Joer aus der Schoul erauszegoen - dat misste mer fäerdegbréngen an organiséieren -, fir dann eng nei Erausfuerderung sech ze stelle fir d'Schoul, fir also vläicht op engem aneren Niveau Schoul ze halen an op déi Manéier dee Burnout, dee jo bei villen Enseignanten och ka constatéiert ginn, net opkommen ze loossen.

Ech géif d'Madame Minister wierklech froen, fir sech seriö Gedanken ze maachen an der Regierung, ob mer dat net eng Kéier kéinten hikréien. Ech mengen, dat wär eng wesentlech Method, fir d'Enseignanten och zur Innovatioun ze bewegen.

Här President, an onsem Rapport gëtt d'Bekenntnis zum Enseignant généraliste natierlech moduléiert duerch eng Partie Aspekter. Éischtens, et soll eng Verdéiwung jee no de Kanner, also ganz kleng Kanner oder Kanner mat Behënnerung, méiglech sinn. Schoulhalen am Préparatoire ass grondverschidde vum eigentleche Primaire oder vum Préscolaire.

Et soll och eng Verdéiwung no de Matièrë Musek, Sport, Konscht, mä och Mathematik oder Sproochendidaktik wënschenswäert sinn. Dat Lescht gëllt besonnesch fir d'Integratioun vu Kanner mat Migrationshannergrond an der öffentlecher Schoul, fir déi den Zougang zur Lëtzebuerger Sprooch wesentlech ass.

Et gëtt och eng besser Aféierung an d'Praxis iwwer e Stage gefrot, och bei der Grondschoul. An an der Weiderbildung gëtt duerch d'Vuneneen-Léieren, also duerch den „peer learning" dorobber gepocht, wat natierlech kohärent ass mat dem Ausbau vun der Teamaarbecht, deen een och an der Grondschoul konstatéiert.

Ech wëll och soen, dass et wichteg ass, dass déi Teamaarbecht och um Niveau vun de Fächer geschitt. Ech erënnere mech selwer un eng fir mech liewenswichteg Experienz, déi ech schonn am Ufank vu menger Carrière gemaach hunn: dass ech dräi Kolleege fonnt hunn, wou mer zu véier net nëmme Schoul gehalen hunn, ee bei deen aneren hospitéiere gaange sinn an d'Klass, fir ze kucken, wéi dee Schoul hält a wat een do ka léieren, zesumme Klassenaarbechten zesummegebastelt hunn, fir eben deene Kritären ze entspriechen, déi mer ons gesat hunn.

An doraus ass dann och herno e Schoulbuch entstanen duerch all déi Notten, duerch all déi Exercicen, déi geschaaft gi sinn. An Här Bauler, dat ass eigentlech keng bürokratesch Aarbecht gewiescht. Dat ass eng pädagogesch Aarbecht gewiescht. Dofir fannen ech och dee Reproche, deen ëmmer erëm iwwer Bürokratie an der Schoul gemaach gëtt, wann Enseignanten ugehale ginn, fir e Rapport ze maachen iwwer eng Praxis, iwwer Décisiounen, déi se huelen, dee fannen ech iwwerzunn. Well déi Rapportë si wichteg fir eng pädagogesch Aarbecht an déi kënnen och aneren hëllefen, fir hir pädagogesch Aarbecht ze beräicheren.

D'Iddi ass och am Rapport opgeworf ginn, fir de Schoulen am Fondamental e Matsproocherecht ze ginn, wann et ëm d'Ernennung vun Enseignantë geet. Dat gesäit eigentlech gutt aus, muss ech soen, ass och eigentlech als Iddi net schlecht, well Matbestëmmung ass jo ëmmer gutt. Ech wëll awer trotzdeem soen, et stellt grouss Froen. Mir hätte jo och gären eng Décisioun no prezise Kritären. Mir wëlle jo awer net op Systemer zréckkommen, déi viru 50, 60, 100 Joer bestanen hunn, wou d'Enseignanten erausgewielt ginn no anere Kritäre wéi no de reng fachleche Kritären. Also, dat do ass eppes, wat ee kann ënnerstëtzen, mä wou ee sech Gedanke muss maachen, wéi genee dat soll geschéien a wéi dann och d'Kritäre vun deem Choix sinn.

Ech wollt och nach soen, dass an deem Zesummenhang den Instituteur ressource, dee mer jo och an der Kommissioun gesinn hunn, gehéiert hunn, eng interessant Neierung ass, well deen als Beroder um Terrain fir déi nei Enseignanten och ka fonctionnéieren - net nëmmen déi nei, mä och déi schonn eeler Enseignanten. Mä ech mengen, besonnesch fir déi nei kann e vill bréngen.

Datselwecht gëllt fir déi pädagogesch Berodung um Terrain duerch d'Inspekteren, déi fréier an der Ausbildung am ISERP an der Formatioun vun de Schoulmeeschtere matagebonne waren, an dat huet natierlech opgehalen, wéi d'Uni Lëtzebuerg gegrënnt ginn ass.

Déi deeglech praktesch Zesummenaarbecht an den Équipen am Kader vun de Schoulen, sou wéi d'Gesetz vun 2009 iwwert d'Grondschoul dat virgesäit, ass och e wichtegen Aspekt vum „peer learning". An déi fundamental Iddi, fir Schoulen ze maachen am Fondamental mat Comitéen a mat engem Président d'école, war jo och, fir dass d'Léierpersonal duerch d'Zesummenaarbecht um administrative wéi och um schoulesche Plang seng Schoul géif gestalten an och do innovativ kënne sinn. An ech weess net, ob déi Innovatioun do esou einfach gëtt, wann een dann e Schouldirekter dohinnerstellt, deen dann administrativ vun uewen dat alles soll dirigéieren.

Här President, mir hunn ons och länger mat der éischter Ausbildung vun den Enseignantë vum Fondamental beschäftegt. Vun enger am Ufank méi reflexiver Formatioun ass d'Uni Lëtzebuerg iwwergaangen zu enger méi praxisorientéierter Formatioun haut. D'Fro vun engem Stage d'insertion professionnelle fir d'Léierinnen an d'Schoulmeeschteren am Ufank vun der Carrière, also no hiren Études op der Uni Lëtzebuerg, gëtt opgeworf, mä net tranchéiert.

Sécher gëtt et e Problem mat der Uni, well déi meescht Professere vun der Uni Lëtzebuerg keng Schoulpraktiker sinn. De Gebuertsfeeler vun der Uni war jo, wëll ech hei trotzdeem erënneren, dass Tabula rasa gemaach gouf an eppes Neies opgebaut musst gi vu Leit, déi wäit ewech vun der Praxis waren. Dat huet sech geännert a gebessert. Mä nach stellt d'Fro sech, ob e jonken Enseignant, dee frësch vun der Uni kënnt, vun haut op muer operationell ass. Dofir d'Iwwerleeung vun deem professionelle Stage d'insertion no der Ausbildung, fir deen ech vill Sympathie hunn. Fir dee Stage hunn ech vill Sympathie!

Ech muss awer allerdéngs soen, dass en héchstwahrscheinlech net esou einfach ze realiséieren ass. Ech kéint mer virstellen, dass een awer e System kéint hikréien, wou ee systematesch deene jonken Enseignanten, déi an eng Schoul kommen, net en Tuteur, och net e Mentor, mä en Accompagnateur géif mat op de Wee ginn. En Eeleren, dee schonn an der Schoul dran ass an dee se kéint awer an de Beruff aféieren an deenen éischten zwee oder dräi Joer.

Dann, Här President, am Secondaire stellt de Rapport d'Fro, ob eng Spezialisatioun no Alterskategorien ubruecht wär. Perséinlech hunn ech et erkenntnisräich fonnt a menger Carrière, fir kënnen op Première an op Septième ze enseignéieren. Dat war ëmmer e grousse Genoss, grad wéi ech et fir en Enseignant och gutt fannen, haut nach, wann e méi wéi eng Branche enseignéiert.

Wann ee Stagière ass, muss een dat souwisou, mä herno, wann ee Proff ass, ass et menger Ansicht no gutt. Geschicht a Sprooche gi gutt zesummen, Philosophie a Sproochen och. Et gëtt vill Saachen, Chimie a Physik ginn zesummen, an et gëtt vill Saachen, wou een dat ka maachen. Dofir war ech och esou iwwerrascht, wéi zum Beispill bei de Proffen déi Kombinatioun Géographie-Histoire esou a Grond a Buedem verdaamt ginn ass.

Mä natierlech, meng perséinlech Erfahrung, Här President, op deem Gebitt seet mer och, dass e Proff, deen en héichkarätege Spezialist op engem Gebitt ass, net onbedéngt e gudde Pädagog op Septième ass, fir den Iwwergang an de Secondaire erfollegräich mat de Kanner ze gestalten.

Ech hat emol selwer d'Iddi - ech wëll dat hei och nach soen -, wéi ech Proff um ISERP war, ze froen, fir ee Joer kënnen an enger Klass am Primaire Schoul ze halen. Dat hätt mech jo villes geléiert. Dat war allerdéngs duerch d'Rigiditéit vum System net méiglech. Mä ech sinn iwwerzeegt, dass d'Proffen op den ënneschte Klasse vum Secondaire an hirem Stage iwwert de Primaire méi intensiv informéiert musse gi respektiv och souguer a Primairesklasse sollen hospitéiere goe kënnen, fir eben ze gesinn, wéi dat am Primaire vir sech geet.

Eng gravéierend Fro fir d'Enseignanten am Secondaire stellt sech am Kader vun hirer Unisformatioun. Soll de Master, dee se maachen, purement académique sinn, oder soll e professionnalisant sinn? D'Fro ass net: Soll no engem Bachelor an engem Fach e Master an der Pädagogie gemaach ginn? D'Fro ass: Soll de Master an engem Fach mat enger Composante vun Didaktik gefrot ginn?

Mir bejoen dat, well et iwwregens ëmmer méi Unië gëtt, déi esou eppes ubidden. Wann zum Beispill e Student e Master an der franséischer Linguistik mécht oder an der franséischer Literatur, gëtt dobäi oft deen een oder deen anere Cours proposéiert, wéi dat am Sproochenunterrecht oder am Literaturunterrecht vun engem Lycée ka verwäert ginn. An dat wär fir vill Studenten en éischte wichtege Kontakt mat didakteschen Iwwerleeungen.

(M. Gast Gibéryen prend la présidence.)

Eng aner Suggestioun betrëfft e Préstage fir déi zukünfteg Enseignanten - mir schwätzen nach ëmmer vum Secondaire -, fir ze verhënneren, dass jonk Leit an den eigentleche Stage eraginn an no dräi Joer mierken, dass se fir d'Schoul net gemaach sinn. D'Fro ass domat verbonnen, ob dee Préstage obligatoresch virun dem Examenconcours soll sinn. Natierlech mécht dat de Werdegang, fir Proff ze ginn, nach méi komplizéiert, ofgesi vun der praktescher Ëmsetzung mat Tutorat a Stonnen halen.

Här President, fir ofzeschléisse wollt ech trotzdeem soen, dass déi Aarbecht, déi mer opgrond vun dem Här Adam senger Demande fir en Débat d'orientation mat engem Rapport elo ugefaangen hunn an duerchgezunn hunn, dass dat eng interessant Aarbecht war, dass et och eng gutt Atmosphär an der Kommissioun war, fir mat deene Leit vu baussen iwwert d'Schoul an iwwert d'Enseignanten ze schwätzen. Ech soen dem Här Adam Merci fir seng Initiativ an och fir seng Aarbecht, fir dee Rapport hierzestellen. Natierlech och der d'Sekretärin vun der Kommissioun, der Madame Huberty. An ech wéilt och de Kolleegen an de Kolleeginne vun der Kommissioun Merci soe fir hire Bäitrag.

Dat gesot, Här President, sinn ech der Meenung, dass mer hei, wat d'Enseignanten ugeet, nach wäerten am Kader vun der weiderer Reform am Secondaire, och vun der Evaluatioun vun der Reform am Fondamental, déi jo dëst Joer soll och geschéien, nach Geleeënheet wäerte kréien, iwwert d'Enseignanten ze schwätzen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Als nächste Riedner ass den Här Adam ageschriwwen.

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Et ass fir mech am Fong geholl ee flotte Mëtteg gewiescht. Ech si ganz frou mat deene verschiddenen Interventiounen, déi mer haten, a virun allem, wann een och den aktuellen Hannergrond bedenkt, an deem mer hei schwätzen, wat d'Schoul ugeet, datt dee ganze Mëtteg ouni iergendwellech Polemik iwwert d'Bühn gaangen ass.

Ech muss soen, de Mëtteg ass och nach net eriwwer.

(Interruptions et hilarité)

Ech wëll awer och nach eng Kéier drun erënneren, datt et eigentlech e relativ schwieregen Thema ass, wou mer driwwer schwätzen. Ech hat gëschter zoufälleg d'„Frankfurter Allgemeine" am Grapp, an do war op der éischter Säit eng Schlagzeil: „Lehrerberuf genießt hohes Ansehen in der Bevölkerung". An den Ënnertitel war: „Eltern wünschen härteres Durchgreifen im Unterricht".

Ech hat dunn och nach d'Méiglechkeet, mer eng aner Zeitung ze kafen, dat war d'„Süddeutsche". Ech hu geduecht, da missten déi jo och eppes zu deem Thema schreiwen. Déi hunn dat och gemaach. Do stoung dann als Iwwerschrëft: „Die Last mit den Schülern", an als Ënnertitel: „Fast die Hälfte der Lehrer empfindet den Unterricht anstrengender als noch vor zehn Jahren".

Do gesitt Der, dat sinn zwou Zeitungen, déi iwwert datselwecht bericht hunn, an zwar war dat all Kéiers hire Résumé iwwer eng Ënnersichung vum Allensbacher Meinungsforschungsinstitut iwwert d'Enseignanten. Do gesäit een am Fong geholl, datt een iwwer eng selwecht Etüd, iwwer ee selwechte Bericht ganz ënnerschiddlech ka berichten. Ëmsou méi frou sinn ech, datt mer dat hei de Mëtteg ganz sachlech gemaach hunn.

Ech wollt nach eng Kéier d'Wuert ergräifen, well ech eng Rei Saachen als Rapporteur net konnt esou däitlech soen, wéi ech se awer wollt fir déi gréng Partei nach eng Kéier soen.

Vireran awer emol Merci all den Intervenanten. Dem Här Fayot seng Ausféierunge ware fir mech elo net nei, awer natierlech ëmmer erëm interessant, mä mir haten déi enk Zesummenaarbecht beim Rapport.

Dem Här Bauler säi Kommentar vun de Konklusiounen huet mer ganz gutt gefall. Deen Deel virdru war fir mech net esou nei, well den Här Bauler de Choix getraff hat, fir den Dënschdeg schonn datselwecht eng Kéier an enger Pressekonferenz ze soen.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Virun allem hunn ech et awer interessant fonnt och, fir emol eng Kéier eng Stellungnahm vun der CSV ze kréien. Déi siwe Joer, wou ech elo an der Chamber sinn, hunn ech eigentlech am schoulpoliteschen Dossier net ganz vill fundamental Aussoen héieren, an dat war de Mëtteg anescht.

Ech muss och soen, datt et zu engem ganz groussen Deel scho ganz positiv och bei mir ukomm ass. Do sinn eng ganz Rei Froen opgeworf ginn, wou d'Riednerin an hirer Däitlechkeet am Fong geholl näischt ze wënschen iwwreg gelooss huet. Mir hunn eng Kéier „Formation initiale vun den Enseignanten" héieren, wou ech eng ganz Rei Saachen hunn, déi mer gutt gefall hunn, och d'Iwwerleeungen iwwert d'Spillschoul, déi ech deelen, d'Wichtegkeet vum Teamteaching.

Ech muss och soen, eng Rei vun deene Saachen, déi d'Madame Scholtes opgeworf huet, fënnt een och effektiv am Schoulgesetz erëm. Ech fannen dat flott, datt een dat dann nach eng Kéier ënnerstrach huet.

Ech kéim dann nach just kuerz zu e puer Saachen, wou ech wollt eigentlech e bësselche méi däitlech ginn, wéi ech konnt a mengem Rapport sinn.

Ee Punkt ass selbstverständlech d'Elterenaarbecht. Elterenaarbecht ass - dat geet iwwregens och aus där däitscher Etüd iwwert d'Schoul ervir - eppes, wou sech d'Léierpersonal ëmmer schwéierdeet dermat. Mir sinn als Gréng der Meenung, datt et eng absolut Noutwendegkeet ass. Et kënnt keen Enseignant derlaanscht. D'Eltere si responsabel fir hir Kanner a mir mussen dee Wee goen. Mir mussen den Austausch mat den Eltere méi sichen.

An duerfir ass et och…, mir hunn zu Lëtzebuerg d'Décisioun geholl, fir d'Betreiungsstrukturen aus de Schoulen auszelageren. Mir géifen eis als Gréng wënschen, datt mer och e bëssel che méi Ganzdagsschoule kréien, wou de ganzen Encadrement aus enger organisatorescher Hand gemaach gëtt. Mir hu just zwou öffentlech Ganzdagsschoulen, d'„Jean-Jaurès" an „Eis Schoul". Mir sinn der Meenung, mir kéinte méi an déi Richtung maachen.

An dann, déi gutt Zesummenaarbecht, déi mer op ville Plazen tëschent deene verschiddenen Institutioune gesinn, ass ganz oft drop zréckzeféieren, datt mer responsabel an engagéiert Leit op deenen zwou Plazen hunn. A wou d'Zesummenaarbecht net esou gutt klappt, do hu mer ganz oft - leider! - näischt an der Hand.

Dann ass hei och vu méi Leit iwwert de Generalist an der Primärschoul geschwat ginn. Ech erënneren drun, datt déi Zäit, wou d'Madame Brasseur Éducatiounsminister war - dat ass jo schonn eng Zäit hier, awer och nach net éiweg -, d'Madame Brasseur genau véier Lettres ministérielles erausginn hat, wou se d'Zuel vun den Intervenanten an der Klass wollt esou kleng wéi méiglech halen.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Mir hunn awer haut eng Situatioun, mir sinn alleguerten, d'Schoulmeeschteren an d'Léierinne sinn alleguerte Statsbeamten. Si hunn en Urecht op eng Véirelstâche, eng hallef Tâche, eng Dräivéirelstâche. D'Tâche vum Enseignant ass schonn eleng op 23 Stonne begrenzt, d'Tâche vun de Schüler op 28 Stonnen. Mir fannen awer och en Deel vun deenen Iddien, déi virdrun hei beschwat gi sinn - wéi wichteg datt et ass, datt e Kand eng fest Bezuchspersoun huet -, am Schoulgesetz erëm, an zwar den „Titulaire de classe", deen do festgehalen ass an deem seng Aufgaben och definéiert sinn.

Mir bleiwe bei der Meenung, datt et eng éischt Prioritéit am Enseignement fondamental ass, datt mer eng gewëss Kontinuitéit vum Titulaire de classe fir d'Kanner hunn. An et ass awer och eng zweet Prioritéit: All Kand huet d'Recht drop, datt et an de Benefiss kënnt vun all Fach aus dem Curriculum. Mir schwätze vill iwwert d'Qualitéitskontroll an der Schoul. Duerfir wier et och flott, fir emol eng Kéier däitlech Aussoen ze kréien, wéi et da mam Museks-, Sports- a Konschtunterrecht an eise Schoule steet.

Prinzipiell géife mir et bedaueren, wéi och déi aner Riedner hei, wa mer dësen Unterrecht missten u Spezialisten auslageren. All Enseignant misst dës Fächer zurzäit kënnen zefriddestellend assuréieren. Hei huet den Enseignant d'Geleeënheet, seng Schüler ënner anere Viraussetzungen ze erliewe wéi am aneren Unterrecht. Hei gëtt e munches gewuer, wat him kann am Schoulalldag hëllefen. Wa mer allerdéngs Handlungsbedarf feststellen, da musse mer awer och do handelen.

Mä mir hätten eis och als Gréng eng aner Formation initiale kënne virstelle beim Schoulmeeschter, zum Beispill e Bachelor vun dräi Joer, deen allgemeng gehale wier an a bal all Land vun der Welt kéint erschafft ginn, an duerno dann ee Master, dee verschidden Aspekter méi géif ënnersträichen. Zum Beispill kéinte mer eis virstellen eng Dominante „sciences" oder eng Dominante „Sproochen" oder eng Dominante „enfants à besoins spécifiques". Dat kéint zu enger gewëssener Spezialisatioun féieren, ouni fächeropspléckend ze ginn, esou wéi et am Postprimaire ass, well dat wéilte mer als Gréng op kee Fall!

Mir sinn der Meenung, datt et och net duergeet, fir de Gedanke vun enger inklusiver Schoul an en Exposé des motifs vun engem Gesetz ze schreiwen. Mir sinn der Meenung, datt deen Aspekt vum Enseignantsberuff onbedéngt muss méi an der Formation initiale berücksichtegt ginn.

Elo kann ee soen, esou eng Formatioun, wéi ech se grad hei opgezeechent hunn, gëtt et néierens. Mä ech stelle fest, datt et och néierens eng Formatioun gëtt, déi keen Ënnerscheed tëschent Spillschoul a Primärschoul mécht. D'Argumenter fir dëse Brevet unique am Enseignement fondamental sinn eiser Meenung no kritesch ze hannerfroen.

Mir hunn als eent vun deenen eenzege Länner op der Welt eng Schoulflicht fir Kanner vu véier Joer. Mir sinn der Meenung, datt et absolut sënnvoll ass, Kanner méiglechst fréi ze förderen. Mir bleiwen awer skeptesch, ob dat an engem schoulesche Kader am beschte funktionéiert. Mir hunn iwwregens och schonn honnertmol eng Evaluatioun vum Précoce gefrot, mä dat ass ni gemaach ginn.

Iwwert de Stage am Enseignement fondamental: Mir verschléissen eis där Iddi net. Dee Stage muss allerdéngs sënnvoll sinn. Dat kann net datselwecht si wéi bei de Proffen, well d'Formation initiale jo eng aner ass. Do misst d'Gestioun vun enger heterogener Klass d'Haaptzil sinn. Et ass en Ënnerscheed, ob een e Stage - an d'Enseignantë vum Primaire maache jo vill Stagen - an enger Klass mécht vun der Uni aus oder ob ee wierklech dann op sech selwer gestallt ass an eng Klass muss géréieren.

Den Instituteur ressource, deen hei soll hëllefen, dat ass eng gutt Iddi, mä dat geet net duer. Mir mengen, hei géif en Tuteur Sënn maachen.

D'Fro vun der Schoulautonomie ass ugeschwat ginn. Hei si mir och wierklech der Meenung: Jo zu enger Schoulautonomie, mä fir eng Schoulautonomie kënnen ze kréien, brauch een eng fest Rumm.

Ech deelen och dem Här Fayot seng Bedenken. Mir kënnen net op ee System zréckgoen, deen net méi fachlech Kritären uwennt, wou mer op eemol à la tête du client fueren. Op där anerer Säit ass déi Situatioun, wéi mer se am Moment hunn, awer och net befriddegend. Eng Konsequenz vun de PRSen - de Plans de réussite scolaire -, vun der Stäerkten- a Schwächtenanalys misst jo sinn, datt mer och ee Profil fir dee Schoulmeeschter ausschaffen, dee gebraucht gëtt. Also bräichte mer och e Matsproocherecht, wa Leit agestallt ginn an eise Schoulen.

Dat geet an eisen Aen awer nëmmen, wa mer den Direkter an de Grondschoulen aféieren. Mir solle jo elo evaluéieren, wéi déi Président-d'écoles-Geschicht bis elo gelaf ass. Mir sinn nach wie vor der Meenung, datt eng Direktioun och am Enseignement fondamental géif méi Problemer léise wéi schafen.

Mir hunn och elo - et ass keen, deen haut driwwer geschwat huet - eng Reform vum Inspektorat, déi usteet. Mir nenne jo do d'Inspekteren Direkteren. Mir mengen, datt dat - bon, ech wëll mech net ze vill wäit aus der Fënster leeën -, mä mir mengen net, datt dat d'Äntwert ass vun der Fro nom Schouldirekter.

Den aktuellen Examen-concours ass an eisen Ae keng ganz gutt Léisung. Mir kéinten eis virstellen, datt mer einfach sollen zréckkommen op de Concours. Dann hätte mer wéinstens net den Nodeel, datt, wa mer genuch Leit an engem Fach hunn, datt mer dann awer d'Posten net all besat hunn.

Et ass virgeworf ginn, wann een den Examenconcours géif ofschafen, da géif een dat eent Joer esou vill Leit astellen an da géif ee Leit astellen, déi net esou gutt wieren, an d'Joer drop kéint een da kee méi astellen. Do menge mir awer, datt ee mat enger seriöer Planung misst kënnen évitéieren, datt zum Beispill dat eent Joer 15 Biosproffen agestallt ginn an dat anert Joer oder zéng Joer laang da keng.

Mir haten an der Éducatiounskommissioun iwwert de Master geschwat, deen d'Leit musse maachen, fir an de Stage ze komme fir an de Secondaire. Mir sinn als Gréng ganz kloer der Meenung, datt dëse Master soll eng fachdidaktesch Komponent hunn. Mir sinn der Meenung, datt no engem allgemenge Bachelor a sengem Fach - besser nach an zwee Fächer - de jonke Mënsch soll eng Décisioun huelen, ob en dann elo wëllt an den Enseignement goen oder net. A fir déi Décisioun kënnen ze huelen, wier et wierklech gutt, wa mer d'Méiglechkeet vun engem Schnupperstage am Enseignement géifen ubidden.

De Saz aus dem Rapport: «il convient d'éviter d'imposer aux étudiants un cadre trop restrictif, dans la mesure où les détenteurs d'un master à orientation didactique n'ont guère d'autres débouchés que l'enseignement», dee steet esou am Rapport, well en esou gesot ginn ass. Mä dat ass eng Ausso, déi an eisen Aen net richteg ass. Si setzt ganz einfach falsch Prioritéiten.

Mat där Ausso menge mer jo: Wann ee jonke Mënsch e Master gemaach huet an e fënnt keng Plaz an engem Betrib oder beim Stat, déi e besonnesch interesséiert, da kann e jo Proff ginn. Mir hätten awer gären, datt dëse Räsonnement 180 Grad ëmgedréit gëtt: Dee jonke Mënsch, deen e Master gemaach huet fir Proff ze ginn an deem dat net geléngt, dee ka jo nach no enger Plaz an engem Betrib oder beim Stat sichen.

Mir sinn der Meenung, datt ee fachdidaktesche Masterstudium de Regelwee misst sinn. Ausnahme solle mer awer onbedéngt virgesinn. Zum Beispill fanne mer et eng Beräicherung fir eis Schoulen, wa Leit mat enger méi oder manner laanger Beruffserfahrung an eis Schoulen erakommen. Déi Weeër mussen opbleiwen, a wann néideg solle se souguer vereinfacht ginn.

Bleift nach d'Fro vun der Spezialisatioun vun de Proffen. Do ass och scho villes gesot ginn. Mir hunn eigentlech do keng gréisser Meenungsdifferenzen. Mir sinn der Meenung, et gëtt engersäits argumentéiert, datt fir vill Proffen - den Här Fayot huet et och gesot - grad just déi zwee Altersextremer Septième a Première de Beruff spannend maachen. Et gëtt Leit, déi probéiere systematesch, zum Beispill eng Première an eng Septième ze huelen. Een Enseignant, dee säi Beruff spannend fënnt, ass am Prinzip e gudden Enseignant, a mir fannen dat och e wichtegt Argument.

Mir wëllen awer drun erënneren, datt et schlussendlech ëm e ganze System geet an net just ëm Preferenzen. Mir wëlle jo och, datt schoulflichteg Kanner méiglechst laang zesumme léieren a schaffen, an dat verlaangt den Enseignantë scho ganz vill of. An der Zäit vun der Schoulflicht soll méiglechst all Kand eng méiglechst breet Basis kréien an den dräi offizielle Sproochen an am Engleschen, an de Sciencefächer, a Konscht, Musek a Sport.

No deem Alter vun der obligatorescher Schoulflicht, do muss ee gewësse Grad vu Spezialisatioun zougelooss ginn. Mir musse kënnen op de Kanner hire Stäerkten opbauen an déi weider ausbauen. A fir datt dat ka funktionéieren, musse mer och Saache kënnen ewechloossen. Och dat verlaangt dem Enseignant vill of, allerdéngs op e bëssen engem anere Gebitt.

Voilà, dat waren nach e puer Punkten, wou et mer awer wichteg war, dat och nach eng Kéier aus grénger Siicht méi däitlech ze soen. Nach eng Kéier, ech soen den Intervenantë Merci fir hir Bäiträg zu dëser Diskussioun, an och Merci fir déi Méiglechkeet, déi ech hat, dee Rapport hei an der Chamber virzestellen an ënnert deem seriöe Kader hei ze diskutéieren.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Adam. Als leschte Riedner ass den Här Kartheiser ageschriwwen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Här President, villmools Merci. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Numm vun der ADR wëll ech och dem Här Rapporteur villmools Merci soe fir eng ganz fläisseg Aarbecht. Hien huet de Sujet mat vill Engagement ugepaakt a mir hate wierklech och an der Unterrechtskommissioun eng ganz Rei vun interessanten Diskussiounen. E Merci geet och un den Här Bauler, deen eis jo och haut, oder d'Regierung, interpelléiert huet op deen dote Sujet.

D'ADR huet de Rapport awer net gestëmmt, an dat gläich aus enger ganzer Rei vu Grënn.

Deen éischten ass, datt et an eisen Aen net richteg ass, fir eng Rei Leit ze invitéieren, fir virun eiser Kommissioun ze schwätzen, mä do awer e puer aner Kategorië vu Leit vu vireran net ze invitéieren. An ënnert deene Leit, déi net invitéiert gi sinn, sinn notamment d'Vertrieder vun den Enseignantsgewerkschaften.

Et entsprécht net der Virstellung vun der ADR, fir Iwwerleeungen iwwer e Beruffsstand ze maachen, iwwert dee Profil, ouni datt mir op d'mannst géife probéieren, fir mat deene betraffene Leit selwer ze diskutéieren an hir Gedanken an hir Erfahrunge mat ze berücksichtegen. Professeren, Schoulmeeschteren a Léierinnen hätte missen eis privilegéiert Interlocuteure sinn. Si woren awer net do.

Vläicht wëlle gewësse Leit jo einfach och net mat der Realitéit vun eise Schoule konfrontéiert ginn an dofir bleiwe si da léiwer am Abstrakten.

Gefeelt hunn och Leit, déi net esou staark vun der 68er Revolutioun geschiedegt goufe wéi verschiddener vun deenen, deene mir nogelauschtert hunn. Si hätten nees méi realistesch an zukunftsorientéiert Perspektiven an den Enseignement kënnen afléisse loossen.

Mir hätten als ADR gär engem Bernhard Bueb nogelauschtert - „Lob der Disziplin" -, engem Josef Kraus - „Ist die Bildung noch zu retten?" - oder och engem Michael Winterhoff - den Här Gira huet souguer säi Buch gelies: „Warum unsere Kinder Tyrannen werden". En hat hei virun zwee Deeg doriwwer referéiert an en huet eis begeeschtert Zoustëmmung fonnt. Doduerch wären déi Presentatiounen, souwäit se sech mat der Kannerpsychologie befaasst hunn, ganz sécher manner eesäiteg ausgefall.

An och, wann dat net direkt de Sujet vun eiser Debatt hei ass, hätte mir och gär e Wuert iwwert d'Chargéen an der Kommissioun gesot. Och si sinn en Deel vun eisem Unterrechtssystem an och si hunn e Recht drop, fir gehéiert ze ginn a mat hire Problemer vun der Politik eescht geholl ze ginn.

Zweetens stéiert eis als ADR, datt déi Debatt awer esou mécht, och wa si dat net esou däitlech seet, u sech e bëssen ënnert dem Deckmäntelche vun der zukunftsorientéierter Reflexioun verstoppt, datt esou gemaach gëtt, als wär eise Schouldebakel hei am Land och e bëssen d'Schold vun den Enseignanten, déi einfach net méi dee richtege Profil hätten, fir an déi modern Schoul eranzepassen.

Eis stéiert och déi zäitlech Koinzidenz, datt esou eng Debatt ausgerechent dann op den Ordre du jour vun der Chamber kënnt, wou et grad duerch de Widderstand vun den Enseignantë gelongen ass, fir déi sozialistesch Reformen am Secondaire emol wéinstens provisoresch an hoffentlech och definitiv ze stoppen.

Ech froe mech, ob de Message soll sinn: „Wann d'Proffen net esou wëlle wéi mir wëllen, dann ännere mir eben d'Proffen".

Bei der ADR kléngt dat jiddefalls anescht. Mir soen, de Professer, d'Léierin, de Schoulmeeschter mussen nees an hirem Rôle gestäerkt ginn an net geschwächt. Si solle vun eis als dat duergestallt ginn, wat si fir eis Kanner solle sinn: Virbiller! Si hunn e Recht drop, héiflech behandelt ze ginn. Si si Respektspersounen.

Drëttens stéiert eis, datt zwar an dësem Rapport eng Rei vu Problemer énuméréiert ginn: de Sproocheproblem, de Verfall vun de Familljen, d'Situatioun um Aarbechtsmaart, d'Zuel vun den Intervenantë bei de Kanner, mä de Courage, fir déi richteg Konklusiounen ze zéien, dee feelt.

Mir als ADR hunn do awer eng kloer an iwwerzeegend Positioun zu jiddwerengem vun deene Problemer, an ech fänken u beim Sproocheproblem.

Mir wëllen eng resolut, voluntaristesch, systematesch Integratioun vun deenen auslännesche Kanner iwwert de Wee vun der Lëtzebuerger Sprooch. Mir hätte gär extra Klassen, fir de Kanner déi Sproochen intensiv bäizebréngen, déi si brauchen, fir an eiser Schoul integréiert ze sinn.

Mir wëlle keng parallell Schoule mat verschiddene Sproocheregimer, keng Segregatioun vun den Auslänner, mä Integratioun vun den Auslänner, keng parallell Gesellschaften, keen Niewenteneen, mä e Matenee vun alle Leit an eiser Gesellschaft. Nëmmen esou kënnen eis auslännesch Matbierger vun alle Chancë profitéieren, déi eis Gesellschaft hinne ka bidden.

Mir wëllen net d'Schoul änneren, fir si op d'Käschte vun eise Kanner enger inexistenter oder verfeelter Integratiounspolitik unzepassen, mä mir hätte gär eng gutt Integratiounspolitik, fir datt déi auslännesch Kanner an eisem Schoulsystem gutt kënne réussëieren.

D'Familljen: Mir wëllen als ADR eng Stäerkung vun de Familljen an deem Sënn, datt mir den Elteren, déi dat wëllen, eng realistesch materiell Méiglechkeet wëlle ginn, fir kënnen doheem ze bleiwen an hir Kanner selwer ze erzéien. Da wär et och méi einfach, datt en Erwuessenen do ass, dee géif mat de Kanner Hausaufgabe maachen a spillen, amplaz datt si eleng gelooss ginn an dacks virun der Televisioun oder dem Computer hänken.

An nach eemol: D'Kanner sollen doheem gezillt ginn, an net an der Schoul! De Schoulmeeschter an de Professer sinn net do, fir d'Defizienze vum Elterenhaus oder vun der Gesellschaft nozeschaffen oder opzeschaffen, mä fir de Kanner Bildung a Wëssen ze vermëttelen. D'Schoul ass keng Sozialklinik, si ass eng Chance fir Leit, déi wëlle fläisseg schaffen an hir Chance erkennen a se och wëllen notzen, fir am Liewe virunzekommen.

D'Situatioun um Aarbechtsmaart: Datt d'Lycéesdiplomer am Ausland leider och net méi vill wäert sinn, däerf fir eis jo keen Argument ginn, fir den Niveau vun eisen Diplomer nach méi wäit erofzesetzen. Kuckt d'Redaktersexamen, d'Musterungen an der Arméi, d'Opnahmexamen an d'Statsverwaltungen, do, un deene Resultater, gesitt Der d'Wourecht!

Et ass eng eenzeg Katastroph. An heibanne si leider vill ze vill Parteien, déi den Niveau nach wëlle méi erofsetzen, amplaz endlech ze handelen. Fir ganz éierlech ze sinn: Haut gëtt et jonk Schoulmeeschteren a Léierinnen, déi kee richtegt Franséisch méi kënnen, déi Feeler un d'Tafel schreiwen an den Eltere kee richtege Bréif kënne schreiwen, mä de Kanner solle si Franséisch bäibréngen.

Ech hunn hei e Beispill matbruecht vun engem Bréif vun dëser Woch, deen an en Elterenhaus komm ass. Ech soen net, a wéi enger Gemeng, mä et ass interessant, dat ze liesen. Et ass vu Schoulmeeschteren aus där Gemeng ënnerschriwwen: «Nous avons été contactés par la musique…» vun der Gemeng X «…pour chanter quelques chansons lors de leur concert…». An do geet et da weider: «Les élèves intéressés qui mangeront à la cantine, nous irons les chercher à 13.15 heures... Si votre enfant viendra aux répétitions… Je veille à ce que mon enfant sera à l'école...», an esou weider.

Also op engem eenzegen normale Blat vun dëser Gréisst si véier grammatesch Feeler, grave grammatesch Feeler. Dat ass vu Léierpersonal un d'Elteren heemgeschéckt ginn. Dat ass d'Realitéit! Ech hunn eng Gemeng geholl, ech hunn där Bréiwer nach. Ech hätt nach anerer kënne matbréngen. Dat ass d'Realitéit an eisem Land. Firwat gëtt dat hei net diskutéiert an net ugeschwat, fir sech emol eng Kéier mat der Katastroph an eisem Schoulwiesen ze beschäftegen?

Et ass net d'Schold vun deem Léierpersonal. Déi hu schonn net méi genuch an eise Schoule geléiert. An déi nächst Generatioun vu Léierpersonal, déi kann nach manner wéi déi do. Dat ass d'Situatioun! An do musse mer handelen! Firwat gëtt dat ausser vun eis net hei éierlech ugeschwat?

Am Professer Bos sengem Virtrag - dee steet dann och an eisem Rapport - wor e Saz besonnesch interessant, an dee steet dann natierlech net an eisem Rapport. En huet nämlech gesot, d'Chineese wären „um Welten besser" wéi mir, „um Welten besser"! Et muss een eben d'Kanner fuerderen, si schaffen doen, disziplinaresch duerchgräifen, wa Problemer sinn. An dann däerf een net den Niveau vun de Schoule sacrifiéieren am Numm vun engem falsch verstanene sozialen Egalitarismus.

D'Zuel vun den Intervenantë bei de Kanner: Déi beschten Intervenantë bei deene klenge Kanner sinn hir Elteren. Si sinn et, déi d'Kanner sollen erzéien, an net d'Schoul oder net de Stat an de Crèchen oder am Précoce. D'Schoul ass keng Erziehungsanstalt, mä eng Bildungsanstalt, an et wär gutt, wa jiddweree géif nees zu sengem eegene Rôle fannen. Mir wëllen als ADR eng kleng Zuel vun Intervenantë bei de Kanner, Schoulmeeschteren, déi Generaliste sinn, an am Secondaire eng Klassestruktur mat engem Régent behalen.

Här President, et ass nëmmen duerch d'Bildung an duerch wäertvoll Diplomer mat Niveau, wou d'Schoul kann de Rôle vun engem Ascenseur social spillen. Wa si keen Niveau méi huet, da schécken déi Leit, déi sech besser stinn, hir Kanner op deier Privatschoulen an d'Ausland mat engem gudde Ruff an unerkannten Diplomer. An déi Aarm, déi op déi öffentlech Schoul ugewise sinn, déi hunn herno näischt méi. Dat ass dann d'Resultat vun enger sozialistescher Bildungspolitik: sozial Ongerechtegkeet an allgemengt Onwëssen. Gott sei Dank gëtt eist Léierpersonal ëmmer méi innovatiounsresistent, wann et ëm esou Reforme geet, wéi dës Regierung se wëlles huet.

Här President, den Här Rapporteur wëllt wëssen, ob mir méi Fachdidaktik solle bei der Proffenausbildung hunn. Eis Äntwert ass neen, well déi Leit mat enger fachdidaktescher Ausbildung hu keen allgemengen Diplom méi, deen hinne géif Liichtegkeet um Aarbechtsmaart ginn, mä se kéinte praktesch nëmmen nach an den Enseignement schaffe goen.

Ausserdeem léiert een dee prakteschen Deel vum Beruff am Stage. An et ass besser, d'Leit bréngen en zolitte wëssenschaftleche Bagage vun der Universitéit mat. D'ADR ass dofir och weiderhi fir en Examen-concours beim Rekrutement vun de Professeren a wiert sech géint all Versuch, den Niveau vum Examen-concours erofzeschrauwen. Et kann ee Schnupperstagë maachen, doriwwer kann een diskutéieren, mä dann däerfen déi Stagen net Deel vun deem Examen-concours ginn.

Den Här Rapporteur wëllt och wëssen, ob verschidde Proffe fir verschidden Alterskategorien am Lycée bleiwen. Och do ass eis Äntwert neen. Wat mir awer gär hätten, wären Direkteren an all Schoul, déi sech ëm Administratioun, Organisatioun, Koordinatioun an Disziplin këmmeren.

D'Formation continue: Do musse mer léieren, wa mer Leit op akademeschem Niveau rekrutéieren, da solle mer se och als Akademiker behandelen. Dat heescht, si musse selwer wëssen als Akademiker, op wéi eng Manéier se sech wëlle weiderbilden, an da muss och déi Offer op akademeschem Niveau sinn an net einfach op Füllstoff berouen, fir d'Leit do ze zwéngen, esou an esou vill Stonnen a Schoulen ze goen. Da kann een net soen, mir rekrutéieren Akademiker, wa mer se herno net behandele wéi Akademiker.

Mir si selbstverständlech d'accord, fir ze soen, datt déi behënnert Kanner mat spezielle Besoinen, souwäit wéi et realistesch méiglech ass, sollen an den normale Schoulunterrecht integréiert ginn. Dofir sinn dann och déi néideg personell Moyenë virzegesinn.

Mir sinn och d'accord, fir ze soen, datt d'Schoule sech missten hiert Léierpersonal kënnen aussichen, well d'ADR vertrëtt aus Iwwerzeegung de Prinzip vun der Autonomie vun de Schoulen. Vläicht sollt déi Schoul mat deene beschten national gemoossene Resultater dann och den éischte Choix bei de Professeren hunn. A selbstverständlech sollen déi autonom Schoule sech och kënnen hir Schüler eraussichen, zum Beispill iwwert de Wee vun engem Examen oder engem Concours.

D'Schüler sollen nom sechste Schouljoer kënnen eng Kandidatur fir déi eng oder aner Schoul stellen, déi hinne géif gefalen oder déi eppes offréiert, wat si géif interesséieren.

(Interruption)

Ech wéilt hei nach eemol eng Propositioun widderhuelen, déi ech schonn e puermol gemaach hunn, an et wär gutt, wann och eis Regierung dozou géif Stellung huelen.

M. le Président.- Här Kartheiser, Dir misst lues a lues zum Schluss kommen.

(Hilarité)

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Här President, aus Ärem Mond huelen ech dat esou gär un, an et kommen nach zwee wichteg Sätz an da sinn ech fäerdeg.

(Interruption)

Also Dir gesitt, bei eis klappt dat souwuel institutionell wéi intern, och bei eis.

Ech fuerderen d'Madame Minister op, fir am Däitschen, am Franséischen an am Rechnen am Juni 2013 en nationalen Opnahmexamen nom sechste Schouljoer - dat nennt een haut Cycle 4.2 - ze organiséieren, op der Basis vun de Prüfungsfroe vun 1970.

Une voix.- Haha!

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- An et soll selbstverständlech genee d'selwecht verbessert gi wéi deemools. Da kënne mir nämlech de Bilan maache vun de Reformen an da gesi mir, wéi eisen Unterrechtssystem an de Jorzéngte sech verännert huet.

An d'Fro ass: Huet d'Regierung dee Courage, fir eise Schoulniveau am Däitschen, Franséischen an am Rechnen nom sechste Schouljoer haut ze vergläiche mat deem vun 1970?

Villmools Merci.

M. le Président.- Merci, Här Kartheiser. Da wier d'Wuert un der Regierung, der Madame Éducatiounsminister. Madame Delvaux, wann ech gelift.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt mech dem Luef vu menge Virriedner uschléissen iwwert deen interessanten Débat, iwwert déi interessant Débaten, déi mer och an der Kommissioun haten. Iwwer ee Joer hu mer zu dësem Sujet gehéiert an diskutéiert, an ech hunn et perséinlech interessant fonnt, fir och eng Kéier schéi ronn erëm alles zesummenzekréien.

Also, ech hunn dunn och festgestallt, an och haut no der Diskussioun, dass mer - loosse mer soen - e Konsens hunn, dass eis Gesellschaft sech geännert huet, d'Welt am Allgemengen, mä Lëtzebuerg och an der Zesummesetzung vu senger Populatioun. Ech stellen e Quasikonsens fest, dass d'Schoul deem soll Rechnung droen.

Ech stellen e Konsens fest, dass et den Enseignant ass, deen eng zentral Roll an der Schoul huet. Ech mengen, doriwwer si mer eis alleguerten eens. Och d'Fachliteratur seet dat: „Auf den Lehrer kommt es an." An dass, wann also d'Schoul sech adaptéiert, forcément, vu dass den Enseignant dee Wichtegsten an der Schoul ass, säi Rôle sech domadder och changéiert. Woubäi jiddwereen och nach ëmmer der Meenung ass, dass mer d'Kanner jo an d'Schoul schécken, fir dass se eppes léieren, soss bräichte mer se net dohinner ze schécken, soss kéinte mer jo aner Institutioune fannen, wou mer se géife versuerge loossen.

Si ginn an d'Schoul, fir ze léieren. D'Wëssenserschaffen ass also ëmmer nach déi wichtegst Aufgab an der Schoul. Allerdéngs wësse mer och duerch vill Recherchen, an net nëmmen iwwert d'Science de l'éducation, mä och iwwert d'Gehierfuerschung, dass een haut besser weess, wéi e Gehier fonctionnéiert a wéi e Kand sech entwéckelt a wéi ee léiert, wéi mer dat viru 50 oder 60 Joer woussten.

An haut mengen ech net, dass et nach ee gëtt, dee gleeft, dass et duergeet..., dass e jonke Mënsch eng Vas ass, wou een einfach Saachen draschëtt an da komme se automatesch als Wëssen eraus, mä dass den Enseignant bei deene klengen a bei deene grousse Schüler och e Rôle vun Accompagnateur huet, vu Facilitateur, dass en e Jonke begleet um Wee vum Léieren.

An eng wichteg Erkenntnis, mengen ech, ass och, dass den Enseignant sécher net eleng responsabel ass fir de Succès vun engem Kand an der Schoul, mä dass den Elteren ëmmer nach e wichtege Rôle bleift an dass also dat Zesummespill an d'Partnerschaft zwëschen der Schoul an den Elteren immens wichteg sinn.

Mir ass et och nach wichteg, hei ze soen, dass Schoul halen e schwéiere Beruff ass. Et ass ee vun deene schwéiersten. An ech denken, dass mer dat och kee Moment solle vergiessen an dass mer dat solle würdegen. Et ass e schwéieren, mä et ass och e wichtegen, well et ass domadder, wou mer d'Zukunft virbereede vun deene Leit, déi zu Lëtzebuerg wunnen, an deene Leit, déi hei zu Lëtzebuerg grouss ginn a vun deene mer gären hätten, dass sollen hei zu Lëtzebuerg Verantwortung iwwerhuelen, well mer hinnen dat uvertrauen.

Wa mer dann allerdéngs zu de Konklusiounen an zu de Recommandatioune kommen, dann ass et mir manner kloer, wou et Konsens gëtt.

Déi éischt Fro war déi bei de Schoulmeeschteren: Wëlle mer e Generalist oder e Spezialist? Wa mer e Spezialist wëllen, wëlle mer en no Ater oder wëlle mer en no Fächer? Ech hunn zwar elo ganz gutt nogelauschtert, ech mengen, dass ech awer nach eng Kéier all d'Positioune misst andächteg liesen, fir do zu engem Konsens ze kommen. An ech hat net d'Impressioun, dass jiddwereen hei déiselwecht Meenung hätt. Mir brauchen also do nach eng weider Diskussioun.

An do war ech dann och e bëssen iwwerrascht, well ech hat geduecht ze héieren, dass déiselwecht, déi soen: „Bei de Schoulmeeschteren hätte mer awer gären, dass se no Alter opgedeelt sinn, well et ass e groussen Ënnerscheed, ob ee mat ganz klenge Kanner schafft oder mat e bësse méi alen", bei de Proffen do soen: „Ah neen, do hätte mer awer gären ee Generalist, well do muss ee kënne mat Klengen a mat Grousse schaffen." Dat wëll ech nach eng Kéier noliesen, fir genau d'Aussoen do ze kontrolléieren. Et hat mer geschéngt, wéi wann dat net ëmmer ganz kohärent wär.

Dann hunn ech hei ganz vill Recommandatiounen un d'Formation initiale vun de Schoulmeeschteren eraushéieren. Also, mir wäerten déi sammelen an der Uni se weiderginn. Déi komme bei déi, déi de Ministère ëmmer erëm un d'Uni weidergëtt. An ech hoffen, dass déi dann do och e fruchtbare Buedem fannen, well mir gi jo net midd ze soen, dass d'Formation initiale vun de Schoulmeeschtere wichteg ass. A mir hätte gären, dass se natierlech solle Generaliste sinn, also esou gutt wéi méiglech ausgebilt sinn.

Mir hunn eng Formatioun, déi véier Joer ass. An dat war deemools begrënnt gi mat deem Argument, dass mer ebe gären e Generalist hätten, mä deen awer och Schwéierpunkte kéint setzen an deen och Notioune vu Sonderpädagogik hätt. Dat alles hate mir als Wonsch un d'Uni erugedroen an dat war d'Argument, fir ze soen: „Et muss eng Ausbildung vu véier Joer ginn." Also, mir stelle jo och fest, dass net alles esou ass, wéi mir eis dat virstellen, mä ech stellen zur gläicher Zäit fest, dass d'Uni beméit ass, fir de Wënsch, déi mir formuléieren, nozekommen.

Wat d'Formation initiale vun de Professeren ugeet, do hu mer virun net ze vill laanger Zäit an der Chamber e Gesetz gestëmmt, wou och hefteg diskutéiert ginn ass, ob dann e Professer natierlech soll e Bachelor an engem Fach hunn, an dann duerno e Master spezialiséiert an deem Fach oder an der Fachdidaktik. Ech mengen, dass mer e klenge Schrëtt méi wäit wären, mä ech sinn nach net zu honnert Prozent iwwerzeegt, dass mer esou wäit sinn, fir dat Gesetz erëm ze iwwerschaffen, fir do zu neie Konklusiounen ze kommen.

Déi drëtt Froen, déi dréie ronderëm de Stage, souwuel vun de Professere wéi vun de Schoulmeeschteren. An ech wëll mech elo hei net ze vill wäit avancéieren, mä wa meng Informatiounen iwwer en eventuellen Accord an der Fonction publique géife stëmmen, da géife jo do nei Perspektiven opgoen, wou mer souwisou iwwer e Stage mussen nodenken.

Wat ass e Stage? Eng Einführung fir Beruffsanfänger, wat d'Schoulmeeschteren ugeet. Dat wär jo Neiland, wou mer eis da wierklech mussen eescht Gedanke maachen: Wat beinhalt dann dee Stage, deen effektiv en anere Stage ass wéi dee vun de Professeren, well d'Schoulmeeschtere jo eigentlech e Master hunn, wou se geléiert hu Schoul halen? Pardon! E Bachelor - dat war e Lapsus -, wou se geléiert hu Schoul halen, mä wou se awer eng Initiatioun brauchen als Beruffseinsteiger, fir sech an deem Milieu erëmzefannen.

Während bei de Stagièrë-Professeren, déi hu jo normalerweis keng Ausbildung als Pädagogen, an déi musse mer mat abauen an de Stage d'initation à la profession. An an deem Kader musse mer och de Concours de recrutement iwwerdenken, wéi mer deen organiséieren, an eventuell dann e Préstage, haaptsächlech fir déi Leit, déi am Secondaire wëllen enseignéieren. Also dat ass e groussen Dossier, wou mer an deenen nächsten - géif ech soen - Méint a Jore mussen drop schaffen!

Dann ass mer awer eppes wichteg, an domadder kéim ech dann zum Schluss. Also, mir brauchen eng gutt intial Ausbildung, mir brauchen e gudde Stage, mä mir liewen awer an enger Zäit, wou d'liewenslaangt Léiere groussgeschriwwe gëtt - fir jiddwereen! Mir schwätzen iwwer „lifelong learning", dass d'Wësse sech doubléiert an dass ee sech jo och ëmmer erëm duerch d'Weiderbildung nei motivéiert, fir am Beruff fit ze sinn, an dofir ass d'Formation continue effektiv fir dee Beruff hei wichteg.

An ech wollt hei just d'Informatioun eriwwerginn, dass selbstverständlech eng Offer besteet u Formation continue, wou d'Schoulmeeschteren, d'Professeren, d'Chargéen, awer och d'Schoule sech kënnen an där Offer eppes eraussichen. An et ass net esou, dass de Ministère seet: „Dir musst elo déi do an déi do Formatioun maachen!"

An déi Offer besteet aus Konferenze besichen. Si besteet doranner, dass ee ka laang Formatioune suivéieren. Et kann een individuell Formatioune maachen. Et kann een als Équipe Formatioune froen. Et gëtt „peer learning", et gëtt Hospitatioun an de Schoulen, et gëtt Coaching an et gëtt Supervisioun. Also, d'Forme vun der Weiderbildung si ganz variéiert.

Ech perséinlech sinn och der Meenung, dass eng Année sabbatique fir d'Enseignantë wichteg ass. Mir si scho laang amgaang, dorunner ze schaffen. Ech wëll awer hei rappeléieren, dass d'Enseignantë Fonctionnairë sinn. An dat heescht, mir fannen nëmmen eng Léisung am Kader vun der Fonction publique. An dat mécht d'Diskussioun net méi einfach.

An datselwecht wollt ech soen zur Autonomie vun de Schoulen. Et gëtt ganz vill iwwert d'Autonomie vun de Schoule geschwat, dass se sech misste kënnen hir Leit eraussichen. Dat alles muss een awer gesinn am Kader vum Statut, wou et de Moment esou ass, dass eigentlech den Enseignant sech d'Schoul sicht, an net d'Schoul sech den Enseignant, a wou eng grouss Diskussioun ass.

Dofir denken ech, dass et och wichteg ass, d'Vertrieder vun den Enseignanten ze héieren, wéi déi sech zu all deene Froen hei stellen. An ech kann Iech verspriechen, dass dat nach eng laang Diskussioun gëtt. Mä mir wäerten a ville Gespréicher iwwert de Bilan vun der Reform „Grondschoul", iwwert d'Projeten am Secondaire an dann och iwwert d'Emsetze vun enger eventueller Ännerung am Statut, wat d'Enseignanten ugeet, op dës Saachen zréckkommen.

Ech denken awer, dass dee Rapport hei eng gutt Basis ass, fir an déi weider Diskussiounen eranzegoen. Dofir wëll ech dem Här Adam als Rapporteur, dem President, deen dat wéi ëmmer brillant gefouert huet, villmools Merci soe fir déi gutt Viraarbecht, déi hei gemaach ginn ass.

Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Minister. Mir wieren dann um Enn vun deem dote Punkt ukomm.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir haut de Mëtteg huet d'DP-Fraktioun eng Aktualitéitsstonn iwwert den Taxissecteur ugefrot. D'Riedezäit ass am Artikel 84 (2) vum Chambersreglement festgehalen a gesäit Folgendes vir: Där Fraktioun, déi d'Aktualitéitsstonn ugefrot huet, stinn zéng Minutten zou, deenen anere Fraktioune jeeweils fënnef Minutten, de Sensibilités politiques zwou Minutten an der Regierung eng Véirelstonn. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Hären Eischen, Angel, Bausch an Henckes.

D'Wuert huet elo den honorabele Kolleeg, den Här Xavier Bettel als Vertrieder vun der DP-Fraktioun.

2. Heure d'actualité du groupe DP au sujet du secteur des taxis au Luxembourg

Exposé

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Merci, Här President. Mir sinn der Meenung gewiescht, dass et wichteg ass, deen heite Sujet op d'Dagesuerdnung vun eiser Chamber ze bréngen, wéinst verschiddenen Ursaachen.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

Déi éischt Ursaach ass, Här President, wann ee mat de Leit esou dobausse schwätzt an et diskutéiert een iwwert d'Taxien, ass d'Meenung vu bal 99% vun de Leit, dass et hei am Land e Problem gëtt mam Taxiswiesen. Ech hu selwer elo nach um Internet gekuckt, an do fënnt een da Messagen, wéi - op Englesch -:„Just to check. Yesterday night from airport to Place d'Armes, no traffic, no cues, just a long unexpected trip and a payment of 40 euros, more and less 12 euros more than usually paid." Dat liest Der.

Dann den ADAC-Test vun 2011, Här President, dee jo op enger neutraler Aart a Weis gemaach ginn ass, huet 22 Groussstied an Europa analyséiert. Lëtzebuerg kënnt op déi 20. Plaz vun 22. Et gëtt nëmmen dräi Stied, wou „d'Routentreue" en „negativ" oder „ausreichend", dat heescht „nicht gut" oder „sehr gut" hunn. Dat ass Ljubljana, dat ass Prag a Lëtzebuerg. Dat geet net, Här President!

D'Situatioun hei am Land gëtt jo vum Gesetz vu `97 geregelt, och vum Règlement grand-ducal vun 2004, an d'Gesetz vun 2011 iwwert d'Konkurrenz gesäit déi Saache wéi haut… Et konnt jiddwereen am „Lëtzebuerger Wort" och en Artikel vum neie President vun der Taxisfederatioun liesen. An dee seet am Fong, dass alles an der Rei ass, mä et si just Fléipéitere bei den Taxien, a wann déi bis fort sinn, dann ass d'Situatioun an der Rei.

Mir hunn eis an der Gemeng virgeholl, eng Initiativ ze huelen, fir den Taxisberäich, op jidde Fall bei eis, aneschters kënnen ze maachen. Mir hu keng legal Capacitéit, fir alles ze änneren. Duerfir si mer hei, fir ze froen, och well den Här Krecké… Ech ka mech erënneren, ech mengen, ech war nach e ganz jonken Deputéierten, dunn huet en ugekënnegt, e géif d'Taxiswiese jo änneren. An ech wollt just froen - bon, en ass haut net méi do, mä e war jo laang genuch an der Regierung, den Här Schneider ass jo do -, wat da mat deene grousse Reformen, déi den Här Krecké deemools ugekënnegt huet, wou déi hikomm sinn.

An, et soll een net vergiessen, Här President, och den Automobilsclub, deen nach haut op 11.377 Leit kënnt, déi seng Petitioun ënnerschriwwen hunn, fir Modifikatiounen ze maachen, d'Iddi vum YellowCab, wou se eng Rëtsch vu Modifikatioune froen: dass de Client kann den Taxi eraussichen, e Forfait maximum, ëmweltfrëndlech Autoen, dass Pub kann dropstoen, et cetera, et cetera. Et kann een déi Initiativ och nëmme luewen.

Här President, et sinn eng Rëtsch vu Punkten, vun deenen ee muss awer einfach ervirhiewen, dass déi hei net ginn. Éischtens, wann ee kuckt, den Taximeter ass jo dat Éischt, wat am Taxi jo leeft, dat heescht fir den Tarif. Et steet do, Ateliers agréés comme installateur de taximètres hei am Land sinn: Löffler, Weroco, A.P.P. an dann Taxi Colux an Taxi Benelux.

Et ka jo net sinn, dass déi Firmaen, déi selwer Taximeteren installéieren, déi zwou gréisste Firmae sinn, déi an der Stad Taxien hunn. An der Zäit huet - ech schwätze fir d'Gemeng Lëtzebuerg - eisen Autobusservice et gemaach; dat ass du geännert ginn, do sinn déi Atelieren och komm.

E waarmen Appell, Här President, un d'Regierung, dass hei muss eng national Instanz geschafe ginn. Firwat net d'Kontrollstatioun vu Sandweiler? Oder op jidde Fall ass eng Instanz ze schafen, déi d'Taximeteren installéiert an och kontrolléiert. Et ka jo awer net sinn, dass de Contrôleur deen ass, an deen, deen installéiert, deen ass, dee selwer Taxien huet.

Datselwecht zielt, wann een eng national Instanz huet, Här President, fir kënnen ze reklaméieren. Wann Dir haut e Problem mat engem Taxi hutt, wou reklaméiert Der? Dir wësst meeschtens emol net, wéi eng Firma Der hat, an Dir hutt keng Kontaktpersoun, Dir hutt keng Tëlefonsnummer. Et wier wichteg och, dass een…, oder et seet een, d'Gemenge sollen et maachen, mä ech géif et awer besser fannen, well Dir wësst jo haut net, wann Der an en Taxi klammt - well ech kommen op dee Problem herno zréck -, vu wou deen Taxi kënnt, dass Der dann och misst eng Zentral hunn, wou ee kéint reklaméieren a soen: „Ech hat deen Taxi." Mä meeschtens, fir kënnen ze reklaméieren, misst een och nach wëssen, wien de Chauffer war.

Dir wësst, déi meescht vun lech, wann een am Ausland dann en Taxi hëlt, éischtens huet een en Tarif, deen um Taxi steet, ganz oft, dat heescht, do kann ee scho kucken, mä bei eis am Land wësst Der net, wat den Taxi ka kaschten. Tarif 1 bei enger Firma geet bis 1,45 Euro de Kilometer, bei engem aneren ass en 1,36, bei engem aneren ass en 2,80 am Tarif 2, bei deem aneren 2,72, bei deem aneren 2,90. An Dir hutt jo awer doudsécher keng Ahnung, wann Dir an en Taxi klammt, wéi vill Dir ze bezuelen hutt.

Dat heescht, selon dem Auto, wou Der eraklammt, well Der kee Choix hutt, schwankt de Präis tëschent fënnef an zéng oder 15%, selon wien d'Compagnie ass, an déi Der draklammt. An enger Schlaang ass dat net méiglech, sou dass am Fong de Client net weess iwwerhaapt, wat fir en Tarif en ze bezuelen huet.

Dat huet d'Liberalisatioun vun de Präisser mat sech bruecht. Ech fannen dann och aner Gesellschaften, déi schreiwen: «En effet, depuis 2007 le Luxembourg dispose d'une libéralisation des prix maximas pour les transports de taxis. Étant conscient de la réalité du marché, notre société a su rester réaliste et pratique des prix en-dessous de ceux proposé par la concurrence.» Dat liest een dann um Internet, dat heescht, dass een deem aneren Taxi seet: „Du bass méi deier wéi ech." Mä de Client ass deen Eenzegen, deen näischt weess, an et ass awer deen, deen herno zum Schluss ze bezuelen huet.

D'Präisser, Här President, wann een och kuckt, bon, do kann ee soen, ech héiere schonn d'Taxisfederatioun, déi mer seet, hei zu Lëtzebuerg ass de Coût vill méi héich. Ech hu gekuckt a Frankräich selon les départements, mä dat, wat bei eis bis 1,45 Euro de Kilometer kascht, kascht zum Beispill a Frankräich 0,65 Euro de Kilometer. Dat ass méi wéi duebel hei zu Lëtzebuerg. Bon, d'Salairë si vläicht méi héich, mä dass se zweemol méi héich sinn, dorunner géif ech och zweifelen.

Den Tarif 2 ass een Euro a Frankräich, deen ass hei zu Lëtzebuerg bei Verschiddener 2,90 Euro, dat heescht bal dat Dräifacht vun engem Taxi an engem Tarif 2, deen Der zu Paräis géift bezuelen.

Här President, et gëtt awer och e Problem am Taxiswiesen. Et gëtt Taxischaufferen, et kann ee jo net alles an een Dëppe geheien, Gott sei Dank mécht een dat och net, mä et gëtt Verschiddener, déi sech éischtens net un d'Reglementatioun am Moment halen, dat heescht, déi gi fëschen, déi hunn dann eng Plack an iergendenger Gemeng kritt an da gi se dann an eng aner Gemeng d'Clientë sichen. Dat geet net, am Moment net.

Dat heescht, et soll ee sech d'Fro stellen, ob een net soll de Perimeter opmaachen, andeems ee seet: „Hei, wann s de eng Plack hues, da kanns de duerch d'ganzt Land fueren an du kanns och bal…" Am Moment kann ee vun der Stad op de Findel fueren, mä dann dierf ee vläicht net vum Findel zréck an d'Stad fueren.

Et gëtt esou Regelen, wou een da kann déi eng huelen an déi aner net. Do misst ee sech och eng Kéier seriö Froe stellen, Här Minister, ob een dat net misst änneren.

Da gëtt et Leit, déi maachen eng Sous-locatioun vu Placken. Ech hunn Iech virdru gesot, wann Der am Ausland sidd, dann hutt Der den Numm vun der Persoun dostoe mat enger Foto, an déi ass net hannen oder vir verstoppt ënnert dem Steierrad oder bei der Hand (veuillez lire: Handbrems), also op der Säit op iergendenger…. Ech sinn net Spezialist vun Autoen, mä iergendwou ënnen. Mä dat heescht, dann direkt, wou Dir an den Auto klammt, do hutt Dir eng kleng Foto, wou den Numm dropsteet vun deem Chauffer, an dann hutt Dir och eng Nummer, wou Der kënnt uruffen, wann Der Reklamatiounen hutt.

En Tourist, deen hei kënnt, weess net, bei wien en erageklomm ass, en huet och keen Numm a guer näischt. En huet da vläicht eng kleng Plack, wou bannen och d'Indikatioun dropsteet, wéi eng Gesellschaft et ass a wéi vill de Kilometer ass. Dat geet net duer. Et wier wichteg, dat och méi transparent ze maachen.

Firwat ech dat och nach soen, Här President: D'Formatioun vun den Taxien ass virgesinn duerch den Text, dass ee kéint eng Formatioun fir Taxien hunn, eng Formatioun, déi zu Colmer-Bierg kéint gemaach ginn, eng aner Formatioun iwwer vläicht Sproochentester, déi déi eng oder déi aner hunn, déi déi aner awer net hunn.

Ech kréie regelméisseg matgedeelt, Här President, dass vill Leit am Fong eng Course gefrot hunn a kee Sightseeing, awer meeschtens da vum Findel bis an d'Stad net dee kierzeste Wee geholl hunn, an dat beweist déi Etüd. An ech mengen, dass et wichteg ass, dass en Taxischauffer och éierlech ass, a wa Leit sech net drun halen a mat de Leit gären iwwer Esch vum Flughafe bis an d'Stad fueren, déi och da bestrooft ginn, well et ka jo awer net sinn, dass Leit Détoure maachen an da sech soen: „Dat do ass en Tourist, dee kënnt souwisou ni méi heihinner, wann ech dee bis eng Kéier kritt hunn. Dee meckert och net, well e weess iwwerhaapt net, wou e soll uruffen. " Well mir et selwer och net wëssen, wéi soll deen et da wëssen?!

Här President, et sinn och Froen iwwer Publicitéiten un den Autoen. Ech fannen, et stéiert mech net am Ausland, wann do op engem Auto eng Publicitéit dropsteet. D'Taxisfederatioun seet, wa se Publicitéite kéinte kréien, kéinte se d'Präisser erofsetzen. Ma dann, kommt, mir maachen et!

An da selbstverständlech d'Autoen. Firwat muss all Mënsch mat engem décke Mercedes duerch d'Groussgaass fueren an op de Flughafe fueren? Et gëtt eng Clientèle, Här President, déi bereet ass, sech an e Prius ze setzen oder an e méi ëmweltfrëndlechen Auto, deen dann eng Limite vun CO_2-Ausstéiss huet. Dat heescht, dat wiere vill méi ëmweltfrëndlech Autoen. Duerfir gëtt et eng Clientèle.

An da selbstverständlech ass déi Saach vum Präis och eng Saach, déi mer musse wierklech diskutéieren. Mir hunn an der Stad Lëtzebuerg, Här President, e Projet, dee mer amgaang sinn auszeschaffen, vun Eko-Taxien. Mir si mat der Federatioun an den Diskussiounen, wann d'Federatioun dat matmécht. Mir hoffe selbstverständlech, dass se et matmécht. Mir wëllen do éischtens e Kritär, dat ass deen ëmweltfrëndlechen Taxi, an zweetens e Kritär vu fixe Präisser, wou ee seet: „Esou vill Kilometere kaschten esou vill, an de Maxima, deen Der an der Stad kënnt kréien, ass esou vill."

Mir hunn e Groupe de travail. Mir kommen elo Enn Mee nees eng Kéier zesummen, fir ze kucken, wat déi Maxima sinn, mä et kann net sinn, dass ech elo en Taxi huelen, net weess, wéi e mat mer fiert a wéi vill et herno kéint kaschten. A wiem ass et nach net geschitt, dass een dann op eng Kéier muss soen: „Hei ass och an der Rei.", well een da keng Sue méi an der Täsch huet, e Jonken, dee vun iergendenger Plaz erëmkënnt, an deen dann net heemkomm ass, well en net genuch Suen hat?

Här President, ech gesinn, meng Zäit ass elo schonn esou gutt wéi ofgelaf. Mir wëllen e Label maachen, Här President. Mir wëllen a Label maachen, deen net obligatoresch ass, mä dee wierklech et erméiglecht, dass Taxischaufferen, déi wëlle méi ëmweltfrëndlech a méi bëlleg fueren a bei méi transparenten Tariffer matmaachen, kënnen de Label huelen. E gëtt net obligatoresch. Mir hunn eng Rëtsch vun Associatiounen, déi eis och ënnerstëtzen an déi Richtung.

Ech wollt duerfir och froen, a wéi eng Richtung d'Regierung wëllt goen. Well den Här Wiseler ass net den Här Krecké. Den Här Krecké hat jo den Dossier. Mir sinn eis däers och bewosst. Mä wat huet den Här Krecké da virdru gemaach? Hutt Der e Projet de loi?

Et gëtt scho jorelaang geschwat, den Här Krecké hätt e Projet de loi gemaach. Wou ass deen drun?

Et ass eng Etüd gemaach gi mat Steiergelder vun Ernst & Young iwwert d'Taxiswiesen zu Lëtzebuerg. Déi ass e bësse geheim, huet een d'Gefill. Et wier awer net schlecht, wann Der averstane wiert, Här Minister - ech verstinn, et sinn Donnéeën dran, wou Der net wëllt, dass se public gemaach ginn -, ob et dann net opportun wär, Här President, fir dass déi Donnéeën dann an der Kommissioun kéinten eng Kéier presentéiert ginn, wou de Minister eis kéint dann e Résumé maache vun där Etüd. Ech wier wierklech frou, wa mer do kéinten Äntwerte kréien.

Här President, wéi gesot, fir eis ass d'Taxiswiesen hei zu Lëtzebuerg… Ech fannen et lamentabel, dass mir an internationale Studien 20. gi vun 22, a just nach Ljubljana a Prag hanner eis sinn oder Roum, au point de vu Tariffer. Ech fannen et net gutt.

Et ass kee gutt Bild, gleeft mer et, et ass kee gutt Bild vun enger europäescher Haaptstad. Mir sinn en plus déi deierst vun all deenen. An ech wier wierklech frou, wa vill Gemengen, wa mer den Eko-Label elo maachen, wann aner Gemenge matmaachen. Ech hu schonn eng Rëtsch vu Gemengen, déi mech kontaktéiert hunn. Dat freet mech och, mä ech menge wierklech, Här Minister, dass et och un Iech ass, eng Initiativ ze lancéieren, well mir hunn eng Compétence, déi hält bei Beggen, Bouneweg, Gaasperech a Kierchbierg op, mä et gëtt nach vill aner Gemengen am Land, déi frou wieren, wann do eppes lass ass.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Bettel. Als éischte Riedner ass den Här Félix Eischen agedroen. Här Eischen, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Félix Eischen *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir schwätzen haut op en Neits e Sujet un, deen dacks an der Aktualitéit ass, iwwert dee sech dacks ausgelooss gëtt, sou wéi den Här Bettel dat elo grad gemaach huet, wou vill vun eis sech iwwer e schlechte Service a virun allem och iwwer en héije Präis opreegen.

Allerdéngs, an dat ass mer opgefall, wann een dann emol hannerfreet, ass d'Tatsaach déi, dass eng etlech vun deenen, déi den Taxi dobausse schlechtmaachen, nach ni ee geholl hunn.

(Hilarité)

Ech hat d'Chance, an de leschten Deeg mat e puer Acteuren - dat sinn da Vertrieder vu méi grousse Betriber, awer och Leit, déi eenzel fueren, déi eleng Patron sinn - e bësselchen ze schwätzen. Leit, déi och laang genuch an der Zeen dra sinn, fir ze wëssen, wéi den Hues leeft, an effektiv, den Hues leeft den Ament wierklech net zum Allerbeschten, an et ass och net vu Muttwëll, dass mer haut heiriwwer schwätzen.

Effektiv ass an der Taxiszeen mat Momenter de Wuerm dran. De Präis ass eng Saach, doriwwer kann een diskutéieren. Allerdéngs muss een och wëssen, dass d'Taxiswiesen zu Lëtzebuerg e generalverbindleche Kollektivvertrag huet mat engem Mindestloun, mat 36% vum Chiffre d'affaires, deen direkt un de Chauffer geet, mat Nuets-, Sonndes- a Feierdagsstonnen, déi extra musse bezuelt ginn. Dat si Leit, déi schaffen, wa ganz dacks déi aner feieren, an dann dierf een och net ëmmer ze vill de spatze Mëndche maachen, wann dat dann an der Nuecht eppes kascht.

An awer, do ass eppes, wat der vill vun eis zu Lëtzebuerg net wëssen, an dat ass d'Tatsaach, dass een och hei, am Land hei, an der Stad e Präis ka maachen. Wann ech elo, zum Beispill, muer vu bei mir doheem op de Findel wëll fueren, da kann ech mat deem Taxi, deen ech ruffen, e Präis ausmaachen, da kann ech mech op e Präis eenegen. Dee Mann muss net onbedéngt mam Taximeter fueren.

Wann ech zu véier eng Sortie, zum Beispill, hunn, an ech loosse mech aus der Minettesgéigend op d'Musel féieren, da kann ech verhandelen. Gradesou wéi dat an anere grousse Stied de Fall och ass. A wann een dann d'Präisser mat deenen auslännesche Stied, mat Paräis, London, München, Zürich an esou weider vergläicht, dann ass Lëtzebuerg, entgéint deem, wat dacks gemengt gëtt, net onbedéngt méi deier an och net ëmmer ze deier.

Ech geheien awer och do kloer de Ball a Richtung Federatioun, a Richtung Gemengen, a Richtung Ministère, fir sech zesummenzesetzen, sech eens ze ginn an dobaussen eng positiv Kommunikatioun ze maachen. Dat ass e Problem. An dat huet awer och eppes mam Service als solchen ze doen.

Den Här Bettel huet et virdrun ugeschwat. Ech geheien d'Chaufferen och net all an een Dëppen. Mä et sinn der eng etlech derbäi, déi kennen hiren Job net genuch. Wann ech muer, mat zwee Joer Führerschäin, bei engem Patron virstelleg ginn, wann ech deem gudde Mann da gefalen, da fueren ech deen Dag drop aus der Enneschtgaass mat engem Client op de Findel. Sou, elo kann ech duerch Neiduerf fueren, da kascht dat de Client 32 Euro. Ech kann awer och iwwert de Kierchbierg fueren, iwwert d'Autobunn, Sennengerbierg eraus, da bezilt de Client 50 Euro.

Dem Businessman vu London ass dat à la rigueur egal, awer net dem Mann oder der Fra aus der Stad. An do läit de Problem, well déi Persoun zielt dat jo weider. Den Ënnerscheed vum Präis kann Onwësse sinn, wou den nooste Wee dann ass, oder et ka schlechte Wëlle sinn, fir de Client ze strëppen.

Duerfir ass déi Iwwerleeung vum Festpräis aus eenzelne Quartieren oder Zonen oder zum Beispill op Aller-retouren op nevralgesch Plazen eng Iddi, déi ee ka suivéieren. Mä um Findel, zum Beispill, do ass de Ministère gefuerdert. Dee gëtt do d'Autorisatiounen da just, eventuell, ënnert der Konditioun, zu feste Präisser ze fueren. Déi Präisser sollen dann dee Moment och kloer affichéiert ginn.

A Saache Präis kéint een, fir dem Secteur an ergo och dem Client vläicht entgéintzekommen, och d'Iwwerleeung maachen, ob een net och eng Initiativ wéi eng Zort RGTR-Vertrag am Taxiswiese kéint maachen. Ech geheien einfach emol d'Fro an d'Ronn.

A Saachen ökologeschem Fuhrpark, deen ugeschwat ass ginn, geet sécher den Taxi iergendwann an déi nämlecht Richtung wéi mir alleguerte musse goen. Do soll a muss och a Richtung Ëmweltfrëndlechkeet ëmgeduecht ginn, a lues a lues mussen d'Flotten ugepasst ginn. Dat geet sécher net mat der Briechstaang, mä et ergëtt sech vum selwen. Allerdéngs steet ganz sécher en ökologesche Fuhrpark och dem Secteur ganz gutt zu Gesiicht an hëlleft deemselwechten dann och den Image opzepoléieren. Ob dat elo d'Konditioun soll si fir nei Autorisatiounen oder net, dat bleift dann ze beweisen.

Déi Präishaussen, an do si mer eis - mengen ech - zwar eens, déi beim Diesel komme wäerten, léisen dee Problem dann awer wahrscheinlech an den nächste Joren zum Deel selwer.

Dat Éischt, dat wëll ech ganz kloer ënnersträichen, dat Éischt, wat awer sécher misst gemaach ginn, an dat fuerdere mir och ganz kloer, dat ass eng besser Qualitéit vum Service, Kontrollmechanismen duerch Stéchprouwen, wéi wat wou verrechent a gefuer gëtt, an och wéi gefuer gëtt. Mir fuerdere ganz einfach och méi qualifizéiert Personal. Eng minimal Basisformatioun muss sinn, sou wéi iwwerall, gekoppelt un e gudden Optrëtt.

Well eppes, Dir Dammen an Dir Hären, Här President, sollte mer eis bewosst sinn: All Taxischauffer hei am Land, an haaptsächlech um Gebitt vun der Stad Lëtzebuerg, ass fir jiddwereen, deen an de Grand-Duché erakënnt, dacks déi éischt Kontaktpersoun, sprécht och eng Étiquette vun eisem Land, an do hu mir alleguerten Interessi drun, dass déi propper an an der Rei ass.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Eischen. Als nächste Riedner ass den Här Angel agedroen. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Angel *(LSAP)*.- Merci, Här President, fir d'Wuert. Dir Häre Ministeren, Dir Dammen an Dir Hären, déi Diskussioun, déi mer haut hei féieren, ass sécher keng nei Diskussioun, a mir vun der LSAP-Fraktioun soen dem Xavier Bettel villmools Merci, dass en dës Heure d'actualité ugefrot huet an domat en neien Ustouss gëtt, fir dass mer all zesummen no Léisunge kënne sichen an der fannen.

Mir begréissen et och, dass dësen Dossier hei am Haus, hei an der Chamber diskutéiert gëtt, well ech sinn der Meenung, dass keng Gemeng, an och kee Gemengepolitiker, an dat weess ech aus eegener Erfahrung, dëse Problem eleng kann ugoen. An dat nämlecht gëllt fir all déi aner Acteuren hei an deem Secteur. Dat sinn Taxiunternehmen, Ministèren an neierdéngs och den ACL, den Automobilsclub.

Ons Taxië sinn e festen an e wichtege Bestanddeel vun enger moderner, nohalteger an urbaner Mobilitéitspolitik, an ons Taxipolitik kann nëmmen duerch eng nei Gesetzgebung verbessert ginn.

Erlaabt mer, op e puer Punkten opmierksam ze maachen: D'Taxien hunn eng Rei vun Atouten. Si si flexibel a bidden e 24-Stonne-Service un, an dat och siwen Deeg op siwen an der Woch. Si hunn awer och eng wichteg sozial Funktioun, well vill Leit sinn op Taxien ugewisen. Zum Beispill vill eeler Leit, déi net méi Auto fuere wëllen oder kënnen, oder Leit, déi aus gesondheetleche Grënn oder aus Iwwerzeegung kee Führerschäin hunn, oder déi, wa se owes erausginn a gären ee Patt méi drénke wéi erlaabt. All déi Leit sinn op d'Taxien ugewisen.

Op där anerer Säit muss een awer dann de Constat maachen, dass d'Präisser, déi an der Branche ausgeübt ginn hei zu Lëtzebuerg, verglach mam Ausland, immens héich sinn. Op där anerer Säit soen awer d'Taxisbetriber, dass hire Profit och net immens héich ass, wéinst de Pëtrolspräisser, dem Entretien vun de Ween an och de Sozialkäschten.

Mir hunn awer am Verglach mat aneren europäesche Länner deelweis och besser Konditiounen, zum Beispill méi niddreg Spritpräisser, mir hu méi niddreg Lounniewekäschten a sinn trotzdeem relativ Schlussliicht, wat de Gesamtservice ugeet vun den Taxien an der Etüd, déi den Här Bettel ugeschwat huet. Bei deenen Etüde kann een natierlech soen, de Kritär Präis, do kann een nach vergläiche mam Ausland, mä wat de Service ubelaangt, do gëtt et vläicht dat eent oder dat anert schwaarzt Schof, mä mir gesinn awer all Dag vill Taxischaufferen, déi, mengen ech, hir Aarbecht gutt maachen.

Eng wichteg Ursaach, an - ech mengen - déi wichtegst Ursaach, firwat dass mer zu Lëtzebuerg keen esou attraktiven Taxissecteur hunn, wat de Präis ugeet, dat sinn déi verschidde Rigiditéiten an der Regulatioun vun den Taxien. Eng vun dëse Rigiditéiten ass déi geographesch Kompartimentatioun, déi sécher net zu engem dynameschen ekonomesche Secteur bäidréit. Et brauch ee sech och duerfir net ze wonneren, dass dëst och Répercussiounen op de Präis huet an d'Rechnung ganz schwéier kann opgoen.

Dëst féiert zu deene bekannten Effet-perversen. Dir wësst, wann ech aus der Stad mat engem Taxi op de Findel fueren, muss deen Taxi eidel zréckkommen, deen dierf do kee mathuelen. Mir hunn doduerch ganz vill Course-à-viden, Taxien, déi eidel zréckfueren duerch déi geographesch Kompartimentatioun vun de Lizenze vun de Gemengen. Doduerch hu mer och e relativ niddregen Taux d'occupation, deen - mengen Informatiounen no - bei 32% läit. Déi Zuel kann awer falsch sinn. Wann een déi richteg Zuel hei huet, wier ech frou, déi gewuer ze ginn.

Dës geographesch Kompartimentatioun ass e Punkt, dee mer haut net nei entdecken, mä dee schonn an der viregter Regierung diskutéiert an ugepaakt ginn ass. An deem Sënn, mengen ech, ass et och ganz wichteg, hei ze rappeléieren, dass d'Base fir en neit Gesetz deemools scho gesat gi war, an zwar an Zesummenaarbecht mat de Gemengen, déi sech iwwert de Syvicol, de Syndikat vun de Gemengen, unanime derfir ausgesprach haten, fir op d'Kompetenze vun den Taxilizenzen ze verzichten an domat där geographescher Quoteregelung en Enn ze setzen.

Et steet also näischt méi am Wee, fir d'Taxisgesetz vun 1997 ze reforméieren. An dësem Sënn géif ech gär der Regierung a besonnesch dem Här Wiseler e puer Froe stellen.

Dir Häre Ministeren, an Här Wiseler am Besonneschen: Sidd Dir der Meenung, dass d'Taxispräisser hei zu Lëtzebuerg ze héich sinn? Dat ass meng éischt Fro.

Meng zweet Fro: Wa jo, sidd Dir an der Regierung, a besonnesch am Département Transports, amgaangen, dëse Problem unzepaken?

Drëttens: Sidd Dir och der Meenung, dass e sougenannten Décloisonnement, wéi ech virdru beschriwwen hunn, deen Décloisonnement géographique ugestrieft muss ginn?

Véiertens: Mengt Dir net och, dass et zu degressiven Tariffer a Fonctioun zum Kilométrage misst kommen?

Fënneftens: Wat haalt Dir vun där totaler Liberalisatioun vun den Taxispräisser, sou wéi d'Chambre des Métiers se proposéiert? A fäert Dir do net och wéi ech, dass et dann do zum nämlechten Effet géif komme wéi bei de Fahrschoulen, wou mer wëssen, dass d'Präisser bis zu 25% gestiege sinn?

D'Fro vun der Publizitéit kann ech mer erspueren, op den Taxien, déi huet den Här Bettel gestallt.

Musse mer an deem neie Gesetz, wat, ech mengen, wichteg wier ze kréien, net och Regelen draschreiwen, wat d'Kontroll ugeet, fir och déi Problemer vun der Schwaarzaarbecht a vun deenen illegalen Taxien ze verhënneren?

A musse mer beim Ausschaffen, aachtens, vun engem neie Gesetz net och iwwert d'Formatioun vun den Taxischaufferen nodenken?

An déi lescht Fro ass déi vun den Taximeteren, déi den Här Bettel och schonn ugeschwat huet.

Opgrond vun all dëse Froen ass et wichteg, si mir der Meenung, dass mer en neit Gesetz brauchen. Mir sinn awer och der Meenung, dass en neit Gesetz nëmme gutt ka ginn, wa mer am Virfeld niewent der Regierung an der Chamber all concernéiert Acteuren op en Dësch bréngen, d'Gemengen, de Syvicol, awer dann och gréisser Stied wéi d'Stad Lëtzebuerg, Esch an d'Nordstad, d'Federatioun vun den Taxisentreprisen, den ACL, den Automobilsclub, d'Personalvertrieder vun de Chaufferen. Déi musse ganz séier zesummegeruff ginn a gemeinsam all Froen ouni Tabu ugoen. Et wier eng Aart „Taxistripartite", déi, mengen ech, wichteg wier.

Fir d'LSAP-Fraktioun ass et kloer, dass mer net laanscht eng nei Gesetzgebung kommen, wa mer d'Zil vun enger Demokratiséierung vum Taxiswiesen ustriewen, wa mer wëllen zu Lëtzebuerg eng nei Taxikultur kréien. Mir däerfen do den ekologeschen Aspekt net négligéieren.

Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zur Konklusioun: Den Défi ass also dräifach. Et geet net nëmmen drëms, d'Präisser no ënnen ze drécken a méi Clientèle ze schafen, an dofir méi Revenuë fir d'Taxisbetriber, mä et geet och drëms, duerch eng besser Flexibilitéit méi Kompetitivitéit an „user friendly" Servicer unzebidden an am Sënn vun der Nohaltegkeet an dem Konsumenteschutz ze agéieren.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Angel. Als nächste Riedner ass den Här François Bausch agedroen. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass net fir d'Éischt, datt ech an dësem Parlament sinn oder op anere Plaze sinn, datt mer iwwert d'Taxiswiese schwätzen. Ech hat och selwer d'Chance, oder de Pech, jee nodeem wéi een et wëllt gesinn, an engem Aarbechtsgrupp ze sëtze fir d'Stad Lëtzebuerg, dee viru fënnef Joer vum fréieren Transportminister ageruff ginn ass, fir iwwert d'Taxiswiesen ze schwätzen.

A mir hunn deemools an deem Aarbechtsgrupp eigentlech eng relativ gutt Aarbecht geleescht. Do war d'Stad Lëtzebuerg vertrueden, eng Rei aner Gemengen iwwert de Syvicol. Mir sinn do och zu Konklusioune komm, wéi een d'Taxiswiese sollt a misst reforméieren.

An eng vun den Haaptkonklusiounen, déi mer deemools gezunn hunn, dat war, datt gemengt ginn ass, datt d'Taxiswiese misst liberaliséiert ginn, an deem Sënn, datt deen Unfug, deen haut besteet an deen e groussen Deel vum Problem duerstellt, datt d'Taxiswiesen op d'Gemenge limitéiert ass an datt, wann een - ech soen elo ee Beispill - eng Taxisplaquette an der Stad Lëtzebuerg huet, an da vun der Stad Lëtzebuerg, ech soen elo emol, op Bartreng ee féiert, kee vu Bartreng zum Beispill dierf mat zréckbréngen, well en da muss eidel zréckkommen, well seng Lizenz nëmme geduecht ass fir d'Gebitt vun der Stad Lëtzebuerg.

Dat nämlecht spillt natierlech da fir all aner Gemenge respektiv vun all aner Gemengen an d'Stad. An Dir kënnt Iech jo virstellen, wann een Taxiswiesen esou organiséiert ass, datt dat egal wat ass an datt dat sécherlech éischtens net derzou bäidréit, datt et méi bëlleg gëtt fir deen eenzelnen Taxisunternehmer, fir esou mussen ze fueren, an zweetens alles aneschters wéi effikass ass.

Déi Konklusioun war deemools och esou, datt d'Gemenge sech eens waren, fir dem Transportminister ze soen, datt se all d'accord wieren, fir déi Kompetenz fir d'Placken ze verginn ofzeginn, datt mer déi sollen un de Stat ginn an datt donc mer just an deem klenge Ländchen, wou mer sinn, sollen eng Instanz hunn, nämlech eng staatlech, déi dat ganzt Taxiswiese géif organiséieren, an datt d'Gemengen am Fong just nach zoustänneg wieren, fir ze soen, wou d'Emplacementer wiere fir d'Taxisgesellschaften, a fir de Rescht soll, wat d'Tarifikatioun sougutt wéi och wat d'Organisatioun ubelaangt, op engem liberaliséierte Kader dat um nationalen Niveau stattfannen.

Dunn ass deen Dossier weidergeleet ginn un den deemolege Wirtschaftsminister Jeannot Krecké.

Ech sinn iwwregens frou, datt den Här Angel, deen eng Heure d'actualité selwer hat - nach net esou laang hier hei -, seng Meenung ëm 180 Grad mindestens geännert huet oder eng Kéier bal schonn ëm sech selwer gedréit huet, geännert huet, datt en haut net méi fënnt, datt et eng Gemengeresponsabilitéit ass. Donc kann en dann och endlech ophalen, mech op enger anerer Plaz ze emmerdéiere mat sengen éiwege Fuerderunge vu Zones uniques vu fënnef Euro an esou weider, wëssend, datt d'Konsequenzen dovunner natierlech um kommunalen Niveau null sinn an datt, natierlech, dat Ganzt éischter um nationalen Niveau regléiert gëtt wéi um kommunalen Niveau.

Hie seet jo haut selwer: „Selbstverständlech sollen d'Gemengen abezu ginn", mä et wier deen nationalen Niveau, deen dat misst national regelen. Dat ass meng Feststellung scho gewiescht virun e puer Joer. Ech si frou, datt hien och elo zu där Konklusioun komm ass.

Et bleift awer, datt mer niewent dem Problem vun der Liberaliséierung, déi mer brauchen, fir dat do ze kréien, och e Problem hu mat der Struktur vun eisem Taxiswiesen. Duerch déi Situatioun do huet sech erginn, datt mer zu Lëtzebuerg ech weess net méi, wéi vill Honnerte Gesellschaften entre-temps hunn. Do derbäi sinn der ganz vill, déi hunn alleguer nëmmen een Auto; dat sinn dann eenzel Leit, déi op sech selwer just fueren. Dat ass keng normal Situatioun.

Also, ech wëll kengem d'Recht ofschwätzen, datt en en Taxisunternehme ka grënnen. Mä mir mussen awer éierlech och mat eis selwer sinn an einfach gesinn, datt deen Duerjerneen, dee mer hunn an der Struktur vum Taxiswiesen, net gutt ass.

Selbstverständlech arrangéiert e verschidde Leit. An ech hu mat Interessi deen Interview am „Lëtzebuerger Wort" haut gelies vun deem neie President vun der Taxisfederatioun, dee jo awer aus enger vun de Gesellschafte kënnt, déi zu Lëtzebuerg an deene leschten...

M. le Président.- Här Bausch, erlaabt Der, datt den Här Angel Iech eng Fro stellt?

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Neen, den Här Angel ka mer déi Fro um Schluss stellen, selbstverständlech, mä ech hunn nëmme fënnef Minutten...

M. le Président.- Da fuert virun, Här Bausch!

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Ech wëll gär meng fënnef Minutte voll profitéieren, fir elo ze soen, wat ech hei denken.

Datt, wann ech deen Interview liesen, natierlech deejéinege fënnt, deen eigentlech de Gewënner ass vun där heiteger Situatioun iwwert déi lescht 30 Joer, datt dee fënnt, datt iwwerhaapt kee Problem ass, datt et just eng Rei schwaarz Schof gëtt an datt ee misst kucken, mat deene Remedur ze schafen, an da wier de Problem geléist.

Datt dat natierlech net der Realitéit entsprécht, mä datt et verständlech ass an och de bonne guerre ass, wann een an där Positioun ass a selwer eng zimlech komfortabel Situatioun huet a frou ass, datt alles esou bleift wéi et ass, well ee jo selwer dovunner profitéiert, datt sech duerfir näischt soll änneren - mä dat ass awer net eis Meenung als Fraktioun, wëll ech ganz däitlech soen, an duerfir sinn ech och frou, datt d'Stad Lëtzebuerg hei versicht, deen néidegen Drock ze maachen, datt endlech eppes an deem Taxiswiesen ännert.

Et ass och net normal, datt mer zu Lëtzebuerg eng ganz Rei Initiativen, déi et am Ausland längstens gëtt, ob dat e Sammeltaxi ass oder Initiativen, déi elo geholl gi si vum ACL, zum Beispill, wou opgewise gëtt, wat fir eng aner Saache kéinte méiglech sinn, datt zu Lëtzebuerg emol nach keng, bis elo net eng Spur vu Bereetschaft bestanen huet, am Taxiswiese selwer, fir op dee Wee matzegoen.

An ech hoffen, datt dee Wiessel, well mir hate jo elo an der Stad eng Rei interessant an och gutt Gespréicher mat der Taxisfederatioun, datt duerch de Wiessel, deen elo op der Spëtzt komm ass vun der Taxisfederatioun, dat net erëm e Schratt no hanne gëtt, well op alle Fall

si mir dat net méi gewëllt ze dulden, an da kucken, wat fir eng Weeër mir wäerten huelen, an eng Rei sinn der jo scho virdrun opgezielt ginn.

Ech weess och, datt den aktuelle Minister amgaangen ass, sech vill Gedanken driwwer ze maachen, an e versicht och, op Basis vun deene Konklusiounen, déi an där leschter Legislatur gezu gi sinn, eng Rei Décisiounen elo ze huelen. Ech hoffen, datt déi relativ séier weiderginn, datt mer séier zu Konklusioune kommen. Well de Moment hu mer eng onhaltbar Situatioun. An de Fait, datt mer an de Statistiken esou schlecht dostinn, dat ass absolut berechtegt an och richteg. Ech halen net ëmmer alles vu Statistiken, mä mindestens bei deem dote weess een dat.

Ech wëll och hei engem Virriedner soen, wann e seet, et géifen der och vill vun den Taxië schwätzen a sech driwwer opreegen, déi en ni géifen huelen. Ech huelen en oft an ech kann lech och soen, ech hat schonn oft déi schéinsten Erliefnisser. Ech ginn lech nëmmen ee Beispill, an dat ass mer net nëmmen eng Kéier virkomm, datt, wann Der an der Stad den Taxi wëllt de Moment huelen, een oft bal ugegranzt gëtt, wann een nëmmen eng Course mécht, zum Beispill vun der Gare hei an d'Uewerstad oder op d'Areler Strooss, well ee schnell, ganz schnell iergendwou muss hin an net grad e Bus do ass; da gëtt een ugegranzt, well dat anscheinend net interessant ass, esou Coursen ze fueren.

Dat sinn d'Realitéiten de Moment, an ech kann lech just nëmme soen, et gëtt genuch Leit, déi déi Realitéiten all Dag mussen erfueren. An, ech mengen, et gesäit ee jo och un de Reaktiounen, déi komm sinn insgesamt, datt d'Leit domadder insgesamt es genuch hunn an datt hei de Législateur, zesumme mat de Gemenge selbstverständlech, gefuerdert ass ze handelen.

Sou, Här President, wann den Här Angel mir elo nach wëllt eng Fro stellen, kann en dat selbstverständlech maachen. Här Angel?

M. le Président.- Här Angel, da stellt Är Fro!

M. Marc Angel *(LSAP).*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech wëll just zwou Saachen, Remarquë maachen an eng Fro stellen.

Éischtens, den Här Bausch seet, ech hätt mech do 100% gedréit. Dat, wat ech deemools am Gemengerot, wou ech lech jo anscheinend emerdéiert hunn,...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Neen, hei an der Chamber! An der Chamber hutt Der dat gesot.

M. Marc Angel *(LSAP).*- ...an hei an der Chamber, wat ech gefrot hunn, wat ech iwwerall ëmmer gefrot hunn, war, datt mer eis un en Dësch solle setzen alleguer zesummen, all d'Acteuren, Gemenge wéi Ministèren, concernéiert Betriber an esou weider. Dat hunn ech am Gemengerot an enger Motioun proposéiert.

Dir sot, dat wär en Emmerdement gewiescht. Ech soen, dat ass en normaalt Recht vun engem Conseiller, e Schäfferot ze interpelléieren.

Ech hunn och am Ufank vu menger Ried, wann den Här Bausch mer gutt nogelauschtert hätt, ganz kloer gesot, dass keng Gemeng eleng eppes ka maachen, och kee Gemengepolitiker, dass ech aus menger eegener Erfahrung geléiert hunn, an duerfir fannen ech..., stinn ech 100% zu deem, wat ech haut soen. Et ass dat, wat ech ëmmer gesot hunn.

An, Här Bausch, nach meng ganz konkret Fro: Sidd Dir der Meenung, dass, wann e Politiker, e gewieltene Politiker an engem Gremium, sief et d'Chamber oder sief et e Gemengerot, ee vun der Exekutiv interpelléiert oder Froe stellt, dass dat, wéi Dir gesot hutt, emmerdéiert, dass dat Emmerdementer sinn?

Merci.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Selbstverständlech net, mä et ass awer deemjéinege säi Recht, deen déi Froe gestallt kritt an deen dauernd mat Saache konfrontéiert gëtt, déi der Wourecht net entspriechen, Här Angel, fir dann och deementspriechend ze reagéieren. Dat gehéiert zu der politescher Kultur an der Debatt. A wann Der sot...

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Dat ass eng schéi Kultur.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Gelift?

M. Marc Angel *(LSAP).*- Dat ass déi gréng Kultur.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Ech soen, dat ass eng schéi Kultur.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Här Fayot, wann ech méi Zäit...

M. le Président.- Jo. Här Bausch, Dir misst och elo zum Schluss kommen.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Här President,...

M. le Président.- Da beäntwert elo nach d'Fro an dann...

M. François Bausch *(déi gréng).*- ...ech muss lech soen, ech fannen dat doten ass parteiesch presidéiert, well den Här Angel stellt mer eng Fro,...

M. le Président.- Neen...

M. François Bausch *(déi gréng).*- ...dertëscht mécht den Här Fayot, säi Fraktiounskolleeg, nach siwe Remarquen, an ech kréien hei nëmmen...

M. le Président.- Neen, Dir kritt nach d'Méiglechkeet, fir ze äntwerten, mä ech wëll awer net, datt erëm eng nei Ried gehale gëtt. Elo äntwert Der dem Här Angel.

(Interruptions)

M. François Bausch *(déi gréng).*- Här President, wa mer gären e Parlament hätte mat liewegen Debatten, da muss et méiglech sinn, wann en Orateur hei Froen zouléisst, datt en och kann drop äntwerten, well soss brauche mer keng lieweg Debatt.

(Interruptions diverses)

Ech wëll dem Här Fayot an dem Här Angel soen, datt, wann ech méi Riedezäit hei hätt, da géif ech lech alles zitéieren, wat Der hei gesot hutt op dëser Chamberstribün an och um Niveau vun der Gemeng.

(Interruption)

An, Här Fayot, ech kann lech soen, dat hat sech gewäsch, wat den Här Angel hei gezielt huet. Do si vill Saache gesot ginn, wou et derwäert gewiescht wär, dat hei nach eng Kéier ze zitéieren,...

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Dat ass awer keng Manéier, fir mat de Leit ëmzegoen.

M. François Bausch *(déi gréng).*- ...mä leider, wéi gesot, hunn ech net genuch Zäit. Fir de Rescht huelen ech zur Kenntnis, Här Angel, datt Der selwer sot, datt Der bäigeléiert hutt...

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. François Bausch *(déi gréng).*- ...an datt Der effektiv Är Meenung geännert hutt. Dir hutt et jo selwer zouginn.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Géift Dir och emol bäiléieren!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dat erfreet eis. Ech gi jo dann dervun aus, datt op allen Niveauen, wou Der an Zukunft wäert Interventiounen zu deenen Theme maachen, Der dat selbstverständlech kënnt maachen esou laang an esou vill an esou oft, wéi Der wëllt, datt Der dann deementspriechend och aner Rieden an Zukunft wäert halen.

Merci.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Jo, an Dir besser mat de Leit ëmgitt.

M. le Président.- Merci dem Här Bausch. Elo kritt nach den Här Henckes d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Merci, Här President. An deenen zwou Minutten, déi mer zur Verfügung stinn, wëll ech just e puer Zuelen nennen.

Wann Der en Taxisbetrib hutt mat dräi Autoen an zwee Chaufferen, dee kann ongeféier pro Joer eng 150.000 bis 170.000 Euro Chiffre d'affaires maachen; Personalkäschte 85.000; Autoskäschte 35.000; Total: 120.000 Euro. Da bleiwe fir de Patron 30.000 bis 50.000 Euro d'Joer Akommes. Do ginn nach d'Sécurité sociale an d'Steieren of. Dat sinn d'Donnéeën, wéi mer hei sinn. An do ass net vill drun ze änneren.

Et gëtt nach e Betrag. Dat ass, datt och nach fir 1.500 Euro muss an der Stad Stadgeld, also Plazegeld bezuelt ginn. Do huet d'Stad Lëtzebuerg natierlech 75.000 Euro d'Joer anzekasséieren. Déi kéinten och eventuell gespuert ginn.

Verschidde Saachen, déi awer mussen diskutéiert ginn, dat sinn déi Proposen. Mir sinn der Meenung, datt dee ganzen Taxissystem soll an eng Hand kommen, datt mer do solle fir d'Autorisatiounen an d'Kontrollen zoustänneg sinn an datt och den Affichage vun de Präisser soll garantéiert ginn.

Eng aner Propositioun, déi mer maachen, dat ass e resolute Kampf géint déi illegal Taxien. An do muss d'Gesetz geännert ginn. Am Ablack ass et esou, wann een eng Plainte mécht, geet dat bei de Parquet an dat misst da bei den Untersuchungsriichter goen. Resultat: All d'Plaintë gi klasséiert. Dat ass esou. Dofir proposéiere mir, datt soll do eng Amende vun 1.000 Euro gemaach ginn, déi de Polizist direkt kann akasséieren, gegebenenfalls mat der Saisie vum Auto.

Une voix.- Très bien!

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Dat gesot, dat wieren déi Propositiounen, déi mir ze maachen hätten an deenen zwou Minutten, déi ons zur Verfügung stinn.

M. le Président.- Merci dem Här Henckes. An elo kritt den Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler d'Wuert.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President. Ech hu gutt nogelauschtert, wat gesot ginn ass. Ech hunn och dem Interpellateur respektiv deem, deen d'Fro gestallt huet, dem Buergermeeschter vun der Stad, hei gutt nogelauschtert, an haaptsächlech an der Press gelies, wat de Buergermeeschter alles an der leschter Zäit doriwwer gesot huet.

Ech hat elo gehofft, well en eng Rei Initiativë vun der Stad Lëtzebuerg ugekënnegt hat, dat géifen der elo e puer méi preziser ginn, mä ausser dem „yellow label" hunn ech elo als Initiativen näischt héieren. Dat anert, dat waren alles Saachen, déi un d'Adress vun der Regierung...

M. Xavier Bettel *(DP).*- E Fait personnel, Här President.

M. le Président.- Jo.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Ech hu mam Buergermeeschter vun...

M. Xavier Bettel *(DP).*- Ech ginn hei vum Minister zitéiert, andeem e mer seet - Här President, Fait personnel -, en hätt hei näischt vun eis héieren. Wann de Minister nogelauschtert hätt, wou ech erkläert hunn, wat mer mam Eko-Taxi maachen, wat méi ëmweltfrëndlech wär, mat den Tariffer,...

(Interruption et hilarité)

...an dass mer den 21. Mee nach eng Sitzung halen, a mir wiere mat der Federatioun amgaangen ze négociéieren... Ech kann net derfir, Här Wiseler, wann Der mam Här Schneider geschwat hutt während menger Fro.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Do kommen ech awer nach eng Kéier genau drop, fir ze froen, wéi Der dat alles wëllt maachen,...

(Interruption)

M. le Président.- Sou! Elo huet eisen Här Minister d'Wuert.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- ...well et ass natierlech extrem interessant, fir ze wëssen, wéi een dat dote mécht. Mä komme mer zur Saach zréck.

Ech hunn an deene leschte Méint, gradesou wéi Dir, ausser datt ech net d'Press dofir invitéiert hunn, eng ganz Rei Diskussioune gehat mat der Federatioun, mat der UCL, mat de Chamberen, och intern mat deenen eenzelnen Administratiounen, déi zoustänneg sinn, fir ganz genau ze kucken, wéi d'Taxiswiese respektiv wéi d'Législatioune kënnen an där nächster Zäit ugepasst ginn.

Ech soen lech och éierlech, déi Heure d'actualité, mä dat mécht lech näischt aus, Här Bettel, passt mer an dëser Zäit net ganz gutt, well mer den Tour vun de Froen an d'Äntwerten nach net esou prett hunn, datt ech lech definitiv kann eppes soen. A meng Aart a Weis, fir ze schaffen, dat ass, fir d'Éischt Diskussioune mat alle Partner féieren, probéieren zu Konklusiounen ze kommen an dann an d'Öffentlechkeet ze goen, fir d'Diskussioun ofzeschléisse mat Solutiounen, vun deenen ech iwwerzeegt sinn, datt se gangbar sinn.

Elo ginn ech lech hei eng Rei Propositiounen an Äntwerten, déi ech net als definitiv concernéieren. Ech wollt dat virdru soen, well den Text, deen an e puer Méint kënnt, ka liicht verschidde si par rapport zu deem, wat mer haut soen, well mer déi Diskussioun nach net ofgeschloss hunn.

Éischtens, wou sinn d'Problemer? Do gëtt et zwou Zorte vu Problemer. Dir hutt se alleguer zu engem Deel ugeschwat. Deen éischten Typ vu Problem, dat ass dem Client säi Problem. An dat sinn der zwou Zorten.

Éischtens, et ass ze deier. Den Här Angel huet mech gefrot: „Fannt Der, datt et ze deier ass?" Selbstverständlech fannen ech, datt et deier zu Lëtzebuerg ass. Ech soen awer hannendrun, wann ech den europawäite Verglach maachen - well da maachen ech e gär seriö, wann ech e maachen -, dann hu mir haut d'selwecht Präiskategorië ronn wéi Hamburg oder wéi München. Mir si méi deier wéi Stied wéi Lissabon, wéi Paräis, wéi Wien. Mir sinn awer méi bëlleg wéi Stied wéi Zürich, Genf a Rotterdam. Sou! Just fir lech ze soen, wéi d'Realitéit do ass. Ech fannen, datt mer ze deier sinn, an ech probéieren eppes dergéint ze maachen. Wéi wäit mer kommen, ass eng aner Fro.

Déi zweet Fro vun de Problemer, dat ass d'Transparenz. Et ass evident, datt de Client Transparenz wëllt. An dofir musse mer suergen. Mä dat huet dann och Konsequenzen. Do kommen ech och nach eng Kéier drop zréck.

Déi zweet Kategorie vu Problemer, dat sinn déi vun den Taxischauffere respektiv vun den Taxisfirmen. D'Fro ronderëm d'Präispolitik, d'Liberaliséierung vum Marché an dann haaptsächlech och d'Froe par rapport zu der Kontroll vum Marché. D'Kontroll vum Marché, déi an deenen nächste Joren - an dat ass ganz kloer, dat hutt Der och alleguer hei gesot - méi muss prononcéiert ginn. Éischtens, d'Kontroll ze maache vun deenen Taxien, déi net autoriséiert sinn, déi keng Autorisatioun, keng Lizenzen hunn. Zweetens, déi Taxien, déi d'Regelen net respektéieren, och anescht ze kontrolléieren.

A well mer awer hei déi ganz Diskussioun wëllen op den Dësch huelen, muss ee sech, wann een dat do mécht a wann een déi Gesetzgebung ënnert d'Lupp hëlt, awer och d'Fro stellen: Wéi gi mer mat där aner Kategorie ëm vun de Locations de voitures avec chauffeurs, déi ganz oft parallell benotzt gëtt? Wéi traitéiere mer dat am Kader vum Taxiswiesen? Well dat ass och net ëmmer evident.

An dann, Dir Häre Buergermeeschteren heibannen, an ech schwätze mech och selwer als Stat domadder un: Wat d'Taxisfirmen engem soen, all déi Konkurrenz, déi gemaach gëtt vun de parallellen Transporten, déi deelweis vun der Gemeng an deelweis souguer staatlech ënnerstëtzt dohinnergestallt ginn, déi fir ganz bëlleg Tariffer natierlech och Transporter organiséieren an an deem Moment den Taxien eng ganz Partie vun der Kliantell ewechhuelen. Dat maache mir alleguer an de Gemengen. An de Stat ënnerstëtzt et och. Et ass zumindest...

(Interruption)

Natierlech. Ech maache jo och kee Reproche. Ech soe just, dat ass en Deel vun enger Diskussioun, wou een net däerf als responsabele Politiker soen: Déi do setze mer emol einfach op d'Säit, well déi gëtt et net an där Diskussioun. Et ass eng Fro, déi een evidenterweis muss stellen, well ech mengen, datt déi ganz Problematik och eng Saach vu Quantitéit ass, wivill Leit an zu wat fir engen Zäiten dann op d'Taxien zréckgräifen. Well gëtt den Taxi méi gebraucht, dann huet dat natierlech eng Influenz op d'Präisser. Dat ass evident.

Also, déi Fro ass zumindest stellbar. Duerfir soen ech: Meng Konklusioune sinn haut an dësem Moment nach net definitiv.

An dann ass natierlech och d'Fro, déi sech stellt vum Netrespekt vun enger Rei Regelen: Locatioun vu Lizenzen. Dir wësst, datt d'Lizenzen net kënne verkaaft ginn, datt se och net kënne weidergelount ginn. An den Netrespekt vun de Secteuren, well obwuel mer - wéi den Här Bausch, mengen ech war et, dat richteg beschriwwen huet - d'Secteuren agedeelt hunn an d'Leit, wa se aus hirem Secteur eraus sinn, net kënne mat zréckhuelen, gëtt et awer gemaach an der Praxis.

Dat heescht: Wéi gi mer déi Problematik un? Well wann et an de Regele steet, dann, soen ech, sinn d'Regelen ze respektéieren. A wa mer net mengen, datt et sënnvoll ass, da musse mer d'Regel effektiv änneren. Duerfir soen ech: Et ass schonn eng komplex Saach. An de Problem bei där ganzer Diskussioun - an dat gëtt alles e wéineg einfach hei, wat ech elo héieren hunn, ewechgefeegt -, dat ass, datt déi Demandë vun de Clienten op där enger Säit a vun den Taxischaufferen an Taxisfirmaen op där anerer Säit natierlech heiansdo kontradiktoresch sinn.

An duerfir, dem Här Angel seng einfach Iddi „Kommt, mir setzen eis léiwer fein alleguerten ëm een Dësch an da fanne mer eng Léisung", dat - mengen ech - geet awer net an enger hallwer Stonn, wa mer se alleguerten um Dësch léisen, well et ass relativ kontradiktoresch, déi Problematik, déi sech do stellt.

Ech wëll emol e puer Léisunge soen, déi emol einfach op den Dësch geluecht gi sinn an der Zeitung hei an déi - ech mengen - net ginn.

Einfach, fir ze soen, d'Liberaliséierung vum Marché mat Abolitioun vun den obligatoresche Präisser féiert automatesch zu enger Baisse, d'Liberaliséierung bréngt alles, et gëtt méi bëlleg: Ech soen lech, dat stëmmt ganz sécher net. Well dat, wat mer haut hunn, dat si jo u sech maximal Tariffer, déi am Gesetz stinn. Maximal Tariffer, déi awer net kontrolléiert ginn an zu engem groussen Deel, wann ech d'Realitéit kucken, och net agehale ginn. An d'ailleurs, wann ech de Conseil de la concurrence liesen, ass och schonn d'Gesetzgebung contestéiert, well se u sech net de Prinzipië vun deene Marchéen do entsprécht.

Mä ech wëll Iech just froen, déi, déi dat soen: Mir hunn hei keng minimal Tariffer. Mir hu maximal Tariffer. Wéi soll den Abandon vun engem maximalen Tarif et méi bëlleg maachen? De maximalen Tarif setzt maximal Präisser fest. An alles, wat méi bëlleg ass, kanns de souwisou haut maachen. Duerfir, vun där doter Léisung weess ech net, wéi déi eis soll iwwerhaapt eppes bréngen.

Zweet Ausso, déi heiansdo gemaach gëtt, dat ass: „Méi kleng Autoen, dat si méi bëlleg Taxifahrten, da ginn d'Taxispräisser massiv erof. Mussen et ëmmer Mercedesse sinn?" Dat mag zu engem Deel stëmmen, mä ech soen awer och, nëmmen zu engem Deel.

Wann een d'Käschtestrukture kuckt an dat, wat d'Taxisentreprisen engem soen, dann ass d'Käschtestruktur déi, datt awer iwwer 50% vun de Käschten, no den Informatioune vun de Firmen, Gehaltskäschte sinn, déi iwwert de Kollektivvertrag, an deen ass virdrun zitéiert ginn, relativ prezis festgeluecht sinn. Dat heescht, datt d'Akafspräisser vun den Taxien awer nëmmen e marginalen Effet doranner hunn.

An da muss ech soen, kann ee jo och net just den Akafspräis kucken. Da muss een och de Präis an den Amortissement iwwert d'ganzt Liewe vun esou engem Auto kucken, den Ënnerhalt dovunner, d'Ersatzstécker dovunner respektiv wat en duerno am Verkaf nach wäert ass, wann en da verkaaft gëtt. Dir musst natierlech déi ekonomesch Rechnung esou maachen. An da weess ech net, ob deen Ënnerscheed esou riseg grouss ass, an ech weess net haaptsächlech, wann et géif anescht gemaach ginn, ob dat dann esou vill Influenz op d'Präisser hätt. Vläicht e wéineg, mä awer net déi massiv Verbëllegung, déi dann heiansdo alt dohinnergestallt gëtt.

Eng aner Saach, dat ass d'Zuel vun de Lizenze fräizeginn. Dat ass och gesot ginn. Ech mengen, dat mag sécherlech och eng Influenz hunn. Mä et huet awer nëmmen eng Influenz, wann Der duerch de Fait, datt Der d'Zuel vun de Lizenze fräigitt, wann Der also méi Lizenze gitt, wann Der dann awer och sécherstellt, datt méi Leit den Taxi huelen. Well wa just eng Fräigab vun de Lizenzen, dat heescht méi Taxien, derzou féiert, datt genau déiselwecht Zuel vu Leit den Taxi huelen, da riskéiert Der natierlech, eng ganz Rei Firmen an enorm Schwieregkeeten ze bréngen.

Wann een dat wëllt maachen, an ech mengen, datt een et zu engem Deel sollt maachen, mä wann een d'Zuel vun de Lizenzen net géif fräiginn, mä géif virsiichteg eropsetzen, da muss een dat parallell maachen, andeem ee wierklech de Marché stimuléiert op där enger Säit, an op där anerer Säit een natierlech erheblech derzou bäidréit, datt déi Leit, déi haut ouni Lizenz fueren, schwaarzfueren, datt mer dat anescht besser an Zukunft an de Grëff kréien.

Déi Saache kënnen nëmmen zesummen ugepaakt ginn, soss - mengen ech - féiert et zu ganze problematesche Situatiounen, fir dat unzepaken.

Wat fir eng Piste si mir amgaangen ze studéieren a wou mengen ech, datt et soll higoen? Déi éischt, mengen ech, wat eng vun deene wichtegsten ass - an dat ass vu bal alle Riedner hei gesot ginn -, dat ass dee ganzen Décloisonnement géographique.

Et ass effektiv haut zu Lëtzebuerg, mengen ech, Onsënn, fir ze soen: „Du muss eng Lizenz vun engem Taxi an enger Gemeng hunn." Mir mussen dat anescht organiséieren. Dat heescht awer och, Här Bettel, datt déi puer Kompetenzen, déi d'Gemeng elo nach huet, d'Gemeng wäert verléieren. Dat ass logesch doranner.

(Interruption)

Neen, mä mir sinn eis eens domat. Dat hei soen ech elo ganz onpolemesch, Här Bettel.

(Interruption)

Ech soen dat einfach als eng logesch Konsequenz vun deem, wat gefrot gëtt. Dat empêchéiert mech awer net, mat Iech driwwer ze diskutéieren, well ech mengen, trotzdeem bleiwen d'Gemengen nach Partner duerno domadder.

Mä ech wëll awer trotzdeem op dat eent Bedenken agoen, wat ech dann hunn. Mir hunn hei en Taxiswiesen, wat awer iwwert dee ganzen Territoire vum Land iergendwou eng Repartitioun huet, well mer e Cloisonnement hunn. Mir mussen awer elo ganz gutt oppassen, wa mer en totalen Décloisonnement maachen, datt dann net sech dat ganzt Taxiswiesen an der Stad Lëtzebuerg konzentréiert oder an Esch konzentréiert, an datt s de muss eng Stonn waarden, bis de uewen am Land kanns en Taxi kréien, well kee méi do ass, deen do fiert. Dat heescht, do ass och eng Problematik, déi sech stellt, déi mer also liicht méi virsiichteg ugoe mussen.

Ech sinn also net der Meenung, an dësem Moment op jidde Fall nach net, datt mer sollen en totalen Décloisonnement maachen, mä deen Iwwer-honnert-Gemengen-Cloisonnement, dat ass net sënnvoll. Ech mengen, et soll ee kucken, ob een net eng aner Opdeelung fënnt a gréissere Regiounen, wat da wesentlech méi Sënn géif maachen an eis awer géif garantéieren, datt verschidde rural Regiounen am Land trotzdeem nach eng uerdentlech a korrekt Desserte kéinten hunn. Op jidde Fall, un där Léisung si mer amgaangen ze schaffen.

D'Publicitéit op den Autoen, do ass evidenterweis kee Problem. Dat muss vun der SNCT op d'Sécherheet kontrolléiert ginn. Dir kënnt och net alles maachen, wéi et heiansdo am Ausland ass. Mä d'Publicitéit op den Autoe stéiert mech iwwerhaapt net.

Dann d'Zuel vun de Lizenzen, do hunn ech schonn driwwer geschwat. Ech sinn der Meenung, datt mer dat virsiichteg sollen ugoen, mä datt mer et sollen ugoen.

Wat d'Maximumpräisser ugeet, gesinn ech u sech kee Problem, fir se bäizebehalen. Ech mengen, dat huet a mengen Ae keng Influenz. Ech froe mech just, wéi wäit mer se am europäesche Recht an am Droit de la concurrence iwwerhaapt nach kënne bäibehalen. Dat ass nach eng Diskussioun, déi mer mussen ausdiskutéiere mam Wirtschaftsminister, deen dofir kompetent ass.

Da sinn ech der Meenung, datt mer eng besser Definitioun vun de Konditioune musse kréie fir den Accès zu dem Beruff, ob dat den Accès vum Taxischauffer op där enger Säit ass, mä awer och den Accès vun deenen, déi Entreprisen hunn, fir Taxi ze fueren, datt mer dat anescht solle reglementéieren. D'Fro vun der Formation continue an der Formation initiale muss evidenterweis gestallt ginn.

Ech wëll Iech awer och do erëm just soen, fir déi Leit, déi dat dann hei froen op där enger Säit, datt déi Formatioune solle gemaach ginn, an déi dann op där anerer Säit soen, et muss awer alles méi bëlleg ginn. Dat ass, wann s du awer Formatioune gëss an du méchs och nach Formations initiales dodran, dann ass dat sécherlech keen Element, wat zumindest automatesch de Präis verbëllegt. Normalerweis ass de Contraire den Effet dovunner.

Duerfir, ech wëll deen Débat hei nuancéieren an net alles an deeselwechte Kuerf hei werfen. Et sinn eng Rei Moossnamen, déi noutwendeg sinn. Mä dat hei ass elo zum Beispill keng Moossnam, déi an d'Richtung vun enger Verbëllegung vum Taxiswiese geet. Ech sinn trotzdeem der Meenung, datt se bis zu engem gewëssene Grad eng Noutwendegkeet ass.

D'Transparenz vun de Präisser ass a mengen Aen och eppes extrem Wichteges.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Duerfir sinn ech der Meenung, datt mer an eisen zukünftege Reglementatioune sollen dohinner goen, datt den Affichage vun de Präisser, wann en dann ënner engem Maximum am Allgemenge fräi ass, datt dee muss baussen op den Auto affichéiert ginn, datt en och muss lisibel fir jiddweree sinn, ier en an den Taxi eraklëmmt. Well et huet guer kee Wäert, datt ee just den Tarif dobanne gesäit, wa mer déi Fräiheet wëllen hunn.

Da soen ech awer och hannendrun: Wat ass dann dovunner d'Konsequenz? Well all Saach huet jo seng Konsequenz. Wann Der et wëllt effikass maachen, da kanns de jo net higoen an du hues Taxien, wéi esou oft, a Filë stoen, an da sees de, du muss deen éischten huelen. Et steet zwar bei jiddwerengem drop, wat et kascht, mä dat ass jo dann egal. Mir hunn d'Recht vum Tête de file, dee muss geholl ginn. Dat hale mer oprecht.

Also, wa mer elo hei seriö matenee schwätzen: Entweder mir maachen et sënnvoll oder mir brauchen et guer net ze maachen. Wann Der sot, Dir hätt gär Transparenz - an ech soen, mir hätte gär Transparenz -, da musse mer och déi Diskussioun iwwert d'Tête de file féieren. Well soss huet dat anert net ganz vill Sënn.

Ech weess awer och, wa mer déi Diskussioun ufänken, wat dat an der Praxis heescht. Well dat muss ee jo och nach um Terrain kënne geregelt kréien. Dat muss jo awer och net dann zu Sträit tëschent deenen eenzelne Leit, déi jo an der File stinn, um Terrain féieren. Alles dat ass net gradesou evident, an do brauche mer nach eng Diskussioun mat deene Firmen, wéi wäit datt mer dat kënnen an d'Realitéit ëmsetzen oder net a wéi wäit et net wesentlech méi Schwieregkeete mécht, wéi et duerno Sënn erabréngt, dee mer u sech geduecht haten.

Duerfir, all déi einfach Léisungen an einfach Diskussiounen, esou einfach sinn all déi Saachen duerno an der Realitéit net. Et muss fir déi Leit, déi schaffen am Taxiswiesen, an déi Leit, déi den Taxi huelen, och klappen. Et kann een net just Theorie maachen.

Evidenterweis sinn ech der Meenung, datt d'Installatioun vun den Taximeteren duerch Firme soll gemaach ginn, déi net onbedéngt, also déi net däerfen Taxisfirme selwer sinn, an déi mussen och dofir kontrolléiert an agrééiert ginn. Ech sinn net onbedéngt der Meenung, datt d'SNCT dat soll maachen. Mä ech gi vum Prinzip aus, datt net däerf en Taxisbetrib et selwer maachen an datt déi Betriber och dofir mussen agrééiert ginn. An duerfir musse mer, wa mer dat wëlle maachen, eis eng Base légale dovunner schafen.

Ech sinn och der Meenung, datt, wa mer deen Text frëschmaachen, mer d'Definitioune mussen iwwerkucken. Mir musse kloer nach eng Kéier definéieren, wat en Taxi ass. Ech mengen, dat ass méi oder wéineger kloer am Gesetz.

Mir mussen awer och d'Definitioun kucken, fir d'Voitures de location avec chauffeur esou hinzekréien, datt den Détournement an de Contournement, fir Taxi ze fueren iwwert deen anere Wee, net awer e ganz einfachen ass. Well wa mer e Kollektivvertrag am Taxiswiesen hunn - ech wëll elo net diskutéieren, wéi deen ass, well dat ass e Kollektivvertrag wéi all Kollektivvertrag, deen tëschent dem Patronat an de Gewerkschaften ausgemaach ginn ass -, mä dann ass dat natierlech d'obligation fir jiddwereen. An da kanns de net Weeër einfach derlaanscht sichen op eng einfach Aart a Weis. Duerfir musse mer déi Definitiounen dann och nach eng Kéier kucken a kloermaachen.

Natierlech musse mer e Renforcement vun deene Kontrolle maachen. Diskussioune mat SNCT, Polizei, Douane, ITM sinn ubruecht. An et muss awer och kloer sinn, wat kontrolléiert gëtt. An da muss och kloer sinn, wat d'Strofen hannendru sinn. Evidenterweis mussen déi Strofen och eng Kéier iwwerkuckt sinn, well actuellement, esou wéi et momentan fonctionnéiert, ass et extrem schwiereg als System.

Da wëll ech zum Schluss nach soen, datt ech ganz gär bereet sinn, fir déi Konklusioune vun där Etüd an allem Detail an d'Chamberskommissioun virstellen ze kommen, ouni déi kommerziell Donnéeën, déi vun eenzelne Firmen dodra sinn, dann ze révéléieren. Mä domat ass jo jiddwereen absolut averstanen.

Et sinn zwee Punkten, déi ech an eiser Fortféierung vun deem, wat mer elo um Gesetzestext schaffen, net zréckbehalen hunn. Dat ass d'Aféierung vun deem, wat sengerzäit proposéiert gi war, d'Taxi „A"en an d'Taxi „B"en, déi eng public an déi aner net public, wéi se wollte sengerzäit gemaach ginn: éischtens well et vum Secteur och ganz schwiereg oder net akzeptéiert ginn ass; an zweetens, well ech och de Fonctionnement extrem schwiereg fanne fir Leit, déi op Lëtzebuerg kommen, déi fir d'Éischt musse wëssen, wat en „A"-Taxi an en „B"-Taxi ass, wou deen een déi hei Rechter huet an aner Tariffer huet, an dann huet deen aneren déi do Rechter an nach aner Tariffer. Ech mengen, dat ass net sënnvoll. Et muss een e korrekt, uerdentlecht Taxiswiesen, wat unique ass, dostoen hunn, mat uerdentleche Regelen, fir datt et fonctionnéiert.

Zweetens sinn ech och net der Meenung, esou wéi et deelweis geplangt war, datt de Stat kann higoen an eng staatlech Zentral fir Taxië maachen. Ech mengen, datt et net dem Stat seng Roll ass, fir dat ze organiséieren. Duerfir hu mer an eise Pläng och dovunner ofgesinn. Ech wollt dat och eng Kéier ganz kloer hei soen.

Sou! Ech mengen, ech hunn Iech elo den Tour gemaach vun deem, wou ech mengen, datt et soll higoen. Also, d'Iddië sinn nach net alleguer definitiv. D'Richtunge sinn awer ganz kloer. An e puer Méint wäerte mer och, no enger ganzer Rei Diskussiounen, mat engem definitiven Text erëmkommen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci dem Här Nohaltegkeetsminister. Domadder wär dëse Punkt ofgeschloss.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn och elo um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. An déi nächst Sitzunge si virgesi fir den 8., 9. an 10. Mee.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.25 heures)

- L'actualité parlementaire sur **www.chd.lu**.
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.

- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

www.chd.lu

SÉANCE 26

MARDI,
8 MAI 2012

Présidence: M. Laurent Mosar, Président

Sommaire

1. Communications
- *M. le Président*

2. Ordre du jour
- *M. le Président*

3. Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État
- *M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; Mmes Marie-Josée Jacobs, Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler, Nicolas Schmit, Mmes Octavie Modert, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Marco Schank et Romain Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

1. Communications

Dir Dammen an Dir Hären, ech hu folgend Kommunikatiounen ze maachen:

Wéi Dir all wësst, huet d'Verlobung vum Ierfgroussherzog Guillaume an der Comtesse Stéphanie de Lannoy de 27. Abrëll stattfonnt. De Chambersbureau war deeselwechten Dag bei der Audienz am Palais fir déi offiziell Virstellung präsent. Ech hunn am Numm vun der Chamber dem Ierfgroussherzog Guillaume an der Comtesse Stéphanie de Lannoy folgende Bréif zoukomme gelooss: «Le Président et les membres de la Chambre des Députés adressent à Son Altesse Royale et à Sa fiancée la Comtesse Stéphanie de Lannoy leurs plus vives félicitations et vœux de bonheur à l'occasion de Leurs fiançailles et s'associent à la joie et à la fierté de Leurs parents.»

D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro déposéiert.

Folgend Projete goufen an der Administration parlementaire déposéiert:

Den 23. Abrëll vum delegéierten Nohaltegkeetsminister de Projet de loi 6428 iwwert d'CO_2-Emissiounsquoten.

De 24. Abrëll vun den Häre Bausch, Lux, Meisch, Spautz a mir selwer d'Proposition de modification du règlement 6429, eng Ofännerung vum Kapitel 2 vun eisem Chambersreglement.

A schliesslech den 3. Mee vum Nohaltegkeetsminister de Projet de loi 6431, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert de Stroosseverkéier.

Den 30. Abrëll 2012 hunn d'Awunner vun Déifferdeng d'Petitioun N°315 géint de Bau vun neie Residenzen am Quartier Belair/Metzkimmert eragereecht.

Vum 23. bis de 27. Abrëll 2012 huet zu Stroossbuerg den zweeten Deel vun der Session vun der Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe stattfonnt. D'Chamber war vertrueden duerch den Här Fernand Boden, déi Dammen Anne Brasseur a Lydia Mutsch souwéi duerch déi Hären Norbert Haupert a Félix Braz.

Communications du Président - Séance publique du 8 mai 2012

1) Les fiançailles de Son Altesse Royale le Grand-Duc Héritier Guillaume avec la Comtesse Stéphanie de Lannoy ont eu lieu le 27 avril 2012.

Le Bureau de la Chambre des Députés a été convié à l'audience de présentation qui a eu lieu le même jour.

Au nom de la Chambre des Députés le Président de la Chambre des Députés a adressé à Son Altesse Royale le Grand-Duc Héritier Guillaume et à la Comtesse Stéphanie de Lannoy le courrier suivant: «Le Président et les membres de la Chambre des Députés adressent à Son Altesse Royale et à Sa fiancée la Comtesse Stéphanie de Lannoy leurs plus vives félicitations et vœux de bonheur à l'occasion de Leurs fiançailles et s'associent à la joie et à la fierté de Leurs parents.»

2) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

3) Les projets de loi et la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

***6428** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre*

Dépôt: M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures, le 23.04.2012

***6429** - Proposition de modification du chapitre 2 du Titre III «Des questions, des motions, des résolutions, des interpellations et des débats» du Règlement de la Chambre des Députés*

Dépôt: MM. François Bausch, Lucien Lux, Claude Meisch, Laurent Mosar et Marc Spautz, Députés

***6430** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire*

Dépôt: M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 02.05.2012

***6431** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques*

Dépôt: M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 03.05.2012

3) La pétition n°315 contre la construction de nouvelles résidences dans le quartier Belair/Metzkimmert à Differdange a été déposée par les habitants de Differdange en date du 30 avril 2012.

4) 2e partie de session de 2012 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe à Strasbourg du 23 au 27 avril 2012

À la susdite session ont participé M. Fernand Boden, président de la délégation luxembourgeoise, Mmes Anne Brasseur et Lydia Mutsch et MM. Norbert Haupert et Félix Braz, respectivement membres effectifs et suppléants. Lors de la première séance M. Boden a été élu vice-président de l'Assemblée, qualité dans laquelle il sera appelé à remplacer occasionnellement lors des séances le président de l'Assemblée, M. Jean-Claude Mignon.

Mme Brasseur était rapporteuse pour la Commission de la Culture, de la Science, de l'Éducation et des Médias du rapport intitulé «La nécessité de combattre le trucage des matchs» qui a été discuté ensemble avec le rapport de M. François Rochebloine de la même commission sur «La bonne gouvernance et l'éthique du sport» et ce le mercredi matin, 25.04.2012. M. Haupert est aussi intervenu au cours de ce débat. Il reste à signaler dans ce contexte qu'une émission télévisée «Sport, mafia et corruption» réalisée par Hervé Martin-Delpierre sera diffusée avec Mme Brasseur sur ARTE aujourd'hui à 20.35 heures.

En sa qualité de présidente du groupe ADLE elle est intervenue plusieurs fois dans les débats, notamment sur le rapport d'activité du Bureau et de la Commission permanente, lors du débat libre et lors du débat sur le suivi des travaux de l'Assemblée parlementaire par le Comité des Ministres.

Il faut souligner que M. Boden a également pris la parole le vendredi 27 avril pour défendre les intérêts de notre pays lors du débat sur le rapport de M. Dirk Van der Maelen de Belgique intitulé «Pour une politique appropriée en matière de paradis fiscaux».

Les autres points forts à l'ordre du jour ont été:

- la communication du Comité des Ministres à l'Assemblée parlementaire, présentée par le Rt Hon. David Lidington MP, Ministre pour l'Europe, Ministère des Affaires étrangères et du Commonwealth, Royaume-Uni, représentant la présidence du Comité des Ministres

- élection d'un juge à la Cour européenne des droits de l'Homme au titre de la Belgique

- vies perdues en Méditerranée: qui est responsable?

- discours de M. Saad dine El Otmani, Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération du Maroc

- égalité entre les femmes et les hommes: une condition du succès du Printemps arabe

- la promotion d'une citoyenneté active en Europe

- la nécessité de combattre le trucage de matchs

- discours de M. Zlatko Lagumdžija, Ministre des Affaires étrangères de la Bosnie-Herzégovine

- la protection de la liberté d'expression et d'information sur l'Internet et les médias en ligne

- un débat selon la procédure d'urgence: la situation en Syrie

- la situation des personnes déplacées dans le Caucase du Nord et retournées dans la région

- suivi des travaux de l'Assemblée parlementaire par le Comité des Ministres

- des pensions de retraite décentes pour tous.

Lors de la susdite session ont eu lieu et un seul débat selon la procédure d'urgence qui a eu pour sujet la situation en Syrie et un seul débat d'actualité sur l'avenir de la Cour européenne des droits de l'Homme et de la Déclaration de Brighton.

Il y a lieu de retenir que l'assemblée a adopté onze résolutions et cinq recommandations. La prochaine réunion de la Commission permanente se tiendra à Tirana le 25 mai 2012 et la troisième partie de session de 2012 aura lieu à Strasbourg du 25 au 29 juin 2012.

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

2. Ordre du jour

An hirer Réunioun vum 3. Mee huet d'Presidentekonferenz fir dës Woch folgenden Ordre du jour virgeschloen:

Haut de Mëtten hu mer d'Deklaratioun vum Premierminister Jean-Claude Juncker zur Lag vun der Natioun.

Muer de Moien um néng Auer hu mer d'Debatt iwwert d'Lag vun der Natioun, nom Modell 4. Muer de Mëtten um zwou Auer hu mer d'Enn vun den Debatten iwwert d'Lag vun der Natioun.

En Donneschdeg um zwou Auer hu mer fir d'Éischt de Projet de loi 6430 iwwert d'Questioun vun der Eisebunnsinfrastruktur, nom Modell 1; de Projet de loi 6375, en Ofkommes iwwert d'Schafe vun der Banque européenne pour la reconstruction et le développement, nom Basismodell; dann d'Question élargie N°25 vum Här André Bauler iwwert d'„green jobs" fir jonk Aarbechtsloser; an da schlussendlech eng Aktualitéitsstonn vun der DP-Fraktioun iwwert d'Konsequenze vun den neien interne Migratiounen an Europa, déi duerch d'Kris ervirbruecht gi sinn.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir héieren haut de Mëtten d'Deklaratioun vum Premierminister Jean-Claude Juncker zur Lag vun der Natioun. Här Premierminister, Dir hutt d'Wuert.

3. Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen Iech näischt Neies, wann ech Iech soen, dass mer an anormal onsécheren Zäite liewen. D'Onsécherheet ass global, si ass kontinental a si ass national. A wéi ëmmer, wann d'Mënschen an d'Natiounen hire Wee sichen, wa se no neier Sécherheet an no kloeren Indikatioune fir d'Zukunft verlaangen, da kënnt de Wonsch op, dass et ee soll ginn, dee genau soll soen, wéi et ass, an deen de Wee genau soll weisen, deen ee soll goen. Een, dee seet, wat ass, an een, dee seet, wéi et soll weidergoen.

Deen een awer, dee gëtt et net! An dat ass och gutt esou, dass et deen net gëtt. An ech hätt och net gären, dass ee géif mengen, et géif deen een do ginn. Well d'Zukunft, déi muss vu villen Hänn virbereet ginn. Hir Gestaltung brauch den Asaz vu villen Talenter, vu villen Energien. D'Entwerfe vun der Zukunft, dat ass net d'Saach vu Solisten. D'Skulptur vun der Zukunft, dat ass ee Gemeinschaftswierk. Nëmmen, wa mer zesummen iwwerleeën, kréie mer e staarkt Zukunftsseel geknäppt. En Zukunftsseel, dat net räisst, well et sech aus deenen Dausende Fiedem zesummesetzt, déi mer alleguer, jiddwereen no beschtem Wëssen a Kënnen, beieneen an openee leeën.

Wa mer hei zu Lëtzebuerg déi Aufgaben, déi eis gestallt sinn, upake wëllen, wa mer haut d'Saache richteg wëlle maachen, fir dass se muer net falsch ginn, da musse mer der Wierklechkeet an d'Gesiicht kucken. All Politik fänkt mat dem Betruechte vun der Wierklechkeet un.

Fir dës Wierklechkeet genau ze gesinn, do muss een de Sonnebrëll ofdinn. Duerch Sonneglieser gesäit een d'Saachen anescht, manner grell, mä et gesäit ee se och manner richteg. Et gesäit ee se net esou, wéi se wierklech sinn. Fir d'Wierklechkeet richteg ze gesinn, dierf een net op hire Welle surfen. Fir se richteg ze gesinn, muss een a se erantauchen. Fir d'Wierklechkeet richteg ze gesinn, muss ee sech wëllen naass maachen.

Wa mer an d'Zukunft tauchen, dann dränge sech eis Wierklechkeetsmomenter op, déi am Wuesse sinn, an déi, wa se bis ganz ausgewuess sinn, de Kontext, an deem mer an deenen nächste Jorzéngte wäerte liewen, total veränere wäerten.

D'Politik setzt sech aus villem zesummen, an zu hire wiesentleche Bausteng gehéieren d'Demographie an d'Ekonomie. D'Demographie an d'Ekonomie setzen d'Zukunftskaderen a loossen een d'Liewensëmstann vu muer a vun iwwermuer spieren, virfillen.

Et ass eng demographesch Revolutioun amgaang, op déi mer eis musse virbereeden, well se och eis direkt betrëfft. Um Ufank vum 20. Jorhonnert waren 20% vun alle Mënschen op der Welt Europäer. Wéi dëst Jorhonnert, dat 21., ugefaangen huet, hunn d'Europäer nach 11% vun der Weltbevölkerung ausgemaach. Am Joer 2050 gëtt et weltwäit nach 7% Europäer, an um Enn vun dësem Jorhonnert, am Joer 2100, kommen op zéng Milliarde Mënsche genau nach 4% Europäer. Innerhalb vun 200 Joer wäert den demographeschen Undeel vun den Europäer un der Weltbevölkerung sech genau duerch fënnef gedeelt hunn.

An och an der planetarescher Wirtschaftsarchitektur kënnt et zu tektonesche Glissementer. Glissementer, déi et a sech hunn. Am Joer 2010 hunn Europa an d'USA eleng 41% vum globale PIB erschafft. Am Joer 2050, also a manner wéi 40 Joer, fält d'Wirtschaftsleeschtung vun den USA a vun Europa op 18% vum globale PIB erof. An déi zwee ginn ersat duerch Asien, deem säi Bäitrag zur Weltwirtschaftskraaft vun haut 27% op dann 49% eropgoe wäert.

Ëm 2020 - dat ass, wann ech et richteg gesinn, muer de Mueren - gëtt China, reng wirtschaftlech betruecht, méi staark wéi d'USA. 30 Joer méi spéit, am d'Joer 2050, wäert Indien déi éischt Wirtschaftsmuecht op der Welt sinn. Brasilien sengersäits schwëmmt sech ëmmer méi fräi a wäert an den nächste Joren an eise Gewässer optauchen, grad wéi och aner sougenannten émergent Länner.

Firwat, léif Kolleegen, soen ech Iech dat? Ech soen Iech dat, well d'Konsequenzen, déi aus dem demographeschen an aus dem weltwäiten ökonomesche Wiessel resultéieren, absolut zukunftsbestëmmend fir dëst Land, fir Lëtzebuerg sinn. Europa gëtt méi kleng a méi schwaach. Mir hei zu Lëtzebuerg kënnen, och

wa mer eis géifen druginn, net vill méi kleng ginn, mä mir kënnen awer vill méi schwaach ginn, wa mer net ganz gutt oppassen.

Well Europa méi kleng, well Europa méi schwaach gëtt, misst et eigentlech jiddwerengem an Europa, a grad och hei zu Lëtzebuerg aliichten, dass elo all Effortë mussen ënnerholl ginn, fir dass d'Europäesch Unioun méi staark a méi duerchsetzungsfest gëtt.

Net Redivisioun vun der Europäescher Unioun an national Divisiounen ass ugesot. Neen, mir brauchen eng offensiv Europa-Liga, ee méi integréiert Europa. Net, well mer Angscht hätte virun deene Grousse vu muer, mä well mer wëssen a spieren, dass een europäeschen Nationalstat - a sief en och nach esou grouss - op sech eleng gestallt mat deene groussen Elefante vu muer et net ophuele kann.

Als butzegt Land an Europa hu mer alles ze gewannen, wa mer méi Europa kréien. A mir hu villes, bal alles ze verléieren, wa mer deenen op de Läim ginn, déi manner Europa wëllen. Mir solle selbstverständlech keng Hurra-Europäer ginn, mä mir solle kritesch Europäer bleiwen. Mir sollen dat net matmaachen, wat eis radikal géint den nationale Stréch geet. Mä fundamental gëllt: Lëtzebuerg muss sech ëmmer mat un d'Spëtzt vun der europäescher Integratiounsbewegung stellen. Eis natierlech, eis logesch an eis erzwongenermoossen noutwendeg Plaz ass do, wou méi Europa stattfënnt. Soss fale mer aus der Wierklechkeet vu muer eraus.

Europa ass a bleift ee wiesentleche Bestanddeel vun der Lëtzebuerger Statsräson. Ech soen dat haut op esou eng determinéiert an hoffentlech net ze vill pathetesch Aart a Weis, fir dass jiddweree weess, wou e mat dëser Regierung drun ass. Ech spieren - an ech denken, Dir spiert et och -, dass mer an deenen nächste Joren, och hei zu Lëtzebuerg wéi am Rescht vun Europa, eng dacks polemesch, onsachlech gefouert Ausenanersetzung tëschent deene wäerte kréien, déi aus Bequemlechkeets- oder Wahlgrënn manner Europa wëllen, an deenen, déi wëssen, dass mer aus Effizienzgrënn an aus nationale Grënn méi Europa brauchen.

Mä net nëmmen déi demographesch Evolutioun erzwéngt Ëmdenken. Och deen neien Tassement vun der Weltwirtschaft verlaangt Ëmstellungen am Denken, Ëmstellungen am Handelen. Mir mussen eis als Land opmaachen - haut schonn - fir déi nei Acteure vun der globaler Ekonomie.

Lëtzebuerg war jo ëmmer schonn op auslännescht Kapital ugewisen, fir seng Ekonomie un d'Dréien ze kréien a fir seng Ekonomie um Dréien ze behalen. Dat Kapital, dat ass laang aus Däitschland, aus Frankräich an aus der Belsch, duerno aus de Vereenegte State vun Amerika komm. Haut kënnt dat Kapital och aus Asien, aus Russland, aus de Golfstaten. Mir dreiwen - esou si mir - nawell gären Handel mat dësen neien Acteuren. Mir verdéngen nawell gäre Geld, vill Geld doduerch, dass mer an déi Regiounen exportéieren. Mä wéi et schéngt, hu mer awer ganz dacks prinzipiell Bedenken, wa Betriber a Kapital aus deenen Deeler vun der Welt bei eis kommen.

Dëse Provinzialismus am Kapp kënne mer eis net méi leeschten! Mir verkafen am internationale Geschäft. Da musse mer och akzeptéieren, dass dat internationaalt Geschäft bei eis kënnt, ouni dass dat eis ökonomesch Liewensweis an eise Sozialmodell däerf a Fro stellen.

Här President, léif Kolleegen, aus där weltwäiter demographescher an ökonomescher Entwécklung ass eng Konsequenz ze zéien: Mir mussen Europa organisatoresch an integratiounspolitesch méi staark maachen. Deen objektive Gewiichtsverloscht vun Europa an domat och vu Lëtzebuerg musse mer opfänken duerch d'Zesummeleeë vun deem, wat zesumme gehéiert a wat beienee passt.

Dat hu mer 1999 gemaach, wéi mer den Euro op d'Rees geschéckt hunn. Deen Euro, eis gemeinsam Währung, also och eis lëtzebuergesch Währung, dat ass een absoluten Atout am globale Wettbewerb. Wéi an anere Politikfelder gëllt och hei: Eleng sinn d'Länner ze schwaach, fir et mat deenen neie Wirtschaftsmächten opzehuelen. De belsch-Lëtzebuerger Frang, géif et en nach ginn, da géif et e schonn net méi ginn, well e wier scho längst zerriwwe ginn tëschent de Währungsbléck, déi sech weltwäit nei forméieren.

Wann dat esou ass, an dat ass esou, da mussen eis europäesch an national Ustrengungen dorop ausgeriicht sinn, de Stellewäert vum Euro ze sécheren a säin Afloss op dat monetäert Geschéien an der Welt ze verbreederen. An anere Wierder: Mir mussen an der Eurozon d'öffentlech Finanze rekonsolidéieren. A mir mussen an därselwechter Eurozon Wuesstumsimpulser fräileeën an zum Schwénge bréngen, fir dass d'europäesch Ekonomie nees zum Droe kënnt. Konsolidéieren a Wuesstum, Konsolidéieren a Wuesstum heiheem, konsolidéieren a Wuesstum an Europa, dat sinn zwou Säite vun enger a vun därselwechter Wirtschafts- a Sozialmedail.

Entgéint deem, wat ee kéint mengen, komme mer a Saache finanziell Konsolidéierung an Europa relativ gutt virun. D'Eurostaten, déi hire Budgetsdefizit bis an d'Joer 2007 op 0,7% ofgesenkt haten an am Joer 2010 krisebedéngt op 4% hu missen uwuesse loossen, hunn et am Laf vun 2011 fäerdegbruecht, den duerchschnëttlechen Defizit vun der Gesamtzon erëm op 2% ofzesenken.

Dat huet an alle Länner grouss Ustrengunge kascht. Gewalteg Efforten a Griichenland, an Irland, a Portugal, a Spuenien, an Italien an och soss doruechter. Mä et gëtt keng schlësseg Alternativ zur Konsolidéierung! Kee soll mengen - och, wann hei am Land Eenzelner dat ëmmer erëm mengen -, kee soll mengen, dass ee Scholden duerch nei Scholden an al Defiziter duerch nei Defiziter kéint bekämpfen!

Wien nach méi Scholde mécht, wien nach méi breet Defiziter a Kaf hëlt, dee rennt riicht an d'Zukunftsmauer. Duerfir ass spuere richteg a wichteg. An all anere Wee wier ee Wee, deen een an den absolute Chaos géif féieren.

D'Soliditéit, déi duerch Konsolidéierungsfortschrëtter beluecht gëtt, ass d'Viraussetzung fir d'Déclenchéiere vun der Solidaritéit duerch déi Eurostaten, déi nach budgetär Margen hunn. Déi Länner, déi wéi Lëtzebuerg de Griichen, den Iren, de Portugisen zur Säit sprangen, déi stierze sech net Hals iwwer Kapp an eng onkontrolléiert Aventure. Si ginn ee kalkuléierbare Risiko an. A mir gesinn haut schonns, wéi notamment an Irland an a Portugal d'Verhältnisser ufänken, sech ze besseren, obscho se fir d'Mënschen, déi vun hinne betraff sinn, no wéi vir schwiereg bleiwen.

Ech weess, dass och hei am Land - dat weist mäi Courrier, dat weist d'Zeitungslecture engem - d'Zuel vun deene Leit, déi deene ganze Rettungsschiermer a Rettungspläng net richteg trauen, bestänneg zouhëlt. Ech wëll hinne soen, dass, wa mer net hëllefen, d'Feier do auszetrëppelen, wou et brennt - dat och -, wann dat Feier sech verbreedert an et enges Dags an eise Bëscher ukënnt, da géife mer bedaueren, dass mer et net do ausgetrëppelt hunn, wou et ugefaangen huet. Mir huelen d'Leit, wéi gesot, net mat an eng Aventure, mä mir ginn ee Risiko an, dee mer iwwersinn. Net kee Risiko, mä ee kalkuléierbare Risiko. Wann een a Saachen Europa an Euro kee Risiko wëllt agoen, dann ass een eigentlech bereet, deen allergréisste Risiko anzegoen.

Mä et misst ee blann sinn, fir net ze gesinn, dass d'Spueren ouni Aussiicht op eng Verbesserung vun de Liewensverhältnisser d'Mënsche midd mécht an d'Ekonomie net méi monter mécht. Wa mer et an Europa net fäerdegbréngen, fir eng konsistent Croissance ze suergen, da féieren all Spuerefforten, déi ënnerholl ginn, zu kengem wirtschafts- a mënschendéngleche Gesamtresultat.

Duerfir hunn den Europäesche Conseil an den Eurogroup hir lescht Sitzunge praktesch exklusiv dem Thema Croissance consacréiert.

D'Haushaltskonsolidéierung, dat ass virun allem eng national Aufgab. D'Uwerfe vun der Wuesstumsmaschinn och, mä d'Uwerfe vun der Wuesstumsmaschinn ass zum allergréissten Deel eng europäesch Aufgab. Déi Länner, déi am absolute Wuesstumslach stiechen an déi sech vu Rezessioun zu Rezessioun schleefen, musse selbstverständlech déi Strukturreformen duerchféieren, déi der Croissance, där nationaler, erëm eng Chance ginn.

Do, wou d'Pensiounsregimer aus dem Rudder lafen, musse se reforméiert ginn. Do, wou ganz Secteure vun der Ekonomie fir d'Konkurrenz zougeneelt sinn, mussen déi protektionistesch Clôturen ewechgerappt ginn. Do, wou d'Aarbechtsrecht exklusiv déi schützt, déi eng Aarbecht hunn, an deenen, déi keng hunn, den Zougang zum Aarbechtsmaart verwiert, muss d'Aarbechtsrecht ugepasst ginn. Dat ass d'Saach, wéi gesot, vun de betraffene Länner. Europa kann an däerf d'Länner net do ersetzen, wou se exklusiv zoustänneg sinn.

Mä de Redémarrage vum Wuesstum ass och a virun allem eng europäesch Aufgab. Duerfir setzt d'Lëtzebuerger Regierung sech zesumme mat aneren derfir an, dass mer déi europäesch Wuesstumsinstrumenter zum Totalasaz bréngen. Mir plädéiere fir eng Kapitalerhéijung vun der Europäescher Investitiounsbank, déi och mir musse finanziell begleeden, mä déi een Investitiounsschub a ganz Europa a besonnesch do, wou et noutwendeg ass, wäert erlaben.

Mir plädéiere fir ee méi konzentréierten, op déi schwaach Länner cibléierten Asaz vun de Strukturmëttele vun der Europäescher Unioun. Mir wëlle méi Europa am Beräich vun der Verknäppung vun den Energienetzer, am Beräich vun de gréngen Technologien, am Beräich vun europawäite Verkéiersverbindungen, am Beräich vun enger europawäit koordinéierter Recherche, am Beräich vun den alternativen Energien.

Duerfir gehéiert d'lëtzebuergesch Regierung och net zu deene Regierungen, déi sech fir d'Ofsenke vum europäesche Budget asetzen, am Géigendeel: Mir hätte gäre méi finanziell Investitiounsfeierkraaft fir d'Europäesch Unioun. Duerfir setze mer eis fir d'Euro-Obligatiounen an, déi dee gewaltege finanziellen Effort, deen d'europäesch Wuesstumsremobiliséierung zur Folleg huet, fir dës Generatioun a fir déi nächst Generatiounen erträglech maache wäerten.

Alles an allem: Nëmmen, wa Spueren a Wuesstum sech d'Hänn ginn, fir ee geschlossenen europäesche Geste ze forméieren, deen d'Feeler vun der Vergaangenheet verhënnert an deen an deene Länner, wou d'Europäer besonnesch staark leiden, erëm nei Zukunftshoffnung gëtt, nëmmen da wäerte mer et fäerdegbréngen, déi Erausfuerderungen, déi virun eis leien, ze meeschteren.

Ech freeë mech op meng Gespréicher en Donneschdeg mam nei gewielte franséische Statspresident zu deem Thema. An ech mengen, mir wieren eis am Wiesentlechen eens.

Spueren a Konsolidéieren, Wuessen an Investéiere sinn noutwendeg. Mä si ginn net duer. Et ass evident, dass mer um globale Plang an an Europa weider Fortschrëtter bei der Reguléierung vun de Finanzmäert a vun der Finanzindustrie brauchen. Mir hëllefen, dorunner ze schaffen. Ob d'Aféiere vun enger Finanztransaktiounssteier ee richtegt Instrument um Reguléierungswee ass, dat muss entre-temps bezweifelt ginn. Och wann ech prinzipiell fir esou eng Steier sinn, muss ech zur Kenntnis huelen, dass se sech weder um Niveau vun de G20 nach um Niveau vun der EU 27 nach um Niveau vun der Eurogroup duerchsetze léisst.

Ech sinn awer décidéiert der Opfaassung, dass d'Finanzindustrie muss un der finanzieller Bewältegung vun de Krisekonsequenze bedeelegt ginn. Et ass d'Finanzindustrie, hiren Onverstand, hir ongenéiert Geldgier, déi eis an dës Kris gefouert huet. Also musse mer no anere Belaaschtungsweeër sichen, déi sécherstellen, dass de Finanzsecteur, den um Ufank vun dëser Kris steet, d'post-Kris finanziell begleeden hëlleft.

D'Finanzmaartreguléierung muss virugoen, ouni dass se an d'Stranguléierung vun den Aktivitéite féiert. Den europäesche Fiskalvertrag, dee mer viru Kuerzem ënnerschriwwen hunn, muss a wäert a senger Substanz ratifizéiert ginn, well hie gëtt der europäescher Konsolidéierungspolitik eng frësch Kredibilitéit. Dëse Vertrag muss duerch eng europäesch Wuesstumsstrategie complétéiert sinn. Dat ass den Dräiklang vun der Démarche an dëse Méint: konsolidéieren, reguléieren, wuessen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi skizzéiert europäesch Noutwendegkeeten, virun allem an hirem Konsolidéierungs- a Wuesstumsdeel, mussen och hei zu Lëtzebuerg hir landesspezifesch Applikatioun fannen. Sécher, eis Finanzsituatioun ass däitlech besser - däitlech besser! - wéi déi vun deenen aneren Euro-Länner. Mä si entwéckelt sech an eng gefäierlech falsch Richtung. Sécher, eise Wirtschaftswuesstum ass net esou schwaach wéi dee vun anere Länner. Mä en ass net staark genuch, fir d'Zukunftskäschte kënne finanziell a budgetär ze ënnerfidderen.

Wa mer konsolidéieren, wa mer konsolidéiere mussen, da maache mer dat net, well mer ënnert der Fuchtel vu Bréisseler Austeritéitsfanatiker géife stoen. Da maache mer dat am Interessi vum eegene Land a vun deem senger Zukunft. Deenen, déi mengen, mir missten zu Lëtzebuerg spueren, well Bréissel dat gären esou hätt, well ech soen, dass, och wann et Bréissel, wéi d'Leit an d'Journaliste soen a schreiwen, och wann et d'Europäesch Unioun, och wann et den Euro net géif ginn, och wann et déi europäesch Disciplinen, déi déi Prozesser begleeden, net géif ginn, da wiere mer nawell obligéiert, eist eegent Haus an Uerdnung ze bréngen. Mir maachen dat net, fir zu Bréissel gelueft ze ginn. Mir maachen dat, fir vun den nächste Generatiounen net kritiséiert an net vernannt ze ginn.

Dee Konsolidéierungspak, Här President, deen d'Regierung viru Kuerzem virgeluecht huet, ass kee Knéifall virun der Bréisseler Bürokratie, ass net d'Reaktioun op en Diktat vun de Bréisseler Technokraten, et ass d'Resultat vun enger eegestänneger Iwwerleeung ronderëm d'Thema Spueren a Wuessen zu Lëtzebuerg.

Ech wéilt zu de Statsfinanzen, Här President, eng allgemeng Virbemierkung maachen a fir d'Éischt e Schotz drénken.

(Hilarité)

D'ganzt Land ass erféiert. Et ass keen Tsunami, wëll ech iwwerall soen. Et ass einfach op d'Tatsaach zréckzeféieren, dass ech net manéierlech drénke kann.

Ech hu gesot, ech géif gär zum Konsolidéierungspak an zu de Statsfinanzen eng allgemeng Virbemierkung maachen. Ech si verwonnert an iwwerrascht, mä eigentlech och net méi verwonnert an och net méi iwwerrascht, dass d'Kontrovers ronderëm d'Statsfinanzen zu Lëtzebuerg mat där gréisster Onerbitterlechkeet gefouert gëtt. Vill méi hefteg wéi an deene Länner, déi um Ersaufe sinn. Vill méi hefteg!

Egal wéi d'Zuele sech entwéckelen, egal a wat fir engem Zoustand dass eis Wirtschaft sech erabeweegt, et gëtt eng Konstant an der finanzpolitescher Debatt heiheem. D'Realitéit wiesselt, a mat hir d'Zuelen. Alles ännert sech. Alles gëtt anescht. Just d'Aussoe vun de Budgetsprotagonisten, déi ännere sech net. Déi eng fuere virun, ze soen, dass méi Steieren erakomme wéi geduecht an dass duerfir d'Finanzsituatioun sech dramatesch verbessert. Déi aner fuere virun, apokalyptesch Fresken un d'Mauer ze geheien.

Ech kann dat verstoen, wann et drëm geet, opgrond vun nationalen an internationale Prognosen a Previsiounen d'Zukunft anzeschätzen, well kee kennt déi am Detail, och wann der vill esou maachen, wéi wa se se am Detail géife kennen. Ech kann awer net verstoen, dass mer gradesou hefteg diskutéieren a gradesou kontrovers a mat deeneselwechten Argumenter diskutéieren, wann et drëm geet, déi Zuelen ze kommentéieren, déi festleien, déi net méi variéieren, well d'Budgetsjoren ofgeschloss sinn.

Ech huele Prognosen, Previsiounen eescht, mä ech sinn net hire Gefaangenen. Prognosen a Previsioune foussen op de previsibele Resultater vun enger net changéierter Politik. Ech ginn dervun aus, dass d'Resultater esou si wéi se geschriwwe ginn, wann d'Politik esou bleift wéi se ass a wa se sech net ännert. Wann een net wëllt, dass déi previsibel Resultater vun net changéierter Politik antrieden, da muss een d'Politik deementspiechend verännere. Dat ass an de leschte Joren och geschitt.

An der Regierungserklärung vum 29. Juli 2009, um Ufank vun dëser Period, hat ech lech virgerechent, dass mer net kéinten ausschléissen, dass mer bis an d'Joer 2014 eran insgesamt zwielef Milliarden Euro nei Scholde missten ophuelen. D'Konsequenz dovu wier gewiescht, esou hunn ech deemools gesot, dass d'Schold vum Gesamthaushalt op bis zu 40% vum PIB géif eropgoen an d'Zënslaascht, déi de Budget vum Zentralstat misst droen, op 427 Milliounen am Joer 2014 kéint klammen.

Tatsächlech awer wäerte mer vun de Joren 2010 bis an d'Joer 2014 viraussiichtlech fënnef Milliarde léine goen. Tatsächlech wäert et esou sinn, dass mer am Joer 2015 maximal 328 Milliounen Zënslaascht musse schëlleren, also däitlech manner wéi nach am Juli 2009 ugeholl. Dës Resultater si méiglech ginn, well agespuert ginn ass, well eenzel Steierkategorien expandéiert sinn a well d'Zënse gefall sinn. D'Resultater sinn also däitlech besser wéi gefaart, däitlech besser wéi virausgeschat, mä si sinn natierlech net gutt genuch, fir gutt ze sinn.

Iwwer Previsioune kann een also streiden, iwwer budgetär Ofschlëss allerdéngs net. Vum Ufank vun dëser Legislaturperiod u sinn eis gesamtstaatlech Finanzen net méi am Équiliber. Mir hunn e gesamtstaatlechen Defizit vun 0,8% am Joer 2009, 0,9% am Joer 2010 an 0,6% am Joer 2011 gehat. Dat war net den Équiliber, dat ass awer och wäit dovun ewech, eng Katastroph ze sinn. Dës Ofschlëss ware souguer besser wéi den Ofschloss vum Joer 2004 - dat war de leschte Budget vun enger anerer Koalitioun wéi dëser -, wéi den Ofschloss vum Joer 2004, deen ee gesamtstaatlechen Defizit vun 1,2%, an net vun ënner 1%, ausgewisen huet.

Wann ech mer awer de Budgetsofschloss vum Zentralstat ukucken, da muss ech soen, da si mer wäit vum Équiliber ewech, an da si mer scho méi no bei der Katastroph. Den Zentralstat huet mat engem Defizit vun 2,6% am Joer 2009, och 2,6% am Joer 2010 an 2,4% - also manner - am Joer 2011 ofgeschloss. Dat ass net méi schlecht wéi den Ofschloss vum Zentralstat am Joer 2004, dee sech op 2,6% belaf huet, mä dat ass keen Trouscht.

Wann ee sech elo d'Ofschlosszuele vun de Budgeten ukuckt vun de Budgetsjoren, déi also definitiv ofgeschloss sinn, da kënnt een un der Feststellung net laanscht, dass mer an de Joren ´9, ´10 an ´11 Dépensen haten, déi méi héich ware wéi eis Recetten, dass mer an de Joren 2010 an 2011 eis Dépensë méi séier uwuesse gelooss hunn, wéi eise wirtschaftleche Wuess-

tum ugeklomm ass, an dass mer e Lach vun iwwer enger Milliard haten, wat huet missen duerch Emprunten zougedeckt ginn.

Ech ka wéi gesot gutt verstoen, dass een iwwer Prognose streit, mä ech hu kee Verständnis derfir, dass een iwwer Resultater streit, déi festleien. D'Resultat ass: Mir gi méi aus wéi mer erakréien, eis Ausgabe wuesse méi wéi eis Einnahmen. D'Resultat ass, dass mer mussen, fir de Budget ze bedéngen, Milliarde léine goen.

An ech géif duerfir häerzlech drëm bieden, dass déi Commentateuren heibannen an dobaussen, déi Gewerkschaften, déi Zeitungen, déi eis wëllen arieden, mir hätte kee Budgetsproblem hei am Land, dës Zuelen endlech sollen zur Kenntnis huelen. An op d'Previsioune fir d'Zukunft bezunn: Och, wann et net esou schlëmm géif kommen, wéi d'Previsiounen ausweisen, wäerte mer d'Budgete vun deenen nächste Joren net nëmme mat regulären Einnahme bedénge kënnen, mä och mat Suen, déi mer musse léine goen an déi musse bezuelt ginn.

Mir wëllen dëse Kurs, fir Defizit ze maachen, fir Sue musse léinen ze goen, ofschwächen, mir wëllen e bremsen, mir wëllen e stoppen. Mir wëllen et net ofschwächen, bremsen a stoppen doduerch, dass mer eng blann Austeritéitspolitik géife praktizéieren, mä mir wëllen eis Finanzsituatioun doduerch verbesseren, dass mer Retouchen, Ajustementer virhuelen an eng Rigueur zur Uwendung brëngen, déi wirtschaftlech a sozial veräntwert ka ginn.

An zum Thema Statsfinanzen da vläicht eng aner Randbemierkung. Déi Scholdenentwécklung, déi ech beschriwwen hunn, déi kënnt jo net gänzlech onerwaart. An der Erklärung zur Lag vum Land vum 5. Abrëll 2009, also matzen am Wahlkampf, hunn ech fir d'Joer 2009 heibannen, fir d'Wahljoer selwer, e gesamtstaatlechen Defizit vun 1,7% par rapport zum PIP ugekënnegt. De facto hu mer ee gesamtstaatlechen Defizit vun 0,8, also vu manner wéi d'Halschent am Joer 2009 gehat, mä wann een haut seet, mir hätten d'Leit am Onkloren iwwert den Zoustand vun de Statsfinanze gelooss, dann hélt een et mat der Wourecht net esou ganz genau.

An därselwechter Ried hat ech gesot, an der nächster Legislaturperiod - dat ass déi, an där mer elo sinn - géifen d'Statsdefiziter méi breet ginn a géif d'Statsschold däitlech klammen. Et kann een haut also net esou maachen, wéi wann déi Leit, déi am Joer 2009 wiele gaange sinn, net gewosst hätten, wéi et ëm d'Statsfinanze géif stoen, à moins dass Der der Meenung sidd, dass d'Leit net nolauschteren, wat heibanne gesot gëtt, well dat doten ass heibanne gesot ginn.

Tendenziell war also alles schonn do, wat komm ass, wat awer net esou schlëmm komm ass, wéi mer gefaart haten, mä wat awer schlëmm genuch komm ass, fir dass mer d'lescht Joer, virzejoer an och an deenen nächste Jore géigereagéieren hu missen a géigereagéiere wäerten. De Konsolidéierungseffort, dee mer amgaang sinn ze maachen an dee mer an den nächste Jore verstäerkt wäerte fortsetzen, deen hält net mam Joer 2004 (veuillez lire: 2014) a mat deenen nächste Wahlen op, dee muss - wann et och hannen um Wupp e bësse kann ofgeschwächt ginn - an den nächste Jore virugoen, grad wéi och d'Wuesstumsustrengunge mussen an den nächste Jore virugoen.

All Politik, Här President, erkläert sech vun hirem Ufank hier a muss vun hirem Enn hier geduecht ginn. Duerfir muss een zwou Erklärungslinne ginn, wann een iwwer Politik schwätzt. Wat wëlle mer maachen a firwat wëlle mer dat maachen, wat mer maachen? Wat wëlle mer net maachen a firwat wëlle mer dat, wat mer net maachen, net maachen? Dat gehéiert zur integraler Erklärung vun all politescher Démarche.

Et gëtt - ech sinn elo bei den Erklärungen - een Ausgabeblock, deen ee muss weider ofsenken, an dat sinn d'Konsumkäschte vum Stat. Jiddweree verlaangt, dass de Stat säin Train de vie der enker finanzieller Situatioun muss upassen, mä jiddwereen - dat hunn ech awer elo a ville Gespréicher getest -, jiddweree versteet ënnert dem Train de vie vum Stat eppes total aneschters. An déi wéinegst, déi wëssen, dass, wann de Stat seng Konsumkäschte besser ënner Kontroll hält, ergo op sengem Liewenswandel spuert, da vill Betriber hei am Land op Einnahme verzichte mussen.

Dee gréissten Deel vun de Fonctionnementskäschten, dat sinn d'Personalausgaben. Duerch d'Indexmodulatioun, déi jo och eng budgetär Finalitéit hat - dat gëtt heiansdo vergiess -, spuere mer am lafende Joer 2012 34 Milliounen Euro Personalkäschten. Am nächste Joer spuere mer nach eng Kéier 36 Milliounen Euro. Fir d'nächst Joer falen also per Gesetz, dat heibanne gestëmmt ginn ass, d'Konsumkäschten ëm 36 Milliounen Euro.

Wann een d'Rechnung géif richteg maachen, da misst een dee Betrag vu 60 Milliounen Aspuerunge bei de Konsumkäschten, deen de Finanzminister annoncéiert huet, ëm 36 Milliounen opstocken, fir deenen d'ores et déjà stattfonnte Konsumkäschtenofsenkungen, déi mer fir d'Joer 2013 schonn décidéiert hunn, (veuillez ajouter: Rechnung ze droen).

Wann een d'Konsumausgabe weider wëllt drosselen, da muss een un allen Ecken an Enner spueren, net nëmme global a pauschal - dat ass einfach, dat ass liicht gesot -, all Dag muss probéiert ginn, manner ze konsuméieren. Duerfir bleift et am Prinzip bei deenen Aspuerungen, déi mer d'lescht Joer an dëst Joer gemaach an décidéiert hunn. Duerfir ginn d'Reeskäschte weider gesenkt. Duerfir gëtt d'Gestioun vum Autospark vum Stat reorganiséiert, fir dass d'Gestioun vun deemselwechte méi bëlleg gëtt. Duerfir wäerte mer den Akaf vun Energie, vun Elektresch, vu Mazout, souwäit wéi dat méiglech ass, zentraliséieren, fir duerch d'Vergréisserung vun dem Volume, deen anzekafen ass, besser Präiskonditiounen ze kréien. Et kommen awer manner kleng Distributeuren dann un d'Rei, mä wie Konsumkäschte wëllt ofsenken, dee muss wëssen, wat en amgaang ass, ze plädéieren. Mir wëllen dat maachen.

Duerfir ginn d'Käschte fir Expertisen a fir Avisë blockéiert, da verdéngen d'Affekoten e bësse manner um Stat. Déi packen dat. Duerfir ginn och d'Publicitéits- an d'Opklärungscampagnen an hirer Zuel däitlech reduzéiert, da verdéngen d'Dréckereie manner. An duerfir reduzéiere mer och de Käschtepunkt vun de verwaltungsinternen Examen, ënner anerem doduerch, dass mer d'Zuel vun de Kommissiounsmemberen erofsetzen. Duerfir ersetze mer d'Material an d'Équipementer an de staatleche Verwaltunge manner séier wéi bis elo. D'Computeren, Fotokopiesmaschinnen an aner Équipementer ginn en bloc kaaft a ginn doduerch méi bëlleg. Alles dat gesäit no näischt aus, alles dat ass schwéier ze maachen, mä et muss awer gemaach ginn.

Ech hu gesot, Här President, dee gréissten Deel vun de Fonctionnementskäschte géif op der Gehältersäit leien. Duerfir vläicht nach ee Wuert zur Fonction publique. Et ass eis gelongen, dank dem energeschen Asaz vun de Ministere Biltgen a Modert, ee Gesamtaccord mat der CGFP iwwert d'Strukturreform vun der Fonction publique an de Gehälteraccord fir déi nächst Joren ze fannen.

Dir hutt gesinn - an heiansdo jo och bemängelt -, dass de Wee dohinner periodesch e bëssen am Zickzack verlaf ass. Et géife mer méi dramatesch Beschreiwunge vum Wee afalen, mä ech wollt Iech dat iwwerloossen, fir dat anescht ze beschreiwen. Mä dat ass, wéi Der wësst, an Dir waart jo och schonn heiansdo derbäi - fir déi, déi et wëlle beschreiwen -, bei schwierege Verhandlungen net total anormal.

D'lescht Joer am Summer, nodeems d'Steierrecetten ee Sprong no uewe gemaach haten, an nodeems vu villen - och heibannen, iwwregens - d'Enn vun der Kris agelaut gi war, huet d'Regierung ee Gesamtaccord mat der CGFP ofgeschloss, deen net iwwerdriwwe war, wann een déi duerchschnëttlech Lounevolutioun an der Fonction publique vun deene leschte Jorzéngte kuckt, mä deen awer no der erneiter Zouspëtzung vun de budgetäre Schwieregkeeten net méi an d'Landschaft gepasst huet. An duerfir hu mer en a gemeinsamer Ustrengung och erëm aus der Landschaft erausgeholl.

D'Haltung vun der CGFP verdéngt Respekt, well et méiglech ginn ass, fir d'Éischt zanter den 80er Joren, fir d'Éischt zanter dem Summum vun der Stolkris eng Nullronn beim Stat fir fënnef Joer ofzeschléissen. D'Punktwäerterhéijung trëtt 2015 a Kraaft, a mer hunn elo der öffentlecher Besoldungspolitik ee previsible Profil bis an d'Joer 2017 era ginn.

Logescherweis kann et duerfir och 2013 keen Ajustement vun de Pensioune ginn. Wann een d'Gehälter vun den aktive Beamten afréiert, da kann een d'Pensioune vun deenen, déi net méi aktiv sinn, natierlech net an d'Luucht setzen. Déi intergenerationell Gerechtegkeet verlaangt dat esou.

Méi wichteg awer wéi de Gehälteraccord ass d'Eenegung iwwert d'Strukturreform an der öffentlecher Fonctioun. Si verbessert d'Effizienz vun därselwechter; si moderniséiert se, andeems se d'Gestion par objectif aféiert an d'Mataarbechtergespréicher adequat espacéiert. Si erlaabt et, sech am Eeschtfall vun engem Mataarbechter ze trennen, deen et net brëngt. Si revaloriséiert eenzel Carrièren, déi musse revaloriséiert ginn. Si setzt de Stage vun zwee op dräi Joer erop, si senkt d'Stageindemnitéiten of, supprimeiert d'Majoration d'indice, andeems se aus den Annalen erëm Biennale mécht. Si wäert d'Allocations de famille nei uerdnen a si gesäit en akzeptabelen Appréciatiounssystem vir.

Et ass eng wichteg Reform, mat Ofstand déi wichtegst zanter Jorzéngten an deem Beräich. Si trëtt an zwou Etappen a Kraaft a si brëngt iwwregens dem Budget och zolidd Aspuerungen. D'Kombinatioun vun der Strukturreform a vum Gehälteraccord wäert Enn 2017 d'budgetär Neutralitéit vum Gesamtpak respektéieren. Duerch eng Lounpaus vu fënnef Joer an duerch déi reformbedéngte budgetär Aspuerunge leescht d'öffentlech Fonctioun esou hire Bäitrag zur Budgetskonsolidéierung. D'Regierung gesäit duerfir och vu weideren Aschnëtter an de klassesche Besoldungsstrukture vun de Statsbeamten of.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn elo laang iwwert d'Personalausgabe beim Stat geschwat. Een aneren, décken Ausgabeposte sinn déi direkt an déi indirekt Investitiounen. Ee Stat, deen net an den Ausbau vu senge kollektiven Infrastrukturen investéiert, ass ee Stat, dee seng Zukunft opginn huet an deen net méi u sech selwer gleeft. Ee Stat, deen net investéiert, ass ee Stat, deen drop verzicht, weider ze wuessen. Mir wëllen awer weider wuessen, ergo brauche mer öffentlech Investitiounen op engem héijen Niveau.

Deen héijen Investitiounsniveau, dee mer hunn, dee gëtt an deenen nächste Jore bäibehalen. Déi direkt an indirekt staatlech Investitioune wäerte sech op iwwer 1.801,8 Milliarden (veuillez lire: Milliounen) Euro bewegen. Dat si 400 Milliounen Euro méi wéi am absolute Krisejoer 2009. Mir spueren also net op den Investitiounen. Wann een d'Investitioune vun den nächste Jore mat den Investitioune vun de leschte Jore vergläicht, da klamme se oder se stabiliséiere sech.

Mir spueren awer trotzdeem op den Investitiounen, wann een déi Investitiounen, déi mer an d'Budgeten aschreiwen, vergläicht mat deene Previsiounen, mat deenen Absichten, mat deene Pläng, déi mer fir déi nächst Joren haten. Par rapport zu deem, wat mer 2009 haten, klammen d'Investitiounen ëm 400 Milliounen Euro; zu deem, wat mer fir déi nächst Jore wëlles haten, falen d'Investitiounen, ouni dass se absolut falen, op 125 Millioune par rapport zu de Previsiounen an zu de Pläng, déi mer haten.

Wou spuere mer dann elo eigentlech par rapport zu deem, wat mer virhaten?

Et gëtt ëmmer gesot, och a grad am Zesummenhang mat de Fonctionnementskäschten, dass de Stat soll bei sech selwer ufänken, wann et ëm d'Spuere geet. Dat zielt selbstverständlech net nëmme fir d'Konsumausgaben, dat zielt och fir d'Investitiounsausgaben. Duerfir ginn eng Rei vun administrative Gebaier elo eben net gebaut. Als Beispiller wëll ech nennen d'Dépôtë vu Ponts & Chaussées, d'Centres douaniers zu Esch an um Bireler Haff, de westregionale Service vum Waasserschutzamt, zum Beispill.

Déi geplangten Aspuerunge betreffen och de Stroossebau. Den Échangeur, dat hutt Der héieren, zu Léiweng, dee gëtt net gebaut; dat sinn eleng 35 Milliounen Euro, sief et och nëmmen, well mer déi nächst Jore keng staatlech Gelder wëllen an de Bau vun engem Fussballstadion oder vun engem Velodrom investéieren.

Obschonn hei an der Chamber jo verlaangt gi war, dass de Stat soll e Fussballstadion mat Budgetsmëttele bauen, mécht d'Regierung dat net, well dat gëtt de Moment ze deier. Op deen ee Projet gëtt verzicht, wa mer net wëllen hëllefe bezuelen, an deen anere gëtt net gebaut, well mer guer näischt wëllen de Moment bezuelen. Domat leeschte mer enger Motioun vun der Chamber net integral Folleg. Ech wollt dat hei just mellen. Mä ech hunn och vill Meenunge missen änneren, duerfir ass et och virstellbar, dass och vill Deputéierten op deem Punkt hir Meenung änneren. An ech gesinn den Här Bausch scho frohlockend deem zoustëmmen, wat ech hei gesot hunn.

Mir verbreederen d'Autobunn A3 net a Richtung Frankräich, mir verbreederen op dräi Bunne just d'Autobunn A3 vu Frankräich Richtung Lëtzebuerg; aus Sécherheetsgrënn musse mer dat maachen. Mir bauen och keng nei Foire um Kierchbierg, an iwwerhaapt am Héichbau baue mer méi kleng, baue mer méi funktionell. Wou et ka geléngen, Infrastrukture mat engem Fäerdegbausystem opzeriichten, gëtt dat gemaach. Eng Fäerdegbauschoul kascht d'Halschecht vun enger klassesch gebauter Schoul. Mir sinn elo an der Zäit vum Fäerdegbausystem ukomm an net vun dem luxuriéise Baue vu Schoulen a vun aneren Ariichtungen hei am Land, déi europawäit hires Gläiche sichen. Mir mussen e bësse méi an d'europäesch normal Investitiounsmentalitéit zréckfannen.

Mä et gëtt och Investissementsprojeten, op deene mer net wëllen an net kënne spueren. Mir wëllen net op de Schoulinfrastrukture spueren, andeem mir géifen eenzel Schoulprojeten no hanne réckelen. Mir maachen dat net. Och behält d'Universitéit zu Belval fir d'Regierung eng strikt Prioritéit. Et gëtt alles gemaach an och esou investéiert, fir dass d'Universitéit 2014 op Belval hir Diere kann opmaachen.

2011 hate mer 38 Milliounen Euro zu deem Zweck am Budget stoen, dëst Joer sinn et der 59, 2013 ginn 106 Milliounen Euro an 2014 140 Milliounen Euro op Belval investéiert. D'Uni, dat ass een Deel vum Lëtzebuerger Zukunftsprogramm, an op deem kënne mer net spueren.

Och a Saache Mobilitéit, effizient Mobilitéitsketten a multi-modal Reorganisatioun vun eisem Transportwiese kann net gespuert ginn. Mir brauchen zousätzlech Capacitéiten och op eisem Schinnenéseau. Duerfir baue mer d'Zuchstreck, eng nei, tëschent Lëtzebuerg a Beetebuerg; duerfir verduebele mer d'Zuchstreck vu Lëtzebuerg op Péiteng; duerfir investéiere mer an d'Verbesserung vun eiser Eisebunnsverbindung mat der Belsch an duerfir kënnt et och zu enger Verduebelung vun de Schinneweeër tëschent der Polfermilllen a Sandweiler, fir esou eng besser Ubindung an eng méi séier Ubindung un Däitschland ze fannen.

Duerfir baue mer an Zesummenaarbecht mat der Haaptstad, mat der Stad Lëtzebuerg den Tram duerch d'Stad. D'Stad Lëtzebuerg wäert een Drëttel vun den Investissements- a Fonctionnementskäschte vum Tram tëschent der Gare an der LuxExpo iwwerhuelen. An ech hat gutt Gespréicher zesumme mat de Kolleegen, mat dem nei eingesalbte Buergermeeschter vun der Stad Lëtzebuerg zu deem Thema kënne féieren. An dat maache mer elo zesummen, well dat muss gemaach ginn.

Mir maachen also manner Investissementer wéi urspréinglech geplangt, mir maachen der awer méi, wéi an deene leschte Joren. Si wäerten an Zukunft, d'Investissementer, déi direkt an déi indirekt öffentlech Investissementer, 3,74% ronn vun eisem Bruttoinlandsprodukt bedroen. Dat ass een Undeel, een Investitiounsundeel un dem Bruttoinlandsprodukt, dee méi héich ass, wéi an all deenen aneren Euro-Länner. Mir kënnen eis dat esou just nach leeschten. Mä soulaang wéi mer eis et leeschte kënnen, solle mer déi Méiglechkeeten, déi mer hunn, notzen, fir investitiounsméiglech eist Land op Vordermann ze brëngen.

Ee komplementaart Wuert nach zu den Investissementer.

Ech héieren, ech liesen, dass d'Décisiounen iwwer privat an och öffentlech Investissementer zu Lëtzebuerg net séier genuch geholl ginn. Ech héieren an ech liesen, dass tëschent der Décisioun an der Realisatioun vu privaten a vun öffentlechen Investissementer onendlech laang Zäite verginn.

Éierlech gesot, ech sinn där Diskussioun sat. Ech héiere se zanter laange Joren, si mécht mech nervös, si stéiert mech, si reegt mech regelrecht op. All Minister beklot sech, all Buergermeeschter beklot sech, all Entrepreneur beklot sech, all Cantonnier beklot sech, jiddwereen, dee gären eppes hätt, beklot sech, keen ass zefridde mat der Aart a Weis, wéi séier dass d'Investissementer zu Lëtzebuerg gemaach ginn.

Duerfir hunn ech wëlles, am Hierscht eng national Table ronde anzeruffen, déi ech selwer presidéieren, wou mer all Acteuren, déi am Investitiounsberäich, privat an öffentlech, täteg sinn, also och d'Gemengen, zesummeruffen, fir dass mer eng prezis, endgülteg Lëscht kënne maache vun all deene Schwieregkeeten, op déi d'Realisatioun vun den Investissementer zu Lëtzebuerg stéisst. Mir setzen déi Lëscht zesummen op, mir änneren zesummen déi Gesetzer, déi musse geännert ginn, fir dass mer deen Investitiounsstau, vun deem zu Lëtzebuerg geschwat gëtt, endlech kënnen opléisen. Ech hätt, ech géif gären der Chamber d'Konklusioune vun där Table ronde am Mount Dezember virleeën.

Wa mer, Här President, Wuesstum hei am Land wëllen organiséieren, dann däerfe mer selbstverständlech an de Beräicher Fuerschung an Entwécklung net spueren. Am Industriezäitalter louch eise Räichtum nach am roude Buedem. Wéi dee Räichtum ofgeholl huet, hu mer eis a sougenannte Souveränitéitsnische verfuusst. De roude Buedem, dee fir mech éiweg wichteg bleift, an d'Souveränitéitsnischen, déi do, wou se kënnen erhale ginn, mussen erhale ginn, déi mussen haut duerch nei, zukunftsorientéiert Kompetenznischen ersat ginn.

Déi Kompetenznische fanne mer nëmmen, wa mer a Fuerschung an an Innovatioun investéieren. Fuerschung an Innovatioun, dat sinn d'Motor-Elementer vun eiser zukünfteger Kompetitivitéit. Duerfir hu mer vir, am Joer 2012 erëm 280 Milliounen an déi öffentlech an an déi privat Fuerschung ze investéieren. Dat ass, dat muss ee wëssen, zéngmol méi wéi am Joer 2000.

Haut schaffe schonn an der öffentlecher an an der privater Fuerschung 2.500 Fuerscher. De Fuerschungssecteur produzéiert also nieft Zukunftsiddien och aktuell Aarbechtsplazen. De Fuerschungs- an Innovatiounssecteur gëtt an den nächste Jore konsequent a stramm ausgebaut. De CRP Lippmann an de CRP Tudor ginn zesummegeluecht, well an der Fuerschung brauche mer manner Konkurrenz a méi Komplementaritéit. Mir konzentréieren eis op Materialwëssenschaften, op Gesondheetstechnologien, op Biomedezin, an d'Regierung ënnerstëtzt dat, wat an all deene Beräicher geschitt, mat budgetäre Mëttelen.

Mir hunn, viru Kuerzem, zwee Investissementsfongen op d'Bee gestallt, ee vu 25 Milliounen Euro, dee sech ronderëm d'Biotechnologien entwéckelt, an ee vun 150 Milliounen Euro, dee sech mat den innovanten Entreprisë beschäftegt. D'Investissementsfonge ginn zu 120 Milliounen aus de Revenuë vun eise Participatiounen un der BGL BNP Paribas gespeist. Mir hunn eng Bank gerett. D'Benefisser dovun, also d'Dividenden, sollen der Zukunftsvirbereedung vum Land déngen.

Och den Ëmgank mat der Energie ass en Deel vun eiser Wuesstumsstrategie. Zwee Sträng féieren an d'Zukunft: Energie spueren an d'Verduebelung vun den erneierbaren Energien. Dat ass beschlosse Politik, an ech hu se d'lescht Joer hei exposéiert.

Et gëtt, Här President, ee Secteur an eiser nationaler Ekonomie, vun deem net vill geschwat gëtt, deen awer vill Potenzialitéiten a sech dréit, an dat ass den Tourismus. Contrairement zu deem, wat vill Leit mengen, ass dat haut schonn ee wichtege Pilier vun der Lëtzebuerger Wirtschaft. A mir schneiden op der Tourismusskala emol guer net esou schlecht of. Am touristesche Kompetitivitéitsindex 2011 vum World Economic Forum kënnt Lëtzebuerg op déi 15. Plaz vun 139 Länner an op déi 10. Plaz vun den europäesche Länner. Europäesche Länner am breede Sënn vum Wuert, net nëmmen EU-Länner. Mir hunn zwou Milliounen Iwwernuechtungen d'Joer, an déi direkt an déi indirekt Kontributioun vum Tourismus mécht ëmmerhi 5,7% vun eisem PIB aus, a mir rechnen dermat, dass hei eng Steigerung vun engem décke Prozent méi nach dran ass.

Am Tourismus, an der Tourismusbranche schaffen 18.000 Leit. An et ass bedauerlech iwwregens, dass d'Lëtzebuerger an déi Leit, déi hei am Land wunnen, mä virun allem d'Lëtzebuerger, fannen, dat wier keng Aarbecht fir si. Dat muss och eng Aarbecht fir si ginn. Et gëtt keng Aarbecht, déi net derwäert ass, gemaach ze ginn. A wann a ganz Europa, iwwerall, egal a wat fir eng Stad dass ee kënnt, Männer a Fraen aus deem Land an aus där Stad do schaffen, kann ech net agesinn, firwat dass dat zu Lëtzebuerg net esou ka sinn, wann d'Aarbechtsbedéngungen da stëmmen. An do ass nach muenneches an d'Rei ze bréngen.

Evident ass, dem Geschäfts- a Kongresstourismus kënnt éischt Bedeitung zou, well dee steet fir 60% vun den Iwwernuechtungen, déi mer haut hunn.

Wie Wirtschaftszukunft denkt, wien un der Zukunft vun eiser Ekonomie schafft, dee ka keen Ëmwee ëm d'IT- an d'Kommunikatiounsfroe maachen. Lëtzebuerg ass amgaangen, een IT- a Kommunikatiounszentrum a -standuert par excellence ze ginn. Haut schonn hu mer méi wéi 1.000 nei Aarbechtsplazen am Kommunikatiouns- an am E-commerce-Secteur. Dës Evolutioun geet weider. Dës Evolutioun wäert och da weidergoen - ech schwätze vun der Evolutioun um Aarbechtsmaart -, wann déi nei europäesch TVA-Regelungen 2015 a Kraaft trieden. Da ginn d'Steiereinnahme lues a lues zréck, mä d'Expansioun vum Secteur, déi geet virun, well d'Betriber, déi haut op Lëtzebuerg kommen, déi kommen net méi wéinst speziellen TVA-Regelungen heihinner.

Eis Internetverbindungen huele bestänneg zou. De Stat, via LuxConnect a Post, huet tëschent 2008 an 2011 iwwer 500 Milliounen Euro an den Ausbau vun den Internetverbindungen an an de Bau vun héich modernen an top ofgesécherten Datenzentren investéiert. Déi Investitioune gi selbstverständlech, well et sinn Zukunftsinvestitiounen, an deenen nächste Jore virugefouert. Well d'Datenzentren, dat sinn d'Lagerhale vun der Internet-Ekonomie.

2006 hate mer dräi grouss Dateleitungen an d'Ausland. Déi Zuel hu mer op 16 kënnen dëst Joer erhéijen. Domat si mer un den Daten-TGV vun Europa ugebonn. Eis Datenzentren, virun allem déi nei, gehéieren zu deene modernsten, séchersten, energieeffizientsten a gréngsten Datenzentren op der Welt. Bis 2013 wäerte mer 80% vun de Ménagen an 100% vun de Betriber un den ultraschnellen Internet ubannen. Domat gëtt Lëtzebuerg an de Spëtzentrio an Europa katapultéiert.

En plus wëlle mer d'Satellitenindustrie mat der Internet-Wirtschaft a Kombinatioun bréngen. Satellit an Internet, déi passe ganz gutt zesummen. Mir kommen an dëse Beräicher gutt virun a mir mussen dës Beräicher och permanent am A behalen. D'Investitiounen an dëse Beräicher sinn d'Viraussetzungen, schafen d'Viraussetzung fir de Wirtschaftsräichtum vu muer.

Här President, mir hunn an der Vergaangenheet probéiert, vill Standuertvirdeeler beieneen ze réckelen. Kultur a Kulturpolitik gehéieren ouni all Zweifel och dozou. Auslännesch Betriber a Leit, déi vu wäit oder vun no bei eis kommen, déi wëllen, ier se sech décidéieren, zu Lëtzebuerg ze wunnen oder zu Lëtzebuerg ze investéieren, zwou Saache wëssen. Si wëlle wëssen: Wat fir eng Schoulinfrastruktur gëtt et zu Lëtzebuerg? A si wëlle wëssen: Wat fir eng Kulturinfrastruktur huet dat klengt Land unzebidden?

Mir hunn eng, wann och nach net komplett, sou dach awer dicht Kulturinfrastruktur unzebidden. Kultur, dat huet eppes mam Image vum Land ze dinn. Nëmmen ee Land, dat kulturell investéiert, ass ee Land, dat u senger kultureller Identitéit an u senger multikultureller Diversitéit peche bleift. Ouni Kulturofferte gëtt et kee komplette Standuert.

Duerfir iwwersinn iwwerflächlech Observateuren a Budgetsaspuerungsfanatiker nawell ganz gären déi ökonomesch Kontributioun vun der Kultur. Déi, déi op der Kultur wëlle spueren, an där gëtt et vill, déi vergiesse ganz liicht, dass et haut scho 6.300 Leit am Beräich vun der Kultur gëtt, déi hei zu Lëtzebuerg schaffen - 1,8% vun der aktiver Populatioun. Kultur an Tourismus, wann Der déi zwee Segmenter beienee leet, déi ganz oft kofunktionéieren, beschäftegen insgesamt iwwer 24.000 Leit zu Lëtzebuerg. Mir hunn also all Intérêt drun, eise Kulturbudget net ze kierzen. E bleift och an den nächste Joren ee Budget, dee méi wéi 1% vun der gesamter Budgetsmass ausmaache wäert.

Eng aner Liichtfankegkeet, Här President, besteet doranner, well ee muss spueren a well ee wëllt spueren eng Reduktioun vum Budget vun der Entwécklungspolitik ze verlaangen. Dat kënnt bei ville Leit, déi net intensiv a scho guer net vernetzt nodenken, relativ gutt un. Et wier awer ee falsche Wee, fir d'Entwécklungshëllef ze kierzen.

D'Regierung wëllt den entwécklungspoliteschen Effort vun eisem Land net reduzéieren. D'Lëtzebuerger Entwécklungspolitik an d'Lëtzebuerger Entwécklungshëllef wäerten och an Zukunft méi wéi 1% vun eisem Bruttoinlandsprodukt ausmaache mussen. Dat dréit zum weltwäiten Image vun eisem Land bäi an dat huet eng moralesch Dimensioun: Eent vun de räichste Länner vun der Welt, och wann et spuere muss, däerf net ufänken, bei der Entwécklungshëllef ze spueren. Soulaang wéi ech Responsabilitéit an deem Land hei droen, gëtt den Entwécklungsbudget net gekierzt. E bleift bei 1% vun eisem Bruttoinlandsprodukt.

Här President, ech hu virdrun iwwert d'Standuertvirdeeler geschwat, déi mer hei zu Lëtzebuerg kënnen offréieren. Dat waren an der Haaptsaach Standuertvirdeeler fir déi Betriber an Investisseuren, déi Aktivitéiten zu Lëtzebuerg wëllen entwéckelen. Et gëtt awer och Standuertvirdeeler an awer och Standuertnodeeler fir d'Lëtzebuerger selwer. Ee relative Standuertnodeel fir déi Leit, déi hei am Land wunnen, ass de Käschtepunkt, dee mat dem Wunnen zesummenhänkt. Doriwwer hunn ech an deene leschte Joren, och d'lescht Joer, vill geschwat.

An de leschte Joren hu mer hei zu Lëtzebuerg vill Wunnenge gebaut. 3.000 am Joer 2007, 4.444 am Joer 2008 - een absolute Rekord an der Logementsgeschicht vun eisem Land - an 3.740 Wunnengen am Joer 2009. Déi zwee lescht Wunnengsbaujore leien also däitlech iwwert dem duerchschnëttlechen Niveau an iwwert der Wunnengsbedarfsprognos, déi sech op 3.400 Logementer d'Joer beleeft.

D'Regierung setzt konsequent déi 21 Moossnamen aus dem Logementspakt ëm. Zënter dem leschte Joer sinn d'Zënssubventioune verbessert ginn. Déi d'lescht Joer ugekënnegt national Gesellschaft fir Siedlungsentwécklung gëtt d'nächst Woch vum Logementsminister virgestallt. Si wäert zu enger Stabiliséierung vun de Präisser op der Wunnengsfront bäidroen. Si erlaabt dem Stat et och, Terraine fir grouss Siedlungsprojeten op bis ewell nach net verbaute Flächen innerhalb an ausserhalb vun de PAGen ze erschléissen.

De leschte Freideg huet de Regierungsrot 552 Hektar am Plan sectoriel «Logement» ausgewisen, Flächen, op deenen no alle Regele vun der Landesplanung a vun Naturschutz kënnen 18.000 Wunnenge fir 44.000 Leit entstoen. Zielt een dës Zuel bei déi Bauprojete vun 52.000 Wunnengen, déi am Kader vum Pacte Logement vun am Ganzen 98 Gemenge préconiséiert goufen, kënnt een op knapp 70.000 nei Wunnengen. Derbäi kommen nach 3.000 bis 4.000 Logementer op de Frichen zu Wolz, an der Nordstad an op dem Terrain vum Agrocenter zu Miersch.

Meng Suerg ass also éierlech gesot net - obschonns ech se e bëssen awer nach hunn -, meng Suerg ass net, dass mer net genuch Neibaute géife fäerdegbréngen. Besonnesch da brénge mer et fäerdeg, wann de Stat duerch eng geschéckt Akafspolitik sech selwer Terraine keeft, déi en zu méi bëllege Präisser kann op de Wunnengsmaart geheie wéi déi, zu deenen akaaft ginn ass. Ech hunn eng aner Suerg.

Ech fannen et net normal, dass esou vill Wunnengen hei am Land einfach eidel stinn. Ech weess net, wéi vill dass dat der sinn, mä wann ech duerch d'Land fueren - dat kënnt mer jo vir, och wann d'Leit ëmmer mengen, ech wier ni hei am Land. Dat ass net esou. Ech fueren duerch d'Land an ech gesi vill eidel Haiser zu Lëtzebuerg stoen, och an der Gemeng Mamer, Här Buergermeeschter, wann ech dat däerf soen, well do maachen ech d'Ae besonnesch grouss op. Ech fannen deen Zoustand éierlech gesot net normal.

Ech fannen et net normal, dass an engem Moment, wou vill Leit Wunnenge sichen, Wunnengen eidel stoe gelooss ginn. Ech hätt duerfir gären, dass déi Haiser, déi eidel stinn, mat enger spezieller Steier beluecht ginn. D'Gesetzer gesinn dës Méiglechkeet vir, mä déi wéinegst Gemengen notzen déi Méiglechkeet.

Ech hu mer erkläre gelooss, an ech gleewen dat, dass et fir déi eenzel Gemenge ganz schwéier ass, een adequate Besteierungssystem fir déi Haiser, déi eidel stinn, ze fannen, ze definéieren. Duerfir wäerten de Wunnengsbauminister an den Innenminister nach virum Enn vum Joer de Gemengen e Vademecum virleeën, deen d'Kritären an d'Regelen enthält, no deenen déi Besteierung ka festgeluecht ginn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech ginn dann dervun aus, dass d'Gemengen, wann déi Regelen an déi Kritäre bis bestinn, och zouschloen, well hei muss, wéi ech fannen, zougeschloe ginn.

Meng aner Suerg ass, dass d'Terrainspräisser zu Lëtzebuerg einfach net an de Gréff ze kréie sinn. Ech verzweifelen dorun. Mä wéi den Här Jospin gesot huet an engem alen Zesummenhang, de Stat hätt alles probéiert, et hätt alles näischt genotzt, dunn huet en dräi Méint duerno d'Wahle verluer; duerfir loossen ech dee Saz léiwer op der Säit, och wa mer an den nächsten dräi Méint - dat soen ech zur Enttäuschung vu villen - keng Wahlen zu Lëtzebuerg wäerten hunn.

Mä mir kréien déi Präisser net an de Gréff. Do musse mer eng Kéier all verfügbar Steiersanktiounselementer asetzen. Doriwwer musse mer eng Kéier an aller Rou mateneen diskutéieren, well wien dat wëllt maachen, huet besser, e kënnegt dat net op der Chamberstribün un, mä en diskutéiert dat mat de Kolleegen Deputéierten an den zoustännege Chamberskommissiounen.

Net d'Bauen ass jo deier heiheem. Et sinn d'Terrainen, déi ze deier sinn. Ech wëll duerfir nach eng Kéier soen, an Dir haalt dat, wéi ech weess, fir eng naiv Bemierkung, dass et eigentlech net zum Lëtzebuerger Grondwiese passt, dass déi Leit, déi Terrainen hunn, anere Lëtzebuerger, déi Terraine brauche fir ze bauen, déiselwecht zu exorbitante Präisser verkafen. Et si jo net d'Russen, et sinn net d'Chineesen, et sinn net d'Japaner, et sinn net déi vu ville gefaarte Katarer, déi Terrainen zu Lëtzebuerg hunn an déi d'Lëtzebuerger ausbeuten, wa se de Lëtzebuerger oder anere Résidenten Terraine verkafen. Et si Lëtzebuerger, déi Lëtzebuerger ausbeuten!

Une voix.- Bravo!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- An ech fannen dat net normal, dass mer esou wéineg frou matenee sinn, dass déi eng alles, wat se vun de Grousseltere gëierft hunn, mussen dropmaachen an d'Ierwen, wat se selwer kënne viruginn, fragiliséieren doduerch, dass mer esou deier Terrainen zu Lëtzebuerg an de Circuit bréngen. An duerfir sollen d'Leit sech gutt iwwerleeën, ob se esou virufueren, ouni ze schaffen, op d'Käschte vun aneren, andeem se se ausbeuten, räich ze ginn. Iergendwou geet dat schif.

Mir kritiséieren d'Finanzmäert, mir kritiséieren de Finanzsecteur wéinst der absoluter Geldgier a mir si ganz genau d'selwecht, wann et drëm geet, fir Terrainen ze verkafen. Mir sinn alleguer kleng Kapitaliste ginn, déi nawell ganz gär um Béierdësch, an der Strooss déi déck Kapitaliste kritiséieren, mä ganz vill Lëtzebuerger behuele sech genau d'selwecht wéi déi, déi se kritiséieren, an dat kann een eigentlech net einfach esou viru sech entwéckele loossen.

A meng drëtt Suerg am Zesummenhang mat de Logementen, Här President, dat betrëfft d'Situatioun vun de Stéit mat klenge Revenuen, déi en extrem groussen Effort musse maachen, fir d'Logementskäschten ze decken. Een extrem groussen Effort! D'Käschte vum Logement wuesse méi séier wéi d'Akommes vun deenen aarme Stéit. An net nëmme wéi dat Akommes vun deenen aarme Stéit, och vun deene Stéit, déi am ënneschten Deel vun der Mëttelschicht sech bewegen.

D'Zuel vun deene Ménagen, déi ënnert dem Niveau vum Aarmutsrisiko liewen, mussen an der Moyenne 35% vun hirem Revenu opbréngen, fir um fräie Wunnengsmaart eng Wunneng kënnen ze lounen. Dat bréngen déi Leit net fäerdeg. Mir mussen deen eegenen Effort, dee mer vun de Leit verlaangen, op d'mannst probéieren op 30% erofzedrécken.

Duerfir féiere mer eng Subventioun um Loyer an, ee sougenannte Mietzuschuss. Dëse Mietzuschuss kéint prinzipiell un d'Konditioune vun den Zënssubventiounen ugepasst ginn, déi ee kritt - Zënssubventioune fir eng Wunneng ze kafen. Dëst géif 95 Euro an der Moyenne pro betraffe Famill pro Mount ausmaachen. Bei enger maximaler Akommesgrenz vu ronn 2.600 Euro fir eng elengerzéiend Mamm mat zwee Kanner géif eng Subventioun vu maximal 106 Euro pro Mount ausbezuelt ginn. Bei engem maximalen Akommes vun 2.420 Euro fir eng Koppel ouni Kanner wier dat eng Subventioun vu maximal 100 Euro. A bei engem maximale Revenu vun 3.400 Euro fir eng Koppel mat zwee Kanner géif dat eng Subventioun vun 139 Euro de Mount ausmaachen.

Dir sot mer, dat ass net vill. Ech soen Iech: Et gëtt vill Leit hei am Land, fir déi déi Zomme ganz vill Suen duerstellen, an duerfir wëlle mer dat maachen. Dëse Mietzuschuss, dee kascht 15 Milliounen Euro d'Joer.

Déi nei Ausgab vu 15 Milliounen Euro d'Joer gëtt géigefinanzéiert duerch d'Ofsenke vun aneren Hëllefen, déi et am Beräich vun de Wunnengshëllefe gëtt.

Här President, et gëtt Leit - ech hunn et gesot -, déi wëllen, fir ze spueren, d'Entwécklungshëllef kierzen, de Kulturbudget beschneiden a wëlle mat aneren einfachen Iddien un déi schwieregst Froen erugoen. Einfach Iddien, einfach Vuen, simpel Gedanken, déi dem kompliziéierten Ëmfeld, an deem d'Politik stattfënnt, net gerecht ginn.

Simpel Vuen expriméiere sech allerdéngs heiansdo op Plazen, wou ee se nawell net géif siche goen. Ech hunn dëser Deeg an enger Zeitung, déi fréier emol Campagne géint de sougenannte Renteklau gefouert huet, gelies, et wier jo och méiglech, d'Finanzéierungsweeër vun eisem Pensiounswiesen ze iwwerpréiwen, andeem ee géif de staatleche Bäitrag zu dësem no ënnen upassen.

Et ass jo och net falsch, fir sech d'Fro ze stellen, ob de Stat wierklech muss 2,5 Milliarden Euro contribuéieren, fir all Sozialprestatiounen zu Lëtzebuerg kënnen ze finanzéieren. Et ass jo och net falsch, wann ee sech d'Fro stellt, ob et wierklech noutwendeg ass, dass mer alleguer zesummen - de Stat, d'Salariéen, d'Patronen - 24% vun de Léin als Bäiträg an d'Pensiounskeess abezuelen, obscho mer eigentlech nëmmen e Bäitrag vun 21% bräichten. Ech kann also verstoen, dass ee sech d'Fro stellt, net eréischt haut, och scho virun 30 Joer, wéi déi dräimol 8% Bäitragsleeschtung agefouert ginn ass.

Ech ka verstoen, dass ee sech déi Fro stellt, ob et wierklech noutwendeg ass, dass eise Stat 45% vun de Recettë vun eise soziale Versécherungssystemer muss zur Verfügung stellen, während de Stat an der Belsch nëmmen 33% zur Verfügung stellt, de Stat an Däitschland nëmme 35% zur Verfügung stellt, de Stat a Frankräich nëmmen 32% zur Verfügung stellt. A wouer ass et, dass, wa mer eis budgetär Kontributiounsleeschtung un d'Moyenne vun eisen Nopeschlänner géifen upassen - an do ass d'Moyenne 33% Kontributioun -, da géif de staatleche Bäitrag zu der Finanzéierung vun de Sozialprestatiounen zu Lëtzebuerg vun 10,5% vum PIB op 7,5% (veuillez lire: 7,8%) vum PIB erofgoen. Dann hätte mer am Statsbudget net ee Lach vun enger Milliard, mä mir géifen eng Milliard spueren, an da wier de Problem geléist.

Esou einfach geet et, wann ee sech d'Liewe wëllt einfach maachen. Esou einfach Iddië kommen engem dann an de Kapp, wann een eigentlech net richteg wëllt spueren. Da kënnt een op esou spektakulär Gedankegäng.

Géife mer awer eise Kontributiounsniveau op den Niveau vun den Nopeschlänner ofsenken, compte tenu du fait, dass eis Prestatiounen zwee-, bis dräi-, bis véiermol méi héich leie wéi an eisen Nopeschlänner, géife mer also opha-

len - wourobber mer bis haut stolz waren -, eise soziale Versécherungssystem maximal ze fiskaliséieren, da géife mer allerdéngs relativ séier an déi berühmte Mauer, vun där ech viru Jore relativ isoléiert geschwat hunn - ech si frou, dass mer méi Mauerspechten entre-temps an der Lëtzebuerger Politik ënnerwee hunn, wéi dat fréier de Fall war -, rennen.

Et ass och gutt, dass d'Patronen, déi jo och gutt Iddien hunn, wann et ëm d'Spuere beim Stat geet, sech dat am Ouerschmalz zergoe loossen,…

(Hilarité)

…well, wa mer dat géife maachen, da géifen d'Patronen zu Lëtzebuerg net wéi haut vill manner wéi am Ausland zu der Sécurité sociale bäidroen, nämlech 27% - an Däitschland sinn dat 35%, an der Belsch sinn dat 43% an a Frankräich sinn dat 44% -, da géife se vill méi belaascht ginn duerch d'Finanzéierung vun der Sécurité sociale. Wann de Stat sech also zréckzitt, mussen d'Salariéë méi bezuelen a mussen d'Betriber méi bezuelen. Doduerch, dass de Stat hei senger Flicht nokënnt, méi wéi iergendeen anere Stat an eiser Regioun, ginn d'Betriber geschount a gëtt d'Kafkraaft vun de Leit geschount. An duerfir kënne mer de System, esou wéi mer en hunn, och net an deenen nächste Joren änneren. Mir wäerten dat net maachen.

Par contre leeë mer awer allerdéngs eng Pensiounsreform vir, fir d'Finanzéierungsrisike vun eisem Renten- a Pensiounswiesen ofzefiederen. Eng Pensiounsreform, déi all Méiglechkeeten enthält. De Sozialminister schwätzt jo ëmmer vu Schrauwen, déi ee muss zum Asaz an zum Dréie bréngen, wann d'Finanzéierung vun eisem Renten- a Pensiounssystem aus dem Kanal géif sprangen.

Mir wëllen, obschonn dat schwiereg ass an obschonn d'Widderstänn grouss sinn, dës Reform maachen. Mir wëlle se - de Sozialminister, d'Regierung - mat der Chamber a mat de Sozialpartner weider diskutéieren. Mä mir brauchen déi Rentereform. Et kënnt net a Fro, dass mer keng Rentereform an dëser Legislaturperiod maachen. Si gehéiert zu de grousse Strukturreformen, déi dës Regierung sech virgeholl huet.

Op den 1. Januar 2013, dat resultéiert aus dem Konsolidéierungspakt, kënnt et net zu engem Rentenajustement. D'Lounentwécklung vun de Joren 2010 an 2011 wäert am Joer 2013 keng Rentefortsetzung fannen.

Par contre wëlle mer op den 1. Januar 2013 de Mindestloun upassen. Ech huelen zur Kenntnis, dass munch Kreesser vum Patronat, och stéckelchersweis vun der Lëtzebuerger Politiklandschaft, de Mindestloun wëllen ofschafen oder de Mindestloun wëllen zolidd ofsenken.

Ech wëll hinne roueg a kloer esou soen: Den 1. Januar 2013 ginn d'Mindestléin ugepasst. Si ginn ugepasst, well et schwéier ass, mam Mindestloun - och wann en zu Lëtzebuerg méi héich ass wéi soss doruechter - zu Lëtzebuerg eens ze ginn. Si ginn ugepasst, obschonn, wann ech de franséische Wahlkampf suivéieren, de Front de gauche, deen och vu Lénksparteien zu Lëtzebuerg ënnerstëtzt gëtt, ee Mindestloun freet vun 1.700 Euro, während eisen iwwer 1.800 Euro läit. Ech ka mech nëmme wonneren, dass gesot gëtt, 1.800 Euro zu Lëtzebuerg, dat wier näischt, an 1.700 Euro a Frankräich, dat géif esou just duergoen.

(Hilarité)

Mä dat ass jiddwerengem seng eege Suerg.

De Mindestloun gëtt weder gesenkt nach gëtt en net erhéicht. E gëtt dann den 1. Januar 2013 erhéicht. An ech wëll deene soen, déi ëmmer doriwwer sech bekloen, déi doriwwer schwéier Debatte wëllen initiéieren, dass et mech stéiert, dass Leit, déi am Management an eise Betriber ee Villfacht vum Mindestloun als monatleche Revenu hunn, sech dauernd mat dem Thema Mindestloun vun deene klenge Leit beschäftegen.

Et wier vill méi gescheit, an et géif och ville Leit besser zu Gesiicht stoen, wa se hir Spëtzegehälter géifen ofsenken, anstatt dass se dauernd déi Leit, déi um Minimum liewen, opfuerderen, hir Gehälter, hir Revenuen no ënnen unzepassen. E bësse Bescheidenheet vun deenen Herrschaften, déi net wëssen, wéi gutt et hinnen eigentlech geet! Mir sollten ëmmer wëssen, wéi schlecht et eigentlech deene ganz oft geet, déi um Mindestloun musse liewen.

D'Patronatsorganisatiounen, déi verlaange jo och - well ech halen hei keng Antipatronatsried, mä et kënnt mer esou an de Kapp -, d'Préretraite ofzeschafen. Ech sinn eigentlech domat d'accord, well dat passt net méi esou richteg an eis Landschaft, mat Ausnahm vun de Schichtaarbechter an den Nuetsaarbechter, dorunner ka jo net gefréckelt ginn.

Mä ech si just ëmmer iwwerrascht, dass d'UEL, d'Spëtzenorganisatioun vun eisem Patronat, derfir plädéiert, dass d'Préretraite ofgeschaf gëtt, dass d'Liewensaarbechtszäit verlängert gëtt, mä soubal wéi ee Betrib ee grousse Problem huet, da kommen déiselwecht Leit mat enger anerer Kap, nämlech där vum Betribschef, a se komme bei d'Regierung a soen: „Mir hätte gäre Préretraite-ajustement."

ArcelorMittal kritt elo Préretraite-Ajustement, well se aus Konzerngrënn Ofbau maachen op Schëffleng an op Rodange. 55 Milliounen Euro!

Ech stellen Iech emol eng einfach Fro. Wann ee Konzern aus Konzerngrënn zoumécht, mä awer als Konzern Milliarde Benefiss weltwäit astécht, firwat muss dann de Lëtzebuerger Stat 55 Milliounen Euro an d'Préretraite bezuelen?

Firwat? Firwat? Firwat lauschtert ArcelorMittal dem Här Contzen, dee sech jo an all eisen Themen zu Wuert mellt, net no, wann dee seet, eigentlech dierft de Lëtzebuerger Stat der ArcelorMittal d'Préretraite net bezuelen?

Wéi wier et dann eigentlech, wa se an der UEL sech emol géifen op eng Linn eens ginn? Et ass jo méi schwéier, an der UEL eng Positioun ze fannen, wéi an enger Koalitioun!

(Hilarité)

An do ass et scho schwéier genuch.

Ech sinn och der Meenung, well mer aus Rücksicht op d'Stolaarbechter an d'Stolbeamten déi Préretraite do finanzéieren, dass ArcelorMittal dann awer eis soll propper Terrainen zur Verfügung stellen, gratis zur Verfügung stellen - wuelverstanen -, op deene mer kënne mëttelstänneg Betriber ënnerbréngen, oder soss am Land Terrainen zur Verfügung stellen, gratis, wou mer kënne Logemente maachen.

Déi grouss Patronen, déi kënnen net nëmmen huelen; déi grouss Patronen, déi mussen och ginn. An d'Lëtzebuerger Land erwaart, dass d'ArcelorMittal eppes zréckgëtt, well ArcelorMittal huet vill kritt, a mir hätten elo gären eppes zréck, wat deem Effort, deen d'Lëtzebuerger gemaach hunn an deene leschte Jorzéngten, och entsprécht.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruptions)

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Pardon? Gelift?

(Interruption)

Dat hei trëfft beim Här Mittal net op direkt Verständnis, mä et kënnt net ouni Virwarnung. D'Matdeelung un den Här Mittal, deen d'ailleurs misst Lëtzebuergesch léieren, mä ech hunn him awer schonn op Englesch erklärt, wat mer do gären hätten, mä op Lëtzebuergesch seet dat sech vill méi einfach.

(Hilarité)

Et versteet een et scheinbar besser op Lëtzebuergesch wéi op Englesch.

Eng aner einfach Iddi, déi ëmmer erëm op d'Tapéit kënnt, dat ass déi vun der Besteierung vum Kannergeld. Ech hunn domat kee steierideologesche Problem, well et ass jo richteg, dass d'sozial Gerechtegkeet sech och an dacks iwwert de Steierwee organiséiert an organiséiere muss. Mä mer géifen, géife mer d'Kannergeld besteieren, op grouss steiertechnesch Problemer stoussen.

Wa mer d'Kannergeld géife besteieren, da géife Leit, déi haut keng Steiere bezuelen, duerch d'Addéiere vum Kannergeld zu hirem Revenu lues a lues an déi Zonen erakommen, vun deenen u Steiere musse bezuelt ginn a vun deenen u Steierflicht betsteet.

Déi Leit, déi wéineg verdéngen, déi géifen, wann d'Kannergeld géif besteiert ginn, proportional am meeschte verléieren, well se da géifen ufänken, Steieren ze bezuelen. D'Leit alleguer missten - och déi, déi keng Steiere bis elo bezuelt hunn - Steiererklärunge maachen, déi géifen an e steieradministrative Monster eralafen, dee géif bäissen, wann d'Leit géife mierken, dass mer mat gudder Absicht eppes gemaach hunn, wat se fundamental géif stéieren.

Mir missten och eis Duebelbesteierungsofkommesse mat eisen dräi Nopeschlänner änneren, well do d'Kannergeld juristesch an all Land anescht qualifizéiert ass a mer ënnerschiddlech Arrangementer mat deenen dräi Nopeschlänner hunn.

An anere Wierder: Well mer och net wëssen, wéi mer d'Frontalieren do géife gläichméisseg an deenen dräi Länner an adequat am direkte Verglach mat de Lëtzebuerger besteieren, wier ech der Meenung, dass mer dat Thema Besteierung vum Kannergeld sollten definitiv vun eiser Agenda, vun eiser Dagesuerdnung erofhuelen. Ech denken doriwwer op d'mannst 20 Joer no, schwätze mat ville Leit, mir fanne keng Léisung.

Wann een eng Léisung fënnt, déi an allen Ecken an Enner passt a waasserdicht ass, sinn ech gäre bereet, dat ze maachen. Mä ech mengen, dass et déi Äntwert, déi ëmfaassend Äntwert net gëtt. An duerfir loosse mer elo an engem Moment, wou mer musse konsolidéieren, keng Zäit verléiere mat onendlech laangen, héich komplizéierten Etüden an Iwwerleeungen iwwer eng Fro, déi mer herno dach net beäntwert a geléist kréien.

Eng aner einfach Iddi - mir liewen an der Zäit vun de simplen Iddien - huet doranner bestanen, fir d'Kannergeld einfach pauschal ëm 10% ze kierzen. D'Regierung huet och dës Iddi net zréckbehal, well eng pauschal Ofsenkung vum Kannergeld, zum Beispill eng 10%eg Ofsenkung vum Kannergeld, och déi kleng, akommesschwaach Familljen disproportionéiert staark géif treffen.

Derbäi kënnt, dass mer jo am Joer 2006 d'Kannergeld wéi och aner Prestatiounen desindexéiert hunn. Am Joer 2012 erlaabt dat eis, um Kannergeld 136 Milliounen Euro ze spueren. Dann ass et net richteg, fir d'Familllje mat Kanner nach eng Kéier an d'Keess ze bieden.

Mä ech maachen nach eng Kéier drop opmierksam, dass mer déi Desindexéierung net ouni Folgen agefouert hunn. Well vum Joer 2006 u finanzéiere mer den Ausbau vun de Kannerbetreiungsstrukture mat deenen Erspuernisser, déi mer duerch d'Desindexéierung vum Kannergeld erreecht hunn.

Am Joer 2012 investéiert de Stat 172 Millioune méi wéi am Joer 2007 an d'Kannerbetreiungsstrukturen. Dat heescht an anere Wierder: Mir investéiere 40 Millioune méi an d'Kannerbetreiungsstrukturen, wéi mer duerch d'Desindexéierung vum Kannergeld un Ekonomië realiséiert hunn. Chose promise, chose faite.

Statt d'Kannergeld ze besteieren, statt d'Kannergeld ze kierzen, gi mer op een anere Wee. An dee Wee besteet doranner, dass mer am Beräich vun de Chèques-services zu enger Rei vun Ëmstrukturéierungen a vun Ëmgestaltunge kommen. Iwwert dee Wee spuere mer aacht Milliounen Euro. Notamment doduerch, dass mer zwou Moossnamen huelen. Déi eng besteet an der Augmentatioun vun der Participatioun um Stonnentarif an um Iessenspräis. Déi aner besteet an der Ofsenkung vun der finanzieller Participatioun vum Stat un de kommerziellen Éducatiouns- an Accueilsstrukturen.

Ech kann Iech wierklech just aus Zäitgrënn net am Detail beschreiwen, well dat hélt Zäit, wéi et elo mam Chèque-service am Detail virugeet. Ech déposéieren herno, no menger Ried, een Tableau hei an der Chamber, fir dass jiddweree gesäit, wat geschitt a wéi dass dat gemaach gëtt. An da frot Der d'Familljeministesch, si soll Iech dat erklären.

(Hilarité)

(À l'issue de son discours, M. le Premier Ministre dépose deux tableaux qui peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

Ech erënneren och nach an dësem Zesummenhang, dass mer am Kader vun der Indexmodulatioun décidéiert hunn, de Lycéesschüler vu Familllje mat klengem Akommes, déi net vun de Chèques-services kënne profitéieren, also Kanner iwwer zwielef Joer, eng zousätzlech Hëllef ze ginn. Dës Familllje kréien ee Subsid vu 500 Euro plus ee Scheck vun 300 Euro, fir Bicher a fir Schoulmaterial ze kafen. Dës Moossnam spillt fir d'Éischt bei der nächster Schoulrentrée, der Schoulrentrée 2012. Mir mengen, 5.000 Schüler géife von dëser Hëllef kënne profitéieren. Och hei géif d'Erklärung vum Detail ze wäit féieren. Och zu dësem Punkt hannerleeën ech een explicativen Tableau um Enn vu menger Ried.

An der Erklärung vum leschte Joer, Här President, hat ech ugekënnegt, dass mer am groussen Ëmfang géifen nei Personalposte schafe fir d'Ënnerstëtzung vu Familljen a vu Kanner mat Schwieregkeeten. Mir hunn zanter där Ried 178 supplementar Poste kreéiert a mir fuere virun domat.

Ech hat och d'lescht Joer ugekënnegt, dass mer eis der Problematik vu verhalensgestéierte Kanner missten unhuelen. Vum September u funktionéiert eng Infrastruktur fir verhalensgestéiert Kanner um Territoire vun der Stad Lëtzebuerg. Därselwechter Merci derfir, dass se der Regierung hëlleft, dee Projet ze realiséieren!

An anere Wierder, Här President, mir spueren net eesäiteg an exzessiv op d'Käschte vun de Familljen. Mir bauen d'Kannerbetreiung aus. Mir applizéieren déi Décisiounen, déi d'lescht Joer ugekënnegt gi sinn, a mir bauen de System vun de Chèques-services sozial gerecht ëm.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Finanzminister huet Iech virun eng, zwou Wochen erklärt, dass de Konsolidéierungspak vun der Regierung sech zu zwee Drëttel aus Aspuerungen an zu engem Drëttel aus Steiererhéijungen zesummesetzt. Duerfir e puer Wuert Erklärungen zur Steierpolitik.

Ech hu gelies, et wier d'Absicht vun der Regierung gewiescht, den Normalsaz vun der TVA ze erhéijen. D'Regierung hat dës Absicht ni. Keen an der Regierung hat iwwregens jeemools déi Absicht, obschonns mer zu Lëtzebuerg deen niddregsten TVA-Saz an der Europäescher Unioun hunn. An dëser Legislaturperiod gëtt den TVA-Normalsaz jiddefalls net erhéicht.

Mä ech kann net ausschléissen - wien heibanne kann eigentlech dat ausschléissen? -, dass mer an der nächster Legislaturperiod, wann no 2015 d'TVA-Recetten, déi duerch de Commerce électronique an d'Statskeese gespullt ginn, ewechfalen, dass mer eis dann, wann dat de Wëlle vun enger nächster Regierung a wann dat de Wëlle vun der nächster Chamber ass, der europäescher TVA-Normalsaz-Regelung unnäheren. Dës Regierung wäert dat net maachen. Déi nächst Regierung muss dat à la lumière vun der Finanzsituatioun, déi da besteet, frësch aschätzen.

Mir wollten och net d'Antikrisesteier erëm afféieren, déi mer am Gesamtkontext vun der Indexmodulatioun d'lescht Joer ofgeschaf haten. Mir hate se ofgeschaf, fir déi negativ Impakter, déi duerch d'Indexmodulatioun entstinn, e bëssen ofzefiederen. Mir wollte se dëst Joer net erëm afféieren, well Zickzack an der Steierpolitik, dat ass net déi richteg Haltung, well Steierpolitik brauch Previsibilitéit. An et däerf een d'Leit net ze vill duerjerneemaachen doduerch, dass een eppes ofschaaft, wat een eréischt geschaf huet, an duerno erëm eppes afféiert, wat een ofgeschaf huet. Dat wier keng gutt Politik. Ech trauen eis esou Saachen zou. Mir hunn et dës Kéier jiddefalls net gemaach.

Stattdesse si mer op de Wee vun enger Erhéijung vun der Solidaritéitssteier gaangen. Dat maache mer, well d'Ausgabe vum Beschäftegungsfong klammen, bedéngt duerch d'Augmentatioun vum Chômage an duerch d'Aktivéierung, déi den Aarbechtsminister a ville Segmenter vun der Aarbechtsmaartpolitik mécht. Dat maache mer, well d'Bezuele vum Chômage an den annexe Politiken an d'Luucht geet.

Dat maache mer, well d'Solidaritéitssteier och eigentlech déi eenzeg zweckgebonne Steier ass, well se direkt am Ersatz vu Sozialabgaben de Beschäftegungsfong finanzéiert an domat sécherstellt, dass d'Chômage-Indemnitéite kënnen ausbezuelt ginn, dass d'Beschäftegungspolitik kann aktivéiert ginn.

D'Solidaritéit mat den Aarbechtslosen, déi ass noutwendeg. Si huet ee Präis, dee Präis ass d'Erhéijung vun der Solidaritéitssteier. Mir hiewe se vum 1. Januar 2013 un ëm zwee Prozentpunkten. Fir d'physesch Persoune klëmmt se vu 4 op 6%, fir déi physesch Persounen allerdéngs, déi e besteierbart Akommes vun iwwer 150.000 Euro an der Klass I oder 300.000 Euro an der Klass II hunn, klëmmt se vu 6 op 8%. D'Betriber bezuele vum 1. Januar 2013 u 7 statt 5% Solidaritéitssteier.

D'Gemengen, déi zanter Jore keng Solidaritéitssteier méi brauchen ze bezuelen, wäerte vum 1. Januar 2013 un eng Solidaritéitssteier vun 2% bezuele mussen. Hire Bäitrag wäert sech domat op zwielef Millioune belafen. Deen, additionnéiert mat dem Bäitrag vun de physesche Persounen: 147 Milliounen, an deem vun den Entreprisen: 82 Milliounen, eis op ee Gesamtertrag, wat d'Akommes duerch d'Erhéijung vun der Solidaritéitssteier realiséiert, vun 112 Millioune bréngt.

Doduerch, dass mer d'Solidaritéitssteier erhéijen, klëmmt den effektive Spëtzesteiersaz, un deem seng Erhéijung jo och vill Leit geduecht hunn - déi mer awer net wollte maachen, aus nominalen Affichagegrënn -, duerch dës Solidaritéitssteiererhéijung klëmmt de facto de Spëtzesteiersaz op 42,12%. Mir hunn et dacks gesot, net nëmmen an der Regierung, mä och soss, dass breet Schëllere musse méi droe wéi schmueler. A breet Schëllere wäerte méi droe musse vum 1. Januar 2013 un.

Ofschléissend an alles an allem: Mir spueren, Här President, well mer spuere mussen! Mir wëssen, wou mer spueren, a mir wëssen, firwat. Mir wëssen och gutt, wou mer net däerfe spueren, a mir wëssen, firwat dass mer op deene Plazen net däerfe spueren. Mir spueren eis net dout, mä mir spueren eis dëst Joer a mir spueren eis déi nächst Jore gesond!

Mir spueren elo, well mer - bal als eenzegt Land an Europa - eis d'Spueren eigentlech nach kënne leeschten. Déi, déi net gespuert hunn, wéi se sech et nach konnte leeschten, déi kënne sech et elo net méi leeschten, fir ze spueren. An duerfir muss een am richtege Moment spueren, mä net op d'Käschte vun deene Schwaachen, net op d'Käschte vum Wuesstum. Mir mussen

esou spueren, dass déi Schwaach Loft behalen an dass d'Ekonomie ka weider wuessen.

Här President, léif Kolleegen, ech hunn Iech an deene leschte Jore vill iwwert dee gravë Problem vum Chômage geschwat. D'Bekämpfung vum Chômage bleift déi essenziell Préoccupatioun vun der Regierung. Duerfir wonnert et Iech vläicht, dass ech dësem Thema haut manner Zäit widme wéi soss. Et ass jo an deene leschte Joren an an deene leschte Méint villes gesot ginn an och villes gemaach ginn, villes ugekënnegt ginn a villes ëmgesat ginn. D'Chamber féiert am Hierscht eng Debatt iwwer Aarbechtslosegkeet an iwwer Jugendaarbechtslosegkeet. Dat gëtt eng wichteg Debatt, déi ee muss gutt virbereeden, an ech wëll dëser Debatt haut net virgräifen.

Ech wëll just d'Grondlinne vun der Regierungspolitik an dësem wichtege Beräich vum nationale Behuele skizzéieren.

Eis Haaptsuerg ass d'Jugendaarbechtslosegkeet. Mir hunn iwwer 2.000 jonk Leit am Chômage. Dat sinn der 2.000 ze vill! Mir däerfe si an hirer Situatioun net eleng loossen. Duerfir huet den Aarbechtsminister recht, wann en drop drängt, dass innerhalb vun den éischte véier Méint vun der Inscriptioun vun deene Jonken um Arbeitsamt hinne muss eng Beschäftegungsofferte gemaach ginn, sief et a Form vu Stagen, vu Formatioun oder vu Réckféierung an d'Schoul.

Deen nationale Plang géint d'Jugendaarbechtslosegkeet, deen déngt dësem Zil. Eng séier Prise en charge vun de jonke Chômeuren, déi ass essenziell! D'Verbesserung vun hirer Employabilitéit, vun hirer Beschäftegungsfäegkeet ass deen eenzege Wee, deen hinnen Zougank zum Aarbechtsmaart gëtt.

Op dës Themen, op aner Theme komme mer am Hierscht zréck während enger Debatt, wou mer eis och mat der Fro beschäftege mussen, inwiefern staatlech Participatiounen um Loun vun deene jonken, onqualifizéierte Chômeuren a Fro kommen, déi eng durabel Betribsinsertioun fannen; wéi een dat organiséiert; wat fir Moossnamen, déi mer haut hunn, ee muss iwwerpréiwen; wat fir neier dass ee muss aféieren. Alles dat gëtt an deenen Debatte gesprach an alles dat gëtt natierlech och mat de Sozialpartner beriet.

Eng aner Fro, Här President, déi ech an deene leschte Joren et longum et largum heibanne behandelt hunn, dat ass eis Schoul an eise Bildungssystem. Schoul- a Bildungsreforme ginn an allen europäesche Länner hefteg diskutéiert. Symptomatesch ass, dass se iwwerall op der Dagesuerdnung sinn an och iwwerall duerchgefouert ginn. Dat ass en Hiweis drop, dass bei deenen aneren an och bei eis d'Schoul net optimal an der Gesetzesméissegkeet vum 21. Jorhonnert funktionéiert.

Déi Tatsaach, dass d'Schoulreform vun eenzelne Milieuë staark kritiséiert gëtt, däerf eis net dovun ofhalen, eng gutt iwwerluechte Schoulreform virzehuelen. Net an allen Detailer, esou wéi se ugeduecht ass, mä kee soll mengen, dass d'Regierung op d'Schoul- an op d'Bildungsreform géif verzichten.

D'Gesetz iwwert d'Grondschoul vun 2009 gëtt engem Bilan ënnerzunn, an dee Bilan, dee wäert fir den Dezember vun dësem Joer virleien. Wann dee Bilan virläit, kucke mer, ob a wou d'Gesetz an d'Reglementer iwwert d'Grondschoul mussen adaptéiert ginn. An da geschitt dat. Deen neie Beruffsausbildungssystem leeft zanter dësem Joer a praktesch alle Formatiounen. Iwwert dat, wat gutt leeft, gëtt sech gelueft, net ganz haart. An do, wou Schwieregkeeten optauchen, setzt d'Educatiounsministesch sech mat allen Acteuren zesummen, fir déiselwecht Schwieregkeeten ze behiewen.

Iwwert d'Moderniséierung vum Secondaire gëtt selbstverständlech weider diskutéiert. Déi zoustänneg Ministesch huet am Dezember een Text mat hire Propositioune virgeluecht. Zu deem Text si bis haut 74 Avisen erakomm, déi ginn analyséiert. D'Gespréicher mat de Professeren, mat de Beruffschamberen, mat den Elteren, mat de Schüler, déi gi virun. Déi Analys dréit ronderëm d'Stäerkten a ronderëm d'Schwächte vun eisem Schoulsystem, an déi noutwendeg Schlussfolgerungen, déi wäerte gezu ginn. All Moossnamen, déi proposéiert ginn, déi stinn zur Debatt.

Mä sécher ass, dass mer eis Lycéeë mussen an d'21. Jorhonnert féieren. Et geet drëm, an deenen ënneschte Klassen, 7e bis 5e, déi jonk Schüler gutt ze encadréieren an adequat ze begleeden, fir dass se eng Entscheedung kënnen huelen iwwer hire weideren Ausbildungswee a fir dass se kënnen zu enger Qualifikatioun kommen. An den ieweschte Klassen, vu 4e bis 1ère, am Enseignement secondaire an am Enseignement secondaire technique, muss derfir gesuergt ginn, dass d'Schüler optimal op hir Héichschoulstudien an op hiren zukünftege Beruff virbereet ginn. Mir wëllen déi staark Schüler fuerderen an déi schwaach Schüler förderen. Dat ass wéinst eiser Villsproochegkeet däitlech méi schwéier wéi am Ausland, dat seng Kanner an de Schüler hirer Mammesprooch beschoule kann.

Dat, wat an der Schoul gutt funktionéiert, dat gëtt bäibehalen an ausgebaut. Mir hu jo, nieft partiellen Échecen, och grouss Succèsen, iwwert déi eigentlech net vill geschwat a geschriwwe gëtt. Sou freeë mer eis, dass eng Lëtzebuerger Équipe vu 16-jährege Schüler am Abrëll bei der Europa-Wëssenschafts-Olympiad eng Sëlwermedail gewonnen huet. Mir freeën eis och driwwer, dass d'Zuel vun den Décrocheuren, vun deene jonke Leit also, déi d'Schoul ouni Ofschloss verloossen, weider réckleefeg ass a sech op 9% agependelt huet.

Wann all Analysë gemaach gi sinn, wann all Viraarbechten ofgeschloss ginn, da wäert d'Educatiounsministesch den nächsten Abrëll een definitive Gesetzestext virleeën, iwwert deen dann heibannen an op anere Plaze kann diskutéiert an debattéiert ginn.

Här President, mir hunn een anere Problem hei am Land - mir hunn der nach vill -, een anere Problem hei am Land, deen ech kuerz wëll uräissen, an dee betrëfft d'Waasser. Mir diskutéieren zanter Joren zwee Themen: de soziale Waasserpräis an den nationalen Einheitspräis beim Waasser. Déi sozial Staffelung muss gemaach ginn no Regelen, déi musse fonnt ginn. A wat de Waasserpräis ubelaangt, esou hunn ech ni en Hehl draus gemaach, dass ech en faveur vun engem einheitlechen nationale Waasserpräis sinn.

Ech weess, dass dat schwéier ass, mä ech weess awer och, dass et extraordinairement lächerlech ass, dass ee klengt Land wéi eist esou ënnerschiddlech Waasserpräisser huet wéi mir se hei op eisem Territoire hunn. A wa mer wëllen eis selwer an der Welt beweisen, dass mer dichteg Jongen a Meedercher sinn, da misst et eis jo geléngen - zesumme mam Innenminister a mam Syvicol a mat all deene grousse Geeschter, déi hei am Land sech ëm d'Waasser bekëmmeren -, et fäerdegzebréngen, innerhalb vun enger festzeleeënder Frist derfir ze suergen, dass mer een einheitleche Waasserpräis hunn. D'Fro ze klären, ob mer Drénkwaasser an Ofwaasser vuneneen trennen; d'Fro ze klären, wéi déi eenzel Beruffssegmenter waasserpräisméisseg bedéngt ginn.

Mä loosse mer déi Saach dach upaken an net deenen, déi um Ufank vum 23. Jorhonnert hei stinn, déi sech nach ëmmer mat der Fro vum Waasserpräis beschäftegen, iwwerloossen! Kommt, mir huelen déi Saach elo an de Grapp a mir regelen déi une fois pour toutes! Ech si fir en einheitleche Waasserpräis an ech hätt gären, dass mer Weeër fannen, wéi mer dohinner kommen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen, no enger, wéi ech weess, vill ze vill laanger Ried, zu enger, wéi ech fannen, vill ze vill kuerzer Konklusioun.

(Hilarité)

Wat fir ee Lëtzebuerg wëlle mer eigentlech?

Déi Fro gëtt oft gestallt, an ech hunn doriwwer geschwat, andeem ech dat u villen Theme festgemaach hunn. Wat wëlle mer zu Lëtzebuerg an deenen nächste Joren? Wat fir ee Lëtzebuerg wëlle mer?

Mir wëllen ee Lëtzebuerg hunn, dat ee kloren europapolitesche Kurs steiert. Ee Lëtzebuerg an engem Europa, dat net een Europa vun der blanner Austeritéit däerf sinn. Een Europa, dat säi sozialen Optrag eescht hélt. Een Europa, dat den europäesche Sozialmodell héichhält. Een Europa, dat net nëmmen däerf vu Spuere schwätzen, mä dat och Wuesstum muss wëllen.

Mir wëllen ee Lëtzebuerg, dat wirtschaftlech staark bleift. Fir sécherzestellen, dass mer wirtschaftlech staark bleiwen, fir sécherzestellen, dass mer muer an iwwermuer wuessen, kënne mer eis net nëmmen op d'Kraaft vun eisem Finanzsecteur verloossen. Mir mussen aus der Ofhängegkeet vun eisem Finanzsecteur eraus. Mir wëllen dat doduerch maachen, dass mer déi Souveränitéitsnischen, déi mer kënnen halen, wëllen ausbauen.

Mir wëllen dat maachen doduerch, dass mer eis nei zukunftsträchteg Kompetenznische sichen. Déi nei Kompetenznischen huet de Wirtschaftsminister - och hien - a senger Foire-Ried dee leschte Samschdeg genannt. Et sinn ënner anerem d'Logistik, d'IT- an d'Kommunikatiounstechnologien, d'Biotechnologien, et sinn d'Fuerschung, et ass d'Innovatioun. Eist Land muss, wann et net wëllt stoe bleiwen, déi nei Entwécklungsméiglechkeete sichen a se dann och notzen.

Mir wëllen och ee Lëtzebuerg, dat, well et kleng ass, seng öffentlech Finanzen nees an Uerdnung bréngt. D'Qualitéit vun eiser internationaler Ennerschréft hänkt vun der Qualitéit vun eisen öffentleche Finanzen of. Duerfir musse mer do spueren, wou mer an der Vergaangenheet vläicht iwwerdriwwen hunn. Duerfir musse mer do konsolidéieren, wou d'Finanzen aus dem Kanal sprangen. Mir mussen awer och - well Spueren ass eng Noutwendegkeet, mä Spueren ass kee Statszil - an d'Zukunftssecteuren an an eis Infrastrukturen investéieren.

Mir wëllen ee Lëtzebuerg sinn, dat viru Reforme keng Angscht huet. Mir wëllen ee Lëtzebuerg, an deem dat Wuert Reform ophält, een obszönt Wuert ze ginn. Mir wëllen net ee Lëtzebuerg vum Stëllstand, mä eent vum ordonnéierte Fortschrëtt. Duerfir brauche mer eng Pensiounsreform. Well wa mer keng maachen, da renne mer an d'Mauer. Duerfir mussen a wäerte mer eng Bildungsreform maachen, well dat si mer deene Jonke vun haut an deenen Erwuessene vu muer schëlleg.

Mir wëllen net ee Lëtzebuerg sinn, dat sech fir anerer zoumécht. Mir mussen op si fir Investisseuren, déi aus den aneren Deeler vun der Welt wëlle bei eis kommen. Mir mussen och méi op sinn, fir méi EU-Bierger an eis öffentlech Verwaltung ze integréieren.

Mir mussen d'Land vun der Solidaritéit bleiwen. D'Land vun der Solidaritéit no baussen, d'Land, dat säi Räichtum mat aneren an der Welt deelt. Mir mussen d'Land vun der Solidaritéit no banne bleiwen, andeem mer méi Effortë vun deene verlaangen, déi sech Effortë kënne leeschten, wéi vun deenen, deenen d'individuell Kraaft zum groussen Effort feelt.

Mä d'Solidaritéit, déi huet och ee Präis. Dee Präis vun der Solidaritéit ass d'Matmaache vu jiddwerengem.

Aarbechtslosegkeet, Här President, bekämpft een net doduerch - ech hunn dat dacks gesot -, dass een d'Chômeure bekämpft. Aarbechtslosegkeet bekämpft een awer och net doduerch, dass een akzeptéiert, dass d'Leit, déi keng Aarbecht hunn, alles maachen, fir keng Aarbecht brauchen unzehuelen.

Et ass och erlaabt, an engem Land, dat wëllt virukommen, vun de Chômeuren eegen Efforten ze verlaangen. An et ass net akzeptabel, dass, well mer héich Chômage-Indemnitéiten zu Lëtzebuerg hunn, eng wuessend Zuel vu Chômeure sech am Solidaritéitssessel gemittlech nidderléisst an op besser Deeg waart.

Mir gëtt gesot, dass am Zesummenhang mat Failliten d'Leit léiwer am Chômage bleiwen, well se nach Chômage-Indemnitéite kréien, wéi dass se déi Aarbecht géifen unhuelen, déi hinnen ugebuede gëtt. Dat ass eng Saach, mat där muss opgehale ginn. Et muss ee méi streng sinn, et muss ee méi exigent sinn. Wat als Géigereflex natierlech muss lassléisen, dass mer eis aktiv Aarbechtsmaartpolitik wiesentlech mussen accéléréieren. Den Aarbechtsminister ass jo amgaang, dat ze maachen.

Och de Kampf géint d'Aarmut ass net gläichzesetze mam Kampf géint déi Aarm. Mä et ass net normal, dass mer an engem gutt organiséierten, eigentlech, wa mer éierlech sinn, räiche Land esou vill Leit am RMG sëtze behalen.

Ech war derbäi, wéi d'Mindestakommes an der zweeter Halschent vun den 80er Joren agefouert ginn ass vum Minister Benny Berg. D'Iddi war net, dass d'Leit géifen endgülteg an der Aarmut sëtze bleiwen, sech am Assistanat géifen ariichten. D'Iddi war, fir dass mer géifen de Leit hëllefen, esou séier wéi méiglech an esou durabel wéi méiglech aus der Aarmut erauszekommen. An duerfir musse mer, och wann dat schwéierfält, déi ganz Gesetzgebung an dee ganzen Ëmgang mat RMG a mat deene Leit, deene mer hëllefe sollen, aus der Aarmut erauszekommen, kritesch iwwerpréiwen.

Esou ee Land wëlle mer sinn, dat Solidaritéit übt, mä dat awer och Exigenzen deene géintiwwer huet, déi Solidaritéit zu hirem Virdeel vun anere praktizéiert kréien.

Mir wëllen ee Land sinn, dat den ekologeschen Ëmschwong packt. Mir brauchen eng intern Energiewend. Méi vläicht nach an de Käpp wéi an der Tatsächlechkeet. Duerfir musse mer méi konzentréiert a cibléiert op alternativ Energien, op Albausanéierung, op systematescht Ëmdenke setzen.

Mir wëllen ee Land sinn, dat seng eege Fassong behält. Déi eege Fassong, déi mer hei am Land hunn, dat ass ee Modell vum permanenten Dialog. Jiddwereen hei am Land rifft jo no Dialog, verlaangt den Dialog. Mä net jiddwereen, dee sech am Dialog befënnt, ass fäeg zum Dialog. Dialog däerf een net mat Duell verwiesselen. Dialog ass Debatt. Dialog heescht openeen zouzegoen, fir eng Eenegung ze fannen.

D'Regierung ass bereet, dat ze maachen - dës an déi fréier Regierung, déi mer haten. Regierunge beweisen dat all Dag. Mir hätten och gären, dass déi, déi net mat der Regierung an net mat der Politik averstane sinn, iwwer hiren eegene Schiet sprangen a sech vun hirem zouenen Denke verabschieden, well mat engem zouene Kapp kann ee keen offenen Dialog féieren.

Mir wëllen ee Land virun allem vum sozialen Dialog sinn. De sozialen Dialog erfreet sech de Moment zu Lëtzebuerg net grad där allerbeschter Gesondheet. Ech fuerderen hei d'Patronen, déi jo souwisou mengen, ech géif mat zwee Féiss am Gewerkschaftslager stoen, op, an och d'Gewerkschaften, déi jo souwisou mengen, ech géif mat zwee Féiss am Patronatslager stoen, op, erëm mateneen ze schwätzen, un de Verhandlungsdësch zréckzekommen, sech net unzekucke wéi zwee Parzeläinshënn, déi de Mond net opkréien an déi sech nach just ubille kënnen. Dat ass net de Wee, deen, wa mer dee weiderginn, zu eisem soziale Gléck féiert.

Mir musse kucken, dass mer dee Sozialdialog erëm geuelecht kréien. D'Regierung ass ouni Virbedéngungen dozou bereet. An ech wier och frou, wann déi aner Sozialpartner, ouni sech géigesäiteg Virbedéngungen ze stellen, och erëm bereet wieren, esou wéi mer dat fréier ëmmer gemaach hunn, zum gréisste Succès hei am Land, un deenen Dräiergespréicher, déi mer wëllen organiséieren, deelzehuelen.

Doduerch, Här President, dass mer probéieren, an d'Zäit vun haut eranzekommen, doduerch, dass mer d'Zäit vu muer probéieren zesumme virzebereeden, doduerch, dass mer ee virun deem aneren erëm méi Respekt kréien - Polizisten, d'Mataarbechter vun der Bunn, d'Pompjeeën an anerer hunn et net verdéngt, pausenlos de Risiko ze lafen, agresséiert ze ginn. Doduerch, dass mer eis bemëien, openeen zouzegoen, statt künstlech Distanzen tëschent eis ze schafen, doduerch, dass mer endlech deen onséilege Clivage tëschent der öffentlecher Fonctioun an dem Privatsecteur ophiewen, an doduerch, dass mer besser verstinn, zesummen ze liewen, well mer zesumme gehéieren, doduerch, dass mer alles dat maachen an doduerch, dass mer nach aner Saache probéieren, brénge mer et fäerdeg, erëm dat ze ginn, wat mer sinn. Vläicht hëlleft dat jonkt Gléck vum lerfgroussherzog eis, eis selwer erëm méi no ze kommen.

Ech soen Iech Merci fir Äert gedëllegt Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech ginn dem Här Premierminister Akt vu senger Deklaratioun an ech soen him Merci fir seng Ausféierungen. Ausféierungen, déi mir muer am Kader vun der Debatt iwwert d'Lag vun der Natioun hei wäerten diskutéieren.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn elo um Enn vun eiser Sitzung vun haut de Mëtteg ukomm. D'Chamber kënnt muer de Moien um néng Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.19 heures)

www.chd.lu

SÉANCE 27

MERCREDI,
9 MAI 2012

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • Mme Lydia Mustch, Vice-Présidente

Sommaire

Débat sur l'état de la nation

- *Débat: M. Marc Spautz, M. Claude Meisch, M. Lucien Lux, M.François Bausch (dépose une motion; répond à MM. Ali Kaes et François Biltgen)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; Mme Marie-Josée Jacobs, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler, Mmes Octavie Modert, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Marco Schank et Romain Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 9.02 heures)

M. le Président.- Ech maachen d›Sitzung op.

Huet d›Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Neen, Här President.

M. le Président.- No der Deklaratioun vum Premierminister Jean-Claude Juncker vu gëschter fänke mer haut de Moie mat den Debatten iwwert d'Lag vun der Natioun un. Et hu sech bis elo als Riedner agedroen: den Här Spautz, den Här Meisch, den Här Lux, den Här Bausch, den Här Gibéryen an den Här Urbany. Als éischte Riedner ass elo den honorabelen Här Marc Spautz agedroen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

1. Débat sur l'état de la nation

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'Alleréischt wéilt ech op dëser Plaz eisem Premier, dem Jean-Claude Juncker, fir seng ausféierlech Deklaratioun vu gëschter félicitéieren. D'Ried zur Lag vun der Natioun ass traditionell de Moment, wou e Bilan gezunn, Pisten opgezeechent, Moossnamen an Entscheedunge bekannt ginn, déi d'Regierung kuerz- a mëttelfristeg an d'A faasst.

Dëst Joer dréit sech dDebatt ëm d'Lag vun der Natioun, esou wéi vill Interventiounen an der Lescht, och ëm d'Situatioun vun de Finanzen, ëm den Defizit, ëm Wirtschaftsperspektiven an d'Moossnamen, déi derzou bäidroe sollen, eisen Defizit ofzebauen an eis Finanzen an den Équiliber ze bréngen.

Wéi ech dat schonn Enn Mäerz a menger Ried zum Débat iwwert de PNR an d'budgetär Orientatioune gesot hunn, mussen d'Décisiounen an d'Moossnamen, déi ugekënnegt ginn, ënner Berücksichtegung vum europäeschen décisionnelle Kader formuléiert an ëmgesat ginn. Si musse sech och an déi national makroekonomesch Gegebenheeten afügen, an déi erlaben net méi vill Spillraum.

D'Statsfinanzen, déi lescht Zuelen, déi de Finanzminister eis dee leschte Freideg public gemaach huet, confirméieren déi negativ Tendenze vun eise Statsfinanzen. Mir musse viraussiichtlech bis 2015 Sue léine goen, vill Suen, ronn eng Milliard d'Joer, fir eisen Defizit ze decken. Woubäi ee weideren Effort am Joer 2015 net auszeschléissen ass, wann d'Recetten aus dem E-Commerce abrieche wäerten. Si maache ronn 25% vun der TVA aus. Dat muss kompenséiert ginn entweder iwwert de Wee vu gréisseren Einnahmen oder iwwert de Wee vun Erspuernisser an anere Beräicher.

D'Joer 2011 huet jo bekanntlech mat engem Defizit vun 0,6% bei de gesamtöffentleche Finanzen ofgeschloss. Dat mécht ronn 250 Milliounen Euro aus. Keng enorm Zomm. Dat huet och domadder ze dinn, dass mir nach ëmmer en Iwwerschoss an der Sécurité sociale hunn. Mä déi gutt finanziell Lag vun der Pensiounskeess ass en sursis. Laangfristeg gesi wäerte mir et hei mat enger verstoppter Sozialschold ze dinn hunn, wa mir net haut d'Jalonë setzen, fir deem entgéintzewierken.

Wat ech Iech hei zielen, ass näischt Neies. Mä wann ech verschidde Saachen an der Lescht héieren, kritt een d'Impressioun, dass net jiddwereen den Eescht vun der Stonn erkannt huet!

Et gëtt a bestëmmte Kreesser nach ëmmer esou gemaach, wéi wann d'Rentemauer eng Erfindung vun der Regierung wier, fir d'Leit - an ech zitéieren -, „fir d'Leit ze strofen". Mat allem Respekt: D'Leit ze strofen ass esou wéineg d'Uleies vun der Politik wéi just Politik fir bestëmmte Leit a bestëmmte Kreesser ze maachen. Dat ass de Privileg vun de Lobbyen, déi sech fir Interessegruppen asetzen. D'Politik ass der Allgemengheet verflicht. An, jo, dat heescht, dass se heiansdo Moossnamen hélt, déi net vu jiddwerengem begréisst ginn.

An iwwerhaapt, wou wier den Intérêt vun der Politik a virun allem vun der Regierung, fir d'Leit ze strofen? Dat soll emol eng Kéier ee mer erklären, wann et ëmmer heescht: „D'Regierung wëllt jo just d'Leit strofen."

Ass et dann net esou, dass d'Politik oft virgeworf kritt, eben net méi laangfristeg ze denken, mä just nach nom Wahlrhythmus ze handelen? Dat ass fir mech net dat, wat een ënner politesch responsabeler Politik versteet. A wat maache mir am Moment dann aneschters wéi eng responsabel, iwwert d'Wahlperiod eraus orientéiert Politik?

Et gëtt och ëmmer behaapt, dass et eis am Verglach mam Ausland guer net esou schlecht geet, wat à première vue och stëmmt. Wann een awer elo d'Käschte vun den zukünftegen Engagementer am Pensiounswiese mat betruecht, an dat gëtt och vill ze oft vergiess oder carrément ënnert den Dësch gekiert, da géiere mir zu de Schlussliichter an Europa. Op eemol sti mir guer net méi esou gutt do am Verglach mat deenen anere Länner. Weder ech nach d'CSV-Fraktioun seet dat, mä eminent Experten. Sinn déi dann alleguerten och vun alle gudde Geeschter verlooss oder hu si alleguerte sech dem krassen Neoliberalismus verschriwwen, wa se esou Theorien opstellen?

D'Rentemauer, léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi kënnt esou sécher wéi d'Amen am Gebiet. Mir kënnen d'Situatioun net weider esou lafe loossen, ouni deem entgéintzesteieren. De Projet de loi, deen d'Regierung Enn Januar déposéiert huet an deen de Pensiounssystem soll reforméieren, geet an déi richteg Richtung.

Dëse Projet gesäit jo eng Rei vu Mechanisme vir, déi eis erlabe wäerten, fréizäiteg agräifen ze kënnen, wann et noutwendeg ass. Mä dës Mesurë léisen awer net all Problemer, déi an Zukunft op eis duer wäerte kommen. D'Problemer gi just zäitlech no hanne geréckelt. Et bleift, dass méi déif gräifend strukturell Moossnamen an Zukunft noutwendeg wäerte sinn. Mir sollen déi Zäit, déi mir duerch d'aktuell Reform gewannen, ausnotzen, fir eise System ze iwwerdenken,…

Une voix.- Très bien!

M. Marc Spautz *(CSV).*- …fir sécherzestellen, dass eise System och fir déi zukünfteg Generatiounen, sprécht fir eis Kanner an eis Kandskanner, drobar ass. Nëmmen esou wäert och weiderhin de Generatiounevertrag kënne respektéiert ginn. Nëmmen esou wäert och d'sozial Kohäsioun hei am Land weider garantéiert ginn.

Eise Rentesystem, deen nom Ëmlageprinzip organiséiert ass, beinhaltet, an dat ass gewosst, eng gewësse Gefor, an déi huet mat der demographescher Entwécklung ze dinn, mä och mam Fait, dass d'Leit méi spéit an d'Beruffsliewe kommen a virun allem - wat jo u sech äusserst positiv ass - d'Leit ëmmer méi al ginn an also ëmmer méi laang eng Pensioun bezéien.

Wann et fréier esou war, du bass vun null bis 15 Joer an d'Schoul gaangen, du bass vu 15 bis 65 Joer schaffe gaangen an du bass mat 72 Joer gestuerwen, sou ass dat haut anescht. Haut fänks de oft mat 21 Joer an der Moyenne eréischt u mat schaffen, du gees an der Moyenne mat 59 Joer an d'Pensioun. An elo musse mer mat der Egalitéitsministesch schwätzen, do gëtt et nach eng Differenz: D'Männer ginn zwee Joer manner al wéi d'Fraen. Mä mir kommen alleguerte vill méi wäit, wat d'Pensiounen ubelaangt. An domadder kann de System, esou wéi en de Moment ass, sech net méi droen. Duerfir kënnt och eng Kéier de Moment, dass d'Reserven opgebraucht sinn an d'Recetten net méi duerginn. Dat ass eng Binsenwahrheit.

Wa mir also wëllen an dësem System bleiwen, musse mir et fäerdegbrénge, de System esou ze gestalten, dass e finanzéierbar bleift an zur selwechter Zäit jiddwerengem eng korrekt Rent séchert. De momentanen Iwwerschoss an der Sécurité sociale soll eis net iwwert d'Noutwendegkeet vun enger Reform ewechtäuschen.

An ze soen, dass et duergeet, méi an de System ze stiechen, fir de System oprecht ze halen, ass simplistesch a spigelt d'Komplexitéit vun deem Ganzen net erëm. Well, wa mir méi an de System stiechen, heescht dat, éischtens, dass d'Dépensë vum Stat weider zouhuele wäerten, mä och, dass deen Eenzelne méi an d'Pensiounskeess muss abezuelen, ergo, dass him netto manner iwwreg bleift, an drëttens, dass fir d'Betriber de Standuert Lëtzebuerg mat der Zäit manner attraktiv gëtt, wann d'Lounniewekäschten an d'Luucht ginn. A laangfristeg kann ee sech d'Fro stellen, ob et dann och nach ëmmer interessant ass fir d'Grenzgänger oder soss Auslänner, op Lëtzebuerg schaffen ze kommen, wat sech negativ op eis Wirtschaft an op eise Wuelstand wäert auswierken.

Wann d'Erhéijung vun de Cotisatiounen déi eenzeg Alternativ zu Moossnamen ass, déi d'Regierung proposéiert, da froen ech mech, wien hei d'Rutte verdeelt. Eng Cotisatiounserhéijung ass net tabu, si reforméiert awer net strukturell de System. Si moderniséiert d'Pensiounswiesen net op Basis vun den aktuelle Gegebenheeten, Gegebenheete vum 21. Jorhonnert, déi sech wesentlech vun deene vum leschte Jorhonnert ënnerscheeden. Ier mir op de Wee vun enger Cotisatiounserhéijung ginn, solle mir kucken, fir aner Mesuren ze huelen, déi de System nohalteg sécheren.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wat mir momentan méi Suerge bereet wéi d'Situatioun vun de gesamtöffentleche Finanzen, dat ass déi vum Zentralstat. A wann och eise Finanzminister oder soss ee vun de gesamtöffentleche Finanze respektiv de Statsminister iwwert den Zentralstat schwätzt, da gëtt dat oft duergestallt, wéi wa mer d'Leit wéilten duerjerneemaache mat deene verschiddene Budgetsformen, Zentralstat oder net Zentralstat. An et huet och e puer Komponenten, an deemno, wat fir eng Komponenten een a Betruecht zitt, ginn aner Ausgangspositiounen a Perspektive beliicht a sinn och aner Äntwerten néideg.

D'lescht Joer hate mir um Niveau vum Zentralstat en Defizit vun 2,5% oder iwwer eng Milliard Euro. Wann dat eemoleg wier, wier et net esou dramatesch wéi elo. De Problem läit nämlech doranner, dass mir zënter 2009 permanent am Defizit sinn. Eng Milliard d'Joer. A weder dës Zuel nach déi vum Defizit vun de gesamtöffentleche Finanze beinhaltet d'Käschte vun den zukünftegen Engagementer am Pensiounswiesen, vun deenen ech elo grad geschwat hunn. Se beinhalten och net d'Noutkreditter, déi gegebenenfalls néideg sinn, fir gréisser Enkpäss ofzefiederen.

D'Situatioun am éischten Trimester 2012 ass alles, mä net gutt. D'Ausgabe sinn am éischten Trimester 2012 méi staark geklomme wéi d'Recetten. Eng Steigerung vun iwwer 11% am Verglach mam éischten Trimester 2011. Op der Säit vun de Recettë krute mir 5,3% manner era wéi d'lescht Joer ëm déiselwecht Zäit. Den Defizit vum Zentralstat läit d'éischt Trimester vun dësem Joer bei ronn 700 Milliounen Euro. Am Budget vun dësem Joer ass ee vun engem Defizit vun ongeféier 1,1 Milliarden Euro ausgaangen.

Dir gesitt, d'Situatioun entspaant sech net. Au contraire, et gëtt ëmmer méi schwéier, den Équiliber vun de Finanze bis 2014, dat Zil, dat mir eis gesat haten an un deem mer nach ëmmer wëlle festhalen, ze erreechen.

Ech soen elo net, an ech hoffen et virun allem net, dass dës negativ Tendenz sech an deenen nächste Wochen a Méint wäert confirméieren, mä et kann an et däerf een dës Zuelen, déi déi generell Atmosphär beweisen, wéi et dobaussen ass, net ignoréieren.

Ouni wëllen hei a Schwaarzmolerei ze verfalen, fänkt et summa summarum un, eescht ze ginn. Wa mir den Defizit esou weiderlafe loossen an eis weider verschëllen, riskéiere mir an deenen nächste Joren op e Scholdestand vun iwwer 25% vun eisem PIB ze kommen.

Fir ee klengt Land, wat exportorientéiert ass a wou d'intern Demande limitéiert ass, stellt esou eng Verscholdung eng grouss Belaaschtung duer. Derbäi kënnt, dass d'Scholden net nëmmen zréckbezuelt musse ginn, mä et muss een och den Zëns an Zënseszëns zréckbezuelen. A wa mir weider héich Scholde maachen, da geet net nëmmen de Montant vun der Schold selwer an d'Luucht, mä och dee vun den Zënsen, déi mir dorobber ze bezuelen hunn.

Mir riskéiere mëttel- a laangfristeg eis Topbonitéit, eisen Triple-A ze verléieren, den Triple-A, deen eis momentan erlaabt, zu gënschtegen Tauxe Suen um Marché léinen ze goen, wat mir viru Kuerzem och gemaach hunn, fir eis Dépensen ze decken, eng Milliard iwwer zéng Joer zu engem Zënssaz vun 2,25%. Dovunner kënnen effektiv vill Länner nëmmen dreemen, fir esou en Zënssaz ze kréien.

Mä gleeft mir et, dat hält net un, wa mir eis weider am grousse Stil géife verschëlden. Dowéinst kann d'Verschëldung net op laang Dauer e Moyen sinn, fir eis Dépensen ze finanzéiere respektiv eisen Defizit ze decken. Dat ass genee dat, wat géif geschéien, wa mir de Fuerderunge vu Verschiddene géifen noginn, wa mir de Status quo géifen ausruffen. Da misste mir weider Sue léine goen an op Kredit liewen.

Wéi laang, mengt Dir, géife mir dat packen, bis et da gewalteg kraacht? D'Verschëldung dierf dowéinst och net d'Excuse sinn, fir eis virun déif gräifende Reformen ze drécken. Ech hunn dowéinst och kee Versteesdemech fir Aussoen, déi dorobber zilen, eis finanziell Lag als äusserst positiv duerzestellen, déi den Defizit, dee sech zënter e puer Joer kumuléiert huet, lapidar vun der Hand weisen, mam Hiwäis, an anere Länner wier d'Verschëldung jo vill méi héich, a mir solle frou sinn, a Krisenzäiten esou Finanze kënnen ze hunn.

Bei wéi vill Milliarden, bei wéi vill Aarbechtsplazen, déi verluer ginn, wëlle mer dann erwächen? Entreprisen, déi hir Dieren zoumaachen, well keng Sue méi do sinn, fir zum Beispill an d'Infrastrukturen ze investéieren, déi der Wirtschaft zeguttkommen.

Déi bis dato net agesinn hunn, dass d'Welt zënter der Finanzkris net méi déiselwecht ass; déi, déi mengen, dass näischt muss, brauch oder soll sech ännere; déi, déi mengen, dass d'Regierung näischt Besseres ze dinn hätt, wéi erfonnten Hiobsbotschaften an d'Welt ze setzen, fir d'Leit ze erschrecken; déi, déi vu Spuer- a Scholdenhysterie schwätzen, hunn d'Zeeche vun der Zäit ganz kloer verkannt.

Si streeën de Leit Sand an d'Aen a letztendlech sinn et grad si, déi d'Leit strofen, andeems se hinnen Illusioune verkafen, Illusioune vun eternellem sech widderhuelendem Wuesstum, vun der ad vitam aeternam garantéierter Kafkraaft a vum geschëlltene Groschen.

Mir kënnen de Wee goen, deen doranner besteet, d'Ae virun der Realitéit zouzemaachen a weider mat den Dépensë virunzefuere wéi elo an et drop ukommen ze loossen. Vläicht komme mir jo nach mat engem bloen A ewech, mä eis Kanner a Kandskanner an déi nächst Generatiounen doudsécher net. An et kann net sinn, dass mir de Kanner esou eppes géifen hannerloossen.

Dat ass net dee Wee, dee mir wëlle goen, dat ass contraire zu der chrëschtlecher Sozialléier, zu där mir nach wéi vor stinn an déi d'Solidaritéit - y compris mat deene künftege Generatiounen -, d'Nohaltegkeet an d'Gemengwuel an de Mëttelpunkt vun hirer Politik stellt.

Dat ass och net wéi mir eis eng verantwortlech Politik, egal wat fir enger Couleur, géife virstellen. Deen eenzege Wee, fir aus der Kris erauszekommen, ouni déi sozial Gerechtegkeet iwwerzestrapazéieren an ouni dass de Generatiounevertrag, op deem eis Gesellschaft baséiert, implodéiert, ass deen, fir den Équiliber kuerzfristeg tëschent de Recetten an den Dépensen nees hierzestellen, ouni ze vill nei Scholden ze maachen.

Fir dësen Équiliber ze kréien, féiert kee Wee laansicht d'Reduzéierung vum Defizit, an do gëtt et och net vill aner Méiglechkeeten. Eng Optioun ass, d'Dépensen erofzesetzen; eng aner, d'Recetten - sprécht d'Steieren - eropzesetzen. Eng lescht Optioun ass e Mix tëschent béiden Optiounen: Déi huet definitiv eis Preferenz.

Et ass kloer, dass d'Léisung net nëmmen aus Spuere bestoe kann. Mir kënnen eis net zu Doud spueren. Dat ass evident. Mir mussen och wuessen. D'Léisung besteet duerfir fir eis aus engem gesonde Mix tëschent Spueren a steierleche Moossnamen, dat gekoppelt un intelligent strukturell Reforme wéi och selektiv an zukunftsorientéiert Investissementer an Dépensen.

Här President, d'Regierung huet eng Rei vu budgetäre Konsolidéierungsmoossname getraff, mam Zil, den Defizit während der Zäit 2013 bis 2015 ëm 1,2% vum PIB oder ronn 500 Milliounen d'Joer ze reduzéieren. D'Moossnamen, déi d'Regierung getraff huet, entspriechen der Exigenz vun der budgetärer Konsolidéierung an engem Krisekontext. Si droen och dem wirtschaftlech onsécheren Ëmfeld Rechnung.

En vue vun der Précaritéit vun de makroekonomesche Gegebenheeten ass et ëmsou méi wichteg, d'Finanzen ze stabiliséieren, mä och ëmsou méi schwéier, dat hinzekréien. Et ass keen einfachen Exercice, de roude Stëft a prekären Zäiten unzesetzen. Et muss ee spueren, mä intelligent spueren. Et muss een investéieren a Suen ausginn, mä dat muss selektiv an effektiv geschéien. Et muss een d'Recetten erhéijen, sprech d'Steieren, mä oppassen, net alles op eng Kategorie vun de Leit ofzewälzen.

Et muss een och d'Betriber un hir Responsabilitéit an un hir Kontributioun zur Krisebewältegung erënneren, ouni negativ Konsequenze fir d'Wirtschaft.

D'Konsolidéierung vum Budget soll zu engem Drëttel iwwert de Wee vu Steiererhéijungen an zu zwee Drëttel iwwert de Wee vun enger Reduzéierung op der Dépensësäit geschéien. Dat entsprécht engem gesonde Mix vu Moossnamen, vun deem ech virdru geschwat hunn. De Spuerpak vun der Regierung - an ech soe bewosst Regierung, an net Finanzminister - gesäit Erspuernisser op der Säit vun den Investissementer vun 125 Milliounen Euro vir am Verglach zum pluriannuelle Plan d'investissement. Woubäi ee sech d'Fro stelle kann, ob et richteg ass, hei vun Erspuernisser ze schwätzen, vu dass eng Partie vun den Investissementer wäerte realiséiert ginn, just zu engem spéideren Zäitpunkt. Wie dem auch sei, en Erspuernis mat Investitioune gesäit aneschters aus!

Ob déi nächst Joren deeselwechten Exercice bei den Investissementer machbar ass, vu dass et net duergeet, just dëst Joer d'Dépensen ze kierzen, sief dohigestallt. Fir d'nächst Joer sinn op jidde Fall manner Sue fir Investissementer virgesinn, woubäi mir ëmmerhi méi wäerten ausgi wéi am Krisejoer 2009, an zwar ganzer 400 Milliounen.

Et bleift, dass et net duergeet, Projeten zäitlech ze verréckelen, se zu engem bessere Moment, wa méi Suen do sinn, ze verwierklechen. Mat der Finanz- a Wirtschaftskris vun 2008/2009 ass eng gewësse Prise de conscience opkomm, dass déi Croissance, déi mir virun der Kris kannt hunn, déi villes, virun allem villes mateneen erlaabt huet, dass déi net méi wäert weidergoen. Verschiddener schéngen immun ze si géint dës Verännerungen an hale krampfhaft un Zäite fest, déi der Vergaangenheet ugehéieren.

Wann ech soen, dass mir net méi an absehbarer Zukunft op déi Croissance wäerten zréckkommen, déi mir laang Zäit virun der Kris kannt hunn, dann heescht dat net, dass et eis schlecht wäert goen. Dat heescht just, dass mir eis un eng méi moderat Evolutioun vum Wuesstum gewinne sollen, ergo eis mat der Iddi ufrënne sollen, jo mussen, dass einfach manner Suen do wäerte sinn. Mir musse léieren, mat manner auszekommen, woubäi „manner" net onbedéngt mat „manner gutt" gläichzesetzen ass.

Mir brauchen eng nei, eng aner, eng besser Dépensëkultur wéi haut, an ech weess wierklech net, wat dorunner falsch ass. D'Verschëldung féiert an eng Sakgaass. De Choix vun den Alternativen ass limitéiert. Et bleift eis net vill aneschters, wéi manner a besser Dépensen ze maachen. Dat setzt viraus, dass ee méi selektiv virgeet, dass Prioritéite gesat musse ginn. Dat setzt och eng gewësse Kohärenz an der Konzeptioun an och eng gewëssen Effikassitéit viraus an der Ëmsetzung an der Realiséierung vun de politeschen Décisiounen a Projeten.

An anere Wierder: Mir musse léieren, manner deier, méi séier, méi einfach, méi koordinéiert ze bauen, ze schaffen, Projeten ëmzesetzen. An déi riets Hand muss wëssen, wat déi lénks Hand mécht. D'Politik muss an Zukunft besser ofgeschwat ginn an d'Projete mussen op Basis vun där neier Depensëkultur, déi mir eis wëlle ginn, hannerfrot ginn. An dat gëllt fir all Beräicher, an net nëmme fir d'Investissementer, wou keng Plaz méi ass fir „Nice-to-have"-Projeten.

Am Beräich vun den Investissementer brauche mir zukunftsorientéiert Projeten, déi der demographescher Entwécklung vun eisem Land Rechnung droen, wéi zum Beispill Schoulen, mä och a virun allem Investissementer, déi der Wirtschaft zeguttkommen. Mir brauchen Infrastrukturen, déi eiser Wirtschaft erlaben, ze wuessen. Ouni wirtschaftsorientéiert Investitioune kann eis Wirtschaft sech net weiderentwéckelen, an ouni wirtschaftlech Entwécklung hu mir keng Zukunft, weder als Land nach als Bierger.

Ech vermëssen oft dësen Aspekt an den Diskussiounen, déi sech ëm d'Investitiounen dréien. Déi wirtschaftsorientéiert Investitioune misste vill méi an de Mëttelpunkt gestallt ginn. Dat wier fir eis en Ausdrock vun enger kohärenter, zukunftsorientéierter Investitiounspolitik. D'Table ronde, déi de Premierminister gëschter a senger Ried zu der Lag vun der Natioun ugekënnegt huet an déi de Stau an der Investitiounspolitik soll léisen, ass e gudden Ophänker, fir esou eng Politik kënnen ze gestalten.

A Saachen Investitiounen ass nach ze soen, dass et fir eis eng absolut Prioritéit ass, zukünfteg déi Projeten ze realiséieren, déi eng Plus-value brëngen. D'Transportinfrastrukturen, sief dat d'Strooss, sief dat d'Bunn, spillen hei eng grouss Roll. Mir musse weider den internationalen Uschloss vun eisem Land verbesseren, wa mir net u Kompetitivitéit wëlle verléieren. Ech stelle fest, dass mir ëmmer nach keng optimal Verbindung no Däitschland oder an d'Belsch, virun allem Bréissel, hunn. Dës Verbesserung ass virgesinn, wat ech extrem begréissen, mä dat geet eis einfach net schnell genuch weider.

Wann ech soen, dass den internationalen Uschloss vu Lëtzebuerg soll weider ausgebaut a verbessert ginn, ass dat kee Blankoscheck fir all Projete mat internationalem Flair, et ass awer e klore Message, wuer et eiser Meenung no soll higoen.

Déi aktuell Kris kënne mir just iwwerwannen, wa mir geziilt an d'Wirtschaft investéieren. Dozou zielt an eisen Aen och den Ausbau vum ganze Kommunikatiounssystem. Och eis GSM-Netzer musse méi stabil ginn; net all puer Kilometer dierfen d'Verbindungen ewechfueren, wéi dat heiansdo de Moment leider de Fall ass.

Och aner Infrastrukture musse weider ausgebaut ginn. Ech denken do un d'Glasfasernetz, dat bekanntlech als Zukunftstechnologie schlechthi gëllt. Villes ass an deem Beräich geschitt: D'Post bitt zënter leschtem September Zougang zum Héichgeschwindegkeets-Internet, LuxConnect ass nieft der Post dat zweet Standbeen, wat den infrastrukturelle Beräich ugeet a steet wéi d'Post fir e leeschtungsfäegen Internetzougang zu Lëtzebuerg. Et gëllt hei, weider de Réseau auszebauen an ze optimiséieren.

Nach e Wuert zu LuxConnect: Dës Gesellschaft ass net nëmmen am Beräich vun der Konnexioun täteg, LuxConnect ass och am Data-Center-Beräich täteg. Mat sengen zwee Data-Centeren a geschwënn engem drëtten dréit LuxConnect zum Ausbau vun dësem Beräich zu Lëtzebuerg bäi. Den neien Center zu Biissen wäert och mat gréngem Stroum gespeist ginn an dréit domat dem Klimaschutz Rechnung.

Et ass ganz kloer, dass, wa mir wëllen de Match „Kompetitivitéit" net verléieren, d'Investitiounen am Beräich vun der Kommunikatioun net dierfe feelen. Mir mussen an dësem Beräich innovativ sinn a virun allem musse mer et fäerdegbréngen, hei vill méi schnell ze reagéiere wéi eis Noperen.

Stéchwuert Cloud computing: De leschten Hierscht hunn IBM a LuxCloud d'Konklusioun vun engem Partenariat a puncto Mise en place vun enger Infrastruktur ugekënnegt. Dësen Accord kéint derzou bäidroen, dass Lëtzebuerg sech mat der Zäit eng gewësse Reputatioun op dësem Gebitt uneegent an esou zu engem Centre de compétence kéint ginn.

Et gëtt och am Kader vun der ISO, der internationaler Normalisatiounsorganisatioun, eng Plattform oder en technesche Comité, dee sech mat der Applikatioun auserneesetzt an dee vun der Expertesäit aus als „forum leader" an deem Beräich gëllt. Wa mir wëllen eng féierend Kraaft op dësem Gebitt ginn, wier et dann net sënnvoll, wa mir méi, wéi dat haut de Fall ass, an d'Aarbechte vun dësem Comité agebonne wieren? Den ILNAS huet fir de Moment just de Statut vun engem Membre observateur. Hätt Lëtzebuerg de Statut vun engem Membre participant, kéint een un der Ausschaffung vu sougenannten „bonnes pratiques" deelhuelen an op d'Reglementatioun vum Cloud computing e gewëssenen Afloss ausüben.

Déi nei Technologië biergen nieft enger ganzer Rei vun technesche Schwieregkeeten och gewësse Risiken. An d'Sécherheet ze investéieren ass dowéinst fundamental. Duerfir hu mir och de CERT oder de Cyber Security Board an d'Liewe geruff. Mä läit dann net déi beschte Sécherheetsstrategie doranner, un der Gestaltung vum System selwer deelzehuelen?

Wa villes op dësem Gebitt am Fuerschungsberäich déi lescht Jore geschitt ass, vill investéiert ginn ass, villes weider investéiert gëtt, bleift et, dass de betriblechen Aspekt och hei vill méi am Mëttelpunkt misst stoen. Mir dierfe bei all deem net vergiessen, dass och d'Wirtschaft selwer sech ëmmer méi op Informatiouns- a Kommunikatiounstechnologië spezialiséiert. Den ITC huet Nischepotenzial. Wann en op dësem Gebitt innovativ ass an eng féierend Roll spillt, dann ass dat kloer en Avantage fir eise Standuert.

A wa mir scho vun der Wirtschaft schwätzen a vun hirer Zukunft, da musse mir, léif Kolleeginnen a Kolleegen, och de Betriber méi ubidde wéi just e gutt Stroossennetz oder e Kommunikatiounssystem. D'Gesamtëmfeld, dat fir e Betrib wichteg ass, muss interessant si respektiv bleiwen. Dat geet vun der Ausbildung vun eise jonke Matbierger an den zukünftege Salariéë bis hin zu all Zort vun Ënnerstëtzung.

A Rezessiounszäiten huelen d'Stëmmen, déi fir méi Steieren um betriblechen Niveau plädéieren, zou. Zënter der Finanzkris vun 2008/2009 héiert een ëmmer méi dacks, dass déi, déi d'Kris verursaacht hunn, och fir d'Kris bezuele missten. Da solle mir ganz genee soen, wien dat dann ass, deen d'Kris verschëllt huet. Wat fir ee Finanzinstitut oder wéi eng Bank hei zu Lëtzebuerg ass fir d'Finanzkris, déi virun e puer Joer d'Weltwirtschaft erschüttert huet, verantwortlech?

A sinn et wierklech nëmmen d'Banken an d'Finanzinstituter, déi hei an der Verantwortung stinn? Ass et net esou, dass hannert de Banken an de ganze Spekulatiounsgeschäfter Mënsche stinn? Grouss a kleng Aktionären, grouss a kleng Clienten? Wien ass dat dann elo? Pauschal a populistesch Aussoe léise weder eis Problemer nach brénge se iergendeppes an der Debatt ëm d'Budgetssituatioun. Si suerge just fir onnéideg Beonrouegungen a Streidereien.

An dësem Kontext ass nach ervirzehiewen, dass d'Betriber hiren Deel un der Berengegung vun de Finanze wäerte bäidroen. Et sinn also net nëmmen d'Salariéen au sens large an d'Rentner, déi fir d'Kris opkomme wäerten. D'Solidaritéitssteier geet nämlech net nëmme fir d'Privatleit ëm 2% erop, mä och fir d'Betriber an d'Gemengen. Dat mécht ronn 100 Milliounen aus, déi gréisstendeels vum Finanz- a Bankesecteur wäerte bezuelt ginn.

D'Hausse vun der Solidaritéitssteier ass net den Ausdrock vun enger ineffizienter Politik, mä vun enger Politik, déi, ugesiichts vun der prekärer Lag, an där mir eis befannen, net wëllt eng Kategorie vu Leit oder vun Interessengemeinschafte géint eng aner ausspillen. Jiddwereen huet hei säi Bäitrag ze leeschten, déi eng méi, déi aner manner. Ech wëll och just hei drun erënneren, dass et schonn Zäite gouf, wou d'Solidaritéitssteier bei 10% louch, an dat ass net manner wéi 30 Joer hier. Eng minimal Besteierung vun Entreprisë wäert och agefouert ginn. Dat wäert ronn 50 Milliounen dem Budget erabréngen.

Ech hat a menger Ried Enn Mäerz, wou ech mech fir d'Iwwerdenke vun de betribleche Steieren ausgeschwat hat, drop higewisen, dass, wann een un d'Betribssteiere geet, een ëmmer soll d'Konkurrenz aus dem Ausland am Hannerkapp behale souwéi d'Gesamtbild vun all de Laaschten, déi d'Betriber ze droen hunn. Ech denken, dass déi steierlech Mesurë vun der Regierung fir d'Patronat drobar sinn, dass dat steierlecht Ëmfeld weider attraktiv bleift. D'Oppositioun ka berouegt sinn, d'Politik vun der Regierung ass keng betribsfeindlech Politik!

Mä mir mussen awer oppassen: Mir dierfen d'Patronat sécher net aus senge Verflichtungen entbannen, mir dierfen et awer och net esou wäit komme loossen, dass d'Betriber eis fortlafen, well d'Laaschten einfach ze grouss ginn.

À propos betribsfrëndlecht Ëmfeld! Ech wéilt, Här President, gär kuerz hei op d'Situatioun an der Sidérurgie, virun allem mam Plang „Lux 2016", agoen. Vu dass d'Wirtschaft d'Basis vun eisem Wuelstand, ergo virun allem déi Stolindustrie d'Basis vun eisem Wuelstand ergo och vun eiser Zukunft ass, gehéiert et zu den Aufgabe vun der Regierung, d'Betriber ze ënnerstëtzen.

Enn Mäerz ass de Protocole d'accord iwwert den Zukunftsplang vun der Sidérurgie, den Accord „Lux 2016" tëschent dem Stat, de Gewerkschaften an ArcelorMittal ënnerschriwwe ginn. Dësen Accord gesäit eng Rei vu Moossname vir, déi sech ënner anerem op d'Restrukturatioun vun den Aktivitéite vun de Sitë Schëffleng a Rodange wéi och op d'Moderniséierung an déi domadder verbonnen Investissementer virun allem zu Esch/Belval an Déifferdeng bezéien.

Nom Accord soll de Stat tëschent 2012 an 2019 60 weider Milliounen Euro an de Finanzement vun de Préretraitë fir d'Joergäng '56 bis '59 investéieren. De gesamte Käschtepunkt wäert bei ronn 224 Milliounen Euro leien. Mä mat der Amottung vum Site Schëffleng wäert ArcelorMittal Sue spuere respektiv e Benefiss maachen. Mat der Amottung spuert nämlech ArcelorMittal iwwer 80.000 t CO_2 respektiv kéint dës Zertifikater um CO_2-Marché verkafen an eng Plus-value realiséieren. Op dësem Punkt bestinn nach juristesch Onkloerheeten, déi den zoustännege Minister sech verflicht huet ze klären.

Et muss een och oppassen, wann een zum jëtzegen Zäitpunkt direkt seet: „Si si fort", ob se dann net soen: „Ma et ass duerfir, wou mer iwwerhaapt net méi mam Site Schëffleng ugefuer sinn", sou dass een déi Punkten nach muss klären. Mä et ass awer genausou wichteg, dass de Lëtzebuerger Stat dës Restrukturatiounsmoossname vun esou enger Envergure begleet a matfinanzéiert.

D'CSV steet hannert den Engagementer vum Stat am Kader vum Accord „Lux 2016". Hanner all Restrukturatioun steet e Salarié, seng Famill, stinn Existenzen, déi et gëllt ofzesécheren. Wann also déi staatlech Begleedung a finanziell Participatioun richteg ass, da kann et awer net sinn, dass eng Entreprise mat der Schléissung respektiv Amottung vun engem Site och nach e Benefiss mécht.

Mir sinn der Meenung, dass, wann eng Plus-value mam Verkaf vun den Zertifikater realiséiert gëtt, déi och misst an d'Gesamtdëppen erafléissen, dat fir d'Restrukturatioun virgesinn ass, ergo dass d'Plus-value och d'Restrukturatioun misst matfinanzéieren. Mir wieren..., et kann net sinn, dass d'Regierung fir eppes bezilt, ouni d'Méiglechkeet vun enger Contrepartie virzegesinn.

Et kann net sinn, dass mir op där enger Säit 60 Millioune bei der Fonction publique spuere mat zäitlecher Verréckelung vum Accord salarial - an domadder während fënnef Joer näischt an der Fonction publique - an op där anerer Säit ronn 60 Millioune fir Restrukturatiounsmoossnamen ausginn zum selwechten Zäitpunkt fir d'ArcelorMittal, wann déi eng Plus-value mécht.

Ech bedaueren, dass Leit vun hir an den CDR geschéckt ginn. Et hätt een och aneschters verfuere kënnen. Et hätt och kënnen dohinner goen, d'Leit sënnvoll ze beschäftegen, zum Beispill op Terrainen, déi fräi ginn. Arcelor huet sech jo verflicht, der Regierung verschidden Terrainen zur Verfügung ze stellen. Et gëtt bei ArcelorMittal Terrainen, déi musse sanéiert ginn, wou awer nach Infrastrukturen drop stinn. Ech wëll d'Beispill gi vun Terres Rouges, wou schonns zënter iwwer 30 Joer näischt méi leeft, wou nach ëmmer Gebailechkeeten dostinn. Och dat hätt kënnen eppes sinn, dass ArcelorMittal deene Leit do eng sënnvoll Beschäftegung ginn hätt.

D'Gemenge sinn amgaang, Leit anzestellen, déi ronderëm sinn, wat och gutt esou ass. Mä et wier och wichteg gewiescht, wann ArcelorMittal och bei sech selwer gekuckt hätt, wat se hätt kënne maachen.

Et gëtt bei ArcelorMittal Terrainen, déi musse sanéiert ginn, wou awer nach, wéi gesot, déi Infrastrukturen drop stinn. Si kënnen also net tel quel zum Beispill fir Wunnengsbau benotzt ginn. Souwisou, bei deenen Industrieterrainen ass et och ëmmer gewot, wa se net honnertprozenteg sanéiert sinn, wat de Buedem ubelaangt, Wunnengsbau drop ze maachen. Mä et kann een eng Dall dropmaachen an nei Betriber usiedelen.

ArcelorMittal hätt kënnen déi Leit, déi vun der Restrukturatioun betraff sinn, op dësen Terraine schaffe loossen. Dës Leit hätte kënnen déi Terraine preparéieren, fir duerno sënnvoll sanéiert ze ginn. Dat wier eng Méiglechkeet gewiescht, déi sënnvoll gewiescht wier, déi och exemplaresch gewiescht wier a puncto sozial Verantwortung vun engem Betrib.

Doriwwer eraus ass och vun der Nidderloossung vu Betriber op dësen Terraine geschwat ginn. Et gëtt zwar Leit heibannen, déi mengen, grouss Betriber, déi vill Plaz brauchen, kéimen net méi op Lëtzebuerg. Mir gesinn dat awer anescht: Vill Baubetriber, vill Veraarbechtungsbetriber sichen Terrainen, wou se kënnen hin, wou et ëmmer heescht, e Baubetrib ass eng Nuisance, e Metallveraarbechtungsbetrib ass eng Nuisance, an op deenen alen Industrieterraine géife sech...

(Interruption)

Oh, mä et sinn awer och Betriber, déi Terraine brauchen, Här Bausch.

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Natierlech, natierlech.

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Et sinn der och an der Stad Lëtzebuerg, déi Terraine brauchen.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Selbstverständlech, déi kréie se och do. Am Contraire zu anere Gemengen, wou Dir da wahrscheinlech sidd.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Maja, dofir probéiere mer jo do...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dat huet awer näischt mat enger seriöer Industriepolitik ze dinn...

M. Marc Spautz *(CSV).*- Mä dat gehéiert awer och zu enger Industriepolitik. Mir mussen attraktiv Rahmebedéngunge schafen, déi jee no dem Typ vum Betrib aneschters ausfale kënnen. Do gëllt et, keng Zäit ze verléieren, prospektiv, proaktiv a kohärent virzesuergen, fir eis kënnen optimal opzestellen.

Ech stellen awer fest, dass kee sech bis haut mat dëser Fro esou richteg befaasst huet. Mir kënnen eis awer net de Feeler erlaben, wäertvoll Zäit einfach versträichen ze loossen. L'avenir se prépare aujourd'hui! Dat wëssen och eis Konkurrenten, déi weder waarden nach zécken, fir eis ze iwwerhuelen.

Här President, nieft de geplangten Aspuernisser op der Säit vun den Investissementer plangt d'Regierung och eng Rei Ajustementer um Niveau vun de Subventiounen, an dat fir e Gesamtmontant vun zéng Milliounen. Dat entsprécht genee deem, wat mir als CSV-Fraktioun Enn Mäerz op dëser Tribün gefuerdert hunn. Mir haten nämlech de Sënn an den Zweck vun de Subventiounen hannerfrot.

D'PRIMe CAR-e soll ewechfalen, wat eng gutt Saach ass. Ech denken awer, dass déi ganz Subventiounspolitik misst eng Kéier seriö ënnert d'Lupp geholl ginn, an all Subventiounsposte sollt eng Kéier op seng Effikassitéit hin iwwerpréift ginn.

Och Enn Mäerz hat ech drop higewisen, dass d'Sozialtransferte ronn 35% vun de Gesamtdépensen ausmaachen, Tendenz steigend, well vill vun dëse Mesuren a Prestatiounen op engem Automatismus baséieren. Laangfristeg ass dat doten net ze finanzéieren. Ech hunn och deemools am Plenum gesot, an ech widderhuelen et, dass Choixe musse getraff ginn, an ech hunn dobäi gewarnt, alles op eng Kategorie vu Leit ofzewälzen.

Mir hu gesot, dass ee misst nom Motto „jiddwereen e bëssen a keen ze vill" verfueren, soss géife mer d'sozial Kohäsioun hei am Land strapazéieren. Wann een zu Lëtzebuerg seet, dass d'Käschten am Sozialberäich explodéieren an dass gekuckt misst ginn, dass een an dësem Beräich méi effikass a méi selektiv misst virgoen, da gëtt direkt ouni ze differenzéieren an ze nuancéiere vu Sozialofbau geschwat. Dat ass natierlech méi einfach, wéi eng komplex Matière an all hiren Elementer ze erklären. Et héiert sech och gutt un, et bréngt Stëmmen a bréngt Stëmmung, et peu importe, wann et net richteg ass!

Firwat soll d'Regierung un de Rentenajustement goen an deen am Joer 2013 aussetzen, vu dass dobausse behaapt gëtt, dass déi normal Pensiounen hei am Land net esou héich wieren? Zu Lëtzebuerg sinn eis eeler Matbierger manner dem Risiko vun der Aarmut ausgesat wéi zum Beispill d'Kanner. D'Aarmut hëlt, an dat ass eng Spezifissitéit vu Lëtzebuerg, mam Alter of. Si hëlt awer op där anerer Säit mat all Kand, wat an engem Ménage derbäikënnt, zou.

De Chômage, Ännerungen am Familljen- an Zesummeliewe wéi eng Scheedung stierzen oft Leit an d'Aarmut. Manner de Fait, wann een an d'Pensioun geet, géif zu der Aarmut bäidroen. Kloer, och bei eis hu mir Pensionären, deenen hir Rent net héich ass. Där sougenannt „Hongerrenten" gëtt et awer bal keng méi, wann d'Leit eng voll Carrière hunn. Et ass awer scho staarken Tubak, fir generell ze behaapten, dass eis Pensiounen net esou héich wiere wéi an deenen anere Länner!

Zu Lëtzebuerg - ech weess, dass dat och reng statistesch ass -, wann een d'Gesamtausgabe vun de Pensioune kuckt, kënnt an der Moyenne e Salaire annuel vu 40.000 Euro d'Joer eraus. Dat si ronn 3.300 Euro de Mount. En onqualifizéierten Aarbechter, deen de Mindestloun kritt, huet ronn 22.000 Euro d'Joer respektiv 1.800 Euro de Mount zur Verfügung. E Salarié, deen de Mindestloun bezitt - an där hu mir vill -, muss also méi ferm knae wéi déi Leit, déi mat der Moyenne vun der Pensioun mussen auskommen.

Et ass net ongeféierlech, eng Kategorie vu Leit géint eng aner Kategorie vu Leit auszespillen. Wann et evident ass, dass d'Rentner um Revenu national participéiere sollen, dann ass et gradesou evident, dass ee muss kucken, dass ee gewëssen Équiliber besteet tëschent de Revenuë vun de Rentner an deene vun de Salariéen.

Derbäi ass nach ze soen, dass de Rentenajustement op den 1. Januar 2013 net ausbezuelt gëtt, mä dass en nees ab dem 1. Januar 2014 - virausgesat dat neit Gesetz vun de Renten, esou wéi et déposéiert ass - erëm géif spillen, an dass duerfir och déi Fro, déi oft gestallt gëtt: „Wéi laang geschitt dann elo näischt?", dass dat da just Leit kënne sinn, déi de Projet de loi vun de Renten net gelies hunn.

Mir dierfen och an dësem Kontext net vergiessen, dass d'Regierung de leschten Dezember och eng Rei vu Moossname geholl huet, dont d'Moduléierung vum Index. D'Leit hunn zréckbehalen, dass se just nach eng Indextranche d'Joer géife kréien. De Fait, dass mir als eenzegt Land an enger Krisenzäit duerch dës Décisioun de Leit bis 2014 eng Indextranche garantéiert hunn an domadder hir Kafkraaft ofgeséchert hunn, dovunner gëtt net geschwat. D'Pensioune sinn och indexéiert, hir Kafkraaft ass esou wéi d'Kafkraaft vum Salariat bis 2014 ofgeséchert.

Des Weidere wëll ech hei ënnersträichen, dass mir begréissen, dass de Mindestloun op den 1. Januar 2013 wäert ugepasst ginn.

An dësem Kontext muss een och den neien Accord tëschent der Regierung an der CGFP begréissen an hinne félicitéieren, eng Eenegung am Gudde fonnt ze hunn, déi vun de Leit dobaussen an och heibannen akzeptéiert gouf. Dësen Accord ännert net vill um Inhalt vun deenen Accorden, dem Gehälteraccord an der Gehälterreform, déi d'lescht Joer am Juli ofgeschloss goufen. Mä et gesäit een awer eng nei Zäitschinn vir. No den Accordë vum leschte Joer wier d'Gehälterreform schonn dëst Joer operationell gewiescht an d'Statsbeamten hätten dëst Joer eng Prime kritt an duerno eng linear Augmentatioun.

D'Gehälterreform ass vun der CGFP am Hierscht a Fro gestallt ginn. D'CGFP, déi net méi mat all Detail averstane war, hat d'Procédure de conciliation lancéiert. An der Tëschenzäit huet sech awer déi wirtschaftlech Situatioun weltwäit, net nëmmen hei bei eis, esou verschlechtert, dass et schwéier ze vermëttele gewiescht wier, wann dëst Joer, nodeems esou vill vu Spuere geschwat ginn ass, d'Fonction publique eppes bäikritt hätt an déi aner net.

D'Moossname vu béiden Accordë sinn alleguerten no hanne geréckelt ginn. D'Gehälterreform trëtt den 1. Januar 2014 a Kraaft, méi spéit wéi geplangt. Ech kann domadder liewen, och wa mir léiwer gehat hätten, dass déi wéi geplangt ëmgesat gi wier. D'Prime unique gëtt mat der Pai vum August 2014 ausbezuelt an den 1. Januar 2015 trëtt de Gehälteraccord a Kraaft, wat notamment déi linear Augmentatioun ugeet.

Mat dësem neien Accord dréit och d'Fonction publique hir Kontributioun zur Bewältegung vun der Kris, an et ass net näischt, während praktesch enger ganzer Legislaturperiod Nullronnen ze akzeptéieren. Ech muss soen: Chapeau fir d'CGFP a Chapeau fir déi zoustänneg Regierungsmemberen!

Zur Reform selwer vun der Fonction publique wëll ech just nach ervirhiewen, dass de Conseil ufanks Mäerz d'Prioritéite vun der Kommissioun am Kader vum Wuesstumspabeier 2012 iwwerholl huet, an dëse Pabeier zielt fir 2012 fënnef Prioritéiten op. Eng dovunner bezitt sech op d'Moderniséierung vun de Verwaltungen. D'Reform, déi eng Revalorisatioun vun deene verschiddene Carrièren, d'Aféierung vum Bachelor-Diplom wéi och d'Aféiere vun der Gestion par objectifs, mam Zil, d'Effizienz vun den öffentleche Verwaltungen nach méi ze förderen, virgesäit, dréit dëser Prioritéit Rechnung.

E Land kann nëmme gutt fonctionnéieren, sech dobausse gutt verkafen a positionéieren, sech den Erausfuerderunge vun haut a vu muer stellen, wann et sech op eng effikass, effizient a modern Verwaltung ka verloossen. D'Reform vun der Fonction publique muss kommen, an déi Bereetschaft ass do an dat ass gutt esou.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Regierung huet och um Niveau vun de Sozialtransferten am wäitgehendste Sënn geplangt, de System vum Chèque-service ze adaptéieren. De Käschtepunkt vun der Kannerbetreiung ass explosiounsaarteg an de leschte Joren an d'Luucht gaangen. D'Chèques-services hunn et mat sech bruecht, dass fir vill Leit d'Kannerbetreiung abordabel ginn ass, dass d'Ausübe vun engem Beruff fir béid Eltere sech rentéiert.

Dat muss och esou bleiwen, well wann de Käschtepunkt vun der Kannerbetreiung ze vill grouss gëtt, da besteet de Risque, dass Eltere manner op den Aarbechtsmarché ginn oder do bleiwen, an dëst wier net nëmmen net kompatibel mat eisen internationalen Engagementer, mä dëst hätt och negativ Konsequenze fir eist Land, wa manner qualifizéiert Männer a virun allem Fraen der Ekonomie zur Dispositioun stinn.

Éier een op dësem Gebitt de roude Stëft usetzt, wier et eng Kéier gutt, de System ze kontrolléieren. Et gëtt jo de Moment am Familljeministère - mä hei loossen ech awer och den Éducatiounsministère net aus senger Verantwortung eraus - doriwwer nogeduecht, méi Mindeststandarde bei der Qualitéit an der Garde kënnen anzeféieren. Konventionéiert a privat kann och an Zukunft nëmmen zesumme fonctionnéieren, och wann d'Konditiounen heiansdo ganz anerer sinn.

Bis ewell hu mir an der Betreiung vun eise Kanner virun allem d'Kanner net aus den Ae verluer a sollten dat och net maachen, well do dréit et sech ëm d'Zukunft vun eisem Land, well eis Kanner sinn eist gréisste Gutt, wat mer hunn. Qualitéit an der Betreiung heescht awer net, dass alles ëmmer méi deier muss sinn oder ginn. Och hei misst de gesonde Mënscheverstand iwwerhandbehalen.

Wat awer op kee Fall ka sinn: dass tëschent privater a konventionéierter Betreiung Diskrepanz besteet. An ech soen hei kloer „Kannerbetreiung" an net „Kannerversuergung". De Stat muss sech hei senger Roll als Garant vun der Qualitéit bewosst sinn a bleiwen. Grad wann ee weess, dass de Wandel vun eiser Gesellschaft mat all deenen ënnerschiddleche Familljekompositiounen d'Saach net méi einfach mécht, gëtt dëst ëmsou méi eng Prioritéit.

Et ass awer och richteg, dass d'Ausmooss vun de Prestatiounen, dass d'Käschten an dësem Beräich explodéieren, an dëst an enger Zäit, wou manner Suen do sinn. Dann ass et fir eis Zäit, dass ee sech seriö Gedanken iwwert d'Ausriichtung vun der Politik a Saache Kannerbetreiung mécht: Wéi soll dës Kannerbetreiung an Zukunft ausgesinn? Wie soll se maachen? Wie soll se finanzéieren?

Bei engem rezenten Débat hei iwwert de Profil vum Enseignant ass gesot ginn, dass mir eis fréier oder spéider mat der Iddi „Ganzdagsbetreiung" an der Schoul wäerte missen ofginn. Ass elo dës Ausso éischter aus engem pädagogesche Grond eraus formuléiert ginn, esou gëtt et awer och ganz sécher finanz- an organisatiounstechnesch Grënn.

An Zukunft wäert d'Koordinatioun tëschent der Schoul an de Maison-relaisen ëmmer méi an de Vierdergrond kommen. Dat ass souwisou d'Conditio sine qua non vun engem gesamtheetleche Betreiungskonzept, deen à la longue finanzéierbar ass. Wann d'Koordinatioun a verschiddene Gemenge gutt fonctionnéiert, fonctionnéiert se net iwwerall. Mir brauchen allgemeng Rahmebedéngungen, déi sech souwuel op der ieweschter Spëtzt vum Land wéi och am déiwe Süden d'selwecht applizéieren.

A wa mir vum Ausmooss vun de Familljenzoulage schwätzen am Hibléck op déi sozial Selektivitéit, dann dränge sech gewësse Froen op, déi mat der Ausriichtung vun der Familljepolitik ze dinn hunn. Wann et fir eis evident ass, dass d'Ënnerstëtzung vun de Familljen eng Prioritéit ass a bleiwe soll, heescht dat, dass mir weiderhin all Famill, ouni ze differenzéieren, weider gläich behandelen oder gläich ënnerstëtzen? Musse mir net vill méi selektiv ginn? Ouni elo wëllen all Froen ze stellen, muss d'Ausriichtung vun der Politik, der Familljepolitik au sens large, wat d'Kannerbetreiung ubelaangt, nei definéiert ginn, wie wat kritt. Och hänkt dat vun de Revenuen of.

A wa mer schonn derbäi sinn, kann ee sech och d'Fro stellen, ob et net un der Zäit wier, fir iwwer strukturell Reformen um steierleche Plang nozedenken. Ass e System, dee steierlech Avantagen un d'Bestietnis koppelt, nach zäitgeméiss? Sollten dës Avantagen net un d'Kanner gekoppelt ginn? Dës Fro ass berechtegt, wann ee sech de Wandel vun der Gesellschaft a virun allem vu Familljeliewen a -form virun Aen hält.

Den Accord an der Fonction publique mécht et scho vir bei den Allocations de chef de famille. Firwat soll net d'Famill mat de Kanner den Ausgangspunkt sinn op de Steieren? Mä et ass jo eng Resolutioun hei ugeholl gi gewiescht, wou mer gesot hunn, mir géifen eng Kéier alles dat am steierlechen Aspekt kucken, an dat hei si vläicht Iddien, fir deen Débat dann och unzekuerbelen.

De Spuerpak, deen d'Regierung ficeléiert huet, gesäit och aner Moossname vir. Nieft dëse Moossname gëtt et nach eng Rei vu Beräicher, wou ee kéint Sue spueren. D'Moossnamen, vun deene mir haut schwätzen, sollen am Budget fir 2013 fléissen. Si ginn awer net duer. D'nächst Joer muss weider gespuert ginn, an d'Joer drop mat ganz grousser Wahrscheinlechkeet och.

Dowéinst sinn, wéi ech dat och schonn ervirgehuewen hunn, nieft Konsolidéierungsmoossname strukturell Reformen unabdingbar, wéi och d'Festleeë vu Prioritéiten. An dat muss de Fall sinn. Mir kënnen eis net weider erlaben, de Kapp an de Sand ze stiechen an ze maachen, wéi wann elo alles Méigleches scho gemaach wier.

Et geet net duer, wéi eng Rei vun de Kolleegen och hei am Haus mengen, dass d'Steiererhéijungen dat Ganzt schonn erëm an den Équiliber géife bréngen. Mir brauche Strukturreformen, an zwar net eréischt an e puer Joer, mä elo. Och geet et net duer, einfach op d'Regierung a virun allem de Finanzminister ze klappen, wann deen emol mat neien Iddië kënnt. Ze mengen, wann d'CSV an der Oppositioun wier, dat wier d'Rettung vum Land, dat ass mer awer e bësse bëlleg!

Här President...

(Interruption et hilarité)

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, eng vun de Prioritéiten ass a bleift an eisen Aen d'Éducatioun vun eise Kanner. Eis Schoul produzéiert nach ëmmer vill ze vill Schoulofbriecher. Ech benotzen hei bewosst d'Verb „produzéieren", well ee vun den Haaptgrënn, firwat esou vill Jonker zu Lëtzebuerg fréizäiteg vun der Schoul ginn ouni Diplom oder adequat Formatioun, huet mam schoulesche Mësserfolleg ze dinn. Wann d'Kanner permanent duerchfalen, kënnt iergendwéini e Moment, wou se keng Loscht méi hunn, weider an d'Schoul ze goen.

Mir mussen et fäerdegbréngen, d'Schoul an de Schoulsystem esou ze gestalten, dass all Kand d'Méiglechkeet kritt, säi ganzt Potenzial u Capacitéiten ze entfalen, ouni dass mir e System kréien, deen duerch eng Nivelléierung no ënne gekennzeechent ass.

Eng Rei vu Reforme sinn 2009 - zum Beispill de Fondamental an d'Formation professionnelle - gestëmmt an an d'Wee geleet ginn. E Bilan soll fir de Fondamental Enn dës Joers gemaach ginn. Mir hätte léiwer gehat, dass dat méi fréi komm wier, notamment am Hibléck op déi problematesch Ëmsetzung vun deenen zwou Reformen, déi ech uewen ernimmt hunn an déi elo net méi esou séier solle kommen.

Den Dépôt, do wier et och wichteg gewiescht, wa mer déi Analys gehat hätte virum Dépôt vum Gesetz iwwert de Secondaire. D'Décisioun vun der Ministesch, ofzewaarde bis d'nächst Fréijoer, weider Échangen ze féieren, ass ze begréissen, well bis dohinner läit dann och déi Analys vun deene Reforme vir. Ech denken, dass de Bilan eng Rei vu wäertvolle Konklusioune wäert beinhalten, déi onbedéngt an d'Reform vum Secondaire wäerten afléissen, esou dass dat eng gutt an eng richteg Décisioun war, den Dépôt vum Projet no hannen ze réckelen.

Vun der Reform an der Schoul hänkt villes of, als Alleréischt dat individuellt Schicksal vun all Kand a Jugendlechen, deenen eist Land net egal ka sinn, mä och d'Schicksal vun eisem Land. Mir brauche méi wéi jee gutt qualifizéiert Leit. D'Wëssensgesellschaft stellt eng Rei vun Erausfuerderungen, y compris a virun allem un d'Schoul.

Et geet hautzudags net méi duer, just Fachkenntnisser ze hunn an e Beruff ze meeschteren. Et ass haut onerlässlech, och iwwert déi néideg Kompetenzen ze verfügen, déi et erlaben, sech un den ekonomeschen, technologeschen a gesellschaftleche Wandel ze adaptéieren. D'Experte schwätzen oft vun enger Crise de l'employabilité. Et gëtt vill Leit, déi am Chômage sinn, et gëtt der net genuch, déi qualifizéiert sinn: eng paradox Situatioun, déi genee déi erëmspigelt, déi mir hei zu Lëtzebuerg kennen.

D'Pénurie vun den Talenter huet ekonomesch Auswierkungen. Mir brauche just an der ITC-Branche kucken ze goen, wéi vill Lëtzebuerger do sëtzen. Net vill. Wa mir wëlle weider federführend an deem Beräich sinn, geet dat just, wa mir och dat néidegt qualifizéiert Personal hunn. Fir de Moment gi mir eist qualifizéiert Personal an deem Beräich an d'Groussregioun sichen, mä wéi laang nach? Fréier oder spéider wäerte mir op Leit zréckgräife mussen, déi vu vill méi wäit hierkommen, an dat wäert deemno aner Integratiounsproblemer stellen.

An et huet net ëmmer alles just mat de gudde Paien am öffentleche Secteur ze dinn, wann d'Lëtzebuerger Privatbetriber Problemer hunn, fir Résidenten anzestellen. Manner wéi d'Halschent vun de Kanner, déi eise Schoulsystem verloossen, hunn e Premièresexamen oder en equivalente Schoulofschloss. A just en Drëttel vun deene maachen en Unisofschloss oder en equivalenten Ofschloss.

D'Reformen, déi ageleet si respektiv déi ageleet wäerte ginn, sinn also net vu Muttwëll. Et bleift, dass nach munches net esou leeft, wéi et soll lafen, an dass gekuckt misst ginn, dat ze behiewen, éier mer deen nächste Schrëtt aleeden.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir begréissen, dass d'Wunnengs-, d'Wunnpolitik e grousse Bestanddeel vun der Ried zur Lag vun der Natioun vum Premier war. Wunnen zu Lëtzebuerg nämlech gëtt ëmmer méi deier, stellt fir ëmmer méi Leit e gréissere Problem duer.

An deene leschte sechs bis siwe Joer ass de Präis vun den Haiser ëm 22% an d'Luucht gaangen, dee vun den Appartementer ëm bal 28%. An d'Präisser ginn net nëmmen am Ballungszentrum Stad a ronderëm erop. Dës Evolutioun huet gréisstendeels domadder ze dinn, dass d'Demande méi grouss ass wéi d'Offer. Et ass dowéinst wichteg, dass weider am Wunnengsbau investéiert gëtt. Méi Wunnenge bedeit nämlech à terme och manner Pressioun um Immobiliëmarché a wäert och eng gewësse Regulatioun vun de Präisser mat sech bréngen.

Am Kader vum Pacte Logement hu sech ëmmerhin 98 Gemengen ënner verschiddene Konditioune verflicht, ronn 52.000 Wunnengen ze schafen. Dovu si scho 7.300 Wunnenge fäerdeg, eng 24.000 sinn amgaang gebaut ze gi respektiv d'Prozedur leeft hei schonn an eng 21.000 Wunnenge sinn nach an der Planificatioun.

Dernieft sollen nach 17.700 Wunnengen iwwer sougenannte Projets d'envergure a 4.000 am Kader vu grousse Projeten, wéi zum Beispill op de Frichë vu Wolz oder am Kader vun der Nordstad, realiséiert ginn. Am Kader vum Plan sectoriel «Logement» sollen och nach weider 18.000 Wunnengen iwwert de Wee vun enger Densificatioun entstoen. Am Ganze mécht dat bal 90.000 Wunnengen aus fir ongeféier 218.000 Leit, wat scho beachtlech ass.

Deen néngte Bauprogramm vum subventionéierte Logement gesäit och dernieft de Bau vu ronn 9.000 Unitéiten, an dat fir e Montant vu 520 Milliounen Euro Subventioun vir.

Et gëtt och eng Rei vun Initiativen a Moossnamen, déi dorobber zilen, ze ënnerstëtzen déi Leit, déi méi schlecht dru sinn, wa se musse loune goen. Ech denken do un d'Agence immobilière sociale, déi ganz kloer en Instrument ass fir géint d'sozial Exklusioun virzegoen an déi d'lescht Joer, zumindest bis Mee 2011, 68 Wunnengen u sozial schwaach Familllje vermëttelt huet.

D'lescht Fréijoer ass och e Gesetzesentworf op den Instanzewee geschéckt ginn, deen als Moossnam d'Méiglechkeet virgesäit, Allocations de loyer net nëmmen un d'Leit, déi den RMG bezéien, auszebezuelen, mä och u Leit, déi duerch eng bestëmmte Situatioun am Liewen, wéi eng Trennung oder de Chômage, net méi kënnen hire Prêt vum Haus oder hire Loyer bezuelen.

Et bleift, dass dës Mesuren zäitlech begrenzt sinn. Et gëtt awer ëmmer méi Leit, déi sech eng Wunneng zu Lëtzebuerg absolut net leeschte kënnen. Fir déi och ze bezuelen, bei engem Loyer ze hëllefen, si ganz grouss Efforten.

Mir begréissen dowéinst d'Ukënnegung vun der Regierung, eng Loyerssubventioun anzeféieren, dee sougenannte Mietzuschuss.

D'Iddi vun der Aféierung vun engem Wunngeld, engem Mietzuschuss, ass net nei. Dës Iddi ass schonn an de 70er Joren eng Fuerderung vun de Gewerkschafte gewiescht an op ville Gewerkschaftskongresser gefuerdert ginn. A firwat solle mir elo net op dee Wee goen? Aner Länner hunn och esou eng Allocatioun. Et muss ee just oppassen, dass d'Aféierung vun engem Wunngeld net dozou féiert, dass d'Wunnengspräisser nach méi an d'Luucht ginn, soss verfeele mir komplett eist Zil. De Fait, dass net jiddwereen dës Subventioun kréie soll, dass se u bestëmmte Revenuskonditioune gebonne wäert sinn, kéint dëse Risiko ausklammeren.

Et bleift, dass dës Mesure fir de Moment eng ganz Rei vu Froen opwerft: Gëtt och bezuelt u Locatairë vu Sozialwunnengen? Wéi ass et mat de Studenten? Kréien och déi e Mietzuschuss? Ass eppes virgesi fir den eventuellen Double emploi mat anere Moossnamen? An esou weider.

Dat alles weist, wéi wichteg d'Ausféierungsbestëmmunge vun dësem Gesetz an dësen Ukënnegunge wäerte sinn.

Här President, de Premier huet zum Schluss vu senger Deklaratioun op d'Wichtegkeet vum Sozialdialog higewisen. Mir stinn zum Sozialdialog. Et ass en Instrument, dat sech bewährt huet an dat nach eng Zukunft huet. Mir hu just d'Impressioun, dass dat net méi vun all Acteur wouergeholl gëtt.

Mir vermëssen och de Fait, dass de Comité économique et social, dee soss ëmmer säin Avis virun der Déclaration de la nation (veuillez lire: Déclaration sur l'état de la nation) public gemaach huet, wat eng wesentlech Lecture war, wann ee virdru gekuckt huet, wéi dat ass, dass dës Traditioun net méi do ass. Ob dat um President oder de Presidente läit oder net, dat sief dohigestallt, mä op alle Fall ass et net gutt, dass dës Traditioun opgi ginn ass.

Läit et vläicht dorunner, dass déi Leit haut aner Tribünen hunn, fir hir Interessegruppen no baussen ze kommunizéieren? Et war awer ëmmer interessant, wann een direkt en Avis gehat huet, wou Regierung, Patronat a Salariat zesummen hir Positioun vun der Situatioun vum Land bekannt ginn hunn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, weder Austeritéit nach Carpe diem, oder besser gesot Spaassgesellschaft, esou stellen ech mer d'Zukunft vir an esou kéint se ausgesinn. De Spuerpak stellt deen éischte Schrëtt duer. Mä weider Schrëtter sinn néideg. Mir hunn nach Moyenen, Méiglechkeeten, Ressourcen, fir eist Land op Kurs ze halen, fir eist Land an e sécheren Hafe vun enger räsonabeler Croissance ze bréngen.

Mir solle se net vergeuden!

An dat ass den Appell u jiddwereen heibannen, mä och dobaussen.

Et geet am Moment ganz sécher net drëms, alles schwaarz an negativ duerzestellen, mä et soll een op der Basis vun enger realistescher Aschätzung vun der Situatioun - an dozou gehéiert nun och eemol haart ze soen, dass mir als Stat méi ausgi wéi mer erakréien - déi richteg Konklusiounen dann och zéien an domadder ophalen.

An do ass et wichteg, dass jiddweree mathëlleft. Do ass et wichteg, dass mer all zesummen heibannen déi Weeër sichen. Et ass net, dass alles, wat gutt ass, déi eng waren, an alles, wat schlecht ass, déi aner sinn.

Zesummen dat richteg maachen am Interessi vum Land, dat ass eis Aufgab, souwuel vun der Regierung wéi och vun der Chamber, an dat solle mir zesumme maachen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Spautz. Als nächste Riedner ass den Här Claude Meisch agedroen. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Meisch *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den État de la nation ass wéi all Joer d'Geleeënheet, de Bléck ze hiewen iwwert d'Problemer an awer och iwwert d'Potenzial vun eisem Land. Et ass d'Geleeënheet, fir iwwert déi grouss Linne vun der Politik ze schwätzen an doriwwer, ob mer mussen eng Rei vun Ajustementer virhuelen op gesellschaftlechem oder ökonomeschem Plang.

Et kann een haut natierlech net iwwert den Zoustand vun eisem Land reflektéieren, wann een net de Bléck nach e bësse méi wäit riicht an no bausse kuckt. An dann ass ee ganz schnell nees bei der Kris, bei der Finanzkris, well dee Finanzsecteur nach ëmmer fragile dosteet. Bei der Wirtschaftskris, well eenzel Länner wéi Däitschland zwar ganz gutt aus der Wirtschaftskris erauskomm sinn, anerer awer nach ëmmer, virun allem a Südeuropa, ganz déif an der Rezessioun stiechen. Bei der Scholdekris, well besonnesch no de Wahlen a Griichenland ee sech d'Fro muss stellen, ob déi vun Europa veruerdnet Spuerpolitik iwwerhaapt nach demokratesch ëmsetzbar ass.

Alles dat huet natierlech eng direkt Répercussioun och op d'Situatioun hei zu Lëtzebuerg. Wann déi südeuropäesch Länner vun hirem Spuerkurs ofkommen, wa se vläicht net méi am Euro ze hale sinn, dann huet dat natierlech direkt Auswierkungen op eis Engagementer am Kader vum Rettungsschierm oder vum Rettungsmechanismus. Dann huet dat eng direkt Auswierkung och op eis Finanzplaz. Dann huet dat eng direkt Auswierkung och op eis Exportindustrie.

Ech wëll drun erënneren, datt ech hei scho virun engem Joer eng konkret Wuesstumsstrategie fir Europa, fir Südeuropa virun allem gefuerdert hunn. Et ass evident, datt et nach zu villen an zu och schmäerzhaften Ëmstrukturéierungen an enger ganzer Rei vu Länner muss kommen. Gradesou kloer ass et awer, datt all Spuerronn d'Ekonomie riskéiert weider no ënnen ze drécken an domadder nees d'Noutwendegkeet vun der nächster Spuerronn grad méi grouss gëtt.

Ouni konkret Wuesstumsimpulser wäert Griichenland, wäert Spuenien, wäert Portugal guer net aus deem Misär do erauskommen. Ouni nei Perspektive fir d'Mënschen an deene Länner, wäerten déi noudwendeg Reforme scheiteren, well se demokratesch net méi wäerten ze droe sinn.

Hei muss Europa dréngend noleeën. Et kann net an eisem Interessi sinn, datt Südeuropa ofrutscht. Dat nämlech bedeit en definitiivt Scheitere vum europäesche Projet. Dat bedeit milliounefache soziale Misär. Dat bedeit politesch Onstabilitéit um südlleche Rand vun eisem Kontinent.

Dobäi geet et net drëms, e Choix ze treffen tëschent Spueren oder Wuessen. Ouni Konsolidéierung vun den öffentleche Finanze wäert en nohaltegt Wuessen net méiglech sinn. Allerdéngs si mer och net méi an der Situatioun, wou mer Milliounen an Abermillioune kënnen an öffentlech Konjunkturprogrammer pompelen. Villméi geet et drëms, duerch intelligent strukturell Reformen d'Vertrauen an d'Ekonomie nees ze stäerken. Nëmmen esou fanne Privatinvestisseuren, Privatentreprisen de Wee an déi betraffe Länner zréck a si bereet, do ze investéieren, nei Aarbechtsplazen ze schafen, nei Perspektive fir d'Bevölkerung do opzemaachen.

Zu Lëtzebuerg solle mir an dësem brisante Moment vun der europäescher Geschicht net esou maachen, wéi wann dee Stuerm do komplett un eis laanscht géif zéien, wéi wa mer nach ëmmer an den Zäite vun der Wirtschaftseuphorie géife liewen. Mir mussen déi europäesch, awer och déi national Realitéiten endlech unerkennen, fir richteg dorobber kënnen ze reagéieren.

Natierlech bréngt et eis net vill, ze vill pessimistesch ze sinn, just dat Negativt ze gesinn an et ëmmer erëm an d'Vitrine ze stellen. An ech si souguer do mam Lucien Lux d'accord, wann hien de Jacques Delors zitéiert, deen eigentlech awer och nëmmen de Ludwig Erhard zitéiert huet, wéi e gesot huet, datt 50% vun der Ekonomie eigentlech reng Psychologie ass.

Mä d'Mënsche loosse sech dach net vun engem einfachen Zweckoptimismus blenden. D'Mënsche gewanne keen neit Vertrauen an d'Zukunft, wann d'politesch Klass d'Problemer einfach ignoréiert a mécht, wéi wa sech einfach alles géif vum selwen arrangéieren.

Neit Vertraue gewannen d'Mënschen éischter, wa se gesinn, datt d'Problemer erkannt sinn, wann d'Politik drop reagéiert, couragéiert an awer och wueldoséiert Reformen ugeet.

Dann entsteet neit Vertrauen an d'Zukunft. Da sinn d'Mënsche bereet, och nees Geld auszeginn, ze investéieren, eppes ze riskéieren. Nëmmen an engem stabilen Ëmfeld fanne mir de Wee zum Wuesstum zréck. Jiddwereen, ob en an e Land wëllt wunne goen, ob en do wunnt schonn, jiddwereen, ob en an e Land wëllt e Betrib grënne goen oder ob e schonn e Betrib do huet, dee versteet natierlech, datt den Defizit vun haut, datt dat muer d'Scholde sinn, an d'Scholde vu muer, datt dat...

(Brouhaha)

M. le Président.- Ech bieden Iech nozelauschteren!

M. Claude Meisch *(DP)*.- Merci, Här President.

...datt dat d'Steiererhéijunge vun iwwermuer wäerte sinn. An esou Situatiounen, jo, do wäerten d'Bierger virsiichteg sinn, do wäerte se de Portmonni éischter an der Täsch loossen, an esou Situatioune wäerten d'Entreprisen éischter weiderhin zécken, fir ze investéieren.

Dës Debatt ass duerfir an eisen Aen och net den Zäitpunkt, fir iwwer Zuelen an iwwert déi verschidde Previsiounen ze streiden. Et gëtt der awer, ganz besonnesch erëm nees déi lescht Wochen a Méint, déi aus de politesche Kreesser, aus de Gewerkschaftskreesser an och aus de Medië sech ganz besonnesch iwwert d'Previsiounen ënnerhalen hunn a gestridden hunn, ob déi dann elo stëmmen oder net. Déi Diskussioune kann ee mengetwege féieren: ob mer dann elo 2012 éischter stagnéieren oder an eng Rezessioun ofrëtschen, ob de Budgetsdefizit dann elo knapp iwwer oder knapp ënner enger Milliard wäert leien. Dëst sinn awer Froen, déi um Wesentlechen näischt änneren!

Fakt ass nämlech, datt de Budget am Zentralstat vir an hannen net méi opgeet. Fakt ass, datt souguer no dësem Spuerpak, deen d'Regierung hei op den Dësch geluecht huet, mer déi nächst Joren an der Moyenne awer eng Milliard Euro wäerte musse léine goen. Fakt ass, datt mer schonn zënter Laangem wëssen, datt d'Käschten explodéieren duerch eng ganz Rei vun Automatismen an eise Systemer, wéi se momentan fonctionnéieren. Fakt ass, datt mer haut scho wëssen, datt eng Rei vu Recetten an Zukunft wäerten ewechbriechen, an et sinn net déi mannsten!

Fakt ass, datt ëmmer manner Industriebetriber hir Zukunft nach hei zu Lëtzebuerg gesinn.

Fakt ass, datt och Sozialpläng op der Finanzplaz keng Ausnahm méi sinn.

Fakt ass, datt de Chômage op e Rekordniveau vu wäit iwwer 15.000 Leit, vu wäit iwwer 15.000 Leit hei am Land geklommen ass, plus nach eng Kéier all déi, déi a Beschäftegungsmesuren derbäi sinn, plus nach eng Kéier all déi, déi hir Plaz verluer hunn an net hei an d'Statistik falen, well se am Grenzgebitt wunnen, a plus nach all déi, déi desillusionéiert hei scho guer net méi op d'ADEM pilgeren, well se wëssen, datt se do och net vill gehollef kréien.

Fakt ass och, datt e Véirel vun deene Leit, déi op der Sich sinn no enger Aarbecht, ënner 30 Joer hunn an datt si natierlech ganz besonnesch kaum Perspektive fir hir weider berufflech Carrière wäerte gesinn.

Fakt ass och, datt mer nach en enormen Investitiounsbedarf hunn, sief et am Mobilitéitsberäich, sief et an der Bildung, fir do eis Infrastrukturen un de Bedarf vun haut a vu muer unzepassen.

Wann een iwwert de Wourechtsgehalt vun eenzelne Prognose sécherlech nach ka streiden - an ech liesen an ech héieren, datt eenzel Leit dat nach ganz gäre maachen -, esou kann een iwwert dës Fakten awer net streiden, well dat si Fakten, déi stëmmen, a mir bedaueren dat.

Duerfir kommt, mir streiden net weider iwwert déi dote Prognosen, mä kommt, mir schwätzen iwwert déi Problemer, déi mer hunn - an déi mer noweislech hunn -, a kommt, mir probéieren, Léisungen dorobber ze fannen!

An do fält engem fir d'Alleréischt eppes op, wann een op d'Sich geet no deene Léisungen. Et fält op, datt eiser Ekonomie an deene vergaangene Joren - emol eng Kéier méi oder eng Kéier manner - e stramme Wand an d'Gesiicht geblosen huet, dat stëmmt, mä datt d'Problemer, déi mer haut hunn, eigentlech och d'Problemer scho waren, éier mer déi Wirtschaftskris do erlieft hunn.

Zënter 2006 diskutéiere mer eigentlech iwwert déiselwecht Problemer hei am Land. Reforme sinn zwar gemaach ginn, Reformen, déi souguer heiansdo als Jorhonnertreformen an d'Vitrine gestallt gi sinn, mä Reformen, déi, wann een d'Resultat gesäit, anscheinend de Pabeier awer net wäert waren, op deem se geschriwwe waren, respektiv déi ganz einfach hiert Zil verfeelt hunn.

Wat bréngt et, wann den Aarbechtsminister elo nach eng Kéier, fir d'x-te Kéier, e Programm annoncéiert géint de Jugendchômage? Wat änert dat fir e jonke Mënsch, wou kritt hie wierklech nei Perspektiven, wann d'ADEM reforméiert gëtt, mä d'Aarbechtsmaartpolitik ronderëm awer déiselwecht bleift?

Wat hëllefe Schoulreformen, wa se d'Elteren an d'Veronsécherung an d'Enseignanten op d'Strooss dreiwen? Wat hëllefe Schoulreformen, wann et do méi ëm Schoulstruktur wéi ëm Schoulhale geet?

Bei där klengster Reform, do ginn Ziler definéiert, mä kuckt jee een, ob mer déi Ziler do och wierklech erreechen? Si mer wierklech bereet, vun Zäit zu Zäit emol analyséieren ze goen an och nozebesseren?

Schonn 2005 huet den heitege Finanzminister Luc Frieden gewarnt an d'Problemer opgezielt. Ech hu virun e puer Wochen hei nach e kënnen eng Kéier zitéieren aus enger Budgetsried fir de Budget 2006. Et waren deemools déiselwecht Problemer wéi déi, déi sech haut stellen, an dat sinn elo awer scho siwe Joer hier! Ech mengen, dat ass dee beschte Bewäis, datt déi Rezepter vun der Regierung, déi mer och haut nach eng Kéier opgewiermt kréien, wierklech hir Wierkung verfeelt hunn.

Et geet mer hei net, Dir Dammen an Dir Hären, ëm eng platt Kritik un der Majoritéit, un der Regierung. Et geet mer virun allem ëm eppes, nämlech datt mer erkennen an datt mer verstinn an datt mer akzeptéieren, datt e groussen Deel vun deene Problemer, déi mer hunn, hausgemaach sinn, datt se net nëmmen d'Suite si vun der Finanz-, der Wirtschafts- an der Scholdekris, mä datt mer déi Problemer do dann och eng Kéier mussen ugoen an datt mer sollen ophalen ze hoffen, datt, wann déi international ekonomesch Situatioun sech géif besseren, d'Situatioun hei zu Lëtzebuerg sech automatesch nees mat géif méi schéin zeechnen.

Mir hate scho virun der Finanzkris déi strukturell Problemer, ëm déi et hei geet, a meng Fraktioun huet méi wéi eng Kéier virun der Finanzkris a ganz besonnesch awer och an deene leschte Joren ëmmer nees drop higewisen, wou een eiser Meenung no kéint usetzen. Deemools krute mer ganz oft geäntwert: „Jo, dat dote si mer amgaang ze maachen", oder: „Sou wéi Dir lech dat dote virstellt, esou geet dat net."

Haut allerdéngs sinn d'Problemer vill méi grouss wéi deemools. Well virun der Finanzkris am Joer 2006, do hu mer vun Defiziter geschwat vläicht, déi am Zentralstat bei e puer Honnert Millioune géife leien, haut schwätze mer am Zentralstat vun engem Defizit vun 1,5 Milliarden Euro pro Joer. Entweder sinn all déi Reformen do, déi an deene vergaangene Jore soi-disant gemaach goufen, keng wierklech Reforme gewiescht, oder si hunn hir Wierkung verfeelt.

Wann een an deene vergaangene Joren hei op dëser Plaz emol heiansdo dann dorobber higewisen huet, dann ass ee sech scho virkomm wéi den „einsamer Rufer" an der Wüst. Well soulaang, wéi déi finanziell Situatioun et dann iergendwéi erlaabt huet, ass weidergefuer ginn, wéi wann dann näischt kéint geschéien, an der

Hoffnung, datt déi weltwäit Konjunktur eis Problemer géif vum selwe léisen. A soubal d'Wolleken iwwer Lëtzebuerg dann net méi schwaarz waren, mä nach just däischtergro, dunn ass eigentlech vun der Majoritéit de Krunn vun den Ausgaben nees däitlech opgedréit ginn.

Geféierlech Propheten a virun allem déi aus dem Majoritéitslager hunn da scho Mëtt 2011 annoncéiert, datt d'Kris eriwwer wär. Nun, haut erkenne mer, datt se riskéiert, fir Lëtzebuerg eréischt richteg unzegoen.

Mir waren dann an enger Stëmmung, wou d'Land och bereet war, e klengen Effort ze maachen. Dat war dann d'Aféierung zum Beispill vun der Krisesteier, déi am Januar 2011 agefouert ginn ass. Mä et war d'Majoritéit selwer, déi kuerz drop, sechs Méint méi spéit, décidéiert huet, déi Krisesteier do nees ofzeschafen. Dräi Méint nodeems se dann ofgeschaf war, ass driwwer diskutéiert ginn, ob se dann elo erëm soll agefouert ginn. Si gëtt zwar elo net agefouert, si kënnt awer just erëm, nämlech an engem anere Mäntelchen, nämlech an deem vun der Erhéijung vun der Solidaritéitssteier.

A wann ech virdru vu Vertraue geschwat hunn, wann ech virdru vu Psychologie geschwat hunn: Mengt Der wierklech, Dir géift de Leit hei am Land Vertraue maachen, mengt Der wierklech, Dir géift de Betriber hei am Land Vertraue maache mat esou engem Hin an Hier, mat esou engem Zickzack, dee mer zum Beispill an deem Cours do vun der Krisesteier gefuer sinn? Ech mengen net!

Mir erënneren eis dann och nach un den Dag, wou moies de Finanzminister op enger Pressekonferenz dem Land fir d'x-te Kéier erklärt huet, datt et schlecht geet, datt mer de Rimm musse méi enk schnallen an datt ee muss spueren, an deeselwechten Dag am fréien Nomëtteg d'Madame Modert an den Här Biltgen virun déiselwecht Press trieden an annoncéieren, datt déi Beschäftegt an der Fonction publique 2012 wäerten eng eemoleg Prime ausbezuelt kréien an 2013 eng linéaire Augmentatioun vun 2,2% wäerte versprach kréien.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- War dat net kuerz virun de Gemengerotswahlen?

M. Claude Meisch *(DP).*- Dat ka vum Timing hier, Här Gibéryen, esou opgoen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Aha, ech mengen, aha!

M. Claude Meisch *(DP).*- Et war virun allem awer nodeems d'Chamber hei ganz kloer gesot huet, mat enger écrasanter Majoritéit gesot huet, souwuel aus dem Lager vun der Regierung wéi och aus dem Lager vun der Oppositioun, datt et an deenen Zäite vun haut eigentlech misst selbstverständlech sinn, datt een eng Nullronn géif fueren an der Fonction publique, bis een dann d'Statsfinanzen nees sanéiert hätt.

An ech kann eigentlech net verstoen, Dir Dammen an Dir Hären, datt de Premierminister gëschter hei seng Regierungsmembere lueft fir dat gutt Agéieren do an dat gutt Verhandele mat der Fonction publique. Well wat ass dann elo dobäi erauskomm? Et ass jo net, wéi wann do Asiicht elo géif herrschen a wéi wann dee Projet do zréckgezu wär. Neen, en ass vertagt ginn, an d'Regierung riskéiert awer hei, ganz genau deeselwechte Feeler ze maachen.

Well wéini kommen elo déi linéaire Augmentatiounen an der Fonction publique? Dat ass fir d'Joer 2015. An d'Joer 2015, wann ech dem Finanzminister seng eege Prognose fir d'Joer 2015 liesen, wäert den Zentralstat nach ëmmer en Defizit vun 1,2 Milliarde maachen. Mir verspriechen also nach ëmmer, do Geld auszeginn, wou mer keent hunn. Ech menge wierklech, hei hu mer net aus der Situatioun geléiert. Mir waren net bereet, eppes bäizeléieren.

An natierlech sinn déi strukturell Veränneren an der Fonction publique da gläichzäiteg mat verlagert ginn op d'Joer 2015, also net méi innerhalb vun dëser Legislaturperiod, obschonn dat jo an esou munchem Wahlprogramm awer alles ugekënnegt war an eigentlech dann hätt dës Legislaturperiod och misse kommen.

An eppes, Här President, verstinn ech awer och net esou richteg. Op där enger Säit seet de Finanzminister: „Mir spuere mam Verréckele vun deem Accord salarial do e Montant d'nächst Joer vu 55 Milliounen Euro." Éischtens emol muss ee sech froen: Wär dat dann iwwerhaapt gespuert? Well déi Dépense hu mer jo haut net, mir maache se d'nächst Joer net, dann ass fir mech nach ëmmer kee Spuereffet ze erkennen.

An op där anerer Säit héieren ech awer da gëschter hei de Statsminister nach eng Kéier widderhuelen - an dat, wat de Minister vun der Fonction publique, de Fränz Biltgen, awer och x-mol hei erkläert huet -, datt déi ganz Reform do opkommensneutral wär, datt dat, wat dat am Accord salarial an an de strukturelle Reformen an der Fonction publique méi géif kaschten, op därselwechter Säit erëm géif agespuert ginn.

Mä béides ass jo awer elo verréckelt gi bis 2015. Wéi spuere mer dann elo, Dir Dammen an Dir Hären, déi 55 Milliounen? Dat muss awer emol wann ech gelift ee mir eng Kéier hei op enger Schifertafel erklären. Ech wär frou, dat kënnen nozevollzéien, wéi déi Finanzakrobatik dann do wierklech zustane kënnt.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Meisch *(DP).*- An ech wëll, Dir Dammen an Dir Hären, elo nach eppes kloer soen: D'Fonction publique, déi Leit, déi fir den öffentleche Secteur hei am Land schaffen, déi sinn net schold un deem dote Schlamassel. Et ass eenzeg an eleng d'Regierung, de Regierungschaos, deen an déi dote Situatioun eragefouert huet! An dat ass ze bedaueren.

An ech froen nach eng Kéier, Dir Dammen an Dir Hären, wann et ëm Vertraue geet, mengt Der, mat esou enger Politik wéi där doter géif nach een der Politik hei zu Lëtzebuerg trauen? Wann et ëm d'Psychologie geet, mengt Der dann, Dir kéint de Leit Courage maache mat esou enger Politik, mat esou engem Hin an Hier, mat esou enger Zuelenakrobatik, datt dat, wat hei zu Lëtzebuerg géif geschéien, datt dat op seriöe Féiss géif stoen? Ech menge wierklech net!

Et ass déi dote Politik dann och, déi zum Budgetslach gefouert huet. Well wat ass hei geschitt? An et ass e Paradebeispill eigentlech iwwer eng Rei vu Reformen aus de leschte Joren. Et sollt eng strukturell Reform gemaach ginn, déi vläicht net jiddwerengem gefall huet hei am Land, mä fir datt se da géif rëtschen, fir datt se da géif akzeptéiert ginn an engem Secteur, ass dann d'Scheckheft erausgeholl ginn an et ass gesot ginn: „Wat kascht se?" an „Okay, dann ënnerschreiwe mer en Accord salarial, da si mer zesumme mat deem engen an och mat deem aneren d'accord!".

Wann een esou Politik mécht, Dir Dammen an Dir Hären, da brauch ee sech net ze wonneren, wann een op eemol e Budgetslach vun 1,5 Milliarden Euro viru sech gesäit opgoen. Et ass dat den Defizit nämlech am Zentralstat. Et ass dat awer och den Defizit vun dëser CSV/LSAP-Regierung, enger Regierung, wou et an der Budgets- an an der Finanzpolitik awer wierklech driwwer an drënner geet, enger Regierung, déi amgaang ass, d'Geld scho vun där nächster Generatioun mat zwou Hänn auszeginn. Eng Regierung, déi all Kredibilitéit an der Finanzgestioun vun den öffentleche Finanzen hei am Land verluer huet!

Den État de la nation ass, wéi ech gesot hunn, net de Moment, fir iwwer Zuelen ze streiden, mä virun allem, an eisen Aen, fir iwwert d'Budgetsinhalter an d'Politikinhalter ze schwätzen. Allerdéngs huet d'Regierung an hirem Spuerpak drop verzicht, d'Politik inhaltlech nei auszeriichten. D'Regierung limitéiert sech dorobber, der Chamber an dem Land ze erklären, wéi vill Milliounen datt se hei wëllt aspueren an do vläicht Steiere wëllt erhéijen.

Dobäi schéngen d'Kritären, no deene se virgaange sinn, déi gewiescht ze sinn, datt se einfach - ouni hir Politik a Fro ze stellen! - méi Geld wëllen an d'Keess kréien. Dobäi schéngen awer och grad parteipolitesch Iwwerleeunge matgespillt ze hunn, op d'mannst gradesou staark - wann net méi staark -, wéi eng profund Analys vun der Situatioun et eigentlech hätt misse maachen.

D'Kritären, no deene mir als Demokratesch Partei dann déi dote Mesurë wëlle bewäerten, et sinn anerer, Dir Dammen an Dir Hären! Mir bewäerte se dorobber, awéiwäit se déi strukturell Problemer vun eisem Land léisen an eis erlaben, mat manner Geld eng besser Politik ze maachen. Ënnert dësem Gesiichtspunkt gëtt et da ganz däitlech, datt d'Regierung sech a ville Politikberäicher an eng Sakgaass eramanövréiert huet. An amplaz elo ze probéieren, d'Steier erëmzerappen, fir nees erauszekommen, probéiere se just, e bëssen de Fouss vum Gas ze huelen. Dat geet net duer!

Mat dem Spuerpak vun der Regierung erreeche mer dann einfach heiansdo och genau de Contraire vun deem, wat eigentlech momentan misst gemaach ginn. Ech ginn Iech, Dir Dammen an Dir Hären, eng Rei vu Beispiller.

D'Kannerbetreiung soll elo, wann och punktuell a sozial méi selektiv, nees méi deier ginn, obschonn et jo déi lescht Jore genau an déi aner Richtung gaangen ass. D'Betreiungsleeschtungen also gi méi deier. D'Geldleeschtungen allerdéngs, déi gi weider d'selwecht wéi virdrun - vill soen dann: mat der Strenz - verdeelt.

Leit, déi schaffen, déi zu zwee schaffen, déi mussen oft zu zwee schaffe goen, fir sech dann déi héich Wunnengsbaupräisser kënnen ze erlaben an déi ze finanzéieren. Déi ginn also hei och e Stéck méi belaascht.

Dir Dammen an Dir Hären, Dir wësst, wéi staark virun allem d'Kannerbetreiung eis als Demokratesch Partei um Häerz läit, well et do ëm déi Klengst geet a virun allem ëm hir Zukunftschancë geet, datt mer gären hätten, datt se gutt encadréiert si vun deenen éischte Joren un, datt se esou fréi wéi méiglech gefördert ginn, well dat, wat mer do haut an d'Kannerbetreiung investéieren, dat kënne mer op ville Plazen herno, sief et virun allem am soziale Beräich, duerch eng Rei vun „Reparaturprogrammer", wéi dat ofwäertend oft genannt gëtt, nees aspueren.

Ech hat eigentlech gemengt, datt och d'Regierung mëttlerweil op de Wee gaange wär - a virun allem d'Familljeministesch huet dat och déi eng oder déi aner Kéier emol esou annoncéiert -, datt een eben net méi wéilt Familljepolitik maache mat haaptsächlech Geldleeschtungen, mä datt et éischter Sachleeschtungen a virun allem eng qualitativ héichwäerteg Betreiung sollt sinn, déi hei soll ugebuede ginn.

Nun, de Spuerpak geet an déi aner Richtung. Mir wäerten also do definitiv mat där doter Regierung kee Politikwiessel zustane kréien.

D'Solidaritéitssteier gëtt dann eropgesat, an domadder finanzéiere mer dann déi ineffikass an ineffizient Chômagebekämpfungspolitik, déi déi Regierung hei zënter Jore mécht. Dat geet eis net duer, Dir Dammen an Dir Hären! Mir hätte gären eng Debatt iwwert den Inhalt vun der Aarbechtsmaartpolitik. Mir hätte gären eng Debatt iwwert d'Fro: Wéi kënne mer d'Leit méi staark aktivéieren? Mir hätte gären eng Debatt iwwer Weiderbildung, wéi mer d'Leit fit maache fir den éischten Aarbechtsmaart.

All déi Analysen, déi gemaach goufen, sämtlech Auditen iwwer eis Aarbechtsmaartpolitik aus de leschte Joren a Jorzéngten - an zulescht och nach eng Kéier d'Cour des Comptes - hu schwaarz op wäiss beluecht, datt eis Aarbechtsmaartmesuren ineffikass sinn. Allerdéngs wäert et dann och hei mat CSV an LSAP net zu engem politesche Wiessel kommen.

D'Betriber ginn dann elo generell méi besteiert. Ech muss awer soen, datt ech eigentlech gëschter an den Erklärunge vum Premierminister dozou e kloert Wuert och vermësst hunn. Et huet ee gemengt, dat wär eigentlech net méi Deel vum ganze Spuerpak. Ech huelen awer emol un, datt dat dann awer weider esou ass. Mä amplaz Wuesstum ze förderen, gëtt einfach elo blann Substanz aus de Betriber erausgeholl. Dat ass an eisen Aen och eng onselektiv Mesure, op déi doten Aart a Weis d'Betribsbesteierung hei zu Lëtzebuerg eropzesetzen.

Dobäi si mer eis eens, datt och d'Betriber hei zu Lëtzebuerg eng sozial Verantwortung hunn. Dobäi si mer eis eens, datt och d'Betriber mussen - an engem grousse Mooss souguer - zur Finanzéierung vun den öffentlechen Ausgabe bäidroen. Do hu mer absolut kee Problem domadder.

Mir hätten awer gären, datt dat méi differenzéiert gemaach gëtt an datt mer eng Reform och vun der Betribsbesteierung an Ugréff huelen, jo, déi Rücksicht hélt op d'Wuesstumspotenzial, dat awer do ass, déi Rücksicht hélt dorobber, datt an eenzelnen Domänen nach mussen Aarbechtsplaze geschaf ginn, déi Wuesstum an Aarbechtsplazen ebe fördert amplaz generell ze bremsen. Mä och do schéngen CSV an LSAP net bereet ze sinn, e politesche Wiessel anzegoen.

D'CAR-e-Primë ginn ofgeschaf. Ech wëll soen, datt dat an eisen Ae richteg ass. Mä mir hätten awer gären eng Debatt, déi misst driwwer gefouert ginn, wat fir eng Mesuren am Individualverkéier mer nach wie vor hunn an déi eigentlech den Auto nach ëmmer méi gënschteg maache par rapport zum öffentlechen Transport. An d'CAR-e-Prime ofzeschafen, dat ass jo keng Mesure, fir den öffentlechen Transport ze förderen. Et ass éischter eng blann Spuermesure. Also och do kënnt et net zu engem Politikwiessel mat Schwaarz a Rout.

Den Ajustement dann - oh, siehe da! - soll dann elo net ausbezuelt ginn. Wéi d'Demokratesch Partei virun zwee Joer hei de Courage hat, dat ze soen, datt mer virun allem a schwieregen Zäiten net kënnen nach eng Rei vu Leeschtungen, an dorënner dann och nach d'Pensiounen, erhéijen, dunn ass d'Majoritéit mat ech weess net wat iwwer eis gefuer. Op jidde Fall si mer do hefteg kritiséiert ginn.

Mir hunn och kritiséiert, datt am Reformprojet vum Minister Di Bartolomeo, dee jo, mengen ech, de Reformprojet vun der ganzer Regierung ass, virgesinn ass, datt déi Praxis vum Ajustement einfach emol déi nächst Jore géif weidergefouert ginn. Trotzdeem geet d'Regierung dann elo hin a seet: „Fir d'nächst Joer kënnt den Ajustement net." Mir vermëssen eigentlech och do, jo, eng Politik, déi aus engem Goss ass.

Hei läit e Reformprojet um Dësch, dee seet: „Mir maachen dat dote virun." Am éischte Joer kënne mer eis et awer schonn net méi leeschten. Ech mengen, datt d'Regierung gutt berode wär, do emol nach eng Kéier d'Käpp beieneen ze strecken an ze kucken, ob dat da wierklech richteg ass, fir den Ajustement an Zukunft iwwerhaapt nach bäizebehalen.

Mir mengen nämlech, datt mir mat där Reform mussen haut ufänken, an net muer. Mir mengen nämlech, datt mer eis et net kënnen erlaben, just nach ze waarden. Mir mengen nämlech, datt, wa mer waarden, da geet et herno net méi duer, just an de Speck anzeschneiden, mä da wäerte mer déif an d'Fleesch mussen aschneiden, wann dann eng Kéier spéiderhin d'Pensioune musse méi déif gräifend reforméiert ginn.

Duerfir fanne mer et ebe falsch, den heitege Rentner nach méi ze ginn, fir den zukünftege Rentner herno erëm méi mussen ewechzehuelen. Dat ass also mat eis och net ze maachen. A mer mierken dann och do awer, datt dës Majoritéit net zu engem Politikwiessel an deem doten Domän wëllt kommen.

A wat fir d'Pensioune gëllt, gëllt an eisen Ae jo och fir d'Fonction publique. Ech hunn et virdru gesot: Wa jiddweree muss e Stéck spueren a wa jiddweree riskéiert, méi Steieren ze bezuelen, da kann et net sinn, datt Eenzelner am Land nach bäikréien. Dat ass fir eis och eng Fro vum Zesummenhalt an engem klenge Land. An et ass fir eis och eng Fro vun der Kredibilitéit vun der Politik schlechthin.

Déi Mesuren, déi d'Regierung viru knapp zwou Wochen annoncéiert huet, déi ginn an eisen Aen dann och just duer, fir e bësse Geld beieneenzekréien, fir déiselwecht, fir déi falsch Politik nach eng Zäitche kënne weiderzefëieren. Duerfir ass dann och just iwwert d'Zuele geschwat ginn an net iwwert d'politesch Inhalter.

Mir hätten awer gären en Débat iwwert d'Politikziler an iwwert d'Politikinhalter, éier mer iwwer Zuele schwätzen. Et kann een de Patienten net einfach weiderhin eng Rei vu Pëlle verschreiwen, ouni datt et emol eng Kéier grëndlech ënnersicht gëtt. Dat ass dat, wat dës Regierung mam Patient Lëtzebuerg nämlech amgaangen ass ze maachen.

D'Demokratesch Partei huet dann an enger Rei vu Punkte wierklech en anert Verständnis. Wa mer d'Leit hei am Land wëlle vun noutwendege Reformen iwwerzeegen, dann, mengen ech, geet et net duer, dat an enger Kontabelslogik ze maachen. Dann, mengen ech, virun allem da musse mer kucken, datt et kloer gëtt, datt déi Politik do fair ass, datt déi Politik sécherlech Eenzelner méi belaascht, mä datt déi Politik dee méi belaascht, deen och där Laascht do ka standhalen.

Da musse mer awer och kucken, datt et kloer gëtt, datt d'Politik effizient ass. Wa jiddwereen e bësse méi muss ginn oder op eppes méi muss verzichten, dann ass et awer och wichteg kloerzemaachen, datt mat deem, wat en opgëtt, sënnvoll geschafft gëtt, datt dat Geld sënnvoll ugewannt gëtt, datt sënnvoll investéiert gëtt.

D'Demokratesch Partei huet awer och an engem anere Punkt en anert Verständnis. Nämlech si mer der Meenung, datt haut - 2012 - eigentlech déi ganz Wourecht op den Dësch gehéiert an datt een de Schnëtt esou ka maachen, datt ee seet: „Hei hu mer elo emol en éischte Spuerpak an d'nächst Joer an d'iwwernächst Joer, da kommen och nach eng Kéier Spuerpäck vun deemselwechte Volume." Mir wëssen awer haut nach guer net, wat doranner steet.

Well da fäerten ech, da geet et esou wéi dëst Joer. Et gëtt e bëssen hei gekraazt an et gëtt e bëssen do bäigesat, mä eng kloer politesch Linn wäert dee ganze Restrukturatiounsprogramm do net hunn. Duerfir, Här President, wäre mer frou, wa mer bis Enn dëst Joer konkret vun der Regierung och géife gesot kréien, wat dann d'Leit zu Lëtzebuerg hei fir 2014 a wat dann d'Leit hei zu Lëtzebuerg fir 2015 vun dëser Regierung kënnen erwaarden. Dat doten Tranche fir Tranche ze maachen, dat doten auserneenzerappen an all Joer just e klenge Schrëtt ze maachen, ouni emol ze wëssen, wat de Schrëtt dat nächst Joer dann ass, dat geet eis net duer an dëser Situatioun.

Da menge mer, datt mer awer eng Rei vu Problemer méi fundamental mussen upaken, wéi dës Regierung de Courage huet, dat ze maachen. An och do hu mer eigentlech en anert Verständnis. Mat ale Reflexer op nei Erausfuerderungen ze reagéieren, Dir Dammen an Dir Hären, dat klappt net. D'Aart a Weis, wéi mer haut zesummeliewen, d'Aart a Weis, wéi eis Gesellschaft strukturéiert ass, d'Aart a Weis, wéi mer eist Liewen haut gesinn, dat huet sech geännert, oft fundamental geännert par rap-

port zu der Aart a Weis, wéi dat nach virun nëmmen e puer Joer oder Jorzéngte war.

Ech mengen, datt duerfir och den Zäitpunkt komm ass, fir e bësse méi fundamental iwwert d'Ausriichtung vun enger Rei vu Politiken ze schwätzen. A vläicht och deen een oder deen anere politesche Choix kënnen ze maachen.

Op eemol soll e Screening gemaach ginn. En Term, mengen ech, dee vun der Stad Lëtzebuerg geprägt ginn ass. En Term, dee mir als Demokratesch Partei ganz vill verwennt hunn, wann et drëms gaangen ass, datt de Stat soll spueren. Ech hoffen awer, Här President, datt mer do datselwecht drënner verstinn.

An eisen Aen ass e Screening net nëmmen ze kucken, wéi vill Bicer datt kaaft ginn a wéi vill Reesen datt gemaach ginn, mä an eisen Ae mussen awer och sämtlech Politikberäicher gescreent ginn, fir erauszefannen, ob dann net op där enger oder op där anerer Plaz méi déif gräifend Reforme misste gemaach ginn, fir mat manner Geld herno op d'mannst datselwecht kënne fir d'Leit ze erreechen, datt Choixe gemaach ginn an enger ganzer Rei vu Politikberäicher.

E Choix zum Beispill, ob mir weider den Individualverkéier oder den öffentlechen Transport ënnerstëtzen. E Choix, ob mir de Kanner mat enger qualitativer Betreiung déi beschte Chancë ginn oder ob mer weiderhin hiren Eltere Geld verdeelen.

E Choix, ob mer am Klimaschutz weiderhi masseg Subventioune bezuelen oder iwwert de Wee vun enger Klimabank jiddwerengem seng Klimainvestitioune virfinanzéieren.

E Choix, ob mir Subventiounen op Dauer ausbezuelen oder no enger Zäit einfach, wou da gefördert ginn ass, soen: „Elo lafe se aus." An da fuerdere mer nämlech, da muss dat Verhale vun deem Eenzelnen, sief et e Bierger, sief et e Betrib, dann och per Gesetz agefuerdert ginn.

E Choix, ob mir am Wunnengsbau weider ineffizient Milliounen a Millioune verdeelen oder endlech derfir suergen, datt genuch gebaut gëtt, fir datt domadder d'Wunne bezuelbar bleift.

Ech wëll do just eng Klammer opmaachen. Mir hate gëschter hei eng Rei vun neie Mesuren, déi annoncéiert gi sinn, déi vläicht al Mesurë sollen ersetzen. Dat war gëschter an der Deklaratioun nach net esou ganz kloer. Mä et mierkt een hei awer nach eng Kéier, datt d'Regierung eigentlech probéiert, mat Steiergelder erëm eng Kéier e Problem ze léisen, dee se aneschters net à même schéngt an de Grëff ze kréien.

E Choix, ob mer weiderhin Netaarbecht finanzéieren, amplaz Leit ze aktivéieren, weiderzebilden, fit ze maachen, fir datt se op eegene Féiss kënne stoen.

E Choix och, wann et ëm Steierpolitik geet. Erhéije mir hei oder do emol grad eng Steier an hoffen, datt et eng Rei vu Bevölkerungskategorien trëfft, déi dann net esou staark betraff si respektiv déi net direkt wäerten op d'Barrikade goen. Oder eng Steierpolitik, déi sech deenen heitege gesellschaftlechen, wirtschaftlechen an och soziale Realitéiten upasst.

Déi lescht méi déif gräifend Steierreform gouf jo eigentlech viru méi wéi 20 Joer hei an dësem Land gemaach. An zënterdeem huet dat Land sech awer a ganz ville Punkte geännert. Zënterdeem huet sech an der Aart a Weis, wéi d'Leit liewen, wéi d'Betriber fonctionnéieren, munches gedoen. Duerfir vläicht e puer Punkten, e puer Gedanken zu enger méiglecher Steierreform.

Un éischter Plaz sollen d'Steiere jo sécher Recetten, sécher Einnahme fir de Stat bedeiten. Momentan si mer awer an der Situatioun, datt mer sécher Dépensen hunn, a mer finanzéieren déi mat onséchere Recetten. Steieren an och Subventioune kënnen duerchaus e Lenkungscharakter hunn. Am Moment awer hu mer Fördermechanismen, déi dat eent a gläichzäiteg de Géigendeel förderen.

Wa mer soen, mir hätte gären d'Leit a Richtung vun erneierbaren Energien a vun der Energieeffizienz, jo, da misste mer eis jo eigentlech eens sinn, datt mer am Wuerekuerf vum Index d'Energiepräisser manner pondéréieren. Neen, mir maachen hei zu Lëtzebuerg béides.

Wa mer der Meenung sinn, datt mer den öffentlechen Transport weider solle förderen, da musse mer och kucken, iwwer wat fir eng Mechanisme mer haut eigentlech iwwerflëssegerweis dann och nach den Individualverkéier förderen. Well wann ee béides finanziell oder steierlech oder iwwer Subventioune fördert, dann huet ee finalement ganz vill Geld ausginn, an awer de Lenkungscharakter, deen hieft sech bekannterweis op.

D'Steiere sollen an eisen Aen och wuesstumsfrëndlech sinn. Déi nei Betribsbesteierung oder déi Erhéijung vun der Betribsbesteierung, déi d'Regierung wëllt virhuelen, ass et an eisen Aen net. D'Steiere sollen och sozial gerecht sinn a sech den heitege Liewensverhältnisser vun de Mënschen upassen.

Mir fannen, datt mer iwwer eng Rei vu Saachen do misste schwätzen. A souguer den Här Spautz huet eng Rei vun Ouverturë gemaach, wou mer gäre bereet sinn, mat doriwwer ze diskutéieren, nämlech ze kucken: Wéi fonctionnéiert eis Gesellschaft haut? A wéi fonctionnéiert eise Stat haut? A kucken, ob eng Rei vu steierlechen Traditiounen deem nach ugepasst sinn.

Mir si bereet, iwwert d'Steierklassen I an II ze diskutéieren, iwwert d'Individualiséierung vun der Akommesbesteierung. Mir si bereet, iwwer eng Rei vun Abattementer ze diskutéieren, wou mer vläicht wäerten erausfannen, datt eenzelner net héich genuch sinn, ma datt anerer vläicht komplett iwwerflësseg gi sinn. Mir mengen, datt een op déi doten Aart a Weis och un d'Steierpolitik haut zu dësem Zäitpunkt muss erugoen.

An dann däerf d'Steierpolitik am 21. Jorhonnert - an, ech mengen, dat gesi mer ëmmer méi däitlech - sech net méi eleng op d'Souveränitéitsnische baséieren, fir eng Rei vun Aktivitéiten op Lëtzebuerg kënnen ze lackelen.

Mir hu viru Kuerzem hei am Kontext vun enger Debatt, déi mer haten, dorobber higewisen, datt mer oft onpreparéiert virun allem op déi europäesch Steierdiskussioune lassginn, datt mer mat vill Emotiounen am Bauch déi Diskussiounen do féieren.

Ech denken zum Beispill un d'Finanztransaktiounssteier, wou de Premierminister gëschter dat confirméiert huet, wat meng Fraktioun schonn zënter Längerem gesot huet, datt dat vläicht eng sympathesch Iddi ass, fir de Finanzsecteur och un den Ausgaben, sief et déi duerch d'Kris komm sinn oder un allgemeng öffentlechen Ausgaben, participéieren ze loossen, mä datt d'Iddi vun enger Finanztransaktiounssteier extrem komplex ass, technesch ganz schwéier ëmsetzbar, a se finalement, wa mer se net weltwäit kréien, virun allem mat all deenen aneren Haaptfinanzzentre vun dësem Globus kënnen zesummen aféieren a se ähnlech fonctionnéiert, datt se der Finanzplaz Lëtzebuerg wäert schueden. Duerfir sinn ech frou, datt déi Erkenntnis do och mëttlerweil bei der Regierung ukomm ass.

Mir mussen awer virun allem ufänken, dee Blindflug opzehalen an eis besser ze dokumentéieren, wann et och ëm europäesch Steierdebatte geet, sief et d'Finanztransaktiounssteier, sief et d'Harmoniséierung vun der Base d'assiette oder aner Dossieren. Duerfir sinn ech frou, datt d'Regierung d'lescht Joer d'accord war, déi Motioun unzehuelen. An ech hoffe jo, datt mer dann déi Aarbecht, déi Analys, déi do soll gemaach ginn, fir déi Debatten, déi mer hei ze féieren hunn, och kënnen opgrond vu reellen Analysen a Fakten an Zuelen ze diskutéieren, datt mer dat deemnächst wäerte virleien hunn.

Jo, et sinn eng Rei vu Choixen ze treffen, och an deenen dote Beräicher. Choixen, déi ee vläicht an deene Joren, wou d'Keese voll waren, net huet missen treffen, wou een derlaanscht komm ass. An et si virun allem politesch Choixen, déi musse getraff ginn, vill méi wéi arithmetesch Choixen.

D'Demokratesch Partei huet dann och en anert Verständnis, wann et ëm Wuesstum geet. Wann ee wuesse wëllt, dann däerf een net an d'Wuerzele vum Bam schneide goen. D'Scholdelaascht, ganz besonnesch, wa se weider klëmmt, déi wäert derzou féieren, datt de Spillraum och vun deenen nächste Generatiounen däitlech méi enk wäert ginn. An d'Zuel ass hei genannt ginn: Méi wéi 300 Milliounen Euro pro Joer solle mer am Joer 2015 eleng un Zënslaascht hunn. Ouni dat, wat mer eigentlech missten un där Schold do zréckbezuelen, well dat ass jo emol nach guer net envisagéiert, datt déi soll zréckbezuelt ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, dat wäerten zolidd Kette sinn un de Féiss vun der nächster Generatioun, wa mer déi Politik do net wäerten änneren. A mat Ketten un de Féiss wäerte se net kënne sprangen. An och déi nächst Generatioun, déi wëllt sprange kënnen. Och déi nächst Generatioun huet fir sech eng Rei vun Ziler, déi se wäerte wëllen erreechen, an eng Gesellschaft, déi se wëllt strukturéieren. Duerfir musse mer ophalen, déi Laaschten op déi nächst Generatioun do ze verréckelen. An dozou gehéiert net nëmmen d'Finanzpolitik. Dozou gehéiert awer och virun allem d'Pensiounsreform, déi noutwendeg ass.

Wann dëst Land dann och weider soll kënne wuessen, da brauche mer och nach eng Rei vun Investitiounen an eis Infrastruktur. Ech sinn d'accord, datt een do net alles matenee ka bauen. Ech sinn och d'accord, datt ee sécherlech méi gënschteg ka bauen. Ech mengen och, virun allem muss een no kloere Prioritéite bauen. An dat ass ee Punkt, mat deem mer eigentlech, wann een déi Prioritéiten do kuckt, déi d'Regierung awer gëschter hei genannt huet, och grosso modo kënnen d'accord sinn.

Well och an eisen Ae gëtt et eng Rei vu Prioritéiten. Dozou gehéiert d'Mobilitéit. Dat ass ee ganz grousse Problem hei zu Lëtzebuerg. Wann ee gesäit, wéi laang ee moies brauch, fir vun enger Plaz op déi aner ze kommen, déi awer nëmmen e puer Kilometer nieftenee leien hei zu Lëtzebuerg, dann hu mer do nach e groussen Exercice, e groussen Effort virun eis. A mir gesinn och do eng grouss Prioritéit am Ausbau vum öffentlechen Transport.

Eng Prioritéit muss och d'Éducatioun sinn. Wa mer wëssen, datt mer all puer Joer eigentlech esou vill Schüler bäikréien, datt mer e Lycée domadder kënne fëllen, dann däerfe mer do net noloossen an deenen Efforten. An ech si frou, datt d'Regierung elo net nach eng Kéier higaangen ass an déi geplangte Lycéeën op Äis geluecht huet. Ech hoffen dann awer och, datt dat wierklech esou ass an datt dorunner geschafft gëtt. Net datt just gesot gëtt: „Et gëtt dru geschafft", mä déi Projeten eigentlech awer an engem Schleekentempo do virukommen. Well se gi queesch uechtert d'Land gebraucht.

Mir sinn d'accord, datt mer weider Effortë maachen, fir d'Universitéit opzebauen. Do däerfe mer net op hallwer Streck stoe bleiwen. Mir sinn d'accord, datt mer weider Effortë maachen och am Fuerschungsberäich an an aneren Domäner, déi ganz einfach liewensnoutwendeg Investitioune sinn, fir datt dëst Land nach muer ka wuessen. Dat ass gutt investéiert Geld. An duerfir rentéiert et sech, op anere Plazen ze spueren, an et rentéiert sech och dann emol eng Kéier vläicht, punktuell eng Schold derfir kënnen ze maachen.

Wa mer da weider wuesse wëllen - an d'Demokratesch Partei hätt gären, datt mer weider wuessen -, da brauche mer awer och eng concertéiert Wuesstumspolitik, eng ganz kloer Wuesstumsstrategie. A wann een awer mat den Acteuren aus der Ekonomie schwätzt, dann héiert een nach ëmmer, datt mer eigentlech vu Joer zu Joer méi betribsfeindlech ginn, datt mer kee betribsfrëndlecht Klima hunn.

E gutt Beispill war jo déi Deklaratioun vu gëschter, datt dann elo soll e ronnen Dësch gegrënnt ginn, wou dann endlech sollen Neel mat Käpp gemaach gi bei der Simplification administrative. Nun, wann déi Neel mat Käpp esou schnell kommen, wéi de ronnen Dësch do komm ass…

Well virun dräi Joer ass an der Regierungserklärung gesot ginn, datt de Premier selwer dat zur Chefsaach géif maachen. An dräi Joer hu mer näischt héieren iwwert d'Simplification administrative, an elo op eemol soll dann am Hierscht e ronnen Dësch kommen! Nun, wa mer nach eng Kéier dräi Joer musse waarden, bis dann do d'Konklusioune gezu ginn, ech mengen, dann hu vill Betriber zougemaach oder vill, déi hun op de Grenzen erëm schnell ëmgedréit, wa se gesinn hunn, wéi komplizéiert et hei zu Lëtzebuerg dann ass, e Betrib kënnen opzemaachen oder Geld ze investéieren.

An der Landesplanung, Dir Dammen an Dir Hären, musse mer dach endlech e Schrëtt weiderkommen. Virun de Wahle waren d'Ministere frou, datt se gesot hunn: „Mir hunn de Plan sectoriel hei am Grapp! Hei hu mer en!" Si hunn e virgestallt, an zënter dräi Joer läit en iergendwou an de Ministèren an den Tiräng. Dat dierft jo awer eigentlech och net sinn.

Da brauche mer, wa mer wuesse wëllen, Öffnungszäite vun eise Butteker, wou d'Butteker sech mussen de Gewunnechte vun de Clienten upassen an net ëmgedréit.

Da solle mer ophalen, och all puer Joer erëm eng Kéier en x-Punkteprogramm virzeleeën, wou eigentlech de politesche Wëlle guer net hannendru steet, fir déi x Punkten dann och schnell ëmzesetzen.

Da musse mer d'Schoul nohalteg an awer och mat Fangerspëtzegefill reforméieren, fir datt eis Kanner muer an iwwermuer der grousser, der globaler an der ëmmer méi grousser Konkurrenz kënnen ausgesat sinn an hir standhalen.

Da musse mer méi Effortë maachen, fir datt d'Betriber och kënnen op déi steigend Energiepräisser reagéieren, datt se déi kënne verkraften. Ech kommen nach eng Kéier op d'Stéchwuert Klimabank zréck, wou een dat kéint mathëllefe virzefinanzéieren, fir se op deem doten Domän fit ze maachen.

Wa mer weider wëllen a Wuelstand liewen, dann däerfe mer den Aascht net ofseeën, op deem mer sëtzen. Mir hunn eigentlech hei zu Lëtzebuerg verléiert, datt ee fir d'Éischt eppes muss verdéngen an erschaffen, éier een et ka verdeelen. Déi lescht Joren hu mer ganz vill verdeelt. Déi nächst Joren, mengen ech, musse mer nees ganz, ganz vill erschaffen.

Dir Dammen an Dir Hären, ech brauch net nach eng Kéier ze ënnersträichen, datt d'Demokratesch Partei ganz kloer der Meenung ass, datt d'Spuere richteg ass - mir hunn dat zënter Laangem gesot - an datt dat deen éischten Effort ass, dee mer an dëser Situatioun musse maachen. A mir hätten eis gewënscht, datt dat vill éischter ugaange wär. Virun e puer Joer ass gesot ginn: „Méi wéi 34 Milliounen op deene Fonctionnementskäschte vum Stat kënne mer net drécke goen." Elo op eemol gesi mer awer, datt och 60 Millioune pro Joer dra sinn. Also hätt een dat jo och scho kënne virun e puer Joer e bësse méi engagéiert maachen.

Allerdéngs fält eis op, datt de Spuerpak vun der Regierung dann dach zum groussen Deel awer e Steierpak ginn ass. Well wann een emol alles dat eraushëlt, wou gesot gëtt: „Et gëtt gespuert." Den Accord salarial an der Fonction publique, do hunn ech jo virdrun, mengen ech emol, hei nach eng Kéier d'Fro gestallt: Ass dat wierklech e Spuereffort?

An da kuckt een awer emol wierklech, wou d'Steieren nach eropginn, da misst eigentlech och do derbäistoe komme bei deene Steiererhéijungen d'Netupassung vun der Steiertabell, wat awer eng considérabel Erhéijung vun der Steierlaascht fir d'Particulieren hei am Land ass.

Wat ech och net wëll a Fro stellen an Zäite wéi deenen, wou mer haut sinn. Mä wa mer d'Rechnung dann emol richteg maachen: „Wat ass op där enger Säit gespuert ginn? Wat ass op där anerer Säit iwwer Steiererhéijunge méi an dat Dëppen do erakomm?", dann ass et eigentlech kee Spuerpak, dann ass et e Steierpak.

Dee ganze Pak, dee gräift vill ze kuerz, Dir Dammen an Dir Hären. Wann ee weess, datt mer trotz all deene Mesuren do, wat jo wierklech kee Pappenstiel ass, wann een trotzdeem awer 2015 nach 1,2 Milliarden Defizit wäert maachen, Dir Dammen an Dir Hären, da geet et jo vir an hannen net duer mat deenen Efforten. An duerfir wëll ech nach eng Kéier en Appell maachen: Da gitt Iech wann ech gelift schnell eens! Gitt Iech dëst Joer nach eens, wat 2014 an 2015 wäert nokommen!

D'Regierung probéiert sech hei laanscht eng Rei vun Décisiounen ze drécken, déi an eisen Aen awer onauswäichlech sinn. A wa mer se net haut huelen, da musse mer se muer oder iwwermuer spéitstens huelen an engem Kontext, deen net wäert méi einfach gi sinn. An eigentlech probéiert d'Regierung hei just genuch Geld beieneenzekréien, fir déiselwecht Politik, fir déi falsch Politik nach eng Zäitche kënne weiderzeféieren.

Hei gëtt probéiert, einfach d'Vergaangenheet weiderzeschreiwen. Wat awer haut misst gemaach ginn, dat ass, datt d'Zukunft géif gestalt ginn. An duerfir hätte mir als Demokratesch Partei gären - an all eis Proposë ginn an déi dote Richtung - en Zukunftspak amplaz e renge Spuerpak. An engem Zukunftspak, do gi mer un d'politesch Inhalter, do huele mer Décisiounen, do hu mer de Courage, dat ze maachen, amplaz datt mer eigentlech just eng Budgetsarithmetik hei wëllen diskutéieren.

Mir wëllen an deem Zukunftspak mat manner Geld méi maachen, méi erreeche fir d'Leit hei am Land. Mir wëlle fair reforméieren, mir wëllen d'Geld effizient asetzen. Mir wëllen eng Äntwert ginn op eng ganz Rei vun neie sozialen Erausfuerderungen, déi sech stellen am Beräich vun der Energieaarmut, am Beräich vun der Kannerbetreiung, am Beräich vum Logement. Mir wëllen duerfir kloer Choixen huelen. Duerfir brauch ee Courage, mä et rentéiert sech. Et rentéiert sech an Zukunft, well nach huet dëst Land ganz vill Potenzial!

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Meisch. Als nächste Riedner ass den Här Lucien Lux agedroen. Här Lux, Dir hutt d'Wuert.

M. Lucien Lux *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre Ministeren, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir si gutt an der Halschent vun der Legislaturperiod ukomm. Eng Legislaturperiod, déi gekennzeechent war duerch eng grouss Kris an de Joren 2008, 2009 an 2010 - Bankekris, Wirtschaftskris, Scholdekris -, déi vill Effortë vun der Regierung verlaangt huet, heiheem an och an den europäeschen an internationalen Institutiounen.

Mir haten am Fréijoer an am Summer 2011 eng kuerz Zäit eng Fënster op, wou der vill op internationalem, op europäeschem Plang an och heiheem gemengt hunn, dass mer aus där Kris schonn eraus wären, dass mer d'Enn vum Tunnel géife gesinn. A schonn am November, Dezember huet sech erëm eng Verschäerfung

vun der Euroscholdekris bekannt gemaach, en Abroch vun der Konjunktur, eng Baisse vun der Croissance an den europäesche Länner an och heiheem.

Iwwert déi ganz Period vun där Legislaturperiod gëtt et dräi konstant Feststellungen, déi ee ka maache fir Lëtzebuerg. Mir hunn insgesamt eng intakt Kompetitivitéit vun eiser Ekonomie, och wann ee muss feststellen, dass de PIB am Joer 2011 nach net den Niveau vun 2007 zréckfonnt huet. Déi zweet Konstant: de Budgetsdefizit, virun allem am Zentralstat, deen ufänkt méi wéi Suergen ze maachen an dee strukturelle Charakter unhëlt. An déi drëtt Konstant: eng sozial Kohäsioun, déi éischter gutt ass an dësem Land.

An trotzdeem muss ee feststellen, dass de Chômage an d'Luucht geet, trotz nei geschafenen Aarbechtsplazen all Joer, wat déi atypesch Situatioun vu Lëtzebuerg nach eng Kéier weist an déi Inadéquatioun tëschent op där enger Säit dem Ugebuet vun Aarbechtsplazen an dem Mangel u Qualifikatioune bei eise jonke Leit.

An och en Uwuesse vum Aarmutsrisiko bei eenzelne Kategorië vu Persounen hei am Land, an dat virun allem duerch den Dauerthema, deen och gëschter an der Ried vum Premier fir d'x-te Kéier fokusséiert ginn ass, nämlech duerch steigend Wunnpräisser, duerch steigend Präisser vum Bauland, wat eis de gréissten Deel vun eise soziale Problemer abréngt.

Mir hunn dëse Weekend zwee Wahlresultater an zwee europäesche Länner erlieft. Engersäits, a Frankräich, d'Wahl vum François Hollande als neie President vu Frankräich. An dann, mat ganz anerer an ënnerschiddlecher Qualitéit, en anert Wahlresultat, nämlech dat a Griichenland, wat eis ganz grouss Suerge mécht fir d'Ëmsetzung vun deem Rettungsplang, an déi Glafwierdegkeet vum Land vis-à-vis vun deenen aneren europäesche Länner, déi gehollef hunn an deene leschte Méint a Joren, fir Griichenland aus senger Kris, aus senger Situatioun erauszebréngen.

(Mme Lydia Mutsch prend la présidence.)

Ech wëll direkt fir d'LSAP-Fraktioun soen, dass déi Ried gëschter vum Premierminister an deem Kontext do eng gutt Standuertbestëmmung ass fir d'Aarbecht vun der Koalitioun an deenen nächsten zwee an dräi Joer. A si ass och eng gutt Standuertbestëmmung op deem europäesche Plang, proeuropäesch, resolut proeuropäesch, resolut voluntaristesch, fir d'Problemer, déi mer hunn, sozialer, ekonomescher, finanzieller, unzegräifen.

An deen Triangle, deen de Premierminister gëschter genannt huet als Wee aus der Kris - nämlech op där enger Säit konsolidéieren, also gesond Finanzen erreechen, op där anerer Säit awer och reguléieren, dat heescht d'Grënn (veuillez lire: d'Sich no de Grënn) vun der Kris am Bankesystem weiderdreiwen, an drëttens derfir suergen, dass mer wuessen, dass mer all d'Potenzialer um Niveau vun der Croissance och siche ginn -, dat ass en Triangle, deen d'LSAP-Fraktioun ënnerstëtzt an deen och mat der Wahl vum François Hollande an dem Sukkurs, dee virun allem déi dote Politik wäert kréien op europäeschem Plang, dach awer nei Chancen um Niveau vun der Bekämpfung vun der Krisesituatioun an Europa wäert bréngen.

Ech wëll och direkt am Ufank fir eis Fraktioun dräi Fondamentauxen nennen an där Aarbecht vun der Koalitioun bis zum Enn vun dëser Legislaturperiod. Deen éischten ass eist resolut Bekenntnis zum Sozialstat. Méi wéi jee an där Kris hei erliewe mer an deene Länner, déi virun allem ënner Drock stinn, dass eng reng Austeritéitspolitik, eng reng Politik vum sozialen Ofbau an eng sozial, mä virun allem och an eng politesch Sakgaass féiert. Fir eis si Sozialstat a Solidaritéit a sozial Kohäsioun, soziale Fridden ontrennbar!

Mir mengen duerfir, dass een heiheem an och an Europa méi wéi jee eng Gerechtegkeetskultur brauch, fir all d'Décisiounen, déi een hëlt, ofzeklappen, ob se glafwierdeg eriwwerkommen, ob se nom Prinzip vun der Gerechtegkeet vun de Leit dobaussen ugeholl ginn.

De Sozialstat heescht fir eis och sozial Rechter, an net eng Almosepolitik maache fir just fënnef oder 10% vun der Bevölkerung, déi am noosten um Aarmutsrisiko sinn. Sozialstat heescht fir eis och - an dat hu mer an der Ried vum Premierminister gëschter och erëmfonnt - ee staarken, reguléierenden, voluntaristesche Stat, kee liberale Minimalstat. An heescht virun allem och, dass déi demokratesch a legitiméiert Volleksvertrieder heiheem an och an deenen anere Länner entscheeden, wat fir eng Politik gemaach gëtt, an dass et net d'Mäert sinn an d'Kapital ass, dat décidéiert, wat politesch ze geschéien huet.

De Sozialstat heescht - an dat ass eng Suerg, déi mer alleguer deelen, och gëschter an där Ried do -, de Sozialstat heescht och de Sozialdialog. Dass mer eis do alleguer musse Suerge maachen, dass de Sozialdialog hei zu Lëtzebuerg um nationale Plang, mä och zu engem gudden Deel an de Betriber selwer am Moment en décke Schnapp huet, dat, mengen ech, brauch ech kengem ze erklären.

Et wäert duerfir noutwendeg sinn, an dat ass en Appell un d'Regierung, un de Premier, mä och un d'Ministeren alleguerten, all Fiedem ze zéien an deenen nächste Wochen a Méint, fir ee vun deene gréissten Trëmp vun dësem Land an deene leschten 20, 30 Joer - duerch vill aner Krisen, déi mer erlieft hunn -, fir dee Sozialdialog erëm hierzestellen, well deen Tromp do wäert eis hëllefen, fir d'Problemer ze léisen.

Déi zweet fundamental Bemierkung ass déi, dass et an Europa jo während Wochen an och an dësen Deeg eng Debatt gëtt iwwert d'Fro: Muss dem Fiskalpakt e Pakt vu Croissance ugehaange ginn, oder soll de Fiskalpakt iwwerhaapt opgemaach ginn an nach eng Kéier nei diskutéiert ginn?

Mir soe ganz kloer, dass déi Politik, déi gekennzeechent war vun deenen zwee, Angela Merkel an dem Nicolas Sarkozy, eis ze eesäiteg an ze vill dominant vis-à-vis vun all deenen anere Länner an der Europäescher Unioun hin an eng reng op d'Austeritéit an op d'Gesondung vun den öffentleche Finanze fokusséiert Politik an deene leschte Méint war.

Mir sinn duerfir - wéi gëschter an der Ried och kloergemaach - der Meenung, dass een déi Chance elo soll notzen, fir derfir ze suergen, dass mer an deenen Terminer, déi jo scho feststinn nach dëse Mount an och um Sommet deen nächste Mount, fir zesumme mat Frankräich derfir ze suergen, dass mer nieft dem Fiskalpakt och e Wuesstumspakt un dat kënnen ergänzen.

Elo wësse mer, dass, wann an Europa haut jiddweree seet „Wuesstumspakt, Wuesstumspakt", net jiddwereen dorënner datselwecht versteet. Déi eng mengen éischter eng Politik, déi Dereguléierung och kéint bedeite vun den Aarbechtsmäert, Dereguléierung um Niveau vum Droit du travail, déi also éischter soll méi Flexibilitéit bréngen, fir Mäert opzemaachen an duerfir fir Croissance ze suergen.

An anerer, an ech hat gëschter d'Impressioun, dass an deenen detailléierte Propositiounen, déi de Premier gemaach huet an der Fro vun den Euro-Obligatiounen, an der Suerg, verfügbar europäesch Mëttele besser ze notze fir Investitiounsprojeten, an der Suerg, souguer nei Mëttele sichen ze goen, zum Beispill bei der BEI, dass hie sech éischter situéiert an deem, wat och Frankräich haut wäert denken iwwert déi Fro. An duerfir mengen ech, dass mer Hoffnung hunn, dass et méiglech ass, fir ganz schnell an deenen nächste Wochen a Méint hei och zu engem Accord ze kommen, an net eng politesch Kris nach erbäizeprovozéieren an der Fro vun der Ratifizéierung vun deem Fiskalpakt, deen elo um Dësch läit.

Ech wëll iwwert déi europäesch Fro och eng Kéier - och wann deen Deputéierten heibannen, deen dat am meeschten dobausse seet an och haut sécherlech nach wäert soen, leider am Moment net do ass - awer ganz kloer soen, dass dat, wat an deene leschte Joren hei an dësem Land gemaach ginn ass, keng Austeritéitspolitik war, an dass déi a kengem Mooss vergläichbar ass mat deene Politiken, déi an anere Länner gemaach gi sinn, heiansdo och vläicht hu misse gemaach ginn, wann ech u Griichenland denken, wann ech u Portugal denken.

Mä hei zu Lëtzebuerg ass dat, wat mer gesinn hunn, weder Aschnëtter um Niveau vun eise soziale Systemer, déi mer just am Géigendeel amgaang sinn ze stäerken; ass et keen Aschnëtt an d'Investitiouns- an d'Innovatiounsbudgeten, déi dëst Land kennt; sinn um Niveau vun der Fonction publique keng Leit ofgebaut ginn, mä et si Leit agestallt ginn; sinn net Servicer ofgeschaaft ginn, mä et sinn éischter souguer nei Servicer geschafe ginn.

Mir hunn eis hei zu Lëtzebuerg mat Sécherheet net kapott gespuert - fir eng Formule ze huelen, déi jo dofir ëmmer gutt ass - a mir hunn och net bezuelt fir hir Kris. Well wann ech kucken, wat mer um Niveau vun der Bankerettung hei zu Lëtzebuerg gemaach hunn, dann hu mer zwar Garantië geholl, dann hu mer bei der BGL BNP Paribas och eng staark Mise gemaach, déi sech beim Scholdenzoustand och bemierkbar mécht.

Mä mir hunn op där anerer Säit awer och do en Avoir, deen och nach säi Wäert an deenen nächste Jore wäert hunn. A mir hunn och Dividenden am leschte Joer, am virleschte Joer kritt, déi substanziell waren an déi jo sollen ënner anerem genotzt ginn, fir déi zwee Innovatiounsfongen ze speisen, déi eis hëllefe sollen, Start-up-Entreprisen, Risikokapital ze ënnerstëtzen, fir dass och hei nei Initiativen an neie Wuesstum méiglech gëtt.

Ech soen also, dass, trotz dem Fiskalpakt an trotzdeem mer och hei zu Lëtzebuerg eis virgeholl hunn, fir bis 2014 oder 2015 en équilibréierten Haushalt an der öffentlecher Hand ze hunn, mer weider an d'Infrastrukturen, an d'Bildung, d'Fuerschung investéiert hunn. Ech mengen, wann een haut alles zesummerechent am Budget vun dësem Joer, da leie mer bei 1,7, 1,8 Milliarden Investitiounen insgesamt, sief et direkt Investitioune vum Stat an der Héicht vun ëm déi 750 Milliounen, oder sief et par le biais vun eise Participatiounen an aneren Investitiounen. Et kann een also net soen, dass de Stat hei seng Responsabilitéit, säi Voluntarismus zréckgefouert huet.

An datselwecht géllt och fir d'Kafkraaft. Ech mengen, dass bei deem zweete Spuerpaquet wéi bei deem éischten 2010 mer eng grouss Suerg haten, dat war fir e Minimum nämlech net nëmmen d'Kafkraaft vun de Leit ze hypothekéieren a virun allem derfir ze suergen, dass déi grouss Mass vun den ënneschte Schichten an de Mëttelschichten, dass déi indemne solle bleiwen. Dat hu mer iwwert d'Solidaritéitssteier gemaach, dat hu mer iwwert d'Immuniséierung vum Mindestloun bei der Krisesteier gemaach an esou virun.

Ech wëll déi drëtt fundamental Bemierkung maachen, dat ass déi vun der Noutwendegkeet vun der Kompetitivitéit, déi mer brauchen hei am Land, an eiser Ekonomie, fir Aarbechtsplazen ze erhalen an och, wa méiglech, neier ze schafen. An ech wëll - an ech soen dat all Kéier gebetsmühlenartig hei op dëser Tribün -, ech mengen, dass et noutwendeg ass, d'Kompetitivitéit ëmmer an engem breede Sënn ze definéieren, net eleng op Lounstéckkäschten ze reduzéieren.

An allen - an ech hu mer se nach eng Kéier an dëse leschten Deeg, déi neisten ugekuckt -, an alle bekannten internationale Kompetitivitéits-Rankinge positionéiert sech Lëtzebuerg weiderhi gutt. An ech soen och hei, dass Länner, déi bekannt si fir e staarke Sozialstat ze hunn, déi bekannt sinn derfir, dass hinnen d'sozial Kohäsioun, de soziale Fridden an hire Länner ganz wichteg sinn, an och héich Léin bezuelt ginn, wéi zum Beispill Schweden, wéi Dänemark, wéi Finnland oder wéi d'Schwäiz, fënnt een an alle wichtege Rankingen ëmmer ënnert den Top-Ten.

Firwat soll dat esou sinn? Well dat fir déi Länner och e Standuertvirdeel ëmmer erëm duerstellt, wann een derfir suergt, dass een héich sozial Standarden an och domadder eng héich Wettbewerbsfäegkeet huet, déi sech net ausschléissen, mä am Géigendeel complémentaire matenee sinn!

Ech soe ganz kloer, um Niveau vun de Lounstéckkäschten am Vergläich zu eisen Haapthandelspartner hu mer an deene leschte puer Joer u Kompetitivitéit liicht verluer. Dat ass eng Tatsaach, wann een et nokuckt. Mä am Beräich vun den Aarbechtskäschten tout court an an de Lounniewekäschte si mer trotzdeem méi wéi jee gutt opgestallt.

Ech hunn eng rezent Studië geholl vum 24. Abrëll 2012, dat ass also net laang, vum däitsche Bundesamt für Statistik, en EU-Vergläich, dee gemaach ginn ass um Niveau vun Aarbechtskäschten a Lounniewekäschten am Joer 2011, also ganz rezent. Déi weisen, dass d'Aarbechtskäschte pro geleeschte Stonn am veraarbechtende Gewerbe - wat jo eent ass, dat staark an der Konkurrenz ass -, do läit Lëtzebuerg fir eng Stonn bei 29,6 Euro d'Stonn, Däitschland bei 34,3, Frankräich bei 35,6, d'Belsch bei 40,6 Euro an d'Moyenne an der Eurozon läit bei 29,3. Mir leien also praktesch genau an der Moyenne, mä op jidde Fall ënner eisen Haapthandelspartner.

A wann een d'Lounniewekäschte kuckt, an dat ass jo an der Fro vun der Rentereform, déi mer am Moment amgaang sinn ze diskutéieren, e ganz wichtege Bestanddeel: Op 100 Euro Bruttoverdéngscht leien zu Lëtzebuerg d'Lounniewekäschten - et wier gutt, wann een dat géif nolauschteren -, leien déi bei 15 Euro pro 100 Euro Verdéngscht! An Däitschland - lauschtert gutt no! - bei 28 Euro, a Frankräich - lauschtert gutt no! - bei 50 Euro an an der Belsch bei 47 Euro; an der Eurozon insgesamt bei 36 Euro. Mir leien also mat 15 Euro, si mer wierklech an Europa net ze schloen um Niveau vun de Lounniewekäschten, wat e gudde Bäitrag zu der Kompetitivitéit vun eisen Entreprisen ass.

An da kéint ech weiderfueren an och nennen, an dat gëtt net oft genuch zur Kenntnis geholl, dass mer och an der Groussregioun, an der Analys vun deenen eenzelne Secteuren, méi laang Aarbechtszäiten hu wéi déi aner Länner, dass mer e ganz attraktiivt fiskaalt Émfeld fir Betriber hunn, an dass déi effektiv reell Steierlaascht wesentlech méi niddreg ass wéi dat, wat déi ausgewisen theoretesch Steiersätz duerstellen.

An de Jean-Claude Juncker, Premierminister, huet, an ech rappeléieren dat nach eng Kéier, am État de la nation 2011 un d'Adress vun dem Patronat gesot: „D'Kompetitivitéitsgesäusel, dat eis no bausse méi schlecht mécht, wéi mer no banne sinn, ass inakzeptabel." An et bleift och an dësen Zäiten, an dat ass vu mengen zwee Virriedner scho gesot ginn, wichteg, dass an der Psychologie, déi an der Wirtschaftspolitik esou wichteg ass, an ech mengen, dass den neie Wirtschaftsminister hei och ganz prezis Akzenter mécht, fir eis no bannen an no baussen net ëmmer den Däiwel un d'Wand ze molen.

Ech hu gëschter schonn anlässlech vun eiser Table ronde bei Chamber-TV gesot, dass ech an dësen Deeg Leit aus dem Commerce begéinen, déi fannen, an hiren Zuelen am Mäerz, a virun allem ab Abrëll, dass do e staarke Réckgank festzestellen ass. A wann een nodenkt, wat kéint dat da sinn, well et keng grouss nei Moossname gouf, déi an de Portmonni vun de Leit gaange sinn, da kéinten et d'Diskussiounen, déi mer och zu Lëtzebuerg an deene leschte Woche féieren, iwwert d'Kris sinn. De Vergläich, deen heiansdo e bësse gehippt huet, fir Lëtzebuerg am Zesummenhang mat griichesche Verhältnisser ze nennen, huet do sécherlech net onbedéngt gutt gedoen.

De Bäitrag, dee mer am Moment leeschten, um Niveau vun der Regierung a vun der Koalitioun, ass eis... An ech wëll dat dem Här Meisch soen - ech soen him dat zwar bei all Geleeënheet, déi mer hei hunn -, wann ee vu Strukturreforme schwätzt, geet et net duer, vun enger Klimabank ze schwätzen. Wann ee vu Strukturreforme schwätzt, da muss ee feststellen, dass déi Strukturreformen an der leschter Legislaturperiod an och an dëser Legislaturperiod ugepaakt ginn.

Ech wëll nëmme soen, mir haten eng ganz schwiereg...

(Interruptions diverses)

Mir haten eng ganz schwiereg - Här Meisch, da lauschtert just no! -, mir haten eng ganz schwiereg Diskussioun um Niveau vun der Reform vun eisem Gesondheetssecteur, mat engem Streik vun den Dokteren. Dat war keng einfach Reform, net fir de Minister an net fir d'Regierung, an och net fir déi Partei, där de Minister ugehéiert. An trotzdeem hu mer se duerchgezunn, well se noutwendeg ass.

D'Diskussioun iwwert d'Rentereform, déi mer am Moment féieren, ass eng schwiereg Diskussioun. Duerfir gëtt et vill Kritik, duerfir gëtt vill gestridde vun den eenzelne Gruppen hei am Stat, an trotzdeem, mengen ech, maache mer se, well mer der Meenung sinn, dass et fir eist Land noutwendeg war.

Mir hunn no laange Joren et fäerdegbruecht, déi Reform vun der Aarbechtsmaartverwaltung, vun der ADEM ze maachen. Mir hunn d'Reform an der Grondschoul gemaach an déi vum Secondaire, mat alle Schwieregkeeten, déi mer kennen, an ech wäert herno nach eng Kéier dorop zréckkommen.

Mir hunn eng Modulatioun vum Index am Januar vun dësem Joer gemaach, ouni en Accord vun de Sozialpartner, wat mer alleguer bedauert hunn, mä mir hunn et gemaach, well mer der Meenung waren, an dat war och fir eis Partei net einfach an et bréngt eis vill Kritik an eenzelne Kreesser dobaussen an, mä mir hunn et gemaach, well et fir d'Land, fir d'Entreprisen a fir d'Ekonomie wichteg war, dass mer dat ëmgesat hunn.

Et kéint een dann och nennen déi Reform, déi mat allem Zickzackkurs, op deen ech herno kuerz zréckkommen, trotzdeem och déi Reform, déi mer maachen um Niveau vun der Fonction publique; eng Rei vun neie Methoden, eng Rei vu strukturellen Ännerungen, déi mer, wann de Projet de loi dann deponéiert ass hei am héijen Haus, wäerten diskutéieren an och unhuelen. Dat ass och e weideren Deel, dass mer Strukturreformen, an ech hunn Iech der e puer gezielt, dass mer déi upaken an dass mer de Courage hunn, virunzekommen, och wann dat dobaussen heiansdo schwiereg ass.

Ech wëll zur Rentereform soen, dass de Projet, deen d'Regierung virgeluecht huet, e Projet ass, dee fir eis en ausgeglachene Wee ass, fir derfir ze suergen, dass mer…, an dat ass u sech eng ganz einfach Formule a si ass virdru vum Kolleeg Marc Spautz och gesot ginn. Et ass evident, dass, wann d'Leit muer fënnef, sechs, siwen, aacht an néng Joer méi laang Rent kréien, een net méi mat den Aggregater vu virun 30 a viru 40 Joer, wou mer déi Haaptaggregater vun eisem Rentesystem geschafen hunn, dass een net mat deenen Aggregater ka weiderfueren. Dat kann net opgoen! An ech mengen, dass d'Leit dobaussen dat och verstinn, dass et net kann opgoen.

Duerfir ass déi Propositioun, déi d'Regierung mécht, eng Propositioun, fir de Leit en Ange-

bot ze maachen, e flexibelt Angebot ze maachen, fir selwer ze décidéieren, ob se vun där méi laanger Liewenserwaardung wëlle profitéieren, fir och méi laang schaffen ze goen a sech déiselwecht Rent dann och unzëeegenen, oder ob se en anere Wee wëlle goen. Ech mengen, dass dat gutt Propositioune sinn.

Mir hunn an deem Prozess, an deem mer amgaange sinn, fir dräi Saachen ze suergen, eiser Fraktioun no, nach eng Kéier dräi Saache méi genau ze kucken am parlamentaresche Prozess vun deem Projet de loi. Dat Éischt ass déi Fro vun de Lächer vun de Fraen an hirer Carrière, fir wierklech sécher ze goen, well déi Geleeënheet hei kënne mer do net laanschtgoe loossen, fir derfir ze suergen, dass d'Fraen, déi ophalen, fir sech doheem ëm d'Erzéiung vun de Kanner ze këmmeren, net herno déi Gelackmeiert si vun deem System, dee mer hunn. Duerfir muss e preziist a konkret Angebot an déi Richtung kommen.

Déi zweet Fro ass déi, ze kucken, ob déi Propositioun, déi d'Gewerkschaften an d'Chambre des Salariés maachen, fir déi Finanzéierungsquell, déi proposéiert gëtt, um Niveau vun der Assiette vun der Fleegeversécherung, also ähnlech der Assiette vun der Fleegeversécherung, ob een déi an de Projet de loi abaut, gebonnen un eng Rei vu Situatiounen, gebonne vläicht och un d'Finanzéierung vu spezielle Programmer. Doriwwer, mengen ech, sollte mer a musse mer eis ënnerhalen.

An drëttens, wann ee seet „méi laang schaffen", da mengen ech brauch een e Paquet - an d'Regierung ass amgaangen un deem Paquet ze schaffen -, da brauch een e Paquet, fir effektiv deenen eelere Salariéen an den Entreprisen eng aner Aarbechtskultur unzebidden, déi méi favorabel ass fir d'Aarbecht vun eelere Leit an de Betriber, wéi mer dat haut kennen.

Déi zweet kuerz Bemierkung, déi ech wëll maachen, ass déi zu de Schoulreformen. Dat bleift, mengen ech, fir eis alleguerten heibannen eng zentral Fro vu sozialem Fortschrëtt, vu Kohäsioun an och vu Kompetitivitéit, en fin de compte. Den Défi bleift, bei enger Schoulpopulatioun, déi ëmmer méi heterogen gëtt, an Ufuerderungen un d'Schoul, déi ëmmer méi grouss ginn, d'Schoul dorobber virzebereeden.

Vill Schoulprojeten, vill Projet-piloten, déi gemaach gi sinn an déi um Terrain och zu ganz gudde Resultater gefouert hunn, mussen och elo wierklech seriö analyséiert an dann och kënne verallgemengert ginn, wa sech erweist, dass dat déi richteg Weeër sinn.

De Reformprojet vum Secondaire, deen d'Schoulministesch, d'Mady Delvaux, op den Dësch geluecht huet, verallgemengert an deem Sënn eng Rei vu pädagogeschen Initiativen, déi an der Praxis mat Erfolleg erprouft gi sinn. A mir mengen, wéi eis Virriedner, wéi de Kolleeg Marc Spautz et och scho gesot huet, dass een déi Reform, wou ee sech elo e Joer nach eng Kéier Zäit geholl huet, dass een déi Reform konstruktiv soll huelen. Éischt Usätz vun Diskussioun no der Manifestatioun vun den Enseignantë weise jo, dass vläicht de Wee zu engem rouegen Dialog nach féiert.

Mir menge jiddefalls, dass déi puer Propositiounen, déi um Dësch leien, dach net Propositioune sinn, wou et esou ëm Liewen an Doud geet, dass een dobaussen och an engem Klima mateneen diskutéiert, deen heiansdo dann awer wäit iwwert dat erausgaangen ass, wat ee verdroe kann, wat och responsabel ass vis-à-vis vun der Schoulministesch, déi wierklech net derfir bekannt ass, fir sech net…, a si huet mer virun e puer Deeg gesot, dass se eleng fir d'Reform vum Secondaire 176 Réuniounen hat, am Dialog mat de Gewerkschaften a mat de Sozialpartner.

Ech mengen net, dass dat de Bewäis ass fir e Minister, deen net d'Ouer hätt, fir wierklech zu Décisiounen ze kommen, zu engem Accord ze kommen, a mir hoffen nach ëmmer, dass dat dann am Ufank vum nächste Joer och méiglech ass.

Ech hunn dat alles gesot, fir ze weisen, dass dës Koalitioun reformwëlleg an och reformfäeg ass. Dat huet se a ville vun deene Gebidder do och gewisen.

An der Fro, wéi den Zoustand vun dësem Land ass, wëll ech e puer kuerz Bemierkungen nëmme maachen, well een do villes kéint soen. Ech wëll an der wirtschaftlecher Situatioun soen, et ass e gemëschtent Bild, et ass en duerchwuessent Bild mat Liicht a mat Schiet. Ech wëll e puer Punkten eraushuelen.

De Punkt vun der Industrie. De Claude Meisch - oder war et de Gast Gibéryen? -, de Kolleeg huet gëschter Owend en Zitat vum Premier vum Joer 2006 hei gesot am Zesummenhang mam Accord, deemools wéi ArcelorMittal geschafe ginn ass a Mittal d'Lëtzebuerger Stolindustrie iwwerholl huet, wou de Premier gesot huet: „Ech hunn e fest Engagement vum Här Mittal fir d'Iwwerliewen an d'Sécherheet vun alle Stolstanduerter zu Lëtzebuerg."

Wat vun deene Wierder an deenen Engagementer a Verspriechen ze halen ass, dat si mer am Moment amgaangen ze erliewen. A mir sinn alleguerte frou doriwwer, dass den neie Wirtschaftsminister Etienne Schneider eng aner, eng kloer Sprooch geschwat huet vis-à-vis vun ArcelorMittal, andeem e kloergemaach huet, dass an den Aiden, déi iwwert den Droit commun eraus ginn un d'Stolindustrie a seng Beschäftegt, dass dat muss a soll gekoppelt sinn un Investitiounsprogrammer. Deen Engagement läit elo um Dësch, an et läit och eng Revisiounsklausel do, fir kloerzemaachen, dass, wann dat net esou ass, dann och nach eng Kéier iwwert déi Engagementer vum Stat muss diskutéiert ginn.

Et gëtt an dësen Deeg dann iwwer zwou aner Froe geschwat, déi hir Wichtegkeet och hunn an der Glafwierdegkeet no baussen. Dat ass déi vun den Terraine vun der Stolindustrie haut vun ArcelorMittal. Mir ënnerstëtzen all déi - beim Minister ugefaangen -, all déi, déi haut soen, dass mer och an Zukunft eis net an där Fro do iwwert den Dësch zéie solle loossen, wéi et an der Vergaangenheet ëmmer war, wou d'ARBED an duerno d'Arcelor an haut ArcelorMittal, mengen ech, ëmmer erëm kloergemaach hunn, dass se d'Filetsstécker fir sech géifen halen an déi verseuchten Terrainen dem Stat, zum Beispill an der Agora, géife schenken, an dann de Stat derfir ka suergen, dass mer da Milliounen mussen opbréngen, fir déi Sanéierungen do virzehuelen.

Mir hunn also hei Sënnen aus der Vergaangenheet, wou et vill politesch Responsabilitéit gouf, fir net deemools scho mat der ARBED an haut mat ArcelorMittal e kloren Discours ze féieren.

Da gëtt et déi Diskussioun iwwert d'CO_2-Emissiounen, iwwert d'Zertifikater, déi ArcelorMittal am Rahme vum Allocatiounsplang kritt huet. Zu Schëffleng, wann ech dat elo gutt aus dem Kapp eraus soen, sinn dat 81.000 Tonne pro Joer. Do stellt sech d'Fro - an ech huelen un, dass den Här Schank, zoustännege Minister, sech déi Fro scho selwer gestallt huet -, ob et gutt war, nodeem dat scho laang bekannt war am Laf vum leschte Joer, fir um Ufank vun dësem Joer op d'Konte vun ArcelorMittal Schëffleng nach eng Kéier 81.000 Tonnen Zertifikater ze setzen.

Mä kloer ass op där anerer Säit och - an ech mengen, dass heibanne jiddwereen déi Meenung och deelt -, dass am Gesetz eng ganz kloer Kann-Bestëmmung ass: „Le ministre peut demander la restitution..." An ech mengen, et ass duerfir kloer, dass de Minister, dee, mengen ech, schonn d'nächst Woch déi Responsabel vun ArcelorMittal begéint, eis Ënnerstëtzung huet, fir mat ArcelorMittal hei e ganz kloren Discours ze féieren, dee kloermécht, dass alles dat, wat net benotzt gëtt fir d'Produktioun hei zu Lëtzebuerg, an enger Form oder an där anerer restituéiert muss ginn.

Ech muss soen, fir mer déi perséinlech Remarque ze erlaben, ech zeechne selwer responsabel als fréieren Émweltminister fir deen Allocatiounsplang, deen haut um Niveau vun der Sidérurgie ëmgesat gëtt, an ech géif et wierklech net verdroen, wann hei Geld gemaach gëtt mat Zertifikater, déi fir d'Produktioun net méi gebraucht ginn,…

(Brouhaha)

…mä am Gesetz, an ech wëll dat ganz kloer soen, am Gesetz steet ganz kloer eng Restitutiounsklausel, a mir sinn also der Meenung, dass d'Regierung an den zoustännege Minister déi Restitutiounsklausel och sollen notzen, fir kloerzemaachen, a wat fir eng Richtung et soll goen.

Ech wëll eng zweet Bemierkung just nach maachen, déi lescht zu der wirtschaftlecher Situatioun. Dat ass déi um Niveau vun eiser Loftfahrt. Et kéint ee vill Wierder gebrauchen iwwert d'Situatioun vun der Luxair, iwwert d'Entwécklung vun eisem Flughafen insgesamt, wou et och Schiet a wou et awer och Sonn a positiv Elementer gëtt.

Ech mengen, an ech weess net, wéi ech de Premier gëschter verstanen hunn, e kéint eis de Mëtteg vläicht säi Gedanken dozou nach eng Kéier preziséieren. Ech mengen, dass an der Fro zum Beispill vun der Entrée vum Katar bei der Cargolux ech net mengen, dass all déi, déi sech Suerge maachen - an dat mierkt ee jo breet dobaussen och an der Bevölkerung -, déi sech Suerge maachen iwwert d'Aart a Weis, wéi et do gaangen ass, wéi et och haut innerhalb vun der Entreprise vonstattengeet, Provinzialismus am Kapp hunn, wa se sech Suerge maachen driwwer, wat geschitt mat de Parts de marché, déi muer vun enger Cargolux kënne weidergoen, mat deenen Informatiounen, déi se hunn, an eng aner Gesellschaft, déi Katar-Cargo-Airlines heescht. Wéi ass et mat der Gouvernance um Niveau vun der Entreprise?

An ech mengen, dass et do héich Zäit gëtt, dass déi Lëtzebuerger Aktionären eng Strategie hunn, dass se eng national Strategie hunn, sécherlech an engem internationalen Environnement, an dass eng besser Gouvernance stattfënnt, souwuel um Niveau vun der Cargolux wéi um Niveau vun der Luxair, wéi dat, wat mer an deene leschte Wochen a Méint hu missen erliewen.

D'Konklusioun um Niveau vun der Wirtschaftssituatioun ass ganz kloer, an ech mengen, um Niveau vun där Table ronde, déi de Premierminister gëschter ugekënnegt huet, do kann ee soen, zum zweete Mol an dëser Legislaturperiod gëtt déi Problematik do zur Chefsaach deklaréiert.

Et kéint een hoffen, dass et déi richteg Period, déi richteg Kéier ass, fir wierklech derfir ze suergen, dass all déi, déi op iergendenger Plaz politesch oder administrativ Responsabilitéit hunn, sech bewosst ginn, dass all déi Décisiounen, wou se laang Zäit brauchen, all déi Décisiounen, déi se net huelen, déi se op d'Säit schubsen, dass dat fir d'Kompetitivitéit vun dem Standuert Lëtzebuerg ganz negativ ka sinn, an dass duerfir et noutwendeg ass um Niveau vun deene schnelle Prozeduren, deene schnelle Weeër, deene schnellen Entscheedungen hei bei där Table ronde dann och zu Décisiounen ze kommen.

(Interruption)

Datselwecht gëllt - a mäi Virriedner, de Kolleeg Claude Meisch, huet et kuerz ugeschnidden -, datselwecht gëllt fir déi Plans sectoriels. Oder muss ee soen déi Projets de plans sectoriels?

Och do huet ee jo eng eege Responsabilitéit gehat. Mir hunn zu dräi Ministeren oder zu véier Ministeren am Hiersecht 2008 d'Projets de plans sectoriels virgeluecht. Elo gi schonn erëm véier Joer an d'Land eran an d'Prozedur no baussen ass emol nach net ugefaangen. Et ass ze fäerten, dass mer et net fäerdegbréngen emol, bis un d'Enn vun der Legislaturperiod déi Plans sectoriels do ëmgesat ze hunn.

An et rächt sech haut - ech soen dat -, et rächt sech haut, dass mer an der Reform vum Gesetz iwwert den Aménagement du Territoire, deen an der Kommissioun nach ëmmer amgaangen ass, diskutéiert ze ginn, dat Element, wat eis erlaabt hätt, fir d'Prozedur iwwert d'Plans sectoriels unzefänken, nämlech déi Wäertschöpfungsabgab, déi an deem Projet de loi drasteet, dass mer déi net deemools erausgezunn hunn an an enger schneller Prozedur, well do gouf et nämlech Konsens, fir dat ze maachen, dass mer dat schnell gestëmmt hätten. Dat hätt eis erlaabt, dann och d'Prozedur um Niveau vun de Plans sectoriels unzefänken, well dat ass eng laangwiereg, dat ass eng héich Prozedur, déi mer wäerten hunn, déi och vill Zäit wäert an Usproch huelen. Jiddefalls huet eis dat net gedéngt.

Ech wëll zweetens dann e puer Remarquë maachen zu der finanzieller Situatioun. Ech géif se nennen, déi finanziell Situatioun, dass se zum Handelen zwéngt, ouni katastrophal ze sinn. Mä mir wëssen, wa mer näischt ënnerhuelen, riskéiere mer méi fréi wéi spéit, an eescht Schwieregkeeten ze kommen. Bei de Ratingen hu mer nach wie vor eisen Triple-A, als eent vun deene wéinege Länner an der Europäescher Unioun, déi dat nach kënne soen, och wann den „Outlook" vun de Ratingagenturen och fir Lëtzebuerg éischter skeptesch an negativ ass.

An ech wëll an der Fro vun de Previsiounen oder de Fakten um Niveau vun den öffentleche Finanzen eppes ganz Einfaches soen, och un d'Adress vun deenen dobaussen an der organiséierter Welt an an der geschriwwener Welt, a wat fir enger dann och ëmmer, dass ee sech sécherlech ka streiden a säitelaang Artikele schreiwen iwwert d'Previsioune vum Statec an der Banque centrale, ob déi dann elo heiansdo richteg sinn oder net. Mä un de Fakten, un den haarde Fakte kann een net ronderëm diskutéieren, déi kann een net interpretéieren. An déi haart Fakte sinn déi fir jiddwereen dobaussen, dass mer säit véier Joer am Zentralstat en Defizit hu vun enger Milliard Euro, a wa mer näischt maachen, en Defizit hunn an dräi Joer vun 1,5 Milliard am Zentralstat.

An et sinn och Fakten, an net Previsiounen, fir kloerzemaachen, dass mer am Joer 2007 eng Schold hate vun 2,5 Milliarden an dass mer haut eng hu vun aacht Milliarden, an, wa mer esou weiderfueren, eng hunn, déi iwwer zéng an eelef an zwielef Milliarde wäert goen. Och wann een nach deem Rechnung dréit, dass an deem Pak do déi Mise vun der BGL BNP Paribas mat dran ass, souguer wann een déi erausrechent, bleift et, dass mer amgaange sinn, do dach awer och fir Lëtzebuerg an eng Situatioun ze kommen, déi eis zum Nodenke bréngt.

A wann een, um Niveau vun der Zënslaascht, vum Service de la dette kuckt, dass mer am Joer 2007 89 Milliioune gebraucht hu fir d'Zënslaascht, dass dat am Joer 2011 211 Milliioune waren, an dass mer am Joer 2015, wa mer näischt maachen, eng Zënslaascht hu vun 328 Milliounen, da menge mir, dass ee mat deene Sue Besseres kann ufänken, wéi se fir d'Zënslaascht auszeginn.

Dat sinn iwwregens och an engem Moment vun historesch niddregen Zënssätz an enger Refinanzéierung, déi ganz deier wäert ginn, dann och Situatiounen, déi eis dach awer hellhöreg musse maachen.

D'Konklusioun um Niveau vun der Finanzsituatioun: Mir hunn e strukturellen Defizit. Mir brauchen duerfir, wéi de Finanzminister et gesot huet, eng nei Dépensëkultur. Mä ech soen nach eng Kéier, mir brauchen och eng nei Recettëkultur, op déi ech herno kuerz nach wäert agoen.

Mir brauchen an allen Entscheedungen, déi mer huelen, virun allem fir eis als LSAP-Fraktioun, eng nei an ëmmer erëm gestäerkte Gerechtegkeetskultur fir all Décisiounen, déi mer huelen - och beim Spueren, och beim Investéieren -, fir dass se wierklech deenen zegutt-kommen, déi se brauchen, dass se esou verdeelt ginn, dass déi, déi se besser kënnen droen, méi trëfft, wéi déi, déi schonn et ganz schwiereg hunn.

An da sinn ech bei der sozialer Situatioun, ganz kuerz, fir festzestellen, dass de soziale Fridden - ech hunn dat virdru scho gesot - e wichtege Kompetitivitéitsfacteur ass, an dass mer musse feststellen hei zu Lëtzebuerg, dass mer e staarken, intakte Stat, Sozialstat hunn, mä dass awer den Aarmutsrisiko fir vill Persounegruppen hei am Land an d'Luucht gaangen ass. Ech hunn dat an der Debatt virun zwou Wochen hei scho gesot. Besonnesch, wann een elengerzéiend Fraen hëlt, läit den Aarmutsrisiko haut ëm en Duebelt, bal an déi 40%, wat wierklech eng ganz grouss Schwieregkeet ass. An et gesäit een all Kéiers, wa Kanner kommen, wa Kanner derbäi sinn, dass den Aarmutsrisiko ganz staark an d'Luucht geet.

An et gesäit een och, an dat soll ee soen, dass mat 5% Aarmutsrisiko virun allem déi eeler Matmënschen dach awer duerch e Rentesystem, dee mer an deene leschte Jore geschafen hunn, vill, relativ vill besser dostinn, vill besser virun allem och dostinn, wéi an eisen Nopeschlänner. Duerfir muss d'Suerg sinn, bei allem, wat mer maachen, no der Gerechtegkeetskultur, dass mer virun allem de Familljen, de Familije mat Kanner, de Frae mat Kanner, do wou se elengerzéiend sinn, ugesiichts vun engem ganz héijen Undeel vun Divorcen, déi mer och hei zu Lëtzebuerg hunn, dass mer deene mussen ënnert d'Äerm gräifen an dass eis Suerg virun allem do muss sinn.

Datselwecht gëllt och um Niveau vun der Aarbechtslosegkeet, déi an d'Luucht gaangen ass. Och do féiert kee Wee derlaansicht, ze mierken, dass d'Zuel vun den Aarbechtsplazen an d'Luucht geet, nach ëmmer weider an d'Luucht geet, ëm 2,9% am Joer 2011, an dass mer awer, trotz esou villen Dausenden neien Aarbechtsplazen ëmmer nach oppe Plazen hunn, déi net kënne besat ginn, well d'Qualifikatioune feelen, well och den Intérêt, zum Beispill fir Léierplazen, fir Formatioun, oft net do ass.

A mir mierken um Niveau vum Ustieg vun den Ausgaben am Fonds pour l'Emploi, 370 Milliounen am Joer 2007, 590 Milliounen am Joer 2012, wat dat och, mengen ech, fir de Statsbudget heescht.

Eng lescht Bemierkung um Niveau vun der sozialer Situatioun, fir dat ze ënnerstëtzen an ze ënnerschreiwen, wat de Statsminister gëschter och gesot huet am Zesummenhang mam Mindestloun. Ech hunn et viru Kuerzem op enger anerer Plaz gesot: A menger politescher Carrière an deene leschte 35, bal 40 Joer ass mer ëmmer opgefall,…

(Interruption)

Jo. „Oh Mamm!", dat kann ee soen.

…dass ech bei de Leit ëmmer gemierkt hunn: So mer, wéi s de iwwert de Mindestloun schwätz a wat s de vum Mindestloun häls, an ech soen der, wien s de politesch bass.

An och hei, mengen ech, mierke mer, wéi liichtfankeg dach awer Leit, déi gewinnt sinn, fir sech selwer Paien a Bonussen an aner Primen ze leeschten, wou d'Leit nëmme kënnen dovunner dreemen, a wat fir engem Mooss et e wichtege Message ass vun dëser Regierung a vun dëser Koalitioun, ëmmer erëm am Laf vun dëser Legislaturperiod kloergemaach ze hunn: Wann eppes net zur Dispositioun steet, wann eppes net an iergendengem Spuerpaquet kann deem zum Affer falen, dann ass et de Mindestloun!

An och, wann de Mindestloun zu Lëtzebuerg am Verglach zum Beispill zum Mindestloun a Frankräich vill méi héich ass, da wësse mer, dass, wann een iergendwou loune geet an e Loyer huet fir hei an der Stad ee Studio vu 40, 50 m², een da 700, 800 Euro muss bezuelen. Da weess ee ganz schnell, dass een den Euro net nëmmen zweemol muss ëmdréien, mä dräi- a véiermol muss ëmdréien, fir iwwert d'Ronnen ze kommen.

De President vun der Bankevereenegung, deem géif ech vun Häerze wënschen, wann ech mer et esou ukucken, dass en emol misst - ech proposéiere sechs Méint - mam Mindestloun liewen. An dann, mengen ech, sollt en nach eng Kéier no sechs Méint zréckkucken an eis da soen, wat fir eng Erfahrungen dass en dann esou gemaach huet. An da kucke mer weider, ob en nach ëmmer déiselwecht Propositioune mécht wéi déi, déi mer an der leschter Zäit erlieft hunn.

Ech wëll e puer Remarquë maachen zu deem Spuerpaquet, deen d'Regierung eis virun zwou Woche proposéiert huet. An den Tendenzen, mengen ech, dat, wat mer kennen, nämlech een Drëttel dat ze maachen, den Effort och um Niveau vun de Recetten, zwee Drëttel um Niveau vun den Dépensen, den Investitiounspak vun 125 Milliounen, manner wéi dat, wat am Plan pluriannuel virgesi war, ewechgeholl.

Ech mengen, och d'Tatsaach, dass de Versuch gemaach ginn ass an de Versuch och réusséiert ass - wëll ech hei soen -, fir déi Efforten do souwuel op de Stat selwer wéi op d'Betriber duerch méi Mindestbesteierung an duerch d'Solidaritéitssteier, wéi och op Privathaushalter, an innerhalb vun de Privathaushalter och op d'Salariéen am Privatsecteur, op déi an der Fonction publique, mä och déi um Niveau vun de Retraitéen, vun de Rentnerinnen a Rentner, alle sozioprofessionelle Kategorien auszedehnen, no deem Prinzip vun: „Breet Schëllere kënne méi droen, wéi schmuel Schëlleren."

An ech mengen, dass dee Paquet fir dann 2013 elo een ass, wou mer eis emol d'Entwécklung am Joer 2012 sollen ukucken, fir ze gesinn, wat da fir 2014 noutwendeg ass.

Um Niveau vun den Dépensë wëll ech net méi vill soen zu dem - wéi ass gesot ginn? - Zickzack - ass gëschter gesot ginn - am Rahme vun dem Accord salarial an der Reform vum Statut. Et wär - soen ech nach eng Kéier fir eis Fraktioun; an ech mengen, dat hunn heibannen all Fraktioune gedeelt - wierklech kee gutt Zeeche gewiescht, fir de Leit dobaussen am Privatsecteur, de Rentner an aneren Efforten am Rahme vun engem Spuerpaquet 2013 a '14 ofzeverlaangen a gläichzäiteg d'Léin an d'Gehälter um Niveau vun der Fonction publique an d'Luucht ze setzen.

Dat wär kee gutt Zeeche gewiescht. Dat hätt dobaussen d'Glafwierdegkeet vun deem Paquet ganz schnell a Fro gestallt. An duerfir, mengen ech, ass deen Effort, deen d'Fonction publique hei mécht am Rahme vun den Effortë vu jiddwerengem, e richtegen. An et kann een nëmme souwuel deenen zwee Ministeren, déi sech vill geplot hunn, fir zu deem Accord ze kommen, zu deenen dräi Accordë praktesch ze kommen, déi mer festgestallt hunn, mä och der CGFP als Gewerkschaft vun den öffentleche Bedéngschtete félicitéieren, déi Responsabilitéit ze hunn, fir dat an dee Kontext ze setzen, an deem mer haut dra waren.

Do, wou mer d'lescht Joer am Mee/Juni, wéi den Accord ofgeschloss ginn ass, eng Fënster haten, wou mer gemengt hunn, mir géife schonn d'Friichte gesi vun deem, wat en Après-Kris-Zeenario kéint sinn, ass déi Fënster ganz schnell zougaangen. An ech mengen, da muss een drop reagéieren. An dat ass och richteg gemaach ginn.

Um Niveau vun den Investitioune wëll ech e puer Remarquë maachen. Mir hunn hei an deene leschten dräi Joer ëmmer erëm gebetsmühlenarteg gesot, dass et fir eis dräi Prioritéite gëtt am Rahme vun den Investitiounen: Dat ass d'Schoul, dat ass d'Mobilitéit an dat ass de Logement. Par ricochet heescht dat, dass dann och all aner Beräicher net esou prioritär sinn an dass een da muss Choixe maachen.

Elo kéint een… Wann ech mer déi Randbemierkung kann erlaben, dass mer dee pointéierte Fokus op d'Spuere bei zwou Sportsinfrastrukture jo heiansdo schonn e bësse verdächteg virkënnt, mä mir deelen awer déi Meenung, dass ee Choixe muss maachen.

Ech wëll just hei bei där Geleeënheet soen, dass mer eis en attendant vläicht awer sollte Gedanke maachen, wéi mer enger nationaler Sportsinfrastruktur, déi an der Areler Strooss läit, wou den heutegen nationale Fussballstadion ass, deen an engem - ech soen dat hei - lamentabelen Zoustand ass, wéi mer en attendant dozou kommen, fir Verhältnisser ze kréien, déi eis net dozou féieren, dass mer eis bis op d'Schanke musse blaméieren - ech soen lech dat: bis op d'Schanke musse blaméieren! -, wa mer muer vun der UEFA a vun der FIFA dee Stadion fir international Matcher gespaart kréien an da mat de Lännermatcher mussen op Metz goen.

(Interruptions)

Wa mer eis där Blamage wëllen aussetzen, da solle mer dat maachen. Mä ech géif mengen, et wär gutt, wann ee seet: All Investitiounen am Kulturberäich si wichteg. Okay. All Investitiounen am Beräich vum Tourismus an esou viru si wichteg. Okay. Eisen Apport, dee mer am Rahme vun der Kooperatioun brëngen, steet souwisou net zur Diskussioun. Mä et soll een och drun denken, dass d'Sportsinfrastrukturen a virun allem déi doten dann awer eng ass, wou mer net ganz gutt opgestallt sinn a wou et gutt wär, wa mer och ganz schnell zu Solutioune géife kommen.

De Statsminister huet gëschter nach eng Kéier däitlech gemaach, a wat fir engem Mooss um Niveau vun der Mobilitéit… An en huet eng Rei vu Projeten opgezielt, déi en cours sinn, déi schnell an Ugréff musse geholl ginn - ech denke virun allem un d'Streck Lëtzebuerg-Beetebuerg, déi eng ass, déi all Prioritéit soll genéissen -, an, mengen ech, och nach eng Kéier kloergemaach dat, wat um Niveau vun der Realiséierung vum Tram soll geschéien.

(Interruption)

Wann de President selwer net oppasst…

Ech mengen, dass den Accord, wann en dann definitiv niddergeschriwwen ass, tëschent dem Stat an der Stad Lëtzebuerg fir d'Opdeelung vun de Käschten - zwee Drëttel, souwuel d'Investitiouns- wéi Fonctiounskäschten, fir de Stat an een Drëttel fir d'Stad Lëtzebuerg - eng gutt Opdeelung ass. Ech mengen, déi do Décisioun erlaabt, dass ee relativ schnell hei an der Chamber nach eng Kéier no der Motioun vun 2006 all déi Froen, déi deemools nach opbliwwe sinn, ka beäntwerten an dass dann de Projet de loi kann deponéiert ginn, dee wa méiglech an dëser Legislaturperiod soll deponéiert ginn an hei diskutéiert ginn.

Ech mengen, dat wär e gudde Wee. An datselwecht, soen ech nach eng Kéier, och fir déi Streck, déi ech virdru genannt hunn - Lëtzebuerg-Beetebuerg -, wou et wichteg wär, dass een och de Projet de loi esou schnell wéi méiglech kéint deponéieren, fir dass mer dee kënnen hei beschléissen an dass mer kënnen ufänken.

Ech wëll net vill soen um Niveau vun der Politik, um Niveau vum Logement. De Statsminister huet zur ech weess net wéivillter Kéier gëschter a senger Ried versicht, nei Propositiounen ze maachen, fir um Niveau vun deem Problem, deem leidege Problem, dee wierklech wéi e Schwamm, en naasse Schwamm op allen anere Politiken a virun allem um Niveau vun eiser Sozialpolitik läit, fir do - wéi den Innenminister géif soen - endlech Neel mat Käpp ze maachen an zu Resultater ze kommen.

Wann d'Caritas recht huet an hirem Sozialalmanach, dass 26.000 Sozialwunnenge feelen, da gëtt et héich Zäit, wierklech all Moyenen a Bewegung ze setzen, souwuel um Niveau vun der Demande wéi och um Niveau vun der Offer, fir virunzekommen.

Ech gehéieren zu deenen, mengen ech, déi sech an eiser Fraktioun Gedanke maachen. Mir hunn och oft gemengt, et sollt een der Demande hëllefen. Dat maache mer erëm eng Kéier bei dem Mietzuschuss, deen eng Iddi ass, déi mer an eisem Wahlprogramm stoen haten an déi sécherlech hëlleft.

Mä et gëtt der och vill, déi sech d'Froe stellen, ob déi vill Aiden… A mir si bei den Aiden um Niveau vum Logement. Wann ech den Avis vum Conseil d'État beim Statsbudget vun dësem Joer nach am Kapp hunn, wäerte mer bei tëschent 400 a 500 Milliounen d'Joer Aiden am Logementsberäich sinn. Et muss ee sech awer wierklech heiansdo froen, ob dat net vill Gelder sinn, déi an d'Täsche virun allem vun de Promoteuren…

(Interruption)

…a vun deene ginn, déi d'Haiser hunn, wéi dass se dohi ginn um Niveau vun deem, wat mer maache fir d'Offer,…

(Interruption)

Une voix.- Bien vu!

M. Lucien Lux *(LSAP).*- …fir alles ze maachen, dass mer um Niveau vun der Offer, der Ausweisung vu méi Terrainen… An ech mengen, do si jo Initiativen amgaangen. An déi Gesellschaft, déi de Logementsminister Marco Schank d'nächst Woch - wann ech dat gutt verstanen hunn - wäert virstellen, soll en engagéierte Player ginn, fir derfir ze suergen, dass Terrainen op de Marché kommen, dass op Terraine ka gebaut ginn, dass mer do virukommen.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

Et ass och am Intérieur. An den Innenminister weess dat, dass och am Intérieur wierklech soll och d'Personal esou opgestallt sinn, dass d'PAPen an d'Revisioun vu PAGen net méint- a jorelaang doleie bleiwen, mä dass et virugeet. Well dat ass, mengen ech, dee beschten, effikasseste Wee, fir derfir ze suergen, dass mer méi Terrainen ausweisen, dass mer méi schnell Décisiounen huelen an deementspriechend och d'Präisser kéinten erofgoen.

Ech wëll um Niveau vun de Recetten, no den Dépensen, e puer Bemierkunge maachen. Ech hu gesot, niewent der Dépensëkultur, déi de Finanzminister genannt huet, brauche mer eng Recettëkultur, wann ee gesäit, dass den Apport zum Beispill vun der Kollektivitéitssteier an domadder den Apport vun den Entreprisen am gesamte Steieropkommen hei zu Lëtzebuerg vun 21% am Joer 2000 iwwer 17% am Joer 2011 op 14,5% an dësem Joer zréckgaangen ass.

Wann 83% vun de Kapitalgesellschafte keng Steiere bezuelen, dann, mengen ech, muss een… An dat war mer, léiwe Kolleeg Claude Meisch, an där Ried virdrun dach awer eng Ried, wou et oft sowohl als auch war. An an deem hei Punkt och prezis engersäits dat festzestellen an dann ze soen, domadder wär eng Mindestbesteierung, déi mer elo um Niveau vun den Entreprisë wëlle maachen, direkt eng Belaaschtung, direkt erëm eng Erhéijung vun de Steiere bei den Entreprisen, also negativ, an hannendrun awer ze soen: „Mä d'Entreprisen hunn awer eng sozial Responsabilitéit." Dat ass dat eent an dat anert!

Mir mengen, dass mer eng Betribskultur an eisem alen Europa hunn, déi effektiv seet, dass Entreprisen eng sozial Responsabilitéit hunn. Dat hu se souwisou an der Sécurité sociale, an hirem Apport, dee se maache bei de Rentekeesen a bei de Krankekeesen, mä si sollen et och doriwwer eraus hunn, fir an dem Fonctionnement vun dem Stat eng Responsabilitéit ze hunn.

A wann ech dann zréckdenken un de Spuerpaquet 2010, do ass d'Propositioun komm, fir d'SOPARFIen, d'Finanzgesellschaften hei zu Lëtzebuerg - 35.000 hu mer där -, mat enger Mindestbesteierung, mat enger Mindesttax vu 1.500 Euro d'Joer - 1.500 Euro d'Joer! - ze beleeën. Do gouf et der an den Avisë vun der Chambre de Commerce, déi gemengt hunn, domadder wär dat den Doud vun de Finanzgesellschaften. Déi géifen elo alleguerte fortlafen. Keen ass fortgelaf! Am Géigendeel, mer hunn nach méi Finanzgesellschafte wéi virdrun. An ech mengen, dat wäert och um Niveau vun der Mindestbesteierung net aneschters sinn.

Duerfir menge mer, dass hei e wichtege Bäitrag ka geleescht ginn. A mir mengen, dass de Wee iwwert d'Solidaritéitssteier e Wee ass, deen effektiv dozou féiert, dass mer gerecht d'Steieren erhiewen am Rahme vun deem Spuerpaquet an dass mer doduerch iwwert d'Solidaritéitssteier a virun allem dee Super-Taux, dee mer hu bei deene Leit, déi 150.000 Euro als Single oder 300.000 als Koppel hunn, e Spëtzesteiersaz kréien, deen da bei Ufank 42% läit a sech dann an enger gudder europäescher Moyenne situéiert.

Ech wëll och soen, well d'Politik jo näischt Neutrales ass, a mer och an där Koalitioun, an där mer sinn, net ëmmer alleguerten därselwechter Meenung sinn… Et wär ze schéin. Mä ech wëll awer feststellen, och fir d'Regierung, dass, wann de Spuerpak 2010 a senger Aart a Weis no baussen, wéi en ausgeschafft ginn ass - ech mengen, de Premier hat dat Wuert geprägt, dass dat „suboptimal" gewiescht wär -, dës Kéier am Joer 2012 op eng dach awer bonne Gouvernance no bausse gedroe ginn ass, an dass op d'Propositiounen, déi vum Finanzminister öffentlech gemaach gi sinn an engem Interview, dat e ginn huet, zum Beispill d'Augmentatioun vun der TVA net zréckbehale ginn ass.

De Statsminister deit un, dass dat an der nächster Legislaturperiod och ugesiichts de Pertë beim E-Commerce eng Solutioun, de Wee kéint sinn. Ech mengen, dat musse mer da kucken. Ech kéint fir eis Fraktioun a fir eis Partei haut net soen, dass mer dozou haut scho Jo soen. Ech mengen, et soll een déi Situatioun emol ofwaarden an am Joer 2015 a '16 gesinn, wou mer dann dru sinn.

Mä oppassen, och wann dat dann heiansdo almoudesch fir eenzel Leit kléngt: Et bleift, dass d'TVA par rapport zu den direkte Steieren eng Steier ass, déi déi sozial méi schwaach Persoune proportionell méi haart trëfft wéi déi aner. Dat solle mer am A behalen, wa mer muer zu Décisiounen oder zu Diskussiounen dann och kommen.

Datselwecht gëllt fir Pauschalkierzungen um Niveau vum Kannergeld. Déi si gutt ersat ginn duerch déi Propositioun, déi sozial, duerch méi kloergestallte Sozialgestaltung vun den Tariffer bei de Chèques-services. A wann ech mer do virstellen, dass dat trëfft à partir vun dräi an en halleft Mol de Mindestloun, mengen ech, dann ass dat och eng Progressioun, déi awer, mengen ech, verständlech ass, an dass een, dee 7.000, 8.000, 9.000 Euro de Mount verdéngt, net onbedéngt dräi Stonne gratis muss kréien. Ech mengen, dee bréngt et och fir den Apport vu senge Kanner op, dat ze maachen.

Ech denken, dass doriwwer eraus an der nächster Legislaturperiod - ech geheien dann och ee kuerze Bléck an déi nächst Legislaturperiod -, ech mengen, dass mer net laanscht eng grouss Steierreform kommen, fir och wierklech ze kucken: Wéi ass et mat der Besteierung vum Kapital an de Kapitalerträg par rapport zu den Erträg vun der Aarbecht?

Wann een dat um Niveau vum Beispill… Ech huelen d'Beispill vum Panorama social vun der Chambre des Salariés. Déi seet, bei engem Akommes vun 10.000 Euro bezuelt een 3.000 Euro Steieren, wann dat en Aarbechtsakommes ass. Ass et awer e Kapitalakommes, da bezilt een 1.000 Euro Steieren.

Ech mengen, déi Froen do musse mer eis stellen, esou wéi mer all Abattementer an Nische mussen op de Métier huelen, wéi mer och de Lenkungscharakter, dee bei de Steieren esou wichteg ass, dach awer mussen iwwerpréiwen. An ech mengen, mir mussen och kucken a wachsam sinn, dass d'Mëttelschichten net engersäits déi sinn, déi éierlech a brav all Mount hir Steiere bezuelen, well se net kënne vun Abattementen hei a vun Nischen do profitéieren, oder vu Steiertricken do, vun deene se kënne profitéieren, fir Steieren ofzesetzen, an déi awer, mengen ech, bei den Aiden, déi mer am soziale Beräich maachen, ni déi sinn, déi mat profitéieren, well d'Niveauen net esou héich leien, dass dat ëmmer déi sinn, déi Perdant sinn, wa mer Politike maachen. Och dorobber musse mer an der Gerechtegkeetskultur oppassen, dass mer déi net treffen.

An der Konklusioun wëll ech soen:

dass sech d'Politik vun dëser CSV/LSAP-Regierung an deem enke Korridor tëschent Spueren a Relance ofgespillt huet,

dass dat keng Austeritéitspolitik an deene leschte Jore war, déi déi engersäits öffentlech Dépensë begrenzt hätt, mä dass mer d'Kafkraaft gestäipt hunn, dass mer Investitioune gestäipt hunn,

dass mer d'Kompetitivitéit stäerke mussen an d'Reformfäegkeet vun dëser Regierung a vun dëser Koalitioun an deene Kapitelen, déi eis bevirstinn - Rentereform, Fonction-publique-Reform an anerer och -, elo musse beweisen,

dass mer dat sozial ausgewoge musse maachen,

dass mer dat op breet Schëllere musse leeën,

dass déi Visiounen, déi emol gezeechent gi sinn an déi „road-mapen", déi emol an deene leschte Wochen a Méint opgeluecht gi sinn, déi eis dach awer och fir de Lëtzebuerger Gesellschaftsmodell e Wee gezeechent hunn, wou mer mengen, dass d'sozial Maartwirtschaft, dass e staarke Sozialstat, e funktionéierende Sozialdialog net déi Weeër sinn, déi do geduecht ginn, dass dat net déi „road-mapen" an déi Divisioune sinn, déi mer deelen.

Et sinn déi, déi ech haut versicht hunn ze zeechnen. An ech mengen, dass ee sollt dee Momentum - wann ech en esou kann nennen, wann et jo schonn anscheinend keen État de grâce a Frankräich soll ginn - vun der Wahl vum François Hollande notzen, fir och an Europa eng nei Dynamik ze schafen, fir Wuesstum a Gesondung vun den öffentleche Finanzen aus enger Politik aus engem Goss ze maachen. Dat ass déi Politik, déi mer heiheem an och an Europa kënnen ënnerstëtzen.

Ech soen Iech Merci fir d'Opmierksamkeet.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Lux. Als nächsten an als leschte Riedner fir haut de Moie kritt elo den Här François Bausch d'Wuert. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Här President, Merci fir d'Wuert. Dir Dammen an Dir Hären, de leschte Weekend waren dräi Wahlen an Europa: déi éischt a Frankräich, déi zweet a Griichenland an déi drëtt, dat waren d'Kommunalwahlen an Italien. Gemeinsam hunn déi dräi Wahlen, datt déi, déi regéiert hunn, ewechgefeegt gi sinn. Am brutaalsten a Griichenland, wou d'Extremer triomphéiert hunn an d'Land onregéierbar gemaach hunn.

Italien, do ass eng nei Partei op Anhieb an der Moyenne op 20% komm a quasiment all

grouss Stied si fir déi, déi virdru regéiert hunn, do verluer gaangen.

D'Situatioun an deenen dräi Länner ass ënnerschiddlech, mä déi dräi Wahlen hunn dach eppes gemeinsam: éischtens de Rejet vun engem Politikstil, deen d'Leit net méi eescht hélt, wou d'Politiker hiert Mandat éischter wéi e Selbstbedienungsladen ugesinn, an zweetens de Rejet vun enger eesäiteger Austeritéitspolitik ouni Perspektiv fir d'Bevölkerungen.

D'Mënschen an Europa hu ganz sécher Verständnis, datt an enger globaliséierter Welt mat neie wirtschaftleche Mastodonte wéi China, Indien oder Brasilien Europa muss zesummestoen, méi enk muss wirtschaftlech zesummeschaffen. Datt mer duerfir mussen och d'Äerm eropstréppen, fir ze hëllefen, datt zum Beispill d'Investitiounen a Bildung, Fuerschung, nohalteg Entwécklung, qualitativ héichwäerteg Infrastrukture gelëngen. Datt mer duerfir musse spueren an zesummenhalen, datt de weideren Ausbau vu materiellem Wuelstand, vu weiderem Konsum kuerzfristeg muss zréckgestallt ginn, fir datt dat Éischt, nämlech d'Investitiounen an déi wichteg Secteuren, eis gelëngen.

D'Leit hunn awer kee Verständnis, datt Politik weider gemaach gëtt haaptsächlech ënnert dem Impuls vu Politiker vu verschiddene groussen europäesche Länner, déi op déi Pensée unique setzen an der Wirtschaftspolitik, déi maassgeblech derzou bäigedroen huet an deene leschte Joren, datt mer an dës schwéier Kris gerutscht sinn.

D'Mënschen an Europa si bereet, eiser Meenung no, d'Äerm eropzestréppen, wa mer hinnen eng positiv Visioun vun engem Europa ginn, wat sech net nëmmen no de Wënsch vun der Finanzwelt an de Bourssen orientéiert, mä éischtens sech dem Chômage an der sozialer Prekaritéit unhélt an zweetens investéiert an eng nohalteg Entwécklung, déi zum Beispill och d'Energieaarmut bekämpft, datt déi eescht geholl gëtt.

An drëttens, Bierger a Biergerbedeelegung mussen eescht geholl ginn. Dat heescht, d'Politik muss bereet sinn, Muecht zugonschte vu méi participativer Demokratie ofzeginn.

D'Wahl a Frankräich war un éischter Stell eng Wahl géint de Sarkozy, deen alles dat Negativt verkierpert huet, sougutt am wirtschaftleche wéi och am soziale Beräich wéi och am Ëmgang mat der Muecht, wou Arroganz a Suffisanz am Vierdergrond stoungen.

De Gewonnene stoung am Wahlkampf fir en anere Politikstil, fir Muecht a Muechtcumul ofzeginn a fir d'demokratesch Institutiounen an der Politik an och an der Justiz ze respektéieren. An hie stoung effektiv net fir blannt Spueren, mä fir Spueren ze kombinéiere mat Investéieren a fir d'Bekämpfung - natierlech - deementspriechend och vu Chômage a Prekaritéit.

Ganz Europa muss eiser Meenung no Interessi drun hunn, datt deen neie franséische President net u sengen Ambitioune scheitert an datt en déi Hoffnungen, déi e verkierpert, kann aléisen.

Frankräich gëtt eiser Meenung no zum Elchtest fir ganz Europa. Scheitert de franséische President bei deenen Ambitiounen, fir déi e mat grousser Wahrscheinlechkeet gewielt ginn ass, déi ech virdru beschriwwen hunn, da wäerten déi rietsextrem Wëllef iwwert déi demokratesch Institutiounen hierfale wéi Der dat nach ni an Ärer Geschicht wäert gesinn hunn. Beispiller gëtt et scho genuch an Europa. Da scheitert net nëmmen Europa, mä da scheitert d'Demokratie insgesamt.

De Premierminister, dee seet, oder sot eis gëschter, hie wär op enger Linn mam François Hollande, wat déi do Objektiver ubelaangt. Éischtens fir en nohaltege Wuesstumspakt, datt een iwwert dee misst schwätzen, zweetens fir „Euro-Bonds", dat heescht fir eng gemeinschaftlech Haftung vum Finanzement vun dëser Nohaltegkeetsstrategie.

Mä mir froen eis: Wéi glafwierdeg ass d'Deklaratioun vum Premier, wann a senger Regierung säin designéierten Nofolger am Numm vun der Lëtzebuerger Regierung am ECOFIN permanent just de Contraire vertratt huet an deene leschte Joren? Wa säi Finanzminister am Numm vu Lëtzebuerg de beschte Schüler, deen engste Verbündete vun der Madame Merkel ass, déi alles mécht, oder alles gemaach huet an deene leschte Joren, fir gradesou eng nohalteg Wuesstumsstrategie mat europäescher finanzieller gemeinschaftlecher Haftung ze blockéieren?

De Jean-Claude Juncker seet als Eurogroup-Chef dat eent, säi Finanzminister am Numm vun der Lëtzebuerger Regierung just de Contraire. Dat dréit net nëmmen derzou bäi, datt dës Regierung hei zu Lëtzebuerg net ganz vill Glafwierdegkeet an deem do Beräich huet, mä mat Sécherheet och net um europäesche Plang.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Situatioun vun de Lëtzebuerger Statsfinanzen, déi hu mer am Mäerz hei diskutéiert, an ech wëll net alles widderhuelen, wat ech do gesot hunn. Iwwregens misste mer eis och d'Fro stellen, ob mer déi Debatt iwwert den État de la nation net virverréckelen an en an den nächste Jore kombinéiere mat der Debatt iwwert de Semestre européen. Ech mengen, dat wär eppes, wat sécherlech géif Sënn maachen.

Duerfir haut am Résumé hei nach eng Kéier eis Positioun.

Éischtens soe mer: Jo, mir hunn eng geféierlech Entwécklung beim Statsdefizit, haaptsächlech beim Zentralstat. A wat eis virun allem beonrouegt, dat ass d'Vitesse vum Uwuesse vum Defizit beim Zentralstat an deene leschte véier, fënnef Joer. A wat eis nach méi beonrouegt, dat ass, datt déi Vitesse wäert esou weidergoen, wa mer näischt ënnerhuelen.

Zweetens: Jo, mir hunn ee Problem bei den Dépensen, déi méi séier wuesse wéi d'Recetten. Mä ech wëll awer och widderhuelen, datt mer och e Problem bei de Recetten hunn, an ech kommen herno dorobber ze schwätzen.

Drëttens: Jo, mir musse Prioritéite setze bei den Investitiounsausgaben.

Véiertens: Jo, mir musse bei de Fonctionnementskäschte beim Stat bremsen.

Fënneftens: Jo, mir mussen a solle verschidde Sozialtransferten op hire Wierkungsgrad, op hir Selektivitéit hannerfroen.

Sechstens: Jo, mir brauchen nei Recettë fir de Stat an duerfir brauche mer e méi sozial an ekologesch équilibréierte Steiersystem, deen d'Investitiounskraaft vum Stat stäerkt a fir méi Ëmverdeelungsgerechtegkeet suergt.

A siwentens: Jo, mir brauchen eng nohalteg Wirtschafts- a Wuesstumsstrategie, well schlussendlech ass et nëmmen déi, déi eis mëttelfristeg kann ausgeglache Statsfinanzen an eng positiv Dynamik a Weiderentwécklung vun eiser Gesellschaft, och am Interessi vun de kommende Generatiounen, bréngen.

D'CSV huet déi lescht Wahlen ugaange mat dem gutt bekanntene Slogan „de séchere Wee". Domat ass natierlech virun allem op d'Finanzpolitik ugespillt ginn. An d'CSV huet och ganz kloer duerch hir laang, jorzéngtelaang Traditioun a mat deem Slogan a mat enger geschéckter Campagne op deem dote Punkt de kriseveronsécherte Lëtzebuerger kënne Sand an d'Ae streeën an doduerjer d'Wahle gewannen.

Well haut gesi mer, datt an der Realitéit dësen „séchere Wee" inexistent ass. Jo, datt d'CSV e maassgeblechen Acteur war beim Verloosse vum séchere Wee!

Une voix.- Très juste!

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Éischtens bei de Recetten. Ech wëll nach eng Kéier drun erënneren, datt et d'CSV, en CSV-Finanzminister war, deen d'Recetten 2001, 2002 dramatesch ofgesenkt huet. 40 Milliarden aler Frang si verdeelt ginn iwwert d'Steierofsenkungen 2001, 2002. Dovun am meeschten hu profitéiert ganz sécher net déi sozial Schwaach an eiser Gesellschaft, mä éischter anerer.

Dat gouf décidéiert - et gouf zwar applizéiert 2001 an 2002, mä et gouf décidéiert am Joer 2000 an et gouf décidéiert um Hannergrond vun engem Wirtschaftswuesstum vun 9%, dat heescht, wou eigentlech souwisou de Räichtum a jiddwerengem Eenzelne säi Räichtum an der Gesellschaft, sief et Entreprisen oder Privatpersounen, relativ gutt war, well mer an engem vun deene beschte Konjunkturmomenter waren an der Nokrichszäit an eigentlech de Verstand engem hätt misse soen, datt ee vläicht hätt kënnen e bëssen eppes un de Steiere maachen, mä datt et total irresponsabel wär, fir d'Steierbarèmen esou staark ofzesenken, wéi dat do gemaach ginn ass.

Datt een nämlech, wann een eppes dovunner hält, vun enger antizyklescher Steierpolitik, wann et de Leit souwisou gutt geet, ee se soll gewinne loossen un e gewëssene Steierniveau, an effektiv, wann et schlecht geet a Krisemomenter kommen, datt een dann e bësse Sputt huet, fir eventuell d'Steieren ze senken, fir d'Relance ze ënnerstëtzen.

Dës Regierung, an d'CSV virun allem, huet just de Contraire gemaach 2000 a si huet domadder, duerch de Fait, datt se zum Beispill d'Betribssteier ëm 8% op ee Coup ofgesenkt huet, d'Spëtzesteier ëm 8% op ee Coup ofgesenkt huet, huet se derzou bäigedroen, datt d'Finanzcapacitéit a Fro gestallt ginn ass.

Iwwerhaapt huet d'CSV zënter den 90er Joren d'Steieren, well si war en continu an der Regierung a war en continu de Finanzminister, massiv ofgesenkt. Dat natierlech am Aklang mat dem neoliberale Mainstream, deen am Rescht vun Europa geherrscht huet an dee gemengt huet, et wär dat Allerrichtegst vun der Welt, datt een d'Recettë vun de State géif no ënne schrauwen an den Entreprisen an de Leit méiglechst vill Suen einfach an den Täsche géif loossen, well dat géif automatesch dann och derzou féieren, datt déi Sue géife reinvestéiert ginn.

Dir gesitt, datt deen Dram ganz a guer net an Erfëllung gaangen ass an, au contraire, datt gréisstendeels d'Investissementer net gestäerkt gi sinn, mä datt ganz vill vun deenen dote Suen agesat gi sinn, fir kuerzfristeg eng héich Rentabilitéit um Kapital ze kréien. An déi huet een an den 90er Joren a bis d'Kris 2008 vill méi liicht kritt, andeem ee spekuléiert huet op de Bourssen, wéi datt ee produktiv an d'Realekonomie investéiert huet.

Duerfir, deen Dram ass net opgaang. An deene meeschte Länner nach ni, zu Lëtzebuerg eng Zäit. Eng Zäit, firwat? Ma well Lëtzebuerg duerch déi spezifesch Situatioun, an där mer sinn, mat deem Wirtschaftssecteur, de Finanzsecteur, deen esou eng dominant Roll spillt, extremst vun de liberaliséierte Finanzmäert, vum liberaliséierte Finanzsecteur profitéiert huet.

Lëtzebuerg war ee vun de gréisste Profiteure weltwäit vun de liberaliséierte Finanzmäert an den 90er Joren a bis 2008. An dat huet natierlech derzou gefouert, well mer e klengt Land sinn a mer do vun engem Secteur extrem profitéiert hunn, konnte mir déi staark Ofsenkunge vun de Steierbarèmë mindestens eng Zäit laang ausbalancéieren oder awer nach genausou vill, souguer nach méi Recetten deelweis erakréie wéi virdrun, ier mer d'Steierbarèmen ofgesenkt hunn. Mä déi Logik ass an deenen aneren europäesche Länner iwwerhaapt net opgaangen a geet zu Lëtzebuerg och definitiv net méi op, spéitstens zënter dem Abroch vun de Finanzmäert 2008.

Eise Wuesstum ass staark ofgebremst ginn. D'Reguléierung vun der Finanzwelt, déi jo wäert kommen, déi wäert sécher derzou féieren, datt d'Finanzplaz Lëtzebuerg manner Recettë fir de Stat wäert generéieren. Ech huele just ee Beispill eraus - do kéint een och iwwregens nach vill diskutéieren erëm iwwert d'Haltung vun der Lëtzebuerger Regierung a vum Finanzminister -, an dat ass Basel III, wou et jo ëm d'Eegekapitalerhéijung geet vun de Banken, wou de Finanzminister erëm eng luusseg Roll spillt, gespillt huet an deene leschten Deeg am Conseil ECOFIN, well natierlech déi dote Fro haaptsächlech déi Länner betrëfft, wou d'Banken hir Maisons mère sëtzen hunn, an net onbedéngt zu Lëtzebuerg.

Mir sinn awer der Meenung, datt dat eng essentiell Konditioun ass, wa mer eng Léier wëlle gezunn hunn zum Beispill aus der Finanzkris, a mir der Meenung sinn, well dat eis net betrëfft, soll een do meeschtens „low-key" fueren an éischter kontraproduktiv schaffen, wéi am Sënn vun enger reguléierter Finanzwelt.

Mä egal, all déi Mesuren, déi do wäerte kommen, déi hunn all, egal wéi se wäerte kommen, en Impakt op de Finanzsecteur zu Lëtzebuerg a virun allem op dat, wat de Finanzsecteur wäert ofwerfen u Steiergelder fir d'öffentlech Hand. An deementspriechend hu mer eis zu Lëtzebuerg vill ze vill laang op där gëllener Kou „Finanzwelt" ausgerout. Mir hu keng Diversification économique hikritt. Mir hu laang bei den öffentlechen Investitioune kaum Prioritéite gesat, an dat beschte Beispill ass fir eis deementspriechend d'Schafung vun deem Zukunftsfong, dee fir dëst Joer virgesinn ass; dat ass wierklech bal paradox.

Mir schafen en Zukunftsfong, wann d'Plus-valuen zréckgi respektiv net méi do sinn, amplaz an deene Joren, wou se do waren. Do gëtt et aner Länner, skandinavesch Länner, déi hu just de Contraire gemaach. Déi hunn..., natierlech si se higaangen, schonn an den 90er Joren hu se esou e Fong gegrënnt a si hunn d'office ëmmer vun deenen héije Plus-valuen, déi se iwwer eenzel Secteuren - zum Beispill an Norwegen de Pëtrol - erakritt hunn, hu se gesot, do gëtt direkt e gudden Deel, e gudde Prozentsaz op d'Säit geluecht an dee gëtt nëmme genotzt, fir eis wirtschaftlech weider ze diversifiéieren, dat heescht, fir e méi nohaltegen Opbau vun eiser Wirtschaftsstruktur ze kréien, an net am Konsum verdeelt.

Deen aktuelle wirtschaftleche Monolithismus, dee schaaft eis natierlech elo grave Problemer, an ech kommen domadder zréck zu de Recetten. Mir hunn natierlech, wéi gesot, well déi Logik elo net méi wäert opgoen, datt de Finanzsecteur iwwerméisseg wäert ofwerfen, wäert de Fait, datt mer am Steiersystem an deene leschten 20 Joer extrem villes no ënne geschrauft hunn, ganz sécher dozou féieren, datt d'Finanzcapacitéit vum Stat insgesamt net méi déi wäert sinn, wéi mer se nach haten, well mer aner Secteuren, déi mer elo bräichten, déi missten asprangen, well mer déi nach net hunn. An do notzt och net..., wat mer elo net brauchen, dat ass e bëssen dréien u verschiddene Schrauwen, Steierschrauwen, fir kuerzfristeg Lächer am Budget ze stoppen.

Mir sinn der Meenung, datt mer eng seriö Steierreform bräichten hei zu Lëtzebuerg, déi éischtens de Problem vun der Finanzcapacitéit vum Stat géif berücksichtegen. Dat heescht, d'Finanzcapacitéit vum Stat misst gestäerkt ginn, haaptsächlech fir kënnen ze investéieren. Herno kommen ech nach dorop zréck.

Zweetens, déi de Steiersystem méi transparent géif maachen, méi sozial gerecht géif maachen. Virun allem och déi Froe géif emol kucken an analyséieren, déi elo scho vu Virriedner opgeworf gi sinn. Wie bezilt dann iwwerhaapt nach Steieren? Wat ass d'Verhältnis vun de Steieren, déi haut agezu ginn, fir Leit, déi géint Loun a Gehalt schaffe ginn oder éischter Mëttelständler, par rapport zu anere Kategorien?

Den Här Roth huet a sengem Budgetsrapport eigentlech eng ganz Rei Saachen do och beschriwwen am Dezember, déi richteg sinn an déi misst een elo dora berücksichtegen.

An drëttens, mir mussen natierlech och an där Steierreform do en Element vun..., en ekologesche Lenkungscharakter drakréien, fir datt mer an d'Richtung ginn, datt Investitioune gefördert ginn, déi mer brauchen, fir méi eng nohalteg Entwécklung ze kréien.

Elo ass et natierlech esou, mir hunn zu Lëtzebuerg - an dat geet och aus dem leschte Budgetsrapport eraus - rose wéineg seriöt Material, analytescht Material iwwer all déi dote Froen hei am Land. Mir brauchen dat awer, wa mer esou eng Steierreform wëlle maachen. A mir sinn der Meenung, wéi gesot nach eng Kéier, datt et méi sënnvoll ass, eng global Steierreform ze maachen ënnert deenen do dräi Prämissen, wéi un eenzelne Schrauwen ze dréien, déi just geduecht si fir d'Budgetslächer kuerzfristeg ze stoppen.

Well dat Material eis awer feelt, si mir der Meenung, datt d'Regierung muss derfir suergen, datt mer dat Material do kréien, an deem Sënn wéi ech gesot hunn. An duerfir wäert ech och eng Motioun déposéieren, zesumme mat de Kolleege vun der DP, wou mer d'Regierung opfuerderen, eben all déi Aspekter do ze kucken an deementspriechend eis bis Enn des Joers esou eng Etüd virzeleeën, fir datt am Fong eng seriö Debatt ka gefouert ginn am Kontext vun dem Budget fir 2013 iwwert d'Steierpolitik fir d'Zukunft vun dësem Land.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant la nécessité de renforcer l'équité sociale de notre système fiscal;

- considérant le manque de capacités analytiques de la fiscalité au niveau du débat politique;

- considérant la nécessité de renforcer la qualité de la planification des recettes fiscales;

- considérant la complexité particulière des politiques fiscales au Luxembourg dans le contexte de la place financière;

- considérant l'impact potentiellement considérable de l'évolution des politiques fiscales européennes sur celle du Luxembourg;

- souhaitant rendre le débat sur les questions de fiscalité au Luxembourg plus transparent et plus objectif;

invite le Gouvernement à

- mener une recherche ouverte et contradictoire avec des modèles de simulation pour les diverses propositions en matière fiscale actuellement discutées et d'analyser à cet égard plus particulièrement:

• l'effet de ces mesures sur les revenus fiscaux;

• leur impact sur la progressivité de l'imposition pour les différents déciles des tranches de revenus;

• l'impact sur le pouvoir d'achat des revenus des classes moyennes et inférieures;

• l'utilité des différentes mesures d'allègement fiscal, tels les abattements, modérations d'impôt;

• les effets possibles d'un renforcement de l'écofiscalité dans le système fiscal luxembourgeois;

• les contradictions possibles entre des mesures de la fiscalité nationale d'un côté et l'attractivité de la place financière de l'autre;

- envisager de façon concrète l'instauration au Luxembourg d'une instance d'analyse des politiques fiscales afin de disposer à terme d'un centre de compétences et une capacité d'analyse et de modélisation ouvertes et accessibles au débat politique;

- presenter à la Chambre des Députés les résultats de ces efforts lors du débat sur le budget de l'année 2013 à la Commission des Finances et du Budget.

(s.) François Bausch, Félix Braz, Fernand Etgen, Josée Lorsché, Claude Meisch.

Wat awer eiser Meenung no carrément irresponsabel ass bei de Recetten, Dir Dammen an Dir Hären, dat ass, datt dës Regierung de Verloscht vu mindestens - ech soe mindestens! - 500 Milliounen Euro Recetten haut an hirer Aktioun ausblent an dat där nächster Regierung no 2014 wéi eng waarm Gromper dohinnerschiebt.

Wann een 2012 weess - dat wësse mer haut -, datt 2015 ganz sécher mindestens 500 Milliounen Euro bei enger vun deene wichtegste Steierrecetten ewechfalen, dann ass een 2012 verflicht, fir eng Strategie virzeleeën, wéi een domadder wëllt ëmgoen, an da kann een dat net verschiebe bis no de Wahle vun 2014.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dat ass nach méi irresponsabel, wann ech kucken, vu wat fir enge Wuesstumsprämissen d'Regierung fir 2015 ausgeet. Iwwer 4% Wuesstum gëtt einfach emol ugeholl, datt mir 2015 hätten. Dat ass pur Kaffissazlieserei!

Wann ech kucken, wéi d'Moyenne vum Wuesstum an deene leschte Jore war, da stellen ech fest, datt mer wäit ewech dovu louchen. Mir ginn also hei dervun aus, datt an deem Joer, wou eis souwisou mindestens 500 Millioune Steierrecetten ewech wäerte briechen, mer och dann nach, grad an deem Joer - d'Chance fält eis jo wierklech op de Kapp -, och nach e Wuesstum hu vun iwwer 4%.

Wa mer déi natierlech net erreechen, brauch ech jo kengem auszemolen, wat fir eng Konsequenzen datt dat wäert hunn da fir de Budget. Dat ass eiser Meenung no net seriö.

Mir sinn der Meenung, datt een 2013 an 2014 een Deel vun dësen extra Recettë misst schonn immobiliséieren an datt dës Suen ausschliesslech fir d'Diversification économique missten agesat ginn.

D'Secteuren, wou soll gefördert ginn, do hu mer net vill Divergenze mat deem, wat elo um Dësch läit. Mir sinn och frou, datt d'Regierung ewechkomm ass vun där Logik, déi nach virun dräi, véier, fënnef Joer bestanen huet, an datt de Wirtschaftsminister elo sech voll wëllt konzentréieren op déi dote Secteuren a virun allem agesinn huet, datt et méi gescheit ass, fir kleng a mëttel innovativ Entreprisen ze kréien op Lëtzebuerg fir déi dote Secteuren, déi selbstverständlech och en industrielle Charakter kënnen hunn, Här Spautz - en ass zwar elo net hei -, mä déi awer näischt méi ze dinn hu mat enger Stolindustrie, wou Zéngdausende Leit geschafft hunn an de 70er Joren, mä déi eng ganz aner Ausriichtung hunn.

Mä déi virun allem fir Lëtzebuerg kënnen eppes brëngen, well se eis eng staark Plus-value kënne brëngen, wann do gefuerscht gëtt, wa mer do och déi Fuerscher op Lëtzebuerg kréien, wa mer hei zu Lëtzebuerg dann eigentlech führend gi bei deenen doten Technologien, an dann natierlech d'Produktioun mat Sécherheet net wäert zu Lëtzebuerg sinn, mä anzwousch anescht op der Welt. Mä mir hu vill dovunner, wa mer déi Secteuren op Lëtzebuerg unzéien, haaptsächlech fir d'Fuerschung, fir d'Pilotprojeten ze lancéieren.

An do eegent Lëtzebuerg sech extrem gutt. Mir hu ganz gutt Infrastrukturen. Mir sinn e klengt Land. Et kann ee relativ gutt a séier Pilotprojeten hei am Land, fir Saachen ze testen zum Beispill, aféieren.

Mir hunn och e Finanzsecteur, deen do ganz sécher eng positiv an eng wichteg Roll ka spillen an deenen nächste Joren. Mä wat mer awer do brauchen, dat ass och dat richtegt Ëmfeld fir déi Secteuren.

Ech soen Iech, wann Der am Beräich Energie oder Ëmwelttechnologië wëllt Chercheuren op Lëtzebuerg kréien, da kënne mer net just an eisem Alldag, an eiser Gesellschaft contraire zu deem fonctionnéieren, iwwer wat déi Leit do recherchéieren. Déi kommen dann net op Lëtzebuerg. Déi brauchen en Ëmfeld, wou alles esou virbildlech fonctionnéiert an deem Sënn fir dat, wat se och fuerschen, soss kommen déi net op Lëtzebuerg.

Gitt Iech déi Plazen an der Welt ukucken, wou an deenen dote Beräicher gefuerscht gëtt, an da kuckt Der, wat d'Ambitioune si vun deene Leit, déi an deene Beräicher do schaffen, da kënnt Der dat ganz gutt feststellen. Ech ka gäre Beispiller ginn - meng Zäit ass haut e bësse kuerz -, wann een dorunner interesséiert ass.

Une voix.- Très bien!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Mir hätten eis och duerfir kënnen zum Beispill virstellen, datt 2013 an 2014 jeeweils 100 Milliounen direkt vum Commerce électronique zousätzlech op d'Säit geluecht gi wären, déi dann eben ausschliesslech genotzt gi wären, fir dee Wandel do an déi Diversification économique do ze finanzéieren.

Dat hätt natierlech zur Konsequenz gehat - an dat ass jo natierlech de Problem vun dëser Regierung, déi einfach net wëllt iwwert déi dote Saachen diskutéieren, kee Courage huet, fir driwwer ze diskutéieren, a virun allem d'CSV -, dat hätt zur Konsequenz gehat, datt d'Regierung dëst an dat nächst Joer jeeweils fir 100 Milliounen hätt missen entweder Ausgabe kierzen, zousätzlecher, oder nei Recettë schafen, dat heescht, zum Beispill kucken, wat se bei de Steiere géif maachen. Mä einfach dës fir d'Statsfinanzen essenziell Fro bis no de Wahlen 2014 ze verschieben, dat ass komplett irresponsabel.

Do derbäi kënnt nach, an dat ass iwwregens och am Budgetsrapport beschriwwe ginn d'lescht Joer, duerfir kann ech net verstoen... Et freet ee sech iwwerhaapt heiansdo, firwat datt déi Rapporteure sech d'Méi ginn, déi Rapporten dann ze schreiwen an déi gutt Analysen ze maachen, well si hunn null, null Incentive bruecht fir dëst Joer den État de la nation, an donc wäerte se, well dat hei ass jo d'Virbereedungsdebatt fir de Budget 2013, donc wäerte se och iwwerhaapt keen Afloss hunn op de Budget 2013!

Et ass opgelëscht ginn, wat fir eng aner fragile Recetten datt mer nach hunn: den Tanktourismus, den Tubakstourismus. Mir hunn zesummegerechent: Insgesamt sinn iwwer 18% vun de staatleche Recettë kuerz-, mä mindestens mëttelfristeg a Fro gestallt. Ech betounen nach eng Kéier: 18% vun den aktuelle staatleche Recetten - hei geet et ëm d'Recetten, net ëm d'Dépensen - si kuerz- bis mëttelfristeg a Fro gestallt!

Dës Regierung schéngt dat relativ locker ze huelen a wäert sech denken: „Mir kucken, wéi et geet bei den nächste Wahlen, an da wurschtele mer eis vun enger Wahl zur anerer Wahl weider." An natierlech gëtt et ëmmer méi dramatesch, fir dann Décisiounen ze huelen.

Mä och bei den Dépensen huet d'CSV eng grouss Responsabilitéit an duerfir misst se och vill méi bescheiden optrieden, wann et drëms geet, zum Beispill iwwert d'Reduktioun vun Dépensen ze schwätzen. Vill onselektiv Sozialtransferte si vun der CSV oft aus elektoralen oder souguer aus ideologesche Grënn décidéiert ginn.

Dat frappantste Beispill ass fir mech nach ëmmer d'Mammerent. Déi schléit de Moment mat 80 Milliounen am Budget nidder. Ech hunn et schonn eng Kéier gesot: Mir hätten eis duerchweegs kënne virstellen, datt een, wéi een dat décidéiert huet, eppes gemaach hätt fir déi Fraen, déi wierklech schlecht dru sinn, déi zu deem Zäitpunkt keng eege Rechter haten, déi Hongerrenten hunn, datt ee fir déi esou eppes gemaach hätt. An d'Chiffere ware bekannt! Dat war e Chiffer, dee louch ëm déi 10.000 Leit, déi dovu betraff waren, fir déi hätt een eppes kënne maachen. Entre-temps sinn et der iwwer 40.000, déi dovu profitéieren. Null Selektivitéit!

Mir hunn also iwwerhaapt keng Fro gestallt, ob déi eenzel Persounen dat bräichten. Mat der Strenz ass dëst Geld verdeelt ginn. Dat kascht de Moment pro Joer de Statsbudget 80 Milliounen. Mir hunn 2001 gewarnt do virdrun. Mir hu gesot: „Dir décidéiert dat doten an der Euphorie", ënner anerem och vum Wuesstum vun 2000, wou mer Milliarden Iwwerschëss am Statsbudget haten, „an den Dag wäert kommen, an dee kënnt vläicht méi schnell, wéi et Iech léif ass, wou dat doten de Statsbudget extrem wäert belaaschten. An da muss iergendeng Regierung do drugoen, fir dat doten erëm deelweis a Fro ze stellen."

Mä dës Regierung, dës CSV ass net bereet, iwwert déi dote Saachen ze diskutéieren. Si diskutéiert léiwer iwwer aner Saachen. Dat brëngt mech dann och zum Zickzackkurs vun der CSV beim Chèque-service, dee jo och zoufälligerweis 2008, also just virun de Wahlen 2009, agefouert ginn ass.

Ech zitéieren de Jean-Claude Juncker beim État de la nation 2008. En huet do gesot: „À terme ass fir mech kloer, dass d'Kannerbetreiung zu Lëtzebuerg muss gratis sinn." Elo kann ee soen, am Abrëll oder Mee 2008, wéi en déi Deklaratioun do gemaach huet - d'Kris ass jo eréischt voll ageschloen am Hierscht 2008 -, et kann ee soen: „De gudde Mann wousst dat dee Moment jo nach net. E konnt dat jo net viraussoen, well jo kee konnt dee brutalen Abroch virausgesi fir den Hierscht."

Mä spéitstens, wéi se de Wahlprogramm fir 2009 geschriwwen hunn, hätte se awer misse wëssen, wéi d'Zuele sinn. Mä wat liesen ech am Wahlprogramm vun der CSV vun 2009: „Eine Gratiskinderbetreuung und -erziehung aller Kinder bleibt unser langfristiges Ziel."

Plusieurs voix.- Ah!

Une voix.- Voilà, voilà!

M. François Bausch *(déi gréng).*- An d'Regierungserklärung 2009, déi seet och - et ass e bëssen ofgeschwächt, mä awer erëm nach ëmmer de Prinzip oprechterhalen: «Dans le domaine de l'accueil extra-scolaire, il est convenu d'élargir le dispositif des chèques-services et donc la gratuité partielle des prestations éducatives.» Also nach ëmmer näischt bäigeléiert!

Dat heescht, nodeems mer jo awer wierklech woussten, wéi d'Zuelen alleguer waren, huet d'CSV mordicus un deem festgehalen, wat se 2008 lancéiert huet, widder bessert Wëssen. Haut gëtt zréckgeruddert an da ginn hei grouss Riede gehalen, wéi couragéiert dat ass! Dat heescht, da gëtt e gewëssent Mooss Selektivitéit drabruecht.

Mä déi essenziell Fro ass jo net déi! Well wa mer 2008, wou mer jo eng grouss Diskussioun haten iwwert d'Kannerbetreiung... A mir hu jo eng Meenung dozou als Gréng: Mir waren nach ëmmer der Meenung - dat hu mer och 2008 gesot -, datt eigentlech d'Richtlinn, fir an d'Richtung ze goe vun enger gudder, qualitativer Gratiskannerbetreiung, datt déi richteg ass. Mä mir hunn awer deemools gesot: „Wat Der do maacht, dat ass jo net ze finanzéieren. Dir kënnt jo net op där enger Säit dat doten alles ustriewen, bei de Steieren näischt maachen, dat heescht, keng weider Recettë kréien, d'Sozialtransferten, déi aner, och alleguer nach lafe loossen. Also, et kann een net alles finanzéieren!"

(Interruption)

Jo, d'Geld an de Botter, wéi een esou schéi seet.

Dat ass deemools iwwerhéiert ginn, well et ass jo méi drëms gaangen, 2008 dee Cadeau ze verdeelen, fir datt een d'Wahle géif 2009 wannen. An duerfir huet ee sech déi Froen do alleguerten net gestallt.

Mä wat awer elo bleift, dat ass den Dilemma fir d'Leit, déi betraff sinn. Si froe sech genau wéi mir: Wat ass dann elo d'mëttel- a laangfristegt Konzept an deem wichtege Beräich vun der Kannerbetreiung hei zu Lëtzebuerg? A wéi eng Richtung soll et dann elo schlussendlech goen? Haut si mer jo just gewuer ginn, datt soll gespuert ginn an deem Beräich, a soss näischt! Dat wëllen net nëmmen d'Eltere wëssen, mä dat wëllen zum Beispill och d'Gemenge wëssen, well hannendru jo e Käschtepunkt stécht fir de Stat.

Et ass elo gesot ginn, een Deel vun deenen Aspuernisser..., oder déi Aspuernisser géife genotzt ginn zu engem gudden Deel, fir dann d'Infrastrukturen ze finanzéieren oder d'qualifizéiert Personal. Mä dat ass jo awer eng Illusioun! Do muss jo awer kee mengen, datt dat, wat hei agespuert gëtt, déi aacht Milliounen, datt dat duerfir duergeet!

Ech wëll Iech just soen, d'Stad Lëtzebuerg huet tëschent 2008 an 2011 300 - 300! - qualifizéiert Éducateure missen astelle wéinst der Kannerbetreiung, well mer iwwerrannt gi si vum Chèque-service, deen Hals über Kopf vun der CSV virun de Wahlen 2009 agefouert ginn ass. Rechent Iech emol nëmmen aus, wat de Käschtepunkt ass vun 300 Leit qualifizéiertem Personal! An da kënnt een eis hei zielen, mat deenen aacht Milliounen, déi hei gespuert ginn, géife mer elo an Zukunft dann d'Infrastrukturen an d'Personal finanzéieren. Dat ass d'Leit fir domm verkaaft!

Plusieurs voix.- Très bien!

Une voix.- Do musse mer nach d'Solidaritéitssteier…

M. François Bausch *(déi gréng).*- Mir verstinn och net, firwat datt zum Beispill verschidden aner Ausgaben net op de Leescht geholl gi sinn. Ech wëll e puer Beispiller och do zitéieren: Mir hu gesot - an d'Regierung hat jo eng Kéier en Ulaf geholl -, d'Kilometerpauschal, iwwert déi misst ee kënne schwätzen. Well op där enger Säit, ech kommen herno bei den Investitiounen nach drop zréck, maache mer e risegen Effort de Moment, well mer der Iwwerzeegung sinn, an der Mobilitéit misst en Ëmdenke kommen a mir missten d'Leit derzou kréien, datt se net méi fir alles op den Individualverkéier zréckgräifen. Mir investéiere Milliarden an deenen nächste Jorzéngten an dee Beräich.

An op där anerer Säit fördere mer steierlech nach ëmmer en anert Verhalen, nämlech, datt een - ouni emol ze kucken, ob et noutwendeg ass! - mordicus fir all Déplacement berufflecher Aart den Auto awer muss huelen. Mir sinn der Meenung, dat hätt ee kënnen op de Leescht huelen. Dat ass en héije Käschtepunkt fir de Stat. Et hätt ee kënne fir déi Leit, déi Schichte schaffen, déi wierklech oft keng aner Méiglechkeeten hunn, fir déi hätt ee kënnen dat bestoe loossen. Mä fir e ganze Koup anerer hätt een dat kënnen ofschafen.

Da kommen ech zu deene Studiëbäihëllefen!

Plusieurs voix.- Aahh!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dat ass jo och esou ee Gackelchen, wat d'CSV eis an d'Nascht geluecht huet virun zwee Joer ënnert dem Virwand vum Spueren. Bon, do ass natierlech, wéi deen Hallodri ugaangen ass an deen Opstand entstanen ass par rapport zu der éischter Versioun, déi probéiert ginn ass, do hu mer einfach aus der Nout eng Dugend gemaach an do hu mer gesot: Elo gëtt et eng richteg, eng ganz aner Studiëbäihëllef! An déi soll och soziale Charakter hunn, dat soll drop erauslafen, datt all Student eegestänneg quasi seng Studië ka liewen an esou weider, do wierklech quasi e feste Revenu huet, datt e vu kengem ofhängeg ass.

Dat heescht, aus de Spuermoossnamen hu mer dunn eppes aneschters gemaach. A mir hunn et och nach esou ausgestalt, datt mer natierlech erëm eng Kéier guer net gekuckt hunn: Ass dat dann...

(Interruption)

Vun der Grondiddi hätt een och nach kënnen do iwwer verschidde Beruffskategorien, verschidde Leit kënnen diskutéieren. Mä ass et wierklech noutwendeg, datt mer dat fir jiddweree maachen? Ass et noutwendeg - ech soen et e bësse plakativ -, datt engem Bankdirekter säi Fils, wou jo awer wahrscheinlech e Verméigen doheem ass, wat relativ héich ass, datt deen dat nämlecht kritt wéi dem Mindestlounverdénger aus dem Auchan an der Caissière oder wiem och ëmmer säin, dee wierklech Schwieregkeeten huet, fir universitär Studien ze finanzéieren?

Ass dat noutwendeg? Nö, dat hu mer net gekuckt! Mir hunn einfach décidéiert: Ratsch, et kritt jiddwereen dat nämlecht!

A mam Resultat? Mir si gespaant, wa mer elo emol déi richteg Zuele kréien, well mir hu se nach net allguerte kritt, an den Här Adam huet ganz vill insistéiert zu deem doten Thema. De Moment wëllt de Minister jo hei an der Plénière net schwätzen, well mer jo nach eppes Klenges unhängeg hu bei der Kommissioun, mä mir sinn emol gespaant, wéi dann de Spuereffekt bei där do Mesure ass!

Mä spéitstens, soen ech lech, wa mer zu Bréissel condamnéiert ginn, well mer dat esou gemaach hunn, spéitstens da gëtt et e Faass ouni Buedem an da kascht déi Studiëbäihëllef eis bäi Wäitem méi wéi dat, wat de System virdrun d'Allgemengheet kascht huet. Dat ass „de séchere Wee" an d'Spuerpolitik vun der CSV an der Regierung! Mir gesinn dat éischter un als de Chaos respektiv net ze wëssen, wat een heiansdo mécht.

An da kënnt d'Kannergeld. Do hu mer gëschter gesot kritt, déi Iddi, déi mir hu vun der Besteierung vum Kannergeld, déi wär schwiereg ëmzesetzen. Mir hunn nach ni behaapt, déi wär einfach ëmzesetzen. Deen éischte Punkt, deen zwar opgeworf ginn ass gëschter, deen - muss ech awer direkt soen - kann een direkt zréckweisen: wa gesot gëtt, dat kéint dann derzou féieren, datt, wa mer d'Kannergeld bei den normale Revenu ziele vun engem Ménage, datt ee Ménage, deen haut keng Steiere bezilt, doduerjer kéint dann herno Steiere bezuelen.

Mä, beim beschte Wëllen, duerfir wëlle mer eng Steierreform maachen! An et muss ee jo just an de Barèmen dat esou agencéieren, datt dat net de Fall ass. Dann huet een dee Problem schonn emol op der Säit!

Deen eenzege wierklech schwierege Punkt, deen et gëtt, dat ass effektiv d'Fro vun de Frontalieren, wéi mer mat deene ville Frontalieren ëmginn an där doter Fro. Dat ass richteg. Dat ass e Problem, deen net einfach ze léisen ass.

Mä ech muss awer soen, wa mer kucke bei de Studiëbäihëllefen, wéi locker datt mer do eng Léisung jo anscheinend fonnt hu virun zwee Joer, wou mer och déi ganz Frontaliersfro brutal einfach ausgeklammert hunn a wou mer dann elo eng déck an d'Akaul wäerte kréie vu Bréissel an den nächsten zwee Joer, da kann ech jo nëmme staunen, wann ech gesinn, mat wéi engem Élan hei einfach gesot gëtt: „Dat doten? Hei ass et net méiglech."

Virun zwee Joer hu mer zwar egal wat gemaach bei de Studiëbäihëllefen a puncto Frontalieren, mä hei ass et net méiglech! Beim beschte Wëllen: Wann een en Apparat huet, deen een huet - an d'Steierverwaltung ass den Apparat, deen d'Regierung zur Verfügung huet -, da sinn ech iwwerzeegt, datt een och beim Kannergeld, fir méi eng sozial équilibréiert Situatioun ze kréien, datt een do eng Léisung ka fannen, egal wéi se da soll ausgesinn.

De Subventiounsdschungel an eisem Steiersystem respektiv insgesamt, och dee misst een eiser Meenung no emol op de Leescht huelen. Well villes vun deem, wat mer geschafen hunn an deene leschten 20 Joer, do wësse mer éisch-

tens net ëmmer - mir hunn nach ni genau analyséiert -, ob mer d'Ziler erreecht hunn oder net. Dat ass dat eent.

Dat Zweet ass: Et gëtt sécherlech eng Rei Zilsetzungen, déi mer mat verschiddene Mechanismen agefouert hunn, déi einfach haut net méi gi sinn, well einfach d'Welt ännert. An duerfir muss ee vun Zäit zu Zäit bei de Subventionnementer, sief et, ob et der sinn, déi am Steierbarème sinn, oder och anerer, et muss een déi alleguerten duerchkucken a vu Fall zu Fall analyséieren, sech d'Fro stellen: Wat wollte mer dee Moment maachen? Gëtt et dat Zil nach haut, respektiv ass et net besser vläicht, verschiddener ëmzemodelléieren oder anerer ganz ofzeschafen?

Da kommen ech zum Screening beim Stat.

Plusieurs voix.- Ah!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Et huet mech jo natierlech erfreet, nodeems mer während dräi Joer hei ëmmer also bal ausgelaacht gi sinn a gesot kritt hunn: „Ben, dat ass jo alles Blödsinn, wat Der do zielt. Do ass näischt ze huelen", dass elo op eemol alles dat, wat ech hei jorelaang beschriwwen hunn, anscheinend richteg ass a méiglech ass. An déi Pisten, déi opgezeechent gi si vum Finanzminister an der Finanzkommissioun, wat hei alles drënnerfält a wéi een dat gesäit - vu wéi een akeeft beim Stat iwwert d'Autosflott vum Stat an esou weider an esou fort -, all déi gehéiere selbstverständlech derzou.

Ech si frou, datt de Finanzminister seng Meenung geännert huet. Well virun e puer Joer huet en nach gesot, d'Gemeng Lëtzebuerg - wéi se dat ugefaangen huet -, déi géif iwwerhaapt näischt spuere bei deem Screening, si géif einfach Investissementer, déi virgesi ware fir dëst Joer, déi géif se dëst Joer sträichen an da misst se se d'nächst Joer an d'iwwernächst Joer maachen. An do hunn ech dat heiten alles geäntwert, datt dat net de Fall ass, datt mer genau op deene Punkten, wou dës Regierung elo amgaangen ass oder wëllt schaffen déi nächst Joren, datt mer genau op deenen dote geschafft hunn an datt do ganz sécher Sputt dran ass, fir kënnen ze spueren.

An ech wëll nach eng Kéier betounen: Mir sinn net der Meenung, wéi Verschiddener dat heiansdo soen, datt, wann een da spuert iwwer esou ee Screening, do einfach Sue géife gespuert ginn, well de Stat während Jorzéngte virdrun oder Jore virdrun d'Suen einfach zu der Fënster erausgehäit hätt. Dat huet näischt domat ze dinn. Et ass mënschlech. E Stat fonctionnéiert net aneschters wéi eng eenzel Persoun oder e Ménage: Wa méi Suen do sinn, da leescht ee sech eigentlech méi...

Une voix.- Très bien!

M. François Bausch *(déi gréng).*- ...wéi wa manner Suen do sinn. Mä et muss ee just bereet sinn, wann da manner Suen do sinn, och erëm zréckzekommen op dat Normaalt. An et ass just näischt aneschters wéi dat, wat hei zur Diskussioun steet.

Une voix.- Très bien!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Bei der Investitiounspolitik, do gëtt gesot gëschter: „Mir sinn d'Championen an Europa. 3,7% vun eisem PIB ginn an d'Investitiounspolitik, dat gëtt et néierens ronderëm!" Dat ass richteg. Allerdéngs hu mir awer och e wesentlech anere Problem wéi all déi aner Länner ronderëm. Mir sinn e klengt Land, wat total no baussen op ass, wat eigentlech esou ofhängeg ass vun der Aussewelt, vun dem europäesche Marché, wéi keen anert Land, zemools mat deem héije materielle Wuelstand, dee mer hunn, a wa mer dee wëllen halen. An donc si mer verflicht, wa mer wëllen aus deene Grënn, wou ech elo virdru beschriwwen hunn, do dee Modell weider erhale fir déi nächst Generatiounen, da si mer verflicht, vill méi ze investéiere wéi iergendwellech aner Länner ronderëm.

An d'Fro, déi sech och guer net stellt fir Lëtzebuerg, dat ass, ob 3,7% vum PIB ze vill ass oder ze mann ass. Mä d'Fro ass éischter sech ze stellen, wann een iwwert d'Prioritéiten diskutéiert a kuckt: Wou sinn dann eis strukturell Schwächten, fir alles dat ze erreechen, wat mer wëllen erreechen am Beräich vun der Diversification économique, am Beräich vun der Éducatioun an esou weider? Wéi vill Sue musse mer do mobiliséieren?

An do kënnt iergendee Prozentsaz eraus an et ka souguer sinn, datt dee vläicht, wa mer dat emol genau géife kucken an d'Prioritéite genau festgeluecht hunn, datt et souguer ka sinn, datt mer méi wéi 3,7% mussen investéieren, wa mer gären hätten, datt mer wëlle weider eis uerdentlech entwéckelen.

Mä dat war bis elo net dran. Ech wëll nach eng Kéier drun erënneren, datt am Regierungsaccord 2009 drastoung, datt all Investissementer vun A bis Z, alleguerten unisono ënnert dem Finanzéierungsvirbehalt stéingen. Mir hunn ëmmer gesot: „Dat ass egal wat. Dat ass Beliebegkeet, well da mécht een alles a guer näischt." An dat war jo och d'Resultat an deene leschte Joren, en Duerchernee sonnergläichen, wann een déi eenzel Ministeren héieren huet, wat op de Wonschlëschten alles stoung.

Deen een huet nach virun..., den Här Sportsminister huet nach virun - wéi laang ass et hier? - dräi Méint iwwer zwou Säiten am „Lëtzebuerger Wort" en Interview ginn iwwert de Velodrom - wéi wann dat déi gréissten Erausfuerderung wär fir d'Land! - a gesot: „Dee gëtt gebaut!" An en huet e Bréif un d'ganz Gemengen am Land geschriwwen - also dat ass virun..., ech schwätze vu virun dräi Méint, dat war net virun dräi Joer! Dat heescht an enger Phas, wou mer ganz kloer schonn hätte misse jo awer an enger anerer Logik sinn.

(Interruption)

Deen anere seet: „Ech hätt gäre méi an der Mobilitéit." Deen Drëtte seet: „Ech hätt gär nach...". Also dat war jo en Duerjernee sonnergläichen an der Kommunikatioun, wat d'Investitiounspolitik vun der Regierung ubelaangt, sonnergläichen! An an där Hisiicht muss ech soen: Uff! Endlech hu mer emol eng Rei Prioritéiten elo fixéiert a gesot,...

(Interruption)

...et gëtt Saachen, déi wichteg sinn, an et gëtt Saachen, déi vläicht och interessant kënne sinn, awer am Moment net wichteg sinn.

(Interruptions diverses)

Mä nach bleift ze soen, nach bleift ze soen, zum Beispill - wann ech d'Mobilitéit eraushuelen, souwäit mer et och begréissen -, datt d'Regierung an hirer Mobilitéitsstrategie do keng Investissementer haaptsächlech fir den öffentlechen Transport, d'Mobilité douce, zréckgeschrauft huet, au contraire, datt se do nach wëllt eropgoen. Dat ass ee vun deene wichtegsten Investissementsberäicher fir eist Land, well d'Mobilitéit ass en haarde Wirtschaftsstanduertfacteur och ginn.

Mä mir stellen awer op där anerer Säit och fest, datt mer ëmmer nach duebelgleiseg fueren. Den Här Meisch seet zu Recht, datt et kee Sënn mécht, datt mer Milliarden an deen ee Beräich pompelen elo, well mer jo gesinn, datt mer mat där anerer Strategie, fir alles op de Stroossebau ze setzen, total gescheitert sinn, an datt mer da gläichzäiteg awer nach ëmmer mat engem Been och nach ëmmer e bëssen däers maachen.

Mir soen net, et soll ee keng Stroosse méi bauen. Dat huet guer näischt domadder ze dinn. Et si sécherlech eng Rei Stroossen, déi absolut noutwendeg sinn, déi mer brauchen. Mä et gëtt awer eng Rei Projeten, déi nach ëmmer op der Lee stinn, wou ee jo awer wierklech kann driwwer diskutéieren, ob dat noutwendeg ass, wann ee sech d'Strategie gëtt, fir en „modal split" ze kréien an deenen nächste Joren. An deen ass jo nach eng Kéier gesteigert ginn an den Ambitioune beim „MoDu" par rapport zu deem, wéi e war. Wann een dat wëllt erreechen, dann ass dat sécherlech kontraproduktiv. An et ass och e finanzielle Gâchis, dee sech do hannendru verstoppt.

Une voix.- Très bien!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Beim Logement, also do muss ech soen, ech weess gläich net méi, do weess ee gläich net méi, wat ee soll hei zielen. All Joers! Dat ass scho gaange vum Mea culpa: Dat ass dat gréissten, schlëmmste Scheiteren, huet de Premier gesot, wat en a senger Carrière erlieft huet. Also, mir hu schonn all Varianten hei all Joers héieren. Zënter Joren - Joren!

(Interruptions diverses)

Déi lescht Joren, d'lescht Joer ass e ganze Pak Mesuren ugekënnegt ginn, de Gros ass iwwerhaapt net ëmgesat ginn nach bis elo! Déi stinn alleguer nach aus - allez hopp, elo geheie mer schonn erëm en neie Pak uewendrop. Dat heescht, dem Här Schank säi Büro, dee brécht wahrscheinlech gläich zesumme vun all méigleche Paqueten a Mesuren, déi ugekënnegt gi sinn. Mä an der Ëmsetzung ass et awer wahrscheinlech eng ganz aner Geschicht.

Mä de Grondproblem, dee wëlle mer net ugoen! E gëtt richteg beschriwwen, et gëtt gesot, de Grondproblem ass net d'Bauen, mä et sinn d'Terrainen. An de Präis vun den Terrainen, deen huet zwou Varianten, zwee Voleten: Dat eent ass natierlech, datt et evident ass - an do brauche mer eis keng Illusiounen ze maachen an duerfir kann och d'Regierung net, muss ee soen -, datt an engem Land, dat esou een héije Wirtschaftswuesstum hat wéi Lëtzebuerg, dat een immensen Impakt huet - wou esou een Drock besteet op de Grond a Buedem -, datt dat een enormen Impakt huet op d'Präisser vu Grond a Buedem. Dat ass evident.

Mir kënnen eis vergläichen, wann Der géift op Frankfurt goen an et géif een d'City vu Frankfurt kucken, oder huelt London oder huelt aner vergläichbar staark Wirtschaftsraim, do hutt Der Präisentwécklungen, déi sinn horgenee d'nämlecht wéi zu Lëtzebuerg, horgenee esou exorbitant wéi zu Lëtzebuerg an hänken natierlech vill domadder zesummen, domadder.

Dat ännert awer näischt drun, datt et och nach en zweete Volet gëtt, an deen huet mam Logement ze dinn. An do hätt d'Regierung Handlungsspillraum, wa se de Courage hätt, et ze maachen. Dat ass nämlech, datt et bei Grond a Buedem zu Lëtzebuerg extrem vill Spekulatioun gëtt. An ech wëll Iech just nëmmen ee Beispill erauszitéieren, wat mer do mengen als Gréng.

Wann an enger Gemeng - elo si mer amgaang iwwerall d'PAGen nei ze maachen -, wann eng Gemeng décidéiert, eng Zon, ech huelen emol eng Gemeng, déi décidéiert, hire Bauperimeter ze erweideren, an do ass e Gromperefeld, wat haut carrément näischt wäert ass oder bal näischt wäert ass, dat kënnt dann an de Bauperimeter eran, dann ass et jo evident, datt deejéinegen, deen d'Gromperefeld virdun hat, net e Gromperefeld huet, mä eng Goldminn, wann een dorobber däerf bauen. Dozou huet hie selwer iwwerhaapt näischt bäigedroen. Iwwerhaapt näischt! Dat ass reng duerch eng Aktioun vun der öffentlecher Hand wou, op ee Coup, d'Valeur vu sengem Terrain wahnsinneg gesteigert gëtt.

An dat hu mer zu Lëtzebuerg natierlech, ugesiichts vum Wuesstum, dee mer an dësem Land haten an deene leschte Jorzéngten, am Extreme kritt. Mir hu Wäertsteigerunge kritt bei Grond a Buedem, an ech schwätzen net vum Eenzelnen, dee säi klengt Haischen huet oder vläicht en Terrain huet fir seng Kanner, et geet net ëm deen, mä et geet ëm ganz anerer hei.

(Interruption)

Ech wëll keng Nimm nennen, et gëtt der genuch op alle Fall. Do si Wäertsteigerunge komm, déi si kolossal, an do huet deen Eenzelnen näischt dozou bäigedroen. A wa mer de Courage endlech géife fannen, fir do déi Plusvaluen, déi do gemaach gi bei dem Verkaf vun deenen Terrainen, déi emol uerdentlech ze besteieren, da géif de Stat déi finanziell Mëttele kréien, déi hie bräicht,...

Une voix.- Très bien!

M. François Bausch *(déi gréng).*- ...éischtens, fir Terrainen ze kafen an zweetens, fir selwer Wunnengen ze bauen, sief et Mietwunnengen, sief et och Eegenheemer. An da kéint de Stat net heihinnerkommen all Joers jéimeren, mir hu keng Terrainen a mir hu kee Geld, fir Terrainen ze kafen an Haiser ze kafen, well d'Finanze vum Stat si schlecht. Do muss den Hiewel ugesat ginn, well et ass do, wou mer eppes kënne maachen, fir datt déi Wunnengsnout zu Lëtzebuerg endlech en Enn fënnt a soss guer néierens!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. François Bausch *(déi gréng).*- An da kommen ech zu der Réforme administrative. Et ass jo schonn emol an de Jore gesot ginn, ech mengen, et war d'CGFP, déi eng Kéier gesot huet, et wär d'Monster vu Loch Ness. Ech wëll drun erënneren - elo gëtt gesot, mir maachen eng Table ronde -, mä mir diskutéiere schonn zënter den 90er Joren!

Hei sëtzt een op menger rietser Säit, deen huet en exzellente Bericht an den 90er Jore gemaach iwwert d'Réforme administrative. En décken, fette Bericht, wou eigentlech alles drasteet, wat ee bräicht, fir endlech déi Réforme administrative do ze maachen. Mä firwat hu mer dann dee Bericht net, wou ass deen iwwerhaapt gelant? Kee weess et! Mä ech mengen, mir hunn eng Kéier hei driwwer diskutéiert an elo ass en an iergendeen Tirang geluecht ginn. Du war e fort. An déi wäertvoll Aarbecht, déi do vum heitege Generalsekretär vum Parlament gemaach ginn ass, deemools natierlech an enger anerer Fonctioun, déi ass einfach nëmme verluer gaangen.

Duerno, wéi mer déi Etüd an den Tirang geluecht haten, du hu mer décidéiert, also net mir, mä d'Regierung, mä ëmmer d'CSV, well d'CSV ass zënter 1979 onënnerbrach an der Regierung...

(Interruption)

Jo, jo, dat ass richteg. Dir sidd natierlech do, well d'Wieler Iech ëmmer nach zougetraut hunn, datt op all deenen Dossieren do eppes kënnt. Duerfir ass et jo och esou wichteg, datt mer elo emol opzielen, datt dat net alles esou sécher ass wéi dat, wat Der de Leit ëmmer verzielt hutt.

Du si mer higaangen, nodeems mer dann dee schéine Rapport vum Här Frieseisen an den Tirang geluecht haten, du hu mer décidéiert, oder d'Regierung huet décidéiert, elo schafe mer e Ministère de la Réforme administrative.

Plusieurs voix.- Ooohhh! Aaahhh!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Och do, ech mengen, et war och do, wou d'CGFP gesot huet, et wär d'Monster vu Loch Ness. A wat huet déi Réforme administrative bis elo bruecht oder dee Ministère do bruecht? Net schrecklech vill! Well, ech mengen, den Aveu d'échec ass jo gëschter komm. An elo gëtt et dann definitiv erëm eng Kéier zur Chefsache bruecht. Dës Legislaturperiod 2009, dat war ee vun deene groussen Elementer an der Neibesetzung vun de Regierungsposten, dat ass, datt de Premierminister selwer gesot huet: D'Réforme administrative huet elo laang genuch geschleeft, dat gëtt elo Chefsache. Ech huele mech där un, an elo ginn emol Neel mat Käpp gemaach!

Dräi Joer duerno kënnt en heihinner a wat seet en: Also, ech héiere ganz villes ronderëm, datt zu Lëtzebuerg d'Investissementer net kënnen ëmgesat ginn, datt dat alles net virugeet, datt alles blockéiert gëtt an esou weider. Elo geet et mir es duer! Elo gëtt emol e ronnen Dësch ageruff an da wéisst ech emol gär vun all deene Leit, wou et do hält, wou et do hapert.

Also, éierlech gesot, do kann ee jo awer wierklech dat Ganzt net méi seriö huelen. An ech wëll Iech just nëmme soen, datt eigentlech niewent dem Här Frieseisen sengem Rapport, wann ech zum Beispill d'Investissementspolitik huelen, eigentlech d'Problemer alleguerte bekannt sinn, si si schonn honnertmol diskutéiert ginn, iwwregens och am Rapport vum leider vill ze fréi verstuerwene Lucien Thiel.

Deemools, wou mer déi Krisendebatt haten, huet deen e Rapport gemaach, wou e ganzen Deel iwwert d'Réforme administrative an d'Problemer, déi sech gestallt hunn, opgelëscht ass, wou mer all Acteuren an der Chamber empfaangen hunn. Dee Rapport gëtt et. Mir stellen dem Premierminister deen och gär nach eng Kéier zur Verfügung als Chamber. Dee gëtt et schonn! An do steet am Fong alles dra beschriwwen.

An ech wëll nëmmen un engem Beispill festmaachen, wou de Problem zu Lëtzebuerg ass. Et gëtt jo dann ëmmer gär gesot, dat ass... Mir kréie jo och alt heiansdo als Gréng scho gesot, dat ass well déi blöd Gréng, well déi esou vill Reglementer gefuerdert hunn am Ëmweltberäich an all déi vill Reglementer, déi maachen elo, datt dat effektiv alles esou schwéierfälleg ginn ass. Neen! Et ass net d'Reglementatioun oder d'Iddi vun der Reglementatioun, déi dat Ganzt schwéierfälleg mécht, mä et ass, éischtens, wéi een et reglementéiert an, zweetens, wéi et exekutéiert gëtt herno.

Da gëtt och gesot, d'Bierger, dat si lauter NIMBYen, déi hunn honnertdausend Asprochrechter an déi blockéieren alles. Jo, mä bon. Wann een natierlech de Bierger, wann een déi Réforme administrative an d'Problemer net kuckt an effektiv siwemol déi nämlecht Regele mécht - dat si jo Gesetzer, déi huet jo net de Bierger gemaach, mä déi huet de Stat gemaach -, da brauch ee sech natierlech net ze wonneren, datt herno déi och ausgenotzt ginn.

Ech wëll nëmmen ee Beispill eraushuelen, well dat de Moment och vill an der Diskussioun jo ass an de Gemengen, fir ze weisen, wat ech wëll domadder soen. Am Moment hutt Der, wann et ëm eng Baugenehmegung geet an et ass e gréissere Projet am Kader vun engem PAP, da gëtt jo eng öffentlech Prozedur gemaach mat Unhéierung an esou weider an esou virun, dann hutt Dir all Är Asprochméiglechkeete bis zum Geriicht. Dat heescht, Dir kënnt wierklech bis op d'Cour administrative goen, fir géint e PAP virzegoen, mat alle Konsequenzen, Appel an esou weider.

A wann Der herno verluer hutt bei deem Ganzen, dann ass d'Gemeng nach - dat dauert jo annerhalleft Joer, zwee Joer; Dir kënnt dat maachen, well et e reelle Grond gëtt; Dir kënnt et awer och maachen, well Der vläicht gewëssen eegen Interessen hutt; et ass och egal, et ass jo Äert Recht dat ze maachen -, wann Der da verluer hutt an d'Gemeng mengt, tipptopp, mir hu vum Geriicht elo, am Fong vun de Geriichter, vun allen Instanzen hu mer recht kritt op deem ganzen Niveau, elo kënne mer endlech ufänke mat schaffen. Da kënnt d'Baugenehmegung, da kann een nach eng Kéier genau dat nämlecht maachen, genau déi nämlecht Argumenter, genau déi nämlecht Geriichtsinstanzen, fir genau dat nämlecht ze soen. An et ass erëm eng Kéier ee Joer fort!

Dat ass e Beispill, dat huet guer näischt domat ze dinn, datt een d'Biergerrechter wëllt aschränken. Mä dat ass just e Beispill, dat ganz einfach ass, mä gutt illustréiert, wat zu Lëtzebuerg d'Investitiounspolitik blockéiert. Fir dat ofzeschafen, brauche mer keng Table ronde ze maachen: e Gesetz, an dann ass et fäerdeg!

Une voix.- Très bien!

M. François Bausch *(déi gréng).*- An da kommen ech zu deem Thema, wat mat engem eenzege Saz beschriwwe ginn ass an der Deklaratioun, nämlech d'Energieproblematik, d'Problematik vun der Energieaarmut. Par contre ass herno e ganzt Kapitel iwwert de Waasserpräis gesot ginn, an ech wëll dozou e bëssen e Corollaire opstellen, fir opzeweisen, wéi populistesch dës Regierung virgeet.

D'Energieproblematik ass déi gravéirendst an déi wichtegst vum 21. Jorhonnert. Mir brauche jo nëmmen ze kucken, wann ech reng...

(Interruption)

Ech kommen och op d'Waasser ze schwätzen, Här Boden. Dir hutt recht, dat ass och eng vun deene gravéirendsten. Mä kommt, mir fänke mat der Energieproblematik un!

Dir gesitt jo, zu wat et féiert, déi Ofhängegkeet vun de fossilen Energieträger, déi mer hunn. Niewent dem Aspekt, datt... Gëschter ass dem Club of Rome säin neie Bericht erauskomm, deen desastréis ass am Zesummenhang mat de Klimaverännerungen. Dat wëlle mer de Moment jo iwwerhaapt net gesinn. An de Käschtepunkt dovunner, deen eis wäert op d'Bomm falen, domat huet d'Regierung jo iwwerhaapt näischt um Hutt!

Mä, fir bei der Energiefro ze bleiwen, d'Energie, d'Ofhängegkeet vun de fossilen Energieträger an de Präis vum Pëtrol, deen zerstéiert de Wuesstum, en zerstéiert d'Liewensverhältnisser, well en zerstéiert ganz Ménagen, well de Präis, deen ufänkt kontinuéierlech ze klammen, mécht, datt ëmmer méi Leit an d'Energieaarmut ofrëtschen. An da geet et net duer, wann eng Regierung heihinnerkënnt am Kader vum État de la nation a seet, mir huelen eis där Saach un a mir wëllen dat förderen, Punkt, Schluss, fäerdeg. Keng eng Mesure proposéiert, keng eenzeg Mesure proposéiert huet am Kader vun dëser Deklaratioun!

D'Energieaarmut a wéi se d'Leit trëfft, virun allem déi sozial Schwaach trëfft, soen ech Iech, dat ass de Moment knëppeldéck! Kuckt Iech emol verschidden Etüden a Statistiken un! Kuckt Iech un, wat d'Caritas geschriwwen huet d'lescht Joer an deem Zesummenhang mat der Aarmut, wou deen Aspekt ganz vill beschriwwe ginn ass, wéi haart datt dat d'Leit trëfft!

Sech deem unzehuelen, Dir Dammen an Dir Hären, dat wär e bësse méi wichteg wéi eng Debatt erëm ze relancéieren iwwer en eenheetleche Waasserpräis, wou et sécherlech och sozial Problematiken derhannert gëtt, déi awer ze léise sinn am Kontext wéi se haut sinn - an all deene Gemengen, wou mir sëtzen, hu mer se positiv geléist -, an dann hei populistesch eng ganz Debatt erëm ze relancéieren.

(Interruptions)

Et ass natierlech, wann ee mat Steng geheit, déi, déi am meeschte sech concernéiert fillen, déi jäizen dann op, Här Kaes, dat ass esou! Mä, ech mengen, dat ass einfach net seriö. An ech fannen et virun allem, ech fannen et eng Ongeheierlechkeet, datt, nodeems d'Regierung - well et ass jo d'Regierung, déi d'Gemenge gezwongen huet, de Waasserpräis vun haut käschtendeckend anzeféieren. Dat war jo net, well d'Gemengen alleguerten näischt Besseres ze dinn haten.

(Interruptions)

Une voix.- Très bien!

M. François Bausch *(déi gréng).*- D'Regierung an d'CSV hunn d'Gemenge gezwongen, dat anzeféieren. D'Gemengen hu während dräi, véier Joer all Joer sech mat hire Bierger missen erëmschloen, fir déi Präiserhéijungen ze justifiéieren an ze soen,…

(Interruption)

…ëm wat datt et do geet.

An da kënnt de Premierminister hei an engem Uflug vu Populismus a stellt sech dohinner, wéi wann hien elo entdeckt hätt, datt dat total ongerecht wär, fält domadder de Gemengen alleguerten an de Réck a mécht déi Aarbecht total futti, déi se während Jore gemaach hunn, an - wéi gesot - obschonn, datt d'Gemengen dat nëmmen am Optrag vun der Regierung gemaach hunn. Wann een driwwer diskutéiert, fir zesummenzehalen, zesummenzeschaffen, ass dat méi wéi e schlechte Stil.

(Interruptions)

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Här Bausch, erlaabt Der, datt den Här Kaes Iech eng Fro stellt?

M. François Bausch *(déi gréng).*- Selbstverständlech.

M. le Président.- Här Kaes, Dir hutt d'Wuert.

M. Ali Kaes *(CSV).*- Här Bausch, kann ech Iech froen, ob Dir et wierklech normal fannt, datt an engem Land, dat net méi grouss ass wéi eng mëttel Gemeng am Ausland, et dräihonnert verschidde Waasserpräisser gëtt?

M. François Bausch *(déi gréng).*- Här Kaes, doriwwer kann ee jo diskutéieren. Doriwwer ass eng Diskussioun an der Kommissioun gelaf. Mä fir vun där doten Ausso zu dem gestaffelte Waasserpräis ze kommen, dat ass awer nach e ganz wäite Wee an dat ass awer eppes ganz aneschters.

A wann den Här Boden virdrun zu Recht hei seet, de Waasserproblem an d'Waasser ginn niewent der Energiefro eng vun deene wichtegste Froe vum 21. Jorhonnert, da misst ee vläicht awer och emol eng Kéier drun erënneren, datt am Fong déi Direktiv, déi gemaach ginn ass op europäeschem Niveau an déi vum Här Halsdorf ëmgesat ginn ass a wou déi ganz Problematik vum Waasserpräis jo mat eragefloss ass, datt déi awer och en absolut berechtegten - berechtegten! - Hannergrond huet. Nämlech deen, deen den Här Boden zu Recht ugeschnidden huet vun der Verknappung vum Waasser a wéi wichteg et ass, datt ee mam Waasser muss aneschters ëmgoen.

Dat geet e bësse méi wäit natierlech wéi eng bornéiert Diskussioun, wou et nëmmen drëms geet, ze kucken, ob et richteg ass, datt déi eng Gemeng uewen am Éislek esou vill Cent muss méi bezuele wéi eng aner am Süden.

Äre Problem hätt een duerchweegs kënne léisen, an do sinn et konstruktiv Virschléi ginn. Mä wat Der elo diskutéiert mam eenheetleche Waasserpräis an ewechzekommen eigentlech vun där ganzer Philosophie, déi dragestanen huet, firwat et zu där Gesetzgebung komm ass, dat ass just Populismus. An dat huet eigentlech mat Schutz vu Waasser an eigentlech sech Suerge maachen ëm d'Waasser fir d'Zukunft, fir déi nächst Generatiounen, net schrecklech vill ze dinn.

(Interruption)

Ech weess, datt dat Iech wahrscheinlech egal ass, well Iech interesséiert just Är klengkaréiert Situatioun an Ärem Duerf am Éislek. Duerfir ass dat Iech egal.

(Brouhaha général)

Jo, et muss een heiansdo d'Saache soen, wéi se sinn, Här President, och wann et wéideet. Dat ass heiansdo esou. Mir si jo net hei…, ech mengen, déi Debatt hei soll jo net als Zil hunn, fir datt mer hei jiddwerengem een deem anere Weihrauch streeën, mä eigentlech éierlech ze diskutéieren, wéi een d'Saache gesäit, an ech gesi se eben esou, wéi ech se virdru gesot hunn.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Duerfir muss een deem aneren awer keng Frechheete maachen.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Oh, Madame Jacobs, ech weess net, ob dat esou eng Frechheet war, déi ech elo gesot hunn. Ech mengen, Dir wësst och, datt se éischter der Realitéit entsprécht. Och Dir wäert wahrscheinlech éischter souguer menger Meenung sinn.

D'Bildung, Ausbildung a Fuerschung: e ganz wichtege Beräich fir eis.

Une voix.- Egal wat.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Mir sinn der Meenung, datt et vill ze vill Onqualifizéierter gëtt, déi am Chômage sinn. A mir fäerten natierlech, an dat ass jo déck amgaangen, datt et bei deenen Onqualifizéierten eng Kategorie vu grousse Perdanté gëtt: Dat sinn d'Immigrantekanner. Eise Schoulsystem ass null ausgeriicht op eis Gesellschaft vun haut, op d'Entwécklung vun der Lëtzebuerger Gesellschaft an deene leschten 20 Joer.

Une voix.- Très bien!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Mir bedaueren eigentlech, datt déi Schoulreformen net weiderginn, datt se permanent nach ëmmer blockéiert sinn, an datt d'Regierung et net ronnbréngt, uerdentlech Schoulreformen op de Wee ze bréngen.

Dat nämlecht betrëfft selbstverständlech d'Beruffsorientéierung hei zu Lëtzebuerg. Déi betrëfft natierlech méi d'Kategorie vun de Lëtzebuerger, de regelrechte Lëtzebuerger Résidenten. Mir mussen eng aner Beruffsorientéierung kréien, déi ophält domadder, datt einfach all Lëtzebuerger als eenzegt Zil hunn, bei de Stat schaffen ze goen, nämlech datt mer och erëm aner Saachen an de Vierdergrond stellen. A mir wëssen dat och scho laang, mä och do si mer nach net schrecklech vill weiderkomm. A mir bedaueren, datt dës Legislaturperiod och, esou wéi et ausgesäit, kaum wäert do substanziell Reformen op de Wee bréngen.

Da kommen ech zu der Fonction publique. Ech muss soen, den Här Meisch huet den Historique jo hei schonn exzellent gemaach. Ech fannen dat absolut traureg, wat sech do ofgespillt huet. An ech fannen, dat ass och total respektlos par rapport zu de Gewerkschaften aus der Fonction publique, wat do ofgelaf ass.

Éischtens emol schonn déi Verknäppung, déi gemaach ginn ass tëschent der Reform vum Statut an dem Accord salarial. An zweetens, fir virum Summer d'lescht Joer d'Fonction publique mat engem Scheckheft ze köderen, natierlech dräi Méint virun de Gemengewahlen. An ech soen dat hei esou, well ech dat esou denken a well ech och iwwerzeegt sinn, datt et eppes domadder ze dinn huet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. François Bausch *(déi gréng).*- An dann ze soen no de Gemengewahlen: „Oh merde, elo ass d'Situatioun awer net méi…

(Hilarité)

…esou gutt, wéi se war, wéi se virum Summer nach war. Leider gëtt dat elo e bëssen e Problem." Dann heescht et erëm eng Kéier, de Minister, dee steet hannert sengem Wuert. Ëmmer méi Deputéierte vun der Majoritéit fänken un, de Contraire ze soen. Mir féieren eng Debatt hei am Mäerz - also, ech verkierzen elo dat Ganzt, well den Här Meisch et schonn am Fong exzellent beschriwwen huet -, mir féieren eng Debatt hei am Mäerz. Da kënnt nach de Minister vun der Fonction publique heirobber, an en huet mir quasi mat der Demissioun gedrot, mir, well ech ëm jo d'Fro gestallt hunn, wat dann nach de Rôle vum Parlament wär, wa souwisou een näischt méi kéint änneren un engem Engagement, deen d'Regierung iergendwann eng Kéier geholl huet. Du sot en: „Ech kann och demissionéieren, wann et muss sinn." Dat sot en hei op der Tribün. Bon.

M. François Biltgen, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Dat hunn ech zwar net gesot.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dach. Ech hunn Iech d'Fro gestallt. Ech hunn Iech d'Fro gestallt: „Wat solle mir als Parlament nach décidéieren, ausser Är Demissioun ze verlaangen, wa mer souwisou net méi kënne matschwätze bei deene Froen?" Do hutt Der mer geäntwert: „Ech kann och demissionéieren, wann Der wëllt." Dat hutt Der deemools hei op der Tribün gesot.

M. François Biltgen, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Ech hu gesot: „Wann d'Chamber meng Demissioun freet, da muss ech zu menger Responsabilitéit stoen. Da ginn ech meng Demissioun." Et war vu Respekt vun der Chamber, wou ech hei geschwat hunn. An dat kënnt Der noliesen. Et ass natierlech, wann Der schonn déi kuerz Zäit vergiess hutt, wat gesot ginn ass, dann zweifelen ech un Ärem Laangzäitgediechtnis. Well eigentlech hat ech…

M. François Bausch *(déi gréng).*- Mäi Laangzäitgediechtnis…

M. François Biltgen, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- … ugefaangen, fir Iech ze erklären opgrond vun der Pensiounsreform '99,…

M. François Bausch *(déi gréng).*- Här Biltgen!

M. François Biltgen, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- … wat den Ennerscheed ass vun der Chamber…

M. le Président.- Ech mengen, den Här Bausch…

(Interruptions diverses)

…fiert elo viru mat senger Ried, an duerno…

M. François Bausch *(déi gréng).*- Mäi Laangzäitgediechtnis ass op alle Fall besser…

M. le Président.- …kann d'Regierung Stellung huelen.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Et huet bestëmmt och Lücken, mä et ass awer besser wéi Äert, well Dir hutt an der Chamber - ech mengen, et war mëttwochs oder dënschdes am Laf vun där Woch - hei gesot: „Dës Regierung steet derzou." An esou virun. A véier Deeg duerno war et just de Contraire. Also, Äert Laangzäitgediechtnis, dat hält keng ganzer véier Deeg.

M. François Biltgen, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Well mer, Här Bausch,…

M. François Bausch *(déi gréng).*- Jo, wéi?

M. François Biltgen, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- … well mer en Accord hunn a mir hunn deen Accord renégociéiert. An elo hu mir en neien Accord.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dir hutt den Accord, Dir stoungt feierlech zesumme mat der CGFP am Kader vun der Reform vum Statut a vun deenen Diskussiounen e puer Deeg virdru wierklech in Eintracht do, an Dir wäert esou frou, datt Der all Problemer geléist hätt. An du sidd Der heihinnerkomm an d'Chamber, du hutt Der dat gesot, an dräi Deeg duerno wousst Der näischt méi dovunner. Do hutt Der de Contraire gesot.

M. François Biltgen, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Neen.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dach.

M. François Biltgen, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Här Bausch, dat ass falsch, wat Der sot. Mir hunn eng Gehälterreform de litige vidéiert virum Conciliateur.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Neen, neen. Dir hutt d'Gehälter…

M. François Biltgen, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Dat hei ass en Accord vum 15. Juli. Opgrond vun där Debatt, déi hei war, si mer zréckgaangen an hunn dat frësch négociéiert.

(Brouhaha général)

M. le Président.- Léif Kolleegen, den Här Bausch, dee fiert elo virun. D'Regierung kann herno d'Wuert froen, och de Fonction-publiques-Minister.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ären eegene Premierminister huet eng Kéier no engem Briefing gesot: „Et geet mer es elo duer, wann d'Fonction publique, wann d'CGFP net gläich alenkt bei der Reform vum Statut, da ginn déi 2,2%, da gëtt den Accord salarial a Fro gestallt." Dat war e Mount virdrun. Ee Mount virdrun!

Doropshi koum den Accord mat der CGFP, deen Der duerno ficeléiert hutt, an Dir hutt deen hei verteidegt, an eng Woch duerno hutt Der eppes aneschters gezielt. Et deet mer leed. Also, wann ee vu Laangzäitgediechtnis schwätzt a wéi ee Virgoen, dat ass de Chaos pur. De Chaos pur! An dat huet mat iwwerluechtener a seriöer Regierungspolitik näischt ze dinn.

An Dir gitt dobaussen e katastrophaalt Bild of. Esou wäit katastrophal, datt souguer Är eege Gewerkschaft oder déi, déi Iech nosteet, den LCGB, um 1. Mee huet missen op d'Tromm schloen a sech doriwwer opreege bei der Éischt-Mee-Ried. Ech weess net, ob Der do waart um 1. Mee vum LCGB. Mä op alle Fall, wann ech an Ärer Plaz do gewiescht wier, hätt ech mech net immens gutt gefillt bei där Ried, déi do gehale ginn ass.

Also, wann ech gelift, Dir hutt do e katastrophaalt Bild ofginn, an och dat ass net de séchere Wee.

Une voix.- Kee séchere Wee.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ech wëll just ee Saz soen zu der Geschicht ArcelorMittal vun där Pressekonferenz, déi jo och gëschter hei an der Debatt war, nëmmen ee Saz, well am Fong geholl den Här Lux relativ villes scho gesot huet.

An zwar, datt d'CSV, déi iwwerrascht eis wierklech jo ëmmer erëm, an och do huet se eis erëm terribel iwwerrascht, well virun enger Rei Méint… Eis Fraktioun huet virun dräi Joer schonn iwwert déi Fro vun den Allocatioune fir ArcelorMittal geschwat, CO_2-Allocatiounen. Mir sinn och der Iwwerzeegung, datt dat hei elo net déi éischte Kéier ass, datt se der ze vill kritt hunn, datt se dorauser Geld gemaach hunn. Mä vun Ufank un hu se der ze vill kritt a Geld doraus gemaach. A bis elo war et ëmmer esou, an der Kommissioun huet d'CSV eis gesot: „Typesch Gréng, Dir werft dat do just op, well Der Industriefeinde sidd."

Plusieurs voix.- Richteg!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Mä ech stelle fest, wann...

(Interruption et hilarité)

Gelift? Sot roueg méi haart, wat Der denkt! Sot roueg méi haart, wat Der denkt!

(Interruption)

Une voix.- Neen, ech soen näischt.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ech mengen, datt mir keng Industriefeinde sinn, dat hu mer bewisen eleng duerch d'Interpellatioun vum Félix Braz, deen hei eng ganz sachlech exzellent Interpellatioun gemaach huet, wéi mir d'Zukunft vum Stol- a vum Stolveraarbechtungssecteur zu Lëtzebuerg gesinn an datt mer dat besonnesch wichteg fannen.

Mä ech muss awer soen, et ass awer de Combel vun der Hypokrisie, wann een déi lescht dräi Joer an der Kommissioun, all Kéiers, wa mir déi do Saache gefrot hunn, wou et jo ëm öffentlech Gelder geet, ëm Steiergelder geet, déi mer do engem multinationale Konzern einfach schenken,…

(Interruption)

…einfach schenken, datt mer während dräi Joer an der Kommissioun ausgelaacht a fir domm verkaaft ginn, an da mécht een eng Pressekonferenz zwee Deeg virum État de la nation an da spillt ee sech hei op wéi dee grousse Kämpfer géint déi Multinational. Dann ass dat natierlech erëm mat engem populisteschen elektoralen Hannergrond, well am Süden d'Leit immens rose sinn doriwwer, wéi d'ArcelorMittal mat Lëtzebuerg a mat de Leit do ëmspréngt, an natierlech den Här Spautz an den Här Wolter am Süde gewielt ginn an dat natierlech wonnerbar do ukënnt, wann een do emol e bësse Bashing mécht géint den Här Mittal.

Mä et ass net seriö an et ass total hypokritesch, well Dir hutt bis elo bei all deene Froe just de Contraire gemaach an Dir hutt Iech ni staarkgemaach, fir datt déi do Saache sollten erfëllt ginn.

(Brouhaha)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, selten huet eng Regierung, wou virun allem eng Partei sech selwer als de séchere finanzielle Wee duergestallt huet, esou eng chaotesch Navigation à vue gemaach wéi dës Regierung.

Selten huet e Premierminister sech an deene leschte Joren esou misse selwer widdersprieche a mea culpa misse maache wéi dësen. A selten huet eng Regierung esou versicht, d'Problemer op déi laang Bänk ze schieben, wéi dës.

An dëser Legislaturperiod ass keng Opbrochstëmmung méi ze erwaarden. Dat ass dramatesch. A villes deit dorop hin, datt no all méigleche Schëllege gesicht gëtt, fir vun der desastréiser Politik vun dëser Regierung ofzelenken.

Ee Virgeschmaach krute mer scho gëschter, wou de Premier phaseweis fir eis Begréffer a primitive Populismus ofgerëtscht ass, anstatt Léisungsvirschléi ze ënnerbreeden. Dës Regierung sëtzt d'Problemer aus, amplaz se unzegoen. Mir verléiere wäertvoll Zäit, an dat ass méi wéi bedauerlech fir eist Land.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Bausch.

Domadder wäre mer um Schluss vun eiser Sitzung vun haut de Moien ukomm. D'Chamber fiert de Mëtteg um zwou Auer mat den Debatten iwwert d'Lag vun der Natioun virun.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 12.44 heures)

SÉANCE 28

MERCREDI, 9 MAI 2012

Présidence: M. Laurent Mosar, Président

Sommaire

Débat sur l'état de la nation (suite)

- *Débat (suite): M. Gast Gibéryen (répond à M. Robert Weber), M. Serge Urbany*
- *M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État*
- *M. François Bausch, M. Gast Gibéryen (parole après ministre)*
- *M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État*
- *Vote sur la motion 1 (rejetée)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; Mmes Marie-Josée Jacobs, Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler, Nicolas Schmit, Mmes Octavie Modert, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Marco Schank et Romain Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.01 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

(Hilarité générale)

Une voix.- Et ass keen do!

M. le Président.- D'Chamber fiert haut de Mëtteg weider mat den Debatten iwwert d'Lag vun der Natioun. Et sinn nach ageschriwwen: déi Häre Gibéryen an Urbany. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Gast Gibéryen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

1. Débat sur l'état de la nation (suite)

Débat (suite)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Léif Kolleeginnen a Kolleegen, nach ni war d'generell Meenung no enger Deklaratioun vum Statsminister zur Lag vun der Natioun esou enttäuschend, wéi dat gëschter de Fall war. Eng Deklaratioun, wou praktesch näischt Neits dran ze héiere war, keng Ried, déi matgerass huet, déi Hoffnunge ginn hätt. Neen, et war éischter eng Ried vu Resignatioun, déi ageschléifert huet, jee, eng Vollnarkos fir d'Chamber an d'Vollek.

Et war eng Ried vun engem Statsminister - och wann en net de Courage huet an hat, fir et zouzeginn -, deen huet misse feststellen, datt seng Politik an déi vu senger Regierung oder senge Regierungen iwwert d'Joren déi falsch war. E Regierungschef, dee virun engem Koup Schierbele steet, déi hie gréisstendeels selwer ze verschëllen huet.

Och gëtt de Wäert vun esou enger Deklaratioun ganz oft ze héich ageschätzt. Wann ee sech d'Méi mécht, fir déi fréier Deklaratioune vum Premier emol nozeliesen - gëschter war ëmmerhi seng 18. -, da stellt ee fest, datt verschidden Theme wéi zum Beispill de Chômage, de Logement, d'Schoulpolitik praktesch an allen 18 Deklaratioune behandelt si ginn, d'Problemer awer net geléist si ginn; au contraire, si si vu Joer zu Joer méi grouss ginn.

De Premier, wann e géif en objektive Bilan zéien, misst feststellen, datt, soulaang Geld do war, wéi aus dem Volle konnt geschöpft ginn, e staark um Verdeele war, seng Stëmme mat Wahlcadeaue kafe konnt, en d'Vollek mam Scheckheft konnt zefridden- a rouegstellen.

Déi wierklech Problemer sinn awer net geléist ginn. Déi sinn, wéi gesot, vu Joer zu Joer méi grouss ginn. Eng Politik, déi reng op materiell Wäerter opgebaut war. En Échec op der ganzer Linn.

Et ass an där Situatioun, wou d'Land sech haut befënnt. Elo, wou d'Geld méi knapps gëtt, kënnt d'Realitéit vun deem Échec lues awer sécher zum Virschäin. Un éischter Stell mécht dat sech bemierkbar bei de Finanzen.

D'ADR ass virun de leschte Chamberswahlen net midd ginn, fir op déi negativ Entwécklung vun de Statsfinanzen hinzeweisen. Mir hu kloer gesot, datt kee Geld méi do wier. Mir hu kloer gesot, datt déi Behaaptung, de Stat hätt dank der CSV nach Reserven, e Mäerche wier. Mir si fir déi negativ, awer richteg Aschätzung vum Wieler dofir net belount ginn.

D'CSV ass am Géigesaz net midd ginn, duerch d'Land ze zéien - „Juncker on tour" - an de Leit ze erklären, datt dank de Finanzgenië Juncker a Frieden vun der CSV mir nach ëmmer géifen am Geld schwammen. Mir hätte Reserven. Mir hätten de berühmten Apel fir den Duuscht. D'Kris war an der ganzer Welt, just net hei zu Lëtzebuerg. D'CSV konnt virun de Wahle Cadeaue verdeelen, Steiererliichterunge maachen, Chèque-servicen aféieren, d'Gehälter vun den Enseignanten an de Grondschoulen opdeelen (veuillez lire: erhéijen). Mir hunn et jo, mir konnte jo verdeelen. De Wieler huet dat…

M. le Président.- Här Gibéryen, erlaabt Der, datt den Här Weber Iech eng Fro stellt?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Wann dat net op meng Zäit geet, gären.

M. le Président.- Här Weber, Dir hutt d'Wuert.

M. Robert Weber *(CSV).*- Ech wollt den Här Gibéryen froen - e mécht jo ëmmer all Joers hei déiselwecht Kritik iwwert d'„CSV on tour" -, ob hie bei esou enger Versammlung derbäi war, well dat, wat hien hei seet, dat ass mir nämlech net an Erënnerung. Den Här Juncker huet op all deene Réunioune gesot, datt d'finanziell Situatioun vum Lëtzebuerger Stat ganz schlecht ausgesäit.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech hu Videoë vun deenen…

M. Robert Weber *(CSV).*- Neen, ech wollt Iech froen, ob Dir do mat derbäi waart?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- …„Juncker-on-touren". Ech hat Besseres ze dinn, déi Zäit. Ech hat Besseres ze dinn, Här Weber.

(Brouhaha général)

M. Robert Weber *(CSV).*- Mä da schwätzt och net esou Dommheeten hei, mä haalt Iech bei deem, wat effektiv d'Realitéit ass!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech hat Besseres ze dinn, wéi op „Juncker on tour" ze goen, mä et konnt een dat awer schéin op engem Video kucken. D'CSV war jo esou frëndlech, fir dat online ze setzen. Et konnt een dat awer alles schéin noliesen. An, Här Weber, Dir wësst jo awer genausou gutt, datt d'CSV net midd ginn ass, fir virun de Wahlen ëmmer ze erklären, datt dank der CSV mer finanziell keng Suergen hätten, datt mer Reserven hätten an datt mer en Apel fir de berühmten Duuscht hätten.

(Brouhaha)

M. Robert Weber *(CSV).*- Ech erënnere mech un esou Aussoe guer net!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Mir hunn et jo… Esou hutt Dir et déi Zäit gezielt. De Wieler huet dat - dat muss een näidvoll unerkennen - och honoréiert. D'CSV huet d'Wahle kloer gewonnen.

Haut froen d'Leit sech am Land mat Recht: „Wou ass dann den Apel fir den Duuscht? Wou sinn dann déi Reserven, vun deenen e geschwat huet?" An de Leschten am Land huet mëttlerweil awer festgestallt, datt d'Vollek nach ni esou virun de Wahle belu ginn ass, wéi d'CSV dat mat Bravour bei de leschte Wahle gemaach huet.

Beim Verdeele vu Cadeaue war d'CSV ëmmer eleng. Do huet se kee gebraucht, emol net hire Koalitiounspartner, do ass kee bäigelooss ginn. Haut maachen d'Regierung, den Här Juncker, den Här Frieden e waarmen Appell un d'ganzt Land, un all Parteien, fir zesummenzehalen a solidaresch Weeër ze sichen, fir aus der miserabeler Situatioun erauszekommen.

Déi aktuell Chifferen iwwert d'Statsfinanze sinn alles aneschters wéi berouegend. An den 13. Aktualitéitsprogramm, deen d'Regierung fir d'Period 2012-2015 no Bréissel geschéckt huet, ass opgebaut op en äusserst positivt wirtschaftlecht Wuesstum. 2012 hu mer e Wuesstum vun 1%, 2013 gesäit d'Regierung e Wuesstum vun 2,1, 2014 vun 3,3 an 2015 souguer vu 4,1%. D'Moyenne an der Eurozon läit genau op der Halschent vun deem, wat d'Lëtzebuerger Ekonomie laut der Regierung an den nächste Jore wiisst. An trotz dësem äusserst positive Wuesstum an trotz dem Spuerprogramm bedréit den Defizit am Joer 2015 1.236.000.000, also deeselwechten Niveau wéi dëst Joer 2012.

De Sold am Budget vun 2014 ass virprogrammëiert mat engem Minus vu 0,9 an der Administration publique, -1,7% an der Administration centrale. Fir 2015 ass souguer an der Administration publique e Minus vun 1,8% an an der Administration centrale vun 2,4%. Doranner, an deene Chifferen, sinn déi Spuermoossnamen, déi hei ugekënnegt si ginn, scho berücksichtegt. An eng Rei vun deene Spuermoossnamen, wéi zum Beispill d'Steieren, d'Kierzen un Investitiounen, ginn och iwwert déi nächst Joren. D'Zil, fir 2014 eng ausgeglache Finanzsituatioun an der Administration publique ze erreechen, ass aus der heiteger Siicht net méi méiglech.

Den Här Juncker huet nach virun engem Joer hei de 6. Abrëll 2011 gesot: „D'Regierung hält onverännert um Zil fest, fir am Joer 2014 ausgeglache gesamtstaatlech Finanzen ze hunn. Dorunner féiert kee Wee laanscht." Ech mengen, de Wee vun der Realitéit, dee féiert awer sécher derlaanscht.

An hei kann ee sech och froen, wéi et mam „séchere Wee" ass. Den „séchere Wee" féiert sécherlech och net zu ausgeglachene Statsfinanzen, mä den „séchere Wee" huet an deene leschte Joren dohinner gefouert, an déi Finanzsituatioun, wéi mer se haut hei fannen. An et ass ze bedaueren, datt den Här Statsminister mat kengem Wuert gëschter ernimmt huet, wéi d'Regierung gewëllt ass, déi Situatioun, déi finanziell Situatioun, déi si selwer fir 2015 hei virgëtt, ze redresséieren.

Wéi gesot, déi Moossnamen aus dem Spuerprogramm, déi mer elo hunn, déi sinn hei scho mat berücksichtegt. Et misst also nach villes zousätzlech geschéien, wann ee gär fir 2014 eng ausgeglache Finanzsituatioun an der Administration publique hätt.

D'Finanzresultater vun deenen éischten dräi Méint vun dësem Joer loossen näischt Guddes deiten. D'Dépensë klammen: 11,3% plus vis-à-vis vun där gläicher Zäit am Joer 2011. D'Recetten, op där anerer Säit, gi 5,3% zréck vis-à-vis vun den éischten dräi Méint am Joer 2011. Mir hunn an deenen éischten dräi Méint en Defizit vu ronn 700.000.000 dëst Joer am Statsbudget gemaach. Wann ee bedenkt, datt am Budget fir dëst ganzt Joer 1,3 Milliarden Defizit virgesi sinn, sou hu mer an deenen éischten dräi Méint schonn iwwert d'Halschent vun deem Defizit realiséiert, dee fir d'ganzt Joer virgesi war.

De Réckgang vun den Iwwerschëss bei der Sécurité sociale ass an der Finanzkommissioun fir d'Éischt an där Mooss public gemaach ginn. 2011 war den Iwwerschoss an der Sécurité sociale nach 740 Milliounen. An deenen nächste Jore soll en degressiv erofgoen, 2012 op 672 Milliounen, 2013 op 513, 2014 op 418 an 2015 op 372 Milliounen.

Ganz aner Chifferen, wéi mer se bis elo vum zoustännege Minister vun der Sécurité sociale héieren hunn. Hei ass ëmmer geschwat ginn, datt een an der Regel vun engem Iwwerschoss vu 700 bis 800 Milliounen d'Joer kéint schwätzen.

D'Finanzkommissioun war also méi wéi iwwerrascht, iwwert dëse Wee dës Informatioun kritt ze hunn, an d'Finanzkommissioun huet och duerfir de Wonsch geäussert, datt den zoustännege Minister an d'Chamber kënnt, fir déi doten Entwécklung vun den Iwwerschëss an der Sécurité sociale ze erklären.

An deene Chifferen, déi ech elo genannt hunn, ass och berücksichtegt, datt 2015, opgrond vun enger EU-Direktiv an dem E-Commerce, de Stat wäert massiv Abéissunge kréien. Dëst Joer hu mer am Budget 650 Millioune Recettë stoen. Déi Recettë ginn, laut den Experte vun der Steierverwaltung, bis d'Joer 2015 op eng Milliard erop a wou mer dann, laut der Direktiv, 70% wäerten ausbezuelen, weiderbezuelen un déi aner Länner, sou datt dat däerft en Déchet ginn ëm déi 600 Milliounen, déi mer 2015 däerften erliewen. Wéi gesot, déi sinn och schonn an dëse Chiffere mat berücksichtegt.

D'Fro war, firwat datt d'Regierung am Fong deemools dëser Direktiv zougestëmmt huet. Huet se déi Entwécklung net komme gesinn? Firwat huet se zougestëmmt, wou jo och hei d'Eestëmmegkeet verlaangt ass?

E weidere Punkt, d'Scholden. D'Chiffere vun de Scholden, déi sinn haut schonn e puermol hei genannt ginn. Mir léinen am Fong an deene leschte Jore praktesch all Joers eng Milliard. A laut den Dokumenter vun der Regierung léine mer och an deenen nächste Joren all Joers eng Milliard, an d'Joer 2015 ass souguer virgesi fir 1,5 Milliarden ze léinen. Dat wier an deem Zäitpunkt ronn 26% Defizit, dee mer da vis-à-vis vum PIB hätten.

Et ass also an engem Zäitraum vun e puer Joer vu praktesch kenger Schold op 26% eropgaangen. D'Zënsen - heibannen, d'Zënse sinn och scho genannt ginn -: 2011 hu mer 211 Milliounen an am Joer 2015 musse mer ongefier 328 Milliounen, oder 13 Milliarden aler Frang, un Zënsen zréckbezuelen.

Dann hu mer nach kee Kapital zréckbezuelt. Ech hunn dat schon e puermol heibanne gesot: Dee gréisste Risiko an déi gréisste Belaaschtung fir déi kommend Generatiounen ass, datt de Stat Scholden ophëlt a kee Kapital zréckbezilt, mä nëmmen Zënsen.

2013 ass deen éischten Emprunt vun zwou Milliarde fälleg. Déi Sue sinn net do an de Stat muss dann zwou Milliarden nei Emprunten ophuelen, fir déi al ze refinanzéieren. An duerno erfält praktesch all Joers een Emprunt, dee muss refinanzéiert ginn.

Dat ass déi gréisste Belaaschtung, déi mer deenen nächsten, kommende Generatiounen zoukomme loossen, wa mir haut Schold maachen a mir bezuele se net zréck a mir soen, déi kommend Generatiounen, eis Kanner, déi mussen déi iergendwann eng Kéier bezuelen.

Duerfir ass eng gewëssen Hypokrisie dran, wa vu Regierungssäit ëmmer gesot gëtt, mir mussen eng Politik maachen, déi déi kommend Generatiounen net belaascht. Mat dëser Politik, mat dëser Scholdepolitik maache mer déi gréisste Belaaschtung, déi mer där nächster Generatioun kënnen zoumudden.

Elo hunn ech net geschwat vun all anere Risiken, op deenen d'Lëtzebuerger staatlech Finanze baséieren. Risiken, déi doranner bestinn, andeem mer Garantien, souwuel national wéi op europäeschem Plang, geholl hunn.

De Spuerprogramm, deen d'Regierung proposéiert huet: Ech mengen, et muss ee kucken, wann ee vu Spuere schwätzt, an et kuckt een dann d'Resultater vun deenen éischten dräi Méint dëst Joer, wann een da gesäit, datt d'Dépensen 11,3% méi héich si wéi déi dräi éischt Méint d'lescht Joer, wann ee gesäit, datt d'Recettë 5,3% méi niddreg si vis-à-vis vun 2011, dann ass de Problem un alleréischter Stell op der Säit vun de Recetten an den Dépensen ze sichen. D'Regierung muss also hei un alleréischter Stell hir Dépensen an de Grëff kréien.

Och dat ass schonns laang gewosst. D'Regierung huet hei ganz einfach iwwer Joren déi falsch Politik gemaach. Si ass responsabel fir dee finanziellen Desaster, dee mer hei am Ableck hunn. An den Här Statsminister wier gutt berode gewiescht, wann e gëschter esou fair gewiescht wier an en hätt wéinstens e klengen „mea culpa" gemaach an en hätt sech och eng Tranche vun där Schold erofgeschnidden, datt déi finanziell Entwécklung, déi mer an de leschte Joren hei am Land erlieft hunn, datt dat och zum Deel op seng Krupp geet an och un der éischter Stell op seng Krupp geet.

Dat Uerteel, datt d'Regierung eng falsch Finanzpolitik an deene leschte Jore gemaach huet, huet de Jean-Claude Juncker schonn 2006 a Voraussicht selwer hei an der Chamber gemaach.

En huet an der Deklaratioun zur Lag vun der Natioun den 2. Mee 2006 hei gesot, also viru sechs Joer: „Nach méi richteg ass, eis öffentlech Finanze bewege sech an déi falsch Richtung. Firwat bewege se sech an déi falsch Richtung? Firwat si se deelweis schonn op der falscher Plaz ukomm, dat heescht am Déséquiliber an am Defizit? D'Äntwert läit op der Hand. Déi öffentlech Ausgabe wuesse méi séier wéi dat nominativt Wirtschaftswuesstum an och méi séier wéi d'Recetten."

A weider seet de Statsminister 2006: „Géife mer nämlech d'Politik vu bis elo sech an deenen nächste Joren einfach weiderentwéckele loossen, da géife mer déi falsch Politik maachen."

Also nach eng Kéier: „Géife mer déi bishereg Politik fräi weiderféieren, galoppéiere loossen, da géifen d'öffentlech Finanzen zwangsleefeg méi schnell uklamme wéi de Wuesstum."

A genau dat, wat de Statsminister 2006 hei deklaréiert huet, wat eng falsch Politik war, déi falsch Politik huet de Statsminister an deene leschte sechs Joer mat senger Regierung gemaach, well d'Recettë si weider geklommen, méi héich geklomme wéi de wirtschaftleche Wuesstum, an also huet de Statsminister am Fong d'Uerteel vu senger Politik vun deene leschte sechs Joer schonn am Viraus hei op dëser Plaz dokumentéiere gelooss. Duerfir, wéi gesot, wier en „mea culpa" gëschter vu senger Säit net ze vill verlaangt gewiescht.

E weidere Punkt, dee gëschter hei ugeschnidde ginn ass, dat ass den Accord salarial an der Fonction publique. An och hei huet an der Debatt iwwert d'Lag vun der Natioun den Här Statsminister 2010 deklaréiert, ech zitéieren nach eng Kéier: „D'Regierung ass der Meenung, dass et an der Fonction publique bis un d'Enn vun der Legislaturperiod keng Erhéijung vum Punktwäert ka ginn. Mä et wier fir d'Regierung wichteg ze wëssen, ob déi aner Parteien hei am Haus eis Meenung deelen, dass et zu kenge Lounerhéijunge beim Stat an deenen nächste Joren a bis un d'Enn vun der Legislaturperiod soll kommen."

All Parteien hunn dorops hei ganz kloer zum Ausdrock bruecht, datt se och fir eng Nullronn an der Fonction publique wieren. D'Regierung hat also kee Mandat, fir eng Erhéijung duerchzesetzen oder, besser gesot, si hat e Mandat, awer e Mandat, fir keng Erhéijung um Punktwäert ze maachen. An awer ass am Juli 2010 eng Erhéijung décidéiert gi mat der Regierung. Zoufälleg sollt déi dann a Kraaft triede virun de Gemengerotswahlen.

D'Parlament huet sech mat Recht do opposéiert. Et ass keng Zoustëmmung, fir d'Eischt vun den Oppositiounsparteie komm, an duerno hunn dann och lues a lues d'CSV a virdrun d'LSAP sech beweegt, bis eben eng global Oppositioun vum Parlament hei entstanen ass, déi gesot huet, mir stëmmen deen Accord net, well nämlech och eng Oppositioun am Land bei de Leit war, déi dann op d'Parteien agewierkt hunn, fir datt d'Parteien dat, wat se 2010 hei deklaréiert hunn a wat d'Regierung net respektéiert huet, datt dat awer géif duerchgesat ginn.

Awer och vill Fonctionnairen, mat deene geschwat gouf, hu gesot wuel: „Wa mer eppes kréien, dann huele mer et." Mä si hunn awer och verstanen, datt an dësen Zäiten et net seriö wier, datt mer do nach an der Fonction publique d'Gehälter géifen augmentéieren.

Mir kënnen nämlech net higoen - an och do, an et ass gëschter nach an enger Diskussioun gesot ginn, an ech war deen, deen dat gesot huet -, mir kënnen haut net higoen a Sue léinen, fir och nach Gehälter zousätzlech ze augmentéieren, an eis Kanner mussen dann an zéng oder 20 Joer déi Suen zréckbezuelen.

D'Regierung huet elo en neien Accord ausgehandelt. Déi eemoleg Prime vun 0,9% soll am August 2014 ausbezuelt ginn an d'Erhéijung vum Punktwäert ëm 2,2% den 1. Januar 2015. Trotz engem Defizit vun 1,3 Milliarden am Joer 2015 an engem elo schonns virgesinnenen Emprunt an deem Joer vun 1,5 Milliarde fir d'Joer 2005 (veuillez lire: 2015). Et ass also onverantwortlech, wann d'Regierung haut en Engagement schonn ageet fir d'Joer 2014/2015, wou se weess, datt dann de Stat an deem Defizit ass an déi nei Empruntë muss ophuelen. D'Strategie vun de Wahlcadeaue leeft bei der CSV anscheinend schonn erëm op Volltouren!

Eng massiv Erhéijung, Här President, vun där praktesch net geschwat ginn ass, wou ech awer wëll kloer soen, datt d'ADR mat där averstanen ass: d'Netupassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun. Doduerch, datt mer d'Steiertabell net un d'Inflatioun upassen, kritt de Stat an dëser Legislaturperiod ronn 1,5 Milliarde méi u Steierrecetten an de Budget. Firwat gi mer net hin a mir nenne beim Spuerprogramm och dëse Chiffer mat, well et ass eng Moossnam, déi iwwert déi ganz Legislaturperiod leeft, mä si ass bis elo nach net ernimmt ginn. Mä et ass, wéi gesot, déi gréissten zousätzlech Steier, déi an de Statsbudget erakënnt.

D'Solidaritéitssteier - am Prinzip eng sozial gerecht Steier - läit och am Prinzip, et kann een averstane sinn. D'Leit am Land sinn och am Prinzip averstanen, fir Sacrificer ze bréngen, wa se d'Noutwendegkeet agesinn, wa se gesinn, datt déi néideg Transparenz do ass a wann et sënnvoll ass, fir ebe Steiererhéijungen ze maachen.

D'ADR an d'Leit lehnen awer weiderhi Steiererhéijungen of, wann dëst Geld geholl gëtt, fir sënnlos Projeten ze finanzéieren, wéi zum Beispill den Tram.

Iwwert d'TVA ass net vill geschwat ginn, well ebe keng Augmentatioun virgesinn ass. Mä si ass ugekënnegt gi fir no den nächste Legislativwahlen, an duerfir, mengen ech, huet dann och all Partei d'Geleeënheet, fir am Kader vun hirem Wahlprogramm fir déi nächst Chamberswahlen sech dozou ze äusseren.

D'Mindestbesteierung vun de Betriber: Et ass ëmmer gesot ginn, 80% vun de Betriber géife keng Steiere bezuelen, an hei ass, mengen ech, och en Erklärungsbedarf, well dat ëmmer allgemeng formuléiert ginn ass. Hei schwätze mer awer net vun dem Bäcker a vun dem klengen Épicier, déi wuel hir Steiere bezuelen, mä mir schwätzen hei vun de Gesellschaften, déi am Fong keng Steiere bezuelen oder vun deenen 80% keng Steiere bezuelen. An hei sollt dann eng Mindestbesteierung agefouert ginn, déi dem Stat soll 50 Milliounen abréngen, sou laut deem Spuerpak, deen de Finanzminister Luc Frieden eis virgestallt huet. De Statsminister huet gëschter awer déi Mindestbesteierung vun de Betriber net hei ernimmt. Vläicht kréie mer haut nach doriwwer Erklärungen.

D'Subsiden, si mer der Meenung... Ech hat eng Kéier eng Question parlementaire gemaach un all Ministère, wat vu Subsiden ausgedeelt gëtt hei vum Lëtzebuerger Stat, an herno déi Äntwerten zesummen, déi waren esou voluminös, datt et bal e Buch gëtt, wou de Stat iwwerall Subsiden ausdeelt. Mir sinn der Meenung, datt ee sollt emol all déi Subsiden duerchforsten, ob se nach haut ubruecht wieren.

Och de Mëssbrauch vun dem gewëssen Abus de droits sociaux, deen ëmmer méi lues a lues sech hei zu Lëtzebuerg amëscht, mengen ech, do misst d'Regierung higoen an do emol konkret Analysë maachen a Moossname maachen, fir datt kee Mëssbrauch mat eisem Sozialsystem stattfënnt.

D'Broschüren, déi d'Regierung erausgëtt, Etüde solle reduzéiert ginn. Ech denken do virun allem och un déi Broschüren, déi praktesch all Minister viru Chamberswahlen an all Haus am Land verdeele léisst.

Wou däerf eiser Meenung no net gespuert ginn? Et muss endlech opgehale gi mat dem Géisskaneprinzip. Déi sozial Selektivitéit, vun där esou vill geschwat gëtt, misst einfach emol endlech Realitéit ginn. Mir mussen eis Prioritéit setzen op déi sozial Schwaach. Statistesch Zuelen ënnermaueren, datt d'Aarmutsgrenz hei zu Lëtzebuerg, déi 2000 bei 11% louch, elo d'Grenz vu 15% vun der Populatioun erreecht huet. Hei si besonnesch betraff elengerzéiend Fraen, wouvu 50% am Fong ënnert d'Aarmutsgrenz falen, respektiv Familljе mat vill Kanner.

Schummeswäert ass dat fir e Land, wat gëschter nach hei vum Statsminister als eent vun deene räichsten hei vun der Welt bezeechent ginn ass! Här Juncker, Dir musst awer och soen, datt dat Resultat, datt d'Aarmut hei zu Lëtzebuerg ëmmer an ëmmer méi wiisst, datt dat och a besonnesch e Resultat vun Ärer Politik an deene leschte Jore war!

Wou net däerf gespuert ginn, ass och eiser Meenung no bei de Behënnerten. All Investitioune musse mer an déi Richtung virundreiwen. Déi Behënnert musse sech kënnen an eiser Gesellschaft wéi all anere Bierger fräi bewegen.

Mir däerfen och net spuere bei der Mammerent. Hei ass eiser Meenung no schonn e falschen Akzent gesat ginn, wéi mer vum Alter vu 60 op 65 Joer eropgaange sinn. D'Mammen hu keng Lobby an duerfir hunn déi Mammen och keng Zäit, fir ze manifestéieren oder sech ze organiséieren, fir dergéint Stuerm ze lafen. Duerfir ass et e schwaacht Glidd an eiser Gesellschaft, leider, an duerfir ka jo dat och mat de Mamme gemaach ginn.

D'ADR ass fir eng Familljepolitik, seet, de Stat huet sech net an d'Familljen anzemëschen, d'Famill soll de Choix hunn, ob se d'Kannererzéiung doheem mécht oder ob se se an d'staatlech Infrastruktur gëtt. A fir datt d'Famill iwwerhaapt dee Choix kritt, musse mer weiderfueren, fir flächendeckend am Land Infrastrukture wéi Crèchen, Garderien, Maison-relaisen opzebauen. Mä mir proposéieren awer och, datt mer sollen higoen an d'Familljenzoulagen, alleguer déi, déi mer ginn, un d'Familljе ginn, datt mer déi sollte bündelen a se da sollen, fir de soziale Kritär eranzebréngen, de Steieren ënnerwerfen.

Den Här Statsminister huet gëschter gesot, dat wier net méiglech, fir dat iwwert d'Steieren ze maachen. Mir sinn der Meenung, a mir hunn och mat Experte geschwat, datt dat méiglech ass! Et wonnert mech, wann hei am Joer 2012 gesot gëtt, Lëtzebuerg wier net à même, fir Familljenzoulagen, wa mer déi géife bündelen, Lëtzebuerg wier net à même, fir do e System ze entwéckelen, fir déi kënne gerecht ze besteieren. Ech froe mech, wa mir dat am Joer 2012 hei zu Lëtzebuerg nach net fäerdegbréngen, wéi d'Amerikaner et fäerdegbruecht hunn, scho viru méi wéi 45 Joer um Mound ze landen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Infrastrukturen, déi mer hei am Land maachen oder net maachen - soe mer ganz kloer, wou net däerf gespuert ginn: Am öffentlechen Transport däerf net gespuert ginn. Mir wäerte muer hei eng ganz Rei vu Projete stëmmen am Interessi vum öffentlechen Transport, déi eis Zoustëmmung wäerte fannen. Selbstverständlech ouni Tram! An d'Schoul, do däerf net gespuert ginn, d'Bildung an d'Fuerschung, d'Uni.

A leider muss ee soen, och bei de Kläranlagen: Wann ee bedenkt, datt mer als Lëtzebuerg ugesicht sinn an elo wahrscheinlech mussen eng eemoleg Strof an dann eng Strof pro Dag bezuelen, déi souguer ka bis 10.000 Euro den Dag goen, well mer eis Kläranlagen net konform zu enger europäescher Direktiv aus dem Joer 1992 a Mooss gesat hunn, dann ass dat och e Bewäis, datt mer iwwer 20 Joer Gelder vergeut hunn, a Prunkbauten investéiert hunn, a mir hunn dat, wou mer eng Obligatioun hu vu Bréissel aus - an déi richteg ass, eist Waasser, Ofwässer ze klären -, dat hu mer an 20 Joer net fäerdegbruecht. Och dat ass en Aarmutszeugnis vun der Politik vun de successive Regierungen!

Wou muss gespuert ginn? Mir soe ganz kloer, datt den Tram net däerf gebaut ginn. Mir sinn och iwwerzeegt, datt den Tram net wäert gebaut ginn! An et ass och gutt, datt en net gebaut gëtt. Mir hu virun dräi Wochen hei an der Chamber eng Motioun deponéiert, wou mer gesot hunn, kommt, mir hale mat deem Spuk op a mir stëmmen eng Motioun, wou den Tram an den Tirang geluecht gëtt. Mir waren zu véier, déi déi gestëmmt hunn, 56 hunn en bloc dergéint gestëmmt.

Ech hunn deemools gesot: „Mä waart, d'Geschicht wäert eis beléieren, datt déi véier sech géint déi 56 wäerten duerchsetzen." Mir kënnen an zéng Joer déi Ried hei nach eng Kéier virliesen. Wann den Här Bausch an den Här Bettel gären an der Stad eng Spillsaach hätten, déi si „Tram" nennen, da solle se sech déi beim Kleesche bestellen a se solle se mat de Steieren aus der Stad Lëtzebuerg bezuelen, awer net d'Steier...

(Interruption)

...awer net d'Steierzueler vum ganze Land...

M. Xavier Bettel *(DP).*- Déi Zéissenger Leit, déi sinn haut nach dankbar!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Déi sinn dankbar, datt mir keen Tram gebaut hunn. Do hutt Der recht, do hutt Der recht!

M. Xavier Bettel *(DP).*- ..., all Respekt!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et soll gespuert ginn, an do si mer mat der Regierung averstanen,...

(Interruption)

...d'A3, datt déi net soll ausgebaut ginn, déi soll zréckgesat ginn, de Fussballstadion, d'Zuchverbindung Gare-Findel, déi ass och scho gestrach; och wa mer wëssen, datt mer um neie Findel, op der Aérogare eng Gare gebaut hunn!

Mir hu viru Joren ëmmer mat eise belschen Noperen de Geck gemaach: Déi haten eng Autobunnsbréck gebaut a si haten awer vergiess, eng Autobunn ze bauen, d'Bréck stoung ëmmer an der Landschaft. Bon, mir hunn eben elo eng Gare an der Aérogare gebaut, wou ni en Zuch wäert hikommen. De Virdeel vun eiser Gare vis-à-vis vun de Belsch hirer Bréck ass, datt keen eis Gare gesäit, well mir hu se gutt ënnert dem Buedem verstoppt.

Et soll also och méi rationell gebaut ginn, mir sollten ophale mat de Prunkbauten, se opzeriichten, wéi mer dat an de vergaangene Jore gemaach hunn. Dat Bescht war grad gutt genuch.

D'Schoul: D'Situatioun an der Schoul ass dramatesch, ech mengen, do si mer eis eens, well dee gréisste Problem, dee mer hei am Land hunn, de Chômage, ass d'Resultat vun eisem Schoulsystem. Mir gesinn elo, wéi schwiereg et ass, an der Reform vum Secondaire, déi elo ëm ee Joer ausgesat ginn ass. Also, mir fäerte ganz, datt déi Reform net méi virun de Wahle wäert kommen. Ee Joer ausgesat bedeit och, ee Joer virun den nächste Chamberswahlen, a mer wëssen, wéi d'Regierungen da reagéieren, wann d'Oppositioun kënnt.

D'ADR ass och fir eng aner Schoulpolitik. Eng Schoul, déi Leeschtung a Bildung wëllt, eng Schoul, déi d'Integratioun vun den auslännesche Kanner iwwert d'Lëtzebuerger Sprooch erméiglecht, eng Schoul, déi d'Lëtzebuerger Sprooch als Schoulfach endlech eescht hëlt. D'ADR ass fir d'Autonomie vun de Schoulen a fir en éierlechen Dialog mam Léierpersonal an den Eltere bei alle Reformprojeten.

De Chômage ass an deene leschte Joren, Här President, massiv geklommen. Iwwert d'Joren ass e geklommen, bis op bal haut 20.000 Leit, wa mer déi mathuelen, déi an de Beschäftegungsinitiative sinn.

D'Sozialiste sinn 2004 an d'Wahle gaangen an hu gesot: „Mir paken et un" - mat deem bekannte Resultat, datt an Zwëschenzäit, datt si an der Regierung sinn, de Chômage sech verduebelt huet.

Mä och de Statsminister huet a sengen 18 Deklaratiounen, déi en elo hannerenee gehalen huet - mir hunn dat nogekuckt -, a kengem Joer vergiess, de Chômage hei ze ernimmen. „D'Reduktioun vum Chômage…", huet en nach 2010 gesot, „…ass déi éischt Aufgab vun der Lëtzebuerger Politik. Si wäert sech dorunner moosse musse loossen."

Wann een haut géif d'Regierung un där Politik moossen, da krit se eng ferm Datz. A wann den Här Juncker dat eescht hëlt, datt e seet, se muss sech dorunner moosse loossen, da muss ee wëssen, datt d'Chômeuren absolut näischt dovun hunn, wann de Statsminister 18 Joer hannereneen heihinner lamentéiere kënnt, datt de Chômage géif klammen, datt mer do e Problem hätten, an et geschitt näischt, de Chômage wiisst permanent weider. Dovunner hunn d'Chômeure guer näischt, och wann de Statsminister nach 15 Joer datselwecht géif heihinner ziele kommen.

Mir hunn, fir nëmme just zwou Propositiounen oder eng wesentlech erauszehuelen, gesot als ADR, datt mir géifen an d'ADEM e Service integréieren, wou déi Leit, déi haut an de Beschäftegungsmoossname sinn, géife vun der ADEM selwer verwalt ginn, an datt d'ADEM géif déi Leit éischtens an d'Betriber delegéieren, op den éischten Aarbechtsmaart, an dann de Betriber eng Ënnerstëtzung zoukomme loossen, wa se bereet sinn, déi Leit bei sech opzehuelen, selbstverständlech ënnert der Konditioun, datt déi Betriber déi Leit och mussen no enger bestëmmter Zäit fest astellen.

An da gëtt et selbstverständlech ëmmer e Prozentsaz vu Leit, déi mer net an den éischten Aarbechtsmaart erakréien. An do proposéiere mir, datt déi sollten a bestehend Strukture beim Stat, bei de Gemengen, a sozialen Ariichtungen integréiert ginn, an da wier eiser Meenung no de Problem, datt mer d'Leit an den éischten Aarbechtsmaart erakréien, vill méi séier geléist.

D'Réforme administrative: Här President, fir datt eis Wirtschaft wierklech am internationale Kontext konkurrenzfäeg bleift a gëtt, muss d'Emfeld heiheem stëmmen. Dozou zielt och a virun allem, datt de Stat selwer fir d'Betriber keng Belaaschtung gëtt, mä datt de Stat fir d'Betriber eng Entlaaschtung an eng Hëllef gëtt. Hei ass déi berühmte Réforme administrative dat wesentlechst Stéchwuert.

Joren, fir net ze soe Jorzéngte gëtt och hei regelméisseg vun der Regierung deklaréiert, dës Reform géif elo wierklech konkret ëmgesat ginn. Et ass souguer esou wäit gaangen, datt bei der Zesummesetzung vun der neier Regierung Gott Vater höchst selbst décidéiert huet, dësen Dossier selwer an d'Hand ze huelen, mat dem Resultat, datt, zënter de Jean-Claude Juncker selwer d'Responsabilitéit iwwerholl huet, nach näischt, awer guer näischt Novollzéibares am positive Sënn geschitt ass.

(Interruptions)

D'Zitat vum Jean-Claude Juncker 2006 bei der Lag vun der Natioun: „Eis Betriber leiden ënner administrativer Iwwerbelaaschtung."

(Interruptions)

Datt 2006 den administrativen Opwand, huet den Här Juncker gesot: „Den administrativen Opwand kascht Wirtschaftswuesstum an Aarbechtsplazen." Mä leider hunn eis Betriber trotz allem nach ëmmer keng Satisfaktioun.

D'Chambre de Commerce huet elo kierzlech nach geschriwwen: «Notre pays a un problème au niveau de la facilité à créer une entreprise. Ce qui lui a d'ailleurs valu d'être relégué à la 77e place dans le hit-parade établi par la Banque mondiale en matière de „ease of business". C'est une situation qui n'est pas tenable pour le Grand-Duché.»

A wat maache mer elo, nodeem datt mer zéng, Jorzéngten driwwer palaveren, nodeem den Här Juncker den Dossier selwer an de Grapp geholl huet, elo dräi Joer responsabel ass, elo ruffe mer da fir den Hierscht eng Table ronde an! Et ass esou, wéi mir hei zu Lëtzebuerg fonctionnéieren, vu Mount zu Mount, vu Joer zu Joer. Hei kann ee scho bal soen, vu Jorzéngt zu Jorzéngt.

De Logement, an ech hu mer d'Méi gemaach, Här President, fir meng Ried dës Kéier haaptsächlech opzebauen op dat, wat den Här Statsminister a sengen 18 Deklaratioune virdru gesot huet. Et war méi einfach schreiwen. Ech hunn einfach nëmme brauchen Zitater vun him ofzeschreiwen.

Sou huet en zum Beispill den 12. Oktober 2005 hei an der Chamber gesot: „Ech muss éierlech zouginn, dass ech mat enger gewëssener Gêne iwwert de Logement schwätzen. Zanter 1991 hunn ech als Stats- a Finanzminister alles gemaach, fir d'Wunnen zu Lëtzebuerg fir jiddwereen hei am Land erschwénglech ze maachen. Ech si bei deem Versuch gescheitert. Wann ech, obschonns d'Zäit duerfir nach laang net komm ass, haut Bilanz ze zéien hätt iwwer mäi politescht Wierken, da fält mer - dat wäert Iech net wonneren - villes an, wat ech gutt gemaach hunn. Mä ech fannen, an ech considéréieren dat als e grousse perséinlechen Échec, dass ech an der Wunnengsfro versot hunn." Dat war 2005!

Den Här Juncker huet dunn 2006 bei der Lag vun der Natioun gesot: „De leschten 12. Oktober hunn ech heibannen iwwert d'Fehlentwécklungen um Wunnengsmaart geschwat." A weider sot en: „Dass d'Bauen an d'Wunnen zu Lëtzebuerg méi deier ass wéi zu Paräis a wéi zu London, weist, dass mer se net méi alleguerten hunn." Dat war 2006, den Här Juncker!

Hutt Der gutt héieren: Den 12. Oktober 2005 huet de Premier vun der Fehlentwécklung geschwat, a mir hätte se net méi all. Ech géif den Här Premier korrigéieren, e soll net ëmmer, wann en eppes Negatives seet, hei alles verallgemengeren. E soll dat, well et wier méi richteg, wann en dat op seng Persoun an op d'Regierung bezéie géif an net géif soen, mir hätte se net all, well hei droen aner Leit un alleréischter Stell d'Responsabilitéit.

Wéi ass dat dann elo haut, siwe Joer méi spéit? Mä nach vill méi katastrophal! D'Lëtzebuerger sinn an der Zwëschenzäit zu engem groussen Deel selwer zu Grenzgänger ginn! Haut sinn iwwer 20.000, déi an d'Grenzregioun wunne gaange sinn, obschonn hei an deem Land - an iwwerall, mengen ech - dat Wichtegst fir eng Famill ass, en Eegenheem ze hunn.

Zu Lëtzebuerg konnt ëmmer jiddwereen, vum Direkter bis bei de Schmelzaarbechter, sech eng Wunneng an en Eegenheem fir seng Famill leeschten. Dat war awer virun der Ära Juncker eng Normalitéit hei zu Lëtzebuerg. Haut ass et e Luxusprodukt ginn, wann hei zu Lëtzebuerg nach ee sech kann eng Wunneng bauen. Et ass e kloren Échec vun der Politik Juncker a senge Regierungen.

Hei ass 18 Joer datselwecht gepriedegt ginn an ëmmer waren aner Leit schold. All Joers ass en anere Schëllege gesicht ginn, an dëst Joer sinn et déi kleng Lëtzebuerger Kapitalisten, wou een deem aneren net wëllt eng Bauplaz zu normale Präisser verkafen, mä wou jiddweree wëllt e Maximum kréien. Ech froen heibannen, ob een heibannen oder soss am Land bereet ass, en Terrain oder soss eppes ze verkafen ënnert dem Präis, wou en derfir zegutt huet. Et ass eng Normalitéit, datt all Mënsch versicht, dat ze kréien…

(Brouhaha)

Och déi vun der CSV verkafen… Och déi vun der CSV...

(Interruption)

Une voix.- D'Deputéierten hu keng Terrainen, héiert!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Och CSV-Leit verkafe keng Terrainen ënnert dem Präis! Et ass eng Normalitéit, datt all Mënsch, datt all Mënsch hei am Land de Präis hëlt, deen e kritt.

(Brouhaha)

Une voix.- Den Här Hollerich, deen huet der e puer, deen huet der e puer.

M. le Président.- Ech bieden Iech, dem Här Gibéryen nozelauschteren!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Här President, duerfir soe mer ganz kloer, et soll een net Schëlleger ëmmer bei déi aner siche goen, hei läit d'Schold eleng bei der Regierung.

A mir trieden als ADR derfir an, datt mer mussen de Courage hunn, fir wierklech… An d'Präisser ginn nach ëmmer an enger fräier Maartwirtschaft…, d'Offer an d'Demande bestëmmen d'Präisser a soss keen. Do kann de Stat sech net an d'Präispolitik amëschen.

Duerfir soe mir ganz kloer, mir musse méi Bauland fräiginn, mir mussen d'Perimeteren erweideren, fir datt ka méi gebaut ginn. A mir soen och, datt d'Caritas dëser Deeg nach eng Kéier kloer geschriwwen huet, datt 26.000 Sozialwunnengen hei am Land feelen. Da musse mer och de Courage hunn, fir de Privatinitiativen d'Méiglechkeeten ze ginn, fir ënnert deeneselwechte Konditioune wéi de Fonds du Logement kënne soziale Wunnengsbau hei am Land ze bedreiwen. Mat Problemer an all deem ass dat net méiglech.

(Brouhaha général)

Duerfir, hei ass Courage vun der Regierung verlaangt.

E weidere Punkt Här President, sinn d'Renten. D'Rentereform wëll ech net drop agoen, well d'Zäit mer duerfir feelt. Ech wëll just iwwert den Ajustement schwätzen, dee jo elo 2013 net bezuelt gëtt. Ech wëll hei soen, datt den Här Statsminister gëschter gesot huet, wann déi Pensionéiert…, wann déi Aktiv näischt bäigesat kréien, kënnen déi Pensionéiert och näischt kréien. Den Ajustement ass am Fong eng nodréiglech Upassung. Et ass en Ajustement un d'Entwécklung vun de Gehälter vun deenen zwee Joer virdrun. An duerfir ass dat Allgemengt, wat gëschter hei virgefouert ginn ass, falsch. Den Ajustement ass eng nodréiglech Upassung op eng Lounentwécklung, déi zwee Joer virdru stattfonnt huet.

Mir hunn als ADR awer och ganz kloer gesot bei der Reform - an ech wëll just dee Punkt eraushuelen -, datt mir géifen um Ajustement direkt eppes änneren. Mir géifen net waarden, bis mer an déi Situatioun kommen, wou d'Recetten d'Dépensen net méi géifen decken, mä mir géifen direkt och um Ajustement eppes maachen, a mir géifen awer e sozialen Ajustement maachen. Dat heescht, datt mer en degressiven Ajustement maachen. Sou wéi mer an der Steiertabell mat Gruppen, mat Échelonë fueren an eng Progressioun drabréngen, esou géife mir beim Ajustement eng Degressioun drabréngen. Déi éischt Tranche vum Ajustement géif zu 100% ausbezuelt ginn, an duerno géife mer, wat d'Pensioune méi héich wieren, den Ajustement ëmmer méi kierzen.

Bei der Propositioun, déi an dem Projet de loi iwwert d'Rentereform ass, géif - wann déi dote Situatioun antrëtt, datt d'Recetten d'Dépensen net méi géifen decken - den Ajustement zu 50% bis 100% ganz ewechfalen, an da géifen déi kleng Pensioune genausou haart getraff gi wéi déi déck, an dat fanne mer sozial ongerecht.

Duerfir géife mer de Minister bieden, och dee Punkt vun dem Reformprojet nach eng Kéier ze iwwerdenken, genausou gutt, wéi mer averstane si mat där Propositioun, déi de Kolleeg Lux de Moien hei gemaach huet, fir datt mer fir déi Lächer, déi d'Fraen an hire Carrièren hunn, eng Léisung fannen, an och, wat d'Beschäftegung vun deenen eelere Leit ubelaangt.

Mir géifen och mengen, déi Iddi, déi mer an der Entrevue hate mam Conseil national des femmes, déi am Fong proposéiert huet, fir bei deene Fraen, déi ophale mat schaffen, eng obligatoresch Cotisatioun anzeféieren - si misste weider cotiséieren, sou wéi mer dat an der Landwirtschaft virun enger Rei vu Jore gemaach hunn -, datt een dat och sech sollt iwwerleeën, fir dat ze generaliséieren, fir datt domadder all Fra wierklech och eng voll Carrière wäert kréien.

Zum Schluss, Här President, nach e Wuert iwwer ArcelorMittal. Et ass am Fong villméi eng Fro un den Här Statsminister. Den Här Statsminister huet de 27. Juni 2006 hei an enger Deklaratioun an der Chamber am Kader vun der Fusioun vun ArcelorMittal gesot - ech zitéieren: „Déi Garantië fir d'Stolstanduerter zu Lëtzebuerg hu mer awer kritt."

Ech wéisst gär vum Här Statsminister, Här President: Wat ass déi Garantie? Wéi war déi Garantie? Ass dat eng Garantie, déi geschwat ginn ass? Ass et eng Garantie, déi geschriwwe ginn ass? Ass et eng Garantie, déi aklobar ass? Wat war dat fir eng Garantie, déi den Här Statsminister hei an der Chamber gesot huet, déi hie kritt hätt, fir datt d'Standuerter hei zu Lëtzebuerg géifen erhale bleiwen?

Mir stellen haut fest, datt zwee Standuerter wäerten zougemaach ginn, Schëffleng a Rodange. Entweder hu mer eng Garantie kritt, oder villméi hutt Dir eng Garantie kritt, Här Statsminister, da bräichte mer eis am Fong keng Suergen ze maachen iwwert d'Schléissung vun deenen zwee Standuerter, oder Dir hutt keng Garantie kritt, an ArcelorMittal kann déi Standuerter zoumaachen. Da muss ee sech allerdéngs froen, wat déi Deklaratioun vum 27. Juni 2006 vum Här Statsminister hei an der Chamber wäert ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, meng Riedezäit ass um Schluss, duerfir wëll ech zur Konklusioun kommen. Ech mengen, et kann net sinn, datt mer hei eng Regierung hunn, déi all Joers iwwer Joren hei Deklaratioune maache kënnt an nach iwwer Joren eis ëmmer datselwecht hei verzielt a keng Léisunge proposéiert, mä au contraire vu Joer zu Joer d'Problemer méi grouss ginn. Ee Statsminister, deen alles mécht an och responsabel ass fir alles, wat positiv ass, a fir eppes, wat negativ ass, ass jiddwereen am Land responsabel, just hien net. Eng Regierung, déi sech géigesäiteg blockéiert, an duerfir och net fäeg ass, dëst Land a seng Bierger an eng sécher Zukunft ze féieren.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Gibéryen. Als leschten agedroene Riedner hunn ech op der Lëscht den Här Serge Urbany. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Dës Erklärung zur Lag vun der Natioun, déi d'ganz Regierung jo engagéiert, fänkt u mat enger geopolitescher Beschreiwung vun de Verschiebungen tëschent Natiounen, mat dem Aflossverloscht vun den Europäer, mat der Lëtzebuerger Statsräson. Si bezitt sech op e Lëtzebuerger Grondwiesen, deem d'Grond- a Buedemspekulatioun anscheinend misst friem sinn - firwat eigentlech méi wéi aneren? -, a mécht en Appell un d'Chômeuren an d'RMG-Bezéier, sech net an der Solidaritéitsfotell auszerouen, soss géife se Bee gemaach kréien.

Si hält och op mat engem Appell un déi, déi net mat der Politik vun der Regierung averstane sinn, iwwer hire Schiet ze sprangen a sech net an hirem angeblech zouenen Denken anzespären. A si fuerdert d'Patronat an d'Gewerkschaften op, erëm mateneen ze schwätzen, soss géife schwéier Zäite kommen.

Fir dass hei am Land awer e politeschen a sozialen Dialog erëm méiglech gëtt a Sënn mécht, mengen ech, kënnt een net laanscht eng grondsätzlech Beschreiwung an Afrostellung vun de sozialen Ongläichheeten an der Wirtschaft an am Land.

Déi sozial Ongläichheete sinn et nämlech, déi um Ursprong si vun der aktueller Wirtschafts- a Finanzkris, andeem se zur iwwerméisseger Usammlung vu Räichtum ganz uewen duerch eng relativ an heiansdo souguer absolut Veraarmung op der iwwergrousser Säit vun deene gefouert huet, déi duerch hir Aarbecht fir déi Usammlung vu Räichtum gesuergt hunn.

Wa mer an enger Kris sinn, da si mer an enger Verdeelungskris. An aus där Verdeelungskris kommen och déi sozial Konflikter. D'Chambre des Salariés huet de leschte Mount eng Analys vun de Sozialparameteren zu Lëtzebuerg virgeluecht, wou se noweist, dass den Undeel vun der Aarbecht um Räichtum zu Lëtzebuerg am klengsten an Europa ass an néierens esou vill ofgeholl huet wéi hei, dass déi kleng Salairë real zréckgaange sinn, dass d'Ongläichheeten tëschent de Salariéë gewuess sinn, wouzou och déi héich Wunnengspräisser bäidroen, an dass d'Léin esou wéineg zum Liewen duerginn, dass ouni déi sozial Transferten 29% vun der Bevölkerung dem Aarmutsrisiko ausgesat wieren, dass Bezéier vun Zënsen an Dividende steierlech onwahrscheinlech zu Lëtzebuerg bevirdeelegt ginn an dass déi ontypesch Aarbecht zouhëlt an domat d'Précaritéit.

Ech wëll nach ee Beispill ginn, dës Kéier aus enger offizieller Quell, dem Rapport travail et cohésion sociale vun 2011 vum Statec. No deem Rapport hunn d'Léin vun de Salariéen tëschent 2006 an 2009 duerchschnëttlech ëm 2% zougeholl an a verschiddene Beräicher awer ofgeholl. D'Revenuen aus dem Besëtz, Dividenden, Zënsen a Loyeren hunn awer ëm 45% zougeholl.

Déi zwee Chifferen, fannen ech, soen alles aus iwwert d'Lag vun der Natioun an iwwert déi ongläich Verdeelung vum Räichtum. Ech fanne se awer net an der Erklärung vun der Regierung erëm. Well d'Regierung wëllt a Wierklechkeet och näischt un deenen Ongläichheeten an der Verdeelung änneren, well dofir misst een aktiv an d'Ekonomie agräifen, wat se awer net mécht. A wa se et mécht, da mécht se et negativ. Zum Beispill, wa se d'Öffnungszäite vun de Geschäfter verlängert an domadder och d'Aarbechtszäite vun deene Leit, déi do schaffen. Si léisst Bauaarbechter an Aarbechterinnen aus dem Botzsecteur eleng mat hire soziale Problemer, a grousse Betriber awer, déi vun de Statsopträg gutt liewen.

Si suergt och fir eng Senkung vun alle Léin duerch Indexmanipulatiounen, déi de grousse Betribsbesëtzer an Aktionären Honnerte vu Millioune Cadeaue bréngen, de Stat awer zum Beispill 120 Millioune manner Steieren op net ausbezuelte Léin kaschten. An de Lounstopp am öffentleche Secteur fir fënnef Joer huet sengersäits erëm en nohaltegen Afloss op de konventionéierte Secteur, op Infirmièren, Sozialaarbechter, op Gemengenaarbechter, déi un

d'Léin am öffentleche Secteur ugepasst sinn. A fir d'Lounentwécklung allgemeng ass domat och e Signal ginn: „Mir mussen alleguerten elo de Rimm zouzéien."

Dat beaflosst iwwregens och de Mindestloun, dee jo un d'Lounentwécklung gekoppelt ass, dee wäert zréckgoen, och wann en nach ajustéiert ass, wat awer net de Verdéngscht vun der Regierung ass, mä vum Gesetz.

Wann ech d'Sozialpolitik vun der Regierung an deem Kontext well aschätzen, da muss ech soen, dass se virun allem d'Sue siche geet bei d'Salariat. Dat gesäit ee gutt bei der Solidaritéitssteier, wourop ech awer hei aus Zäitmangel net agoe kann. Just esou vill: D'Solidaritéitssteier gëtt net erhuewen op deenen 80% vun de Betriber, déi keng Steiere bezuelen. Dorënner sinn och grouss Industriebetriber, wéi mer héieren.

An ech wëll froen: Gehéiert och ArcelorMittal zum Beispill zu deene Betriber, déi keng Steiere bezuelen? A keng Solidaritéitssteier bezilt am Iwwregen och d'Fongenindustrie, déi jo just eng Taxe d'abonnement bezilt, en Abonnement, fir kënnen hei op der Bankeplaz grouss Profitter ze maachen, wourop eng Taxe d'abonnement vun engem Euro op 14.000 Euro, déi do erwirtschaftet ginn, opgehuewe gëtt. Also eng Minimaltax, an do läit keng Solidaritéitssteier drop.

Mir fuerderen duerfir eng Reorientéierung vun der ganzer Steierpolitik, an net eng minimal Betribsbesteierung.

E Wuert nach zur Scholdekris. D'öffentlech Verscholdung läit zu Lëtzebuerg bei 18% vun der Wirtschaftsleeschtung vum PIB. A Frankräich an an Däitschland läit se bei 80%. 60% sinn an Europa duerch d'Maastricht-Kritären erlaabt. An den USA läit d'Scholdebelaaschtung bei iwwer 100%. An iwwregens, vun där privater Verscholdung, do schwätzt keen. Déi spillt awer och eng wesentlech Roll an der wirtschaftlecher Entwécklung.

D'Scholdelaascht, muss ee ganz kloer soen, ass entstanen zënter der Finanzkris. Virdru louchen d'Scholde bei 6% vum PIB. An déi Scholdelaascht besteet zu engem gudden Deel aus ekonomeschen Hëllefen am Bankesecteur an och an anere Wirtschaftssecteuren, zum Beispill och aus Garantië fir Immobiliëbesëtzer.

2,7 Milliarde Garantien huet d'Dexia kritt, déi iwwerhaapt näischt méi mat Lëtzebuerg ze dinn huet, fir hir Bad Bank, wouranner déi toxesch Finanzproduitë lageren, ze garantéieren.

(Interruption)

D'Scholdekris besteet also zum Deel aus enger Sozialiséierung vu private Scholden, an duerfir sollen d'Salariéen an d'Rentner elo bezuelen.

(Interruption)

Eis Scholden hunn iwwregens näischt mam normale permanente Budget ze dinn, well laut Budgetsgesetz däerf ee kee Prêt ophuelen, fir zum Beispill d'Léin vun de Fonctionnairë beim Stat ze bezuelen, wéi dat heiansdo duergestallt ginn ass déi leschten Zäit.

An de Solde structurel vum Budget vum Gesamtstat, dat heescht déi fest Einnahmen an Ausgabe vum Stat, ouni zäitweileg oder punktuell Moossnamen, deen huet en Iwwerschoss - en Iwwerschoss! - vun 0,7% vum PIB.

Dat entsprécht och deene strengsten neien europäesche Kritären. D'Lëtzebuerger Statsfinanzen hunn also keen Dépensëproblem wesentlech, mä au contraire e Recettëproblem, fir kënnen déi Investitiounen ze tätegen, déi noutwendeg wieren.

Zënter Jorzéngten a besonnesch zënter zéng Joer ginn d'Steiere fir déi Räich a fir d'Betriber erofgesat, a mir hunn dat ëmmer hei kritiséiert. Wann d'Regierung mengt, esou eng Steierreform wier kontraproduktiv fir Investisseuren unzezéien, da si mer an enger Spiral no ënnen, déi net méi ze stoppen ass.

Mir mussen eis endlech selwer Moyenë gi fir eng eege Wirtschaftspolitik, mat Suen, déi hei och erwirtschaftet ginn. Mir brauchen duerfir öffentlech Fongen an en öffentlechen Afloss an der Wirtschaft iwwer Participatiounen, och zum Beispill iwwer eng Participatioun bei der BIL, déi awer eng wichteg Schalterbank ass, och fir d'Gemengen, oder bei der Cargolux.

An der Stolindustrie goufen all Chancë verpasst, während et am Saarland ënnert dem Oskar Lafontaine anescht gemaach gouf. Do huet d'öffentlech Hand nach en Afloss.

(Interruptions)

Une voix.- Aaahhh!

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Wann ech d'Panikmacherei ëm d'Scholdekris kritiséieren, da wëll ech net soen, dass eis wirtschaftlech Zukunft geséchert ass oder dass een net och verstänneg beim Stat mat öffentleche Gelder ëmgoe soll. Firwat eigentlech elo eréischt?

Ech mengen au contraire, dass nei Finanzblosen duerch eng Iwwerakkumulatioun vu Finanzkapital ze befierchte sinn, grad zu Lëtzebuerg mat senger grousser Finanzplaz. Et sollt een duerfir vläicht éischter op Irland kucken, wéi op Griichenland.

Mä grad an där Optik ass et falsch, op Austeritéit ze setzen an domadder d'Nofro an der Industrie oder am Handel erofzesetzen.

Grad an där Optik ass et falsch, d'Sue vun der Rentereserv, déi jo laut engem Vertrieder vun der Pensiounskeess zu op d'mannst 60% an ethesch bedenkleche Fongen investéiert sinn, fir déi Suen op de Finanzmäert vagabundéieren ze loossen, amplaz dass se hei an der Ekonomie Rendement an Aarbechtsplazen an domat och nei Cotisantë brénge kéinten. Dat wier e wichtege Bäitrag, fir d'Ofhängegkeet vun der Finanzplaz ze reduzéieren.

Et ass och falsch, d'Austeritéitspolitik duerch en europäeschen Traité iwwer eng Scholdebrems ze zementéieren, déi zu Lëtzebuerg nach soll duerch eng Steierbrems complétéiert ginn, wann et der OECD an dem Finanzminister no geet.

Et muss also an allen Hisiichten, Här President, ëmgeduecht ginn, och a virun allem an Europa, well jo net d'Fonctionnairë regéieren, wéi gesot ginn ass, mä déi national Stats- a Regierungschefen.

Och hei hu mer awer keng wierklech nei Propositiounen héieren, ausser där, dass et elo definitiv keng Finanztransaktiounssteier gëtt.

Duerfir mengen ech, Här President, d'Natiounen zu Lëtzebuerg, an dat ass mäin eenzege Bezuch zu der Natioun hei, d'Natiounen zu Lëtzebuerg an an Europa musse sech selwer ëm hir Lag këmmeren, an dat maache se och ëmmer méi.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Urbany.

Domadder wäre mer um Enn vun der Lëscht vun den ageschriwwenen Orateuren an d'Wuert kritt dann och nach eng Kéier den Här Premierminister Jean-Claude Juncker.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soe Merci fir dës disziplinéiert a streckeweis net mouvementéiert Debatt. Ech weess éierlech gesot net, wou ech soll ufänken a wou ech soll ophalen, well wann ech vir ufänken an hannen ophalen, da si mer nach eng Kéier fir zwou Stonnen ënnerwee, an ech hat verstan, dass dat eigentlech ze laang ass, woumat ech averstane sinn.

Ech hat dëst Joer och net Zäit genuch, fir eng kuerz Ried ze schreiwen, an et brauch ee jo, wéi Der wësst, méi laang Zäit, fir kuerz Rieden ze schreiwe wéi fir laang Rieden. D'nächst Joer gëtt se méi kuerz.

Ech froe mech all Joers, onofhängeg vun de Koalitiounen, an deenen ech mech bewegen, wéi een esou eng Ried iwwert d'Lag vum Land soll upaken. Wann een all Secteur vun der Politik besiche geet, dann dauert dat däitlech méi wéi zwou Stonnen. Wann een déi Secteure vun der Politik besiche geet, déi een dat Joer virdrun oder dat Joer virun deem Joer virdrun net intensiv besicht huet, da gëtt bemängelt, dass doriwwer näischt gesot gëtt.

Ech hunn d'lescht Joer zum Beispill laang Développementer iwwert d'Energiepolitik gemaach. Duerfir hunn ech fonnt, dass dat dëst Joer net onbedéngt noutwendeg wier.

An all Joers, ech mengen, den Här Gibéryen huet ausgerechent, dat hei wier meng 18. Erklärung - Dir hutt schonn op d'mannst zwielefmol gemengt, et wier déi lescht,...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Neen, neen, neen.

(Hilarité)

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- ...dat ass nach ni agetrueden. Duerfir maacht lech och dës Kéier keng précoce Hoffnungen!

All Kéiers, wann ech hei schwätzen, gëtt gesot: Doriwwer hutt Der net geschwat, doriwwer hutt Der net geschwat, et ass näischt Neies dran, et ass näischt Prezises dran.

Éischtens kann een d'Welt net all Dag nei erfannen, zweetens sinn d'Prozeduren haut anescht, wéi se nach virun dräi Joer waren, ergo gëtt ee groussen Deel vun dem finanzpolitesche Aspekt am Kader vun deem neie Semestre européen op anere Plazen an duerch anerer behandelt, an drëttens mengen ech, dass och net ëmmer richteg nogelauschtert gëtt.

Ech si jo d'accord, dass ech kee begnadete Riedner sinn, net wéi déi meeschte Leit heibannen,...

(Hilarité)

...mä lauschteren ass awer och wichteg.

Ech hunn och an de ville Reaktioune gelies, et wier näischt Neies gesot ginn. Ech hu mer haut och d'Méi ginn, am „Lëtzebuerger Wort" déi Reaktioune vun der Zivilgesellschaft ze liesen.

Verstitt Der, elo kënnt Der jo soen, nach ni war d'Reaktioun esou schrecklech, mä wann ech mech op eng vun deenen Einlassungen do konzentréiert hätt, da wieren alleguer déi aner awer publizéiert ginn. Probéiert emol, déi Säit zesummenzesetzen a Politik fir d'Land ze entwerfen! Et ass méi liicht, fir ze soen, d'Regierung fonctionnéiert net, de Statsminister huet net dat gesot, wat ech gär gehat hätt, dass e gesot hätt. Wann ech alles dat soen, wat op där Säit do zesummegedroen ass, dann organiséieren ech de Sträit am Land, well déi sinn ënner sech absolut net averstan.

Ech ginn awer net bezuelt, fir Sträit am Land ze organiséieren. Ech ginn derfir bezuelt, fir d'Saachen, esouwäit wéi et geet, beieneen ze halen.

Et gëtt gesot, et wier näischt Neies gesot ginn. Dat geheit mech net, well dat gëtt all Joers gesot. Mä wou hätt dann d'Regierung bis elo gesot, dass mer d'accord wieren, fir enger Kapitalerhéijung vun der Europäescher Investitiounsbank zouzestëmmen, domat investiv Kapital an Europa ze libéréieren, wann d'europäesch Investitioun do ass? An da ginn ech emol an den Detail, wat mer do am Kapp hunn, wa mer soen, mir sinn derfir, dass d'Europäesch Investitiounsbank Kapitalerhéijung kritt, dat heescht, och vu Lëtzebuerg muss méi Kapital kréien.

Dat erlaabt, d'Kapital vun der Europäescher Investitiounsbank ëm zéng Milliarden an d'Luucht ze setzen; dat erlaabt, d'Capacité d'investissement vun der Europäescher Investitiounsbank op 60 Milliarden eropzesetzen; dat erlaabt eng investiv Hiewelwierkung um Kontinent vun 180 Milliarden d'Joer.

Duerfir ass dat eng wichteg Matdeelung. Eppes ganz Neies, dass d'Lëtzebuerger Regierung - am Géigesaz zu villen aneren - der Meenung ass, dass d'Kapital vun der Europäescher Investitiounsbank, déi hire Sëtz zu Lëtzebuerg huet, soll däitlech opgestockt ginn, fir eng Rei vu Wuesstumsimpulser an der Europäescher Unioun a surtout an der Eurozon kënne lasszéisen.

Ass een dergéint? Ass een derfir?

Den Här Lux huet gesot, e wier derfir. Anerer hunn déi Fro, déi extrem wichteg ass, wann een, esou wéi den Här Meisch et gemaach huet, iwwer Spueren a Wuessen an Europa schwätzt, ass dat eng immens wichteg Fro; ech sinn da mat sengen Ausféierungen op deem Punkt, wéi op anere Punkten och, ausdrécklech d'accord.

Ech hunn hei gesot, d'Lëtzebuerger Regierung géif sech asetzen an Europa, fir dass Strukturmëttele géifen op déi schwaach Länner cibléiert ginn. Dat ass en Hiweis drop, dass d'Lëtzebuerger Regierung d'accord ass, manner Suen aus dem europäesche Budget an Zukunft ze kréie wéi an deene leschte Joren, well mer der Meenung sinn, dass d'Griichen an anerer déi Sue méi néideg hu wéi d'Lëtzebuerger.

Si mer dergéint? Si mer d'accord? Ass et eis egal?

Dat sinn Annoncen, dat sinn Décisiounen, déi d'Regierung hei der Chamber wollt matdeelen.

Ech hu gesot am Numm vun der Regierung, mir wieren net bei deenen, déi den europäesche Budget wëllen erofsetzen, mä mir wiere bei deenen, déi géife mengen, dass d'Europäesch Unioun méi Wuesstumsfeierkraaft géif kréien. Dat heescht an anere Wierder, dass mer bereet sinn, wann déi Finanzperspektive bis zur Debatt kommen - mir si jo schonn amgaang ze debattéieren -, eis net an d'Lager vun den Däitschen, vun den Hollänner, vun de Schweden, vun den Dänen, vun den Engländer a vu Gott weess wiem nach anzereien, mä eis anzereien an d'Rei vun deene Länner, déi d'europäesch Solidaritéitsinstrumenter wëlle stäerken, wat eis méi Sue kaschte wäert.

Sot net, dat wier näischt Neies! Eng Kapitalerhéijung vun der Europäescher Investitiounsbank, eng Reorientéierung vun de Strukturmëttelen, eng cibléiert Erhéijung vum EU-Budget, dat sinn Annoncen, Neiegkeeten, déi esou an där Form hei an der Chamber nach iwwerhaapt net virgedroe gi sinn.

Grad wéi och den Hiweis drop, dass d'Lëtzebuerger Regierung fir „Euro-Bonds" wier. An dat sinn net - dat steet jo do, ech hunn et jo virgedroen - déi „Euro-Bonds", déi ech selwer virgeschloen hat, a wou Europa gutt dru gedoen hätt, dat ze maachen, statt aus ideologesche Grënn dergéint unzerennen. Dat sinn „Euro-Bonds", mat deenen europäesch Investissementer, déi wuesstumsstäerkend solle sinn, solle finanziell ënnerfiddert ginn.

Dat ass eng Neiegkeet. Dat huet d'Lëtzebuerger Regierung weder zu Bréissel nach hei an där Form bis elo gesot.

Ech hu gesot, mir géifen Ofstand huele vun enger Iddi, déi mir ganz sympathesch ass, dat ass d'Finanztransaktiounssteier. Ech hätt déi gär gehat. Mä ech stelle fest, dass et net geet.

An ech soe gläichzäiteg derbäi, dass d'Lëtzebuerger Regierung sech derfir asetzt, dass mer een anert Instrument am Kader vun eisen europäeschen Debatte wielen, fir dass de Finanzsecteur méi staark un der finanzieller Krisekonsequenzebewältegung bedeelegt gëtt.

Ech hunn hei gesot, et ass eng grouss Debatt an Europa, déi all Land betrëfft, dat den Euro als Währung huet. Dass d'Lëtzebuerger Regierung derfir antrëtt, dass de Fiskalpakt, de Fiskalvertrag ratifizéiert gëtt.

Ech hu muer Gespréicher zu Paräis dodriwwer, duerfir ass et mer drop ukomm, hei am Parlament ze soen, dass d'Lëtzebuerger Regierung gären hätt, dass dee Fiskalvertrag ratifizéiert gëtt. Och wann ech heiansdo héieren, dass eenzel Ministeren net un d'Néitse kommen, wann doriwwer Rieds geet.

De Fiskalvertrag muss a senger Substanz erhale bleiwen, dat war meng Formuléierung, well ansonsten d'Kredibilitéit vun der gesamter Eurozon vum Konsolidéierungsprozess ewechbrécht. Selbstverständlech hätte mer - dat soe mer allerdéngs zanter iwwer annerhallwem Joer; dat ass net nei - gären, dass eng Wuesstumsstrategie nieft d'Fiskalrekonsolidéierungsstrategie stoe kënnt.

Mä d'Lëtzebuerger Regierung trëtt derfir an, dass dee Vertrag, dee mer ofgeschloss hunn, ratifizéiert gëtt a senge Substanzelementer.

Aner Regierungen an den Nopeschlänner an och soss sinn net där Meenung. Ech hätt net ongär eppes dozou héieren, well dat war eng definitiv Festleeung, déi mer hei am Numm vun der Regierung gemaach hunn.

Ech hunn Iech gesot, well dat gefrot gi war virun dëser Debatt, wou genau mer prioritär wëlle bei de Fonctionnementskäschte spueren. Et ass gesot ginn, et geet net duer, fir ze soen, dass ee 60 Millioune wëllt spueren. Mir wéisste emol gär, wou dat am Detail ass.

Ech hunn deen Detail, net all Detail ginn, an duerfir wonneren ech mech, dass gesot gëtt, dat wier näischt..., dat hätt een alles schonn héieren. Ech hat et jiddefalls nach net héieren.

D'Fonction publique: Richteg ass et, dass ech am Joer 2010 - den Här Gibéryen ass jo ee vu mengen äifregste Lieser, ëmmer Joren nodeem ech meng Riede gelies hunn. Jo!

(Hilarité et interruption)

Ech hunn Är Remarque net verstanen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- All Owend liesen ech.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo. Da wëll ech Iech emol fir den Owend nach eppes soen.

(Hilarité)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ma da brauch ech et net ze liesen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Am Joer 2010... Jo dach, Dir hutt et gelies, mä Dir loosst ëmmer eppes ewech.

Une voix.- Aaahhh!

(Hilarité)

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Am Joer 2010 hunn ech hei an eisem Parlament gesot: D'Regierung ass der Meenung, dass et an der Fonction publique bis un d'Enn vun dëser Legislaturperiod keng Erhéijung vum Punktwäert ka ginn. Dat zitéiert Der ëmmer.

An dann hunn ech gesot: Mä dat décidéiere mer weder op Parteikongresser nach am Kader vun dëser Ried. Doriwwer musse mer mat de Gewerkschaften a mat der CGFP virun allem verhandelen. A genau dat hu mer gemaach.

Nodeems all Fraktiounen, bis op eng, heibanne gesot hunn, dat ass richteg esou, Nullvertrag ass dat, wat elo muss gemaach ginn, hu mer mat der CGFP verhandelt. Mir hunn et mat der CGFP verhandelt bis virun zwou Wochen an du waren déi Verhandlungen definitiv eriwwer.

Ech muss och an enger Verhandlung… An egal wie vun lech eng Kéier op der Regierungsbänk sëtzt, dee mécht millimetergenau datselwecht. Wann ee mat engem verhandelt a wann een deen net wëllt humiliéieren, da verhandelt ee mat deem, da geet een op deem seng Gespréicher an. Da probéiert een, dat opzehuelen, wat passt, an et muss een herno, wann ee sech op

ee provisorescht Resultat gëeenegt huet, erëm dat ofruffen, wat dann net méi passt.

Dat hu mer mat der CGFP zesumme gemaach. A mir hunn iwwregens an deene Verhandlunge mat der CGFP - an duerfir wollt ech der Chamber nodrécklech Merci soen - ëmmer drop opmierksam gemaach, dass déi Meenung, dass et een Nullvertrag misst gi während der Dauer vun der ganzer Legislaturperiod, vum ganzen Haus hei, mat Ausnahm vum Här Urbany, gedeelt gëtt; wat d'Positioun vun der Regierung gestäerkt huet a wat och dem Lëtzebuerger Stat Suen agespuert huet, well wa mer net déi geschlossen Haltung vun der Classe politique zu Lëtzebuerg op deem Punkt gehat hätten, da wier dat alles net méiglech gewiescht.

Mir stoungen am Mee, Juni d'lescht Joer ganz kuerz virun engem gravë Sozialkonflikt an der öffentlecher Fonctioun, an dee fënnt och elo souguer nach partiell Fortsetzungen an deenen nächste Méint. An duerfir hu mer deen Accord getraff. Duerfir hu mer och déi Strukturreform an der Fonction publique gemaach kritt. Déi huet et a sech. Déi spuert dem Stat Suen, déi spuert dem Stat dauerhaft Suen, an duerfir passen déi zwou Saache beieneen. Et konnt ee se net dissociéieren, wollt eise Verhandlungspartner eigentlech och net dissociéieren, an duerfir ass déi Politik, vun där ech soen, dass se net ëmmer no engem liichte Wee ausgesinn huet - do misst ech mech jo onheemlech ustrengen, fir dat wëllen ze beweisen.

Am Endeffekt kréie mer eng Strukturreform a mir hunn eis Rou op der Gehälterfront an der öffentlecher Fonctioun bis an d'Joer 2017, éischter fënnt keng Gehälteraugmentatioun an der öffentlecher Fonctioun statt.

Mir mussen awer elo virufueren nozedenken. Wa mer der Meenung sinn heibannen, dass, soulaang wéi mer am Etat central Defizit hunn, nimools méi eng Gehälteraugmentatioun an der öffentlecher Fonctioun an an dem konventionéierte Beräich, deen dodrunner hänkt, däerf stattfannen, da wësse mer jo, wat mer amgaang sinn ze soen.

Ech stelle fest an den Nopeschlänner, ech fannen dat net gutt, déi méi Defiziter hu wéi mir, wiesentlech méi Defiziter wéi mir, dass déi awer trotzdeem eng kontinuéierlech Lounpolitik am öffentleche Secteur féieren, trotz hirem prozentual wiesentlech méi héijen Defizit.

Ech sinn elo d'accord, dass mer doriwwer eis de Kapp zerbriechen. Ech wëll Iech just soen, wat Der hei sot, wann Der eppes sot. Dir hutt gesot, soulaang wéi et Defizit gëtt, kann et keng Augmentatioun vun de Paie vun de Beamten, vun den Éducateuren, vun anere Secteure vun eiser Ekonomie ginn.

Dat heescht am Umkehrschluss och, dass, wann elo Fuerderunge sektorieller Natur opkommen an deenen nächste Wochen a Méint, mer dann och alleguer zesumme musse stoe bleiwen, richteg musse stoe bleiwen. An ech weess, vu wat dass ech do schwätzen.

Well ech bei Iech sinn, Här Gibéryen, mäi Frënd: Haalt op mat där Geschicht!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Wat fir enger Geschicht?

Une voix.- Virun de Wahlen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dass d'CSV virun de Wahle gelunn hätt. Onofhängeg, dass dat eng moralesch Kategorie ass, wou ech Iech géif bieden, Iech mat gréisster Virsiicht dran ze bewegen.

(Interruptions)

Elo wëll ech Iech nach eng Kéier soen, wat ech hei am Joer 2009, dat ass fir Är Lecture den Owend, gesot hunn. Ech hu gesot, d'Statskonte wäerten am Defizit ofschléissen an dëser Legislaturperiod an d'Statsschold, déi wäert klammen.

An ech hu gesot, well Der ëmmer sot, mir hätte mat de Reserve geprahlt virun de Wahlen. Heiansdo mengen ech, dass Dir Iech onendlech villes kënnt abilden, wat ech soll gesot hunn, well Dir beschäftegt Iech jo haaptsächlech mat menger Persoun - dat ass mer där Éier e bësse vill. Dir bilt Iech an, ech hätt eppes gesot, fir dass Der et kënnt dementéieren, kommentéieren an zerrappen.

Ech hunn hei an der Chamber gesot am Joer 2009 am Abrëll, mir riskéieren, Enn 2010 keng Reserven an den Investitiounsfonge méi ze hunn.

Firwat kommt Der dann hei eppes zielen? Well ech hunn och op „Juncker on tour" - zum gréissten Ierger vun enger Rei vu menge Parteikolleegen iwwregens - ëmmer erëm gesot, dass mer an Defiziter erakommen, dass mer a Statsschold erakommen an dass mer keng Reserve méi hunn.

Dir kommt heihinner an Dir sot: „De Juncker huet virun de Wahlen zu de Leit gesot: «Reegt Iech net op, et ass alles an der Rei, mir liewen am Floribus, mir hu Reserven»." Dat ass selbstverständlech wéi Är nächtlech Lecturen, mä Dir waart wahrscheinlech midd, wéi Der dat gelies hutt. Dir hätt missen an Erënnerung ruffen, de Géigendeel vun deem, wat Der sot, ass falsch (veuillez lire: richteg).

Une voix.- ...ass richteg!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- An ech hu mech an dëser Debatt - wou ech mech a menge Rieden eigentlech ëmmer probéieren esou auszedrécken, dass ech kengem heibannen ze no trieden, well dat, fannen ech, huet och net extra vill Wäert - awer trotzdeem impressionnéiert gespuert duerch d'Tatsaach, dass hei net mat der Regierung debattéiert gëtt. Hei gëtt jo net mat der Regierung geschwat! Hei gëtt mat der CSV a mam Juncker geschwat!

Ma da musse mer eng Kéier eng Versammlung ausserhalb vum Parlament organiséieren,…

(Hilarité)

…wou déi aner Ministere vun deenen anere Parteien net brauchen ze kommen, wou et och gutt wier, wann déi vun anere Parteien, déi an der Regierung waren, net méi géife kommen, well déi hu jo scheinbar näischt mat deem ze di gehat, wat an deene Legislaturperiode gemaach gouf, an da schwätze mer emol esou ënnert eis: d'CSV op där enger Säit, déi gréng, den Här Meisch heiansdo - an der Chamber war e jo haut korrekt wéi ëmmer, op der Televisioun, fannen ech, dass en heiansdo an Alterskategorien auswäicht,…

(Hilarité générale)

…andeem e mech als ale Mann do…

(Interruptions)

Dir verwiesselt den Alter mat Weisheet, Här Meisch.

(Hilarité générale)

Dat ass de Problem.

Mä onofhängeg dovun, well dat jo an der Rei war, wat en haut gesot huet. Mä dann huele mer den Här Bausch an den Här Meisch an den Här Gibéryen an den Här Urbany, an dann diskutéiert Der mat der CSV, mä haalt d'Chamber net domadder op!

Dat hei ass eng Regierungserklärung. Huelt Stellung zu der Politik vun der Regierung a beschäftegt Iech net exklusiv mat enger Partei! Ech verstinn zwar, dass Der dat maacht, mä ech ka jo net am Numm vun där Partei hei schwätzen. Ech schwätze jo am Numm vun der Regierung.

Kéint ech am Numm vun där Partei hei schwätzen, da kann ech Iech soen, dann hätt Der heiansdo gutt, Iech awer och waarm unzedoen,…

(Hilarité)

…well do fält mer awer munches an.

Mä well awer iwwert d'Regierungspolitik och heiansdo marginal geschwat ginn ass, wëll ech soen, dass ech an där Ried och gewisen hunn, wéi dann d'Situatioun entstanen ass, dass mer am Joer 2004 - dat war dee leschte Budget, deen eng aner Koalitioun wéi déi Vernichtungskoalitioun, déi elo um Rudder ass,...

(Hilarité)

…ze verantwerten hat -, do hate mer e Budgetsdefizit am État central vun 2,6%, genau deeselwechte wéi dëst Joer. Mir haten een allgemeng staatleche Gesamtdefizit vun 1,2%, also zweemol méi wéi d'lescht Joer. Also géif ech drëm bieden, häerzlechst, wann ee mengt, just d'CSV wier schold an et wier fréier alles gutt gewiescht an haut wier alles schlecht, sech an Erënnerung ze ruffen, wéi dat da war an deene Periode virdrun.

Ech hunn dorunner e relativ gutt Erënnerungsvermëigen, och am Renteberäich hunn ech e gutt Erënnerungsvermëigen. Den Här Meisch huet gesot - wat an der Rei ass -, hie wier en einsame Rufer an der Wüst.

Okay, d'Wahlresultater vun Ärer Partei hunn dat och gewisen, dass dat esou ass.

(Hilarité générale)

Mä wann anerer an der Wüst geruff hunn a gesot hunn,…

(Interruption)

Jo, elo probéiert emol, dat erauszefannen.

(Hilarité générale)

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dat ass net schwéier erauszefannen, dat ass guer net schwéier erauszefannen...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Heiansdo verstitt Der ganz séier an heiansdo ganz lues. De Moment sidd Der amgaangen, gutt ze verstoen. Ech erklären de Moment d'Regierungspolitik vun de Joren 2000 bis 2012.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ech wäert nach Parole après ministre froen, fir nach eng Kéier dorop ze reagéieren. Haalt Iech drop gefaasst!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, jo, ech fäerte schonn.

(Hilarité générale)

Ech erklären hei d'Regierungspolitik vun de Joren 2000 bis 2012, dat gehéiert zesummen, well ech hunn anzestoe fir d'Resultater, déi déi zwou Regierunge produzéiert hunn. Ech ka mech do net erausschläichen, well - wéi Der zu Recht drop opmierksam gemaach hutt - d'CSV war jo ëmmer derbäi an ech och.

Um Rentendësch, wann ech vu 700.000 Awunner geschwat hunn, wann ech vu Rentemauer geschwat hunn, wat war dann do d'Reaktioun? Wat war dann do d'Reaktioun? Déi war dach net esou wéi haut, wou jiddwereen dat seet. De Rentendësch huet an engem Joer d'Ausgabe vun de Renten ëm 10%, vun de Rente vun de Pensiounsfongen ëm 10% erhéicht, 200 Milliounen Euro einfach esou am Kader vun engem Kompromëss, deen huet missen tëschent alle Parteien an alle Gewerkschaften op deem Rentendësch geschloss ginn, deen de Carlo Wagner mat einegem Gescheck, muss ech soen, gefouert huet.

Une voix.- Et war net schwéier.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, an da komme mer bei d'Mammerent, verstitt Der.

Déi Mammerent, déi elo ronn 80 Milliounen Euro kascht, ass déi esou vun der Chamber gestëmmt ginn a vun deenen anere Parteie matgedroe ginn, wéi déi Partei, vun där Dir dauernd schwätzt, se eigentlech proposéiert hat?

Déi hat proposéiert, dass déi Mammen - Pappen ass et net vill ginn -, déi keng Rent haten, mä awer eng Liewensleeschtung opzeweisen haten, dass déi géifen eng Unerkennung kréien, a soss keen!

Une voix.- Jo!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- De Käschtepunkt, dee mer haut hunn, dat ass net ee Käschtepunkt, deen déi Partei, vun där Der esou vill schwätzt, ze veräntwerten huet, dat ass de Käschtepunkt vun deenen, déi dropgetässelt hunn.

An ech sinn dergéint, dass een d'Mammerent ofschaaft fir déi Mammen, déi soss keng Unerkennung vun hirer Liewensaarbecht hu wéi déi.

Wann Der deenen aneren dat wëllt ewechhuele fir d'Zukunft, dat stéisst net op meng perséinlech Oflehnung, mä wann Der deene Mammen et wëllt ewechhuelen, déi soss näischt hunn no engem Liewe voller Aarbecht, do wieren ech mech dergéint, well et ass eng almoudesch, eng archaesch Opfaassung vun Aarbecht, fir nëmmen ze mengen, Aarbecht wier nëmmen déi Tätegkeet, fir déi ee bezuelt gëtt.

Et gëtt och vill Aarbecht an der Gesellschaft, fir déi een net bezuelt gëtt, a wa mer missten déi Aarbecht bezuelen, da kéinte mer se net bezuelen. Duerfir gi mer dat um Enn vun der aktiver Period vun deem Liewen. Mä wann Der dat wëllt ewechhuele bei der Mammerent, wat ze vill drun ass a wat vun anere Parteien dropgesat ginn ass, fir dee Gesamtkompromëss ze fannen, also, Dir rennt bei mir oppen Dieren an.

Ech sinn direkt d'accord, fir dat ze maachen. Ech sinn direkt d'accord, eng Motioun an deem Sënn haut de Mëtteg hei unzehuelen. Da maache mer dat fir d'Zukunft, well et kann een deene Leit, déi dat elo kritt hunn, dat net ewechhuelen.

Ech hunn Iech gesot, wéi et mat den Investissementer hei am Land steet, well gesot gëtt, et gëtt een näischt gewuer. Ech hu gesot, dass mer se wiesentlech méi héich hunn, wéi mer se eigentlech um Ufank vun der Legislaturperiod wollten hunn, an dass mer se net esou héich hunn, wéi mer eigentlech se missten hunn, wa mer alles dat géife maachen, wat mer eis virgeholl haten.

Ech sinn dem Här Meisch dankbar derfir - dat ass och korrekt -, dass hie seet, mir si mat de Prioritéite vun der Regierung bei den Investissementer d'accord, mir fannen déi Politik an de graffen Zich - dat ka jo am Detail ofwäichen - an der Rei.

Jiddwereen ass och d'accord mat deenen Investissementer, déi mer op Belval maachen. Ech hunn Iech de Chiffer genannt bis an d'Joer 2014 eran, fir dass kloer ass, dass den Engagement vun der Regierung par rapport zur Universitéit op eng inébranlabel Aart a Weis steet.

D'Table ronde iwwer - wéi soll ech dat nennen? -, iwwert d'Beschleunegung vun den Investissementer, verwiesselt do net Saache mateneen! D'Réforme administrative ass eng aner Saach. An der Réforme administrative, fir déi d'Madame Modert mat mir zesummen zoustänneg ass, sinn dräi Aktiounspläng virgeluecht ginn, fir d'Réforme administrative an d'Weeër ze kréien.

Iwwregens si mir jo net déi éischt Ministeren, déi fir d'Réforme administrative zoustänneg sinn, dat waren och schonn anerer virdrun.

An hei geet et drëm, fir déi - wéi nennt een dat op Lëtzebuergesch? -, déi Goulots d'étranglement - wéi nennt Der dat? -, déi Erstéckungsréng do, déi Erstéckungsschläich opzebriechen, déi mer ëmmer erëm feststellen tëschent dem Stat, innerstaatlech tëschent de Verwaltungen an de Ministèren - dat ass eben esou -, de Gemengen an de Promoteuren, de Syndikater.

Ech hätt eigentlech just déi Leit gären eng Kéier zesummen. Ech empfänke vill Leit getrennt, an déi reege sech alleguer bei mir um Büro wiesentlech manner op wéi dobaussen, wa se Froe gestallt kréien.

A mir hate schonn an där fréierer Regierung a schonn an där Regierung virdrun ëmmer erëm mat den Ëmweltministeren - dat si jo där extra - décken Zodi, well all Mënsch eis gesot huet: „Déi halen alles op." An ëmmer, wa mer dann zesummesouze mat de Patronatsverbänn a mat aneren, da sinn déi Kritike vill méi douce formuléiert ginn.

Dat huet mech ëmmer beandrockt, obschonn d'CSV eréischt zanter dräi Joer den Ëmweltministère huet an 30 Joer laang aner Leit zoustänneg ware fir d'Kombinatioun vun Ekonomie - déi hate mer nämlech och nach ni - an Environnement. Mä duerfir gëtt et jo keng Widdersprëch méi tëschent Ëmweltpolitik a Wirtschaftspolitik, dat huet jo 30 Joer laang kënne geléist ginn, ouni dass iergendee vun der CSV lech dodrannergeschwat huet.

Mä et gëtt awer nach Konflikter, déi bleiwen, an dat musse mer an aller Rou duerchdiskutéieren. Dat ass keng dramatesch Ukënnegung, dat ass en handwierklechen Hiweis op eppes, wat an der zweeter Halschent vun dësem Joer geschitt. An esou kéint ech virufueren.

Mir kënnegen hei e Mietzuschuss un, mat der Reserv dobäi, dass dat net däerf sech dann an de Loyere verflüchtigen. Mä et ass eng wichteg Moossnam, déi ass awer laang Joren, jorzéngtelaang vu Gewerkschaften, vu Sozialverbänn, vu Parteien, souguer bis an hir Wahlprogrammer eran, verlaangt ginn.

Ech hu mech iwwregens laang géint déi Moossnam gewiert, ech wëll dat éierlech soen, well ech effektiv fäerten, dass dat herno an deene falschen Täsche lant - wéi och déi Steiererliichterungen, déi mer gemaach hunn, a falschen Täsche landen. Duerfir musse mer kucken, wéi mer dat geschéckt a wéi mer dat gescheit zesumme maachen.

Et ass natierlech keng Nouvelle, wann ee seet, mir géifen de Kulturbudget net kierzen. E gëtt awer iwwerall an Europa gekierzt.

Et ass natierlech keng Nouvelle, wann ee seet, d'Entwécklungshëllef bleift op engem Prozent vum Bruttoinlandsprodukt. Si ass awer a ganz Europa ofgesenkt ginn, souguer an deene Länner, déi mat eis un der Spëtzt sti vun der Entwécklungshëllefleeschtung: an Dänemark, an Holland, a Schweden, iwwerall - an an Holland besonnesch staark - gëtt d'Entwécklungshëllef gekierzt. Mir wëllen dat net maachen.

Huelt dat net als Nouvelle, mä et ass awer gutt, dass Der wësst, wou mer net spueren. Well ech hat gesot, d'Politik misst ee vun Ufank un erklären a vun hannen hier verstoen, an duerfir sollt ee wëssen, wat hannen um Wupp erauskënnt, wa mer dee Screening, dee mer da lafend maachen, wa mer do zu konkrete Resultater kommen.

Iwwert den eenheetleche Waasserpräis, do géif ech mech awer wierklech gären eng Kéier gesondert mam Här Bausch a mat aneren ënnerhalen, well ech menge wierklech, dass mer eis do falsch verstanen hunn. Hei ass keng populistesch Campagne géint d'Gemengen! Am Géigendeel, ech hunn extreme Respekt viru Leit, déi Gemengepolitik maachen. Ech hunn der ni gemaach, ech traue mer och net zou, der ze maachen. Neen, ech kann dat net. Dat ginn ech éierlech zou. Ech bewonneren déi Leit, déi dat maachen, well dat ass een enormen Asaz, deen een do muss hunn.

Dat kënnt ech net maachen, mä ech sinn der Meenung, dass an engem klenge Land en eenheetleche Waasserpräis eng Richtung ass, an déi ee sollt goen, an dass mer op deem Wee dohinner sollen alleguer déi Froen examinéie-

ren, déi sech stellen. Mä doriwwer kéint een eng aner Kéier méi am Detail schwätzen.

Elo hunn ech gelies bei de Gewerkschaften, och bei Eenzelnen heibannen, ech hätt op eng gelungen Aart a Weis hei iwwert d'Chômeuren an iwwer Leit, déi am RMG sinn, geschwat. Ech wëll Iech soen, dass dat iwwerhaapt net stëmmt! Ech hu just drop opmierksam gemaach, dass et bei de Leit, déi keng Aarbecht hunn, besonnesch, wa se a Faillitë sëtzen, Leit gëtt, déi einfach riicht eraus soen: Dat ass eben esou, mir huele keng nei Aarbecht un, soulaang wéi mer Chômage kréien. Dat ass, an ech fannen dat net normal, do musse mer e Konsens driwwer kréien, dass een dat ofstellt.

An ech sinn der Meenung, dass déi Politik, déi mer am Beräich vum RMG maachen - ech si vun Ufank un derbäi, vun un dass déi Politik '86 erfonnt ginn ass -, och muss drop ausgeriicht sinn, dass d'Leit net an der Aarmut sëtze bleiwen. Et ass kengem domat gehollef, ee Liewe laang Sue vum Stat ze kréien, fir doheem ze sëtzen. An ech verbreedere mech net allze laang doriwwer, well ech jo weess, dass et vill Leit am Land gëtt, déi, wa se engem nolauschteren, dann déi Gedanken do einfach emol prolongéieren a Richtungen, wou ech se net gäre sech hin entwéckele gesinn a wou ech och net géif richteg beschriwwe ginn, géif ech als ee beschriwwe ginn, dee Positioun an déi Richtung bezunn hätt. Mä déi Saachen do, déi musse mer trotzdeem klären an et däerf ee sech net erféieren driwwer, wann een dat heibanne seet.

Gradesou, wéi ech nodrécklech der Meenung sinn, dass den Tourismus eng Branche vun eiser Ekonomie ass, déi mer kënne weiderentwéckelen. Do ass méi wéi ee Prozent méi PIB-Schafung dran! A gradesou sinn ech der Meenung, dass och déi Leit, déi hei am Land keng Aarbecht hunn, musse bereet sinn, an dee Secteur schaffen ze goen. Do schaffen 18.000 Leit. Et si vill Leit um Arbeitsamt ageschriwwen, déi keng Qualifikatioun hunn. Wa se am Beräich vun der Hôtellerie schaffen, kréie se iwwert dem Schaffen déi Qualifikatioun, déi se brauchen!

Loosse mer eis dach zesumme virhuelen, dass mer derfir suergen, dass do, wou awer Aarbechtsplaze fir initial onqualifizéiert Leit sinn, déi Aarbechtsplazen och musse besat gi vun deene Leit, déi och initial onqualifizéiert sinn an déi awer kënne sech op der Aarbecht qualifizéieren! An da musse mer zesummen an déi Richtung goen, well et geet net duer, fir driwwer ze kräischen, dass esou vill onqualifizéiert Leit am Chômage sinn.

Wa mer wëssen, dass wéineger Plazen onqualifizéierten Zouschnëtts lues a lues entstinn, da musse mer derfir suergen, dass déi Leit, déi zu Lëtzebuerg keng Aarbecht hunn, an déi Secteure kommen, wou esou Aarbechtsplaze gebraucht ginn, an da mussen déi Secteure sech sozial och esou mobiliséieren an oprüsten, dass d'Méiglechkeet besteet, dass d'Leit eng adequat Beschäftegung an eng adequat Besoldung an deene Secteure fannen.

Woubäi ech just hei eng Kéier wëll dertëschentquëtschen de Saz, dass et richteg ass, dass déi meeschte Leit, déi keng Aarbecht hunn, onqualifizéiert sinn. Ech wëll just soen, 60% vun deene Leit, déi um Arbeitsamt ageschriwwe sinn, hunn ni eng Lëtzebuerger Schoul vu banne gesinn. Déi waren net an de Lëtzebuerger Schoulen!

Duerfir, wann een iwwert d'Schoul schwätzt - bei aller Reformnoutwendegkeet, déi et gëtt, an ech gesi se als grouss un -, muss ee mat Nuancen iwwert déi Affären do schwätzen. Net jiddwereen, deen onqualifizéiert sech am Zoustand vun der Aarbechtslosegkeet zu Lëtzebuerg befënnt, ass eng Victime vum Lëtzebuerger Schoulsystem. Déi meescht sinn net duerch d'Lëtzebuerger Schoul gaangen, wat ee grousse Problem ass an eigentlech e Problem ass, dee wiisst a wou ee muss oppassen, wéi een iwwert dee schwätzt, fir dass een och erëm net Anlass gëtt zu falschem Verstoen.

D'Formatioun huet den Här Meisch zu Recht ugeschwat. Do maache mer vill! Mir hu schonn eleng d'lescht Joer iwwer 200 Milliounen Euro staatlech Gelder an d'Formatioun gestach, a mir hunn den Undeel, d'Participatioun vum Stat un de Formatiounskäschte vun de Betriber vu 14,5 op 25% eropgesat, fir méi Ansporn ze ginn, fir Formatiounen am Betrib ze maachen, fir dass méi Leit kënnen an d'Formatioun goen. Dat ass also eng Politik, déi amgaang ass ze wuessen.

Dann huet den Här Bausch a senger Anti-CSV-Ried hei eng Rei vu Problemer...

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Huet dat wéigedoen?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Gelift?

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Huet dat wéigedoen?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Neen, et huet net wéigedoen, et war eng grouss Iwwerraschung fir mech, well ech hunn Iech bis elo ëmmer als ee vun deene seriösten Débatanten an dësem Haus ëmfonnt.

Une voix.- A wann een d'CSV kritiséiert, ass een dann net méi seriö?

(Interruptions diverses)

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Neen, ech wëll... et ass mir ganz eescht gemengt. Ech hunn den Här Bausch nach all Joers, au grand dam vun aneren, fir d'Exzellenz vu senge Riede gelueft. Ech war net ëmmer d'accord, mä ech hunn haut fir d'Éischt eng total op eng Partei zou cibléiert Ried fonnt...

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Ech wäert Iech och duerno soen, firwat! Ech wäert et nach eng Kéier erklären.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- A wann dat esou ass, dann deet dat mer leed an da froen ech mer och nach d'Parole après député an da kucke mer emol, ëm wéi vill Auer dass mer hei fäerdeg sinn. Ech wëll just...

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Ech hunn Zäit, ech hunn Zäit!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Ech hunn haut ausnahmsweis och Zäit.

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Ma dat trëfft sech jo da gutt!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Jo, jo. Ech wëll soen, mat deene spezielle Fongen oder Gelder, déi ee wéinst enger eigentlech konjunktureller an net permanent struktureller Politik anhëlt, fir déi Gelder an extra Fongen ze leeën, dat ass jo net eng abwegeg Iddi. Dat hu mer jo gemaach mat deenen zwee Spezialfongen, déi mer elo gemaach hunn, an dat maache mer zanter laange Jore mat dem Scholdentilgungsfong.

Dat ass ee Fonds de la dette publique, deen eigentlech soss kee Land huet an dee mer zréck an den 90er Joren ugeluecht hunn, grad wéi mer och an den 80er an an den 90er Joren d'Plus-values geholl hunn a) fir ze investéieren, doduerch sinn déi Reserven an Investitiounsfongen entstanen, a b) hu mer d'Scholden accéléréiert zréckbezuelt.

Mir hunn ëmmer eis Scholde méi séier zréckbezuelt wéi mer se hätte missen zréckbezuelen. Just mat deem Instrument vum OLUX - loosse mer elo net an d'technesch Detailer agoen - war dat net méiglech, well déi loosse sech net éischter zréckbezuelen.

Mä déi Iddi, fir Suen ze reservéieren, déi een eigentlech als „windfall profits" ee Moment kritt, fir déi ze immuniséieren, ass richteg. Mä dat setzt viraus, géif een dat maachen - mir hunn et jo op eenzelne Punkte gemaach, dat huet den Här Bausch korrekterweis gesot -, dass een entweder méi spuert oder dass een d'Steiere méi héich fiert, dass ee sech d'Méiglechkeet aménagéiert, dee Sputt ze hunn am Budget, deen ee brauch, fir de Budget normal ze bedéngen a fir déi Zukunftsfongen unzeleeën.

Dat gëtt jo och heiansdo am Zesummenhang mat de Steierrecettë vun der Finanzplaz gesot. Mä dat setzt ëmmer viraus eng massiv Aspuerungspolitik op der Dépensëäit, déi, géif ee massiv aspueren, Austeritéit maachen - dat ass jo keng Austeritéitspolitik, wat mir hei maachen, dat ass jo Ajustement an à la rigueur do, wou se muss sinn -, wa mer dat géife maachen, da géife mer wierklech eenzel Konjunktursegmenter zu Lëtzebuerg de Moment erstécken! An duerfir muss een déi Saachen an Etappe maachen.

An duerfir indiquéiert et sech, Här Meisch, och net ëmmer, voreileg Annoncen ze maachen, well wann een Dramatesches proposéiert fir d'Joren 2014 a 2015, da kënnt et zu engem Konsumenteverhalen, wat net gutt ass. Dat ass mer fréier emol heibanne reprochéiert ginn, dass mer ze vill negativ géife molen an doduerch géif de Konsum zesummebriechen.

Mir molen och elo negativ, mä awer net iwwerdriwwen negativ. Mir musse jo och op déi Situatioun an de Statsfinanzen ëmmer erëm opmierksam maachen, well mer et mat Interlocuteuren hei am Land ze dinn hunn - ech schwätzen net vun der Politik -, déi dat einfach net gleewen. D'CGFP, den OGB-L a seng ugeschlosse Redaktioun, déi fiert stur virun, ze niéieren, dass mer zu Lëtzebuerg e Budgetsproblem hunn. Dat ass den Hannergrond, virun deem mer hei am Land musse Politik maachen. A ganz einfach ass dat net!

Mir hu jo probéiert, vu Geldleeschtungen op Sachleeschtungen ëmzeklammen. Mir hunn 2006 an der Tripartite, wann ech gelift, an net nëmmen d'Regierung, décidéiert, d'Kannergeld ze desindexéieren a stattdesse Sachleeschtungen ze maachen, zwou: d'Kannerbetreiungsstrukturen ausbauen - duerfir gi mer haut 222 Milliounen aus, 40 Millioune méi wéi mer agespuert hunn duerch d'Desindexéierung vum Kannergeld - an d'Chèque-servicen. D'Chèque-servicen ass net eng Lubie vun der CSV kuerz virun de Wahle gewiescht, et ass een Accord, dee mer an der Tripartite 2006 an 2007 getraff hunn, fir an d'Richtung vu Chèque-servicen ze goen.

Elo kann een doriwwer onendlech laang streiden, ob dat alles richteg oder alles falsch gemaach ginn ass. Wat elo proposéiert gëtt, ass jo, dass een déi Leit, déi ee klengt Akommes hunn, schadlos léisst mat deem Spuereffort an dass een e méi sozial gerechte System kritt, je nodeems, a wat fir eng Gehaltskategorie dass een eropkënnt. Dat ass eng sozial gerecht Politik. Nennt se sozial selektiv oder anescht, mä jiddefalls si mer do elo an engem Wee, dee mer richteg schéngt. Mä d'Chèques-services an d'Kannerbetreiung, dat ass d'Resultat vun der Desindexéierung vum Kannergeld, an duerfir wollt ech dat nach eng Kéier hei an Erënnerung ruffen.

D'Kannergeldbesteierung. Et gëtt zwee Länner an Europa, déi d'Kannergeld besteieren, zwee! An déi hu grouss Schwieregkeeten domat. Dat ass Spuenien an dat ass Griichenland. An ech hu mat deene Leit mech öfters doriwwer... Ech soen dat net esou, wéi dat elo Eenzelner gemengt hunn. Ech wëll soen, dass dat ee steierphilosophesche Raum ass, deen net eisen natierleche steierphilosophesche Raum ass. Alleguer déi aner an Europa, déi maachen dat net.

Mir hu ganz reell Problemer, ech hunn der dräi genannt. Den Här Bausch seet, deen éischte Grond, dat ass een, deen een direkt ka vergiessen, well wann ee fäert, dass ze vill Leit duerch d'Derbäirechne vum Kannergeld géifen an déi Zon kommen, vun där un ee Steiere muss bezuelen, da muss een einfach déi steierfräi Minimaen héijen an am Barème eppes maachen. Jo, wa mer ënnen - mir hunn déi héchste steierfräi Minimae souwisou -, wa mer déi héijen, da leeft dat duerch de ganzen Tarif.

Dat heescht, fir ze verhënneren, dass déi Leit ënnen duerch d'Hinzouzéie vum Kannergeld net ze vill Steiere bezuelen, huelen ech schonn erëm dee Plus, deen ech duerch d'Kannergeldbesteierung uewe kréien, ee Stéck ewech, well ech ënnen de steierfräie Minima gehéicht hunn, deen duerch de ganzen Tarif leeft. A mir hunn, trotz alle Beméiungen an de Jore virdrun, fir dann am Tarif iergendwou e Knacks ze maachen, fir dass deen Avantage vun ënnen net bis ganz uewen duerchleeft, regelméisseg Schwieregkeete fonnt.

Et geet net nëmmen ëm d'Frontalieren, et geet ëm d'Duebelbesteierungsofkommesse mat den Nopeschlänner haaptsächlech, an och mat Portugal. D'Kannergeld gëtt an deene véier Länner ënnerschiddlech juristesch a steierpolitesch, steierphilosophesch qualifizéiert. Mir mussen eis dann also verstännege mat Frankräich, mat der Belsch, mat Däitschland, mat Italien, mat Portugal op déiselwecht Conceptioun an Approche zum Kannergeld, fir erauszefannen: Wou gëtt dat besteiert a wou gëtt dat net besteiert? An ech wëll net, dass mer an der Belsch esou maachen, an Däitschland esou maachen, a Frankräich esou maachen, an Italien esou an a Portugal erëm anescht.

Ech si ganz gäre bereet, doriwwer nach ze diskutéieren, fir dass een d'Positioune méi däitlech ka maachen, mä wou ech steierideologesch derfir sinn, dass een d'Kannergeld besteiert - well sozial Gerechtegkeet organiséiert sech och iwwert de Steierwee -, sinn ech steiertechnesch der Meenung, dass dat, vu déi spezifesch Komplexitéit vun eiser fiskaler Soziologie, ganz einfach net ze maachen ass.

Gradesou, wéi ech och mam Här Bausch - ech stellen awer fest, dass ech op vill méi Punkte mat Iech d'accord sinn, wéi ech gemengt hunn - der Meenung sinn, dass - Dir hutt d'Beispill vum Gromperefeld genannt, wou een, ouni säi Mérite an ouni seng Intelligenz ze beméien, dann op eemol duerch eng Perimetererweiderung e räiche Mann gëtt -, fir dat dann iwwert d'Plus-values-Gesetz, esou hunn ech Iech verstanen, méi staark ze besteieren. Domat sinn ech ausdrécklech d'accord!

Just fäerten ech, dass dat och erëm net esou ausgeet, wéi mer mengen, dass et misst ausgoen. Well dat, wat als Steier muss méi bezuelt ginn, dat soen ech Iech elo, an esou sinn d'Leit entre-temps hei - Dir sot jo, ech dierft se net vernennen; ech vernennen d'Leit, dass se einfach exorbitant Präisser froen -, déi Steier, déi se mussen entriichten, déi schloe se op de Verkafspräis drop, gleeft mir et!

D'Leit rechnen aus, wat ass d'Plus-values-Steier, klack, kënnt dat drop! Virun allem kënnt dat drop, wann de Stat akafe geet. Schwätzt emol mat deene Leit! Also als Buergermeeschter begéint Der jo eis Leit, déi kafen a verkafen. Mat de Gemenge gi se jo am Regelfall eens. Schwätzt emol mat en, wéi dat dann esou zougeet an der Stuff, wa probéiert gëtt, do en Terrain ze kréien, a wat fir Elementer dass do alleguer spillen! Also, ech si guer net dergéint, Här Bausch, dass een déi Saachen do kuckt, mä ech hunn awer Bedenken, ob een dat einfach esou ka maachen. Mais, à voir!

An dann hunn ech den Här Urbany - ech weess net, ob hien dat haut gesot huet -, mä ech hunn dat iergendwou héieren awer, ech hätt hei geschwat wéi den Här Sarkozy. Wësst Dir, ech sinn iwwerrascht doriwwer, mä den Här Sarkozy awer nach vill méi!

Ech soen Iech Merci.

(Hilarité)

M. le Président.- Merci dem Här Premierminister. Den Här Bausch hat nach eng Kéier d'Wuert gefrot, Parole après ministre. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann eng Partei iwwer zwou Wahlen ewech am finanzielle Beräich sech selwer, senger Partei, als Premierminister a senger Partei op de Fändel schreift, datt si ausschliesslech an eleng zoustänneg wieren an derfir gesuergt hätten, datt d'Land finanziell anscheinend esou gutt dostéing, an domat an de Wahlkampf zitt, an iwwer Joren net midd gëtt, fir hei am Land ëmmer nëmmen dat nämlecht an där Hisiicht ze vertrieden, an all déi aner Parteien, inklusiv muss ech soen - mir ware jo nach net Regierungspartner vun Iech an der Regierung -, inklusiv déi jeeweileg Regierungspartneren eigentlech domadder och als zweet Kategorie an alle Wahlkämpf ze kategoriséieren, dat heescht, sech just eleng de Mérite zouzeschreiwen, dann ass et awer, géif ech awer soen, dat Normaalst vun der Welt, datt een an engem Parlament, wou et ëm d'Lag vun der Natioun geet, ëm de Budget, ëm d'Finanze geet, och versicht, déi Partei an dee Premierminister zur Rechenschaft ze zéien, dee sech dat während deene leschten zéng Joer vu moies bis owes op de Fändel geschriwwen huet an inklusiv esou an de Wahlkampf gezunn ass.

Ech gesinn awer wierklech net, wat do soll anormal sinn, ausser natierlech, datt, wann een eng Rei Saachen hei opzielt, an déi vläicht dem Premierminister net schmaachen an hien och net frou doriwwer ass, wann en eigentlech emol eng Kéier hei am Parlament par rapport zu deene verschiddene Saachen a Widdersprëch vun de leschten zéng Joer de Spigel dohinnergehale kritt. Ech wier och net frou doriwwer, wann ech de Spigel dohinnergehale kritt hätt. Mä heiansdo ass et awer net schlecht, wann een deen dohinnerhält, géif ech mengen. An ech mengen, dat ass jo och dat Recht, wat mir eis op kee Fall hei huele loossen an och ni wäerten huele loossen!

Mir leeën de Fanger hei an d'Wonn, op déi Partei an op déi Ministeren, op déi Persounen, wou mir fannen - elo mag et sinn, datt anerer dat anescht gesinn -, mä wou mir fannen, datt se eng gewëssе Responsabilitéit u verschidde Situatiounen hunn. Datt dat deene vläicht net ëmmer passt, domadder kënne mir ganz gutt liewen.

An da wëll ech just zu zwee Punkte nach kuerz eppes soen. Dat Éischt ass - oder dräi -, dat Éischt ass déi Geschicht mat de Spuermoossname generell, an dat an Zesummenhang och setzen, wa gesot gëtt, mir kënnen net, zum Beispill, méi Sue vum Commerce électronique immuniséieren am Moment, well soss hätte mer missen op där anerer Säit jo kucken, wou mer méi Steieren erakréie respektiv wou mer méi spueren, an dann hätt dat zu Austeritéitsmoossname kënne féieren, déi eng immens Auswierkung hätte kënnen hunn op d'Konjunktur, op d'Binnenkonjunktur an esou weider.

Ech wëll just soen, datt mer eng Rei Mesuren opgezielt hunn, haut de Moien an och am Mäerz an der Debatt. Dat ware Mesuren, déi huet Áren eegene Finanzminister an deene leschten zwee Joer an deene verschiddenste Momenter selwer ëmmer op den Dësch bruecht. Et war souguer esou, datt virun zwee Joer eng Rei Saache schonn als Pak proposéiert gi waren! Du hat Der an Árer eegener Regierung e bësse Kaméidi kritt, an du huet de Koalitiounspartner sech queesch geluecht, an du hutt Der gerudert no lénks, no riets, no uewen, no ënnen, fir ze kucken aus deem Dilemma erauszekommen, du hutt Dir eng Rei Saachen zréckgeholl.

Wann Der... déi ware jo chiffréiert ginn deemools. An déi Saachen, déi ech de Moien opgezielt hunn, wann Der déi chiffréiert kuckt, a mir sinn der Iwwerzeegung, datt dat keng Saache sinn, déi een als Austeritéitsmesurë kéint bezeechnen, mä datt et éischter an d'Richtung geet wéi dat, wat Dir anscheinend jo och wëllt, nämlech fir eng gewëssen, fir méi Selektivitéit eranzebrénge bei verschidde Saachen.

Mä wann een do kuckt, wat d'Spuereffekter - déi waren, wéi gesot, berechent ginn - do gewiescht wären, wann een déi ugewannt hätt, dann hätt ee mat Sécherheet e gudde Batz méi Sputt gehat, fir kënnen ebe Suen ze immuniséieren, fir déi ze notze fir d'Diversification économique, wat eiser Meenung no eben - an dat bleift eis Meenung! - déi wichtegst Erausfuerderung ass fir déi nächst Joren.

Duerfir, hei elo ze soen oder dat elo op eemol duerzestellen, wéi wann dat zur Katastroph gefouert hätt, do muss ech Iech soen, ech verstinn net, wou Dir, Är Partei, Äre Finanzminister eng ganz Rei Saache konnt proposéieren. Déi sinn nach vill méi wäit gaange wéi dat, wat mir hei proposéiert hunn! Dann hutt Dir jo selwer mat Ärem Finanzminister Saache proposéiert, déi eis anscheinend an d'Austeritéitskatastroph gefouert hätten. Dat kann ech net novollzéien, wéi gesot, well eis Mesuren, déi mir proposéiert hunn, si bäi Wäitem net esou wäit gaangen, mä hätten awer sécherlech deen Effekt gehat, datt mer hei hätte kënnen handelen.

Da wëll ech zu där ominöser Mammerent soen: Do musse mer vläicht awer emol eng Kéier den Historique richteg maachen! Dat war jo awer net grad esou, wéi Dir dat elo grad hei beschriwwen hutt!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Oh dach!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Neen, dat war net esou. Ech wäert Iech dat elo soen. Dir sidd, ech...

(Interruption)

Um Rentendësch, wëll ech Iech soen, um Rentendësch souzt net Dir do, mä ech souz do mat Äre Parteikolleegen. Well Dir waart jo um Rentendësch selwer net derbäi, den Här Wagner huet dee presidéiert. Mä ech souz do, an ech weess nach ganz genau, wéi dat do ofgelaf ass. Do koum Är Partei dohinner a si huet déi Propos op den Dësch geluecht. An déi éischt Propos, déi huet esou ausgesinn, datt déi ganz Mesure net hätt solle finanzéiert ginn iwwert de Statsbudget, mä iwwert d'Rentekeese vum Privatsecteur.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dat war déi éischt Propos!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dat heescht, eng... Et ass natierlech einfach, fir mat - wéi soll ech soen, wéi nennt een dat op Lëtzebuergesch? -, fir mat aneren hirem Lieder Rimmer ze schneiden.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Do ass eng Milliard d'Joer vum Stat derbäi awer!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Jo, mä dat... Jo, ech wëll awer just soen: An du koum dorobber Widderstand! Do koum um Rentendësch Widderstand. Mir hunn ënner anerem eng Pressekonferenz ginn. Mir hu gesot, mir géifen dat total inakzeptabel fannen, datt eng leeschtungsfriem - par rapport zum Rentesystem, zum Cotisatiounssystem, zum Assurancësystem - Leeschtung sollt do iwwert de Rentesystem vum Privatsecteur finanzéiert ginn.

An dunn ass natierlech eng déck Diskussioun entstanen. Mir hunn e puer flott Beispiller ginn, déi och ganz aliichtend waren, firwat datt dat souwisou diskutabel wär, an och scho guer net op déi do Aart a Weis. An dunn hutt Dir gesot zu engem gewëssene Moment, no engem Regierungsbriefing: „Also, wann de Rentendësch, wann do esou en Egoismus ass, dass déi dat net wëlle bezuelen, da gëtt dat iwwert de Statsbudget finanzéiert!"

Bon, dat war den historesche Werdegang, an doropshin hu mer dunn natierlech an der Chamber eng Diskussioun gefouert iwwert déi Mesure als solch a mir hunn hei contestéiert - bei där do Mesure wéi och iwwregens bei villen aneren, a bei villen aneren, wou vu Verschiddene vun Ärer Partei zu Recht och haut contestéiert gëtt -, datt déi dote Mesure op déi do Aart a Weis anzeféieren iwwert de Statsbudget, datt dat total onselektiv wär, sozial onselektiv wär, datt mer duerchweegs hätten eis kënne virstellen, datt een eppes gemaach hätt fir déi Fraen, déi keng eege Rechter hunn, an dat och duerch Scheedungsgrënn a Gott weess wat - et gëtt jo vill méiglech Liewensweeër, déi sech kënne stellen, déi maachen, datt ech herno mat ganz schlechte Renteleeschtungen dosëtzen, oder eventuell mat guer kengen -, datt ee fir déi eppes gemaach hätt. Op deem dote Wee wäre mer duerchweegs d'accord gewiescht.

Mä awer hinzegoen an ze soen, mir fannen elo op eemol, datt all Fra, déi décidéiert huet an hirem Liewen, sech der Kannerbetreiung hinzeginn, donc net cotiséiert huet, där hire Mann och eventuell net bereet war, hir Rechter opzebauen - well dat wär och eng Méiglechkeet gewiescht, déi een hätt kënnen an d'A faassen zum Beispill, jee nodeem, wéi de Revenu zum Beispill och souwisou ass -, dann einfach ze soen an enger grousszügeger Aktioun: „Mir fannen dat elo wichteg, mir wëllen einfach honoréieren, einfach esou honoréieren, datt ee 40 Joer, ob et e Mann oder eng Fra war, Kannerbetreiung doheem gemaach huet an net beruffstäteg war. Dee kritt einfach elo emol déi Prime do ausbezuelt", dat ass eng ideologesch Approche, Här Statsminister, et deet mer schrecklech leed! An et ass dat, wat ech och de Moie gemengt hunn.

(Interruption)

Jo, jo, an do differenzéiere mer eis och vun Iech! A mir stinn och do derzou a mir fannen och duerfir, hunn ech jo gesot: Et sinn eng Rei Saachen agefouert gi vun Iech an Ärer Partei, déi e reng entweder ideologeschen Hannergrond haten oder souguer en elektoralen Hannergrond. An déi hei hat och nach ganz kloer en elektoralen.

(Interruption)

Jo, déi zwee, hunn ech gesot, ideologesch an elektoral.

(Interruptions diverses)

A fir déi hei Mesure sinn et déi zwee: Et ass en ideologeschen an en elektoralen Hannergrond. An et ass jo och opgaangen 2004. Et ass jo ganz gutt opgaangen 2004!

Mä ech hunn awer och deemools gesot hei op der Tribün - a meng Partei huet iwwregens dowéinst géint déi Mesure gestëmmt an där éischter an an där zweeter Phas -, mir hu gesot, mir wären eis sécher, datt dat doten eng Kéier esou ee Problem géif duerstelle fir de Statsbudget. An datt herno all méiglech Fuerderungen opkomm sinn an datt nach dropgetässelt ginn ass, dat ass jo - wéi soll ech soen? -, dat ass, wann een natierlech op deen do Wee sech begëtt...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dat war d'Ideologie op där anerer Säit!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Jo, mä dat war net eis! Dat waren net mir, dat waren net mir! Dat musst Der deene soen, déi dat gemaach hunn. Mä Dir hutt et awer matgedroen. Dir hat awer kee Problem domadder, dat matzedroen, oder?

(Interruption)

Dir hutt jo net dergéint gestëmmt heibannen.

Fait ass awer, wéi gesot, datt een iwwert déi do Saach... Iwwregens ass et jo iwwerraschend: Dir hutt jo virun e puer Joer bei deenen éischte Spuermoossnamen, déi Der bal all zréckgezunn hutt, do hutt Der jo och ugefaangen, driwwer ze diskutéieren. Mä Dir wësst jo selwer, Dir wësst jo selwer, datt dat doten eng Mesure ass, déi effektiv de Statsbudget all Joers 80 Milloune kascht. Eng Mesure, déi eigentlech 2001 kee gefrot hat! Déi hutt Dir, an engem grousszügegen Akt hutt Der déi ginn - déi hat kee gefrot, kee Mënsch! -, well Dir dat, wéi gesot, ideologesch richteg fannt.

Et muss een awer och da bereet sinn - hu mer nämlech och gesot -, wann d'Situatioun esou ass - a mir hunn Iech 2001 gewarnt, datt dee Moment géif kommen -, wann et méi enk gëtt, iwwer esou Mesurë wéi dat hei ze schwätzen. An da kommt, mir loossen effektiv deenen dat - déi Mesure hei -, déi et wierklech brauchen! Kommt, mir kucken emol, wien dat alles ass! Kommt, mir maachen emol eng genau Bestandsopnahm vun deenen - et sinn der 40.000 -, déi entre-temps déi Mesure kréien, wéi genau d'Revenussituatioun an d'Verméigenssituatioun vun deene Leit ass!

Dir wäert mer dach net wëllen zielen, datt souguer bei normalen... Duerfir hu mer jo am Rentesystem „Droit-dérivéen", sou nennt dat sech, wou effektiv do e ganze Koup Witwerenten ausbezuelt ginn, déi substanziell an der Rei sinn. Oder, wann een déi net méi an der Rei fënnt, da muss ee souwisou diskutéieren, da fënnt een op eemol, d'Rente wären all insgesamt net méi an der Rei, net méi héich genuch. Mä dat ass eng ganz aner Diskussioun! Mä et kann ee jo awer net mer wëllen zielen, datt, wa mer Droit-dérivéen hunn... An déi hu mer jo am System dran, fir eben derfir ze suergen, datt an esou Situatiounen och Leit net duerch d'sozialt Netz falen, datt déi déi kënne kréien.

Da solle mer dach wann ech gelift net higoen a mat der Géisskan nach zousätzlech hei Saachen dropleeën. An dozou sti mir nach weider! An do gesitt Der och an der Öffentlechkeet an Ärer Lektioun, déi Der effektiv nawell gär ausdeelt iwwer selektiv Sozialpolitik, net schrecklech gutt aus. Dat ass eben esou, an dobäi bleiwe mer, bei där Meenung!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Den Här Gibéryen hat och nach d'Wuert gefrot.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- D'Parole après ministre.

M. le Président.- D'Parole après ministre. Ech hat zwar net gemengt, datt Der direkt vum Här Statsminister hei offenséiert gi wäert. Mä dann...

M. Xavier Bettel *(DP).*- E muss jo net offenséiert sinn,...

M. le Président.- Jo...

M. Xavier Bettel *(DP).*- ...et ass jo net „fait personnel", wat…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech mengen, fir eng Kéier, wou den Här Statsminister emol esou fei war, sollt Dir, Här President, en elo net provozéieren, datt e soll hei aggressiv sinn.

(Hilarité)

Ech mengen, d'Parole après ministre, dat kann een ëmmer froen, souguer wann ee fei matenee schwätzt.

(Hilarité)

Ech wollt just zwou Bemierkunge maachen. Déi eng ass dat, wat d'Mammerent ubelaangt. Ech mengen, mir waren och zënter jeehier fir d'Unerkennung vun der Erzéiungsaarbecht vun de Mammen. Duerfir hu mer och um Rentendësch, wéi déi Propositioun gemaach ginn ass, déi Iddi vun Ufank un ënnerstëtzt. Ech ginn net méi op d'Mammerent elo an, ech wëll just zur Finanzéierung eppes soen.

Wat de Kolleeg Bausch elo gesot huet, dat ass richteg, datt um Rentendësch zu engem gewëssenen Zäitpunkt d'Regierung wollt, datt d'Finanzéierung sollt iwwert d'Pensiounskeese geschéien. Dunn ass um Rentendësch gesot ginn, et wier eng familljepolitesch Moossnam an duerfir misst se iwwert de Statsbudget finanzéiert ginn, net iwwert d'Pensiounskeess. An et ass och gesot ginn, datt et net un de Pensiounskeese wier, u sämtlech Mammen, déi an deem Fall wieren, eppes auszebezuelen, well déi jo net mussen d'office eng direkt Liaisoun mat där Pensiounskeess hunn.

Et ass dunn op de Statsbudget iwwergaangen. Mä wat een dann awer muss nach hannendrunhänken: datt mer an deene Joren duerno Transferten, déi vum Stat un d'Pensiounskeese gaange sinn, eng Rei vun deenen Transferten ofgeschaaft hunn, wou de Stat en Engagement hat, sief et um Personal - se fale mer net méi an, et waren dräi, véier Moossnamen -,...

Une voix.- Verwaltungskäschten...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ...Verwaltungskäschten an esou, déi hu mer du reduzéiert oder ofgeschaaft. An dat war awer dunn eng Kompensatioun deelweis...

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Neen, neen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ...fir eben déi Dépensen, déi de Stat iwwerholl huet.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Neen, et war eng normal Saach.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo neen, et ass net normal, Här Minister! Da wiere se jo...

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Et ass eng normal Saach, dass en Établissement public...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- ...fir seng Verwaltungskäschten opkënnt.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo, jo, mä et war gelungen: Et war bal dee Montant wéi déi Zäit d'Mammerent kascht huet.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Och do leit Der falsch!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Bon, just dat wollt ech awer derbäisoen, datt och d'Transferte vum Stat un d'Pensiounskeesen ofgeschaaft gi sinn duerno.

Ech wollt just nach eng Kéier un den Här Statsminister eng Fro stellen, déi ech virdru gestallt hunn. En huet sécherlech vun deene ville Froen, déi e gestallt kritt huet, déi hei vergiess. Et ass mir wierklech wichteg ze wëssen, déi Deklaratioun, wou den Här Statsminister de 27. Juni 2006 gemaach huet am Kader vun der Fusioun ArcelorMittal, wou e gesot huet: „Déi Garantië fir d'Stolstanduerter zu Lëtzebuerg, déi hu mer awer kritt."

Et ass mer ëmsou méi wichteg, well net méi spéit wéi gëschter den neie Wirtschaftsminister - am Zesummenhang, wou vu Paul Wurth elo un SMS déi 48,1% iwwerginn -, och den neie Wirtschaftsminister gesot huet, d'Regierung hätt all Garantië kritt. Ech mengen, dann ass et awer wichteg, ze wëssen: Wat fir eng Garantië sinn dat?

Ech maachen och duerfir eng gesondert Question parlementaire. Ech hunn déi haut un de Wirtschaftsminister gemaach, fir datt hien eis seet, wat fir eng Garantien datt dat sinn. Awer hei interesséiert eis och, wat fir Garantien, a wat fir enger Form datt d'Regierung deemools déi Garantië kritt huet, datt d'Stolstanduerter géifen erhale bleiwen.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Gibéryen. Da kritt d'Wuert nach eng Kéier den Här Statsminister.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, zu där leschter Fro vum Här Gibéryen wëll ech soen, dass ech, nodeem ech géint d'Iwwernahm vun Arcelor duerch den Här Mittal war - dat huet sech Januar, Februar 2006, mengen ech, ofgespillt -, duerno mam Här Mittal hefteg Gespréicher gefouert hunn, fir aus där feindlecher Übernahm eng frëndlech Übernahm ze maachen. An am Kader vun deene Gespréicher hunn ech vum Här Mittal verlaangt, dass e mer géif versprieche, dass et net zur Konzernstrategie géif gehéieren, fir dass ee Wierk zu Lëtzebuerg géif zougemaach ginn. Doriwwer ass och geschriwwe ginn.

Wat am Detail geschriwwe ginn ass tëschent dem Wirtschaftsministère an der Entreprise, weess ech net, mä Dir adresséiert Iech jo nach un den Här Wirtschaftsminister, an da kann en dee ganze Prozess do nach eng Kéier opschaffen.

Ech fille mech op jidde Fall vum Här Mittal eigentlech enttäuscht, well dat, wat elo geschitt ass, ass net dat, wat ech verstanen hat, wat mer ofgemaach haten.

Dat Zweet, wat ech dem Här Bausch nach wollt soen, ass, dass, wann ech mäin Historique iwwert d'Mammerent erzielen, hien een aneren Historique iwwert d'Mammerent erzielt. Dir erzielt d'Geschicht, déi reell ass, dass déi eng dat wollten iwwert de Statsbudget bezuelen an déi aner iwwert d'Pensiounsregimer. Do ass sech drop gëeenegt ginn, dass dat iwwert de Budget géif gemaach ginn.

Ech schwätze vun der inhaltlecher Konfektioun vun der Mammerent. An déi urspréinglech Iddi war eben, dass just déi Mammen et géife kréien, déi soss näischt vun hirer Liewens- a vun hirer Aarbechtsleeschtung hate wéi déi Mammerent, déi se elo kritt hunn.

An Dir sot, et ass eng ideologesch Fro. Also, dat huet elo näischt hei mat klerikalen an anere Geschichten ze dinn. Loosst mech aus deene Spiller eraus!

Et ass fir mech eng ideologesch Fro, wat een ënnert dem Wuert Aarbecht versteet. An ech verstinn ënner Aarbecht Aarbecht, déi ee mécht, an net nëmmen eng Tätegkeet, déi bezuelt gëtt an op där ee cotiséiert. Dat ass eng almoudesch Opfaassung vun Aarbecht, eng ganz almoudesch Opfaassung. An déi modern Opfaassung vun Aarbecht ass de Respekt virun all Aarbecht, déi geleescht gëtt, ob se bezuelt gëtt oder net. Duerfir sinn ech jo der Meenung, dass just déi Fraen déi Rent solle kréien, déi dat gemaach hunn an déi soss näischt hunn. An dass elo aner Fraen déi Rent kréien, déi soss nach eppes hunn,…

(Interruptions)

…dat ass nu wierklech net d'Iddi…

M. François Bausch *(déi gréng).*- Se kréie se awer alleguerten.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dat ass net d'Iddi gewiescht vun deenen, déi initial déi Iddi haten.

Une voix.- Jo, et ass awer dat, wat Der gemaach hutt.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech hunn eng millimetergenau prezis Erënnerung drun, wéi et gaangen ass, dass op d'Mammerent dauernd Elementer a Schichten dropgetässelt gi sinn, déi net am Sënn vum Erfinder waren. A wa mir eis doriwwer eens sinn, da kënne mer dat jo an aller Rou kucken.

Ech soen Iech just: Ech sinn dergéint, dass d'Mammerent ofgeschaaft gëtt fir déi Mammen, déi soss näischt hunn.

Une voix.- Domadder si mer d'accord.

(Brouhaha général)

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ah, wa mir elo alleguerten d'accord sinn,…

La même voix.- Dann diskutéiere mer eppes ganz aneschters.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- …da si mer schonn ee ganzt Stéck virun.

Une autre voix.- Dat hätt kënne vun Ufank un esou sinn.

(Interruption)

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Da si mer jo elo alleguerten op därselwechter Linn a mer kënnen eis nëmme begléckwënschen, dass mer elo endlech do ukomm sinn.

Déi aner Iddien, vun deenen Der geschwat hutt och haut de Moien, ech konnt net op alles do agoen. Ech denken, dass Der och un d'Kilometerpauschal beispillsweis denkt. Doriwwer kann een diskutéieren. De Finanzminister hat dat d'lescht Joer och ugefaangen ze diskutéieren. Dat hu mer '91 agefouert, andeem mer d'Frais de route, déi all Contribuable péniblement huet missen opschreiwen an déi iwwerpréift gi si vun enger Legioun vu Steierbeamten - et sinn der nach net ëmmer genuch -, mä do huet ee scho vill gespuert gehat doduerch, dass mer dat ofgeschaaft hunn. Mir hunn eng Kilometerpauschal agefouert mat Segmenter vu fënnef Kilometer Fluglinn.

Dat ass eng ekologesch Geschicht, well déi Kilometerpauschal kritt een eben net nëmmen, wann ee mam Auto fiert. Déi Kilometerpauschal kritt een och, wann ee mam Zuch fiert, wann een ze Fouss geet oder wann ee mam Vëlo fiert. A jiddwereen, dee rechent, dee gewënnt méi Steieren, wéi en Abonnement vum Zuch d'ganzt Joer kascht. A jiddwereen, dee mam Auto fiert, kritt net esou Steiervirdeeler duerch déi Kilometerpauschal zréck, wéi de Bensin an den Diesel kaschten.

Also, dat ass net eng Saach gewiescht nëmme fir d'Automobilisten. Dat ass fir all Verkehrsteilnehmer onofhängeg vum Verkéiersvehikel, wat e benotzt, an dat ass insofern eng héich modern ekologesch Approche gewiescht zu der ganzer Problematik „Distanz vum Aarbechtswee".

Am Iwwregen, schaaft een dat of - et kann een iwwer alles diskutéieren -, da muss een erëm déi steierfräi Minima direkt héijen, well vu Mindestloun plus x u bezuelen d'Leit méi spéit Steieren, well d'Kilometerpauschal - déi éischt fënnef Kilometer - am Steiertarif drakommen.

(Interruption)

Sou, wa mer dat wëllen änneren, da musse mer erëm déi steierfräi Minima erhéijen, an da profitéieren erëm déi uewen an net déi ënnen.

An duerfir sinn ech d'accord, Här Bausch, iwwer all déi Saachen ze schwätzen, mä gitt emol dovun aus, dass selte Froe gestallt ginn, mat deene mer eis nach net beschäftegt hunn.

M. le Président.- Merci dem Här Statsminister. Domadder wäre mer um Enn vun den Diskussiounen.

Motion 1

Mir hunn elo nach hei eng Motioun, déi agereecht ginn ass vum Här Bausch.

Wëllt nach een zu där Motioun Stellung huelen? Här Bausch?

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ech hunn alles gesot, Här President.

M. le Président.- Wëllt soss kee méi Stellung huelen?

(Négation)

Da kéime mer zur Ofstëmmung iwwert déi Motioun.

Vote sur la motion 1

Kënne mer à main levée doriwwer ofstëmmen?

(Négation)

De Vote électronique gëtt gefrot. Da geet d'Ofstëmmen un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

Déi Motioun ass ofgelehnt mat 38 Nee-Stëmmen, géint 21 Jo an 1 Enthalung.

Résultat définitif après redressement: la motion 1 est rejetée par 39 voix contre, 20 voix pour et 1 abstention.

Ont voté oui: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz.

S'est abstenu: M. Serge Urbany.

Wëllt ee seng Abstentioun begrënnen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Domadder wären d'Debatten iwwert d'Lag vun der Natioun ofgeschloss a mir si gläichzäiteg um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer um zwou Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 15.57 heures)

SÉANCE 29

JEUDI,
10 MAI 2012

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • Mme Lydia Mutsch, Vice-Présidente

Sommaire

1. Dépôt d'une motion par M. Claude Adam
   - *M. Claude Adam*
2. 6430 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire
   - *Rapport de la Commission du Développement durable: M. Marc Spautz*
   - *Discussion générale: M. Eugène Berger, M. Roger Negri, Mme Josée Lorsché, M. Gast Gibéryen*
   - *M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
   - *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
3. 6375 - Projet de loi approuvant deux amendements à l'Accord portant création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement
   - *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Fernand Boden*
   - *Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
   - *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
4. Question élargie n°25 de M. André Bauler au sujet de la création de «green jobs» pour les jeunes demandeurs d'emploi
   - *M. André Bauler*
   - *M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*
5. Heure d'actualité du groupe DP sur les nouvelles migrations internes en Europe suite à la crise économique et leurs répercussions sur le Luxembourg
   - *Exposé: M. André Bauler*
   - *Débat: M. Marc Lies, Mme Lydia Mutsch, M. Félix Braz, M. Jacques-Yves Henckes, M. Serge Urbany*
   - *M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Nicolas Schmit et Claude Wiseler, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.01 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Une voix.- Neen, Här President.

M. le Président.- Den Här Adam géif d'Wuert froe fir den Dépôt vun enger Motioun. Da kommt Dir, Här Adam!

(Hilarité)

1. Dépôt d'une motion par M. Claude Adam

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Här President. Ech wëll elo net laang iwwer meng Motioun schwätzen, well den Titel eigentlech scho bal alles seet. Déi Motioun heescht: «Mise en place d'une direction d'école dans l'enseignement fondamental».

Et ass zesumme mat mengem Kolleeg André Bauler, wou ech déi hei wëll déposéieren. Mir hunn och just zu zwee ënnerschriwwen. Mir hunn also déi Motioun opstoe gelooss. Vläicht ass deen een oder deen anere Kolleeg, dee sech do nach vun enger anerer Fraktioun wëllt derbäisetzen. Ech iwwerreechen Iech déi an da kucke mer, wéini dass mer se kënnen...

Motion

La Chambre des Députés,

- considérant que les enseignants ne sont pas formés pour assurer des charges administratives liées à la direction d'une école fondamentale;

- estimant qu'il est indispensable d'alléger la charge administrative des enseignants de l'école fondamentale afin qu'ils puissent se concentrer essentiellement sur leur tâche principale, à savoir l'enseignement à proprement parler;

- convaincue que la création d'un poste de responsable d'école faciliterait les contacts avec les parents d'élèves, la coordination régulière des différents partenaires de l'école, les échanges avec le ministère et la commune respective, tout comme avec les maisons relais;

invite le Gouvernement

à initier dans les meilleurs délais les travaux préparatifs concernant la mise en place d'une direction d'école au niveau de l'enseignement fondamental luxembourgeois.

(s.) Claude Adam, André Bauler.

M. le Président.- Merci dem Här Adam. Da kéime mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, nämlech dem Projet de loi 6430 iwwert d'Gestioun vun der Eisebunnsinfrastruktur. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Berger, Negri, d'Madame Lorsché an den Här Gibéryen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

2. 6430 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

Rapport de la Commission du Développement durable

M. Marc Spautz *(CSV), rapporteur.*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi N°6430 ass zesummegesat aus urspréngelech fënnef Projeten, déi nom Avis vum Statsrot zu engem eenzege Projet zesummegeschloe gi sinn. Fir Iech dat ze erklären, ginn ech kuerz op den Historique vum Projet respektiv de Projeten an.

Déi fënnef eenzel Texter waren den 21. Oktober 2011 vum Nohaltegkeets- an Infrastrukturminister déposéiert ginn. Den 1. Dezember 2012 hat d'Chamberskommissioun mech zum Rapporteur vun deene Projeten ernannt. Den 11. Januar hunn d'Membere vun der Kommissioun d'Texter eng éischte Kéier auserneegepléckt.

De 24. Abrëll 2012 huet de Statsrot säin Avis zu deene Projeten ofginn. De Statsrot hat a sengem Avis kee Problem mat deenen Texter, huet awer gemengt, et wier besser, déi fënnef Projeten zu engem eenzegen zesummenzeschloen.

Wéi mir an der Kommissioun den 2. Mee 2012 den Avis vun der héijer Kierperschaft gelies hunn, ware mir ganz erstaunt iwwert dës Fuerderung, well de Statsrot et war, dee bis elo ëmmer op eengem Gesetz pro Projet bestanen huet, an dass en haut an deem Avis hei seng Philosophie komplett geännert huet.

D'Kommissioun huet trotzdeem dem Avis vum Statsrot Rechnung gedroen an an därselwechter Sitzung den deementspriechende Rapport ugeholl, deen ech Iech dann elo presentéieren.

Aus fënnef Projete mat jeeweils engem Article unique ass elo ee Projet gi mat sechs Artikelen: fënnef Artikelen, déi ëm déi eenzel Aarbechten dréien, an ee sechsten Artikel, deen op d'Montanten an den ze applizéierende Präisindex ageet. Esou vill zum Historique vum Projet, an deem ech och verständnishalber schonn hu missen op den Avis vum Statsrot agoen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, elo presentéieren ech Iech da kuerz dat, wat elo duerch dëse Projet um Eisebunnsréseau geschafft gëtt.

D'Gesetz vum 10. Mee 1995 regelt d'Gestioun vun den Eisebunnsinfrastrukturen hei am Land, woubäi déi technesch Gestioun vum Réseau der CFL uvertraut gëtt. D'Finanzgestioun gëtt iwwert de Fonds du rail direkt vum Stat assuréiert. De Fonds du rail ass iwwregens duerch d'Artikelen 9 an 10 vum 1995er Gesetz geschafe ginn.

Duerch d'Gesetz vum 24. Juli 2000 ass eng éischt Serie vu 14 gréisseren Infrastrukturprojete bei der Bunn autoriséiert ginn. Säitdeem ass am Artikel 10 vum 1995er Gesetz e Relevé vun alle Projete verankert, dee regelméisseg à jour gesat gëtt. Tëschent 2003 an 2010 si siwen dëser Mise-à-jouren hei an der Chamber ugeholl ginn am Kader vun dem Programme d'investissement tëschent der Regierung an der CFL fir alles, wat Maintenance, Sécherheet an Ausbau vum Eisebunnsréseau ugeet.

Ech ginn dann elo kuerz op déi Infrastrukturprojeten an, déi mir mat dësem Gesetz wëlle realiséieren.

Deen éischte Projet concernéiert d'Linn Lëtzebuerg-Waasserbëlleg. Hei gëtt e Kreditvolume vun 215 Milliounen Euro opgestockt. Heifir gëtt tëschent der Polvermillen a Sandweiler/Contern zweegleiseg ausgebaut. Am Moment leeft dat just eegleiseg, mä et gi méi grouss Capacitéite gebraucht, well dëst eng wichteg Ubannung vun nationalen an internationalen Zich ass, notamment wat eng séier Konnexioun un de Réseau vun der DB ugeet.

Am Laf vun der Ausaarbechtung vum sougenannten APD, dem Avant-projet détaillé, ass festgestallt ginn, dass dee ganze Site eng komplex Geologie opweist. Zudeem muss ee villes berücksichtegen, wéi zum Beispill Stroossen, Privatparzellen, den amerikanesche Kierfecht zu Hamm, d'Anlage vu lux-Airport et cetera. Et ass den Terrassement ganz schwiereg op zum Deel ganz fielsegem Ënnergrond. Sou kënnt eent zum aneren, an déi Kreditter, déi an engem éischten Avant-projet virgesi waren, gi largement net méi duer.

Ech wëll och ënnersträichen, dass bei dësem Projet déi nei Prozedur a puncto Preparatioun a Presentatioun vu groussen Infrastrukturprojeten nach net a Kraaft war. Dës Prozedur gesäit vir, dass d'Chamber sech zweemol zu all Projet prononcéiert, eemol am Stade vum Avant-projet sommaire an eemol, wann et en detailléierten Avant-projet ass.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech warnen Iech elo direkt, dat well ech beim zweete Projet mat enger ganzer Rei vun technesche Begréffer ronderëm mech geheie muss, well hei geet et ëm den integréierten digitale Radiosréseau ERTMS/GSM-R. Wie kennt dat net heibannen?

Dësen digitale Radiosystem baséiert op enger EU-Direktiv iwwert d'Interopérationnalitéit (veuillez lire: Interopérabilitéit) vun den Eisebunnssystemer. Dëse mobile Radiosystem ass souwuel fir déi geschwate Kommunikatioun wéi och fir d'Transmissioun vun Daten. Dëse System soll op europäeschem Niveau d'Norm ginn an domat eng beschtméiglech Interopérabilitéit tëschent de Réseaue garantéieren.

Ech wëll net weider op déi technesch Detailer agoen, just esou vill: De GSM-R-System - dës Ofkierzung steet iwwregens fir „Global System for Mobile Communications - Railway" - baséiert um GSM-System, wéi mir en alleguerten all Dag mat eisem Handy benotzen, ebe just spezifesch un d'Besoinë vun der Bunn ugepasst. Fir dëse System hei zu Lëtzebuerg anzeféieren, mussen natierlech eng Rei vun Aarbechte gemaach ginn, vun der Installatioun vun den Équipementer hin zu de Lokaler, wou dës ënnerbruecht ginn.

Dëse Projet war u sech duerch d'Gesetz vum 3. Juni 2003 approuvéiert ginn. Deemools sinn et awer nach guer keng Erfahrungswäerter ginn, op déi ee sech konnt baséieren, esou dass elo de Projet souwuel vum technesche wéi och vum finanzielle Volet hier op ongeféier 51 Milliounen Euro muss ugepasst ginn. Wéi och scho beim éischte Projet war deemools déi aktuell gülteg Prozedur fir déi grouss Projeten nach net a Kraaft, wéi ech se virdrun erkläert hunn.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, dann elo schonn zum drëtte Projet aus dem Package, dee vun der „Ligne du Nord". D'Eisebunnslinn 1, déi sougenannten „Nordstreck", mat enger Längt vu 76,8 km, verbënnt d'Stad Lëtzebuerg mat der Nordstad an der gesamter Regioun Norde vum Grand-Duché, wou se un d'Linn 42 vum belsche Réseau ugeschloss gëtt an domat eng wichteg international Verbindung Richtung Léck ass.

Am Kader vun dësem Projet sinn elo Aarbechten an der Héicht vu 96,2 Milliounen Euro virgesinn. D'Linnen datéieren aus den 80er Joren a mussen erneiert ginn op enger Längt vu 47 km: Moderniséierung vun deene verschiddene Bauwierker, notamment vill Traversen aus engem Monoblockbëton mat elastesche Fixatiounen, déi manner Entretien brauchen, Verstäerkung vum Profil vun de Schinnen, déi systematesch esou adaptéiert ginn, dass och schwéier Chargë kënnen driwwerrullen, Ersetze vum Ballast aus Héichuewematerial duerch Ballast aus Natursteen, verschidde Génie-civils-Aarbechten.

Fir dass d'Voyageuren esou mann wéi méiglech duerch dës Aarbechte gestéiert ginn, ginn dës mat ganz performante mechanesche Maschinne mat engem héije Rendement realiséiert.

Elo kommen ech zum zweetleschte Projet, an zwar zu deem vun der Linn Lëtzebuerg-Klengbetten. Dëse Projet huet eng finanziell Envergure vun 42 Milliounen Euro. D'Signalisatiounsposten op dëser Streck si säit den 1970er Joren am Gebrauch an et sinn nach Relaisposten, déi net méi dem aktuelle Stand vun der Technik entspriechen. Esou ass da virgesinn, d'Relaisposte vun de Garë Bartreng/Stroossen, Mamer, Klengbetten an am Postë Capellen duerch informatiséiert Signalsystemer an der Gare Klengbetten an duerch dezentraliséiert Posten an de Garë Bartreng/Stroossen a Mamer ze ersetzen.

Ech kéint Iech elo nach e puer technesch Detailer ginn, wat Postë vum Typ ESTW L90 sinn, erzielen, mä ech erspueren lech dat, well et stoung jo am schréftleche Rapport.

D'Aarbechte ginn op alle Fall an zwou Phasen ausgefouert, eemol d'Virbereedung an eemol d'Realisatioun.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, da kommen ech schonn zum leschte Punkt, der Moderniséierung vun der Gare Déifferdeng, wou de Buergermeeschter sech jo ganz besonnesch wäert freeën. De Käschtepunkt beleeft sech hei op 51 Milliounen Euro. Den Avant-projet sommaire vun dësen Aarbechte stoung iwwregens och am Dezember 2006 op der Lëscht vun de groussen Infrastruktursprojeten, déi mir hei an der Chamber ugeholl hunn.

De Poste de signalisation ass aus dem Joer 1952, an ech brauch Iech schonn eleng unhand vun deem Datum net ze erklären, dass et domadder ass, dass dat vläicht net méi an der technescher Verfassung ass wéi et haut misst sinn.

Des Weideren erlaabt d'Technik vum Posten et just ganz komplizéiert, Ännerunge vun de Linnepläng virzehuelen.

Ech denken, all dëst ass Grond genuch, fir dës Installatioun duerch e modernen informatiséierte Signalisatiounsposten zu Déifferdeng ze ersetzen an d'Zentralverbindung vum Poste directeur Péiteng aus ze realiséieren.

Den neie Postë soll mat enger moderner Telekommunikatiounsinstallatioun ausgerüst sinn, déi och d'Verbindung mam künftege Poste de contrôle centralisé vun der Lëtzebuerger Bunn erlaabt.

Och d'Erneierung vun de Streckeninstallatiounen an der Plattform kann ee mat hirem héijen Alter an dem Ofnotze vum Material erklären.

Eng Moderniséierung vun den elektreschen Oberleitungen, déi aus dem Joer 1962 sinn, inklusiv de Poutren an de Caténaires, läit och op der Hand.

Esou vill zu deene fënnef Projeten, déi elo duerch den Avis vum Statsrot an engem eenzegen Text hei votéiert ginn. Ech war virdru schonn op den Avis wéi och op d'Aarbechte vun der Kommissioun agaangen, sou dass ech hei net nach eng Kéier wëll op dat zréckkommen.

Erlaabt mir ofschléissend nach eng Bemierkung: Ech denken, dass Der unhand vu mengen Erklärunge verstanen hutt, dass dëst noutwendeg Investissementer sinn, fir dass mir eist Eisebunnsnetz sënnvoll moderniséieren an domat och besser Sécherheetsstandarde garantéiere kënnen.

D'Regierung setzt op den öffentlechen Transport. Dës Projete stinn eendeiteg am Zeeche vun der Verbesserung an dem Ausbau vum öffentlechen Transport a sinn dowéinst vu grousser Bedeitung. Ech bieden Iech, dëse Projet matzestëmmen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

(Interruptions)

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Rapporteur. Als éischte Riedner ass den Här Eugène Berger agedroen. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Eugène Berger *(DP)*.- Merci, Här President. Ech wéilt och direkt dem Rapporteur Merci soe fir säi mëndlechen a schréftleche Bericht. Hei ass ee Projet de loi, wou et ëm d'Schinne geet, mä ënnert dem Strëch sinn et effektiv fënnef konkret Ënnerprojeten, déi mer hei behandelen.

De Rapporteur ass och schonn drop agaangen, datt de Statsrot, deen eigentlech jo normalerweis seet, et soll een net saucissonnéieren, eis hei awer gesot huet, mir sollen dat awer elo ëmgedréit maachen, alles an engem Package. Mir hunn och als Fraktioun kee Problem domat. Et ass eigentlech e bëssen eng Simplification administrative um legislative Programm oder op dem legislative Plang.

Bon, méi spezifesch geet et jo ëm zwee Projeten, wou et ëm d'Moderniséierung vun der Streckeninfrastruktur geet. Dat ass besonnesch déi Streck Lëtzebuerg-Waasserbëlleg an dann och déi sougenannten „Nordstreck". Da geet et ëm d'Mise à jour vu Sécherheetséquipementer, dee berühmten ERTMS/GSM-R - ech hoffen..., ech zielen drop, datt den Här Negri eis dat awer herno e bëssche méi en détail wäert erklären -, an dann och schliesslech, wéi gesot, ëm Poste-directeuren a fix Installatiounen op der Streck Klengbetten an och zu Déifferdeng.

Ech ginn elo wierklech net op déi technesch Detailer an. Dat huet de Rapporteur gemaach. Dat wäert also och nach dee Spriecher no mir als Spezialist maachen. Ech wollt einfach e puer generell Remarquë maachen.

An de leschten Deeg ass jo richtegerweis vill vu Spuere geschwat ginn. Haut gesi mer awer, datt mer hei erëm wäerte substanziell Dépensë stëmmen. D'DP kann awer domadder d'accord sinn. Mir kënnen domadder d'accord sinn, well hei Investissementer an den öffentlechen Transport gemaach ginn. Wann een eben an Zäiten ass, wou ee muss spueren, da muss ee Prioritéite setzen. An da soe mir, dat ass an der Mobilitéit, dat ass dee richtege Choix, fir do Prioritéiten ze setzen.

Awer och Prioritéiten an der Mobilitéit an d'Schinnen ze investéieren, an net an d'Stroossen. A mir hate jo elo och héieren, datt e puer Stroossen emol op Äis geluecht ginn, vläicht eng Kéier definitiv vum Pabeier sinn. Dat begréissen ech éischter. Well do sinn effektiv Projeten - déi dräi Spure Richtung Diddeleng, den Échangeur Léiweng -, déi maache kee Sënn, och verkéierstechnesch. Dernieft ass dee positiven Effet, datt dann och d'Basis, fir iwwerhaapt do e Stadion mat Outlet-Center ze bauen, déi ass dann och fort. Da si mer also och do zimlech sécher, datt dat net wäert kommen.

Elo bleift natierlech nach, wann ech dat richteg verstanen hunn, datt awer géifen dräi Spuren a Richtung Stad gebaut ginn. Ech kann nëmmen als - wéi soll ech soen? - Benotzer vun där Streck all moies soen, datt dat op alle Fall och verkéierstechnesch näischt wäert bréngen.

Firwat? Well wann een do dräi Spure baut, da kënnt ee spéitstens, wann een eriwwerfiert op déi Tréierer Autobunn, op eng Spur an dann ass do awer de Stau. Dann ass en net an der Längt, mä dann ass en an der Breet.

Also och déi Sue kéint ee sech spueren, well et ännert guer näischt un der Verkéierssituatioun. Au contraire, si wäert se dann nach wahrscheinlech, wann een dat géif maache Richtung Stad, méi schlëmm maachen.

Dat kann ee sech roueg all moies ukucke goen. All moies huet een elo schonn do de Stau, wou eben eng Spur ass.

Mä zréck op d'Schinnen awer elo. Ech mengen, déi Investissementer, déi een an d'Schinne mécht, dat sinn Investissementer, déi nohalteg sinn. Déi natierlech och eng Zäit brauchen, bis datt se realiséiert ginn. Ech mengen, hei sinn och déi Sécherheetsinfrastrukturen, déi hunn eigentlech schonn hiren Ursprong praktesch Ufank den 2000er Joren. Dat sinn also Investissementer, déi au départ vläicht deier am Portmonni schéngen, mä déi sech awer herno bezuelt maachen à moyen terme, à long terme. Dat ëmsou méi, well mer jo och wëssen, eis Populatioun, déi wiisst manifest.

A mir hunn hei zu Lëtzebuerg e Pendlerzeenario. Mir hate jo laang Diskussioune mam IVL, kënnt Dir Iech och erënneren, wou mer gesot hunn: Wat fir een Zeenario wëlle mer? Einwunnerzeenario? Pendlerzeenario?

Dat huet sech vum selwen erginn. Mir sinn an enger Situatioun, wou mer e Pendlerzeenario hunn a sech ëmmer méi Leit ebe bewegen, fir op d'Aarbecht ze kommen, innerhalb vu Lëtzebuerg an eben och aus der Regioun, sief dat aus Däitschland, Belsch oder Frankräich, fir hei op d'Aarbecht ze kommen. An dat kascht och, den Individualtransport. Dat kann do net d'Solutioun sinn, jiddwereen eleng a sengem Auto op verstoppte Stroossen.

Mir brauchen also e gutt Schinnennetz. Mir brauchen eent, dat och um leschte Stand vun der Sécherheet ass. An dat ass also hei e Projet, oder fënnef Projeten, déi an déi Richtung ginn.

Déi wäerten och wahrscheinlech net duergoen. Wa mer do wierklech en optimale Sécherheets- oder en öffentlechen Transport op de Schinne wëllen hunn, da brauche mer weider Investissementer. Den Tram ass an der Diskussioun. Och aner Strecke musse verbessert ginn. Och Strecken - ech kommen ëmmer erëm dermadder, wéi se och ëmmer ausgesäit. Den Här Wiseler laacht schonn, hie weess, op wat ech elo kommen.

Wa mer Belval wierklech wëllen développéieren, musse mer awer iergendeng Kéier mëttelfristeg och eng Solutioun do fannen, wéi ee ka schnell an direkt vu Belval an d'Stad komme mat de Schinnen, egal wéi déi Solutioun ausgesäit.

Dat gesot, géif ech awer den Accord vu menger Fraktioun zu deem Projet respektiv deene fënnef Projeten hei ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Berger. Als nächste Riedner ass den Här Roger Negri agedroen. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

M. Roger Negri *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, als Éischt wëll ech och dem Rapporteur Marc Spautz Merci soe fir seng exzellent Rapporten.

Mat dem Projet de loi vun haut gi fënnef Eisebunnsprojete gestëmmt, iwwert déi ech an zwou Ënnerandeelunge schwätze wëll. Engersäits éischtens déi Projeten, déi eng Erneierung vun de bestehenden Infrastrukturen, e sougenannte Renouvellement à l'identique beinhalten. An zweetens anerersäits dann déi nei Projeten, déi zousätzlech zu de bestehenden Infrastrukture kommen an als Premier établissement d'infrastructure, wann Der esou wëllt, gëllen.

Ënnert deem elo grad als éischte Punkt genannte Projet fänken ech da mat der Nordstreck un. Vun de ronn 77 Kilometer Längt vun der Nordstreck vu Lëtzebuerg op Ëlwen-Grenz ass d'Streck tëschent Lëtzebuerg a Bierden hanner Ettelbréck zweegleiseg an duerno bis op Ëlwen op verschiddenen Tronçonen eegleiseg.

A ronnen Zuelen ausgedréckt: Vun deene 77 Kilometer Streckelängt vun der Nordstreck sinn der 48 Kilometer zweegleiseg an 29 Kilometer eegleiseg. Dat sinn dann am Ganzen 125 Kilometer Gleislängt.

Vun dësen insgesamt 125 Kilometer Gleiser gi mat dem Projet de loi vun haut der 47 Kilometer erneiert. Dat sinn 38% vun der gesamter Nordstreck.

Dës Gleiser hunn hir Liewensdauer vun ëm déi 30 Joer erreecht, wéi dat sengerzäit bei engem Gleis mat Holzschwellen normal war. Hei dierft also net méi ze vill laang gewaart ginn, fir dës Aarbechten ze maachen, well dann domat d'Limite d'âge, wéi een esou schéi seet, vill ze vill laang géif iwwerschratt ginn an domadder kéinte Sécherheetsproblemer optrieden, déi mer eis jo net leeschte kënnen.

Den Invest fir dëse Projet vun der Nordstreck läit, wéi mer héieren hunn, bei 96,2 Milliounen Euro. Fir déi 47 Kilometer Gleisëmbau mécht dat ee Kilometerpräis vu ronn zwou Milliounen Euro. Wuelverstan ass dat de Präis fir eng Gleiserneierung an net vun engem Ëmbau vun enger Streck, deen natierlech vill méi héich läit a vun der Topographie ofhänkt.

Dir hutt am Rapport gelies, dass den Neibau mat Bëtonsschwelle gemaach gëtt, wou d'Liewensdauer iwwer 50 bis 60 Joer goe kann. D'Fro, firwat dëst net schonn a verstäerktem Mooss éischter gemaach ginn ass, läit an der Tatsaach, dass fir den Ënnerbau an der Zäit Héichueweschlake vun de Schmelzen hei zu Lëtzebuerg geholl gi sinn, mä déi, well se porös waren, den héijen Oplagekräfte vun de Bëtonsschwellen net duergehalen hunn. Do si sengerzäit, och bedéngt duerch déi vill lehmeg Biedem hei zu Lëtzebuerg, vill Problemer mat de Bëtonsschwellen entstanen an do ass dat erëm zäitweileg fale gelooss ginn.

Eréischt wéi d'Schlakentippen esou lues eidel gi sinn a fir de Stroossebau reservéiert bloufen, gi säit ronn zéng Joer fir de Gleisënnerbau Natursteng aus Steekaulen - Carrièren also - wéi zum Beispill Basalt an esou weider verschafft, déi et domat erlaben, bei engem awer verstäerkten Ënnerbau och Bëtonsschwellen anzebauen.

Här President, an de Joren no 1980 gouf d'Nordstreck hanner Ettelbréck virum Bierdener Tunnel, wéinst den 19 Tunnelen duerno, déi Richtung Ëlwen kommen, vun der Zweegleisegkeet op ee Gleis zréckgebaut, fir domat an deem bestehende Gabarit vun den Tunnelen d'Elektrifikatioun vun der Nordstreck bis op Ëlwen a spéider bis op Léck ze erlaben. Wier dat sengerzäit net esou gemaach ginn, hätt d'Nordstreck keng Zukunft méi gehat.

Dass d'Nordstreck eng Zukunft huet, gesitt Der awer un deem héijen Invest vun ëm déi ronn 100 Milliounen Euro, fir quasi 40% vun der gesamter Nordstreck ze erneieren.

Dëst wollt ech eemol däitlech soen, well emol heiansdo ze héieren ass, dass net genuch an d'Zuchlinn vun der Nordstreck investéiert gëtt, wat jo, wéi mer elo gesinn hunn, évidemment net de Fall ass.

Här President, den zweete Projet aus der Kategorie Renouvellement betrëfft de Projet vun der Erneierung vum Stellwierk an der Gare Déifferdeng, dem Embau vun engem standardiséierten elektronesche Stellwierk, an ass och méi wéi néideg, wéi den Här Rapporteur dat elo grad scho gesot huet, gradesou wéi d'Erneierung vun den Héichspannungsleitungen, der sougenannter Caténaire, a grad och wéi de Gleisëmbau zu Déifferdeng selwer.

(Mme Lydia Mutsch prend la présidence.)

Als drëtte Projet gëtt op der Klengbettener Streck vun der Gare Lëtzebuerg Richtung Arel och d'Stellwierk mat de gesamte Signalisatiounsanlagen op déi heiteg erfuerderlech Sécherheetsnorme bruecht.

Well et sech hei ëm e Projet vun deem sougenannten Eurocap-Rail bezitt, dee jo vu Bréissel matfinanzéiert gi soll, wollt ech den Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler froen, wéi den Avancement vun deem Projet ass. Zu deem Projet gehéiert jo, dass d'Streckevitesse erhéicht soll ginn, wat da relativ importent Radiusvergréisserungen an de Kurve bedéngt, déi um Terrain awer ëmmer ganz opwendeg an och deier sinn an awer op enger Streck vu ronn 20 Kilometer vu Klengbetten op Lëtzebuerg kaum Zäitgewënn wäerte bréngen.

Dass esou Projeten an ekonomesch esou schlechten Zäiten dann ëmmer no hanne geréckelt ginn, ass absolut ze verstoen.

D'Suerg besteet awer doran, dass Caténaires och staark erneierungsbedürfteg sinn, gradesou wéi verschidden Ouvrages d'art wéi zum Beispill - ech huelen e konkret Beispill, wat ech gutt kennen - de Stroossentunnel ënnert der Eisebunn zu Mamer mat deem relativ héije Lehmtalus.

Hei ass viru Joren der Mamer Gemeng e Projet virgestallt ginn, fir aus deem Tunnel e kombinéierte Bréckeprojet ze realiséieren, wéi se op enger Partie anerer Plazen um CFL-Réseau och scho realiséiert goufen. Ënnert dësem Tunnel ass och elo scho säit Joren en Netz gespaant, fir dass déi Steng, déi dauernd lass ginn, net op d'Strooss falen.

Ech hunn e bëssen d'Angscht, dass esou Situatiounen eemol zu seriöe Sécherheetsproblemer op der Streck vu Lëtzebuerg op Klengbetten féieren a wär frou, Här Minister, wann Der kéint eemol nokucken, ob dës spezifesch Bauwierker net erëm aus dem Eurocap-Rail-Projet erausgeholl kéinte ginn, éier do eppes geschitt, wat mer all net wëllen.

Här President, da kommen ech zu deenen zwee leschte Projete vun deene fënnef, déi an déi zweet Kategorie vu Projete falen, dat heescht der Nei-Installatioun vun Infrastrukturen um CFL-Réseau.

Als Éischt dovunner wëll ech déi absolut sécherheetsrelevant Installatioun vum GSM-Eisebunnsréseau ernimmen, deem sougenannte GSM-R, wéi den Här Rapporteur dat och scho gesot huet, wou wéi gesot „R" fir Railway steet.

De GSM-R steet an direkter Relatioun mat dem Projet vum europäeschen ETCS, dem „European Train Control System", dee jo garantéiert, dass all Zuch bei engem roude Signal automatesch ofgebremst gëtt, fir dass en Zuch net onbewosst duerch e rout Signal fuere kann.

De GSM-R, dee spezifesch ofgeséchert ass par rapport zu anere GSM-Réseauen an domat d'ETCS-Sécherheetsinstallatiounen absolut konsequent ofséchert, bedéngt niewent viller elektronescher Technik de Bau vun Elektromasten, fir déi entspriechend Antennen drop ze installéieren an déi ënnereneen a permanentem Kontakt musse sinn, a kënnen deemno nëmmen op bestëmmte Plazen installéiert ginn, an net do, wou se am mannste stéieren, well se soss net optimal fonctionnéieren, an dat kënne mer eis och aus Sécherheetsfroen net erlaben.

Deen zweeten a leschte Projet aus där Kategorie ass dann de Bau vun der Zweegleisegkeet vum Tronçon de ligne tëschent Hamm ab der Polvermillen bis op Sandweiler.

Dëse Projet schreift sech an d'Verlängerung vun dem Bau vun der Verduebelung vum Viadukt vun der Polvermillen an, fir d'Fluiditéit vum Trafic souwuel op d'Nordstreck wéi op d'Waasserbëlleger Streck ze verbesseren an domat ze erlaben, dass d'Zich sech net méi op deem aktuelle Viadukt kräizen an déi entspriechend Weichen dodrop domat och kënnen eliminéiert ginn, wat op där Plaz an där Héicht iwwert dem Stadgronn méiglech gëtt duerch den Neibau ebe vun dësem parallell zweete Viadukt.

Well dëse Projet niewent dem Neibau vun der neier Streck tëschent Beetebuerg a Lëtzebuerg zu mengem Lieblingsprojet gehéiert, an awer och, well en am direkte Rapport steet mat dem Projet de loi vun haut iwwert d'Zweegleisegkeet vun dem Viadukt op Sandweiler, wollt ech den Här Minister froen, ob en eis e puer Informatiounen iwwert de Projet vum zweete Viadukt kéint ginn.

Här President, als kuerz a knapp Konklusioun wëll ech festhalen, dass et kloer ass, dass d'Eisebunnsprojeten deier sinn. Mä eng sécher Eisebunn huet en héije Präis. Deemno ass d'Décisioun vun der Regierung, trotz Scholdekris an den öffentlechen Transport weider ze investéieren, déi richteg Décisioun, am Sënn vun enger nohalteger Entwécklung fir eist Land. An domadder ginn ech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme la Présidente.- Merci, Här Negri. Den nächsten agedroene Riedner ass d'Madame Lorsché, voilà. Madame Lorsché, Dir hutt direkt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, villmools Merci dem Här Spautz als Rapporteur fir seng Erklärungen zu dësen zimlech technesche Projeten, déi d'Moderniséierung vun den Eisebunnsinfrastrukturen an eisem Land solle weiderdreiwen.

Eleng d'Tatsaach, datt mir haut iwwer direkt fënnef Dossiere schwätzen, beweist, datt den Handlungsbedarf grouss ass.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, vill ze vill laang war den Ausbau vum öffentlechen Transport d'Stéifkand vun der Lëtzebuerger Mobilitéitspolitik. Vill ze vill laang huet Lëtzebuerg un enger Strategie festgehalen, déi dem Stroossebau bäi Wäitem méi Mëttelen zur Verfügung gestallt huet, wéi dem Ausbau vum öffentlechen Transport.

Hei geet ee Beispill duer, dat ass, wéi kéint et anescht sinn, dat vun der Nordstrooss, mat engem Investitiounsvolume vun iwwer 650 Milliarden Euro, wou ee sech berechtegterweis däerf froen, wéi vill Schinne mat deene Milliarden hätte kënne geluecht ginn. Duerfir hu mer haut fir déi Strategie ze bezuelen, an dat ass net ganz flott.

Mir bezuelen net nëmme mat enger miserabeler Ökobilanz an enger grousser Ofhängegkeet vum Pëtrol, mä och mat deelweis onattraktiven, ongenügenden a schlecht vernetzten öffentleche Verbindungen, déi nach ëmmer vill Leit vum öffentlechen Transport ewechhalen.

Als Gréng hu mir déi Strategie ëmmer an ëmmer erëm kritiséiert, ouni vill Gehéier ze fannen.

(Interruptions)

Mme la Présidente.- Wann ech gelift!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Duerfir begréisse mir ëmsou méi ausdrécklech, datt haut ausnahmsweis net iwwert de Bau vu Stroosse geschwat gëtt, mä iwwer fënnef Projeten, déi de System vum Zuchverkéier verbesseren, zumindest op deene betraffene Strecken.

Är zouversiichtlech Ausso, Här Minister, datt et haut bis iwwert d'Majoritéitsgrenzen eraus zu engem Konsens géif kommen, wéi Dir dat an engem Interview gesot hutt, war also berechtegt.

Trotzdeem wëll ech eng Rei Froen zu dëse Projeten opwerfen.

Ee vun de wichtegsten ass dee vun der Klengbettener Streck, well en enk mam Projet Eurocap-Rail vernetzt ass, domat eng international Envergure huet a vu grousser ekonomescher a kultureller Bedeitung fir Lëtzebuerg ass.

Grad wéi beim Stroossebauprojet vun der Liaison Micheville spillt och an dësem Dossier déi grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht eng wichteg Roll. A grad wéi bei der Liaison Micheville si mir och als Gréng der Meenung, datt Projeten, déi iwwer eis Grenzen eraus lafen, nëmmen da réusséieren, wann d'Zesummenaarbecht mat den Nopere gutt fonctionnéiert a wa jiddweree sech un d'Spillregelen hält.

Där Meenung si mir iwwregens net nëmmen an der Chamber, Här Engel, mä där Meenung si mir och an de Gemengen, sief et am Interessi vun der Ëmwelt, wéi bei der Liaison Micheville, sief et am Interessi vum Timing, wéi hei.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ouni eis Regierung wëlle responsabel ze maache fir d'Verschleefung op belscher Säit, hale mer awer drop, datt d'Verantwortung, déi Lëtzebuerg an dësem Dossier dréit, net einfach ënnert den Dësch gekiert gëtt. Well d'Verantwortung am Projet Eurocap-Rail ass grouss, an dësen Dossier ass en Deel dervun.

Mir wëllen och net ënnert den Dësch kieren, wéi vill Geld de Lëtzebuerger Stat schonn an dësem Projet hänke gelooss huet. Fir d'Moderniséierung vun der Klengbettener Streck hat d'Europäesch Kommissioun eisem Land ursprénglech e Kofinanzement vun 23,5 Milliounen Euro zougeséchert. Well d'Aarbechten awer net schnell genuch weiderkoumen, ass dee Montant drastesch ëm 20 Millioune reduzéiert ginn, an och déi lescht dräi Millioune riskéiere gestrach ze ginn, well d'Échéance vun 2015, déi vun der Europäescher Kommissioun fixéiert ginn ass, kaum ka respektéiert ginn.

Fir Transparenz an dësen Dossier ze bréngen a fir bei der Europäescher Kommissioun nach eppes ze erreechen, fuerdere mir d'Opstellung vun engem kloren an asiichtbaren Zäitplang fir sämtlech Moossnamen, mam Engagement natierlech, déi Moossnamen och an engem strengen Zäitlimite ëmzesetzen.

Mir fuerderen dernieft och méi prezis Informatioune fir d'Leit. D'Retarden op der Streck Lëtzebuerg-Arel sinn nämlech net nëmmen eng Ausnahm, mä lues a lues en Dauerzoustand. Et wär net nëmme logesch, d'Leit méi geziilt ze informéieren, mä et ass och eng Obligatioun, d'Leit regelméisseg iwwert d'Grënn an iwwert d'Auer vun de Retarden an d'Bild ze setzen an hinnen Auswäichméiglechkeeten unzebidde respektiv si iwwer hiert Recht op Entschiedegung ze informéieren. Och wann d'Dauer vum Chantier net duerch eng gutt Informatiounspolitik verkierzt ka ginn, esou klëmmt doduerch awer d'Verständnis an d'Gedold bei de Leit.

En zweete Projet, op deen ech kuerz wéilt agoen, ass dee vun der Verduebelung vun de Gleiser op der Streck Hamm-Sandweiler, wou en Zousazkredit vun 102 Milliounen néideg ass an et domat praktesch zu enger Verduebelung vum initiale Käschtepunkt kënnt. Mir kënnen duerchaus domat liewen, datt nohalteg Projete wéi dësen e Stéck méi deier gi wéi virgesinn, well se e Gewënn fir d'Ëmwelt sinn. Woumat mir awer manner gutt liewe kënnen, ass, datt hei am Ganzen 215 Milliounen Euro investéiert ginn, ouni datt de Bau vun enger Vëlospist laanscht den Tracé vum Zuch seriö a Betruecht gezu gëtt.

Grad hei hätt sech eng gutt Geleeënheet gebueden, fir eng intelligent Vernetzung vum Zuch mat engem nach méi ëmweltschounenden Transportmëttel hierzestellen an domat d'Logik vum neie Mobilitéitskonzept konkret ëmzesetzen.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Ouni wëllen d'Expertin ze spillen, mengen ech, datt dësen zentral geleeënen Tracé virun allem vu senger Lag hier ganz interessant gewiescht wär, fir eng Vëlospist unzeleeën, an datt eng sënnvoll Ergänzung zum Zuch hätt kënnen hiergestallt ginn, och wann den Terrain net nëmmen aus Sand besteet. Déi Chance fir de Vëlo schéngt awer hei leider verpasst!

Nom Zentrum dann an de Süden, bei d'Moderniséierung vun der Déifferdenger Gare, wou ënner anerem nei Quaien, Caténairen a Verbesserunge vun de festen Infrastrukture virgesi sinn. D'Fro, déi sech berechtegterweis un dëse Projet uschléisst, bezitt sech net op eng performant Technik, op Signalisatiounen oder modern Quaien, mä villméi op d'Attraktivitéit vun der Déifferdenger Gare a vu villen anere Garë méi am Land.

Während d'Garë sech am Ausland oft regelrecht zur Visitëkaart vun enger Stad entwéckelen, gi se an eisem Land ëmmer méi op Quaien an op Distributiounsapparater ouni Gesiicht reduzéiert. Datt Garen, déi weder Openthaltsraim nach kleng Geschäfter oder Lokaler ubidden, komplett onattraktiv sinn an d'Leit, virun allem och eeler Leit, méi ofschrecke wéi unzéien, ass kee Wonner, zemools well op deene Garen d'Sécherheetsgefill net grouss ass.

Mir sinn eis duerchaus bewosst, datt Léisungen opgrond vun der limitéierter Plaz zu Déifferdeng net op der Hand leien. Mir mengen awer, datt hei onbedéngt no Weeër misst gesicht ginn, fir déi Déifferdenger Gare zum Liewen ze erwächen a gläichzäiteg d'Sécherheet op enger Plaz ze erhéijen, déi a leschter Zäit ëmmer méi zum Affer vu Vandalismus a Gewalt gëtt. Déifferdeng als drëttgréisst Stad vum Land an als Stad mat engem groussen Entwécklungspotenzial huet an eisen Ae jiddefalls eng lieweg Gare verdéngt, an net eng Geeschtergare mat e puer Bänken op engem Quai, och wann en nach esou modern ass.

Domat sinn ech bei der Benotzerfrëndlechkeet vun de Garen, där an dëse Projeten eiser Meenung no net genuch Rechnung gedroe gëtt. Wa mir et, wéi haut, fäerdegbréngen, déi intern Kommunikatioun am gesamte Réseau mat engem héich technologesche Projet - dann nennen ech en och nach: den ERTMS/GSM-R - op dee leschte Stand vum Fortschrëtt ze bréngen an international matzehalen, dann ass dat natierlech eng gutt Saach.

Manner begréissenswäert ass et fir eis, datt net genuch un d'Clientë geduecht gëtt, wann et ëm d'Kommunikatioun geet. Während d'Clienten am Ausland praktesch op all Gare iwwer modern Anzeigetafele prezis a regelméisseg iwwer all Retard informéiert ginn, lafe mir där Technik säit Joren hannendrun.

Och haut komme mir am Service um Client kee Meter weider, trotz groussen Investissementer an d'Technik vun der Kommunikatioun, woubäi ech wëll drop hiweisen, datt héiergeschiedegt Persounen d'office vun den Informatiounen, déi lauthals iwwert d'Quaien ertéinen, ausgeschloss sinn. Soulaang wéi d'Informatioune just iwwert den akustesche Wee erfollegen, soulaang bleift de Persounen, déi schlecht oder guer net héieren, de Wee zur Gläichberechtegung bei den Informatiounen am Zuchtrafic verspaart.

Ofschléissend nach e Wuert zum Projet „Nordstreck", wou et virun allem ëm den Entretien an eenzel technesch Verbesserungen op enger Streck vu 47 km vun insgesamt 76 km geet. Ouni dës Aarbechte wëllen a Fro ze stellen, géife mir awer gäre wëssen, ob dës Aarbechte méi eng grouss Pünktlechkeet a méi en héijen Takt op där Streck erméiglechen. Mir géifen eis et wënschen!

Mir géifen eis och wënschen, datt nach eemol eeschthaft iwwer eng flächendeckend Verduebelung vun de Gleiser vun Ettelbréck erop an den Norden nogeduecht gëtt, fir d'Effikassitéit vun där Streck ee fir alle Mol ze erhéijen an den nohaltegen Tourismus domat méi attraktiv ze maachen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, trotz eise méi kriteschen Iwwerleeungen zu dësem Pak vu Projete bleiwe mir der Meenung, datt d'Richtung haut stëmmt, well d'Weiche richteg gestallt ginn. All Zousazkredit, dee mir haut stëmmen, ass e Kredit fir d'Ëmwelt, och an Zäite vu Kris. An deem Sënn ënnerstëtzt déi gréng Fraktioun déi fënnef Projeten an hirer Integralitéit.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme la Présidente.- Merci, Madame Lorsché. Deen nächsten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Gibéryen. Dir hutt d'Wuert, Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Madame Presidentin. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, natierlech wëll ech och vun eiser Säit aus dem Kolleeg Marc Spautz Merci soe fir säi wierklech detailléierte Rapport, deen en hei gemaach huet, wou en dann all Detailer an technesch Daten eis hei virgedroen huet. Ech mengen, dat ass net méi ze iwwertreffen. A vu datt et och eng relativ komplex Matière ass, soll een dat och net versichen. Duerfir kann ee sech nëmmen deem uschléissen, wat hei gesot ginn ass, a Merci soen.

Ech mengen, Här President - eh, Madame Presidentin! -, mir hunn net méi spéit wéi gëschter hei an den Debatten zur Lag vun der Natioun iwwert d'Prioritéiten an den Investitiounen an d'Infrastrukture geschwat, an ech mengen, datt mer e parteiiwwergräifenden Accord gëschter hei am Haus haten, datt den öffentlechen Transport misst eng absolut Prioritéit behalen an den Investitiounen, datt do net dierft gekierzt ginn, mä datt mer dem öffentlechen Transport missten eng absolut Prioritéit ginn.

Ech mengen, mat deene fënnef Projeten, déi haut hei zur Diskussioun stinn an och zum Vote stinn, gëtt dat am Fong och dokumentéiert, an zwar ganz séier, datt erëm eng ganz Rei vu Projeten elo hei gestëmmt ginn, fir am öffentlechen Transport ze investéieren.

Ech wëll net op déi eenzel Projeten agoen, dat hu meng Virriedner vun alle Facettë gemaach; ech wëll just e puer prinzipiell Iwwerleeunge maachen.

Ech mengen, déi éischt ass: Wa mer gären hätten, datt ëmmer méi Leit op den öffentlechen Transport eriwwerginn, dann hu mer verschidde Konditiounen, déi mer mussen erfëllen. Déi éischt ass emol, datt mer den öffentlechen Transport ausbauen, flächendeckend ausbauen, zweegleiseg ausbauen - an dat gëtt jo och zum Deel erëm mat dëse Projete realiséiert - an e mat der Groussregioun esou gutt wéi méiglech kënne verbannen.

Ech sinn iwwerzeegt, datt d'Leit op den öffentlechen Transport ginn, deen a Konkurrenz steet mat dem Auto, well den öffentlechen Transport besser ass wéi den Auto. Ech mengen, och mir als Partei sinn ëmmer agetratt fir de gratis öffentlechen Transport. Mir sinn eis awer bewosst, datt d'Fro vum Präis, ob e gratis ass oder net gratis ass, net déi éischt Fro ass, déi d'Leit sech

stellen. Déi éischt Fro, déi d'Leit sech stellen, ass: Ass den öffentlechen Transport fir mech, fir meng Bewegung, déi ech all Dag muss maachen op d'Aarbecht an zréck, ass en do besser?

Wann d'Leit méi séier op hir Aarbecht kommen a se kommen och erëm gutt zréck, a se kommen och ëmmer dohin an ëmmer zréck, ech mengen, dann ass et e Virdeel, well d'Leit haut mussen an de Staue stoen, fir moies an d'Stad eranzefueren. An et gesäit een dat do, net nëmmen op der Schinn, mä et gesäit een et och beim Bus: Do, wou et Busspure gëtt an d'Leit stinn am Stau an d'Busse fuere laanscht, déi Busse sinn an der Regel alleguer voll, well einfach den öffentlechen Transport do besser ass wéi den Auto.

Mir stinn also un éischter Stell an enger Konkurrenz zum Autosverkéier, an duerfir muss den öffentlechen Transport besser si wéi den Auto, fir datt d'Leit e benotzen. Wann dat net de Fall ass, benotzen d'Leit en net.

Een anere Punkt, dat ass, datt mer mussen higoen an eisen öffentlechen Transport esou frëndlech maache wéi méiglech. Ech mengen, do gëtt jo ganz villes gemaach, wa mer haut kucken, déi nei Garen, déi nei Aménagementer, déi do gemaach ginn iwwerall, quitte datt dat hei zu Lëtzebuerg ëmmer e bësse méi laang dauert, wéi dat am Ausland de Fall ass. Well wa mer a Frankräich kucken, wéi laang datt déi brauchen, fir do eng TGV-Streck vun Honnert oder e puer Honnert Kilometer ze bauen - mir hei brauchen dacks fir e puer Kilometer ze bauen déiselwecht Zäit!

Ech mengen, wat een nach muss festhalen: Mir hunn haut hei och e puer Rallongen, wat d'Kreditter ubelaangt, déi mer stëmmen, mä mir hunn awer viru Kuerzem och an der Comexbu e Rapport virgeluecht kritt iwwert déi Projeten, déi am Lafe sinn, an do muss een dann awer zur Satisfaktioun feststellen an och zu deene Leit, déi do d'Responsabilitéit fir déi Investitiounen hunn, datt praktesch all déi Projeten, déi en cours sinn, datt déi Projete praktesch alleguer am Kader vun de gestëmmten Devisë sinn.

Och dat, mengen ech, ware mer an der Vergaangenheet net esou gewinnt, an och dat, mengen ech, gëtt eis méi eng Planungssécherheet fir d'Zukunft, wa mer gesinn, datt och déi Projeten, wa se realiséiert ginn, datt déi dann och an den Devisë bleiwen.

Wat vläicht interessant wier, dat wier, wann den Här Minister eis géif eng Kéier en aktualiséierten Investitiounsplang maachen, wou e géif déi eenzel Projete vläicht opféieren, a wat fir engem Zäitraum - déi elo lafen -, wéini datt déi fäerdeg sinn, a wéini dann déi aner géifen ugoen, a wéini datt déi geplangt wieren, datt ee wierklech iwwer en Zäitraum vu fënnef, zéng Joer géif gesinn, wat alles zäitlech geplangt, och zäitlech kéint realiséiert ginn an iwwer wat fir eng Zäitphas, datt een dat méi kloer a prezis virun den Aen hätt.

Well ganz dacks stëmme mir heibanne Projeten an da menge mir jo ëmmer, da géif den Dag drop ugefaange ginn, an dann dauert et dacks Méint, wann net souguer Joren, bis déi Projeten an d'Rulle kommen a bis se fäerdeg sinn. Duerfir wier et och flott, wann een en aktualiséierten Investitiounsplang vun deene Projeten, déi lafe respektiv déi geplangt sinn, kéint kréien.

Dat gesot, Här President, sinn ech frou, vun eiser Säit aus och kënnen den Accord zu dëse Projeten ze bréngen.

Mme la Présidente.- Merci, Här Gibéryen. Et ass kee weidere Riedner agedroen, sou dass d'Wuert un d'Regierung weidergeet. Här Minister Wiseler, dann hutt Dir d'Wuert.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Villmools Merci. Ech fänken och un, andeems ech selbstverständlech dem Marc Spautz als Rapporteur villmools Merci soe fir déi Aarbecht, déi e gemaach huet, mat den noutwendegen technesche Detailer an allem, wat muss sinn. A wann hien an den Här Negri bis de Projet erkläert hunn, da bleift mir um technesche Standpunkt natierlech guer näischt méi ze soen, well si hu méi gesot, wéi ech dozou ze soen hat.

Ech wëll awer vläicht dann éischter op dem politesche Plang e puer Saachen derbäisoen. Well am Fong, wann een déi fënnef Texter hei kuckt, dann huet ee jo d'Impressioun, datt et fënnef separat Texter sinn, fënnef separat Projeten, déi net direkt eppes mateneen ze dinn hunn, déi einfach duerch den Zoufall hei zesummekomm sinn an och nach duerch dem Conseil d'État seng allerleschte Wënsch dann an een Text zesummegepaakt gi sinn.

Dat ass awer net esou. Well et ass ganz kloer, wann een déi Texter eng Kéier kuckt - firwat mer se maachen, a wat fir enger Perspektiv se gemaach gi sinn -, da gesäit ee ganz kloer, datt hannert deem, wat mer amgaang sinn ëmzesetzen, e ganzt Konzept vum öffentlechen Transport steet. An dräi Punkte géif ech résuméieren, wann ech einfach kucken, wat mer hei amgaang sinn ze maachen, d'Zilsetzunge vun deenen Texter.

Dat Éischt geet natierlech drëm, eist Schinnennetz auszebauen. Net egal wou, mä do, wou mer et brauchen, do, wou mer et am meeschte brauchen, an do, wou den Zuch eis wichteg ass.

Dat Zweet geet drëm, evidenterweis d'Sécherheet ze vergréisseren. Mir hu gesinn, wat an deene leschte Jore fir Accidenter am Ausland konnte virkommen, a mir maachen alles hei an och um Stroosseréseau an och um Flughafen, fir datt mer déi noutwendeg Sécherheet kënne garantéieren.

An dat Drëtt um Konzept, dat ass dann, méi Qualitéit eranzeféieren, méi Qualitéit fir d'Passagéier, datt den öffentlechen Transport och attraktiv gëtt an datt mer, soubal mer Capacitéite fräi hunn, och kënne sécherstellen, datt Leit vum Individualverkéier op den öffentleche Verkéier tentéiert sinn iwwerzeschalten.

Duerfir och: An deem ganze Konzept vun der Mobilité durable, do gëtt et eng Rei Prioritéiten. A wann ech déi Prioritéiten nach eng Kéier einfach opzielen an hiren Zilsetzungen, dann ass et kloer an däitlech, datt mer wëllen den Ausbau maachen do, wou mer am meeschte Capacitéit brauchen.

Wou brauche mer am meeschte Capacitéit? Mä evidenterweis do, wou mer an de Spëtzestonnen op deene grousse Sträng aus den Transfrontaliersberäicher musse massiv vill Leit an déi Géigend bréngen, wou geschafft gëtt, notamment an der Peripherie, an den Alentoure vun der Stad Lëtzebuerg. Dat ass eis Prioritéit, an do muss den Zuch och d'Réckgrat gi vun dem öffentlechen Transport. Iwwerall do, wou vill Leit wäit a schnell mussen transportéiert ginn, ass den Zuch dat allerbescht Transportmëttel, an do musse mer e verstäerken.

A genau dat ass et, wat mer maachen. Mir musse Lëtzebuerg-Beetebuerg bauen, mir mussen d'Péitenger Streck fäerdeg zweegleiseg maachen a mir musse kucken, datt mer och déi Streck an d'Belsch - an duerfir hu mer haut hei deen éischten Deel vun der Klengbettener Streck - a schlussendlech déi Streck an Däitschland - an duerfir hu mer et haut hei, déi Zweegleisegkeet tëschent Hamm a Sandweiler -, datt mer déi maachen.

Also déi Neibauten, déi mer hei virgesinn, fir déi mer hei Suen haut de Mëtteg stëmmen, déi passen also ganz genau an dat do Konzept eran. Eng Verbesserung vun eise Sträng, do, wou mer Capacitéite méi wëllen hunn, do, wou mer d'Capacitéit um Lëtzebuerger Réseau brauchen. Duerfir maache mer dat haut an duerfir maache mer et op deenen do Strecken an net nécessairement op anere Strecken, wou et manner gebraucht gëtt.

Den Här Negri huet eng Rei Froen iwwert déi Klengbettener Streck och gestallt. Do wëll ech em direkt äntwerten. Hie freet: „Wat ass den Échéancier vun där Streck?"

Dir wësst, datt mer et ofgemaach hu wéi a Stroossebauprojeten, datt mer kucken, fir eis Projeten esou wäit wéi méiglech an deenen Etappen ze maachen, wou et sënnvoll ass a wou mer déi finanziell Iwwerbléckbarkeet kréien. Duerfir stëmme mer haut déi éischt Etapp, dat ass de Renouvellement vun de Postedirecteuren - et ass beschriwwe ginn - fir déi 49 Milliounen. Dat ass e Projet, deen dann, soubal mer elo ukommen, dat heescht kuerzfristeg wäert lassgoen, deen tëschent 2012 an 2015 geplangt ass.

Déi Phas 2 vun der Réélectrificatioun vun där Streck, do wësst Der, datt mer schonn d'Autorisatioun am Oktober hei vun der Chamber fir d'Planificatioun kritt hunn. Och do wäert elo déi nächst legislativ Phas relativ schnell kommen, déi Phas ass ab 2013, tëschent '13 a '16 a sech geplangt. An dann déi drëtt Phas, wat d'Modernisatioun vun der ganzer Linn ass, déi ass do hannendru geplangt, wou mer d'Datumen haut nach méi schwéier hu virauszegesinn. Mä dat ass dann déi nächst Phas, déi do hannendrukënnt.

An déi Bréck, déi dem Här Negri aus bekannte Grënn och um Häerz läit, déi ass natierlech och geplangt ginn ze erneieren, mä do sinn d'Kreditter virgesinn net an den Texter hei, fir datt mer déi och kënnen esou schnell wéi méiglech maachen, mä an dem Entretien constructif ass se séparéiert virgesinn, sou datt Der och keng Angscht fir Är Bréck do musst hunn.

Evidenterweis ass d'Nordstreck fir eis och eng wesentlech Streck, an eng Nordstreck, déi, musst Der wëssen, net nëmmen duerch dëse Projet, dee wichteg ass, well mer mussen eng Rei Erneierunge maachen, mä och duerch eng ganz Rei aner Projeten nach u Qualitéit gewënnt.

Wa mer all déi Park & Ridë bauen, déi geplangt sinn, ob se elo zu Ettelbréck, zu Miersch, zu Colmar-Bierg, zu Luerenzweiler oder op der LuxExpo sinn, dann ass et ganz genau, fir op dem ganze Laf vun där Streck och esou vill wéi méiglech Passagéier vun der Strooss, vun der Nordstrooss op d'Nordstreck eriwwerzekréien an esou den öffentlechen Transport och ze favoriséieren.

A wa mer virgesinn hunn, fir en Arrêt „Pont Rouge" ze maachen, ënnert der Rouder Bréck, wou d'Leit kënnen eropfueren an dann op en Tram ëmwiesselen, mä dann ass et zu engem groussen Deel och, well dat e risen Avantage fir d'Nordstreck wäert sinn. Déi Leit, déi aus dem Norde kommen, wëllen op de Kierchberg goen oder wëllen an d'Stad fueren, brauchen net méi weiderzefuere bis op d'Gare centrale an do op den Zuch (veuillez lire: Bus) ze wiesselen, fir op en anert Verkéiersmëttel ze kommen, an dann erëm op dem Kierchberg sech duerno verdeelen ze loossen.

Mir gewannen deene Leit tëschent 20 Minutten, heiansdo eng hallef Stonn, moies an owes. Wann Der lech ausrechent, wéi vill dat den Dag a schlussendlech d'Joer mécht, da gesitt Der, datt mer mat deenen Investissementer déi Nordstreck revaloriséieren a wat mer mat deenen Investissementer all deene Leit, déi den öffentlechen Transport benotzen, och Zäit spueren.

Wat déi aner Projeten ugeet, wéi d'Gare vun Déifferdeng, dat ass evident, datt mer domat wëllen déi Gare, déi technesch muss erneiert ginn, well se vun enger Rei Jore scho staamt, well se iwwerlieft ass zu engem Deel, datt mer eng ganz aner Qualitéit och dohinner wäerte bréngen.

Da wëll ech awer och der Madame Lorsché soen, well si elo Déifferdeng als Geeschtergare hei bezeechent huet, datt ech dat awer elo wierklech net esou gesinn, well et eng Gare ass, déi vill gebraucht gëtt, a well och evidenterweis eis Zilsetzunge vun deenen nächste Jore sinn, och e ganz groussen Akzent op déi multimodal Ëmsteigeplazen ze setzen.

Wa mer zum Beispill eng Gare Belval gebaut hunn, wa mer déi grouss Embauten op der Stad-Lëtzebuerger Gare hunn, wa mer zu Ettelbréck d'Gare plangen a wa mer nach aner Planificatioune maache vun Ëmsteigestatioune ronderëm d'Peripherie an op anere Garen, dann ass et ganz kloer, well fir eis d'Ëmsteigeméiglechkeet op de Garen tëschent dem Zuch, dem Bus, der Mobilité douce a schlussendlech och engem Tram op verschiddene Statiounen e wesentleche Punkt ass, well déi Vernetzung vun den öffentlechen Transportméiglechkeeten ëmmer méi rapid muss goen, well mer ëmmer méi vernetzt hei mussen eise Réseau denken.

Et geet net méi haut, datt een een Transportmëttel am öffentlechen Transport hëlt, fir vu senger Aarbecht heemzekommen an ëmgedréit, mä et muss ee schonn d'Ëmsteige mat a Kaf huelen, fir datt dat sënnvoll a logesch gëtt.

A wann Der da kuckt - an den Déifferdenger Buergermeeschter wäert do sécher net de Contraire soen - all déi Projeten, déi mer fir déi nächst Jore ronderëm d'Gare an an der Ëmgéigend, mä net nëmmen op Kreditter vun der CFL, och - dommerweis - op Kreditter vu Ponts & Chaussées hunn, fir déi Busgaren, fir déi Stroossen, fir dat ganzt Netzwierk, fir Park & Riden do ze maachen a fir och dann dee ganze Komplex ronderëm d'Gare, dat heescht, dee ganzen Zentrum do vun Déifferdeng ze erneieren, da gesitt Der, datt dat e wesentleche Punkt vun eiser ganzer Politik ass.

D'ailleurs maache mer dat an enger ganz gudder Kollaboratioun mat de Gemengenautoritéite vun Déifferdeng. Dat ass e gemeinsame Projet, an ech mengen, wa mer dee bis realiséiert hunn, dann hu mer fir Déifferdeng gemeinsam enorm vill gemaach.

An dann deen anere Projet vun dem GSM fir den Zuch, dat ass natierlech e Sécherheetsprojet. Dat ass evident, an dat brauche mer och, an duerfir sidd Der jo och all domadder d'accord.

Mä ech wëll dann awer och der Madame Lorsché dorobber äntwerten, datt et net esou ass, datt dat deen eenzege Projet ass, dee mer virgesinn hunn. Dat hei ass nun effektiv e Sécherheetsprojet. Mä et ass och ganz kloer, datt d'CFL momentan amgaangen ass ze schaffen op engem Projet, fir jiddweree vun hiren eenzelnen Zich mat engem GPS ze équipéieren a fir déi ganz Schaltstatioun esou ze maachen, datt mer also kënne ganz enk suivéieren, wou jiddwer Zuch drun ass, datt mer de ganze Réseau kënnen openeen ofschalten, a fir dann - an enger zweeter Etapp - och déi do Donnéeën de Passagéier, de Benotzer vum Zuch op de Garë weiderzeginn iwwert Tableauen, wou genau dropsteet, wéini wat fir een Zuch da kënnt a wou d'Informatioune besser kënne lafen, wéi dat haut de Fall ass.

Dat ass par ailleurs e Projet, dee scho virun enger Rei Zäit ugefaange ginn ass an deen Enn 2012, 2013 wäert sinn, dat heescht, deen dann op deene grousse Garen och fir jiddwereen disponibel ass, sou datt mer do natierlech deenen Demandë Rechnung droen.

An datselwecht geschitt och fir de Bus. Fir den RGTR-Bus si mer amgaangen, genau deeselwechte System ze maachen. Mir hunn eng Ausschreiwung virun e puer Méint gemaach fir all RGTR-Bussen, also net nëmme fir déi vum AVL, déi et elo schonn hunn. Dat soen ech mat e wéineg Näid och fir dat, wat d'Stad effektiv an deene leschte Jore fäerdegbruecht huet.

Mä hei sinn 30 Gesellschaften, mat deene mer schaffen, duerfir brauche mer e wéineg Zäit derfir, fir genau datselwecht och fir d'RGTR-Bussen ze maache respektiv fir d'AVL-Bussen, a souguer op engem System, wou evidenterweis d'CFL, d'AVL, den RGTR an d'Stad Lëtzebuerg interconnectabel sinn, sou datt mer de ganze Réseau vun do aus kënne surveilléieren. Ech fannen dat e wesentlechen an e wichtege Projet, selbstverständlech.

Dann nach e puer Wuert, well den Här Gibéryen richteg gesot huet, datt dat hei eng Rei Projete sinn, déi méi deier sinn, wéi se initialement geduecht waren. Dat ass absolut richteg. Hei hu mer mat zwee Projeten - deen Hamm-Sandweiler an den ERTMS-Projet ze dinn, déi gestëmmt gi waren duerch Gesetzestexter 2003 ënnert där aler Prozedur, wou mer wierklech eng grob Aschätzung haten iwwer Études de faisabilité oder Étude-sommairen, wat de Käschtepunkt soll sinn.

Dir wësst, dee Projet Hamm-Sandweiler, deen ass bal nach net ugefaangen, do si just e puer kleng Saachen dra gemaach. Ech hu wierklech drop gehalen - well mer nach immens vill Suen hätten an nach ganz vill kéinte momentan bauen, ier mer missten en zweete Projet stëmmen -, datt mer dat sollen direkt maachen, dat heescht an der Comexbu eis eens ginn, wéi mer dee ganze Projet do uginn, an - ier mer elo an de richtege Chantier kommen - och direkt dee richtege Präis der Chamber matdeelen, fir datt korrekt jiddweree weess, vu wat e schwätzt, a fir datt déi Engagementer an déi Autorisatiounen, déi d'Chamber der Regierung an dem Minister gëtt, och bis zum Schluss ausgewise sinn a fir datt mer kënne korrekt mat lech ëmgoen an dat maachen. Datselwecht gëllt bei dem GMS-System, wou 2003 net gewosst war, wat dat alles géif technesch beinhalten.

Wat déi Escher Streck ugeet, Här Berger, just do nach d'Äntwert: Mir hunn eng Rei Prioritéite misse setzen. Ech hunn dat schonn e puermol gesot. D'Escher Streck ass momentan manifestement net ënnert de Prioritéiten, aus deem ganz einfach Grond, well déi 1,6 Milliarden Euro, déi se géif kaschten, eis net dat bréngen, wat mer u sech fir deen do Investissement kënnen erwaarden an datt u sech d'Erneierung vun der Beetebuerger Streck an d'Véiergleisegkeet vun der Beetebuerger Streck, déi och op Esch féiert, eis vill méi Potenzial bréngt an dee Moment och déi Escher Verbindung mat verbessert.

Prioritéite muss ee setzen, alles kann een net bauen. D'Beetebuerger Streck ass eis Prioritéit, d'Escher Streck ass se net - momentan. Et kann een net alles zur selwechter Zäit, haaptsächlech an deene Phasen, wou ee Schwieregkeeten huet.

An da soen ech nach gär e puer Wuert iwwert dem Här Negri säi Lieblingsprojet. Also, wann dee Lieblingsprojet vum Här Negri een ass, deen a mengem Departement ass, da ginn ech och dovunner aus, dass ech säi Lieblingsminister sinn, an dësem Fall. Wann dat...

(Hilarité générale et brouhaha)

Wann dat esou ass, da soen ech nach mat vill méi Plëséier, wat ech em elo wollt erklären.

(Interruptions)

Dat ass an der Rei. Ech leeën d'Hand elo net an d'Feier, mä ech ginn em awer eng Äntwert op seng Fro.

Ech ginn em awer eng Äntwert op seng Fro, dat ass, datt dat, wat mer elo amgaange sinn ze maachen um Viaduc, effektiv e Projet ass, dee relativ gutt weidergeet, wou elo d'Pile-intermédiairë scho quasiment fäerdeg sinn, wou déi Piles, déi situéiert sinn op de Säite vun där grousser Bréck, Enn 2012, uganks 2013 och wäerte gemaach ginn, wou d'Charpente métallique, also den Tablier, momentan amgaangen ass fabrizéiert ze ginn, a wou ee kann erwaarden tëschent Summer 2012 bis Summer 2013, datt de Montage dovunner sur place gemaach gëtt an engem Atelier provisoire de soudage an

de peinture, deen dann do dat Ganzt wäert exekutéieren.

An de véierte Punkt, dat ass, datt mer duerno hannendrun op déi ganz Aarbechte kommen, déi am Remblai musse gemaach ginn. Dat wäert d'nächst Joer ufänken, an am Prinzip misste mer mat deem hei Projet 2016 definitiv alles ofgeschloss hunn.

Ech muss effektiv soen, et ass e wesentleche Projet, well en eis méi Capacitéit op deem ganzen Nordausgang do gëtt, an et ass e Projet, dee relativ schwiereg war, ze maachen, well e sech jo och an d'Alstad e wéineg eraschreift, mä, wann een e kucke geet, da gesäit een, datt een hannert der Bréck momentan déi nei Bréck gutt verstoppt huet an dat sech och harmonesch draschléisst.

D'ailleurs wëll ech soen, fir déi Leit, déi et interesséiert, huet d'CFL och grouss Effortë gemaach, fir e Stand opzemaachen, hannendrun, wou ee kann d'historesch an d'technesch Explikatioune sur place kréien. Also, all déi Leit, déi sech dofir interesséieren, kënnen de Suivi vun deem flotte Chantier dann och live do matkréien.

Ech soen Iech Merci fir d'Ënnerstëtzung a Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme la Présidente.- Merci, Här Minister. Domat ass d'Diskussioun elo ofgeschloss, a mir kënnen zur Ofstëmmung kommen iwwert de Projet 6430.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6430 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme kann ufänken. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Quorum ass elo erreecht. De Vote par procuration. De Vote ass heimadder ofgeschloss.

D'Resultat ass: 59 Oui, keng Abstentioun a keen Non.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6430 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par Mme Nancy Arendt), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Marc Spautz), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot (par M. Marc Angel), Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Claude Meisch), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser (par M. Gast Gibéryen);

M. Serge Urbany.

Domat ass de Projet ugeholl ginn, a mir kënnen och froen, ob d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel gëtt.

(Assentiment)

Dat ass dann domat décidéiert.

Mir kéinte weiderfuere mam nächste Projet de loi, dat ass de Projet 6375, en Ofkommes iwwert d'Schafe vun der Banque européenne fir d'Reconstructioun an den Développement. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. D'Wuert geet direkt un de Rapporteur vum Projet de loi, an dat ass an dësem Fall den honorabelen Här Fernand Boden. Här Boden, Dir hutt d'Wuert.

3. 6375 - Projet de loi approuvant deux amendements à l'Accord portant création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Fernand Boden *(CSV), rapporteur.*- Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, bei dësem Gesetzesprojet geet et drëm, den Accord iwwert d'Schafung vun der BERD, der Europäescher Bank fir Erëmopbau an Entwécklung, esou ëmzeänneren, datt hiren Interventiounsberäich erweidert gëtt an datt si an Zukunft och an de Länner vum südlechen a vum östlechen Deel vum Mëttelmier operéiere kann.

D'BERD ass 1991 geschaf ginn nom Berliner Mauerfall, fir deene Länner, déi bis dohinner ënner sowjeteschem Afloss gestan hunn, ze hëllefen, sech hin zur Demokratie, sech hin zur Maartwirtschaft ze entwéckelen. D'BERD ass dat eenzegt internationaalt Finanzinstitut, wat sech ausschliesslech drëm bekëmmert, den Iwwergang vun den Ekonomië vun esou Länner hin zu Maartwirtschaften ze favoriséieren an do d'Privatinitiativ an den Entrepreneurgeescht ze förderen.

D'BERD huet haut 63 Actionnairen - 61 Länner, d'Europäesch Unioun an d'Europäesch Investitiounsbank - a si huet Projete realiséiert an 30 Länner vun Zentraleuropa bis an Zentralasien.

Déi cumuléiert Engagementer vun der BERD vun 1991, also wéi se gegrënnt ginn ass, bis 2010, also an den éischten 20 Joer, bedroe ronn 62 Milliarden Euro, also e ganz héije Montant.

Eleng am Joer 2010 huet d'BERD 386 Investitioune gemaach a ronn néng Milliarden Euro engagéiert, dovunner 25% an de Secteur vun de Betriber, besonnesch aus der Agro- an der Veraarbechtungsindustrie, de Servicer, dem Bau, dem Tourismus an den Telekommunikatiounen. 21% vun den Engagementer sinn an de Secteur vun der Energie an do virun allem an d'Initiativ fir eng nohalteg Energie engagéiert ginn, 34% an de Finanzsecteur, wou besonnesch Kleng- a Mëttelbetriber iwwer Intermédiaires financiers gehollef kréien, fir ze investéieren, an déi reschtlech 20% vun den Engagementer am Joer 2010, déi betreffen de Secteur vun den Infrastrukturen an do besonnesch Transport-, Gemengen- an Ëmweltinfrastrukturen.

Léif Kolleegen, dëse kuerzen Iwwerbléck iwwert déi bishereg Aktivitéit vun der BERD ënnermauert de grousse Stellewäert vun dëser Bank an dee wichtege Bäitrag, dee si beim ekonomeschen Opschwong an dëse Länner geleescht huet.

Dëse Gesetzesprojet soll, wéi gesot, der BERD et erméiglechen, an Zukunft och an deene Länner ze intervenéieren, déi vum sougenannte Printemps arabe betraff sinn.

Zënter Ufank 2011 ginn et déif gräifend politesch Ëmwälzungen an der arabescher Welt an d'Leit aus deene Länner fuerderen zu Recht méi Fräiheet a méi Gerechtegkeet. Dës Ëmwälzunge verlaangen no enger staarker politescher Äntwert an et muss op internationalem Plang alles ënnerholl ginn, fir dës Länner ze stäipen an ze ënnerstëtzen.

Well d'BERD elo eng laangjähreg Erfahrung a puncto Hëllef zur Transitioun huet an dobäi an der Vergaangenheet och gutt Aarbecht geleescht huet, drängt et sech op, datt si eng wichteg Roll spille soll an der politescher, an der ekonomescher Begleedung vun den Emännerungen an der arabescher Welt.

Fir dëst ze erméiglechen a fir dëst och méiglechst schnell an d'Wee leeden ze kënnen, huet de Conseil des gouverneurs vun der BERD den 30. September 2011 zwou Resolutiounen ugeholl.

D'Resolutioun N°137 ännert den Artikel 1 vum Accord iwwert d'Schafung vun der BERD esou of, datt si och an de Länner vum Süden an Oste vum Mëttelmier intervenéiere kann. Dës Erweiderung vum Operatiounsberäich geschitt awer net automatesch, mä si muss duerch e positive Vote vun op d'mannst zwee Drëttel vun de Gouverneuren, déi op d'mannst dräi Véirel vum Total vun de Stëmmen duerstellen, formaliséiert ginn.

Et sief och drun erënnert, datt nom Artikel 1 vum Accord d'BERD nëmmen a Länner operéiere kann, déi sech engagéieren, d'Prinzipië vun der pluralistescher Demokratie, dem Pluralismus an der Maartwirtschaft ze respektéieren an och ëmzesetzen.

Den Amendement zum Artikel 1 vum Accord trëtt awer eréischt a Kraaft, dat heescht d'Erweiderung vum Operatiounsberäich ass eréischt méiglech, wann all Staten an Institutiounen, déi Member si vun der BERD, dësen Amendement ratifizéiert hunn. Och wa mir haut mat dem Vote vun dësem Gesetzesprojet dat an d'Wee leeden a mat dem gudde Beispill virginn, dierft dëse ganze Prozess sech awer iwwer eng länger Zäit histrecken.

Et besteet awer en dréngenden Handlungsbedarf an och eng grouss Erwardungshaltung an deene concernéierten arabesche Länner.

Duerfir huet de Conseil des gouverneurs eng zweet Resolutioun ugeholl. Dës Resolutioun N°138 ännert den Artikel 18 vum Accord iwwert d'Schafung vun der BERD esou of, datt d'BERD autoriséiert gëtt, schonns éier den amendéierten Artikel 1 a Kraaft ass, während enger Iwwergangsphas Operatiounen an dëse Länner ze verwierklechen, Operatiounen, déi vu Spezialfonge finanzéiert ginn.

Den Amendement zum Artikel 18 vum Accord, dee brauch keng Eestëmmegkeet an duerfir kann e méi schnell a Kraaft triede wéi den Artikel 1. Fir dëst kënnen ze maachen, féiert en de Statut vum Pays bénéficiaire potentiel an. Dëse Statut kann ee während enger festgeluechter Zäit duerch e Beschloss erëm eng Kéier vun op d'mannst zwee Drëttel vun de Gouverneuren, déi op d'mannst dräi Véirel vum Total vun de Stëmmen ausmaachen, zougestane kréien.

Fir dëse Statut vum Pays bénéficiaire potentiel an domat den Accès zu de Spezialfongen ze kréien, muss een all d'Konditioune vun engem Pays bénéficiaire erfëllen, virop och déi vu mir virdrun ernimmte politesch Kritären. Just déi geografesch Bedéngung, déi ass ausgeklamert.

Dat misst erlaben, datt an deenen nächste Méint déi éischt Operatiounen an där neier Interventiounszon ulafe kéinten. Déi éischt Länner, déi heifir a Fro dierfte kommen, sinn Ägypten, Marokko, Tunesien a Jordanien.

D'Erweiderung vun der Interventiounszon huet natierlech och d'Fro vun de finanzielle Konsequenze fir d'BERD opgeworf.

Dës Fro ass analyséiert ginn an et ass dobäi erauskomm, datt an der Period bis 2015 keng nei Kapitalopstockung néideg ass. An d'BERD huet och confirméiert, datt d'Erweiderung vun deenen Aktivitéiten op déi arabesch Länner keng gréisser Inzidenzen hätt op hir Aktivitéiten an den aktuellen Interventiounslänner. D'Transitioun an Zentral- an Osteuropa huet ouni Zweifel grouss Fortschrëtter gemaach, mä et dierf een nach net noloossen an den Effortë fir dës Regioun.

D'Direktioun vun der BERD huet confirméiert, datt all Interventioun an den arabesche Länner an enker Zesummenaarbecht mat aneren internationalen an och bilateralen Acteuren, déi do präsent sinn, geschitt. Si ass de Moment an Diskussioun mat enger ganzer Rei vun Donateuren, fir si ze iwwerzeegen, datt si sech och sollen un de Kooperatiouns- an un de Spezialfonge bedeelegen.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

Wat elo den Text vum Gesetzesprojet ubelaangt, esou huet de Statsrot säin Accord dozou ginn. Dëse Gesetzesprojet heescht déi zwee Amendementer zum Accord iwwert d'Schafung vun der BERD, déi ech elo grad erkläert hunn, gutt.

Den Text vun dësen zwee Amendementer gëtt iwwregens och am Mémorial publizéiert als Annex vum Gesetz.

Ech bieden Iech, léif Kolleegen, am Numm vun der Finanz- a Budgetskommissioun, dësem Gesetzesprojet Är Zoustëmmung ze ginn. Domat setze mer e wichtegt Zeeche vu Solidaritéit, e wichtegt Zeeche vun Hëllefsbereetschaft a Richtung vun den arabesche Staten, an dëse fir si ganz sécherlech schwieregen Zäiten.

Ofschléissend wëll ech dann och nach den Accord vun der CSV-Fraktioun ginn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Rapporteur Fernand Boden Merci. Et ass kee Riedner ageschriwwen. Den Här Rapporteur war och esou detailléiert, datt mer, mengen ech, net méi bräichte weider doriwwer ze schwätzen, ausser de Minister insistéiert nach, eppes doriwwer ze soen.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Neen, Här President. Et war perfekt.

M. le Président.- Dat mécht en net, esou datt mer direkt kënnen zur Ofstëmmung kommen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6375 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6375 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Marc Spautz), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot (par M. Roger Negri), Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Carlo Wagner), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Claude Meisch), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser (par M. Jacques-Yves Henckes).

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Da komme mer elo zu der Question élargie N°25 vum Här André Bauler iwwert d'„green jobs" fir jonk Aarbechtsloser. Den Auteur vun der Fro huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister seng Zousazfro virzedroen. Der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

4. Question élargie n°25 de M. André Bauler au sujet de la création de «green jobs» pour les jeunes demandeurs d'emploi

M. André Bauler *(DP)*.- Merci, Här President. Während enger Pressekonferenz haten den Här Aarbechtsminister an d'Madame Familljeministesch virun Ouschteren ugekënnegt, datt se konkret Strategien ausschaffe géife loossen, fir de Jugendchômage ze bekämpfen. Ronn 2.200 jonk Leit ënner 25 Joer sinn zurzäit hei am Land op der Sich no enger Aarbechtsplaz. Den Här Minister hat och drop higewisen, datt hien e Virstouss am Beräich vun den „green jobs" géif maachen, fir datt grad hei vill méi Aarbechtsplaze geschaf kéinte ginn.

An deem Zesummenhang wollt ech den Här Minister froen, ob hien eis Prezisiounen iwwert d'Orientéierung vun deene jonke Leit an d'Richtung vun de sougenannte grénge Beruffer kéint ginn. No wat fir enger Démarche wëllt den Här Minister virgoen? Kann hien eis soen, wat hie genee ënner „green jobs" versteet? Wat fir eng Beruffsprofiler sinn also genee gemengt? Sinn et Ausbildungsweeër wéi d'Ackerbauschoul se ubitt, virun allem an de Beräicher Landwirtschaft, Gaardebau a Forstwirtschaft?

Mir wëssen, datt et an dësem Beräich ganz interessant Beruffsprofiler a Perspektive gëtt, wou vill Wäert op eng praxisno a kreativ Aarbecht geluecht gëtt. Et ass awer och eng Tatsaach, datt et etlech jonk Leit gëtt, déi eng gréng Formatioun kruten an awer net ënnerdaach kommen.

Den Atert-Lycée vu Réiden bitt d'Ausbildung vum Technicien de l'équipement énergétique et technique des bâtiments un. Dësen Techniker kann op ville Pläng agesat ginn, seng Beschäftegungsméiglechkeete leien ënner anerem bei de klengen a mëttelgrousse Betriber, an Elektro-, Heizungs-, Sanitär-, Klima-, Kältungs- a Lüftungstechnik, awer och bei der Energieberodung an de Gemengen an an de Naturschutzsyndikater souwéi an de Vereenegungen.

Sinn also esou Formatioune gemengt? Wa jo, da mussen déi Jonk, déi am Chômage sinn, dës Ausbildung nohuelen. Do stellt sech d'Fro, ob si d'Bedéngungen iwwerhaapt erfëllen, fir an dës Formatioun ze goen. Wann also d'Regierung d'Ustrengunge verstäerkt, op déi gréng Beruffer wëllt goen an hei d'Ustrengunge wëllt leeën, ass dann domat gemengt, datt d'Orientéierung soll verbessert ginn, oder gi Schnellformatiounen ugebueden, déi onqualifizéierte Salariéën hëllefe sollen, um éischten Aarbechtsmaart Fouss ze faassen?

Wat stécht also wierklech hannert dem Message vun dëser Pressekonferenz? Sollen och weider Moossname geholl ginn, fir Betriber a Gemengen ze encouragéieren, Aarbechtsloser anzestellen oder ze forméieren, déi net iwwer en Diplom verfügen an déi zum Beispill am Ëmweltberäich agesat kënne ginn?

Am Kader vun der Debatt iwwert den État de la nation ass jo ugeklongen, datt méi Effortë solle gemaach ginn, fir besonnesch Leit mat niddreger Formatioun ënnerdaach ze bréngen, zum Beispill och am Beräich Tourismus, wuel wëssend, datt et haut bal néierens ouni e Minimum u Formatioun geet. De gréngen Domän kéint also och an déi Logik passen, zumindest deelweis.

Da wier et och interessant ze héieren, wat d'Konklusioune vum Meenungsaustausch mat de professionelle Milieue waren. Huet den Här Minister e Profil vun deene viséierte Métieren an Zesummenaarbecht mat den zoustännege Partner opstelle gelooss, oder gëtt sech un de Formatiounen aus der Ackerbauschoul an aneren technesche Lycéeën inspiréiert? Gëtt och hei un den CNFPC geduecht a gëtt deen och mat agebonnen? Wéi soll déi dual Formatioun, vun där den Här Minister geschwat huet, konkret organiséiert ginn? Kann ee sech en ähnlecht Institut virstelle wéi den IFSB zu Helleng, dat geziilt, also op d'Mooss, sur mesure a mat Erfolleg op Beruffer an der Baubranche forméiert?

Soll och iwwer eng Formatioun, wéi et se schonn am Ausland gëtt, nogeduecht ginn, wou een en Handwierk mam Premières-Diplom koppele kann? An anere Wierder a fir ofzeschléissen: Wat stécht wierklech hannert dëser Ukënnegung? Bleift et just beim Slogan vun den „green jobs" oder gëtt et ganz realistesch Pisten an dësem Beräich, déi hëllefen, d'Aarbechtslosegkeet vun deene Jonke spierbar ze reduzéieren?

Ech soen Iech Merci fir Är Prezisiounen.

M. le Président.- Merci dem Här Bauler. D'Wuert kritt elo den Här Aarbechtsminister Nicolas Schmit.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- Här President, ech soen dem Här Bauler absolut Merci, fir déi Debatt hei ugestouss ze hunn. Ech mengen effektiv, datt dat eng Debatt ass iwwer eng Perspektiv, och hei am Land, fir e Secteur weider auszebauen, fir Aktivitéite weider ze développéieren, a besonnesch fir an deenen Aktivitéiten och nei Aarbechtsméiglechkeeten ze schafen.

Nun ass et kloer, datt, wa mer vun „green jobs" schwätzen, mer vun enger ganzer Panoplie vun Aarbechtsplaze schwätzen. An ech mengen, Dir hutt schonn e gutt Beispill ginn, Dir hutt eng Rei zitéiert, Dir hutt geschwat vun der Ackerbauschoul, Dir hutt geschwat vun de Lycées techniques.

„green jobs" ass e ganz breet gefächerten Domän vun deene wéineg qualifizéierte bis ganz héich qualifizéierten Aarbechtsplazen. An dat geet och aus allen Etüden, souwuel déi, déi vun der OCDE gemaach gi sinn, wéi déi, déi besonnesch och momentan vun der Europäescher Kommissioun staark promouvéiert ginn, ervir.

Mir sollen eis also net op eng Spart, op eng Zort vun Aktivitéit beschränken, mir sollen dat als e Ganzt kucken. Dozou gehéieren och Aktivitéiten, déi éischter klassesch Aktivitéite sinn.

Wa mer vu Recyclage schwätzen, wa mer vu Gestion des déchets schwätzen, wou oft wéineger qualifizéiert Leit gebraucht ginn, da sinn dat och, besonnesch am heitege Kontext, wou jo anescht verschafft gëtt, wou anescht gemanagt gëtt, och „green jobs". Dat heescht, dat Feld vun den „green jobs" ass vill méi grouss ginn, well mer eben ënnert deem Zugzwang stinn, fir eis Ekonomie méi durabel ze gestalten, méi soutenabel ze géréieren, besser mat deenen natierleche Ressourcen ëmzegoen.

Ganz vill Länner, och ënnert dem Impuls, ënner anerem, vun der Kommissioun, mä awer och vun der OCDE, ginn an déi Richtung, besonnesch ze kucken, wou am Energiesecteur, am Bau - wat jo och oft d'Handwierk direkt ugeet -, wou do kënnen nei Pisten développéiert ginn, déi eben a Richtung vun enger méi durabeler Ekonomie evoluéieren.

Bon, mir wëssen alleguer, datt de Changement climatique eng grouss Erausfuerderung ass, och fir Lëtzebuerg, datt mer Oplagen hunn, besonnesch aus europäeschen Direktiven hier, ons Energiewirtschaft ëmzebauen, besonnesch a Richtung ze goe vun Économies d'énergie, vun Énergies renouvelables. An dat mécht natierlech d'Perspektiv op, fir och nei Emploien ze schafen. Déi Emploië sinn net an enger Kategorie, déi sinn extrem variéiert, déi si ganz verschidden.

Wa mer vun der Albausanéierung schwätzen, déi jo en direkte Lien huet mat der Consommatioun vun Energie, da schwätze mer vun dem Ingenieur, deen emol iwwerhaapt de Bilan mécht vun der Consommatioun vun der Energie vun engem Gebai, do schwätze mer vun Architekten.

Mä mir schwätzen natierlech och vun enger ganzer Gamme vun Handwierker, déi et och virdru scho gi sinn, déi awer ganz oft elo an nei Technologien, mat neien Technologien ze di kréien, sief dat zum Beispill d'Heizungstechnologien, déi an engem kompletten Ëmbroch sinn, a wou natierlech, fir déi Technologië gutt ze meeschteren, net nëmmen de Betrib muss investéieren, mä besonnesch muss a seng Leit investéieren oder an d'Leit investéieren, fir déi Technologien ebe kompetitiv kënnen unzewenden.

Dat schéngt mer also eng Filière ze sinn, déi besonnesch wichteg ass an déi och gutt Perspektive bitt. An duerfir ass natierlech d'Handwierk en zentrale Secteur an deem Ganzen, an där ganzer Ekonomie, an där ganzer, nenne mer se „grénger" Ekonomie, well eben hei eng ganz Rei vun Aktivitéiten zesummelafen.

Ech mengen, mir offréieren haut - Dir hutt et gesot - an enger Rei vu Schoule Formatiounen. Wichteg ass, déi Formatiounen ze hannerfroen, déi Formatiounen ze kucken, ob se och wierklech de Besoinë vun deenen neien Aktivitéiten, vun deenen neien Technologien entspriechen. Et ass also wichteg, ze kucken, den Apprentissage vun deene méi klassesche Beruffer, déi awer sech stänneg veränneren duerch deen neie Kontext vun der méi grénger Ekonomie: Sinn déi deene Bedierfnisser ugepasst a brauche mer net do Neiorientéierungen, nei Complémenten, fir jonk Leit an deem Geescht ze forméieren?

Sécher ass och fir déi Jonk, déi wéineg Formatioun hunn, eng Perspektiv do. Mir sinn amgaang, mam Handwierk eppes ze lancéieren, dat soll sech nennen „Fit for Handwierk", wou grad ebe gekuckt gëtt, wéi kënne mer net qualifizéiert Jonker, déi et net ronnbruecht hunn elo, vläicht zu engem spéideren Zäitpunkt awer an handwierklech Aktivitéiten erabréngen, a Kleng- a Mëttelbetriber, wou se dann „on the job" Saache léieren a wou hinnen dann och muss d'Méiglechkeet opgemaach ginn, méi spéit eventuell e formellen Apprentissage ze maachen an och e formellen Diplom ze kréien.

Mä mir hunn awer elo schonn eng Rei Projeten, déi an déi Richtung ginn, a besonnesch am Kader vum FSE schaffe mer enk mat verschiddenen Acteuren zesummen, wou och eng ganz Rei jonk Leit implizéiert sinn, fir grad déi do Beruffer, déi sougenannte gréng Beruffer ze promouvéieren.

Dat ass de Fall ënner anerem och an der Économie solidaire. Mir hunn e Projet mat enger Coopérative, déi Co-Labor heescht, déi e Projet „Bio-sol" développéiert, wou haaptsächlech jonk Leit, wéineg qualifizéiert jonk Leit ausgebilt ginn an d'Méiglechkeet hunn, eben haaptsächlech an der Agriculture biologique kënnen aktiv ze ginn an och hei déi Technologië besser ze léieren.

En anere Pôle, an Dir hutt e genannt, ass den IFSB. Den IFSB ass eng Institutioun - wou ech nach eemol soen, datt hei de Secteur vum Bau eng ganz positiv Roll gespillt huet, fir iwwerhaapt deen Institut op d'Been ze setzen -, déi geet ganz an d'Richtung natierlech vu méi ekologeschen Technologien, fir méi ekologescht Bauen, fir och an de Bau déi Technologien eranzebréngen. Do gëllt et à la fois Leit weiderzebilden. Weiderbildung ass iwwerhaapt an där ganzer Problematik hei e wichtegt Element, de Leit d'Méiglechkeet ginn, sech mat eben deenen neien Technologien, déi ganz oft ganz anescht si wéi déi herkömmlech, ze familiariséieren an déi och sech unzëeegnen. Dat schéngt mer also e wichtege Punkt ze sinn!

Mir hunn awer och mat aneren Organismen aus der Ekonomie, ausser dem IFSB e Projet, fir besonnesch jonk Leit op esou Technologië virzebereeden, deen och vum Fonds social preparéiert gëtt. Ech hunn d'Geleeënheet gehat, mam Här Buergermeeschter, deen hei ass, virun e puer Deeg de Projet „Youth for work" ze lancéieren. „Youth for work" ass d'Resultat vun enger Zesummenaarbecht vun de Gemengen aus dem Kanton Réiden. An hei geet et besonnesch ëm jonk Leit, déi schwaach oder d'Schoul ofgebrach hunn, déi keng Formatioun hunn. An d'Iddi ass, fir deene Jonken eng Basisformatioun ze gi respektiv se ganz schnell bei d'Entreprisen ze kréien.

Hei spille besonnesch déi Entreprisen e wichtege Rôle, déi an deem Secteur, an där grousser Nébuleuse vun der grénger Ekonomie täteg sinn. Dat kann am Energiesecteur sinn, déi Aktivitéite vun der Biomasse zum Beispill, déi och am Kanton Réiden promouvéiert ginn, dat kann natierlech am Bausecteur sinn, wou eng Rei kleng Entreprisë sech spezialiséieren op ekologesch oder Niddregenergiehaiser. All dat setzt viraus, datt jonk Leit net onbedéngt mussen emol en Apprentissage hunn, mä datt se awer „on the spot" forméiert ginn, fir kënnen an esou Betriber ze schaffen.

Dat ass also, géif ech soen, eng breet ugeluechte Strategie, wou mer eng ganz Rei Elementer hunn. Et gëllt se elo vläicht eemol ze evaluéieren, ze kucken, wat fir wat fir eng Jugendlech adaptéiert ass, ze kucken och, ob déi Formatiounen, déi mer hunn, adaptéiert sinn op déi nei Exigenzen, déi déi Betriber hunn, déi sech an deem dote Secteur spezialiséieren.

A fir dat richteg weiderzekréien, fir och wierklech ze kucken, wou déi Nische sinn a wou mer kënnen nei Joben, nei Aarbechtsplaze kreéieren - ech mengen, Aarbechtsplaze kreéiere sech an der Ekonomie, déi kreéiere sech weder vum Aarbechtsminister nach vun anere Ministeren -, musse mer d'Ekonomie un en Dësch bréngen.

Ech mengen, mir sollen de Comité de l'Emploi huelen, deen élargéiert soll gi grad op de Minister vun dem Environnement - dat ass och mat deem ofgeschwat respektiv mat der Energie -, a kucken: Wou si mer? Wat sinn déi Aarbechtsplazen, déi an deene leschte fënnef Joer oder zéng Joer an deem Secteur geschafe gi sinn? Entspriechen déi Formatiounen, déi mer de jonke Leit ginn, deenen Exigenzen, oder si mer ëmmer obligéiert, op Leit vu baussen zréckzegräifen, well ons jonk Leit hei net genügend Kompetenzen hunn?

Ech mengen, dee wichtege Punkt - an dat fënnt een och nach an engem Dokument, wat d'Kommissioun virun e puer Deeg erausginn huet -, dat ass de Punkt vun de „skills", vun de Kompetenzen, vun der Ausbildung. An ech mengen, dat ass déi grouss Erausfuerderung, wa mer net nëmme wëllen déi Jonk, déi elo am Chômage sinn, schnell an eng Aarbecht kréien, mä besonnesch derfir suergen, datt déi jonk Leit, déi op de Marché kommen an deenen nächste Joren, de Besoinë vun enger neier Lëtzebuerger Ekonomie, déi noutgedronge muss an déi Richtung och goe vu méi enger durabeler Ausriichtung, ugepasst sinn, datt mer deene Jobperspektiven an och interessant Perspektiven offréieren.

Ech mengen, hei ass et och wichteg, déi Jonk ze motivéieren, se ze engagéieren. An ech gesinn dat och un deem Projet „Youth for work", datt et eben e wichtegen Deel ass, déi jonk Leit matzehuelen, se net nëmme gutt ze forméieren, mä och ze maachen, datt se an där Formatioun duerhalen, motivéiert bleiwen an datt se och eng gutt Plaz, eng Plaz an deenen Entreprisë kréien, déi déi Joben do schafen.

Ech gesinn natierlech och hei e grousse Rôle fir d'Gemengen, an duerfir wäerte mer och an deenen nächsten Deeg mat de Gemengen iwwert déi Problematik do schwätzen, well och an de Gemengen eng ganz Rei vun „green jobs" entstinn. Ech mengen ons Bëscher: Wat sinn ons Bëscher, den Ënnerhalt vun onse Bëscher eppes anescht wéi en „green job"? Och dat ass eng Erausfuerderung, datt mer ons Landschaft, ons Bëscher esou gestalten, datt se erhale bleiwen, datt se...

M. le Président.- Här Minister, Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- Jo, jo. ...datt se préservéiert ginn. Voilà, gesitt Der, schonns halen ech op.

M. le Président.- Wonnerbar, Dir follegt. Merci.

(Hilarité)

Une voix.- Ech mengen, Dir follegt aus Prinzip.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Den Här Bauler kann u sech nach eng Zousazfro stellen, wann en dat wëllt.

M. André Bauler *(DP).*- Erlaabt mer just eng Remarque. Ech hunn elo gesinn, datt de Minister effektiv e breet Beruffsfeld mat breet gefächerte Perspektiven évoquéiert huet. Et bedeit jiddefalls, datt mer ëmmer nees mussen op Formatioune setzen, initial Formatiounen a Weiderbildungen.

Ech hu just elo nach un ee Créneau geduecht. Mir haten eng Kéier an der Mëttelstandskommissioun eng Diskussioun ronderëm de Beräich vun der Horticulture, wou e grousse Créneau besteet a wou awer gesot ginn ass, datt dacks déi kleng Betriber, déi do sinn, net déi Main-d'œuvre fannen, déi si bräichten, fir kënnen eventuell an deem Beräich auszebauen.

Duerfir wier et, menger Meenung no, och wichteg, do nach eng Kéier e Virstouss ze maachen an och eng Kéier ze kucken, inwiefern een do Leit dann awer esou ausbilde kann, datt ee se an den éischten Aarbechtsmaart bréngen kann.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- Ech mengen, ech hunn dee Projet och vu Co-Labor zitéiert. Dat ass e Projet an dem Beräich vun der Horticulture. Ech deelen dat absolut, wat den Här Bauler hei seet.

M. le Président.- Merci, domadder wär dëse Punkt ofgeschloss.

Fir haut de Mëtteg huet d'DP-Fraktioun eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Konsequenze vun deenen neien interne Migratiounen an Europa, déi duerch d'Krisen ervirbruecht gi sinn, ugefrot. D'Riedezäit ass laut Artikel 84, zweeten Alinéa vum Chambersreglement festgehalen a gesäit Folgendes vir: Där Fraktioun, déi d'Aktualitéitsstonn ugefrot huet, stinn zéng Minutten zou, deenen anere Fraktioune jeeweils fënnef Minutten, de Sensibilités politiques zwou Minutten an der Regierung eng Véirelstonn.

Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Lies, d'Madame Mutsch, den Här Braz, den Här Henckes an den Här Urbany. D'Wuert huet elo den honorabelen Här André Bauler als Vertrieder vun der DP-Fraktioun.

5. Heure d'actualité du groupe DP sur les nouvelles migrations internes en Europe suite à la crise économique et leurs répercussions sur le Luxembourg

Exposé

M. André Bauler *(DP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'Scholdekris, déi d'EU zanter Méint fest am Gréff huet, verstäerkt nach een Trend, dee sech iwwert déi vergaange Jore schonn ofgezeechent huet: déi wuessend Ënnerscheeder an der wirtschaftlecher, sozialer Entwécklung vun den EU-Memberstaten.

D'Scholdekris vergréissert méi a méi de wirtschaftleche Gruef tëschent Länner wéi Griichenland, Spuenien, Portugal oder Italien op där enger Säit a Länner wéi Däitschland, Frankräich oder Lëtzebuerg op där anerer. Während d'Prognose vun der EU-Kommissioun fir Portugal a Griichenland am Joer 2012 e kräftege Minus vun 3% respektiv 2,8% virgesinn, geet een am Duerchschnëtt am Euroraum vun enger liichter Croissance vun 0,5% aus. D'Jugendaarbechtslosegkeet louch a Spuenien Enn 2011 bei 49,6%, a Portugal bei 35,1% an an Italien bei 30,1%. All zweeten oder all drëtte Jugendlechen huet also an dëse Länner keng Aarbecht!

Et ass schwéier, sech virzestellen, wéi eng mënschlech Realitéite sech hannert dësen Zuele verstoppen. Déi betraffe Mënschen an hir Familljen, eng ganz Generatioun kucken an eng äusserst schwiereg Zukunft. Dëst féiert onweigerlech zu soziale Spannungen, wéi d'Demonstratioune vu jonke Leit a Spuenien an an Italien gewisen hunn. Si ginn op d'Strooss, fir fir hir Zukunft ze kämpfen.

Ëmmer méi vun hinne ginn awer och e Schrack méi wäit an décidéieren, hiert Land ze verloossen. Den EU-Sozialkommissär László Andor huet dofir drastesch Wierder fonnt a schwätzt vun enger „lost generation", enger „verluerener Generatioun". Hie warnt awer och virun engem „brain drain", enger Ofwanderung vu gutt ausgebilte jonken Europäer, déi a Länner wéi d'USA oder Kanada auswandere géifen, well se an hirem Heemechtsland keng Zukunft méi gesinn.

Dës Migratiounsbewegunge fannen och innerhalb vun der Europäescher Unioun statt. Esou huet Däitschland am éischten Hallefjoer 2011 en Uwuesse vun der Zouwanderung aus Spuenien vun 49% verzeechent. D'Immigratioun aus Griichenland ass souguer ëm 84% geklommen!

An och zu Lëtzebuerg spiere mer dës Entwécklung. Bei enger öffentlecher Manifestatioun, déi vum CLAE organiséiert gouf, huet e Vertrieder vum Ministère de l'Immigration vun 10.559 nouveaux arrivants eleng fir d'Joer 2011 geschwat. Dëst wier eng Hausse vun ëm déi 30% am Verglach zu de viregte Joren!

Mir als Demokratesch Partei wiere frou, wann den Här Minister eis haut méi genee Zuelen iwwert d'Zouwanderung an de vergaangene Méint kéint liwweren an och dozou, ob d'Regierung iwwer sozioekonomesch Donnéeë verfügt, déi d'Migrante betreffen. Zum Beispill wat hir Qualifikatioun betrëfft oder d'Tatsaach, ob se schonn en Aarbechtskontrakt hunn, wa si op Lëtzebuerg kommen, oder net.

Den Auslännerorganisatiounen no wier d'Situatioun vun de Migrante ganz ënnerschiddlech. Dorënner wiere Leit ouni Qualifikatioun bis hin zu Persoune mat Universitéitsofschloss. De Schrëtt, fir d'Zelter a sengem Heemechtsland ofzebriechen an auszewanderen, ass dacks och e Schrëtt aus der Verzweiflung eraus. An et ass d'Hoffnung op e bessert Liewen. Eng Hoffnung, déi awer net ëmmer an Erfëllung ka goen. Eigentlech ëmmer manner dacks. Viru Joren nach war et esou, datt Auslänner, déi zu Lëtzebuerg op der Gare ukomm sinn, nëmmen iwwert d'Strooss hu brauchen ze goen a schonn hate si eng Aarbecht. Mat enger Aarbechtslosegkeet vun iwwer 6% a ganze Secteuren, déi an der Kris stiechen, ass dat haut awer net méi esou.

Aus de Gemengen héiert een dofir vereenzelt och vu Fäll vu sozialer Prekaritéit. Persounen, déi op Lëtzebuerg komm sinn a keng Aarbecht

fanne respektiv no kierzester Zäit hir Aarbecht verluer hunn a sech ouni sozial Ofsécherung erëmfannen. Persounen, déi dagsiwwer op Chantiere fir en Apel an e Stéck Brout schaffen an nuets a Camionnetten iwwernuechten.

Soll d'Regierung deemno communiquéieren, datt d'Leit net op Lëtzebuerg solle kommen, datt d'Boot voll ass a mir kee méi kënnen ophuelen? Neen, dat solle mer net maachen. Firwat? Ma well et net der Wourecht entsprécht. Sécherlech ass d'Sich no enger Aarbecht fir onqualifizéiert Aarbechtskräften zu Lëtzebuerg extrem schwéier ginn, mä gläichzäiteg muss een awer gesinn, datt eleng bei der ADEM iwwer 3.000 Plazen enregistréiert sinn, déi einfach net besat konnte ginn. A mir wëssen, datt dëst nëmmen e Brochdeel ass vun deene Plazen, déi opstinn. A Plazen, déi net besat sinn, si Servicer, déi net prestéiert ginn, Entreprisen, déi net wuessen a Steieren, déi net bezuelt ginn.

Wa Lëtzebuerg da géif communiquéieren, da misst dat eng vill méi differenzéiert Kommunikatioun sinn. Lëtzebuerg brauch qualifizéiert, zum Deel ganz héich qualifizéiert bezéiungsweis spezialiséiert Aarbechtskräften. Dëst ass e Message, deen ee souwuel vu mëttelstännege Betriber, awer och aus Beräicher wéi dem Finanz- an Assurancësecteur héiert.

Wéi gesäit d'Regierung d'Situatioun um Aarbechtsmaart virun dem Hannergrond vun enger Hausse vun der krisebedéngter Migratioun? A wéi enge Beräicher ass den Aarbechtsmaart gesiedegt? A wéi engen net? Wéi ee Profil haten déi Leit, déi an de vergaangene Méint op Lëtzebuerg komm sinn? Wéi een Alter? Wéi eng Qualifikatioun? Wéi vill hunn der wierklech eng Aarbecht fonnt? Huet hire Profil der Demande um Lëtzebuerger Aarbechtsmaart entsprach? Wat ass mat deene geschitt, déi keng Aarbecht fonnt hunn? Féiert d'Regierung doriwwer prezis Statistiken? Fanne mir dës Leit an den Zuele vun der ADEM mëttlerweil erëm?

An der Tëschenzäit gëtt et eng europawäit Konkurrenz ëm déi beschte Käpp. An eis Nopeschlänner kennen do manner Retenue wéi mir! Si gi wesentlech méi proaktiv un déi Situatioun erun. Esou huet déi däitsch Kanzlerin Merkel bei hirem Besuch a Spuenien am Februar d'lescht Joer e klore Message ginn: Däitschland huet e Fachkräftemangel a setzt seng Hoffnung an ausgebilten Ingenieuren aus Kriselänner.

An och déi belsch Regierung huet erkannt, datt si eng proaktiv Roll an der Immigratiounspolitik misst anhuelen. Déi belsch Aarbechtsministesch sot kierzlech: «Nous devons attirer des candidats qui seront formés et diplômés, comme le font le Canada ou l'Australie, et qui offrent un profil différent des gens qui viennent en Belgique aujourd'hui. Il faut bien dire que nous attirons pour l'instant surtout des gens à qui on a dit „non" ailleurs. Il faut une politique d'immigration économique claire, ce qui net veut pas dire qu'elle est asociale.»

Eng gesteiert Immigratiounspolitik ass no der Opfaassung vun der DP am Interessi vun de Migranten, de Betriber an eisem Land. Eng gesteiert Immigratiounspolitik ass eng Politik, déi et de Leit erlaabt, „de migrer les yeux ouverts et en connaissance de cause", esou wéi de Jean Lichtfous vun der ASTI et viru Kuerzem treffend formuléiert huet. Et ass net am Intérêt vun de Betraffenen, datt si sech mat falschen Hoffnungen op de Wee maachen an dann zu Lëtzebuerg entdecken, datt et net e Land ass, wou Hunneg a Mëllech fléissen! Datt si also vum Reen an den Drëpsschlag geroden. Eng gesteiert Immigratiounspolitik ass eng Politik, déi Prekaritéit a Liewensbrëch verhënnert. Eng gesteiert Immigratiounspolitik ass awer och eng Politik, déi eis Ekonomie stäerkt an nei Recettë fir de Stat, fir d'öffentlech Keese bréngt.

D'Regierung huet sech am Koalitiounsaccord vun 2009 och fir eng Immigratiounspolitik ausgeschwat, déi méi cibléiert op d'Besoinë vun der Lëtzebuerger Ekonomie ausgeriicht wier. Eng Initiativ, déi an dës Richtung gaangen ass, war d'EU-Direktiv 2009/50, déi mer mam Gesetz vum 3. Februar 2012 transposéiert hunn.

An deem Kontext wollt ech den Här Minister froen, ob d'Regierung drun denkt, fir weider Initiativen an dës Richtung ze ënnerhuelen oder méi proaktiv mat deene Méiglechkeeten ëmzegoen, déi hir zur Verfügung stinn. Wa jo, wat gedenkt d'Regierung ze maachen?

Fir d'Demokratesch Partei ass et wichteg, datt mer als Land aktiv an dësem Beräich communiquéieren, zum Beispill iwwer e méisproochegen Internetsite, deen d'ADEM zesumme mat de verschiddene Patronatsorganisatioune géif géréieren a wou d'Beräicher, an deenen Aarbechtsplaze gesicht ginn, opgelëscht ginn. A wou awer genausou kloer communiquéiert géif ginn, a wéi enge Beräicher den Aarbechtsmaart zou ass.

Déi schlechtste Léisung fir déi betraffe Mënsche souwéi fir eis eege Wirtschaft wier awer, datt mir alles esou weiderlafe loossen, wéi wann näischt geschitt wier. Domat ass kengem gehollef, weder eis nach deene Leit, déi bei eis komme wëllen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här André Bauler. Als éischte Riedner ass den Här Marc Lies agedroen. Här Lies, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Marc Lies *(CSV)*.- Här President, Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wéilt fir d'Éischt dem Här Bauler Merci soe fir dës Heure d'actualité, déi hien ugefrot huet. Ech wéilt déi ganz Problematik, wat d'Migratioun ugeet, vläicht e bësse méi pragmatesch beliichten.

Den europäesche Kontinent befënnt sech an enger déif gräifender a laangwiereger Scholdekris. Verschidde Länner kréien dës Kris méi ze spiere wéi anerer. Logesch Konsequenz ass, datt eng Rei vun Awunner aus dëse krisegerëselte Länner sech no Plazen ëmkucken, wou sech hinnen nei Liewens- oder Iwwerliewensperspektive bidden. Lëtzebuerg ass eng vun dëse Plazen, wou et sech, obwuel och vun der Kris beanträchtegt, awer nach gutt liewe léisst a wou och ëmmer nach nei Aarbechtsplaze geschaf kënne ginn.

Här President, dës Immigratiounsfluxe stellen eist klengt Ländchen awer virun ëmmer méi grouss Problemer. Nieft de Réfugiés politiques klëmmt d'Zuel vun deene Leit, déi hiert Land aus wirtschaftleche Grënn verloossen, ëmmer weider an d'Luucht. Eise Wunnengsmaart gierkst schonn ënner engem normale Populatiounswuesstum. Opgrond vun der jëtzeger Situatioun aart dat Ganzt an noer Zukunft sécherlech an eng regelrecht Wunnengsnout aus.

„Chambres à café" ass hei ee Sujet. An de Gemenge léisst sech bei den Aschreiwunge vun neien Awunner awer méi oft feststellen, datt eng Rei vu Propriétairen nach Kapital aus dëser mëssleche Situatioun vun dëse Leit schloen, andeems si net autoriséiert Logementer mat enger gesetzlech net konformer Wunnfläch op de Wunnengsmaart bréngen.

Et laueren hei awer och Gefore vu Mëssbrauch, wat d'Transferte vu Sozialleeschtungen ugeet, op eis. Et heefe sech d'Fäll, wou Kannergeld an RMG u Leit ausbezuelt ginn, déi op fiktiven Adressen ugemellt goufen, physesch awer ni op dësen Adressen unzetreffe sinn.

Een anere Problem ass deen, datt eng Rei vu Betriber Leit an d'Land schleisen, hinne kuerzfristeg Aarbechtskontrakter ginn, si duerno entloossen an d'Schicksal vun dëse Leit duerno dem „Papa Stat" iwwerloossen. Wat dann heescht: ausbezuele vu Chômage, RMG an eis Offices sociaux ëm Hëllefen opzesichen. Regelméisseg Kontrolle vun der ADEM an dem Ministère de la Famille mussen deem onbedéngt entgéintwierken.

Eng Responsabilitéit läit hei awer och bei de Gemengen, fir méi en intensive Contrôle bei den Aschreiwungen ze maachen. Et muss ee konsequente Verglach tëschent Unité de logement op enger Adress an där jeeweileger Baugenehmegung op därselwechter Adress gemaach ginn. Am Kader vum Projet de loi N°6330, deen den nationale Populatiounsregëster iwwerschafft, muss onbedéngt drop opgepasst ginn, datt eis Gemengen déi néideg Base légale kréien, wat de Contrôle vun Donnéeën, Attestations de logement, Moyens de subsistance a Contrats de bail ugeet bei der Aschreiwung vun dëse Matbierger.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et geet hei net drëm, nei administrativ Hürden opzebauen. Et geet drëm, dësem Sozialtourismus entgéintzewierken, eise Stat virun net gerechtfertegten Demandë vu Sozialleeschtungen an eis nei Bierger viru skrupellosen „Abzocker" ze schützen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Lies. Als nächst Riednerin ass déi honorabel Madame Lydia Mutsch agedroen. Madame Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

Mme Lydia Mutsch *(LSAP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, d'Konsequenze vun der Finanz- a Wirtschaftskris loossen eis net esou séier lass an Europa. Während d'Memberstate mat Spuerpäck hir öffentlech Finanze sanéieren, ginn déi sozial Konsequenzen ëmmer méi offensichtlech.

D'Aarbechtslosegkeet an Europa klëmmt weider an erreecht Rekordwäerter. Besonnesch d'Jugendaarbechtslosegkeet ass e grousse Problem. Si läit en moyenne bei iwwer 22%. 22%! Un der Spëtzt vun dëser Negativstatistik sti Griichenland a Spuenien, wou all zweete Jonken ënner 25 ouni Aarbecht ass. Mä och a Portugal huet ee vun dräi Jugendleche keng Aarbecht.

Derbäi kënnt, dass iwwerall an Europa d'Leit ënner Drock komm sinn, dass d'Léin ënner Drock komm sinn an dass och d'Mindestléin ënner Drock komm sinn. Domat klëmmt och d'Aarmut an den Aarmutsrisiko. Et ass kloer, dass deen äusserst schwierege wirtschaftlechen a soziale Kontext e wesentlechen Ausléiser fir Migratiounsbewegungen ass, a ganz Europa an och op Lëtzebuerg.

Et ass fir d'Éischt emol festzestellen, an et ass hei och scho gesot ginn, dass déi Uniounsbierger, déi haut hiert Land verloossen, fir hiert Gléck op enger anerer Plaz ze sichen, vun engem bestoende Recht Gebrauch maachen. D'libre Circulation des personnes ass eng vun de véier Grondfräiheeten an Europa. Et ass e wesentleche Prinzip, vun deem virrangeg déi Länner, déi vill Aarbechtskräfte brauchen, dorënner natierlech och Lëtzebuerg, scho vill profitéiert hunn.

Et ass evident, dass et sech ëm eng europäesch Problematik handelt, an déi muss och op europäeschem Plang abordéiert ginn. Dat soll awer elo net verhënneren, dass d'Memberstaten eegen Initiativen huelen op Basis vun hirer spezifescher Situatioun.

Wéi gesäit et elo zu Lëtzebuerg aus? Fir d'Éischt ass emol festzestellen, dass d'Zuel vun den Uniounsbierger, déi op Lëtzebuerg kommen, scho säit enger ganzer Rëtsch vu Jore staark an d'Luucht gaangen ass, also net eréischt säit Kuerzem. Déi meescht Uniounsbierger bei eis kommen nach wie vor aus Portugal. Si verloossen hiert Land, oft mat der ganzer Famill, oft ouni fest Aarbechtsplaz en vue, ouni d'Sprooche vum Land ze kennen, ouni e Sou, ouni näischt ausser Hoffnung, Courage an enormen Erwaardungen.

Vun de verschiddenen Acteuren um Terrain wësse mer, dass et och zu Lëtzebuerg Problemer gëtt, déi et virdrun an där Form net gouf. Esou ass gewosst, dass ëmmer méi Leit mat zäitlech extrem begrenzten Aarbechtsverträg op Lëtzebuerg kommen. Et ass och gewosst, dass dës Verträg oft net verlängert ginn. Mam Resultat, dass déi Betraffen ouni Revenu dostinn a verzweifelen, well, wéi et kierzlech an engem Interview mat engem Betraffene stoung, op eemol all Dieren zou sinn.

Akuten Handlungsbedarf besteet virun allem bei deene Leit, déi aus hire Schwieregkeeten net méi erauskommen a riskéieren, ouni eis Hëllef ganz ënnert d'Rieder ze kommen. Wann dës Leit ënnert de genannten Ëmstänn hir Aarbecht verléieren, si se mëttellos, am schlëmmste Fall ouni iergendeng sozial Sécherheet an ouni Famill, déi se opfänke kéint. Si falen an d'Prekaritéit. Verschiddener hunn emol keen Ënnerdaach.

Mir wëssen, an dat gëllt virun allem fir d'Stad Lëtzebuerg a fir d'Stad Esch, well si d'Infrastrukturen ubidden, dass d'Zuel vun de Sans-abrië staark an d'Luucht gaangen ass. En ëmmer méi groussen Deel vun hinne sinn Uniounsbierger, déi grad eréischt nei bei eis ukomm sinn. Eleng de Wonsch, fir säi Liewen a seng Zukunftschancë fir sech a seng Famill an engem neie Land ze verbesseren, geet net duer. Och mir mussen als Land preventiv virgoen, andeems mer derfir suergen, dass déi Leit, déi bei eis ukommen, am Virfeld wëssen, wat op si zoukënnt a wat si bei eis erwaart.

Fir dat ze erreechen, ass et wichteg, mat alle concernéierten Acteuren zesummenzeschaffen. Dozou gehéieren niewent den Décideuren op nationalem Plang virun allem d'Auslännerorganisatiounen, déi formidabel Aarbecht leeschten, d'Gewerkschaften, d'Ambassaden, d'Konsulater, awer och déi zoustänneg Autoritéiten an de betraffene Länner.

Mir mussen eis och Kloerheet verschafen iwwert d'Praxis vun de kuerzen Aarbechtsverträg an iwwert de Rôle vun den Interimsagencen. Wéi verbreet ass déi Praxis? Wéi vill Leit sinn iwwerhaapt betraff? Wéi kënne mer de Praktike vum Sozialdumping entgéintwierken? Wéi musse mer reagéieren a wéi verstäerkt kontrolléieren?

Här President, ëmfaassend an iwwer d'Lännergrenzen eraus verbindlech Äntwerte musse virun allem op europäeschem Plang fonnt ginn. Wuesstum a Beschäftegung mussen an de Mëttelpunkt vun eise Beméiunge gesat ginn. Mir mussen an Europa verstäerkt de Problem vum Chômage ugoen an dobäi de Schwéierpunkt op d'Bekämpfung vun der Jugendaarbechtslosegkeet leeën.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et brauch een zu Lëtzebuerg net a Katastrophismus ze verfalen, well bei aller evidenter Ongewëssheet wäert awer e gudden Deel vun deene Leit, déi bei eis kommen, sech duerchsetzen an och eng Aarbechtsplaz an Zukunft bei eis fannen. De Fait ass, dass weiderhin Auslänner, déi bei eis an d'Land kommen, e positive Fait muss sinn. E Fait, eng Grondastellung, déi net vun Extremisten an och net vun Ausbeuter a schwaarze Schof um Aarbechtsmaart dierf futtigemaach ginn!

Ganz grëffeg, an dat ass mäi Schluss, huet e Lëtzebuerger Journalist virun e puer Woche formuléiert: „Diese Migration abzulehnen wäre falsch. Einerseits, ganz pragmatisch gesehen, weil es dem Luxemburger Arbeitsmarkt an qualifizierten Arbeitskräften fehlt. Andererseits aber auch aus historischen Gründen. Heute zu vergessen, dass wir gestern auf sie zählen konnten, wäre ganz einfach ungerecht."

Merci dem Interpellant an Iech e grousse Merci fir d'Opmierksamkeet, an dem President Merci fir déi puer Mini-Minuttecher méi, déi e mer ginn huet, neen, Sekonne méi, déi e mer ginn huet.

M. le Président.- Merci der Madame Mutsch. Als nächste Riedner ass den Här Braz agedroen. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

M. Félix Braz *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Merci och dem Interpellant, fir dat Thema hei an der Chamber opgeworf ze hunn.

Dee Phenomeen, mat deem mer eis konfrontéiert gesinn, ass e Phenomeen, deen en ligne directe natierlech mat der Finanz- a mat der Wirtschaftskris ze dinn huet. An déi Phenomener wäerten och eréischt zu engem Enn kommen, wa mer déi Finanz- an déi Wirtschaftskris och an Europa nees am Gréff hunn.

Och mir Gréng setzen do Hoffnungen an deen neie franséische President, dass mer vläicht an Europa an deenen nächste Wochen a Méint och erëm op en anere Wee wéi nëmmen dee vum Spuere ginn, well dat an eisen Aen déi eenzeg Hoffnung ass, déi Europa am Moment huet. An et wier dramatesch, wann déi Diskussiounen, déi elo ugestouss ginn, net zu engem positiven Enn géife kommen.

Dass vill Leit aus Portugal op Lëtzebuerg kommen, ass verständlech. Et si vill portugisesch Migranten hei. Ronn 100.000 Leit, gëtt geschat. Esou ginn och d'Griiche verstäerkt an Däitschland, wou scho vill Griiche sinn. Dat ass e verständleche Phenomeen. Et fënnt een och vill Leit aus Portugal a Frankräich erëm, déi do probéieren eng Aarbecht ze fannen.

De Kolleeg André Bauler huet Zuele genannt vun iwwer 10.500 Leit, déi an d'Land komm sinn. Dat stëmmt, mä et muss een awer och dann déi aner Zuel nennen: déi vu Leit, déi d'Land verloossen. Eleng am Joer 2010 waren dat iwwer 6.600 Leit. Dat heescht, de Solde migratoire net ass net bei 10.000 oder 11.000 Leit pro Joer. Do si mer zu Lëtzebuerg an der Moyenne iwwer all déi Joren éischter bei 3.000, 4.000 Leit am Solde migratoire net, och am Moment. Also, et ass net déi Zuel vun 10.000, déi relevant ass, mä et ass de Solde. An dee gëtt e realistescht Bild op dat, wat mer am Moment ze bewältegen hunn. An dat ass awer trotzdeem net näischt, och wann et keng 10.500 sinn.

Mir hunn am Moment an eisen Ae kee Besoin, fir nei Texter ze maachen. Mir brauche keng nei Règlement-grand-ducalen, mir brauche keng nei Gesetzer, mir brauche keng nei Direktiven. Et géif eigentlech duergoen, wa mer et op all de Punkte géife fäerdegbréngen, bestehend Gesetzer a Reglementer seriö unzewenden.

Wann dat net geschitt, sinn déi Leidtragend natierlech déi Leit, déi op Lëtzebuerg komme mat Hoffnungen, oft leider mat Illusiounen, an herno eleng oder mat hirer Famill zu Lëtzebuerg bannent relativ kuerzer Zäit an eng Situatioun geroden, déi se sech net virgestallt haten. Déi eng ouni friem Hëllef - wann ech esou ka soen -, déi aner doduerch, dass se vu verschiddene Leit och mëssbraucht ginn. D'Stéchwuert vun den Zäitverträg, deelweis iwwerhaapt keng Verträg, wou déi Leit sech no enger relativ kuerzer Zäit op der Strooss erëmfannen, oft emol net déi Aarbecht bezuelt kritt hunn, déi se während enger Zäit verriicht hunn.

Dat sinn natierlech fir e Land wéi Lëtzebuerg absolut onhaltbar Zoustänn. Dofir soen ech nach eng Kéier: Mir brauche keng nei Texter, mä mir brauchen eng Applikatioun vun den Texter, déi mer hunn. Mir brauchen zwou Saachen an der Haaptsaach: eng verstäerkten a verbessert Informatiounspolitik, déi an de Pays d'origine ufänkt. Mir maachen et jo, wéi ech fannen, op eng gutt Aart a Weis mam Cap-Vert. Ähnlech misste mer et och maachen zumindest mat Portugal, vläicht och nach mat anere Länner, op der Plaz selwer. Do mussen eis Ambassadeuren eng Roll spillen.

Mir mussen awer och hei zu Lëtzebuerg Informatioun ënnert d'Leit bréngen, notamment bei de Patronë vun der Construction civile, vun der Hôtellerie, vum Horesca-Secteur, d'Gemengen och. Och d'Gemenge kënnen eng Roll spillen, andeems se net nëmmen déi Leit ophuelen, mä hinnen och direkt dee Moment, wou se sech op der Gemeng mellen, Informatiounen zur Verfügung stellen.

Do wär vläicht de Ministère gefuerdert, eng Zort „fact sheet" ze maachen a verschiddene Sproochen, déi een deene Leit kéint an de Grapp drécken, wa se Schwieregkeete géife begéinen an den nächste puer Wochen, wou se sech kënnen hiwenden, bei de Gewerkschaften, bei de Gemengen, bei aneren Institutiounen an Infrastrukturen, dass déi Leit sech net op eemol anzwousch erëmfannen a wierklech iwwerhaapt net méi wëssen, wouhin. Do wär vläicht d'Informatioun am einfachsten ze iwwermëttelen, well et praktesch e Passage obligé ass.

Wat mer awer och brauchen, dat ass méi Kontroll. Kontroll an natierlech dann och Sanktiounen. Do huet de Stat Méiglechkeeten iwwert d'ITM. Iwwert de Centre commun gëtt et eng ganz Partie Méiglechkeeten, fir Informatioune méi zielführend ze maachen a wierklech och un déi Leit ze kommen, déi vun dëse Situatioune profitéieren. Dat brauche mer net ze toleréieren. Do brauche mer net nozekucken. Dat ass an all de Fäll falsch; illegal souwisou.

Vläicht wier et gutt, Här Minister, wann Der fir dëse spezifesche Problem eng Informatiounsversammlung géift maache mat de Sozialpartner, mat de Gewerkschafte sougutt wéi mat de Patronen, fir déi heiten Ureegungen…

(Interruption)

Tant mieux.

…ënnert d'Leit ze bréngen. Well am Moment huet een net d'Gefill, dass de Problem sech verbessert huet. Wann Der dat maacht, hutt Der eis Ënnerstëtzung. De Problem ass eescht genuch, a mir mengen, dass dat doten eng Prioritéit fir Iech kéint sinn.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Braz. Als nächste Riedner ass den Här Henckes agedroen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Merci, Här President. An deenen zwou Minutten, déi mer zur Verfügung stinn, wëll ech just drop hiweisen, datt mer effektiv duerch d'Kris am Laf vun dësem Joer an och vun de leschte Joren eng ganz grouss Zuel vun Immigrante kritt hunn. Een Deel dovunner, deen ass vun onser Ekonomie gebraucht. Dat sinn déi héich qualifizéiert Leit. Där hu mer der net genuch. Där brauche mer der ganz vill. Mä dat mécht awer héchstwahrscheinlech net méi wéi 10% aus vun deenen, déi heihinnerkommen.

Och vill Leit, speziell aus Portugal, Italien, Spuenien, kommen op Lëtzebuerg, well se onqualifizéiert oder ganz wéineg qualifizéiert sinn a se gewuer gi sinn, datt de Mindestloun hei zu Lëtzebuerg ongeféier dat Duebelt ausmécht vun deem, wat an hirem Land ass. An da menge se: „Elo ass do eng Geleeënheet, fir ons Situatioun staark ze verbesseren."

An et gesäit een och, datt d'Interimsgesellschaften do eng grouss Roll spillen. Déi engagéieren dann och e gudden Deel vun deene Leit, mä awer och nure kuerzfristeg. An da fënnt een herno, well esou weise wéinstens d'Statistiken et aus, datt op eng Kéier d'Zuel vun de Chômeuren haaptsächlech aus deenen Natioune staark an d'Luucht geet an och d'Zuel vun den RMGistë kuerz Zäit duerno.

Ech mengen, dat ass manifestement net dat, wat d'Leit sech erwaart hunn, déi hei op Lëtzebuerg komm sinn. Et huet och ganz vill finanziell Répercussioune fir ons.

An et gesäit een, datt och ganz vill Leit Logementsproblemer kréien. Da gi se bei Familljen eran an da gesinn op eng Kéier d'Propriétairen an där Situatioun, datt der an engem Studio, wou zwee Leit am Prinzip sollten dra sinn, do fënnef oder sechs dra sinn. An d'Gesetzgebung erlaabt dem Propriétaire net, fir déi Leit, déi en supplément si vun deem, wat normalerweis an esou engem Studio, an engem Appartement ass, erauszekréien. Do hu mer eng gesetzlech Lück, déi muss onbedéngt combléiert ginn.

Ech mengen och, datt et wichteg wier, datt méi Informatioun sollt komme vu Säite vun der Regierung am Inland an am Ausland, fir am Inland ze informéieren, datt déi Leit, déi Familljen hunn aus Italien, Spuenien a Portugal, net sollten hir Leit hei op Lëtzebuerg bréngen, datt dat vill Desillusioune kéint bréngen, an datt och am Ausland déi néideg Informatioun gemaach gëtt.

Dat woren déi puer Bemierkungen, déi ech hei an deenen zwou Minutte just wollt maachen. Mä, Här Minister, dat hei ass awer en Défi fir onst Land, an dofir wier ech frou, wann Der ons kéint e puer Äntwerten an e puer Zuele ginn, déi hei bluttnoutwendeg wieren, fir och d'Problematik nach eng Kéier illustréiert ze kréien.

M. le Président.- Merci dem Här Henckes. Als leschten agedroene Riedner hunn ech den Här Serge Urbany op der Lëscht. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Ech mengen, et ass luewenswäert, sech mat den Auswierkunge vun deem neie Migratiounsphenomeen ze beschäftegen, mä ech wëll mech awer hei op d'Ursaache vun deem Phenomeen konzentréieren.

Ech mengen, d'Ursaache si ganz einfach ze fannen an der europäescher Politik vun der Concurrence libre et non faussée, esou wéi se an den Texter festgehalen ass. Dat bedeit éischtens emol eng Standuertpolitik duerch Steierdumping an allen eenzelne Länner, wat erëm eng Kéier tendenziell derzou féiert, dass d'Statskeese méi eidel ginn. Et féiert och zu engem Opbausche vum private Kredit.

Zum Beispill um Immobiliëmaart platzen do déi Blosen, wéi dat op der Iberescher Halbinsel geschitt ass. Da mussen alt erëm eng Kéier d'Banke virun allem do mat Statsgelder ënnerstëtzt ginn. Dat geschitt iwwert de Wee vun de soziale Coupen am Budget, dat geschitt iwwert de Wee vun enger Kierzung vun den öffentlechen Investitiounen, an dat féiert forcément zur Rezessioun.

Net méi spéit wéi gëschter huet de Statec fir Lëtzebuerg festgestallt, dass déi Austeritéitspolitik, déi d'Regierung mécht, riskéiert zu engem hallwe Prozent Abouss beim Wirtschaftswuesstum ze féieren. An am Extremfall, an ëm deen handelt et sech hei, wéi Portugal oder Spuenien, féiert et zu méi staarken Immigratiounen.

Ech mengen, deen eenzegen Auswee doranner ass, dass déi europäesch Politik do sech fundamental ännert. Ech setzen och meng Hoffnung doranner, dass duerch dee Presidentewiessel an eisem groussen Nopeschland, och duerch aner politesch Entwécklungen an anere Länner, wéi a Griichenland zum Beispill, wou besonnesch déi lénks Kräften eng ganz grouss politesch Bedeitung kritt hunn… Ech hoffen, dass op villen anere Plazen nach an Europa sech de Widderstand konkret mécht an zu enger Ännerung féiert.

An ech mengen, déi Ännerung… Ech sinn d'accord, dass ee vu Pacte de croissance schwätzt, ech menge just, et muss een drënner verstoen, wat ee mat Pacte de croissance mengt.

An ech mengen, do sinn ech och gespaant, wat deen neie President a Frankräich dorënner versteet. Dorënner kann ee Verschiddenes verstoen. Et kann een eng Politique de l'offre dorënner verstoen. Dat heescht, mir bezuelen den Opschwong duerch méi niddreg Léin, duerch méi niddreg Steieren, duerch eng weider Austeritéitspolitik - da geet et monter weider mat där doter Spiral. Oder mir finanzéieren den Opschwong, den ekonomeschen Opschwong, deen esou noutwendeg ass, duerch eng öffentlech Investitiounspolitik, duerch eng anstänneg a gerecht Steierpolitik, déi de Räichtum do besteiert, wou en och effektiv besteet.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. D'Wuert kritt elo den Aarbechts- an Immigratiounsminister Nicolas Schmit.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*.- Här President, och Merci derfir, dësen Débat initiéiert ze hunn. Ech wëll um Ufank emol soen, wat den U.S.-Ekonom, den James Galbraith, de Fils vum Kenneth Galbraith, viru Kuerzem op enger Konferenz an Däitschland gesot huet: „Europa droht eine Explosion der Ungleichheit." An déi Ongläichheet, déi kënnt natierlech an deem Uwuesse vun Aarbechtslosegkeet. Déi kënnt natierlech och doduerch, datt mer effektiv an deene leschte Méint, a vläicht zwee, dräi Joer eng massiv Aarmutsmigratioun an Europa hunn.

Ech mengen, alles dat ass beschriwwen a widderholl ginn an ass och absolut richteg. Wann an engem Land 52% vun deene Jonke bis 25 Joer keen Job hunn, dann ass en effet déi eenzeg Hoffnung, sech op de Wee ze maachen an iergendwou kucken ze goen, ob een net eng Chance huet, e Liewe kënnen opzebauen, en Job ze fannen an e puer Sou kënnen ze verdéngen.

Nun ass dat an Europa, an ech wëll awer hei dem Här Bauler soen, datt en eng gewësse Vermëschung mécht. En huet eigentlech déi Debatt hei ugereegt als eng Debatt iwwert déi intern europäesch Migratioun an net iwwert d'Migratioun en général. An a senger Duerstellung vermëscht en dann op eemol déi intern europäesch Migratioun an déi generell Migratioun, op déi mer schonn e gewëssene Contrôle hunn.

Mä bei där interner europäescher Migratioun huet e vläicht vergiess, datt déi baséiert ass - an ech weess net, wien dat hei gesot huet - op engem Prinzip, an dee Prinzip heescht libre Circulation. An op dee Prinzip vun der libre Circulatioun hu mir als Lëtzebuerger relativ wéineg Afloss. Mir kënnen ons net déi spuenesch oder portugisesch oder griichesch - oder wéi och ëmmer - Leit eraussiche goen, déi eventuell fir de Lëtzebuerger Aarbechtsmaart passen.

Mir sinn an enger Situatioun, wou de Prinzip vun der libre Circulatioun all europäeschem Bierger d'Recht gëtt, an en anert Land vun der Europäescher Unioun ze goen, ënnert der Konditioun, och do en Job ze fannen, an deen Job - wann ech dat emol esou dierf soen -, dat kann ee vun engem Dag sinn, vun enger Woch oder e Contrat à durée indéterminée. A wann en deen Job do huet - an dat ass dat, wat an der Directive libre circulation steet -, wann en deen Job huet, da geet e mat senger Promesse d'embauche - et muss emol kee Kontrakt sinn - op eng Gemeng a seet: „Voilà, ech hunn hei eng Promesse d'embauche. Ech hunn also e Liewensënnerhalt an ech géif mech elo gär hei definitiv zu Lëtzebuerg aschreiwen."

Dat ass absolut normal. Dat gehéiert zu Europa. Dat ass eng vun deenen eelste Fräiheeten, déi mer an Europa hunn. An et ass esou, datt mir net kënnen higoen a soen: „Deen doten, deen hu mer gär, well dat ass en Ingenieur, dee kënne mer gebrauchen. Dat do ass e Finanzspezialist, deen hätte mer och gär, mä deen do, deen ass net qualifizéiert, dee wëlle mer net." Dat geet an Europa net.

Dat wëllt net heeschen, datt mer net och an Europa musse probéieren, deen Aarbechtsmaart besser ze organiséieren. A mir hunn en Instrument, fir deen Aarbechtsmaart besser ze organiséieren - leider funktionéiert dat Instrument och net optimal -, dat ass u sech eng europäesch ADEM, déi EURES heescht. An déi EURES, déi erlaabt de Leit aus alle Länner vun der Europäescher Unioun ze kucken: „Wou si fräi Joben? Wou hunn ech eng Méiglechkeet, schaffen ze goen?"

Mir hunn och mat der EURES nach viru Kuerzem zu Mondorf eng grouss Réuniouun gehat fir den Horeca-Beräich, wou d'Entreprisen duerch ganz Europa Leit sichen, fir an deem Beräich ze schaffen, sou wéi mer um Kierchbierg e groussen „Job Day" haten, organiséiert vu privaten Initiativen zesumme mat der ADEM, déi op ware fir Leit aus ganz Europa.

Dat ass en essenziellt Stéck vun der libre Circulatioun. Och wann natierlech déi libre Circulatioun net einfach esou leeft. Och déi ass konditionéiert, well, wéi ech virdru gesot hunn, déi setzt viraus, datt jiddweree muss e Liewensënnerhalt fannen. Wann en deen net fënnt oder net méi huet, da gëtt et d'Méiglechkeet, fir ze soen, datt en dem Stat, de Sozialsystemer an deem Stat, wou e sech installéiert huet, op eng -esou steet et an der Direktiv - déraisonnabel Aart a Weis zulaaschte fält. An da stellt d'Fro sech, ob déi Persoun net erëm muss an hiert Heemechtsland goen.

Mä op jidde Fall, de fundamentalen Aspekt ass d'europäesch d'Citoyennetéit, a mat der europäescher Citoyennetéit ass verbonnen d'Recht, fräi an Europa ze bougéieren, sech ze bewegen an ze schaffen.

- L'actualité parlementaire sur **www.chd.lu**.
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.

- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

www.chd.lu

www.chd.lu

Nu wësse mer awer, datt dat e Recht ass, dat awer och verbonnen ass mat Problemer, a besonnesch dann - an Dir hutt et richteg gesot -, wann et a Länner strukturell Chômageproblemer elo scho gëtt. A mir hunn natierlech e Problem, e strukturelle Problem, deen heescht: Onqualifizéiert Leit si vum Chômage relativ staark hei zu Lëtzebuerg betraff.

An da weise sech ganz séier d'Limiten, wa vill Leit aus anere Länner, europäesche Länner, kommen, déi net gutt qualifizéiert sinn oder déi eventuell net sproochlech équipéiert sinn, fir verschidden Joben hei zu Lëtzebuerg ze huelen. Duerfir ass et kloer: Déi libre Circulatioun ass wichteg, ass essenziell, ass och en Deel - als Ekonomist wësst Der dat -, een Deel vun enger Währungsunioun, vun där d'Mobilitéit vun der Aarbecht en Deel ass, an nëmmen esou kann eigentlech déi Währungsunioun funktionéieren.

Mä et ass awer och ganz kloer, wann déi Clivagen, déi an där Währungsunioun momentan amgaange sinn ze geschéien, esou grouss ginn an déi Pressioun esou grouss ass - 52% -, dann ass dat net méi eleng iwwer massiv Migratioun ze regelen. Mir mussen also kucken, wéi mer dat an de Grëff kréien.

Dir hutt mech Chiffrë gefrot. Bis ewell hu 4.000 EU-Bierger 2012 hei zu Lëtzebuerg eng Attestatioun kritt, 4.000 EU-Bierger. Ech kann Iech leider net soen, se pro Nationalitéit opsplécken, mä 4.000 EU-Bierger hunn hei eng Attestatioun kritt. Dat sinn der 500 méi grosso modo wéi d'lescht Joer an dat sinn der 1.000 méi wéi am Joer 2009. Am Joer 2010 hate mer en netto Zouwuess - an ech ginn dem Här Braz absolut recht, datt ee muss an netto Zuele räsonéieren an net a brutto Zuelen -, hate mer en netto Zouwuess vun der Migratioun aus deenen - an elo soen ech - 27 EU-State vu 5.529.

13.700 sinn op Lëtzebuerg komm an à peu près 8.200 hu Lëtzebuerg verlooss. Dorënner och 1.600 Lëtzebuerger, déi Lëtzebuerg verlooss hunn, an aner Lëtzebuerger, déi erëm op Lëtzebuerg zréckkomm sinn. Hei ass de Solde iwwregens net positiv, mä negativ. Et ginn also méi Lëtzebuerger aus dem Land eraus, wéi der erëmkommen.

Eleng aus Portugal sinn 3.485 Leit am Joer 2010 ukomm. An nodeem der dann 1.690 fortgaange sinn, ass hei de Solde 2.149. Dat sinn 39% vun onser EU-interner, also där interner Migratioun, iwwert déi Der wollt diskutéieren.

72% vun der Migratioun op Lëtzebuerg sinn EU-Bierger. Da bleiwen also nach 28% fir Leit vun der ganzer Welt. Op déi Leit vun der ganzer Welt hu mer eng gewëssen Handhab. Wann déi hei wëlle schaffen, brauche se e Permis de séjour, brauche se e Permis de travail. Bei den EU-Bierger, mengen ech, hunn ech kloer gesot, datt dat net de Fall ass. D'Zuel vun deenen aus Drëttstate läit bei 2.100. Éischte Grupp vun deenen: Amerikaner. Do ass also genau dat, wat Der ugeschwat hutt. Amerikaner ganz oft an amerikanesche Firmen, dat heescht héich qualifizéiert Leit, déi iwwert deen do Wee op Lëtzebuerg kommen.

Nun, wat ass d'Konsequenz vun deene Leit, déi onqualifizéiert oder net capabel, fir hei um Aarbechtsmaart en Job ze fannen, op Lëtzebuerg kommen? Jo, et ass gesot ginn: Et ass sozialen Dumping. Dat sinn déi Situatiounen, déi mer virun e puer Deeg op de Chantiere fonnt hunn: Leit, déi fir véier, fënnef Euro schaffen, ouni Sécherheet, ouni näischt. An do musse mer usetzen. Dat ass amgaangen ze geschéien.

Ech hat eng Réuniouun mat de Sozialpartner aus dem Bau, fir zum Beispill d'nächst Joer en extraen Ausweis fir all déi Leit, déi op de Chantiere schaffen, anzeféieren. Dat heescht, besonnesch och am Détachement. Well all déi Leit, déi esou op Lëtzebuerg kommen, komme ganz oft am Kader vum Détachement. Mir hunn och do en extrae Grupp, wou Douane, Police, ITM an aner Administratiounen zesummeschaffen, fir méi Kontrollen op de Chantieren ze maachen.

Ech mengen, et muss ganz kloer sinn, datt hei zu Lëtzebuerg d'Sozialgesetzgebung muss agehale ginn. Et kann net sinn, datt - iwwregens - deenen Entreprisen, déi déi anhalen, Schwieregkeete bereet ginn, par rapport zu deenen, déi se iwwerhaapt net méi anhalen. Dat ass also en extrem wichtege Problem.

Dir hutt de Logement ugeschwat. Jo, et muss méi kontrolléiert ginn, vun Abusë vun Zëmmeren, wou ganz Familljen hébergéiert ginn, ënner net würdege Konditiounen.

An da wëll ech awer ee Punkt, wann Der mer nach e bëssen Zäit gitt, Här President, ee Punkt vläicht,…

M. le Président.- Dir hutt nach Zäit, Här Minister.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- …dee wichteg ass, dat ass dee vun de Kanner. Well si sinn déi wierklech Perdantë vun där do Migratioun.

Si sinn déi wierklech Perdanten, well si ginn aus engem Schoulsystem erausgerappt an an en anere Schoulsystem transposéiert, wou se total verluer sinn. An dat ass fir ons, besonnesch hei zu Lëtzebuerg, en enormen Défi. En enormen Défi, besonnesch an deene leschte Méint a Jore ginn.

Mir haten 1.043 Kanner d'lescht Joer, déi op Lëtzebuerg komm sinn an déi an der École fondamentale - nëmmen École fondamentale - hu misse scolariséiert ginn. Dat sinn der schonn e puer Honnert méi gewiescht wéi dat Joer virdrun. Vill vun deene Kanner si Kanner vun Demandeurs d'asile, à peu près 26%. Déi aner Kanner sinn haaptsächlech Kanner vu Migranten a ganz vill Kanner vun europäesche Migranten, well hei huelen notamment d'portugisesch Kanner e groussen Undeel.

An do läit de Problem. Wa mer déi Kanner musse scolariséieren, musse mer se a Spezialklasse scolariséieren. Do mussen enorm, enorm Effortë gemaach ginn, fir ze kucken, datt déi Kanner iergendwéi den Uschloss fannen un e Lëtzebuerger System, dee scho fir all déi Kanner, déi hei gebuer sinn oder länger Zäit hei wunnen oder Lëtzebuerger sinn, net ëmmer evident ass.

An do läit, mengen ech, déi gréisste Problematik. Well grad do, wann ech elo kucken, wéi vill Kanner mer och an der Primärschoul haten oder am Secondaire - Secondaire ass nach méi komplizéiert, well dat si jo Kanner, déi scho méi al sinn, déi nach méi schwéier an e gewëssene Sproochesystem eranzefüge sinn -, da mierke mer natierlech, datt, wann et net méiglech ass, deene Kanner eng valabel Formatioun ze ginn, eng valabel Éducatioun ze ginn, en eng Beruffsausbildung ze ginn, wou se och hei zu Lëtzebuerg eng Chance hunn um Aarbechtsmaart, da si mer amgaangen, iwwert deen do Wee weider Exklusioun, weider Chômage ze produzéieren.

An ech mengen, do läit e grousse Problem, eng grouss Verantwortung vun eis, déi natierlech musse probéieren, onse Schoulsystem och där Erausfuerderung unzepassen. Mat 30 Klassen, déi mer momentan hunn am Secondaire technique, déi fir déi Kanner op sinn, déi do kommen. 40% portugisesch Kanner. 40% portugisesch Kanner, déi an deene Klasse sinn.

An ech mengen, dat ass d'Gefor vun enger sech reproduzéierender Aarbechtslosegkeet respektiv sech reproduzéierender Inégalitéit, sech reproduzéierender Exklusioun. A mir schwätze vun Integratioun, mä en fait ass do d'Gefor, datt dat de Contraire gëtt vun Integratioun a ganz oft d'Leit aus der Europäescher Unioun concernéiert.

Nach eng Kéier, mir schwätzen hei vun der europäescher Immigratioun an net vun där anerer. Déi aner - ech schwätzen och net vun den Asylanten - hu mer Kontroll drop, versiche mer och ze kucken. An déi Zuele vun där Aarbechtsmigratioun op Lëtzebuerg ass relativ limitéiert a concernéiert ganz oft Leit aus gutt ausgebiltene Kreesser. Dir hutt hei d'„green card" gestëmmt, Dir hutt d'„blue card" gestëmmt. Ech mengen, mir maachen d'Dieren op fir déi qualifizéiert Leit.

Dir hutt och gesot, 3.000 Posten op der ADEM wieren op. Dat ass e bësse méi komplizéiert. Ech mengen, mir hunn 3.000 Poste gemellt. Natierlech ass do e Flux ëmmer amgaang. Wann de Poste gemellt gëtt, da brauch et vläicht e puer Deeg oder e puer Wochen, ier de Poste besat gëtt. Et ass net esou evident, datt dat alles Poste sinn, déi definitiv op sinn.

Zur Konklusioun wëll ech soen: Et ass net e Lëtzebuerger Phenomeen, dee mer hei begéinen. An ech sinn och d'accord, datt mer mussen informéieren, mat deene Länner zesummeschaffen. Mä och dat geet wahrscheinlech net duer. Et ass schéin, dee Projet um Cap-Vert ze hunn, deen heescht: „migrer les yeux ouverts". Och dat empêchéiert net, datt awer nach ëmmer vill Leit illegal op Lëtzebuerg kommen.

Ech wëll och just soen, mir hu wéineg Leit aus Griichenland a wéineg Leit aus Spuenien. Dat sinn der e puer Dosenden. Mir hunn haaptsächlech eng Immigratioun momentan aus deene Länner, déi den Här Braz och gesot huet. Aus Portugal. Well déi Leit Lëtzebuerg gutt kennen. Well och a Portugal Publicitéit gemaach gëtt mat „Versicht et zu Lëtzebuerg! Do ass de Mindestloun 1.800 Euro." A Portugal ass e 410 Euro.

Dat kléngt alles gutt an d'Leit loosse sech dann op dee Wee verlocken.

Mä wann ech dat kucken, wat dës Woch am „Spiegel" stoung. Do war en Artikel grad iwwert déi do Problematik, deen intituléiert war: „'Hilferufe, Wut, Empörung': Verarmte EU-Migranten überfordern die Politik", da soen ech, mir dierfen ons natierlech net durablement iwwerfuerdere loossen. Mir musse kucken, an der EU dee Problem do an de Grëff ze kréien.

Well dat do ass natierlech ee Punkt, deen un de Fundamente vun der ganzer europäescher Konstruktioun buert a riskéiert, och weider déi Kredibilitéit bei eise Bierger vun deem europäesche Projet a Fro ze stellen. Mir sinn, an d'EU besonnesch, an d'Währungsunioun do mam Zil, Konvergenz ze produzéieren. Wat mer elo amgaang sinn ze gesinn, ass total Divergenz, déi d'Ursaach ass vun dëse Migratiounsmouvementer.

D'Äntwerte sinn natierlech net einfach. Informatioun jo, mä déi richteg Äntwert mengen ech ass schonn ze kucken, fir deene Länner en neien Départ ze ginn. A wa mer deene Länner wëllen en neie Wirtschaftsdépart ginn, da kann déi Politik, esou wéi se elo bis ewell konzipéiert war, net weidergoen. Well et ass sécher, datt d'Rezessioun Rezessioun produzéiert. A Rezessioun produzéiert Aarbechtslosegkeet an Aarbechtslosegkeet produzéiert déi Aarmutsmigratioun.

Mir mussen also deen dote Cycle infernal, an deem mer sinn, briechen. An duerfir ass et wichteg, fir an Europa aus där Scholdekris iwwer Croissance erauszekommen. Well iwwer Austeritéit eleng wäerte mer aus där Scholdekris do net erauskommen.Ech mengen, hei ass eng Kurskorrektur noutwendeg. Jiddweree schéngt sech elo um Enn däers bewosst ze sinn.

Ech hoffen, datt och dodrop Tate wäerte follegen an datt mer réusséieren, ville jonke Leit, déi eigentlech wëllen um Opbau oder um Erëmopbau vun hire Länner - sief dat a Spuenien, sief dat a Griichenland, sief dat a Portugal, sief dat an Irland - och deelhuelen, datt déi jonk Leit d'Chance kréien, an hirem Land dat ze maachen an um Retour, um wirtschaftlechen a soziale Retour vun hire Länner mat sech ze bedeelegen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Aarbechts- an Immigratiounsminister.

(Interruptions)

Den Här Bauler hëlt nach eng Kéier gär d'Wuert. Jo.

M. André Bauler *(DP).*- Ech wollt just dem Här Aarbechtsminister matdeelen, datt ech natierlech net de Prinzip vun der libre Circulation des personnes, des travailleurs verkannt hunn. Mä grad well et dee Prinzip innerhalb vun Europa gëtt, ass et ebe wichteg, esou vill wéi méiglech a geziilt ze informéieren. Dat war de But vun där Ausso, mat nach eng Kéier deem Zitat vum Jean Lichtfous, wou e seet: «migrer les yeux ouverts et en connaissance de cause».

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Nach eng Kéier den Här Minister.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- Ech huelen dat gären un an ech sinn och absolut domat d'accord. Jiddweree soll „migrer les yeux ouverts" an „en bonne connaissance de cause" dat maachen. Dat probéiere mer och a Portugal de Leit nozebréngen.

Mä ech mengen, d'Situatioun ass déi: Vill Leit wëllen net hir Aen opmaachen. Well et an enger Situatioun, déi hoffnungslos ass, einfach emol ëm d'Probéiere geet, sech an den Auto setzen, mat de Kanner op Lëtzebuerg kommen, oder iergendwou anescht an der Unioun, an ze probéieren. Dat ass d'Realitéit.

Informatioun ass wichteg, mä et geet wahrscheinlech net einfach esou duer. Mir mussen et fäerdegbréngen, datt d'Leit och erëm a Portugal oder an deene Länner, déi concernéiert sinn, eng Hoffnung do selwer gesinn. Dann équilibréieren déi Fluxe sech och doudsécher.

M. le Président.- Merci. Domadder wär d'Diskussioun iwwert dëse Punkt ofgeschloss.

Dir Dammen an Dir Häre, mir sinn och elo schonn um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. Déi nächst Sitzung ass virgesi fir de 15. Mee.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.21 heures)

Sommaire des séances publiques nos 25, 26, 27, 28 et 29

6253 - Débat d'orientation sur les différents types d'enseignants du système scolaire luxembourgeois
et
Interpellation de M. André Bauler sur le futur profil des enseignants dans l'enseignement post-fondamental p. 315-323

Heure d'actualité du groupe DP au sujet du secteur des taxis au Luxembourg p. 323-326

Communications p. 327

Ordre du jour p. 327

Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État p. 327-332

Débat sur l'état de la nation p. 333-346

Débat sur l'état de la nation (suite) p. 346-353

Dépôt d'une motion par M. Claude Adam p. 353

6430 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire p. 353-357

6375 - Projet de loi approuvant deux amendements à l'Accord portant création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement p. 357

Question élargie n°25 de M. André Bauler au sujet de la création de «green jobs» pour les jeunes demandeurs d'emploi p. 357-358

Heure d'actualité du groupe DP sur les nouvelles migrations internes en Europe suite à la crise économique et leurs répercussions sur le Luxembourg p. 358-361

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Espace Médias SA / Polygraphic SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°9** • SESSION ORDINAIRE 2011-2012

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
1923 cf. 1943	Roger Negri	Fermeture éventuelle de huit guichets des CFL
1926	Nancy Arendt	Pointeurs laser
1943 cf. 1923	Ali Kaes	Fermeture de guichets des CFL
1953	Jean Colombera	Nouveau concept des CFL
1956	Jean Colombera	Agrandissement du Lycée technique Ettelbruck et du Lycée technique Agricole
1969	Marcel Oberweis	Pollution de l'air
1985	Marcel Oberweis	Pollution de l'air due aux émissions d'oxyde d'azote
1996	Fernand Kartheiser	Abattage rituel
2007	Anne Brasseur	Informations sur les changements de la législation en matière d'immigration
2010	Jacques-Yves Henckes	Pensions du secteur public
2012	Félix Braz et Henri Kox	Construction d'une deuxième centrale Turbine Gaz Vapeur (TGV)
2014	Jean Colombera	Qualité des centres de médecine psychosomatique à l'étranger
2015	Jean Colombera	Formation continue des médecins
2016	Jean Colombera	Calmants benzodiazépiniques
2017	Anne Brasseur	Réorganisation de l'ADEM
2018	André Bauler	Projets du Fonds du Logement
2020	Claudia Dall'Agnol	Défibrillateurs dans les maisons médicales
2022	Léon Gloden	Demandeurs d'emploi convoqués à se présenter pour des postes non vacants
2023	Henri Kox	Exploitation future des installations de cogénération existantes
2025	André Bauler	Transports publics au nord du Luxembourg
2027	Robert Weber	Luxembourg Board of Economic Development (BED)
2028	Anne Brasseur	Conseil d'administration de l'établissement public nommé «Salle de concerts Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte» et de la Fondation Henri Pensis
2030	Claude Meisch	Convention européenne sur la nationalité du Conseil de l'Europe
2031	Claude Adam	Volet «Recherche» dans le fonctionnement de l'école de recherche «Eis Schoul»
2032	Ben Fayot	Méga-camions
2033	Gast Gibéryen	Dette du LCGB auprès de la caisse de décès VITA
2035	Fernand Kartheiser	Future Agence nationale de stockage et réserve nationale en produits pétroliers
2036	André Bauler et Fernand Etgen	Organisation au sein du centre d'intervention national (RIFO)
2039	André Bauler	Experts externes du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle
2041	Ben Fayot	Obligations du Code de la Route pour les cyclistes
2042	Xavier Bettel	Effectifs de la Police grand-ducale
2043	Fernand Kartheiser	Groupe d'experts chargé d'analyser les relations entre l'État et les communautés religieuses
2044	Fernand Kartheiser	Renforcement des fonds de secours
2045	Jean Colombera	Consentement éclairé
2046	Jean Colombera	Placements à l'étranger d'adolescents
2047	Félix Braz	Questionnaire en ligne de l'OLAI concernant le plan pluriannuel d'intégration et de lutte contre les discriminations
2048	Serge Wilmes	Fonds communal de péréquation conjoncturale
2051	Jean Colombera	Droit d'accès au contenu du dossier médical
2052	Tessy Scholtes	Enseignement à domicile des enfants
2054	Anne Brasseur	Plan national pour l'intégration des Roms
2055	Josée Lorsché et Félix Braz	Analyses dans le cadre du dépistage du cancer du col de l'utérus
2056	Jean Colombera	Contournements de Heinerscheid et de Hosingen
2057	André Bauler	Chemin repris 339 reliant le village de Kalborn au lieu-dit «Tintesmühle»

Question 1923 (9.2.2012) de **M. Roger Negri** *(LSAP)* concernant la **fermeture éventuelle de huit guichets des CFL:**

Le département des Transports et la direction des CFL ont décidé en 2011 de reporter la décision de l'éventuelle fermeture de huit guichets CFL à l'année en cours. Dans la réponse à ma question parlementaire du 11 février 2011 *(cf. compte rendu n°10/2010-2011 - question parlementaire n°1248)*, Monsieur le Ministre a affirmé que les CFL entameraient «une concertation tant avec les acteurs locaux qu'avec les syndicats concernés et, le cas échéant, les usagers afin de vérifier si la mise en place d'une solution alternative profitant d'une situation centrale inhérente à ces locaux et diversifiant l'offre en services - commerces ou animation de ces gares - pourrait, le cas échéant, être envisagée et être la base d'une revalorisation du site». Selon mes informations, le «concept global» élaboré par les CFL ne s'écarte pas substantiellement des mesures proposées il y a un an et la concertation prévue avec les partenaires locaux n'aurait pas encore eu lieu.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes:

1. Monsieur le Ministre entend-il toujours élargir le débat et se concerter avec les communes et les syndicats concernés avant toute prise de décision? Dans l'affirmative, dans quels délais et sous quelle forme?

2. En vue d'améliorer le service d'accueil et la sécurité des passagers, Monsieur le Ministre ne songe-t-il pas à maintenir le personnel actuellement en place dans les guichets au lieu de les fermer, respectivement d'installer des distributeurs de billets dans les gares peu fréquentées?

Question 1943 (16.2.2012) de **M. Ali Kaes** *(CSV)* concernant la **fermeture de guichets des CFL:**

En 2011, Monsieur le Ministre avait confirmé la fermeture de certains guichets de gare des CFL à travers le pays au cours de l'année 2012.

Selon mes informations, ces fermetures sont prévues pour fin mars 2012, bien que les machines électroniques pour la vente des billets n'aient pas encore été installées.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations?

- De quelle manière les voyageurs pourront-ils se procurer leur billet?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que la présence de personnel de gare contribuerait à la sécurité des voyageurs?

Réponse (10.5.2012) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par leurs questions parlementaires, les honorables Députés Roger Negri et Ali Kaes souhaitent s'informer au sujet de la fermeture d'un certain nombre de guichets CFL prévue pour 2012.

Les CFL avaient entamé en 2011 des réflexions concernant la fermeture de guichets dans certaines gares pour des raisons économiques. Parallèlement à cette mesure de fermetures envisagée, il était prévu de modifier les heures d'ouverture des guichets d'autres sites pour mieux refléter les exigences des usagers, demandeurs d'heures d'ouverture tardives et d'ouvertures continues.

J'avais demandé à l'époque que l'ensemble de ces initiatives soient dans un premier temps reportées à 2012 afin de permettre aux CFL d'élaborer un concept global sur la vente des titres de transport et la revalorisation des guichets prévus de fermer.

Au cours de l'année 2011, les CFL ont procédé à des sondages pour connaître les besoins et les attentes de leur clientèle. En même temps des concertations ont eu lieu avec les responsables communaux, les partenaires sociaux et les acteurs commerciaux pour déterminer leurs vues sur la revalorisation des guichets.

Sur base des résultats de ces entrevues et sondages, les CFL ont élaboré un concept global. La vision future des CFL pour les gares se compose des éléments suivants:

- le développement de la présence de commerces et autres activités locales dans les gares;

- la structuration de la vente en quatre catégories de gares, notamment en fonction de la fréquentation: gare de Luxembourg, autres gares avec vente CFL, gares avec vente par un partenaire et gares sans vente manuelle;

- la mise en place de distributeurs automatiques dans toutes les gares émettant un portefeuille de base de billets nationaux;

- la mise en place de solutions pour la vente de certains produits par Smartphone;

- l'amélioration de la vente par Internet;

- d'assurer la sûreté des voyageurs en gare par des moyens humains mobiles et techniques;

- d'améliorer le confort d'attente par une extension des heures d'ouverture des salles d'attente et des toilettes;

- et finalement d'améliorer l'information en temps réel.

Les différentes phases s'échelonneront sur une durée totale de deux ans.

Les guichets de Kautenbach, Rumelange et Dudelange-Usines avec une vente moyenne de trois, cinq, respectivement onze billets par jour ont été fermés définitivement le 30 avril 2012. Le guichet de Kleinbettingen sera fermé lors de la mise hors service du poste directeur localisé dans le même bâtiment fin 2013.

Pour les guichets où un partenaire sera recherché par les CFL pour reprendre l'activité de vente au plus tard pour fin 2013, une concertation avec les communes concernées aura préalablement lieu. Si, pour un guichet spécifique, aucun partenaire ne sera identifié à la fin de l'année 2012, une nouvelle concertation avec les partenaires sociaux aura lieu par les CFL avant de prendre une décision finale.

Parallèlement un plan de communication sera développé par les CFL afin d'informer la clientèle à tout moment des nouveaux choix à sa disposition pour l'achat des titres de transport.

En ce qui concerne plus particulièrement la vente des titres de transport, les cartes e-go ainsi que les titres de transport vers la France, la Belgique et les Pays-Bas peuvent être achetés par voie électronique. De plus, des titres de transport nationaux sont vendus dans les trains par le personnel d'accompagnement, dans les bureaux de poste ainsi qu'auprès de la Centrale de Mobilité. Enfin, la commande de billets est possible par l'intermédiaire du Call-Center CFL au 2489 2489.

Question 1926 (10.2.2012) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant les **pointeurs laser:**

Dans de nombreux pays européens, on peut observer une augmentation alarmante des attaques au laser contre des avions en plein décollage ou atterrissage. Ces attaques mettent en danger la vie des passagers parce que les pilotes sont aveuglés lors des ces incidents. En 2011, le «Luftfahrt-Bundesamt» a enregistré 279 attaques contre des hélicoptères et des avions.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre est-il au courant d'incidents similaires rapportés jusqu'à présent au Luxembourg?

- Est-ce qu'il y a déjà eu des plaintes de la part de nos pilotes concernant des attaques au laser?

- Qui sont les auteurs des telles attaques?

- Quelle est la base légale de l'utilisation des pointeurs laser?

- Quelles sont les mesures prévues par le Gouvernement afin de mettre à l'avenir un terme à d'éventuelles attaques?

Réponse (10.5.2012) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'honorable Députée s'enquiert au sujet de l'utilisation de pointeurs laser contre des avions en plein décollage ou atterrissage.

La Direction de l'Aviation civile m'informe

qu'en 2011 les membres d'équipage d'aéronefs ont dressé 32 rapports d'incidents concernant des interférences rapportées avec des lasers. Ces incidents sont entrés dans la base de données ECCAIRS (European Coordination Centre for Accident and Incident Reporting Systems) de la Commission européenne.

Les pilotes rapportent systématiquement tout incident impliquant un laser. Ils sont invités par ailleurs à porter systématiquement plainte auprès de la Police grand-ducale. Il faut ajouter que le phénomène ne se résume pas à la seule aviation civile, alors que les conducteurs de train ou de bus peuvent également être visés.

S'agissant de la question des auteurs et de leur profil, il est difficile d'y répondre en raison du fait que les auteurs ne sont pas toujours identifiés.

Les pointeurs laser font l'objet d'une classification suivant la norme EN 60825-1: 2007 Sécurité des appareils à laser - Partie 1: Classification des matériels et exigences. Seuls les lasers de la classe 2 peuvent être vendus au grand public, les lasers au-dessus de la classe 3R sont soumis à autorisation préalable de l'ITM. L'étude «JA2010 on Laser Pointers» réalisée début 2012 par PROSAFE (Product Safety Enforcement Forum of Europe) en collaboration avec les autorités de la surveillance du marché de plusieurs États membres dont l'ILNAS (Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services) a démontré que la majorité des pointeurs laser mis sur le marché européen ne sont pas conformes à la législation européenne applicable. Très souvent ils sont beaucoup plus puissants que la classe 2, considérée comme étant non dangereuse pour les yeux.

Actuellement, pour ce genre de produits, plusieurs législations sont applicables au Luxembourg:

- loi du 31 juillet 2006 relative à la sécurité générale des produits (directive 2001/95/CE);

- loi du 15 décembre 2010 relative à la sécurité des jouets (directive 2009/48/CE);

- règlement grand-ducal du 27 août 1976 relatif au matériel électrique destiné à être employé dans certaines limites de tension (directive 2006/95/CE);

- règlement grand-ducal du 4 février 2000 concernant les équipements hertziens et les équipements terminaux de télécommunications (directive 1999/5/CE).

Un système d'alerte rapide (RAPEX) a été créé par la Commission européenne qui permet de notifier des produits dangereux identifiés par un État membre aux autres États membres de l'Union européenne. Le Luxembourg, via l'ILNAS, en charge de la sécurité générale des produits, suit de près la mise sur le marché de ces produits et un certain nombre de lasers non conformes ont déjà été identifiés sur le marché luxembourgeois et ont fait l'objet d'une notification RAPEX.

Dans le cadre de la «sécurité générale des produits», la Commission européenne prépare par ailleurs actuellement une nouvelle décision sur les produits laser qui est suivie de près par les instances compétentes.

Question 1953 (22.2.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant le **nouveau concept des CFL:**

Am geplangte Konzept vun der CFL a Bezuch op déi eenzel Garë sinn eng ganz Rei vu Mesurë geplangt, déi Répercussiounen op de Benotzer vun der Bunn wäerten hunn. Och d'Sécherheet vun de Reesenden an den Installatiounen ass a Fro gestallt, wa kee Personal méi op de Garen ass.

An dësem Kontext géif ech gären dës Froen un lech riichten:

1) Wéi ass d'Sécherheet an de Garen a ronderëm garantéiert, wa keen Agent méi an de Garen ass? Wéi wäert de Passus «assurer la sûreté des voyageurs en gare par des moyens humains mobiles et techniques» konkret op de Quaien an an de Wartesäll ëmgesat ginn?

2) Wéi ass et mat den Ouverturë vun de Wartesäll an Toiletten, déi elo schonns dacks zou sinn, wa keen CFL-Beamten do ass?

3) Wéi ginn d'Clienten informéiert, wann den Zuch Verspéidung huet oder zum Beispill op engem anere Quai aleeft?

4) Ass net ze fäerten, datt duerch dës Moossnamen nach weider CFL-Clienten dem öffentlechen Transport de Réck dréinen, esou wéi dat elo schonns deels geschitt opgrond vun de ville Verspéidungen?

5) D'Strofe fir Reesender ouni valabele Billjee ginn drastesch an d'Luucht, an zwar op 150 €. Wat fir Moossname si virgesi fir Leit, déi op enger Gare ouni Guichet ageklomme sinn an déi aus villen Ursaachen (Panne, keng Mënz, ze vill Leit...) sech kee Billjee konnten um Automat beschafen?

6) Et gëtt ëmmer „Kundenfreundlichkeit" an d'Fënster gestallt. Wéi ass et dann ze verstoen, datt dann op där anerer Säit ëmmer méi Apparater opgestallt ginn? Do derbäi ass jo festgestallt ginn, datt bis elo déi meeschte Billjeeën an de Guichete verkaaft ginn.

Réponse (3.5.2012) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Den Här Deputéierte Jean Colombera befaasst sech a senger parlamentarescher Ufro N°1953 vum 22. Februar 2012 mat der Sécherheet vun den Zuchreesenden am Kontext vun de Mesuren, déi d'CFL hëlt, wat d'Guicheten an de verschiddene Garen oder Arrêten ugeet.

Fir d'Éischt muss een emol soen, dass d'Präsenz vun engem CFL-Agent am Guichet praktesch keen Impakt op d'Sécherheet huet, weder vun den Zuchreesenden nach vun den Installatiounen op de Garen. De Volet Sécherheet gehéiert net zu de Funktioune vun engem CFL-Agent de vente. Donieft ass ze bemierken, dass haut méi wéi zwee Drëttel vun alle Garen an Arrêten net iwwer e Guichet verfügen.

Wat d'Assuréiere vun der Sécherheet vun den Zuchreesenden an de Garen ugeet, ginn engersäits „moyens humains" agesat, woubäi et sech ëm eng mobil Sécherheetséquipe handelt, déi geziilt op deene sensibele Plazen agesat gëtt. Anerersäits ginn och „moyens techniques" agesat, bei deenen et sech ëm Iwwerwaachungskameraen a „bornes S.O.S." handelt, déi et dem Zuchreesenden erlaben, direkt mat der Zentral vun der CFL a Verbindung ze trieden.

D'Ouvertureszäite vun de Wartesäll an den Toilettë wäerten onofhängeg vun der Präsenz vun engem CFL-Agent geregelt ginn. Et ass net virgesinn, Wartesäll an Toiletten zouzemaachen, d'Ouvertureszäite wäerten am Géigendeel ausgeweit ginn.

D'Informatioun vum Client am Fall vun enger Verspéidung oder engem Quaiwiessel erfollegt och haut net iwwert de Guichet. Dofir sinn, jee no Gare, dynamesch Affichen, akustesch Annoncë souwéi Opsiichtsbeamten um Quai virgesinn.

Doriwwer eraus schafft d'CFL un engem System (ARAMIS), deen et Enn 2012 wäert erlaben, automatiséiert aktuell Informatiounen iwwert den Zuchverlaf z. B. op d'mobil Applikatioune vun der CFL an der CdT ze bréngen. Eng éischt Phas, déi sech op gréisser Stéierungsmeldunge beschränkt, ass Ufank März 2012 ugelaf.

Insgesamt gëtt sech duerch dat ganzt Konzept (gemëschte Präsenz vu Commerce a Billjeesvente, Automaten op all Arrêt, Informatioun a Verkaf iwwer Internet a Smartphone, etc.) eng Steigerung vun der Attraktivitéit vum öffentlechen Transport am Generellen a vum Zuch am Speziellen erwaart.

Et ass virgesinn, dass den Automat och Kreditkaarten akzeptéiert, esou dass den Zuchreesenden net eleng op Mënz ugewisen ass. Ausserdeem huet hien nieft dem Automat och nach d'Méiglechkeet, sech iwwer säi Mobiltëlefon e Billjee ze kafen. Den techneschen Zoustand vun den Automate wäert selbstverständlech iwwerwaacht ginn, esou dass Pannë séier behuewe kënne ginn. Am Zweifelsfall gëtt d'Zuchpersonal direkt kontaktéiert an informéiert.

Déi meeschte Billjeeë gi bis elo am Guichet verkaf, mä just aus deem Grond, well ebe keng Automaten zur Verfügung stinn. Erfahrungen an anere Länner hu bewisen, dass do, wou Automate systematesch zur Verfügung stinn, den Undeel vun de Ventë per Automat ëmmer iwwer 50% läit. Ausserdeem wäert vill Wäert drop geluecht ginn, dass d'Automaten einfach ze bedénge sinn, esou dass ebe grad d'„Kundenfreundlichkeit" geséchert bleift.

Question 1956 (23.2.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant l'**agrandissement du Lycée technique Ettelbruck et du Lycée technique Agricole:**

De „Lycée technique Ettelbruck" an de „Lycée technique Agricole" zu Ettelbréck si schonns jorelaang iwwerbeluecht respektiv hu missen deelweis ausgelagert ginn. D'Regierung sicht ewell zënter Joren no enger Léisung.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un d'Ministeren:

1) Wéi wäit ass den Dossier vum Ausbau vun dësen zwou Schoule bis elo fortgeschratt?

2) Ass de viséierte Standuert zu Angelduerf fir den technesche Lycée nach ëmmer aktuell a wéi wäit sinn hei d'Verhandlunge mat de Propriétairen, oder huet d'Regierung sech no engem anere Standuert ëmgekuckt?

3) Wat ass genee am Beräich vun den Infrastrukturen an der Akerbauschoul bis elo geplangt respektiv virgesinn? Ass de Standuert zwësche Gilsdref an Dikrech nach ëmmer aktuell oder ass een anere Standuert an der Planung?

4) Ass d'Regierung bereet, fir an nächster Zukunft hei ganz konkret Schrëtt ze ënnerhuelen, fir deenen onhaltbaren Zoustänn an deenen zwee Ettelbrécker Lycéeën een Enn ze setzen? Wa jo: Wéi gesäit dëst konkret aus? Wa neen: Wat sinn déi genee Grënn fir dës Entscheedung?

Réponse commune (10.5.2012) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*, et de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Den honorablen Deputéierte wëllt sech iwwert d'Projete vum Lycée technique Ettelbruck a vun der Akerbauschoul zu Ettelbréck informéieren.

Et ass richteg, dass de Lycée technique Ettelbruck an de Lycée technique Agricole zu Ettelbréck schonns jorelaang iwwerbeluecht sinn an hu missen deelweis ausgelagert ginn.

Wat de Fortschrëtt vum Projet mam neie Lycée technique Agricole zu Gilsdref betrëfft, wier ze preziséieren, datt d'Terraine schonns säit 2009 vollstänneg disponibel sinn an datt verschidden Ufroe fir d'Genehmegungen am Joer 2010 agereecht goufen.

De Gesetzesprojet gouf de 25. Mee 2011 an der Chamber déposéiert an en ass den 27. Mäerz 2012 gestëmmt ginn.

De Standuert zu Gilsdref gëtt nach ëmmer vun der Regierung zréckbehale fir d'Implantatioun vum neie Lycée technique Agricole. Deen neie Campus erméiglecht et, op enger eenzeger Plaz d'Aktivitéite vun deene bestehende Standuerter zu Ettelbréck a Colmar-Bierg ze gruppéieren. Am Projet virgesi sinn d'Klassesäll, d'Atelieren an d'Laboratoiren, d'Hale fir landwirtschaftlech Maschinnen, Zären, Verwaltungs- an Empfangsstrukturen, en Internat an e puer Hektar Felder fir den Unterrecht. Et kënnt eng Sportsunitéit op dee Standuert; d'Proximitéit mat der rue Merten zu Dikrech erlaabt d'Benotzung vun deene Sportsinfrastrukturen, déi do scho sinn.

Nodeems de Lycée technique Agricole op Gilsdref wäert geplënnert sinn, kënnen déi aktuell Gebailechkeete vum Lycée technique Agricole aanescht gebraucht ginn, nodeems se renovéiert gi sinn. Et war am Ufank geplangt, den Nordstad-Lycée an deene Gebailechkeeten ënnerzebréngen, mä well de Lycée technique Ettelbruck och zousätzleche Schoulraum brauch an zousätzlech Sozialinfrastrukture brauch, ass festgehale ginn, dem Lycée technique Ettelbruck des Gebailechkeeten ze reservéieren. Well dës zwee Gebaier just niewentenee leien, huet dëst de Virdeel, datt de Lycée technique Ettelbruck sech kann op eng natiirlech Aart a Weis entwéckelen. Dat heescht awer och, datt fir dat definitiivt Gebai vum Nordstad-Lycée aner Terraine musse fonnt ginn.

Op d'Fro, ob de viséierte Standuert zu Angelduerf fir den technesche Lycée nach ëmmer aktuell ass a wéi wäit hei d'Verhandlunge mat de Propriétairë sinn, ass ze soen, datt dee Standuert zu Angelduerf analyséiert ginn ass, haaptsächlech am Bezuch op d'Problematik vun den Iwwerschwemmungszonen an der reeller Verfügbarkeet vun deene verschiddenen Terrainen.

Déi Terraine vun Angelduerf/Dikrech, déi dem Comité d'acquisition ugebuede goufen an déi aus der Héichwaasserzon erausleien, si vun der Surface hier net grouss genuch, fir e ganze Lycée kënnen ze realiséieren. Et gëtt gekuckt, ob méi kleng Schoulinfrastrukturen op dësen Terraine méiglech sinn.

Aus dësem Grond sichen déi zoustänneg Servicer zesummen mat de Gemengen nach aner Terrainen an der Nordstad.

Zënter 2007 goufen 450.000 Euro pro Joer an d'Gebailechkeete vum Lycée technique Ettelbruck investéiert, ënner anerem fir Daachaarbechten an d'Aménagéiere vun neie Raim, Laboratoiren an Auditorium. Derbäi kënnt de Betrag vun ongeféier 1.700.000 Euro fir d'Erneiere vun der Sportshal. Am Kader vum bestehende Lycée technique Agricole goufen déi lescht fënnef Joer en moyenne ongeféier 215.000 Euro pro Joer investéiert. 2004 goufen och nach 1.900.000 Euro investéiert an de Bau vun enger Pavillonsstruktur mat zousätzleche Klassesäll.

Question 1969 (29.2.2012) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **pollution de l'air:**

Durant les dernières années, de nombreuses études ont évalué l'impact que pouvaient avoir les particules fines sur la santé. Deux études publiées simultanément dans le dernier numéro des «Archives of Internal Medecine» ont maintenant montré que la pollution atmosphérique augmente le risque d'attaques cérébrales et favorise le vieillissement cérébral surtout chez les femmes.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de cette étude?

- Est-ce que des statistiques fiables existent au Luxembourg démontrant une relation entre la pollution atmosphérique et le nombre d'accidents vasculaires cérébraux?

- Quels sont les efforts réalisés en la matière en vue de réduire la pollution atmosphérique au Luxembourg?

Réponse commune (9.5.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé*, et de **M. Marco Schank,** *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:*

Les deux études auxquelles se réfère l'honorable Député viennent s'ajouter à une longue liste d'études mettant en évidence une corrélation entre les poussières fines dites thoraciques ou inhalables et certaines pathologies, notamment des maladies respiratoires et cardiovasculaires.

Néanmoins, il faut rester prudent par rapport à de telles études puisqu'il est la plupart du temps relativement aléatoire de reconstituer l'exposition aux particules fines, en tenant également compte des expositions chroniques de longue durée. Ainsi, les études citées parlent d'une estimation de l'exposition à l'aide d'un modèle spatiotemporel. Les études mentionnent d'ailleurs que d'autres études, notamment une étude allemande (399 femmes âgées) et une étude américaine (1.764 adultes), n'ont pas confirmé ces résultats.

Concernant les risques d'accident vasculaire cérébral, il s'agit d'une étude de la population de la ville américaine de Boston. Compte tenu de l'hétérogénéité potentielle des particules fines en ce qui concerne leur nature chimique, il apparaît donc risqué d'extrapoler des résultats provenant d'une ville à haute contamination de l'air (trafic, industrie) et de vouloir généraliser les résultats observés. D'ailleurs, deux études canadiennes ne trouvent pas d'association entre une augmentation de particules fines et les attaques cérébrales.

La divergence entre les différentes études quant aux résultats obtenus met non seulement en évidence la complexité du sujet, mais souligne de surcroît l'extrême vigilance qu'il faut adopter par rapport à de telles études.

En ce qui concerne plus particulièrement le Grand-Duché de Luxembourg, l'Université du Luxembourg et le Centre de Recherche Public CRP-Santé viennent de réaliser une étude sur les accidents cardiovasculaires entre 2008 et 2011, financée par le Fonds national de la recherche. Cette étude met en évidence une inégalité d'accidents cardiovasculaires au détriment des femmes de moins de 55 ans par rapport aux hommes du même âge. En revanche, il n'existe pas d'études concernant le lien entre la pollution atmosphérique et les maladies cardiovasculaires au Luxembourg, ni dans la Grande Région. Un tel projet transfrontalier est en train de se concrétiser pour la région Alsace. À cet effet, des contacts viennent d'être établis entre le Ministère de la Santé, l'Université du Luxembourg et les responsables français du projet en question.

En matière de pollution atmosphérique, les principales sources anthropogènes de poussières sont les installations de combustion, le trafic routier et les procédés industriels.

En ce qui concerne les installations de combustion, la réglementation nationale actuellement en vigueur prescrit une valeur limite pour les émissions de poussières en provenance des installations de combustion au mazout. Cette valeur doit être contrôlée au moins tous les deux ans dans le cadre des opérations de révision effectuées par les installateurs de chauffage dûment certifiés.

Par rapport au trafic routier, il y a lieu d'évoquer la taxe automobile qui accorde une réduc-

tion de 50 euros aux voitures à personnes, équipées d'un moteur diesel, lorsque les émissions de particules sont égales ou inférieures à 10 mg/km.

Au niveau local, le plan de qualité de l'air pour la ville de Luxembourg et environs décrit les mesures réalisées et les mesures projetées pour réduire la pollution de l'air. Parmi les mesures déjà réalisées on peut citer la modernisation continuelle des bus et le développement du réseau de chauffage urbain. Les mesures projetées sont notamment la mise en œuvre du projet tram et la mise en place des gares périphériques.

En ce qui concerne les procédés industriels, les mesures déjà prises pour combattre les émissions de poussières sont les prescriptions des conditions d'exploitation qui tiennent compte des meilleures techniques disponibles. Il s'agit notamment de respecter des valeurs limites pour les émissions de poussières par la mise en place de systèmes de filtration appropriés et de faire contrôler périodiquement ou même continuellement la teneur en poussières dans les rejets dans l'air.

Par ailleurs, l'Administration de l'Environnement a élaboré au cours des années 2010 et 2011 les éléments techniques pour un nouveau règlement grand-ducal relatif aux installations de combustion. Il s'agit de renforcer les valeurs limites pour certains polluants dont les poussières fines, ceci au vu de l'évolution des techniques en la matière. Par ailleurs, il est prévu d'élargir le champ d'application du règlement aux installations de combustion fonctionnant aux combustibles solides. En effet, la mise en place d'installations de chauffage aux combustibles solides et plus particulièrement au bois connaît actuellement un essor considérable. La nouvelle réglementation permettra d'assurer que le développement de ces installations, souhaitées du point de vue de la promotion des énergies renouvelables, se fera également dans le respect des exigences actuelles en matière de la qualité de l'air.

Question 1985 (5.3.2012) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **pollution de l'air due aux émissions d'oxyde d'azote:**

Les oxydes d'azote ont une incidence sur la pollution atmosphérique à travers les pluies acides, l'eutrophisation et la pollution photochimique. Les pluies acides font atteinte à l'équilibre chimique des eaux de surface et des sols. Il y a des années que l'Union européenne s'efforce de réduire les émissions des oxydes d'azote et l'Agence européenne de l'environnement à Copenhague estime même que 10% des zones terrestres européennes subissent des dépôts acides supérieurs aux charges critiques.

À noter que les phénomènes d'eutrophisation sont liés à des excès d'azote dans les sols et les eaux qui portent atteinte à la diversité biologique, on estime qu'une quantité d'espèces végétales se trouvent menacées. D'après les données pour l'an 2009, il faut mentionner que les principales sources de polluants précurseurs de l'ozone ont été l'agriculture, l'utilisation de solvants et le transport routier. L'Agence européenne de l'environnement annonce que les concentrations dans l'air des oxydes d'azote provoquent des effets graves sur la santé.

Revenant au dioxyde d'azote, il faut souligner qu'il présente beaucoup de risques pour la santé humaine. Étant très peu soluble dans l'eau, il atteint l'appareil pulmonaire et entraîne un accroissement des affections respiratoires et asthmatiques.

C'est pourquoi le bureau régional pour l'Europe de l'Organisation mondiale pour la santé (OMS) a préconisé en 1997 de ne pas dépasser des concentrations dans l'air ambiant de 40 µg/m³ pour une exposition à l'année et de 200 µg/m³ pour une exposition sur une heure.

Quant à la pollution photochimique, certainement la plus inquiétante aujourd'hui, elle résulte de réactions complexes entre les NOx et les COV sous l'effet du rayonnement solaire, qui donnent naissance à des composés acides ou oxydants comme des aldéhydes, le péroxyacétyl-nitrate (PAN), l'acide nitrique et l'eau oxygénée. Ces produits s'accumulant dans la troposphère de l'hémisphère Nord conduisent à des pollutions sévères durant l'été.

D'après mes informations, l'Agence européenne pour l'environnement a publié les résultats de l'année 2010 en ce qui concerne les émissions d'oxydes d'azote. Sur les 27 États membres de l'Union européenne, onze ont dépassé le seuil qui leur a été attribué.

Le Grand-Duché du Luxembourg a bien dépassé le seuil d'émission de 87%, il figure parmi les quatre pays qui n'ont pas réussi à réduire leurs émissions dont l'Allemagne, l'Autriche et la France.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de ces résultats?

- Quelles en sont les conséquences à tirer de cette situation malsaine concernant la santé des citoyennes et citoyens?

- Existe-t-il un plan d'action en vue d'y remédier dans un court et moyen terme sachant qu'une nouvelle directive européenne verra le jour en 2013 et qui réduira davantage les seuils d'émissions d'oxydes d'azote?

Réponse commune (9.5.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé*, et de **M. Marco Schank,** *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:*

Les résultats dont fait mention l'honorable Député proviennent de l'inventaire national des émissions de polluants atmosphériques, établi par l'Administration de l'Environnement et déclaré dans le cadre de la directive sur les plafonds d'émissions nationaux à la Commission européenne.

Ces chiffres ne sont pas directement à mettre en relation avec la santé de la population, étant donné que ces objectifs européens de réduction tenaient compte en premier lieu des aspects écologiques et ne considéraient pas des valeurs absolues ou concentrations réelles, mais plutôt des pourcentages de réduction. Dans ce contexte, il ne faut pas oublier que les émissions luxembourgeoises constituent de l'ordre de 0,1% des émissions de l'Europe des 27, de sorte que cet impact reste tout à fait modeste.

En termes de santé publique et donc par rapport aux normes de l'Organisation mondiale de la santé, les chiffres concernant le Luxembourg sont de façon générale plus rassurants: sur les six stations de mesurage en continu, seule une station pour la capitale dépassait la valeur limite de 40 microgrammes par mètre cube en moyenne annuelle, les autres stations restant toutes inférieures aux normes.

Ainsi, les concentrations les plus élevées en oxydes d'azote sont observées le long des routes caractérisées par un trafic élevé et des mauvaises conditions de dispersion.

Les travaux pour élaborer un plan d'action national ont été entamés. Des mesures de réduction des émissions d'oxyde d'azote ont déjà été prises, notamment dans le cadre de la mise en œuvre du plan de qualité de l'air pour la ville de Luxembourg. Ces mesures visent notamment la réduction des émissions d'oxyde d'azote (NOx) au niveau des autobus. Par ailleurs, les éléments techniques pour un nouveau règlement grand-ducal relatif aux installations de combustion ont été élaborés. Il s'agit notamment de renforcer les valeurs limites pour les émissions de NOx en provenance des installations de chauffage, ceci au vu de l'évolution des techniques en la matière. D'autres mesures prises pour combattre les émissions de NOx sont, au niveau des établissements industriels, la prescription de conditions d'exploitation qui tiennent compte des meilleures techniques disponibles et, au niveau des ménages, la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie.

Question 1996 (7.3.2012) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**abattage rituel:**

Suite à un reportage sur France 2, il ressort que «la plupart des abattoirs français pratiquent l'abattage rituel». Cette pratique concerne les religions juive (viande casher) et musulmane (viande halal). Selon une enquête du Ministère français de l'Agriculture, datant toutefois de 2007, un tiers des animaux (32%) ont été abattus en mode rituel dans toute la France.

À la différence de la méthode traditionnelle, les animaux soumis à l'abattage rituel ne sont pas étourdis avant leur mise à mort. De ce fait, de nombreux amis des animaux condamnent l'abattage rituel qui infligerait des souffrances inutiles aux animaux.

La législation luxembourgeoise (règlement grand-ducal du 19 janvier 1995 sur la protection des animaux au moment de leur abattage ou de leur mise à mort) impose le principe général que les animaux soient «étourdis avant abattage ou mis à mort instantanément», mais admet cependant des dérogations.

L'article 6, 2e tiret indique: «Pour les animaux faisant l'objet de méthodes particulières d'abattage requises par certains rites religieux, l'autorité compétente peut accorder une dérogation aux exigences prévues au paragraphe 1 point c). Dans ce cas l'autorité religieuse pour le compte de laquelle des abattages sont effectués est responsable pour l'application des dispositions particulières applicables à l'abattage selon certains rites religieux.»

S'il convient de respecter les convictions religieuses, il faut de même respecter les réserves des défenseurs des animaux. Tout au moins faudrait-il identifier clairement, par étiquetage, la viande selon le mode d'abattage.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture:

1) Certains abattoirs luxembourgeois pratiquent-ils, en permanence ou périodiquement, l'abattage rituel en vertu de la dérogation prévue dans le règlement grand-ducal? Si oui, qui a délivré ces dérogations et à quelles dates, et combien d'animaux sont concernés? Si non, le Ministre envisage-t-il de délivrer de telles autorisations?

2) Le Luxembourg importe-t-il de la viande issue de l'abattage rituel? Si oui, en quelles proportions par rapport au marché global? Toute cette viande est-elle étiquetée halal ou casher?

3) Monsieur le Ministre envisage-t-il de rendre obligatoire l'identification de toute viande issue de l'abattage rituel, au Luxembourg, et de soutenir cette idée au niveau de la politique agricole commune et du marché intérieur?

Réponse (5.4.2012) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

Les viandes casher et halal se caractérisent par l'abattage des animaux à l'origine de ces viandes sans étourdissement préalable, ce qui constitue une obligation générale pour la protection des animaux au moment de leur abattage.

Le règlement grand-ducal du 19 janvier 1995 sur la protection des animaux au moment de leur abattage ou de leur mise à mort (qui transpose la directive 93/119/CE du Conseil du 22 décembre 1993 sur la protection des animaux au moment de leur abattage ou de leur mise à mort dans le droit national) prévoit une dérogation à cette règle générale et permet à l'autorité compétente, c'est-à-dire au Ministre ayant dans ses attributions l'Administration des Services vétérinaires, d'autoriser l'abattage sans étourdissement préalable selon certains rites religieux.

1) À ce jour l'autorité compétente n'a pas autorisé d'abattage sans étourdissement sous le couvert de cette dérogation. Aussi dans le futur, il n'est pas prévu de faire usage de cette dérogation. Le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural veillera à insérer dans la réglementation nationale, qui sera élaborée en application du règlement (CE) n°1099/2009 du Conseil du 24 septembre 2009 sur la protection des animaux au moment de leur mise à mort et qui entrera en vigueur le 1er janvier 2013, une clause qui stipule que l'abattage rituel est soumis à l'autorisation de l'autorité compétente.

2) Certaines boucheries spécialisées, visant une clientèle juive ou musulmane, mettent en vente de la viande issue de l'abattage rituel, mais qui est importée d'autres États membres. Cette viande n'est pas obligatoirement étiquetée halal ou casher puisque la législation communautaire ne prévoit pas cette obligation et pourrait donc se retrouver dans le circuit sans qu'on puisse la distinguer.

3) Le Luxembourg n'envisage pas, à l'heure actuelle, de rendre obligatoire l'identification de toute viande issue de l'abattage rituel puisqu'il ne peut pas le faire de façon unilatérale. Néanmoins, le Luxembourg est en faveur d'une solution communautaire dans cette question, d'autant plus que nous importons la viande issue de l'abattage rituel.

Malgré ses promesses, la Commission européenne n'a pas introduit une obligation d'étiquetage au niveau du règlement (CE) n°1169/2011 concernant l'information des consommateurs sur les denrées alimentaires.

Pourtant, le considérant (50) du règlement (CE) précité prévoit une étude sur l'opportunité de donner aux consommateurs l'information pertinente au sujet de l'étourdissement des animaux dans le cadre de la stratégie pour la protection et le bien-être animal de 2012-2015.

C'est pourquoi les autorités luxembourgeoises ont toujours et continuent à insister auprès de la Commission européenne de présenter dans les meilleurs délais une proposition législative à ce sujet.

Question 2007 (14.3.2012) de **Mme Anne Brasseur** *(DP)* concernant les **informations sur les changements de la législation en matière d'immigration:**

La législation de l'Union européenne en matière d'immigration faisant régulièrement l'objet de changements si bien que notre législation doit sans cesse s'y conformer, j'aimerais poser les questions suivantes aux Ministres:

- Est-ce que les administrations communales sont régulièrement informées sur les changements intervenus en matière d'immigration par les ministères en charge du dossier?

- Est-ce que des formations continues sont proposées par l'administration gouvernementale aux fonctionnaires communaux en charge des questions d'immigration?

- Les ministères mettent-ils à disposition des communes des documents d'information standard sur les questions ayant trait à l'immigration?

Réponse commune (20.4.2012) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*, et de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

Dès avant l'entrée en vigueur de la loi modifiée du 29 août 2008 en date du 1er octobre 2008, la direction de l'Immigration du Ministère des Affaires étrangères organise des réunions régulières auxquelles elle invite les administrations communales à déléguer les agents communaux en charge de l'accueil des étrangers dans les bureaux de la population. La finalité de ces réunions est précisément d'informer les agents communaux des changements intervenus dans la législation et la réglementation nationales, notamment en ce qui concerne les formalités administratives prévues en matière de libre circulation des personnes et d'immigration.

La documentation préparée et utilisée par la direction de l'Immigration à ces occasions est évidemment mise à disposition des administrations communales. Par ailleurs, des circulaires d'information relatives à la mise en œuvre et à l'interprétation de la nouvelle loi, rédigées par les services du Ministre ayant l'Immigration dans ses attributions, ont été communiquées par le Ministère de l'Intérieur aux administrations communales.

L'organisation des cours de formation continue des fonctionnaires et employés communaux est assurée par l'Institut national d'administration publique. Au cours de l'année 2012 l'institut organisera trois formations qui s'adressent plus particulièrement aux agents en charge des questions d'immigration. Il s'agit d'abord d'un cours intitulé «Formation à l'approche interculturelle», qui comporte un niveau d'initiation ainsi qu'un niveau avancé et qui intéresse particulièrement les agents communaux en contact avec une population étrangère.

Ensuite l'offre en formation continue du personnel communal comprend une formation intitulée «Pratique journalière de l'officier de l'état civil», dans le cadre de laquelle sont également abordées des questions relatives aux aspects administratifs de l'immigration concernant les administrations communales.

Question 2010 (15.3.2012) de **M. Jacques-Yves Henckes** *(ADR)* concernant les **pensions du secteur public:**

La Chambre des Salariés (CSL) vient de citer dans son bulletin d'information Econews 3/2012 une étude récente de la «Stiftung Marktwirtschaft» relative à la «dette effective» (tatsächliche Staatsverschuldung). Selon cette étude, la dette explicite du Luxembourg serait de 19% du PIB en 2010, mais que sa dette implicite serait de 1.097% (!) du PIB. La dette effective du Luxembourg serait la somme de ces deux montants, soit 1.116% du PIB. Pour le calcul de la dette implicite, les auteurs de l'étude tiennent essentiellement compte des charges futures liées aux retraites.

Toujours selon les auteurs de l'étude, dans ce scénario de catastrophe, le Luxembourg ne serait dépassé que par l'Irlande, alors que la Grèce aurait une dette implicite plus faible que le Luxembourg. La CSL réfute les thèses de la Stiftung Marktwirtschaft et parle du «mythe de la dette cachée».

Il semble que tant les auteurs de l'étude allemande que ceux du bulletin d'information Eco-

news se réfèrent aux retraites du système général (secteur privé), actuellement excédentaire au niveau de la «répartition» et disposant de solides réserves. Par contre, les retraites du secteur public au sens large (fonctionnaires de l'État, fonctionnaires des communes, CFL, etc.) ne sont pas traitées par ces études, alors que leurs dépenses dépendent directement des budgets publics et ne peuvent pas être alimentés, au moins partiellement, par des réserves.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes au Gouvernement:

1) Existe-t-il des études actuarielles relatives aux pensions du secteur public (État, communes, CFL, etc.)? Si oui, quelles en sont les grandes orientations?

2) À défaut le Gouvernement peut-il fournir des estimations sur l'évolution future des coûts des pensions du secteur public sur les 5, 10, 20 et 40 années à venir, si possible ventilées pour le régime spécial transitoire et le nouveau régime spécial?

3) Quel est le montant moyen d'une pension vieillesse dans le secteur public par rapport au secteur privé en 2011 pour des carrières pleines?

4) En 2011, combien de pensions vieillesse dans le secteur public sont au-delà de 5.000 euros et combien dans le secteur privé?

Réponse commune (9.5.2012) de **Mme Octavie Modert,** *Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative*, et de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

Dans l'état actuel des choses, il n'existe pas d'études actuarielles relatives aux pensions du secteur public. Cette situation s'explique entre autres par l'absence d'infrastructure informatique adéquate et adaptée aux besoins de telles études et projections dans le futur.

Dans cet ordre d'idées également, il est impossible de fournir des estimations sur l'évolution future des coûts des pensions du secteur public. Il est renvoyé par ailleurs à la loi de réforme de 1998 dont la technicité des formules de calcul, garantissant à chacun un taux de remplacement individuel en fonction de son ancienneté réalisée dans l'ancien régime défini par les 5/6mes, rend pratiquement impossible des projections fiables, d'autant plus que l'étude ne pourra pas anticiper les choix futurs des intéressés quant à une extension éventuelle de leur activité professionnelle.

En ce qui concerne la question du montant moyen d'une pension de vieillesse dans le secteur public pour une «carrière pleine», il faudrait d'abord savoir ce que cette notion signifie: 40 années d'activité professionnelle effective et donc de cotisation ou 40 années d'assurance? La distinction entre ces deux références est de taille, alors que les prestations générées de part et d'autre seront tout autrement situées. Dans la grande majorité des retraites relevant du secteur public, le premier critère est prépondérant alors que tel n'est certainement pas le cas auprès du régime général. Dans une deuxième étape et dès lors à population comparable, les montants avancés de part et d'autre devraient, pour être objectifs, inclure les prestations de pension complémentaires.

Concernant finalement la dernière question de Monsieur Henckes, à savoir combien de pensions de vieillesse dépassent le montant de 5.000 euros dans le secteur public et dans le secteur privé, il y a lieu de renvoyer encore une fois à l'absence de données relatives aux pensions complémentaires et à des populations à fonctions autrement définies. Néanmoins, les chiffres recensés pour la fonction publique proprement dite révèlent quelque 80% dépassant le montant en question. Ce pourcentage assez élevé s'explique cependant par le fait que les pensions du secteur public relèvent encore pour la plus grande partie du régime spécial transitoire. Ce régime de pension, qui repose encore sur le principe de calcul sur base du dernier traitement de l'activité des fonctionnaires, est cependant destiné à diminuer d'une année à l'autre puisqu'il est seulement applicable aux fonctionnaires entrés en service avant la date du 1er janvier 1999.

Question 2012 (16.3.2012) de **MM. Félix Braz** et **Henri Kox** *(déi gréng)* concernant la **construction d'une deuxième centrale Turbine Gaz Vapeur (TGV):**

Monsieur le Ministre avait déjà propagé à plusieurs reprises l'idée de construire une deuxième centrale Turbine Gaz Vapeur (TGV) au Grand-Duché. Dans la publication «Business Revue» de mars 2012 la société Enovos est citée avec l'idée de construire cette deuxième centrale TGV à proximité de la centrale TGV existante Twinerg 1 à Esch-sur-Alzette. Or, afin d'optimiser le rendement énergétique, déjà Twinerg 1 avait connu des problèmes en relation avec l'utilisation de la chaleur produite par cette centrale. Cette problématique était d'ailleurs à l'origine de vives critiques en relation avec la planification de cette centrale TGV.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer les informations en relation avec l'emplacement de Twinerg 2 à Esch-sur-Alzette aux alentours de Twinerg 1? Dans la négative, quel emplacement est prévu pour Twinerg 2?

- Dans l'affirmative, ou et comment sera utilisée l'énergie calorifique supplémentaire de Twinerg 2 sur le site à Esch-sur-Alzette?

- Est-ce que Monsieur le Ministre est d'accord d'élaborer un concept alternatif (ensemble de petites centrales de cogénération à proximité de consommateurs de chaleur) dans le cadre de cette planification?

Réponse (19.4.2012) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

En réponse à la question parlementaire des honorables Députés Félix Braz et Henri Kox en relation avec une future centrale Turbine Gaz Vapeur (TGV) à construire au Grand-Duché, je puis vous communiquer les informations ci-après:

J'ai en effet évoqué à différentes occasions l'idée de la réalisation d'une deuxième centrale turbine gaz vapeur sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg. Il s'agit effectivement de mener des réflexions sur une meilleure adéquation entre production et consommation nationales d'électricité et une amélioration de la sécurité de l'approvisionnement en énergie électrique. Dans ce contexte, j'ai chargé mes services d'effectuer des analyses sur l'opportunité d'un tel projet. Ces analyses, qui traitent aussi bien des éléments d'infrastructures électriques et gazières que des aspects qui ont trait aux marchés énergétiques européens, s'avèrent complexes et n'ont pas encore abouti à des conclusions définitives.

La sélection d'un site pour une telle centrale d'envergure dépend entre autres des considérations quant à l'accès aux infrastructures électriques et gazières ainsi qu'à l'utilisation éventuelle de la chaleur cogénérée récupérable. À l'état actuel, les analyses ne se concentrent pas encore sur les sites d'implantation et en conséquence, je ne puis vous communiquer des informations à ce stade.

Dans le cadre de la politique de promotion de la cogénération, le Gouvernement a opté pour une promotion prioritaire de la cogénération basée sur les énergies renouvelables permettant une utilisation maximisée de la chaleur utile issue de ces installations. En effet, la cogénération renouvelable permet par sa production combinée d'électricité et de chaleur renouvelable de réduire aussi bien les émissions nationales de gaz à effet de serre que la réalisation des objectifs européens en matière des énergies renouvelables à l'horizon 2020. Une révision de la réglementation en matière de la rémunération de l'électricité produite à partir des sources d'énergie renouvelables est en cours d'élaboration et sera soumise au Conseil de Gouvernement au cours de l'année 2012. Cette réglementation vise à créer des nouveaux incitatifs aux acteurs de marché en vue du développement plus poussé de la cogénération renouvelable à Luxembourg.

Question 2014 (19.3.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant la **qualité des centres de médecine psychosomatique à l'étranger:**

Betreffend die psychosomatischen Beschwerden sieht man oft, dass Patienten ins Ausland in spezialisierte Kliniken überwiesen werden. Nun gibt es eine Fülle solcher Kliniken, die alle mit Flyer und eigenen Internetseiten für ihre hochqualitative Behandlung werben. Es stellt sich aber oft heraus, dass manche dieser Kliniken nicht das Potenzial haben, um den Beschwerden der Patienten gerecht zu werden. Vieles wird versprochen, aber der Therapieerfolg ist eher bescheiden. Da stellt sich die berechtigte Frage der Qualitätskontrolle.

Fragen:

1) Wie viele Patienten der Gesundheitskasse beanspruchen die Dienste solcher ausländischen Kliniken? Kann der Minister uns die Statistiken der drei letzten Jahre mitteilen?

2) Wer kontrolliert die Qualität der angebotenen Pflege in diesen Kliniken?

3) Was kostet der durchschnittliche Aufenthalt in einer solchen Klinik?

4) Sind in diesen Kliniken irgendwie schon etliche Ungereimtheiten seitens der Patienten gemeldet worden?

Réponse (7.5.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Ad 1) Laut den im Rapport général de la Sécurité sociale aufgeführten Daten genehmigte der Contrôle médical de la Sécurité Sociale für die Diagnosekodifizierungen Psychiatrie und Neurologie, welche psychosmatischen Störungen (für die es keine universell anerkannte Definition gibt) am nächsten kommen, folgende Zahlen an Überweisungen ins Ausland für das Jahr 2010:

Code diagnostic	Total	Pays de destination				
	Nombre	Allemagne	Belgique	France	Divers	Total
Psychiatrie	1.073	89,5%	5,2%	1,0%	4,3%	100,0%
Neurologie	978	56,2%	25,3%	15,0%	3,5%	100,0%

Ad 2) Im Prinzip werden Behandlungen in ausländischen Kliniken gemäß den Bestimmungen der gemeinschaftlichen Regelung (CE) 883/2004 übernommen. Die Auswahl der behandelnden Einrichtung erfolgt über den behandelnden Arzt im Einverständnis mit dem Patienten. Weder der Contrôle médical de la Sécurité Sociale noch die Caisse nationale de santé (CNS) mischen sich in die Auswahl der Einrichtung ein.

Die Qualitätskontrolle der Behandlungen und Leistungen der ausländischen Einrichtungen unterliegt der Autorität des Staates, in dem sich die Einrichtung befindet und erfolgt gemäß den diesbezüglichen Bestimmungen dieses Staates.

Ad 3) Die Kosten variieren von Staat zu Staat und von Einrichtung zu Einrichtung. Da in der Mehrzahl der Fälle die Kostenrückerstattung gemäß den Bestimmungen der gemeinschaftlichen Regelung (CE) 883/2004 erfolgt, wird die Gesetzgebung des Staates angewandt, in dem sich die Einrichtung befindet und die anfallenden Unkosten werden dann mit dem Großherzogtum Luxemburg abgerechnet gemäß dem Abrechnungsprozess E125. Die Gesundheitskasse verfügt zurzeit nicht über Zahlen betreffend den durchschnittlichen Kostenpunkt eines Aufenthalts in einer solchen Einrichtung.

In Deutschland werden die Tarife von den Sozialinstitutionen separat mit jeder Einrichtung ausgehandelt. Für jene Einrichtungen, welche unter die Bestimmungen des Abkommens „DEULUX" fallen, variiert der durchschnittliche Tagessatz zwischen 103 und 120 Euro. „DEULUX" ist ein bilaterales Abkommen zwischen Deutschland und Luxemburg, das im Jahre 1990 abgeschlossen wurde. Es betrifft zirka 15 Spitäler aus der deutschen Grenzregion, die von den luxemburgischen Patienten am häufigsten aufgesucht werden und zielt darauf ab, einen direkten Zahlungs- und Abrechnungsprozess zwischen der CNS und den betroffenen Spitälern herzustellen, ohne die GKV Bonn als Verbindungsstelle zu benutzen.

Die CNS hat Verträge mit vier deutschen Einrichtungen abgeschlossen, welche eine bestimmte Zahl an Luxemburger Patienten aufnehmen. Der Tagessatz beläuft sich auf 250 Euro für die Klinik Wersbach und die Dr von Ehrenwall'sche Klinik, auf 200 Euro für die Helois Klinik Bad Grönenbach und auf 160 Euro für die Fachklinik Ortenau.

In Italien werden von der Comunità Emmanuel in Lecce 73,26 Euro in Rechnung gestellt.

Ad 4) Die Gesundheitskasse und das Ministerium für soziale Sicherheit haben keine Informationen über Beanstandungen seitens der Patienten.

Question 2015 (19.3.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant la **formation continue des médecins:**

Betreffend die neuen Erkenntnisse in der Humanmedizin und die hierzu neu entwickelten Medikamente ist der Arzt tagtäglich neuen Herausforderungen preisgegeben, um einerseits die Patienten auf Top-Level behandeln zu können und andererseits die Fehldiagnosen auf ein Minimum zu reduzieren. Jegliche Fehlinformation und ein Manko an Fachwissen können dem Patienten für immer Schaden zufügen, was sicherlich nicht beabsichtigt ist, trotzdem aber immer häufiger vorkommt, wenn keine Weiterbildung im ärztlichen Bereich stattfindet. Es stellt sich also eine große Herausforderung für die Qualitätsmedizin, die der Minister hierzulande fördern will.

Fragen:

1) Welchen konkreten Plan hat der Minister, um die Weiterbildung der Ärzte zu fördern?

2) Welche Maßnahmen (Steuererleichterungen, Ersatz des Honorarausfalls, Pauschale...) könnte der Minister sich bei einer obligatorischen Weiterbildung der Ärzte vorstellen?

3) Könnte die Uni Luxemburg in einem solchen Projekt mit einbezogen werden?

4) Müsste der Arzt sich nicht alle zehn Jahre einem Examen unterwerfen, um seine Kenntnisse kontrollieren zu lassen?

Réponse (3.5.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Das Gesetz vom 29. April 1983 (Loi du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire) betreffend die Ausübung des Arztberufes sowie der deontologische Ärztekodex sehen vor, dass der in Luxemburg ansässige Arzt seine Fachkenntnisse fortlaufend aktualisieren muss.

Diese Auflagen sollen sicherstellen, dass der Arzt immer auf dem neuesten Stand des medizinischen Fachwissens ist.

Da die ärztliche Weiterbildungspflicht ein wichtiger Faktor für ein zeitgemäßes patientenorientiertes Gesundheitssystem ist, wird dieses Bestreben auch durch Fördermittel vom Gesundheitsministerium unterstützt.

So kommen beispielsweise Initiativen wie solche von der „Association Luxembourgeoise pour la Formation Médicale Continue" finanzielle Zuschüsse zugute, beziehungsweise werden die Kosten für in Luxemburg organisierte Fachtagungen übernommen.

Zudem bieten die verschiedenen „sociétés médicales" auf das einzelne Fachgebiet angepasste Weiterbildungsangebote an, welche vom „Institut Luxembourgeois pour la Formation Médicale Continue" (ILFMC) zwecks Qualitätskontrolle akkreditiert werden können. Seit 2006 hat das Gesundheitsministerium eine Vereinbarung mit dem ILFMC geschlossen, so dass Ärzte, welche an einer akkreditierten Weiterbildung teilnehmen, eine dementsprechende Zertifizierung erhalten.

Um seiner Weiterbildungspflicht nachzukommen, obliegt es dem jeweiligen Mediziner, sich persönlich für die optimalen Weiterbildungsangebote in seinem Fachbereich zu entscheiden.

Zudem möchte ich hervorheben, dass ich eine interne Arbeitsgruppe meines Ministeriums und der Gesundheitsdirektion mit einer Analyse bezüglich zusätzlicher Möglichkeiten zur Unterstützung und Sicherstellung der ärztlichen Weiterbildung beauftragt habe, deren Schlussfolgerungen in einer Abänderung des Gesetzes vom 29. April 1983 festgehalten werden könnten.

Question 2016 (19.3.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant les **calmants benzodiazépiniques:**

En réaction à la réponse concernant la question parlementaire n°1685 *(cf. compte rendu n°2/2011-2012)* comme quoi il faut programmer l'arrêt des calmants benzodiazépiniques avant de les prescrire et surtout seulement les utiliser pour une indication donnée et de courte durée, il faut dire que ce constat ne correspond pas à la réalité journalière, étant donné que surtout les médecins généralistes les prescrivent pour une durée longue. Étant donné que l'accoutumance et la tolérance envers ce genre de calmants nécessite l'augmentation de la dose pour éviter des symptômes de manque, le patient ne pourra que difficilement s'en priver et il entre dans la chronicité marquée par des effets secondaires importants tels dépersonnalisation, agressivité et impulsions suicidaires. Un arrêt de la médication ne sera alors possible que sous surveillance stricte avec des symptômes physiques et psychiques intolérables. Étant donné que cette classe de calmants est extrêmement dangereuse et néfaste pour la santé, elle devrait être mieux réglementée.

Questions:

1) Y a-t-il possibilité de classer ces calmants type Temesta, Xanax, Valium ... sous la rubrique des stupéfiants?

2) Que veut faire le Ministre pour sensibiliser les médecins généralistes, qui n'ont pas de connaissances spécifiques en pharmacologie, à ne prescrire ces drogues médicales qu'en cas de besoin impératif?

3) Que veut faire le Ministre pour sensibiliser le grand public au sujet des dangers liés à la prise des benzodiazépines?

Réponse (19.4.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

L'honorable Député mentionne par leur nom de marque certains médicaments appartenant à la classe des benzodiazépines prescrits majoritairement comme sédatifs-hypnotiques et/ou anxiolytiques. Ces médicaments appartenant à la classe des médicaments psychotropes sont accessibles seulement sur prescription non renouvelable.

La Convention de Vienne sur les psychotropes (1971) visant à contrôler l'abus et le trafic illicite de psychotropes, classifie toutes les substances et médicaments suivant leur intérêt thérapeutique, leur potentiel d'abus et leur sécurité relative. L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) est responsable de l'évaluation de ces substances, qui permet de situer les différents médicaments avec un potentiel d'abus progressivement moindre pour les classes I, II, III et IV. La classe IV regroupe les benzodiazépines et d'autres substances largement utilisées dans une indication médicale reconnue, mais susceptibles de créer des phénomènes de dépendance.

Au niveau européen, la décision 2005/387/JAI du Conseil du 10 mai 2005 relative à l'échange d'informations, à l'évaluation des risques et au contrôle des nouvelles substances psychoactives a mis en place un système d'échange d'informations et d'évaluations concernant essentiellement les nouvelles substances non encore répertoriées par le système des Nations Unies, et qui peuvent constituer une menace pour la santé publique. Ce système repose sur une évaluation commune des risques réalisée à partir des informations fournies par les États membres, l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies (OEDT), Europol et l'Agence européenne des médicaments (EMA), et compte tenu de tous les éléments qui, selon la Convention unique des Nations Unies sur les stupéfiants de 1961 ou la Convention des Nations Unies sur les substances psychotropes de 1971, justifient qu'une substance soit placée sous contrôle international.

Le classement d'une substance psychotrope ou stupéfiante en droit national se fonde la plupart du temps sur les éléments d'appréciation élaborés par l'OMS au niveau mondial ou par l'OEDT au niveau européen. Une initiative nationale isolée visant à classer les benzodiazépines sous le régime des stupéfiants risque d'être peu efficiente dans la mesure où ces médicaments continueront à bénéficier d'un statut différent dans tous les autres pays. Classer d'emblée l'ensemble des benzodiazépines comme stupéfiants se heurterait encore au fait que les différents dérivés benzodiazépines présentent des puissances très inégales et sont prescrits dans des indications cliniques diverses comme anxiolytiques, hypnotiques, myorelaxants, anticonvulsivants, ou encore utilisés en médication préopératoire.

Les médicaments de la classe des benzodiazépines font partie de la pharmacopée depuis une cinquantaine d'années et leur place dans l'enseignement pharmaco-thérapeutique est acquise. Il n'y a donc pas lieu d'admettre que les médecins prescripteurs n'ont pas les connaissances spécifiques à l'égard de ces médicaments.

La dépendance aux médicaments constitue un problème de santé publique pour lequel de nombreux acteurs sont concernés: le milieu hospitalier, les pharmaciens, les patients eux-mêmes et, en première ligne, les médecins généralistes. Ces derniers sont en effet les prescripteurs majeurs des médicaments pour lesquels, à terme, les patients sont susceptibles de développer des dépendances. Le médecin de famille joue également un rôle primordial pour la détection, le diagnostic et la prise en charge de la dépendance médicamenteuse. À cet égard, il est important que des formations spécifiques en la matière soient intégrées au niveau du cursus universitaire ou au niveau des formations médicales continues. Sur base des statistiques objectives que vient d'établir la Division de la pharmacie et des médicaments de la direction de la Santé et en concertation étroite avec le Cercle des médecins-généralistes et l'Association luxembourgeoise pour la formation médicale continue (ALFORMEC), j'entends proposer une sensibilisation systématique sur base des profils de prescription et une offre de formation continue ciblée en la matière.

Agir sur le phénomène de dépendance aux médicaments nécessite une prise de conscience de la part des patients et des médecins prescripteurs. À cet égard, je tiens à rappeler ma conférence de presse tenue en mars 2011, lors de laquelle j'ai notamment présenté une nouvelle brochure bilingue relative à l'hygiène du sommeil «Bonne nuit. Bien dormir sans somnifères».

En liaison avec ce qui précède le portail santé (www.sante.lu) présente par ailleurs des informations et conseils quant aux usages des médicaments psychotropes:
http://www.sante.public.lu/fr/rester-bonne-sante/070-medicaments/psychotropes/index.html

Question 2017 (19.3.2012) de **Mme Anne Brasseur** *(DP)* concernant la **réorganisation de l'ADEM:**

La loi du 18 janvier 2012 portant sur la création de l'Agence pour le développement de l'emploi prévoit que l'organisation et le mode de fonctionnement de la direction ainsi que l'organisation des services sont déterminés par règlement grand-ducal.

Or, ces dispositions réglementaires n'ont pas encore été prises, deux mois après la mise en vigueur de la loi.

Aussi, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- Le Ministre peut-il me dire quelles sont les raisons de ce retard et s'il n'estime pas qu'en l'absence de ce règlement grand-ducal, la modification du fonctionnement de l'ancienne ADEM ne pourra être réalisée?

- Quels délais le Ministre a-t-il prévus pour réaliser la réorganisation?

Réponse (5.4.2012) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

La réorganisation interne de l'ADEM est en cours. Elle est accompagnée par une société spécialisée qui poursuit activement ses travaux. Dans ce contexte, le règlement grand-ducal portant sur l'organisation et le mode de fonctionnement de la direction ainsi que l'organisation des services est en préparation et sera présenté prochainement quand le Conseil de Gouvernement se sera également prononcé sur la direction de l'ADEM prévue par la loi.

Question 2018 (19.3.2012) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **projets du Fonds du Logement:**

Suite aux récentes faillites de deux sociétés de construction, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement:

1. Le Fonds du Logement a-t-il fait réaliser des immeubles par les sociétés en question?

2. Dans l'affirmative, quels sont les projets concernés?

3. Monsieur le Ministre peut-il indiquer les projets qui n'auraient pas pu être achevés par les sociétés en état de faillite? Dans quelles localités du pays ces projets seraient-ils situés?

4. Quelle serait l'envergure financière de ces projets? Et quels seraient les montants qui resteraient à payer, le cas échéant, par le Fonds du Logement aux sociétés concernées?

5. Selon quelle démarche le Fonds du Logement pourrait-il réussir à clôturer les éventuels chantiers inachevés touchés par ces faillites?

Réponse (14.5.2012) de **M. Marco Schank,** *Ministre du Logement:*

Dans sa question parlementaire émargée, l'honorable Député André Bauler pose cinq questions concrètes au sujet des relations commerciales entre le Fonds pour le Développement du Logement et de l'Habitat (FL) et deux sociétés de construction déclarées récemment en faillite. Le Président dudit FL fournit à son Ministre de tutelle les réponses suivantes:

1. Réponse: Oui.

2. Il s'agit de projets réalisés en 2011/2012, à savoir:

- des travaux de démolition et de gros-œuvre réalisés dans le cadre de la rénovation d'une maison unifamiliale;

- des travaux de gros-œuvre dans le cadre de la construction de 20 maisons, en ce qui concerne l'une des deux sociétés et

- des travaux de démolition des annexes d'une ancienne ferme;

- des travaux d'enduit de façades en faveur d'une résidence de 19 appartements et de six maisons unifamiliales;

- des travaux de gros-œuvre dans le cadre de la construction de six maisons unifamiliales;

- des travaux de gros-œuvre dans le cadre de la construction d'une résidence de 13 appartements, en ce qui concerne l'autre société.

3. Pour la première entreprise, il s'agit des travaux de rénovation de la maison «Irrthum» à Lenningen et de la construction de 20 maisons unifamiliales au lot 3N à Nonnewisen à Esch-sur-Alzette.

Pour la deuxième entreprise, il s'agit des travaux de construction d'une résidence de 13 appartements à Diekirch.

4. Pour ce qui est du projet maison «Irrthum», le montant de la commande porte sur 178.253,51 € TTC. Le montant facturé a été payé, à l'exception d'un montant de 25.150,45 € + TVA sur base d'une facture émise le 29 juillet 2011, entrée dans les bureaux du FL le 3 août 2011, donc deux jours avant la déclaration de la faillite le 5 août 2011.

En ce qui concerne la construction des 20 maisons unifamiliales, la commande porte sur 1.864.652,68 € TTC. Un montant de 1.315.672,63 € TTC a été facturé. Le montant en question a été payé, à l'exception de la retenue de garantie portant sur 114.406,32 €.

Pour ce qui est des 13 appartements, un montant de 623.678,04 € TTC a été facturé et payé, à l'exception d'une retenue de garantie de 54.232,87 € et d'un montant de 22.479,13 € TTC correspondant à une facture portant sur le montant de 19.547,07 € + TVA, facture émise le 19 février 2012, entrée dans les bureaux du FL le 21 février 2012, donc un jour avant la déclaration de la faillite le 22 février 2012.

5. En ce qui concerne les travaux de rénovation de la maison «Irrthum» à Lenningen et la construction de la résidence à Diekirch, un état d'avancement du chantier a été dressé par un huissier de justice.

Pour ce qui est des travaux pour le lot 3N à Esch-Nonnewisen, vu l'état d'avancement du chantier presque terminé, les bureaux d'architecte et d'ingénieur ont établi un état d'avancement des travaux réalisés et la liste des quelques travaux restant à terminer.

Concernant la maison «Irrthum», le FL a proposé à l'entreprise classée second moins-disant lors de la soumission de reprendre le marché sur base des prix de soumission indexés. En accord avec les curateurs, le marché a donc été attribué à cette entreprise pour un montant de 171.350 € TTC.

Pour ce qui est des 20 maisons unifamiliales, le FL a demandé une offre à trois entreprises en activité sur le chantier Nonnewisen pour terminer les quelques petits travaux restants: création de regards de visite, nettoyage, fermeture de gaines, etc., pour un montant total estimé à 7.500 € TTC.

Finalement, en faveur du projet à Diekirch, le FL a proposé à l'entreprise classée second moins-disant lors de la soumission de reprendre le marché. Vu la surcharge de travail et l'urgence de poursuivre les travaux, cette entreprise et toutes les autres également contactées séparément ont renoncé au marché, car elles ne pouvaient intervenir qu'au mois de septembre 2012.

Par la suite, le FL a demandé une offre à trois entreprises pour les travaux restant à effectuer, les entreprises sollicitées devant s'engager à intervenir dès la réception de la commande. Les trois offres ont été déposées et analysées par les bureaux d'études. En accord avec les curateurs, la commande des travaux a été passée à l'entreprise classée moins-disant, pour un montant de 572.332,74 € TTC, ce qui correspond approximativement au montant des travaux qui auraient dû être réalisés par l'entreprise tombée en faillite.

Question 2020 (19.3.2012) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant les **défibrillateurs dans les maisons médicales:**

Selon mes informations, ni les maisons médicales ni les véhicules mis à disposition des médecins de garde ne sont équipés de défibrillateurs. Or, les défibrillateurs, faciles à utiliser même pour des personnes sans formation aux premiers secours, augmenteraient les chances de survie lors d'un arrêt cardiaque de 20 à 50 pourcent.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Monsieur le Ministre la question suivante:

- Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas que les instances responsables de l'équipement des maisons médicales et des véhicules mis à disposition des médecins de garde devraient veiller à ce que ceux-ci soient équipés de défibrillateurs?

Réponse (18.5.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

L'honorable Députée s'enquiert de l'opportunité de faire équiper les véhicules des médecins de garde et les maisons médicales d'un défibrillateur.

Dans ma réponse à la question parlementaire n°2998 *(cf. compte rendu n°7/2008-2009)* j'avais tenu à encourager «la mise en place de défibrillateurs externes entièrement automatiques dans les postes de secours des divers bâtiments destinés à accueillir ou à héberger du public, et notamment dans les bâtiments où ont lieu des manifestations culturelles et/ou sportives».

En effet, parmi les détresses qui ne souffrent aucun retard dans la mise en œuvre des gestes de premiers secours, c'est l'arrêt cardio-vasculaire qui occupe de loin la première place.

De multiples études ont d'ailleurs démontré que le pronostic des arrêts cardio-respiratoires par des troubles graves du rythme cardiaque est nettement amélioré si une défibrillation est réalisée le plus rapidement possible.

La défibrillation précoce, associée à la réanimation cardio-pulmonaire, permet d'augmenter sensiblement les chances de survie d'une personne en arrêt cardio-respiratoire qui présente une fibrillation ou une tachycardie ventriculaire par exemple, principale cause de mort subite chez l'adulte.

Les médecins de garde qui participent au service de remplacement, qui ne constitue d'ailleurs pas un service d'urgence au sens de la loi du 27 février 1986 concernant l'aide médicale urgente, peuvent toutefois être amenés à se retrouver, à n'importe quel endroit du pays, face à un arrêt cardiaque. Dans pareille hypothèse, la mise à disposition des médecins d'un défibrillateur pourrait, le cas échéant, contribuer à améliorer la prise en charge du patient, voire son pronostic de survie.

J'estime dès lors qu'un défibrillateur pourrait utilement compléter l'équipement de ces voitures.

Question 2022 (20.3.2012) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant les **demandeurs d'emploi convoqués à se présenter pour des postes non vacants:**

Toutes les personnes inscrites à l'ADEM peuvent bénéficier des services proposés par les agents spécialisés. Or, il me revient qu'à plusieurs reprises des demandeurs d'emploi auraient été convoqués à se présenter pour des postes qui en fait n'étaient plus vacants.

Au vu de ce qui précède, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons et de quelle manière Monsieur le Ministre entend-il remédier à cette situation?

Réponse (18.4.2012) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

L'article L.622-5 du Code du Travail dispose que «toute personne à la recherche d'un emploi peut s'inscrire comme demandeur d'emploi à l'Agence pour le développement de l'emploi». Il en résulte que toute personne inscrite à l'ADEM peut, sous certaines conditions, bénéficier de tous les services proposés, notamment de l'encadrement personnalisé des agents spécialisés, si un tel besoin est exprimé.

En ce qui concerne l'affirmation que des demandeurs d'emploi sont mis en contact avec des employeurs pour des postes qui - à ce moment précis - ne sont déjà plus vacants, force est de constater qu'il peut en effet arriver que des demandeurs d'emploi soient invités à se présenter à des postes qui, entre-temps, sont occupés. Ceci peut se produire si les agents de

l'ADEM ne sont pas informés en temps utile par les responsables de l'entreprise en question que le poste est entre-temps occupé. Cependant, vu que dans le cadre de la réforme de l'ADEM un des objectifs principaux est la mise en place d'une collaboration étroite avec les employeurs et qu'un meilleur échange d'informations entre l'agence et les entreprises en fait partie, ces cas de figures fâcheux devraient être sensiblement réduits à l'avenir.

Question 2023 (20.3.2012) de **M. Henri Kox** *(déi gréng)* concernant l'**exploitation future des installations de cogénération existantes:**

Suivant l'Institut Luxembourgeois de Régulation (ILR) 121 centrales de cogénération avec une puissance installée de 111,7 MW étaient en fonction au 31 décembre 2010 au Luxembourg. L'énergie électrique ainsi produite en 2010 se chiffre à 262,54 GWh. La plupart de ces centrales fonctionnent à l'aide d'énergies fossiles (gaz naturel).

Depuis 1994, l'État accorde à ces centrales de cogénération une rémunération à durée illimitée pour l'électricité injectée dans le réseau sur base de différents règlements grand-ducaux. Le nouveau projet de règlement grand-ducal n°6311 vise à ne plus accorder cette rémunération aux installations de cogénération fonctionnant à base d'énergies fossiles. Si les rémunérations étatiques arrivent à terme, les anciennes installations de cogénération ne seront plus rentables et devront vraisemblablement arrêter leur production. Ainsi, dans les prochaines années ces centrales à haut rendement vont disparaître au fur et à mesure à moins de trouver une autre solution en relation avec l'approvisionnement en énergie (p. ex. biogaz) de ces installations.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Monsieur le Ministre envisage-t-il de maintenir les centrales de cogénération existantes dans le parc des installations pour l'autoproduction d'énergie? Dans l'affirmative, de quelle façon?

- Si dorénavant l'approvisionnement d'une installation de cogénération existante sera assuré avec du biogaz, est-ce que cette installation sera éligible pour recevoir des aides étatiques suivant le nouveau projet de règlement grand-ducal n°6311? Dans l'affirmative, sur quelle durée?

Réponse (3.5.2012) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Henri Kox concernant l'exploitation future des installations de cogénération existantes, je puis vous communiquer les informations ci-après:

La promotion de la technologie de la cogénération trouve sa base réglementaire dans le règlement grand-ducal modifié du 30 mai 1994 concernant la production d'énergie électrique basée sur la cogénération.

Le règlement prémentionné prévoit une rémunération pour l'électricité produite à partir des installations de cogénération et a favorisé la croissance considérable de la cogénération au Luxembourg. Le coût de soutien des centrales de cogénération est répercuté sur tous les clients finals d'électricité.

Si la cogénération a généré depuis 1994 des effets positifs sur la création d'emplois, l'amélioration de l'efficacité énergétique, il y a cependant lieu de considérer également que le contexte énergétique a profondément changé.

Le paquet climat/énergie décidé au niveau européen prévoit pour le Luxembourg un objectif de réduction des émissions nationales de gaz à effet de serre de 20% jusqu'en 2020, un objectif d'augmentation de l'énergie renouvelable dans la consommation finale d'énergie à 11% en 2020 et une amélioration de l'efficacité énergétique de 9% d'ici 2015.

Le nouveau contexte a rendu nécessaire une reconsidération de la politique en matière de cogénération du point de vue national:

- Les mécanismes de comptabilisation sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre font que la très grande majorité des installations de cogénération actuellement en exploitation sur notre territoire fait augmenter les émissions de CO_2 dans le bilan luxembourgeois. Ceci implique que le Luxembourg devra soit acheter des droits d'émission pour compenser les émissions supplémentaires des installations de cogénération implantées au Luxembourg, soit réduire les émissions nationales dans d'autres secteurs. Le coût de cette opération s'ajoute aux frais de soutien actuellement accordé à la cogénération.

- La cogénération basée sur les énergies renouvelables réduit les émissions de CO_2 nationales. La chaleur et l'électricité de ces installations pourront également être comptabilisées dans le contexte de l'objectif en matière des énergies renouvelables de 11% à l'horizon 2020.

- Les objectifs en matière d'efficacité énergétique et leurs règles de comptabilisation sont actuellement négociés au niveau européen. Il n'est pas encore clair si, et le cas échéant comment la cogénération peut être comptabilisée pour les objectifs nationaux en matière d'efficacité énergétique.

- La technologie de la cogénération est toujours liée à une utilisation de chaleur utile conséquente. Les clients de chaleur sont dans la grande majorité des cas des bâtiments. Or, au cours des prochaines années, la politique du Gouvernement vise à réduire de façon considérable la consommation des bâtiments neufs et des bâtiments existants.

- Le surcoût de la cogénération est supporté par les clients finals d'électricité et a connu une forte augmentation au courant des dernières années. Vu les objectifs en matière des énergies renouvelables, des moyens financiers de plus en plus importants s'ajouteront aux frais actuels.

Afin de réformer le cadre réglementaire sur la cogénération, le Gouvernement a approuvé en 2011 un projet de règlement grand-ducal qui considère le contexte énergétique actuel, les derniers développements en matière de cogénération à haut rendement et l'ouverture des marchés de l'électricité.

Le projet de règlement grand-ducal procède notamment à la définition de durées maximales pour le paiement des rémunérations aux installations de cogénération existantes et prévoit des tarifs d'injection pour les nouvelles centrales de cogénération injectant de l'électricité dans les réseaux d'électricité avant le 31 décembre 2012. Reste à souligner que jusqu'à présent les installations de cogénération existantes ne bénéficiaient pas d'une telle prévisibilité et sécurité juridique dans le temps comme les contrats pouvaient être résiliés bisannuellement.

Considérant en outre que, dans le cadre des politiques du Gouvernement en matière de performance énergétique des bâtiments, les quantités de chaleur utile nécessaires pour chauffer les bâtiments diminueront à moyen et long terme, il y a lieu de favoriser les technologies permettant de couvrir les besoins en chaleur par des installations de production basées sur les énergies renouvelables, dont les centrales de cogénération.

Sur base des aspects prémentionnés, l'accent ne sera plus mis à l'avenir sur la cogénération basée sur les sources d'énergie fossiles mais sur la cogénération basée sur les énergies renouvelables qui se traduira également par une réforme du règlement grand-ducal du 8 février 2008 relatif à la production d'électricité basée sur les sources d'énergie renouvelables, réforme engagée par mes services.

En ce qui concerne le maintien des centrales de cogénération existantes, il y a lieu de préciser que celles-ci ne peuvent bénéficier, à l'instar des énergies renouvelables, que d'une aide limitée dans le temps pour pouvoir être compatibles avec le cadre européen en matière d'aides d'État. C'est la raison principale pour laquelle le cadre réglementaire de 1994 a dû être adapté. Considérant que la plupart des installations de cogénération installées sur le territoire national ont été installées au cours de la dernière décennie, celles-ci feront donc encore partie du parc de production national au-delà de 2020.

Le projet de règlement grand-ducal approuvé en 2011 vise donc une sécurisation des investissements historiques dans les centrales de cogénération pour une période de 20 ans. Par le biais du règlement grand-ducal du 8 février 2008 relatif à la production d'électricité basée sur les sources d'énergie renouvelables et sa modification ultérieure, un cadre incitatif intéressant est créé pour favoriser dans le futur la mise en place de centrales de production basées sur les énergies renouvelables, aussi bien pour les centrales de production combinée de chaleur et d'électricité renouvelables que pour les centrales thermiques fonctionnant aux combustibles renouvelables.

En ce qui concerne l'approvisionnement d'installations de cogénération existantes avec du biogaz injecté dans les réseaux, j'aimerais préciser que les réglementations en matière de rémunération de biogaz injecté dans les réseaux de gaz naturel respectivement de l'électricité renouvelable injectée exclut une utilisation ultérieure du biogaz injecté par des centrales de cogénération classiques aux fins de toucher un tarif d'injection. Le mécanisme mis en place au Luxembourg pour le biogaz injecté dans les réseaux de gaz naturel est basé sur un système de rémunération direct garantissant aux producteurs un tarif stable sur une durée de 15 ans et non sur des systèmes de commercialisation de certificats qui existent dans différents autres pays européens, systèmes pouvant comporter des imprévisibilités quant à la commercialisation et par conséquent des risques financiers pour les exploitants.

Question 2025 (21.3.2012) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **transports publics au nord du Luxembourg:**

Un nombre croissant de salariés habitant la région limitrophe de l'Eifel et le serpent frontalier St Vith-Malmédy-Eupen utilisent tous les jours la N7 entre Wemperhardt et Fridhaff pour aller travailler dans des entreprises situées essentiellement au nord du pays, en particulier dans la Nordstad. Il va sans dire que les problèmes de circulation sur la N7 en début de journée et en soirée, ainsi que le manque de parkings au sein de la Nordstad, méritent une réaction appropriée, surtout en ce qui concerne l'organisation et l'attractivité des transports collectifs.

Alors que le Gouvernement a décidé de faire circuler des lignes de bus transfrontalières sur la route Ettelbruck-Bastogne (N15), tel n'est pas le cas sur la N7 entre Fridhaff et St Vith, exception faite du tronçon Marnach-Ettelbruck (desservi par la ligne Luxembourg-Prüm) ainsi que des transports RGTR et scolaires. D'ailleurs, ces dernières liaisons sont relativement lentes en raison des multiples arrêts sur le territoire luxembourgeois. À noter que le Gouvernement a déployé au fil des années maints efforts pour développer le nombre de lignes directes amenant des salariés frontaliers de la région de Trèves, Sarrebourg et Sarrebruck voire également de diverses localités de France et de Belgique vers des destinations situées au sud et au centre du Grand-Duché.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre a-t-il déjà fait analyser les besoins spécifiques, voire supplémentaires en transports collectifs attractifs (c'est-à-dire des liaisons de bus express) entre les sites des principaux employeurs de la Nordstad et de la région belge autour de St Vith?

- Monsieur le Ministre a-t-il réfléchi à un concept de mobilité collective permettant d'attirer plus de salariés frontaliers sur les transports en commun dans cette partie du pays?

- Monsieur le Ministre peut-il me dire s'il serait opportun, le cas échéant, de créer également une ligne de bus directe et rapide entre la Nordstad et Bitburg respectivement sur la N12 entre la Nordstad et Arlon afin d'optimiser le recours aux transports en commun par les travailleurs frontaliers venant de ces parties de la Grande Région?

- Dans l'affirmative, dans quels délais de telles lignes pourraient-elles être mises en œuvre?

Réponse (20.4.2012) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'honorable Député souhaite avoir des informations sur le transport transfrontalier entre la Nordstad et la Belgique.

Tout d'abord, il échet de préciser que suivant la stratégie globale de la mobilité durable, une série de mesures seront prévues afin d'optimiser le réseau des transports publics à court, à moyen et à long terme. Cette optimisation aura pour but d'améliorer l'accessibilité, de réduire les temps de parcours moyens et de permettre une mise en œuvre plus efficace des ressources existantes.

Pour ce faire, le futur concept d'exploitation des transports publics s'appuiera plus sur le réseau ferroviaire comme épine dorsale. Les transports par rail offrent sur l'axe Troisvierges-Ettelbruck une rapidité, un confort et une pérennité exemplaire. Ainsi, les transports en commun par bus locaux ou intercommunaux assureront un accès direct vers les gares de Troisvierges et Clervaux. L'idée d'une liaison entre St Vith et la Gare de Troisvierges fait partie intégrante d'une étude d'optimisation du réseau bus. La mise en service est prévue en même temps que la mise en pratique du projet de la télématique. En effet, le projet global de télématique permettra d'offrir au voyageur une garantie de correspondance, i. e. le client qui monte dans un train à Ettelbruck aura la garantie que son bus l'attend à la gare de Troisvierges.

En revanche, entre Arlon et la Nordstad, régions qui se situent plus à l'écart des axes ferroviaires directes, une étude sur l'opportunité d'une ligne de bus express desservant directement ces deux centres d'attraction doit encore être menée. Cette étude aura comme objectif d'estimer si une liaison Arlon-Nordstad est suffisamment demandée pour justifier la mise en service d'une ligne directe. Tout comme pour le train, ces lignes de bus express auront pour priorité d'assurer une fonction de liaison et non une fonction de ramassage régional, afin de rester compétitives en termes de temps par rapport à la voiture individuelle.

Question 2027 (21.3.2012) de **M. Robert Weber** *(CSV)* concernant le **Luxembourg Board of Economic Development (BED):**

En date du 27 mai 2005, le Gouvernement en Conseil a pris un arrêté ayant pour objet les missions, l'organisation et la composition du Comité de Développement Économique du Grand-Duché de Luxembourg - «Luxembourg Board of Economic Development (BED)».

La mission du BED consiste à élaborer et suivre la mise en œuvre des orientations générales de promotion et de prospection économique à l'étranger.

D'après mes informations, ce comité a siégé la dernière fois en mars 2009.

- Est-ce que Monsieur le Ministre a l'intention de relancer le BED?

- Si oui, est-ce que Monsieur le Ministre entend réformer cet organe, sinon le restructurer et pour quand sera prévue la prochaine réunion après trois ans de «stand still»?

Réponse (19.4.2012) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Robert Weber concernant la position du Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur concernant le Comité de Développement Économique du Grand-Duché de Luxembourg - Luxembourg Board of Economic Development (BED) - je puis vous apporter les éléments de réponse ci-après:

Le Comité de Développement Économique est un organe de composition tripartite qui est chargé de l'élaboration et de la mise en œuvre des orientations générales de promotion et de prospection économiques à l'étranger. Il est vrai que ce comité ne s'est plus réuni depuis le 12 mars 2009. À cette époque, le Comité Consultatif Luxembourg for Business (CCLfB), réunissant tous les acteurs actifs dans la promotion du Luxembourg à l'étranger a commencé à se réunir régulièrement. Les «bureaux du BED à l'étranger» ont été renommés «Luxembourg Trade and Investment Office» et la dénomination «Luxembourg Board of Economic Development» a été remplacée dans le matériel promotionnel par «Luxembourg for Business».

Si la continuité du travail de promotion et de prospection économiques à l'étranger a pu être assurée sans l'intervention du Comité de Développement Économique, cet organe a néanmoins un rôle important à jouer dans l'implication des partenaires sociaux dans la politique de développement économique. Ainsi, le Comité de Développement Économique sera relancé dans sa composition tripartite avant la fin de l'année 2012. Ses missions seront recentrées sur le développement économique et la politique de multi-spécialisation menée depuis 2004 par le Gouvernement et visant à développer certains secteurs spécifiques de l'économie luxembourgeoise.

Question 2028 (21.3.2012) de **Mme Anne Brasseur** *(DP)* concernant le **conseil d'administration de l'établissement public nommé «Salle de concerts Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte» et de la Fondation Henri Pensis:**

La loi du 16 décembre portant réorganisation de l'établissement public nommé «Salle de concerts Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte» et de la Fondation Henri Pensis prévoit que l'établissement est administré par un conseil d'administration qui prend toutes les décisions en relation avec la gestion de l'établissement sous réserve des décisions qui relèvent de l'approbation du ministre de tutelle.

Or, trois mois après le vote de la loi les membres du conseil d'administration n'ont pas encore été désignés.

Aussi, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture:

- Madame la Ministre peut-elle m'informer sur les raisons du retard pris dans la mise en place du conseil d'administration?

- Madame la Ministre ne juge-t-elle pas urgent de nommer les membres du conseil d'administration?

Réponse (12.4.2012) de **Mme Octavie Modert,** *Ministre de la Culture:*

La question parlementaire n°2028 appelle la réponse suivante:

La loi du 16 décembre 2011 portant réorganisation de l'établissement public nommé «Salle de concerts Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte» et de la Fondation Henri Pensis a eu pour objet d'étendre les missions de la Philharmonie pour intégrer celles de l'OPL et d'organiser le transfert des droits et obligations de l'OPL à la Philharmonie après la dissolution de la Fondation Henri Pensis. La loi n'a pas affecté ni la personnalité juridique de l'établissement public que constitue la Philharmonie, lequel est resté en place, y compris ses organes, ni les dispositions concernant la désignation des membres du conseil d'administration de la Philharmonie, lesquelles ont été entièrement reprises de la loi de 2002 et prévoient toujours que «Les membres du conseil d'administration sont nommés et révoqués par le Grand-Duc sur proposition du Conseil de Gouvernement. Ils sont nommés pour une durée de cinq ans, renouvelable à son terme».

Les membres du conseil d'administration de la Philharmonie ont été nommés pour un mandat de cinq ans du 1er janvier 2008 au 31 décembre 2012 sur proposition du Conseil de Gouvernement. Le mandat des membres du conseil d'administration de la Philharmonie étant toujours en cours, il n'existe légalement pas d'urgence pour nommer de nouveaux membres au prédit conseil.

Question 2030 (23.3.2012) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant la **Convention européenne sur la nationalité du Conseil de l'Europe:**

En date du 26 mai 2008, le Luxembourg a signé la Convention européenne sur la nationalité du Conseil de l'Europe. Cette convention fait actuellement référence en matière de droit national et international de la nationalité de personnes physiques. Le Luxembourg n'a cependant pas encore ratifié cette convention.

Aussi, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les raisons qui ont amené le Gouvernement à ne pas ratifier ladite convention jusqu'à présent?

- Monsieur le Ministre peut-il me dire s'il voit des inconvénients à la ratification de ladite convention?

- Dans la négative, Monsieur le Ministre peut-il me renseigner dans quels délais la convention pourra être ratifiée?

Réponse (11.4.2012) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Justice:*

En date du 26 mai 2008, le Grand-Duché de Luxembourg a signé la Convention européenne sur la nationalité (STE 166) du Conseil de l'Europe qui a été ouverte à la signature le 6 novembre 1997. Cette convention n'a pas encore fait l'objet d'une ratification pour le motif que celle-ci nécessiterait une modification fondamentale de la loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise.

En effet, l'article 6, paragraphe 3, de la Convention européenne sur la nationalité obligerait le Grand-Duché de prévoir une acquisition facilitée de la nationalité luxembourgeoise pour certaines catégories de personnes. Il s'agit par exemple des conjoints des Luxembourgeois, des personnes résidant légalement et habituellement au Grand-Duché pendant une période commençant avant l'âge de 18 ans ainsi que des apatrides et réfugiés qui résident légalement et habituellement sur le territoire luxembourgeois. À titre d'exemple, le rapport explicatif de la convention cite «la réduction de la durée de résidence requise, des exigences moins rigoureuses en matière de la connaissance de la langue, une procédure plus simple, des frais de procédure moins élevés».

La loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise a introduit non seulement une procédure unique d'acquisition de la nationalité, mais également des conditions identiques pour tous les candidats à la naturalisation. Dans ce contexte, je rappelle que le législateur a supprimé la procédure simplifiée de l'option et la condition de résidence plus favorable dont bénéficiaient les conjoints des Luxembourgeois sous l'empire de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise.

Au cours de cette année, le Ministère de la Justice va procéder à une évaluation de la loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise en vue de l'adapter le cas échéant. Le rapport d'évaluation sera communiqué à la Chambre des Députés avec la prière expresse d'organiser un débat d'orientation sur ce sujet. Des orientations claires de la Chambre des Députés quant aux modifications à apporter à la loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise et quant à l'opportunité de ratifier la Convention européenne sur la nationalité du Conseil de l'Europe faciliteraient l'élaboration d'un projet de loi.

Question 2031 (23.3.2012) de **M. Claude Adam** *(déi gréng)* concernant le **volet «Recherche» dans le fonctionnement de l'école de recherche «Eis Schoul»:**

«Eis Schoul» a été lancé en septembre 2008 comme école fondamentale de recherche de l'État, reposant sur deux piliers essentiels: la pédagogie inclusive et la recherche. L'objectif était de développer de nouvelles formes d'apprentissage, d'enseignement et d'évaluation dans le cadre d'une étroite collaboration avec l'Université du Luxembourg. Afin de pouvoir remplir cet objectif, la recherche devait explicitement faire partie de la tâche des membres de l'équipe multiprofessionnelle de l'école.

Les projets de recherche prévus devaient porter sur les conditions de mise en place et de développement de pratiques inclusives et déterminer dans quelle mesure ces pratiques mènent à de meilleurs résultats dans les apprentissages. Un volet particulier de la recherche devait par ailleurs être consacré à l'utilisation et l'apprentissage des langues à l'école, afin de développer de nouvelles pratiques.

Dans ce contexte, je souhaite avoir les renseignements suivants de Madame la Ministre:

1) Quelles sont les ressources que l'Université du Luxembourg a mises à disposition afin de garantir que «Eis Schoul» puisse accomplir sa «tâche de l'innovation dans les domaines de l'apprentissage, de l'enseignement, de l'évaluation et de la vie en commun pour faire face aux exigences du système éducatif luxembourgeois»?

2) Est-ce que la collaboration avec l'Université du Luxembourg peut être jugée comme satisfaisante? Est-ce qu'il y a aussi une collaboration avec d'autres universités?

3) Quels sont les projets de recherche actuellement en cours? Quels projets furent menés depuis le lancement de l'école en automne 2008?

4) Comment fonctionne la coordination des projets de recherche? Combien de fois s'est réuni le conseil scientifique de «Eis Schoul»? Est-ce qu'il y a déjà eu des publications scientifiques sur base des résultats de recherche de «Eis Schoul»?

5) Est-ce qu'un «réseau d'échange avec tous les acteurs intéressés de l'éducation et de l'enseignement» par lequel les concepts et méthodes développés à l'école devaient être démultipliés, a été mis en place? Comment ce réseau d'échange fonctionne-t-il?

6) Est-ce que l'école fondamentale «Eis Schoul» remplit actuellement sa mission d'école de recherche publique? Est-ce qu'il faut prévoir des améliorations concernant ce volet?

Réponse (18.5.2012) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

L'école appelée communément «Eis Schoul» fut créée par la loi du 13 mai 2008 portant création d'une école préscolaire et primaire de recherche fondée sur la pédagogie inclusive. Elle fonctionne depuis le 15 septembre 2008.

D'après l'article 1er de cette loi, l'école se trouve sur le territoire de la ville de Luxembourg. Elle est placée sous l'autorité de la Ministre ayant l'Éducation nationale dans ses attributions et elle collabore étroitement avec un établissement d'enseignement supérieur reconnu, notamment, selon l'article 16, pour ce qui est de la recherche sur l'école ainsi que de la publication et diffusion des résultats de recherche.

Les travaux de recherche sont assumés par l'équipe multiprofessionnelle; l'organisation des activités de recherche de l'équipe multiprofessionnelle incombe au comité de l'école.

L'article 15 précise que le conseil scientifique assure la coordination des projets et rapports de recherche et de développement de l'école et ces documents sont soumis à une expertise externe d'institutions universitaires.

1) «Eis Schoul» collabore depuis ses débuts avec l'Université du Luxembourg.

- Le projet «Portinno: Le portfolio comme outil d'évaluation des pratiques d'apprentissage et d'évaluation à l'école obligatoire» est un projet que l'Université du Luxembourg avait déjà entamé avant la création de «Eis Schoul» et qui y a été continué. Il portait sur l'utilisation du portfolio à l'école et a abouti à une publication en 2011. Le projet «Portinno» engageait quatre chercheurs de l'Université du Luxembourg.

- «Eis Schoul» collabore également avec l'Université du Luxembourg dans le cadre du Bachelor en Sciences de l'Éducation. À titre d'école partenaire, «Eis Schoul» assume sa responsabilité en matière de formation de futurs enseignants afin d'assurer le transfert de pratiques pédagogiques mises en œuvre dans «Eis Schoul». Un concept d'encadrement des étudiants-stagiaires décrit les modalités de coopération entre «Eis Schoul» et l'Université du Luxembourg en clarifiant les rôles des formateurs de «Eis Schoul» et du tuteur de l'université.

- En outre, l'université a entamé deux projets qui sont présentés sub 3).

2) La collaboration entre «Eis Schoul» et l'Université du Luxembourg a été marquée, comme tout autre projet d'innovation, par des expériences réussies, les projets présentés ci-devant, et des moments plus difficiles. Ainsi, il y a peu de temps, des enseignants-chercheurs de l'Université du Luxembourg ont exprimé quelques appréhensions concernant le concept pédagogique que «Eis Schoul» vient de publier en février 2012.

«Eis Schoul» a collaboré avec d'autres universités et experts pour les projets suivants:

- Interkantonale Hochschule für Heilpädagogik Zürich, pour l'évaluation du projet «Eis Schoul» (2011),

- Dr Falko Peschel, Prof. Dr Hans Brügelmann, Dr Jean Le Gal, Walter Hövel pour l'élaboration du concept pédagogique édité en mars 2012 (2011-2012),

- Dr Jean Le Gal, pour l'élaboration de la charte scolaire et le développement de la participation démocratique au sein de l'école (2011-2012).

Par ailleurs, «Eis Schoul» envisage de collaborer avec d'autres universités et experts pour les projets suivants:

- Prof. Dr Thomas Coelen (Universität Siegen), pour un projet impliquant les élèves dans le développement de l'école. Monsieur Coelen a contacté l'Université du Luxembourg en vue d'une collaboration.

- Prof. Dr Herbert Altrichter (Johannes Kepler Universität Linz) et la «Bielefelder Laborschule», pour ce qui est du domaine de la recherche-action à «Eis Schoul». Ce projet est actuellement en préparation.

- Denis Morin, Maître de conférences des Universités de Lorraine, pour ce qui est de la documentation de pratiques respectivement de thématiques disciplinaires par des étudiants-stagiaires de l'Université de Lorraine. Ce projet est actuellement en préparation.

3) À l'Université, deux projets sont initiés: Un projet sous la direction du Prof. Dr Daniel Tröhler vise à reconstruire la genèse et l'évolution du projet «Eis Schoul» depuis son origine jusqu'à présent.

Un autre projet sous la responsabilité du Prof. Dr Dieter Ferring a l'objectif d'analyser les pratiques des intervenants à l'école et à renseigner ceux-ci sur les aspects scientifiques de leur démarche. Cette démarche réalise une co-construction de savoir entre les intervenants de terrain et les chercheurs universitaires permettant une réflexion commune de «bonnes pratiques» dans le champ de la pédagogie inclusive.

Les autres projets en cours sont les suivants:

- La mise en pratique de la dimension citoyenne des Droits de l'enfant afin d'être en cohérence avec la Convention internationale des Droits de l'enfant par le biais de la documentation, d'une mutualisation et analyse des pratiques et d'une formation-action du personnel. Ce projet, accompagné par le Dr Jean Le Gal, concerne l'étude du fonctionnement et l'élaboration d'un règlement du parlement d'élèves, l'exercice des droits et libertés et les modalités d'une discipline éducative respectant les principes fondamentaux du droit.

- L'élaboration d'une charte scolaire afin d'améliorer le bien-être de tous les acteurs de l'école pour favoriser le climat scolaire. Cette charte fournira un cadre de vie scolaire en commun. Ce projet est accompagné par le Dr Jean Le Gal.

Les projets réalisés:

- Le projet «Portinno»: Le portfolio comme outil d'évaluation des pratiques d'apprentissage et d'évaluation à l'école obligatoire. Rapport final. Michel Brendel, Paul Dumont, Melanie Noesen, Denis Scuto. Université du Luxembourg, Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle. Avril 2011.

- La collaboration avec l'Interkantonale Hochschule für Heilpädagogik Zürich: «Bericht über die Entwicklungsevaluation der «Eis Schoul» Kirchberg/Luxemburg. Prof. Dr Peter Lienhard, Prisca Elmiger, Marianne Walter. Zürich Mai 2011.»

- Le concept pédagogique de «Eis Schoul»: Une brochure a été élaborée en deux langues par le personnel de l'école en collaboration avec des parents d'élèves et avec le soutien de Dr Falko Peschel, Prof. Dr Hans Brügelmann, Dr Jean Le Gal et Walter Hövel. 1ère édition: Mars 2012.

4) D'après l'article 15 de la loi citée, le conseil scientifique assure la coordination des projets et rapports de recherche et de développement de l'école.

Ce conseil est composé de deux membres du comité d'école, d'un membre du comité des parents, de deux chercheurs ou membres du personnel scientifique de l'institution universitaire visée ainsi que d'un représentant de mon département qui est en l'occurrence la cheffe de division de l'Agence pour le développement de la qualité scolaire dans les écoles auprès du Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT).

Le conseil scientifique a siégé quatre fois depuis la création de «Eis Schoul».

5) La mise en place d'un réseau d'échanges pédagogiques fut inscrite au cadre de la loi sur «Eis Schoul» par l'exposé des motifs de la loi du 13 mai 2008 portant création d'une École préscolaire et primaire de recherche fondée sur la pédagogie inclusive: «… il est indispensable de développer un réseau d'échanges avec tous les acteurs intéressés de l'éducation et de l'enseignement. De cette façon, les concepts et méthodes développés par l'École et validés scientifiquement à travers la recherche, pourront être démultipliés, et chaque acteur pourra les adapter à son contexte.»

Depuis l'ouverture de «Eis Schoul» en 2008, un réseau d'échanges s'adressant à des professionnels des domaines scolaire et socio-éducatif a été développé pour aboutir actuellement à quelque 300 membres qui sont régulièrement informés à la fois de pratiques implémentées dans «Eis Schoul», de conférences, ainsi que de rencontres et journées pédagogiques organisées par «Eis Schoul».

De 2009 à 2010, le réseau a relevé le défi de mettre par écrit les expériences échangées et de les rendre publiques[1] à toutes les personnes intéressées.

Depuis 2010, le réseau d'échanges figure parmi les objectifs majeurs du plan de réussite scolaire de «Eis Schoul» afin d'enrichir les réflexions menées à l'école et au-delà. Ainsi, en 2010/2011, de multiples réunions du réseau d'échanges pédagogiques de «Eis Schoul» ont conduit à la création d'un groupe de travail au sein du ministère, à l'Institut de Formation continue (IFC), afin d'élaborer le concept «Hospitatiounen - Vuneneen a matenee léieren» qui a pour objet de créer un cadre réglementaire au Grand-Duché afin de permettre au personnel enseignant et socio-éducatif de mener des observations et échanges mutuels sur le terrain.

Il est prévu d'organiser une foire de rencontres et d'échanges de pratiques à Luxembourg en juin 2012 à laquelle «Eis Schoul» participera également.

Depuis 2011, «Eis Schoul» a multiplié les efforts afin de lier des contacts avec des écoles et des professionnels à l'étranger:

- participation au «4e Forum des enseignants innovants et de l'innovation pédagogique» qui eut lieu les 20 et 21 mai 2011 à Lyon;

- participation au 50e congrès international de l'Institut Coopératif de l'École moderne qui eut lieu du 23 au 26 août 2011 à l'Université de Lille 3;

- échanges avec la Grundschule Harmonie, une école qui a été nommée pour le «Deutscher Schulpreis 2009». Des échanges et des visites entre le personnel des deux écoles ont eu lieu;

- visites et échanges avec la direction et des membres du personnel de la «Städtischen Grundschule Unterstadt», Eupen, et Monsieur

[1] Réseau d'échanges pédagogiques - Recueil n°1 - «Différenciation et gestion de cycle»; Groupe de rédaction: Antoinette Beffort, Claude Schmit, Diane Steichen, Honoré Gregorius, Sylvie Elcheroth.

Georg Heck, Pädagogischer Inspektor und Berater im Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft Belgiens, Eupen;

- visites et échanges avec des responsables de la commune de Bütgenbach ainsi que du «Zentrum für Förderpädagogik, Elsenborn, Gemeindeschule Bütgenbach» près de St Vith;

- collaboration à la préparation et participation au «FORUM Großregion - Kompetenzorientierter Unterricht» co-organisé par l'Institut de Formation continue et qui eut lieu le 3 mai 2012 à Thionville;

- participation à des rencontres des instituteurs Freinet du Département Nord-Ouest de l'Institut coopératif de l'École moderne (ICEM);

- publication d'un article «Eis Schoul»: Une école fondamentale de recherche» dans l'édition de mai 2012 du mensuel «Le Nouvel Éducateur», réalisé par l'Institut coopératif de l'École moderne et diffusé à un public professionnel large en France et dans les pays francophones.

En 2012, «Eis Schoul» continue à s'investir dans le développement du réseau d'échanges pédagogiques.

À partir de septembre 2012, il est envisagé d'établir un réseau d'échanges entre cinq écoles européennes dont «Eis Schoul».

«Eis Schoul» est invitée à participer:

- à un Forum international sur la recherche-action à Linz organisé par la «Johannes Kepler Universität Linz», en novembre 2012,

- à un colloque international à Epinal, organisé par l'Université de Lorraine. Il portera sur des pratiques de pédagogies alternatives à travers certains pays de l'Europe, voire d'outre-mer, en février 2013.

Depuis l'année scolaire 2010/2011, «Eis Schoul» organise au moins trois conférences annuelles autour de thèmes portant sur les principes du concept pédagogique de l'école. Tous les professionnels des domaines scolaire et socio-éducatif au Luxembourg y étaient invités:

- Unterricht ohne zu unterrichten: Ein radikales Konzept Offenen Unterrichts zur Diskussion (28 septembre 2010; avec Dr Falko Peschel),

- Öffnung des Unterrichts: Prinzipien und Schritte (28 février 2011; avec Prof. Dr Hans Brügelmann),

- L'intégration respectivement l'inclusion signifient-elles la fin de la pédagogie spéciale? (11 mai 2011; avec Christian Wolzfeld),

- Erziehung, Lernen und Demokratie: Kinder können selber lernen! (27 juin 2011; avec Walter Hövel),

- Pour une éducation à la citoyenneté: La participation démocratique des enfants dans la cité, la famille et l'école (26 mars 2012; avec Dr Jean Le Gal).

«Eis Schoul» maintiendra cette démarche au sein du réseau d'échanges pédagogiques. Ainsi, deux conférences restent à organiser pour l'année scolaire en cours en collaboration avec Otto Herz, le co-fondateur de la «Bielefelder Laborschule» et Marie-Anne Rodesch-Hengesch, la présidente de «l'Ombudscomité fir Kannerrechter».

Depuis l'année 2010/2011, «Eis Schoul» organise également des journées pédagogiques, la première ayant été ouverte au public eut lieu le 11 mai 2011. Elle portait sur le thème de l'inclusion. «Eis Schoul» y avait invité divers partenaires de l'éducation différenciée et de l'enseignement fondamental à Luxembourg pour présenter leurs pratiques**.**

6) Au vu des nombreuses activités de «Eis Schoul», j'estime que cette école a pleinement rempli sa mission d'innover dans les domaines de l'apprentissage, de l'enseignement, de l'évaluation et de la vie en commun dans le système éducatif luxembourgeois.

L'école fait face aux exigences de notre système scolaire avec tantôt plus et tantôt moins de succès. Il est certain que ces expériences profitent aux autres écoles qui participent au réseau d'échanges. Il est certain aussi que des améliorations sont toujours possibles.

L'un des critères le plus important est la satisfaction des parents qui est très grande comme l'a montré de façon répétée le résultat d'une analyse d'un questionnaire qui leur a été soumis à trois reprises, en 2010, 2011 et 2012, par l'Agence pour le développement de la qualité scolaire dans les écoles.

Les parents soulignent que leurs enfants adorent être en classe, ce qui n'est pas toujours le cas des camarades ou frères et sœurs scolarisés ailleurs. L'analyse qui vient d'être effectuée pour la première fois auprès des élèves confirme que la très grande majorité adorent aller à «Eis Schoul», 69% «aiment beaucoup», 26% «aiment souvent» y aller, alors que ce n'est pas du tout le cas ailleurs.

Il est notoire et la récente publication du rapport international de l'enquête réalisée en 2009-2010 sur les comportements liés à la santé des enfants en âge scolaire (HBSC) de l'Organisation mondiale de la Santé le confirme: les élèves de notre pays sont parmi ceux, au niveau européen, qui aiment le moins aller à l'école.

Je reçois régulièrement des courriers de parents avec des appréciations dithyrambiques de «Eis Schoul». Voici l'extrait d'une lettre qui vient de me parvenir:

«S'agissant de l'école «Eis Schoul», les conclusions sont sans appel. De toute évidence, cette école favorise le développement de chaque enfant, pris en tant qu'individu à part entière, afin de promouvoir, entre autres, la créativité, les idées nouvelles, l'humanité, l'acceptation de la différence et l'autonomie. Nous tenons à remercier et encourager le corps enseignant de l'école qui travaille d'arrache-pied afin d'insuffler à chaque enfant l'envie d'apprendre tout au long de sa vie, la créativité, la réflexion, la tolérance face à la différence et le partage, ainsi que l'autonomie.»

Cette satisfaction des élèves de «Eis Schoul» se traduit par l'étonnante demande de parents pour scolariser leurs enfants à «Eis Schoul»:

- pour la rentrée 2012, 130 parents avaient demandé d'y inscrire leur enfant au préscolaire;

- pour la rentrée 2013, 140 parents en ont fait la demande.

La demande des parents - qui, rappelons-le, sont uniquement ceux de la ville de Luxembourg - est donc le décuple de ce qui avait été initialement prévu à «Eis Schoul» avec 12 élèves par année scolaire, un nombre qui entre-temps a été augmenté à 15.

Question 2032 (23.3.2012) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant les **méga-camions:**

La Commission européenne, par le biais du commissaire européen aux Transports, saisira le Conseil «Transports» d'une possible généralisation des méga-camions dans l'Union européenne. Ces camions longs de 25,25 m (au lieu des 18,75 m des gros transporteurs sur route actuels) et de 60 tonnes circulent déjà dans certains pays européens. La demande des transporteurs routiers est de les faire circuler dans toute l'Union européenne.

- Monsieur le Ministre peut-il me dire quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois à cet égard au Conseil «Transports»?

- Plus généralement, on voit circuler dans nos localités des méga-bus de la même longueur que les dits méga-camions. Il semble que ces bus disposent d'une autorisation spéciale de l'État étant donné qu'ils dépassent largement les limites inscrites dans le Code de la Route et qu'une phase-test est en cours depuis quelques années. Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur les enseignements de cette phase-test? Entend-il un jour généraliser ces mastodontes dans notre pays?

Réponse (3.5.2012) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Dans sa question parlementaire l'honorable Député s'enquiert sur la position du Gouvernement luxembourgeois relative à une possible généralisation des méga-camions au niveau européen, ainsi que sur les enseignements recueillis lors de la phase-test des «méga-bus» et une éventuelle généralisation de ceux-ci au Luxembourg.

La sécurité routière est et restera la priorité du Gouvernement luxembourgeois et une éventuelle généralisation de la mise en circulation de méga-camions pourrait uniquement être envisagée si la sécurité routière est garantie. Par ailleurs, il ne faut pas négliger dans ce contexte l'impact éventuel des méga-camions tant sur l'environnement que sur les infrastructures routières, de même que sur d'autres modes de transports, tels que les chemins de fer.

Il en découle que le Gouvernement ne s'oppose pas d'office à la mise en circulation de méga-camions. Cependant, il convient d'attendre les conclusions des discussions menées au niveau européen et en particulier par nos pays limitrophes et les résultats des études en cours à l'étranger avant de prendre une quelconque décision à ce sujet.

Concernant la mise en circulation des soi-disant «méga-bus» au Grand-Duché, il faut préciser qu'il s'agit d'autobus à double articulation, d'une longueur de 24,50 m, qui ont fait leur apparition dans les réseaux de transport public de plusieurs villes, il y a quelques années déjà dont Lyon, Hambourg, Aix-la-Chapelle et Zurich.

Ces autobus, au nombre de six actuellement à Luxembourg, sont mis en service sur la ligne déterminée de Eurobus (16), circulant entre Howald, Luxembourg-ville, Kirchberg et l'aéroport. L'itinéraire routier à suivre par ces autobus a évidemment été analysée préalablement quant à sa compatibilité avec les conditions de circulation de tels véhicules.

Le fait de pouvoir transporter un nombre élevé de passagers en une fois, a rendu intéressant le recours à ces autobus sur la ligne prémentionnée.

Même si les résultats de ces tests ont été très satisfaisants jusqu'à présent, l'État luxembourgeois ne porte aucun intérêt à généraliser la circulation des autobus à double articulation sur d'autres itinéraires.

Question 2033 (28.3.2012) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant la **dette du LCGB auprès de la caisse de décès VITA:**

Op enger Pressekonferenz hu Responsabeler vum LCGB zouginn, datt d'Gewerkschaft zënter dem Joer 2000 Geld vun der Stierfkeess VITA iwwerwise krut, dëst an enger Héicht vun iwwer 2,4 Milliounen Euro.

An dësem Kontext géif ech dem Minister dës Froe stellen:

1) Ass dem Conseil supérieur de la mutualité dës Schold vum LCGB vis-à-vis vun der Stierfkeess bekannt? Huet de Conseil supérieur sämtlech Bilane vun der VITA-Stierfkeess?

2) Sinn déi Montanten, déi genannt sinn, korrekt?

3) Huet de Conseil supérieur vun der Mutualité an dësem Fall virun der Pressekonferenz vum LCGB schonns reagéiert?

4) Erlaben d'Législatioun respektiv d'Statute vun de betraffenen Organisatiounen esou eng finanziell Transaktioun? Wann neen, wéi eng Sanktioune kënne vis-à-vis vun de Responsabele geholl ginn?

5) Ass bei dëser finanzieller Transaktioun tëschent der Gewerkschaft an der Stierfkeess virgesinn, datt och Zënse musse bezuelt ginn?

6) Wéi eng Moossname schléit de Conseil supérieur de la mutualité vir, datt dës Situatioun tëschent dem LCGB a VITA an d'Rei gesat gëtt?

Réponse (3.5.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Ad: Op enger Pressekonferenz hu Responsabeler vum LCGB zouginn, datt d'Gewerkschaft zënter dem Joer 2000 Geld vun der Stierfkeess VITA iwwerwise krut, dëst an enger Héicht vun iwwer 2,4 Milliounen Euro. An dësem Kontext géif ech dem Minister dës Froe stellen:

Als Aleedung wëll ech ënnersträichen, dass d'Iwwerwaachung vun de Mutualitéitsgesellschaften dem «Conseil supérieur de la mutualité», kuerz CSM genannt, ënnerläit. Den CSM mécht d'finanziell Kontroll fir de Minister vun der Sécurité sociale. Fir déi Kontroll kënnen ze machen, sinn d'Mutualitéitsgesellschafte gehalen, all Joer nom Ofschloss vum Finanzjoer dem CSM de Rapport de gestion ze ënnerbreeden, den d'Einnahmen an d'Ausgabe soll opschlësselen an och doriwwer Opschloss soll ginn, wou d'Gesellschaftsverméige placéiert ass.

Ad 1) Dem CSM sinn an der Vergaangenheet verschidden Ongereimtheeten opgefall. Éischt Froen hunn déi relativ héich Verwaltungskäschten opgeworf.

Den CSM huet vun der Mutuelle VITA all Joer d'Rapports de gestion kritt an dat bis den 31. Mäerz 2008, wou de Rapport vum Exercice 2007 eragaangen ass. Duerno si keng Rapportë méi presentéiert ginn.

Duerch e Bréif vum 18. Mäerz 2008 huet den CSM d'Mutuelle invitéiert, un enger Réunioun vum 31. Mäerz deelzehuelen, fir d'Bicher an d'Comptabilitéit vun de Joren 2005 bis 2008 ze kontrolléieren a fir ze kucken, wou d'Gesellschaftsverméige placéiert ass a wéi et ëm d'Verwaltungskäschte steet.

No enger ganzer Rei Rappelen a Convocatiounen, déi un de Caissier vun der VITA gaange sinn, huet den CSM schlussendlech während enger Réunioun vum 13. Mee 2009 de Bilan an d'Resultater vum Exercice 2008 kritt. De Bilan an d'Konten hunn och Angaben iwwert den Exercice 2007 enthalen. Während der Réunioun huet den CSM zousätzlech Dokumenter an Informatioune gefrot. Bis uganks 2010 huet den CSM sech net ginn, an deem Sënn beim Caissier vun der Mutuelle ze intervenéieren. Ouni Resultat.

Trotz Rappeler gouf weder de Bilan vum Exercice 2009 nach dee vum Exercice 2010 presentéiert.

Wéi déi néi Féierung vun der VITA dunn ugetrueden ass, huet d'Situatioun sech wesentlech verbessert. De Rapport vun 2010 ass presentéiert ginn an et gouf versprach, dee vum Exercice 2009 esou séier wéi méiglech opzestellen.

Ad 2) Wat d'Montanten ugeet, muss een ënnerscheeden tëschent Placement vum Gesellschaftsverméigen, Immobilien a Verwaltungskäschten.

a) Gesellschaftsverméigen

Fir d'Éischt sief emol ernimmt, dass déi während der virernimmter Réunioun vum 13. Mee 2009 hannerluecht Bilanen a Konte vun de Joren 2007 an 2008 net an der virgeschriwwener Form opgestallt goufen. Als Schëldner dauchen «sociétés apparentées» op mat Montantë vun 2.246.167,45 € an 2.371.032,97 € fir d'Exercicen 2007 an 2008.

De Rapport vun 2010, deen an der virgeschriwwener Form um Formulaire vum CSM opgestallt gouf an deen den 18. Abrëll vum néie President vum LCGB agereecht ginn ass, weist als Schëldner beim Posten «sociétés apparentées» e Betrag vun 2.675.977,39 € aus.

Allerdéngs läit weder eng Autorisatioun vum Minister fir esou Transferte vir (méi Prezisiounen ënnert dem Punkt 4), nach ass en Dokument iwwert d'Detailer bekannt.

b) Immobilië vun der Mutuelle VITA

All Immobilienukeef vun der Mutuelle si vum Minister vun der Sécurité sociale autoriséiert ginn.

c) Verwaltungskäschten

Op Basis vun deenen Donnéeën, déi geliwwert goufen, kann een nëmme feststellen, dass d'Verwaltungskäschten, déi vun der Mutuelle iwwerholl gi sinn, aussergewéinlech héich sinn.

Wann am Joer 1998 eleng d'Personalkäschten 64.746,89 € ausgemaach hunn, si se am Joer 2008 op 141.349,052 € eropgaangen an am Joer 2010 souguer op 161.006,88 €. An därselwechter Zäit hunn d'Prestatiounen (Stierfgelder) un d'Membere sech folgendermoossen entwéckelt:

1998: 137.865,69 €

2008: 175.652,61 €

2010: 158.865,36 €

Prozentual gesi stinn d'Personalkäschten also a kengem Verhältnis zu de Leeschtungen.

D'Verwaltungskäschte gi vum LCGB verrechent, well der Gewerkschaft hiert Personal déi administrativ Aufgabe vun der Mutuelle iwwerhëlt.

Ad 3) Opgrond vun de Prezisiounen, déi elo hei schonn ervirbruecht goufen, geet eraus, dass den CSM intervenéiert ass, ouni awer déi néideg Informatiounen ze kréien, fir fir Opklärung ze suergen.

Ad 4) Den Artikel 6 vum ofgeännerte Gesetz vum 7. Juli 1961 iwwert déi unerkannte Mutualitéitsgesellschafte seet «pourront, sans autorisation et sans limitation, placer leur patrimoine, soit à la Caisse d'Épargne, soit en titres de la dette publique, soit en obligations du Crédit Foncier grand-ducal, soit en obligations communales et industrielles indigènes. Elles pourront, avec l'autorisation du Ministre de la Sécurité sociale, mais seulement jusqu'à concurrence de la moitié de leur patrimoine, faire d'autres placements, comme p. ex. en prêts hypothécaires, en acquisitions immobilières, etc.» An dësem Fall, wat déi viséiert Transferte vun der VITA un den LCGB ugeet, ass ni eng Autorisatioun beim Minister vun der Sécurité sociale ugefrot ginn, an dofir kann och keng virleien.

Sanktioune wäre méiglech gewiescht a sinn och nach ëmmer méiglech, mä et muss ee wëssen, dass d'«Marge de manœuvre» dach awer séier limitéiert ass. Déi eenzeg Sanktioun besteet doranner, der Mutuelle den Agrément ewechzehuelen. Wann een dat mécht, dann huet dat virun allem emol eng negativ Konsequenz fir d'Membere vun der VITA, déi iwwer hir Mutuelle an der Caisse médico-chirurgicale mutualiste (CMCM) affiliéiert sinn. D'Statute vun der Caisse chirurgicale gesinn nämlech vir, dass een nëmme ka Member an der CMCM sinn, wann ee scho virdrun an enger agrééierter Mutuelle Member ass.

Ad 5) Fir nach eng Kéier op d'Transaktiounen zréckzekommen, wëll ech kloer ënnersträichen,

dass et am Intérêt vun alle Membere vun der VITA ass, fir Transparenz a Kloerheet ze schafen. Wa Placementer vun der VITA beim LCGB stattfonnt hunn, da misste jo och déi néideg Accorden tëschent de Parteie virleien, aus deenen d'Modalitéiten an d'Konditioune vum Zréckbezuelen an den Zënssaz ervirginn. Den CSM huet awer keng Kenntnis vun esou enge Pabeieren, jiddefalls si se him bis dato net ausgehändegt ginn.

Ad 6) Ech hat dem CSM den Optrag ginn, fir sech mat den néie Responsabele vum LCGB zesummenzesetzen, fir dass alles am Intérêt vun de Membere vun der VITA ënnerholl gëtt, déi jeeweils gläichzäiteg beim LCGB a bei der VITA affiliéiert goufen. Bei enger Réuniouun CSM/LCGB huet d'Direktioun vum LCGB d'Propositioun ugeholl, d'Schold un d'Mutuelle VITA zréckzebezuelen. Och ass si gewëllt, d'Verwaltungskäschten, déi den LCGB verrechent, op e strikte Minimum ze reduzéieren. Fir eng total Transparenz hierzestellen, hunn ech wëlles, op en Audit zréckzegräifen, fir de Werdegang vun deenen Décisioune kënnen nozevollzéien an déi néideg Kloerheet ze schafen.

Question 2035 (28.3.2012) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **future Agence nationale de stockage et réserve nationale en produits pétroliers:**

À plusieurs reprises, le Luxembourg a déjà failli se retrouver dans une situation de manque d'approvisionnement en produits pétroliers, notamment en raison de facteurs météorologiques (chutes abondantes de neige, difficultés dans la navigation fluviale).

À cet égard, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

1. Quelles sont exactement les obligations internationales du Luxembourg en matière de réserves pétrolières, notamment à l'égard de l'Union européenne et de l'OTAN? A quelle date exacte, ces obligations avaient-elles été prises?

2. Quel sera le volume et la nature des produits pétroliers qui devront constituer la réserve nationale du Luxembourg?

3. Dans quel délai le Gouvernement entend-il respecter ses obligations? Où en sont actuellement les planifications et procédures pour la construction de dépôts sur les sites choisis par le Gouvernement?

4. Est-ce que les expériences des derniers mois ne devraient pas plaider pour le stockage intégral des réserves nationales sur le territoire luxembourgeois? Est-ce que les informations selon lesquelles une partie de ces réserves seraient stockés à l'étranger sont exactes?

5. Est-ce qu'il serait opportun de prévoir des réserves également pour d'autres produits de grande importance?

6. Quelle sera la forme juridique et la mission exacte de la future Agence nationale de stockage? La Chambre des Députés sera-t-elle saisie d'un projet de loi et dans quel délai?

7. Est-ce que les stocks appartenant aux réserves nationales seront immédiatement disponibles sur décision du Gouvernement? Est-ce que les dépôts seront gérés par l'État ou par des entreprises privées?

Réponse (7.5.2012) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Fernand Kartheiser concernant la future Agence nationale de stockage et la réserve nationale en produits pétroliers, je puis vous communiquer les informations ci-après:

Les obligations internationales du Luxembourg relatives aux stocks de produits pétroliers trouvent leur origine d'une part dans les directives européennes 68/414/CEE, 2006/67/CE et 2009/119/CE faisant obligation aux États membres de maintenir un niveau minimal de stocks de pétrole brut ou de produits pétroliers et d'autre part dans l'accord relatif à un programme international de l'énergie de 1974. Aussi bien les directives que l'accord prémentionnés prévoient la détention d'un minimum de stocks de produits pétroliers qui correspond à 90 jours des importations nettes. Aucune obligation en matière de stocks pétroliers n'existe pour le Luxembourg au niveau de l'OTAN.

Du point de vue national, la base légale respectivement réglementaire pour ce qui est du stockage des produits pétroliers est constituée par la loi du 22 septembre 1982 relative à l'approvisionnement du pays en produits pétroliers en cas de nécessité et le règlement grand-ducal modifié du 31 octobre 1973 relatif aux obligations de stockage de produits pétroliers, textes qui reprennent les obligations découlant des engagements internationaux et européens en la matière.

Sur base des volumes de produits pétroliers mis à la consommation en 2011, le volume de produits pétroliers nécessaire pour couvrir l'obligation de stockage prévue au règlement grand-ducal modifié du 31 octobre 1973 relatif aux obligations de stockage de produits pétroliers se chiffre à environ 859.000 m^3. Cependant, la capacité de stockage sur territoire national se chiffre à quelque 200.000 m^3 ce qui correspond à l'équivalent de quelque 20 jours de stockage, stockage qui est aussi bien utilisé pour le stockage opérationnel que pour le stockage stratégique.

Le Luxembourg satisfait actuellement à ses obligations internationales relatives au stockage de produits pétroliers. Cependant, au niveau national, la capacité de stockage est telle qu'elle ne permet pas de garantir une sécurisation de l'approvisionnement national à moyen et long terme. La fermeture nécessaire de certains sites de stockage à moyen terme aura des conséquences sérieuses sur la sécurité de l'approvisionnement national et rend nécessaire la création de nouvelles capacités de stockage sur territoire national.

Le stockage de l'intégralité des stocks de sécurité sur territoire national serait certes un atout majeur pour la sécurité de l'approvisionnement national. Cependant, et considérant les politiques des autres pays européens en la matière, l'approche préconisée par la plupart des États membres est de stocker sur territoire national une part significative de produits pétroliers qui pourront être mobilisés physiquement en cas de crise régionale ou internationale. Le Gouvernement vise dans le futur une bonne balance entre le stockage sur territoire national, sur territoire régional et au niveau européen pour respecter ses obligations en matière de stockage, balance qui se trouve actuellement en déséquilibre en défaveur des stockages sur territoire national.

En ce qui concerne les procédures pour la construction des dépôts pétroliers sur les sites de Bascharage et de Luxembourg-ouest, il y a lieu de préciser qu'à ce stade-ci il ne s'agit encore que de projets de dépôts, prévus dans l'avant-projet du plan directeur sectoriel «Zones d'activités économiques». Les procédures pour la construction desdits dépôts pétroliers ne peuvent être lancées qu'après l'achèvement des procédures pour le classement desdites zones d'activités. Pour ce qui est de la question si les futurs dépôts seraient gérés par l'État ou par des entreprises privées, il y a lieu de souligner qu'aucune décision définitive quant à l'exploitation des dépôts de Bascharage et de Luxembourg-ouest n'a été prise.

En ce qui concerne la création d'une agence de stockage sur territoire national, la directive européenne 2009/119/CE du 14 septembre 2009 faisant obligation aux États membres de maintenir un niveau minimal de stocks de pétrole brut et/ou de produits pétroliers prévoit la possibilité de la création d'une entité centrale de stockage (ECS) pour chaque État membre de l'Union européenne. La directive précise que cette entité centrale de stockage «…a la forme d'un organisme ou d'un service sans but lucratif agissant dans l'intérêt général et n'est pas considéré comme un opérateur économique au sens de la présente directive.» et que «…L'ECS a pour principal objet l'acquisition, le maintien et la vente de stocks pétroliers aux fins de la présente directive ou en vue de se conformer aux accords internationaux concernant le maintien de stocks pétroliers. …». Dans ce contexte, un avant-projet de loi instituant une agence nationale de stockage sous forme d'établissement public, qui remplira les missions prévues par la directive, est en cours d'élaboration.

Pour ce qui est de la mise en circulation des stocks de sécurité, la directive européenne 2009/119/CE du 14 septembre 2009 faisant obligation aux États membres de maintenir un niveau minimal de stocks de pétrole brut et/ou de produits pétroliers prévoit que les autorités compétentes de chaque État membre pourront mettre en circulation tout ou une partie de leurs stocks de sécurité:

- en cas de «…décision internationale effective de mise en circulation des stocks concernant un ou plusieurs États membres…»;

- en l'absence «…d'une décision internationale effective de mise en circulation, mais lorsque des difficultés surviennent dans l'approvisionnement en pétrole brut ou en produits pétroliers de la Communauté ou d'un État membre,…»;

- «…pour apporter une première réponse en cas d'urgence particulière ou pour faire face à des crises locales…».

Finalement, en ce qui concerne la question de prévoir des réserves pour d'autres produits de grande importance, il n'y a actuellement pas de projets concrets dans ce sens. Pour ce qui est notamment des secteurs de l'électricité et de gaz naturel, il faut savoir que ceux-ci sont couverts par des directives respectivement règlements européens visant une amélioration de la sécurité de l'approvisionnement par une panoplie de mesures concrètes. Ces mesures, comme d'ailleurs les secteurs, se distinguent de façon considérable du secteur pétrolier et c'est ainsi que d'autres instruments que la tenue de stocks stratégiques sont généralement plus adaptés pour sécuriser l'approvisionnement à moyen et long terme dans ces secteurs.

Question 2036 (29.3.2012) de **MM. André Bauler** et **Fernand Etgen** *(DP)* concernant l'**organisation au sein du Centre d'intervention national (RIFO):**

Il nous a été rapporté que, suite à la mise en œuvre d'une nouvelle méthode de travail, les agents de police affectés au Centre d'intervention national (RIFO) se devraient de prester un nombre croissant d'heures supplémentaires tout en étant soumis à un stress considérable.

Voilà pourquoi nous souhaiterions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

- Monsieur le Ministre peut-il informer sur le nombre d'agents policiers qui travaillent dans le service en question et sur l'organisation journalière de ce dernier? Quelles sont les responsabilités précises des agents concernés?

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que les appels entrants sont traités avec la rapidité nécessaire?

- Est-il vrai que les membres de ce service souffrent d'une surcharge grandissante, voire de troubles de santé tel le phénomène du burnout? Si tel était le cas, Monsieur le Ministre serait-il disposé à remédier à cette situation afin de doter le centre d'intervention des ressources humaines indispensables à un fonctionnement efficace?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que des interventions policières efficientes doivent être coordonnées par un centre d'intervention national efficace?

Réponse (7.5.2012) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Le Centre d'intervention national (CIN) fonctionne depuis novembre 2009 suivant un concept d'organisation et de fonctionnement fixant les méthodes de travail de l'unité.

Le fonctionnement du Centre d'intervention national est assuré 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24 par un effectif total de 27 fonctionnaires. Les horaires de travail sont fixés de 06.00 heures à 13.00 heures le matin, de 13.00 heures à 21.00 heures l'après-midi et de 21.00 à 06.00 la nuit.

De la sorte, un minimum de quatre fonctionnaires est disponible 24 heures sur 24.

Les attributions du personnel du CIN sont définies comme suit:

- pour le chef de salle: assurer la gestion du workflow des incidents (suivi et statut) et leur documentation sous forme de main courante, prendre en charge la direction des incidents d'envergure nationale ou transfrontalière et en informer en temps réel les autorités judiciaires et les supérieurs hiérarchiques;

- pour le calltalker: réceptionner et traiter les appels d'urgence 113 avant de transmettre le fait brut aux destinataires compétents;

- pour les opérateurs: prendre les premières mesures en cas d'urgence, suivre l'intervention policière effectuée par les unités compétentes et veiller en cas de besoin à l'appui et l'information des patrouilles sur le terrain en complément de l'unité compétente.

Le Centre d'intervention national traite journalièrement entre 500 et 1.000 appels. Trois quart des appels entrants sont traités sans attente, environ 2% étant réceptionnés après une attente dépassant la minute.

Depuis son installation à la Cité policière Kalchesbréck en avril 2011, le Centre d'intervention national a enregistré 192.559 appels entrants, avec une moyenne de 632 appels par jour.

Depuis 2008, la direction générale de la police analyse annuellement les absences pour raison de santé. Vu toutefois que les taux d'absence varient considérablement, et vu les dispositions du statut du fonctionnaire et le secret médical, la police ne dispose pas d'informations quant aux raisons d'absence pour maladie.

Il importe de souligner que depuis le déménagement du Centre d'intervention national à la Cité policière de Kalchesbréck, les conditions de travail des opérateurs se sont largement améliorées.

Dans ses priorités de renforcement des services de police, le directeur général de la Police grand-ducale envisage de renforcer le Centre d'intervention national à partir d'octobre 2012 par deux fonctionnaires.

Par ailleurs, une analyse régulière des appels avec fixation des plages horaires sensibles ainsi que l'instauration d'un service de permanence destiné à faire face à des situations exceptionnelles permettent de répondre efficacement et d'adapter les moyens disponibles.

Question 2039 (29.3.2012) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **experts externes du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:**

Depuis des années le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle fait régulièrement appel à des experts externes afin de fournir des conseils et propositions dans les domaines les plus divers touchant l'enseignement fondamental et postprimaire.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre peut-elle indiquer les projets dans lesquels le Ministère s'est fait conseiller par des experts ou institutions externes depuis 2005?

- Quels sont les établissements dans lesquels les experts concernés travaillent généralement et quelle y est leur fonction?

- Est-il possible de donner des précisions quant aux crédits destinés à la rémunération des experts externes en différenciant selon la nature des contrats, les projets et le volume des travaux à prester (période 2005-2011)?

Réponse (18.5.2012) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Avant le démarrage d'un projet pédagogique, les responsables de mon département procèdent à une analyse des tenants et aboutissements en spécifiant les axes de développement, les étapes de déroulement ainsi que les domaines touchés. La majorité des projets pédagogiques traitent de l'innovation méthodologique et didactique en classe.

Au cas où la nature des travaux à prester nécessite l'accompagnement par un expert ou une institution externe (manque de ressources humaines et exigences de qualifications spécifiques), les responsables contactent un ou des partenaires dont les compétences correspondent au profil requis pour la réalisation du projet. Une fois leur mission définie, ces experts interviennent dans le cadre du projet sous la responsabilité de coordinateurs affectés au SCRIPT ou au département de l'ES/EST.

Les missions des intervenants sont clairement définies dans le contrat de collaboration signé avec chaque expert.

Ci-après quelques exemples d'interventions d'experts externes:

1) Dans le cadre de l'élaboration de socles de compétences, l'expert peut fournir son savoir et ses compétences en participant à la rédaction de socles de compétences. Il propose un cadre conceptuel et une méthodologie de rédaction et apporte, en tenant compte des spécificités du Luxembourg, son expertise didactique.

2) Dans le cadre de l'élaboration d'un plan de réussite scolaire, un expert peut proposer aux membres de l'équipe pédagogique de l'école une démarche en matière d'élaboration; il veille à ce que les travaux évoluent en fonction de l'agenda fixé et il peut apporter son aide dans le cadre de la rédaction du plan d'action sans pour autant intervenir au niveau des contenus.

3) Dans le cadre de la formation continue, l'expert conçoit, sur demande de l'Institut de formation continue, une formation spécifique pour la thématique demandée et la réalise avec les participants inscrits.

En principe, l'indemnisation est négociée avec les experts avec l'objectif de minimiser les dépenses. Les tarifs appliqués dans la majeure partie des contrats et conventions sont donc

donnés à titre d'exemples: Tarifs horaires usuels (en €)

Animation d'une formation de type supérieur ou encadrement d'un groupe de travail		Animation de séminaires techniques		Travaux d'élaboration dans le cadre de projets	
Professeur d'université	134,60			Professeur d'université	Tarif à négocier
E7-E8 ou assimilé	110,83	E7-E8 ou assimilé	61,18	E7-E8 ou assimilé	46,13
E5-E6 ou assimilé	90,20	E5-E6 ou assimilé	54,68	E5-E6 ou assimilé	35,48
Ass. de prof. d'univ.	76,00	Ass. de prof. d'univ.	50,28	Ass. de prof. d'univ.	35,48

Exemples de contrats et conventions

Période	Nature du contrat	Projet Investissement au niveau école	Travaux prestés	Rémunération
2009 2010	Convention avec université	Socle de compétences en allemand	méthodologie de rédaction, analyse de documents, assistance à la rédaction, élaboration de documents-type	10.350 €
2005 2006 2007 2008	Convention avec université	Socle de compétences en mathématiques	méthodologie de rédaction, analyse de documents, assistance à la rédaction, élaboration de documents-type, animation de formations continues, participation à l'élaboration d'épreuves standardisées	59.740 €
2011 2012	Convention avec université	Deutsch als Zweitsprache	Erstellen, Durchführen und Bewerten eines Konzeptes für Deutsch als Zweitsprache als Zusatzqualifikation für Lehrbeauftragte, Konkrete Realisation einer ersten Weiterbildung mit freiwilligen Lehrern	55.000 €
2009 2010 2011	Contrat avec expert externe	Encadrement du réseau des lycées pionniers	préparation, animation et analyse de journées pédagogiques (dix journées), élaboration de documents de synthèse	8.000 €
2010 2011	Convention avec fondation culturelle	Éducation à la culture musicale	élaboration d'un cadre didactique pour concerts éducatifs, formation continue préalable des enseignants, réalisation des 38 concerts avec 10960 places	62.500 €
2010 2011 2012	Convention Hochschule	Zusatzausbildung Förderpädagogik	Weiterbildung von Lehrpersonal und sozialpädagogischem Personal im Bereich „Förderpädagogik"	92.000 CHF
2012 2013 2014	Contrat avec expert externe	Élaboration d'un concept pédagogique pour un nouvel établissement scolaire	élaboration d'un modèle de fonctionnement du lycée apport de l'expérience spécifique au niveau de l'encadrement et de formation de l'équipe enseignante initiale	30.461 €
2012	Contrat avec expert externe	Intervention an Schulen im Bereich «Sozial-kompetenzen»	Vorbereitung der Lehrer und Eltern Ausführen des Projektes Nachbereitung des Treffens in der Klasse Nachbesprechungen zum Transfert in den Alltag Evaluation des Projektes per Fragebogen	5.442,95 € (classe de 20 élèves)

Question 2041 (29.3.2012) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant les **obligations du Code de la Route pour les cyclistes:**

Dans le cadre de la promotion de la mobilité dite douce, les communes se sont mises à promouvoir l'usage du vélo dans les agglomérations par l'installation de pistes cyclables et de dispositions spécifiques concernant la circulation des cyclistes.

Il est évident que la pratique du vélo dans une localité exige le respect mutuel des usagers de l'espace public, en particulier une conduite responsable de la part des automobilistes à l'égard des cyclistes.

De même, les cyclistes sont appelés à la même attitude responsable vis-à-vis du maillon le plus faible de tous les usagers, c'est-à-dire les piétons. Voilà pourquoi le Code de la Route prévoit très justement dans son article 103 que les trottoirs sont interdits aux cyclistes, ce qui signifie qu'un cycliste doit descendre de son vélo et redevenir piéton sur cette partie de la voie publique. L'article 162quater interdit de façon générale la circulation des cycles dans les zones piétonnes, sauf signalisation contraire.

Or, en réalité, l'article 103 n'est absolument pas observé par la plupart des cyclistes qui pensent que le trottoir est un prolongement de la piste cyclable. Il n'est pas rare de voir des cyclistes s'engager sur des trottoirs à grande allure, ce qui est tout simplement dangereux et irresponsable à l'égard des piétons pour lesquels le trottoir est le seul espace sécurisé dont ils disposent encore dans l'espace public.

- Voilà pourquoi j'aimerais demander à Monsieur le Ministre si le Gouvernement compte rappeler aux communes qui promeuvent l'usage des cycles sur leur territoire les obligations du Code de la Route auxquelles sont soumis les cyclistes comme tous les autres usagers de la voie publique.

- Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'une campagne préventive à l'adresse des cyclistes de plus en plus nombreux s'impose?

Réponse (16.5.2012) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Dans sa question parlementaire l'honorable Député s'enquiert si le Gouvernement compte rappeler aux communes, qui promeuvent la mobilité douce, que les cyclistes doivent respecter les règles du Code de la Route et si le Gouvernement prévoit une campagne préventive à ce sujet s'adressant aux cyclistes.

Tout en encourageant les autorités communales à promouvoir davantage la mobilité douce, il convient de souligner que les dispositions de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques, appelé communément Code de la Route, sont à respecter par tous les usagers de la route, et par conséquent également par les cyclistes.

En effet, l'article 103 du Code de la Route dispose que les trottoirs sont réservés aux piétons et le paragraphe 2. de l'article 104 prévoit que «l'accès aux parties de la voie publique réservées à la circulation ou à l'utilisation de certaines catégories d'usagers, est interdit aux autres catégories d'usagers». Les infractions à l'article 104 sont sanctionnées d'un avertissement taxé de 74 euros conformément au règlement grand-ducal modifié du 26 août 1993 relatif aux avertissements taxés, aux consignations pour contrevenants non résidents ainsi qu'aux mesures d'exécution de la législation en matière de mise en fourrière des véhicules et en matière de permis à points.

Afin d'assurer l'efficacité de campagnes de sensibilisation, qui en général sont assez coûteuses, il est préférable que celles-ci se fassent à l'échelle nationale plutôt qu'à l'échelle communale.

Dans ce contexte, la campagne de sensibilisation de printemps 2011 «Du bass net eleng op der Strooss, denk drun. Denk mat!» avait notamment comme objectifs d'inciter au respect mutuel et à la prévoyance sur la route, d'encourager les cyclistes à se rendre visibles et d'encourager tous les usagers de la route à anticiper les comportements des autres usagers.

Soulignons également dans ce contexte que la Sécurité routière et le département des Transports ont publié il y a quelque temps une brochure qualifiée de «Code de la rue» qui souligne la nécessité d'une «cohabitation pacifique de tous les usagers de la route» et qu'une cohabitation pacifique n'est possible que «si chaque usager fait preuve de modération et de respect, s'il adopte un style de conduite respectueux et respectable».

Question 2042 (30.3.2012) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant les **effectifs de la Police grand-ducale:**

En réponse à une question parlementaire n°1909 de l'honorable Député Camille Gira *(cf. compte rendu n°7/2011-2012)*, Monsieur le Ministre a récemment fourni des informations détaillées sur les effectifs de la Police grand-ducale. Ainsi, la Police grand-ducale présenterait un effectif total de 1.918 personnes, dont notamment 216 personnels civils. Dans sa réponse, Monsieur le Ministre tient à rectifier que le nombre de personnels employés auprès de la direction de la Police grand-ducale n'a pas augmenté de 154 personnes, comme l'honorable Député l'avait fait entendre, mais seulement de 30 «fonctionnaires». Dans le tableau des effectifs par service et région, fourni en annexe de la réponse à la question parlementaire n°1909, le total des effectifs ne serait que de 1.702 personnes, laissant apparaître une différence de 216 personnes par rapport au chiffre fourni dans la réponse du Ministre.

Voilà pourquoi je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il m'expliquer les différences entre les chiffres figurant dans sa réponse et ceux repris dans le tableau annexé?

- La différence entre les chiffres correspondant exactement au nombre du personnel civil, Monsieur le Ministre peut-il m'informer si ceux-ci n'ont pas été repris dans les statistiques par service et région de la Police grand-ducale?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur l'évolution réelle des effectifs par services et régions, en tenant compte du personnel civil?

- Plus précisément, Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur l'évolution des effectifs de la direction de la police?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer si la volonté du Parlement, qui s'était clairement exprimé dans le cadre de la loi n°5873 sur le renforcement des effectifs de la police, pour un renforcement des CI et CP ainsi que des services judiciaires, a été respectée?

Réponse (20.4.2012) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Le 15 février 2012, l'effectif du cadre policier de la Police grand-ducale a été de 1.702 personnels. L'effectif du cadre civil a été de 216 personnels. L'effectif global, toutes carrières confondues, a dès lors été de 1.918 personnels. Une ventilation des affectations des personnels civils est jointe.

Les priorités d'affectation sont fixées annuellement en fonction de l'évolution de la situation. La volonté de renforcement retenue en 2008 a été largement respectée, néanmoins importe-t-il de souligner qu'un renforcement des unités territoriales entraîne nécessairement une adaptation des structures de direction.

Pour le détail des affectations de l'ensemble du personnel policier, je renvoie à ma réponse à la question parlementaire n°1909 du 6 février 2012 du député Camille Gira.

Évolution des effectifs du cadre civil du 2007-2011[1]							
Service/Région	2007	2008	2009	2010	2011	Renforts	15.02.2012[2]
Direction Générale	107	111	116	111	111	4	116
École de Police	5	5	5	5	6	1	7
Service de Police Judiciaire	35	38	39	41	41	6	42
Unité Centrale de Police de la Route	0	0	1	1	1	1	1
Unité de Garde et de Réserve Mobile	2	3	4	4	1	-1	1
Unité Speciale de la Police	1	1	1	1	1	0	1
Circonscription régionale de Capellen	0	1	1	2	3	3	3
Circonscription régionale de Diekirch	8	10	9	9	9	1	9
Circonscription régionale de Grevenmacher	2	3	3	3	3	1	3
Circonscription régionale de Luxembourg	11	13	13	14	18	7	18
Circonscription régionale de Mersch	1	1	1	1	1	0	1
Circonscription régionale d'Esch-sur-Alzette	6	9	7	7	8	2	8
Inspection Générale de la Police	2	3	4	4	5	3	5
Détachements par ordre du Gouvernement	1	1	1	1	1	0	1
Grand Total	181	199	205	204	209	28 [3]	216

[1] Chiffres au 1er octobre de chaque année.

[2] Depuis le 1er octobre 2011 plusieurs engagements de remplacement pour des postes vacants ont eu lieu.

[3] Des 28 salariés engagés en renfort depuis 1er octobre 2007, 23 ont le statut de travailleur handicapé. L'effectif total du personnel civil au 1er octobre. 2011 contient 48 employés et ouvriers au statut de travailleur handicapé et engagés par l'Administration Gouvernementale.

Question 2043 (30.3.2012) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **groupe d'experts chargé d'analyser les relations entre l'État et les communautés religieuses:**

Monsieur le Ministre des Cultes vient de présenter à la Commission des Institutions le «groupe d'experts» chargé d'analyser les relations entre l'État et les communautés religieuses voire philosophiques au Luxembourg.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Cultes:

1) Sur quels critères les membres de cette commission ont-ils été choisis?

2) Pour quelle raison aucun Luxembourgeois ou résidant au Luxembourg n'est-il membre de cette commission?

3) Quelle est la formulation exacte du mandat donné au groupe d'experts?

4) Est-ce que les experts sont également familiarisés avec le système italien du «otto per mille»?

5) Sur quelle base ces experts seront-ils rémunérés?

6) Quelle est le budget total alloué à cette mission d'expertise?

7) Dans quel délai le groupe d'experts doit-il rendre ses conclusions?

Réponse (15.5.2012) de **M. François Biltgen,** *Ministre des Cultes:*

Ad 1) Le mandat confié aux experts ainsi que leur choix avait été discuté par la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle dont les procès verbaux figurent en annexe à la présente réponse.

Ad 2) Les experts ont été choisis en fonction de leurs compétences, expériences, publications et recherches dans les spécialités du droit des religions, des relations entre État et communautés religieuses et communautés philosophiques non confessionnelles. Les experts choisis sont en effet les suivants:

Monsieur le Professeur Francis Messner, Directeur PRISME, Politique, Religion, Institutions et Sociétés mutations européennes, MISHA, Directeur de recherche CNRS, Strasbourg, France. Monsieur Messner est grand spécialiste du droit comparé européen des religions et a travaillé à d'itératives reprises pour le Conseil de l'Europe. Il a notamment préparé le rapport «Brasseur» sur le rôle du dialogue religieux dans le dialogue interculturel.

Monsieur Jean-François Husson, économiste, ancien conseiller des Finances, président du Centre de recherche en action publique, intégration et gouvernance (CRAIG), Jambes, Belgique. Monsieur Husson est spécialiste du financement des communautés religieuses et philosophiques, a publié un certain nombre d'ouvrages en la matière et a participé au premier rapport belge de 2006 sur le financement des cultes.

Madame Catherine Saegesser, collaboratrice scientifique au centre interdisciplinaire d'étude de religions et de la laïcité à l'Université libre de Bruxelles, Belgique. Elle a publié un certain nombre d'ouvrages et a collaboré au deuxième rapport belge de 2010 sur la réforme des relations entre l'État et les cultes ainsi que les communautés philosophiques non confessionnelles.

Monsieur Eric Ghysselinckx, conseiller chef du service des cultes et de la laïcité au ministère de la Justice fédéral belge, qui assurera la supervision du secrétariat conjointement avec Monsieur Jean Zahlen, premier conseiller de Gouvernement au Ministère d'État à Luxembourg. Monsieur Ghysselinckx a notamment encadré la confection des deux rapports belges précités.

Ad 3) Toutes les parties prenantes du sujet au Grand-Duché de Luxembourg seront auditionnées par les experts. Il s'agira entre autres des partis politiques, des communautés religieuses conventionnées et en cours de négociation d'un conventionnement, des associations laïques ou laïcistes notamment celles signataires de la pétition dont Liberté de conscience et AHA. Les auditions, qui sont programmées sur une durée approximative de cinq jours, seront même ouvertes aux intéressés qui ne se sentiront pas couverts par l'une des organisations précitées. L'objectif du rapport est tel que des spécialistes luxembourgeois sont très rares en la matière. D'autre part, le Gouvernement, confirmé en ce choix par la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle, a préféré une vue externe experte, et en connaissance de cause par les discussions avec les parties intéressées au Luxembourg, à une table ronde de ces parties prenantes qui aurait risqué d'aboutir à des querelles internes infructueuses qui n'auraient pas fait avancer les discussions. Un regard expert externe semble plus productif.

Ad 4) Les experts connaissent tous les systèmes de financement des cultes, en passant, entre autres, par l'«otto per mille» italien, le système espagnol très comparable, le système allemand de la Kirchensteuer, voire les financements que l'État laïc français fait parvenir aux communautés religieuses du chef de l'entretien des bâtiments voire le cas échéant parfois en finançant les rémunérations des ministres des cultes.

Ad 5) Les experts seront rémunérés sur la base d'un budget existant au Ministère d'État et en fonction de la durée des différentes réunions.

Ad 6) Il est très difficile de chiffrer le budget total qui devrait toutefois tourner autour des 15.000 euros.

Ad 7) Le Gouvernement a demandé aux experts de lui présenter, ainsi qu'à la commission compétente de la Chambre des Députés, un premier rapport au moins oral avant les vacances d'été, et de finaliser le rapport pour septembre 2012, de manière à pouvoir en tirer les conclusions législatives voire constitutionnelles éventuelles avant la fin de l'année 2012.

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Question 2044 (30.3.2012) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **renforcement des fonds de secours:**

Selon les dépêches de presse, ce vendredi à Copenhague les ministres des pays de la zone euro ont donné leur accord pour renforcer les fonds de secours financier à une hauteur totale de 800 milliards d'euros.

Suite à cet accord, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre et à Monsieur le Ministre des Finances:

1) Quel est l'effort supplémentaire à porter par le Luxembourg, tant au niveau de versements directs que de garanties à fournir?

2) Le Gouvernement va-t-il soumettre cet accord à la Chambre, et si oui dans quelle forme et dans quel délai?

3) Quels sont, après ces accords, les engagements globaux du Luxembourg aux fonds de secours financier (FESF et MES) et prêts bilatéraux accordés dans le cadre de la crise de la dette publique respectivement de l'euro?

4) Les nouvelles mesures décidées sont-elles neutres vis-à-vis des «critères de Maastricht»?

Réponse commune (18.4.2012) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État*, et de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

Lors de sa réunion du 30 mars 2012 à Copenhague, l'Eurogroupe a pris une décision concernant le renforcement du dispositif préventif de gestion de la crise de la dette souveraine («firewalls»).

L'Eurogroupe a décidé d'accélérer le versement du capital libéré (80 milliards d'euros au total) du Mécanisme européen de stabilité (MES). Le délai pour le versement des cinq tranches de capital libéré a été raccourci de cinq ans à deux ans et demi. La première tranche sera payée en juillet 2012 et la cinquième tranche au premier semestre 2014. À noter que la dotation du MES d'un capital libéré de 70 milliards d'euros implique une capacité de prêt de l'ordre de 500 milliards d'euros.

La Facilité européenne de stabilité financière (FESF) est actuellement dotée d'une capacité de prêt de 440 milliards d'euros dont 240 milliards d'euros ont déjà été déboursés ou engagés dans le cadre des programmes d'assistance financière à l'Irlande, au Portugal et à la Grèce. L'Eurogroupe a décidé qu'en cas de besoin, les 200 milliards d'euros restants de capacité de prêt de la FESF pourront être mobilisés entre la mi-2012 et la mi-2013 pour s'assurer qu'à aucun moment, la capacité de prêt conjointe du MES et de la FESF ne descende en dessous de 500 milliards d'euros.

La décision de l'Eurogroupe du 30 mars 2012 n'affecte pas l'enveloppe globale des engagements financiers du Luxembourg à l'égard du MES et de la FESF. La contribution du Luxembourg au capital du MES se chiffre à 200,32 millions d'euros dont 80,128 millions d'euros sont à libérer en 2012. Par ailleurs, le montant de la garantie que le Luxembourg a accordé à la FESF reste fixé à deux milliards d'euros.

La décision de l'Eurogroupe du 30 mars 2012 n'implique pas d'engagements financiers nouveaux de la part des États membres participants. La procédure de ratification du Traité MES est actuellement en cours tandis que la participation luxembourgeoise au FESF est réglée par la loi du 22 septembre 2011 modifiant la loi du 9 juillet 2010 relative à l'octroi de la garantie de l'État dans le cadre de l'instrument européen de stabilisation de la zone euro.

La décision de l'Eurogroupe du 30 mars 2012 n'a pas d'incidence sur le niveau du déficit ou de la dette publique selon les règles et concepts du SEC95 («critères de Maastricht») des États membres participants.

Question 2045 (2.4.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant le **consentement éclairé:**

Concernant le «consentement éclairé», notion qui est intégrée dans maints textes législatifs, il résulte que la théorie est différente de ce qui se passe sur le terrain. En effet, les patients ne sont pas du tout informés sur les effets secondaires des médicaments et ce n'est qu'après survenue de symptômes étranges et après lecture de la notice que certains problèmes peuvent être résolus. Encore faut-il avoir le réflexe de lire la notice ou de rechercher, mais dans la majorité des cas ces symptômes sont réprimés par d'autres médicaments prescrits en cette intention. Se pose donc la question de l'information et de la protection du patient.

1) Comment le Ministre envisage-t-il la pratique du consentement éclairé?

2) Quelles mesures veut-il engager pour ancrer ce consentement éclairé dans les mentalités des professionnels?

3) De quels moyens doit se doter le patient pour bénéficier d'un consentement éclairé et avoir ainsi les meilleures chances de se protéger?

Réponse (16.5.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Dans ma réponse à la question parlementaire n°1506 (*cf. compte rendu n°15/2010-2011*) de l'honorable Député concernant le consentement éclairé du patient et la promotion des droits du patient, j'avais souligné que la question du consentement éclairé du patient est l'une des questions au cœur des droits du patient.

En effet, le consentement éclairé est aujourd'hui déjà ancré dans de nombreux textes tant internationaux (Convention d'Oviedo, directive 2011/24/UE relative à l'application des droits du patient en matière de soins de santé transfrontaliers) que nationaux (loi hospitalière, Code de déontologie médicale).

Par ailleurs l'avant-projet de loi relatif aux droits et obligations du patient, que j'entends présenter prochainement au Conseil de Gouvernement, permet de consolider le droit au consentement éclairé et de préciser les contours de sa mise en œuvre.

L'exigence du consentement préalable du patient est évidente pour les actes les plus importants, à savoir les interventions physiques sur le corps du patient, la recherche clinique menée à l'aide d'un médicament. Il est aujourd'hui généralement acquis que le consentement préalable concerne tous les soins de santé.

Suivant l'avant-projet de loi précité il revient au patient de prendre, ensemble avec le médecin et compte tenu des informations et des conseils qu'il lui fournit, les décisions concernant sa santé.

Le consentement éclairé du patient nécessite la divulgation préalable d'une information adéquate. Il peut être tacite si, après avoir adéquatement informé le patient, le prestataire de soins de santé peut raisonnablement déduire du comportement de celui-ci qu'il consent aux soins de santé conseillés.

En ce qui concerne l'information préalable du patient, il incombe à chaque prestataire de soins de santé d'informer le patient dans un langage clair et compréhensible sur les prestations dont il a la responsabilité. Les autres prestataires impliqués dans la prise en charge devraient s'efforcer de compléter au besoin cette information avec les éléments dont ils disposent.

L'information individualisée est de première importance. Elle se construit utilement dans une démarche de dialogue, de sorte à ce que la recherche du consentement éclairé s'inscrive souvent dans un processus dynamique plutôt que de se résumer à un acte ponctuel.

En ce qui concerne plus particulièrement les médicaments, la prescription d'un médicament consiste normalement dans une démarche plus large de prise en charge du patient. À travers la notice du médicament, le patient dispose d'une information complète qui lui est accessible. Si le choix du produit ne peut certainement être laissé à la discrétion du patient, le médecin en tant qu'expert a ici surtout une fonction de guide et de conseil du patient.

L'instauration d'un dialogue plus complet autour du médicament permet souvent de soutenir la prise du médicament par le patient. Ainsi, lorsque le médicament est pris sur une certaine durée (par exemple en raison d'une affection chronique) le patient connaissant un minimum d'informations sur les médicaments saura mieux comprendre les raisons et les enjeux de la prise de médicaments. La discussion des effets du médicament et une meilleure compréhension du traitement favorisent l'acceptation et le maintien de la prise du médicament, de même que l'instauration d'une attention du patient à l'égard d'éventuels effets inattendus. Une approche partenariale permet ainsi de soutenir la prise du médicament et l'encourage à porter attention à l'évolution de son propre état de santé.

L'instauration d'un dialogue est une démarche dynamique, qui demande une habilité communicationnelle des deux partenaires. Lorsqu'elle réussit, elle permet de consolider la relation de confiance du prestataire avec son patient. Il importe de sensibiliser tant le professionnel que le patient d'accepter de s'engager dans un rôle plus actif.

On ne saurait d'ailleurs que conseiller au patient de s'impliquer activement dans sa prise en charge. À l'égard de la médication, celui-ci peut utilement confronter au besoin le médecin avec ses constations et questions, voire ses hésitations ou craintes éventuelles, afin que le médecin puisse y répondre en fournissant les informations et conseils appropriés.

Question 2046 (2.4.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant les **placements à l'étranger d'adolescents:**

Il résulte d'après une question parlementaire (*cf. compte rendu n°7/2011-2012 - question parlementaire n°1972 de Mme Josée Lorsché*) que l'année passée 149 enfants et adolescents ont été placés à l'étranger, dont 67 par décision judiciaire et 82 de façon volontaire. Dès lors j'aimerais poser les questions suivantes:

1) Quelles sont les réflexions à la base de ces placements à l'étranger? Y a-t-il une approche philosophique ou bien une pénurie de structures adéquates au Grand-Duché?

2) Quelle est le coût financier supporté par l'État luxembourgeois concernant les adolescents placés?

3) Les moyens financiers engagés seraient-ils suffisants pour créer une infrastructure adéquate au Luxembourg?

Réponse (2.5.2012) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

1) Les situations de placement ou d'accueil d'enfants, d'adolescents et de jeunes adultes à l'étranger correspondent à des réalités très diverses. Il s'agit avant tout de jeunes ayant des besoins d'encadrement très spécifiques et pour lesquels, vu la taille de notre pays, il sera difficile de créer des structures adéquates financièrement viables. Il est donc dans bien des cas plus rationnel et plus économe de recourir aux capacités d'encadrement qui se trouvent dans la Grande Région.

Pour illustrer cette explication, permettez-moi de vous présenter quelques éléments statistiques:

- L'âge moyen des jeunes en question est de 15,2 ans: les enfants entre trois et 12 ans représentant 18%, les adolescents entre 13 et 17 ans représentant 58% et les jeunes adultes de 18 ans ou plus représentant 24%.

- 47% de ces jeunes sont accueillis par six prestataires en Belgique et en Allemagne, situés dans la Grande Région, assez proche de la frontière luxembourgeoise.

- 53% de ces jeunes sont accueillis par 56 prestataires différents, n'accueillant à chaque fois qu'un, deux ou trois jeunes pour une prise en charge très spécialisée.

2) Au cours de l'exercice budgétaire 2011, les prises en charge financières de la part du Ministère de la Famille et de l'Intégration pour des placements et des accueils socio-éducatifs à l'étranger correspondaient à une dépense totale de 8.689.451,91 euros.

Pour arriver au coût net pour le budget de l'État, il faut néanmoins déduire de ce dernier montant le total des participations financières des parents au coût des placements. Ce dernier montant n'est pas encore connu avec exactitude, mais se situe approximativement aux alentours de 500.000 euros.

3) Ainsi qu'il ressort de la réponse à la question 1, il n'est pas possible de créer au Grand-Duché des structures économiquement viables et permettant un accueil spécialisé pour les problématiques très spécifiques des jeunes accueillis par les 56 prestataires étrangers différents, dont il est question ci-dessus.

Néanmoins, conformément au programme gouvernemental, le Ministère de la Famille et de l'Intégration, en collaboration avec le Ministère de la Santé, examine actuellement les possibilités de mise en place de nouvelles structures de prise en charge psychothérapeutiques pour adolescents ayant des besoins d'encadrement de ce type.

Par ailleurs l'Office national de l'enfance (ONE) essaye de trouver, pour autant que possible, des solutions d'accueil au Luxembourg pour les enfants, adolescents et jeunes adultes accueillis ou placés à l'étranger, et pour ceux pour lesquels un accueil à l'étranger est préconisé, et ce en procédant de la manière suivante:

- analyse différenciée et précise de la problématique du jeune en question;

- recherche de solutions d'accueil alternatives au Luxembourg;

- privilégier les accueils au niveau de la Grande Région aux solutions d'accueil lointaines et ce en vue de garder un contact avec la famille d'origine au Grand-Duché;

- suivi intensif des situations de placement à l'étranger, en vue d'en écourter la durée au maximum.

Mise à part les situations où une décision judiciaire de placement à l'étranger s'impose à l'ONE, notre administration ne donne son accord quant à une prise en charge financière par l'État luxembourgeois des frais en rapport avec l'accueil à l'étranger que pour autant que cette procédure ait été respectée.

Question 2047 (3.4.2012) de **M. Félix Braz** *(déi gréng)* concernant le **questionnaire en ligne de l'OLAI concernant le plan pluriannuel d'intégration et de lutte contre les discriminations:**

L'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration a lancé un questionnaire en ligne pour dégager les priorités du plan national pluriannuel d'intégration et de lutte contre les discriminations pour les années 2013 et 2014. L'OLAI veut de la sorte consulter la société civile.

Dans ce contexte, je voudrais poser à Madame la Ministre les questions suivantes:

1. Pourquoi la formule d'un forum de consultation n'a pas été reprise?

2. Pourquoi le CNE nouvellement élu n'a-t-il pas pu être intégré dans cette recherche des priorités?

3. Le courrier invitant les associations à participer à cette enquête est daté du 21 mars, timbré le 27 mars et arrivé à destination le 29 mars. Le délai de réponse est fixé avant le 5 avril. Il reste donc aux associations cinq jours ouvrables pour répondre. Comment expliquer que l'OLAI méconnaisse à ce point le fonctionnement des associations?

4. Des dispositions particulières sont-elles prévues pour permettre aux structures fédératives de mobiliser leurs associations membres à participer?

5. Quelle est la valeur d'une consultation aussi précipitée?

Réponse (3.5.2012) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

1. L'organisation d'un forum de consultation en 2009 poursuivait deux buts précis: présenter le plan d'action national d'intégration et de lutte contre les discriminations et permettre aux acteurs de la société civile de se prononcer sur chacun de ses onze principes de base commun.

C'est dans un souci de rationalisation et d'efficacité que nous avons opté dès l'année dernière pour un questionnaire en ligne soumis à la société civile. Ce format de questionnaire a obtenu un taux de réponse élevé. Ainsi, il a permis d'obtenir des réponses diversifiées et complémentaires. Voici pourquoi il a été décidé d'avoir recours à la même formule pour l'année 2012.

2. Dès son élection, chaque membre du CNE a été contacté et invité à répondre à la consultation par le biais d'un courrier individualisé.

3. La consultation était en ligne du 23 mars au 5 avril soit 14 jours.

Un communiqué de presse informant le grand public quant à la consultation a été publié en date du 23 mars 2012, date à laquelle la consultation a été mise en ligne. En parallèle, plus de 700 structures ont été contactées par courrier individualisé.

4. Oui, en effet. J'ai invité le CLAE en tant que carrefour associatif et dans le cadre de sa convention avec l'État, à réfléchir à la manière de mobiliser et solliciter les associations et à mettre en place un processus de consultation des associations du territoire sur les orientations du plan d'action national d'intégration et de lutte contre les discriminations pour les priorités annuelles à prévoir en 2014.

5. L'objectif de la consultation étant de présenter les résultats au comité interministériel à l'intégration afin qu'il élabore des propositions d'actions à mettre en œuvre, et ce avant l'élaboration des budgets 2013, il était important de faire diligence.

La consultation a été mise en ligne le 23 mars et les acteurs ont donc eu 14 jours pour y répondre. L'expérience de l'année passée a démontré qu'au-delà d'un laps de deux semaines pratiquement plus aucune réponse n'est envoyée.

Question 2048 (4.4.2012) de **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant le **fonds communal de péréquation conjoncturale:**

Dans le cadre de son avis sur le projet de budget de l'État pour l'exercice 2012, la Cour des comptes a relevé l'existence d'un Fonds communal de péréquation conjoncturale qui a été créé par la loi modifiée du 11 décembre 1967. Suivant l'article 1er de la loi précitée, «ce fonds a pour but de constituer une réserve destinée à faire face à une diminution massive des recettes ordinaires des communes ou à une augmentation importante des dépenses des communes à la suite d'une dépression économique.»

Selon la Cour des comptes, l'alimentation du fonds en question par les communes ainsi que par l'État est à effectuer dans des périodes de haute conjoncture par des prélèvements à opérer sur les impôts qui sont particulièrement sensibles aux évolutions de la conjoncture économique, à savoir l'impôt sur le revenu des collectivités et l'impôt commercial communal. «Cette réserve est mise à la disposition en période de récession économique, c'est-à-dire à un moment où le produit fiscal de l'impôt commercial communal est précisément en baisse sensible.»

Dans son avis, la Cour des comptes tient à préciser que les auteurs de la loi voulaient, d'une part, atténuer les fluctuations des recettes destinées à alimenter le budget communal et, d'autre part, éviter des actions des administrations communales contrecarrant une politique anticyclique de l'administration centrale.

Enfin, la Cour des comptes constate que depuis de nombreuses années, le Fonds communal de péréquation conjoncturale n'est alimenté ni par les communes ni par l'État. «Cependant, ce fonds existe toujours en tant que fonds d'argent de tiers auprès du Trésor de l'État et peut être retracé au compte général de l'État.»

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances ainsi qu'à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Quel avoir financier compte le Fonds communal de péréquation conjoncturale à l'heure actuelle? Comment ces avoirs sont-ils placés?

- Est-ce que cette réserve a été mise à la disposition des communes durant les vingt dernières années?

- Messieurs les Ministres partagent-ils l'analyse de la Cour des comptes selon laquelle une discussion devrait être menée sur la pertinence du fonds en question?

Réponse commune (27.4.2012) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*, et de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député soulève les questions suivantes relatives au fonctionnement du Fonds communal de péréquation conjoncturale (FCPC):

- Au 31 mars 2012, les avoirs totaux du fonds s'élevaient à 51.923.238,15 euros. Ces avoirs sont placés à terme par la Trésorerie de l'État auprès de la Banque et Caisse d'Épargne de l'État, chaque fois pour une durée de trois mois.

Nous nous permettons de vous renvoyer aussi à la circulaire n°2978 du Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région adressée en date du 2 février 2012 aux administrations communales relative aux avoirs des communes dans le FCPC au 31 décembre 2011 (copie en annexe).

- Il est à relever d'abord que chaque commune dispose d'une quote-part individuelle dans ce fonds constituée par ses propres contributions et par celles de l'État, à laquelle s'ajoutent les intérêts de placement et de laquelle est déduite, le cas échéant, le montant des retraits individuels opérés.

En vertu de la loi du 11 décembre 1967 portant création du fonds communal de péréquation conjoncturale, les alimentations au fonds par l'État et par les communes sont déterminées respectivement en fonction du rendement de l'impôt sur le revenu des collectivités et de l'impôt commercial communal d'après le bénéfice et le capital d'exploitation.

À l'époque, le taux de ces contributions était fixé pour chaque exercice par règlement grand-ducal, la contribution annuelle de l'État ne pouvant pas être inférieure à 1% ni supérieure à 3% du produit de l'impôt sur le revenu des collectivités perçu pendant l'exercice de référence. De même, la contribution annuelle de chaque commune ne pouvait être inférieure à 1% ni supérieure à 3% du montant de l'impôt commercial communal lui revenant pour l'exercice de référence.

En vertu de la loi budgétaire pour l'exercice 2012, le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région est autorisé à rembourser au cours de l'exercice 2012 aux communes, dont le budget ordinaire n'est plus en équilibre et qui en font la demande, tout ou partie de l'avoir du fonds qui provient de la contribution de ces communes.

Sous réserve des dispositions qui précèdent, aucune commune ne peut prétendre, au cours de l'exercice 2012, à un remboursement supérieur au déficit du service ordinaire de son budget constaté à la clôture de l'exercice 2010.

Veuillez savoir que durant les vingt dernières années, aucune commune n'a fait une demande de remboursement de ses avoirs du fonds. Le dernier prélèvement s'est fait en 1985, tandis que les alimentations au fonds ont cessé en 1975.

- Lors de son institution en 1967, l'objectif déclaré du fonds était de constituer une réserve destinée à faire face à une diminution massive des recettes ordinaires des communes ou à une augmentation importante des dépenses des communes à la suite d'une dépression économique.

Du fait que la dernière contribution au fonds a été effectuée en 1975 et que le dernier retrait a été opéré en 1985, il appert que le FCPC ne joue actuellement pas le rôle qui lui était destiné par le législateur de l'époque, par manque de nécessité peut-être de la part des communes à y recourir ou faute d'avoirs financiers suffisants pour pallier aux suites d'une crise économique prononcée.

Veuillez savoir que la Banque centrale du Luxembourg établit actuellement une radiographie des finances communales dont les résultats seront mis à disposition du Gouvernement. Sur base de cette étude, une proposition de réforme de l'actuel mécanisme de financement du secteur communal au Luxembourg sera élaborée. C'est dans ce contexte que sera analysée aussi la question de la pertinence et du sort à réserver à l'actuel FCPC. Les conclusions de cette analyse et les propositions de réforme sont attendues pour les prochains mois.

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Question 2051 (5.4.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant le **droit d'accès au contenu du dossier médical:**

Concernant l'information et les droits des patients, il reste beaucoup de chemin à parcourir. En qualité de patient, de titulaire de l'autorité parentale, de tuteur ou d'ayant droit d'un patient décédé, il serait normal de disposer d'un droit d'accès aux éléments contenus dans le dossier médical. Ceci devrait se faire sur place soit à domicile par envoi de photocopies du dossier.

Questions:

1) Quelle est la méthode procédurale à parcourir pour avoir les différentes pièces du dossier?

2) Quelle est la voie la plus rapide pour obtenir les pièces concernées?

3) Y a-t-il des formulaires de demande de dossier personnel, de demande de dossier en qualité d'ayant droit ou de demande de dossier en qualité de tuteur ou d'autorité parentale comme c'est l'usage en France?

4) Est-ce que le médecin référent qui assemble les pièces du dossier du patient pourrait être l'interlocuteur en vue de la procuration des pièces du dossier?

Réponse (20.4.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Un droit d'accès au dossier du patient est déjà accordé aujourd'hui en vertu de la loi hospitalière (art. 36), respectivement du Code de déontologie médicale (art. 55) et du Code de déontologie de certaines professions de santé (art. 19). La formulation inscrite à l'article 36 de la loi hospitalière a par ailleurs été reprise par la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel, en ce qui concerne l'accès aux données médicales.

Ce droit d'accéder à son dossier peut être librement exercé soit en personne ou par l'intermédiaire d'un médecin que le patient désigne.

La loi n'impose pas de formalisme particulier à observer par le patient. Le patient peut donc librement s'adresser directement au dépositaire de son dossier, par exemple en s'adressant oralement au médecin traitant lors d'une consultation ou en lui adressant un courrier. Il ne semble par ailleurs pas opportun d'exiger en la matière l'utilisation d'un formulaire de demande.

Le patient peut aussi librement demander au médecin qui a sa confiance de lui procurer une copie des pièces du dossier patient détenu par un autre prestataire. Lorsqu'il en dispose, il peut bien entendu s'adresser à son médecin référent aux fins d'accéder au dossier.

Le dépositaire du dossier est tenu de remettre au patient, ou au médecin par lui désigné, une copie des pièces figurant au dossier. Le directeur d'un établissement hospitalier est au vœu de la loi hospitalière personnellement responsable du respect de cette disposition.

Après le décès du patient, suivant la législation actuellement en vigueur, «son conjoint non séparé de corps et ses enfants ainsi que toute personne qui au moment du décès a vécu avec lui dans le même ménage ou, s'il s'agit d'un mineur, ses père et mère, peuvent exercer, par l'intermédiaire d'un médecin qu'ils désignent, le droit d'accès».

J'estime que la réglementation actuelle de l'accès au dossier patient est globalement satisfaisante.

L'avant-projet de loi relatif aux droits et obligations du patient, que j'entends présenter prochainement au Conseil de Gouvernement, sera l'occasion de consolider en outre le droit d'accès au dossier du patient et de préciser les contours de sa mise en œuvre.

Le prédit projet de loi entend ainsi compléter le droit de consulter le dossier patient par un droit de se faire expliquer le contenu par le prestataire de soins de santé. La disponibilité d'un professionnel de la santé apte à expliquer le contenu du dossier peut, en effet, dans de nombreux cas s'avérer d'une valeur ajoutée incontestable pour le patient et permettre de nouer un vrai dialogue autour des éléments du dossier.

Le texte précité entend par ailleurs préciser que le patient peut exercer son droit d'accès en consultant le dossier patient ou en demandant accès aux données relatives à sa santé, soit personnellement, soit en présence ou par l'intermédiaire d'une tierce personne, professionnel de la santé ou non, qu'il désigne à cette fin.

Il est par ailleurs prévu de compléter la législation par une disposition précisant que sauf lorsque l'état de santé du patient requiert un accès plus urgent, le dépositaire du dossier doit donner suite à la demande d'accès dans un délai maximal de 15 jours. Actuellement, la législation ne prévoit en effet aucun délai. Le délai proposé équivaut à celui en vigueur en Belgique.

Question 2052 (6.4.2012) de **Mme Tessy Scholtes** *(CSV)* concernant l'**enseignement à domicile des enfants:**

La loi du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire dispose en son article 9, alinéa 2, que

la formation scolaire obligatoire «peut aussi être dispensée à domicile sous les conditions déterminées par la loi».

L'article 21 de la loi du 15 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental précise également que:

«Les parents qui entendent faire donner à leur enfant l'enseignement à domicile doivent indiquer leurs motifs dans leur demande et solliciter l'autorisation auprès de l'inspecteur d'arrondissement. Cette autorisation peut être limitée dans le temps.

L'enseignement à domicile doit viser l'acquisition des socles de compétences définis par le temps d'études. …

… L'enseignement à domicile est soumis au contrôle de l'inspecteur. S'il est constaté que l'enseignement dispensé ne répond pas aux critères définis ci-dessus, l'élève est inscrit d'office à l'école de sa commune de résidence. Il en sera de même en cas de refus opposé à l'inspecteur de procéder au contrôle.»

Alors que cette disposition constitue une dérogation au principe de l'obligation scolaire, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

1) Combien de dispenses ont été demandées et combien en ont été accordées depuis l'entrée en vigueur desdites lois?

2) Qui sont les enfants concernés par ces dispenses?

3) Quels sont les raisons pour lesquelles ces dispenses ont été accordées?

4) Est-ce que lesdites dispenses ont été limitées dans le temps?

6) Comment les inspecteurs ont-ils organisé le contrôle de l'acquisition des socles de compétence?

7) Est-ce que des dispenses ont été retirées suite à ces contrôles et, si oui, pour quelles raisons?

8) Combien de demandes de dispenses ont été refusées et pour quelles raisons?

Réponse (4.5.2012) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Les renseignements recueillis auprès des membres du collège des inspecteurs de l'enseignement fondamental me permettent de fournir les réponses suivantes aux questions posées par l'honorable Députée:

1) En 2009/2010, l'enseignement à domicile a été autorisé pour 15 enfants, en 2010/2011 cette forme d'enseignement a été autorisée pour 23 enfants et en 2011/2012 pour 22 enfants.

2) Les enfants se répartissent de manière à peu près égale sur les quatre cycles de l'enseignement fondamental.

3) Les motivations avancées par les parents pour solliciter l'enseignement à domicile pour un ou plusieurs enfants sont diverses: séjour temporaire au Luxembourg ou à l'étranger, désir d'assumer soi-même la responsabilité de l'enseignement et de l'éducation de son enfant, désapprobation du contexte scolaire, système scolaire ressenti comme inadéquat, maladie grave et/ou suivi thérapeutique de l'enfant, proposition de la commission médico-psycho-pédagogique nationale.

4) En principe, les autorisations sont renouvelées d'année en année suite aux contrôles effectués.

5) L'inspecteur effectue le contrôle de l'enseignement à domicile soit seul, soit accompagné du secrétaire de la commission d'inclusion scolaire, soit au domicile de l'enfant concerné, soit au bureau régional de l'inspection, en présence des parents de l'enfant concerné.

6) Aucune autorisation d'enseignement à domicile n'a été retirée suite aux contrôles effectués par les inspecteurs de l'enseignement fondamental.

Question 2054 (10.4.2012) de **Mme Anne Brasseur** *(DP)* concernant le **plan national pour l'intégration des Roms:**

La journée internationale des Roms, qui est célébrée aujourd'hui a pour but d'attirer davantage notre attention sur le sort de cette communauté. J'en profite pour rappeler au Gouvernement les recommandations, avis et déclarations en la matière de la réunion à haut niveau du Conseil de l'Europe sur les Roms, qui s'est tenue le 20 octobre 2010 et où le Luxembourg fut représenté par Monsieur le Ministre de l'Immigration, ainsi que la recommandation de la Commission européenne du 6 avril 2011 appelant tous les États membres de l'Union européenne à mettre en place un plan national pour l'intégration des Roms.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration ainsi qu'à Monsieur le Ministre de l'Immigration:

- Les Ministres peuvent-ils me dire si le Gouvernement est en train d'élaborer un plan national pour l'intégration des Roms tel que la Commission européenne l'a demandé?

- Dans l'affirmative, comment les Ministres comptent-ils s'y prendre pour réunir tous les éléments afin de donner des réponses adéquates aux besoins des Roms?

- Quand est-ce que le Gouvernement pense pouvoir présenter un tel plan national?

Réponse (10.5.2012) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Le Luxembourg a répondu aux conclusions du Conseil de l'Union européenne du 24 mai 2011 concernant le cadre de l'Union européenne pour les stratégies nationales d'intégration des Roms qui a invité les États membres notamment:

- à améliorer la situation sociale et économique des Roms en intégrant cette problématique dans toutes les politiques de l'éducation, de l'emploi, du logement et des soins de santé;

- à élaborer, actualiser ou étoffer leurs stratégies nationales d'intégration des Roms, ou les ensembles intégrés de mesures qu'ils ont mis en place dans le contexte de leurs politiques plus vastes d'intégration sociale visant à améliorer la situation des Roms.

Le Gouvernement luxembourgeois soutient pleinement les conclusions du Conseil de l'Union européenne en vertu du principe constitutionnel d'égalité qui veut que toutes les personnes se trouvant dans la même situation soient traitées à égalité. Dans ce contexte, l'approche luxembourgeoise consiste à intégrer toute personne qui veut s'établir régulièrement sur son territoire. Une telle approche - conforme à la Constitution et à la loi - évite toute instrumentalisation d'un groupe fondé sur des critères ethniques, y compris les Roms.

Conformément aux orientations de la Commission européenne, telles qu'entérinées par le Conseil EPSCO du 19 mai 2011, l'approche luxembourgeoise réaffirme l'égalité de tous les citoyens vivant sur le territoire luxembourgeois dans toutes les politiques de l'éducation, de l'emploi, du logement et des soins de santé.

Le document a été transmis à la Commission européenne en janvier 2012 et peut être consulté sur le site de la Commission européenne.

(http://ec.europa.eu/justice/discrimination/roma/national-strategies/index_fr.htm)

Question 2055 (10.4.2012) de **Mme Josée Lorsché** et **M. Félix Braz** *(déi gréng)* concernant les **analyses dans le cadre du dépistage du cancer du col de l'utérus:**

Monsieur le Ministre vient de confirmer dans sa réponse à une question parlementaire n°1955 de Monsieur Carlo Wagner du 23 février 2012 *(cf. compte rendu n°7/2011-2012)* que «deux experts indépendants de Bruxelles» n'ont pu confirmer que 1.030 des 1.248 analyses réalisées (vers 2006, semble-t-il) dans le service de cytologie du Laboratoire National de Santé (chargé des analyses dans le cadre du dépistage du cancer du col de l'utérus), soit 82,5% à peine. Les 1.248 analyses avaient été soumises aux experts de Bruxelles pour contre-analyse. Ces 1.248 lames constituent un échantillon de tous les frottis (plus de 80.000 lames en tout).

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1) Quand les conclusions des deux experts vous ont-elles été soumises?

2) Quelles conclusions en avez-vous tiré et quand?

3) Les 17,5% d'analyses erronées ont-elles conduit à des diagnostics erronés? Quelles ont pu être les conséquences de diagnostics erronés?

4) Est-ce que, dans l'intérêt des patientes, vos services sont intervenus auprès des médecins traitants afin de les informer des erreurs d'analyse et de leur permettre de corriger, le cas échéant, le diagnostic?

5) À la réception des conclusions des deux experts, et face au nombre élevé d'analyses erronées, avez-vous décidé une contre-expertise des autres frottis pour éliminer le risque de diagnostics erronés basés sur des erreurs d'analyse? Est-ce que les médecins traitants de ces autres patientes ont été informés du risque d'erreurs d'analyse?

6) N'estimez-vous pas qu'il est absolument indispensable de garantir des diagnostics exacts à toutes ces patientes?

7) N'estimez-vous pas que le coût, quel qu'il soit, doit être supporté par la CNS?

8) Est-ce que des conclusions ont été tirées au sein du LNS?

9) Pouvez-vous garantir aujourd'hui, que les marges d'erreur des analyses réalisées au sein du LNS correspondent aux normes internationales de pointe?

Réponse (8.5.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

La question parlementaire des honorables Députés Lorsché et Braz semble initiée par un malentendu ou une interprétation erronée de la réponse à la question parlementaire n°1955 de l'honorable Député Carlo Wagner du 23 février 2012.

En effet, il n'y était pas question de «diagnostics erronés» ou «d'erreurs d'analyse», mais de différence de catégorisation sur une échelle allant de I à V.

Toutes ces catégories ont en commun qu'elles indiquent soit le soupçon soit la probabilité ou la certitude d'anomalies cellulaires qui ne constituent pas un diagnostic, mais sont un facteur déclencheur d'autres mesures de diagnostic de la part du médecin traitant.

Ces mesures sont le plus souvent le rappel de la patiente pour une autre analyse cytologique après un certain laps de temps, ou en présence de catégories plus élevées d'anomalies cellulaires, de procéder à un examen biopsique en vue d'une confirmation histologique.

Un traitement éventuel par le médecin ne se fait donc pas sur base du seul résultat cytologique, mais suite au résultat d'une autre investigation qui, en général, est l'analyse histologique, donc la biopsie.

Des diagnostics exacts et précis comme le demandent les deux parlementaires en sont le résultat.

Aussi puis-je informer les honorables Députés que la division de cytologie clinique vient de terminer les procédures d'accréditation selon la norme ISO 15189 et que l'équipe de la division d'anatomie pathologique du LNS est en voie d'accréditation qu'elle compte avoir finalisée jusqu'à la fin de cette année.

Question 2056 (13.4.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant les **contournements de Heinerscheid et de Hosingen:**

D'Liewensqualitéit an d'Sécherheet ass an den Dierfer Hengescht an Housen staark ageschränkt duerch dee villen Duerchgangsverkéier duerch d'N7/E420. Oft ass et och esou, datt schwéier Gefierer all Méi hunn, fir duerch dës Dierfer ze fueren.

Et gëtt ewell jorelaang vu Contournementer ëm dës zwou Uertschafte geschriwwen a geschwat, ouni datt awer bis elo eppes Konkretes virzeweise wär, wat d'Liewensqualitéit an d'Sécherheet géif verbessere fir déi betraffe Bierger.

Beim Contournement vun Housen gouf an den 90er Joren ewell een Avant-projet erstallt. Dee gouf laut enger Äntwert op eng parlamentaresch Fro (*cf. compte rendu n°2/2004-2005 - question parlementaire n°540 de M. Jean-Pierre Koepp*) am Joer 2005 opgegraff an aktualiséiert a sollt duerno mat enger Impaktnotiz der Kommissioun virgeluecht ginn.

Wat de Contournement vun Hengescht betrëfft, huet am Joer 2005 ee Bureau den Optrag krut, fir en Avant-projet sommaire auszeschaffen.

An dësem Kontext géif ech gären dës Froen un lech riichten:

1) Gehéieren d'Contournementer vun Housen an Hengescht nach zu de Prioritéite vun der Regierung?

2) Wéi wäit sinn déi eenzel Pläng zu dësen zwee Contournementer fortgeschratt a fir wéini ass mat enger eventueller Presentatioun vun de Léisungsvirschléi ze rechnen?

3) Läit ewell een Timing fir d'Realisatioun vun dëse Contournementer fest?

Réponse (18.5.2012) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Den honorablen Deputéierte wëllt Informatiounen iwwert de Stand vun de Projeten vum Contournement vun Housen an Hengescht kréien.

Et ass richteg, datt d'Europastrooss E421 iwwert den Tracé vun der Nationalstrooss N7 féiert an doduerch dës Strooss och duerch Transitverkéier belaascht gëtt. D'E421 ass eng Europastrooss vun der ënnergeuerdneter Kategorie B, d. h. vum Zwëschennetz, dat Oochen mat Lëtzebuerg verbënnt. Déi permanent Zielstelle vun der Stroossebauverwaltung hunn 2011 zu Hengescht een duerchschnëttlechen deegleche Verkéier (DTV) vun 6.971 Gefierer am Dag gezielt, mat engem Undeel vu 5,4% Schwéierverkéier. Zu Housen gouf am Total een DTV vun 10.195 Gefierer gezielt, mat 5,6% Schwéierverkéier. D'N7 ass awer virun allem och eng Ubannung vum Norde vum Land un den Zentrum mat der Haaptstad Lëtzebuerg.

Laut dem Pabeier vun der globaler Strategie fir eng nohalteg Mobilitéit MODU, dat ech kiirzlech virgestallt hunn, befanne sech de Contournement vun Housen an der Phas 2 an dee vun Hengescht an der Phas 3.

De Virprojet APS vum Contournement Housen ass ofgeschloss an d'Studien op Basis vun der zréckbehalener Variant gi virugefouert. Och déi ugeschwaten Impaktnotiz mat enger Evaluatioun vun alle studéierte Varianten ass ofgeschloss. Am Ableck gëtt am Kader vum sektorielle Plang „Transport" PST eng FFH-Virpréiwung (Screening) gemaach, fir ze préiwen, ob et duerch de Bau vum Contournement vun Housen zu erhiefleche Beanträchtegungen op d'Habitatzon „Vallée de l'Our de Ouren à Bettel" respektiv d'IBA-Zon „Regioun Kiischpelt" kënnt. Wat d'Ëmgehung Hengescht ubelaangt, ass d'Machbarkeetsstudie am Kader vum Virprojet APS esou wäit ofgeschloss. De Verlaf vum Contournement gëtt nach am Detail virustudéiert, fir datt d'Gemeng Clierf deen néidege Couloir am Kader vum generelle Bebauungsplang PAG ka reservéieren.

Question 2057 (13.4.2012) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **chemin repris 339 reliant le village de Kalborn au lieu-dit «Tintesmühle»:**

Des habitants de la région de Heinerscheid m'ont informé que le chemin repris reliant le village de Kalborn au lieu-dit «Tintesmühle» (CR339) se trouve dans un état déplorable. Vu la condition dangereuse de cette voie routière et les accidents qui y ont eu lieu ces derniers temps, il n'est pas surprenant que l'Administration des Ponts et Chaussées ait finalisé un projet de réaménagement. Aux dires de certaines gens celui-ci ne pourrait malheureusement pas se concrétiser en raison de considérations environnementales (Natura 2000). À noter que le chemin en question est fréquenté par nombre d'agriculteurs, de frontaliers et par les clients du camping situé tout près du moulin (mouvements de transit).

Voilà pourquoi je m'empresse de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il informer sur la démarche qu'il se propose de mettre en œuvre afin de faire avancer ce projet de redressement dans les plus brefs délais?

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des précisions quant aux coûts estimatifs du projet en question?

Réponse (16.5.2012) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'honorable Député souhaite avoir des informations sur l'avancement du dossier relatif aux travaux sur le CR339.

Actuellement, une étude d'impact sur l'environnement est en cours de sorte que le projet de réaménagement du CR339 entre Kalborn et le lieu-dit «Tintesmühle» ne peut pas pour l'instant être réalisé.

Un bureau d'études spécialisé a été chargé par mes services pour effectuer cette étude et l'on est encore en attente des résultats ornithologiques.

En outre, l'autorisation de permission de cours d'eau fait encore défaut.

Sous réserve que l'étude d'impact ne décèle pas de nuisances majeures pour l'Environnement, mes services s'efforceront de faire avancer ce projet dont le coût estimatif s'élève à quelque 2.000.000 euros.

LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES **N°10** • SESSION ORDINAIRE 2011-2012

30e séance	mardi	15 mai 2012
31e séance	mardi	12 juin 2012
32e séance	mercredi	13 juin 2012

Visite officielle en Croatie



Le Président de la République croate, M. Ivo Josipavić et l'Ambassadeur croate à Bruxelles, S.E.M. Boris Grigić (5e et 4e de gauche) ont rencontré la délégation luxembourgeoise conduite par le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar (5e de droite).

Le contrôle de subsidiarité et l'adaptation de la procédure budgétaire interne ont constitué deux des chapitres abordés lors des entrevues qu'une délégation de la Chambre des Députés a eues le 5 juin 2012 à Zagreb.

Au cours de leur visite officielle en Croatie, le Président, des Vice-Présidents et des membres du Bureau de la Chambre ont notamment pu rencontrer M. Milorad Pupovac, Président de la Commission des Affaires étrangères, M. Daniel Mondekar, Président de la Commission des Intégrations européennes et M. Srđan Gjurković, Président de la Commission des Finances et du Budget du Parlement croate.

Les échanges de vues avec la Ministre des Affaires étrangères et européennes de la République de Croatie, Mme Vesna Pusić, le Ministre des Finances croate, M. Slavko Linić, et les députés membres de la Commission des Finances et du Budget ont tourné autour de la situation financière en Europe et le semestre européen.

Le Président du Parlement croate Boris Šprem et le Premier Ministre Zoran Milanović ont remercié les députés luxembourgeois pour leur soutien à l'adhésion.

La Chambre devra s'exprimer dans les prochains mois sur le projet de loi 6423. À partir du 1er juillet 2013, la Croatie deviendra le 28e pays membre de l'Union européenne à condition que tous les États membres aient ratifié le traité d'adhésion.

Le Président de la République de Croatie, M. Ivo Josipović a rappelé qu'une large majorité des Croates veut rejoindre l'Union. Le Parlement a récemment donné son accord à l'unanimité. Le Premier Ministre croate a expliqué que la Croatie souhaite servir d'exemple à d'autres États des Balkans occidentaux.

Lors de cette visite officielle qui s'est déroulée sur invitation du Parlement croate, le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar était accompagné des Vice-Présidents, Mme Lydia Mutsch et M. Michel Wolter ainsi que des membres du Bureau, MM. Marc Spautz, Lucien Lux, Xavier Bettel, Alex Bodry et Lucien Clement.

Robert Badinter revoit deux de ses anciens élèves de la Sorbonne

Le juriste français de renom, professeur émérite de l'Université Paris I Panthéon Sorbonne, M. Robert Badinter a rencontré deux de ses anciens étudiants, l'actuel Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, et M. Alex Bodry, membre du Bureau de la Chambre.

Né en 1928, Robert Badinter a été nommé Ministre de la Justice après l'élection de François Mitterrand à la Présidence de la République en juin 1981. Il occupa cette fonction jusqu'en février 1986. Durant cette période, M. Badinter a conduit une politique active de promotion des libertés publiques, notamment en présentant et en défendant devant le Parlement les textes de lois portant abolition de la peine de mort et accordant de nouveaux droits aux victimes. En tant que garde des sceaux, il a pris aussi de nombreuses mesures pour humaniser les prisons. En mars 1986, Robert Badinter fut nommé à la tête du Conseil constitutionnel français pour une durée de neuf ans.

À l'occasion de son déplacement au Grand-Duché, M. Badinter est intervenu dans le cadre d'une conférence intitulée «A Blueprint for the European Public Prosecutor's Office», organisée par la Faculté de droit, d'économie et de finances de l'Université du Luxembourg.



(de gauche à droite) M. Alex Bodry, M. Robert Badinter et M. Laurent Mosar.

48e Séance plénière du CPI à Metz

Le CPI demande la tenue d'un sommet sur l'énergie nucléaire dans la Grande Région

La sécurité nucléaire figurait une nouvelle fois au cœur des débats d'une séance plénière du Conseil parlementaire interrégional (CPI) qui s'est réuni à Metz le 1er juin dernier. À côté de cette question qui mobilise les parlementaires de la Grande Région depuis plus d'un an déjà, les problématiques du développement urbain, de la formation professionnelle et de l'eau potable ont également été abordées.

À l'occasion de cette séance plénière qui a réuni les Assemblées de la Lorraine, du Luxembourg, de la Rhénanie-Palatinat, de la Sarre, de la Communauté française de Belgique, de la Communauté germanophone de Belgique ainsi que de la Wallonie dans le but de promouvoir le rôle politique, économique, environnemental, culturel et social de la Grande Région, la Chambre des Députés était représentée par MM. Claude Adam, Alex Bodry, Fernand Etgen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Roger Negri, Marcel Oberweis et Mme Tessy Scholtes, ainsi que par le Secrétaire général de la Chambre des Députés, M. Claude Frieseisen

Dans son rapport devant les parlementaires, le Président des Exécutifs de la Grande Région et Président du Conseil régional de Lorraine, M. Jean-Pierre Masseret a souligné que même si toute décision au sujet de la centrale nucléaire de Cattenom relève exclusivement de la France, les partenaires de la Grande Région ont un droit à l'information et au dialogue. Le CPI a pour sa part adopté une recommandation à l'attention des Gouvernements leur demandant de se réunir de manière urgente autour de cette problématique.



Les représentants de la Chambre des Députés lors de la séance plénière à Metz.

Les membres du CPI ont par ailleurs plaidé pour la mise en place de technologies modernes de l'information et de la communication afin de permettre une organisation moderne de la mobilité urbaine. Ils ont voté une recommandation demandant notamment que les programmes communautaires, en particulier le Fonds européen de développement régional (FEDER), tiennent compte à l'avenir de la relation entre développement urbain et les infrastructures de transport. Le CPI a également pris acte du rapport final de l'étude Metroborder dont le but est de renforcer le positionnement de la Grande Région au sein de l'Europe, en encourageant les Gouvernements de la Grande Région à consolider l'émergence d'une «région métropolitaine polycentrique transfrontalière».

Dans une autre recommandation, les Assemblées parlementaires de la Grande Région demandent la mise au point d'un guide et d'un site Internet contenant toutes les offres en matière de formation professionnelle dans la Grande Région afin de favoriser l'entrée sur le marché du travail, en particulier pour les jeunes.

Le CPI a en outre voté à l'unanimité une recommandation proposée par M. Emile Eicher en sa qualité de Président de la Commission «Environnement et Agriculture» du CPI. Dans cette recommandation, le CPI constate qu'un bon état écologique des ressources aquatiques est indispensable à l'approvisionnement en eau potable, à la protection de la santé humaine et à la biodiversité. Alors qu'il est moins onéreux de protéger les ressources d'eau que de les remettre en état ultérieurement, les milieux aquatiques sont toutefois de plus en plus exposés à une pollution considérable par des pesticides et d'autres agents chimiques. Les partenaires de la Grande Région sont particulièrement interdépendants à cet égard, ce qui justifierait le renforcement de l'échange d'informations et la création d'une obligation de signalement transfrontalier de pollutions d'eau entre les autorités compétentes de la Grande Région.

Le CPI encourage en outre l'Union européenne à lier les subventions agricoles à des mesures d'économie d'eau dans le contexte de la réforme de la politique agricole de l'UE pour les années 2014 à 2020, afin de favoriser une culture d'économie d'eau cohérente. Dans un contexte où le prix de l'eau augmente de plus en plus, le CPI appelle également à la responsabilisation continue des consommateurs d'eau potable, tout en soulignant que la gestion de l'eau potable n'est durable que si elle est socialement juste.

DANS CE NUMÉRO

Interpellation sur les projets Wickrange et Livange	p. 395
Débat d'orientation à l'aube du sommet Rio+20	p. 387
Changement d'administration dans la fonction publique	p. 414
Sommaire des séances publiques nos 30-32	p. 418
Sommaire des questions parlementaires	p. Q118

Visite du Président du Parlement flamand



M. Jan Peumans (3e de droite) a eu une entrevue avec les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration de la Chambre des Députés.

Les relations entre Parlements régionaux et le Parlement fédéral belge ont été largement évoquées le 15 juin 2012 dans le cadre d'une entrevue entre le Président du Parlement flamand et les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration de la Chambre des Députés. En Belgique, la formation du nouveau Gouvernement n'a été rendue possible que grâce aux concessions accordées aux Parlements régionaux.

Les explications du Président, M. Jan Peumans, ont avant tout porté sur la «6e réforme de l'État», la répartition des compétences entre le pouvoir fédéral et les régions ainsi que sur les revendications en vue d'une autonomie culturelle régionale.

Parmi les dossiers concernant directement Flamands et Luxembourgeois figure la modernisation de la ligne ferroviaire Luxembourg-Bruxelles. Les députés ont salué le fait que des investissements ont été entrepris. Chaque jour, 36.000 Belges, dont de nombreux Flamands, traversent la frontière pour venir travailler au Grand-Duché.

La Flandre et le Luxembourg souhaitent développer davantage leurs relations bilatérales. Au cours d'une entrevue, les Présidents des Parlements flamand et luxembourgeois ont estimé qu'une bonne collaboration entre les assemblées parlementaires respectives pourrait contribuer à résoudre plus rapidement d'éventuels litiges concernant les deux communautés.

Le passage de M. Peumans au Luxembourg a constitué la première visite officielle d'un Président du Parlement flamand à la Chambre des Députés.

Session d'été du Parlement Benelux



Les membres de la délégation luxembourgeoise ainsi que M. Roland Bombardella, Haut-Commissaire à la protection nationale (à gauche) et S.E.M. Jean-Marc Hoscheit, Ambassadeur du Luxembourg à La Haye (à droite).

La session d'été du Conseil interparlementaire consultatif de Benelux (Parlement Benelux) qui s'est tenue à La Haye a été ouverte par un débat d'actualité sur la cybercriminalité. Des experts des trois pays du Benelux, de l'Assemblée balte et du Conseil nordique ont exposé leur point de vue sur la question.

Depuis la tenue d'une première conférence Benelux sur la cybersécurité en avril 2011 à Maastricht, la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg se sont dotés d'une stratégie nationale et de centres d'excellence («cyber security board»). Les parlementaires présents ont rappelé que le Benelux doit jouer un rôle moteur dans la recherche d'une coopération entre les différentes instances nationales. Dans ce sens, le Parlement Benelux a décidé de renvoyer le sujet pour analyse à la commission compétente et a d'ores et déjà annoncé l'organisation d'une conférence afin de déterminer les synergies susceptibles de permettre la mise en place d'un réseau d'échange d'informations.

Traditionnellement, la session d'été est dédiée à la politique extérieure, ce qui explique la présence de délégations de l'Assemblée balte, du Conseil nordique et pour la première fois du GUAM (Organisation pour la démocratie et le développement regroupant la Géorgie, l'Ukraine, l'Azerbaïdjan et la Moldavie). À cette occasion, le Ministre des Affaires étrangères néerlandais, M. Uri Rosenthal, a présenté le rapport annuel commun des Gouvernements belge, néerlandais et luxembourgeois pour l'année 2011 concernant les résultats enregistrés par les trois pays partenaires. Le ministre a notamment rappelé l'importance pour les pays du Benelux de défendre une position commune au sein des organisations internationales pour avoir plus de poids. Il a aussi salué le passage de la présidence de l'Union Benelux au niveau du comité des ministres de six mois à un an dans un esprit de continuité et d'efficacité du travail.

Une recommandation sur la fraude fiscale et sociale a trouvé l'aval des parlementaires. En matière de lutte contre la fraude fiscale, le Parlement Benelux demande aux Gouvernements d'intensifier la coopération entre les trois pays par le biais d'une concertation ministérielle plus régulière et un échange plus intense entre les administrations fiscales, dans le but, notamment, d'optimiser le fonctionnement du système VIES, système d'échange d'informations sur la TVA automatisé mis en place par l'Union européenne. Le Benelux pourrait dans ce contexte servir de modèle dans le lancement d'un mécanisme de réaction rapide en matière de constatation de cas de fraude fiscale. À propos de la fraude sociale, le Parlement Benelux appelle les Gouvernements à intensifier la coopération à travers la mise en place d'un instrument formel qui devra régler différents points, dont l'échange de documents et de données, la coopération entre les services compétents, la reconnaissance mutuelle de données et de documents probants ou l'exécution mutuelle de sanctions.

Les droits des retraités transfrontaliers bénéficiant d'une pension de retraite allemande ont fait l'objet d'une autre recommandation votée à l'unanimité. En effet, plusieurs milliers de contribuables du Benelux touchant une pension des caisses de l'État allemand et depuis peu confrontés à l'imposition de ces pensions ignorent pour la plupart le droit de bénéficier du régime de l'obligation fiscale illimitée leur permettant de bénéficier d'avantages fiscaux et d'exonérations fiscales. En conséquence, le Parlement Benelux demande, entre autres, aux Gouvernements d'améliorer l'information aux personnes concernées et d'inviter le Gouvernement allemand à vérifier la procédure fiscale et à la simplifier.

En fin de séance, les parlementaires ont approuvé le projet de budget 2013 qui devra permettre la bonne exécution du programme de travail du Parlement Benelux sous présidence luxembourgeoise.

Durant cette session d'été du Parlement Benelux, la Chambre des Députés fut représentée par MM. Marcel Oberweis (Président de la délégation), Roger Negri (Vice-Président du Parlement Benelux), Marc Angel, Fernand Etgen et Gilles Roth ainsi que Mme Claudia Dall'Agnol.



Les parlements nationaux sortent pour la première fois le carton jaune

La Chambre des Députés fait partie des parlements nationaux qui estiment que le droit de grève et le droit d'association font partie des compétences des États membres.

Pour la première fois depuis l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne, les parlements nationaux ont déclenché le mécanisme obligeant la Commission européenne à réexaminer un projet d'acte législatif. En effet, le traité, et plus particulièrement le protocole 2, prévoit que les parlements nationaux peuvent rédiger des avis motivés lorsqu'ils estiment qu'un projet d'acte législatif n'est pas conforme au principe de subsidiarité, c'est-à-dire que les États membres sont mieux placés pour légiférer dans ce domaine. Si ces avis représentent un tiers des voix attribuées aux parlements, la Commission est obligée de revoir sa proposition de texte.

Concrètement, le projet présenté par la Commission prévoit de régler l'exercice des droits sociaux collectifs dans le marché intérieur. La Chambre des Députés ne s'oppose pas au renforcement de la dimension sociale du marché intérieur. Elle considère cependant qu'à plusieurs égards la proposition de la Commission européenne n'est pas conforme au principe de subsidiarité.

Dans son avis motivé, adopté unanimement en séance publique du 15 mai 2012, elle conteste le transfert implicite de compétences vers le niveau européen en matière d'actions collectives dans le contexte de la liberté d'établissement et de la libre prestation des services contenu dans la proposition de règlement COM(2012)130. La Chambre des Députés estime que le droit de grève et le droit d'association ne rentrent pas dans la compétence du législateur européen et que les États membres sont mieux placés pour légiférer en la matière. Par cet avis, la Chambre des Députés rejoint le groupe des parlements qui critiquent également ce transfert de compétences.

La Commission européenne est maintenant appelée à reformuler sa proposition en tenant compte des observations des parlements nationaux.

Le déclenchement du mécanisme du carton jaune par un tiers des parlements nationaux, parmi lesquels la Chambre des Députés, démontre que les parlements nationaux prennent très au sérieux leur nouveau rôle attribué par le traité de Lisbonne et qu'ils «contribuent activement au bon fonctionnement de l'Union européenne».

Remise de décorations



(de gauche à droite): M. Gilles Roth, M. Jean-Claude Juncker, Mme Ginette Biasini, M. Benoît Reiter.

À l'occasion de la Fête nationale luxembourgeoise, un député et deux membres de l'administration parlementaire ont été décorés des mains du Premier Ministre, M. Jean-Claude Juncker.

M. Gilles Roth, Député et Président de la Commission juridique s'est vu attribuer la distinction honorifique d'Officier de l'Ordre de Mérite.

Au niveau de l'administration parlementaire, M. Benoît Reiter, Secrétaire général adjoint et Mme Ginette Biasini, responsable du Service Comptabilité se sont vu remettre la Médaille d'Officier dans l'Ordre Grand-Ducal de la Couronne de Chêne.

Développement durable et préservation de la biodiversité

À l'occasion de la Conférence des Parlementaires de la Mer Baltique (BSPC: Baltic Sea Parliamentary Conference) qui a eu lieu à Riga (Lettonie) du 7 au 9 juin 2012, les parlementaires des différents pays membres ont disséqué les résultats enregistrés ces dernières années en relation avec le développement durable et la préservation de la biodiversité.

L'Estonie, la Lettonie et la Lituanie ont démontré que le volet durable de la stratégie 2020 de l'Union européenne n'est pas une coquille vide. Les États baltes ont présenté toute une série de projets ayant connu un succès retentissant comme des modèles à imiter par les autres pays membres de l'Union européenne.

Les différents discours prononcés à l'occasion de la conférence ont bien démontré que l'efficience énergétique représente la seule mesure économique en vue de réduire les coûts énergétiques et donc a fortiori dans la lutte contre le réchauffement climatique.

La recherche et le développement technique des dernières années se sont révélés être les facteurs clés dans la réduction de la consommation énergétique. Seuls les prix des énergies fossiles sont susceptibles d'initier un changement de comportement plus durable de la part des consommateurs.

Le Danemark s'est montré un précurseur dans l'utilisation des énergies renouvelables. Sa politique énergétique se focalise sur l'utilisation de l'énergie éolienne: plus de 6.000 centrales éoliennes produisent près de 20% de sa consommation électrique.



M. Marcel Oberweis.

Tandis que l'Union européenne s'est engagée à réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 20% à l'aube de 2020 par rapport à 1990, le Danemark a cimenté dans une loi son ambition de faire baisser ses émissions de 35% à l'horizon 2020 et de diminuer sa consommation d'énergie de 12% par rapport à 2006.

De plus, la loi prévoit de n'utiliser que des énergies renouvelables à partir de 2050, c'est-à-dire l'énergie éolienne, l'énergie de biomasse, l'énergie solaire, la géothermie, l'énergie hydroélectrique et les énergies marines. Cela permettrait d'atteindre une indépendance énergétique totale.

Quant à l'Estonie, elle a consenti à un effort remarquable sur le plan des voitures électriques. Ce pays balte est en train d'installer un réseau de 200 bornes de recharge pour voitures électriques, de façon à ce qu'une borne se trouve toujours à une distance maximale de 50 kilomètres par rapport à la suivante. Les bornes fonctionnent en courant continu et permettent ainsi de réduire le temps de recharge à entre 15 et 30 minutes, contre huit heures pour les bornes fonctionnant au courant alternatif.

Représentant le Parlement Benelux, M. Marcel Oberweis a mis en exergue dans son intervention les expériences faites dans ce domaine au sein du Parlement Benelux tout en indiquant que celui-ci se voit comme un laboratoire d'idées - un «think tank».

La recherche accrue menée par les universités et grandes écoles avec les centres de recherche ainsi que les PME permet de créer en aval des emplois durables et de mettre en valeur les technologies les plus récentes en matière d'efficience énergétique et d'utilisation des énergies renouvelables. Cela a permis au député luxembourgeois de présenter le système pentalatéral entre les pays du Benelux, la France et l'Allemagne en vue d'utiliser l'énergie éolienne offshore.

Il a aussi saisi l'occasion pour fournir des explications sur l'utilisation des énergies renouvelables dans le secteur du bâtiment et du bois dans le chauffage individuel, contribuant ainsi à réduire sensiblement les émissions de CO_2.

Au final, Marcel Oberweis s'est dit convaincu que la stratégie 2020 de l'Union européenne portera ses fruits si les acteurs politiques savent convaincre et sensibiliser les citoyens à son utilité pour la société toute entière.



Les participants à la réunion en Rhénanie-Palatinat.

Les défis relatifs à l'énergie éolienne dans la Grande Région

Le 18 mai 2012, la Commission «Environnement et Agriculture» du CPI s'est également réunie à Flonheim en Rhénanie-Palatinat au sujet des énergies renouvelables. À l'initiative de M. Emile Eicher, la réunion a plus précisément porté sur les aspects environnementaux et économiques de l'énergie éolienne au sein de la Grande Région. L'objectif de la réunion était également de préparer une recommandation pour la séance plénière du CPI du mois de décembre 2012.

Trois experts sont intervenus au sujet de l'énergie éolienne en Rhénanie-Palatinat respectivement au Luxembourg, ainsi que sur les défis techniques, politiques et économiques de l'énergie éolienne dans le contexte d'essor des énergies renouvelables: le Prof. Dr. Karl Keilen, directeur adjoint au Ministère de l'Économie, de la Protection du climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire du Land de Rhénanie-Palatinat, M. Georges Reding, chargé de la direction au Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur (Direction des énergies durables) du Luxembourg, et M. Michael Lengersdorff, chef de la division «Éducation à l'environnement» de l'entreprise allemande JUWI.

À la suite du débat qui a notamment vu s'opposer les tenants d'un renforcement des énergies renouvelables en vue d'une éventuelle sortie du nucléaire à des membres tirant l'attention sur les conséquences paysagères et le coût de la construction massive d'éoliennes, les membres de la commission ont visité l'une des plus grandes éoliennes terrestres au monde de 6 MW de puissance au Schneebergerhof.

La Chambre des Députés était représentée par M. Emile Eicher, Mme Marie-Josée Frank, M. Henri Kox et M. Marcel Oberweis.

Garantir une eau potable de grande qualité dans la Grande Région



Le Ministre-Président de la Communauté germanophone de Belgique lors de son exposé devant les membres de la commission.

La Commission «Environnement et Agriculture» du CPI s'est réunie à Eupen, le 27 avril 2012, au sujet de l'eau potable dans la Grande Région. L'exemple du barrage et de la station de potabilisation de la Vesdre, l'un des plus grands réservoirs d'eau potable de la Belgique qui est alimenté par les eaux du plateau des Hautes Fagnes, ainsi que l'exemple de la gestion de l'eau potable au Luxembourg ont servi de point de départ pour travailler, dans une perspective comparative, sur la protection des ressources aquatiques, la mise en valeur des sources et la production d'eau potable dans la Grande Région. L'objectif était de préparer une recommandation pour la séance plénière du CPI du mois de juin.

Après des mots de bienvenue de la part du Ministre-Président de la Communauté germanophone, M. Karl-Heinz Lambertz et du Président du Parlement de la Communauté germanophone, M. Ferdel Schröder, la Commission présidée par M. Emile Eicher a entamé ses travaux par des présentations sur la gestion de l'eau potable au Luxembourg, respectivement en Wallonie par Dr Jean-Paul Lickes, directeur adjoint de l'Administration de la gestion de l'eau du Ministère de l'Intérieur et à la Grande Région et Mme Marie-Neige Porta-Valls, contrôleur en chef du secteur chimie de la Société wallonne des eaux.

Les membres ont ensuite débattu des questions d'amélioration de la politique de potabilisation de l'eau de manière à ce que la production d'eau potable continue à correspondre au normes de qualité et d'efficacité les plus élevées et que la politique de gestion de l'eau potable soit axée sur une utilisation durable de l'eau. Dans un deuxième temps, ils ont abordé la problématique de la pollution des eaux, tout en débattant de la problématique de la responsabilisation des consommateurs et en évoquant la dimension sociale de la problématique de l'eau potable.

La Chambre des Députés était représentée par M. Claude Adam, M. Fernand Diederich, M. Emile Eicher, M. Roger Negri, M. Marcel Oberweis.

Assermentation d'un nouveau fonctionnaire

L'administration parlementaire de la Chambre des Députés compte un membre de plus. Le 1er mai 2012, M. Jean-Paul Ternes (2e de droite) a rejoint ses rangs en tant qu'attaché dans le Service des Ressources humaines.

Il revint à M. Claude Frieseisen, Secrétaire général de la Chambre des Députés (au milieu), de procéder à l'assermentation du nouveau fonctionnaire, ceci en présence des Secrétaires généraux adjoints, M. Benoît Reiter (à gauche) et Mme Isabelle Barra (à droite) ainsi que de Mme Barbara Di Pillo, rédacteur au Service des Ressources humaines.



NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU **N°10** • SESSION ORDINAIRE 2011-2012

Égalité entre femmes et hommes

6127 - Projet de loi portant modification de la loi du 21 décembre 2007 portant

1. transposition de la directive 2004/113/CE du Conseil du 13 décembre 2004 mettant en œuvre le principe de l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes dans l'accès à des biens et services et la fourniture de biens et services;

2. modification du Code pénal;

3. modification de la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance

Le projet de loi a pour objet de modifier la loi du 21 décembre 2007 portant sur l'égalité de traitement entre femmes et hommes dans l'accès à des biens et services et la fourniture de biens et services. La loi précitée a transposé la directive 2004/113/CE du Conseil européen du 13 décembre 2004 mettant en œuvre le principe de l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes dans l'accès à des biens et services et la fourniture de biens et services. Elle instaure, au même titre que la directive, aux côtés de quelques exceptions, un principe général d'égalité de traitement entre hommes et femmes en ce qui concerne l'accès à des biens et services et la fourniture de biens et services dans tous les domaines à l'exception de ceux (spécifiquement stipulés par la loi, comme par la directive elle-même):

- ayant trait aux questions relatives à l'emploi, au travail et au travail non salarié dans la mesure où elles sont régies par d'autres lois;

- et ayant trait au contenu des médias et de la publicité et à l'éducation.

Lors des travaux d'élaboration de la directive, ces domaines ont été spécifiquement exclus au motif d'un désaccord total entre parties et acteurs concernés; une réglementation des médias ayant été considérée comme interférence avec la liberté fondamentale et la pluralité des médias, l'éducation étant déjà légiférée par d'autres dispositions européennes et nationales existantes.

Dépôt par Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre de l'Égalité des chances, le 21.04.2010

Rapporteur: M. Emile Eicher

Travaux de la Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances

(Président: M. Jean-Paul Schaaf):

11.01.2011	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
18.01.2011	Présentation et adoption d'un projet de rapport
13.03.2012	Examen des avis du Conseil de presse et du Comité du travail féminin
15.05.2012	Présentation et adoption d'un rapport complémentaire

Vote en séance publique: 15.05.2012

Organisation judiciaire

6304B - Projet de loi sur les attachés de justice et portant modification:

- du Code d'instruction criminelle;

- de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

- de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire;

- de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;

- de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif

Remarque préliminaire

Comme indiqué au stade des antécédents ci-avant, le projet de loi n°6304B est issu d'une scission du projet de loi 6304. Le projet de loi n°6304A, qui vise la modification des articles 24 et 39 de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire, est devenu la loi précitée du 3 août 2011. Cette loi permet de désigner des juges supplémentaires pour siéger dans des affaires pénales susceptibles d'entraîner de longs débats. Outre les trois magistrats faisant partie d'une chambre criminelle ou d'une chambre correctionnelle, la juridiction en question pourra se composer d'un ou de plusieurs magistrat(s) supplémentaire(s), qui assisteront à toutes les audiences et qui pourront donc remplacer immédiatement un magistrat titulaire, si l'un d'entre eux tombe malade ou est empêché de faire partie de la composition pour une autre raison[1].

Le projet de loi n°6304B entreprend une réforme en profondeur du recrutement dans la magistrature. Il prévoit aussi de modifier la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire en supprimant notamment le recours aux juges de paix suppléants.

Enfin, le projet de loi vise à renforcer la protection juridictionnelle de certaines catégories de justiciables.

1. La réforme du recrutement dans la magistrature

Le projet de loi est porté par l'ambition de renforcer l'indépendance de la Justice en réformant le recrutement et la formation des futurs magistrats. Il n'est que la première étape d'une réforme plus globale de l'organisation judiciaire prévoyant notamment l'institution d'une Cour suprême qui serait à la fois juge constitutionnel et juge de cassation et d'un Conseil national de la Justice.

a. La législation actuelle

On peut déduire de l'article 1er de la loi du 6 décembre 1991 sur les attachés de justice[2] que ces derniers sont des personnes qui *«[…] peuvent être appelées à concourir aux travaux du ministère de la Justice, des administrations pénitentiaires, des juridictions et des parquets […]».*

Outre les conditions de nationalité et de connaissance des trois langues administratives, les attachés de justice doivent être détenteurs d'un diplôme de fin de stage judiciaire délivré aux termes d'un stage judiciaire de deux ans et auquel sont soumis aussi bien les attachés de justice que les avocats.

Les attachés sont provisoirement nommés pour une durée d'une à quatre années. Ils sont affectés à un service administratif du ministère de la Justice, des administrations pénitentiaires ou à une juridiction ou à un des parquets, avec pour mission d'accomplir des travaux administratifs ou d'assister des magistrats dans leurs travaux[3].

Au bout d'une durée de service minimale d'un an ils peuvent recevoir une nomination définitive comme fonctionnaire[4].

Ces prescriptions de la loi du 6 décembre 1991 sur les attachés de justice sont à lire ensemble avec l'article 16 de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire[5] qui prévoit que *«[N]ul ne peut être nommé à des fonctions judiciaires […] s'il n'a accompli un stage d'un an au moins dans les services judiciaires conformément aux dispositions de la loi du 4 décembre 1980 sur les attachés de justice[6]».* L'accomplissement du stage des attachés de justice est donc pré-requis pour accéder à la magistrature de l'ordre judiciaire.

Une réforme est devenue nécessaire.

b. Les raison d'être de la réforme

En 2009, le Gouvernement a procédé à une réforme du stage judiciaire[7] en modifiant le règlement grand-ducal du 21 janvier 1978 portant organisation du stage judiciaire et réglementant l'accès au notariat[8]. L'article 12 de ce règlement prévoyait en sa teneur initiale que *«[L]e stage a pour but de faire acquérir aux avocats-stagiaires l´aptitude pratique aux fonctions de magistrat et d´avocat-avoué».* En 2009, ce même article prend la teneur suivante *«[L]e stage judiciaire a pour but de préparer à l'exercice de la profession d'avocat»* marquant ainsi un changement dans l'objectif poursuivi par le stage judiciaire qui est désormais limité à la préparation à la profession d'avocat et non plus à la fonction de magistrat.

Les auteurs du projet de loi prennent appui sur les autorités judiciaires selon lesquelles *«[…] l'examen de fin de stage judiciaire, tel que réformé, ne serait plus adapté pour sélectionner les attachés de justice»*[9].

Après une évaluation du système de recrutement, il est apparu que le stage judiciaire ainsi que l'examen de fin de stage judiciaire évaluent essentiellement les compétences juridiques des candidats sans tenir comptes des autres compétences, pourtant indispensables, à l'exercice de la fonction de magistrat, telles les aptitudes psychologiques, sociales et personnelles requises pour exercer la fonction de magistrat. Ces compétences sont, à l'heure actuelle, invérifiables par les autorités judiciaires qui ne connaissent pas personnellement les candidats.

Par ailleurs, le système actuel du stage judiciaire écarte bon nombre de candidats de la magistrature alors que, même s'ils ont réussi avec succès l'examen de fin de stage judiciaire, ils n'ont pas nécessairement atteint le seuil des deux tiers de points requis pour accéder à la magistrature.

Ainsi, le projet de loi prévoit l'introduction d'un examen concours spécifique à la magistrature et ceci aussi bien pour les magistrats de l'ordre judiciaire que pour ceux affectés à l'ordre administratif qui dans l'état actuel du droit ne sont pas soumis aux mêmes conditions de sélection. Cet aspect du projet de loi constitue certainement l'une de ses principales innovations dans la mesure où l'ordre administratif ne connaît à l'heure actuelle pas le régime des attachés de justice, de sorte que ses magistrats sont immédiatement et définitivement nommés, sans bénéficier d'une période de formation et sans que leurs compétences puissent être évaluées.

C'est pourquoi le projet de loi étend le régime des attachés de justice de l'ordre judiciaire à l'ordre administratif. Les deux ordres disposant désormais d'un *«pool commun d'attachés de justice»*[10]. Dans cette même logique, le projet de loi entend aussi favoriser la mobilité des attachés entre les deux ordres judiciaire et administratif en ce qu'il prévoit que tous les attachés sont rattachés à une commission du recrutement et de la formation spécialement créée par le projet de loi.

Selon les auteurs du projet de loi, un futur projet de loi relatif au Conseil national de la Justice donnerait une base légale à la mobilité des magistrats entre les deux ordres[11].

Il est par ailleurs proposé:

- de porter la durée du stage pour l'attaché de justice de 12 à 18 mois, la durée du stage pouvant être prolongée sans qu'elle ne puisse dépasser 36 mois (article 5, paragraphe (4));

- de renforcer la formation professionnelle pendant le stage. La formation professionnelle est subdivisée en deux parties, à savoir une partie théorique d'une durée de six mois et essentiellement consacrée à l'apprentissage des processus décisionnels des juges civil, pénal et administratif et une partie pratique consistant en un stage auprès d'une juridiction ou d'un parquet (articles 7 et 8);

- d'encadrer les attachés de justice par des magistrats référents (article 8, paragraphe (5);

- de procéder à une évaluation des compétences professionnelles et sociales des stagiaires à partir d'auto-évaluations effectuées par les attachés et sur base d'avis motivés rédigés à ce sujet par les chefs de corps et les magistrats référents (article 10, paragraphes (2) et (3)).

Le projet de loi apporte aussi des changements importants à la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire et à la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif.

2. Les changements apportés aux lois portant organisation des juridictions de l'ordre judiciaire et administratif

Le projet de loi abandonne la pratique des juges suppléants prévus par la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire. Le texte, tel qu'il est issu des amendements parlementaires du 27 janvier 2012, prévoit des nouvelles disposions permettant de remplacer, en cas de besoin, des juges[12]. Ainsi, le Président de la Cour supérieure de Justice pourra déléguer un magistrat d'un tribunal d'arrondissement à autre tribunal d'arrondissement pour y exercer temporairement ses fonctions (nouvel article 13 de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire).

En général il est permis aux attachés de justice, nommés à titre définitif, de remplacer un magistrat (article 13 du texte de loi future sur les attachés de justice). Les attachés de justice en service provisoire depuis au moins 6 mois à partir de la nomination provisoire pourront remplacer un magistrat du tribunal d'arrondissement ou du tribunal administratif. Il est à noter qu'un membre suppléant du tribunal administratif pourra remplacer un juge en cas d'empêchement d'un membre effectif et d'un attaché de justice. Seuls ceux des attachés qui sont en service provisoire depuis au moins 12 mois pourront être délégués aux fonctions de juge d'instruction, de juge de la jeunesse, de juge des tutelles ou de juge des référés.

Pour les justices de paix la situation est différente. Le recours au juge de paix suppléant a lui aussi été supprimé. En plus, vu la tâche particulièrement complexe et sensible qui est assumée par un juge de paix, les attachés ne pourront pas être délégués aux justices de paix aux fins d'un remplacement.

L'article 3 (article 19, point 2 de la loi future sur les attachés de justice, tel qu'inscrit dans le projet de loi) de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire prévoit en effet que *«[N]ul ne peut être nommé juge de paix directeur, juge de paix directeur adjoint ou juge de paix, s'il n'a accompli deux années de service effectif comme juge à un tribunal d'arrondissement ou comme substitut du procureur d'État.»* Il s'ensuit que les attachés de justice ne pourront remplir les fonctions de juge de paix. Cette disposition qui résulte des amendements parlementaires du 27 janvier 2012 a été justifiée par ses auteurs de la manière suivante *«[L]e texte amendé ne reprend plus la possibilité pour les attachés de justice, nommés à titre provisoire ou à titre définitif, de remplacer un juge de paix. Vu que l'article 3 de la loi sur l'organisation judiciaire soumet la nomination des juges de paix à deux années de service comme juge ou substitut, il serait illogique de confier le remplacement de ces magistrats aux attachés de justice qui n'ont pratiquement aucune expérience judiciaire.»*[13]

Pour remplacer un juge paix en cas de besoin, il est prévu que le Président de la Cour supérieure de Justice peut déléguer soit un juge de paix, soit un juge du tribunal d'arrondissement pour exercer temporairement les fonctions de juge de paix.

À part ces changements, la loi future entend par ailleurs renforcer la protection juridictionnelle de certaines catégories de justiciables.

---

1 Voir rapport de la Commission juridique, 7 juillet 2011 (doc. parl. 6304A[1]), page 2.

2 Mémorial A, n°82, 19 décembre 1991, page 1529.

3 Voir article 3 de la loi du 6 décembre 1991 sur les attachés de justice.

4 Idem., article 2.

5 Texte coordonné, Mémorial A, n°69, 12 septembre 1997, page 2259.

6 «La loi du 4 décembre 1980 a été abrogée et remplacée par la loi du 6 décembre 1991 sur les attachés de justice. (Mémorial A, n°82 du 19décembre 1991, p. 1529)».

7 Voir règlement grand-ducal du 10 juin 2009 portant organisation du stage judiciaire et réglementant l'accès au notariat, Mém. A, n°140, 17 juin 2009, page 1958.

8 Mém. A, n°3, 27 janvier 1978, page 39.

9 Projet de loi 6304, exposé des motifs (doc.parl. 6304), page 8.

10 Article 1er du projet de loi.

11 Voir amendements gouvernementaux du 27 janvier 2012 (doc.parl.6304B[5]), page 3.

12 Amendements gouvernementaux, 27 janvier 2012, amendement n°21 (doc.parl. 6304B[5]), page 18 et suivantes.

13 Amendements gouvernementaux du 27 janvier 2012, amendement n°21 (doc.parl. 6304B[5]), page 11.

3. Le renforcement de la protection juridictionnelle de certaines catégories de justiciables

a. Composition de la chambre d'appel de la jeunesse

Le projet de loi 6304 initial prévoyait de modifier la loi du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse[14] en disposant que la chambre d'appel ne siègera plus comme juge unique mais en formation collégiale de trois magistrats[15].

Les amendements gouvernementaux du 27 janvier 2012 ont abandonné cette modification tout en affirmant qu'elle sera réglée ensemble avec la création du juge aux affaires familiales[16].

b. L'abolition du «privilège de juridiction»

Aux termes des articles 479 à 503-1 du Code d'instruction criminelle, les magistrats de l'ordre judiciaire et les officiers de la police judiciaire bénéficient du «*privilège de juridiction*». En cas d'infraction pénale commise par ces derniers, seule la Cour supérieure de Justice est compétente pour les juger.

Les magistrats de l'ordre judiciaire bénéficient toujours de ce privilège. Les officiers de police judiciaire n'en bénéficient que s'ils commettent une infraction dans l'exercice de leurs fonctions et les magistrats de l'ordre administratif n'en bénéficient pas.

La raison d'être de ces régimes particuliers applicables aux magistrats et officiers de police judiciaire est à rechercher dans le but de garantir leur indépendance, par exemple face aux parties au procès qui pourraient utiliser les moyens judiciaires pour allonger une procédure ou faire remplacer un juge qui ne leur convient pas.

Les auteurs du projet de loi 6304 fournissent un argumentaire détaillé pour justifier la suppression de ce privilège, l'argument principal étant le respect du double degré de juridiction[17].

[14] Voir article 35 de la loi du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse, Mémorial A, n°70, 25 septembre 1992, page 2200.

[15] Voir article V du projet de loi initial (doc. parl. 6304), page 17.

[16] Amendements gouvernementaux du 27 janvier 2012 (doc. parl.6304B[5]), page 16.

[17] Voir projet de loi 6304, commentaire des articles (doc. parl.6304), pages 16-17.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 07.07.2011

Rapporteur: M. Gilles Roth

Travaux de la Commission juridique

(Président: M. Gilles Roth):

14.03.2012 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et des avis du Conseil d'État et d'autres associations et organismes

21.03.2012 Continuation de l'examen du projet de loi et des différents avis

18.04.2012 Échange de vues avec M. le Procureur général d'État

25.04.2012 Continuation de l'examen du projet de loi et des différents avis

02.05.2012 Présentation et adoption de propositions d'amendement

11.05.2012 Entrevue avec des représentants du Groupement de Magistrats Luxembourgeois
Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 15.05.2012

Loi du 7 juin 2012

Mémorial A, n°125, p. 1598

BERD

6375 - Projet de loi approuvant deux amendements à l'Accord portant création de la Banque Européenne pour la reconstruction et le développement

L'objet du projet de loi sous rubrique consiste à modifier deux articles de l'Accord portant création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, (ci-après «BERD» ou la «Banque»), afin d'élargir le périmètre d'intervention de la Banque pour lui permettre d'opérer dans les pays de la partie méridionale et orientale du Bassin méditerranéen et d'étendre l'utilisation des fonds spéciaux à ceux de ces pays qui font le choix d'adhérer aux principes de la démocratie pluraliste, du pluralisme et de l'économie de marché et qui souhaitent devenir pays d'intervention de la Banque.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 14.12.2011

Rapporteur: M. Fernand Boden

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Michel Wolter):

17.04.2012 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État

04.05.2012 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 10.05.2012

Loi du 31 mai 2012

Mémorial A, n°115, p. 1536

Infrastructure ferroviaire

6430 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

Le projet de loi sous rubrique est le résultat de la fusion de cinq projets de loi (doc. parl. 6346, 6347, 6348, 6349 et 6351) ayant tous les cinq pour objet de modifier ou de compléter l'article 10 de la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire. Cet article comporte le relevé des projets et est régulièrement mis à jour au rythme de la réalisation du programme d'investissement arrêté entre le Gouvernement et les CFL en matière de maintenance, de sécurisation et d'extension de l'infrastructure ferroviaire.

Le projet de loi 6346 prévoit l'autorisation par le législateur d'une augmentation de crédit du projet d'investissement 16° libellé comme suit: Ligne de Luxembourg à Wasserbillig. Mise à double voie du tronçon de ligne entre Hamm (Pulvermühle) et Sandweiler.

Le coût initial estimé du projet, qui a fait l'objet de la loi du 3 juin 2003, était de 113.311.935 euros. Cette position est adaptée par le projet 6346 qui porte ce montant à 215.000.000 euros, ce qui équivaut à une augmentation de quelque 102.000.000 euros. L'augmentation du coût estimé de différentes positions du devis est principalement due aux faits suivants:

- la géologie complexe du site;

- le nombre important de points fixes à respecter;

- les difficultés liées aux travaux de terrassement dans les tranchées rocheuses et des mesures de protection des riverains à respecter;

- les difficultés d'accès aux zones de travail;

- l'augmentation intervenue au niveau du coût d'un grand nombre de produits et matériaux (le montant de 2003 se basait sur l'indice semestriel des prix de la construction au 1er octobre 2001).

Le projet de loi 6347 prévoit l'autorisation par le législateur d'une augmentation de crédit du projet d'investissement 18° libellé comme suit: Réseau ferré luxembourgeois. Aménagement d'un réseau radio numérique intégrée ERTMS/GSM-R (partie infrastructure).

Le coût initial estimé du projet, qui a fait l'objet de la loi du 3 juin 2003, était de 25.115.000 euros. Cette position est adaptée par le projet de loi sous rubrique qui porte ce montant à 51.100.000 euros.

Le projet en question a pour objet la réalisation d'un réseau de radio ferroviaire numérique intégrée ERTMS/GSM-R. Ce système de radio mobile intégrera les communications vocales ainsi que les transmissions de données ferroviaires. Sa normalisation au niveau européen garantira l'interopérabilité technique avec les gestionnaires d'infrastructure limitrophes et les opérateurs ferroviaires. La mise en place de l'infrastructure GSM-R du réseau ferré luxembourgeois comprend les étapes suivantes:

- planification de la couverture et de la performance du réseau GSM-R en fonction des besoins de tous les utilisateurs de cette infrastructure intégrée;

- préparation et/ou mise en place des locaux devant abriter les équipements centraux de commutation ainsi que ceux pour la conduite du réseau des stations de base;

- préparation des sites pour ces dernières, notamment par la mise en place des pylônes d'antenne et la mise à disposition des raccordements en énergie électrique et de transmission de données;

- fourniture, montage et mise en service des équipements GSM-R centraux et déportés proprement dits.

Le projet de loi 6348 se propose de compléter l'article 10 de la loi précitée du 10 mai 1995 par un point 26° permettant à l'État via le Fonds du rail de financer, pour un montant de 96.200.000 euros, le renouvellement et la modernisation des installations de voie de différents tronçons de la ligne ferroviaire de Luxembourg vers Troisvierges/frontière dite «Ligne du Nord», comprenant également l'exécution de travaux de génie civil pour l'amélioration de la plateforme. Il s'agit plus précisément des tronçons suivants:

- Tronçon Lorentzweiler-Mersch;

- Tronçon Cruchten-Ettelbruck/Burden;

- Tronçon Wilwerwiltz-Clervaux.

Il est prévu de réaliser les travaux suivants:

- le renouvellement de la voie courante, sur une longueur totale de quelque 47 km;

- la modernisation des différents composants, comprenant notamment la mise en œuvre de traverses en béton monobloc avec fixation élastique des rails nécessitant moins d'entretien courant que la voie actuelle;

- le renforcement du profil des rails;

- le remplacement du ballast en matériel de haut-fourneau par du ballast en pierre naturelle;

- des travaux de génie civil en vue de l'amélioration, d'une part, de la stabilité de la plateforme pour permettre la pose de traverses en béton et, d'autre part, de l'évacuation des eaux superficielles pour garantir l'assainissement correct du corps de la voie.

Ces travaux devraient s'étendre jusqu'en 2020.

Le projet de loi 6349 se propose de compléter l'article 10 de la loi précitée du 10 mai 1995 par un point 27° permettant à l'État via le Fonds du rail de financer, pour un montant de 42.000.000 euros, l'exécution de travaux d'infrastructures en vue du renouvellement et de la modernisation des installations de signalisation sur la ligne ferroviaire Luxembourg-Kleinbettingen (Phase 1). Il s'agit plus précisément du renouvellement des Postes Directeurs de la ligne de Luxembourg à Kleinbettingen. La réalisation du projet s'avère nécessaire pour les raisons suivantes:

- augmentation de la sécurité de l'exploitation ferroviaire sur la ligne Luxembourg-Kleinbettingen;

- maintien de l'exploitation de la ligne ferroviaire Luxembourg-Kleinbettingen tout en préparant la modernisation de la ligne dans le cadre du projet Eurocap-Rail;

- préparation de la ligne Luxembourg-Kleinbettingen à l'interopérabilité du système ferroviaire transeuropéen conventionnel.

Outre le renouvellement des Postes Directeurs sur la situation actuelle, ce projet s'accompagnera des modifications suivantes pour augmenter la sécurité en relation avec l'exploitation de la ligne en question:

- implantation des signaux fixes à droite dans le sens de circulation de la voie à laquelle ils s'adressent ou au-dessus de cette voie afin de réaliser une homogénéisation du réseau ferré luxembourgeois;

- augmentation de la distance de couverture des points dangereux permanents;

- amélioration de la visibilité des signaux fixes lumineux à partir du poste de conduite du conducteur d'engin moteur;

- réalisation d'itinéraires de manœuvre supplémentaires à la situation actuelle et nécessaires pour effectuer la desserte du chantier lors de la réalisation de la modernisation de la ligne Luxembourg-Kleinbettingen dans le cadre du projet Eurocap-Rail.

Le projet de loi 6351 se propose de compléter l'article 10 de la loi précitée du 10 mai 1995 par un point 28° permettant à l'État via le Fonds du rail de financer, pour un montant de 51.000.000 euros, la modernisation et le renouvellement des installations fixes en Gare de Differdange. Les travaux concernent plus précisément:

- la modernisation des installations de sécurité et de télécommunications du poste de signalisation de Differdange. Il est prévu d'aménager un poste de signalisation informatisé décentralisé à Differdange et de réaliser la desserte centrale à partir du Poste Directeur de Pétange. Le nouveau poste sera équipé d'une installation de télécommunication de technique moderne permettant également la connexion au futur poste de contrôle centralisé du réseau ferré luxembourgeois;

- le renouvellement des installations de voie et de la plateforme, qui se justifie par l'âge et l'usure avancés du matériel de la superstructure;

- la modernisation des installations de traction électrique de cette gare, qui se justifie par la vétusté des poutres de portiques rigides et souples, par l'usure avancée des fils, câbles et du matériel de suspension, par le type d'équipement caténaire de technologie ancienne ainsi que par la nécessité de perfectionner les installations d'alimentation et de rendre plus flexible l'exploitation de celles-ci.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 02.05.2012

Rapporteur: M. Marc Spautz

Travaux de la Commission du Développement durable

(Président: M. Fernand Boden):

01.12.2011 Désignation d'un rapporteur

11.01.2012 Présentation du projet de loi

02.05.2012 Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 10.05.2012

SÉANCE 30

MARDI,
15 MAI 2012

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • Mme Lydia Mutsch, Vice-Présidente

Sommaire

1. Communications

- *M. le Président*

2. Résolution relative à la proposition de règlement du Conseil relatif à l'exercice du droit de mener des actions collectives dans le contexte de la liberté d'établissement et de la libre prestation des services (COM(2012)130)

- Art. 169 (5) du Règlement de la Chambre
- *M. le Président*
- *Vote sur la résolution (adoptée)*

3. Ordre du jour

- *M. le Président, M. Camille Gira*

4. Heure de questions au Gouvernement

- Question n°157 du 15 mai 2012 de M. Michel Wolter relative à la propriété et les droits d'utilisation des certificats d'émissions de CO_2, adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures
- *M. Michel Wolter - M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures*
- Question n°158 du 14 mai 2012 de M. Eugène Berger relative au rôle du Computer Incident Response Center (CIRCL) dans le cadre de l'affaire dite «Médicoleak», adressée à M. le Ministre des Communications et des Médias
- *M. Eugène Berger - M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias*
- Question n°159 du 15 mai 2012 de M. Roger Negri relative à la situation financière de la Caisse médico-chirurgicale mutualiste (CMCM), adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale
- *M. Roger Negri - M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale*
- Question n°160 du 14 mai 2012 de M. Henri Kox relative à l'action du Gouvernement de renoncer au droit de préemption lors de la vente des parts d'ArcelorMittal dans Enovos, adressée à M. le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur
- *M. Henri Kox - M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*
- Question n°161 du 15 mai 2012 de M. Gast Gibéryen relative à la promotion des énergies renouvelables, adressée à M. le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur
- *M. Gast Gibéryen - M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*
- Question n°162 du 14 mai 2012 de M. Claude Meisch relative aux négociations menées dans le cadre de l'accord confidentiel conclu entre le Gouvernement et les promoteurs du projet «Shopping Center» à Wickrange et du projet «stade-mall» à Livange, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région
- *M. Claude Meisch - M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*
- Question n°163 du 14 mai 2012 de M. André Bauler relative à la réglementation sur les zones inondables, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région
- *M. André Bauler - M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*
- Question n°164 du 14 mai 2012 de M. André Bauler relative à l'annonce d'une table ronde avec les acteurs publics et privés en matière d'investissements, adressée à Mme la Ministre à la Simplification administrative auprès du Premier Ministre
- *M. André Bauler - Mme Octavie Modert, Ministre à la Simplification administrative auprès du Premier Ministre*

5. 6304B - Projet de loi sur les attachés de justice et portant modification:

- du Code d'instruction criminelle;
- de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;
- de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire;
- de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;
- de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif
- *Rapport de la Commission juridique: M. Gilles Roth (dépôt d'une motion)*
- *Discussion générale: M. Xavier Bettel, M. Jean-Pierre Klein, M. Félix Braz, M. Jacques-Yves Henckes, M. Serge Urbany, M. Lucien Weiler (répond à M. Serge Urbany)*
- *M. François Biltgen, Ministre de la Justice*
- *M. Serge Urbany (parole après ministre), M. François Biltgen, Ministre de la Justice*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Vote sur la motion 1 (adoptée)*

6. Dépôt d'une motion par M. Félix Braz

- *M. Félix Braz*

7. 6127 - Projet de loi portant modification de la loi du 21 décembre 2007 portant

1. transposition de la directive 2004/113/CE du Conseil du 13 décembre 2004 mettant en œuvre le principe de l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes dans l'accès à des biens et services et la fourniture de biens et services;

2. modification du Code pénal;

3. modification de la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance

- *Rapport de la Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances: M. Emile Eicher (M. Fernand Kartheiser pose une question)*
- *Discussion générale: M. Eugène Berger, M. Marc Angel, Mme Viviane Loschetter, M. Fernand Kartheiser*
- *Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre de l'Égalité des chances*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

8. Ordre du jour (suite)

- *M. Félix Braz, M. François Biltgen, Ministre de la Justice, Mme Anne Brasseur*

9. Heure d'actualité du groupe déi gréng sur le Conseil national des Programmes (CNP), son deuxième bilan décennal, le nombre de plaintes, ses compétences et moyens actuels, de même que l'évolution future du CNP et les conséquences d'une application différente de la législation européenne en la matière

- *Exposé: M. Claude Adam*
- *Débat: M. Serge Wilmes, M. Fernand Etgen, M. Claude Haagen, M. Fernand Kartheiser*
- *M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias (M. Fernand Kartheiser pose une question)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Marie-Josée Jacobs, MM. François Biltgen, Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler, Mmes Octavie Modert, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Marco Schank et Etienne Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Neen, Här President.

1. Communications

M. le Président.- Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

Fir d'Éischt ass d'Lëscht vun deenen neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten um Büro déposéiert.

Da goufe folgend Projeten an der Administration parlementaire déposéiert: de 4. Mee vum Ausseminister de Projet de règlement grand-ducal 6432 iwwert déi lëtzebuergesch Participatioun un der Mission «État de droit» vun der EU am Kosovo, an den 10. Mee och vum Ausseminister de Projet de loi 6433, en Accord iwwert d'Kooperatioun tëscht den EU-Memberstaten an Indonesien.

Communications du Président - séance publique du 15 mai 2012

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Le projet de règlement grand-ducal et le projet de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

***6432** - Projet de règlement grand-ducal relatif à la prolongation de la participation du Luxembourg à la mission «État de droit» menée par l'Union européenne au Kosovo (EULEX KOSOVO)*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 04.05.2012

***6433** - Projet de loi portant approbation de l'Accord-cadre global de partenariat et de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République d'Indonésie, d'autre part, et de l'Acte final, signés à Jakarta (Indonésie) le 9 novembre 2009*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 10.05.2012

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

2. Résolution relative à la proposition de règlement du Conseil relatif à l'exercice du droit de mener des actions collectives dans le contexte de la liberté d'établissement et de la libre prestation des services (COM (2012)130)
- Art. 169 (5) du Règlement de la Chambre

An hirer Réuniouun vum 14. Mee 2012 huet d'Commission du Travail et de l'Emploi décidéiert en Avis motivé un d'Europäesch Kommissioun ze riichten, deen d'Dokument (COM (2012)130) iwwert déi kollektiv Aktiounen am Kontext vum Établissementsrecht a vu fräien Déngschtleeschtungsservicer betrëfft. D'Aarbechtskommissioun war am Kader vun der Kontroll vum Subsidiaritéitsprinzip mat engem legislative Virschlag vun der EU-Kommissioun befaasst.

D'Aarbechtskommissioun koum zur Konklusioun, datt de Subsidiaritéitsprinzip verletzt ginn ass. D'Prozedur, déi applizéiert gëtt, ass am Artikel 169 vun eisem Reglement geregelt. Den Avis motivé vun der Commission du Travail et de l'Emploi läit Iech a Form vun enger Resolutioun vir.

Résolution

La Chambre des Députés,

- considérant l'article 169 du Règlement de la Chambre des Députés;

- rappelant que la Commission du Travail et de l'Emploi a été saisie d'une proposition de règlement du Conseil relatif à l'exercice du droit de mener des actions collectives dans le contexte de la liberté d'établissement et de la libre prestation des services (COM(2012)130), proposition de règlement émanant du Conseil et relevant du contrôle du respect des principes de subsidiarité;

- constatant que la Commission du Travail et de l'Emploi a adopté, lors de sa réunion du 14 mai 2012, un avis motivé au sujet de l'initiative législative précitée;

décide d'adopter cet avis motivé de la Commission du Travail et de l'Emploi ayant la teneur suivante:

La proposition de règlement a pour objet d'établir les principes généraux et règles applicables au niveau de l'Union européenne en ce qui concerne l'exercice du droit fondamental de mener des actions collectives dans le contexte de la liberté d'établissement et de la libre prestation des services.

Cette proposition de règlement a été renvoyée à la Commission du Travail et de l'Emploi afin qu'elle vérifie si elle est conforme aux principes de subsidiarité et de proportionnalité tels qu'ils se trouvent ancrés à l'article 5 du Traité sur l'Union européenne.

La Commission du Travail et de l'Emploi considère qu'à plusieurs égards la proposition de règlement entre en conflit avec le principe de subsidiarité.

En premier lieu, la base juridique sur laquelle la Commission européenne fonde sa proposition est constituée par l'article 352 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union européenne (TFUE). Cet article, appelé encore «clause de flexibilité», permet à la Commission européenne de prendre des initiatives législatives dans des domaines allant au-delà des compétences formellement reconnues à l'Union. Par le biais de cette clause, il est donc possible d'ajuster les compétences de l'Union aux objectifs assignés par les Traités lorsque ceux-ci n'ont pas prévu les pouvoirs d'action nécessaires pour atteindre ces objectifs. Ainsi peuvent être harmonisées des dispositions législatives et réglementaires des États membres dans des matières ne faisant pas partie des compétences strictes de l'Union, si cette harmonisation correspond aux objectifs majeurs de l'Union.

La Commission du Travail et de l'Emploi remarque d'abord qu'il a toujours été admis que le recours à l'article 352 est censé rester exceptionnel. Qui plus est, l'article 352 dans la teneur lui conférée par le Traité de Lisbonne interdit dans son alinéa 4 toute initiative d'harmonisation législative «dans les cas où les traités excluent une telle har-

monisation». Or, tel est précisément le cas pour le droit de grève et le droit d'association qui sont catégoriquement exclus par l'article 153, (5) TFUE des domaines pouvant faire l'objet d'une intervention législative de l'Union européenne.

La Commission du Travail et de l'Emploi conclut que le recours à l'article 352 TFUE n'est pas fondé en l'espèce et qu'à cet égard la proposition de règlement enfreint le principe de subsidiarité.

Au-delà de la question de la base légale et quant au fond, la Commission du Travail et de l'Emploi considère que le texte de la proposition de règlement n'est pas à la hauteur de sa propre ambition qui est celle de dissiper, auprès des défenseurs de l'Europe sociale, les vives inquiétudes soulevées par la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne (arrêts Viking, Laval et Rüffert). En effet, nonobstant l'article 153, paragraphe 5 précité du TFUE, les articles 2 et 3 de la proposition de règlement auront pour effet d'encadrer le droit de mener des actions collectives, y compris le droit de grève.

L'article 2 est libellé comme suit: «L'exercice de la liberté d'établissement et de la libre prestation des services énoncées par le traité respecte le droit fondamental de mener des actions collectives, y compris le droit ou la liberté de faire grève, et, inversement, l'exercice du droit fondamental de mener des actions collectives, y compris le droit ou la liberté de faire grève, respecte ces libertés économiques.»

La Commission du Travail et de l'Emploi s'interroge sur la portée juridique de ce texte, les deux principes généraux énoncés semblant se neutraliser réciproquement.

Par ailleurs, la Commission du Travail et de l'Emploi s'inquiète particulièrement du contenu du paragraphe (4) de l'article 3 disposant qu'il incombe aux juridictions nationales «de déterminer si et dans quelle mesure une telle action collective, en vertu des règles nationales et du droit conventionnel applicable à cette action, ne va pas au-delà de ce qui est nécessaire pour atteindre le ou les objectifs poursuivis, sans préjudice du rôle et des compétences de la Cour de justice».

En premier lieu et d'une façon générale, la Commission du Travail et de l'Emploi voudrait souligner qu'au-delà du droit européen les droits sociaux collectifs, en particulier le droit de grève, sont des droits pleinement garantis par des instruments juridiques supranationaux émanant d'institutions internationales (OIT, Conseil de l'Europe).

Ensuite, plus concrètement la lecture de cette disposition amène la Commission du Travail et de l'Emploi à s'interroger sur la plus-value de la proposition de règlement susvisée par rapport à la jurisprudence existante. Au lieu d'apporter la clarification nécessaire dans l'intérêt de la protection des droits sociaux, ce texte semble plutôt de nature à confirmer la jurisprudence précitée en renvoyant aux juridictions nationales l'obligation de soumettre le droit à mener des actions collectives, dans le contexte de la liberté d'établissement et de la libre prestation de services, à un contrôle de proportionnalité. Ce faisant le texte de la proposition de règlement s'inscrit précisément dans l'esprit de la jurisprudence incriminée qui a limité les objectifs des actions collectives au respect des règles impératives de protection minimale. Dans ces conditions, il est préférable de s'en tenir à l'application des mécanismes nationaux de règlement de conflits collectifs de travail.

La Commission du Travail et de l'Emploi conclut qu'en subordonnant ainsi partiellement le droit de grève aux libertés économiques, la proposition de règlement va au-delà des compétences de l'Union européenne et ne respecte donc pas le principe de subsidiarité.

(s.) Lucien Lux, André Bauler, Gast Gibéryen, Viviane Loschetter, Marc Spautz, Serge Urbany.

E Vote sans débat gëtt virgeschloen. Ass d'Chamber domadder averstanen.

(Assentiment)

Vote sur la résolution

Wie mat dëser Resolutioun d'accord ass, ass gebieden d'Hand ze hiewen.

Dat schéngt mer d'Unanimitéit ze sinn.

Domadder wär dës Resolutioun ugeholl. An ech soen Iech Merci, an ech leeden den Avis un déi zoustänneg europäesch Instanz weider.

3. Ordre du jour

Fir haut de Mëtteg ass folgenden Ordre du jour virgeschloen: fir d'Éischt eng Froestonn un d'Regierung; dann eng Motioun vun den Häre Claude Adam an André Bauler iwwert d'Preparativaarbechten zur Aféierung vun enger Schouldirektioun am Enseignement fondamental; de Projet de loi 6304B iwwert d'Attaché-de-justicen nom Modell 1; de Projet de loi 6127, eng Direktiv iwwert de gläichen Accès vu Mann a Fra zu de Gidder a Servicer nom Modell 1; dann eng Aktualitéitsstonn vun der Fraktioun vun deene Gréngen iwwert de véierte Rapport vun der Commission du Conseil de l'Europe contre le racisme et l'intolérance; an da schlussendlech eng Aktualitéitsstonn vun der Fraktioun vun deene Gréngen iwwert de Conseil National des Programmes.

Well allerdéngs de President vun der zoustänneger Kommissioun fir d'Chamber am Ausland ass, an no Récksprooch mat den Auteure vun der Motioun, géif d'Motioun vun den Hären Adam a Bauler vum Ordre du jour vun de Mëtteg erofgeholl ginn.

Ass d'Chamber mat deem ofgeännerten Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Haut de Mëtteg huet d'Chamber eng Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 83 vum Chambersreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir drop ze äntwerten. D'Froe kommen ofwiesselnd vun der Majoritéit a vun der Oppositioun. An als éischt hu mer d'Fro Nummer 157 vum Här Michel Wolter un den delegéierten Nohaltegkeetsminister iwwert CO_2-Emissiounsrechter. Här Wolter, Dir hutt d'Wuert.

(Interruption)

Ja?

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Kann ech nach eppes zum Ordre du jour soen?

M. le Président.- Jo. Mir hunn et zwar schonn...

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Mä ech hat zwar dräimol probéiert.

M. le Président.- Ah! Da war ech ze vill schnell. Da kommt, da kritt Dir nach eng Kéier d'Wuert zum Ordre du jour.

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Merci, Här President, fir Är Flexibilitéit.

Ech wollt just eppes opwerfen, dass mer eis awer eens ginn iwwer gewëssen Aart a Weisen, wéi Saachen op en Ordre du jour kënne kommen oder net. Déi gréng Fraktioun huet de 16. Abrëll gefrot, fir den delegéierten Nohaltegkeetsminister an d'Nohaltegkeetskommissioun ze kréien, fir iwwert déi ganz Problematik vun den Droits d'émissions vun ArcelorMittal an aneren ze diskutéieren. Bis elo hu mer keng Äntwert kritt.

Ech stellen dann awer fest, dass mer haut an der Froestonn eng Fro vun engem CSV-Deputéierten zum selwechten Thema hunn. Mir si frou, dass dat Thema endlech am breede Krees diskutéiert gëtt. Mir fannen et awer komesch, wann déi eng Fraktioun virun engem Mount gefrot huet, fir de Minister an d'Kommissioun ze kréien, mir kréien emol keng Äntwert, emol keen Termin an Aussiicht gesat, an da kënnt hei e Majoritéitsdeputéierten a freet zum selwechte Sujet.

Ech wier frou, Här President, wann d'Presidentekonferenz eng Kéier ee fir allemol kéint klären, wéi dat ass. Mir haten d'lescht Woch en ähnleche Fall, wou mir eng schréftlech Question parlementaire eragereecht hunn zu engem Sujet, wou nach keng Äntwert do ass. E puer Deeg drop ass dann hei an der Froestonn eng Fro zum selwechten Thema. Mir fannen dat keng gutt Aart a Weis ze fonctionnéieren. Duerfir wiere mer frou, wann dat géif ee fir allemol gekläert ginn.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci. Ech huelen dat ganz gär mat an d'Presidentekonferenz.

Da komme mer awer elo zréck zu der éischter Fro vum Här Michel Wolter. Här Wolter, Dir hutt d'Wuert.

4. Heure de questions au Gouvernement

- Question n°157 du 15 mai 2012 de M. Michel Wolter relative à la propriété et les droits d'utilisation des certificats d'émissions de CO_2, adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures

M. Michel Wolter *(CSV).*- Här President, ech wëll mech net an de Fonctionnement vun der Presidentekommissioun (veuillez lire: Presidentekonferenz) amëschen, wou jo och menges Wëssens e grénge Vertrieder dra sëtzt.

Meng Fro, déi ech dem Minister wëll stellen, dat ass éischter eng Fro vun der Aktualitéit. An zwar huet ee virun an no der Generalversammlung vun ArcelorMittal déi lescht Woch eng ganz Rei vun Äusserungen héieren aus dem Konzern eraus, wat d'Zukunft vun den Emissiounsrechter ubelaangt, déi hinnen zougestane ginn, fir hei zu Lëtzebuerg kënnen ze provozéieren.

An dat Mannst, wat ee ka soen, dat ass, dass déi Äusserunge fir relativ vill Opreegung dobausse gesuergt hunn, well vill Leit - a mir mengen, zu Recht - der Meenung sinn, dass Emissiounsrechter dem Land zoustinn, dass déi verdeelt ginn, fir dass d'Produktioun am Land ka stattfannen, a besonnesch um Hannergrond vun enger Strategie, déi mer an deenen nächste Joren awer weider missten développéieren, fir weider Industrien zu Lëtzebuerg ze hunn, ass et an eisen Aen extrem wichteg, dass déi Emissiounsrechter net an d'Ausland ginn, mä dass déi fir och nei Betriber, déi sech zu Lëtzebuerg wëllen usiedelen, zur Verfügung kënne stoen.

Et ka par ailleurs an eisen Aen net esou sinn, dass et och nach eng Prime gëtt, fir zouzemaachen, dass een also Betriber zouleet an als Merci dozou nach kann d'Emissiounsrechter verkafen.

An deem Sënn hunn ech zwou ganz konkret Froen un de Minister ze stellen.

Déi éischt: Ass d'Regierung bereet déi Emissiounsrechter zréckzefuerderen, déi 2012 fir d'Anlag vun ArcelorMittal zu Schëffleng ausgestallt goufen, wou et jo mëttlerweil jiddwerengem kloer schéngt, dass dëst Joer keng Produktioun méi op deem Site wäert stattfannen?

An déi zweet ganz konkret Fro ass: Wéi gesäit d'Regierung am Allgemengen d'Iwwerallocatioun vun den Emissiounsrechter am Kader vum zweeten nationalen Allocatiounsplang? A wéi eng Moossname musse geholl ginn, fir d'Effikassitéit vum Emissiounshandelssystem an Zukunft ze garantéieren?

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Wolter. An d'Wuert kritt elo den delegéierten Nohaltegkeetsminister, den Här Marco Schank.

M. Marco Schank, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures.*- Här President, opgrond vun den Aussoe vun ArcelorMittal géif et sech bei der Anlag vu Schëffleng ëm eng - ech zitéieren - „temporär Stëllleegung op onbestëmmten Zäit handelen". Theoretesch géif dat jo heeschen, datt déi Anlag zu all Moment, och wann da vläicht mat engem gewëssenen Opwand, erëm kéint a Betrib geholl ginn, wat vläicht jiddwereen heibannen hofft, mä wat awer éischter onwahrscheinlech ass.

An ech hat gëschter e Gespréich mat de Responsabele vun ArcelorMittal iwwert d'Situatioun zu Schëffleng. A sollt sech am Laf vum Joer confirméieren, datt 2012 zu Schëffleng net produzéiert ginn ass, ass et a mengen Ae kloer - an ech hunn och deene Responsabele vun ArcelorMittal dat gesot -, datt mir déi ronn 81.000 Tonnen Emissiounsrechter, déi Arcelor fir dëst Joer kritt huet fir Schëffleng, zréckfroen. An déi géifen dann och an d'Reserv goen.

Et kann effektiv net sinn, datt de Stat fir Betriber Emissiounsrechter verschenkt, ouni datt op deene Betriber geschafft ginn ass. An den Artikel 13 vum Gesetz vun 2004 iwwert den Emissiounshandelssystem gëtt dem Minister dat Recht. An dee Punkt ass an eisen Ae ganz kloer: Wann ee Betrib opgrond vun enger Cessation totale oder enger Cessation partielle, an dorënner versti mir och en Arrêt provisoire vun enger Anlag, deen eng länger Zäit dauert, net exploitéiert gëtt an doduerch net Gebrauch mécht vun den Emissiounsrechter, déi fir déi Zäit ausgestallt goufen, hunn ech als Minister d'Recht iwwert déi Emissiounsrechter ze statuéieren, dat heescht am Kloertext, déiselwecht Emissiounsrechter zréckzefroen.

Ech wollt och soen, datt an dësem Kontext drun erënnert sief, datt déi 13 Installatiounen zu Lëtzebuerg, déi ënnert den ETS falen, pro Joer insgesamt 2,5 Milliounen Tonnen Emissiounsrechter kruten.

Vläicht, fir op déi zweet Fro vum honorabele Michel Wolter anzegoen, ganz kuerz zwou Faiblessë vun deem europäeschen Emissiounshandelssystem an der zweeter Phas, dat heescht vun 2008 bis 2012. Eng Iwwerallocatioun, déi ass offensichtlech. Déi national Allocatiounspläng sinn 2006 fixéiert ginn, wou natierlech och kee Mënsch eng Ahnung hat, wat geschitt konjunkturell um Niveau vun der Wirtschaft.

An d'Kris huet natierlech mat sech bruecht, datt souwuel zu Lëtzebuerg, awer och an deenen anere Länner an der Europäescher Unioun an deene selwechte Proportiounen ze vill Quoten do sinn. Just fir Iech d'Zuelen nach eng Kéier vu Lëtzebuerg ze soen: Vun 2008 bis 2011 goufen an deenen 13 Installatiounen insgesamt iwwert déi véier Joer 13,7% manner emittéiert, wéi se Emissiounsrechter haten. D'Situatioun variéiert natierlech tëschent deenen eenzelnen Entreprisen. An deen Iwwerschoss an der Europäescher Unioun brëngt natierlech och mat sech, datt de Präis ganz niddreg ass. Dee Präis läit de Moment tëschent fënnef a siwen Euro d'Tonn, an domat geet natierlech den Haaptincentive fleete vun deem System, nämlech den Ureiz, fir mat effizienten Technologien ze operéieren, ze investéieren - an dat ass net gutt.

Da vläicht nach ee Saz zu der zweeter Faiblesse vun dem System. Dat ass deen, datt schonn obgrond vun deene Problemer 2009 en neie System proposéiert ginn ass. 2009 gouf den ETS total reforméiert. Vun 2013 un fonctionnéiert dat och elo anescht, haaptsächlech um Niveau vu Steeën. Et si keng national Allocatiounspläng méi, mä et gëtt eng gesamt Uewergrenz. Et gëtt also op eng uniform Aart a Weis organiséiert.

Vläicht nach eng Kéier ee Saz zur Stolproduktioun. Do ginn d'Quoten och weider gratis verdeelt, awer dat no Benchmarken, an déi goufen um europäeschen Niveau selbstverständlech festgeluecht. Et geet schlussendlech och drëm, fir d'Ofwanderung vun deeneselwechte Betriber an Industrien dohinner, wou manner héich Ëmwelt- a Sozialstandarde sinn, ze verhënneren.

Wat awer kloer wäert sinn - als leschte Saz -, dat ass, datt d'Allocatioun vu Quoten an Zukunft méi restriktiv wäert fonctionnéieren. Dat ass ganz kloer.

Just fir ze soen, d'Kommissärin, d'Madame Hedegaard, huet an den informelle Conseilë vun den Ëmweltministere virun zwou Wochen an Dänemark gesot, datt d'Kommissioun wéilt préiwen, wéi een där momentaner schwaacher Nofro vun Emissiounsrechter kéint begéinen, an datt d'Kommissioun nach eng Kéier géif iwwert den Timing vun de Steeën nodenken.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här delegéierten Nohaltegkeetsminister. Mir kommen dann elo un déi zweet Fro vun haut de Mëtteg, nämlech d'Fro Nummer 158 vum Här Eugène Berger un de Kommunikatiounsminister iwwert d'Roll vum CIRCL an der sougenannter «Médicoleak»-Affär. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°158 du 14 mai 2012 de M. Eugène Berger relative au rôle du Computer Incident Response Center (CIRCL) dans le cadre de l'affaire dite «Médicoleak», adressée à M. le Ministre des Communications et des Médias

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Ech mengen, jiddwereen heibannen an och dobausse weess mëttlerweil, wat déi Affär «Médicoleak» war, wou also iwwert den Zougang vun engem Passwuert een an eng Datebank eragaangen ass. An deem Kontext ware jo och eng ganz Rei Artikelen an de Medien, wou zum Beispill d'Prozeduren erklärt gi sinn a wou och eng Rei Kommentaren zu där Affär gemaach gi sinn.

Vläicht nach eng Kéier, fir et kuerz ze rappeléiere fir déi, déi net esou Spezialist sinn: Et huet sech also eng Persoun bei dem CIRCL, dem Computer Incident Response Center, gemellt a matgedeelt, datt d'Passwuert an den „user name" sech a sengen Hänn géife befannen, datt en also kéint an eng Datebank eragoen. Normalerweis ass d'Prozedur dann: Dee CIRCL deelt dem CERT - dat ass de Computer Emergency Response Team - dat da mat, deen dann dorophin déi Zougäng zu där Datebank ka spären oder gespaart huet.

An de Medien ass awer och, Här President, monéiert oder spekuléiert ginn, datt et hei eventuell Onregelméissegkeeten an där Prozedur gi wieren, dat heescht an där Prozedur, wéi de CIRCL informéiert ginn ass, respektiv vun deem Moment un, wou de CIRCL d'Informatioun hat, bis zu deem Moment, wou de CERT déi da krut, fir ebe kënnen ze agéieren.

Duerfir da meng Froen un de Minister: Gouf de CIRCL eventuell, wéi ech dat op där enger oder anerer Plaz an der Press konnt liesen, scho virum onerlaabten Zougréff op déi Datebank vun der Médico avertéiert oder duerno?

Wéi laang huet et och gedauert, bis datt de CIRCL déi Informatiounen un de CERT weidergeleet huet, fir ebe kënnen Zougäng ze spären? War dat eventuell méi laang, wéi dat normalerweis d'Prozedur virgesäit, wéi dat gehandhaabt gëtt? Vläicht kéint de Minister och soen, wéi déi üblech Délaie sinn, an och, wann dat net de Fall war, datt déi üblech Prozeduren agehal gi sinn, wat do d'Ursaachen dofir wieren.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Berger. D'Wuert kritt elo den Här Kommunikatiounsminister François Biltgen.

M. François Biltgen, *Ministre des Communications et des Médias.*- Jo, Merci, Här President. Ech wëll just soen, dass de CIRCL net dem Kommunikatiounsminister ënnersteet, mä dem Wirtschaftsminister, esou dass eng Partie Saachen, déi hien elo konkret freet, ech net beäntwerte kann. Wat awer elo fir mech eigentlech net den Haaptpunkt ass, mä den Haaptpunkt ass: Wéi sollen d'Prozedure fonctionnéieren? Ech mengen, et ass och dat, wat dem Här Berger hei um Häerz läit.

Dat Zweet ass, dass ech als Justizminister ëmmer drop halen, dass während enger Enquête de Secret de l'instruction gewahrt gëtt. Dee muss och gewahrt ginn, dee muss notamment par rapport zum Justizminister gewahrt ginn. Dat heescht, souguer wann ech Saache wéisst, déi den Här Berger hei gefrot huet, wär et net u mir, fir se haut ze soen. Ech weess se awer net, an dat ass och net de Punkt.

De Punkt ass jo och net - wann ech déi Affär richteg verstinn -, dass een d'Passwuert fonnt huet a gesot huet: „Ech hunn e Passwuert fonnt", mä dass een oder méi - an dat ass d'Fro och, déi d'Enquête muss erausfannen - mat deem Passwuert sech en onerlaabten Zougang zu Date verschafen hunn. Dat ass déi Affär, déi elo muss gekuckt ginn, an dat ass déi Affär, déi wichteg ass.

Et ass net, dass een eppes mellt, a wéi et duerno weidergeet, mä wann een effektiv sech onerlaabt Zougang zu Date verschaf huet, dann ass et net, fir dem CIRCL dat ze mellen, dann ass et effektiv - le cas échéant -, fir eng Selbstdénonciatioun ze maache bei de Justizstellen.

Mä wéi gesot nach eng Kéier, do leeft eng Enquête, an ech hoffen och, dass déi Enquête erausfënnt, wat schif konnt gelaf sinn, ob e Fait pénal do ass, well mir hunn, dat war de Romain Schneider, deen als zoustännege Sportsminister dat gemaach huet, wat am Code steet, nämlech dee Moment, wou e gewuer gouf iwwert d'Press, dass anscheinend onerlaabten Zougang zu den Datebanke sech verschafe gouf, deen effektiv dat dénoncéiert huet, an elo ass de Parquet amgaang ze kucken: Ass e Fait pénal do? Fir d'Éischt ass et de Fait pénal, dat Zweet ass: Sinn Auteuren do? An dat Drëtt ass: Gëtt aus dem Fait pénal eng Infraction pénale? Net all Fait pénal gëtt och eng Infraction pénale. Do muss ee kucken: War eng Intention dolosive do? Et muss ee verschidden Artikele kucken.

Ech hoffen och, dass déi Enquête kann erauskommen, well - an da schwätzen ech dann net méi als Justizminister, mä dann effektiv als Kommunikatiounsminister -, well mer effektiv amgaang sinn, eis Froen ze stellen, wéi ee soll hei besser Leit informéieren, wéi wat geschitt.

De 4. Juni hunn ech d'Présidence vun deem nächste Cyber Security Board, deen ech a menger Qualitéit als Kommunikatiounsminister am Numm vun der Regierung presidéieren, an do hunn ech ee Punkt oder zwee Punkten op den Ordre du jour gestallt. Deen éischten ass effektiv deen, ob mer net sollen e Portail schafen. Well et muss ee wëssen, de CIRCL, dat ass eng Plattform tëschent dem Wirtschaftsministère, wou och Privatkräften dra sinn, déi soll esou wäit wéi méiglech informéieren, an ech mengen, déi mécht dat och. Richteg ass awer, dass, wann et Datebanken ubelaangt, ee sech net beim CIRCL ze mellen huet, mä beim CERTGOV (veuillez lire: GOVCERT) ze mellen huet.

Dat sinn elo alles Termen, wann ech déi hei soen, an d'Leit lauschteren eis no, froe se: „Vu wat schwätzt deen eis?"

Duerfir maache mer gär e Portail, wou mer soen: „Hues de déi dote Problemer, mell dech op där Instanz, mell dech op där Instanz, mell dech op där Instanz." Wat effektiv zurzäit net kloer ass.

Dat Zweet ass - wat och ënnerschwelleg ass bei der Fro vum Här Berger -, dass ech wëll Regelen hunn, wann een eppes gewuer gëtt, wat eigentlech deem anere seng Kompetenz ass, dass en dat esou séier wéi méiglech weidergëtt. Woubäi et net nëmmen dann CIRCL, GOVCERT an esou weider ass, mä wann ee gewuer gëtt, dass e Fait pénal do ass, da muss direkt awer och d'Justiz respektiv d'Polizei mat ageschalt ginn.

Dat si Froen, déi ech dem Här Berger schonn d'lescht Kéier versprach hat, dass mer och do e Feedback an der zoustänneger Chamberkommissioun maachen, wou mer effektiv eng ganz Partie nei Regele mussen opstellen, an ech hoffen, dass mer am Juni en Datum fannen, wou mer kënnen an der Chamberkommissioun, wou ech och kann nom 4. Juni all déi Saache virstellen, well mir mussen d'Leit besser opklären, wou se sech fir wat umellen, fir dass een och net méi sech Froe stellt, wie wat ass. An effektiv, wann ech schonn eleng déi Kürzelen do benotzen, muss ee verstoen, dass mir heibannen emol net all déi Kürzele kennen, an dobausse sécherlech eng ganz Partie aner Leit och déi Kürzelen net kennen.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Kommunikatiounsminister. Mir kommen dann elo zu der Fro Nummer 159 vum Här Roger Negri un de Minister vun der Sécurité sociale iwwert d'Finanzsituatioun vun der Caisse médico-chirurgicale. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°159 du 15 mai 2012 de M. Roger Negri relative à la situation financière de la Caisse médico-chirurgicale mutualiste (CMCM), adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale

M. Roger Negri *(LSAP).*- Här President, d'Caisse médico-chirurgicale mutualiste huet d'lescht Joer e Verloscht vu ronn 786.165 Euro gemaach. Ee vun de Grënn schéngt déi nei Offer Denta & Optiplus ze sinn.

D'Fro, déi ech un den Här Minister Mars Di Bartolomeo stelle wéilt, ass, ob am Allgemengen d'Prestatioune vun der Caisse chirurgicale fir déi ronn 280.000 Memberen awer garantéiert bleiwen an ob den Här Minister eis do e puer Detailer derzou kéint ginn.

Ech géif em scho Merci soen am Viraus fir d'Äntwert.

M. le Président.- Merci dem Här Negri. D'Wuert kritt elo den zoustännege Minister vun der Sécurité sociale, den Här Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären! Merci dem Här Negri fir d'Nofro. Ech wollt vläicht deen Defizit, deen elo ausgewisen ass, kuerz an den allgemenge Kontext erastellen.

Dir wësst, dass d'Caisse médico-chirurgicale mat hiren dräi Branchen - déi allgemeng, Prestaplus an zënter rezenter Vergaangenheet Denta & Optiplus - d'Form vun enger Société de secours mutuel huet. Et sinn, wéi de Roger Negri richteg gesot huet, an der Zwëschenzäit 140.000 Familljen an deem gemeinnützegen Zousazregime fir d'Gesondheet verséchert. Dat entsprécht ongeféier 280.000 associéierte Memberen, Familljen, Familljememberen.

Elo ass et esou, dass, haaptsächlech opgrond vun deem neie Regime Denta & Optiplus, wou net virauszegesi war, wéi d'Belaaschtung géif ginn, wéi den Zousproch géif ginn, deen enorm ass, dat d'Haaptursaach ass vun dem Defizit, deen am leschte respektiv virleschte Joer entstanen ass.

Et ass esou, dass de Prestaplus och an dësem Joer, also am leschte Joer 2011, am Équiliber bliwwen ass, d'lescht Joer scho vertrietbar Cotisatiounserhéijunge beschloss gi sinn, an am Regime Denta & Optiplus den Taux de couverture vun dem Denta, deen de Leit nach iwwreg bleift, fir ze bezuelen, den Taux de participation vun 80 op 75% (veuillez lire: 70%) erofgesat ginn ass.

Tout régime confondu war d'Keess am leschte Joer mat engem Defizit vu knapp 800.000 konfrontéiert. Dat muss een a Relatioun setze mat de Prestatiounen, déi an der Zwëschenzäit tout régime confondu bei 53 Milliounen Euro landen.

Dir wësst, dass déi Zousazversécherung an hirer deeglecher Gestioun net mir ënnerläit. Duerfir hunn ech nogefrot, opgrond vun Ärer Fro, wéi d'Perspektive fir d'Assuréë sinn. Opgrond vun deenen Décisiounen, déi d'lescht Joer scho geholl gi sinn, wäert de Régime commun kengem weideren Drock oder gréisserem Drock ausgesat sinn. Prestaplus bleift am Équiliber, souguer liicht am Suréquiliber, an Denta & Optiplus muss een am A behalen.

Eng nei Leeschtung, wou am Ufank och gefaart ginn ass, dass et nei Assuréë géif ginn, déi, dee Moment, wou se d'Prestatioune kritt hätten - d'Zänn ersetzt ee sech net sechsmol -, erëm géifen erausgoen. Dat huet sech net agestallt, an et muss een effektiv déi nächst sechs bis zwielef Méint ofwaarden, fir déi dote Leeschtungen am Zesummenhang mat den Zänn a mat de Brëller am A ze behalen.

Ënnert dem Strëch muss ee soen, dass déi Mutualitéit, wéi d'Mutualitéiten insgesamt, eng sënnvoll Ergänzung vun enger ganz gudder Sécurité sociale sinn an dass se sech vis-à-vis vun aneren Ugebueter doduerch differenzéieren, dass et ebe kee Gewënnzweck gëtt.

Voilà, dat gesot, mengen ech, muss ee sech net allze vill Suerge maachen.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Minister. Mir kommen dann elo zu der Fro Nummer 160 vum Här Henri Kox un de Wirtschaftsminister iwwert de Verzicht vun der Regierung op hiert Virkafsrecht beim Verkaf duerch ArcelorMittal vun Enovos-Undeeler. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°160 du 14 mai 2012 de M. Henri Kox relative à l'action du Gouvernement de renoncer au droit de préemption lors de la vente des parts d'ArcelorMittal dans Enovos, adressée à M. le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Merci, Här President. D'lescht Woch ass bekannt ginn, dass ArcelorMittal hiren Undeel vun 23,48% bei Enovos géif ofstoussen. De Minister Schneider, deen am Ausland war déi Zäit, huet matgedeelt iwwert d'Press, dass d'Regierung géif op e Virkafsrecht verzichten, an dësen Undeel vun 23,48% géif elo enger Versécherungsgesellschaft AXA zougedeelt ginn oder déi géif sech interesséieren derfir. Se huet aus eiser Siicht sécherlech keng industriepolitesch Ambitiounen, hei a Lëtzebuerg groussaarteg ze investéieren, mä se wäert éischter aus finanzpolitesche Grënn dat duerchzéien.

Mir gesinn doranner eng verpasste Chance. Et wier eng eemoleg Geleeënheet gewiescht, elo méi staark vun der öffentlecher Hand an Enovos ze investéieren, besonnesch well mer alleguer jo och gesot hunn, wéi mer deen Zesummeschloss gemaach hunn, dass d'Versuergungsinfrastrukturen ëmmer méi sollten an öffentlech Hand goen. Wéi zum Beispill bei Creos hätt een an dësem Deal dann eppes kënnen erauskréien, fir méi staark als öffentlech Hand a Creos herno ze sinn.

Meng Fro un de Wirtschaftsminister: Firwat huet de Wirtschaftsminister hei op d'Virkafsrecht verzicht, wëssend, wa mer deen Invest hei gemaach hätten, dat och net als Schold ugesi gi wier, mä als sécheren Invest, dat heescht, zu Bréissel hätte mer dat net als Schold unerkannt kritt, mä deen Invest ass och souguer mat engem ganz séchere Rendement ausgestatt, well mir wëssen, dass Creos, zum Beispill, iwwer Gesetz hir 6% Rendement kritt?

Dann eng zweet uschléissend Fro dorun, ob dës Entscheedung dann och vun der Regierung getraff ginn ass, well aus der Press éischter eriwwerkomm ass, wéi wann et et eng Entscheedung vum Wirtschaftsminister gewiescht wier.

Mir hätte gär Detailer doriwwer. Mir wäre frou, wann et ieren nach méiglech wier, mat engem aneren öffentleche Partner, wéi zum Beispill enger Stad Lëtzebuerg oder och nach aneren öffentlechen Institutiounen hei am Land, fir kënnen deen Deal esou ze dréien, dass d'Lëtzebuerger Regierung doran investéiert.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Kox. Elo kritt d'Wuert den Här Wirtschaftsminister Etienne Schneider.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, op déi Froen, déi mer elo grad gestallt goufen, wollt ech e puer Explikatioune ginn.

Fir d'Éischt emol, firwat hu mer vun eisem Virkafsrecht net Gebrauch gemaach? Dat huet domadder ze dinn, dass mer d'Suen de Moment net hunn an dass ech mengen, dass ech déi Suen, déi ech géif heifir asetzen am Numm vun der Regierung, éischter an Zukunft fir aner Saache wäert brauchen, well mir hunn nach aner Gesellschaften, wou de Stat e Referenzaktionär ass, wou an Zukunft wäerten Décisiounen ustoen, wou vill Sue gebraucht wäerte ginn. Ech nenne just d'Cargolux. Do schéngt et mir méi wichteg ze sinn, dass mer do herno d'Moyenen hunn, wéi elo an deem heite Fall.

Zweet Remarque, just genereller Natur: All Finanzwëssenschaftler seet Iech - Dir hutt proposéiert elo, dat do iwwer en Emprunt ze maachen -, dass een ni am Liewen dierf Aktien op Schold kafen, dat geet meeschtens schif. Kuckt d'Madame Schickedanz vu KarstadtQuelle, déi ass domadder faillite gaangen, well een esou Saachen einfach net mécht. Mä dat ass awer net de Grond.

Ech wëll Iech soen, dass de Stat eng staark Influenz hat op d'Auswiel vun deem neien Aktionär. Et ass esou, dass ech genuch Drock op ArcelorMittal gemaach hunn, dass se net un egal wie verkafen, dass deen, un dee se verkafen, dass mir mat deem d'accord sinn. Mir sinn esou verbliwwe gewiescht mat ArcelorMittal, an nodeem ArcelorMittal eng Rei Kandidaten opzeweisen hat, déi eis net gefall hunn, war dat doten een, mat deem mir kënne liewen.

AXA ass - richteg gesot ass et AXA IF3 - e Pensiounsfong, wou och Assurancëgelder dra sinn, mä et ass en Infrastrukturfong. Deen huet eng laang Erfahrung an Investitiounen an Infrastruktur. D'„sanef"-Autobunnen a Frankräich gehéieren zum Deel deem dote Fong. An och Rete Gas - dat sinn d'Netzer vum Gas an Elektresch an Italien -, do ass deen heite Fong och zënter laange Joren Aktionär. A mir hunn dat dote kontrolléiert: Et ass och do e ganz gudden Aktionär an een, dee weess, vu wat e schwätzt, deen och Iddien huet, wéi een an Infrastrukturen investéiert a wéi dat soll ofgehandelt ginn.

Et ass och esou, dass ech mat AXA ausgehandelt hunn, dass AXA kee Problem huet, wa mir iergendwann eng Kéier wéilten d'Majoritéit huelen, dat heescht, dass se dat net géife blockéieren.

Ech soen Iech och, dass et mat Sécherheet nach Méiglechkeete gëtt fir de Stat, d'absolut Majoritéit an där Gesellschaft do ze huelen, wann de Stat dat dann eng Kéier gären hätt.

Mä op deem Punkt, deen Der gesot hutt, dass mer déi Chance verpasst hunn, wëll ech Iech just soen, wéi mer deemools déi Fusioun gemaach hunn Enovos/Creos, do war den Débat ëmmer deen, dass mer gesot hunn, dat, wat fir eis als Stat als Éischt wichteg ass, dat ass, dass mer genuch Afloss op d'Infrastrukturen hunn, an d'Infrastrukturen ass Creos. A bei der Creos hu mir verbrieft an dem „shareholders' agreement" ganz kloer d'Recht, zu all Moment d'Majoritéit oder souguer d'Intégralitéit vun der Gesellschaft ze kafen. Do brauche mir emol net drop ze waarden, dass iergendeen dat verkeeft.

Dat heescht, wa mir iergendwann eng Kéier géife fäerten, et géif iergendeen Investitiounen an eis Réseaue blockéieren oder an déi falsch Richtung wéilt investéieren, dann hu mer nach zu all Moment d'Méiglechkeet, do d'Majoritéit ze huelen; also vun dohier, mengen ech, war den Drock net grouss, fir hei d'Virkafsrecht ze zéien.

Dann ass et nach esou, dass doduerch, dass Arcelor elo aus dem Kapital vun Enovos erausgeet, de Stat nach méi staark gëtt, ouni dass en een Euro ausgëtt, aus dem einfache Grond, well Arcelor deemools als zweetgréissten Aktionär an domat als eise Referenzaktionär eng Rei speziell Rechter hat, déi elo ewechfalen, well ech souwuel der Arcelor dat gesot hunn, wéi se wollte verkafen, wéi och AXA, wéi se kaaft hunn, dass se net dierfe mat deene Rechter rechnen, also, dass mir hinnen déi einfach géife weider ginn. Déi si verfall oder déi verfale mat deem Dag, wou si dee Pak vun ArcelorMittal iwwerhuelen. Domat ginn eis Rechter méi grouss. Virun allem brauche mir eis mat kengem méi ofzeschwätzen, wa mir eis Politik an där Gesellschaft wëlle gestalten.

Ech hu virdru gesot, mir hunn ëmmer nach Méiglechkeeten, well Dir kënnt dovun ausgoen, dass déi Bestriewungen, déi bei ArcelorMittal jo de Moment lafen, fir sech méi op d'Kärgeschäft ze beschränken, dass déi och eventuell bei aneren Aktionären nach kënnen an d'Haus stoen, an dann hu mer nach ëmmer d'Méiglechkeet, fir dat Virkafsrecht ze zéien, wann dat dann esou wäit kéim.

Ech wëll awer och nach eppes anescht soen, méi allgemenger Natur: Dat doten, dass e Fong wéi AXA onbedéngt Aktionär an där Gesellschaft Enovos/Creos wëllt ginn, ass e gutt Zeeche fir d'Gesellschaft, well esou e Fong ass un zwou Saachen interesséiert. Déi sinn normalerweis an der Regel siwe bis zéng Joer Aktionär an esou enger Gesellschaft, a während deene siwen oder zéng Joer wëlle se sécher sinn, dass se en anstännege Rendement hunn - dat schéngt jo da fir si kloer ze sinn, wa se hir Analyse gemaach hunn an nach ëmmer wëlle kafen -, a se wëllen herno mat enger décker Plus-value kënne verkafen. Dat heescht, d'Vertraue vun AXA an d'Gesellschaft Enovos/Creos, déi mer virun dräi Joer op d'Bee gesat hunn, dat ass ganz grouss, an ech mengen, dass dat eigentlech e positivt Zeeche fir déi dote Gesellschaft ass.

Voilà, ech géif net soen, dass mer hei vun enger verpasster Chance kënne schwätzen. Et ass einfach de Moment net néideg, well mer nach ëmmer all Garantien hunn. A wat de Réseau ugeet, kënne mer souwisou zu all Moment alles kafen, ouni dass iergendee muss d'office wëlle verkaaft hunn.

Voilà, ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Wirtschaftsminister. Mir kommen dann elo zu der Fro Nummer 161 vum Här Gast Gibéryen un de Wirtschaftsminister iwwert d'Promotioun vun den erneierbaren Energien. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°161 du 15 mai 2012 de M. Gast Gibéryen relative à la promotion des énergies renouvelables, adressée à M. le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Den Här Minister huet viru Kuerzem ganz ambitiéis Ziler an der Entwécklung vun den erneierbaren Energien ugekënnegt. Sou wëllt de Minister ënner anerem den Undeel vun den erneierbaren Energië bis 2015 verduebelen. Zu deem Zweck soll de Regime vun de staatlechen Hëllefen iwwerschafft a verbessert ginn.

Duerfir dës Froen: Wéi wäit ass den Här Minister mat der neier Réglementatioun? Wat sinn d'Akzenter, déi de Minister dobäi wëllt setzen? Fir wéini ass mat dem Akraafttriede vun där neier Réglementatioun ze rechnen?

Kann de Minister och am Kader vun der aktueller Réglementatioun iwwert d'Aspeisevergütung den Investisseure garantéieren, datt d'Prime écologique um Solarstroum iwwert déi festgeluechten Zäit bezuelt gëtt, dat heescht, datt an deem Punkt den Investisseur eng Sécherheet fir d'Rentabilitéit vu sengem Invest huet?

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Gibéryen. D'Wuert kritt nach eng Kéier den Här Wirtschaftsminister Etienne Schneider.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt direkt eng kloer Äntwert op Är lescht a wichtegst Fro an deem do Beräich: Jo, et ass ganz kloer, déi Engagementer, déi mer geholl hunn, zu deene sti mer, an dat och iwwert déi ganz Period, wou mer se geholl hunn.

Wat awer och richteg ass, dat ass, dass ech mer als Zil geholl hunn, déi erneierbar Energië bis 2015 ze verduebelen, den Undeel vun den erneierbaren Energien an eiser Produktioun hei zu Lëtzebuerg.

Et ass och esou, dass ech jo op der Foiresried ënner anerem gesot hunn, dass mäi Prinzip, fir déi Erneierbar auszebauen, nom Motto wäert lafen, méi fir manner, also méi erneierbar Energie fir manner Geld, dat heescht, ech probéieren déi Energieformen, déi erneierbar Energieforme méi ze förderen, déi déi meeschte Wirtschaftlechkeet hunn, oder déi am noosten un der Wirtschaftlechkeet sinn.

Dat heescht am Kloertext, dass de Règlement grand-ducal vun 2008 wäert reforméiert ginn, an ech wäert déi nei Versioun virum Summer an d'Regierung bréngen.

Et ass esou, dass ech de Moment amgaang si mam Secteur doriwwer ze schwätzen, dass mer déi nei Tariffer diskutéieren. Ech wëll op alle Fall eppes erreechen, nämlech dat, dass mer méi, wierklech massiv méi erneierbar Energië kënne produzéieren, an awer e manner groussen Drock op de Fonds de compensation hunn, dat heescht op d'Kompetitivitéit vun den Energiepräisser zu Lëtzebuerg, well Dir wësst, dass speziell an der Stroumproduktioun op der Basis vun den Erneierbaren deen Tarif, deen Aspeisetarif, dee mir bezuelen, jo ëmgeluecht gëtt op den Ennclient, dat heescht op Iech heibannen alleguerten an natierlech och op d'Betriber an op d'Industrie. Duerfir probéiere mer deen esou niddreg wéi méiglech ze halen, fir eben net eis Kompetitivitéit hei weider a Fro ze stelle respektiv ze schiedegen.

Et gëtt duerfir an Zukunft eng Rei Haussë mat Sécherheet a verschiddene Beräicher wéi zum Beispill dem Waasser, der Biomass an dem Biogas. Do wäerte mer d'Tariffer souguer hiewen, fir do en neien Elan ze ginn.

Mä et gëtt awer och Technologien, wou mer se wäerten erofsetzen. Dat ass ënner anerem an der klassescher Kogeneratioun, déi iwwer fossil Brennstoffer gefuer gëtt, well déi, wat CO_2 ugeet, eis näischt bréngt, well mer hei jo nëmmen elektresch Energie domadder produzéieren, déi souwisou, och wa mer se importéieren, eis net ugerechent gëtt op der CO_2-Bilanz, a se gëtt, dat, wat do produzéiert gëtt, déi Energie gëtt net als erneierbar unerkannt. Duerfir wäert déi klassesch Fossilkogeneratioun ab 2013 net méi gefördert ginn. Awer wat ech maachen, dat ass, dass déi Kogeneratioun, déi op Basis vun erneierbare Brennstoffer bedriwwe gëtt, déi gëtt subventionéiert.

Dann en anere Volet, wou et wäert Aschnëtter ginn, dat ass dee vun der Fotovoltaik. Do ginn an Zukunft nach just Anlage subventionéiert - pardon - kréien en Aspeisetarif a gi subventionéiert, déi ënner 30 kWh leien. Dat heescht, déi grouss Anlage wäerte mer net méi subventionéieren, net méi ënnerstëtzen.

Manner wéi 30 kWh, just fir Iech ze soen: Dat, wat Leit sech normalerweis doheem op den Hausdaach leeën, dat si véier bis fënnef Kilowatt, dat heescht, déi sinn net concernéiert, dat leeft weider, mä et sinn déi grouss Anlagen, déi eis d'Aen aus dem Kapp kaschten, déi mer net méi wäerte subventionéieren.

Ech ginn Iech och do eng Kéier e Rechebeispill, fir et eng Kéier plastesch duerzestellen. Wann Der dovunner ausgitt, dass eng Megawattstonn Stroum um normale Maart 60 Euro kascht, da kascht eng Megawattstonn Stroum, déi Der zum Beispill aus enger Wandmille produzéiert, 82 Euro. Dat heescht, déi Differenz vun 22 Euro gëtt ëmgeluecht un eis all als Konsumenten, déi bezuele mir op eisem Stroumpräis méi. Wann ech awer elo déiselwecht Megawattstonn produzéieren aus Fotovoltaik, da kascht déi 385 Euro, dat heescht, mir alleguerte leeën 325 Euro bäi fir eng Megawattstonn Stroum produzéiert aus Fotovoltaik, woubäi ee se fir 22 Euro kréich, wann ee se aus Éoliennë produzéiert. Ech mengen, et ass do, wou wierklech de Problem fir mech ass, an duerfir wäert ech dat net maachen.

Do kënnt nach derbäi, dass ee soss als Argument hat, majo déi Fotovoltaiksbranche, déi schaaft awer vill Mehrwert, well déi „Panelen" jo och hei gebaut ginn, well vill Industrien an deem Sënn an deene leschten zéng Joer an Europa entstane sinn. Dat war am Ufank och richteg. Mir gesinn awer elo, dass eng no där anerer faillite geet, well d'Chineesen, well d'Taiwaneesen, well Asien generell genee déiselwecht Panneauë produzéiere fir vill manner Geld an duerfir elo den europäesche Marché iwwerschwemmen domat an eis Gesellschaften, déi de Moment dovu gelieft hunn, eng no där anerer futtimaachen. An da soen ech mer, wann ech dann esou deier Sue bezuelen, déi meng Kompetitivitéit schiedegt, well doduerch meng Energiepräisser hei fir d'Industrie an d'Luucht ginn, wann ech dann déi Suen och nach exportéieren an Asien, fir hire Secteur opzebauen, da soen ech, dann ass et Nonsens, an duerfir wäert ech dat...

M. Camille Gira *(déi gréng).*- D'Schrottprime, wou sinn déi Sue gaangen?

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Gelift?

M. Camille Gira *(déi gréng).*- D'Schrottprime, wou sinn déi Sue gaangen?

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Wéi eng Prime?

M. Camille Gira *(déi gréng).*- D'Schrottprime, wou ass déi higaangen?

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Ech kann Iech just soen, dass ech zoustänneg si fir d'Energiepolitik, an dat zënter genee 105 Deeg…

(Brouhaha général)

…105 Deeg, an ech maachen déi Energiepolitik…

Une voix.- Très bien!

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*-…mat menge Kolleegen an der Regierung esou, wéi ech se fir richteg fannen. Wat anerer virdru gemaach hunn, ass hir Responsabilitéit. Ech soe just, wann ech déiselwecht ernéierbar Energie 15-mol méi deier muss bezuelen, da sinn ech net ganz knusper, wann ech dat esou maachen.

Ech wëll Iech awer och soen, dass ech och, wat d'Wäermt ugeet, do mam Kolleeg Marco Schank amgaange sinn eng Reform vun den Tariffer ze maachen, an ech ginn Iech och do e Beispill: E Pelletkessel, zum Beispill, kascht d'Allgemengheet just 15 Euro…

(Interruption)

…pro Megawattstonn.

M. le Président.- Här Minister, Dir misst zwar lues awer sécher zum Schluss kommen.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Ech si fäerdeg.

M. le Président.- Wonnerbar!

(Hilarité et interruption)

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Merci och.

M. le Président.- Merci, Här Wirtschaftsminister. Mir kommen dann elo zu der Fro Nummer 162 vum Här Claude Meisch un den Innenminister iwwert d'Négociatiounen am Kader vum Accord tëschent der Regierung an de Promoteure vum Projet „Shopping Center" zu Wickreng an de Projet „stade-mall" zu Léiweng. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°162 du 14 mai 2012 de M. Claude Meisch relative aux négociations menées dans le cadre de l'accord confidentiel conclu entre le Gouvernement et les promoteurs du projet «Shopping Center» à Wickrange et du projet «stade-mall» à Livange, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région

M. Claude Meisch (DP).- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, de 5. Oktober hat d'Demokratesch Partei hei an der Chamber eng Rei vu Froe gestallt, dorënner - ënner anerem -, ob d'Regierung Drock op déi eng oder aner Aart a Weis op de Promoteur vum Projet vum Shopping Center Wickreng ausgeübt hätt, fir datt dee säi Projet soll zréckzéien. De Premierminister Jean-Claude Juncker huet dat zu deem Zäitpunkt ganz kloer vu sech gewisen a gesot, neen, d'Regierung hätt dat doten net gemaach.

Mir hunn och e puer Deeg drop, den 11. Oktober, Äntwerte kritt op e Froekatalog, dee mer als Demokratesch Partei eragereecht haten. An och do seet d'Regierung, si hätt keen Drock ausgeübt, mä se hätt - ech zitéieren - „eng attraktiv Alternativ proposéiert", déi dann de Promoteur aus fräie Stécker ugeholl hätt.

An dem Communiqué, deen de Promoteur elo déi lescht Woch gemaach huet, kléngt dat awer e bëssen aneschters, an zwar gëtt do geschriwwen, datt e vun der Regierung „fortement invité" gi wier, fir de Projet zréckzezéien, an do gëtt och geschwat vun „perte et un manque à gagner très importants", déi hinnen doduerjer entstane wieren.

Aus dem Ëmfeld vun deem dote Promoteur ass awer och ze héieren, datt eigentlech massiven Drock vun der Regierung op de Promoteur ausgeübt gi wär an datt eigentlech dann, wann en net d'accord wier, dat zu negative Konsequenze fir säi Betrib géif féieren.

Dëst sinn natierlech ganz grave Virwërf un d'Adress vun der Regierung, an duerfir, mengen ech, wier et wichteg, hei am Parlament Opklärung an där doter Fro ze kréien.

Duerfir froen ech de Minister, wien am Numm vun der Regierung déi dote Verhandlunge gefouert huet, wéi eng Regierungsvertrieder dann esou Drohungen do ausgeschwat sollen hunn, a wann Drohungen ausgeschwat goufen, wat den Inhalt vun deenen Drohungen do war.

Méi prezis wëll ech awer och froen: Huet d'Regierung dem Promoteur ze verstoe ginn, datt e bei zukünftegen Ausschreiwungen net méi kéint berücksichtegt ginn?

Huet d'Regierung dem Promoteur etwa och ze verstoe ginn, datt ministeriell Autorisatiounen an Zukunft méi laang kéinten op sech waarde loossen, wann e säi Projet net géif zréckzéien?

An huet d'Regierung och duerchblécke gelooss, datt se kéint hiren Afloss geltend maachen op der Finanzplaz, fir entweder en faveur oder och en défaveur vun deem engen oder anere Projet respektiv Promoteur do kënnen ze agéieren?

An haten d'Regierungsvertrieder, wa se esou virgaange sinn, dann do e Mandat vum Regierungsrot? An ass dat doten eng gängeg Praxis, wéi d'Lëtzebuerger Regierung mat den Investisseure wëllt ëmgoen?

Merci, Här President.

M. le Président.- Merci dem Här Meisch. D'Wuert kritt elo den Här Innenminister Jean-Marie Halsdorf.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.*- Merci, Här President. Den Här Meisch huet mer eng Fro gestallt an deem - wéi de Marc Thoma géif soen - „däregen" Dossier Léiweng-Wickreng. An ech fannen et och richteg, dass mer hei an der Chamber doriwwer diskutéieren, wéi déi ganz Geschicht dann do ofgelaf ass.

Ech hu mer och an deene leschten Deeg Gedanken doriwwer gemaach. Ëmsou méi well den Här Meisch och eng Question parlementaire urgente gestallt hat, wou ähnlech Froen dra sinn, ass et also wichteg, dass een de Biergerinnen a Bierger vun eisem Land seet, wéi d'Situatioun war.

Ech hunn och duerfir, well dat Ganzt och mat eppes Atmosphäreschem ze dinn huet, dee ganze Rapport nogelies vun der Réunioun vum 6. Oktober. Et sinn am Ganzen 59 Säiten, an ech muss Iech soen, ech hunn dat gelies, wat eise Statsminister gesot huet, an ech mengen, wann een dat liest, an ech liesen et nach eng Kéier gären hei vir, da versteet een am Fong geholl an et fënnt een Äntwerten op déi Froen, déi den Här Meisch gestallt huet.

Well de Statsminister sot hei an der Chamber - wann ech dee Verbatim virliesen: „An ech hunn dem Här Rollinger d'Positioun vun der Regierung explizéiert, mir wiere net géint säi Projet, mir wiere géint säi Projet op där Plaz, an ech géif him ze iwwerleeë ginn, ob et dann net gutt wier, wann e géif eng aner Plaz sichen, an ob et net méiglech wier, dat dann am Zesummenhang mat deene Projeten, déi zu Léiweng geplangt wieren, an déi ech am Detail och net kannt hunn, fir dann dohinnerzeleeën. An do huet den Här Rollinger gesot: «Anstatt elo mat der Regierung hei Prozesser ze féieren, ech sinn dann d'accord, mech emol kundeg ze maachen a Gespréicher ze féieren.»"

Déi Gespréicher si gefouert ginn. Dass et deemools an der Diskussioun och Interpretatiounsdivergenze gi sinn, dat huet den Här Statsminister do jo selwer zum Här Meisch gesot, an, ech mengen, duerfir ass fir mech déi Situatioun esou, wéi se war. Et ass keen neit Element do. Et ass keen neit Element do, well de Statsminister huet och gesot: „Nodeem den 20. Mee déi zwee Promoteure matgedeelt hunn, elo wier alles méi kloer tëscht hinnen an och mat deem Geschäftspartner vum Här Rollinger vu virdrun, hunn ech d'Regierung den 22. Mee doriwwer informéiert, dass een Accord fonnt gi wier. Dat ass dat, wat ech mat där Affär ze dinn hunn." - sot de Statsminister.

An ech géif och bal soen, et ass och dat, wat ech mat där Affär ze dinn hunn. Ech sinn haut och net méi Landesplanungsminister, ech sinn net méi an der éischter Rei, an ech gesinn, dass elo eng Divergenz ass tëschent deenen zwee Promoteuren. Ech hunn dat am „Quotidien" gelies, do steet am drëtte Communiqué, deen erauskomm ass vum Groupe Guy Rollinger: «Nous souhaitons préciser que l'action en justice ne relève pas de la réalisation ou de la non-réalisation du projet Livange, mais uniquement du fait que Monsieur Flavio Becca n'a pas honoré ses obligations contractuelles envers notre groupe.»

Wann ech doraus aus der Distanz kann interpretéieren, ass et esou, an ech mengen, ech hunn Iech dat elo wierklech hei a kuerze Wierder gesot, a wann Der de Rapport nach eng Kéier ganz noliest, déi 59 Säiten, verstitt Der, dass dat e komplexe Prozess war, dat Ganzt, an ech hunn net d'Gefill, an ech hunn och net Kenntnis dovunner, an dat ass och net mäi Stil - dat wëll ech ganz kloer soen -, Leit esou ënner Drock ze setzen, déi Leit, déi mech gutt kennen - Här Meisch, an Dir kennt mech och als fréiere Péitenger Buergermeeschter an och doriwwer eraus -, kann ech, hunn ech net d'Kenntnis, dass do zu Leit gesot gi wier: „Wann Dir dat do elo net ënnerschreift, da maache mir hei, da maache mir do…"

Dat ass dat, wat ech hei wollt soen, a méi hunn ech och net zu där Saach ze soen.

Voilà! Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Innenminister. Ech wollt och nach den Här Claude Meisch froen, ob hien domat averstanen ass, datt heimat och seng schréftlech Fro N°2104 vum 11. Mai iwwert de Projet Wickreng mat beäntwert ass.

M. Claude Meisch *(DP).*- Jo.

M. le Président.- Da komme mer elo zu der Fro Nummer 163 vum Här André Bauler un den Innenminister iwwert d'Réglementatioun vun den Iwwerschwemmungsgebidder. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°163 du 14 mai 2012 de M. André Bauler relative à la réglementation sur les zones inondables, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région

M. André Bauler *(DP).*- Merci, Här President. Ech wollt och eng Fro un den Här Innenminister stellen. An de Gemenge ginn zurzäit déi allgemeng Bebauungspläng iwwerschafft. Nordstad-Gemengen, wéi zum Beispill Ierpeldeng, hunn Terrainen an den Iwwerschwemmungszone leien.

An dësem Kontext sollt e Reglement konform zum Gesetz vum 19. Dezember 2008 ausgeschafft ginn. Nëmme wann d'Gemengen an hir Planer dëst Reglement virleien hunn, kënne si weider un hire jeeweilege PAGe schaffen a se an der virgeschriwwener Zäit ofschléissen. Well awer dat neit Héichwaasserreglement nach ëmmer net virläit a well och nach ëmmer net gewosst ass, wéi den definitiven Tracé tëschent Ettelbréck an Dikrech ausgesäit - woufir iwwregens den Développement durable zoustänneg ass -, kann zum Beispill eng Gemeng wéi Ierpeldeng hire PAG zu Angelduerf, wou d'Héichwaasserproblematik eng net ze ënnerschätzend Roll spillt, net ofschléissen. Et bestinn also Planungsonsécherheeten.

An deem Kontext wollt ech folgend Froe stellen: Kann den Här Minister eis Opschloss iwwert den aktuelle Stand vun dësem Dossier ginn? Bis wéini wëllt den Här Minister d'Héichwaasserreglement, esou wéi d'Gesetz vun 2008 et verlaangt, fäerdeggestallt hunn, fir datt déi betraffe Gemengen hir Bebauungspläng an de virgeschriwwenen Délaien ofschléisse kënnen?

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Bauler. D'Wuert kritt nach eng Kéier den Här Innenminister Jean-Marie Halsdorf.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.*- Merci, Här Presi-

dent. Och an där Fro hei, mengen ech, ass et gutt, dass mer eng Kéier der Chamber hei an eise Biergerinnen a Bierger kënne matdeelen, wou mer an der Problematik Iwwerschwemmungsgebidder hei zu Lëtzebuerg dru sinn.

Et ass richteg, dass mer eng Consultation publique hate vum Dezember 2010 u bis den Abrëll 2011. An et ass och richteg, dass mer do ganz vill Reklamatiounen haten. Déi Reklamatiounen hunn elo misse kontrolléiert ginn, an do ass festgestallt ginn - wat net gutt ass, mä et ass awer esou -, dass am Fong geholl am Rechnungsmodell, dee mer geholl hunn, fir d'Iwwerschwemmungsgebidder ze rechnen, do Inkohärenzen dra waren op verschiddene Plazen am Land.

Elo huet missen e ganze Rechnungsmodell ëmgerechent ginn, en neien numeresche Modell vun de Waasserleef huet missen opgestallt ginn, an dee Rechnungsmodell ass elo fäerdeg, géif ech soen, am Juli 2012. Dat heescht, de Bureau d'études ass da fäerdeg, an da kënne mer och, géif ech soen, nees eng Kéier déi nei Consultatioun nach eng Kéier maachen.

Et ass schued an et ass och net gutt - dat ginn ech och zou -, dass dat elo geschitt ass, dass dee Rechnungsmodell, dee mathematesche Rechnungsmodell net gutt war. Elo hu mer en ugepasst. An elo ginn ech dervun aus, dass mer eng nei Consultatioun maachen. Mir maache se awer net, wa mer elo fäerdeg gi Juni, Juli, am Summer, an der Summervakanz, mir maache se am September, Oktober, November; dräi Méint. An da geet de Règlement grand-ducal säin normale Wee, sou dass mer dann ufanks d'nächst Joer wäerte rechtskräfteg wëssen, wou Iwwerschwemmungsgebidder si fir PAGen, fir Bebauungspläng, a wou keng sinn.

Dat heescht also, et ass richteg, mir verléieren Zäit. Mä et muss een awer och... Wou Recht ass, ass Recht. Duerfir hu mer dat norechne gelooss. A mir wëssen elo, wou d'Problemer sinn. Ech ginn dervun aus also, dass mer dann am Joer 2013 kënnen definitiv soen an de Gemengen, wou Problemer waren.

Et ass net an alle Gemengen, wou Problemer waren, mä an deene Gemengen, wou Problemer waren, wou dann eben Iwwerschwemmungsgebidder sinn a wou keng sinn.

Voilà. Merci!

M. le Président.- Merci dem Här Innenminister. Da komme mer zu der leschter Fro fir haut de Mëtteg, nämlech der Fro Nummer 164, nach eng Kéier vum Här André Bauler, un d'Ministesch fir d'Simplification administrative iwwert d'Table ronde iwwert d'Investissementer tëschent den öffentlechen an de privaten Acteuren. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°164 du 14 mai 2012 de M. André Bauler relative à l'annonce d'une table ronde avec les acteurs publics et privés en matière d'investissements, adressée à Mme la Ministre à la Simplification administrative auprès du Premier Ministre

M. André Bauler *(DP)*.- Merci, Här President. Ech wollt eng Fro un d'Madame Octavie Modert stellen. An der Deklaratioun zu der Lag vun der Natioun vum 8. Mee huet den Här Statsminister fir den Hierscht 2012 eng national Table ronde mat allen Acteure vun den öffentlechen a privaten Investissementer ukekënnegt. Dës Table ronde soll ënnert der Présidence vum Här Statsminister bis Enn dëses Joers Moossnamen entscheeden, wéi een d'Investissementer zu Lëtzebuerg méi séier kann ëmsetzen.

Dës Initiativ, déi jo och Chefsaach ass, weist kloer d'Parallele mat der Simplification administrative op, well d'Finalitéit, fir besser, virun allem méi séier Entscheedungen erbäizeféieren, ass jo déiselwecht. Elo gouf et awer am Beräich vun der Simplification administrative scho vill héichrangeg staatlech Initiativen an deene leschten zéng Joer.

Erënnere wëll ech do zum Beispill un de Conseil national pour la simplification administrative en faveur des entreprises, deen tëschent 2004 an 2009 am Mëttelstandsministère aktiv war an deen dunn 2009 an de Statsministère rattachéierten Departement vun der Simplification administrative iwwergaangen ass.

2007 gouf et och nach en nationalen Entfesselungsprogramm fir Betriber, dee besonnesch de PMEen zeguttkomme sollt.

An deem Kontext wollt ech folgend Froe stellen: Wat sinn d'Léieren aus de sougenannten Initiativen zur Simplification administrative, wou déi fir den Hierscht geplangten Table ronde soll uknëppen? Ass do eng déif gräifend Analys gemaach ginn? A wéi wëllt d'Regierung dës nei Table ronde zu engem wierklechen Erfolleg féieren, besonnesch am Beräich vun de mëttelstännege Betriber, fir datt se net just Erklärungen, mä virun allem Klärunge vun de Problemer bréngt, déi sech um Terrain spierbar bemierkbar maache sollen?

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Bauler. D'Wuert kritt elo d'Madame Octavie Modert, d'Ministesch fir d'Simplification administrative.

Mme Octavie Modert, *Ministre à la Simplification administrative auprès du Premier Ministre*.- Merci, Här President. Am Kader vun där hei Froestonn huet den Här Bauler eng déif gräifend Analys gefrot. Ech wëll mech kuerz halen, fir am Kontext vun der Froestonn ze bleiwen.

De Statsminister huet déi Table ronde ugekënnegt fir d'Investissementer, déi öffentlech wéi awer och déi privat. Ech kann Iech soen, esou wéi den Här Bauler dat scho gesot huet, bestätegen, datt villes gemaach ginn ass a villes geschafft ginn ass an deene leschte Joren. Et sinn och nach Saachen, déi am Lafe sinn, un deene geschafft gëtt.

Tatsaach ass awer, datt ech aus dem Secteur ni méi eppes Neies héieren hunn, och keng nei Proposen, wat nach misst gemaach ginn. Also hu mer anscheinend gutt geschafft. Tatsaach ass awer och, datt ee ganz vill Leit héiert bei Mikroen oder beim Patt iwwer Saache rieden, déi anscheinend net géife goen. Kee weess awer richteg, wat se mengen. Nach eng Kéier: Nei Proposen hu se net gemaach. Nach eng Kéier: Mat mir hu se och net doriwwer geschwat. Et kann also entweder net esou schlëmm sinn, oder awer mir mussen eng Plaz schafen, wou se dat da wëllen emol soen.

Well mer ganz villes scho gemaach hunn an deem Beräich - an Dir wësst, datt an der Regierungserklärung e ganze Pak dra steet, do si schonn en Deel Gesetzer, déi hei duerch d'Chamber gestëmmt sinn a laanscht sinn -, hu mir eis gesot: Elo ee fir alle Mol, mir maachen e puer Ännerungen an deem, wat ee kann nennen Zesummekomme vun interesséierte Leit, fir Froen opzewerfen, fir datt se se do soen, wou se solle gesot ginn a wou soll kënnen duerno gekuckt ginn, an net iergendwou, wou einfach emol monter geriet gëtt, an nawell net, wann et da wouer sollt sinn, d'Saache wierklech mam Numm genannt ginn.

Eng vun deene Moossnamen, déi mer virschloen, fir datt se eis dat zielen, ass déi Table ronde, déi de Statsminister hei ugekënnegt huet. Ech hunn der och nach e puer ausgeschafft, déi elo amgaange si verbreet ze ginn. An da solle se eis do soen, wat se ëmmer quasi hanner virgehalener Hand soen. Ech denken, datt wa se nach Suergen hunn, da musse se domadder elo eraus, an dat och op deene richtege Plazen.

Merci.

M. le Président.- Merci der Madame Minister. Domadder wäre mer um Enn vun eiser Froestonn a mir kéimen dann elo zum éischte Projet de loi fir haut de Mëtteg, de Projet de loi 6304B iwwert d'Attachés de justice. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Bettel, Klein, Braz, Henckes an Urbany. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

(Mme Lydia Mutsch prend la présidence.)

5. 6304B - Projet de loi sur les attachés de justice et portant modification:
- du Code d'instruction criminelle;
- de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;
- de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire;
- de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;
- de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif

Rapport de la Commission juridique

M. Gilles Roth *(CSV), rapporteur*.- Madame President, Dir Dammen an Dir Hären, Ännerungen un der Justizorganisatioun sinn ëmmer een delikaten Exercice. Dofir si se éischter rar a meeschtens mat Diskussioune verbonnen. Et ass oft eng Gratwanderung tëschent der Vereinbarung vun de verfassungsrechtleche Prinzipien an der Sich no enger effikasser Justiz am Déngscht vum Bierger.

Déi lescht Woch huet gewisen, dass och de Gesetzesprojet iwwert d'Justizattachéën dëser Regel net entgaangen ass. «La justice ne doit pas seulement être juste, elle doit aussi le paraître»: Esou kéint een d'Ëmännerungen, déi dëse Gesetzesprojet beinhalt, iwwerschreiwen.

Ëm wat geet et konkret?

Ma éischtens gëtt d'Astellungsprozedur vun de Riichtere fundamental geännert. D'Onofhängegkeet vun der Justiz gëtt heibäi verstäerkt. Déi zukünfteg Riichter ginn, vereinfacht gesot, net méi op Basis vun de Resultater vun dem Avouésexamen oder, méi genee, dem Examen de fin de stage rekrutéiert. Fir an Zukunft Riichter ze ginn, muss ee sech no sengem Affekotestage fir d'Éischt engem Concoursexame stellen. Hei gëtt d'Fachwëssen am Zivil-, Straf- a Verwaltungsrecht gepréift. Zousätzlech ass awer och ee medezineschen a psychologeschen Test virgesinn.

D'Bewäertung vun dem Concours an deemno de Rekrutement vun eise Riichtere geschitt elo no objektive Kritären duerch eng onofhängeg Jury vu siwe ranghéchste Magistraten, ënnert der Présidence vun dem Procureur général. Huet de Riichterkandidat sech am Concours en rang utile klasséiert, da kritt hien eng provisoresch Ernennung op 18 Méint als sougenannten Attaché de justice. Hien ass domat formell Statsbeamten, mat allen domat verbonnene Rechter, awer och Flichten.

De Rekrutéierungsstatut vun de Justizattachéën ass op dem System vun de Gemengebeamten alignéiert.

Während den éischte sechs Méint vu sengem Déngscht gëtt d'Beruffsausbildung mat spezifesche Coursen, Aarbechtsvisiten op de verschiddene Geriichter a Justizservicer, am Prisong a bei der Police gemaach. No dëse sechs Méint méi theoretescher Ausbildung kënnt déi praktesch Formatioun op enger spezifescher Juridictioun oder dem Parquet.

De Justizattaché kann dobäi och schonns delegéiert ginn, fir ee Riichter ze ersetzen. Hie kann awer een Untersuchungsriichter, ee Jugendriichter oder ee Référésriichter, also zoustänneg fir Schnellverfahren, eréischt no zwielef Méint Ausbildung ersetzen. De Justizattaché kann net als Eenzelriichter um Verwaltungsgeriicht oder bei engem Strofgeriicht sëtzen, zum Beispill bei Führerschäinsaffären oder Zechprellerei.

Während der Ausbildungszäit gëtt de Justizattaché vun engem Tuteur oder Referenzmagistrat begleet. Zum Schluss vun der Ausbildung, an der Regel also bannent 18 Méint, gëtt de Justizattaché op seng professionell, awer och op seng sozial Kompetenze bewäert. Et sinn net nëmme Fachkenntnisser, déi dobäi a Betruecht gezu ginn, mä och allgemeng Eegeschaften, wéi d'Fäegkeeten, eng Décisioun ze huelen, an Équipen ze schaffen an d'Verhale géigeniwwer Drëttpersounen. Deemno alles geméiss dem Motto: „E gudde Jurist eleng mécht och nach net onbedéngt e gudde Riichter."

Wie mécht dann dës Bewäertung? Mä dat ass déiselwecht Kommissioun, déi och schonns fir d'Bewäertung vun dem Examensconcours fir de Rekrutement vun de Justizattachéën zoustänneg ass: siwe ranghéchst Riichteren ënnert der Présidence vun dem Procureur général.

Ass d'Ausbildung vum Justizattaché mat Succès bestanen, kann en definitiv op eng fräi Riichterplaz genannt ginn. Ass dee Moment kee Riichterposten direkt fräi, da kritt de Justizattaché awer eng definitiv Ernennung als Statsbeamten.

Madame President, deen neie Rekrutéierungssystem vun eise Riichter ass méi transparent. Den Zougang zu all Riichterplaz, ob Verwaltungsgeriicht oder Zivilgeriichter, ass fir jiddwer Kandidat deeselwechten. Kee gëtt méi Riichter, ouni de Concours an d'Formatioun als Justizattaché virdru bestanen ze hunn.

D'Selektioun baséiert op Fachwëssen a sozial Kompetenze vun de Riichterkandidaten. D'Eegeschafte vum Riichter sti bei der Selektioun vun de Kandidaten am Vierdergrond.

D'Rekrutéierung, d'Bewäertung an déi spéider Affectatioun vun dem Justizattaché op fräi Riichterplaze läit eleng an der Hand vun dem drëtte Pouvoir. Verantwortlech derfir sinn héchstgestallte Magistraten, ënnert der Présidence vun dem Procureur général.

Deen neie System leet Wäert op eng gutt Ausbildung vun den zukünftege Riichteren. E favoriséiert och d'Mobilitéit vun de Riichteren tëschent den Zivil- an de Verwaltungsgeriichter.

De Gesetzesprojet schaaft déi legal Basis fir ee permanente Pool vu maximal 20 Justizattachéën. Domat ass ee Réservoir do, fir kuerzfristeg den temporären Ausfall vun deem engen oder anere Riichter ze behiewen.

Madame President, zweetens, et gëtt mat dësem Gesetzesprojet och eng éischt Upassung vun den Effektiver vun eise Geriichter. Sënn an Zweck ass et, am Interessi vun enger gutt fonctionnéierender Justiz an deemno och fir de Bierger d'Prozesser a räsonabelen Délaien iwwert d'Bühn ze bréngen.

Um Tribunal hei an der Stad kommen zwee Riichterposte bäi. Grond si personell Enkpäss am Kontext vu Liquidatiounen, also den Zwangsopléisunge vun Handelsgesellschaften - hei Wirtschaftskris oblige! - respektiv um Niveau vun der sougenannter Chambre du Conseil bei der Untersuchung vu Strofaffären a besonnesch bei der internationaler Justizzesummenaarbecht.

D'Carrièresperspektive vun de Riichter ginn och verbessert. D'Unzuel vun enger Rei héijer Posten an der Hierarchie ginn ausgebaut, mä gläichzäiteg gëtt d'Unzuel vun den Ufankspositen ofgebaut. Dëst bréngt eng méi grouss personell Stabilitéit op eenzelne Posten, an dat besonnesch um Niveau vum Parquet. Dat ass am Interessi vun enger gudder Instruktioun vun ëmmer méi komplexen Affären.

De Parquet zu Dikrech, dee kritt e Procureur adjoint, an d'Kassatiounsgeriicht kritt ee Conseiller bäi. D'Unzuel vun den Affären op der Cour de cassation, déi hëlt ëmmer méi zou. Institutionell ass dës Opstockung zum aktuellen Zäitpunkt awer éischter temporär ze gesinn, an der Attente vun der geplangter Schafung vun enger Cour suprême, déi spéider sollt als permanent Gremium d'Aufgabe souwuel vun dem Verfassungsgeriicht wéi och dem Kassatiounsgeriicht iwwerhuelen.

Bis dohi setzt d'Cour de cassation sech deemno weider aus fënnef Leit zesummen: engem President, dräi permanente Conseilleren an e weidere Conseiller, deen aus de Reie vun der Cour d'appel kënnt, an dat jee no Affär. Et sinn dëst punktuell Upassunge vun de Posteneffektiver an der Magistratur.

Et gëtt mat dësem Gesetz gehaltsméisseg keng generell Revalorisatioun vun de Riichtercarrièren.

Madame President, an der Justizkommissioun hate mir mat dem Procureur général länger Diskussiounen iwwert déi global Unzuel vun de Riichterposten hei am Land, d'Evolutioun vun den Effektiver iwwert déi lescht 20 Joer an och d'Verdeele vun de Posten tëschent den Tribunäl respektiv de Friddensgeriichter vu Lëtzebuerg, vun Dikrech a vun Esch. Allgemeng war d'Meenung, dass eng modern an effikass Justiz déi néideg personell Mëttelen, dat heescht genuch a gutt Riichtere brauch, fir d'Prozesser an engem räsonabelen Délai ofzewéckelen, och oder grad, wann d'Unzuel an d'Komplexitéit vun den Affäre permanent zouhëlt.

Am Moment gëtt et hei am Land insgesamt 222 Magistrater. Dovunner 53 op der Cour supérieure de justice mat Parquet général, 119 op dem Tribunal a Parquet Lëtzebuerg, 15 op dem Tribunal a Parquet Dikrech, 20 op dem Friddensgeriicht hei an der Stad, zéng um Friddensgeriicht zu Esch a fënnef op dem Friddensgeriicht zu Dikrech.

D'Commission juridique huet zu dësem Zäitpunkt vun enger géigesäiteger Surenchère vu Posteneffektiver op eenzelne Juridictiounen ofgesinn. Am Accord mat der Regierung gouf awer festgehalen, dass een am Hierscht an der Kommissioun eng roueg méi detailléiert Debatt iwwert d'Unzuel vu Riichterposten, de Fonctionnement vun eise Geriichter an de Prozessdauere mat de Justizautoritéite féiert.

D'Kommissiounsmemberen hunn an deem Kontext och déi engagéiert schréftlech Avisë vun ënner anerem dem Groupement des magistrats, dem Procureur général, dem President vum Bezierksgeriicht Dikrech, dem Juge de paix directeur vun Esch zur Kenntnis geholl. Dës Stellungnahme wäerten als öffentlech zougänglech Documents parlementaires publizéiert ginn.

Madame President, drëttens, dee leschte Freideg hat d'Justizkommissoun op eng Demande vum Groupement des magistrats hin eng kuerzfristeg aberuffen Entrevue iwwer ee spezielle Punkt, deen ëm dee sensibele Verfassungsprinzip vun der sougenannter Inamovibilité des juges dréit; Artikel 91 vun eiser Constitutioun.

Allgemeng heescht dat, dass ee Riichter net kann ouni säin Accord vu senger Funktioun enthuewen oder op een anere Posten déplacéiert ginn. D'Fro, ëm déi et sech am Kontext vun dësem Gesetzesprojet dréit, ass déi, ob eng temporär, also zäitlech limitéiert Delegatioun vun engem Riichter vum Tribunal zum Beispill vu Lëtzebuerg op Dikrech oder ëmgedréit ouni Averständnis vun deem betraffene Riichter kann ugeuerdnet ginn oder net.

Fir de Statsrot, deen dës Fro a sengem Avis analyséiert huet, ass esou eng zäitlech limitéiert Delegatioun keen Déplacement an domat kee Verstouss géint de Prinzip vun der Inamovibilitéit vun de Riichter. Eng temporär Delegatioun kéint also och ouni Averständnis vun dem betraffene Riichter duerch e Beschloss vun dem President vun der Cour supérieure de justice -

ech widderhuelen nach eng Kéier: dem President vun der Cour supérieure de justice, an net vun dem Justizminister - ugeuerdnet ginn.

Nun ass et awer esou, dass zënter 1980 an dem Gesetz iwwert d'Organisation judiciaire den Accord vun dem betraffene Riichter festgehalen ass um Niveau vun enger Delegatioun tëschent de Bezierksgeriichter, mä net bei enger Delegatioun op engem Friddensgeriicht.

Fir all Diskussiounen aus dem Wee ze goen, huet d'Justizkommissioun zum Schluss no der Entrevue mat dem Groupement des magistrats zréckbehalen, fir an enger éischter Phas op deem Punkt beim Status quo vun dem Gesetz vun 1980 ze bleiwen, wat mat dem Ofstëmme vun dësem Projet de loi, esou wéi en elo virläit, och wäert geschéien.

An enger zweeter Phas soll dann déi ënnerschiddlech Betruechtung vun där zäitlecher Delegatioun vun engem Riichter op e Friddensgeriicht an där vun der Delegatioun op engem Tribunal aus der Welt geschafe ginn.

An, Här President, ech wëll an deem Kontext och eng Motioun déposéieren, déi vun deene véier Fraktiounen a vun der ADR ënnerschriwwen ass a wou d'Regierung invitéiert gëtt, fir der Chamber... - Madame President! Entschëllegt mech! - ...der Chamber eng uniform Solutioun ze presentéieren, wéi déi temporär Delegatioun vu Riichtere souwuel op e Friddensgeriicht wéi och tëschent de Bezierksgeriichter geschitt. An dee gesamte Projet de loi, dee soll spéitstens an engem Joer och eng Kéier mat der Chamber diskutéiert ginn.

Ech erlabe mer, Iech dës Motioun ze iwwerreechen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

considérant que:

- le projet de loi 6304B a comme objet de renforcer l'indépendance de la Justice moyennant une réforme du recrutement et de la formation des futurs magistrats;

- les dispositions des articles 6 et 13 de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire prévoient un régime partiellement différent en ce qui concerne les délégations temporaires de juges;

- la Charte européenne sur le statut des juges prévoit, quant à elle, en son point 3.4. que «[L]e ou la juge en fonction dans un tribunal ne peuvent en principe faire l'objet d'une nouvelle nomination ou d'une nouvelle affectation, même en promotion, sans y avoir librement consenti. Il ne peut être fait exception à ce principe que dans le cas où le déplacement a été prévu à titre de sanction disciplinaire et a été prononcé, dans celui d'une modification légale de l'organisation judiciaire et dans celui d'une affectation temporaire pour renforcer un tribunal voisin, la durée maximale d'une telle affectation étant strictement limitée par le statut sans préjudice de l'application des dispositions du point 1.4.»;

- le projet de loi abroge la disposition légale permettant à un avocat de siéger comme juge suppléant;

- le projet de loi vise une adaptation ponctuelle des effectifs de la magistrature;

invite le Gouvernement

- à proposer à la Chambre des Députés une solution uniforme pour les délégations des juges auprès des différentes juridictions, solution qui tienne compte du principe de l'inamovibilité des juges tel qu'explicité par le point 3.4. de la Charte européenne précitée;

- à procéder d'ici un an au plus tard à une évaluation de l'impact des dispositions du projet de loi en question sur l'organisation judiciaire;

- à présenter ses conclusions aux membres de la Chambre des Députés.

(s.) Gilles Roth, Xavier Bettel, Félix Braz, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Klein.

Mme la Présidente.- Merci, Här Roth.

M. Gilles Roth *(CSV), rapporteur.*- Sou gesitt Der, Dir Dammen an Dir Hären, dass eigentlech d'Garantië fir deen eenzelne Riichter hei net a Fro gestallt sinn.

An der Praxis - ech widderhuelen: an der Praxis - muss awer ëmmer déi néideg Flexibilitéit bestoen, fir dass am Interessi vun engem gudde Fonctionnement vun der Justiz temporär Remplacementer vu Riichtere kënne séchergestallt ginn. De Procureur général, deen huet och de leschte Freideg an der Chamberskommissioun ausdrécklech op déi Noutwendegkeet higewisen.

Här President, véiertens... Madame President, d'Flexibilitéit, fir mat temporären Delegatiounen ze fueren, fir ee Riichter ze ersetzen, ass an Zukunft ëmsou méi erfuerdert, well déi sougenannte Juges suppléants ofgeschaf ginn. E Juge suppléant, dat ass an der Regel een Affekot, deen eng Nominatioun hat, fir wann Nout um Mann oder Fra war, fir e Riichter ze ersetzen. Dëse System huet an der Praxis och bis elo ëmmer gutt fonctionnéiert. Et gouf regelméisseg, besonnesch zu Dikrech an um Friddensgeriicht zu Esch, dorops zréckgegraff, zum Beispill fir e Riichter, dee kuerzfristeg ausgefall ass, ze ersetzen.

Um Niveau vun den allgemenge Rechtsprinzipien, besonnesch déi vun der Onofhängegkeet vun der Justiz, net nëmme wéi se ass, mä och wéi se erschéngt, muss en Zréckgräifen op e Juge suppléant, dee sech an der Praxis ouni Zweifel bewäert huet, dach hannerfrot kënne ginn.

Ass et fir de Bierger nozevollzéien, dass säin Affekot oder de Géigenaffekot an enger Affär virun enger Riichterkompositioun plädéiert an duerno bei där nächster Affär an der Riichterkompositioun als Juge suppléant selwer um Siège sëtzt?

Aus deem Grond, fir och apparent d'Onofhängegkeet vun der Justiz ze ënnersträichen, schaaft de Gesetzesprojet duerfir d'Funktioun vun dem Juge suppléant elo of. Et muss ee sech awer bewosst sinn, dass domat eng Flexibilitéit, déi besonnesch op de Justice-de-paixen zu Esch an zu Dikrech bestanen huet, verluer geet.

Madame President, fënneftens a leschtens: De Gesetzesprojet schaaft schliesslech de sougenannte Privilège de juridiction of. Dëse Justizprivileg heescht, dass d'Magistrate generell fir all Strofdoten an d'Officiers de la police judiciaire fir déi Strofdoten, déi si am Exercice vun hire Funktioune begaangen hunn, dofir virun der Cour supérieure de justice jugéiert ginn an net virun den uerdentleche Strofgeriichter - duerfir de Begréff: Privilège de juridiction.

Betraff dovunner sinn hei am Land net nëmmen eng ronn 220 Magistraten, mä - lauschtert gutt no! - och 1.800 Officiers de la police judiciaire, wou mer ëmmer d'Zuel vun deene sollten erofsetzen. Dat sinn awer net nëmme Polizisten - well där hu mer der nëmme gutt 1.500 - alleguerten, mä et falen och dorënner eng Hällewull vun anere Beamten, zum Beispill vun der Douane, der Ëmweltverwaltung, der Stroossebauverwaltung an esou weider, déi alleguerten dës Qualitéit hunn.

An der Contrepartie vun hirem vermeintleche Privileg, vun der Cour supérieure de justice geriicht ze ginn, hunn all dës Leit awer keen double Degré de juridiction, also d'Recht, fir Appel ze maachen. Dëst ass awer mëttlerweil een allgemenge Rechtsprinzip. Dozou kommen an der Praxis nach eng Rei vu Schwieregkeeten, zum Beispill d'Fro, ob e Polizist zum Beispill eng Strofdot gemaach huet als Officier de police judiciaire oder am Kader vu senger anerer Funktioun oder Mission de police administrative.

Problemer gouf et och - net nëmmen hei am Land -, wann eng Strofdot vun engem Officier de police judiciaire begaange gouf zesumme mat aneren Täter, déi kee Privilège de juridiction haten. An deem Fall hu misse fir eng an déiselwecht Strofdot zwee Prozesser virun zwee verschiddene Geriichter gefouert ginn. E Paradebeispill war déi sougenannten Affär Coëme an der Belsch, déi - mengen ech - bis op d'Cour européenne des droits de l'Homme wéinst deem Prinzip gaangen ass.

Madame President, d'Reform vun der Rekrutéierung vun eise Riichter, d'Upassung vun der Riichterzuel, d'Ofschafe vun de Juges suppléants, d'Ofschafe vun dem Privilège de juridiction sinn déi Haaptpunkte vun dësem Gesetzesprojet. Weider Schrëtt solle mat der Schafung vun dem Conseil national de la justice, enger Cour suprême, engem Juge aux affaires familiales an Zukunft nokommen.

Merci alle Membere vun der Justizkommissioun fir déi wierklech konstruktiv Mataarbecht, ouni déi dësen dach - an dat huet sech zum Schluss gewisen - méi quokelege Projet mat Sécherheet haut net hätt kënnen ofgestëmmt ginn.

Ech verweise fir de Rescht op de schréftleche Rapport, deen och eestëmmeg an der Kommissioun ugeholl ginn ass, a soen Iech alleguerte Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme la Présidente.- Merci, Här Rapporteur. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Bettel agedroen. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Xavier Bettel *(DP).*- Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, deen heiten Text ass en Text, wou ech och dem President hei, dem Gilles Roth, wëll Merci soe fir seng konstruktiv an objektiv Présidence, déi e gehat huet an der Commission juridique. Ech mengen, d'Resultat, dass de Vote haut vun dësem Projet eng ganz grouss Majoritéit wäert kréien, an net Oppositioun géint d'Majoritéit, ass säi Verdéngscht, dass e gekuckt huet, déi verschidden Acteuren, och vun der Justiz, derbäi ze hunn an och konstruktiv mat deem Text, dee mer duerno sollten hei ofstëmmen, wou mer d'Regierung och fuerderen, eppes ze maachen, an déi richteg Richtung geet.

Den Text, wou jo am Ufank nach - et ass jo eng Virgeschicht nach vun dem Fait, dass ee bei grousse Prozesser jo konnt e Riichter „en salle d'attente", entre guillemets, hunn, fir bei engem grousse Prozess kënnen opzepassen, fir dee ganze Prozess net misse frësch ze maachen. An dunn ass jo décidéiert ginn, an zwee ze splécken. An hei ass jo dann deen Text, deen am Fong iwwert d'Magistratur geet an och d'Procédure, wéi d'Leit agestallt ginn.

Ech mengen, Madame Presidentin, et soll ee soen, dass et wichteg ass, dass d'Procédure fir anzestellen transparent ass. Mir hunn ze laang - ze laang! - keng objektiv Kritäre gehat hei an dësem Land, fir ze soen, wéi ee Riichter gëtt oder net. An do si verschidde Leit, déi och gutt Punkten haten am Avouésexamen, am Barreausexamen, am Cours complémentaire en droit luxembourgeois, déi duerno awer net geholl gi sinn. An et sinn aner Leit, déi eng zweet Sessioun haten, déi awer geholl gi sinn.

Du wor selbstverständlech ëmmer déi grouss Fro: Wat sinn d'Kritären, fir hei an dësem Land Magistrat ze ginn? An ech fannen, dass et richteg ass, dass mer objektiv, kloer, transparent Kritären elo kréien, déi hei de Minister Biltgen déposéiert huet. Et ass wichteg fir d'Justiz, mä et ass virun allem och wichteg intern an der Famille judiciaire, dass et kloer ass, ob een eng Chance huet a wat ee muss maachen.

Et ass net, well ee gutt am Béchsen ass, dass een duerno och e gudde Riichter gëtt. An ech mengen, et ass och wichteg, dass déi Composante psychologique an och déi Tester, déi hei virgesi sinn, virgeholl ginn. Een, deen nëmme gutt geléiert huet, huet vläicht net onbedéngt déi Qualités humaines, déi och gefrot sinn, fir e gudde Riichter ze ginn.

Här President - Madame Presidentin, pardon -, et sinn awer e puer Froen, déi ee sech hei muss stellen. Déi éischt Fro ass, wann een den Text liest, dee mer am Fong vun der Gewerkschaft vun de Magistrate kritt hunn, et spiert een e Malaise. Et mierkt een, dass d'Magistratur net averstanen ass mat enger Positioun, déi mer erkläert kritt hu vun engem Procureur général. An do ass e Problem. Et muss ee sech dann d'Fro stellen, ob dee Procureur général dee richtegen Interlocuteur ass, fir eng Commission juridique, fir e Ministère, fir am Fong eng ganz Administratioun ze representéieren.

Ass net de President vun der Cour supérieure, wou ee sech misst vläicht d'Fro stellen, och eng Persoun, déi een hätt missen an d'Commission juridique ruffen? Ass et richteg, dass een alles op de Parquet général limitéiert?

Wann een nämlech gesäit, wat d'Courriere sinn, an och d'Télefonen, déi ee kritt huet vun deem engen oder vun deem anere Riichter, mierkt een, dass et e Malaise an eiser Justiz gëtt, well een d'Gefill huet, dass verschidde Magistraten net vum Procureur général, deen eng aner Magistratur ass, (veuillez ajouter: représentéiert ginn). Mir hunn debout an assise. Ass et richteg, dass d'Magistrature debout - dat heescht de Parquet - am Fong alles representéiert an deen eenzegen Interlocuteur ass vis-à-vis vun engem Parlament? Je doute!

Ech mengen, dass et dowéinst och wichteg ass, dass mer an Zukunft, wa mer an der Commission juridique eppes iwwert d'Justiz wëllen änneren an Texter hunn, och de President vun der Cour supérieure de justice derbäi hunn, an net nëmmen deen een Deel, deen de Parquet ass, mä och deen aneren Deel.

En anere Problem, Madame Presidentin, dee sech stellt, ass deen am Fong - an ech erlabe mer, deen hei ze zitéieren - vun der Justice de paix. Nämlech, haut ginn eng Rëtsch vun Attachéën op d'Justice de paix jo och gesat fir ze ersetzen. Mir hunn awer am Artikel 3 iwwert d'Organisation judiciaire eng vun de Konditiounen, déi seet, dass ee muss op d'mannst zwee Joer Service hu comme juge à un tribunal d'arrondissement ou comme substitut du procureur d'État, fir Juge de paix directeur, adjoint ou juge de paix ze sinn.

An do muss ee sech eng Kéier d'Fro stellen, ob mer net de Risiko hunn, dass iergendeen Affekot en Uerteel vun der Justice de paix hëlt an do op d'Cass (veuillez lire: op d'Kassatioun) geet, oder op d'Cour constitutionnelle, a seet: „Ass dat dote konform zu eiser Gesetzgebung?" An dann hu mer Dausende vun Uerteeler - Dausende vun Uerteeler! -, wou mer Problemer hunn!

Also, et muss ee sech eng Kéier richteg d'Fro stellen, wéi mer dat wëlle weider maache mat de Juges de paix, well deen heiten Text ass net geännert, dee vun de Kompetenze vun de Juges de paix. An hei steet dran: «Nul ne peut être nommé juge de paix directeur, juge de paix directeur adjoint ou juge de paix, s'il n'a accompli deux années de service...» A wann ech jo siégéieren als Juge de paix, och wann ech nëmmen délégué sinn, sinn ech awer Juge de paix an där Sitzung. Et kann ee jo net soen, dass ech da vun iergendwou kommen an dann als Juge de paix just dosëtzen.

Wéi gesot, et wier net oninteressant, eng Kéier sech déi Fro ze stellen an der Commissioun juridique oder, op jidde Fall, dass de Minister eis seet, wéi en dat wëllt maachen.

An dann och e grousst Bedenken, dat ech mam Här Weiler gedeelt hunn, dat ass de Problem, dee mer haten zu Dikrech.

Madame Presidentin, Dir musst wëssen, zu Dikrech sinn heiansdo déi cocasse Situatioune komm, wou Der dann e Riichter hat, deen e Riichter war, an dann hat Der lénks e Confrère a riets e Confrère, déi da Juges suppléants waren, déi dann d'Kompositioun komplettéiert hunn. An dunn op eng Kéier souz en drëtte Riichter am Sall, deen huet da plädéiert, an dann hu se eng Interruption d'audience gefrot, dann ass deen, dee plädéiert huet, eropgaang, da wor deen de Riichter, an deen, deen uewe Riichter war, ass erofkomm als Affekot.

Do musst Der verstoen, Madame Presidentin, dass dat eng Situatioun war, déi e Client net versteet, wou en op eng Kéier säin Affekot huet, dee Riichter ass, an op eng Kéier dee Riichter deem anere säin Affekot gëtt. Ech mengen, et ass wichteg, dass mer d'Moyenë ginn zu Dikrech, fir kënnen anstänneg ze schaffen.

Si hunn eis gesot, dass dat selbstverständlech och de Fall wäert sinn, well esou eng Situatioun war cocasse. Wësst Der, also, et wor esou e bëssen eng „Chaise musicale" um Geriicht zu Dikrech. Deen een ass gaangen, deen aneren ass eropgaangen, deen aneren ass erofgaangen. Dat ass net gutt, an et gëtt och kee gutt Bild vun der Justiz.

Eng aner Fro, Madame Presidentin, déi mer eis gestallt hunn, ass och déi vun de Greffieren, well wann een ëmmer nei Leit astellt, fir Uerteeler ze spriechen, mä d'Greffieren net nokommen, kann e Problem entstoen. Dat heescht, et ass selbstverständlech och wichteg, dass d'Greffieren nokommen. Mir hunn och en Tableau kritt vum Här Schleder duerno, deen och gesot huet, dass d'Greffierszuel eropgaangen ass. Mä selbstverständlech kann een net A soen ouni B ze soen. E Greffier ass nämlech de pair mat engem Riichter, well wann ee kee Greffier huet, da kann een och keng Uerteeler schreiwen.

An dann, last but not least, Madame Presidentin, déi grouss Fro, déi mer hei haten, dat war déi vun der Inamovibilitéit vun de Riichteren. Den Här Roth huet et gesot, et steet och an den Texter, dass d'Basis ass, dass een den Accord vun engem Riichter muss hunn. Dat sinn international... Ech schwätzen emol net hei vun den nationalen Texter, hei schwätzen ech vun internationalen Texter.

Ech ginn elo net an den Detail an iwwert d'Juges délégués, déi elo soen, d'Suppléanten, déi elo soen, et wier och géint d'Verfassung elo, wann dat... Elo hu mer nach e Courrier kritt gëschter oder virgëschter, wou se och doriwwer... Ech soe just, dass mer hei eis mussen eng Kéier d'Fro stelle vum Prinzip vun der Inamovibilitéit.

Firwat? Well duerch deen doten Text hu verschidde Riichteren d'Gefill gehat, dass een am Fong deem engen oder deem anere Riichter kéint soen: Elo bass du emol do fort! An am Moment ass eng Versetzung, an dat seet jo de Rapporteur selwer an deem Text, deen en déposéiert huet, dass eng Versetzung am Fong eng Strof ass. Eng Strof!

Da gëtt gesot: Jo, mä hei ass et limitéiert; et ass net definitiv; et ass just fir ze remplacéieren; et ass... Vu verschidde Magistrate gëtt et ugesi wéi eng Strofversetzung. An dat ass jo selbstverständlech dann inakzeptabel, wann een dann op eng Kéier géif d'Gefill hunn, dass eng Strofversetzung kéint stattfannen. Oder dass een da seet, déi Kompositioun gefält mer elo net fir deen dote Prozess an elo gëtt d'Kompositioun da vun deem dote vläicht geännert mat deem oder deem.

Wësst Der, wann dann op eng Kéier den Doute géif kommen, dass verschidde Leit sech kéinte bal e Jury aussichen, also dat heescht e Geriicht aussiche mat deene Riichteren, déi normalerweis dosëtzen a vun haut op muer ganz anerer do géife sëtzen, wier dat selbstverständlech - ech soen, dat wäert net de Fall sinn, mä wann dat eng Kéier d'Bild kéint sinn, dat d'Leit kéinte verstoen -, selbstverständlech och nees eng Téitsch fir d'Institutioun vun der Justiz a virun allem da par ricochet fir d'Chamber.

Madame Presidentin, nodeem de Rapporteur et och schonn ugekënnegt huet mat deene puer Froen, déi mer hei hunn, wierklech mat de Juges de paix, wou ee sech eng Kéier misst d'Fro stellen, ob mer do net riskéieren, eng Kéier e Problem ze kréien, mat der Konditioun, dass Dikrech d'Moyenë kritt, fir kënnen anstänneg ze schaffen; mat der Konditioun, dass mer wäerten e Bilan maachen a kuerzer Zäit, fir ze kucken, wéi dat dote Gesetz seng Applikatioun fënnt; mat der Konditioun, dass een och seet, dass mer kucken, fir dass et do eng Regel gëtt, déi fir jiddweree soll zielen, dass d'Inamovibilitéit wierklech d'Grondbasis ass.

Dat alles sinn déi Konditiounen... An, mat deem Text, dee mer dann elo sollten hei stëmmen, dee vun der Motioun, sinn dat d'Konditiounen, mat deenen d'Demokratesch Partei dann och hiren Accord kéint zu deem doten Text ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme la Présidente.- Merci, Här Bettel. Domat wier et um nächsten agedroene Riedner, an dat ass den honorabelen Här Klein. Här Klein, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean-Pierre Klein *(LSAP)*.- Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre, Merci dem Rapporteur, dem Här Roth, fir déi detailléiert Virstellung vun dësem wichtege Projet de loi, wichteg fir de gudde Fonctionnement vun eiser Justiz.

Mir haten interessant Réuniounen an der Commission juridique, besonnesch nach de leschte Freideg mam Groupement des magistrats. Groupement des magistrats, dee bei där Geleeënheet Satisfaktioun kritt huet, wat d'Applikatioun vum Artikel 91 vun der Verfassung ugeet iwwert d'Inamovibilitéit vun de Riichteren.

Dëse Prinzip ass net a Fro gestallt bei de Riichteren op den Tribunäl, wa se fir de gudden an normale Fonctionnement vun der Justiz op enger anerer Plaz gebraucht ginn, mussen dozou awer selbstverständlech hiren Accord ginn. Dat muss mat hirem Accord geschéien.

D'Friddensriichter kréien, falls méiglech, deeselwechte Regime. Et war och ni d'Absicht, fir un deem Prinzip vun der Inamovibilitéit do ze rüttelen. Mir hunn dat gemaach opgrond vun engem Avis, vum Avis vum Statsrot. Mä mir sinn awer och, nodeem dass mer mat der Magistratur geschwat haten, op deen urspréngleche Text vun der Regierung zréckkomm, deen do den Accord wéi gesot vun de Riichtere verlaangt.

An dësem Projet de loi geet et ganz besonnesch drëm, fir e prezise Kader ze schafen, fir den zukünftege Magistraten eng zolidd Ausbildung ze garantéieren an hirem eegenen Interessi, am Intérêt vum Justiciable an am Allgemengen am Intérêt vum gudde Fonctionnement vun der Geriichtsverwaltung.

Duerch d'Formatioun vum Attaché de justice fir den Ordre judiciaire oder den Ordre administratif gi mer dovun aus, dass mer eng gutt, dass mer domadder eng Justice de qualité viséiere mat Spezialisten. Dës Neierung drängt sech och op, dat no der neier Formule vum Examen de fin de stage bei den Affekoten, Examen de stage, dee méi op Spezialisatioun a verschiddene Branchen ausgeriicht ass, an dat vun 2009 un.

De Règlement grand-ducal vun 2009 gesäit d'Reorganisatioun vun de Cours complémentaires en droit luxembourgeois vir, mä ganz besonnesch innovéiert en am eigentleche Stage judiciaire. An zwar ass den Ofschlossexame vun do un anescht wéi den traditionellen Avouésexamen, wéi mer e fréier genannt hunn.

Dësen Examen ass elo méi op Spezialisatioun ausgeriicht, fir dem Kandidat d'Méiglechkeet ze ginn, fir sech a bestëmmte Matièren ze perfektionéieren, déi fir hie méi interessant sinn, wou e méi Spaass a méi Freed drun huet sech anzeschaffen. Dat kënnt sécherlech beim Exercice vu sengem Beruff als Affekot dem Client zegutt. Do kann e sech dann déi Dossieren zurechtleeën, déi senger Preferenz entspriechen, a sech mat voller Kompetenz asetzen.

An där heiteger Zäit, mat der villfälteger komplexer, villsäiteger Gesetzgebung ass et onbedéngt wichteg, dass een esou Spezialisatioune virgesäit.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

Wann een de Beruff vum Magistrat wielt, weess een net vu virera beim Accès an d'Magistratur, wou ee gebraucht gëtt, wou een agesat ka ginn, an der Magistrature assise oder debout, am Ordre judiciaire oder am Ordre administratif. Déi nei Attachés de justice, déi sech an engem Pool commun zesummefannen an déi zu spéidere Magistrate beruff sinn, kréie méi eng grouss, vill gefächert Formatioun, Theorie a besonnesch Praxis matenee verbonnen, während engem Service provisoire vun 18 Méint, deen ënner bestëmmte Konditioune bis zu 36 Méint ausgedehnt ka ginn.

Si hunn d'Chance, am Service provisoire vun erfuerene Magistrate begleet an ënnerriicht ze ginn, an de Justizdéngschter matzeschaffen. Recherchë maachen, Studiëvisitë bei den Institutioune ginn hinnen d'Méiglechkeet, an d'Rouagen eranzegesinn a kënnen d'Praxis ze erfueren, ze erliewen.

An hirem Service provisoire gi se och schonn an déi verschidde Geriichtsbarkeeten delegéiert, fir e Riichter ze ersetzen. Allerdéngs ausgeschloss vun där Delegatioun sinn d'Friddensgeriichter. Doduerch gëtt och d'Wichtegkeet an d'Responsabilitéit vum Friddensriichter ënnerstrach, dee jo bekanntlech ganz besonnesch Matièren ze traitéieren huet, wéi zum Beispill Bail à loyer, am Cabaretage, Pensions alimentaires, Actions possessoires a pétitoires, wat jo awer ganz komplex Matièrë sinn, an och an all Matièren am Kader vun engem festgeluechten Taux de compétence. Net fir näischt ass jo och fir d'Friddensriichter méi en eropgesatenen Alter virgesinn an d'Konditioun, fir musse virdrun zwee Joer Riichter gewiescht ze sinn.

D'Attachés de justice ginn och während hirem Service provisoire vun enger Kommissioun surveilléiert a suivéiert. Dës Kommissioun huet dee grousse Virdeel, dass do erfueren a kompetent Magistraten dra sinn, déi déi néideg Kenntnisser hunn, fir nom Service provisoire d'Attachéën ze préiwen an ze evaluéieren.

Den Attaché mécht eng Autoevaluatioun, kann also och zesumme mat den Examinateuren iwwerpréiwen, ob en effektiv fir dëse verantwortungsvolle Posten, Beruff gemaach ass oder ob en d'Fanger dovu soll ewechloossen. An et ass dem Attaché selwer iwwerlooss, seng Kompetenz a Berufung ze préiwen, seng Stäerkten a Schwächte festzestellen, fir dorop eng Décisioun selwer ze huelen.

Mat dësem Gesetz verschwannen d'Juges suppléants am Sënn vun der Stäerkung vun der Onofhängegkeet vun eise Geriichter. Am zweete Kapitel vum Projet de loi ginn déi néideg Dispositioune getraff, fir en cas de besoin e Riichter ze remplacéieren, wéi scho gesot den Déplacement vun engem Riichter vun engem Geriicht op dat anert, mam Accord vum Delegéierten.

Dikrech, hate mer gesinn, hunn en zousätzleche Riichter gefuerdert. Wann een den Text vum President vum Tribunal liest, schéngt dat och eng net onberechtegt Fuerderung ze sinn.

Ech géif och mengen, no engem Joer, wéi mer et elo an der Motioun virgesinn hunn, dass no engem Joer Erfahrung vun deem neie Gesetz mer da feststellen oder net feststellen, dass déi Fuerderung do berechtegt war oder net.

Ech hat emol an der Zäit - ech weess net, et ass scho méi laang hier - hei gefrot, fir och emol driwwer nozedenken, fir zu Esch en Tribunal ze kréien. An déi Iddi wollt ech erëm eng Kéier opgräifen oder erëm eng Kéier lancéieren. Ëmsou méi, well mer jo och elo virgesinn hunn, fir an der Nopeschgemeng Suessem, fir do eng Maison d'arrêt anzeriichten. Ech wollt dem Justizminister dat mat op de Wee ginn, fir eventuell déi Fro do ze ënnersichen.

Wat dëse Projet de loi elo ubelaangt: Et ass e wichtege Schrëtt a Richtung modern an effikass Justiz, an duerfir ginn ech den Accord vun eiser Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Klein. Als nächste Riedner ass den Här Félix Braz agedroen. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

M. Félix Braz *(déi gréng)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och déi gréng Fraktioun wäert dëse Projet stëmmen, allerdéngs net ouni déi eng oder aner Hésitatioun. Ech wëll fir d'Éischt dem Gilles Roth Merci soen, dem Rapporteur, dee sech beméit huet, dee Projet an deene vum Minister gesatenen Délaien duerch d'Parlament ze kréien - ech hat elo bal gesot, ze joen -, mä dee sech och beméit huet, Kompromisser an der Commission juridique ze fannen.

D'Virriedner si schonn op dat Meescht agaangen, ech wëll dat duerfir net méi widderhuelen. Dee Projet hei ass e wichtege Projet. Et war e Projet, deen au départ - ech soen emol - méi technescher Natur sollt sinn. E sollt inhaltlech manner problematesch an der Kommissioun sinn. Et ass e Projet, dee Verbesserunge mat sech brëngt beim Rekrutement an der Prozedur, bei der Qualifikatioun, bei de Qualitéiten och vun de Leit - och déi soll an Zukunft gekuckt ginn an net nëmmen d'Qualifikatioun an Terme vun Diplomer. Et ass d'Iddi vun engem Pool, d'Ofschafe vun de Juges suppléants, an alles dat war fir de Minister wichteg, well e wollt, dass deen nächste Rekrutement am Hierscht schonn no dësen neie Regelen, déi mer haut festleeën, sollt kënnen iwwert d'Bühn goen.

Dat huet e gewëssenen Drock opgebaut, Zäitdrock opgebaut an der Kommissioun, a mer mussen, wa mer éierlech sinn, soen, dass mer e bëssen en dernière minute nach eng Kéier op en zolitte Stee gestouss sinn, deen de Groupement vun de Magistrate soulevéiert huet, wou e sech gewiert huet dergéint, dass mer am Artikel 13 de Consentement vun de Riichtere vun den Tribunaux d'arrondissement aus dem Gesetz wollte sträichen. Déi Diskussioun ass relativ séier den Dag drop an der Kommissioun gefouert ginn, a mir sinn eis och eens ginn, dass et méi richteg wär, dee Consentement, wéi en am Moment am Gesetz steet, och drastoen ze loossen.

Natierlech bleift d'Gesetz, wann et dann elo esou gestëmmt gëtt, op deem dote Punkt also onverännert par rapport zu der bestehender Gesetzgebung, bleift dat Gesetz zumindest vun engem Schéinheetsfeeler awer och - ech mengen, méi wéi dat - behaft, nämlech deem, dass mer bei de Juges de paix de Kritär vum Consentement weiderhin net wäerte verlaangen.

Ech mengen, mir sinn eis eens an der Kommissioun, dass mer dat mussen upassen, dass et net kann esou sinn, dass déi zwee Magistraten ënnerschiddlech behandelt ginn, an dass mer sollen derfir suergen, dass dee Consentement an Zukunft och soll gëlle fir d'Juges de paix. Dat soll och séier iwwert d'Bühn goen, dat soll keng Saach sinn, déi laang dauert.

Mir hunn eng Motioun, déi de President vun der Kommissioun am Numm vun der Kommissioun presentéiert huet, als Gréng och matgedroen, wou zwou Saachen drastinn: déi éischt ass, dass mer e Bilan vun der Applikatioun vun deenen neie Regele beim Rekrutement, awer och bei den Déplacementer op en anert Geriicht maachen, dass mer dee Bilan also relativ rapid schonn no nëmmen engem Joer wëlle maachen. Dat ass u sech net elo terribel laang, fir eng Gesetzgebung wéi déi heite kënne richteg ze appréciéieren, mä et war de Wonsch, séier, zumindest en éischte Bilan kënnen ze maachen. Dat steet och esou an der Motioun an dat ënnerstëtze mer och.

Et steet awer och dran, dass mer sollen deen Artikel 6 vun der Organisation judiciaire och ofänneren an deem Sënn, dass eben d'Juges de paix an d'Zukunft och hire Consentement musse ginn, wa se sollen déplacéiert ginn. Allerdéngs, an dat wëll ech awer och gesot hunn - ech hunn dat och an der Kommissioun gesot -, ech hätt et léiwer gesinn, wa mer do als Parlament eng Proposition de loi gemaach hätten, wann de President am Numm vun der Kommissioun dat gemaach hätt, an net dass mer och do solle waarden, bis d'Regierung en neie Projet de loi mécht, vläicht souguer dat einfach an en anere Projet de loi, deen net vill oder näischt heimadder ze dinn huet, drantässelt. Dat ass keng propper Form, fannen ech. Ech hätt et méi begréisst, déi doten Dispositioun an enger Proposition de loi am Numm vun der gesamter Kommissioun ze maachen.

Wann d'Chamber sech dat awer huele léisst, Ännerungen, déi aus der Kommissioun eraus gebuer sinn - en plus nach -, wa se sech dat huele léisst vun der Regierung, gutt, domat entsteet um Enn datselwecht Resultat, mä fir d'Selbstverständnis vum Parlament - mengen ech - wier et besser gewiescht, dass hei eng Proposition de loi gemaach gi wier, an net e Projet de loi, mä vu dass d'Majoritéit vun der Kommissioun dat anescht gesäit, geet dat eben dann op deem dote Punkt esou. Wéi gesot, dat ännert näischt um Resultat. An der Form hätt ech dat dote mat menge Kolleege léiwer gehat.

Dat gesot, brénge mer d'Zoustëmmung zum Projet an och zu der Motioun, mä net, wéi gesot, ouni e puer Hésitatiounen.

M. le Président.- Merci dem Här Braz. Als nächste Riedner ass den Här Jacques-Yves Henckes agedroen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Merci, Här President. Och vu menger Säit aus e grousse Merci un de Gilles Roth, deen als President an als Rapporteur hei an engem relativ techneschen, mä awer och politesch heiansdo, mat Ablacker méi sensibelen Dossier awer eng ganz gutt Aarbecht gemaach huet an och a sengem Rapport alleguerten déi wichteg Froen, déi mer debattéiert hunn, gutt ervirgestrach huet.

Ech mengen, et muss een ervirsträichen - an ech mengen, dat ass scho bal eng Lapalissade -, datt d'Zuel vun de Leit, déi hei zu Lëtzebuerg wunnen, permanent steigt. Mir wären iwwer 500.000 Awunner. Domadder steigt natierlech och d'Zuel vun de Prozesser an domadder steigt och d'Zuel vun de Riichter. A wann déi Zuel net steigt, wann d'Prozeduren net méi einfach ginn, da ginn d'Délaien an der Justiz méi laang an de Bierger huet dat herno zum Nodroen.

Duerfir ass et wichteg, datt een, speziell an dëser Zäit, elo net méi esou denkt, wéi zu den Zäite vun der Postkutsch, mä datt een higeet a kuckt, fir eng modern Justiz ze schafen, déi och effikass ka géréiert ginn als Administratioun.

Dat bedeit, datt natierlech eng etlech Ännerungen an onse Gesetzgebunge gemaach ginn. Eng dovunner ass de Kritär fir de Rekrutement vun de Magistraten. Ech mengen, hei mat dësem Gesetz gi mer hei op de richtege Wee, datt dat e bësselche méi kloer gesat gëtt.

Dat Zweet ass d'Ofschafe vun de Juges suppléants. Do gesäit een, datt een heiansdo e Prinzip huet vun der Inamovibilité des juges, mä wat awer während Jorzéngten ganz gutt fonctionnéiert huet, op deem Gebitt do, well do konnten der souguer esou amovibel sinn, datt et heiansdo de Leit emol e bësselche schlecht ginn ass, esou séier konnt dat goen.

An d'Schafe vun den Attachés de justice, mengen ech, ass e Wee, deen een och muss fir aner Saachen, fir aner Riichterposten eventuell och virgesinn. Dat heescht, datt mer e Pool hu vu Leit, déi kënnen do agesat ginn, wou et noutwendeg ass, am Intérêt vun engem gudde Fonctionnement vun der Justiz.

D'Ofschafe vum Privilège de juridiction: À première vue schéngt dat engem eppes ze sinn, wou ee geduecht huet, dat dote kann dach net sinn, datt mer elo fir d'Riichteren, fir d'Polizisten an esou weider an aner OPJen dee Privilège de juridiction ofschafen, mä et gesäit een, datt, wann déi Leit eng Kéier virun engem Prozess stinn, de Fait, datt bei hinnen et net eng Possibilitéit vun Appell gëtt, vu ville vun hinnen als negativ fir si betruecht gëtt, an duerfir wor och eng Demande vu ganz ville Milieuen, fir dee Privilège de juridiction do ofzeschafen.

Dann ass eng vun deene groussen Debatten déi gewiescht vun der Inamovibilitéit vun de Riichter. Et muss een hei ervirsträichen direkt, datt d'Gesetz awer virgesäit, datt et net de Justizminister ass oder d'Regierung, déi d'Riichteren iergendwou schécken, fir ze ersetzen, mä datt et de President vun der Cour supérieure de justice ass, sou datt also de Prinzip selwer festhält, datt et am Kader vun dem Pouvoir judiciaire ass, wou déi ganz Mouvementer solle stattfannen. A bien entendu kann et net sinn, datt de President vun der Cour einfach arbitrairement décidéiert, du kënns dohin, du gees dohin, an hei an do. Dat kann et net sinn. Et kann och net sinn, datt en näischt mécht a Gottes Waasser iwwer Gottes Land lafe léisst. Do muss also eng Responsabilitéit geschéien, an et ass och verständlech, datt wann e Riichter géif net gefrot ginn, fir op eng Plaz ze goen, fir ze ersetzen, datt dat meeschtens och net grad am Intérêt vun engem gudde Fonctionnement vun der Justiz ass.

Hei huet een, wat ech géif soen, e Chef du personnel, dee muss kucken, datt en dat am Zesummenhang mat senge Leit, mat deene Leit beschwätzt an déi iwwerzeegt, fir déi Missiounen do duerchzegoen. Mä et wäert natierlech net onbedéngt ganz einfach sinn. An duerfir stelle sech och eng etlech Froen, déi och debattéiert gi sinn, a mat Recht.

Mir hunn als ADR déi ganzen Zäit gemengt, datt et wichteg ass, datt mer niewent der Theorie, déi mer eis hei um Pabeier uneegnen, awer och d'Méiglechkeet schafen, fir datt mer herno kucken, wéi et an der Praxis sech realiséiert. Duerfir war ech ganz staark derfir, datt mer no engem Joer sollten e Bilan zéie vum Fonctionnement vun deem neie Justizapparat an datt mer deen Ablack gegebenenfalls, wann et verschidde Saache géif ginn, déi net gutt fonctionnéieren, datt een déi da kéint rectifiéieren.

An ech mengen, dat ass och esou, wou mer ons erhoffen, datt et net nëmmen op engem Projet de loi iwwert d'Justiz esou geet, mä och bei anere Projets de loi, wou et an anere Chamberen, an och bei anere Gesetzer hei zu Lëtzebuerg misst et méiglech sinn, datt d'Chamber no engem Joer oder no zwee Joer eng Kéier kuckt, ob d'Gesetz wierklech dat bruecht huet, esou wéi mir et geduecht haten.

Hei hu mer also e Gesetz, wat an déi richteg Richtung geet, fir ons Justiz ze adaptéieren. Et stelle sech e puer Froen, wat d'Praxis an d'Realitéit an der Ëmsetzung vun dësem Gesetzesprojet ugeet. Do stelle sech also Froen, an duerfir muss een also déi Motioun hei begréissen, déi zum Vote steet.

Mir wäerten als ADR dëse Projet stëmmen an och bien entendu déi Motioun, déi absolut dozougehéiert.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Henckes. Als nächste Riedner ass den Här Serge Urbany agedroen. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Et ass scho gesot ginn, dee Projet hei ass ënner enormem Zäitdrock duerchgezu ginn, géint d'Avisen, oder géint verschidden Avisen aus dem professionelle Milieu. Avisen, déi emol am Ufank guer net hätte solle publizéiert ginn.

Dobäi geet et hei ëm wesentlech Froen. Esou och ëm dee wichtege Verfassungsprinzip vun der Inamovibilitéit vun de Riichteren, dat heescht, hirer Onversetzbarkeet, ouni dass se domadder d'accord sinn. Dee Prinzip ass net nëmmen duerch d'Verfassung geschützt, mä duerch international Konventiounen, well en d'Onofhängegkeet vun de Riichter géint Pressioune vu politescher Säit oder duerch d'geriichtlech Hierarchie soll schützen.

An et huet der Interventioun a leschter Minutt vum Groupement des magistrats verlaangt, fir dass d'Antikonstitutionalitéit vu gewësse Bestëmmungen am Projet de loi kloer ginn ass. Bestëmmungen, déi nach a leschter Minutt vun der Commission unanime an dee Projet dragesat respektiv verschäerft gi sinn.

Esou ass duerch en Zréckkommen op deen ursprénglechen Text op d'mannst erreecht ginn, dass d'Riichter vun de Bezierksgeriichter elo net méi ouni hiren Accord kënne versat ginn. Awer bei de Friddensgeriichter ass dat nach ëmmer net de Fall, a souguer déi zäitweileg Begrenzung vun hirer Versetzung op sechs Méint, déi jo awer bis elo am Text drastoung, ass net erëm an den Text drageholl ginn. Wat awer och méiglech gewiescht wier, no därselwechter Technik, déi d'Kommissioun ugewannt huet, fir dat anert ze redresséieren.

Ech hunn d'Impressioun, dass hei soll en Testlaf stattfanne fir déi ugekënnegt Gesamtreform vun der Organisation judiciaire. Dozou gehéiert och dat abrupt Ofschafe vun der Funktioun vum Juge suppléant, wat jo kritiséiert ginn ass, virun allem vun de Friddensgeriichter. Do läit en Avis vun Esch vir, dee ganz kloer ass an dee seet, dass dat eng Bestëmmung ass, déi hir Organisatioun duerjernee wäert bréngen.

Dozou gehéiert och d'Reform vum Attaché de justice, déi jo eigentlech den Haaptgéigestand ass vun deem Projet hei. Hei soll, esou wéi am Enseignement, e Pool vu Remplaçanten op de Geriichter geschafe ginn, deen, ouni Riichter ze sinn oder Riichter ze ginn, permanent remplacéiere geet.

An där Kommissioun, déi d'Attachés de justice soll evaluéieren, sinn och d'Friddensgeriichter, zum Beispill, net vertrueden. De Parquet ass awer iwwerméisseg vertrueden. Deen iwwregens och an der Kommissioun eng kloer Roll gespillt huet, ouni dass dat iwwregens am Procès-verbal drasteet, dass de Parquet do war an d'Aarbechte vun där Kommissioun beaflosst huet.

De Statsrot kritiséiert d'Imprécisioun vun den Evaluatiounskritäre vun den Attachés de justice. Dozou gehéiert och eng sougenannten Autoevaluatioun, esou wéi se am Privatsecteur gemaach gëtt. An ech hoffe wierklech, wann ech liesen, zum Beispill, Evaluatiounskritäre vun deenen Attachés de justice, déi do sollen erugebilt ginn, an hirem Stage pratique liesen ech, dozou géif gehéieren, zu hirer Fäegkeet géif gehéieren „la capacité d'adopter une position d'autorité ou d'humilité adaptée aux circonstances". Ech hoffen, Här President, dass dat net heescht, „nach oben buckeln, nach unten treten"!

Ech fäerte generell, an domat sinn ech fäerdeg, dass an der Justiz solle lues a lues verschidde Grondprinzipië vun der Reform vum Statut vun der Fonction publique agefouert ginn. Ech wäert op jidde Fall géint dee Projet hei stëmmen.

Ech hunn och meng Bedenken, wat déi Resolutioun (veuillez lire: Motioun) ugeet. Ech huelen dat da vläicht op d'Zäit, déi ech hätt, fir zu där Resolutioun ze schwätzen. Ech stellen zum Beispill fest, dass sech hei net op d'Verfassung beruff gëtt, an dass sech ganz vill Zäit gelooss gëtt, fir dee Prinzip vun der Inamovibilitéit vun de Riichter ze generaliséiere bis zu engem Joer, an dass do effektiv eng ganz Rei vu Problemer sech kënnen an Zukunft nach stellen, wéi iwwregens och bei der Ofschafung vum Juge suppléant; dat hu mer jo schonn héieren.

Ech fannen, dass dat hei e Projet ass, deen iwwert de Knéi gebrach ass, deen eis nach vill Schwieregkeete wäert bereeden. Ech stëmmen do dergéint.

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. Dann huet als Riedner sech nach den Här Lucien Weiler agedroen. Här Weiler, Dir hutt d'Wuert.

M. Lucien Weiler *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet hei, dee reit sech an an eng Rei vu Mesuren a konsequenten Efforten, déi dëse Justizminister mécht, an dat zënter dräi Joer, fir eis Justiz ze moderniséieren a se fit ze maache fir déi Erausfuerderungen, déi sech hir de Moment stellen. Fäert net, ech ginn net Rapporteur bis! Den honorabelen Här Roth huet hei eis am Detail erkläert an a sengem Rapport déi essenziell Punkte vun dësem Projet. Ech wëll em och duerfir Merci soen. En huet eng gutt Aarbecht gemaach.

Ech wëll mech ganz kuerz op dräi oder véier Remarquë beschränken. Ech wëll fir d'Éischt eng generell Remarque maachen.

Während deene laangen Aarbechten an der Kommissioun huet d'Commission juridique all déi Propositiounen hei vum Justizminister am Detail analyséiert, gekuckt, a mir waren d'accord mat deene Propositiounen am grousse Block, well d'Motivatioun, déi à la base vun deem läit, wat ons hei proposéiert gëtt, well dat iwwerzeegend ass.

Mä et bleift awer, dass mer mat dësem Projet nei Weeër beschreiden. Mir beschreiden nei Weeër, wat d'Fonctionnementsprozedure vun der Justiz ubelaangt, de Pool vun den Attachéën, d'Ofschafe vun de Juges suppléants, an dat ass en neie Wee, dee mer hei beschreiden! Et ass en neie Wee, dee mer net kennen, wou mer dervun ausginn, opgrond vun de Begrënnungen, déi mer jo hunn, fir dat hei ze maachen, dass dat klappe wäert, mä mir sinn awer net definitiv sécher. Mir gi vu Weeër of, déi hir Experienz haten, déi hir Experienz gemaach hunn, déi sech als gutt erwisen haten.

De Wee vun de Juges suppléants, mir verloossen dëse gutt bekannte Wee, deen, wéi gesot, bis elo gutt fonctionnéiert huet, fir en neie Wee ze beschreiden. A well dat esou ass, a well mer d'accord si mam Minister, nei Weeër ze beschreiden, mer awer op där anerer Säit virsiichteg sinn, well eppes, wat al ass, ass net onbedéngt schlecht, an eppes, wat nei ass, ass net onbedéngt gutt.

Mir wëllen dat heiten evaluéieren, no engem Joer evaluéieren. An et ass net esou, Här Minister, opgrond vun der Motioun, dass mir vun Iech erwaarden, dass Dir ons elo no engem Joer e Rapport hei vun 150 Säite virleet. Dat ass jo oft, bei neie Projete ginn d'Ministere gefrot, si missten elo déi ganz grouss Evaluatioune maachen no engem Joer. Neen! Dir sollt eis no engem Joer opweisen, wou dëse Projet gegebenenfalls, an déi Prozeduren, déi mer hei aféieren, wou Problemer sinn, a wa keng Problemer do sinn, dann eriwwregt sech déi Evaluatioun, déi mir Iech haut hei froen.

Dir sollt ons einfach soen, d'Experienz, déi mer elo während engem Joer maachen, op wéi enge Punkten huet se gutt geklappt, op wéi enge Punkten huet et gehapert. Wann et éierens gehapert huet, da musse mer nobesseren, a wann déi Weeër, déi nei Weeër, déi mer haut beschreiden, wann déi fonctionnéieren, da si mer alleguerten zefridden.

Ech wëll een zweete Punkt ugoen, dee vun den Effektiver vun eisen Tribunäl. Dat ass e ganz sensibelen an delikate Sujet, an ech weess och, dass ee keng Équatioun kann zéien tëschent gudder an effikasser Aarbecht op engem Geriicht an der Zuel vun de Riichteren. Mä et ass awer och esou, dass d'Fro vun de räsonabelen Délaien - eng Notatioun, deeselwechten Term, deen ëmmer erëm erëmkënnt, dee räsonabelen Délai, an deem e Prozess soll iwwert d'Bühn goen - och mat de Ressources humaines ze doen huet.

An, Här President, déi räsonabel Délaien, dat sinn net nëmmen déi, déi vun der Cour européenne des droits de l'Homme dann und wann a spezifesche Fäll analyséiert ginn. Mä d'Fro vun de räsonabelen Délaie presentéiert sech praktesch all Dag fir de Justiciable,

- wann e Propriétaire, dee säi Loyer net bezuelt kritt, zwee Joer muss waarden, bis en en definitivt Uerteel huet,

- wann eng Intérêt-civils-Affär zéng Joer dauert,

- wann een eng Affär mat Vices de construction huet an déi sechs, siwe Joer dauert.

Ech weess, dat ass net ëmmer de Riichteren hir Schold. Hei sinn och aner Leit, déi Responsabilitéit droen, an notamment an un éischter Stell d'Affekoten. Ganz oft och hir Clienten. Mä och bei de Geriichter läit e gewëssenen Deel vu Responsabilitéit, fir dass ee kuckt, déi räsonabel Délaien agehal ze kréien.

A well dat alles esou ass, ass eng Justiz, déi net an engem räsonabelen Délai, an engem zoumuttbaren Délai gesprach gëtt, keng gutt Justiz. Dat ass eng Justiz, déi de Mënsche schuet, déi Mënsche krank mécht, déi Mënsche finanziell ganz vill Schued kann zoufügen, wann en Uerteel ze spéit kënnt. An et sinn Décisiounen, déi direkt oder indirekt ganz Biografië vu Mënschen ëmschreiwen, well se net an den... (veuillez lire: well se net an akzeptable Friste geholl ginn.)

A well dat alles esou ass, muss ee kucken, dass een d'Saachen zesummegetässelt kritt. Op där enger Säit d'Fro vun der Effikassitéit: Wéi kritt een eng effikass an eng gutt an eng kompetent Magistratur? An hei si vill Usätz an dësem Projet, déi op dee Wee ginn. An op där anerer Säit muss een dat kombinéiere mat Ressources humaines.

Et gëtt, mengen ech, keen Domän, wou d'Fro vun de Ressources humaines esou eng Tragweit an esou eng Importenz fir deen Eenzelnen, fir de Justiciable, fir de Bierger dobausse kann hunn, wéi grad just am Beräich vun der Justiz! An duerfir wëlle mer, solle mer déi Problematik net aus den Ae verléieren.

An dësem Projet kritt den Tribunal vu Lëtzebuerg zwee Leit bäi; dat ass fir mech okay. Esch, déi froe méi Leit. Den Tribunal vun Dikrech freet een (veuillez lire: ee Richter) weider. Et wär fir mech elo einfach gewiescht, an der Kommissioun de Lobbyist vun Dikrech ze spillen an ech hätt en Amendement presentéiert, fir Dikrech ee Riichter weider ze ginn. Ech menge souguer, dass dat ouni Problem an der Kommissioun duerchgaange wier. Et ass net meng Manéier, fir ze fonctionnéieren.

Ech hätt gären, an de Minister huet eis dat gesot, dass mer am Laf vun dësem Joer, Enn dëses Joers oder ufanks des nächste Joers iwwert déi Problematik vun den Effektiver an der Aarbecht an och den Délaien op eisen Tribunäl, dass mer doriwwer all a Rou diskutéieren an dann décidéiere mer.

Ech wëll soen, well dat mer trotzdeem um Häerz läit, an, Här Minister, ech ginn Iech dofir keng Schold, well dat zitt sech iwwer 20 Joer. Mä wann Der kuckt an deene leschten 20 Joer, 1990 hat Dikrech aacht Riichteren, am Joer 2012, 22 Joer méi spéit, huet Dikrech zéng Riichteren. Den Tribunal vu Lëtzebuerg hat am Joer 1990 39 Riichteren an am Joer 2012 huet en der 89 plus zwee, dat ginn der 91. Wann Der Iech dat an absoluten Zuelen ukuckt, dann hutt Der eng Augmentatioun von den Effektiver zu Dikrech vun 20% an um Tribunal vu Lëtzebuerg vun 120%!

Dat ass eng Diskrepanz, déi ass net ze erklären. D'Aarbecht douewen (veuillez lire: zu Dikrech), déi op der Justice de paix zu Esch an d'Aarbecht hei an der Stad, déi ass - toute proportion gardée, grouss oder kleng Tribunäl -, mä an de Proportiounen d'selwecht an d'Luucht gaangen.

An duerfir hätt ech gären, dass mer an aller Rou, esou wéi de Minister eis dat och versprach huet, am Laf vum Joer eng Kéier iwwert d'Froe vun den Effektiver diskutéieren.

Ech si frou, dass de Procureur général bereet ass, Dikrech während där Zäit, bis dass mer esou wäit sinn an eis Gedanke gemaach hunn iwwert d'Effektiver, en Attaché de justice fir d'ganz Année judiciaire zouzegestoen. An ech wëll awer och soen, Här Minister, dass ech net onfrou sinn, dass den Tribunal vun Dikrech e Procureur adjoint kritt.

Iwwerall hei am Land, op allen Tribunäl an op villen anere Plaze gëtt et e President, an et gëtt e Vizepresident. Déi eenzeg Plaz, wou et dat net gouf, dat war (veuillez lire: dat war um Parquet) zu Dikrech. Mir redresséieren dat, Dir redresséiert dat, Dir hutt ons dat proposéiert. An - jo - fir verschidde Leit ass dat näischt.

Mä ech wëll Iech soen, dat ass e reelle Problem gewiescht!

D'Procureuren, déi hunn an der Zwëschenzäit eng ganz Partie vun Aufgabe kritt - net nëmmen déi Dikrecher, mä virun allem och déi Stater -, Aufgaben, déi se an der Zäit net haten. Si huelen un internationale Konferenzen deel, si sinn a Kommissiounen, si mussen Avisë schreiwen.

Fir e groussen Tribunal wéi Lëtzebuerg ass dat fir e Procureur net aussergewéinlech schwiereg, well deen esou vill Substituten huet. Dikrech, wou mer kleng sinn a wou nëmmen zwee, dräi Leit do sinn an déi mussen déiselwecht Aarbecht maachen, dat ass wéi de Minister ëmmer seet, de Problem vum Dikrecher Geriicht, „le problème du petit nombre". Wann Der zu wéineg sidd, da musst Der Iech esou organiséieren, dass déi Aarbecht, déi do ass, dass Der déi korrekt gemaach kritt.

Voilà, Här President. Da wollt ech awer och nach e Wuert soen zu der Fro, déi elo ganz zum Schluss opkomm war an der Kommissioun a wou den Här Urbany elo just gemengt huet, mir hätten Antikonstitutionalitéite missen aus der Welt raumen. Ech mengen net, dass dat esou ass.

D'Fro vun der Affectation temporaire an d'Fro vun der Inamovibilitéit, dat heescht d'Garantie, déi e Riichter huet, fir net géint säi Wëlle versat ze ginn, déi Fro ass opgeworf ginn. Virun allem och am Avis vum Groupement des magistrats.

An ech muss Iech soen, et ass mer opgefall, an deem Avis, wann Der deen analyséiert, ass deen Argumentaire, dee virgedroe gëtt, fir ze soen, dass mer dat net kéinte maachen, dass, wann den Accord vun de Riichteren net obligatoresch wär, dat géint de Prinzip géif goen, deen am Artikel 91 vun der Verfassung steet. An hiren Argumentaire dréit sech virun allem ëm déi Situatioun, wou e Riichter wierklech déplacéiert gëtt, wou en aus där Fonctioun, op déi e genannt war, op en anere Poste gesat gëtt, wat an där Propositioun, déi mer hei jo hunn, guer net de Fall ass.

Et geet hei ëm eng Délégation temporaire op en anere Posten, bei engem anere Geriicht, eng Delegatioun, déi zäitlech begrenzt ass. Mir sinn net an där Hypothees, déi viséiert ginn ass vun dem Groupement des magistrats, an och net an där Hypothees, déi den Här Urbany virdrun ugeschwat huet.

An ech wëll Iech just soen, et ass jo awer eng interessant Diskussioun, den Artikel 91. Ass deen esou kloer oder kann een deen a Kombinatioun mat deem Arrêt, mat deenen Dispositiounen, déi mer elo hei hunn, gesinn, fir ze soen, dat doten, wat Dir maacht, dat ass net an der Rei?

Ech wëll soen, dass deemools, wéi mer - 1989 mengen ech war et - deen hei Artikel vun der Verfassung ëmgeännert hunn an d'Inamovibilitéit esou an d'Verfassung gesat hunn, wéi mer se do dragesat hunn, dunn ass dat, wat de Constituant hei wollt, ganz gutt an de Rapporten zréckbehale ginn, och am Avis vum Conseil d'État. An do ass d'Fro vun der Inamovibilitéit ëmmer gesi ginn a Relatioun Justice-Exekutiv, mä net, wat d'Problematik à l'intérieur, de Fonctionnement vun der Justiz ubelaangt. An dat fannt Der erëm an den Texter (veuillez lire: Dokumenter).

Ech wëll just soen - wann ech den Text elo fannen -, den honorabelen Här Bodry huet deemools hei op der Tribün zu där Problematik geschwat an en huet dat a senger Interventioun kloer ënnerstrach, wou e gesot huet: Hei geet et ëm d'Relatioun Justice-Exekutiv. Mir wëlle verhënneren, dass vum Exekutiv, vun der Regierung aus iergendwellech Pressioun oder Déplacementer oder Versetzunge kënne gemaach ginn, fir iwwert dee Wee Drock op d'Justiz auszeüben.

An en huet gesot, dat ass net de Fall. Dat, wat mir hei wëllen, ça concerne la relation Gouvernement-justice, ça ne concerne pas den interne Fonctionnement vun der Justiz.

Här Urbany, jo?

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Jo, mä dat, wat Dir do sot, steet awer esou a kengem Text. Et steet net an der Verfassung. An am Avis vum Groupement des magistrats ginn eng ganz Partie Quellen zitéiert vun eminente Juristen, déi soen, dat misst selbstverständlech och d'Pression hiérarchique concernéieren, déi Inamovibilitéit. Wat den Här Bodry hei op der Tribün sot virun 20 Joer, spillt an deem Sënn häerzlech wéineg eng Roll.

Une voix.- Ass dee schonn esou laang derbäi?

M. Lucien Weiler *(CSV)*.- Neen. - Dach! - Wéi mir deemools deen do Artikel vun der Verfassung hei diskutéiert hunn, dunn hu mer hei gesot, wat mer ënnert deem Artikel verstinn. Dat ass gesot ginn an de Rapporten, dat ass gesot ginn am Avis vum Conseil d'État. An de Constituant huet duerch déi Riedner, déi hei op der Tribün stoungen, gesot, wat mir ënnert deem Text, esou wéi e gestëmmt ginn ass, verstinn.

Dat war de Wëllen (veuillez ajouter: vum Constituant). An dat ass net dat, wat de Groupement des magistrats ugeschwat huet. De Groupement…

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Dat léisst sech jo dann nokucken.

(Interruption)

Dat léisst sech jo dann nokucken.

M. Lucien Weiler *(CSV)*.- Dem Groupement des magistrats seng Argumentatioun dréit haaptsächlech ëm d'Problematik, wann e Riichter soll versat gi vun deem Posten, op deem en ass. Et geet hei net ëm Versetzen, et geet hei ëm Delegatiounen, déi e Riichter kritt, fir temporär en anere Riichter, deen ausfält, ze ersetzen. Voilà!

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Sechs Méint, zum Beispill, an dat hutt Der erausgeholl.

M. Lucien Weiler *(CSV)*.- Mä sechs Méint…

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Dat war temporär op sechs Méint begrenzt ginn, an dat hutt Der elo erausgeholl.

M. le Président.- Här Urbany, loosst elo emol den Här Weiler vläicht ausschwätzen!

M. Lucien Weiler *(CSV)*.- Neen, neen, dat hu mir net erausgeholl.

(Hilarité)

Et gëtt haut, wann ee sech d'Praxis ukuckt, duerch d'Bank keng Problemer, wann e Riichter eng Kéier krank ass, en Dag, eng Woch. Dat gëtt alles ouni Problem geregelt. De Problem stellt sech bei deene méi laangen Absencen. Well am Kader vun engem Congé parental, engem Congé de maternité oder wann een dräi oder méi Méint krank ass, da muss jo awer kënnen eppes gemaach ginn, fir déi Vacance do opzefänken, an hei ass de Wee, wéi mer déi Vacancë wëllen opfänken.

An et ass nëmme just an deenen do Hypotheesen, wou sech Problemer stellen. An do muss dach e President kënnen Appell maachen un eng Instanz, déi em seet an déi em hëlleft, fir Leit ze kréien, fir während dräi, véier, fënnef oder sechs Méint e Riichter ze ersetzen, deen net do ass.

Ech wëll zum Schluss nach just ee Wuert soen iwwert de Juge suppléant. Ech hunn dat einleitend gesot: De Juge suppléant huet seng Prouwe gemaach, et waren emol gutt Experienze mat där Institutioun gemaach ginn. Wann awer mat deem, wat de Minister eis hei proposéiert a wou mir jo matginn, iwwert de Wee vun dem Pool vun den Attachéën déi Problematik oder d'Fro vun de Juges suppléants geléist ass an deem Sënn, dass se net méi noutwendeg sinn, dann ass fir ons dee Problem geléist, dann ass dat an der Rei.

Mä mir wëllen duerfir eng Bewäertung maachen, wann dat Gesetz hei e Joer laang seng Preuvë gemaach huet. Da kucke mer, ob alles klappt, dann ass d'Saach an der Rei, a wann et gëllt, op deem engen oder anere Punkt nozebesseren, da maache mir dat.

Dat ass de Sënn vun eiser Motioun, an an deem Sënn wëll ech lech soen, Här Minister: Fundamental huet dee Projet hei den Accord vun eiser Fraktioun. Et ass e Projet, deen an dee richtege Wee geet. Et ass ee Projet, deen, och wat d'Kompetenze vun de Riichteren ubelaangt, déi richteg Weeër beschreit, an duerfir hu mir kee Problem, fir dee Projet esou, wéi en hei ass, ze stëmmen.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Weiler. Elo kritt d'Wuert den Här Justizminister François Biltgen.

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice*.- Merci, Här President. Ech wëll fir d'Éischt dem Rapporteur a President vun der Commissioun juridique Merci soen, fir dee Projet hei am Detail mat senge Kolleegen analyséiert a begleet ze hunn.

Ech mengen och net, dass dee Projet hei iwwert de Knéi gebrach ginn ass. Hei hu mer laang driwwer diskutéiert. Ech wëll och soen, dass ech als Justizminister den Avis vum Groupement, also vun der Riichtergewerkschaft, direkt der Chamberskommissioun ginn hunn. Et ass also net, dass elo eréischt déi lescht Woch déi Meenunge bekannt gi wieren, an et ass och net esou, dass déi Fro net zum Beispill vum Statsrot traitéiert wär. An ech kommen nach eng Kéier drop zréck: Hei ass keng verfassungsrechtlech Problematik.

Et huet mir leed gedoen, dass ech de leschte Freideg net konnt an der Commission juridique derbäi sinn. Ech hat zu Bréissel am Ministeschrot vun den Héichschoulministeren eng Diskussioun uberaumt, extra op meng Demande hin, mat der dänescher Présidence, fir iwwert d'Lëtzebuerger Aide financière ze diskutéieren. Ech hunn och dat esou séier wéi méiglech duerchkritt. Ech war wéi versprach um hallwer dräi zu Lëtzebuerg, mä net an der Chamber. Vun hallwer dräi bis hallwer véier stoung ech am Stau op der Areler Autobunn, fir an d'Stad eranzekommen, an duerfir, wéi gesot, deet et mer leed, dass ech vill Argumenter do net konnt virbréngen, déi awer wichteg sinn an op déi ech elo nach eng Kéier aginn.

Et geet hei ëm d'Indépendance de la justice. A wann een iwwert d'Indépendance de la justice schwätzt, da muss een och wëssen, wat den Zweck ass. D'Indépendance de la justice ass kee Selbstzweck, mä et ass wichteg fir deen eenzelne Justiciable. An duerfir muss een iwwert d'Apparence schwätzen. Indépendance de la justice an Indépendance du juge sinn och zwou Notiounen, déi mateneen zesummeginn, mä dat eent ass net dat anert. Och do muss d'Indépendance du juge sech der Indépendance de la justice ënneruerdnen.

Dat gehéiert och zur Inamovibilitéit. D'Inamovibilitéit ass een Deel vun der Indépendance de la justice, mä si muss awer och de Fonctionnement de la justice net a Fro stellen. Op dee Punkt kommen ech zréck.

An dann, mengen ech, ass et ganz wichteg, dass een emol seet: Firwat brauche mer eng Justice? Et gëtt een Text, op dee referéieren ech mech dauernd, och wann ech an Zukunft mat neien Texter kommen, dat ass d'Charte européenne vun ´98 sur le statut des juges. An alles, wat mir haut maachen, ass konform zu där doter Charte des juges. An, ech mengen, et ass ee Saz, deen ech emol wollt virliesen iwwert de Statut des juges an d'Indépendance. Do seet déi Charte: «Le statut n'est donc pas une fin en soi mais un moyen d'assurer aux personnes dont la protection des droits est confiée aux juridictions et aux juges des garanties nécessaires à l'effectivité de cette protection.»

Dat ass de ganzen Zweck. Et geet drëm, dass d'Justiz am Intérêt vum Justiciable ka funktionéieren. Do wëll ech op fënnef Punkten agoen. Deen éischten ass d'Inamovibilitéit. Inamovibilitéit ass eppes aneschters wéi Immobilismus.

(Hilarité)

Dat heescht, Inamovibilitéit ass en Element vun der Indépendance. An do muss ee wëssen, wou et hierkënnt. Et kënnt - an de Lucien Weiler sot et -, et kënnt effektiv hier aus der Franséischer Revolutioun, wou et drëm gaangen ass, dass net de Pouvoir politique kann do d'Riichter egal wouhi schécken - dat och nach an enger Zäit, wat e Postkutschenzäitalter war -, fir se monddout ze maachen a fir se ze empêchéieren, am Sënn vum Justiciable ze schaffen.

Déi Leit, déi esou zu menger Generatioun gehéieren - ech si Joergang ´58 -, kënne sech vläicht un de Film erënneren - vu ´76, mengen ech, war en - vum Yves Boisset: «Le Juge Fayard dit Le Shériff», gespillt vum Patrick Dewaere. Dee Film huet ganz vill Remousen déi Zäit a Frankräich gemaach, well en ënner anerem ëm d'Affär Hazebrouck gaangen ass.

Hazebrouck, dat ass eng reell Affär. Dat ass den deemolege Garde des Sceaux Jean Lecanuet, deen de Riichter Ceccaldi wollt op Hazebrouck schécken. Ech weess net, ob Der Hazebrouck kennt, ech kennen Hazebrouck net. Mä do war de Punkt effektiv, an zënterdeem gëtt et am franséische Sproochgebrauch och den Term „hazebroucker", dee gëtt et, dat ass, fir e Riichter wierklech wäit ewech an d'Brousse ze schécken, fir dass en net méi kann iergendwéi der Politik schueden. Dat ass awer net dat, wat hei gemënzt ass.

Ech kennen Hazebrouck net, mä ech kennen Dikrech. Mä wann ech gelift, sot mer awer net, wann elo ee misst vun der Stad op Dikrech schaffe goen, da wier en zu Hazebrouck!

(Hilarité)

Also, dat schéngt mer awer elo wierklech net de Fall ze sinn. An duerfir muss een, an ech mengen, Är Motioun, déi de Rapporteur Gilles Roth hei déposéiert huet, geet op déi Charte zréck, an ech liesen lech duerfir dee Punkt 3.4. vir vun der Charte, deen och an der Motioun ass, deen definéiert d'Inamovibilitéit, och par rapport zu alle verfassungsrechtlechen Dispositiounen: «Le ou la juge en fonction dans un tribunal ne peuvent en principe faire l'objet d'une nouvelle nomination ou d'une nouvelle affectation, même en promotion, sans y avoir librement consenti.»

Dat ass de Prinzip vun der Inamovibilitéit. An da kommen dräi Exceptiounen, déi een natierlech, an dat ass ganz kloer, muss restriktiv kucken: «Il ne peut être fait exception à ce principe que dans le cas où le déplacement a été prévu à titre de sanction disciplinaire et a été prononcé,…» - zweetens - «…dans celui d'une modification légale de l'organisation judiciaire…» - an drëttens, dat ass deen, deen eis hei interesséiert - «…et dans celui d'une affectation temporaire pour renforcer un tribunal voisin, la durée maximale d'une telle affectation étant strictement limitée par le statut sans préjudice de l'application des dispositions du point 1.4.» Dat ass de Recours devant une commission indépendante. Op déi Commission indépendante kommen ech zréck.

Dat heescht, wat hei diskutéiert gëtt, ass net d'Inamovibilitéit, mä et ass eng Exceptioun zur Inamovibilitéit, wou den Accord net muss virausgesat ginn, pourvu dass mer am Kader vun där Exceptioun bleiwen. An duerfir muss een dat och esou maachen. Dat wäerten och d'Texter sinn, déi ech wäert virstellen, fir net ze soen, et ass en Accord absolu, well soss kënne jo d'Geriichter net méi fonctionnéieren, mä ze soen: Wéi brénge mer déi zwou Saache mateneen, dass et net kann eng verkappte Sanktioun eventuell ginn?

Wou ech nach eng Kéier soen, et ass awer en Ënnerscheed, ob et de President vun der Cour ass oder, wéi an der Belsch, indirekt de Ministère respektiv de Parquet, oder, wéi gesot, ob et e President ass oder ob et den Exécutif ass. Den Exécutif däerf net dran erakommen. A Frankräich, an Däitschland an an der Belsch gëtt et och där Texter an deem dote Sënn, an do gëtt et och Jurisprudenz, déi genee dat doten ënnerschreiwen, wat… Mir hunn hei kee verfassungsrechtleche Problem mat deem, wat mer maachen.

Zweete grousse Prinzip, dat ass d'Apparence de l'indépendance. Et geet net duer, fir indépendant ze sinn, et muss een och esou eriwwerkommen. Doduerch gouf et d'Affär Procola, wou mer - an ech war selwer Rapporteur an zum Deel och Auteur vun enger Proposition de loi, déi dat verstäerkt huet - hei de Comité du contentieux ersat hunn duerch en Tribunal administratif an eng Cour administrative.

Am Procola-Uerteel huet Strosbuerg net gesot, de Statsrot ass net indépendant, mä e sot, en huet net d'Apparence d'une justice indépendante. An da kommen ech an dësem Sujet op d'Juges suppléants zréck.

Ech kenne jo all déi Juges suppléants an hunn ni Plaintë kritt. De Fait ass awer - an et ass och schonn op dëser Tribün hei haut gesot ginn -, dass et awer fir e Client komesch ze erklären ass, an ech hat déi Situatioun och, wou ech Affekot war: Fir d'Éischt streits de mat engem Affekot an duerno op eemol gëtt dee Riichter an enger anerer Affär. Dat ass e Problem mat der Apparence de l'indépendance.

An och do fannt Der Elementer, wann Der de Statut du juge lech ukuckt, wou genee déi dote Saache gekuckt ginn, wou zum Beispill och steet an deem Commentaire zu deem Statut: «À titre d'exemple, un avocat ou une avocate ayant précédemment exercé dans une ville ne peuvent certainement être affectés immédiatement comme juges dans cette même ville, et il est aussi difficilement concevable qu'une personne soit affectée comme juge au tribunal d'une ville dont son conjoint ou son père ou sa mère, par exemple, est le ou la maire ou le député ou la députée.»

Dat ass eng Ursaach hei och, fir op de Wee ze komme vum Juge suppléant ewech. De Minister hat jo hei eng aner Propositioun gemaach. De Minister hat d'Propositioun gemaach: Kommt, mir nenne keng nei méi, mä mir loossen déi, déi do sinn, auslafen! De Statsrot huet awer lourdement insistéiert, fir ze soen: Hei musse mer konform zu de Prinzipië bleiwen! Nennt och déi dote Juges suppléants, huelt se zréck! Dat mécht Remousë bei de Juges suppléants. Ech wäert se och empfänken an nach eng Kéier…

Et ass net, dass déi hir Saach bis elo schlecht gemaach hunn. Mä et ass e Problem vun der Apparence de l'indépendance, an op dee musse mer äntwerten. Op deen äntwert och dat heite Gesetz.

Do kommen nach eng ganz Partie aner Diskussiounen! Ech hunn elo kierzlech um Radio héieren och en Affekot sech opreege mat relativ gefligelte Wierder,…

(Hilarité)

…dass et Riichter gëtt, déi Conjoint si vun Affekoten, déi sech begéinen an esou weider. Dat ass och e Problem vun Apparence de l'indépendance. Och mat deem muss ee sech auserneesetzen.

An och dat ass eng Ursaach, an dat wäert mäi fënnefte Punkt si vu menger Interventioun, dass mer e Conseil national de la justice brauchen, deen effektiv déi dote Froen och kloer regelt, dass mer déi dote Froen, ouni elo hei derduerchzefueren - mir sinn e klengt Land, do ass alles méi schwiereg wéi an anere Länner -, mä dass mer och do propper Regele fannen.

Drëtte Punkt, dat bleift fir mech deen, dass de Justiciable - an dat huet de Lucien Weiler elo nach gesot - d'Urecht huet, dass säi Prozess traitéiert gëtt. Duerfir soen ech, dass mer mat allem, wat mer soen, oppassen. Et sinn net déi temporär Déplacementer innerhalb vum Tribunal, seet hei den 3.4. vun der Charte, dat ass souwisou kee Problem. Et ass just, wann ee vun engem Tribunal op deen anere geet, wou et dann och nach kee Problem ass, mä dass mer do kucken, dass dat net arbiträr vir sech geet, dass mer Regele fannen.

Mä wichteg ass awer, dass d'Tribunäl nach fonctionnéieren. An ech soen lech eppes: Mir kënnen net dauernd nei Riichter bäisetzen! Mir fannen och net méi genuch Riichter, well mer och net méi genuch Lëtzebuerger Juristen hunn en nombre suffisant fir all déi Juristen, déi mer brauchen, wa mer souwisou net méi genuch Lëtzebuerger hunn.

Also, dee Moment, wou ee seet, mir musse Lëtzebuerger hunn, muss ee wëssen, dass mer an deene leschte 25 Joer d'Land méi wéi verduebelt hunn, a mir si mat der Zuel vun de Lëtzebuerger gläich bliwwe plus ou moins. Also kann een net mengen, mir kéinten dauernd nei Riichter aus dem Stee schloen. Och duerfir muss ee kucken, dass d'Geriichter awer nach fonctionnéieren.

An de Fait, dee läit effektiv bei Dikrech. Dee Moment, an déi Fro ass och oft gestallt ginn. Ech hunn, wéi ech zu Dikrech ugetruede sinn, gesot, ech géif Dikrech net wëllen ofschafen als Minister. Dat ass och logesch zu mir selwer, well ech och ëmmer gedreemt hunn, wéi ech nach zu Esch Affekot war, mir géifen och en Tribunal op Esch kréien. Mä et ass awer e reelle Problem, dass an engem groussen Tribunal et méi einfach ass, ze kucken, dass et weidergeet, wéi an engem klengen Tribunal. Do ass d'Loi des petits nombres e reelle Problem.

Wa mer net wëllen dohinner kommen, fir Dikrech als Tribunal ofzeschafen, da musse mer awer kucken, dass mer Moyenë fanne vu Solidaritéit och tëschent Riichter, dass och Dikrech ka weider fonctionnéieren.

E véierte Punkt, deen ech hei wollt soen, dat ass, dass mer effektiv eng Partie Philosophië vun der Réforme de la Fonction publique hei viraushuelen. An och déi si konform zu deem, wat de Statut an d'Charte seet. Déi Charte seet zum Beispill ganz däitlech, dass ee wuel kann d'Riichter no der Anciennetéit nennen, mä dass et eigentlech besser ass, et nennt een d'Riichter an hirer ganzer Carrière no hirer Qualitéit.

«C'est pourquoi la Charte définit les critères de promotion exclusivement comme étant les qualités et les mérites constatés dans l'exercice des fonctions confiées au juge ou à la juge, appréciés au moyen d'évaluations objectives effectuées par un ou plusieurs juges, étant ajouté que ces évaluations doivent faire l'objet d'une discussion avec les intéressés.»

Dat huele mer hei bei den neien Attachés scho virewech, deen dote Prinzip vun der Charte. Dat heescht, hei maache mer eppes, wat konform ass zu der Charte vum Riichter, well et jo net duergeet, fir ze soen, mir hunn e Riichter. Mä de Justiciable ka jo säi Riichter net erauswielen, also muss all Riichter gutt sinn. Mir kënne jo net soen, ech siche mer de Riichter eraus, dee mir gefält. Et muss een dee Riichter huelen, deen do ass. Och dat ass e Prinzip vun der Indépendance. Duerfir musse mer awer kucken, dass d'Qualitéit vun de Riichteren à la base do ass an och herno weidergedriwwe gëtt.

Dat bréngt eis natierlech zu der Fro: Wien décidéiert dat? Wann Der déi Charte do liest, kommt Der zum Schluss, dass mer och mussen zu Lëtzebuerg - och dat ass eng Revendicatioun vun där Charte - iwwert de Statut du juge e Conseil national de la justice maachen. Mir schaffen hausintern dorun, mir wäerten deemnächst eng Préconsultatioun maachen. Dat heescht, als Préconsultatioun wäert ech dat un déi verschidde Geriichtsinstanze ginn, Parquete ginn, awer och un d'Riichtergewerkschaft ginn. Och an d'Chamberskommissioun wäert ech deen Avant-projet ginn an un d'Regierung. An no där Préconsultatioun wäert ech mat engem Projet de loi erauskommen.

Och dat wäert contestéiert ginn, dat wäert Der gesinn! Mä ech mengen awer, dass et wichteg ass, dass mer en onofhängegt Organ maachen, wou mer strikt eis drun halen, wat och d'Charte seet, nämlech, dass op d'mannst d'Halschent vun de Leit Riichter sinn. Ech wäert virschloen, dass zwee Drëttel vun de Leit Riichter sinn. Mä och do wäerte mer dat dote maachen, wat dat Richtegt ass.

An dat bréngt och mat sech, dass mer eng Partie aner Reforme wäerten hei déposéieren iwwert d'Cour suprême, awer och Fongsdiskussiounen. Ech hu virdru gesot, mir kënnen net dauernd Riichter bäisetzen. Da musse mer eis d'Fro stellen, ob mer net och mussen d'Geriichter entlaaschte vu Saachen, déi net mussen op d'Geriicht kommen.

De Procureur général huet récemment gesot, dass mer vill ze vill Droit de la circulation hunn. Dat ass richteg. Droit de la circulation ass wichteg, fir ze évitéieren, dass et Doudeger gëtt. Mä mussen all déi Affären och virun e Geriicht kommen? Droit de la circulation kann een och aneschters léise wéi dat. Dat ass eng aner Diskussioun, déi mer wäerte kréien. An deem Sënn sinn ech frou, dass mer hei praktesch eng Unanimitéit hunn.

Nach ee lescht Wuert, well de Xavier Bettel dat gefrot hat: Woufir kënnt ëmmer de Procureur général? Also déi lescht Zäit war et virun allem d'Kommissioun, déi ëmmer gefrot huet, de Procureur général soll kommen. Och Dir, Här Bettel, hutt ëmmer gesot: Schéckt eis de Procureur général!

Dat Zweet ass…

(Interruption)

Dat Zweet ass, dass zurzäit d'Organisatioun vun der Justiz largement an den Hänn vum Parquet général ass, an de President vun der Cour net déi Pouvoiren huet, déi anerer am Ausland

hunn. Wéi ech déi éischt Mouture Iddië proposéiert hu vum Conseil national de la justice, sinn ech jo komm zesumme mam Procureur général a mat der deemoleger Presidentin vun der Cour, déi awer ëmmer gesot hunn: Ech kann net hei déi ganz Cour engagéieren! Da musse mer fir d'Éischt Votë maachen. Ech hunn net déi Kompetenz, dat ze maachen.

Och dofir mengen ech ass et wichteg, dass mer an Zukunft e Conseil national de la justice hunn! An dann ass et net méi de Procureur général, dee Ried an Äntwert steet, mä et ass effektiv de President oder d'Presidentin vun dem Conseil national de la justice.

Ech wëll dat just soen, well ech ganz genee weess, dass, wann ech mat deem Projet erauskommen, et da ganz vill Oprou gëtt, wéi dat ëmmer ass, wann ee Reforme mécht. Mä, mäi Gott, och dat sti mer duerch. Ech wëll just soen, kommt, mer diskutéieren och do uerdentlech driwwer, maachen uerdentlech Texter! Mir si bal dat eenzegt Land, wat kee Conseil national de la justice huet, an ech mengen, et wär der Méi wäert, dass mer dat och géife maachen.

Ech soen Iech Merci.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Parole après ministre, Här President!

M. le Président.- Den Här Urbany freet Parole après ministre.

(Hilarité et interruptions)

Fir d'Éischt den Här Urbany, an da kommt Dir nach eng Kéier drun. Här Urbany, wann ech gelift!

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Soll ech em direkt äntwerten?

Jo, et ass kritiséiert ginn an deem Avis vum Groupement des magistrats, dass deen Déplacement, dee jo am Prinzip zäitlech begrenzt ass, awer a Wierklechkeet guer net zäitlech begrenzt gëtt. Au contraire, déi sechs Méint Begrenzung, déi bei de Juges de paix virgesi ware fir den Déplacement, sinn opgrond vun der Aarbecht an der Kommissioun nach erausgeholl ginn.

Et gëtt och kritiséiert, dass iwwerhaapt keng Circonstances exceptionnelles definéiert ginn, wéini dass dann emol eng Kéier vläicht esou en Déplacement absolut noutwendeg ass aus organisatoresche Grënn, ouni de Principe d'Inamovibilité vun de Riichter ze heurtéieren. A géint esou eng Décisioun kéint ee jo dann och, misst een da jo och kënne Recours huelen. Alles dat ass awer net virgesinn. Et gesäit wierklech esou aus, wéi wann dat awer wierklech dann der Willkür hei ënnerworf wier.

An ech wëll awer nach ee Wuert soen dozou, ob et dann nëmmen d'Pression extérieure ass, déi hei a Betruecht gezu gëtt. Kann e Riichter net och enger Pression intérieure ausgesat ginn?

Ech wëll net hei aus Filmer zitéieren, mä aus engem Avis vum Conseil consultatif de juges européens. Dat ass e konsultatiivt Organ beim Conseil des Ministres vum Conseil européen. Dat Zitat fannt Der erëm am Avis vum Groupement des magistrats, an ech géif Iech wierklech recommandéieren, dat ze liesen. Do gëtt gesot: «…un juge dans l'exercice de ses fonctions n'est l'employé de personne… Le CCJE note le risque potentiel que la hiérarchie judiciaire interne peut faire peser sur l'indépendance des juges. On sait que l'indépendance suppose non seulement d'être à l'abri d'une influence extérieure indue, mais aussi d'être soustrait à l'influence indue qui peut découler dans certaines situations de l'attitude d'autres juges.»

Dat gëtt an engem Avis vun 2009 nach eng Kéier widderholl, dee Prinzip. A wéi dat ëmmer ass a Froen, déi grondsätzlech Rechter betreffen, kënnt et net drop un, fir sech Situatiounen auszemolen, wou alles gutt leeft, mä et muss ee sech och Situatioune kënnen ausmolen, wou emol eng Kéier esou eng Pression interne kann erfollegen am Kader vun engem Prozess, dee wichteg ass. An dat kënnt Der mer net soen, dass dat onméiglech ass, dass esou eppes ka passéieren.

An duerfir muss ee sech Prozedure ginn, fir esou eppes an de Gréff ze kréien a fir esou eppes ze verhënneren am Intérêt vun deene Leit, déi jo dosëtzen, net well se Employé si vun engem President vun der Cour supérieure de justice, mä well si eleng am Kader vun engem bestëmmtene Prozess Décisiounen huelen, déi gëllen, déi zielen, déi exécutoire sinn, mat Hëllef vun der Force publique exécutoire sinn.

Dat heescht, dat ass net näischt. Dat ass eng wichteg Verantwortung, déi se do hunn. An ech fannen, dass dat e bëssen hei de Geck mat de Leit gemaach ass, wéi do mat esou engem wichtege Prinzip wéi deem vun der Inamovibilitéit vun de Riichter hei verfuere ginn ass.

(Interruption)

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. Da kritt d'Wuert nach eng Kéier den Här Justizminister.

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Also, wann Der mer nach eng Stonn gitt, zitéieren ech Iech nach all déi Texter, déi ech hunn och aus Frankräich an der Belsch. Mä ech kann net akzeptéieren, dass hei egal wat gesot gëtt. Liest den Text selwer! D'Cause ass definéiert, an et ass ganz kloer gesot, dass d'Temporalitéit och eppes mat der Cause ze dinn huet. An et ass keen Déplacement, et ass eng Delegatioun. Ech kéint nach ganz vill Texter definéieren.

Ech sinn awer d'accord, fir dass mer d'Texter esou maachen, dass mer eis Prozedure ginn, wéi dat dote fonctionnéiert. Mä wann ech gelift, ech ka mer net virstellen - ech hunn der vill erlieft - vun engem President vun der Cour supérieure, dass deen einfach esou géif eppes maachen ouni eng gewësse Concertatioun.

Nach eng Kéier, ech hätt gär, dass all déi Froen am Conseil national de la justice och diskutéiert ginn. An dann nach eng Kéier: Hei ass et eng Ordonnance individuelle. Wann déi Ordonnance individuelle géif mëssbraucht ginn, fir eng Sanction disciplinaire cachée ze ginn, dann hu mer och Recoursen an dësem Stat, wa wierklech hei géif de President vun der Cour iwwer seng Rechter erausgoen, a wou ech soen, wann ech gelift, déi Leit, ech hunn der vill kannt, dat si Leit, déi sinn all Kéiers extrem, extrem soucieux gewiescht vum Droit vun der Équitéit vun de Prinzipien. Duerfir solle mer deenen awer elo hei näischt ënnerstellen, wat net ass.

Fir de Rescht bleiwen ech der Meenung: Ech huelen déi Motioun un, bréngen nei Texter esou séier wéi méiglech, well ech kommen nach mat neien Texter iwwert d'Organisation judiciaire, fir eis hei Prozeduren ze ginn, fir dat ze maachen. Déi wichtegst Plaz fir mech wäert den zukünftege Conseil national de la justice sinn.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Justizminister.

Domadder wäre mer um Enn vun dëser Diskussioun a kéimen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6304B et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen, géint 1 Nee-Stëmm.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden (par Mme Christine Doerner), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par Mme Nancy Arendt), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter (par Mme Martine Mergen);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich (par M. Roger Negri), Georges Engel, Ben Fayot (par M. Marc Angel), Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par Mme Claudia Dall'Agnol);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

A voté non: M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Motion 1

Dann hu mer nach eng Motioun, déi vum honorabelen Här Gilles Roth erabruecht ginn ass.

Kënne mer à main levée iwwert déi Motioun ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote sur la motion 1

Wien ass mat där Motioun d'accord?

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Wëllt Der Är Enthalung begrënnen?

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ech hunn dat virdru gemaach.

M. le Président.- Dat hutt Der gemaach. Domadder ass dat och gemaach, an dann ass déi Motioun mat enger Enthalung ugeholl.

(Interruption)

Jo, den Här Braz freet d'Wuert fir den Dépôt vun enger Motioun. Da kritt den Här Braz d'Wuert, fir dat ze maachen.

6. Dépôt d'une motion par M. Félix Braz

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Merci, Här President. Déi gréng Fraktioun wëllt eng Motioun déposéieren iwwert déi ëmmer méi brutal Repressioun, déi vun der chinesescher Regierung an Tibet gemaach gëtt. Do sinn eleng fir d'Joren 2011 an 2012 schonn iwwer 30 Leit, déi den extremen Akt poséiert hunn, sech selwer a Brand ze stiechen. An déi meescht dovu sinn och derbäi gestuerwen.

Déi Ëmstänn do sinn eiser Meenung no esou grave, dass d'Weltcommunautéit net dierf ewechkucken. Net Lëtzebuerg als eenzelt Land, awer och net d'Europäesch Unioun.

Duerfir hu mer eng Motioun preparéiert, Här President, déi mer esou séier wéi méiglech an der Plénière hei wëllen debattéiert hunn, wou mer d'Regierung opfuerderen, eng Rei Initiativen ze huelen, fir de Protest vu Lëtzebuerg virun deenen dote Faiten international och däitlech ze maachen.

Motion

La Chambre des Députés,

- vu la position constante du Gouvernement luxembourgeois, soucieux du respect de l'intégrité territoriale de la République populaire de Chine mais aussi de la défense du respect des droits de l'Homme, soulignée par le Ministre des Affaires étrangères le 5 mars 2012 devant la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration;

- hautement préoccupée par l'auto-immolation fin mars à Delhi, en face de l'ambassade de Chine, de Jamphel Yeshi, Tibétain de 27 ans, qui a tenu, selon ses propres dires, à protester contre la répression chinoise au Tibet et tenté par là d'attirer l'attention du monde sur la situation au Tibet après plus de 30 immolations en un an dans l'indifférence générale;

- rappelant qu'il y a eu au Tibet une immolation en 2009, douze en 2011 et déjà 22 en 2012, et qu'il s'agit d'hommes et femmes de tous âges, aussi bien moines et nonnes que laïcs;

- considérant que ces actes extrêmes ont pour but d'alerter l'opinion publique mondiale contre la répression continue et même croissante (détentions arbitraires, rafles expéditives et brutales) dirigée par les autorités chinoises contre la population tibétaine en général et les moines et monastères tibétains en particulier;

- considérant que les autorités chinoises imposent des mesures de sécurité qui vident de toute substance les libertés individuelles des Tibétains, notamment la liberté d'expression et la liberté de religion, alors même que la Constitution de la République populaire de Chine, en son article 36, garantit le droit à la liberté de religion à ses citoyens;

- considérant que cet état de choses est largement contraire aux dispositions de la Déclaration universelle des droits de l'Homme;

- considérant qu'elle ne veut pas rester indifférente à cette situation;

invite le Gouvernement à

• condamner la répression incessante menée par les autorités chinoises;

• demander aux autorités chinoises

- l'arrêt de cette politique répressive,

- le retrait des troupes envoyées massivement au Tibet depuis un an,

- le respect des libertés religieuse et culturelle conformément à l'article 36 de la Constitution chinoise,

- la libération de tous les prisonniers politiques,

- l'arrêt du programme de sédentarisation forcée des nomades,

- la levée des restrictions imposées aux monastères tibétains;

- s'engager en faveur d'une reprise du dialogue avec le Gouvernement tibétain en exil (démocratiquement élu);

- s'engager en faveur d'une prise de position sans équivoque de l'Union européenne incluant l'envoi d'une mission d'observation européenne et la mise en place d'un coordinateur spécial européen pour les affaires tibétaines.

(s.) Félix Braz, Claude Adam, François Bausch, Camille Gira, Henri Kox.

M. le Président.- Merci dem Här Braz.

Sou, mir kommen dann elo zum Projet de loi 6127, eng Direktiv iwwert de gläichen Accès vu Mann a Fra zu Gidder a Servicer. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech ageschriwwen: den Här Berger, d'Madame Loschetter an den Här Kartheiser, an den Här Angel och nach. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Emile Eicher. Här Eicher, Dir hutt d'Wuert.

7. 6127 - Projet de loi portant modification de la loi du 21 décembre 2007 portant 1. transposition de la directive 2004/113/CE du Conseil du 13 décembre 2004 mettant en œuvre le principe de l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes dans l'accès à des biens et services et la fourniture de biens et services; 2. modification du Code pénal; 3. modification de la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance

Rapport de la Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances

M. Emile Eicher *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, den Objet vum virleiende Gesetzesprojet ass d'Ëmännerung vum Gesetz vum 21. Dezember 2007 iwwert d'Gläichberechtegung tëschent Mann a Fra, wat den Zougang zu Gidder a Servicer respektiv hir Zouliwwerung ubelaangt.

Dëst Gesetz, dat duerch déi europäesch Direktiv 2004/113 vum 13. Dezember 2004 ëmgesat ginn ass, féiert e generelle Prinzip vun der Gläichberechtegung tëschent Fra a Mann a ville Beräicher an, dat awer mat e puer Ausnahmen. Dës Ausnahme bezéie sech virun allem - éischtens - op aarbechtstechnesch Froe wéi d'Astellung, déi duerch aner Gesetzer gekläert ginn ass, souwéi och - zweetens - op déi Froen, déi sech mat dem Inhalt vun de Medien, der Publicitéit an der Éducatioun beschäftegen.

Dës lescht dräi Beräicher si bei der Ëmsetzung vun der Direktiv bei der Ausschaffung vun dem initiale Gesetz am Joer 2007 ausgeschloss ginn, ënner anerem well d'Direktiv dës net virgesinn hat. Et wor am europäesche Plang deemools schwéier, eng Eenegung tëschent all deene concernéierten Acteuren ze fannen.

Et muss een hei drop hiweisen, datt, wat de Beräich vun der Éducatioun ugeet, et och schonn eng Rei vun europäeschen an nationalen Dispositioune gouf, déi de Volet Gläichbehandlung ofgedeckt hunn. Bei der Ausféierung vun der nationaler Législatioun huet sech dunn awer erausgestallt, datt d'Gläichstellung tëschent Mann a Fra, wat den Zougang zu Gidder a Servicer respektiv hir Zoustellung ugeet, manner geschützt wor wéi d'Gläichstellung an anere Beräicher.

Aus dëser Virgehensweis ass, wéi iwwregens aus dem Avis vum Statsrot vum 4. Dezember 2007 a vum Conseil national des Femmes vum 24. September 2007 erauszeliesen ass, eng Hierarchisatioun vun de bestehende Gläichheeten entstanen. Dës Hierarchisatioun ergëtt sech aus dem Verglach vun deem beschriwwene Gesetz vum 21. Dezember 2007 an dem modifizéierte Gesetz vum 28. November 2006.

An dësem modifizéierte Gesetz vun 2006 gëtt all Diskriminatioun verbuede betreffend - entre autres - den Alter, den Handicap, déi sexuell Orientatioun, d'Relioun oder nach Iwwerzeegungen oder Zougehéieregkeete zu enger Rass an Ethnie, an dat a ville Beräicher. Zu dëse Beräicher gehéieren niewent der Beschäftegung an der Éducatioun an dem Zougang zu Gidder a Servicer och d'Zoustellung vun dësen. Dëst Gesetz bezitt sech och implizit op d'Medien an d'Publicitéit. De Champ d'application vum Gesetz vun 2006 ass esou e gutt Stéck méi grouss wéi dee vum Gesetz 2007.

Eng Hierarchisatioun vu Gläichheetsprinzipien ass awer net ubruecht. Doriwwer eraus gëtt et keen autonomen Text, deen de Bierger viru geschlechtsspezifeschen Diskriminatiounen an de Medien an an der Publicitéit schützt. Der-

nieft existéiert och bis dato kee generelle Verbuetsprinzip vun der Diskriminéierung am Beräich vun der Éducatioun, och wa verschidde Gesetzestexter d'Gläichbehandlung, wat verschidde Voleten ugeet, wéi zum Beispill den Zougang an d'Éducatioun, garantéiert.

Dës Hierarchisatioun vun de Gläichheetsprinzipië bréngt mat sech, datt et generell un enger gewëssener legislativer Kohärenz tëschent dësen Dispositioune feelt, ouni vun der Kohärenz mat der Verfassung ze schwätzen, déi d'Gläichheet als ieweschte Prinzip festhält.

Aus dëse Grënn, fir eng kohärent Législatioun an dësem Beräich vun der Gläichbehandlung ze hunn a fir alle Bierger en homogene Schutz géint all Diskriminatioun vun alle Genren ze garantéieren, gouf décidéiert, d'Exceptioun, déi sech op déi dräi Beräicher vun der Publicitéit, de Medien an der Éducatioun bezitt, opzehiewen. Dëst bedeit, datt d'Gläichbehandlung tëschent Fra a Mann am Zougang zu Gidder a Servicer souwéi och der Bereetstellung vun dësen ausdrécklech op dës dräi Beräicher erweidert gëtt. Dee virleiende Gesetzestext soll deene Persounen, déi sech hei diskriminéiert fillen, e Mëttel ginn, fir sech ze wieren.

Här President, léif Kolleegen, d'Avisen, déi iwwert dee virleiende Gesetzestext aus dem Joer 2010 agereecht goufen, notamment vum Statsrot, vun der Salariatskammer, der Handwierkerkammer, der Chambre de Commerce an och vum Centre pour l'égalité de traitement, hunn dëse Prinzip guttgeheescht. De Statsrot huet ënnerstrach, datt hie schonn deemools a sengem Avis zum Gesetzesprojet 5739, wat duerno de Gesetzestext vum 21. Dezember 2007 gouf, d'Intentioun vum Législateur kritiséiert hat, d'Medien, d'Publicitéit an d'Éducatioun vum Champ d'application vum deemolege Gläichheetsprinzip auszeschléissen.

D'Salariatskammer, d'Handwierkerkammer souwéi och de Centre pour l'égalité de traitement woren deemools schonn der Meenung a weise sech och elo doriwwer erfreet, datt dës Beräicher elo an enger zweeter Phas mat abezu ginn.

D'Chambre de Commerce ass der Meenung, datt de Gläichbehandlungsprinzip tëschent Mann a Fra an de betreffende Beräicher, wat den Zougang zu Gidder a Servicer an hir Zoustellung ubelaangt, net zu enger strikter juristescher Gläichheet féiere kann. Dëst ze erreeche géif nämlech bedeiten, fir obligatoresch equivalent Normen an anere Beräicher vun der Lëtzebuerger Législatioun ze fixéieren.

D'Chambre de Commerce fënnt, datt ee sech an de Beräicher vun de Medien an der Publicitéit bei hirer Verflichtung vun der Netdiskriminatioun tëschent de Geschlechter muss iwwert d'Proportionalitéit vun esou enger Verflichtung bewosst ginn a se och en compte huelen. Dës Verflichtung misst zudeem vu geziilten, spezifeschen, moossbaren, attraktiven a pragmateschen Objektiver begleet ginn, déi gläichzäiteg der Rentabilitéit an de Leeschtunge vun deene betraffenen Entreprisen an dëse Beräicher och misste Rechnung droen. Et misst een och eng Échéance upeilen, déi realistesch ass, fir dës Ziler ze erreechen.

Här President, léif Kolleegen, nodeems déi zitéiert Avisen en compte geholl goufen, hat d'Kommissioun den 18. Januar 2011 hir Aarbechten zu dësem Gesetzesvirschlag ofgeschloss an de Rapport majoritär ugeholl. Nodeems de Presserot heiriwwer informéiert gouf, hat hie sech an engem Schreiwes un de Premierminister gewannt.

An dësem Schreiwes hat de Presserot éischtens seng Onzefriddenheet ausgedréckt iwwert de Fait, datt hien an dësem Dossier, deen op eng direkt Aart a Weis seng Interesse beréiert, net saiséiert gouf. Dann hat de Presserot sech ganz besuergt gewisen iwwert déi méiglech Konsequenze vu verschiddenen Dispositiounen an dësem Gesetzesprojet, déi sech op de strofrechtleche Beräich bezéien an déi d'Pressefräiheet op direkter oder indirekter Manéier beréieren.

Well de Presserot d'Absicht hat, en Avis iwwert de Gesetzesprojet 6127 ze verfaassen, hat déi concernéiert Chamberskommissioun décidéiert, dësen zousätzlechen Avis ofzewaarden, ier dëse Projet an de Plenum géif kommen. Dësen Avis vum Presserot ass dunn den 13. Dezember 2011 verfaasst ginn.

Wéi schonn ugedeit mécht de Presserot sech Suergen iwwert d'Dispositiounen, déi sech an dësem Kontext op d'Medië bezéien. De Presserot freet sech, firwat datt d'Regierung d'Press onbedéngt an dëse Gesetzestext mat abezéie wëllt, wou déi concernéiert europäesch Direktiv dëst net virgesäit.

Wéi ech dat scho gesot hunn, konnte sech déi deemools concernéiert Acteure beim Ausschaffe vun der Direktiv net iwwert de Sujet eens ginn. Doropshi goufen d'Éducatioun, d'Medien an d'Publicitéit aus dem Champ d'application vun där Direktiv ausgeklamert mat dem Motiv, datt d'Réglementatioun vun dësem Secteur als Interferenz mat de fundamentale Fräiheeten an der Pluralitéit vun de Medien ze considéréiere wier.

De Presserot berifft sech doropshin op d'ofgeännert Gesetz vum 8. Juni 2004 iwwert d'Ausdrocksfräiheet vun de Medien, déi sech ausdrécklech op d'Mënscherechtskonventioun bezitt. De Presserot argumentéiert, datt de Prinzip vun der Fräiheet vun der Informatioun d'Medien a Situatioune brénge kéint, wou si iwwer Fakten oder Akte berichte kéinten, déi als diskriminatoresch nom Gesetz vum 21. Dezember 2007 a senger modifizéierter Form kéinten ausgeluecht ginn. Esou géif de Risiko bestoen, datt si als Coauteur vun Diskriminatioune géifen ugeprangert ginn an datt hir Akten esou duerch geriichtlech Uerteeler kéinte strofrechtlech sanktionéiert ginn.

Als lescht Element zitéiert de Presserot hiren Deontologiescode, an deem de Schutz géint Diskriminatioune vun all Genre, och déi tëschent Fra a Mann, fest verankert ass. Sou schlussfolgert de Presserot, datt et elo schonn all déi néideg Garantien zu dësem Sujet géif ginn an ënnersträicht däitlech, dass déi klengsten Entrave am Beräich vun der Pressefräiheet verheerend Folge mat sech brénge kann.

Här President, fir komplett ze sinn, bleift och nach den Avis vum Comité du Travail féminin ervirzehiewen, deen och no der Adoptioun vum Rapport vum 18. Januar 2011 agereecht gouf. De CTF begréisst, datt déi dräi concernéiert Beräicher an de Champ d'application vum Gesetz vum 21. Dezember 2007 mat abezu goufen, wat an hiren Aen d'Hierarchisatioun vun de Gläichheeten no verschiddene Motiven eliminéiert.

Nodeem d'Kommissioun sech mat den zousätzlechen Avisen an der betraffener Chamberskommissioun ausenanergesat hat, hat si sech majoritär och un de Rapport vum 18. Januar 2011 ralliéiert an esou dee complémentairen Avis ugeholl.

Här President, léif Kolleegen, nodeem ech als Rapporteur zum virleiende Gesetzesprojet versicht hunn, esou prezis wéi méiglech iwwert déi verschidden Etappe vun dësem sensibele Gesetzesprojet ze berichten, wollt ech an enger zweeter Phas als Deputéierte vun der CSV-Fraktioun Stellung zu deem virleiende Gesetzesprojet huelen.

Ech wollt och, wann Dir mir et erlaabt, Stellung huelen iwwert déi dräi verschidde Beräicher, an zwar d'Medien, d'Publicitéit an d'Éducatioun, déi elo an enger zweeter Etapp an de Champ d'application vun dësem Gesetzesprojet iwwert d'Gläichbehandlung tëscht Mann a Fra am Zougang zu Gidder a Servicer souwéi och d'Bereetstellung vun dëse mat erageholl ginn.

D'CSV-Fraktioun begréisst, datt dës dräi Beräicher Partie intégrante vum Gesetzestext solle ginn. D'Haaptargument fir eis Fraktioun ass, datt mir mat dëser Nobesserung iwwer eng kohärent an homogen Législatioun am Beräich vun der Gläichbehandlung tëschent Mann a Fra am Zougang zu Gidder a Servicer verfügen.

Jiddwereen, egal a wéi engem Secteur, ass d'nämlecht ze behandelen. Dëst ass e ganz wichtegt Element an eisen Aen, well dës Ännerung och vu baussen zu engem eenheetleche Bild féiert, wat d'Wierklechkeet an eiser Gesellschaft vun deem allgegenwärtege Prinzip vun der Gläichbehandlung tëschent Mann a Fra ënnersträicht.

Dir Dammen an Dir Hären, mir wëssen alleguerten, wéi eng wichteg Roll hautdësdags d'Medien an d'Publicitéit an der Meenungsbildung souwéi an der Evolutioun vun de Mentalitéite spillen. Si droen eng ganz besonnesch Verantwortung. De Sexismus, Viruerteeler an déi verschidde Stereotypë kënnen duerch d'Medien an d'Publicitéit gefördert ginn, och wann dëst ganz onbewosst an ongewollt geschitt.

Et kann ee soen, datt et sech heibäi ipso facto ëm keng richteg Diskriminatioun handelt an dach ass d'Bedeitung hei net ze ënnerschätzen. D'Leit bilde sech eng Meenung iwwer verschidde Sujeten, déi duerch d'Medien an d'Publicitéit mat influenzéiert ginn. An engem weidere Stadium kënnen dës fest verankert Biller am Kapp zu Handlungsscheme féieren, déi dann tatsächlech als diskriminéierend ze considéréiere sinn. Besonnesch an der Éducatioun ass d'Gläichbehandlung tëschent Jong a Meedchen e ganz wichtegt Element, wat vu kleng op explizit gefördert muss ginn.

Ouni elo wëllen an den Detail vun dëser Problematik anzegoen, wollt ech just eng Remarque heiriwwer maachen. Auslännesch wëssenschaftlech Studië weisen drop hin, datt d'Klassenzëmmer fir Jongen a Meedercher net deen nämlechten Erfahrungsraum duerstellen, datt Jongen a Meedercher an net där nämlechter Aart a Weis ënnerriicht ginn.

Et ass och gewosst, datt hir kommunikativ Kompetenzen net an där nämlechter Weis bewäert ginn, och d'Kommunikatiounsnorm vun der Klass domat beaflosst gëtt. Dëst ass just ee konkret Beispill derfir, datt, och wann d'Prinzipië vun der Gläichbehandlung tëschent Jongen a Meedercher als Prinzip am Beräich vun der Éducatioun duerch verschidde Gesetzestexter festgehale gëtt, hei nach ëmmer groussen Handlungsbedarf besteet, besonnesch wann et sech ëm déi indirekt, oft onbewosste Stereotypen, déi an de Käpp ronderëm schwirren, handelt.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, als lescht...

M. le Président.- Här Eicher, erlaabt Der, datt den Här Kartheiser lech eng Fro stellt?

M. Emile Eicher *(CSV), rapporteur.*- Jo.

M. le Président.- Här Kartheiser, da stellt Är Fro!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Merci, Här President. Ech wollt just den Här Eicher froen, nodeems en hei op déi auslännesch Studien am Beräich vun der Éducatioun opmierksam gemaach huet an iwwert déi Verschiddenheete vum Erfahrungsraum Klassenzëmmer weider gesot huet, datt do Handlungsbedarf géif bestoen, ob d'CSV dann elo proposéiert, datt et aner Klassenzëmmere fir Jongen a Meedercher soll ginn an ob se de Prinzip vun der Coéducatioun vu Jongen a Meedercher wëllt a Fro stellen?

Merci.

M. Emile Eicher *(CSV), rapporteur.*- Ech mengen, ech stellen hei näischt a Fro. Mä et ass ganz sécher, datt mer am Éducatiounsberäich e Bedarf hunn. Mir schaffen - dat wësst Dir och, Dir sidd jo an der Éducatiounskommissioun heiansdo derbäi -, mir schaffen drun, fir eis Éducatioun méi gläichberechtegt an Zukunft ze organiséieren. Voilà, gutt!

Fuere mer virun, léif Kolleeginnen a Kolleegen! Dir wësst, am Moment...

(Hilarité)

(Interruptions diverses)

Une voix.- Méi huet en net verdéngt!

M. Emile Eicher *(CSV), rapporteur.*- Ech wëllt elo nees zum virleiende Gesetzesprojet ze schwätze kommen. Mir sinn eis an eiser Fraktioun voll a ganz iwwert d'Suergen, esou och iwwert d'Ängschte vum nationale Presserot, déi mat deem virleiende Gesetzesprojet verbonne sinn, bewosst.

Folgend Remarquë sinn aus eiser Siicht dozou ze maachen: Fir d'Alleréischt ass ze bemierken, datt de Gesetzesprojet 6127, esou wéi de Presserot dëst affirméiert, effektiv méi restriktiv ass wéi d'Direktiv 2004/113/CE vun der Europäescher Unioun. Dëst heescht, datt dee virleiende Gesetzesprojet elo méi wäit geet, wéi dat vun der Direktiv verlaangt gouf. Et sief hei ze preziséieren, datt d'Direktiv all eenzelnem Memberstat d'Méiglechkeet awer gëtt, iwwert de Grondkonsens, dee sech an der Direktiv...

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Ech bieden Iech, dem Här Eicher nozelauschteren!

M. Emile Eicher *(CSV), rapporteur.*- ... iwwert de Grondkonsens, dee sech an der Direktiv zréckspigelt, erauszegoen an och méi sensibel Beräicher wéi d'Medien an och d'Publicitéit mat anzebannen. Da muss een ervirhiewen, datt elo mat dësem Gesetzestext et net fir d'Éischt ass, datt der Press gesetzlech Oplagen operluecht ginn, an dëst am wäitere Sënn vum Wuert.

De Code pénal beinhalt scho verschidden Dispositiounen, déi op generell Aart a Weis Diskriminatioune bestrofen, an dëst och am Beräich vun de Medien an der Publicitéit. Et handelt sech hei am Spezifeschen ëm d'Artikelen 454 a 455 vum Code pénal. Wéi schonn ugedeit, si mer eis awer de Problemer vum Presserot bewosst.

Et sief preziséiert, datt mir och der Chambre de Commerce hir Remarque deelen, wa si behaapt, datt ee sech an de Beräicher vun de Medien an der Publicitéit muss iwwert d'Proportionalitéit vun esou enger Verflichtung zur Netdiskriminatioun bewosst ginn an dës och a Considératioun huelen. Esou ass eng kategoresch a systematesch Gläichbehandlung tëschent Mann a Fra an de Medië souwéi an der Publicitéit an der alldeeglecher Ausféierung schwéier méiglech.

An dach ass et wichteg, datt op generell Manéier d'Gläichbehandlung tëschent de Geschlechter och an dëse Beräicher consacréiert gëtt, fir datt all wëllentlech Diskriminatioun vu virera kann ënnerbonne ginn. Dës Consécratioun wäert dann awer och dozou bäidroen, datt juristesch Schrëtter kënnen ageleet ginn, wann een hei een Dommage erleit.

Mir deelen och d'Remarque vun der Chambre de Commerce, déi an hirem Avis virschléit, datt d'Verflichtung vun der Gläichbehandlung an de Medien an an der Publicitéit vu geziilten, spezifeschen, moossbaren, attraktiven a pragmateschen Objektiver begleet misst ginn, déi awer zu gläicher Zäit der Rentabilitéit an de Leeschtunge vun de betraffenen Acteuren an dëse Beräicher misst Rechnung droen.

An dësem Kontext wollt ech begréissen, datt de Ministère eng gutt Kollaboratioun mam Conseil de la Publicité du Luxembourg, dem CPL huet, deen dofir hëllefe kann dëst Gesetz effikass ëmzesetzen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech sinn um Enn vu mengen Ausféierungen ukomm. Ofschléissend wollt ech am Numm vu menger Fraktioun eisen Accord zum virleiende Gesetzesprojet 6127 ginn.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Rapporteur. Als éischte Riedner ass den Här Eugène Berger agedroen. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Ech wéilt och dem Rapporteur Merci soen, deen op eng passionnant Aart a Weis hei de Rapport vun dësem Projet de loi gemaach huet. Et ass e Projet de loi, deen als Objektiv huet d'Netdiskriminéierung an d'Gläichbehandlung vu Mann a Fra. Dat ass en Zil, dat mir als DP och ganz a voll ënnerstëtzen.

An deem Sënn kënne mer och eigentlech der Iwwerleeung vum Statsrot zoustëmmen, dee seet, datt een net och zwou Zorte vun Diskriminéierunge kann hunn an eiser Gesetzgebung. Op där enger Säit hu mer, opgrond vun ethnescher Hierkunft oder vu Relioun, Gesetzer, wou mer déi Diskriminatioune kënne bekämpfen a wou do och kënne Strofen ausgeschwat ginn. An dernieft hu mer an der Gesellschaft och Diskriminatioun opgrond vum Geschlecht, wou bis elo awer kee Gesetz dat ofgedeckt huet.

D'DP ënnerstëtzt d'Objektiver vun dem Text. Mir wäerten de Projet och stëmmen. Ech wollt awer e puer Remarquë maachen, besonnesch wat den Aspekt Medien ubelaangt. Beim Projet de loi, do geet et jo ëm d'Émsetzung vun enger EU-Direktiv, wou mir méi wäit gi wéi dat, wat d'Kommissioun proposéiert huet. D'Direktiv huet no laangen Diskussiounen d'Medien ausgeklamert. D'Kommissioun hat hir Argumenter, déi och pertinent waren, op déi ech elo net wëll agoen.

Lëtzebuerg setzt awer elo d'Medien an den Text ganz spezifesch eran. De lëtzebuergeschen Text viséiert also spezifesch d'Representatioun vun de Geschlechter an de Medien. Ech denken do un d'Publicitéit, mä och en général alles dat, wat an de Medië ka bei der Duerstellung vu Fra oder Mann presentéiert ginn, sief dat Reportagen, Artikelen, Sendungen an esou weider.

Et geet also ëm Rollebiller, Rolleverständnisser. Mir wëssen, datt dat keng kloer an objektiv Matière ass, déi ee mathematesch oder och souguer kloer juristesch ka beschreiwen. Ech mengen, am Kär si mer eis jo all doriwwer eens, wann et ganz grave Verstéiss gëtt, zum Beispill wann et ëm sexistesch Beleidegunge geet. Ech wëll do och elo keng Beispiller ginn, mä et bleift awer e Beräich, wou kloer Linne ganz séier verschwammen.

De Punkt ass deen, datt et eigentlech jo och kee klore gesellschaftleche Konsens iwwert d'Rollebiller vu Fra a Mann gëtt an der Gesellschaft, an och hei zu Lëtzebuerg an eiser Gesellschaft gëtt et dat och net. Rollebiller sinn ëmmer kulturell bedéngt, si kënnen och generationsbedéngt sinn, si kënnen och philosophesch oder reliéis bedéngt sinn. Zum Beispill d'Roll vun der Fra als Fra hannert dem Kachdëppen ass net mäi Bild vun der Fra a mäi Rolleverständnis tëschent Mann a Fra. Déi, déi mech kennen, wëssen dat.

Plusieurs voix.- Ooohhh! Aaahhh!

M. Eugène Berger *(DP).*- Ech weess awer net, ob datselwecht Verständnis, wat ech hunn, zum Beispill all aneren Deputéierten hei am héijen Haus deelt. Et muss een och soen, och ënnert de Frae selwer ginn et ënnerschiddlech Opfaassunge vum Bild vun der Fra an der Gesellschaft. Fir déi eng ass et zum Beispill normal oder si akzeptéieren dat, si fannen dat heiansdo souguer flott oder witzeg, datt eng Reklamm mat Frae gemaach gëtt, fir zum Beispill e Produit de Männer... fir d'Männer unzespriechen. Anerer, déi fannen dat awer net

akzeptabel a soen, datt do kloer d'Grenzen iwerschratt gi sinn.

Nëmmen déi Beispiller, déi - ech nennen dat emol esou - also an engem Beräich sinn, dee keng kloer definéiert Kritären huet a wou jiddwereen individuell, als Fra oder als Mann, seng Repèren huet. Et muss een och soen, an dësem Projet de loi ginn et och keng ganz kloer juristesch Virgaben, Grenzen, Normen, well dat eben och schwéier an en Text juristesch eranzeschreiwen ass. Et wäert also dorobber erauslafen, datt mer déi eng oder aner Plainten herno viru Geriicht hunn, a wou dann am Endeffekt d'Geriichter wäerten tranchéieren an décidéieren.

An ech mengen, mir mussen also och kucken, datt mer vläicht no e puer Joer e Bilan maache vun dësem Projet de loi an eventuell, wann da bis dohinner déi eng oder déi aner Affär gelaf war, och eventuell Konsequenzen zéien an d'Gesetz ausbesseren oder noflécke wäerten.

Eng zweet Remarque maachen ech am Kontext vum Avis vum Conseil de Presse. Ech muss soen, do dra stinn eigentlech och eng Rei pertinent Argumenter, déi een hätt vläicht misse méi am Detail an der Kommissioun ënnert d'Lupp huelen. Mir hunn och relativ spéit eigentlech, praktesch haut de Moien eng Ausnahm zu eisem Reglement gemaach, hu mer nach do en zousätzleche Rapport ugeholl, fir eben och deen Avis, dee kriteschen Avis - muss ee soen - vum Conseil de Presse opzehuelen.

Mir hätten eis vläicht méi an der Kommissioun sollen Zäit huelen, fir déi eng oder aner Argumenter do eng Kéier ze analyséieren. Do geet Rieds vun der Liberté de presse zum Beispill, déi kéint a Fro gestallt ginn. Oder awer och kéint ee sech Gedanke maachen zum Mediëstanduert Lëtzebuerg. Et ass jo gewosst, datt verschidde Fernsehsendere vu Lëtzebuerg aus ausstrahlen an och also dëser Législatioun wäerten an Zukunft ënnerleien.

Bon, déi zoustänneg Regierungsmemberen oder och an der Kommissioun ass awer, also déi zoustänneg si fir Medien a Kommunikatioun, hu sech awer net zu Wuert gemellt, hunn hei kee Problem gesinn. Dann huele mer dat esou zur Kenntnis.

Eng lescht Remarque...

M. le Président.- Här Berger, den Här Kartheiser wëllt Iech eng Fro stellen.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Neen, Här President, den Här Kartheiser ka sech notéieren, datt, soulaang ech hei... egal wat fir eng Rieden datt ech hei schwätzen, kann e sech fir duerno ophiewen. Ech äntwerten hei net dem Här Kartheiser op seng Froen. Dat kann e fir dës a fir och déi zukünfteg Interventioune sech...

(Brouhaha)

M. le Président.- Da fuert Dir elo virun, Här Berger!

M. Eugène Berger *(DP)*.- ...notéieren. Merci, Här President.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Dat ass d'Demokratie hei!

M. Eugène Berger *(DP)*.- Duerfir, Här President, eng lescht Remarque oder villméi en Opruff, datt een och keng vermeintlech Kulturkämpf iwwert dëst Gesetz soll ausdroen. Well an de Kommissiounsaarbechten ass et leider heiansdo an déi Richtung gelaf. Dat dëngt der Saach guer net. An dat ass och net gutt fir e modernt an tolerant Rolleverständnis am Zesummeliewen, am Respekt vun deem engen an deem aneren an eiser Gesellschaft.

Dat gesot, ginn ech awer den Accord vun der DP-Fraktioun zu dësem Projet. Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Berger. Als nächste Riedner ass den Här Angel agedroen. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Angel *(LSAP)*.- Här President, Madame Minister, Dir Dammen an Dir Hären, ech ka mech am Fong haut ganz kuerzfaassen, well de Rapporteur, den Émile Eicher, net nëmmen a sengem schréftleche Rapport, mä besonnesch haut a sengem mëndleche Rapport wierklech dee ganze Werdegang vum Projet de loi erkläert huet an och explizéiert huet.

Ech freeë mech awer mat menger ganzer Fraktioun, dass dëse Projet de loi elo endlech um Ordre du jour ass, well mir denken, dass et wichteg ass, dass d'Égalité de traitement tëschent Fraen a Männer op deeselwechten Niveau gestallt gëtt wéi all aner Zorte vun Diskriminatioun, egal ëm wéi en Domän dass et geet.

Och an der Regierungserklärung hunn déi zwou Majoritéitsparteien, CSV an LSAP, schonn dës Absicht deklaréiert, fir dëse Projet de loi op den Instanzewee ze brëngen. An ech zitéieren, do stoung ganz kloer: «...afin de mettre à égalité toutes les personnes quels que soient les motifs de discrimination».

Och bei den Aarbechte vum Virgängerprojet, vum Projet de loi 5739, wat mer elo kennen als d'Gesetz vum 21. Dezember 2007, wat jo déi Direktiv ëmgesat huet, vun där haut scho vill geschwat ginn ass, gouf et wierklech eng ganz Rei Stëmmen, déi schonn deemools bedauert hunn, dass déi verschidde Beräicher wéi Medien, Publicitéit an Éducatioun aus deem Projet de loi erausgeholl gi waren. Dat waren net nëmme Riednerinnen a Riedner hei op der Tribün, mä dat ware virun allem och de Conseil d'État, de Statsrot, déi deemoleg Chambre des Employés privés an och de Conseil national des Femmes.

An de Grond, dee schéngt ons ganz kloer: Et war einfach net an et ass net ze vertrieden, dass net all Zorte vun Diskriminatioun op deemselwechten Niveau behandelt ginn. Et goung an deem Kontext Rieds och vun enger „hiérarchisation des égalités". Dat fënnt een an all deenen Avisen erëm.

Et ass och evident, dass grad déi Beräicher, déi betraff waren - d'Medien, d'Publicitéit, d'Éducatioun am breedeste Sënn - eng ganz wichteg Roll spille bei der Vermëttlung vu Biller an och bei der Vermëttlung vu Wäerter. An ech mengen, déi Verantwortlech an deene Beräicher si sech ëmmer méi hirer Responsabilitéit bewosst. Dat ass, géif ech mengen, e Prozess, et ass eng Prise de conscience, déi eng gewëssen Zäit brauch, mä déi dofir ëmsou méi ënnerstëtzt a promouvéiert muss ginn. D'Ausdehnung vum Prinzip vun der Égalité de traitement tëschent Fraen a Männer op déi Beräicher wäert dat Bewosstsäin weider stäerken an domadder och de Respekt virun deem Gläichheetsprinzip festegen.

Erlaabt mer e puer Wuert zu deene Bedenke vum Conseil de Presse, deen déi ausgedréckt huet. Mir wëssen all, an et ass gesot ginn, de Conseil de Presse huet en negativen Avis ofginn, well en eben der Meenung ass, an ech zitéieren do den Avis vum Conseil de Presse: «...la réglementation du contenu des médias constitue une atteinte à leurs libertés.»

Allerdéngs op där anerer Säit ënnersträicht de Conseil de Presse awer ganz kloer, an deemselwechten Avis iwwregens, dass hien zum Prinzip vun der Égalité de traitement tëschent Fraen a Männer steet, an e verweist op e Code de déontologie vun de Journalisten, dee vum Conseil de Presse ausgeschafft gouf. An ech zitéieren och aus deem Code de déontologie: «La presse s'engage à éviter et à s'opposer à toute discrimination pour des raisons de sexe, de race, de nationalité, de langue, de religion, d'idéologie, d'ethnie, de culture, de classe ou de convictions, tout en assurant le respect des droits fondamentaux de la personne humaine.»

Domadder huet d'Press sech selwer déi Aufgab ginn. An ech denken, wa si hir eege Prinzipië seriö hëlt an och befollegt, da muss si sech iwwert dëse Projet de loi an d'Konsequenzen, déi sech doraus erginn, mengen ech, keng weider Suerge maachen.

Wichteg schéngt mer awer och, an dat betrëfft all d'Beräicher vun den Diskriminatiounen, dass dat, iwwert dat mer haut schwätzen, iwwer all déi Diskriminatiounen, wou mer haut schwätzen, an de Schutz dovun, dass dat net en dréchent Stéck Pabeier bleift, mä dass de Prinzip vun der Égalité de traitement tëschent Fraen a Männer grad, wéi gesot, och all déi aner Égalité-de-traitementen am Allgemengen och aktiv virubruecht gëtt. An dofir brauche mer weiderhi Programmer an Aktiounen, fir dass mer dat begleede kënnen an och a Praxis ëmsetze kënnen.

Mir wëssen, dass ganz oft Diskriminatiounen, Klischeeën, ofwäertend Inhalter onbewosst ausgedréckt ginn. An do brauch et e Bléck vu baussen an eng gewëssen Ënnerstëtzung, fir dat ze erkennen an ze redresséieren.

Erlaabt mer och nach eng Suerg auszedrécken, nämlech déi, dass déi Instanz, de CET, déi d'Égalité de traitement soll promouvéieren, analyséieren a beopsiichtegen, och muss a soll déi néideg Moyenë kréien, fir dës Aufgab seriö kënnen ze maachen. Dee Problem gouf an der Vergaangenheet hei am Haus an och op anere Plaze scho méi dacks opgeworf. An et wäert och am Zesummenhang mat der Ëmsetzung vun der Behënnerterechtskonventioun nach eemol ganz akut ginn. Dofir, wa mer net wëllen, dass et bei sougenanntenen eidele Lëppebekenntnisser bleift, solle mer do onbedéngt Effortë maachen.

Éier ech dann zum Ofschloss kommen, wollt ech nach drun erënneren, dass de Centre pour l'égalité de traitement - a mir hunn hire Rapport annuel vun 2011 virun e puer Wochen hei an onser Case gehat - och dat hei, wat mer haut stëmmen, revendiquéiert huet. En huet iwwregens och en Avis driwwer geschriwwen. An a sengem Rapport op der Säit 51 am Kapitel „Regroupement des motifs de discrimination" freet en dat hei ganz konkret nach eng Kéier.

An deemselwechte Kontext stellt de Centre pour l'égalité de traitement awer eng interessant Fro, wou et vläicht interessant wär, vun der Ministesch eng Äntwert ze kréien, vu dass mer nach keng Méiglechkeet haten, iwwert dee Rapport hei ze schwätzen. De CET, dee wënscht sech, dass um Niveau ministériel déi sechs Motiver vun Diskriminatioune géifen an engem Ministère behandelt ginn. Et wier vläicht interessant, dozou e puer Informatiounen ze kréien.

Eng aner Suggestioun, déi se maachen - an dat ass och wierklech am enke Kontext mat dësem Projet de loi ze gesinn -: Säit 2007, säit d'Commission des droits de l'Homme beim Premierminister Juncker war, ass déi Iddi opkomm, fir eng Maison des droits de l'Homme ze kreéieren, wou mer d'Commission vun den droits de l'Homme, wou mer de CET, de Centre pour l'égalité de traitement, wou mer den Ombudscomité fir Kannerrechter, an neiderdéngs d'lescht Woch hate mer eng Réunioun vun der Petitiounskommissioun mat der neier Médiateure, wou se gesot huet, si géif dat eng gutt Iddi fannen a sech do och aklicken an dee Prozess.

Do liesen ech dann am Rapport vum CET, dass do nach keng Suitë wären. Madame Minister, et wär vläicht interessant, wann Der déi gutt Iddi nach eng Kéier mat bei Är Kolleeginnen a Kolleegen an der Regierung géift huelen. Ech mengen, de Premier huet 2007 déi Iddi mat der Commission des droits de l'Homme, consultative des droits de l'Homme an d'Liewe geruff. An ech mengen, et wär eng gutt Iddi, wa mer do Neel mat Käpp géife maachen.

Op jidde Fall soen ech Iech emol all Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn hei och den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet de loi, op dee mer laang gewaart hunn a wou mer frou sinn, dass deen haut, mat grousser Majoritéit, wéi et haut de Moien an der Kommissioun war, ofgestëmmt gëtt.

Merci!

M. le Président.- Merci dem Här Angel. Als nächst Riednerin ass d'Madame Loschetter agedroen. Madame Loschetter, Dir hutt d'Wuert.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, meng Virriedner hu bal alles gesot. Duerfir wëll ech mech just op e puer Remarquë beschränken. Merci och dem Rapporteur, dem Här Eicher.

Ech wollt just soen, mir kruten och matgedeelt, datt am Laf vun der Praxis sech op eemol gewisen hätt, datt verschidde Gruppementer vu Leit, oder datt et effektiv eng Hierarchisatioun géif ginn an den Diskriminéierungen oder an de Rechter anzekloen op eng Diskriminéierung. Ech wëll Iech awer just drop opmierksam maachen, datt déi Hierarchisatioun, datt déi scho gewosst war, datt déi schonn dénoncéiert gi war, datt schonn dorop higewise gi war, éier mer iwwerhaapt dat Gesetz hei gestëmmt hunn, an datt mer deemools och schonn dat hei op dëser Tribün gesot hunn.

Nawell ass et esou gestëmmt ginn, wéi et gestëmmt ginn ass. Duerfir wollt ech och a mengem perséinlechen Numm soen, awer och am Numm vun der grénger Fraktioun soen, datt mer immens frou sinn iwwert dat, wat haut gemaach gëtt, datt dat hei réajustéiert gëtt, an och der dozou stänneger neier Ministesch Merci soe fir hire Support, datt mer dat hei kënnen haut rectifiéieren. Ech fannen dat e couragéiert Gesetz, an duerfir si mer och ganz frou, dat do kënnen esou matzestëmmen.

Dräi Remarquen dozou. D'Éducatioun, d'Medien an d'Publicitéit, dat sinn nu wierklech, déi gehéieren awer zu deene Ressorten, déi wierklech en nohaltegen Impakt hunn. An dat fuerdert eigentlech e Bekenntnis zu a) der Genderpolitik, datt et Fraen a Männer gëtt an datt déi gläichwäerteg, mä vläicht ënnerschiddlech heiansdo ze considéréiere sinn. A b) considéréiert gëtt do och d'Diskriminéierung oder d'Méiglechkeet, déi awer besteet, déi potenziell Méiglechkeet, datt ee kann opgrond vu sengem Sexe diskriminéiert ginn an datt een och e Recht huet, fir dat anzekloen.

An dann natierlech ass och ze kucken, ze analyséieren, ob déi Uklo, déi Aklo och gerechtfertegt ass, jo oder neen. Mä zumindest huet een e Recht, huet een eng legal Basis, fir dat Recht do ze hunn, an dat ass elementar wichteg.

De Fait - an dat ass mäin zweete Punkt -, datt et bis elo verschidde Kategorië vu Mënsche gi sinn, notamment zu deem Gesetzesprojet, wou mer effektiv „discrimination fondée sur l'âge" dran hunn, den Handicap, d'„orientation sexuelle" oder souguer eng Ethnie, dat huet jo am Fong geholl alles englobéiert, inklusiv d'Publicitéit, Medien an esou weider.

Et huet keen e Problem doranner gesinn, och net de Conseil de Presse! Déi hu keng Problemer domadder, déi hu sech keng Froe gestallt, ob hire Code de déontologie oder, oder, oder... An et huet och net esou vill, soll ech emol soen, Welle geschloen doriwwer, datt elo verschidde Gruppen, wéi verschidden Ethnien oder opgrond vu senger „orientation sexuelle", engem Handicap oder sengem Alter, datt do eng Press oder Medië kéinten a Schwieregkeete kommen, well se net méi dëtt oder dat kéinte publizéieren oder ophänken.

Hei elei, kuck elei, an et ass ëmmer erëm datselwecht, am Fong geholl „the same old song", wann et dann drëms geet „Männer a Fraen", dann op eemol: Oh, elo musse mer awer oppassen a kucken a maachen an doen!

Duerfir Merci nach eng Kéier, datt mer dat hei alleguerten esou majoritär kënne stëmmen, well heimadder gëtt emol jiddwereen op deemselwechte Level behandelt!

Dann drëtt a lescht Remarque, wou ech awer elo net wëll an de Fong agoen, well ech mengen, den Här Eicher huet et wierklech explizit erkläert. Et ass effektiv wouer, datt d'Éducatioun, mä awer och virun allem d'Medien an d'Publicitéit en onheemlech groussen Impakt hunn op d'Meenungsbildung, op suggestivem Drock virun allem bei onse Jugendlechen, mä och ons Erwuessen, a virun allem och heiansdo - net nëmmen - op Fraebiller, awer ëmmer méi och neierdéngs op Männerbiller, déi sech och ganz oft ënner Drock fillen doduerch.

Dat ass elo Gott sei Dank zumindest esou geregelt, datt, wann ee sech diskriminéiert fillt, een dat wéinstens kann zum Ausdrock brëngen.

Voilà, dëst gesot, nach eng Kéier, dat ass emol e flotte Moment hei an der Chamber, an ech ginn den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. le Président.- Merci der Madame Loschetter. Als leschte Riedner ass den Här Kartheiser agedroen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Merci, Här President. Flott ass dee Moment haut bestëmmt net, well mir schafen haut op Initiativ vun der CSV e Stéck vun eiser Pressefräiheet of. Wéi esou dacks wäerten esou wichteg Entwécklunge kaum kommentéiert ginn. Deene meeschte Leit wäert et kaum méi opfalen. Mä awer et ass en trauregen Dag fir eis Demokratie, well mer schwächen eng Bastioun dovunner, nämlech d'Fräiheet vun der Press.

Als eenzeg Partei hat d'ADR sech laang géint dës Entwécklung gewiert. Mir konnten dëst Gesetz verzögeren. Eisem Asaz ass et ze verdanken, datt de Conseil de Presse iwwerhaapt nach konnt en Avis maachen, well d'Regierung hat vergiess, en ze froen an ze informéieren. Mä verhënnere konnte mer dëst Gesetz leider net.

Ech wëll och soen, datt, wou mer virun engem Joer eis an der Kommissioun gewiert hate géint dëst Gesetz, mer déi eenzeg Partei waren, an och eng Partei wéi d'DP, vertrueden duerch den Här Berger, doduerch geglänzt huet, datt se absolut kee Problem mat deem Gesetz hat. Haut eréischt entdecke se, datt et eventuell Problemer mat der Fräiheet vun der Press kéint ginn.

Duerch dëst Gesetz gëtt, wéi Dir, Madame Minister Hetto, et gesot hat an der Kommissioun, „e klitzeklenge Stréch" - ech erënnere mech un Är Wierder - am Gesetz vum 21. Dezember gestrach, an dee klitzeklenge Stréch, dat ass ebe just deen, wou et ëm d'Fräiheet vun der Press geet.

Mir hunn hei am Land, wéi och an anere Länner, e Grondprinzip am Prinzip, wa mer iwwert d'Direktive schwätzen, d'Ëmsetzungsdirektive schwätzen, an dat ass „toute la directive, mais rien que la directive". Haut gi mer iwwer eng europäesch Direktiv eraus. An et ass derwäert, nach eng Kéier ze erënneren, firwat dat net an der Direktiv stoung, well et en „désaccord total entre parties et acteurs concernés"zu Bréissel gouf, „une réglementation des médias ayant été considérée comme interférence avec la liberté fondamentale et la pluralité des médias".

Et geet also ëm eppes ganz Grondsätzleches hei, wat mer soss an Europa net hunn, mä wat mer hei haut erfannen, haut hei zu Lëtzebuerg maachen, wat an deenen aneren europäesche Länner net gemaach gëtt. Et kann ee sech iwwerleeë wierklech, ob dat gutt ass, wa mer emol eng Kéier an deem do Beräich no vir preschen: Mir mengen net!

Ech soen, ech erënneren Iech och drun, Madame Minister, wou déi sougenannten Égalitéitskommissioun déi éischte Kéier mat dësem

Gesetz befaasst gouf, an dat wor den 11. Dezember 2007 vun Ärer Virgängerin, der Madame Minister Jacobs, do huet d'Madame Minister Jacobs deemools nach gesot, datt d'Medien- an d'Publicitéitsfräiheet misste respektéiert ginn. An deemools woren all d'Parteien, alleguer, ausser deene Gréngen, därselwechter Meenung. Haut, fënnef Joer drop, an ouni besonnesch Ursaach, hunn all Parteien hir Meenung geännert, ausser deene Gréngen an der ADR.

déi gréng woren deemools géint d'Fräiheet vun der Press, si sinn nach haut géint d'Fräiheet vun der Press. Mir woren deemools fir d'Fräiheet vun der Press a mir sinn haut och als eenzeg Partei nach fir d'Fräiheet vun der Press. D'CSV, d'LSAP an d'DP hunn hir Meenung an deene leschte fënnef Joer geännert, an et freet ee sech wierklech, firwat, well den Dossier ass identesch bliwwen.

Mir bedaueren och, datt de Statsrot bei dësem Gesetz ganz iwwerflächlech war, e ganz kuerzen Avis ofginn huet an een, dee wierklech a senger Argumentatioun och net iwwerzeegt, well wann et eng Differenz, eng Kohärenz, e Kohärenzënnerscheed tëschent verschiddene Législatioune gëtt, wou d'Medië kënne concernéiert sinn, hätt een och deen intelligente Wee kënne goen an d'Medien ausschléissen aus deem Gesetz vun 21. November 2006, wat hei referenzméisseg zitéiert war. Dat wär deen demokratesch gudde Wee gewiescht, well dann hätte mer de Medien e Stéck Fräiheet méi ginn, amplaz, wéi et haut ze maachen, de Medien e Stéck ewechzehuele vun där Fräiheet.

Esou eng erratesch Behandlung vun enger wichteger Fro werft awer och Froen op am Kontext vun der Qualitéit vum Gesetzgebungsprozess hei am Land. Wann d'Grondrechter, wann eng Kommissioun duerch e Gesetz, wéi mir et elo hei maachen, an d'Grondrechter agräift, dann ass dat eng Saach, déi misst prinzipiell an der juristescher oder an der institutioneller Kommissioun behandelt ginn, an net an enger Kommissioun, déi ideologesch denkt an handelt wéi eng Chancëgläichheetskommissioun. Et feelt där u juristeschem Fachwëssen, an ech géif souguer soen u juristeschem Gewëssen, fir esou e Gesetzesprojet wierklech kënnen unzepaken.

E betrëfft zum Beispill och eng Ännerung am Code pénal, wéi et och am Intitulé steet. An eleng well et schonn de Code pénal concernéiert, hätt op jidde Fall déi juristesch Kommissioun missen un deenen Aarbechte bedeelegt ginn.

Mir hu souwisou den Androck an déi Iwwerzeegung, datt an deene leschte Joren, scho bal Jorzéngten, 15 Joer ëmmer méi Attacke géint d'Grondrechter hei am Land gefouert ginn. D'Opzielung géif elo ze wäit goen. Mä et ass d'Aufgab vun eiser Partei, op jidde Fall enger wäertorientéierter Partei an och vun der Politik allgemeng, fir deene jonke Leit emol erëm e Bewosstsäin iwwert de Wäert vum Rechtsstat ze ginn, an et ass d'Aufgab vun enger zukünfteger Generatioun vu Politiker, fir dat ze redresséieren, wat géint de Rechtsstat hei verbrach ginn ass, haut an awer och scho virdrun.

Mir féieren hei eppes an, wat et soss net gëtt. Mir ënnerwerfen domadder och eis Medien, de Mediëstanduert, dee mer hei hunn, enger Gesetzgebung, déi hinne potenziell Poursuitë kann abréngen, déi se an anere Länner, déi mat eis a Konkurrenz stinn, net misste fäerten. Wann Astra hei Contenuen zum Beispill sent oder weidervermëttelt, da kann Astra poursuivéiert ginn. An ech mengen, datt dat e Standuertnodeel ass, dee mer eis hätte spuere kënnen.

Fir nach eemol däitlech ze soen: Bei dësem Gesetz geet et elo net - net méi - ëm de But vun där Direktiv, nämlech den Accès à des biens et services an d'Fourniture vu biens et services. All Mann an all Fra hei am Land ka sech jo eng Zeitung kafen an de Radio umaachen, wann en dat wëllt oder wa si dat wëllt. Hei geet et ëm de Contenu vun de Medien. An dat ass natierlech qualitativ eppes ganz aneschters.

Et gëtt nämlech och nach, wat de Contenu... oder wat, pardon, wat d'Diskriminéierungsgebuet ugeet, keng kloer juristesch Definitiounen. Et gëtt politesch Definitiounen, déi vag sinn, déi och schlecht sinn, déi juristesch an intellektuell net kënnen iwwerzeegen. An opgrond vun esou Definitioune sollen elo dann d'Prozesser initiéiert ginn!

An net egal wéi eng Prozesser, mä och nach Prozesser, wou mer en anere Verstouss géint de Rechtsstat dran hunn, dee sech och agebiergert huet a leschter Zäit, an dat ass den „renversement de la charge de la preuve". Dat heescht, deen, deen ugeklot gëtt, fir eventuell do eng Diskriminatioun begaangen ze hunn duerch en Inhalt vun de Medien, vun der Publicitéit oder anescht, muss opgrond vun deene vagen Definitiounen, déi net kënnen iwwerzeegen, dann och nach higoen a seng Onschold beweisen, woubäi den Acquis vum Rechtsstat iwwer, ech géif soen, 150 Joer, wou mer awer endlech op dee Prinzip koumen, datt ëmmer nëmmen eng Schold muss bewise ginn, ëmmer méi mussen Onschold bewise ginn. Dat och ass eng Verierung am rechtsstaatleche System!

Ech wëll och nach soen, datt déi Argumentatioun hei, déi hei gebraucht gëtt, och politesch net ongeféierlech ass. Eis Regierung, wann Der do kuckt, Dir hutt dat zum Deel, Dir hutt dat och hei zitéiert, meng Virriedner hunn argumentéiert mat enger Diskrepanz am Schutz vun den Diskriminatiounsbestëmmungen tëschent de Gesetzer vun 2006 an der Ëmsetzung vun där Direktiv am Gesetz vum Dezember 2007.

En anert Argument, wat d'Regierung explizit zitéiert, ass dat hei: «la communication et l'information, par quelque moyen que ce soit, se doivent d'être impartiales, objectives et respectueuses des droits d'autrui.» Dat kléngt ganz gutt. Ech wëll Iech awer just drop opmierksam maachen, datt déi ungaresch Regierung a praktesch identeschen Termen argumentéiert huet, wou si higaangen ass an d'Pressefräiheet an Ungarn limitéiert huet. Alles, wat gutt kléngt, ass net onbedéngt gutt, zemools wann et ëm d'Aféierung vun enger Zensur, sief et direkt oder indirekt, geet.

Dat hei ass keng direkt Zensur, déi d'Regierung aféiert, et ass eng indirekt. Et ass déi iwwert de Wee vun de Prozesser, wou d'Medië musse fäerten, datt se ebe virun esou vill Prozesser an esou deier Prozesser gestallt ginn, datt se sech an der Fräiheet fir ze schreiwen oder ze soen, wat se wëllen, einfach behënnert fillen an doduerch dann engem Drock noginn.

Et gëtt also verschidden Zorten Zensuren. Dat hei ass eng indirekt. Si ass net onbedéngt manner effikass. Mä et ass sécher keng, déi mer kënnen ënnerstëtzen an op déi mer sollen houfreg sinn.

Ech wëll och nach kuerz op de Conseil de Presse agoen. Wéi gesot, d'Regierung hat de Conseil de Presse emol net gefrot. Mir haten deemools protestéiert an der Kommissioun. Doropshin ass den Avis geschriwwe ginn. Mir haten och de Conseil de Presse ugeschriwwen als ADR. An dat, wat de Conseil de Presse seet, ass extrem wichteg.

Vläicht ass dee wichtegste Saz awer net zitéiert ginn an Ärem soss ganz exzellente Rapport, Här Eicher. Ech wëll net méi an déi Saachen agoen, déi scho gesot goufen, well soss ass den Här President Mosar beruff, fir mer vläicht erëm d'Wuert ofzeschneiden, mä ech wëll op jidde Fall dee Saz zitéieren, dee vläicht ganz wichteg ass: «Estimant...», seet de Conseil de Presse, «...qu'au Grand-Duché de Luxembourg toutes les garanties quant au principe de l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes sont données...» - sont, net seront, mä sont - «...du point de vue journalistique...»

An da kënnt et: «...il est dangereux voire même néfaste pour tout système démocratique d'entraver directement ou indirectement au très sensible principe fondamental de la liberté de la presse, le Conseil de Presse ne voit ni l'opportunité ni la nécessité pour une initiative législative en la matière.» Le Conseil de Presse «est donc d'avis que le législateur devrait renoncer à inclure le domaine relatif au contenu des médias dans le projet de loi numéro 6127.»

Dat heiten ass eng grondsätzlech a wichteg Saach. Mir ginn also hei hin, géint den Avis vun engem groussen Deel vun eise Journalisten, Éditeuren an esou weider, a mir gräifen an an d'Fräiheet vun der Press. An ech wëll Iech soen, datt et fir eis op jidde Fall als Partei net kann esou akzeptéiert ginn.

Mir kënnen net als Lëtzebuerger, wa mer en demokratesche System wëlle verdeedegen - well den demokratesche System muss verdeedegt ginn; dee gëtt ëmmer erëm a Fro gestallt -, mir kënnen net einfach e Vollek vu Jasager sinn, dat alles akzeptéiert, wat vun der Regierung do kënnt. Mir mussen eng Demokratie verdeedegen.

Dëst ass e Punkt, wou eng Demokratie och muss verdeedegt ginn. An duerfir wäerte mir dat hei net stëmmen.

Et sinn net nëmmen déi Texter, et gëtt net nëmmen déi Texter, déi mer elo zitéiert hunn an déi de Conseil de Presse och opportunément rappeléiert huet, d'Gesetz iwwert d'Liberté d'expression, de Code de déontologie an der Press. Och déi aner Texter, déi mer hei ofseenen, wéi d'Grondrechtecharta vun der Europäescher Unioun, den Artikel 11, d'Fräiheet vun de Medien an d'Pluralitéit muss respektéiert ginn. Déi gi mer hei ofstëmmen.

A wann et dann zum Lackmustest kënnt, wou mer hei als Lëtzebuerger Deputéierte stinn a soen: Musse mer dann dat ëmsetzen, wat mer stëmmen? Bekenne mir eis zu der Fräiheet vun der Press?, dann op eemol gëllen aner Prinzipien. Da geet et ëm Iddien, déi ech elo hei net wëll widderhuelen, well se vun enger Banalitéit sinn, déi vläicht emol net hei sollt onbedéngt iwwerbetount ginn.

Wat mer hei hunn, Här President - ech soen, ier Dir et sot, ech hale grad op -, mä u sech kann ech nëmme soen, mir hunn hei e Maulkuerfgesetz. An et ass net verwonnerlech, datt dat Maulkuerfgesetz alt nees eng Kéier vun der Säit vun der CSV kënnt.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Kartheiser. Elo kritt d'Wuert déi zoustänneg Ministesch, d'Madame Françoise Hetto-Gaasch.

Mme Françoise Hetto-Gaasch, *Ministre de l'Égalité des chances.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt emol fir unzefänken dem Rapporteur, dem Här Emile Eicher, villmools Merci soe fir säi ganz explizite Rapport an och de Membere vun der Kommissioun fir déi konstruktiv Zesummenaarbecht, déi mer hate bei deem heite Gesetz.

Zënter dem Dépôt vun deem Projet de loi ass ganz vill driwwer diskutéiert ginn: Wat geschitt dann elo, wann dat Gesetz hei gestëmmt gëtt? Well et huet ënner anerem vun der Säit vun dem Conseil de Presse geheescht, dee Projet géif d'Pressefräiheet aschränken an och de Marketing vu verschiddene Betriber futti maachen.

Abee, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif gären, wann Der erlaabt, fir unzefänken driwwer schwätzen: Wat geschitt dann, wann dee Projet hei net gestëmmt gëtt?

Fir de Moment hu mer d'juristesch Situatioun, dass e Gesetz vum 28. November 2006 all Zorte vun Diskriminatioune verbitt, an zwar opgrond vu Facteuren: Relioun, Iwwerzeegungen, Behënnerung, Alter, Orientation sexuelle, Rass oder Ethnie. Dëst Gesetz, dat bezitt sech ënner anerem och op den Accès à des biens et services an och op d'Fourniture de biens et services. An hei sinn Éducatioun, d'Medien an d'Publicitéit net ausgeschloss.

Plusieurs voix.- Aaahhh!

Mme Françoise Hetto-Gaasch, *Ministre de l'Égalité des chances.*- D'Gesetz vum 21. Dezember 2007, dat verbitt och d'Diskriminatioun en matière d'accès aux biens et services a bei der Fourniture de biens et services. Hei geet et awer ëm d'Diskriminatiounen opgrond vum Sexe. Do sinn Éducatioun, Medien a Publicitéit awer ausgeschloss.

Mir hunn also do zwee verschidden Niveaue vu Protektioun, jee nodeem wat d'Motiv ass, opgrond vun deem eng Persoun sech diskriminéiert fillt. Dat ass net gutt. Scho guer net an enger esou sensibeler Matière, wou et ëm d'Gläichbehandlung vun de Mënsche geet.

Duerfir wëlle mer dat änneren. An duerfir musse mer dat och änneren. An duerfir steet och am Regierungsprogramm, mir géifen dat änneren!

An ech ënnersträichen och nach eng Kéier, dass et just ëm den Accès à des biens et services an d'Fourniture de biens et services geet. Dee Projet hei net ze stëmmen, dat heescht, Fraen a Männer drun ze hënneren, sech ze wieren, wa se diskriminéiert ginn an deenen dräi Beräicher, wou ech elo genannt hunn. Dee Projet hei net ze stëmmen, dat heescht, Acteuren aus de Beräicher Medien, Publicitéit an Éducatioun d'Recht ze loossen, Fraen a Männer ze diskriminéieren.

Eng Partei, déi dat wëllt, muss sech awer Froe stellen, net nëmmen iwwer hir Weltvirstellungen, mä och iwwer hiert Rechtsverständnis. D'Regierung wëllt dat net!

Finalement geet et hei nämlech och ëm Mënscherechter. Bei de fundamentale Rechter, déi d'Leit hunn, gëtt och keen Ënnerscheed gemaach tëschent Geschlecht an anere méigleche Motifs de discrimination. Well, Här Kartheiser, fir eis hält d'Pressefräiheet do op, wou bei de Mënschen hir Rechter uginn. An ech si mer sécher, dass d'Press dat och esou gesäit.

Dee Projet hei huet also als eenzegt Objektiv, déi bestehend Diskriminéierung opzehiewen an och an de Beräicher Medien, Publicitéit an Éducatioun de Männer a Fraen ze erlaben, sech ze wieren, wa se sech diskriminéiert fillen.

Déi Opreegung iwwert dee Projet hei kéint ee jo elo vermute loossen, dass virun allem Medien a Publicitéit - well vun der Éducatioun gëtt jo net esou vill geschwat - massiv géife Männer a Fraen diskriminéieren. Et ass esou, dass d'Medien eng ganz wichteg Roll an eiser Gesellschaft spillen. A si si sech hirer Roll och ganz bewosst, wat d'Mënscherechter an d'Gläichstellung ugeet. Dat fanne mer och an hire jeeweilege Codes de déontologie erëm.

Am Code zum Beispill vum Presserot kann ee Folgendes ënnert dem Artikel 5 liesen: «La presse s'engage à éviter et à s'opposer à toute discrimination pour des raisons de sexe, de race, de nationalité, de langue, de religion, d'idéologie, d'ethnie, de culture, de classe ou de convictions, tout en assurant le respect des droits fondamentaux de la personne humaine.»

Am Code vum Werberot, dee sech 2009 erëm nei opgestallt huet, fënnt een ënnert dem Artikel 4 dat heiten: «La publicité doit respecter la dignité humaine en n'encourageant ou en ne cautionnant aucune forme de discrimination, y compris fondée sur la race, l'origine nationale, la religion, le sexe, l'âge, le handicap ou l'orientation sexuelle.

La publicité doit respecter la dignité des femmes et des hommes et doit s'abstenir de toute offense, de tout dénigrement et de tout mépris envers le sexe féminin et le sexe masculin. Elle doit éviter toute entrave à l'égalité des sexes en tenant notamment compte de l'évolution de l'environnement social et des relations humaines ainsi que de la diversité des rôles assumés par les deux sexes.»

Esouwäit zum Zivilrecht. Derbäi kënnt, dass, wat d'Strofrecht ugeet, d'Artikele 454 a 455 aus dem Code pénal d'Medien, d'Publicitéit an d'Éducatioun net ausschléissen. Dat heescht, dass Diskriminatiounen opgrond vum Geschlecht an deenen dräi Beräicher haut scho penal kënne bestrooft ginn. Ech liesen Iech elo déi Artikelen net vir, well ech weess, dass Der nach e grousse Programm hannendrun hutt.

Ech wëll just soen, dass de Projet de loi 6127 näischt dorunner ännert. De Projet de loi 6127 huet keng Inzidenz op de Code pénal respektiv den Droit pénal, en huet just eng Inzidenz op d'Gesetz vun 2007. Wann de Projet de loi also net gestëmmt gëtt, bleiwen Diskriminatiounen opgrond vum Geschlecht duerch d'Medien an d'Publicitéit awer nach ëmmer en Delikt.

Vill Opreegung ronderëm de Projet de loi 6127 kënnt awer wahrscheinlech dohier, dass bei de konkreten Auswierkungen, déi de Vote vum Projet och wäert hunn, dacks eng Verwiesslung respektiv eng Vermëschung gemaach gëtt tëschent Diskriminatioun engersäits an dem Gebrauch vu Stereotypen, dat heescht vu bestëmmtene Rollebiller, déi mer jo awer nach ëmmer vermëttelt kréien. Stereotypë gebrauchen ass a bleift weiderhin legal, awer just souwäit, wéi se net als eng Diskriminatioun kënne qualifizéiert ginn.

Wa mir wëllen eng nei Verdeelung oder eng Ëmverdeelung vu Rollen tëschent Fraen a Männer an der Gesellschaft erbäiféieren, da musse mer awer och eng Kéier iwwert d'Rollebiller schwätzen, déi mer all, awer ganz besonnesch d'Medien transportéieren.

Ech wëll hei betounen, dass dee Projet hei kee Projet ass géint d'Medien an e soll och net esou duergestallt ginn. Mir brauchen d'Medien als Partner an der Gläichstellungspolitik, an ech wëll och op dëser Plaz soen, dass mer als Ministère eng ganz Rei vu ganz interessante Projete mat deene verschiddensten Acteuren aus der Welt vun de Medien an der Publicitéit realiséiert hunn an och nach wäerte realiséieren, an ech wäert och alles drusetzen, fir weiderhin an déi konstruktiv Zesummenaarbecht do ze investéieren.

Mam Projet de loi 6127 gi mer Männer a Fraen d'Recht, sech ze wieren, wa se sech an de Beräicher Medien, Publicitéit an Éducatioun diskriminéiert fillen, e Recht sech ze wieren, wat zum Beispill eeler Leit, Jonker, Homosexueller oder Leit mat enger Behënnerung schonn de Moment hunn. Am Résumé ze argumentéieren, dat Recht géif d'Mediëfräiheet aschränken, fannen ech gefëierlech. Oder wëlle mer wierklech d'Pressefräiheet géint d'Mënscherechter hei ofweien?

Ech wär also ganz frou, wann dee Projet hei mat der breetster Majoritéit géif gestëmmt ginn. Ech soen Iech och elo scho Merci fir Är Ënnerstëtzung.

Här Angel, Dir hat mer eng Fro gestallt, dass déi sechs Motifs de discrimination am beschte sollten ënner engem Haus behandelt ginn. Ech si just zoustänneg fir Fraen a Männer. Ech denken, dass dat dann déi nächst Regierung ass, déi dat da soll décidéieren, wéi dat dann an Zukunft…

(Interruption)

…soll gehandhabt ginn.

Ech soen Iech villmools Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Minister. Domadder gëtt d'Diskussioun ofgeschloss a mer kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6127 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6127 ass ugeholl mat 55 Jo-Stëmmen, géint 4 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden (par M. Lucien Clement), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden (par M. Marc Spautz), Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par M. Jean-Paul Schaaf), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Marie-Josée Frank), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter (par Mme Martine Mergen);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich (par M. Roger Negri), Georges Engel, Ben Fayot (par Mme Claudia Dall'Agnol), Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Claude Meisch), Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

M. Serge Urbany.

Ont voté non: MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Fir haut de Mëtteg huet d'Fraktioun vun deene Gréngen eng Aktualitéitsstonn iwwert de véierte Rapport vun der Commission du Conseil de l'Europe contre le racisme et l'intolérance (ECRI) ugefrot. D'Riedezäit ass am Artikel 84, Alinéa 2 vum Chambersreglement festgehalen a gesäit Folgendes vir: Där Fraktioun, déi d'Aktualitéitsstonn ugefrot huet, stinn zéng Minutten zou, deenen anere Fraktioune jeeweils fënnef Minutten, de Sensibilités politiques zwou Minutten an der Regierung eng Véirelstonn.

Et hu sech bis elo ageschriwwen: den Här Haupert, d'Madame Brasseur, d'Madame Mutsch, den Här Kartheiser an den Här Urbany. D'Wuert huet elo gefrot den Här Félix Braz als Vertrieder vun der Fraktioun vun deene Gréngen.

8. Ordre du jour (suite)

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Merci, Här President. No Récksprooch mat de Kolleege wollt ech proposéieren, dass mer dee Punkt haut net debattéieren. Dat huet och e prezise Grond, deen ech awer kuerz wëll erklären.

D'Initiativ, fir déi Heure d'actualité unzefroen, war ënner anerem fir vun der Regierung eng Äntwert ze kréien op eng Rei Recommandatiounen, déi am ECRI-Rapport drastinn. Am Ganze sinn et der 24, déi formuléiert gi sinn. Schrëftlech huet d'Regierung der nëmme sechs dovunner beäntwert an déi hänken och als Annex um ECRI-Rapport drun. Op déi aner 18 gëtt et méiglecherweis eng mëndlech Äntwert am Kader vun de confidentiellë Gespréicher, mä et gouf keng schrëftlech Äntwert dorobber. Et war de Sënn vun der Initiativ, och op deenen 18 Recommandatiounen, wou keng Äntwert virläit, eng Stellungnahm vun der Regierung ze kréien.

Elo ass et esou, dass den Här Minister eis elo de Mëtteg en Dokument op d'Pult geluecht huet, wou dann déi 18 Recommandatiounen eng schrëftlech Beäntwertung kréien, op engem Dokument vun dräizéng Säiten. Dat ass gutt, dat begréisse mer, dass dat och elo ënner schrëftlecher Form virläit. Allerdéngs mengen ech, d'Diskussioun vun de Mëtteg ass elo e bëssche komesch, fir weiderzefueren.

Wann d'Initiativ geholl gi war, fir déi Reaktiounen ze kréien, an dat läit elo vir, da kënne mer elo entweder eng Debatt ofhalen, déi mécht, wéi wa géif debattéiert ginn - mir hu jo d'Äntwerte scho schrëftlech -, oder, an dat hale mer fir méi sënnvoll, an déi Kolleege vun anere Fraktiounen, déi hiert Wuert sollte kréien - net all, awer bal all, entschëllegt -, sinn och der Meenung, dass et vläicht méi sënnvoll wier, déi schrëftlech Äntwerten, déi mer hunn, elo emol an enger éischter Phas an der zoustänneger Kommissioun - dat wär a priori déi vun den Affaires étrangères, well et jo eigentlech méi nach dem Här Asselborn seng Kompetenz wier - oder och an enger Conjointe dann elo de Rapport ze diskutéieren, vu dass mer zu all de Punkten eng schrëftlech Stellungnahm hunn. Wann dann nach e Besoin bleift fir eng Debatt op engem oder méi Punkten hei an der Plénière, dann ass all Fraktioun fräi, fir dat nach eng Kéier frësch unzefroen.

Mir fir eisen Deel wollte schrëftlech Äntwerte kréien, déi hu mer elo. Mä fir iwwert déi ze diskutéieren, dat musst Der och verstoen, Här Minister, ass et och net ganz liicht, wann ee se eng Stonn virdru kritt op dräizéng Säiten, da gëtt dat och eng iwwerflächlech Debatt.

An deem Sënn ass eise Virschlag, dee Punkt fir haut erofzehuelen an dat an enger éischter Phas un déi zoustänneg Kommissioun nach eng Kéier weiderzereechen, an da kucke mer weider.

M. le Président.- Den Här Braz freet also, datt de Punkt soll erofgeholl ginn, aus deene Grënn, déi en duergeluecht huet.

Ass de Plenum domadder d'accord?

De Minister wëllt awer derzou Stellung huelen.

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Ech wollt awer kuerz derzou Stellung huelen. Dat Éischt ass, dass ech elo eréischt komm sinn, huet zwou Ursaachen. Déi éischt Ursaach ass déi, dass et net néideg ass an deem ECRI-Processus, dass ee schrëftlech äntwert. Et gëtt normalerweis mëndlech geäntwert.

Do war eng Réunioun, eng Ministeschkonferenz am Februar, wou eise Représentant permanent zu Stroossbuerg dann all Äntwerte mëndlech virbruecht huet. Verschidde Ministèren, notamment déi, déi mir ënnerstinn, hu sech awer d'Méi ginn, och schrëftlech ze äntwerten. Dat huet de Virdeel, dass et nämlech matpublizéiert gëtt, well dat Mëndlecht gëtt net matpublizéiert.

Ech wollt dat awer soen, sou dass et net esou war, dass d'Regierung net geäntwert hätt, déi verschidden Departementer, mä déi eng hunn et schrëftlech gemaach, déi aner mëndlech.

Dat Zweet ass, dass ech eréischt d'lescht Woch gefrot gi sinn, ob ech, obwuel ech net den Ankerminister sinn, mä den Ausseminister dat ass - ech hunn awer vill mat deem Rapport ze dinn, a menge verschiddene Qualitéiten -, well ech gefrot hat, d'Attachésgesetz haut dropzekréien, sinn ech gefrot ginn, ob ech bereet wär, nach ganz vill aner Punkten ze huelen, dass mer genuch haut um Ordre du jour hätten, an ech hu mech bereet erkläert, den ECRI ze maachen. Dat war genee virun enger Woch. Do hu mer all meng Kolleegen ugeschriwwen, fir ze soen: „Gitt eis d'Äntwerten!" Duerfir hutt Der se elo eréischt kritt, well mer eréischt d'lescht Woch gewosst hunn, dass dat haut géif dropkommen, an dunn hu mer dat gemaach.

Ech sinn absolut d'accord, dass mer déi Prozedur maachen. Dat Eenzegt, wat ech mech froen, ob d'aussepolitesch Kommissioun, och wann dat den Ankerpunkt ass, déi richteg ass, fir alles ze diskutéieren, well hei sinn eng Onmass vu verschiddene Ministèrë betraff, mä ech mengen, do kann den Dispatching geschéien an dann an déi verschidde Kommissioune kommen.

Dir hutt gesinn, et ass och relativ vill lass, well mer an der Institutiounskommissioun d'Relatiounen tëschent Kierch a Stat kucken, notamment mat der muselmanescher Gemeinschaft an esou weider. Mä ech sinn absolut mat där doter Prozedur d'accord am Numm vun der Regierung, dass et vläicht herno méi gëtt, dass mer eng Partie unhuelen, an dass d'Chamber seet, deen een oder anere Punkt géife mer gär méi ausgiebeg an enger Kommissioun, am Plenum diskutéieren.

Also, ech ginn am Numm vun der Regierung hei de Placet, fir dat doten ze maachen, wat den Här Braz virschléit.

M. le Président.- D'Madame Brasseur freet nach d'Wuert.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Ech si selbstverständlech mat där Propositioun vum Här Braz, dat haut net ze diskutéieren hei am Plenum, d'accord, mä ech mengen, mir missten ons als Chamber eng Kéier prinzipiell ënnerhalen, wat mer mat deene Rapporten, déi mer kréien, maachen - ob nationaler oder internationaler. Mir kréien déi duerch Courrier électronique virugereecht oder mir fanne se a schrëftlecher Form an onser Boîte an dann hänkt et vun der Initiativ vun den eenzelnen Deputéierten of, wat mer domat maachen.

Or, déi Rapporte leeë ganz oft de Fanger op eng Wonn, a mir sollten net waarden, bis d'Wonn platzt, ier mer eppes ënnerhuelen. Duerfir wier et gutt, wann eng Kéier am Bureau vun der Chamber sech géif ënnerhale ginn, wéi ee soll mat deene Rapporten ëmgoen.

Ech kéint mer zum Beispill virstellen, dass éischtens d'Sekretariat géif eng Lëscht vun deene maachen, dann den Dispatching, wéi dat mat den europäeschen Dossiere geschitt, un déi verschidde Kommissiounen, an dass dann déi zoustänneg Kommissioune sech Gedanke maachen, welche Suivi esou engem Rapport ze ginn ass, well do gëtt immens wäertvoll Aarbecht gemaach. Dat ass och eng Aarbecht, déi wäertvoll ass fir d'Chamber, an ech mengen, da misste mer zesummen e Wee fannen, wéi mer e Maximum aus där gudder Aarbecht, déi an deene Rapporten ass, kënnen zéien, well ech fannen déi Aart a Weis, wéi mer bis elo procédéiert hunn, net satisfaisant.

Ech wollt déi Remarque allgemeng maachen, fir ons als Chamber dann eng Hausaufgab ze ginn.

M. le Président.- Merci der Madame Brasseur fir déi ganz gutt Suggestioun, déi ech natierlech ganz gär mat an d'Presidentekonferenz respektiv an de Bureau huelen.

Domadder wär dëse Punkt ofgeschloss a mir kéimen zum leschte Punkt vun haut de Mëtteg, enger anerer Aktualitéitsstonn, déi vun deene Gréngen ugefrot ginn ass an déi als Sujet de Conseil national des Programmes huet. Och wéi bei där Aktualitéitsstonn vu virdrun ass am Artikel 84, zweeten Alinéa vum Chambersreglement d'Riedezäit festgehalen a gesäit Folgendes vir: Där Fraktioun, déi d'Aktualitéitsstonn ugefrot huet, stinn zéng Minutten zou, deenen anere Fraktioune jeeweils fënnef Minutten, de Sensibilités politiques zwou Minutten an der Regierung eng Véirelstonn.

Et hu sech hei ageschriwwen: déi Häre Wilmes, Etgen, Haagen a Kartheiser. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Claude Adam als Vertrieder vun der Fraktioun vun deene Gréngen.

9. Heure d'actualité du groupe déi gréng sur le Conseil national des Programmes (CNP), son deuxième bilan décennal, le nombre de plaintes, ses compétences et moyens actuels, de même que l'évolution future du CNP et les conséquences d'une application différente de la législation européenne en la matière

Exposé

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Här President. Léif Kolleegen a Kolleeginnen, de Conseil national des Programmes ass mam Gesetz vum 27. Juli 1991 iwwert déi elektronesch Medien an d'Liewe geruff ginn, an d'Missioune vun dem CNP sinn am Artikel 34 vun dësem Gesetz festgehalen. Zum Beispill soll de CNP d'Regierung berode bei der Iwwerwaachung vun audiovisuelle Programmer ënner Lëtzebuerger Konzessioun an e soll och derfir suergen, dass déi legal a réglementaire Oplage gradesou wéi d'Oplagen aus de Cahiers de charges agehale ginn, souwäit se den Inhalt vum Programm betreffen.

Zënter 1991 huet sech an der Mediëwelt villes geännert, an am CNP awer ganz wéineg. Déi analog Zäit ass eriwwer. D'Programmer ginn haut digital iwwerdroen. Um internationale Plang huet d'Gesetzgebung missen ugepasst ginn. 2007 huet d'Direktiv «Services de médias audiovisuels» déi vun der «Télévision sans frontières» vun 1989 ersat.

Dat huet och grouss Changementer fir eis mat sech bruecht, déi mer mam reformëierte Mediëgesetz 2010 an nationaalt Recht ëmgesat hunn. Mir maachen och zu Lëtzebuerg elo den Ënnerscheed tëschent linéairen an net linéairë Servicer. Mëttlerweil hu mer niewent klassescher Tëlee och nach d'Tëlee vun der Post a virun allem och Video on demand, Offere vun den US-Firme Netflix an iTunes respektiv Apple, déi alle béid hiren Europasëtz zu Lëtzebuerg hunn.

Mam Artikel 2 vun der SMA-Direktiv sinn d'Zoustännegkeetskritären ëmgedréit ginn. Bei engem Fournisseur de services aus engem Drëttland, also engem Net-EU-Land, gëtt fir d'Éischt gekuckt, wou e seng Liaison montante, säin Uplink mécht, an duerno, wéi e Satellit e benotzt. Dat war virdru just ëmgedréit.

Lëtzebuerg hat sech iwwregens fir déi aktuell Variant zu Bréissel staarkgemaach, well gemengt gouf, da wier een de Problem, dass mir an éischter Linn zoustänneg wieren, lass, well jo meeschtens den Uplink an engem anere Memberland wier, an dat wier dann als Éischt zoustänneg. Astra ass awer elo higaangen a mécht fir verschidde Sender och den Uplink hei vu Lëtzebuerg aus, ergo si mer zoustänneg.

An et ass schonn zimlech interessant, firwat mer esou alles zoustänneg sinn a solle kucken, ob d'Inhalter sech un déi gesetzlech a reglementéiert Virlagen halen. Do gëtt et dann zum Beispill eng Televisiounschaîne RTI vun der Côte d'Ivoire. Dank Internet kann ee sech do e bëssel chen ëmkucken. Jugéieren ass allerdéngs ganz schwiereg. Et gëtt och en RTB aus dem Burkina Faso. Hei sinn ech gewuer ginn, dass den Horst Köhler beim Premier aus dem Burkina war a sech iwwert dem Schlingensief säi Projet informéiert huet.

Bei RTS-Sat, engem serbesche Sender, do hunn ech allerdéngs guer näischt verstanen, well dat war genau wéi bei deenen eelef ukrainesche Programmer, déi iwwer Astra ausgestrahlt ginn, an enger Sprooch, där ech ebe leider Gottes net mächteg sinn.

Et goufen och nei Publicitéitsforme mat där neier Direktiv agefouert, wéi zum Beispill de Product placement, wou och nei Chargen op de Régulateur duerkommen.

déi gréng stellen eng relativ grouss Diskrepanz fest tëschent den Aufgaben an der Opstellung an de Moyenë vum CNP. Mä et sinn net just déi gréng, déi dat feststellen. Schonn den 13. Juni 2002 hat d'Chamber hei eng Motioun gestëmmt, wou se d'Regierung invitéiert huet - ech zitéieren doraus: «…à procéder à l'instauration d'une autorité de régulation indépendante sous forme d'un établissement public…» - sou stoung et an der Motioun - «…qui devra disposer des moyens financiers et humains adéquats, ainsi que de compétences étendues;…» An da stoung och nach an där Motioun: «…à prévoir un système graduel en matière de sanctions;…»

Den 30. November 2010, wéi mer hei am Haus d'europäesch Direktiv 2007/65 iwwert d'Servicer vun den audiovisuelle Medien ëmgesat hunn, hat praktesch all Vertrieder vu praktesch all politescher Partei drop higewisen, dass et eng Diskrepanz tëschent den Aufgaben an de Moyenë vum CNP géif ginn.

Den Här Berger huet dat fir d'DP gesot, den Här Fayot huet dat fir d'LSAP gesot, a bei där Geleeënheet hat de Minister Biltgen och versprach, mir géifen an der éischter Halschent 2011 an där doter Saach vun him héieren. Mir si mëttlerweil Fréijoer 2012 an hu scho villes vum Här Biltgen héieren, awer nach ëmmer näischt Konkretes iwwer eng Reform vum CNP.

Une voix.- Waart nach eng hallef Stonn.

(Hilarité)

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Här President, Här Minister, et ass wichteg, eng professionell onofhängeg, och finanziell onofhängeg Struktur anzesetzen, déi de Professionellen op där anerer Säit, also den Opérateuren, kann op Aenhéicht begéinen. Eng Zort CSSF am Klengen, där hir Kompetenze jo elo, méi wéi jee, net méi contestéiert sinn a wéinst där och keng 20 Banke Lëtzebuerg de Réck gekéiert hunn.

Gebraucht gëtt eng Instanz, déi d'Funktioun vum Kontrollorgan huet an där hir Missioune kloer formuléiert sinn: Wie kontrolléiert? Wie beréit d'Regierung? Wie gëtt d'Strofen?

Parallell kéint esou en Organ och Funktioune wéi d'Landesmedienanstalten iwwerhuelen an zum Beispill pädagogesch intervenéiere bei de Leit, Familljen, Schoulen a Jugendhaiser, déi sech iwwer Medien informéiere wëllen oder e Problem mat de Medieninhalter hunn. Wéi gesot, dat kéint eng Missioun vun engem reformëierte CNP sinn, misst awer net, wann een dee Volet, wou eiser Meenung no och wierklech nach Handlungsbedarf besteet, op enger anerer Plaz géif assuréieren.

Um Site vum CNP fënnt ee just e Bilan vun den éischten zéng Joer vu senger Aktivitéit. Huet de Ministère schonn am CNP de Bilan vun deene leschten zéng Joer gemaach?

Falls jo, kéint d'Chamber dat Dokument wann ech gelift och kréien? A falls net, da géif ech froen, fir dëse Bilan spéitstens mam Dépôt vun engem CNP-Reformprojet an der Chamber ze kréien.

Wéi eng Strofe goufe schonn zënter 1991 géint Programmer ausgeschwat oder wéi eng Sanktioune geholl? Wéi gedenkt d'Regierung d'Kontroll vun deenen ukraineschen, polneschen oder anere friemsproochege Programmer ze maachen, déi elo ënner Lëtzebuerger Opsiicht lafen?

Et schéngt eis eng vun de wichtegsten Aufgabe vun engem CNP ze sinn, d'Anhale vun enger gewësser Deontologie, wat d'Publicitéit ugeet, ze garantéieren. Wéi eng Regele gëtt et zu Lëtzebuerg iwwert de Product placement? Wie garantéiert, dass se agehale ginn?

D'Fro stellt sech an der Zesummesetzung vun engem neie CNP, vu dass mat deem ale Modell net ëmmer gutt Erfahrunge gemaach gi sinn. Mir haten en Tiger ouni Zänn, deen net immens courageiert konnt optrieden an deen och net immens seriö geholl ginn ass vun de professionelle Gespréichspartner.

D'Fro stellt sech och vun dem Sënn vun der Villfalt vun de Gremien, déi mer an eisem Mediëgesetz geschafen haten. Gëtt et nach eng novollzéibar Trennung vun de Missioune vun der Commission indépendante de la radiodiffusion, der Commission consultative des médias an dem Conseil national des Programmes?

Här President, déi gréng sinn der Meenung, dass et héich Zäit gëtt, dass mir zu Lëtzebuerg e Gremium kréien, dat sech onofhängeg, an dat souwuel duerch seng personell Zesummesetzung wéi duerch seng Struktur a seng Finanzéierung, kann enger Iwwerwaachungsmissioun am Mediësecteur unhuelen.

Wann de Conseil national des Programmes an Zukunft wëllt e Gremium ginn, dat souwuel national wéi international eescht geholl gëtt, da muss e mat deenen néidege Moyenen ausgestatt ginn an e muss och op mediëkompetent Mataarbechter, mediëkompetent professionell Mataarbechter kënnen zielen. Dat ass am Interessi vum Mediëstanduert Lëtzebuerg. Mir waarde scho vill ze laang drop, dass d'Regierung an dësem Dossier Neel mat Käpp mécht. Déi rezent Entwécklunge weisen, dass mer net gutt opgestallt sinn a riskéiere vun der Entwécklung um Mediësecteur iwwerrannt ze ginn.

Duerfir zum Schluss nach eng Kéier meng zwou Haaptfroen un den Här Minister, éischtens, wéini dann elo endlech déi laang erwaarten an och vum CNP selwer zënter Jore gefuerdert Reform wäert kommen, an zweetens, a wéi eng Richtung dobäi d'Regierung wëllt goen, vu dass et do jo verschidde Méiglechkeete respektiv Philosophië gëtt a mir mam Projet de loi 5959 schonn emol eng Kéier eng Rei Iddië virleien haten. De Projet ass Enn 2008 déposéiert ginn, zréckgezu ginn nom Avis vum Statsrot.

Oder méi kuerz, méi direkt gefrot: Wëllt d'Regierung weiderhin e schwaache Conseil national des Programmes, deen e Pabeiertiger bleift, oder wëllt d'Regierung ee staarken, professionellen an autonome CNP mat kloren Agréffsméiglechkeeten an och engem Katalog vu Sanktiounen?

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Adam. Als éischte Riedner ass den Här Serge Wilmes agedroen. Här Wilmes, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Serge Wilmes *(CSV)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll direkt emol soen, datt mer et absolut begréissen, datt mer haut hei iwwert d'Medië schwätzen, datt mer déi Aktualitéitsstonn hei hunn, well och mir eis als CSV bewosst sinn, wéi d'Situatioun vun dem Conseil national des Programmes ass. Mir sinn awer der Meenung, datt eng Reform eleng nëmme vum CNP net duergeet. Well, dat huet den Här Adam jo och elo hei grad gesot, en huet jo opgezielt all déi aner Instanzen, déi et nach gëtt, fir déi ganz Medien ze reglementéieren an ze iwwerwaachen.

Ech kann déi dann och nach eng Kéier rappeléieren. Esou gëtt et also niewent deem CNP, dem Conseil national des Programmes, nach de Conseil de Presse. Mä deen huet awer näischt mat den audiovisuelle Medien ze dinn. En ass just do fir déi geschriwwen. Mä dee mécht awer dann och eng Form jo vun Autoregulatioun an huet ee Code de déontologie.

An da gëtt et eben déi Commission indépendante vun der Radiodiffusioun, déi dann déi national, also déi lokal a regional Radiosfrequenze verdeelt an déi och déi Radiosemissiounen, déi doriwwer lafen, hir Contenuen eben iwwerwaacht a kuckt fir bei Verstéiss dann ebe Sanktiounen ze huelen. Notamment ass eng vun de Méiglechkeeten, fir d'Permissioun zréckzezéien.

Dann hu mer natierlech och nach dee Conseil, déi Commission consultative des médias, déi dem Mediëministère ënnerstallt ass, déi dee ka beroden, do Avisë kann ausschaffen. A mir hunn natierlech och d'Méiglechkeet, datt ee viru Geriichter ka goen, wann ee mengt, datt an de Medien eppes bruecht ginn ass, wat géint d'Strofgesetz verstéisst.

An da bleift jo och nach de Mediëministère selwer, dee fir d'Mediëpolitik hei am Land zoustänneg ass an deen deenen eenzelnen Iwwerwaachungsinstanzen zur Säit soll stoen. Dee Ministère, dee mécht awer keng direkt Iwwerwaachung, ausser ebe vun der Publicitéit. Mä e kann awer d'Konzessiounen an d'Permissiounen am Noutfall ewechhuelen.

An dann hu mer eben zur gudder Lescht ee Conseil national des Programmes, wou den Här Adam schonn erkläert huet, eng Instanz, déi eben der Regierung bei der Iwwerwaachung vum Contenu vun den audiovisuelle Medien, also haaptsächlech der Tëlee, soll zur Säit stoen a beroden. Dee Conseil, dee kuckt sech dann déi Contenuen do un, mécht esou Stéchprouwen a kann dann eben d'Regierung am Fall vu Verstéiss géint Gesetzer informéieren, mä selwer kann de CNP awer keng Sanktiounen huelen.

Also kann een zur Konklusioun kommen, datt dat mannst, wat ee soe kann, ass, datt hei zu Lëtzebuerg d'Iwwerwaachung vun dem Contenu vun de Medien net nëmmen duerch eng eenzeg Instanz bis elo gemaach gëtt, mä duerch eng Hällewull vun Iwwerwaachungsinstanzen, déi awer alleguerte verschidden Aufgaben a Mëttelen hunn.

Derbäi kënnt dann och nach, datt sech dee legislative Kader vun all dësen Iwwerwaachungsinstanzen an deene leschte Joren a virun allem duerch déi europäesch Direktive regelméisseg verännert huet. Fir d'Lescht am Dezember 2010, wéi mer d'Mediëgesetz substanziell geännert hunn, fir déi europäesch Direktiv «Services de médias audiovisuels» ëmzesetzen.

Op Basis vun dëser Realitéit geet et da fir d'CSV eben net duer, datt mer eis just nëmme mat der Reform vum CNP géife befaassen an him ebe géife méi Mëttele ginn, mä mir si villméi der Meenung, datt mer méi wäit kucke mussen an ons am Allgemengen eng Rei Froen zu där ganzer institutioneller Organisatioun vun der Iwwerwaachung vun de Medien hei zu Lëtzebuerg solle stellen.

Dofir géif ech eben och gären zum Schluss vu menger Interventioun dës Froen hei an de Raum geheien. An ech wär och frou, wann dann eben déi eenzel Fraktiounen an och den zoustännege Minister géifen herno dozou Positioun huelen.

Do wier als Alleréischt emol natierlech déi Fro, ob et net besser wär, wéinst där séierer Entwécklung am Beräich vun de Medien a fir eng wierklech effikass Iwwerwaachung vum Contenu vun de Radios- an Televisiounschaînë kënnen ze garantéieren, genausou wéi de Statsrot dat schonn och a sengem Avis zum Projet de loi 5959, deen awer net komm ass, mä deen herno duerch de Projet de loi 4145 ersat ginn ass, gesot huet, datt et vläicht besser wär, eng eenzeg grouss a politesch onofhängeg Iwwerwaachungsautoritéit ze schafen, déi an engems déi néideg mënschlech, finanziell a strukturell Mëttele géif kréien.

Weider géif sech an esou engem Zeenario dann d'Fro stellen, wéi da genee de Katalog vun de Sanktioune géif ausgesinn, deen esou eng Autoritéit eben am Fall vu Verstéiss géint d'Gesetzgebung, géint d'Regele kéint huelen. Wären dat just Ermahnungen, Geldstrofen, oder awer de Retrait vu Permissiounen a Konzessiounen oder awer alles souguer zesummen?

Weider misst dann och definéiert ginn, ob esou eng Autoritéit just déi national Emissiounsfrequenze géif verginn oder och déi international.

An zum Schluss bleift dann d'Fro, ob all Fraktiounen heibannen da gewëllt sinn, op esou ee Wee matzegoen an d'Regierung géifen ënnerstëtzen, esou séier wéi méiglech an deem Sënn e Gesetzesprojet auszeschaffen an ze déposéieren.

Mir op jidde Fall als CSV, mir wéilte mat op dee Wee do goen, fir esou eng eenzeg onofhängeg Iwwerwaachungsinstanz ze schafen, falls mer dann déi Froen hei am beschten zesumme géife gekläert kréien.

M. le Président.- Merci dem Här Wilmes. Als nächste Riedner ass den Här Etgen agedroen. Här Etgen, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Etgen *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi lescht Woch waren an dësem Haus d'Debatten iwwert den État de la nation, wou wéi esou oft d'Importenz vum Mediëstanduert Lëtzebuerg ënnerstrach ginn ass fir d'Diversifikatioun vun eiser Ekonomie a fir eis Ekonomie am Allgemengen.

Säit 1991 hu mir eng Législatioun iwwert d'elektronesch Medien. An an deem Kader huet Lëtzebuerg sech ee Kontrollorgan ginn, dat fir den inhaltleche Contrôle vun de Programmer, déi ënnert den Zoustännegkeetsberäich vu Lëtzebuerg falen, responsabel ass an d'Regierung en cas de besoin informéiere soll.

2010 hu mir d'Direktiv «Services de médias audiovisuels» transposéiert, woumat der Evolutioun vun den elektronesche Medië Rechnung gedroe ginn ass an notamment dem Internet an de Services à la demande. Déi huet grouss Changementer mat sech bruecht. Do gëtt notamment den Ënnerscheed gemaach tëschent linéairen an net linéairë Servicer on demand, wéi d'Tëlee vun der Post oder Internetservicer wéi Netflix, wou ee géint Bezuele Filmer kann downloaden.

An dann ass awer och d'Ëmdréie vun den Zoustännegkeetskritäre virgeholl ginn. Dat heescht, bei engem Fournisseur de services aus engem drëtte Land gëtt elo fir d'Éischt gekuckt, wou e säin Uplink mécht, an duerno, wéi ee Satellit e benotzt. Dat war virdru just ëmgedréit. Wann SES Astra also elo higeet a fir verschidde Sender och den Uplink hei vu Lëtzebuerg aus mécht, dann ass Lëtzebuerg zoustänneg.

Dat huet also zur Konsequenz, datt den Aufgabeberäich vum CNP ëmmer méi grouss gëtt. De Conseil national des Programmes ass de Moment zoustänneg fir méi wéi 50 Televisiounsprogrammer, déi sech zu engem gudden Deel aus Senderen, déi aus der CLT-UFA ervirginn, zesummesetzen an awer och kierzlech zougestousse Programmer aus der Côte d'Ivoire, dem Burkina Faso, Serbien an och der Ukraine. Ech mengen, de Kolleeg Claude Adam huet virdrun dat schonn alles am Fong geholl hei am Detail erläutert.

Dir wësst, mengen ech, datt de Conseil national des Programmes a senger heiteger Kompositioun als Plénière aus Vertrieder vun de Parteien an der Zivilgesellschaft zesummegesat ass. De Conseil national des Programmes huet ee President an ass gestäipt vun engem Büro, dee sech aus Membere vun der Plénière zesummesetzt. D'Dossiere gi suivéiert vun zwou Sekretärinnen. Ganz laang war et awer just eng.

De Conseil national des Programmes huet kee Pouvoir de sanction. Hie ka just de béise Fanger maachen. Dir kënnt Iech also virstellen, datt de CNP a senger aktueller Kompositioun sengen Aufgaben net esou nokomme kann, wéi e soll.

Fir d'DP ass dofir och kloer, datt sech eng Reform vum CNP imposéiert. De Conseil national des Programmes muss besat gi mat Leit, déi am audiovisuelle Beräich Kompetenzen hunn. Hie muss déi néideg Moyenen en personnel et matériel kréien, fir senger Aufgab gerecht ze ginn. Hie muss administrativ Sanktiounen ausspriche kënnen.

Wa mir dovunner schwätzen, wéi wichteg de Mediëstanduert fir Lëtzebuerg ass, da musse mir eis och ee Kontrollorgan ginn, dat senger Aufgab esou nokomme kann, wéi ee sech dat erwaart a wéi dat an anere Secteure ganz einfach eng Selbstverständlechkeet ass. Och grad doduerch garantéiert een d'Intérête vun eisem Land.

Dofir sinn ech och ganz gespaant wéi meng Virriedner, wat dem Minister virschwieft, wat d'Reform vum Conseil national des Programmes ubelaangt. Eng Reform, mat där sech säi Virgänger jo och schonn auserneegesat huet.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Etgen. Als nächste Riedner ass den Här Claude Haagen agedroen. Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Haagen *(LSAP)*.- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll mech a menger Interventioun op déi wesentlech Fro, nämlech där vun enger effikasser Kontroll vun audiovisuelle Mediëservicer zu Lëtzebuerg konzentréieren. Bekanntlech sinn d'Medië säit Joren ee vun de Créneauen, an deene Lëtzebuerg wirtschaftlech Diversifikatiounsméiglechkeete gesäit. Duerfir ass Lëtzebuerg an d'SES ageklommen, huet onst Land sech staarkgemaach, fir de CLT-Grupp zu Lëtzebuerg ze halen a wëllt de Mediëstanduert weider zu Lëtzebuerg ausbauen.

An der Diskussioun iwwert d'Mediëservicer an der EU wéi an der Ëmsetzung vun europäesche Gesetzer a Lëtzebuerger Recht wielt Lëtzebuerg do, wou et méiglech ass, „l'option la moins restrictive dans l'intérêt de la compétitivité du site", wéi et am Rapport vun der Kommissioun zum Projet de loi 6145 steet.

Nu sinn déi audiovisuell Mediëservicer duerch d'EU reguléiert, fir d'Lescht duerch eng Direktiv - an dat ass och scho gesot ginn - vun 2007, déi mer 2010 zu Lëtzebuerg am Gesetz 6145 ëmgesat hunn. Responsabel fir déi Regulatioun ass all Land mat sengen dofir zoustännege Servicer.

Wéi Lëtzebuerg seng Mediëlandschaft 1991 liberaliséiert an de Monopol vun RTL gebrach huet, sinn eng Partie Institutioune geschafe ginn, fir d'Medien ze reguléieren. Bekanntlech sinn deemools nieft dem Conseil national des Programmes och nach d'Commission indépendante de la radiodiffusion an d'Commission consultative des médias an de staatleche Service des médias et des communications geschafe ginn.

De CNP ass d'Autorité de régulation, déi d'Programmer, déi vu Lëtzebuerg aus gesent ginn, kontrolléiert. Si besteet aus 24 Memberen, déi aus Organisatioune vum sozialen a kulturelle Liewe stamen a fir fënnef Joer genannt ginn. De CNP, an dat ass och scho gesot gi vu Virriedner, huet ee klengt Sekretariat vun zwou Persounen. De President ass den Tom Krieps, dee sech säit Jore staark fir eng Reform vun deem Gremium mécht.

Et besteet säit Joren, och schonn ënnert dem viregte Kommunikatiounsminister, ee breeden Accord, dass d'Formel vun engem mat Leit aus der Zivilgesellschaft, also aus dem Bénévolat besate Gremium iwwerholl ass. De CNP selwer huet widderhuelt drop higewisen, dass en net outilléiert ass, fir en effikassen nationale Régulateur ze sinn, wéi Vertrieder dat an der zoustänneger Chamberskommissioun, wéi mer se empfaangen hunn den 18. Oktober 2010, selwer duergeluecht hunn.

Si hunn ons deemools beschriwwen, dass hir Aufgaben hir Moyenë géifen dépasséieren an dass se vun hire Kolleegen aus de Kontrollautoritéite vun anere Länner vun der EU Kritik iwwer Lëtzebuerg héieren.

Sou wéi de Stat sech an deene leschte Jore professionell Régulateuren am Finanzwiesen - d'CSSF -, fir d'öffentlech Entreprisë wéi d'Post an d'Télécom - den ILR - an um Gebitt vun den TIC - d'Commission nationale pour la protection des données - ginn hutt, muss en datselwecht fir d'Medië maachen.

Mir brauchen dofir fir d'Éischt eng Reflexioun iwwert déi ganz Struktur, déi mer ons 1991 ginn hunn. Si ass komplizéiert a keen iwwersäit dat méi. Mir brauchen och Kloerheet an de Kompetenzen. Ech erënneren drun, dass och de Conseil de Presse gewësse Kontrollaufgaben huet. A mir brauche virun allem ee Régulateur, dee seriö an effikass ass an och am Ausland als solchen unerkannt gëtt.

Och RTL ass iwwregens selwer Demandeur fir esou ee professionellt Organ, well d'RTL-Statiounen an der Belsch an an Holland säit jeehier mat Lëtzebuerger Lizenze schaffen a vun den Autoritéiten an deene Länner ze héiere kréien, d'Kontroll hei zu Lëtzebuerg wier net seriö.

Duerfir ass dës Aktualitéitsstonn eng gutt Geleeënheet, fir d'Regierung ze froen, wou se mat hirem Projet vun enger neier professioneller an onofhängeger Autoritéit drun ass.

Eng Partie Iddien zirkuléiere jo schonn zënter enger gewëssener Zäit. Wann ee vun esou enger Autoritéit schwätzt, ass et wichteg ze soen, dass et keng grouss nei Verwaltung däerf oder soll sinn. Et geet ëm ee klengen effikasse Service vu Spezialisten, déi d'Gesetzer an d'Direktive gutt kennen an hir Interventioune gutt argumentéiere kënnen.

Et musse Sanktiounen agefouert ginn, déi ebenfalls gutt fondéiert musse ginn. An déi institutionell Struktur muss wierklech onofhängeg sinn. Dat heescht, si muss an hirer rechtlecher an administrativer Struktur onofhängeg vum Stat, mä och vu wirtschaftleche Lobbye sinn. Déi Leit, déi dofir rekrutéiert ginn, musse Mediëspezialiste sinn, well dee ganze Secteur an enger permanenter Entwécklung ass, wéi d'Direktiv vun 2007 dat gewisen huet.

D'Régulateure mussen net nëmmen Inhalter ofschätzen, elementar Wäerter imposéieren, Kannerrechter schützen, mä och d'Anhale vun de Publicitéitsregelen iwwerwaachen. De wirtschaftleche Profit, deen d'audiovisuell Medienméngschter bidden, si keng Entschëllegung fir e rechtsfräie Raum an eng ongenügend Kontroll.

Duerfir ass et Zäit, dass d'Regierung aktiv op deem Gebitt gëtt. En neie Régulateur ass eng laangjäreg Fuerderung vun dem CNP an de wirtschaftlechen Acteuren an ee Bewäis, dass mer ons Aufgab op deem Gebitt an Europa seriö huelen. D'LSAP ass fir dës Fuerderung a freet d'Regierung, an deem Dossier aktiv ze ginn.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Haagen. Als leschte Riedner ass den Här Kartheiser agedroen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, vläicht véier Punkten.

Dat Éischt ass, wat d'Kompositioun vun der Kommissioun ugeet. Do sinn déi véier Groupes politiques vertrueden. Ech mengen, et wär nëmme richteg, wann all Parteien an der Chamber och an deem Organ vertruede wären. Ech gi souguer e Schrëtt méi wäit: Och déi Parteien, déi net an der Chamber sinn, sollte kënnen e Statut d'observateur froen, fir wierklech ze garantéieren, datt mer do eng Transparenz hunn. Also, ech denken ausdrécklech och hei un d'Kommunisten an un d'Piraten, déi och sollten als Observateur kënnen do mat derbäi sinn.

Eng zweet Bemierkung, dat ass déi Kohärenz vun de Kontrollinstanzen. Do kann ech mech kuerzfaassen, well ech ginn an deem Punkt der CSV recht an deem, wat den Här Wilmes gesot huet. Mir brauchen en „streamlining". Mir

brauchen eng kloer Struktur an deem ganzen Iwwerwaachungssecteur vun de Medien, datt och gewësse Ressourcen do kënnen zesummegeluecht ginn an datt mer do een Uspriechpartner hunn, deen d'Regierung och ka kompetent beroden. Ech leeën den Akzent allerdéngs op d'Berodungsfunktioun vun esou engem Organ an net op eng Sanktiounskompetenz.

Den drëtte Punkt ass, wa mer vu Pluralisme politique schwätzen, well et ass jo och an dem Kompetenzberäich vum Conseil national des Programmes, fir dee Pluralisme politique do ze observéieren, do géif ech awer wierklech soen, datt mer eis sollten orientéieren un deem, wat an Däitschland oder a Frankräich existéiert an eis sollte Regele ginn, wéi dee Pluralisme politique an eise Medië kann deklinéiert ginn.

Well a Frankräich gëtt et 60-40% tëschent de Regierungsparteien an der Regierung an Oppositiounsparteien. Déi öffentlech-rechtlech Medienanstalten an Däitschland hunn am Prinzip eng 50-50% Regel, fir ze garantéieren, datt d'Regierung an d'Oppositioun awer zu gläichen Deeler an de Medien zu Wuert kënne kommen. An dat ass eppes, wat hei am Land däitlech feelt, well wann een eis Haaptradioe lauschtert, da stellt ee fest, datt d'Regierungsparteien een onheemlech staarkt Iwwergewiicht hunn.

Ee leschte Punkt: D'Iwwerwaachung vun de Contenuen. Här Minister, dat ass eng Fro un Iech. Mir hunn elo hei héiere vun ukraineschen, serbeschen an anere Programmer. D'Fro, déi mir eis awer och musse stellen, ass, ob mir ëmmer mussen dovunner ausgoen, datt d'Lëtzebuerger Gesetz do applicabel ass iwwert d'Contenuen. Well ech wëll Iech net hei… Ech mengen, dat wësst Der selwer.

Dir hutt och vläicht déi Diskussiounen an europäesche Gremien héieren, wéi eng politesch Problemer domadder verbonne kënne ginn, jee no der Situatioun an deene Länner. Do gëtt et net nëmme kulturell Differenzen, mä et gëtt eben och politesch Krisesituatiounen, déi eis do kéinten a Problemer bréngen. An et wär interessant, fir eng Reflexioun doriwwer ze hunn, wéi eng Texter a wéi enge Konditiounen dann applicabel sinn.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Kartheiser. Elo kritt d'Wuert den zoustännege Kommunikatiounsminister François Biltgen.

M. François Biltgen, *Ministre des Communications et des Médias.*- Wéi vill Minutten hunn ech?

M. le Président.- Fofzéng.

M. François Biltgen, *Ministre des Communications et des Médias.*- Fofzéng Minutten, Merci, dat packen ech, fir op alles anzegoen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll dann och dem Här Adam eigentlech Merci soen, dass en déi Heure d'actualité gefrot huet. En huet recht, dass ech en Débat d'orientation fir d'zweet Halschent vun 2011 ugekënnegt hat. Ech wëll, ouni dass ech dat elo als Excuse huelen, soen, woufir ech deen Datum net konnt anhalen: Well ech intensiv Gespréicher hat nach virum Summer mat dem President vun Ärer Kommissioun, dem Här Thiel, fir deen Débat d'orientation och intensiv an der Chamber virzebereeden. A well just, ech mengen, den Här Thiel opgrond vu senger Vergaangenheet einfach Kompetenze gebündelt hat, déi eng gewësse Kredibilitéit an och eng gewësse Seniorité ginn hunn, fir dat heite mat Ärer Kommissioun ze maachen.

D'Iddi war eigentlech, dass mer an der Kommissioun dat hätte sollen ufänken. Hien huet och ganz vill dru geschafft. Hien huet selwer ganz vill dru geschafft. Mä wéi en eis dunn ze fréi verlooss huet, war de Ball erëm bei eis.

Dunn hu mer an dem Service des médias et communications gesot: „Gutt, mir kënnen elo net méi den Débat d'orientation maachen, well soss musse mir erëm ufänken, déi Aarbecht, déi hie scho gemaach huet, nach eng Kéier ze maachen." Hien hat ganz vill Virgespréicher mat ganz ville Leit, fir an der Chamberskommissioun unzefänken, dass mir elo un engem effektiven Avant-projet de loi scho geschafft hunn an dru schaffen.

Doduerch, dass mer nach also haut d'Heure d'actualité hunn, erlaabt mer, fir dann ze soen, well da brauche mer vläicht keen Débat d'orientation méi, well et ass eigentlech alles haut gesot ginn, an ech mengen och, dat, wat ech Iech äntwerten, misst largement op dat Äntwerte ginn, wat déi meescht hei vun Iech gesot hunn. Sou dass ech Iech kéint ukënnegen, dass mer nach am Summer géifen e Projet de loi hei déposéieren iwwer eng Reform vum ´91er Gesetz, mä nëmmen, wat déi zwou Froen ubelaangt: Wie gëtt d'Konzessiounen a wéi gëtt iwwerwaacht? Op déi Froe ginn ech dann nach eng Kéier an.

Et ass hei gesot ginn, de Bilan vun dem CNP - dat huet den Här Adam gefrot -, dee kann ech net ginn. Dee kann nëmmen de CNP ginn. Mir wäerten awer de CNP froen, ob se kéinten dee Bilan maachen, well dat och en interessant Element wär, fir da mat an d'Debatt eranzebréngen. Ech mengen, mir wäerten de CNP froen, ob se och kéinten de Bilan vun deene leschten zéng Joer dresséieren, fir dass een dann och déi Dokumentatioun komplett huet. Dat schéngt mer eigentlech logesch.

Zu der Fro vun der Direktiv an der Surveillance vun deene Programmer, déi den Uplink net an Europa hunn, et sief dann, si géife vu Betzder selwer kommen, wëll ech emol éischtens soen: Mir haten och virdrun ëmmer Programmer, déi ënner eis Kompetenz gefall sinn. Also, et ass net, dass keng auswäerteg Programmer ënner eis Kompetenz gefall sinn. Dat ass dat Éischt.

Dat Zweet ass, et ass d'Compétence - an do kommen ech op ee vun de Problemer schonn ze schwätzen -, et ass d'Compétence partagée tëschent dem CNP an dem SMC. Zum Beispill alles, wat d'Publicitéit ubelaangt, dat ass d'Kontrollkompetenz vun eis am Service des médias et des communications, all déi dote Froe vun der Direktiv. Fir anerer ass et erëm eng Kéier de Conseil national des Programmes. Ech kommen op déi Fro vun de verschiddene Kompetenzen duerno nach eng Kéier zréck, wat e Punkt ass.

Bis elo wëll ech awer soen, dass mer och net ze vill Problemer haten, well all déi dote Senderen, déi fale jo och ënnert d'Kompetenz vun hirer Autorité de régulation. Dat heescht, mir kucken elo net alles am Detail, mä mir kucken dat, wat fir d'Direktiv wichteg ass - well et ass jo eng Kompetenz vun der Direktiv. Wichteg ass, ob déi Kritären an der Direktiv respektéiert ginn. Et sinn ëmmer erëm déi Publicitéitsfroen, déi wichteg sinn, respektiv awer och alles, wat d'Mënscherechter ubelaangt, dass keng Incitation à la haine raciale an esou weider opkënnt.

Dat zu där doter Fro, déi - ech mengen - elo den Ulass eigentlech ginn hat, fir déi Debatt hei ze maachen. Mä ech mengen, ech hunn dat bei jiddwerengem eraushéieren, déi grouss Fro ass: Wéi gi mer eis eng nei Gouvernance?

Do wëll ech awer fir d'Éischt op den Historique zréckkommen. ´91 - den Här Haagen hat dat och scho gesot -, mam Enn vum Monopol vun RTL, do hu mer alles chambouléiert, an ech ka mech nach ganz gutt un déi Debatten erënneren. Déi kann een och noliesen, déi waren zum Deel ganz interessant.

Do hu mer nei Saache geschafen, wat och mat sech bruecht huet, dass vläicht net alles kohärent war. Et war ëmmer esou, dass d'Regierung eigentlech déi Haaptkonzessioun ginn huet. Dat war jo nëmmen RTL. Dunn hu mer niewent de groussen nationale Frequenzen, déi och virun allem fir dat Internationaalt gemënzt waren, nei Frequenze verginn. Entweder hu mer se regional Frequenze genannt, wat awer net dee richtegen Term war, oder lokal Frequenzen.

De Problem war, dass mer net genuch national Frequenzen hate fir de Radio. Woufir? Well déi Zäit war et nach d'Post, déi all déi Frequenzen négociéiert huet, an déi waren ëmmer négociéiert fir RTL. Et ass ni dru geduecht ginn, dass emol eppes aneschters wéi RTL kéint kommen. Dunn hate mir ganz vill lokal kleng Frequenze fir esou kleng lokal Radioen. Mä Lëtzebuerg ass esou kleng, dass ee sech net op all Duerf kann ee Lokalradio virstellen. Dat heescht, fir lokal Radioe war dann och ëmmer nëmme praktesch eng Plaz fir déi Stad oder dat Duerf, wat och vill Gerangel mat sech bruecht huet.

Mir hunn also den SMC geschaf, fir dass de Statsministère effektiv seng eege Verwaltung hat. An dunn hu mer d'CIR geschaf - d'Commission indépendante de la radiodiffusion -, e klengt Organ mat Leit mat Kompetenz, déi effektiv déi doten, also déi sougenannt Réseaue plus d'lokal Radiosfrequenze verginn an och iwwerwaachen. Dat ass also een Organ, wat geschafe gouf a wat och extrem gutt geschafft huet, well do hu mer elo net vill Gerangels. Déi maachen dat gutt. Regelméisseg kommen déi erëm, fir ze prolongéieren oder fir auszeweiden. Déi schaffe ganz gutt.

Dann hu mer de Conseil national des Programmes geschafen. An do muss ee wëssen, wou deen hierkënnt. De Conseil national des Programmes, dat ass e Sammelsurium gewiescht - wann Der d'Reglement liest, wien alles dran ass, an Dir kënnt Iech un déi Zäit erënneren - vun all deenen Associatiounen, déi eppes mat RTL ze dinn haten an déi a verschidde Kommissioune waren.

Dat erkläert och - op dee Punkt kommen ech nach eng Kéier zréck -, dass d'Fraktiounen drasëtzen, well d'Fraktiounen, net d'Parteien, déi waren, déi an der Tribune-libres-Kommissioun souzen. An dann hu mer all déi Familljerechtlech. An dann hate mer déi, déi reliéis Sendungen haten. Mir haten d'UGDA an de Pius-Verband an esou weider an esou fort.

Et muss een einfach wëssen, all déi Leit, déi eppes mat RTL ze dinn haten, déi hu mer zesummegeholl an déi sinn och een Organ ginn. Et ass gesot ginn, déi surveilléieren a consultéieren. Eng vun deenen Haaptmissiounen hu se eigentlech ni gemaach. Ech ka gutt dovunner schwätzen, ech war vun Ufank un, vun ´91 bis ´99, dass ech an d'Regierung komm sinn, Member vun där doter Kommissioun. Dass déi zum Beispill d'Grille vum 100,7 hätte sollen opstellen, steet nach am Gesetz. Dat ass awer net geschitt, well den 100,7 du seng Grille gemaach huet.

Also, et muss een einfach op den Historique zréckgoen a soen: Wéi ass dat gewuess? Wann ee Kritike wëllt ubréngen, muss een och wëssen, wat d'Iddi à la base war, an da muss een d'Kritiken e bëssen offiederen. Dat ass also dee Conseil national des Programmes gewiescht, deen dann och e bëssen esou eng diffus Missioun hat.

Dat bréngt jo mat sech, dass mer haut zwee Haaptproblemer hunn. Deen éischte Problem ass deen, dass mer en Enchevêtrement hu vun Instanzen, déi zoustänneg sinn: de Service des médias et des communications ënnert dem Statsministère, d'CIR an de CNP. An dat huet de Statsrot jo och ugeprangert beim 5959, wou e gesot huet: „Hei, huelt dat eraus a maacht eppes Uerdentleches draus!" Dat ass also déi éischt Fro, déi mer ze klären hunn. An dorop ginn ech d'Äntwert elo an e puer Minutten.

Déi zweet Fro, déi do ass, déi zweet Fro, déi sech stellt, dat sinn d'Sanktiounen. Wann ee kuckt, wat d'Sanktioune sinn, dann ass dat eigentlech - wann ech dat elo emol esou brutal soen - d'Atombomm, dat heescht, et kann een de Retrait huele vun enger Konzessioun. Mä dertëschent ass ganz wéineg. D'CIR huet e bëssen, mä mir hu kee Katalog, keen ofgestuuftene Katalog vu Sanktiounen, déi mer kënnen hunn.

Dat sinn eigentlech déi zwou Haaptfroen. Wéi wëlle mer drop äntwerten? Do soen ech eigentlech dem Serge Wilmes Merci. En huet eigentlech déi dräi wichteg Froen hei gestallt,…

Plusieurs voix.- Aaahhh! Ooohhh!

(Interruptions)

M. François Biltgen, *Ministre des Communications et des Médias.*- …an da kann ech déi…

Tjo.

Sou, an da kann ech och dorop äntwerten. Déi éischt Fro ass: Wéi kann esou eng Autorité indépendante ausgesinn?

Une voix.- Frot den Här Wilmes!

(Hilarité et interruptions)

M. François Biltgen, *Ministre des Communications et des Médias.*- Dozou… Ma hie ka froen, ech äntwerten!

(Interruptions)

Dir frot mech.

Sou, also, wéi kann esou eng ausgesinn?

D'Äntwert ass folgend…

(Interruption)

Mir stellen eis vir, dass mer eng Fusioun maache vun deem Bestehenden. Dat heescht, d'CIR, de CNP plus d'Kompetenze vun deem Service des médias et des communications. Dee Service des communications, dee léise mer net op, mä d'Iwwerwaachungskompetenze vum Service des médias et des communications géife mer an déi Autorité indépendante eraginn. Eng Autorité indépendante, wou ech Iech da verroden, dass den Aarbechtstitel zurzäit ALIA ass - Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel.

Eng nei Autoritéit indépendante, déi zwou Missiounen hätt. Dat eent wär, verschidde Konzessiounen ze ginn - dat war déi drëtt Fro vum Här Wilmes, op déi kommen ech duerno zréck -, mä virun allem alles ze iwwerwaachen, net nëmmen d'Contenuen ze iwwerwaachen, och d'Publicitéit ze iwwerwaachen. Dat heescht, d'Publicitéit, déi elo vun der Regierung iwwerwaacht gëtt, géif déi doten och kréien. An dann hu mer do emol schonn eng Iwwerwaachungskommissioun, dat wär déi zukünfteg ALIA.

Wéi wär den Échafaudage vun esou enger Autoritéit? Mir gesinn do dräi Instanze vir: uewen e klenge Conseil d'administration vu Leit, déi net haaptamtlech wären, déi awer Kompetenzen hätten. Ech denken do, wéi et bei der CIR war. An déi och géifen Décisiounen - well ech kommen op de Sanktiounskatalog zréck -, déi missten Décisiounen huelen, déi och juristesch einwandfrei wären. Déi géifen d'Décisiounen huelen.

Déi géifen awer och den Direkter - dat ass déi zweet Instanz -, den Direkter nennen. Net d'Regierung, mä si géifen en Direkter nennen, och wéinst der Indépendance. Den Direkter, deen dann eng Verwaltung hätt, an déi Verwaltung misste Statsbeamte sinn, géife mer mengen, well mer hei an der Souveraineté nationale sinn. An deen Direkter, dat wär dann och deen, deen eis dobausse géif vertrieden.

Ech soen nach eng Kéier däitlech hei, ech hunn et ewell ënnerschwelleg gesot: Mir wëllen eng onofhängeg Autoritéit, déi dobausse Poids mécht, well mir kréien oft virgeworf - an ech weess net, wien et war, ech mengen, den Här Haagen mat der belscher Geschicht -, mir wären esou e bëssen hei mou, mir géifen et net richteg maachen. Duerfir wëlle mir och net méi, dass d'Regierung kontrolléiert, well wann d'Regierung kontrolléiert, gëtt ëmmer gesot: „Jo, Dir passt jo op op RTL an esou weider."

Mir hätte gär eng onofhängeg Instanz wéi gesot, an duerfir spillt deen Direkter dann an Zukunft eng wichteg Roll, deen dann natierlech een Haaptamtleche soll sinn, deen natierlech muss all d'Kritäre hu vu Kompetenz a vun Onofhängegkeet an esou weider, deen eng Verwaltung huet, déi en do appuyéiert, an deen dann effektiv dann och no baussen dee wär, deen déi Autoritéit géif vertrieden. Et ass relativ vill ze reesen elo schonn, fir iwwerall do präsent ze sinn, wou aner Autoritéite sinn.

Da wëlle mer deen aktuelle CNP a senger Komponent Société civile net ofschafen, mä eng Assemblée consultative des utilisateurs oder de la société civile maachen, oder wéi och ëmmer mer dat nennen, wou mer soen, do mussen d'Kräfte vun der Natioun dra sinn. Déi sollen Avisë kënnen ofginn, déi solle kënnen incitéieren, wat ee mécht. Et soll een net nëmmen déi Autoritéit virgesinn, fir Plainten ze traitéieren, mä ech mengen, déi soll och selwer d'Initiativ kënnen huelen, Sujete virbereeden. An duerfir soll een déi Représentation de la société civile net vergiessen.

Eng Fro, déi ech natierlech hei stellen, ech hätt se net gestallt, wann den Här Kartheiser se net opgeworf hätt: Mir hunn eis nach net doriwwer ausgeschwat, wie soll drakommen. Ech weess och net, ob mir dat am Projet maachen, ob dat net soll hei diskutéiert ginn.

Ech perséinlech sinn allerdéngs der Meenung, dass an eng Autorité indépendante iwwerhaapt keng politesch Representatioun higehéiert. Den Här Kartheiser huet gesot, et mussen der nach méi drakommen. Ech sinn eigentlech der Meenung, dass iwwerhaapt kee soll drakommen. Mä dat ass eng Diskussioun, déi mer da kënnen hei féieren, well ech effektiv mengen, do soll een d'Kräften huele vun dobaussen an et soll een d'Politik außen vor loossen.

Dat ass e Virschlag, wéi gesot. Ech ginn dovunner aus, dass mir elo net de Reglement proposéieren, wie soll drakommen. Mä ech mengen, et wär wichteg, esou eng Assemblée consultative ze hunn, déi nëmme consultativ ass, keng Décisiounen hëlt, mä wou d'Forcë vum Land dra sinn, fir och Debatte kënnen ze…

M. le Président.- Här Minister, erlaabt Der, datt den Här Kartheiser Iech eng Fro stellt?

M. François Biltgen, *Ministre des Communications et des Médias.*- Majo, wann Dir et erlaabt, da muss ech et unhuelen.

M. le Président.- Wann Dir d'accord sidd, dann erlaben ech et.

M. François Biltgen, *Ministre des Communications et des Médias.*- Et ass gutt. Ech sinn d'accord, selbstverständlech.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Merci, Här Minister. Voilà, de Mikro fonctionnéiert och. Just eng kleng Fro, Här Minister. Et ass en interessante Gedanken, datt keng Partei do soll dra sinn. Also, ech denken, alleguer oder keng. Dat ass eng Méiglechkeet.

Mä da froen ech mech awer och: Wat ass dann Är Positioun zum Conseil d'administration vun RTL am Ableck, wou hei d'Groupes parlementaires vertruede sinn an déi aner Parteien net. Ass dat en Hiwäis…

Une voix.- Net all.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Net all! Oh, dat verstäerkt nach mäin Argument. Mä op jidde Fall dräi Fraktiounen an déi aner net.

Ass dat dann Ärer Meenung no eng ideal Situatioun, fir datt dee gréisste Radiossender hei am Land awer seng politesch Neutralitéit affichéiert?

An dann hänken ech och drun: Et ass mäin Androck, Här Minister, datt de Konzessiounsvertrag vun RTL confidentiel ass. Mengt Der net, datt wéinstens hei d'Chamber misst informéiert sinn iwwert déi Dispositioune vum Konzes-

siounsvertrag vun RTL, déi eis awer kéinte concernéieren? Ech mengen, do misst awer eng gewëssen Transparenz och spillen.

Merci.

M. François Biltgen, *Ministre des Communications et des Médias.*- Op de Konzessiounsvertrag kommen ech herno nach eng Kéier zréck.

Zu der Fro vun dem Conseil d'administration vun RTL, dat ass eng Fro, déi musst Der RTL stellen. Dat ass keng Regierungsfro, mä dat ass eng vun RTL. Dat ass historesch esou gewuess aus Traditioun, an dat huet RTL esou weidergefouert, an do hält de Service des médias et des communications, de Kommunikatiounsminister sech wohlweislech eraus.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, well d'CSV zwee Sëtz huet: den Här Schiltz an nach een.

M. François Biltgen, *Ministre des Communications et des Médias.*- Also, Dir hutt net d'CSV do genannt, mä Dir hutt RTL do geholl, an RTL huet décidéiert. Dat war ëmmer esou, dass de Fraktiounspresident do war. Den Här Schiltz, dat ass och eng Décisioun vun RTL, et ass keng Décisioun vun deenen. Ech froen och net no, a wat fir enge Parteien anerer kënne sinn. Hei ass RTL, déi hire Conseil d'administration zesummestellen, an ech mengen, dat ass d'Recht vun RTL, an et ass keng Dispositioun am Konzessiounsvertrag, déi seet, dass der do misste vun där oder där Partei sinn.

Nach eng Kéier, ier dass ech…

Elo brauch ech awer dräi Minutte méi, Här President.

M. le Président.- Dir kritt eppes méi, Här Minister. Profitéiert awer elo net dervun!

M. François Biltgen, *Ministre des Communications et des Médias.*- Ier dass ech op de Konzessiounsvertrag zréckkommen, wëll ech vun de Sanktioune schwätzen; dass mer eis virstellen, dass mer esou eng Riposte graduée maachen: en Avertissement, e Blâme, e Blâme mat Lecture vum Blâme op der Antenn - dat ass awer eppes, wat ganz contestéiert ass -, dann awer och Amendes d'ordre - och dat gëtt et am Ausland -, an da fänke mer un, e bëssel che méi heavy ze ginn: Suspensioun vun enger Emissioun respektiv Retrait vun der Konzessioun, wat awer nëmme soll d'Ultima Ratio sinn.

Dann déi drëtt Fro, déi den Här Wilmes gestallt huet, dat ass déi, wien d'Décisiounen hëlt vun der Konzessioun. Do ass et esou, dass mer der Meenung sinn, dass mer den Ënnerscheed solle maachen, effektiv, tëschent nationale Programmer, nationale Konzessiounen an internationale Konzessiounen. Dat heescht, alles, wat d'CIR haut mécht, dat soll bei déi nei Autoritéit kommen. D'international Konzessioun, inklusiv d'RTL-Konzessioun, selbstverständlech, dat ass net déi eenzeg, soll bei der Regierung bleiwen.

Woufir? Well bei all deene Froen awer och eng ganz Partie vun aussepoliteschen Erwägungen derbäi sinn, an et ass net nëmmen iwwert de Radiosprogramm. Wa mer RTL kucken, ass de Lëtzebuerger Programm en Deel vun deem Radiosprogramm, mä et sinn nach ganz vill aner Saachen derbäi.

Wou ech och soen, dass ech selbstverständlech gären eng Kéier an d'Kommissioun kommen, fir iwwert dee Konzessiounsvertrag ze schwätzen. Et ass awer kloer, dass een net dee ganze Konzessiounsvertrag ka public maachen, mä wann et ëm d'Lëtzebuerger Programmer geet, sinn ech gäre bereet, fir do Ried an Äntwert an der Kommissioun ze stoen. Mä dee Konzessiounsvertrag huet eng ganz Partie vu Saachen, déi wichteg sinn, an déi kann een net einfach op den Internet setzen, aus enger Partie vu ganz aneren Erwägungen eraus.

Voilà, Här President, Dir Dammen, Dir Hären, dat wieren a kuerze Wierder déi Richtungen, an déi mer wëlle goen. Also, eng Autorité indépendante, déi géif d'national Konzessioune ginn, déi awer géif all Konzessiounen, national an international, surveilléieren an all hiren Elementer, an déi e Sanktiounskatalog hätt, a wou mer eben uewen e klenge Conseil d'administration hätte vu Leit, déi net haaptamtlech wieren, mä déi d'Kompetenz hätten, déi géifen dat dirigéieren, déi géifen en Direkter nennen, deen da wierklech, och dobaussen, d'Bild géif gi vun där neier Autoritéit, vun där ALIA, wéi mer se nennen oder mer kënnen herno en aneren Numm fannen.

A selbstverständlech wéilte mer awer esou eng Assemblée consultative bäibehalen, wéi mer se elo am CNP hunn, fir och wierklech d'Forces vives de la nation mat drun ze bedeelegen.

Wann elo kee seet, dat dote kënnt guer net a Fro, da géif ech dat als Optrag fannen, fir dann effektiv am Summer e Projet de loi an dësem Sënn an dëser Chamber ze déposéieren, fir dass mer da kënnen Neel mat Käpp maachen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem zoustännege Minister. Domadder wier dëse Punkt ofgeschloss.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn dann elo um Schluss vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzunge si virgesi fir den 12., 13. a 14. Juni.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.48 heures)

SÉANCE 31

MARDI, 12 JUIN 2012

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • Mme Anne Brasseur, Doyen

Sommaire

1. Communications
- *M. le Président*

2. Ordre du jour
- *M. le Président, M. Gast Gibéryen, M. André Bauler, Mme Octavie Modert, Ministre aux Relations avec le Parlement, M. Xavier Bettel, M. François Biltgen, Ministre de la Justice*

3. Dépôt d'une résolution par M. André Bauler
- *M. André Bauler*

4. Heure de questions au Gouvernement

- Question n°165 du 12 juin 2012 de Mme Martine Mergen relative au médecin de référence, adressée à M. le Ministre de la Santé

et

- Question n°166 du 12 juin 2012 de M. Jean Colombera relative au médecin de référence, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale
- *Mme Martine Mergen, M. Jean Colombera - M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale*

- Question n°167 du 11 juin 2012 de M. Fernand Etgen relative à la réforme de la loi sur l'enseignement musical, adressée à Mme la Ministre de la Culture
- *M. Fernand Etgen - Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture*

- Question n°168 du 12 juin 2012 de M. Marcel Oberweis relative à l'élaboration d'un «PIB du bien-être», adressée à M. le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur
- *M. Marcel Oberweis - M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*

- Question n°169 du 12 juin 2012 de M. Claude Adam relative au changement du poste de l'inspecteur général de l'enseignement fondamental et au changement éventuel des affectations aux différents arrondissements d'inspection, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle
- *M. Claude Adam - Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*

- Question n°170 du 12 juin 2012 de M. Serge Urbany relative à la participation des banques à la restructuration bancaire, adressée à M. le Ministre des Finances
- *M. Serge Urbany - M. Luc Frieden, Ministre des Finances*

- Question n°171 du 11 juin 2012 de M. André Bauler relative aux capacités des décharges pour déchets inertes, adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures
- *M. André Bauler - M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures*

- Question n°172 du 12 juin 2012 de M. Henri Kox relative au rapport final du test de résistance du parc nucléaire européen et à la coopération dans la Grande Région, adressée à M. le Ministre de la Santé
- *M. Henri Kox - M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé*

- Question n°173 du 12 juin 2012 de M. Henri Kox relative au label luxembourgeois «Sans OGM - Ouni Gentechnik», adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural
- *M. Henri Kox - M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*

5. Question élargie n°26 de M. Claude Adam sur l'aide aux enfants «dys» dans nos écoles
- *M. Claude Adam - Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*

6. Motion de M. Claude Adam et de M. André Bauler sur l'initiation dans les meilleurs délais des travaux préparatifs concernant la mise en place d'une direction d'école au niveau de l'enseignement fondamental luxembourgeois
- *Exposé: M. André Bauler*
- *Discussion générale: M. Marc Spautz, M. Ben Fayot, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. Serge Urbany*
- *Vote sur la motion (rejetée)*

7. 6302 - Projet de loi

a) relative au stockage géologique du dioxyde de carbone

b) modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau

c) modifiant la loi du 20 avril 2009 relative à la responsabilité environnementale
- *Rapport de la Commission du Développement durable: M. Marcel Oberweis*
- *Discussion générale: M. Eugène Berger, M. Roger Negri, M. Camille Gira, M. Jean Colombera*
- *M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

8. 6411 - Projet de loi concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (UE) n°995/2010 du Parlement européen et du Conseil du 20 octobre 2010 établissant les obligations des opérateurs qui mettent du bois et des produits dérivés sur le marché
- *Rapport de la Commission du Développement durable: M. Marcel Oberweis*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

9. 6412 - Projet de loi concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) n°2173/2005 du Conseil du 20 décembre 2005 concernant la mise en place d'un régime d'autorisation FLEGT relatif aux importations de bois dans la Communauté européenne
- *Rapport de la Commission du Développement durable: M. Marcel Oberweis*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

10. Débat d'orientation sur le bilan et les perspectives luxembourgeoises en vue du Sommet des Nations Unies sur le développement durable Rio+20
- *Exposé: M. Camille Gira (dépôt d'une motion)*
- *Débat: M. Fernand Boden, M. Eugène Berger, M. Roger Negri, M. Fernand Kartheiser, M. Serge Urbany, M. Marcel Oberweis*
- *M. Camille Gira (fait personnel), M. Fernand Kartheiser*
- *M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures*
- *Vote sur la motion 1 (adoptée)*

11. Ordre du jour (suite)
- *M. le Président*

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Halsdorf, Mme Octavie Modert, MM. Marco Schank, Romain Schneider et Etienne Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.33 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Mme Octavie Modert, *Ministre aux Relations avec le Parlement.*- Neen, Här President.

1. Communications

M. le Président.- Ech hu par contre folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) D'Lëscht vun deenen neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Bureau déposéiert.

2) Da goufe folgend Projeten an der Administration parlementaire déposéiert: de 15. Mee vum Verdeedegungsminister de Projet de règlement grand-ducal 6435 iwwert déi lëtzebuergesch Participatioun um Corps européen vun der NATO an Afghanistan; dann de Projet de règlement grand-ducal 6436 iwwert déi lëtzebuergesch Participatioun um Projet mutualisé de laboratoire d'analyse criminologique; de 25. Mee vum Justizminister de Projet de loi 6437 iwwert de Retard beim Bezuele vu kommerziellen Transaktiounen; den 29. Mee vum Verdeedegungsminister de Projet de loi 6439, eng Direktiv iwwert d'Marché-publicen an der Verdeedegung an an der Sécherheet; den 30. Mee, och vum Verdeedegungsminister, de Projet de règlement grand-ducal 6438 iwwert déi lëtzebuergesch Participatioun bei der NATO-Supervisioun a Syrien; den 1. Juni vum Finanzminister de Projet de loi 6440 iwwert de Compte général vun 2011; de 5. Juni vum Ausseminister de Projet de loi 6441, d'Amendementer zum Statut de Rome vun der Cour pénale internationale, a schliesslech de 6. Juni vum Verdeedegungsminister de Projet de règlement grand-ducal 6443 iwwert déi lëtzebuergesch Participatioun bei der ISAF-Missioun an Afghanistan.

3) Dann den 29. Mee 2012 huet d'Madame Claudine Penen d'Petitioun N°316 fir e Planéit ouni Pestiziden eragereecht.

4) D'Petitioun N°317 iwwert den Artikel 58 Alinéa 2 vum Gesetz iwwert d'TVA gouf de 5. Juni vun der Fédération des Entreprises du Machinisme agricole et industriel du Grand-Duché de Luxembourg eragereecht.

5) Am Kader vun der albanescher Presidenz vum Comité des Ministres vum Conseil de l'Europe sinn de Comité des Présidents, de Bureau an d'Commission permanente vun der Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe vum 24. bis de 25. Mee 2012 zu Tirana zesummekomm. D'Chamber war vertrueden duerch d'Madame Anne Brasseur.

Communications du Président - séance publique du 12 juin 2012

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau. Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et le projet de règlement grand-ducal suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

***6435** - Projet de règlement grand-ducal concernant la participation du Luxembourg à la Force Internationale d'Assistance à la Sécurité en Afghanistan (FIAS) sous l'égide des Nations Unies dans le cadre du Corps européen*

Dépôt: M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de la Défense, le 15.05.2012

***6436** - Projet de règlement grand-ducal concernant la participation du Luxembourg au projet mutualisé de laboratoire d'analyse criminologique en vue de soutenir la lutte contre les engins explosifs improvisés en Afghanistan sous l'égide de l'Agence européenne de la Défense*

Dépôt: M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de la Défense, le 15.05.2012

***6437** - Projet de loi concernant la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales*

- portant transposition de la directive 2011/7/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 février 2011 concernant la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales, et

- portant modification de la loi modifiée du 18 avril 2004 relative aux délais de paiement et aux intérêts de retard

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 25.05.2012

***6438** - Projet de règlement grand-ducal concernant la participation du Luxembourg à la Mission de supervision des Nations Unies en Syrie (MISNUS)*

Dépôt: M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de la Défense, le 30.05.2012

***6439** - Projet de loi sur les marchés publics de la défense et de la sécurité et portant transposition de la directive 2009/81/CE*

Dépôt: M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de la Défense, le 29.05.2012

***6440** - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2011*

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 01.06.2012

***6441** - Projet de loi portant approbation des amendements apportés au Statut de Rome de la Cour pénale internationale par la résolution RC/Res.5 et par la résolution RC/Res.6 adoptées à la Conférence de révision du Statut de Rome de la Cour pénale internationale, à Kampala, les 10 et 11 juin 2010*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 05.06.2012

***6443** - Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 9 mai 2003 concernant la participation du Luxembourg à la Force Internationale d'Assistance à la Sécurité en Afghanistan (ISAF) sous l'égide des Nations Unies*

Dépôt: M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de la Défense, le 06.06.2012

3) Le 21 mai 2012, Mme Claudine Penen a introduit la pétition n°316 pour une planète sans pesticides.

4) La pétition n°317 concernant l'article 58-2 de la loi sur la TVA a été remise en date du 5 juin 2012 par la Fédération des Entreprises du Machinisme agricole et industriel du Grand-Duché de Luxembourg.

5) Dans le cadre de la présidence albanaise du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe qui se déroule du 23 mai au 9 novembre 2012, se sont réunis à Tirana, les 24 et 25 mai, le Comité des Présidents, le Bureau et la Commission permanente de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, auxquels a assisté Mme Anne Brasseur, Présidente du groupe ADLE.

Les deux premières réunions avaient pour objectif principal de préparer la prochaine session de juin.

Il faut relever que lors de la réunion de la Commission permanente les priorités de la présidence albanaise ont été présentées par le Vice-Premier ministre et Ministre des Affaires étrangères de l'Albanie, M. Edmond Haxhinasto, à savoir:

- promouvoir des sociétés démocratiques durables,

- renforcer la démocratie locale et régionale,

- renforcer l'État de droit en Europe,

- faire progresser la réforme politique de l'organisation,

- garantir l'efficacité à long terme de la Cour européenne des droits de l'Homme,

- garantir la promotion des droits de l'Homme et

- dynamiser le dialogue intra- et interinstitutionnel.

Il faut souligner qu'un débat d'actualité sur «La situation en Ukraine» a été inscrit à l'ordre du jour sur initiative de Mme Brasseur, Présidente du groupe ADLE, suite à la visite des deux rapporteurs de la Commission de suivi en Ukraine, leur rencontre avec Mme Timochenko, son médecin traitant allemand et le Président de l'Ukraine.

L'ordre du jour et les textes adoptés de la réunion susmentionnée (un avis, une recommandation et une résolution) ont été distribués.

La prochaine réunion de la Commission permanente se tiendra à Andorre, le 30 novembre 2012.

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

2. Ordre du jour

An hirer Réunioun vum 7. Juni huet d'Presidentekonferenz fir dës Woch folgenden Ordre du jour virgeschloen:

Haut de Mëtteg hu mer fir d'Éischt eng Froestonn un d'Regierung; duerno d'Question élargie vum Här Claude Adam iwwert d'Hëllefe fir déi sougenannten „Dys-Kanner"; dann d'Motioun vun den Häre Claude Adam an André Bauler iwwert d'preparativ Aarbechten zur Aféierung vun enger Schouldirektioun am Enseignement fondamental; dann de Projet de loi 6302 iwwert de geologesche Stockage vun CO_2, nom Basismodell; dann de Projet de loi 6411, eng Direktiv iwwert d'Opérateuren, déi Holz op de Maart ginn, nom Basismodell; dann de Projet de loi 6412, eng Direktiv iwwert den Autorisatiounsregime FLEGT op Holzimportatiounen, och nom Basismodell, an da schlussendlech eng Orientéierungsdebatt iwwert déi lëtzebuergesch Perspektive beim „Rio+20"-Sommet, nom Modell 1.

Muer de Mëtteg hu mer fir d'Éischt eng Interpellatioun vu den Häre François Bausch a Claude Meisch iwwert d'Projete Léiweng a Wickreng, nom Modell 1; duerno eng Orientéierungsdebatt N°6353 iwwert de Rapport vum Médiateur 2010/2011, nom Modell 1; dann de Projet de loi 6292 iwwert d'Transfertkonditioune vu Verdeedegungsprodukter, nom Modell 1; d'Proposition de loi 6299 iwwert de Changement d'administration, nom Basismodell; de Projet de loi 6343, e Protokoll géint den illegalen Trafic vu Migranten, nom Modell 1.

Den Donneschdeg um zwou Auer hu mer de Projet de loi 6385 iwwert d'Renovatioun vum Kolléisch, nom Basismodell, an duerno d'Konsultatiounsdebatt iwwer e Mobilitéitskonzept an den Tram an der Stad, och nom Modell 1.

Den Här Gibéryen wollt nach d'Wuert zum Ordre du jour. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir hunn de Mëttwoch de Mëtteg hei als éischte Punkt eng Interpellatioun vun de Kolleege Bausch a Meisch um Ordre du jour stoen iwwert d'Projete Wickreng/Léiweng. Et ass...

Une voix.- Muer?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Muer, de Mëttwoch de Mëtteg, jo. Ech wëll an dësem Zesummenhang op ee Punkt drop opmierksam maachen an eisem Dokument, wat mer kritt hunn, an eisem Dossier, wat den Temps de parole ubelaangt zu deem Punkt do.

An zwar hu mer do de Modell 1 fixéiert, fir heibannen ze schwätzen, a beim Gouvernement steet dann „au moins" 20 Minutten. Dat ass eng Neierung, déi hei elo virkënnt, wou ech am Fong wëll wëssen, wéi et méiglech ass, datt d'Presidentekonferenz hei en Temps de parole fir d'Deputéiert mat engem Maximum festleet - ech erënneren drun, datt zum Beispill d'Kolleege vun déi Lénk 2,5 Minutte Maximalzäit kréien, fir iwwert dee Projet ze schwätzen, mir kréien zéng Minutte maximal, d'LSAP 23 Minutte maximal, d'CSV 36 Minutte maximal, déi zwee Orateure vun der Interpellatioun kréien zéng Minutte maximal, d'DP kritt nach 19 Minutte maximal, déi gréng 17 Minutte maximal -, a bei der Regierung steet dann do „au moins" 20 Minutten!

Ech ka mer also net virstellen, datt dat heite Parlament higeet a sech Maximume fixéiert a seet, d'Regierung, déi muss „op d'mannst" 20 Minutte schwätzen an duerno ka se esou laang schwätze wéi se wëllt.

Ech erënneren drun, datt d'Regierung opgrond vun eiser Verfassung ëmmer d'Wuert kann hei an der Chamber froen. Awer mir waren eis awer och ëmmer eens, datt dat niewent deem Ordre du jour ass an niewent deem Temps de parole, deen d'Chamber sech iwwer hiert Reglement gëtt. Dat heescht, wann d'Chamber décidéiert, e Projet de loi laut engem Modell 1, 2 oder 3 oder 4 ze maachen, dann ass et och fir d'Regierung dee Modell. Mä wann awer niewent deem Projet de loi d'Regierung nach wëllt d'Wuert ergräifen, da ka se a muss se et selbstverständlech kréien. Mä am Kader vun eisem Reglement huet d'Regierung sech och un den Temps de parole ze halen.

Wann hei d'Presidentekonferenz der Meenung war, d'Regierung misst méi Riedezäit kréien, dann hätt se dat jo kënne maachen. Dann hätt se sollen e Modell méi héich huelen, wou dann awer och d'ganzt Parlament méi Zäit kritt. Et kann also net sinn, datt an engem Parlament e Parlament sech Maximume setzt an enger Regierung quasi e Minimum setzt!

Et sief, Här President - eisen allze fréi verstuerwene Frënd Fernand Rau huet eng Kéier op dëser Plaz gesot, datt mer eng ähnlech Debatt haten, wou d'Chamber sech am Fong Limit" gesat huet an der Regierung keng Grenze gesat huet -, do hat de Fernand Rau eng Kéier deemools gesot: „Wann dat heite Parlament dat mécht, dann ass et dat dommste Parlament vun der Welt, well dat gëtt et néierens, datt e Parlament sech Limit" setzt an der Regierung keng am Temps de parole!" Dofir géif ech proposéieren, datt mer dat hei géife sträichen, dat „au moins 20 Minutten", a wann ee mengt, d'Regierung misst méi Zäit hunn, da solle mer all Partei een anere Modell ginn, wou ee kann dermat liewen.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Gibéryen. Also ech mengen, et ass ganz kloer, an d'Presidentekonferenz huet dat och esou gesinn: Mir sinn hei an engem Modell 1. Do sinn déi verschidden Zäite kloer preziséiert, souwuel fir déi verschidde Gruppe wéi fir d'Regierung. Effektiv verstinn ech och net, firwat datt deen „au moins" do drasteet. Ech mengen, et sinn hei 20 Minutten. An ech gesinn och elo net an, firwat datt mer dorunner eppes sollen änneren.

Här Bauler, wann ech gelift.

M. André Bauler *(DP).*- Ech wollt nach froen, ob ech kéint eng Resolutioun déposéieren.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Domat gëtt „au moins" gestrach?

Une voix.- Jo.

M. le Président.- Den „au moins" ass gestrach.

Une voix.- Okay.

Une autre voix.- An dofir déi ganz Opreegung.

M. le Président.- Madame Modert, wann ech gelift.

Mme Octavie Modert, *Ministre aux Relations avec le Parlement.*- Ech wëll drun erënneren, datt d'Regierung Demandeur war, fir méi een héijen Temps de parole ze kréien a méi ee grousse Modèle de parole ze kréien.

(Brouhaha)

Plusieurs voix.- ...Modell 2...

Mme Octavie Modert, *Ministre aux Relations avec le Parlement.*- Also kann d'Regierung sech och ralliéieren, wann et de Modell 2 géif ginn...

Une voix.- Très bien!

Mme Octavie Modert, *Ministre aux Relations avec le Parlement.*- ...oder nach méi ee grousse Modell géif ginn.

Plusieurs voix.- Modell 2!

Mme Octavie Modert, *Ministre aux Relations avec le Parlement.*- Et war eng Demande vun der Regierung an der Presidentekonferenz.

M. le Président.- Hei, ass dat d'Demande vun der Oppositioun? Da schéngt...

M. Xavier Bettel *(DP).*- Neen, vun der Regierung, wou d'Oppositioun sech uschléisst, Här President!

M. Claude Meisch *(DP).*- Mir ralliéieren eis.

Mme Octavie Modert, *Ministre aux Relations avec le Parlement.*- Ah, an der Presidentekonferenz awer net.

Une voix.- Wann d'Regierung méi brauch, dann ass et Modell 2 fir eis alleguer.

Une autre voix.- Ah jo!

M. le Président.- Ech proposéieren - dat schéngt jo dann hei den allgemenge Wonsch ze sinn -, mir ginn dann do op e Modell 2.

Ass d'Chamber d'accord, datt mer...

(Brouhaha)

Den Här Biltgen freet och nach dozou d'Wuert.

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Net dozou. Mä ech wëll just soen, ech hu just... Wann ech kucken, wat muer alles dran ass: Et ass en allerleschte Projet, dee vläicht fir vill Leit net wichteg ass - et ass awer eng wichteg Konventioun am Droit pénal -, zum Schluss.

Ech sinn hei, wann Der wëllt. Ech wär just frou, dass da jiddwereen... Well deen dote Projet kënnt jo dann eréischt um aacht Auer oder néng Auer. Ech géif just gär wëssen, ob Der d'accord sidd, fir Äre Programm bis zum Schluss duerchzeféieren - an dass och eng Majoritéit hei ass, fir dee Projet ofzestëmmen -, oder net.

Méi wollt ech net opwerfen. Et ass einfach eng Fro. Mir kënnen dee Projet eng aner Kéier huelen. Mir kënnen e muer huelen. Ech sinn ëmmer à disposition vun der Chamber. Mä ech wär e bësselchen onfrou, wann ech muer dee ganze Mëtteg géif hei sëtzen an op eemol um aacht Auer wär kee méi hei.

M. le Président.- Jo, Här Minister, et ass awer eng Ufro vun Ärer eegener Regierung. Ech mengen hei, d'Parlament ass d'accord, dass mer op de Modell 2 ginn. Dat huet natierlech als Konsequenz…

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Här President, ech sinn d'accord. Meng Fro war reng, ob mer den Ordre du jour vu muer bis esou laang duerchféieren, wéi en ass. Wa mer en duerchféieren, sinn ech d'accord.

M. le Président.- Jo, Här Minister, de Programm gëtt duerchgezunn, esou wéi e virgesinn ass.

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Okay.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Also, si mer mam Ordre du jour esou averstanen?

Une voix.- Jo, Här President.

M. le Président.- Da kritt den Här Bauler nach d'Wuert, fir eng Resolutioun ze déposéieren.

(Brouhaha général)

3. Dépôt d'une résolution par M. André Bauler

M. André Bauler *(DP)*.- Merci, Här President. Ech erlabe mer just, hei am Plenum...

M. le Président.- Ech bieden Iech, dem Här Bauler nozelauschteren!

M. André Bauler *(DP)*.- ...eng Resolutioun ze déposéieren, an där d'Chamber géif décidéieren, fir d'Éducatiounskommissioun domadder ze beoptragen, d'Méiglechkeet vum Lancement vun engem Pilotprojet en vue vun der Schafung vun enger zweesproocheger Grondschoul ze analyséieren, der „École bilingue", eng Grondschoul, déi zugläich eng Alphabetisatioun op Franséisch an op Däitsch ubitt.

Une voix.- Très bien!

M. André Bauler *(DP)*.- Wann ech gelift, Här President.

Résolution

La Chambre des Députés,

- observant l'hétérogénéité croissante de notre population scolaire au fil des dernières décennies;

- constatant que notamment les élèves ayant des bases linguistiques francophones ou lusophones éprouvent souvent de graves difficultés en allemand;

- notant également que de plus en plus d'élèves luxembourgeois éprouvent des difficultés en français;

- considérant que l'école publique devrait garantir les mêmes chances à chaque enfant indépendamment de ses origines ou de ses capacités linguistiques;

décide

de charger la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle d'explorer la possibilité de la mise en place d'un projet pilote d'une école fondamentale bilingue offrant à la fois une alphabétisation en français et en allemand.

(s.) André Bauler, Eugène Berger, Anne Brasseur, Fernand Etgen, Carlo Wagner.

M. le Président.- Merci dem Här Bauler. Da kéime mer elo zu der Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 83 vum Chambersreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir drop ze äntwerten. D'Froe kommen ofwiesselnd vun der Majoritéit an der Oppositioun.

Als Éischt hu mer d'Fro N°165 vun der Madame Martine Mergen souwéi d'Fro N°166 vum Här Jean Colombera un de Gesondheetsminister an de Minister vun der Sécurité sociale iwwert de Referenzdokter. Elo kritt fir d'Éischt d'Wuert d'Madame Mergen.

4. Heure de questions au Gouvernement

- Question n°165 du 12 juin 2012 de Mme Martine Mergen relative au médecin de référence, adressée à M. le Ministre de la Santé

et

- Question n°166 du 12 juin 2012 de M. Jean Colombera relative au médecin de référence, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale

Mme Martine Mergen *(CSV)*.- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, wéi aus de Medië gewuer ze gi war, ass am leschte Moment en Accord tëschent der Gesondheetskeess an den Doktere getraff ginn, wat d'Ëmsetzung vum Médecin de référence, dee jo an der Gesondheetsreform vum leschte Joer virgesi war, betrëfft.

Wat dobäi festgehale gouf, dat ass, dass an enger éischter Phas de Referenzdokter just deene Leit zeguttkënnt, déi entweder chronesch krank sinn oder iwwer 70 Joer al sinn. Wat d'Definitioun vun der chronescher Krankheet betrëfft, sou gouf d'Lëscht vun der franséischer Haute Autorité de Santé iwwerholl, déi sech „ALD 30" fir „affections longue durée" nennt.

A Frankräich, an dat wollt ech just hei am Virfeld awer och gesot hunn, hunn déi Leit, déi ënner enger vun deene Krankheete leiden, déi op dëser Lëscht stinn, e Remboursement préférentiel bei den Dokteren.

Ech hätt an dësem Kontext zwou Froen un onse Gesondheetsminister. Ons Krankekeess heescht ewell Gesondheetskeess. De Médecin référent ass en Ecksteen vun der Gesondheetsreform vum leschte Joer, dat, fir dass net nëmmen d'Leit net mussen ëmmer Ënnersichungen duebel maachen, mä och fir ons gesond Populatioun ze incitéieren, sech op eng eegen individuell Aart a Weis vun hirem Médecin référent beroden ze loossen, deen hinnen eng individuell Konzeptioun vun enger Medezin, déi op si zougeschnidden ass, kann ubidden.

Mir hunn als CSV-Fraktioun also Bedenken, dass dëse ganze Volet, also dee Profit, deen ons Populatioun, déi net chronesch krank ass, vun der Gesondheetsreform huet, an hire preventiven Deel also, ob deen net a Fro gestallt ass, wann de Médecin référent net als Offer fir all Versécherte vun der Gesondheetskeess zur Verfügung steet.

Oder méi konkret: Et gëtt vun enger schrëttweiser Ëmsetzung geschwat; a wann de Gesondheetsminister ons kéint Prezisioune ginn zu där schrëttweiser Ëmsetzung.

Schliesslech wollt ech vum Här Di Bartolomeo héieren, ob et net interessant wier senger Meenung no, wéi a Frankräich en differenzéierte Remboursement fir déi chronesch Krank virzegesinn. Domadder wieren dës Patienten, déi jo enger ganzer Rei vu finanzielle Belaaschtungen ënnerleien, entlaascht, an anerersäits géif et ons endlech och hei am Land erlaben, eng propper Statistik iwwert dës chronesch Krankheeten ze féieren.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci der Madame Mergen. Elo kritt d'Wuert den Här Jean Colombera.

M. Jean Colombera *(ADR)*.- Merci, Här President. De Referenzdokter war u sech e ganz grousse Pilier vun der Gesondheetsreform an deen huet dra bestanen, fir dass den Dokter, de Referenzdokter de Patient soll begleeden, him assistéieren an zu Rot stoen. Ech wëll gär hei och soen, dass den Dokter vun haut, egal welchen Dokter dass et ass, jo datselwecht misst kënne maachen, dat heescht, hie muss säi Patient beroden, him zur Säit stoen an e conseilléieren.

Ech mengen, dat ass näischt Neies, mä vu dass awer d'Zäiten esou si wéi se sinn - den Dokter huet net vill Zäit, well vill Patient" krank sinn - a fir dann ze verhënneren, dass et eng Zéngminuttemedizin gëtt, ass sécherlech déi Iddi vum Referenzdokter entstanen, an et war sécherlech eng ganz nobel Iddi. Mä wa mer elo d'Resultat kucken, gesi mer, dass net jiddwereen dovunner profitéiere kann. Et gëtt zwar och vun enger Preventivmedizin geschwat, mä déi kënnt eréischt 2014.

Elo ass et awer esou, ech mengen, mir kënnen net mat deem Resultat do zefridde sinn, aus deem einfache Grond, wéi gesot, well net jiddwereen dovunner profitéiere kann.

Do wollt ech dann den Här Minister froen, wéi hie sech dat dann am Ufank virgestallt hat, wéi hien dee Projet op den Instanzewee bruecht hat. War e sech däers bewosst, well dat Ganzt ass jo awer u sech eng finanziell Saach?

Ech mengen, den Dokter war net zefridde mam Präis, deen hie kritt huet, d'Gesondheetskeess war net d'accord, fir méi ze bezuelen, an elo kënnt nach dee Problem vun der Preventioun.

Wéi gëtt d'Preventioun elo bezuelt? Do muss d'CNS mat der Santé nach en Accord kréien. An da stellt sech nach ëmmer d'Fro: Wéi ass dat ze bezuelen?

Duerfir meng dräi Froen, déi ech wollt stellen: Här Minister, sidd Dir mat dësem Projet, wéi en elo ass, zefridden? A wat erwaart Iech elo nach an der Zukunft? A wat ass Äre Modell vum Finanzement?

Mir hate virgeschloe virun e puer Joer, fir eng Assurance prévention gekoppelt mat enger Assurance maladie an d'Welt ze féieren. Bon, dovunner ass nach net vill geschwat ginn. Mä wéi ass Äre Modell, fir dat ze finanzéieren?

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Colombera. Elo kritt d'Wuert den Här Gesondheetsminister Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, fir d'Éischt emol Merci fir d'Froen, wou et mer awer leed deet, dass d'Basis vun de Froe falsch ass,well et net esou ass, dass de Referenzdokter laut deenen Ofmaachungen, déi an der Commission de nomenclature tëschent deene verschiddenen Acteure geholl gi sinn, dass de Vertrauensdokter nëmme géif deene chronesch an deene méi schwéier Kranken zur Verfügung stoen. De Médecin référent kritt beim Résumé patient selbstverständlech och déi Missiounen, déi geplangt waren, ze erfëlle bei deene sougenannten „méi Gesonden" vun 18 bis 70 Joer.

Et mag sinn, dass dat net an allen Detailer esou an der Duerstellung eriwwerkomm ass, mä d'CSV, fir déi d'Madame Mergen schwätzt, hätt dat ganz gär vu mir explizéiert kritt, wann do eppes net eriwwerkomm ass.

Ech wëll soen, dass et eng Differenz gëtt an der Tarifëierung bei deene chronesch Kranken (veuillez ajouter: a bei deenen Eeleren), wat jo och aliicht, well do den Effort vum Generalist méi grouss ass. Do gëtt de Rendez-vous zweemol am Joer am Prinzip geholl beim Generalist.

Fir d'Mise a jour, de Suivi vun dem Résumé patient kritt de Generalist en aneren, méi en héijen Tarif wéi beim normale Patient oder beim Assuré tëschent 18 a 70 Joer. Do ass de Rendez-vous virgesinn eng Kéier d'Joer an do ass den Tarif och wesentlech méi niddreg, wat sech och versteet, well do den Effort an d'Leeschtung net mat därselwechter Intensitéit ofgefrot gëtt.

Also kloer, de Vertrauensdokter steet vun Ufank un all den Assuréen zur Verfügung. An der Gewiichtung vun der Rémunératioun fir seng Leeschtung gëtt eng Differenz gemaach tëschent méi intensive Betreiungen an Iwwerwaachungen an deene Situatiounen, wou den Effort net esou grouss ass.

Richteg ass, dass d'Fiche prévention, déi virgesinn ass, eréischt soll 2014 kommen, an engem regelrechte Programm tëschent dem Ministère de la Santé an der Gesondheetskeess. Et ass also net esou, wéi wann de Referenzdokter nëmmen enger Minoritéit vu Patientë géif zur Verfügung stoen.

Dann huet d'Madame Mergen gefrot, ob een et net kéint wéi a Frankräich maachen, dass dee chronesche Patient, dee bei de Vertrauensdokter geet, e bessere Remboursement kéint kréien. Et ass sécher eng Pist, déi een hätt kënne goen, mä do ass eng vehement Oppositioun vun den Doktere komm, well de Médecin référent jo fräiwëlleg soll sinn, also keng Incitatioun a keng Penalisatioun soll do sinn. An och bei den Assuréen ass ganz hällesch opgepasst ginn, dass hei net zwou Kategorië vu Patientë géifen entstoen.

Dir kënnt Iech erënneren, Madame Mergen, dass déi doten Diskussioun am Rahme vun der Analys vum Projet gefouert ginn ass, mä dass do vun alle Säiten insistéiert ginn ass, dass de Referenzdokter e fräiwëllege Choix sollt sinn.

Den Dokter Colombera huet mech gefrot, ob ech zefridde si mat deem Resultat. Ech muss Iech soen: Ech si ganz zefridden, dass et zu engem anstännegen Accord komm ass. Ech sinn zefridden, dass d'Partner sech eens gi sinn, dass ee méi e staarken Effort op déi chronesch Krank soll setzen, mä dass een awer all déi aner Patientë mat abezitt.

Wat de Finanzement ugeet, sinn déi Mesuren, déi elo d'Generaliste betreffen, beim Résumé patient, dat heescht, d'Krankegeschicht vun dem Patient ze suivéieren, déi dem Dokter gehéiert an awer och dem Patient gehéiert. Wann de Patient den Dokter wiesselt, dass deen aneren Dokter och gesäit: Wat huet de Patient vun Antécédenten? Wat eng ganz gutt Saach ass! An och dee Volet, deen d'Pädiatere betrëfft an der Preventioun, dass mer do zu enger gudder Eenegung komm sinn.

Wat de Finanzement vun den…

M. le Président.- Här Gesondheetsminister, Dir misst awer bal elo zum Schluss kommen!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale*.- Et waren zwou Froen, Här President!

M. le Président.- Jo, mä d'Zäit ass awer déiselwecht!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale*.- Et waren zwou Froen, Här President…

M. le Président.- Déi sinn an enger regruppéiert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale*.- Här President, da froen ech d'nächst Kéier, fir kënne separat op d'Froen ze äntwerten.

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Et ass net un engem Minister, fir der Chamber…

M. le Président.- Kommt elo wann ech gelift zum Schluss, Här Minister.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale*.- Also, ech follege selbstverständlech dem President. An ech gi ganz gär iwwert déi Niewebemierkunge vun der Madame Brasseur ewech, well si féiert d'Chamber och Gott sei Dank net.

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale*.- Wat den…

M. le Président.- Neen, Här Minister…

(Brouhaha général)

Une voix.- Bëlleg, bëlleg!

M. le Président.- …neen, esou geet et awer net!

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Här President?

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Dir kënnt hei elo net perséinlech d'Deputéiert verunglimpfen. Dat geet awer net. Ech mengen…

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale*.- Neen, ech hunn dat net gemaach. Ech hu just gesot, dass ech méi frou mat Iech sinn als President…

(Hilarité et brouhaha)

…wéi mat engem aneren.

Une voix.- Oooh! Bëlleg!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale*.- Also, wann ech dat awer net méi däerf soen...

M. le Président.- Wann Der dat direkt gesot hätt, dann hätt ech Iech net brauchen d'Bemierkung ze maachen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale*.- Ah voilà! Also entschëllegt, Här President. An ech entschëllege mech selbstverständlech och bei der Madame Brasseur. Wat ech domat wollt ausdrécken: dass ech léiwer den Här Mosar als President hu wéi si als Presidentin.

(Hilarité)

Ech entschëllege mech also do ganz formell.

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Mä Är Zäit ass awer ofgelaf!

(Interruptions diverses)

Une voix.- Oh wéi bëlleg!

Une deuxième voix.- Wat en Niveau!

Une troisième voix.- Jo, mä d'Zäit ass awer ofgelaf. Dat do ass den Donneschdeg an der Kommissioun. Dir hutt annerhallef Stonn Zäit den Donneschdeg!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale*.- …dass de Finanzement vun der Fiche prévention am Accord wäert geschéien tëschent CNS an der Regierung.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Gesondheetsminister. Mir kommen elo zu der Fro N°167 vum Här Fernand Etgen un d'Kulturministesch iwwert d'Reform vum Enseignement musical. Här Etgen, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°167 du 11 juin 2012 de M. Fernand Etgen relative à la réforme de la loi sur l'enseignement musical, adressée à Mme la Ministre de la Culture

M. Fernand Etgen *(DP)*.- Här President, den 12. Juli 2008 hate mer an dësem Haus eng Interpellatioun iwwert de Museksunterrecht. Deemools ass parteiiwwergräifend festgestallt ginn, datt de Museksunterrecht hei zu Lëtzebuerg eng formidabel Entwécklung zënter dem Gesetz vun 1998 kennt: Eng Leeschtung vun alle Bedeelegten; eng Evolutioun, déi ville begaabte Museksschüler flott Zukunftsperspektiven opmécht; eng Dynamik, déi eise Museksveräiner den Nowuess garantéiert.

Mir waren eis deemools eens, datt d'Gesetz vun 1998 de verännerte gesellschaftleche Gegebenheete misst ugepasst ginn. Och gëllt et, de Finanzement vum Museksunterrecht laangfristeg ofzesécheren, fir alle Bedeelegte Planungssécherheet ze ginn.

De Rapport vun der Spezialkommissioun iwwer eng Réforme territoriale de l'État hat eng Rei Pisten opgezeechent. Déi sinn och zum Deel esou an der Regierungserklärung festgehale ginn. Zënterhier ass et awer roueg ginn ëm eng Revisioun.

Um Buergermeeschterdag zu Mondorf déi lescht Woch huet den Innenminister gesot gehat, den Dossier léich bei der Kulturministerin. Duerfir wollt ech d'Kulturministerin froen, ob si eis ka soen, wou d'Gespréicher tëschent hirem Departement an dem Innenminister dru sinn, fir endlech an dëser Fro déi gesetzlech Upassunge virzehuelen.

Fir wéini ass mam Dépôt vun engem Projet de loi ze rechnen? Sollen eventuell Upassungen nach an dëser Legislaturperiod a Kraaft trieden? Wouranner bestinn déi grouss Ännerungen, déi solle virgeholl ginn? Wéi eng Piste wëllt d'Regierung aschloen, wat de Finanzement ubelaangt?

Ech soe Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Etgen. D'Wuert kritt elo d'Madame Kulturministesch Octavie Modert.

Mme Octavie Modert, *Ministre de la Culture.*- Merci, Här President. Merci, Här Etgen, fir Är Fro. Dir wësst, datt den Enseignement musical eng duebel Tutelle huet: den Innenminister fir verschidde Voleten an d'Kulturministerin fir verschidde Voleten. Ech erlabe mer, elo hei Ärer Fro Folleg ze leeschten an da just als Kulturministesch, also eleng, op Är Froen ze äntwerten, egal, ob dat elo deem engen oder anere seng Tutelle ass, an an där Zäit, déi ech hunn, e bëssen op Är vill Froen anzegoen, déi Der gestallt hutt.

Op Basis vun der Interpellatioun vun der Chamber 2008 hunn ech an d'Regierungserklärung 2009 draschreiwe gelooss, op wéi enge Punkte mir géife wëlle virgoen, fir d'Gesetz liicht ze änneren, iwwert den Enseignement musical, geméiss also deem, wat och hei d'Virgabe vun der Chamber waren. Dat steet an der Regierungserklärung dran.

2010 hu meng zoustänneg Leit Verhandlunge gefouert mat sämtleche Partner, also och sämtlechen Organisateure vum Enseignement musical, wat der jo relativ vill sinn, an hunn och vill mat hinnen alleguerte geschwat, esou datt mer déi Linne konnten detailléieren, déi deemools hei duergestallt gi waren. Dat waren natierlech e ganze Koup Entrevuen, e ganze Koup Verhandlungen, well et vill Partner sinn.

Mir waren, den Innenminister an ech, am Mäerz 2011 an der Chamberskommissioun. An ech hat him virdrun an duerno zousätzlech Notë ginn, fir déi Saachen auszeschaffen. Ech géif elo gär vun hannen no vir fueren, wann Der erlaabt. Ech sinn der Meenung, datt ech ausganks Summer dëst Joer kann de Projet finaliséieren, dat heescht, an d'Ofstëmmungsprozeduren erabréngen: déi vun der Regierung souwuel wéi dann déi, déi duerno viruginn. Dat, wat den Timing ubelaangt.

Ech erënneren drun, datt et eng Demande vu sämtlechen Organisateure war, y compris vun de Gemengen an de Gemengeverantwortlechen, datt nach verschidde Saache sollten änneren, haaptsächlech um Niveau vum Finanzement. Do ware jo déi gréisste Froen normalerweis. Dat soll geännert ginn. Et ass och op deene Pläng, wou ech drop geschafft hunn, wou ech wëlles hunn, virun drop ze schaffen.

De Bilan no zwielef Joer, mengen ech - deen hutt Dir schonn zu engem Deel a kuerze Wierder ëmrass -, deen ass wierklech positiv. A mir sollen déi Dynamik benotzen, fir dorunner virunzefueren. Eng Dynamik, déi mer, mengen ech, sollen an de Sënn stelle vun enger nach besserer oder nach méi grousser Accessibilitéit fir jiddwereen a vun iwwerall un den Enseignement musical.

Accessibilitéit am Sënn vu souwuel geografeschen Distanzen wéi awer och am Sënn vun „wat ech mer leeschte kann" an dem Finanzement vun deem, wat ech muss bezuelen. Dat heescht, méi eng grouss Équitéit och zwëschen de Gemenge schafen, zum Beispill um Niveau vum Minerval.

Dat bréngt dee Moment och verschidden Aménagementer mat sech zwëschen deenen eenzelne Museksenseignements-Organisateuren. Et kann och gewëssen Aménagementer mat sech bréngen zwëschen de Gemengen. Mir sinn haut jo nach amgaangen, fräiwëlleg a fakultativ Regruppementer ze favoriséieren, déi sech och um Terrain scho maachen, déi schonn amgaange sinn. Wat also eng gutt Virbereedung ass, fir wann d'Gesetz kënnt. Da sinn déi Saachen nach vill méi séier schonn a Plaz, déi mer dee Moment brauchen, déi Strukturen.

Dat kann och mat sech bréngen, datt gewëssen Aménagementer néideg sinn um Niveau, wou anerer vläicht géife soen, dat wären hir Prérogativen an et wäre Prérogative vun der Autonomie. Laanscht déi kënnt een net, soss kritt een net méi Équitéit doranner dran!

Ech denken, datt mer dat sollen op dräi Niveauen organiséieren:

Den Enseignement musical de base, dee sollt lokal/regional sinn.

Dann den Enseignement musical régional, deen op Basis zum Beispill vu Regruppementer - egal ënner wéi enger Form, sief et Fusioune vun Etablissementer oder iwwer Konventiounen - ka funktionéieren, wat zu engem groussen Deel haut schonn de Fall ass.

An dann den Enseignement musical de pointe. Dat sinn natierlech dann eis dräi héchste Museksenseignements-Etablissementer, déi mer haut hunn, déi dee géife maachen.

Jee nodeem, a wéi engem vun deene Systemer ee sech befënnt, géif och d'Bäileeë vum Stat beim Finanzement vum Käschtepunkt vun deem Enseignement variéieren, logescherweis. Et géif inversement proportionnel ginn. Enseignement de base, do sinn d'Gemenge méi gefuerdert. Enseignement de pointe, do ass de Stat méi gefuerdert.

Insgesamt géif et zu engem Deel eng Ëmverdeelung vum Finanzéiere ginn. Mir géifen awer global an där gesamter Rumm bleiwe wéi dat, wat haut den Enseignement musical u sech an als solche kascht. Eventuell kann dorauser - an ech géif dat och préconiséieren - eng regional Carte scolaire fir den Enseignement musical entstoen. An ech denken, dat hëlt och alles dat erëm, wat déi Wënsch vun den eenzelne Partner sinn, sief et déi an der Chamber, sief et déi vun de Gemengen,…

M. le Président.- Madame Minister, Dir misst awer och lues awer sécher zum Schluss kommen.

Mme Octavie Modert, *Ministre de la Culture.*- …sief et déi vun de Musekksschoulen an de Museksetablissementer, déi sech och doranner erëmfannen.

Villmools Merci, Här President, datt Der mer erlaabt hutt, genau zwielef Sekonnen - elo sinn et der 14 - ze iwwerzéien. Merci villmools.

M. le Président.- Neen, Dir hutt eng Minutt iwwerzunn, Madame Minister.

(Interruptions)

Mme Octavie Modert, *Ministre de la Culture.*- Da geet dat net duer als Riedezäit, Här President. Soll ech dat elo soen?

M. le Président.- Mir kommen dann elo zu der Fro N°168 vum Här Marcel Oberweis un de Wirtschaftsminister iwwert den „PIB du bien-être". Här Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°168 du 12 juin 2012 de M. Marcel Oberweis relative à l'élaboration d'un «PIB du bien-être», adressée à M. le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Här President, Här Minister, wa mir iwwert d'Entwécklung vun eisem Land schwätzen, da gëtt ëmmer vum Wuesstum vun dem Bruttoinlandsprodukt, dem BIP, geschwat. An den Diskussiounen ëm d'Pensiounsreform gëtt zum Beispill op e Wuesstum vum BIP vun 3% pro Joer gesat. Ech mengen awer, dass dësen Indicateur net méi als eng nohalteg Guideline vun der Politik ugesinn dierf ginn, well hie sech ausschliesslech op de quantitative Wuesstum hei am Land konzentréiert.

Ëmmerhi sinn an de leschte Jore ganz vill Konferenzen, och hei am Land, organiséiert ginn, wou de BIP du bien-être am Mëttelpunkt vun den Diskussioune stoung. Do ass versicht ginn, niewent den ökonomeschen, also wirtschaftlechen Iwwerleeungen och déi sozial an déi ëmweltschützeresch Gedanke mat eranzezéien.

D'lescht Joer am Mee huet d'OCDE d'Resultater vun enger neier Berechnung fir de BIP virgestallt. Hei sinn deemools eelef Kritären a Betruecht gezu ginn: ënner anerem d'Wunnen, d'Liewensqualitéit, d'Aarbecht an d'Sécherheet, d'Bildung, d'Gesondheet an d'Ëmwelt, wéi och d'Gläichgewiicht tëscht dem Privatliewen an dem Aarbechtsliewen. A virun e puer Wochen haten d'Vereenten Natiounen op eng grouss Konferenz zu New York invitéiert, wou iwwer nei Modeller fir d'Moosse vum Wuelstand, vum BIP diskutéiert gouf.

Meng Froen un Iech, Här Minister vun der Wirtschaft: Wéi steet et dann hei am Land ëm den Dossier vum BIP du bien-être? Et wier un der Zäit elo, dass mer emol déi Gedanke vun deemools aus der OCDE-Studie hei an d'Land era géifen zéien, fir de BIP nei ze berechnen. An ech mengen, dat wier eng Hausaufgab, déi een dem Conseil supérieur vun der nohalteger Entwécklung kéint iwwerdroen.

Merci villmools.

M. le Président.- Merci dem Här Oberweis. An elo kritt den Här Wirtschaftsminister d'Wuert.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Här President, am Koalitiounsprogramm vun 2009 huet d'Regierung festgehalen, dass den Observatoire de la Compétitivité zesumme mam Conseil supérieur du Développement durable a mam Conseil Économique et Social sollt esou ee PIB du bien-être ausschaffen. Dat ass och amgaang. D'Zil, fir dee PIB du bien-être auszeschaffen, ass eigentlech dat, fir de Fortschrëtt an d'Zefriddenheet vun de Leit an enger Gesellschaft och emol kënnen ze moossen, an net ebe just dee klassesche PIB par tête d'habitant sollen ze moossen.

Dir kënnt Iech virstellen, dass dat keng einfach Aufgab ass, fir iwwert d'Zuelen ze ermëttelen, wéi zefridden d'Leit sinn. Dofir ass e Groupe de travail geschaf ginn tëschent dem CES an dem CSDD, déi sech fir d'Éischt emol esou en Aarbechtsprogramm ginn hunn, wéi se esou eppes kéinten ugoen, an déi duerno ugefaangen hunn, eng Rei Konsultatioune vun der Zivilgesellschaft ze maachen, fir eben ze kucken, a wéi eng Richtung dass een do soll goen.

Do waren dräi Atelieren, déi am grousse Stil organiséiert gi waren, mat der Zivilgesellschaft, wéi gesot, wou en éischte sech prinzipiell ëm déi Reform vum PIB gekëmmert huet, also doriwwer diskutéiert huet. En zweeten Atelier huet iwwert d'Qualité de vie diskutéiert: Wéi kann ee Qualité de vie an Zuele faassen? An en drëtten iwwert d'Durabilitéit, well dat jo awer och ee wichtege Facteur ass an där doter Diskussioun, a fir och do ze kucken: Wéi kann een dat an en Indicateur herno faassen?

Duerno sinn och nach zwou Konferenzen organiséiert gi mat auslännesche Gäschtriedner, wou och d'Société civile invitéiert war. Eng éischt hat de Sujet «Vers d'autres mesures de la richesse», an eng zweet «Avoir plus ou être mieux». Déi zwou Konferenzen, déi hate mer och mat relativ vill Succès ofgehalen.

An doropshin ass vun dem CES an dem CSDD ee Rapport technique verfaasst ginn, wou all déi Konklusiounen aus deenen Atelieren an awer och aus deene Konferenzen zesummegeschriwwe gi sinn, wou probéiert ginn ass, eng Rei Indicateuren ze fixéieren, wou Theme proposéiert gi sinn, wéi eng Themen dass een an Zukunft da wéilt moossen, a wou och d'Modes de mesure definéiert gi sinn.

Déi si mer elo amgaangen ze analyséieren. An da soll fir Enn Oktober dëst Joer en Avis politique kommen. Deen Avis politique, deen hält da fest, wéi ee Choix vun Indicateuren dass mer zréckbehalen hunn a wéi mer dat wëllen ugoen. Am Prinzip ass et esou, dass de Statec dat natierlech herno muss berechnen. Mä wéi gesot, fir op Är Fro ze äntwerten: Dat kënnt Enn Oktober dëst Joer.

Ech wëll awer just nach eng allgemeng Saach zum PIB soen. Ech mengen, dass et interessant ka sinn oder och ass a wichteg ass, fir eben och vum PIB par tête d'habitant net ewechzegoen, mä nieft deem och dee PIB du bien-être ze kucken. Mä ech wëll awer och drop opmierksam maachen, dass mir e PIB - dee klasseschen - par tête d'habitant brauchen hei vu schätzungsweis 4% d'Joer, fir eis gesamt Sozialsystemer kënnen oprechtzëerhalen.

An ech wëll Iech just drun erënneren, fir all déi, déi mengen, mir bräichte kee Wuesstum oder net vill Wuesstum, wëll ech just drop opmierksam maachen: Si solle sech emol déi lescht Joren ukucken, zënter 2008, zënter der Kris, wou mer ëmmer tëschent 1% an 2% - souguer deelweis da manner - PIB haten, mat de Resultater fir eis Finance-publiquen, mat deenen Defiziter, déi mer awer do agefuer hunn.

Ech mengen einfach just domat wëllen ze soen, dass een net dierf mengen, dass dat eent iwwerflësseg gëtt, wann d'Leit all glécklech sinn. An ech mengen och net, dass d'Leit glécklech sinn, wa mer mussen an d'Sozialleeschtunge schneide goen. Vun dohier ass et e Parallelismus. Et ass net, dass deen een deen anere soll an Zukunft ofschafen. Mä, wéi gesot, am Oktober schwätze mer nach eng Kéier driwwer, an da kënne mer méi an den Detail goen, wéi dat dann an Zukunft gerechent gëtt.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Wirtschaftsminister Etienne Schneider. Mir kommen dann elo zu der Fro N°169 vum Här Claude Adam un d'Erzéiungsministesch iwwert de Poste vum Inspecteur général am Enseignement fondamental. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°169 du 12 juin 2012 de M. Claude Adam relative au changement du poste de l'inspecteur général de l'enseignement fondamental et au changement éventuel des affectations aux différents arrondissements d'inspection, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Här President. Madame Minister, d'Generalinspektesch vun der Grondschoul ass an d'Pensioun gaangen. Ech wënschen hir vun hei aus vill schéi Momenter an der Pensioun. Si huet en Nofolger kritt. Deem wënschen ech vill Satisfaktioun an eng gutt Hand bei senger neier Aarbecht.

Meng Fro - dat ass alles keng Ursaach, fir eng Question parlementaire ze stellen - ass allerdéngs elo: Ech hu gesinn, datt deen neie Generalinspekter, deen ass een «faisant fonction». An dofir ass dann elo meng Fro: Dee Poste schéngt dann net ausgeschriwwen ze gi sinn. Oder ass en ausgeschriwwe ginn? Firwat ass dat esou? Sinn do Changementer ënnerwee? A wann do Changementer sinn, a wéi eng Richtung gi se? An och, wéi schnell solle se ëmgesat ginn?

Et ass och menges Wëssens no esou, datt de President vun der CMPP nationale net méi de Generalinspekter faisant fonction ass, mä en aneren Inspekter. Dat fannen ech och interessant.

An dann, bon, wann ech scho froen, wéi et mam Generalinspekter ass, wat do fir Changementer sinn: Et hale sech am Moment an där Géigend, wou ech wunnen, an de Schoule ganz hartnäckeg Gerüchter, d'Arrondissementer géifen nei opgedeelt gi respektiv et géif sech och d'geografesch Zesummesetzung vun den Arrondissementer änneren. Dofir: Kéint Der vläicht an engems och entweder déi Gerüchter aus der Welt schafen oder eis soen, wat dat domat op sech huet?

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Adam. Elo kritt d'Madame Erzéiungsministesch d'Wuert.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Merci, Här President. D'Äntwert op dem Här Adam seng Fro ass eigentlech ganz einfach. Ech hu virun e puer Méint e Projet de loi déposéiert, dat véiert Gesetz fir d'Grondschoul, wat mer annoncéiert haten. An do ass ee Volet dran: d'Reorganisatioun vum Inspektorat an d'Kreatioun vun der Direction régionale.

Dat Gesetz ass de Moment am Conseil d'État. Mir hunn dat och nach net an der Kommissioun diskutéiert, well ech gär den Avis vun Conseil d'État ofwaarden, well do eigentlech awer grouss Ännerungen dra sinn. Ech denken, soubal wéi mer deen Avis vum Conseil d'État hunn, wäerte mer an der Kommissioun doriwwer diskutéieren. An en attendant, wa mer dann eng richteg grouss Ännerung am Inspektorat géife kréien, an deem Sënn, dass mer engersäits eng Inspektioun hätten, anerersäits Direction-régionalen, aus där Ursaach wollt ech dee Poste vum Inspecteur général elo net definitiv besetzen, mä mat enger Iwwergangsléisung, wou een Inspecteur général f.f. wär an een aneren, dee President wär vun der CMPP nationale.

Et ass also en attendant dat Gesetz, vun deem ech lech natierlech net kann de Kalenner soen, well ech jo net Meeschter iwwert de Kalenner sinn, weder vum Conseil d'État, nach herno vun der Chamber. A wann ech da gesinn, dass mer net géife mat deem Gesetz weiderkommen, da misste mer erëm en neien, richtegen Inspecteur général nennen.

Also, fir op Är Fro ze äntwerten: Wann Der gefrot gitt, ob am Hierscht d'Arrondissementer geännert sinn, da kënnt Der soen, fir d'Rentrée bleift alles, wéi et ass, en attendant dass d'Gesetz eventuell gestëmmt ass.

M. le Président.- Merci der Madame Erzéiungsministesch Mady Delvaux-Stehres. Mir kommen elo zu der Fro N°170 vum Här Serge Urbany un de Finanzminister iwwert d'Participatioun vun de Banken un der Bankerestrukturatioun. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°170 du 12 juin 2012 de M. Serge Urbany relative à la participation des banques à la restructuration bancaire, adressée à M. le Ministre des Finances

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Well dee sougenannte Fiskalpakt jo wéinst senger verfassungsméisseger Scholdebrems, déi e virgesäit, an de Länner eng Zwee-Drëttel-Majoritéit fir seng Ratifizéierung brauch, sinn d'Regierungen an Europa jo op d'Zoustëmmung vun engem Deel vun der Oppositioun a ville Länner ugewisen. Wat eis ugeet, mir wäerten dee Fiskalpakt souwisou oflehnen, well en dauerhaft déi öffentlech Haushalter schwächt an d'Finanzindustrie just nëmme stäerkt.

Interessant ass awer festzestellen, wéi Froen, déi bis viru Kuerzem als onduerchsetzbar gegollt hunn an och vun der Lëtzebuerger Regierung als solch bezeechent si ginn, op eemol an deem Zesummenhang vun deem Fiskalpakt an d'Diskussioun geworf ginn. A wann ech gleewe soll, wat ech haut an der Press gelies hunn, dass d'Regierung an Däitschland souguer bereet wier, eng Finanztransaktiounssteier anzeféieren, wann et muss sinn, souguer iwwert de Wee vun enger Coopération renforcée, also nëmme mat eenzelne Länner, da stelle sech mir eng Rei vu Froen.

Déi éischt Fro, déi ech wëll stellen, ass déi: Wat sinn déi Modeller vu Finanztransaktiounssteier,

déi bis elo dem Conseil européen virlouchen? Wéi waren d'Majoritéitsverhältnisser do? Wéi war d'Haltung vun der Lëtzebuerger Regierung? A wat fir Ausgabe sollte mat esou enger Finanztransaktiounssteier finanzéiert ginn?

Zweetens, wann et zu enger Décisioun vun der däitscher Regierung géif kommen, an déi Richtung ze goen, zum Beispill um europäesche Sommet Enn vum Mount, géif d'Lëtzebuerger Regierung dann hir Haltung zur Finanztransaktiounssteier iwwerdenken an esou e Virstouss ënnerstëtzen?

Drëttens, géif d'Regierung, wann esou eng Steier géif an eisen Nopeschlänner zum Beispill agefouert ginn, och wa se net generaliséiert wier, do matzéien, oder géif se léiwer d'Lëtzebuerger Finanzplaz weiderhin als Steierparadäis dann ausbauen?

A schliesslech: Wéi steet d'Regierung zu aneren neie Virschléi, fir d'Banken och un der Rekapitalisatioun an un der Ofsécherung vun de Bankeneinlagen ze bedeelegen, wéi zum Beispill deem Virschlag vun enger europäescher Bankenunioun an enger Bankegarantie, déi géif vun de Banke selwer assuréiert ginn?

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. Elo kritt den Här Finanzminister d'Wuert.

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances*.- Här President, den Här Urbany huet hei eng ganz Rei vu Froen zesummegesat. Ech géif kuerz op déi eenzel Aspekter agoen.

Fir d'Éischt emol ass et net esou, datt de Fiskalpakt - wat am Fong op Lëtzebuergesch de „Budgetspakt" heescht - do ass, fir d'Banken ze stäerken, mä dat ass d'Regel, datt een net méi däerf ausginn, wéi een als Steieren erakritt. Dat ass e Prinzip vum gesonde Mënscheverstand a vu gesonder Budgetspolitik, deen och zu Lëtzebuerg wäert ëmgesat ginn.

Zweetens, wat d'Finanztransaktiounssteier ubelaangt, esou ass bis elo weder bei de Stats- a Regierungschefen nach bei de Finanzministeren eng déif gräifend Diskussioun gefouert ginn, weder iwwert d'Finalitéit vun esou enger Steier, well déi eng soen: „Et soll sinn, fir datt d'Banke méi Steiere bezuelen", déi aner soen: „Et soll sinn, fir datt verschidden héich spekulativ Operatioune méi deier solle ginn an domat der manner gemaach ginn", doriwwer ass bis elo keng déif gräifend Diskussioun gefouert ginn, gradesou wéi et fir de Moment keen Accord gëtt, wat da mat där Steier soll geschéien.

D'Kommissioun proposéiert, se an den europäesche Budget ze ginn. Aner Länner soen, dat soll an den nationale Budget kommen. Erëm aner Länner soen, domat sollt d'Entwécklungshëllef bezuelt ginn. Mir mengen, datt déi Diskussioun fir d'Éischt muss gefouert ginn.

Drëttens, wat d'geografesch Uwendung vun esou enger Steier betrëfft, si mer der Meenung, datt déi muss op engem méiglechst breeden Territoire ugewannt ginn, soss funktionéiert se net. A mir sinn der Meenung, datt dofir eng Coopération renforcée kee Sënn hei mécht. Dat ass awer eng generell Remarque fir d'Steierpolitik. Mir hunn et hei mam europäesche Bannemaart ze doen, a mir mengen net, datt d'Steierpolitik zu e puer soll gemaach ginn oder just an der Eurozon soll gemaach ginn, mä datt dat hei mam Bannemaart ze doen huet an datt een dat am Europa vun deene 27 soll maachen.

Véiertens géif ech gär dem Här Urbany soen, datt d'Situatioun zu Lëtzebuerg jo och e bëssen eng aner ass wéi an deenen anere Länner. Well contrairement zu deem, wat den Här Urbany elo hei verlaude gelooss huet, ass dee gréisste Steierzueler zu Lëtzebuerg als Secteur de Finanzsecteur. Ronn 35% vun alle Steiere kommen aus dem Finanzsecteur.

Mir hunn zum Beispill an der Fongenindustrie eng fir de Finanzsecteur spezifesch Steier: d'Taxe d'abonnement. An et ass net evident, ob mer déi Steier kënne bäibehalen, wa mer eng aner Steier mussen aféieren, op d'mannst no der aktueller Proposition de directive vun der Europäescher Kommissioun. Et ass also méi nuancéiert ze gesinn. A villen anere Länner ass dat ëmgedréit: D'Industrie bezilt méi wéi de Finanzsecteur.

Et geet also hei net drëm, wéi den Här Urbany seet, e Steierparadäis auszebauen, well mir halen eis un all déi international Regelen. Lëtzebuerg ass no kenger internationaler Definitioun e Steierparadäis. A sécherlech ass de Finanzsecteur deen, deen zu Lëtzebuerg derfir suergt, datt mer kënnen hei villes bauen a vill Sozialpolitik maachen.

Zum Schluss zu der Fro vum Här Urbany, wat mer vun der Iddi halen, fir e Resolutiounsfong opzesetzen, datt d'Banke selwer derzou bäidroen, wa se Schwieregkeeten hunn, fir sech kënnen ze retten. Et ass dat natierlech eppes, wat d'Ennerstëtzung vun der Lëtzebuerger Regierung fënnt. Allerdéngs muss een d'Nuancë vun där Propositioun ganz gutt kucken, well no verschiddenen Interpretatioune géif esou e Resolutiounsfong, wou d'Banke selwer abezuelen, sech just ëm grouss europäesch systemesch Banke bekëmmeren.

Esou eng Bank hu mir net onbedéngt zu Lëtzebuerg. Dat heescht, mir mussen also och kucken, datt esou Systemer och an eisem Land, wou d'Banke méi kleng sinn, wou mer et net mat groussen europäesche systemesche Banken ze doen hunn, mä mat heiansdo nationale systemesche Banken, datt och an deem Fall de Prinzip spillt, dee mer ëmmer hei affirméiert hunn: Wann et enger Bank schlecht geet, muss fir d'Éischt den Aktionär opkommen, an dann eréischt de Stat an dann eréischt Europa.

Oft ass et allerdéngs esou, datt, wann et schlecht geet, deen Aktionär - an dat hu mer och elo a Spuenien gesinn, dat hu mer an Irland gesinn - keng Sue méi hat an datt, fir gréissere Schued vun der Gesellschaft ewechzehalen, well ëm d'Clientë vun de Banken, ëm déi geet et schlussendlech, fir deenen ze hëllefen, datt se iwwerliewen, datt hir Bank net verschwënnt, doduerch hunn d'Staten agegraff. Ech mengen, datt dat och an der Zukunft wäert heiansdo leider mussen de Fall sinn, well soss huet een e vill méi groussen ekonomeschen a soziale Schued an deenen eenzelne Länner.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Finanzminister Luc Frieden. Mir kommen elo zu der Fro N°171 vum Här André Bauler un den delegéierten Nohaltegkeetsminister iwwert d'Capacitéit vun den Deponië fir den inerten Offall. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°171 du 11 juin 2012 de M. André Bauler relative aux capacités des décharges pour déchets inertes, adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures

M. André Bauler *(DP)*.- Merci, Här President. Ech wollt eng Fro un den Här delegéierten Nohaltegkeetsminister stellen. An nächster Zukunft soll et hei am Land méi enk mat de Capacitéite vun de Bauschuttdeponië ginn.

An deem Kontext wollt ech den Här Minister Folgendes froen:

Kann den Här Minister mer soen, ob dës Informatioun stëmmt? Kann den Här Minister mer eventuell och soen, wéi vill Tonne pro Dag hei am Land duerchschnëttlech getippt ginn a wéi vill Capacitéit nach opsteet?

Wat fir eng aktuell Deponië riskéieren deemnächst un hir maximal Capacitéiten ze stoussen? A wat fir enge Géigende vum Land sinn nei Deponien an der Planung? Wéi gesäit aus der Siicht vun der Regierung eng nohalteg Strategie an der Entsuergung vu Bauschutt aus?

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Bauler. Elo kritt den delegéierten Nohaltegkeetsminister d'Wuert.

M. Marco Schank, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures*.- Här President, fir d'Éischt emol, fir mat engem Chiffer unzefänken, wann ech all déi Déchargen zesummenhuelen, déi bis ewell autoriséiert goufen - do sinn och Carrièren derbäi -, da komme mer insgesamt op 30 Milliounen Meter Kibb. Dat wär awer ze vill schéin, wa mer déi och hätten an der Praxis, well do muss een all déi Meter Kibb ofrechnen, wou jo nach a Carrièrë geschafft gëtt respektiv wou d'Gefierer zirkuléieren. Wa mer dat alles ofrechnen, komme mer op siwe Millioune Meter Kibb, déi de Moment nach méiglech sinn. A siwe Millioune Meter Kibb, dat ass ongeféier dat, wa mer an deem Rhythmus virubauen, wéi mer elo bauen - an et ass nach ni esou vill zu Lëtzebuerg gebaut gi wéi am Moment -, da geet dat duer fir knapps zwee Joer, wann näischt géif geschéien, well mer circa 3 bis 3,5 Milliounen Meter Kibb pro Joer déposéieren.

Wat geschitt elo? Mir si jo an alle Regioune vun eisem Land amgaang, do Remedur ze schafen. Wann ech den Norde kucken, Housen an Noutem, do sinn Extensioune virgesinn. Fir Housen ass eng éischt Iwwerhéijung och schonn autoriséiert.

Wann ech d'Regioun Centre-Nord-Ouest kucken, dat ass Foulscht, wou den Accès geklärt ass, wou Ponts & Chaussées amgaang ass, de Plang mat den Emprisen ze maachen. Dat ass eng, wou iwwer aacht Millioune Meter Kibb kënnen hikommen, also eng ganz grouss Décharge an Zukunft.

Dann d'Regioun vum Centre-Est, dat ass d'Décharge am Oste vu Beidler, eng fënnef Milliounen, déi do geplangt sinn. Do gëtt et an der Tëschenzäit allerdéngs eng Biergerinitiativ, déi dergéint ass. Déi zwee Schäfferéit vun de Gemenge Biwer a Jonglënster hunn ech scho gesinn. Deemnächst wäert ech och d'Biergerinitiativ gesinn, fir ze kucken, datt mer do awer virukommen.

Dann d'Regioun Centre, Colmer-Bierg, knapp véier Millioune Meter Kibb, do wäert déi Enn 2012 kënne fonctionnéieren. An déi Capacitéite si wierklech derwäert, déi wäerten och eng Zäitchen dann och halen.

Dann d'Regioun Centre-Ouest, dat ass Stroossen, 2,5 Millioune Meter Kibb. Do hu mer nach de Problem mat engem Propriétaire, dee muss geléist ginn, fir den Terrain ze kréien. Dat sinn insgesamt 20 Millioune Meter Kibb, déi en vue sinn.

Da war ech viru Kuerzem mam Ekonomiesminister op der Gadderscheier, Wawerbësch, dat ass à cheval vun de Gemengen Déifferdeng a Suessem, fir ze kucken, wat mer do nach kënne maachen iwwert dee Remblai technique eraus. Do gehéiert een Deel dem Stat, een Deel gehéiert ArcelorMittal. Do ass jo och eng Zone d'activités nationale, déi deklaréiert ass, déi do virgesinn ass, an et kann ee souguer drun denken, datt eng Zone à caractère local kéint geschafe ginn, wann do getippt gëtt, sou datt mer amgaang sinn, dat ze kucken. Den Etienne Schneider wäert och mat dem Här Mittal doriwwer diskutéieren, ob mer do Terraine kréien, déi hinne gehéieren, fir datt mer och am Süden entspriechend virukommen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här delegéierten Nohaltegkeetsminister Marco Schank. Da komme mer elo zu der Fro N°172 vum Här Henri Kox un de Gesondheetsminister iwwert de Rapport final iwwert den europäeschen Nuklearpark. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°172 du 12 juin 2012 de M. Henri Kox relative au rapport final du test de résistance du parc nucléaire européen et à la coopération dans la Grande Région, adressée à M. le Ministre de la Santé

M. Henri Kox *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Et ass eng Fro un de Gesondheetsminister. Et geet ëm d'Stresstester vun den Atomreakteren. Net genau, bal viru 15 Méint ass jo dat schrecklecht Accident zu Fukushima geschitt. Doropshin huet d'Europäesch Kommissioun gesot, dass sämtlech Atomreakteren hei an Europa engem Stresstest ënnerluecht ginn. Dee Rapport sollt elo virum Summer presentéiert ginn. Elo ass et awer esou, dass dee Rapport anscheinend elo nach net fäerdeg ass.

Meng Fro wär op deem Punkt: Wësst Dir, wou dee Rapport elo schlussendlech drun ass an ob dat stëmmt, dass weider véier Reaktere sollten ënnersicht ginn, an ënner anerem ee vun deene véier Reaktere wär Cattenom?

Eng Fro, déi dorobber histeiert och, ass dann nach d'Zesummenaarbecht mat Rheinland-Pfalz an dem Saarland. Dir wësst, dass do eng ganz enk Zesummenaarbecht war. Och do meng Fro, ob den Dieter Majer, dee mer als neutralen Expert ernannt hate vun deenen dräi Länner, weiderhin nach eng Kéier beoptragt gëtt, och dat europäescht Dokument vun de Stresstester ze iwwerpréiwen, net nëmmen ebe Cattenom och nach eng Kéier ze kucken, wat do geschriwwe ginn ass, mä iwwert déi aner ronderëm eist Land och, an inwiefern elo eng méi enk Zesummenaarbecht nach eng Kéier ugestrieft gëtt, no de Parlamentswahlen an och de Presidentewahlen a Frankräich, fir nach eng Kéier vis-à-vis vun de Fransousen ze intervenéieren, fir Satisfaktioun op deem Punkt ze kréien.

Do ass jo och vum CPI eng Réunioun aberuff ginn, e Sommet vun der Groussregioun, wou et speziell ëm Atomenergie soll goen a speziell och ëm den Atomreakter vu Cattenom.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Kox. Elo kritt den Här Gesondheetsminister d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé*.- Här President, Dir Dammen, Dir Hären, et ass richteg, dass den Ofschlossbericht a senger definitiver Form net virläit. Eisen Expert, deen drop schafft, ass am Moment zu Wien an enger Réunioun, sou dass ech an där kuerzer Zäit, déi mer bliwwen ass tëschent der Demande vum Här Kox an elo, net déi genee Detailer kritt hunn, mä ech kucken déi awer selbstverständlech no an ech liwweren dem Här Kox an der Chamber dat selbstverständlech no.

Zu der Fro iwwert d'Roll vum Dieter Majer an Zukunft sinn déi dräi Partner sech eens, dass se selon les besoins op déi Servicer weider kënnen zréckgräifen. Déi eigentlech Missioun vum Dieter Majer war ofgeschloss, mä dee Mann huet eng gutt Aarbecht gemaach an et soll een, mengen ech, och weiderhi kënne mat him rechnen.

Ech hat meng Äntwert achséiert op de Sommet de la Grande Région, deen och ugeschwat war, deen déi nächst Woch oder déi iwwernächst Woch zu Metz wäert sinn.

Ech wollt der Chamber bestätegen, dass bei deem dote Sommet de la Grande Région Lëtzebuerg seng Positioun ganz kloer wäert maachen, an zwar, dass et der Meenung vun der Regierung grad wéi dem Parlament senger Meenung no dee sécheren Atomreakter net gëtt, dass de Stresstest a senger jëtzeger Versioun ze ergänzen ass duerch en drëtte Volet, wat geschitt, wann et dann - wat hoffentlech net geschitt, mä wat ka passéieren - zu engem Katastrophefall kënnt an där Groussregioun, dass dat nogeliwwert muss ginn.

Mir wäerten insistéieren, éischtens, dass déi festgestallte Mängel direkt beseitegt ginn. Mir wäerten als Regierung drop hiweisen, dass d'Lëtzebuerger Communautéit mat der Regierung a mam Parlament sech nach ëmmer géint Cattenom agesat huet, a bei der Positioun bleiwen, dass Cattenom soll zougemaach ginn, dass mer en ordre subsidiaire drop insistéieren, dass et net zu enger Verlängerung vun der Lafzäit wäert kommen.

Ech kann d'Chamber och informéieren, dass mer opgrond vun deenen Entrevuen, déi mer an deene leschte Méint haten, an och opgrond vun deenen Diskussiounen, déi mer am Parlament haten, e spezialiséierte Juristebüro drop gesat hunn, wéi mer haut eis kënne géint de Prinzip vun der Atomenergie direkt op eiser Grenz, mä awer och géint eng Verlängerung vun der Lafzäit wieren.

Dat gesot, liwweren ech selbstverständlech déi aner Informatiounen no.

Merci, Här President.

M. le Président.- Merci...

(Interruption)

Dir hutt Iech elo richteg un d'Zäit gehalen. Merci, Här Gesondheetsminister. Mir kommen dann elo zu där leschter Fro vun de Mëtteg, nämlech der Fro N°173 vum Här Henri Kox un de Landwirtschaftsminister déi Kéier, iwwert de Label „Sans OGM - Ouni Gentechnik". Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°173 du 12 juin 2012 de M. Henri Kox relative au label luxembourgeois «Sans OGM - Ouni Gentechnik», adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

M. Henri Kox *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Dëst ass eng Fro, wéi gesot, un de Landwirtschaftsminister. Et geet drëm, Produkter e Label ze ginn, déi ouni Gentechnik hiergestallt goufen oder ginn. Dëst ass e Projet, deen Der schonns méi laang an der Diskussioun hutt an deen Der och eng Kéier an enger Chamberskommissioun kuerz ugeschwat hutt.

Ech wollt u sech froen, wou deen Dossier konkret de Moment drun ass a wéi weider mat deem Dossier virgaange gëtt, ob de Minister plangt, eng Offensiv do unzegoen, well an der Press war ze liesen - net méi spéit wéi de leschte Freideg an enger Baueregewerkschaftszeitung -, dass d'Bauerewelt do e bëssche méi kritesch deem géigeniwwersteet. Sinn och aner Associatioune consultéiert ginn, fir op deem Dossier ze schaffen? Ech weess aus der Literatur oder zumindest aus der Press aus Däitschland, et sinn eng ganz Rei Molkereien an Däitschland, déi op dee Wee gaange sinn a ganz grousse Succès vis-à-vis vun hire Konsumenten hunn.

Ech mengen, dass et wichteg wär, och hei am Land nach eng Kéier dorobber hinzesteieren, wëssend, dass mer jo keng Produkter hei am Land elo direkt uplanzen; an déi Richtung ze goen, wëssend, dass den Import awer do ass, wat d'Fidderung vun den Déieren ubelaangt. Sou mengen ech awer, dass duerch dëse Label eng gewëssen Transparenz kann duergestallt ginn an d'Gefor vis-à-vis vun der Landwirtschaft net esou grouss ass, wéi dat deels elo an der Press duergestallt gouf.

M. le Président.- Merci dem Här Kox, an elo kritt d'Wuert den Här Landwirtschaftsminister.

M. Romain Schneider, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*.- Merci, Här President. Ech mengen, wéi den Här Kox ugekënnegt huet, ass dat heiten e Projet, deen zënter enger Zäit diskutéiert gëtt a wou och am Regierungsprogramm steet, datt mer engersäits eng Filière sans OGM wëllen opbauen an op där anerer Säit och d'Aktioune vun der Aktioun „Lëtzebuerg sans OGM" wëllen ënnerstëtzen an och mat konkretem Inhalt wëlle fëllen.

Et ass elo esou, datt ech - nodeems ech no 2009 eng Analys vun der Situatioun gemaach hunn - eng ganz Rei vu bilaterale Gespréicher gefouert hunn, fir de Bols ze fillen, an dunn d'Nécessitéit agesinn hunn. An dat hunn ech den 10. September 2010 gemaach, andeems ech eng grouss Plattform aberuff hu mat allen Acteure vun dem Secteur, souwuel de Produzente wéi dem Handel wéi de Veraarbechter, fir ze kucken, iwwert dëse genaue Projet ze diskutéieren.

Mir haten eng ganz ugereegten Diskussioun, virun allem mat engem flotte Konsens, dee mer herno fonnt hunn, datt ech soll en éischte Projet de discussion, e Projet de règlement de discussion ausschaffen, fir esou e Label hei zu Lëtzebuerg anzeféieren. Dat hunn ech och gemaach an Zesummenaarbecht mat dem Gesondheetsministère, a virun allem bei mir huet d'Verwaltung vun der ASTA ganz vill op deem Dossier do geschafft.

Mir hunn eis ganz vill inspiréiert op däitschen a franséische Modellen, wou et esou eng Deelreglementatioun gëtt. A virun allem Frankräich wëllt elo ab dem 1. Juli esou e Label aféieren, konkret, wou se relativ wäit komm sinn an dat elo wäerte probéieren. Och vun do aus solle mer eis dann d'Experienzen huelen an och d'Erfahrungen eriwwerbréngen.

Doniewent, mengen ech, hunn ech awer dee Projet de discussion ausgeschafft an hunn en dunn eng éischte Kéier diskutéiert, erëm eng Kéier mat all den Acteure vum Secteur. Dat war de 24. Abrëll 2012 zu Biereng bei Miersch, wou mer och hei eng flott Presentatioun vun deem éischte Reglement haten. Mir hunn diskutéiert, et sinn eng Rei Froe gestallt ginn, och Äntwerten, déi koumen. An ech mengen och hei virun allem souwuel d'Produzente wéi och déi eenzel Gewerkschaften, déi hei präsent ware bei där Presentatioun vun dësem Avant-projet - soen ech emol esou - de règlement; och Verwaltunge waren derbäi, den Handel derbäi, d'Veraarbechter derbäi an och d'Auteure selbstverständlech, d'Acteure vun der Aktioun „Lëtzebuerg sans OGM", déi hei hiren Input konnte ginn.

Ech mengen, mir sinn heibäi esou verbliwwen, datt ech gesot hunn, datt se mer solle bis Enn Juni hir Remarquen eraginn. En Deel dovun huet dat schonns gemaach. Mir wäerten et duerno an de Verwaltungen an och erëm eng Kéier mat dem Gesondheetsministère auswäerten a wäerten da kucken, wann et néideg ass, dëse Reglement ze verbesseren an en dann an déi eenzel Consultatiounen eranzebréngen.

Selbstverständlech och - mir haten et eng Kéier undiskutéiert ganz schnell an der zoustänneger Chamberskommissioun - wäert ech deen dote Projet och ganz gären zur Diskussioun stellen an der Chamberskommissioun vun der Agrikultur, fir en duerno dann op deen néidege Wee ze ginn an de Regierungsrot an dann och déi eenzel Avisen ze froen, an de Conseil d'État, fir en dann eben eriwwerzebréngen an dann e Label och mat Produiten, mat Déieren, virun allem och Produite vun Déieren, déi „nourris sans OGM" sinn, fir dat dann och op de Maart ze bréngen.

Et muss een och soen, datt hei zu Lëtzebuerg och schonns Aktioune lafen an eng Rei Acteuren aktiv goufen. Mir hunn, wat d'Fuddermëttelproduktioun betrëfft - et ass jo virun allem dat och, wat Dir ugeschwat hutt -, do hu mer hei zu Lëtzebuerg an der Tëschenzäit dräi Organer, déi engersäits an der Produktioun respektiv am Verkaf täteg sinn, déi sech ëmgestallt hunn: deen ee ganz ëmgestallt huet, wat d'Fuddermëttelproduktioun an den Handel betrëfft, deen aneren, wat en Deel, eng Filial vu senger Produktioun betrëfft, an een aneren, wat den Handel betrëfft, deen och eng Filière huet, wou esou Produkter verkaf ginn.

Dir gesitt also, et ass Mouvement doranner, an ech hoffen, datt mer bis Enn Juli eisen neien Text kënne fäerdeg hunn an dann direkt no der Vakanz an déi eenzel Consultatioune kënne virugoen. Ech muss op jidde Fall soen, datt bei den Acteure vun där ganzer Filière an och bei den Acteure vun der Landwirtschaft en oppent Ouer do war, fir op deen dote Wee ze goen, och wa riets a lénks selbstverständlech eng Rei Kritike komm sinn, déi ee muss verschaffen. Och säitens vun der Biolandwirtschaft waren eng Rei Elementer, déi ee soll matabannen. Alles dat wäerte mer maachen, fir dann e ganze Projet och ze kréien.

Ech soen Iech Merci, Här President.

M. le Président.- Merci dem Här Landwirtschaftsminister Romain Schneider. Domadder wäre mer um Enn vun eiser Froestonn a mir kommen dann elo zur Question élargie N°26 vum Här Claude Adam iwwert d'Hëllefe fir déi sougenannten „Dys-Kanner". Den Auteur vun der Fro huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister seng Zousazfro virzedroen. Der Regierung stinn zéng Minutten zou.

Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

5. Question élargie n°26 de M. Claude Adam sur l'aide aux enfants «dys» dans nos écoles

M. Claude Adam *(déi gréng), auteur.*- Merci, Här President. Déi Fro iwwert d'Hëllef fir eis sougenannten „Dys-Kanner" an eise Schoulen hu mer den 8. Mee 2012 gestallt a si war am Fong geholl eng Reaktioun op een Artikel an där gréisster Lëtzebuerger Dageszeitung vu Samschdes, dem 5. Mee 2012. Deen hat d'Iwwerschrëft „Mehr als einfache Lernstörungen" an den Ënnertitel „Der Service „Dys-Positiv" der Caritas empfängt seit Januar Kinder mit sogenannten Dys-Störungen". An deem Artikel geet et virun allem drëm, d'Offer vun „Dys-Positiv" vun der Caritas virzestellen an och e bëssche Reklamm fir déi Aktivitéite vun der Caritas ze maachen. An da steet zum Schluss vun der Säit och nach, op wéi ee Kont een eppes ka spenden.

Alles an allem eng normal Saach, kéint ee soen, mä mir mengen, datt déi Léisungen, déi hei ugefouert ginn, guer net esou onproblematesch sinn an der Komplexitéit an der Situatioun vun den „Dys-Kanner" an de Schoulen esou net genuch Rechnung gedroe gëtt.

Ëm wat geet et? Ma et geet ëm e Service, deen de Kanner mat engem spezifische Léierproblem wëllt hëllefen. Dat ka sech ëm eng Dyslexie, also Problemer beim Liesen, Dysorthographie, Problemer beim Schreiwen, Dyskalkulie beim Rechnen, Dyspraxie, Problemer, fir Bewegunge korrekt auszeféieren, ouni datt eng Lähmung oder e Muskelproblem besteet, oder eng Dysphasie, Problemer beim Schwätzen, handelen. Bei all dëse Problemer sollen eis Schoulkanner gehollef kréien, a mir Gréng sinn der Meenung, datt se an a vun der öffentlecher Schoul solle gehollef kréien.

Esou hate mer och schonns mat Interessi d'Äntwert vun der Madame Minister op eng Fro an déi Richtung, déi deen honorabelen Här Spautz schonns am Mäerz 2008 gestallt hat, gelies. Do huet et, ënner anerem, aus dem Ministère geheescht, datt déi „Dys-Problemer" ganz komplex Problemer sinn, déi net kënnen iwwer e spezielle Programm oder vun enger spezieller Persoun geléist ginn. Vill méi, a mir deelen déi Positioun vum Ministère, ass hei d'Zesummenaarbecht tëschent alle concernéierten Acteuren, den Elteren, dem Léierpersonal, dem éducativë Personal, der Logo, der Édiff an den Inspektere gefrot.

An där Äntwert ginn och eng Rei Pilotprojeten opgezielt: Déifferdeng a Péiteng mam Dyslexie/Dysphasie-Projet, d'Stad Lëtzebuerg mat „Consultation des enseignants en cas d'échec scolaire" zesumme mat dem SCRIPT. An da geet och nach Rieds - an et wier och flott, fir dann ze héieren, wat aus deene Projete ginn ass a wéi eng Erkenntnisser do gewonne gi sinn - vun engem Aarbechtsgrupp aus dem Ministère, deen e Konzept sollt ausschaffen. A schlussendlech gëtt och dem Enseignement par compétences eng gewësse Genesungskompetenz a Saachen „Dys-Problematik" zougeschriwwen.

Madame Minister, et ass de bonne guerre, wann eng Rei Organisatiounen an Associatiounen als Lobby fir déi Kanner mat Léierproblemer schaffen. An eisen Ae kann déi Lobby net staark genuch sinn, well d'Problemer si grouss fir all déi betraffe Kanner an hir Elteren.

Déi Léisungen, déi awer hei virgestallt ginn, sinn an eisen Ae keng gutt Léisungen. Et heescht zum Beispill, d'Léierpersonal wier net gutt genuch op d'Problematik preparéiert. Ass dat esou? Wann dat esou ass, dann ass et éischter un dem ganze Ministère an un der Uni, fir ze reagéieren, an net just un enger A.s.b.l.

Kann et sinn, datt eng A.s.b.l. fir d'Diagnos zoustänneg ass? Mir sinn der Meenung, datt dat onbedéngt misst e Schoulservice an der öffentlecher Schoul maachen.

Da geet Rieds - d'Eltere kréien eng Therapie ugebueden -, an do geet Rieds vun engem Käschtepunkt vu 5.000 Euro. An et steet souguer och nach an deem Artikel, et kéint een awer och e soziale Rabatt kréien, da géif et nëmme méi néng Euro d'Stonn kaschten. Do si mir wierklech och der Meenung, wa mer Elteren hunn, deenen hir Kanner eng „Dys-Problematik" hunn, da kann et dach net sinn, datt déi net Hëllef an der öffentlecher Schoul kréien, mä datt déi da missten esou Onkäschten op sech huelen, fir hire Kanner ze hëllefen.

A schlussendlech - an dat huet eis och ganz stutzeg gemaach - ass an deem Artikel d'Hoffnung dann nach ausgedréckt op eng Ënnerstëtzung vum Ministère. Do ass dann d'Fro: Ass déi Hoffnung - ben, hoffe ka jo jiddwereen - berechtegt, oder muss een net do awer kloer soen, dat ass net de Wee, dee mer wëlle goen? Duerfir, Madame Minister, wier ech frou, wann Der géift Positioun zu där Problematik huelen an eis och vläicht soen, wat dann d'Äntwert vun der öffentlecher Schoul op déi „Dys-Problematiken" ass.

Merci!

M. le Président.- Merci dem Här Adam. Elo kritt d'Wuert d'Madame Erzéiungsministesch Mady Delvaux-Stehres.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Merci, Här President. Ech muss soen, wann den Här Adam mir haut de Mëtteg keng Fro gestallt hätt, dann hätt ech mer keng Gedanke gemaach iwwert d'Caritas, well ech hu keng Kenntnis doriwwer, ausser dat, wat an der Press stoung a wat ech eréischt gelies hunn, wéi Dir mech drop opmierksam gemaach hutt.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Da war et jo fir eppes gutt.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Also, et läit keng Demande vir am Ministère, fir eng Hëllef ze kréien. A Subsiden, bis haut sinn ech net domadder befaasst ginn. An ech deelen d'Meenung, dass et un der öffentlecher Schoul ass, fir dee Service do unzebidden. Ech stellen och fest, dass mer grouss Effortë maachen, mä dass mer eigentlech ëmmer hannendrulafen.

D'Demanden, ech weess net, ob se zouhuelen. Ech mengen, si waren ëmmer ganz grouss. Wat geännert huet, dat si sécher d'Erkenntnisser vun der Kannerpsychologie a vun der Kannerentwécklung a vun der Gehirfuerschung, sou dass een och mierkt, dass mat der Zäit nei Etiketten entstinn. An d'Schwieregkeet ass ëmmer, an der Schoul den Diagnostic ze maachen.

Dofir jo och d'Iddi vun den Équipes multi a fir déi Kompetenzen do ze rassembléieren an den Arrondissementer, wou ech, wa mer dann eng Kéier un de Bilan komme vum Schoulgesetz, soen: Déi fonctionnéieren net esou gutt, wéi ech et gär hätt, a si hunn och net esou vill Ressourcen, wéi se der missten hunn, fir hir Aufgabe richteg ze maachen.

Mir ginn et awer net op. Mir rekrutéiere relativ vill. Ech wëll just soen, dass eleng vun den Enseignanten, déi supplementär Formatioune gemaach hunn, well mir hu jo an eisem Corps enseignant ganz vill der, déi eng Zousazausbildung gemaach hunn, dass mer iwwer 600 Stonnen do an d'Équipes multi ginn. Niewent deene Leit vun den Équipes multi rekrutéiere mir och esou vill, wéi mer autoriséiert kréien, spezifescht Personal, spezialiséiert Personal, fir ebe just dass déi Servicer kënnen an der Schoul ugebuede ginn.

Ech wëll och nach drun erënneren, dass duerch déi nei Tâche vun de Schoulmeeschteren eigentlech all brevetéierte Schoulmeeschter annerhallef Stonn an der Woch Appui mécht,…

Une voix.- Très bien!

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- …wou sécher ganz vill - ech wëll elo net soen, schwiereg Fäll, mä awer vill - misst kënne gehollef ginn. A mir kréien eigentlech d'Plus-value vun all deene Mesuren. Mir hoffen, dass mer déi besser erkannt kréien an där nächster Zäit.

Sou dass ech also zu där… Eng Initiativ, iwwert déi ech ganz frou sinn an déi ech gär géif weider ausbauen, dat ass eng Zousazausbildung, déi mir offréieren, zesumme mat der däitschsproocheger Gemeinschaft vun der Belsch, déi déi och fir hir Schoulmeeschtere maachen. Dat sinn dëst Joer 15 Enseignanten oder Éducateuren, déi eng Zousazausbildung maache fir Förderpädagogik, fir ebe just déi Kompetenzen ze kréien, dass se kënne méi intervenéieren, och am Diagnostic.

Also, ech wëll - an dat ass meng Ausso vun Ufank un -, mir brauchen och an der öffentlecher Schoul dat spezialiséiert Personal, niewent de Schoulmeeschteren an de Léierinnen, wat kann den Diagnostic maachen a wat kann hëllefe bei deene Schüler a Schülerinnen, wou eben esou Schwieregkeeten opdauchen.

Ech wëll dann och soen, dass eng Détectioun notamment vun enger „Dys", vun der Dyslexie, gemaach gëtt eigentlech, wann d'Procédure d'orientation ass am sechste Schouljoer, wou eigentlech esou Tester gemaach ginn, fir ze kucken, wéi eng Kanner eng Dyslexie hunn. Do waren d'lescht Joer 57 Schüler gemellt ginn. Déi kënnen dann och a Coursë goen, wou mat hinne geschafft gëtt.

D'Schwieregkeet vun deenen dote Phenomeener ass, dass et jo och verschidde Schoule gëtt, och an der Sonderpädagogik, an déi eng der Meenung sinn, dass een do misst systematesch dorobber schaffen, an déi aner soen, et muss ee méi op d'Ëmfeld awierken, a wann d'Ëmfeld gutt ass, brauch een net esou vill zousätzlech ze intervenéieren. Ech muss soen, dass dat och pro Arrondissement verschidde gehandhabt gëtt.

An déi Beispiller, déi ech an der Question parlementaire geholl hat, kann ech nach eng Kéier widderhuelen. Ech mengen, ech gesinn hei de Buergermeeschter vu Suessem. Suessem huet eigentlech e modellhaften Ëmgang mat deene Kanner, wou en SLD - specific learning Déifferdeng… Neen! Differ… Hëllef! Well Déifferdeng och esou vill gutt Projeten huet!

Une voix.- Differences.

(Interruptions)

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Differences! Elo war ech duerjerneekomm. Awer ech mengen, dat sinn zwou Gemengen, déi weisen, dass een och iwwert déi Initiativen immens vill kann an der öffentlecher Schoul den Elteren entgéintkommen.

M. le Président.- Merci der Madame Ministesch. U sech dierft den Här Adam nach eng Kéier eng Zousazfro stellen. Dat mécht den Här Adam awer net méi, sou datt mer mat dësem Punkt kënnen ofschléissen.

Da komme mer elo zu der Motioun vun den Häre Claude Adam an André Bauler iwwert d'preparativ Aarbechten zur Aféierung vun enger Schouldirektioun am Enseignement fondamental. Et huet sech bis elo dozou ageschriwwen: den Här Fayot. Da kritt elo…

Den Här Urbany schreift sech och nach an.

Da kritt elo d'Wuert den Här Bauler, am Numm och vum…

M. Marc Spautz *(CSV).*- Schreift mech och an, Här President!

M. le Président.- An den Här Spautz och. Et kommen also hei elo nach eng ganz Rei Riedner derbäi. Ech schreiwen lech alleguer op.

6. Motion de M. Claude Adam et de M. André Bauler sur l'initiation dans les meilleurs délais des travaux préparatifs concernant la mise en place d'une direction d'école au niveau de l'enseignement fondamental luxembourgeois

Exposé

M. André Bauler *(DP), coauteur.*- Här President, ech faasse mech och ganz kuerz. De Claude Adam an ech wollten hei an der Chamber am Numm vun der DP an vun déi gréng eng Motioun zur Ofstëmmung bréngen, déi d'Regierung opfuerdert, déi noutwendeg Schrëtt ze ënnerhuelen, fir d'Virbereedungsaarbechten en vue vun der Schafung vun enger Schouldirektioun am Fondamental ulafen ze loossen.

Dëst ass e Wonsch, deen net nëmmen eisen zwou Fraktioune säit längerer Zäit um Häerz läit, mä och verschiddenen Acteuren am Fondamental.

Wéi mer virun e puer Wochen hei am Plenum d'Orientéierungsdebatt iwwert de Lehrerprofil haten an déi eenzel Parteien hir Meenung zu dësem Thema bekannt gemaach hunn, gouf ersiichtlech, datt een onbedéngt misst iwwert d'Aféierung vun enger regelrechter Schouldirektioun nodenken, dëst ëmsou méi, wou de bürokrateschen Opwand oder den administrativen Opwand an eise Grondschoulen an de leschte Joren ëmmer méi wiisst an d'Présidents de comité d'école mat ëmmer méi Aufgabe konfrontéiert ginn.

D'CSV huet sech an der Persoun vun der Madame Tessy Scholtes während der Orientéierungsdebatt kloer ausgeschwat, fir iwwer eng zukünfteg Schouldirektioun ze schwätzen. Duerfir wollte mir d'Regierung invitéieren, déi néideg Schrëtt an d'Wee ze leeden. An ech wollt d'Chamber bieden, eis Motioun an deem Sënn ze ënnerstëtzen.

Ech soen Iech Merci!

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Bauler. Als éischte Riedner hunn ech dann elo den Här Marc Spautz.

(Interruptions diverses)

Discussion générale

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'CSV war an ass nach ëmmer fir de Schouldirekter…

Plusieurs voix.- Aaahhh!

M. Marc Spautz *(CSV).*- …am Fondamental.

Une voix.- Très bien! Très bien!

(Interruption)

Une autre voix.- Eis Motioun gëtt ugeholl!

(Brouhaha)

Plusieurs voix.- Neen!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Mir haten d'Aféierung…

(Interruption et hilarité)

…am Fondamental an eisem Wahlprogramm 2009 stoen,…

Une voix.- Konnt Der Iech erëm net duerchsetzen?

M. Marc Spautz *(CSV).*- …nodeems mir schonn 2007 an enger Pressekonferenz eis fir de Schouldirekter ausgeschwat haten.

An dësem Kader ass nach ervirzehiewen, dass de Koalitiounsprogramm ënner anerem virgesäit, dass de Statut vum Schouldirekter ënnert d'Lupp geholl gëtt oder soll ginn, dat am Kader vun der Adaptatioun vum Schoulgesetz vun 2009, wou d'Schoule vun enger gewëssener Gréisst un och sech kéinte fir eng Direction à plein temps ausschwätzen.

Här President, mir waren a sinn nach ëmmer där Meenung, dass d'Schoul e Leadership brauch, e Manager, an dëst ëmsou méi, wann d'Schoul sech duerch e multiprofessionellt Personal auszeechent respektiv wann d'Relatiounen tëschent der Schoul an der Maison relais an Zukunft am Kader vun de sougenannte Plans d'encadrement périscolaire solle méi enk organiséiert ginn.

Obschonns mir fir de Schouldirekter sinn, wäert eis Fraktioun d'Motioun an där Form, wéi se virläit, net matdroen,…

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. Marc Spautz *(CSV).*- …éischtens, well dat, wat an der Motioun steet, net deckungsgläich ass mat deem, wat mir eis ënner engem Schouldirekter oder enger Schouldirektioun virstellen. Fir eis geet et net nëmmen drëms, fir d'Enseignantë vun hirer administrativer Charge ze entlaaschten. An eisen Aen huet e Schouldirekter nieft administrativen Aufgabe virun allem d'Schoul ze leeden, ze managen. Hie soll den Haaptverankerungspunkt si vun der hierarchescher Organisatioun vun der Schoul.

Doriwwer eraus brauche mir en Uspriechpartner fir all déi betraffe Leit, d'Enseignanten, d'Elteren an zu gudder Lescht d'Gemenge respektiv den Éducatiounsministère. De Schouldirekter soll den Dialog an d'Concertatioun tëschent de concernéierten Acteuren net nëmme facilitéieren, wéi et an der Motioun steet, mä carrément gestalten, an dëst grad elo, wou d'Schoulwiese fonctionnariséiert ginn ass.

D'CSV dréit déi virleiend Motioun och net mat, well mir der Meenung sinn, dass se mam Projet de loi 6390 iwwert d'Intervenanten am Fondamental, deen d'Éducatiounsministesch ufanks Februar déposéiert huet, misst gekuckt an diskutéiert ginn. Et ass evident, dass d'Roll an d'Missioun vum Schouldirekter par rapport zur Roll an der Missioun vun deenen aneren Intervenanten definéiert musse ginn, soss mécht dat kee Sënn.

An dësem Kontext menge mir och, dass et gutt wier, de Bilan am Fondamental, dee fir Enn des Joers ugekënnegt ass, ofzewaarden. De Bilan wäert sécher och op Froe vun der Organisatioun agoen. Wann ee gären organisatoreschtechnesch Ännerungen hätt, dann ass et net schlecht, e Bilan ze maache respektiv ofzewaarden an ze kucken, wéi dës Ännerunge sech am organisatoresche Gesamtgefüge aglidderen, fir duerno eng Struktur ze hunn, déi och kohärent ass.

Ech soen Iech Merci, an d'CSV stëmmt déi Motioun net.

Une voix.- Très bien!

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. le Président.- Merci dem Här Spautz. Elo kritt d'Wuert den Här Ben Fayot.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President…

(Brouhaha)

M. le Président.- Ech bieden Iech, dem Här Fayot elo emol nozelauschteren!

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, d'LSAP wäert dës Motioun net stëmmen.

Une voix.- Ouh?

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Fir d'Éischt emol ass bekannt, dass d'Gesetz vun 2009 Enn 2012 wäert evaluéiert ginn, an et ass och gutt, wann déi Evaluatioun selbstverständlech dee Modell, deen elo nom Gesetz a Kraaft ass, evaluéiert. Dee Modell, dee besteet jo doranner, dass ee Schoulen huet, dass an deene Schoulen e Comité vun Enseignanten ass mat engem President, déi eigentlech déi Tâchë maachen, fir déi Schoul ze organiséieren an ze féieren. Dat ass eng fundamental aner Approche wéi déi vun engem Schouldirekter.

Ech mengen, déi Leit, déi sech fir e Schouldirekter ausschwätzen, egal vu wat fir enger Form, maache sech d'Illusioun, dass ee vun top-down kéint d'Schoul besser animéieren an dynamiséieren a féieren, wéi wann een dat duerch d'Enseignantë selwer mécht, déi d'Responsabilitéit vun där Schoul huelen. Duerfir mengen ech och - et kann ee selbstverständlech iwwer alles diskutéieren -, an der Evaluatioun Enn 2012 wäert dat kommen.

Mir sinn als LSAP der Meenung, dass dee Modell, deen elo agefouert ginn ass, deen natierlech eng gewësse Schwieregkeet an deem Sënn brëngt, dass ee vill engagéiert an aktiv Enseignantë brauch och fir déi Aarbecht do, dass dee Modell soll weidergefouert ginn an dass e soll ausgebaut ginn.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Fayot. Als nächste Riedner ass den Här Adam agedroen. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Adam *(déi gréng), coauteur.*- Merci, Här President. Den Här Spautz hat immens gutt ugefaange mat senger Ried. Ech hat wierklech bal d'Gefill, wéi wann ech em d'Ried selwer geschriwwen hätt. Mä den Ofgang, dee war awer e bësse schwaach.

(Hilarité générale et brouhaha)

Wann ech d'CSV richteg verstinn, da si si fir de Schouldirekter, mä si stëmmen awer dergéint. Et ass och net fir d'Éischt. Dat war schonn 2009, wéi mer d'Diskussioun haten, do hate mer scho mat Motioune probéiert, de Schouldirekter anzeféieren. Si si sech wierklech konsequent: Si priedegen dat eent a si stëmmen dat anert.

Une voix.- An net nëmmen do!

(Brouhaha)

M. Claude Adam *(déi gréng), coauteur.*- Et ass och elo hei dovunner geschwat ginn, datt e Projet déposéiert ginn ass am Februar 2012, wou ënner anerem dann och eng Reform vum Inspektorat derbäi ass, wou dann och d'Inspekteren ëmgedeeft ginn a Schouldirekteren.

Här Spautz, wann ech Iech richteg verstanen hunn, an ech hunn Är Definitioun vum Schouldirekter interessant fonnt an ech ka se zu engem wäiten Deel deelen, mä et ass awer mat Sécherheet net dat, wat an deem Projet de loi steet, deen am Februar déposéiert ginn ass.

Sou datt ech dann zu deem zréckkommen. Mir hunn als Gréng virun dräi Joer kloer gesot, mir wiere fir e Schouldirekter. Mir haten dat zesumme mat de Kolleege vun der DP an nach mat anere Leit vun Ufank u gesot. Der CSV hir Roll hunn ech scho beschriwwen.

Elo, dräi Joer no der Reform, si mir nach ëmmer der Meenung, an nach méi wéi jee, datt eng Direktioun mat engem Sekretariat eng Hëllef wier fir eis Enseignanten. A mir fillen eis och, ausser vun der LSAP a vun der CSV, an eiser Iddi bestätegt duerch ganz vill Leit, engersäits Wëssenschaftler vun der Uni, déi soen, de Motor an de Garant vun enger nohalteger Schoulentwécklung wier eng Direktioun; vu Leit aus der Édiff, déi an der Schoulkommissioun gesot hunn: „Wa mer keng Schouldirektioune kréien, da kënne mer déi Projete vun Integratioun wäitgehend vergiessen."

Mir fillen eis ënnerstëtzt vu ville jonken Enseignanten, déi soen, et wier fir si eng Sécherheet, si géife sech méi wuel spieren, wann en Direkter do wier, awer och vun aneren Enseignanten, déi am Fong geholl kloer Strukture léiwer hu wéi dat, wat mer am Moment hunn. Selbstverständlech vun Eltere fille mer eis ënnerstëtzt an och vu Gemengeverantwortlechen.

Eise staarke Wonsch no enger Schouldirektioun hätte mer hei kënne mat där Motioun ausdrécken. D'Madame Minister sammelt Andréck, fir e Bilan ze maache vun dräi Joer Schoulreform. Hei verpasst d'CSV et erëm eng Kéier formidabel, fir der Madame Minister dee Wonsch ausdrécklech och vun der Chamber mat op de Wee ze ginn.

Ech verstinn och net, wat Der inhaltlech siche gitt. Et steet jo am Fong geholl just do: Kommt, mir ginn d'preparativ Aufgaben op de Wee, fir déi Diskussioun do ze preparéieren. Vum Inhalt ass nach net vill Rieds.

Wann ech den Här Fayot esou héieren, dann denken ech mer, ob mer net sollen als gréng Fraktioun eng Motioun erabréngen, mir géifen d'Schouldirekteren an de Lycéeën ofschafen, well déi Top-down-Strategie an eisem Enseignement ass jo eigentlech guer net méi ze verdroen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Adam. Als nächste Riedner ass den Här Kartheiser agedroen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et freet mech, datt ech eng Kéier gesinn, datt ech mat eise grénge Kolleegen op enger Linn sinn, well d'ADR…

(Brouhaha)

Une fois n'est pas coutume!

…well d'ADR…

(Brouhaha général)

M. le Président.- Ech bieden Iech, dem Här Kartheiser elo emol nozelauschteren!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- …ech ginn et zou, mä op jidde Fall, et ass och eng laang Fuerderung vun der ADR, datt mer an de Schoule solle Schouldirekteren hunn.

(Brouhaha)

Une voix.- Ech hoffen, datt dat net ze laang dauert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- An ech wollt och soen, datt ech eigentlech der CSV hire Problem hei net richteg agesinn, well dat, wat den Här Spautz hei gesot huet, dat géif sech wahrscheinlech ouni Problem och an déi Motioun integréiere loossen. Ech froe mech, ob mat ganz liichte redaktionellen Ännerungen an engem klengen Hiweis op déi temporal Dimensioun net d'CSV sech kéint zu hirem Wahlprogramm bekennen a fir de Schouldirekter hei antrieden, well da wären heibanne scho véier Parteien - d'Positioun vun deene Lénke kennen ech weider nach net -, déi sech géifen eendeiteg fir de Schouldirekter ausschwätzen.

Et muss een och soen, datt eigentlech déi Comitéë mat hire Presidenten net terribel gutt fonctionnéieren. Madame Minister, Dir hutt jo wahrscheinlech och schonn héieren, datt do e gewësse Mouvement ass ënnert den Enseignanten, fir net méi esou do ze erschéngen, wéi dat vläicht vun Iech geduecht war.

An déi Projeten, déi am Ableck lafen, wou Dir Direktere wëllt aféieren op regionalem Niveau an eigentlech just d'Inspektere wëllt ëmbenennen, dat ass och net dat, wat mir eis ënner engem Schouldirekter virstellen, dee wierklech sollt eng Autoritéit hunn.

(Brouhaha)

M. le Président.- Ech bieden Iech nozelauschteren!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Wat elo d'Zuel vun den Direkteren ugeet, wëll ech och nach eng Kéier drop opmierksam maachen, datt een déi ka klassespezifesch definéieren. Et kann ee ganz gutt higoen an a méi grousse Schoulen en Direkter hisetzen a fir e puer méi kleng Schoulen ee kollektiven Direkter dann aféieren.

Also, ech gesinn déi Situatioun ganz einfach esou: Deen Dag, wou d'LSAP net méi dee Ressort huet, deen Dir elo hutt, Madame Minister, ech mengen, da kréie mer ganz séier e Schouldirekter. Et entsprécht einfach enger Noutwendegkeet am Enseignement, an et ass schued, datt d'LSAP sech dergéint späert.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Kartheiser. Als leschte Riedner ass den Här Urbany agedroen. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et ass gefrot ginn, wat d'Positioun vun déi Lénk ass. Déi ass ganz kloer. Mir si fir en demokratesch gewieltene Comité d'école, mat engem President, deen och demokratesch gewielt ass, op fënnef Joer, esou wéi d'Schoulgesetz vun 2009 dat virgesäit, an zu Recht virgesäit. A mir wëssen och, dass et a ville Gemenge ganz gutt funktionéiert, déi Method, mat engem Schoulcomité, dee gewielt ass.

Dat erméiglecht et, d'Schoulpersonal vill méi no mat erunzeféieren un d'Décisiounen och, déi an engem Gemengerot musse geholl ginn iwwert d'Schoulorganisatioun zum Beispill. Ech weess, dass a menger Gemeng, der Gemeng Suessem - an ech hunn dat nach vum Buergermeeschter elo just bestätegt kritt -, guer kee Problem sech stellt an der Organisatioun vun deem Schoulcomité, esou wéi e virgesinn ass am Gesetz.

Wann et Problemer sollte ginn a verschiddene Gemengen - et héiert ee jo alt, dass heiansdo Presidente vun esou Schoulcomitéen demissionéieren -, da muss ee fir d'Éischt emol e Bilan maachen: Firwat ass dat esou? Hu se net vläicht eng falsch Opfaassung vun der Roll vun engem President? Feelt et hinnen eventuell un administrativer Ënnerstëtzung duerch d'Gemeng? Well et ass jo awer och esou, dass an der Gemeng nach ëmmer muss och Personal sinn, wat administrativ hëlleft, déi Schoulen, déi Comitéen och an hirem Fonctionnement ze ënnerstëtzen.

Mir sinn also ganz kloer géint deen Direkter vun uewen erof, deen eis hei virgeschloe gëtt, well et eng hierarchesch Funktioun sollt sinn, während de Moment d'Funktioun demokratesch a kooperativ ass. An dat ass dat, wat ee muss ustriewen.

Wann ech hei héieren hunn den Här Spautz - e fréiere Gewerkschaftler och nach! - schwätze vu Leadership a vu Manager…

(Interruptions)

…a vu Manager, déi mer bräichten! Wann ech gesinn, dass d'ADR mat ënnerschriwwen huet déi hei Motioun! Wann ech héieren, dass d'CSV domat d'accord ass, da froen ech mech…

(Brouhaha général)

D'CSV ass prinzipiell domat d'accord, dat hu se hei ganz kloer gesot!

(Brouhaha général)

M. le Président.- Hei, ech bieden Iech, dem Här Urbany nozelauschteren!

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Si wëllen net… Si wëlle just net eng nei Euthanasie-Décisioun hei.

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Och wa se wëllen de Schoulcomité euthanaséieren, wéi et schéngt!

(Brouhaha)

Une voix.- Oh là là!

Une autre voix.- Bleift beim Zentralcomité!

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Mir sinn also kloer,…

Une voix.- Street emol e bësse Salz an…

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- …an net aus taktesche Grënn, wéi d'CSV, mä aus kloren inhaltleche Grënn vun engem demokratesche Fonctionnement vun enger Schoul, géint dee Schouldirekter, deen hei virgeschloe gëtt. Mir wäerten och duerfir géint déi Motioun hei stëmmen. An ech wëll iwwregens och drun erënneren, dass déi Iddi vum Schouldirekter och vu ville Gewerkschaftler ofgelehnt gëtt.

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. D'Madame Éducatiounsminister wëllt sech net méi dozou äusseren. Da kéime mer elo emol direkt zur Ofstëmmung.

Vote sur la motion

(La motion n'ayant porté que deux signatures lors du dépôt, elle a par la suite été cosignée par MM. Eugène Berger, Gast Gibéryen et Henri Kox.)

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et ass zwar gelungen: déi eng stëmme géint d'Motioun, well se dergéint sinn, an d'CSV, déi stëmmt géint d'Motioun, well se derfir sinn.

(Hilarité)

M. le Président.- De Vote ass ofgeschloss.

D'Motioun ass ofgelehnt mat 40 Nee-Stëmmen, géint 20 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Fernand Etgen) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox (par M. Claude Adam), Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Serge Wilmes), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

M. Serge Urbany.

Domadder ass dëse Punkt ofgeschloss, a mir kommen dann elo zum éischte Projet de loi vun haut de Mëtteg, nämlech dem Projet de loi 6302 iwwer e geologesche Stockage vun CO_2. D'Riedezäit ass hei nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Berger, Negri a Gira.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Marcel Oberweis. Här Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

7. 6302 - Projet de loi
a) relative au stockage géologique du dioxyde de carbone
b) modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau
c) modifiant la loi du 20 avril 2009 relative à la responsabilité environnementale

Rapport de la Commission du Développement durable

M. Marcel Oberweis *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, dee virleiende Projet de loi ass den 1. Juli d'lescht Joer an der Chamber deponéiert ginn. D'Avisë vum Statsrot, de Chambres des Métiers, de Commerce an des Salariés sinn ënnerbreet ginn. Opgrond vun den Ureegunge vum Statsrot wéi och vun der zoustänneger Chamberskommissioun sinn awer eng Rei vun Amendementer agereecht ginn. Nodeems dem Avis complémentaire vum Statsrot Rechnung gedroe gouf, ass de Rapport an der Réunioun vum 6. Juni mat enger Enthalung ugeholl ginn.

De Projet de loi gesäit d'Ëmsetzung vun der europäescher Direktiv N°31 aus dem Joer 2009 an dat nationaalt Recht vir. Eist Land huet awer schonn eng Mise en demeure vun der Europäescher Kommissioun kritt, well den Dag vun der Transpositioun, dee war d'lescht Joer de 25. Juni.

Dës Direktiv behandelt, wéi gesot, de Stockage vum Dreifhausgas CO_2 an dem geologeschen Ënnergrond. Mat Hëllef vun industrielle Prozesser soll dëse Gas a speziell ausgewielte geologesch Formatiounen agedréckt ginn, an do soll en da fir eng ganz laang Zäit stockéiert ginn.

Mat deem Projet de loi wëlle mir ganz einfach hei de juristesche Kader opspanen, dass dat ka geschéien an Europa. Et ass eng europäesch Direktiv.

Well dëse Gas an der Atmosphär fir de Klimawandel suergt, soll esou derfir gesuergt ginn, dass hien net an d'Atmosphär émettéiert gëtt. Et sief awer gesot, dass dëse Prozess net dozou verleeden dierf, dass mir eis Beméiungen aus der „Strategie 2020" vun der erhéichter effizienter Energienotzung an dem Asaz vun erneierbaren Energien zréckschrauwe sollen.

Dee wichtegste Punkt vun deem Projet ass folgenden: E wichtege Kärpunkt vun der Direktiv steet am Kapitel 4 vun dem zweete Paragraph. Do heescht et, dass all Memberstat sech d'Recht virbehale kann, op sengem Territoire kee Stockage vun CO_2 ze erlaben, well den Ënnergrond dat net zouléisst.

An eiser Chamberskommissioun ware sech d'Membere vun Ufank un eens, dass de Stockage vun dem Dreifhausgas CO_2 hei am Land verbuede muss ginn. Dat steet och ganz kloer am Artikel 33 vum Projet de loi. Déi ugefroten Avisë vun den Experte sinn an déiselwecht Richtung gaangen. Aus geologeschen an aus hydrogeologesche Grënn ass de Stockage hei am Land net méiglech. An dëst och aus Grënn vun der Virsiicht, well mir déi mat dem Stockage verbonne Risike guer net ofschätze kënnen.

Et muss awer hei drop higewise ginn, dass an der Chamberskommissioun vun Ufank un zwou Optioune fir d'Ëmsetzung vun dem Projet de loi virlouchen. Déi eng Grupp, déi war fir de Vote vun engem Gesetz, dat den CO_2-Stockage total verbitt. Dës Iwwerleeung huet Éisträich gefouert mat sengem Bundesgesetz iwwert de Verbuet vun der geologescher Späicherung vu Kuelendioxid d'lescht Joer am Dezember, den 28. Nach steet awer eng Stellungnahm vun der Europäescher Kommissioun aus. Et muss och gesot ginn, dass dëse Wee beim Statsrot eng Preferenz hat.

Déi zweet Équipe, déi huet sech fir de Vote vun deem virleiende Projet ausgeschwat, fir mat der Transpositioun vun der Direktiv virunzefueren an nationaalt Recht. Et ass gemengt ginn, et wier jo net gutt, wann een all Kéiers bei enger europäescher Direktiv vu Fall zu Fall ënnerscheede géif, ob se oder net ëmgesat dierft ginn. Sou si mir par rapport zu der Europäescher Kommissioun en règle a mir hunn déi néideg Rechtssécherheet hei am Land mat Bezuch op den CO_2-Stockage.

Iwwregens gëtt dës europäesch Direktiv mat dem Projet de loi eent zu eent ëmgesat. Wat elo de Projet de loi ubelaangt, esou sinn elo hei nëmmen déi wichtegst Elementer opgezielt ginn. Ech verweisen op de schréftleche Rapport dofir.

Den Artikel 1 seet, dass de legale Kader fir den CO_2-Stockage definéiert muss ginn. Den Artikel 2 mécht eng Aschränkung, an där festgehale gëtt, dass dëse Projet de loi net de Stockage vun CO_2 mat enger Meng vu manner wéi 100.000 Tonne verbitt. Dës Menge stamen aus wëssenschaftlechen Experimenter oder aus Demonstratiounsanlagen. Et dierf awer op kee Fall CO_2 an dem Waasser stockéiert ginn.

All déi aner Artikele setzen déi europäesch Direktiv ëm, ënner anerem d'Autorisatiounen an d'Demandë fir d'Sitë vum Stockage, déi eenzel Konditioune fir de Stockage, d'Kritären, wéi den CO_2 an den Ënnergrond bruecht gëtt, zum Beispill den Transport, d'Surveillance an d'Inspektiounen, d'Kontrolle bei Fuitë vun CO_2, d'Konditiounen, wéi eng Anlag vum Stockage zougemaach muss ginn, eventuell finanziell Garantien, d'Uleeë vu Registeren an d'Informatiounsflicht par rapport zum Public.

Den Artikel 24 léisst sech iwwert déi transfrontalière Kooperatioun aus. D'Kapitele 27, 28 soen eppes aus iwwert de Fall, wou eng Infraction festgestallt ginn ass a wien déi néideg Kontrolle maachen dierf. Den Artikel 29 weist drop hin, dass agréériert Ëmweltassociatioune vun hirem Recht Gebrauch maachen dierfen, wa si Verstéiss géint d'Gesetz feststellen. Den Artikel 31 zielt déi penal Sanktiounen op, déi de Bedreiwer am Fall vun engem Feeler riskéiert.

Dann den Artikel 33, dee wäertvollsten hei, ënnersträicht, dass den CO_2-Stockage hei am Land verbueden, dat heescht iwwerhaapt net erlaabt gëtt. Domat ass fir alleguer kloer, dass et zu kengem iwwerierdeschen oder ënnerierdeschen Transport vun CO_2 an eisen Äerdbuedem kënnt. Déi Angscht war an der Chamberskommissioun ausgedréckt gi wéinst dem Projet ULCOS hei vir zu Florange an der Lorraine.

Zum Schluss vu menge Bemierkunge wëll ech drop hiweisen, dass et awer haut schonn esou Saache gëtt wéi de Stockage vun CO_2. Ënner anerem - ech hat emol nogesicht an der Literatur - d'Äerdgasplattform Sleipner am Nordmier westlech vun Norwegen oder Äerdgasförderstellen an der algerescher Sahara. Do gëtt schonn CO_2 an den Äerdbuedem eragedréckt. Wéi gesot, Norwegen hat proposéiert, si géifen dann an Europa deen CO_2 sammelen, fir e bei sech anzelageren, wann ee Land es ze vill hätt oder selwer keng Plaz hätt. Wéi gesot, mir si wäit ewech vun Norwegen, do ass keng Gefor fir ons.

Dee grousse Problem, mat deem d'Wëssenschaftler an d'Ingenieuren am Ableck konfrontéiert sinn, dat ass déi Fro - et ass eng interessant Fro -, ob de superkriteschen CO_2 opgrond vun deem héijen Drock am Äerdbuedem net de Fiels opbrécht, an deem en agelagert ass, an domadder dann awer un d'Äerdoberfläch diffundéiere kann an esou awer an d'Atmosphär kënnt. Mä wéi ugedeit, déi Iwwerleeunge féiere mir hei am Land net, well mir kee Stockage hei virgesinn.

Mat dëse Wierder, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, ginn ech hei den Accord vun der CSV eran a soe Merci wéi ëmmer fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Oberweis Merci. Als éischte Riedner ass den Här Eugène Berger agedroen. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Och direkt e Merci un de Rapporteur fir säi mëndlechen a schréftleche Bericht. Här President, 2009 hat d'DP schonn an hirem Wahlprogramm sech ganz kloer géint de Stockage vun CO_2 ausgeschwat.

De Stockage vun CO_2 kënnt fir eis aus zwou Ursaachen net a Fro. Zum engen ass et eng Technik, déi nei ass, déi an de Kannerschong stécht a mat ganz ville Risike verbonnen ass. Ech sinn do net onbedéngt därselwechter Meenung vläicht wéi mäi Virriedner, deen dat vläicht e bësselche méi positiv gesäit. Ech mengen, wann een dann elo och kuerzfristeg esou Technologië géif uwenden an CO_2 an de Buedem a geologesch Schichten erandréckt, weess een awer net, wéi dat mëttel- a laangfristeg sech verhält. An esou eng Technologie ass also keng nohalteg Solutioun.

Eng zweet Ursaach, firwat mer nach ëmmer dergéint ware bei eis, dat ass, datt de Stockage vun CO_2 eigentlech eng fundamental falsch Approche ass an där Fro vum Klimaschutz an och an der Energiefro. Eis Suerg soll net déi sinn, wéi mer sollen den CO_2 souzesoen ënnert de geologeschen Teppech kieren. Eis Suerg muss déi sinn: Wéi kënne mer den CO_2 vermeiden? Wéi kënne mer dee reduzéieren? Ech ginn elo net an d'Déift vun deem Sujet. Ech mengen, do hu mer op anere Plaze genuch Geleeënheet scho gehat a mir wäerten där och nach hunn.

Ech mengen, erfreelecherweis ass et esou, datt mer an der Kommissioun op alle Fall e groussen unanimë Konsens haten, fir datt mer hei zu Lëtzebuerg op alle Fall net an déi Richtung vum Stockage vum CO_2 ginn.

D'Fro ass bliwwen, wéi eng legal juristesch Approche mer dofir huelen. Mir ware jo als Lëtzebuerg och net Demandeur, fir hei elo e Gesetz ze maachen. Et ass jo hei eng Direktiv, déi mer mussen ëmsetzen, respektiv wéinst där Direktiv hu mer eis mat där Fro ausenanergesat.

Et ass jo eigentlech e bësselche komesch, well mer op där enger Säit jo awer dergéint sinn an och d'Direktiv engem et erlaabt, sech derfir auszeschwätzen, datt een um ganzen Territoire dergéint ass, an een op där anerer Säit awer muss déi Direktiv ëmsetzen. Et dréit een also e bësselchen hei am Krees.

Et war och eben d'Fro: Kéint een dann net einfach soen, kommt, mir setzen déi Direktiv net ëm, well se eis net concernéiert? An ass dat net eigentlech eng bürokratesch Hürd? Dat do ass eigentlech och net dat, wat ee kéint nennen e bësselchen eng Simplification administrative um europäesche Plang.

Bon, mir haten déi Diskussioun. Schlussendlech hu mer awer zréckbehalen, fir dann déi Direktiv ëmzesetzen a vun där Méiglechkeet Gebrauch ze maachen, fir eben dranzeschreiwen, datt op dem ganzen Territoire de Stockage net erlaabt ass.

Bon, mir kënnen als demokratesch Fraktioun, als Demokratesch Partei och domadder d'accord sinn. Ech mengen, wat fir eis virun allem wichteg ass, dat ass dat, wat herno d'Resultat ass, dat ass, datt mer hei zu Lëtzebuerg keen esou e Stockage wäerten aféieren. An deem Sënn bréngen ech och den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Berger. Als nächste Riedner ass den Här Roger Negri agedroen. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

M. Roger Negri *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, als Éischt wëll ech dem Rapporteur Marcel Oberweis Merci soe fir seng exzellent schréftlech a mëndlech Rapporten. Nieft der Reduzéierung vun eisem Energiekonsum an dem Asaz vun alternativen Energiequellen huet d'EU sech als mëttelfristegt Zil gesat, den CO_2, dee vun der Industrie produzéiert gëtt, ënnerierdesch ze stockéieren, fir de Kyoto-Ziler gerecht ze ginn.

D'Ëmsetzung vun dëser europäescher Direktiv ass en Deel vun der europäescher Strategie, déi zwar nëmmen als Iwwergangsphas soll gëllen, mä déi awer eng Rei Froen a Suergen opwerft. Esou wéi dat scho vum Rapporteur gesot ginn ass, hu mir an eiser Nohaltegkeetskommissioun fir eng integral Ëmsetzung vun der EU-Direktiv plädéiert, fir dass mer sécher sinn, dass mer eis net strofbar maache wéinst enger onkompletter Transpositioun.

Den Artikel 4 vun der Direktiv, deen et de Memberstaten iwwerléisst, de Stockage op engem Deel respektiv deem ganzen Territoire vun engem Land net ze erlaben, hu mir och an de Gesetzesprojet erabruecht, well dat fir eist Land souwisou net a Fro kënnt, sou wéi dat och am Exposé des motifs, wéi den Här Rapporteur och scho gesot huet, drasteet. Domadder misst d'Fro sech vum selwen erleedegen. Mä esou einfach ass et awer net.

Och wa mer dës sougenannten Ekotechnologie net hei am Land duerchféieren, lafen e puer Pilotprojeten, an dat direkt och schonn, wéi gesot, hannert der Grenz um Site vu Florange. De Projet ULCOS, „Ultra-Low Carbon dioxide Steelmaking", deen op de Site vun ArcelorMittal soll kommen, gëtt vun europäeschen a private Sue finanzéiert a soll, soubal wéi déi néideg Autorisatiounen do sinn, och ugoen. Den ULCOS ass e Programm, dee säit 2004 leeft an dee sech bis elo mat de verschiddene Captage-Methoden an der Recycléierung vum Gas befaasst huet.

An deem Konsortium vun 48 Entreprisen a 15 Organisatioune sinn der zwou vu Lëtzebuerg: wéi scho gesot ArcelorMittal, an och Paul Wurth. Och wa mer elo hei am Land kee Stockage vun CO_2 wäerten hunn, esou heescht dat net, dass eng Kollaboratioun mat eisen Nopeschlänner net kann awer stattfannen. Et muss ee virun Ae behalen, dass eis Industrie hiren CO_2 kéint captéieren an an d'Ausland schécken duerch Pipelines oder iwwer aner Transportweeër, zum Beispill iwwert d'Schinn.

An deem Sënn wollt ech den Här Minister froen, ob en eis ka soen, wou d'Diskussiounen de Moment dru sinn an der Commission intergouvernementale franco-luxembourgeoise zu dëser Fro.

An an deem Sënn ginn ech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Ech soen dem Här Negri Merci. Als nächste Riedner ass den Här Camille Gira agedroen. Här Gira, Dir hutt d'Wuert.

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir schwätzen herno iwwer Rio, mir schwätzen iwwer Nohaltegkeet. Ech mengen, wann een ënner Nohaltegkeet versteet, dass mer deenen zukünftege Generatiounen d'Fräiheet loossen, sech esou ze organiséieren, de Planéit, d'Wirtschaft esou ze organiséieren, wéi si dat fir richteg fannen, dann däerfe mir iwwerhaapt net iwwer Stockage vun CO_2 schwätzen. Wa mer Milliounen a Milliarden Tonnen CO_2 iergendwou a fréiere Pëtrolslächer oder Grouwe verpressen, da loosse mer deene Generatiounen herno kee Choix, da sinn déi dermat geplot.

Well ouni wëllen an där kuerzer Zäit an den Detail ze goen: No allem, wat ech bis elo iwwert déi Technik gelies hunn, sinn d'Schwieregkeete méi grouss wéi d'Garantien, dass deen CO_2 éiweg wäert am Ënnergrond bleiwen. Duerfir, mengen ech, kënnt fir eis déi Technik iwwerhaapt net a Fro.

Et ass jo och e bësse geckeg, wann ee kuckt, wéi vill Milliarde Fuerschungsgelder an déi Technik do elo schonn erëm verbrode sinn. Do freet ee sech, firwat dat gemaach gëtt. Hätte mer all déi Sue geholl, fir d'Produktivitéit vun den alternativen Énergië weiderzebréngen! Hätte mer déi Sue geholl, fir Aspuermoossnamen ze maachen!

Ech sinn och ëmmer e bëssen iwwerrascht, wéi séier vu gewësse Kreesser vun all Euro, deen an alternativ Energië gestach gëtt, gesot gëtt, dat ass verréckt, dat gëtt ze deier, an esou weider an esou fort. Hei gi Milliarden an eng Technik gestach, wou nach kee Mënsch weess, ob mer jeemools eng Kéier wierklech mëttelfristeg eppes kënnen dra maachen. Mä et ass wuel en Ënnerscheed, ob e puer grouss Multië Lobbyismus zu Bréissel maachen oder ob e puer Leit dezentral probéieren, hir eegen Energie hierzestellen. Dee strukturelle Problem begéine mer ëmmer bei deene ganzen Diskussiounen.

déi gréng wäerte sech enthalen, well mer net verstanen hunn, firwat mer eis net eens si ginn an der Kommissioun, fir dann awer emol de Wee vun Éisträich ze probéieren, déi eben net déi ganz Direktiv ëmgesat hunn, mä déi einfach sech dat Recht erausgeholl hunn, wat jo awer och explizit an der europäescher Direktiv steet, am Artikel 4, mengen ech, wann ech mech gutt kann erënneren, wou steet, dass e Land dat Recht huet, dat ze maachen.

An dann huet dat jo näischt dermat ze dinn, dass mir elo all Kéiers géifen hei schwätzen, ob mir eng Direktiv ëmsetzen oder net. Neen! Ech mengen net, dass an aneren Direktiven d'Méiglechkeet op ass, fir ze soen: „Ma mir wëllen déi do Technologie iwwerhaapt net am ganze Land", a mir hätte vill léiwer gehat, wa mer an déi do Richtung gaange wieren. Nach ass Éisträich jo net verklot vum Europäesche Geriichtshaff. A wann dat och nach de Fall gi wier, dann hätt ee jo nach ëmmer kënne reagéieren.

Well ech muss ganz éierlech soen, mir trauen awer enger Rei vu Leit net méi, ënner anerem ArcelorMittal. Wann ech héieren a wann ech d'Diskussiounen zu Florange suivéieren, wou an Tëschenzäit souguer de Projet mam CCS als Erpressungsmethod matagebaut gëtt, wann ech erliewen, wéi komplex déi ganz juristesch Situatioun ass mam Minnerecht, wann ech d'Diskussioun a Frankräich suivéieren iwwert d'Gaz de schiste, an esou weider an esou fort, da kéint et jo emol sinn, dass den Här Mittal muer op d'Iddi kënnt, wann dat zu Florange eppes gëtt, e Géigegutachten ze presentéieren an ze soen: „Ah, zu Lëtzebuerg ass et technesch och méiglech, CCS ze maachen."

An da froen ech mech, ob mer nach esou ganz gutt dostinn, wa mer dann awer eng ganz Direktiv ëmgesat hunn, just am leschte Saz nach net. Et ass relativ schwiereg nozevollzéien, dat do. Et ass e bëssen, wéi wann ee géif en ielelaange Code de la Route maachen an dann am zweetleschte Paragraph géif soen: „Mä zu Lëtzebuerg däerfe keng Autoe fueren." Da géife mer jo alleguerten haart laachen. Bon, mir

froen eis, firwat mer hei net haart laachen. A well mir léiwer déi éischt Optioun gehat hätten, wäerte mir eis da bei deem Projet hei enthalen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Gira. Als leschte Riedner ass den Här Jean Colombera agedroen. Här Colombera, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean Colombera *(ADR).*- Merci, Här President. Mir als ADR, mir sinn och skeptesch, wat d'Pompele vum CO_2 an de Buedem ugeet. Mir wëssen nach net, wéi d'Reaktiounen do sinn. Et ass eng ganz nei Technologie. Wéi ass d'Reaktioun vum CO_2 mam Gestengs? Gëtt et Risike vu Rëssbildungen? Kann et zu seismeschen Aktivitéite kommen? Wéi sinn d'Migratiounsweeër vum CO_2? Dat sinn alles Froen, déi ee sech stellt a wou ee fir de Moment nach absolut keng Léisung huet. Dofir si mer ganz skeptesch, wat dës Direktiv ugeet.

Mir soen dem Här Oberweis Merci fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport. Mir hätten och léiwer gehat, wa mer fir den éisträichesche Modell optéiert hätten. Dat wär vläicht méi fair gewiescht, aus deem einfache Grond, well fir de Moment da kënne mer jo soen: „Mir pompele keen CO_2 an de Buedem, well dat bei eis jo net erlaabt ass. Dat ass net machbar, geologesch an hydrologesch." Mä ech mengen, dat ass deen einfache Wee. Mir soen: „Dat ass net méiglech, fir dat ze maachen." Mä trotzdeem wäerte mer eisen CO_2, wann et muss sinn, an Norwegen exportéieren. An ech mengen, dat ass net fair par rapport zu den anere Länner.

Mir hätten eis gewënscht, dass mer méi offe gewiescht wären a mir hätten dann den éisträichesche Modell gewielt. Dofir wäerte mer eis beim Vote hei enthalen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Colombera. Elo kritt d'Regierung d'Wuert, den Här delegéierten Nohaltegkeetsminister Marco Schank.

M. Marco Schank, *Ministre délégué au Développement durable aux Infrastructures.*- Wéi gesot, Här President, ech wollt fir d'Éischt soen, datt d'Regierung an d'Chamber an deem heite Fall datselwecht wollten, datselwecht wëllen. Mir wëllen net, datt zu Lëtzebuerg CO_2 stockéiert gëtt, éischtens ass et net méiglech. Déi dräi Gutachten - op déi ech net zréckkommen -, déi soen dat ganz däitlech.

Zweetens ass de politesche Wëlle ganz kloer, datt mer dat net wëllen hei zu Lëtzebuerg. Et muss een awer wëssen, datt mer verschidden Deeler vun der Direktiv souwisou hätte missen ëmsetzen. Eis Juristen hunn dat ganz däitlech gemaach - an do hunn ech awer ganz vill Confiance -, datt mer eis „keng siche ginn", op Lëtzebuergesch gesot. Et kann net sinn, datt mer herno géifen engersäits poursuivéiert gi fir d'Nettranspositioun oder net déi richteg Transpositioun vun der Direktiv, an anerersäits, datt mer all Risque d'insécurité aus de Féiss ginn, well et esou ee wesentleche Sujet ass.

Duerfir, mengen ech, si mer awer hei op där gewonnener Säit: Engersäits hu mer d'Direktiv ëmgesat, an da soe mer gradesou däitlech, mir wëllen et net, mir wëllen net, datt zu Lëtzebuerg CO_2 stockéiert gëtt. A mir wëssen och net, wéi dat mat den Eisträicher ausgeet. Dat ass en cours, d'Kommissioun préift dat. Dat kënne mer elo nach net soen. Ech mengen, datt mer hei en exzellente Kompromëss fonnt hunn.

Dann nach vläicht ee Saz zu engem Avis, wou d'Kommissioun elo gefrot ginn ass. Et ass déi éischte Kéier opgrond vun der Direktiv, datt d'Europäesch Kommissioun gefrot ginn ass, fir en Avis ze schreiwe fir e Projet an Holland, fir CO_2 ze stockéieren, an zwar un der hollännescher Küst. Do ass et esou, datt elo emol am Kader vun engem Pilotprojet am Hafe vu Rotterdam CO_2 wäert stockéiert ginn. Juste pour info, datt et bis elo ee Land war an datt d'Kommissioun eng Kéier en Avis ginn huet am Kontext vun hirer Ëmsetzung vun der Direktiv.

Dann och, fir op ULCOS zréckzekommen, op déi Fro am Zesummenhang mat deem Comité, wou ech jo ganz däitlech och an der Kommissioun gesot hunn, datt et net a Fro kënnt, datt Lëtzebuerg do eng Roll spillt. Et huet eng Kéier eng Entreprise - Paul Wurth, fir se net ze nennen -, déi haten ee Moment Intérêt ugemellt, hunn awer ofgewénkt. Am Endeffekt, wéi et mat Florange virugeet, wësse mer eeneweegs net. Op jidde Fall gëtt et do keng Initiativ. An d'Regierung denkt och net, an iergendenger Form do ze participéieren.

Merci awer och zum Schluss dem Rapporteur fir säin exzellenten - wéi mer dat gewinnt sinn - mëndlechen an och schréftleche Rapport. Ech si frou, datt mer awer e relativ breede Konsens hei wäerte fannen, wann dat Gesetz gestëmmt gëtt.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Minister. Domadder si mer um Enn vun den Diskussiounen. Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6302 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass ugeholl mat 48 Jo-Stëmmen, géint 11 Enthalungen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner (par M. Lucien Clement), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes (par Mme Nancy Arendt), Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Martine Mergen), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux (par M. Alex Bodry), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Carlo Wagner), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Xavier Bettel) et M. Carlo Wagner.

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. Camille Gira), Camille Gira, Henri Kox (par M. Claude Adam), Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen (par M. Jean Colombera), Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Wëllt ee seng Enthalung begrënnen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Da komme mer elo zu eisem nächste Projet, de Projet de loi 6411, eng Direktiv iwwert d'Opérateuren, déi Holz op de Maart ginn. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. Et huet sech bis elo ageschriwwen: just den Här Berger. D'Wuert huet elo de Rapporteur…

Une voix.- Hien zitt sech zréck.

M. le Président.- Den Här Berger och net.

(Interruption)

Da kritt elo de Rapporteur vum Projet de loi d'Wuert, den honorabelen Här Marcel Oberweis. Här Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

8. 6411 - Projet de loi concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (UE) n°995/2010 du Parlement européen et du Conseil du 20 octobre 2010 établissant les obligations des opérateurs qui mettent du bois et des produits dérivés sur le marché

Rapport de la Commission du Développement durable

M. Marcel Oberweis *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, dee virleiende Projet de loi, dee reit sech an eng ganz laang Lëscht vu Gesetzesprojeten an, déi mir an der Chamber an der Rumm vun dem Ëmweltschutz an de leschte Joren hei geholl hunn.

Am Virfeld vu menger Interventioun eng ganz kleng Ausféierung. Ech hu bei der Welternährungsorganisatioun, der FAO zu Roum, nogekuckt gehat. Do steet an deem heiten Zesummenhang dran, an der Preparatioun vu „Rio+20" deemnächst, dass déi weltwäit Nofro no Holz ëm 50% an deenen nächste 40 Joer wäert zouhuelen. A wann een awer bedenkt, dass all Joer 13 Milliounen Hektar Bëscher fir ëmmer verschwannen an domat d'Erosioun méi grouss gëtt, da kann ee sech scho virstellen, wéi een Drock bei enger wuessender Populatioun op de Bëschbestand an der Welt ausgeübt gëtt. An net ze vergiessen: 70% vun deem gesamten Holz, dat geschloe gëtt, gëtt verbrannt.

Et geet also hei am Speziellen ëm d'Ëmsetzung vun engem europäesche Reglement, N°995 vum 20. Oktober 2010. De Projet de loi ass den 13. Mäerz dëst Joer an der Chamber deponéiert ginn, an d'Chamberskommissioun huet de Rapport de 6. Juni unanime ugeholl. Ech wëll hei nëmmen déi wichtegst Elementer vun dem Rapport virdroen, de Rescht kann een dann noliesen.

Dat europäescht Reglement setzt déi Obligatioune fest, un déi sech déi eenzel Opérateuren, déi Holz a seng Produkter op de Maart brénge wëllen, ze halen hunn. Mir wëssen all - et ass scho méi wéi eng Kéier op der Tribün hei gesot ginn -, dass déi illegal Exploitatioun vun de Bëscher e ganz grousse Problem net nëmme fir d'Mënschen, mä och fir d'Natur duerstellt. D'Ofholze vun de Bëscher an déi domat verbonnen Erosioun vu groussen Terrainen, am Besonneschen an de Reebëscher bei deenen dach méi aarme Leit, dréit zu ronn 20% vun de weltwäiten CO_2-Emissioune bäi. Dat waren d'lescht Joer vun den 31,6 Milliarden der ronn 6,3 Milliarden.

En aval vun dëser desolater Situatioun kënnt et zu enger weiderer Degradatioun vun de Bëscher, déi net méi weider nohalteg bewirtschaft kënne ginn. Dat brëngt, wéi gesot, grave Konsequenze fir de Klimawandel mat, wat jo de Sujet vun der „Rio+20"-Konferenz déi nächst Woch wäert sinn. Dëst Reglement fuerdert duerfir all déi europäesch Acteuren op, sech bei der Lutte géint dat illegaalt Ofholzen eranzebréngen. Esou kann d'Europäesch Unioun, déi jo trotz allem ee Virreider a Saache Klimaschutz ass, e gutt Beispill fir déi aner Acteuren an der Welt sinn.

D'Europäesch Kommissioun huet an hirer Kommunikatioun vum 21. Mee 2003 dëse Gedanken opgegraff an hat deemools schonn dat Dokument FLEGT erausginn. An dat steet fir eng gutt Gouvernance an der Bëschbewirtschaftung a fir en nohaltegen Handel mat den Holzprodukter.

Wichteg Elementer aus dem Projet de loi sinn da folgend: Et gëtt den eenzelnen Opérateure verbueden, Holz an Holzprodukter, déi aus der illegaler Ofholzung stamen, op den europäesche Marché ze brëngen. Hei gëtt ganz speziell un d'Kooperatioun vun de Partner appelléiert. Well awer nach ëmmer keng kloer Definitioun vun dem illegalen Ofholzen op dem internationale Plang besteet, soll d'Gesetzgebung aus dem Land gëllen, wou dat Holz dann hierkënnt. An dat heescht, dass d'Händler an der Europäescher Unioun eng grouss Responsabilitéit kréien.

Et wäert awer och net einfach ginn, iwwert d'Holz a seng Produkter all néideg Informatiounen aus dem Ursprongsland ze kréien. Duerfir sollen och déi Opérateuren, déi am Ufank vun der Kette stinn - dat sinn déi, déi d'Holz schloen -, all déi néideg Informatioune matliwweren, dass hiert Holz ebe legal geschloe ginn ass.

Fir de Risiko deemno esou kleng wéi méiglech ze halen, dass illegaalt Holz a seng Produkter agefouert ginn, mussen all déi eenzel Opérateure matenee schaffen. Wann et muss sinn, da ka souguer d'Europäesch Kommissioun eng Hand mat upaken, well hiren Aarm reecht nun dach méi wäit wéi eenzel Länner.

Ee weidere Punkt vun dem Reglement schreift och vir, dass privat Bëschbesëtzer sech un dës Mesuren hale mussen. Duerfir muss fir déi Dausende vu private Bëschbesëtzer eng technesch Assistenz bereetgestallt ginn. Et soll och alles an d'Wee geleet ginn, dass recycléiert Holz an dem Maart bleift, esou dass net permanent muss neit Holz geschloe ginn. An deem Reglement ass festgehale ginn, dass Holz a seng Produkter, déi um Liewensenn ukomm sinn, net méi erfaasst ginn.

Et gëllt awer hei wéi a ville Fäll d'Sprëchwuert: Vertrauen ass gutt, awer Kontroll ass besser. Duerfir ginn déi staatlech Autoritéiten ugestallt, Kontrolle bei den Opérateuren um Terrain duerchzeféieren. Bei Verstéiss muss derfir gesuergt ginn, dass d'Opérateuren eng technesch Assistenz kréien, fir dass esou Fauten an der Zukunft net méi solle gemaach ginn.

Här President, wat elo d'Ëmsetzung hei am Land ubelaangt, esou ass de Minister, an deem säi Kompetenzberäich d'Ëmwelt fält, fir dës responsabel. Fir d'Kontroll op dem Terrain sinn an dem Artikel 3 ënner anerem responsabel: d'Beamte vun der Douane an den Akzise wéi och déi kompetent Mataarbechter aus der Verwaltung vun der Natur an de Bëscher.

Am Artikel 4 gëtt festgehalen, wéi dës Kontrollen duerchgefouert ginn, an do gëtt en Ënnerscheed gemaach, ob et sech ëm Gebaier handelt, déi vu Leit bewunnt ginn, oder déi net bewunnt ginn.

Den Artikel 5 leet fest, wéi dann déi Kontrollen, an dat heescht, d'Opsiche vun illegalem Holz an Holzprodukter, hei sollen duerchgefouert ginn. Hei huet sech d'Chamberskommissioun och dem Avis vum Statsrot ugeschloss.

Den Artikel 6 gesäit vir - dat ass hei ganz wichteg -, dass agrééiert Ëmweltassociatiounen hir Stëmm erhiewe kënnen, wa si e Feeler an dem Handel vun Holz a senge Produkter feststellen.

Den Artikel 7 gesäit wéi ëmmer Strofe vir, déi verhaange kënne ginn am Fall vun enger festgestallter Faute grave. Do gi Prisongsstrofen tëschent aacht Deeg bis e Mount oder Amendë vun 251 bis 250.000 Euro ausgesprach.

Den Artikel 8 hat den Embauchage vu Personal virgesinn. Opgrond vun dem Avis vum Statsrot ass deen Artikel awer dunn erausgestrach ginn.

De Conseil d'État hat ausser enger Opposition formelle, där d'Regierung Rechnung gedroen huet, keng weider Bedenken. Och d'Beruffskummeren hate keng weider Objectiounen. An de Rapport ass an der Chamberskommissioun unanime ugeholl ginn.

Mat dëse Wierder brëngen ech den Accord vun onser Fraktioun eran a soe wéi ëmmer Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- An ech soen dem Här Oberweis Merci. Ech mengen, dat war, wéi mer dat vun him gewinnt sinn, méi wéi komplett. Ech weess net, ob den zoustännege Minister nach eppes wëllt derbäifügen.

(Négation)

Da kéinte mer nämlech direkt zur Ofstëmmung kommen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6411 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Marie-Josée Frank), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Claude Meisch), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Carlo Wagner) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Da komme mer elo zur Diskussioun vum Projet de loi 6412, eng Direktiv iwwert den Autorisatiounsregime FLEGT op Holzimportatiounen. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. Et huet kee Riedner sech ageschriwwen, esou datt elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Marcel Oberweis, d'Wuert kritt. Här Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

9. 6412 - Projet de loi concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) n°2173/2005 du Conseil du 20 décembre 2005 concernant la mise en place d'un régime d'autorisation FLEGT relatif aux importations de bois dans la Communauté européenne

Rapport de la Commission du Développement durable

M. Marcel Oberweis *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, dëse Projet de loi ass ee Complément zu deem Projet, dee mer elo grad gestëmmt hunn. Dat war d'Direktiv 995 vum 20. Oktober, an elo geet et drëm, dass mer de Projet de loi,

deen den 13. Mäerz 2012 deponéiert ginn ass a wou de Rapport ugeholl ginn ass an der Chamberskommissioun - och unanime - de 6. Juni, an der Chamber hei sollen ëmsetzen.

Mat dësem Projet de loi soll dat europäescht Reglement 2173 aus dem Joer 2005 an nationaalt Recht ëmgesat ginn. Dat ass schonn e bëssen eng Zäit hier. An dem Reglement steet d'Asetze vun dem Autorisatiounsregime, dem FLEGT, am Mëttelpunkt, vun deem ech elo grad geschwat hat.

Et gëtt den eenzelnen Opérateure verbueden, wéi gesot, Holz a Produkter aus illegaler Ofholzung hei an Europa eranzebréngen. Et dierf ee sech awer näischt virmaachen: D'organiséiert Kriminalitéit an d'Korruptioun sinn dacks am Ufank vun dem fatalen Holzaschlag, an dat notamment an den aarmen Entwécklungslänner, wou d'Kontrolle quasiment inexistent sinn.

Wuel wëssend, dass dat illegaalt Ofholze schlëmm Konsequenze fir d'Bëscher an de Klimawandel selwer huet wéi och fir d'Mënschen an d'Natur an deene Géigenden, ginn dacks skrupellos Bëscher niddergemaach an domat negativ Konsequenze fir de Weltklima ervirgeruff. Dofir war 2003 de FLEGT als en Outil an d'Liewe geruff ginn, deen et erlabe soll, en Aktiounsplang opzestellen, wéi dann den Handel vun Holz an Holzprodukter geregelt soll ginn. Dat ass déi éischt Etapp an der Lutte géint dat illegaalt Holzgeschäft. An et kéint ee sech wënschen, dass aner Géigende vun der Welt och esou Saache géifen an d'Wee leeden. Da wäre mer vläicht schonn op enger gewonnener Säit.

Ech hu gesot gehat, et ass keng kloer Definitioun beim illegalen Ofholzen, well do keng fonnt gëtt. Et ass jo evident, et wëllt jo kee sech an d'Kaarte kucke loossen. Esou soll quasiment all Land - also d'Europäesch Unioun dann - mat deene Länner, wou Holz geschloe gëtt, Kontrakter ofschléissen.

Fir dass dëse Projet de loi awer seng Friichte géint den illegalen Holzhandel droe kann, muss d'Europäesch Unioun mat deene Länner a mat deene regionalen Organisatiounen, déi am Holzhandel aktiv sinn, quasiment Partenariatsaccorden ofschléissen. Konkret heescht dat: Fir Holz an Holzprodukter, déi an d'Europäesch Unioun importéiert ginn, mussen Zertifikater virleien, déi beweisen, dass d'Holz aus legalem Holzhandel kënnt, an déi dem ofgeschlossene Partenariatsaccord Rechnung droen.

Wat d'Ëmsetzung hei am Land ubelaangt, esou ass erëm eng Kéier de Minister, an deem säi Kompetenzberäich d'Ëmwelt fält, dee Responsabelen. Am Fall, wou géint de Geescht vun dem Reglement verstouss gëtt, muss de responsabele Minister derfir suergen, dass dat illegaalt Holz vum Maart verschwënnt. Géint dës Décisioun vum Minister kann awer Recours geholl gi virum Tribunal administratif.

Wéi scho virdrun eng Kéier gesot - an deem Gesetzesprojet war dat ähnlech, e bëssen d'selwecht, ofgehandelt ginn -, am Artikel 3 gëtt opgezeechent, wéi eng Leit fir d'Kontrolle responsabel sinn. Wéi gesot, dat sinn Officiers de police judiciaire, Beamte vun der Douane a vun den Akzisen oder kompetent Mataarbechter aus der Verwaltung vun der Natur a vun de Bëscher.

Den Artikel 4 gesäit, wéi gesot, nach eng Kéier d'Kontrolle vir, déi gemaach kënne ginn. Och do d'Ënnerscheedung: an de Gebaier, wou e Mënsch wunnt, oder wou kee wunnt.

Den Artikel 5 leet fest, op wat sech d'Kontrolle vun dem Opsiche vun illegalem Handel mat Holz an Holzprodukter beschränken. Och hei huet sech d'Chamberskommissioun dem Avis vum Statsrot ugeschloss.

An och nach eng Kéier am Artikel 6 gëtt gesot, dass all déi Associatiounen, déi hir Stëmm erhiewe wëllen, wa se eng Faute feststellen, och als en Element vun dem Projet de loi festgehale si ginn.

Dann am Artikel 7 sinn déiselwecht Strofe festgehale ginn, wéi ech et scho bei deem anere Projet de loi gesot hunn.

De Conseil d'État hat ausser enger Opposition formelle, där mir Rechnung gedroen hunn, och keng weider Bedenken. D'Beruffskummeren hunn där Saach hei och dann e positiven Aval ginn. A wéi gesot, an der Chamberskommissioun ware mer unanime heiranner.

Ech géif hei erëm eng Kéier den Accord vun der CSV erabréngen a soe Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci och nach eng Kéier dem Här Rapporteur Marcel Oberweis, deen nach eng Kéier méi wéi kloer an detailléiert war, esou datt mer direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi kënne kommen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6412 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Marie-Josée Frank), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Fernand Etgen), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Xavier Bettel) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter (par M. Félix Braz);

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Als leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut hu mer elo eng Orientéierungsdebatt iwwert déi lëtzebuergesch Perspektive beim „Rio+20"-Sommet. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: den Här Boden, den Här Berger, den Här Negri an den Här Oberweis.

D'Wuert huet elo den honorabelen Här Camille Gira als Vertrieder vun der Fraktioun vun deene Gréngen, déi dës Debatt ugefrot huet. Här Gira, Dir hutt d'Wuert.

10. Débat d'orientation sur le bilan et les perspectives luxembourgeoises en vue du Sommet des Nations Unies sur le développement durable Rio+20

Exposé

M. Camille Gira *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Léif Kolleegen a Kolleeginnen, 20 Joer sinn et hier, dass déi grouss Weltkonferenz zu Rio stattfonnt huet, wou eigentlech ganz vill Hoffnung dervun ausgaangen ass. D'Hoffnung, dass mer net nëmmen eis Ëmweltproblemer an de Grëff géife kréien, mä och eis Ongerechtegkeetsproblemer op der Welt. Elo sinn et 20 Joer hier, an d'nächst Woch ass dann eng Nofolgekonferenz. An et ass Zäit, mengen ech, fir e Bilan ze zéien, e Bilan ze zéien um internationale Plang, mä awer och zu Lëtzebuerg.

Et ass scho symptomatesch, dass duerch déi grouss Wirtschaftskris dës Kéier kaum vill iwwert déi Konferenz geschwat gëtt. A mir waren der Meenung, dass dëst Haus awer och an der Obligatioun wier, sech am Virfeld, wou Vertrieder vun eis, mä och Vertrieder vun eiser Regierung op Rio ginn, trotzdeem e puer Gedanken ze maachen, wat dat dann elo fir Lëtzebuerg bedeit.

Et ass richteg, Rio war sécherlech schonn eng gewësse Prise de conscience. Et ass kloer ginn, dass Entwécklung an Ëmwelt géifen zesummenhänken an dass d'Ëmwelt eigentlech dee Facteur ass, deen de wirtschaftleche Wuesstum begrenzt. Dat kréie mer all Dag méi virun Ae gefouert. Duerfir däerf och d'Entwécklung net nëmmen a Kategorië vu Wuesstum geduecht ginn, mä an der Kategorie vu globaler an intergénérationneller Gerechtegkeet.

Mir sinn, wann ech dat esou ka soen, also souwuel verantwortlech fir dat, wat eis Grousseltere gemaach hunn, wéi awer och fir dat, wat mer deenen zukünftege Generatiounen iwwerloossen. An éinescht hunn ech jo e Beispill genannt, dass mer dat nach ëmmer net ganz gutt maachen, zum Beispill mam CCS. An duerfir ass och zu Rio eigentlech dat Konzept vun der gemeinsamer, awer ënnerschiddlecher Verantwortung geprägt ginn, well bekanntlech déi westlech Länner awer an deene leschten 200 Joer ganz e bësse méi futti op dësem Planéit gemaach hu wéi déi, déi vläicht aus Afrika oder Südamerika kommen.

Et goufen och - dat kann een net verleugnen - zu Rio eng Rei wichteg Deklaratioune gemaach an och nei Prinzipië festgehalen; ënner anerem dee vun der Generatiounegerechtegkeet. Och de Principe pollueur gouf ausformuléiert. Mä et war awer net grad dat: Et war net en Droit de pollution contre paiement, esou wéi mir en deelweis als Lëtzebuerger Land och ëmsetzen.

Et ass och gesot ginn, dass eigentlech déi éischt Konditioun, fir dass een iwwerhaapt iwwer nohalteg Entwécklung kéint schwätzen, d'Ausradéierung vun der Aarmut wier. Dat ass vläicht en Domän, wou mer e Stéck weiderkomm sinn, mä wou trotz allem nach ëmmer vill ze vill Leit op der Welt ënnert dem absoluten Aarmutsniveau liewen.

Et war och gesot ginn, dass een deene Länner, déi wierklech ganz, ganz ënnen op der Entwécklungsskala sinn, eng speziell Opmierksamkeet misst ginn. Et misst Ëmweltimpaktstudien op nationalem Plang ginn. An eppes ass och unerkannt ginn, wouvun een awer, mengen ech, duerno och net méi esou vill héieren huet, nämlech dass d'Roll vun der Fra am Kontext vun den Ëmweltfroen als zentral ugesi ginn ass.

Et sinn och dräi wichteg Konventioune verabschit ginn. Eng Kéier eng iwwert d'Desertifikatioun. Vun där huet ee bal guer näischt héieren. D'Biodiversitéit taucht heiansdo op. A vun där, wou am meeschte geschwat ginn ass, mä awer och nach net ganz vill erreecht ginn ass, dat ass d'Klimarahmenschutzkonventioun.

Eppes, wat och - an do kommen ech herno nach drop zréck - leider zu Lëtzebuerg ganz wéineg thematiséiert ginn ass, dat ass eigentlech d'Agenda 21, mä virun allem d'Lokalagenda 21. Well zu Rio awer kloer an däitlech gesot ginn ass: „Mir brauchen déi lokal Acteuren. Mir brauchen d'Gemengen. Mir brauchen d'Regiounen. Mir brauchen och d'Société civile um lokale Plang, wa mer iergendwéi eppes wëllen änneren." Et geet wierklech ëm e Paradigmewiessel. Et geet ëm Verhalensännerungen. Dat kann een net vun uewen dekretéieren. Wann dat iwwerhaapt soll geléngen, da misst dat vun ënne komme mat allen Acteuren um Terrain.

Bei allem Positive waren awer déi Zäit och schonn eng ganz Rei ONGen - a leider sinn déi bestätegt ginn - ganz skeptesch, well och zu Rio gemengt ginn ass, mat wirtschaftlechem Wuesstum kéint ee souwuel d'Ëmweltproblemer léisen, wéi awer och d'Aarmut aus der Welt schafen.

Wat huet sech dann elo zënterhier op internationalem Plang geännert? Et war jo esou, dass Rio eng Veranstaltung war, déi wierklech ganz laang virbereet gouf. Ëmmerhin ass fënnef Joer dru geschafft ginn nom „Brundtland report", dee jo eigentlech den Term vun der nohalteger Entwécklung definéiert hat. Mä Rio ass awer och dräi Joer nom Fall vun der Berliner Mauer. An ech mengen, wann een nodréiglech elo kuckt, wat do geschitt ass, do huet eigentlech déi Tendenz, déi op der globaler Wirtschaft ënnerwee war, nämlech déi neoliberal Tendenz, nach eréischt esou richteg zougeschloen an huet sech nach méi beschleunegt. A well op där anerer Säit, mengen ech, kee Géigemodell méi do war, konnt dee Modell sech wierklech praktesch flächendeckend op der ganzer Welt duerchsetzen, mat alle Répercussiounen, déi mer kennen.

Esou muss ee feststellen, wann een 20 Joer zréckkuckt, dass eigentlech dee gudden Élan, dee groussen Optimismus, deen zu Rio geherrscht huet, relativ séier fort war. Et huet een och festgestallt, dass d'Iddi vun der Nohaltegkeet séier vun internationale Konzerner récupéréiert a verbessert ginn ass. Greenwashing, mengen ech, war séier un der Dagesuerdnung. Wann een dann awer e bëssen un de Lack kraze gaangen ass an och geet, da stellt een awer fest, dass et hannert de Kulissen awer monter weidergeet.

An den 90er an den 2000er Jore war et och esou, dass d'Lobbye vum Industriesecteur massiv op internationalem Plang aktiv gi sinn, notamment leider och um Niveau vun der UNO. A wann ee weess, wéi déi Leit schaffen: Viru Kuerzem konnt een nach gewuer ginn, wéi zum Beispill an den 80er, 90er Joren déi amerikanesch Tubaksindustrie eng ganz Rei franséisch Herrscher awer wierklech bezuelt huet, fir dass se aner Avisë géifen iwwert d'passiivt Fëmmen an Europa ënnert d'Leit bréngen. Da kann een och verstoen, dass déi och op anere Plazen aktiv sinn.

Doduerch huet awer och d'Globaliséierung duerchgeschloen ouni Rücksicht. Et muss ee sécherlech soen, dass doduerch eng Rei Fortschrëtter an eenzelne Beräicher komm sinn. Et ass vläicht insgesamt méi Räichtum geschaf ginn. Eenzel Länner an eenzel Populatioune konnten och ganz e bëssen dovu profitéieren, fir aus der déifster Aarmut erauszekommen. Mä mir sinn eis awer och eens, dass ganz Bevölkerungsschichten, och ganz Länner éischter ënnert där ganzer Globaliséierung gelidden hunn.

An dann hu mer e bëssen de perversen Effet op där enger Säit: Duerch déi ganz Diskussioun, mä och duerch d'Realitéit ginn eigentlech d'Grenze vun de Ressourcen op dësem Planéit ëmmer méi kloer. Et gëtt ëmmer méi kloer, dass een op engem endleche Planéit keen exponentiellë Wuesstum kann hunn. Dat wäert schifgoen. Mä et kënnt awer eng pervers Répercussioun, dat ass, dass déi Ressourcen doduerch, dass se méi rar ginn, esou deier ginn, dass eigentlech ganz nei Technologien, wou nach kee Mënsch virun 20 Joer dru geduecht hätt, dass se iwwerhaapt géifen an d'Praxis ëmgesat ginn, kënne rentabel gemaach ginn.

Ech erënneren hei un d'Gaz de schiste, ech erënneren un Teersand, ech erënnere souguer och u Biosprit an esou weider an esou fort. A wann een awer kuckt, wat grad déi Technologien… Ech denken elo, wann een déi Biller aus Kanada gesäit, wat deenen nächste Generatiounen do vu Landschaften hannerlooss gëtt, wat dat och a puncto CO_2-Emissiounen ass, dann ass et eigentlech verréckt, dass well op där enger Säit de klassesche Pëtrol esou deier ass, wéi en elo ass, et rentabel gëtt, eigentlech nach méi knaschteg Ressourcen aus dem Buedem erauszehuelen. Dat ass ganz schwiereg nozevollzéien, mä et ass awer esou.

An et ass sécherlech och eng Ursaach, dass aus den Entwécklungslänner an der Tëschenzäit eben och Schwellelänner gi sinn. An eent ass ganz kloer: Soulaang wéi mir am Westen, déi de Gros vun all deene Problemer geschaf hunn, net bereet sinn, eise Liewensstil ze verännere, kann een net verlaangen, dass déi Länner wierklech an eng aner Richtung ginn an direkt vläicht méi eng nohalteg Entwécklung wëlle poursuivéieren.

Dann zu Lëtzebuerg, ech menge kënnen ze soen, dass de Bilan relativ mince ass. Et huet éischtens laang gedauert zu Lëtzebuerg, ier de Sujet vun der Nohaltegkeet thematiséiert ginn ass. Et si wuel eng Rei Initiativë geholl ginn. Et ass e Conseil supérieur du développement durable gegrënnt ginn. Deen huet och, mengen ech, eng ganz Rei valabel Avisë geliwwert. Leider si se relativ wéineg - och an dësem Haus vläicht net genuch -berücksichtegt ginn.

Et muss een awer och feststellen, dass den CSDD awer och en zahnlosen Tiger ass, well e keng Ressources humaines a keng finanziell Moyenen huet. De Robert Garcia an ech haten emol an der Zäit eng Proposition de loi gemaach, wéi ee kéint wierklech méi professionell Strukturen am Beräich Nohaltegkeet op d'Bee setzen. Déi ass leider net ugeholl ginn. Haut mierke mer, dass awer den Impakt vum CSDD relativ beschränkt ass.

Et sinn, wéi - mengen ech - d'Konventioun dat och virgesäit, zwee Plans nationaux de développement durable gemaach ginn, woubäi ee ganz kloer muss soen, dass deen zweeten u sech an deem éischten Deel eng schounungslos Analys mécht vun der Lëtzebuerger Situatioun. Een, dee wëllt matkréien, wéi Lëtzebuerg a puncto Nohaltegkeet oder Netnohaltegkeet dosteet, dee brauch kee grénge Parteiprogramm ze liesen oder Avisë vum Mouvement Écologique, dee ka ganz roueg e Regierungsdokument kucken, nämlech deen éischten Deel vum PNDD. Ech mengen, mir haten och hei e spannenden, en interessanten, och e kriteschen Avis als Chamberskommissioun ofginn iwwert deen zweete Plan national. Ech hat awer net dat Gefill, dass dat, wat mer do gesot hunn, wierklech d'Regierung ganz vill beandrockt hätt an dass Konklusiounen doraus gezu si ginn.

Bei der Klimapolitik mengen ech, si mer eis eens, dass déi relativ desastréis ass an dass mer, amplaz den Ausstieg aus der fossiler Energie ze preparéieren, nach ëmmer e gudden Deel vum Statsbudget eigentlech mam Tanktourismus finanzéieren. A wa schonn d'Viviane Reding an Tëschenzäit seet, dass d'Fräikafen eis eng Kéier géif deier ze stoe kommen, da wär et awer och vläicht un der Zäit, dass och a Regierungskreesser déi Messagë géifen ugeholl ginn.

Wat eis awer am skandaléisten eigentlech schéngt zu Lëtzebuerg, wa mer iwwer Nohaltegkeet schwätzen, dat ass, dass mat deem ville Räichtum, deen hei geschafe ginn ass, mat deem ville „Fric" - wann ech dat an deem hei Kontext esou däerf soen - awer déi jeeweileg Regierung emol zu Lëtzebuerg et net fäerdegbruecht huet, méi eng gerecht Gesellschaft ze schafen. Wann ech dee Chiffer vun 20% Kanneraarmut héieren, dee mer viru Kuerzem virun Ae gehale kritt hunn, da misste mer eis - a virun allem d'Regierung sech - awer wierklech schummen!

Net nëmmen, dass mer massiv CO_2 emittéieren, mä mir bréngen et och nach net fäerdeg, mat

deem Räichtum, deen hei geschafe gëtt, méi eng gerecht Gesellschaft ze schafen.

Wann ech de Chiffer vum Chômage gesinn a besonnesch vum Jugendchômage, dann hu mer och do duerch déi nach ze spéit Reform vun der Ausbildung et net fäerdegbruecht. A wann ee manner Aarbecht huet, da kéint een och emol vläicht iwwer eng Neiverdeelung vun der Aarbecht schwätzen. Och dat hu mer zu Lëtzebuerg nach net gemaach.

An all déi, déi mengen, dass och Wunnen e Mënscherecht ass: Bën, da frot emol Monoparentalë mat zwee, dräi Kanner, déi op der Sich sinn no enger ugemoossener Wunneng hei zu Lëtzebuerg, da gitt Der vläicht gewuer, dass mer och an deem Beräich nach vill ze dinn hunn!

Wat kënne mer da maachen aus der Siicht vun deene Grénge grad an dëser déiwer Kris, an där mer dra sinn? Wat eis stéiert an där Diskussioun, déi an där Kris gefouert gëtt, mä déi awer och déi ass vun der Nohaltegkeet: Wann een d'Press lauschtert, wann een d'Diskussioune lauschtert, mengt een, et géif nëmmen e Choix ginn tëschent Austeritéit a Wuesstum. A wann ech elo éinescht dem neie Wirtschaftsminister vun dëser Regierung nogelauschtert hunn, da schéngt dee jo och där Meenung ze sinn.

Ech froen Iech, léif Kolleeginnen a Kolleegen: Ass dat eng Perspektiv, entweder Austeritéit oder ondifferenzéierte Wuesstum? Ech muss Iech soen, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir déi gréng ass dee Choix e Choix tëschent Pescht a Cholera. Well spuere mer just, da féiert dat effektiv zu grousser sozialer Ongerechtegkeet mat grousse soziale Konflikter, mä wuesse mer just ondifferenzéiert, da kréie mer awer doudsécher de Klimawandel an den Zesummebroch vun der natierlecher Ëmwelt. An déi mengen, dat wär Katastrophismus, wat ech hei bedreiwen, solle wann ech gelift déi lescht Publikatioune vun der renomméierter Zeitung „Nature" liesen, déi emol net méi vun 2100 schwätzen oder vun 2050, mä scho vill éischter, dass eenzel Liewensraim definitiv wäerten ëmkippen.

Abee, mir sinn der Meenung als Gréng, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dass et en drëtte Wee gëtt, an zwar de Wee vun der Transitioun: der Transitioun an eng Gesellschaft, déi vill manner Energie brauch an domat vill Geld spuert; der Transitioun an eng Gesellschaft, déi manner Ressourcë brauch an domat der nächster Generatioun e liewensfäege Planéit iwwerléisst; eng Transitioun an eng Gesellschaft, déi manner konsuméiert, duerfir awer méi gerecht an domat méi stabil a glécklech ass.

Do si mer eis eens, dass duerfir awer e fundamentaalt Ëmdenken noutwendeg ass. Do geet et ëm e Paradigmewiessel an eisen intellektuelle Referenzen, an eise Mentalitéiten, an eiser Konzeptioun, wat Fortschrëtt a wat Entwécklung ass.

Mir fält do de Sproch vum Albert Einstein an, dee gesot huet: „Et kann een nei Problemer net mat alem Denke léisen." An ech mengen, dat ass do, wou mer sinn. Een, deen als Zukunftsperspektiv just Austeritéit oder Wuesstum gesäit, ech mengen, dee wëllt ganz grave nei Problemer mat ale Methode léisen. An ech mengen, deen ass wierklech um Holzwee.

Ech hunn elo an där Zäit, déi mer hei bemooss ass, net d'Méiglechkeet, eng Rei Pisten, wéi mir eis konkret virstellen, wéi een déi Transitioun ka maachen, duerzeleeën. Do kréie mer vläicht eng aner Kéier Geleeënheet. Ech hunn och herno, mengen ech, eng Propositioun ze maachen - oder mir hunn e Bréif un de President geschéckt -, wéi mer déi Debatt vun haut, déi dann éischter punktuell ass, vläicht am Hierscht méi fundamental kënne féieren.

Wat op jidde Fall d'Resultat vun där Transitioun an eisen Ae sollt sinn, dofir kann ee vill Begréffer benotzen: Nennt et „Sobriété heureuse" mam Pierre Rabhi, nennt et „Wohlstand ohne Wachstum" mam Tim Jackson oder nennt et d'„Befreiung vom Überfluss" vum Niko Paech. Deen Numm, mengen ech, ass net esou wichteg. D'Visioun ass eng Gesellschaft, déi net an engem destruktive permanente Konsumrüstungswettlaf ass, mä déi déi natierlech Limiten, déi de Planéit eis ëmmer méi kloer weist, eigentlech positiv ugeet.

Natierlech erwaarde mir eis als Gréng och net, dass elo zu „Rio+20" all déi do Problemer geléist ginn an dass déi Transitioun scho ganz konkret op konkrete Pabeier gegoss gëtt.

Wat ass dann zu Rio ze maachen? Stéchwuertaarteg, mengen ech, géife mer eis wënschen, dass d'Regierung sech vläicht fir folgend Punkte géif asetzen: ganz kloer d'Protektioun vun der Biodiversitéit u Land, mä zweetens awer ganz besonnesch am Ekosystem vun den Ozeanen. Ech erënneren un déi Aktioun, déi Greenpeace viru Kuerzem och virun dësem Haus gemaach huet. Do sinn dramatesch Zoustänn. Do si scho ganz Fëschbestänn, déi iwwerfëscht sinn. Ech mengen, mir mussen drëttens insgesamt derfir suergen, dass d'Empreinte écologique besonnesch vun de westleche Länner massiv erofgesat gëtt an eigentlech un eng Capacitéit, déi de Planéit verdréit, ugepasst gëtt.

Da si mer der Meenung, dass een d'Production alimentaire vill méi muss diversifiéieren. Mir dierfen net siwe Milliarde Leit op dee Fleeschkonsum drécken, wéi mir en hei hunn, well soss hu mer wierklech net Hektare genuch op dësem Planéit, fir genuch hierzestellen. An deem Sënn ass och, fënneftens, mengen ech, déi biologesch Landwirtschaft eng Pist, déi onbedéngt nach méi Unerkennung misst kréien. Ech schwätzen elo net nëmme vu Lëtzebuerg, ech schwätzen och vun der Subsistenzlandwirtschaft am Süden.

Dann iwwert d'Klima, mengen ech, brauche mer net laang ze diskutéieren - Punkt 6 -, dat ass evident. Da musse mer och eng Reduktioun an dem Energieberäich maachen, an dat ouni Atomindustrie. Ech mengen net, dass dat d'Léisung ka sinn.

Dann de Punkt 8, do sinn ech frou, dass all Fraktiounen d'accord waren, fir déi Motioun ze ënnerschreiwen. Et ass déi sougenannten „ILO 169-Konventioun", do geet et ëm d'Rechter vun den indigene Völker. Ech kann elo net op den Detail hei agoen. Mä wann ee weess, dass duerch dee ganze Planéit iwwerall dee sougenannten „land grabbing" ënnerwee ass, well mer am Westen, mä an Tëschenzäit och schonn a China net méi Hektare genuch hunn, fir eis Ressourcen, déi mer verbrauchen, hierzestellen! Et gëtt elo scho weltwäit opkaf.

An hei ass eng Konventioun, et ass mat déi eenzeg international Konventioun, fir d'Rechter vun den indigene Völker ze schützen, an do sinn ech frou, dass mer déi kënnen herno ofstëmmen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant l'attachement particulier du Luxembourg aux conventions de l'Organisation internationale du Travail;

- considérant l'appui que le Luxembourg a apporté à la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones lors de son adoption en Assemblée générale en septembre 2007;

- considérant que l'importance de la Convention 169 va bien au-delà du nombre de pays qui l'ont ratifiée et qu'elle a pu influencer de nombreuses législations nationales par rapport aux droits des indigènes;

- considérant qu'il est indispensable de développer au niveau international une action coordonnée pour protéger les droits des peuples indigènes et tribaux (article 2 de la Convention 169);

- considérant que le Luxembourg a une responsabilité certaine au niveau international de respecter, protéger et de renforcer les droits des populations indigènes et la défense des droits universels des droits de l'Homme;

- considérant que la Convention 169 est le seul instrument international contraignant qui vise à stimuler le dialogue entre les gouvernements et les peuples indigènes et tribaux et à prévenir, voire résoudre des conflits;

- considérant que la Convention 169 vise surtout à renforcer les droits collectifs des populations indigènes et tribales d'accès aux terres et au développement autogéré;

- considérant que la Convention 169 est ratifiée pour ces mêmes raisons par des États qui n'hébergent pas des populations indigènes sur leur propre territoire dans le seul objectif de soutenir les droits des populations indigènes;

- considérant les relations étroites entretenues par les 34 communes membres de l'Alliance du Climat au Luxembourg avec les populations indigènes du bassin de l'Amazonie;

- considérant l'opportunité de la conférence de Rio+20 sur le développement durable pour marquer un point en faveur des droits légitimes des peuples indigènes et tribaux;

invite le Gouvernement à

mettre en œuvre le processus de ratification de la Convention relative aux peuples indigènes et tribaux de l'Organisation internationale du Travail (ILO 169) au courant de cette année.

(s.) Camille Gira, Eugène Berger, Fernand Boden, Gast Gibéryen, Roger Negri.

Néngtens, mengen ech, wär et och wichteg, dass awer géif geschwat ginn iwwer eng aner WTO. Ech hunn an engem pertinenten Artikel zu „Rio+20" gelies, dass d'Direktesch vun der Heinrich-Böll-Stiftung gesot huet: „Marrakesch hat Rio geschlagen." Dräi Joer no Rio ass d'WTO gegrënnt ginn zu Marrakesch. Dat ass ëmgesat ginn. Do ass gehandelt ginn. Do ass vill geschitt. An ech mengen, déi extrem Globaliséierung, déi do zustane komm ass, déi huet ganz vill derzou bäigedroen, dass de Bilan haut ernüchternd ass.

Ofschléissend - Här President, wann Der mer nach zwou Minutte gitt, déi ech mathuele vun de Motiounen, ech mengen, da misst ech nach am Timing sinn - vläicht, wat mir eis da virstellen, wat mer elo zu Lëtzebuerg maachen.

Ech mengen, fir déi gréng rächt et sech haut, dass keng Regierung d'accord war, dass dee vun eis gefroten Zukunftsdësch géif agesat ginn. Duerfir si mer der Meenung, dass mer grad zu Lëtzebuerg ganz vill Diskussiounsbedarf hunn an dass mer och zu Lëtzebuerg ganz kloer Choixe mussen treffen.

Mir mussen eis d'Fro stellen, ob mer Energie wierklech wëlle kënschtlech bëlleg halen oder ob mer endlech eng ekologesch Steierreform maachen, wou mer Aarbecht méi bëlleg maachen, mä Energieressourcë méi deier maachen. Mir mussen eis, an net nëmmen an där Diskussioun vu muer, mä och landesplaneresch gesinn, d'Fro stellen, ob mer Konsumtempelen op d'gréng Wiss setzen oder ob mer probéieren, Stied an Dierfer vun de kuerze Weeër ze maachen.

Mir mussen eis wierklech an Zäite vun deierem Pëtrol froen, ob d'Logistik wierklech en Zukunftssecteur ass oder ob mer net besser hätten, an Alternativenergien an Ekotechnologien ze investéieren. Mir mussen eis och froen, ob et Sënn mécht, dass d'Pensiounsfongen Enovos lues a lues iwwerhuelen, an ob mer net besser hätten, d'Regierung géif probéiere mat de Gemengen zesummen, en Deel vun eiser Souveraineté énergétique erëmzegewannen.

Mir mussen eis wierklech froen, ob mer ondifferenzéierte Wuesstum solle weider promouvéieren oder ob mer vill méi op eis eege Potenzialer maachen. Duerfir ware mer der Meenung, dass all déi Diskussiounen eigentlech ustinn an dass, wann d'Regierung kee generellen Zukunftsdësch wëllt organiséieren, dann awer d'Chamber sech géif der Thematik vun der nohalteger Entwécklung a vun der Diskussioun vum drëtte Wee tëschent Wuesstum an Austeritéit unhuelen.

Duerfir hu mer Iech, Här President, haut als Fraktioun e Bréif zoukomme gelooss, fir en Débat d'orientation am Hierscht ze organiséieren. Ech soen och firwat eréischt am Hierscht, vläicht souguer nach am Wanter. Abee, ech mengen, et ass d'éinescht ugeschwat ginn, de Kolleeg Marcel Oberweis huet nogefrot, wou d'Regierung drun ass mat engem alternative PIB. Bekanntlech sinn et jo de Conseil Économique et Social an den CSDD, déi déi Aarbecht solle maachen. Mir géife proposéieren, dass, wann dat um Dësch ass, wann déi Indicateuren, iwwert déi mer sollen diskutéieren, um Dësch sinn, dass d'Chamber sech soll där Saach unhuelen, en Hearing maache mat de Forces vives vun der Natioun an dann en Débat d'orientation endlech driwwer féieren: Wat heescht Nohaltegkeet fir Lëtzebuerg? Wat heescht eng gréng Ekonomie fir Lëtzebuerg?

Mir mengen, dass dat dréngend noutwendeg ass, well - an da kommen ech zum Schluss, Här President -, Dir Dammen an Dir Hären, wann den Dennis Meadows, ee vun den Auteure vun där berühmter Etüd vun '72 „Die Grenzen des Wachstums", wann deen Här seet, dass an den nächsten 20 Joer d'Welt sech méi wäert ännere wéi an deene leschten honnert Joer virdrun, da kënne mir zu Lëtzebuerg net nëmme méi „bleiwen, wat mir sinn".

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Gira. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Fernand Boden agedroen. Här Boden, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Fernand Boden *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt hei méi op d'Problematik vun „Rio+20" agoen, eng Konferenz, un där ech mat dem Här Eugène Berger och deelhuele kann. Mäi Kolleeg Marcel Oberweis wäert dann e bësse méi op d'Problematik vu Lëtzebuerg an de Bilan vun de leschten zwanzeg Joer hei zu Lëtzebuerg agoen.

De Camille Gira huet schonn drop higewisen, datt, wann een „Rio+20" seet, een dann direkt u Rio denkt. '92 war zu Rio eng ganz wichteg Konferenz. Si stellt e Meilesteen duer an der nohalteger Entwécklung. Si huet d'Visioun gi vun enger nohalteger Zukunft. Si huet och wichteg multilateral Instrumenter geschaf, fir dës Visioun ze realiséieren. Et sinn der schonn eng Partie dovun opgezielt ginn. Ech mengen, d'Erklärung vu Rio iwwer Ëmwelt an Entwécklung an den Agenda 21 si wegweisend gewiescht. An et ass wichteg, datt, wéi gesot, elo 20 Joer duerno och do e gewësse Bilan gemaach gëtt, datt 20 Joer duerno nach eng Kéier alleguer déi wichteg Acteuren zesummekommen, fir sech an de grousse Linnen eens ze ginn iwwert d'Zukunft an och iwwert de Wee, deen an déi Zukunft do soll féieren.

Ech mengen, wann ee Bilan seet, da muss een zouginn, datt zënter 1992 villes ënnerholl ginn ass, datt villes verbessert ginn ass. Mä et ass och gewosst, datt d'Welt an deene leschten zwanzeg Joer net stoe bliwwen ass, datt se sech verännert huet an datt nei Erausfuerderunge sech stellen.

Ech wëll och e puer Zuelen nennen, déi op eng awer beandrockend Aart a Weis beleeën, wéi bluttnoutwendeg e konsequent Ëmdenken an Handelen ass. Et ass schonn drop higewise ginn, mengen ech, datt an Zukunft, der noer Zukunft bis 2050, net méi siwe Milliarde Leit op der Welt liewen, mä néng Milliarde Leit. Dat bréngt eng ganz grouss Erausfuerderung mat sech.

Et ass e Fait, datt ee vu fënnef Mënschen, also méi wéi 1,4 Milliarde mat engem Euro den Dag oder souguer manner iwwert d'Ronne musse kommen. Dat ass keng gerecht Verdeelung vum Räichtum iwwert d'Welt. 1,5 Milliarde Leit, déi hu keen Elektresch. Mir si gewinnt, datt, wa mer de Knäppchen drécken, dann hu mer Stroum. Mir kënne vill Saache maachen, ënner anerem d'Europameeschterschaft am Fussball kucken haut den Owend nach. 1,5 Milliarde Leit hunn awer déi Méiglechkeet net.

Et hunn 880 Millioune Leit keen Zougank zu gesondem Drénkwaasser. 2,5 Milliarde Leit hu keng sanitär Anlagen. An am allerschlëmmsten: Eng Milliard Leit, déi leiden all Dag Honger!

Dir gesitt also, et ass nach villes ze maachen, trotz deene Progrèsen, déi realiséiert gi sinn. Et ass och schonn drop higewise ginn, datt d'Dreifhausgasemissioune weiderhin zouhuelen, datt de Klimawandel virugeet. Do sinn och Moossnamen ergraff ginn, mä et ass e Fait, datt nach méi muss geschéien. A virun allem, wann d'Entwécklung esou weidergeet, da wäert bis 2030 de Besoin u Liewensmëttel ëm 50% an d'Luucht goen, dee vum Waasser ëm 30% an dee vun der Energie ëm 45%. An esou vill natierlech Ressourcë gëtt et net op dëser Welt, wa mer net en Ëmdenke kréien a wa mer et net anescht maachen.

(Mme Anne Brasseur prend la présidence.)

Wa mer eise Kanner a Kandskanner eng liewenswäert Welt wëllen hannerloossen, da musse mer d'Aarmut, da musse mer och d'Ëmweltzerstéierung, déi onnéideg Ëmweltzerstéierung ee fir alle Mol an de Grëff kréien.

Näischt änneren an esou weiderfuere wéi bis elo, dat kann net goen a wäert och net goen. An ech mengen, „Rio+20" soll d'Signaler setzen, datt eppes soll geännert ginn, datt eppes muss geännert ginn, datt d'Zäite vu genuch a bëllege Ressourcen eriwwer sinn, datt kee Wee derlaanscht geet, fir méi spuersam, fir méi fair, fir méi effizient mat eisen natierleche Ressourcen ëmzegoen.

Et mussen ambitiéis Ziler fir déi nohalteg Entwécklung an enger ganzer Rei vu wichtege Secteure festgehale ginn an et mussen och konkret Schrëtt an d'Wee geleet ginn. Dat geschitt net alles zu Rio, mä do muss d'Initiativ ergraff ginn, do muss d'Stoussrichtung kloer ginn, datt jiddwereen Zougank kritt zu genuch lessen, zu gesondem Waasser an zu propperer Energie.

Ech mengen, eppes ass ganz kloer: Wa mer net schnell agéieren an dës kritesch Erausfuerderungen elo uginn, zügeg uginn, da kommen an der Zukunft nach vill méi héich Käschten op eis duer, wat dann automatesch erëm eng Kéier zu méi Ongerechtegkeet, zu méi Aarmut, zu manner Stabilitéit, zu méi Ëmweltschied féiere wäert.

De Generalsekretär vun der UNO-Konferenz „Rio+20", dee bréngt et op de Punkt, wann e seet: „D'nohalteg Entwécklung ass net eng Optioun. Et ass deen eenzege Wee, deen et der gesamter Mënschheet erlaabt, fir gemeinsam en dezent Liewen op dëser Welt ze féieren."

Erlaabt mer vläicht, elo eng Klammer opzemaachen, fir kuerz op de Millenniumssommet anzegoen, deen am September 2000 zu New York stattfonnt huet an dee ganz kloer och an dësem Kader vun der nohalteger Entwécklung ze gesinn ass.

D'Millenniumsziler, déi deemools festgehale goufen, sinn eng wichteg „guideline" fir déi Ziler, op déi mer och elo bei „Rio+20" mussen hischaffen. Ech erënneren un e puer vun deene Millenniumsziler: d'Bekämpfung vun Aarmut an Honger. Aarmut an Honger, virun allem Honger, sollte bis 2015 ëm d'Halschent reduzéiert ginn. Et sollt eng Primärschoulausbildung fir all Mënsch ginn. Et sollt eng Reduktioun vun zwee Drëttel vun der Kannerstierflechkeet bis

2015 ginn. D'Verbesserung vun der Gesondheetsversuergung fir d'Mamme war en Zil. Do sollt d'Stierflechkeetsrat vun de Mammen ëm dräi Véirel erofgesat ginn.

D'Bekämpfung vun Aids, Malaria an anere Krankheete war en anert Zil. Hei ass gesot ginn, bis 2015 soll d'Ausbreedung vun Aids zum Beispill gestoppt ginn an et soll derfir gesuergt ginn, datt no 2015 déi Zuelen da réckleefeg wären.

Wat d'ökologesch Nohaltegkeet ubelaangt, war een Zil, bis 2015 d'Zuel vun de Leit, déi keen Zougank zu propperem Drénkwaasser hunn, ze halbéieren. An da war och en Zil, en Opbau ze maache vun enger globaler Partnerschaft fir Entwécklung.

Wann Der déi Punkten do héiert, déi Millenniumsziler, da gesitt Der, datt der vill dovunner deckungsgläich si mat deene Punkten, déi ech virdrun opgezielt hunn an déi och zu „Rio+20" elo zur Sprooch kommen.

Et gëtt also schonn eng Rei vun Ziler, net eréischt zënter gëschter. An zu Rio geet et elo drëm, dee politeschen Engagement fir dës Ziler ze erreechen, ze erneieren an och nei Ziler fir eng nohalteg Entwécklung festzeleeën.

Wéi soll dat elo zu Rio geschéien? D'Objektiv vun der Konferenz - esou steet et an de Pabeieren - ass, déi bestehend politesch Engagementer fir d'nohalteg Entwécklung ze réaffirméieren an hir Ëmsetzung ze accéléréieren, déi gemaache Fortschrëtter ze analyséieren, bestehend Lacunen auszemäerzen an och déi nei Erausfuerderungen unzegoen.

Dat soll geschéien, andeem sech d'Diskussiounen ëm zwee Haaptthemen dréien. Dat eent ass déi sougenannten inklusiv Green Economy. Hei gëtt gefrot: Wéi kann een esou eng inklusiv gréng Ekonomie opbauen, déi zur Verréngerung vun der Aarmut soll féieren, awer och zur nohalteger Entwécklung? Wat ee wichtege Vehikel ass, fir zur nohalteger Entwécklung ze kommen.

Zweet Fro, zweet Thema ass: Wéi kënne mer déi international Koordinatioun fir nohalteg Entwécklung verbesseren?

Wat d'Analys elo vun de Fortschrëtter ubelaangt, esou sinn zënter '92 sécher Fortschrëtter gemaach ginn am Beräich vun der nohalteger Entwécklung. Et fënnt een eng ganz Rei vu flotten, vun erfollegräiche Beispiller, déi kloer weisen, datt d'nohalteg Entwécklung fonctionnéiert, datt se Virdeeler bréngt. Ech wëll der just e puer - dräi oder véier - hei opzielen.

A Kenia hunn innovativ Finanzmechanismen nei Investissementer an erneierbar Energiequelle wéi Sonnen-, Wand- a Waasserenergie, Biogasanlagen erméiglecht. An Uganda zum Beispill huet de Wiessel hin zu enger biologescher Landwirtschaft nei Revenuë geschaf, virun allem fir méi kleng Betriber.

A Brasilien ass e Projet ugeholl ginn, dee virgesäit, déi zwou gréisste Mülldeponië vu São Paulo an nohalteg Deponien ëmzewandelen. Heiduerch sinn tëschent 2004 an 2011 eng 352.000 Tonne Methangas net an d'Atmosphär entwach, mä si genotzt ginn, fir iwwer eng Milioun Megawatt Stroum ze produzéieren. An et kéint een esou virufueren. An allen Deeler vun der Welt gëtt et esou ganz flott an interessant Projeten.

Et misst also méiglech sinn, datt zu Rio e politescht Dokument géif ugeholl ginn, wat eis op d'Zukunft virbereet, wat am Fong déi do positiv Beispiller opgräift an de Wee weist an eng méi positiv Zukunft. Dofir soll jo och dee Pabeier den Titel droen: „The Future We Want".

Bei der Konferenz „Rio+20" geet et, grad wéi zu Rio (veuillez lire: Rio '92) schonn, net eleng ëm den Ëmweltschutz, obschonn dat e wichtegt Element dovun ass. D'Konferenz ass villech méi wäit a villech méi breet gefächert. An et geet och do ëm d'Bekämpfung vun der Aarmut, och der Aarmut, wat den Zougank zu Waasser, zu Energie ubelaangt. Et geet och drëm, déi nohalteg Entwécklung an deenen dräi Peiler Ekonomie, op sozialem Plang an op dem Ëmweltplang virunzedreiwen.

Ech erënneren drun, datt d'Konferenz vu Rio '92 och scho breet gefächert war. Deemools huet den deemolege Statsminister Jacques Santer ugekënnegt, datt Lëtzebuerg seng Entwécklungshëllef bis zum Joer 2000 op 0,7% vum Revenu national brut eropschrauwe wéilt. Mir hunn dëst Engagement net nëmmen agehalen, mä säit 2009 hu mer et souguer op 1% eropgeschrauft.

Ech wëll dann elo e bësse méi am Detail op déi zwee Haaptthemen agoen, déi op der Konferenz zu Rio sollen diskutéiert ginn. Dat éischt ass déi gréng Ekonomie am Kontext vun der Ausmäerzung vun der Aarmut a vun der nohalteger Entwécklung.

Dëst Konzept gesäit vir, déi natierlech Ressourcë méi effizient oder effizient ze notzen an d'wirtschaftlech Performance mat de Prinzipië vu sozialer an intergenerationneller Gerechtegkeet an Aklang ze bréngen, fir esou eng nohalteg Entwécklung ze garantéieren. Dëst Konzept, dat baséiert op dräi Hypotheesen, déi net vu jiddwerengem gedeelt ginn, dofir awer net manner plausibel sinn.

Dat Éischt ass, datt an noer Zukunft eis Pëtrolsreserven opgebraucht ginn.

Zweet Hypothees ass: Opgrond vu Subsiden an Investissementer am Beräich vun den erneierbaren Energië geet de Präis vun dësen erof an e gëtt souguer méi avantagéis wéi dee vun de fossilen Energien. Dofir muss awer och beschloss ginn - dat ass och eppes, wat soll zu Rio geschéien -, datt d'Subsidë fir déi fossil Energien, déi anscheinend haut sechsmol méi héich si wéi déi fir déi alternativ Energien, datt déi etappeweis auslafe mussen.

Drëtt Hypothees ass, datt substanziell Verbesserungen am Beräich vun der Energieeffizienz méiglech sinn, ouni datt dat grouss Käschten oder ze vill grouss Käschte géif mat sech bréngen.

Et muss ee wëssen, datt am Ufank d'Entwécklungsländer zimlech skeptesch waren, wat dëst Wuesstumskonzept ubelaangt, well se gefaart hunn, heimat géif elo hire Wirtschaftswuesstum ausgebremst ginn, si kéinte sech also net esou entwéckelen, wéi se mengen, datt et néideg wär.

Den Avant-projet vun dem Schlussdokument, dee jo nach a Verhandlung ass, dee sougenannten „Zero Draft", deen huet awer direkt kloergestallt, datt eng gréng Ekonomie sécherlech keng Bedrohung fir iergendee Land ass. Am Géigendeel, si ka jiddwerengem Virdeeler bréngen, ënner gewësse Konditiounen.

D'Dokument huet dofir och unerkannt, datt et noutwendeg ass, datt eng international Kooperatioun besteet, datt innovativ Partnerschaften a Partenariater an d'Liewe geruff ginn, fir den Entwécklungsländer ze hëllefen, dës Transitioun hin zur grénger Ekonomie kënnen ze maachen.

An deem Zesummenhang ass och als Virbereedung vun der Konferenz „Rio+20" eng interessant Etüd gemaach gi vun der UNEP. Dat ass d'Organisatioun vun den Nations Unies fir Ëmweltprogrammer. An dës Etüd, déi kënnt zur Konklusioun - et ass eng ganz detailléiert Etüd -, datt déi gréng Ekonomie de Wuesstum, d'Akommes an och den Emploi, also d'Beschäftegung favoriséiert, an datt déi sougenannten Alternativ tëschent wirtschaftlechem Fortschrëtt an nohalteger Entwécklung och am Ëmweltberäich, datt dat éischter e Mythe wär. Ganz sécher, wann een am Moosse vum Räichtum och déi natierlech Gidder mat abezitt.

Natierlech ass net alles roseg. Et muss ee méi laangfristeg iwwerleeën an denken. Et muss een dat och virbereeden an och kofinanzéieren. Et gëtt zum Beispill festgestallt, wat de wirtschaftleche Wuesstum ubelaangt, datt do an enger éischter Etapp deen éischter erofgeet, wéi wann een de Status quo mécht, mä datt méi laangfristeg de Wirtschaftswuesstum och do méi héich ass wéi bei enger Wirtschaft ënnert den aktuelle Bedéngungen.

Wat zum Beispill d'Aarbechtsplazen ubelaangt, ass festgestallt ginn, datt souguer kuerzfristeg, och mëttel- a laangfristeg méi Aarbechtsplaze geschaf ginn duerch dësen neien Typ vun Ekonomie, dës nei Ausriichtung vun der Ekonomie, an dat besonnesch a Secteuren, déi wichteg si fir déi aarm Länner, zum Beispill an der Landwirtschaft, an dem Bau, an der Bëschgestioun an och an dem Transport.

Et ass d'éinescht hei de Problem ugeschwat gi vun der Iwwerfëscherei. Ech mengen, och an der Iwwerfëscherei, an der Fëscherei oder am Fëschereisecteur ass et ganz kloer, datt, wann een elo eng wierklech nohalteg Politik wëll maachen, da muss een an enger éischter Phas d'Capacitéite fir ze fësche staark erofsetzen. Et muss an et dierf manner gefëscht ginn. Dat bréngt natierlech Problemer fir eng ganz Partie vu Leit. Mä laangfristeg muss ee soen, wa mer esou virufueren, wéi mer et haut maachen, da brécht an 20, 50, 100 Joer d'Fëscherei komplett zesummen, ouni déi aner Problemer, déi dat géif mat sech bréngen, elo ze ernimmen!

Dat heescht, et ass eent vun de Beispiller, wou ee gesäit, datt een heiansdo muss méi laangfristeg denken. Natierlech muss ee kucken, déi Transitioun do méi liicht ze maachen, datt déi Leit, déi dovunner betraff sinn, déi dorënner leiden, och gehollef kréien, déi Zäit do an déi Saach do ze iwwerbrécken.

Wéi gesot, et ass festgestallt ginn, an ech mengen, dat wär och richteg, an ech géif och mengen, datt dee Rapport do vun der UNEP dozou gefouert huet, datt, wéi gesot, déi Haltung vun den Entwécklungsländer, déi éischter méi skeptesch waren, datt déi och e bësse méi positiv elo gesënnt sinn an datt et duerchaus denkbar ass, datt elo am Schlussdokument vu Rio en Impuls kënnt, fir déi sougenannten inklusiv gréng Ekonomie och ze förderen an ze pousséieren.

Well dat ass der Meenung vu ville Leit no déi eenzeg Méiglechkeet, fir méi ressourcëschounend ze schaffen a fir och derfir ze suergen, wéi gesot, datt mer mat deene Ressourcen, déi zur Verfügung stinn, kënnen awer iwwerall op der Welt deenen néidege Besoinen entgéintkommen.

Wat elo d'Meenung zur EU-Propositioun ubelaangt, sou mengt d'EU a si hält och drop, datt an dem Schlussdokument eng Feuille de route misst opgestallt ginn, en „net programme", an där d'Etappe fir den Iwwergang zu der grénger Ekonomie géife konkret festgehale ginn. Mir wëllen, datt déi inklusiv gréng Ekonomie soll zügeg virugedriwwe ginn an domadder och den Ëmweltschutz, d'Reduktioun vun der Aarmut an d'Stäerke vun engem Wuesstum, deen op méi enger effizienter Ressourcennotzung baséiert an op engem méi niddregen CO_2-Ausstouss baséiert.

Mir sinn also do, mengen ech, hei an der Chamber zimlech alleguer där eenzeger (veuillez lire: därselwechter) Meenung. Et muss ee just kucken, dee Prozess do richteg ze begleeden, datt et net ze vill negativ Konsequenze mat sech bréngt.

Dann deen zweeten Thema, dat ass dee vum institutionelle Kader vun der nohalteger Entwécklung weltwäit. Do gëtt et zwee Aspekter. Bei deem éischten Aspekt, do geet et wierklech drëm, fir den Ëmweltpilier vun der UNO ze stäerken. D'EU gëtt do ënnerstëtzt vu ganz ville Länner vun der Drëtter Welt, datt ee misst deen UNEP, dee Programme des Nations Unies pour l'environnement transforméieren, datt dee misst gestäerkt ginn an transforméiert ginn an eng spezialiséiert Agence, déi eng richteg Weltorganisatioun fir d'Ëmwelt soll ginn.

Hir Missioun wär et dann, déi momentan awer ganz staark Zerstéckelung an Zerbréckelung vun den UNO-Weltëmweltaktivitéiten an de Griff ze kréien, se ze rationaliséieren an och Synergien ze schafen tëschent deene verschiddene getrennte Secteure wéi Klima, Biodiversitéit, Offall an esou weider. Also, d'UNEP soll dann eng staark Plattform duerstellen, fir de globalen Agenda fir d'Ëmwelt op eng kohärent a koordinéiert Aart a Weis ze definéieren.

Derniewent soll och d'Commission du développement durable vun der UNO, déi jo '92 zu Rio geschaf ginn ass, fir ze kontrolléieren, ob dat, wat décidéiert ginn ass, och géif ëmgesat ginn... Et muss ee soen, datt dës Kommissioun hir Aufgab net satisfaisant erfëllt huet. An dofir ass et wichteg, datt se méi Autoritéit kritt, fir datt se hir Missioun als Koordinatiouns-, als Integratiounsorgan fir nohalteg Entwécklung richteg ausübe kann.

Dofir hu sech vill Länner an och besonnesch d'Majoritéit, net all, mä d'Majoritéit, d'grouss Majoritéit vun den EU-Memberstaten, dorënner och Lëtzebuerg, derfir ausgeschwat, datt dës Missioun dem ECOSOC iwwerdroe soll ginn. Den ECOSOC, dat ass d'Haaptorgan vun der UNO fir d'Koordinatioun vun den ekonomeschen, sozialen an Ëmweltfroen.

Am Schlussdokument sollen dann och sougenannten „Objektiver vun der nohalteger Entwécklung" definéiert ginn. Am Ufank gouf et déi Iddi do net. Déi ass vun enger Rei vu Länner wéi Kolumbien, Guatemala a Peru opgeworf ginn. An dës Iddi gëtt entre-temps och vun der EU ënnerstëtzt an och vu ganz villen anere Memberstaten.

Et soll also drëm goen, fir moossbar Objektiver ze fixéieren, fir esou e politeschen Engagement verbonne mat engem adequate Moossnamekatalog ze déclenchéieren, ähnlech wéi dat bei deene virdru genannte Millenniumsziler de Fall ass. Et soll net ze vill Objektiver ginn, mä wéi gesot, et ass bis elo leider nach net zu engem Konsens komm. Et ass och kaum ze erwaarden, datt virum Sommet vu Rio dat nach geschéie wäert.

D'Haaptfro, déi sech hei stellt, dat ass, ob dës ODDen, wéi se genannt ginn, also „Objectifs de Développement Durable", ob déi sollen eng eegestänneg Roll spillen, ob déi sech misste vun de Millenniumsziler ënnerscheeden oder ob se sollen als Nofolger vun dësen Ziler 2015 ugesi ginn.

Dir wësst, datt d'Millenniumsziler bis 2015 ginn. Si solle vun 2013 un nei diskutéiert a verhandelt ginn. An deem Zesummenhang, mengen ech, wär et wichteg, datt mer och kucken, fir do eng Solutioun awer op d'mannst zu Rio ze kréien, datt mer de Wee weisen, wéi dat mat den ODDe soll an Zukunft geschéien.

An deem Zesummenhang gëtt och de Problem opgeworf, deen och haut jo diskutéiert ginn ass, vun dem PIB. Duerch de PIB gëtt de Wirtschaftswuesstum gemooss. Mä en huet seng Limiten, wann ee wëllt dee Wuesstum, och aner Komponente vun deem Wuesstum, wéi zum Beispill déi dräi Dimensioune vun der nohalteger Entwécklung, mat a Considératioun zéien, wann een dem Mënsch säin „bien-être", wéi gesot gëtt, wëllt mat considéréieren.

Dofir ass et wichteg, a mir ënnerstëtzen dat och, datt versicht gëtt, niewent dem PIB oder complémentaire zum PIB aner Indicateure weltwäit, net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, mä weltwäit ähnlech Indicateure festzeleeën, fir och, wéi gesot, deen neie Wuesstum, dee mer gär hätten, kënnen adequat ze moossen an och mat deem anere Wuesstum ze vergläichen. De PIB mécht dat net. Dee léisst eng ganz Rei vu wichtege Considératiounen, wat d'Nohaltegkeet vum Wuesstum ubelaangt, aussen vor.

D'EU ass majoritär der Meenung - an ech mengen, dat wär och realistesch -, datt „Rio+20" elo e Startschoss ass fir d'Ausschaffe vun deenen ODDen. An datt dësen Exercice da soll 2013, wann d'Millenniumsziler réexaminéiert ginn, weidergedriwwe ginn, fir schliesslech 2015 zu engem eenzege globale Paquet vun Objektiver ze kommen, déi dann och weltwäit kéinte kontrolléiert ginn a wou och dann e politescht Engagement do wär, fir déi och esou gutt wéi méiglech ëmzesetzen.

D'EU ass der Meenung, an esou gesäit et och den „Zero Draft" vir, datt dës ODDen, dës „Objectifs de Développement Durable" missten en universelle Charakter hunn. Dir wësst, datt d'Millenniumsziler sech éischter un déi entwéckelt Länner riichten, datt déi musse kucken, derfir ze suergen, fir datt déi Ziler erreecht ginn. Mä hei, bei der nohalteger Entwécklung, menge mir, datt déi Objektiver mussen ziele fir all d'Staten, och fir d'Entwécklungsländer, an datt een do natierlech differenzéiere muss no Entwécklungsgrad vun deenen eenzelne Länner.

Et schéngt an deem Zesummenhang och evident ze sinn, datt déi Länner mat opstriewender Ekonomie, wéi China, wéi Indien, wéi Brasilien, datt déi méi ee grousse Bäitrag musse leeschten zur nohalteger Entwécklung wéi déi aarm Entwécklungsländer. An dat ass politesch e grousse Problem op ville Konferenzen, wou mer derbäi sinn, och wou et ëm de Klimaschutz geet. Dann ass China de Führer vun dem G77, vun den afrikanesche Länner, vun deenen aarme Länner, a si wëllen dann an een Dëppe gehäit gi mat deene Länner.

Mir sinn der Meenung, an et muss een och esou wäit kommen, datt een ënnerscheet tëschent deenen Entwécklungsländer, déi scho villech méi wäit entwéckelt sinn, déi opstriewend Ekonomien hunn, Ekonomien, déi oft méi staark si wéi déi vun entwéckelte Länner, datt een déi muss anescht behandelen. Déi mussen aner Effortë maache wéi déi aarm Länner. Et si jo just déi, déi musse gehollef kréien. An do muss ee wierklech, mengen ech, och politesch weider Courage beweisen, fir de Chineesen, de Brasilianer an den Inder ze soen: Et kann net esou virugoen, wéi et bis elo an der Vergaangenheet war. Dir musst och hëllefen hei, mat déi Kar an déi richteg Richtung ze féieren.

Da gëtt et an der Schlussdeklaratioun och e Kapitel, dat soll do ugeholl ginn iwwert de Kader vum Handelen an och de Monitoring, de Suivi vun deem Ganzen. Dann natierlech och iwwert d'Mëttel fir d'Ëmsetzung vun dësem Kader. Do gi 15 Haaptthemen festgehalen, déi sech op prezis Secteure bezéien oder awer iwwert d'Grenze vun eenzelne Secteuren ewechginn. A fir dës 15 Haaptthemen solle prezis Objektiver, prezis Indicateuren definéiert ginn, unhand vun deenen d'Fortschrëtter, déi am Kader vun der Ëmsetzung an dësen Themen erreecht ginn, och kënne suivéiert ginn a kënne gemooss ginn.

Dës 15 Haaptthemen - ech wëll se just stéchwuertaarteg soen, well meng Zäit, gesinn ech, och esou lues hei ofleeft -, dat ass nämlech d'Liewensmëttelsécherheet...

Mme le Président.- Här Boden, ech wéilt lech drop opmierksam maachen, dass d'CSV-Fraktioun 36 Minutten huet. Dir hutt elo scho 27 Minutte geschwat, an den Här Oberweis ass och nach ageschriwwen.

M. Fernand Boden *(CSV)*.- Ech weess dat, dofir maachen ech och elo...

Mme le Président.- Duerfir an am Intérêt vum Här Oberweis wéilt ech lech un d'Häerz leeën, zum Schluss ze kommen.

M. Fernand Boden *(CSV)*.- Okay! Do hutt Der 15 Haaptthemen: Liewensmëttelsécherheet, Waasser, Energie, Stied, wou villes muss geschéien, gréng Jobben, d'Ozeaner, d'Mierer, vun deenen ech scho geschwat hunn, Iwwer-

fëschung, Naturkatastrophen, Klimawandel, Bëscher, Biodiversitéit, Buedemdegradatioun a Wüstebildung, Bierger, Offäll, Verbrauch an nohalteg Produktioun, Erzéiung a Gläichheet vun de Geschlechter. Mir erwaarden natierlech, datt an dëse fir d'nohalteg Entwécklung wichtegen Themen do ambitiéis Objektiver festgehale ginn an datt d'Ëmsetzung vun deenen dofir néidege Moossnamen an d'Wee geleet gëtt, no engem gemeinsam festgeluechte Kalenner.

An der EU an och hei zu Lëtzebuerg mussen doropshi virun allem an deene fir eis relevanten a prioritären Theme kloer operationell Objektiver, konkret Moossname festgeluecht ginn, déi dann och zügeg ëmgesat ginn. Europa, d'EU huet op ville Pläng scho munches gemaach. Et gëtt eng „Roadmap to a resource-efficient Europe", do sinn eng ganz Rei vun Themen, déi ech elo genannt hunn, opgegraff ginn a konkret Ziler sech gesat ginn.

Dës Ëmsetzung fir eng nohalteg Entwécklung an deene 15 Haapttheme werft natierlech och d'Fro vum Finanzement op, der Verstäerkung vun de Capacitéiten, vum Transfert vun Technologien. Hei ass et wichteg, datt nom Prinzip vun der gemeinsamer, awer differenzéierter Responsabilitéit et do d'Flicht ass vun deene méi wäit entwéckelte Länner, deenen aneren ze hëllefen. Am Schlussdokument ginn och déi entwéckelt Länner opgeruff, hiren Engagement vun 0,7% Entwécklungshëllef bis 2015 ze respektéieren. Mir brauchen eis do net ze genéieren. Et ass elo un deenen aneren EU-Länner, fir hir Engagementer do ze erfëllen.

Ech wëll och drun erënneren, datt d'EU sech bereet erkläert huet am Kader vum Klimawandel, fir do substanziell derzou bäizedroen, datt vun 2020 un d'Entwécklungslänner 100 Milliarden Dollar pro Joer kréien, fir de Kampf géint de Klimawandel kënnen ze meeschteren. Dat ass jo och en Deel vun deem, wat hei soll gemaach ginn. D'EU ass der Meenung, datt de Privatsecteur an Zukunft eng méi staark, eng méi bedeitend Roll am Beräich vun der nohalteger Entwécklung misst kréien. Mir sinn och wéi gesot frou, datt zu Rio '92 an och déi Kéier erëm do net nëmme Politiker ënner sech sinn, net nëmmen d'politesch Mandatsträger, mä datt do och d'Gesellschaft matagebonnen ass, datt si ka mat diskutéieren.

Mir begréissen dofir, datt hei zu Lëtzebuerg am Virfeld vun „Rio+20" och déi Leit vun dem Comité de pilotage vum Partenariat fir Ëmwelt a Klima, de Conseil supérieur fir nohalteg Entwécklung matagebonne waren a konnten en Avis ginn. Ech mengen, den Här Marcel Oberweis geet e bëssen op deen Avis nach an. Mir kënne gréisstendeels d'Konklusioune vun deem Avis hei deelen. Wéi gesot, mir hoffen - a Lëtzebuerg wäert sech dofir asetzen -, datt d'EU zu Rio eng gutt Roll spillt, datt se versicht matzehëllefen, fir zu ambitiéisen Ziler ze kommen. Mir wëssen, datt et néideg ass fir eng nohalteg Zukunft.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Merci dem Här Boden. Ech wëll soen, dass den Här Oberweis elo nach sechs Minutte Riedezäit huet. Den nächste Riedner ass den Här Berger. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Merci, Madame Presidentin. Zu Lëtzebuerg hu mer säit dem Gesetz vun 2004 iwwert den Développement durable jo verschidde Prozedure festgeluecht, wéi mer an der Chamber mam Sujet Nohaltegkeet ëmginn. Ënner anerem gëtt jo och regelméisseg, periodesch e Plan national de développement durable erstallt, wou en État des lieux an och Zukunftsperspektiven opgezeechent ginn an deen da vum Parlament aviséiert gëtt.

Mir hunn deen Exercice fir d'Lescht hei an der Chamber gemaach 2010, ech mengen och, am Mount Mee. Firwat also dëse Mëtteg dësen Débat iwwer Nohaltegkeet? Ben, dëst aus Aktualitéitsgrënn, well a gutt enger Woch dann de Schlussakt vum Sommet vun „Rio+20" stattfënnt, also 20 Joer nodeems d'Nohaltegkeet op d'Weltagenda gesat ginn ass an d'UNO an d'Weltgemeinschaft déi éischt Initiativen ergraff hunn, fir eise Planéit méi nohalteg ze gestalten.

Och wann een also aus Aktualtitéitsgrënn dësen Débat hei an der Chamber haut de Mëtteg ka begréissen, wäert et awer en „exercice de style", fir et emol esou ze nennen, bleiwen, well déi aktuell international Diskussioune si voll amgaang an zu Lëtzebuerg ass jo och gewosst, datt déi net eegestänneg verhandelen zu Rio, mä se sinn am Boot zesumme mat der EU, a mir kënnen also hei der Regierung elo vläicht eng Rei Iwwerleeungen, vläicht eng Wonschlëscht, eis Ënnerstëtzung mat op de Wee ginn, mä mir mussen eis einfach bewosst sinn, datt dat och zimlech spéit ass, a wéi gesot, datt mer och als Lëtzebuerg e ganz klenge Member sinn an deem europäeschen an och an deem internationale Kontext.

Ech mengen, haut de Mëtteg ass et och schwéier, fir eng ganz ausféierlech Diskussioun iwwer all d'Aspekter, d'global Aspekter vun der Nohaltegkeet ze féieren. Dat géif d'Rumm sprengen an et riskéiert natierlech och, vläicht dann e bësschen een ze theoreteschen Débat ze bleiwen. Ech hu mer virgeholl, no deem Motto, dee jo och de Motto vu Rio ass: „global denken, lokal handelen", wäert ech fir d'Éischt e puer Ausféierunge maachen iwwert den internationale Kontext, déi aktuell Diskussiounen, wou ech mech awer dann herno och kuerz mat der Situatioun hei zu Lëtzebuerg beschäftegen.

Madame Presidentin, d'Nohaltegkeet ass jo mëttlerweil e Begréff, dee ganz an der Moud ass, e gëtt fir alles an egal wat heiansdo gebraucht. Ech hu schonns héiere vun nohaltegem Sport, vun nohalteger Moud, vun nohaltegem Fernsehkucken an esou weider. Dat héiert een alles. Duerfir vläicht och nach eng Kéier hei, fir am Débat dat ze rappeléieren, wat eigentlech geduecht ass, verstane gëtt ënner Nohaltegkeet: Et ass e Konzept, fir mat der Ëmwelt an den natierleche Ressourcen esou ëmzegoen, datt mer se och nach den zukünftege Generatiounen erhalen.

A virun allem, an dat ass wichteg, et ass eng integrativ Approche, wou et drëms geet: en Équiliber ze fannen tëschent Mesuren aus dem Secteur vun der Ëmwelt, der Ekonomie an dem soziale Beräich, also dräi Pilieren, déi ee muss kucken, datt déi kënnen harmonéieren, fir datt eigentlech jiddwereen op seng Käschte ka kommen. Also dat och am Sënn, fir datt mer do nohalteg schaffen. An dat waren, mengen ech och, d'Zilvirgabe virun 20 Joer zu Rio, fir eben dann d'Politik esou auszeriichten, fir den Équiliber tëschent deenen dräi Pilieren ze fannen.

Normal ass jo, datt et sech dann no 20 Joer opdrängt, fir e Bilan ze maache vun deem, wat erreecht ginn ass säit 1992. Sécherlech gëtt et e puer eenzel Beräicher, wou Fortschrëtter, Verbesserungen erziilt gi sinn. Ech denken do ënner anerem un dee ganze Beräich vum Émgank mat Chemikalien, POP an esou weider. E positiven Aspekt ass och vläicht deen, wat d'Gouvernance ubelaangt, besonnesch am europäeschen Deel, well do eng Dynamik entstanen ass, datt ganz vill Efforten an Europa gemaach gi sinn.

D'EU huet e bësschen eng Leaderroll an der Nohaltegkeet iwwerholl an et si jo och eng Rei - fir verschidde Leit vläicht ze vill - Direktiven am Ëmweltberäich ëmgesat ginn, mä och an anere Beräicher, déi mat der Nohaltegkeet ze dinn hunn. Bon, kritesch kéint ee soen, datt domadder awer d'Ziler net erreecht gi sinn. Ëmgedréit kéint een awer och positiv soen, doduerjer hu mer awer erreecht, datt d'Situatioun sech net verschlechtert huet, op alle Fall an Europa.

Mä global gekuckt a wann een all d'Aspekter kuckt, huet sech d'Situatioun vun eisem Planéit net no Rio '92 verbessert. Leider! D'Aartevillfalt hëlt weider of, d'Bëscher verschwannen, de Klimawandel gëtt ëmmer méi bedrohlech, d'Mierer ginn ëmmer méi ausgefëscht, déi natierlech Ressourcë ginn ëmmer méi massiv ausgebeut an esou virun an esou fort. Ech mengen, an deene leschten Deeg konnt Der jo och an de Medien, an der Press liesen, wou do zu eenzelnen Deelberäicher ganz kritesch oder ganz negativ Konklusioune gezu gi sinn.

Rio ass also bis haut, dat muss een einfach esou soen, zum gréissten Deel en Échec bliwwen. Dat ass e schounungslose Bilan an et wier also absolut noutwendeg, fir dann och d'Ursaachen erauszefannen, firwat dat esou ass, firwat mer net eis Ziler erreecht hunn, net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, mä och weltwäit. Duerfir ass et och e bësse schwéier ze verstoen, datt eigentlech deen Exercice net vun der internationaler Communautéit, vun der UNO gemaach gëtt an datt och an deem „Zero Draft", dat ass also déi Virlag, wou herno soll e Schlussdokument erauskommen, datt an deem Draft d'Fro vum Bilan vun deene leschten 20 Joer eigentlech ausgeklamert ginn ass.

D'Ziler vun 1992 an och iwwregens d'Millenniumsziler vu Johannesburg, dat war „Rio+10", déi ginn net kritesch hannerfrot, net analyséiert, net bilanzéiert, et gi keng Léieren dorauser gezunn, wat een awer hätt sollen a misse maachen. Dat ass ee vun de Kritikpunkten, deen ee muss ervirhiewen, datt dat also net gemaach ass, keng Léieren draus gezu ginn.

Bon, am Géigenzuch ginn elo verschidden, et kéint ee soen „douce" nei Ziler opgestallt. Mäi Virriedner, de Fernand Boden, hat do der och eng Rei hei zitéiert. Ech wëll net op se alleguerten agoen. Ee grousst oder een Haaptzil, wat ee sech elo setzt, dat am Vierdergrond steet, dat ass dat vun enger ekologescher Wirtschaft, enger nohalteger Wirtschaft, déi och méi ressourcëschounend soll fonctionnéieren.

Ech muss eigentlech soen, wann een - ech hat dat jo virdru gemaach - d'Konzept vun der Nohaltegkeet kennt, da muss ech eigentlech staunen, wann een elo op eemol vun nohalteger, ekologescher Wirtschaft schwätzt, well dat ass jo eigentlech en Deel vun der Nohaltegkeet vun Ufank u gewiescht, datt een also déi eenzel Pilieren openeen... (veuillez lire: openeen ofstëmmt a kombineiert.) Dat heescht, et ass eigentlech, d'Nohaltegkeet ass jo en Zesummespill an en Équiliber tëschent der Ekonomie an der Ekologie an dem Sozialen. 1992, wann een also do zu Rio scho vun Nohaltegkeet geschwat huet, war eigentlech schonn implizit och de Gedanke vun enger ekologescher Wirtschaft do an deenen Ziler dran!

Firwat also dat elo nach eng Kéier nei, als en neit Zil definéieren? Hei huet een e bëssen d'Impressioun, wéi wann d'Kaz sech hei an de Schwanz géif bäissen. Mir setzen hei elo en neit Zil, wat eigentlech '92 schonn en Zil war, dat heescht, datt een d'Wirtschaft méi ekologesch gestalt an op där anerer Säit d'Ekologie och esou gestalt, datt dat net op Käschte vun der Ekonomie geet. Ech mengen, dat ass eigentlech en Ageständnis, datt an deene leschten 20 Joer d'Politik an och d'Wirtschaft net déi Chancen a Méiglechkeete genotzt hunn, déi eng nohalteg Approche hinne gebueden hätt.

Et kënnt dann och elo nach derbäi, datt dann, wa mer dann elo endlech no 20 Joer dat maachen, wat mer hätte scho solle maachen, dann elo op déi nohalteg Wirtschaft setzen, datt do och den Agenda net zefriddestellend ass. Et gëtt elo geschwat, datt een dann also ab 2015 bis 2030 dat soll maachen. Et kéint een eigentlech froen, firwat net Mokuchsdag oder Mokuchsdag minus een Dag, fir datt mer dat dann ëmsetzen.

Ech mengen, jiddwereen, och d'Wirtschaft selwer, hätt jo scho misse längstens agesinn hunn, datt et eigentlech nëmme Gewënner gëtt, wann d'Wirtschaft an d'Industrie sech drop besënnen, fir méi nohalteg ze produzéieren an ze fonctionnéieren. Ech mengen, an éischter Hisiicht d'Betriber selwer! Nëmmen ee Beispill, an dat ass dat vun der Fro vun der Energie: D'Energie ass och den Haaptkäschtefacteur bei enger Entreprise. Wann een also kuckt, Energie ze spueren als Entreprise, mécht een natierlech eppes fir d'Nohaltegkeet an d'Ëmwelt, mä et spuert een och, et mécht een also och eppes fir seng Wirtschaftlechkeet an et huet een och manner Nofolgekäschten.

En anere Punkt, deen ech nach kuerz am internationale Kontext wëll uschwätzen, dat ass dee vun der Gouvernance. Wéi organiséiere mer déi international Nohaltegkeet? De Modell vun deene leschten 20 Joer huet jo net déi Effizienz an déi Resultater bruecht, déi mer erhofft haten. Mir ënnerstëtzen dofir d'Iddi, fir op de Wee ze goen, fir eng international Ëmweltagence ze schafen. 2002 haten d'Fransouse schonn esou e Virschlag an d'Spill bruecht, an ech hat deemools a menger Fonctioun als Statssekretär vu Lëtzebuerger Säit aus och dee Virschlag ënnerstëtzt. Ech muss soen, deemools hat déi Iddi ganz wéineg Support, och emol an der EU. Ech ka mech erënneren, wéi mer do souzen, waren et just zwee Länner also, déi derfir plädéiert hunn.

Mëttlerweil schéngen awer do vill europäesch Länner zu enger anerer Asiicht komm ze sinn, an déi Propos ass elo méi favorabel. Dat ass also eng gutt Nouvelle. Et wier wierklech schonn e grousse Succès, praktesch e Succès tout court, wann ee kéint zu Rio ënner anerem op deem Punkt en Accord fanne fir eng zukünfteg international Ëmweltagence. Déi géif et nämlech erméiglechen, méi schnell an effizient Décisiounen ze huelen oder Décisiounen ëmzesetze vun deenen internationale Konferenzen.

Madame Presidentin, ech kommen dann zum nationalen Deel vun „Rio+20" - ech hunn elo e bësse versicht, e puer global Iddien ze denken - an also zum lokalen Handelen an der Nohaltegkeet hei zu Lëtzebuerg. Ech géif do dann ufänken, wou ech elo um internationale Plang opgehalen hunn, nämlech bei der Gouvernance. Wéi organiséieren a wéi gestalte mer eis Nohaltegkeet hei zu Lëtzebuerg?

Bon, fir d'Konzept vun der Nohaltegkeet an der Politik ëmzesetzen, do hu mer jo 2004 e Gesetz gestëmmt, do si Strukturen a Prozeduren zu Lëtzebuerg agefouert ginn. Ënner anerem gouf och duerch dat Gesetz vum Développement durable de Conseil supérieur du développement durable agefouert, wou Acteuren aus ënnerschiddleche gesellschaftleche Beräicher eng wichteg Reflexiounsaarbecht maachen. Ech mengen, hir Avisë solle wichteg, wäertvoll Ustéiss gi fir all politesch Zukunftsdossieren.

Do muss een awer - dat ass schonn deen éischte Bémol - feststellen, datt de Conseil supérieur vun der Regierung ganz wéineg, ganz wéineg ëm Avis gefrot gëtt. Wa meng Informatioune stëmmen, ass, mengen ech, an deenen zwee, dräi leschte Joren zweemol dee Conseil ëm en Avis gefrot ginn. Dobäi sinn awer ganz vill Dossieren, och hei an der Chamber, déi mer diskutéieren, déi awer vill mat Nohaltegkeet ze dinn hunn, déi eigentlech do kéinten aviséiert ginn.

Bon, en anert wichtegt Instrument aus dem Gesetz vun 2004 ass de Plan national. Do gi jo dann d'Ziler opgestallt, fir eisen Deel vu Rio dann och national ëmzesetzen. 2010 hate mer hei an der Chamber eng Diskussioun iwwert dee Plang. De Bilan vun 2010, wann Der d'Diskussiounen noliest, deen ass net gutt ausgefall fir d'Situatioun hei zu Lëtzebuerg. Si huet sech bis haut, mengen ech, och nach net verbessert, au contraire! Ech wäert dat och elo nach un zwee konkrete Beispiller illustréieren.

Am Gesetz vun 2004 ass och e wichtegt Instrument ageschriwwe ginn, fir d'Nohaltegkeet besser ze moossen an ze guidéieren. Dat ass jo déi Fro vun der Bilanzéierung, déi ech virdrun och um internationale Plang ugeschwat hat, déi net gemaach gëtt. Hei ass d'Stéchwuert d'Indicateure vun der Nohaltegkeet. Bon, och do muss ech soen - ech gräifen da scho laang zréck -, ech hat och a menger Fonctioun als Statssekretär 2002, also virun zéng Joer, déi éischt Serie vun Indicateuren opstelle gelooss. Et war deemools gewosst, déi Indicateure mussen iwwerschafft ginn, mussen adaptéiert ginn, et mussen neier kommen. An ech muss elo soen, also elo 2012 leien nach ëmmer - nach ëmmer! - keng nei reviséiert Indicateuren um Dësch. Och do muss ech feststellen, datt d'Hausaufgaben net gemaach gi sinn.

Bon, en aneren Aspekt vun deem Gesetz an och vun der Nohaltegkeet, dat ass eigentlech och déi iwwergräifend, departementsiwwergräifend Zesummenaarbecht, déi dann och an engem Comité interministériel soll gemaach ginn. Do leeft och ganz vill, well jo, wann een nohalteg Politik wëllt ëmsetzen, da muss deem an all Ministère, an all Departement Rechnung gedroe ginn. Do ass ee Comité interministériel, mä an der Praxis muss een awer och feststellen, datt do net ëmmer ganz vill als Resultat derbäi erauskënnt. Deen Esprit, dee Gedanke vun der Nohaltegkeet, dee bleift am Endeffekt awer a ganz villen Dossieren, a ganz ville Ministèrë lettre morte.

An ech muss och soen, haut de Mëtteg hu mer och hei - Nohaltegkeet ass jo e Beräich, deen all Departement concernéiert -, mir hunn hei als einsame Kämpfer dann den delegéierten Nohaltegkeetsminister sëtzen, awer keen anere Member vun der Regierung.

Ech mengen, mir hunn zu gudder Lescht, dat ass jo och esou, mir hunn elo an dëser CSV/LSAP-Regierung souguer en offiziellen Nohaltegkeetsminister, -ministère. Mä ech weess net, ob doduerjer d'Nohaltegkeet hei zu Lëtzebuerg besser ginn ass. Ech mengen net. Et ass éischter eng Etikett, oder et kéint een och scho bal soen: Etiketteschwindel, well hei...

(Interruption)

Et fänkt un dobäi, bon, den zoustännege Minister ass net hei, well deen, ech mengen, deen interesséiert sech och net esou staark fir de Sujet, dat ass méi prioritär mam Bëton, wou dee sech consacréiert, bis hin eben zu der konkreter Politik, déi vun dëser Regierung, vum Nohaltegkeetsminister gemaach gëtt hei zu Lëtzebuerg.

An da kommen ech bei meng zwee Beispiller, stellvertriedend fir dës Politik oder dofir, wéi de Geescht vun den Ziler vu Rio, wéi deen hei zu Lëtzebuerg, ech kéint scho bal soe mat Féiss getrëppelt gëtt. Éischt Beispill...

(Interruption)

Ech kommen net derlaanscht, Här Spautz.

Éischt Beispill, dat ass d'Landesplanung an den Dossier Léiweng. Léiweng ass jo net nëmme politesch méi wéi bedenklech, et ass och en Hohn fir all Nohaltegkeetspolitik, déi sech wëllt seriö huelen! Et ass gewosst, datt dee Site, deen do designéiert ginn ass, an engem fiichte Gebitt ass, datt do eng ganz Rei Fauna a Flora muss protegéiert ginn. Mä hei, fir d'Intérête vun engem Privatpromoteur soll dann hei Natur- a Waasserschutz mat Féiss getrëppelt ginn. De Site, dee Projet entsprécht net dem IVL, dee jo emol eng Kéier geschriwwe ginn ass, fir ebe grad méi nohalteg eist Land ze plangen, net nëmmen am Süden, mä am ganze Land.

An de Projet - da kommen och déi Aspekter vun der Nohaltegkeet, wat méi d'Ekonomie an dat Soziaalt ubelaangt - entsprécht och net deene Kritären, well de Projet ass jo aus der Siicht vum Commerce an duebeler Hisiicht net nohalteg. Den Équiliber tëschent de Geschäfter am Süde géif do wierklech gestéiert ginn, et

géife Geschäfter an d'Faillite geroden op Käschte vun aneren. An och déi Produiten, déi géifen an esou Outlet-Zentren ugebuede ginn, entsprieche kaum de Kritäre vun Nohaltegkeet, mä déi sinn oft an d'Kategorie Wegwerfproduiten anzereien.

Do sollt also ongehemmt de Konsum da gefördert ginn amplaz Nohaltegkeet, déi do sollt am Vierdergrond stoen. Ech mengen, wann een déi sozial Aspekter vun esou engem Megaprojet géif analyséieren, kéint een hei och keng durabel Aspekter erkennen. Hei géife prekär Aarbechtsplaze geschaf ginn, amplaz datt een hei géif kucken, aner, méi durabel Aarbechtsplazen ze schafen. Ech mengen, och déi ganz Problemer a puncto Mobilitéit géifen duerch esou e Projet nëmme verschlechtert ginn.

Ech mengen, esou e Projet wéi Léiweng, deen d'Regierung an den Nohaltegkeetsminister och mordicus verteidegen, ass absolut contraire zu deem, wat elo an enger Woch soll dann zu Rio als nei Ziler festgehale ginn, nämlech datt dann do soll eng ekologesch Wirtschaft gefördert ginn, well hei zu Léiweng, wann dee Projet géif eppes ginn, da wier dat wierklech net an deem Sënn.

En zweet Beispill, Madame Presidentin, ier meng Zäit geschwë fäerdeg ass, dat ass dat vun der Klimapolitik verbonnen och mat der Fro vun der Energie. Mir hunn nach ëmmer net eis Ziler vu Kyoto erreecht, an dat, wat mer un Terrain guttmaachen hei zu Lëtzebuerg, dat ass haaptsächlech duerch den Akaf iwwer flexibel Mechanismen, datt mer dat erreechen.

Ech hat dat schonn op dëser Plaz eng Kéier en long et en large kritiséiert, datt ech net de Sënn vun der Lëtzebuerger Klimaschutzpolitik gesinn, wa mir e puer Wandmillen a China bezuelen. Déi Sue wäre besser hei konkret investéiert. Derbäi kommen dann natierlech och déi moralesch Bedenken, wa mer eis Problemer an Drëttweltlänner versichen ofzewälzen oder als Entwécklungshëllef ëmzewandelen. Dat ass och net nohalteg, och am Sënn vun der Optik Relatiounen Norden-Süden!

Och do also, am Klimaschutz, si mer gefuerdert, entsprieche mer net de Virgabe vun der Nohaltegkeet. An ech muss scho soen, mëttlerweil si jo och elo den Nohaltegkeetsminister a säin delegéierte Minister dräi Joer am Amt an nach ëmmer vermësse mer konkret Mesuren am Beräich vum Klimaschutz. Mir hate Partenariatsdëscher, wou eng Rei Iddien, déi interessant waren, opgeschriwwe gi sinn, mä et sinn der eng Rei net zréckbehale ginn. Elo hu mer e Klimapakt mat de Gemengen, dee soll ëmgesat ginn, mä mir sinn amgaang mat Diskussiounen, mä et ass och nach konkret näischt geschitt.

Ech hat deemools no Kopenhagen 2009 gesot, do géif ganz vill wäertvoll Zäit verluer goen, an ech hunn deemools gewarnt, datt dat géif kommen, a mir gesinn, an der Praxis ass dat effektiv de Fall. Dräi Joer duerno hu mer nach ëmmer keng eenzeg konkret Mesure am Klimaschutz nei definéiert oder iergendeppes do gestëmmt.

Et ass hei einfach immens vill Zäit verluer gaang, amplaz datt een eng Rei Mesurë konkret géif ëmsetzen. Ee Beispill - ech kommen zum Schluss -, dat ass dat jo vum CO_2 spueren am Hausbau, wou een e grousst Potenzial huet. Mir hunn als DP scho virun de Wahlen, virun 2009 ëmmer erëm gesot, datt een, wann ee bei der Albausanéierung do géif systematesch Programmer duerchzéie bis 2020, al Bausubstanze sanéieren, da kéint een immens vill maachen, och am Zeeche vun der Nohaltegkeet. Well wann een esou Aarbechten da géif finanzéieren - mir hu jo och eise Modell vun der Klimabank -, wann d'Aarbechte virfinanzéiert géife ginn, da kéinten duerno d'Leit mat deene Suen, déi se spuere bei der Energie, dat zréckbezuelen, a mir géifen nëmme Gewënner hunn.

Op där enger Säit géif d'Klima gewannen, d'Leit géife gewannen, well se an isoléierten Haiser sëtzen a Sue géife spueren, de Stat géif Sue spueren, well e seng Suen erëmkritt, well e keng Kyoto-Strofen huet misse bezuelen, an esou weider. Et ass eigentlech e perfekt Beispill, wéi kéint Nohaltegkeet ëmgesat ginn, wéi se kéint hei zu Lëtzebuerg fonctionnéieren.

Vill Acteure sinn och prett hei zu Lëtzebuerg, fir dat ze maachen. Si waarden nëmmen drop. Mir haten eng Motioun hei eraginn an der Chamber viru bal zwee Joer fir eng Klimabank. De Premier himself huet se ugeholl, mä bis haut ass awer nach näischt geschitt a wäertvoll Zäit geet verluer a mir ginn net eisen Ziler vun der Nohaltegkeet gerecht.

Madame Presidentin, ech gesinn, d'Zäit kënnt esou lues zum Schluss. Ech hunn also...

Mme le Président.- Si ass ofgelaf.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Wann Der mer nach eng hallef Minutt oder eng Minittche gitt...

Also, ech hu keng Zäit, op déi aner Aspekter hei zu Lëtzebuerg anzegoen. Ech wëll einfach nëmme soen: Et kann een net op där enger Säit dobaussen an der Welt a bei der UNO da grousse Virsätz zoustëmmen an de schéine Männche maachen, an dann heiheem genau de Géigendeel an der Praxis maachen, Madame Presidentin, déi Regie..., déi Rechnung geet net op - ech wollt elo soen, déi Regierung geet och net op, mä op alle Fall: Déi Aarbecht vun dëser Regierung geet och net op!

Déi Rechnung oder déi Politik, déi do gemaach gëtt, déi geet virun allem op d'Käschte vun der Emwelt a virun allem op d'Käschte vun den zukünftege Generatiounen.

Merci.

Mme le Président.- Merci dem Här Berger. Den nächste Riedner ass den Här Negri.

M. Roger Negri *(LSAP)*.- Merci, Madame Presidentin. Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre, viru genau 20 Joer hu sech zu Rio a Brasilien déi verschidde politesch an zivilgesellschaftlech Acteure fonnt a sech e Kader ginn, fir géint de Klimawandel, de Verloscht vun der Biodiversitéit an d'sozial Aarmut ze kämpfen.

Et ass virun allem drëms gaangen, fir Ëmwelt a Wuesstum global mateneen ze vernetzen an Ongläichheeten tëschent de sougenannten entwéckelte Länner an den Entwécklungslänner auszegläichen. Et muss een awer feststellen, dass dës Ziler net erreecht gi sinn. Am soziale Beräich liewen nach ëmmer Mënschen ënnert der Aarmutsgrenz, am Ëmweltberäich ass den CO_2-Bilan esou héich wéi nach ni, a schlussendlech gëtt d'Biodiversitéit weiderhi reduzéiert. Dat ass keen erfreeleche Bilan, mä awer och keng Fatalitéit, mä e Grond, fir d'Effortë vun eis all weider ze verstäerken.

Zwanzeg Joer no der éischter Weltklimakonferenz zu Rio bleift also nach vill ze maachen an d'Erausfuerderunge si grouss. Engersäits musse mer en éierlechen a sachleche Bilan iwwert déi international Ëmwelt- a Sozialpolitik zéien an anerersäits d'politescht Engagement verstäerken, fir en neien Élan an déi nächst Jorzéngten ze fannen.

Rio huet eng Dynamik mat sech bruecht, déi zu enger Rei vu Konventiounen, Positiounspabeieren, Recommandatiounen, mä awer och zu bindenden Texter gefouert huet. Dat éischt konkret Instrument ass den 1997 agefouerte Kyoto-Protokoll. Wéi Der wësst, leeft dëse Protokoll d'nächst Joer - 2012 (veuillez lire: Enn 2012) - aus, an d'Europäesch Unioun huet sech zesumme mat aneren eenzelne Länner fir en erneierte Protokoll an der Iwwergangsphas bis 2020 engagéiert.

An deem Kontext stellt sech d'Fro, wéi deen neie Protokoll soll ausgesinn, wat d'Ziler dovunner sinn a wat dat fir eist Land bedeit. Déi lescht Klimakonferenz am Dezember 2011 zu Durban war och kee Succès.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

Amerika an déi sougenannte Schwellelänner, virun allem China an Indien, sinn net kooperativ, wann et ëm d'Reduzéiere vun hiren CO_2-Emissioune geet. Hire Wee vum ekonomesche Wuesstum ass enorm energiebedürfteg a baut deementspriechend op e massiivt Ausnotze vun den natierleche Ressourcen.

Mir kënnen awer net méi weider ongenéiert eis natierlech a limitéiert Ressourcen ausnotzen, ouni d'Iwwerliewenschancë vun den nächste Generatiounen a Gefor ze setzen. Dat ass e Constat, deen u sech keng grouss Statistiken oder Zuele brauch, mä dee fir jiddweree selbstverständlech misst sinn.

Als Fallbeispill wéilt ech vläicht ernimmen, dass mer an der Landwirtschaft Ekosystemer brauchen, déi effizient sinn, an dat setzt och viraus, dass mer net blann den neien Technologien de Réck dréien, ëmmer de Kampf géint den Honger an der Welt dobäi als Haaptzil am A behalend, mä trotzdeem ass et fir d'Sécherheet vun eiser Chaîne alimentaire wichteg, dass mer esou mann wéi méiglech Pestiziden asetzen a ganz virsichteg mat OGMen ëmginn.

D'Konsequenze vun engem rücksichtslose Behuele sinn zum Deel haut schonn ze spieren. De Gebrauch vun Antibiotika an anere Mëttele féiert zu enger grousser Resistenz géint Viren, zu Intoleranzen an Allergien op verschidde Liewensmëttel.

An dësem Zesummenhang si kierzlech nei Studien erauskomm, déi de schiedlechen Afloss vun de Pestiziden op d'Beie beleeën, déi zum groussen Deel responsabel si fir d'Beiestiewe weltwäit, woubäi mer alleguerte wëssen, wéi wichteg d'Beien an eisem Biokreeslaf sinn.

Här President, et ass net einfach, déi dräi grouss Piliere vun der Nohaltegkeet, d'Gläichgewiicht tëschent dem sozialen, dem ekonomeschen an dem ekologesche Volet zesummenzehalen, an et schéngt eis kloer, dass dëst Zil nach méi eng grouss Iwwergangsphas brauch, an déi nach mat méi kloren Objektiver an Etappe verbonne muss ginn.

An domadder wëll ech kuerz op den „Zero Draft", d'Virbereedungsdokument vun „Rio+20" agoen. Wéi et och scho virdru vu menge Virriedner ugeschwat ginn ass, brauche mer elo e staarkt politescht Engagement fir eng nohalteg a sozial gerecht Ëmweltpolitik. Dräi grouss Theme ginn aus dem „Zero Draft"-Dokument ervir: d'Green Economy géint d'Aarmutsbekämpfung, d'Schafe vun enger verstäerkter internationaler Ëmweltorganisatioun an d'Virbereedung vun den neie Millennium Development Goals.

Eng inklusiv gréng Ekonomie ass sécherlech ganz wichteg a weist op en nohaltegen Trend hin, wou virun allem fir eis d'sozial Komponent eng zentral Roll spille muss.

An der inklusiver Green Economy brauche mir, wéi jo och scho virdru gesot ginn ass, Transitiounsetappen, déi de Wee zu enger nohalteger Ekonomie virweisen, besonnesch fir déi Länner, déi mat vollem Gas méi schnell wuesse wëllen, woubäi mir hei an eise Länner de Schwellen- an Entwécklungslänner hiert Recht op Wuesstum a Prosperitéit awer dobäi net a Fro ze stellen hunn. Ouni Transitiounsprinzipië wäerte mir ganz schwéier op en Accord kommen, deen iwwert dee klengsten Dénominateur commun erausgeet.

Här President, zu Lëtzebuerg huet sech säit e puer Joer eng Dynamik entwéckelt a Richtung sozial an nohalteg Responsabilitéit vun de Betriber. Et gëtt verschidde Plattformen, zesumme mat den zoustännege Ministèren, wou déi sougenannte Responsabilité sociale des entreprises gefördert an entwéckelt gëtt, wéi zum Beispill den Institut national pour le développement durable et pour la responsabilité sociale des entreprises, den INDR, oder den Institut pour le mouvement sociétal, IMS.

D'Iwwerleeunge sinn natierlech net nëmmen do ekologesch bedéngt, mä et geet drëm, ze verstoen, wat fir en Afloss d'Produktioun vun enger Entreprise huet op hiert ekonomescht Emfeld, op hiert Personal an op déi natierlech Ressourcen an hirer lokaler Enceinte. Och wann dat op fräiwëlleger Basis geschitt, wier et interessant ze wëssen, wéi vill a wat fir eng Zort Betriber eng Charte d'entreprises pour la responsabilité sociale et le développement durable ënnerschriwwen hunn a wéi sech dat am Laf vun de Joren entwéckelt huet.

Och op EU-Niveau, an doriwwer eraus, gëtt et eng Rei vun Instituter, déi am Ëmweltberäich täteg sinn. Et gëtt engersäits eng ganz Rei Privatorganisatioune wéi d'Gréngt Kräiz oder de Fonds pour l'environnement mondial, den FEM, deen zum Beispill als finanzielle Mechanismus fir d'UNO-Konventiounen zoustänneg ass.

An et gëtt anerersäits och eegen UNO-Organisatiounen, déi sech mat der Ëmsetzung vun den UNO-Accordë befaassen. En Ënnerinstitut, de Programme des Nations Unies pour l'environnement, de PNUE, deen déi entscheedend Rapporten..., pardon, déi entspriechend Rapporten an Evaluatioune mécht, ass e Gremium mat sechs Büroe weltwäit nëmmen, a seng Ressourcë sinn natierlech deementspriechend bescheiden.

Et gëtt fir de Moment awer virun allem nach ëmmer kee globale juristesche Kader fir d'Ëmweltpolitik, net wéi dat zum Beispill scho beim Commerce - OMC - oder der Santé - OMS - de Fall ass.

Esou eng international Ëmweltorganisatioun wier an deem Sënn eng absolut Noutwendegkeet, well domat déi eenzel international Konventiounen aus dem Ëmweltberäich regruppéiert a koordinéiert kéinte ginn. Déi eenzel Ziler op ee gemeinsamen Nenner ze bréngen, géif och administrativ Käschte spueren, déi fir vill Entwécklungslänner nach eng grouss Hürd sinn an hiren Efforten, fir zu enger nohalteger Entwécklung ze kommen. Dozou gehéiert och d'Recherche, fir u gemeinsam gëeenegt Ziler ze schaffen, an engem kohärente Programm, mat bindende Reglementatiounen a Konventiounen.

E lescht Argument fir esou eng international Ëmweltorganisatioun ass d'Partenariat tëschent de politeschen Décideuren an der Zivilgesellschaft. Doduerch, dass se am Kader vun enger globaler Institutioun, esou wéi dat an deenen anere Weltorganisatioune schonn de Fall ass, méi Matbestëmmungsrecht kriten, well se ënner anerem um lokale Plang deen néidegen Know-how hunn, wier e positivt Zeeche gesat, fir dësem wichtege Partenariat en neien Élan ze ginn, dee säit 1992 zu Rio ëmmer méi auserneegedrift ass.

Nieft dësem Gremium gëtt et och nach aner Iddien, wéi een der internationaler Ëmweltpolitik weider zu méi Poids verhëllefe kéint. Virun e puer Woche war den Expresident vun der UdSSR, de Michail Gorbatschow, zu Lëtzebuerg op Besuch. A senger Fonctioun als President vun der Croix-Verte Internationale huet hien an engem Interview beim „Le Monde" gesot, hie wier éischter skeptesch géigeniwwer der Iddi vun enger internationaler Ëmweltorganisatioun, mä éischter fir en internationaalt Geriicht, an ech zitéieren: «chargé de juger ceux qui sont coupables de crimes écologiques, aussi bien des chefs d'entreprise que des chefs d'État et de gouvernement».

D'Konzept vun engem internationale Geriicht kléngt vläicht interessant, mä do bleiwen eng Rei vu Froen ze klären, wat d'Ëmsetzung vun engem gemeinsame rechtleche Gremium am Beräich vun der Ëmwelt betrëfft.

Egal wéi wäit déi eng oder déi aner dovun iwwerzeegt sinn, dass am Klimaschutz Handlungsdrock besteet, sou muss et eis all kloer sinn, dass mer net derlaanscht komme wäerten, politesch gemeinsam un engem Strang ze zéien. Den Direkter vum PNUE, den Achim Steiner, huet am Kader vun enger Konferenz gesot, ech zitéieren: «Sans un renforcement de la gouvernance environnementale internationale, les accords potentiellement conclus à Rio+20 ne feront que contribuer à une persistance des défis, plutôt que d'offrir des chances et l'impératif d'un développement plus intelligent et plus équitable au 21e siècle.»

Här President, weider Gespréichsthemen op der UNO-Klimakonferenz sinn d'Millennium Development Goals. D'Zil Nummer 7 konzentréiert sech op eng nohalteg Entwécklung an notamment de Schutz vun den natierleche Ressourcen an d'Erhale vun der Biodiversitéit. Am Joer 2000 sinn dës vun der UNO ugestrieften Entwécklungsziler op engem Sommet adoptéiert ginn a solle bis 2015 ëmgesat ginn. Eng Tëschebilanz weist, dass et wuel Verbesserunge gëtt, notamment wat den Zougang zu propperem Waasser ugeet. Och d'Déforestatioun geet ganz liicht zréck, mä ass trotzdeem nach en Thema, deen eis staark beschäftege muss.

Wat d'Biodiversitéit ugeet, ass de Bilan net esou positiv. Ëmweltverschmotzung, de Klimawandel, de Konsum, de Mangel un Habitatzone fir d'Déieren an d'Planze sinn alles Themen, déi nach weider mussen entwéckelt ginn. Do dernieft gëtt et eng ganz Rei aner Ziler, déi virun allem d'Bekämpfung vun der Aarmut ustriewen, den Accès zu de Gesondheetssoinen an d'Éducatioun.

Wat d'Aarmut ubelaangt, esou ass déi an deene leschte Joren zréckgaangen, notamment duerch den ekonomesche Wuesstum an den asiatesche Länner. Trotzdeem läit d'Hongersnout nach ëmmer bei 16% vun der Weltpopulatioun. Och bei de sougenannten „working poor", dat heescht Leit, déi wuel schaffen, mä trotzdeem manner wéi 1,25 Dollar den Dag als Revenu disponible hunn, huet sech d'Tendenz net verbessert. Ee vu fënnef Aarbechter weltwäit lieft mat senger Famill an der Aarmut.

Gesondheetlech huet sech och villes gedoen, notamment duerch geziilte Projeten am Kampf géint den Aids oder d'Tuberkulos. Schliesslech ass d'Alphabetisatioun, besonnesch an den afrikanesche Länner, verbessert ginn an d'Scolarisatioun ass tëschent 1999 an 2009 ëm 25% eropgaangen.

Dat si positiv Ustéiss, déi eis weider encouragéiere sollen, dëse Länner weider d'Méiglechkeet ze ginn, fir hir Autonomie kënne selwer ze verstäerken. Eise Kooperatiounsbudget an Hëllefsprogrammer - Aide publique au développement - fir manner bemëttelt Länner leien haut bei 1% vun eisem PIB; 1990 waren dat nach nëmmen 0,21%. Och a Krisejore besti mir als LSAP drop, dass déi Sue fir d'Entwécklungshëllef weiderhi prioritär am humanitäre Beräich investéiert ginn, esou wéi dat ënner anerem am Cap-Vert an am Senegal de Fall ass.

Mir sinn och iwwerzeegt, dass d'Potenzial do ass, fir eise Kooperatiounsbudget nach weider ze optiméieren a fir iwwer Screeningen an Auditen dës Suen nach méi effizient anzesetzen. D'Hëllef un Entwécklungslänner ass e wichtege Bestanddeel vun de Millennium Development Goals, an dat soll och erneit dëst Joer op der UNO-Klimakonferenz an der Diskussioun sinn.

D'Fro ass virun allem, wéi et no 2015 weidergeet. Wéi kann een e bessere globale Kader fir méi Solidaritéit schafen an d'Kluft tëschent de Räichen an den Aarmen op dëser Welt méi kleng kréien?

Här President, wat eis CO_2-Bilanz ugeet, esou huet d'Europäesch Ëmweltagence viru Kuerzem déi neisten Zuele fir d'Joer 2010 virgeluecht. Esou sinn d'CO_2-Emissiounen a ganz Europa

ëm 2,7% (veuillez lire: 2,4%) an d'Luucht gaangen. Dat entsprécht 111 Milliounen Tonnen CO_2-Emissiounen. 2008 an 2009 hate mir insgesamt e Réckschrëtt vu 7,3%, wat 365 Milliounen Tonnen CO_2 entsprécht.

Wa mer Lëtzebuerg ënnert d'Lupp huelen, esou sinn d'CO_2-Ausstéiss souguer ëm 4,9% eropgaangen. Domat hu mir par rapport zum Referenzjoer 1990 d'CO_2-Emissiounen nëmmen ëm 6% reduzéiert.

Vläicht kann den Här Minister eis déi lescht Chiffere vun 2010 an eventuell 2011 ginn. Mir leien de Moment also nach wäit ewech vun eisem Zil vun 28%, dat mir bis 2012 erreeche sollten.

Eleng den Transportsecteur mécht méi wéi 50% vun eisen CO_2-Emissiounen aus. Bei eisem nationale Fuerpark sinn d'CO_2-Emissioune vun 2007 bis haut ëm 10,3% zréckgaangen, woubäi den Undeel u registréierten Autoen ëm 9,3% eropgaangen ass.

De Spritexport, deen 72% vum gesamten nationale Spritverkaf ausmécht, ass e rentabele Marché fir eist Land. Zirka eng Milliard Euro Steiere kasséiere mir all Joers an, an doriwwer eraus sinn och Aarbechtsplazen dru gebonnen. Och wa mer wëssen, dass dat eisen CO_2-Bilan däitlech eropdréckt, muss een och soen, dass et keen Ënnerscheed mécht, ob d'Leit hei am Land oder iwwert d'Grenz hannert eisem Land tanke ginn; der gesamter CO_2-Bilanz hëlleft dat net weider.

Mä trotzdeem wësse mir, dass dës budgetär Situatioun op laang Weil net ze halen ass a progressiv harmoniséiert muss ginn. Kloer ass deemno och, dass mer weider an den öffentlechen Transport investéiere mussen, wa mer effikass d'CO_2-Emissiounen nohalteg erofkréie wëllen.

Här President, déi flexibel Kyoto-Mechanismen erlaben den Industrielänner, méi einfach hir Kyoto-Ziler ze erreechen, andeems se Emissiounsrechter kafen oder Projeten zur CO_2-Reduzéierung an Entwécklungslänner ausféieren an esou déi erspuerten Emissioune matkontabiliséiert kréien.

Lëtzebuerg huet an deene leschte Jore vill Projeten iwwert dëse Wee organiséiert, mä et stellt sech d'Fro, inwiefern dës Projeten zum Reduktiounszil bäigedroen hunn a wéi sech dës Projete parallell zu den traditionelle Kooperatiounsprojeten entwéckelen. Humanitär Projeten am Kader vun de flexibele Mechanisme vu Kyoto sinn net kontraproduktiv a kënnen zu engem kohärenten, sënnvollen Zesummespill féieren.

Här President, a puncto Energiepolitik hu mir am Kader vum Kyoto-Protokoll an elo de Strategië vun den EU-20/20/20-Ziler - bis d'Joer 2020 jo ze erreechen - eis also deemno engagéiert, hei zu Lëtzebuerg eisen Energiekonsum aus erneierbare Quellen op 11% vum Gesamtkonsum ze bréngen. De Moment hu mir e Konsum aus erneierbaren Energien, dee bei 2,7% läit. Mir mussen deemno bis 2020 nach kräfteg, ëm 7,3%, bäileeën.

Dofir begréisse mer als LSAP den Aktiounsplang, deen den Energieminister élaboréiert huet, fir successiv den Undeel un erneierbaren Energien an d'Luucht ze dreiwen. Fir e puer Zuelen dozou ze soen: 2011/12: 2,92%, 2013/14: 3,93%, 2015/16: 5,45, 2017/18: 7,47%, an da geet dat esou weider.

Am Beräich vun den erneierbaren Energien ass et fir eist Land och wichteg, am Beräich vun der Green Economy an d'Recherche ze investéieren, wéi zum Beispill an d'Fotovoltaik. Hei wëllt Lëtzebuerg sech e performante Pôle de compétence ginn, a mir begréissen an deem Kontext de Partenariat vun der Uni Lëtzebuerg mat 13 aner Partner am Kader vum „Scalenano project" mat enger Enveloppe budgétaire vun zéng Milliounen Euro, fir d'Recherche an de Solarzelle weiderzedreiwen an domat d'Kompetitivitéit vun dëser Technologie ze erhéijen. Dëst si Kollaboratiounen, déi d'Attraktivitéit vun eisem Land als kompetente Fuerschungszenter ënnersträichen.

Här President, am Kontext vun de Klimamesurë begréisse mir de Klimapakt fir d'Gemengen, deen d'Regierung virgeluecht huet an dee muer de Moien an der Chamberskommissioun diskutéiert gëtt. Hei geet et drëm, d'Gemengen an hirem Effort zu enger besserer Energieeffizienz finanziell ze begleeden. Als LSAP ass et eis virun allem wichteg, dass mer iwwert de Wee vun harmoniséierten Instrumenter den Energieverbrauch moosse kënnen an domadder en objektive Gradmiesser fir all Gemenge schafen.

An deem Kontext sinn och d'Efforten ze begréissen, déi am Wunnengsbau gemaach ginn. Wéi den Energieminister Etienne Schneider gëschter matgedeelt huet, gi fir de Bau vun neie Wunnenge fir d'Joer 2018 nëmmen nach quasi Passivhaiser - an doriwwer eraus - zur Norm, dëst am Kader vun engem respektiven Effizienzplus vun 1,5% jährlech.

Här President, als Konklusioun a fir zum Schluss ze kommen, stellt de „Rio+20"-Klimasommet eng wichteg Opportunitéit duer, fir vun ale Konsumgewunnechten op en nohaltegt an naturbewosst Verhalen iwwerzegoen. Produktioun a Wuesstum sollen net op d'Käschte vun natierleche Ressourcë bedriwwe ginn, mä am Zesummeklang. D'Zesummespill vun allen Acteuren aus Politik an der Zivilgesellschaft ass méi wéi jee néideg, sief et hei am Land, mat de Gemengen an de Betriber, an och natierlech um internationale Plang.

Zesumme mat den europäesche Kolleegen hoffe mir, dass eis Vertrieder dës Iwwerleeungen an den Zentrum vun hiren Démarchë stellen an zu konkreten an ambitiéise Resultater am Intérêt vum Klimaschutz kommen. Mir droen och déi deponéiert Motioun mat, an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Negri Merci. Als nächste Riedner ass den Här Kartheiser agedroen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, haut ass scho ganz vill gesot ginn, wat richteg ass, an op ville Punkten hu mer e Konsensus heibannen. D'Wichtegkeet vun der dauerhafter Entwécklung, vun dem „sustainable development" steet net a Fro. Villes ass iwwert d'Fëscherei gesot ginn, iwwert d'Noutwendegkeet, d'fossil Energien ze schounen, wou mer heibanne ganz sécher e Konsensus hunn.

Am Ufank vu senger Ried hat den Här Gira gefrot: „Firwat gëtt net vill iwwer «Rio+20» geschwat?" Ech mengen, dat huet zwou Ursaachen. Dat eent ass, datt et e bëssen hei an eise Gesellschaften awer zu engem gesellschaftleche Konsensus ginn ass, iwwer ëmweltschounend Politik nozedenken, an dat Zweet ass awer och, an dat muss een och soen, eng gewësse Skepsis géintiwwer dem Prozess.

Ech wëll hei just am Ufank vläicht e puer Beispiller nennen, wat de Klimawandel ugeet, wou einfach d'Politik e bëssen hannert der Wëssenschaft hannendruleeft, well dat, wat laang vum IPPC gesot ginn ass, eigentlech och zum Deel Schrëtt fir Schrëtt dann zréckgeholl ginn ass.

Dat huet ugefaange mat der Courbe de Mann, mam exponentiellen Temperaturustieg, Dir erënnert Iech wahrscheinlech un de Film vum Al Gore, wou dat gewise ginn ass. Dat ass zréckgezu ginn, well wëssenschaftlech net haltbar. Déi Affär vun de Gletscherschmelzen ass zréckgezu ginn.

(Interruptions)

Dach! Mir haten zweemol de Climategate, mir haten zweemol de Climategate mat den E-Mailen, déi erauskoumen. An dat alles sinn Elementer, déi natierlech och an der wëssenschaftlecher Communautéit un éischter Plaz, mä och dann an der Opinion publique fir eng méi grouss Skepsis gesuergt hunn.

Dofir muss een einfach emol gesinn, datt och hei déi westlech zentréiert Debatt, wéi mir se haut hei gefouert hunn, a ville Länner vun der Welt net esou gefouert gëtt: Russland, Indien, China, Brasilien, och d'USA hunn hir eege Konzeptiounen, net nëmmen iwwert déi Approche scientifique - déi awer hei elo zentral behandelt gëtt - a Westeuropa, mä och iwwert déi ekonomesch Konsequenzen an hiert Recht op ekonomesch Entwécklung. Si werfen eis vir, eis als Europäesch Unioun, als Westen, datt mir an deem Sënn neokolonialistesch wären, well mir eng Entwécklung gemaach hu mat Mëttelen, déi mir hinnen elo wëlle virenthalen.

Dat ass och eng politesch Debatt, déi fir eis net einfach ze féieren ass an déi mer nëmmen da kënne kredibel duerchstoen, wa mer och alternativ Energien, bezuelbar alternativ Energien oder Finanztransferten an engem grousse Sënn kënne fir déi Länner proposéieren, wou mir awer Zweifel hunn, ob mer dat iwwerhaapt kënne packen.

Also, kredibel Klimapolitik heescht och, an d'A faassen dat Recht op wirtschaftlech Entwécklung vun enger ganzer Rei Länner. A wéi mir dat kënne steieren, dat ass eng onbeäntwert Fro.

Mir als ADR bekennen eis ganz kloer zum Ëmweltschutz, an zwar zu engem Principe de précaution, dee mir wëllen uwennen, wou mir soen, mir mussen einfach allgemeng op eis Ëmwelt oppassen. Eng Gestion en bon père de famille. Mir däerfen d'Atmosphär net verschmotzen, genausou wéineg wéi d'Waasser oder de Buedem. An ech mengen, dat ass e Grondprinzip, deen eis an eiser Politik leet.

Awer déi Ëmweltpolitik, déi muss och durabel sinn, déi muss och verträglech sinn. An eng durabel Ëmweltpolitik kann nëmmen eng sinn, déi och ekonomesch gedroe gëtt, déi d'Ekonomie ka matdroen, déi bezuelbar ass.

An deem Sënn wëll ech emol eng Partie Theorien, déi déi gréng hei opwerfen, hannerfroen. Eng durabel Ëmweltpolitik, déi muss jo och finanzéierbar sinn, an déi Moossnamen, déi e bëssen hott an har proposéiert gi vun deene Gréngen, déi widdersprieche sech dacks oder féieren eis an eng Situatioun, wou ee sech muss froen: Wéi solle mer dat da finanziell duerchhalen?

Huele mer emol den Tanktourismus. Den Tanktourismus, den Här Negri huet et rappeléiert, dat ass eng Milliard, mat allem ronderëm, an engem Gesamtbudget vun zwielef Milliarden. Wann dat...

(Interruption)

Jo, mä wann dat Geld eis feelt, da komme mer da vläicht an déi Utopien, déi Dir eis beschriwwen hutt, Här Gira, mat enger „Sobriété heureuse" oder enger „Befreiung vum Wuesstum" - dat sinn déi Wierder, déi Dir gebraucht hutt.

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Neen, neen!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Dat heescht de facto - an da sot et de Leit och, Här Gira! -, datt Dir u sech de facto eng Reduzéierung vum Liewensstandard hei am Land, eng Ëmverdeelung vun deene Ressourcen, déi mer hunn, musst virhuelen, wann Der op eng Milliard Akommes am Statsbudget wëllt verzichten. Dat eent geet net ouni dat anert.

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Neen, dat huet kee gesot!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Da sot Äre potenzielle Wieler, datt Dir wëllt op eng Milliard verzichten an datt déi muss bei hinnen agespuert ginn. Oder aner Saachen, déi mer och kënnen emol hei ervirsträichen. D'Iwwerweisungen an d'Ausland - do si mer mat der DP d'accord - am Kader vum Kyoto-Protokoll, dat ass einfach keng vernünfteg Politik! Et ass der Atmosphär egal, wa mer se wëlle protegéieren, ob mir dat hei zu Lëtzebuerg maachen oder an engem anere Land. An déi Suen, déi mer kënne fir de Klimaschutz mobiliséieren, déi solle mer hei huele fir d'Sanéierung vu Gebaier a mir solle se net an d'Ausland transferéieren.

Mir mussen och verschidde Saachen nei iwwerdenken, wéi zum Beispill och den Impakt op d'Aarbechtsplazen. Wa mir hei higinn an, wéi déi gréng et wëllen, eng CO_2-Tax aféieren oder och nach eis Taxen nivelléieren um Niveau vun der Grande Région, dat heescht, kompetitiv fiskal Virdeeler vu Lëtzebuerg ofschafen, da musse mer eis natierlech och froen, niewent dem Verloscht un Akommes: Wat huet dat fir een Impakt op d'Aarbechtsplazen?

Da soen déi gréng eis: „Ma dat ass kee Problem, dat kompenséiere mer mat där grénger Ekonomie, mat gréngen Aarbechtsplazen." Da wëll ech awer soen, datt dat och zum Deel Utopië sinn. De Conseil national de la recherche scientifique a Frankräich huet emol eng Analys gemaach vun deene Propositiounen. Et ass ganz interessant, dat ze liesen: Da gëtt emol fir d'Éischt gesot, wann een eng nei Tax aféiert, gëtt gesot, ma dann ass emol Akommes manner verfügbar. An an enger éischter Phas féiert dat emol zu enger Reduzéierung vun der Zuel vun den Aarbechtsplazen, notamment bei de Combustibles et carburants, bei Eau, gaz et électricité a bei der Administration publique.

An dann, seet de Conseil national de la recherche scientifique, kann et effektiv zu enger Création d'emplois kommen. En ass awer ganz virsiichteg, well déi Berechnungen - dat ass eng Analyse de systèmes complexes, déi gemaach gëtt -, dat ëmfaasst 80.000 Équatiounen, mat enger ganzer Rei vu Parameteren, déi iwwerhaapt net numeresch ofschätzbar sinn, déi also musse geschat ginn. An da muss awer erauskommen: Wou gëtt et dann déi Création d'emplois verts? Ma déi gëtt et bei Équipements électriques et électroniques, zu engem gewëssenen Deel, bei Composantes électriques/électroniques, bei Pharmacie, parfumerie et entretien an dann zu engem ganz groussen Deel bei Recherche et développement, wou een awer da muss soen, dat si subventionéiert Aarbechtsplazen!

Wa mer also eng Taxe carbone aféieren, féiert et emol zu enger Reduzéierung vum verfügbaren Akommes, zu enger Reduzéierung vun Aarbechtsplazen, zu enger eventueller Kreatioun vun Aarbechtsplazen, wann d'Majoritéit subventionéiert ass. Och dat sinn ekonomesch Realitéiten! Wann een also higeet, wéi déi gréng, an et seet een, dat ass d'Léisung, fir de Verloscht vun Aarbechtsplazen duerch eis Steiernivelléierung oder duerch eis nei Steieren, déi mer wëllen aféieren, ze kompenséieren, dann ass dat e Wee, deen och net kredibel ass.

Mikroekonomesch huet dat och Konsequenzen, déi gréng Politik. Mir haten hei zwee Beispiller am leschte Joer - ech wëll se nach eng Kéier an Erënnerung ruffen -, firwat gréng deier gëtt. Gréng ass net nëmmen en Desaster - wa mer gréng Politik ëmsetzen - fir eis Ekonomie, ech hunn dat an e puer Beispiller elo ugeféiert,...

(Interruption)

...mä och mikroekonomesch fir eis Stéit. Ech wëll just déi Problematik vum deieren Drénkwaasser an Erënnerung ruffen, wou Dir jo och géint de soziale Waasserpräis sidd, an och d'Dreckseemeren, d'Müllabfuhr, déi jo och relativ deier gëtt duerch déi nei Moossnamen, déi do geholl ginn. Alles dat kascht...

(Interruption)

...alles dat kascht d'Leit Geld! An engem Ëmfeld, wou een Iech géif gewäerde loossen: Och Aarbechtsplazen an aner ekonomesch Virdeeler vum Land géifen a Fro gestallt ginn!

Wéi gesot, d'ADR ass eng Partei, déi sech resolut fir Ëmweltschutz asetzt, awer op eng realistesch...

(Interruption)

... a vertrietbar Manéier, déi net op d'Käschte vun de Leit geet. Dir schwätzt vun...

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Bei Iech geet näischt op d'Käschte vu guer näischt. Dir sidd d'Gratis-Partei!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Dir schwätzt vu grousse Prinzipien an esou weider...

(Interruptions diverses)

M. Félix Braz *(déi gréng).*- D'Gratis-Partei!

M. le Président.- Sou, ech géif Iech elo bieden, dem Här Kartheiser nozelauschteren. Et ka jiddwereen herno nach hei reagéieren, wann en Zäit huet.

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Här President, mir reagéieren, just well mer nolauschteren!

(Interruption)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- ...well dat ass e gudden Exercice fir eis gréng Kolleegen, an ech recommandéieren hinnen dat och.

Also, Dir schwätzt vu grousse Prinzipien an der Welt, wéi zum Beispill, wou Dir gesot hutt, de Biosprit. Jo, de Biosprit ass fir eis eng fei Saach. Mä Dir musst awer och soen, datt de Biosprit och Deel ass vum Ofholzproblem, deen Der och kritiséiert. An de Biosprit, deen Agrarfläche brauch, déi dann net geholl gi fir landwirtschaftlech Produiten unzebauen, déi awer vläicht deenen aarmen an hongrege Leit - déi Der zu Recht wëllt ënnerstëtzen, dat wëlle mir och! -, déi deenen awer feelen, well mir hei Biosprit wëllen.

Also dat sinn esou Diskussiounen, wësst Der, wou ech einfach déi Éierlechkeet vun Iech afuerderen, fir ze soen: Jo, mir Gréng, mir proposéieren dat zwar, mir wëssen awer gläichzäiteg, datt mer eis op x Punkten doduerch widderspriechen. An och dat muss ee kënne soen.

Ech wëll hei kuerz zur Entwécklungshëllef ee Wuert nach soen. Dir wësst, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, datt mir als Partei och fir d'Entwécklungshëllef astinn. Mir bekennen eis ganz kloer zu deenen 0,7%, wat jo och hei an der Suite vu Rio '92 agefouert ginn ass. Mir wëllen awer och just soen, datt mir an dësen ekonomeschen Zäiten drop bestinn, datt mer eisen Niveau vun der Entwécklungshëllef op 0,7%, also op dat, wat mer versprach haten, limitéieren an net doriwwer erausginn.

Ech hunn hei eng Statistik, déi ech Iech wëll weisen, déi dat vläicht eng Kéier ganz drastesch virun Ae féiert, wou mir leien. Mir leien hei, an déi meescht Länner an der OECD, déi leie wäit drënner. Do denke mir, datt et vläicht net schlecht wär, wann anerer och hire Bäitrag emol géife leeschten, déi wäit méi grouss Ekonomien hu wéi Lëtzebuerg, wat op der Welt e ganz aneren Effet nach géif ausléise wéi déi Suen, déi mir an d'Entwécklungshëllef stiechen. Ech hunn och mat Interessi gehéiert, datt den Här Negri ebe vun de Sozialiste gesot huet, dat kéint optimiséiert ginn, do kéint een nach an der Entwécklungspolitik munches méi effikass asetzen. An ech muss soen, Här Negri, och an deem do Dossier kënne mer Iech nëmme recht ginn.

Da sinn esou Aspekter opkomm wéi d'Institutionaliséierung vun där Politik elo, „Rio+20", an dann d'Schafe vun neien internationalen Institutiounen. Ass dat néideg? Et muss ee sech et froen. Dir hat, Här Gira, vun der WTO geschwat an dat an Zesummenhang gestallt vun der Globaliséierung. Ech muss Iech soen, d'WTO huet just d'Unctad ofgeléist - d'United Nations Conference on Trade and Development -, déi ass et schonn ëmmer ginn. Dir hutt dat anescht genannt.

Derniewent si Rio '92 awer och Entwécklungsstrukture geschaf ginn, déi deemools nach net bestanen hunn. Ech mengen net, datt et elo néideg wär, fir dat nach weider auszebauen. Mä et wär einfach emol wichteg, fir de politesche Wëllen ze hunn, fir dee politesche Wëllen an de Länner ze hunn - an net nëmmen hei am Land, well hei hu mer en! -, fir déi Verspriechen op jidde Fall tendenziell duerchzesetzen, déi mer deemools zu Rio '92 geholl hunn.

Ech kann also - ech gesinn, meng Zäit ass ofgelaf -, an enger Konklusioun soen: Émweltschutz op jidde Fall, jo! Awer ech ka wierklech nëmme warne virun deene Grénge. Hir Politik ass éischtens ineffikass,...

(Interruptions)

...si ass widderspréchlech, si ass schrecklech deier a si schuet eisem Land!

Une voix.- Ooh!!

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Kartheiser. Dann ass als nächste Riedner den Här Serge Urbany agedroen. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, 20 Joer no der UNO-Konferenz zu Rio iwwer Entwécklung an Émwelt musse mer feststellen: D'Ongläichheeten an der Welt hunn dramatesch zougeholl a sinn och d'Ursaache vu permanente Finanz-, Wirtschafts-, Sozial- an och Émweltkrisen. D'Klimakatastroph hélt émmer méi gewalteg Ausmoossen un an trëfft grad déi Länner a Mënschen am häertsten, déi sech am mannsten dergéint schütze kënnen. D'Liewensmëttelkris féiert émmer erëm an der Welt zu schlëmmen Hongersnéit.

Dat heescht, déi leschten 20 Joer hu gewisen, dass déi sougenannt „onsichtbar Hand vum Maart" eleng net capabel ass, spierbar Léisunge fir dës Problemer ze liwweren. An ech mengen, och Virstellunge vun enger grénger Ekonomie sinn net eleng iwwert de Maart ze regelen.

Här President, et sinn heizou, zu „Rio+20", eng sëllechen Avisen erakomm vun ONGen, Gewerkschaften, Associatiounen iwwert dat Grondsazdokument, dat virläit, an déi sinn alleguerte ganz kritesch. Si bemängelen, dass dat Dokument bei Wäitem net wäit genuch geet an doduerch och net kann op der Héicht si vun deenen dramatesche Situatiounen, mat deenen d'Mënschheet awer konfrontéiert ass. An ech mengen, grad eist Land misst an esou enger Situatioun säin Deel vun der Verantwortung iwwerhuelen a konsequent a kohärent handelen.

Et ass awer grad dës Kohärenz, déi mer an der Politik vun deenen énnerschiddleche Ministèrë massiv vermëssen. Ech wëll nëmmen dräi Beispiller nennen. Mir kënnen net op där enger Säit géint Atomstroum sinn an op där anerer Säit Leitungen duerch Naturschutzgebidder bei de franséischen Atomréseau féieren. Mir kënnen net op där enger Säit erkennen, dass de Bio- oder Agrosprit net gutt ass fir d'Nahrungsmëttelproduktioun an op där anerer Säit eisen nach vill ze vill bescheidenen Undeel un erneierbaren Energien och nach genee op deen Agrosprit baséieren.

Drëttens kënne mer net engersäits erkennen, dass déi weltwäit Hongersnéit zum groussen Deel vu spekulativem Handel mat Liewensmëttelen hierkommen an anerersäits eng Fongenindustrie hunn, déi zum Deel genee dës spekulativ Geschäfter mécht, an, wat nach vill méi schlëmm ass, och nach eng Rentereserv hunn, déi genau zu deemselwechten Zweck agesat gëtt.

Ech kéint nach vill aner Beispiller nennen, ech kéint och nach op déi sozial Aspekter agoen. Leider feelt mer awer duerfir d'Zäit.

Ech mengen, ofschléissend, dass mer grad haut en Émdenke brauchen, ewech vun deem quasi reliéise Glawen un d'Mäert hin zu enger Politik, déi déi sozial, ekologesch an demokratesch Défien erkennt an deementspriechend handelt, och op nationalem Plang.

D'Commission Stiglitz vun der UNO huet och global Pisten opgewisen, déi net genuch bis guer net berücksichtegt ginn an deenen aktuelle Virbereedunge vu Rio. An dat ass, mengen ech, kloer aus der Äntwert ervirgaangen, déi ech grad zu där Fro hei kritt hunn op dëser Tribün vum UNO-Generalsekretär, dem Här Ban Ki-moon, viru Kuerzem.

Duerfir, fir ofzeschléissen, wëll ech just soen, dass mer guer net optimistesch sinn, wat zu Rio erauskënnt.

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. Elo kritt nach den Här Marcel Oberweis d'Wuert.

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Här President, ech wollt direkt virewech soen, ier Der mer d'Wuert herno ewechhuelt: Ech hunn nach d'Motioun ze déposéieren (veuillez lire: Ech wëll nach iwwer d'Motioun schwätzen) an ech hunn dann nach e puer Minutten Zäit. Mä ech maachen et awer ganz kuerz, well ech weess, de Fussball ass deemnächst méi wichteg wéi dat heiten.

Une voix.- Ooohhh!

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Bei munche Leit.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, ech wëll meng Ried, déi ech geschriwwen hunn, kierzen, well hei jo awer scho villes gesot ginn ass. Mä ech wëll awer hei mat engem Saz ufänken: Grad an deem Dossier vun der nohalteger Entwécklung sinn déi Iwwerleeungen, déi gëschter an haut nach richteg sinn, muer schonn iwwerlieft. Et kommen duerch d'Fuerschung an d'Entwécklung permanent nei Erkenntnisser an nei Technologien derbäi, fir eng méi nohalteg, méi modern a méi ëmweltfrëndlech Politik ze maachen.

Wann een hei iwwer „Rio+20" schwätzt - an Dir hutt alleguerte bei '92 ugefaangen -, ech wollt e bësse méi wäit zréckgoen, ech si jo e bësse méi al wéi Dir alleguerten. Ech fänke bei '72 un. Viru 40 Joer, do ass deemools deen éischte Rapport komm: „D'Grenze vum Wuesstum" vum Meadows, dem „Club of Rome". Hätte mer deemools dee Courage gehat, dee muncher een haut un den Dag leet, da wär et vläicht guer net esou wäit komm, dass mer haut musse mat Tréine kucken: Wat geschitt elo no Rio 2012?

Et sinn an de leschte Joren awer trotzdeem gutt Gedanken an d'Wee geleet ginn. Ech ginn nach op e puer Stéck hei an. Mä wat ganz traureg ass, wa mer elo Rio kucken: D'lescht Joer hu mer erëm e weidere Rekord gebrach. Mir sinn einfach an den CO_2-Emissiounen erëm weider eropgaangen, ëm 3,2%. Trotz Kris an der Welt si mer op 31,6 Milliarden Tonnen eropgaangen.

Den UNEP - et ass haut de Mëtteg dervu geschwat ginn - weist eis drop hin, an och d'Klimawëssenschaftler, dass d'Konzentratioun sech dem Wäert vu 400 ppm unnähert. Et dauert net méi ganz laang bis zum Wäert vu 450 ppm. Do ass d'Kippgrenz. Dat heescht also, déi Iwwerleeunge vun zwee Grad Erhéijung kënne mer eis ofschminken. Et geet elo tendenziell op dräi Grad Iwwererwäermung erop. A mir schwätze '50, '70 vu véier Grad Celsius. A bei ongefäier 19, 20 Grad, do si mer erëm do, wou mer waren, wéi d'Dinosaurier vun der Äerd verschwonne waren. An dat war net flott.

Et gëtt dacks hei reklaméiert, och hei de Mëtteg, dass ze vill Politik vun de klenge Schrëtt gemaach ginn ass - dat mag sinn -, mä vill kleng Schrëtt kënnen och eppes bewegen.

Une voix.- Très bien!

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Niewent de Mesuren am Émwelt- an Nohaltegkeetsberäich sinn och gutt Usätz gemaach ginn. An ech muss dat einfach rappeléieren an deene Leit Merci soen, deene ville Leit, déi sech dobaussen engagéieren, ouni domat Politik ze maachen, déi sech fir hir Émwelt asetzen. Et gëtt der ganz vill am Land hei. Vun hei aus e grousse Merci un all déi Mënschen, déi sech asetzen.

Kucke mer zréck op d'Rio-Konferenz vun '92. Do stoung - wéi gesot ginn ass - d'Biodiversitéit am Mëttelpunkt. A wat ass gemaach ginn? Émmer méi Planzen an Déiere verschwannen. Ech hunn nogelies gehat - wat erschreckend ass; ech hoffen, d'Leit huelen dat mat op Rio -, momentan ass de Verloscht vun der Biodiversitéit dausendmol méi héich, wéi d'Natur et normalerweis géif zouloossen. Dat seet genuch.

Een anere Projet aus dem Kyoto-Protokoll ass hei schonn erwähnt ginn. Mir sinn deem deemools bäigetratt. Mir hu ganz grouss opgetrompt. Leider hu mer den Outil Kyoto net fir seriö geholl. Duerch d'Gesetz vum 25. Juni 2004 huet Lëtzebuerg sech awer kloer Strukture ginn. Notamment gëtt de PNDD erstallt, den nationale Plang fir nohalteg Entwécklung. Do gëtt kloer gesot, wéi eng Mesurë mer mussen huelen.

Et ass gesot ginn, de Rapport national iwwert déi ganz nohalteg Entwécklung ass ee wichtege Punkt, wou mer soen: Wou wëlle mer eis hibewegen? Et ass deemools festgeluecht ginn: Wéi solle mer dann elo déi eenzel Politike maachen am Stroosseverkéier, an de Gebaier, an den Industrien?

Et sinn och d'Indicateuren - et ass ugesprach ginn - vum Développement durable ugekuckt ginn. Sécher hu mer déi net iwwerall gutt ëmgesat, mä mir weisen awer domadder, dass mer Goale ginn, Benchmarke ginn, op deene mer wëlle virugoen.

D'Regierung an d'Chamber, déi zwee Partenairë wëlle probéieren, all déi Rapporten, déi se kréien, och ëmzesetzen, well dobaussen um Terrain jo Leit nodenken. Et ass notamment de Conseil supérieur vum Développement durable. Dee weist eis jo, wéi eng Reflexiounen, wéi eng Diskussiounen a wéi eng Berodunge mer kënne maachen, fir hei an der Politik vun der Émwelt an dem Naturschutz virunzekommen.

Mir däerfen net - et ass och hei ugesprach ginn - mengen, dat wär en einfachen Dossier. Et ass ee ganz vernetzten Dossier. Dat weist jo d'europäesch Strategie: inklusiv, nohalteg a wirtschaftlech. An dann ass eng Commission interdépartementale geschaf gi bei de Ministèren. Déi probéieren elo, déi eenzel Ministèrë beieneenzekréien, dass eng Politik aus engem Goss gemaach ka ginn. Och dat ass net einfach, och an engem klenge Land.

Vläicht dann zum Schluss: Mir gesinn op alle Fall als CSV d'Partenariat Émwelt a Klima an och de Klimapakt, deen elo kënnt, als neien Outil un. Do sinn eng Rei vu Mesurë festgehale ginn, am Ganzen der 35 genee. Déi Zäit hunn ech net méi hei, fir se opzezielen, mä Dir wësst genee, an der Sanéierung vun den ale Gebaier, an den Iwwerleeunge vun eisen Energiepäss, am Beräich vum Verkéier, iwwerall setze mer un. Et gouf nach keng Zäit, wou esou vill Geld investéiert ginn ass an deem ganze Beräich.

Et kéint natierlech méi drafléissen. Ech hoffen nëmmen, dass de Kyoto-Fong, wa mer dee gutt speisen, nach vill méi do erausbréngt, an der Hoffnung, dass munch jonk Mënschen an de Schoulen dee Wee wëlle goen, dass se an deem Gebai, an den technesche Beruffer, wou mer e risege Mangel hunn, sech muer de Moien opstelle wäerten, dass se e Beruff do kënnen ergräifen.

An dann den Dossier - Dir wësst, et läit mer um Häerz - vun den erneierbaren Energien, d'Energieeffizienz. Wéi vill gutt Projeten an deem Land hei sinn zerriet gi wéinst enger Fliedermaus! Näischt géint d'Déiercher ze soen, mä d'Fliedermais sinn iwwerall geholl ginn. Wéi vill gutt Biogasanlage sinn net komm, well d'Leit soen: „Et sténkt bei mir!"? Wéi vill Holzprojete sinn net gemaach ginn, well gesot ginn ass: „De Bësch muss geschützt ginn!"?

Mir hunn ni verstanen, dass mer sollen eng kohärent Politik maachen. Ech mengen, et wär un der Zäit, dass mer eng kohärent Politik maachen, notamment duerch d'Energieberodung.

Mä et sinn awer gutt Saachen, déi gemaach ginn. An ech kann nëmmen déi Gemenge begréissen, déi Schrëtt an déi Richtung gemaach hunn. Dat waren déi richteg Schrëtt. Hoffentlech kënne mer do an deenen nächste Jore copy/paste maachen.

Fäerdeg - da kommen ech zum Schluss, Dir Herrschaften. Fir dës Iddien ëmzesetzen, brauche mer net nëmmen ons 60 Leit heibannen; beileiwen net. Da wär et ze vill einfach. Mir brauchen d'Betriber, mir brauchen d'Gemengen, mir brauchen de Stat, a virun allem brauche mer den eenzelne Mënsch, deem mer mussen erklären, dass et och hei ëm seng Zukunft geet.

Ech wëll ofschléisse mat engem Saz hei, well dat esou e schéine Saz ass, well mer eis ëmmer hei de Fanger weisen, een deem aneren heibannen. Denkt un de Philosoph Laotse, dee gesot huet: „Weist ni mam Fanger op en aneren. Et kucken der véier zréck." Jiddweree soll bei sech ufänken, eppes ze maachen, dann, mengen ech, géife mer et packen, och an deem Dossier Rio hei Neel mat Käpp ze maachen.

Merci villmools.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Oberweis. Den Här Gira freet nach eng Kéier d'Wuert.

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Jo, Fait personnel par rapport zum Här Kartheiser, wann ech gelift.

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Ah, entschëllegt. Ech wëll nach soen: Hei ass d'Motioun awer nach. Dir hutt se alleguerte kritt.

Merci villmools.

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Jo, Merci, Här President, ganz kuerz: Eigentlech kéint ech jo frou sinn, wann den Här Kartheiser dräi Véirels vu senger Riedezäit dermat verschwent, fir sech mat de gréngen Iddien auserneenzesetzen. Domat ass d'Debatt emol…

(Interruption)

Da war d'Debatt emol net ëmsoss. Mä en huet awer e puer esou schrecklech Saachen hei gesot, dass ech déi weder esou am Raum nach am Chambersblietche kann…

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Dat ass kee Fait personnel.

M. Camille Gira *(déi gréng).*- …stoe loossen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Dat ass eng politesch Fro. Dat ass kee Fait personnel, Här President.

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Neen, Dir hutt einfach hei Saachen… Dir hutt eis hei Saachen ënnerstallt.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, dat do geet net. Dat ass kee Fait personnel. Ech hunn den Här Gira net beleidegt. Ech…

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Dach, Dir hutt mech wëlle beleidegen.

M. le Président.- Ech mengen, Här Kartheiser, loosst den Här Gira appréciéieren, ob hie sech offenséiert fillt.

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Ech fille mech perséinlech am Häerz getraff, muss ech lech ganz éierlech soen.

(Hilarité)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, mä dann trefft Der mech och. Här President, dann trëfft e mech och. Dann däerf ech em och äntwerten.

(Interruption)

Ech froen de Fait personnel. Dat doten trëfft mech.

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Ech mengen, wann den Här Kartheiser hei behaapt, ech hätt gesot, déi gréng wéilte muer den Tanktourismus ofschafen an da géif eis eng Milliard feelen, dat ass einfach mir Saachen an de Mond geluecht, déi ech net gesot hunn. déi gréng warnen zënter Jore virdrun, dass do eng Recette ass, déi eis, éischtens, eng Kéier ganz deier ze stoe kënnt am Kyoto-Protokoll, an zweetens, eis souwisou wäert ausgoen, well egal wéi, mat der Erhéijung vum Pëtrol (veuillez lire: Pëtrolspräis) de Verkaf vu Sprit wäert zréckgoen.

Dir interesséiert lech vläicht manner fir déi Themen, Här Kartheiser. Ech weess net, ob Der wësst, dass zënter 2008 de Spritverkaf a ganz Frankräich all Joers regelméisseg zréckgeet. Elo dauert dat zu Lëtzebuerg nach ganz e bëssen, well eise Sprit méi bëlleg ass an eis Kafkraaft méi grouss ass, mä et ass ganz kloer virauszegesinn. Ech hoffen, dass Dir an ech ganz al ginn, an da schwätze mer an 20 Joer nach eng Kéier, wie méi wäit gesinn hat, mir als Gréng, déi matzäit do wollten erauskommen, awer lues awer sécher, wéi mer nach Zäit haten, oder ob dat do eis eng Kéier op de Kapp fält. Dat vläicht dozou.

Dann zum Resultat vu grénger Politik. Ech wëll emol net vu positive Beispiller schwätzen, wou Lëtzebuerger Grénger a Gemengen, mengen ech, awer esou munches...

M. le Président.- Här Gira, ech mengen, dat do huet elo vläicht näischt méi mat... Ech mengen, Dir kënnt elo net erëm eng Kéier Är ganz Ried hei paraphraséieren.

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Neen, dat maachen ech och net. Ech mengen, wann hei ee vun enger anerer Partei seet...

(Interruption)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, dat do ass e Mëssbrauch vun eisem Reglement!

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Neen!

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Ech mengen, hei froe mer alleguerten d'Wuert pour fait personnel.

(Interruption)

M. le Président.- Neen, Här Gira, ech mengen, Dir hutt jo elo geäntwert.

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Neen, neen, Här President, et ass...

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Also dat, wat den Här Henckes elo gesot huet: Elo huet en e Fait personnel zegutt!

Une voix.- Wat den Här Henckes awer gesot huet, dat geet awer ze wäit.

(Interruptions diverses)

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Ech hunn iwwerhaapt näischt gesot. Ech hu mech just geiergert, datt de ganzen Zäit alles Fait personnel gëtt hei.

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Här President, ech sinn an zwou Minutte fäerdeg.

M. le Président.- Jo, maacht Iech elo wann ech gelift fäerdeg.

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Ech mengen, wann hei gesot gëtt, do, wou mir eppes ze soen hätten, géif d'Welt ënnergoen, dat hunn ech d'Recht, hei riicht ze stellen.

Ech wëll just ganz kuerz..., ech wëll iwwerhaapt net vu gudde Beispiller an de Lëtzebuerger Gemenge schwätzen, mä ech géif Iech emol roden, ganz genee d'Analys vun der däitscher ekonomescher Situatioun ze analyséieren. Da fannt Der vläicht eraus, dass, wann de Chômage méi niddreg ass an Däitschland, dat ënner anerem domat ze dinn huet, well déi gréng, wéi se an der Regierung waren, derfir gesuergt hunn, dass den Ëmstieg an eng aner Energiepolitik honnertdausend Aarbechtsplaze geschaf huet. A wann d'Verschëldung vun Däitschland méi niddreg ass, dann huet dat vläicht dermat ze dinn, dass manner Pëtrol...

M. le Président.- Här Gira, Dir misst awer elo zum Schluss kommen.

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Ech si fäerdeg.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, mat allem Respekt fir déi Décisioun, déi Der geholl hutt iwwert de Fait personnel - ech stellen dat net a Fro, dat ass Är Autoritéit -, mä a mengen Aen huet den Här Gira déi do Méiglechkeet, déi eist Reglement offréiert, mëssbraucht. Ech hunn hie weder beleidegt perséinlech nach soss iergendwou. Den Här Gira kënnt heihinner an...

Une voix.- Den Här Henckes awer!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- ...profitéiert vun deem Reglement. Jo, mä den Här Gira huet d'Wuert gefrot, fir op mech ze äntwerten - woubäi ech et net gemaach hunn -, fir hei eng politesch Ried ze halen.

(Interruptions diverses)

Här President, ech hoffen, datt den Här Gira léiert, an dat ass vläicht elo eng méi perséinlech Bemierkung,...

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Sot dem Här Henckes dat!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- ...mä ech hoffe wierklech, Här Gira, datt Dir lech bewosst sidd, datt mer hei politesch kontrovers Diskussioune féieren an datt do jiddweree kann ausdeelen an encaisséieren, wéi et an engem Parlament richteg ass. An ech mengen, ech sinn ni doriwwer erausgaangen. Sollt ech Iech perséinlech beleidegt hunn, Här Gira, da bieden ech Iech, dat ze entschëllegen. Mä dat ass net meng Manéier. Ech maache mat Iech eng politesch Ausenanersetzung an ech mengen, dat ass awer de Propre du parlement, an do sinn ech a mengem Recht!

Merci.

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Ech huelen déi Entschëllegung net un, Här Kartheiser!

M. le Président.- Sou, mir sinn elo domadder fäerdeg, an elo kritt d'Wuert den delegéierten Nohaltegkeetsminister Marco Schank.

M. Marco Schank, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, 20 Joer no deem historesche Sommet vu Rio fënnt sech dann déi international Gemeinschaft an deenen nächsten Deeg zu Rio erëm, fir net nëmmen eng Evaluatioun ze probéiere vum Fortschrëtt am Beräich vun deenen Nohaltegkeetsziler, déi deemools ofgemaach goufen, mä besonnesch och, fir dat politescht Engagement fir Nohaltegkeet, nohalteg Entwécklung, fir dat ze erneieren.

Wann een zréckkuckt, d'Rio-Konferenz vun '92 - wann ee mat 20 Joer Recul dat kuckt - war visionär, andeems deemools eigentlech déi éischte Kéier kloer ginn ass, datt déi dräi Pilieren, déi fir eis haut an der Nohaltegkeet evident sinn, nämlech Wirtschafts-, Sozial- an Ëmweltpolitik, datt déi zesummegehéieren. Dat ass, mengen ech, och an déi Décisioune vun deemools agefloss. A wann een haut de Geescht vu Rio beschwiert am Kontext vun där Konferenz, da muss een allerdéngs elo kucken, 20 Joer méi spéit, datt dës Betruechtungen haut net méi gëllen, datt een eng komplett aner Ausgangspositioun huet, souwuel wat d'Ëmwelt-, d'Wirtschafts-, d'Finanzpolitik ugeet, an och, wat insgesamt déi geopolitesch Entwécklung betrëfft.

Fir d'Rio-Konferenz 2012 huet d'UNO, och op Dränge virun allem vun der EU, eigentlech méi e schmuelt Themespektrum definéiert, fir sech net ze verzettelen. An dës Themen, déi zile virun allem dodrop, datt déi schleefend Ëmsetzung vun der Nohaltegkeetsagenda, datt déi eng Chance kritt zu Rio. An anescht dofir, wéi zu Rio virun 20 Joer oder wéi virun zéng Joer zu Johannesburg, gëtt et am Wesentlechen nëmmen zwee Haaptthemen: déi gréng Ekonomie - dat ass schonn dacks de Mëtteg hei gesot ginn am Kontext vun der nohalteger Entwécklung a virun allem och der Aarmutsbekämpfung - an zweetens eben een institutionelle Kader, Sujet „Gouvernance", dat heescht, eng Reform vun den organisatoresche Strukture vun der UNO, déi batter néideg wier am Kontext vun der Ëmweltpolitik.

Dir Dammen an Dir Hären, Dir wësst, d'UNO ass keng Weltregierung, si légiféréiert net. Mä d'Resolutioune vun der UNO ginn de Staten eng Legitimatioun fir hir Handlungen, si bilden d'Basis fir international Traitéen a Konventiounen tëschent de Staten. An '92, ebe virun 20 Joer, ass de Sommet vu Rio mat der Ënnerschrëft vun der Deklaratioun zu Enn gaangen. An och wann déi Deklaratioun eben net juristesch contraignant ass, huet se awer eng ganz Partie Handlungslinne preziséiert a festgehale fir d'Gestioun vun eisem Planéit.

Ech erënneren un déi dräi Konventioune ganz kuerz. D'Bëscher waren ee ganz wichtege Sujet deemools, d'Gestioun, d'Erhalen, d'nohalteg Entwécklung. Mä awer och, déi dräi Konventiounen, déi hunn awer eng ganz Partie Répercussiounen an deenen nächste Jore kannt op enger ganzer Rei vun UNO-Weltkonferenzen: d'Konventioun iwwert d'Biodiversitéit, wou Enn 2010 zu Nagoya awer däitlech Fortschrëtter konnte gemaach ginn, d'Konventioun iwwert de Changement climatique, wou ee manner optimistesch konnt sinn no Durban, dann déi drëtt, d'Bekämpfung vun der Wüstebildung. An de Sommet huet deemools eigentlech den Optakt ginn - ech wollt awer dorun erënneren - fir e Programm géint d'Zréckgoe vun der Biodiversitéit, vun der Aartevillfalt, géint d'Klimaverännerungen, géint d'Wüstebildung a fir d'Eliminatioun vu geféierleche Gëftstoffer, wou eng Rei Succèsen och erreecht konnte ginn.

Am Kloertext: Een Accord wier bluttnoutwendeg zu Rio, wat déi gréng Ekonomie ubelaangt, wat deen institutionelle Kader fir nohalteg Entwécklung ugeet a besonnesch, fir de Problem vun der Aarmut weltwäit an de Grëff ze kréien. Een Zil, wat fir Lëtzebuerg zënter Laangem prioritär ass, dat ass och schonn de Mëtteg hei gesot ginn: '92 huet den deemolege Premier, de Jacques Santer, fir Lëtzebuerg däitlech gemaach, datt mer an der Entwécklungshëllef op 0,7% wëlle komme bis d'Joer 2000. Mir wëssen, datt mer zënterhier nach ee Sprong gemaach hunn op den Niveau vun 1%. An de Premier huet viru Kuerzem am État de la nation op dëser Plaz däitlech gemaach, datt mer och do net wëllen erofgoen.

Rio soll also d'Geleeënheet bidden, an do huet och d'Europäesch Unioun sech staark gemaach, fir ambitiéis Ziler ze fixéieren a Beräicher wéi Energie, wéi Waasser, Buedem, Ekosystemer, Ozeaner, Ressourceneffizienz - vläicht dee wesentlechste Begréff. Dat huet d'Europäesch Unioun däitlech gemaach vis-à-vis vun dem „Zero Draft", deen am Ufank virlouch, fir Rio ze preparéieren, an och an deem Kontext vu Ressourceneffizienz, wat den Offall, d'Notze vum Offall, de Ressourcenéquiliber insgesamt ubelaangt. An do wëll ech awer an engem Niewesaz soen, datt dat neit Offallgesetz, wat mer zu Lëtzebuerg kritt hunn, mat sech bréngt, datt mer nach méi staark wéi an der Vergaangenheet d'Sammelen, d'Recycléiere vu Wäertstoffer kënne virundreiwen.

An dëse Beräicher ass et fir d'Europäesch Unioun a fir Lëtzebuerg wichteg, datt mer, ech soen dat däitlech, prezis Ziler, definéiert Délaien, konkret Moossname kréien, datt déi festgehale ginn. An dat huet d'Europäesch Unioun op enge séllechen, op enger Partie Conseile vun den Ëmweltministeren ëmmer erëm gesot, an ech mengen och, datt dat elo de wesentlechen Deel ass vun deem, wat e puer Deeg viru Rio um Dësch läit. Ech soen herno nach eppes dozou.

D'EU huet sech och ganz besonnesch fir d'Bëscher agesat, en vue vun „Rio+20", déi op globalem Plang musse geschützt ginn, d'Bëscher als gréisste Reservoir vun der biologescher Villfalt, d'Bëscher als eemolegen CO_2-Späicher, beschten Alliéierten, wat de Klimaschutz ubelaangt. An Dir wësst, datt all Joers eng Fläch vun der Gréisst vun Éisträich an der Schwäiz zesumme verluer geet. Esou vill Bësch gëtt all Joers op dësem Planéit gerot.

An dofir wäerte mir eis staark maachen - an do, mengen ech, si mer ee Schrack méi wäit wéi d'Europäesch Unioun souguer -, datt bei der Konferenz d'Regierunge sech bis 2020 zu enger Déforestatioun um Niveau null engagéieren.

Datselwecht gëllt fir déi marine Ekosystemer, vläicht déi gréissten Erausfuerderung, fir bis 2020 propper Ozeanen ze hunn. De Fernand Boden huet dat virdrun däitlech gemaach. Ozeanen, déi produktiv an awer räich u Biodiversitéit sinn, dat ass eng enorm Erausfuerderung. An deem Sënn wäerte mir och froen, datt eng Ausweisung vu Zones protégées marines kënnt an och festgeschriwwe gëtt zu Rio vun op d'mannst 10% vun eise Weltmierer.

Séisswaasser ass e wichtegt Element vum Liewen. Dat brauch ech net extra ze betounen. Och dat ass virdrun an der Ried vum Fernand Boden däitlech ginn. A mir fuerderen och do en Zougang zu Waasser, zu Ofwaasserrengegung - dat ass gradesou wesentlech -, wat ee Recht fir all Mënsch misst sinn, an de fräien Zougang zu Waasser bis 2030 fir all Mënsch.

Dann, Här President, eppes, wat der Regierung ganz wichteg ass: Mir hunn eng Evaluatioun lancéiert, wou d'Leeschtunge vun eisen Ekosystemer solle berechent ginn. Dat heescht: Wat ass déi ekonomesch Valeur vun eiser Natur? Wat ass déi ekonomesch Valeur vun eisen Ekosystemer?

Ech erënneren un déi berühmt TEEB-Etüd, déi zu Nagoya presentéiert ginn ass, wou weltwäit den Notze vun eiser Natur, d'Valeur, d'ekonomesch Valeur vun eiser Natur gekuckt ginn ass. Datselwecht maache mer elo fir Lëtzebuerg. Et ass nämlech liewensnoutwendeg, datt ee weess, wéi eng Leeschtungen d'Natur erbréngt a puncto Waasser, a puncto Buedem, a puncto Nahrungsmëttel beispillsweis, a puncto Loft. Awer och déi sozial Leeschtunge kann ee berechnen, déi d'Natur bréngt. Mir erhuelen eis an der Natur. D'Naturlandschaften hunn een ästhetesche Wäert. Dofir ass esou eng Evaluatioun enorm wichteg, fir ze gesinn, wat d'Ëmwelt ze leeschten amstand ass, fir och e bessert Versteesdemech vun den Ekosystemer ze kréien. An et erlaabt eis och, méi effizient mat eise finanzielle Ressourcen ëmzegoen an deem Kontext.

Ech wollt vläicht ee Beispill aus där Etüd eraushuelen, fir Iech ze soen, wéi eng Berechnunge gemaach gi sinn. Déi Etüd seet zum Beispill, datt, wann een déi honnertdausend Schutzgebidder weltwäit kuckt an et rechent een, déi honnertdausend Schutzgebidder, wéi déi d'Mënschheet mat Dëngschtleeschtungen, Ekosystemdëngschtleeschtunge versuergen, da kënnt een op e Wäert vu 4.400 bis 5.200 Milliarden Dollar pro Joer. An dëse Wäert iwwertrëfft d'Emsätz vun der Automobilindustrie weltwäit plus den IT-Secteur plus d'Stolindustrie! Dat ass just ee Beispill, wéi wichteg datt den Naturschutz ass a wéi wesentlech och den ekonomesche Wäert vum Naturschutz vun enger Aartevillfalt, déi mer erhalen, ass.

An och dat Beispill, wat virdru gesot ginn ass: Wa mer eis Weltmierer an der Rei halen, wat mer da vu Sue kënne spueren - ekonomesch Valeur -, wa mer net eis Ozeanen iwwerfëschen. Alles dat ass ee wesentleche Bestanddeel.

Eng gréng Ekonomie wäert ee wichtegen Thema zu Rio sinn. Et ass scho gesot ginn. An deem Kontext ass et awer och wesentlech, datt mer déi Subventiounen ofschafen, déi der Ëmwelt schueden an déi gläichzäiteg negativ Répercussiounen op d'sozial Gerechtegkeet wéi och d'Aarmut hunn.

D'Ofschafe vu Subventiounen am Kontext vun der Förderung beispillsweis vu fossiler a virun allem och nuklearer Energie oder fir net nohalteg Praktike beim Fëschen an an der Bëschwirtschaft ass am heitege Wirtschafts- a Finanzkontext besonnesch relevant. Mir sinn iwwerzeegt, datt den Objectif „économie verte" och eng Plus-value fir Lëtzebuerg duerstellt.

D'Lëtzebuerger Politik huet och an der Vergaangenheet eng Rei Initiativen a Moossname geholl, déi an déi Richtung ginn. Ech wëll der just e puer ernimmen: Am Beräich erneierbar Energien, Energieeffizienz ass d'Beispill vun der Wärmeschutzverordnung virdru scho genannt ginn, wou de Logementsminister zesumme mam fréieren Energieminister déi ausgeschafft huet, wou am Ufank gesot ginn ass: „Et ass vill ze vill ambitiéis." Mir hunn et mam Secteur de construction zesumme gemaach. An haut seet jiddwereen: „Dat ass eng gutt Initiativ gewiescht, déi mer virun iwwer engem Joer geholl hunn."

A wann ech kucken, wat mer vun Aidë ginn zënter 2001 - och meng Virgänger an deene jeeweilege Regierungen, déi gehollef hunn, Aiden en place ze setzen -, dat sinn iwwer 250 Milliounen, déi agesat gi si besonnesch och fir erneierbar Energien, fir d'Sanéierung vun Haiser. A just déi Zuel, déi ech viru Kuerzem scho genannt hunn: 3.200 thermesch Solaranlage goufe mat deenen Aiden zënter 2007 och installéiert.

Am Wunnengsbau sinn eng Partie Moossname geholl ginn. Et féiert ze wäit, fir dat alles opzezielen.

Natierlech huet et Zäit gebraucht, bis mer de Pacte Climat en place hunn. Ech denken, datt mer muer e wichtege Schrëtt huelen an der Kommissioun, well och mat ville Leit geschwat ginn ass am Virfeld, well ech gären hätt, datt mer e Konsens hunn, datt méiglechst vill Gemengen herno matmaache beim Klimapakt. Dofir hu mer laang mam Syvicol diskutéiert. Mir hu laang mat de Klimabündnisgemengen diskutéiert. Mir hu mat ONGen diskutéiert, fir op deen Niveau ze kommen, wou mer elo sinn, wann ech eng ganz Partie Mesuren aus dem Paquet Climat kucken, déi no an no ëmgesat ginn, wann ech kucken aus dem Paquet Logement: Écoprêt à taux zéro, an, an, an, déi mer elo lues a lues ëmsetzen.

Mir hunn eben déi legislativ Prozeduren zu Lëtzebuerg, déi nun eemol sinn. Dat geet leider net vun haut op muer.

Dann, Här President, eng Saach, déi mir ganz wichteg ass, dat ass d'Bedeelegung vun der Zivilgesellschaft. Dat ass och eppes, wat virun 20 Joer zu Rio am Prinzip Nummer 10 vun der Deklaratioun däitlech ervirgestrach ginn ass. Dofir hu mer och drop gehalen, datt an der Preparatioun vun „Rio+20" d'Zivilgesellschaft eng Roll spillt. Nämlech hu mer déi Vertriederinnen a Vertrieder aus dem Partenariat Climat geholl zesumme mat dem Nohaltegkeetsrot, fir d'Positioun vu Lëtzebuerg ze definéieren. Deen Tableau synoptique hutt Der gesinn, deen ass an d'Chamberskommissioun komm.

An ech wëll och dem Camille Gira soen, datt mer do am Virfeld eben och am Kader vum Klimapartenariat mat allen Acteuren déi Mesuren erstallt hunn, wéi da mat de lokalen Acteuren, wat jo och elo eng Berücksichtegung fënnt um Niveau vum Klimapakt. Dat ass der Regierung am Endeffekt enorm wichteg, datt mer dat Partenariat do bis zum Schluss duerchzéien.

Deen Aarbechtsgrupp, deen déi Lëtzebuerger Positioun beschriwwen huet, huet virun allem och op déi sozial Dimensioune vun der Nohaltegkeet gepocht, wat ech ganz wesentlech fannen. Nohalteg Konsum- a Produktiounsweise sinn ervirgestrach ginn. Och dat huele mer mat op Rio.

Da wéi gesot, och eng vun de Revendicatiounen, dat ass, fir déi Konventioun vun der OIT ze ënnerschreiwen iwwert d'Peuples indigènes et tribaux. Déi Motioun, déi och vun deene Gréngen hei déposéiert gouf, begréisst d'Regierung, wou jo schonn am Virfeld, och ier déi Motioun hei elo koum, och mam Aarbechtsminister an och mam Ausseminister diskutéiert ginn ass, wou gesot ginn ass, mir wëllen elo déi Konventioun ratifizéieren.

Vläicht nach e puer Wuert zu der zweeter Thematik vun der Konferenz vu Rio. Dat ass den institutionelle Kader, eng ganz wichteg Fro. Lëtzebuerg wäert och do däitlech maachen, datt et an deem Dossier net duergeet, fir sech op d'Struktur eleng ze focaliséieren, mä datt mer och d'Moyenë brauchen, datt och d'UNO sech d'Moyenë muss ginn, fir datt déi Strukture mat Liewe gefëllt ginn.

Et ass absolut néideg, dat ass de Mëtteg zwee-, dräimol gesot ginn, datt dee Programm vun de Vereenten Natioune fir d'Ëmwelt, den UNEP, gestäerkt gëtt. Dat heescht, den UNEP misst de Statut vun enger spezialiséierter Agence kréie respektiv zu enger Weltëmweltorganisatioun ginn. Mä ech hu mer awer elo scho soe gelooss, an den Diskussiounen, déi elo lafen, an den Négociatiounen, datt et ganz schwiereg wäert ginn, well d'G77-Länner do dergéint sinn an datt och schonn d'Amerikaner gesot hunn an d'Kanadier gesot hunn - ech weess net, wien nach -, datt se dat keng gutt Iddi fannen. Dat gëtt da schonn emol keen einfache Match! Dat weess een elo schonn.

Lëtzebuerg war awer eent vun deenen éischte Länner, wat déi Fuerderung gemaach huet, fir eng global Agenda fir d'Ëmwelt ze definéieren. An et ass och 2005 ënner Lëtzebuerger Présidence zu enger eenheetlecher EU-Positioun zu dësem Punkt komm.

Här President, d'Europäesch Unioun huet sech intensiivst an deene virbereedenden Aarbechten an Négociatiounen engagéiert. An ee Punkt, wéi gesot, dee wesentlech war, dat ass dee vum UNEP, fir deen ze stäerken, fir deen opzewäerten.

Da wëll ech elo vläicht dräi Sätz soen, wat an deene leschten Deeg gelaf ass. Déi drëtt Ronn vun deenen informelle Verhandlungen huet elo vum 29. Mee bis den 2. Juni stattfonnt. Do gëtt et elo en Text vun 80 Säite mat 20 zilspezifeschen „break-out groups". Do ass esou vill an der Tëschenzäit elo scho passéiert. Eng 70 Paragraphë sinn iwwreg bliwwe vun deenen 329. Do sinn der eng Partie, déi elo an d'Vollversammlung wäerte kommen. Et bleiwen awer nach 260 Paragraphen insgesamt, sougenannten „bracked text", sou datt dat nach alles net esou einfach wäert ginn.

Et bleiwen e ganze Koup vun Divergenzen op wesentleche Punkten: Klimawandel selbstverständlech, Mierer, Landwirtschaft. An Dir hutt och matkritt, datt an deene leschte Verhandlungsdeeg och de Kommissär, den Här Janez Potočnik, däitlech gemaach huet, datt et net duergeet, wa mer esou virufueren, en vue vun der Deklaratioun vun „Rio+20", dann hu mer just eng Déclaration de bonnes intentions. An dat kann an däerf net duergoen!

E bësse méi spéit, dat hutt Der och an de Medië kënne liesen, hunn d'Experte vun de Ver-

eenten Natiounen am Kontext „weltwäit Ëmweltpolitik“ eng schlecht Zensur ginn. Et ass gesot ginn an den UNO-Ëmweltprogramm warnt a sengem neie Bericht „Geo-5“ op 525 Säiten, datt bei 90 wichtegen Ëmweltziler an deene leschte Jore keng Fortschrëtter gemaach gi sinn. Bei 40 géif et gewësse Verbesserunge ginn, a véier Beräicher gouf et méi däitlech Verbesserungen. Dat sinn: manner ozonschiedegend Gasen an der Atmosphär, manner Verschmotzung vun den Ozeanen, manner Bläi am Sprit, méi Mënsche mat Zougang zu propperem Waasser. Dat ass am Fong dat Eenzegt, wat méi positiv ze verzeechnen ass. Där schlechter Noriichte gëtt et genuch. Déi erspueren ech Iech, well déi och de Mëtteg schonn e puermol hei op der Tapéit waren.

Ee Saz zum Klimaschutz. Et ass gewosst, datt, fir eng räsonabel Chance ze hunn, dat Zwee-Grad-Zil ze erreechen, déi weltwäit Emissiounen am Joer 2050 nach héchstens d'Halschent däerfe si par rapport zu 1990.

Den Achim Steiner, deen och schonn zitéiert gouf, den Direkter vum UNEP, huet gesot, datt dee mënschlechen Drock, deen de Moment um Planéit laascht, wann et do net zu Veränneerunge kënnt a wa mer dat net zu „Rio+20“ fäerdegbréngen, déi Veränneerungen, wa mer déi net ëmkéieren am Kontext vun de liewenserhalende Funktioune vun dësem Planéit, dann hu mer wierklech ee ganz grousse Problem.

An och schonn den UNO-Generalsekretär Ban Ki-moon huet sengem Frust Loft gemaach, wéi e sot, datt d'Verhandlungen hie géifen enttäuschen. Ee positive Liichtbléck ass deen, datt de Ban Ki-moon déi zweet Amtszäit an d'Zeeche vun der nohalteger Entwécklung gestallt huet, eppes wat och verschidden ONGen, wéi Greenpeace, begréisst hunn.

Ech wollt zum Schluss kommen. Ech wollt soen, datt alles dat eis net däerf resignéiere loossen, soss hätt ee jo besser, et géif ee soen, de Bilan écologique ass besser, wa mer heibleiwen a mer fueren net op Rio. Ech mengen awer, datt mer déi Verantwortung hunn, fir ze erkennen, datt mer mat deenen Inkonsequenzen, wéi se och de Mëtteg schonn zum Deel hei beschriwwe goufen, net kënne virufueren. Mir musse Fakten unerkennen. Mir mussen d'Erausfuerderunge fir d'Mënschheet eescht huelen a se resolut ugoen. Mir mussen och verstäerkt Effortë maachen. An ech mengen, datt „Rio+20“ kéint stoen, eng Chance hätt, fir global nohalteg Entwécklung virunzedreiwen. A wa mer nëmmen dat fäerdegbréngen, dann hu mer eppes gemaach, a bekanntlech stierft d'Hoffnung als Lescht.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem delegéierten Nohaltegkeetsminister. Domadder wäre mer um Enn vun der Diskussioun.

Motion 1

Hei ass nach eng Motioun, déi vum honorabelen Här Gira eragereecht ginn ass, iwwert déi mer sollen ofstëmmen.

Wëllt nach een zu där Motioun d'Wuert ergräifen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Vote sur la motion 1

Da kënne mer à main levée iwwert déi Motioun ofstëmmen.

Wien ass mat där Motioun d'accord?

Dat schéngt mer d'Unanimitéit ze sinn. Domadder wär déi Motioun dann och ugeholl.

11. Ordre du jour (suite)

Dann hu mer nach eng Resolutioun erakritt vum honorabelen Här Bauler. Ech géif Iech do proposéieren, datt mer déi an der Sitzung vun Donneschdeg direkt um zwou Auer huelen.

Ass dat esou an der Rei?

(Assentiment)

Da wär dat och domadder akzeptéiert.

Domadder si mer dann och um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer um zwou Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 19.08 heures)

SÉANCE 32

MERCREDI, 13 JUIN 2012

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • Mme Lydia Mutsch, Vice-Présidente

Sommaire

1. Interpellation de M. François Bausch et de M. Claude Meisch sur les projets commerciaux de Wickrange et Livange

- *Exposé: M. François Bausch (M. Jean-Claude Juncker intervient) (dépôt d'une résolution), M. Claude Meisch (dépôt d'un document)*
- *Débat: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État (M. François Bausch, M. Claude Meisch et M. Félix Braz interviennent), M. Marc Spautz (M. François Bausch et M. Claude Meisch interviennent), M. Ben Fayot (M. Claude Meisch intervient, M. François Bausch pose une question), M. Gast Gibéryen (M. Jean-Claude Juncker intervient, M. François Bausch pose une question), M. Serge Urbany, M. François Bausch (M. Marc Spautz et M. Jean-Claude Juncker posent des questions), M. Claude Meisch (M. Jean-Claude Juncker intervient) (dépôt d'un document) (M. Marc Spautz, M. Jean-Claude Juncker et M. Ben Fayot interviennent), M. Alex Bodry (M. Claude Meisch intervient), M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État (M. François Bausch et M. Claude Meisch interviennent, M. François Bausch pose une question), M. François Biltgen, Ministre de la Justice, M. François Bausch, M. Serge Urbany, M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, M. Claude Meisch, M. Jacques-Yves Henckes, M. Marc Spautz, M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région (M. Claude Meisch, M. François Bausch et M. Félix Braz posent des questions)*
- *Vote sur la résolution 1 (rejetée)*

2. 6292 - Projet de loi relatif aux conditions des transferts de produits liés à la défense dans l'Union européenne

- *Rapport de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire: M. Alex Bodry*
- *Discussion générale: Mme Diane Adehm, M. Xavier Bettel, M. Henri Kox, M. Jacques-Yves Henckes, M. Serge Urbany*
- *M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

3. 6299 - Proposition de loi modifiant

- la loi modifiée du 27 mars 1986 fixant les conditions et les modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'État peut se faire changer d'administration,
- la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'État

- *Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Simplification administrative: M. Fernand Boden*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

4. 6343 - Projet de loi portant:

1) approbation du Protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer, signé à Palerme, le 12 décembre 2000, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée du 15 novembre 2000

2) modification du Code pénal

3) modification du Code d'instruction criminelle

4) modification de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration

- *Rapport de la Commission juridique: Mme Christine Doerner*
- *Discussion générale: M. Xavier Bettel (dépôt d'un amendement), M. Jean-Pierre Klein, M. Félix Braz, M. Jacques-Yves Henckes (M. Xavier Bettel intervient)*
- *M. François Biltgen, Ministre de la Justice*
- *Vote sur l'amendement 1 (rejeté)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; MM. Luc Frieden, François Biltgen, Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler, Mmes Octavie Modert, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Romain Schneider et Etienne Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.00 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Haut de Mëtteg hu mer eng Interpellatioun vun den Häre François Bausch a Claude Meisch iwwert d'Projete Léiweng a Wickreng. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et hu sech bis elo schonn ageschriwwen: déi Häre Spautz, Fayot, Gibéryen an Urbany. D'Wuert huet elo den éischte Coauteur vun der Interpellatioun, den honorabelen Här François Bausch. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

1. Interpellation de M. François Bausch et de M. Claude Meisch sur les projets commerciaux de Wickrange et Livange

Exposé

M. François Bausch *(déi gréng), cointerpellateur.*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir d'Éischt nach eng Kéier résuméiert cernéieren, wéi den Dossier Léiweng/Wickreng evoluéiert huet, well dat ass net onwichteg, fir datt mer eis net op Nieweschauplätz verléieren oder op Nieweschauplätz diskutéieren an datt mer eis mat der Essenz vun der Problematik beschäftegen.

Am Juli 2007 huet de Mëttelstandsminister Fernand Boden ugekënnegt, datt e Promoteur wéilt zu Wickreng en 31.000 m² grousse Centre commercial bauen. Den 23. August 2007 huet deen nämlechte Mëttelstandsminister de Projet mat enger Surface commerciale vun 22.971 m² autoriséiert. Dëse Projet war vun Ufank un total contraire zu de landesplanereschen Ambitiounen, déi an deene leschte Jore festgehale gi waren.

Dat huet dunn zu massive politesche Protester vu Parteien an awer och an der Zivilgesellschaft gefouert, a vollkommen zu Recht, wéi mir fannen.

Den 18. Oktober 2007 koum dunn de Projet op en Neits am Regierungsrot zur Sprooch. An den Innenminister Halsdorf huet dunn op enger Pressekonferenz ugekënnegt, datt et en negativen Avis zum Projet vun der Commission de l'Aménagement géif ginn. Interessanterweis louch deen awer schonn den 13. Juli 2007 vir, dat heescht e puer Méint virdrun. Dat heescht zum Beispill, och do scho muss ee soen, datt et erstaunlech ass, datt deen Avis do net éischter an d'Öffentlechkeet komm ass.

Parallell zu dem Projet Wickreng huet de fréiere Wirtschafts- an och deemools Sportsminister Jeannot Krecké d'Iddi op den Dësch bruecht, fir en neie Fussballstadion mat Centre commercial an d'Diskussioun ze bréngen. Hien huet gesot, hie wär sech esou Projeten an d'Ausland ukucke gaangen an dat wär dat, wat mer zu Lëtzebuerg och bräichten, well dat wär eng gutt Kombinatioun tëschent engersäits neiem Fussballstadion, fir dee finanzéiert ze kréien, a Centre commercial. En huet gesot, hie wär an Holland kucke gaangen, och nach an aner Länner, an et wär dat, wéi gesot, wat mer bräichten.

Zoufällegerweis oder och vläicht net - dat wësse mer net! - huet en anere Promoteur, deen zu Léiweng Terrainen huet, matgedeelt, hie wär bereet, de Projet ëmzesetzen, an hien hätt och schonn déi richteg an déi néideg Investisseuren derfir.

An ech muss och soen, ech hunn nach gëschter mer eng Kéier dat zu Gemitt gefouert, wat den Här Krecké dorops als Äntwert ginn huet an engem Interview op der Televisioun. An dat huet mech besonnesch frappéiert. Dat war dat, wat en och schonn hei an der Chamber gesot hat virun néng Méint, datt e gesot huet, d'Regierung hat iwwerhaapt kee Choix, well den Här Becca zu Léiweng huet eis gesot: „Ech si bereet, meng Terrainen zur Verfügung ze stellen, mä ech muss dat da selwer maachen, soss kritt Dir déi Terrainen net.“

Et kann ee sech jo do emol schonn d'Fro stellen, majo, wann ee Promoteur engem esou eppes seet wéi dat doten, wann e mir op alle Fall esou eppes géif soen, da géif ech soen: „Majo, lauschtert emol, gudde Mënsch, et gëtt nach aner Terrainen am Land wahrscheinlech, wou mer dat dote kënne maachen. Wann Dir Äert Gromperefeld, wat et de Moment ass, net wëllt zur Verfügung stellen, fir dee Projet ze maachen, datt d'Regierung e ka maachen, ma dann haalt Äert Gromperefeld an da kucke mer anzwousch aneschters en Terrain ze fannen.“

Also, et ass jo scho seltsam, wann een esou eng Ausso héiert, datt d'Regierung oder e Regierungsmember sech quasi machtlos dohinnerstellt par rapport zu engem Promoteur, datt et net aneschters gaange wär, wéi datt hie selwer dee Projet do hätt kënne realiséieren.

Op deem nämlechten Terrain hat deen nämlechte Promoteur schonn Ufank den 90er Jore probéiert, en anere Projet ze realiséieren. Dëse gouf 1990 vum Innenminister ofgelehnt. Hei goung et deemools ëm d'Erweiderung vum Bauperimeter. An 1991 huet och den deemolegen Ëmweltminister Bodry aus Naturschutzgrënn dee Projet deemools refuséiert.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dat waren nach Zäiten.

M. François Bausch *(déi gréng), cointerpellateur.*- Jo, dat waren nach Zäiten, Här Bodry,

Dir hutt honnertprozenteg recht. Dat ware besser Zäite wéi déi, déi mer duerno kritt hunn. Do ginn ech Iech honnertprozenteg recht. An ech wëll Iech haut nach begléckwënsche fir dat, wat Der deemools gemaach hutt.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Deemools war den Toun e bëssen anescht, mä dat ass egal.

M. François Bausch *(déi gréng), cointerpellateur.*- Oh, ech sinn net esou sécher, ob den Toun deemools aneschters war wéi haut, well ech ka mech un aner Debatten erënneren, Här Bodry, wësst Der, am Zesummenhang mat deem do Projet, mä awer och mat der Nordstrooss, wou Diskussioune gelaf sinn, do war den Toun net aneschters wéi haut. Dat huet och näischt mat der Saach ze dinn, eigentlech. Wat wichteg ass an der Saach, dat ass dat, wat geschitt ass a wat net geschitt ass.

2008, also zum Zäitpunkt, wou de Centre commercial mat Fussballstadion um Dësch louch schonn, huet d'Commission de l'Aménagement, dat heescht déi nämlecht Kommissioun, déi fir Wickreng en negativen Avis ginn huet, e weideren negativen Avis fir d'Modification partielle vum PAG fir Léiweng ginn.

Dat heescht, et ass relativ eendäiteg, datt déi zoustänneg Verwaltungen a Beamten 2008 zu deem Projet - an dat ka jo net aneschters sinn, well wann ee kuckt, wat zu Léiweng geplangt ginn ass 2008/2009 respektiv elo soll oder sollt do geschéien, dann ass dat vun der Envergure hier jo nach vill méi grouss gewiescht wéi dat, wat 1991 um Dësch louch - natierlech déi nämlecht Konklusioune gezunn hunn, a si hu fonnt, datt aus landesplaneresche Grënn virun allem dat doten net dohinner géif gehéieren an eis méi Misär géif maachen, wéi et eis iergendwellech Problemer op alle Fall géif léisen, au contraire, datt mer der éischter nach méi derbäikritt hätten.

Tëschent Oktober 2007 a Mee 2009 ass du vun der Regierung versicht ginn, fir de Projet Wickreng an de Projet Léiweng zesummenzebréngen. De 26. Februar 2009 huet sech en deelweist Zesummeleeë vu Wickreng a Léiweng ugekënnegt, well den Här Krecké huet op deem Dag eng Pressekonferenz gemaach, wou en dat matgedeelt huet.

De 15. Mee 2009 hunn d'Promoteure Becca a Rollinger dem Premierminister matgedeelt, datt si den Accord fonnt hätten, fir Léiweng ze maachen, à condition awer natierlech, datt en Arrangement kéint fonnt gi mat der ING Real Estate am Zesummenhang mat engem Kredit, deen den Här Rollinger schonn am Virfeld natierlech opgeholl hat am Zesummenhang mat Wickreng, datt den Här Rollinger d'Méiglechkeete kréich, fir selbstverständlech do sengen Engagementer nozekommen, dee Kredit kënnen zréckzebezuelen.

Den 22. Mee 2009 informéiert den Här Halsdorf, datt en Accord, en definitiven, fonnt ginn ass, eng Gesamtléisung, wéi en dat deemools genannt huet, fir Wickreng a Léiweng an datt Wickreng eent géif domadder fale gelooss ginn, also deen éischte Projet.

D'Fro, déi sech hei stellt, dat ass jo natierlech emol schonn, firwat datt d'Regierung sech hei esou verausgabt huet, fir datt zwee Promoteuren am Kontext vun hiren - ech betounen - private Projeten, wou et ëm enorm vill Geld geet fir déi zwee, sech zesummendinn, also datt se sech esou engagéiert huet, fir datt déi zwee sech hei sollen zesummendinn.

An d'Äntwerten, déi mer bis elo dorobber kritt hu vu Regierungssäit, déi ware meeschtens ganz einfach. Do ass zum Beispill da gesot ginn, majo, Wickreng war landesplaneresch jo kontraproduktiv an dat huet jo jiddweree gesot, an duerfir hätt d'Regierung alles gemaach, fir de Projet ze verhënneren. Dat heescht, wéi déi juristesch Moyenen ausgeschöpft gi waren, wär dat esou dee leschten Tromp gewiescht, deen een hätt missen op den Dësch leeën, fir dann awer nach Wickreng ze verhënneren.

Dat kléngt vläicht gutt, ass awer an der Realitéit wéineg kredibel. Well et mécht einfach kee Sënn, datt een dee Projet Wickreng verhënnere wëllt, fir en ze integréieren an e Projet Léiweng, deen nach vill méi gigantesch ass an deen nach méi wéi Wickreng sämtlech landesplaneresch Iwwerleeungen iwwer Bord werft. An dat ass jo iwwregens confirméiert ginn 2008 duerch den Avis vun der Commission de l'Aménagement.

Dat heescht, et soll keen eis ziele kommen, Wickreng, do wär sech engagéiert ginn aus enger ganz éierbarer politescher Iwwerleeung eraus, aus landesplaneresche Grënn. Dat ass absurd, well wéi gesot Wickreng, Léiweng - pardon - ass landesplaneresch nach vill méi dernieft. An duerfir kann dat net de Grond gewiescht sinn.

Et muss duerfir eiser Meenung no en anere Grond gi sinn, firwat datt d'Ministere Krecké an Halsdorf, et schénge jo déi zwee ze sinn - ech zitéieren duerfir hei, well mir kënne jo nëmmen dat zitéieren, wat mer wierklech wëssen -, sech esou mat Läif a Séil fir dat Zesummekommen engagéiert hunn.

Mä d'Äntwert dorobber ass fir eis awer zimlech kloer: De Projet Wickreng, deen nëmmen e puer Kilometer ewech läit vum geplangte Projet Léiweng, stoung a Konkurrenz zu deem, an et war mat grousser Wahrscheinlechkeet de Wëllen, fir dee Konkurrenzprojet ewechzekréien, fir datt sech esou engagéiert ginn ass. Mindestens indirekt sinn duerfir schonn hei fir eis Begréffer déi öffentlech Interessen handfest net de Vierdergrond gewiescht, mä eigentlech éischter privat Interessen.

An duerfir hunn och indirekt ganz kloer hei Ministere sech engagéiert fir handfest privat Interessen. Well et ass evident, datt Léiweng, wéi gesot, mat engem Konkurrenzprojet an där Envergure vu Wickreng ganz sécher net frou driwwer war. An et kann ee sech och d'Fro stellen, ob dann den Investisseur zu Léiweng déi Investisseuren, déi e jo anscheinend dann un der Aangel hat, kritt hätt fir Léiweng, wa Wickreng an där nämlechter Envergure gebaut gi wär.

Mä d'Regierung, mindestens eenzel Leit wollte jo onbedéngt dee Léiwenger Projet, well déi hu jo anscheinend e Fussballstadion gebraucht fir Lëtzebuerg. An duerfir hu mer jo misse 70.000, 80.000 Metercarré Surface commerciale bauen, fir e Fussballstadion ze bauen.

An et ass scho verréckt, kann ee bal soen, datt een nationale Fussballstadion fir 10.000 Zuschauer, well dat ass ongeféier dat, wat mer brauchen zu Lëtzebuerg, maximal - et brauch ee jo nëmmen d'Zuschauerzuelen ze kucke bei Matcher; déi dräimol all zéng Joer, wou mer do driwwer leien, ech mengen, do fanne mer aner Léisungen, ganz sécher -, datt deen huet missen hierhalen, fir de Projet Léiweng ze justifiéieren.

Ee Stadion an där Envergure, an et ass jo hei drëms gaangen, well mer beim Stadion e Problem jo hunn, datt e jo de FIFA-Normen net méi entsprécht bei internationale Matcher. Dat ass jo den Haaptobjektiv.

Ech rappeléieren dat alles, fir datt d'Leit och dobausse sech déi verréckten Dimensioun emol eng Kéier virun Ae féieren, datt, fir déi FIFA-Normen ze erfëllen, fir esou ee klenge mini Stadion, duerfir hu mir missen esou eng Diskussioun zu Lëtzebuerg féieren an esou ee Projet lancéieren! Mä dat hätt ee jo och kënnen, awer nu wierklech, wann et just nëmmen dorëms gaang wär, problemlos op anere Plaze maachen.

Ech hunn nach virun e puer Deeg gesot, de Stadion op der Areler Strooss, dat ass jo ee vun de Problemer, deen entsprécht haut net méi de FIFA-Normen. Majo, wann d'Regierung - et ass jo der Regierung…, d'Stad Lëtzebuerg stellt den Terrain zur Verfügung, mä et ass der Regierung hire Stadion, et ass dem Stat säi Stadion, mir sinn zwar fir den Ënnerhalt an der Stad zoustänneg, mä et ass de Stat, et ass den nationale Fussballstadion. Wann d'Regierung wierklech just wëllt dee Problem léisen, majo, da soll se kucken dee Stadion esou ze moderniséieren, dat ze finanzéieren. Dat kascht wahrscheinlech e Brochdeel vun iergendengem neie Stadion. Dat geet largement duer fir dat, wat mer brauchen. Dann ass all Problem geléist.

Et hätt ee sech och nach ganz aner Saache kënne virstellen an deem Kontext, mä dat war ni de Wëllen. Well an alle Gespréicher, déi den deemolege Wirtschafts- a Sportsminister gefouert huet mat der Stad Lëtzebuerg, ass ëmmer gesot ginn: „Neen, mir hätte gär en Terrain, wou mer e Fussballstadion mat Centre commercial ronderëm kréien." An d'Stad Lëtzebuerg wollt dat ni. Gott sei Dank, kann een nëmme soen, zu Recht.

Et gëtt och nach aner Iddien, iwwert déi een hätt kënne schwätzen. Mä, wéi gesot, dat kann net de Grond och gewiescht sinn.

Vun Ufank un, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ass d'Regierung hei ganz kloer engem Promoteur op de Läim gaangen, deen, wéi ech et scho gesot hunn, aus engem Gromperefeld zu Léiweng eng Goldminn wollt maachen. Wat an den 90er Joren nach un allen Instanze gescheitert ass, sollt elo mam Alibi-Argument „neie Stadion" geléngen. An dat ass e Fakt, hannert dee geet haut näischt méi, wann een d'Fakte kuckt an esou, wéi dat historesch och verlaf ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll awer och hei am Numm vu menger Fraktioun ganz däitlech maachen, datt mir selbstverständlech kee Problem domadder hunn - well dat ass jo och esou e bëssen ugeklongen, et gëtt jo…, wéi gesot, ëmmer elo op alle méiglechen Nieweschauplätze ginn Niwwelbomme gehäit, fir net méi iwwert de Fong ze schwätzen -, datt d'Regierung e Promoteur gesäit oder e Promoteur, mat deem se diskutéiert. Dorëms geet et iwwerhaapt net.

Mir hu kee Problem, datt d'Regierung, wéi gesot, Promoteuren empfänkt, fir sech hir Investissementsprojeten a sech unzekucken.

Allerdéngs mussen awer rout Linne gezu ginn an et mussen där ginn am Kontakt mat de Promoteuren, déi Regierungsmemberen net dierfen iwwerschreiden. Déi sinn an eisen Aen am Kontext Léiweng a Wickreng awer largement iwwerschratt ginn. An ech wëll dat virun allem nëmmen un engem Beispill däitlech maachen, an zwar am Zesummenhang mat där Affär, an zwar, dat ass deen ominéise Kredit bei der Spuerkeess. Den Här Meisch wäert herno nach aner Beispiller zitéieren.

Dëst betrëfft, wéi gesot, den ominéise Kredit, deen tëschent der Spuerkeess an dem Groupe Rollinger souzesoen ausgehandelt ginn ass. Fir eis ass et total inakzeptabel, ech wëll dat ganz däitlech maachen, datt ee Minister sech a lafend Geschäfter vun der Spuerkeess amëscht. A mir sinn och frou driwwer, datt virun néng Méint de Finanzminister, dee jo déi Fro gestallt kritt hat, ob hien eis kéint Opschloss ginn, ob am Kontext vu Léiweng e Kredit vergi ginn ass un ee vun de Promoteuren, datt de Finanzminister völleg zu Recht gesot huet, dat kéint hien eis net beäntwerten. Well hie géif sech net an d'Finanzgeschäft oder iwwerhaapt an d'Geschäfter vun der Spuerkeess amëschen. Well dat stéing him net zou.

Dee gudde Mann huet 100%eg recht, wann en dat esou gesäit. Mä allerdéngs huet den Innenminister dat jo anscheinend anescht gesinn. Well an Tëschenzäit ass jo confirméiert, datt hie bei der Spuerkeess an iergendenger Form intervenéiert huet.

Schlëmm ass hei och, datt mer virun néng Méint, wéi déi Fro gestallt ginn ass, ob d'Regierung am Zesummenhang mam Deal Wickreng/Léiweng aktiv intervenéiert ass, dat heescht, net nëmme vermëttelt hätt, wéi dat den Androck vermëttelt ginn ass nach virun néng Méint, datt mer net d'Wourecht gesot kritt hunn oder mindestens nëmmen hallef Wourechte gesot kritt hunn. Weder d'Regierung huet eis déi ganz Wourecht gesot nach den Direkter vun der Spuerkeess an der Finanzkommissioun; an op dee wäert ech och nach ze schwätze kommen.

Nach den 8. Mee dëst Joer huet den Här Halsdorf an der Froestonn hei am Parlament ofgestridden, datt hie bei der Spuerkeess intervenéiert wier. Eng Woch drop war dunn an engem Artikel am „Lëtzebuerger Land" ze liesen, datt d'Regierung sech agesat hätt, fir datt de Promoteur Rollinger bei der Spuerkeess e Prêt iwwer 16 Millioune soll kréien, mat deem e sech aus sengen Engagementer par rapport zum initiale Projet Wickreng kéint fräikafen.

An eng Woch drop äntwert d'Regierung op eng Question parlementaire - de Premierminister -, datt et anscheinend en Tëlefonsgespréich tëschent dem Här Halsdorf an der Spuerkeess ginn hätt an deem Zesummenhang, mä hien hätt sech just informéiert iwwert de Prêt a wat och ëmmer, dat wësse mer net. Mir hu jo net an der Tëlefonsmuschel derbäigesiess. Mä mindestens ass do emol zougi ginn, datt awer an deem Zesummenhang en Tëlefon geholl ginn ass, fir bei d'Spuerkeess ze tëlefonéieren.

A wann den Här Krecké déi lescht Woch seet, hien hätt net intervenéiert an hien hätt domadder guer näischt ze dinn, da muss ee mindestens soen, datt - ech kann dat weder jugéieren, well ech, wéi gesot, ech war net derbäi -, mä mindestens muss een awer soen, aus all deene Bréiwer, ech kommen nach…, berouegt lech, et kommen nach Pièces, déi mer och hannerleeë wäerten, wou dat schrëftlech wäert alles draleien.

An all deene Bréiwer, déi doruechter zirkuléieren, déi mir jo net eleng hunn, mir hu se net als Éischt kritt - et ware jo anerer, déi se virun eis kritt hunn -, do geet däitlech draus ervir, datt den Här Krecké mindestens Bescheed doriwwer wosst. An ech muss soen, wann ech an enger Regierung wär, wou ech géif gewuer ginn, datt an iergendengem Sënn e Minister bei der Spuerkeess wéinst engem Kredit vun engem private Promoteur wëllt intervenéieren, da géif ech protestéieren. Da géif ech soen: „Lauschtert emol, dat do, dat ka jo net sinn."

Ech sinn der Meenung…, jiddefalls meng Meenung ass déi, datt dat net geet. An iwwregens, wéi gesot, si mer frou, datt mer de Finanzminister als Témoin hunn - en ass jo elo just erakomm -, dee jo och dat nämlecht esou gesinn huet virun néng Méint, datt et him net zousteet, sech a lafend Geschäfter bei der Spuerkeess anzemëschen.

An dee leschte Freideg a Samschdeg huet de Radio 100,7 en boucle aus engem E-Mail virgelies tëschent dem Här Rollinger an engem héije Regierungsbeamten, wou den Här Rollinger d'Hëllef vun der Regierung am Zesummenhang mat engem Prêt vu 16 Milliounen ugefrot huet, an et wär drëms gaangen, fir e Reschtmontant vu sechs Milliounen Euro bei der Spuerkeess ze débloquéieren. An den Här Rollinger hätt du vun der Regierung d'Versécherung kritt, datt en erliichternd Konditioune kréich a seng Saach och elo géif an d'Rei esou goen.

Dat ass en Text, en E-Mail, deen existéiert. A wéi gesot, den Här Meisch wäert en herno och hei déposéieren. An et ass awer… Duerfir, déi Leit, déi eis - et ware jo da Verschiddener, ech hunn dat schonn esou e bëssen eraushéieren, déi gemengt hunn, mir géifen décken Tamtam schloen, e Stuerm am Waasserglas hei opféieren: Et ass awer déi verdammte Flicht vun enger parlamentarescher Oppositioun, wann esou Schrëftstécker zirkuléieren a wann esou vill Onkloerheeten an deem Dossier sinn, fir déi dann op den Dësch ze bréngen.

Wou liewe mer dann, a wat fir enger Demokratie wäre mer dann oder wat géif dann zu Recht hei dem Parlament virgeworf ginn, wann een esou Saache kréich oder a Kenntnis dovu gesat géif ginn an et géif een dat net öffentlech maachen an net doriwwer wëllen diskutéieren? Ech mengen, dat wär sécherlech net terribel.

Mä firwat informéiert sech den Här Halsdorf iwwerhaapt bei der Spuerkeess iwwert iergendeppes am Zesummenhang vun engem Kredit mam Promoteur, mat deem Promoteur, wou ech gesot hunn? Firwat mécht en dat iwwerhaapt, a firwat geet de Promoteur net selwer, wéi dat normal misst sinn, mat der Spuerkeess négociéieren a kuckt, datt e säi Kredit do kritt?

Mä d'Äntwert dorobber, déi gëtt eben och an deem E-Mail zitéiert. Et gëtt gesot, ganz kloer, et wier eben d'Regierung gewiescht, déi sech fir dëse Kredit staarkgemaach hätt. A wéi gesot, deen Text existéiert. Et si méi Journalisten, déi en hunn. Et ass guer kee Problem. Et kann een alles noliesen.

Ob dat elo herno de Fait ass, dat wéisste mir gär. An duerfir hu mer och de Mëtteg déi Debatt jo hei gefrot. Mä mir soen awer hei scho ganz däitlech: Mir wäre frou gewiescht, wa mer scho méi fréi informéiert gi wären. Nämlech virun néng Méint, wéi mer hei déi dote Froen eigentlech scho bal all gestallt hunn, datt mer do scho méi Kloerheet kritt hätten. Et ass en Trauerspill, datt mer esou laang hu misse waarden!

Mir froen eis, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat fir ee Bild datt d'Politik dobaussen ofgëtt, wann esou Saache wéi déi doten an d'Öffentlechkeet geroden.

Natierlech stellt all normale Bierger sech jo d'Fro, ob en dann an Zukunft och sech kann un d'Regierung wenden, zum Beispill, datt säi Kredit, deen e bei der Spuerkeess fir säin Haus eventuell ugefrot huet, datt dee méi séier soll an d'Rei goen oder en eventuell besser Konditioune soll kréien. Well dat ass jo dat, wat herno an der Öffentlechkeet, völleg zu Recht, an esou enger Situatioun vun de Leit sech als Fro gestallt gëtt.

An hei ass, wéi gesot, däitlech déi rout Linn iwwerschratt ginn, vun där de Marc Schlammes a sengem exzellente Leitartikel leschte Samschdeg am „Lëtzebuerger Wort", déi vun him do beschriwwe ginn ass. A mir deelen och voll déi Konklusiounen, déi an deem Leitartikel gezu gi sinn. An ech wëll déi zitéieren, well se exzellent formuléiert waren. Hien huet geschriwwen: „Luxemburg hat noch immer kein Ministergesetz, keinen Deontologiekodex für seine Politiker. Folglich ist es dem einzelnen Politiker überlassen, individuell-subjektiv abzuwägen, wie er sich gegenüber anderen Akteuren aus der Wirtschaft und Gesellschaft verhält, ohne jene rote Linie zu übertreten, ab der er nicht mehr im Allgemeininteresse agiert, sondern Partikularinteressen dient."

An dozou wëll ech soen, datt dat ominéist Ministergesetz, wat mer schonn zënter Joren hei versprach kréien, an och de Code de déontologie - an ech kommen herno nach eng Kéier dorop zréck, well et ass wichteg, fir dat am Kapp ze behalen -, datt mer dat duerfir net hunn, an datt duerfir donc déi dote Froen hei am politesche Raum mussen diskutéiert ginn a soss néierens aneschters.

Dat heescht nämlech am Kloertext, datt déi Aart vun Amëschung an Asaz am Intérêt a fir d'Interesse vun engem private Promoteur, déi hei geschitt ass, datt dat zu Lëtzebuerg - wou ebe kee Code de déontologie a kee Ministergesetz nach besteet, am Contraire zu deem, wat mer a villen anere Länner hunn - just der Appréciatioun vum Minister effektiv iwwerlooss ass. Am Ausland, wou et aus gudde Grënn esou Gesetzer gëtt, an déi rout Linnen, déi ee brauch an esou Situatiounen, wou déi gezeechent sinn,

hätt dat wahrscheinlech schonn deelweis strofrechtlech Konsequenzen!

Mä domadder net genuch. D'Chamber krut an deene leschte Méint méi wéi eng Kéier entweder net d'Wourecht gesot oder zumindest nëmmen hallef Wourechte gesot, an dat sougutt vu Regierungsmemberen, mä awer och vun héije Fonctionnairen, an ech schwätzen hei haaptsächlech vum Här Finck an der Finanzkommissioun.

Mir wëssen och haut nach ëmmer net, zum Beispill, wat dann déi ominéis Kompensatiounsmesuren oder Hëllefstellunge sinn, déi den Här Rollinger versprach kritt huet, am Fall wou de Projet Léiweng net géif realiséiert ginn, wat jo elo den Ursprong ass. Net den Ursprong ass, mä, loosse mer soen, déi nächst Etapp ass vun deem ganze Schlamassel, an dee mer eis do eramanövréiert hunn.

A wann een déi Communiquéë liest vun de Promoteuren, déi sech do géigesäiteg Communiquéë fir d'Éischt geschriwwen hunn, an och déi Bréiwer liest, déi d'Promoteuren un d'Regierung geschriwwen hunn, da gesäit ee ganz kloer, wéi wäit datt déi dat interpretéieren a wie misst derfir suergen, datt e misst entschiedegt ginn, wann de Projet Léiweng näischt gëtt, oder mindestens misst en Terrain d'échange fanne fir dann den Här Rollinger an dësem Fall.

Mir sinn och erstaunt driwwer, wa mer de Bréif liesen, deen deemools geschriwwe ginn ass, wéi den Accord komm ass, wou déi doten Interpretatioune vun de Promoteuren - déi Bréiwer, déi leie jo vir, dat ass jo kee Geheimnis -, wéi mer do déi Interpretatiounen dra gelies hunn, datt déi Äntwert vun der Regierung, déi do komm ass, just geheescht huet, dat wär alles an der Rei, da kéinte mer elo op de Wee goen, fir de gemeinsame Projet ze maachen, datt dat net contestéiert ginn ass!

Dat ass jo och elo ee vun de grousse Problemer, déi mer hei hunn, well natierlech hei d'Interpretatioun op Basis och vun deene Schréftstécker vun deemools vun de Promoteuren ass, datt d'Regierung duerch de Fait, datt Léiweng eventuell net realiséiert gëtt, hei misst ee mindestens entschiedegen. Well et ass jo och duerfir esou ze interpretéieren, normal, datt deen ee Promoteur deem aneren äntwert: Du brauchs dech net bei mech bekloen ze kommen, mä géi bei d'Regierung, well déi huet der dat versprach. Dat seet e jo selwer an engem Communiqué.

Mä zréck zu den Onwourechten, déi hei eis an der Chamber mindestens deelweis gesot gi sinn. Virun néng Méint hätt d'Regierung, eiser Meenung no, exemplaresch d'Méiglechkeet gehat, fir alles op den Dësch ze leeën a fir a voller Transparenz op déi vill prezis schréftlech a mëndlech Froe vun der Oppositioun ze äntwerten an e Gesamtbild ze gi vun deem Oflaf, wéi dat sech gehéiert hätt. An op eng Rei Froen oder e ganze Koup Froen ass och geäntwert ginn, mä leider ass eben net oder nëmmen d'hallef Wourecht gesot ginn.

Komme mer zréck op d'Fro, déi och scho virun néng Méint gestallt ginn ass, a wéi enger Form datt d'Regierung sech dann am Kontext Léiweng/Wickreng engagéiert hätt. Hei ass den Androck vermëttelt gi virun néng Méint, wéi wann d'Ministere just tëschent zwee Promoteure vermëttelt hätten, an dat just eben am Intérêt vun der Landesplanung.

Firwat si mer dann deemools net gewuer ginn, zum Beispill, datt mindestens ee Regierungsmember Télefonsgespréicher gefouert huet, anscheinend jo nëmmen, fir sech ze informéieren - ech wëll dat betounen, wéi dat da gesot gëtt - iwwer e Kredit vum Här Rollinger bei der Spuerkeess, wou, wéi gesot, den Här Rollinger awer an engem selwechte Schreiwes, wat ech virdrun zitéiert hunn, seet, datt d'Regierungsmembere sech fir d'Konditiounen an d'Attributioune vum Kredit agesat hunn. Firwat si mer dann net mindestens undeitungsweis gewuer ginn, virun néng Méint, wou, wéi gesot, déi Froe scho gestallt gi sinn, datt do Gespréicher an där Hisiicht gelaf sinn?

A firwat huet den Här Finck eis dann an der Finanzkommissioun belunn, wéi en op d'Fro hin, ob am Zesummenhang mat Léiweng d'Spuerkeess e Kredit ginn hätt, geäntwert huet, an ech zitéieren aus dem Procès-verbal vun der Finanzkommissioun, wou e seet als Äntwert dorobber: „À aucun moment une demande de prêt destiné à financer le projet Livange n'a été soumise à la BCEE." An elo soll keen eis hei ziele kommen, de Prêt vun der Spuerkeess un den Här Rollinger hätt näischt mat Léiweng ze dinn, mä mat Wickreng ze dinn, well an Tëschenzäit ass jo awer glaskloer, datt den Här Rollinger dee Prêt vun der Spuerkeess just gebraucht huet, fir sech kënne bei der ING fräizekafen, fir kënnen an de Projet Léiweng anzeklammen! Also, wann een eis hei ziele wëllt kommen, dat wär elo deemools, d'Fro wär falsch gestallt ginn, et hätt een da misse prezis se stellen, da kann ee sech wierklech froen, fir wéi domm een eis wëllt halen!

Fir eis schéngt et an Tëschenzäit och kloer ze sinn, datt dee Prêt vun der Spuerkeess partie intégrante vum Deal tëschent der Regierung an dem Här Rollinger war. Ech wollt och iwwregens nach d'Fro opwerfen, haaptsächlech de Premierminister froen, ob hien oder ee vu senge Beamten a sengem Optrag an deene leschten Deeg an iergendenger Form mam Här Rollinger Kontakt opgeholl huet. A wa jo, firwat dat gemaach ginn ass. Et géif mech interesséieren.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Firwat frot Der dat?

M. François Bausch *(déi gréng), cointerpellateur.*- Ma, well ech mer kéint virstellen, Här Minister, Här Premierminister, datt esou eppes hätt kënne stattfannen. Duerfir stellen ech Iech d'Fro.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Firwat frot Der mech dat?

M. François Bausch *(déi gréng), cointerpellateur.*- Ma, well ech gär wéisst, ob dat war. An d'Äntwert ass jo Äntwert, jo. A wann et jo ass, da sot Der mer, firwat, a wann et neen ass, da sinn ech zefridden.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech wonnere mech just, dass Der déi Fro stellt.

M. François Bausch *(déi gréng), cointerpellateur.*- Ah, ech wonnere mech awer doriwwer guer net. Ech wonnere mech doriwwer guer net! Well ech stelle just fest, Här Premierminister, datt mer leider virun néng Méint nach net Froe genuch gestallt hunn,...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, jo.

M. François Bausch *(déi gréng), cointerpellateur.*- ...wann ech d'Evolutioun vum Dossier kucken.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech kommen nach zu Iech.

M. François Bausch *(déi gréng), cointerpellateur.*- Selbstverständlech. Wéi hat Der mer gesot beim État de la nation: „Ech ziddere schonn."

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, jo.

M. François Bausch *(déi gréng), cointerpellateur.*- Déi ganz Virgehensweis vun der Regierung...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Qui vivra, verra.

M. François Bausch *(déi gréng), cointerpellateur.*- Oh, wësst Der, ech hunn d'Impressioun, datt dës Regierung jo entre-temps d'Gewunnecht huet, fir Drohungen auszeschwätzen a Pressioun ze maachen...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Beweist et!

M. François Bausch *(déi gréng), cointerpellateur.*- Ech setzen dat do an déi nämlecht Kategorie.

Une voix.- Äntwert op d'Fro, Här Juncker!

M. François Bausch *(déi gréng), cointerpellateur.*- Ech setzen dat an déi nämlecht Kategorie.

Une voix.- Äntwert just op d'Fro!

M. François Bausch *(déi gréng), cointerpellateur.*- Déi ganz Virgehensweis vun der Regierung am Dossier Léiweng/Wickreng ass, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, weder transparent nach kredibel a si werft en desastréist Bild op, wéi d'Politik zu Lëtzebuerg den Ëmgank mat de Promoteure gesäit. Selten hu mer erlieft, datt esou fadenscheineg Argumenter an de Vierdergrond gestallt gi sinn, fir fragwürdeg Projeten ze justifiéieren an ze legitiméieren!

A fir hei politesch Kloerheet ze kréien an och kënnen déi néideg richteg Léieren a Konsequenzen doraus ze zéien, virun allem och am Zesummenhang mat den dréngend néidege Froe ronderëm den Aspekt Deontologie respektiv Ministergesetz - kee Ministergesetz -, ass eng Commission d'enquête parlementaire eiser Meenung no méi wéi berechtegt.

Dës soll sech och net mat eventuelle penale Faitë beschäftegen, op déi ech och nach wäert ze schwätze kommen. Neen, déi parlamentaresch Enquêtëkommissioun soll sech just mam Dossier Léiweng/Wickreng beschäftegen, am Sënn, fir voll Transparenz ze kréien, wéi an a wat fir enger Form d'Regierung sech hei engagéiert huet. Dëst ass d'Regierung dem Parlament schëlleg, an d'Parlament als Kontrollorgan vun der Regierung ass dëst der Bevölkerung schëlleg.

Deen heiten Dossier, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dee beträfft all Bierger a senge Relatioune mam Stat. Et geet hei ëm net méi an net manner wéi ëm de Prinzip, datt all Bierger virum Gesetz gläich ass, an datt et fair an transparent Prozedure gëtt. An dëst kënnen net d'Geriichter décidéieren, dat muss d'Parlament décidéieren, soss kënne mer de Politikbetrib zoumaachen!

A sollte während där Aarbecht vun där Kommissioun penal Faiten do optauchen, da géife mer déi selbstverständlech, esou wéi dat sech gehéiert, un de Parquet weiderleeden an net an där Kommissioun traitéieren. Déi Kommissioun soll sech natierlech selbstverständlech net mat penale Faitë beschäftegen.

Här President, ech wëll och dann deementspriechend eng Motioun (veuillez lire: Resolutioun) am Numm vun der grénger Partei an der demokratescher Fraktioun hei déposéieren.

Résolution 1

La Chambre des Députés,

- considérant les projets commerciaux de Wickrange et Livange;

- considérant les déclarations contradictoires de certains membres du Gouvernement;

- relevant les informations circulant dans la presse qui mettent en question les déclarations du Gouvernement;

- considérant les graves accusations formulées par un promoteur des projets Wickrange et Livange à l'encontre du Gouvernement;

- notant que la responsabilité pénale et politique dans ce dossier doit être élucidée jusque dans les derniers détails;

- constatant que l'article 64 de notre Constitution confère le droit d'enquête à la Chambre des Députés;

- relevant que l'exercice du droit d'enquête est réglé par les articles 178 - 190 du Règlement interne de la Chambre des Députés;

décide

- d'instituer une commission d'enquête ayant pour mission de traiter de toutes les questions de nature juridique et politique qui se posent de manière directe et indirecte dans ce dossier.

(s.) François Bausch, Eugène Berger, Félix Braz, Fernand Etgen, Viviane Loschetter, Claude Meisch.

M. le Président.- Merci.

M. François Bausch *(déi gréng), cointerpellateur.*- Ech kommen elo zu der Fro um Dossier - an et ass net fir näischt, datt ech déi dote Fro komplett trenne vun deem, wat ech elo déposéiert hunn, an och vun deem ganzen éischten Deel, deen ee politeschen Deel ass, datt ech dat wollt vuneneen trennen, fir dat nach eng Kéier däitlech ze maachen -, mä ech kommen dann awer zur Fro, ob an deem Dossier och strofbar Elementer sinn, an do natierlech virun allem op de Virworf vun der Erpressung.

Ee vun de Promoteuren, deen zielt jo an Tëschenzäit bal jiddwerengem, deen et wëllt héieren, datt hie vu Regierungsmemberen ënner Drock gesat gi wär, fir beim Projet Léiweng matzemaachen. Ouni doriwwer wëllen e Wäertuerteel ofzeginn, kann ee sech souwisou d'Fro stellen, firwat ee Promoteur e Projet fräiwëlleg opgëtt, wou e schonn all Genehmegungen huet, jo, souguer schonn d'Geriichtsinstanze positiv iwwerstanen huet, fir sech dann un e staark contestéierte Projet drunzehänken, wou et vun Ufank un net evident war, ob deen iwwerhaapt kéint ëmgesat ginn.

Also, wéi gesot, nach eng Kéier: E Projet, deen en hat, deen en hätt kënnen ëmsetzen, wou d'Autorisatiounen all do waren, wou en hätt kënne seng Geschäfter maachen, léisst e fale fir e Projet, deen alles aneschters wéi ofgeséchert war!

Et muss een da schonn zumindest - an ech wëll dat betounen - ganz staark Argumenter gehat hunn, fir de Promoteur vu sengem quasi lafende Geschäft ofzebréngen a sech an déi Léiwenger Aventure ze beginn! Abee, ech muss soen: Wann déi staark Argumenter vu Regierungsmembere wierklech esou staark waren, wéi se gëschter am O-Toun vum Promoteur zum Beschte gi gi sinn…

An ech widderhuelen, wat mer gëschter Owend an och haut de Moien op der Antenn vun RTL héieren hunn: „Mir briechen Iech d'Genéck." An Dir konnt jo haut och an der Press liese respektiv de Moien d'Suite vun deem O-Toun héieren, wou opgeworf gëtt, datt, op d'Fro hi vum Promoteur, deen da gefrot huet: „Ass dat doten Erpressung?", hie gesot kritt huet: „Jo", an datt e gesot hätt, datt hie säi Projet misst opginn an datt en duerno während Méint eng zimlech „Horrorzäit" gehat hätt, wéi en dat benennt, an datt e finanziell souguer a Schwieregkeete gerode wier.

Ech wëll doriwwer, wéi gesot, kee Wäertuerteel ofginn. An ech wëll och just hei soen: Wann…

(Interruption)

Jo, Här Haupert, Dir sot „ernimmen". Richteg. Mir wossten dat do schonn en Donneschdeg. Ass et net dat Allernormaalst vun der Welt? Well wie ka Krounzeien, wie kann iwwerhaapt Zeie sinn an esou enger Affär wéi dat heiten? Ma just deen, dee betraff ass, ne.

Ass et awer net dat Allernormaalst vun der Welt, wann d'Oppositioun zu Ouere kritt, datt dee Betraffene selwer déi do Saache seet, datt mir dat öffentlech opwerfen? Ass dat anormal? Fannt Dir dat wierklech anormal? Oder ass et net éischter ëmgedréit, datt et dat Normaalst vun der Welt muss sinn, datt mir dat dote parlamentaresch mussen opwerfen an dann och hei zur Diskussioun bréngen? Sidd Der menger Meenung do? Jo oder neen?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech jo!

M. François Bausch *(déi gréng), cointerpellateur.*- Voilà! Mindestens de Premierminister ass menger Meenung.

Une voix.- Très bien!

M. François Bausch *(déi gréng), cointerpellateur.*- An, wéi gesot, wann dat, wat do gesot ginn ass, déi Virgehensweis, wierklech esou war, da kënnt een natierlech net derlaanscht, fir sech déi Froen, wéi gesot, ze stellen, wat déi wierklech Beweggrënn vun deem engen oder anere Minister an deem heite Kontext waren. Natierlech sinn dëst, wann dat esou war, Drohungen an Erpressungen, a wa se esou stattfonnt hunn, e kloere Fall, wéi gesot, vun Erpressung. An hei drängt sech da regelrecht ganz sécher och eng juristesch Enquête fir dat doten op.

Mä, wéi gesot, nach eng Kéier: Et ass net dat, wat mir an der Enquêtëkommissioun wëllen analyséieren. Do wëlle mir aner Saache kucken. Deen dote Fall, deen dote Punkt soll do tranchéiert ginn, wou e soll tranchéiert ginn. Dat ass nämlech op de geriichtlechen Instanzen.

An, wéi gesot, den Haaptzeien, dee kann och keen anere sinn, wéi de Betraffene selwer. An Dir hutt jo sécherlech haut an enger Zeitung, där gréisster Dageszeitung hei am Land gelies, datt déi sech informéiert hunn, datt deen O-Toun, deen iwwer RTL an iwwert d'Télee gaangen ass, datt dat sech effektiv eendeiteg ëm den Här Guy Rollinger handelt, deen dat dote gesot huet.

Dat heescht, de Betraffene selwer huet dat do an der Öffentlechkeet gesot. An net méi an net manner wosste mir och schonn d'lescht Woch. An duerfir war et absolut normal, datt mer dat op eiser Pressekonferenz och esou opgeworf hunn.

Als Konklusioun, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéilt ech aus nach enger exzellenter Carte blanche vum Journalist Marc Glesener op RTL zitéieren, deen dës scho virun e puer Deeg gemaach huet, ënnert dem Titel: „Et ass Zäit, all d'Kaarten op den Dësch ze leeën." Alles muss gesot ginn. An ech zitéieren a schléisse mech deene Froen un, déi an där Carte blanche un d'Regierung gestallt gi sinn, well ech mengen, dat sinn och am Résumé déi essenziell Froen, déi mir an d'Öffentlechkeet musse beäntwert kréien.

An déi sinn: Éischtens, ass e private Promoteur vu Ministeren ënner Drock gesat ginn? Krut de Promoteur nogeluecht, säi Projet ëmzeänneren, an ass e bedroht ginn? Hat dat negativ Folge fir de Promoteur? Huet e Minister bei der Spuerkeess intervenéiert? A gouf et eng Vermëschung vu privaten an öffentlechen Interessen? Dat sinn déi Froen, déi, wéi gesot, d'lescht Woch an der Carte blanche opgeworf gi sinn, deene mir eis eigentlech nëmme kënnen uschléissen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann een heibanne mengt, mir géifen dësen Dossier mat Freed, souguer e bësse mat Schadenfrouheet oder aus politeschem Calcul hei virdroen, da läit e falsch.

Plusieurs voix.- Hohoho!

M. François Bausch *(déi gréng), cointerpellateur.*- Jo, ech wäert Iech… Éch hu mer elo natierlech näischt aneschters, wann ech Äert Verhale gekuckt hunn a leschter Zäit, wéi dee Brouhaha do erwaart, mä Dir hätt vläicht emol besser gehat, ofzewaarde bis ech mäi Saz fäerdeg gemaach hätt. Dann hätt Der verstanen, firwat ech der Meenung sinn, datt mer dat heiten net aus Freed an aus Schadenfrouheet oder politeschem Calcul maachen, well et ganz einfach ass: Deen, deen dat mengt, deen huet iwwerhaapt net verstanen, datt esou Geschichte

wéi dat doten alle politesche Parteien an alle Politiker an der gesamter politescher Klass schueden a virun allem allen demokratesch gewielten Institutiounen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. François Bausch *(déi gréng), cointerpellateur.*- Duerfir kann een esou eppes net hei mat Freed virdroen.

Mä ech wëll awer op där anerer Säit drop hiweisen, datt et net déi gréng an och net d'DP waren, déi déi Lawin do un d'Rulle bruecht hunn. Mir hu se emol net als Éischt, well mir haten déi éischt Pièce, déi komm sinn, emol net kritt. Dat waren anerer, déi dat an d'Öffentlechkeet bruecht hunn an och kommentéiert an diskutéiert hunn op Pressekonferenzen.

Mä et ass awer relativ symptomatesch, et geet hei ëm dee besonnesch - et kann een awer mindestens haut scho soen - innegen Ëmgang mat Promoteuren, dee verschidde Regierungsmemberen haten; iwwert deen ze diskutéieren an doriwwer Kloerheet ze kréien.

An et ass déi verdammte Flicht vun der Oppositioun, mä net nëmme vun der Oppositioun, mä vum ganze Parlament, fir an esou enger Geschicht dann derfir ze suergen, datt voll Transparenz kënnt, datt all d'Kaarten op den Dësch kommen, datt mer virun allem och déi richteg politesch Léieren zéien oder eventuell politesch Konsequenzen zéien; dat musse mer gesinn. Well geschitt dat net, dann ass de Schued fir d'Politik an déi demokratesch Institutiounen nach vill méi grouss. Dat ginn ech Iech awer schwaarz op wäiss op enger Salztut, datt dat esou ass.

Also, wéi gesot, mir, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an dat kënnt Der eis fräi gleewen, géifen haut och léiwer iwwer liewenswichteg Dossiere fir d'Land, wéi d'Euro-Kris, d'Entwécklung vum Chômage oder d'Statsverschëldung diskutéieren, mä et ass eis näischt anescht iwwreg bliwwen an deem heiten Dossier, wéi eise Rôle ze spillen.

(Interruptions)

An, Här President, alles, dat Gelaachs, wat ech esou hei riets a lénks héieren, dat bestätegt mer dat eigentlech. Et ass traureg, mä dat bestätegt mer, datt eigentlech hei meng riets Säit näischt verstanen huet.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruption et hilarité)

M. le Président.- Merci dem Här Bausch. Elo kritt deen zweete Coauteur vun der Interpellatioun d'Wuert, den Här Claude Meisch. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Claude Meisch *(DP), cointerpellateur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, dëst ass an eisen Aen déi déif gräifendst Regierungskris zënter Jorzéngten. Géint dës Regierung gëtt de Virworf vum Chantage, also vun der Erpressung erhuewen. Dat ass eng Situatioun, wéi et se nach ni ginn huet. Dat si Virwërf, wéi se géint eng Lëtzebuerger Regierung nach ni geäussert goufen. D'Öffentlechkeet an d'Parlament, dat ass hei méi wéi jee kloer, si belu ginn, an dat net nëmmen eemol, an dat och net nëmme vun engem Regierungsmember.

D'Regierung huet dann och nach déi Leit attackéiert, déi probéiert hunn, hei fir Kloerheet an deem Dossier ze suergen. D'Oppositioun, d'Medië sinn attackéiert ginn an de leschten Deeg an an de leschte Wochen, well se probéiert hunn, d'Wourecht un d'Liicht ze kréien.

De Premierminister selwer, de Jean-Claude Juncker, huet d'Oppositioun als Ligener bezeechent, well mer horgenau dat gesot hunn, wat awer mëttlerweil eigentlech kee méi ka contestéieren, well et haut méi wéi jee kloer ass, datt genau dat geschitt ass, wat mir d'lescht Woch op där Pressekonferenz do publizéiert hunn an der Öffentlechkeet matgedeelt hunn.

Dir - an ech riichte mech hei un d'Regierung, Här President -, d'Regierung, hat selwer dräi Joer Zäit, fir deene Virwërf do nozegoen, déi am Raum stoungen. Si hat dräi Joer Zäit, fir selwer fir Kloerheet ze suergen an deem doten Dossier. Mä neen, Dir hutt et virgezunn, fir ze léien, fir hallef Wourechten opzedëschen, fir ze maueren, wou et nëmme gaangen ass.

Der Regierung hir Zäit an dësem Dossier, déi ass elo eriwwer. Elo ass et un der Chamber an et ass un der Justiz, fir opzeklären a fir méi ze maachen, nämlech fir ze enquêtéieren. Et ass un dësen zwou Institutiounen, fir hirer fundamentaler Aufgab nozekommen a géint d'Regierung ze enquêtéieren, d'Justice selbstverständlech fir dee penale Volet, d'Chamber fir dee politeschen an deen administrative Volet.

Duerfir, mengen ech, muss d'ganzt Parlament, d'ganzt Parlament mat der Hëllef vun der Majoritéit haut de Wee fräi maache fir déi Enquêtëkommissioun, déi an där Resolutioun, déi de Fränz Bausch am Numm vun eiser Fraktioun an och vun deene Grénge grad hei déposéiert huet, gefrot gëtt.

Et geet jo hei scho laang net méi ëm e Fussballstadion oder ëm eng Shopping mall. Et geet hei drëms, Schued vun eisem Land op nationalem an och op internationalem Plang ofzehalen. Et geet ëm d'Kredibilitéit vun der Politik, vun der ganzer Politik, déi hei um Spill steet. Mir kënnen net einfach esou weidermaachen, wéi wann näischt geschitt wär, wéi wann hei alles an der Rei wär. Mir mussen dësem Albdram dach ee fir alle Mol en Enn setzen! Wann d'Regierung et net fäerdegbruecht huet hei, fir vollst Transparenz ze suergen am Laf vun deene leschte Joren, dann, Dir Dammen an Dir Hären, musse mir als Parlament dat doten an d'Hand huelen a fir Kloerheet suergen.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Meisch *(DP), cointerpellateur.*- Erlaabt mer, e kuerze Réckbléck ze maachen. Et si grad emol aacht Méint hier, dunn ass d'Regierung heihinnerkomm an huet behaapt, de Projet Léiweng, dat wier e Projet, dee vun zwee Promoteuren, vun den Häre Becca a Rollinger, dann d'un commun accord wéilt zesumme gemaach ginn, an d'Regierung hätt déi zwee eigentlech just beieneebruecht. Den Här Rollinger hätt eng attraktiv Offer gemaach kritt an hie wär d'accord gewiescht, fir op säi Projet zu Wickreng an där deemoleger Form ze verzichten an domadder de Wee fräi ze maache fir de Projet zu Léiweng.

Den 10. Mee 2012 allerdéngs schreift de Groupe Rollinger an engem Communiqué: «L'abandon du projet Wickrange nous a causé une perte et un manque à gagner très important et uniquement pour tenter de récupérer une partie de cette perte, nous avons accepté de signer des conventions avec Monsieur Becca.»

D'Fro, déi sech deemools all Mënsch gestallt huet, ass: Firwat huet de Groupe Rollinger op säin initiale Projet verzicht, wann dat dach géint seng wirtschaftlech Interessië gaang ass? De Groupe Rollinger hat e séchere Projet, en hat quasi sämtlech noutwendeg Autorisatiounen. Et war bal drop an drun, datt Bulldozer géifen op den Terrain fueren, fir deen ze terrasséieren. E gudden Deel vun de Verkafsfläche war eigentlech schonn iwwer Prékontrakter verlount. Et hätt kënnen... am Projet Wickreng hätte kënnen d'Dieren opgoen am Februar 2010.

Am selwechte Communiqué schreift dann de Groupe Rollinger, e wär vun der Regierung fortement invitéiert ginn, op säi Projet ze verzichten. Et ass vill doriwwer geschriwwen an och geschwat ginn, wat de Groupe Rollinger wuel dorënner verstanen huet, ënnert deem, datt en „fortement invitéiert" gi wär, op säi Projet ze verzichten.

Wat si dorënner verstanen hunn, dat hu Vertrieder vum Groupe Rollinger nu méi wéi eemol a méi wéi enger Persoun awer ganz kloer an däitlech an de leschte Joren ëmmer nees erklärt. D'Regierungsmemberen hätten domadder gedroht, Autorisatioune fir Projeten, déi kéinten an Zukunft méi laang op sech waarde loosse respektiv se géife refuséiert ginn. D'Kreditlinne bei de Banke kéinte kippen. D'Regierung kéint jo bei hire Banken, bei der Spuerkeess oder enger anerer Bank, wou se dann entre-temps jo och an deene Joren do, vun deene mer schwätzen, Aktionär ginn ass, kéint bei hire Banken intervenéieren.

De Premierminister géif souguer als Hiewel genotzt ginn, fir bei der ING um internationale Plang ze intervenéieren, eventuell souguer bei der hollännescher Regierung. De Groupe Rollinger kréich keng öffentlech Opträg méi, wann en hei net géif matspillen. Jo, an et ass jo scho genannt ginn a mëttlerweil hu mer et och aus dem Mond vum Guy Rollinger selwer héieren, hien hätt gedroht kritt, datt säi Groupe, datt de Groupe Rollinger finanziell a wirtschaftlech d'Genéck géif gebrach kréien, wann en hei net op déi Proposë vun der Regierung géif agoen.

Ech froe mech eigentlech nach: Wien zweifelt dann haut nach un deenen Duerstellungen do vum Groupe Rollinger? D'DP an déi gréng, déi hunn déi Virwërf do an d'Öffentlechkeet bruecht. Allerdéngs hu Vertrieder vun der Majoritéit dach op eng gelungen Aart a Weis dorobber reagéiert. Et war de Fraktiounspresident vun der LSAP, de Lucien Lux, et war de fréieren LSAP-Wirtschaftsminister, de Jeannot Krecké, déi eis gedroht hunn eigentlech mat enger Plainte wéinst Diffamatioun.

Haut wësse mer, datt d'DP an déi gréng recht behalen hunn, well de Guy Rollinger, an dat war gëschter Owend um hallwer siwen op der Antenn vun RTL 92,5 ze héieren, huet jo Folgendes gesot: „Deen éischte Saz war ëmmer: Mir briechen dir d'Genéck.

Une voix.- Firwat?

M. Claude Meisch *(DP), cointerpellateur.*- An dunn hunn ech ëmmer geäntwert: Da ginn et der awer, da ginn der awer nach e puer mat! Also, dat loossen ech mer awer net gefalen! Mä dat war awer säi Saz, an dat ass méi wéi eng Kéier komm, dat ass e puermol komm. Ganz kloer, an dat war ofgeschwat mat e puer Stéck. Do ass den Halsdorf mat dragewiescht an esou virun.

Dunn hunn ech gesot: Dat do ass Chantage. Dunn huet dee mir geäntwert: Ech weess dat. Den Här Halsdorf, dee war mat derbäi, deen huet zwar ni deen dote Saz gesot, mä e weess et ganz kloer, datt si mech erpresst hunn. Wann ee mer gesot huet: Dir wësst jo, mir brauchen nëmmen eng Kéier d'Banken unzeruffen. A si hunn op jidde Fall kloer dat duerchkritt, wat si wollten."

Zu de Verhandlunge mat der Regierung seet de Guy Rollinger: „Dat war knallhaart, dat war véier bis fënnef Méint de wahren Horror! Do sinn déi dräi da komm, Krecké an alles, an hu gesot: Hal einfach op! Do hunn ech mer geduecht: Okay, wann der alleguerten natierlech dergéint sidd, wat soll ech da maachen?" Dat waren d'Aussoe vum Guy Rollinger gëschter Owend, wéi gesot, op RTL 92,5 um hallwer siwen.

Mat dësen Aussoe mécht de Guy Rollinger net nëmme schwéier Virwërf géint direkt e puer Regierungsmemberen, neen, e belaascht ganz kloer déi ganz Regierung.

Jo, dëst ass d'Versioun vun enger Säit, kann ee soen. Mä, kommt, mer stellen eis emol d'Fro: Jo, firwat hätt de Guy Rollinger dann eigentlech hei net sollen d'Wourecht soen? Firwat hätt de Guy Rollinger wierklech sollen op säi séchere Projet verzichten? Firwat hätt hie sollen e Projet oder eng Propos akzeptéieren, wou en, jo, déi net wirtschaftlech a sengem Interessi gewiescht wär, wéi e schreift?

Entweder wär en net ganz kloer am Kapp dobäi gewiescht - an ech mengen net, datt dat de Fall war - oder et ass esou gewiescht, datt Drock, massiven Drock op en ausgeübt ginn ass. Et gëtt kee Grond, firwat de Guy Rollinger soss op säi Projet zu Wickreng verzicht hätt. Am Géigesaz, déi Versioun vum Guy Rollinger ass déi eenzeg plausibel Erklärung, firwat hien op säi Projet verzicht huet a sech op d'Abenteuer zu Léiweng agelooss huet.

Déi aner wichteg Fro, déi sech hei awer stellt, ass: Firwat ass d'Regierung dëse Virwërf net éischter nogaangen? De Guy Rollinger schéngt schonn 2009 e puer aner Regierungsmemberen doriwwer informéiert ze hunn, datt hien erpresst géif ginn, mä näischt ass geschitt. Wéi am Oktober 2011 dee geheime Bréif an d'Medië komm ass, huet RTL, huet, pardon, de Radio 100,7 gemellt, deemools scho gemellt, datt Drock op de Guy Rollinger ausgeübt gi wier.

D'Demokratesch Partei huet d'Regierung an der Chamber mat dëse Virwërf konfrontéiert, mä et ass näischt doriwwer geschitt. D'Regierung huet an hire lapidaren Äntwerten op dës Froen alles en bloc ofgestridden.

Den 8. Mee vun dësem Joer huet d'DP an enger Froestonn den Innenminister nach eng Kéier gefrot, ob e Kenntnis dovunner hätt, datt de Guy Rollinger a seng Partner ënner Drock gesat goufen. D'Äntwert vum Innenminister war: „Än ech hunn net d'Gefill an ech hunn och net Kenntnis dovunner an et ass och net mäi Stil, Leit esou ënner Drock ze setzen." Dat war eng kloer Äntwert. Dir hutt weider alles ofgestridden an hutt d'Heft net an d'Hand geholl, fir hei fir Kloerheet ze suergen.

Mir wëssen dann och, datt de Premierminister nach virun e puer Woche perséinlech doriwwer informéiert ginn ass, datt dës Virwërf am Raum géife stoen, an den Här Rollinger hätt dës Virwërf dem Premier vis-à-vis och nach eng Kéier perséinlech widderholl. Bis haut ass näischt, awer och glat näischt op der Säit vun der Regierung geschitt, wat fir Opklärung hätt kënne suergen!

D'Regierung huet sech dreiwe gelooss, emol eng Kéier vun der Oppositioun, emol eng Kéier vun de Medien, bis se dann haut eigentlech mam Réck widdert der Mauer steet a se huet keen anere Choix méi, wéi ze akzeptéieren, datt d'Chamber elo d'Heft an d'Hand hélt mat enger Enquêtëkommissioun, an datt d'Justice ufänkt ze enquêtéieren.

Mir haten eigentlech urspréinglech wëlles, haut an dëser Debatt hei der Regierung ze proposéieren, da vläicht selwer de Schrëtt ze maachen, an de Justizminister hätt kënnen eng Injonctioun beim Parquet maachen, fir datt géint déi concernéiert Ministeren hei géif enquêtéiert ginn. Ech mengen awer, och deen Zuch ass scho laang ofgefuer an deen ass scho laang fort. Et ass haut ganz einfach ze spéit do derfir, fir datt mer der Regierung nach eng Kéier géife Vertraue maachen, datt si et selwer fäerdegbréngt, aus eegener Kraaft déi Affär hei opzedecken an opzeklären.

Well fir eis besteet eigentlech keen Zweifel méi dorunner, datt ab muer de Parquet géint eenzel Regierungsmembere mat enquêtéiere wäert ufänken. A wann d'Chamber haut eiser Demande, fir eng Enquêtëkommissioun ze schafen, net wäert nokommen, an d'Majoritéit weiderhin hei wäert blockéieren an déi Resolutioun do wäert oflehnen, da wäerte mir natierlech, mat all deem, wat mer wëssen, mat all deem, wat mer gesot kritt hunn, eng Dépositioun muer de Moie beim Parquet maachen.

An dann ass awer nach eng aner Ausso vum Här Rollinger op RTL, déi mech eigentlech déif schockéiert. Ech zitéieren hei nach eng Kéier de Promoteur Guy Rollinger. Hie seet: „Déi eng Säit huet de Flavio eppes ofgemaach, an déi aner Säit huet den Halsdorf eppes ofgemaach. An dat ass net agehale ginn, ganz kloer net. An de Krecké huet eis versprach, fir Lokomotiven dohinner ze kréien, fir datt et gutt géif goen, an en huet dat och net gemaach. Déi dräi Saachen, déi halen ech, an do kommen ech och nach eng Kéier mat deene Saachen an da soen ech: «Entweder, Jongen, Dir maacht et, oder ech komme mat deene Saachen eraus.»"

Et ass jo eigentlech net ze gleewen. Hei gëtt iwwer Geheimaccordë geschwat. Hei gëtt et geheim Zousoen, hei gëtt et Verspriechen, hei gëtt et Gemauschels hanner zouenen Dieren!

Wat sinn déi Zousoen do, Här Halsdorf, déi Dir dem Här Rollinger do gemaach hutt? Ëm wat geet et dann elo eigentlech? Geet et ëm Autorisatiounen, déi Der him versprach hutt, datt déi vläicht méi schnell géife kommen?

Geet et ëm déi Hëllef, déi Der em versprach hutt, datt Är Servicer mat bei der Opstellung vun deem Masterplang vu Wickreng zwee derbäi solle sinn an do d'Äerm kräfteg mat eropstréppen, fir engem private Promoteur kënnen ze hëllefen, oder wat ass dat?

A wou si mer dann eigentlech, wou eng Regierung sech hei an eng Situatioun eramanövréiert huet, well se Zousoe gemaach huet un e Promoteur, datt se op eemol vun deem Promoteur do nach kann erpresst ginn, datt se sech an d'Hand vu private Promoteuren da gëtt?

Eng Regierung, déi esou handelt, kann net méi am Interessi vun de Leit hei am Land regéieren, eng Regierung, déi esou handelt, déi ass eigentlech nach just d'Marionnette vun enger Rei vu Promoteuren.

De Volet vum Chantage, vun der Erpressung also, ass awer net deen eenzege Volet vu villen, wou d'Regierung net d'Wourecht gesot huet, net d'Wourecht virum Parlament gesot huet, net d'Wourecht virun der Öffentlechkeet gesot huet.

En anere Volet, dee mer schonn diskutéiert hunn am Oktober, a wou mer am Oktober Versioune gezielt kritt hunn, déi awer haut jo net méi haltbar si vun der Regierung, dat ass d'Roll vun der Spuerkeess an dëser ominéiser Affär. An et war eigentlech ee vun deene wichtegste Punkten, déi schonn am Oktober 2011 vum Parlament, am Parlament hei diskutéiert gi sinn.

Opgrond vun enger ganzer Rei vu Mediëberichter iwwert d'Expositioun vun der Spuerkeess par rapport zu enger Rei vu private Promoteuren a par rapport zum Immobiliësecteur eigentlech am Allgemenge si mer jo op déi doten Diskussioun hei komm. Mir hunn awer gradesou iwwer Verstréckungen hei missen diskutéiere vun eenzelne Bankevertrieder mat private Promoteuren, souguer dem Direkter vun der Spuerkeess, deen am Conseil d'administration souz vun engem vun de concernéierte Promoteuren.

Mir hunn driwwer diskutéiert, datt déi Bank, e private Promoteur an och e Politiker dach an enger zoufälleger Liaisoun matenee verbonne waren, well mer wësse jo, datt de Lucien Lux an engem Haus gewunnt huet, dat dem Flavio Becca gehéiert huet an dat virdrun awer dann och dem Spuerkeess-Direkter gehéiert huet. Doriwwer hu mer jo alles diskutéiert.

Mir haten eng speziell Sitzung an der Finanzkommissioun gemaach, wou den Direkter, den Här Finck, an och den Här Rosseljong vun der Spuerkeess do waren, déi eis gesot hunn: «À aucun moment une demande de prêt destiné à financer le projet Livange n'a été soumise à la BCEE.»

Den Här Frieden - an den Här Bausch huet et virdru schonn zitéiert - huet dann och gesot, datt hie sech natierlech als Finanzminister ni géif erlaben, an d'lafend Geschäfter vun der Spuerkeess anzegräifen. Dat huet eis dee Mo-

ment do berouegt. An den Här Juncker selwer seet an der Chamber, datt hie keng Kenntnis hätt, wat de Volet ING géif ubelaangen, en hätt sech do ni agemëscht, an dat wier eleng Saach vum Promoteur gewiescht, fir säi Projet Wickreng eent eigentlech ofzeweckelen an dat ze arrangéiere mat sengem Partner ING, der ING Real Estate.

Hei allerdéngs ass d'Chamber an hei sinn d'Bierger vun eisem Land getäuscht ginn: Nämlech net de Finanzminister, mä dann anscheinend, wéi mer héieren hunn, den Innenminister soll bei der Spuerkeess intervenéiert hunn, an dat war net deen Dossier, wou d'Spuerkeess involvéiert war, dat war da vläicht net direkt fir de Projet Léiweng, esou wéi d'Fro formuléiert war, mä et war awer indirekt fir de Projet Léiweng, well et ass jo hei drëms gaangen, laut Presseinformatioun an och laut engem Mail, deen ech herno jo hei am Detail nach wëll virliesen, datt duerch dee Prêt, deen d'Spuerkeess gemaach huet, déi 16 Millioune Prêt, datt do de Promoteur vu Wickreng eigentlech d'Méiglechkeet hat, aus sengem éischte Projet erauszeklammen, dee Projet opzeginn, an dat war jo awer dat, wat noutwendeg war, fir datt de Projet zu Léiweng iwwerhaapt eréischt kéint richteg op d'Schinn kommen. Also hat et schonn eppes mat Léiweng ze dinn.

Den Här Halsdorf huet dann an der Froestonn den 8. Mee vun dësem Joer hei d'Fro gestallt kritt, ob e Kenntnis dovunner hätt, datt d'Regierung fir ee vun de Promoteure bei enger Bank en faveur oder en défaveur intervenéiert hätt. D'Äntwert vum Här Halsdorf war eigentlech déi, datt e sech just hannert dem Här Juncker, dem Här Juncker sengen Aussoe vum Oktober 2011 verstoppt huet an en huet natierlech alles ofgestridden.

E puer Deeg drop dann awer liese mer am „Lëtzebuerger Land", datt den Här Halsdorf do Lige gestrooft gëtt. D'Regierung huet sech nämlech derfir agesat, datt de Promoteur Rollinger bei der Spuerkeess e Prêt vun iwwer 16 Milliounen Euro kritt, mat deem e sech aus sengen Engagementer aus dem initiale Projet zu Wickreng konnt fräikafen.

An hirer Äntwert op eng Question parlementaire vu mir äntwert d'Regierung dann och eng Woch drop, datt kee Minister intervenéiert hätt. Den Innenminister, deen hätt sech jo just informéiert iwwert d'Konditiounen, déi dem Promoteur Rollinger vun der Spuerkeess gesat gi wieren. De Premierminister behaapt souguer nach virun der Press - an dat ass nach net ganz laang hier -, hien hätt ni Kenntnis iwwert deen dote Prêt gehat.

Op d'Fro hin, firwat de Premier der Chamber am Oktober 2011 näischt vun deem Kredit gesot huet, äntwert hien nämlech: „Ma well ech näischt vun deem Kredit wosst. Ech ka mech jo net ëm den Detail vun esou Dossiere këmmeren."

Ech ginn dovunner aus - an d'Reaktioun, déi spontan Reaktioun vum Premierminister, déi beweist mer dat jo och nach emol haut -, datt dat doten och nach ëmmer haut d'Positioun an d'Haltung vun der lëtzebuergescher Regierung ass, datt se also nach ëmmer un hirer Versioun festhält, datt se also haut op den Dag nach ëmmer amgaangen ass, dëst Parlament an och d'Öffentlechkeet hei am Land ze beléien.

Dëst nämlech geet eendeiteg - eendeiteg! - aus engem Mail-Austausch vum 22. November 2010 ervir tëschent dem Promoteur Rollinger an dem Beamte Romain Diederich, deen der DP, deene Gréngen, awer och eenzelne Presseorganer virläit.

Ech wëll Iech, Här President, de Contenu vun deem Mail hei net virenthalen. Ech wier frou, wann Dir se all den Deputéierten, awer och de Pressevertrieder an de Visiteuren douewe kéint verdeelen.

(M. Claude Meisch dépose un document qui peut être consulté à l'administration parlementaire.)

Well dat eng Zäitchen dauert, wëll ech awer och e puer Extraiten aus deem Mail hei virliesen. Et ass ee Mail, wéi gesot, vum Promoteur Rollinger un en héije Statsfonctionnaire: «Lors de notre dernier entretien téléphonique, vous m'avez confirmé qu'une solution avec la BCEE était en vue pour la libération du „nantissement" ainsi que pour le taux d'intérêt. Flavio m'a confirmé il y a trois semaines que le problème sera réglé. Mais étant donné qu'il a annulé notre dernier rendez-vous et que nous n'avons plus de nouvelles de lui, nous ignorons quelles suites vont être réservées à notre demande. De même, Messieurs les Ministres Halsdorf et Krecké nous ont également confirmé il y a deux semaines que tout devrait se régler rapidement.

Comment pouvons-nous avoir confiance dans de telles affirmations alors que depuis plus de 20 mois nous n'avons que des promesses et que le premier point est toujours en attente? Pour le cas où dans les prochains jours nous ne recevrons pas d'accord de la BCEE, nous prendrons contact avec Monsieur le Premier Ministre Juncker (et nous vous garantissons que nous obtiendrons un rendez-vous) qui nous a quand même fait une promesse et a donné sa parole (…) que les points évoqués seraient résolus.»

Do dertëschent geet dann awer nach eng Kéier eng Klammer op an de Jean-Claude Juncker gëtt zitéiert mat de Wierder: „Här Rollinger, kuckt mech an d'Aen, ech ginn lech honnert Prozent mäi Wuert."

Da geet et nach weider: «Nous nous excusons de vous déranger à chaque fois, mais vous étiez présent lors de la dernière entrevue avec Monsieur le Premier Ministre Juncker qui vous a délégué comme intermédiaire et coordinateur."

Aus dësem Mail geet Folgendes ervir: Net nëmmen den Innenminister war informéiert iwwert déi Interventioun do bei der Spuerkeess. Déi Hären Halsdorf a Krecké hunn dem Här Rollinger hiert Wuert ginn, datt si alles an d'Rei géife maachen. Mä net nëmmen dat, och den Här Diederich an och de Flavio Becca schénge jo hei Zousoe ginn ze hunn, wann et ëm e Prêt bei der Spuerkeess geet.

Ma, wou si mer dann? Ass et dann hei ewell esou, datt héich Statsbeamten a Promoteuren Zousoe ginn, wien da wou bei der Statsbank e Kredit däerf kréien?

Aus deem Mail geet och kloer ervir, datt et net nëmmen déi eng Réunioun gouf tëschent dem Statsminister an dem Groupe Rollinger, mä datt et mindestens eng zweet Réunioun gouf, an där iwwert de Prêt an iwwer aner Problemer geschwat ginn ass.

De Statsminister wosst also deemno ganz wuel Bescheed vun deem Prêt vun der Spuerkeess, an dat beweist jo dat Zitat do - „Här Rollinger, kuckt mech an d'Aen, ech ginn lech honnert Prozent mäi Wuert". Allerdéngs huet e virun e puer Deeg vis-à-vis vun der Press genau de Contraire behaapt.

Ech kann hei wierklech net op all weidere Widdersproch agoen, dee sech am Laf vun deene leschte Méint opgedoen huet, wou d'Regierung jo ëmmer nees eng Kéier probéiert huet, eppes ze erklären, a wou awer ganz schnell d'Realitéit se nees ageholl huet.

Als Konklusioun wéilt ech der Regierung soen: D'Spill ass elo eriwwer!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo!

M. Claude Meisch *(DP), cointerpellateur.*- Deen E-Mail hei, déi zeg widdersprréchlech Aussoen a Lige vun lech selwer, déi Aussoe vun ëmmer méi Leit, déi och bereet sinn, virun der Justice oder virun enger Enquêtëkommissioun Ried an Äntwert ze stoen, déi Originalopnahme vum Här Rollinger selwer sollten lech obligéieren, dach endlech asiichteg ze sinn.

Mir wëllen elo, datt d'Wourecht op den Dësch kënnt, definitiv op den Dësch kënnt. D'Leit am Land, d'Bierger, si wëllen, datt d'Wourecht op den Dësch kënnt. Dat ass hiert gutt Recht. Dat ass och d'Recht vun der Chamber! An och d'CSV an d'LSAP mussen elo endlech asiichteg sinn.

Asiichteg sinn, dat heescht, dëser Affär eng juristesch an eng politesch Suite ze ginn. Asiichteg sinn, dat heescht, de Wee fräi maache fir d'Klärunge vun deene politesche Responsabilitéiten an den eventuelle penale Responsabilitéiten. Asiichteg sinn, dat heescht, d'Oppositioun an d'Bierger net dozou zwéngen, sämtlech Vertrauen an eise Rechtsstat ze verléieren.

Fir déi juristesch Responsabilitéiten ze klären, gëtt et e puer prozedural Weeër. Mir mengen, datt d'Chamber sollt hir Responsabilitéit huelen an eng Commission d'enquête maachen, déi de politesche Volet vun der Affär ofdeckt. Dat soll séier goen, a mir mussen eis esou organiséieren, datt d'Chambersgeschäfter doduerjer net gelähmt ginn.

Mir mengen, datt een dat esou kéint maachen, datt ee schonn am Hierscht kloer Konklusioune kéint zéien an dann definitiv den Deckel op dës Affär maachen, nodeems dann d'Land déi ganz Wourecht gewuer ginn ass. Wat d'Affär méi laang schleeft, wat et méi laang dauert, bis Kloerheet ass, wat de Schued un der Politik méi grouss gëtt.

Dot lech, dot der Chamber, awer dot och de Bierger hei am Land dat dote wann ech gelift net un! Wann d'Chamber net op de Wee sollt goen, dee mer hei proposéieren, wat ech allerdéngs kaum nach kéint novollzéien, da wäerte mir eis Responsabilitéiten huelen an - ech hunn et virdru scho gesot - eng Dépositioun vun all deem, wat mer wëssen an zougedroe kritt hunn, beim Parquet maachen.

Nach emol: Wann Der näischt ze verstoppen hutt, wann Dir Liicht an dës Affär wëllt bréngen, wann Dir aus deem ganze Schlamassel hei eppes wëllt léieren, da brauche mer dës Enquêtëkommissioun. Wann Dir dat weider probéiert ze verhënneren, da wëllt Der vertuschen, verdonkelen an Dir hutt eppes ze verstoppen.

Wien hei net mat enger parlamentarescher Enquêtëkommissioun d'accord ass, wëllt net nëmmen d'Affär ënnert den Teppech kieren, ënnert deem se eigentlech scho laang läit, mä iwwert deen Teppech och nach eng Kéier e Bëtonssarkophag géissen. Dat däerf net sinn, Dir Dammen an Dir Häre!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Meisch. Esou wéi d'Presidentekonferenz et décidéiert huet, kritt elo d'Regierung d'Wuert, den Här Statsminister Jean-Claude Juncker.

Débat

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech wéilt mat e puer perséinleche Remarquen ufänken an och mat e puer perséinleche Remarquen hei ophalen.

Et ass gesot gi vun eenzelne Kolleegen heibannen, ech géif mech an dëser Saach, déi net noutwendegerweis eng Affär ass, a Widdersprréch verwéckelen, an do sinn Zitater vu mir selwer niewenteneegeluecht ginn, nämlech eent, wat seet, ech hätt Enn Mäerz 2009 eleng de Promoteur Rollinger empfaang, fir iwwert déi Saach hei ze schwätzen, an ech hätt den Här Becca net gesinn, an een anert Zitat, wat seet, ech hätt mech mat de Promoteuren zesummegesat, an dat wier e Widdersproch.

Dass een déi Fro stellt, akzeptéieren ech fir gerecht, total. Ech hunn Enn Mäerz 2009 eleng den Här Rollinger an ee vu senge Mataarbechter zesumme mat de Ministere gesinn, do war den Här Becca net derbäi. Ech hu bei enger anerer Geleeënheet, wou den Här Becca aus cyclistesche Grënn bei mer um Büro war, nogefrot, wou de Projet dru wier, ob dat wierklech esou wier, wéi eis matgedeelt gi war, dass déi zwee Promoteuren zesummefonnt hätten, an den Här Becca huet mer dat bei där Geleeënheet, déi net wéinst där Geleeënheet Léiweng/Wickreng stattfonnt huet, bestätegt.

Dat war also keng physesch Réunioun mat zwee Promoteuren, mä an der Réunioun mam Här Rollinger eleng de Wonsch, dass den Här Rollinger an den Här Becca sech géifen an engem Projet zesummefannen, a spéiderhi bei enger anerer Geleeënheet eng Nofro, wou mer hei beim Här Becca - dofir, well dat och haut de Mëtteg net méi hei virbruecht ginn ass, et awer an der Press an a Pressekonferenze gesot ginn ass, wollt ech aus Respekt virun deenen, déi déi Fro stellen, well deenen hunn ech dat preziséiert.

Eng zweet Saach, déi mer wichteg ass, ass eng, déi den Här Helminger betrëfft, dee weess, wéi Dir och, wéi grouss mäin Estime fir en ass, an deen e bëssen onglécklech - net vu mir - an dës Affär, an dës Saach eragezu gëtt. Richteg ass, dass den Här Helminger mer aus gemeinsamer Regierungszäit a wuessender Frëndschaft an och Complicitéit gesot huet bei engem Gespréich, hie wéilt mer soen, dass et dat Gespréich iwwer Drohungen an iwwer Erpressunge géif ginn. An ech war em och dankbar derfir, dass e mer dat kolleegialerweis gesot huet.

Ech wëll just deenen, déi och dat erëm als ee Beispill derfir huelen, dass ech dauernd géif léien, wat ech no wéi vir als eng perséinlech Beleidegung emfannen, soen, dass ech déi Pressekonferenz, wou ech gesot hunn, ech kënnt mat deem Virworf Erpressung näischt ufänken, well dovu wier mer näischt bekannt, um dräi Auer mëttes gehal hunn, an den Här Helminger um hallwer fënnef mëttes gesinn hunn, wou e mer dat gesot huet, mir also net ka virwerfen, well ech um dräi Auer eppes soen, wat am Géigesaz steet zu Informatiounen, déi ech um hallwer fënnef hätt.

M. Claude Meisch *(DP), cointerpellateur.*- Dat heescht, Dir entschëllegt lech also, well Der eis no där Pressekonferenz oder bei där Pressekonferenz als Ligener bezeechent hutt. Dir wosst jo herno eppes Besseres.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ma ech hunn… Ech hunn, onofhängeg dovun, dass Der mech haut de Mëtteg déi ganzen Zäit als Ligener bezeechent hutt, wat ech net goûtéiert hunn,…

M. Claude Meisch *(DP), cointerpellateur.*- Dat musst Der net.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dat maachen ech och net!

…hunn ech…

M. Claude Meisch *(DP), cointerpellateur.*- Bleift Der bei där Ausso, datt Dir dat behaapt hutt, datt…

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech hunn net gesot… Ech hu gesot op där Pressekonferenz, et gëtt Ligen erzielt. Ech hunn lech iwwerhaapt net an deem Zesummenhang erwähnt! Well ech behaapten net einfach esou vun lech, Här Meisch, Dir wiert e Ligener. Dat maachen ech net, well ech fannen, ënnert Demokraten ass dat en Émgangstoun, deen iwwerhaapt net passt. Iwwerhaapt net!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech hu just gesot, et géife Ligen erzielt ginn an et géifen och Ligen an der Press geschriwwe ginn. Domat hunn ech kee perséinlech ernimmt an och emol keng Partei ernimmt. Wann Der mech zitéiert, an Dir zitéiert mech jo gär, fir mech a Widdersproch zu fréieren Zitater ze bréngen, dann zitéiert mech korrekt! Ech hu weder lech nach den Här Bausch - Dir wësst, dass ech lech allen zwee an héijem Estime hat -,…

(Hilarité)

…ni lech selwer an deem Zesummenhang erwähnt.

M. Claude Meisch *(DP), cointerpellateur.*- Ech kann et och beweisen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Gelift?

M. François Bausch *(déi gréng), cointerpellateur.*- Hat? Et géif mech interesséieren…

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, jo, ech kommen nach…

(Perturbations sonores)

M. François Bausch *(déi gréng), cointerpellateur.*- Wësst Der, duerch Sous-entenduen ass och heiansdo vill gesot.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Sous-entenduen, dat ass eng Affär, déi Dir wierklech beherrscht!

M. François Bausch *(déi gréng), cointerpellateur.*- Dat ass net wouer! Dat ass net wouer!

(Brouhaha)

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech wollt lech just soen,…

M. François Bausch *(déi gréng), cointerpellateur.*- Ech kann lech do net d'Waasser reechen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- …dass ech also mam Här Helminger, woufir ech him dankbar sinn, e Gespréich hat, wat no där Pressekonferenz stattfonnt huet, wou ech gesot hunn, ech hätt dovunner keng Kenntnis.

Ech hunn doropshin allerdéngs e Gespréich mam Här Rollinger gefouert, well den Här Bausch oder den Här Meisch…

M. François Bausch *(déi gréng), cointerpellateur.*- Ech hat gefrot.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- …oder den Här Bausch mech dat gefrot huet, well ech dat wollt de source autodéclarée héieren.

Ech hunn doropshin den Här Halsdorf convoquéiert, dee mer seet, hien hätt den Här Rollinger weder bedroht nach erpresst.

Ech hunn doropshin den Här Krecké gesinn an dee gefrot: Wéi ass dat doten? An deen huet mer gesot: Dat ass net esou!

An ech wëll Iech dat just hei erëmginn, dass ech mech, nodeem den Här Helminger oder den Helmingesch Paul mer dat gesot huet an engem Gespréich, wat iwwert d'Luxair gaang ass, well den Här Helminger entre-temps jo Luxair-Chef ass, wouriwwer ech frou sinn, mech direkt, well dat mäi kredibele Mann schéngt ze sinn, an där Meenung sinn ech nach ëmmer…

(Brouhaha)

Jo, ech sinn där Meenung! …hunn ech mech ëm déi Saach bekëmmert. An ech kann Iech just hei soen - an dat ass jo gefrot gi vun de Kolleege Bausch a Meisch -, déi zwee Ministere soe mer, dat wier net esou gewiescht, an ech kommen nach am Laf vu mengem Exposé dorop zréck.

Ech hunn eigentlech keng Ursaach hei, op all déi Etappe vun dëser Saach zréckzekommen, well ech hunn de 5. Oktober 2011 hei am Haus an enger öffentlecher Trikommissiounssitzung op vill Aspekter geäntwert. Kommissiounssitzung, vun där ech da jo gefrot hat, dass se öffentlech wier an dass se géif op Chamber TV iwwerdroe ginn. Dat war keng Fuerderung vun der Oppositioun, wéi dat dëser Deeg suggé-

réiert ginn ass; dat war eng Demande vun der Regierung, dass dat eng öffentlech Debatt wier.

Den 22. Mee vun dësem Joer ass een Avis juridique publizéiert a kommentéiert gi vun de Kolleege vun der liberaler Fraktioun, dee si an Optrag ginn haten. Wéi den Här Berger gesot huet - well op déi prezis Formuléierungen, op där hir Prezisioun jo just geuecht gëtt, wann ech schwätzen -, „schreiwe gelooss hunn". Een Avis juridique gëtt een an Optrag, et léisst een en net schreiwen.

Mä an deem Avis juridique vum Me Turk, op deen d'Demokratesch Partei sech bezunn huet an en och endosséiert huet, wann ech richteg verstanen hunn, an och déi Kolleege vun der grénger Fraktioun sech deen Avis zu eege gemaach hunn - Avis, vun deem an dëser Debatt iwwerhaapt net geschwat ginn ass, obschonn en eng Serie vu Pressekonferenze staark alimentéiert huet -, ginn eng Rei vu Behaaptungen opgestallt, zu deenen ech wëll Stellung bezéien, well dat si wichteg Froen, déi an deem Avis juridique opgeworf ginn an a mengen Ae falsch beäntwert ginn, mä awer transportéiert gi sinn iwwer eng Rei vu Wochen.

An deem Avis juridique, deen nuancenlos, wann ech dat richteg verstanen hunn, vun DP an déi gréng iwwerholl gëtt, gëtt gesot, dee Bréif, deen ech at longum et largum de 5. Oktober 2011 hei am Parlament erkläert hunn, un déi zwee Promoteure Becca a Rollinger, dat wier quasi, ech mengen, dat Wuert „quasi" steet emol net do, dat wier eng rechtlech verbindlech Garantie, dass d'Regierung derfir géif suergen, dass dee Projet zu Léiweng eppes géif ginn.

Ech wëll Iech dann nach eng Kéier soen, esou wéi schonn am Oktober '11, dass dat keng rechtlech verbindlech Garantie ass, mä eng Obligation de moyens an eng Déclaration d'intention, déi d'Regierung do ofginn huet, wéi se dat an deene leschte 40 Joer Honnerte Mol, Wirtschaftsministere vun alle Parteie Promoteuren an Investisseure géintiwwer gemaach hunn, andeem se hinne gesot hunn, d'Regierung géif hire Projet, Projet fir ze investéieren, positiv begleeden a géif dee Projet appuyéieren.

A well mer net versprach hunn, dass dee Projet zu Léiweng an alle Fäll eppes géif ginn, a well mer verlaangt hunn, wat d'Promoteuren och an engem Bréif un d'Regierung deklaréiert hunn, dass déi legal Prozeduren ze respektéiere wieren, a well mer jo net wossten, wéi déi legal Prozedure géifen ausgoen, hu mer gesot: Géif dann awer dee Projet zu Léiweng näischt ginn, dann hëlleft d'Regierung aktiv een Terrain ze sichen - wat iwwregens datselwecht ass wéi fannen; well een, dee wëllt, dee sicht, ouni wëllen ze fannen, an een, dee wëllt fannen, ouni ze sichen, dee behëlt sech net normal -, da probéiere mer dem Groupe Rollinger, dee jo duerch déi Décisiounen, déi mer do geholl hunn, Problemer hat, een aneren Terrain ze fannen.

Dat heescht, dat, wat d'Regierung an deem Fall gemaach huet, ass näischt anescht wéi dat, wat se, d'Regierungen - dokumentéierbar! - an esou villen anere Fäll och gemaach hunn. An dat ass nu wierklech net de Versuch, fir ee Promoteur op d'Käschte vun deem aneren ze avantagéieren.

A wichteg ass, dass dat kee contraignantë juristeschen Accord ass, dass dat och keen Accord ass, deen iergendee kann dozou bréngen, zum Beispill de Groupe Rollinger, fir Entschiedegunge bei der Regierung ze froen. Dat hunn ech schonn de 5. Oktober hei erkläert.

Firwat gitt Der Iech eigentlech d'Méi, via juristesch Avisen dem Här Rollinger anzerieden, deen dat, mengen ech, net wëllt, d'Regierung ëm Entschiedegungen ze froen? Fir wie schafft Der do? Mir sinn dach do, fir d'Statsinteressen ze garantéieren! An d'Regierung huet keen Akt gesat, dee vun iergendengem Promoteur kéint interpretéiert ginn...

M. Claude Meisch *(DP), cointerpellateur.*- D'Statsinteresse garantéiert een, wann ee propper a korrekt esou Courriere mécht,...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Genau dat hu mer...

M. Claude Meisch *(DP), cointerpellateur.*- ...ouni sech iwwer Mooss - iwwer Mooss - ze engagéieren.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Genau dat hu mer gemaach a mir hunn eis net iwwer Mooss engagéiert, mir hu genau dat gemaach, wat mer an deenen Dossieren...

M. Claude Meisch *(DP), cointerpellateur.*- Dozou loosst Der awer eng aner Liesaart zou!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Neen, ech loosse se net zou, well ech weess jo, wat ech gemengt hunn, wéi ech dee Bréif geschriwwen hunn. An ech... Wat ech gemengt hunn...

M. Claude Meisch *(DP), cointerpellateur.*- Mä Dir gesitt, datt et aner Leit gëtt, déi dat aneschters liesen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Neen, neen,...

M. Claude Meisch *(DP), cointerpellateur.*- Duerfir menge mer, datt een an Zukunft esou Saache sollt aneschters upaken.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- ...Dir liest et anescht! Mä kee kann dee Bréifwiessel liesen, wéi wann d'Regierung, wéi wann...

(Interruption)

M. François Bausch *(déi gréng), cointerpellateur.*- Et ass kee Promoteur, deen dat anescht liest!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, jo, jo! Ech fannen et interessant iwwregens, dass Der dauernd Promoteuren hei als Géigenzeien zu der Regierung zitéiert, well dat ass Ären...

M. François Bausch *(déi gréng), cointerpellateur.*- Ma mir kënnen natierlech nëmmen...

(Brouhaha général)

Mir kënnen net de Kleeschen huelen!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech schwätzen hei fir d'Regierung. Dir erkläert hei de Standpunkt vun de Promoteuren.

(Interruption)

Ech erklären hei de Standpunkt vun der Regierung. An de Standpunkt vun der Regierung ass, dass mer keng juristesch verbindlech Garantie ginn hunn, fir dëst oder fir dat ze maachen, an dass sech aus deem Bréifwiessel mat der Regierung net ergëtt, wéi ech dat och am Oktober '11 hei duergestallt hunn, eng Fuerderung, déi iergendee ka stellen, fir entschiedegt ze ginn.

An ech géif och fannen, dass et net am Intérêt vum Land nach vun der Classe politique ass, fir ze beweisen, dass eigentlech elo d'Regierung, dat heescht de Stat, misst hei, falls dat gewënscht wier, Entschiedegunge bezuelen. Mir sinn net der Meenung, dass mer missten Entschiedegunge bezuelen, wann der géife gefrot ginn. Mir mengen och net, dass der kéinte gefrot ginn. A wann der géife gefrot ginn, géife mer déi och net bezuelen. Mir géifen et drop ukomme loossen. Mä ech mengen, dass déi Fro sech wierklech net stellt.

Et gëtt an deem Avis juridique gesot, déi dräi Ministeren Halsdorf, Krecké an ech selwer hätte mat dem Promoteur Rollinger geschwat, verhandelt, probéiert, Saache convenabel ze regelen, ouni dass et eng préalabel Décisioun vun der Regierung gi wier. An dat wier leschten Enns eng Aart Kompetenziwwerschreidung.

Ech wëll dozou soen: Wann dräi Ministere mat engem Promoteur schwätzen, streckeweis verhandelen, dann ass dat d'Regierung! Mir kënne jo net zu 15 do zesummekommen, fir mat deem Promoteur ze schwätzen.

Dee Wonsch, dass ech selwer, well ech hu jo mat där Saach u sech kompetenzméisseg näischt ze dinn, mech un deene Gespréicher géif bedeelegen, war ee Wonsch vun enger préalabeler Diskussioun am Regierungsrot, wou d'Ministere mech gefrot hunn, ech soll mech wann ech gelift associéieren un deene Gespréicher, déi e Wirtschaftsminister, dee fir Wickreng eent war, an e Landesplanungsminister Halsdorf, dee géint Wickreng eent war, gefouert hunn, bedeelegen, fir ze kucken, wéi mer déi Situatioun do kéinte klären.

Souwisou ass et esou, dass Regierungsmemberen, wa se mat engem Drëtte verhandelen, net mussen an dem Bréifwiessel mat deem Drëtten ëmmer aktéiere loossen, dass et eng Regierungsdécisioun gëtt, déi si habilitéiert huet, fir dat ze maachen. „Si le ridicule tuait, il pourrait le faire." Mussen d'Ministeren all Kéiers... An ausserdeem ass d'Regierung och d'accord mat deem, wat ech hei soen. Esou fonctionnéiert de Stat net. Esou kann en iwwregens net fonctionnéieren.

An derbäi kënnt nach, dass Décisioune kënne geholl ginn, wa se da vum Statsminister sinn oder wann de Statsminister derbäi ass, wa se an enger nächster Sitzung... Den Text vun 1857, ech mengen, oder, ech verhalen dat jo ni, well mir fuere jo mat modernen Texter, wann et ëm d'Organisatioun vun der Regierung geet, dee seet, déi nächst Sitzung vun der Regierung, an dat ass och geschitt.

D'Regierung ass lafend a Kenntnis gehal gi vun deene Gespréicher, déi do amgaange ware gemaach ze ginn. An dofir huet et eng Regierungsdécisioun ginn, fir déi dräi Ministeren ze chargéieren. An dofir ass et och eng lafend Informatioun, ergo Transparenz no banne vun der Regierung ginn iwwert déi Gespréicher, déi amgaange ware stattzefannen.

Et gëtt gesot, d'Regierung hätt missen ee Projet de loi abrénge fir am Zesummenhang mat Léiweng déi Infrastrukturkäschten, déi doduerch an och duerch déi allgemeng Autobunnsproblematik an där Regioun géifen entstoen. Wann déi Aarbechten, déi hätte misse gemaach ginn an déi mer elo ausgesat hunn, aus enger... aus dräi, véier Grënn, wann déi hätte missen dréngend gemaach ginn a wann déi méi deier gi wiere wéi 40 Milliounen Euro, hätt d'Regierung selbstverständlech ee Projet de loi an deem Sënn abruecht. Dat gehéiert mat zu dem Respekt an zum Observéiere vun de legalen an anere Prozeduren.

Et ka jo awer kee vun der Regierung verlaangen, dass se fir d'Éischt ee Projet de loi hei abréngt iwwer ee bestëmmte Projet, dee se wëllt hunn, a sech dann eréischt mat anere Leit, déi dee Projet solle maachen, kënne maachen a wëlle maachen, iwwert dee Projet kéint ënnerhalen.

Et gëtt gesot an deem Avis juridique, dee vun deenen zwou Parteie kommentarlos - staark kommentéiert, mä kommentarlos - iwwerholl ginn ass, gëtt gesot, et wier keng Transparenz am Dossier. Ech hunn op enger Pressekonferenz den 20. Februar 2009, also virun deem Bréif, deen ee confidentiellë Bréif war, ech récuséieren déi Termen, déi hei gebraucht ginn, well déi hunn ech de 5. Oktober am Detail 2011 hei zréckgewisen, vu Geheimbréif. Grad wéi ech och dem Här Bausch seng approximativ Lyrik zréckweisen, et wier e Geheimbréif gewiescht. Dat muss ee sech emol einfach virstellen, dass Geheimbréiwer héich offiziell kënne sinn!

An deem...

M. François Bausch *(déi gréng), cointerpellateur.*- Dat gëtt et awer alles.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Gelift?

M. François Bausch *(déi gréng), cointerpellateur.*- Et wär net déi éischte Kéier, datt et dat gëtt an eisem Liewen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Och! Ech wëll just soen, wann een esou vill Prezisioun op..., esou vill Wäert op d'Prezisioun vun der Ausdrocksweis leet, soll een e geheime Bréif net als héich offiziell bezeechnen, ëmsou méi, wou dat kee geheime Bréif war, mä e confidentiellë Bréif war, wéi déi, déi esou dacks an deenen Zesummenhäng, vun deene mer hei schwätzen, geschriwwe ginn.

Ech hunn den 20. Februar 2009, also ier et zu deem confidentiellë Bréif komm ass, an enger Pressekonferenz erkläert, d'Regierung wier géint dee Projet zu Wickreng, aus landesplanneresche Grënn, a mir géifen elo probéieren, de Projet Léiweng an de Projet Wickreng mateneen ze bestueden. Wat war dorunner geheim? Wat war dorunner ënnert der Decken? Wat war do...

M. François Bausch *(déi gréng), cointerpellateur.*- Kann ech do vläicht just eng Tëschefro stellen, wann ech gelift?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, gären, Här Bausch.

M. François Bausch *(déi gréng), cointerpellateur.*- Wann dee Wëlle vun der Regierung vun Ufank un esou do war, et ware jo Méiglechkeete virdrun, fir op legalem, normale Wee de Projet ze verhënneren. Firwat ass dann zum Beispill vum Mëttelstandsminister de Projet genehmegt ginn?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, ech kommen dorop. Dat gehéiert jo zum... Et ass eng berechtegt Fro, niewebäi bemierkt. Ech wëll just soen, mir wollten net verstoppen, dass mer géife probéieren, déi zwee Projete mateneen a Verbindung ze bréngen.

Déi Remarquen am Avis juridique vun der Demokratescher Partei iwwert d'Statsbäihëllefen a Conformitéit mam Droit communautaire, déi kann ech mam allerbeschte Wëllen net novollzéien. Grad wéi alleguer déi Iwwerleeungen iwwert d'Gesetz iwwert d'Marchés publics an d'Netanhale vun deem Gesetz, déi do virgefouert ginn, déi kann ech och als Jurist - ech sinn zwar nëmmen e Schmalspurjurist - nu wierklech net novollzéien. Well et ass jo kee Projet, dee vun der Regierung gemaach gi wier. Et ass e Projet, dee vu Private gemaach gi wier. Fir deen Deel öffentlech...

(Interruption)

Pardon?

M. Claude Meisch *(DP), cointerpellateur.*- Mat nationalem Intérêt, fir eng öffentlech Infrastruktur wéi een nationale Fussballstadion?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, jo! Onofhängeg dovun, dass ech kéint elo...

(Interruption)

...eng laang Diskussioun mat Iech driwwer ufänken iwwert déi Iwwerleeung, dat wier ee Projet am Intérêt national, dat wier ee Projet am Intérêt général. Dat sinn d'Termen aus dem Avis juridique vun Ärem Rechtsberoder. Doriwwer kéinte mer laang diskutéieren.

(Interruptions)

Ausserdeem gëtt an deem Avis juridique behaapt, dee Stadion géif fir öffentlech Zwecker a fir de Stat zur Verfügung gestallt ginn. Ech organiséiere keng Fussballsmatcher, hein!

(Hilarité)

Dat maachen anerer. Dat ass also net de Stat, deen dee Fussballstadion gebraucht huet. Also, dat sinn Elementer vun deem Avis juridique, déi...

M. Claude Meisch *(DP), cointerpellateur.*- Do huet de Stat sech awer drëms gekëmmert.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Gelift?

M. Claude Meisch *(DP), cointerpellateur.*- Bis elo huet de Stat sech awer drëms gekëmmert.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, jo, en huet allerdéngs d'Polizeikäschten ëmmer misse bezuelen.

M. Claude Meisch *(DP), cointerpellateur.*- An och nach aner Käschten.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, jo. D'Stad Lëtzebuerg iwwregens och.

(Interruption)

M. Claude Meisch *(DP), cointerpellateur.*- War dann...

M. François Bausch *(déi gréng), cointerpellateur.*- ...den Här Schneider seng Discoursen d'nächste Kéier bei der Fussballfederatioun e bëssen ännere goen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, jo, ech mengen, et misste vill Leit hir Discoursen...

M. Claude Meisch *(DP), cointerpellateur.*- Wat d'Notzungskäschten ubelaangt...

(Brouhaha)

M. le Président.- Ech bieden lech, wann ech gelift dem Här Premier nozelauschteren!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Also, ech wëll lech just soen, déi Iwwerleeungen iwwert Droit communautaire, iwwer Aides d'État an iwwer Marchés publics, déi hunn ech net verstanen. Ech gesi se och am gegebene Fall als Froen, déi sech net stellen.

Deen Avis juridique, deen also kommentarlos, mä kommentéiert vun de Liberalen a vun de Gréngen iwwerholl gëtt, deen ass a senger Substanz net zielführend, ass net konklusiv an ass a senger juristescher Conclusio net deelbar vun anere Leit, déi vu sech kënne behaapten, si géifen esou vill vun deene Froe verstoe wéi déi, déi den Avis geschriwwen hunn, wéi déi, déi den Avis kommentarlos, mä kommentéiert iwwerholl hunn.

Zur Saach selwer wëll ech soen, an dorops kënnt et mer un, obschonn et mer eigentlech selwer op de Wecker geet, hei ëmmer mussen den Historique an d'Retroakte vun där ganzer Saach opzewullen an opzeleeën, dass et aus menger Siicht deemools an haut eng kontinuéierlech Regierungslinn gëtt. Dat gëtt, wéi ech weess, contestéiert. Dat geet fir mech net duer, fir déi Regierungslinn an hirer Explikatioun net nach eng Kéier ze widderhuelen.

Den Här Minister Fernand Boden, deen huet den 23. August 2007 eng Autorisatioun ginn, fir dass Wickreng eent kéint realiséiert ginn. Wéi ech de 5. Oktober 2011 hei gesot hunn, soen ech och haut, dass de fréiere Minister - et kënnt mer ëmmer komesch vir, wann ech vum Fernand Boden muss soen „de fréiere Minister", well mir sinn ëmmer nach Frënn, och wa mer net méi an därselwechter Regierung sinn -, deen hat keen anere Choix! Opgrond vu senger Gesetzgebung hat e keen anere Choix, wéi déi Autorisatioun ze ginn.

Dat huet d'ailleurs an enger Chambersdebatt vum 21. November 2007 de Fraktiounssprecher vun der liberaler Partei, den Henri Grethen, dee sech ëmmer fair a korrekt an esou Saachen an an anere beholl huet, och bestätegt, dass de Fernand Boden keng aner Méiglechkeet hat, wéi déi Autorisatioun ze ginn.

D'Gemeng Esch, déi huet, nodeems de Fernand Boden seng Autorisatioun als Mëttelstandsminister ginn hat - deen huet sech jo mat Landes-

planung iwwerhaapt net ze beschäftegen -, eng Motioun gestëmmt den 28. September 2007, wou géint déi Autorisatioun vum Här Boden a géint dee Projet vun der Gemeng, an der Gemeng Wickreng vun der Gemeng Reckeng protestéiert gëtt.

Mme Lydia Mutsch *(LSAP).*- Den Escher Gemengerot huet unanime protestéiert.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- D'Demokratesch Partei...

Neen, ech wëll Iech soen, d'Demokratesch Partei huet sech enthalen. Et deet mer leed, dass ech an Äre Kommunalsaache muss korrigéieren, Madame Mutsch, mä...

(Hilarité générale)

...den Här Knaff...

M. Félix Braz *(déi gréng).*- D'DP Süden huet awer op hirem Kongress zum selwechten Thema d'Positioun vum Reschtgemengerot, also net vum DP-Conseiller, iwwerholl. Just fir komplett ze sinn.

M. Claude Meisch *(DP), cointerpellateur.*- Ech kann dat confirméieren.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, jo, jo, ech wëll Iech just soen, ech hu just nogelies...

(Interruption)

Ech hu just nogelies, en fait ass et mer och net esou wichteg, dass den Här Knaff erkläert huet, hie misst sech enthalen, well well well. Mä soss huet de Gemengerot unanime, wéi d'Madame Buergermeeschter zu Recht seet,...

M. Félix Braz *(déi gréng).*- An um Kongress huet den Här Knaff och matgestëmmt.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- ...protestéiert.

Virun allem war den Här Huss - gréng - heftegst beim Plädéiere géint de Projet Wickreng eent.

Déi eelef Gemenge vum Syndikat PRO-SUD hunn den 23. Oktober 2007 d'Regierungsinstanze befaasst mat engem heftege Protest géint Wickreng eent. Dat waren d'Gemenge Beetebuerg, Déifferdeng - Här Meisch, Diddeleng, Esch, Käerjeng, Keel, Monnerech, Péiteng, Rëmeleng, Suessem, Schëffleng. D'Vertrieder vun 149.000 Leit aus dem Süde vum Land hunn d'Regierung wësse gelooss: Mir sinn, obschonn de Mëttelstandsminister eng Autorisatioun ginn huet, géint dee Projet Wickreng eent. Dat werfen ech kengem vir. Ech wëll et just rappeléieren.

M. Claude Meisch *(DP), cointerpellateur.*- Justifizéiert dat och en Drock...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Net well dat interessant wier.

M. Claude Meisch *(DP), cointerpellateur.*- ...an d'Erpressung? Justifizéiert dat elo d'Erpressung?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Och! Ech kommen nach op... Dir hutt nëmmen eppes am Kapp, dat ass Erpressung.

M. Claude Meisch *(DP), cointerpellateur.*- Neen! Ech wëll Äntwerten op meng Froe kréien.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, ech wëll d'Äntwert op d'Fro, firwat dass Dir d'Regierung opfuerdert, nodeems de Mëttelstandsminister eng Autorisatioun ginn huet, nodeems all d'Prozeduren, wéi Der gesot hutt, eriwwer waren, dee Projet ze verhënneren, als Buergermeeschter vun der Gemeng Déifferdeng zesumme mat zéng Buergermeeschtere vun anere Gemengen? Firwat obligéiert Dir d'Regierung, wou se keng juristesch Handhab méi huet - ech kommen nach op déi zréck -, géint dee Projet virzegoen?

Mir waren zu ville géint de Projet Wickreng eent. Kënne mer eis doriwwer verstännegen?

M. Claude Meisch *(DP), cointerpellateur.*- Jo, jo. Absolut.

(Brouhaha)

M. le Président.- Ech mengen, lauschtert elo emol dem Här Statsminister no! Dir hutt herno nach Zäit, fir dorop ze äntwerten.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Mir waren zu vill der Meenung, dass Wickreng eent net sollt realiséiert ginn. Där Meenung war och de Mouvement écologique an engem Communiqué vum 17. Oktober 2007, wou e gesot huet, no der Autorisatioun vum Mëttelstandsminister, e wier kategoresch géint dee Projet Wickreng eent a wou en...

M. Claude Meisch *(DP), cointerpellateur.*- Ass jiddweree fir Léiweng elo? Ass jiddweree fir Léiweng am Land?

(Brouhaha général)

Plusieurs voix.- Ooohhh!!!

M. Claude Meisch *(DP), cointerpellateur.*- Et ass jiddweree fir Léiweng hei am Land!

M. le Président.- Här Meisch, loosst elo emol den Här Statsminister schwätzen!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- De Mouvement écologique huet a sengem Communiqué de 17. Oktober 2007 gesot, e wier kategoresch géint dee Projet Wickreng eent an e géif - seltene Fait! - déi konsequent Haltung vum Minister Halsdorf absolut ënnerstëtzen, dee jo géint Wickreng eent war. Sou wéi och de Buergermeeschter vun Déifferdeng a wéi zéng aner Buergermeeschteren aus dem Süde vum Land.

Dat heescht, dat Bild, wat sech der Regierung presentéiert huet, nodeems de Fernand Boden, opgrond vu senger einschlägeger Gesetzgebung, als Mëttelstandsminister déi Autorisatioun huet musse ginn, war, dass jiddwereen dergéint wier. Et waren der nëmme ganz wéineg derfir. Well den Här Knaff hat sech jo enthalen.

(Hilarité et interruption)

Ech hunn elo nach eng Kéier d'Debatten nogelies, déi mer hei den 21. November 2007, no dem Här Boden senger ministerieller Autorisatioun, déi en net konnt refuséieren, haten. An do seet eis Kolleegin, d'Madame Mutsch, Buergermeeschter vun Esch an ee vun deenen eelef Buergermeeschteren, déi géint Wickreng eent waren,...

Une voix.- Als Presidentin.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Als Presidentin, wahrscheinlech, misst jiddefalls, wa se et net wier. Déi seet, dem Här Boden seng Autorisatioun - si huet sech och net vill mat deene juristesche Froen do beschäftegt -,...

(Hilarité)

...dat wier e Schrëtt an déi falsch Richtung an dat wier ee politescht Signal géint den IVL.

Plusieurs voix.- Jo. Dat ass richteg.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Voilà.

An den Här Gira vun der grénger Fraktioun an därselwechter Debatt a völleg zu Recht stellt d'Fro: „Ass d'Regierung..." - ech mengen, an hirer Gesamtheet, sot en - „...fir Wickreng oder ass se géint Wickreng? A wa se dergéint ass, wann d'Regierung also nee seet zu Wickreng, wat gedenkt d'Regierung ze ënnerhuelen, fir dee Projet dann awer nach kënnen ze verhënneren?"

Une voix.- Wie sot dat?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Den Här Camille Gira vun der grénger Fraktioun huet d'Regierung gefrot, wat d'Regierung gedenkt ze ënnerhuelen, wann näischt méi geet, wat dann nach géif goen, fir dass et e Projet Wickreng, géint deen déi eelef Südgemenge waren, géint deen de Mouvement écologique war, géint deen d'Confédération du Commerce war, géint deen d'Gemeng Esch war, wat d'Regierung dann nach kéint maachen, fir dee Projet dann awer nach kënnen ze verhënneren!

An ech wëll Iech soen, wat mer dunn ënnerholl hunn. Dunn hu mer décidéiert, op Antrag vum Landesplanungsminister Halsdorf, dee jo géint de Projet Wickreng aus landesplanneresche Grënn war, déi Autorisatioun, fir dee Centre commercial ze bauen, déi de Buergermeeschter vun der Gemeng Reckeng ginn hat, fir dat um Geriicht unzefechten.

Dee Prozess, esou geet et der Regierung esou dacks, deen huet d'Regierung verluer. Net well den Tribunal administratif, wéi onrechtméisseg ëmmer behaapt gëtt, gesot hätt, do ka gebaut ginn, mä well den Tribunal administratif gesot huet, d'Regierung huet keen Intérêt, fir an deem Fall hei virzegoen, wat zwou fundamental verschidde geriichtlech Aussoe wieren, wann dann déi zwou sech produzéiert hätten. Mä et huet nëmmen eng sech produzéiert, nämlech, dass d'Regierung keen Interessi hätt, fir an deem Fall ze agéieren.

Dunn hu mer...

Dat hunn ech awer och schonn de 5. Oktober 2011 heibannen erkläert! Mä d'Froe gi jo ëmmer erëm nei gestallt!

Dunn hu mer along, laanscht déi Gira-Linn gesot,...

(Hilarité)

...da probéiere mer elo emol, ob mer mam Artikel 103 vum Gemengegesetz eppes kënnen ufänken, deen et dem Innenminister erlaabt - ech vereinfache mäi Propos -, esou eng Baugenehmegung opzehiewen, well déi net am Intérêt, well déi net am allgemengen Intérêt war.

Déi Prozedur allerdéngs, iwwert déi ech mech juristesch berode gelooss hu vu Beamten aus dem Justizministère... Ech froe jo keng Etüden, fir esou Saachen ze maachen. Neen, mä d'Regierung huet jo awer Juristen, déi se ka froen. D'Fraktiounen hunn dat net noutwendegerweis. Also, dat war keng blöd Remarque an där Bezéiung.

Dat hu mer awer nach ni gemaach vun un, dass et d'Gemengegesetz gëtt. Ech mengen, dat éischt Gemengegesetz ass 1843 oder 1848, ech si mer do net sécher. Ech war dunn nach net derbäi, obschonn et muncherengem vläicht esou virkënnt, wéi wann ech schonn dunn derbäi gewiescht wier.

(Hilarité)

Dat do hu mer nach ni gemaach. Et ass och eng komplizéiert Prozedur. Et riskéiert schifzegoen. Dat verschleeft déi ganz Affär a mir hunn dann do Ausenanersetzungen um Geriicht.

An dunn huet d'Regierung jo décidéiert, ech soll den Här Rollinger zesumme mat de Kolleegen Halsdorf a Krecké gesinn, fir him ze soen, d'Regierung wier awer aus landesplanneresche Grënn décidéiert géint d'Implantatioun vun deem Projet - dee se am Prinzip richteg fënnt - op där Plaz, well se d'Plaz net richteg fënnt.

An dunn hunn ech dem Här Rollinger gesot, mir hätten elo zwou Méiglechkeeten - dat hunn ech awer alles de 5. Oktober 2011 heibanne gesot -: Entweder géife mer elo via Artikel 103 matenee prozesséieren oder mir géife probéieren, dee Projet an Zesummenhang mat engem anere Projet, nämlech deem vu Léiweng, esou ze realiséieren, dass den Här Rollinger bei där ganzer Neiorientatioun kee Schued géif erleiden.

Ech wëll an deem Zesummenhang soen, dass déi Iddi, fir déi zwee Projeten zesummenzebréngen, dee Moment, wou ech dat do verhandelt, ben, verhandelt, déi Gespréicher gefouert hunn, eng relativ nei Iddi war. Well de Projet Wickreng eent hu mer konstant ofgelehnt, ier iwwerhaapt ee vum Projet Léiweng geschwat huet! Dofir ass et eng inakzeptabel Ennerstellung, fir der Regierung dauernd virzewerfen, si hätt de Projet Wickreng eent wëlle verhënneren, fir de Projet Léiweng kënnen ze realiséieren! Dat entsprécht net der historescher an net der kalendarescher Wourecht, an ech récuséieren déi Virwërf op dat Allerschäerfst!

Et war ni vu Léiweng Rieds, wéi den Innenminister proposéiert huet, dass mer eis misste géint de Projet Wickreng ausschwätzen, well de Projet Léiweng ass et dee Moment nach guer net ginn.

Wéi et en dunn awer bis ginn ass, hunn ech mech zesumme mat anere Ministeren drëm beméit, de Groupe Rollinger dovun ze iwwerzeegen, déi zwee Projeten ze fusionéieren an déi zwee Promoteure Becca a Rollinger ze froen, via Rollinger, sech zesummenzesetzen, fir déi Projeten do ze fusionéieren. Ënner, selbstverständlech, strikter Observatioun vun de legale Prozeduren!

Wéi kënnt een eigentlech op d'Iddi, dass ee Bréif, dee vum Statsminister ënnerschriwwe gëtt, muss drop hiweisen, dass d'Gesetzer ze respektéiere sinn? Et ass dach keng Ursaach ginn, fir dass ech an engem Bréif u Promoteure schreiwen, zesumme mat deenen zwee Kolleegen, dass d'Gesetzer an d'Prozedure musse respektéiert sinn. Nëmme wann ee mengt, dee Bréif géif soen: Dir kënnt Iech iwwer all Prozeduren ewechsetzen!, kënnt een op d'Iddi, dass ee muss drop hiweisen, dass d'Prozedure mussen agehale ginn.

D'Promoteure selwer, fir se och emol eng Kéier ze zitéieren, hunn dat och net esou verstan. Well déi schreiwe mer am Mee 2009: Ënner Observatioun vun de legale Prozedure fuere mer virun, dëst an dat ze maachen. Déi haten dat net esou verstan. Mir haten et net esou verstan. Ech verstinn net, firwat dass anerer, déi eis hei interpelléieren, oder anerer, déi dat kommentéieren, dat onbedéngt wëllen esou verstoen, wéi wann d'Regierung sech iwwer all Prozeduren hätt wëllen ewechsetzen.

An deem Gespréich mam Här Rollinger ass, obschonn ech, mä dat musst Der mer jo net gleewen, keng prezis Erënnerung dorun hunn, och wahrscheinlech iwwert dee Prêt vun der Spuerkeess geschwat ginn. Well doduerch...

(Interruption)

Ech ka mech selwer net dorun erënneren. Dat musst Der mer gleewen oder net. Ech muss dermat liewen, dass Der mer net gleeft, dass ech mech dorunner net kann erënneren.

M. Claude Meisch *(DP), cointerpellateur.*- Dir waart geistesabwesend dee Moment.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Gelift?

M. Claude Meisch *(DP), cointerpellateur.*- Dir waart geistesabwesend, wou iwwert d'Spuerkeess geschwat ginn ass.

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. le Président.- Neen, ech mengen, Här Meisch, esou kënnt Der awer net hei de Premier intituléieren!

Une voix.- Geet et?

Une autre voix.- Incroyable!

(Brouhaha général)

M. Claude Meisch *(DP), cointerpellateur.*- Wann awer aus...

(Brouhaha)

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech soen hei just, dass ech keng Detailerënnerungen iwwer Gespréicher vun engem Kredit hunn, well ech mech och net dorop konzentréiert hunn. Well meng Aufgab war, derfir ze suergen, dass dee Projet zu Wickreng net géif gemaach ginn an dass mer géifen een Zesummenhang fanne mat deem Projet, deen zu Léiweng geplangt war.

Ech hätt Iech jo guer net misse soen, dass ech mech net kann un den Detail dovun erënneren. Werft mer net vir, wann ech Iech soen, wéi et ass! Ech ka mech un den Detail net erënneren. Well ech sinn net hei am Land zoustänneg, fir en Detail vu Kreditter a vu Prête vun der Spuerkeess ze verhandelen! Dat ass net meng Aufgab.

Ech kann zur Kenntnis huelen, dat hunn ech och wahrscheinlech gemaach, dass den Här Rollinger gär ee Kredit hätt wéinst Wickreng zwee, wann ech dat richteg im Nachhinein verstinn. Jiddefalls wëll ech zwou Saache soen. Et ass normal, strikt normal, a vun alle Wirtschafts- a Finanzministeren zënter dem Zweete Weltkrich esou applizéiert, dass, wann ee Projet soll realiséiert ginn, d'Regierung sech net verweigert, fir tëschent deenen Investisseuren a Promoteuren an de Lëtzebuerger Banken, y compris d'Spuerkeess, Kontakter hierzestellen.

An et ass och net anormal, dass d'Regierung enger Bank géintiwwer erkläert, wa Promoteuren oder Investisseure sech fir e Prêt u si wenden, dass d'Regierung prinzipiell déi Projeten ënnerstëtzt, ëm deenen hir Finanzéierung dass et do geet.

Nun huet d'Spuerkeess awer ni bei mir ugeruff, nogefrot oder geschriwwen, fir erauszefannen, ob d'Regierung dee Projet géif ënnerstëtzen. Huet se och net brauchen ze maachen, well d'Regierung huet dat jo op Pressekonferenzen däitlech gesot, dass mer dee Projet Léiweng a Wickreng zwee géifen ënnerstëtzen. Hätt d'Spuerkeess mech ugeruff, hätt ech der Spuerkeess selbstverständlech gesot, d'Regierung ënnerstëtzt prinzipiell, wann d'Autorisatioune kommen a wann d'Prozedure respektéiert ginn, déi Projeten. Huet d'Spuerkeess awer net gemaach.

An ech hätt vu mir aus, trotz widderhuelter Opfuerderung vun engem vun de Promoteuren, direkter an indirekter, ni bei der Spuerkeess intervenéiert, dass déi sollen ee Prêt ginn, well ech der Meenung sinn... Ech sinn emol iwwerhaapt net op d'Iddi komm, dat ze maachen! Ech wier op d'Iddi komm, mat der Spuerkeess ze schwätzen, wann d'Spuerkeess mech ugeruff hätt. Mä ech wier net op d'Iddi komm, d'Spuerkeess unzeruffen, fir dass se e Prêt soll accordéieren. Dat ass jo nu wierklech eng Bankendécisioun, déi no de Bankeregele muss getraff ginn. An ech denke mer, wann d'Spuerkeess Zweifele gehat hätt iwwert d'Soliditéit vun dem Regierungsengagement, dass se mech oder de Finanzminister oder een aneren doriwwer interpelléiert hätt.

Mä ech hu jiddefalls net bei der Spuerkeess intervenéiert, dass dee Prêt soll accordéiert ginn. Ech wéisst och net, firwat dass ech dat hätt solle maachen. Ech hunn dat iwwregens nach ni gemaach. Ech hunn ëmmer nëmme Banken Äntwerte ginn, wann déi mech iwwert d'Absichte vun der Regierung an engem konkreten Dossier gefrot hunn. An da kann ech net soen, wann eng Bank urifft a freet: Wéi gesäit d'Regierung dat? Ass et ze vill riskant fir eisen Institut, fir do e Prêt ze ginn?, da kann ech net soen: Klibbert mech domat! Dat geet mech näischt un.

An do sinn ech frou eigentlech iwwer eng Ausso vum Kolleeg Bausch, dee gesot huet viru Méint, hie géif et ganz normal fannen, dass d'Regierung sech géif mat Promoteuren zesummesetzen an dass mer iwwert déi Saache géife schwätzen. Dat hunn ech eigentlech fir ee wäertvolle Bäitrag an där ganzer Debatt hei gehalen. A genau dat huet d'Regierung hei gemaach.

Mä ech wëll hei nach eng Kéier soen, dass ech an och keen anere Minister bei der Regierung,

bei der Spuerkeess, pardon, intervenéiert hunn, fir dass d'Spuerkeess géif ee Prêt ginn.

Den Innenminister Halsdorf huet just spéiderhin, wéini weess ech net, sech renseignéiert, ob et wierklech esou wier, dass déi Kreditkonditiounen ze streng, ze nodeeleg fir den Här Rollinger wieren. An do ass em gesot gi vun dem Spuerkeess-Generaldirekter, denken ech, dat wier een normale Kredit, deen an normale Konditioune gi gi wier. An déi Konditioune vun deem Kredit sinn och net geännert ginn.

Dofir mengen ech och, dass alles dat, wat ronderëm dee Prêt do gesot gëtt, mat ganz ville Fragezeichen an duerno Ausrufezeiche muss versi ginn.

Ech wëll, Här President - well ech jo hei och net däerf abuséieren, fannen ech, obschonn ech d'Verfassung op menger Säit hunn, mä et gëtt jo gesot, ech géif déi regelméisseg violéieren; dofir zitéieren ech dee fundamentalen Text net méi ganz gär -, zu de Konklusioune kommen.

Ech stelle fest, dass d'Oflehnung vum Projet Wickreng eent passéiert ass aus landesplanneresche Grënn, dem Promoteur och esou matgedeelt ginn ass, zu engem Moment, wou iwwert de Projet Léiweng nach keng Rieds war. Et ass also net drëm gaangen, de Projet Wickreng, wéi gesot gëtt, „futti ze maachen", fir de Projet Léiweng méiglech ze maachen.

Mir hunn dem Promoteur Rollinger an engem Bréifwiessel mat deenen zwee Promoteure Rollinger a Becca net gesot, d'Regierung géif eng juristesch belaaschtbar Garantie iwwerhuelen, dass dee Projet Léiweng géif sech realiséieren, mä mir hunn drop opmierksam gemaach, wéi aus deem Bréifwiessel ervirgeet, notamment deem vun de Promoteuren u meng Adress, dass déi legal Prozedure musse respektéiert ginn. Si sinn d'ailleurs och respektéiert ginn, well den Innenminister net alles duerchgelooss huet, wat an deem Zesummenhang un Demandë gestallt ginn ass.

Ech récuséieren dat op d'Allerschäerfst, dass d'Regierung Wickreng eent doutgemaach hätt, wéi gesot gëtt, fir dem Här Becca säi Projet zu Léiweng méiglech ze maachen. Ech weess och net, firwat dass gesot gëtt, d'Regierung hätt Wickreng eent wëlle verhënneren, fir Becca-Léiweng méiglech ze maachen. Firwat hätt d'Regierung dat eigentlech solle maachen? Firwat gëtt eenzelne Membere vun der Regierung an och dem Chef vun der Regierung eigentlech ënnerstallt,...

M. François Bausch *(déi gréng), cointerpellateur.*- Kann ech Iech dat...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- ...e wier am Optrag vum Här Becca ënnerwee? Dat ass net mäi Fall!

M. François Bausch *(déi gréng), cointerpellateur.*- Här Statsminister, ech géif dat awer gär berichtegen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här Bausch, jo, jo.

M. François Bausch *(déi gréng), cointerpellateur.*- Ech mengen, ech hunn dat jo virdrun a mengen Ausféierunge gesot. Fir mech gëtt et awer do e plausibele Grond. Wann de Wirtschaftsminister... An iwwregens wëll ech Iech soen, Dir hutt gesot, déi Iddi oder de Projet Léiweng wär ereischt 2008,...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Juli 2008, jo.

M. François Bausch *(déi gréng), cointerpellateur.*- ...méi spéit op den Dësch, 2008 op den Dësch komm. Wéi gesot, den Här Krecké ass mat senger Iddi fir de Stadion mat Centre commercial awer scho Jore virdrun doruechter...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo.

M. François Bausch *(déi gréng), cointerpellateur.*- Jo, jo, jo. An den Här Krecké...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Wat wëllt Der dann domat soen?

M. François Bausch *(déi gréng), cointerpellateur.*- Ech wëll Iech just domadder soen, a wann natierlech da Gespréicher lafen, wéi se oft vläicht lafen tëschent Promoteuren, an den Här Krecké mam Här Becca Kontakter huet, an den Här Becca seet, ech hunn do en Terrain an ech hunn och d'Investisseuren...

Et ass an d'Öffentlechkeet komm 2008, datt déi Iddi do wär, fir dat zu Léiweng ze maachen. Mä wou hu mir, wie seet eis dann, vu datt mer wëssen, datt schonn dräi Joer virdrun deen nämlechte Minister deen dote Projet an där Form wollt realiséieren, datt et net do Iddië gi sinn?

An et läit awer net esou wäit dovunner ewech, datt, wann ech weess, datt dat anert fënnef Kilometer dovun ewech ass, an déi Investisseuren, déi jo anscheinend do waren, fir zu Léiweng déi 70.000 Metercarré ze bauen, datt déi net schrecklech frou wären, fir fënnef Kilometer ewech e Projet schonn ze hunn. Well dee wär jo vill méi séier ëmgesat ginn. Dat ass jo de spréngende Punkt. Den Här Rollinger hat jo all seng Autorisatiounen an hätt mat grousser Wahrscheinlechkeet säi Projet relativ séier kënnen ëmsetzen. Donc hätt dee gehënnert an der Konkurrenz. Dat ass awer nu wierklech elo net...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dat ass...

M. François Bausch *(déi gréng), cointerpellateur.*- ...fir ze maachen, dat wier elo total aus der Loft gegraff.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, jo, neen, ech soen net, dass dat aus der Loft gegraff ass. Mä ech soen, et gräift een an d'Loft, an dat bleift an der Loft,...

M. François Bausch *(déi gréng), cointerpellateur.*- Och!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- ...well een dat, wat een do seet, net ka beleeën.

M. François Bausch *(déi gréng), cointerpellateur.*- Dach.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech ka verstoen, dass een op esou Gedanke kënnt, wann een deem anere schlecht Absichten ënnerstellt.

M. François Bausch *(déi gréng), cointerpellateur.*- Neen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Et kann een alles...

M. François Bausch *(déi gréng), cointerpellateur.*- Dat huet emol näischt mat schlechten Absichten ze dinn.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Et kann een alles verdächtegen an alles...

M. François Bausch *(déi gréng), cointerpellateur.*- Dat huet emol näischt mat schlechten Absichten ze dinn.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech wëll just soen, ech si vun deem Projet Léiweng fréiestens am Juni 2008 gewuer ginn. An ech hu mech dem Landesplanungsminister, deen aus IVL-Grënn géint Wickreng eent war, ugeschloss an der Regierung géint den Här Krecké, dee jo fir Wickreng eent war, well ech ëmmer der Meenung war - Dir kënnt dat fir naiv halen oder net -, dass landesplanungsméisseg Erörterungen iwwer allen anere stinn.

Wat awer net konnt dozou féieren, dass de Mëttelstandsminister Fernand Boden seng Autorisatioun hätt kënne refuséieren. Well deen hätt kënnen, hätt e se refuséiert, ugesicht ginn. Dofir,...

M. François Bausch *(déi gréng), cointerpellateur.*- Här Statsminister...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- ...wéi mer géint Wickreng eent virgaange sinn...

(Interruptions)

M. le Président.- Neen, ech bieden Iech, elo emol dem Statsminister nozelauschteren! Dir hutt jo herno nach Riedezäit, da kënnt Der Iech nach...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Wéi mer géint Wickreng eent virgaange sinn, du war d'Absicht vun der Regierung net, Wickreng eent ze verhënneren, well et ee Projet zu Léiweng ginn ass. A jiddwereen, dee seet, dat wier d'Absicht gewiescht, mécht eng Ënnerstellung, déi mat der Wourecht a mat dem kalendareschen an historeschen Oflaf vun deene ganze Prozeduren do näischt ze dinn huet.

Et gëtt behaapt, d'Regierung hätt d'Prozeduren net respektéiert. Ech hunn am Oktober '11 wéi och haut bewisen, dass selbstverständlech all Prozeduren ze respektéiere sinn. Dat ass itérativement zum Ausdrock bruecht ginn.

An ech kommen nach zu engem anere Punkt, dee mech am meeschten, muss ech soen, geheit. Hei gi schrecklech Wierder an d'Landschaft gestallt. Et gëtt vu Lige geschwat: Dat fält dohinner zréck, wou et higehéiert! Et gëtt vun Erpressung, et gëtt vu Chantage geschwat.

An ech muss Iech éierlech soen, elo sinn ech jo scho laang an der Lëtzebuerger Regierung, 30 Joer geschwënn - hoffentlech denkt mat Ausnahm vu mir soss keen drun, dass dat am Dezember 30 Joer gëtt: Nach ni, nach ni sinn hei am Haus oder ronderëm dëst Haus déi, wéi den Här Bausch se zu Recht qualifizéiert huet, erhieflech Virwërf un eng iergendeng geaartet Regierungsadress adresséiert ginn!

Dat heescht, wann ee seet, d'Membere vun der Regierung, oder d'Leit dozou bréngt, dat ze mengen, d'Membere vun der Regierung hätte sech Korruptiounsverbrieche schëlleg gemaach oder hätten eng Tentative de corruption gemaach, hätte Chantage gemaach oder Tentative de chantage gemaach, da sinn dat exzeptionell grave Virwërf! Exzeptionell grave Virwërf!

An a mengem Fall, wëll ech Iech soen, dass ech am héchste Mooss rosen doriwwer sinn, wann iergendeen heibannen op d'Iddi géif kommen, ech wier korrupt oder ech hätt probéiert een ze corrompéieren, ech hätt erpresst oder ech hätt dozou bäigedroen oder gedeckt, dass ee géif erpresst ginn.

Erpressung ass ee strofrechtlecht Vergehen! Dat ass net einfach eng politesch Lapalie, déi een einfach esou hei aus dem Raum kann diksen. An dofir soen ech Iech, ech hu jo, notamment nodeem ech de Kolleeg Helminger héieren hat, déi Häre Halsdorf a Krecké komme gelooss, an déi zwee hu mer gesot, dat wier net richteg.

Ech hunn och dat Toundokument gëschter Owend op RTL héieren. An ech hunn den Här Krecké de Moien nach eng Kéier gefrot, wéi dat da wier. An dee seet mer nach eng Kéier, esou wier et net gewiescht! Hien hätt dat ni gesot an en hätt den Här Rollinger och net erpresst.

An dofir wollt ech Iech soen - den Här Krecké ka sech jo heibannen net méi verteidegen -, den Här Krecké sicht den Här Rollinger un, well den Här Krecké seet, dass dat, wat sech aus deem Toundokument do als Konklusioun erginn hätt, net géif zoutreffen. Den Här Krecké huet mech och gebieden, Iech ze soen, dass hien als fréiere Wirtschaftsminister den Här Rollinger, dass en net ausschléisst, den Här Rollinger unzesichen an dëser, enfin, dass en den Här Rollinger usicht.

Wann Dir awer der Meenung sidd als Kolleegen - si mer jo ëmmer nach, mir dénge jo hei deemselwechte Land finalement -, als liberal an als gréng Kolleegen, an der Regierung géif et Leit ginn, déi erpresse géifen, an der Regierung géif et Leit ginn, déi Chantage géife maachen, an der Regierung géif et Leit ginn, déi der Korruptioun oder der Bäihëllef zur Korruptioun verdächteg wieren, wann Der mengt, Dir hätt Beweiser an Zeien, fir dat ze maachen, da saiséiert de Parquet domat!

Dat hutt Der jo net ausgeschloss. Ech verstinn net, firwat dass Der dat eréischt muer de Moie maacht. Dat hätt Der jo scho kënnen, wann Der sot, Dir hätt dat dote scho wochelaang virleien, zënter Woche maachen.

Ech wëll Iech just soen, wann Der et net maacht, wann Der de Parquet net saiséiert, da froen ech de Justizminister, dee muss dann doriwwer befannen, dass hien de Parquet saiséiert. De Justizminister ka jo keng Enquête vum Parquet empêchéieren, hie ka jo net verhënneren, dass de Parquet een Dossier opmécht, mä e kann de Parquet awer froen, dass en een Dossier opmécht. An ech, wann Dir net muer de Moie saiséiert de Parquet, da saiséiert... Falls en domat d'accord ass; ech hunn em doranner näischt ze soen.

Une voix.- Jo.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, jo, dat ass esou! De Statsminister huet dem Justizminister net ze soen, wéini dass eng Affär vum Parquet muss opgemaach ginn a wéini net. Et gëtt Regelen hei am Stat. Dir mengt, déi géifen net respektéiert ginn. Si gi respektéiert!

Et ass eng Décisioun vum Justizminister. An da muss deen décidéieren opgrond vun där Debatt, falls sech am Laf vun der Debatt d'Meenung soll halen, d'Regierungsmemberen hätten erpresst an d'Regierungsmembere wiere korrupt. Wann d'Oppositioun, also déi, déi dat behaapten, keng Plainte beim Parquet maachen oder keng Dénonciatioun oder keng Meldung beim Parquet maachen, da mécht d'Regierung dat selwer, well mer wëllen hunn, dass déi Affär hei lückenlos opgekläert gëtt.

Mir mengen net, dass Ursaach do wär, fir dat opzeklären. Mä mir hätten awer gären, dass dat..., déi Virwërf, déi am Raum stinn, wéi den Här Bausch gesot huet, Virwërf, Korruptioun, Tentative de corruption, Chantage an Tentative de chantage, sot den Här Bausch, déi stinn nun eemol am Raum. Ech hu se net dragesat. Anerer hu se dragesat. Déi, déi se dragesat hunn, solle se vum Parquet duerchliichte loossen. A wa se fannen, dass se sech gëiert hätte mat hire Verdachtsmomenter, da solle se dat le moment venu och hei soen.

Ech maachen et ofhängeg vum weidere Verlaf vun der Debatt, fir eng politesch Konklusioun aus all deem ze zéien. Mä sollt ech am Laf vun der Debatt den Androck kréien, dass Membere vun der liberaler Fraktioun, Membere vun der grénger Fraktioun, Membere vun anere Fraktioune voire dat ganzt Haus der Meenung ass, dass dëst Land vun engem korrupte Statsminister dirigéiert gëtt a vun engem Statsminister, deen decke géif, dass d'Ministere Privatleit erpressen, dann hätt ech gären, dass Der meng Demissioun frot.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Statsminister. An elo ass als éischte Riedner den honorabelen Här Marc Spautz ageschriwwen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir befaassen eis haut mat der Interpellatioun - oder soll ee soen, mat engem Scoop politique - vun den Häre François Bausch a Claude Meisch iwwert d'Bauteprojete vu Wickreng a Léiweng. Mä si hunn d'Erklärunge vum Statsminister elo grad héieren. Fir mäin Deel wëll ech am Numm vun der CSV op d'Virwërf un d'Regierung vum Här Bausch a vum Här Meisch agoen.

Ech muss soen, et ass net all Dag - Gott sei Dank! -, dass een erlieft, wéi d'Oppositioun, déi au départ gréisser Bedenken hat, wat de Projet Wickreng ugeet an elo indirekt dës Projeten op d'Käschte vum Projet Léiweng nees rehabilitéiert,…

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. Marc Spautz *(CSV).*- …wéi dës Oppositioun probéiert, politescht Kapital aus dësem Projet ze schäffen.

(Brouhaha)

Den Här Etgen wollt sech nach androen, Här President.

(Brouhaha et hilarité)

Si ass sech derbäi och net ze schued, fir d'Regierung an domadder, quasi als Kollateralschued, déi ganz Politik öffentlech an Diskredit ze bréngen, an dat ouni handfest Elementer, ouni Beweiser, déi och dësen Numm verdéngt hätten.

Ech muss soen, et ass schonn au départ komesch, dass eng Partei een Avis juridique iwwert d'Positioun vun der Regierung zu verschiddene Bauteprojeten an Optrag gëtt, fir ze kucken, ob d'Regierung sech net enger Strofdot schëlleg gemaach hätt.

(Interruption)

Dat ass absolut nei. Woubäi een hei net onbedéngt vun…

M. François Bausch *(déi gréng), cointerpellateur.*- Ass dat net d'Aufgab vun deem Parlament hei?

M. Marc Spautz *(CSV).*- …engem Avis juridique kann an dierf schwätzen.

M. François Bausch *(déi gréng), cointerpellateur.*- Mir sinn an Nordkorea!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Där sougenannten „onofhängeger" Juristin hiren Avis - fir den Här Bausch ze zitéieren -, Avis, dee mat groussem medialem Tamtam viru Kuerzem presentéiert gouf…

(Interruption)

Neen, neen, Dir hutt gesot, „onofhängeger Juristin". Do hunn ech Iech zitéiert.

Une voix.- Mä natierlech!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Dat hutt Der gesot.

M. François Bausch *(déi gréng), cointerpellateur.*- War dat esou?

(Interruption)

M. Marc Spautz *(CSV).*- Den Avis, dee mat groussem medialem Tamtam viru Kuerzem presentéiert gouf, dësen Avis ass iwwerhaapt kee juristeschen Avis am klassesche Sënn. Deen Avis beäntwert keng am Virfeld formuléiert juristesch Fro.

Et geet ganz kloer aus deem Avis ervir, dass u sech den Optrag un d'Juristin doranner bestanen huet, ze kucken, unhand vu Bréiwer an notamment vun deem sougenannten ominéise geheimen, confidentiellë Bréif vum 2. Abrëll 2009, ob d'Regierung sech enger Strofdot schëlleg gemaach huet. Domadder sollt d'Siichtweis vun hirem Client, Client vun der Juristin, der DP, ënnermauert ginn.

Et fält engem direkt op, wann een deen Avis liest, dass déi eigentlech Aufgab vun der Juristin net wor, fir eventuell Elementer oder Beweisstécker ze analyséieren an duerno eng Konklusioun doraus ze zéien, mä dass et drëms gaangen ass, vu vireran, ouni Analys, ouni Examen, eng Konklusioun an d'Welt ze setzen, an dësem Fall e Verdacht.

Ass dat déi nei juristesch Virgehensweis? Gläich am Ufank d'Richtung vum Rescht unzeginn, also éier een iwwerhaapt amstand ass, eng Konklusioun ze zéien?

Mir verdächtege vu vireran a mir kucken duerno, eppes Passendes ze fannen, fir dës Verdächtegung ze justifiéieren, kann een do soen.

D'Juristin geheit op der zweeter Säit vun hirem Avis, wat bemierkenswäert ass, de betraffene Ministeren een Détournement de confiance vir a seet, an dat muss ee sech op der Zong zergoe loossen: „L'avis s'efforcera de démontrer que ce détournement de confiance à été généré."

L'avis s'efforcera! Dat léisst perplex. Entweder sinn d'Elementer do oder et si keng do. Et kann een op alle Fall näischt erfannen, egal wéi vill ee sech beméit.

Dass een net mat Konklusiounen ofwaart, andeem ee se gläich am Ufank präisgëtt, ass u sech jo net weider schlëmm, wann ee se nodréiglech kann ënnermaueren. Dofir hätt ee misse kucken, ob d'Konditioune fir en Détournement de confiance erfëllt wieren.

Ech stelle fest, dass sech den Avis net weider mat de Konditiounen, mat de verschiddenen Elementer, déi eng Infraktioun ausmaachen, auserneesetzt. Firwat och? Dat wier jo och just lästeg. Et ass méi einfach, just emol Behaaptungen an d'Welt ze setzen, just emol Froen opzewerfen an Hypotheesen opzestellen nom Motto: „Wat wier, wann?"

Ass dat esou erstaunlech? Am Fong net. Loosse mir eis näischt virmaachen! Affekote si per se...

(Interruption)

...weder neutral nach onofhängeg. Si musse jo schlussendlech derfir suergen, dass hire Client, dee se dofir bezilt, viru Geriicht recht kritt oder zumindest dat Strofmooss reduzéiert kritt, wa se eng Strofdot gemaach hunn. Dat ass jo d'Aufgab an d'Charge vun engem Affekot.

D'Juristin verfiert genee duerno, wat hir vun hirem oder hiren Optraggeber verlaangt ginn ass. A si mécht genau dat, wat déi gären hätten.

Och op der Pressekonferenz vu leschten Donneschdeg schéngt et méi wéi ëm Ouï-diren, ëm Héieresoen, ëm Behaaptunge gaangen ze si wéi ëm Tatsaachen, an nach haut am Plenum goung et net vill ëm konkret, stéchfest Elementer.

Leschten Donneschdeg si schwéier Virwërf géint d'Regierung gemaach ginn. Wierder wéi Chantage, Tentative de chantage, Korruptioun, Tentative de corruption si gefall. An dat si keng Kavaléiersdelikter. An dat ass wäit méi wéi schwéier Dysfonctionnementer, vun deenen den Här Meisch de leschten Donneschdeg geschwat huet.

Dat, wat der Regierung virgeworf gëtt, si Strofdoten.

Ech ginn dovunner aus, dass, wann een esou eemoleg Virwërf mécht, ee sech dann och op konkret Fakten, déi noweisbar sinn, stëtzt.

Ech stellen awer fest, dass d'Virwërf op d'Aussoe baséieren, déi déi concernéiert Parteien enger ganzer Rei vu Leit am Land erzielt hätten. Dës Virwërf géifen dann och vun Zeie bestätegt ginn, déi bereet wieren, ënner Eed auszesoen. Ee vun dësen Zeien huet scho via Press bestätegt, d'Virwërf iwwerhaapt net kënnen direkt matkritt ze hunn.

Wësst Dir, et ass wéi wann ech elo engem géif eppes heibannen ënner véier Aen zielen an da behaapten, eng drëtt Persoun, déi net präsent war, kéint dat bezeien. Dat ass dat, wéi op déi Aart a Weis Der verfuer sidd.

Dat doten erënnert mech éischter u mëttelalterlech Prozeduren.

Ech muss och zouginn, dass dat Ganzt mech un e bekannt Lidd vum Reinhard Mey erënnert, e Lidd mam Titel „Was so alles in der Zeitung steht", wat déi Aart a Weis, wéi hei mat deene Virwërf un d'Säite vun der Regierung gemaach ginn ass.

(Interruptions diverses)

M. Fernand Etgen *(DP).*- Et gëtt jo och „Über den Wolken" vum Reinhard Mey!

(Interruption)

M. Marc Spautz *(CSV).*- Den Här Etgen an den Här Gibéryen, Här President, wëlle sech och nach aschreiwen!

(Hilarité)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech si schonn ageschriwwen. Leet Äre Kapp a Rou! Ech si schonn ageschriwwen.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Dann ass et gutt!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo, jo, ech si schonn ageschriwwen.

(Interruptions)

Ech mengen, Här Spautz, Dir hutt déi Ried do selwer geschriwwen.

(Hilarité)

Une voix.- Majo sécher!

M. Marc Spautz *(CSV).*- D'Virwërf baséieren och op Dokumenter, déi, an ech zitéieren den Här Meisch, jiddwereen anzwousch huet. Majo, wien ass dee jiddwereen? A wou sollen dann elo déi Dokumenter sinn? Anzwousch ass e bësse vag.

Ech kommen einfach net zou mer, wann ech d'Aussoe vun den Häre Bausch a Meisch vum leschten Donneschdeg nolauschteren, mat wat fir enger Liichtfankegkeet déi zwee Häre Virwërf an d'Welt setzen, mam Argument, ‚iergendeen huet iergendeppes iergendwou héieren, gesinn oder matkritt'.

(Interruption)

Ma dach, ech kommen nach drop, Här Bausch. Ech kommen nach drop. Keng Angscht.

Do kann een zum Beispill héieren, an ech zitéieren den Här Meisch: „A wann et Dokumenter gëtt, wann et Pièce gëtt, déi jo iergendwou dann och existéieren; wa Leit sech un eppes kënne rappeléieren, wat deen ee gesot huet a wat deen anere gesot huet, u grave Virwërf, déi jo do gemaach gi sinn, ech mengen, da muss een déi Leit eng Kéier ruffen an et muss ee se aussoe loossen."

Dat sinn d'Wierder vum Här Meisch. Dës Ausso brauch ech also net weider ze kommentéieren. Si seet alles iwwert den irresponsabelen Amateurismus, wéi en do virgaang ass. Et kéint een nach driwwer laachen, wann et sech net ëm schwéierwiegend Virwërf géif handelen, déi engem, egal ob dat Regierungsmembere sinn oder soss Bierger, gemaach ginn.

Här President, deen neiste Scoop, dee wahrscheinlech iwwerhaapt keen ass, sinn d'Tounbänner gëschter, déi RTL anonym zougespillt goufen. Gëschter am Toun um hallwer siwen am Radio a gëschter um hallwer aacht am Toun op „RTL Heielei" - dat kënnt Der alleguerte selwer nokucken - waren zwou verschidden Aussoen. An deem engen ass nämlech geschnidde ginn an an deem aneren net. Dat kann een nopréiwen, wann een eng Kéier um 18:30 Auer d'Noriichte lauschtert an duerno eng Kéier um 19:30 Auer de Fernseh kuckt. Do muss ee sech och d'Fro stellen, wat dann d'Valeur ass vun esou engem Band.

An da muss ee sech och d'Fro stellen, dat ass jo d'Stëmm vum Här Rollinger, déi een dorop héiert! Dat ass, dass den Här Rollinger dat gezielt huet! An da komme mer erëm op dat zréck,…

(Interruption)

…fir wann och zwee Leit eppes zielen an da soe se, en Drëtten hätt dat matkritt.

An dat ass dat, Dir Dammen an Dir Hären. Wann den Här Rollinger dat gesot huet, firwat ass den Här Rollinger net bei de Procureur gaangen? Firwat huet den Här Rollinger net dem Procureur gesot: „Dat do ass esou."?

A wat mech e bëssen iwwerrascht huet, dat muss ech awer soen,…

Une voix.- Stellt Iech emol d'Fro!

M. Marc Spautz *(CSV).*- …dass heibannen… Ech weess elo net méi, fir elo net dee Falschen ze beschëllegen, ob et den Här Bausch war oder den Här Meisch. Dir hat déi Saachen do schonn en Donneschdeg gewosst. Da muss ee sech jo d'Fro stellen, wann dat Band schonn en Donneschdeg do war an et ass gëschter anonym bei RTL ukomm,…

M. Claude Meisch *(DP), cointerpellateur.*- Wou war dat Band ukomm?

M. Marc Spautz *(CSV).*- …da muss ee sech awer och do d'Fro stellen…

M. Claude Meisch *(DP), cointerpellateur.*- Wou war dat Band en Donneschdeg?

M. François Bausch *(déi gréng), cointerpellateur.*- Wou war dat Band en Donneschdeg?

M. Claude Meisch *(DP), cointerpellateur.*- Wou war dat Band en Donneschdeg? Ech géif dat do gär wëssen.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Neen, neen.

M. Claude Meisch *(DP), cointerpellateur.*- Wou war dat Band en Donneschdeg?

M. Marc Spautz *(CSV).*- Et war jo virdrun. Da kann ee jo awer d'Band hei nolauschteren.

M. François Bausch *(déi gréng), cointerpellateur.*- Jo. Ech hu gesot… Majo natierlech!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Ech weess elo net, ob et den Här Bausch war oder den Här Meisch. Ech wëll elo net…

M. François Bausch *(déi gréng), cointerpellateur.*- Här Spautz, ech hu gesot…

M. Marc Spautz *(CSV).*- Jo?

M. François Bausch *(déi gréng), cointerpellateur.*- Ech hunn natierlech net mam Här Rollinger geschwat. Ech hu gesot, den Här Rollinger huet dat am ganze Land bal jiddwerengem gezielt, deen et wollt héieren.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Ah neen. Dir hutt gesot, d'Band.

M. François Bausch *(déi gréng), cointerpellateur.*- Gelift? Neen! Neen, neen.

(Interruption)

M. Marc Spautz *(CSV).*- Pardon, Här Bausch. Dann hunn ech dat falsch verstanen. Ech hat virdrun an Ären Ausféierunge verstanen, Dir hätt gesot, an Dir hätt dat schonn en Donneschdeg gewosst.

M. François Bausch *(déi gréng), cointerpellateur.*- Neen!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Pardon.

M. François Bausch *(déi gréng), cointerpellateur.*- Wa mir dat Band de leschten Donneschdeg gehat hätten, Här Spautz, dann hätte mer dat jo och virgespillt.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Et ass alles an der Rei, Här Bausch.

Wat ass dat iwwerhaapt fir eng Aart a Weis, peu à peu eng Pièce no där anerer ze liwweren, grad wéi wann et engem politesch an de Krom passt? Ech gi jo dovunner aus, dass et en Deel vun deene Piècen ass, déi den Här Bausch an den Här Meisch de leschten Dënschdeg ugekënnegt hunn. Wann een aner Leit accuséiert, sämtlech rechtstaatlech Grondsätz mat Féiss ze trëppelen, da mécht ee keen öffentleche Schauprozess, andeem ee Leit verdächtegt, Strofdote gemaach ze hunn, déi op Héieresoe berouen, an op Zeien, déi wahrscheinlech iwwerhaapt keng Zeie sinn.

A wann ee wéi den Här Bausch an den Här Meisch nëmmen drop aus ass, fir Wourecht, Transparenz a Rechtsstaatlechkeet ze suergen, da muss ee sech och selwer un d'Regele vum Rechtsstat halen. An déi Regele sinn zimlech däitlech.

Den Artikel 23 Paragraph 2 vum Code d'instruction criminelle gesäit vir - ech zitéieren -: «Toute autorité constituée, tout officier public ou fonctionnaire, ainsi que tout salarié ou agent chargés d'une mission de service public, qu'il soit engagé ou mandaté en vertu de dispositions de droit public ou de droit privé, qui, dans l'exercice de ses fonctions, acquiert la connaissance de faits susceptibles de constituer un crime ou un délit, est tenu d'en donner avis sans délai…» - sans délai! - «…au procureur d'État et de transmettre à ce magistrat tous les renseignements, procès-verbaux et actes qui y sont relatifs, et cela nonobstant toute règle de confidentialité ou de secret professionnel lui étant applicable le cas échéant.»

Eng Lëtzebuerger Jurisprudenz vum Joer 1910, dem 30. Juli 1910, definéiert d'Membere vun engem Gemengerot als «corps constitués». Dës Definitioun kann een och op aner gewielte Volleksvertrieder wéi d'Deputéierten ausdehnen.

Erlaabt mir hei aus enger Äntwert vum Garde des Sceaux aus eisem Nopeschland Frankräich ze zitéieren, déi den 1. Oktober 2009 wuel drop higewisen huet, dass d'Notioun vun der «autorité constituée» net duerch de franséische grad wéi iwwregens och net duerch de Lëtzebuerger Droit pénal definéiert ass, mä si weist awer drop hin, dass et sech nom Dictionnaire Littré heibäi ëm d'«pouvoirs et fonctionnaires établis par une constitution pour gouverner» handelt. Also, esou d'Garde des Sceaux weider, misst ee considéréieren, dass den Term «autorité constituée» d'Représentantë vum Pouvoir législatif, exécutif a judiciaire géif beinhalten.

Wann déi Häre Meisch a Bausch där Meenung wieren, dass se net op Basis vun dësem Artikel d'Flicht gehat hätten, dem Procureur sämtlech Renseignementer a Piècen, déi se angeblech hunn, ze iwwerginn, da muss ee sech drun erënneren, dass d'Chamber nach net virun allze laanger Zäit d'Gesetz vum 19. Juli 2011 iwwert d'Entraves à la justice gestëmmt huet, woubäi ech awer wëll betounen, wou d'DP an déi gréng sech enthalen hunn.

M. François Bausch *(déi gréng), cointerpellateur.*- Wëllt Der elo ënnerstellen, datt mir Entraves à la justice maachen, oder wéi?

M. Claude Meisch *(DP), cointerpellateur.*- Et ass formidabel!

M. Marc Spautz *(CSV).*- An dëst Gesetz…

M. Claude Meisch *(DP), cointerpellateur.*- Et ass eemoleg, dat do!

M. Marc Spautz *(CSV).*- An dëst Gesetz…

M. Claude Meisch *(DP), cointerpellateur.*- Eemooleg!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här Meisch, Dir kommt jo nach eng Kéier un den Tour. Loosst mech elo schwätzen!

M. Claude Meisch *(DP), cointerpellateur.*- Ech freeë mech drop!

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Ech géif Iech bieden, elo dem Här Spautz nozelauschteren!

M. Claude Meisch *(DP), cointerpellateur.*- Et ass eemoleg, wat Der hei maacht!

M. Marc Spautz *(CSV).*- …eis gutt Manéieren.

Une voix.- Bravo CSV! Bravo!

M. Marc Spautz *(CSV).*- An dëst Gesetz féiert en neien Artikel 140 an eisem Code pénal an, dee seet, op all Bierger an dësem Land applizéiert, also och op Iech - ech zitéieren -: «Le fait, pour quiconque ayant connaissance d'un crime dont il est encore possible de prévenir ou de limiter les effets, ou dont les auteurs sont susceptibles de commettre de nouveaux crimes qui pourraient être empêchés, de ne pas en informer les autorités judiciaires ou administratives est puni d'une peine d'emprisonnement de un à trois ans et d'une amende de 251 à 45.000 euros.»

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Korruptioun ass e Crime. Vu dass d'Strofdot fir déi Häre Bausch a Meisch esou kloer etabléiert ass, firwat hu se dann net der Justice dës Strofdot matgedeelt? Firwat waarde se dann nach bis muer domadder? Firwat si se léiwer virun d'Press gaangen, amplaz där vun hinne gefuerdert Wourecht en Déngscht ze leeschten, an dat zemools, wou d'DP virdru scho gefuerdert huet, dass d'Justice sech muss mat dësem Dossier befaassen?

Wann d'DP an déi gréng Beweiser hunn, dann hu se sech an enger selbstherrlecher Inszeenéierung iwwert d'Rechtsgebung ewechgesat a sech weder un de Code pénal nach un de Code d'instruction criminelle gehalen, well se de Procureur net saiséiert hu respektiv léiwer eng Show gemaach hunn, wéi der Justiz déi Piècen ze ginn, déi se hunn.

M. François Bausch *(déi gréng), cointerpellateur.*- Dat ass Show, fir ofzelenken. Besser geet et net.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Domadder hu se op jidde Fall der Justiz et net erlaabt, op d'Basis…

(Interruption)

…vum Dossier, wann en dann iwwerhaapt existéiert, iwwert d'Opportunitéit vu Poursuiten ze décidéieren. Dat wier en extrem gravë Feeler fir Vertrieder vun der Legislativ.

Dernieft froen ech mech nach ëmmer, firwat den Här Rollinger sech iwwerall bei all Mënsch mellt, mä bis elo nach net de Wee bei den Här Biever fonnt huet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, jo den Artikel 64 vun der Constitutioun gesäit vir, dass d'Chamber eng Kontrollfunktioun, en Droit d'enquête huet. Dat ass eng extrem wichteg Prärogativ. Ech sinn dee Leschten, deen dës fir eis Demokratie elementar Prärogativ géif a Fro stellen, am Géigendeel. Ech sinn awer dergéint, dass dëse Pouvoir an domadder dëst héicht Haus mëssbraucht gëtt, fir ënnert dem Deckmantel vun der Wourecht, der Transparenz, dem Rechtsstat reng parteipolitesch Spillercher ze dreiwen.

Am Artikel 181 vum Reglement vun der Chamber steet: «L'instruction menée par la commission d'enquête ne saurait porter sur des faits ayant donné lieu à des poursuites judiciaires et aussi longtemps que ces poursuites sont en cours. Si une commission a déjà été créée, sa mission prend fin dès l'ouverture d'une information judiciaire. En cas de poursuites judiciaires sur des faits qui font l'objet d'une enquête parlementaire, le Procureur d'État territorialement compétent est tenu d'en informer la Chambre des Députés. La commission peut poursuivre ses travaux d'instruction pour des faits non directement visés par l'instruction judiciaire.»

Weider heescht et am Artikel 189 vum Reglement: «Les procès-verbaux constatant des indices ou des indices d'infraction seront transmis au Procureur d'État territorialement compétent pour y être donné telle suite que de droit.»

Déi Häre Bausch a Meisch schwätze kloer vu Strofdoten. Ech froen dann: Firwat brauche mir eng Enquêtëkommissioun? Dës Fro ass ëmsou méi berechtegt, wann ee se aus der Logik vun den Häre Meisch a Bausch, déi d'Asetze vun

esou enger Kommissioun froen, kuckt. Woubäi ee sech also muss froen, wat se gären hätten, déi Häre Meisch a Bausch, ob et elo drëm geet, fir heibanne Polemik ze maachen, oder ob et drëm geet, fir d'Geriicht seng Aarbecht maachen ze loossen, esou wéi et sech gehéiert.

M. Claude Meisch *(DP), cointerpellateur.*- Dat ass, wann Der net nolauschtert. Da wéisst Der et.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Fir si si mir kloer an engem penale Kontext, an ech gesinn net, wéi se wëllen dee penale Kontext vum Rescht trennen. Mä wann dat esou kloer ass, da mécht et kee Sënn, ze froen, dass eng Enquêtëkommissioun sollt geschafe ginn, well si misst jo direkt no deenen Artikelen, déi ech elo grad zitéiert hunn, opgeléist ginn an alles un de Procureur weiderginn.

(Interruption)

Wann een dësem Dossier schnell wëllt en Enn setzen, fir sech erëm nees ëm déi wichteg Problemer vun eisem Land ze këmmeren, wéi déi Här Bausch a Meisch dat gären no bausse soen, a wat ech och kann ënnerstëtzen, dass et wichteg Problemer am Land gëtt, dann ass dat dote sécher déi beschten Aart a Weis, fir dat Ganzt aus purem politesche Calcul mat enger Enquêtëkommissioun wëllen an d'Längt ze zéien.

Et kann net sinn, dass d'Legislativ iwwert de Wee vun enger Enquêtëkommissioun sech der funktioneller, kompetenter a responsabeler Justiz géif substituéieren. Hei geet et eenzeg an eleng drëms, d'Réckgrat vun onser Demokratie ze stäerken, nämlech déi funktionell Trennung an de Kompetenze vun eisen Institutiounen: d'Legislativ, d'Exekutiv an d'Justiz. An et geet mir ëm soss guer a glat näischt.

An zu gudder Lescht muss ech och soen, an ech verstinn och net: Den Artikel 68 (1) vun der Constitutioun gëtt och net all Deputéierten all Narrenfräiheet.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Spautz. Als nächste Riedner ass den Här Ben Fayot agedroen. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, mir hunn de Mëtteg eng Interpellatioun, an där Accusatioune géint d'Lëtzebuerger Regierung erhuewe gi sinn, déi ech mat där Gravitéit an dëser Chamber a menger Carrière nach net gehéiert hunn. Déi Accusatiounen, déi gi jo vun…

M. François Bausch *(déi gréng), cointerpellateur.*- E soll sech emol un d'Affär Benny Berg erënneren.

Une voix.- Jo, an un d'Lahure.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- …Tentative de corruption, Corruption, Tentative de chantage, Menace, Abus de pouvoir, Intervention au profit vun engem Promoteur géint en anere Promoteur.

All déi Accusatioune sinn haut gemaach ginn, sinn och schonn de leschten Donneschdeg op enger Pressekonferenz gemaach ginn. Och eng Method, déi ech däerf als Deputéierten a Fro stellen, well an där Pressekonferenz ginn Accusatioune lancéiert. Déi hänken dann am Raum, déi stinn am Raum, an dann duerno, mëttwochs duerno kënnt d'Chamber zesummen a kann da kontrovers iwwert déi Accusatiounen diskutéieren. Ech fannen dat keng kolleegial Method, wann Deputéierten dat vis-à-vis vun hire Kolleegen an der Chamber maachen.

Här President, natierlech kommen déi Accusatiounen net vun iergendwiem. Et sinn zwee Fraktiounschefe vun den Haaptoppositiounsparteien. Et sinn also keng Hinterbänkler, déi probéieren, hir Carrière opzemotzen. Et sinn also Politiker vu Format, vum politeschen Establishment zu Lëtzebuerg.

Also muss een déi Accusatiounen, déi se bruecht hunn, och seriö huelen, well, an do ginn ech jiddwerengem recht, deen dozou geschwat huet, et geet hei ëm d'Kredibilitéit vun der Lëtzebuerger Politik. Et geet ëm d'Kredibilitéit net nëmme vun der Regierung oder vun der Majoritéit, et geet och ëm d'Kredibilitéit vun der Lëtzebuerger Politik. Well wa sech sollt weisen, dass déi Accusatiounen aus der Loft gegraff sinn, wa sech sollt weisen, dass se net ze beweise sinn, dann ass et grave fir d'Lëtzebuerger Politik, dass esou eppes iwwerhaapt stattfanne kann.

M. Claude Meisch *(DP), cointerpellateur.*- Ëmgedréit awer gradesou, Här Fayot.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Meisch *(DP), cointerpellateur.*- Ëmgedréit awer och, wann et sech erausstellt, datt et esou ass.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Jo, Här Meisch. Ech kommen dorobber. Well wa mer jo d'Geriicht befaassen, da kréie mer jo héchstwahrscheinlech endlech déi Beweiser, déi mer brauchen, fir déi Accusatiounen ze beleeën.

Ech wëll elo soen, dass jo, wat déi Accusatiounen ugeet, de Premierminister hei dorobber geäntwert huet, net nëmmen haut, mä och schonn de 5. Oktober (veuillez ajouter: 2011) an enger grousser Sitzung, déi mer hei an der Chamber haten, déi ech d'Éier hat ze presidéieren, vun dräi Kommissiounen, déi och op der Televisioun iwwerdroe ginn ass, öffentlech fir jiddwereen. Mir haten den 13. Oktober (veuillez ajouter: 2011) eng Debatt, an et sinn an der Zwëschenzäit vill parlamentaresch Froe gestallt ginn. Et si vill Äntwerte vun der Regierung komm. Et war e ganze Katalog vu Froen, op déi geäntwert ginn ass.

De Premierminister huet also haut och geäntwert, menger Usiicht no iwwerzeegend, fir de Werdegang vun deem Ganze vu Wickreng iwwer Léiweng duerzestellen, an och déi Logik vun der Regierung, wéi et dozou komm ass. Dat kann ech selwer och bezeien, well ech 2007 nach Fraktiounspresident war an och do eng Partie vun deenen Diskussiounen zwëschen de Ministere matgemaach hunn, fir eben dee Wee ze fannen, fir Wickreng aus Ursaache vun Aménagement du Territoire ze verhënneren an dann och déi zwee Projete Wickreng eent a Léiweng ze verknäppen. An ech mengen, déi Duerstellunge vum Premierminister hei haut ware fir mech absolut kredibel.

Ech wëll och soen, dass de Jeannot Krecké, dee jo net méi bei ons hei ass, och freides op der Televisioun geäntwert huet, an ech mengen, och op eng ganz kredibel Manéier. Ech wëll soen, de mënschlechen Aspekt däerf een hei bei dëser Saach net vergiessen. Ech hunn de Jeannot Krecké de Moie gesinn, an ech muss soen, de Jeannot Krecké, dee fillt sech ganz déif a senger Reputatioun getraff. A well e jo net méi hei ass an dëser Chamber, wëll ech dat hei ganz kloer soen. Ech mengen, de Jeannot Krecké huet an deenen aacht Joer, wou e Wirtschaftsminister an der Lëtzebuerger Regierung war, fir d'Lëtzebuerger Wirtschaft enorm vill gemaach.

En hat ëmmer eng anstänneg a konstruktiv Relatioun mat der Lëtzebuerger Ekonomie a mat den Entreprisen an en huet alles gemaach, fir dass déi Entreprisë solle bléien. A fir dem Jeannot Krecké elo ze ënnerstellen, hien hätt wëllen eng wichteg Lëtzebuerger Entreprise futti maachen, Aarbechtsplazen a Fro stellen, dat fannen ech wierklech e staarkt Stéck, besonnesch well et net bewisen ass.

M. Claude Meisch *(DP), cointerpellateur.*- De Chef d'entreprise seet dat.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- An dofir muss ech soen: Ech verdamen déi Method…

M. Claude Meisch *(DP), cointerpellateur.*- De Chef d'entreprise seet et.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- …vun der Oppositioun, fir de fréiere Wirtschaftsminister,…

M. Claude Meisch *(DP), cointerpellateur.*- E wëllt eis monddout maachen. Ech hu verstanen.

Une voix.- Ooohhh!

M. Claude Meisch *(DP), cointerpellateur.*- Ech hu verstanen.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- …fir deen ze accuséieren.

M. Claude Meisch *(DP), cointerpellateur.*- Ech hu verstanen.

Une voix.- Très bien!

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, déi Accusatiounen, déi gi jo zréck op eng laang Period, déi fënnef lescht Joer, 2007, 2009, 2012. An ech muss soen, ech froe mech, wann 2009 dee Promoteur, dee Wickreng eent sollt bauen, d'Impressioun hat, e géif duerch d'Regierung geschiedegt ginn, firwat dass en deemools net probéiert huet, iwwert d'Geriichter Schuedensersaz vun der Regierung ze kréien. Dat ass eng Fro, déi ech op jidde Fall nach hei an deem ganzen Dossier net beäntwert kréien.

Ech hunn, wéi ech de Mëtteg déi Diskussioun opmierksam gelauschtert hunn, bei deenen eenzelne Riedner, besonnesch beim Här Bausch a beim Här Mausch, beim Här Meisch, pardon,…

(Interruption)

…mer e puer Froe gestallt. Den Här Bausch huet am Fong geholl gesot - dat ass de Fong vu sengem Räsonnement -: Wickreng eent wier verhënnert ginn, fir dass Léiweng kéint gebaut ginn. Dat heescht, de Wirtschaftsminister hätt Léiweng, de Stadion mat deem Centre commercial, an d'Gespréich bruecht, fir dass Wickreng net sollt gebaut ginn.

M. François Bausch *(déi gréng), cointerpellateur.*- Neen, neen, neen. Dat do…

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Dat ass natierlech eng Ënnerstellung. Dat ass eng…

(Interruption)

Esou hunn ech, Här Bausch…

M. François Bausch *(déi gréng), cointerpellateur.*- Ech kommen nach eng Kéier zréck dodrobber, Här Fayot.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Esou hunn ech, Här Bausch…

M. François Bausch *(déi gréng), cointerpellateur.*- Dat do wär vill ze fein. Dat do wär vill ze fein.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Esou hunn ech, Här Bausch, Är Liesaart interpretéiert. Dat heescht, Dir hutt ënnerstallt…

M. François Bausch *(déi gréng), cointerpellateur.*- Neen, ech hunn dat net ënnerstallt.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Dir hutt net expressément accuséiert, mä Dir hutt ënnerstallt, dass dat de Wee wär, wéi eben dat Léiweng zustane kéim.

M. François Bausch *(déi gréng), cointerpellateur.*- Jo, ech hunn dat ënnerstallt, mä et war net grad esou, wéi Dir et… D'Konklusioun war aneschters. Ech kommen awer herno dorop zréck.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Bon, ech wëll iwwregens nach eppes soen zu deem Stadion. Dee gëtt elo vum Här Bausch duergestallt, wéi wann dat e secondairë Punkt wär.

M. François Bausch *(déi gréng), cointerpellateur.*- Dat ass et och.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Ech wëll trotzdeem soen, dass den deemolege Sportsminister, de Jeannot Krecké, jo eng Demande hat, och vun der Gesellschaft vun der Footballsfederatioun vun enger Partie Leit, fir en neie moderne Stadion zu Lëtzebuerg ze bauen. An et ass net esou, dass de Jeannot Krecké elo absichtlech op Léiweng komm wär.

Dir kënnt Iech erënneren, wéi mer de 5. Oktober hei 2010 (veuillez lire: 2011) an dëser Sitzung waren, huet de Jeannot Krecké ganz genee erkläert, wéi dat gaangen ass, wéi vill Siten dass e gekuckt huet, examinéiert huet a wéi en da schlussendlech op dat Léiweng komm ass, wat den eenzege Site war, deen eben och duerch…

M. le Président.- Här Fayot, erlaabt Der, datt den Här Bausch Iech eng Fro stellt?

M. Ben Fayot *(LSAP).*- An och, dass ech emol de Saz net fäerdeg maachen.

M. le Président.- Jo, ech géif Iech och bieden, Dir Hären! Dir hutt herno nach genuch Zäit, fir op alles ze äntwerten.

M. François Bausch *(déi gréng), cointerpellateur.*- Här President, ech hunn…

M. le Président.- Loosst awer vläicht elo emol eng Kéier d'Riedner och…

M. François Bausch *(déi gréng), cointerpellateur.*- Ech si mat Iech d'accord. Ech hu kee Problem. Wann den Här Fayot net wëllt, datt ech em eng Fro stellen, da stellen ech em keng.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Neen, ech hunn…

M. François Bausch *(déi gréng), cointerpellateur.*- Ech hu gemengt, wéi an enger gudder parlamentarescher Demokratie vun Échange, datt een och zouléisst, datt ee Froe gestallt kritt. Ech hunn dat och virdru gemaach.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här Bausch…

M. François Bausch *(déi gréng), cointerpellateur.*- Wann den Här Fayot dat net wëllt, stellen ech em keng.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här Bausch, ech hu just gefrot, dass ech mäi Saz däerf fäerdeg maachen. Voilà. A mäi Saz, dee war nach an der Halschecht, well ech gesot hunn, de Jeannot Krecké ass am Choix vu sengen Terrainen op Léiweng komm, well dat deen Terrain war, deen och verkéiersméisseg - Eisebunn, Stroossen, Autobunn - dee beschte wär, deen eben do zu Lëtzebuerg zur Verfügung steet. Sachant, dass et zu Lëtzebuerg net honnert Plaze gëtt, wou een esou en Terrain kéint maachen.

Här Bausch?

M. François Bausch *(déi gréng), cointerpellateur.*- Här Fayot, kënnt Der mer dann erklären, firwat datt den Här Krecké als Sportsminister an deemools Wirtschaftsminister mordikus wollt e Stadion mat Centre commercial maachen? Well dat war jo de Problem, firwat datt op deenen eenzelne Plazen, anere Siten näischt méiglech war, well déi natierlech net grouss genuch ware fir déi Envergure, déi do sollt gebaut ginn. Firwat huet e sech versteift, fir dat ze maachen, wann e jo awer weess, datt et eng ganz Rei aner Méiglechkeete gi wär, wann et just ëm de Stadion gaang wär, fir deen ze bauen?

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Also, Här Bausch, ech si kee Spezialist vu Stadionen. Mä ech ka mech erënneren, an där Diskussioun ass gesot ginn: Dobaussen am Ausland gi Sportsstätten, Stadië gi verbonne mat Centres commerciaux, an dat erlaabt…

(Interruption)

Ma, da loosst mech dach emol de Saz fäerdeg maachen! Mir sinn dach net hei an…

M. le Président.- Ech géif Iech elo wierklech bieden awer, e bëssen de Kolleegen nozelauschteren! Dir hutt, wéi gesot, herno nach laang genuch Zäit. Ech mengen, et ass Iech och nogelauschtert ginn, wéi Der d'Interpellatioun hei virbruecht hutt. Loosst och déi aner Kolleegen äntwerten!

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Dir hutt mer eng Fro gestallt, Här Bausch. Ech probéieren, Iech drop ze äntwerte mat deem, wat ech weess. An d'Äntwert ass, dass den Här Krecké gesot huet, fir e moderne Fussballstadion ze kréie mat enger kommerzieller Aktivitéit, kënne mer, musse mer dat op eng gewësse Gréisst maachen, fir dass déi Aktivitéit de Stadion an d'Gestioun vun deem Stadion finanzéiert, well mer jo wësse vun der Stad Lëtzebuerg - mä dat ass jo elo nach net esou ganz kloer, well dat schéngt jo op engem anere Wee ze sinn -, well d'Stad Lëtzebuerg jo dee Stadion, dee se huet, net méi esou wëllt halen.

Ech hunn dat jo och bei der Debatt schonn…

M. François Bausch *(déi gréng), cointerpellateur.*- Dat ass jo guer net wichteg.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- …ech hunn dat jo deemools gesot, wann dat zu Léiweng näischt gëtt, da musse mer ons iwwerleeën, ob mer net dee Stadion an der Stad, ob mer net op deen zréckkommen an dee moderniséieren. Da geet et och domat.

An duerfir, mengen ech, war déi Absicht vum Här Krecké absolut valabel, fir ze probéieren, an enger Zäit, wou mer souwisou Investissementer musse selektiv behandelen - an ech hunn deemools gesot, wat fir mech eng Prioritéit ass, ass Schoulen, Mobilitéit a Wunnen an net eng Sportstätte -, a wa mer gär eng nei Sportstätte hätten, da gi mer hin a mer probéiere se iwwer eng kommerziell Aktivitéit ze finanzéieren. Dat war de Räsonnement, an ech mengen, dat war och kee falsche Räsonnement, deen de Jeannot Krecké gemaach huet.

Da wëll ech nach soen, wat den Här Meisch ugeet - ech hunn allerdéngs de Mëtteg elo par rapport zu all deem, wat en och a senger Pressekonferenz gesot huet, näischt Neies fonnt -, ech hunn awer just fonnt nach eng Kéier, dass déi Accusatioune vun enger extremer Gravitéit sinn, déi e leschten Donneschdeg gemaach huet! An ech hunn hei de Verbatim dovunner: „Laut eisen Informatiounen…", huet den Här Meisch gesot, „…hu se ganz kloer domat gedroht, datt Autorisations ministérielles kéinten an Zukunft fir deen dote Promoteur méi laang op sech waarde loossen. Laut eisen Informatiounen ass ganz kloer och gesot ginn, datt Kreditlinne kéinte kippen, well de Stat hätt jo Afloss iwwer…" an esou weider. De Groupe Rollinger hätt gedroht kritt, keng öffentlech Opträg méi ze kréien an esou weider.

Dat heescht, awer extrem staark Drohungen, an ech muss éierlech soen, ech hu keen Ufank vu Beweis fonnt, ausser natierlech, et gëtt jo natierlech Aussoe vun deem enge Promoteur. Mä dat sinn Aussoen, déi vu kengem anere kënne beluecht ginn. An duerfir muss ech soen, ass déi Beweisféierung vun den Häre Bausch a Meisch a mengen Ae relativ dürfteg!

Duerfir sinn ech och der Meenung mam Premier - dat ass eng vun deene Konklusiounen, déi ech absolut deelen -, dass, wann déi Accusatiounen erhuewe ginn, soll een d'Geriichter aschalten. An ech mengen och, ech hu vum Jeannot Krecké dat och gehéiert, dass hie selbstverständlech interesséiert ass, fir eng Plainte en diffamation géint déi Leit ze maachen, déi him dat ënnerstellen.

Här President, zur Konklusioun. Meng Fraktioun ass net onbedéngt fir eng Commission d'enquête, well, wéi ass d'Logik, mat där déi Commission d'enquête hei gefrot gëtt? Et gëtt gesot eigentlech, wann Der näischt ze verstoppen hutt, kënnt Der jo fir eng Commission d'enquête sinn, a wann Der eppes ze verstoppen hutt, da sidd Der géint eng Commission d'enquête.

Also, mir mengen, dass d'Geriichter sollen enquêtéieren an aller Objektivitéit, well ech sinn

net der Meenung, dass bei esou enger politesch opgehëtzter Debatt, déi hei an deene leschte Wochen a Méint vun der Oppositioun opbruecht ginn ass, eng Commission d'enquête déi néideg Rou an déi néideg Objektivitéit fënnt, fir esou eng Enquête ze maachen a fir déi...

M. Claude Meisch *(DP), cointerpellateur.*- Da brauche mer ni méi eng!

M. Ben Fayot *(LSAP).*- ...Kloerheet, fir déi Kloerheet an déi Affär hei ze bréngen, déi se verdéngt.

An da wëll ech awer och nach als Lescht soen, Här President, et gëllt awer nach ëmmer en elementare Rechtsprinzip. En elementare Rechtsprinzip ass, dass deen, deen net als schëlleg erkannt ginn ass an net bewise ginn ass, nach ëmmer onschëlleg ass. A mir sollen dat wann ech gelift am Kapp behalen!

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Fayot. Als nächste Riedner ass den Här Gast Gibéryen agedroen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Juncker, Halsdorf, Krecké, Korruptioun, Erpressung, Chantage, Amtsmëssbrauch, Ligen. Dat sinn ëmmer Wierder, déi an deene leschten Deeg a Woche permanent an der Press ze liesen, ze héieren oder ze kucke waren. Nimm a Wierder, déi och permanent am Mond vun de Leit am Land ausgeschwat si ginn. Vill Leit am Land froe sech zu Recht: Wou si mer hikomm a wou féiert dat Ganzt hin an der Lëtzebuerger Politik?

Net nëmmen, datt mir als Land grouss Problemer mat eise Statsfinanzen, mat eiser Wirtschaft, mam Chômage, mat der Schoulpolitik, mam Wunnengsbau, mat der Integratioun an esou weider hunn, wou eis Regierung onfäeg ass, fir se ze léisen, mussen d'Leit a mir elo och nach feststellen, datt um Fonctionnement vun eisem Stat, an dat op dem héchsten Niveau, esou munches schifleeft, fir et emol fein auszedrécken, wann dat alles stëmmt, wat an deene leschten Deeg a Woche gesot a geschriwwe ginn ass.

Wann dat, wat an de leschten Deeg gesot a geschriwwe ginn ass, wouer wier, da sti mer als Land virun enger politescher Katastroph. Da liewe mer net méi an engem Rechtsstat, mä da sti mer méi no um Level vun anere korrupte Staten. D'Parlament an d'Bierger hei am Land hunn e Recht drop, fir d'Wourecht gewuer ze ginn, an zwar déi ganz Wourecht!

Mir als ADR maache keng Beschëllegungen. Mir stelle just fest, iwwer Aussoe vun der enger a vun der anerer Säit, a mer gesinn eis Roll als Oppositiounspartei, fir Kloerheet tëschent deene verschiddene Meenungen ze schafen. Mir gesinn et als eis Missioun als Partei, keen unzekloen a souwuel à charge wéi à décharge ze diskutéieren, an herno soll d'Wourecht erauskommen an net am Viraus.

Déi ganz Geschicht, vun där mer haut hei diskutéieren, déi huet am Fong ugefaange mam Projet Wickreng eent. Ech wëll och hei soen, datt, au contraire zu aner Parteien, d'ADR sech ëmmer fir de Projet Wickreng eent ausgeschwat huet.

Wann och hei virdru vum Här Statsminister gesot ginn ass, mat Recht, datt zéng Gemengen do dergéint protestéiert hätten, datt de Projet sollt verhënnert ginn, an datt d'Regierung déi Moossnamen, déi si gesinn huet, andeem datt se e Recours gemaach huet an aner Moossname gesicht huet a keng méi fonnt huet, dann op en anere Wee gaangen ass, dann ass dat fir eis an enger Hisiicht awer fragwürdeg, well wann d'Gesetz dem Promoteur vu Wickreng eent d'Recht ginn huet, fir do ze bauen, dann - och wann zéng Gemengen dergéint protestéieren, a souguer wann honnert Gemengen dergéint protestéieren - versti mir d'Optik vun engem Rechtsstat, wann dee Promoteur d'Recht gehat hätt, fir do ze bauen, da wier et am Fong un der Regierung, fir ze soen, ma deen huet eben opgrond vun de Gesetzer d'Recht, fir do ze bauen, an da kann en do bauen, an da wiere mer vläicht haut och net an déi heite Situatioun erakomm.

D'Regierung huet d'Autorisatioun gi vum Mëttelstandsminister, d'Gemeng huet se ginn, an et ass dunn aus politesche Grënn, wou de Projet huet misse verhënnert ginn. De Projet Léiweng vum Här Becca ass dunn hannendrukomm mat engem Fussballstadion, Outlet Center; ech ginn net méi dorobber an.

Wat du geschitt ass, mengen ech, ass ënner Ausschloss vun der Öffentlechkeet geschitt an eréischt public ginn, wéi dee Geheimaccord - deen den Här Statsminister net esou gären héiert, deen Ausdrock - vum 2. Abrëll 2009 tëschent der Regierung, vertrueden duerch déi Häre Juncker, Halsdorf a Krecké, an de Promoteure Guy Rollinger a Flavio Becca veröffentlecht ginn ass.

Op Ufro vun der DP, deene Gréngen an der ADR huet dunn de 5. Oktober 2011 eng öffentlech Kommissiounssëtzung hei an der Chamber stattfonnt. Doropshin ass et méi roueg ginn. Mir hunn eng Rei vun Informatioune kritt, an et ass am Fong erëm Bewegung an den Dossier komm, wéi elo virun zwou Wochen de Groupe Rollinger iwwer e Pressecommuniqué matgedeelt huet, datt en „fortement invité" gewiescht wier ginn, fir op de Projet Wickreng ze verzichten.

Wat dat heescht? Sinn dat Erpressungen? Huet dat mat Kreditter bei Banken ze dinn? Dat wësse mir alles net! Dat soll awer eiser Meenung no gekläert ginn. Den Handel tëschent Rollinger a Becca, dee geet eis am Fong näischt un. Wann zwee Promoteuren ënner sech décidéieren an diskutéieren, dat ass hir Affär, do huet d'Politik sech erauszehalen. Eis interesséiert just, wat tëschent der Regierung an de Promoteure gesot, geschwat an décidéiert ginn ass.

D'lescht Woch ass dunn eng Pressekonferenz vun déi gréng, DP komm, wou en Avis juridique virgestallt ginn ass a wou staark Beschëllegungen un d'Adress vun der Regierung ausgeschwat gi sinn, Virwërf vu Korruptioun, vun Erpressung, vun Amtsmëssbrauch, vu Ligen. Mir hoffen a wënschen eis, datt déi gréng, d'DP, datt déi déi Beweiser och zu deem Zäitpunkt da kënne virleeën, fir datt een och dat kann zu engem Enn féieren.

A gëschter koum dunn nach den Tounband op RTL - deen anonym do soll erakomm sinn - vum Här Guy Rollinger, hie wier vun der Regierung erpresst ginn. Deen éischte Saz wier ëmmer gewiescht: „Mir briechen dir d'Genéck." Dee Saz wier méi dacks gesot ginn a mat anere Regierungsmemberen ofgeschwat gewiescht. An deem Kontext fält den Numm Jean-Marie Halsdorf. A wéi den Här Rollinger d'Regierungsmemberen drop opmierksam gemaach hätt, datt dat sech géif ëm eng Erpressung handelen, hätte si him als Äntwert ginn: „Dat weess ech." Hie wier kloer opgefuerdert ginn, de Projet Wickreng opzeginn, ware seng Aussoen.

Den Här Statsminister huet elo de Mëtteg hei am Numm vum Här Krecké déi Aussoen, déi do gëschter gemaach gi sinn, dementéiert. Fir eis stelle sech duerfir eng ganz Rei vu Froen.

Firwat hunn d'Regierungsmemberen, déi Häre Juncker an Halsdorf an de fréiere Minister Krecké - eiser Meenung no wier dat taktesch besser gewiescht -, bis elo nach net selwer eng Plainte gemaach beim Parquet? Ech géif mengen, wann iergendwéi ee mir géif esou Uschëllegunge maache vu Korruptioun, Erpressung, Amtsmëssbrauch, Ligen an ech hätt e rengt Gewëssen, da wier et fir mech dat Normaalst, datt ech direkt géif eng Plainte géint déi Persoun maachen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här Gibéryen, den Här Rollinger huet erkläert - dat ass aus der rezenter Berichterstattung komescherweis verschwonnen -, hie wier net vum Statsminister erpresst ginn. Firwat soll ech hien dann usichen, wann hien dat seet?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, ech schwätzen elo net nëmme vun deem, wat den Här Rollinger vis-à-vis vum Här Statsminister gesot huet, ech schwätzen och, wat vu Politiker gesot ginn ass, wat an d'Press geschriwwe ginn ass, wat vun Aussoe gemaach gi sinn. An déi hu sech och net ëmmer spezifesch géint deen een oder géint deen anere limitéiert. Et sinn allgemeng Aussoe gemaach ginn, wou an der Regel déi dräi Nimm - eng Kéier méi deen een, dann deen aneren - Juncker, Halsdorf a Krecké, déi dräi Nimm sinn ëmmer an dem Kontext vun deem heiten Dossier genannt ginn.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech féiere keng...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- A wann ee mäin Numm...

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här Gibéryen, ech féiere keng Prozesser géint Deputéierten. Ech diskutéiere virum Land mat deenen Deputéierten, déi dat gesot hunn. Ech féiere keng Prozesser géint e Member vun der Chamber.

M. François Bausch *(déi gréng), cointerpellateur.*- Här Gibéryen, kënnt Der eis soen, zum Beispill, wéini hunn ech dat gesot, de Statsminister wier korrupt? Wéini hunn ech dat gesot? Kënnt Der mer dat zitéieren?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här Bausch, hunn ech elo gesot, Dir hätt gesot, den Här Statsminister wier korrupt?

M. François Bausch *(déi gréng), cointerpellateur.*- Ma, Dir hutt jo elo gesot, et wieren aner Leit, Deputéierten. Et ass jo elo dorëms gaangen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech hu mech ganz virsiichteg, well ech hunn nëmme gesot, a keen Numm...

M. François Bausch *(déi gréng), cointerpellateur.*- Ech wëll lech nëmme just soen, datt...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech hu keen Numm genannt...

M. François Bausch *(déi gréng), cointerpellateur.*- Et ass awer esou do, op där anerer Säit ukomm an huet och esou do geäntwert...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ...an ech hunn och ganz kloer gesot, datt ech kee géif beschëllegen, datt mer just géife feststellen, datt Aussoe vun där enger a vun där anerer Säit kommen, an datt mer solle kucken, fir Kloerheet am Interessi vun der Politik an den Dossier ze kréien. An ech hu gesot, wann een esou Uschëllegunge vis-à-vis vu menger Persoun géif maachen, da géif ech géint déi Persoun, egal wien et och vun de Politiker wier, géif ech eng Plainte maachen.

Och den Här Krecké huet sech, dee jo elo net méi Politiker ass, virun e puer Deeg relativ virsiichteg um Fernseh ausgedréckt. Hien huet net gesot, e géif eng Plainte maachen. Hien huet gesot, dat ka Suitë kréien. An den Här Statsminister huet haut gesot, den Här Krecké hätt zu him gesot, wahrscheinlech géif en eng Plainte maachen. Och do hätt ech mer erwaart, datt den Här Krecké méi eng kloer Sprooch geschwat hätt, en hätt direkt gesot: Ma, wann een dat vu mir behaapt, da maachen ech direkt eng Plainte. An ech géif net soen, ma da soll deen aneren eng Plainte maachen oder de Justizminister soll aktiv ginn, fir de Parquet domadder ze saiséieren.

Ech hätt mer also erwaart, datt d'Regierungsmemberen do aneschters reagéiert hätten. An och, datt den Här Halsdorf sech moies nach ëmmer kann an de Spigel kucken. Här Halsdorf, wie vun eis kuckt sech moies net gären an de Spigel? A jiddwereen ass mat sech moies zefridden, et sief, en hätt deen Dag virdrun eng gehalen.

(Hilarité)

Une voix.- An dann nach!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, d'Commission d'enquête. Mir als ADR hunn den 21. Mee an enger Pressekonferenz eis fir eng Commission d'enquête ausgeschwat. Déi gréng Kolleegen haten dat, mengen ech, deen Dag virdru gemaach. An déi gréng, d'DP hunn dat d'lescht Woch op der Pressekonferenz och programméiert, fir eng Enquêtëkommissioun ze maachen.

Mir wieren der Meenung, datt d'Regierung eiser Meenung no selwer en Interessi drun hätt, wann esou eng Enquêtëkommissioun géif kommen, wou ech och soen, datt déi sech muss op de politesche Volet limitéieren.

Mir hunn an der Erfahrung och gesinn - dat soll ee fairerweis och soen - bei Enquêtëkommissiounen, datt d'Parlament ganz schlecht outilléiert ass, fir wëllen Affekot a Riichter an enger Persoun ze spillen. Ech hu selwer eng Kéier eng Enquêtëkommissioun matgemaach, a wann dann eng Enquêtëkommissioun all Woch, a wann et drëms geet, all 14 Deeg eng Kéier zesummekënnt, ech mengen, dat ass net, wéi een esou een Dossier kéint seriö behandelen.

Duerfir si mir der Meenung, datt d'Chamber sech net sollt ëm dee penale Volet behandelen (veuillez lire: bekëmmeren), mä reng ëm dee politesche Volet. D'Chamber ass do, fir d'Regierung ze kontrolléieren um politesche Plang, an de Parquet soll dee penale Plang, dee penale Volet maachen. An duerfir triede mir derfir an, fir datt ebe soll hei eng Enquêtëkommissioun gemaach ginn.

Den Här Spautz huet virdru selwer hei d'Gesetz iwwert d'Enquêtëkommissioun zitéiert an en huet och am Fong kloer gesot, am Fong d'Äntwert dann och ginn, datt, wann eng Enquêtëkommissioun agesat gëtt an et gëtt vum Parquet eng Instruktioun, déi uleeft, dann d'office d'Enquêtëkommissioun ophält, op deem Volet ze schaffen an dat dem Parquet iwwerléisst, also och nëmmen de politesche Volet dann an enger Enquêtëkommissioun behandelt.

An duerfir si mir der Meenung, mir sollten als Chamber wuel eng Enquêtëkommissioun maachen, déi dee ganze Volet kritt - well bis haut wësse mer nach net, ob iergendwéi eng Plainte gemaach gëtt oder ob de Parquet selwer sech saiséiert oder saiséiert gëtt -, an duerfir, an dëser Phas, si mer der Meenung, datt d'Chamber soll déi Enquêtëkommissioun maachen, a wann de Parquet saiséiert gëtt, datt dann awer nëmmen de politesche Volet weiderbehandelt gëtt.

Ech mengen, déi Enquêtëkommissioun huet eng ganz Rei vu Froen ze kucken. Ob d'Regierung d'Gesetzer an d'Prozedure respektéiert huet. Hätt d'Regierung net missen öffentlech Ausschreiwunge maachen? Den Här Statsminister huet de Mëtteg eng Äntwert drop ginn. D'Chamber kann dat jo nach eng Kéier vérifiéieren, wa se et fir richteg fënnt.

Huet d'Regierung e Promoteur erpresst, fir engem anere Virdeeler ze verschafen? War et e Konkurrenzprojet Léiweng/Wickreng? Wéi wäit huet d'Regierung sech vis-à-vis vun engem oder zwee Promoteuren engagéiert? Hu Regierungsmemberen Erpressunge gemaach?

Ob Regierungsmemberen Afloss bei der Spuerkeess geholl hunn, fir datt e Promoteur besser Konditioune fir Kreditter sollt kréien. Ob Regierungsmemberen zum Här Rollinger gesot hunn: „Mir briechen dir d'Genéck a mir wëssen, datt mir dech erpressen." Ob de Generaldirekter vun der Spuerkeess an der zoustänneger Chamberskommissioun d'ganz Wourecht gesot huet.

Awer och Behaaptungen, déi déi gréng, d'DP opgestallt hunn, vu Korruptioun an Erpressung, ob dat alles richteg ass. Ob si déi Beweiser kënne virleeën. An och deen anonymen Tounband - dee gëschter Owend virgespillt gouf -, wéi wäit datt dee juristesch korrekt ass.

Alles dat, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, si mir der Meenung, soll d'Parlament opklären, a wann et, wéi gesot, e penalen Dossier gëtt, dann nëmme méi sech op de politeschen Dossier limitéieren. Mir sollen hei als Parlament keng Virveruerteelung maachen. Mir solle Constatë feststellen a mir sinn an eiser Roll als Parlament, wann esou grave Accusatioune kommen, dann ass et eis Roll, fir Kloerheet doraus ze schafen. Dat verlaangen d'Leit vun eis am Land.

A wa mer déi Kloerheet schafen, ech mengen, da steet et der Politik och insgesamt gutt zu Gesiicht. Well dat Bild, wat an deene leschten Deeg d'Politik am Land vermëttelt huet, dat ass schuedhaft fir d'ganz Politik insgesamt an et ka keen herno do als Gewënner erausgoen! D'Verléierer sinn d'Politiker insgesamt, mir alleguer heibannen.

An duerfir géife mir proposéieren, objektiv, transparent, sachlech un déi Saach erunzegoen. A voller Transparenz solle mer déi Punkte klären. D'Leit am Land verlaangen dat! An ech mengen, dann hätte mer eng gutt Politik gemaach. An duerfir stëmme mir och dem Antrag vun der Enquêtëkommissioun zou.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Gibéryen. Elo kritt d'Wuert den Här Serge Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech wëll mech an deene fënnef Minutten, déi ech hei zur Verfügung hunn, op dat Wesentlecht, mengen ech, an dëser Debatt hei beschränken.

An dat, mengen ech, steet gréisstendeels am Avis juridique vun der Me Florence Turk, deen hei an där Debatt virläit an deen eng ganz Rei vu wichtege Froen opwerft an och ganz vill Äntwerten dorop gëtt. Äntwerten, déi awer fir d'Regierung onbequem sinn. Ech mengen och, dass den Här Juncker recht huet, sech seriö mat deem Avis ausenanerzesetzen.

An ech wëll och d'DP félicitéieren, dass se deen Avis hei an Optrag ginn huet. Deen dréit wesentlech bäi, fir déi richteg Hannergrënn an déi richteg Froen an dëser Debatt hei erauszekristalliséieren.

Den Avis zitéiert uganks en Auteur iwwert déi Montages contractuels complexes, ëm déi et hei geet tëschent dem Stat a privaten ekonomeschen Acteuren, fir och d'Hannergrënn dovun opzeweisen. E seet zum Beispill: «Il ne fait aucun doute…» - an en zitéiert do en auslänneschen Auteur, dee ganz bekannt ass an deem Gebitt - «…que dans de nombres hypothèses la décision d'avoir recours à un montage complexe procède de la volonté délibérée des parties contractantes d'esquiver, d'échapper à certaines règles.» Zum Beispill déi Gesetzer, déi Transparenz am Ëmgank mat öffentleche Mëttele vun der Regierung verlaangen, a mengt: «En ce sens, montage complexe pourrait sous-entendre opacité et personnalisation des rapports contractuels.»

Wat een hei ganz gutt gesäit, déi ganz Opacitéit, déi verbonnen ass mat deenen Diskussiounen hei, déi Piècen, déi lues a lues nëmmen zum Virschäi kommen. A mir wëssen, dass et se net alleguerte sinn. Och déi perséinlech Aart a Weis, wéi déi Diskussiounen do gefouert gi sinn, an déi een dann esou an Anekdoten an der Press liest, huet eigentlech ze di mam Fonctionnement vun deene Relatiounen tëschent Stats- a Privatinteressen.

Deen Avis seet net - dat ass falsch hei duergestallt ginn -, dass déi Accorden hei, déi d'Regierung mat de Promoteure getraff huet, dass déi Accordë kéinten Ulass gi fir d'Promoteuren, fir herno de Stat en responsabilité unzesichen. Dat steet ausdrécklech net an deem Avis dodran. An ech mengen, deen Avis kann och net esou benotzt ginn. An ech mengen, dass et och falsch ass, fir ze behaapten, d'Promoteure kéinten de Stat hei an där Affär usichen.

De Stat engagéiert seng Responsabilitéit hei virun allem vis-à-vis vun der Öffentlechkeet, wat seng Informatiounsflicht ugeet, a vis-à-vis vun der Chamber, déi de Souverän awer nach ëmmer ass hei am Land.

An do si mer beim Kär vum Problem, deen den Avis juridique, mengen ech, ganz gutt behandelt. E seet, dass de Bau vun engem nationale Fussballstadion, dee jo sans aucun doute am Intérêt public ass, dass dee Bau entweder - esou wéi et anscheinend geregelt ass tëschent dem Stat an de Promoteuren, och wann de Projet an der Zwëschenzäit gescheitert ass, et war virgesinn, et esou ze regelen. An dat bedeit: Entweder mir hunn hei mat engem Service public ze dinn, wat de Bau vun engem Fussballstadion duerstellt, deen un e privaten Acteur delegéiert gëtt, da si mer am Fall vun der Délégation de pouvoir, oder mir hu mat engem PPP - „public private partnership" - ze dinn, wou de Stat an de private Promoteur sech d'Käschten deelen.

A béide Fäll, seet den Avis, hätt d'Regierung d'Obligatioun gehat, souwuel vis-à-vis vun der Öffentlechkeet wéi vun der Chamber, wann ee wëllt an der Logik vun deene Relatiounen do Privat/Stat bleiwen, hätt d'Regierung d'Obligatioun gehat vis-à-vis vun anere potenziellen Ubidder, fir transparent an offen hei virzegoen. Och ouni Ministergesetz a souguer wann den Avis juridique komplett falsch wier, hätt en eng politesch Obligatioun gehat, menger Meenung no, fir esou virzegoen.

En hätt déi Informatiounsflicht och zum Beispill gehat vis-à-vis vun de spéidere Benotzer vun deem Stadion, de Fussballveräiner. Wat wëssen déi dann, ënner wat fir Bedéngunge se nach herno, wann dee Projet hei duerch géif gesat ginn, hire Sport kënnen dreiwen? Ass dat da festgehalen? Ech mengen éischter, dass et net festgehalen ass.

Dat heescht, mir engagéieren eis, ouni dass den eigentlechen Zweck vun deem Stadion, d'Bedreiwe vum Fussballsport, an iergendenger Aart a Weis am Viraus mat deene private Promoteure geregelt gi wier.

Domat gëtt och d'Argumentatioun, mengen ech, vun der Regierung widderluecht, dass et sech beim Projet ëm e reng privat finanzéierte Projet handelt, deen d'Regierung fräi wier ze ënnerstëtzen oder och net, ouni iergendengem Rechenschaft doriwwer ofzeleeën an ouni öffentlech an transparent virzegoen.

Ech wëll mech hei net mat deem Anekdotenhafte beschäftege vum Dossier Léiweng. Ech wëll mech och net mat esou engem Projet u sech, mat der innerer Logik vun esou engem Projet u sech befaassen, wou privat Promoteuren, wéi hei gesot ginn ass, aus engem Gromperesték eng Goldminn maachen.

Den Här Fayot seet, mir missten an d'Ausland kucke goen, wou dat funktionéiert. Ech weess net, wat fir Oligarchen am Ausland dass e gemengt huet, déi esou Stadione bauen.

(Interruption)

Voilà, déi vu Charkow.

Mä wat mer als déi Lénk op jidde Fall verlaangen, dat ass en Inventaire an eng Veröffentlechung vun allen Accorden, déi hei getraff gi sinn. Och déi Verhandlungsgrondlagen. Och zum Beispill déi Prêten, déi gemaach gi si mat der Spuerkeess, wat ëmmerhin awer eng staatlech Bank ass.

An ech mengen, dass effektiv d'Asetze vun esou enger Commission d'enquête deen eenzege Moyen wier fir d'Chamber als eigentleche Souverän hei am Land, d'Moyenen ze kréien, déi Texter alleguerten ze kréien an och méiglech Zeie vun deene Verhandlungen ënner Eed ze héieren.

Et handelt sech hei net ëm eng Regierungskris offensichtlech; well si si sech jo eens, d'Regierungsparteien. Mä et handelt sech ëm eng demokratesch Kris vun der Öffentlechkeet, vun der gewieltener Chamber vis-à-vis vun der Exekutivgewalt.

Ech maachen hei keng Virwërf, déi eng penal Natur hätten, wat net ausschléisst, dass esou Virwërf sech herno als richteg erweisen. Ech wëll déi awer net maachen. Ech hu kee Beweis derfir. Mä hei ginn déi Saache vun der Penaliséierung, mengen ech, bewosst dramatiséiert.

Well eppes ass kloer: Wa mer Plainten, wa mer elo op de Wee vu Plaintë ginn, wa mer forcéiert ginn, muer Plainten ze déposéieren a Géigeplainten entgéintzehuele wéinst Dénonciation calomnieuse, dann huele mer hei der Chamber d'Souveränitéit ewech, selwer déi Saachen do ze ënnersichen.

Et handelt sech hei ëm eng Fro vum demokratesche Fonctionnement an éischter Linn, net ëm eng Penalfro. A wann et awer dozou komme sollt, dass mer op dee Wee do ginn, dann, mengen ech, hunn déi awer d'Verantwortung derfir, déi hei déi Commission d'enquête géifen oflehnen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. Et kritt nach eng Kéier d'Wuert den Här François Bausch.

M. François Bausch *(déi gréng), cointerpellateur.*- Här President, ech muss soen, dee Schlusssaz vum Här Urbany, deem kann ech nëmmen zoustëmmen. An ech muss och soen, datt ech jo versicht hunn - mä bon, ech hu mer awer och näischt anescht erwaart, wat d'Resultat wär - a menger Ried de Mëtteg, fir ganz kloer de Rôle vun der Chamber an dat, wat hei soll diskutéiert ginn, ze délimitéieren. An ech hu gesot, ech wéilt dat maachen, ech wéilt dat och däitlech maachen an en détail erklären, fir datt mer eis net hei am politesche Raum op Nieweschauplätz beginn, déi mam politesche Raum näischt ze dinn hunn, mä déi anzwousch anescht gehéieren.

An et ass natierlech dat awer passéiert, wat ech mer geduecht hunn. Et ass sech haaptsächlech dorobber acharnéiert ginn an op all déi Argumentatiounen, déi ech geliwwert hu virdrun, ass net agaange ginn.

Ech wëll dann zum éischte Punkt kommen. An och do ginn ech dem Här Urbany recht, dat ass ee vun de wesentlechen Elementer, an déi hunn ech och versicht eben erauszeschielen de Mëtteg hei, dat ass dee vun de Relatiounen tëschent dem Stat, also Regierungsmemberen oder héich Regierungsbeamten, a Promoteuren, wéi déi solle stattfannen. A virun allem der Opacitéit, dat heescht der Nettransparenz, an där déi Dossieren hei ofgelaf sinn.

Well, ech hat dat de Mëtteg och vergiess ze soen, eigentlech misste mer och an deenen nächste Méint a Joren iwwer eppes anescht diskutéieren, also net nëmmen iwwert d'Ministergesetz, Code de déontologie, mä och iwwert den Droit de l'accès à l'information an esou Dossiere wéi dat heiten. Dat ass ganz sécher een Element, wat och muss politesch an nächster Zäit diskutéiert ginn a wat wichteg ass an deem hei Kontext.

Well wat ass hei de Problem? De Problem ass jo och zu engem Deel, datt et iwwer all déi Gespréicher, a mir hu jo awer elo entre-temps d'Confirmatioun, datt der nawell vill stattfonnt hunn, datt et keng eng Spuren a Pièçë richteg dovunner gëtt. Dat ass néierens niddergeschriwwen. Dat heescht, dat ass…, dat leeft of op engem Niveau reng informell.

Ech wëll awer drun erënneren, ëm wat et hei geet. Et geet jo awer hei net…, et geet jo net drëms, datt ee sech informell gesäit, fir ze soen, gi mer muer zesummen iessen oder e Patt huelen.

Et geet jo awer hei ëm essenziell Saachen. Et geet ëm héich wichteg, deier Projete vum Stat. Et geet ëm privat Interessen, déi hei engrenéiert sinn. A wann dat alles esou diskutéiert gëtt op engem reng informelle Raum, wou et keng schrëftlech Spuren zum Deel gëtt, a wou een herno sech eigentlech bal nëmme kann drop verloossen, ob de gudde Wëllen oder ob dat, wat jiddwereen engem dann zielt, richteg ass oder net richteg ass, dat ass extrem grave an dat ass och en extrem graven Dysfonctionnement vum Stat.

An dat ass eppes, wat mir an där Enquêtëkommissioun an am parlamentaresche Raum gären diskutéieren a wat mer och mengen, wat een nëmmen hei kann diskutéieren. Dat huet mam Parquet strictement näischt ze dinn. Déi Fro vun der Informellitéit a vun der Opacitéit, déi musse mir hei léisen, déi léist net de Parquet fir eis.

Une voix.- Très bien!

M. François Bausch *(déi gréng), cointerpellateur.*- Zweete Punkt: Et ass vill de Mëtteg gesot ginn a geschwat ginn, erëm eng Kéier, och an dem Statsminister sengen Äntwerten, ob den Dossier Wickreng a Léiweng… An en huet och dunn - ech si frou, datt de Camille Gira erëm hei ass - de Camille Gira zitéiert, an et ass gesot ginn, majo bei Wickreng, d'halleft Land war dergéint. En huet och dann den Här Gira hei zitéiert, deen hei nach Appeller gemaach huet: D'Regierung muss alles hei maachen, datt se dee Projet do verhënnert kritt!

Dat ass richteg. Mä ech mengen net, datt den Här Gira hei gemengt huet… Ech mengen, datt den Här Gira hei gemengt huet, datt d'Regierung alles um normalen, legale Wee sollt maachen, fir Wickreng ze verhënneren. An déi Pisten, déi de Statsminister jo och duerno beschriwwen huet, déi et gëtt, oder eventuell och net gëtt. Eng ass jo probéiert ginn, déi huet net fonctionnéiert. Eng zweet ass net probéiert ginn, déi vum Artikel 103 vum Gemengegesetz. Datt en éischter dat ugespillt huet, wéi elo ze mengen, datt een elo misst do geheimnisvoll verhandelen.

Et hätt ee sécherlech och kënne mam Här Rollinger nach e Gespréich féieren a versichen am Gespréich, en dovun ofzebréngen. Dat ass duerchweegs legitim, dat ass net de Punkt.

Mä ech mengen awer, déi Vermëschung, déi gemaach ginn ass, an dat, wat ongesond ass och dorunner, dat ass, datt déi Vermëschung, déi do gemaach ginn ass, datt dat ganz, ganz schlecht war an och doduerjer an déi Situatioun gefouert huet.

An ech wëll och soen, wann da gesot gëtt, jo, mir hunn alles gemaach an ënner anerem och dat do gemaach, fir Wickreng ze verhënneren, well dat jo esou contestéiert war: Mä all déi nämlecht, awer wierklech all déi nämlecht, déi géint Wickreng waren, déi sinn och genausou géint Léiweng!

Den Escher Gemengerot huet och eng Motioun ofgestëmmt géint Léiweng am nämlechte Mooss. Et sinn x Gemengen, déi sech dergéint…, vill Südgemengen ënner anerem och, déi sech dergéint ausgeschwat hunn, aus deenen nämlechte Grënn an aus enger gudder Iwwerleeung eraus, well jo och natierlech, ech géif souguer soen, dat ass jo nach méi schlëmm, well zu Wickreng waren 29.000 m² Surface commerciale virgesinn, zu Léiweng iwwer 70.000. Dat ass jo dat Dräifacht, wat do programméiert gi war. Ënnert deenen nämlechte Konditiounen an déi nämlecht Risiken, déi gespuert gi si vun deenen eenzelne Stied am Süden.

Donc, et kann een awer net elo soen, datt dat duerfir gemaach gi wier am Intérêt och vun deenen 150.000 Awunner, déi déi Gemenge representéieren, well dann hätt ee jo missen… Et hätt een héchstens natierlech sech kënnen asetze bis zum Leschten, fir ze versichen, de Projet Wickreng ze verhënneren, mä net en ze verschmëlze mat engem anere Projet, deen eigentlech nach méi schlëmm ass an der Envergure, wéi deen zu Wickreng selwer.

Beim beschte Wëllen, an dat hunn ech och virdru versicht ze erklären, dat ass net plausibel a menger Meenung no och net kredibel, fir dat esou duerzestellen.

A wann dann déi Diskussioun kënnt, wéini wat um Dësch louch: Fait ass awer, datt den deemolege Wirtschafts- a Sportsminister scho virdrun e Projet favoriséiert huet, dee geheescht huet „e Stadion mat Centre commercial". A wann den Här Fayot hei seet: Ech weess net, ob dat…, ech si keen Expert vu Stadien.

Mä ech muss Iech awer soen, déi Beispiller, déi den Här Krecké ëmmer zitéiert huet, wou e sech drop réferéiert huet, firwat dat gutt fonctionnéiert, dat ass jo awer vun enger ganz anerer Dimensioun! Mir kënnen awer net den Olympiastadion vu München vergläiche mat engem Stadion, dee mir zu Lëtzebuerg brauchen. Do komme wierklech 70.000 Leit an de Stadion, mä bei eis net.

Dat ass dach eng ganz aner Dimensioun! Et soll dach keen eis ziele kommen, datt dat an iergendengem Sënn e Rapport dozou gëtt. An duerfir bleiwe mir bei eiser Meenung, datt déi Argumentatioun, déi do erausgeholl ginn ass, fir dee Projet krampfhaft ze justifiéiere mat deem Stadion, datt dat einfach ridicule ass. An duerfir bleift awer déi Fro am Raum: Mä firwat huet dann ee Wirtschafts- a Sportsminister sech mat Haut an Hoer esou engagéiert, fir esou e Projet do ze realiséieren?

An dann ass awer, wann ech weess, datt en dat och schonn déi Jore virdru gemaach huet, ech weess jo net, wat fir eng Kontakten hie scho virdru mat wat fir Promoteuren an Investisseuren hat, mä en huet eis ëmmer gesot, en hätt der. Bon, an duerfir kann een elo net zu mer soen, datt dat aus der Loft gegraff ass, wann ech soen, majo, et ass vläicht keen Zoufall, datt du versicht ginn ass, zwou Saache mateneen ze verschmëlzen.

Déi, wéi gesot, eng, déi och sollt verhënnert gi mam Hannergrond vu landesplanereschen Argumenter, mä se gi verschmolt mat engem anere Projet, dee landesplaneresch nach méi dernieft ass. Also, dat ass jo beim beschte Wëllen net nozevollzéien an der öffentlecher…, an der Argumentatioun dobaussen, esou eppes wéi dat doten!

An dann, den Här Spautz huet de Mëtteg gesot hei, den Här Meisch an den Här Bausch wollten…, et ass e Scoop. Ech kann et wierklech… Also, wësst Der, ech weess net, wéi Der Iech dat virstellt, mä…

(Interruption)

Neen, neen. Här Spautz, wësst Der, also, mir hunn am Parlament, ech wëll dat nach eng Kéier rappeléieren, mir hunn dat gemaach virun néng Méint. A leider, muss ee soen, sickeren an deene leschte Méint ëmmer erëm nei Elementer duerch. Wéi gesot, nach eng Kéier, net vun eis. Déi hunn net mir an d'Öffentlechkeet gesat, mä déi komme vun anere Leit, deelweis vu Leit, déi am Projet eben, wéi gesot, hei implizéiert sinn.

Ech wëll awer nach eng Kéier drun erënneren, et ass jo awer net iergendeen, deen hei déi Aussoen do mécht, mä et ass ee vun deenen zwee Betraffenen aus dem Projet, dee se mécht. An da kënne mir dach net als Deputéierte soen, ah jo, dat ass awer guer kee Problem.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Da kënne mer e bei de Procureur schécken.

M. François Bausch *(déi gréng), cointerpellateur.*- Gelift?

M. Marc Spautz *(CSV).*- Da solle mer e bei de Procureur schécken.

M. François Bausch *(déi gréng), cointerpellateur.*- Majo, Här Spautz, selbstverständlech hoffen ech, datt dat geschitt. Selbstverständlech hoffen ech dat.

(Brouhaha)

Mä dat ännert awer näischt drun, datt et eis Verflichtung ass als Deputéierten, déi ganz Geschicht erëm eng Kéier nei wëllen ze diskutéieren, och aus deene Grënn, wou ech virdru beschriwwen hunn. Mir si jo hei am politesche Raum.

Ech wëll nach eng Kéier drun erënneren, wat mir hei sollen als Konklusiounen zéien.

(Interruption)

Mä dat ännert awer näischt drun, wéi gesot, wann erëm nei Elementer kommen, an déi kommen esou gedrëpst. Wéi gesot, net mir hunn déi erausgedrëpst, well mir hate se net. Et sinn anerer, déi déi an d'Öffentlechkeet ginn hunn.

Ech wëll och nach eng Kéier drun erënneren, datt eng Rei Bréiwer fir d'Éischt a verschidde Presseorganer stoungen. Mir hunn déi aus Presseorganer iwwerholl. Solle mer dann dat an Zukunft…, oder géift Dir dat an der Oppositioun ignoréieren, wann Der esou eppes géift gesinn?

(Interruption)

Sot mer dat emol, an anere vergläichbare Fäll, well soss ginn ech Iech e bëssen an d'Geschicht gruewe vun Ärer Partei an da kucke mer emol, wéi oft datt Är Partei Saachen ausgegruewen huet an deem dote Kontext, déi…, do kann een och nawell, do kéint ee vill driwwer diskutéieren. Sot mer emol, ob Dir dat net géift opgräifen!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här Bausch, ech stelle mer just d'Fro. Dir hutt gesot an enger Pressekonferenz, déi Der gemeinsam mam Här Meisch gehalen hat, hutt Dir vu Korruptioun geschwat. Ass dat e Fait oder ass dat net e Fait?

A Korruptioun, dat ass jo awer nach net grad iergendwéi ee Kavaléiersdelikt, mä dat ass e strofrechtlechen Delikt. A wann een esou eng Accusatioun mécht, da muss een och déi Argumenter hunn, fir dat ze maachen, an da muss een och deementspriechend dann de Courage hunn, dat weiderzeginn un de Procureur.

Une voix.- Très bien!

M. François Bausch *(déi gréng), cointerpellateur.*- Här Meisch… Eh, Här Spautz. Här Spautz…

(Brouhaha)

M. Marc Spautz *(CSV).*- Neen, wann ech gelift!

M. François Bausch *(déi gréng), cointerpellateur.*- Ech wëll Iech just soen, datt déi ganz - ech stoung jo niewent dem Här Meisch, wéi en dat gesot huet -, datt déi ganz Geschicht vun der Erpressung, nodeem wat den Här Rollinger… Den Här Rollinger ass jo awer… Nach eng Kéier, den Här Rollinger ass jo deen…, de Geschiedegten, wann dee selwer dat öffentlech elo seet, ne, wann dee selwer dat seet, dann ass dat duerfir nach net richteg. Dann ass dat duerfir nach net richteg!

Plusieurs voix.- Aaahhh!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Ass den Här Rollinger Äre politesche Beroder?

M. François Bausch *(déi gréng), cointerpellateur.*- Ooohhh, Här Di Bartolomeo,…

(Brouhaha)

…also ech weess net…

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Awer éierlech… Egal wat!

M. François Bausch *(déi gréng), cointerpellateur.*- Ech weess net… Dir waart de Mëtteg schéi brav a roueg. Ech mengen, Dir hätt besser, Dir wäert et elo nach bis zum Schluss. Also wierklech!

(Brouhaha général)

Une voix.- E war bis elo dem Här Juncker säin!

(Interruptions)

Une autre voix.- Et sinn anerer, déi hunn den Här Becca als politesche Beroder!

(Interruptions)

M. François Bausch *(déi gréng), cointerpellateur.*- Nach eng Kéier: Déi Deklaratiounen, déi sinn an der Öffentlechkeet vun deem Betraffene selwer do. An nach eng Kéier, et ass net um Parlament, fir festzestellen, ob déi stëmmen oder net stëmmen, mä dat ass effektiv un de geriichtlechen Instanzen, dat festzestellen.

Une voix.- Voilà!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo. Bei allem Respekt, onofhängeg dervun, dass ech dem Här Rollinger dankbar sinn, dass e gesot huet, ech hätt en net erpresst - ech huelen elo un, dass dat déi allgemeng Meenung ass. Ech ka mech net erënneren, dass den Här Rollinger vu Korruptioun geschwat hätt.

M. François Bausch *(déi gréng), cointerpellateur.*- Dir wësst awer… Wësst Der, Här Statsminister, ech stoung och niewendrun: Den Här Meisch huet och just nëmme vu Verdacht op Korruptioun geschwat.

(Hilarité et brouhaha général)

Une voix.- A wou kënnt deen hier?

(Interruptions)

Une autre voix.- Egal wat!

M. Claude Meisch *(déi gréng), cointerpellateur.*- Ech kommen nach dozou!

M. François Bausch *(déi gréng), cointerpellateur.*- Jo, mä den Här Meisch ka sech selwer herno verteidegen. Dat ass dat eent.

(Interruptions)

Ech wëll… Ech bleiwen awer…

(Interruption)

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här Bausch, Dir hutt e puermol gesot an där Pressekonferenz, de Claude Meisch an Dir,…

M. François Bausch *(déi gréng), cointerpellateur.*- Jo.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- …Dir wiert zu 100% mateneen averstanen. Duerfir musst Dir och kënnen op d'Froen äntwerten...

M. François Bausch *(déi gréng), cointerpellateur.*- Jo. Ma neen, dat ass jo kee Problem. Ech hu jo net gesot, ech géif mech vun him distanzéieren.

M. Claude Meisch *(DP), cointerpellateur.*- Maacht Iech keng Suergen, ech erklären Iech dat.

M. François Bausch *(déi gréng), cointerpellateur.*- Ech hu just gesot, ech stoung niewendrun an ech weess, wat e gesot huet, an en huet net déi Saache gesot, déi verschidde Leit hei wëllen de Mëtteg a verschiddene Saachen interpretéieren.

Une voix.- D'Journalisten hunn dat falsch eriwwerbruecht.

M. François Bausch *(déi gréng), cointerpellateur.*- Neen, d'Journalisten hunn dat ganz richteg eriwwerbruecht!

M. Claude Meisch *(DP), cointerpellateur.*- Ech erklären Iech dat. Hutt nach e bësse Gedold!

Une voix.- Et ass awer um Band!

M. Claude Meisch *(DP), cointerpellateur.*- Hutt nach e bësse Gedold!

M. François Bausch *(déi gréng), cointerpellateur.*- Ech gesi jo elo erëm eng Kéier un deem Beispill hei weider, datt versicht gëtt natierlech… Wat ass dann d'Konsequenz? Dat huet natierlech den Här Urbany ganz richteg beschriwwen.

Vu datt d'Regierung iwwer all déi aner Saachen net wëllt diskutéieren, huet se natierlech am léifsten, oder d'Majoritéit huet am léifsten, datt mer natierlech eis just nëmmen iwwert déi penal Geschichten amëséieren, déi natierlech d'Aarbecht solle si vum Parquet. An deementspriechend erstécke mer automatesch all Diskussioun hei am Parlament. Do huet den Här Urbany honnertprozenteg recht. An duerfir ass sech och de Mëtteg natierlech focaliséiert ginn haaptsächlech dorobber an op déi ganz aner Zesummenhäng.

An et huet nach wéi gesot vum Beispill op plausibel Zesummenhäng, déi ech…

(Interruption)

Bon, Här Fayot. Kuckt emol d'Pressekonferenz no an da liest Der…

(Interruptions)

Une voix.- Mir hunn de Verbatim.

M. François Bausch *(déi gréng), cointerpellateur.*- Da géif ech Iech soen, ma da liest en nach eng Kéier am Detail. Da liest en nach eng Kéier am Detail, da wäert Der och feststellen, wat do alles gesot ginn ass.

(Interruption)

Wéi gesot, mir bleiwe bei eiser Meenung, datt et hei penal Froen ze kläre gëtt, an déi sollen d'geriichtlech Instanze klären. Mä et gëtt hei vill politesch Saachen ze klären, an dat sinn déi, déi ech virdru beschriwwen hunn, an déi hätte missen oder déi missten an dësem Parlament tranchéiert ginn.

An duerfir wär eiser Meenung no eng Enquêtëkommissioun absolut dat Richtegt, wat ee misst maachen. An duerfir bedauere mer och, datt d'Majoritéitsparteien dës Enquêtëkommissioun, esou wéi et ausgesäit, jo net wëllen an deementspriechend och eigentlech net vill aus der Geschicht geléiert hunn.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Bausch. Elo kritt nach eng Kéier d'Wuert den Här Claude Meisch.

M. Claude Meisch *(DP), cointerpellateur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, Dir hutt vläicht matkritt, datt de Parquet grad matgedeelt huet, datt e sech saiséiert huet mat deem Dossier hei an eng Enquête préliminaire wäert maachen, well et genuch Indicë gëtt, déi dozou gefouert hunn.

Ech mengen, dat eleng beweist jo awer emol nach eng Kéier, datt déi Behaaptung, déi de Fraktiounspresident vun der CSV hei gemaach huet, datt et hei just ëm e Scoop politique gaangen ass, datt et hei just drëms gaangen ass, eng Kéier eng Pressekonferenz kënnen ze fëllen an eng Kéier Schlagzeilen ze maachen,…

(Brouhaha)

…datt dat net ka stëmmen. Dobäi, a meng Virriedner hunn dat doten en long et en large elo hei schonn erkläert, datt, wann een dem Här Spautz senger Logik hei Rechnung dréit, da schafe mer d'Oppositioun of. Da kann iergendwou egal wat am Land geschitt sinn, mä eng Oppositiounspartei dierf emol…

(Interruption et brouhaha général)

Déi dierf emol net méi doriwwer schwätzen am politesche Raum.

(Interruption)

Déi dierft et héchstens bei de Parquet droen an do ofginn an da jorelaang de Mond halen. Jorelaang de Mond halen, dat ass jo dat, wat Dir gären hätt.

(Interruption)

Jorelaang de Mond halen iwwert déi heiten Affär, dat hätt Dir gären, Här Spautz. Duerfir verstoppt Der Iech gären hei hannert der Justiz. An dat ass eng Tatsaach.

(Interruption)

Dat ass eng Tatsaach. Dat wëllt Dir hei. Dat wëllt Dir hei maachen. Dat wëllt Dir hei maachen. Mä, datt et net e Scoop politique war, mengen ech, beweist dann och déi Décisioun de Mëtteg vum Parquet, fir sech hei anzeschalten an eng Enquête préliminaire do ze maachen.

Wat gutt ass, wat d'ailleurs vu menger Partei gefrot ginn ass, als Éischt gefrot ginn ass, wou mer gesot hunn, mir mengen, datt et hei genuch Faitë scho gëtt, fir datt d'Justice aktiv gëtt. D'Justice gëtt aktiv, dat fënnt eis komplett Satisfaktioun.

Mir hunn de Mëtteg eng Rei vun Explikatioune kritt. Villes iwwerschneit sech mat deem, wat de Jean-Claude Juncker respektiv aner Ministeren och schonn am Oktober gesot hunn.

Allerdéngs stelle mer fest, datt et eng Rei vu Widersprëch gëtt, déi awer elo hei am Raum stinn. De Jean-Claude Juncker seet, hien hätt mam Här Krecké geschwat, hien hätt mam Här Halsdorf geschwat, an déi géife soen, si hätten dat ni gesot, si hätte keen Drock gemaach, si hätten net vu Genéckbrieche geschwat, si hätten och net gesot, datt se Drock op Banke géife maachen, datt se d'Autorisatiounen net méi géife ginn, datt se keng Marchés publics méi un déi Firma do géife ginn. Ma, mir hunn awer gëschter héieren, datt dee Betraffenen,…

Une voix.- Jo!

M. Claude Meisch *(DP), cointerpellateur.*- …nämlech de Guy Rollinger selwer, de Contraire behaapt huet. Also si mer hei an engem Widersproch. Ech muss Iech awer och nach…

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här Meisch, ech däerf Iech just soen, dass ech och den Här Rollinger dës Woch empfaangen hunn.

M. Claude Meisch *(DP), cointerpellateur.*- Wat gelift?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Nodeem den Här Helminger mir gesot huet…

M. Claude Meisch *(DP), cointerpellateur.*- Jo?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech wëll awer den Här Helminger nu wierklech hei net an déi Saach erantripsen, wat d'Gebridder Rollinger gesot hätten. Ech hunn d'Ministere komme gelooss, ech hunn den Här Rollinger komme gelooss an duerno nach eng Kéier d'Ministere komme gelooss. Ech hu mech ëm déi Saach bekëmmert, well ech huelen dat net op déi liicht Schëller.

M. Claude Meisch *(DP) cointerpellateur.*- Dat gleewen ech, ech hoffen, datt kee se heibannen op d'liicht Schëller hélt.

Mech erstaunt awer e bëssen Äert Vertrauen an den Här Rollinger an a seng Aussoen, wann et drëms geet, ze zitéieren, datt dee gesot huet, Dir hätt en net erpresst.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Do fannen ech, dass e recht huet, well dat war ech selwer.

(Hilarité)

M. Claude Meisch *(DP), cointerpellateur.*- Jo, jo. Mä allerdéngs, wann en da seet, an dat huet e jo mëttlerweil kloer an däitlech gesot an d'ganzt Land konnt et héieren, datt aner Ministeren him gedroht hätten, e kréich wirtschaftlech a finanziell d'Genéck gebrach, dann op eemol gi mer hin a mir zweifelen dann dem Här Rollinger seng Integritéit hei un.

(Brouhaha)

D'ailleurs wëll ech Iech drop hiweisen, wann et drëms geet, ob do Drock ausgeübt ginn ass, ob d'Regierung refuséiert huet, einfach dee Projet do net ze autoriséieren, datt et ee Geriichtsuerteel an enger anerer Affär gëtt. An ech wëll do aus dem Uerteel zitéieren, dat ass jo och net egal wat: «L'État du Grand-Duché informa clairement la société Wickrange Shopping Center S.A. qu'il n'accepterait pas le centre commercial projet à Wickrange et que les dernières autorisations nécessaires à la construction ne seraient jamais délivrées.»

Ech loossen dat emol hei esou. An ech ginn dat hei och un de President, fir dat da vläicht nach eng Kéier an d'Dokumenter kënnen derbäizeleeën an och vläicht de Kolleegen hei an der Chamber ze verdeelen.

(M. Claude Meisch dépose un document qui peut être consulté à l'administration parlementaire.)

Dat dote steet an engem Geriichtsuerteel, wou d'Firma Rollinger eng Partie war a wou nach eng Kéier ganz kloer ervirgeet, datt d'Regierung gesot huet: „Egal wéi, mir ginn do keng Autorisatiounen." Wann dat keen Drock ass, da froen ech mech dann, wat Drock ass!

Wat ech awer…

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dierf ech Iech eng Zwëschefro stellen, just fir mäi Verständnis?

M. Claude Meisch *(DP), cointerpellateur.*- Sécher.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dir zitéiert do ee Geriichtsbeschloss, a wann ech richteg verstanen hunn, gëtt do gesot an deene Constatë vum Geriicht, Considéranten, dass d'Regierung gesot hätt, si géif keng Autorisatioune fir Wickreng ginn.

M. Claude Meisch *(DP), cointerpellateur.*- Jo.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech hat gemengt, déi hätten all Autorisatioune gehat!

M. Claude Meisch *(DP), cointerpellateur.*- Dat steet do, mä dat…

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dir hutt e puermol gesot, déi hätte jo all Autorisatioune gehat.

M. Claude Meisch *(DP), cointerpellateur.*- Dat steet do an dat weist jo, datt do gesot ginn ass vun der Regierung: „Egal wéi, Dir baut do net."

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dat weist virun allem, dass et vläicht net richteg ass, dass Dir gesot hutt, dass all Autorisatiounen do gewiescht wieren.

M. Claude Meisch *(DP), cointerpellateur.*- Dat weist, datt d'Regierung gesot huet: „Egal wéi, Dir baut do net."

De Punkt, Här President, op deen ech wëll erauskommen, dat ass, datt hei déi eng Säit dat eent behaapt huet. Den Här Rollinger huet kloer Aussoe mëttlerweil gemaach. D'Regierung huet aner Aussoe gemaach. Déi stinn a Kontradiktioun zueneen.

Elo mag et Deputéierte ginn, déi vun hirem Naturell hier éischter emol der Regierung gleewen. Ech weess net, wiem ech do soll gleewen. Duerfir mengen ech, musse mer eis där Saach do seriö unhuelen. An et muss zu enger Enquête kommen an déi Leit mussen ënner Eed aussoen.

(Interruption)

Bon, mëttlerweil huet de Parquet sech der Saach saiséiert, do wäert dat d'ailleurs sécherlech och geschéien. Wann dat do net geschitt wär, hätt dat onbedéngt missen an enger Enquêtëkommissioun vun der Chamber hei geschéien, fir Kloerheet ze kréien, Kloerheet och an enger anerer Fro, nämlech dann, wann et drëms geet: Wosst de Premierminister Bescheed vun deem Prêt oder wosst en net Bescheed? En huet selwer gesot virun e puer Wochen, hien hätt dovunner näischt gewosst. Haut huet en zouginn, datt e vläicht an enger Réunioun derbäi war, physesch derbäi war, en hätt awer net matkritt, datt do iwwert dee Prêt geschwat gi wär.

Dee Mail, wou ech de Contenu virdrun hei zirkuléiere gelooss hunn an och virgelies hunn, dee seet jo awer eppes ganz, ganz aneschters. Wann ech dat richteg interpretéieren, da seet deen, datt den Här Juncker quasi selwer dee Prêt do zougesot hat, andeems e gesot hätt: „Kuckt mech an d'Aen, Dir hutt honnert Prozent mäi Verspriechen."

Ech mengen och do, datt et e Widersproch ass. An och do musse mer Kloerheet drabréngen. An och do musse mer kucken, wien déi Kloerheet do drabréngt, ob dat d'Justice ass oder ob dat dann éischter e Fall fir eng Enquêtëkommissioun gëtt - do wäerte mer schonn éischter bei deem Zweete leien.

De Statsminister huet sech intensiv mat eisem Avis juridique beschäftegt, wat ech normal fannen, wat awer och weist, datt e jo wéi all Avis juridique kann diskutéiert ginn, dat ass sécherlech net déi lescht Wourecht. Souwäit ech weess, op de Geriichter gëtt all Dag ënner Juriste gestridden. Déi hunn alleguerten eng aner Meenung. An iergendwou ass dann och eng Kéier een, deen do tranchéiert.

Sécherlech kann een och en aneren Avis juridique iwwert déi dote Punkte schreiwe wéi deen, deen hei geschriwwe ginn ass. Mir mengen awer, datt et laang nach net kloer ass, datt et esou evident ass, wéi d'Regierung dat am Oktober gesot huet an och haut nach eng Kéier confirméiert huet, datt se sech do net iwwer hir Kompetenzen ewechgesat huet. Doriwwer, mengen ech, muss awer och nach eng Kéier méi am Detail hei am Haus…

Une voix.- Elo! Elo!

M. Claude Meisch *(DP), cointerpellateur.*- …geschwat ginn, well ech mengen, och wann dat dote 40-jähreg Regierungspraxis war, fir emol esou Bréiwer ze schreiwen, ouni datt een drop hiweist, datt et nach aner Gesetzer gëtt an datt et sous réserve vun deenen dote Gesetzer ass, da froen ech mech wierklech, ob dat eng gutt Praxis ass oder ob ee se net soll änneren.

Ech ënnerschreiwen all Dag Baugenehmegungen an ech weess, wat fir eng Reserven datt alleguerten do opgelëscht sinn, fir datt mer do net iergendwou eppes falsch maachen. Et géif mech wonneren, wann d'Regierung do net no ähnleche Prinzipië misst verfueren.

Dir hutt och do ee Punkt erausgeholl, deen doriwwer, datt et d'Marchés publics hätte misse ginn, d'Interpretatioun am Avis juridique, an ech deelen déi, an ech deele se och, well ech eng Erfahrung do gemaach hunn als Buergermeeschter. Mir hunn e PPP-Projet realiséiert - an ech mengen, de Minister Halsdorf kennt den Dossier, well en huet en approuvéiert -, do hunn ech geléiert, datt, wann et fir en öffent-

lechen Zweck ass, eng öffentlech Notzung, an och wann e Privaten et realiséiert, da muss et awer esou sinn, datt dat Ganzt no de Regele vum Marché public geschitt. Soss wär et net konform zur Gesetzgebung.

Esou hu mir op jidde Fall eise PPP-Dossier fir de Fussballstadion zu Déifferdeng gemaach. An ech mengen, dat war och richteg esou. An et wär sécherlech méi propper gewiescht, wann et hei no deemselwechte Prinzip gaange wär.

Wann elo op eemol en nationale Fussballstadion da keng öffentlech Notzung méi ass a wann dat reng privat ass, dann hunn ech awer hei erëm d'Impressioun, datt mer Hoerspléckerei bedreiwen, fir just dann nach iergendwéi ze beweisen, datt d'Regierung hei alles soll richteg gemaach hunn.

Den Här Bausch huet, an ech brauch duerfir net laang dorobber anzegoen, nach eng Kéier kloergemaach, datt natierlech ganz vill Leit géint de Projet Wickreng eent waren. Meng Partei huet sech do ganz skeptesch an eigentlech opposéiert gewisen, mat villen aneren hei am Haus, mat villen aneren dobaussen. Mä dat gëtt dann hei duergeluecht, wéi wann dat e Grond gewiescht wier, datt d'Regierung quasi alles hätt kënne maachen, fir datt Wickreng eent sollt évitéiert ginn.

Mä da froen ech mech awer: Firwat huet d'Regierung net aus deeneselwechten Ursaachen eraus, aus der Oppositioun géint Léiweng, da probéiert, alles ze maachen, fir datt Léiweng net sollt kënnen autoriséiert ginn? Mä et huet een éischter d'Impressioun, an dat ass jo keng Impressioun, dat huet se nämlech schwaarz op wäiss an deem - wéi nennt Der dat, Här Juncker? - confidentiellë Bréif geschriwwen, datt se nämlech alles géif maachen, fir datt Léiweng géif autoriséiert ginn.

Also awer, mengen ech, deux poids et deux mesures. Dat eent, dat gëllt fir Wickreng. Do gëtt alles gemaach, fir et klengzekréien, well d'Leit dat gären esou hätten. Bei deem anere wëllen d'Leit et och net, mä et gëtt alles gemaach, fir datt et awer soll héichliewen.

Da wëll ech nach eng Kéier op dee Punkt vun der Diskussioun zréckkommen, ob Wickreng dann huet missen - ech soen dat elo e bëssen iwwerspëtzt - futti gemaach ginn, fir datt Léiweng kéint liewen. Ech wëll Iech drun erënneren, datt Dir awer eng Äntwert ginn hutt op déi sëlleche Froen, déi d'Demokratesch Partei am Hierscht gestallt hat. Do liest een dat awer och draus eraus. Well déi 20.000 Metercarré, déi net méi am Projet Wickreng realiséiert gi sinn, déi hunn et awer eréischt erlaabt, datt dann herno déi grouss Metercarrészuel och zu Léiweng kéint realiséiert ginn.

Wann also Wickreng eent gebaut gi wär, wéi et geplangt war, mat 20.000 Metercarré Surface commerciale méi, da wär de Projet Léiweng net méiglech gewiescht, well en eben net méi wirtschaftlech rentabel gewiescht wär; op jidde Fall hätt en dann net och nach en nationale Fussballstadion kënnen ofwerfen. Ech mengen, datt et net esou einfach ass, hei ze soen, datt déi zwee näischt mateneen ze dinn hätten. Liest Är Äntwerten, déi Der eis op eis Fro geschriwwen hutt! Do kënnt dat och nach eng Kéier ganz kloer draus ervir.

A wann een dann och géint dee Projet Wickreng war, fannen ech dat jo och nach an der Rei, datt ee mat de Mëttele vum Rechtsstat probéiert, dee Projet ze évitéieren, datt ee seet: „Mir ginn da keng Autorisatioun. Mir loossen eis usichen, fir datt mer se dann awer vläicht musse ginn oder mir protestéieren d'office mat deem Promoteur." Mä wann d'Geriichter dann eng Kéier geschwat hunn, dann, mengen ech, muss een déi Uerteeler awer do akzeptéieren.

An ech hätt mer virgestallt - an ech hoffen eigentlech haut nach ëmmer, datt et esou ass -, datt d'Regierung dann och hir Aktioun do opgehalen hätt. Mä dat, wat elo haut am Raum steet, dat ass, datt eng weider Aktioun do ugaangen ass, nämlech déi vun deem Drock, deen op de Promoteur Rollinger sollt ausgeübt gi sinn. Wann et jo da stëmmt, datt e gesot kritt huet: „Du kriss d'Genéck gebrach, wann's de elo net hei oder do méchs an dee Projet do net änners oder opgëss", dann, mengen ech, ass dat eben net méi zoulässeg.

Mir sollen eis innerhalb vun de Regele vum Rechtsstat bewegen. Wann dat dote geschitt ass, dann ass et ganz kloer ausserhalb vun de Regele vum Rechtsstat. An da kann et also och net akzeptéiert ginn.

Ech fannen, datt mer hei dem Parlament mat eenzelne Stellungnahme keen Déngscht geleescht hunn. Well hei ass wierklech probéiert ginn, Parlamentarier, d'Oppositioun virun allem, monddout ze maachen, wann et ëm Dossiere wéi déi heite geet. Manner vum Här Juncker, muss ech soen, datt en do éischter Respekt gewisen huet. Den Här Spautz allerdéngs, fannen ech, do kann ech dat wierklech net ënnerschreiwen.

Et ass eis Aufgab, net nëmmen eigentlech vun der Oppositioun, mä vum ganze Parlament, fir d'Regierung ze kontrolléieren. A wann eppes am Land behaapt gëtt,…

(Interruption)

…da fannen ech dat ganz normal, datt dat och hei diskutéiert gëtt an datt d'Regierung sech hei muss veränderwerte kommen. Ech hunn d'Gefill, datt ech do op enger Linn mam Premierminister leien. Ech hunn net d'Gefill, datt ech do op enger Linn mat all Deputéierten hei am Haus leien. An dat deet mer wierklech leed.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här Meisch, Dir hutt d'Recht, d'Regierung ze kontrolléieren, mä Dir hutt jo awer net d'Recht, einfach esou ze soen, dass d'Leit korrupt wieren.

M. Claude Meisch *(DP), cointerpellateur.*- Neen.

M. Marc Spautz *(CSV).*- An dat ass an der Press eriwwerkomm no där Pressekonferenz, déi Dir gemaach hutt.

M. Claude Meisch *(DP), cointerpellateur.*- Jo, jo. Ech wëll jo den Term „Korruptioun" elo vläicht erklären. Elo gëtt et Korruptioun, wann en Entrepreneur bei de Politiker kënnt an den Entrepreneur, dee gëtt dem Politiker eppes, fir datt deen eng gewëssen Décisioun soll huelen. Dat gehéiert hei, mengen ech, esou wéi ech et liesen, net zu deene Virwërf, déi am Raum stinn.

Une voix.- Dach!

M. Claude Meisch *(DP), cointerpellateur.*- Wann allerdéngs de Politiker bei de Promoteur geet a seet: „Ech bidden dir eppes. Ech bidden der eng zevirkommend Haltung an deem doten Dossier zum Beispill, oder ech bidden, datt der mer alles méiglech maacht. Ech bidden der souguer, datt Deeler vun eiser Administratioun mat beim Ausschaffe vun engem Projet bedeelegt sinn", an do da probéiert, eigentlech positiven Drock ze maachen - d'Press huet et genannt „Zuckerbrot und Peitsche"; dat heiten ass „Zuckerbrot", vun deem ech hei schwätzen -, an dann doduerjer probéiert gëtt, de Promoteur ze corrompéieren, dann, mengen ech, kéint een och emol eng Kéier vu Korruptioun schwätzen. Esou hunn ech dat geduecht. An Dir hätt mech solle froen, dann hätt Der Iech déi doten Opreegung hei op jidde Fall kënnen erspueren.

(Interruption)

Mir hunn déi leschte Méint ganz villes héieren. An dat allermeeschten, wat mer héieren hunn, dat war öffentlech bekannt, dat hutt Dir och héieren. Komescherweis ass bei anere Fraktiounen do de Frang net gefall an et ass keng Reaktioun komm. Wéi gesot, mir mengen, datt dat d'Aufgab vum Parlament ass, fir do Opklärung ze kréien. A mir wäerten do och net labberloossen a mir wäerten eis hei och net aschüchtere loosse vu kengem an och op keng Manéier.

Duerfir mengen ech och, datt, och wann elo d'Justiz aktiv ass, wat ech begréissen, wat eis éischt Propos war, mer awer déi Enquêtëkommissioun brauchen, fir eng ganz Rei vun - net juristesche Voleten, mä awer eng ganz Rei vu politesche Voleten hei kënnen ze diskutéieren. Mech interesséiert nun awer emol hei, ob d'Regierung dem Parlament zu all Moment hei d'Wourecht gesot huet oder net. Et gëtt vläicht Deputéierten hei, déi dat net interesséiert.

Ech muss soen, mech interesséiert dat, well wa mer dat einfach esou hinhuelen, datt mer eis vun der Regierung hei virféiere loossen, da si mer e Kappnéckerparlament. An dat wëll ech net sinn an enger Demokratie, déi sech Lëtzebuerg nennt. Duerfir brauche mer och nieft enger Enquête judiciaire déi Enquêtëkommissioun, fir déi dote Froen alleguerte kënnen ze klären.

An dann dat Argument vum Fraktiounspresident vun der CSV, fir ze soen: „Jo, et gëtt da jo elo vläicht enquêtéiert oder mir ginn dat jo elo da bei de Parquet, an da brauche mer keng Enquêtëkommissioun", dat weist jo awer eigentlech och, datt d'CSV och der Meenung ass, datt et hei e grouss genuchen Ufanksverdacht gëtt, datt et hei zu penale Faitë komm ass, fir datt soll enquêtéiert ginn. Wann hei am Ufank vun der Debatt de Mëtteg gesot ginn…

Une voix.- Jo, mä da soll een dat beweisen.

M. Claude Meisch *(DP), cointerpellateur.*- …ass: „Mir brauche keng Enquêtëkommissioun aus deem doten an deem dote Grond, well elo d'Justice enquêtéiert", also sidd Der jo der Meenung, datt et genuch Unhaltspunkter gëtt, fir datt d'Justice muss enquêtéieren a kann enquêtéieren. An da si mer eigentlech do mëttlerweil jo schonn op enger Linn.

(Interruption)

Da froen ech mech awer och…

M. Marc Spautz *(CSV).*- Oh neen, Här Meisch.

M. Claude Meisch *(DP), cointerpellateur.*- Jo, jo. Dann ass et gutt. Ech wollt… Jo, ech wollt Iech elo verteidegen.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Hoho!

M. Claude Meisch *(DP), cointerpellateur.*- Da loossen ech dat, Här Spautz, léiwer sinn.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Loosst dat léiwer sinn!

M. Claude Meisch *(DP), cointerpellateur.*- Da loossen ech dat léiwer sinn.

Dann awer och nach eng Kéier: Wat ass de Rôle vun enger Enquêtëkommissioun? Wann et esou ass, datt e Parlament oder en Deputéierten, fir eng Enquêtëkommissioun hei ze froen, emol e kloere Beweis muss op den Dësch leeën, fir dann iwwerhaapt emol eréischt d'Zoustëmmung vum Parlament fir d'Enquêtëkommissioun ze kréien, jo, da kréie mer ni méi eng Enquêtëkommissioun. Da wäert d'Majoritéit an all Parlament all Fro zu enger Enquêtëkommissioun einfach ënnert den Dësch stëmmen.

Ech hat gemengt, et wär esou, wann en Ufanksverdacht do ass, an deen ass nun awer emol wierklech do mat all deene sëllechen Aussoen, déi mer héieren hunn, da mécht een eng Enquêtëkommissioun, fir erauszefannen, wat ass, an dann ze kucke Konklusiounen ze zéien. A wann een déi gezunn huet, dann huet ee vläicht Beweiser oder et huet een och vläicht Beweiser, datt näischt geschitt ass. An da kann een herno Konklusiounen och um politesche Plang an da vläicht och um juristesche Plang zéien.

Wësst Der, wa mir sämtlech Beweiser hätten, da bräichte mer jo keng Enquêtëkommissioun. Et geet ebe grad dorëms, well déi Enquêtëkommissioun eis d'Mëttele géif ginn, gewësse Saache sichen ze goen, déi mer esou als einfach Deputéiert oder einfach als Bierger net kënne siche goen; datt mer déi haut net hunn an datt mer déi duerch eng Enquêtëkommissioun kënne kréien.

Wann Der also wierklech der Meenung sidd, mat deem doten Argument géint dës Enquêtëkommissioun kënnen ze stëmmen, da maacht Der dat dote fundamentalt Recht vum Parlament, fir d'Regierung op déi doten Aart a Weis kënnen ze kontrolléieren, kapott. An dat wäert ech och net weider ënnerstëtzen.

Mech wonnert dann och e bëssen, datt eigentlech hei gemaach gëtt, wéi wann déi Ausso vu gëschter Owend net stattfonnt hätt. Mir hunn eng Debatt gefouert, wéi wann den Här Rollinger awer net op eemol geschwat hätt, ob en elo fräiwëlleg geschwat huet oder fräiwëlleg gezwonge geschwat huet. Mä mer hunn awer seng Ausso. Déi steet awer elo am Raum. Et ass deen, deen ënner Drock gesat ginn ass. Deen hu mer awer elo ganz kloer héieren, wéi an op wat fir eng Aart a Weis an deelweis och vu wiem dat dote gemaach ginn ass.

Ech hunn eenzel Bäiträg hei héieren. Déi hu geschwat, wéi wa se keng Kenntnis dovunner gehat hätten, wéi wann déi Debatt eigentlech hei gëschter Mëtte stattfonnt hätt an net een Dag nodeems mer dat doten awer alleguerten héieren haten a mer eigentlech alleguerte schockéiert waren, och iwwert de Wuertlaut, dee mer do héieren hunn.

An dann nach eng Kéier déi ze attackéieren, wéi déi gréng an d'Demokratesch Partei, déi hei Opklärung fuerderen, déi och eng Pressekonferenz gemaach hunn, déi och mengen, wann esou Saachen doruechter zirkuléieren, datt een och emol eng Kéier an der Öffentlechkeet awer doriwwer kéint schwätzen.

Awer dann a Kenntnis ze sinn, datt eigentlech duerch déi Aussoe vum Här Rollinger, déi do opgetaucht sinn, quasi all Behaaptung, déi mir op där Pressekonferenz emol net ëmmer selwer gemaach hunn, mä oft nëmme festgestallt hunn, datt se op anere Plaze gemaach ginn, datt déi confirméiert gi sinn, dat fannen ech nun awer e bëssen e gelungent Spill, an dat weist eigentlech nach eng Kéier, datt hei nëmme probéiert gëtt, d'Oppositioun monddout ze maachen, d'Enquêtëkommissioun ze verhënneren an deen Dossier do un d'Justice weiderzeginn esou als waarm Gromper an ze hoffen, datt en esou schnell wéi méiglech net méi géif erëmkommen.

Här President, ech wëll nach just, well dat ass vum Här Fayot ugeschwat ginn, eng Prezisioun ginn. Den Här Fayot huet hei vun deem aarmen Här Krecké geschwat. Ech fannen dat och bedauerlech, wann e Minister, och wann en eng Kéier net méi Minister ass, nach op eemol an Affären do eragezu gëtt. Mä ech mengen awer, datt dat ganz normal ass an datt een och emol heiansdo Ried an Äntwert muss stoen, wann et och net virum Parlament ass, mä da vläicht op anere Plazen, awer der Öffentlechkeet fir dat, wat een a senger Regierungszäit gemaach huet.

Den Här Krecké, hunn ech jo héieren a gesinn op der Tribün do vun Tëlee Lëtzebuerg, huet op eemol Bréiwer an d'Kamera gehalen, wou en dann als e ganz feine Mënsch zitéiert ginn ass. En ass hei „Monsieur" an „selon mon opinion du charisme et je le jure très honnête" zitéiert gi vum Här Rollinger an engem Bréif. Jo, dat mag sinn. Et muss een awer vläicht och nach soen, wéini dee Bréif do geschriwwe ginn ass.

Dat war den 23. Februar 2009; vläicht ass jo duerno och nach munches geschitt, vun deem, wat mer haut hei diskutéiert hunn, a vun deem, wat den Här Rollinger selwer zitéiert huet. En huet der gëschter selwer genannt op der Antenn. An duerfir huet e vläicht mëttlerweil seng Meenung iwwert den Här Krecké dann och nach eng Kéier geännert. Ech mengen, et sinn déi dote Saachen, déi och an enger Enquêtëkommissioun misste gekuckt ginn.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President?

M. Claude Meisch *(DP), cointerpellateur.*- Ass all Behaaptung, déi doruechter gemaach gëtt…

M. le Président.- Här Meisch, erlaabt Der, datt den Här Fayot Iech eng Fro stellt?

M. Claude Meisch *(DP), cointerpellateur.*- All Moment.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Neen, just eng Remarque, Här Meisch. Den Här Krecké huet op der Televisioun net nëmmen e Bréif vun 2009 gewisen, mä och e Bréif vun 2012. Just fir dat kloerzestellen.

M. Claude Meisch *(DP), cointerpellateur.*- Jo, wou vläicht och nach Politesse-Formulen dra waren. Wann dat awer déi eenzeg Verteidegungslinn ass vum Här Krecké, fir ze soen, datt dat, wat den Här Rollinger hei géif behaapten, net géif stëmmen, da fannen ech awer och, datt et e bësse moer ass an datt et e weidert Argument ass, Dir Dammen an Dir Hären,…

(Interruption)

…fir der Enquêtëkommissioun, déi d'Oppositioun hei geschlosse freet, zouzestëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Meisch. Elo huet den Här Alex Bodry d'Wuert nach gefrot.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e puer Wuert vläicht och hei an dëser Debatt zur Commission d'enquête. Ech mengen, dat ass e Punkt, dee mer jo hei och iwwer eng Resolutioun nach ze diskutéiere kréien. Awer och e puer méi allgemeng Bemierkungen, déi ech wollt zu dëser Debatt maachen.

Ech mengen, wat effektiv opfält an deene leschten Deeg, an déi Impressioun ass een och haut net lassginn, dat ass effektiv déi Liichtegkeet, mat där an der politescher Ausenanersetzung, déi muss sinn, vun eenzelne Politiker aner Politiker, an dësem Fall Regierungsmemberen, an d'Noperschaft vu kriminellen Handlunge geréckelt ginn. Esou kann een et soen. Well Erpressung, Korruptioun, dat ass net nëmmen en Delikt, mä ënner gewëssene Konditioune souguer e Crime.

An och déi Liichtegkeet, mat där haut nach - dat schéngt ewell zum neie Sproochgebrauch ënner Politiker ze gehéieren - een deen aneren, a besonnesch eng Säit déi aner als Ligener bezeechent. Ech muss soen, ech hoffen, dass dat do net d'Regel gëtt. Ech hoffen, dass mer hei dee richtegen Ëmgangstoun erëm ënnerenee fannen, wou selbstverständlech alles muss kënnen diskutéiert ginn, kontradiktoresch diskutéiert ginn, mä wou ee wann ech gelift soll oppassen, wat ee seet, well am normale Sproochgebrauch ass d'Wuert „Ligener" eng Injure, wat och eng strofbar Handlung ass.

Ech wär also frou, wa mer no der Hëtzt vun der Debatt vun dësen Deeg awer och kéinten an deenen nächste Woche vläicht méi allgemeng zu engem aneren Ëmgangstoun hei ënner Politiker erëmfannen.

Dat Zweet ass eng Impressioun, déi ech net lassginn, an ech hu keng Äntwert drop. Dat ass, wann ech esou kucken, wéi dat déi lescht Méint hei verlaf ass mat: eng Informatioun, da Behaaptungen, Insignatioun, dann esou Informatiounen, déi zougespillt ginn, bal deem engen, bal deem aneren, déi ganz oder deelweis da publizéiert ginn. Ech hu mer wierklech déi lescht Deeg d'Fro gestallt: Wien zitt hei d'Ficellen? Wie manipuléiert hei wien? Ech hu keng Äntwert drop. Wien ass d'Marionnette, ouni et ze wëssen, vu wiem?

(Interruption)

Et wär vläicht gutt, wa jiddweree sech och vläicht géif déi dote Fro stellen, ob net hei vu bausse geziilt manipuléiert gëtt.

(Interruption)

Ech mengen, dass mer eng Deeläntwert wäerte kréie mat där Enquête vum Parquet. An ech si frou, dass de Parquet… An ech mengen, e konnt et och net éischter maachen. Bis elo si jo all déi Behaaptunge relativ am Niwwel bliwwen, zumindest en Ufank vu konkretem Beweis war eigentlech net do, ausser Aussoen, déi op Pressekonferenze gemaach si ginn.

Ech denken, dass dat Tounmaterial, wat gëschter effektiv iwwer RTL gaangen ass, den Ausléiser war vun der Décisioun vum Procureur, fir hei eng Enquête ze starten. Dat fannen ech richteg. An ech mengen, d'Chamber wär och gutt beroden, elo de Parquet déi Aarbecht an aller Serenitéit maachen ze loossen, well ech der fester Iwwerzeegung sinn, dass nëmmen de Parquet, an net eng Commission d'enquête, déi parteipolitesch zesummegesat ass, kann an aller Onparteilechkeet, an aller Onvoreinnahme…

(Interruption)

Jo, ech ginn am Detail dorobber an.

…esou eng Aarbecht féieren.

Wat ass eng Commission d'enquête? Et wier vläicht gutt, dat ze rappeléieren. D'Commission d'enquête ass ee vu villen Instrumenter vun der Kontroll vun der Regierung. Elo ze mengen oder den Androck ze ginn - mer si jo ëmmer an deem Beräich hei -, wann elo keng Commission d'enquête hei géif agesat ginn, da wär et onméiglech, d'Regierung ze kontrolléieren, dat ass Quatsch! Dat wësst Der alleguerten. Et gëtt honnert Méiglechkeeten, an all Deputéierten an all Fraktioune setze se mat Recht an, fir d'Regierung ze kontrolléieren.

D'Debatt vun haut ass e Beweis vun enger konkreter Kontroll vun der Regierungsaarbecht. Zu deemselwechten Thema hate mer stonnelaang Hearingen. Mir haten Débat-d'actualitéen hei an der Chamber zu deem dote Punkt. Et gëtt ëmmer d'Méigleichkeet vun der Oppositioun, fir Regierungsmemberen a Kommissiounssitzungen ze ruffen. Also, et sinn honnert Méiglechkeeten do vun normaler parlamentarescher Kontroll vun der Regierungsaarbecht.

(Interruption)

Liest déi Missioun do emol duerch! Ech soen Iech nach eng Kéier: D'Commission d'enquête huet d'Pouvoire vun deem Juge d'instruction. Elo stellen ech d'Fro: Mengt Der, fir hei weiderzekommen op eenzelne Punkten, misst een de Pouvoir vun engem Juge d'instruction hunn?

Zu deem Pouvoir gehéiert och de Secret de l'instruction. Also net vläicht déi Transparenz, déi mer haut hei hunn, d'Öffentlechkeet. Da komme mer also an e ganz anere System eran. Och mam Risiko vun enger Violation du secret de l'instruction, mat all deem, wat zu deem Ganze gehéiert. An ech froe mech, d'Oppositioun soll sech dat och froen, déi Leit, déi den Antrag gestallt hunn, ob dat dote wierklech néideg ass.

Mir ass et e Rätsel, wéi mat där Mission fourretout, déi hei op eng relativ skandaléis Aart a Weis formuléiert ginn ass, fir ze soen: „Mir setzen eng Kommissioun an, déi soll sech mat allem befaassen, wat direkt oder indirekt mat deem Dossier do ze dinn huet." Wann de Parquet géif de Juge d'instruction mat esou enger Missioun befaassen, ma de Juge d'instruction géif direkt soen: „Dat ass irrecevabel."

Also, wann ech gelift e bësse méi seriö, wann ee wierklech wëllt hunn, dass eng Commission d'enquête agesat gëtt! A wann ech gelift dann derfir suergen, dass déi Schnëttstellen an déi Iwwerschneidunge ganz kloer mat enger Enquête judiciaire ausgeschloss ginn, well déi sinn net méi rechtens no eisem Text.

Soubal iwwert deeselwechte Fait och eng Enquête judiciaire leeft, an déi leeft fir de Moment, däerf d'Chamber sech net méi iwwert deeselwechte Fait an enger Commission d'enquête ausschwätzen. Si kann et awer selbstverständlech nach an hirer normaler Aarbecht maachen. Dat Recht huet se selbstverständlech och. An do kann d'Oppositioun selbstverständlech och vun deem Recht do weider Gebrauch maachen.

Wichteg schéngt mir ze sinn, dass een dat seriö hëlt, wat an eisen Texter steet a wat sech eigentlech aus de Pouvoire vun der Kommissioun ergëtt. D'Pouvoire vun engem Juge d'instruction erginn och, dass een à charge et à décharge muss instruéieren. An do huet den Här Meisch sech haut de Mëtten, mengen ech, e bësse verheddert a senger Ried - ech hunn dat genau hei opgeschriwwen -, wéi e gesot huet: „D'Zäit ass komm, fir géint d'Regierung ze enquêtéieren."

Also, d'Zäit ass a sengen Aen net komm, fir iwwer gewësse Faiten ze enquêtéieren, mä d'Zäit ass komm, fir géint d'Regierung ze enquêtéieren, à charge ze enquêtéieren!

M. Claude Meisch *(DP), cointerpellateur.*- Dat stëmmt net!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dat beweist, ëm wat et eigentlech hei dem Här Meisch senger Partei a vläicht och, ech hoffen et net, deene Grénge geet an deem heite Fall. Hei geet et net drëm, fir objektiv, onparteiesch eigentlech d'Faiten zesummenzebréngen, mä hei geet et drëm, fir de Prozess vun der Regierung ze maachen. An duerfir ass eng Enquêtëkommissioun net do! Duerfir huet d'Gesetz net dem Pouvoir législatif d'Méiglechkeet ginn, fir d'Pouvoire vum Juge d'instruction auszeféieren.

Ech sinn also der Meenung, an ech schwätzen hei als een, deen emol President vun enger Commission d'enquête war - där lafen der net méi vill hei am Parlament ronderëm, dat war sengerzäit an de Joren 1988/'89 -, an ech muss soen,…

Mme Lydie Polfer *(DP).*- A schonn '80, '85.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- …do ass vill…

Mme Lydie Polfer *(DP).*- D'Jorhonnertaffär.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- …enquêtéiert ginn, vill gehéiert ginn. An obwuel eigentlech kee Fait erauskomm ass, eigentlech kee Fait bewise war, hu sech awer herno an der Debatt iwwert d'Konklusiounen, wéi duerch Zoufall, erëm parteipolitesch Clivagen opgemaach, well déi eng Partei virdru gesot huet, wéi haut zum Beispill d'DP, d'Ministere léien. Mä déi maache jo net eng Enquête mat, fir dass herno erauskënnt, dass d'Ministeren net gelunn hunn. Si wäerten also alles versichen, fir…

M. Claude Meisch *(DP), cointerpellateur.*- Wann et awer erauskënnt.

(Interruptions diverses)

M. Alex Bodry *(LSAP).*- …dass se déi éischt Thees kënne bäibehalen. An ëmgekéiert…

M. Claude Meisch *(DP), cointerpellateur.*- Mir si jo net eleng an der Enquêtëkommissioun.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- …déi Leit, déi hei soen, mir gleewen nëmmen de Regierungsmemberen a kengem aneren, déi sinn an dësselwechter Situatioun. Déi maache jo net eng objektiv Enquête mat, fir dass herno erauskënnt, dass se onrecht haten.

M. Claude Meisch *(DP), cointerpellateur.*- An duerfir froe mer elo guer net méi? Da maache mer elo d'Aen zou?

M. Alex Bodry *(LSAP).*- An duerfir soen ech Iech, mat der Erfahrung vun deenen, déi an esou Enquêtëkommissioune mat derbäi waren, soen ech Iech, et ass dat gutt Recht, dat ze froen, mä hei duerzestellen, dass déi Leit, déi eng Enquêtëkommissioun gären hätten, d'Wourecht gären hätten, an déi aner, dat wären all déi Béis, déi nëmme wëllen d'Wourecht verstoppen, gleeft mer, dat doten hëlt keen Iech of. An esou Leit, déi als wäiss Ritteren hei optrieden, ech wär frou, wann déi och op alle Plazen, wou se täteg wären, sech géife wéi wäiss Rittere behuelen.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Wat ass dat do dann?

(Interruptions diverses)

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ënner anerem och zu Déifferdeng. Ech mengen, dass mer och an deenen nächste Wochen a Méint vläicht nach Geleeënheet hunn, dorobber…

M. Claude Meisch *(DP), cointerpellateur.*- Et géif mech interesséieren.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ech froen awer keng Enquêtëkommissioun.

M. Claude Meisch *(DP), cointerpellateur.*- Här Bodry, et géif mech interesséieren, wat Der do mengt.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ech kommen nach eng Kéier dorop zréck.

M. Claude Meisch *(DP), cointerpellateur.*- Neen! Jo, wat dann?

(Interruptions diverses)

Ech sinn net mat Undeitunge komm. Ech hat de Courage ze soen, wat ech géif mengen.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Här Meisch, reegt Iech net op! Ech hunn net vu Lige geschwat, ech hunn net vu Korruptioun geschwat, ech hunn net vun Erpressung geschwat. Dat sinn Ausdréck, déi aner Leit…

M. Claude Meisch *(DP), cointerpellateur.*- Vu wat hutt Der da geschwat?

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dat sinn Ausdréck, déi aner Leit ouni Beweiser an d'Welt setzen.

(Interruptions diverses)

M. Fernand Etgen *(DP).*- Vu wat schwätzt Der, Här Bodry?

M. Claude Meisch *(DP), cointerpellateur.*- Dann nennt et! Dann nennt et! Vu wat schwätzt Der dann?

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Reegt Iech net esou op!

M. Claude Meisch *(DP), cointerpellateur.*- Ech sinn d'Rou selwer, Här Bodry.

(Interruptions diverses)

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Et sollt een ëmmer e bësschen oppassen,…

(Interruptions diverses)

M. Claude Meisch *(DP), cointerpellateur.*- Da freet een Iech, da kënnt näischt méi!

(Interruptions diverses)

M. Alex Bodry *(LSAP).*- …ob se ëmmer esou wäiss bleiwen.

Une voix.- Emol net gejiipst.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Ech muss soen, Här President, wou den Här Bodry eis während zéng Minutten erklärt, dass mer sollen en anere Stil hei hunn, hei probéiert jiddwerengem eng Moralpriedegt ze halen a jiddwerengem…

Une autre voix.- Dat do sinn awer wierklech Accusatiounen, déi…

(Interruptions diverses)

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Berouegt Iech, berouegt Iech! Ech wëll op eng aner Remarque agoe vum Här Gibéryen, deen, deen am Fong d'Welt op d'Kopp hei stellt. Dee manner kritiséiert, dass d'Beschëllegunge vu Korruptioun, Tentative de corruption, Chantage, Tentative de chantage an d'Welt gesat ginn, mä deen eigentlech kritiséiert, dass déi Leit, déi domadder an Zesummenhang bruecht ginn, net direkt eng Plainte gemaach hunn um Parquet. Ass d'Welt op der Kopp? Ass ee scho praktesch schëlleg, wann een net direkt eng Plainte um Parquet mécht?

M. Claude Meisch *(DP), cointerpellateur.*- Neen, den Här Spautz huet dat gemengt. Dat war den Här Spautz.

Une voix.- Went Iech un den Här Spautz do!

(Interruptions diverses)

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ech géif Iech emol bieden, d'Jurisprudenz zu deem doten Thema nozeliesen. Emol kucken, wéi oft de Parquet esou Plainten iwwerhaapt weiderverfollegt. Do kënnt Der gären emol eng Statistik nokucken, wéi vill Plainten…

(Interruption)

Majo, wéi vill Plainten dann - et geet jo hei net nëmmen drëm, fir eng Plainte ze maachen, et geet u sech drëm, herno och vum Geriicht recht ze kréien -, wéi vill Plainten da verfollegt ginn a wéi vill Plainten am Endeffekt och ukommen. Well et och eng Jurisprudenz gëtt, notamment wa Politiker implizéiert sinn, dass do och eis Geriichter méi eng Largesse hunn ze interpretéieren, ob dann een diffaméiert ginn ass oder net, well se der Meenung sinn, dass an der politescher Diskussioun den Ëmgangstoun emol kann anscheinend e bësse méi rau si wéi op anere Plazen. Och do gëtt et Beispiller, déi dokumentéiert sinn duerch Jurisprudenz.

Duerfir, mengen ech, sollt een awer net… ech mengen, et sollt ëmmer een net versichen, deen an e schlecht Liicht ze réckelen, deen net direkt eng Plainte mécht. Dat muss och genau da kontrolléiert ginn, ob eng Plainte d'Chance huet, duerchzegoen. Dat mécht een net an e puer Stonnen. Et sollt een effektiv, et sollt ee méi Opmierksamkeet vläicht dinn, mat den Aussoen, déi een no bausse mécht. Well ech fannen, dass dat net gutt ass an et kritt een… ganz liicht huet een eng Kéier e Begréff an d'Welt gesat, an et dauert vill méi laang, bis een de Begréff erëm eng Kéier aus der Welt huet.

Merci.

M. le Président.- Här Bodry, den Här Bausch géif Iech nach gär eng Fro stellen.

M. François Bausch *(déi gréng), cointerpellateur.*- Här Bodry, Dir hutt elo… ech wollt zréckkommen op dat, wat Der gesot hutt, Är Ausféierungen iwwert d'Commission d'enquête. Bon, do kann een elo gedeelter Meenung sinn. Ech war selwer och eng Kéier an enger an ech muss soen, déi Erfahrungen, déi ech do gemaach hunn, déi hunn dat net an deem Mooss erëmginn, wéi Dir dat vläicht emfonnt hutt. Mä dat ass jo duerchweegs méiglech.

Mä, wann ech Iech awer richteg verstanen hunn, da sidd Der awer och der Meenung, datt e ganze Koup Saache missten diskutéiert ginn. Do sot Der, zum Beispill sot Der, mä dat kënne mer och an normale Kommissioune maachen. Bon, Dir wësst awer och, wat mir elo natierlech kéinte maachen. Mir kéinte jo elo soen, majo, mir stellen déi zéng, 15 Froen op, déi ech mengen, déi et ze stelle gëtt, an da gi mer déi permanent an d'Froen.

Mä sidd Der dann der Meenung - well dat hate mer jo och schonn op engem aneren Niveau, nämlech deemools an der Santé -, datt eng Spezialkommissioun zum Beispill hei méiglech wär? Da géife mer jo, obschonn ech net ganz Är Aschätzung deelen iwwert d'Commission d'enquête, mä loosse mer emol dat op der Säit loossen, da géife mer jo deem entgéintkommen, wat Dir och mengt, wat een am parlamentaresche Raum kéint maachen. Da wäre mer an engem ganz anere Cas de figure.

Géif dat Iech dann entgéintkommen? Wäert Der domat d'accord, eng Spezialkommissioun ze maachen?

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Wann eis normal Kommissiounen déi Aarbecht net kënne maachen, hunn ech perséinlech näischt géint eng Spezialkommissioun.

M. François Bausch *(déi gréng), cointerpellateur.*- Okay.

M. le Président.- Merci dem Här Bodry. An elo kritt d'Wuert nach eng Kéier den Här Statsminister Jean-Claude Juncker.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, ech géif gäre ganz kuerz op eng Rei vun Elementer agoen, déi d'Kolleegen elo just gesot hunn. Ech wëll fir d'Éischt emol soen, dass ech et normal fannen, dass d'Oppositioun déi Froe stellt, déi se hei stellt. Et ass mäi Verständnis vu Parlamentarismus an och vu Responsabilitéit vun der Regierung virum Parlament. An ech hunn och zu kengem Moment dem Parlament dat wëllen ënnersoen - wie wär ech, dass ech esou eppes kéint? - an och zu kengem Moment, contrairement zu deem, wat am Virfeld vun dëser Debatt gesot ginn ass, dem Parlament wëlle Virschrëfte maachen. D'Regierung ass hei positiounsméisseg ëmmer ënnerleeën.

Et ass gutt, wann d'Membere vun der Regierung dat wëssen. Et ass och gutt, wann d'Deputéierten doraus keen ongebührlechen, durabele Virdeel zéien. An esou si mer ëmmer heibanne gefuer. D'Regierung huet hei déi Froen ze beäntwerten, déi se gestallt kritt vun der Oppositioun oder vun der Majoritéit. An ech sinn och net beleidegt, rosen, queesch oder ech weess net wat, dass mer dat musse maachen.

Allerdéngs fannen ech et e bëssen erstaunlech, dass ech haut de Mëtteg, wéi och schonn de 5. Oktober 2011, op eng Rei vu Froe geäntwert hunn, och mech mat deem Avis juridique vun der Demokratescher Partei auserneegesat hunn, gewisen hunn, dass keen Amtsmëssbrauch virläit, gewisen hunn, dass keng Kompetenziwwerschreidung virläit, gewisen hunn, dass kee Verstouss géint d'Transparenzgebot virläit, gewisen hunn, firwat dass mer mengen, dass d'Hiweiser op Aides d'État an op Marchés publics an dësem Zesummenhang keng Plaz däerfte fannen, an da gëtt herno gesot, déi Froe stelle sech alleguer.

Da kommt, mir diskutéieren déi elo! Mir si jo hei, fir déi Froen ze diskutéieren. An ech hu gesot, ech géif gären op déi Froen äntwerten. Ech hunn drop geäntwert, da kréien ech gesot, déi Froe stelle sech ëmmer nach. Firwat stellen déi Froe sech dann ëmmer nach? Mir mussen dat kënnen diskutéieren, elo oder an där Spezialkommissioun, mir ass dat egal. Mä déi Fassong, fir de Leit aus der Regierung Froen ze stellen an dann esou virunzefueren, wéi wann déi Froen net beäntwert gi wieren. Et kann een zefridde mat der Äntwert sinn oder net zefridde mat der Äntwert sinn, mä da muss een awer soen, wou een net am Detail…

Här Berger, Dir schwätzt dee ganze Mëtteg schonn, mä ech héieren ni, wat Der sot.

(Hilarité)

Also sinn ech der Meenung, dass mer déi Froen, déi nach opstinn, elo solle beäntwerten, elo direkt, tout de suite, an dass mer anerer, wann dat haut net ka gemaach ginn, bei enger anerer Geleeënheet maachen.

Ech wëll, well de Kolleeg Meisch mech och do gefrot huet, nach eng Kéier zu deem Prêt vun der Spuerkeess - dat ass jo eng spannend Geschicht - soen, dass ech op eng Fro vun engem Radiosjournalist hi gesot hunn, ech wosst näischt vun deem Prêt. An d'Fro war - et soll een net ëmmer d'Äntwerten nëmme kucken -, d'Fro war: Firwat hutt Der dann de 5. Novem-

ber 2011 an der Chamber näischt zu deem Prêt gesot? An ech hunn effektiv mech ëm dee Prêt net bekëmmert, net nogefrot, wou en drun ass, ergo ass déi Äntwert, dass ech soen, ech wosst näischt vun deem Prêt, eng richteg Äntwert, an dofir wollt ech dem Här Meisch - ech verstinn, dass en déi Fro stellt, niewebäi bemierkt - déi Äntwert och zoubréngen.

Ech mengen, dass tëschent enger Lettre d'intention, déi d'Regierung schreift, ee confidentiellë Bréif, wéi all Regierungen der vill geschriwwen hunn, an enger Baugenehmegung, wat also en definitiven Akt ass, deen e Buergermeeschter setzt, wou een also wierklech op all Prezisioun muss uechten, e groussen Ënnerscheed besteet.

An enger Lettre d'intention seet d'Regierung: Mir accompagnéieren a mir appuyéieren ee Projet. Si ass net gehalen, an där Lettre d'intention schonn am Detail ze beschreiwen, wéi wat wéini gemaach gëtt. An dofir mengen ech, bei allem Respekt fir d'Méticulositéit, mat där an der Gemeng Déifferdeng d'Baugenehmegungen ausgestallt ginn - an ech hu kee Grond, dovunner auszegoen, dass dat net esou wier -, sinn dat zwee Akten, déi eng Autorité publique setzt, déi, inhaltlech an och vun hirer juristescher Nodimensionéierung hier betruecht, net matenee vergläichbar sinn.

Ech hunn de Camille Gira zitéiert mat sengem Saz, dass d'Regierung sech sollt iwwerleeën, wat se kéint ënnerhuelen, fir de Projet Wickreng ze verhënneren - dat war säin Term -, an ech akzeptéieren, dass den Här Bausch mer seet, den Här Gira huet do net un illegal Methode geduecht, mä un den Artikel 103 vum Gemengegesetz - dat ass dem Här Gira deen Dag duerch de Kapp gaangen, wéi en déi Fro esou formuléiert huet, an aner Elementer -, mä d'Regierung huet och keng Illegalitéiten hei gemaach. Wann d'Regierung engem Promoteur seet, mir wëllen dee Projet do net, an et ass mer jo vun Iech d'Recht ofgesprach ginn, dat iwwerhaapt däerfen ze soen, dass d'Regierung dee Projet net wëllt, dann ass dat keen illegalen...

(Interruption)

Jo, an der Pressekonferenz. Dir waart haut vill...

M. François Bausch *(déi gréng), cointerpellateur.*- An der Pressekonferenz? Liest mir dat am Verbatim vir, wou ech dat op der Pressekonferenz gesot hunn!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Wat mengt den Här Juncker, dass e wier, dass hie sech net brauch un d'Regele vum Rechtsstat ze halen?

M. François Bausch *(déi gréng), cointerpellateur.*- Jo?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- …wann all d'Autorisatiounen do sinn...

M. François Bausch *(déi gréng), cointerpellateur.*- Dat huet awer domadder näischt ze dinn! Liest mir emol dee Saz vir, wou ech gesot hätt, dass Dir lech mat engem Promoteur... liest mir dat vir wann ech gelift aus dem Verbatim! Wann Dir dat sot, da liest mir dat vir!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ma ech kennen en auswendeg.

M. François Bausch *(déi gréng), cointerpellateur.*- Jo? Ech weess, wat ech gesot hunn, dat ass en Ënnerscheed. Dat ass en Ënnerscheed!

(Hilarité)

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dir hutt gesot,...

M. Félix Braz *(déi gréng).*- …ausdrécklech de Contraire gesot.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- …et wieren all d'Autorisatiounen do gewiescht an trotzdeem géif d'Regierung soen, mir wëllen dee Projet net. Ob ech net wéisst - ech -, dass mer an engem Rechtsstat géife liewen. Ech wollt Iech soen, dass...

M. François Bausch *(déi gréng), cointerpellateur.*- Dat huet dach näischt domat ze dinn. Dat war dach net an deem do Zesummenhang.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Minister, Ministre d'État.*- A wat fir engem dann?

M. François Bausch *(déi gréng), cointerpellateur.*- Ma dat war am Zesummenhang, datt, wann all déi rechtsstaatlech Mëttelen erfëllt sinn, déi een huet, fir kënnen ze agéieren, een dann natierlech fäerdeg ass, datt een dat géif maachen. Dat wëllt awer net heeschen, datt een net kann engem an engem Gespréich soen: So, wëlls de et awer net maachen? Wann deen da seet, jo, dann ass all Mënsch zefridden.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- ...erëm vill méi no beieneen.

M. François Bausch *(déi gréng), cointerpellateur.*- Et ass och ni eppes anescht gesot ginn.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dat ass genau mäi Punkt. Dat ass jo keen net rechtsstaatlecht Mëttel, fir e Gespréich mat engem ze féieren, ob en ee Projet wëllt abandonnéieren. A genau dat huet d'Regierung gemaach. An ech denken och, dass den Här Gira genau dat an der Verlängerung vu sengem deemolege Gedanke suggéréiert huet.

Mä dat huet näischt domat ze dinn, dass ee sech net un d'Regele vum Rechtsstat hält. Wann Der dat also esou gesitt, wéi ech dat och gesinn, well ech gesinn et elo esou wéi Dir et da gemengt hutt, wéi Der dat gesot hutt, da sinn ech domat d'accord. Mä ech verstinn net, firwat dass Der dat dee Moment...

M. François Bausch *(déi gréng), cointerpellateur.*- Ma, ech hunn et net esou gesot. Ech liesen lech et och gär nach eng Kéier vir.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Hien huet en doleien.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech wëll just soen, dass e Gespréich féieren net en illegale Virgang ass. Wann dann all d'Prozeduren eriwwer sinn, huet d'Regierung ëmmer nach d'Recht, mat engem e Gespréich ze féieren, fir iwwert déi zukünfteg Ausgestaltung vun engem Projet ze schwätzen.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Onméiglech!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech kommen dann nach eng Kéier bei den Här Bausch zréck, well hien huet ee Punkt genannt, dee mir och - fir d'Éischt eigentlech an deene leschte Jorzéngten - déi lescht Woche vill duerch de Kapp gaangen ass. An dat ass ee Punkt, dee mech geheit.

Well effektiv ass et esou, d'Regierung schwätzt mat ville Leit, d'Ministere schwätze mat ville Leit, vill Leit, déi bei ee kommen, wëllen och eleng mat engem schwätzen - et sinn der och e puer heibannen, déi dat heiansdo schonn emol wollten -, an da weess een herno net, wat war dann elo genau do, well deen ee seet esou an deen anere seet esou. Ech hunn eng Léier gezunn aus dëser Affär, déi keng Affär ass, mä eng Saach ass: Ech schwätze mat kengem Promoteur méi ouni Zeien, fir dass dat glaskloer ass. Vun haut un ni méi. Ni méi! An et soll och kee mer méi ee schécken, deen heibanne sëtzt...

M. Claude Meisch *(DP), cointerpellateur.*- Waren dann hei keng Zeien derbäi, wou Der mat deene Leit geschwat hutt?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo dach, ech fuere virun. Déi kënne jo och bezeien, dass ech mam Här Rollinger eleng war an net zu méi wéi mam Här Rollinger. Mä, wat ech gären hätt, ass... Also, dat ware keng Zeie vu mir, dat waren Zeien, déi den Här Rollinger matbruecht hat.

M. Claude Meisch *(DP), cointerpellateur.*- Da waren nach Leit am Raum?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo. Esou geet dat jo hei: Ëm wéi vill Auer ass wien op d'Toilette gaangen? Do ware Leit am Raum, do war den Här Rollinger, do war ee Mataarbechter vum Här Rollinger an do waren zwee Ministeren derbäi an nach ee Beamten. Mä kee Beamte vu mir - dorop wollt ech kommen -, onofhängeg dovun, dass dat eigentlech egal ass.

Ech maachen ni méi e Gespréich mat engem Promoteur oder engem Investisseur, weder heiheem nach am Ausland! Ech hat der d'lescht Woch oder virun dräi Wochen zu Chicago e puer mat amerikaneschen Investisseuren. Kee Gespréich méi, wou net e Procès-verbal gemaach gëtt! An da loossen ech dee Procès-verbal vum Investisseur ënnerschreiwen, an da soen ech Iech haut scho viraus, dass d'Zuel vun den Investisseure staark ofhëlt zu Lëtzebuerg. Well, wa mir eis opféiere wéi op engem Polizeibüro oder beim Cabinet d'instruction, an ech soen, elo schreift Dir mir hei op, dass genau nëmmen dat dote gemaach gëtt, da kann ech mech aus der Promotiounspolitik zu Lëtzebuerg verabschieden an da fënnt der net méi vill statt!

Mä ech wëll soen, ech hu geléiert an dëser Saach, ech loosse mech ni méi an eng Situatioun bréngen, wou ech mech muss verteidegen, net korrupt ze sinn, kee Chantage gemaach ze hunn, Versprieche gemaach ze hunn. Dat erlieft Der vu mir net méi! Dir halbéiert meng Wierkungsméiglechkeete mat deem, wat mer hei amgaang sinn ze maachen.

M. Claude Meisch *(DP), cointerpellateur.*- Et ass ganz einfach. Et ass ganz einfach.

M. François Bausch *(déi gréng), cointerpellateur.*- Wat wëllt Der dann... nach just eng Fro...

M. le Président.- Jo, da stellt nach eng Fro!

M. François Bausch *(déi gréng), cointerpellateur.*- Dir hutt selwer, Dir sidd selwer agetratt fir d'Ministergesetz viru Joren. Dir hutt dat och eng Kéier versprach, dat géif elo kommen. Wat jo déi rout Linnen, wou ech gesot hunn, well dorëms geet et jo am Endeffekt, ech wëll erëm eng Kéier dorobber zréckkommen, well dat mer extrem wichteg ass. Firwat kënne mer net endlech déi Gesetzgebung kréien?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech hu mech elo esou eräifert, Här President, ech hu mech elo esou eräifert iwwer meng reduzéiert Wierkungsméiglechkeeten, déi ech an Zukunft hunn, dass ech vergiess hunn, op zwou Froen nach anzegoen, déi den Här Bausch gestallt huet.

D'Ministeschgesetz, iwwert dat ech vill nogeduecht hunn an och vill Texter aus dem Ausland gelies hunn, muss een net onbedéngt hunn, jee nodeem wéi een de Code de déontologie fir d'Regierungsmembere formuléiert, ça revient strictement au même. Un deem Code de déontologie schaffe mer, wéi d'Chamber jo och - ech mengen, d'Parlament huet jo och nach kee Code de déontologie -, a mir sinn amgaang schonn an e puer Regierungssitzungen eis doriwwer ze ënnerhalen. Ech gesinn och de Justizminister am Laf vun dëser Woch nach eng Kéier, fir eenzel Punkten ze kucken.

Ech sinn och mat jiddwerengem bereet, bei mengem Büro, a mengem Büro an ouni Zeien, iwwert d'Formuléierung vum Code de déontologie ze schwätzen. Et ass eng komplizéiert Affär. Si ass méi komplizéiert, wéi ech gemengt hunn, well ee vill Liewenssituatioune muss begéinen a well mer iwwer vill aner Froen, déi net direkt deontologescher Natur sinn, musse schwätzen, jee nodeem wéi mer deen deontologesche Profil, notamment fir déi Ministeren, déi net méi Minister sinn, wëlle formuléieren.

Mä mir sinn do bal um Enn vun eise Berodungen ukomm, esou wéi mer och an den nächste Wochen e Projet de loi wäerte presentéieren iwwert den Accès zur Informatioun. De Ministère d'État, ech selwer och, well do schaffen ech, sinn amgaang eisen Text ze finaliséieren. Do och, muss ech soen, dass et keng einfach Geschicht ass, well wann ech mat deem Text bleiwen, deen ech elo hunn an zu deem ech och bäigedroen hunn, dann ass d'Lëscht un deenen Dokumenter, déi mer net erausginn, onendlech laang an d'Definitioun an d'Beschreiwung vun deenen Dokumenter, déi d'Regierung ka publizéieren, onheemlech komplizéiert.

Ech sinn iwwregens och do der Meenung, dass mer och eng Kéier do, well do geet et jo ëm den Accès vun de Bierger zur Informatioun, an deene relevante Kommissioune musse schwätzen. Mä op deene Punkten - d'Ministergesetz, de Code de déontologie an de Projet de loi iwwert den Accès zur Informatioun - si mer um Punkt fir ofzeschléissen. An ech fannen duerchaus, dass déi zwee Elementer, déi den Här Bausch do genannt huet, Code de déontologie versus Ministergesetz an Accès à l'information, an dës Debatt gehéiert hunn.

M. le Président.- Merci dem Här Statsminister. Wa soss keng Wuertmeldung méi wär, da wäre mer um Enn vun der Diskussioun a mir hunn hei...

Den Här Justizminister, wann ech gelift.

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Merci, Här President. Ech wëll och kuerz eropkommen oder heinidden, et ass egal. Ech bleiwen hei.

Ech wëll nach e puer Saachen als Justizminister soen, well et awer wichteg ass, eng Partie juristesch Begréffer ze entwirren. Ech fänken emol domadder un, well et gëtt Begréffer, déi eng aner juristesch Bedeitung hu wéi se am Volleksmond hunn, zum Beispill Korruptioun a Chantage. Chantage, deen nämlech, juristesch gesinn, méi korrekterweis Extorsioun heescht. Dat stéiert mech net.

Et stéiert mech och net, dass an der Vergaangenheet och an dëser Chamber zum Beispill ëmmer erëm vu Chantage geschwat gouf, wann et ëm Verhandlunge goung. Dat stéiert mech net, well et hat keen eppes Penales am Hannerkapp.

Hei si mer awer an enger Diskussioun, wou et nu wesentlech drëm geet, fir och eppes juristesch ze definéieren. An duerfir wëll ech awer déi zwou Saache juristesch definéieren, well dat awer scho wichteg ass, an dat erkläert och eng Partie Reaktioune respektiv Netreaktioune souwuel vum Justizminister wéi vum Parquet.

Deen Artikel, op deen ech nach eng Kéier hei zréckkommen, dat ass dee vum Chantage, de 470, d'Extorsioun. Virdrun ass iwwregens och scho souwuel vum Här Bausch wéi vum Här Meisch awer duerchgeklongen, dass, wann ee verhandelt an net eens gëtt, dat kee Chantage ass. Wann ee seet: „Wann s du mir dat net gëss, kriss du dat net", dat ass eng normal Verhandlung.

Wéini ass Chantage do? Chantage, an duerfir ass Extorsioun besser, ass, wann een eppes kritt duerch - a mir sinn am normale Fall, net am aggravéierte Fall - «Violence et menace». Et ass net, wann s de sees: Wann s du net mat mir eens gëss an du mer dat eent gëss, ginn ech net dat anert. Dat ass eng normal Verhandlung. Et gëtt een eens oder net. Mä et sinn d'«Violence et menace», op dee Punkt kommen ech och duerfir nach eng Kéier zréck, dat ass, wann een eppes kritt, e Fong, Suen, e Kontrakt duerch «Violence et menace». Da si mer am Chantage am Penalen.

Korruptioun, dat ass net dat, wat den Här Meisch gesot huet. Esou gëtt dat am Volleksmond dobausse gesot. Korrupt ass jiddwereen, deen en Drock op een anere mécht. Korruptioun, dat ass, wann effektiv een e Beamten oder soss en Amtsträger - dat ka souguer en Deputéierte sinn, dat kann e Buergermeeschter sinn - bestécht, dat heescht Sue gëtt, fir eppes ze kréien, wat ee legal net misst hunn.

An dat erkläert och, dass bis elo mer eis dauernd d'Fro gestallt hunn, wa gesot ginn ass, et ass Korruptioun am Spill: Wou ass da Korruptioun? Well et gouf bis elo keng Elementer. An den Här Meisch huet selwer gesot, dass en eigentlech ni u Korruptioun nom Droit pénal geduecht huet.

Duerfir wëll ech just soen: Et ass fir mech evident, dass en Deputéierte vum Artikel 68 geschützt ass, net d'Immunitéit, mä d'Inviolabilitéit, dass en Deputéierte kann heibannen oder iwwerhaapt, net nëmmen heibannen, mä am Exercice vu senger Missioun soen, wat e wëllt, ouni dass e ka fir Injure, Diffamation a Calomnie belaangt ginn. Woufir? Well en net muss all Wuert op d'Goldwo leeën.

Ech wär awer frou, wann an esou Debatten een awer géif wéinstens iwwerleeën, wat ee seet a wat een net seet, an net iergendeppes soen, wat am Volleksmond vläicht verstanen ass, wat awer wäit ewech ass vum Droit pénal.

Duerfir och d'Fro: Woufir huet de Justizminister näischt gemaach respektiv woufir huet de Parquet général oder de Parquet - et ass éischter de Parquet Lëtzebuerg, deen elo agéiert - virdrun näischt gemaach?

De Parquet kann ëmmer agéieren, ouni dass de Justizminister eppes seet. Dëse Justizminister huet sech opgrond vu verschiddenen Interventiounen hei an der Chamber eng kloer Missioun ginn. Wann an der Chamber eppes behaapt gëtt, ob et richteg ass oder falsch, dat kann eng Infraction pénale sinn a wou Elementer sinn, dass op d'mannst e Fait pénal do ass - well net all Fait pénal ass och eng Infraction pénale -, dann hunn ech ëmmer bis elo dem Parquet gesot, wann ech gelift kuckt am Kader vun der Opportunité des poursuites, ob eppes kann dru sinn oder net, well ech dat gär aus der Welt eraus hätt.

Déi éischt Affär war eng vum Här Bettel, wou et effektiv e Site gouf mat rassisteschen Aussoen a wou ech dunn direkt just dat dote gemaach hunn. Datselwecht hunn ech gemaach an enger Affär, wou ech selwer en cause gesat gi sinn, an der Affär ProActif, wou hei en Dokument diskutéiert gouf, wat vum Aarbechtsministère koum, wou Elementer dra sinn, déi kënnen e Fait pénal duerstellen, wou ech du gesot hunn, majo de Parquet soll dat doten direkt kucken, well dat kann net am Raum esou stoe bleiwen. Entweder ass eppes drun, da muss poursuivéiert ginn. Oder et ass näischt drun, da muss och gesot ginn, et ass näischt drun. Dat kann nëmmen d'Justiz maachen, kredibel, fir ze soen, et ass eppes drun, et ass näischt drun.

Hei war awer allerdéngs de Problem, dass ech bis elo ni Faits pénaux fonnt hunn. Och de Parquet général net. Mir hu jo och d'Aussoe vum Procureur général d'lescht Woch. Den Avis juridique vun der DP werft ganz vill juristesch Froen op, awer keng vum Droit pénal.

Dat éischt Element, do hu mer ni eppes vu Korruptioun fonnt. Och Chantage. Wa gesot ginn ass, et ass Drock gemaach ginn, fir Wickreng eent net ze bauen, jo, dann ass dat kloer. Et war jo, wéi hei gesot ginn ass, e politesche Wëllen, fir dat net ze bauen. Et ass eréischt zënter gëschter Owend mat deem Toundokument, wou effektiv fir d'Éischt Elementer um Dësch louchen, dass gesot ginn ass, do sinn eventuell «Violence et menace» geschitt. Et ass fir d'Éischt, dass iwwerhaapt do Elementer waren.

An duerfir huet och de Procureur général gesot: „Ech waarden déi Debatt of, ier dass eppes

geschitt um Niveau vum Parquet général oder vum Parquet Lëtzebuerg."

An ech wëll och de Communiqué virliesen, well dee muss een och am Detail eng Kéier liesen, fir ze wëssen, wat domadder gemengt ass a wat elo geschitt. Ech hoffen, dass ech en hei erëmkréien.

Do steet dran: «Dans le cadre de l'affaire dite „Livange/Wickrange" le Parquet de Luxembourg a ordonné le 13 juin une enquête préliminaire…» - ech kommen nach zréck op d'Wuert „enquête préliminaire" - «…à effectuer par le Service de la police judiciaire, en application de l'article 46 du code d'instruction criminelle. Il se dégage en effet des déclarations faites publiquement qu'il y a des indices qui font qu'on ne peut exclure…» - qu'on ne peut exclure! - «…que Monsieur le promoteur Guy Rollinger ait fait l'objet de faits susceptibles d'être qualifiés pénalement de l'infraction d'extorsion.

De manière inlassable le Parquet tient à rappeler que la présomption d'innocence est un des fondements d'un régime politique démocratique, la question d'une culpabilité pénale relevant de la seule compétence des juridictions de fond. Le Parquet veillera avec tous les moyens à sa disposition à ce que l'enquête soit accomplie dans de bons délais et de manière aussi complète que possible au niveau de l'enquête préliminaire.»

Zu deem leschte Saz zwou Saachen: Eng Enquête préliminaire, dat ass dat, fir erauszefannen, ob iwwerhaapt eng Enquête kënnt oder net. No der Enquête préliminaire kënnt vläicht keng oder et kënnt eng. Also erëm eng Kéier d'Opportunité des poursuites.

Zweetens, «dans de bons délais». Ech hunn hei wierklech eng Ausso vun Här Meisch nun iwwerhaapt net goûtéiert, fir ze soen, wann et d'Justiz ass, da kënnt et ni méi erëm.

Ech wëll hei mech voll hannert d'Justiz sëtzen, souwuel d'Magistrature assise wéi debout, fir ze soen: Hei geet et weider. Hei kann ech wierklech net a Fro stellen, dass hei e Parquet sech saiséiert hätt, fir ze soen, da gëtt eppes ënnert den Dësch gekiert. De Parquet wäert seng Aarbecht maachen, wéi en ëmmer seng Aarbecht gemaach huet de façon indépendante. Ech wäert als Justizminister derfir suergen, dass och hei net an déi Instruktioun agegraff gëtt, wéi ech et ëmmer maachen, an dass dobäi eppes erauskënnt. Duerfir muss ech awer déi Ausso hei vum Här Meisch vehement réfutéieren.

Dann och emol e puer Saache riichtstellen: Et ass hei gesot ginn, den Här Rollinger huet elo öffentlech eppes gesot. Et ass en Toundokument, wat drop schléisse léisst, dass den Här Rollinger eppes gesot huet, wat awer net seet, dass den Här Rollinger eppes öffentlech gesot huet. Well vill Froen, déi ee sech muss stellen, déi mir eis och gestallt hunn, wann Elementer do sinn, déi Dir hutt oder déi een aneren huet: Woufir sinn déi net bis elo bei d'Geriichter komm, bei de Parquet komm?

Bon, de Parquet huet sech elo selwer saiséiert, wat ech absolut begréissen, well ech mengen, dass et richteg ass. Wat natierlech dann och bedeit, egal wéi hei d'Aarbechte weiderginn, dass och net dierf an déi Aarbechten agegraff ginn.

Ech soen nach eng Kéier, ech hunn awer dat gréisste Vertrauen an d'Justiz an och an d'Parqueten, dass déi Aarbechten hei zügeg weiderginn an dass do eppes erauskënnt.

Da muss ech awer och nach e puer Saache soen zu anere Saachen, déi hei gesot goufen. Dee Jugement commercial, deen den Här Meisch hei ginn huet, wou e gesot huet, do steet dran, dass d'Regierung gesot huet, et gëtt ni eng Genehmegung. Elo muss een dat Uerteel awer liesen.

Éischtens war d'Regierung ni en cause gesat ginn, fir sech hei ze verteidegen. An deem Uerteel geet et ëm e Bureau d'ingénieurs, deen der Gesellschaft Wickreng virgeworf huet, si hätt hien net bezuelt fir hir Aarbechten. D'Gesellschaft Wickreng seet: „Majo, mir konnten net bauen, well d'Regierung eis d'Genehmegungen net ginn huet. An duerfir hutt Dir vläicht hei Aarbechte gemaach, mä déi waren net méi néideg. Duerfir bezuele mer net." Hei ass et drëm gaangen, fir ze soen, wat mer zegutt an net zegutt hunn.

An deem Kader huet effektiv d'Gesellschaft Wickreng eng Offre de preuve gemaach, fir ze soen: „Ech wëll et mat Zeie beweisen." An an hirer Offre de preuve steet effektiv dran, dass si géife beweisen: «L'État du Grand-Duché informa clairement en février 2009 la société Wickrange Shopping Center S.A. qu'il n'accepterait pas le centre commercial projet à Wickrange et que les dernières autorisations nécessaires à la construction ne seraient jamais délivrées.»

Dat ass eng Ausso, déi den Défendeur hei gemaach huet, déi nëmmen hien engagéiert an net d'Regierung engagéiert. An herno ass erauskomm - dat hält d'Geriicht fest -, dass…

M. Claude Meisch *(DP), cointerpellateur.*- Dat ass awer eng Ausso.

(Interruption)

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Dat ass eng Ausso vun enger Gesellschaft, awer keng Ausso vum Geriicht. D'Geriicht huet d'Offre de preuve zougelooss. An herno hält d'Geriicht fest no den Témoignagen, dass erauskomm wier: «La décision d'abandon du projet n'a été prise qu'en avril 2009 par le Gouvernement.» Well dorëms ass et gaangen: Wickreng wollt nëmme bis Februar de Bureau d'ingénieurs bezuelen, an d'Geriicht huet do festgehalen, majo, et war eréischt sécher am Abrëll 2009, duerfir hu se do Sue kritt bis Abrëll 2011.

Duerfir, ënnerstellt deem Uerteel net Saachen, wat d'Uerteel net seet! An duerfir soen ech nach eng Kéier, hei si mer a politeschen Debatten an déi mussen och politesch gefouert ginn. Kommt, mir passe just ënner eis op,…

(Interruptions diverses)

…dass mer awer net dat Juristescht Saache soe loossen, wat dat Juristescht net seet!

Dat Zweet - dat ass dat Lescht, wat ech soen - ass, dass ech awer och hei muss op eng aner Pièce reagéieren, déi och den Här Meisch hei ginn huet. Dat ass dee Message électronique vun - schéngt et jo dann - dem Här Rollinger un e Statsbeamten.

Ech muss mech hei - an dat soen ech dann net méi eleng als Justizminister, mä als Fonction-publiques-Minister -, ech muss mech hei vehement dergéint wieren, dass hei vereedegt Statsbeamten duerch Documents unilatéraux vun Tiersen, déi hei an d'Chamber kommen, en cause gesat ginn. Dat ass d'Aufgab vun der Regierung, fir sech hanner hir Statsbeamten ze sëtzen. An ech hunn do och e Problem, dass déi mam Numm hei genannt ginn, an ech muss och do soen, dass mer hei sollen oppassen an der Chamber, dass mer net hei e Statsbeamten indûment en cause setzen.

Wann e Statsbeamten e Feeler gemaach hätt, hu mer Prozeduren ze maachen. Mä hei ass eng Pièce, déi e Statsbeamten en cause setzt, wou dee sech och net kann heidranner verteidegen. An do soen ech, dass ech mech wierklech muss hannert de Statsbeamte stellen, ier dass do iergendeppes bewise wier.

M. le Président.- Gutt, ech hunn elo nach dräi Wuertmeldungen. Nach eng Kéier den Här Bausch.

M. François Bausch *(déi gréng), cointerpellateur.*- Jo, Här President, ech wollt net zu deem Stellung huelen, wat de Justizminister elo gesot huet, mä ech wollt am Fong awer um Schluss nach soen, datt haut de Mëtteg jo vill iwwert déi ganz Thematik elo diskutéiert ginn ass an datt ee vun de Ministeren net méi am Amt ass an och net konnt hei sinn. Deen aneren ass hei, dat ass den Innenminister.

Also, ech muss awer soen, eis Fraktioun… Bon, mir wëllen net elo den Innenminister zwéngen, eppes ze soen, mä mir fannen et awer e bësse komesch, datt den Innenminister, dee jo awer eng Schlësselfonctioun huet an deene Saachen, déi mer hei diskutéiert hunn, datt deen hei keng Positioun hëlt haut de Mëtteg.

Mir fannen dat net ganz glécklech, muss ech soen.

M. le Président.- Bon, elo hat den Här Urbany nach d'Wuert gefrot.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Also, Här President, ech muss soen, ech ginn dem Justizminister komplett recht, wann e seet, dass keng charakteriséiert penal Elementer de Moment virleien an dass et eng prioritär politesch Debatt ass. An ech mengen, duerfir sollte mer se och politesch féieren, mat deenen Instrumenter, déi eng Chamber zur Verfügung huet, fir selwer erauszefannen, wat dann an deem ominéisen Dossier Léiweng steet.

Deen Dossier huet d'Chamber net. Mir kréien hei au compte-gouttes Dokumenter eran, Dokumenter, déi keinten effektiv Statsbeamten hei belaaschten, a fir dass dat net de Fall ass, mengen ech, wier eng Enquêtëkommissioun genau dat richtegt Instrument, fir do kontradiktoresch, wéi d'Gesetz et virgesäit a wéi d'Reglement et virgesäit, ze diskutéieren iwwert dat, wat „Sache" ass an där heiten Affär.

Et geet mir net prioritär drëm, wéi d'Regierung verhandelt huet. Ech hunn elo net verlaangt, dass iergendee Minister oder den Här Juncker sollt nëmme mat Zeie méi verhandelen. Dat ass jo absurd. Déi Diskussioun hei wëllt een ad absurdum féieren. Mä dat ass jo guer net de Problem an deem Ganzen.

De Problem ass: Wéi wäit huet d'Regierung sech engagéiert vis-à-vis vu private Promoteuren an huet domat d'Land mat engagéiert an d'öffentlech Finanzen eventuell mat engagéiert?

Wat de Fong ugeet,…

(Interruption)

Wat de Fong ugeet, an déi Froen hätt ech gär beäntwert…

(Interruption)

Une voix.- Also, Här President!

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ech hätt se och gär beäntwert an enger Kommissioun, wou ee kann…

(Interruptions)

…wou ee kann offen an ouni Problem iwwert déi Saachen do diskutéieren.

Mir wëssen, wéi retizent d'Regierung ass, Saachen erauszeginn, wat d'Relatioune mat Promoteuren ugeet.

Den Här Wiseler gesinn ech dosëtzen. Ech si scho méintelaang hannert dem Här Wiseler…

Une voix.- Ouh? Ouh?

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- …an aner Leit och, dass mer emol deen Accord d'actionnaires ze gesi kréien, deen d'Regierung mat dem Katar beschloss huet, wat d'Cargolux ugeet. Hie réckelt dat einfach net eraus, mam Argument, wou e seet, dat ass eng kommerziell Gesellschaft, domat hu mir näischt ze dinn. Dobäi investéiert awer d'SNCI öffentlech Fongen an esou Gesellschaften, an d'Regierung ass do engagéiert am Interessi vum Land. Dat ass eng ähnlech Diskussioun.

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Dat ass awer elo e ganz aneren Dossier, dat doten.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Duerfir mengen ech, dass de Moment do ass, fir eng wierklech Enquêtëkommissioun ze schafen. Déi iwwregens public ass. Et ass falsch, fir elo ze soen hei, wéi den Här Bodry seet, eng Commission d'enquête, déi géif net öffentlech tagen. Dir gesitt op der Televisioun…

M. le Président.- Här Urbany, Dir hutt keng Zäit. Ech hunn Iech elo nach eng Kéier eng Fro stelle gelooss. Dir kënnt awer net erëm ufänken, elo déi ganz…

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Da schwätzen ech zur Resolutioun herno.

M. le Président.- Jo, den Här Statsminister äntwert Iech elo op déi Fro, déi Der nach eng Kéier opgeworf hutt.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, déi Fro, zu wat dass d'Regierung sech engagéiert huet, hu mer de 5. Oktober d'lescht Joer hei beäntwert. Ech hunn dat haut nach eng Kéier duergestallt.

Ech kann och, wann d'Gedold vum Haus ausräicht, dat nach eng Kéier a vill méi laang maachen. Mä ech fannen et e schlechte parlamentaresche Stil, fir ëmmer erëm déiselwecht Froen ze stellen, d'Äntwert net nozelauschteren, d'Äntwert net ze kommentéieren an einfach ze soen, d'Fro ass net beäntwert ginn.

Dat ass à terme net akzeptabel. Entweder schwätze mer hei seriö matenee vun Institutioun zu Institutioun, oder et ass nëmme Gebraddels, an ech wëll net, dass mer hei am Haus einfach laanschteneeschwätzen.

Ech hunn déi Froe beäntwert, an ech akzeptéieren net, dass dauernd gesot gëtt, déi Froe wieren net beäntwert ginn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Sou, elo kritt den Här Meisch nach eng Kéier d'Wuert.

M. Claude Meisch *(DP), cointerpellateur.*- Ech wëll vläicht direkt derzou nach eng Kéier soen: Mir hu matkritt, datt Dir déi Froen do beäntwert hutt. Dat wëllt awer net heeschen, datt mer mussen d'accord si mat deenen Äntwerten, wann et ëm juristesch Interpretatioune geet. An duerfir kënne mir op eiser Säit vläicht awer och nach eng Kéier eis Meenung kloermaachen, wa mir dat fir opportun an utile an der Diskussioun fannen.

De Justizminister huet de Mérite, datt en hei de Communiqué vum Parquet zitéiert, wou jo awer ganz kloer nach eng Kéier draus ervirgaangen ass, datt et genuch Indizië gëtt, fir do eng Enquête ze maachen. An ech wier frou, wann och den Här Spautz dat mëttlerweil zur Kenntnis géif huelen, wann d'Justiz sech selwer saiséiert mat esou engem Dossier.

Wann et genuch Indizien derfir gëtt, datt d'Justiz dat dote ka maachen an et utile fënnt, dann, mengen ech, gëtt et awer op d'mannst genuch Grënn derfir, datt och eng Partei, eng Fraktioun, en Deputéierte probéiert, dat doten ze thematiséieren, sief et heibannen oder sief et op enger Pressekonferenz oder sief et soss iergendzwousch.

(Interruption et hilarité)

Ech fannen, datt mer déi doten Diskussioun, déi den Här Spautz hei ugestouss huet, wierklech net sollte weiderféieren.

De Justizminister huet da gesot, jo, dat stoung just iergendzwousch dodranner, an et ass am Kontext vun deem Prozess gesot ginn, datt de Stat nimools géif déi Autorisatioun do ginn. Mä d'Geriicht huet et awer zur Kenntnis geholl an huet et souguer benotzt, fir dat Uerteel herno kënnen ze argumentéieren. Also ass et jo awer eppes, wat op d'mannst d'Geriicht als Fait unerkannt huet, well soss hätt et jo wahrscheinlech net säin Uerteel dorobber kënne baséieren.

Duerfir, mengen ech, sollt een dat doten och net esou einfach hei ewechwëschen, an et ass eigentlech nach eng Kéier e Versuch, gradesou wéi elo déi Behaaptung, datt, wann een esou e Mail huet wéi deen doten, deen dann un e gewëssene Beamte geriicht war, datt deen net dierft hei circuléieren, oder deen dierft een net gebrauchen. Ech kann dat net jugéieren. Ech hu just hei dat weiderginn, wouvunner mir Kenntnisstand hunn, wou ech esou opgefuerdert gi sinn: „Da bréngt dach alles, da bréngt dach alles!" Elo hu mer et bruecht, dann ass dat och schonn erëm eng Kéier net méi gutt.

Alles, wat een hei mécht, alles, wat een hei bréngt, egal op wat fir eng Aart a Weis, et fënnt ëmmer iergendee vun der Majoritéit eraus, datt dat dann elo net grad de richtege Wee war.

Et gëtt hei wierklech probéiert, mat alle Mëttelen, alles ënnert den Dësch ze kieren, alles ënnert den Teppech ze kieren…

(Brouhaha général)

…an nach e Sarkophag aus Bëton drop ze géissen. Duerfir wëll ech nach eng Kéier rappeléieren, datt mir weider der Meenung sinn, och wann d'Justiz elo enquêtéiert, datt et nach esou vill Froen hei ze kläre gëtt, déi och d'Parlament weider misst geuerdnet diskutéieren.

Wann d'Majoritéit - wat ech bedauere géif - net der Meenung wier, eng Enquêtëkommissioun ze maachen, steet jo eng aner Propositioun hei am Raum, déi den Här Bodry jo net ofgelehnt huet, nämlech déi vun der Spezialkommissioun. Da wier dat op d'mannst eng Form, wéi deen Débat hei kéint propper a sachlech weidergefouert ginn, well ech hunn net d'Impressioun, datt all Fro beäntwert wier an datt mat dësem Débat de Public dobaussen och zefridde wier.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Sou, elo kommen nach drun: den Här Henckes, den Här Spautz, an da kënnt den Här Minister drun.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Merci, Här President. Ech wollt nëmme ganz kuerz op zwee Punkten agoen: Mir hunn duerch d'Gesetz vum 27. Februar 2011 eng Reform virgeholl vun den Enquêtes parlementaires. An de Rapporteur, dat wor - wann ech mech gutt erënneren - den Här Bodry, deen elo awer Argumenter hei virbréngt géint eng Commission d'enquête, déi net deem géif entspriechen, wat den Objektiv selwer vun deem neie Gesetz war. An ech wëll och drop hiweisen, datt den Artikel 3 virgesäit: „La commission peut lever l'obligation de secret." Dat heescht, datt mer och an aller Öffentlechkeet kënne schaffen. Dat war just eng Bemierkung, déi ech wollt nach maachen.

Dat Zweet ass, mir hunn duerch d'Gesetz vum 13. Februar 2011 eng nei Definitioun vun der Korruptioun virgesinn. Do ass och den Trafic d'influence virgesinn. An et si sechs Méint bis fënnef Joer Prisong drop. Dat heescht, wa Leit also hei Accusatioune brénge vu Korruptioun op Basis vun deem Gesetz iwwert d'Korruptioun, dann ass och den Trafic d'influence dran. Dat heescht, wann een intervenéiert bei enger Autoritéit fir iergendeen, datt deen en Avantage sollt kréien, da sti sechs Méint bis fënnef Joer Prisong drop.

Ech mengen, dat si relativ grave Accusatiounen, déi hei gemaach gi sinn, an ech géif op jidde Fall eppes soen, dat ass, wann ee mir esou eppes géif reprochéieren, da wéisst ech, wat ech géif maachen.

M. le Président.- Gutt, Merci dem Här Henckes. Den Här Marc Spautz kritt d'Wuert.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Ech wollt just eppes kloerstellen, wat den Här Meisch gesot

huet. Den Här Meisch huet hei gesot, mir hätten eis géint d'Analys vum Parquet ausgeschwat. Au contraire, mir hu vun Ufank u gesot, de Parquet misst ageschalt ginn, an Dir hätt mat Äre Beweiser, déi Der hutt, de Parquet sollen direkt aschalten. Dat hunn ech gesot.

M. Claude Meisch *(DP), cointerpellateur.-* Neen, Dir interpretéiert mech do falsch!

M. le Président.- Merci dem Här Spautz. Elo kritt d'Wuert den Här Innenminister Jean-Marie Halsdorf.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.-* Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech hat mer effektiv eng ganz Interventioun hei preparéiert, fir haut de Mëtteg bei Iech hei ze maachen, an ech wëll och gären Deeler dovun nach eng Kéier op d'Place publique bréngen, well et wichteg ass, dass een dësen Débat sachlech an net polemesch féiert, obschonn dat net ëmmer einfach ass, well vill Énnerstellungen a vill grave Virwërf am Raum stinn.

Mä wann ech hei als Innenminister a fréiere Landesplanungsminister d'Wuert huelen, dann ass dat, well ech Kompetenzen hat déi ganz Period iwwert d'Bebauungspläng an iwwert d'Deelbebauungspläng, an och fir d'Opstelle vun de Masterpläng souz ech an der éischter Rei bis am Juni 2009. An dat wollt ech och e bësse kommentéieren, besonnesch déi Ausso, déi mer wierklech um Mo läit, wa gesot gëtt, d'Regierung huet alles gemaach, fir Wickreng futti ze maachen a Léiweng ze ënnerstëtzen.

Ech fannen dat wierklech reduzéiert, tendenziös an eng falsch Duerstellung. An duerfir wollt ech an den Detail goen, ech muss dat awer hei beweisen.

De Chef, de Jean-Claude Juncker huet jo scho virdru gesot, dat ass richteg, d'Confédération du Commerce, d'Stad Esch, de Geschäftsverband, de Syndicat PRO-SUD an och souguer de Conseil supérieur de l'Aménagement du Territoire, de Mouvement écologique, alleguerten déi Leit hunn deemools Zirkus gemaach a gesot: Dat geet net! Et gouf also e staarke Géigewand an deem Dossier. An ech war mer bewosst, dass d'Realisatioun vun deem Projet am Fong geholl wierklech den Doudesstouss géint d'Landesplanung wier.

Dat muss ee wëssen. Ech war mer däers wierklech bewosst, well et gouf vill Kritik, d'Landesplanung géif net hanner hiren…, ëmmer hanner anere Considératioune stoen, an duerfir hat dee Projet - dat wësst Der alleguerten heibannen - eng grouss Symbolik, an duerfir hat ech och deemools gesot, ech wier den „einsame Rufer" an der Wüste - Dir kënnt Iech un déi Geschicht alleguerten erënneren.

Gutt. Den Débat an der Chamber - ech hunn deen och ganz nogelies -: Effektiv, do ass och ëmmer gejaut ginn: „Mir brauche Plans sectoriels, mir brauche Plan-sectorielen", an duerfir hu mir och ee Recours geholl.

De Statsrot, dee sot, et wär keen Intérêt à agir, dat wësst Der alleguerten, ebe well de Stat gesot huet…, well d'Geriicht gesot huet, de Stat huet eng aner Méiglechkeet, justement, fir iwwer seng Tutelle administrative d'kommunal Décisiounen ze annulléieren. An dat ass deen Artikel 103, iwwert dee mer virdrun hei geschwat hunn, a mir hunn eis iwwerluecht, ob mer dee sollten zéien oder net.

De Problem war, wann een deen Artikel gezunn hätt - dat hat nach ni e Minister gemaach - an et hätt ee gesot: „Okay, op Basis vum Artikel 103 soe mer zum Grand-Duc, e soll d'Bautegenehmegung annulléieren", da misst ech all Bautegenehmegung, déi et gëtt a wou ech mengen, dass iergendeppes net an der Rei wier, annulléiere loossen iwwert de Grand-Duc. Et weess een net, wat do derbäi erauskéim, dat ass net optimal. An duerfir hu mer gesot: „Okay, kommt, mir négociéiere mam Här Rollinger!"

Dat hu mer gemaach. An ech hunn dem Här Rollinger dat och gesot, dass mir ëmmer d'Méiglechkeet hätten, fir den Artikel 103 ze zéien. Duerfir wär et Intérêt, mir géifen e Projet maachen, méi ee klenge Projet géife mer zesummen…, géife mer am Fong geholl zesumme maachen, an hie wollt dat einfach net verstoen.

Hie sot: „Ech hu viru Geriicht gewonn, also kann ech muer ufänken." Do hunn ech gesot: „Här Rollinger, d'Regierung ass net frou mat deem Projet. Mir géife gär am Fong geholl mat Iech négociéieren, mat Iech schwätzen, wéi mer hei kéinten aus deem Dossier erauskommen."

Doriwwer eraus war den Här Rollinger och net Propriétaire - dat ass nach net haut gesot ginn - vun allen Terrainen. Well den Accès, fir säi Projet ze maachen, dee war nach an der Hand vum Stat. Do huet missen am Fong geholl een Échange gemaach ginn. All déi Diskussiounen, déi hu stattfonnt, an dat huet derzou gefouert am Fong geholl, dass - ech mengen, den Här Rollinger huet richteg verstanen, dass hien net kéint ufänken. Ech hat d'Gefill, fir hie wär alles schwaarz a wäiss.

An dat huet dann derzou gefouert, dass mer déi Diskussiounen alleguerten haten. Ech kann awer hei vun der Geleeënheet profitéieren, fir ze soen, an et ass scho gesot ginn, an ech soen et nach eng Kéier: De Jean-Marie Halsdorf huet weder hei erpresst nach soss an iergendenger Form huet e sech der Erpressung par rapport zum Här Rollinger erginn. An ech kann och ganz kloer an däitlech soen, d'Genéck briechen - deen Term, deen ech do héieren hunn -, dovu weess ech wierklech näischt an dat gehéiert scho guer net zu mengem Langage. Ech fonctionnéieren anescht. Ech hunn dat schonn eng Kéier hei gesot. Also, menges Wëssens net.

Ech soen Iech kloer an däitlech hei, ech mengen, mir hu jo elo de Parquet, dee sech dorëms bekëmmert, an da gesi mer jo, wat derbäi erauskënnt. Well hei ginn esou vill Saache gesot. Et ass och gesot ginn, zum Beispill, et wären Drohunge gemaach ginn, hie kéint kee Marché public méi maachen.

Wéi kann dann en Innenminister, deen iwwerhaapt keng Kompetenz huet, maachen, dass den Här Rollinger keng Marché-publicë kritt? Oder wéi kann - well et ass jo d'Gesetz do. D'Gesetz weist, „wo's langgeht", an duerfir, mengen ech, si vill Saachen dobausse gesot ginn, déi net richteg sinn.

Gradesou falsch ass et, fir ze soen, am Fong geholl, d'Landesplanung wär elo d'accord gewiescht mam Site Léiweng. Mir waren awer nëmmen domat d'accord als Landesplanungsminister, well do en Terrain vun 10 ha minimum - 10 ha minimum huet ee missen hunn, fir dee Modell ze maachen eben, Fussballsterrain, plus eng…, net eng Zone d'activités, mä plus een Outlet Mall. An duerfir, mengen ech, muss ee verstoen, an engem Land vun 2.586 qkm gëtt et där Plaze keng honnert.

Duerfir konnt d'Landesplanung dermat liewen. An ech wëll ganz kloer hei soen: Eng normal Zone d'activités vu Réiser, déi gouf ni erlaabt, 1990/'91 - et ass virdrun driwwer geschwat ginn -, an déi géif och haut ni erlaabt ginn.

A Wickreng ass och eng normal Zone d'activités, just, si gouf viru Jorzéngten an d'Liewe geruff. Deemools hat d'Landesplanung nach net deen héije Stellewäert vun haut. An duerfir mengen ech, mat deenen heitege Kriterië wier Wickreng ni realiséiert ginn.

Mä, mir sinn an engem Rechtsstat, an et war eng rechtméisseg Zone d'activités, an duerfir konnt dann do e Projet realiséiert ginn, däers muss ee sech bewosst sinn, wou Mixitéit ass, wéi aner Zone-d'activitéen am ländleche Raum, dat heescht mat Geschäfter, mat Handwierksbetriber an esou weider.

Duerfir si mer op där Schinn gefuer an duerfir, am Fong geholl, kann een net soen, ech als Landesplanungsminister, ech hätt do iergendwéi magouilléiert - loosse mer dat Wuert esou huelen, well jo haut esou Wierder geholl ginn. Ech hunn dat do…, ganz kloer hat ech de Staf vum IVL, un deen ech gleewen. An ech wëll och…, ech hu mer an deem ganzen Dossier näischt virzewerfen. Ech hu mech ëmmer dorunner gehalen an ech sinn och der Meenung, dass déi Décisioun richteg war.

An och iwwerhaapt, et ass och gesot ginn, mir hätten dat express oder mir hätten am Fong geholl gesot, dee Projet, dee gëtt elo am Fong geholl net gemaach wéinst Léiweng.

Duerfir brauch een nëmmen d'Zäitschinn ze kucken. Ech hunn dat effektiv nogekuckt. Am August 2007 goufe mir fir d'Éischt mam Projet Wickreng konfrontéiert. De Projet Léiweng ass awer eréischt am Juni 2008 komm. A mir hu jo alleguerte gemeckert, d'Escher Gemeng - nach eng Kéier -, de PRO-SUD, d'Mouvementen an esou weider. Et kann een awer net soen, dass mir am Fong geholl domat Léiweng favoriséiert hätten. Ech sinn domat net d'accord.

Wou ech och net dermat d'accord sinn - an dat wëll ech gär nach eng Kéier hei soen, dat ass haut schonn e puermol ugeschwat ginn -, dat ass, dat stoung an der Press: „Beide waren Konkurrenzprojekte, weil es beide zusammen nicht geben kann im Rahmen der Luxemburger Gesetzeslage zur Nähe großer Geschäftsflächen."

Do soen ech ganz kloer: An der Hypothees, de Projet Rollinger wär gebaut ginn an de Projet Léiweng géif gebaut ginn, mussen déi zwee sech net ausschléissen, well d'Ausriichtung verschidden ass. Wickreng sollt a sech ee grousse klassesche Mall ginn - dat wësse mer. Léiweng sollt en Outlet Mall ginn, deen éischten am Land an deen eenzegen am Land, wat jo och eng landesplaneresch Oplag ass, fir dass mer iwwerhaapt dohinner kënne goen. A bei engem Outlet Mall, mengen ech, gëtt d'Zone de chalandise - d'Einzugsgebitt - ganz anescht gerechent wéi bei engem normale Mall.

An hautdësdags ass wierklech d'Rechtslag esou, dat kann ech hei kloer an däitlech soen, dass déi jëtzeg Gesetzgebung vun 2011 iwwert den Droit d'établissement commercial, a méi spezifesch iwwert d'Grandes surfaces, déi baséiert op der Direktiv „services" vun 2006. Do wär et méiglech, eng Koexistenz ze hu vun deenen zwee Projeten.

Datselwecht gëllt och fir de Projet de règlement grand-ducal iwwert de Plan sectoriel «Zones d'activités économiques».

Dir gesitt also, dass hei villes gesot gouf, wat am Fong geholl net richteg ass. An ech weess, dass et verschidde Meenunge gëtt. Ech wëll och net an all déi Detailer goen, déi ech an Diskussioune mam Här Rollinger hat. Mä - et ass virdrun ugeschwat ginn, duerfir wëll ech dat och hei uschwätzen - dass mer am Fong geholl dem Här Rollinger gehollef hunn, wann e PAPen hat, PAPen an der Prozedur, dat ass näischt Anormales, dat ass eng üblech Praxis. D'Gesetz gesäit dat och vir, d'Berodung beim Ausschaffe vu PAPen.

Mir hunn den Här Rollinger och beroden. Mir konnten doduerch vill Zäit gewannen, wat jo och eng Simplification administrative ass. An do hate mir Meenungsverschiddenheete mam Här Rollinger, well heiansdo sinn him d'Prozedure net séier genuch gaangen.

(Brouhaha)

M. le Président.- Ech bieden Iech awer wierklech, vläicht nozelauschteren!

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.-* Heiansdo sinn him d'Prozeduren net séier genuch gaangen, an ech wëll och gären hei emol eng Kéier virliesen, wéi dat da fonctionnéiert huet.

Den Här Rollinger schreift mer: «En ce qui concerne le projet de Heffingen, rien ne s'oppose à sa réalisation.»

Une voix.- Wat fir ee Projet ass dat?

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.-* Vun Hiefenech, e PAP „Hiefenech", an do seet hien notamment dann: «Il dispose du soutien de l'administration communale. L'un des plus grands bureaux d'ingénieurs agréés nous a confirmé qu'il s'agissait d'un projet magnifique. Monsieur Krieger nous a donné son avis, à savoir qu'il était inutile…» An da seet en zu mer: «Ce projet fait l'unanimité. Il ne dépend que de votre signature.»

Gutt. Mir sinn eis do net eens ginn. Mir si viru Geriicht gaangen, an den 13. Februar 2012 huet den Tribunal administratif dem Innenminister recht ginn, also déi Décisioun confirméiert.

Wann ech also do dat gemaach hätt, wat ëmmer sollt gemaach ginn, dat heescht hëllefe lénks a riets, an ech hu keng Ongerechtegkeet gemaach an ech hu mech ëmmer un d'Gesetz gehal, an dat wollt ech hei kloer an däitlech soen.

E leschte Punkt, deen ech wollt uschwätzen, well en och ugeschwat ginn ass, dat ass dee vum Tëlefonsgespréich. De Reproche, ech wier bei der Spuerkeess intervenéiert.

(Interruptions)

Gutt. Ech hunn Iech gesot, den Här Rollinger, dat ass keen einfache Mënsch. Ech hu versicht am Fong geholl mat him eens ze ginn…

(Hilarité et interruptions)

Ech hu versicht mat him eens ze ginn. Ech hunn Iech dat jo och elo erkläert.

(Interruption)

Ech hat Versteesdemech fir seng Suergen, effektiv och als Chef d'entreprise, an ech wollt him och hëllefen, souwäit et eben a menge Moyenë wär.

An deem Sënn muss een och dat Tëlefonsgespréich kucken, wat ech do dann hat. Sinn ech elo intervenéiert oder net? Tatsaachen!

Tatsaach ass, dass dat Gespréich Méint stattfonnt huet, nodeem de Kredit accordéiert war. Do hunn ech op d'Spuerkeess ugeruff, an dat, well de Promoteur sech bei mir beschwéiert huet, säin Zënssaz wier ze héich.

Ech hunn dësen Tëlefon op Wonsch vum Här Rollinger gemaach. Dat war e kuerzt Gespréich, wou ech dem Direkter vun der Spuerkeess gesot hunn, den Här Rollinger géif sech bekloen, säin Zënssaz wier ze héich. Dëse sot mer, dat wär een normalen Taux, wat ech dann dem Här Rollinger och direkt gesot hunn, matgedeelt hunn.

Duerfir, wann een hei schwätzt vun „Interventioun", soen ech ganz kloer, wann ech hätt wëlle bei der Bank intervenéieren, hätt et sécherlech méi Sënn gemaach, ze intervenéieren, ier de Prêt iwwerhaapt accordéiert gouf, an net Méint duerno.

Zwou Tatsaachen, Fakten!

Éischtens: Tatsaach ass dat heiten, dass dat déi eenzeg Kéier war, wou ech Kontakt mat der Spuerkeess opgeholl hunn.

(Interruption)

M. le Président.- Jo. Entschëllegt, Här Bausch. Loosst vläicht den Här Minister ausschwätzen, well den Här Meisch huet och schonn de Fanger gewisen. Duerno kënnt Der em dann eng Fro stellen.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.-* An zweetens mengen ech, et ass wierklech näischt falsch drun, wann ee Politiker, dee vun engem Bierger op e Problem ugeschwat gëtt, dann nofreet, wéi et sech mam Problem mécht oder wéi et sech mam Problem huet. Dat hunn der vill heibanne gemaach. Dat hunn ech hei och gemaach. An ech gesinn näischt Verwerfleches un deem, wat ech elo do gemaach hunn.

M. le Président.- Okay. Dann den Här Meisch fir d'Éischt an dann…

M. Claude Meisch *(DP), cointerpellateur.-* Ech wollt den Här Minister froen, ob et do wierklech just ëm d'Héicht vum Zënssaz gaangen ass oder och ëm den Nantissement. Well an deem Mail, deen ech hei virleien hunn, do steet jo awer och dran, datt et zwou Demandë vum Här Rollinger waren. Dat eent, dat war den Taux d'intérêt an dat anert den Nantissement. An ob doropshin dann awer eng Reaktioun vun der Spuerkeess gewise ginn ass.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.-* Ech kann nach eng Kéier nëmmen dat widderhuelen. Et war ee ganz kuerzt Gespréich, wou ech just d'Fro gestallt hunn: Den Här Rollinger seet mer, säin Taux wier ze héich. Ass dat esou? De Spuerkeess-Direkter sot: „Et ass en normalen Taux." Merci a fäerdeg. Méi ass do net geschitt, méi ass do net gesot ginn. Et ass Méint geschitt nodeem de Prêt accordéiert war. Et ass am Laf vum Joer 2010 geschitt. De Prêt ass, mengen ech, am September 2009 oder esou accordéiert ginn. Duerfir…

M. Claude Meisch *(DP), cointerpellateur.-* An et ass net ëm en Nantissement gaangen?

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.-* An et ass guer net… Ech kann dat hei ganz kloer soen. Et ass nëmmen… Dat Gespréich huet zéng Sekonne gedauert. Zéng.

M. le Président.- Gutt. Den Här Bausch, wann ech gelift.

M. François Bausch *(déi gréng), cointerpellateur.-* Jo, ech muss soen, Här Minister, sidd Der dann awer net der Meenung, datt dat awer relativ speziell ass, datt en… Bon, et ass net speziell, datt e Promoteur Iech urifft, mä wann deen Iech d'Fro stellt, fir ze soen oder sech ze bekloen, säin Zënssaztaux wier ze héich, datt Dir dann dowéinst den Tëlefon urufft (veuillez lire: huelt) an Der dat bei der Spuerkeess kläert. Also, ass dat… Dat ass jo awer…

Also, Dir sot hei, dat wär normal fir e Politiker, wann e Bierger e géif fir eppes froen, datt e sech da fir en asetzt. Dat ass vläicht richteg, awer mat Sécherheet net fir e private Kredit, deen ech wëll maachen, wou ech fannen, datt den Zënssaz fir mech ze héich ass. Also, Dir musst Iech dat emol virstellen, wat dat fir eng Logik ass an och no bausse gesinn, wat d'Leit dovunner halen.

Dat ka jo net sinn, datt Dir iwwerhaapt den Tëlefon huelt oder urufft, fir Iech iwwert den Zënssaz vum Här Rollinger ze erkundegen, ob deen dann ze héich wier oder net. Dir hätt dach do missen dem Här Rollinger soen - dat ass op alle Fall eis Iwwerzeegung -: „Entschëllegt, dat ass net mäi Rôle. Wann Dir, e private Promoteur, fannt, datt Är Zënse bei der Spuerkeess ze héich sinn, ma da rufft un, an da musst Der kucken, datt Der do besser Konditioune kritt."

D'autant plus well jo awer en… Dat ass jo awer keng gutt Situatioun, d'autant plus well d'Spuerkeess eng staatlech Bank ass. Dat ass dach awer… Dir musst mer awer recht ginn, datt dat mat Sécherheet net gutt ass, wat Der do gemaach hutt.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.-* Ob et gutt ass oder net gutt ass, ech kann Iech ganz éierlech soen, ech war mam Här Rollinger zesummen. Mir hunn iwwert déi PAPe geschwat, déi Geschichten, wou ech Iech elo e Beispill vun Hiefenech ginn hunn. Ech hunn de Mann beroden an dunn huet e gesot: „Ech hunn deen Taux, deen ze héich ass." Dunn hunn ech spontan den Tëlefon geholl an ugeruff. Net méi an net manner. Dat hutt Dir och scho gemaach. Sot mer net…

Une voix.- Awer net fir…

M. François Bausch *(déi gréng), cointerpellateur.*- Ech hunn nach net fir en anere bei eng Bank ugeruff, fir ze froen, wéi d'Kreditkonditioune sinn!

M. Claude Meisch *(DP), cointerpellateur.*- Nach ni!

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Wierklech, mä et ass awer elo alles gesot ginn. Ech mengen,…

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Neen, neen. Ech hunn eng Fro.

M. le Président.- Da kritt den Här Braz awer da wierklech déi allerlescht Fro. An da schléisse mer of.

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Als Parole après ministre. Ech mengen, et ass villes gesot ginn. Ech hu just eng Fro, Här Minister. Wa muer nach eng Kéier een Iech esou kontaktéiert, maacht Der et nach eng Kéier?

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.*- Wahrscheinlech net méi. Et léiert ee jo och ëmmer bäi.

M. le Président.- Gutt. Merci dem Här Innenminister. Domadder wäre mer elo definitiv um Enn vun der Diskussioun.

Résolution 1

Mir hunn nach eng Resolutioun, déi ofzestëmmen ass. Ech huelen un, de Vote électronique ass gefrot.

Vote sur la résolution 1

Da géif ech Iech proposéieren, datt d'Ofstëmmen ufänkt. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

D'Resolutioun 1 ass ofgelehnt mat 39 Nee-Stëmmen, géint 21 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par Mme Viviane Loschetter), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. Serge Urbany.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher (par Mme Nancy Arendt), Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Lucien Clement), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Marie-Josée Frank), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roger Negri), MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen (par M. Alex Bodry), Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par Mme Lydia Mutsch).

Ech géif Iech proposéieren, Kolleeginnen a Kolleegen, datt mer dee Punkt iwwert den Débat d'orientation iwwert d'Aktivitéit vum Médiateur géifen op eng nächst Sitzung verleeën an datt mer elo just den Owend nach géifen iwwert d'Projet-de-loien diskutéieren.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Da géife mer elo zum Projet de loi 6292 iwwert d'Transfertskonditioune vu Verdeedegungsprodukter kommen. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: d'Madame Adehm, den Här Meisch an den Här Kox. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Alex Bodry. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

2. 6292 - Projet de loi relatif aux conditions des transferts de produits liés à la défense dans l'Union européenne

Rapport de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire

M. Alex Bodry *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer, dass ech relativ a kuerzer Form hei op deen heiten Text aginn. De Rapport läit Iech a schréftlecher Form vir. Déi Leit, déi e Bléck dra geworf hunn, hu festgestallt, dass et e ganz technesche Projet ass. Ech mengen, dass ech mech awer kann op e puer méi allgemeng Bemierkunge beschränken. Wann aner Riedner wëlle méi an den Detail agoen, kënne se dat selbstverständlech gäre maachen.

Et handelt sech hei ëm eng Ëmsetzung vun enger europäescher Direktiv. Duerfir och eng gewëssen Urgenz, fir deen heiten Text haut ze stëmmen. Eng zweet Direktiv, déi haaptsächlech d'Marchés publics betrëfft, gëtt an engem zweeten Text da méi spéit och ëmgesat.

Wéisou ass et hei zu där Direktiv vun 2009 komm? Ganz einfach, well d'Europäesch Kommissioun eng Etüd gemaach huet iwwert de Marché vun de Produkter, déi mat der Verteidegung ze dinn hunn. A se hu festgestallt, dass de bestehende System op e Regime vun nationale Lizenzen opgebaut ass, also den europäesche Marché eigentlech a 27 Deeler opgespléckt ass mat och am Prinzip 27 verschiddene Regimer, wat d'Prozeduren ugeet, wat den Uwendungsberäich ugeet an och wat d'Délaien ugeet, fir esou eng Exportlizenz ze kréien.

Et ass also gemengt ginn, dass ee sollt mat deem System do ophéieren an dass een och, wat dee spezielle System vum Maart vun de Verteidegungsprodukter ugeet, do sollt probéieren, esou wäit wéi méiglech en eenheetlechen oder zumindest en harmoniséierte System ze hunn, wat den Transfert vun esou Produkter vun engem EU-Land an dat anert ugeet.

Et ass also en neien Text gemaach ginn, och opgrond vun der Feststellung, dass déi indirekt Käschte respektiv och déi direkt Käschten, déi mat deene Formalitéiten zesummenhänken, déi fir den Export vun esou Produkter néideg sinn, sech insgesamt géifen op 3,16 Milliarden Euro d'Joer belafen.

(Interruption)

Esou dass et also och wirtschaftlech Iwwerleeunge gëtt, déi d'Kommissioun derzou gefouert hunn, sech op de Wee vun där Direktiv do ze beginn, déi natierlech och vum Ministerrot a vum Europaparlament guttgeheescht ginn ass.

D'Suerg also ass déi vun enger Vereinfachung, vun enger Harmoniséierung vun den nationale Prozeduren, wat d'Zoustellung vun de Lizenzen ugeet. An dat geschitt haaptsächlech doduerjer, dass méi e rationale System vu sougenannte generellen a globale Lizenze soll agefouert ginn.

(Interruption)

Dat soll ewell d'Regel sinn. An u sech soll de bestehende System vun den individuelle Lizenzen d'absolut Ausnahm ginn; individuell Lizenzen, wat haut eigentlech d'Regel ass. Also soll am Fong aus der Regel vun haut d'Exceptioun an deem méi harmoniséierten europäesche System ginn.

Et ass also esou, dass dee Lizenzesystem op enger préalabeler Genehmegung opgebaut ass, déi dee Stat muss ausstellen, vun deem eigentlech d'Produkt an en aneren europäesche Stat exportéiert gëtt. Ech mengen, et féiert hei ze wäit, fir elo op déi Detailer anzegoen, wat genau ënner enger genereller Lizenz, enger globaler Lizenz an enger individueller Lizenz ze verstoen ass. Dat kënnt Der am schréftleche Rapport noliesen.

Wichteg ass awer nach, mengen ech, ervirzehiewen, dass mer awer och hei Suerg haten an deem heiten Text, dass mer der Benelux-Exceptioun Rechnung gedroen hunn - déi ass hei weider festgehale ginn -, déi also seet, dass esou Produkter, déi mat Verteidegung ze dinn hunn an déi vu Lëtzebuerg aus fortgi mat enger Enddestinatioun an d'Belsch oder an Holland, net brauchen esou eng préalabel Transfertlizenz ze hunn.

(Mme Lydia Mutsch prend la présidence.)

Wichteg, mengen ech, ass natierlech och nach ervirzehiewen, dass och deen heite Gesetzestext virgesäit, dass e System vun Zertifikatioun vun den Destinatairen hei stattfënnt. Dat natierlech, fir eng gewësse Kontroll ze hunn iwwert dat Ganzt, well mer et jo hei mat engem ganz sensibele Maart eigentlech ze dinn hunn, dee mat der innerer Sécherheet ze dinn huet an natierlech och d'Sécherheet vum Approvisionnement vun den Arméie muss gewährleeschten. Dat esou wäit a ganz geraffter Form zum Inhalt.

Deen heiten Text ass awer an enger ganzer Rëtsch vu Kommissiounssitzunge bei eis an der Wirtschaftskommissioun behandelt ginn, well mer och konfrontéiert ware mat engem Avis vum Statsrot, deen haaptsächlech eng Préoccupatioun hat, fir eng 1:1-Transpositioun vun der Direktiv hei an d'Lëtzebuerger Recht ze garantéieren.

Mir hunn natierlech och eng Rei vu juristesche Froen erëmfonnt, déi eis, géif ech soen, scho méi laang ploen. Et ass d'Fro vun der Publikatioun. Et ass d'Fro vun Ofännerunge vun den Annexen, wéi déi matgedeelt ginn. Ech denken, dass den Här Henckes nach op déi dote Fro ageet. Dat ass also eng récurrente Saach, déi mer ëmmer erëm eigentlech mat deenen heiten Texter hunn, wou sech bei europäeschen Texter ëmmer erëm d'Fro stellt: Wéi kréie mer déi propper an eise Rechtssystem och eigentlech ëmgesat, well mer do e relativ staarke Formalismus hunn?

De Conseil d'État ass traditionell op enger Linn, dass alles muss praktesch am Mémorial veröffentlecht ginn an och mat enger Norme juridique praktesch verbonne ginn, wat natierlech en onheemlech schwéierfällege System ass, zëmools an esou techneschen Dossieren, wann et zu villen Ännerungen am Laf vun de Jore kënnt.

Mir hu probéiert dann, no enger Navette mam Conseil d'État, do och Léisungen ze fannen, déi souwuel, mengen ech, praktikabel sinn - dat ass eng Suerg, déi mer mussen hunn -, déi mer an der Praxis och kënnen ëmsetzen, respektiv déi awer och juristesch konform sinn zu eisem Rechtssystem. Ech mengen, dass dat eis och dës Kéier gelonge wär, fir dat doten ze erreechen.

Bon, et ass keen Text, deen e grousse praktesche Impakt hei op Lëtzebuerg huet, well u sech mer eigentlech guer keng oder nëmme ganz wéineg Firmen hunn, déi ënnert den Uwendungsberäich vun där heiter Direktiv falen. Mä et ass awer selbstverständlech noutwendeg, well mer och mat an deem ganzen europäesche System sinn, dass mer eis do selwer och Regele ginn, déi mer hei kënnen uwenden. An an deem Sënn géif ech och hei d'Chamber bieden, den Accord zu dësem Text ze ginn.

Merci.

Mme la Présidente.- Merci, Här Bodry. Als éischt Riednerin ass déi honorabel Madame Diane Adehm agedroen. Madame Adehm, Dir hutt dann och direkt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Diane Adehm *(CSV).*- Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Alleréischt e grousse Merci un de Rapporteur fir säin detailléierte Bericht. Beim Projet de loi vun haut handelt et sech, esou wéi de Rapporteur scho gesot huet, ëm d'Ëmsetzung vun enger europäescher Direktiv. Si soll Lizenzen aféiere fir den Transport vun Défense-Produiten an der Europäescher Unioun an d'Liwwerung vun den europäeschen Arméie vereinfachen.

Haut ass et jo esou, dass jiddwer Eenzelne vun de 27 Memberstate säin eegene Regime huet fir den Transfert innerhalb vun der Europäescher Unioun vun Défense-Produiten. D'Direktiv soll all dës 27 Regimer ersetzen duerch een eenzege Regime vu Lizenzen. Fir verschidde Länner ass dës Initiativ immens wichteg, well si eng grouss Rüstungsindustrie hunn. Fir aner Länner, wéi zum Beispill fir Lëtzebuerg, ass se wesentlech manner wichteg. Mir hunn hei am Land kee Waffeproduzent a sinn doduerjer och net direkt betraff vun der Direktiv.

Dowéinst hu mir och probéiert, fir d'Ëmsetzung vun der Direktiv an nationaalt Recht esou einfach wéi méiglech ze gestalten. Praktesch ass virgesinn, dass, wann Défense-Produitë just duerch Lëtzebuerg transitéieren op hirem Wee vun engem Memberstat an een aneren, da muss keng Autorisatioun ugefrot ginn. Des Weideren ass keng Lizenz noutwendeg, wann de Fournisseur an den Destinataire öffentlech Institutioune sinn oder zur Arméi gehéieren, oder wann et sech ëm Kooperatiounsprogrammer handelt, ëm Liwwerunge fir international Organisatiounen am Kader vun hire Missiounen, an am Fall vun Transferte fir Reparatioun, Entretien, Maintenance oder Ausstellung.

Am Kloertext heescht dat, dass Défense-Produitë fir d'Lëtzebuerger Force publique keng Lizenz brauchen an dass doduerjer den administrativen Opwand net zousätzlech klëmmt mat dësem Gesetz. Als CSV begréisse mir dëst, well et vereinfacht eiser Force publique a villen Hisiichten d'Liewen, wa si Material transportéieren, kafen oder léinen.

Hei gëllt et natierlech drop hinzeweisen, dass, soubal d'Material vu Privatfirme kënnt, eng Lizenz muss virleien. D'Produiten, déi vun der Direktiv betraff sinn, si separat an enger Annex vun der Direktiv opgelëscht. Fir och de legislativen Opwand kleng ze halen, wann d'Annex vun der Europäescher Kommissioun ëmgeännert gëtt, ass virgesinn, dës Ännerung einfach am Mémorial ze publizéieren, ouni iwwert de Wee vun engem Règlement grand-ducal ze goen.

Och wann de Statsrot dëst kritiséiert, ouni Opposition formelle, esou huet d'Chamberskommissioun awer dru festgehalen, fir eventuell Ännerunge just iwwert de Wee vun enger Publikatioun am Mémorial ze veröffentlechen, fir d'Prozedur wesentlech ze vereinfachen.

Ofschléissend géif ech nach gären eng Kéier widderhuelen, dass mir als CSV-Fraktioun begréissen, dass dëst Gesetz den administrativen Opwand am Fall vun Transferte vun Défense-Produitë wesentlech wäert vereinfachen. Domadder ginn ech den Accord vu menger Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme la Présidente.- Merci, Madame Adehm. Deen nächsten agedroene Riedner, deen ech hei stoen hunn, ass den Här Meisch. Dee gesinn ech awer net heibannen.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Madame Presidentin, wann den Här Meisch hei gewiescht wär, hätt en doudsécher dem Här Bodry fir d'Éischt Merci gesot fir säi Rapport. Hie war elo vill besser wéi virun enger Stonn. An en hätt och doudsécher der Madame Adehm fir deen zweete Rapport och Merci gesot. Dat heescht, et ass méi wéi komplett. All Informatioune wierklech iwwert deen dote Projet wësse mer a mir kënnen den Accord och zu deem dote Projet bréngen.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme la Présidente.- Merci, Här Bettel, fir den Här Meisch. Da kéime mer direkt zum nächsten agedroene Riedner, an dat ass den honorabelen Här Kox.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Madame Presidentin, ech géif dann och dem Rapporteur Merci soe scho fir d'Detailer, mä ech hunn awer eng kleng Bemierkung ze maachen aus grénger Siicht.

Mir haten effektiv an der Kommissioun insbesondere iwwert den Transfert vu Waffen, déi vun engem Land an een anert an duerch Lëtzebuerg fueren, eng Rei Froe gestallt. A mir fannen et net onbedéngt richteg, dass eng Exemptioun gemaach gëtt, nämlech fir - ech soen elo emol - Atomwaffen. Wann do keng Lizenz sollt virherrschen, wann d'franséisch Force de frappe Atomwaffen no Polen transferéiert, denken ech, dass mer dat hei mat Bauchwéi géifen ënnerstëtzen.

Duerfir meng Fro un de Minister, well d'Informatiounsflicht an dësem Gesetz elo net hei integréiert gëtt, inwiefern dann awer déi Informatioun an iergendenger Form op Lëtzebuerger Säit kënnt, sief et eng Douane, sief et eng aner Institutioun, dass zumindest déi Informatioun awer esou wäit ginn ass. Well ech denken awer, dass et kritesch ass, wann esou Waffenelementer - wëssend, dass mir déi Produkter hei am Lëtzebuerger Land elo net direkt hunn - awer trotzdeem hei iwwer eisen Territoire hin an hier verschobe ginn.

An duerfir bréngen ech trotzdeem, och mat e bësse Bauchwéi, den Accord vu menger Fraktioun zu dësem méi technesche Projet, awer trotzdeem gëtt et Ouverturen, wat den Transfert vun esou Waffen ubelaangt.

Merci.

Mme la Présidente.- Merci, Här Kox. Dee leschten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Henckes. Dir hutt d'Wuert, Här Henckes.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Hei, ech och.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Merci, Madame Presidentin. Och vu menger Säit aus dem Rapporteur, dem President vun der Kommissioun, dem Alex Bodry, e grousse Merci fir säi Rapport. Et muss een hei ervirsträichen, datt ech bedaueren, datt d'Regierung net dëse Projet de loi zesummen déposéiert huet mat dem Projet de loi iwwert d'Marchés publics dans le secteur de la défense, well déi zwou Direktive gehéieren zum Paquet défense.

Dat, wat mer elo an d'Gesetz schreiwen, dat musse mer gegebenenfalls a mat Sécherheet schonn am Kader vun där anerer Ëmsetzung vun där anerer Direktiv iwwert d'Marchés publics de la défense nees erëm änneren oder complétéieren. An ech mengen, et wier gutt, wann d'Regierung esou Projeten huet, wa se weess, datt se zesummegehéieren, datt se dann och kuckt, datt déi zwee Projets de loi entweder an engem fusionéiert sinn oder datt se wéinstens zesummen déposéiert ginn an datt se zesumme kënnen diskutéiert ginn.

Dat Zweet, wat mer hei musse festhalen, dat ass, datt mer eng generell Schwieregkeet hunn, e generelle Problem hu bei der Ëmsetzung vun Direktiven, datt mer ëmmer méi Problemer kréie mat der Aart a Weis, wéi Gesetzgebungen um europäesche Plang geholl ginn, déi ons Gesetzgebungen hei zu Lëtzebuerg änneren, an datt mer do net kënne reagéieren.

Zum Beispill steet hei am Gesetz, dee Gesetzesprojet, dee mer virleien hunn, am Artikel 1 geet

Rieds vun der Annexe à la directive 2009/43/CE du Parlement européen vum 6. Mee 2009. Déi Direktiv ass awer geännert ginn. Déi ass geännert ginn den 22. November 2010 duerch d'Direktiv 2010/80/UE. Dat heescht, datt dat, wat mer hei am Text stoen hunn, net méi richteg ass.

Dat, wat hei awer ass, dat ass, datt en fait nuren d'Annex geännert gëtt. An et ass dat, wat virdrun d'Madame Adehm richteg gesot huet. Mir publizéieren d'Annex souwisou net; op iergendengem Internetsite gëtt se publizéiert, mä si kënnt net an de Mémorial. Elo kënnt eng Direktiv, déi ännert déi Annex. Do mengen ech, datt mer mussen dee Problem vun esou Ëmsetzungen, vun esou Änneurungen, do muss awer iergendwéi an onser Gesetzgebung iwwert d'Publikatioune vu Gesetzer am Mémorial A, do muss awer iergendeppes erfollegen, datt de Public awer informéiert gëtt, datt déi Gesetzgebungen do bestinn.

Mir hunn nach aner Problemer, déi sech an deem Kontext do stellen, dat ass, datt iwwert d'Règlements européens, déi directement applicabel sinn, hei eng etlech Gesetzer zu Lëtzebuerg kënnen innerhalb vun aacht Deeg, innerhalb vun engem Mount geännert ginn. Dat hu mer zum Beispill beim Fall vun de Montanten, déi an de Marchés publics festgehale sinn, déi ginn duerch Règlements européens geännert an da si se directement applicabel.

Déi ginn awer néierens publizéiert. Dat erschéngt a kengem Mémorial hei zu Lëtzebuerg. Dat Eenzegt, wat elo de Ministère des Travaux publics da mécht, dat ass, e mécht eng Kommunikatioun am Mémorial B, datt d'Gesetz, wat am Mémorial A ass, geännert huet.

Ech hunn esou d'Impressioun, datt et gutt wär, wann d'Commission des Institutions sech eng Kéier géif mat där Problematik do beschäftegen, well et ass net an der Rei, datt mir hei Gesetzgebungen hunn, déi einfach falsch sinn, well se duerch europäesch Reglementer geännert gi sinn, respektiv datt Indicatiounen, wéi mer hei se am Gesetz hunn, och falsch sinn.

Do musse mer eng praktesch Léisung fannen. Et sinn der e puer an der Diskussioun. Ech wollt hei nuren d'Geleeënheet vun dësem Projet de loi opwerfen, fir ze soen, datt mer mussen eng global Diskussioun iwwert déi ganz Problematik do féieren.

Dat gesot, si mer awer mam Projet de loi d'accord, well e wierklech Simplificatioune mat sech bréngt. A mir wësse jo och, datt eng etlech lëtzebuergesch Entreprisen an deem Geschäft do täteg sinn. Net zu de Waffe selwer, mä zu Deeler vu Liwwerungen. An duerfir ass et och wichteg, datt mer op dee Wee hei ginn.

Une voix.- Très bien!

Mme la Présidente.- Merci, Här Henckes. Dann huet elo d'Regierung d'Wuert. Här Minister, wann ech gelift.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Ech wollt och nach d'Wuert, Madame Presidentin. Ech hat e puermol d'Wuert gefrot.

Mme la Présidente.- Ah, entschëllegt. Dir waart net agedroen. Jo, gären.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Neen, ech war net agedroen. Jo, also ech stëmmen, contrairement zu menge Virriedner, géint dee Projet hei. Ech mengen, et ass jo wuel keen een, deen erwaart heibannen, dass ech géif dem fräie Maart vun de Waffenhändler hei zoustëmmen, well ëm dat geet et. Dee Projet huet och Inzidenzen am Transportsecteur, Findel, Cargolux, wou een net weess, wat d'Konsequenzen dovu wäerte sinn.

Do kann ee sech all méiglech Situatioune virstellen an internationale Konflikter. Oder gewëssen Type vu Waffen, wéi zum Beispill Streebommen, wou Lëtzebuerg international Engagementer agaangen ass, wou et awer vläicht Firmen an Europa gëtt, déi esou Type vu Waffe produzéieren. Wéi mer gesinn hu bei der Diskussioun iwwert d'Reserv vum Pensiounsfong, dee jo grad an esou Type vu Waffen investéiert war. Also, do kann ee sech all méiglech Saache virstellen. Mir verléieren hei all national Kontroll iwwer esou gefëierlech Saachen!

An ech stëmme selbstverständlech hei dergéint.

Mme la Présidente.- Merci, Här Urbany. Dann huet elo d'Regierung d'Wuert. Här Minister, wann ech gelift.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Merci, Madame Presidentin. Merci och dem Rapporteur fir de Rapport an den honorabelen Deputéierte fir hir Stellungnahmen.

Et geet hei effektiv drëm, fir eng Vereinfachung an Harmoniséierung vun där Zoustellung vun deene Lizenzen ze erreechen. Dat Gesetz hei gëllt awer, an dat muss ech nach eng Kéier ausdrécklech betounen, just fir d'Transferte vu Waffen op EU-Territoire. Dat heescht, et geet net ausserhalb vun der EU.

An ech mengen, domadder ass awer och schonn en éischt Bedenke vum Här Urbany bäigeluecht. Ech mengen net, dass et an der Europäescher Unioun Länner gëtt, déi Streebomme benotzen. Vun dohier ass do, mengen ech, näischt vereinfacht ginn. Wa se ausserhalb vun der EU géife goen, da gëllen déi üblech Gesetzer.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Ech mengen zwar, dass et net esou ass.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Dach, dat ass esou. An dem Här Kox, op seng Fro...

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Dat hu mer bei der Diskussioun iwwert d'Reserv vun de Rente gesinn.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Dem Här Kox op seng... Jo, dat war eng Investitiounsgeschicht, dat war awer näischt anescht.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Jo, mä du waren europäesch Konzerner derbäi, wann ech mech gutt erënneren.

Mme la Présidente.- Här Urbany, den Här Minister hat Iech och net ënnerbrach, wou Dir geschwat hat. Kommt, mir lauschteren him och no!

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Merci, Madame Presidentin. Ech wëll dann och dem Här Kox soen, hie brauch kee Bauchwéi ze hunn, well déi Waffen, déi dann innerhalb vun der EU transferéiert ginn, ech ginn d'Beispill oder Dir hutt et ginn, wann aus Frankräich e Sprengkierper, en Atomspreng-, Nuklearsprengkierper zum Beispill géif iwwer Lëtzebuerg an Däitschland transferéiert ginn, da brauch dat net méi iwwert déi Lizenzen do ze fueren.

Vun deem Punkt hier, iwwert dat hei Gesetz gi mer dat net gewuer, mä et gëtt eng ganz Rei aner Gesetzgebungen, déi déijéineg Länner obligéieren, eis ze informéieren, dass esou Waffen iwwer eisen Territoire transportéiert ginn. Ënner anerem géif dat doten, wann et iwwert de Stroosseverkéier géif geschéien, iwwer eis Gesetzgebung, an der Législation routière ass dat do ofgeklaert.

Et ass awer och esou, dass do d'Lëtzebuerger Arméi muss informéiert ginn. Et ass och esou, dass d'Police muss informéiert ginn an aner Instanzen. A wann et géif iwwert de Cargo-Beräich goen, also iwwert de Flughafen transferéieren, dann ass d'Douane ënner anerem ageschalt, déi dat dote gewuer gëtt an dat doten och ka kontrolléieren.

Da wollt ech op déi Remarque vum Här Henckes nach just soen, dee sech beschwéiert oder zumindest net frou ass, dass mer déi heiten Direktiv net zesummen ëmgesat hu mat der Direktiv Marchés publics défense: Dat huet domadder ze dinn, dass dat zwee verschidde Ministèrë sinn, déi concernéiert si vun där doten Direktiv. Awer virun allem huet et domadder ze dinn, dass mer en retard si mat der Transpositioun vun där heiter Direktiv, an dass scheinbar bei mir am Haus d'Leit e bësse méi schnell geschafft hunn a mir duerfir elo mengen, vu d'Urgence, dass mer de Projet haut wëlle stëmme loossen.

Et ass awer och esou, dass mer a ganz enker Ofstëmmung mat de Kolleegen un där anerer Direktiv zesummegeschafft hunn, esou dass dat awer eng Kohärenz wäert ginn, souwuel an där heiten Transpositioun vun der Direktiv wéi an där vun de Marchés publics défense.

An dann, den Här Henckes hat nach eng prinzipiell Diskussioun opgefouert iwwert d'Publicitéit, d'Publikatioun vun esou Geschichten. Ech mengen, do huet hien d'Léisung selwer ginn, dass d'Commission des Institutions dat do soll eng Kéier grondleeënd diskutéieren.

Voilà, dat gesot, soen ech Iech Merci fir Är Zoustëmmung a fir déi positiv Avisen.

Merci!

Mme la Présidente.- Merci, Här Minister. Domat ass d'Diskussioun ofgeschloss a mir kéimen dann elo zur Ofstëmmung iwwert dëse Projet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6292 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann de Vote par procuration.

De Projet de loi 6292 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen, géint 1 Nee-Stëmm.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par M. Marc Spautz), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Martine Mergen), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen (par Mme Claudia Dall'Agnol), Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry);

MM. André Bauler, Eugène Berger (par M. Fernand Etgen), Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Xavier Bettel) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Henri Kox), François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

A voté non: M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dat schéngt esou décidéiert ze sinn.

Mir kéimen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, dat ass d'Proposition de loi 6299 iwwert de Changement d'administration. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht an deen eenzegen agedroene Riedner ass de Rapporteur, den honorabelen Här Boden, deen dann och direkt géif d'Wuert kréien. Här Boden, wann ech gelift.

3. 6299 - Proposition de loi modifiant
- la loi modifiée du 27 mars 1986 fixant les conditions et les modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'État peut se faire changer d'administration,
- la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'État

Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Simplification administrative

M. Fernand Boden *(CSV), rapporteur.*- Merci, Madame Presidentin. Ech versichen dat dann esou kuerz wéi méiglech ze maachen. Mä Dir vertraut mer jo, datt ech alles soen, wat ze soen ass, well et huet keen anere sech ageschriwwen. Voilà.

Also, dës Gesetzespropositioun ass vun de Membere vun der Conférence des Présidents vun der Chamber déposéiert ginn an et ass déi logesch Suite vum neie Statut a vun den Traitementer vun de Fonctionnairë vun dëser Chamber, déi den 13. Juli 2011 ugeholl ginn ass. Et geet also drëm, de Fonctionnairë vun der Chamber d'Méiglechkeet ze ginn, d'Administratioun ze wiesselen, an niewebäi gëtt och d'Gesetz iwwert d'Pensioune vun de Statsfonctionnairë liicht ëmgeännert.

D'Regierung approuvéiert dëse Gesetzesvirschlag an d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics och, trotz e puer kritesche Bemierkungen, wat d'Form ubelaangt.

De Statsrot huet drop insistéiert, datt d'Chamber als konstitutionell Institutioun en Deel vum Stat ass. En huet sech géint all Mentioun am Text gewiert, déi vermudde géif loossen, d'Chamber wier net am allgemenge Begréff „Stat" mat abegraff, mä souzesoen e Stat am Stat.

Dës Opfaassung gëtt natierlech och vun der Chamber gedeelt. Si läit nämlech den Aarbechte betreffend den neie Statut an den Traitementer vun de Fonctionnairë vun der Chamber zugronn a se läit och dëser Gesetzespropositioun zugronn. Et muss nämlech engem Chambersfonctionnaire gestatt sinn, d'Administratioun ze wiesselen, well, och wann en e spezielle Statut huet, bleift en en fin de compte dach e Fonctionnaire am Déngscht vum Stat.

No dëse méi generelle Bemierkunge wëll ech elo kuerz déi eenzel Artikele vum Gesetzesvirschlag kommentéieren. Ech wëll Iech soen, et sinn der nëmmen dräi, et geet also ganz schnell.

Zum éischten Artikel gëtt et Folgendes ze soen: Dësen Artikel ännert d'Gesetz vum 27. Mäerz 1986 iwwert d'Bedéngungen an d'Modalitéite vun engem Administratiounswiessel of an erméiglecht an Zukunft de Fonctionnairë vun der Chamber, d'Administratioun ze wiesselen. En erlaabt awer och natierlech der Chamber, méi einfach Fonctionnairen aus aneren Administratiounen ze rekrutéieren.

Bis elo hunn nämlech am leschte genannte Fall d'Fonctionnairen aus aneren Administratiounen, fir hei bei d'Chamber kënnen ze wiesselen, missen am Viraus kënnegen an hir Carrière erëm vu vir ufänken. Dat heescht, och souguer d'Stagezäit. Dat ass elo an Zukunft net méi de Fall.

Des Weideren huet d'Gesetzespropositoun virgesinn, datt opgrond vun der Gewaltentrennung de Minister vun der Fonction publique seng Décisioun betreffend den Administratiounswiessel vun oder bei d'Chamber nëmme mam Accord vum Bureau vun der Chamber kéint virhuelen.

De Statsrot huet zwar a sengen allgemengen Ausféierungen unerkannt, datt de Statut vun de Fonctionnairë vun der Chamber anescht ass wéi deen, deen am Gesetz vum 16. Abrëll ´79 virgesinn ass. Trotzdeem ass d'Chamber, wéi uganks gesot, eng konstitutionell Institutioun an deemno en Deel vum Stat. Wat also d'Prozedure vun engem Administratiounswiessel ubelaangt, huet de Statsrot kee Grond gesinn, fir do ze differenzéiere souzesoen en faveur vun der Chamber.

Déi héich Korporatioun huet des Weidere festgestallt, datt de Generalsekretär vun der Chamber als Chef vun der Chambersadministratioun an der Berodungskommissioun sëtzt, där hire motivéierten Avis dem Minister senger Entscheedung virausgeet. An de Statsrot ass deemno der Meenung, datt domat d'Intérêtë vun der Chamber geséchert wären.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

Well d'Interventioun vun der Chamber an dëser Prozedur vum Statsrot als onverhältnisméisseg ugesi gëtt, proposéiert de Statsrot, dës Dispositioun ze sträichen. D'Chamberskommissioun ass domadder averstanen a schléit vir, den zweete Punkt vum Artikel 1 also ze sträichen.

Wat den initialen éischte Punkt vum éischten Artikel betrëfft, deen den Administratiounswiessel erméigleche soll, huet d'Chamberskommissioun an hirer Sitzung vum 6. Mäerz vun dësem Joer eng Ännerung virgeholl. Mir waren der Meenung, wat och konform ass zu der allgemenger Remarque vum Statsrot, datt all Formulatioun, déi d'Impressioun gëtt, datt d'Fonctionnairë vun der Chamber keng Fonctionnairë sinn, misst évitéiert ginn. D'Terminologie vun dëser Gesetzespropositioun sollt och uniform sinn.

Duerfir huet d'Chamberskommissioun décidéiert, dem Statsrot seng Propositioun betreffend den Artikel 2 ze iwwerhuelen an de Begréff „fonctionnaires de la Chambre des Députés" duerch „fonctionnaires de l'administration parlementaire" och am éischte Punkt vum éischten Artikel ze ersetzen.

Den Ofsaz betreffend d'Fonctionnaires stagiaires ass och ofgeännert ginn, fir kloerzemaachen, datt de Fonctionnaire stagiaire am Déngscht vun der Administration parlementaire keng Catégorie juridique à part ass, mä zu de Fonctionnaires stagiaires vum Stat gehéiert.

A sengem complémentairen Avis vum 8. Mee huet de Statsrot festgestallt, datt déi zoustänneg Chamberskommissioun seng Usiichten deelt, wat d'Unicitéit vum Statut vun de Fonctionnairen ugeet an och wat d'Inclusioun vun der Chamber am Begréff Stat ugeet. Folglech huet de Statsrot d'Ännerunge bezüglech den Artikelen 1 an 2 guttgeheescht.

Dann zum Artikel 2 wëll ech soen, datt dësen Artikel den Artikel 1 vum Gesetz vum 24. Mee ´54 iwwert d'Pensioune vun de Statsfonctionnairen op zwee klenge Punkten ofännert doduerch, datt déi nei Terminologie „fonctionnaires de l'administration publique" (veuillez lire: parlementaire) agefouert gëtt an dann zwou Dispositioune gestrach ginn, déi am Fong net méi néideg sinn, well se iwwerholl sinn.

De Statsrot huet am Zesummenhang mam Artikel 3 bemierkt, datt dësen Artikel, deen d'Incompatibilitéit vun engem Deputéiertemandat mat enger Fonctionnaires-, Employés- oder Aarbechterplaz, déi vun der Chamber bezuelt gëtt, regele sollt, iwwerflëssig ass, well dës Incompatibilitéit schonn am Artikel 129 (1) vum Wahlgesetz virgesinn ass. Et besteet also keen Zweifel un enger solcher Incompatibilitéit.

D'Chamberskommissioun deelt d'Analys vum Statsrot a sträicht deemno den Artikel 3 aus der Gesetzespropositioun. D'Ugestallte vun der Chamber, déi zum Deputéierte gewielt ginn, kommen also och an de Genoss vum Artikel 129 (3) vum Wahlgesetz. Si hunn deemno d'Urecht op eng vum Stat bezuelte Spezialpensioun oder awer op e Wartegehalt, wat dann och vum Stat bezuelt gëtt.

Wat d'Chambersfonctionnairen ubelaangt, déi um kommunale Plang gewielt gi sinn, applizéiert sech den Artikel 78 vum Gemengegesetz vum 13. Dezember ´88, dee virgesäit, datt d'Agente vum öffentlechen a private Secteur, déi Buergermeeschter, Schäffen oder Gemengeconseiller ginn, d'Recht op Congé politique hunn, fir hiert Mandat respektiv hir Fonctioun kënnen auszeüben.

Well mer den Artikel 3 gestrach hunn, ännert sech och den Titel vun dëser Gesetzespropositioun. A sengem zousätzlechen Avis vum 8. Mee huet de Statsrot sech och domadder averstane gewisen.

Ofschléissend wëll ech dann ënnersträichen, datt d'Chamberskommissioun eestëmmeg recommandéiert, dës Gesetzespropositioun an där vun hir virgeschloener Form ze stëmmen. An ech ginn dann och den direkten Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Gesetzesvirschlag.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Rapporteur Merci. Ech gesinn, et ass keen ageschriwwene Riedner do. Ech weess net, ob d'Regierung nach wëllt Prezisioune ginn, soss géif ech proposéieren, datt mer direkt zur Ofstëmmung iwwert d'Proposition de loi kommen.

Vote sur l'ensemble de la proposition de loi 6299 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

D'Proposition de loi ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Nancy Arendt), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen (par M. Alex Bodry), Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par Mme Claudia Dall'Agnol);

MM. André Bauler, Eugène Berger (par M. Carlo Wagner), Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Xavier Bettel) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Félix Braz), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Da komme mer zum leschte Projet de loi fir de Mëtteg, nämlech dem Projet de loi 6343, e Protokoll géint den illegalen Trafic vu Migranten. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Bettel, Klein a Braz. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madame Christine Doerner. Madame Doerner, Dir hutt d'Wuert.

4. 6343 - Projet de loi portant:
1) approbation du Protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer, signé à Palerme, le 12 décembre 2000, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée du 15 novembre 2000
2) modification du Code pénal
3) modification du Code d'instruction criminelle
4) modification de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration

Rapport de la Commission juridique

Mme Christine Doerner *(CSV), rapportrice.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, mat dësem Projet wëlle mir dee sougenannte Palermo-Protokoll vun der UNO-Konventioun géint déi transnational organiséiert Kriminalitéit approuvéieren. An zwar deen Abschnitt iwwert d'Problematik vum Mënscheschmuggel, net ze verwiessele mam Mënschenhandel, deen eis Chamber scho mam Gesetz vun 2009, den 13. Mäerz, ënner Strofrecht gestallt huet.

Ënner Persouneschmuggel versti mir eng assistéiert illegal Arees an e Land, oft géint Bezuelen. Hei ass de Migrant mat der Aschleisung averstanen, a soubal en d'Zilland erreecht huet, ass e sech selwer iwwerlooss. Och wann den Handel an de Schmuggel mat Persounen dacks enk matenee verbonne sinn, bleiwen et awer zwou ënnerschiddlech Deliktformen, déi an zwee getrennten UNO-Zousazprotokoller geregelt sinn.

Mam Artikel 1 soll de Protokoll géint d'Schleise vu Migranten op Land-, Mier- a Loftwee ëmgesat ginn, deen am Dezember 2000 vun de Staten ënnerschriwwe ginn ass. Zweck ass d'Preventioun an d'Bekämpfung, d'Verstäerke vun der internationaler Kooperatioun, d'polizeilech Zesummenaarbecht bei gläichzäitegem Schutz vun de Rechter vun de geschleiste Migranten an hir Réckféierung.

D'Vertragsstaten hu sech - dat ass eemoleg - an dësem Protokoll verflicht, hir eege Landsleit an och déi Résidents permanents vun deene Länner a räsonabelen Délaien zréckzehuelen.

De Protokoll definéiert och eng ganz Rei vu Begréffer - wéi zum Beispill: Wat ass illegal Arees? Wat ass den Openthalt? - an erlaabt och eng ganz Rei vu Moossname bei verdächtege Schëffer op héijem Mier.

Den Artikel 5 bestëmmt ausdrécklech, dass nëmmen d'Passeure sech strofbar maachen an net déi illegal ageschleiste Persounen. Si ginn net als Täter considéréiert, wat awer net ausschléisst, dass si sech trotzdeem kënne strofbar maache wéinst Verstouss géint déi national Regele vun den Openthaltsgesetzer.

Vun Ufank u war et ni d'Absicht vun den Zilländer, dëse Protokoll géint d'Migranten auszeriichten. Iwwregens hätten och d'Ursprongsländer ni engem Instrument zougestëmmt, dat hir eege Landsleit, déi hir Heemecht aus ekonomescher Nout verloossen, am Ausland enger Strof géif aussetzen. De Conseil d'État ass d'accord mat der Ëmsetzung vun dësem Protokoll.

An domadder komme mir zum zweete Punkt vun dësem Projet. Fir de Mënscheschmuggel vum Mënschenhandel ze ënnerscheeden, verflichte sech d'Vertragsstaten, och den Trafic illicite ënner Strof ze stellen. Dofir gëtt an eisem Code pénal niewent der Ausbeutung vun der Prostitutioun an der Traite des êtres humains e weideren zousätzleche Chapitre 6-2 agefouert, an zwar iwwert den Trafic illicite de migrants mat zwee neien Artikelen an eisem Code pénal: den Artikel 382-4 an 382-5.

Frankräich an d'Belsch hunn dës Infractiounen an hir Immigratiounsgesetzer opgeholl. Lëtzebuerg huet awer eng ganz aner Approche ugeholl. Net nëmme gëtt den Trafic illicite am internationale Raum als Strofdot an eise Code pénal geschriwwen - wéi mer elo just gesinn hunn -, mä och d'Dispositiounen iwwert d'Schleppereiwiesen duerch d'EU an de Schengener Raum gi ganz aus dem Gesetz iwwert d'libre Circulation des personnes et de l'immigration vun 2008 erausgeholl a si ginn tel quel an den éischten Alinéa vum neien Artikel 382-4 integréiert. Nëmmen d'Prisongs- a Geldstrofe ginn ugepasst, fir de Parallelismus ze halen, wat d'Bestrofung vum Mënschenhandel betrëfft.

Zum initiale Libellé vun dësem neien Artikel 382-4 huet de Statsrot e puer pertinent Bemierkunge mat enger Warnung, d'Dispens vum zweete Vote ze refuséieren, gemaach.

Éischt Bemierkung: D'Beschafung vu gefälschte Rees- an Identitéitsdokumenter, d'Erschläichung vu Visae falen ënnert dee méi allgemeng breet gefächerten Ausdrock vun der Bäihëllef. Dës Delikter sinn awer scho laang entspriechend an eisem Strofrecht sanktionéiert. D'Handlunge vum Facilitateur a senge Komplizen, mä och d'Tentative si strofbar.

Zweet Bemierkung: De Conseil d'État bemierkt, dass eist Lëtzebuerger Recht méi streng wéi de Palermo-Protokoll ass. Firwat? Well de Législateur mécht en Ënnerscheed tëschent der Aide à l'entrée an der Aide au séjour. An deenen zwee Fäll muss d'Bäihëllef virsätzlech, dat heescht sciemment geschéien. Awer am Fall vum Séjour irrégulier gëtt verlaangt, dass net nëmme wëssentlech, mä och nach zousätzlech mat Gewënnzwecker - dat wëllt soen, dans un but lucratif - gehandelt gëtt.

Eise Législateur huet ofgesi vun der Méiglechkeet, d'Handlung vun der Bäihëllef zur illegaler Arees net ënner Strof ze stellen, wann d'Zil vun den Handlungen déi humanitär Ënnerstëtzung vun de betraffene Persounen ass.

Dësen delikate Punkt ass intensiv an der Kommissioun diskutéiert ginn a folgend Argumenter plädéiere fir déi méi restriktiv Texter: Éischtens, schonn 2006 bei der Ëmsetzung vun der EU-Direktiv iwwert den Trafic illicite hu sech déi nämlecht Froe gestallt an ass och déi nämlecht Distinctioun gemaach ginn. Dat wëllt soen, d'Distinctioun tëschent illegaler Arees an illegalem Séjour. A mir hu si nach haut am Artikel 143 stoen, deem Artikel, dee mir haut textuellement iwwerhuelen. Dës restriktiv Dispositioun vum Artikel 143, all dës Dispositioune sinn à l'unanimité an der Chamber dee Moment ugeholl ginn.

Zweetens: Derzou kënnt, dass d'Dispositioun vun der EU-Direktiv, et sinn e puer Direktiven, an der Bekämpfung vun der illegaler Migratioun a vum Palermo-Protokoll, dat sinn nëmme Kann-Bestëmmungen, dat wëllt soen, si si supplétif, keng Muss-Bestëmmungen. An dofir steet eist Recht a kengem Moment am Widdersproch mat den internationale Konventiounen.

Drëttens: Och Frankräich an Däitschland hunn dës international Konventioune restriktiv ëmgesat, mam Argument, dass all Ausnahm vum Strofprinzip d'Portée an d'Effikassitéit vun dëse Gesetzer géif aschränken.

D'Clause humanitaire ass a Frankräich verworf ginn, mam Argument, dass d'Palermo-Konventioun net d'Aide bénévole viséiert, mä ganz einfach déi international organiséiert Filiëren. An Däitschland gëtt dëse perséinleche Grond vu Scholdausschléissung och net ugeholl.

Et dierf een och net vergiessen, dass et sech beim Trafic illicite ëm e sougenannte Kontaktdelikt handelt. Weder de Passeur nach déi Ageschleisten hunn Intérêt un enger Opklärung vum Fall. Et gëtt ni Plainten. An iwwert dat finanziellt Arrangement schwätzt ni e Mënsch. Souguer wann den Täter bekannt wär, ass de Beweis vun engem Gewënnzweck - dat wëllt soen, dans un but lucratif - onméiglech an engem Schleiserprozess ze bréngen.

D'Polizeiexperten ermëttelen iwwregens net op d'Faitë selwer, mä op de Profil vum Verdächtegen, well hire But ass d'Opdecke vun transnationalen organiséierte Schlepperbanden.

Et gëtt nämlech dräi Type vun Organisatiounsformen an der Schlepperei. Mir hu fir d'Éischt dee lokal organiséierten Eenzelfall, déi hir Clienten - wann een dat dierf soen - op de Garen, Mäert a bei de Camps de réfugiés sichen. Si handelen oft eleng an et gëtt ëmmer bor bezuelt.

Den zweeten Typ ass d'Erschläiche vu Visaen, déi d'Passeure verschafe mat Hëllef vu fingéierten Aluedungen an Aarbechtskontrakter. D'Ambassadë vun den Zilländer ginn oft hei getäuscht.

An en drëtten Typ sinn déi gutt organiséiert Schleiserbanden. Hir spektakulärst Method ass d'Schëffschlepperei. Si sinn net nëmme besonnesch geféierlech fir d'Affer, mä si sinn och ouni Hëllef vu Schlepper kaum duerchzeféieren. Hei ass eng grouss noutwendeg Logistik erfuerdert.

No den internationale Kriminalstatistike läit den zukünftegen Trend, d'Tendenz an enger regelrechter Schleisungsindustrie am ganz groussen Ëmfang, an zwar aus alle Regioune vun der Welt, och aus Krisegebidder, no Europa.

A schlussendlech constatéiert d'Migratiounsfuerschung, dass et sech beim Mënschenhandel an éischter Linn am Allgemengen ëm e Business, e Geschäft handelt, wou all d'Acteuren, net nëmmen de Schlepper, mä och déi illegal Migranten, en ekonomeschen Intérêt hunn. Dat wëllt soen, d'Haaptroll ass hei am Fong geholl den ekonomeschen Aspekt.

D'Migranten, egal ob aus Asien, Afrika an Osteuropa, wann déi hei ukommen, si keng Vagabunden, déi hir Chance an Europa tentéieren. Et si meeschtens jonk Männer, déi d'Hoffnung droe vun enger ganzer Famill. Oft ass et souguer e ganzt Duerf, dat zesummeleet, fir si erfollegräich schleisen ze loossen, mä mat engem But, an zwar mam But, dass si spéider iwwer Réckiwwerweisungen zum Familljenakommes an hirer Heemecht bäidroe kënnen. Et ass, wat d'Literatur nennt, „eng quasi indirekt Entwécklungshëllef", fir déi si natierlech hiert Liewe riskéieren.

Da komme mir zu der Oppostioun vum Conseil d'État, wat d'Incohérence tëschent deenen zwee Alinéae vum neien Artikel 382-4 betrëfft. Zu Recht kéint den initialen Text zu enger Insécurité jurdique féieren. Dofir huet an engem Amendement d'Kommissioun d'Dispositioune vum Trafic illicite an der EU an am Schengener Raum an op internationalem Niveau an engem eenzegen Alinéa alignéiert. Domadder kann den zweeten Alinéa gestrach ginn. De Conseil d'État huet a sengem leschten Avis dësen Amendement ugeholl an den Artikel esou guttgeheescht.

Den initialen Artikel 382-5 huet d'Circonstance aggravante agefouert. An zwar huet se an deem initiale Projet d'Gefährdung vum Liewen an onmënschlech Behandlung vun de geschleiste Migranten opgezielt. De Conseil d'État kritiséiert - an zu Recht - dës Imprezisioune vun dëse Konzepter, déi eleng der souveräner Appréciatioun vum Riichter géifen ënnerleien. Op Suggestioun erëm vum Conseil d'État ass dësen Artikel amendéiert ginn an et ass e klore Libellé, an zwar dee vum belschen Text, an dëser Matière iwwerholl ginn. De Conseil d'État ass domadder d'accord.

Wa mir dës nei strofrechtlech Artikelen unhuelen, musse mir och den Artikel 193 aus dem Gesetz iwwert d'libre Circulation des personnes et de l'immigration sträichen a selbstverständlech verschidde kleng Artikele vum Code d'instruction pénale à jour setzen.

An da komme mir zum Schluss. De Phenomeen Mënscheschmuggel ass gesellschaftlech onerwënscht. D'Migrante riskéieren hiert Liewen, an eng ongeregelt Zouwanderung ass sougutt fir d'Migrante wéi fir d'Zilgesellschaft problematesch.

De But vun dësem Protokoll ass awer net d'Regelung, net d'Steierung vun der Migratioun u sech. Dofir gëtt et aner politesch Verhënnerungsméiglechkeeten, wéi zum Beispill duerch geziilte Förderungsprogrammer, nei Produktiounskonzepter an de Länner selwer, wou d'Migranten hierkommen.

An dësem Projet, dee mir haut solle stëmmen, geet et ëm d'Ëmsetzung vun engem internationale Protokoll géint d'Bekämpfung vum - an ech soen den Intitulé - Trafic illicite de migrants par terre, air et mer. E kriminelle Phenomeen, mat deem pro Joer ronn zéng Milliarden Dollar ëmgesat ginn an domadder en plus eis Gesellschaft a Gefor gesat gëtt.

Mir kënnen dëse Projet stëmmen, an ech ginn den Accord vu menger Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Rapportrice. Als éischte Riedner ass den Här Xavier Bettel agedroen. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Xavier Bettel *(DP).*- Merci, Här President. Ech wëll och der Rapportrice direkt Merci soe fir hire Rapport.

Si sot et och, mir haten an der Kommissioun länger Diskussiounen iwwert déi Notioun vum But lucratif. Dat wor déi Diskussioun, déi mer haten. Bon, mir wëssen, dass et eng international Konventioun ass. Mir hunn och schonn am Code Dispositiounen, déi an déi Richtung ginn. An de But ass gewiescht, ob de But lucratif uniquement do ass fir ze hëllefen, wann een hei ass, oder och de But lucratif misst iwwerhaapt de Principe général sinn an deem heite Fall.

Mir sinn der Meenung, dass et an deem heite Fall sollt wierklech de Prinzip sinn - ech ginn herno drop an -, an dofir hu mer och en Amendement proposéiert, Här President, deen ech och schonn an der Kommissioun ugekënnegt hat.

Dat heescht, dass mir géife proposéieren, amplaz „Toute personne qui par aide directe ou indirecte a sciemment facilité ou tenté de faciliter l'entrée irrégulière, le transit irrégulier ou, dans un but lucratif, le séjour irrégulier d'un ressortissant de pays tiers" ze änneren an „Toute personne qui, dans un but lucratif, a par aide directe ou indirecte sciemment facilité ou tenté de faciliter l'entrée irrégulière, le transit irrégulier ou le séjour irrégulier d'un ressortissant de pays tiers", etc. an etc.

Dat heescht, dass de But lucratif - Här President, voilà, dass e kann ausgedeelt ginn.

Amendement 1

Article 2 (modification du Code pénal), point 1° (introduction d'un nouveau Chapitre VI-II intitulé „Du trafic des migrants" au Titre VII du Livre II du Code pénal) - articles 382-4 et 382-5 nouveaux

L'article 382-4 est amendé comme suit:

*„Art.382-4. Toute personne qui, **dans un but lucratif**, **a** par aide directe ou indirecte **a** sciemment facilité ou tenté de faciliter l'entrée irrégulière, le transit irrégulier ou, ~~**dans un but lucratif**~~, le séjour irrégulier d'un ressortissant de pays tiers sur ou par le territoire luxembourgeois, le territoire d'un État membre de l'Union européenne ou d'un État partie à la convention signée à Schengen le 19 juin 1990, ou le territoire d'un État partie au Protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, signée à Palerme, le 12 décembre 2000, est punie d'un emprisonnement de trois à cinq ans et d'une amende de 10.000 à 50.000 euros ou d'une de ces peines seulement.*

Art.382-5. L'infraction prévue à l'article 382-4 est punie de la réclusion de cinq à dix ans et d'une amende de 50.000 à 100.000 euros dans les cas suivants:

1° lorsqu'elle a été commise par une personne qui a autorité sur la victime, ou par une personne qui a abusé de l'autorité ou des facilités que lui confèrent ses fonctions;

2° lorsqu'elle a été commise par un officier ou un fonctionnaire public, un dépositaire ou un agent de la force publique agissant à l'occasion de l'exercice de ses fonctions;

3° lorsqu'elle a été commise envers un mineur;

4° lorsqu'elle a été commise en abusant de la situation particulièrement vulnérable dans laquelle se trouve une personne en raison de sa situation administrative illégale ou précaire, de sa situation sociale précaire, d'un état de grossesse, d'une maladie, d'une infirmité ou d'une déficience physique ou mentale, de manière telle que la personne n'a en fait pas d'autre choix véritable et acceptable que de se soumettre à cet abus;

5° lorsqu'elle a été commise en faisant usage, de façon directe ou indirecte, de manœuvres frauduleuses, de violences, de menaces ou d'une forme quelconque de contrainte;

6° lorsque la vie de la victime a été mise en danger délibérément ou par négligence grave;

7° lorsque l'infraction a causé une maladie paraissant incurable, une incapacité permanente physique ou psychique, la perte complète d'un organe ou de l'usage d'un organe, ou une mutilation grave;

8° lorsque l'activité concernée constitue une activité habituelle;

9° lorsqu'elle constitue un acte de participation à l'activité principale ou accessoire d'une association, et ce, que le coupable ait ou non la qualité de dirigeant."

(s.) Xavier Bettel, André Bauler, Eugène Berger, Félix Braz, Viviane Loschetter.

Dat heescht, dass de But lucratif den Départ ass, fir iwwerhaapt eng Sanktioun kënnen ze hunn.

Ech liese souwisou och, wësst Der, mir kréie jo dee klenge Résumé gemaach. Dee klenge Résumé seet selwer, Här President: «Le Protocole définit le trafic illicite de migrants comme „[…] le fait d'assurer, afin d'en tirer, directement ou indirectement, un avantage financier ou un autre avantage matériel, l'entrée illégale dans un État partie d'une personne qui n'est ni un ressortissant ni un résident permanent de cet État".»

Dat heescht, eise Résumé selwer seet, dass et de But ass, en Avantage matériel ou un avantage financier ze hunn. Dat steet och am Protokoll.

Dowéinst fanne mer, dass en Text soll kloer sinn. An da krut ech an der Kommissioun erkläert: Jo, mä, Här Bettel, et ass net schlëmm. De Parquet huet jo nach ëmmer d'Opportunité des poursuites.

Firwat? Well de Risiko besteet elo, een, deen engem en Ticket schéckt, fir op Lëtzebuerg ze kommen, dee fält drënner. Dee fält drënner.

(Interruption)

Dann erkläert Der mer, firwat en net drënner fält.

Dee fält drënner, well en huet d'Entrée facilitéiert vum Transport. Also dat heescht, dass en haut géif drënner falen.

Hei ass jo déi eenzeg Konditioun, op jidde Fall, dat heescht, et ass sous-entendu, soubal een engem gehollef huet, och wann den Här Henkkes dat net mengt, sou gesäit awer den Text a menger Interpretatioun dat vir, dofir sinn ech gespaant op dem Här Henckes seng Interventioun duerno, dass en eis erkläert, firwat dat dann net de Fall wär.

Op jidde Fall, bei der Résidence muss e But de lucre sinn a soss ass kee But de lucre virgesinn. Dat heescht, dass et do duergeet, dass een enger Persoun gehollef huet.

Dowéinst menge mer, dass wierklech de But de lucre hei sollt sinn. Dat heescht, de Regroupement familial, eng Persoun, déi gären een eroprifft a kee But de lucre huet, dann net sollt bestroft ginn.

An ech kann… An der Kommissioun krut ech - ech hunn et virdru wolle soen, an den Här Henckes huet mech ënnerbrach, Här President -, dass mer gesot kritt hunn, de Parquet huet d'Opportunité des poursuites. Dat heescht, da klasséiere se esou eng Affär oder d'Geriichter soen dann: Jo, mä dat ass awer net schlëmm. Déi doten Affär muss net… - da gëtt eng Suspension de prononcé geschwat oder esou eppes. Well normalerweis misste se jo awer poursuivéiert ginn.

Dowéinst, Här President, froe mir, fir dass den Amendement soll ugeholl ginn, fir dass de But de lucre de Principe de base ass, dee muss zréckbehale ginn, fir iwwerhaapt kënnen e Prozess ze maachen. A wann dat net de Fall wär, wäerte mer eis beim Projet enthalen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Bettel. Als nächste Riedner ass den Här Jean-Pierre Klein agedroen.

M. Jean-Pierre Klein *(LSAP).*- Jo. Här President, Merci. Ech wëll der Rapportrice villmools Merci soe fir dee Rapport, fir déi zwee Volete vun dësem Projet de loi.

Engersäits huet se eis ganz däitlech erkläert, wat d'Objektiver si vum Protokoll iwwert déi onrechtméisseg…, den Trafic illicite vun de Migranten. Op där anerer Säit och däitlech erkläert, dass mer an eiser Législatioun de Code pénal ofänneren. An deem Sënn och, dass mer den Artikel 382-4 asetzen. An dat ass eng ganz kloer Transpositioun eent zu eent vum Artikel 143 vum Immigratiounsgesetz, wat mer 2008 - an dat wëll ech nach eng Kéier ënnersträichen -, dat mer eestëmmeg hei gestëmmt hunn.

Et ass just, dass mer… Et ass kee Komma dru geännert, kee Punkt dru geännert. Ausser, dass d'Strofen ofgeännert gi sinn. An duerfir géif ech och am Numm vun eiser Fraktioun den Accord zu dësem Projet de loi ginn.

M. le Président.- Merci dem Här Klein. An d'Wuert kritt elo den Här Félix Braz.

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Merci, Här President. Ech wäert a mengen Ausféierungen och net vill méi laang si wéi d'Virriedner.

Eng éischt Remarque fir ze soen, dass deen Text, dee mer haut stëmmen, net soll vermëscht gi mat där Diskussioun, déi am Moment zu Lëtzebuerg ass, iwwert déi héich Zuel vun Asylanträg. Déi Leit, déi do viséiert sinn, wäerten duerch dëst Gesetz net zréckgehale ginn oder behënnert ginn. Ech weess, dat huet nach kee behaapt. Ech wëll et awer duerfir soen, dass dat och kloer ass. Dat hei ass kee Remède fir déi Diskussioun, déi mer am Land hunn, iwwert deen héijen Afflux am Moment vun Demandeurs d'asile.

Et ass och e Gesetz, wat zu Lëtzebuerg, aller Wahrscheinlechkeet no, net dierft ze vill oft zur Uwendung kommen. Hei geet et ëm Terre, mer et air. Bon, mat der Mer si mer net immens betraff, ausser iwwert de Pavillon maritime, le cas échéant. Iwwert d'Loft ass d'Wahrscheinlechkeet och duerch d'Organisatioun vun der Loftfahrt, wéi se haut ass, éischter extrem geréng. An iwwert de Landwee ass d'Wahrscheinlechkeet och éischter geréng.

Et ass also e Gesetz, wat vu sengem Impakt hier zu Lëtzebuerg mat Sécherheet en aneren huet wéi an enger Rei vun anere Länner. Dat ass awer kee Grond, fir d'Gesetz duerchzewénken an net genee ze kucken op dat, wat mer maachen.

Ech mengen, keen heibannen ass derfir, dass Schleiser- oder Schlepperbande sollen ënnerstëtzt ginn. Dat si Leit, déi mat den Hoffnungen, den Illusiounen, dem Misär vun anere Leit probéiere sech ze beräicheren. Dat brauch een net ze ënnerstëtzen. Dat brauch een net ze dulden. Do si mer eis alleguerten eens.

Trotzdeem, mengen ech, soll een a senger Gesetzgebung, besonnesch wann de Protokoll et erlaabt, dee Spillraum, déi Clause humanitaire, wéi d'Rapportrice se genannt huet - där ech hei och wëll e Merci soe fir hire mëndlechen an och schréftleche Rapport -, dass een déi Méiglechkeet vun där Clause humanitaire huet, hätte mir als gréng Fraktioun, grad wéi de Kolleeg Bettel, deem säin Amendement, dee mer zesummen déposéiert hunn, ech natierlech och ënnerstëtzen, léiwer gesinn, wa mer déi Clause genotzt hätten.

Mir hunn déi Fakultéit a mir mengen, mir hätten am Impakt näischt Wesentleches verbrach aus der Vue vun deenen, déi mengen, dass hei nëmmen e strengt Gesetz e gutt Gesetz gewiescht wier. Déi Clause humanitaire hätte mer an alle Fäll als noutwendeg ugesinn. Mir gesinn et jo och am Fall vir vum Séjour. Mä mir mengen, dass et och am Fall vun der Entrée op den Territoire hätt solle gemaach ginn.

Et soll een dat, wat d'Lëtzebuerger Bierger wëllen, aus humanitäre Grënn maachen, fir ze hëllefen, Leit, déi awer an enger prekärer, fir dat mannst ze soen, Situatioun sinn, dass een dat net soll ënner Strof stellen. Mir hätte legal d'Méiglechkeet gehat, an ech bedaueren, dass mer déi Méiglechkeet net genotzt hunn an domadder, wéi d'Rapportrice gesot huet, mir op deem dote Punkt méi streng wéi de Protokoll sinn, ouni dass et hätt misse sinn.

Aus deenen do Grënn, wéi gesot, maache mir eis Haltung och vum Vote iwwert den Amendement ofhängeg. Woubäi ech mer do natierlech keng Illusioune maachen. Et wär deen éischten Amendement, deen an der Plénière géif ugeholl ginn, mä trotzdeem. Mir wollten och kloermaachen, dass mer d'Gesetz esou léiwer gesinn hätten.

Ech muss och soen, et ass e Gesetz, wat eigentlech vläicht zu Lëtzebuerg net déi grouss Bedeitung huet. Et ass awer e Protokoll, deen international eng wesentlech méi héich Bedeitung huet. Et ass och e Gesetz, wat an anere Länner zu däitlech méi Polemik a Politiséierung gefouert hätt, wéi dat hei vläicht zu Lëtzebuerg de Fall ass.

Ech ka mer virstellen, nach ënnert der viregter franséischer Présidence, mengen ech, wier déi Ratifikatioun vum Protokoll anescht erofgaangen, wéi dat, wat mer hei zu Lëtzebuerg diskutéieren, wou mer jo och awer par rapport zum initialen Text, och opgrond vun dem Avis vum Statsrot, eng Rei sënnvoll Ännerunge gemaach hunn, déi an déi Richtung ginn, wéi mir se plädéiert hunn an och de Kolleeg Xavier Bettel.

Mä trotzdeem mengen ech, wären d'Gesetz an déi Transpositioun vum Protokoll an eisen Ae wierklech kohärent a gutt gewiescht, wa mer den Text esou geschriwwen hätten, wéi en elo am Amendement vum Här Bettel virgesinn ass.

Wéi gesot, mir maachen dann de Schlussvote dovun ofhängeg.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Braz. Als leschte Riedner ass den Här Jacques-Yves Henckes agedroen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Merci, Här President. Ech wëll och vu menger Säit aus am Numm vun der ADR der Madame Rapportrice Merci soen. Si huet ons hei e ganz technesche Projet, mä awer och e wichtege Projet ganz gutt exposéiert. Ech mengen, datt et och awer wichteg wier, fir op ee Punkt anzegoen, deen och bei ons an der Kommissioun zu etlechen Debatte gefouert huet, dat ass deen, deen hei duerch den Amendement vun der DP, vun der Gréng-DP - pardon - erakomm ass.

Une voix.- Der DP!

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Vun der grénger DP, voilà, jo.

De Projet de loi gesäit vir, datt déi Iddi vum But lucratif, dat heescht, datt ee Suen oder materiell Avantagë kritt, wann een eng Persoun an d'Land hei erabréngt, datt dat obligatoresch ass, esou wéi et elo am Gesetz virgesinn ass, fir kënnen eng Incriminatioun virzegesinn. Dat heescht, datt nure kann eng Persoun viru Geriicht zitéiert ginn, virun de Correctionnel, an e puer Joer Prisong riskéieren, wa se dat gemaach huet, fir en décken Avantage financier ze kréien. Dat ass de Fall, dat steet ganz kloer am Gesetz, deen Ablack, wou een eng Persoun hei an d'Land komme léisst, fir datt déi hei am Land wunne bleift.

Ech sinn der Meenung…

Une voix.- Neen!

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Dach! Ma dat steet dran. Dat heescht, et muss d'Konditioun sinn, fir - ech liesen dat nach eng Kéier vir: De But lucratif besteet „ou, dans un but lucratif, le séjour irrégulier d'un ressortissant d'un pays tiers". Dat heescht, fir dee Fall do muss de But lucratif nogewise ginn, fir datt et kann...

Do si mer ons also op deem Punkt eens.

Une voix.- A bei deenen aneren net, si mer eis awer och eens.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- A bei deenen aneren, do si mer net eens. An dat aus engem ganz einfache Grond. Ech mengen, datt, wann een e But lucratif huet, fir eng Persoun, déi en Transit mécht, dat heescht, déi hei just nuren iwwert de Flughafe soll erageschleist ginn, fir an en anert Land ze kommen, datt dat net eng Persoun ass, déi do Sue kritt oder déi keng Sue kritt, déi dat just nure mécht, fir kënnen enger Persoun eng Gentillesse ze maachen.

De Problem besteet, datt, wa mir de But lucratif virgesinn an der Gesetzgebung bei dem Transit irrégulier vun enger Persoun, da muss een dat noweisen. Da muss de Parquet noweisen, datt déi Persoun do Sue kritt huet oder soss en Avantage matériel. Dat ass onméiglech, fir déi Preuve do ze bréngen, à moins, datt een eventuell Leit, Enquêteuren a Pakistan oder an Afrika oder soss iergendwou schéckt, fir erauszefannen, ob net iergendee Passeur do seng Sue kritt huet.

An et geet hei ëm kleng Montanten. Ech wëll nuren drun erënneren, datt bei de Kosovaren an de Kurden 1998 den normale Präis tëschent 2.000 an 8.000 Euro pro Persoun wor, fir datt d'Leit sollen erageschleist ginn. Fir aner Länner leien d'Montanten nach méi niddreg wéi déi Montanten do. An dat geschitt alles mat bor Geld oder mat Avantagen, do ass bal eng Preuve impossible. A wann ee wëllt also hei den Transit irrégulier vu Leit favoriséieren, e wierklechen Hafe ginn, datt Lëtzebuerg dat soll ginn, da stëmmt een den Amendement vun der grénger DP.

(Interruptions et brouhaha)

Dat ass manifestement eppes…

M. le Président.- Här Henckes, erlaabt Der, datt den Här Bettel Iech eng Fro stellt?

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- En däerf mer eng Fro stellen, kee Problem.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Ech verstinn, den Här Henckes - Här President - huet eis viru fënnef Minutten…

(Interruption)

M. le Président.- Här Henckes, da lauschtert elo, datt den Här Bettel Iech d'Fro emol stellt!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Den Här Henckes huet mir viru fënnef Minutte gesot, juristesch wiere mir falsch, wa mer géife soen, dass de But lucratif am Moment an deem heiten Text just misst bewise gi fir de Séjour irrégulier.

Kann e mer elo dann erklären, wou juristesch mir falschleien?

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Majo, well mir fannen… Beim Séjour…

M. Xavier Bettel *(DP).*- Ech schwätze juristesch, Här Henckes. Dir hutt mer virdru gesot, mir hätten den Text falsch verstanen. Sot mir juristesch, wou mir falsch verstanen hunn, dass am Moment de But lucratif just muss beim Séjour irrégulier sinn?

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Voilà, well beim… Wat mer wëllen…

M. Xavier Bettel *(DP).*- Neen, da sot mer, wou!

(Interruptions)

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Wat mer wëllen évitéieren, dat ass, datt eng Persoun hei an d'Land geholl gëtt vun engem Familljemember.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Juristesch, Här Henckes. Dir hutt gesot: juristesch. Ech waarden op Äre juristeschen Avis, wou mer falschleien.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Ma, vum juristeschen Avis ass et ganz kloer, datt mer dat eent wëllen: Âren Amendement net unhuelen a fäerdeg ass d'Saach, dat ass ganz kloer.

(Hilarité et brouhaha)

Ech mengen, datt souguer Dir et kéint verstoen, wann Der e klengen Effort maacht.

(Hilarité et brouhaha)

Une voix.- Dir hutt et esou erkläert!

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- An et ass esou, datt mer hei de But lucratif also ewechkréien…

Une voix.- Maître Henckes, très bien!

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- …op deenen Donnéeën do, an datt mer hei bei der Aide humanitaire, dat heescht, datt déi Persoun, déi eng Aide mécht, fir datt se kéint hei an d'Land kommen, e Familljemember oder esou, deen ass deen Ablack net viséiert. Dat heescht, datt dat Beispill an d'Motivatioun, déi den Här Bettel virdru ginn huet, datt déi sech souwisou hei net applizéieren.

Dat Eenzegt, wat mer hei duerch dësen Amendement géife maachen, dat ass, datt mer den Transit an einfach déi, déi just nure Sue wëllen hunn, fir eng Persoun eranzebréngen, an da sech net ëm déi këmmeren, datt mer déi Persounen do géifen hei a Lëtzebuerg an engem Schlaraffeland loossen.

Une voix.- Très bien!

(Brouhaha général)

M. le Président.- Merci dem Här Henckes. Elo kritt d'Wuert den Här Justizminister François Biltgen.

(Brouhaha)

Une voix.- Voilà!

(Hilarité et brouhaha)

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll och der Madame Rapportrice villmools Merci soen, dass se hei de Projet am Detail duergestallt huet. An ech wëll et nach eng Kéier soen, wat schonn e puer gesot hunn, dass deen heite Projet elo vläicht keen ass, deen eis direkt an deem Sënn gehäit, well mir net e Land sinn, wat Mier ronderëm sech huet, mä indirekt awer

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Espace Médias SA / Polygraphic SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

schonn, well et kënne jo Leit sinn, déi iergendwou an Europa dat heite gemaach hunn an och zu Lëtzebuerg landen.

Et ass och ganz kloer, dass dat hei näischt mat Demandeurs d'asile ze dinn huet. Den Här Braz huet recht. An och näischt - d'Madame Doerner huet dat gesot - mat Trafic des êtres humains.

Mä et huet eppes ze di mat grousse Problemer. Wann ech mat menge maltesesche Kolleege schwätzen, wou iwwregens mäi Justizministesch-Kolleeg elo vun der Chamber gezwonge ginn ass, zréckzetrieden, well e mat deene Fluxen net eens ginn ass vu Leit, déi op Malta gedriwwe ginn a wou een net méi weess wouhin. Et muss ee wëssen, dass hei ee reelle Problem an Europa ass. An duerfir soll een dat och am Kapp hunn: D'Problemer sinn net wäit ewech vun eis.

Duerfir mengen ech, ass et eng gutt Saach, dass mer dat haut stëmmen. An ech soen dat och, well déi Konventioun schonn an de Protokoll antëschent 2004 a Kraaft getruede sinn. Ech hat eng Kéier, wéi ech Aarbechtsminister war, mer Méi ginn - deemools 2001 -, ze kucken, wat fir eng Konventioune mer deemools all hate vun dem OIT, déi ee misst iwwerhuelen. Do hu mer eng Kéier e ganze Jet hei gemaach.

Mir mussen och kucken, dass mer net ëmmer Konventioune signéieren, well wa mer se signéiert hunn, verschiddentlech si Schwieregkeeten, mä bei där heiten net, dass mer se esou séier wéi méiglech ëmsetzen. Duerfir sinn ech och frou, dass mer dat haut kënne maachen.

Et muss een natierlech wëssen - ech soen dat och, fir lues a lues op den Här Bettel ze kommen, deen… Déi eenzeg Fro, déi elo nach ass,…

(Hilarité générale et brouhaha)

…ass déi hei, dass et natierlech eng Konventioun ass, déi vun den Affaires étrangères ausgehandelt gouf a wou mer och hei - dat ass elo net d'juristesch Äntwert op Är Fro, Här Bettel -, wou mer awer…

Une voix.- Voilà!

(Brouhaha)

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- …wou mer awer dat gemaach hunn, wat de Ministère des Affaires étrangères gären hätt. Ech wëll dat emol einfach hei soen, dass ech hei als Justizminister soen, dass d'Affaires étrangères se ausgehandelt huet, an de Wonsch, de But lucratif hannen ze setzen an net virdrun, war och e Wonsch vum Ausseministère. An duerfir wollt ech dat och net frësch diskutéieren.

Juristesch wëll ech awer e puer Saache soen. Éischtens huet den Här Bettel absolut recht,…

Plusieurs voix.- Aaahhh!

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- …dass mer méi wäit ginn, wéi d'Konventioun eis géif stricto sensu zwéngen. Dat ass richteg. Näischt empêchéiert eis awer, méi streng ze si bei eiser Konventioun, empêchéiert eis, net méi streng ze sinn. Well déi zwee Argumenter, déi de Ministère des Affaires étrangères eis mat op de Wee ginn huet - an déi dierf een net vergiessen -, dat ass, dass mer eng gewësse Cohérence vun den Texter och hei sollen zu Lëtzebuerg hunn.

An dat sinn der zwee: Dat ass den Artikel 143 vum Gesetz vun 2008 iwwert d'libre Circulation - genee dee seet datselwecht - an och d'Direktiv, d'Europäesch Direktiv 2009/90, déi seet och dat doten. An duerfir, wéinst der Cohérence vun deenen Texter, huet de Ministère des Affaires étrangères gesot: „Maacht et och hei!"

Da kënnt den Inhalt derbäi. Et ass richteg, dass da verschidde Leit méi streng kënne geahnt ginn, well mer de But lucratif net mussen noweisen. Ech soen awer, dass et mech an deem Sënn net onbedéngt stéiert.

Ech soe woufir: Well et ass fir mech relativ irrelevant, soen ech awer, wann ech all déi aarm Leit gesinn, déi an „Nossschuelen" - wéi eis Noperen déi Säit der Musel soen - an d'Mier gesat ginn a landen, ob deen, dee se dragesat huet, vill Sue verdéngt oder wéineg Suen oder iwwerhaapt keng verdéngt. Déi, déi ënnerginn oder déi iergendwéi hänken, déi maache sech Illusiounen. Déi gesinn d'Paradäis virun hiren Aen a geroden an d'Häll.

Duerfir soen ech, et stéiert mech dës Kéier net, dass mer hei vläicht e bësse méi wäit gi wéi d'Konventioun, mä doduerch konform si mat nationalen Texter, déi mer hunn.

Duerfir soen ech och, dass ech lech géif bieden, den Text esou ze stëmmen, wéi d'Madame Rapportrice lech e virgestallt huet, mat alle richtegen Diskussiounen a gudden Argumenter, déi den Här Bettel virgëtt, mä ech kann déi elo net esou akzeptéieren, aus deene Grënn, déi ech gesot hunn.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Justizminister.

(Brouhaha)

Domadder wär d'Diskussioun iwwert dëse Punkt ofgeschloss, a mir kommen zur Ofstëmmung.

Vote sur l'amendement 1

Fir d'Éischt stëmmt d'Chamber iwwert den Amendement 1 vum Här Xavier Bettel iwwert d'Artikelen 382 Alinéa 4 an 382 Alinéa 5 of. D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

Den Amendement 1 vum Här Bettel ass verworf…

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. le Président.- …mat 43 Nee-Stëmmen, géint 17 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. André Bauler, Eugène Berger (par M. Fernand Etgen), Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Xavier Bettel) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par Mme Viviane Loschetter), François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

M. Serge Urbany.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement (par M. Marcel Oberweis), Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt), Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber (par M. Marc Lies), Lucien Weiler (par M. Serge Wilmes), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter (par M. Marc Spautz);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen (par M. Alex Bodry), Jean-Pierre Klein, Lucien Lux (par M. Roger Negri), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par Mme Claudia Dall'Agnol);

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

(Interruptions)

Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6343 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6343 ass ugeholl mat 43 Jo-Stëmmen, 1 Nee-Stëmm a 16 Enthalungen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement (par Mme Nancy Arendt), Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber (par Marc Lies), Lucien Weiler (par M. Serge Wilmes), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter (par M. Marc Spautz);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen (par M. Alex Bodry), Jean-Pierre Klein, Lucien Lux (par M. Roger Negri), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par Mme Claudia Dall'Agnol);

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

A voté non: Serge Urbany.

Se sont abstenus: MM. André Bauler, Eugène Berger (par M. Fernand Etgen), Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Carlo Wagner) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par Mme Viviane Loschetter), François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter.

Wëllt ee seng Abstentioun begrënnen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Mir sinn domadder um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer um zwou Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 19.33 heures)

- L'actualité parlementaire sur **www.chd.lu**.
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

www.chd.lu

www.chd.lu

Sommaire des séances publiques nos 30, 31 et 32

Communications p. 362

Résolution relative à la proposition de règlement du Conseil relatif à l'exercice du droit de mener des actions collectives dans le contexte de la liberté d'établissement et de la libre prestation des services (COM(2012)130)

- Art. 169 (5) du Règlement de la Chambre p. 362-363

Ordre du jour p. 363

Heure de questions au Gouvernement

- Question n°157 du 15 mai 2012 de M. Michel Wolter relative à la propriété et les droits d'utilisation des certificats d'émissions de CO_2, adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures p. 363

- Question n°158 du 14 mai 2012 de M. Eugène Berger relative au rôle du Computer Incident Response Center (CIRCL) dans le cadre de l'affaire dite «Médicoleak», adressée à M. le Ministre des Communications et des Médias p. 363-364

- Question n°159 du 15 mai 2012 de M. Roger Negri relative à la situation financière de la Caisse médico-chirurgicale mutualiste (CMCM), adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale p. 364

- Question n°160 du 14 mai 2012 de M. Henri Kox relative à l'action du Gouvernement de renoncer au droit de préemption lors de la vente des parts d'ArcelorMittal dans Enovos, adressée à M. le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur p. 364

- Question n°161 du 15 mai 2012 de M. Gast Gibéryen relative à la promotion des énergies renouvelables, adressée à M. le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur p. 365

- Question n°162 du 14 mai 2012 de M. Claude Meisch relative aux négociations menées dans le cadre de l'accord confidentiel conclu entre le Gouvernement et les promoteurs du projet «Shopping Center» à Wickrange et du projet «stade-mall» à Livange, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région p. 365

- Question n°163 du 14 mai 2012 de M. André Bauler relative à la réglementation sur les zones inondables, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région p. 365-366

- Question n°164 du 14 mai 2012 de M. André Bauler relative à l'annonce d'une table ronde avec les acteurs publics et privés en matière d'investissements, adressée à Mme la Ministre à la Simplification administrative auprès du Premier Ministre p. 366

6304B - Projet de loi sur les attachés de justice et portant modification:

- du Code d'instruction criminelle;

- de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

- de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire;

- de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;

- de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif p. 366-371

Dépôt d'une motion par M. Félix Braz p. 371

6127 - Projet de loi portant modification de la loi du 21 décembre 2007 portant

1. transposition de la directive 2004/113/CE du Conseil du 13 décembre 2004 mettant en œuvre le principe de l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes dans l'accès à des biens et services et la fourniture de biens et services;

2. modification du Code pénal;

3. modification de la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance p. 371-375

Ordre du jour (suite) p. 375

Heure d'actualité du groupe déi gréng sur le Conseil national des Programmes (CNP), son deuxième bilan décennal, le nombre de plaintes, ses compétences et moyens actuels, de même que l'évolution future du CNP et les conséquences d'une application différente de la législation européenne en la matière p. 375-378

Communications p. 379

Ordre du jour p. 379-380

Dépôt d'une résolution par M. André Bauler p. 380

Heure de questions au Gouvernement

- Question n°165 du 12 juin 2012 de Mme Martine Mergen relative au médecin de référence, adressée à M. le Ministre de la Santé

et

- Question n°166 du 12 juin 2012 de M. Jean Colombera relative au médecin de référence, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale p. 380

- Question n°167 du 11 juin 2012 de M. Fernand Etgen relative à la réforme de la loi sur l'enseignement musical, adressée à Mme la Ministre de la Culture p. 380-381

- Question n°168 du 12 juin 2012 de M. Marcel Oberweis relative à l'élaboration d'un «PIB du bien-être», adressée à M. le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur p. 381

- Question n°169 du 12 juin 2012 de M. Claude Adam relative au changement du poste de l'inspecteur général de l'enseignement fondamental et au changement éventuel des affectations aux différents arrondissements d'inspection, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle p. 381

- Question n°170 du 12 juin 2012 de M. Serge Urbany relative à la participation des banques à la restructuration bancaire, adressée à M. le Ministre des Finances p. 381-382

- Question n°171 du 11 juin 2012 de M. André Bauler relative aux capacités des décharges pour déchets inertes, adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures p. 382

- Question n°172 du 12 juin 2012 de M. Henri Kox relative au rapport final du test de résistance du parc nucléaire européen et à la coopération dans la Grande Région, adressée à M. le Ministre de la Santé p. 382

- Question n°173 du 12 juin 2012 de M. Henri Kox relative au label luxembourgeois «Sans OGM - Ouni Gentechnik», adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural p. 382-383

Question élargie n°26 de M. Claude Adam sur l'aide aux enfants «dys» dans nos écoles p. 383

Motion de M. Claude Adam et de M. André Bauler sur l'initiation dans les meilleurs délais des travaux préparatifs concernant la mise en place d'une direction d'école au niveau de l'enseignement fondamental luxembourgeois p. 383-385

6302 - Projet de loi

a) relative au stockage géologique du dioxyde de carbone

b) modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau

c) modifiant la loi du 20 avril 2009 relative à la responsabilité environnementale p. 385-386

6411 - Projet de loi concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (UE) n°995/2010 du Parlement européen et du Conseil du 20 octobre 2010 établissant les obligations des opérateurs qui mettent du bois et des produits dérivés sur le marché p. 386

6412 - Projet de loi concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) n°2173/2005 du Conseil du 20 décembre 2005 concernant la mise en place d'un régime d'autorisation FLEGT relatif aux importations de bois dans la Communauté européenne p. 386-387

Débat d'orientation sur le bilan et les perspectives luxembourgeoises en vue du Sommet des Nations Unies sur le développement durable Rio+20 p. 387-395

Ordre du jour (suite) p. 395

Interpellation de M. François Bausch et de M. Claude Meisch sur les projets commerciaux de Wickrange et Livange p. 395-413

6292 - Projet de loi relatif aux conditions des transferts de produits liés à la défense dans l'Union européenne p. 413-414

6299 - Proposition de loi modifiant

- la loi modifiée du 27 mars 1986 fixant les conditions et les modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'État peut se faire changer d'administration,

- la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'État p. 414-415

6343 - Projet de loi portant:

1) approbation du Protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer, signé à Palerme, le 12 décembre 2000, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée du 15 novembre 2000

2) modification du Code pénal

3) modification du Code d'instruction criminelle

4) modification de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration p. 415-417

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°10** • SESSION ORDINAIRE 2011-2012

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
1862	Jacques-Yves Henckes	Cartes de priorité et d'invalidité
1868	Fernand Etgen	Audit de certification pour l'Aéroport de Luxembourg
1883	Camille Gira	Mesures compensatoires en relation avec des déforestations en vue de la création d'infrastructures urbanistiques
1966	Serge Urbany	Augmentation du capital de Cargolux
1994	Gast Gibéryen	Taxes sur les carburants
2040	Marcel Oberweis	Introduction de l'éco-prêt en vue d'accélérer les travaux de l'assainissement de bâtiments existants

Question 1862 (16.1.2012) de **M. Jacques-Yves Henckes** *(ADR)* concernant les **cartes de priorité et d'invalidité:**

La loi du 23 décembre 1978 a créé une carte de priorité et des cartes d'invalidité qui peuvent être délivrées aux personnes qui résident dans le pays ou y travaillent régulièrement. Les détenteurs d'une carte d'invalidité B ou C bénéficient de la gratuité sur les tarifs des moyens de transports publics et de l'exonération totale de la taxe sur les véhicules (article 43, loi du 22 décembre 2006 sur les taxes automobiles). Cette exonération totale de taxe est étendue aux personnes valides qui ont à charge une personne invalide et/ou handicapée faisant partie de leur ménage.

Le nombre de demandes pour la catégorie B est passé de 158 en 2008 à 1.368 en 2010 et apparemment à plus de 1.800 pour 2011. Les demandes sont basées uniquement sur un simple certificat médical certifiant un degré d'invalidité de 50%.

Il me revient ainsi que près de 18.000 personnes (!) bénéficient actuellement d'une carte d'invalidité de la catégorie B et que leur nombre s'accroît de manière explosive. Le principe de la carte d'invalidité ne doit pas être remis en cause. Mais vu le fait que le certificat médical relatif à l'invalidité n'est pas défini plus précisément dans la loi et qu'il n'existe que peu de contrôles, le risque d'abus est élevé.

Il me revient qu'une personne ayant un véhicule de sport haut de gamme et qui participe à des compétitions sportives de course à pied bénéficie d'une carte d'invalidité et n'a plus à payer de taxe sur son véhicule! Les personnes à partir de 60 ans, pour autant qu'elles le demandent, reçoivent apparemment quasi automatiquement une telle carte. Les personnes déclarant avoir en charge une personne invalide de la catégorie B augmentent aussi considérablement sans qu'il y ait un contrôle sérieux sur la réalité de l'affirmation.

J'estime que tant pour des questions d'équité que de finances publiques seules les personnes ayant effectivement un handicap lié directement à la conduite d'un véhicule et nécessitant un investissement spécial devraient bénéficier d'une réduction de la taxe et que la gratuité du transport public ne devrait être accordée que sous des conditions clairement définies et pouvant être contrôlées.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes:

1) Quel est le nombre total de cartes de priorité et d'invalidité A, B et C actives actuellement et comment le nombre de demandes a-t-il évolué depuis 2008?

2) Quel est le nombre de nouvelles demandes introduites en 2011 pour chacune des catégories? Quel est le nombre de cartes ainsi délivrées par catégorie?

3) Le Gouvernement est-il d'accord pour dire qu'il y a nécessité de revoir la loi afin de disposer de définitions plus claires et plus précises du cercle des bénéficiaires et des critères d'invalidité, surtout pour la catégorie B, et de prévoir un contrôle spécifique pour éviter les abus?

4) Quelles modifications le Gouvernement entend-il introduire à la législation actuelle?

Réponse (12.6.2012) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Quant aux questions 1 et 2:

Les cartes de priorité et d'invalidité

Par la loi du 23 décembre 1978 furent créées une carte de priorité et des cartes d'invalidité. Cette loi a élargi le cercle des bénéficiaires de telles cartes qui, sous la législation antérieure, datant de 1948, se limitait aux mutilés de guerre, aux accidentés du travail et aux enfants nés infirmes.

La carte de priorité est délivrée aux personnes handicapées de la marche dont l'invalidité, bien qu'inférieure à 50%, leur cause cependant de sérieuses difficultés de déplacement ou de station debout. Les titulaires de la carte de priorité bénéficient d'un droit de priorité de passage ou de service, ainsi que d'une place assise en toutes circonstances.

Les cartes d'invalidité sont de trois catégories:

- Les cartes A sont délivrées aux personnes dont le degré d'invalidité physique se situe entre 30 et 49%.

- Les cartes B sont délivrées aux personnes dont le degré d'invalidité physique est supérieur à 50%.

- Les cartes C sont délivrées aux personnes dont l'état physique ou mental est tel qu'elles ne peuvent se déplacer sans l'assistance d'une tierce personne.

La carte de priorité peut être délivrée conjointement avec la carte d'invalidité A.

Depuis 1991, où le tarif unique a été introduit sur le réseau entier des transports publics de notre pays et où un abonnement gratuit est délivré à tous les détenteurs d'une carte d'invalidité, de quelque catégorie qu'elle soit (A, B ou C), le nombre de demandes présentées au Ministère de l'Intérieur a considérablement augmenté.

Le règlement ministériel du 12 juin 2007 fixant les tarifs des transports publics a rappelé que les titulaires d'une carte d'invalidité ont droit à la gratuité du transport tout en introduisant une nouvelle disposition qui précise que la carte d'invalidité tient désormais lieu de titre de transport. Elle n'est valable que si elle est accompagnée d'une pièce d'identité officielle.

Le tableau ci-après fait preuve de la prolifération du nombre de cartes délivrées depuis que la gratuité des moyens de transports publics fut accordée à tous les détenteurs d'une carte d'invalidité.

Affaires communales: évolution du nombre de cartes d'invalidité délivrées

Année	2008	2009	2010	2011
Cartes de priorité	74	55	24	22
Cartes A 30% à 49%	1.811	1.723	1.617	1.520
Cartes B 50% à 74%	158	456	1.368	1.361
Cartes C de 75%	63	176	353	346

Affaires communales: totaux de cartes d'invalidité délivrées au 31 décembre 2011

Catégorie	Total
Total des cartes de priorité	9.133
Total des cartes A 30% à 49%	62.864
Total des cartes B 50% à 74%	17.549
Total des cartes C de 75%	2.524
Total des cartes A, B et C	82.937

Quant aux questions 3 et 4, il y a lieu de constater qu'elles touchent au volet médical de l'octroi des cartes d'invalidité et ne relèvent donc pas des attributions du Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.

Question 1868 (16.1.2012) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant l'**audit de certification pour l'Aéroport de Luxembourg:**

Il ressort d'un article de presse publié en date du 25 novembre 2011 que l'Administration de la navigation aérienne (ANA) et la Direction de l'Aviation civile (DAC) ont de graves divergences en ce qui concerne l'application et la mise en œuvre de la réglementation communautaire inhérente au ciel unique, divergences que vous avez confirmées lors de la ratification du traité FABEC.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les conclusions des différents audits réalisés au cours des dernières années?

- Est-il exact que l'Aéroport de Findel a risqué ou risque toujours un échec lors d'un audit de certification? Dans l'affirmative, pour quelles raisons?

- Quelles sont les mesures mises en place par le ministère afin d'éviter un tel échec?

- Est-il exact que la mission de validation (follow up audit) de l'audit de l'OACI de 2006, aux résultats médiocres, a eu lieu comme prévu en novembre 2011? Dans l'affirmative, quelles en sont les conclusions?

- Est-il exact que l'Aéroport de Findel a risqué de perdre le certificat de prestataire de services de navigation aérienne en date du 7 décembre 2011?

- Est-il exact que la Direction de l'Aviation civile (DAC) a délivré ce certificat seulement sous de strictes conditions? Dans l'affirmative, quelles sont ces conditions? Est-il également exact que cette prolongation n'est valable que pour un an alors que normalement ces délais sont plus longs?

- Monsieur le Ministre peut-il me dire pourquoi l'Administration des enquêtes techniques n'a pas encore publié son rapport au sujet de l'incident grave de janvier 2010 impliquant un aéronef de la Cargolux et une camionnette d'entretien de l'ANA dans le délai (douze mois) prévu par les dispositions légales afférentes?

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance des conclusions du rapport susmentionné? Si oui, de quelles conclusions s'agit-il?

- Est-il exact que l'ANA refuse de se conformer à plusieurs règlements européens en matière de sécurité de la navigation aérienne? De quels règlements s'agit-il? Quels sont les motifs de l'ANA expliquant son refus?

- Comment Monsieur le Ministre entend-il résoudre les problèmes entre les deux administrations susmentionnées? Est-il prévu, comme l'avait envisagé le prédécesseur de Monsieur le Ministre, de transformer l'ANA en un établissement public? Ou est-ce que la DAC, comme d'aucuns le prétendent, verra ses compétences de supervision étendues voire limitées?

- Monsieur le Ministre peut-il finalement garantir que les tensions entre la DAC et l'ANA n'aient pas de répercussions sur les aspects de sécurité à l'aéroport?

Réponse (13.6.2012) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'honorable Député s'enquiert au sujet des relations entre la Direction de l'Aviation civile et l'Administration de la navigation aérienne concernant l'application de la réglementation du ciel unique européen.

Les autorités de l'aviation civile tout comme l'Aéroport de Luxembourg et ses prestataires sont régulièrement soumis à des audits réalisés soit par des organisations étrangères soit par d'autres autorités de surveillance. Ces audits, qui ont pour objectif d'améliorer constamment le niveau de sécurité dans l'aviation civile ainsi que d'harmoniser la supervision de l'État, débouchent sur des constatations qui sont adressées aux autorités auditées afin de faire l'objet de la soumission de plans d'actions correctrices.

L'audit effectué par l'Organisation de l'aviation civile en 2006 qui couvrait toutes les annexes de l'OACI, à l'exception de celle relative à la sûreté, avait fait état de constatations et recommandations couvrant aussi bien le cadre législatif, les procédures, la qualification et la formation du personnel et les ressources mises à disposition. Sur base d'une analyse systématique de ces constatations, mon prédécesseur avait notifié aux autorités compétentes un plan d'actions correctrices. Ce plan fut entièrement accepté par celles-ci et constitue la base de la visite de suivi effectuée en novembre 2011 par l'OACI afin de déterminer le degré de progrès atteint dans la mise en œuvre de ces actions. Le rapport préliminaire de cette mission de suivi vient d'être remis aux autorités et fera l'objet d'un examen par mes services. Alors qu'en l'absence d'un rapport final il est encore trop tôt pour tirer des conclusions générales de cet audit, il convient de noter que les auditeurs de l'OACI ont constaté l'absence de problème grave de sécurité.

Certains autres audits touchent plus particulièrement la prestation de services de navigation aérienne et leur surveillance, dont notamment ceux effectués par Eurocontrol (en juin 2008, novembre 2008) ou celui de mars 2011, effectué pour le compte de la Commission européenne.

Le contenu de l'ensemble des constatations sont à caractère interne, étant donné que ces audits ont pour objectif primaire d'aider l'organisme concerné à améliorer son dispositif de supervision ou de mise en conformité. L'exception constitue l'audit de l'OACI de 2006, dont les constatations sont librement consultables sur le site web de l'OACI (http://www2.icao.int/en/ism/istars/pubfsix/Fina_CSA_LUX_fr.pdf), suite à une décision afférente de l'assemblée générale de l'OACI. Dès que l'audit 2011 sera disponible dans sa version définitive, il sera également publié par l'OACI.

Le Ministère a encadré et continuera à encadrer les différents efforts de mise en œuvre des mesures organisationnelles et structurelles requises en exécution de ces audits. Parmi les mesures structurelles qui ont été mises en œuvre depuis 2006, il convient de noter la création d'une administration d'enquêtes techniques indépendante, le renforcement de l'effectif de la Direction de l'Aviation civile, une refonte des textes de l'aviation civile luxembourgeoise avec l'organisation de l'Administration de la navigation aérienne sous forme de service de l'État à gestion séparée et l'adoption de la loi du 5 juin 2009 ayant pour objet de modifier: 1) la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne; 2) la loi modifiée du 19 mai 1999 ayant pour objet a) de réglementer l'accès au marché de l'assistance en escale à l'Aéroport de Luxembourg, b) de créer un cadre réglementaire dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile, et c) d'instituer une direction de l'aviation civile; 3) la loi du 26 juillet 2002 sur la police et sur l'exploitation de l'Aéroport de Luxembourg ainsi que sur la construction d'une nouvelle aérogare.

En février 2011, j'ai proposé au Conseil de Gouvernement de valider un plan d'action qui prévoit la mise à disposition des ressources humaines requises pour pallier aux besoins en personnels établis au niveau de l'Administration de la navigation aérienne, suite à l'évolution rapide des exigences communautaires et internationales. Ce plan d'action est actuellement en cours de transposition.

Plus récemment, j'ai proposé au Conseil de Gouvernement de mettre en place un comité d'accompagnement de l'Administration de la navigation aérienne afin d'accompagner cette administration dans la gestion de ses dossiers les plus complexes. La détermination au sein des deux administrations concernées d'une interface précisément déterminée en relation avec les tâches de certification et de supervision du prestataire de services de navigation aérienne, s'ajoute à la liste des actions entre-

prises par le Ministère. Le Ministère a également demandé le soutien d'Eurocontrol afin d'assister tant le Ministère que l'Administration de la navigation aérienne dans les différentes missions et notamment d'accompagner la procédure de certification.

Le certificat du prestataire de services de navigation aérienne avait été délivré initialement jusqu'au 7 décembre 2011. Ce certificat a été renouvelé en date du 6 décembre 2011. La durée de validité du certificat renouvelé s'étend jusqu'au 2 novembre 2012, date à laquelle les prestataires de services de navigation aérienne devront faire l'objet d'une désignation commune par les États membres constituant le FABEC. Les conditions qui ont été rattachées par l'autorité compétente audit certificat viennent en exécution de l'article 7, paragraphe 4, du règlement 550/2004 du 10 mars 2004 relatif à la fourniture de services de navigation aérienne dans le ciel unique européen et concernent le respect d'un certain nombre de procédures de notification tout comme la soumission du prestataire à un audit de recertification par l'autorité de délivrance du certificat.

Concernant le rapport d'enquête technique au sujet de l'incident grave de janvier 2010, il m'appartient de rappeler que le délai légal de douze mois concernant la publication du rapport à partir de la réalisation de l'événement générateur constitue une obligation de moyens, à atteindre dans la mesure du possible. Si le retard survenu en phase initiale de l'enquête s'est répercuté sur la suite de celle-ci, le rapport final est désormais en phase d'achèvement et la phase de consultation obligatoire de 60 jours avec les parties impliquées est actuellement en cours.

Le rapport final sera rédigé conformément au règlement européen (UE) n°996/2010 du 20 octobre 2010 sur les enquêtes techniques et la prévention des accidents et des incidents. Vu que celui-ci dispose à l'article 16, paragraphe 4, que «Avant la publication du rapport final, l'autorité responsable des enquêtes techniques de sécurité demande aux autorités concernées, y compris l'AESA, et, par leur intermédiaire, au titulaire du certificat de type, au constructeur et à l'exploitant concernés, de formuler des commentaires, tous les intéressés étant tenus au secret professionnel en ce qui concerne le contenu de cette consultation.», le contenu du rapport final, tout comme les éventuelles conclusions, ne seront divulguées par l'administration compétente qu'au moment de la publication du rapport final.

La Direction de l'Aviation civile et l'Administration de la navigation aérienne sont tout à fait conscientes du fait que le respect des règlements communautaires du ciel unique européen s'impose.

Les règlements qui détaillent les obligations qui s'imposent en matière de supervision et de prestation de services de navigation aérienne, sont essentiellement les règlements suivants:

- règlement (CE) n°550/2004 du Parlement européen et du Conseil du 10 mars 2004 relatif à la fourniture de services de navigation aérienne dans le ciel unique européen

- règlement (CE) n°552/2004 du Parlement européen et du Conseil du 10 mars 2004 concernant l'interopérabilité du réseau européen de gestion du trafic aérien

- règlement d'exécution (UE) n°1035/2011 de la Commission du 17 octobre 2011 établissant des exigences communes pour la fourniture de services de navigation aérienne et modifiant les règlements (CE) n°482/2008 et (UE) n°691/ 2010.

Si ponctuellement l'un ou l'autre point de la panoplie des règlements applicables donne lieu soit à une difficulté d'interprétation, soit à une mise en conformité technique immédiate, les deux administrations travaillent au respect des exigences européennes applicables et en font rapport à la Commission européenne.

Le Ministère a engagé une réflexion de mise à jour des textes statutaires des deux administrations afin notamment de formaliser l'interface créée en matière de certification et de supervision du prestataire de services de navigation aérienne. Il sera également tenu compte dans cet exercice de tout autre besoin de clarification ou ajout nécessaire tout comme des conclusions éventuelles de l'audit de suivi de l'OACI.

L'ensemble des mesures prises ou esquissées ont pour objectif de pallier aux tensions constatées entre administrations et ainsi de contribuer au maintien de la sécurité aérienne à l'unique aéroport du pays.

Question 1883 (24.1.2012) de **M. Camille Gira** *(déi gréng)* concernant les **mesures compensatoires en relation avec des défores-tations en vue de la création d'infrastructures urbanistiques:**

Récemment les organisations pour la protection de la nature ont constaté que les mesures compensatoires en relation avec des déforestations en vue de la création d'infrastructures urbanistiques ne seraient pas réalisées.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Quelles surfaces ont été déboisées depuis l'année 2004 pour réaliser des projets d'infrastructures urbanistiques et pour lesquelles des mesures compensatoires ont été imposées par le Ministère sur base de la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles?

2. Monsieur le Ministre peut-il me dresser une liste des grands projets d'urbanisation réalisés avec l'indication des mesures compensatoires effectuées à ce stade?

Réponse (25.5.2012) de **M. Marco Schank,** *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:*

La question de l'honorable Député a trait à la réalisation des mesures compensatoires pour les projets d'infrastructures urbanistiques occasionnant un impact environnemental, notamment sur la surface forestière de notre pays.

Liste des projets ayant occasionné des déboisements d'envergure et l'état des mesures compensatoires sur base des données fournies par l'Administration de la Nature et des Forêts:

Projet	Surface défrichée (ha)	Surface compensée (ha)
Route du Nord A7 tronçon Mersch-Luxembourg	40,3	19,9
Remblai technique Héienhaff, zone aéroportuaire	18,9	0
Souterrain RN6 Leudelange-gare	1,3	0
Zone d'activités Poudrerie Kockelscheuer	20,0	(en cours)
Zone d'activités Weiergewan Contern	12,0	0
Décharge pour matières inertes Colmar Nommern (projet récent)	9,8	0
Patinoire de Kockelscheuer agrandissement	0,6	0
Contournement de Sandweiler	5,8	11,1
Autoroute A1 (Grünewald)	2,6	2,1
Autoroute A13 (Frisange)	1,5	1,8
Zone industrielle Haneboesch	1,9	0

Question 1966 (27.2.2012) de **M. Serge Urbany** *(déi Lénk)* concernant l'**augmentation du capital de Cargolux:**

La presse écrite et audiovisuelle a longuement traité au cours des derniers jours l'éventualité d'une augmentation du capital de Cargolux S.A. Le Gouvernement est représenté au conseil d'administration de cette société et est par ailleurs intéressé au développement de cet acteur économique de premier ordre qui compte parmi ses principaux actionnaires des agents directs de l'État, comme la SNCI et la BCEE, et la société Luxair, dont l'État est l'actionnaire principal.

Il existe donc un intérêt direct à recevoir une réponse exacte et détaillée aux questions posées ci-après. Il y a urgence en la matière puisque la décision finale doit être prise lors de l'assemblée générale de Cargolux fixée au 28 mars 2012.

1) Est-il exact qu'une augmentation de capital est envisagée lors de l'assemblée générale du 28 mars 2012?

2) Si oui, quels actionnaires procéderaient à quelle augmentation de capital?

3) Quelles en seraient les répercussions sur la composition du capital de Cargolux?

4) Est-il notamment vrai que l'actionnaire Qatar Airways envisagerait une augmentation unilatérale de capital portant sa part actuelle de 35% à un pourcentage plus élevé?

5) Quelles seraient les répercussions d'un tel changement de capital unilatéral sur la politique d'investissement, de siège, de personnel, de composition et de présidence du conseil d'administration et de direction?

6) Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois quant à une telle éventualité?

7) Le Gouvernement luxembourgeois a-t-il les moyens et l'intention d'augmenter unilatéralement la part publique de l'actionnariat de manière à porter la part de Qatar Airlines en dessous de la minorité de blocage de 33%?

8) Que dit notamment «l'accord entre actionnaires» sur la marge de manœuvre des différents «partenaires» quant aux augmentations de capital et autres décisions stratégiques (investissements, siège, personnel, composition et présidence du conseil d'administration, direction)?

Réponse (13.6.2012) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Il a été répondu oralement à cette question lors de la séance plénière de la Chambre des Députés du 27 mars 2012 dans le cadre d'une «question élargie n°24» *(cf. compte rendu n°7/2011-2012)*. L'honorable Député Urbany souhaiterait cependant recevoir une réponse aux questions 7 et 8.

En réponse à ces deux questions, il y a lieu de préciser que ces questions portent sur l'activité d'une société de droit privé dans laquelle l'État n'a pas de participation directe. Il n'appartient dès lors pas au Gouvernement de révéler des informations confidentielles d'une société commerciale.

Concernant la question n°7, l'État n'est pas actionnaire de Cargolux. Il ne saurait donc être question de moyens ou d'intention de l'État dans le sens d'une augmentation de capital dans le but de porter la part de Qatar Airways en dessous d'une minorité de blocage.

Selon le droit des sociétés une augmentation de capital d'une société anonyme doit se faire en assemblée générale extraordinaire avec une représentation de 50% du capital et le vote doit s'effectuer avec 2/3 des voix présentes. En théorie, les actionnaires de Cargolux ne pourraient augmenter le capital sans l'accord de Qatar Airways sauf si cette dernière n'est pas présente au vote et que 50% du capital seraient représentés. En l'espèce, par assemblée générale du 8 septembre 2011, les actionnaires ont décidé de renouveler le capital autorisé pour l'émission d'actions ordinaires en réservant le droit préférentiel de souscription aux actionnaires existants parmi lesquels figurait déjà Qatar Airways. Ces informations sont publiées au Mémorial C.

Question 1994 (7.3.2012) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant les **taxes sur les carburants:**

D'Präisser vum Bensin, Diesel a Mazout erreechen nei Rekorder. Den 1. Januar 2007 waren d'Präisser op dësem Niveau: Bensin 98: 1,045 €/Liter; Bensin 95: 1,030 €/Liter; Diesel: 0,867 €/Liter; Mazout: 0,473 €/Liter. Haut, de 7. Mäerz, erreechen d'Präisser dësen Niveau: Bensin 98: 1,417 €/Liter; Bensin 95: 1,0394 €/Liter; Diesel: 1,271 €/Liter; Mazout: 0,850 €/Liter.

Dës Evolutioun bréngt iwwert d'TVA, déi proportional op de Präis berechent gëtt, méi Recetten an d'Statskeess.

Dofir wëll ech dem Finanzminister dës Froe stellen:

1. Wéi vill TVA huet de Stat pro Liter Carburant respektiv Mazout op de Präisser vum 1. Januar 2007 kritt a wéi vill op den aktuelle Präisser?

2. Wéi vill Recetten op der TVA um Carburant a Mazout huet de Stat an de Joren 2007, 2008, 2009, 2010 an 2011 erakritt?

3. Op wéi vill ginn d'Recettë vun der TVA um Carburant a Mazout fir d'Joer 2012 geschat?

4. Vu datt am Ament Rekordpräisser ze verzeechne sinn, ass de Stat bereet, op een Deel vun dëse Recetten - TVA oder Akzisen - ze verzichten?

Réponse (15.6.2012) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

En ce qui concerne les recettes générées par la TVA sur le carburant et le Diesel, le tableau qui suit retrace les sommes perçues par l'État:

	Carburant			Diesel		
	litres mis à la consommation	prix moyen estimé TTC	recettes TVA estimées EUR	litres mis à la consommation	prix moyen estimé TTC	recettes TVA estimées EUR
2007	576.476.408	1,145	86.072.540	2.121.795.442	0,919	254.270.873
2008	546.751.182	1,296	92.400.075	2.143.054.503	1,258	351.553.518
2009	516.426.905	1,100	74.076.275	2.035.418.836	0,864	229.321.684
2010	480.762.261	1,154	72.345.874	2.085.562.411	1,000	271.957.338
2011	482.916.448	1,274	80.226.716	2.221.246.502	1,150	333.098.125

Pour ce qui est des prévisions pour l'année en cours, l'État estime récupérer 88.567.680 euros au titre de la TVA sur le carburant et 337.214.400 euros au titre de la TVA sur le Diesel.

Vu la situation déficitaire des finances publiques, le Gouvernement n'entend pas renoncer à ces recettes et redresser la fiscalité sur les produits pétroliers.

Question 2040 (29.3.2012) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant l'**introduction de l'éco-prêt en vue d'accélérer les travaux de l'assainissement de bâtiments existants:**

Le secteur résidentiel représente un grand consommateur d'énergie finale et contribue ainsi aux émissions de gaz à effet de serre. Dans le cadre du paquet «énergie 2020» de l'Union européenne, la réduction de la consommation d'énergie finale représente un des axes privilégiés du développement durable.

En vue d'accélérer l'assainissement énergétique des bâtiments construits avant le 1er janvier 1992, il me semble nécessaire d'instaurer l'éco-prêt à l'instar de la France et de la Belgique permettant de financer ces travaux d'économie d'énergie.

Cet éco-prêt pourra être attribué aux propriétaires, qu'ils soient occupants ou bailleurs. Les travaux d'assainissement énergétique peuvent porter sur un «bouquet de travaux», un ensemble de travaux cohérents dont la réalisation simultanée apporte une amélioration sensible de l'efficacité énergétique du logement. Le montant de l'éco-prêt dépend du type de travaux entrepris et de la situation financière des ménages et le remboursement se pourra faire sur une période de dix ans et ceci en fonction des revenus des ménages.

Ces travaux devront être réalisés par des professionnels et pourront comprendre l'isolation de la toiture, l'isolation des murs donnant sur l'extérieur, l'isolation des fenêtres et portes donnant vers l'extérieur, l'installation ou le remplacement d'un chauffage ou d'une production d'eau chaude sanitaire, l'installation d'un chauffage utilisant les énergies renouvelables ou l'installation d'une production d'eau chaude sanitaire utilisant les énergies renouvelables.

Dans ce contexte, j'aimerais poser une série de questions à Monsieur le Ministre du Logement et à Monsieur le Ministre des Finances:

- Dans le but d'économiser de l'énergie, ne devrait-on pas instaurer l'éco-prêt, un prêt à taux 0% comprenant aussi des primes?

- L'introduction de cet outil performant ne représenterait-elle pas une étape de la politique soutenable de notre Gouvernement?

Réponse commune (25.5.2012) de **M. Marco Schank,** *Ministre du Logement*, et de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

Par sa question parlementaire n°2040 du 29 mars 2012, l'honorable Marcel Oberweis souhaite s'informer au sujet de l'éventuelle introduction d'un éco-prêt à taux 0%.

L'éco-prêt à taux 0% est l'un des 21 dispositifs prévus par le paquet logement. D'une façon générale, cette aide financière serait accordée aux propriétaires ou aux copropriétaires occupants dont les revenus sont modestes et consisterait dans le remboursement par l'État du taux d'intérêt débiteur relatif au prêt hypothécaire destiné à financer la réalisation de certains travaux d'assainissement permettant de faire diminuer la consommation énergétique du logement. Le Ministère du Logement réfléchit en outre à l'introduction d'«éco-primes» dont le versement dépendrait de la situation socio-économique du ménage demandeur, mais aussi des conditions énergétiques et écologiques du logement.

Ces outils illustrent la volonté du Gouvernement à mettre en place une politique du logement durable. Il convient enfin de préciser que l'éco-prêt à taux 0% ainsi que les «éco-primes» sont des mesures qui sont toujours à l'étude au sein du Ministère du Logement et dont certaines modalités restent à définir.

LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES **N°11** • SESSION ORDINAIRE 2011-2012

33e séance	jeudi	14 juin 2012
34e séance	mardi	26 juin 2012

Les députés explorent un site naturel exceptionnel

Protéger, étudier, promouvoir un site naturel situé à Niederanven: ce sont les missions que l'Amicale de l'Aarnescht s'est données. Le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar et des députés de la Commission du Développement durable viennent de visiter la zone naturelle d'une étendue totale de 75 ha. Ils ont trouvé un endroit paisible qui, à quelques centaines de mètres du centre de Niederanven, permet d'oublier le stress quotidien.

Le lieu-dit «Aarnescht» a été classé réserve naturelle en 1988 et figure parmi les premières zones protégées du Luxembourg. Le président de l'Amicale, le député Raymond Weydert a souligné que le site se distingue par sa faune et sa flore exceptionnelles. Parmi les 171 espèces de plantes figurent 23 espèces d'orchidées. Les députés ont pu en admirer quelques-unes se trouvant encore en floraison.

Le site doit être géré pour que la nature n'y reprenne pas le dessus, comme l'a expliqué M. Francis Anen de l'Administration des Eaux et Forêts. L'Aarnescht comprend 29 ha de pelouses sèches, des forêts et des bocages. Les jeunes pins doivent être arrachés pour éviter l'expansion de la forêt. Le pâturage intensif fait aussi partie des mesures de gestion. Vu que les orchidées n'ont pas encore terminé leur floraison, les moutons n'ont pas été présents sur le site.

Le Président de la Chambre des Députés a souligné l'importance de sites naturels comme l'Aarnescht.

Les réserves de prairies sèches sont rares et méritent que l'homme en prenne soin, a estimé M. Laurent Mosar qui a remercié les bénévoles de l'Amicale pour leur engagement et leur travail. De tels endroits en pleine nature permettent aussi de retrouver le calme, après une journée remplie, a conclu le Président.

Aarnescht est le point de départ ou de passage de sentiers pédagogiques ou auto-pédestres. Les représentants de l'Amicale ont rappelé que le site est ouvert à toutes les personnes qui aiment et respectent la nature.



Le Président de la Chambre des Députés et des membres de la Commission du Développement durable lors de la visite de la zone naturelle.



Les membres de la Commission de la Culture lors de leur visite de l'exposition.

«Bauhärepräis»: qualité et originalité récompensées

Alors que le logement au Luxembourg ne cesse d'interpeller les élus à travers sa pénurie, son coût, son efficacité énergétique et son interdépendance avec bien d'autres politiques (transports, circulation, aménagement du territoire, etc.), les députés de la commission compétente de la Chambre ont pu se faire une idée de quoi il sera fait demain. Sur invitation de l'Ordre des Architectes et des Ingénieurs-Conseils (OAI), ils ont visité le 7 juillet l'exposition des 224 réalisations proposées dans le cadre de l'attribution de la 4e édition du «Bauhärepräis».

Placé sous le Haut Patronage de S.A.R. le Grand-Duc, le «Bauhärepräis», organisé par l'OAI, est décerné tous les quatre ans à des maîtres d'ouvrage privés ou publics qui, au travers d'un projet abouti, sont parvenus à faire valoir une architecture et/ou une ingénierie de qualité. Il distingue des réalisations dans lesquelles le couple «maître d'ouvrage/concepteur» s'est exprimé de manière particulièrement fructueuse. En cette année 2012, parmi les 224 présentations soumises au jury, 23 lauréats sont ressortis dont 18 avec mention.

L'exposition au Ratskeller du Cercle-Cité a fait constater aux députés que le cru 2012 du «Bauhärepräis» ne fait pas la part belle aux projets trop ostentatoires, mais honore davantage des réalisations qui améliorent la qualité de vie, comme celles qui accueillent des personnes à mobilité réduite ou encore des maisons écologiques. C'est ainsi que la collaboration entre les maîtres d'ouvrage et les concepteurs, un choix architectural contemporain et rigoureux et le respect de la nature environnante sont mis en avant. De l'exposition émerge une préférence marquée pour des solutions créatives et intelligentes qui imprimeront sans aucun doute de leur sceau la construction des logements de demain.

Sebes: 50 ans au service de l'eau potable

Le Syndicat des Eaux du Barrage d'Esch-sur-Sûre (Sebes) fêtera bientôt ses 50 ans d'existence. Institué par la loi du 31 juillet 1962 en tant que syndicat communal avec participation de l'État, le Sebes renforce depuis 1969 l'alimentation en eau potable du pays à partir du lac du barrage d'Esch-sur-Sûre au point qu'aujourd'hui, 80% des ménages luxembourgeois reçoivent de l'eau du Sebes dès qu'ils ouvrent leurs robinets.

Ensemble avec leurs confrères belges et néerlandais des commissions «Développement durable» et «Affaires économiques, Agriculture et Pêche» du Parlement Benelux (Conseil interparlementaire consultatif de Benelux), des députés luxembourgeois ont saisi, le 29 juin passé, l'occasion pour jeter un œil sur cette belle réussite. Visitant la station d'Esch-sur-Sûre du Sebes, les élus ont tout appris sur son histoire, son réseau d'adduction long de 175 kilomètres et ses techniques de traitement. En effet, pour que l'eau du Sebes réponde aux sévères critères de qualité d'une eau potable, les eaux du lac du barrage doivent subir un traitement en cinq phases comprenant une ozonisation, une floculation, une filtration sur lit de sable, une désacidification ainsi qu'au final une désinfection.

Depuis sa création en juillet 1962, le Sebes a produit et fourni plus de 623.000.000 m³ d'eau à 86 communes. Sa station de traitement des eaux du lac de la Haute-Sûre affiche une capacité de 110.000 m³ par jour. À l'heure qu'il est, le Sebes emploie 48 personnes et table sur un chiffre d'affaires de 14 millions d'euros pour 2012. À noter que dans les mois à venir, la construction d'une nouvelle infrastructure ultramoderne est programmée pour subvenir aux besoins toujours croissants en eau potable d'une population résidente qui ne cesse de s'agrandir.



Des membres du Conseil interparlementaire consultatif de Benelux au cours de leur visite du Sebes.

DANS CE NUMÉRO

Concept de mobilité et du tram	p. 422
Mécanisme européen de stabilité	p. 436
Rapport d'activité du Médiateur	p. 446
Sommaire des séances publiques nos 33-34	p. 456
Sommaire des questions parlementaires	p. Q120



Le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar lors de sa visite des structures de l'a.s.b.l. «Tricentenaire».

M. Laurent Mosar en visite au Tricentenaire

Début juillet, le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar a profité de l'occasion pour aller visiter deux structures de l'a.s.b.l. «Tricentenaire». Il s'est d'abord rendu à la résidence «Nico Kremer» à Heisdorf en compagnie notamment du Député-Maire, M. Jean-Pierre Klein, du Président du Tricentenaire, M. Mathias Schiltz et des responsables de la résidence. 38 adultes en situation de handicap physique y sont hébergés. M. Mosar a ensuite pu se faire une idée concrète d'une structure pilote à Walferdange qui accueille depuis septembre 2011 cinq jeunes en situation de handicap avec troubles envahissants du développement.

Créé en 1978, le Tricentenaire gère actuellement 88 lits dans quatre services d'hébergement (Walferdange, Heisdorf (2), Prettingen), trois services d'activités de jour de 66 places (Walferdange, Heisdorf et Bissen), un réseau d'aide et de soins spécialisé (360 clients), un centre de formation pour neuf stagiaires, une société coopérative (32 emplois pour travailleurs en situation de handicap), ainsi qu'un service de voyage spécialisé et, en cogestion, la Tridoc (11 salariés dont deux en situation de handicap).

Plus de 250 salariés et bénévoles sont au service des personnes en situation de handicap et de leurs familles.

La Chambre des Députés reçoit le Président du Parlement wallon



Le Président du Parlement wallon, M. Patrick Dupriez (au milieu), a rencontré le Président de la Chambre des Députés ainsi qu'une importante délégation de députés.

36.000 frontaliers belges font tous les jours le trajet de leur domicile wallon vers le Luxembourg pour y travailler. Il fut donc beaucoup question de mobilité et de moyens de transport au cours des entrevues que le Président du Parlement wallon, M. Patrick Dupriez, a eues le 6 juillet passé avec le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, et une importante délégation de députés.

M. Mosar a estimé que les citoyens européens voient surtout les aspects pratiques de l'Union. Il s'est montré convaincu de l'importance de contacts permanents et réguliers au niveau parlementaire pour contribuer à trouver des solutions aux problèmes quotidiens des citoyens. Il a rappelé l'idée d'organiser, au niveau de la Grande Région, une conférence interparlementaire sur la mobilité. Avec le Président Laurent Mosar, M. Dupriez a notamment évoqué les efforts consentis pour identifier les priorités d'investissement dans le réseau ferroviaire. Dans ce contexte, le Président du Parlement wallon a estimé qu'il faut veiller au désenclavement des régions.

Avec les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration de la Chambre et la délégation luxembourgeoise auprès du Conseil parlementaire interrégional (CPI), M. Dupriez a évoqué ensuite les procédures d'admission pour étrangers dans les établissements universitaires belges. Le système du tirage au sort, actuellement en discussion, est fortement contesté parce qu'il ne se base pas sur des critères objectifs. M. Dupriez a expliqué que la Belgique a dû instaurer des limitations d'accès par manque de place et qu'un système de quotas est à l'étude.

Interpellé sur la décision de la Belgique de vouloir sortir du nucléaire, le Président du Parlement wallon a expliqué que les conséquences qui en résultent pour la Wallonie sont encore difficiles à appréhender. La Wallonie a cependant l'intention de produire à terme 30% de ses propres besoins en énergie avec des méthodes alternatives. Finalement, les députés et le Président du Parlement wallon se sont encore penchés sur le processus de désindustrialisation rampante qui, dans le sillage de la crise et de la mondialisation, se poursuit à l'heure qu'il est en Wallonie et au Luxembourg.

Visite au CHNP à Ettelbruck

Le milieu neuropsychiatrique est en pleine mutation. Créé en 1855 sous forme d'hospice, le Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique (CHNP) est devenu hôpital en 1974 et organisme public à gestion séparée dès 1998. Il propose aujourd'hui des traitements pour quelque 460 personnes sur trois sites. Le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar et les membres de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale de la Chambre ont pu, le 19 juin passé, s'informer sur les réformes envisagées dans le domaine de la psychiatrie et de la réhabilitation.

Le CHNP offre des suivis psychiatriques et des réhabilitations concernant l'alcoolisme, les toxicomanies, la psychiatrie juvénile, la psychiatrie générale et la psychiatrie médico-légale ayant trait à l'évaluation de personnes potentiellement dangereuses pour la société. Le Gouvernement a récemment proposé de reloger les irresponsables pénaux, condamnés sur base de l'article 71 du Code pénal, dans une nouvelle unité fermée, non pas auprès du CHNP, mais dans l'enceinte du Centre pénitentiaire de Luxembourg (CPL). L'unité serait soumise à la seule autorité du Ministre de la Santé et du CHNP et dirigée par un médecin.

L'échange de vues avec les responsables a aussi porté sur les 70 à 80 patients de longue durée, les besoins infrastructurels qui permettraient d'offrir davantage de traitements de réhabilitation et la réaffectation du bâtiment «building» suite à la construction d'un nouvel immeuble pour les besoins du CHNP. Le Centre hospitalier souhaite davantage devenir un lieu de vie pour les centaines de patients qui ont besoin d'un suivi psychiatrique.



Le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar et les membres de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale se sont informés sur les réformes projetées.

Session annuelle de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE

Les droits de l'Homme au centre des débats

Quelque 300 parlementaires issus de plus de 50 États ont participé à la 21e Session annuelle de l'Assemblée Parlementaire de l'OSCE (Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe) du 5 au 9 juillet 2012 à Monaco.

Les débats ont porté essentiellement sur les droits de l'Homme et la sécurité en Europe, en Asie centrale et en Amérique du Nord. Des cas spécifiques ont été débattus, dont la détention assortie de mauvais traitements de l'ex-première ministre de l'Ukraine, Mme Ioulia Timochenko, et l'affaire Sergei Magnitsky, avocat russe qui a été indûment arrêté pour des motifs d'ordre politique, torturé et tué dans une prison russe le 16 novembre 2009. Deux résolutions votées en séance plénière revendiquent une meilleure participation des femmes sur un pied d'égalité au processus de décision de l'OSCE ainsi que la parité des sexes et le respect des minorités dans la région de l'OSCE.

Les parlementaires ont en outre voté trois résolutions majeures relatives au renforcement de l'État de droit et des libertés fondamentales, à l'arbitrage entre austérité et relance comme modes de régulation de l'économie mondiale, et à l'actualisation du Document de Vienne qui régit la transparence au sein des armées des pays membres.

Le Forum Méditerranéen inclus dans le programme de la session annuelle portait notamment sur la situation en Libye, avec la participation entre autres du Vice-Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale de la Libye Mohamed Abdelaziz et le porte-parole de l'Alliance démocratique de Libye, Khaled Ghellali. Les défis évoqués par ces deux représentants sont l'organisation des élections libres et équitables en Libye qui se sont déroulées le 7 juillet et doivent mener à l'institution d'un Congrès national et à la mise en place d'un gouvernement transitoire, d'une part, et le maintien de la sécurité interne, de l'autre, des tensions se présentant surtout au sud du pays. Des efforts doivent être faits dans les domaines de la justice, de l'éducation, de l'emploi et de la santé.



La Chambre des Députés était représentée par Mme Viviane Loschetter et M. Raymond Weydert.

Dudelange, future cité de la photographie



Les membres de la Commission de la Culture ensemble avec la Ministre de la Culture lors de leur visite du chantier du château d'eau et de la station de pompage.

Insuffler une nouvelle vie à d'anciens sites sidérurgiques en déshérence n'est pas chose aisée. Alors que la ville d'Esch-sur-Alzette est en train de gagner ce pari avec la reconversion des anciennes friches de Belval en cité universitaire et scientifique, sa consœur dudelangeoise essaie de lui emboîter le pas avec la transformation de l'ancien laminoir et des bassins de refroidissement en cité de l'art photographique.

Reconnaissant les lieux le 25 juin en compagnie de la Ministre de la Culture Octavie Modert, les députés de la commission parlementaire compétente ont pu se rendre compte de la bonne avancée des travaux qui, une fois terminés, devraient mener tout droit à l'inauguration d'un espace flambant neuf dédié entièrement à la photographie. C'est en effet à la rentrée - plus précisément à partir du 29 septembre - que le Centre national de l'audiovisuel (CNA) entend livrer aux autorités et au grand public deux galeries d'exposition aménagées au sein d'un décor insolite - un château d'eau (Waassertuerm) et une station de pompage (Pomhouse).

Le château d'eau, avec sa galerie circulaire, accueillera de manière permanente la Collection «The Bitter Years 1935-1941» réalisée en 1962 par Edward Steichen témoignant de sa vision de l'Amérique rurale durant la Grande Dépression suite au krach boursier de 1929. La station de pompage, quant à elle, servira d'endroit dédié à la photographie contemporaine et verra des expositions temporaires s'y succéder. La première d'entre elles sera consacrée à l'œuvre de l'artiste britannique contemporain Stephen Gill et proposera une réflexion poétique sur la ville de Dudelange et sa région en mutation. Pour 2013, une exposition sur un reportage photographique intitulé «Via PanAm» - impressions d'un voyage itinérant empruntant le Pan-American Highway du Chili jusqu'à l'Alaska - est d'ores et déjà programmée.

Œuvre d'une association entre les bureaux Kaell Architecte et l'Atelier d'Architecture et de Design Jim Clemes, la reconversion du château d'eau, de la station de pompage et de tout le site les entourant en espace muséal a été initiée et financée par le Service des Sites et Monuments du Ministère de la Culture. Elle est censée donner une nouvelle vie à des vestiges remarquables du passé sidérurgique luxembourgeois, témoigner de l'histoire industrielle de Dudelange en particulier et de celle de tout le sud du pays en général.

Moins de frontières pour plus de sécurité

Il ne faut pas plus de frontières pour améliorer la sécurité des habitants de la Grande Région. Telle était la conclusion de la réunion de la Commission «Sécurité intérieure, Protection civile et Services de Secours» du Conseil parlementaire interrégional qui s'est réunie, le 22 juin dernier, au Brême d'Or (Goldene Bremm), à la frontière franco-allemande, pour s'informer des dernières évolutions de la coopération transfrontalière des services de police et de la réforme de la zone Schengen.

Les membres de la Commission se sont notamment intéressés à la coopération de la police fédérale allemande et de la police aux frontières française pour constater que la coopération transfrontalière peut être bien plus efficace que les contrôles unilatéraux.

Les parlementaires de la Grande Région ont également débattu des enjeux européens actuels concernant les frontières intérieures de l'espace Schengen en concluant qu'aucun État membre de l'UE ne devrait faire cavalier seul pour la gestion de ses frontières. En particulier dans la Grande Région, il est indispensable de trouver un juste équilibre entre la possibilité d'effectuer des contrôles et la libre circulation transfrontalière des citoyens.

La Chambre des Députés a été représentée par M. Roger Negri.



M. Roger Negri (deuxième de gauche) ensemble avec d'autres participants à la réunion du CPI.

Rencontre avec le corps diplomatique



M. Laurent Mosar, Président de la Chambre des Députés et MM. Ben Fayot et Gilles Roth entourés de membres du corps diplomatique résidant à Luxembourg.

Le 30 juin 2012 a eu lieu la 3e rencontre informelle et amicale entre la Chambre des Députés et les membres du corps diplomatique résidant à Luxembourg.

Afin d'approfondir les bonnes relations que le Parlement entretient avec les ambassadeurs en poste à Luxembourg, le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar avait pris l'initiative d'organiser une telle rencontre annuelle une première fois en 2010.

Au programme de l'édition 2012 figurait une promenade dans le village de Mamer au cours de laquelle le Président de l'a.s.b.l. «Mamer Geschicht», M. Ralph Letsch a donné les explications historiques.

M. Mosar était accompagné du Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, M. Ben Fayot, du Député-Maire de la Commune de Mamer, M. Gilles Roth, du Secrétaire général de la Chambre, M. Claude Frieseisen et des deux Secrétaires généraux adjoints, Mme Isabelle Barra et M. Benoît Reiter.

Première pétition par voie électronique

Elle fut seule à signer le courrier, mais elle a néanmoins pris l'initiative de contacter la Chambre des Députés et d'exprimer ses préoccupations. Mme Claudine Penen est ainsi devenue la première citoyenne du Luxembourg à déposer une pétition par voie électronique. La pétition qu'elle a initiée figure maintenant au rôle des travaux de la Commission des Pétitions. Le 27 juin 2012, la pétitionnaire a été reçue par les députés pour faire part de ses doléances.

«Je ne suis qu'une simple grand-mère», a expliqué Claudine Penen, «mais je vous prie de prendre des mesures contre l'utilisation de pesticides, engrais et autres produits chimiques qui tuent l'humanité». Mme Penen est également d'avis que les agriculteurs perdent leur savoir-faire et qu'il faut enseigner aux jeunes les alternatives d'une agriculture industrielle, hautement intensive pour qu'ils puissent faire un choix.

Après un échange de vues avec la pétitionnaire, les députés ont décidé:

- d'interroger le(s) ministre(s) compétents sur la marge de manœuvre du Gouvernement relatif à une restriction ou une interdiction de produits chimiques;
- d'analyser les possibilités de soutenir davantage l'agriculture biologique
- et de s'informer sur le nombre d'heures dédiées dans les écoles et institutions spécialisées à l'enseignement d'aspects liés à l'agriculture biologique.



Mme Claudine Penen, première citoyenne à déposer une pétition par voie électronique.

d'Chamber online op
www.chd.lu

3e partie de session 2012 de l'APCE:

Éloge pour la Tunisie, blâme pour l'UE

L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe estime que la Tunisie «se trouve bien engagée sur le chemin des réformes», même s'il lui reste à relever un certain nombre de défis.

Dans une résolution sur la base d'un rapport de la députée luxembourgeoise Anne Brasseur, adoptée à l'issue d'un débat avec la participation de M. Mustapha Ben Jaâfar, Président de l'Assemblée constituante tunisienne, l'APCE a encouragé toutes les forces politiques et civiles du pays à «continuer à contribuer positivement à la transition démocratique en veillant à préserver la stabilité politique».

Les parlementaires ont félicité la Tunisie pour l'élection libre et bien organisée de son Assemblée nationale constituante - une première démocratique parmi les peuples du Printemps arabe - et espèrent que la future Constitution répondra aux attentes des Tunisiens et consacrera les valeurs universelles des droits de l'Homme, de la démocratie et de l'État de droit.

L'Assemblée s'est engagée à continuer d'offrir son assistance pratique aux Tunisiens, a encouragé l'Assemblée nationale constituante à demander le statut de partenaire pour la démocratie et a décidé de continuer à suivre attentivement les développements dans le pays.



Mme Lydie Err, membre sortant de l'Assemblée, reçoit des mains du Président de l'APCE, M. Jean-Claude Mignon, la médaille et le diplôme de membre honoraire de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

UE et droits de l'Homme

Dans un débat d'actualité sur les institutions européennes et les droits de l'Homme en Europe, Mme Anne Brasseur a estimé que «la création récente d'un poste de représentant spécial de l'Union européenne pour les droits de l'Homme peut conduire à un chevauchement inutile d'activités déjà menées par le Conseil de l'Europe». Elle regrette que «l'annonce officielle du nouveau poste ne mentionne aucunement le Conseil de l'Europe» ce qui serait en contradiction manifeste avec une note de 2007, élaborée d'un commun accord avec l'UE, selon laquelle le Conseil de l'Europe devrait rester «la référence» pour les normes en matière de droits de l'Homme. «En période de restrictions budgétaires rigoureuses, la création d'un tel poste se justifie-t-elle réellement?», a demandé Mme Brasseur.

En marge de la troisième partie de session de 2012 qui s'est tenue à Strasbourg du 25 au 29 juin 2012, Mme Lydie Err - membre de l'Assemblée jusqu'à son assermentation comme Médiatrice du Grand-Duché - a reçu des mains du Président de l'APCE, M. Jean-Claude Mignon, la médaille et le diplôme de membre honoraire de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe pour ses nombreux mérites pour le Conseil de l'Europe, notamment dans la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes, ainsi que dans la lutte contre les discriminations.

Réforme de la PAC

La réunion interparlementaire du 25 juin 2012 à Bruxelles, à laquelle se sont rendus les députés MM. Roger Negri et Fernand Etgen, a été l'occasion pour le Parlement européen (PE) et les parlements nationaux de débattre de la réforme de la Politique agricole commune (PAC). Selon le Président de la Commission agriculture du PE, M. Paolo De Castro, ce type de réunion contribuera à la légitimité démocratique de la nouvelle politique commune, qui relève, depuis l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne, du processus de codécision mettant le Parlement et le Conseil sur un pied d'égalité.

La nécessité d'une politique agricole plus verte et plus durable est une opinion partagée par la majorité des parlementaires. De nombreux parlementaires nationaux ont néanmoins tenu à souligner qu'il fallait davantage réduire la bureaucratie et qu'il était impératif, dans le cadre des mesures de verdissement proposées, de tenir compte des spécificités nationales et régionales. Plusieurs députés, plus particulièrement des nouveaux États membres, ont appelé à mettre fin à la répartition actuelle très inégale des paiements directs, basée sur des références historiques, qui désavantage les agriculteurs de certains pays. M. Roger Negri a déclaré que la part des surfaces agricoles à réserver comme surface à haute valeur écologique, à savoir 7%, lui semblait exagérée et que les critères y relatifs devraient être davantage précisés.

Pour rappel, la Chambre des Députés a adopté en décembre un avis motivé et plusieurs avis politiques sur le paquet législatif de réforme de la PAC, qui ont été transmis aux institutions européennes. Dans un de ses avis, la Chambre a, entre autres, mis en garde contre les conséquences négatives de mesures de verdissement du premier pilier tant sur les programmes agro-environnementaux du deuxième pilier que sur les exploitants qui les mettent en œuvre. La Chambre est d'avis que le système actuel permettant aux agriculteurs d'assurer leur revenu en participant sur une base volontaire à des régimes honorant des pratiques agricoles écologiques bien définies est un système plus simple et plus efficace qu'un régime basé sur la pure contrainte.

Eu égard au secteur viticole luxembourgeois, la Chambre avait également insisté pour que le régime des droits des plantations soit prolongé. Quant à la suppression prévue pour 2015 des quotas laitiers, la Chambre juge crucial que le dispositif soit complété par des mesures permettant d'assurer aux États membres un «atterrissage en douceur».

NOUVELLES LOIS

Produits liés à la défense

6292 - Projet de loi relatif aux conditions des transferts de produits liés à la défense dans l'Union européenne

Le projet de loi n°6292 a pour objet de transposer la directive 2009/43/CE simplifiant les conditions des transferts de produits liés à la défense dans l'Union européenne.

Le marché de la défense dans l'Union européenne est actuellement fragmenté en vingt-sept régimes nationaux distincts d'octroi de licences.

La directive 2009/43/CE vise à faciliter la circulation des produits liés à la défense dans l'Union européenne. Pour ce faire, elle simplifie et harmonise les procédures nationales d'octroi des licences en favorisant un système plus rationnel de licences générales et globales, dans lequel l'octroi des licences les plus contraignantes - les licences individuelles - deviendra exceptionnel. À la différence d'autres États membres, la future loi de transposition du Luxembourg prévoit une durée de validité limitée de ces licences individuelles, limitation non prévue par la directive et jugée superfétatoire par le Conseil d'État, mais considérée comme pertinente par la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire du fait qu'elle permettra d'exclure dès le départ un certain nombre d'abus ou de risques.

La loi en projet a fait l'objet d'une série d'amendements parlementaires et a été adoptée par la commission lors de sa réunion du 24 mai 2012. L'entrée en vigueur prévue par le dispositif est le 30 juin 2012.

Dépôt par M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 31.05.2011

Rapporteur: M. Alex Bodry

Travaux de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire (Président: M. Alex Bodry):

01.12.2011	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
26.01.2012	Examen de l'avis du Conseil d'État
08.02.2012	Finalisation de l'examen de l'avis du Conseil d'État
19.04.2012	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
24.05.2012	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.06.2012

Loi du 28 juin 2012

Mémorial A, n°129, p. 1630

Changement d'administration

6299 - Proposition de loi modifiant

- la loi modifiée du 27 mars 1986 fixant les conditions et les modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'État peut se faire changer d'administration,

- la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'État

La présente proposition de loi constitue la suite logique du nouveau statut et du nouveau régime des traitements des fonctionnaires de la Chambre des Députés adoptés le 13 juillet 2011 (voir Mémorial A n°193 du 9 septembre 2011).

L'objet principal de la proposition de loi est de permettre aux fonctionnaires de la Chambre de bénéficier du changement d'administration. Bien entendu, il permettra également à la Chambre de recruter des fonctionnaires venant d'autres administrations. Accessoirement, le texte sous rubrique modifie la loi sur les pensions des fonctionnaires de l'État.

La proposition de loi initiale avait encore proposé d'introduire une incompatibilité entre la qualité de fonctionnaire de la Chambre et le mandat de député. Le Conseil d'État estime que le texte de cet article peut être abandonné, puisqu'il est superfétatoire en présence de celui figurant dès à présent à l'article 129 (1) de la loi électorale, texte qui ne laisse pas l'ombre d'un doute que la qualité de «fonctionnaire, employé ou ouvrier exerçant un emploi rémunéré par l'État» est incompatible avec le mandat de député. La commission partage l'analyse de la Haute Corporation et supprime dès lors l'article 3 de la proposition de loi.

Dépôt par MM. François Bausch, Xavier Bettel, Lucien Lux, Laurent Mosar et Lucien Thiel, Députés, le 27.06.2011

Rapporteur: M. Fernand Boden

Travaux de la Commission de la Fonction publique et de la Simplification administrative (Président: M. Norbert Haupert):

06.03.2012	Désignation d'un rapporteur
	Examen de la proposition de loi et des avis y relatifs
	Adoption d'un amendement
05.06.2012	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission des Pétitions(Président: M. Camille Gira):

06.03.2012	Désignation d'un rapporteur
	Examen de la proposition de loi et des avis y relatifs
	Adoption d'un amendement

Travaux de la Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police (Président: M. Ali Kaes):

05.06.2012	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.06.2012

Stockage de CO_2

6302 - Projet de loi

a) relative au stockage géologique du dioxyde de carbone

b) modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau

c) modifiant la loi du 20 avril 2009 relative à la responsabilité environnementale

Le projet de loi a pour objet de transposer la directive 2009/31/CE du 23 avril 2009 relative au stockage géologique du dioxyde de carbone et modifiant la directive 85/337/CEE du Conseil, les directives 2000/60/CE, 2001/80/CE, 2004/35/CE, 2006/12/CE et 2008/1/CE et le règlement (CE) n°1013/2006 du Parlement européen et du Conseil. Cette directive établit un cadre juridique pour le stockage géologique du CO_2, afin de contribuer à la lutte contre le changement climatique. Le stockage géologique du CO_2 est une technologie consistant à capter le dioxyde de carbone émis par les installations industrielles, à le transporter vers un site de stockage et à l'injecter dans une formation géologique souterraine adaptée en vue de son stockage permanent.

L'article 4 de la directive à transposer prévoit que les États membres conservent le droit de ne pas autoriser le stockage sur tout ou partie de leur territoire. Dans ce contexte, la Commission du Développement durable a décidé à l'unanimité que le stockage géologique du CO_2 doit être interdit au Luxembourg pour les raisons suivantes:

- parce que le potentiel de stockage est inexistant dans notre pays, notamment pour des raisons géologiques et hydrogéologiques, le territoire luxembourgeois se trouvant en dehors des principaux bassins sédimentaires susceptibles d'abriter des réservoirs propices au stockage du CO_2;

- afin de respecter le principe de précaution et parce que les risques et l'impact environnemental du stockage géologique du CO_2 ne peuvent actuellement pas être correctement évalués.

Pour ce faire, la Commission a décidé de ne pas se limiter au vote d'une loi consistant à interdire purement et simplement le stockage de CO_2 sur le territoire luxembourgeois, mais au contraire propose le vote d'une loi plus exhaustive, dans le but d'assurer une transposition fidèle et complète de la directive 2009/31/CE, en intercalant dans le texte de la loi un article visant à interdire expressément le stockage de dioxyde de carbone dans le pays, en se basant sur l'article 4 de la directive.

Dépôt par M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures, le 01.07.2011

Rapporteur: M. Marcel Oberweis

Travaux de la Commission du Développement durable (Président: M. Fernand Boden):

19.07.2011	Désignation d'un rapporteur
18.01.2012	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
20.03.2012	Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
21.05.2012	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
06.06.2012	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 12.06.2012

Prospectus pour valeurs mobilières

6319 - Projet de loi:

- portant transposition de la directive 2010/73/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 modifiant la directive 2003/71/CE concernant le prospectus à publier en cas d'offre au public de valeurs mobilières ou en vue de l'admission de valeurs mobilières à la négociation et la directive 2004/109/CE sur l'harmonisation des obligations de transparence concernant l'information sur les émetteurs dont les valeurs mobilières sont admises à la négociation sur un marché réglementé;

- portant modification de la loi du 10 juillet 2005 relative aux prospectus pour valeurs mobilières;

- portant modification de la loi du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence concernant l'information sur les émetteurs dont les valeurs mobilières sont admises à la négociation sur un marché réglementé

L'objet du projet de loi sous examen consiste à transposer en droit luxembourgeois la directive 2010/73/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 modifiant la directive 2003/71/CE concernant le prospectus à publier en cas d'offre au public de valeurs mobilières ou en vue d'admission de valeurs mobilières à la négociation et la directive 2004/109/CE sur l'harmonisation des obligations de transparence concernant l'information sur les émetteurs dont les valeurs mobilières sont admises à la négociation sur un marché réglementé (ci-après la «directive»).

Le projet de loi est subdivisé en trois chapitres:

Le chapitre 1er concerne les amendements à la loi relative aux prospectus pour valeurs mobilières, le chapitre 2 précise les amendements à la loi relative aux obligations de transparence et le chapitre 3 reprend des dispositions générales.

La directive de 2003 avait procédé à l'harmonisation des règles relatives au prospectus qui doit être mis à disposition du public en cas d'offre au public ou d'admission à la négociation de valeurs mobilières sur un marché réglementé dans l'Union européenne. Elle a été transposée en droit luxembourgeois par la loi du 10 juillet 2005 relative aux prospectus pour valeurs mobilières.

La directive de 2003 ayant été soumise à une procédure de révision dans le but d'une simplification en vue d'une réduction des charges administratives relatives avant tout aux prospectus pour valeurs mobilières, la nouvelle directive vise ces objectifs tout en conduisant à un renforcement de la compétitivité internationale de l'Union européenne en la matière. Il s'agit avant tout de faciliter l'accès au marché de capitaux pour les petites et moyennes entreprises de l'Espace économique européen, d'améliorer la clarté juridique et l'efficacité du régime de prospectus, tout en garantissant la protection des investisseurs par la mise à disposition d'informations suffisantes qui répondent aux besoins des investisseurs de détail.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 12.08.2011

Rapporteur: M. Gilles Roth

Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Michel Wolter):

19.06.2012	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État
22.06.2012	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 26.06.2012

Loi du 3 juillet 2012

Mémorial A, n°136, p. 1725

Mécanisme européen de stabilité I

6334 - Projet de loi portant approbation de la décision du Conseil européen du 25 mars 2011 modifiant l'article 136 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne en ce qui concerne un mécanisme de stabilité pour les États membres dont la monnaie est l'euro

La mise en place du MES au Luxembourg nécessite trois projets de loi:

- le projet de loi n°6334 portant approbation de la décision du Conseil européen du 25 mars 2011 modifiant l'article 136 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne en ce qui concerne un mécanisme de stabilité pour les États membres dont la monnaie est l'euro;

- le projet de loi n°6405 portant approbation du traité instituant le mécanisme européen de stabilité, signé le 2 février 2012 à Bruxelles;

- le projet de loi n°6406 relative à la participation de l'État au mécanisme européen de stabilité.

Le projet de loi n°6334 a pour objet de modifier le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne[1] (TFUE) en ajoutant à l'article 136 un troisième paragraphe. Cette disposition doit permettre aux États membres dont la monnaie est l'euro d'instituer un dispositif permanent de soutien financier, dénommé mécanisme européen de stabilité (MES).

En réponse à la crise de la dette souveraine, les chefs d'État et de gouvernement ont convenu en octobre 2010 qu'il était nécessaire que les États membres établissent un mécanisme permanent de gestion de crise pour préserver la stabilité financière de la zone euro dans son ensemble.

Afin de permettre la mise en place d'un tel mécanisme, le Conseil européen du 17 décembre 2010 a décidé de modifier l'article 136 du TFUE en vue de la création d'une base juridique appropriée pour ce mécanisme européen d'assistance financière.

Le nouveau mécanisme européen de stabilité remplacera les arrangements temporaires qui s'appliquent actuellement dans le cadre du mécanisme européen de stabilisation financière (le MESF permet d'accorder un prêt ou une ligne de crédit, dans une limite de 60 milliards d'euros correspondant à la marge en crédits de paiement disponible sous le plafond des ressources propres) et du Fonds européen de stabilité financière (le FESF est doté d'une capacité de prêt de 440 milliards euros, garantie par les États signataires à hauteur de leur part dans le capital libéré de la Banque centrale européenne). Ces instruments ont été établis pour une durée limitée de trois ans et continueront à s'appliquer jusqu'en juin 2013.

Le Conseil européen des 24 et 25 mars 2011 a formellement adopté la décision modifiant l'article 136 du TFUE en ce qui concerne un mécanisme de stabilité pour les États membres dont la monnaie est l'euro. Cette décision a été adoptée conformément à la procédure de révision simplifiée visée à l'article 48, paragraphe 6, du traité sur l'Union européenne. Il s'agit de la première fois qu'il est fait usage de cette faculté de modification selon la procédure de révision dite simplifiée du Traité, sans convocation et tenue d'une conférence intergouvernementale.

Selon le Conseil européen des 24 et 25 mars 2011, les États membres devraient accomplir leurs procédures nationales d'approbation d'ici la fin de l'année 2012 afin de permettre l'entrée en vigueur du traité modifié le 1er janvier 2013.

Le traité portant création du MES a été approuvé par le Conseil européen des 23 et 24 juin 2011 et signé à Bruxelles le 11 juillet 2011 par les plénipotentiaires des États membres dont la monnaie est l'euro.

La pression des marchés financiers et l'ampleur des besoins de financement croissants de certains États membres ont obligé les États membres à prévoir la libération accélérée du capital du MES, à introduire un mécanisme de décision à la majorité qualifiée, à revenir sur l'effet de levier proposé et à accélérer d'une année la création du MES, qui devrait désormais entrer en vigueur en juillet 2012, soit douze mois plus tôt que l'échéance initiale.

[1] Loi du 3 juillet 2008 portant approbation du Traité de Lisbonne modifiant le Traité sur l'Union européenne et le Traité instituant la Communauté européenne, des Protocoles, de l'Annexe et de l'Acte final de la Conférence intergouvernementale, signés à Lisbonne, le 13 décembre 2007

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 27.09.2011

Rapporteur: M. Michel Wolter

Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Michel Wolter):

20.03.2012	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État
22.06.2012	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 26.06.2012

Loi du 3 juillet 2012

Mémorial A, n°135, p. 1706

Mécanisme européen de stabilité II

6405 - Projet de loi portant approbation du traité instituant le mécanisme européen de stabilité, signé le 2 février 2012 à Bruxelles

La mise en place du MES au Luxembourg nécessite trois projets de loi:

- le projet de loi n°6334 portant approbation de la décision du Conseil européen du 25 mars 2011 modifiant l'article 136 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne en ce qui concerne un mécanisme de stabilité pour les États membres dont la monnaie est l'euro;

- le projet de loi n°6405 portant approbation du traité instituant le mécanisme européen de stabilité, signé le 2 février 2012 à Bruxelles;

- le projet de loi n°6406 relative à la participation de l'État au mécanisme européen de stabilité.

Le projet de loi n°6405 a pour objet d'approuver le traité instituant le mécanisme européen de stabilité, signé le 2 février 2012 à Bruxelles. Le mécanisme européen de stabilité (MES) remplacera l'actuel accord concernant le fonds européen de stabilité financière (FESF) ainsi que le mécanisme européen de stabilité financière (MESF), conçus en tant que double dispositif européen en 2010 pour garantir la stabilité de la zone euro.

Le MES est un instrument intergouvernemental de droit international public basé au Luxembourg. Tous les États membres dont la monnaie est l'euro sont membres du MES et tout État adhérant à la zone euro peut devenir membre du MES.

Le MES a pour but de mobiliser des ressources financières et de fournir, sous une stricte conditionnalité, un soutien à la stabilité de ses membres qui connaissent ou risquent de connaître de graves problèmes de financement, si cela est indispensable pour préserver la stabilité financière de la zone euro dans son ensemble. À cette fin, il est autorisé à lever des fonds en émettant des instruments financiers ou en concluant des accords ou des arrangements financiers ou d'autres accords ou arrangements avec ses membres, des institutions financières ou d'autres tiers.

Le MES repose sur une structure de capital propre, souscrit par les États membres de l'Union européenne dont la monnaie est l'euro. Afin d'assurer une capacité de prêt combiné du FESF et du MES à hauteur de 500 milliards d'euros et une notation maximale AAA pour le MES, le capital social de base autorisé du MES sera fixé à 700 milliards d'euros. Il se compose pour 80 milliards d'euros de parts libérées et de 620 milliards d'euros de parts sujettes à appel.

La clé de contribution utilisée pour financer ce capital est celle déterminant les souscriptions des banques centrales nationales des membres du MES au capital de la BCE. Il y a lieu de noter qu'un ajustement est opéré pour tenir compte de la situation particulière des États membres qui ont récemment adhéré à la zone euro (Estonie, Slovaquie, Slovénie, Malte, Chypre).

En vertu de cette clé de contribution, la part du Luxembourg dans le capital du MES s'élève à 0,2504% du capital social autorisé.

La capital autorisé du MES est de 700 milliards d'euros, divisée en 7.000.000 parts à 100.000 euros dont 17.528 seront souscrits par le Luxembourg. La participation du Luxembourg au capital du MES s'élève donc à 1.752.800.000 euros. Le montant de cette participation est composé de 200.320.000 euros à titre de parts libérées et de 1.552.480.000 euros à titre de parts sujettes à appel (capital autorisé non-libéré).

Le capital libéré sera versé en 5 tranches (à 40,064 millions d'euros dans le cas du Luxembourg). Le versement de la première tranche est prévu en juillet 2012, la seconde en octobre 2012, deux tranches sont programmées en 2013 et la dernière en 2014.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 05.03.2012
Rapporteur: M. Michel Wolter

Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Michel Wolter):

20.03.2012	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
22.06.2012	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 26.06.2012
Loi du 3 juillet 2012
Mémorial A, n°135, p. 1709

Mécanisme européen de stabilité III

6406 - Projet de loi relative

(1) à la participation de l'État au mécanisme européen de stabilité;

(2) à certaines immunités du mécanisme européen de stabilité et de la banque européenne d'investissement

et

(3) modifiant la loi modifiée du 9 juillet 2010 relative à l'octroi de la garantie de l'État dans le cadre de l'instrument européen de stabilisation de la zone euro

La mise en place du MES au Luxembourg nécessite trois projets de loi:

- le projet de loi n°6334 portant approbation de la décision du Conseil européen du 25 mars 2011 modifiant l'article 136 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne en ce qui concerne un mécanisme de stabilité pour les États membres dont la monnaie est l'euro;

- le projet de loi n°6405 portant approbation du traité instituant le mécanisme européen de stabilité, signé le 2 février 2012 à Bruxelles;

- le projet de loi n°6406 relative à la participation de l'État au mécanisme européen de stabilité.

L'objet du projet de loi en°6406 est, en premier lieu, de donner effet au traité instituant le mécanisme européen de stabilité (traité MES) en précisant le montant de la participation du Luxembourg au capital du MES.

Le capital autorisé du MES est de 700 milliards d'euros, divisée en 7.000.000 parts à 100.000 euros dont 17.528 seront souscrits par le Luxembourg. La participation du Luxembourg au capital du MES s'élève à 1.752.800.000 euros. Le montant de cette participation est composé de 200.320.000 euros à titre de parts libérées et de 1.552.480.000 euros à titre de parts sujettes à appel (capital autorisé non-libéré).

Ces montants découlent du calcul de la clé de répartition des contributions nationales au capital de la BCE; la quote-part du Luxembourg s'élevant à 0,2504% du capital social autorisé.

En deuxième lieu, le projet de loi vise à conférer au MES l'immunité de juridiction et d'exécution.

En troisième lieu, le projet de loi vise à apporter certaines modifications à la loi modifiée du 9 juillet 2010 relative à l'octroi de la garantie de l'État dans le cadre de l'instrument européen de stabilisation de la zone euro.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 05.03.2012
Rapporteur: M. Michel Wolter

Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Michel Wolter):

20.03.2012	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
19.06.2012	Examen de l'avis et de l'avis complémentaire du Conseil d'État
22.06.2012	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 26.06.2012
Loi du 3 juillet 2012
Mémorial A, n°135, p. 1724

Distribution en gros de médicaments

6342 - Projet de loi modifiant 1. la loi du 6 janvier 1995 relative à la distribution en gros des médicaments; 2. la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments

Le projet de loi a pour objet de compléter la loi du 6 janvier 1995 relative à la distribution en gros de médicaments et certaines dispositions de la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments.

La loi précitée du 6 janvier 1995 énonce un certain nombre d'obligations auxquelles se trouve soumis le titulaire d'une autorisation de distribuer en gros des médicaments. L'obligation d'assurer un approvisionnement approprié des personnes habilitées à délivrer des médicaments au public et aux patients hospitalisés, notamment les pharmacies ouvertes au public et les pharmacies hospitalières, n'y figure pas.

Il y a lieu à présent de compléter la législation nationale dans le sens d'une obligation d'approvisionnement à charge tant des grossistes établis au pays que des grossistes desservant le pays depuis un pays membre de l'Union européenne. À noter que cette façon de procéder est conforme aux directives européennes régissant la matière.

Le projet de loi gouvernemental prévoit la modification de l'article 3 de la loi précitée du 6 janvier 1995 afin d'introduire dans la législation sanitaire luxembourgeoise la notion de grossiste-répartiteur. Cette notion est reprise de la législation de pays limitrophes: le grossiste-répartiteur est un grossiste «pleinement assorti», c'est-à-dire qu'il est habilité à distribuer tous les médicaments couverts par une autorisation de mise sur le marché.

La distinction que le projet de loi établit ainsi entre le grossiste-répartiteur et les autres grossistes habilités seulement à distribuer certains de ces médicaments est nécessaire précisément pour l'introduction de l'obligation de service public qui ne peut raisonnablement être imposée qu'au seul grossiste disposant d'une large gamme de médicaments commercialisés au pays. Les détenteurs d'une autorisation de distribuer en gros pour leur part sont tenus d'assurer un approvisionnement continu des médicaments effectivement mis sur le marché par eux.

Le projet définit également le contenu et le champ d'application de l'obligation de service public, ceci en particulier en ce qui concerne la gestion du stock et la participation à un tour de garde.

Par ailleurs, le projet de loi gouvernemental propose la modification des articles 7 et 13 de la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments, notamment afin de compléter les obligations faites aux titulaires d'une autorisation de mise sur le marché des médicaments.

Dépôt par M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, le 11.10.2011
Rapporteur: M. Georges Engel

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale (Présidente: Mme Lydia Mutsch):

20.10.2011	Désignation d'un rapporteur
19.04.2012	Désignation d'un nouveau rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
	Adoption d'une série d'amendements
14.06.2012	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 26.06.2012

Trafic illicite de migrants

6343 - Projet de loi portant:

1) approbation du Protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer, signé à Palerme, le 12 décembre 2000, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée du 15 novembre 2000

2) modification du Code pénal

3) modification du Code d'instruction criminelle

4) modification de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration

a. L'approbation d'un instrument universel et contraignant pour combattre un phénomène multiforme

Le projet de loi a pour objet d'approuver le Protocole du 12 décembre 2000 contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer (ci-après le Protocole), additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée[2], adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 15 novembre 2000 et entrée en vigueur le 29 septembre 2003 (ci-après la Convention).

La Convention a été adoptée au Luxembourg par une loi du 18 décembre 2007[3]. L'objet de la Convention est de promouvoir la coopération afin de prévenir et de combattre plus efficacement la criminalité transnationale organisée[4]. La Convention constitue le premier instrument juridiquement contraignant des Nations Unies dans ce domaine.

À part du Protocole dont l'approbation fait l'objet du présent projet de loi, la Convention a été complétée par deux autres protocoles additionnels, le Protocole visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants[5] et le Protocole contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions[6].

Le projet de loi s'inscrit ainsi dans une série d'efforts internationaux et communautaires[7] visant à prévenir et combattre la criminalité transnationale organisée dont le trafic illicite de migrants constitue une composante.

L'envergure des activités de trafic illicite de migrants est très difficile à évaluer. Selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), «*[…] les chiffres globaux disponibles sur la traite des personnes et sur la migration irrégulière en général continuent d'être approximatifs. Des chiffres plus précis, tels ceux qui concernent les interceptions aux frontières, les passeurs traduits en justice ou les victimes assistées dans différents programmes, ne représentent qu'un échantillonnage très fragmentaire et ne sont que très rarement statistiquement significatifs. Faute d'un chiffre total, la représentativité de ces exemples ne peut être vérifiée comme il se doit. […]*»[8].

Cette appréciation est par ailleurs confirmée par Europol selon laquelle l'infraction de trafic illégal de migrants est souvent cachée sous le libellé d'autres infractions telles la prostitution, l'immigration illégale ou encore l'emploi irrégulier de travailleurs étrangers et le trafic de main-d'œuvre étrangère[9].

En 2011, l'Agence européenne Frontex a même constaté un recul du nombre de détections de facilitateurs à l'immigration illégale. Toutefois, elle attribue cette évolution à un changement des méthodes du trafic des migrants qui consisterait désormais moins dans l'accompagnement physique des migrants que dans l'utilisation de faux documents d'identité ou dans l'abus et le détournement des moyens juri-

[2] Appelée la «Convention de Palerme».

[3] Loi du 18 décembre 2007 portant approbation de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée (ci-après la Convention), adoptée par l'Assemblée Générale des Nations Unies à New York, le 15 novembre 2000, Mémorial A, n°242, 28 décembre 2007, page 4409.

[4] Article 1er de la Convention.

[5] Approuvé par la loi du 13 mars 2009 relative à la traite des êtres humains, (1) portant approbation: a) du Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir le trafic des personnes, en particulier des femmes et des enfants, ouvert à signature du 12 au 15 décembre 2000 à Palerme, et b) de la Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains, signée à Varsovie le 16 mai 2005; (2) modifiant le Code pénal; et (3) modifiant le Code d'instruction criminelle, Mémorial A, n°51, 20 mars 2009, page 672.

[6] Protocole du 31 mai 2001. La Commission européenne a signé ce protocole le 16 janvier 2002. La directive 2008/51/CE tient compte de cet engagement international en modifiant certaines dispositions de la directive 91/477/CEE du 18 juin 1991 relative au contrôle de l'acquisition et de la détention d'armes. Le Luxembourg a transposé la directive 2008/51/CE par l'adoption de la loi du 3 août 2011 portant: - transposition de la directive 2008/51/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2008 modifiant la directive 91/477/CEE du Conseil relative au contrôle de l'acquisition et de détention d'armes, et - modification de la loi modifiée du 15 mars 1983 sur les armes et munitions, Mémorial A, n°175, 12 août 2011, page 2964.

[7] Les décisions 2006/616/CE et 2006/617/CE du Conseil du 24 juillet 2006 portent conclusion, au nom de la Communauté européenne, du Protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer, additionnel à la convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée (dénommé ci-après le Protocole).

[8] Organisation internationale pour les migrations, Nouveaux défis; http://www.iom.int/jahia/Jahia/about-migration/developing-migration-policy/new-challenges/lang/fr

[9] Voir Europol, Knowledge product, Trafficking in Human beings in the European Union, 1er septembre 2011, pages 3 à 4.

diques en vue de faciliter l'immigration illégale[10].

Les auteurs du projet de loi rappellent, en se fondant sur une fiche pratique d'Interpol[11], que *«[…] le trafic des migrants est devenu l'activité préférentielle d'un nombre croissant d'organisations internationales, qui montrent un zèle accru et se servent de techniques très sophistiquées pour déplacer des nombres de personnes toujours plus importants avec des gains toujours croissants»*[12].

Pour répondre à cette évolution, les auteurs du Protocole proposent dès lors de fournir *«[…] un instrument juridique universel qui porte sur tous les aspects du trafic illicite de migrants et d'autres questions connexes»*[13].

b. Des nouveaux moyens juridiques contre le trafic illicite de migrants

Tout comme la Convention, le Protocole est le premier instrument universel portant sur le trafic de migrants par les groupes criminels organisés. Il s'agit avant tout d'un instrument de droit pénal, mais qui comprend également des mesures de prévention et de coopération.

Le Protocole définit le trafic illicite de migrants comme *«[…] le fait d'assurer, afin d'en tirer, directement ou indirectement, un avantage financier ou un autre avantage matériel, l'entrée illégale dans un État partie d'une personne qui n'est ni un ressortissant ni un résident permanent de cet État»*[14].

Le Protocole s'applique lorsque les infractions qu'il prévoit sont de nature transnationale et lorsqu'un groupe criminel organisé y est impliqué[15].

Le Protocole oblige les États à introduire dans leur législation pénale les infractions intentionnelles suivantes:

- le trafic illicite de migrants tel que défini par le Protocole;

- les actes qui ont été commis afin de permettre le trafic illicite de migrants, tels la fabrication d'un document de voyage ou d'identité frauduleux ou le fait de procurer, de fournir ou de posséder un tel document;

- le fait de permettre, par le recours aux moyens prémentionnés ou par tout autre moyen illégal, à une personne qui n'est ni un ressortissant ni un résident permanent, de demeurer dans l'État concerné, sans satisfaire aux conditions nécessaires au séjour légal dans ledit État[16].

À cela s'ajoute que le Protocole demande l'incrimination de la tentative et de la complicité des infractions prémentionnées[17]. Le fait d'organiser la commission de telles infractions ou de donner des instructions à d'autres personnes pour qu'elles les commettent doit également être incriminé.

Enfin, le Protocole prévoit des circonstances aggravantes lorsque ces infractions sont de nature à mettre en danger ou risquent de mettre en danger la vie ou la sécurité des migrants concernés; ou lorsqu'elles impliquent le traitement inhumain ou dégradant et/ou l'exploitation de ces migrants.

En revanche, le Protocole n'a pas pour objet de sanctionner les migrants en tant que tels, cette question étant laissée à l'appréciation des États parties[18], à moins que les migrants ne se livrent eux-mêmes au trafic. À cette fin, une clause spécifique a été introduite qui prévoit que *«[L]es migrants ne deviennent pas passibles de poursuites pénales en vertu du présent Protocole du fait qu'ils ont été l'objet des actes énoncés à son article 6»* [19].

Une autre innovation importante du Protocole est qu'il consacre pour la première fois l'engagement des États à reprendre leurs nationaux et résidents permanents qui ont fait l'objet du trafic[20].

Les États membres sont par ailleurs tenus de prendre des mesures de protection et d'assistance aux migrants[21].

Le Protocole comprend encore des mesures de prévention[22] ainsi que des mesures de coopération reposant sur l'entraide judiciaire internationale notamment au niveau de l'échange d'informations[23]. Le Protocole encourage par ailleurs la formation des agents des services d'immigration et d'autres agents compétents ainsi que la coopération technique entre les États parties et les organisations internationales, les organisations non gouvernementales et les autres organisations ou membres de la société civile impliqués [24].

Enfin, le Protocole prévoit des sanctions à l'encontre des transporteurs commerciaux[25] et des mesures garantissant la qualité et le contrôle des documents de voyage[26].

c. Une adaptation du droit luxembourgeois limitée aux dispositions de droit pénal matériel

Une deuxième partie du Protocole prévoit le trafic illicite de migrants par mer. Pour des raisons géographiques évidentes, le Luxembourg est moins concerné par ces dispositions. Toujours est-il que le Grand-duché possède un pavillon maritime sous lequel 210 navires sont enregistrés[27]. Selon les auteurs du projet de loi, le risque de voir ces bateaux, qui sont essentiellement des navires de plaisance, impliqués dans des activités de trafic illicite de migrants est marginal[28].

Pour ce qui est des autres dispositions du Protocole, les auteurs du projet de loi rappellent que le droit luxembourgeois satisfait déjà à l'heure actuelle à de nombreuses exigences du Protocole qui sont contenues dans le Code pénal telles la tentative de crime ou de délit prévue aux articles 51 à 53. La participation de plusieurs personnes au même crime ou délit ainsi que le fait de donner des instructions en vue de les commettre sont incriminés par les articles 66 à 69 du Code pénal. Les articles 198 et suivants du Code pénal incriminent le faux et l'usage de faux.

La loi du 29 août 2008 portant sur la libre circulation et l'immigration[29] et plus particulièrement son article 143 incrimine l'aide à l'entrée et au séjour irréguliers. Cette disposition est abrogée et réintégrée dans le nouvel article 382-4 du Code pénal relatif au trafic illicite des migrants.

Le projet de loi se limite dès lors à transposer en droit national les dispositions de droit pénal matériel telles qu'elles résultent de l'article 6 du Protocole.

À cet effet, le projet loi introduit un nouveau chapitre VI-II intitulé «Du trafic illicite des migrants» dans le Titre VII du Livre II du Code pénal.

Ce chapitre est complété par deux nouvelles incriminations. L'article 382-4 nouveau incrimine le trafic illicite de migrants ainsi que la tentative de cette infraction.

Un nouvel article 382-5 érige en circonstance aggravante le trafic illicite de migrants qui délibérément ou par négligence a mis en danger la vie des migrants ou qui a donné lieu à un traitement inhumain ou dégradant.

L'infraction de trafic illicite de migrants est intégrée dans l'article 506-1 du Code pénal relatif à l'infraction de blanchiment.

Enfin, l'article 48-7 du Code d'instruction criminelle est complété par une référence à l'infraction de trafic illicite de migrants permettant ainsi de procéder à un prélèvement de cellules humaines aux fins d'établissement d'un profil ADN sur chaque personne qui a été condamnée, par une décision judiciaire coulée en force de chose jugée, pour trafic illicite de migrants à une peine d'emprisonnement ou à une peine plus lourde.

[10] Voir Frontex, FRAN Quarterly, Issue 4, octobre-décembre 2011, page 23.

[11] Fiche pratique Interpol, Référence COM/FS/2008-07/THB-01, Interpol, Lyon, 2008.

[12] Projet de loi n°6343, exposé des motifs, (doc. parl. n°6343), page 3.

[13] Préambule du Protocole.

[14] Article 3 du Protocole.

[15] Article 4. du Protocole.

[16] Idem., article 6, paragraphe (1).

[17] Idem., article 6, paragraphe (2).

[18] Idem., article 6, paragraphe (4).

[19] Idem., article 5.

[20] Idem., article 18.

[21] Idem, article 16.

[22] Idem., article 15.

[23] Idem., article 10.

[24] Article 14 du Protocole.

[25] Idem., article 11.

[26] Idem., articles 12 et 13.

[27] Chiffre publié par Cluster maritime luxembourgeois; http://www.cluster-maritime.lu/cms/content/le-secteur-maritime-au-luxembourg.

[28] Projet de loi n°6343, commentaire des articles du Protocole, (doc. parl. n°6343), page 6.

[29] Texte coordonné, Mémorial A, n°80, 26 avril 2012, page 873.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 12.10.2011
Rapportrice: Mme Christine Doerner

Travaux de la Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police (Président: M. Ali Kaes):
21.03.2012 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

Travaux de la Commission juridique (Président: M. Gilles Roth):
14.03.2012 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
21.03.2012 Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
02.05.2012 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
06.06.2012 Continuation de l'examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.06.2012

«Stater Kolléisch»

6385 - Projet de loi relatif à la rénovation de l'Athénée de Luxembourg

Le projet de loi 6385 a pour objet d'autoriser le Gouvernement à procéder à la rénovation de l'Athénée de Luxembourg. Selon le devis estimatif, le coût total arrondi des travaux de rénovation s'élève à la somme de 89.000.000 euros à la valeur 696,95 de l'indice semestriel des prix de la construction au 1er avril 2011. Il s'ensuit que l'autorisation du projet de construction par la voie législative s'impose donc, étant donné que le seuil fixé à l'article 80 de la loi du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État est dépassé.

L'Athénée de Luxembourg, en tant qu'établissement d'enseignement, trouve ses origines dans le Collège ouvert en 1603 à Luxembourg par les Jésuites. En 1964, l'école quitte les vieux bâtiments de l'ancien collège pour s'établir dans un nouveau bâtiment, situé à la périphérie ouest de la ville de Luxembourg, qu'elle occupe encore de nos jours. Le bâtiment de 1964 avait été conçu pour accueillir 800 élèves, encadrés par 80 enseignants. Il comptait 40 salles de classe et 16 salles de classe spécialisées. Au fil des années, le nombre des élèves est passé à 1500 et celui des enseignants à 200. Pour faire face à cet accroissement considérable de la population scolaire, de nouvelles salles de classe et des salles spéciales ont été aménagées dans un pavillon érigé en annexe de l'école dans la cour, dans une partie des préaux couverts, ainsi que dans des espaces libres et dans des espaces scolaires existants, réaménagés pour les besoins.

Les installations de 1964, devenues vétustes, nécessitent une rénovation en profondeur et de grande envergure. Celle-ci offre l'occasion d'améliorer en même temps le rendement énergétique des installations et de créer des infrastructures scolaires répondant à la fois aux normes de sécurité, aux exigences administratives, didactiques et pédagogiques, tout en gardant du potentiel pour faire face aux besoins futurs de l'enseignement et de l'éducation.

Selon l'exposé des motifs, l'Athénée pourra accueillir après sa rénovation entre 1350 et 1450 élèves. Le programme de construction prévoit la réalisation de 60 salles de classe. Il prévoit encore la réalisation de 28 salles spéciales pour les besoins de l'enseignement des sciences, de l'éducation artistique, de l'éducation musicale ainsi qu'une salle audiovisuelle. À côté des structures d'enseignement proprement dites, le programme de construction prévoit la réalisation des structures pour l'administration et pour l'accueil, divers locaux spéciaux ainsi que des aménagements extérieurs.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 25.01.2012
Rapporteur: M. Fernand Boden

Travaux de la Commission du Développement durable (Président: M. Fernand Boden):
08.02.2012 Désignation d'un rapporteur
06.06.2012 Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 14.06.2012

Bois et produits dérivés

6411 - Projet de loi concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (UE) n°995/2010 du Parlement Européen et du Conseil du 20 octobre 2010 établissant les obligations des opérateurs qui mettent du bois et des produits dérivés sur le marché

Le projet de loi a pour objet d'assurer l'exécution du règlement (UE) n°995/2010 du Parlement Européen et du Conseil du 20 octobre 2010 établissant les obligations des opérateurs qui mettent du bois et des produits dérivés sur le marché.

Ce règlement européen poursuit l'objectif de lutte contre l'exploitation illégale des forêts et le commerce qui y est associé. Il s'applique uniquement aux opérateurs mettant du bois et des produits dérivés sur le marché intérieur pour la première fois, à l'exclusion du bois et des produits dérivés usagés ou recyclés.

Le règlement met en place un système de diligence raisonnée s'adressant aux opérateurs concernés et visant à leur permettre de s'assurer que le bois issu d'une récolte illégale ou des produits dérivés de ce bois ne soient pas mis sur le marché intérieur. Ce système comporte trois éléments inhérents à la gestion du risque: l'accès à l'information, l'évaluation du risque et l'atténuation du risque identifié.

Le rôle des autorités nationales compétentes consiste à vérifier que les opérateurs se conforment effectivement aux obligations établies dans ledit règlement, notamment par des procédures de contrôles officiels. À cette fin, et si besoin est, lesdites autorités doivent pouvoir exiger des opérateurs qu'ils adoptent des mesures correctives et peuvent, pour les petits opérateurs, apporter une assistance technique ou faciliter l'échange d'informations.

Le projet de loi vise à identifier les autorités compétentes pour l'exécution du règlement européen, à préciser les organes chargés de la recherche et de la constatation des infractions aux dispositions dudit règlement ainsi que leurs pouvoirs et prérogatives de contrôle, et à fixer les sanctions pénales y relatives.

Dépôt par M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures, le 13.03.2012
Rapporteur: M. Marcel Oberweis

Travaux de la Commission du Développement durable (Président: M. Fernand Boden):
20.03.2012 Désignation d'un rapporteur
21.05.2012 Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État
06.06.2012 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 12.06.2012

SÉANCE 33

JEUDI,
14 JUIN 2012

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • Mme Lydia Mutsch, Vice-Présidente • Mme Anne Brasseur, Doyen

Sommaire

1. Constitution d'un Comité de discipline
- *M. le Président*

2. Résolution de M. André Bauler relative à l'exploration par la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports de la possibilité de la mise en place d'un projet pilote d'une école fondamentale bilingue offrant une alphabétisation en français et en allemand
- *Exposé: M. André Bauler*
- *Discussion générale: M. Ben Fayot, M. Fernand Kartheiser, M. Serge Urbany, M. Ben Fayot, M. Serge Urbany, M. Claude Adam, M. André Bauler*
- *Vote sur la résolution (adoptée)*

3. 6385 - Projet de loi relatif à la rénovation de l'Athénée de Luxembourg
- *Rapport de la Commission du Développement durable: M. Fernand Boden*
- *Discussion générale: Mme Anne Brasseur, M. Ben Fayot, Mme Josée Lorsché, M. Jacques-Yves Henckes*
- *M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures (Mme Anne Brasseur pose une question)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

4. Débat de consultation au sujet du concept de mobilité et du tram dans la ville de Luxembourg
- *Exposé: M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- *Débat: M. Serge Wilmes (dépôt d'une motion), M. Xavier Bettel (M. Claude Wiseler répond), M. Roger Negri, M. François Bausch, M. Gast Gibéryen (répond à M. Marc Angel, M. Serge Urbany, M. Claude Wiseler et M. François Bausch), M. Serge Urbany, M. Marc Angel (M. Fernand Kartheiser pose une question)*
- *M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- *M. Fernand Kartheiser (parole après ministre), M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- *Vote sur la motion 1 (adoptée)*

Au banc du Gouvernement se trouve M. Claude Wiseler, Ministre.

(Début de la séance publique à 14.02 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Neen, Här President.

Une voix.- Très bien!

1. Constitution d'un Comité de discipline

M. le Président.- Ier mir zum eigentlechen Ordre du jour kommen, evakuéiere mer fir d'Éischt nach eng administrativ Ugeleeënheet. Wéi de Statut vun de Chambersfonctionnairen et a sengem Artikel 53 virgesäit, muss d'Chamber e Comité de discipline vu véier Memberen designéieren, dee fir d'Instruction disciplinaire zoustänneg ass.

Wat d'Kompositioun vun dësem Comité de discipline ugeet, si folgend Deputéierte proposéiert ginn: den Här Norbert Haupert, den Här Jean-Pierre Klein, d'Madame Anne Brasseur an déi Häre Claude Adam a Serge Urbany.

Ass d'Chamber mat dëser Zesummesetzung averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Da komme mer elo zur Resolutioun vum Här André Bauler, déi d'Commission de l'Éducation nationale beoptragt, e Pilotprojet iwwert d'Aféiere vun enger zweesproocheger École fondamentale ze erschaffen. Här Bauler, Dir hutt elo d'Wuert als Auteur vun där Resolutioun.

2. Résolution de M. André Bauler relative à l'exploration par la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports de la possibilité de la mise en place d'un projet pilote d'une école fondamentale bilingue offrant une alphabétisation en français et en allemand

Exposé

M. André Bauler *(DP), auteur.*- Merci, Här President. Wéi scho virun zwee Deeg gesot, hat ech dës Resolutioun déposéiert, fir d'Chamber ze bieden, ze décidéieren, d'Éducationskommissioun ze chargéiere mat der Exploratioun vun der Méiglechkeet iwwer e Projet pilote am Kontext vun der École fondamentale bilingue ze diskutéieren, sech mat deem Dossier eng Kéier ze befaassen, deen eng Alphabétisatioun am Franséischen an am Däitsche virgesäit.

M. le Président.- Ech hu gesinn als Wuertmeldung den Här Fayot.

Discussion générale

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Jo, Här President, ech wëll soen, als President vun der Commission de l'Éducation nationale fannen ech et net normal, dass en Deputéierten eng Resolutioun mécht iwwert dee Sujet. Et hätt och einfach an der Kommissioun kënne gefrot ginn, dass mer dat solle maachen, dann hätte mer dat gemaach.

Merci.

M. le Président.- Dann huet d'Wuert gefrot den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, ech soen…

(Interruption)

Ech soen dem Här Bauler villmools Merci fir deen Text hei. Mir hunn natierlech als ADR näischt dergéint, datt esou eng Exploratioun gemaach gëtt. Dat kann och an der Kommissioun gemaach ginn, dat ass eng ganz gutt Saach. Wann awer elo deen Text hei zur Ofstëmmung kënnt, wäerte mir eis enthalen, well mer mengen, dat ass einfach dee falsche Wee.

Mir sinn net fir eng Lëtzebuerger Schoul, wou Leit op verschidde Manéiere vunenee getrennt ginn, op sproochlecher Basis oder op enger anerer Basis. Mir hätte gär eng Lëtzebuerger Schoul kohärent an integrativ fir all hir Schüler, wou se sech kenneléieren an net niewenteneen existéieren an anere Schoultypen.

Duerfir, wann Dir de Vote elo hei wëllt virhuelen, wäerte mir eis enthalen.

Merci.

M. le Président.- Den Här Urbany huet d'Wuert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Jo, ech muss soen, ech sinn och net d'accord mat där Richtung do, well ech se och fir eng falsch Richtung halen. Ech fannen, dass et e Wee wier, deen d'Gesellschaft géif splécken. D'Schoul, grad d'Primärschoul ass nach déi Plaz an der Gesellschaft, wou d'Leit alleguerten zesumme sinn.

Et werft iwwregens och eng ganz Partie aner Problemer op. Dat ass déi, dass vill vun deenen auslännesche Kanner hei eigentlech guer net vu franséischer Mammesprooch sinn, mä ganz dacks Portugisesch hir Mammesprooch ass an et fir déi och keng Verbesserung bréngt, wa géif eng Alphabétisatioun op Franséisch geschéien.

Also, ech sinn net d'accord iwwerhaapt mat der Richtung, an déi dat Ganzt do geet. Eng École pilote heescht jo ëmmer, dass soll gekuckt ginn, ob dat op d'ganz Schoul herno ausgedehnt gëtt, an ech fannen, dass et e falsche Wee ass.

Ech wäert duerfir och souguer géint déi Resolutioun hei stëmmen.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Nach eng Kéier den Här Fayot.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Jo, Här President, just fir et kloerzemaachen: Wa mir d'accord sinn, dass een an der Kommissioun soll doriwwer schwätzen, wëllt dat net préjugéieren, dass mer mat deem Wee d'accord sinn. Ech mengen, mir sinn d'accord, fir eppes ze studéieren, mä dat implizéiert net onsen Accord zu enger Propositioun.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Nach eng Kéier den Här Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ech wëll nach derbäifügen, ech hunn och d'Positioun vum CLAE, dat heescht der Daachorganisatioun vun den auslänneschen Organisatiounen zu Lëtzebuerg, nogekuckt, déi guer net fir dee Wee do sinn!

Déi si fir eng zwar adaptéiert Alphabétisatioun op Däitsch, dat heescht Däitsch fir Auslänner ze léieren. Et ginn och nach aner Saache proposéiert, wéi zum Beispill d'Alphabétisatioun op Lëtzebuergesch carrément ze maachen. Do sinn och Sproochwëssenschaftler, déi do esou Iddië verbreeden.

Also, ech fannen et wierklech dee falsche Wee.

M. le Président.- Nach den Här Adam. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Jo, Merci, Här President. Mir ënnerstëtzen als gréng Fraktioun déi Resolutioun. Emol éischtens muss ee kucken, wat hei steet. Hei steet jo effektiv dran, fir iwwert déi Problematik do ze diskutéieren, fir ze kucken, ob dat e gangbare Wee ass. Mir mengen, datt mer eng Situatioun hu bei eis am Land mat méi wéi 50% vun de Kanner, déi eng aner Sprooch als éischt Sprooch hu wéi d'Lëtzebuergesch, datt et bal eis Flicht ass, eng Noutwendegkeet ass, fir iwwer esou eng Alphabétisatioun an zwou Sproochen nozedenken.

An alleguerten déi Leit, déi mengen, mat esou engem Wee géif een d'Gesellschaft splécken, déi vergiessen, datt mer am Fong geholl scho laang eis Gesellschaft gespléckt hunn.

Kommt, mer gi kucken, wéi et an eise Schoulen ausgesäit; kommt, mer gi kucken, wéi eng Nationalitéite méi staark an engem Enseignement technique préparatoire, sprëch modulaire vertruede sinn, wéi eng méi staark an engem Enseignement secondaire vertruede sinn! An ech fannen, datt et eis Flicht ass, fir doriwwer nozedenken.

Duerfir wäerte mir als gréng Fraktioun déi Motioun ënnerstëtzen.

Merci.

M. le Président.- Nach eng Kéier den Här Bauler.

M. André Bauler *(DP), auteur.*- Merci, Här President. Ech wollt just nach eng Kéier kuerz drop agoen an ënnersträichen, datt grad dëse Modell just dat net wëllt, wat den Här Urbany ënner anerem och gesot huet, nämlech segregéieren. E wëllt d'Schüler zesummeféieren, andeems e grad déi Schüler mat romanophonem, lusophonem Hannergrond méi fréi an d'Däitscht eraféiert wéi bis ewell an doduerjer mat méi Liichtegkeet mat deene Lëtzebuerger Schüler zesummebréngt.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Très bien!

M. le Président.- Merci. Ech géif proposéieren, mir géifen à main levée iwwert déi Resolutioun ofstëmmen.

Vote sur la résolution

Wien ass mat där Resolutioun d'accord?

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dat schéngt mer kloer ze sinn. Domadder wär déi Resolutioun ugeholl. Domadder ass dann och dëse Punkt ofgeschloss.

Mir fänken dann elo u mam Projet de loi 6385 iwwert d'Renovatioun vum Kolléisch. D'Riedezäit ass hei nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: d'Madame Brasseur, den Här Fayot an d'Madame Lorsché. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den Här Fernand Boden. Här Boden, Dir hutt d'Wuert.

Une voix.- Oh!

(Interruption)

3. 6385 - Projet de loi relatif à la rénovation de l'Athénée de Luxembourg

Rapport de la Commission du Développement durable

M. Fernand Boden *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, den Athénée, besser bekannt ënnert dem Numm Kolléisch, ass déi eelste Sekundarschoul hei am Land. Si geet zréck op de faméise Collège des jésuites, dee 1603 vun de Jesuite gegrënnt gouf. Den 1. Oktober 1603 huet nämlech dëse Jesuitekolléisch seng Dieren an der Ënneschtgaass vis-à-vis vum Stater Gemengenhaus opgemaach. Laang Zäit war de Kolléisch dat eenzegt Sekundarschoulgebai am deemolegen Herzogtum Lëtzebuerg an huet en exzellente Ruff genoss.

Am Laf vun de Joren a jee nom politesche Regime, deen eist Land grad regéiert huet, huet de Kolléisch säin offiziellen Numm oft misse changéieren, ass awer ëmmer senger Bildungsaufgab trei bliwwen.

Nom Wiener Kongress vun 1817, wou d'Groussherzogtum Lëtzebuerg dem hollännesche Kinnek à titre personnel zouerkannt gouf, ass de Kolléisch zum Athénée royal ginn an zënterhier ass en, mat Ausnahm vun den Nazi-regimesjoren, offiziell ëmmer en Athénée bliwwen.

D'Joer 1964 war fir den Athénée de Luxembourg, wéi de Kolléisch zënter dem 30. Juni 1945 offiziell heescht, e markant Joer, well e seng Lokaler an der Ënneschtgaass verlooss huet, fir sech a ganz moderne Gebailechkeeten um Geesseknäppchen an der Peripherie vun der Stad néierzeloossen.

Fir de Jos Groben - sou huet en emol geschriwwen - verwandelt sech den Athénée domat zum modernsten a luxuriéiste Schoulgebai am Grand-Duché mat groussen an helle Säll, mat gutt équipéierte Laboratoiren, mat ultramoderne Sportsinstallatiounen - ganz einfach zu enger Infrastruktur, mat där sech keen anere Lycée moosse kann.

Den neien Athénée vun 1964 war gebaut ginn, fir 800 Schüler opzehuelen. En hat 40 Klassesäll a 16 Spezialsäll, derniewent och eng Kantin an eng Kichen. Am Laf vun der Zäit ass d'Schülerzuel awer vun 800 op 1.500 geklomm, genausou wéi d'Unzuel vum Léierpersonal, déi vun 80 op 200 eropgaangen ass. Et hu misse permanent zousätzlech Schoulraimlechkeete geschafe ginn. Et ass e Pavillon bäigebaut ginn, aner Espacë sinn ausgebaut ginn, fir den drëngendste Besoinë gerecht ze ginn. Dat huet natierlech deem ganze Schoulbetrib net profitéiert.

Wann een déi aktuell Situatioun vum Athénée analyséiert, stellt ee fest, datt sech um Campus Geesseknäppchen, deen 1964 nach quasi onbebaut war, an Tëschenzäit nach fënnef aner Schoulen néiergelooss hunn. Dee ganze Campus zielt haut iwwer 5.000 Schüler, a verschidden Infrastrukture ginn zesumme benotzt, wéi zum Beispill d'Kogenerationszentral, d'Schwämm, d'Busquaien, de Forum, an deem sech eng Schoulkantin befënnt, an eng ganz Rei vu Formatiounssäll.

Den Athénée selwer, dee bitt ausschliesslech den Enseignement classique u fir en Total vun 1.477 Schüler, déi op 64 Klassen opgedeelt sinn. D'Zuel vun de Klassesäll ass 58 an déi vun de Spezialsäll 24.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, elo e puer Wuert zu deem, wat mer haut solle stëmmen. De Projet de loi ass de 25. Januar 2012 vum Minister vun der Nohaltegkeet an den Infrastrukturen, dem Claude Wiseler, déposéiert ginn, an de Statsrot huet säin Avis den 8. Mee dozou ofginn. Bei dësem Projet de loi geet et drëms, der Regierung d'Autorisatioun ze ginn, fir den Athénée de Luxembourg ze renovéieren. An dës Renovatiounsaarbechten dierfen de Käschtepunkt vun 89 Milliounen Euro net iwwerschreiden.

D'Renovatioun vum Athénée gëtt am Kader vun de bestehende Gebaier gemaach. D'Gebai huet nämlech eng historesch an eng kulturell Valeur. Et ass en typescht Gebai aus de 60er Joren. Duerfir soll déi bestehend Gesamtstruktur vum Gebai bäibehale bleiwen.

D'Renovatioun verlaangt awer gréisser Ëmbauaarbechten. D'Elektrescht, d'Waasser, d'Heizung, d'Fënsteren an d'Isolatioun mussen ersat ginn, wat och verschidden Upassunge vun der Struktur vum Gebai mat sech brëngt.

Als Resultat soll eng ganz renovéiert Konstruktioun entstoen, innerhalb vun der aktueller Gebaistruktur. D'Erausfuerderung vun der Renovatioun ass also, d'Struktur vun de bestehende Gebailechkeeten a vu charakteristeschen Elementer, wéi zum Beispill den zentrale Préau, deen dat zentraalt Gebai prägt mat sengem Mosaik an dem Buedembelag, esou vill wéi méiglech bäizebehalen an esou wéineg wéi méiglech Ofrappaarbechten anzeplangen.

M. le Président.- Ech bieden Iech, nozelauschteren, wann ech gelift!

M. Fernand Boden *(CSV), rapporteur.*- De Konstruktiounsprogramm ass op eng Schülerzuel vun 1.350 bis 1.450 ausgeriicht. Hie begräift d'Schafung vu 60 Klassesäll: 17 grousser fir 30 Persounen, 37 mëtteler fir 27 Persounen, fënnef klenger fir 18 Persounen, an eng Salle polyvalente fir 36 Persounen, an och 29 Spezialsäll. Des Weideren ass d'Realisatioun vu Strukture fir d'Administratioun a fir den Accueil vu verschiddene Speziallokaler an och vun Aussenanlage virgesinn.

D'Administratiounsstrukturen ëmfaassen d'Direktiounsbüroen, d'Sekretariat, de SPOS, Archiven, Réuniounssäll fir d'Direktioun an d'Léierpersonal an eng Rei vun zousätzleche Lokaler. D'Empfangsstrukture begräifen den iwwerdeckte Préau, de Festsall, d'Cafeteria, d'Bibliothéik, d'Mediathéik, Säll fir de Schülercomité an d'Schülerzeitung, d'Loge, Vestiairen an eng Infirmerie. D'Speziallokaler ëmfaassen technesch Lokaler, Sanitäranlagen, Lokaler fir Vëloen, Dreckskëschten, Atelieren, Archiven, fir den Athénée a fir de Stat. Als Aussenanlage si virgesinn: e Parvis, e Schoulhaff, e Point de vente restauration, Parkplazen a Gréngflächen.

Dir gesitt, et ass e ganz vastë Programm. Ech wëll awer derbäifügen, datt d'Renovatioun net concernéiert: de banneschten Deel, den Ënneraum vun dem grousse Festsall an och net de Sportskomplex, déi scho virun enger Rei vu Jore renovéiert gi sinn.

Während der Renovatiounszäit ginn déi schoulesch Aktivitéite ganz an eng temporär Struktur an der direkter Emgéigend transféréiert, fir dee ganze Schoulbetrib net ze vill ze stéieren. Aus Käschtegrënn an och aus Zäitgrënn soll d'Renovatioun vun de Gebaier vum Athénée nämlech global an Ugréff geholl ginn. D'Käschte vun dëser temporärer Struktur, déi mer dann iwwregens 2009 hei am Haus am Kader vun de grands Projets d'infrastructure autoriséiert haten, belafe sech op 32 Milliounen Euro.

Dat ass en héije Käschtepunkt, mä dës Käschten erkläre sech doduerjer, datt et eng héichwäerteg an energiespuersam, prefabrizéiert Struktur ass, déi och nach bei anere Schoulchantieren um Campus Geesseknäppchen wäert gebraucht ginn. Dëst provisorescht Gebai ass ronn 14.550 m² grouss a bitt Plaz fir 49 Klassesäll, 22 Spezialsäll, Locaux de service, Pausenhaff an e Préau. Dir gesitt, et ass eng grouss temporär Struktur, déi, wéi gesot, nach soll méi wéi eemol benotzt ginn.

D'Aarbechten un dëser temporärer Struktur sinn och gutt virukomm, esou datt een dervun ausgoe kann, datt een nach virun der Schoulrentrée 2012/2013 plënnere kann.

Déi aktuell Gebaier weisen, wéi scho gesot, grouss Lacunen op, souwuel wat d'Hygiène ubelaangt wéi och d'Feiersécherheet. Derniewent hunn d'Gebaier Isolatiounsproblemer a keng effikass Energienotzung. Déi véier Fligele vum Gebai gi renovéiert.

De Südfligel gëtt ganz opgemaach zur Säit vum Stadion mat der Schafung vun engem Rez-de-jardin, dee vun natierlechem Liicht profitéiere kann. Dat erméiglecht dann och de Sécherheetsdéngschter den Zougang zu dësem Fligel.

D'Südfassad vum Nordfligel gëtt verännert a gesäit d'Schafung vun engem geraimegen engleschen Haff vir. Dat erméiglecht, e groussen Deel vum Gebai, deen deels oder ganz am Buedem läit, ze dégagéieren an nei Klassesäll ze erschléisse mat enger natierlecher Beliichtung.

Am Ënnere vun dësen zwee Fligelen, Süd an Nord, kënnt et zu enger Neiandeelung vun de Klassesäll, déi méi Raum kréien an och vill méi hell ginn.

Am Zentralgebai sinn de Rez-de-chaussée an den éischte Stack virun allem fir d'Administratioun a fir den Accueil reservéiert, mä déi aktuell Dispositioun vum zentrale Gebai erméiglecht Leit mat ageschränkter Mobilitéit keen direkten Accès zum Nord- a Südfligel. Dëst soll elo duerch de Bau vun zwee neie Lifter geännert ginn. An duerch d'Suppressioun vun de Gradins an den Auditoirë vum zweete Stack sollen och zousätzlech Klassesäll do geschafe ginn an och Spezialsäll. Dofir soll och den Décrochement vun der Dall vum drëtte Stack verschwannen.

Eent vun den Ziler vum Renovatiounsprojet ass et och, den Energieverbrauch an de Gebaier ze senken, e gudde Raumklima ze schafen an och eng agréabel Ambiance fir d'Schüler a fir d'Léierpersonal. D'thermesch Leeschtunge fir den Athénée sollen ëm 45% erofgesat ginn, 15% vun de Besoinen un elektrescher Energie sollen duerch d'Installatioun vu 550 m² Fotovoltaik-Panneauen op den Diecher gedeckt ginn, wat et erméigleche géif, 43 Tonnen CO_2 pro Joer ze spueren.

D'Gebaier gi gehëtzt vun der Kogenerationszentral vum Campus Geesseknäppchen iwwer en urbanen Heizungsréseau. Dëst erméiglecht eng rationell Notzung vun der primärer Energie an eng Verréngerung vun de Verloschter.

De Statsrot huet näischt um Text vum Gesetzesprojet auszesetzen. Hie weist a sengem Avis drop hin, datt am Plan directeur sectoriel «Lycées» den Athénée an der Kategorie vu Lycéeën opgefouert gëtt, deenen hir Lokalisatioun keng sensibel Vergréisserung vum Schoulgebai erméiglecht, deenen hir Capacitéit scho provisoresch vergréissert ginn ass, duerch Pavillonen, a fir déi eng stänneg Vergréisserung aus pädagogesche Grënn net rotsam ass, well se soss ze grouss géife ginn.

D'Nohaltegkeetskommissioun war eestëmmeg mat dem Projet averstanen. An ech bieden Iech, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dësem Gesetzesprojet Är Zoustëmmung ze ginn, fir datt d'Renovatioun vum Athénée de Luxembourg méiglechst séier an Ugréff ka geholl ginn. De Minister ass prett, fir am September mat de Virbereedungsaarbechte vun der Renovatioun unzefänken. An doriwwer wäert sech net nëmmen den Direkter vum Kolléisch, deen drop gehalen huet, dëser Debatt bäizewunnen, freeën, mä all d'Frënn vum Athenäum wäerten dat begréissen.

Ech wëll dann och direkt den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem wichtege Projet ginn. An ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- An e Merci un de Rapporteur. Als éischt Riednerin ass d'Madame Anne Brasseur agedroen. Madame Brasseur, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Här President, Dir Dammen, Dir Häre, fënnef Minutte Riedezäit, fir iwwer en Investissement vun 89 Milliounen ze schwätzen; fënnef Minutte Riedezäit, fir iwwer eng vénérabel Institutioun ze schwätzen, déi elo 409 Joer al ass, geet am Fong net duer! An ech hätt mer gewënscht, dass mer méi eng breet Debatt hei hätte kënne féieren.

De Rapporteur, den honorabelen Här Boden, huet awer a sengem schréftleche Rapport an och elo grad a senger mëndlecher Duerleeung e Raccourci vun der Geschicht gemaach vu 400 Joer Kolléisch, an all déi, déi interesséiert sinn, déi géif ech drop verweisen, déi fënnef Bänn, déi fir de 400. Anniversaire erauskommen, sech unzekucken. Do sti wierklech immens wäertvoll Informatiounen, net nëmmen iwwert de Kolléisch, mä och iwwert d'Evolutioun vu Lëtzebuerg dran.

Well et nëmme fënnef Minutte sinn, wëll ech just eng Iwwerleeung hei ufeieren, an zwar déi vun deem transitoreschen oder provisoresche Gebai. Dat ass opgeriicht ginn an enger Zäit vu 14 Méint an et kascht 32 Milliounen.

Dofir muss ee sech froen, ob dat net e Wee wier, dee mer an Zukunft kéinte goen, fir der Pénurie vun de Schoulgebaier méi séier nozekommen. Well wann een dat Gebai kuckt, da gesäit dat wierklech gutt aus vu baussen, mat Ausnahm - an do maachen ech eng Klammer, iwwert de Goût léisst sech bekanntlech streiden -, am Moment gëtt baussen eng Fassad, eng ganz faarweg Fassad ubruecht. Dat gesäit aus wéi Plastik - ech ginn dervun aus, dass et kee Plastik ass. Et ass esou faarweg, dass ech mech wierklech froen, ob dat passt.

Jo, de Campus Geesseknäppchen huet e bësse Faarf verdéngt, dat ass vläicht richteg, mä et gesäit aus, wéi wann do eng Spillschoul doheem wier, an net, wéi wann et e Campus fir Lycéeë wier. D'Schüler, déi hunn och schonn en Numm fonnt fir dat, déi nennen dat entweder Legoland oder Smarties. Ech géif nach derbäifügen, well et esou faarweg ass, dass een dat och kéint Lollipop nennen.

Mä ech wollt zréckkommen op déi provisoresch Struktur, fir de Minister ze froen, ob en net envisagéiert, esou Projeten an d'A ze faassen, fir weider Gebaier opzeriichten. Et gëtt ons gesot, dass d'Durée vun deem Gebai ongefeier op 20 Joer geschat wier. Menger Meenung no kéint dat och nach méi laang halen, an et wier gutt, wann een da méi bëlleg u Gebaier drukéim.

Well ech wëll drun erënneren, dat lescht Gebai, wat mer gestëmmt hunn, ass Jonglënster mat engem Käschtepunkt vun iwwer 100 Milliounen Euro. Allerdéngs ass do d'Sportsinfrastruktur och derbäi, déi hei jo net nei gebraucht gëtt.

Dofir géif ech de Minister bieden, dass en eng Kéier an d'Kommissioun kënnt an der Chamber, fir dass mer driwwer diskutéieren, wéi déi nächst Projete kéinte realiséiert ginn a firwat een net op dëse Wee kéint goen.

De Kolléisch elo brauch no méi wéi 50 Joer eng Renovatioun, dat ass normal. Eng Renovatioun, déi sech opdränkt, mä ech wollt awer eng Fro stellen zur Bauzäit.

D'provisorescht Gebai ass a 14 Méint opgeriicht ginn. Ech ka mer net virstellen, dass een et fäerdegbréngt, de Kolléisch ze renovéieren a 14 Méint. Mä et géif mech interesséieren, well deemools d'Bauzäit, déi huet siwe Joer gedauert, an dat wor eng enorm Diskussioun op der Place publique, well et esou laang gedauert huet a well et och, souwäit meng Erënnerung richteg ass, do zu kräftegen Dépassementer koum.

Dofir, wéi laang ass d'Bauzäit?

An da géif ech ofschléissend soen, dass ech den Accord vun der DP-Fraktioun selbstverständlech zu dësem Projet bréngen an nach derbäisoen, no 50 Joer brauch eben esou e Gebai - an heiansdo net nëmmen e Gebai - méi wéi e Facelifting.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Brasseur. Als nächste Riedner ass den Här Ben Fayot agedroen. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Här President, ech sinn net an der Commission des Travaux publics oder wéi dat haut heescht, mä et interesséiert mech, wat hei am neie Kolléisch geschitt, e Gebai, an deem ech iwwer 20 Joer vu menger professioneller Carrière hanneru mech geluecht hunn.

An et interesséiert mech och, well ech awer eng gewësse Mémoire hunn, well ech dat aalt Gebai nach kannt hunn an der Ënneschtgaass an dunn an dat neit Gebai komm sinn an effektiv, wéi de Rapporteur a sengem exzellente Rapport gesot huet, vun engem däischteren, enken, héichgebauten an tarabiscotéierten ale Kolléisch, dee vläicht e puer honnert Joer al war, mä awer net méi ganz funktiounsfäeg, an e grousst, modernt, lumineust Gebai komm sinn.

Ech wëll och soen, dass dat Gebai - et gëtt hei gesot, et ass en Témoignage vun der Architektur vun de 60er Joren -, dat Gebai ass an de 50er Joren ugefaang gi gebaut ze ginn, an Dir wësst, wann Der d'Geschicht kuckt, dass schonn an den 30er Joren driwwer nogeduecht ginn ass, fir en neie Kolléisch ze bauen. An dat erënnert jo och un déi Durée, déi mer ganz oft zu Lëtzebuerg brauchen, fir Gebaier opzeriichten.

Déi Renovatioun vun deem Kolléisch soll jo 89 Millioune kaschten, si soll an dräi Joer iwwert d'Bühn goen. De Choix architectural war jo fir net ofzerappen, mä fir dat Gebai a senger Struktur ze erhalen, well et eben en Témoignage architectural ass. Et sollen eng Partie Saachen erhale gi wéi d'Mosaiken. Ech froen de Minister, wéi vill dass bannen am Gebai erhale gëtt.

Well ech erënnere mech, dass do ganz schéi Boiserië waren, Holzaarbechten, déi och zu där Neiheet vun deem Gebai gehéiert hunn, an et sinn och vläicht nach aner Elementer vun Architecture d'intérieur, déi do ze erhale sinn. Do wollt ech froen, vu dass dat Gebai jo awer largement sollt entkernt ginn, wéi dat ka geschéien, fir dat ze erhalen, wat architektonesch fir déi Jore bannen am Gebai interessant ass.

Déi Renovatioun ass sécher noutwendeg, an ech kann Iech soen, scho vum éischten Dag un, wéi dat Gebai opgemaach gi war, wéi dat beluecht gi war, wär et scho renovatiounsbedürfteg gewiescht. Well ech erënneren drun, dass dat fir d'Éischt war an engem grousse Bau zu Lëtzebuerg, wou et esou grouss Fënstere ginn ass, déi och nach en plus no Westen ausgeriicht waren, a wann ee weess, dass vu Westen de Wand an de Ree kënnt, dann huet ee sech net gewonnert, wann ee moies an d'Schoul koum, dass do grouss Flaquen an de Klassesäll waren, an dass dann och déi vill Rideauen, déi mer virun d'Fënstere gemaach hunn, fir de Gebaier Schiet ze ginn, den Zëmmere Schiet ze ginn, dass déi och oft futti gerappt waren.

An da wëll ech och drun erënneren - et ass einfach e Point d'histoire -, dass och déi schéi modern Mosaiken, déi deemools an d'Gäng gemaach gi sinn, an déi schéi grouss, riseg Gäng dragemaach gi sinn, dass déi sech och no e puer Woche scho bombéiert hunn - vläicht war de Bëton nach net dréchen, wéi déi dropgeluecht gi sinn? Wat ëmmer do geschitt ass, dat sinn e puer Beispiller vun all deene Saachen, déi do net geklappt hunn, wou op där anerer Säit awer effektiv dat en agréabelt Gebai war, wou vill Plaz war a wou och d'Schüler an d'Proffe sech wuelgefillt hunn.

Ech wollt nach eppes soen zum Emplacement vun deem Kolléisch. Gewéinlech ware jo d'Lycéeën an der Stad um Lampertsbierg implantéiert, well och do lues a lues d'Proffe gewunnt hunn, well déi sech Haiser do gebaut hunn, an dofir ware se da beim Lycée de Garçons, si ware beim spéidere Lycée Robert-Schuman - Meedercherslycée - a bei der Handwierkerschoul.

Et ass haut nach, fannen ech, eng wichteg Fro, wéi d'Implantatioun vun de Lycéeën an der Stad soll geschéien. Dat geschitt schleppend. Mir hunn also e Campus, eng Aart Campus um Lampertsbierg, wou mer menger Usiicht no ze vill Gebaier hunn, déi mer musse lues a lues do ewechzéien.

Mir hunn de Campus um Geesseknäppchen; dat war eigentlech net als Campus virgesinn. Et war einfach, well eng Schoul do war. An do waren Terraine ronderëm, an do sinn aner Schoulen dohinner gebaut ginn. Dat war also keng grouss, wäitsiichteg Iddi vun den deemolege Regierungen. Et war einfach eppes, wat sech esou ugebueden huet a wat da geschitt ass.

Haut ass et natierlech interessant, dass dee Campus besteet, well et interessant Synergië gëtt. An do wollt ech just froen - et ass mer gesot ginn an der Kommissioun, dass eng grouss Bibliothéik, eng nei Bibliothéik fir de Kolléisch kënnt, déi och accessibel no baussen ass -, ob dat net och eng Méiglechkeet wär, eng weider Synergie ze maachen um Plang vun der Bibliothéik oder vun der Mediathéik fir all déi Schoulen, déi op deem Terrain do sinn.

Ech wollt och nach eng weider Fro stellen, Här President, iwwert de Parking. Mir wësse jo, dass haut an d'Lycéeën net nëmme Professere mat Autoe kommen, mä och vill Schüler. Mir hunn elo e Parking, deen no beim Alima ass. Mir hunn uewen e Parking bei der ECG, dee jo och hëchstwahrscheinlech gemeinsam gebraucht gëtt. Hei beim Kolléisch sollen 18 Parkplaze komme fir d'Direktioun an déi Leit ronderëm.

Ass gekuckt ginn, ob dat, wat do als Parkméiglechkeet ass an deem Quartier fir déi Schoulen, ob dat duergeet? Sécher wëlle mer jo d'Schüler an d'Proffen och op den Transport collectif kréien, mä nach weess een, dass déi Quartiere ronderëm riskéieren, zougeparkt ze ginn, wa mer net e bësse virsuergen.

Ech wollt och nach just eng lescht Fro stellen, Här President. Dat ass iwwert dat provisorescht Gebai, d'Madame Brasseur huet doriwwer geschwat, dat ass op 25 Joer ugeluecht. Mir wëlle jo elo dräi Joer fir de Kolléisch gebrauchen, fir deen ze erneieren, an dann duerno ass och gesot ginn, dass de Lycée Michel-Rodange soll erneiert ginn, an dann hu mer héchstwahrscheinlech siwen, aacht Joer hannerun ons, da bleiwen awer nach eng Partie Joren.

Ass geduecht, fir spéider eventuell dee Bâtiment provisoire fir e ganze Lycée, en neie Lycée op där Plaz ze installéieren? Oder wéi gesäit d'Regierung dat vir?

Dat gesot, Här President, géif ech den Accord vun der LSAP fir dëse wichtege Projet bréngen an ech hoffen, dass mer schnell virukommen, dass mer dat effektiv an dräi Joer fäerdeg kréien.

M. le Président.- Merci dem Här Fayot. Als nächst Riednerin ass d'Madame Lorsché agedroen. Madame Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e Schoulgebai, wat an engem desolaten Zoustand ass, wat net behënnertegerecht ass, wat aus allen Néit platzt an d'Energie nëmmen esou verschleidert duerch seng feelend Isolatioun, muss noutgedronge sanéiert, renovéiert ausgebaut oder nei gebaut ginn.

Dëse Projet de loi leeft insgesamt drop eraus, déi Mëssstänn ze behiewen, fir d'Zukunft vum Kolléisch ofzesécheren, a fënnt och doudsécher d'Ënnerstëtzung vun der grénger Fraktioun.

E Merci wëll ech och dem Här Boden ausdrécke fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport, deen nieft den techneschen Detailer och interessant Informatiounen iwwert déi geschichtlech a kulturell Entwécklung vum Kolléisch geliwwert huet.

Wat een am Rapport awer nach gewuer gëtt a wat hellhöreg mécht, ass natierlech de Käschtepunkt vun de geplangten oder schonn entaméierten Aarbechten an der Tëschestruktur. Eng Investitioun vun 90 Milliounen Euro fir d'Renovatioun vun engem Gebai, mat zousätzlechen 32 Milliounen Euro fir d'Installatioun vun enger temporärer Struktur, ass keng „mince affaire", wéi e Journalist sech am „Quotidien" ausgedréckt huet, mä en décke Batz Geld.

Virun allem ass et en décke Batz Geld am Verglach zu ähnleche Schoulprojeten, déi am Ausland, wéi beispillsweis zu München, realiséiert gi sinn an den Informatioune vum „Lëtzebuerger Land" no oft en Drëttel manner kaschten oder souguer nëmmen hallef esou deier ginn, wéi d'Sanéierung vum Athenäum.

Wéi laang eis Ekonomie esou luxuriéis Bauprojeten nach verkraft, ouni datt se op d'Käschte vun de sozialen Errungenschafte ginn, ass fir eis eng berechtegt Fro. Domat wëll ech op kee Fall d'Investissementer, déi hei am Beräich vun Energie gemaach ginn, a Fro stellen, well se sech schlussendlech nohalteg bezuelt maachen.

Eng Remarque, déi sech doraus ergëtt, bezitt sech op d'Käschten-Notzen-Analys, déi virun allem a Krisenzäiten néideg ass, fir d'Ausgaben engem méiglechst héijen Notzen zouzeféieren. Wahrscheinlech huet oder hätt eng déif gräifend Analys erginn, datt en Neibau eng méi sënnvoll Alternativ zu der Renovatioun duergestallt hätt. En Neibau wär nämlech kaum méi déier ginn, hätt méi Fräiheet an der Andeelung vun de Raimlechkeeten erlaabt an hätt doriwwer eraus och méi eng héich Notzung vun erneierbaren Energien erméiglecht.

Well den zoustännege Ministère, déi Responsabel vu Sites et Monuments an d'Schouldirektioun awer drop gehalen hunn, der historescher Bedeitung vum Gebai, als wäertvolle Patrimoine vun der Stad Lëtzebuerg, Rechnung ze droen, ass déi, ech muss soen, och méi kalbliddeg Optioun vun engem Neibau net a Fro komm. Wahrscheinlech huet bei där Décisioun och eng gewëssen Nostalgie bei eenzelnen Exstudenten aus dem Kolléisch matgespillt, déi sech net nëmmen un d'Léieren an deem Gebai erënneren, mä och u flott Erliefnisser, a sech nach haut mat hirer Schoul identifizéieren. Beispiller hu mer hei méi, mengen ech.

(Interruption)

Ech war net derbäi.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ouni d'Geschicht wëllen ze vergiessen an och mat all Respekt fir d'Décisioun, déi al Bausubstanz, trotz hire Mängel, esou wäit wéi méiglech ze erhalen, woe mir awer ze behaapten, datt d'50er a 60er Joren alles anescht ware wéi eng architektonesch Blütezäit.

Une voix.- Dat ass net wouer!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Ob d'Gebai vum neie Kolléisch an d'Kategorie vun de schützenswäerte Bauwierker klasséiert ka ginn oder éischter vläicht en typescht Produkt ass vun enger méi ongeschlaffener Architektur aus de 60er Joren, ass net onëmstridden a stellt d'Fro vum Neibau ënner en anert Liicht. Natierlech mat der Erhalung vun de wäertvollen Elementer, déi bannen an der Schoul ze fanne sinn. Natierlech och mam „Datzemich", dee weiderhin seng Plaz bei all Gebai verdéngt, dat Kolléisch heescht.

Eng fundamental Diskussioun iwwert de Wäert respektiv de Sënn vun der Erhalung vun der Architektur wär an eisen Aen net vu Muttwëll gewiescht, trotz der Nostalgie, déi un dësem Gebai hänkt.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer zum Schluss nach eng Remarque iwwert d'Innenarchitektur, déi dem jeeweilegen Typ vun Enseignement muss ugepasst ginn an dernieft och e groussen Afloss op d'Zesummeliewen, op d'Wuelbefannen an op de Léierprozess an der Schoul huet.

Am Text vum Projet de loi stinn eng ganz Rei Informatiounen iwwert d'Verdeelung an d'Zuel vun de Klassesäll an iwwert d'Fächer, déi an de jeeweilege Raim wäerten enseignéiert ginn.

Wat aus dem Text vum Projet de loi net ervirgeet, ass, ob den Enseignement technique an déi geplangten Infrastruktur wäert integréiert ginn oder net. Mir wäre frou, vun der Regierung gewuer ze ginn, wou dës Diskussioun drun ass an ob un e gemëschten Enseignement fir dës Schoul geduecht gëtt.

Souwuel aus pädagogesche wéi och aus sozialen a kulturelle Grënn géif déi gréng Fraktioun dëse wichtege Schrëtt a Richtung Gesamtschoul fir all eis Kanner begréissen. Allerdéngs mussen dann d'Raimlechkeeten och esou geplangt sinn an openeen ofgestëmmt ginn, datt déi zwee Type vun Enseignement harmonesch matenee fonctionnéiere kënnen, ouni datt ee vun hinnen de Kierzeren zitt.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Lorsché. Als leschte Riedner ass den Här Henckes agedroen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Merci, Här President. Och vun onser Säit aus dem Rapporteur, dem Här Boden, e grousse Merci, deen haut a ganz kuerzer Zäit e Projet de loi analyséiert huet, eng Konstruktioun analyséiert huet, wou et awer ëm 89 Milliounen Euro geet, an dat geschat op den 1. Abrëll 2011. Ech huelen un, datt ee Joer méi spéit dee Montant do schonn e gutt Stéck an d'Luucht gaangen ass, esou datt mer haut eng wichteg Décisioun huelen.

Dat anert, wat ee muss festhalen, dat ass, datt den Athénée eng Traditioun huet. Vu 1603 u besteet den Athénée. E wor fir d'Éischt am Stadkär, dunn ass en op Märel komm an en ass permanent gewuess.

D'Resultater vun de Schüler si ganz gutt, mä et gesäit een, datt sech awer mat der Zäit eng Problematik agestallt huet, dat ass, datt d'Zuel vun de Schüler, déi do ass, déi ass steteg geklommen. An dat ass net gutt, well wann ze vill Schüler do sinn, huet dat och negativ Auswierkungen.

Duerfir begréisse mer, datt déi Schülerzuel, déi elo besteet vun 1.500, datt déi soll geméiss dem neie Projet tëschent 1.350 an 1.450 leien. Dat heescht, datt mer also net op eng Augmentatioun vun der Schülerzuel am Athénée higinn, mä op eng Reduktioun oder wéinstens eng Stabiliséierung, wat mer positiv fannen.

Déi aner Saach, Här Minister, do wollt ech der Regierung soen, datt mir der Meenung sinn, datt et soll op jidde Fall net an d'Richtung Gesamtschoul goen. Dat heescht, datt mer net sollten och nach derniewent en Technikum hunn, mä datt et sollt wierklech esou bleiwe wéi et ass, dat heescht, e Kolléisch, deen do ass fir den Enseignement secondaire.

Dat gesot, kënne mer natierlech mat deem Gesetzesprojet hei d'accord sinn.

M. le Président.- Merci dem Här Henckes. Elo kritt d'Wuert den Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Merci, Här President. Ech wëll ufänken, andeems ech selbstverständlech der Kommissioun an dem Fernand Boden villmools Merci soe fir dee Rapport, dee se hei gemaach hunn, deen eis och erlaabt huet, mat deem Dossier hei schnell virunzekommen. An domat wëll ech weiderfueren, andeems ech soen: „Schnell" ass fir eis e wesentlecht Element an dësem Dossier gewiescht, well ganz einfach eise Programm ganz enk ass.

Ech mengen, d'Madame Brasseur huet virdru gefrot, wéi et elo géif weidergoen, wéi déi Bauzäit do wär. Mir hunn effektiv do eng ganz Rei Décisiounen a Choixen an deem hei Dossier geholl op Basis vun den Zäithorizonter, déi sech stellen.

Dat Éischt, dat war: Wéi gi mer dee ganzen Dossier un, well normalerweis wär et bei der Renovatioun vun engem Gebai jo esou gewiescht, datt een dat an Etappe gemaach hätt, Fligel pro Fligel frëschgemaach hätt, an dee Moment och net hätt missen e provisorescht Gebai bauen, sou wéi mer et haut maachen.

Mä mir hunn awer net deen do Choix geholl. Mir hunn en anere Choix geholl, well mer zu Wolz, zu Dikrech an anere Gebaier, wou mer déi do Experienz gemaach haten, net onbedéngt déi allerbescht Erfahrung haten. Dir kënnt Iech vläicht erënneren un déi Diskussiounen, déi mer ronderëm de Kaméidi an d'Sécherheet am Wolzer Lycée haten, wou mer zwar keen anere Choix haten; mir hu missen an esou Etappen am Gebai selwer fueren.

An dunn hu mer gesot, wa mer eng aner Léisung hunn, dann huele mer wierklech eng aner Léisung. An déi aner Léisung, déi mer elo geholl hunn - en neit provisorescht Gebai bauen, fir de Kolléisch an enger Etapp ze renovéieren -, déi huet dann och eng Rei Avantagen.

Deen éischten Avantage, dat ass, datt mer kënnen nu wierklech schaffen, andeems mer d'Gebai eidel hunn, net brauchen ëm d'Sécherheet eis ze bekëmmeren, net all eenzel Fligel mussen oftrennen an dee Moment och méi bëlleg kënnen d'Renovatioun maachen, wéi wa mer op deen anere System hätte kënne goen. Dat heescht, d'Schüler sinn och méi getrennt, se hunn och manner Kaméidi an deene Strukturen, déi se hunn.

Dann huet et natierlech haaptsächlech den Avantage, datt mer massiv Zäit spueren. Hätte mer et nämlech anescht gemaach a wären an dräi Etappe gefuer, dann hätt jiddwereng vun deenen Etappen - well de Kolléisch ass jo grouss, och wann een en an dräi Drëttel deelt, ass en nach ëmmer grouss -, jiddwer Phas hätt dräi Joer gebraucht. Dat heescht, Dir hätt dräi mol dräi plus dann dat, wat an der Mëtt do nach fräibleift: bal zéng Joer gebaut, éier Der fäerdeg gewiescht wäert. Zéng Joer Bauzäit! An do hu mer gesot, dat kënne mer net maachen, mir hunn eng aner Méiglechkeet, also huele mer elo de Wee op déi aner Méiglechkeet, fir de Provisoire.

An zéng Joer Bauzäit, do kënnt Der Iech och virstellen, wat do de Präis gewiescht wär. Dee wär wesentlech méi héich gewiescht, eleng och scho wéinst der Zäit, wéi dat, wat mer elo maachen. Duerfir de Choix, fir dat hei am Provisoreschen ze bauen.

Wéi ass elo d'Bauzäit - dat war Är Fro -, wéi ass elo d'Bauzäit vun dem ganze Gebai? Mir schätzen et op dräi Joer an. De Kolléisch, wéi e gebaut ginn ass, hutt Der gesot, dat ware siwe Joer. Hei ass d'Renovatioun, d'Bauzäit op dräi Joer. Déi Häre vum Bâtiment public soe mer, '15, '16 kéint een anzéien. Déi soen awer hannendrun - déi léif Virsiichtsmoossnam, déi ech gär hunn -, dat wär awer „très ambitieux".

Mä ech soen Iech an hinnen, datt et och très ambitieux war, am September kënnen unzefänken, vu datt mer de leschte Juli ugefaangen hunn, dee Provisoire dohinzekréien, an datt et och ambitiéis ass, datt mer am September 1.400 Schüler - 1.400 Schüler! - an e provisorescht Gebai erakréien. Zwielef Méint Bauzäit, déi mer duerfir gebraucht hunn, och dat war ambitiéis, an dat geet awer, well den nächste 15. September fänkt déi Schoul do un. An ech invitéiere wierklech d'Chamber, dat Gebai do eng Kéier kucken ze goen, wann d'Schüler bis dra sinn, well et ass wierklech flott.

Et ass wierklech flott an et ass no alle Qualitéite vun dem Energiespuere perfekt, an et kann ee weisen, wat mer do gemaach hunn. Ech hunn och weder vun Enseignantë nach vun de Schüler nach vun der Direktioun eng Klo driwwer kritt, an ech ginn och dovunner aus, datt mer och keng kréien, wa se bis dra sinn.

Dat heescht, dee Pari, dee packe mer, an ech ginn dovunner aus, datt mer deen aneren och packen.

Elo kann een awer, Madame Brasseur, schwätzen, ob déi Faarwe schéi sinn oder net, wéi elo déi gliesen Dekoratiounsplacke gemaach gi sinn. Mä ech hunn...

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Ass et Glas oder wat ass et?

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Ech weess net, wat d'Matière ass, mä et ass eng modern Matière an et si modern Faarwen. Mä ech hunn interessant fonnt, wéi am Fong d'Beschreiwung vum Här Fayot gemaach ginn ass, dee léif seet: „Dat aalt Gebai, dat war gro, tarabiscotéiert, an du si mer..." - mä hie war Franséischproff, duerfir déi schéi Wierder: „tarabiscotéiert"-, „...an du si mer an e lumineusë Kolléisch erakomm."

An no deem „lumineusë Kolléisch", dee mer dann elo nach méi lumineuse frëschmaachen, gi mer dann awer an e wierklecht...

Une voix.- Colourful!

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- ...„Smarties-Gebai", wéi Dir sot, an e Gebai mat ville Faarwen, wat awer flott ass. Ech muss soen, ech war et kucken, et war nach net fäerdeg, wéi ech et kucke war. Ech fannen et frëndlech, ech fannen et op an ech fannen et fir e provisoresche Bau wierklech eppes Agréabeles. Kommt et kucken - des goûts et des couleurs..., wësst Der, jiddwereen huet eng aner Meenung -, ech fannen et flott, Dir fannt et elo manner flott.

Mä wichteg ass, datt mer et allen zwee bannendran agréabel fannen an datt gutt sech Schoul dran hale léisst, an do si mer eis absolut eens op deem, wat mer do wëlle soen. Dat ass dat Éischt, déi éischt Remarque, déi ech wollt maachen.

Da kommen nach eng Rei Saachen hannendrun, déi gefrot gi sinn, wat den Emplacement vun de Lycéeën ugeet. Et ass richteg, datt déi Zäit, wéi déi hei Gebaier - um Lampertsbierg scho méi laang, duerno um Geesseknäppchen - gebaut gi sinn, déi Notioun vun Urbanismus, déi mer haut kennen, vu Stadtplanung, nach guer net esou war, wéi se haut ass. Et ass wierklech, datt et aus dem Zoufall entwéckelt ginn ass op där do Plaz.

Ech muss awer och soen, datt ech et e glécklechen Zoufall en fin de compte als Schlussfolgerung fannen, well et huet awer d'Stad sengerzäit an eng Richtung entwéckelt, déi, wär de Kolléisch net dohinner komm, sécher ganz anescht gelaf wär. An de Fait, datt mer haut do kënnen e ganze Campus erëmfannen, soen ech als Transportresponsabelen, als Transportminister, ass dann awer eng gutt Saach, well et eis ganz vill Synergië maache léisst, wéi Der richteg gesot hutt, mä haaptsächlech, well et eis och erlaabt, den Transport ganz anescht ze organiséieren.

Synergien, déi mussen awer och d'Schoule wëllen. Mir hunn elo vu Bibliothéike geschwat, Här Fayot, Dir hutt dat och gefrot: Sinn do nach aner Synergië méiglech? Ech kann dat net wëssen. Ech wëll se och net opdrängen de Schoulen. D'Schoule musse kucken, wat un deem Campus als Synergië gewollt ass, méiglech ass, an als Travaux publics si mir selbstverständlech bereet, op esou Synergien anzegoen.

De Forum, deen um Geesseknäppchen steet, ass jo zum Beispill ee Beispill vun esou enger Synergie, wou eppes zesumme gemaach ginn ass, an och déi grouss Sportsinfrastrukturen, déi grouss Piscine am Kolléisch, déi och nach anescht benotzt gëtt.

Vun de Parkinge wëll ech och nach d'Remarque maachen, datt mer jo do ëmmer momentan dohinner ginn, fir ze kucken, wa mer Gebaier bauen, wat dann d'Opdeelung bei de Parkingen ass, an ëmmer probéieren, esou eng Zort „modal split" och an de Parkingen ze reflétéieren. 75% vun den Enseignanten, déi do sinn, sollen dann och mam anere Personal eng Plaz, eng Parkplaz kënne kréien. Mir hunn do eng ganz servant Method, fir datt kee Gebai défavoriséiert gëtt par rapport zu engem aneren.

Mä elo däerf een awer net bei deenen 18 Parkplazen, déi hei dra sinn, einfach soen, de Kolléisch huet just 18 Parkplazen. Et si jo nach eng ganz Rei Parking-souterrainen ënnert dem Geesseknäppchen, dat wësse mer alleguer, an déi kënnen och gebraucht gi selbstverständlech vun alle Schoulgebaier, sou datt awer do Parkraum genuch ass.

Ech wëll awer do virdru warnen, fir bei Schoulgebaier hinzegoen an ze soen: Mir wëllen och elo sämtleche Schüler Parkinge bauen. Well maache mer dat, dann zéie mer awer wierklech de Verkéier, den Individualverkéier massiv dohinner un. Dat heescht, du bass ëmmer an deem Dilemma do: Wéi vill solls de maachen a wéi vill solls de net maachen? Ech mengen, datt mer probéiert hunn, hei um ganze Geesseknäppchen en uerdentlechen Équiliber ze fannen.

Da war och nach d'Fro: Soll dat do duerno e Lycée définitif ginn op där Plaz? Sécherlech soll emol dat provisorescht Gebai eng Rei Joren déngen, bis mer op deem ganze Geesseknäppchen dann erëm den Tour gemaach hunn, fir déi Renovatiounsaarbechten an all Gebai gemaach ze hunn. Wat duerno dohinnerkënnt, dat weess ech net, dat ass dann a 15 oder an 20 Joer, dat mussen dann op Basis vun der Evolutioun vun eisem Land an de Besoinen, déi sech da stellen, déi Leit décidéieren, déi dee Moment do sinn.

Ech soe just haut: Déi Méiglechkeet ass selbstverständlech do. Mä d'Décisioun vun dëser Regierung ass nach net geholl fir dat, wat a 15 oder 20 Joer soll geschéien.

Der Madame Lorsché wéilt ech awer och e puer Saache soen. Also Dir wësst, datt mir de Kolléisch jo ganz sympathesch ass an datt ech effektiv heiansdo Nostalgie spieren, wann ech dorunner denken. Mä ech muss Iech awer och soen, wéi mer iwwert dee Bau hei am Ministère fir d'Éischt geschwat hunn, war ech deen Éischten, dee gesot huet: Kommt, mer huelen d'ganzt Gebai ewech! Well et ass net un der Architektur, wou ech nostalgesch war, an et ass net do, wou mäi Souvenir hänke bliwwen ass.

Mä ech sinn du vun den Architekten, vun de Leit vum Bâtiment public, vun de Leit vu baus-

sen awer iwwerzeegt ginn, datt de Kolléisch en Zäitzeie wär an datt ee sollt mat relativer Virsiicht dorunner erugoen. Ech hunn dat och agesinn, ech hunn dat och verstanen an ech war och mat deem Wee d'accord. Et ass och sécherlech net méi deier wéi en neit Gebai gewiescht wär. Mä ech soen lech awer och: Hätte mer et ofgerappt, da froen ech mech awer, wat Der gesot hätt. Well Dir sidd awer normalerweis déi Fraktioun, déi eis dauernd drop opmierksam mécht, op d'Erhalung vun dem historesche Patrimoine.

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Merci!

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Voilà, mä Dir hutt elo just de Contraire gemaach, duerfir soen ech...

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Merci! Merci, Här Minister.

(Interruptions diverses)

Dat éiert lech, dat anzegesinn.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Ech akzeptéieren déi Diskussioun ganz gär, mä hätte mer de Contraire gemaach, dann hätte mer déi Géigendiskussioun gemaach. Am Prinzip geet et mer ëmmer esou, egal wat ech maachen...

(Interruptions diverses)

Une voix.- Et ass Nokrichsarchitektur.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Mä mir sinn eis awer grosso modo eens, datt mer hei e Choix geholl hunn, dee richteg war, well et ass réellement en Zäitzeie vun där enger Époque. Elo kann een déi Architektur aus de 50er oder 60er Jore schéi fannen oder net schéi fannen, mä formell gesinn ass et wierklech en Zäitzeien aus deem, wat do war.

Dann ass zum Schluss nach d'Fro, ob do e gemëschten Enseignement kënnt oder net. Dat musst Der d'Éducation nationale froen. Meng Informatioun ass, datt de Lycée classique do weidergefouert gëtt. Mä déi Diskussioun, iwwer wat fir een Typ d'Enseignement a wat fir eng Gebaier dat gemaach gëtt, dat däerft Der net den Travaux-publics-Minister froen, dat musst Der den Éducatiounsminister froen, fir do d'Explicatiounen an d'Äntwerten ze kréien. Dir hutt de Programm gesinn, esou wéi mer en elo bauen. Dat ass en ähnleche Programm wéi en actuellement an dem klassesche Lycée Athenäum war.

M. le Président.- D'Madame Brasseur géif nach gären dem Här Minister eng Fro stellen, huelen ech un.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Denkt Dir drun, fir och op anere Plazen, fir där Pénurie méi séier nozekommen, op déi provisoresch Bauweis zréckzegräifen, well mer hei e komplett Schoulgebai fir 1.400 Schüler fir 32 Milliounen - ouni Sportsinfrastruktur allerdéngs, muss een derbäisoen - opgeriicht kruten? Ass dat net ee Wee, an deen ee ka goen? A sollte mer ons net eng Kéier domat an der Kommissioun mat den Experten driwwer ënnerhalen?

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Ech hat vergiess, lech op déi Fro ze äntwerten. Mä et war eng vun deene wichtegste Froen, déi effektiv gestallt gi sinn. An d'Äntwert ass: jo, ganz kloer jo! Fir mech sinn dat do keng Containeren, keng provisoresch Struktur, déi einfach just fir zwee, dräi Joer Passage do ass, an duerfir wär ech och frou, wann am September d'Kommissioun oder d'Chamber eng Kéier géif kucke goen, datt se kéint selwer feststellen, datt mer et hei mat ganz gudder an héijer Qualitéit ze dinn hunn. An et géif mech iwwerhaapt net stéieren, ech sinn éischter favorabel, fir esou Saachen ze maachen.

Et muss een awer wëssen, datt een duerfir e relativ platten Terrain muss hunn, fir am Fäerdegbau ze schaffen. An et muss ee wëssen, datt een och net all Type vu Schoul, wann et grouss Atelieren an Ähnleches sinn, kann een et net an deem do Typ maachen, do muss een dann e klassesche Bau maachen. Mä eng Mix-Struktur fir e ganzt Gebai dann hinzekréien ass duerchaus eppes, wat mer an der Zukunft kënne maachen. Et geet méi schnell, et spuert eis Suen an do si mer op därselwechter Linn.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Minister. Domadder wier d'Diskussioun ofgeschloss, a mir kéimen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6385 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6385 ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden (par M. Marcel Oberweis), Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Christine Doerner), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Marie-Josée Frank), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter (par M. Jean-Paul Schaaf);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Als nächste Punkt hu mer eng Konsultatiounsdebatt iwwer e Mobilitéitskonzept an den Tram an der Stad. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Wilmes, Bettel, Negri, Bausch an Angel. Elo kritt fir d'Alleréischt den Nohaltegkeetsminister, den Här Claude Wiseler, d'Wuert. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

4. Débat de consultation au sujet du concept de mobilité et du tram dans la ville de Luxembourg

Exposé

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech si frou, datt mer de Mëtteg déi Konsultatiounsdebatt hei kënnen an der Chamber féieren, well fir mech ass et en extrem wichtegen Débat, well et ëm dat Konzept vu Mobilitéit hei am ganze Land geet an en particulier den Tram an der Stad Lëtzebuerg.

Dir wësst, datt zu engem Deel dee Ministère, deen ech däerf elo féieren, esou zesummegesat ginn ass, wéi en zesummen elo ass, mat deene verschiddenen Departementer, fir eis ze erlaben, eng Mobilitéitspolitik ze maachen, déi global ass, wou mer all déi verschidde Sparten, ob dat individual, öffentlechen Transport, Mobilité douce, ob dat Schinn oder Strooss ass, zesummen an enger Hand hunn, fir domat eppes Konkretes a Coordonnéiertes ze maachen.

An dat, wat Der hei als Konzept hutt - wat awer baséiert op deem, wat meng Virgänger gemaach hunn, den Här Lux, den Här Grethen, déi jo och schonn an hire Beräicher déi Etüde gemaach hunn an deene leschte Joren -, baséiert op deenen Etüden. Mir hunn net alles nei erfonnt, mir hu wierklech probéiert, et esou zesummenzesetzen, datt et zesummegräift.

Firwat wollt ech déi Konsultatiounsdebatt hei an der Chamber? Mä well et elo Zäit ass, mat der Mobilité durable, där Strategie, a mat dem Tram-Projet och bei d'Leit ze goen. Mir wëllen eng Rei Explikatiounen no bausse ginn, mir wëlle mat de Leit schwätzen, mir wëllen déi Projeten explizéieren, well et ass wichteg, datt och dobaussen d'Leit informéiert sinn.

Et ass vill geschwat ginn, et ass vill gesot ginn, net ëmmer alles war richteg, an duerfir géife mir gär déi Explikatioune ginn. Éier mer awer erausginn, Explikatioune ginn - an dat maache mer zesumme mat der Stad Lëtzebuerg -, ass et wesentlech, datt d'Chamber an och de Stater Gemengerot d'Informatiounen hunn an eis den „Go" kënne ginn, well ech brauch d'Ënnerstëtzung esou large wéi méiglech vun deene politeschen Instanzen, fir ze wëssen, datt mer awer och eppes am Réck hunn, éier mer mat de Leit dobausse schwätzen.

Mir hunn - an ech fänke ganz oft Rieden domadder un - hei zu Lëtzebuerg kee Mobilitéitsproblem, ausser moies an ausser owes. Mä dann hu mer e seriöe Mobilitéitsproblem, well dann, Dir kennt et, si Stauen op eisen Haaptachsen. Wou kënnt déi Evolutioun do hier?

An ech si ganz kuerz dodran. Mä, wann ee kuckt, wéi eis ekonomesch Evolutioun an deene leschte Jore gaangen ass, da gesäit een, datt mer an deene leschte 15 Joer an der Moyenne 10.000 nei Aarbechtsplazen d'Joer geschaf hunn. Dovunner sinn zwee Drëttel, 6.600 ronn, vu Leit besat ginn, déi net zu Lëtzebuerg gewunnt hunn.

Firwat ass dat fir d'Mobilitéit wichteg?

Mä ganz einfach, well déi Leit, déi nei op eis Aarbechtsplazen all Joers an deene leschte 15 Joer komm sinn, dee wäitste Wee ze goen haten, dee se konnte goen, dat heescht iwwert d'Grenzen eraus duerch eist ganzt Land gefuer sinn, fir op hir Aarbechtsplaz kënnen ze fueren. Eng enorm Evolutioun, déi mer op eisem Infrastrukturréseau, ob dat elo öffentlechen Transport oder Individualtransport ass, net an deem Mooss verdaut hunn, wéi et gutt gewiescht wär.

Mir hunn och hei zu Lëtzebuerg - an eleng déi Zuel, déi ass wichteg, datt ee se weess -, mir hunn hei zu Lëtzebuerg 3.800 Emploien op 1.000 aktiv Awunner an der Stad Lëtzebuerg. 3.800 op 1.000! Wann een dat vergläicht mat enger Stad wéi Frankfurt, a Frankfurt ass jo keng Stad, wou net vill Aarbechtsplaze sinn, do ass den Taux 1.350 op 1.000. Just fir lech ze weisen, wat also e ganz spezifesche Problem vun der Stad Lëtzebuerg ass, deen een an deem Mooss kaum an anere Stied erëmfënnt.

Mir hunn och probéiert, an deem ganze Konzept d'Mobilité douce méi eranzebréngen, well ech einfach wollt, datt och de Vëlosverkéier an de Foussgängerverkéier eng Part entière géife gi vun engem Mobilitéitskonzept, well do Potenzialitéite sinn. Dir hutt op Ärem Écran, respektiv kënnt Der et do huelen, eng Rei Sliden ausgedeelt kritt, an ee vun deene Sliden, dee weist lech déi Opdeelung. Mir hunn eng Opdeelung gemaach, wéi de Verkéier an eisem Land leeft. Mir hu ronn 1,66 Milliounen Trajets motorisés den Dag. 1,66 Milliounen zu Lëtzebuerg all Dag vun Trajeten!

Wann Der elo déi Kaart hei kuckt, da gesitt Der, wéi déi sech opdeelen. Mir hunn d'Land an e puer Regiounen opgedeelt, a wat do opfält, dat ass, datt de Verkéier intern op deene Regiounen e Verkéier ass, deen zu 48,5% intern zu der Regioun ass. Wat heescht dat?

Mä dat heescht ganz einfach, datt déi Mobilitéit, déi op ganz enkem Raum geschitt, eng Mobilitéit ass, déi immens präsent zu Lëtzebuerg ass. Dat heescht, datt eis douce Mobilitéit, Vëlosverkéier a Foussgängerverkéier, enormt Potenzial huet hei zu Lëtzebuerg. Haut si mer bei 13% vun eise Weeër, déi iwwer Mobilité douce gemaach ginn. Kopenhagen - do reent et och -, déi hu 50% Mobilité douce, mir hunn der 13, grousst Potenzial nach do, an duerfir wollt ech déi Mobilité douce ganz an d'Konzept mat erabréngen.

Eppes anescht Particulieres, wat Der do gesitt, dat ass, datt de Frontaliersverkéier 31,6... 31,4% vun eisem Verkéier ausmécht. 31,4% vum gesamte Verkéier hei zu Lëtzebuerg all Dag ass just Frontaliersverkéier! Och fir déi Zuel eng Kéier ze soen. An do gesitt Der, wou eis Prioritéite sinn, well et ass op deenen Achsen, wou mer och Schwieregkeeten hunn. An duerfir gesitt Der, wou mer musse schaffen.

Wann Der en anere Slide kuckt hannendrun, do gesitt Der fir mech zwou wesentlech Kaarten. Déi eng Kaart op där rietser Säit... an ech gesinn, datt se op den Écranen no baussen geschalt sinn, esou datt jiddwereen dat ka suivéieren. Dat ass d'ailleurs och eng Première hei an der Chamber, datt mer dat maachen, an ech soen der ganzer Technik an der Regie Merci fir déi Efforten, déi se amgaang sinn ze maachen.

Dir gesitt do zwou Kaarten. Déi éischt Kaart, dat ass op der rietser Säit déi vun dem Individualverkéier. Et ass do - dat, wat déck gezeechent ass -, wou mer all Dag op eisen Autobunnen haaptsächlech Stauen hunn. Do hu mer d'Stauen: Autobunnen, déi aus Frankräich, Däitschland, der Belsch kommen. Dir wësst et, mä hei ass et op der Kaart nach eng Kéier nogewisen. Wann Der dann op déi lénks Kaart kuckt, dat ass déiselwecht Kaart, mä just hei ass den öffentlechen Transport drop agezeechent. An dat, wat déck faarweg ass, dat ass, wou d'Capacitéite vum öffentlechen Transport total ausgenotzt sinn.

Wann Der elo déi zwou Kaarte matenee vergläicht, da gesitt Der, datt mer bal op deeneselwechte Strecken zu deeneselwechten Zäite sief dat Stauen, sief dat net genuch Capacitéit hunn. Fir déi Leit, déi mir dann elo einfach soen, wéi ech dat dauernd héieren, et wär dach esou einfach: Wann s de keng Staue méi op der Autobunn wëlls, mä da kuck, datt d'Leit op den öffentlechen Transport iwwerklammen!

Dat mag vläicht an der Theorie richteg sinn, mä et ass awer ganz sécher net an der Praxis richteg, well ganz einfach mer moies an owes kee Mënsch méi an den öffentlechen Transport erakréien, well eis Zich, well eis Busse strubbelvoll si moies an owes. An ech kann net einfach en Transfert vun der Strooss op den öffentlechen Transport maachen, well mer keng Plaz méi zu deenen Zäiten dran hunn. An ech muss et awer maachen.

Duerfir bleift nëmmen d'Léisung, datt mer investéieren an den öffentlechen Transport an datt mer eis déi noutwendeg Capacitéite ginn.

Dat zum Prinzip. Mä och wa mer den öffentlechen Transport verduebelen an deenen nächsten zéng, fofzéng Joer, wa mer d'Quantitéit verduebelen, rechne mer, och wa mer hei zu Lëtzebuerg nëmme méi e luest Wuesstum géife kennen, datt eise motoriséierten Transport awer ëmmer nach bis zu 15% wäert an d'Luucht goen, trotz Verduebelung vun all dem öffentlechen Transport, mat all deene Problemer vun NO_xen, vun CO_2, vun Émweltverschmotzung, déi mer hei an der Stad Lëtzebuerg notamment kennen, déi mer domadder kréien an déi mer net wëlle kréien. Also muss een déi Efforten do maachen.

Mir wëllen haut zu engem „modal split" kommen, wat en „modal split" ass, dee 75/25 öffentlechen Transport zu Individualverkéier ass. Mä ech géif et awer gär anescht iwwersetzen. Wann Der op Ärem Bild déi ënnescht Rei gesitt, da gesitt Der, datt mer an Zukunft wëllen en „modal split" erreechen, wou 25% vun dem Verkéier iwwert d'Mobilité douce leeft, 19% iwwert den öffentleche Verkéier a 56 iwwert den Individualverkéier. Dat ass datselwecht wéi den „modal split" 25/75, wann ech just de motoriséierte Verkéier kucken, mä just, datt hei d'Mobilité douce an dem Konzept nach bäigerechent ass. Dat ass eis Zilsetzung. Op déi Zilsetzung schaffe mer.

Fir d'Mobilité douce ze vergréisseren, musse mer och vill Effortë maachen, notamment fir d'Réseaue vun der Stad Lëtzebuerg an d'Réseaue vun anere Gemenge mat deenen nationale Vëlosréseauen, déi mer kennen, ze verbannen, fir do och en Netz ze hunn, wat kohärent, wat logesch, wat sënnvoll ass a wat sech iwwert d'ganzt Land erstreckt.

E puer Wuert dann iwwer eisen öffentlechen Transport. Do kënne mer och net alles maachen. Mir musse méi Quantitéit, mir musse méi Capacitéit hunn. Mä mir mussen, well mer net illimitéiert Suemëttelen hunn, an déi nu wierklech och begrenzt sinn, Choixen huelen a mir mussen dat Wichtegst maachen. Mir mussen och eise Réseau esou organiséieren, datt mer keng Verduebelunge maachen. An ech soen do ganz kloer, datt op deene grousse Linnen d'Eisebunn, dat schinnegebonnent Mëttel, dat ass, wat eis Épine dorsale, eist Réckgrat vun eisem öffentlechen Transport muss sinn do, wou mer schnell vill Capacitéit, vill Leit musse vun engem Uert op deen anere méi wäit Strecken transportéieren.

Op deem Schema, wat Der virun lech hutt, do gesitt Der, wou mer - an dat ass am Rouden - déi grouss Zuchstrecke mussen ausbauen, fir eis méi Capacitéit drop ze ginn. An am Gréngen, dat ass d'Busstreck. An Zukunft muss de Bus Zoufëierer zu dem Zuch nach ëmmer méi ginn. A mir däerfen e just dann haaptsächlech do asetzen, wou haut keen Zuch fiert a wou och an Zukunft mer net mam Zuch hikommen. Dat ass dat wesentlecht Prinzip, wat ee muss gesinn.

Da vläicht awer och nach e puer Zuelen, fir lech déi ze nennen. Mir hunn an deene leschte Jore wesentlech geschafft, fir och eis Capacitéiten ze erweideren. Elo gëtt jo heiansdo eng Kritik gesot: „Dir investéiert vill, mä d'Leit wëllen net drop goen. D'Leit huelen den öffentlechen Transport net." Mä ech soen do och nach eng Kéier: Tëschent 2005 an 2010 hu mer um nationale Schinneverkéier 25% méi Leit transportéiert. Eng Augmentatioun vu 25%!

A wann ech am Frontaliersberäich kucken, dann ass dat a fënnef Joer eng Augmentatioun vu 37% vun dem Verkéier. Iwwerall do - iwwerall do! -, wou mer Capacitéite bäigesat hunn, a meng Virgänger kënnen dat och bejoen, iwwerall do, wou mer Capacitéite bäigesat hunn, si se direkt, immédiatement genotzt ginn. Déi hei Tauxe weisen, datt déi Capacitéiten, déi mer bäigesat hunn, gefrot sinn. D'Offer, déi gemaach gëtt, gëtt direkt benotzt. Déi Sue sinn also gutt a richteg investéiert.

Datselwecht gëllt fir de Bus. Tëschent 2006 an 2010, innerhalb vu véier Joer, ass den RGTR-Gebrauch ëm 37% an d'Luucht gaangen, den AVL-Gebrauch - d'Stater Bussen also - ëm 17% an den TICE ëm 15%. Wou mer Capacitéite bäigesat hunn, si se immédiatement, direkt gebraucht ginn. Déi Investissementer ware gutt gemaach, si gutt gemaach.

Mir mussen et awer esou organiséieren, och de Bus muer, well mer net méi kënnen an Zukunft vun all klenger Gemeng op all Plaz vun der Stad Lëtzebuerg fueren, wou geschafft gëtt, datt mer de Bus och esou reorganiséieren an deenen nächste Joren, datt en u sech op groussen Zentralplaze sammelt an da mat grousse Strecken op d'Aarbechtsplazen eroffiert. Eng Zort Spannennetz iwwert d'ganzt Land maachen, wou d'Ëmsteigen - leider, mä et ass awer esou - méi zu enger Normalitéit gëtt. Mä da musse mer et esou organiséieren, datt et einfach a fei geet. De Bus muss Zoubrénger zum Zuch an Zoubrénger zu grousse Buslinnen an Zukunft ginn, sou wéi et um Schema hei agezeechent ass.

A wa mer dann zentral an d'Stad Lëtzebuerg fueren, well do awer déi meeschten Aarbechtsplaze sinn, dann ass et natierlech och a mengen Ae ganz kloer, datt dat nëmme ka funktionéieren, wa mer op deene Stroossen - an et sinn der néng, déi an d'Stad Lëtzebuerg ginn, et ass keng méi an et ass keng manner -, wa mer op all vun deene Stroossen dem öffentlechen Transport d'Prioritéit kënne ginn.

Mir brauche Busspuren op deenen néng Entréeë vun der Stad Lëtzebuerg, vläicht net duerch d'ganz Strooss, vläicht net iwwerall, mä iwwerall do, wou Stau ass an iwwerall do, wou de Bus muss méi schnell virukommen a wou mer e musse prioritisëiere par rapport zum Individualverkéier. Well et ass eréischt dann, wou d'Leit alleguer iwwerzeegt sinn, datt se kënnen domadder dorëmmer ëmklammen. An dat ass dat wesentlecht Element. Duerfir hu mer och eis ganz Strategie esou ausgeriicht, datt dat, wat an Zukunft gebaut gëtt, deenen do Prinzipien entsprécht.

Vläicht ee Wuert iwwert dat, wat mer wëllen an dem Beräich baue vun dem Schinnebau, wou do eis Prioritéite sinn. Dir hutt déi Kaarte virdru gesinn. Wou hu mer Enkpäss op der Schinn? Mä mir hu se an deem Beräich, deen aus Däitschland, Frankräich an der Belsch hierkënnt op deene Strecken, wou mer net d'Leit alleguer packen. Duerfir ass et ganz kloer, datt déi Prioritéiten am Schinnebau sinn, och eis méi Capacitéit op deene Strecken ze ginn. Dat ass déi Prioritéit, déi mer momentan hunn.

A wa mer soen, datt mer d'Streck vu Klengbetten, elo den Eurocap-Rail mussen erneieren, dann ass et aus deem Grond. A wa mer zu Péiteng d'Verduebelung amgaange si bis 2013 fäerdeg ze maachen, dann ass et aus deem Grond. A wa mer gesot hunn, datt Beetebuerg zwee mol zwee, dat heescht e Véiergleis brauch an deenen nächste Joren, dann ass et genau aus deem Grond. Mir brauchen do méi Capacitéit. Et musse méi Zich fueren. Mir musse méi Leit do kënne mathuelen.

A wa mer bereet waren oder wa mer wëllen déi Duebelgleisegkeet vun der Sandweiler Streck maachen a wa mer och bereet waren, souguer zu Igel an Däitschland d'Duebelgleisegkeet deelweis matzefinanzéieren, dann ass et evident, aus wat fir engem Grond et war: Well mer mussen d'Ponctualitéit, d'Capacitéit op deenen do Strecke maachen.

An dobäi hu mer missen och eng Rei Saachen net bauen, well mir kënnen eis haut net méi alles erlaben. De Finanzminister seet mer mat Recht, an ech ënnerstëtzen en dodran, datt eben och eng Rei Projeten da mussen net oder méi spéit gemaach ginn. Mir bauen elo keng Escher Streck, well mer net 1,6 Milliarden hunn, fir se ze bauen. Mir bauen elo déi Streck op de Kierchbierg momentan net, well mer déi 1,2 Milliarden net hunn, déi se géif kaschten,…

(Interruption)

…wa mer se elo géife bauen.

Déi Streck op de Kierchbierg, Här Gibéryen, déi Zuchstreck Findel/Kierchbierg zréck baue mer elo net, well mer déi Suen net momentan hunn. Mir hunn do aner Solutioune gesicht, wéi mer déi Froe kënnen an de Grëff kréien. Do kommen ech duerno nach drop zréck.

Datselwecht gëllt am Stroossebau. Wann Der déi Kaarte vum Stroossebau kuckt, da gesitt Der, datt mer eis konzentréieren op dat, wat ronderëm d'Stad Lëtzebuerg, op dat, wat ronderëm Belval an op dat, wat ronderëm d'Nordstad geschitt, well do wichteg Entwécklungspôlë sinn, déi an deenen nächste Jore musse geschéien. An dann déi grouss Tracen, déi musse mer och kucken, selbstverständlech d'Nordstrooss a wat doriwwer erausgeet, iwwert d'Nordstad erausfiert, den Norde mat unzebannen, wat och eng wichteg Achs ass, an aner wichteg Achse musse fir d'Zukunft esou gemaach ginn, datt se och deene Strategien entspriechen, déi mer fir d'Entwécklung vun eisem Land hunn.

En anert Schema, wat fir mech och wesentlech ass - an ech kommen do elo méi op den Tram eriwwer -, dat ass dat ronderëm d'Stad, wou Entwécklung an deenen nächste Jore wäert stattfannen. Dir gesitt do e Schema, wat weist, wou Entwécklung geschitt. An der Mëtt déi zwee brong Felder, dat sinn d'Gare an d'Alstad. Do si massiv Aarbechtsplazen haut. Do kommen der elo net méi bäi, mä déi bleiwen awer do. Et ass do d'Häerz vun der Stad Lëtzebuerg. Et ass do, wou geschafft gëtt, elo schonn.

Do, wou elo Entwécklung geschitt, dat ass uewen. Dat sinn déi gesträift Gebidder. Dat ass op där enger Säit de Kierchbierg: 20.000 bis 25.000 Aarbechtsplazen haut, 45.000 bis 50.000 an zéng, fofzéng Joer. An Dir wësst, wat mer haut scho fir Froen a fir Problemer do hunn. Wann déi Entwécklung esou geschitt, wéi mer gär hätten, datt se geschitt, da kënne mer, da musse mer eppes maachen.

Da musse mer kucken, déi Mobilitéit do anescht ze organiséieren um Kierchbierg an niewendrun um Findel, vun deem ganz oft net geschwat gëtt. Mä gitt emol eng Kéier kucken, wat um Findel fir Pläng sinn, wat do haut scho gebaut gëtt, e puer dausend Aarbechtsplazen en construction an en planification haut. Dat gëtt dat nächst Entwécklungsgebitt an der Peripherie vun der Stad Lëtzebuerg. Mir mussen den öffentlechen Transport effikass dohinnerkréien, fir weiderzekommen.

An dann ënnen op der Kaart déi zwee blo Gebidder, wat dann de Ban de Gasperich ass, dat hutt Dir schonn an der Chamber hei gestëmmt, fir datt et soll ugefaange gebaut ze ginn. An dann déi ganz Hollerecher an Zéissenger Terrainen, wou dann an der Etapp drop och nach d'Stad-Lëtzebuerger Entwécklung geschitt. Et ass dohinner, wou mer mam öffentlechen Transport musse kommen.

A wa mer dann iwwert den Tram schwätzen, gëtt mer jo heiansdo gesot: „Firwat en Tram? Deen ass net flexibel. Hätte mer net besser, e Bus oder deen Tram op Rieder ze bauen, dee méi einfach ze déplacéiere wär?" - Mä kuckt lech déi Kaart do un! Dir gesitt, wou d'Entwécklung geschitt. Déi Entwécklung geschitt do an néierens anescht. Ech muss den öffentlechen Transport dohinner kréien, an néierens anescht.

Ech brauch en op deene Plazen, wou Dausende Leit schaffen. Ech brauch en néierens anescht. Ech brauch déi Flexibilitéit net, well do d'Leit schaffen. Ech déplacéieren de Kierchbierg net vun haut op muer. Deen ass do an dee bleift och do. An ech muss mam Tram dohinner fueren an néierens anescht. Sou datt et am Fong kloer ass, firwat ech dat wëll op deenen dote Plaze maachen.

Deen Tram-Projet geet genau dohinner, wou geschafft gëtt, an erlaabt eis, déi Verdeelung vun Dausende Leit all Dag effikass op deenen do Plazen ze maachen. Duerfir brauche mer den Tram. Duerfir brauche mer net onbedéngt eppes méi Flexibeles, well et kloer ass, wou mer hi wëlle mat deem Transportmëttel a well et kloer ass, wat mer domadder wëllen erreechen.

E puer Wuert iwwert d'Stad Lëtzebuerg an déi gesamt Verkéiersstrategie. A wann ech hei schwätzen, da wëll ech net esou prétentieux sinn, ze soen, ech schwätzen am Numm vun der Stad Lëtzebuerg - well dat däerf ech net, Här Buergermeeschter -, mä ech wëll Iech awer och kloer soen, datt mer an deene leschte Joren extrem vill an extrem positiv Kontakter mat der Stad Lëtzebuerg a mat all deene Gemenge ronderëm d'Stad Lëtzebuerg haten, well de Stat setzt kee Mobilitéitskonzept ëm hei an der Stad, hei am Zentrum, ouni mat de Gemengen dat ofgeschwat ze hunn. An ech soen och wierklech Merci fir all déi Kollaboratioun, déi mer konnten hunn.

Mä kuckt Iech eng Kéier de Schema vun der Stad Lëtzebuerg un, esou wéi d'Busser haut dodranner fueren! Dir hutt haut e stäreförmegt System. Op der lénker Säit vun Ärem Schema gesitt Der dat. Fuert Der haut an d'Stad oder fuert Der haut gär an e Quartier an der Peripherie vun der Stad, kommt Dir zum Beispill aus der Belsch an Dir wëllt op de Ban de Gasperich fueren, da musst Der duerch den Zentrum vun der Stad Lëtzebuerg fueren. Da musst Der duerch d'Haaptachsen - Boulevard Royal, Nei Avenue - fueren, well all Bus duerch deen do Zentrum fiert. A mir packen et einfach net méi do. Mir mussen also et total anescht organiséieren.

Schematesch gesitt Der dat op der rietser Säit, wéi mer et wëllen organiséieren. An Zukunft sollen d'Bussen, d'RGTR-Busse guer net méi duerch d'Stad fueren, mä sollen un der Peripherie vun der Stad gebremst ginn. D'Leit sollen op deene schwaarze Punkten um Schema d'Méiglechkeet zum Ëmsteigen hunn an da mat engem effikasse Mëttel ze fueren, fir kënne weiderzekommen.

An do sinn zwou Méiglechkeete virgesinn. Um Gielen op Ärem Plang gesitt Der déi Méiglechkeet, déi eis erlaabt, datt déi Busse guer net méi an d'Stad erafueren, mä an d'Peripherie fueren an dee Moment laanscht d'Stad kommen, fir vun engem Peripheriequartier an deen anere vun der Stad ze kommen, also den Zentrum ze vermeiden.

Do brauche mer en effikasse Bussystem, dee schnell ass, deen effikass ass, deen och déi genügend Capacitéit huet, fir dat do ze maachen. A fir dee musse mer de Stroosseréseau iwwerkucken a musse mer och eise Busréseau domat iwwerkucken. Dat si mer amgaangen ze maachen.

Dann an der Mëtt vun der Stad, dee Bloen, dat ass den Tram. Firwat dann do en Tram? Mä well mer och do eng Capacitéit brauchen, déi eis duergeet an de Spëtzestonnen. An e Bussystem, ech kommen duerno nach eng Kéier drop zréck, egal wéi en ass, egal wéi performant en ass, hätt net déi Capacitéit, déi mer einfach do brauchen, fir d'Leit an der Peripherie opzefänken a fir se effikass duerch d'Stad an enger Feinverdeelung op hir Aarbechtsplaz ze féieren. An dat ass d'Zilsetzung.

Wann Der dee Schema do nokuckt, da gesitt Der datselwecht, awer vläicht e wéineg méi prezis agedeelt. Dir gesitt do, wou mer wëllen an der Peripherie, sief dat den Individualverkéier mat Park & Riden, sief dat de Busverkéier, bremsen, fir en op en aneren öffentleche Verkéier, deen effikass ass, dee schnell ass, dee performant ass, eriwwerzekréien.

Dat ass souwuel op der LuxExpo wéi um Héienhaff wéi ënnert der Rouder Bréck wéi op der Place de l'Étoile wéi op der Cloche d'Or wéi zu Bouneweg respektiv um Houwald, um Ban de Gasperich. Iwwerall do sinn Ëmsteigeplaze méiglech ze maachen, fir duerno effikass a schnell weiderzekommen. Ouni dat komme mer an där do Politik net weider.

Dann déi Diskussioun, déi an deene leschte Méint iwwert den Arrêt Pont Rouge war. Firwat hu mer déi gefouert? Mä well mer d'Kierchbierger Streck ewechgelooss hunn an déi Gare op dem Kierchbierg aus enger ganzer Rei Grënn net kënne bauen an duerfir en Ersatz gesicht hunn. A mir hunn a mengen Aen en Ersatz fonnt, deen extrem gutt ass an extrem effikass ass.

Wann Der eng Kéier kuckt, wéi dat ausgesäit: Mir komme mat enger bestehender Zuchstreck ënnert der Rouder Bréck un. Mir hunn dann en effikasst Mëttel, fir erop op de Kierchbierg ze kommen. Do kënne mer bis zu dausend Leit a fënnef bis sechs Minutten eroptransportéieren. Firwat dausend Leit? Mä well mer déi brauchen. Do komme moies an owes sechs Zich aus där enger Richtung, sechs Zich aus där anerer Richtung un, heiansdo zwee zur selwechter Zäit. Wa mer da bis zu dausend Leit innerhalb vun e puer Minutten do eraushuelen, da musse mer se effikass eropkréien a mir musse se och effikass douewe weiderkréien.

Hu mer da keen Tram a musse mer dat alles mat Busse maachen, da kënnt Der Iech virstellen, wa mer déi Leit innerhalb vu fënnef Minutte wëlle weiderkréien, wéi vill Busse mer dann uewe musse stoen hunn. Dann ass d'hallef Bréck voll, fir déi dausend Leit weiderzekréien. Hu mer do keen effikasst Mëttel, fonctionnéiert dee System net, kréie mer déi Distributioun net gemaach a maache mer souguer dee ganze System net ongefëierlech, well mer net schnell a well mer net effikass genuch sinn. Duerfir ass et wesentlech, datt mer héich Capacitéitsméiglechkeeten eis ginn.

Awer och de Stroosseréseau muss iwwerkuckt ginn. Ech sinn nämlech ganz fest dovunner iwwerzeegt, datt dee ganze Boulevard de Merl a Boulevard de Cessange, déi mer elo bauen, wesentlech an där ganzer Planificatioun hei sinn.

Kuckt emol, wéi vill Leit haut duerch den Zentrum vun der Stad fueren, duerch de Boulevard Royal an duerch d'Nei Avenue fueren! An da muss ee sech iwwerleeën: Wéi vill vun deene Leit fueren dann op d'Gare a wëllen do stoe bleiwen? A wéi vill vun deene Leit huele just déi do Strooss, fir den Autobunnsréseau hannendrun ze sichen? An da gesitt Der, datt d'Proportioun vun deenen, déi Transitverkéier do maachen, déi also guer net wëllen duerch d'Stad fueren, enorm héich ass. Si wëllen net duerch d'Stad fueren a mir wëlle guer net, datt se drafueren. Mä mir kënnen et awer nëmme vermeiden, wa mer eng aner Méiglechkeet ginn, fir déi Weeër méi effikass och do ze fueren.

An duerfir, déi Peripheriestroosse Boulevard de Merl a Boulevard de Cessange sinn immens wichteg. Datselwecht gëllt en fin de compte fir de Contournement vun Hesper/Alzeng, dee mer musse bauen, fir déi Uertschaften, wann de Ban de Gasperich gebaut gëtt, ze entlaaschten. Och wesentlech!

Dat erlaabt eis och, dee ganze Peripheriebusverkéier effikass lafen ze loossen. Well dat gi Stroossen, wou den Auto zwou Spuren huet, eng fir déi eng Richtung, eng fir déi aner Richtung, a wou den öffentlechen Transport och nach Spuren huet, wou mer also kënnen effikass mat esou engem Mëttel an der Peripherie vun der Stad ronderëmfueren.

Mir sinn d'ailleurs elo schonn amgaang, vun deem do Stéck de Rond-point Helfent ëmzebauen. Dir kennt vläicht dee Chantier. Deen ass elo schonn amgaang, gemaach ze ginn.

Dat do erlaabt eis och - et ce n'est pas la moindre des choses -, déi ganz Entwécklungsgebidder zu Zéisseng vun der Stad Lëtzebuerg emol entwécklungsfäeg ze maachen. Well stellt lech vir, alles, wat do nach kann a muss gebaut ginn an deenen nächste Joren, wär just eenzeg an eleng duerch d'Escher Strooss ufuerbar! Dat wär iwwerhaapt net méiglech! Dat heescht, dee Stroosseréseau erlaabt eis och nach, d'Entwécklung vun der Stad Lëtzebuerg weiderzeféieren. An duerfir brauche mer en onbedéngt niewent deem öffentlechen Transport, dee mer hunn.

Dee ganze System muss komplettéiert ginn duerch ee ganze Réseau vu Park & Riden, déi eis mussen erlabe kënnen, d'Leit vum Individualverkéier op den öffentlechen Transport eriwwerzekréien. De Bus an den Zuch kann net jiddweree viru jiddwer Haus ewechhuelen. Mir mussen de Leit d'Méiglechkeet ginn, op den öffentlechen Transport ze komme vun doheem aus. Duerfir brauche mer Park-and-Ride-Systemer.

Dee Schema, deen Der hutt, weist, datt mer ufänken, souguer am Ausland -Däitschland, Frankräich, Belsch -, déi d'ailleurs dat froen, datt scho bei hinne Park & Ridë gemaach ginn, fir d'Leit esou fréi wéi méiglech ewechzehuelen a se, ier si iwwerhaapt an eist Land kommen, schonn op den öffentlechen Transport ze kréien.

Eng éischt Linn vu Park & Ridë ronderëm d'Grenz, de Parking Belval, deen amgaangen ass gebaut ze ginn, ass do dat bescht Beispill, en neie Park & Ride niewent der neier Gare zu Belval, fir d'Leit direkt eriwwerzekréien; eng zweet Linn ronn zéng Kilometer ronderëm d'Stad, an dann eng ganz Rei vu Peripherieopfang- Park & Ridë ronderëm d'Stad Lëtzebuerg selwer, wéi de Bouillon, wéi dat, wat mer um Héienhaff wëlle maache fir déi Leit, déi aus Däitschland kommen, aus dem Oste kommen, wéi dat, wat mer wëlle maache bei der LuxExpo fir déi Leit, déi d'Nordstrooss huelen, op der Cloche d'Or fir déi Leit, déi aus Frankräich kommen, de Parking Bouillon fir déi, déi aus der Belsch oder aus Frankräich kommen.

Dir gesitt, datt dat schéi propper ronderëm d'Stad opgedeelt ass, fir deen Opfang esou ze maachen iwwerall do, wou d'Leit da kënnen op den Tram an/oder op de Bus, mä haaptsächlech op den Tram ëmklammen. Soss fonctionnéiert dee ganze System net.

An da gesitt Der och nach schematesch op där Kaart all déi Park & Riden, déi an den Norden eropginn - och speziell fir déi Leit, déi aus dem Norde sinn heibannen, sief dat gesot -, iwwerall do, wou d'A7, d'Nordstrooss kräizt sech mat der Nordstreck. Et gëtt e Park & Ride gemaach, well mer deen Ëmstieg musse maachen. Ob dat elo Ettelbréck ass, ob dat Miersch ass, wou schonn esou Saache stinn, ob dat Colmer-Bierg, Luerenzweiler ass oder ob et duerno d'LuxExpo ass, iwwerall do muss deen Ëmstieg kënne gemaach ginn, fir effikass hei kënnen ze schaffen.

Eppes anescht ganz kuerz, wat ech elo net laang erläuteren. Mir brauchen och en uerdentleche Parkraum-Management. Et kann net sinn, datt d'Gemenge sech Konkurrenz maachen, wien den Entreprisë méi Parkplaze gëtt. Mir brauchen e Parkraum-Management ronderëm d'Stad, deen effikass ass. Ech si ganz frou, datt déi eenzel Gemengen och elo bereet sinn, do matzemaachen. Dat brauche mer awer net nëmme ronderëm d'Stad Lëtzebuerg, dat brauche mer och am Südraum ronderëm d'Gemeng Esch, datt do net och Konkurrenz entsteet. An dat brauche mer och ronderëm d'Nordstad. Iwwerall do, wou mer Entwécklung an deenen nächste Jore wëllen.

A selbstverständlech brauche mer och - mä vu datt d'Zäit esou schnell eriwwerleeft, schwätzen ech net vill dovun - en elektronesche System, fir dat Ganzt ze leeden. Wichteg ass, datt d'Leit d'Informatioune kréien. Mir hunn haut scho fir déi, déi eng Zort Smartphone hunn, mobilitéit.lu, wat Der kënnt op Ärem Smartphone kréien; déi meeschtgelueden Applikatioun hei zu Lëtzebuerg oder eng vun deene meeschtgeluedenen am Joer 2011.

Dir kënnt do aklappen. Wann Der wëllt vu Stroossen op Walfer fueren, da kritt Der Ären Itinéraire, wat fir ee Bus Der musst fir wéini huelen. Wéini musst Der ëmsteigen? Alles dat kritt Der elektronesch innerhalb vu fënnef Sekonnen op Ären Tëlefon.

Den Nodeel ass, datt et momentan nach net live ass, mä datt et am Fong d'Horairë sinn esou wéi se um Pabeier stinn. An Zukunft wëlle mer dat och live maachen. D'Stad Lëtzebuerg huet do e ganz flotte System entwéckelt, op dee mer jalous sinn. An duerfir wëlle mer deen nomaachen, dee System. Dir kennt deen, wou d'Tableaue bei de grousse Statioune vun der Stad Lëtzebuerg stinn a wou och de Minutage ofgezielt gëtt, datt Der genau wësst, a wéi vill Minutten de Bus wäert kommen.

Dat erlaabt déi Informatioune weiderzeginn. Dat erlaabt och de ganze Réseau live ze kontrolléieren op engem Schierm, deen d'Opérateuren dovunner hu respektiv deen och souguer kann de Leit zur Verfügung gestallt ginn. Mir maachen elo datselwecht.

D'nächst Joer wäert Der dat beim Zuch hunn. Op deenen Haaptgarë wäert Der esou e System hunn, esou een Informatiounssystem. A mir sinn amgaangen - d'Ausschreiwung ass scho gemaach -, dat och bei deenen eenzelne Busfirmen ze maachen. Mir schaffe mat iwwer 30 Busfirmen, fir den RGTR ze organiséieren. Duerfir ass dat liicht méi komplizéiert. Mä et wäert och beim ganzen RGTR kommen, datselwecht. A selbstverständlech ass dat Ganzt kompatibel mat dem System vun der Stad Lëtzebuerg, datt Der op engem Réseau sämtlech Informatioune kënnt kréien.

Dat kascht dann eppes. Mä ech mengen, datt d'Informatioun wesentlech ass fir d'Vertrauen, dat de Bierger an den öffentlechen Transport huet. Si mer capabel, Informatioun, déi sécher ass, live weiderzeginn, dann ass et vill méi einfach, fir den Tram oder de Bus oder wat och ëmmer vum öffentlechen Transport ze huelen, well s de kanns dra vertrauen.

Mir hunn an der Stad Lëtzebuerg gesicht, wat fir ee Moyen am sënnvollste wär. Ech si keen, deen elo seet: „En Tram muss et sinn, well et en Tram ass." Ech wëll dat och eng Kéier kloer soen. Hätt ech nämlech e Bussystem kënnen hei opriichten, dat wär méi schnell gaangen a mir wäre vläicht virun de Wahlen 2014 fäerdeg gewiescht an ech kéint dat op meng Visitëkaart schreiwen. Sou! Mä esou ass et awer net. Esou einfach sinn d'Saachen net. Mir hunn alles versicht, wat ze maachen ass.

Éischt Solutioun, dat wär jo näischt ze maachen. Wat vill Leit d'ailleurs wëllen: „Maacht näischt, et geet jo gutt." Ech soen: „Et geet net gutt." Mir hunn haut eng ganz Rei Problemer. A wann Der Iech denkt, wat déi Evolutioun, déi mer an deenen nächste Joren hoffentlech wäerte kennen an der Stad Lëtzebuerg respektiv ronderëm an der Peripherie, wäert sinn, da geet guer näischt méi, wa mer näischt maachen. An duerfir ass de Status quo keng Solutioun gewiescht. An duerfir musse mer eng aner fannen.

Mir hunn dann natierlech och analyséiert, wat déi aner Systemer waren. Den Train-Tram-BTB-System hu mer analyséiert, nach eng Kéier. Mä ech hunn Iech virdru gesot, eise ganze Réseau vum Zuch ass elo schonn iwwerlaf. Ech hu quasiment op verschiddene Strecke guer keng Sillone méi fräi. Géif ech elo och nach op déi Strecken, déi schonn an totaler oder déi scho bal an Iwwercapacitéit sinn, ee ganzen Tramsréseau oder en Train-Trams-Réseau mat dropsetzen, da géif iwwerhaapt näischt méi goen.

Ech hunn d'Plaz net, fir et drop ze maachen. A géif déi klengste Panne virkommen, da wären de ganze Stater Réseau an de ganzen nationalen Zuchréseau blockéiert. Viru 15 Joer war dat liicht anescht, well mer nach net esou vill am öffentlechen Transport haten. Du konnt een déi Reflexioun nach féieren. Mä haut ass dat awer definitiv keng Solutioun méi.

Mir hunn natierlech och de Citytunnel gekuckt. An ech hunn Iech do am Kader vum Här Henckes senger Proposition de loi iwwert de Citytunnel, fir e Referendum driwwer ze maachen, e ganzen Dossier erageschéckt mat der Argumentatioun, firwat mer mengen, datt dat keng ubruechte Solutioun wär.

Aus technesche Grënn: Mir kënnen nëmmen all esou 1.000 oder 1.200 Meter en Arrêt maachen. Dat geet net duer fir den Transport. Dat geet net duer fir d'Mobilitéit, well et kloer bewisen ass, datt déi Arrête musse méi no hannerenee sinn: aus Käschtegrënn, aus Entretiensgrënn, aus Grënn, Dir kënnt se all liesen doriwwer. Mä mir hunn Iech probéiert nu wierklech keng polemesch, mä eng korrekt Analys dovunner maachen.

(Interruption)

Dir… Jo, ech fänken elo net mat der Polemik un. Mir hunn dat probéiert korrekt ze analyséieren. Mir mengen, dat wär richteg. Dir liest et, da schwätze mer driwwer an da probéiere mer dat korrekt mateneen ze diskutéieren. Mä mir mengen awer, et wär richteg, well mer déi Analys wierklech probéiert hu seriö ze maachen.

Dann hu mer och dee Bus à haut niveau de service analyséiert, dee jo zu Metz gemaach gëtt. Mech hätt et wierklech interesséiert, hätte mer esou eppes kënne maachen. Mä ech soen Iech awer den Ënnerscheed vu Metz a vu Lëtzebuerg respektiv vun Nantes, wou se och esou eppes hunn: Metz huet 150.000 Awunner. Da seet een: „Dat ass méi wéi Lëtzebuerg, also misst dee System jo och zu Lëtzebuerg duergoen."

Mä Metz huet 80.000 Aarbechtsplazen. Lëtzebuerg huet 90.000 Awunner - also manner wéi Metz -, mä huet awer 150.000 Aarbechtsplazen. Metz huet der 80.000. An do gesitt Der de ganzen Ënnerscheed. An do gesitt Der déi ganz Fro, déi sech hei an der Stad Lëtzebuerg stellt: 90.000 Awunner, 150.000 Aarbechtsplazen. Mir hunn aner Besoinen! Eis Mobilitéitsbesoinë sinn totalement à l'opposé. A mir mussen deene Rechnung droen.

Metz, an enger Kadenz vu véier Minutten, wëllt ronn 1.400 Voyageure pro Stonn a pro Direktioun mat hirem System féieren. Dat brénge se och domat fäerdeg. Dat geet och do. Mir brauchen awer hei an der Stad an enger Kadenz vu fënnef Minutten Tram 5.500 Voyageuren d'Stonn an d'Direktioun. 1.400, 5.500. Den Ënnerscheed véier, fënnef Minutten hëlleft eis elo net vill, ass net e groussen Ënnerscheed. Mä 1.400 a 5.500.

A well mer déi Capacitéit vu 5.500 brauchen, geet deen anere System hei zu Lëtzebuerg net, obwuel en op anere Plazen duerchaus appropriéiert war. Nantes huet 283.000 Awunner, 166.000 Aarbechtsplazen, huet dräi Tramslinnen an eng Bus-à-haut-niveau-s-Linn. Just fir Iech mat deenen Zuelen ze soen, wat dann do d'Opdeelung ass.

Duerfir, dee System, dee brauche mer vläicht an Zukunft an eise Peripherie-Buslinnen, wou mer eng gréisser Capacitéit brauchen. Dat weess ech nach net, dat musse mer gesinn. Mä do géif et dann och Sënn maachen, wär en och logesch. An do sinn ech och direkt derfir, fir en do ze maachen.

Mä awer am Zentrum brauche mer aner Capacitéiten, musse mer méi schnell eran- an erausklamme kënnen, wat déi grouss Diere vun engem Tram eis erlaben, wat manner gefëierlech ass, well et méi schnell geet, well et méi effikass ass. An duerfir si mer zu deenen heite Konklusioune komm, datt den Tram wierklech dat Mëttel ass, wat mir hei an der Stad als Transportmëttel brauchen.

Déi Linn vum Tram, déi vun der LuxExpo bis op d'Gare geet - ech wëll dat och ganz kloer soen -, kann a mengen Aen, däerf a mengen Aen nëmmen eng alleréischt Etapp sinn. Dat ass absolut evident. Dir hutt hei se am Schema virun Iech leie mat deene ganz villen Ausstiegsméiglechkeeten, déi mer do virgesinn an déi fir eis wichteg sinn, datt jiddwereen och ganz schnell op senger Aarbechtsplaz ka sinn.

Mä et kann nëmmen eng Etapp sinn. A si huet och nëmme Sënn - an ech soen dat ganz kloer - an deem ganze Mobilitéitsschema, wat ech Iech bis elo virgestallt hunn. En Tram ouni dat Mobilitéitskonzept, wat ech Iech elo virgestallt hunn, huet iwwerhaapt kee Sënn, brauche mer net ze bauen. An ech soen awer och: Dat Mobilitéitskonzept ouni Tram huet kee Sënn. Dat Ganzt gehéiert zesummen, well et logesch a well et effikass ass.

An der Stad Lëtzebuerg muss deen Tram dann esou gebaut ginn, datt mer zwou Pistë vun der Gare duerch d'Nei Avenue iwwert d'Al Bréck laanscht den Hamilius, duerno lénks ofbéiend op d'Avenue Emile Reuter bis op d'Stäreplaz féierend, duerno hannert der Stäreplaz weider laanscht den Nikloskierfecht a laanscht d'Fouerplaz erop bis bei den Neien Theater, virum Neien Theater laanschtfuerbar an da lénks op d'Rout Bréck iwwerbéiend, an da riicht op déi Trace, déi elo scho fäerdeg ass - am Stroossennetz gesäit ee se relativ gutt -, bis op d'LuxExpo. Dir hutt den Tracé hei virun Iech. En ass ganz kloer.

Wéi gesäit dat dann am Stroosseraum aus? Mä am Stroosseraum sinn dat natierlech reservéiert Plazen. Et ass ganz kloer a mengen Aen, datt den Tracé vum Tram nëmme kann en Tracé sinn, wou just den Tram drop fiert. Loosse mer do och nach aner Saachen drop fueren, ob dat Busse sinn, ob dat aner Autoe sinn, ob dat Vëloe sinn oder wien och ëmmer, dann huele mer eis d'Effikassitéit vum Tram ewech. E muss eenzeg an eleng reservéiert si fir den Tram, fir datt en och esou ass, wéi mer e gär hätten.

Mir hunn eng ganz Etüd gemaach, wéi d'Insertioun an d'Stadbild kéint uerdentlech gemaach ginn, zesumme mat der Stad Lëtzebuerg. A wann Der kuckt - mir hunn hei deen een oder deen anere Slide, deen Iech dat weist -, hei ass de Slide vu virum Neien Theater, wou Der gesitt, wéi uerdentlech, wéi korrekt dat einfach, schéin, propper ofgetrennt an d'Stadbild erapasst a souguer dem Stadbild e gewëssene Räichtum gëtt a souguer dem Stadbild am Fong e positiven Aspekt ka ginn, esou wéi dat d'ailleurs bei deene meeschte Stied ass, wou en Tram zousätzlech dran integréiert ginn ass. Also do en extrem positiven Apport.

Wat de Centre de remisage ugeet, an esou ee brauche mer, och do ass et geplangt de Centre de remisage ze baue bei der LuxExpo, douewen hannert dem grousse Rond-point bei der LuxExpo, well mer do Plaz hunn. Do si mer zwar um Rand respektiv deelweis an engem Natura-2000-Gebitt. Mir hunn duerfir probéiert, dee Centre de remisage esou kleng wéi méiglech ze schrumpfen. Mir hunn elo quasiment zwee Drëttel vun deem, wat initialement geplangt war, ewechgeholl.

Mir sinn elo op engem Konzept, wat relativ sënnvoll ass, esou wéi et momentan geplangt ass, wat och, a mengen Aen, hannert dem Rond-point Serra net stéiert an dem Bild a wesentlech a gutt an effikass ka gemaach ginn. 8.000 m² vun Toiture végétalisée ginn do gemaach, 2.000 m² vu Panneaux voltaïques kënne mat do opgeriicht ginn. Dat heescht, mir probéieren och e Projet ze maachen, deen ekologesch dat Ganzt ka begleeden, duerfir ass et wichteg fir eis.

An natierlech, no där éischter Etapp, muss deen Tram weidergefouert ginn. D'Gares périphériques, ech hunn et erkläert, dat ass am Konzept wesentlech. D'Leit mussen… Här Buergermeeschter, ech wëll dat nach eng Kéier kloer an däitlech soen, well mer do eng Diskussioun haten: Déi Gares périphériques ronderëm d'Stad Lëtzebuerg, déi musse kommen, fir d'Leit uerdentlech kënnen op den Tram eriwwerzekréien, soss mécht dee System absolut kee Sënn. A mir setzen eis voll derfir an. Ech wollt dat nach eng Kéier kloer hei betounen.

Mä déi éischt Linn tëschent LuxExpo a Gare, do muss a mengen Aen direkt hannendrun eng Linn bis op de Findel kommen, well et einfach logesch ass, fir datt déi Peripherie-Gare um Héienhaff och kann uerdentlech fonctionnéieren, datt mer d'Leit aus Däitschland do kënnen opfänken, aus dem Oste vum Land do kënnen opfänken an op den öffentlechen Transport mat eriwwerfueren.

Dann an enger Etapp hannendrun, déi Extensioun op den Houwald, wann de Ban de Gasperich gebaut gëtt - an ech hoffen, datt en esou schnell wéi méiglech ufänkt -, da muss och déi Extensioun bis op den Houwald direkt do hannendrukommen. A schlussendlech eng Extensioun bis op den Cents, pardon, net bis op den Cents, bis op Zéisseng a bis op Hollerech erof. Déi awer nëmme ka gebaut ginn, wann den Hollerecher Quartier mat ëmgebaut gëtt, well et soll duerch eng nei Stroosséféierung am Hollerecher Quartier kënnen erof bis bei de Geesseknäppchen féieren.

Wat ass de Kalenner vun deem Projet? Mä ech wollt wierklech elo kuerzfristeg an der Chamber dës Diskussioun féieren, well mer mengen, datt et elo Zäit ass, déi öffentlech Diskussioun unzefänken. Mir fänken déi elo un a mir wëlle se an dësem Joer nach ofschléissen, fir da kënnen de Projet de loi am Joer 2013 hei ze déposéieren, fir datt e kann am Joer 2013 och hei an der Chamber hoffentlech da gestëmmt ginn, an datt mer eis kënne fäerdeg maachen, fir de Bauprojet 2014 unzefänken.

E Bauprojet, deen dräi Joer Zäit brauch, 2017 hoffentlech, wann alles riichtleeft, kann ofgeschloss ginn. An do hannendrun dann déi nächst Extensioun vum Findel ka gesat ginn, un där mer awer elo scho schaffen, respektiv un deenen nächsten Extensiounen hannendru gekuckt ginn.

Natierlecherweis musse mer eng Rei Prozedure maachen. Ech hunn Iech vun där öffentlecher Prozedur, déi EIE-Prozedur scho geschwat, dat ass déi, wou mer och musse bei de Publikum eraus. D'Stad Lëtzebuerg an de Stat wëllen dat an deenen nächste Méint gemeinsam maachen. Mir brauchen natierlech eng Prozedur iwwert d'Incidences environnementales an d'Evaluatioun dorobber, notamment well mer de Centre de remisage an, respektiv no bei en Natura-Gebitt setzen, muss dat alles gekuckt ginn, korrekt gekuckt ginn, no Gesetzer gekuckt ginn, muss dat kompenséiert ginn. Dat ass absolut evident.

Mir wäerten eis do, wéi an anere Projeten - no der Diskussioun vu gëschter soen ech et haut nach eng Kéier -, wéi an anere Projeten un all déi gesetzlech Prozedure ganz enk halen. Mir mussen d'Etüd vu Faune, Flore an Habitat maachen. Et ass iwwerhaapt keng Diskussioun. Alles dat ass d'ailleurs schonn amgaang gemaach ze ginn.

Äntwerten op déi Froen, déi an der leschter Motioun vun 2006 stoungen - well dat, wat haut gemaach gëtt, ass jo eng Äntwert dorobber -, si schonn zu engem ganz groussen Deel elo mat deenen Explikatiounen, déi ech ginn hunn, och domadder ginn.

Éischt Fro, déi gestallt gi war, dat war déi: Wéi ass d'Influenz op de Bussystem? Mä mir wëlle ganz einfach d'Busse grosso modo aus der Stad eraushalen, wat den RGTR-Bus ugeet, fir se op effikass Mëttelen ëmklammen ze loossen. An dat entlaascht déi Stad jo enorm vu Bussen. Mä just dat kënne mer awer net maachen, éier mer en Tram, also en effikasst Mëttel mat der noutwendeger Capacitéit hunn. Et ass eréischt dann, wou et geet. Dat heescht, fir et elo ze froen, dat ass gutt a gutt gefrot, mä dann hu mer d'Leit an der Peripherie stoen. An da musse mer se awer nach erakréien. An duerfir geet et nëmmen, wa mer den Tram hunn. Mä da geet et awer an da muss et goen, well soss huet dat Ganzt kee Sënn!

An d'städtesch Bussen - déi dann awer och nach musse fueren, well dat ass jo e Verkéiersmëttel, wat intern zur Stad ass, do muss ee vun engem Quartier kënnen evidenterweis an deen anere kommen -, déi, an d'Stad Lëtzebuerg huet do vill Effortë gemaach, mussen och verluecht kënne ginn. Déi brauchen déi Zentralachsen, wou den Tram fiert, net méi ze benotzen. Mir mussen aner Achse fueren, an ech ginn do net op d'Detailer an, well dat elo ze laang (veuillez lire: ze wäit) géif féieren.

Mä do ass mat der Stad Lëtzebuerg vill geschafft ginn, fir déi Réseauen openeen ofzestëmmen. An dat gëtt och eppes, wat extrem effikass a mengen Aen ass a wat net nëmmen deene Leit, déi vu baussen an d'Stad erakommen, mä och deem ganz groussen Deel vun de Stater Leit e besseren öffentlechen Transport an deenen nächste Jore wäert ubidden an notamment hinnen d'Méiglechkeet ginn, méi schnell, och wa se vläicht eng Kéier mussen ëmklammen, méi schnell vun engem Punkt op deen aneren ze kommen.

D'Reorganisatioun vun der Infrastructure routière hunn ech Iech schonn erkläert. Op d'Planificatioun vum Axe central sinn ech och schonn agaangen.

Dee véierte Punkt wëll ech awer och nach maachen, quitte datt meng Zäit ofgelaf ass, Här President, mä ech kommen zum Schluss. De véierte Punkt, dat ass de Käschtepunkt, iwwert dee jo vill och geschwat gouf an deene leschte Méint oder och an deene leschte Joren. A mir wollten deen och eng Kéier kloer dohinnerleeën, datt mer wëssen, vu wat mer hei schwätzen.

Déi éischt Phas, dat heescht de Bau tëschent der Gare an der LuxExpo, gëtt haut ageschat - a mir sinn haut am Niveau APS, APD, schonn engem relativ wäit fortgeschriddenen Elaboratiounsplang - op 315 Milliounen, Valeur 2011, dat heescht heuteg Valeur ageschat.

315 Milliounen Euro, dat si vill Suen, mä et sinn awer net déi Zommen, déi ëmmer an d'Welt gesat ginn. Dat hei, dat sinn zwee respektiv, deemno wéi een et rechent, dräi Schoulgebaier. Et ass an der Nähe vun enger Europaschoul, et ass d'Halschent vun enger Nordstrooss, et ass an der Präislag vun enger Liaison Micheville.

A wann een dann nach zwou Saachen dozou weess… et muss ee wëssen, datt dat hei d'Tramslinn ass, wa se gebaut gëtt, 151 Milliounen, schätze mer déi an, dat ass am Fong de Bau. An dann ass et de Centre de remisage mat 82 Milliounen. An dem Matériel roulant, wat e Material ass, wat ronn 30 Ramen huet. Dat heescht 15 duebeler respektiv 30 eenzel Ramen huet, wat mer brauchen, fir op deem Réseau ze fueren. Et ass am Fong de fäerdegen Tram, mat sämtlechem Material, mam Tramsschapp, Clé en main fir ze fueren. Et ass dat, wat 315 Milliounen Euro kascht.

An dovunner hu mer eng Opdeelung gemaach. An déi Opdeelung, déi op jidde Fall elo de Schäfferot vun der Stad Lëtzebuerg an d'Regierung mateneen ofgemaach hunn, ass déi: zwee Drëttel fir de Stat an een Drëttel fir d'Stad Lëtzebuerg opzekommen. Dat heescht, fir de Stat - dat ass jo déi Partie, déi dann hei d'Chamber concernéiert - sinn dat kuerz iwwer 200 Milliounen, wat déi éischt Phas géif kaschten. Just fir Iech déi Proportioun ze soen.

Dat heescht, mir si wäit ewech vun deenen astronomeschen Zommen, déi alt heiansdo an d'Welt gesat ginn, fir Angscht virun deem Projet ze maachen. Dee kascht 200 Milliounen. An et si ganz oft Mëtteger schonn, déi mir hei an deem leschte Mount matenee verbruecht hunn, wou mer dat Duebelt innerhalb vun enger Stonn gestëmmt hunn. Just fir d'Saachen an de Proportiounen och eng Kéier do ze halen.

Déi Opdeelung - déi kennt Der, hunn ech Iech elo gesot -, een Drëttel. Mä ech wëll awer och elo ganz klore Wäin bis zum Schluss erausschëdden. Ech hu gesot, dat do ass déi éischt Etapp. Da gëtt jo heiansdo hannendru gesot:

Mä Dir sot eis net alles! Déi zweet Etapp kascht och eppes.

Déi zweet Etapp, déi bis op de Findel, déi schätze mer op 76,5 Milliounen an, mat enger Échéance de réalisation, déi dann am Joer 2020 oder eppes driwwer läit. Och fir ze gesinn, wéi wäit déi Datume sinn. 76,5 Millioune mam Material. 60 Milliounen de Bau, 15 Millioune ronn d'Material. Dat ass dat, wat déi zweet Etapp kascht.

Wann ech dann alles wëll zesummerechnen an ech maachen déi zweet Extensiounen, dat heescht, ech fuere bis op den Houwald an ech fueren och nach bis op Zéisseng erof, dat heescht, alles, wat mer elo an all deenen Etappen, déi mer haut virgesinn hunn, wëlle maachen, wa mer dat alles gemaach hunn, da si mer bei engem Präis vu 568 Milliounen. Mä da si mer 2030, fir och op den Zäithorizont ze kucken, wéi déi Répartition financière dat Ganzt do mécht, wa mer déi dräi Etappen hannendru ginn.

An elo hunn ech dat do schonn e puermol gesot mat deem Datum 2030. An da fänkt dat un, wat ech geduecht hat, wat eréischt géif an dräi Joer ufänken. Well an dräi Joer soen ech Iech ganz kloer, déi Diskussioun, déi mer dann hunn, wann den Tram bis ugefaangen ass, respektiv an e puer Joer, wann e fiert, dann ass keng Diskussioun méi géint den Tram, mä da geet d'Diskussioun u vun all deene Quartieren an der Stad an deene Gemenge ronderëm, déi soen: Wéini kréie mir en dann? Mir brauchen en och, well et e wesentlecht Mëttel ass fir d'Entwécklung vun enger Stad, vun engem urbane Raum, fir déi ekonomesch, mä awer och d'Bauentwécklung do ze ënnerstëtzen.

An déi Diskussioun, déi huet scho virun zwee Deeg ugefaangen, wéi ech dee Projet virgestallt hunn an de Chamberskommissiounen an anzwousch anescht, wou d'Nopeschgemenge gesot hunn: Mä mir brauchen en och an zwar wesentlech méi schnell wéi 2030. An elo kommen ech schonn an d'Situatioun, wou et net schnell genuch geet!

Am Fong sinn ech frou driwwer. Am Fong sinn ech frou driwwer, well et einfach beweist, datt mer eng modern Mobilitéit an deenen nächste Jore brauchen an datt mer hei op engem Wee sinn, deen zukunftsweisend ass an deen d'Entwécklung vun der Stad, dem Zentrum vum Land, mat deem ganze Mobilitéitskonzept, evidenterweis vum ganze Land fir déi nächst Jorzéngte wäert prägen an eis e Risesprong wäert weiderbréngen. Ech hoffe just, datt ech esou schnell wéi méiglech déi éischt Schinn ka leeën, well dorops kënnt et mer un.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Nohaltegkeetsminister. Als éischte Riedner ass den Här Serge Wilmes agedroen. Här Wilmes, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Serge Wilmes *(CSV)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, virun 48 Joer do stoungen Dausende vu Leit vun Eech iwwer Beggen bis d'Stad erop laanscht d'Strooss, an dat net, fir enger Vëloscourse nozekucken, mä engem aneren Transportmëttel, dat se op sengem leschte Wee onbedéngt begleede wollten, an zwar den Tram!

Ronn 90 Joer laang stoung hien am Déngscht vun der Stad Lëtzebuerg. Fir d'Éischt 1874, wéi en nach vu Päerd gezu ginn ass. An dunn, vun 1908 un, mat Hëllef vum Elektreschen. Um Héichpunkt vu senger Carrière sinn et am Ganzen 48 Tramswagone ginn, déi op 14 verschidde Linnen déi eenzel Quartiere matenee verbonnen hunn.

Am Laf vu senger Liewenszäit ass den Tram mat ronn 370 Millioune Passagéier ronn 57 Millioune Kilometer wäit gefuer. Dat sinn impressionnant Zuele fir déi deemoleg Zäit. Zuelen, déi och erklären, wéisou datt d'Stater dach awer dëst öffentlecht Transportmëttel an hiert Häerz geschloss hunn an et sech net huele gelooss hunn, him op sengem leschten Aarbechtsdag, dem 5. September 1964, déi lescht Éier ze erweisen.

Den Dag vum leschten Tram, dat war dann och deemools e richtegt Volleksfest; dunn huet nämlech d'Tramsmusek gespillt a Folkloretruppen hunn do gedanzt. Den Tram war ebe fir d'Stad Lëtzebuerg méi wéi just nëmmen e Verkéiersmëttel. Den Tram war, wéi den Historiker Gilbert Trausch geschriwwen huet, „ee Symbol fir eng modern an ambitiéis Stad". Allerdéngs ass Modernitéit jo e relative Begréff: Wat et haut ass, kann et muer scho laang net méi sinn!

An esou ass et och dem Tram gaangen. Am 19. Jorhonnert war hien zesumme mat der Eisebunn eent vun de Symboler vun der industrieller Revolutioun. Op eemol sinn duerch si Distanze ganz kuerz ginn. Esou kuerz, datt souguer d'Awunner vun engem Land, déi sech soss ni gesinn hunn, beienee komm sinn. Huet eng Rees an der Zäit deeglaang gedauert, esou ass et elo innerhalb vun e puer Stonne gaangen.

D'Aart a Weis, fir sech ze bewegen, ass doduerjer komplett op d'Kopp gehäit ginn. Nei Méiglechkeeten, nei Besoine sinn entstanen. D'Wirtschaft ass doduerjer staark gewuess. Ëmmer méi Mënsche si bäikomm. Mënschen, déi vum Land dunn an d'Stied gezu sinn, well do elo d'Aarbecht war an deenen neien industrielle Produktiounssiten, de Fabrécken, déi bei eis am Land am Süden a ronderëm d'Haaptstad entstane sinn.

An d'Eisebunn, déi ass zur Stäip vun deem Zäitalter ginn. Si konnt déi nei Produiten a grousse Quantitéite séier iwwer laang a kuerz Distanzen transportéieren. A si ass domadder méi bëlleg gewiescht wéi de Stroossentransport. Ee Virdeel, deen net ze schloe war. An duerfir kann een och besser verstoen, wéisou datt hei zu Lëtzebuerg op eemol Schinne wéi Champignone gewuess sinn. 544 Kilometer dovun am ganze Land géint dem Enn vum 19. Jorhonnert.

Een Deel dovunner waren och déi beléifte Schmuelspureisebunnen, am Volleksmond jo mat esou Nimm wéi „Jangli" an „Charly" genannt, an eben och den Tram. Béid haten d'Roll vum Persounentransport iwwerholl. Deen éischten Tram, fir säin Deel, deen huet d'Leit vun der Gare an d'Uewerstad bruecht. Firwat? Well déi Stater Gare huet missen aus militäresche Grënn e bësse méi ewech vun der Festungsmauer gebaut ginn. No an no huet awer dunn den Tram och déi aner Quartiere vun der Stad Lëtzebuerg, déi nom Schläife vun de Stater Festungsmaueren entstane sinn, matenee verbonnen.

Am Ufank vum 20. Jorhonnert, do hat also d'Stad Lëtzebuerg, geneesou wéi d'ganzt Land, ee performante Verkéiersréseau op d'Bee gestallt. Ee Réseau, deen aus Honnerte vu Schinnen an awer och Honnerte vu Stroossen, Kilometere vu Stroosse bestanen huet. Dominéiert hunn hei awer ganz kloer d'Schinnen, ob Eisebunn oder Tram. Si stoungen nämlech fir d'Bewegungsfräiheet par excellence! An dat nach bis nom Zweete Weltkrich, wou Europa nees opgebaut ginn ass an dunn och en neit Zäitalter ugefaangen huet mat engem anere staarke Wirtschaftswuesstum.

Een Zäitalter, wat du lues awer sécher vun engem neien, engem aneren Transportmëttel sollt dominéiert ginn, dat dem Mënsch eng nach méi grouss flexibel, individuell Bewegungsfräiheet sollt ginn, an zwar den Auto an all senge Formen. Sinn et virun dem Zweete Weltkrich hei zu Lëtzebuerg 7.000 Autoe ginn, esou waren et der schonn 20 Joer duerno ronn 47.000!

Géint esou eng Entwécklung a Konkurrenz, do haten Eisebunn an Tram séier keng Chance méi. Mat hinne konnt een zwar reesen, mä et konnt een awer net iwwerall hikommen an et huet ee sech missen u fix Zäiten halen. Mam Auto awer sinn et praktesch keng Grenze méi ginn. Mat him koum een zu jiddwer Zäit an all Ecke vum Land. An et war deemools eben och nëmmen eng logesch Konsequenz, datt de Schinnenréseau zréck- an dee vun de Stroossen ausgebaut ginn ass. Iwwerall ass Plaz gemaach ginn, fir datt eben de fräie Bierger fräi Bunn hat mat sengem Auto. Eng Zukunft, déi ganz Grousses versprach huet!

Mä en halleft Jorhonnert duerno, do kënne mer awer alleguerte feststellen, wat aus deem Versprieche vun där individueller Bewegungsfräiheet ouni Grenzen, déi eis den Auto jo sollt bréngen, ginn ass. Si ass zwar zum Deel Realitéit ginn, mä eng vun där batterer Zort. Well ons eenzel Fräiheet, fir ons ze bewegen, huet nämlech no an no zu enger kollektiver Immobilitéit gefouert. An esou ass hautdësdags an de Spëtzenzäiten déi fräi Bunn fir de fräie Bierger allze dacks eng gespaarte Bunn fir den agespaarte Bierger.

Wéi konnt et dozou kommen? Eh bien, wéi esou dacks ass hei een Affer vu sengem eegene Succès ginn. Duerch dee staarke Wirtschaftswuesstum hu mer méi Leit gebraucht. An déi sinn ëmmer méi Auto gefuer, well se meeschtens net méi do wunnen, wou se och schaffen a sech all Dag also mussen hin an hier bewegen, haaptsächlech aus dem Land an aus der Grenzregioun bis an d'Südregioun, an d'Nord- an an d'Haaptstad. A well de Wuelstand jo och praktesch jiddwerengem erlaabt, fir sech kënnen een Auto ze leeschten, ze kafen an duerfir och Plaz gemaach ginn ass fir den Auto am öffentleche Raum, gëtt deen och benotzt.

Eleng hei zu Lëtzebuerg kommen hautdësdags op eng Bevölkerung vu 512.000 Awunner ronn 337.000 Privatautoen. Domadder huet onst Land deen héchste Motorisatiounstaux aus der ganzer Europäescher Unioun! D'Resultat dovunner ass, datt d'Zuel vun de motoriséierte Bewegungen hei zu Lëtzebuerg explodéiert ass. Mir kommen haut, Awunner a Frontalieren zesummen, an de Minister huet et elo grad gesot, op 1,66 Milliounen där Bewegungen den Dag!

Verschlëmmert gëtt dat Ganzt, well sech déi meescht vun deene Bewegungen, wéi ech virdru jo scho gesot hunn, op dräi geographesch Punkte konzentréieren: de Süde vum Land, de Raum Ettelbréck/Dikrech an d'Haaptstad mat hirer Agglomeratioun. Dobäi dréit dës lescht déi Haaptlaascht. Dat schéngt och normal fir eng Haaptstad vun engem Land ze sinn. Dat ass och praktesch an allen anere Länner esou.

An engems awer muss ee betounen, datt déi Stad Lëtzebuerg an deene leschte Joren eng exzeptionell Entwécklung matgemaach huet. Hir Awunnerzuel ass déi leschten zéng Joer vun 78.000 op elo scho 97.000 Awunner gewuess. An déi Tendenz geet nach weider erop. Dobäi kommen all Dag iwwer 100.000 Leit aus dem Land an der Grenzregioun bäi, natierlech fir hei ze schaffen, well 40% vun allen Aarbechtsplazen am Land an der Haaptstad sinn. Am Ganze sinn dat der 150.000.

Domadder huet d'Stad, an dat huet de Minister Wiseler och scho grad betount, méi Aarbechtsplaze wéi Awunner am aktive Liewensalter. Op 1.000 Aktiver kommen 3.800 Aarbechtsplazen. Eng Situatioun, déi souguer an Europa aussergewéinlech ass. Duerfir ass och d'Stad Lëtzebuerg déi europäesch Stad, déi am séiersten an am meeschte wiisst.

Et versteet een also deemno och, wéisou dee ganze Stroossen- a Schinneréseau op d'Haaptstad ausgeriicht ginn ass. Wéi ee Stär féiere se aus alle Richtungen d'Leit eran. An dat ass der Stad an domadder och dem Land säi gréisste Problem ginn, d'Konzentratioun op d'Haaptstad, an hei nees op ganz genee zwee Verkéierspunkten, de Centre Hamilius an d'Stater Gare. Hei kommen all Dag Zéngdausende vu Leit eran, fir ze schaffen a fir dann nees vun do aus sech ze verdeelen op déi Plazen, wou se da schaffen. An dat ass dann haaptsächlech an der Uewerstad, op der Gare, zu Hollerech, Zéisseng, Gaasperech an och um Kierchberg.

Dës Quartieren, dat sinn déi Haaptentwécklungsplaze vun der Stad Lëtzebuerg. Duerch si leeft dann och dee gréissten Deel vun de Bewegungen. Bewegungen, déi wéinst der aktueller Organisatioun vum Verkéier de ganze Réseau a Spëtzenzäiten hoffnungslos iwwerlaaschten. Dat gëllt souwuel fir den Autos- wéi och fir de Bus- an den Zuchverkéier. Weder deen individuellen nach dee kollektiven Transport kommen zu deenen Zäiten nach hannerzeg a vijenzeg. A well dem Land säin Haaptverkéierspunkt blockéiert ass, ass de Rescht vum Land et dann natierlech och.

Här President, dat ass de Kader, an deem mer ons bei allen Debatten iwwert den Transport hei am Land bewege mussen oder, besser gesot, net méi bewegen. Dës ganz quokeleg Situatioun stellt onst Land virun enorm Erausfuerderungen. Erausfuerderungen, bei deene villes vun deene richtegen Décisiounen ofhänkt, déi mer haut a muer an der Transportpolitik mussen huelen.

Zum Beispill, ob mer et fäerdegbréngen, och an Zukunft nach kompetitiv kënnen ze sinn, wa mer trotz dacks klengen, kuerze Strecken all Dag stonnelaang am Stau stinn. Kënne mer nach Aarbechtsplazen erhalen a schafen, wann den Accès dozou net méi garantéiert ass? Kënne mer eise Kanner nach eng schéi Landschaft, eng intakt Natur an e gesond Ëmfeld hannerloossen, wann d'Loft duerch de motoriséierten Individualtrafic ëmmer méi knaschteg gëtt?

Une voix.- Très bien!

M. Serge Wilmes *(CSV)*.- Kënne mer eise Bierger och an Zukunft e gläichen Accès zu der Aarbecht an zu Déngschtleeschtunge bidden an domadder d'sozial Kohäsioun vum Land garantéieren?

Dat si Froen, déi mer alleguerte kennen an op déi mer och schonn zënter Jore versichen eng Äntwert ze fannen. Mat Projeten eweí dem IVL, dem BTB oder mobilitéit.lu, fir nëmmen déi ze nennen. Projeten, déi zum Deel ëmgesat gi sinn, wéi den IVL, oder am Fall vum BTB awer nees am Tirang verschwonne sinn.

Si hunn allerdéngs all de Mérite, ëmmer méi kloergemaach ze hunn, datt, wann een de Verkéiersproblem an de Gréff wëllt kréien, da muss konsequent op den öffentlechen Transport, an hei virun allem op d'Schinn gesat ginn. Gläichzäiteg däerfen awer och all déi aner Forme vu Bewegung, also souwuel d'Zefoussgoen eweí mam Auto oder mam Vëlo fueren, net op der Säit gelooss ginn. An et däerf sech net just eben op d'Stad Lëtzebuerg konzentréiert ginn, mä och op de Rescht vum Land an d'Groussregioun.

Dat alles ass nëmme méiglech mat engem globalen a kohärente Mobilitéitskonzept. Ee Konzept, dat déi eenzel Komponente vun der mënschlecher Mobilitéit beieneekritt an optimal versicht, mateneen ze koordinéieren. An op dee Wee ze goen, do hat jo och d'Chamber d'Regierung an där Motioun 2006 zum Schinneréseau invitéiert.

Eng wichteg Motioun, déi vun der CSV, der LSAP, der DP an deene Grénge gedroe ginn ass an déi der Regierung deemools un d'Häerz geluecht huet: ëm d'Joer 2020 um Niveau vum Land 25% öffentlechen a 50%..., 75% individuellen Transport ze hunn, an um Niveau vun der Stad Lëtzebuerg souguer 50/50.

Op der Achs Nordstad-Stad Lëtzebuerg, Beetebuerg-Esch/Uelzecht, den öffentlechen Transport, hu mer hei haaptsächlech d'Eisebunn ze stäerken a Peripheriegarë ronderëm d'Stad ze bauen, fir datt d'Leit eben direkt mam Zuch kënnen op hir Aarbecht kommen.

De Projet vun engem Tram an der Stad Lëtzebuerg ze preziséieren, ze verdéiwen an an deem Kontext genee ze erklären och, wéi den Tram mat dem Autobunnsréseau..., mat dem Autobusréseau koordinéiert ka ginn a wéi den Autosverkéier dann och muss nei organiséiert ginn. An doriwwer eraus soll och gekläert ginn, wéi deen Tracé genee verleeft, wat d'Modalitéite vum Bau, vum Betrib a vun der Finanzéierung sinn a wéi d'Zesummenaarbecht vum Stat an der Stad soll ausgesinn.

An da schliesslech, wa sech op eng Léisung sollt gëeenegt gi fir d'Stad Lëtzebuerg, déi och an de sektoriellen Transportplang anzeschreiwen, fir datt se e festen Deel vun engem Konzept gëtt, dat wäit eben iwwert d'Grenze vun der Stad erausgeet.

Elo si mer sechs Joer méi spéit. An där Zäit ass och konkret un dëse Punkte geschafft ginn, mä awer net nëmmen. Si si souguer ausgebaut ginn a sinn elo Deel vun engem méi grousse Ganzen, dat sech „MoDu" nennt. Wat sech hannert dëser Ofkierzung verstoppt, dat huet de Minister Wiseler och hei elo grad erkläert. Et ass eng nohalteg global Mobilitéitsstrategie fir dat ganzt Land an d'Grenzregioun, d'Äntwert ebe vun der Regierung op d'Verkéiersproblemer vu Land a Stad.

A well den Här Minister elo grad jo och dat am Detail gemaach huet, wéilt ech mech op déi grouss Prinzipië vun där Strategie konzentréieren, wéi mir dozou stinn, a kucken, wat mer vun där Motioun vun 2006 mat agebaut hunn.

Den éischte Prinzip vum MoDu ass déi verschidden Elementer vun der Landesplanung an hire Programme directeur ze respektéieren an ze verënnerlechen. Dat begréisse mer als CSV ganz kloer. Nëmme mat Prinzipië vun der Landesplanung ëmsetze kënne mer méi eng kompakt Urbaniséierung kréien, déi Wunnen, Schaffen a Liewen nees versicht zesummen ze bréngen. Nëmmen da kréie mer déi ganz Mobilitéit kadréiert a Bewegungen optimiséiert.

Eng Mobilitéit, déi aus verschiddene Forme besteet a wou MoDu sech zum Zil setzt, eng Ketten draus ze maachen, wou ee Stéck schéin an dat anert gräift, dat bedeit dann och, datt ebe keng Form vu Bewegung méi géint déi aner ausgespillt gëtt, datt jiddwereng hir richteg Plaz kritt, fir herno kënnen e Ganzt ze bilden. Dës integrativ a komplementär Approche ass eng Léier, déi aus de Feeler vun der Vergaangenheet gezu ginn ass. An zu där Mobilitéitskette gehéiert eben déi douce genee eweí déi motoriséiert. Béid wäerten nämlech an Zukunft nach weider wuessen. Duerfir kënnt et hei besonnesch op dee richtegen Équiliber un.

An hei fanne mer als CSV, datt d'Regierung mat MoDu dat och gelongen ass, well den „modal split" 25/75 ass jo, dee mer festgehalen eng Kéier hunn hei, e feste Bestanddeel an Zil vum MoDu a soll erreecht ginn, andeems virun allem déi douce Mobilitéit an den öffentlechen Transport als Alternativ zum Auto ugebuede ginn.

Dat bedeit, datt ech den Auto eréischt dann huele soll, wann et keng aner, keng besser Méiglechkeet gëtt. An och dann am beschten nëmmen esou wäit bis ech kann op een öffentlecht Transportmëttel ëmklammen. A wa guer näischt aneschters geet, da soll ech och kënnen awer mam Auto weiderkommen an duerfir kënnen eng Plaz fannen.

Dëse Prinzip ass fir ons de richtege Wee. Allerdéngs setzt e massiv Investitiounen an déi ganz Verkéiersinfrastruktur an eng gutt Gestioun dovunner viraus. Dat soll jo och geschéien. MoDu gesäit duerfir eng Hällewull vu Projete vir, déi vun neie Schinnen, Expressbusser, Bus- a Vëlosspuren iwwer Ëmklammplattformen, Park & Ridë bis zu Contournementë geet.

Besonnesch wichteg ass hei fir d'CSV, datt déi eenzel Infrastrukture gutt eng op déi aner ofgestëmmt ginn, wéi bei engem Museksinstrument, fir datt herno och en harmonesche Klang derbäi kann erauskommen. Ech muss kënnen an Zukunft mat deenen eenzelnen Transportmëttel méi séier weiderkommen, a wann ech ëmklamme soll, dann däerf ech derbäi keng Zäit verléieren.

MoDu versicht dat ëmzesetzen, andeems déi ganz Form vu Mobilitéit eben net méi a Form vun engem Stär, mä a Form vun engem Netz strukturéiert gëtt, an et heescht jo u sech och Verkéiersnetz an net Verkéiersstär.

Fir dee richtegen Timing vun allen Transportmëttelen, déi sech an deem Netz do bewegen, an eng prezis Informatioun vum Passagéier ze garantéieren, soll och en telematesche System agefouert ginn.

Bleift, datt och an esou engem Réseau déi gréisste Laascht vun enger zolitter öffentlecher Transportinfrastruktur gedroe muss ginn. An do bleiwe mer der Meenung, datt dëst nëmme geet, wa konsequent an eng Eisebunn mat grousser Capacitéit investéiert gëtt, besonnesch och an den Ausbau vun där hirer Haaptachs, déi jo vun Norden no Süde geet. Well ouni e staarkt Häerz kann d'Blutt och net bis an déi eenzel Odere kommen.

Gëtt MoDu där Erausfuerderung gerecht? Jo, wann ee kuckt, wat fir eng Projete sollen ëmgesat ginn - an de Minister huet hei schonn eng Partie gesot, ech wëll just eng puer nach eng Kéier eraushiewen: Mir maachen déi Streck jo…, et ass virgesinn, d'Streck Péiteng-Stad weider fäerdeg op zwee Gleisen auszebauen. An da kënnt virun allem op där wichtegster Streck, wou de meeschten Trafic driwwergeet, nämlech tëschent Lëtzebuerg a Beetebuerg, der franséischer Grenz, nach e Gleis derbäi.

A fir d'Leit wann nëmme méiglech direkt respektiv esou no wéi méiglech bei hir Aarbechtsplaz mam Zuch ze bréngen, ouni mussen duerch déi Stater Gare ze fueren, soll dann och de Bau an Ausbau vu verschiddenen Arrêten an der Peripherie vun der Stad virgesi ginn: um Houwald an am Beräich Zéisseng-Hollerech an ënnert der Rouder Bréck.

Genee dat hu mir jo och an eiser Motioun gefuerdert gehat 2006. Deemools waren allerdéngs nach richteg Garë virgesinn, elo ginn et éischter Arrêten. Eng Entwécklung, déi mer awer als CSV mat Bléck op d'Finanzsituatioun vum Land begréissen, well déi geplangten Arrêten däitlech jo manner kaschten an awer hiren Zweck erfëllen.

Dat gëllt besonnesch fir den Arrêt, deen nei bäikomm ass, deen ënnert der Rouder Bréck, an dee jo d'Gare an déi Streck fir mam Zuch op de Kierchbierg ersetzt, well deen neien Arrêt do, deen erlaabt et nämlech, souwuel déi Leit, déi aus dem Norde wéi och déi, déi aus dem Süde kommen eben esou séier wéi méiglech kënnen op de Kierchbierg ze bréngen, ouni mussen iwwert d'Zentralgare ze fueren.

An der ganzer Stad verdeelt sollen dann d'Leit vun de Busser an haaptsächlech eben dem Tram ginn. Ee kruziale Projet fir déi ganz Mobilitéitsketten. Ee Projet, wou d'Chamber 2006 d'Regierung gefrot huet, en ze preziséieren, an dat ass jo zënterdeem och geschitt. D'Resultat dovunner an dee konkrete Projet krute mer elo grad hei och nach eng Kéier virgestallt.

Fir d'CSV war a bleift et wichteg, datt egal wéi ee gréissert Transportmëttel sengen Haaptaufgaben och gerecht gëtt. Dat heescht, mat enger héijer Capacitéit an engem héije Minuttentakt d'Haaptverkéiersachs vun der Stad Lëtzebuerg ze entlaaschten a mat den Entwécklungspôlë vun der Stad ze verbannen.

Ee reng interurbant Transportmëttel, also eent, dat eleng een Deel vum städtesche Réseau ass, huet fir ons ni Sënn gemaach oder, anescht gesot, een Tram reng fir d'Stad oder fir d'Stater hätt keng Plus-value, well dee villen Trafic jo vun de Stater an deene villen zéngdausend Leit, déi all Dag heihinnerkommen aus dem Land an der Groussregioun, verursaacht gëtt.

Dowéinst kann och nëmmen eng Léisung, déi een Deel vun engem Konzept ass, dat fir d'ganzt Land an d'Groussregioun gëllt, och wierklech effikass sinn. Duerfir hu mer als CSV ëmmer drop gehalen, datt den Tram iwwert d'Peripheriegaren un de Schinnenréseau ugebonne gëtt, fir kënnen dann d'Feinverdeelung herno ze iwwerhuelen. An datt dee ganze Busréseau, och vun der Stad Lëtzebuerg, an den RGTR un den Tram ugepasst ginn. Duerfir hale mer och drop, datt eben hei souwuel d'Stad Lëtzebuerg wéi de Stat d'Finanzéierung an d'Ëmsetzung zu gerechten Deeler zesummen iwwerhuele mussen.

MoDu dréit dëse Fuerderunge Rechnung. De Projet vun dem Tram, ewéi en an där Strategie festgehale ginn ass, gesäit e puer Phase vir. An enger éischter, déi ab 2014 kéint ëmgesat ginn, soll den Tram da vum Kierchbierg bis op d'Gare fueren. An op deem ganzen Trajet gëtt et da Méiglechkeeten, fir op de Bus oder den Zuch ëmzeklammen, sief dat bei der LuxExpo, der Rouder Bréck, der Stäreplaz, dem Centre Hamilius oder der Gare.

Dëst setzt natierlech och eng komplett Reorganisatioun vun dem städtesche Busréseau viraus. An hei ass dann och d'Gemeng gefuerdert, fir déi Hällewull u Linnen, déi dank dem Tram net méi duerch d'Nei Avenue da musse fueren, esou ëmzeleeden, datt se d'Leit an déi eenzel Quartiere bréngen an awer och aus den eenzelne Quartiere mat dem Tram an Zuch kënne verbannen. An zwar esou, datt dobäi keng Zäit verluer geet.

Och d'Stad muss eben ewech - an dat ass scho gesot ginn - vun deem Stäresystem hin zu engem System a Form vun engem Netz, mä doduerjer bidde sech jo awer och da ganz nei, interessant Verbindungen tëschent de Quartieren, ouni nees mussen duerch den Zentrum ze fueren. An deem Kontext kann och dovunner profitéiert ginn, mat Hëllef och vun deenen neie Contournementsstroossen an der Stad eng Zort „circle line" op d'Been ze stellen.

Direkt nodeems den éischten Tronçon gebaut ass, soll den Tram da vum Kierchbierg op de Findel goen. Och dat begréisse mer als CSV absolut, well et net nëmmen d'Attraktivitéit vum Findel, vum Flughafen eropsetzt, mä och déi ganz Aktivitéitszon, déi do amgaang ass ze entstoen, mat hiren Dausende vun Aarbechtsplazen, esou séier wéi méiglech da kann un den öffentlechen Transport uschléissen.

Fir d'CSV sinn awer och d'Perspektiven, déi d'MoDu bitt, fir an enger zweeter an drëtter Phas de Süden a Südweste vun der Stad mam Tram ze desservéieren, wichteg. Hei solle jo geneesou och erëm grouss nei Quartiere mat Dausende vun Awunner an Aarbechtsplazen hikommen, an déi gëllt et och direkt un den öffentlechen Transport ze kréien, andeems den Tram dohinnerfiert, do, wou jo och dann Zucharrêten um Houwald an zu Zéisseng-Hollerech wäerte gebaut ginn.

Konkret soll awer elo emol nom Plang vun der Regierung tëschent 2014 an 2017 deen zentralen Tronçon gebaut ginn. Dee ganze Chantier géif ronn 315 Milliounen Euro kaschten, wouvun dann de Stat zwee Drëttel an d'Stad Lëtzebuerg een Drëttel géifen iwwerhuelen. Op dës Opdeelung hu sech béid jo emol am Prinzip gëeenegt, vu datt den Tram een Deel vun enger Gesamtstrategie ass, déi souwuel d'Land ewéi d'Stad betrëfft.

Et ass duerfir fir d'CSV wichteg, datt och hei d'Stad Lëtzebuerg hire finanzielle Bäitrag leescht a weider zu deem steet, wat ofgemaach ginn ass. Well et ass jo och esou, datt nach Käschten derbäikommen, déi net direkt eppes mam Tram ze dinn hunn, mä déi awer…, vun deenen och d'Stad Lëtzebuerg ka profitéieren, wéi zum Beispill d'Erneierung vu Gas, Elektresch an dem Waasser an der Neier Avenue.

Da kënnt och nach derbäi d'Renovatioun vun der Neier Bréck, déi mer jo zum Deel och hei scho gestëmmt hunn an déi onofhängeg vum Tram muss komplett jo frësch gemaach ginn. An zu gudder Lescht däerf een och net vergiessen, datt mer jo och nach vun der Stad Lëtzebuerg de Projet vum Centre Hamilius hunn, dee soll gebaut ginn. Just, wéini deen definitiv wäert ufänken, dee Chantier, ass nach net 100%eg gewosst.

Dat Ganzt gëtt also een enorme Chantier. Ee Chantier, dee jo d'Haaptsuerg vu ville Leit, dorënner de Geschäftsleit an de Restaurateuren aus der Stad Lëtzebuerg ass. Eng Suerg, déi mer als CSV absolut kënne verstoen. Duerfir ass et och fir ons décisiv, datt all déi Chantieren optimal géréiert ginn. Dozou gehéiert eng regelméisseg Transparenz, Informatioun vun der Öffentlechkeet an alle Betraffenen, eng intelligent provisoresch Verkéiersplanung sougutt wéi eng Kooperatioun, gutt Kooperatioun tëschent dem Stat an der Stad Lëtzebuerg. De Groupement d'intérêt économique Luxtram huet jo och scho mat dëser Aufgab ugefaangen a sech mat deenen, déi dovunner betraff sinn, zesummegesat.

Dës Zesummenaarbecht ass e wichtegt Element fir d'Geléngen an d'Akzeptanz vun deene Projeten. An engems ass et gradesou gutt, datt all déi Projeten zesumme gemaach ginn, well esou méi Zäit ka gespuert ginn, wéi wa se een nom anere géife gemaach ginn.

Här President, gelénge kann déi ganz Mobilitéitsstrategie an engems nëmmen, wann hir eenzel Projeten och e festen Deel vum Plan sectoriel «Transports» ginn an domadder och e reglementaresche Charakter a Kader kréien, an natierlech, wann all betraffen Acteure sech bei der Planung an Ëmsetzung vun deene Projeten ënnerenee koordinéieren. Och dat ass am Projet vun der Regierung virgesinn.

Ënnert dem Stréch stelle mer deemno als CSV fest, datt d'gesamt Mobilitéitsstrategie MoDu déi eenzel Punkte vun der Motioun vun 2006 integréiert a preziséiert huet a souguer ausgebaut.

Ginn déi eenzel Elementer vun där Strategie dann elo och nach een nom aneren ëmgesat, da kënne mer et fäerdegbréngen, datt d'Mobilitéit hei am Land nees hire richtege Sënn kritt, nämlech eng wierklech Bewegungsfräiheet vun allen Awunner.

D'CSV-Fraktioun wëllt jiddefalls hiren Deel derzou bäidroen. Duerfir ënnerstëtze mer déi ganz Strategie MoDu, hir Objektiver a Projeten. An an deem Sënn déposéieren ech zum Schluss vu menger Ried och eng Motioun, déi zesummen ënnerstëtzt gëtt vun der LSAP, der DP an déi gréng, a wou mer d'Regierung invitéieren, eng Mobilitéitspolitik ze maachen, déi konform zu der Strategie MoDu ass; dës Strategie ze konkretiséieren an déi eenzel Elementer dovunner ëmzesetzen; op Basis dovunner de Plan sectoriel «Transports» fäerdeg ze maachen, fir deem Ganzen dann och ee reglementaresche Kader ze ginn; op Basis vun der Étude d'évaluation d'incidences d'Öffentlechkeet ze informéieren an ze consultéieren; d'technesch Studien iwwert de Bau vum Tram a vum Centre de remisage fäerdeg ze maachen, fir datt ee Gesetzesprojet kann déposéiert ginn; a mat de Virbereedungsaarbechte weiderzemaachen, fir datt de Projet ausgeschriwwen an duerno och ëmgesat ka ginn.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que l'accord de coalition annexé à la déclaration gouvernementale du 29 juillet 2009 dispose que «La mobilité représente une condition essentielle à l'organisation sociale et au développement économique. Afin de garantir une mobilité durable, préservatrice de l'environnement humain et naturel et créatrice de nouveaux emplois, il importe d'atteindre à l'horizon 2020 l'objectif d'un partage modal d'au moins 25% en faveur des transports en commun. Une priorité doit ainsi être réservée au développement des transports en commun et notamment des chemins de fer. (…) Le Gouvernement définira à cet effet une stratégie de mobilité combinée qui mise sur la complémentarité entre route et rail, entre transport individuel et transport en commun.»;

- considérant que l'accord de coalition arrête par ailleurs que «le Gouvernement attribuera-t-il une priorité à la mise en place d'un tram léger dans la ville de Luxembourg qui permettra de relier le Centre-Ville aux gares périphériques de Cessange et de Howald, à la Gare centrale ainsi qu'au plateau de Kirchberg. En vue de sa mise en œuvre, le Gouvernement dotera l'organisme Luxtram des compétences et des moyens nécessaires pour réaliser et le cas échéant exploiter le tram ainsi que pour étudier des extensions futures. Les missions couvriront les étapes allant de la planification au niveau du projet d'exécution jusqu'à la construction, y compris l'acquisition du matériel roulant ainsi que la gestion et l'exploitation même des lignes. Le Gouvernement entend à cette fin mener à bon port les négociations entre l'État et la Ville de Luxembourg pour déterminer notamment la clé de répartition des coûts du projet»;

- considérant la situation socio-économique du Grand-Duché de Luxembourg, qui s'est caractérisée par une croissance économique respectivement démographique très forte accompagnée d'une augmentation géographiquement très déséquilibrée du nombre d'emplois qui conduit à un développement très important des besoins en mobilité;

- considérant que cette tendance a entraîné une situation en matière de mobilité qui a atteint ses limites, surtout aux heures de pointe sur le réseau routier et ferroviaire, qui impacte négativement la qualité de vie, l'environnement et l'économie;

- considérant que l'objectif politique est de définir une stratégie en matière de mobilité qui tienne compte des principes du développement durable tout en assurant une bonne accessibilité tant interne qu'externe au pays, indépendamment qu'il s'agit là d'un élément fondamental pour rester compétitif d'un point de vue économique;

- considérant les concepts élaborés au cours des dernières années et notamment le concept de l'IVL, l'étude «Luxtraffic» ainsi que les stratégies «mobilitéit.lu» et «Mobilitéit 2020» qui ont servi de référence à l'élaboration de la «Stratégie globale pour une mobilité durable»;

- considérant que la «Stratégie globale pour une mobilité durable - pour les résidents et les frontaliers», appelée «MoDu», présente une approche intégrative permettant de donner une réponse à ces défis tout en mettant en œuvre les principes du Programme directeur d'aménagement du territoire (PDAT) et de l'IVL;

- considérant que la stratégie «MoDu» est complémentaire au projet de plan directeur sectoriel «Transports» (PST), qui, de son côté, décrit de manière détaillée les différents projets et mesures nécessitant un cadre réglementaire;

- considérant que la stratégie «MoDu» a revu certains projets d'infrastructures depuis leur présentation officielle, sur base de nouvelles réflexions, afin de diminuer les coûts, tout en maintenant le principe d'accorder la priorité aux projets en relation avec les transports en commun;

- considérant que la stratégie «MoDu» constitue finalement un cadre de référence intégratif pour l'aménagement du territoire, la planification de la mobilité et des infrastructures, et permet également de sensibiliser les acteurs concernés à différents niveaux, tels l'État, les communes et les citoyens, aux enjeux d'une mobilité durable à moyen et à long terme;

- considérant que les conclusions du groupe de travail dénommé «extension du réseau ferré dans la ville de Luxembourg» institué en juin 2005 sur initiative du Ministre des Transports et du Collège des Bourgmestre et Échevins de la Ville de Luxembourg, qui ont été présentées le 3 mars 2006, ont désigné le projet du tram comme le plus avantageux parmi les huit scénarios analysés par le groupe de travail;

- considérant qu'à la suite des conclusions du groupe de travail, la Chambre des Députés, dans la motion adoptée par celle-ci le 6 avril 2006 suite au «débat de consultation sur l'extension du réseau ferré dans la ville de Luxembourg et du réseau ferré en général», a confirmé le projet du tram léger tout en invitant le Gouvernement à approfondir le projet et à fournir une réponse à un certain nombre de questions soulevées;

- considérant que le groupement d'intérêt économique GIE LUXTRAM, créé en juin 2007 à parts égales par l'État et la Ville de Luxembourg et en charge de la planification d'un tram dans la ville de Luxembourg et plus précisément entre la LuxExpo et la nouvelle gare périphérique de Cessange en passant par le Glacis, la place de l'Étoile, le Centre Hamilius et la place devant la Gare centrale, a depuis lors poursuivi la mise en œuvre du projet;

- considérant que le tram constitue un maillon essentiel de la *stratégie globale pour une mobilité durable - pour les résidents et les frontaliers, appelée «MoDu», qui a été approuvée le 17 février 2012 par le Conseil de Gouvernement et publiée le 19 avril 2012, et que le tram constituera l'artère principale dans le concept de la chaîne de mobilité, introduit par la stratégie «MoDu», pour relier les différents pôles de développement de la ville de Luxembourg: il permettra de désengorger le goulot d'étranglement dans les transports en commun sur l'axe central de la ville de Luxembourg tout en répondant à l'accroissement des flux de voyageurs vers et dans la ville à moyen et à long terme;*

- considérant que le projet actuel, dont la mise en service est prévue pour 2017, correspond à une première étape du projet global et va de la LuxExpo à la Gare centrale sur une longueur de 7,5 km, le tracé s'appuyant sur une desserte optimisée de la ville et de ses points stratégiques;

- considérant que le projet du tram comprend également la construction d'un centre de remisage et de maintenance (CRM), où sont remisées et entretenues les rames de tramway et qui se trouve à l'est du rond-point Serra, respectivement au nord de la bretelle autoroutière connectant le Kirchberg à l'autoroute A1, et l'acquisition du matériel roulant, dont la circulation est prévue en unité double pour répondre aux besoins en heure de pointe;

- considérant que la mise en place du tram s'accompagne d'un renouvellement et d'une déviation des réseaux urbains (électricité, gaz, eau, eaux usées) situés sous la plateforme du tram, d'un réaménagement de la voirie, d'une restructuration du réseau routier et d'une requalification de l'espace urbain;

- considérant qu'une première extension prioritaire réalisée à l'horizon 2020 est le prolongement vers l'Aérogare afin de relier l'Aéroport et le Findel et que des extensions vers d'autres quartiers de la ville de Luxembourg en plein développement sont prévues, à savoir le Ban de Gasperich et la Porte de Hollerich où des zones d'échanges et gares périphériques sont prévues;

- considérant que le coût de construction de la 1ère ligne de tram entre la Gare centrale et LuxExpo, comprenant le centre de remisage et de maintenance ainsi que l'acquisition du matériel roulant, est estimé à environ 315 mio € HTVA, valeur d'octobre 2011, et comprenant l'ensemble des travaux et des fournitures nécessaires à sa réalisation et son exploitation;

- considérant l'accord entre le Gouvernement et le Collège échevinal de la Ville de Luxembourg de financer le projet d'après une clé de répartition de 2/3 des coûts à charge de l'État et de 1/3 des coûts à charge de la Ville de Luxembourg, ces dé-

penses comprenant les coûts de construction, de fonctionnement et d'exploitation du projet;

invite le Gouvernement en ce qui concerne la mobilité

- à continuer de mener une politique de mobilité conformément à la nouvelle stratégie nationale de mobilité «MoDu» favorisant les transports en commun, la mobilité douce et l'utilisation alternative de la voiture, pour garantir que l'offre en mobilité durable évolue au même rythme que et en symbiose avec le développement économique et urbain de notre territoire et en tenant compte des principes du développement durable;

- à entamer les démarches nécessaires pour concrétiser et mettre en œuvre les différents volets de la stratégie nationale de mobilité «MoDu»;

- à finaliser, sur base de cette stratégie cohérente, le projet du plan directeur sectoriel «Transports» pour donner le cadre réglementaire à ces mesures;

et invite le Gouvernement en ce qui concerne le tram

- à lancer la consultation du public, basée sur une étude d'évaluation des incidences (EIE) de l'infrastructure sur l'environnement naturel, suivant la loi du 29 mai 2009 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement;

- à finaliser les études techniques détaillées relatives au tracé et à l'insertion du tram de même que l'implantation du centre de remisage et de maintenance (CRM) en vue de déposer un projet de loi d'autorisation et de financement pour la 1ère ligne de tram;

- à continuer les travaux préparatoires pour une mise en adjudication du projet.

(s.) Serge Wilmes, François Bausch, Xavier Bettel, Fernand Boden, Roger Negri.

Här President, wann all dës Punkte respektéiert ginn, da wäert geschwënn hei am Land nees d'Aart a Weis fir sech ze bewegen op d'Kopp gehäit ginn. Da kréien och ganz besonnesch nees d'Eisebunn an den Tram d'Chance fir méi ze si wéi just Verkéiersmëttelen. Si kënnen dann erëm zum Symbol vun engem modernen, ambitiéise Stat ginn, deen d'Wäiche fir seng Zukunft richteg gestallt huet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Wilmes. Als nächste Riedner ass den Här Xavier Bettel agedroen. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll direkt soen, déi, déi elo gemengt hunn, hei, den Här Bettel, dass deen elo de groussen...

Une voix.- Star!

M. Xavier Bettel *(DP).*- ...Fanatiker ass vum Tram, wor e virdrun dergéint, wor e virdun derfir, muss ech Iech soen, dass ech laang eng ganz bedeckten Haltung hat. An dat och am Schäfferot, wou den Här Helminger déi lescht Joren och d'Iddi vum Tram mam Här Wiseler verteidegt huet, hunn ech net gesot, ech wier dergéint, ech wier derfir, ech hat ëmmer meng Douten. Ass et wierklech néideg? Ass et net ze deier? Muss dat sinn? Ass dat wierklech déi eenzeg Léisung?

Ech stinn dozou.

(Interruption)

Ech stinn dozou. An ech wor net eleng där Meenung, well, ob dat op eise Säiten ass, wou den Här Helminger heiansdo staark ze kämpfen hat, oder ech ganz frou sinn, dass den Här Wilmes, dee mat esou enger Ried selbstverständlech misst haut am Stater Gemengerot sëtzen,...

(Hilarité)

...och seng Fraktioun iwwerzeegt kritt huet, well dat och net evident war. An ech ka mech erënneren zu Positioune vun deem engen a vun deem anere vun der CSV-Fraktioun an der Gemeng, déi éischter och a meng Richtung gaang sinn. An ech si frou, Här Wiseler, dass Dir et fäerdegbruecht hutt, haut wierklech mech net eleng, mä och eng Rëtsch vun anere Leit ze iwwerzeege vun der Wichtegkeet vum Tram.

An ech gesinn haut d'Dokter Mergen op dëser Säit, ech gesinn d'Madame Polfer op dëser Säit, ech gesinn eng Rëtsch vu Leit hei, déi vläicht nach déi eng oder déi aner Fro hunn, an ech kommen och duerno a menger Ried nach drop zréck, mä déi awer der Meenung sinn, dass mer déi richteg Richtung déi lescht Joren entaméiert hunn an haut déi richteg Entscheedung ze treffen hunn.

Här President, mir sinn eis och eens - verschidde Leit, déi soen, ech hu Kolleegen hei aus anere Bezierker, déi soen: „Dat do ass just eppes fir d'Stad." Neen! Also deen, dee mir seet, dass den Tram just fir d'Stad ass, deen huet nach ëmmer näischt verstan.

Well den Tram, dee vun der Gare duerno op de Kierchbierg geet, duerno op d'Gares périphériques an duerno nach weider op de Findel, ass geduecht fir e ganze Mobilitéitsplang, esou wéi den Här Wiseler et virdrun erkläert huet, fir d'ganzt Land. An net nëmme fir d'Land. Och fir all déi Dausenden an Dausende vu Frontalieren, déi all Dag an d'Stad schaffe kommen, déi haut am Stau sëtzen a bestëmmt net, fir d'Loftqualitéit vun eise Leit ze préservéieren.

(Interruption)

Och - fir der Madame Dall'Agnol eng Freed ze maachen -, och fir Diddeleng.

Une voix.- Très bien!

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP).*- Merci, Här Bettel!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Den Tram ass, wéi gesot, an engem Konzept, esou wéi Dir e MoDu genannt hutt, eng vun den Épines dorsales vun där Transportpolitik, déi duerno och an der Stad ka sinn. An, wéi gesot, an Dir hutt et och gesot, Här Minister, an do kann ech Iech nëmme recht ginn, haut den RGTR ass e Problem.

Wien hat nach net eng Kräizung, déi zougesat ginn ass vun engem RGTRs Bus, ob dat Boulevard Royal, Place de Paris ass, wou dann d'Bussen een hannert deem anere stinn? Si stinn. Si stinn an da kucke se just nach iwwert d'rout Luucht ze kommen an da sti se nach weider op där anerer Säit.

Dat heescht, dass mir Demandeur...

(Interruption)

Wat gelift?

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Heiansdo steet zwar och e Stater Bus derbäi, Här Bettel!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Neen. Mä et sinn awer méi RGTRs Bussen, Här Minister.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Mä et ass awer… Am Prinzip hutt Der recht.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Wësst Der, déi Bussen, kommt, mir sinn eis eens, déi Bussen, déi vu Stadbriedemes op Dikrech fueren - ech weess zwar net, ob et déi Streck gëtt -,…

(Hilarité et interruption)

…firwat mussen déi op d'Gare, bei d'Kathedral an da bei d'Charly's Gare? Firwat mussen déi dat? Déi kënnen dach och derlaanschtfueren, fir deen een do vläicht eranzeklammen an deen aneren erauszeklammen. Kommt, mir sinn eis eens, dass déi net musse ratsch duerch d'Stad, fir vun der Gare bis bei d'Charly's Gare ze fueren!

Une voix.- Och net bei d'Charly's Gare.

M. Xavier Bettel *(DP).*- An entschëllegt, wann ech elo Stadbriedemes an Dikrech zitéiert hunn, mä et sinn ëmmer esou ganz exotesch Destinatiounen...

(Interruption)

...vun där enger op déi aner.

Dat heescht, dass duerch den Tram d'RGTRs Bussen och an der Stad verschwannen, ass eng riseg Plus-value op jidde Fall fir de Verkéier, och an der Stad. A firwat ech dat soen, dat ass net nëmme fir de Verkéier, mä och fir d'Loftqualitéit!

Ech hunn hei d'Wäerter, Här President, vun de Stickoxiden an der Stad. Mir hu Wäerter, Här President, déi bis op 59, 60 - frot mech net, wat dat ass, mä esou, wéi déi Wäerter hei stinn op där Skala -, bis op 60 eropginn, wou eng normal Moyenne eng Valeur wier vu 40. Déi gi souguer erop bis 67 tëschent der Place de Paris an der Place de la Gare, déi si gemooss ginn. Dat heescht, eis Valeuren, d'Loftqualitéit ass schlecht, schlecht! Ech insistéieren: Si ass net mëttelméisseg, si ass schlecht!

A wann een dat dote kuckt - an ech hunn dat do net gemaach, dat ass e Rapport, deen zesummekënnt vum Ministère du Développement durable -, da gesitt Der op jidde Fall, dass se schlecht sinn. Si si liicht erofgaangen op 59 an 58, dat läit och un zum Beispill Bussen, déi haut méi ëmweltfrëndlech sinn an an déi d'Stad Lëtzebuerg och investéiert huet. Mä et geet net duer, et geet net duer!

Mir hunn och d'Autobusse gezielt tëschent der Avenue de la Gare, op der Porte-Neuve, Boulevard Royal, a mir kommen do zum Beispill: Place de la Gare op 26.419 Autoen den Dag, an dat geet erof bis d'Avenue de la Liberté op 18.800, dann nees Place de Bruxelles bis d'Avenue Monterey 23.898, an d'Avenue de la Porte-Neuve bei 19.724 Autobussen, déi den Dag fueren. An esou, wéi schonn de Kolleeg Wilmes et gesot huet, komme mer op 1,66 Milliounе motoriséiert Trajeten den Dag um Gebitt vum Land - ah neen, pardon, um Gebitt vun der..., dach, um Gebitt vum Land ass déi Zuel.

An dovunner sinn 31,4% Mobilitéit och vu Frontalieren, dat soll een och net vergiessen, déi vu baussen erakommen. Den Här Minister huet eis och Zuele ginn, déi net onwichteg sinn: Dir hutt zum Beispill zu Frankfurt 1.350 Aarbechte fir 1.000 Awunner; Dir hutt am Moment bei eis 3.800 Aarbechte fir 1.000 Awunner. Dat heescht, d'Zuel vun de Leit, déi schaffe kommen an d'Stad, ass selbstverständlech vill méi héich wéi dat an deenen anere Groussstied ass.

Dat heescht, mir brauchen en neie System, well d'ekonomesch Wirtschaft, d'demografesch Evolutioun och vun eisem Land bréngen et mat sech, dass mer, wa mer näischt maachen, e Stau kréien, wou eng Kéier guer näischt méi geet, dat heescht, e pure Chaos.

Éischt Saach, déi een da muss maachen: Gëtt et da keng Alternativ? Ech mengen, den Här Minister huet se eng no där anerer zitéiert: iwwert déi farfelu Iddi vum ADR, deen an der Stad jo e Referendum wollt organiséieren iwwert den Tram - Resultat: ee Sëtz vu 27...

(Hilarité)

Déi aner Parteie stoungen zum Tram, et huet kee gesot: Neen zum Tram. Et wor just eng Partei, dat wor „Neen zum Tram", ech sot et, ee Sëtz vu 27. Déi aner Parteien, déi eng hu gesot, bon, eis gréng Kolleegen: „Den Tram, selbstverständlech muss e gemaach ginn." Mir hunn net gesot, mir si géint den Tram, mir hunn och fonnt, esou eppes sollt gemaach ginn. Bei deenen anere Parteien, bei verschiddenen: Déi rout Partei huet och näischt géint den Tram gesot. Bei Ärer Partei, Här Minister, wor et net esou kloer: Wore se derfir, wore se dergéint? Wann d'Madame Mergen Buergermeeschtesch gëtt, gëtt e gebaut, gëtt en net gebaut?

Ech si frou, an ech soen et nach eng Kéier, Här Minister, dass Der et fäerdegbruecht hutt, dass mer haut zesumme mengen, dass dat doten déi richteg Léisung wier. Dir hutt nach anerer, et ass vu Bus-Bunn geschwat ginn. Dat Éischt, wat ech gesot hunn: „Ech wëll elo emol keng Etüd méi, ob mer en Tram brauchen oder net!" Firwat? Well et wor eng Diskussioun, déi erauskomm ass, wou eng Kéier de Finanzminister gesot huet, e wéisst net, ob den Tram kéint gebaut ginn, an et ass emol fir mech eppes sécher: keng Etüd méi, fir ze wësse jo oder neen, oder mir maachen en oder mir maachen en net.

An ech wor frou, well direkt drop hate mer eng Sitzung zesumme mam Här Statsminister, mat Iech, mam Här Frieden, wou mer eens woren: Jo, mir maachen et a mir waarden net nach eng Kéier 20 oder 25 Joer, ob mer e wëlle maachen oder net.

De Circuit, Här President, muss ee soen, geet elo vun der Gare bis bei d'LuxExpo. Selbstverständlech ass dat net eisen Dramzeenario. Eise Wonsch wier selbstverständlech gewiescht, dass ee kéint soen hei duerno, d'Gare-périphériquë sinn do, et geet bis op de Findel. Mä et muss een iergendzwousch ufänken, an de Minister huet sech och engagéiert, dass elo déi éischt Phas vun der Gare bis d'LuxExpo ass, an dann, dass direkt duerno déi aner mat de Gare-périphériquen nokommen. Dat soll e Ganzt sinn! Well wann et ass, fir duerno vun der Gare bis an d'Stad ze fueren, bréngt et guer näischt.

Dat heescht, dofir, wann een dat als Argument huet, gëtt et awer och ee klengt Géigenargument, wou ee ka soen: Dach, dat bréngt schonn eppes, well mer am Fong schonn déi éischt Gare périphérique oder en Accueilspunkt ënnert der Rouder Bréck kréien. Dat gëtt nämlech d'Méiglechkeet, fir all déi Leit, déi op d'Gare kommen - an déi haut da vun zum Beispill aus dem Norde vum Land laanscht Luerenzweiler fueren, laanscht d'Rout Bréck, ënnert d'Rout Bréck, weider bis op d'Gare, an dann duerno de Bus huelen, fir nees zréck an d'Stad an dann op d'Rout Bréck, iwwert d'Rout Bréck op de Kierchbierg fueren -, fir se direkt vun der Gare aus weider mam Zuch bis bei d'Rout Bréck ze bréngen an do also ënnert der Rouder Bréck mam Funiculaire do eropzekommen.

Dat heescht, mir bréngen et fäerdeg, doduerjer schonn Dausenden an Dausenden an Dausende vu Leit ze évitéieren, déi am Moment bis op d'Gare fueren, fir duerno nees op de Kierchbierg ze kommen. Doduerch, kéint ee soen, ass do schonn déi éischt kleng Gare périph... - et ass keng Péripherie, et ass eng „Semi-péripherie" - ënnert der Rouder Bréck. Mä et ass awer schonn deen éischte Punkt, dee mer hunn.

Mir wäerte gesinn, dass mer doduerch et fäerdegbréngen, scho manner Verkéier och ze kréie vun der Gare bis op de Kierchbierg, an dat beweist och duerno, dass déi aner Gare-périphériquen och wichteg sinn, well et ass net jiddwereen, dee mam Zuch kënnt. Dir hutt och eng ganz Rëtsch vu Leit, déi jo mam Auto kommen, an dowéinst sinn déi Structure-d'accueilen - um Héienhaff, zu Zéisseng an op deenen anere Plazen - immens wichteg, wou mer et da fäerdegbréngen, d'Leit ausserhalb vun der Stad ze empfänken an dann dohinner ze kréien.

Selbstverständlech ass och dee ganze Prinzip vum Park & Ride ëmmer méi wäit, well de But ass net, dass een d'Leit direkt un d'Grenz vun der Stad bréngt, mä méi wäit ewech ufänkt, souguer bei de Grenzen, a vun do aus den Transport organiséiert. Mä wéi gesot, d'Gare-périphériquë sinn an deem Text (veuillez lire: Kontext) e wichtegt Konzept, fir dass d'Leit op jidde Fall net all zesummen op déiselwecht Plaz kommen.

Well wat hutt Der haut? Haut hutt Der d'Leit, déi alleguerten tëschent hallwer aacht an néng Auer op der Gare centrale ukommen an do kucken, an e Bus ze kommen, well ganz oft ass e voll, a waarden dann, op den nächste Bus ze kommen, an do ass dann den Défilé, dee klengen Train-train do vun de Bussen, déi dann d'Avenue de la Liberté eropfueren.

Dat heescht, de Circuit ass scho wichteg, mä wéi gesot, d'Engagement hei ass, dass et am Moment déi éischt Phas ass an dass direkt den Engagement awer geholl gëtt, dass, soubal mer déi éischt Phas hunn, déi zweet Phas drukënnt.

Dann zum Coût: Jo, et ass deier. Mä et ass nach ëmmer méi bëlleg wéi dat, wat geplangt wor, den éischte Projet. Dofir, Här Minister, kann ech Iech félicitéieren, dass Der deen éischte Projet fale gelooss hutt an op deen dote Projet komm sidd. Well wann ech da gesot kréien: Jo, mat deem éischte Projet wieren d'Leit dann direkt vläicht op de Findel komm! Haut komme se da bis op d'Gare, bis op eng Gare périphérique, an do, wa se op der Gare ukommen, da gi se eriwwer oder si huelen den Zuch bis ënnert d'Rout Bréck, an dann ënnert der Rouder Bréck kréie se direkt den Tram fir op de Findel. Mä dat kascht duerno, wann et definitiv fäerdeg ass, vill, vill méi bëlleg, dat heiten, wéi dat anert! An ech mengen, dass och d'Konzeptioun besser ass.

Mir hunn eis engagéiert, an ech mengen, an der Motioun steet et och, dass d'Käschten een Drëttel/zwee Drëttel sinn. Do an deen Drëttel an dann zwee Drëttel do an där Rechnung, déi mer haut hunn, falen och d'Käschte fir den Tram, ob dat d'Infrastrukture sinn, d'Material, Gas, alles wat muss gemaach gi vun Aarbechten, d'Urbanisatioun, déi Käschte si geduecht ze deelen.

Ech muss och soen, dass dat och ganz wichteg ass, dass béid Parteie sech do och eens gi sinn iwwert den Drëttel an zwee Drëttel. An ech muss soen, dass dat eppes wor, wou een hätt kënne soen, elo drécke mer den Aarm: Wéi vill bezils du, wéi vill bezuele mir? Ech mengen, dass deen een Drëttel/zwee Drëttel schonn eng richteg Léisung wor, well et jo e Globaalt ass.

Ech muss Iech soen, dass awer verschidde Leit a menger Fraktioun hei an och Kolleegen aus dem Gemengerot soen: Jo, en Drëttel vu wéi vill? Mir hunn haut eng Enveloppe, déi do ass, a wat wichteg ass, selbstverständlech, dat ass, dass de Minister e Garant ass, dass deen Drëttel net duerno eng hallef Milliioun gëtt, well dat Ganzt eng Milliard fënnefhonnert géif kaschten, dat heescht, deen ale Projet.

Dat heescht, et ass selbstverständlech en Engagement, deen och budgétiséiert muss gi vum Här Finanzschäffe vun der Gemeng Lëtzebuerg an och dann duerch de Budget bei eis am Gemengerot muss gestëmmt ginn, wou mer awer och wëssen, a wéi eng Richtung mer ginn. Dowéinst si mer frou, dass mer haut eng Zuel hunn, op déi mer eis kënne baséiere fir déi nächst Joren, a mir hoffen da selbstverständlech, dass déi och kann agehale ginn.

Mä déi Zesummenaarbecht steet! All déi Leit, déi mengen, et wier keng Zesummenaarbecht: Deen dote Projet ass ausgeschafft ginn an engem Groupe de travail, am Luxtram, zesumme mat de Beamte vun der Gemeng Lëtzebuerg, zesumme mat de Beamten aus dem Ministère, zesumme mam GIE. Dat heescht, dat hei ass elo net einfach esou eng Kéier moies een, deen erwächt ass an dee gesot huet: Elo ass den Tracé esou. Dat hei ass gekuckt ginn, och vum Point de vue Transport. Mir hu geschter nach vum Minister ganz genau erkläert kritt: wéi eng Strooss, wéi et geet, wéi ee kéint weidergoen.

Do sinn och nach Punkten, déi musse gekläert ginn. Zum Beispill an der Gemeng Lëtzebuerg: Et si Leit, déi sech froen, ob en Tunnel ënnert der Avenue de la Liberté net opportun wier. Mir hunn duerch d'Beamte gesot kritt, dass et... Also ënnert der Avenue de la Liberté, ob een en Tunnel net kéint maache vun der Paräisser Plaz bis op d'Gare, do si verschidde Leit, déi dat préconiséieren. Ech mengen, et si Spezialisten,

déi zur Konklusioun komm sinn, dass dat net richteg wier, dass et net gutt wier. Am Ufank sinn Argumenter gesot ginn: Et geet net, et ass technesch net méiglech, du krute mer gesot, et wier awer méiglech.

Dat si Saachen, déi een da muss elo nach déi nächst Woche kënne just diskutéieren, a wierklech, fir eng Exclusion complète ze maachen, fir ze soen: Et geet net mat engem Tunnel! An dat ass immens wichteg op jidde Fall, net dass en Doute kéint bestoe bleiwen, dass verschidde Leit mengen, déi doten hu fundamental gesot: „Et gëtt keen Tunnel, dofir dierf et keen Tunnel ginn." Ech mengen, et ass wichteg, mat Argumenter ze soen, et ass technesch, et ass urbanistesch, et ass finanziell, et ass transportméisseg, dass et einfach net méiglech ass, esou en Tunnel kënnen ze bauen.

Mä dat sinn déi Saachen, déi mer all nach musse kucken, an ech mengen, ech sinn och frou - dat muss net an enger Motioun stoen -, do ass d'Vertrauensrelatioun grouss genuch, fir ze wëssen, dass een do ka Vertrauen hunn.

Här President, da kënnt nach ee wichtege Punkt, dat ass den Délai, dat ass och d'Informatioun. Selbstverständlech si mir eis bewosst, dass dat e Chantier ass, dee laang dauert. Et ass e Chantier, dee penibel gëtt. Penibel einfach, well et e grousse Chantier ass. Mä e muss gemaach ginn. An den Här Minister huet et gesot: Jo, mir hätten aner Léisunge kënne fannen, déi vill méi rapid gaange wieren, déi net esou deier kascht hätten. An dann hätte mer 2014, virum Juni, dann hätte mer nach am Mee e Bändchen duerchgeschnidden, allen zwee, den Här Wiseler an ech, a gesot: „Kuckt hei, dat hu mir fäerdegbruecht fir Iech."

Mä dat wier dat Falscht gewiescht. Dat wier net dat gewiescht, wat fir dës Stad, fir dës Regioun, fir dëst Land dat Richtegt gewiescht wier. Dofir iwwerhuele mer léiwer d'Verantwortung vun engem korrekte System, dee gebraucht gëtt, deen utile ass an deen - an ech soen et nach eng Kéier - finanziell méi bëlleg ass wéi dat, wat geplangt wor.

D'Délaien: Wat wichteg ass, ass d'Informatioun. Mir wäerten elo déi nächst Woche mat de Leit zesummekommen, mir wäerten och d'Geschäftsleit musse virun allem och abannen, d'Geschäfter. Wann Der de Leit sot: „Kommt net an d'Stad, well et ass e risege Chantier", da kënnt keen. Et muss een d'Leit informéieren, wou et net geet, et muss een de Leit Alternative ginn, fir dass se an d'Stad kommen an dass se dann och rapid duerch d'Stad kommen an dass se och eng Parkplaz fannen.

Här President, ech muss Iech soen, dass et vill méi einfach ass ze soen: Elo maache mer emol e Sondage, da kucke mer, ob d'Leit fir oder géint den Tram sinn, a wann eng Majoritéit géint den Tram ass, da si mer alt géint den Tram, a wann eng Majoritéit fir den Tram ass, si mer fir den Tram. Ech hunn Iech et virdrun als Introduktioun gesot, ech wor net e groussen, ferventen Défenseur vum Tram, dee gesot huet, et muss een Tram kommen, egal wéi.

Mä ech sinn awer deen, dee mat Argumenter, mat Zuelen, mat Loftwäerter, mat einfach de Perspektiven och, déi mer hu fir eist Land, zur Konklusioun komm ass, dass den Tram muss gebaut ginn. An och, wa verschidde Leit mengen: „Xavier, dat doten ass politesch, do verléiers de vläicht Stëmmen!", och wann ech Stëmme verléieren, ass et mer egal, wann ech mengen, dass et am Intérêt vun eise Bierger ass.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Bettel. Als nächste Riedner ass den Här Roger Negri agedroen. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

M. Roger Negri *(LSAP)*.- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, als Éischt wëll ech dem Här Minister Merci soe fir déi flott Presentatioun vu sengem Mobilitéitskonzept. Als LSAP setze mir eis weiderhin derfir an, dass d'Ëmsetze vun engem Gesamtkonzept fir d'Mobilitéit, bei deem den öffentlechen Transport staark ausgebaut gëtt a wou den Zuch an den Tram op den Haaptachsen eng wesentlech Roll spillen, och a Krisenzäite besonnesch Prioritéit behält.

Mir sinn iwwerzeegt, dass d'Mobilitéit e wichtege Facteur fir eise Wirtschaftsstanduert ass an dass de Stëllstand op eise Stroossen zu de Spëtzenzäiten en Hindernis fir déi zukünfteg Entwécklung ass. Investitiounen an dësem Beräich maachen deemno grad a Krisenzäite Sënn, virun allem wa mer probéieren, nieft der Austeritéitspolitik, déi vu ville gefuerdert gëtt, och eng Politik ze maachen, déi de Wuesstem ënnerstëtzt an eis Chancë fir d'Zukunft verbessert. Dat gëllt ëmsou méi, wann dee Wuesstem soll esou ausgeriicht ginn, dass en net zu Laaschte vun der Ëmwelt an den natierleche Ressourcë vun eisem Land geet.

(Mme Lydie Polfer prend la présidence.)

Investitiounen an den öffentlechen Transport an d'Verleeë vun engem Deel vum Transport vun der Strooss op d'Schinn ënnerstëtzen eis Ziler am Ëmwelt- an am Klimaschutz. Den Transport huet jo bekanntlech e groussen Undeel un eiser CO_2-Bilanz, déi jo am Kader vum Kyoto-Protokoll riskéiert, eis ëmmer méi deier ze ginn.

Wa mer haut d'Analys vun eiser Verkéierssituatioun maachen, gesi mer, dass d'Problemer nach ëmmer déiselwecht sinn. D'Situatioun huet sech héchstens verschäerft, wéi den Här Minister eis virdrun duergeluecht huet, a mécht eng Ëmsetzung vun de Projeten ëmmer méi dréngend.

Mir hunn haut iwwer 150.000 Frontalieren, déi all Dag an eist Land eran- an erausfueren. Et besteet do deemno dréngenden Handlungsbedarf, an et kann een nëmme bedaueren, dass mer net méi schnell virukommen. Mir gesi quasi all Dag, dass den Individualverkéier u seng Capacitéite stéisst, a bei deem klengste Problem steet de ganze Verkéier op eisen Autobunnen, mat alle Nationalstroossen, Nieweweeër a Schläichweeër.

Mir wëssen also, dass mer onbedéngt den öffentlechen Transport ausbaue mussen, wa mer eist Zil vun engem „modal split" vu 25/75 weiderhi wëllen erreechen a wa mer wierklech wëllen eescht maachen, dass mer manner CO_2-Emissiounen an d'Loft blose wëllen, méi effiziente Klimaschutz bedreiwe wëllen, kuerz gesot, wa mer dat, wat mer virgëschter hei an der Chamber iwwer „Rio+20" gesot hunn, tant soit peu eescht mengen. Ech erënneren drun, dass d'CO_2-Emissiounen zu méi wéi 50% aus dem Transportsecteur kommen.

Fir eis Mobilitéit am Sënn vum Klimaschutz ze erhalen an ze förderen, musse mer op fënnef Gebidder schaffen, an zwar a folgender Top-down-Strategie: am öffentlechen Transport: éischtens d'Eisebunn, zweetens den Tram, drëttens de Bus; an der Mobilité douce: véiertens dann de Vëlo a fënneftens musse mer de Rescht ze Fouss goen. Zu der Mobilité douce mam Vëlo an ze Fouss wär och vill ze soen, mä dat ass sécherlech haut net den Haaptobjet vun eisem Débat de consultation.

Fänke mer mat der Eisebunn un. Do sinn déi grouss Infrastrukturprojeten um Lafen. Ech erënneren un de Bau vun der Zweegleisegkeet vun der Streck vu Péiteng op Lëtzebuerg, de Bau vum zweete Viaduc op der Polfermillen, déi gestëmmte Projete vun der Gare périphérique um Houwald, déi deelweis gestëmmte Projete vun der Klengbettener Streck am Kader vum Eurocap-Rail, déi Etüden, déi lafen iwwert déi nei Streck vu Beetebuerg op Lëtzebuerg, an eng ganz Partie anerer. Mä déi elo opzezielen, dat wëll ech elo hei net, well dat si Projeten, déi ech elo opgezielt hu si ganz sécher déi, déi wäerten hëllefen, d'Produktivitéit vum Eisebunnsréseau ze verbesseren.

Elo ass mer just opgefall, Här Minister, an Ärer Presentatioun op der Säit 15, dass an der Nordstad vun Ettelbréck d'Verbindung Ettelbréck-Dikrech do net méi agezeechent ass. Ech huelen un, dass dat wahrscheinlech en Oubli ass, oder heescht dat vläicht eppes anescht? Dat wollt ech Iech vläicht froen.

Am Gesamtkonzept vun engem globalen öffentlechen Transport muss d'Eisebunn d'Réckgrat duerstellen an do verstäerkt ginn, wou déi meeschte Leit matfueren. Tangentiel dozou mussen dann d'Bussen d'Feinverdeelung maachen. An der Stad kann een all Dag an der Neier Avenue gesinn, dass d'Stad op der Achs vun der Gare bis op de Kierchbierg mat Bussen iwwersaturéiert ass. A genau dofir musse mir do op méi e performant Transportmëttel zréckgräifen, wéi den Tram.

Eng Tramsvoiture huet eng Capacitéit vun 225 Leit, an accoupléiert, also zwou Tramsrammen, wéi se am Prinzip fueren, huele se an engem Saz 450 Leit beieneen op a brauche just ee Chauffeur. Iwwregens sinn dat déi Capacitéiten, ëm déi 400-450 Leit, zimlech exakt déi Capacitéiten, déi ee brauch, wann en Zuch an der Stad ukënnt, fir dass déi Leit, déi weiderfueren, am schnellste kënne via noen Interface Zuch-Tram, also eng onkomplizéiert Ëmsteigemëiglechkeet, weiderbefördert ginn. E Gelenkbus transportéiert dogéint nëmmen ëm déi 150 Leit.

chonn eleng déi puer Zuele weisen, firwat mer an der Stad op den Haaptachse méi e performanten Transportsystem brauche wéi déi aktuell Bussen. An do bitt sech den Tram als déi effizientste Léisung einfach un, mat méi Capacitéiten a méi schnell. Dofir brauche mir och kee Metro, well mer do net déi néideg Masse critique hunn an dat Ganzt nach vill méi deier géif ginn.

De Busréseau muss tangentiel, oder wéi et och heescht „polyzentresch" ronderëm d'Haaptachs vum Tram organiséiert ginn. Dat heescht, dass mer d'Bussen, déi Richtung Stad Lëtzebuerg fueren, an der Peripherie op den Tram ëmklamme loossen, wéi op der Place de l'Étoile, op der Gare périphérique Houwald, op der Gare Hollerech, op der Gare Dummeldeng an esou weider. Selbstverständlech sollen all déi Leit, déi aus engem Quartier an een anere fueren, mat de Bussen net méi duerch d'Stad, mä ronderëm gefouert ginn. Dofir sinn och déi verschidden tangentiel Stroossen mat Busspuren a béide Richtunge jo a Planung.

Madame Presidentin, de 6. Abrëll 2006 hu mir hei am Haus eng Motioun gestëmmt, wou d'Chamber d'Regierung engersäits opfuerdert, d'Zuchstreck, déi d'Nordstad, d'Stad Lëtzebuerg an Esch/Uelzecht matenee verbënnt, als Réckgrat vum öffentlechen Transport ze entwéckelen, zesumme mat de Gare-périphériquen um Kierchbierg, um Houwald, zu Dummeldeng an zu Zéisseng, an anerersäits de Projet vun engem Tram duerch d'Stad Lëtzebuerg virunzedreiwen.

Domat kommen ech dann op den zweeten Deel vun eisem Débat de consultation vun de Mëtten, dem Tram an der Stad, ze schwätzen. Ënner anerem stoung an der virgenannter Motioun zum Tram des Weideren, dass d'Chamber d'Regierung sënngeméiss opfuerdert:

- e Projet vun engem Tram léger zesumme mat der Stad Lëtzebuerg op d'Been ze stellen en cohabitation mat dem bestehende Busréseau AVL/RGTR, deen de Besoinë vun deene verschiddene Quartieren aus der Stad entsprécht;

- dann d'Modalitéite vum Bau, der Exploitatioun a vum Finanzement vun engem Tram léger ze clarifiéieren;

- an als Lescht: d'Konzeptioun vum Tram esou auszeleeën, dass den Tram d'Haaptréckgrat an der Stad am Kader vun engem globalen, nationale Gesamtkonzept vum öffentlechen Transport duerstellt.

Den Débat, dee mer haut féieren, steet an der Kontinuitéit vun den Debatte vun deemools a retracéiert d'Evolutioun vun deene Projeten, zu deenen d'Chamber deemools hire politeschen Accord de principe ginn huet.

Vum Konzept hier gëtt et e puer Ännerungen, mä um Gesamtkonzept huet sech net vill geännert. Gréisstendeels erhale bliwwen ass d'Konzept „mobil 2020", duerch deen ënner anerem d'Gare centrale vun der Stad Lëtzebuerg sollt duerch d'Gare-périphériquë ronderëm entlaascht ginn an en Tram duerch d'Stad soll fueren.

Geännert ginn ass:

- ënnert der Rouder Bréck ass en Halt bäikomm;

- d'Gare périphérique Zéisseng ass ewechgefall, awer zu Hollerech gëtt en neie Quai gebaut, fir d'Klengbettener Streck och kënne bei de sougenannten Assurances sociales ze desservéieren;

- den Zuch fiert net virdrun, wéi geplangt, iwwer Hamm, de Findel op de Kierchbierg;

- bei der LuxExpo um Kierchbierg gëtt deemno keng Gare périphérique gebaut, an den Tram soll weidergefouert gi bis op de Flughafen.

Déi éischt Etapp als Maillot principal vum Tram gesäit jo den Tracé vun der Gare duerch d'Nei Avenue iwwert d'Place de l'Étoile, Glacis, Richtung Kierchbierg bis hin zu der LuxExpo vir. Dësen Tronçon bleift par rapport zur Motioun vun 2006 onverännert. Dofir ënnerstëtze mir ohne Wenn und Aber de Minister, fir seng Aarbechten zu engem entspriechende Projet de loi esou séier wéi méiglech zu Enn ze bréngen, fir dass mir nach an dëser Legislaturperiod a Saachen Tram Neel mat Käpp maache kënnen.

Ob elo den Tram vun der LuxExpo op de Flughafe fiert oder awer den Zuch direkt vun der Gare iwwer Hamm, Findel, Flughafe bis zur LuxExpo um Kierchbierg spéider fiert, wéi mir et als LSAP als déi besser Léisung ugesinn, well virun allem déi vill Leit aus dem Süde vun eisem Land, inklusiv de meeschte Frontalieren, méi effizient a méi schnell à destination gefouert gi wären, amplaz mat hinnen all Dag e Sightseeing duerch d'ganz Stad mam Tram ze maachen an do grouss Capacitéiten um Tram ewechzehuelen. Dat ass elo hei de Mëtten net d'Fro.

An och, well mer eis als LSAP absolut bewosst sinn, wëll ech hei ganz kloer soen, dass den Invest vun 315 Milliounen Euro fir den Tram vun der Gare Lëtzebuerg bis zur LuxExpo an dëse Krisenzäiten esou schonn e ganz héijen Invest ass. A mir huelen och hei an deem Sënn eis voll Responsabilitéit, am Sënn vun deenen Investissementer, déi absolut néideg sinn, duerchzezéien, fir och, wéi gesot, domat d'Ekonomie mat unzekuerbelen an Aarbechtsplazen ze schafen.

Zum finanzielle Volet krute mir vum Här Minister gesot, dass de Stat d'Käschten zu zwee Drëttel an d'Gemeng Lëtzebuerg deen aneren Drëttel iwwerhëlt. Hei wollt ech den Här Minister froen, ob dëse Finanzaccord definitiv formaliséiert ass. Un d'Finanzfro direkt gekoppelt ass jo dann och d'Fro vun der Exploitatioun, well d'Exploitatioun an d'Entretienskäschte permanent Fraisë generéiere par rapport zu de Frais d'installation vun den Tramsinfrastrukturen.

Wie stellt den Exploitant? De Stat oder d'Gemeng Lëtzebuerg? Awéiwäit spillt do eventuell d'CFL eng Roll? Ech wär frou, wann de Minister eis dorop eng Partie Äntwerte kéint ginn.

(Interruption)

Merci.

Madame Presidentin, als Konklusioun zum Débat de consultation vun haut wëlle mer als LSAP nach eemol ënnersträichen, dass et elo wichteg ass, dass mer endlech virukommen a Saachen Tram. Kloer ass, dass esou e Projet sech iwwer laang Joren zitt an an Etappe muss realiséiert ginn. Kloer ass och, dass Etüde vill Zäit brauchen, well et selbstverständlech bei esou engem Projet eng ganz Rei technesch Problemer gëtt, fir déi Léisunge musse gesicht ginn.

Positiv ass, dass mer e politesche Konsens tëschent dem Stat an der Gemeng hunn, mä virun allem och um nationale Plang hei an der Chamber, well den Tram ass kee Stater Projet. Et ass d'Häerzstéck vun engem nationale Projet, deen ouni den Tram an der Stad net ka fonctionnéieren, well d'Bussen einfach net méi déi néideg Capacitéiten hunn.

Nodeems dass mer esou vill Joren un dësem an un anere Konzepter an dësem Sënn geschafft hunn, dränge mer als LSAP drop, dass elo geschwë mat der konkreter Ëmsetzung ugefaang ka ginn. De Minister huet eis an Aussiicht gestallt, dass mam Bau vum Tram am Joer 2014 ugefaang ka ginn.

Mir sinn elo 2012. Dat heescht, dass et an deenen nächste Méint misst méiglech ginn, dass ganz konkret Froen zur technescher Realisatioun, zur spéiderer Gestioun an esou weider misste kënne beäntwert ginn. A virun allem misst de Projet geschwënn esou wäit fortgeschratt sinn, dass mer hei an der Chamber d'Finanzéierung vum Projet fir den Tram stëmme kéinten. Well bekanntlech vergeet tëschent dem Dépôt vun engem Projet an der Chamber bis zum Vote an dann nach bis zum éischte Spuetestéch oft laang, vill Zäit.

Der LSAP-Fraktioun hir Positioun bleift deemno onverännert. Mir trieden och weiderhi fir de konsequenten Ausbau vum öffentlechen Transport an. A mir sinn der Meenung, dass d'Realisatioun vun engem ambitiéisen nationale Mobilitéitskonzept nëmme méiglech ass a) duerch den Ausbau vum Schinnennetz a b) de Bau vun engem Tram duerch d'Stad.

Domat ginn ech den Accord zu der virgeluechter Motioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

Mme le Président.- Ech soen dem Här Negri och Merci. An ech géif dann dem honorabelen Här Bausch d'Wuert ginn.

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Merci, Madame Presidentin, fir d'Wuert. Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt fir d'Éischt e bësselchen op dat Wuert Mobilitéit agoen, wat dat eigentlech duerstellt. Mobilitéit heescht jo am Fong näischt aneschters, wéi datt ech flexibel sinn, datt ech mech ka flexibel bewegen.

A mir liewen an enger Gesellschaft, wou d'Leit en immense Besoin, en immense Wonsch hunn no Flexibilitéit, no Mobilitéit, mä wou si selwer an hirem alldeegleche Verhalen d'Mobilitéit am Kapp, nämlech d'Flexibilitéit am Kapp staark verluer hunn. Déi besteet an der Regel oft haut dran, datt, wann ech moies opstinn, ech mer emol keng Fro méi stellen, wéi den Dagesoflaf ass nämlech, mä direkt de Schlëssel vum Auto eraushuelen a mech an den Auto setzen an an den nächste Stau fueren.

Dat heescht, ech stelle mer guer net d'Fro: Ass dat vläicht haut iwwerhaapt dat Effikassten, fir den Auto ze huelen, oder géif et net vläicht aner Méiglechkeete ginn, oder eng Kombina-

tioun vu Méiglechkeete gi vu Fortbewegungsmëttelen, déi ech hätt kënnen huelen?

An dat ass ee vun de Grondproblemer an eiser Gesellschaft, datt et net verstane gëtt, datt eng intelligent, eng effikass Mobilitéit op Intermobilitéit opbaut. Dat heescht, datt ech mech muss domadder ausenanersetzen, wéi mäin Dagesoflaf oder mäi Wochenoflaf ass, an dat dann eventuell ka bedeiten, datt ech effektiv vläicht deen een Dag den Auto muss huelen, well dat Professionellt dat vu mer verlaangt, deen aneren Dag vläicht de Bus, deen aneren Dag den Tram oder de Vëlo oder zefoussgoen oder eng Kombinatioun vun deene Saache ka maachen.

Dat heescht, datt ech géif moies mat engem Carsharings-Auto an d'Stad fueren, mëttes mam Vëlo iergendwou iesse fueren an owes mam Bus erëm zum Beispill heemfueren. An ech mengen, dat ass de sprangende Punkt.

An déi Fro vun der Intermobilitéit oder déi Definitioun beschreift am Fong scho ganz gutt, datt een e Mobilitéitsproblem, wann een een huet, net mat engem Verkéiersträger geléist kritt. Et gëtt keen ee Wonnerverkéiersmëttel, wat eis elo d'Stauen all ewechhëlt, an et gëtt och keen ee Wonnerverkéiersmëttel, wat eis eng uerdentlech Mobilitéit wäert bréngen.

De grousse Mérite vun deem „MoDu"-Konzept, wat de Minister eis déi lescht Woche virgeluecht huet, dat ass, datt et déi éischte Kéier ass, datt mer esou en Intermobilitéitskonzept virleien hunn. Dat heescht, datt mer all Verkéiersträger versiche mateneen ze verknäppen: dat heescht vum Foussgänger iwwert de Vëlosfuerer - ech sinn och frou driwwer, datt d'Foussgänger an d'Vëlosfuerer och emol eng Kéier an där Form, an och d'Potenzial dovunner, mat dra berücksichtegt ginn - bis iwwert den Auto, Tram, Bus. Dat heescht, datt alles gekuckt gëtt an dann eppes Kohärentes proposéiert gëtt oder ginn ass, fir d'Mobilitéitsproblemer ze léisen, fir eis eng besser Mobilitéit, fir eis donc méi Flexibilitéit hei am Land ze bréngen.

(Mme Anne Brasseur prend la présidence.)

An ech wëll och vun hei aus éischtens net nëmmen dem Minister Merci soe fir seng Explikatiounen, déi en de Mëtteg hei ginn huet, wat eis éischtens erlaabt, net méi mussen op alles anzegoen, mä ech wëll em och félicitéieren - an dat soen ech ganz éierlech - fir säin immensen Engagement, deen en an deem Projet huet. Ech hunn op e puer Plaze scho kënne materliewen, mat wat fir engem Engagement en dee Projet verteidegt. An et ass nëmmen esou, wa mer all zesummen op déi engagéiert Aart a Weis un dee Projet eruginn, datt en éischtens, dobausse verstane gëtt, an zweetens, mer en och ëmgesat kréien.

Wéi gesot, dat Konzept MoDu dréit der Intermodalitéit Rechnung. An ech sinn och besonnesch frou driwwer, datt et ganz gutt erausträicht, datt mer zu Lëtzebuerg zum Beispill 40% vun den Déplacementer maachen, déi manner wéi dräi Kilometer sinn an eiser Mobilitéit, an eisem Mobilitéitsverhalen. Manner wéi dräi Kilometer. Dat sinn Distanzen, déi ganz sécher net…

Ech géif och net mengen zum Beispill, datt den Auto erfonnt ginn ass, fir Distanzen ze maachen ënner dräi Kilometer. Ech mengen, datt et duerfir aner Verkéiersmëttele gëtt, déi vill besser sinn. Do kann een zum Beispill, wann een nach ganz gutt drop ass, ze Fouss goen. Wann een e bësse manner gutt drop ass, dann huet een e Vëlo, fir domadder ze fueren, oder e Pedelec, fir déi, déi scho guer net méi esou gutt drop sinn. Mä mat Sécherheet, en öffentlechen Transport kann esou Distanzen haaptsächlech och an der Capacitéit vill besser bewältegen.

An dat beschreift och, mengen ech, scho ganz gutt ee vun de Problemer. An déi Interaktioun, déi an deem Konzept dran ass, déi Léisungen, déi do virgeschloe sinn - ech kommen nach drop ze schwätzen -, droen deem ganz gutt Rechnung.

Wat och ganz wesentlech ass an der Beschreiwung vun der Mobilitéitsproblematik am Konzept, wéi mer et elo hei virleien hunn, dat ass deen Impakt an d'Bedeitung, déi dat Ganzt fir eis wirtschaftlech Entwécklung huet. Mir hunn an deenen Dokumenter an och an deem, wat de Minister eis de Mëtteg virgedroen huet, ganz gutt erkläert kritt, wat fir eng wirtschaftlech Entwécklung datt mer an de leschte Joren a Jorzéngten haten a vu wat fir engen datt mer nach dovun aus kënne goen, wa mer weider wuessen, wat mer kënne kréien.

An deem Sënn ass déi Léisung oder eng positiv Léisung vun der Mobilitéitsfro eng extrem wichteg Äntwert och dorobber, fir kënnen de Wirtschaftsstanduert zu Lëtzebuerg insgesamt oprechtzeerhalen, e weiderzeentwéckelen, fir kënnen déi Diversifizéierung - pardon, dat ass e schwéiert Wuert -, fir déi kënnen ze maachen. Dat heescht, wa mer beim Status quo bleiwen oder net déi Intermodalitéit begräifen, esou wéi se hei beschriwwe steet, da féiert dat derzou, datt mer wirtschaftlech Nodeeler kréien an datt eise wirtschaftleche Standuert och Nodeeler doduerjer huet. An et ass jo sécherlech net dat, wat mer wëllen.

Ech kommen dann do och zum Punkt, deen och gutt an Zuele beschriwwe ginn ass. Wou leien dann haut déi meeschten Aarbechtsplazen am Land? Wou ass d'Konzentratioun vun Aarbechtsplazen am Land?

A bei alle Wënsch, déi mer hunn, a bei allen Hoffnungen, déi mer och hunn, datt mer et an Zukunft méi dezentraliséiert kréien, datt mer aner Wirtschaftszentren och entwéckelt kréien… Ech denken do virun allem un d'Nordstad Ettelbréck/Dikrech, awer och natierlech un de Süden, Esch/Belval, wou mer jo wierklech alles maache sollen oder musse maachen, fir datt och do erëm wirtschaftlech oder méi wirtschaftlech Aktivitéite sech usiedelen. Mir sollen awer net eis der Illusioun higinn, datt dat elo eppes Wesentleches ännert par rapport zu der Konzentratiounssituatioun, wéi mer se haut hunn.

Haut ass et esou, datt bal 50% vun den Aarbechtsplazen am Land an der Stad a ronderëm d'Stad konzentréiert sinn. An dat wäert sech och kaum, och wa mer dezentraliséieren an Zukunft, wéi gesot, duerch déi aner Wirtschaftszentren, andeem mer déi förderen, an deem Mooss sécherlech net änneren.

Déi Konzentratioun do wäert bestoe bleiwen an där Form. Si wäert och wahrscheinlech oder mat grousser Wahrscheinlechkeet och nach wuessen. An déi Zuelen, déi de Minister beschriwwen huet, dat si jo net nëmmen Zuele vun de Potenzialitéiten zum Beispill vum Kierchbierg oder der Cloche d'Or, Ban de Gasperich, mä dat sinn - dat kann ech Iech soen; och wa mer d'Potenzialitéite géife ganz rechnen, da wären déi Zuelen nach vill méi a sech alarméierend -, mä dat sinn eigentlech Zuelen, déi op deem baséieren, wat amgaangen ass ze geschéien.

Wann ech eleng um Kierchbierg kucken - dat weess ech eben aus der Stad Lëtzebuerg -, wat fir eng Gebaier do am Bau sinn a wéi vill Dausenden Aarbechtsplazen datt dat sinn, da confirméiert dat déi Zuelen, déi de Minister hei gesot huet.

A wann ech dann och gesinn… Dat ass de groussen Ënnerscheed tëschent deem, wat mer haut virleien hunn a proposéiert kréien, an der Situatioun, wéi mer se zum Beispill an den 90er Joren haten. Wann Der Iech erënnert, an den 90er Joren, wéi de BTB an der Diskussioun war, dunn ass ëmmer dovunner geschwat ginn, datt ee misst eng Korrektur bréngen un dem Eisebunnsréseau, dee jo aus festungshistoresche Grënn laanscht d'Stad gebaut ginn ass, fir nämlech dann d'Gare mat der Uewerstad, wat deemools net gemaach ginn ass, an de Réseau eranzekréien.

An duerfir sollt de BTB gebaut ginn, well gesot ginn ass: „Mir mussen d'Gare an d'Uewerstad mat ubannen, well dat ass do, wou Dausenden Aarbechtsplaze sinn. Dat ass de wirtschaftlechen Nerv an der Stad. An duerfir maache mer dann eben déi Boucle an de Kierchbierg…" - selbstverständlech ass dat och schonn du mat ugeduecht ginn - „…an et gëtt domadder integréiert."

Et ass awer dann esou, datt déi lescht 20 Joer d'Entwécklung e bëssen aneschters gelaf ass, well d'Stad, wat hir wirtschaftlech Zentren ubelaangt, vill méi polyzentresch ginn ass. Mir hunn haut net nëmmen d'Gare an d'Uewerstad, mä mir hunn de Kierchbierg, mir hunn d'Cloche d'Or, de Ban de Gasperich. Hollerech kënnt ganz sécher derbäi. A wann ech dann d'Randgemengen nach kucken, den Houwald, de grousse Projet Midfield, dee jo och nach eng Kéier wäert kommen, wou déi Zone d'activité vun der Gemeng Hesper, déi mer hunn, déi jo och haut scho wierklech ganz bedeitend ass, déi nach méi grouss wäert ginn a wou och nach eng Kéier vill Aarbechtsplaze wäerten entstoen.

Wann ech Leideleng kucken, wat jo och eng Randgemeng ass, zwar no Süden, vun der Stad, oder och Bartreng a Stroossen, wat sech do entwéckelt huet, an da virun allem natierlech de Findel mat all deem, wat sech schonn do amgaangen ass ze entwéckelen an nach wäert kommen, da gesäit ee schonn, wéi polyzentresch sech d'Stad entwéckelt huet an datt et net méi duergeet, datt mer déi Korrektur maache vum klasseschen Eisebunnsréseau eben duerch de Schwenker duerch d'Stad, mä datt mer e System brauchen, dee complémentaire zu der Eisebunn eben déi ganz Zentren alleguerte matenee verbënnt.

Wat mech och freet an deem ganze Konzept MoDu, dat ass, datt mer dee grousse Schwéierpunkt bei den Investissementer - dat si jo gewalteg Investissementer, déi hei virgesi sinn -, datt déi hei virgesi si fir den öffentlechen Transport oder d'Mobilité douce. Dat ass och an deem Mooss, wéi dat heite presentéiert gëtt, en Novum.

Et sinn zwar och Stroossen dra virgesinn - ech kommen och nach dorobber ze schwätzen -, mä dat ass awer a kengem Verhältnis, wéi dat vläicht fréier war. Also jiddefalls hu mer déi Verhältnisser zolidd ëmgedréit kritt. De grousse Schwéierpunkt ass ganz kloer hei den öffentlechen Transport an d'Mobilité douce. An dat ass dat, wat eis freet.

A wann ech da kucken, wat fir de motoriséierten Individualverkéier gemaach gëtt, da sinn dat ganz oft Saachen, déi erëm eng Kéier mam öffentleche Verkéier ze dinn hunn. Déi Park & Riden zum Beispill, déi gi jo natierlech gebaut, fir Autoen dran ze parken, mä fir den Autofuerer derzou ze bréngen, net méi de ganzen Trajet mam Auto ze maachen, mä fir en do eriwwer op den öffentlechen Transport ze bréngen.

Och déi Boulevarden, déi ugeschnidde gi sinn - Boulevard de Merl, Boulevard de Cessange zum Beispill -, déi Boulevarde gi gebaut, fir op enger anerer Plaz bessere Raum ze kréie fir den öffentlechen Transport respektiv fir den öffentlechen Transport awer och nach weider auszebauen an deenen Deeler.

Well ech wëll awer och hei nach eng Kéier drun erënneren, datt op deenen dote Boulevarden zwou Busspuren all Kéiers d'office agebaut ginn an datt do héich Capacitéitsbusservicer eventuell sollen ugebuede ginn, fir och déi eenzel Zentren aus anere Regiounen an direkter Verbindung mateneen ze verbannen. Dat heescht, dat sinn zwar Stroossen, déi och fir d'Autoe gebaut ginn, mä si ginn awer am Zesummenhang mam öffentlechen Transport gebaut an haaptsächlech awer och, fir den öffentlechen Transport ze favoriséieren. An duerfir ass et och fir eis kloer, datt mer mat deene ganz sécher keng Problemer hunn.

Mir hu ganz sécher Problemer mat enger Rei anere Projeten, déi hei dra sinn. Zum Beispill ass jo och den Autobunnausbau insgesamt vu Sterpenich op Beetebuerg op dräi Spuren dran. De Minister kënnt elo entre-temps mat Versiounen, wou e seet, déi drëtt Spur, déi wär dann net fir den normalen Auto geduecht ginn. Déi géif geduecht gi fir de Bus als Buskorridor oder fir de Carsharing. Dat ass elo meng perséinlech Meenung, dat hunn ech nach net a menger Fraktioun an a menger Partei diskutéiert: Dat ass sécherlech schonn eng besser Variant, wann et dann duerfir geduecht ass.

Mir sinn natierlech do méi reservéiert. Mir hunn do méi Bedenken, well mer einfach der Iwwerzeegung sinn, datt de Gros vum Problem, dee mer hunn, ass, datt einfach ze vill motoriséierte Verkéier do ass. An duerfir donc musse mer eis Capacitéite vun anere Saachen ausbauen.

A wa mer déi ausbauen, da kënne mer net parallell dozou nach och de Stroosseréseau erëm massiv ausbauen, well da fuere mer jo eng duebel Strategie a mir erreechen net déi Ziler, déi mer wëllen, nämlech méi en héijen „modal split" ze kréien zugonschte vum öffentlechen Transport an der Mobilité douce. Mä, wéi gesot, mir kréien nach Geleeënheet duerno, fir iwwert déi eenzel Projeten ze schwätzen. Dat solle mer da maachen, wann dat de Fall ass.

Et ass natierlech och ganz evident, datt - an ech hu virdrun am Ufank gesot - net een eenzegt Verkéiersmëttel eleng eis Verkéiersproblemer léist. Donc léist och den Tram, wa mer dee géifen eleng, isoléiert gesinn, eis iwwerhaapt kee Problem, well wann et nëmmen dorëms géif goen, en Tram ze bauen, da bräichte mer deen net ze bauen, well et géif strictement kee Sënn erginn. Dee mécht nëmmen e Sënn an Interaktioun mat anere Verkéiersmëttelen: mat Bus, mat Zuch an och mam Auto, wat et bei Park & Riden ass.

Duerfir ass et och extrem wichteg, datt mer verstinn, datt déi Saachen zesummegehéieren, awer och zesumme musse gebaut ginn a realiséiert ginn. An ech mengen, et ass jo scho sécherlech e gewaltegen Investitiounsprogramm, wann een dat alles kuckt, net nëmmen de Käschtepunkt vum Tram kuckt, mä alles kuckt.

Mä dat ganzt Konzept fonctionnéiert nëmmen, wa mer déi Plate-formes multimodales… - Ech nenne se léiwer esou, well ech mengen, datt dat e bessert Wuert ass wéi Gares périphériques, well et geet jo net nëmmen drëms, fir den Houwald oder de Pont rouge oder d'LuxExpo unzeschléissen, mä et geet och nach ëm anerer. Et geet och zum Beispill ëm d'Stäreplaz, wou eng Plate-forme multimodale soll kommen, Ëmschlag och vum RGTRs Bus op den Tram. Et gëtt där och nach op anere Plazen. Et sinn insgesamt zéng Stéck virgesinn am Konzept.

Dat ass iwwregens och eng Verbesserung menger Meenung no ganz kloer par rapport zu deem ursprëngleche Konzept nach vu viru véier, fënnef Joer, also, wou duerch d'Verdéiwung vum Konzept, mat deem viru fënnef Joer eigentlech - loosse mer soen - d'Regierung den Optrag kritt huet, mat der Stad an déi Richtung ze goen, wou eben en cours de route déi do Verbesserunge bäikomm sinn. Dat mécht absolut Sënn. Mä, wéi gesot, dat mécht nëmme Sënn am Ganzen. Deementspriechend ass et och fir eis als gréng Fraktioun evident.

Et ass elo en Timing festgeluecht ginn, wou mer engersäits wëssen, wat mer am schinnegebonnene Verkéier maachen, d'Verduebelung vun der Beetebuerger Eisebunnsstreck, d'Péitenger Streck ass jo schonn am Bau, heivir den Ausbau vun de Capacitéite vun der Eisebunnsbréck eriwwer op de Verluerekascht, also all déi Saachen, datt déi relativ zügeg gebaut ginn. A mir hu jo och do ëmmer Timingen, mir hunn och en Timing elo fir deen éischten Tracé vum Tram vun der Gare op d'LuxExpo. Mir hunn och en zweeten Timing jo eigentlech scho vun der LuxExpo weider op de Kierchbierg.

Mir wäre frou, wa mer esou séier wéi méiglech och en Timing kréiche fir virun allem dat Stéck vun der Gare op den Houwald op de Ban de Gasperich, well déi Peripheriegare um Houwald mécht och do nëmmen e Sënn - loosse mer esou soen -, wann den Tram fiert. Si kann am Ufank och fonctionnéieren, sécher, da kann een deelweis e bësse Saache mat Busser maachen, mä dat ass net déi néideg Capacitéit, déi mer brauchen. Dat ass ganz kloer. Den Tram muss relativ séier dohin entwéckelt ginn, well dat ass en neit Entwécklungsgebitt, wat am schnellsten de Moment weidergeet, wat eis och déck Suerge mécht, datt mer ze vill Problemer kréien.

An deen „modal split", dee geplangt ass jo fir de Ban de Gasperich zum Beispill vu 60/40, wat immens héich ass - also do wëlle mer jo vun Ufank u 40% vun de Leit, déi do schaffe kommen, op den öffentlechen Transport kréien -, dat kënne mer nëmmen erreechen, wa mer och déi Verbindungen do hunn. A mir wäre wierklech frou, wann duerfir relativ séier an enk un deem Timing geschafft géif gi fir déi Streck op den Houwald erop, datt mer dat esou schnell wéi méiglech kéinte maachen.

Elo steet e bëssen en Timing do fir alles, de Rescht. 2030, dat stellt eis net honnertprozenteg zefridden. Mir wäre frou, wann zumindest fir dat Stéck op den Houwald mer gesot kréichen, relativ séier, datt dat - ech soen elo emol - 2023, ´24, ´25 kéint fonctionnéieren. Ech mengen och, datt dat misst méiglech sinn, well jo awer och déi Etüde fir deen Tracé, laut mengen Informatiounen, scho relativ wäit fortgeschratt sinn.

Et ass och esou, et gëtt jo oft an der Diskussioun hei iwwert dee Projet Tram gesot - ech mengen, den Här Gibéryen hat dat eng Kéier hei an der Chamber gesot beim État de la nation -: „Wann d'Stad Lëtzebuerg gären e Spillgezei hätt wéi en Tram, wann den Här Bettel dee Bau gären hätt, da solle se dat maachen a selwer och finanzéieren."

Also, ech mengen, éischtens ass et relativ kloer, wann een d'Konzept mat guddem Wëlle kuckt an d'Explikatiounen, déi de Minister ginn huet oder och schonn anerer ginn hunn, da muss ee jo verstoen, datt den Tram hei nëmmen an engem zesummenhängende Konzept, engem nationale Konzept fonctionnéiert.

Mä ech wëll awer och nach eppes aneschters derbäisoen. Haut ass et esou, datt d'Stad Lëtzebuerg vun hirem ordinäre Budget ronn 60 Milliounen Euro - dat mécht ëm déi 14% aus vun eisem ordinäre Budget - ausgëtt fir e Bussystem. Mir transportéieren iwwer 30 Millioune Passagéier an der Stad mam städtesche Busréseau. Dat ass eng enorm Capacitéit, déi mer do transportéieren.

An Dir kënnt Iech jo awer virstellen, d'Stad Lëtzebuerg huet nëmmen honnertdausend Awunner, datt mer sécherlech kee Bussystem an der Stad bräichte fir 30 Millioune Passagéier, wann dat net eppes mat enger nationaler Aufgab ze dinn hätt, respektiv mat Leit, déi vu bausse géifen erakommen an déi Busser huelen.

Ech kann Iech och soen, an de Spëtzestonnen ass dee städtesche Busréseau komplett iwwerlaascht. Mir kréien an der Stad immens vill Reklamatioune vun de Stater Leit, wa se d'Busser wëllen huelen, jee nodeem wou et ass, datt d'Bussen ab engem gewëssenen Arrêt esou iwwerfëllt sinn, datt d'Leit wéi an enger Sardinnebéchs sëtzen, well natierlech op deem Haapttronçon, wou déi Zentre matenee verbonne sinn, duerch d'Ëmsteigen haut scho vum RGTRs

Bus oder vum Zuch op eise städtesche Busréseau déi Busser total iwwerfëllt sinn.

An ech wëll och duerfir soen och op d'Argument hin - dat ass eng Klammer -, well gesot gëtt, oft mam Ëmsteigen…

Mme le Président.- Entschëllegt, Här Bausch, ech wëll Iech an Ärer Klammer net ënnerbriechen, mä ech wollt awer Iech drop opmierksam maachen, dass Är Riedezäit schonn eriwwer ass.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Madame Brasseur, ech sinn och bal fäerdeg. Ech si bal um Schluss hei, um leschte Saz.

Wéi gesot, datt, wann een déi Zuele kuckt…

Ech hat net méi dru geduecht, et ass richteg, datt et de Modell 1 ass. Elo hunn ech nëmme 17 Minutten.

Mme le Président.- Jo.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ech wollt mech derfir entschëllegen. Ech huelen déi fënnef Minutten da vun der Motioun mat bäi, da sinn ech fäerdeg. Wann Der mer dat erlaabt?

Mme le Président.- Wann d'Chamber domat d'accord ass?

(Assentiment)

Okay, dat schéngt de Fall ze sinn.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Merci. Ech soen Iech Merci fir d'Entgéintkommen.

(Interruptions diverses)

Wéi gesot, wann Der déi Zuelen duerfir kuckt, déi et haut scho gëtt um städtesche Busréseau, déi beleeën eigentlech ganz gutt, datt haut schonn de städtesche Busréseau eng national Aufgab erfëllt an donc doméinst dat, wat mer eben u méi Capacitéit brauchen, wéi de Minister et richteg erklärt huet, och ganz kloer eng national Aufgab ass.

Ech mengen, deen Effort, deen d'Stad Lëtzebuerg haut scho mécht, fir do un enger nationaler Aufgab sech ze bedeelegen, ass net ohne. Mir si souguer bereet, och hei am nationalen Intérêt eis nach eng Kéier ze bedeelegen - jo - um Finanzement vum Projet Tram.

Ech wëll domadder dann och zum Schluss kommen a soen, datt déi Drëttelopdeelung eng korrekt Opdeelung ass, menger Usiicht no. Iwwregens, den Här Negri huet gefrot, wéi et mat der Exploitatioun wär.

Här Negri, déi nämlecht Ofmaachung hu mer och fir d'Exploitatiounskäschte vun engem Drëttel/zwee Drëttel vun där Exploitatiounsgesellschaft herno.

Ech mengen awer, datt d'Stad Lëtzebuerg do e substanziellen Effort mécht. Ech wëll iwwregens do soen, ouni eis hei elo ze vill ze luewen als Stad Lëtzebuerg, datt ech géif mengen, et gëtt keng Gemeng am Land, déi esou ee groussen Effort mécht fir den öffentlechen Transport iwwerhaapt. Et gëtt eng Rei Gemengen, déi hunn emol eenzel City-Bussen, mä dat ass a kengem Verhältnis zum Käschtepunkt, deen d'Stad Lëtzebuerg dofir mécht.

Duerfir als Konklusioun, Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, näischt maachen ass net d'Léisung. De Minister huet et richteg erklärt. Zënter 1990 si mer amgaangen ze diskutéieren. D'Zuelen, déi mer an den 90er Joren haten iwwert d'Verkéiersentwécklung, d'Prognosen, déi gemaach gi si fir tëschent 2000 an 2010, si largement dépasséiert ginn an der Realitéit. An ech fäerten, datt déi och déi nächst Jore mindestens sech confirméieren, déi de Minister elo gesot huet.

Et gëtt duerfir Zäit, datt mer endlech eis engagéieren, datt mer handelen. An ech si frou driwwer wéi gesot, datt mer esou ee breede Konsens hunn, datt mer endlech kënnen ufänken ze handelen. Duerfir eis voll Ënnerstëtzung och fir de Projet a fir d'Motioun.

Merci.

Mme le Président.- Merci, Här Bausch. Deen nächste Riedner ass den Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Madame President. Vu datt ech nëmmen zéng Minutte fir dësen Débat hunn, ginn ech net op déi ganz Mobilitéitsproblematik an, mä ech limitéiere mech méi op deen ee spezifesche Punkt Tram respektiv de City-Tunnel.

Ech mengen, mir sinn zënter Jorzéngten hei am Land amgaangen, iwwert d'Verkéiersproblematik ze diskutéieren, a mir sinn eis eens, datt mer a priori hei am Land ee grousse Verkéiersproblem hunn, an dat sinn d'Pendler, déi moies an d'Stad era wëlle fueren an owes erëm wëllen aus der Stad erausfueren.

140.000 bis 150.000 mat steigender Tendenz. Et ass am Fong net direkt e Problem fir d'Bierger aus der Stad Lëtzebuerg, déi am Prinzip jo kee Problem domadder hunn, just fir déi, déi vläicht an deenen Agangsdeeler vun der Stad wunnen an de Verkéier hunn, mä déi städtesch Leit hei, déi kënne sech am Fong problemlos hei an der Stad duerch all Quartier mat dem Tram bewegen.

Ech mengen, mat dem städtesche Bus bewegen, ouni brauchen…

Plusieurs voix.- Aaahhh!

M. Xavier Bettel *(DP).*- E Lapsus!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- …ëmzeklammen…

(Interruptions)

Ouni brauchen ëmzeklammen, Här Bettel, kënnen d'Leit hei an d'Stad. An dat schwätzt fir d'Stad Lëtzebuerg, well déi Stater Leit sinn am Prinzip alleguer mat enger ganz grousser Majoritéit zefridde mat dem Busservice, wéi en hei an der Stad fonctionnéiert, wéi gesot, wou se sech vun engem Quartier an deen anere problemlos kënnen déplacéieren a meeschtens ouni mussen ëmzeklammen.

Duerfir d'Fro: Tram oder City-Tunnel? D'ADR ass kloer géint den Tram a fir de Projet City-Tunnel, eng Iddi, déi vun engem Lëtzebuerger Ingenieur, dem Här Schummer, erfonnt ginn ass an och regelméisseg vun där Persoun vertruede ginn ass. Et war vläicht schued, datt et e Lëtzebuerger Ingenieur war, deen déi genial Iddi hat. Wa vläicht e groussen däitschen oder engleschen oder Schwäizer Bureau d'études fir vill Geld déi Iddi gehat hätt, da wier se gutt gewiescht. Mä wéi gesot, et war nëmmen e Lëtzebuerger Ingenieur.

Firwat si mer fir de City-Tunnel? A firwat si mer géint den Tram? D'Haaptursaach fir de City-Tunnel ass, well de City-Tunnel eiser Meenung no de Problem vun de Pendler léist mam Zuch ënnert der Stad erduerch.

Ech mengen, et ass kloer, wann d'Leit haut sech déplacéieren, mir wëssen, wéi komplizéiert dat ass. A virun allem net nëmme fir d'Leit hei am Land, mä ech schwätzen och vun de Leit aus der Groussregioun, wou der ëmmer méi bei eis hei an d'Land kommen. Wann déi muer kënnen zu Metz an den Zuch klammen a si kënnen direkt hei an der Stad beim Aldringer erausklammen, da sinn alleguerten déi Leit, déi an de Kär vun der Stad wëlle schaffe kommen, dann huelen déi selbstverständlech den Zuch, well dat da vill méi e grousse Virdeel ass, wéi dat bis elo de Fall ass.

Datselwecht ass aus deenen anere Richtungen. Dat ass fir d'Leit, déi hei aus dem Land kommen. Si ginn direkt mam Zuch bis an de Kär vun der Stad an och ëmgedréit gefouert, ouni ëmzeklammen!

Et ass haut hei gesot ginn an och déi lescht Deeg, datt de City-Tunnel eng Rei vun Nodeeler hätt, op déi ech elo net wëll agoen, well mir hu se och elo eréischt dëser Deeg vum Minister kritt. Mä dat wäert awer zum gegebenen Zäitpunkt kommen.

Ech wëll just soen, dee Problem vun deenen 1.200 Meter ass kee Problem. Ob dat der elo 1.200 oder 1.100 oder 1.000 sinn, ech mengen, dat entsprécht dem Problem och net, wann en op der Gare stoe bleift, e bleift beim Aldringer stoen, e bleift um Glacis stoen.

Mir wëssen, wéi dat haut am Ausland fonctionnéiert. Dat si relativ grouss ënnerierdesch Garen, an op deene Garen op zwou oder dräi Plaze ginn d'Leit mat Rolltrapen eropgeholl. Och do kënnt et erëm zu enger Verbreederung, wou d'Leit kënnen den Accès uewe kréien.

Et ass also ganz kloer, mam Zuch ënnert der Stad erduerch ginn d'Leit also vill méi séier. Et ass eng effikass, eng rapid, eng leeschtungsfäeg an duerfir och eng attraktiv Léisung, déi do gemaach gëtt. Et gëtt keen Ëmklammen. D'Leit kënnen also direkt riicht duerchfueren. A mir kréie méi grouss Capacitéiten. Mir kënnen tëschent 22.000 an 30.000 Leit an der Stonn an all Richtung mat esou engem Zuch transportéieren.

An…

Mme le Président.- Här Gibéryen!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- …et ass eng Opwäertung…

Mme le Président.- Här Gibéryen, wiert Der d'accord, dass den Här Angel Iech géif eng Fro stellen? Natierlech kritt Der dat net un Är Zäit ugerechent.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Da kann den Här Angel mer der souguer e puer stellen.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Merci, Madame Presidentin, dass Der mer d'Wuert ginn hutt, an och dem Här Gibéryen, dass ech em kann eng Fro stellen. Ier ech d'Fro stellen, wollt ech just drop opmierksam maachen, dass säit méi wéi fënnef Joer all déi Ingenieuren, déi un deem Projet Tram schaffen an un deem Projet MoDu schaffen,…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Madame Presidentin, ech sinn net domat d'accord, datt den Här Angel elo hei en Débat ufänkt. Den Här Angel ass ageschriwwen.

Mme le Président.- Neen, neen. Den Här Angel ass ageschriwwen. Här Angel, stellt Är Fro!

M. Marc Angel *(LSAP).*- Meng konkret Fro ass…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Stellt mir eng Fro, wann ech gelift!

M. Marc Angel *(LSAP).*- Jo, meng konkret Fro ass: Dir hutt jo déi Dokumenter sécher gelies, déi de Minister Iech ginn huet…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo.

M. Marc Angel *(LSAP).*- …an déi en an der Chamber ofgeliwwert huet. An dat sinn éischter technesch Argumenter.

Ech wollt nach eng aner Fro stellen, dat gëtt do net esou thematiséiert, dat ass d'Fro vun der Sécherheet. Dat ass jo en Thema, wat Ärer Partei besonnesch um Häerz läit…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo.

M. Marc Angel *(LSAP).*- …an eis alleguer um Häerz läit. Mä Dir maacht jo mat deem Thema ganz vill Politik.

An do wollt ech Iech froen: Wann déi Garen ënnerierdesch sinn - net? -, da kann ech mech erënneren, wéi d'Leit hei an der Stad net gär an de Centre Aldringer erofgaange sinn, well se net gär ënnerierdesch sinn.

Mme le Président.- Här Angel, stellt Är Fro, wann ech gelift!

M. Marc Angel *(LSAP).*- Ass dat fir Iech kee Problem? Ass dat fir Iech kee Problem,…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech kommen op dee Punkt.

M. Marc Angel *(LSAP).*- …dass een do muss ënnerierdesch sinn?

Zu Paräis ass dat och, mä do sinn owes 300 Leit oder 50 Leit op enger Statioun. Hei zu Lëtzebuerg ass een do zu zwee, dräi nuets. Ech fannen, dat dréit net zur Sécherheet bäi.

Merci.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech kommen herno op d'Fro do zréck, well ech hunn dat als ee Punkt hei agebaut.

Ech kann Iech just soen, Här Angel, Dir sidd jo och een, dee vill duerch d'Welt reest, an Dir gesitt, datt an all Stad se ënnert dem Buedem duerchfuere mat de Metroen a mat den Zich.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Dat ass a Milliounestied.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- A Milliounestied, do sinn also nach vill méi Leit, déi ënnerwee sinn ënnert de Stied an déi hunn och zeg Honnerte Kilometer, déi ënnert dem Buedem sinn. Also, mir wäerten awer net mengen, datt dat de Problem hei zu Lëtzebuerg wier.

Ech mengen, wa mer géifen also de City-Tunnel maachen, dat wier och eng Opwäertung fir d'Eisebunn, well d'Eisebunn hiert Netz géif ausgebaut kréien. D'Eisebunn géif dann och mat ënnert der Stad erduerchfueren.

Ob d'Pendler haut an e Bus oder muer an en Tram klammen, ännert am Fong net vill hei an der Stad um Verkéier. Ob d'Leit haut op der Gare erausklammen, ob muer op enger Gare oder op der Gare périphérique an ob se haut an e Bus klammen oder ob se muer an en Tram klammen, dat ännert am Prinzip näischt.

Fir déi Stater Leit si mir der Meenung, datt den Tram nëmmen Nodeeler brëngt. Éischtens mussen déi Leit, déi sech an der Stad bewegen, méi dacks ëmklammen, fir sech vun engem Quartier an deen aneren ze bewegen.

Zweetens hunn déi Stater Leit an och alleguer déi Leit, déi an d'Stad kommen, iwwer Joren e grousse Schantjen an der Stad. Et ass Chaos am Verkéier mat permanente Stauen. Vill Verkéier gëtt dann ëmgeleet. Et gëtt méi wéi iwwert d'Rocade de Bonnevoie iwwer aner Quartiere geleet, iwwer Schläichweeër, wou während all deenen Zäiten, wou de Schantje leeft, sécherlech d'Autoe fueren.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

Et ass och manner Plaz do fir d'Fournisseure fir d'Chargéieren oder fir d'Déchargéiere vun de Wueren. An et si besonnesch grouss Problemer an der Neier Avenue. An et däerf een duerfir och net vergiessen, datt op de Strecken d'Geschäftsleit wäerte grouss Abousse während deene Jore kréien, wou d'Aarbechte lafen.

Wou den Tram fiert, fuere bekanntlech keng Busser. Duerfir mussen awer d'Busser dann eben op anere Stroosse fueren, wou haut keng fueren, well déi am Fong en Tram misste bedénge respektiv vum Tram fortfueren. Dat heescht, datt dann och méi Busser an aner Stroossen an aner Quartiere vun der Stad kommen, wou keng sinn. Et gëtt selbstverständlech och méi Kaméidi déi ganzen Zäit a Geforen, déi dee Schantje mat sech brëngt.

De City-Tunnel, deen dann ënnert dem Buedem gemaach gëtt, dee brëngt alleguer déi Nodeeler, déi während der Bauphas sinn, doudsécher net mat sech.

(Interruption)

Här President, Madame Presidentin, Här President,…

M. François Bausch *(déi gréng).*- Neen, eng Fro, Dir stellt dach ëmmer gär Froen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Majo, ech loosse se och zou, mä wann Der mat der Zäit kee Problem hutt…

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ech stellen Iech och just eng Fro.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Da stellt mir Froen!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Waart Der schonn eng Kéier kucken, wéi Schantercher bei Metroen ausgesinn, wann ënnert dem Buedem gebaut gëtt, wéi vill do iwwert dem Buedem Chantier ass, wann ënnendrënner gebuddelt gëtt?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo, Här Bausch, dat ware mir kucken. Mir hate souguer d'Lëtzebuerger Press matgeholl.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ech hat dat och gesinn, dee Reportage.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo, mir ware mat deene bis op Leipzig gefuer, déi mat dem ICE ënner Leipzig erduerchgefuer sinn.

M. François Bausch *(déi gréng).*- An uewendriwwer war näischt?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Neen, neen. Uewendriwwer…

M. François Bausch *(déi gréng).*- Hutt Der de Reportage gesinn? Haalt dach op!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Neen, Dir kënnt jo net…

(Interruption)

Här Bausch, da kënnt Der d'Press froen. Do ass an der Stad kee Schantjen. Et ass just...

(Brouhaha)

Et ass just do op deene Plazen, wou et erop- an erofgeet, do sinn uewe Schantercher. Do war kee méi grouss wéi 30 op 30 Meter,…

M. François Bausch *(déi gréng).*- Oh, haalt op!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ...wat duergeet. Dat kënnt Der kucke goen. An Dir kënnt jo alleguerten déi Leit froen. Mir ware mat der ganzer Lëtzebuerger Press dohinner gefuer. Zu Leipzig ass e gudde Bewäis, datt an der Stad…

M. François Bausch *(déi gréng).*- Allez!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- …kee Schantje war. Just op deene Plazen, wou et erop- an erofgeet, ware Schantercher, déi net méi grouss si wéi 30 op 30 Meter.

(Interruption)

Ech sinn duerfir frou, Här President, datt den Här Bausch mer déi Fro do gestallt huet, well och do iergendwéi Märercher gezielt ginn, déi an der Realitéit net esou sinn. Dat konnt een do beweisen.

(Interruption)

Neen, neen, Dir hätt sollen dohinner kucke goen. An iwwregens…

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ech war scho méi wéi eng Kéier eppes kucken, wou Chantiere waren.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Maja, dann hutt Der dat jo och kënne feststellen.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Jo, awer ech hunn duerno keng Märercher gezielt.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Neen, dat si keng Märercher, dat sinn Tatsaachen. An hei hutt Der an der ganzer Stad ee Schantje während Joren. Dat ass doudsécher. Dir hutt ee Chaos während Joren an der ganzer Stad. Beim City-Tunnel hutt Der kee Schantjen. An der Stad hutt Der op dräi verschidde Plaze kleng Schantercher.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Op där enger Säit gitt Der an de Buedem erof an da kommt Der iergendwéi op där anerer Säit eraus.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Iwwerhaapt d'Plaz, Här President. Den Tram, deen hélt zwou Spuren am Ganze vun engem Gabarit vu 7,2 m ewech. Déi Plaz ass manner fir eppes aneschters. De City-Tunnel mécht an der Stad méi Plaz. De City-Tunnel mécht en neie Verkéierswee, deen ënnerierdesch ass. An e City-Tunnel wier ideal fir d'Stad Lëtzebuerg ze maachen opgrond vum Fiels, dee mer hunn, wou mer och kee Grondwaasser hunn.

Et ass also och kee Verglach mat aneren Tunnele wéi zum Beispill dem Gousseldénger Tunnel op der Nordstrooss. A wa mer wëssen, datt mer op der Nordstrooss iwwer 7,5 Kilometer Tunnel gebaut hunn, fir véier Autosspuren ze maachen. Hei ënnert der Stad erduerch hätte mer véier Kilometer, fir zwou Schinnen niewenteneen ze leeën.

Mir hätten och manner Bussen an der Stad, well wann d'Leit ënnert dem Buedem duerch transportéiert ginn an direkt an d'Stad kommen, da fueren och manner Bussen duerch d'Stad. A mir hätte manner Autoen insgesamt um Stroossennetz, well wa méi Leit den Zuch aus de Grenzregioune benotzen, dann hu mer déi Leit och manner op de Stroosse mat den Autoen.

Mir hätten also méi Plaz…, wa mer uewe méi Plaz an der Stad kréien doduerch, datt mer e gudden Deel vum Transport ënnert d'Stad leeën, dann hätte mer méi Plaz uewen an der Stad, fir d'Stad besser ze aménagéieren. Mir kéinte se méi biergerfrëndlech maachen. Mir kéinten emol richteg Vëlospisten an d'Stad maachen. Mä den Tram, dee mécht uewen de Verkéiersraum méi kleng, a mam City-Tunnel gëtt de Verkéiersraum uewe méi grouss gemaach.

Ech géif Iech och proposéieren, Här Bausch, als Verkéiersschäffe vun der Stad Lëtzebuerg, gitt hin...

(Brouhaha)

M. le Président.- Ech bieden Iech, dem Här Gibéryen nozelauschteren!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ...a maacht den Tracé vum Tram, eng Kéier während enger Woch späert Der en, wou den Tram soll an zwee Joer oder an dräi Joer oder iergendwann eng Kéier fueren. Gitt hin a späert emol déi Spuren an der Stad, wou den Tram fiert, an da gesitt Der direkt, bannent zwou Stonnen, wéi de Chaos ass, an da rappt Der séier Är Ofspärung erëm of, well da geet nämlech guer näischt méi hannen a vir.

An ech mengen, d'Madame Polfer hat jo viru Joren och schonn eng Kéier an der Neier Avenue virun der ARBED deemools mat Bussen demonstréiert, wéi verhënnert…, wéi eben esou ee groussen Tram, wat deen hei an der Stad géif hënneren.

An dann d'Geforen: Wa mer de City-Tunnel bauen, den Här Angel ass elo am Ableck net heibannen, mä mam City-Tunnel si mer ënnert der Stad. Do hu mer keng Gefore fir d'Leit. Sécherlech, et kann een ëmmer soen, ënnert dem Buedem si Geforen, mä dat ass bei all Parkhaus, dat ass iwwerall. An haut, mengen ech, gëtt et do modern Méiglechkeeten, fir Iwwerwaachungen ze maachen, esou datt dat kee Problem wär.

Mä een Tram an der Stad par contre, dat ass en zousätzleche Geforepunkt, souwuel fir déi aner Autoen, déi do fueren, wéi fir d'Foussgänger, wéi fir d'Vëloen, déi an der Stad fueren, ass en Tram en zousätzleche Geforepunkt, wat op där anerer Säit de City-Tunnel net ass.

Den normalen Autosverkéier, deen haut duerch d'Stad fiert - mir hunn eleng 2.400 Autoen, déi iwwert de Boulevard Royal fueren -, wa mer muer zwou Spuren iwwerall ewechhuele fir den Tram, da musse mer eis froen: Wou fueren déi Autoen hin?

Wa mer haut wëssen, datt d'Nei Avenue, d'Nei Bréck, de Boulevard Royal, d'Stäreplaz, d'Rout Bréck, datt dat d'Haaptodere si vun eisem Stroosseverkéier, wa mer wëssen, datt elo geschwënn d'Nordstrooss um Kierchbierg opgeet, da musse mer eis froen: Wou geet dee ganze Verkéier hin, wa mer nach zwou Spuren ewechhuele fir den Tram?

Dann hätt een och missen de Courage hunn, fir ze soen, mir bauen eng Stross ronderëm d'Stad, fir eben dee ganze Verkéier opzehuelen. Nei stroosslech Baumoossname fir den Autosverkéier, déi dränge sech selbstverständlech op.

Iwwert de Käschtepunkt wëll ech net weider drop agoen. Een Drëttel Stad Lëtzebuerg, zwee Drëttel de Stat.

Ech wëll just dem Här Bausch soen, wann e seet, datt d'Stad Lëtzebuerg géif esou vill Suen an den öffentlechen Transport investéieren, dat ass richteg. Et muss een awer och wëssen, den öffentlechen Transport ass fir déi Leit, déi an d'Stad schaffe kommen, an datt d'Stad Lëtzebuerg jo awer och dee gréisste Profit zum Beispill vun der Gewerbesteier, vun de Banken anzitt, deen do erwirtschaft gëtt. Och déi Säit muss ee mat beliichten.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Doriwwer kéinte mer och gär diskutéieren.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Wann een dann iwwert d'Finanzéierung vum Tram schwätzt, wëll ech soen, wann den Tram och sollt méi bëlleg si wéi de City-Tunnel, wat nach ze beweisen ass, an e léist de Problem net, dann ass en ëmmer ze deier, egal wéi bëlleg datt en ass. Dann ass et ewechgeworfent Geld.

Soss ass vu 450 Millioune geschwat ginn. Et ass och scho vu méi geschwat ginn. Haut gëtt vun 350 Millioune geschwat; 600 mat der zweeter an der drëtter Phas.

De Käschtepunkt ass eiser Meenung no total ënnerschat. Wann een hei géif alles mat derbäirechnen, wat d'Erneierung vun der Neier Bréck kascht, vun der Rouder Bréck, alles dat, wat muss vun Zoufahrtsstroossen oder Ëmgangsstroossen an alles, wat muss derbäigemaach ginn, wann een dat mécht, dann, mengen ech, wier de Präis vill méi deier.

(Interruption)

Beim City-Tunnel braucht Der keng Gefierer ze kafen. D'Eisebunn huet se. Dir braucht keng Leit anzestellen. D'Eisebunn huet déi Zich. Déi fuere riicht duerch, Här Bausch. Dir braucht duerfir keng…

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dir musst jo awer d'Cadencen erhéijen. Elo gëtt et awer Zäit!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ma da kafe mer eben Zich bäi, mä mir brauchen am Prinzip keng.

(Interruption)

Ob d'Leit op der Gare erausklammen oder um Aldringer, duerfir braucht Der keng Zich...

(Brouhaha)

M. François Bausch *(déi gréng).*- …bäikafen, déi kaschten eppes!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Da gitt Der jo zou, Här Bausch, datt mat deem System géife méi Leit fueren, soss bräicht Der keng Zich...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Neen!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ma dach! Da braucht Der keng Zich weider, wa keng Leit weiderfueren.

M. le Président.- Här Gibéryen, Dir misst elo lues...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, déi aner haten och e puer Minutte bäikritt.

M. le Président.- Jo, Dir krut awer schonn dräi Minutten.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, ech hunn awer dräi Froe gestallt kritt.

(Interruptions)

M. le Président.- Dajee. Da fuert elo virun! Maacht esou lues awer Schluss!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- An all Froe sinn iwwer zwou Minutte gewiescht, well den Här Angel huet eleng dräi Minutte gebraucht, fir d'Fro ze stellen.

(Interruptions)

Une voix.- Gitt em nach roueg fënnef Minutten, Här President!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, Dir braucht also beim Zuch..., beim City-Tunnel braucht Der keng nei Zich ze kafen.

(Interruptions)

Dir braucht keng Lokführer ze kafen (veuillez lire: anzestellen), déi sinn alleguerten do.

(Brouhaha)

Dir braucht keen Tramsschapp ze bauen, well alles dat huet d'Eisebunn. Dir braucht keen Terrain hierzeginn, fir e Schapp ze bauen, an d'Nofolgekäschte gi selbstverständlech méi deier.

Ech kommen dann zum Schluss, Här President. Mir haten als ADR - de Kolleeg Jacques-Yves Henckes - eng Proposition de loi gemaach, datt mer sollten e Referendum maachen. Ob dat elo national oder kommunal ass, sief dohinnergestallt. Mä mat fadenscheinegen Argumenter ass elo déi Proposition de loi ofgewise ginn - nach net offiziell hei an der Chamber, awer scho vun der Regierung.

Näischt verhënnert awer, datt d'Bierger vun der Stad Lëtzebuerg - well et gëtt och d'Méiglechkeet, datt déi e Referendum froen. Dat weess ee jo net, wat do...

Wat awer wichteg ass, dat ass, datt mer haut eng Motioun heileien hunn, déi mir selbstverständlech net wäerte stëmmen. Mä déi Motioun huet awer dee grousse Virdeel, well mer heibannen an eise Reien awer eng Partie vu Leit hunn, déi, jee nodeem wou se sinn, si se fir den Tram, a jee nodeem wou se sinn, si se géint den Tram. An haut ass dat emol gutt, datt déi Leit dann eng Kéier hei alleguer Fuerf bekennen, datt se soen, ob se fir oder géint den Tram sinn. Dann ass dat Spillchen eriwwer!

Mir sinn der Iwwerzeegung, Här President, wann dat dote géif realiséiert gi vum Tram - mir sinn awer nach ëmmer der Iwwerzeegung, datt et net wäert realiséiert ginn -, datt dat déi gréisste Feelinvestitioun wier, déi jeemools hei zu Lëtzebuerg décidéiert wier ginn.

(Interruption)

Den Tram léist kee Verkéiers- an Transportproblem, mä e schaaft neier an der Stad.

(Interruption)

De City-Tunnel léist de Verkéiersproblem an der Stad, dem Land an der Groussregioun…

Une voix.- Wéi vill kascht en?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- …an domadder…

Elo ginn ech erëm gefrot: Wéi vill kascht deen dann? Da kommt, mir rechnen emol eng Kéier, mir maachen emol eng richteg Etüd!

Wann en de Problem léist, Här Wilmes! Mir sinn hei, fir e Problem ze léisen.

M. Serge Wilmes *(CSV).*- Dat gleewen ech!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Wat hutt Dir dann dovun, wann Der en Tram baut, dee méi bëlleg ass an e léist de Problem net?

(Interruption)

Dat ass Är Iddi. Dir gitt also, werft Geld zur Fënster eraus,…

M. Serge Wilmes *(CSV).*- Neen!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- …fir keng Léisung vum Problem ze kréien.

(Interruptions diverses)

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Ech mengen, de City-Tunnel ass nach méi deier a léist de Problem iwwerhaapt net!

(Interruptions)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dach.

Une voix.- Très bien!

(Brouhaha)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- De City-Tunnel léist de Problem.

(Brouhaha)

Dir hutt nach net kloer..., Dir hat de Courage nach net, fir eng seriö Etüd doriwwer maachen ze loossen! Dir maacht se schäinhelleg, lauter Chiffere setzt Der an d'Welt. Ma kommt, mir maachen eng seriö Etüd! Kommt, mir maache se!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Mä Dir hutt dach anscheinend eng gemaach?!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Mir hunn als Partei...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ass déi Etüd net seriö, déi Der gemaach hutt?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här Bausch, fänkt dach elo net un, lächerlech...

(Interruptions)

Kann eng Partei…? Ass eng Partei…? Ech kennen dem Här Schummer seng Etüd net, wéi dee se genau gemaach huet.

(Brouhaha)

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dir baséiert lech hei dorobber déi ganzen Zäit!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, den Här Bausch wëllt also hei soen, eng Partei,...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Neen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ...déi misst à même sinn, fir eng Etüd ze maachen,…

M. François Bausch *(déi gréng).*- Neen, dem Här Schummer seng.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- …wou elo de Stat, de Ministère iwwer Joren amgaange war, fir Milliounen a Milliounen - an d'Stad Lëtzebuerg - Etüden ze maachen. Mir missten als Partei déiselwecht Etüde maachen.

Ech mengen, mir si Realist, dat ka keng Partei maachen.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Den Här Schummer huet et och gemaach.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Mä de Stat…, wann de Stat géif den Dossier hei seriö huelen an e géif wierklech…

(Interruption)

…hei iwwer Alternative schwätzen - an och Dir, Madame Loschetter! Dir schwätzt…

M. François Bausch *(déi gréng).*- Op wat baséiert Dir lech dann?

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Op wat baséiert Dir lech?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dir gitt hin, Dir verdaamt eng Iddi, wou Der selwer jo och keng...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Neen.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Ma neen!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ...Etüd gemaach hutt an och net wësst, wat...

(Interruptions diverses)

Une voix.- Also fir Milliounen a Milliounen doranner ze investéieren, dat wier awer wierklech net seriö!

(Brouhaha et hilarité)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- De Stat soll higoen an e soll eng Etüd maachen. Genausou eng korrekt Etüd wéi e se iwwert den Tram gemaach huet, soll en och eng iwwert de City-Tunnel maachen.

(Interruptions)

An da wësst Dir a mir, jiddwereen, vu wat datt e schwätzt.

Une voix.- Très bien!

(Hilarité)

M. le Président.- Merci dem Här Gibéryen. Elo kritt nach d'Wuert den Här Urbany.

(Interruptions)

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Bon, Här President, Merci fir d'Wuert. Dir Dammen an Dir Häre, ech wëll hei mäin Accord ginn zu deem Tramsprojet, wéi en hei virläit. Endlech, muss ech soen, ass et esou wäit. Et ass och eng laang Fuerderung vun eis. A wann emol endlech dee Projet hei definitiv ugeholl ass, da wäert et och séier eriwwer si mam Theaterdonner, deen den Här Gibéryen hei ëmmer opféiert mat sengem City-Tunnel, dee jo drop erausleeft, d'Foussgänger ënnert de Buedem ze setzen an d'Autoen iwwert de Buedem. Dat ass jo d'Resultat vun engem sougenannte City-Tunnel, deen absolut net ugepasst ass un d'Situatioun hei an der Stad.

Et hu misse vill politesch Obstacelen hei iwwerwonne ginn. Net nëmme vun der Säit vun der ADR - ech mengen, dat ass nach überwindbar -, mä och vun anere Säiten, bis et endlech esou wäit ass.

Ech hunn elo awer hei keng Motioun virleien, fir deen Tram hei ze stëmmen, fir mäin isoléierte Vote fir deen Tram hei ofzeginn. Ech sinn och gefrot ginn, an ech soen dem Här Wilmes Merci, dass e mech gefrot huet, fir déi Resolutioun do ze ënnerschreiwen. Ech hu se mat engem Argument net ënnerschriwwen. Dat ass, dass ech domat géif déi ganz Stratégie nationale de mobilité «MoDu» mat ënnerstëtzen, wann ech géif hei derfir stëmmen.

Ech muss awer soen, ech sinn net mat allen Elementer vun där globaler Stratégie nationale MoDu d'accord. Ech mengen éischtens, dass d'Prioritéiten dra falsch gesat sinn. Aus Austeritéitsgrënn, aus puren Austeritéitsgrënn gi verschidde Saachen net realiséiert oder gi méi spéit realiséiert, wéi zum Beispill d'Zuchverbindung op de Findel. Wéi zum Beispill e Projet, deen awer wichteg wier wéi de Südtram, fir och an der Südregioun eng Verbindung hierzestellen.

An da muss ech soen: Et ginn och nach weiderhin hei Stroosse geplangt, eigentlech géint all landesplaneresch Iwwerleeung, niewent Bunnen, déi ausgebaut ginn, déi duebelgleiseg gemaach ginn. Mäin éiwegt Beispill, dat vum Contournement natierlech, wou ech gesinn, dass deen elo op der absoluter Prioritéitelëscht steet, fir ze maachen.

Och déi sougenannt Desserte Déifferdeng/Suessem, wat a Wierklechkeet eng Desserte ass Déifferdeng/Bieles. Déi werft och an der Gemeng Suessem eng ganz Partie vu Problemer op.

Duerfir kann ech déi Resolutioun hei net stëmmen. Ech wäert mech bei där Resolutioun enthalen. Ech wëll awer selbstverständlech formell mäin Accord hei gi fir d'Konzept an all senge Bestanddeeler vum Tram an der Stad, wéi en elo virläit.

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. An da kritt nach eng Kéier den Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler d'Wuert.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President. Ech wëll ufanks soen, ier ech…

M. le Président.- Entschëllegt. Entschëllegt, Här Minister. Den Här Angel ass nach agedroen. Den Här Angel kritt nach d'Wuert.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Mat Plëséier.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Jo, Här President, Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir haten eis an der LSAP eis Riedezäit opgedeelt tëschent zwee Riedner. Ech freeë mech haut immens iwwert deen Débat de consultation, dee mer hei hunn. Ech mengen, mir zëmentéieren haut mat där Motioun a mat deem Débat dee Konsens, dee mer schonn hunn tëschent deene Parteien, déi an der Stad Lëtzebuerg am Schäfferot sinn, an deenen zwou Parteien LSAP an CSV, déi d'Regierung bilden. Mir zëmentéieren dee Konsens, an dat freet mech.

Als zweete Spriecher vun der LSAP schléissen ech mech natierlech un d'Wierder vum Roger Negri un. An ech mengen, aus senger Ried an aus de Riede vun alle Virriedner an och aus der Presentatioun vum Minister ass ganz kloer erausgaangen, dass den Tram kee renge Stater Projet ass, mä dass et en nationale Projet ass, dass et e Schlësselelement ass vun deem Projet MoDu, iwwert dee vill geschwat ginn ass.

Als Stater wollt ech op e puer Punkten agoen, déi, mengen ech, besonnesch wichteg si fir d'Stad a fir déi Peripherie ronderëm d'Stad. An do wollt ech mat enger Fro ufänken, Här Minister. Mir hunn d'lescht Joer am Mee e Gesetz gestëmmt iwwert d'Realisatioun vun enger provisorescher Bréck an och d'Preparatioun vum Chantier fir de Pont Adolphe, also fir d'Nei Bréck. An ech hunn och gesinn, dass d'Stad Lëtzebuerg d'Baugenehmegung ausgehaangen huet. Déi ass den 13. Januar 2012 gi ginn.

Dofir ass meng Fro: Wéini ginn déi Aarbechten un? Well dat ass jo wichteg och fir den Tram. Ech wëll just drun erënneren: Déi Bréck, de 14. Juli 1900 ass de Grondsteen gesat ginn. An dräi Joer an eng Woch drop, de 24. Juli 1903, ass se ageweit ginn. An Dir wësst, dass d'technesch Moyenen deemools anerer ware wéi haut. Dofir hoffen ech, dass déi ganz Travauxen do mat där heiteger Technik net méi laang dauere wéi deemools 1903.

Här Minister, gëschter hate mer véier Stonne laang, méi wéi véier Stonne souguer, en informelle Gemengerot an der Stad Lëtzebuerg, wat immens interessant war, wou mer all nach vill bäigeléiert hunn, wou Der eis dat ganzt Konzept MoDu exzellent virgestallt hutt esou wéi haut. An et war och interessant, de Buergermeeschter an de Verkéiersschäffen a besonnesch och d'Mataarbechter, déi vun de Ministèren a vun der Gemeng Lëtzebuerg, ze héieren.

Als Konklusioun vun deem, wat ech gëschter héieren hunn a wat ech och haut hei héieren hunn, behalen ech déi exzellent Zesummenaarbecht, wat de Volet Tram ugeet a Reorganisatioun vun den RGTRs Bussen an och de städtesche Bussen tëschent de Servicer vun der Stad Lëtzebuerg an de Servicer vun Ärem Ministère.

Mir krute gëschter am Fong, an och haut nach, praktesch all Äntwerten op déi Froen, déi nach opstoungen, déi an deene Motioune vun 2006 ugeschnidde waren. An do wollt ech e puer Punkten uschneiden. Dat sinn déi Diskussiounen iwwer e Chantier, d'Planung vum Chantier.

Ech wëll awer drun erënneren, dass méi wéi d'Halschent vun deem Trajet, iwwert dee mer elo diskutéieren, dee vun der LuxExpo bis op d'Gare, iwwert de Kierchbierg geet, wou scho praktesch alles geplangt war fir en Tram, dass do dee Chantier kee gréissere Problem dierft maachen, well do den Autosverkéier an den Duerchgangsverkéier guer net betraff gëtt.

Mä deen aneren Deel ass deen da vun der Rouder Bréck bis op d'Gare. An ech mengen, do ass d'Sorgfalt an d'Planung ganz wichteg. An do begréissen ech et, dass Der eis vun där Maison du Tram erzielt hutt mat Médiateuren, déi kënnen a Kontakt si mat deene Leit, déi Froen zum Chantier hunn. An et ass besonnesch wichteg, dass d'Geschäftsleit an d'Anrainer an der Avenue de la Liberté an och op anere Plazen, wou Leit wunnen a schaffen, en Uspriechpartner hunn.

An dat do rejoignéiert jo déi Iddi, déi mir als LSAP ëmmer haten, fir en Observatoire des grands chantiers. Dat ass jo plus ou moins dat. An och de Comité d'accompagnement, wou d'Société civile och mat vertrueden ass an dee gëschter getagt huet. Ech mengen, dat ass wierklech ganz wichteg, dass dee Chantier esou duerchgefouert gëtt.

Ech war och impressionnéiert vun den Aarbechten, déi am GIE ofgeschloss gi sinn. Dat ass jo dee Groupement d'intérêt économique, wou d'Stad an de Stat wierklech zwee Partner sinn an a Partnerschaft geschafft hunn. Interessant war, wéi ech héieren hu vum Direkter vum Service vun der Circulatioun aus der Stad, och wéi dee motoriséierte Verkéier duerch d'Stad kann organiséiert ginn, wann eben den Tram och mam Autosverkéier an Aklang bruecht gëtt. Et ass net esou, dass een dann, wéi vill Leit falsch behaapten, net méi kéint duerch d'Stad fueren. An ech mengen, d'Virriedner hunn déi ganz Konzepter och ronderëm déi nei Boulevarde beschriwwen.

Gëschter ass mir awer och kloer ginn, dass déi al Iddi, an den Här Bettel huet driwwer geschwat, vun deem Tunnel fir Autoen, dee vun der Paräisser Plaz soll duerch d'Avenue de la Liberté fueren an dann hannert der Gare erauskommen, dass och bewise ginn ass, dass déi kontraproduktiv ass. Net nëmmen, well se an engem Konzept, wou versicht gëtt, de Verkéier ze organiséieren, op eemol an der Mëtt vun deem Konzept esou eppes Breedes géif maachen, wat nëmmen de Verkéier géif unzéien, mä och déi Problemer, déi bei der Entrée a bei der Sortie sinn, déi zwar technesch léisbar wären, mä déi awer Problemer sinn.

Wat fir mech awer bei deem Tunnel do fir d'Autoen dee gréisste Problem ass, an dat hunn och gëschter Ingenieuren eis gesot… An iwwregens, Här Gibéryen, déi Ingenieuren, déi beim Stat a bei der Gemeng schaffen, dat sinn all Lëtzebuerger. Dir hutt virdrun esou gemaach, wéi wann hei nëmme géif auslänneschen Ingenieuren nogelauschtert ginn. Ech mengen, déi Leit, déi Dag fir Dag un deem Projet schaffen, dat sinn alles och Lëtzebuerger. Dofir mengt net, dass mer mussen an d'Ausland Leit siche goen, fir hei en Tram ze bauen!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Fir d'Iddi, jo.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Wat mer do bei deem Tunnel fir d'Autoen am meeschte Suerge gemaach huet, dat war, dass mer do gesot ginn ass: Dann dauert de Chantier zwee bis zwee an en halleft Joer méi laang. Well Tunnele bauen - mir gesinn dat: d'Nordstrooss -, do si ganz grouss Sécherheetsmoossnamen ze treffen. An ech mengen, wa mer schonn de Chantier Tram hunn, dee schwiereg gëtt, mä wou awer derfir gesuergt gëtt, dass et gutt geet, da kënne mer eis net nach esou ee Chantier vun zwee an en halleft Joer derbäi erlaben.

An dann, wann ech schonn an deem enke Stéck vun der Neier Avenue sinn, do gëtt sech da vill Suerge gemaach. Ech sinn iwwerzeegt, dass, egal wat do gemaach gëtt, an den Tram ass dat Richtegt, deen Deel vun där Strooss nëmme ka méi schéi ginn, wéi en elo ass.

Den Tram ass jo dann d'Réckgrat vun dem Verkéier hei an der Stad a vun där polyzentrescher Stad. An dat ass jo gesot ginn: Mir hunn déi polyzentresch Stad mat Uewerstad, Gare, Kierchbierg, Cloche d'Or, Ban de Gasperich an alles, wat sech ronderëm de Findel entwéckelt, an dann och nach spéiderhin d'Porte de Hollerich an Zéisseng.

D'Zuele si gesot ginn. De Minister huet se gesot, mä ech fanne se wichteg ze ënnersträichen. Mir hunn hei 3.800 Aarbechtsplaze fir dausend Habitants actifs. An en huet och Frankfurt verglach: 1.350 zu 1.000. An ech mengen, dat sinn zwou Charakteristiken, déi ee muss am Kapp behalen: déi polyzentresch Stad an dann déi do Ratio. Also ass et wichteg, dass mer den Tram kréien.

Ech hu virdru vun der Neier Avenue geschwat. Do fueren am Moment a Spëtzestonne bis zu 190 Bussen duerch. A si fuere jo net méi, déi pechen uneneen. Déi schläichen do duerch déi Haaptachse vun der Stad. 190 Bussen a Spëtzestonnen! A wann dat neit Konzept vum Tram, mä mat der Reorganisatioun RGTR-Bussen, mat allem, wat an deem ganze MoDu-Konzept drunhänkt, realiséiert ass, da fueren do an enger Stonn zwielef Tramen duerch. An ech mengen, dat ass vill besser fir d'Liewensqualitéit vun de Bierger.

An dann, den Här Gibéryen huet sech jo do och erageschmass mat deem Ëmsteigen.

(Hilarité)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Bleift ganz roueg!

M. Marc Angel *(LSAP).*- Wat zielt an der Mobilitéit, ass, wéi séier ee vum Punkt A op de Punkt B kënnt. Dat ass dat Aller-, Allerwichtegst. Dat ass dat Allerwichtegst.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat ass genau dat, wat mer soen.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Schonn eleng…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Elo sidd Der awer domm drun, fir dat doten ze erklären.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Guer net, Här Gibéryen. Wësst Dir dann, Här Gibéryen, just fir nëmmen e klengt Stéck ze huelen, de Punkt A Hamilius an de Punkt B d'Gare centrale, wéi séier dat Stéck mat engem Tram méi séier geet wéi mat de Bussen?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Guer näischt.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Eleng op deem klenge Stéck, A bis B, gewënnt een, Här Gibéryen,…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et ass haut eng Busspur, a muer fiert den Tram net méi séier wéi haut.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Also fir een, dee seet, öffentlech hei zougëtt, en hätt d'Etüd vum Här Schummer net…, e géif déi net kennen, sinn ech ganz bass erstaunt…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- …dee vu Bouneweg wëllt op de Lampertsbierg fueren, wéi dee fiert? Dir sidd dach e Stater, da musst Der jo och wëssen, wéi dat haut a wéi et muer geet.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Ech mengen, den Här Gibéryen war scho laang net méi an der Avenue de la Liberté.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Jo, voilà!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dach, ech fueren…

M. Marc Angel *(LSAP).*- Wann Der den…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- …all Dag derduerch.

M. le Président.- Sou, Dir loosst den Här Angel elo emol schwätzen,…

M. Marc Angel *(LSAP).*- Jo, ech maache fäerdeg an dann äntwerten ech op d'Froen…

M. le Président.- …well en ass schonn an der rouder Zon.

(Interruptions et hilarité)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Erkläert eis nach just: A-B, Bouneweg-Lampertsbierg.

Une voix.- Mam Vëlo!

M. Marc Angel *(LSAP).*- Vu Bouneweg op de Lampertsbierg kënnt een…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo, herno.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Herno. Do kënnt ee ganz gutt,…

Une voix.- Do brauch ee keen Auto.

M. Marc Angel *(LSAP).*- …well Dir wësst jo och, wann Der Ären Dossier gekuckt hätt, dass och geplangt ass, dass den Tram iwwer Bouneweg herno fiert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Neen, neen. Oh jo, herno! 2080!

(Hilarité)

M. Marc Angel *(LSAP).*- Dat huet ee jo gesinn…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Neen, elo?

M. Marc Angel *(LSAP).*- Dee kënnt ganz séier mat engem Bus op d'Gare, an dann ass e méi séier um Lampertsbierg. Dir wësst jo, dass den Tram op de Lampertsbierg fiert?

(Brouhaha)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dräimol ëmklammen!

M. le Président.- Sou, elo loosst Der emol den Här Angel schwätzen!

M. Xavier Bettel.- Dee weess emol net, wéi e Bus ausgesäit!

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Hei, den Här Gibéryen huet eng Fro gestallt, da lauschtert Der elo no…

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här Angel, gitt et op, den Här Gibéryen wëllen ze iwwerzeegen.

(Interruption)

M. Marc Angel *(LSAP).*- Et ass schued, dass den Här Gibéryen sech net vum ADR-Vertrieder vum Gemengerot briefe gelooss huet, dann hätt e gëschter geléiert, dass d'städtesch Bussen natierlech schonn Etüde gemaach hunn, wéi se sech op den Tram aschreiwen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Neen, dat wor net d'Fro…

M. Marc Angel *(LSAP).*- Fir 43% vun den Utilisateure vum städtesche Bus sinn et Verbesserungen. Fir 33% bleift et de Status quo.

(Interruptions diverses)

12% mussen eng Kéier méi ëmsteigen, dat stëmmt. Mä d'Vitesse, d'Vitesse vun hirem Trajet zitt Der of.

(Interruption)

A fir 12%, dat muss een éierlech soen, gëtt et eng liicht Verschlechterung.

(Interruptions diverses)

Also, nach en anere Punkt: Fir d'Sozialisten ass et och wichteg, dass ee mam Tram net nëmmen e Quantesprong an der Mobilitéit mécht, mä dass mer och eng Chance kréien, fir laanscht déi Trass, wou den Tram kënnt, eng Rénovation urbaine ze kréien…

M. le Président.- Här Angel, den Här Kartheiser wëllt Iech nach eng Fro stellen.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Ganz gär, Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Majo, dat ass ganz léif vun Iech,…

M. Marc Angel *(LSAP).*- Dem nach Stater Conseiller beäntwerten ech ganz gär eng Fro.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Majo, dat ass ganz léif vun Iech, Här Angel. An déi Fro - Dir hutt jo och d'Sécherheet virdrun ugeschwat -, fir mech ass emol zum Beispill eng Fro, wann d'Leit ëmklammen, am Wanter zum Beispill…

(Interruption)

Dat ass fir déi eeler Leit, déi awer och wiele ginn, gell diert, an déi och hei an der Stad wunnen, mengt Der dann, et wär agréabel fir Leit, déi elo virun allem de Bus huelen, dat sinn dacks eeler Leit oder Leit mat Mobilitéitsschwieregkeeten, et wär flott, fir am Wanter erauszeklammen an dann een-, zweemol mussen ëmzeklammen, fir dohinner ze kommen, wou se elo bequem mam städtesche Bus hikommen?

Une voix.- Oohh!

Une autre voix.- Wou ass d'Fro?

Une troisième voix.- Eieiei!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ma dat ass d'Fro! Ech hu gefrot, ob den Här Angel mengt, ob dat bequem wär fir déi Leit. Well dat schéngt mir… An déi zweet Fro, déi ech hannendrunhänken, Här Angel: Wat haalt Dir da vun deem Sécherheetsaspekt, deen den Här Gibéryen mat Recht beschriwwen huet, dat heescht, datt den Tram e rise Risiko ass am Verkéier? Dat gesi mer och an all deene Stied, wou e fiert,…

Une voix.- Eben net, eben net!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- …mat Autosaccidenter, mat Leit, déi iwwerrannt gi vum Tram, mat Leit, déi um Vëlo iwwerrannt ginn…

(Brouhaha)

M. le Président.- Här Kartheiser,…

Une voix.- Dir erfannt dach Geschichten, haalt dach op!

M. le Président.- …Dir hutt elo Är Froe gestallt. Elo äntwert den Här Angel nach op déi Froen an da kënnt en och lues awer sécher zum Schluss.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Also, zu där leschter Fro, d'Sécherheet vun engem Tram: Fuert, et ass net wäit, fuert op Reims, do ass en elo viru Kuerzem ageweit ginn. An da vergläicht Der den Ënnerscheed. Ech fille mech méi onsécher an deem Dschungel vu Bussen, deen am Moment ass, an Autoen, wéi wann en Tram op engem Site propre gemittlech an och nach ëmweltfrëndlech duerch d'Stad fiert.

Une voix.- A séier an net am Stau!

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Da lauschtert elo dem Här Angel no!

(Hilarité)

M. Marc Angel *(LSAP).*- Dann d'Sécherheet mam Ëmsteigen. Här Kartheiser, wann Dir an der Stad géift wunnen an net nëmmen hei ugemellt gewiescht wiert während de Gemengewahlen, dann...

(Interruption)

...géift Der wëssen, wéi d'städtesch Busse fonctionnéieren. Zum Beispill an deem Quartier, wou ech wunnen, do hunn ech och keng direkt Verbindung fir op d'Gare. Do fueren ech op den Aldringen an um selwechte Quai kréien ech fënnef Bussen, déi mech an d'Stad féieren.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Tipptopp, tipptopp!

M. Marc Angel *(LSAP).*- Just fir Iech dat ze soen, et gëtt och schonn haut ëmgestiegen.

(Hilarité)

An nach eng Kéier, et ass wichteg...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et ass jo dat, wat ech gesot hu virdrun: Et ass tipptopp.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Ech mengen, Dir... Ech schwätzen hei vun engem Bussystem, wéi en an den 80er Jore bestanen huet. Hei ass eng Evolutioun komm an der Stad, Här Gibéryen. Et ass net méi wéi fréier. Mä dat interesséiert...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- An elo wëllt Der erëm zréckgoen!

M. Marc Angel *(LSAP).*- Ech kommen zum Bus, zum Tram erëm, wou och de Bus eng wichteg Roll spillt, wéi ech elo grad gesot hunn.

(Interruptions diverses)

Ech hunn Iech gesot, dass och dat Urbanistescht...

M. Xavier Bettel *(DP).*- Fuert emol mam Bus, dann hutt Der och eng Kéier e Chauffer!

(Hilarité)

M. le Président.- Hei, ech bieden Iech elo wierklech, e bësselchen nach opmierksam ze sinn!

(Interruptions diverses)

An dem Här Angel wëll ech nach eng Kéier soen, e misst awer sécher zum Schluss kommen.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Den Här Angel hätt gär, datt mir rout gesinn hei.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Ech kommen esou lues a sécher zum Schluss wéi d'Bussen, déi am Stau esou lues a sécher op hiert Zil kommen.

(Brouhaha)

Här President, ech waarde just, bis d'ADR-Vertrieder sech berouegt hunn.

Une voix.- Mir si ganz roueg.

(Hilarité)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Schwätzt, Här Angel, schwätzt Dir!

M. le Président.- Fuert Dir elo emol virun, Här Angel!

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Schwätzt Iech aus, Här Angel!

Une voix.- Lues!

(Interruption et hilarité)

M. Marc Angel *(LSAP).*- Sou, deen urbanisteschen Aspekt ass net ze ënnerschätzen, a fir eis LSAP-Fraktioun ass et och wichteg, dass op sensibelen Deeler, urbanisteschen Deeler, wou gutt Architektur ass an der Stad, een och soll kucken, dass Deeler vun deem Tram kënnen ouni Oberleitung fueren, wéi dat zu Reims, zu Angers an zu Bordeaux de Fall ass.

Dann - den Här President huet mech gebieden, zum Schluss ze kommen -, da maachen ech elo eng Konklusioun. Ech hunn am Ufank gesot, ech freeë mech, dass dee Konsens, dee politesche Konsens zëmentéiert ass. An da wëll ech nach deene Kolleege vun der ADR soen,...

Une voix.- Ja?

M. Marc Angel *(LSAP).*- ...dass mer am Oktober 2011 Gemengewahlen haten...

Une voix.- Jo.

M. Marc Angel *(LSAP).*- ...an dass et an der Stad Lëtzebuerg eng Partei gouf, déi praktesch deen Thema...

(Interruptions diverses)

Dat waren déi Gemengewahlen, wou Äre Generalsekretär sech ze spéit ugemellt huet. Ech wollt Iech just dodrun erënneren.

(Hilarité et brouhaha)

An et waren déi Gemengewahlen...

M. le Président.- Ech mengen, mir maachen elo hei net...

(Hilarité et brouhaha)

M. Marc Angel *(LSAP).*- Dat waren déi Gemengewahlen, Här Gibéryen, wou Äre Generalsekretär sech ze spéit ugemellt huet a wou Äre Spëtzekandidat elo no engem Joer zrécktrëtt, an dat ass Wielerbedruch! Hei gesot, da brauche mer kee Communiqué ze maachen.

Une voix.- Här Angel, Här Angel, dat waren déi Wahlen...

(Brouhaha)

Plusieurs voix.- Dat ass e Skandal!

Une seconde voix.- Voilà!

La première voix.- De Generalsekretär…

(Interruption)

Här Angel, Här Angel, de Generalsekretär hat de City-Tunnel geholl, fir sech umellen ze goen.

(Hilarité et brouhaha)

M. le Président.- Här Angel, kommt elo wann ech gelift zu Ärer Konklusioun!

M. Marc Angel *(LSAP).*- Also,...

(Hilarité et brouhaha)

...wann ech a Rou gelooss ginn, wann ech a Rou gelooss ginn, kommen ech zu...

Une voix.- Dir däerft ni méi iwwert d'Stad schwätzen! Schummt Iech!

Une autre voix.- Um sechs Auer geet de Match un.

(Hilarité)

M. le Président.- Also, elo huet ganz eleng den Här Angel d'Wuert, deen zur Konklusioun kënnt!

Une voix.- Luch a Bedruch!

M. Marc Angel *(LSAP).*- Här President, Merci, dass Der fir Uerdnung suergt.

Une voix.- Här Kartheiser, schummt Iech!

M. Marc Angel *(LSAP).*- Meng Konklusioun ass, dass mer haut dee Konsens, dee politesche Konsens zëmentéiert hunn, dass mer deen zëmentéiert hunn, dass ganz vill geschafft ginn ass, dass besonnesch d'Zesummenaarbecht vun de Servicer vum Stat a vun der Gemeng, dass déi ganz gutt geschafft hunn, dass all Froe beäntwert sinn an dass mer elo esou séier wéi méiglech hei e Projet de loi solle stëmmen. An dass endlech d'Schinne geluecht ginn, fir dass mer dee Status quo, wéi mer en haut hunn - wou all Mënsch gesäit, dass et net méi weidergeet a wou et e Konsens gëtt, dass eppes muss geschéien -, fir dass et virugeet!

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Brouhaha)

M. le Président.- Merci dem Här Angel. An elo kritt nach eng Kéier zum Schluss vun der Konsultatiounsdebatt den Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler d'Wuert.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President. Et sinn e puer Froe gestallt ginn, op déi ech awer wëll probéieren, relativ sachlech ze äntwerten.

Ech wëll ufänken, andeems ech fir d'Éischt deene véier Fraktiounen, déi der Motioun d'Ënnerstëtzung ginn, villmools Merci soen. Fir mech ass et wichteg, an ech soen dat ganz éierlech, datt mer hei esou e grousse Konsensus wéi méiglech op deem hei Dossier hunn. Aus engem ganz einfache Grond: well et en Dossier ass, deen, éier mer en an d'Realitéit ganz ëmgesat hunn, zéng, 15, 20 Joer brauch, an duerfir och eng politesch Kontinuitéit, egal wéi och ëmmer eng Majoritéit duerno ausgesäit. Duerfir ass et wesentlech, datt mer eis op deem do Wee alleguer esou vill wéi méiglech zréckfannen. Ech sinn also ganz frou driwwer, datt mer dat konnten haut fäerdegbréngen.

E puer Saache wëll ech dozou soen, well se als Fro gestallt gi sinn. Den Här Bettel an den Här Angel hunn iwwert dee Chantier, deen elo entsteet, e puer Remarquë gemaach. An dat ass och absolut richteg. Well ech hunn haut d'Impressioun, datt och dobaussen d'Approche zu deem Tram an zu deem Mobilitéitskonzept fundamental gewiesselt huet. Ech kréien ëmmer méi Zoustëmmung dozou, déi ech héieren, Leit, och de Geschäftsverband vun der Stad Lëtzebuerg, déi soen, datt se hannert dem Prinzip vum Tram stinn, mä déi awer och soen: „Mir hunn Angscht virum Chantier."

A si hunn och recht, well e Chantier vun där do Envergure, dat ass keen einfache Chantier. An dee musse mer och kucken, wéi mer en entwéckelen, wéi mer e maachen, wéi mer en an der Diskussioun entstoe loossen, wéi mer en am Comité d'accompagnement mat de Geschäftsleit maachen. Wéi mer eng Maison du Tram maachen, wat keen neien Tramsmusée soll ginn, mä wat en Haus soll sinn, wou déi Leit, déi Schwieregkeete mam Chantier hunn, sech direkt kënnen dohinner wennen, fir Äntwerten ze kréien, fir datt mer direkt kënne reagéieren, datt mer esou immédiat sinn an eise Reaktiounen an all Explikatioune kënne ginn.

Da wëll ech awer och nach soen, fir déi Leit, déi soen, elo mat anere Modeller, City-Tunneler an Ähnlechem, wär dat alles guer net esou: Indépendant datt och e Chantier ënnert der Ærd enorm vill Aarbechten uewendriwwer an enorm vill Stéierungen uewendriwwer mécht, mä wär dat och, wéi Der et sot…

Une voix.- Et ass esou.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Wär dat och esou, wéi Der et sot, da musst Der ganz einfach wëssen, datt sämtlech Kanalisatiounen hei an der Stad Lëtzebuerg,…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Neen, neen!

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Loosst mech méi Saz vläicht fäerdeg maachen!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Beim Tram musse se éischter ëmgeluecht ginn ewéi beim Zuch.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*-…datt sämtlech Kanalisatioune vun der Stad - wann ech elo mäi Saz däerf fäerdeg maachen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- …keng fënnef Meter ënnert dem Buedem.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Här Gibéryen, wann ech mäi Saz däerf fäerdeg soen, da gesitt Der, datt ech guer net dat wollt soen, wat Dir elo mengt.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ooohhh, ech mengen awer dach!

(Interruptions)

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- …datt déi Kanalisatiounen an der Stad Lëtzebuerg souwisou musse frësch gemaach ginn an deenen nächste Joren, an datt dee Chantier mat oder ouni Tram wéinst deene Kanalisatioune souwisou muss gemaach ginn.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Awer net an där Gréisst!

Une voix.- Awer net an där Gréisst!

(Interruptions)

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- A mir hunn eis elo…

Awer selbstverständlech an där Gréisst.

(Interruptions)

Wann Der en Ënnergrond musst oprappen, fir all déi Kanalisatioune frësch ze maachen, ass et genau datselwecht.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Jo, dat ass an 20 Joer.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Neen, dat ass elo.

(Interruptions)

Dir sot elo einfach, dat ass net esou; et ass awer esou. Elo kënnt Dir nach esou oft soen, datt et net esou wär, mä et ass awer esou.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat si lauter Argumenter, déi elo erfonnt ginn…

(Interruptions)

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- An duerfir muss et frësch gemaach ginn, an duerfir entsteet dee Chantier mat oder ouni Tram an den Haaptachse vun der Stad Lëtzebuerg souwisou, a mir hunn et elo just koordinéiert, fir zwee gréisser Chantieren zesummen ze maachen, fir esou mann wéi méiglech Problemer iwwert de Chantier ze maachen.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Dat wollt ech och emol eng Kéier kloer soen, fir datt jiddwereen dat och weess.

Den Här Negri huet eng Rei Froe gestallt iwwer Dikrech, Ettelbréck. Dir wësst, datt mer eng Étude de faisabilité amgaang sinn ze maachen, fir ze kucken, wat fir en öffentlecht Transportmëttel am beschten do passt. Ass et den Zuch, ass et de Bus, ass et en anert Mëttel? Soubal dat fäerdeg ass - dat misst theoretesch virun der grousser Vakanz sinn - maache mer eng Diskussioun dodriwwer, déi op Zuelen an op Fakte baséiert, well ech se net wëll mam Bauch féieren, mä ech se op Zuele féieren, datt mer se och rationell a räsonabel kënne féieren. Sou wéi ech wëll am Fong all Diskussioun féieren, et geet just net ëmmer, mä mir probéieren awer.

Dann ass d'Fro vum Finanzaccord, déi Der gestallt hutt. Ass deen definitiv? Dat ass méi schwiereg ze beäntwerten. Loosse mer dat hei soen, fir ganz korrekt ze sinn: Mir hunn, d'Regierung huet en Accord mam Schäfferot vun der Stad Lëtzebuerg fonnt. Deen hu mer hei explizéiert, deen ass net schrëftlech, mä souwuel d'Stad Lëtzebuerg wéi d'Regierung huet en annoncéiert an huet en och nach hei eng Kéier confirméiert, sou datt Der kënnt dovunner ausgoen, datt dee stëmmt.

Mä et ass evident, datt de Gemengerot vun der Stad an d'Chamber vun der Stad, wann Der dann de Projet stëmmt, dat lescht Wuert hunn, an datt dat eréischt alles definitiv ass, wann déi institutionell derfir ageriichten Organer hiren definitiven Accord ginn hunn. An datt geschitt, wann den Terminkalenner, deen ech virgesinn hunn, stëmmt, Mëtt 2013.

Da war d'Fro mat dem Exploitant. Fir d'Éischt ze soen, wéi dat elo weidergeet, wa mer wëllen de Bau maachen.

Dat Éischt, wat ee muss wëssen, dat ass, datt mer de GIE, esou wéi en elo ass, mussen ëmwandelen, datt mer eng Société anonyme mussen draus maachen, déi awer an öffentlecher Hand läit, dann an de Proportiounen, wéi d'Opdeelung ass, déi mer hunn, och fir Aktionär dann ze sinn, een Drëttel, zwee Drëttel. Dat heescht, de Stat wäert an där Gesellschaft Luxtram - déi wäert hei responsabel sinn, fir de Bau ze organiséieren - zwee Drëttel vun de Parten hunn an d'Stad Lëtzebuerg een Drëttel.

Et ass awer och ganz kloer, an ech soen dat aus Korrektheetsgrënn och gär hei offiziell virun der Chamber: Ech sinn och bereet, mat der Stad Lëtzebuerg e Pacte d'actionnaires ze maachen, wou och ganz kloer drasteet, datt eng Rei vun Décisiounen, déi kënne geholl ginn, net ouni den Actionnaire minoritaire Stad Lëtzebuerg däerfe geholl ginn, well et mer einfach sënnvoll a logesch schéngt, datt de Stat net hei ka mat der Dampfwalz iwwer ee fueren, mä datt do och e minoritären Aktionär, dee mer frou sinn, datt mer an der S.A. dann hunn, datt dee muss säin Accord op enger Rei Décisioune kënne ginn.

Et ass dee Wee, dee mer gemeinsam wëlle goen. An dann ass, wat den Exploitant ugeet, keng definitiv Décisioun selbstverständlech hei geholl, mä ech mengen, mir mussen iwwer eng Ausschreiwung goen, wou mer genau definéieren, wat fir eng Konditioune mir gär hätten, fir duerno en Exploitant kënnen auszesichen. Och fir déi Saach eng Kéier kloer an däitlech ze soen.

Den Terminkalenner, mengen ech, deen hunn ech gesot: ´13 d'Stëmme vum Gesetz, dann e Joer, wou all preparativ Aarbechte gemaach ginn, datt mer ´14 kënnen ufänken, an d'Aarbechten, déi daueren dräi Joer.

Ech hoffen, datt mer se kënnen anhalen, mä esou wéi haut mer erkläert gëtt, ass dat awer eppes, wat anhalbar ass, well et muss ee ganz einfach wëssen, datt mer hei jo am Fong Schinnen op eng Strooss leeën, wou mer déi ganz Strooss schonn hunn, wou mer am Fong keng Emprisë musse maachen, wou mer genau wëssen, wéi mer et maachen. Mir hu keng Ouvrages d'art ze maachen, mir hu keen Tunnel ze bauen, mir hu keng Bréck nei ze bauen, alles dat ass jo schonn en fin de compte do. Sou datt am Fong dee Bau, deen heiansdo esou komplizéiert gemaach gëtt, guer net esou komplizéiert ass. Um Kierchberg, wat dee gréissten Deel ass, do ass jo schonn déi Pist ganz gebaut, wou d'Schinne sollen hikommen.

Dat heescht, d'Komplexitéit vun deem Chantier ass wesentlech méi kleng, an duerfir kascht et och nëmmen 150 Milliounen, wat vill Sue sinn, mä trotzdeem, an deem, wat alles gesot gëtt, 150 Milliounen, fir déi Schinnen ze bauen, sinn et de Centre de remisage an d'Voituren an d'Wagonen, déi dat Ganzt nach duerno op 300 eropbréngen. Mä de Bau an deem Sënn ass e wierklech iwwerschaubare Bau, deen och an där Zäit misst kënne gemaach ginn.

De Fränz Bausch hat mech jo och nom Timing gefrot, mä den Timing hannendrun. Ech muss Iech éierlech soen, wann ech Iech en haut kéint soen, da wär ech ganz frou. Mä et hänkt awer och dovunner of, wéi schnell mer mat Chantiere wéi dem Ban de Gasperich virukommen, wéi schnell dat sech entwéckelt, wéi deen Hollerecher Quartier da ka frësch gemaach ginn, datt mer eisen Timing mussen do hannendru bréngen.

Da wëll ech jo och net verstoppen, datt et och dovunner ofhänkt, wéi schnell mer eis als Land ekonomesch entwéckelen, a schlussendlech wéi vill finanziell Moyenen ech a wat fir engem Rhythmus kann zur Verfügung gestallt kréien, fir weiderzefueren. Et hänkt och einfach dovunner of. An ech weess net, wéi Lëtzebuerg sech an den nächste fënnef, zéng Joer ekonomesch entwéckelt. Wann et méi schnell ass, kënne mer och méi schnell baue mat deene finanzielle Moyenen. Ass et méi lues, da musse mer eis drop upassen.

Duerfir ass et esou schwéier. A fënnef, zéng Joer, wann ech dann nach Travaux-publics-Minister sinn, soen ech Iech, maache mer dat esou schnell wéi méiglech, mä haut kann ech net...

Une voix.- Dat ass kee Problem.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Dir ënnerstëtzt mech doran.

Dem Här Gibéryen wëll ech awer och nach e puer Saache soen. Ech probéiere se onpolemesch, ganz schnell an onpolemesch ze soen. Dir sot, den Tram baue mer fir d'Pendler, déi Stater Leit hu kee Problem.

Ech soen Iech, ech wunnen an der Stad an Dir net, an ech soen Iech, et ass e Problem all Dag an der Stad. An déi Stater Leit wësse ganz genau, datt et am Verkéier hei an der Stad guer net esou einfach ass...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Am Bus awer net.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Mir wësse ganz genau, datt den öffentlechen Transport, ob dat d'Bussen an der Stad oder d'RGTRs Busse sinn, am Stau stinn.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Dir hutt virun de Wahle gesot, et wier alles an der Rei!

Une voix.- Dir wäert dach elo net soen, Äre Bus-Transport an der Stad wier näischt, Här Bettel?

M. Xavier Bettel *(DP).*- Ech soen Iech just, dass an den Haaptverkéierszäiten…

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Ech bieden Iech elo, Är Gespréicher ënnereneen emol ofzebriechen an dem Här Minister nozelauschteren, deen elo dem Här Gibéryen op seng Froen äntwert! Den Här Gibéryen soll och wann ech gelift nolauschteren.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Duerfir soen ech, do sinn och Problemer an och fir déi Stater Leit musse mer dat Konzept hei ëmsetzen. 43% vun de Stater Leit gi besser domat, 33% sinn d'selwecht, déi aner mussen eng Kéier méi ëmklammen. Mä ech wëll awer soen, dat sinn héich positiv Pourcentagë fir déi Stater Leit, mä déi Leit, déi vun ausserhalb der Stad kommen, fir déi si quasiment 100% besser.

Une voix.- Neen!

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Selbstverständlech.

De Chantier, do hunn ech Iech doriwwer geschwat, wat dann de ganzen Tracé ugeet. Dir sot emol ganz einfach: „Späert en, da gesitt Der, wéi e problematesch ass!" Majo, Här Gibéryen, elo hunn ech während enger Stonn probéiert, Iech ze erklären, datt mer e Konzept hunn, wou, wann Der den Tram eleng dohinnersetzt, et dann net geet, an et ass evident, wa mer deen Tracé elo haut späre, datt da Riseproblemer sinn.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo, jo.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Mä ech soe jo just, datt mer dee ganze Mobilitéitskonzept ronderëm d'Stad Lëtzebuerg mat den RGTRs Bussen dobaussen, mat enger anerer Verkéiersleedung an der Stad sollen a mussen ëmsetzen, fir datt mer dee Raum an der Stad kréien, wou deen öffentlechen Transport do sënnvoll ass, an datt dat dat eenzegt Mëttel ass, fir et an der Stad a ronderëm d'Stad uerdentlech ze maachen.

Dann hutt Der entweder iwwerhaapt net nogelauschtert…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dach, dach!

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*-…oder Dir wëllt net nolauschteren.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dach, dach, dach!

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Wann Der sot: „Da späert en, da gesitt Der!", déi Ausso huet strictement kee Sënn an deem, wat ech Iech elo haut während enger Stonn probéiert hunn, an all déi aner Riedner hannendrun och, ze explizéieren.

An datt e méi bëlleg soll sinn, e City-Tunnel wéi en Tram, deen ee just uewendriwwer leet…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat huet kee gesot.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Dach, Dir sot, dat misst een nach beweisen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ah!

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Also, ech muss Iech éierlech soen,…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Da maacht eng Etüd!

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- …sou lues, an deenen aacht Joer, wou ech elo Travaux-publics-Minister sinn, kennen ech awer ganz, ganz e wéineg, net vill, mä ganz e wéineg vum Tunnelbau, an haaptsächlech vu Präisser vun Tunnelen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo, jo.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- An ech soen Iech, en Tunnel ënnert dem Bueden, an dat weess jiddwereen, deen ass eng Multipel méi deier wéi eppes, wat iwwert der Strooss ass. Do kënnt Der awer Gëft drop huelen.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Très bien! Très bien!

(Brouhaha général)

Une voix.- Sëtzen!

Une autre voix.- Sëtzen! Et geet duer, kommt!

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Ech mengen, de Minister hat eng Etüd virgeluecht, datt et 10% méi kascht.

M. le Président.- Ech mengen, mir sinn elo fäerdeg. Et ass alles zu där Debatt gesot ginn.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Den Här Minister war d'accord, mengen ech, fir eng Fro ze beäntwerten, mä méi no hannen, huet e gesot.

M. le Président.- Frot Der da Parole après ministre, oder wat ass dann d'Ursaach?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Parole après ministre!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Majo, da froen ech déi.

M. le Président.- Ass et Parole après ministre? Well mir fänken net erëm d'Diskussioun un, Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Neen, Parole après ministre.

M. le Président.- Dann hutt Dir nach eng Kéier d'Wuert.

(Brouhaha général)

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Dann hunn ech awer och Parole après député duerno.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech hale mech wéinstens un d'Prozeduren, net wéi anerer, déi Fait personnel froen ouni Ursaach.

Bon, also, Merci, Här President, fir déi Méiglechkeet, dann nach dat heiten ze soen, nodeem den Här Minister geschwat huet.

Den Här Minister huet gesot elo, hie géif elo no deenen aacht Joer, wou en da Minister an där Funktioun ass, e bëssen eppes kenne vun de Präisser vun Tunnelen.

Meng Fro un den Här Minister ass: Huet en dann elo de City-Tunnel aus sengem Instinkt an aus senger Erfahrung präislech ageschat oder huet en Etüde gemaach? A kann en eis déi Etüden da wierklech matdeelen, fir datt jiddwereen hei am Land ka vergläichen, wat dann elo wierklech d'Saach ass an de Präis vum City-Tunnel vergläiche mat deem vum Tram?

Villmools Merci.

M. le Président.- Den Här Nohaltegkeetsminister huet d'Wuert.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Mir hu selbstverständlech keng detailléiert…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ah! Aaahhh!

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- …Ingenieursanalysë vun deem Modell hei gemaach, mä par contre wat mer…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et ass eng einfach Behaaptung!

(Brouhaha général)

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Dierf ech mäi Saz fäerdeg maachen?

Mä par contre, wat mer evidenterweis gemaach hunn, dat ass ähnlech Tunnelen ze analyséieren, esou wéi se am Ausland gemaach gi sinn ënner Stied, mat deene Präisser, déi do bezuelt gi sinn, déi op verschiddene Modeller kucken, komparativ kucken, op deene Kilometerzuelen, déi musse gebaut ginn, an duerno eng…

(Interruptions)

…Approximatioun dorobber maachen. Sou hu mer déi Modeller vu Präis ausgerechent,…

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Mir hätten dat gär!

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- …an déi leien doudsécher net derniewent, wann ee weess, datt déi Präisser am Ausland, déi do sinn, ganz oft Präisser sinn, déi…

Une voix.- Dat kanns de gleewen!

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- …méi bëlleg si wéi eis.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Sou, domadder wier elo d'Diskussioun definitiv ofgeschloss.

Motion 1

Mir hunn nach hei eng Motioun, iwwert déi mer ofstëmmen, iwwert déi mer à main levée kënnen ofstëmmen?

(Négation)

Da kritt Dir de Vote électronique.

(Interruption)

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

(Brouhaha général et hilarité)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Wou ass d'Madame Polfer?

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Wou ass d'Madame Polfer?

M. Xavier Bettel *(DP).*- D'Madame Polfer huet mer expressis verbis eng Procuratioun ginn.

(Hilarité)

Une voix.- Oh là là!

Une autre voix.- Fir mat Jo ze stëmmen!

M. le Président.- Also, da lauschtert elo no! Déi Motioun ass ugeholl mat 55 Jo-Stëmmen,…

Une voix.- Dat ass knapps!

M. le Président.- …géint 4 Nee-Stëmmen an 1 Enthalung.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement (par M. Félix Eischen), Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt), Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers (par M. Jean-Paul Schaaf), Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Serge Wilmes), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter (par Mme Marie-Josée Frank);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Ben Fayot), MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen (par M. Ben Scheuer), Jean-Pierre Klein (par M. Fernand Diederich), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Marc Angel), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Georges Engel);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Fernand Etgen), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Xavier Bettel) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Henri Kox (par M. François Bausch), Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter.

Ont voté non: MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

S'est abstenu: M. Serge Urbany.

Ech ginn dovun aus, datt kee wëllt seng Enthalung begrënnen?

(Négation)

(Brouhaha général)

Domadder wier d'Diskussioun ofgeschloss, a mir sinn och gläichzäiteg um Enn vun eiser Sitzung vun haut ukomm. Déi nächst Sitzunge si virgesi fir de 26., 27. an 28. Juni.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.54 heures)

- **L'actualité parlementaire sur www.chd.lu**
- **Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.**
- **La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' surwww.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.**
- **L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.**
- **Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur www.chd.lu.**
- **De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.**

d'Chamber online op

www.chd.lu

SÉANCE 34

MARDI,
26 JUIN 2012

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • M. Gast Gibéryen, Doyen

Sommaire

1. Communications
- *M. le Président*

2. Institution et composition d'une délégation internationale
- *M. le Président*

3. 6446 - Proposition de loi relative à la modification de l'article 6 de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire
- *Déclaration de recevabilité: M. le Président*

4. Ordre du jour
- *M. le Président*

5. 6334 - Projet de loi portant approbation de la décision du Conseil européen du 25 mars 2011 modifiant l'article 136 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne en ce qui concerne un mécanisme de stabilité pour les États membres dont la monnaie est l'euro

6405 - Projet de loi portant approbation du traité instituant le mécanisme européen de stabilité, signé le 2 février 2012 à Bruxelles

6406 - Projet de loi relative

(1) à la participation de l'État au mécanisme européen de stabilité;

(2) à certaines immunités du mécanisme européen de stabilité et de la banque européenne d'investissement

et

(3) modifiant la loi modifiée du 9 juillet 2010 relative à l'octroi de la garantie de l'État dans le cadre de l'instrument européen de stabilisation de la zone euro
- *Rapports de la Commission des Finances et du Budget: M. Michel Wolter*
- *Discussion générale: M. Claude Meisch, M. Alex Bodry, M. François Bausch (dépôt de trois motions), M. Gast Gibéryen, M. Serge Urbany*
- *M. Luc Frieden, Ministre des Finances*
- *Votes sur les projets de loi et dispenses du second vote constitutionnel*
- *M. Serge Urbany*
- *Vote sur la motion 1 (adoptée)*
- *Vote sur la motion 2 (rejetée)*
- *Vote sur la motion 3 (rejetée)*

6. 6319 - Projet de loi:
- portant transposition de la directive 2010/73/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 modifiant la directive 2003/71/CE concernant le prospectus à publier en cas d'offre au public de valeurs mobilières ou en vue de l'admission de valeurs mobilières à la négociation et la directive 2004/109/CE sur l'harmonisation des obligations de transparence concernant l'information sur les émetteurs dont les valeurs mobilières sont admises à la négociation sur un marché réglementé;
- portant modification de la loi du 10 juillet 2005 relative aux prospectus pour valeurs mobilières;
- portant modification de la loi du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence concernant l'information sur les émetteurs dont les valeurs mobilières sont admises à la négociation sur un marché réglementé
- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Gilles Roth*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

7. 6342 - Projet de loi modifiant 1. la loi du 6 janvier 1995 relative à la distribution en gros des médicaments; 2. la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments
- *Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale: M. Georges Engel*
- *Discussion générale: Mme Martine Mergen, M. Carlo Wagner, Mme Josée Lorsché, M. Jean Colombera*
- *M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

8. 6353 - Débat d'orientation sur le rapport d'activité du Médiateur (2010-2011)
- *Rapport de la Commission des Pétitions: M. André Bauler*
- *Débat: M. Félix Eischen, M. Marc Angel, M. Camille Gira, M. Jacques-Yves Henckes*
- *M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale, M. François Biltgen, Ministre de la Justice*

9. Heure d'actualité du groupe déi gréng sur la réforme du droit d'auteur dans l'époque digitale
- *Exposé: M. Claude Adam (dépôt d'une motion)*
- *Débat: Mme Diane Adehm, M. Eugène Berger, M. Ben Fayot, M. Jacques-Yves Henckes*
- *M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur (M. Claude Adam pose une question)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Luc Frieden, François Biltgen, Mars Di Bartolomeo, Mmes Octavie Modert, Françoise Hetto-Gaasch et M. Etienne Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Mme Octavie Modert, *Ministre de la Culture.*- Neen, Här President.

1. Communications

M. le Président.- Ech hu par contre folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) D'Lëscht vun deenen neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Bureau déposéiert.

2) Da goufe folgend Projeten an der Administration parlementaire déposéiert:

Den 18. Juni vum Aarbechtsminister de Projet de loi 6442, eng Ofännerung vum Code du Travail; deeselwechten Dag vum Justizminister de Projet de loi 6444 iwwert den Abus de faiblesse; den 19. Juni vum Finanzminister de Projet de loi 6445 iwwert d'Participatioun vun eiser Regierung bei der Revisioun vun de Bedeelegunge vun de Memberstaten um internationale Währungsfong; den 21. Juni vum Här Félix Braz d'Proposition de loi 6446, eng Ofännerung vum Artikel 6 vum Gesetz iwwert d'Organisation judiciaire, a schliesslech deeselwechten Dag vum Ausseminister de Projet de règlement grand-ducal iwwert déi lëtzebuergesch Participatioun un der Missioun vun der EU a Georgien.

Communications du Président - séance publique du 26 juin 2012

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau. Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et le projet de règlement grand-ducal suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

6442 *- Projet de loi portant modification: 1. du Code du Travail; 2. des articles 1 et 2 du 3 août 2010 1) portant introduction de diverses mesures temporaires visant à promouvoir l'emploi et à adapter les modalités d'indemnisation de chômage et complétant ou dérogeant à certaines dispositions du Code du Travail; 2) modifiant les articles L.513-3, L.521-7 et L.523-1 du Code du Travail; 3) modifiant la loi modifiée du 17 février 2009 portant: 1. modification de l'article L.511-12 du Code du Travail; 2. dérogation, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L.511-5, L.511-7 et L.511-12 du Code du Travail; 3. des articles 2 et 3 de la loi modifiée du 17 février 2009 portant 1. modification de l'article L.511-12 du Code du Travail; 2. dérogation pour l'année 2009, aux dispositions des articles L.511-5, L.511-7 et L.511-12 du Code du Travail*

Dépôt: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, le 18.06.2012

6444 *- Projet de loi portant incrimination de l'abus de faiblesse*

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 18.06.2012

6445 *- Projet de loi*

- autorisant le Gouvernement à participer à la révision générale des quotes-parts des pays membres du Fonds monétaire international approuvée par la résolution n°66-2 du conseil des gouverneurs en date du 15 décembre 2010;

- approuvant l'amendement des Statuts du Fonds monétaire international décidé par le conseil des gouverneurs aux termes de sa résolution n°66-2 en date du 15 décembre 2010

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 19.06.2012

6446 *- Proposition de loi relative à la modification de l'article 6 de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire*

Dépôt: M. Félix Braz, Député, le 21.06.2012

6447 *- Projet de règlement grand-ducal relatif à la prolongation de la participation du Luxembourg à la mission d'observation de l'Union européenne en Géorgie (EUMM Georgia)*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 21.06.2012

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

2. Institution et composition d'une délégation internationale

D'Chamber huet eng nei permanent international parlamentaresch Delegatioun zesummenzestellen.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Et handelt sech ëm d'Délégation parlementaire pour le contrôle interparlementaire de la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC).

De Bureau proposéiert, d'Membere vun der COSAC-Delegatioun souwéi de President vun der Delegatioun vun der Assemblée parlementaire de l'OTAN an dës Delegatioun ze benennen, esou datt déi Häre Fernand Boden, Ben Fayot, Eugène Berger, Félix Braz, Gast Gibéryen an Norbert Haupert Membere vun där Delegatioun wären.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

3. 6446 - Proposition de loi relative à la modification de l'article 6 de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire

Déclaration de recevabilité

An hirer Réunioun vun haut de Mëtteg huet sech d'Presidentekonferenz fir d'Recevabilitéit vun enger Proposition de loi ausgeschwat. Et handelt sech ëm d'Proposition de loi N°6446, eng Ofännerung vum Artikel 6 vum Gesetz iwwert d'Organisation judiciaire, déi vum Här Félix Braz den 21. Juni deponéiert gouf.

Schléisst d'Chamber sech dem Virschlag vun der Presidentekonferenz un?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

4. Ordre du jour

D'Presidentekonferenz schléit fir dës Woch folgenden Ordre du jour vir:

Haut de Mëtteg hu mer fir d'Éischt d'Projeten 6334, 6405 a 6406 iwwert den Europäesche Stabilitéitsmechanismus, déi zesummen an enger Diskussioun nom Modell 2 behandelt ginn; dann hu mer de Projet de loi 6319, eng Direktiv iwwert d'Valeurs mobilières, nom Basismodell; dann hu mer de Projet de loi 6342 iwwert d'Distributioun a verschidde Reglementatioune vu Medikamenter, nom Basismodell; dann eng Orientéierungsdebatt, N°6353, iwwert de Rapport vum Médiateur 2010-2011, nom Modell 1, a schlussendlech eng Aktualitéitsstonn vun der Fraktioun vun deene Gréngen iwwert d'Reform vum Droit d'auteur am digitalen Zäitalter.

Muer de Mëtteg um zwou hu mer fir d'Éischt eng Aktualitéitsstonn vun der LSAP-Fraktioun iwwert d'Verhandlunge vum Traité iwwert de Waffenhandel; duerno eng Motioun vum Här Félix Braz iwwert d'Repressioun am Tibet duerch déi chineesesch Autoritéiten; dann d'Question élargie vum Här Claude Meisch iwwert dee méigleche Mëssbrauch vu Chèqueservicen; dann eng Interpellatioun vum Här Fernand Kartheiser iwwert déi national Hëllefsstrategie fir Leit ouni Ënnerdaach, nom Modell 1, a schlussendlech eng Aktualitéitsstonn vun der Fraktioun vun deene Gréngen iwwert de Reformprojet vum Schengener Raum.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Mir kommen dann elo zu de Projeten 6334, 6405 a 6406 iwwert den Europäesche Stabilitéitsmechanismus, déi zesummen an enger Diskussioun nom Modell 2 behandelt ginn.

Et sief drop higewisen, datt fir dës Projets de loi 6334 a 6405 laut Artikel 114 vun der Verfassung eng qualifizéiert Majoritéit vun zwee Drëttel vun de Stëmmen erfuerdert ass. De Vote par procuration ass net erlaabt.

D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht, an et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Meisch, Bodry, Bausch a Gibéryen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vun deenen dräi Projeten, den honorabelen Här Michel Wolter.

Här Wolter, Dir hutt d'Wuert.

5. 6334 - Projet de loi portant approbation de la décision du Conseil européen du 25 mars 2011 modifiant l'article 136 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne en ce qui concerne un mécanisme de stabilité pour les États membres dont la monnaie est l'euro

6405 - Projet de loi portant approbation du traité instituant le mécanisme européen de stabilité, signé le 2 février 2012 à Bruxelles

6406 - Projet de loi relative

(1) à la participation de l'État au mécanisme européen de stabilité;

(2) à certaines immunités du mécanisme européen de stabilité et de la banque européenne d'investissement

et

(3) modifiant la loi modifiée du 9 juillet 2010 relative à l'octroi de la garantie de l'État dans le cadre de l'instrument européen de stabilisation de la zone euro

Rapports de la Commission des Finances et du Budget

M. Michel Wolter *(CSV), rapporteur.-* Här President, Dir Dammen an Dir Häre, a villen europäesche Parlamenter stoung an deene leschten Deeg a Wochen den neie permanenten Eurorettungsschierm zur Debatt. Virun allem bei eisem däitschen Noper waren d'Diskussioune grouss a sinn och nach net eriwwer. A wann ee weess, dass alles, wat an Däitschland politesch diskutéiert gëtt, och säin Nidderschlag op Lëtzebuerg fënnt, esou wonnert et een net, dass och dës Diskussioun bei eis mat Intensitéit gefouert ginn ass.

De Mëtteg soll déi Lëtzebuerger Chamber hiren Accord ginn zur Schafung vun dësem permanenten europäesche Rettungsschierm, an der Ofkierzung ESM, an och zu eiser finanzieller Bedeelegung zu deemselwechten.

De Finanzminister huet dofir an der Chamber dräi verschidde Gesetzesprojeten déposéiert, déi ech Iech elo als Rapporteur zesumme wëll presentéieren, well een dann d'Zesummenhäng tëschent deene verschiddene Projete besser versteet. Ech hunn dofir och a menge schréftleche Rapporten eng Partie commune fir déi dräi Projete geschriwwen, dat am Sënn vun enger besserer Lieserlechkeet.

Ier ech op déi eenzel Projeten aginn, wollt ech kuerz eng Kéier den Historique opzeechnen an de Kader erklären, an deem mir eis hei bewegen.

Fir Stabilitéit an der Eurozon an an der ganzer Unioun ze garantéieren, hunn déi europäesch Finanzministeren an enger Sitzung vum Eurogroup am Mee 2010 décidéiert, en temporairen europäesche Rettungsschierm an Héicht vu 500 Milliarden Euro op d'Been ze setzen, deen aus zwee Elementer besteet: de Mécanisme européen de stabilisation financière, ofgekierzt MESF, mat enger Capacitéit vu 60 Milliarden Euro, dee vun der Kommissioun géréiert gëtt, an de Fonds européen de stabilité financière FESF oder mat der däitscher Ofkierzung EFSF, mat enger Capacitéit vu 440 Milliarden Euro.

Beim EFSF handelt et sech ëm eng speziell Gesellschaft, mat Sëtz iwwregens zu Lëtzebuerg, déi am Numm vun de Länner aus der Eurozon Suen op de Finanzmäert ka léine goen. Et ass deemools festgehale ginn, dass dës Zweckgesellschaft bis zu 440 Milliarden Euro u Kreditter ophuele kann. Mir hunn duerch d'Gesetz vum 9. Juli 2010 den EFSF guttgeheescht, an de Lëtzebuerger Undeel un deem Rettungspräbbeli ass ënnert der Form vun enger Statsgarantie op 1,15 Milliarden Euro festgeluecht ginn. Rapporteur zu dësem Projet war iwwregens eise leider verstuerwene Kolleeg Lucien Thiel.

Fir der Vertrauenskris an Europa an den Euro entgéintzewierken an e staarkt Signal un d'Finanzwelt ze senden, ass um Europäesche Conseil vum 24. a 25. Juni 2011 décidéiert ginn, dësen europäesche Rettungspräbbeli nach eng Kéier massiv ze stäerken a vu 440 op 780 Milliarden Euro opzestocken.

Dës Opstockung huet mat sech bruecht, dass Lëtzebuerg seng Garantie no uewen huet missen upassen, nämlech vun 1,15 Milliarden op dann zwou Milliarden Euro. Dat hu mir duerch d'Gesetz vum 22. September vum leschte Joer gemaach.

Fir de Moment hunn dräi Länner vum EFSF Gebrauch gemaach: Irland krut 22,5 Milliarden Euro zougesprach, Portugal 26 Milliarden a Griichenland 144,7 Milliarden, wat en Total vun 193,2 Milliarden Euro ausmécht.

Dës Finanzhëllefe sinn integral vum EFSF finanzéiert a gi jee no Besoin an ënner strikte Konditiounen un déi dräi Länner verdeelt. Op den 20. Juni 2012 si vun deenen 193,2 Milliarden Euro, déi engagéiert sinn, der effektiv 151,6 un déi dräi Länner ausbezuelt ginn, an zwar 17,7 Milliarden un Irland, 26 Milliarden u Portugal an 107,9 Milliarden u Griichenland.

Wéi mer déi lescht Woch gewuer goufen, wëll och Spuenien kuerzfristeg vum EFSF Gebrauch maachen, fir seng Banken ze rekapitaliséieren. Den Eurogroup huet scho virun e puer Wochen eng Ligne de crédit vu ronn 100 Milliarden an Aussiicht gestallt. Laut Experte bräicht Spuenien ronn 60 Milliarden Euro. An dësem Dossier ass awer nach keng Décisioun geholl ginn.

Genausou wéineg wéi am Fall vun Zypern, dat gëschter verlaude gelooss huet, dass et sech ënnert de Schierm wéilt stellen. Wann een déi enk Verknäppung vun den zyprioteschen an de griichesche Banke kennt, esou kënnt dës Ukënnegung fir gutt Informéierter net iwwerraschend, dëst ëmsou méi, well Zypern déi lescht Méint schonns op e Prêt zréckgegraff huet, dee vu Russland zur Verfügung gestallt ginn ass, fir iwwert d'Ronnen ze kommen.

Ech wëll an dësem Kontext drun erënneren, dass Griichenland iwwert de Wee vu bilaterale Prête schonns eng Kéier vun engem éischte Rettungsplang vun de Memberlänner Sue geléint kritt huet. Dës sougenannten „Greek loan facility", déi mat der Aféierung vum EFSF ofgeschaaft oder besser net weider benotzt gouf, war 80 Milliarden Euro schwéier, an et goufen eng 52,9 Milliarden u Griichenland iwwerwisen.

Lëtzebuerg war an dësem Rettungsplang mat 206,1 Milliounen Euro engagéiert, wouvun 139,9 Milliounen effektiv iwwerwise gi sinn. Op dëse Prête krute mir bis elo en contrepartie eng 7,9 Milliounen Zënsen ausbezuelt. Summa summarum belafe sech d'Engagementer fir eist Land aus EFSF a Greek loan facility op den 20. Juni 2012 op 483,4 Milliounen Euro, wouvun 378,5 Milliounen ausbezuelt goufen.

Här President, am Oktober 2010 ass op europäeschem Niveau décidéiert ginn, e permanente Krisemechanismus op d'Been ze stellen, fir d'Stabilitéit an der Eurozon an an der ganzer Unioun ze garantéieren. Dëse permanenten Europäesche Stabilitéitsmechanismus ESM soll déi aktuell temporaire Rettungsschiermer ersetzen, deenen hir Lafdauer bis Enn Juni 2013 virgesinn ass.

Den ESM sollt eigentlech am Juli 2013 da seng Aarbecht ophuelen. Entre-temps, dat heescht am Dezember 2010, ass awer décidéiert ginn, dass den ESM méi fréi a Kraaft soll triede wéi dat nächst Joer, mä am Juli vun dësem Joer. Ech zitéieren dofir den Auszuch aus der Déclaration finale vum Europäesche Conseil vum 8. Dezember 2011: «Nous», also de Conseil, «convenons d'accélérer l'entrée en vigueur du traité instituant le mécanisme européen de stabilité. Ce traité entrera en vigueur dès que les États membres représentant 90% des engagements en capital l'auront ratifié. Notre objectif commun est que le MES entre en vigueur en juillet 2012.»

Eng éischt Versioun vum Traité iwwert den ESM ass schonns den 11. Juli 2011 signéiert ginn. Déi prekär Situatioun vu Griichenland an d'Situatioun vu villen anere Länner, déi ëmmer méi Problemer haten an och deelweis nach ëmmer hunn, sech frësch Suen um Marché ze léinen, hu mat sech bruecht, dass den ESM entretemps e puermol a senger Ausriichtung ofgeännert ginn ass. Fir genee ze sinn, ass dat op de Sommete vun der Eurozon vum 21. Juli a vum 9. Dezember 2011 geschitt.

Dat, wat mir also de Mëtteg am Gesetzesprojet 6405 sollen approuvéieren, ass den Traité an der Versioun, esou wéi en den 2. Februar 2012 zu Bréissel ënnerschriwwe ginn ass.

Här President, léif Kolleegen, ier mir eis mat deem neie Stabilitéitsmechanismus ESM eng nei legal Basis ginn, wäerte mer eis fir d'Éischt haut de Mëtteg mam Artikel 136 vum Traité iwwert de Fonctionnement vun der Europäescher Unioun beschäftegen. Dës Ëmännerung war op Wonsch, oder loosse mer éischter soen, duerch den Drock aus Däitschland beschloss ginn, déi soss wahrscheinlech net gréng Luucht zum neie Krisemechanismus ginn hätten.

Fir deemno dauerhaft Rechtssécherheet ze schafen, huet den Europäesche Conseil vum 17. Dezember 2010 décidéiert, den Artikel 136 vum Traité iwwert de Fonctionnement vun der Europäescher Unioun ze änneren. Um Conseil vum 24. a 25. Mäerz 2011 ass dës Décisioun dann och formell ugeholl ginn. Am Traité kënnt deemno en neie Paragraph 3 bei den Artikel 136 derbäi, dee folgendermoosse libelléiert ass: «Les États membres dont la monnaie est l'euro peuvent instituer un mécanisme de stabilité qui sera activé si cela est indispensable pour préserver la stabilité de la zone euro dans son ensemble. L'octroi, au titre du mécanisme, de toute assistance financière nécessaire, sera subordonné à une stricte conditionnalité.»

Mam Projet de loi 6334 soll d'Lëtzebuerger Chamber hir Zoustëmmung zu dëser Ofännerung vum Traité ginn. Ze bemierken ass, dass d'Ratifizéierungsprozedur fir d'Ofännerung vum virgenannten Artikel méi einfach gemaach ginn ass, well op en Asetze vun enger intergouvernementaler Konferenz am Virfeld verzicht gouf.

De Statsrot gouf gréng Luucht zu dësem Projet de loi, deen een eenzegen Artikel ëmfaasst. Hie stellt sech generell awer a sengem deelweis kriteschen Avis eng Rei vu Froen, notamment iwwert d'Konklusioune vum Europäesche Rot vum 24. a 25. Mäerz 2011, wou jo offiziell den ESM arrêtéiert gouf.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat ass a wéi fonctionnéiert dann elo dësen dauerhaften europäesche Krisemechanismus, deem mir da mam Projet de loi 6405 eis Zoustëmmung solle ginn? Ech probéieren, Iech dat elo no beschtem Wëssen ze explizéieren.

Éischtens ass den Europäesche Stabilitéitsmechanismus eng international Finanzinstitutioun mat Sëtz zu Lëtzebuerg. E gëtt gegrënnt vun de 17 Memberstaten aus der Eurozon, déi och alleguer Member sinn. Ausserdeem kann all Land, dat an Zukunft an d'Eurozon antrëtt, Member vum ESM ginn.

D'Zilsetzung vum ESM ass et, Suen ze mobiliséieren, fir dann déi Länner aus der Eurozon ze ënnerstëtzen, déi mat grousse Finanzproblemer ze kämpfen hunn an extrem Schwieregkeeten emfannen, sech op dem Kapitalmaart frësch Suen ze besuergen. Ausserdeem soll den ESM derzou bäidroen, d'Eurozon als Ganzt ze stabiliséieren.

Wéi kann den ESM engem Land hëllefen? Den Traité gesäit am Ganze fënnef Variante vu Stabiliséierungshëllefe vir. Wéi schonns den EFSF kann och den ESM direkt Kredithëllefen u Länner ënner Form vu Prête ginn. Zousätzlech ass d'Méiglechkeet virgesinn, Länner iwwert de Wee vun enger Ligne de crédit preventiv ze stëtzen. Bei Bedarf kënnen dann d'Suen ofgeruff ginn, d'Länner mussen awer kee Gebrauch dovunner maachen.

Als drëtt Optioun kënne Kreditter accordéiert ginn, déi geduecht sinn, fir Banke vun engem Land ze stabiliséieren, an net seng eege Statsfinanzen. Déi zwou lescht Hëllefsméiglechkeete betreffen den Opkaf vu Statsscholdpabeieren. Esou kann den ESM direkt um Primärmaart Pabeiere kafe vun Eurolänner, déi nei Statsscholdschäiner erausginn. An dësem Kontext trëtt den ESM, wéi all Investor, als normale Keefer op an erhéicht domadder d'Nofro.

Dat Ganzt huet zum Zil, dass den Taux op den Zënse soll gedréckt ginn, zu deene sech héich verschëllte Länner op dem Kapitalmaart Sue musse léinen. Zousätzlech däerf den ESM um sougenannte Sekundärmaart och bestoend Scholdpabeiere vu Länner kafen, déi un den institutionelle Finanzmäert gehandelt ginn, pardon, internationale Finanzmäert gehandelt ginn.

Am Prinzip kann all ESM-Member, an domat d'Länner aus der Eurozon, eng Ënnerstëtzung ufroen. Am Traité ass awer festgehale ginn, dass d'Hëllefen nëmmen da garantéiert ginn, wann, ech zitéieren nach eng Kéier: «...si cela est indispensable pour préserver la stabilité financière de la zone euro dans son ensemble.» Ier d'Regierungen aus der Eurozon am sougenannten „Conseil des gouverneurs" vum ESM doriwwer décidéieren, ob e Land Hëllefen zougesot kritt oder net, ass eng Bewäertung vun der finanzieller Situatioun vum jeeweilege Land duerch déi Europäesch Zentralbank an, wa méiglech, an Zesummenaarbecht mam internationale Währungsfong virgeschriwwen. Si préiwen, ob eng reell Gefor fir d'Finanzstabilitéit am Euroraum besteet, ob d'Statsschold vun deene Länner weider Prêten a Scholde verkraaft a wéi vill Suen dëst Land a Wierklechkeet brauch.

An dësem Kontext muss ee soen, dass vum 1. Mäerz 2013 un dës Spillregele méi streng ginn, dass vun do un och d'Erdeele vun enger Finanzhëllef un d'Ratifizéierung vum sougenannten „Fiskalpak" (veuillez toujours lire: „Fiskalpakt") gebonnen ass, dee jo ënner anerem d'Aféierung vu Scholdebremse virgesäit. Nëmmen déi Länner, déi de Fiskalpak bis dohi ratifizéiert hunn, kënnen dann nach op d'Hëllef vum ESM hoffen. Griichenland, Portugal, Slowenien an Irland hu bis haut de Fiskalpak ratifizéiert. Mir zu Lëtzebuerg hunn dësen Exercice nach virun eis.

Déi Finanzsprëtze vum ESM gëtt et selbstverständlech net zum Nulltarif. Wien ëm eng Ënnerstëtzung vum ESM freet, muss dofir och eng Géigeleeschtung erbréngen. Virun allem direkt Hëllefe wéi Prête sinn an der Regel u Fuerderungen no Strukturreformen a Spuerprogrammer an de Länner geknäppt. Wéi eng Schrëtt a Mesuren e Land muss huelen, gëtt individuell an detailléiert an engem sougenannten „memorandum of understanding" festgehalen, deen déi zwou Parteie mateneen aushandelen.

Här President, léif Kolleegen, wéi elo grad schonns kuerz ugeschnidden, ass et net d'Direktioun vum ESM, déi décidéiere kann, ob ee Land éligibel fir d'Finanzhëllefen ass oder net, mä et ass de Conseil des gouverneurs, deen dës Entscheedung trëfft. An dësem Conseil ass all Land normalerweis mat sengem Finanzminister vertrueden. D'Entscheedungen an dësem Gremium mussen an der Regel eestëmmeg ausfalen. Wann awer eng Urgence besteet, da geet och d'Majoritéit vu 85% vun de Stëmmen duer. Wat d'Stëmmeverdeelung pro Land ugeet, ass net de Prinzip „ee Land, eng Stëmm", deen zielt, mä d'Stëmmgewiichtung gëtt no der Participatioun am Kapital vum ESM ausgeriicht.

Dat bréngt mech zur Fro, wéi vill Suen dem ESM dann elo zur Verfügung stinn. Den ESM soll e Stammkapital vu 700 Milliarden Euro kréien. 80 Milliarde vun dëse 700 Milliarde fléisse fir d'Bildung vun engem Kapitalstock. Si gi vun de Membere vum ESM a fënnef Tranchë bis d'Joer 2014 abezuelt. Déi aner 620 Milliarde gëllen als ofruffbart Kapital. Et ass dat eng Aart stëll Reserv, op déi am Bedarfsfall kann zréckgegraff ginn. Dëst Stammkapital vu 700 Milliarden erlaabt et dem ESM, Kredithëllefen an enger Héicht vu bis zu 500 Milliarden Euro ze gewähren.

Fir d'Hëllefsmoossname vu krisegeplote Länner ze finanzéieren, wäert den ESM an éischter Linn selwer op de Finanzmäert Sue léine goen. D'Stammkapital vu 700 Milliarden Euro déngt der Ofsécherung vun deene Finanzgeschäfter a soll derzou bäidroen, dass den ESM déi gënschtegst Konditioune kritt, fir Sue kënnen ze léinen, a vun de Ratingagenturen den Triple-A zougesprach kritt. Ob dat effektiv wäert esou sinn, wäert d'Zukunft weisen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dass den ESM selwer Kapital besëtzt, ass den zentralen Ënnerscheed zum EFSF, dee momentan en vigueur ass. Den EFSF kann nëmmen op Garantië vun den Eurostaten zréckgräifen, wann en op de Kapitalmäert Sue léint. Hie kritt awer kee Kapital vun de Memberlänner fir seng Aarbecht.

Wéi vill all Land an den ESM abezuele muss, hänkt vum Undeel of, deen dat Land am Kapital vun der Europäescher Zentralbank huet. Normalerweis ass eist Land mat 0,2497% um Kapital vun der EZB bedeelegt. Well awer an dësem spezielle Kader Rücksicht op nei Eurolänner - Estland, Slowakei, Slowenien, Malta an Zypern - geholl gouf, bedeelegt sech Lëtzebuerg mat 0,2504% um Kapital. Dat bedeit an Zuelen, dass sech eis Gesamtkontributioun am Kapital op déi dach beträchtlech Zomm vun 1,7528 Milliarden Euro beleeft.

Déi Lëtzebuerger Participatioun setzt sech aus zwee Deeler zesummen. Eppes Klenges iwwer 200 Millioune mussen elo abezuelt ginn, fir de Kapitalstock vun 80 Milliarden Euro ze bilden. Dat geschitt net an enger Kéier, mä a fënnef Tranchen zu je eppes Klenges iwwer 40 Milliounen Euro, woubäi déi éischt zwou Tranchen am Juli an am Oktober 2012 fälleg ginn. Zwou weider Tranchë ginn am Joer 2013 abezuelt, an déi lescht soll dann am Laf vum Joer 2014 abezuelt ginn.

Dës Informatiounen hu mir de leschten Dënschdeg an der Finanzkommissioun vum zoustännege Minister krut an droen domat och enger Kritik vum Statsrot Rechnung, dee sech d'Fro gestallt hat, wéini onst Land wéi vill misst an den ESM abezuelen.

Nieft dësen 200 Millioune stelle mir dem ESM dann och nach en ofruffbart Kapital an der Héicht vun e bësse méi wéi 1,5 Milliarden Euro zur Verfügung.

Déi Lëtzebuerger Participatioun um ESM, där mir mam Projet de loi 6406 eis Zoustëmmung solle ginn, gëtt iwwert de Statsbudget finanzéiert. Dës Dépense huet eng Inzidenz op d'Resultat vum Compte général, mä keen Impakt op eis öffentlech Schold an der Maastricht-Optik, well et sech ëm eng Finanztransaktioun handelt, déi eng reell Contrepartie genéréiert. Laut Maastricht-Kritären ass d'Participatioun um ESM als neutral unzegesinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt nach kuerz op d'Relatioun tëschent dem EFSF an dem ESM an déi kombinéiert Ausléincapacitéit agoen. Et ass jo décidéiert ginn, den

ESM ee Joer méi fréi un d'Lafen ze brénge wéi urspréinglech geplangt. Dat bréngt mat sech, dass während engem Joer déi zwee Rettungsschiermer parallell lafen. Laut ESM-Vertrag däerf déi kombinéiert Ausléincapacitéit vun deenen zwee Rettungsschiermer d'Zomm vu 500 Milliarden net iwwersteigen. Zil ass et op där anerer Säit awer och, dës Zomm an all Moment zur Verfügung ze hunn.

Beim Europäesche Conseil vum 30. Mäerz 2012 zu Kopenhagen ass dofir décidéiert ginn, dass dem EFSF seng Mëttelen, déi scho verplangt sinn, no Enn Juni 2013 zum ESM-Volume derbäigerechent ginn. Heibäi handelt et sech ëm déi 193,2 Milliarden, déi fir den zweete Griichenland-Pak souwéi fir Irland a Portugal virgesi sinn.

Theoretesch ergëtt sech aus dëser Kombinatioun e Gesamtvolume, dee kann ausgeléint ginn, vu bal 700 Milliarden Euro, deen dann awer erëm op 500 Milliarden Euro zréckgeféiert gëtt, wann déi dräi Länner hir Hëllefen zréckbezuelt hunn. Souwisou iwwersteigt laut mengen Informatiounen a Wierklechkeet déi verfügbar Zomm 500 Milliarden Euro net, well den ESM a sengem éischte Joer nëmmen ee Kreditvolume vun 200 Milliarde soll hunn. Fir d'Eurozon an engem Noutfall awer handlungsfäeg ze halen, solle fir ee Joer déi net genotzte Mëttelen aus dem EFSF vu ronn 240 Milliarden Euro als Reserven zur Verfügung stoen.

Allerdéngs, an dat muss ee wëssen, de Mëtteg beleeft sech den theoretesch maximalen Engagement vun eisem Land an de Rettungsschiermer ESM an EFSF op déi impressionnant Zomm vun 3,7528 Milliarden Euro, also 3.752,8 Milliounen. Et ass ze hoffen, dass dës Suen an der Realitéit net ofgeruff wäerte ginn!

Här President, am Kader vum Projet de loi 6406, deen d'Participatioun um Kapital vum ESM regelt, huet d'Regierung de 14. Mee eng Rei vun Amendementer agereecht, déi den Objet vum Gesetz erweideren an déi de Statsrot an engem Avis complémentaire aviséiert huet. Zu dësen Amendementer huet déi héich Kierperschaft eng Rei vu Remarquë gemaach.

Zum éischten Amendement vun der Regierung iwwert den neien Artikel 2 mengt de Statsrot, dass de Privileg, och nach „immunité de juridiction" genannt, deen den Europäesche Stabilitéitsmechanismus duerch deen Amendement soll kréien, schonns duerch den Traité iwwert den ESM ofgedeckt ass. Dësen Traité gëtt jo duerch de Gesetzesvirschlag 6405 approuvéiert.

D'Europäesch Investitiounsbank, déi am Amendement ernimmt ass, ass dem Statsrot no net implizéiert, well si souwisou scho vun engem ähnleche Schutz profitéiert wéi deen, dee mir elo dem ESM duerch Ratifikatioun vu sengem Traité accordéieren. Dësen Amendement ass dem Statsrot no dofir iwwerflëssig.

An der Finanz- a Budgetskommissioun ware mir awer, am Contraire zur Meenung vum Statsrot, zur Konklusioun komm, dass mer den Amendement bäibehale sollen, well mer et als wichteg ugesinn, dass d'Dispositiounen aus dem Traité vum ESM nach eng Kéier op dëser Plaz confirméiert ginn, wéi och d'Immunitéit vun der Europäescher Investitiounsbank.

Den zweeten Amendement gesäit en neien Artikel 3 vir, fir d'Gidder vun der European Financial Stability Facility respektiv hir Obligatioune vis-à-vis vun de Staten zousätzlech ze schützen, andeems dës Elementer als net saiséierbar deklaréiert ginn an och net däerfe blockéiert oder séquestréiert ginn.

De Statsrot weist a sengem Avis fir d'Éischt emol drop hin, dass een Obligatiounen net ka saiséieren, mä nëmme Créancen. An enger zweeter Phas befaasst sech de Statsrot mam Gläichheetsprinzip, wéi en am Artikel 10bis Paragraph 1 vun eiser Verfassung festgeschriwwen ass. Hie stellt dëse Prinzip der Immunisatioun vum EFSF géintiwwer, déi generell ass an a sengen Aen ze wäit geet.

E monéiert weider, dass d'Immunisatioun laut Text vum Amendement zu enger Onverletzbarkeet vun dësem EFSF féiert, déi eis Verfassung am Artikel 4 nëmmen zugonschte vum Groussherzog virgesäit. Dofir kann de Statsrot dësen zweeten Amendement vun der Regierung net akzeptéieren an huet och eng formell Oppositioun ausgesprach.

De Statsrot verdéift da seng Iwwerleeungen am Kader vum drëtten Amendement, dee virgesäit, esou eng Immunitéit net nëmme fir de Schierm, mä och fir seng Organer, seng Ugestallten a seng Aarbechter anzeféieren. De Statsrot stellt fest, dass, souguer wa verschidden international Organismen eng relativ wäitreechend geriichtlech Immunitéit genéissen, déi net absolut ka sinn, si awer konform zu aneren internationalen Engagementer vu Lëtzebuerg si muss.

De Statsrot stellt awer och fest, dass am Géigesaz zu internationalen Organismen den EFSF eng Lëtzebuerger Gesellschaft ass. Dës Situatioun werft d'Fro no der Konformitéit vun dësem Regime zu internationalen Texter an zur Verfassung op, notamment zum virgenannten Artikel 10bis. De Statsrot ass net iwwerzeegt, dass d'Motiver, déi dëser Ofännerung zugrond leien, d'Verfassungsgeriicht zefriddestellen, a souwisou wier déi Immunitéit nëmmen op Lëtzebuerg gemënzt.

Och wann d'Aktionären, dat heescht d'Länner par définition eng solch Immunitéit genéissen, misst ee sech d'Fro stellen, ob dëst duergeet, fir och sengen Organer, Ugestallten an Aarbechter déi zeguttkommen ze loossen. Déi échappéieren nämlech all Injonctioun vun öffentlechen Autoritéiten an och de Prozesser virun engem Zivilgeriicht. Nëmmen den EFSF selwer kann décidéieren, déi Immunitéit opzehiewen.

Op Basis vun dëse Considératiounen an obwuel d'Aktionariat vum EFSF d'State sinn, ass de Statsrot der Meenung, dass eng Dérogatioun vum Gläichheetsprinzip net de Bedéngunge vun de Verfassungsriichter gerecht gëtt. E freet sech weider, wat d'Plus-value vun dësem Amendement par rapport zu deem zweete wier, deen a sengen Ae méi effikass um internationale Plang ass.

Schlussendlech proposéiert de Statsrot dann, en neien zweete Paragraph an den Artikel 3 vum Gesetz vum 2. Juli 2010 (veuillez lire: 9. Juli 2010) anzebauen, an deem dem Statsrot no de Bedéngunge vun de Verfassungsriichter Rechnung gedroe wier.

An der Finanz- a Budgetskommissioun konnte mer no Diskussioun mat der Regierung eis den Erklärungen an den Argumenter vum Statsrot uschléissen an mir hunn décidéiert, dem Statsrot seng Textpropositioun an den Text vum Gesetz ze iwwerhuelen.

Wat d'Amendementer 4 a 5 ubelaangt, déi eng Ëmännerung vum Intitulé vum Gesetz virgesinn, hat de Statsrot keng Observatiounen ze maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, mat Asetze vum ESM riichte mer an Europa eng Aart Brandschutzmauer op, mat där gehofft gëtt, d'Vertraue vun den Investisseuren zréckzegewannen an d'Situatioun op de Finanzmäert an an der Eurozon ze berouegen. Zudeem soll duerch déi héich Moyenen, déi dem ESM zur Verfügung gestallt ginn, d'Gefor méi kleng ginn, dass d'Finanzéierungsproblemer vun héich verschëllte Länner wéi zum Beispill Griichenland op aner Länner iwwergräifen.

An der Finanzkommissioun war eng grouss Majoritéit der Meenung, dass et keng reell Alternativ fir eist Land gëtt, fir kuerz- a mëttelfristeg aus där déifster Finanz- a Wirtschaftskris aus deene leschte Joren erauszekommen, wéi an der europäescher Solidaritéit matzemaachen. Sou ass dann och de virleiende Rapport an der Finanzkommissioun mat de Stëmme vun alle Parteien ausser der ADR ugeholl ginn.

Ech gi jiddefalls am Numm vun der CSV-Fraktioun den Accord zu deenen dräi Gesetzesprojeten a soen Iech Merci fir Ären interesséiert Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Rapporteur. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Claude Meisch agedroen. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Claude Meisch *(DP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir d'Alleréischt dem Michel Wolter, Rapporteur vun deenen dräi Projet-de-loien, Merci soe fir seng ganz detailléiert Explikatiounen an där jo net ganz einfacher Matière. Dat erspuert et mir, nach eng Kéier ganz prezis op deen dote Contenu anzegoen. Ech hunn awer nach selbstverständlech eng Rei vu méi politesche Considératiounen hei ze maachen.

Mat der Aféierung vum Europäesche Stabilitéitsmechanismus maache mer e weidere Schrëtt, fir der aktueller Scholdekris innerhalb vun den Eurolänner ze begéinen. Mir mussen awer wëssen, datt, währenddeem mer hei am Parlament diskutéieren an deemnächst wäerten ofstëmmen, op anere Plazen och an der europäescher Décisiounsmachinerie schonn eng ganz Rei vun anere Modeller diskutéiert ginn. Sou datt do, mengen ech, och d'Gefill opkomm ass, datt dat, wat mer hei maachen, net déi lescht Äntwert wäert sinn, fir der Scholdekris an Europa kënnen entgéintzewierken.

Et gëtt do geschwat vun enger weiderer Mutualisatioun vun der Schold iwwert de Wee vun där enger oder anerer Zort vun Euro-Bonds. Et gëtt vun engem Konjunkturpak geschwat an der Héicht vun 130 Milliarden. Et gëtt driwwer nogeduecht, ob net weider d'Europäesch Zentralbank awer misst mandatéiert ginn, fir Scholdtitren opzekafen. Et gëtt driwwer nogeduecht, ob net den Europäesche Stabilitéitsmechanismus, dee mer jo hei décidéieren, eng Banklizenz misst kréien, fir eben och méi staark direkt op dem Marché kënnen anzegräifen.

An elo de Mëtteg, kuerz éier eis Sitzung ugefaangen huet, huet d'„Handelsblatt" gemellt, datt et e Pabeier géif ginn um europäesche Plang, fir effektiv e grousse Schratt nach méi wäit ze goen, wann et drëms geet, der Scholdekris entgéintzewierken, wou et angeblech zu radikalen Agréffer och soll op déi national Budgete kënne komme vun der europäescher Säit aus, an op där anerer Säit et zu enger méi staarker koordinéierter Bankenopsiicht soll kommen.

Sécher schéngt et duerfir menger Meenung no ze sinn, datt mer mat der Schafung vum ESM hei net déi lescht Etapp um Wee aus der Scholdekris maachen, mä datt et just eng Tëschenetapp ka sinn. Den Europäesche Stabilitéitsmechanismus ass dann och noutwendeg ginn, well de Rettungsschierm virdrun, den EFSF, huet misse méi schnell opgestockt gi wéi dat geduecht war. A well dee souwisou jo eng Kéier sollt auslafen, ass dru geduecht ginn, en dauerhafte Mechanismus hei anzesetzen. Dat ass du schliesslech méi schnell geschitt, wéi et am Ufank envisagéiert war, dat och erëm eng Kéier ënnert der Pressioun vun der Realitéit, ënnert der Pressioun och vun de Marchéen.

Da sollt den ESM an deenen éischte Virstellunge jo och während fënnef Joer gespeist ginn. Och dat gëtt elo méi schnell gemaach. Elo gi mer do vun 2,5 Joer aus. Europa handelt zwar, gesäit een, mä Europa reagéiert awer virun allem ëmmer erëm just aus der Nout eraus. A bis ewell hu mer et an Europa net fäerdegbruecht, fir kloer ze agéieren an déi Problemer do och ze anticipéieren.

Fir d'Éischt hate mer eng bilateral Hëllef, dunn hate mer en temporairë Rettungsschierm, dunn ass den ESM méi schnell komm wéi geduecht. Am Ufank ass vun engem Volume vu 500 Milliarde geschwat ginn. Deen ass awer elo op 700 Milliarden eropgesat ginn, fir effektiv kënne mat 500 Milliarden dann och ze traitéieren a gläichzäiteg den Triple-A kënnen ze behalen.

Mat vill Méi gëtt déi Struktur elo do an enger ganzer Rei vu Länner ëmgesat. Mä haut wësse mer, wéi gesot, datt dat doten net wäert duergoen an datt mer op d'mannst nach eng Kéier, an ech fäerten, nach méi wéi eng Kéier, heiriwwer mussen diskutéieren an och nach eng Schëpp noleeën.

D'Fro, déi ee sech hei stelle muss: Gëtt et am Endeffekt net méi deier, wa mer weider op där doter Schinn bleiwen, fir dat ze maachen, wat grad noutwendeg ass, och vläicht just dat ze maachen, wou een da grad eng Majoritéit innerhalb vun den Eurolänner fënnt, amplaz ee fir alle Mol de Problem och bei der Wuerzel kënnen ze paken?

Sécher ass gradesou, datt eng ganz Rei vu Feeler gemaach gi sinn, net gëschter, net virgëschter, mä viru laange Joren zum Deel gemaach gi sinn, déi eis an dës Situatioun eragefouert hunn. Jo, et gouf gefuddelt, fir an den Euro eranzekommen. Et ass net probéiert ginn, mat där Zäit vun den niddregen Zënsen an enger ganzer Rei vu südeuropäesche Länner ze kucken, jo, d'Konsolidéierungspolitk kënnen ze maachen, mä et ass probéiert ginn, do dann erëm eng Kéier eng Dépensëpolitik kënnen ze maachen.

Eng ganz Rei vu strukturelle Reformen an deene Länner - mä mir sollen net nëmmen op déi kucken an iwwert déi eis opreegen hei -, sinn net ëmgesat ginn. Mir hunn et haut nach ëmmer virun allem och a Südeuropa mat enger mangelnder Kompetitivitéit ze dinn, sou datt mer doduerjer och déi Spannung innerhalb vun engem eenzege Währungsraum awer hunn, wat eigentlech dann och eng normal Konsequenz dovunner ass.

D'Schwächt vun Europa an d'Schwächt vum Euro ass dann och gläichzäiteg déi vun hirer Gouvernance. Et gesäit een, datt eigentlech wéineg Instanzen do sinn, déi schnell kënnen décidéieren. Mir hunn eng, dat ass d'Europäesch Zentralbank. Déi huet dat zum Deel gemaach an der Vergaangenheet, konnt doduerjer och d'Marchéen eigentlech berouegen, well se onofhängeg ass, well se och net weisungsgebonnen ass.

Allerdéngs war et net onbedéngt hir Missioun, fir um Marché secondaire ze intervenéieren. A mir hunn och schonn hei dorobber higewisen, datt et do awer zu engem gewëssenen Demokratiedefizit komm ass, well déi Décisiounen do jo net vun den nationale Parlamenter ofgeseent waren an eigentlech och der EZB net tel quel als Missioun mat op de Wee gi sinn.

Dann, wa mer deen Demokratiedefizit do wëllen net widderhuelen, dann ass et natierlech esou - an dat mécht zum Deel d'Komplexitéit hei vun dëser Matière a vun der ganzer Problematik aus -, datt all Nationalparlament muss säin Accord zu deenen eenzelne Schrëtt do ginn. A mir héiere jo awer och ëmmer erëm, datt et awer eng ganz Rei vun nationalen Egoismen hei leider nach ëmmer gëtt.

D'Demokratesch Partei dréit den Europäesche Stabilitéitsmechanismus hei mat, och wa mer net der Meenung sinn, datt et elo déi beschte Léisung ass an och wa mer eben der Meenung sinn, datt et net déi leschte Léisung ass an datt mer hei sécherlech nach eng Kéier oder méi wéi eng Kéier heiriwwer musse schwätzen.

Och si mer der Meenung, datt et eis eppes wäert kaschten. Et kascht eis elo eng Initialdotatioun vu ronn 200 Milliounen Euro. Mir kommen do an eng dauerhaft Struktur eran a mir wäerten net mengen, datt mer dat Geld do muer oder iergendwann eng Kéier - wann iwwerhaapt, da sécher net esou schnell - erëmkréien. Et ka bis zu engem Opstocken insgesamt vum Volume komme bis 1,7 Milliarden Euro. Wann also alles schifgeet, da wësse mer och, wat mer do nach mussen noliwweren.

De Rapporteur huet virdrun och nach eng Kéier - an dat war och a sengem schréftleche Rapport, mengen ech, ganz flott opgelëscht -, nach eng Kéier gesot, wat de gesamten Engagement ass, dee mer an all deenen doten Dossiere fir den Euro ze stabiliséieren, bis ewell agaange sinn: Do leie mer iwwer dräi Milliarden Euro bis ewell, dat heescht awer e Véirel vun eisem nationale Budget. Wann et wierklech géif schifgoen, wär dat de Montant, dee Lëtzebuerg, deen d'Steierzueler och hei am Land missten op den Dësch leeën, well mer eis dozou engagéiert hunn.

Mir hunn also e fundamentalen Interessi, datt d'Situatioun sech mëttel- a laangfristeg stabiliséiert, well soss gëtt et eis effektiv ganz, ganz deier. Wéi kann d'Situatioun sech stabiliséieren? Eigentlech och nëmmen, andeems d'Vertrauen zréckkënnt, d'Vertraue vun de Mënschen an Europa an hir gemeinsam Währung, d'Vertraue vun den Investisseuren, d'Vertrauen awer och an nei wirtschaftlech Perspektive fir ganz besonnesch déi betraffe Länner.

Wa mer näischt maachen an näischt gemaach hätte bis ewell, dann ass et sécherlech net esou, wéi wann dat eis näischt kascht hätt. Ech mengen éischter, datt et dann nach vill, vill méi deier gi wär. A wann et Alternative gëtt zu där Politik, déi haut gemaach ginn ass, an där Alternative gi jo och diskutéiert um europäesche Plang an zum Deel och hei am Land, an den eenzelne politesche Gruppéierungen och, da mengen ech och kënnen ze soen, datt déi och net zum Nulltarif wären.

Hei ass eng grouss Solidaritéit gefrot, hei ass och den Apport vun deene gefrot, déi sech momentan eben nach an Europa kënne leeschten, fir den Euro insgesamt kënnen ze stabiliséieren, an dat ass och bénéfique fir déi Länner, déi haut eppes musse ginn, an net nëmme fir déi Länner, déi eppes musse kréien.

Den Europäesche Stabilitéitsmechanismus ass dann eng Chance fir, jo, datt virun allem d'Finanzwelt net komplett zesummebrécht, wat einfach horrend Konsequenzen hätt fir d'Bankewelt direkt, fir Dausenden an Awerdausende vun Aarbechtsplaze queesch uechter Europa, also och fir d'Mënschen heiheem an an anere Länner. A sécherlech géif dat sech jo och net nëmmen op Europa beschränken, mä géif seng Konsequenze wäit doriwwer eraus droen.

Mir mussen also weider sichen no deene richtege Léisungen. Fir eis gëtt et do eigentlech och keen direkten Tabu. Dir wësst, mir hunn dat hei scho virun engem Joer eng Kéier gesot, datt mer eis och mat der Iddi vun engem Euro-Bonds-System kéinten ufrënnen, datt dat eis net erschreckt hätt.

Och déi europäesch Liberal ginn an déi dote Richtung an hunn eigentlech dee Modell vum däitsche Sachverständigenrat iwwerholl, fir ze soe: Kommt, mir maachen eng Vergemeinschaftung, eng Mutualiséierung vun der Schold, déi iwwert d'Limite vun deene 60% vum PIB erausgeet, mat natierlech enger Contrepartie, fir dann awer méiglechst schnell déi Schold kënnen do ofzebauen a sech Spuer- a Reformziler ze definéieren an och contraignant kënnen duerchzesetzen. Eng Iddi, mengen ech, déi derwäert wär, och nach eng Kéier um europäesche Plang diskutéiert ze ginn.

Hei géifen déi wirtschaftlech méi staark Länner e bësse méi bezuelen, si stäipen awer doduerch och, mengen ech, am Nachhinein hir eegen Exportwirtschaft. An déi wirtschaftlech méi schwaach Länner kriten awer d'Chance, aus deem Däiwelskrees vu Spuerprogrammer, vun enger neier Rezessioun, déi doduerjer induzéiert

ginn ass, vun dem Abroch bei de Recetten, deen dann erëm direkt dorobber nokënnt a wat d'Noutwendegkeet erëm eng Kéier erkläert vun engem neie Spuerprogramm, aus deem Däiwelskrees musse mer jo eng Kéier ausbriechen. An déi Léisung, dat kéinten déi dote Form vun Euro-Bonds sinn, dat sollte mir duerfir net aus den Ae verléieren.

Natierlech sinn an all deene Länner do Strukturreformen noutwendeg. Nieft deenen Efforten, déi mer musse maachen, datt d'Ekonomie erëm un d'Rulle kënnt, musse mer kucken, a virun allem kënnt se och nëmmen un d'Rullen, wa mer déi Strukturreformen do kënnen ëmsetzen, an datt jiddwereen och Vertrauen dran huet, datt et och politesch majoritéitsfäeg ass, an deene Länner se kënnen ëmzesetzen.

Virun allem och, mengen ech, kann et net esou sinn, datt déi Länner, déi hir Strukturreforme scho gemaach hunn - zu deenen, mengen ech, gehéiere mir jo net, op jidde Fall net esou wäit, wéi mer et hätte misse maachen -, mä déi Länner, déi deen Effort do gemaach hunn, virun allem Däitschland, et versteet een, datt déi soen: Mir hu schwéier gelidden dorënner. Mir hunn eise Präis bezuelt duerch deen Effort, dee mer gemaach hunn a mir kënnen awer elo net nach eng Kéier bezuelen, andeems aner Länner deen Effort net maachen oder probéieren, op d'Käschte vun aneren do derlaanscht ze kommen.

Dat ass sécherlech och en Deel vun der Komplexitéit, mat där mer et hei ze dinn hunn. Duerfir, mengen ech, mussen et global Ustrengunge gi vun all deene Concernéierten a virun allem musse mer kucken, datt mer de Bléck dobäi no vir riichten op déi Léisungen, déi nach musse fonnt ginn. Generell, mengen ech, komme mer hei aus där doter Situatioun net eraus, wa mer net verstinn, datt mer an engem Boot sëtzen an datt mer, fir dat Boot erëm an e sécheren Hafen ze kréien, och zesummen an déiselwecht Richtung musse paddelen. Aneschters wäert et net goen.

Et bleift dann nach: Just ze kucken, wat kuerzfristeg ze maachen ass, dat geet op jidde Fall hei net duer. Dat, mengen ech, ass de falsche Wee an dat hunn déi sëllechen Initiativen, déi bis ewell geholl gi sinn, och gewisen, datt eis domadder dee grousse Grëff op jidde Fall, dee grousse Worf net gelongen ass. Wa mer d'Scholdekris net an de Grëff kréien, wa mer d'Gouvernance innerhalb vun Europa net kënne verbesseren, wa mer d'Wuesstemsperspektive, virun allem a Südeuropa, net kënne verbesseren, wa mer net kloer weisen, datt d'Politik an all Moment eigentlech erëm d'Heft an d'Hand hei hëlt, da wäert dës Kris eis, an ech mengen, och déi nächst Generatiounen, nach deier ze stoe kommen.

Oft gëtt gesot, et gëtt keng Alternativ zu dëser Politik. Bon, dach, et gëtt Alternativen. Ech hu virdrun eng Rei vun Alternativen opgezielt: Wa mer gemeinsam Scholde maachen a gläichzäiteg méi Interventiounen an déi national Budgeten zouloossen, wa mer eppes maache wéi e Marshall-Plang fir Südeuropa, wa mer d'Entscheedungsprozesser innerhalb vun der Europäescher Unioun verbesseren, da mengen ech, sinn dat ganz kloer Alternativen.

Wouzou et keng Alternativ gëtt, mengen ech, dat ass awer zur europäescher Solidaritéit, fir datt mer déi Aufgab do zesummen uginn. Et huet jiddwereen eppes dovunner: Déi, déi hëllefen, hu gradesou vill dovunner wéi déi, déi gehollef kréien. Well alles aneschters, net ze hëllefen a Länner hei ofrëtschen ze loossen, dat géif finanziell sécherlech net manner kaschten. Et géif d'Ekonomie, net nëmmen an deene Länner, och bei eis a global, weltwäit weider erofdrécken. Et hätt horrend mënschlech Käschten einfach vu Chômage, vu Misär, vu Prekaritéit, déi géifen iwwert dee ganze Globus sech weider verbreeden, a finalement wär och, jo, d'Vertrauen an d'Demokratie, d'Vertrauen an déi sozial Économie de marché sécherlech ganz staark a Fro gestallt.

Duerfir musse mir eng Politik maachen, wou d'Mënschen nees neit Vertrauen an d'Politik kréien, wou d'Politik weist, datt se handlungsfäeg ass, wou d'Politik weist, datt se kloer Ziler huet an och konsequent de Wee op déi doten Ziler higeet. Ech mengen, do kënne mer nach villes besser maache par rapport zu deem, wéi mer et an de leschte Méint gemaach hunn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Meisch. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Bodry agedroen. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dës Debatt ronderëm d'Zoustëmmung vu Lëtzebuerg zu deem neien, permanenten Europäesche Stabilitéitsmechanismus fördert eng hektesch, jo vläicht souguer dramatesch Zäit. Griichenland, dat weess jiddwereen, ass nach net definitiv virun enger Faillite gerett, Spuenien steet prett, fir ënnert d'Äerm gehollef ze kréien, den Eurogroup huet bis zu 100 Milliarden Euro an Aussiicht gestallt, fir Spuenien kënnen ze hëllefe bei der Restrukturéierung an der Rekapitaliséierung vu senge Banken.

Duerch d'Schwieregkeete vu Spuenien kënnt iwwert de Bankesystem Portugal erëm an zousätzlech Schwieregkeeten eran. Zypern huet net méi spéit wéi gëschter eng Demande eragereecht, ugedeit, dass se och wéilten Hëllefe vum europäesche Rettungsfong kréien.

Och wann een elo iwwert déi lescht Méint esou Nouvellë gewinnt ass, ass dat doten alles aneschters wéi d'Normalitéit, wéi mer se an Europa an och an der Eurozon zënter der Schafung vum Euro kannt hunn. Et ass eng anormal Situatioun, et ass eng héchst gefäierlech Situatioun.

An duerfir mengen ech, dass et net wéinst der Diskussioun an Däitschland ass, wou mer haut solle mat där néideger Déift a seriö iwwert deen heite Projet diskutéieren, mä wéinst der Wichtegkeet virun allem vun der Envergure vum Engagement, wat Lëtzebuerg mat deem Vote vun deenen dräi Gesetzestexter hei hëlt, an dat fir onbestëmmten Zäit.

Mir sinn eis eens, mengen ech, breet hei an der Chamber, iwwert d'Noutwendegkeet, fir schnell a wierksam ze handelen; ze handelen, fir d'Stabilitéit vun der Eurozon ze garantéieren. Mir sinn eis och, mengen ech, eens hei, wann och vläicht net eestëmmeg, iwwert d'Noutwendegkeet, d'Solidaritéit tëschent den Eurolänner spillen ze loossen, well et och haut, ähnlech wéi virun engem Joer, wou mer och esou Diskussioune scho gefouert hunn, keng wierklech Alternativ gëtt par rapport zu der Solidaritéit tëschent den Eurolänner.

Wie wëllt hei d'Responsabilitéit iwwerhuelen, fir no an no, nom Dominoeffekt een no deem aneren eenzel Eurostaten an d'Faillite falen ze loossen, mat all deenen Auswierkungen, déi dat kann hunn?

Mir sinn eis awer, mengen ech, och sécher, zumindest ass dat d'Meenung vun der sozialistescher Fraktioun, dass dëse Rettungsfong net perfekt ass; net perfekt ass, souwuel wat säi Fonctionnement wéi och wat seng Moyenen ugeet, déi en duerch den Traité kritt. Mä et ass awer sécherlech e weidere Schrëtt an en neit Europa, an en Europa, wat méi gekennzeechent wäert si vun nach engem Zesummeréckele vun den Eurostaten, e wichtegt Kriseninstrument och, wat zu enger wierksamer Wirtschaftsregierung an Europa gehéiert.

Et ass duerfir an eisen Aen och entscheedend, dass esou schnell wéi méiglech, am beschte Fall effektiv schonn am Juli dësen neien ESM kann a Kraaft trieden. Eis Fraktioun wäert déi dräi Texter stëmmen.

Et ass awer och eis Aufgab als Parlament haut bei dësen Debatten - awer net nëmmen dann, mä och an deene Méint duerno -, trotz där breeder prinzipieller Zoustëmmung, déi mer hunn, mat engem kloren an engem kritesche Bléck op déi europäesch Äntwert op déi sougenannten Eurokris ze kucken.

Als LSAP-Fraktioun si mer der fester Iwwerzeegung, dass den ESM an der aktueller Form sécherlech nach verbesserungswürdeg ass a wahrscheinlech och wäert am Laf vun de Joren nach mussen ugepasst ginn, wéi mer och iwwerzeegt sinn, dass déi politesch Responsabel an Europa, ënner anerem wéinst dem däitschen Zécken an Zauderen während laange Méint, net ëmmer schnell an net ëmmer déif gräifend genuch reagéiert hunn. „Ze lues, net genuch", huet de „Spiegel" gëschter geschriwwen.

D'Madame Merkel, dat wësse mer, wollt esou e permanente Rettungsschierm eigentlech net hunn. Eréischt no an no, op den Drock och vun den Evenementer hi konnt Däitschland, konnten anerer vun der Richtegkeet vun engem permanenten europäesche Rettungsschierm iwwerzeegt ginn. Wichteg Zäit ass an eisen Ae verluer gaangen. Do wou e staarkt Signal erwaart ginn ass vu baussen, sinn e puer kleng Signaler komm, déi ëmmer erëm hu missen nogerüst ginn.

Ech mengen, de Rapporteur huet jo och gewisen a sengem mëndleche Rapport wéi och a sengem schréftlechen, wéi anscheinend och vu Conseilssitzung zu Conseilssitzung och dëse Rettungsschierm ëmmer liicht eng aner Nues kritt huet, wéi e sech entwéckelt huet opgrond vun den Tatsaachen, déi sech um Terrain opgedoen hunn. An déi Entwécklung ass sécherlech net gestoppt mat deem Vote, deen déi national Parlamenter iwwert deen doten Traité wäerte maachen.

An eisen Ae war et och vun Ufank un net klug, eesäiteg an der Äntwert op d'Kris op Austeritéit an d'Kappe vun öffentlechen Ausgaben ze setzen, an net gläichzäiteg scho vun Ufank un och e grousse Wäert op noutwendeg geziilten Aktioune fir méi Wuesstum ze setzen, wou mer eigentlech och d'Instrument hunn: Dat ass d'Strategie 2020, wou jo eigentlech dat geduecht ass, fir eng geziilten Aktioun ze maache fir méi Beschäftegung a méi Wuesstum hei an Europa.

Ech stelle fest, dass sech do schéngt eng gewësse Kurskorrektur an deene leschte Méint ze maachen. Mir hoffen, dass do och kloer Aussoe vum Conseil, vum Europäesche Conseil wäerten nach dës Woch ausgoen, net nëmmen a Richtung Budgetsdisziplin, mä och a Richtung méi Wuesstum, well: Wéi solle mer eigentlech déi massiv Aarbechtslosegkeet, déi mer haut hunn - iwwer 17 Millioune Leit an der Eurozon, déi haut ouni Aarbecht sinn! -, wéi solle mer där begéinen, wa mer net och probéieren, e bëssen aus där Spiral vun Austeritéit a Rezessioun eis erauszebewegen?

Weider Schrëtt wäerte sécherlech och musse gemaach ginn, wat d'Mutualiséierung vun de Risiken an der Eurozon ugeet. Dës Mutualiséierung ass de Corollaire vun enger weiderer Harmoniséierung vun der Wirtschafts- a vun der Budgetspolitik an Europa.

„Project bonds", Euro-Bonds, d'Schafe vun engem europäesche Fong fir d'Tilgung vun den ale Statsscholden, wéi dat zum Beispill déi däitsch Wirtschaftsweise proposéiert hunn an anscheinend och eenzel Leit amgaang sinn, als Iddi op europäeschem Plang ze iwwerhuelen: Dës Diskussioune sinn net definitiv vum Dësch. Si gi weider a si wäerte sécherlech sech och nach méi akut mat der Verlängerung vun der Kris stellen. An et wär och gutt, wann dozou géifen éischt Aussoen op héchstem europäeschen Niveau kommen.

Iwwert d'Kompetenzen, iwwert d'Ausriichtung vun der Politik vun der Europäescher Zentralbank kann och diskutéiert ginn, wéi och muss diskutéiert ginn iwwert d'Roll vun der Europäescher Investitiounsbank. Alleguerten déi Institutioune kënnen aktiv ginn, mussen aktiv ginn, fir zesummen eng zeguttsten Äntwert op déi aktuell Kris duerzestellen.

D'Asetzung vun engem Europäesche Stabilitéitsmechanismus stellt - dat muss ee ganz kloer soen, bei alle Virbehalter, déi ee kann op Detailer hunn -, eng Verbesserung géintiwwer dem bestoenden temporairë Rettungsfong duer, dee soll am Laf vum nächste Joer och auslafen.

Wat sinn déi wichtegst Ënnerscheeder? Et ass fir d'Éischt emol d'Dauer. Den aktuelle Fong war op d'Dauer vun dräi Joer ugeluecht, den neie Mechanismus soll dauerhafte Charakter hunn.

Zweete wichtegen Ënnerscheed ass de Statut. Den aktuelle Fong ass eng Handelsgesellschaft no Lëtzebuerger Recht. Deen neie Mechanismus ass am Fong eng international Institutioun mat hirer eegener Personalité juridique, mat hirem eegene Statut, deen duerch en Traité ofgeséchert ass, och mat enger Rei vu Privilegien, déi iwwert deen Traité festgeluecht sinn.

E weideren Ënnerscheed vum ale System par rapport zum neie läit am Fonctionnement, bei den Décisiounsmechanismen, bei de Gremien: wéi se zesummegesat sinn, awer och mat enger Urgenzklausel, déi hei agebaut ginn ass an déi awer eng ganz Rëtsch vu Froen opwerft.

An ech wär frou, wann d'Regierung och kéint e bëssen hir Meenung zu där Klausel, där Urgenzklausel soen, wou am Fong jo hei elo - dat hu mer virdru jo net kannt am aktuelle System - d'Méiglechkeet besteet, wann eng Urgenz do ass, déi festgestallt muss gi virdru vun der Kommissioun wéi och vun der Europäescher Zentralbank, dass mat enger qualifizéierter Majoritéit vu 85% verbindlech Décisiounen, Engagementer kënne geholl gi fir all Memberstaten an deem heite Mechanismus.

Am klore Fall heescht dat, dass deene ganz grousse Länner - Däitschland, Frankräich an Italien - e Vetorecht zougestane ginn ass. Kloer heescht dat och, wann een d'Rechemaschinn hëlt, dass déi sechs gréissten Eurolänner sech kënnen duerchsetzen, well si hu méi wéi 80% vun de Votë géintiwwer deenen eelef klengeren Eurolänner.

Et ass also méiglech, dass eng Minoritéit vu Länner sech kéint duerchsetze géint eng Majoritéit vu Länner. A wann Der d'Debatten am franséische Parlament nogelies hutt, hutt Der festgestallt, dass se do ouni ze zécke soen, wat de Grond war vun där doten Ännerung. Et ass drëm gaangen ze verhënneren, dass eng Koalitioun vu klenge Länner kéint déi grouss Länner blockéieren.

Dat gëtt ze denken! Dat gëtt ze denken, an ech wär och frou, wéi gesot, do ze héieren, wat d'Aschätzung vun der Regierung vun deem doten Artikel ass a wéi si déi Situatioun do gesäit, déi eigentlech jo och brécht mat där allgemenger europäescher Regel. Mä mir sinn natierlech hei en matière intergouvernementale an net en matière communautaire vun der duebeler Majoritéit, dass et net duergeet, eng Majoritéit ze hu vun den Awunner, mä et muss een och eng Majoritéit hu vun de Länner.

Hei an deem heite Fall ass et méiglech, relativ wäit ze goe mat där spezieller Klausel, déi hei an dëse Mechanismus eragerutscht ass an déi fir mech och erkläert, fir wat et wichteg ass, dass dës Chamber hei elo - an allerleschter Minutt allerdéngs! - d'Décisioun geholl huet, fir hei net mat enger normaler Majoritéit ofzestëmmen, mä wierklech op d'qualifizéiert Majoritéit zréckzegräifen, wéi se an der Constitutioun verankert ass. Well et eng Rei vun Dispositioune gëtt an deem heiten Traité, déi dach awer ganz no un en Abandon de souveraineté erukommen! Do gehéiert effektiv déi dote Regel vun der qualifizéierter Majoritéit derbäi, wou also kënne Milliardenengagementer geholl gi géint Länner, déi eventuell dergéint sinn.

An zweet Dispositioun, déi dran ass: Och hei ass eng Bestëmmung dran am Traité, déi seet, dass de Conseil vun de Gouverneuren - zwar eestëmmeg, dat heescht, op jidde Fall däerf keng Géigestëmm do sinn - décidéiere kann, fir de Capital autorisé eropzesetzen. An domadder ergëtt sech natierlech och eng Verännerung vum Engagement a vum Risiko, wat déi eenzel Länner ze droen hunn.

Och dat ass, mengen ech, eng zweet Dispositioun, déi relativ wäit geet an déi an eisen Aen et zwéngend mécht, dass hei d'nationaalt Parlament mat enger spezieller Majoritéit deen doten Traité guttheescht, well wierklech en Doute besteet, ob mer net hei an engem Domän sinn, wou zumindest deelweis en Abandon de souveraineté op eng aner Institutioun stattfënnt.

E véierte Punkt vun Ënnerscheeder, déi ech wollt opwerfe par rapport zum ale System, deen ausleeft, an deem neie System, dee soll ufänken, dat ass dee vun de Mëttelen, déi dem Mechanismus hei zur Verfügung stinn, fir kënnen ze handelen.

E kritt vill méi Mëttelen, vill méi net onbedéngt an der Envergure à ce stade vun deene Suen, déi e ka léinen un Eurolänner - do kritt en der éischter manner -, mä awer an der Aart vun Interventiounen, déi e ka maachen, well en och ewell ka preventiv intervenéieren - dat steet ewell ausdrécklech an den Texter dran - doduerjer, dass en eng Ligne de crédit eenzelne Länner zur Verfügung ka stellen - well do gëtt net vu Prêt geschwat am Text vum Traité -, doduerjer, dass e kann och Länner Sue léinen, fir eng Rekapitaliséierung vun hire Banke virzehuelen, an doduerjer haaptsächlech och, dass en och kann Interventiounen um sougenannten „marché secondaire" maachen, wat bis elo jo eigentlech eng Aktivitéit war, déi vun der Europäescher Zentralbank gemaach ginn ass a wou eigentlech hei den Europäesche Stabilitéitsmechansimus an Zukunft kann déi doten Aufgabe maachen.

De fënneften Ënnerscheed - och dat, mengen ech, ass schonn ervirgehuewe ginn an der Debatt - ass, dass mer et hei net méi mat enger Institutioun ze dinn hunn, déi opgrond vu Statsgarantië fonctionnéiert, mä déi iwwer eegent Kapital verfügt, wat dann och gläichzäiteg d'Garantie am Fong duerstellt fir déi Aktivitéiten, déi se mécht.

Et kann een also soen, dass hei en Instrument geschafe ginn ass, dat eng ganz Rëtsch vun zousätzlechen Asazméiglechkeeten huet. Et géing awer sécherlech ze wäit, schonn ze schwätzen haut vun engem „Europäesche Währungsfong" nom Modell vum Internationale Währungsfong, wéi dat heiansdo gemaach gëtt.

Mir als LSAP sinn der Meenung, dass et sécherlech vun Notze wär, wann deen dote Rettungsschierm och an Zukunft eng Bankelizenz kéint kréien, dat heescht also, och méi no eigentlech un d'Europäesch Zentralbank géif erugefouert ginn. Et ass sécherlech néideg, an ech mengen, et wäert net laang daueren, da wäert et och geschéien, dass déi iewescht Grenz vun der Engagementscapacitéit, déi elo politesch festgeluecht ginn ass op 500 Milliarden Euro, dass déi och wäert däitlech no uewen eropgesat ginn. D'Héicht vun dem Kapital, dat elo schonn autoriséiert ass, weist jo dorobber hin.

Et ass jo eigentlech e bëssen anormal, dass de op där enger Säit sees, mir wëllen eis Engagementer limitéieren op maximal 500 Euro (veuillez lire: 500 Milliarden Euro), a gläichzäiteg hëls de eng Décisioun, wou s de e Capital autorisé schaafs vu 700 Milliarden Euro. Dat weist schonn drop hin, dass scho geduecht ass, dass déi Grenz vun deene Prêten, déi dee Mechanismus ka maachen, och an Zukunft soll kënnen eropgefouert ginn. Mä wahrscheinlech och aus Rücksicht virun der däitscher Regierung an aneren Opinion-publiquen ass deen dote Schratt bis elo nach net gemaach ginn.

Ech fäerten allerdéngs, dass ëmmer dat Noreechen do no an no, dat Nobesseren och net dat beschte Signal no baussen ass. Mä jiddwereen ass sech bewosst, dass natierlech och mussen zu 17 jo eng ganz Rëtsch vu Kompromësser gemaach ginn.

Schwaachstell vun deem Ganzen, dat hunn och d'Debatten an anere Parlamenter gewisen, dat ass also och keng Spezifissitéit vläicht vun eiser Debatt haut de Mëtteg, dat ass natierlech d'parlamentaresch Kontroll vun deem Ganzen. An dat seet: D'parlamentaresch Kontroll ass natierlech och d'demokratesch Kontroll am Kader vun enger parlamentarescher Demokratie. Déi ass net virgesinn an den Texter.

Dat hei ass en Text, deen eigentlech d'Exekutive stäerkt, dee wéineg Rücksicht hëlt op d'Urkompetenzen eigentlech vun den nationale Parlamenter, wat d'Budgetsfroen ugeet, deen och d'Europaparlament - mir hunn et jo eigentlech net mat enger communautairer Institutioun ze dinn - och logescherweis an deem heite Fall erausléisst. Mä dat soll eis net dovunner ofhalen, och wa mer keen „Bundesverfassungsgericht" zu eiser Verfügung hunn, fir vläicht e bëssen nozehëllefen. Et soll eis als Nationalparlament net dovunner ofhalen, fir eis Responsabilitéiten ze huelen an eist Matsproocherecht geltend ze maachen, wat mer ouni Zweifel als Lëtzebuerger Chamber an all deenen dote Froen hunn!

Ech muss soen, dass och de Finanzminister bis elo ëmmer an alle Sitzunge confirméiert huet, dass d'Regierung gewëllt ass, d'Chamber am Virfeld viru wichtegen Décisiounen, virun neien Engagementer, déi geholl ginn, net nëmmen ex post ze informéieren, mä ze consultéieren. Dat muss, mengen ech, eng Selbstverständlechkeet sinn. An duerfir hu mer och ganz vill Symphatie fir déi eng oder déi aner Iddi, déi am Virfeld och vun anere Fraktiounen zu där doten Iddi geäussert ginn ass. Et muss, mengen ech, kloer sinn; dat ass, mengen ech, fir d'Regierung eng Selbstverständlechkeet.

Nach ass et gutt, dat eng Kéier och hei festzezurren, dass d'Chamber, sief et als Plenum, sief et - dat hänkt dovunner of - an der Finanz- a Budgetskommissioun am Virfeld och matzäiten informéiert gëtt, ier wichteg Décisiounen notamment um Niveau och vun dem Conseil vun de Gouverneure falen, well déi doten Décisioune praktesch direkt wierksam ginn an en immensen Engagement bedeiten. An ech mengen, d'Regierung selwer huet all Intérêt, fir hir Responsabilitéit ze deelen och mam Parlament an esou ganz quokelege Froen.

Ech mengen, et ass also immens wichteg, dass mer do och eis selwer d'Mëttele ginn an eisem Fonctionnement, fir dass mer à même sinn, déi doten Entwécklung ze suivéieren. Dat schéngt eng Viraussetzung ze sinn, fir dass mer iwwerhaapt als nationaalt Parlament kënnen eisen Aufgabe gerecht ginn.

Deen Engagement vu Lëtzebuerg elo direkt ass héich. En ergëtt sech aus eiser Wirtschaftsstäerkt, well u sech gëtt eis Part un der Charge festgeluecht iwwer eise PIB, deen erëm als Base gegollt huet fir d'Festleeung vun eisem Undeel an der Europäescher Zentralbank. An dat bréngt mat sech, dass also déi Engagementer, déi mer hei huelen, zwar prozentual - mir vergiesse jo heiansdo, wéi kleng dass mer sinn an deem groussen Europa -, prozentual nach relativ bescheiden 0,25 Prozent ausmaachen. Mä dat sinn awer schonn Zommen, déi sech weise loossen.

An et ass jo och schonn am Rapport däitlech gemaach ginn: Et ass wierklech en theoreteschen Total vun eisen Engagementer. Et ass en theoretesche maximalen Total. Dat wäert erëm changéieren elo am Laf wahrscheinlech vum nächste Joer. Deemno wéi déi Weiderféierung gemaach gëtt vum ale System an deen neie System läit dee fir Lëtzebuerg, autoriséiert vun der Chamber, bei insgesamt - wann deen heiten Text gestëmmt gëtt - 3,75 Milliarden Euro. An och an dësem Budget wäerte schonn zweemol 40 Milliounen Euro mussen ausbezuelt ginn, wat eis éischt Partë sinn an dem Kapital vun deem neie Rettungsschierm.

Déi doten Engagementer komme bei eng Rei vun aneren Engagementer, déi Lëtzebuerg geholl huet op internationalem Plang, ob dat elo beim Internationale Währungsfong de Fall ass, ob dat bei gewësse Bankegarantien de Fall ass, bei der Neiverschëldung, déi mer hu misse wéinst der Finanz- a Wirtschaftskris hei zu Lëtzebuerg ophuelen. Dat huet derzou gefouert, dass sech also och d'Scholdesituatioun an de Risiko fir Lëtzebuerg, de Finanzrisiko vu Lëtzebuerg an deene leschten dräi, véier Joer op eng dramatesch Aart a Weis verännert hunn. Dat muss ee sech virun Ae féieren.

An et muss ee sech och virun Ae féieren, dass mer et hei wierklech net mat enger Null-Risiko-Operatioun ze dinn hunn. Hei besteet dee reelle Risiko - fir d'Griichen ass de Risiko vläicht nach méi no elo wéi fir déi aner Länner -, de reelle Risiko, dass mer en Deel vun deene Suen, déi mer hei zur Verfügung stellen, sief et iwwer Garantien, sief et als Kapital, vläicht emol net kéinten zréckbezuelt kréien, wa sech déi Kris weider wäert verschäerfen an deenen nächste Wochen, an deenen nächste Méint. Dat muss ee ganz einfach wëssen, an duerfir ass et wichteg, dass mer déi Debatt och mat deem néidege Seriö hei an der Chamber féieren.

E bësse bedaueren ech, dass - et weess jo keen, wat elo effektiv zu Bréissel op deem Conseil do geschitt - awer am Virfeld, wann een d'international Press liest, eng ganz Rëtsch vun Iddië doruechter ze zirkuléiere schéngen - nëmmen d'Regierung weess, ob dat esou stëmmt, wéi dat an den internationale Medië steet -, mä Iddien, déi eigentlech bis elo hei a kengem Mooss an a kenger Kommissioun diskutéiert ginn. Ech hoffe just, ech hoffen eent, Här Minister, dass mer net op eemol de Weekend mussen héieren, dass déi Iddien elo zréckbehale gi sinn an dass d'Chamber dann ex post matgedeelt kritt, wat vläicht scho länger Zäit an der Diskussioun ass.

Op jidde Fall géif ech vläicht am Numm vun eiser Fraktioun och hei eng Suggestioun maachen: Den nächsten Dënschdeg ass jo virgesinn, dass hei soll eng Chamberssitzung sinn. Ech mengen, et wär gutt, et wär nëtzlech an et wär bal normal, wann d'Regierung och géif profitéiere vun där nächster Sitzungswoch vun der Chamber, fir eng Deklaratioun hei ze maachen iwwert déi Debatten, déi Décisiounen, déi um Europäesche Conseil da geholl gi sinn.

Dat schéngt mer eppes ganz Normales ze sinn, wéi et och normal wär, wa wichteg Décisiounen ustinn, dass och am Virfeld géif an iergendenger Form eng Consultatioun, eng Informatioun vun der Chamber stattfannen. Well wéi sollen d'Bierger dobausse sech zurechtfannen, wa se andauernd dach awer iwwerrascht gi vun enger Décisioun op déi aner op europäeschem Plang? Dat ass déi grouss Suerg, déi mer all zesummen, mengen ech, mussen hunn: Wéi brénge mer et fäerdeg an deem Europa vun de Statsdefiziter a vun de Statsdefizitkrisen, den demokrateschen Defizit net op eng geféierlech Aart a Weis oplafen ze loossen? Dat ass, mengen ech, déi grouss Erausfuerderung, déi mer hunn!

Wann een héiert, wéi Europa ëmmer méi wäit zesummeréckelt, ëmmer méi Décisioune sollen zum Deel ausgelagert ginn national op den europäeschen Niveau, dat ass eigentlech net onbedéngt dat, iwwert dat d'Lëtzebuerger och an engem Referendum ofgestëmmt hunn. Et ass also wichteg, dass mer och als Parlament wéi d'Regierung eis Mëttel a Weeër ginn, wéi mer déi öffentlech, déi offen, déi demokratesch Debatt, déi mer brauchen iwwer Europa, déi Explikatiounen, déi musse gefouert ginn, och dat, déi Risikobeschreiwung, déi muss gemaach ginn, eventuell och d'Opportunitéiten, déi sech aus där neier Entwécklung do erginn, dass mer dat an eng öffentlech Diskussioun erakréien, soss, mengen ech, lafe mer eng Kéier mam Kapp widdert d'Mauer!

Duerfir ass et, mengen ech, gutt, dass mer vläicht fir déi Debatt hei - anerer wäerten nokommen, et ass scho gesot ginn, dass mer nach wahrscheinlech dann am Hierscht och iwwert de sougenannte Fiskalpakt wäerten hei ze diskutéiere kréien -, da musse mer, mengen ech, prett sinn, fir déi doten Diskussiounen ze féieren a wëssen, wéi mer och als Parlament no baussen eigentlech mat de Bierger déi Diskussioun kënnen ulafe loossen, well soss gëtt et ganz, ganz schwéier, eng Majoritéit vun de Leit vun der Richtegkeet vun de politeschen Décisiounen iwwerzeegt ze kréien.

Voilà, ech mengen, dat war déi Explikatioun, déi ech wollt ginn am Numm vun der sozialistescher Fraktioun. Et ass just, mengen ech, zum Schluss ze hoffen, dass dësen europäesche Rettungsfong mat sengen enorme finanziellen Engagementer vun den Eurolänner, awer besonnesch och vu Lëtzebuerg, kann hëllefen, erëm Vertrauen ze schafen, well dorëms geet et am Endeffekt! Et geet drëms, fir Vertrauen ze schafen, Vertraue fir d'Investisseuren, Vertrauen tëschent den eenzelnen europäesche Länner, Vertrauen awer och vun Europa a sech selwer!

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Bodry. Als nächste Riedner ass den Här François Bausch agedroen. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mat der Schafung vum EMS, e permanente finanziellen Hëllefsmechanismus, maache mer eigentlech eng Korrektur vun den europäesche Verträg a virun allem vum Artikel 125 vum Traité vun der Union européenne, wou déi faméis Clause vum „no bail-out" drasteet, déi am Fong et verbitt, datt ee Stat engem anere finanziell Hëllefstellung gëtt. An dat ass natierlech dragesat ginn deemools virum Hannergrond, datt an all eenzel Memberstat muss derfir gesuergt ginn, datt mer keng Accumulatioun vu Scholde kréien, fir dat op deem Wee ze verhënneren.

Den EMS ass also do e wichtege Schratt, en neie Schratt, dee mer ginn, fir datt dat Europa, wat wirtschafts- a finanzpolitesch jo soll a muss zesummewuessen, fir datt dat och ka geschéien. Allerdéngs soe mir awer och, datt dat heiten an engem gewësse Sënn eng verpasste Chance ass, an eng verpasste Chance aus e puer Grënn. Et sinn da virun allem dräi grouss Beräicher, op déi ech wëll agoen, fir dat ze erläuteren.

Deen éischten, dat ass deen, datt mer et natierlech hei mat engem Vertrag ze dinn hunn a mat engem Mechanismus herno ze dinn hunn, deen am intergouvernementale Rahme stattfënnt, dat heescht, datt de communautairë Rahmen net matabezunn ass, wat och natierlech eng direkt Konsequenz huet iwwert d'Matbestëmmung, virun allem hei vum Europaparlament an, wéi et scho vu mengem Virgänger hei richteg beschriwwe ginn ass, et huet natierlech och eng Inzidenz op déi national Parlamenter.

Dat heescht, mir sinn hei eigentlech gewëssermoossen ugewisen drop, datt d'Regierung hei eis informéiere kënnt am Parlament iwwert dat, wat am Conseil des gouverneurs décidéiert gëtt, wou jo de Finanzminister als Vertrieder vun der Lëtzebuerger Regierung do präsent ass, fir mat ze décidéieren. An dat ass net grad transparent! Dat dréit och sécherlech net derzou bäi, datt den EMS a sengen Décisioune vläicht ëmmer esou novollzéibar ass. Dat ass ee ganz kloren Demokratiedefizit, dee mer do hunn.

Et laascht och sécherlech eng enorm Responsabilitéit, muss ee soen, op den eenzelne Vertrieder, Finanzministeren, déi do hir Décisioune mussen huelen. A wann ech Finanzminister wär, hätt ech och léiwer, ech hätt hei e parlamentaresche Back-up um nationale respektiv um europäeschen Niveau, dee mat géif d'Décisioune méi stäipen. Dat wär sécherlech bei deene schwieregen Décisiounen, déi do heiansdo ze huele sinn, dat wär sécherlech och besser.

Ech wëll elo duerfir net méi am Detail op déi Froen agoen - den Här Bodry huet se jo am Detail nach eng Kéier beschriwwen -, ech wëll just, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och nach eng Kéier rappeléieren, datt effektiv bis elo de Finanzminister ëmmer bereet war, an d'Kommissioun ze kommen, fir eis ze informéieren iwwert de Fortgang bei der Schafung vum EMS. An en huet eis et och bis elo nach ni ofgeleent, fir an d'Finanzkommissioun ze kommen, entweder viru wichtegen Décisiounen an deem heite Kontext oder och duerno, fir mat eis doriwwer ze diskutéieren.

Mä ech mengen, datt et awer wichteg ass, datt mer dat souzesoen och hei als Parlament festhalen an deem Sënn, datt mer eng Motioun géife stëmmen, wou mer eigentlech d'Regierung invitéieren, am Kontext vum EMS - virdrun an hannendrun - ëmmer d'Chamber informéieren ze kommen iwwert den Impakt vun deenen Décisiounen, déi do geholl ginn.

Dat kann dann a verschidde Situatiounen, wann d'Finanzkommissioun fënnt, datt Décisiounen ustinn, déi esou eng politesch Envergure hunn, datt d'Finanzkommissioun eleng net d'Décisioune kann huelen, och derzou féieren, datt eventuell décidéiert gëtt, datt an enger Plénière hei eng Debatt gefouert gëtt, wou d'Regierung iwwer eng Motioun oder eng Beschlossfaassung kann en Optrag kréie respektiv de Minister kann de Réck gestäipt kréien. Mä ech mengen, datt et wichteg ass, datt mer am Parlament an öffentlech och dann hei an der Plénière déi Diskussiounen do féieren.

Här President, ech wëll duerfir domadder och hei déi Motioun dovunner ofginn an ech hoffen, datt se heibannen eng breet Zoustëmmung wäert kréien.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant le traité instituant le mécanisme européen de stabilité signé le 2 février 2012 à Bruxelles qui est en voie de ratification au sein des pays membres de l'UE;

- considérant que son Conseil des gouverneurs doit décider d'un commun accord:

- de l'octroi d'un soutien à la stabilité aux pays membres du MES qui ne peuvent plus, ou risquent de ne plus pouvoir, accéder normalement au financement par le marché;

- des conditionnalités de politique économique auxquelles sont soumis les pays bénéficiaires du soutien à la stabilité et qui sont établies dans le protocole d'accord de la facilité financière tel que défini à l'article 13 du traité établissant le MES;

- du mandat octroyé à la Commission européenne de négocier et de superviser ces conditionnalités de politique économique dont est assorti chaque soutien à la stabilité;

- considérant le déficit démocratique en matière de contrôle parlementaire à exercer par le Parlement européen qui est causé par la nature intergouvernementale de l'approche retenue par les États membres de la zone euro;

- considérant la résolution du Parlement européen du 23 mars 2011 sur le projet de décision du Conseil européen modifiant l'article 136 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne en vue de la constitution du MES et dans laquelle il est souligné «qu'il convient d'associer pleinement chacun des parlements nationaux, conformément à leurs droits en matière de budget et de contrôle, à toutes les étapes, en particulier dans le contexte du semestre européen, afin d'améliorer la transparence, l'appropriation et la responsabilité pour chaque décision prise»;

- considérant les prérogatives en matière budgétaire de la Chambre des Députés;

demande au Gouvernement:

- de se présenter systématiquement devant la Commission des Finances et du Budget de la Chambre des Députés lors de la réunion qui précède la réunion du Conseil des gouverneurs du mécanisme européen de stabilité afin d'y exposer et de discuter la position qui sera défendue par le gouverneur luxembourgeois;

- de faire un rapport à la Commission des Finances et du Budget lors de la réunion qui suit celle des gouverneurs du mécanisme européen de stabilité afin d'y mettre en évidence:

- l'impact financier pour le Luxembourg des décisions prises;

- les conditionnalités décidées et imposées aux pays bénéficiant d'une assistance financière dans le cadre du MES;

- les rapports de suivi réalisés par la Commission.

(s.) François Bausch, Claude Adam, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Josée Lorsché, Viviane Loschetter.

Een zweete Punkt, wou mer fannen, datt et eng Rei verpasste Chancë gi sinn, dat betrëfft natierlech un alleréischter Stell de Fait, datt den EMS keng Bankelizenz huet. Dat huet e puer Nodeeler.

Deen éischten ass natierlech, datt en zwar schonn elo méi eng zolidd Capacité financière huet - vu 700 Milliarden -, mä wann ech awer kucken, wat fir eng Risike mer an der nächster Zäit kéinte lafen an Europa a wéi séier datt et kéint sinn, datt déi 700 Milliarden net méi duerginn, dat heescht, datt deen EMS méi eng héich Capacité de financement misst kréien, da mengen ech, datt et schlecht ass, datt den EMS nëmmen drop ugewisen ass, fir sech op de Finanzmarchéë Kreditter ze beschafen a sech net kann zum Beispill och Kreditter siche goe bei d'Europäesch Zentralbank.

Wann ech reng kucken: D'Dette cumulée vun de Länner Griichenland, Irland, Portugal, Spuenien, Italien an der Belsch zesumme mécht 3.900 Milliarden aus! An deem géigeniwwer, wann ech déi 700 Milliarden hei kucken! Ech weess natierlech - dat hu mer och an der Finanzkommissioun oft diskutéiert -, datt, wann déi dote Länner, déi ech elo opgezielt hunn, mateneen alleguerten a Schwieregkeete géife geroden, da wäre mer wahrscheinlech souwisou an engem aneren Zeenario. Da géif et och souwisou net méi eleng duergoe mat engem Rettungsschierm oder mat engem EMS, da misste mer ganz aner Saachen diskutéieren.

Mä nach, ech wollt dee Chiffer einfach emol zitéieren, fir awer opzeweisen, datt déi 700 Milliarde sécherlech vill Sue sinn, mä datt op där anerer Säit awer och eng cumuléiert Dette steet, déi extrem héich ass, an datt et ganz séier ka sinn, datt e Besoin de financement do ass, dee méi héich läit, an datt et dann an enger gewëssener Urgencesituatioun duerchweegs misst méiglech sinn oder misst kënne méiglech sinn, datt den EMS, wann en dann eng Bankelizenz hätt, sech kéint bei der Zentralbank séier Kreditter siche goen, fir kënne gewësse Refinanzementer ze maachen.

Et ass awer och nach en anere Grond, firwat mer der Meenung sinn, datt eng Bankelizenz noutwendeg ass, a firwat datt et wichteg oder méi intelligent wär, datt den EMS direkt bei der Zentralbank misst kënne Sue kréien. An dat ass gewëssermoossen eng pervers Situatioun. Dir wësst jo, datt an deene leschte Méint d'Europäesch Zentralbank d'europäesch Banke massiv mat bëllegem Geld gefiddert huet. An et ass jo och dat eigentlech de Grond, firwat datt d'Mar-

chéë sech zu engem gewëssene Moment berouegt hunn, a soss näischt aneschters.

Elo ass et awer esou, dat huet net derzou gefouert, éischtens, datt déi Kreditklemm sech opgehuewen huet, au contraire. Mä déi Banken, déi déi Sue vun der Zentralbank kritt hunn, hunn awer eppes mat deene Sue gemaach. Ech kommen nach dorobber ze schwätzen.

Mä wat vill méi pervers ass, dat ass, datt den EMS, well e nëmme kann um fräie Marché sech Kreditter siche goen, geet en hin a geet sech dann natierlech bei Privatbanke Sue léinen. Dat sinn da Suen, déi déi Banke vun der Zentralbank zu gënschtege Konditioune virdru kritt hunn - dat heescht, Donë vum Steierzueler - an deementspriechend fir méi en héijen Taux erëm eng Kéier un den EMS weiderverléinen.

Dat ass natierlech eng pervers Situatioun an et wär sécherlech méi gescheit, wann donc den EMS eng Bankelizenz hätt an donc méi käschtegënschteg kéint Sue bei d'Zentralbank léine goen. Wat sécherlech och am Intérêt vun deene Länner wär, déi jo d'Sue solle kréien, déi jo souwisou an enger schlechter Situatioun sinn an déi och frou wären, wa se d'Kreditter zu méiglechst beschte Konditioune kéinte kréien.

Et ass awer dann och nach derbäi, datt dat nach méi pervers gëtt, well dann ass et och nach esou, datt, wann ech de spuenesche Fall huelen: Wann elo den EMS dem spuenesche Stat Sue géif ginn, fir datt deen déi kéint u seng Banke weiderginn, fir d'Kreditklemm opzehiewen, dann hu mer nach guer keng Garantie, datt och dat geschitt, wat eigentlech misst geschéien a Spuenien, fir datt Spuenien aus där schwiereger wirtschaftlecher Situatioun erauskënnt, nämlech datt d'Banken och endlech erëm Sue léinen, entweder un d'Privathaushalter oder u Betriber.

Well d'Mësstrauen ass esou grouss entre-temps, datt dann déi spuenesch Banke wéinst der Rezessioun a Spuenien a wéinst all de Risiken, déi domadder verbonne sinn, éischter keng Sue wäerte verléinen, an de Risiko ass souguer grouss, datt natierlech déi Suen awer erëm benotzt ginn. Mä firwat gi se da benotzt? Mä erëm, fir ze spekuléieren, eventuell géint aner Länner, well d'Banke behale bekanntlech net hir Suen ënnen am Tresor am Keller einfach leien. Déi setzen déi erëm a fir aner Saachen.

Och do gesäit een, datt een hätt missen derfir suergen, hei iwwert den EMS, datt déi Suen, déi Kreditter, déi do vergi ginn, datt een do gewësse Garantië kritt, datt déi Länner och derfir suergen, datt da wéi an deem Fall hei vu Spuenien déi Suen och agesat ginn, fir d'lokal Ekonomie an d'national Ekonomie zum Beispill ze stäipen.

Da spillt sécherlech och ee Punkt hei mat dran, dat ass, datt et hätt misse fäerdegbruecht ginn, den EMS an dat, wat iwwert den EMS gemaach gëtt, besser oder méiglechst optimal ze koordinéiere mat allen anere Politiken an Europa, sief et Aktivitéite vun der Europäescher Investitiounsbank, sief et awer och am Kontext vun den „project bonds", déi jo elo kommen, am Kontext och vun der europäescher Strategie 2020, déi jo soll am Fong derfir suergen, datt mer endlech an Europa erëm e Wuesstum kréien, datt de Chômage erofgeet, wat natierlech jo och nëmmen d'Garantie ka sinn, datt d'Länner erëm deen néidege finanzielle Sauerstoff kréien, fir iwwerhaapt budgetär erëm besser dozestoen.

Och do gëtt et Lacunen, ganz kloer, an déi hunn natierlech och dermat ze dinn. Do kommen ech am drëtte Punkt dann drop zréck, op déi Décisiounen, déi nach am Kader vum europäesche Sommet ausstinn, entweder déi nächsten Deeg oder an der Diskussioun ronderëm de Fiskalpakt.

Dann de leschte Punkt, deen och an deem Kontext fir eis wichteg ass: Déi eenzel Memberstate kréie jo och Zënsen zréck. An et misst eigentlech och derfir gesuergt ginn, datt déi Zënsen, déi do zréckkommen - de Finanzminister huet eis jo heiansdo mat enger gewëssener Freed opgezielt, datt iwwert déi Suen, déi verléint gi sinn iwwert den EFSF, schonn Zënsen zréckkomm sinn -, datt déi Suen awer och prioritär agesat ginn, an och erëm am Sënn vun der Strategie 2020, nämlech fir derfir ze suergen, datt se reinvestéiert ginn an d'national Ekonomien, fir datt mer kënnen aus der Kris erauskommen.

Well nëmmen, wa mer et fäerdegbréngen, aus der Rezessioun erauszekommen an erëm de Chômage erofgedréckt ze kréien, dat heescht Aarbechtsplazen ze schafen, da kënnen d'Staten och erëm déi Recettë kréien, déi se brauchen, fir kënnen e Budget ze kréien, deen am Équiliber ass.

Dat bréngt mech dann natierlech zum drëtten Deel. Ech wollt awer zum zweeten Deel, Här President, och eng Motioun déposéieren, déi am Fong dat alles erëmgëtt, wat ech elo beschriwwen hunn, a wou ech och hoffen, datt mer déi ugeholl kréien. Ech hu se selwer nach net ënnerschriwwen, ech huelen dat dann no.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant le traité instituant le mécanisme européen de stabilité signé le 2 février 2012 à Bruxelles qui est en voie de ratification au sein des pays membres de l'UE;

- considérant les conclusions du Conseil européen du 17 juin 2010 sur «Europe 2020 - Une stratégie pour une croissance intelligente, durable et inclusive» par lesquelles l'UE s'est fixée comme objectif de

- «réduire les émissions de gaz à effet de serre de 20% voire 30% par rapport aux niveaux de 1990; faire passer à 20% la part des sources d'énergie renouvelable dans notre consommation finale d'énergie; et s'acheminer vers une augmentation de 20% de notre efficacité énergétique;

- améliorer les niveaux d'éducation, en particulier en s'attachant à réduire le taux de décrochage scolaire à moins de 10% et en portant à 40% au moins la proportion de personnes âgées de 30 à 34 ans ayant obtenu un diplôme de l'enseignement supérieur ou atteint un niveau d'études équivalent;

- favoriser l'inclusion sociale, en particulier en réduisant la pauvreté, en s'attachant à ce que 20 millions de personnes au moins cessent d'être confrontées au risque de pauvreté et d'exclusion.»;

- considérant les six législations européennes renforçant la gouvernance économique dans l'Union européenne et au sein de l'Union économique et monétaire entrée en vigueur le 13 décembre 2011;

- considérant que le Conseil des gouverneurs doit décider d'un commun accord aussi bien

- de l'octroi d'un soutien à la stabilité aux pays membres du MES qui ne peuvent plus, ou risquent de ne plus pouvoir, accéder normalement au financement par le marché;

- des conditionnalités de politique économique auxquelles sont soumis les pays bénéficiaires du soutien à la stabilité et qui sont établies dans le protocole d'accord de la facilité financière tel que défini à l'article 13 du traité établissant le MES;

- du mandat octroyé à la Commission européenne de négocier et de superviser ces conditionnalités de politique économique dont est assortie chaque assistance à la stabilité;

- considérant les prérogatives en matière budgétaire de la Chambre des Députés;

demande au Gouvernement:

- de veiller à ce que les différents leviers disponibles au niveau de l'Union européenne pour mener et financer des politiques économiques soient coordonnés de façon effective dans le cadre des programmes d'ajustement macroéconomique qui conditionnent les aides financières octroyées par le MES;

- de veiller dans ce contexte à ce que

- la Banque européenne d'investissement soit impliquée dans l'établissement des programmes d'ajustement macroéconomique;

- les fonds structurels non utilisés soient mobilisés en appui des domaines et secteurs visés dans la stratégie UE2020 en matière d'emploi, de lutte contre la pauvreté, d'éducation, de recherche et développement, de climat et d'énergie;

- de plaider pour que les intérêts perçus sur les prêts octroyés à l'État membre bénéficiaire de l'assistance financière soient réinvestis dans les domaines et secteurs visés par la stratégie UE2020 telle que énoncée ci-dessus;

- de plaider pour l'octroi d'une licence bancaire au mécanisme européen de stabilité afin de lui donner un accès plus direct aux liquidités de la Banque centrale européenne et de réduire ainsi les coûts des appuis financiers aux pays en difficultés.

(s.) François Bausch, Claude Adam, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Josée Lorsché, Viviane Loschetter.

Ech kommen dann awer zum drëtte Volet. Dat ass dat, wat och schonn zum Deel vum Här Bodry ugeschnidde ginn ass. Dat ass de Fiskalpakt an alles dat, wat elo am Kader vum Sommet dëse Weekend, also déi nächsten Deeg, wäert diskutéiert ginn, deen ee jo net ka lassgeléist gesi vun dem EMS, och wann den EMS elo hei nëmmen e Mechanismus ass, dee mer schafen.

Mä mir wësse jo awer, datt d'Konditiounen, fir herno kënne vu Kreditter vum EMS ze profitéieren, zum Deel festgeluecht ginn iwwert de Fiskalpakt respektiv iwwer alles dat beaflosst ginn, wat an deenen nächsten Deeg zu Bréissel respektiv an den nächste Méint dann op europäeschen an op internationalen Niveaue wäert diskutéiert ginn.

An effektiv fanne mir et och net gutt, datt d'Parlament sech net méi mat deene Froen, déi do diskutéiert ginn, ausenanersetzt. Mir wonneren eis och iwwer all méiglech Proposen, déi de Moment an der Diskussioun sinn vun eenzelnen net onbedeitenden europäesche Politiker, sief et Finanzministeren oder och Statschefen an Europa. Dat dréit och ganz sécher net derzou bäi, datt d'Bierger an Europa verstinn, wéi déi Zesummenhäng ze gesi sinn a wéi d'Décisiounen an Europa falen oder misste falen.

Mä wéi gesot, et kann een den EMS souwisou net lassgeléist gesinn haaptsächlech vum Fiskalpakt, dem Fiskalpakt, dee jo am Januar vun der Madame Merkel an dem Här Sarkozy als eppes immens Revolutionäres verkaaft ginn ass, mä wat awer eigentlech näischt Neies ass.

Wat mécht de Fiskalpakt? Mä e schreift eigentlech dat, wat mer haut schonn am Pacte de stabilité hunn, nach fest. Dat soll festgeschriwwe ginn an déi national Gesetzgebungen. Dat heescht, mir verstäerke just déi Discipline budgétaire, déi am Fong schonn am Stabilitéitspakt virgesinn ass.

A mir fannen et just wierklech erstaunlech, datt dat ëmmer erëm an Zesummenhang mat der Kris bruecht gëtt, an där mer sinn, a gemengt gëtt, dat eleng géif duergoen, fir d'Vertrauen an Europa erëm hierzestellen. Well wann een emol kuckt, wéi d'Situatioun an deenen eenzelnen europäesche Länner ass, da stellt ee jo fest, datt déi ganz ënnerschiddlech ass.

Wann ee kuckt, wéi d'Situatioun fir Griichenland ass, dann ass ganz sécherlech a Griichenland déi budgetär Disziplin an deene leschten zéng Joer net respektéiert ginn. A Griichenland huet duerch eng schlecht Gouvernance ganz sécher e gudden Deel vu senge Problemer selwer verschëllt. Do kommen déi wirtschaftlech natierlech nach drop.

Mä fir Irland oder Spuenien trëfft dat iwwerhaapt net zou. Irland a Spuenien, dat ware Länner, déi ware bis 2008, ech wëll net soe Musterschüler an dem Respektéiere vun der budgetärer Disziplin an Europa, mä dat waren op alle Fall Länner, déi… Spuenien zum Beispill huet säin Defizit extrem staark reduzéiert tëscht 2000 an 2008. Irland hat iwwerhaapt keen öffentlechen Defizit bis 2008. A wann een och d'Gesamtmoyenne kuckt an den EU-Länner, da stellt ee fest, datt am Allgemenge gesinn an der Moyenne déi Joren 2000-2008 genotzt gi sinn, fir Budgetsdefiziter an Europa ofzebauen.

Dat heescht, et ass esou, datt duerch déi Kris 2008 an alles, wat vu Rettungsaktiounen a vun Interventiounen huet misse gemaach ginn, déi jo awer mat dem Bankesystem ze dinn hunn, datt doduerjer eréischt d'Budgetsdisziplin definitiv gesprengt ginn ass. An ech fannen et och bal eng Frechheet - muss ech scho soen -, wann ëmmer erëm Däitschland hei u vordenster Front spadséiert, fir dann anere Länner Lektiounen auszedeelen an deenen ze erklären, wéi eisern se misste spueren, well nämlech Däitschland dat Land war, wat grad an där Phas, wou et geboomt huet, an engem Defizitverfahren dra war an Europa.

An och wéinst Däitschland, ënner anerem och wéinst Frankräich, dat heescht, wéinst deenen zwee Länner, déi elo d'Lektiounen ausdeele ginn doruechter, ass dunn de Pacte de stabilité gewëssermoosse schonn opgeweecht ginn a sinn déi Regelen e bësselche méi locker gekuckt ginn, fir datt dat Defizitverfahren net zu Sanktiounen huet misse féieren.

Dat heescht, et ass eigentlech ganz ënnerschiddlech, firwat datt, wéi gesot, déi Defiziter komm sinn, virun allem a Spuenien, wann ech gesinn, datt Spuenien haut natierlech e gudden Deel vu senge Problemer huet, well Banken immens vill faul Kreditter aus dem Immobiliëberäich an hiren Tresoren haten.

Mä entre-temps huet Spuenien awer och e grousse Problem, well ëmmer méi normal Bierger, Privathaushalter oder och kleng- a mëttelstänneg Entreprisen d'Baach aginn, well se an enger Rezessioun hänken an doduerjer Kreditter iwwert dee Wee net méi zréckbezuelt ginn an déi Rezessioun natierlech zu engem Deel provozéiert ass duerch déi iwwerdriwwen Austeritéitspolitik, déi an deem Land muss gemaach ginn. Well einfach alles ofgewiergt gëtt an doduerjer d'Leit keng Méiglechkeet méi hunn, hir Kreditter zréckzebezuelen, respektiv de Chômage op Rekordhéichten a Spuenien klëmmt an dat natierlech eng direkt Inzidenz dann huet op d'Verschëldung vun de Leit an donc och op hir Fäegkeet, fir Scholde kënnen zréckzebezuelen.

Dat ass och de Punkt, deen eis besonnesch onzefriddestellt, well déi ganz Diskussiounen, déi ronderëm de Fiskalpakt gefouert gi sinn, haaptsächlech inspiréiert duerch Däitschland a Frankräich, absolut eesäiteg sinn an déi ganz villfälteg Facetten, déi eis an déi Kris gefouert hunn an och an d'Verschëldung vun eenzelne Länner gefouert hunn, guer net an deem Mooss berücksichtegen. A wann een och kuckt, wat dat Beroderteam seet, wat d'spuenesch Banken duerchliicht huet, déi de Moment a Schwieregkeete sinn, geet dat am Fong, wann een déi Expertise do kuckt, och ganz däitlech fir Spuenien ervir.

Et gëtt gesot, d'Héicht vun deem, wat d'spuenesch Banke bräichten, dat kéint tëscht 25 an 62 Milliarde leien. An da gëtt hannendru gesot, dat géif wäitgehend dervun ofhänken, wéi déif datt d'Rezessioun, also d'wirtschaftlech Rezessioun, a Spuenien wär. Dat heescht, si ginn natierlech dervun aus, datt jee nodeem, wéi déif d'Rezessioun ass, ëmmer manner Leit kënne verschidde Scholden zréckbezuelen, well se an de Chômage kommen oder wat och ëmmer, an deementspriechend dat en immensen Impakt op d'Situatioun vun de spuenesche Banken huet.

An donc kann ee sech och d'Fro stellen, wat da méi deier oder méi bëlleg gëtt fir d'Bierger an der Europäescher Unioun. Ass et méi wichteg de Moment, wann ech d'Wiel hunn, fir d'Banken ze retten oder fir d'Wirtschaft ze stützen? Wann ech de spuenesche Fall dann huelen, dann ass et eiser Meenung no ganz kloer, datt déi zweet Variant vill méi bréngt.

Op alle Fall, eent dierf een net maachen an nëmmen alles eesäiteg op déi eng Variant kucken, well dat geet net op, au contraire. D'Kris ass amgaangen, sech total selwer ze alimentéieren doduerjer. Duerfir ass och déi blann Austeritéitspolitik, déi haaptsächlech vun Däitschland ëmmer erëm gepriedegt gëtt, ganz sécherlech de falsche Wee. Wa mer et net fäerdegbréngen, iwwert déi vill Méiglechkeeten, déi mer awer zur Verfügung hunn - an déi sinn och schonn de Mëtteg zu engem groussen Deel opgezielt ginn, duerfir brauch ech déi net ze widderhuelen -, och erëm eng Relance an Europa ze kréien, da wäerte mer nimools aus där Kris do erauskommen. Da wäert au contraire d'Kris sech duerch déi blann Austeritéitspolitik nach verschäerfen.

Do sinn och nach vill Saache fir eis, déi am Onkloere sinn. A well awer de Fiskalpakt gewëssermoossen d'Ausféierungsbestëmmunge festleet, och iwwer wat a wéi ee ka Kreditter vum EMS kréien, si mer wierklech de Moment nach onzefridden. An ech soen och: Wann net ganz staark nogebessert gëtt a wann net dee Fiskalpakt flankéiert gëtt duerch e ganze Pak vu Mesuren, fir Wuesstum ze fördere respektiv erëm ekonomesch d'Situatioun ze verbesseren an Europa, da wäerte mir dee Fiskalpakt an där Form sécherlech net stëmmen an dësem Parlament. Dat wëll ech hei nach eng Kéier däitlech maachen.

Da wëll ech awer och nach drun erënneren, an dat ass och net onwichteg am Kontext vum EMS, wann an Zukunft soll mat Länner négociéiert ginn, déi da Kreditter iwwert den EMS brauchen, datt et en europäeschen Traité gëtt, wou och eng Rei Saache festgehale gi sinn iwwert d'finanzpolitesch Iwwerleeungen eraus.

Et gëtt haut am Traité eng ganz Rei Artikelen, déi zum Beispill och festleeën, datt Europa eng Verflichtung huet, datt mer kee Chômage hunn, datt mer am beschte Vollbeschäftegung hunn, datt mer eng gewësse Sozialpolitik mussen hunn an datt déi Iwwerleeungen och dann eben an d'Diskussioune mussen afléissen, wann et drëms geet ze kucken, ënner wat fir enge Konditiounen datt Länner Kreditter kënne vum EMS kréien.

A fir deem Rechnung ze droen, Här President, hu mer eng drëtt Motioun gemaach, wou déi Saachen och alleguerten dran enthale sinn.

Motion 3

La Chambre des Députés,

- considérant le traité instituant le mécanisme européen de stabilité signé le 2 février 2012 à Bruxelles qui est en voie de ratification au sein des pays membres de l'UE;

- considérant les conclusions du Conseil européen du 17 juin 2010 sur «Europe 2020 - Une stratégie pour une croissance intelligente, durable et inclusive» par lesquelles l'UE s'est fixé comme objectif de:

- «réduire les émissions de gaz à effet de serre de 20% voire 30% par rapport aux niveaux de 1990; faire passer à 20% la part des sources d'énergie renouvelable dans notre consommation finale d'énergie; et s'acheminer vers une augmentation de 20% de notre efficacité énergétique;

- améliorer les niveaux d'éducation, en particulier en s'attachant à réduire le taux de décrochage scolaire à moins de 10% et en portant à 40% au moins la proportion de personnes âgées de 30 à 34 ans ayant obtenu un diplôme de l'enseignement supérieur ou atteint un niveau d'études équivalent;

- favoriser l'inclusion sociale, en particulier en réduisant la pauvreté, en s'attachant à ce que 20 millions de personnes au moins cessent d'être confrontées au risque de pauvreté et d'exclusion.»;

- considérant les six législations européennes renforçant la gouvernance économique dans l'Union européenne et au sein de l'Union économique et monétaire entrée en vigueur le 13 décembre 2011;

- considérant que le Conseil des gouverneurs doit décider d'un commun accord aussi bien

- de l'octroi d'un soutien à la stabilité aux pays membres du MES qui ne peuvent plus, ou risquent de ne plus pouvoir, accéder normalement au financement par le marché,

- des conditionnalités de politique économique auxquelles sont soumis les pays bénéficiaires du soutien à la stabilité et qui sont établies dans le protocole d'accord de la facilité financière tel que défini à l'article 13 du traité établissant le MES;

- du mandat octroyé à la Commission européenne de négocier et de superviser ces conditionnalités de politique économique dont est assortie chaque assistance à la stabilité;

- considérant les prérogatives en matière budgétaire de la Chambre des Députés;

demande au Gouvernement:

- de veiller à ce que les banques soient tenues de maintenir le niveau de prêts aux petites et moyennes entreprises au niveau observé un an auparavant l'octroi d'aides de recapitalisation si ces aides sont octroyées directement ou indirectement à travers le MES;

- de veiller dans ce contexte à ce que les banques soient tenues de contribuer à la réalisation des objectifs de la stratégie UE2020 en matière d'emploi et de lutte contre la pauvreté, d'éducation de recherche et développement, de climat et d'énergie;

- de veiller à ce que les conditionnalités de politiques économiques respectent explicitement les dispositions du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne notamment:

- les articles 9 et 11 sur les clauses horizontales stipulant que «dans la définition et la mise en œuvre de ses politiques et actions, l'Union prend en compte les exigences liées à la promotion d'un niveau d'emploi élevé, à la garantie d'une protection sociale adéquate, à la lutte contre l'exclusion sociale ainsi qu'à un niveau élevé d'éducation, de formation et de protection de la santé humaine» ainsi que «les exigences de la protection de l'environnement (...), en particulier afin de promouvoir le développement durable»;

- l'article 151 qui stipule que dans la poursuite des objectifs sociaux et d'emplois, «l'Union et les États membres mettent en œuvre des mesures qui tiennent compte de la diversité des pratiques nationales, en particulier dans le domaine des relations conventionnelles»;

- l'article 153.5 qui précise que les politiques et recommandations de l'UE «ne s'appliquent ni aux rémunérations, ni au droit d'association, ni au droit de grève, ni au droit de lock-out»;

- l'article 14 selon lequel «l'Union et ses États membres (...) veillent à ce que les services [d'intérêt économique général] fonctionnent sur la base de principes et dans des conditions, notamment économiques et financières, qui leur permettent d'accomplir leurs missions»;

- de saisir la Cour européenne de justice si les conditions énoncées au point précédent ne sont pas respectées conformément à l'article 37 du traité instituant le MES.

(s.) François Bausch, Claude Adam, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Josée Lorsché, Viviane Loschetter.

Ech wéilt nach ofschléissend, Här President, profitéieren, well ech gi jo dervun aus, datt mer iwwert de Fiskalpakt respektiv iwwert dat, wat an deenen nächsten Deeg um Sommet diskutéiert gëtt, entweder d'nächst Woch iwwer eng Deklaratioun vun der Regierung Zäit wäerte kréien, fir driwwer ze schwätzen. Oder da spéitstens an der leschter Woch, wou mer Sitzung hei hunn, do hu mer jo virgesinn, eng Debatt ze maachen iwwert dat, wat mer als Äntwert zréckgeschéckt kritt hunn op dat, wat mer op Bréissel erageschéckt hunn am Zesummenhang mam Semestre européen, wat jo am Fong och domadder zesummenhänkt, a wou mer duerfir da vill Geleeënheet wäerte kréien, iwwert déi aner Voleten ze schwätzen. Duerfir wäert ech dat haut net maachen.

Duerfir wäerte mir haut dës Gesetzer stëmmen, Här President. Och wa mer se mat engem gewëssene Bauchwéi stëmmen, mir stëmme se, well mer der Meenung sinn, datt et Instrumenter sinn, déi mer ganz sécher brauchen, fir eng gewësse verdéiften a méi solidaresch Europäesch Unioun ze kréien.

Mä, wéi gesot, mir stëmme se mat engem gewëssene Bauchwéi, well eigentlech deen zweete Volet dovunner, nämlech de Fiskalpakt an alles, wat domadder zesummenhänkt, nach ausstet an nach kee richteg weess, wat do drasteet. A mir wäerten, wéi gesot, dann dorobber zréckkommen, wann déi Texter an d'Chamber kommen, fir dann nach eng Kéier dozou méi kloer Stellung ze bezéien an eventuell do dergéint ze stëmmen, jee nodeem, wéi déi ausfalen.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Bausch. Als nächste Riedner ass den Här Gibéryen agedroen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'Éischt och e Wuert un de Kolleeg Michel Wolter als Rapporteur, deen et net einfach hat an dat awer majestätesch gemaach huet, fir e komplizéierten Dossier an enger verständlecher Form dach awer hei kënne virzedroen.

Ech mengen, Här President, mir stëmmen haut hei direkt dräi Gesetzer am Parlament: De Projet 6334, deen eng Ofännerung vum Artikel 136 vum Traité européen iwwert de Fonctionnement vun der Unioun am Zesummenhang mat dem Méchanisme de stabilité huet, de Projet 6405 iwwert d'Schafung vum Méchanisme européen de stabilité, dem MES selwer, an den drëtte Projet ass dann éischtens eng Participatioun vum Lëtzebuerger Stat um Kapital vum MES, an zweetens ass an deem Projet och d'Ofsécherung vum Kapital vun där Gesellschaft géint Saisien oder Mainmisen dran. Mir diskutéieren déi dräi Projeten zesummen, well se mateneen zesummenhänken, an dann huele mer herno dräi Voten. An eis Partei stëmmt jo bekanntlech géint dës dräi Projeten.

Här President, zënter datt d'Eurokris oder besser gesot d'Scholdekris vun enger Rei vun europäesche Staten eis beschäftegt, ass et haut niewent enger Rei vun Debatten déi drëtte Kéier, datt mir als Chamber iwwer e Gesetzestext an deem Zesummenhang befannen an décidéieren.

Déi zwee éischt Gesetzer waren: Den 1. Juli 2010 huet d'Chamber e Gesetz gestëmmt iwwert den FESF, de Fonds européen de stabilité financière, de sougenannten „Rettungsschierm", wouranner de Lëtzebuerger Stat sech fir Garantien an der Héicht vun 1,15 Milliarden Euro engagéiert huet. De 15. September 2011 huet d'Chamber e Gesetz gestëmmt, wou dës Garantië vun 1,15 Milliarden Euro op 2 Milliarden eropgesat si ginn.

Dat éischt Gesetz vum 1. Juli 2010 iwwer eng Garantie vun 1,15 Milliarden huet d'ADR mat enger gewësser Skepsis deemools nach matgestëmmt. Mäi Parteikolleeg Jacques-Yves Henckes huet zum Schluss vu senger Interventioun deemools gesot: „Ech hoffe just nuren, datt, wa mer dësem Gesetz zoustëmmen, mer domadden net eng Kaz am Sak kafen." Haut muss ee soen: En hat eng weis Viraussiicht, well genausou ass et gaangen.

An den deemolegen Debatten, also virun zwee Joer, ass vu Regierungssäit och esou gemaach ginn, wéi wann déi Garantien nëmmen a priori e symbolesche Charakter fir d'Finanzmäert hätten, fir déi ze berouegen. De Finanzminister huet d'Parlament dann och mat Sätz berouegt, wéi: „Bis haut huet keen eenzegt Land gefrot, fir vun där Gesellschaft Sue geléint ze kréien", an: „Et kann een hoffen, datt dat Instrument vläicht net a Kraaft ze triede brauch."

De Rapporteur sot deemools: „…fir datt den Euro bei der nächster Reeschauer am Dréchene bleift a fir ze verhënneren, datt d'Finanzmäert den Euro an de Keller spekuléieren." A weider sot hien: „Dat Instrument géif nëmmen agesat ginn, wann, wéi déi Däitsch géife soen «alle Stricke reißen»."

Mä d'Realitéit huet eis séier ageholl, well schonns gutt ee Joer méi spéit, de 15. September 2011, huet d'Chamber, wéi virdru scho gesot, dës Garantië vun 1,15 op 2 Milliarde gehéicht. An haut stëmme mer schonns erëm enger weiderer staatlecher Participatioun zou.

Mir wëssen alleguer, datt den FESF an der Zwëschenzäit enger ganzer Rei vu Staten huet missen hëllefen. An net méi spéit wéi gëschter hu Spuenien an Zypern offiziell Hëllef ugefrot.

D'ADR huet dat zweet Gesetz net méi matgestëmmt, an d'ADR wäert och duerfir, wéi gesot, haut dëse Gesetzer net zoustëmmen. D'Ursaache fir eisen Nee si verschiddener Natur: éischtens d'Manéier, wéi dës Kris an der Europäescher Unioun vu Spëtzepolitiker bis elo géréiert an décidéiert ginn ass.

Ech erënneren un den Tandem Merkel/Sarkozy, déi ëmmer diktéiert hunn, an Europa an all déi eenzel Staten hunn nach just ratifizéiert, wat „Merkozy" décidéiert huet. Frankräich huet an der Zwëschenzäit en neie sozialistesche President kritt, an et kann een dervun ausgoen, datt deen Tandem Paräis/Berlin net méi an därselwechter Form wäert d'selwecht fonctionnéieren, wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war.

Et wier flott, Här President, wann eis Sozialisten hei am Land sech och emol géife méi kritesch mat deene Froen ausenanersetzen an net och einfach ëmmer blannemännches hannendrulafen. Do gesäit een, datt e Sozialist nach laang net ëmmer e Sozialist ass!

(Interruptions diverses)

Bei de Fransousen, Här Fayot, bei de Fransousen ass zum Beispill e sozialistesche President, deen huet sech solidaresch erkläert mat de Stolaarbechter vun ArcelorMittal, déi wëllt Wierker zoumaachen, an en huet souguer mat Gesetzer gedreet, déi e géif stëmme loossen, fir wann de Mittal dat géif maachen. Dat ass e Sozialist a Frankräich. Hei zu Lëtzebuerg, do sëtzen d'Sozialiste beim Mittal am Verwaltungsrot an déi erklären de Leit an de Stolaarbechter, firwat datt d'Wierker hei zu Lëtzebuerg mussen zougemaach ginn. Duerfir, wéi gesot, e Sozialist ass nach laang net ëmmer e Sozialist!

(Interruptions diverses)

Mä et waren net nëmme Merkel a Sarkozy gewiescht mat hirer Manéier, wou een net konnt averstane sinn, och eise Premier huet ferm do matgemëscht, wa mer säin Artikel, dee mémorabelen Artikel, nach eng Kéier an Erënnerung ruffen, deen en am „Spiegel" '99 gemaach huet, wéi en am Fong gesot huet, wéi Europa géif fonctionnéieren: „Wir beschließen etwas, stellen das dann in den Raum und warten einige Zeit ab, ob was passiert. Wenn es dann kein großes Geschrei gibt und keine Aufstände, weil die meisten gar nicht begreifen, was da beschlossen wurde, dann machen wir weiter, Schritt für Schritt, bis es kein Zurück mehr gibt."

Dee Saz seet alles iwwert de Fonctionnement vun der Europäescher Unioun. D'Leit gi fir domm verkaf, d'Demokratie seet: „weil die meisten gar nicht begreifen, was da beschlossen wurde", d'Leit ginn also ugeschmiert, an dat nennt sech dann déi berühmten europäesch Demokratie!

Haut stëmmt d'Majoritéit vun dësem Parlament erëm esou engem Schratt zou. „Schritt für Schritt, bis es kein Zurück mehr gibt", huet den Här Juncker deemools gesot. Mir als ADR hunn duerfir kee Vertrauen an déi europäesch Politik an och net an eis Regierung, déi déi Politik do mat vertrëtt.

Zweetens, d'Konsequenze vun dëser europäescher Politik, déi bis elo eesäiteg um Bockel vun der Mass vun de Leit ausgedroe ginn ass: Sozialofbau fir d'Mass vun de Leit, an un déi ganz Déck ass bis haut nach näischt komm an Europa. Griichenland ass do dat beschte Musterbeispill. An och do huet eise Statsminister, dee sech heiheem jo esou sozial ëmmer wëllt gi mat engem soziale Mäntelchen, gesot, wann d'Griichen net deen Ofbau do maachen, wéi mir en hunn, dann, huet e geschriwwen, och an enger däitscher Zeitung, am „Handelsblatt" 2010: „Sie können sicher sein, wir haben die Folterwerkzeuge im Keller und wir zeigen sie, wenn es nötig ist."

Also, mir haten eng Kéier en däitsche Minister, dee wollt da mat der Artillerie umarschéieren, den Här Juncker, dee marschéiert a Griichenland mat de „Folterwerkzeuge" un, déi en am Keller huet a wann net do deen Ofbau bedriwwe gëtt, wéi si dat gär hätten! Dat seet alles am Fong, wéi dat Europa hei fonctionnéiert.

Drëttens ass d'Bekämpfung vun der Kris konzentréiert gewiescht op Sozialofbau - massiivt Uwuesse vum Chômage fanne mer an deene Länner -, awer net op Wuesstum a Beschäftegung. En Europa vum sozialen Ofbau! A mir wieren och frou, wann d'Regierung eis géif herno erklären, ob si och bereet wier, déi Wuesstumsstrategie, déi an Europa diskutéiert gëtt, matzedroen, fir datt mer virun allem emol an deene Länner Wuesstum kréien, fir datt déi Länner eng Zukunft, eng Perspektiv kréien an d'Jugend erëm Aarbechtsplaze kritt.

Véiertens, d'ADR ass prinzipiell der Iwwerzeegung, datt et am Interessi vum Euro a Griichenland wier, wa Griichenland géif den Euroraum verloossen. Mir mengen, et sollt een Iwwerleeungen och ustellen oder zumindest emol Berechnunge maachen, wann ee géif en europäesche Raum schafe mat deene Länner, déi och ekonomesch amstand wieren, e stabilen Euro ze garantéieren, an datt een deenen anere Länner géif finanziell hëllefen, fir eben - dann erëm a priori Griichenland - esou een Austrëtt ze erméiglechen.

A mir waren iwwerrascht, Här President, wann ëmmer gesot ginn ass, wann e Land wéi Griichenland géif ofwäerten, dann hätt dat néfaste Konsequenze fir d'Leit, déi an deem Land liewen. An duerfir war ech iwwerrascht, fir elo ganz rezent de 14. Juni am „Tageblatt" ze liesen, datt ee Member vun der Lëtzebuerger Regierung, den Här Schmit, deen op enger Pensionéierteversammlung vum Lëtzebuerger Landesverband geschwat huet an deen dann do zitéiert gëtt, datt den Här Schmit seet: „Europa zerstört seine wirtschaftliche Basis". An da seet en: „Da die Einheitswährung Euro in den besonders krisengeschüttelten Ländern wie Griechenland und Spanien nicht abgewertet werden könne, geschehe nun eine sogenannte «interne Abwertung», die sich in Lohneinbußen von 20% bis 30% in diesen Staaten ausdrücke. Durch diese falsche Politik der Austerität rutsche Europa immer tiefer in die Krise…".

Mir sinn also frou, datt mer vun engem Member vun der Lëtzebuerger Regierung nodréiglech zu honnert Prozent recht kruten an eisen Iwwerleeungen, déi mir virun enger Rei vu Joren hei gemaach hunn.

E fënnefte Punkt ass, datt mer soen, datt mer als Land Schratt fir Schratt - „Schritt für Schritt", huet den Här Juncker gesot - ëmmer méi Souveränitéitsrechter un en onsoziaalt an ondemokratescht Europa oftrieden. D'Finanz- a Scholdekris gëtt méssbraucht als Argument, fir méi Souveränitéitsrechter un Europa ofzeginn. D'EU huet genuch Kontrollrechter opgrond vum Maastrichter Vertrag gehat, huet dës Kritären awer an der Zwëschenzäit iwwer 80-mol violéiert. Ee Land huet deem aneren, oder besser gesot, ee Stats- a Regierungschef huet deem aneren d'Absolutioun ginn, fir d'Maastricht-Kritäre kënnen ze violéieren.

An haut wëlle se, well se hir Aarbecht net gemaach hunn, duerfir als Dank och nach méi Rechter kréien. Wierder wéi Wirtschaftsregierung, europäesche Finanzminister, d'Bankekontroll vun der EZB sinn nëmme Stéchwierder fir weider Souveränitéitsrechter un Europa ofzeginn. An och hei wiere mer frou, wann de Minister eis kéint do d'Stellung vun der Lëtzebuerger Regierung zu deenen Iddië ginn.

Haut an am Kontext vun dësen dräi Projete musse mer eis awer och a priori aner Froen hei stellen: Wéi grouss ass dem Lëtzebuerger Stat säin Engagement als Garantie respektiv als direkt finanziell Participatioun un deene verschiddene Rettungsmechanismen? Nieft zwou Milliarde Garantien um FESF stëmmt d'Chamber haut eng Participatioun vun 1.752.800.000 um Kapital vum MES. Vun dëser Zomm sinn 200 Milliounen direkt bannent dräi Joer ze bezuelen. Dat sinn déi „parts libérées". Et ass scho gesot ginn: zweemol 40 Milliounen dëst Joer, zweemol 40 Milliounen d'nächst Joer an eng fënneft Tranche vu 40 Milliounen am Joer 2014.

Iwwert déi reschtlech Zomm vun 1,5 Milliarden „parts sujettes à appel" hu mir als Chamber a souguer als Regierung, wann dëse Projet haut gestëmmt gëtt, awer keen direkten Afloss méi. Wéini datt se zum Deel oder ganz verlaangt gi respektiv nach an d'Luucht gesat ginn, weess keen an huet och kee rausfonnt. Den Artikel 40.4 seet: «Les membres du MES s'engagent de manière irrévocable et inconditionnelle à fournir leur contribution au capital social autorisé…».

An och déi Zomm vun 1,5 Milliarden Euro fir Lëtzebuerg kann nach an d'Luucht goen - zwar mat enger Décisioun vun honnert Prozent - iwwert d'Applikatioun vum Artikel 42, duerch dee méi aarme Länner kënne manner bezuelen an duerfir aner Länner musse méi bezuelen, ouni datt de Pott vu 700 Milliarden ännert. A laut Artikel 10 kann och de Moment (veuillez lire: Montant) vum Capital autorisé, also deene 700 Milliounen (veuillez lire: Milliarden), geännert ginn. Kee vun eis weess haut, wéini ee weideren Deel, méi grouss oder méi kleng, zousätzlech vun eisem Land verlaangt gëtt.

Dat huet awer een enormen Impakt op eis zukünfteg budgetär Politik iwwert d'Investitiounspolitik vum Stat, och wa gesot gëtt, datt déi Suen, déi mer hei erabezuelen net laut de Maastricht-Kritären zur Scholdeberechnung ugerechent ginn, well mer eng soi-disant Contrepartie kréien. Do musse mer awer wëssen, datt dat Sue sinn, déi mer léine ginn, an datt dat awer fir eis eng Schold ass. D'Schold ass do, well mir dëst Geld integral léine musse goen.

D'Fro, wéini datt ee kéint dermat rechnen, datt ee vun där Kapitalbedeelegung iergendwann eppes kéint eng Kéier zréckkréien, déi Fro huet bis elo nach kee gewot, iergendwéi ze beäntwerten. Op jidde Fall ass dat an den nächste Jorzéngte sécherlech net de Fall.

D'Ofstëmmung iwwert d'Participatioun, déi hëlt de Conseil des gouverneurs, wat am Prinzip d'Finanzministere sinn. Wichteg Décisioune ginn eestëmmeg geholl. A par dérogation à cette règle kann och eng Procédure d'urgence

ageleet ginn, wann d'Europäesch Kommissioun an d'Europäesch Zentralbank feststellen, datt déi finanziell an ekonomesch Stabilitéit an der Eurozon menacéiert ass. Dann zielt net méi d'Unanimitéit, d'Eestëmmegkeet, also d'Vetorecht, mä eng Majorité qualifiée vu 85%. An hei huet Lëtzebuerg ganzer 0,25% vum Stëmmgewiicht, also guer kee Gewiicht a Recht méi!

D'Parlament huet och näischt méi da matzeschwätzen. Da gëtt am Conseil de Gouvernement décidéiert, wéi de Lëtzebuerger Stat an Zukunft muss participéieren. Mir hunn 0,25%, Däitschland huet der 27%, Frankräich huet der 20,38%, sou datt een also gesäit aus der Opstellung, wéi et elo geet: datt souwuel Däitschland wéi Frankräich kënne jiddwereen eenzel eng Décisioun blockéieren, wann en urgence déi Décisioun géif geholl ginn, wou déi 80% verlaangt ginn. Also souwuel Däitschland wéi Frankräich kënne jidderween eenzel d'Décisioun blockéieren.

Et kann awer och esou sinn, datt Däitschland a Frankräich kënne mat e puer Länner - also eng Minoritéit vu Länner - eng Décisioun huelen iwwer eng Majoritéit vu Länner. An et kann esou sinn, datt déi zwee Länner zesumme mat deene Länner, déi Suen ze kréien hunn, och eng Majoritéit kréien a kënne géint déi aner Länner décidéieren an eng Majoritéit kréien. Et ass also e System, wat hei entwéckelt gëtt.

Elo kann een natierlech soen, déi Urgence, déi kënnt eréischt an enger zweeter Phas. Mä wann ee sech an der éischter Phas net eens gëtt, wou honnert Prozent verlaangt ginn, da kënnt automatesch mat der Zäit duerno d'Urgence. Also muss een entweder an der éischter Phas zoustëmmen oder an der zweeter Phas huet een näischt méi matzestëmmen.

Et muss een och wëssen, datt mer do derniewent nach e bilaterale Prêt hunn u Griichenland: Niewent deenen zwou Milliarden, wéi gesot, déi mer am FESF hunn, hu mer eng Milliard 752 Milliounen elo zur Verfügung gestallt, fir eventuell eng Kéier als Kapital ofzefëieren. Mä do derniewent hu mer och nach 139,9 Milliarden (veuillez lire: Milliounen), déi mer bilateral de Griiche geléint hunn, wou och an der Zwëschenzäit schonn den Délai fir zréckzebezuelen no hanne versat ginn ass an d'Zënsen och erofgesat si ginn.

Wann een also déi dräi Saachen zesummenhëlt, d'Garantien am FESF, eist méiglecht Kapital am MES an dee bilaterale Prêt u Griichenland, da komme mer genau un 3,9 Milliarden, also bal véier Milliarden, déi Lëtzebuerg iwwer iergendwéi ee Wee, entweder als Garantie oder bereetstoend Kapital oder abezueltent Kapital oder bezuelte Prêt an déi ganz Krisesituatioun investéiert huet. Dëst niewent allen a villen anere Garantien a Participatiounen, déi de Stat an deene leschte Joren iwwerhëlt.

Do derniewent schwieft awer nach e weidert, eiser Meenung no geféierlecht Damoklesschwäert iwwer Lëtzebuerg. Ech schwätzen hei vum System vum TARGET2, e sougenannten „Clearingsystem", dee bei der Europäescher Zentralbank ugesiedelt ass. Enn Abrëll 2012 hat d'Lëtzebuerger Zentralbank do eng Zomm vun 120 Milliarden Euro schonn, déi se nach am Prinzip zegutt hätt, déi awer vu Minussalde vu Länner wéi Portugal, Irland, Italien, Griichenland a Spuenien gedeckt gëtt.

Fir Iech d'Entwécklung vun dësem Montant ze soen, muss ee wëssen, datt vun Ufank un, datt dee Clearingsystem bestanen huet, de Montant ëmmer ënner zéng Milliarde louch. An zënter 2009 bis haut, also elo bannent dräi Joer, ass dee Montant vu siwe Milliarden op haut 120 Milliarden ugeklommen.

Als ADR verlaange mer duerfir, datt d'Regierung respektiv déi Responsabel vun der Zentralbank ons duerfir an enger vun deenen nächste Finanzkommissiounen Erklärungen ofginn iwwert déi Entwécklung respektiv iwwer Risikoen oder Netrisikoen, déi an deem Zesummenhang stinn.

E weidert Wuert nach, Här President, dat ass iwwert de Verdeelungsschlëssel iwwert d'Participatioun, déi mer als Lëtzebuerger Stat maachen. Hei gëtt deeselwechte Schlëssel geholl, dee fir d'Lëtzebuerger Zentralbank bei der Europäescher Zentralbank geholl gëtt, an et ass liicht no uewen ajustéiert ginn, fir neie Bäitrëttslänner, déi méi schwaach dostinn, fir dat ze kompenséieren.

Am Kapital vum MES mécht dat fir Lëtzebuerg, wéi gesot, 1,75 Milliarden aus, déi mer am Extremfall laut dësem Gesetz misste stëmmen. Dat géif bedeiten, datt Lëtzebuerg pro Bierger 3.505 Euro engagéiert. Dat si 65% méi wéi d'europäesch Duerchschnëttsmoyenne ass. Dat heescht, de Lëtzebuerger Bierger bezilt 65% pro Kapp méi wéi den europäeschen Duerchschnëttsbierger dat mécht. 3.505 Euro; Irland als zweet huet 2.600 Euro op de Kapp, Holland: 2.400, Finnland: och 2.400, Éisträich: 2.300, Däitschland: 2.300, d'Belsch: 2.200 a Frankräich: 2.250. An ech erënneren nach eng Kéier drun: Lëtzebuerg mat 3.505 Euro.

Hei si mir also och als Lëtzebuerger Spëtzereider fir wat d'Kontributioun ubelaangt, wat mir als klengt Land an dee Mechanismus do eraféieren. An och dat war laang net gesot! Mä eisen Här Juncker ass ëmmer esou fein, datt, wat en de Lëtzebuerger net heiheem seet, dat mécht en dann an der internationaler Press. An esou huet den Här Juncker dann den 12. Juni 2012 (veuillez lire: 21. Juni 2012), also och nach net ze laang hier, am „Handelsblatt" geschriwwen: „Luxemburg zahlt pro Kopf mehr in den Kapitalstock des Europäeschen Stabilitätsmechanismus ein als die Deutschen. Ich bin froh, dass die Luxemburger das noch nicht gemerkt haben."

Et gesäit een also, wéi den Här Juncker dat an der auslännescher Press seet. Hien ass frou, datt d'Lëtzebuerger net gemierkt hunn, datt mir déi sinn, déi am meeschten hei an dee Mechanismus do eraginn. Firwat wëssen d'Lëtzebuerger dat dann net? Ma ganz einfach: Well den Här Juncker a seng Regierung de Leit et net gesot hunn! Hei gëtt eben déi Geheimniskrämerei gemaach. Hei ginn d'Leit ëmmer iwwer kompliziéiert Saachen informéiert, a Saachen, déi am Fong relativ einfach ze erklären wieren, déi och all Mënsch géif am Land verstoen, déi gi virenthalen. Mä Gott sei Dank hu mer d'däitsch Press, a vis-à-vis vun där ass den Här Juncker jo bekanntlech méi gespréicheg, an da gi mer alt eppes iwwert dee Wee gewuer!

Zum Ofschloss, Här President, wëll ech soen, datt mer frou sinn, datt mer haut hei décidéiert hunn, datt an enger qualifizéierter Majoritéit déi Gesetzer gestëmmt ginn, well mir hate schwéier Bedenken, wann dat net de Fall gewiescht wier, well mer awer der Meenung sinn, datt dat hei Engagementer sinn, och, mengen ech, well et permanent Engagementer sinn. An den Här Paul-Henri Meyers als Spezialist vun der Verfassung weess, datt permanent Engagementer net kënnen temporaire iwwer e Gesetz vergi ginn. Duerfir si mer frou.

Mir wieren och frou, wann den Här Minister eis nach kéint méi soen iwwert déi bevirstoend - wat ëmmer erëm an d'Diskussioun kënnt -, iwwert d'Fiskalunioun, a mir deelen - well meng Zäit ofgelaf ass, muss ech dat elo a Stéchwierderform maachen - déi Iwwerleeungen, datt een och sollt kucken, datt d'Zentralbank eventuell eng Bankelizenz kréie kéint.

Als Ofschloss wëll ech soen, Här President - leider muss ech soen -, leider hu mir als ADR an deem, wat mer an deenen Debatte virdrun hei ëmmer gesot hunn, do hu mer recht behalen. Leider! Mir wiere frou gewiescht, mir hätten onrecht behalen an et wier esou opgaangen, wéi dat vun den europäesche Spëtzepolitiker, vun eiser Regierung hei ëmmer versprach ginn ass. De Contraire ass agetratt. Leider hu mer recht behalen a konsequenterweis stëmme mer duerfir och haut dergéint.

M. le Président.- Merci dem Här Gibéryen. Als leschte Riedner ass den Här Serge Urbany agedroen. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech wëll drun erënneren, dass den europäeschen Traité vu Lissabon, deen heibannen awer, mengen ech, mat enger grousser Majoritéit ugeholl ginn ass, virgesinn huet - et ass scho vläicht virdrun eng Kéier an Texter dran, mä en huet et nach eng Kéier ganz däitlech drageschriwwen -, dass déi privat Finanzmäert sollen de Monopol hu vum Sueverléinen un d'Staten an dass et de Staten an och der Zentralbank verbueden ass, State Suen ze léinen. Et huet sech awer séier erausgestallt, dass de Finanzsecteur geschwë selwer huet musse gerett gi mat öffentleche Gelder.

Mir hunn och erlieft, wéi d'Finanzmäert déi Staten, déi se just virdru gerett haten, duerch iwwerméisseg Zënsfuerderungen an den Eck gedréckt hunn an esou souguer d'ganz Ekonomie am Euroraum a Fro gestallt hunn.

Elo soll deen Text, deen deemools scho falsch war, an dat ass och gesot ginn, dass e falsch wier - en ass awer hei gestëmmt ginn! -, deen Text soll elo geännert ginn op eng Aart a Weis, déi een, mengen ech, als eng iwwerflächlech Ännerung bezeechne kann. Well am Fong geholl ännert sech guer näischt!

Den Europäesche Stabilitéitsmechanismus ESM soll elo zwar kënne Suen u State verléinen oder och Obligatioune vu Staten opkafen, wat awer souwisou déi lescht zwee Joer geschitt ass, soss wier alles scho laang zesummegebrach. Mä wat net geännert gëtt an deem ganze Mechanismus, dat ass d'Dominanz vun de Finanzmäert. Mir kréien et souguer hei vum Rapporteur bestätegt, dee gesot huet, et géif och bei deem Gesetz hei drëm goen, fir d'Vertraue vun de Mäert erëmzegewannen. Ech mengen, et muss een him Merci soe fir déi Däitlechkeet!

Ech mengen och effektiv, dass deen Text hei, dee mer solle stëmmen, esou ze verstoen ass. Éischtens bleiwen déi privat Finanzmarchéé wéiderhin déi prioritär Financiere vun de Staten. Sue kënnen nëmme geléint ginn iwwert deen heite Wee, wa schwéier Finanzéierungsproblemer bestinn op de Finanzmäert a wann dat och souguer Auswierkungen huet op déi ganz Eurozon.

Zweetens wëllt den ESM jo bei sengen Aktiounen, déi e mécht, selwer ausschliesslech dohi Sue léine goen, bei d'Finanzmäert. Dat Kapital, wat hei soll gestëmmt ginn, dat ass quasi eng Garantie, déi da vis-à-vis vun de Finanzmäert besteet.

Dat geschitt och mat all deene finanzielle Mechanismen, déi mer kennen, och aus der Krisendebatt, Hiewelwierkungen, dat heescht, d'Finanzmarchéen hänke sech drun un déi Produiten hei, un déi Prêten, déi u State vergi ginn, a verdéngen och nach eng Kéier drun. Dat heescht, den ESM intervenéiert ausschliesslech am Kader vun de Finanzmarchéen an d'Prêten an d'Obligatioune vu Staten an u State bleiwen am privaten Handel dran.

Drëttens däerf den ESM weiderhi keng Sue léine goe bei d'Zentralbank, während awer déi privat Banken dat maachen. Mir hunn eréischt viru sechs Méint erlieft - et ass e puermol hei och gesot ginn -, wéi d'privat Marchéé regelrecht iwwerschwemmt gi si mat bëllegem Geld zu 1% Zënsen duerch d'Zentralbank, awer d'State selwer kënne sech do net finanzéieren. Et ass och näischt virgesinn, fir eppes ze ännere un deenen héijen Zënssätz vun de private Marchéen. Mir hunn och erlieft, dass trotz Hëllefsprogrammer a Spuenien oder an Italien d'Zënssätz an d'Luucht ginn.

Véiertens, e gudden Deel vun deenen Hëllefen hei, vun deene sougenannten Hëllefen, sinn Hëllefen, fir d'Banken ze rekapitaliséieren. Et kann een also soen, dass et sech hei virun allem handelt ëm e Solidarpakt mat de Banke selwer.

A schlussendlech gesi mer am Fall vu Griichenland, wat awer en Extremfall ass, wéi eng Zwangsjackett do ugeluecht gëtt deenen, déi eng finanziell Hëllef kréien, an zu wat fir engem massive soziale Réckgank dat féiert bei de Léin a mat Eruwuesse vun enger dramatescher Aarmut a ganz kuerzer Zäit! Dat sinn d'Rezepter vum Internationale Währungsfong, déi mer vun anere Plaze kennen, déi mer aus Latäinamerika kennen oder aus Asien viru Joren.

An iwwregens mussen déi Länner, déi gär Sue geléint hätten, och en Antrag stelle beim Fonds monétaire international, fir déi Suen hei ze léinen. E Fonds monétaire international, deen dann erëm eng Kéier iwwert déi sougenannten „Troika" matbestëmmt, wat mat deene Sue geschitt, dat heescht diktatoresch, vun uewen erof bestëmmt. An - et ass och scho gesot ginn - deen, deen hei gär Suen hätt, dee muss deen austeritäre Fiskalpakt oder besser gesot Budgetspakt mat ënnerschreiwen, wou awer de Moment an Europa nach hefteg Diskussioune gefouert ginn. Den ESM, dee mer hei solle stëmmen, ass also net lassgeléist vun där ganzer falscher Politik an Europa.

An et gëtt awer ëmmer méi kritesch Stëmmen, Här President, géint dat, wat an Europa do vu Politik gemaach gëtt, dorënner bekannten Ekonomisten. Si stelle fest, dass d'Austeritéitspolitik zu Wirtschaftsréckgank féiert. Si erënneren un d'Kris vun 1930, wou ähnlech monetaristesch, konservativ Politiker an Europa deemools d'Kar schonn an den Dreck gefouert hunn. A si warne virun enger Neioplag vun deenen dramatesche Joren. Si fuerderen och eng Kontroll vun den Zënsen, eng gerecht Steierpolitik, e wierklechen europäesche Budget, dat heescht, eng wierklech Solidaritéit an net esou eng Politique de croissance, wou een net weess, wat sech derhannert verstoppt, wou d'Madame Merkel bestëmmt eppes aneschters drënner versteet wéi aner Leit. A wat eis Regierung dorënner versteet, dat si mer bis haut net gewuer ginn.

Et liest een och all Dag Appeller fir eng Neibegrënnung vun Europa an déi dote Richtung, déi ënnerschriwwe gi vu Leit, déi 2005 nach fir de Verfassungsvertrag gestëmmt hunn, wéi de Philosoph Jürgen Habermas oder wéi déi ganz Gewerkschaftsspëtzt an Däitschland, déi esou en Appell fir eng Neibegrënnung vun Europa gestëmmt huet.

M. le Président.- Här Urbany, Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ech sinn och direkt fäerdeg. Hei si mer net am Kader vun enger Neibegrënnung vun Europa. Hei féiere mer an eng falsch Richtung villes weider, mam Turbo! Wann dat ugeholl gëtt, dat Gesetz, dann ass et ugeholl an da brauche mer eng Unanimitéit an Zukunft, wa mer dee klengsten Detail dovun nach wëllen änneren.

Ech kann duerfir och näischt ufänke mat deene gutt gemengte Kritiken a richtege Kritiken a Virschléi, déi hei nach gemaach ginn am Kader vun der Debatt, fir deen Text hei nach ze verbesseren. Mä, et deet mer leed, wann deen Text bis ugeholl ass, dann ass dat a Marber gravéiert, wat do drasteet!

Eng qualifizéiert Majoritéit ass wuel noutwendeg hei. Ech gesinn dat och esou. An ech géif souguer e Schrack méi wäit goen: Wa mer eis op deen Artikel beruff hunn, wou dat virgesinn ass, do ass och en zweete Vote constitutionnel virgesinn. An ech mengen, an ech froen dat och hei, Här President, dass herno e Vote électronique driwwer stattfënnt, ob en zweete Vote constitutionnel an dräi Méint nach eng Kéier hei soll stattfannen, well et ass villes am Floss nach, och wat déi hei Froen ugeet. Et ass elo e Conseil européen, wou scho gesot ginn ass, et weess een net, wat derbäi erauskënnt. Et wier eng falsch Iwwerleeung, fir dat hei elo definitiv dann hei unzehuelen. Ech mengen, mir sollten eis Zäit loossen, fir dat nach eng Kéier seriö ze diskutéieren.

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. Elo kritt d'Wuert den Här Finanzminister Luc Frieden.

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre Deputéiert, ech géif fir d'Éischt dem President vun der Finanzkommissioun a Rapporteur vun dëse Projeten, dem Här Michel Wolter, Merci soen och vu Regierungssäit fir säi Rapport, deen, mengen ech, och ganz vill Froe beäntwert huet, déi d'Leit legitimerweis par rapport zu dësen Instrumenter hunn.

Et ware vill Zifferen, mä déi kann ee jo och am schréftleche Rapport noliesen. Ech mengen, et ass scho wichteg, datt zu jiddwer Moment deen, dee sech mat deene Froe wëllt oder muss ofginn, och déi ganz Panoplie vun deene Chifferen erëmfënnt. Duerfir war dat eng Aarbecht, déi ganz nëtzlech war. Ech wëll och duerfir hei net méi op déi Chifferen zréckkommen, mä op e puer méi generell Reflexioune ronderëm déi dräi Projeten, déi ronderëm deen Europäesche Stabilitéitsmechanismus dréien.

Mir sinn an Europa, mir sinn an der Eurozon fir de Moment an enger ganz schwiereger, ganz komplizéierter Situatioun, an déi Situatioun, déi kann een net vun engem Dag op deen anere verbesseren. Déi gëtt net verbessert op engem Europäesche Conseil vun de Ministeren oder vun de Stats- a Regierungschefen, déi gëtt net geännert duerch Wahlen an engem Land an déi gëtt net geännert duerch eng Moossnam, déi esou vum Himmel géif erofgefall kommen.

Et brauch vill kleng Schrëtt, fir datt mer an Europa erëm Vertraue kréien engersäits, an datt déi Länner, déi a ganz grousse Schwieregkeete sinn, erëm op eege Féiss stoe kommen. An op eege Féiss stoe kommen heescht, datt, wann déi Sue musse léine goen, datt déi déi Suen och um Finanzmarché vun aneren, vun Investisseuren, vu Leit geléint kréien. An dat ass fir de Moment an enger Rei vu Länner net méi de Fall.

Duerfir muss ee sech d'Fro stellen, vu datt mer den Euro hunn a vu datt den Euro eisem Land awer an deene leschten zéng Joer vill bruecht huet: E Land, wat bal alles muss importéieren an déi Saachen, déi et produzéiert, exportéiert, dat huet e groussen Intérêt, eng gemeinsam Währung ze hunn, déi évitéiert, datt et Wiesselcoursschwankunge gëtt, déi évitéiert, datt et Devaluatioune gëtt, déi évitéiert, datt et Wiesselcourskäschte gëtt. Déi et awer och fäerdegbruecht huet, déi Währung, datt mer en Inflatiounstaux haten iwwert déi lescht zéng Joer, dee bei ënner 2% louch.

Wann een also all déi Avantagë gesäit, da muss ee sech d'Fro stellen: Wann haut Problemer sinn, wat mécht een dann? Da kann een net heihinner komme wéi den Här Gibéryen, dee seet: „Mir hätten dat do net gestëmmt. Mir sinn do dergéint." Jo, da muss ee sech froen: Wat heescht dat dann? Wat géif dat heeschen, wann eist Land seet: Mir maachen do net mat. Dat kléngt vläicht gutt, wann een einfach esou op der Strooss doriwwer schwätzt. Mä dat heescht, datt deen Euro, deen eisem Land vill bruecht huet, datt deen zesummebrécht mat alle Konsequenzen, déi dat fir Europa a fir eis selwer huet!

Dat heescht och, datt, wa mer net do agetruede wären, datt mer an eiser Exportindustrie, datt mer an all deem, wat mer importéieren, virun enorme Schwieregkeete géife stoen, wa ronderëm eis eng aner Währung wär, wéi mir selwer hätten. An ech bezweifelen, datt eist Land iwwerhaapt eleng kéint, wéinst senger Gréisst, eng eege Währung hunn. Duerfir hate mir och ni eng. Mir hunn ëmmer eng gemaach zesumme mat eisen Noperen.

M. le Président.- Här Minister, erlaabt Der, datt den Här Gibéryen lech eng Fro stellt?

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances.*- Selbstverständlech.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech wéilt e Kommentar maachen, mä ech muss awer eng Fro stellen. Duerfir wollt ech den Här Minister froen, ob hie weess, datt mir als ADR nach ëmmer fir den Euro agetratt sinn a fir den Euro sinn, och haut nach, an datt déi Propositiounen, déi mir gemaach hunn, am Fong als Zil hunn, datt den Euro soll gerett ginn, net datt den Euro soll fir eis verluer goen.

Une voix.- Wéi ass d'Fro?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et ass eng Fro: ob den Här Minister dat weess. Ech muss jo eng Fro stellen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Anscheinend weess den Här Minister dat net.

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances.*- Hei diskutéiere mer iwwert de Projet vun dem Europäesche Stabilitéitsmechanismus. A mir sinn der Meenung - an ech stelle fest mat Satisfaktioun, datt déi iwwergrouss Majoritéit vun dësem Parlament där Meenung ass -, datt, wa mer eng gemeinsam Währung hunn a wa mer eng gréisser Krisesituatioun hunn, da kann een net Nee soen, wann een en Instrument brauch, wat zum Zil huet, déi Stabilitéit vun der Eurozon erëm hierzestellen.

Dat hei ass jo kee Projet, wou ee seet: Super, elo stëmme mir fir den europäesche Rettungsschierm a mir setzen esou vill Suen doranner. Mir maachen dat net, well mer dat aus Begeeschterung maachen. Mir maachen dat, well mer dervun iwwerzeegt sinn, datt dat deen noutwendege Präis ass, fir an der Eurozon zwou Saachen ze erreechen: engersäits Stabilitéit. Déi brauche mer absolut, well wa mer keng Stabilitéit hunn, kënnen dee Kontinent hei an déi Eurozon net weider wuessen.

An zweetens, well mer - an dat ass e ganz wichtege Punkt - d'Ustiechungsgefor wëllen a mussen évitéieren! Wann ee Land an der Eurozon eng gréisser finanziell Schwieregkeet huet, dann ass et evident, datt dat eng psychologesch a finanziell Répercussioun op déi aner Länner huet. Wann een also keen Instrument huet, fir da schnell anzegräifen, da fält oder riskéiert dat ganzt Haus zesummenzefalen. Duerfir hu mer am Ufank méi Schwieregkeeten nach gehat wéi haut - a mir hunn och haut nach grousser -, well mir hate keen esou een Instrument.

Wéi Griichenland a Schwieregkeete komm ass, hu mer gesot: „Hëllefe mer oder hëllefe mer net?" Mir hu gehollef mat bilaterale Prêten, well mer keen Instrument haten. Mir hu gehollef aus Solidaritéit. Mä mir hunn och gehollef aus Eegenintérêt, nämlech deem vun der Stabilitéit. An duerfir mussen d'Solidaritéit, déi noutwendeg an enger europäescher Konstruktioun ass, a Stabilitéit ëmmer zesummegoen.

Dorauser, aus der griichescher Situatioun, hu mer geléiert, datt, wann nach esou Situatioune géife kommen, mer méi permanent Mechanisme bräichten. Duerfir hu mer dunn den EFSF opgesat a mir hunn deemools gesot och, mir brauchen eppes méi Permanentes, eng Zort Internationale Währungsfong opgebaut fir Europa, an dat ass deen Europäesche Stabilitéitsmechanismus, dee mer haut hei grënnen.

Dee Stabilitéitsmechanismus heescht net nëmmen esou, deen ass et! En hëlleft also engem, e Prêt ze maachen, verbonne mat strikte Konditiounen. Dat heescht also, datt et e Prêt ass, deen och muss zréckbezuelt ginn, mä deen zugläich deem Land et soll erlaben, mat deem Iwwerbréckungskredit erëm op eege Féiss ze kommen. Duerfir ginn och déi Konditioune gesat. Déi Konditioune ginn net gesat, fir d'Leit an deene Länner rosen ze maachen oder fir de Leit an deene Länner eppes ewechzehuelen. Mä déi Länner hu keng Sue méi. Déi Länner hu keng Méiglechkeete méi, fir normal Suen am normale System geléint ze kréien. Duerfir muss een hinnen zäitweileg hëllefen, mä zugläich muss een hinnen och hëllefen, op eege Féiss erëm ze kommen. An duerfir musse se eng Rei Strukturreforme maachen.

Duerfir schéngt et mer evident, datt Lëtzebuerg sech un deem Instrument muss bedeelegen: aus europäesche Grënn a ganz kloer och aus nationale lëtzebuergesche Grënn!

Wann den Euro zesummebrécht, wann dat Ganzt zesummebrécht, hu mer méi Problemer, wéi wa mer elo hei e gewëssene Präis bezuelen, esou schwiereg dat ass an esou onsécher d'Situatioun ronderëm bleift, wa mer dat net maachen.

Eisen Deel ass kleng. Ech wëll dat hei och nach eng Kéier preziséieren. Et ass net, wéi wann dat jo net bekannt wär. Et kann een och net esou maachen, wéi wann dat just an auslänneschen Zeitunge stéing. Jiddwereen, deen an dësem Haus sëtzt, dee weess ganz genau an Honnerten an Dausende vu Bierger, déi dat suivéiert hunn, déi wëssen dat: Mir hunn 0,25% am europäesche Rettungsschierm. Firwat hu mer déi? Well dat ass eisen Deel am Kapital vun der Europäescher Zentralbank. D'Lëtzebuerger Chamber huet dat jo awer gestëmmt. Da kann een net soen, dat hätt een - wéi den Här Gibéryen - an enger däitscher Zeitung gelies.

A firwat hu mir…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Den Här Juncker huet dat... Ech hunn en zitéiert.

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances.*- Firwat hu mir méi en héijen Deel? Ma well mir natierlech ee ganz staarke Finanzsecteur hunn. An dorobberhi gëtt gerechent och eis Participatioun vun eiser Zentralbank am europäesche System vun den Zentralbanken.

Ech wëll jo awer trotzdeem drop hiweisen, datt 0,25% och elo net ass, wéi wa mir Lëtzebuerger géifen domat ganz Europa retten! Et si manner Participatiounen an deem Rettungsschierm, wéi Lëtzebuerg huet: Estland, Zypern a Malta. Mä all déi aner hu méi, a mir hu proportionell méi, well mir jo och emol méi en héije PIB hunn, mir hu méi eng héich Finanzplaz. An dovunner profitéiere mer jo och an engem iwweraus grousse Mooss a ville Politikberäicher.

Wéi gëtt décidéiert an deem Schierm? Ech mengen, dat ass hei diskutéiert ginn. Ech mengen net, datt an deem Mechanismus hei en Demokratiedefizit ass. Well et ass schlussendlech d'Chamber - dëst Haus! -, wat d'Regierung autoriséiert, an d'Kapital vun deem Instrument ESM anzetrieden, mat engem Kapital, wat elo abezuelt gëtt - 200 Milliounen an e puer Stufen -, an duerno eng Garantie ze ginn, oder zugläich eng Garantie ze ginn, fir wann e Capital autorisé eng Kéier geruff gëtt, datt mer deen dann och abezuelen.

Den demokrateschen Akt besteet doranner, datt dëst Parlament haut an hei décidéiert, ob mir do dierfe matmaachen oder net. Et ass also net anescht, wéi wann Der décidéiert, datt mer an de Ressourcë vum Internationale Währungsfong matmaachen. Och do muss d'Chamber natierlech opgrond vun der Verfassung soen: „Jo, mir sinn d'accord, datt deen Engagement financier do geholl gëtt." D'Décisioun selwer ass an deem ESM ëmmer innerhalb vun där Enveloppe, déi d'Chamber gestëmmt huet.

Ech wëll ausdrécklech och nach eng Kéier soen, datt an deem ESM-Mechanismus steet, datt an der Unanimitéit ëmmer den Appel de fonds ass an an der Unanimitéit ëmmer déi weider Ënnerstëtzung vun engem Memberstat an der Eurozon ass. Dat ass d'Unanimitéit, an do gi mir all Kéiers mat gefrot.

Selbstverständlech sinn ech d'accord a mir hunn dat och iwwregens ëmmer esou gemaach, mä et kann een dat nach ëmmer an enger Motioun nach eng Kéier froen, wat scho gemaach gëtt. Et schéngt mer evident, datt d'Regierung regelméisseg bei esou Décisioune virdrun, duerno an d'Finanzkommissioun vun der Chamber soll kommen. Dat gehéiert zum gudden demokratesche System. Duerfir hunn ech domadder ni Problemer gehat a wäert och an der Zukunft domadder ni Problemer hunn.

Duerfir kann ech vu Regierungssäit aus déi Motioun vum Här Bausch iwwert deen dote Punkt fir d'Informatioun vun der Chamber, fir d'Consultatioun vun der Chamber nëmme voll a ganz matdroen.

Ech wëll allerdéngs soen, datt et wichteg ass - an dat ass e Problem an der Zukunft, an dat ass jo och hei net gefrot -, datt den Entscheedungsmechanismus méi schnell muss ginn, well mir hu gesinn, notamment am griicheschen Dossier, wa misste 17 Parlamenter all Kéiers, besonnesch wann Urgencë sinn, ofstëmmen, datt dat riskéiere géif, ze vill Zäit ze kaschten, an domadder ganz grouss Dommagë kéinte geschéien.

Déi Situatioun vun der Urgence, mengen ech, trëtt net an, well hautdësdags kann ee sech esou schnell treffen oder esou schnell iwwer eng Tëlefonskonferenz mateneen diskutéieren, sou datt mer och gesinn hunn, souwuel am spuenesche Fall wéi elo an der zypriotescher Demande, déi gëschter komm ass, datt mer do innerhalb vun e puer Stonnen eng Tëlefonskonferenz hunn, wou d'Finanzministere kënnen dann décidéieren, wat se maachen oder net, esou datt mer Unanimitéit plus schnell Décisiounen hunn an d'Informatioun vun de Parlamenter selbstverständlech musse maachen, mä datt mir näischt maachen, wat iwwert déi Enveloppe erausgeet, fir déi mer hei vum Parlament autoriséiert gi sinn.

Duerfir géif ech och mat Respekt virun anere Meenungen heibanne soen, datt an den Ae vun der Regierung d'Approbatioun vu kengem vun dësen Texter eng qualifizéiert Verfassungsmajoritéit brauch, well mir gesinn an dësen Texter keen Transfert vu souveräne Pouvoiren un eng international Organisatioun. Et ass en internationalen Traité, mat deem en Engagement financier verbonnen ass. A Lëtzebuerg bedeelegt sech un all deenen Décisiounen, déi hei geholl ginn. Déi Décisioune ginn net vun engem Drëtte geholl. Déi Décisioune gi geholl mat der Stëmm vum Lëtzebuerger Finanzminister, deen ech bekanntermoosse sinn. Ech gi Gouverneur an deem EMS, gradesou wéi ech Lëtzebuerg am Eurogroup vertrieden, an do ginn déi Décisioune geholl.

Mä ech mengen, d'Chamber ass souverän, andeem se décidéiert, mat wéi enger Majoritéit se ofstëmmt. Ech wollt just hei awer soen, wat d'Meenung vun der Regierung zu där dote Fro ass, och fir zukünfteg ähnlech gelagert Situatiounen.

Den Effet op de Budget ass hei ugeschwat ginn, och vum Rapporteur. En huet eng direkt Inzidenz op de Budget no klassescher Opstellung vun 200 Milliounen iwwert dräi Joer gekuckt. En huet keen Effet op déi europäesch Opstellung vum Budget, well wéi gesot eng Contrepartie besteet. Duerfir ass et neutral op den Defizit an d'Schold vum Lëtzebuerger Stat, d'gesamtöffentlech Finanzen. Mä selbstverständlech sinn et reell Suen, déi mer awer net elo ausginn, déi hu mer natierlech - dat ass, wéi wann een Aktien an enger Gesellschaft keeft - net zur Verfügung.

Duerfir wëll ech net soen, datt dat hei keng Sue sinn, déi mer net gebrauchen, mä et ass keng normal klassesch Budgetsdépense. Et ass, wéi gesot, d'nämlecht, wéi wa mer eng Augmentatioun vun de Ressourcë vum Internationale Währungsfong maachen, déi iwwregens och an nächster Zäit wäert ustoen, well och den Internationale Währungsfong jo niewent Europa op eng effikass Aart a Weis hëlleft, datt mer an Europa mat zwee Féiss um Buedem an dësen extrem schwieregen Zäiten - ech kann et net genuch ënnersträichen - bleiwen.

Dat hei, wéi gesot, sinn Instrumenter, déi ginn net duer. Dat ass vu villen heibanne gesot ginn. Mä si si wesentlech, fir Stabilitéit ze erreechen. Mir musse verschidde Saache maachen à court terme an anerer à long terme. An ech mengen, all déi Diskussiounen, déi d'Stats- a Regierungschefen dëser Deeg féieren an déi elo an den Zeitunge schonn diskutéiert ginn, ouni datt ee genee weess - och net d'Finanzministeren -, wat dann elo en fin de compte do décidéiert gëtt, dat sinn der méi, déi à moyen et à long terme sinn.

Et féiert een net eng Bankenunioun, eng méi staark Budgetsunioun oder eng ekonomesch Unioun a vun haut op muer. An eng Rei vun deene Saache wäerten och, op d'mannst esou gesinn ech dat, Traitésännerunge mat sech zéien. Dat ass also eppes, wat méi perspektivesch ass. Do fannen ech och nëmmen normal, datt d'Chamber doriwwer délibéréiert, wann déi Texter dann emol do sinn. Mä dat huet näischt mat der kuerzfristeger Kris ze doen. Dat heiten awer huet mat der kuerzfristeger Kris ze doen, an duerfir sinn ech frou festzestellen, datt déi iwwergrouss Majoritéit vun dëser Chamber wäert déi dräi Texter iwwert den Europäesche Stabilitéitsmechanismus stëmmen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Finanzminister. Domadder wär d'Diskussioun ofgeschloss.

Mir kommen dann elo fir d'Éischt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6334. Et ass eng Majoritéit vun zwee Drëttel erfuerdert an de Vote par procuration ass net erlaabt.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6334 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen.

(Interruption)

Där anerer gëtt et keng. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass ugeholl mat 48 Jo-Stëmmen, géint 5 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter.

Ont voté non: MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi…

M. François Bausch *(déi gréng).*- Här President, et sinn nach dräi Motiounen…

M. le Président.- Jo, mä mir hunn nach zwee Projeten, Här Bausch, an da komme mer zu de Motiounen. Kommt, mir fueren der Rei no.

Mir kommen also elo fir d'Éischt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6405. Hei ass och eng Majoritéit vun zwee Drëttel erfuerdert an de Vote par procuration ass net erlaabt.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6405 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un, wéi gesot nëmme perséinlech Stëmmen. Och hei ass de Vote ofgeschloss.

De Projet de loi ass ugeholl mat 49 Jo-Stëmmen, géint 5 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter.

Ont voté non: MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert deen drëtte Projet de loi, de 6406. Hei gëtt mat normaler Majoritéit driwwer ofgestëmmt.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6406 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass ugeholl mat 55 Jo-Stëmmen, géint 5 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Jean-Paul Schaaf), Nancy Arendt, MM. Fernand Boden (par M. Raymond Weydert), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert (par Mme Martine Mergen), Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber (par M. Félix Eischen), Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter.

Ont voté non: MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Da komme mer elo zur Ofstëmmung iwwer…

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ech hat awer e Vote gefrot iwwert d'Dispens vum zweete Vote. Ech fannen, wa mer scho mat Zwee-Drëttel-Majoritéit stëmmen,…

M. le Président.- Jo, mä Här Urbany, Dir hätt en direkt misse froen! Ech mengen, ech hu gefrot…

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ech hunn en a menger Ried gefrot an ech…

M. le Président.- Jo, mä Dir musst beim Vote et froen. Ech hu gefrot. Dir hutt lech net gemellt. Et ass ofgestëmmt ginn.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Dir hutt gefrot: „Ass den zweete Vote..., d'Dispens vum zweete Vote?", an ech hu geruff: „Neen." Ech schloe vir…

M. le Président.- Jo, Dir hutt... Mä et war awer eng ëmwerfend Majoritéit fir d'Dispens.

(Hilarité)

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ech schloe vir, e Vote ze maachen iwwert d'Dispens.

M. le Président.- Neen, ech mengen, de Vote ass elo geholl, Här Urbany, an domadder…

(Interruptions)

…si mer do mat deem Punkt um Enn.

Motions

Mir kommen elo zur Ofstëmmung vun de Motiounen.

(Interruption)

Motion 1

Fir d'Éischt d'Motioun 1 vum Här François Bausch, wou ech verstanen hunn, datt d'Regierung déi géif akzeptéieren. Ech mengen, da kënne mer à main levée iwwert déi Motioun ofstëmmen.

Vote sur la motion 1

Wien ass mat där Motioun d'accord?

Dat schéngt mer d'Unanimitéit vun dësem Haus ze sinn. Domadder wär déi Motioun ugeholl.

Motion 2

Da kéim d'Motioun 2 vum Här Bausch. Kënne mer och à main levée doriwwer ofstëmmen, oder net?

(Négation)

Neen, de Vote électronique gëtt verlaangt.

Vote sur la motion 2

Da fänkt d'Ofstëmmen un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

D'Motioun ass verworf mat 39 Nee-Stëmmen, géint 10 Jo-Stëmmen an 11 Enthalungen.

Ont voté oui: MM. Eugène Berger et Paul Helminger;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

M. Serge Urbany.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Nancy Arendt), Nancy Arendt, MM. Fernand Boden (par Mme Martine Mergen), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert (par M. Raymond Weydert), Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber (par M. Marcel Oberweis), Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz.

Se sont abstenus: MM. André Bauler, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), MM. Fernand Etgen, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Motion 3

Dann hu mer nach d'Motioun 3 vum Här François Bausch. Ech ginn dovun aus, datt och do de Vote électronique verlaangt gëtt.

(Assentiment)

Vote sur la motion 3

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. Och hei ass de Vote ofgeschloss.

D'Motioun 3 ass verworf mat 43 Nee-Stëmmen, géint 8 Jo-Stëmmen an 9 Enthalungen.

Ont voté oui: *MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;*

M. Serge Urbany.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Marcel Oberweis), Nancy Arendt, MM. Fernand Boden (par Mme Nancy Arendt), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert (par M. Raymond Weydert), Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber (par M. Jean-Paul Schaaf), Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Se sont abstenus: MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner.

Da kéime mer elo zu eisem nächste Projet de loi, dem Projet de loi 6319, enger Direktiv iwwert d'Valeurs mobilières. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. Et huet sech bis elo just agedroen: den Här Bausch.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

(Interruption)

M. Xavier Bettel *(DP).*- Et ass eng Erreur!

M. le Président.- Mir sträichen lech, Här Bausch.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Jo, also, Dir sträicht den Här Bausch net!

6. 6319 - Projet de loi:

- portant transposition de la directive 2010/73/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 modifiant la directive 2003/71/CE concernant le prospectus à publier en cas d'offre au public de valeurs mobilières ou en vue de l'admission de valeurs mobilières à la négociation et la directive 2004/109/CE sur l'harmonisation des obligations de transparence concernant l'information sur les émetteurs dont les valeurs mobilières sont admises à la négociation sur un marché réglementé;

- portant modification de la loi du 10 juillet 2005 relative aux prospectus pour valeurs mobilières;

- portant modification de la loi du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence concernant l'information sur les émetteurs dont les valeurs mobilières sont admises à la négociation sur un marché réglementé

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Gilles Roth *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat dem…

(Interruption)

Dat ass deen, wou Dir musst jo stëmmen, Här Gibéryen.

(Hilarité et interruption)

Mat dem Gesetzesprojet 6319 setze mir eng europäesch Direktiv aus dem Joer 2010 ëm. Méi genee geet et ëm de Prospekt, deen all Kéiers muss opgeluecht ginn, wann e Wäertpabeier op de Maart bruecht gëtt an op d'Bourse geet, fir offiziell gehandelt a cotéiert ze ginn. Dëst mag wuel op den éischte Bléck - wéi esou oft iwwregens bei der Finanzlégislatioun - den Uschäin hu vun engem éischter technesche Gesetzesprojet. Deem ass awer an der Realitéit net esou. Et geet hei ëm e wichtege Gesetzesprojet am Sënn vun der Kompetitivitéit vun eiser Finanzplaz.

Mir schafen Transparenz a Rechtssécherheet bei dem Handele vun internationalen Titren op eiser Bourse. Dat war an där iwwer 80 Joer laanger Geschicht vun der Lëtzebuerger Bourse ëmmer ee vun de grousse Standuertvirdeeler. An d'Zuele schwätzen do och eng kloer Sprooch.

Eis Lëtzebuerger Bourse ass féierend an Europa, wat d'Handele vun internationalen Obligatiounen ubelaangt. 29.500 international Obligatiounen, also Scholdverschreiwungen, ginn op der Lëtzebuerger Bourse gehandelt. Dat si 40% vun allen internationalen Oplage weltwäit. 68 Länner hunn op d'mannst een öffentlechen Emprunt, deen op eiser Bourse ass.

En zweet Standbee vun der Bourse sinn déi ronn 6.400 Investmentfongen, déi hei cotéiert ginn. Dat sinn 42% vun dem europäesche Marché. Insgesamt si ronn 44.000 Titren de Moment op der Lëtzebuerger Bourse.

Här President, dës Zuelen dierfte wuel ënnersträichen, dass et bei dësem Gesetzesprojet och ëm handfest wirtschaftlech Interesse vun eiser Finanzplaz geet. D'Konkurrenz vu London, Zürich oder Dublin, déi schléift net. Mä mir och net. An duerfir setze mir dës Direktiv och fristgerecht virun dem 1. Juli 2012 a Lëtzebuerger Recht ëm.

Konkret maache mir dat mat Upassunge vun eiser sougenannter „loi prospectus" aus dem Joer 2005. Dat ass een Eckpeiler vun eiser Finanzgesetzgebung. Mat deem Gesetz, wat och schonn op enger europäescher Direktiv baséiert, ass deemools en europäesche Pass agefouert gi fir Prospekter, déi, wa se an engem Land vun den zoustännegen Autoritéiten approuvéiert ginn, an der ganzer Unioun gëllen.

De Sënn vun esou engem Prospekt ass et, dem Investisseur bei der Aféierung vun engem Titre op den Handelsmaart an op d'Bourse eng Beschreiwung dovunner ze gi respektiv Informatiounen ze liwweren iwwert deejéinegen, deen den Titre erausgëtt.

Wat genau muss an deem Prospekt stoen, ass eben duerch dat Gesetz geregelt. Fir dass déi Bestëmmungen och agehale ginn, mécht eis Bankenopsiicht, also eis CSSF, eng streng Kontroll. An dat ass grad de Succès vun eiser Bourse: transparent a kloer Virgaben, eng streng Kontroll, eng international Experienz, een onkomplizéierten a kompetenten Émgang mat de professionellen Acteuren.

An där Linn fuere mir mat dësem Gesetzesprojet och virun. Opgrond vun de Virgabe vun der europäescher Direktiv gi mat dësem Gesetzesprojet déi administrativ Oploe vun dem Prospekt vereinfacht. Zum Beispill bei méi klengen Émetteure gi manner Informatiounen an dem Prospekt verlaangt respektiv gëtt a verschidde Fäll d'Oplo fir ee Prospekt ganz ofgeschaf.

Verschidden Informatioune gi standardiséiert, fir de Prospekt méi lieserlech ze maachen, besonnesch fir net initiéiert Leit. Vergläicher kann een duerfir besser maachen.

D'Definitioun vun deem qualifizéierten Investisseur, dat heescht engem Finanzprofi, deen eigentlech censéiert ass ze wëssen, wat hien op der Bourse keeft, gëtt ugepasst.

All d'Upassunge vun dem Gesetz geschéien am Sënn vu manner administrativen Oploen an deemno méi grousser Kompetitivitéit vun den Entreprisen an der Europäescher Unioun, déi hir Kapitalparten öffentlech handele loossen.

Här President, d'Chambre de Commerce an de Statsrot, déi hu matgespillt, fir dëse Gesetzesprojet esou séier wéi méiglech kënne gestëmmt ze hunn. Déi exzellent Transpositiounsaarbecht vun där zoustänneger Beamtin, der Madame Isabelle Goubin aus dem Finanzministère, gouf och vun deenen zwou Institutiounen ënnerstrach. Jo, och dat zielt emol zur Kompetitivitéit vun eiser Finanzplaz.

De Statsrot, deen hat just eng Opposition formelle a sengem Avis gemaach. Dës betrëfft d'Manéier, wéi een e sougenannten „acte délégué" vun der Europäescher Kommissioun am Kontext vun dësem Gesetzestext kéint ëmsetzen.

Konkret geet et dorëm, dass d'EU-Kommissioun d'Recht huet, fir verschidde Seuile spéider an der Direktiv ze adaptéieren, ouni iwwert de Wee vun enger formeller Ofännerung vun der Direktiv ze fueren.

De Statsrot war dergéint, dass esou eng Ëmännerung spéider géif duerch e Reglement vun der CSSF an eis Gesetzgebung iwwerholl ginn. Fir de Statsrot géif allgemeng iwwregens e Reglement vun der CSSF, dat ee Gesetz géif ofännere respektiv preziséieren, géint den Artikel 108bis vun eiser Verfassung verstoussen.

Duerfir wäert dat dann elo ganz einfach duerch eng Publikatioun vun där entspriechender Kommissiounsdécisioun am Mémorial geschéien. Dëst ass eng rechtlech Approche, déi d'Finanzkommissioun och iwwerholl huet.

Ech verweise fir de Rescht op mäi schréftleche Rapport, deen eestëmmeg ugeholl gouf, an ech ginn d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun a soen lech da Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Rapporteur Merci, dee wéi ëmmer ganz komplett an detailléiert war. Ech mengen, do gëtt et näischt méi derbäizefügen, esou datt mer eigentlech direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi kënne kommen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6319 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6319 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen, géint 1 Nee-Stëmm.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Jean-Paul Schaaf), Nancy Arendt, MM. Fernand Boden (par Mme Nancy Arendt), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert (par M. Raymond Weydert), Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber (par Mme Martine Mergen), Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox (par M. Claude Adam), Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

A voté non: M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Da komme mer elo zur Diskussioun vum Projet de loi 6342 iwwert d'Distributioun a verschidde Reglementatioune vu Medikamenter. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht, an et hu sech bis elo ageschriwwen: d'Madame Mergen, den Här Wagner, d'Madame Lorsché an den Här Colombera.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

7. 6342 - Projet de loi modifiant 1. la loi du 6 janvier 1995 relative à la distribution en gros des médicaments; 2. la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments

Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

M. Georges Engel *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et gi vill ze vill Medikamenter geschléckt, och bei eis. Lëtzebuerg läit do an Europa ganz vir am Ranking vun deene Länner, wou een och vun engem gewëssene Medikamentemëssbrauch ka schwätzen, wéi och bei enger Debatt hei an der Chamber am Joer 2007 festgestallt gouf. Oft handelt et sech awer heibäi net ëm liewenswichteg Produiten.

Den Text vun haut ännert d'Gesetz vum 6. Januar 1995 iwwert d'Distributioun en gros vun de Medikamenter an d'Gesetz vum 11. Abrëll 1983 iwwert d'Reglementatioun vun der Mise sur le marché an der Publicitéit vun de Medikamenter.

Am Gesetz vum 6. Januar 1995 stinn eng Rei vun Obligatiounen, un déi d'Distributeure vu Medikamenter sech hale mussen. Hei fanne mer awer keng Obligatioun fir d'Distributeuren, fir eng ugepasste Versuergung vu Medikamenter ze assuréieren. D'Regierung hat dat sengerzäit wëllen iwwer Règlement grandducal aféieren, de Législateur ass der Propos - op Avis vum Statsrot - awer net nokomm.

Zanterhier huet de Marché vun de pharmazeutesche Produiten awer vill evoluéiert. Zum Gudden, wat d'Weiderentwécklung vun den eenzelne Produiten ugeet, well se ëmmer méi sophistiquéiert a spezialiséiert ginn. Zum Schlechten, well d'Unzuel vun de Medikamenter um Marché an domat d'Gefor vun enger Iwwermedikatioun nach ëmmer méi grouss gëtt. Fakt ass awer, dass et kéint zu engem Enkpass vu wichtege Medikamenter kommen, zumools well mer fir d'Zouliwwerung vum Ausland ofhängeg sinn.

Dës Ofhängegkeet verstäerkt sech nach doduerch, dass d'Quantitéit vun de Medikamenter, déi zu Lëtzebuerg gebraucht ginn, an absoluten Zuele par rapport zum Ausland relativ geréng ass, d'Gestioun vun de Stocken awer duerch d'Zuelen an der Statistik vum Joer virdru geregelt gëtt an et esou zu engem Enkpass an der Zouliwwerung vun dëse wichtege Medikamenter komme kann.

Et geet also hei drëms ze assuréieren, dass d'Grossisten obligéiert ginn, déi Medikamenter en nombre suffisant fir eist Land zur Verfügung ze stellen. Dës Prozedur ass iwwregens konform mat den europäeschen Direktiven an dëser Matière.

An dësem Gesetz gëtt och eng nei Notioun, nämlech déi vum „grossiste-répartiteur" agefouert, eng Notioun, déi et schonn an der Législatioun vun eisen Nopeschlänner, notamment an der Belsch, gëtt.

Et handelt sech hei ëm en „grossiste pleinement assorti", e Grossiste also, deem et erlaabt ass, all Medikamenter ze verdreiwen, déi vun enger Autorisatioun, fir um Lëtzebuerger Marché verkaaft ze ginn, ofgedeckt sinn, an deen dës Medikamenter dann och effektiv verkeeft.

E Wuert zum Ënnerscheed tëschent dem Grossiste-répartiteur an dem Grossiste: Fir eng Obligation de service public anzeféieren, brauch een dës Distinctioun, well et kann ee jo nëmmen dës Obligatioun deem imposéieren, deen och déi ganz Gamme vu Medikamenter kommerzialiséiert zu Lëtzebuerg. Grossisten, also net de Grossiste-répartiteur, mä de Grossiste selwer, eenzel, deen eng Autorisatioun huet, fir en gros Medikamenter zu Lëtzebuerg ze verdreiwen, muss eng bestänneg Ausliwwerung vu verschiddenen, awer net alle Medikamenter, déi effektiv zu Lëtzebuerg um Marché sinn, assuréieren.

Dësen neien Text definéiert do dernieft den Inhalt an d'Aarbechtsfeld vun der Obligatioun vun deem Service public, speziell wat de Stockage an d'Garde ugeet.

Ausserdeem solle mat dësem Gesetz nach Modifikatiounen un den Artikele 7 an 13 vum Gesetz vum 11. Abrëll 1983 iwwert d'Vermaartung an d'Publicitéit geschéien, notamment fir déi, déi eng Autorisatioun hunn, fir Medikamenter hei op de Marché ze brëngen.

De Projet de loi 6342 ass den 11. Oktober 2011 an der Chamber vum Gesondheetsminister Mars Di Bartolomeo déposéiert ginn. Avisen zum Text gëtt et vum Collège médical, vun der Chambre de Commerce a vum Statsrot.

Zum Avis vum Statsrot folgend Bemierkungen: Niewent der pertinenter Remarque iwwert d'Zuel vun den Artikelen an d'Terminologie vun Artikelen, Punkten a Paragraphen, där d'Santéskommissioun natierlech ouni Weideres Rechnung gedroen huet, si folgend Punkten ervirzehiewen:

Den Intitulé gouf geännert: «Projet de loi modifiant 1. la loi du 6 janvier 1995 relative à la distribution en gros des médicaments; 2. la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments».

Ausserdeem goufen - an dat ass eng wichteg Neierung am Gesetz - quantitativ Chargë festgeluecht, déi musse stockéiert ginn, an dës Quantitéite gi festgeluecht no der Moyenne vun de Méint vum viregte Joer, an dëst pro Medikament. An dësem Contingent vun disponibele Medikamenter mussen och déi Medikamenter, déi vum Gesondheetsminister als „essentiels" an „vitaux" designéiert ginn, enthale sinn.

Stockéiert an disponibel, an dat an den nächste 24 Stonnen, mussen also engersäits zwee Drëttel vun de Medikamenter sinn, déi vun enger Autorisatioun, fir um Lëtzebuerger Marché zougelooss ze ginn, betraff sinn an déi och effektiv um Maart sinn, an anerersäits, wéi gesot, d'Moyenne vun de Medikamenter vun deem Mount vun deem vergaangene Joer.

Hei gouf och festgeluecht, dass den Délai fir e Medikament, fir um Marché ze erschéngen, nodeems et d'Autorisatioun kritt huet, op dräi Joer gesat gëtt.

Do dernieft gouf en Amendement ugeholl, deen d'Kompatibilitéit vun der nationaler Gesetzgebung mat der europäescher Gesetzgebung assuréiert an deen der allgemeng üblecher Praxis vun haut och Rechnung dréit.

D'Chambre de Commerce huet dëse Projet de loi och positiv aviséiert. An hirem Avis huet si déi Ännerunge fir gutt befonnt a si fënnt och d'Missioun vum Service public fir d'Grossistesrépartiteurs justifiéiert.

Och de Collège médical huet e positiven Avis ofginn.

Heimadder hu mer e Gesetz, wat eis am Land méi Sécherheet gëtt wat d'Versuergung mat Medikamenter ugeet, wat eng Rei vu Lücken am bestoende Gesetz opfëllt a wat domat de Risiko, dass mer liewenswichteg Medikamenter net méi an engem Mooss, wéi mer se brauchen, zur Verfügung hätten, ganz staark miniméiert.

Ech kann Iech heimat den Accord vun der LSAP-Fraktioun gi fir dëst Gesetz an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Rapporteur. Als éischt Riednerin ass d'Madame Martine Mergen agedroen. Madame Mergen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Martine Mergen *(CSV)*.- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Alleréischt géif ech wëllen am Numm vun der CSV-Fraktioun dem Rapporteur Merci soe fir säin ausféierleche schrëftlechen a mëndleche Rapport, dee schonn exhaustiv ageet op déi méi quokeleg Punkten, déi an der Santéskommissioun zu enger Rei Diskussioune gefouert haten.

Och ass de Mueren a verschidde Medien op déi méi spektakulär Aspekter vun dësem Gesetz higewise ginn. Et hätt ee bal kënne mengen, onst Land wier tatsächlech a Gefor, an en Enkpass ze kommen, wat d'Versuergung mat wichtege Medikamenter ubelaangt.

Nun ass dat awer an der Realitéit net esou dramatesch. Dat hëlt awer deem Gesetz hei net säin Intérêt.

Et gëtt vun deene Firmaen, déi sech an Zukunft sollen also „grossiste-répartiteur" nennen, zwou Saache verlaangt: Éischtens musse se, wat d'Qualitéit vum Sortiment ubelaangt, zwee Drëttel vun deene Medikamenter liwweren, déi hei zu Lëtzebuerg eng Autorisation de mise sur le marché hunn, an zweetens quantitativ iwwer e Stock verfügen, deen der Moyenne vun der Vente vum Joer virdru fir dat Medikament entsprécht.

Doriwwer ewech kann de Minister am Fall, wou déi Firmae sech net eens ginn, wie wat stockéiert, tranchéieren an da Verdeelunge virschreiwen. Dat ass also fir d'Grossistes-répartiteurs - et sinn der de Moment iwwregens hei am Land véier, déi dëse Kritären entspriechen - eng Obligation de service public. Esou oder ähnlech Bestëmmunge gëtt et och an onsen Nopeschlänner. An dësen Text entsprécht och deene relevanten europäeschen Direktiven.

Ech wéilt nach eemol hei betounen, dass et nëmmen ëm d'Medikamenter an den Apdikte geet, net ëm déi an de Spideeler, well deen eenzegen e bësse brenzlegen Enkpass, dee mer an deene leschte Joren haten, huet ee Medikament betraff, dat eigentlech nëmmen an de Spideeler benotzt gëtt, well de Produzent plötzlech e massive Problem mat der Qualitéit vum Produit hat.

Dat kéint natierlech och zu all Moment virkomme bei Produiten, déi iwwert d'Apdikte verdriwwe ginn. Well wéi Der wësst, hunn déi grouss Pharmafirmaen - alleguer global Acteuren - Tendenzen, hir Produiten ënner verschidde Formen an ënner verschiddenen Nimm an oft iwwert Duechterfirmaen do ze vermaarten, wou et sech och lount.

Esou ass zum Beispill een Antidépresseur, ënnert deem Numm, exklusiv fir de belsche Marché produzéiert ginn, a mir waren un dee Marché ugeschloss. Wéi d'Firma erausfonnt hat, dass dat net méi interessant wier, ass et während Méint zu enger Rupture de stock komm. An dunn hate mer d'Chance, dass datselwecht Medikament mat engem aneren Numm aus engem aneren Nopeschland konnt asprangen.

Denkbar wier och, dass e Lëtzebuerger Grossiste décidéiert, een Nopeschland mat engem Produit aus engem aneren Nopeschland vun ons aus ze beliwweren. Och dat kéint zu Enkpäss hei am Land féieren, wa keng Stocken do sinn.

Well mir esou kleng sinn, si mer och flexibel. Esou hat ee Pharmamulti décidéiert, d'Produktioun vun engem vu senge Produiten an Indien ze verleeën. Et koum zu engem massive Qualitéitsproblem an d'europäesch Medikamentenagence huet dëse Produit blockéiert. Och do konnt kuerzfristeg en anert Nopeschland mat deem nämlechte Medikament ënner engem aneren Numm séier asprangen.

Dir gesitt also, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi potenziell Problemer, déi duerch dëst Gesetz wëlle verhënnert ginn, sinn dat och wäert, och wann et bei ons hei am Land nach ni zu esou engem dramateschen Enkpass komm ass.

Ech wéilt domadder dann och zum Schluss den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Gesetz ginn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Mergen. An als nächste Riedner ass den Här Wagner agedroen. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. Carlo Wagner *(DP)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wéilt virop dem Rapporteur, dem honorabelen Här Georges Engel, Merci soe fir deen exzellente mëndlechen a schrëftleche Rapport.

Une voix.- Très bien!

M. Carlo Wagner *(DP)*.- Wann een e klengt Land ass, esou huet dat oft Avantagen. Et kann awer och Désavantagen hunn. Am Fall vun dem Approvisionnement vun de Medikamenter ass dat ouni Zweifel de Fall.

Mir si selbstverständlech ze kleng, fir hei zu Lëtzebuerg eng Pharmaproduktioun ze hunn. Dofir hänke mer 100-prozenteg vum Ausland of, fir d'Medikamenter integral alleguerte missen ze importéieren.

Wéi gesot, dat 95er Gesetz huet keng obligatoresch Regelung virgesi fir d'Versuergung vun de Medikamenter. Deen heite Projet de loi hëlt dat elo no. Dofir steet och d'Demokratesch Partei positiv zu deem Projet de loi, an ech ginn domadder den Accord vun der Demokratescher Partei.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Carlo Wagner. Als nächst Riednerin ass d'Madame Josée Lorsché agedroen. Madame Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi aus dem Här Engel sengem Rapport ervirgeet, modifizéiert dëse Projet de loi an éischter Linn d'Gesetz, wat säit 1995 schonn a Kraaft war a viru 17 Joer scho sollt d'Versuergung vun eiser Bevölkerung mat Medikamenter sécherstellen.

Well déi europäesch Direktiv, op där d'Gesetz vun '95 berout, de Memberstate fräigestallt huet, d'Distributioun en gros vun de Medikamenter als Obligation de service public ze definéieren oder net, huet d'Regierung an den 90er Joren op dës Obligatioun verzicht.

Allgemeng ass d'Meenung vertruede ginn, datt Lëtzebuerg, mat net emol fënnef Grossisten a mat 70 Clienten, um Marché vun de Medikamenter alles am Gréff hätt, datt de Risiko vun Enkpäss net géif optrieden an datt eis Grossistë sech souwisou eng Éier géifen draus maachen, d'Versuergung mat Medikamenter och an Noutsituatiounen ze garantéieren, ouni engem Gesetz mussen ze ënnerstoen.

Deen eenzege Riedner, dee sech an den 90er Joren op dëser Plaz fir d'Obligation de service public ausgeschwat huet, war mäi Virgänger Jean Huss, deen no 17 Joer schlussendlech recht kritt, datt dëse Marché ouni gesetzlech Obligatioun net kann zefriddestellend funktionéieren.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Dofir begréissen ech d'Dispositioun vun der Obligation de service public natierlech am Numm vu mengem Virgänger, mä och am Numm vun der aktueller grénger Fraktioun, déi hannert dësem Projet de loi steet.

D'Aféierung vum sougenannten „grossiste-répartiteur", dee mat dësem Projet forcéiert gëtt, all liewenswichteg Medikamenter fir de Mënsch ze stockéieren, an net just en Deel dervun, ass eng weider begréissenswäert Modifikatioun vum Gesetz vun '95 an eng wichteg Virausetzung, fir eis Bevölkerung esou schnell wéi méiglech mat essenzielle Medikamenter anzedecken am Fall vun akuter Gefor.

Trotz dëse positive Modifikatiounen um Gesetz vun '95, deene mir zoustëmmen, muss een dëse Gesetzesprojet awer och an de Gesamtkontext vum Medikamentemarché setzen, wou en net vill méi ass wéi eng Drëps op e waarme Steen.

Éischtens woen ech ze behaapten, datt dëse Projet de loi, esou gutt wéi en och ass, keen Afloss op déi dubiéis Geschäfter wäert hunn, déi iwwert de sougenannten „marché parallèle" kënne gemaach ginn. D'Gefor, datt Medikamenter um Bëllegmarché zu Spottpräisser akaf ginn, duerno op enger anerer Plaz nei conditionnéiert ginn an da vun engem Grossiste zu héije Präisser weiderverkaf ginn, gëtt mat dësem Projet de loi net ausgeschloss an ass och just um europäeschen Niveau ze léisen.

Zweetens geet et bei dësem Projet och net just ëm de Schutz vun der Bevölkerung viru Krankheeten an Epidemien duerch eng effikass Versuergung mat Medikamenter. Indirekt geet et hei och ëm den Afloss vun der Pharmalobby op d'Gesondheetspolitik an ëm de Konsum vun de Medikamenter, dee sech op déi virgeschriwwen Héicht vum Stockage wäert auswierken.

Bekanntlech gëtt dee Stock, wéi den Här Engel erkläert huet, nieft de virgeschriwwenen zwee Drëttel vun alle Medikamenter, déi zu Lëtzebuerg am Ëmlaf sinn, och bestëmmt iwwert d'Moyenne vum Chiffre d'affaires pro Medikament a pro Mount vum Joer virdrun. An anere Wierder heescht dat jo näischt anescht, wéi datt d'Héicht vum Stock ofhängeg gemaach gëtt vum Konsumverhale vun de Patientë respektiv vun den Ordonnancë vun den Dokteren, wou d'Gratwanderung tëschent liewenswichtegen a manner liewenswichtege Medikamenter net ëmmer einfach ass.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wuel wëssend, datt an der Medezin säit Jorzéngte grouss Fortschrëtter gemaach ginn a gemaach gi sinn, déi der Mënschheet vill Leed erspueren, an och ouni de wäertvollen Engagement vu villen Dokteren a Fro ze stellen, muss een awer feststellen, datt souwuel de Marché wéi och de Konsum vu Medikamenter an eisem Land eng Dimensioun ugeholl hunn, déi zumindest kritesch hannerfrot muss ginn.

Wann ee bedenkt, datt schonn an den 90er Joren zu Lëtzebuerg méi wéi 12.000 Medikamenter am Ëmlaf waren an et der haut doudsécher net manner sinn, muss d'Fro erlaabt sinn, ob all eenzelt Medikament wierklech néideg ass a wat säin therapeuteschen Notzen ass.

Mir sinn eis eens, datt d'Aféierung vu Génériquen dem Problem vun iwwerdeiere Medikamenter entgéintwierke kann an der Pharmaindustrie d'Liewe wäert méi schwéier maachen. Mir sinn eis wahrscheinlech awer gradesou eens, datt d'Exzesser an der Verschreiwung an d'Exzesser am Konsum vu Medikamenter domat net behuewe ginn. Mat Exzesser mengen ech zum Beispill déi oft iwwerflëssteg Flut vu Mëttele géint den harmlose Schnapp oder Houscht, déi allen zwee ouni Medikament esou séier verschwanne wéi mat Medikament.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Ech mengen och déi extrem deier a vill verschriwwe cholesterolsenkend Pëllen, déi net nëmme staark Niewewierkungen hunn, mä och de Problem vun engem ze héije Cholesterolspigel meeschtens guer net léisen.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Dir wësst Bescheed, Här Wolter.

An ech denke bei Exzess un déi iwwerduerchschnëttlech vill Opputsch-, Berouegungs- a Schlofmëttel, déi zu Lëtzebuerg verschriwwen a geschléckt ginn, während de qualitativen a quantitativen Ausbau vun enger mënschewierdeger a patientëfrëndlecher Psychiatrie der internationaler Entwécklung säit Jorzéngten hannendruleeft.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Eng zweet Remarque betrëfft net d'Quantitéit, mä d'Qualitéit vum Stockage a vun der Distributioun vun de Medikamenter. Et ass schéin a gutt, wann déi richteg Zuel vu Medikamenter zur richteger Zäit op der richteger Plaz zur Verfügung stinn. Et ass awer nach besser, wann déi néideg Kaderbedéngungen erfëllt ginn, fir d'Qualitéit an den Oflaf vum Service ze garantéieren, zum Beispill duerch spezifesch Aus-

bildunge vum Personal am Beräich vun der Hygiène, der Sécherheet, der Dokumentatioun, der Detektioun vun Anomalië bei de Medikamenter, der Organisatioun an der Gestioun vum Site, der Entsuergung vun ofgelafene Medikamenter a vun der Organisatioun vu Plans d'urgence, an dernieft mussen nach d'Lokaler all méiglech…

M. le Président.- Madame Lorsché, Dir misst awer lues awer sécher zum Schluss kommen.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Ech si fäerdeg.

…all méiglech Kritären erfëllen, fir hirer Missioun kënne gerecht ze ginn.

Eiser Meenung no ass et un der Zäit, fir d'Kaderbedéngungen an der Distribution en gros vun de Medikamenter an nächster Zukunft hei zu Lëtzebuerg méi genee ënnert d'Lupp ze huelen, ëmsou méi, well déi Distributioun haut eng gesetzlech Basis als öffentlech Déngschtleeschtung kritt.

Mat der ofschléissender Fro un Iech, Här Minister, ob den Ausbau vun der Pharmalogistik vun der Regierung a Betruecht gezu gëtt, a wa jo, ob scho konkret Pläng op dësem Niveau bestinn, an, léif Kolleeginnen a Kolleegen, an der Hoffnung, datt d'Deontologie an der Versuergung mat Medikamenter méi grouss geschriwwe gëtt wéi de Benefiss vun de Grossisten, soen ech Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Lorsché. Als leschte Riedner ass den Här Colombera agedroen. Här Colombera, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean Colombera *(ADR)*.- Merci, Här President. Fir d'Éischt Merci un den Här Engel fir säi mëndlechen a schréftleche Bericht. Ech mengen, wat déngen déi bescht Gesetzer, wa vläicht d'Medikamenter net méi kënne produzéiert ginn? Ech mengen, bei engem Krich, dat wär jo alles méiglech, do wär et jo méiglech, dass keng Medikamenter méi kéinte fabrizéiert ginn.

Mä mir haten awer och elo viru Kuerzem mat der Eurokrisis a Griichenland e grousse Problem, well do verschidden Apdikte keng Medikamenter méi konnte bestellen, well se keng Sue méi haten.

Ech kennen ee Fall vun enger Madame, déi hei vu Lëtzebuerg komm ass, déi wollt do Vakanz maachen. Si war ënner Benzodiazepinen. Dat ass e Berouegungsmëttel, a jiddweree weess, dass dat extrem addictif ass, dat heescht, d'Sucht gëtt ganz grouss. Déi Madame war do a si hat vergiess, hir Medikamenter matzehuelen, a wéi se an d'Apdikt gaangen ass, fir déi Benzodiazepinen ze kréien, do ware keng méi do, an déi Madame huet e kalen Entzuch gemaach. An actuellement ass déi Madame heiheem a si ass esou gutt wéi fäerdeg. Si kann net méi schaffen, si kann näischt méi maachen, si ass einfach - entre guillemets - „futti"! Firwat? Well se e kalen Entzuch gemaach huet mat Medikamenter, wat hir héchstwahrscheinlech, wa se d'Medikament kritt hätt, ni geschitt wär.

Also, et ass ganz wichteg, fir ze wëssen, wéi gesot, dass mer verschidde Medikamenter brauchen, net well se noutwendeg sinn, mä well mer se permanent huelen.

Eng zweet Saach, eng zweet Considératioun ass déi vum Verfallsdatum. Et si verschidde Medikamenter, déi falen no enger gewësser Zäit aus, dat heescht, de Verfallsdatum seet eis, mir däerfe se net méi huelen.

Ech perséinlech kenne Leit, déi Medikamenter geholl hunn, déi ware scho siwe Joer verfall, an dat Medikament huet nach gewierkt. An do stellt sech nach d'Fro dann: Ass et da wierklech noutwendeg, fir all Medikament, wou e Verfallsdatum dropsteet, direkt ewechzegeheien? Kann een déi net nach eng Kéier analyséieren a kontrolléieren, sou wéi mer dat bei der Schwéngsgripp gemaach hunn? Dat ass jo zwee Joer no hanne gedréckt ginn. Ech mengen, dat wär och eng Méiglechkeet, fir e gewëssene Stock vu Medikamenter ze hunn.

Eng drëtt Considératioun ass: Brauche mir iwwerhaapt Medikamenter? Dat ass déi grouss Fro, déi ee sech muss stellen. An engem Gesondheetssystem, engem optimale Gesondheetssystem, brauche mir iwwerhaapt nach Medikamenter?

Am akute Fall géif ech soen: Mir brauche keng Medikamenter. Brauche mir eng Pëll fir e Schnapp? Brauche mir eng Pëll, wa mer zwee Deeg den Duerchfall hunn? Brauche mir eng Pëll, wa mer dräi Deeg de Réck wéi hunn? Brauche mir eng Pëll, wa mer véier Deeg net schlofe kënnen? Brauche mir eng Pëll, wa mer fënnef Deeg Depressiounen hunn?

Ech soe radikal: Neen, mir brauche se net! Mir hunn nach aner Methoden, Naturmethoden, wéi zum Beispill Akupunktur, Psychotherapie, Chiropraktik an alles, wat mer nach wëllen, déi awer op natierlecher Basis agesat kënne ginn. Leider ass do de Problem, dass déi Methoden ze vill deier sinn a sozial net fir jiddwereen abordabel sinn, sou dass dann en Aarbechter, dee wierklech sech dat net ka leeschten, déi Naturmethoden net ka gebrauchen.

An do, Här Minister, do sidd Der gefuerdert, fir do e Schratt no vir ze goen.

Wat déi chronesch Krankheeten ugeet, do kann ee soen, bei Alzheimer, Parkinson, Häerzkrankheeten, do bräicht ee Medikamenter. Dat stëmmt, do brauch ee Medikamenter. Mä d'Fro muss ee stellen: Firwat si mer dann op déi Situatioun komm? Firwat hu mer Alzheimer kritt? Firwat hu mer Parkinson kritt? Firwat si mer häerzkrank ginn?

Dat ass déi grouss Fro, déi am Virfeld misst regléiert sinn, an duerfir musse mer eng ganz aner Medezin maachen. Well et muss ee wëssen, dass iwwert d'Halschent vun de Medikamenter Niewewierkunge provozéieren, an eis Krankheeten, déi mer hunn, eis chronesch Krankheeten, déi mer hunn, déi sinn zum groussen Deel doduerch bedéngt, duerch d'Niewewierkunge vun de Medikamenter. An hei huet d'Pharmaindustrie, d'Pharmalobby e ganz grousst Potenzial. Dat si clever Leit! Déi produzéiere Medikamenter, fir Symptomer ze behandelen, wëssend dass do aner Symptomer entstinn, an duerfir bleiwen déi permanent - permanent! - am Geschäft.

Dat ass dee grousse Message, deen ech wëll ginn: Mir mussen onbedéngt eng aner Politik hei am Land promouvéieren, eng Politik, déi et eis erlaabt, vu klengem un, wann d'Kand op d'Welt komm ass, dat Kand aneschters ze behandelen, preventiv ze behandelen, fir spéiderhin, wa mer al sinn, ganz wéineg Medikamenter ze gebrauchen. Dee Moment bräichte mer dat heite Gesetz net.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Colombera. Elo kritt de Gesondheetsminister, den Här Mars Di Bartolomeo, d'Wuert.

(Brouhaha et hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, leider si mer nach net esou wäit, wéi mäi Virriedner sech dat gewënscht huet, an duerfir brauche mer dat Gesetz.

Mir sinn eis alleguer eens hei an dësem Haus, dass ee Medikamenter gutt soll gebrauchen, dass ee se net mat der Schëpp soll erageheien, dass Medikamenter keng Kamelle sinn an a ganz ville Beräicher et vill méi bëlleg a besser Alternative gëtt, wéi Pëllen ze schlécken. „Gesond iessen, méi bewegen" - da si mer bei deem richtegen Thema.

Mä dat ännert awer näischt dorun, dass mer Medikamenter, och gutt Medikamenter brauchen, an erkläert emol dem Kriibskranken, deen an engem schwéieren Traitement ass, dass e soll Akupunktur maachen oder „Heusäckli" huelen! Ech mengen, esou wäit si mer net, an et soll een och net hei op der Tribün de falsche Message eriwwerginn, dass all Medikamenter Quatsch sinn an dass mer eigentlech keng Medikamenter brauchen.

Dat heite Gesetz ass e weidere Schrëtt a Richtung méi Patientësécherheet. Mir verlaangen domat de Produzenten, virun allem awer de Grossisten, e Service public of.

Ech wëll soen, dass déi Situatiounen, wou mer a Versuergungsengpäss kommen, relativ selte sinn, mä dass et virkënnt, net elo onbedéngt duerch schlechte Wëllen, mä well d'Beliwwerung ëmmer no de Statistike vun de Virjore geschitt, a wann an engem Joer méi gebraucht gëtt oder Medikamenter iwwert d'Grenz ginn, da kënnt et zu Engpäss. Fir dat ze verhënneren, garantéiere mer hei, fuerdere mer of e Stock bei deene wichtege Medikamenter, baséiert op dem Verbrauch.

Der Madame Lorsché wëll ech soen: Wa méi Medikamenter gebraucht ginn, schéngt et mer awer iergendwéi logesch ze sinn, dass och méi héich Stocken do sinn, well op wat soll ee sech soss beruffen? Et kann ee jo net soen, dass, wat d'Medikamenter méi verbraucht ginn, wat d'Stocke méi kleng solle ginn.

Geregelt ginn och d'Garden, geregelt gëtt och d'Bereetstellung vu Medikamenter am Noutfall, zum Beispill bei enger Pandemie, wann een dréngend e Stock brauch. Dee Stock kann ugeluecht gi bei de Grossisten, selbstverständlech géint Bezuelung.

Nun ass et esou, dass d'Versuergungsgarantie net nëmmen doduerch entsteet, dass mer hei Stocken uleeën. Mir hunn dëser Deeg zesumme mat de franséische Kolleegen eng Initiativ geholl, fir och d'Versuergungsgarantie bei de Rohstoffer ze maachen (veuillez lire: ze sécheren). Dat ass net méi esou garantéiert, well eng ganz Rei vu Rohstoffer iwwerhaapt net méi an Europa hiergestallt ginn. Mir hunn also eng Initiativ geholl, fir eng Bestandsopnahm ze maachen, wou wichteg Rohstoffer iwwerhaapt net méi an Europa hiergestallt ginn. Dat gëllt zum Beispill - et géif een et net gleewen - beim Paracetamol, do ginn d'Rohstoffer hei net méi zu Lëtzebuerg (veuillez lire: an Europa) hiergestallt.

Ech wëll deem zoustëmmen, wat d'Madame Lorsché gesot huet, dass ee soll déi richteg Messagen am Gebrauch vun de Medikamenter eriwwerginn, dass d'Produzente keng Massendénger sinn an dass se selbstverständlech wëllen e Maximum mat hire Medikamenter verdéngen, dass et der Autorité de santé publique hir Aufgab ass, zesumme mat de Professionelle vum Secteur de bon Usage vum Medikament ze promouvéieren.

Zu där Fro iwwert den Ausbau vun der Pharmalogistik kann ech der Madame Lorsché soen, dass et esou Projete gëtt, mä déi sinn awer nach net definitiv sprochräif. Do muss een op eng ganz Rei vu Saachen oppassen, wann ee Logistik am Pharmaberäich wëllt maachen. Et muss een och à même sinn, fir déi noutwendeg Kontrollen ze maachen, well dann ass ee responsabel fir d'Verdeelung vun deene Medikamenter.

An deem Sënn soen ech der Chamber Merci, dass mer schnell deen heite Projet konnten evakuéieren, an dem Rapporteur e ganz häerzleche Merci, dem Georges Engel, fir säi Rapport.

Merci villmools.

M. le Président.- Merci dem Här Gesondheetsminister. Domadder wär d'Diskussioun ofgeschloss, a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6342 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

De Vote ass ofgeschloss an de Projet de loi ass ugeholl mat 55 Jo-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6342 est adopté à l'unanimité des 56 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Jean-Paul Schaaf), Nancy Arendt, MM. Fernand Boden (par M. Raymond Weydert), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert (par M. Serge Wilmes), Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber (par M. Martine Mergen), Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich (par M. Ben Scheuer), Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen (par M. Alex Bodry), Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Carlo Wagner), Mme Anne Brasseur (par M. Claude Meisch), MM. Fernand Etgen (par M. Eugène Berger), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Als nächste Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg hu mer eng Orientéierungsdebatt iwwert de Rapport vum Médiateur 2010-2011. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Hären Eischen, Angel, Gira an Henckes.

D'Wuert huet elo den honorabelen Här André Bauler als Rapporteur vun der Petitiounskommissioun. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

8. 6353 - Débat d'orientation sur le rapport d'activité du Médiateur (2010-2011)

Rapport de la Commission des Pétitions

M. André Bauler *(DP), rapporteur*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wa mer haut hei an der Chamber de Joresbericht vum Ombudsmann diskutéieren, solle mer dës Geleeënheet notzen, fir eis souwuel mat der Fonctioun vum Médiateur wéi och mat senge wichtegste Recommandatiounen auserneenzesetzen.

D'Institutioun vum Ombudsmann ass e feste Bestanddeel an eiser demokratescher Kultur ginn. Dat, wat aus dëser Fonctioun an aacht Joer gemaach gouf, weist, dass en Ombudsmann net méi aus eiser institutioneller Landschaft ewechzedenken ass.

De Médiateur ass de Mëttelsmann tëscht dem Bierger an de Verwaltungen. Hien ass de Partner vun de Bierger, well d'Bierger sech onbürokratesch a perséinlech un e riichte kënnen. En ass deen, deen dem Bierger hëlleft, Problemer am Kontakt mat enger Verwaltung ze léisen. Verwaltunge musse biergerfrëndlech sinn. An ëmgedréit, wou Bierger Verwaltungen zu Onrecht kritiséieren, kann en Ombudsmann och de Partner vun der Administratioun sinn, andeems hien de Bierger déi Kloerstellunge liwwert, déi Zweifel un der Gestioun vun engem staatleche Service aus dem Wee raumen.

(M. Gast Gibéryen prend la présidence.)

Den Ombudsmann gëtt esou zum Mëttler tëscht engersäits Eenzelnen oder Minoritéiten an anerersäits der öffentlecher Verwaltung. Hie verschaaft dacks grad deene Leit Gehéier, déi mat hire Suergen op daf Ouere stoussen. Vläicht grad dowéinst, well se sech ouni Ombudsmann net richteg unzeleeë wëssen oder well se einfach net d'Suen hunn, fir sech vun engem Affekot beroden oder e Bréif schreiwen ze loossen.

Duerch den Ombudsmann kritt all Bierger d'Chance, datt seng Kloen opgegraff an un déi richteg Adress weidergeleet ginn. Jiddweree kritt esou d'Mëttel, fir eng berechtegt Klo un eng Verwaltung ze riichten, well et eben net méi de Portmonni ass, deen doriwwer entscheet.

Ech wollt duerfir am Ufank vu mengem mëndleche Rapport dem éischten Ombudsmann an der Geschicht vu Lëtzebuerg, dem Marc Fischbach, e grousse Merci soe fir säin Asaz am Déngscht vu méi Gerechtegkeet an Transparenz, fir säi regelméissegen Austausch mat der Petitiounskommissioun, fir seng Recommandatiounen, déi derzou bäidroe sollen, de Fonctionnement vun der öffentlecher Verwaltung am wäiteste Sënn vum Wuert ze hannerfroen.

De Rapport 2011 ass e besonnesche Rapport, well et dee leschte Rapport vum Marc Fischbach ass. Et ass e Rapport, deen eis d'Geleeënheet gëtt, d'Bilanz vu senger Amtszäit ze zéien.

Dëst Joer hunn ech dem Camille Gira seng Aufgab als Rapporteur dierfen iwwerhuelen. Ech wëll d'Occasioun notzen, fir op dëser Plaz all deene Leit Merci ze soen, déi gehollef hunn, d'Aarbechten, déi zu dësem Rapport gefouert hunn, ze suivéieren: un aller éischter Plaz dem Médiateur selwer, deen ëmmer en onkomplizéiert Verhältnis zur Petitiounskommissioun gefleegt huet a bei eis koum, fir eis Ried an Äntwert ze stoen, dann awer och dem President Camille Gira, deen d'Kommissioun mat vill Geschéck an Engagement leet. Merci och de Membere vun der Kommissioun fir hir Iwwerleeungen an Ureegungen. E ganz grousse Merci un d'Anne Tescher, der Sekretärin vun der Petitiounskommissioun, déi intensiv gehollef huet, dëse Rapport virzebereeden. Merci och dem Corinne Weis aus der DP-Fraktioun.

Ech kann op dëser Plaz net op déi detailléiert Statistike vun der Period tëscht Oktober 2010 a September 2011 agoen. Hei awer déi relevantsten Zuelen: Ronn 4.500 Persounen hunn an dëser Zäit beim Ombudsmann ëm Hëllef gefrot. A bal 1.100 Fäll huet et sech ëm formell Reklamatioune gehandelt, dat sinn der gutt 100 méi wéi an der Period virdrunner. 804 Reklamatioune konnte bis zum 30. September 2011 ofgeschloss ginn. 347 Reklamatioune ware begrënnt.

Déi Verwaltungen, déi am meeschten ugesprach ginn, sinn d'Sozialversécherungen op éischter Plaz, duerno d'Gemengen an d'Steierverwaltung oder d'Steierverwaltungen. Op de Plaze véier a fënnef louchen d'Kannergeldskeess an d'Immigratiounsverwaltung, duerno d'ADEM an d'Servicer am Wunnengsberäich.

An 80% vun de Fäll war déi betraffe Verwaltung direkt bereet, hir Entscheedung ze iwwerpréiwen oder ze revidéieren. Hei weist sech eemol méi, datt d'Institutioun vum Médiateur hir Friichten dréit.

Här President, ënnert der Form, wéi mer den Ombudsmann elo kennen, war Lëtzebuerg eent vun de leschten europäesche Länner, dat dës Institutioun geschaf huet. En éischte Versuch war 1976 op grouss Bedenke gestouss, esou datt op de Projet verzicht gouf. Ursprénglech war ugeduecht ginn, den Ombudsmann

vun der Regierung ernennen ze loossen. Well awer eng Rei Dispositiounen hien ze staark un d'Regierung gebonnen hätten, gouf gefaart, aus dem Ombudsmann géif eng Aart Kontrollorgan vum Exekutiv ginn. 23 Joer hu mer misse waarden, bis datt an der Regierungserklärung vun 1999 festgehale gouf, datt Lëtzebuerg de Poste vum Ombudsmann géif schafen.

Wéi de Médiateur an d'Liewe geruff gouf, goung et virun allem dorëm, dem Bierger e gewëssent Matbestëmmungsrecht ze ginn an esou déi partizipativ Demokratie ze ënnerstëtzen. Demokratie kann och nëmmen dann zefriddestellend fonctionnéieren, wann tëschent de Bierger an de Verwaltunge Vertraue besteet. Dëst gëllt ëmsou méi an eiser Zäit, wou ëmmer méi Gesetzer, nei Gesetzer, Reglementer derbäikommen. Doriwwer eraus ass de Stat selwer an ëmmer méi Beräicher aktiv. D'Verwaltunge verfügen deemno iwwer e wuessende Pouvoir d'appréciation, eleng fir kënnen der grousser Diversitéit u Situatioune gewuess ze sinn. Dëst erklärt, firwat et néideg ass, de Bierger d'Geleeënheet ze gi sech zu Entscheedungen, déi si betreffen, ze äusseren. Och empfannen ëmmer méi Leit gewësse Schwieregkeeten, administrativ Prozeduren am Detail nozevollzéien.

D'Schafe vun der Institutioun vum Ombudsmann huet och engem reelle Bedürfnis entsprach. Eleng déi fënnef éischt Méint, nodeems de Büro vum Ombudsmann 2004 opgoung, si 587 Reklamatiounen eragaangen. A siwe Joer goufen iwwer 7.000 Dossiere behandelt, vun deenen der ronn 5.500 konnten ofgeschloss ginn. Während dëser Zäit hu sech 23.000 Leit un den Ombudsmann geriicht, fir Informatiounen ze kréien. Dësen Aspekt däerf net vergiess ginn. D'Bierger kommen net nëmme mat Reklamatiounen, ob dës elo begrënnt sinn oder net, mä den Ombudsmann ass och eng Ulafstell, wou de Bierger Erklärungen a Rotschléi kritt.

Här President, och fir d'Chamber spillt den Ombudsmann eng wichteg Roll. Hie soll nämlech préiwen, ob d'Regierung d'Gesetzer an hirem Sënn interpretéiert. Anerersäits ass d'Wierksamkeet vun engem Médiateur ofhängeg vum Handele vun der Chamber. Esou mussen d'Virschléi an d'Recommandatiounen net nëmmen zur Kenntnis geholl ginn, mä och esou vill an esou wäit wéi méiglech ëmgesat ginn. Vun de 45 Recommandatioune goufe bis elo 31 ganz oder deelweis ëmgesat. Sécherlech stousse Recommandatiounen net grad ëmmer op Begeeschterung, an den néidege Suivi mécht sech folglecherweis mat manner Engagement.

Wéi de Marc Fischbach an der Petitiounskommissioun war, huet hie bedauert, datt sech allze dacks d'Kommissiounen ze séier mat den Erklärunge vun de verschiddene Ministeren oder Ministèren zefridde ginn. Och bréngen d'Stellungnahmen dem Ombudsmann seng Kritiken net ëmmer op de Punkt. Esou deelt och d'DP-Fraktioun d'Usiicht, datt den Débat mat der Regierung kontradiktoresch gefëiert soll ginn, bis een dann op eng pertinent a komplett Äntwert kënnt.

2003 huet e Gesetz de Médiateur an d'Liewe geruff. Kee wousst mat gréisster Prezisioun virauszesoen, wéi dës Institutioun sech géif entwéckelen. Eng Institutioun, déi um Pabeier steet, muss mat Liewen erfëllt ginn. Et muss ee wëssen, datt se net vun haut op muer op de Bee steet. D'Statistike schwätze fir sech an den Ombudsmann gehéiert elo fest an eis institutionell Landschaft.

De Marc Fischbach huet seng Missioun ganz eescht geholl a se och esou ëmgesat, datt se den héchsten Erwaardunge gerecht konnt ginn. Scho fréi gouf erkannt, datt ee mat engem eenzege Büro an der Stad net kéint gläich gutt op all d'Bierger zougoen. Esou gouf 2006 zu Wolz eng Antenn opgemaach, déi zweemol am Mount Ulafstell fir d'Leit aus dem Éislek ass. Donieft huet de Médiateur sech och beméit eng Permanence zu Schraasseg an zu Giwenech ze garantéieren. Dobäi koum dunn e Gesetz vun 2010, dat op eng UNO-Konventioun zréckzeféieren ass, an deem den Ombudsmann d'Missioun vun der externer Kontroll vun de Lieux privatifs de liberté, also virun allem de Prisongen zougewise krut.

Zanter 2011 suergt hien zesumme mat der Commission consultative des droits de l'Homme an dem Centre pour l'égalité de traitement fir de Schutz vun den handicapéierte Persounen. An deem Kontext gouf drop higewisen iwwert d'Iddi nozedenken, fir eventuell en neit Organ ze schafen, dat zoustänneg wier fir d'Verdeedegung vun de fundamentale Rechter, esou wéi dat a Frankräich de Fall ass. Dee Moment kéinten den ORK, de CET an déi konsultativ Mënscherechtskommissioun, ähnlech wéi a Frankräich, regroupéiert ginn an d'Roll vum Médiateur géif sech nees op deem säi klassesche Profil begrenzen.

D'Ureegunge vum Ombudsmann hu Friichte gedroen. Ech denken do zum Beispill un d'Kannergeldskeess, déi no ville Reklamatioune restrukturéiert konnt ginn an elo besser opgestallt ass. D'Reorganisatioun, déi mat engem externe Consultant duerchgefouert gouf, soll elo dozou féieren, datt sech déi intern an extern Kommunikatioun vun der Kannergeldskeess verbessert an datt d'Prozedure vereinfacht ginn. En informatesche System, deen de reelle Bedürfnisser vun de Gestionnairë Rechnung dréit, eng harmoniséiert Gestioun vun den Dossieren oder och nach d'Eropsetze vun den Telefonslinnen, dat sinn e puer Chantieren, déi attackéiert goufen, fir endlech eng spierbar Verbesserung erbäizeféieren.

Eng weider Recommandatioun, déi sécherlech zu enger Reform vun enger Administratioun bäigedroen huet, ass déi vun der ADEM. D'Unzuel vu Reklamatiounen, déi un d'ADEM geriicht sinn, huet mat de Joren net ofgeholl. Fir d'Joer 2010/2011 si vun den 49 Reklamatiounen der 30 berechtegt gewiescht. Et ass ze hoffen, datt d'Reform vun der ADEM der Recommandatioun gerecht gëtt. Bleift et awer bei der Strukturreform, ouni datt sech eppes Wesentleches un der Vermëttlungs-, Orientéierungs- a Weiderbildungskultur ännert, ass ze fäerten - dat ass a war jiddefalls d'Meenung vun der Demokratescher Partei -, datt d'ADEM den Ombudsmann weider beschäftege wäert.

E positivt Beispill ass dogéint dat vun der elektronescher Petitioun. E Modell, deen am Rapport 2009 virgeschloe gouf a wou elo d'Perspektiv besteet, fir iwwert den digitale Wee seng Uleiessen un d'Chamber erunzebréngen. Esou wéi den däitsche Modell et scho virlieft, kéinten d'Bierger hir Petitioun elektronesch direkt un d'Chamber schécken. D'Bierger kéinten also och online eng Petitioun ënnerschreiwen, wat hinne sécherlech erlabe wäert, hir Doléancen op eng manner opwendeg Manéier un déi politesch Instanzen ze bréngen. Déi eigentlech Innovatioun vun dësem Modell besteet awer grad doranner, fir an enger öffentlecher Kommissiounssitzung eng Debatt mat alle Betraffenen ze organiséieren.

Awer et gëtt och negativ Fäll, wou sech trotz dem Engagement vum Ombudsmann näischt gedoen huet, denke mer un d'Reklassementsprozedur. Ech erënneren do nach eemol un de Rapport d'activité 2009/2010, wou den Ombudsmann schonn eemol op dës Problematik higewisen hat, ouni datt sech awer eppes gedoen huet. Den Ombudsmann ass a bleift der Opfaassung, datt d'Absence vun enger Recoursméiglechkeet engem Rechtsstat net würdeg wier, datt dëst also contraire zu de Mënscherechter ass!

Nach e puer Wuert zur Recommandatioun N°44 vun dësem Joer iwwert den Délai de prescription de droit commun. D'Membere vun der juristescher Kommissioun hunn dem Ombudsmann säi Virschlag, nämlech fir d'Verjährungsfrist op ee méi verstännegen Délai erofzesetzen, zur Kenntnis geholl. Dësen däerft op kee Fall den Zäitraum vun zéng Joer iwwerschreiden. De Justizminister huet iwwregens eng Verjährungsfrist vun zéng Joer ugekënnegt.

D'Recommandatioun geet op Kloe vu Bierger zréck, déi vum Stat verflicht goufen eng gutt Staang Geld zréckzebezuelen, well d'Verwaltung sech verrechent hat. An engem spezielle Fall hat esou zum Beispill de Service d'aide au logement 17 Joer gebraucht, fir eng bestuete Koppel opzefuerderen, méi wéi 3.000 Euro erëmzebezuelen.

Wéi Der gesitt, ass also d'Funktioun vum Ombudsmann aus enger evidenter Noutwendegkeet entstan an d'Wichtegkeet vu senger Aarbecht gëtt sécherlech net méi a Fro gestallt. Seng Aarbecht kritt déi Bedeitung, déi se verdéngt. Mä dësen Erfolleg werft awer weider Froen op, zum Beispill wat säi Kompetenzfeld betrëfft oder seng Zesummenaarbecht mat anere Médiatiounsinstitutiounen. Dës Froen, déi mat der Institutiounskommissioun behandelt goufen, wéilt ech kuerz virstellen, zesumme mat anere Schwéierpunkten.

Här President, eng essenziell Fro, déi dëst Joer am Rapport opkomm ass, ass déi, ob den Ombudsmann net sollt an d'Constitutioun ageschriwwe ginn. Dëse Schrëtt géif der Institutioun vum Médiateur e symbolesche Wäert an eng gewësse Visibilitéit ginn. D'Recht op Médiatioun, wat jo zu de fundamentale Rechter vum Bierger gehéiert, kéint duerch d'Aschreiwen an d'Verfassung nëmme bestäerkt ginn.

Hei gouf e gewëssene Parallelissem mat der Cour des Comptes gesinn. D'Cour des Comptes steet an der Verfassung, si ass e Kontrollorgan vun der Chamber. De Médiateur iwwerwaacht de Funktionement vun der öffentlecher Verwaltung, an deem Mooss, wou e sech mat alle Kloe befaasst, déi un hien erugedroe ginn an andeems hie seng Empfehlungen an engem jährleche Bericht festhält. D'Cour des Comptes hirersäits ass mat der Kontroll vun der finanzieller Gestioun vum Stat beoptraagt an deelt och hir Observatiounen an engem jährleche Rapport mat.

Den Artikel 105 vun der Verfassung ass der Cour des Comptes reservéiert. Ähnlech kéint et also bei der Institutioun vum Ombudsmann zu enger Ännerung kommen, andeems och si an der Constitutioun verankert wier oder géif ginn. Eng ganz Rei europäesch Länner, esou wéi Schweden, Spuenien oder Portugal hunn d'Fonctioun vum Ombudsmann an hir jeeweileg Verfassung agedroen. Als Referenz gouf de franséische Modell genannt.

Den Austausch mat der Institutiounskommissioun huet erginn, datt d'Verfassung weiderhi soll liesbar sinn an datt een net méi soll drasetzen, wéi noutwendeg. Dëser Opfaassung schléisse sech all Fraktiounen un. D'Constitutioun soll op dat Wesentlecht reduzéiert bleiwen. De schlanken an iwwersiichtleche Charakter vun der Verfassung soll also net geännert ginn. Et ass och net, datt, wann eng Institutioun an der Verfassung steet, sech doduerch wierklech eppes um Terrain ännert.

D'Fro, déi ee sech muss stellen, ass also folgend: Gëtt et en trëftege Grond? Déi symbolesch Bedeitung eleng geet net duer. Wëll een dem Ombudsmann méi Pouvoirë ginn, wann een en an der Verfassung verankert? Wier dat de Fall, muss ee sech froen, wou en dann ageschriwwe gëtt? Bei d'Chamber? Oder soll et e Kapitel sonner sinn? Wéi délimitéiere sech seng Pouvoirë vun aneren Institutiounen? Tangéiert dat net d'Autonomie, also d'Onofhängegkeet vum Médiateur, zum Beispill, wann en ënnert d'Kapitel iwwert d'Chamber agedroe gëtt?

De Médiateur ass nämlech, am Géigesaz zum Rechnungshaff, net der Chamber ënnerstallt, och wann e vun hir designéiert gëtt. Wann de Médiateur en Organ vun der Chamber wier, da géif d'Chamber e saiséieren an da wier en net méi autonom! Or, de Médiateur ass awer en onofhängegt Organ a soll dat och bleiwen. De Médiateur ass och do fir d'Doléancë vun de Bierger entgéintzehuelen an hinnen esou e gewëssene Schutz unzebidden. Et ass awer keen Organ, dat am Optrag vun der Chamber eng generell Kontroll iwwert d'Regierungsverwaltung ausübt.

Am Rapport vun dësem Joer gouf och drop higewisen, datt den Ombudsmann a sengem Kompetenzfeld op gewësse Grenze stéisst an duerfir fir d'Ausweitung vun dësem plädéiert. Dem Gesetz no falen ënnert dem Ombudsmann seng Kompetenzen d'Reklamatioune bezüglech de Fonctionnement vu Stats- a Gemengeverwaltungen, esou wéi och dee vun den öffentlechen Etablissementer. Eigentlech misst all Organ, dat mat enger Mission de service public beoptraagt ass, ënnert d'Kompetenzfeld vum Ombudsmann falen, esou de Marc Fischbach a sengem Rapport.

De Stat ass dann och an de leschte Jorzéngten net midd ginn, fir Servicer privaten Acteuren am Kader vu Konventiounen unzevertrauen. Iwwregens dréit de Stat op eng beträchtlech Manéier zum Finanzement vun dëse bäi. Duerfir muss och eng extern an onofhängeg Kontroll vun der Qualitéit vun dëse Servicer erlaabt sinn, betount den Ombudsmann. Zurzäit ass awer och esou eng Kontroll iwwerhaapt net méiglech. E pertinent Beispill an deem Kontext liwwert de Secteur vun der Gesondheet, well de Stat jo staark an den Infrastruktur- a Fonctionnementskäschte vun de Spideeler intervenéiert. Esou gesi kann een de Gesondheetssecteur prinzipiell als öffentleche Secteur betruechten.

Dem Médiateur seng Kompetenz beschränkt sech awer ausschliesslech op déi Spideeler, déi en öffentleche Statut hunn, während Kloen aus private Kliniken net kënne vum Ombudsmann behandelt ginn. Dës Kliniken ënnerleien net senger Kompetenz. Esou stellt sech berechtegterweis d'Fro vun der Kohärenz am Médiateur senger Aktioun.

Den Ombudsmann huet och drop higewisen, datt, wann e Gesetz géif gestëmmt ginn, dat e spezifesche Médiateur fir de Gesondheetssecteur virgeséich, datt dëse Médiateur iwwert déiselwecht Interventiounsmëttele misst verfüge wéi hie selwer. Géif d'Médiatiounsprozedur an der Santé fakultativ bleiwen, da misst et zu enger Ausweitung vum Ombudsmann senge Kompetenzen op de Gesondheetssecteur kommen.

Ähnlech ass et am Fall vun de Maisons relais an de Gemengen oder beim öffentlechen Transport. Wann eng Gemeng der Caritas oder der Croix-Rouge d'Gestioun vun enger Maison relais uvertraut, kann de Médiateur keng Plainte entgéinthuelen. Wann awer eng Gemeng dëse Service selwer an d'Hand hëlt, dann däerf den Ombudsmann sech aschalten. Do ginn also och zweeërlee Mooss ugewannt.

E Client, deen eng berechtegt Klo iwwert d'Qualitéit vum Service an engem Bus vun der Stad Lëtzebuerg huet, ka sech un de Médiateur wenden. Handelt et sech awer ëm eng privat Busfirma, déi vun der öffentlecher Hand Gelder kritt, däerf de Médiateur sech par contre net aschalten. Am net-konkurrenzielle Secteur muss dat awer méiglech sinn. Et geet hei net ëm d'Kontroll vum Service, mä et geet drëm, datt d'Leit hir Rechter kréien. Dat misst, esou gouf gemengt, iwwer Gesetz gereegelt ginn oder d'Konventioun mam Stat misst an d'Gesetz kommen.

Am konventionéierte Secteur ginn et Dausende vun A.s.b.l.en. Mir hunn e konventionéierte Beräich queesch duerch de Gaart. D'Cour des Comptes an de Familljeministère hunn net iwwerall den Ableck. Dacks geschéien awer Saachen a konventionéierte Strukturen, déi verlaangen eng Reaktioun. Duerfir misst et, nom Wonsch vum Ombudsmann, eng extern Ulafstell am Fall vun individuelle Plaintë ginn, fir anzegräifen, zemools well d'Direktioun vun esou Strukturen oder Vereenegunge befaangen ass. Wann de Stat dem Privatsecteur eng Mission de service public iwwerginn huet, muss ee Service punktuell kënnen iwwerpréift ginn. Et misst ee sech och qualitativ Kritäre ginn, fir déi Associatiounen ze kontrolléieren, Kritäre wéi Gläichbehandlung, Kontinuitéit an Upassung vum Service public.

Generell sinn d'Parteie sech eens, datt d'Institutiounskommissioun de Begrëff vum Service public klarifizéiere soll. D'Institutiounskommissioun wäert eng Bestandsopnahm vun de Médiatioune maachen, déi et bis ewell ginn, a préiwen, a wat fir engem Mooss d'Kompetenz vum Ombudsmann muss erweidert ginn. Si préift och, wéi déi sektoriell Médiatioun an aneren EU-Länner gehandhaabt gëtt.

Esou ass och meng Fraktioun der Meenung, datt all Bierger beim Ombudsmann eng Ulafstell misst kënne fannen, fir esou zum Beispill och seng Plainten iwwert d'Qualitéit vun all Crèche an all Maison relais areechen ze kënnen. Et misst ee Kritäre festleeën, esou datt och eng privat Associatioun oder Stëftung, déi gréisstendeels mat öffentleche Gelder ënnerstëtzt gëtt, ënnert d'Kompetenz vum Ombudsmann fält. Als Kritär kéint ee sech zum Beispill virstellen, datt nieft dem Ofschléisse vun enger Konventioun och de Prozentsaz vun öffentleche Gelder, déi un d'Etablissementer bezuelt ginn, kéint zréckbehale ginn.

Et geet also hei net ëm d'Natur vum Prestataire de service, mä ëm d'Natur vun der Déngschtleeschtung. D'DP, d'LSAP an déi gréng ware sech eens, datt de Bierger aus Grënn vun der Gläichbehandlung den Ombudsmann kann uruffen, wann et sech ëm Plaintë ronderëm d'Qualitéit vu Servicer a Crèchen oder Maisons relais dréit, dëst also onofhängeg vum Prestataire de service, well de Service jo vun Natur aus en öffentleche Service ass.

Als lescht Remarque wéilt ech nach ze bedenke ginn, datt d'Ausweitung vum Ombudsmann sengem Kompetenzfeld och dann nëmme positiv Resultater mat sech bréngen kann, wann dem Ombudsmann dat néidegt Personal zur Säit steet. Hei muss ee sécherlech och de finanziellen Impakt a Betruecht zéien.

Här President, e wichtege Punkt am Rapport vum Ombudsmann war d'Recommandatioun N°45 iwwert d'Institutioun vun engem Iwwerwaachungsorgan iwwert d'Ordres professionnels an aner liberal Beruffer. Hei huet d'Petitiounskommissioun d'Stellungnahme vun der Chambre des notaires, dem Collège médical, dem Ordre des avocats, der Chambre des huissiers, dem Ordre des experts-comptables, dem Ordre des architectes et des ingénieurs, dem ieweschte Geriichtshaff an dem Procureur général studéiert.

Wéi huet de Médiateur seng Recommandatioun begrënnt? Hien huet d'Petitiounskommissioun drop higewisen, datt hien ongeféier 20 Kloe kritt huet iwwert d'Aart a Weis, wéi Plaintë bei gewëssen Ordres professionnels behandelt ginn. Persounen, déi sech bekloen, behaapten, datt si entweder guer keng Äntwert kritt hätten, also emol keen Accusé de réception, oder datt si just ganz kuerz gefaassten Äntwerten ouni motivéiert Entscheedung geschéckt kruten. Wat soll eng Persoun maachen, wa se d'Gefill huet, datt se widder eng Mauer leeft? Dat ass den Enjeu, esou wéi den Ombudsmann en duergeluecht huet.

Dobäi muss ee wëssen, datt d'Ordres eng Schutzpflicht vis-à-vis vun de Clienten hunn. Dës hätten awer d'Gefill, esou den Ombudsmann, datt se net ëmmer wouergeholl gëtt an datt de Reflex géif bestoen, fir éischter déi eege Memberen ze schütze wéi d'Clienten. Or, betount den Ombudsmann, mir liewen haut an

enger Zäit vun Transparenz an dës verlaangt, datt een en Ableck an d'Innenleben vun den Ordres däerf hunn. Duerfir verlaangt hie méi Duerchsiicht a méi Vertrauensbildung.

De Médiateur huet déi betraffe Bierger dann och driwwer informéiert, datt d'Ordres professionnels net ënner säi Champ de compétences falen. Hien huet et duerfir och net fir ubruecht fonnt, déi formuléiert Plaintë systematesch un déi concernéiert Ordres weiderzeginn. Hien huet et just fir opportun fonnt fir déi gravste Plaintë weiderzereechen. De Médiateur ass effektiv net habilitéiert fir driwwer ze uerteelen, ob ee Plaignant Recht huet, wann hie sech un een Ordre geriicht huet, mä et geet him just ëm eng appropriéiert Behandlung vun de Kloen.

De Médiateur huet och kritiséiert, datt d'Conseils de discipline vun den eenzelnen Ordres professionnels just op Initiativ vum President respektiv vum Bâtonnier saiséiert ginn. Wann dësen et net fir néideg fënnt eng Affär weiderzeginn, dann huet d'Plainte einfach keng Suite. Hei ginn déi respektiv disziplinaresch Réit an hir Funktiounsweis net a Fro gestallt, mä just d'Prozedur, wéi dës Conseile befaasst solle ginn.

A senger Recommandatioun huet de Médiateur proposéiert fir de Pouvoir de surveillance engem Collège vun dräi Conseilleren, déi der Cour d'appel ugehéieren, unzevertrauen. Als Alternativ zu dëser Prozedur kéint säin eegent Kompetenzfeld ausgedehnt ginn, esou datt hie bei all Organ, dat eng Mission de service public huet, kéint intervenéieren. Esou kéint hien dann och Reklamatiounen iwwert d'Ordres professionnels entgéinthuelen, esou wéi dat a Frankräich de Fall ass.

Wéi waren elo d'Reaktioune vun deene verschiddenen Acteuren op dës Recommandatioun? Vu Regierungssäit huet just d'Madame Minister vum Mëttelstand d'Recommandatioun ënnerstëtzt.

Wat d'Ordres professionnels selwer ugeet, war et ze erwaarden, datt si alles mä net ameséiert wieren. Esou fënnt den Ordre des avocats, datt esou een externt Kontrollorgan sech net justifizéiere léisst, well hir intern Organer a Prozeduren zefriddestellend géife funktionéieren. Och den OAI ka sech mat dem Médiateur sengem Virschlag absolut net ufrënden.

D'Ordres weisen drop hin, dass hir respektiv Strukture verschiddenaarteg sinn. Et si verschidden Ordres a verschidde Gesetzgebungen. Dat huet mat der respektiver Geschicht vum Ordre ze dinn. An enger Entrevue mat der Fédération luxembourgeoise des travailleurs intellectuels indépendants (FTI) hunn hir Vertrieder net ofgestridden, dass et Dossiere gouf, déi net korrekt behandelt goufen. Si soen awer, datt d'Uerteel vum Ombudsmann ze pauschal ausgefall wier. Jiddefalls wëlle si net agesinn oder wëlle si net gesinn, datt e weidere Verwaltungsapparat opgebaut gëtt. E weidert Gremium géif näischt bréngen, mä d'Saach just méi komplizéiert maachen.

D'Affekoten hunn esou zum Beispill drop higewisen, datt et sech haaptsächlech ëm d'Héicht vun Honorairen handelt, soubal eng Plainte géint ee vun hire Membere gemaach gëtt. Et kënnt och alt emol vir, datt en Affekot net genuch Erklärunge gëtt, firwat eng Affär viru Geriicht erëm ausgesat gouf. Den Ordre des avocats wier awer ganz aktiv, fir op Plainten ze reagéieren. Deontologesch Feeler géife séier sanktionéiert ginn. Den Ordre des avocats huet selwer en eegene Médiateur, deem seng Roll och nach kéint ausgebaut ginn. Gleeft een dem Bâtonnier, esou funktionéiert hire System gutt, a wann een Affekot e grave Feeler mécht, da wier dat souwisou eng Affär fir d'Geriichter. De toute façon dierft een net aus den Ae verléieren, datt et ëmmer nees Leit ginn, déi mat näischt a mat kengem zefridde sinn. D'Leit sinn iwwerzeegt, datt si Recht hunn, a wann dann ee Prozess verluer geet, gi se dacks dem Affekot d'Schold, esou d'Vertrieder vum Ordre des avocats.

Och de Procureur général an d'Cour supérieure de Justice sinn esou engem Kontrollorgan kengesweegs gutt gesënnt. D'Cour schreift ënner anerem an hirem Avis, datt déi éischt Missioun vun de Magistraten déi ass, fir Recht ze spriechen, an net, fir de Funktionement vun dësem oder deem liberale Beruffsstand ze iwwerwaachen. En Terrain d'entente bestéing awer doranner, fir d'Législatiounen openeen ofzestëmmen, virun allem bei der Verjährungsfrist.

Eng méiglech Harmoniséierung vun de Gesetzgebunge misst och mat sech zéien, datt en Ordre verpflicht ass bei all Plainte, déi agereecht gëtt, en Accusé de réception ze verfaassen. D'DP, déi gréng an d'LSAP hu sech fir eng Harmoniséierung vun de Gesetzer iwwert d'Ordres professionnels ausgeschwat. Et geet jo net drëm fir en eenzege juristesche Kader ze schafen, mä all Loi organique ënnert d'Lupp ze huelen, virun allem wann een d'Dispositiounen, déi d'Behandlung vun de Plaintë regelen, openeen ofstëmme wëllt.

Am Gespréich mat der neier Médiateure ass vun hirer Säit aus folgend Léisung virgeschloe ginn: All Ordre professionnel soll formell a sengem Reglement eng intern Médiatiounsfunktioun aféieren, esou wéi se scho beim Barreau vum Ordre des avocats existéiert. Dës Funktioun misst also vun engem Member vum Ordre iwwerholl ginn, dee besonnesch vill Erfahrung a Gescheck huet, oder duerch en agréeierten haaptberuffleche Médiateur. Dës sektoriell Médiateure missten awer all eng spezifesch Formatioun an der Technik vun der Médiatioun duerchlaf hunn.

D'Petitiounskommissioun huet d'Iddi, fir sektoriell Médiateuren an d'Liewen ze ruffen, begréisst an ass och zefridden, datt déi eenzel Ordres professionnels dës Léisung géifen akzeptéieren.

Här President, en anere Sujet, deen de Médiateur a sengem Rapport ervirgehuewen hat, ass d'Applicatioun vum Gesetz vum 14. Mäerz 1973 iwwert d'Schafung vun Instituter a Servicer am Beräich vun der Éducation différenciée. Den Ombudsmann huet hei schonn a sengem Rapport 2009/10 iwwer verschidde Reklamatioune beriicht. D'Reklamanten hu kontestéiert, datt si héich Montantë vum Familljeministère gefrot goufen, dëst als Bedeelegung u Placementskäschte vun hire Kanner an engem auslänneschen Institut. Fir de Médiateur ass den Artikel 8 vun dësem Gesetz net ganz kloer. Den Artikel seet ënner anerem, datt den Enseignement an d'medezinesch Behandlung an deene betraffenen Instituter gratis ass. Dat gëllt och fir d'Éducatioun, déi am Ausland ugebuede gëtt an déi vu Lëtzebuerg aus unerkannt ass.

An engem Échange mat der Madame Familljeministesch gouf kloer, datt de Ministère net vun enger absoluter Gratuitéit ausgeet. D'Madame Minister sot, datt déi schoulesch Onkäschten an der Éducation différenciée zu 100% en charge geholl ginn, an zwar iwwert de Wee vu Kreditter, déi den Éducatiounsministère accordéiert.

Wat elo d'Frais de séjour ugeet, esou wëllt d'Regierung net, datt d'Elteren total vun hiren alimentäre Verpflichtungen entbonne ginn. De Familljeministère ass awer bereet, op Ufro vun den Elteren an ënnert der Bedéngung, ënnert der Konditioun, datt d'Kand vun der nationaler Commission médico-psycho-pédagogique orientéiert gouf, sech un de Frais de séjour an enger spezialiséierter auslännescher Institutioun ze bedeelegen.

Een Avis vun der zoustänneger Kommissioun ass noutwendeg, fir datt ee Kand an d'Ausland placéiert ka ginn. Eréischt wann do en Accord virläit, kann eng Demande beim Familljeministère agereecht ginn, fir datt dëse sech un den Onkäschte bedeelegt. Dat wat d'Eltere musse bäileeë fir d'Internat oder de Centre d'accueil am Ausland, gëtt no de Modalitéite vun enger spezieller Konventioun geregelt. Et ass kloer, datt de Revenu an d'Zuel vun de Kanner, déi der Famill ugehéieren, a Betruecht musse gezu ginn.

D'Madame Minister huet betount, datt eng Bedeelegung vun den Eltere berechtegt wier, well Elteren, déi hir Kanner an en Internat ginn, ouni datt si ënnert d'Gesetz vun 1973 falen, misste jo och fir d'Verpflegung an engem Internat opkommen. D'Familljeministesch huet dann och bestätegt, datt dat eenzegt Internat am Beräich Éducation différenciée zu Lëtzebuerg den Institut pour Infirmes Moteurs Cérébraux ass. Hei brauch keen eng Bedeelegung ze bezuelen, weder fir d'Scolarisatioun nach fir den Hébergement, an dëst onofhängeg vum Akommes.

D'Madame Minister huet gemengt, datt déi finanziell Bedeelegung vun den Elteren, déi hiert Kand an d'Ausland musse ginn, ganz begrenzt bleift par rapport zu där vum Stat. All eenzelne Fall gëtt individuell gekuckt, fir datt d'Famill net a finanziell Nout geréit.

Fir all Amëschung an eng lafend Affär viru Geriicht ze vermeiden, hunn déi parlamentaresch Kommissiounen zréckbehalen, datt een d'Uerteel soll ofwaarden. D'Kommissioune sinn awer zur politescher Konklusioun komm, datt fir eng méi grouss Équitéit ze erreechen, déi staatlech Bedeelegung un de Frais de séjour adequat muss sinn.

Wann et net anescht geet, muss et och méiglech sinn eng Gratuitéit ze garantéieren, wa Kanner am Ausland placéiert musse ginn, well d'Elteren heiheem keng passend Institutioun oder kee passend Institut offréiert kréien. D'Elteren, déi betraff sinn, hu jo keen anere Choix wéi hiert Kand an d'Ausland ze ginn, an dat ënnerscheet si vun anere Familljen, déi hir Kanner fräiwëlleg am Ausland léieren a betreie loossen. Aus där Perspektiv gekuckt bräicht et da keng Participatioun un de Frais de séjour ze ginn. Wéi gesot, hei muss d'Uerteel ofgewaart ginn, ier weider gehandelt ka ginn.

Här President, mat dësem leschte Punkt wéilt ech mäi mëndleche Rapport schléissen, alle Bedeelegten nach eemol häerzlech Merci soen an hoffen, datt och an Zukunft d'Ureegungen, d'Recommandatiounen an d'Kritike vum Ombudsmann dat Gehéier fannen, dat noutwendeg ass, fir datt den Dialog tëscht dem Bierger an de Verwaltunge sech esou verbessert, datt d'Vertraue vun de Leit an de Rechtsstat an an déi öffentlech Institutioune gestäerkt gëtt.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Bauler. Als éischte Riedner ass den Här Félix Eischen agedroen. Här Eischen, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Félix Eischen *(CSV)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, virewech, esou wéi dat sech passt, wëll ech dem Här Bauler e grousse Merci soe fir säin ausféierleche Rapport. Awer net nëmmen, well dat sech esou passt, mä well den Här Bauler hei wierklech eng exzellent Aarbecht gemaach huet.

Wa mir haut zesumme si fir iwwert dëse Rapport ze diskutéieren, da musse mir feststellen, dass d'Médiatioun jo keng nei Institutioun als solches hei zu Lëtzebuerg ass, mä e ganz rezente Phenomeen fir de Grand-Duché.

Dobäi ass den Ombudsmann keng Erfindung vun der Neizäit. A Schweden, fir nëmme kuerz historesch eng Kéier auszehuelen, ass den Ombudsmann schonn am Joer 1809 opgedaucht. Et war souzesoe seng Fonctioun, de Bierger géint d'Abusë vum Statsapparat ze schützen.

No an no, a virun allem och nom Zweete Weltkrich, ass de Médiateur och an aneren Demokratien zu enger Institutioun ginn. An et ass och net verwonnerlech, dass de Conseil de l'Europe am Joer 1975 senge Memberstate recommandéiert huet, sech dëser Saach unzehuelen.

Den Ombudsmann stoung awer net méi nëmmen am Raum als Défenseur vum Bierger, vill méi ass d'Duebelfonctioun vum Médiateur an de Mëttelpunkt gestallt ginn: Intermédiaire tëscht Bierger a Statsapparat an zousätzlech Verbesserer vum Statsapparat.

Um Niveau vun der Europäescher Unioun huet den Traité vu Maastricht den europäesche Médiateur an d'Liewe geruff. Et sollten duerno dunn zéng Joer vergoen, bis Lëtzebuerg de Médiateur a säi Gesetzeswierk mat afléisse gelooss huet.

Et wor dunn, an dat kann een haut mat aller Determinanz soen, fir déi nei geschafe Fonctioun e Glécksfall, dass de Marc Fischbach dem Land zur Verfügung stoung, fir dëse Posten ze begleeden.

Mat sengem Bagage als Riichter um europäesche Geriichtshaff fir Mënscherechter an och Observateur beim Conseil de l'Europe iwwert de Projet vun der europäescher Charta fir d'Grondrechter, huet hien et exzellent verstanen, sech den Doléancë vun de Leit unzehuelen, de Lien tëscht Bierger an öffentlecher Hand am Noutfall ze sinn a virun allem och Séil an dës Fonctioun eranzebréngen.

Déi, déi d'Designatioun sengerzäit vum Här Fischbach a Fro gestallt hunn, mussen haut unerkennen, dass hien dës Instanz zu deem gemaach huet, wat se ass.

Där neier Médiatrice wënsche mir déiselwecht glécklech Hand an déi néideg Energie fir den Asaz.

Här President, et muss een also onweigerlech feststellen, dass den Ombudsmann trotz senger kuerzer Geschicht hei am Land zu engem feste Bestanddeel vun eiser moderner Demokratie ginn ass. D'Mënschen hu Vertrauen an de Médiateur an dat stäerkt och hiert Vertrauen an den öffentleche Secteur. Et ass sécher net iwwerdriwwen ze behaapten, dass den öffentleche Secteur zanter der Kreatioun vum Ombudsmann un Effizienz gewonnen huet. Et ass also vir all Bedeelegt eng Win-win-Situatioun an dat ass och gutt esou!

Waren et fir den Zäitraum tëscht dem 1. Oktober 2004 an dem 30. September 2005 nach ongefeier 2.000 Leit, déi sech beim Ombudsmann gemellt hunn, sinn et der fir d'Joresperiod 2011 no bei 4.500.

Den Taux de correction, dat heescht d'Unzuel vun ofgeschlossenen Affäre par rapport zu den agereechtenen Dossiere variéiert tëscht 72,4% am Ufank bis liicht iwwer 80% haut. Dat ass e Beweis fir den onbändegen Asaz vum Ombudsmann fir d'Rechter vum Bierger.

Onofhängeg vun de vir genannten Zuele soll ee sech dann d'Fro stellen, firwat den Ombudsmann dee Succès kannt huet, dee mer dann haut kennen. Ech wëll dann och hei net weider op d'Persoun vum Ombudsmann agoen. Wat där ganzer Institutioun awer virun allem zegutt komm ass, ass Folgendes:

Och wann de Médiateur laut Gesetz vum 22. August 2003 un d'Chamber attachéiert ass, an och finanziell vum Stat gedroe gëtt, kritt den Ombudsmann Instruktioune vu kengem. D'Onofhängegkeet, mat där den Ombudsmann agéiere kann, ass sécher ee vu senge gréissten Atouten.

Dobäi kënnt dann nach, dass d'Reklamatioune kënne schréftlech agereecht ginn. Virun allem gesäit d'Gesetz awer och vir, dass ee sech mëndlech un d'Sekretariat vum Ombudsmann kann adresséieren. Dat vereinfacht et ville Leit, direkt op d'Plaz ze goen an do eben eng mëndlech Deklaratioun ze maachen.

Wann den Ombudsmann eng Reklamatioun berechtegt fënnt, da vermëttelt hien tëscht dem Bierger an der betraffener Administratioun. Hie kann zwar keng Décisiounen huelen, Recommandatiounen däerf en awer un d'Adress vun de jeeweilege Servicer schécken. Sollten déiselwecht da keng Suite ginn, huet de Médiateur d'Méiglechkeet, seng Recommandatiounen ze publizéieren. Domadder verschaaft e sech dann och Gehéier.

All dëst huet natierlech och, nieft der Personnalitéit vum Här Fischbach, zum virgenannte Succès bäigedroen. Et ass also ee ganz positiven Tableau, deen een hei iwwert den Ombudsmann, säi Wierken an och seng Zukunft dresséiere kann.

Trotzdeem muss ee feststellen, dass ganz besonnesch de Knoutermann nach eng Partie Doléancë formuléiert huet, ier seng Successorin hiert Amt ugetrueden ass. Den Här Bauler ass virdrun och zum Deel drop agaangen.

Anescht wéi a verschidde vun eisen Nopeschlänner, gëtt den Ombudsmann als Institutioun net an der Constitutioun ernimmt.

Huele mer zum Beispill d'Beispill vu Frankräich. Do gouf duerch e constitutionnellt Gesetz vum 23. Juli 2008 den Défenseur des droits an d'Verfassung opgeholl. Et stellt sech d'Fro: Firwat maache mir dat net?

Mir hunn dacks Tendenz eis am Ausland ze inspiréieren, wann et dann drëms geet, eisen Arsenal législatif, an dësem Fall constitutionnell opzepoléieren, aus méi oder manner gudde Grënn.

Et bleift also d'Fro: Musse mir eise franséischen Noper kopéieren? Wat ass d'Plus-value? Ass et well den Ombudsmann bis haut eng bemierkbar Aarbecht geleescht huet, dass mir him eng Plaz an der Constitutioun musse ginn?

Et kann een éischtens emol formell Bedenken äusseren: Wéi de Statsrot dëst schonn an enger Rei Kéiere monéiert huet, féiert de Rhythmus vun de constitutionnellen Ännerungen onweigerlech zu enger Banalisatioun vun dësem Grondgesetz.

Wa mir elo de Fong vun dëser Institutioun, dem Défenseur des droits a Frankräich mat eisem Médiateur hei vergläichen, da musse mer och feststellen, dass d'Prérogative respektiv d'Kompetenze vum Défenseur des droits wäit iwwert déi vum Ombudsmann hei zu Lëtzebuerg erausginn. Den Défenseur des droits huet net nëmmen d'Missioun, d'Bierger a senge Relatioune mat den Administratiounen ze verteidegen, mä en huet notamment och d'Aufgab, zum Beispill d'Rechter vun de Kanner ze protégéieren. En plus kämpft en direkt an indirekt géint d'Diskriminatioun. E vereenegt also op engem Kapp Kompetenzen, déi zu Lëtzebuerg vu verschiddenen Institutioune gedroe ginn. Ech zitéieren do zum Beispill den Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand.

Musse mir déi dann och elo an d'Constitutioun aschreiwen? Oder musse mer fir d'Éischt eng Super-Institutioun kréiere wéi a Frankräich - woubäi een do wësse muss, dass déi och do kritesch beäugt ginn ass?

Bis elo hunn déi Gremien an hirem jeeweilege Kompetenzberäich ganz gutt fonctionnéiert an d'Constitutioun soll, an eisen Aen, keen Texte fourre-tout sinn, mä eist Grondgesetz bleiwen.

Et kann een dës Problematik och ganz anescht ugoen a sech d'Fro stellen, ob mir d'Recht op d'Médiatioun net sollten an d'Verfassung ophuelen, fir definitiv d'Recht vum Bierger, sech d'Käschte vu laangwierege Prozesser ze spueren, do ze verankeren.

Do muss ee feststellen, dass d'Recht op d'Médiatioun an der Constitutioun vu kengem aneren europäesche Land steet. Et soll een awer net vergiessen, dass den Artikel 20 vum Traité iwwert de Fonctionnement vun der Europäescher Unioun d'Recht fir all Bierger virgesäit, de Médiateur ze saiséieren. Esou steet et och am Artikel 24 vun deem selwechten Traité.

Et gëllt awer ze analyséieren, wat sech an deem Fall dorauser fir d'Pflichte fir de Stat am Allgemengen ergëtt. Da misst de Stat also an Zukunft constitutionnell garantéieren, dass a sämtleche Beräicher net nëmmen e Recours virun engem Geriicht méiglech ass, mä och den Accès op eng Médiatioun muss gi sinn. Dofir ass et also verfréit sech derfir respektiv do dergéint auszeschwätzen.

Laut aktueller Gesetzeslag sinn d'Missioune vum Médiateur organesch definéiert; wëllt heeschen, soubal Administratiounen, Gemengen, Établissements publics sech eventuell eppes zoukomme gelooss hunn, kann eng Reklamatioun beim Médiateur agereecht ginn.

D'Relatiounen tëscht enger Administratioun an hirem Personal falen awer elo net an de Kompetenzberäich vum Ombudsmann. Notamment fir ze verhënneren, dass de Médiateur an disziplinaresch an hierarchesch Pouvoire vun der Administratioun kann intervenéieren.

Den Ombudsmann kann och net a lafend geriichtlech Verfahren agräifen.

Et muss een awer feststellen, dass dem Médiateur säi Kompetenzberäich an de leschte Jore gewuess ass. Esou ass e mëttlerweil chargéiert, d'extern Kontroll vun de geschlossenen Anstalten ze iwwerhuelen an en huet och de Statut vun enger nationaler onofhängeger Instanz fir d'Rechter vun den handicapéierte Persounen.

Obwuel also den Ombudsmann schonn e gewëssene Poids an e breede Spektrum vu Beräicher ofdeckt, sinn och eng Rei Inkohärenzen net ausbliwwen. Am Beräich vum Transport, den Här Bauler ass virdrun drop agaangen, kann een zum Beispill da bei städtesche Bussen am Fall vun engem Mëssel intervenéieren. Bei Privatentreprisen, déi awer Linnen assuréieren, kann een dat net.

D'Beispill vum Gesondheetssecteur ass nach eventuell eent, wat méi opfälleg ass. Do gëtt d'Zopp effektiv mat zwee verschiddene Läffele gekacht: E Patient aus dem Centre ka beim Médiateur reklaméieren, een aus dem Kierchbierger Spidol net.

Et muss ee sech also ganz seriö d'Fro stellen, ob do net misst nogehollef ginn. Ass de Gesondheetssecteur an dësem Fall kee Ganzt? Kéint hei eng iwwergräifend Méiglechkeet vun der Médiatioun kontestéiert ginn? Bleift also d'Fro: Wéi ee Kritär oder Kritäre sollten zréckbehale ginn, fir esou Inkohärenzen an Zukunft ze vermeiden?

Ee Schlëssselwuert an där ganzer Diskussioun ass sécher och de Service. Et wier deemno wichteg ze definéieren, wéi eng Aktivitéite fir d'Allgemengheet verriicht ginn. Et steet ausser Fro, dass sämtlech Administratiounen, sief et um kommunalen oder um staatlechen Niveau, e Service d'intérêt général um Bierger verriichten.

De Gestionnaire vun engem Stroum- a Gasréseau agéiert och am Interesse vun der Allgemengheet. Wann dës Réseauen net fonctionnéieren, ka kee Stroum a Gas geliwwert ginn. Fir dem Médiateur hei Kompetenzen zouzegestoe wier méiglech, mä dës Missioun erfëllt haut den Institut de Régulation Luxembourgeois, den IRL.

Des Weidere stellt sech eng aner Fro, vu dass eng Rei vun deene betraffene Professiounen zum Deel eng Mission de service public erfëllen: Wier et net méiglech ze préiwen, awiefern de Médiateur hei kéint intervenéieren? Et wier einfach ze soen, dass et géif duergoen, dem Médiateur souzesoen eng Kontrollfonctioun a sämtleche Beräicher zoukommen ze loossen, wou eng Institutioun eng Mission de service public verriicht, wéi d'Fransouse géife soen.

An do schléisst sech dann erëm de Krees. Elo si mer erëm bei der franséischer Gesetzgebung. Am franséische Gesetz iwwert den Défenseur des droits vun 2011 steet, dass dës Institutioun dem Bierger seng Interessen och géint Organismes chargés d'une mission de service public vertrëtt. Mä dëse Begréff vum Service public ass zu Lëtzebuerg néierens definéiert. Et gëtt keng gesetzlech Definitioun vun der Notioun. Et ass also einfach gesot: „Kommt, mir maachen e Copy-paste an transposéieren dat Ganzt an eis lëtzebuergesch Gesetzestexter." Domadder ass et awer net gemaach! Kleng Pléischtereie bréngen eis hei net virun. Ajustementer ënnerhuelen, fir se herno erëm a Fro ze stellen, domat ass kengem gedéngt a mer maache kengem e Gefalen.

Duerfir appeléiere mer haut, wéi mer dat och an der Chamberskommissioun festgehalen hunn, eis fir d'Éischt ze vergewësseren, wou mer histeieren, wéi eng Beräicher vläicht schonn ofgedeckt ginn a wou eng Extensioun néideg wier an esou weider.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, nach vläicht ee Wuert iwwert d'Recommandatioune vum Médiateur fir e Kontrollorgan bei de Beruffskummeren an de liberale Beruffer. Hei schwätzt sech den Ombudsmann fir en eenheetlecht Kontrollorgan fir sämtlech Ordres professionnels a liberal Beruffer aus. Et géif drëms goen, net de Fong vun enger Affär nei ze préiwen, mä d'Prozeduren, wéi d'Plainten traitéiert ginn an esou weider. Et géif drëms goen, fir de Leit dobausse Vertrauen an d'Autoreguléierung vun de betraffene Professiounen ze ginn.

Souwuel déi concernéiert Beruffer wéi och d'Cour supérieur de Justice an de Statsanwalt si géint e Kontrollorgan. Eng Alternativ derzou géif doranner bestoen, d'Gesetzer vun den ugeschwate Professiounen eng Kéier op de Leescht ze huelen a se ze harmoniséieren. An deem Fall bestéing a besteet weider de Risiko, dass de Particularitéite vun deene jeeweilege Beruffer net Rechnung gedroe gëtt. Déi Diskussioune gouf et schonn am Kader vun der Ausaarbechtung vum Gesetz vum 16. Dezember 2011 iwwert d'Ausübung vum Affekotebëruff ënnert der Form vun enger juristescher Persoun. An do hate mer dat jo schonn ausgeschloss.

D'Fro ass awer: Kéint een net eventuell higoen an e puer Prinzipien ausschaffen, déi et ze respektéiere gëllt, wann et zu enger Plainte kënnt, notamment och wat d'Behandlung vun därselwechter ugeet, wéi de Plaignant um Lafe gehale gëtt an a wat fir engem Zäitraum d'Plainte soll traitéiert ginn a wéi d'Resultat der betraffener Persoun sollt matgedeelt ginn?

Dir héiert, Dir Dammen an Dir Hären, Här President, et ass nach e bëssen Handlungsbedarf, och Diskussiounsbedarf. Fir mäin Deel soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Eischen. Als nächste Riedner ass den Här Angel ageschriwwen. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Angel *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Numm vun der LSAP wëll ech gläich am Ufank natierlech och eisem Rapporteur, dem André Bauler, fir säin exzellente schrëftlechen an och mëndleche Rapport Merci soen.

An der Sitzung vum 4. Januar 2012, wéi mer iwwert d'Organisatioun vun onsen Aarbechten an der Petitiounskommissioun geschwat hunn, wéi mer dem Marc Fischbach säin aachten a leschte Rapport behandele wäerten, hu mer unanime décidéiert, hei an deem Rapport, deen den Här Bauler virgestallt huet, e Rapport ze maachen iwwert dem Marc Fischbach seng aachtjähreg Amtszäit. Mir hunn also beschloss, ze evaluéieren an ze appréciéieren, ob d'Aarbecht vum Médiateur Fischbach am Geescht vum Gesetz vum 22. August 2003 war.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wien dem André Bauler säi Rapport opmierksam gelies huet a wien dem André Bauler opmierksam nogelauschtert huet, dee muss feststellen, dass déi Evaluatioun an déi Appréciatioun vum Marc Fischbach senger Aarbecht an net nëmmen Aarbecht, mä och sengem Engagement äusserst positiv ausgefall sinn.

Duerfir erlaben ech mer och, am Numm vun der LSAP-Fraktioun him e grousse Merci an och eng grouss Unerkennung auszedrécken. Perséinlech muss ech soen, dass et ëmmer immens flott war a besonnesch och interessant war, wann de Marc Fischbach hei am Plenum säi Rapport virgestallt huet a virun allem déi sëlleg Réuniounen an der Petitiounskommissioun, wou de Médiateur bei eis komm ass a wou mer iwwer säi Rapport geschwat hunn.

Ech mengen, d'Zesummenaarbecht tëschent der Chamber iwwert d'Petitiounskommissioun mam Médiateur ass an deene leschte Jore gutt optimiséiert ginn, an dat och Dank dem President vun der Petitiounskommissioun, dem Camille Gira, deem ech hei wëll Merci soen, an natierlech och der Sekretärin vun der Kommissioun, dem Anne Tescher. An ech mengen, déi gutt Zesummenaarbecht ass enorm wichteg, a mir hu gesinn, dass déi gutt Zesummenaarbecht och mat där neier Médiateure, der Madame Lydie Err, esou weidergeet, well mir haten eng Fro an der Petitiounskommissioun, op déi ech herno zréckkommen, mir hunn d'Madame Err an d'Kommissioun gebieden a si ass direkt komm mat gudden Iddien. Duerfir sinn ech der Meenung, dass mer mat der Madame Err genausou gutt schaffe wäerte wéi mam Marc Fischbach.

Une voix.- Très bien!

M. Marc Angel *(LSAP)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer, e puer allgemeng Remarquen iwwert de Rapport vum Här Fischbach ze maachen. Ech wollt dann nach op zwou Recommandatiounen agoen. A vu dass ech gesinn, dass de Gesondheetsminister hei ass, wollt ech deem herno nach zwou konkret Froe stellen.

Zum éischte Punkt, déi allgemeng Remarquen. De Médiateur Fischbach huet eis jo och eng ganz Rëtsch Statistike presentéiert. An ech fannen, bei engem Total vun 1.086 Reklamatiounen tëschent dem 1. Oktober 2010 an dem 30. September 2011, do sinn 804 Dossiere clôturéiert. Nëmme bei 31 dovu war e Refus, fir se ze examinéieren. 282 sinn nach en cours. Ech fannen, dat sinn exzellent Zuelen.

Ech hunn och eng aner Zuel interessant fonnt. De Marc Fischbach huet eis gesot, dass a 40% vun de Fäll d'Verwaltungen agelenkt hunn. Et ass och menger Meenung no wichteg ze erënneren, dass de Médiateur eis ëmmer erëm engersäits op d'Verantwortung vun de Verwaltungen hiweist, awer anerersäits och seet, dass mer méi Verantwortung an der Gesellschaft brauchen. Fir d'LSAP-Fraktioun ass et also wichteg, dass d'Relatiounen tëschent Verwaltung a Bierger transparent an objektiv sinn. A mir schléissen eis och deem Appel vum Marc Fischbach un.

D'Décisioune mussen also kloer an adequat motivéiert ginn. Besonnesch an Entscheedungsprozeduren oder Refusë sinn Transparenz an Objektivitéit verlaangt. Et muss ee virun allem, du moins de Leit plausibel maachen oder plausibel erklären, firwat se net Recht kritt hunn. An et ass och d'Aart a Weis, wéi een eng negativ Noriicht iwwerbréngt. Wann een déi esou bréngt, dass d'Leit se verstinn, dann huet ee scho vill geschafft.

Ech wollt nach eng ganz wichteg Recommandatioun, déi de Marc Fischbach an deenen aacht Joer gemaach huet, opgräifen. Dat ass dee vum Conseil national de la magistrature. Dat ass, mengen ech, eng ganz wichteg Saach fir eis. Mir hätte léiwer, mir géifen deen „Conseil national de la justice" nennen, well d'Justice ass net nëmmen eng Fro, déi Riichteren an Affekoten interesséiert, mä et ass eng Geschicht, déi all Mënsch, also all Justiciabel interesséiert. An ech mengen, dat ass eng Recommandatioun, un där mer solle weiderschaffen.

Une voix.- Très bien!

M. Marc Angel *(LSAP)*.- Mir hunn eis an der Kommissioun, a meng Virriedner hunn et gesot, och mam Thema vun der Erweiderung vum Champ de compétences vum Médiateur ofginn. Den André Bauler huet jo genau déi Beispiller erkläert am Gesondheetssecteur, wann een an enger Klinik ass, enger staatlecher Klinik oder an enger anerer, déi awer vum Stat subventionéiert gëtt an déi och eng Mission de service public huet, well se an den Déngschter matmécht an esou weider. Oder d'Beispill vun der Maison relais. Den Här Bauler huet och nach d'Beispill vun de Busse ginn, ob een an engem städtesche Bus, dee vun der Stad ofhänkt, oder an engem private fiert. Ech mengen, do ass et wichteg, dass mer där Fro nach eng Kéier noginn.

Den André Bauler huet och eppes ganz Wichteges gesot. En huet gesot, dass d'Natur vun der Prestatioun ausschlaggebend ass an net d'Natur vum Prestataire. Ech wollt soen, dass et hei ëm Gläichbehandlung geet. Nach eng Kéier, e Patient, deen zum Beispill am Centre hospitalier e Problem huet, dee ka sech herno un de Médiateur wennen. Deen am Centre hospitalier vum Kierchbierg ka sech net mellen. Och wann déi Klinik en eegene Médiateur huet, da muss een net vergiessen, dass dee Médiateur dann ugestallt ass vun där Klinik an dass dat de Patron ass. An duerfir, fannen ech, ass et wichteg, dass all Patient gläichbehandelt gëtt a bei de Médiateur ka kommen, deen onofhängege Médiateur, dee mir hei hunn, deen den Här Fischbach war an deen elo d'Madame Err ass.

Also mir mussen eis, fannen ech, mat där Notion vum Service public ofginn. Mir sinn der Meenung, a mir haten dat och ganz kloer schrëftlech ausgedréckt als LSAP, dass mer soen, dass mer den Artikel 1 vum Gesetz vum 22. August 2003 iwwert d'Asetze vun engem Médiateur sollen ausweiten op d'Prestataires de service public. An ech mengen, hei muss een och dann oppassen, fir dass een dee Contenu vun där Notioun prezis cernéiert.

Mä nach eng Kéier, wat fir eis wichteg ass, dat ass d'Gläichbehandlung tëschent de Leit, ob se wéi gesot an där enger Klinik sinn oder an där anerer, oder d'Beispiller vun de Maisons relais, wéi se virdrun ugeschwat gi sinn. Ech wëll mech hei net weider an Detailer verléieren, well ech mengen, den André Bauler huet se schrëftlech a mëndlech ganz gutt erkläert.

Wat d'Aschreiwe vun der Institutioun Médiateur an d'Verfassung ugeet, do ass d'Positioun vun der LSAP déi folgend - a mir haten dat och schrëftlech an d'Kommissioun eraginn: Mir sinn der Meenung, dass d'Aschreiwe vum Médiateur an d'Constitutioun sech net imposéiert. Allerdéngs opposéiere mer eis och net engem Réexamen vun där Fro am Kader vun där allgemenger Revisioun vun der Constitutioun, an notamment kënnt jo do nach den Avis vum Conseil d'État. Wann deen dat opwerft, kann een dat nach eng Kéier rediskutéieren.

Une voix.- Deen ass do!

M. Marc Angel *(LSAP)*.- Deen ass do. Wa mer deen analyséieren, kënne mer dat nach eng Kéier rediskutéieren. An ech mengen, den André Bauler huet genau erkläert, wéi eng Verfassung mer wéilten, wat d'Institutiounskommissioun do gesot huet. Mä ech wollt un eis Positioun och nach eng Kéier hei erënneren a soen, dass mer do op enger Linn sinn.

Da kuerz zu deenen zwou Recommandatiounen, d'Nummere 44 a 45. Dat waren déi zwou eenzeg Recommandatiounen am Rapport vun 2011. D'Recommandatioun 44 ass déi „relative au délai de prescription extinctive de droit commun". Bei dëser Recommandatioun befanne mer eis also an der Matière civile. D'Regierung an d'Chamber - fannen ech - solle sech dës Recommandatioun zu Häerz huelen.

Ech wollt hei just erwähnen, dass a Frankräich d'Prescription en matière civile enger déif gräifender Reform ënnerzu ginn ass duerch d'Gesetz vum 17. Juni 2008. An ech mengen, et wär och interessant, wa mer eis dat elo grad genanntent franséischt Gesetz am Detail kéinten ukucken.

Mir vun der LSAP sinn awer och der Meenung, dass eng Reform iwwert d'Prescriptioun net dierf limitéiert ginn op d'Prescription en matière civile. An engem rezente ganz interessante Rapport vum franséische Senat mam Titel „Pour un droit de la prescription moderne et cohérent" gi getrennt engersäits d'Prescription en matière civile an anerersäits d'Prescription en matière pénale analyséiert an och kommentéiert. An zu dëser Thematik stinn an deem Rapport 17 interessant Recommandatiounen an ech erlabe mer, eng, zwou hei ze zitéieren.

Eng vun deene 17 Recommandatiounen ass, dass zum Beispill d'Prescription bei Crimes sexuels géint Kanner, déi a Frankräich op 20 Joer eropgehuewe ginn ass, um Dag wou d'Victime groussjähreg ass, dass dës Prescriptioun soll laut Rapport nach eng Kéier diskutéiert ginn.

Eng aner Recommandatioun aus deem Rapport ass och, dass de Recours à la médiation misst eng Ursaach si fir eng Suspensioun vun der Prescription extinctive. An ech mengen, dat ass och ganz interessant.

Duerfir, fannen ech, sollen déi zoustänneg Kommissioune vläicht eng Kéier dee Rapport vum Senat ukucken, dee wierklech interessant ass, well mir hei zu Lëtzebuerg och eng kohärent Approche brauche fir d'Regele vun der Dauer vun der Prescriptioun, fir dass mer se an Aklang brénge mat onser moderner Gesellschaft.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

D'Recommandatioun 45, dat ass déi, iwwert déi meng Virriedner och scho vill geschwat hunn, iwwert d'Institution d'un organe de surveillance auprès des ordres professionnels et d'autres professions libérales. Ech mengen, do war d'Reaktioun vun deene verschiddenen Orderen…, do deelen ech am Fong d'Meenung vum Marc Fischbach, wéi en an der Kommissioun war, wou en eis gesot huet, dass e mengt, déi Recommandatioun wär falsch verstane gi vu villen. An hien huet ënnerstrach, an ech mengen, dat ass wichteg ze ënnersträichen, dass et ëm d'Form geet, wéi d'Problemer vum Bierger do behandelt ginn, an dass et guer net ëm de Fong geet. An ech mengen, do war e klenge Malentendu.

Duerfir sinn ech och frou - mir hate jo do an der Kommissioun vill driwwer geschwat, den André Bauler huet dat alles erkläert -, dass sech dräi Solutiounen dégagéiert haten aus deenen Diskussiounen an aus deene villen Avisen, déi mer kritt hunn. Ech kann Iech déi dräi Solutiounen erspueren. De Rapporteur hat doriwwer geschwat a mir hunn dat jo och schrëftlech an der Petitiounskommissioun ofginn.

Mä, wat ech interessant fonnt hunn, ass, dass mer do an deem Kontext d'Lydie Err an d'Kommissioun invitéiert hunn, wéi ech virdru gesot hunn, a si ass jo och direkt komm. D'Madame Err ass jo um Terrain mat deenen Ordren am Dialog an an der Diskussioun. An ech fannen déi Iddi ganz gutt, fir fir d'Éischt emol eng Médiation interne bei all deene Beruffskategorien ze maachen, dass si sollen hir Memberen aus hiren Ordrë forméieren an der Médiatioun an dass déi éischt Etapp vun där Médiation interprofessionnelle ganz wichteg ass. An ech ka mech erënneren, dass d'Madame Err dunn och gesot huet, wann déi gutt fonctionnéiert, da

kommen nach ganz wéineg Fäll herno weider bei de Médiateur.

Ech mengen, dat ass eng Fro, un där mer an Zukunft nach wäerte schaffen. Ech wënschen der Madame Médiateure do nach vill Erfolleg an dass mer ganz schnell do zu Konklusioune kommen.

Da wollt ech nach zwou konkret Froen un de Gesondheetsminister stellen. De Rapport vum Médiateur beschäftegt sech jo och mat den Obligatiounen a mat de Rechter vun de Patienten. Do geet och Rieds vun engem Projet de loi, deen iergendwann eng Kéier soll kommen an et gëtt sech e bësse beklot, dass dat laang dauert.

Do wollt ech Iech froen, Här Minister: Sidd Der do virukomm a wéini kann dee Projet eventuell déposéiert ginn?

An dann eng zweet Fro, déi den André Bauler och ugeschwat hat, dat ass déi berühmt Geschicht vum Reclassement interne an externe, iwwert dee mer jo och an deene Rapporten déi Jore virdrun a besonnesch an den Diskussiounen déi Jore virdru vill geschwat hunn a wou mer jo vill Hin an Hier haten an der Kommissioun tëschent Médiateur a Ministère.

Duerfir wollt ech froen, Här Minister, wou Der mam Avant-projet de loi iwwert d'Reform vun der Législation sur la réinsertion professionnelle dru sidd, déi Der jo zesumme mam Aarbechtsminister sollt maachen? A wat kënnt Der eis do soen zum Problem - den André Bauler huet en opgeworf - vum Recours, wann eng Décisioun vun der Médecine du travail kënnt?

Ganz zum Schluss, wéi ech dem Félix Eischen nogelauschtert hunn, hunn ech mech un eppes erënnert. De Félix Eischen huet vum Défenseur des droits des citoyens a Frankräich geschwat, dass deen och nach aner Missiounen huet, wat d'Kannerrechter ubelaangt, Diskriminatiounen an esou weider an esou fort. Ech mengen, mir hunn eben en anert Gesetz. Eise Médiateur ass fir vill Saachen zoustänneg. Do derniewent hu mer jo awer nach den Ombudscomité fir d'Rechter vun de Kanner. Mir hunn de CET, de Centre pour l'égalité de traitement, a mir hunn d'Commission consultative des droits de l'Homme.

An ech erënneren drun, an engem État de la nation huet de Statsminister eng Kéier gesot, mir bräichten hei eng Maison des droits de l'Homme. En huet déi Iddi iwwerholl vun deenen Organisatiounen. Ech wollt d'Regierung dorun erënneren. Ech mengen, dat wär wichteg, wa mer eng Maison des droits de l'Homme hätten, wou dann och de Médiateur mat kéint integréiert ginn an déi op enger flotter Plaz ass mat Pignon sur rue, accessibel fir d'Biergerinnen an d'Bierger. Ech wollt dat nach hei zum Schluss eng Kéier ënnersträichen.

Dat gesot nach eng Kéier all deenen, déi geschafft hunn, dem André Bauler, dem Médiateur Marc Fischbach, der Madame Tescher, dem President vun der Kommissioun villmools Merci, an ech freeë mech schonn op deen éischte Rapport vun der Madame Err, wa si elo ee Joer am Amt ass.

Villmools Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci dem Här Angel. Als nächste Riedner ass den Här Camille Gira agedroen. Här Gira, Dir hutt d'Wuert.

M. Camille Gira *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Zuele soen net alles a mat Statistike soll ee bekanntlech virsiichteg ëmgoen. Mä déi Zuelen a Statistiken am Rapport vum Kolleeg André Bauler sinn awer impressionnant. Ech wollt och direkt am Ufank dem André Bauler villmools Merci soe fir säin exzellente Rapport, souwuel dee schréftleche wéi dee mëndlechen. Ech mengen, en huet do ganz gutt dat zréckginn, wat mer och an der Petitiounskommissioun an a ville Sitzungen diskutéiert hunn. En ass och méi wéi ausféierlech op déi Haaptsujeten agaangen, sou dass ech mech - well déi gréng sech och total an deem Rapport erëmfannen - relativ kuerz kann halen.

Impressionnant, Här President, sinn déi Zuelen effektiv iwwert de Bilan vun aacht Joer Aktivitéit vum Marc Fischbach. Wann Dausende Leit an deene Jore sech op déi eng oder aner Aart a Weis un de Médiateur a seng Servicer gewannt hunn, dann ënnermauert dat ganz kloer an däitlech de Besoin, deen eigentlech do war an der Lëtzebuerger Gesellschaft fir esou eng Institutioun, an dass dann awer an deem Land vun de kuerze Weeër d'Weeër fir déi eng dann anscheinend awer e bësse méi laang si wéi fir déi aner.

Et huet net jiddwereen een, dee vläicht urifft bei enger Bank, fir en zënsgënschtege Prêt zum Beispill ze kréien, da muss ee vläicht aner Weeër fanne fir zu senge Rechter ze kommen.

Wa 5.000 Dossieren intensiv vum Médiateur behandelt gi sinn, dann, mengen ech, muss ee soen, dass vun him a senge Leit eng ganz gutt Aarbecht gemaach ginn ass, well esou vill Staff huet e jo och erëm net em sech gehat, fir op all déi Dossieren anzegoen. A jiddwereen, mat deem ee schwätzt, deen eng Kéier bei de Médiateur a bei seng Leit war, confirméiert och, dass wierklech déi ganz Servicer op sinn a se méi wéi een oppent Ouer fir d'Intérête vun de Leit hunn.

A wa 45 Recommandatiounen an deene Jore vum Médiateur gemaach si ginn, da weist dat awer och, dass awer nach villes an deem Stat, an deene staatleche Verwaltungen ze verbesseren ass. Ech wëll awer an deem Kontext och drop hiweisen, dass, wann ech mech elo net ieren, keng Recommandatioun komm ass fir déi kommunal Servicer aus der Regierung.

Mä ech mengen net - ech wollt dat awer och emol eng Kéier hei erwähnen -, och wann d'Gemengen an deenen eenzelne Rapporte vum Médiateur sécherlech erwähnt si ginn, a bei Leiwen och do net ëmmer alles optimal funktionéiert an där enger oder anerer Gemeng, esou schéngt dat awer drop hinzedeiten, dass eis lokal Verwaltungen eigentlech net esou schlecht organiséiert sinn, och net esou schlecht opgestallt sinn a vläicht dann och heiansdo awer méi coulant op d'Besoine vun de Leit reagéieren, wéi dat bei där enger oder anerer staatlecher Verwaltung de Fall ass.

Et ass och schonn hei vu menge Virriedner gesot ginn, dass villes vun deene 45 Recommandatiounen ëmgesat ginn ass. Ech mengen, et kann een och feststellen, dass sécherlech a priori déi Regierungen, déi concernéiert waren, positiv op déi Recommandatioune reagéiert hunn. Eigentlech misst d'Regierung jo och dankbar sinn, wann do een ass, dee seet: „Hei lauschtert, Dir mengt, Dir wiert gutt opgestallt, Dir wiert gutt organiséiert. Anscheinend ass dat awer net esou. Ech kréie ganz vill Kloen."

Et misst jo eigentlech all Minister a Ministesch frou sinn, wann een do Schützenhëllef vun där Säit kritt, fir dann eventuell och intern an der Regierung…, oder wann et zum Beispill ëm méi Personal geet, fir dann och an den Diskussioune mam Finanzminister kënnen ze soen: „Hei lauschtert, hei sinn esou vill Leit, déi elo scho während Jore soen, si kéimen emol iwwer Telefon net méi un d'Kannergeldskeess erun." Dann ass dat jo och eigentlech fir déi jeeweileg Ministesch zum Beispill en Argument, fir ze soen, dass awer wierklech déi Leit, déi dann do solle bäikommen, net erfonnt sinn.

Et ass e bësse schued, dass an der Chamber hei nach ëmmer net erkannt ginn ass, dass eigentlech de Médiateur, och wann e seng Ofhängegkeet huet an och keen em wëllt draschwätzen, awer eigentlech en Instrument vun der Chamber ass, wat mer méi oft kéinten asetzen. De Médiateur huet et selwer gesot, dass awer an de Kommissiounen, och wann et ëm Recommandatiounen oder Reklamatioune geet, e gewëssene Reflex vun de Majoritéitsdeputéierten do ass, sech emol a priori fir d'Éischt op d'Säit oder hannert oder fir dee jeeweilege Minister ze stellen, an dass de Médiateur et dann heiansdo schwéier huet seng Argumenter zum Droen ze kréien.

Mir missten och vläicht als Chamber eng aner Attitüd kréien, an och dem Médiateur seng Virlag elo net gesi fir se dann ëmzesetze géint eng Regierung, géint e Minister, mä eigentlech am Intérêt vun de Bierger a Biergerinnen. An do misst och eigentlech insgesamt eng Majoritéit frou sinn, wa Virschléi kommen, an déi ëmsetzen. Well eigentlech kënnt dat jo ënnert dem Stréch och erëm deenen zegutt, déi de Moment d'Majoritéit an d'Verantwortung hunn. Well ech mengen net, dass et enger Ministesch gutt steet, wa Leit - fir bei deem Beispill ze bleiwen - an der Kannergeldskeess wochelaang telefonéieren an net un déi Keess kommen; wat heiansdo dramatesch Auswierkunge kann hunn.

An deem Sënn géif ech mer wierklech wënschen, dass mer net nëmmen an der Petitiounskommissioun, wou ech dat Gefill hunn, dass mer des Öftere wierklech och probéieren an engem positive Geescht, och am Konsens eng Rei Virschléi, eng Rei Recommandatiounen ze huelen an ze probéieren, déi och esou séier wéi méiglech ëmzesetzen, awer heiansdo an de sektorielle Kommissiounen een dat Gefill huet, dass do dann awer nach d'Parteidenken ze vill um Ordre du jour ass an dass mer duerfir vläicht ganz oft net séier genuch an och net intensiv genuch weiderkommen. Ech mengen, wann dat nach méi oft do wier, da kéinte mer vläicht och nach méi Succès opweisen, an déi kombinéiert Aktioun vum Médiateur an deenen eenzelne Chamberskommissioune géif da weiderkommen.

Ech wëll awer och vläicht drun erënneren, dass mer eis all déi Joren als Petitiounskommissioun, mengen ech, ganz vill Zäit, och ganz vill Energie geholl hunn, fir dann op dat ze reagéieren, wat dann am Médiateur sengem Rapport ganz oft och den Haaptsujet war. Ech wëll elo net iwwert déi véier, fënnef Joer, wou mer d'Rapporten hei behandelt hunn, an den Detail agoen. Wat mer behandelt hu vläicht aus deem engen oder anere Joer…

M. le Président.- Ech géif Iech bieden dem Här Gira nozelauschteren.

M. Camille Gira *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Ech wëll net op all déi eenzel Punkten agoen, déi mer all déi Joren elo hei opgeworf hunn. Vläicht eenzelner erausgegraff.

Ech wëll zu deem, wat 2012 elo an de Konklusiounen och vum André Bauler steet, net méi an den Detail agoen. Ech wëll awer och nach eng Kéier hei ënnersträichen, dass déi gréng op jidde Fall ganz kloer an däitlech fir den Élargissement du champ de compétences vum Médiateur sinn. Och mir hunn an der Kommissioun ëmmer gesot: „Mir kënnen dat do elo net aus der Siicht vun dem Médiateur kucken oder enger Regierung. Mir mussen einfach d'Recht, d'Médiatioun ze kréien, aus der Siicht vum Konsument oder vum Utilisateur oder vun der Utilisatrice kucken."

An dann ass et, et deet mer leed, Dir Dammen an Dir Hären, net ze vermëttelen, dass, wann ech e Problem um Kierchbierg am Spidol hunn, net kann de Médiateur appelléieren, a wann ech awer am CHL leien an et ass eppes schifgelaf, da kann ech dat maachen.

Ech mengen, och wann de politesche Wëllen do ass, et net esou schwiereg ass, éischtens, eng Definitioun vum Service public ze maachen. A wa mer et an engem Kontabilitéitsgesetz fäerdegbrénge kloer an däitlech ze soen, wéi eng A.s.b.l.en da mussen eng Comptabilité selon les critères commerciaux féieren, dann, mengen ech, misst et och méiglech sinn, wann een de Kritär vun enger existenter Konventioun hëlt an et hëlt een och nach e Pourcentage, wéi wäit dann e gewëssene Service vun öffentleche Gelder subventionéiert ass, ech mengen, da misst et relativ séier machbar si sech do eens ze maachen an de Champ de compétences ze erweideren.

Aus dem Joer 2011, mengen ech, wollt ech awer och nach eng Kéier insistéieren, och vläicht un de Gesondheetsminister, wann dee schonn hei ass: Mir hunn awer an der Petitiounskommissioun dat Gefill, dass déi Geschicht mam Reclassement interne nach ëmmer net zefriddestellend geléist ass. Ech géif mer wënschen, dass Der wierklech e Projet de loi op den Dësch leet, wou wierklech deene Leit, déi scho ganz oft an enger relativ dramatescher Situatioun sinn, hiert Schicksal net nach duerch onnéideg laang an onnéideg komplizéiert an och net novollzéibar Prozedure verschlëmmert gëtt.

Da wollt ech och nach eng Kéier drun erënneren, dass mer eis 2011 laang mat enger Autosanction pour cause du non respect du délai beschäftegt hunn. Do hu mer, mengen ech, laang driwwer diskutéiert. Et sinn och eenzel Virschléi op den Dësch komm. Ech géif mengen, dass mer dat do als Petitiounskommissioun, mä virun allem och als Chamber, awer nach eng Kéier erëm missten op de Leescht huelen. Do huet een net dat Gefill, dass sech d'Situatioun dobaussen um Terrain wesentlech verbessert.

An da wëll ech och nach vläicht drun erënneren, dass mer eis relativ intensiv an opgrond och vu konkrete Fäll, déi mer vum Médiateur gesot kritt haten, iwwert d'Conflits d'intérêts um Niveau vun de Gemenge beschäftegt haten. A mir haten do ënner anerem de Virschlag gemaach als Petitiounskommissioun, e Code de déontologie an d'Wee ze leeden.

Wann ech un déi rezent Diskussiounen hei am Haus iwwer en aneren Dossier diskutéieren, ech mengen, da stéing et eis gutt zu Gesiicht am Liicht vu Léiweng/Wickreng net nëmmen iwwer e Code de déontologie nozedenke fir eis als Deputéierten oder als Ministeren. Mä wann ee weess, dass déi Konflikter, déi mer do an deem Dossier diskutéiert hunn, eigentlech all gudden Dag vläicht an engem méi klenge Mooss an och mat manner Geld, wat implizéiert ass, och um kommunale Plang stattfannen, a wann ee weess, dass an deenen nächsten zwee Joer praktesch sämtlech Gemenge mussen de PAG revidéieren, dann, mengen ech, misste mer och déi Dossieren erëm eng Kéier op de Leescht huelen an eis intensiv dermat beschäftegen.

2010 hu mer d'Iddi vun der Pétition électronique opgegraff an no gewëssene Retizenzen, déi dann och hei ze spiere waren, an deem enge Camp e bësse méi wéi an deem aneren, sinn ech awer frou, dass mer eis no e puermol Hin an Hier an, mengen ech, ganz konstruktiven Diskussiounen, och an der Conférence des Présidents, eigentlech, wann ech richteg verstanen hunn, formal eens sinn, dass mer dat wëlle maachen an dass elo nach just déi prozedural Saachen ze erleedege sinn, Ausschreiwungen ze maachen, fir eng Software ze kréien.

Ech wëll einfach emol d'Beispill soen, mir hu jo elo nach net déi Pétition électronique publique, mä mir hu jo en éischte Schrëtt gemaach, dass d'Leit awer emol kënnen eng Petitioun elektronesch erareechen. A mir si jo esou wäit gaang, dass eng Rubrik bäikomm ass um Site vun der Chamber, dass d'PVen och vun der Petitiounskommissioun souwisou, mä och d'Courrieren, déi mat iwwer Pabeier agereechte Petitiounen heihi kommen - an ech wëll d'Beispill vun der Fermeture vun der Maternité vu Wolz awer emol hei zitéieren, fir ze soen, dass eleng de Fait, dass de Courrier, deen hin an hier geet tëschent de Pétitionnairen an eiser Kommissioun, respektiv aneren Acteuren -, déi derfir gesuergt huet, dass zum Beispill an deem Dossier eng ganz flott, muss ech ganz éierlech soen, eng sachlech - a wéi net gefaart ginn ass, direkt, wa mir géifen eppes op e Site setzen, d'Leit hätten eventuell d'Méiglechkeet e Forum ze maachen. Neen, do sinn Acteuren, déi sech spontan zu Wuert gemellt hunn, déi aus dem Secteur kommen, déi, mengen ech, absolut am Bild sinn, wat an deem Domän leeft, déi hu sech zu Wuert gemellt. A mir probéieren do Konklusiounen ze zéien.

Fir mech ass dat e ganz gutt Beispill a mech léisst dat hoffen, dass wann déi Pétition électronique publique eng Kéier wierklech fonctionnéiert, dass mer et fäerdeg bréngen als Chamber, well einfach mer e System an d'Welt wäerte setzen, wou d'Leit net kënnen ënnert dem Deckmantel vum Anonymat iwwer anerer hierfalen, weisen, dass een och modern Medie ka benotzen, fir konstruktiv Sträitkultur zu Lëtzebuerg ze exercéieren.

Voilà! Ech wollt domadder zum Schluss kommen, fir mat all deenen zur Konklusioun ze kommen, dass, mengen ech, de Marc Fischbach et fäerdeg bruecht huet eng nei Institutioun ganz séier an der Landschaft, an der politescher Landschaft zu Lëtzebuerg ze verankeren. Den Här Fischbach huet eng gutt Aarbecht gemaach. Ech sinn och iwwerzeegt, dass d'Madame Err eng gutt Aarbecht wäert maachen.

Wann d'Chamber och nach heiansdo e bësse Courage géif an de Grapp huelen, fir déi Steilpäss, déi mer do kréie vu lénks a vu riets, an dësen Zäite méi oft de Fouss dohin ze halen, fir dann och e Goal ze schéissen - net fir e Goal ze schéisse géint d'Regierung, mä e Goal ze schéisse fir d'Bierger an d'Biergerinnen an dësem Land -, da si mer vläicht um Enn vun der Period vun der Madame Err nach e Stéck méi wäit, an dann ass déi Institutioun nach méi wäert wéi se et elo schonn ass.

Merci villmools.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Gira. An als leschte Riedner ass den Här Henckes agedroen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Merci, Här President. D'ADR ass net Member vun der Petitiounskommissioun, mä mir interesséieren ons awer ganz staark fir déi Sujeten, déi den Ombudsmann hei presentéiert huet a sengem Rapport. Ech wëll och dem Rapporteur, dem Här Bauler Merci soen. Hien huet ons e ganz gudden, detailléierte mëndlechen a schréftleche Bericht gemaach, deen engem d'Aarbecht och méi liicht mécht.

Da wëll ech vun der Geleeënheet profitéiere fir dem Marc Fischbach och Merci ze soen, deen déi Fonctioun vum Ombudsmann jo richteg institutionaliséiert huet an zu deem gemaach huet, wat se haut ass. Ech mengen, do huet hien eppes ganz Guddes gemaach am Intérêt vum Bierger a vun onsem Land. An ech wënsche senger Successorin déiselwecht gutt Naupen. Well ee gesäit, datt dat ganz vill Aarbecht ass.

Wat de Rapport selwer ugeet, do wéilt ech op e puer Sujeten agoen. Deen een ass, ob den Ombudsmann soll an ons Verfassung kommen. Do sinn ech éischter der Meenung, zimlech skeptesch doriwwer, datt et gutt wier, fir eenzel Institutiounen, déi der Chamber oder soss engem bis elo oder der Regierung ënnerstinn, fir elo déi alleguerten an d'Verfassung mat eranzesetzen.

Dann ass eng Diskussioun opkomm iwwert d'Organes de surveillance vun de fräie Beruffer. Do muss ech soen, datt et effektiv e puer Saache gëtt, déi och elo nach net klappen. Ech ginn e Beispill: Wann de Conseil de l'Ordre eng Plainte kritt, well een Affekot 600% méi gefrot huet wéi säin Adversaire an därselwechter Affär, dann dauert dat ee Joer, zwee Joer, vläicht souguer heiansdo nach méi, bis eng Äntwert kënnt. Mä an der Tëschenzäit sinn d'Suen awer blockéiert um Kont.

An do ass et also wichteg (veuillez insérer: datt eppes geännert gëtt), wann ee wëllt heiansdo esou e klengen Ausrutscher (veuillez insérer: évitéieren), et ass net oft esou de Fall, mä wann et passéiert, dann ass et awer grave. An d'Leit hésitéieren dann och, fir Reklamatioune weider ze maachen, well se sech soen: Majo, elo kann dat mer op d'Nues falen. Oder si verstinn net, wéi se sollen agéieren. Duerfir, mengen ech, wier et gutt, wann ee kéint méi op eenheetlech Prozeduren agoen a wou Délaien dra sinn, an deenen de Bierger muss eng Äntwert op déi eng oder déi aner Fro kréien.

Da schéngt ons och wichteg, datt mer déi Problematik vun den handicapéierte Kanner besser an de Gréff kréien. Mir gesinn elo, datt eng etlech Institutiounen dofir zoustänneg sinn, datt et och verschidde Reklamatioune ginn. An da wëssen d'Leit net, ob se do solle reklaméieren oder do. Duerfir wier et schonns emol gutt, wann den Ombudsmann selwer - d'Ombudsfra misst een en fait elo schonns soen - och kéint Kompetenze kréien, fir alleguerten déi Reklamatiounen do ze koordinéieren, datt do kéint och eng Kompetenz mat bäikommen, respektiv datt ee bei der Regierung géif eng Reklamatiounsstell och virgesinn, fir déi Froen do alleguerten op enger Plaz ze konzentréieren, an net an enger hallwer Dose Ministèren.

Dann eng Problematik, zwou Problematiken, déi ganz oft diskutéiert ginn a schonns laang. Dat eent ass déi vun de Saisieën. Mir hunn e Gesetzesprojet 4955, eleng d'Nummer weist schonn aus, datt e schonn zimlech laang am Gespréich ass, an do ass en Avis vum Conseil d'État vun 2010 komm an d'Regierung huet sech engagéiert nach, fir verschidden Amendementer virzehuelen. Mä d'Situatioun ass awer elo dramatesch. Do muss eppes elo geschéien! Woufir? Well et gesäit een, datt een, dee schafft an deen eng Famill huet, deen huet elo manner Suen iwwreg, wéi wann en um RMG wier, well dee ka jo net saiséiert ginn. An do ass eppes, wat net an der Rei ass a wou ganz vill Ongerechtegkeete geschéien, onser Meenung no.

Duerfir hat ech dat jo och an enger Proposition de loi schonns emol eng Kéier proposéiert. Dat ass, datt d'Saisieën, dee Montant, deen immuniséiert soll sinn, soll d'Leit incitéieren, fir nach ze schaffen. Dat heescht, e misst iwwert dem Montant vum RMG sinn. Ech mengen, dat ass de Prinzip, dee mir als richteg ugesinn. Well et kann net esou sinn, datt deen, dee schafft, herno en Nodeel huet vis-à-vis vun deem, deen den RMG kritt.

Dann, wat d'Verjährungsfristen ugeet, do ass hei am Rapport ugeklongen, wéi wann een do sollt éischter op eng Verjährungsfrist eenheetlech vun zéng Joer goen. Ech hunn do awer meng Bedenken. Woufir? Well d'Verjährungsfriste bei de Steiere si fënnef Joer respektiv zéng Joer, ënner verschiddene Konditiounen. Am Dossier, am Pénal gesinn ech schlecht, datt mer alles géifen op zéng Joer erofsetzen. Bref, et muss een hei déi Saache vläicht nach eng Kéier nei diskutéieren. Et muss ee kucken, wat d'Konditioune sinn, wou eng Interruptioun vun der Prescriptioun ka passéieren.

A mengen Ae misst dat iergendwéi an engem eenheetleche Gesetz virgesi ginn, wat déi administrativ Saachen ugeet. Do hu mer nach e bësselchen Duerchenaner. Dat ass effektiv mat Recht. Et kann net esou sinn, datt e Fonds du Logement Joren duerno op eng Kéier iergendwéi en Iertum entdeckt an datt d'Leit dann herno keng Piècen hunn. Ech mengen, do schéngt mer eppes ze sinn, dat ass, esou laang wéi de Bierger muss privat Extraits de compte halen oder eng Gesellschaft muss privat Extraits de compte halen, esou laang soll och d'Verjährungsfrist sinn. A wann dat eriwwer ass, dann hat de Stat oder d'Administratioun, déi concernéiert ass, dann hat déi ebe Pech. Dat sinn ablécklech fënnef Joer, a verschiddene Fäll zéng Joer. Mä et kann een de Leit net soen, datt se onbedéngt mussen all Extraits de compte oder all Facture, oder wat se soss kritt hunn, während zéng oder 15 Joer laang halen. Ech mengen, dat ass net de Fall elo schonn an da soll et fir Aktioune vun den Administratiounen och gëllen.

Dat gesot, nach eng Kéier, ass déi Aktivitéit vum Ombudsmann eng wichteg. A mir si frou och, datt mer déi Institutioun nach weider kënnen ausbauen an datt se mat der neier Responsabeler natierlech och wäert eng gutt Aarbecht leeschten.

M. le Président.- Merci dem Här Henckes. An elo kritt d'Regierung d'Wuert. Wien? Den Här Justizminister, den Här Gesondheetsminister, den Här Wirtschaftsminister, wie wëllt? Den Här Gesondheetsminister.

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Duerno de Justizminister. Ech ginn op dat an, op wat den Här Di Bartolomeo net ageet. Majo, duerfir loossen ech hien emol vir.

M. le Président.- D'Regierung huet 20 Minutten in globo, Här Gesondheetsminister.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Villmools Merci.

(Interruption)

Ech wäert ganz disziplinéiert sinn, Här President.

Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt mengen ech am Numm vun der Regierung kënnen dem Médiateur, der Médiatrice, der Médiateure, der Madame Médiateure Merci ze soe fir déi gutt Zesummenaarbecht, déi mer mat deene successiven Ombudsmänner a -fraen haten. Et ass eng Beräicherung och fir d'Regierung. Och wann heiansdo déi Diskussiounen, déi mer mam Médiateur oder mat der Madame Médiateure hunn, e bësse méi komplex a komplizéiert sinn.

Ech wollt just op zwee Punkten agoen, déi souwuel vum Rapporteur wéi och vun anere Kolleegen, ënner anerem dem Marc Angel an dem Camille Gira, opgeworf gi sinn, dat ass de Beräich Médiatioun an der Santé, d'Patienterechter insgesamt. Ech kann lech soen, dass mer nach virun der Vakanz de Projet iwwer e modernt Patienterecht wäerten an de Regierungsrot huelen an an deem Projet ass och en nationale Service de médiation virgesinn, deen net nëmme fir d'Spideeler, mä fir sämtlech Professionnels de santé wäert gëllen an deen eng Ulafstell wäert si fir all Leit, déi net méi am Beräich vun der Santé matenee kënne schwätzen an déi mer wëllen zesummebréngen. An, wéi gesot, de Projet wäert virun der Vakanz an de Conseil goen.

Selbstverständlech wäert dee Service och, sougutt wéi dat nëmmen iergendwéi méiglech ass, mam Médiateur zesummeschaffen. Do kann ee selbstverständlech Échangë maachen.

Also, Kloertext: E modernt Patienterechtsgesetz mat Médiatioun wäert an deenen nächste 14 Deeg, dräi Wochen op den Dësch kommen. Mir hunn d'Aarbechten ofgeschloss. Mir haten eng Préconsultatioun. Mir hunn an der Préconsultatioun enger Rei vun Avisë Rechnung gedroen. Dofir huet et am Virfeld e bësse méi laang gedauert. Et kann awer dofir ëmsou méi séier goe bei der Instruktioun vun deem dote Projet.

Dann e Problem, dee mer iwwer Joren och kontrovers diskutéiert hunn. Dat ass den Droit de recours am Beräich vun dem Reclassement professionnel. Mir hate bis elo Schwieregkeete fir op de Wee vun engem Rekursrecht ze goen, well den Avis vun dem Contrôle médical u sech schwiereg…, dass et schwiereg ass fir do e Recours unzesetzen.

Mir wäerten awer am Projet, dee sougutt wéi fäerdeg ass - déi finanziell Froe sinn nach an der Diskussioun -, e Rekursrecht bei enger Décisioun vun der Commission de reclassement usetzen, sou dass mer domat dem Wonsch vum Médiateur, deen e méi wéi eng Kéier geäussert huet, wäerte Rechnung kënnen droen an och net mengen, dass mat deem dote Recours d'Prozedur iwwerméisseg verlängert wäert ginn. Ech mengen, dat ass dee richtege Wee. Mir hunn eis ëmmer gestäipt dat unzesetze bei dem Avis vum Contrôle médical, mä bei enger regelrechter Décisioun vun der Commission de reclassement gëtt dat wierklech e Sënn.

Ech mengen, op déi aner Punkte wäert de Justizminister kënnen agoen. Dat sinn déi zwee Haaptpunkten, déi a mengem Beräich dra waren.

Ech wëll soen, dass vill vun de Fäll, déi un de Médiateur erugedroe gi sinn, aus dem Beräich Sécurité sociale komm sinn. Ech wëll awer soen, dass ganz vill vun deene Fäll konnten zur Zefriddenheet geléist ginn. Et ass och drop zréckzefëieren, an dat ass, mengen ech, eng Konklusioun, déi ech zéien, dass de Médiateur och an deenen eenzelne Ministèrë gutt Uspriechpartner muss hunn, déi e kënne begleede bei der Instruktioun vun deenen eenzelnen Dossieren an déi kënne mathëllefen, fir eng Solutioun erbäizefëieren. Mir hunn dat am Ministère de la Sécurité sociale. Mir sinn och amgaang déi Relaisen ze verbesseren an deene verschiddene Branchë vun der Sécurité sociale.

Voilà. Dat gesot, géif ech d'Tribün fräimaachen, Här President, fir mäin Zwillingsbrudder, de François Biltgen.

(Hilarité)

M. le Président.- Merci, Här Gesondheetsminister. An den Här Justizminister kritt d'Wuert.

(Interruptions)

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Merci, Här President. Dat erënnert mech drun, dass déi zwee Zwillingsbridder, mat awer zwou verschiddene Bluttgruppen, villes gemaach haten a mer och bal fäerdeg ware mat dem Reclassement professionnel. An ech hoffen, dass dat dann effektiv weidergeet, well mer vill och an der Vergaangenheet dru geschafft hunn, wat e reelle Problem ass, deen awer och net esou einfach ze léisen ass.

Ech wëll fir d'Éischt e puer Réflexions générales féieren. Déi éischt ass déi, dass den Ombudsmann, dee wuel Médiateur heescht, awer kee Médiateur ass an deem Sënn, wéi mer elo e Gesetz iwwert d'Médiatioun gemaach hunn. Ech soen dat ëmmer erëm. Ech wär méi frou, et hätt een en aneren Titel, och hei an der Chamber, wéi dee vum Médiateur. Ech weess, dass beim Ombudsmann gesot gëtt, dat ass eppes Skandinavesches. Mir hunn aner Titelen. A Frankräich ass den Numm scho gefall.

Well de Médiateur, dee mer ëmmer méi brauchen, dee mer zum Beispill och wëllen an der Fonction publique aféieren an eiser Reform, dee soll an der Santé erakommen, soll e Médiateur sinn am Sënn vum Médiatiounsgesetz wat mer gemaach hunn. Nämlech een, deen nëmme ka fräiwëlleg befaasst ginn a muss d'accord sinn an deen och nëmme ka Solutioune virschloen, awer net kann eng imposéieren.

Den Ombudsmann, dee mer beim Stat hunn, deen dierf sech awer net dorobber eleng beschränken. Dee muss wierklech méi hefteg virgoen an de Leit recht ginn. Well wann e just seet, mir bréngen déi zwee zesummen a kuckt, dass der eens gitt, da géif villes net erauskommen. Dat ass e bësselche mäi Problem mat der Begriffsverwirrung vu Médiateur/Ombudsmann.

Dat zweet ass, dass et en Organ vun der Chamber ass. Ech weess, dass den Owend nach vill Manifestatioune sinn, ënner anerem bei de Bauhären, ech kommen nämlech nach eng Kéier op déi zréck, deen Ordre professionnel. Ech wär just méi frou gewiescht, et hätt een eng Zäit fonnt, wou ee méi intensiv nach hei hätt kënnen iwwer Konklusiounen diskutéieren.

Well et ass alles e bësse méi komplex, wéi just ze soen, den Ombudsmann, dee seet elo eppes, wat der Regierung net schmaacht, an domadder hat et sech. Et kann een nämlech och uerdentlech mam Ombudsmann zesummeschaffen. An et kann ee jo proaktiv kucken, mam Ombudsmann zesummenzeschaffen. Et ass dat, wat mir am Justizministère gemaach hunn.

Mir hunn natierlech dee Virdeel, wëll ech och soen, dass den Ombudsmann an engem Gesetz, wat Der gestëmmt hutt, wat awer vill kritiséiert war intern, ier dass et koum, dass den Ombudsmann eng nei Aufgab kritt huet. Dat heescht, den Ombudsmann ass net nëmmen Ombudsmann. En ass och de Contrôleur externe vun alle geschlossene Raim.

Dat huet net nëmmen eppes mam Justizminister ze dinn. Dat huet och eppes mam Gesondheetsminister ze dinn. Et huet eppes mat der Polizei ze dinn.

Mä mir hunn opgrond vun där doten Aufgabestellung décidéiert gehat, am Virfeld vun der Élaboratioun vun den neie Gesetzer iwwert de Prisong an d'Exécution des peines, den Ombudsmann an d'Médiateure ze biede fir matzeschaffen.

Dat huet eis villes bruecht. Ech war och dofir e bësse getouft, wéi elo eng Organisatioun dee Projet total zerrappt huet. Also, alles ass do net… Et ass nach villes ze diskutéieren. Mä ech mengen, mir hu just an deem dote Projet versicht fir extrem vill de Mënscherechter Rechnung ze droen. Do wäerte mer och weider dru schaffen.

An een Element vun deem gudde Projet, deen awer do virläit fir mech wat d'Mënscherechter ubelaangt, huet och domat ze dinn, dass mer mat de Servicë vum Ombudsmann zesummegeschafft hunn an dat leeft och elo weider.

Ech mengen, mir si jo nach net fäerdeg mat deene Reformen. Mir hunn och elo mat der Madame Err en Accord fonnt, wéi mer eis d'Aarbecht opdeelen, ouni double emploi ze maachen, mä wéi mer wierklech kucken, wéi och den Ombudsmann hei kann dem Justizminister hëllefen op eng Partie Problemer anzegoen, déi sech effektiv och nach konkret am Praktesche stellen.

Villes huet nämlech net nëmmen eppes mat de Gesetzer ze dinn. Villes huet och mat deem Prakteschen ze dinn. Dofir soen ech, et kann een absolut gutt zesummeschaffen. De Justizminister ass net deen Eenzegen. Mä ech wollt awer hei soen, dass mer et hei wierklech fäerdeg bruecht hunn, an deem grousse Komplex vun der Reform vun eisem Système pénitentiaire, fir do eis Kräften ze bündelen an doduerch ze kucken, wierklech eng fortschrëttlech Reform ze maachen.

Ier dass ech op d'Konklusioune vum Rapport aginn, zwou Saachen, déi de Justizminister interesséiert, déi hei opgeworf goufen. Dat eent war d'Saisie-arrêt.

Et ass richteg, dass mer déi Amendementen nach net déposéiert hunn, well déi Amendementen net nëmme vum Justizministère musse geschriwwe ginn, mä si mussen och mam Familljeministère gemaach ginn.

An déi grouss Fro, déi sech stellt - déi huet iwwregens den Här Henckes hei opgeworf -, an dat ass déi, woufir mer ëmmer erëm ronderëm dréinen - ginn ech gären zou -, dat ass eben d'Fro: Wéi wäit ass de Revenu minimum garanti e Revenu minimum garanti? Oder wéi wäit kann en och ënnert d'Cessioun an d'Saisie falen? Dat ass déi grouss, och philosophesch Fro, wou effektiv bei de Servicen, wou zum Deel Ängschte bestinn a wou een ebe muss kucken, wéi een do eng uerdentlech Solutioun fënnt.

Ech wäert awer weider derfir suergen - mat der Madame Jacobs, et ass eise gemeinsame Wëllen -, dass mer kucken do eppes ze maache wat och d'Strooss hält a wat awer och praktesch exécutabel ka sinn. Do si mer effektiv..., hu mer dat nach net gemaach, wat mer versprach hunn, déi Amendementen ze déposéieren. Wäerte mer maachen.

Zweet Fro: d'Verjährung. Do ass elo emol déi éischt Stëmm, déi ech haut héieren hunn, dat war och erëm den Här Henckes, dee se eigentlech net do bei de Médiateur geschloen huet. Mir haten och ganz vill Retizenzen an der Regierung, fir ze soen, mir gi vun 30 Joer erof op zéng Joer. Allerdéngs si mer an enger Diskussioun, déi mer och mam Ombudsmann haten, dozou komm: Kommt, mir kucken elo emol zéng Joer ze maachen! An Däitschland si se op dräi erofgaangen, a Frankräich zéng respektiv fënnef Joer. Dat eent am Kontraktuellen, dat anert am Netkontraktuellen.

Ech mengen zwar schonn, dass et richteg ass, dass ee mat de Prescriptiounen erofgeet. Ech wëll dann och soen, dass dat, wat den Ombudsmann monéiert hat, dat waren och virun allem d'Prescriptioune bei staatleche Stellen. Och do wëll ech awer soen, dass d'Regierung d'accord war, fir do elo emol op zéng Joer erofzegoen.

An ech wëll dann och kucken, dass mer do géifen e Projet de loi awer an deem dote Sënn aféieren. Also, wéi gesot, hei si mer kloer am zivilrechtleche Beräich, net am strofrechtlechen; dass een dat net verwiesselt mateneen. Den Ombudsmann huet och näischt gesot iwwert déi strofrechtlech Verjährung; hei sinn déi zivilrechtlech.

Da wollt ech op de Rapport agoen an nach eng Kéier soen, dass eng Partie Saachen nu wierklech eigentlech d'Chamber selwer interesséieren. Duerfir wollt ech och net hei eng Meenung ginn, ob den Ombudsmann an d'Verfassung gehéiert, ob e soll e weidere Champ de compétences kréien. Ech mengen, dat ass nu wierklech d'Chamber, déi dat soll diskutéieren. D'Regierung wäert sech där Debatt net verschléissen. Ech mengen, et ass emol virun allem eng Debatt vun der Chamber, wou haut wuel jiddweree seng Meenung gesot huet, mä wou et vläicht besser gewiescht wär, et hätt een och kënnen zu Konklusioune kommen.

Ech wëll dat soen, dass mer muer beim Här Meyers an der Institutiounskommissioun ufänken, iwwert d'Verfassung ze diskutéieren. Eng Kéier muss dann déi Fro och gekläert ginn, an deem engen oder an deem anere Sënn.

Ech ginn net an op déi lescht Fro iwwert de Service de l'éducation différenciée. Ech mengen, hei ass op der Chamberstribün alles gesot ginn, wou deen Dossier elo zurzäit drun ass, eben opgrond vun enger Partie anere Prozeduren. Duerfir loossen ech dat elo hei ausgeklammert.

An ech wëll virun allem dann, an dann och zum Schluss, Här President - jo, ech hunn nach e bëssen -, agoen op déi Recommandatioun 45, „l'institution d'un organe de surveillance auprès des ordres professionnels".

Dozou Folgendes: De Médiateur - Ombudsmann, besser gesot dann - huet... Jo, elo gëtt et méi schwiereg, deem säi Successeur huet d'Fanger op eng Wonn geluecht an eng Propositioun gemaach, déi awer méi Froen opwerft wéi se der léist. An ech mengen, do ass e bësselchen e Problem an der Diskussioun komm.

Da kënnt nämlech derbäi, dass et awer verschidden där Organer gëtt an dass et vläicht net klug war - gutt, en huet et elo gemaach -, fir ze soen: Mir maachen een Organe de surveillance fir sämtlech Ordres professionnels.

Woubäi ech wëll soen, well ech dat hei héieren hunn, et geet net ëm d'Beruffskummeren. Hei si guer net d'Beruffskummere viséiert. Et huet näischt mat de Beruffskummeren ze dinn. Et huet eppes mat den Ordres professionnels vun de liberale Beruffer ze dinn.

Et ass awer e groussen Ënnerscheed tëschent den Architekten an den Ingenieuren an deenen aneren. Duerfir hat ech virdru vu Bauhärepräis gesot. Dat ass awer eng aner... Dat ass och en Ordre réglementé, eng Profession réglementée. Et kann ee se awer net zum Beispill mat den Affekoten, mat den Notairen, mat de Huissieren an een Dëppe geheien. Duerfir, mengen ech, ass déi richteg Fro, déi opgeworf gouf vum Marc Fischbach, dat ass déi: Fonctionnéiere se? Kréien d'Leit eng Äntwert? Geet et weider? Dat ass déi richteg Fro.

Herno ass sech just net mat dem Diagnostic beschäftegt ginn, mä just mat der Solutioun, déi virgeschloe gouf. An déi, soen ech, ass schwiereg ëmzesetze fir jiddwereen. Ass souguer schwiereg och fir d'Affekoten ëmzesetzen, wann op eemol do Riichter kommen, déi driwwer sinn. Duerfir, mengen ech, ass d'Fro richteg opgeworf, bleift richteg opgeworf, mä et soll ee vläicht kucken, an all Ordre professionnel seng eege Solutioun ze fannen.

Ech mengen, meng Kolleegin, d'Madame Hetto vum Mëttelstandsministère, déi ebe fir eng Partie Ordres professionnels zoustänneg ass, huet jo scho gesot, si kéint mat där neier Propositioun, déi elo an der Diskussioun mat der Madame Err erauskomm ass, fonctionnéieren. Ech selwer hat Gespréicher zum Beispill bei den Notairen, wou ech och ähnlech Gespréicher mat hinne gefouert hunn, wou ech awer muss soen, dass doduerch, dass iwwerhaapt dat Gespréich opkomm ass, ech an deene leschte Méint gemierkt hunn, dass keng Reklamatioune méi bei de Justizminister kommen. D'Notairen hu mëttlerweil..., do komme keng Plaintë méi, dass et net géif weidergoen, sou dass och do eng Reaktioun komm ass.

An dat wëll ech och soen: Fir mech ass et wichteg, dass dee Constat, dee gemaach gouf vum Marc Fischbach, dass deen net méi erëmkënnt, egal wat fir eng Solutioun een elo fënnt. Duerfir wär ech och méi frou, et géif een net soen, mir maachen eng Solution globale fir alles. Mä kommt, mir kucken iwwerall, wou mer um Conseil de l'ordre sinn, fir dat ze maachen.

De Justizministère huet der dräi. Dann, wéi gesot, ass de Gesondheetsminister concernéiert. Dann eben d'Mëttelstandsministesch mat dem Ordre des architectes et des ingénieurs-conseils an dem Ordre des experts-comptables. De Gesondheetsminister mam Collège médical. Ech mengen, et soll jiddweree bei sech kucken, mat de Leit ze schwätzen, wéi ee ka Solutioune fannen.

Wat ech net wéilt hunn, well dat awer e wesentlecht Element vun eiser Organisatioun an och vun de fräie Beruffer ass, dat ass, dass ee géif elo soen: Mir schafen d'Conseils de l'ordre of. Mä do, wou Problemer sinn, an do sinn der jo festgestallt ginn, do soll ee kucken, d'Leit esou och selwer ze responsabiliséieren, dass se selwer uerdentlech Solutioune fannen. A wéi gesot, ech hu festgestallt, dass bei den Notairë gekuckt ginn ass, dass keng méi kommen. Beim Conseil de l'ordre vun den Affekoten ass vill gesot ginn, dass et do verschidde Problemer gëtt. Mir solle weider dru schaffen. Mir sollen en Dialog féieren.

An ech mengen, déi lescht Réunioun, déi Är Kommissioun hat, d'Petitiounskommissioun, och mat der Madame Err, huet jo gewisen, dass ee kann op e manner zentralistesche Wee goen. Mä et soll ee weider doriwwer diskutéieren. An ech wëll Iech och soen, dass duerfir och d'Regierung frou ass, wa mer elo nei Weeër fannen, amplaz déi Solutioun, déi de Marc Fischbach virgeschloen huet. Mä et ass net d'Oflehne vun där Solutioun, déi d'Regierung géif dozou brénge, fir ze soen, mir sollen net weider driwwer diskutéieren.

Well wann déi Professions réglementées net uerdentlech fonctionnéieren, da stelle se sech jo selwer a Fro. A wa mer dat net wëllen - a mir wëllen dat net, soen ech och als Regierung, mir wëllen dat net -, da solle mer och mat hinnen diskutéieren, mä si selwer forcéieren, fir Solutiounen ze fannen.

An ech soen, no deem neie Médiatiounsgesetz gëtt et jo déi Méiglechkeet. D'Affekote kennen dat schonn. Mä et gëtt och nach aner Plazen, wou een dat dote ka maachen.

Voilà, Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, dat waren eigentlech déi Saachen, déi ech dozou ze soen hat. Ech géif Iech och bieden, an der Kommissioun selwer ze kucken, wéi een..., well ech hu souguer d'Gefill esou haut gehat, dass dat esou op Order ass, et steet am Gesetz, dass ee soll eng jährlech Debatt féieren, dass dat esou e bësselchen e lästegen Exercice ass.

D'Fro ass, ob een net kéint och kucken, wéi een déi Debatten nach méi kéint méi intensiv féieren, fir och vläicht zu méi direkte Konklusiounen a Schlussfolgerungen ze kommen, woumat een dann och kéint d'Chamber, och e bësselchen d'Regierung ënner Drock setzen, a sech ënner Drock setzen, fir weiderzekommen.

Ech mengen, mir hunn elo eng gewëssen Erfahrung gemaach.

CHAMBRE
DES DÉPUTÉS

Chamber TV

**weist all
öffentlech
Sëtzung
live an integral**

An der Stad
***um Kanal S29 (Coditel) oder
um Kanal S40 (Eltrona/Siemens)***
•
Zu Esch
um Kanal S24 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Déifferdang
um Kanal S29
•
An der Gemeng Diddeleng
um Kanal S32
•
An der Gemeng Nidderaanwen
Kanal S29
•
An der Gemeng Bartreng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Walfer
um Kanal S29 / 367.25 Mhz
•
Zu Biwer an zu Wecker
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bous
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bërmereng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Konter
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dippech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dikrech
um Kanal S19 / 287.25 MHZ

Zu Iermsdref
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Esch-Sauer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Nidder- an Uewerfeelen
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Gréiwemaacher
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hieffenech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hesper
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Kielen (& Brameschhaff),
Keespelt, Meespelt,
Ollem an Nouspelt
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Mamer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Manternach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Medernach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

(Interruption)

Mir hunn eng gewëssen Debatt, mir hunn eng gewëssen Erfahrung elo. An ech mengen, et soll een dann elo hei kucken, wéi mer weiderkommen. D'Regierung verschléisst sech op alle Fall där Diskussioun net.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Justizminister. Domadder wiere mer um Enn vun der Diskussioun iwwert deen dote Punkt a mir kéimen dann zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour fir haut de Mëtteg.

D'Fraktioun vun deene Gréngen huet eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Reform vum Droit d'auteur am digitalen Zäitalter ugefrot. Hei ass d'Riedezäit nom Artikel 84, zweeten Alinéa vum Chambersreglement festgehalen a gesäit Folgendes vir: Där Fraktioun, déi d'Aktualitéitsstonn ugefrot huet, stinn zéng Minutten zou; deenen anere Fraktioune jeeweils fënnef Minutten; de Sensibilités politiques zwou Minutten an der Regierung eng Véirelstonn.

Bis elo hu sech ageschriwwen: d'Madame Adehm, den Här Berger, den Här Fayot an den Här Henckes. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Claude Adam als Vertrieder vun der Fraktioun vun deene Gréngen.

9. Heure d'actualité du groupe déi gréng sur la réforme du droit d'auteur dans l'époque digitale

Exposé

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Droits d'auteur sinn esou eng wichteg a komplex Matière, datt ech an deenen zéng Minutten, déi ech hei fir déi gréng Fraktioun Zäit hunn, net op all Aspekter kann agoen. An ech soen Iech och direkt, Här President, ech hunn eng Motioun derbäi. Ech wäert also nach e bëtselchen iwwert déi zéng Minutte vun der Zäit erausgoen.

D'Droits d'auteur schützen zum Beispill literaresch oder aner künstleresch Wierker an hir Créateure respektiv Auteuren, andeems se hinnen exklusiv d'Entscheedungsgewalt, wat d'Notzungsrechter vun hire Wierker ugeet, zougestinn. Selbstverständlech gëtt et awer net just an der Konscht Auteuren an Droits d'auteur, mä och an der Wëssenschaft, an der Industrie, bei den Architekten, Film a Fernseh. An et ass ganz kloer, datt ganz allgemeng d'Droits d'auteur an do derniewent d'Droits voisins ee gewaltegt kommerziellt Potenzial duerstellen.

Ech ginn net op déi verschidden Aspekter vun der Législatioun an an och net op all Detailer. Ech kann Iech do just wäermstens recommandéieren, niewent enger Rei interessante Publikatiounen um Site vum Office de la propriété intellectuelle mindestens och d'Nummer 305 vun der Zäitschréft „Forum" vum Mäerz 2011 ze liesen. Ech hunn déi Zäitschréft iwwregens abonnéiert, hunn awer bei menger Preparatioun op den Internet zréckgegraff, wou dës Zäitschréft integral, fräi a gratis ze fannen ass.

An domat wier ech och scho matzen am Sujet vun der Heure d'actualité vun de Mëtten.

Mir liewen an enger Zäit, wou ee groussen Deel vun de geeschtegen a kënschtleresche Wierker scho vum éischten Dag un, wou se entstan sinn, praktesch onendlech - well ouni Qualitéitsverloscht - reproduzéierbar sinn. Dat kann ee begréissen, well esou ka Kultur enger grousser Unzuel vu Leit zougänglech gemaach ginn.

Dat ass awer bäi Wäitem net esou onproblematesch, wéi et vu verschiddene Säiten duergestallt gëtt. D'Urheberrecht ass eigentlech eng zimlech jonk Erfindung. Éischt legislativ Initiative sinn et zwar schonns 1836 zu Lëtzebuerg ginn. Eng komplett Législatioun gëtt et awer eréischt zënter 1898 bei eis.

Mä och haut hu mer nach, oder vläicht kann een och soen, mir hunn erëm nees eng relativ Rechtsonsécherheet, besonnesch wat de Punkt vun der Copie privée ugeet. An ech zitéieren do den RTL-Site vum 1. Mäerz 2012: „Zu Lëtzebuerg kann ee weider schwaarz am Internet eroflueden, ouni dofir bestrooft ze ginn, soulaang een dat net aus geschäftleche Grënn mécht, fir zum Beispill domat Profit ze maachen."

An enger gemeinsamer Wirtschafts- a Mediëkommissioun huet de Wirtschaftsminister Etienne Schneider den Deputéierten nach eemol erkläert, datt sech zu Lëtzebuerg net wierklech eppes wäert änneren, wann den ëmstriddenen ACTA-Accord bis a Kraaft trëtt.

Mir sinn éischtens der Meenung, datt den ACTA-Accord mat der Oflehnung vum Handelsausschoss vum Europaparlament d'lescht Woch net nëmmen ëmstridden, mä éischter mausdout ass, a mir fannen zweetens dës Interpretatioun vum Minister, dat heescht eng Limitatioun op kommerziell Verstéiss, gutt.

Allerdéngs stinn dem Minister sengen Aussoen zum Beispill d'Ausso vum Jean Putz, Auteur vum Buch „Le droit d'auteur au Luxembourg", entgéint. Ech zitéieren doraus: «Il est douteux si le droit à la copie privée existe actuellement au Luxembourg, puisque la loi subordonne son exercice à ce que les auteurs perçoivent en échange une compensation équitable. Or, le règlement grand-ducal censé définir les modalités de calcul et de perception de cette compensation n'a jamais vu le jour.»

Déi Ausso vum Här Putz steet iwwregens net op enger privater Homepage oder bei Luxorr, mä um Site vum Ekonomieministère selwer.

D'Geschicht weist eis, datt d'Urheberrecht ëmmer e relativ flexibelt Instrument war, dat sech de jeeweilegen techneschen Neierungen ugepasst huet. Den Ënnerscheed vun haut zu fréier ass virun allem d'Tatsaach, datt déi nei Medien d'Urheberrecht fir all Mënsch relevant gemaach hunn, an net just nëmme méi fir d'Kënschtler an déi grouss Mediëkonzernen.

Mir sinn haut eigentlech alleguer gezwongen, d'Regelwierk vun den Droit-d'auteuren ze kennen, et anzehalen oder et eben net anzehalen a sech an der Illegalitéit oder der Grozon tëschent Illegalitéit a Legalitéit opzehalen.

déi gréng sinn der Meenung, datt et héich Zäit gëtt och hei zu Lëtzebuerg, sech mat enger Reform vun den Droits d'auteur ze befaassen. Hei zu Lëtzebuerg ass d'Propriété intellectuelle als Ganzes am Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur ugesiedelt. Dat mécht zum Deel Sënn, well d'Propriété intellectuelle jo och nach Brevete fir Erfindunge betrëfft genausou wéi d'Marke vu Produiten an Déngschtleeschtungen, Produktiounsgeheimnisser an esou weider.

Dat kann eng Chance si par rapport zum Ausland, wou d'Droits d'auteur entweder bei der Justiz leien oder an de Kulturministèren. Dat kann awer och en Nodeel sinn, wann déi kulturell an déi juristesch Aspekter ze kuerz kommen. A mir hunn d'Gefill, dat wier zu Lëtzebuerg am Moment de Fall.

Dem däitsche Museker a Schréftsteller Sven Regener seng Wutried, wou hie sech iwwert d'Piraterie an YouTube iergert, hunn ech mer ugehéiert - natierlech op YouTube, wou da soss. Engersäits kann ech déi Roserei vun engem Kënschtler verstoen. Et sinn iwwert déi lescht Méint a Joren och Aussoe gemaach ginn, déi all Mënsch, dee säi Liewensënnerhalt als Kënschtler verdéngt, mussen op de Bam dreiwen.

Ech zitéieren aus dem „Forum" vum Mäerz 2011: „Aber wie sollen Künstler denn Geld verdienen? Die einzige richtige Antwort darauf ist: Wie sie wollen!"

Här President, léif Kolleegen a Kolleeginnen, esou einfach däerfe mer eis et awer net maachen! Ech froe mech wierklech, wéi ee Gesellschaftsmodell Leit eis wëlle verkafen, déi esou eng Ausso schréftlech, also reflektéiert zum Beschte ginn.

Ech zitéieren eng Ausso vun deeneselwechten Auteuren aus därselwechter Zeitung: „Das Urheberrecht muss sich von der Idee des Eigentums trennen und akzeptieren, dass eine Idee keine Ware ist. Einmal ausgesprochen (veröffentlicht), lässt sich eine Idee nicht mehr einfangen, sie gehört niemandem und darf von jedem benutzt werden. Diese Entwicklung ist nicht nur nicht mehr aufzuhalten, sondern auch zum Vorteil der Schöpfer und eines breiteren Zugangs zu Wissen und Kultur."

Wat hei iwwer eng Iddi geschriwwe steet, ass richteg. Den Droit d'auteur ass jo och net applicabel op Iddien. Wann allerdéngs d'Aarbecht oder d'Wierk vun engem Kënschtler nach just de Statut vun enger Iddi soll hunn, dann ass et fir eis kloer, datt dat net méi akzeptabel ass.

déi gréng sinn awer der Meenung, datt mer mussen d'Gesetzgebung iwwert d'Droits d'auteur reforméieren, ënner anerem och, fir datt d'Rechter vun den Auteuren och an Zukunft kënne respektéiert ginn. Eis ass et wichteg, eng nei, fair Balance tëschent den Interesse vun den Auteure selwer, vun de Firmen, vun de Konsumenten a vun der Gesellschaft als Ganzes ze fannen.

Mir fannen et och wichteg, engem vun de Grondprinzipië vum Web 2.0 an dem digitalen Zäitalter eng legal Basis ze ginn, nämlech dem Prinzip vum Sharen a Remixen, dee grondsätzlech net op déi aktuell Législatioun passt.

An dann de Punkt vum Filesharing. Mir sinn der Meenung, datt et onrealistesch an och onméiglech ass, de Filesharing ze ënnerbannen. Dat géif just goen, wa mer de fräien Internet géifen ofschafen, wa mer d'Schrëtter vum Internet géife kontrolléieren. Dat ass fir eis absolut inakzeptabel.

Mir gesinn och déi positiv Säite vum Filesharing: e breede kulturellen Austausch zu engem minimale Präis. An et gi jo net nëmme piratéiert Wierker doriwwer ausgetosch.

Mir si frou, datt mer de Minister do op eiser Säit hunn. Mir hu just Zweifel, datt mer schonn esou wäit sinn, wéi hie gemengt huet, datt mer wieren. Am Moment schéngt déi Grozon vum Downloaden nach all Mënsch ze arrangéieren. Mir ginn allerdéngs dovun aus, datt dës bequem Positioun net éiweg haltbar ass.

De Filesharing huet jo niewent dem Volet Downloading och prinzipiell e Volet Uploading, an dee schéngt eis rechtlech och kloer ze sinn. Dat dierft och zu Lëtzebuerg illegal sinn. Mir mussen eis als Gesellschaft duerfir dréngend Gedanke maachen, wéi mer de Filesharing fir den net kommerziellen Austausch kënne legaliséieren. Wéi wäit datt eng Flatrate fir déi eventuell finanziell Verloschter fir Künstler misst agefouert ginn, och doriwwer léisst sech diskutéieren.

Mir verspären eis net vu vireran esou enger Mesure, ginn awer emol direkt ze bedenken, datt et duerchaus Beispiller gëtt, wou Filesharing éischter zu enger Hausse vun de Recettë vu Künstler bäigedroen huet, wéi datt et Künstler geschiedegt huet. En illustert Beispill aus der IT-Branche: Microsoft Windows hätt global ni esou eng Dominanz op de PCen erreecht, wann en net hätt kënne relativ einfach kopéiert a weiderverdeelt ginn.

Natierlech behalen d'kommerziell Ubidder hire Marché. Si musse mat besserer Qualitéit, engem schnelle Service, enger flotter Plattform, dem Marketing ronderëm hire Produiten iwwerzeegen. D'Majoritéit vun de Leit bezuele guer net esou ongär, wann de Service uerdentlech ass. iTunes weist et. Mä den digitale Marché ass nach oft un national Grenzen oder u Software- an Hardware-Restriktioune gebonnen. D'Angebot ass och haut nach net optimal.

Et ass kloer, datt et net nëmme Gratiskultur däerf ginn. Gratis ass kee Mënscherecht. Dat illegalt Geschäft mam Eroflueden ass ënner anerem och grouss ginn, well déi grouss Mediëkonzernen dat legaalt Geschäft verschlof haten. Déi Kënschtler an Auteuren, déi wëllen, mussen hir Wierker awer och kënne fräi a gratis weiderginn. Dat ass am Moment net esou selbstverständlech wéi et kléngt.

D'Situatioun zu Lëtzebuerg ass allerdéngs liicht eng aner wéi an eisen Nopeschlänner. Eis Verwäertungsgesellschaften, SACEM a Luxorr, fir just déi zwou gréisst ze nennen, trieden anescht op wéi hir Schwëstergesellschaften am Ausland. Dat huet wahrscheinlech virun allem eppes mat der Gréisst vum Land ze dinn, also mat der Gréisst vum Lëtzebuerger Marché. Eis Verwäertungsgesellschaften hëllefen hire Memberen, de Rechtsinhaber, hir Rechter ze verwäerten, och international. Trotzdeem musse mer eis regelméisseg froen, ob dëse System nach ëmmer gerecht oder gerecht genuch fir d'Auteuren ass an ob en net misst ugepasst ginn.

déi gréng sinn der Meenung, datt mer mussen d'Gesetzgebung iwwert d'Droits d'auteur reforméieren, ënner anerem och, well et een enorme Bedarf gëtt, fir Patrimoine an der Nationalbibliothéik ze retten an zougänglech ze maachen duerch Digitaliséieren. Mä duerch déi extrem laang Duréeë vun Droits d'auteur ass d'Rechteklärung mindestens schwiereg an dacks souguer onméiglech.

Mir sinn der Meenung, datt et just den Interesse vu grousse Mediëkonzernen déngt, wann d'Droits d'auteur bis 70 Joer nom Doud vum Auteur gëllen, an och d'Eropsetze vun den Droits voisins vu 50 op 70 Joer, wéi et nach elo kuerz mat der EU-Direktiv vum 27. September 2011 gemaach ginn ass, schéngt eis d'Resultat vum Drock vu grousse Mediëkonzerner ze sinn. Et gouf eng ganz Rei Etüden, déi gewisen hunn, datt esou eng Mesure net géif a Relatioun zu den Interesse vun de Kënschtler stoen.

Bei den Droits d'auteur handelt et sech ëm e komplizéiert internationaalt Regelwierk. Do wou et awer schonns kontraktuell Méiglechkeete gëtt, fir am Sënn vun engem modernen, digitalen Droit d'auteur weiderzekommen, sollte mer zu Lëtzebuerg Zeeche setzen an einfach emol ufänken. Mir sinn nämlech hannendran.

Ech ginn e puer Beispiller. Éischtens, wat „open access"-Mandater fir öffentlech gefördert Fuerschung betrëfft. D'Uni Lëtzebuerg hat am Mee dëst Joer eng Informatiounsversammlung iwwert d'Virdeeler vun dem „open access"-Wee organiséiert. „Open access" ass näischt Geheimnisvolles méi, mä wäert a kuerzer Zäit déi allgemeng verflichtend Norm ginn.

Wat ass d'Positioun vun der Regierung zu „open access"? Wéi huet den FNR sech hei positionéiert? Wéi stinn eis CRPen zu där Erausfuerderung?

Zweet Beispill: Wéi steet et mam Benotze vun „creative commons"-Lizenzen? Mindestens an eise Schoulen? Missten net wéinstens eis Schoulen déi Pilotprojeten ëmsetzen, explizit wënschen, datt d'Léiermaterialië weiderbenotzt kënne ginn? Ënnerstëtzt a fördert den Éducatiounsministère - eventuell duerch de SCRIPT -d'Entwécklung vun oppene Léiermaterialien? Dat heescht, investéiert de Ministère an dës Entwécklung?

En drëtt Beispill: D'SACEM a Frankräich huet e Pilotprojet gestart, wou se hire Membere gestatt, fir parallell „creative commons"-Lizenzen ze benotzen. Wier eis SACEM bereet, sech esou engem Projet unzeschléissen?

Mir kéinte jo souguer e bessere Pilotprojet maachen, well mer jo zumindest engem Deel vun de Kritike kéinte Rechnung droen, déi dësem Projet a Frankräich entgéintgesat gi sinn.

Véiertens, wat leeft am Beräich „open data" zu Lëtzebuerg? Alles a Botter oder alles entschlof?

Fënneftens, an zu gudder Lescht nach: Wéi ass et mat deem feelende Règlement grand-ducal zur Copie privée? Loosse mer dës Situatioun esou bestoen oder solle mer dat méi kloer regelen?

Här President, léif Kolleegen a Kolleeginnen, Dir gesitt, et geet bei den Droits d'auteur engersäits ëm den internationale Beräich, wou mer natierlech aktiv solle sinn, mä wou mer eleng net vill erreeche kënnen, an da gëtt et de Beräich, wou mir elo scho vill méi aktiv kéinte sinn, wéi mer et am Moment sinn. Hei si vill Aspekter, déi matspillen, also vill Ministèren, déi betraff sinn: d'Recherche, d'Éducation nationale, den Enseignement supérieur, d'Kultur.

Wou ass dee Forum, d'Debatt, fir grondsätzlech ze iwwerleeën, wéi den Droit d'auteur an d'Droits voisins solle weiderentwéckelt ginn? Wéi kënne mer nei, innovativ Firmen ulackelen, déi op Sharing a Remixing ausgeriicht sinn? Wou ass d'Kompetenz an de Schoulen, an de Bibliothéiken, an der Regierung, fir mat deenen neie Froe richteg ëmzegoen?

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren, Här President, an ech déposéieren dann eng Motioun, wou ech déi Punkten, déi ech hei opgeworf hunn, zréckbehalen. Ech wier frou, wann ech d'Ënnerstëtzung vun der Chamber do kréich.

Merci.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que le régime actuel du droit d'auteur et de ses droits voisins n'est plus adapté aux réalités de l'ère numérique et nécessite une réforme en profondeur à l'échelle internationale;

- déplorant que les projets de réforme des dernières décennies dans certains États membres de l'UE de même qu'au niveau international aient surtout opté pour un élargissement de la durée de protection en la portant de 50 à 70 ans après la mort de l'auteur et pour une extension du catalogue des sanctions et une répression accrue des infractions;

- rappelant qu'une réforme du droit d'auteur et des droits voisins ne peut pas être élaborée avec comme seul critère l'aspect économique, mais qu'elle concerne aussi la culture et l'éducation;

- convaincue qu'une réforme se doit de trouver un rapport plus équitable entre les intérêts des auteurs/créateurs, respectivement des professionnels vivant des retombées des droits d'auteur et des droits voisins, ceux des consommateurs et ceux de la société en général;

- estimant qu'en attendant une réforme plus profonde et à long terme de la législation européenne, il existe déjà aujourd'hui une série de principes et de pistes d'actions facilement transposables qui permettront à la société luxembourgeoise de profiter des atouts de l'ère numérique;

- évoquant notamment comme exemples la promotion de l'«open data», de l'«open access» et des licences libres «creative commons» ou autres, de même que la question de la «copie privée»;

invite le Gouvernement

- à mettre en place dans les meilleurs délais un forum de discussion incluant à la fois les différents acteurs et associations professionnelles concernés et des représentants des consommateurs et de la société civile afin de charger ce forum de la conceptualisation des pistes nécessaires pour une réforme en profondeur du droit d'auteur et un rapport plus équitable entre les intérêts des uns et des autres;

- à s'engager au niveau de l'Union européenne en faveur d'un droit d'auteur plus équitable;

- à lancer rapidement des initiatives au niveau des pistes d'actions réalisables et à court terme afin de mieux profiter, en tant que société luxembourgeoise, de certains atouts de l'ère numérique.

(s.) Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Josée Lorsché, Viviane Loschetter.

M. le Président.- Merci dem Här Adam. Als éischt Riednerin ass d'Madame Diane Adehm agedroen. Madame Adehm, Dir hutt d'Wuert.

Débat

Mme Diane Adehm *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Droit-d'auteurs-Gesetz ass aus dem Joer 2001 a baséiert op enger europäescher Gesetzgebung. Et gouf zwar e puermol modifizéiert, mä d'Basis vun dësem Gesetz ass awer méi wéi zéng Joer al. An de leschten zéng Joer huet awer vill geännert, virun allem wat déi nei Medien an Technologien ugeet. Mir sinn amgaangen, ëmmer méi Internet an eisem dagdeegleche Liewen ze benotzen, sief et fir eis ze informéieren, fir anzekafen an och fir eis Fräizäit ze gestalten, andeems mir zum Beispill Bicher, Filmer oder Musek iwwer Internet eroflueden.

Grad dëse Volet, nämlech d'Erofluede vu Bicher, Filmer oder Musik, huet an de leschte Wochen zu méi oder manner animéierten Debatten an der Öffentlechkeet gefouert. Hei ginn oft verschidde Saache matenee vermëscht. Bei ACTA geet et drëm, fir repressiv géint all Zort vu Piraterie virzegoen, déi eis Ekonomie vill Sue kascht. Och wann ACTA wahrscheinlech am Juli vum Europäesche Parlament ofgelehnt gëtt, esou heescht dat net, dass an Zukunft all illegalen Download aus dem Internet erlaabt ass. All illegalt Erofluede vum Internet ass strofbar zu Lëtzebuerg wéi och a ganz Europa, an dëst laut dem Gesetz iwwert d'Droits d'auteur.

Mir stinn haut virun engem Débat, dee ganz polariséiert ass. Engersäits mussen d'Auteure geschützt ginn am Internetzäitalter. D'Auteure maachen eng kreativ Aarbecht a si sollen eng gerecht Bezuelung dofir kréien. Mat dësem Punkt ass jo eigentlech och bal jiddwereen heibannen averstanen. Mä et ass wichteg, et ëmmer erëm ze ënnersträichen. Anerersäits wëlle mir fräien Accès zu allem, wat et op Internet gëtt. „Fräi" heescht net onbedéngt gratis, mä et heescht accessibel. A grad hei gëtt et verschidde Barrièren.

Eng Barrière, déi reng technescher Natur ass, besteet am sougenanntenen „geoblocking". Dat heescht, dass mir guer net d'Méiglechkeet hunn, fir als Lëtzebuerger eppes op verschiddenen Internetsiten ze kafen.

En anere Problem ass, dass mir verschidde Wierker net um Internet kafe kënnen, well einfach kee se ubitt. Dës Situatioun ass haaptsächlech doduerch entstanen, dass all Land an der EU seng eege Législatioun huet, wat d'Droits d'auteur ugeet, an dass den Droit d'auteur ëmmer nach territorial, also Land pro Land, determinéiert gëtt. All Land huet och seng national Société de gestion collective, déi d'Droits d'auteur vun de verschiddenen Auteure verwalt. Fréier hunn dës national Sociétéiten dann ënnerenee Kontrakter ausgehandelt. De Virdeel vun dësem System war, dass den Auteur een eenzegen Uspriechpartner hat, an d'Fournisseure vun Œuvren haten och een eenzegen Uspriechpartner.

Déi sougenannte Contrats de réciprocité, déi vun de verschiddene Sociétés de gestion collective ausgehandelt gi waren, sinn awer vun der Europäescher Kommissioun annuléiert ginn. Elo muss all Fournisseur, dee Wierker vun ënnerschiddlechen Auteuren a verschiddenen EU-Länner wëllt verkafen, mat deene respektive Sociétés de gestion collective verhandelen.

Et ass awer eben nun emol esou, dass grouss Ubidder haaptsächlech déi Produitë verkafen, op deene se vill verdéngen, sief et, well et sech ëm bekannten Auteuren handelt oder well se einfach e gewëssene Volume verkafen.

Déi grouss Fournisseure sinn awer net ëmmer u klengen, manner bekannten Auteuren interesséiert. Well net genuch un hinnen ze verdéngen ass, verhandele si guer net mat de Sociétés de gestion collective, déi dës Auteure vertrieden. D'Resultat ass, dass déi kleng oder manner bekannten Auteure guer net d'Méiglechkeet hunn, fir iwwer grouss a bekannten Ubidder op sech opmierksam ze maachen. Duerfir setze grad dës Auteuren oft hir Œuvrë gratis op Internet zur Verfügung. Nëmmen esou ass et méiglech, dass si, wéi een esou schéi seet, entdeckt ginn an dass si doduerch dann och vläicht eng Kéier kënne vun hire Wierker liewen.

Et ass genee an dësem Beräich, wou ee sech muss Gedanke maachen, wéi een et fäerdegbréngt, dass déi Leit, déi eppes schafen, dëst och kënnen engem gréisstméigleche Publikum zu engem räsonabele Präis méi no bréngen. Ausserdeem ginn nei Servicer iwwert den Internet ëmmer um Ufank a grousse Länner ugebueden, an duerno eréischt an deenen anere Länner. Dëst erkläert sech duerch d'Käschten-Notzen-Rechnunge vun den Ubidder. An duerfir kënnt da Lëtzebuerg heiansdo eréischt zum Schluss drun, wann dann iwwerhaapt. Dëst ass frustrant fir de Consommateur, well e gesäit deen neie Service, mä e kann en einfach net kafen.

An da kënnt och nach d'Diskussioun, wat mat deenen Auteure geschitt, déi, fir eppes Neies ze schafen, Œuvres benotzen, déi schonns existéieren an déi scho geschützt sinn duerch Droits d'auteur. Dëst ass ganz vill de Fall um Internet, wou et einfach ass, fir Wierker ze produzéieren an ze verbreeden. Hei ginn och oft op der Basis vu bestehenden Texter, Biller oder Videoen nei Wierker geschafen. Wéi ginn an dësem Fall d'Droits d'auteur verwalt?

Den Débat vun haut dréit sech also drëm, wéi mir et fäerdegbréngen, d'Droits d'auteur esou ze gestalten, dass et méiglech ass, fir d'legal Offer vu Wierker am digitalen Zäitalter ze vereinfachen. Mir wëllen eis Auteure schützen an hinne garantéieren, dass si vun hire Rechter liewe kënnen. Mir hunn och Verbraucher, déi gäre géifen d'Droits d'auteur bezuelen, wa si dann d'Méiglechkeet hätten. Nëmme wa mir dëst fäerdegbréngen, da ka jiddweree gewannen: den Auteur, de Konsument an och d'Entreprisen, déi nei innovativ Servicer mat kulturellem Contenu ubidde wëllen.

Als klengt Land an Europa ass dëst net einfach. Duerfir musse mir eis derfir asetzen, dass de System vun der Rechterklärung vun den Droits d'auteur op europäeschem Niveau vereinfacht gëtt, fir der Realitéit vum Internet Rechnung ze droen. Déi aktuell Situatioun vun der Rechterklärung an Europa ass haut ze vill komplex, opwendeg an net méi zäitgeméiss.

Fir de richtege Kampf géint d'Piraterie geet strikt Repressioun net duer. Mir mussen de legale Kader esou vereinfachen...

M. le Président.- Madame Adehm, Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen.

Mme Diane Adehm *(CSV).*- Ech si just a mengem leschte Saz.

M. le Président.- Wonnerbar.

(Hilarité)

Mme Diane Adehm *(CSV).*- Mir mussen de legale Kader esou vereinfachen, dass méiglechst vill legal Offere fir all Konsumenten an Europa accessibel ginn.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Adehm. Als nächste Riedner ass den Här Eugène Berger agedroen. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Ech mengen, de Background zu dëser Ufro vun deene Grénge, dee liwwert jo den ACTA-Traité, iwwert dee mer an deene leschte Méint scho méi ewéi eng Kéier hei an der Chamber debattéiert hunn. Mëttlerweil - wësse mer - läit deen Traité op europäeschem Plang op Äis, an et schéngt an déi Richtung ze goen, datt en neit…

Une voix.- En ass gestuerwen, Här Berger.

M. Eugène Berger *(DP).*- Ech hoffen, ech hoffen,…

(Interruption)

…Här President, datt e gestuerwen ass an datt also en neit Ofkommes oder nei Ofkommessen ausgehandelt wäerte ginn. Mir op alle Fall als DP kënnen dat begréissen, well mir jo och zu deene gezielt hunn an nach ëmmer zielen, déi ganz vill Problemer mat deenen Texter vun ACTA haten.

Ech mengen, problematesch si virun allem déi Elementer am Traité, déi e Bezuch respektiv Implikatiounen op den Internet an d'Netzneutralitéit hunn. Hei ass fir eis eng manifest Gefor, datt verschidden Dispositiounen zum Nodeel vum Konsument, vum eenzelne Bierger géife goen, deen den Internet benotzt. An eisen Ae war och wierklech an deenen Texter, wéi se bis elo virlouchen, d'Gefor do, datt eng Dier géif opgemaach ginn, datt géif Zensur am Internet stattfannen, datt den Dateschutz och géif a Fro gestallt ginn an de fräien Zougang zum Internet. An dat wier och am Endeffekt, wann een aus ekonomescher Siicht kuckt, och net am Intérêt vun engem ganz wichtege Secteur vun der lëtzebuergescher Ekonomie, nämlech deem, deen op d'Netzneutralitéit opbaut. Ech denken do zum Beispill un d'Data-Zentren oder d'Internet-Telefonie an esou weider.

Bon, fir eis ass et also kloer, datt ACTA an d'Poubelle gehéiert an datt nei Texter mussen ausgehandelt ginn. An dat ass jo och e bëssen den Haaptproblem, datt ACTA all déi villfälteg an ënnerschiddlech Facettë vun dem Droit de propriété intellectuelle, dem Droit d'auteur, der Protection de brevet ënner engem an deemselwechten Text wollt regruppéieren. Et kann een awer net zum Beispill d'Fälsche vu Luxusposchen op déiselwecht Aart a Weis behandelen a regléiere wéi Internetservicer oder wéi d'Kopéiere vu Stolträgeren. Et brauch een also onbedéngt eng sektoriell Approche fir déi verschidde Problemer, déi sech an ënnerschiddleche Beräicher vun der Propriété intellectuelle stellen.

Bon, déi gréng hunn haut besonnesch déi sektoriell Fro vum Droit d'auteur an der digitaliséierter Welt opgeworf. Permanent gi Kopië gemaach vun Inhalter, Contenuen um Internet: Artikelen, Texter, Biller, Filmer an esou weider. Gewéinlech ginn déi fir de Privatgebrauch gemaach, an de Consommateur denkt sech eigentlech och näischt Schlechtes derbäi.

Op där anerer Säit hu mer awer dann all déi Leit, Kënschtler, Literaten, Auteuren an esou weider, déi vum Verkaf vun hire Produitë wëlle liewen an eben och fäerten duerch déi ënnerschiddlech Formen, wéi dat da ka kopéiert an da benotzt ka ginn - ech nennen dat einfach elo emol ganz simplistesch kopéiert ginn -, datt se doduerjer hire Fonds de commerce wäerte verléieren.

Ech mengen, do ass also déi kruzial Erausfuerderung, op déi ee muss an Zukunft Äntwerte fannen, mä déi Äntwerte sinn awer sécher anerer, zum Beispill am Beräich vum Droit d'auteur, déi mer hei elo viséieren, wéi Äntwerten, déi ee muss fannen, zum Beispill bei der Fälschung, vu Kopië vu Luxusartikelen, déi op engem Schwaarzmaart verkaaft ginn.

Bon, wéi kéint eng Solutioun si bei den Droit-d'auteuren? Et sinn der schonn ugedeit gi vum Interpellant. Ech mengen, et kéinte Konzepter zum Beispill vun enger Pauschalabgab oder vun enger spezifescher Flatrate gebraucht ginn. Dat si jo eng Rei Iddien, déi an de Fachkreesser zirkuléieren.

Ech mengen, do soll ee keng Apriorien hunn. All déi Méiglechkeete soll een eigentlech eng Kéier genau analyséieren, studéieren. An ech mengen, dann ass et un der Politik, fir dann do definitiv adequat Äntwerten a Solutiounen ze fannen. Dat sollen och Äntwerte sinn, déi een net eleng a sengem - wéi soll ech soen? -, a sengem klengen Dëppe kacht, mä et muss ee virun allem hei och mindestens op europäeschem Plang eng Solutioun fannen, wou een dann all déi Facetten, all déi Äntwerten do ebe ka fannen.

Ech mengen: Wéi soll et elo hei zu Lëtzebuerg weidergoen? Ech hunn elo kuerz, ganz schnell, ier ech hei op d'Riednerpult komm sinn, och déi Motioun vun deene Grénge gelies, déi mer och sécherlech kënnen ënnerstëtzen. Ech mengen, dat ass eppes, woumadder mer keng Problemer hunn.

Ech wéilt just soen, datt op alle Fall och hei zu Lëtzebuerg mussen d'Droits d'auteur ënnert d'Lupp geholl ginn, datt wahrscheinlech mussen nei Texter gemaach ginn, mä virun allem soll een awer kee lëtzebuergeschen Elenggang maachen. Et soll ee wierklech kucken, datt een dat an engem europäesche Kontext considéréiert an datt een also an déi Richtung geet.

Bon, dat gesot, Här President, kënne mer och also déi Motioun vun deene Grénge ënnerstëtzen.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Berger. Als nächste Riedner ass den Här Fayot agedroen. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, ech wollt fir d'Éischt natierlech dem Här Adam Merci soen, dass en déi Fro hei opgeworf huet. Ech wollt trotzdeem awer eng Remarque derzou maachen. Jiddwereen, dee bis elo geschwat huet, huet gesot, dass dat eng ganz komplex Matière ass, eng villfälteg Matière mat ville Facetten, um nationale Plang wéi och um internationale Plang.

Ech menge wierklech, Här President, dass esou e parlamentarescht Instrument wéi eng Heure d'actualité net dat richtegt Instrument ass, fir esou eng Matière ze behandelen. D'autant plus wou ech hei eigentlech net onbedéngt den Aktualitéitsulass fannen, well dat do jo e Problem ass, dee scho säit Joren elo an den zoustännege Kommissiounen an och an Europa an zu Lëtzebuerg traitéiert gëtt.

Ech hätt léiwer gehat, wann den Här Adam, dee jo e ganz fläissegen Deputéierten ass an och e kenntnisräichen Deputéierten ass,…

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Här Fayot.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Ech soen Iech dat éierlech, an dat soen ech och als Deputéierten.

…wann en an enger zoustänneger Kommissioun, zum Beispill an der Mediëkommissioun, Kommunikatiounskommissioun oder an der Wirtschaftskommissioun, oder an deenen zwou zesummen, en Débat d'orientation preparéiert hätt mat engem seriöe Rapport, wou een dann als Chamber herno net nëmme Froe gestallt hätt, mä wou een dann eng Partie Pisten indiquéiert hätt, well ech hunn elo opmierksam gelies (veuillez lire: nogelauschtert), wat souwuel den Här Adam wéi och den Här Berger an d'Madame Adehm gesot hunn, an ech hunn am Fong geholl allgemeng interessant a wichteg Considératioune gehéiert, mä ech hunn eigentlech elo net onbedéngt prezis Piste fonnt, déi se proposéiert hunn, fir dass d'Regierung elo kéint handelen. Dat ass eng Remarque, fannen ech, déi wichteg ass fir ons Aarbecht.

Här President, et ass sécher, dass et am politesche Liewen an Europa, besonnesch an deene Länner ronderëm ons, och duerch d'Entwécklung vun der Piratepartei e Mouvement gëtt, dee mat dem Wonsch zesummenhänkt, fir geeschtegen Eegentum souwäit wéi méiglech direkt an och gratis fir jiddwereen iwwer Internet zougänglech ze maachen, an dass een eigentlech domadder maache kann a wëllt (veuillez lire: wat ee wëllt), op jidde Fall am private Beräich.

Ech hunn zum Beispill de Grondsazprogramm vun de Lëtzebuerger Pirate vum Mäerz 2012 gelies. Do gëtt gesot, dass déi aktuell Regele vum Droit d'auteur op engem vereelste Verständnis vu sougenanntem „geeschtegen Eegentum" - zwëschent Anführungszeichen gëtt dat dohinnergeschriwwen - baséieren, wat am Géigesaz zu enger Wëssens- an Informatiounsgesellschaft géif stoen.

An duerfir mengen ech och, étant donné dee politeschen Duerchbroch vun de Piraten, ass et wichteg, dass d'Politik sech domat intensiv beschäftegt. Well fir d'LSAP, dat wëll ech awer hei ganz kloer soen, am Géigesaz zu deene Piraten - deenen ech d'bonne Foi net ofstreiden - ass fir d'LSAP de Schutz vu geeschtege Kreatiounen an der Literatur, an der Musek, an der Konscht, an der Wëssenschaft e Fundament vun der Utilisatioun vun de Medien an och vun allen Instrumenter, déi zur Verbreedung vu geeschtegem Eegentum bäidroen. Dëse Schutz ass per se wichteg, well hanner all Wierk e Kapp ass, een, deen eppes kreéiert, a fir dee Kapp an dat Wierk brauch een an der Gesellschaft Respekt fir d'Kreatioun, an dat sinn elementar Konditiounen, fir dass iwwerhaapt eng Kreatioun stattfënnt, eng Kreatioun, déi den Numm verdéngt.

Sécher ass net jiddwereen, dee seet: „Elo molen ech e Picasso.", forcéiert fir Droit-d'auteuren den Héritiere vum Picasso ze bezuelen, mä wann e Wierk fir wirtschaftlech Zwecker gebraucht gëtt, da muss natierlech dat geschützt gi fir dat, wat mat deem Wierk gemaach gëtt.

Sécher, de fundamentale Problem ass jo deen: Wann e Student oder soss e wëssensbegierege Bierger um Internet Informatioune sicht, wann zum Beispill och e Politiker sech informéiert, wéi den Här Adam dat jo gemaach huet, seng Ried domat produzéiert, wann e Journalist Hannergrondwësse sicht fir seng Artikelen, a wa souguer e Kënschtler selwer wëllt wëssen, wat dann dorëmmer leeft, wat dann Neits ass, dann ass et natierlech gutt, dass all déi Wierker, déi Reflexiounen, déi Tendenzen, déi et gëtt, méiglechst fräi an offen zougänglech sinn. Ech mengen, dat ass en elementare Punkt.

D'Distinctioun zwësche privat an net privat ass mir e bësse simpel, muss ech soen. Privat, een, deen doheem a sengem Zëmmerche schafft an dat just fir sech mécht, dat ass eng Saach. Mä jiddwereen, deen eng intellektuell Aarbecht mécht, deen elo zum Beispill en Artikel schreift an eng Ried hält, deen ass jo schonn net méi privat, dee geet jo schonn an den öffentleche Beräich, an dofir ass dat och e bëssen eng simpel Distinctioun.

Et ass natierlech eng Gratwanderung zwësche sech inspiréieren, sech formëieren an da selwer eppes produzéieren, an zum Beispill dem Plagiat, also dem einfachen Ofschreiwen oder dem Imitéieren oder ganz einfach dem Oflueden. Souguer wann ee seet am Ufank, dat ass nëmme fir mech eleng, an da geet d'Oflueden ë bësse weider, da gëtt et un de Bekanntekrees ausgedeelt, da gëtt et un anerer ausgedeelt, an dann ass et am Fong geholl scho méi wéi einfach privat Utilisatioun.

Här President, ech wollt domat ophalen. Wann een...

M. le Pésident.- Jo, well ech wollt och soen, Här Fayot, Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Dat ass natierlech de Problem, Här President, wann een esou e wichtege Problem an eng Heure d'actualité

apaakt, apake wëllt, da gëtt een net fäerdeg domat.

Mä ech wollt just soen, just als leschte Saz: Wann ee selwer emol Bicher geschriwwen huet, da gesäit ee jo, wat mat deene Bicher geschitt a wéi vill domat gehandhabt gëtt ausserhalb vun deem, wat een als Droits d'auteur zegutt hätt. Dofir sinn ech der Meenung, mat allem Respekt och fir dat, wat ons Kolleege virdru gesot hunn, dass mer hei am Ufank vun onse Reflexioune sinn an ech hätt gären, dass mer als Chamber vill méi seriö doriwwer schwätzen.

Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Fayot. Als leschte Riedner ass elo den Här Henckes agedroen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Merci, Här President. An deene puer Minutten, déi mer zur Verfügung stinn, wëll ech och soen, datt mer schonn eng Debatt hei an der Chamber doriwwer haten an datt mer dunn eens woren, datt mer géifen emol d'Uerteel vum Europäesche Geriichtshaff ofwaarden.

An dann ass et och esou, datt d'Europäescht Parlament jo och soll de 4. Juli eng Décisioun huelen. An esou, wéi et elo ausgesäit, schéngt et net grad ganz positiv ze sinn.

Mä et muss een och festhalen, datt mer an Europa ganz verschidden Attitüde vis-à-vis vun der Protektioun vun den Droits d'auteur hunn, ob déi elo musikalesch, artistesch Produiten ugeet, oder ob et ëm Saache geet, déi erfonnt gi si vun eenzelne Leit.

Do ass zum Beispill zu Lëtzebuerg ganz villes erlaabt, fir Downloaden ze maachen, déi privater Natur sinn an déi net kommerziell genotzt ginn. A Frankräich ass esou eppes total verbueden, a wann et kommerziell genotzt gëtt, da stinn 300.000 € Amende drop an dräi Joer Prisong.

Et gesäit een, datt et also do an den europäesche Länner eng ganz grouss Varietéit gëtt, an do dierf ee souguer net privat eroflueden, well no der zweeter oder drëtter Kéier gëtt dat direkt scho gekuckt a kann et sanktionéiert ginn, wann do Abusë sinn.

An et ass och effektiv eng komplex Prozedur, well et gesäit een, datt déi Differenz tëschent dem Privaten an dem Kommerziellen, déi fänkt ab enger gewëssener Zuel vun Akten u ganz kloer ze ginn. Mä déi Grozon dertëschent ass juristesch net ganz kloer.

An ech mengen dat, wat ee kann dem Projet vun ACTA reprochéieren, dat ass, datt e renvoyéiert op déi eenzel national Gesetzgebungen, déi déi Konventioun sollen ëmsetzen. Mä wat onkloer ass a mengen Aen am Text, dat ass, ob zum Beispill déi franséisch Gesetzgebung kéint dann och zu Lëtzebuerg gëllen, dat heescht, wann een hei zu Lëtzebuerg vun engem franséischen Auteur eppes géif downloaden, ob da kéint iwwer europäesch Traitéen, iwwert d'Entraide judiciaire an esou weider hei poursuivéiert ginn.

Mir schéngt perséinlech, datt dat net de Fall ka sinn, mä et ass kloer, datt dobaussen, soulaang wéi net déi juristesch Komponenten an Interpretatioune vun där ACTA-Konventioun kloer sinn, datt deen Ablack och d'Debatt dobausse weider stattfënnt.

Perséinlech mengen ech, datt de Projet vun ACTA, also an der Orientéierung, an der Basis gutt ass, mä datt den Text awer op verschiddene Punkte misst revidéiert oder preziséiert ginn, esou wéi seng Interpretatioun et uleet, an datt a Fonctioun dovunner dann och gekuckt misst ginn, ob hei individuell Rechter a Fro gestallt ginn oder net.

An duerfir schéngt mer och d'Uerteel vun der Cour...

M. le Président.- Här Henckes, Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Voilà, an ech wäert och net, Här President, drop halen, datt meng Wierder hei elo protegéiert ginn an net dierfen downgeload ginn. Dat gesot, mengen ech awer, datt déi Debatt néideg ass, datt mer méi Prezisioune kréien, an ech ka just nuren dem Här Fayot bäiflichten, datt et besser wier, wa mer géifen am Virfeld méi Informatiounen a méi Diskussiounen dozou kréien.

M. le Président.- Merci dem Här Henckes. Elo kritt d'Wuert den Här Wirtschaftsminister Etienne Schneider.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an deem Débat, dee mer elo hei gefouert hunn, si mer eis eigentlech alleguerten eens, zumindest an deene ganz grousse Linnen.

Mir sinn eis och eens, dass et eng ganz Rei Problemer gëtt an dass een déi muss léisen. Mä ech hunn, wéi den Här Fayot et richteg bemierkt huet, keen ee Léisungsvirschlag héieren. An dofir mengen ech wierklech, dass et wichteg an interessant wier, dass een deen dote Sujet vill méi verdéift ugeet an dass ee probéiert, Léisungsvirschléi auszeschaffen, fir déi ganz Problematik vun den Droits d'auteur ze regelen.

Dir wësst, dass d'Kommissioun scho laang sech och Kappzerbrieches mécht a leider nach keng Léisunge fonnt huet fir déi Problemer, déi hei alleguerten unhängeg sinn. Et gëtt der nämlech e ganze Koup.

Mir hunn ugefaang, wat d'Regelen ugeet fir de Commerce électronique, hu mer an der europäescher Législatioun een eenzegen Duerjerneen. Et ass e Patchwork vu Regelen, et gëtt keng eenheetlech Regelen. An all Land ass de Commerce électronique anescht geregelt an oft hu kleng Länner, wéi Lëtzebuerg, den Nodeel, dass eben Ubidder iwwerhaapt keng Loscht hunn, déi ganz Prozeduren iwwer sech ergoen ze loosse respektiv sech an de legale Kader vun engem klenge Land wéi Lëtzebuerg eranzeschaffen.

Ech erënneren un den Droit du Consommateur, deen ee jo muss kennen, wann een hei eppes ubitt, un d'Garantie-Bestëmmungen, un d'Procédures juridiques, wann et eng Kéier zu engem Virfall kënnt, zu Plainten an esou weider. Éier een also ubitt an engem Land wéi Lëtzebuerg iwwer Commerce électronique, muss ee jo dann, gradesou wéi wann een dat an Däitschland oder a Frankräich mécht, déi ganz Législatioun, alles dat analyséieren, fir ze kucken, wat do d'Eventualitéite sinn a fir seng Offer eben dorophin unzepassen.

Dat féiert dozou, dass mir ganz oft keng Offer hei zu Lëtzebuerg hunn, dat heescht, wann Der wëllt eppes downloaden oder eng Rees buchen oder e Frigo kafen, deemno op wéi e Site Der gitt, an där gëtt et der ganz vill, steet drop, wann Der wëllt bestellen, dass se net mat Lëtzebuerg schaffen.

Wann Der dann am Beräich sidd vun den Droits d'auteur, wou Der da bei de Lidder sidd, bei de Filmer an esou, wann dann och nach e Mënsch bereet wier, säi Geld derfir ze bezuelen, fir sech e Film erofzelueden, an e kritt awer emol keng Offer, well déi einfach dat guer net hei zu Lëtzebuerg ubidden, dann ass et natierlech vill méi einfach, et geet een op Google, et sicht ee sech do de Film an et luet een e schwaarz erof.

Dat heescht, an enger éischter Phas hu mer emol e ganz grousse Problem vun Offer, déi net do ass an déi noutgedrongen och zum Deel dozou féiert, dass et zu Piratage kënnt. An ech mengen, do mussen EU-wäit Regele fonnt ginn.

Ech mengen, mir sinn eis alleguerten hei eens, an et huet keen dat a Fro gestallt, dass d'Droits d'auteur eppes Wichteges sinn, dass de Créateur vum Film, vun der Foto, vun der Musek an esou weider, dass dat och de Propriétaire dovun ass, an dass et net um Consommateur ass fir ze décidéieren, dass dat, wat deejéinege geschaf huet, dass dat gratis ze sinn huet.

Ech mengen, dass mer eis do eens sinn. Mir hunn och eng Verfassung an deem Land, wéi an anere Länner och, an do ass den Droit de la propriété am Artikel 16 verankert, an do kann een net soen, just well et ëm Numérique geet, gëllt deen net. Et ass och finalement e ganz einfache Punkt vun..., eng Fro vu Respekt virum Kënschtler, virum Créateur vun där Œuvre.

Dir hutt virdrun ugeschwat, Här Adam, Filesharing an Uploading. Filesharing an Uploading ass, wann Der et net selwer kreéiert hutt, wat Der upgeload hutt oder wat Der sharë wëllt, dann ass et och Piratage, ganz banale Piratage. Well wann ech higinn an ech maachen, ech hunn ee Lidd erofgelueden, wat ech och bezuelt hunn, an Dir hutt eent erofgelueden, wat Dir bezuelt hutt, a mir tauschen dat, dann ass dat jo net, wéi wann ech Iech mäin Handy ginn an Dir gitt mir Ären. Et ass net esou, dass ech dann nach ëmmer nëmmen een Handy hunn an Dir hutt nëmmen een.

M. Félix Braz *(déi gréng)*.- Dir hutt net verstan.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*.- Ech si jo nach net fäerdeg, Här Braz.

(Hilarité)

Dir hutt Äert Lidd, dat behaalt Der, well et jo Numérique ass. Dir schéckt mir zwar eng Kopie dovunner, mä Dir behaalt et an Dir kritt dat, wat ech hunn. Dat heescht, mir hunn dann alleguerten zwee...

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Ech hunn lech verstanen, Här Schneider.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*.- Voilà, wa mer dat also onendlech weidermaachen, a vu dass...

Une voix.- E Beispill vu solidarescher Ekonomie.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*.- Gelift?

La même voix.- Dat ass e Beispill vu solidarescher Ekonomie.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*.- Heescht dat, dass Der dofir sidd?

Une autre voix.- Neen, dann net.

(Hilarité)

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*.- Ech wëll just drop opmierksam maachen, dass dee Filesharing dozou féiert, wann een et à l'absurde kuckt, dass et dozou féiert, dass nëmmen een Eenzegen eng Œuvre muss bezuelen an herno all Mënsch kann dovunner profitéieren. Datselwecht gëllt fir den Uploading, wou een dann eng Œuvre keeft an déi dann op ee Site setzt, déi dann accessibel ass vu jidderengem, fir ebe sech do déi Œuvre unzekucken oder erofzelueden oder wéi och ëmmer. Wéi gesot, dat ass fir mech och carrément eng Fro vu Piratage a mir mussen déi dote Saachen an Zukunft léisen.

Et gëtt awer och eng Rei Virschléi, déi am Raum stinn, wéi een déi dote Problematike kéint léisen, wéi een och déi ganz Droit-d'auteurs-Geschichte kéint vereinfachen. Do ass ënner anerem - ech mengen, Dir hat et ugeriet - déi Flatrate-Propositioun, wou een eigentlech, esou wéi bei enger Pay-TV, am Mount e Montant x bezilt an da kann een eroflueden esou vill wéi ee wëllt.

Dat bréngt awer immens vill Problemer mat sech. Dat bréngt immens vill Problemer mat sech, déi net gekläert sinn. Éischtens emol, déi Flatrate, déi gëllt jo dann net, wann Der hei bei d'Tëlee vun der Post gitt, da gëllt déi jo net just ebe fir déi Offer, déi d'Post mécht, mä déi Flatrate gëllt fir de gesamten Internet. Dat heescht, dat misst jo da schonn emol weltwäit geregelt ginn, wou, wéi déi Flatrate ass, wéi héich déi ass, wien déi muss bezuelen, ënner wéi enge Konditioune se bezuelt gëtt a wéi déi Suen herno verdeelt ginn. Dat ass deen ee Punkt.

Deen anere Punkt ass awer deen - et ass méi e psychologeschen -: De Consommateur, dee seet sech, ma ech hu jo elo meng, ech soen elo, 20 Euro de Mount, wou ech Flatrate bezuelen, also kann ech um Internet alles eroflueden, wat ech wëll, et ass jo alles gratis. À la limite wär dat souguer richteg, mä de Consommateur mécht da ganz schnell keen Ënnerscheed méi, wat en erofluet, ob dat, wat en erofluet, och legal ass oder illegal ass. Well dat ass en zweete Volet, deen dobäikënnt. Ofgesinn dovunner, dass Der natierlech de Business-Modell vun enger ganzer Rei Gesellschaften, déi dat alles legal maachen, wéi zum Beispill iTunes, deen ass dann definitiv dout.

An da kënnt nach de Problem derbäi, wann Dir d'Tëlee vun der Post hutt, fir elo Reklamm ze maache fir e Betrib, mat deem ech ze dinn hunn...

M. Félix Braz *(déi gréng)*.- Mat Enovos-Stroum bedriwwen...

(Hilarité)

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*.- Mat Enovos-Stroum bedriwwen, voilà, an iwwer Creos-Leitunge gëtt et bruecht, voilà. Elo hu mer se alleguerte genannt.

Wann ech d'Tëlee vun der Post hunn, Här Braz, dann hunn ech mäin Abonnement bezuelt a meng Tëlee steet bei mir doheem. Wann ech awer eng Flatrate um Computer hunn, dann hunn ech... zum Beispill sinn ech an engem Betrib, wou 500 Leit schaffen, 500 Leit op Computeren, déi hunn een Internet-Accès. Déi bezuelen also eemol déi Flatrate a jiddwereen, deen do schafft, luet sech do gratis erof, wat e wëllt. Och do kréie mer e Problem fir dat doten... Ech soe jo net, Dir hätt dat gefuerdert, duerfir musst Der net mam Kapp rëselen.

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Neen.

(Hilarité)

Dir gitt an Detailer, déi keen esou gesot huet.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*.- Gelift?

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Dir erkläert elo Detailer, déi keen esou gesot huet. Ech hunn effektiv de Begréff Flatrate...

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*.- Ech soen Iech jo net nach eng Kéier dat, wat Dir selwer gesot hutt, soss braucht Der mech jo hei net. Soss hätt ech elo scho laang kéinten doheem sinn.

(Hilarité)

Soss hätt ech elo scho laang kéinten doheem sinn. Ech wëll just d'Problematik, well et wierklech eng komplex Problematik ass, a kuerze Wierder erklären.

Une voix.- Ech versti guer näischt.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*.- Fir dat doten also ze regelen, fir ze kucken - dat ass nämlech dee leschte Punkt, deen ech wollt an deem dote Beräich soen -, elo misst Der jo, fir dat e bëssche gerecht dann ze maachen, och kucken, wien huet da wéi vill erofgelueden, fir kënnen ze soen, wat en herno facturéiert kritt. An da komme mer ganz schnell op dee System „Hadopi" a Frankräich, respektiv „Three strikes law" an England, wou effektiv kontrolléiert gëtt, wien dann elo wat erofluet. An ech mengen, dat ass eppes, wat mer definitiv hei am Land net wëllen.

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Richteg, Här Minister.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*.- Mir wëllen dat net, well dat do geet an d'Privatsphär eran. Ech wëll net, dass een anere weess, wat ech vum Internet erofgelueden hunn, soit dass dat elo net esou schlëmm wär, dass net jiddwereen et kéint wëssen.

(Brouhaha)

Mä ech mengen, den Här Lux huet Zweifel, den Här Lux huet Zweifel...

(Hilarité)

M. Félix Braz *(déi gréng)*.- Elo hutt Der ze vill oder net genuch gesot.

(Hilarité)

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*.- Ech verdéiwen dat net weider, Dir hutt mech verstan.

En anere Léisungsvirschlag oder en anere System, deen am Fong an den USA gëllt, dat ass dee vum „fair use", wou eigentlech keng Poursuitë géint Leit gemaach ginn, déi eppes eroflueden, wou se kengem elo een direkte Schued domadder maachen, respektiv wou e Verbuet, fir dat erofzelueden, démesuréiert wär. An dat ass am Fong e System, deen eisem ganz no kënnt.

Dir hutt virdru meng Aussoen an der Kommissioun deemools zu ACTA, hutt Der zitéiert, wou ech gesot hunn, dass am Fong geholl dat jo hei net bestrooft gëtt, wann ee sech hei eng Kéier e Lidd erofluet. Mä et ass effektiv esou, dass eist

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Espace Médias SA / Polygraphic SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Gesetz - e ganz staarkt Droit-d'auteurs-Gesetz hu mer hei -, an dass dat och verbitt, fir schwaarz erofzelueden, mä et ass awer och esou, dass keng Poursuitë geholl ginn, an dat steet am Gesetz, wann dat net bewosst geschitt ass, de manière méchante et frauduleuse. An ech mengen, do si mer an enger Situatioun, wou deejéinegen, dee sech eng Kéier e Lidd erofluet oder e Film, do ass dat relativ schwéier nozeweisen - dass dat, bon, bewosst wuel, mä méchant et frauduleux, déi dräi Kritäre kombinéiert si relativ schwéier nozeweisen -, a féiert och derzou, dass mer eigentlech keng Prozesser an där dote Geschicht hunn.

Da vläicht nach e Wuert zu ACTA. Dir hutt gesot, dass ACTA dout ass. Ech mengen, dass dat effektiv de Fall wäert sinn. ACTA hätt géigeniwwer dem Lëtzebuerger Recht, an ech soen dat nach eng Kéier hei, zu kengen Ännerunge geféiert fir d'Lëtzebuerger Législatioun. Et ass awer esou, dass ACTA och ee sënnvolle Volet hat. ACTA huet nämlech zwee Voleten! Deen een ass dee vun den Droits d'auteur, wou mer eis eens sinn, dass dat dout ass, an dass dat, esou wéi et virgesi war, immens komplizéiert an net duerchféierbar gewiescht wär.

Mä en huet awer een zweete Volet, nämlech dee vun der Contrefaçon. An dat ass awer een, deen eiser europäescher Ekonomie immens vill Problemer mécht, an duerch ACTA hätte mer ee fir allemol d'Méiglechkeet gehat, fir, wann europäesch Betriber léséiert sinn, well iergendwou am Maroc e Betrib eppes kopéiert, wat hei enger europäescher Industrie gehéiert, dass eben doduerch, dass de Maroc deen ACTA mat ënnerschriwwen hätt, dass een do eng Handhab gehat hätt, fir déi unzesichen, fir déi dozou ze verkloen, éischtens domadder opzehalen an zweetens Schuedensersaz ze bezuelen.

Elo, doduerch dass ACTA eben net kënnt, geet dat doten net. Dat heescht, dat gëllt natierlech och fir China a fir aner Länner. Dat heescht, mir kréien d'Contrefaçon, déi dräistelleg Milliardebeträg d'europäesch Ekonomie all Joer kascht, déi kréie mer doduerch net an de Grëff. Wéi gesot, ech ginn dovunner aus, de 4. Juli am Europaparlament, dass den ACTA-Projet duerchfält. Ech ginn och dovunner aus, dass d'Europaparlament net waarde wäert op den Avis vun der Cours de justice européenne, mä ech mengen, finalement, dass een ACTA hätt missen an zwee Voleten opdeelen, nämlech den Droit d'auteur...

(Interruption)

Mindestens zwee, et hätt een nach kéinte méi detailléieren. Mä d'Contrefaçon, dass een do awer nach eng Kéier drop zréckkënnt, mengen ech, wär hei am Haus d'Iddi gedeelt, dass dat absolut sënnvoll wär.

Da wollt ech nach kuerz op déi verschidde Froen agoen, déi gestallt gi sinn, speziell vum Här Adam. Bon, déi éischt war déi, Dir hutt gesot, mir mussen eng Reform hu vun den Droits d'auteur. Do ginn ech lech Recht, sinn awer der Meenung, mir mussen déi Reform op europäeschem Niveau maachen. Mir musse lues a lues probéieren eis do erunzeschaffen, well wa mir elo erëm eng maachen, a Frankräich huet erëm eng aner an déi Däitsch erëm eng aner, dat hëlleft eis alles guer näischt!

Et ass en extrem komplexen Dossier, en huet 100.000 Facetten, en huet immens vill Acteuren an domat och immens vill Lobbyisten, déi natierlech an hirem Intérêt probéieren zu Bréissel déi Saachen ze bremsen oder virunzebréngen, esou wéi et se grad arrangéiert.

Dir hutt dräi Sujeten ugeschwat, wou ech lech ka soen, dass mir do derfir sinn. „Open access", „creative commons", „open data", ass alles guer keen Thema, dat ënnerstëtze mir.

Dir hutt iwwert de Règlement grand-ducal geschwat, dee feelt, wat d'Copie privée ugeet. Do ass et esou, dass mer elo op d'Kommissioun waarden, well d'Kommissioun gemierkt huet, dass dat och en extrem komplexe Sujet ass. An d'Kommissioun huet e Médiateur agesat, deen eben elo soll probéieren dat do op europäeschem Plang ze harmoniséieren, fir dann op där Basis..., dass dann op där Basis all Land säi Reglement ka maachen, a mir waarden, wéi gesot, dorobber. Mir schaffen och do mat drun. An dann, soubal déi do ass, maache mer och deen dote Règlement grand-ducal. Mä och hei gëllt: Fir hei op nationalem Plang eleng eppes ze maachen an engem weltwäiten Dossier, dat ass net ganz sënnvoll.

Da wollt ech nach zu Ärer Motioun soen: Dir hutt am éischte Punkt gefrot, dass d'Regierung e Forum de discussion ënnerstëtzt, fir déi ganz Problematik ze diskutéieren. Ech wëll lech hei just op dëser Plaz drun erënneren, wann Der e bësse suivéiert, wat de Wirtschaftsministère esou mécht am Beräich Propriété intellectuelle, dass mer där Forumen do permanent hunn, dass mer also fir all Diskussioun ëmmer op waren, dass mer déi och ëmmer gesicht hunn.

An da wëll ech awer och, fir lech dat ze soen, Här Adam, drun erënneren, dass mer viru Kuerzem eis Journée de la propriété intellectuelle haten, wou ënner anerem och iwwer „open access", „creative commons", „open data" an esou weider geschwat ginn ass.

(Interruption)

A wann Dir do gewiescht wiert oder soss een honorabelen Deputéierten, déi invitéiert waren, dann hätt Der gewosst, dass dat schonn alles leeft, an dann hätt Der dat net missen…

(Interruption)

Gelift?

M. Eugène Berger *(DP).*- Mir hunn esou e chargéierte Programm, Här Minister. Mir kënnen net iwwerall sinn.

(Interruption)

Une voix.- Sot näischt!

Une autre voix.- Hätte mir Är Zäit!

(Hilarité)

Une troisième voix.- Kommentéiert dat do guer net!

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Här Berger, ech weess, wéi beschäftegt dass Dir sidd als Deputéierten. Ech hunn de vollste Respekt derfir. Ech wëll lech hei just soen, dass doduerch, dass Der net konnt do sinn, Der eben net konnt matkréien, dass mer do ganz positiv deem géintiwwer stinn an deen éischte Punkt vun Ärer Motioun also doduerch och iwwerflësseg ass.

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Ooohhh.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Dann hutt Der…

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Oh, elo geet dat lass! Oh Mamm!

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Här Braz, nach zwee Punkten, da sinn ech duerch. Dann den zweete Punkt…

M. Eugène Berger *(DP).*- Eben dowéinst wier et jo iwwerhaapt noutwendeg, nach eng Kéier an der Chamber deen Débat ze féieren, well mer net d'Geleeënheet haten, op där…

Une voix.- Ooohhh!

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Här Berger, de Minister steet der Chamber esou oft zur Verfügung, wéi d'Chamber de Minister invitéiert heihin ze kommen.

Une voix.- Wann en am Land…

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Gelift?

La même voix.- Wann en am Land ass!

(Hilarité et interruption)

Une autre voix.- Loosst Ich net oflenken, Här Minister!

M. le Président.- Här Minister, fuert Dir virun.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Ech kucken emol hei op meng Zäit. Oh Mamm, et ass net méi gutt.

M. le Président.- Dir sidd am giele Beräich!

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Ech sinn am giele Beräich, awer net méi am gréngen.

(Hilarité)

Gutt! Dann hutt Der gesot gehat, mir sollen eis op EU-Niveau engagéieren, fir eben déi Droit-d'auteure méi équitabel ze gestalten. Dat si mer amgaangen, dat maache mer, op all guddem Conseil wou doriwwer geschwat gëtt.

Ech wëll lech och dann hei soen, dass am Juli eng Direktiv erauskënnt, ebe genau an deem dote Beräich, fir d'Harmonisatioun vun de Sociétés de gestion collective emol op europäeschem Niveau hinzekréien, well där ginn et der Honnerten, déi alleguerte verschidden Usprëch hunn, verschidde Fonctionnementer hunn. Also ass dat do elo eng Direktiv, déi nach soll am Juli erauskommen. Dat ass also dat, wou mer op europäeschem Niveau dru schaffen.

An dann hutt Der gesot - deen drëtte Punkt -, dass mer och solle kucken, eben dee ganze Beräich weider ze développéieren an och Retombéen op Lëtzebuerg ze kréien. Do wëll ech lech just drun erënneren, dass de gesamten ICT-Beräich ee vun eise véier Haaptsecteuren ass, déi mer wëllen zu Lëtzebuerg développéieren, wat eis Ekonomie ugeet.

A vu dass Der jo den Artikel am „Forum" gelies hutt - Dir hutt dee jo zitéiert -, dann hutt Der gemierkt, dass mäin Direkter, dee fir d'Propriété intellectuelle zoustänneg ass, do e laangen Artikel doriwwer geschwat (veuillez lire: geschriwwen) huet, wéi mer dat dote genee wëllen hikréien. Dofir, mengen ech, esou leed wéi et mer deet, dass Är Motioun eigentlech iwwerflësseg ass,…

(Interruption)

…well mer alles dat, zu deem Der eis invitéiert, schonn amgaange sinn ze maachen.

Merci.

M. le Président.- Sou! Merci dem Här Minister. Ech géif proposéieren, datt mer muer géifen iwwert d'Motioun ofstëmmen.

(Interruption)

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Parole après ministre.

M. le Président.- Här Adam, Dir hutt eigentlech schonn d'Zäit, souwuel vun Ärer Interventioun wéi… Dann elo nach ganz schnell!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Jo! Och vun der Plaz aus. Ech bedaueren et, éischtens, datt, besonnesch bei der sozialistescher Partei, ëmmer meng Motioune superfétatoire sinn. Ech gesinn awer e grousse Widdersproch, Här Minister. Engersäits wërft den Här Fayot mer vir, an Dir sot et selwer,…

Une voix.- Jo. Très bien!

M. Claude Adam *(déi gréng).*- …datt mer net mat Léisungsvirschléi kommen.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Mä déi dote kenne mer. Déi si mer amgaangen ze maachen. Dir musst neier bréngen.

Une voix.- Dir musst neier bréngen!

(Hilarité)

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Ech mengen, datt et net un der Oppositioun ass, fir mat fäerdege Léisungsvirschléi ze kommen, mä et ass, fir op Problemer opmierksam ze maachen. An ech hätt mer gewënscht, grad wéi den Här Fayot, datt mer eng länger Diskussioun kréien. Da géif ech fannen… Fir Minimum géif ech mer dann erwaarden, fir d'Motioun mat an d'Kommissioun ze huelen, fir déi Punkten ofzehaken.

Dir sot eis, Dir hätt dat alles schonn am Grëff. Do hunn ech meng Zweifel. Mä maacht…

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Ech hunn net behaapt, mir hätten alles am Grëff. Ech hu just gesot, dass mer op all deene Punkten do aktiv schaffen. An ech hunn och net gefuerdert, dass Dir fäerdeg Léisungsvirschléi bréngt, mä ech wier frou wann Der emol iwwerhaapt ee géift bréngen, dee mir net scho kennen.

(Hilarité)

Da géif ech och ganz gären eng Kéier zréckkommen, och an d'Kommissioun, fir déi mat lech ze diskutéieren.

Une voix.- Très bien!

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Keen huet alles am Grëff. Domat wier dëse Punkt ofgeschloss.

(Hilarité)

A mir sinn och gläichzäiteg um Enn vun eiser Sitzung ukomm. An d'Chamber kënnt muer um 2 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 20.16 heures)

Sommaire des séances publiques nos 33 et 34

Constitution d'un Comité de discipline p. 419

Résolution de M. André Bauler relative à l'exploration par la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports de la possibilité de la mise en place d'un projet pilote d'une école fondamentale bilingue offrant une alphabétisation en français et en allemand p. 419

6385 - Projet de loi relatif à la rénovation de l'Athénée de Luxembourg p. 419-422

Débat de consultation au sujet du concept de mobilité et du tram dans la ville de Luxembourg p. 422-434

Communications p. 435

Institution et composition d'une délégation internationale p. 435

6446 - Proposition de loi relative à la modification de l'article 6 de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire p. 435

Ordre du jour p. 435

6334 - Projet de loi portant approbation de la décision du Conseil européen du 25 mars 2011 modifiant l'article 136 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne en ce qui concerne un mécanisme de stabilité pour les États membres dont la monnaie est l'euro;

6405 - Projet de loi portant approbation du traité instituant le mécanisme européen de stabilité, signé le 2 février 2012 à Bruxelles

et

6406 - Projet de loi relative

(1) à la participation de l'État au mécanisme européen de stabilité;

(2) à certaines immunités du mécanisme européen de stabilité et de la banque européenne d'investissement

et

(3) modifiant la loi modifiée du 9 juillet 2010 relative à l'octroi de la garantie de l'État dans le cadre de l'instrument européen de stabilisation de la zone euro p. 436-444

6319 - Projet de loi:

- portant transposition de la directive 2010/73/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 modifiant la directive 2003/71/CE concernant le prospectus à publier en cas d'offre au public de valeurs mobilières ou en vue de l'admission de valeurs mobilières à la négociation et la directive 2004/109/CE sur l'harmonisation des obligations de transparence concernant l'information sur les émetteurs dont les valeurs mobilières sont admises à la négociation sur un marché réglementé;

- portant modification de la loi du 10 juillet 2005 relative aux prospectus pour valeurs mobilières;

- portant modification de la loi du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence concernant l'information sur les émetteurs dont les valeurs mobilières sont admises à la négociation sur un marché réglementé p. 444

6342 - Projet de loi modifiant 1. la loi du 6 janvier 1995 relative à la distribution en gros des médicaments; 2. la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments p. 444-446

6353 - Débat d'orientation sur le rapport d'activité du Médiateur (2010-2011)

Heure d'actualité du groupe déi gréng sur la réforme du droit d'auteur dans l'époque digitale p. 446-456

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°11** • SESSION ORDINAIRE 2011-2012

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
1940	François Bausch	Conventions de non double imposition
1968	Fernand Kartheiser	Enseignement de l'astronomie
1995	Raymond Weydert	Évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement (SUP)
2000	François Bausch	Établissement par la Cargolux de sociétés aux Îles Vierges britanniques
2034	Fernand Kartheiser	Boeing 747-200 stationnant au Findel depuis 2008
2037	Camille Gira	Uranium naturel dans l'eau potable
2038	André Bauler	Réfection du CR351 entre Diekirch et Erpeldange
2049	Jean Colombera	Possibilité du condamné de s'enfuir à l'étranger entre le verdict et le jugement en appel
2053	Serge Wilmes	Réglementation des professions sociales
2058	Jean Colombera	Système de droits des patients en Basse-Autriche
2059	François Bausch	Législation concernant les «Pedelecs»
2060	André Bauler	Nouvelles pharmacies
2061	Claude Adam	Processus de Bologne
2062	Eugène Berger	Bilan de la campagne de sensibilisation «littering» pour les années 2010 et 2011
2063	François Bausch	Couloir pour bus à la hauteur de la sortie 8 de l'autoroute A1
2064	Fernand Kartheiser	Mendicité
2065	André Bauler et Fernand Etgen	Centre d'intervention principal (CIP) à Diekirch
2066	Jean Colombera	Méthodes de paiement dans les parkings des hôpitaux
2067	Claude Adam	Réaménagement du Château de Schoenfels
2068	Marcel Oberweis	Impact des lignes à haute tension sur l'organisme humain
2069 cf. 2079	Eugène Berger	Pollution du ruisseau «Bibeschbaach»
2070	Eugène Berger	Augmentation du trafic dans les communes limitrophes du Centre Logistique de Bettembourg
2071	Anne Brasseur	Conseil d'administration de l'établissement public nommé «Salle de concerts Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte» et de la Fondation Henri Pensis
2072	Viviane Loschetter	Besoin d'autorisation parentale pour un enfant mineur voyageant en compagnie de sa mère ou de son père
2073	Jean Colombera	Tunnels Gousselerbierg et Markusbierg
2074	Fernand Kartheiser	Autorisations d'établissement en relation avec une activité de commerce limitée aux foires, marchés et braderies
2075	Fernand Kartheiser	Risques pour l'État luxembourgeois liés au groupe résiduel Dexia
2076	Claude Adam	Offre actuelle et future de logements pour étudiants de l'Université du Luxembourg
2077	François Bausch	Liaisons ferroviaires entre le Luxembourg et l'Allemagne
2078	Félix Braz	Convention contre la cybercriminalité du Conseil de l'Europe
2079 cf. 2069	Camille Gira	Pollution du ruisseau «Bibeschbaach»
2080	Claude Adam	Taux des prêts accordés aux étudiants dans le cadre de l'aide financière pour études supérieures
2081	Claude Adam	Chiffres et statistiques quant au nombre des jeunes résidents luxembourgeois qui fréquentent des écoles dans nos pays voisins
2082	Fernand Etgen	Grève des enseignants de l'école militaire
2083	Carlo Wagner	Augmentation du taux d'impôt sur les pensions des vignerons
2084	François Bausch	Augmentation de capital de la banque résiduelle Dexia
2085	Claude Haagen	Palais de Justice de Diekirch
2086	Claude Haagen	Nombre de magistrats du tribunal d'arrondissement de Diekirch
2087	Claude Haagen	Appel d'offres pour un marché conjoint de fourniture d'électricité des bâtiments publics
2088	Jean Colombera	Suppression de l'abattement agricole et sylvicole
2089	Claude Haagen	Webcams à usage externe
2090	Jean Colombera	Enfants atteints d'autisme ou du syndrome d'Asperger
2091	Marcel Oberweis	Production décentralisée d'énergie
2092	Fernand Etgen	Administration des Contributions directes
2093	Jean Colombera	Implantation d'une compagnie aérienne à bas prix au Findel
2094	Jean Colombera	Libre choix des soins de santé
2095	André Bauler	Analyse approfondie de la réforme de l'école fondamentale
2096	Jacques-Yves Henckes	Indemnités des remplaçants dans l'enseignement fondamental
2097	François Bausch	Stratégie «Mobilité durable» et délégués communaux aux transports publics
2099	Henri Kox	Potentiel économique du cyclotourisme
2101	Josée Lorsché et Camille Gira	Projet Livange
2102	Eugène Berger	Licence accordée par la Fédération luxembourgeoise de Boxe à un sportif britannique
2103	Claudia Dall'Agnol	Avis d'orientation du conseil de classe
2105	André Bauler et Carlo Wagner	Règlements relatifs à la substitution de génériques aux médicaments classiques
2106	Fernand Kartheiser	Moto tourisme
2107	Fernand Kartheiser	Lutte contre la fraude organisée, la fraude fiscale et sociale et la fraude aux allocations et aux aides sociales
2108	Serge Wilmes	Inscription d'office des résidents communautaires sur les listes électorales des élections communales
2109	Jacques-Yves Henckes	Nomenclature des actes et services médicaux
2110	Claude Meisch	Projet «Wickrange»
2111	Jean Colombera	Évolution du commerce électronique
2112	Fernand Kartheiser	Paquet fiscal de l'Union européenne

Question 1940 (16.2.2012) de **M. François Bausch** *(déi gréng)* concernant les **conventions de non double imposition:**

Depuis son engagement à appliquer le standard international de l'OCDE en matière de transparence et d'échange de renseignements fiscaux, pris en mars 2009, le Luxembourg a renégocié 13 conventions de non double imposition. Sur les 68 accords conclus en tout, 25 seulement comportent des mécanismes d'échange de renseignements complets ou équivalents à l'article 26 du modèle de convention fiscale de l'OCDE.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

1. Est-ce que le Gouvernement s'est doté d'un calendrier de (re-)négociation des accords de non double imposition en matière de transparence et d'échange de renseignements en vue de se conformer entièrement au standard OCDE? Le cas échéant, quel est ce calendrier et quels sont les pays avec lesquels des accords sont d'ores et déjà en stade de (re-)négociation?

2. Depuis que les accords disposant du nouveau standard sont en vigueur, quel est le nombre des demandes d'entraides judiciaires parvenues au Luxembourg et quel est leur pays d'origine?

3. Quelles suites ont été réservées aux différentes demandes? Est-ce que le Luxembourg a pu donner entièrement satisfaction aux demandes d'information? Le cas échéant, quels sont les obstacles majeurs qui empêchent l'échange d'informations de façon satisfaisante?

Réponse (26.6.2012) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

Depuis que le Luxembourg a retiré sa réserve au sujet de l'article 26-5 du modèle de convention fiscale de l'OCDE, il s'est chargé à contacter tous ses partenaires conventionnels afin de renégocier les conventions préventives de double imposition. Le Luxembourg ne s'est cependant pas doté d'un calendrier spécifique de renégociation.

Le stade actuel des demandes de (re-)négociation avec les différents États se présente comme suit:

- États avec lesquels des accords additionnels ont été paraphés, signés ou ratifiés:

Allemagne, Arménie, Autriche, Bahreïn, Barbade, Belgique, Corée du Sud, Danemark, Espagne, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Hong Kong, Île Maurice, Inde, Islande, Italie, Japon, Kazakhstan, Macédonie, Malte, Mexique, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Qatar, Roumanie, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Turquie.

- États avec lesquels les négociations sont en cours:

Albanie, Bulgarie, Estonie, Hongrie, Irlande, Lettonie, Lituanie, Malaisie, Maroc, Mongolie, République Tchèque, Vietnam.

- États qui n'ont pas encore réagi à ce jour à notre demande de (re-)négociation:

Chine, Émirats Arabes Unis, Grèce, Indonésie, Kirghizstan, Koweït, Moldavie, Ouzbékistan, Slovaquie, Thaïlande, Tobago, Trinidad, Tunisie.

- États avec lesquels de nouvelles conventions bilatérales contenant les dispositions de l'article 26-5 ont été paraphées, signées ou ratifiées:

Arabie Saoudite, Arménie, Bahreïn, Barbade, Croatie, Inde, Liechtenstein, Monaco, Oman, Panama, Qatar, Seychelles, Sri Lanka, Tadjikistan.

- États avec lesquels les négociations en vue de nouvelles conventions bilatérales sont encore en cours de négociations:

Égypte, Monténégro, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Serbie, Syrie.

En application de l'article 26-5 du modèle de convention fiscale de l'OCDE, 150 demandes nous ont été adressées en vue d'un échange de renseignements fiscaux. Parmi l'ensemble de ces demandes, 56 ont pu être clôturées alors que 94 sont encore en cours de traitement. Ces demandes provenaient de l'Italie, de la Lettonie, de l'Islande, de l'Allemagne, du Danemark, de l'Espagne, de la Finlande, de la Suède, de la France respectivement des Pays-Bas.

De l'ensemble des dossiers clôturés, tous ont donné lieu à un échange de renseignements.

Question 1968 (28.2.2012) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**enseignement de l'astronomie:**

L'importance de l'astronomie dans l'enseignement est incontestée. Des connaissances sur l'univers et notre système solaire en particulier contribuent de façon importante à la réflexion sur l'importance et le rôle de l'être humain, ainsi que sur des questions philosophiques, scientifiques, religieuses, écologiques.

L'astronomie en tant que telle n'est pas une branche d'enseignement dans les écoles luxembourgeoises, contrairement à la pratique dans quelques États étrangers. Néanmoins des questions touchant à l'astronomie peuvent être abordées dans des cours de physique ou de géographie. En outre, des associations sans but lucratif, telle que l'Association luxembourgeoise des astronomes amateurs offrent de se déplacer dans les écoles pour familiariser les élèves avec cette science.

Dès lors, la question se pose de quelle façon et dans quelle mesure l'État veut favoriser l'enseignement de l'astronomie dans le système scolaire luxembourgeois. À cet égard, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et à Madame la Ministre de la Culture:

1) Dans quelle mesure, dans quelles branches et à quels niveaux des sujets touchant à l'astronomie sont-ils enseignés dans le système éducatif luxembourgeois? Le Gouvernement envisage-t-il de renforcer l'enseignement de l'astronomie, par exemple dans le cadre des réformes envisagées dans l'enseignement secondaire?

2) Le Gouvernement favorise-t-il l'intervention d'experts externes ou d'associations d'amateurs astronomes dans les écoles pour familiariser les élèves avec l'astronomie? Les écoles disposent-elles de moyens budgétaires pour couvrir les dépenses liées à de telles interventions? Si non, le Gouvernement est-il prêt à intervenir pour couvrir de telles dépenses?

3) Le Gouvernement soutient-il des associations actives dans le secteur de l'astronomie, par exemple par le moyen de subsides? Si oui, à quelle hauteur? L'État est-il disposé à renforcer son soutien à des associations actives dans le domaine de l'astronomie?

Réponse commune (29.6.2012) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*, et de **Mme Octavie Modert,** *Ministre de la Culture:*

Ad 1)

En ce qui concerne le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, il est vrai que l'astronomie ne figure pas en tant que telle comme branche particulière dans l'horaire des classes ni de l'école fondamentale ni de l'enseignement secondaire.

Pourtant des aspects concrets émanant du domaine de l'astronomie sont traités au sein des branches comme les sciences naturelles et la géographie. Pour ne citer que quelques exemples concrets, en géographie, dans le cycle inférieur du secondaire et du secondaire technique, des leçons portant sur notre système solaire, la Terre comme planète bleue, la Révolution terrestre qui donne naissance aux saisons figurent au programme. Toujours en géographie et en physique, au niveau des classes supérieures, la question des variations de l'ensoleillement qui entraînent les différentes zones climatiques à la surface terrestre, ou encore la gravitation universelle et les phases lunaires qui donnent naissance aux marées tablent sur des connaissances de base en astronomie.

Les services du MENFP soutiennent toutes les demandes ainsi que les efforts d'intervenants scientifiques extérieurs au monde scolaire, afin qu'ils puissent dispenser leurs compétences, c'est-à-dire leurs connaissances et savoir-faire au profit de tous les élèves de nos écoles. À ce sujet, il serait opportun que les associations telles que les amateurs astronomes développent une offre concrète adaptée aux besoins éventuels des différents niveaux d'âge de nos élèves.

Au niveau du Ministère de la Culture, la promotion de l'astronomie se fait avant tout par le biais du Musée national d'histoire naturelle, MNHN.

Ad 2)

«Intervention d'experts externes dans les écoles pour familiariser les élèves avec l'astronomie».

Dans ce contexte, le Musée national d'histoire naturelle est actif à plusieurs niveaux:

1. Séances d'astronomie au «Natur musée»

Le service éducatif du MNHN propose dans le cadre de ses séances pédagogiques une unité intitulée «Eng Rees duerch eise Sonnesystem» consacrée aux phénomènes et éléments de notre système solaire. Cette unité est destinée aux classes des cycles 3.2, 4.1 et 4.2. En moyenne, une quinzaine de classes s'inscrit par an à cette activité.

Des séances d'astronomie destinées aux classes du cycle inférieur de l'enseignement secondaire sont en cours de préparation.

Sur demande, le MNHN peut proposer, essentiellement à des classes de l'enseignement secondaire, des visites thématiques consacrées à l'astronomie.

Le «festival des sciences», organisé tous les deux ans, accueille dans ses ateliers consacrés à l'astronomie de nombreuses classes scolaires.

Les activités proposées ci-dessus sont facturées par le MNHN suivant ses tarifs en vigueur.

2. Intervention d'experts externes dans les établissements scolaires

Sur demande, le MNHN peut participer à des journées ou semaines thématiques consacrées aux sciences naturelles en général ou aux sciences de l'espace en particulier, qui sont organisées par les établissements scolaires.

Dans la mesure de ses disponibilités (essentiellement en personnel), le MNHN propose des séances de planétarium, des conférences thématiques ou des soirées d'observation du ciel nocturne.

Exemples:

- en 2011, à l'occasion de la «semaine de l'espace» à l'école fondamentale de Larochette, le MNHN a organisé des séances de planétarium pour l'ensemble des classes.

- en 2012, séances de planétarium pour les classes de l'école fondamentale de Hobscheid à l'occasion de la « semaine de la science».

Les activités proposées ci-dessus sont facturées par le MNHN suivant ses tarifs en vigueur.

3. Promotion de l'astronomie «événementielle»

À l'occasion d'événements astronomiques particuliers, le MNHN organise des activités destinées aux établissements scolaires. La participation à ces activités est généralement gratuite.

Exemples:

Transit de Vénus en 2004:

- encadrement par des experts du MNHN des activités d'observation de l'école primaire de Schifflange;

- encadrement des activités d'observation sur le site du Campus Geesseknäppchen et présentation d'une conférence au sujet du transit de Vénus pour les classes scolaires.

Année internationale de l'astronomie en 2009:

- organisation d'un grand concours d'astronomie destiné aux cycles 3.2, 4.1 et 4.2 de l'ensemble des établissements de l'école fondamentale avec au final une participation de 45 classes;

- organisation d'un grand quiz d'astronomie destiné à l'ensemble des classes de l'enseignement secondaire avec au final la participation d'une trentaine de classes.

Ad 3)

«Soutien aux associations actives dans le secteur de l'astronomie»

Le Ministère de la Culture, à travers le MNHN, peut soutenir, sur demande de leur part, des associations qui ont pour objet l'astronomie. Comme pour toutes les subventions, l'octroi d'une aide étatique se fait en fonction de la qualité des projets pour lesquels le soutien est demandé et en fonction du respect des procédures imposées par l'État en cette matière.

Plus particulièrement, le Ministère de la Culture accorde par le biais du budget du MNHN un subside annuel à l'association des «Astronomes Amateurs du Luxembourg, AAL», à côté de l'aide en nature et en activités par le MNHN.

Les montants des subsides payés au cours des dernières années sont à considérer comme une participation aux frais de fonctionnement tout comme une participation aux frais des activités de l'association. La hausse de la subvention annuelle à partir de l'année 2009 s'explique par le fait que l'association a notablement élargi ses activités, notamment dans le contexte de l'Année internationale de l'astronomie 2009 et du 40e anniversaire de l'AAL.

Les paiements des dernières années ont été:

2011:	1.000 euros
2010:	1.000 euros
2009:	1.000 euros
2008:	500 euros
2007:	500 euros
2006:	500 euros

D'autres aides indirectes (et non chiffrables) accordées par le MNHN au profit de l'AAL sont notamment:

- aide à l'acquisition de matériel pédagogique pour divers événements astronomiques (éclipse du soleil en 1999, transit de Vénus en 2004,...);

- production et impression de posters et flyers par le MNHN à l'occasion de diverses conférences organisées par l'AAL au cours des dernières années;

- prise en charge par le MNHN de certaines tâches de publicité pour des événements organisés par l'AAL;

- coordination et prise en charge par le MNHN de divers frais d'organisation et de toutes les activités organisées dans le cadre de l'Année internationale de l'astronomie 2009 durant laquelle l'AAL était partenaire privilégié;

- aide à la vente du livre «Stärenhimmel fir Kanner» de Nicolas Feierstein et Jeanny Jungbluth (membres du comité de l'AAL): vente dans le shop du MNHN et achat par le MNHN de plusieurs exemplaires du livre;

- aide à la promotion médiatique et publique des activités de l'AAL organisées dans le cadre de la célébration du 40e anniversaire de l'a.s.b.l. en 2011.

Question 1995 (7.3.2012) de **M. Raymond Weydert** *(CSV)* concernant l'**évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement (SUP):**

La loi du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement exige la réalisation d'une SUP lors de l'élaboration respectivement la refonte des plans d'aménagement généraux (PAG) des communes.

Les dossiers relatifs aux SUP sont très pointus et onéreux pour les communes concernées. En outre, il s'avère que les délais endéans lesquels les communes reçoivent leurs réponses de la part du département de l'Environnement sont parfois très longs et partant ne permettent pas aux responsables communaux d'entamer les démarches nécessaires pour l'élaboration de leur nouveau PAG.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes aux ministres concernés:

- Quelles sont les raisons pour lesquelles les délais de réponse et d'instruction sont tellement longs?

- Comment le Gouvernement compte-t-il faire face aux multiples dossiers qui lui seront soumis lors des années à venir dans le cadre de la refonte complète des PAG, telle qu'exigée par la législation sur l'aménagement communal et le développement urbain?

- Le Gouvernement ne craint-il pas un retardement important au niveau des PAG?

Réponse commune (25.5.2012) de **M. Marco Schank,** *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures* et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

L'honorable Député s'inquiète des délais d'instruction des plans d'aménagement généraux (PAG) des communes suite à l'application de la loi modifiée du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement transposant en droit national la directive européenne 2001/42/CE. Le but principal visé par la directive 2001/42/CE, partant aussi celui de la loi modifiée du 22 mai 2008 précitée, est d'assurer la prise en compte des incidences de la mise en œuvre des plans et programmes durant l'élaboration et avant l'adoption de ces derniers. Cette loi a pour effet qu'une procédure d'évaluation des incidences sur l`environnement se greffe sur la procédure d'élaboration et d'approbation des PAG prévue par la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain. L'évaluation des incidences sur l'environnement n'est qu'une étape dans la procédure d'élaboration des PAG. L'expérience des deux dernières années montre que les avis que le ministre est appelé à émettre en application de l'article 6, alinéa 3 de la loi modifiée du 22 mai 2008 précitée demandent en règle générale des délais allant de six mois à une année pour les nouveaux projets de PAG.

Au regard des objectifs de la procédure d'évaluation des incidences sur l'environnement, le législateur a opté en 2008 pour l'adoption d'une loi séparée au lieu d'intégrer la procédure d'évaluation des incidences des plans et programmes dans les différents textes concernés. Par conséquent, l'étude d'incidences sur l'environnement se fait préalablement à l'élaboration d'un PAG et son intégration dans le processus d'élaboration d'un PAG se voit compliquée.

Il résulte de la taille des PAG que les rapports d'évaluation des incidences sur l'environnement sont particulièrement étoffés, et que par conséquent l'instruction sérieuse et en détail nécessite un certain temps. Par-dessus, cette instruction couvre aussi bien les aspects d'environnement humain que les aspects d'environnement naturel, et il doit être fait appel à deux services du ministère distincts. Il s'ajoute qu'à côté de l'instruction des évaluations des incidences, les fonctionnaires s'occupent d'autres dossiers dans leur domaine respectif. En plus la qualité de l'information fournie est souvent insuffisante et des informations supplémentaires doivent être demandées.

Afin d'améliorer les évaluations des incidences sur l'environnement et raccourcir les délais d'instruction, le «Leitfaden zur strategischen Umweltprüfung für die Ausarbeitung des Plan d'aménagement général» et un document de questions et réponses, à l'attention des auteurs de PAG et des bureaux d'études chargés de l'évaluation des incidences, ont été élaborés.

En outre, de par les modifications introduites par la loi du 28 juillet 2011 portant modification de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, le Gouvernement a œuvré pour un meilleur agencement des procédures d'évaluation des incidences et d'adoption de PAG.

À côté de ces mesures, les bureaux d'études, les communes et les personnes chargés de l'analyse des dossiers sont de plus en plus avertis des problèmes qui peuvent se poser dans le cadre de la procédure, ce qui engendra un raccourcissement supplémentaire des délais.

De par cette modification législative et le gain d'expérience des acteurs, il est possible que les délais d'instruction des dossiers auprès du ministre puissent être diminués à l'avenir, sous condition évidemment que la cadence d'introduction de projets de PAG et de leurs rapports connexes par les communes reste comparable à celle des années 2010 et 2011.

Question 2000 (9.3.2012) de **M. François Bausch** *(déi gréng)* concernant l'**établissement par la Cargolux de sociétés aux Îles Vierges britanniques:**

D'après des informations diffusées par le syndicat OGBL, la société de fret aérien Cargolux aurait constitué des sociétés financières aux Îles Vierges britanniques, réputée pour leurs législations fiscales et financières peu transparentes.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Est-il correct que la Cargolux a constitué des sociétés aux Îles Vierges britanniques?

2. Le cas échéant, dans quel objectif la société Cargolux a-t-elle constitué une ou plusieurs succursales aux Îles Vierges britanniques?

3. Dans quels autres pays, la Cargolux a-t-elle établi des succursales et dans quels pays Cargolux détient-elle des participations directes dans des sociétés?

4. Quelles sont les dénominations exactes de ces sociétés et quels sont leurs rôles spécifiques dans les activités de Cargolux?

5. Est-ce que le Gouvernement est d'avis qu'il serait utile de disposer d'une comptabilité pays par pays de la société Cargolux et de ses succursales?

6. Est-ce que le Gouvernement est d'avis qu'une comptabilité pays par pays devrait être disponible au public?

Réponse (13.6.2012) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

En réponse aux questions de l'honorable Député François Bausch, il y a lieu de préciser que ces questions portent sur l'activité d'une société de droit privé dans laquelle l'État n'a pas de participation directe. Il n'appartient pas au Gouvernement de révéler des informations confidentielles d'une société commerciale.

Cargolux m'informe cependant de l'existence d'une succursale aux Îles Vierges britanniques. Cette succursale serait née d'un partenariat avec la compagnie Atlas Air afin d'optimiser la gestion de pièces de rechange Boeing 747-8 et de partager les coûts d'investissement y liés.

Concernant la question si le Gouvernement est d'avis qu'il serait utile de disposer d'une comptabilité pays par pays de la société Cargolux et de ses succursales, il y a lieu de préciser qu'en droit des sociétés la succursale n'a pas de personnalité morale distincte de Cargolux et que partant la comptabilité de Cargolux inclut celle de sa succursale.

Question 2034 (28.3.2012) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **Boeing 747-200 stationnant au Findel depuis 2008:**

Zanter dem 29. September 2008 steet eng Boeing 747-200 um Findel, mat der Immatrikulatioun VP-BXC. De leschte Propriétaire ass d'russesch Firma TESIS Aviation Enterprise, déi hir Lizenz de 17. Oktober 2008 entzu kritt huet. Enn November 2010 hunn d'Arriérée fir dëse Fliger sech op 980.956 € belaf (Äntwert op d'Question parlementaire n°1021) *(cf. compte rendu n°7/2010-2011)*.

An deem Kontext hunn ech dës Froen un den Här Minister fir nohalteg Entwécklung an Infrastrukturen:

1) Sinn d'Taxe fir d'Landung an d'Parke vun dësem Fliger elo bezuelt?

2) Wann neen:

a) Wéi vill ass de Propriétaire vum Fliger dem Bedreiwer vum Flughafe schëlleg?

b) Si Prozeduren ageleet ginn fir dës Zomm anzedreiwen?

3) Wien ass rechtlech Propriétaire vum Boeing 747-200?

4) Dem Propriétaire-Bailleur ass erlaabt ginn, zwee Motoren ofzebauen. Sinn dobäi Taxen - ganz oder zum Deel - bezuelt ginn?

5) Wat ass d'Zukunft fir dëse Fliger?

6) Wie muss fir Käschten opkommen, wann dës Boeing muss verschrott ginn an de Schrottwäert ënnert de Käschte fir d'Verschrotte läit?

7) Wat fir Moossname wëllt d'Regierung a lux-Airport ënnerhuelen, fir esou Situatiounen an der Zukunft ze vermeiden?

Réponse (6.7.2012) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Den honorablen Deputéierte Fernand Kartheiser hätt gären Informatiounen betreffend enger Boeing 747-200, déi zanter dem 29. September 2008 um Findel steet.

1. D'Parkingsredevancë vum Fliger, déi normalerweis fir all Parke vun engem Fliger vun iwwer véier Stonne fälleg sinn, goufen net u lux-Airport bezuelt.

2. Geméiss dem Gesetz vum 26. Juli 2002 iwwert d'Polizeigewalt um Flughafe gouf eng Prozedur ageleet, andeems souwuel de Propriétaire vum Fliger (een Trust op de Bermudas, deen net méi existéiert) wéi de Bedreiwer (eng russesch Fluggesellschaft en liquidation judiciaire) en Arrêté ministériel de 14. Dezember 2010 notifizéiert kruten, deen de Fliger als «épave» deklaréiert, falls deen net bannent engem Délai vu engem Mount ewechgeholl géing ginn. Den Arrêté huet och virgesinn, datt d'Prestatairen hir opstoend Rechnungen den zoustännege Persoune sollte bezuelen. Déi Friste sinn ouni Reaktioun ofgelaf. Säit der «déclaration de mise en épave» si keng zousätzlech Redevancë berechent ginn.

3. Déi Gesellschaft op de Bermudas, déi rechtlech Propriétaire wor, existéiert net méi an de Fliger ass och net méi am Register vun de Bermudas vermierkt. Duerch den Arrêté ministériel, no dem ofgelafenen Délai, ass de Fliger als „épave" agestuuft ginn an d'Administration de l'Enregistrement et des Domaines kann d'Aliénatioun oder d'Verschrottung décidéieren.

4. De Bedreiwer vum Fliger huet seng Motoren, op déi eng international Garantie gelaf ass, iwwer Geriichtswee direkt zougesprach krut, ouni datt een eng Créance dogéint konnt gülteg maachen.

5. Duerch de schlechten Zoustand vum Fliger, kënne keng Instrumenter récupéréiert ginn, och well déi derzou gehéirend Zertifikater scho längst ofgelaf sinn. Och ass eng Renovatioun vum Fliger net realistesch, sou datt de Fliger aus Sécherheetsgrënn de Findel net méi iwwert d'Loft ka verloossen.

Ausser der Optioun vun der kompletter Verschrottung vum Fliger, gëtt nach studéiert, ob een e kéint zu Übungszwecker benotzen, wat awer och net onproblematesch ass, well een extraen Terrain dofir misst zur Verfügung gestallt ginn.

6. Wann de Schrottwäert ënnert de Käschte fir d'Verschrotte läit, muss d'Administration de l'Enregistrement et des Domaines fir d'Käschten opkommen.

7. Am internationale Flugtransport ass esou een „abandon" leider net ze vermeiden. Falls Problemer oder Feeler un engem Fliger bei enger Kontroll festgestallt ginn an de Fliger net méi dierf weiderfléien oder d'Fluggesellschaft faillite mécht an de Fliger steet um Findel, da bleift en do immobiliséiert bis déi rechtlech an technesch Situatioun gekläert ass. Dofir geet déi gesetzlech Prozedur fir e Fliger kënnen als „épave" anzestufen esou, datt d'Administration de l'Enregistrement et des Domaines duerno iwwert de Fliger ka fräi verfügen.

Et gëtt och keng Méigléchkeet fir dem Propriétaire oder dem Bedreiwer seng finanziell Situatioun am Viraus ze kennen, zumools bei Gesellschaften, déi onregelméisseg de Findel ufléien, an esou kann een den "défaut de paiement" schwéier vermeiden.

Question 2037 (29.3.2012) de **M. Camille Gira** *(déi gréng)* concernant l'**uranium naturel dans l'eau potable:**

L'uranium naturel est un élément radioactif très répandu dans la nature. On le retrouve notamment dans les granites ainsi que dans d'autres gisements minéraux. Une des particularités de l'uranium en tant qu'élément radioactif tient au fait que sa toxicité chimique est supérieure à sa toxicité radiologique. C'est pourquoi les normes et recommandations de qualité d'eau à son sujet découlent du risque associé à sa toxicité chimique. La présence d'uranium dans l'eau s'explique principalement par le lessivage de dépôts phosphatés, de résidus miniers et de fertilisants à base de phosphate provenant des terres agricoles.

L'OMS préconise une limite à ne pas dépasser de 15 microgrammes d'uranium par litre d'eau potable. En Allemagne, la valeur limite de dix microgrammes par litre est en vigueur depuis le 1er novembre 2011, tandis que l'association «foodwatch» préconise de réduire cette valeur limite à deux microgrammes par litre, eu regard surtout aux bébés et enfants. Au Luxembourg, il n'existe pas de limite pour l'uranium dans l'eau potable.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner en relation sur les valeurs de concentration d'uranium dans les eaux potables du Grand-Duché du Luxembourg?

- Est-ce que Monsieur le Ministre est d'accord pour fixer une valeur limite pour l'uranium dans l'eau potable?

Réponse commune (29.6.2012) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*, et de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

La question parlementaire de l'honorable Député Camille Gira a pour objet la concentration d'uranium dans l'eau potable au Grand-Duché du Luxembourg.

Quant à la question sur les valeurs de concentration d'uranium dans les eaux potables du Grand-Duché du Luxembourg, il y a lieu de renseigner que depuis 2009 le Laboratoire de la Division de la Radioprotection procède à des campagnes annuelles de mesures de la radioactivité dans les eaux destinées à la consommation humaine distribuées par les communes du Grand-Duché du Luxembourg.

Les paramètres contrôlés sont ceux préconisés par la directive européenne 98/83/CE relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine, c'est-à-dire le tritium et la dose totale indicative (DTI) au travers des activités alpha et bêta globales.

Cette méthodologie permet de prendre en compte tous les radionucléides potentiellement présents dans l'eau potable, donc également les isotopes de l'uranium.

Ces suivis nous montrent qu'aucun des 142 échantillons analysés l'an passé ne dépasse la DTI fixée à 0,1 mSv/an. Si la DTI était dépassée, des analyses plus approfondies seraient engagées, comme par exemple la détermination des isotopes de l'uranium tels que l'U-238, U-234, ou encore du radium.

La DTI n'étant pas dépassée, des mesures plus approfondies ne sont pas nécessaires actuellement.

Par ailleurs, les procédés appliqués pour les analyses de routine concernant les métaux lourds dans l'eau potable permettent au laboratoire de l'Administration de la Gestion de l'Eau de détecter les éventuels traces d'uranium dans les échantillons. Sur 875 analyses effectuées en 2011 pour les eaux souterraines et eaux potables, une seule affichait une valeur supérieure à 10 µg/L, à savoir 11,6 µg/L lors d'un forage de reconnaissance. À noter qu'il s'agit dans ces cas en principe de sources de radioactivité naturelles.

Quant à la question relative à la fixation d'une valeur limite pour l'uranium dans l'eau potable, un projet de directive européenne pour fixer des exigences pour la protection de la santé de la population en ce qui concerne les substances radioactives dans les eaux destinées à la consommation humaine est en cours d'élaboration dans le cadre du traité Euratom.

Des concentrations de référence pour la radioactivité dans l'eau potable de différents radionucléides dont l'uranium y sont présentes.

Le Grand-Duché du Luxembourg appliquera ces nouvelles valeurs limites dès qu'elles seront publiées.

Question 2038 (29.3.2012) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant la **réfection du CR351 entre Diekirch et Erpeldange:**

Dans sa réponse du 11 mai 2011 à ma question parlementaire n°1392 *(cf. compte rendu n°14/2010-2011)*, Monsieur le Ministre avait précisé que toutes les emprises indispensables à la réfection du CR351 entre Diekirch et Erpeldange n'auraient pas encore pu être acquises si bien que le dossier resterait en suspens, en dépit de l'octroi de l'autorisation environnementale et de l'approbation du dossier de soumission début l'an 2010.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il donner des détails sur l'avancement des négociations concernant les emprises à proprement parler? Y a-t-il eu des progrès en la matière?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que l'Administration des Ponts et Chaussées peut réaliser au moins les travaux relatifs à la réfection du CR351 au sein de l'agglomération de la ville de Diekirch (rue de l'Hôpital, rue des Fleurs, route d'Erpeldange) et ce dans les délais les meilleurs?

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des informations sur les derniers pourparlers avec les autorités communales de la ville de Diekirch?

Réponse (8.6.2012) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'honorable Député souhaite avoir des informations sur l'avancement du dossier des travaux concernant le CR351.

Je suis en mesure de confirmer dorénavant que toutes les emprises pour la réfection du CR351 entre Diekirch et Erpeldange ont été acquises. Quant aux travaux relatifs à la réfection du CR351 au sein de l'agglomération de la ville de Diekirch, l'administration communale nous a informé que les travaux projetés ne peuvent pas être mis en adjudication aussi longtemps que sa demande de subside pour le raccordement d'un collecteur pour eaux pluviales n'aura pas été traitée par l'Administration de la Gestion de l'Eau. La ville de Diekirch estime cependant qu'en cas d'une réserve favorable à sa demande, la mise en adjudication des travaux pourra encore avoir lieu cette année.

Question 2049 (5.4.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant la **possibilité du condamné de s'enfuir à l'étranger entre le verdict et le jugement en appel:**

Bei einem Strafverfahren, in dem ein Täter zu einer Gefängnisstrafe verurteilt wird, kann dieser gegen das Urteil in Berufung gehen. Während dieser Zeit kann er sich im Prinzip noch frei herumbewegen, muss allerdings bei der Polizei von Zeit zu Zeit vorstellig werden. Theoretisch besteht die Möglichkeit, ins Ausland zu flüchten und nicht mehr wiederaufzutauchen. Hierüber macht die Polizei der Staatsanwaltschaft einen Bericht und es ist Aufgabe dieser Institution, eine Fahndung einzuleiten. Nun kommt es aber vor, dass die Staatsanwaltschaft darauf verzichtet, eine Fahndung in die Wege zu leiten und so nicht nach dem Täter gesucht wird.

Fragen:

1) Warum bleiben Täter nach Urteilsverkündung noch bis zur Berufung auf freiem Fuß?

2) Welche Straftäter bleiben nach einer Urteilsverkündung auf freiem Fuß?

3) Was geschieht, wenn der Täter ins Ausland flüchtet?

4) Warum wird hier nicht immer eine Fahndung ausgelöst?

5) Ist dem Minister bekannt, wie oft Straftäter nach der ersten Instanz über die Grenzen geflüchtet sind?

6) Wie kann man dies verhindern?

Réponse (25.5.2012) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Justice:*

Ad Frage 1)

In erster Linie scheint es wichtig, an die Bedingungen zu erinnern, die sich für eine Untersuchungshaft stellen:

Gemäß Artikel 91 CIC kann eine Vorladung nur ausgesprochen werden:

- wenn Fluchtgefahr besteht,

- wenn Verdunkelungsgefahr von Beweisen besteht oder

- wenn der Angeklagte nicht erscheint.

Man muss hinzufügen, dass die Bedingung der Fluchtgefahr bei Personen, die nicht im Land wohnen, automatisch erfüllt ist.

Die Personen in Untersuchungshaft bleiben in Untersuchungshaft, falls die Dauer der Untersuchungshaft die Dauer der Haftstrafe nicht überschreitet, zu der sie in erster Instanz verurteilt worden sind.

Es muss allerdings daran erinnert werden, dass Artikel 14 erster Absatz des Gesetzes vom 19. November 1929 über die kontradiktorische Untersuchung verfügte, dass:

„Si un inculpé qui n'est pas en état de mandat de dépôt ou d'arrêt, est condamné à une peine d'emprisonnement de plus de six mois, ou à plusieurs peines d'emprisonnement dont le total dépasse six mois, l'arrestation immédiate pourra être ordonnée s'il y a lieu de craindre qu'il ne tente de se soustraire à l'exécution de la peine".

Diese Bestimmung ist durch das Gesetz vom 7. Juli 1989 aufgehoben worden, welches das System der „contrainte par corps" abgeändert hat, da es das Prinzip der Unschuldsvermutung nicht berücksichtigt, und die Laufzeit der Berufungsfrist noch nicht begonnen hat.

Ad Frage 2)

Im Prinzip bleiben jene in Freiheit, die nicht zu einer festen Haftstrafe verurteilt worden sind; jene, die nicht in Haft sind mit dem Vorbehalt, dass der Staatsanwalt gegen sie einen Haftbefehl erteilt, sobald das Urteil rechtskräftig ist.

Ad Fragen 3) und 4)

Falls ein Haftbefehl nicht ausgeführt werden kann, da es nicht möglich ist, die betroffene Person zu lokalisieren, wird die Person zuerst durch die Polizei zur Fahndung ausgeschrieben. Wenn es nicht möglich ist, sie aufgrund dieser Personenfahndung zu ermitteln, wird ein europäischer Haftbefehl ausgestellt. Im Falle von

Hinweisen, dass sich die Person in einem Land außerhalb der Europäischen Union befindet, wird ein internationaler Haftbefehl ausgestellt, der durch Interpol verbreitet wird.

Ad Frage 5)

Diese Angaben sind nicht verfügbar.

Ad Frage 6)

Es wird daran erinnert, dass ein Urteil erst nach Ablauf der Berufungsfrist rechtskräftig wird und bis dahin die Unschuldsvermutung gilt.

Question 2053 (10.4.2012) de **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant la **réglementation des professions sociales:**

Dans la réponse à la question n°1874 de Monsieur l'honorable Député Claude Adam, concernant l'absence de reconnaissance de la 4e année de formation pour accéder à la profession réglementée d'assistant social *(cf. compte rendu n°6/2011-2012)*, Monsieur François Biltgen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, vient d'annoncer l'abrogation du règlement grand-ducal du 29 août 1979 portant réglementation des études et des attributions de la profession d'assistant social. Dans le même contexte, le Ministre de la Santé a évoqué dans un article de presse paru en date du 6 avril 2012, qu'il présentera très prochainement un nouveau règlement grand-ducal au Conseil de Gouvernement.

Dans ce contexte, j'aimerais recevoir les précisions suivantes:

- Vu que le règlement grand-ducal actuellement en vigueur n'a pas été changé depuis 1979, comment le Ministère de la Santé entend-il procéder dans la révision des conditions d'accès et d'attributions professionnelles pour les futurs travailleurs sociaux? Le Ministère de la Santé envisage-t-il de consulter les multiples acteurs impliqués et concernés (services publics et conventionnés, employeurs et syndicats signataires des conventions collectives, associations professionnelles et instituts de formation) par l'abrogation respectivement par une nouvelle réglementation en la matière?

- Est-ce que la nouvelle réglementation tiendra compte des constats et recommandations des études de recherches effectuées en 2001 pour le compte du Ministère de la Culture, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, dans le cadre de «l'Étude sur les demandes en qualification du secteur socio-éducatif» réalisée par Marc Ant et Manon Pint, à savoir l'évolution convergente des profils professionnels dans le secteur social?

- Est-ce que le Ministère de la Santé a effectué ou compte effectuer des travaux d'analyse ou de recherche sur la caractérisation des emplois actuels des travailleurs sociaux afin de mieux connaître les profils d'activités et profils de compétences nécessaires dans la perspective de mieux cerner les demandes de qualifications du secteur social?

- Le Ministre de la Santé entend-il transmettre l'avant-projet de règlement grand-ducal aux commissions parlementaires respectives en vertu de l'article 1 de la procédure recommandée par la loi du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé.

Concernant la quatrième année d'études

- Vu que le Ministère de la Santé et le Ministère de l'Éducation nationale ont organisé dans le passé les cours complémentaires dans le cadre de la 4e année de formation, le Ministère de la Santé envisage-t-il d'abroger définitivement l'offre de ces cours pour les étudiants issus d'un autre pays membre de l'UE et souhaitant se préparer aux épreuves d'adaptations annoncées dans la réponse à la question parlementaire susmentionnée?

- Quel a été l'impact financier de l'organisation de la 4e année de formation au niveau des ministères impliqués? Est-ce que les vacances de cours ont été annoncées publiquement afin de recruter les chargés de cours?

- Est-ce que le Ministère de la Santé a effectué ou entend effectuer une évaluation sur la pratique de la 4e année de formation proposée au Luxembourg aux détenteurs de diplômes à l'étranger dans le travail social?

- Est-ce qu'il existe un référentiel de compétences afin d'opérer les validations d'acquis professionnels et la validation d'acquis de formations antérieures, respectivement afin d'opérer les dispenses accordées à certains des candidats aux diplômes d'État?

- Combien de demandes d'homologation voire de reconnaissance ont été introduites au Ministère de la Santé, au Ministère de l'Éducation nationale ainsi qu'au Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche dans les cinq dernières années? Quels ont été les pays d'origines et les intitulés des diplômes présentés?

Vu l'évolution des professions de santé d'un côté et les professions sociales de l'autre côté,

- le Ministère de la Santé estime-t-il toujours qu'il soit approprié de réglementer les attributions professionnelles des assistants sociaux dans le cadre législatif des professions de santé? Le Gouvernement entend-il mener une concertation auprès des acteurs du secteur social concernant l'opportunité, voire la nécessité de prendre une initiative législative afin de mieux réglementer la diversité des professions sociales?

- Le Ministère de la Santé ne juge-t-il pas opportun de différencier les carrières des professions concernées selon les niveaux des qualifications requises introduits par le processus de Bologne, à savoir le bachelor, le master et le doctorat? Est-il tenu compte dans le cadre des projets de réforme des carrières auprès de l'État?

Partant de l'idée que l'assistant d'hygiène sociale est toujours à considérer comme profession de santé, le Ministre de la Santé peut-il nous renseigner sur la situation réglementaire concernant l'exercice et la reconnaissance de l'assistant d'hygiène sociale? Est-il prévu de réviser également les règlements grand-ducaux de 1969 et 1972? Comment est pratiquée la reconnaissance des diplômés potentiels d'infirmier gradué, d'infirmière graduée en santé communautaire, respectivement en santé publique? Est-ce que le Ministère de la Santé a étudié ou entend étudier les besoins en qualifications dans le domaine de la santé communautaire à Luxembourg?

Réponse commune (13.6.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé*, **M. François Biltgen,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*, et de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Les questions posées par l'honorable Député Monsieur Serge Wilmes donnent lieu aux réponses suivantes:

La profession d'assistant social est une profession réglementée du domaine de la santé, la base réglementaire étant le règlement grand-ducal du 29 août 1979 portant réglementation des études et des attributions de la profession d'assistant social.

Actuellement, un avant-projet de règlement grand-ducal portant sur les études et l'exercice de la profession d'assistant social est en cours de finalisation. Ce texte, qui tend à remplacer le règlement grand-ducal précité, mettra à jour les qualifications professionnelles requises pour accéder à la profession d'assistant social, ainsi que ses attributions professionnelles. Afin de permettre, d'une part, une adéquation aussi grande que possible entre le profil professionnel et la pratique journalière des assistants sociaux sur le terrain et, d'autre part, de prendre en compte l'évolution du secteur social au Luxembourg, ce texte a été élaboré en étroite collaboration avec les acteurs impliqués dans le travail social, à savoir notamment des représentants des ministères concernés par le travail social, ainsi que par des représentants de l'Association nationale des assistants d'hygiène social, assistants sociaux et infirmiers gradués du Luxembourg (ANASIG). Par ailleurs, une fois finalisé, il sera encore soumis pour avis au Conseil supérieur de certaines professions de santé.

Étant donné qu'il ne s'agit pas de créer une nouvelle profession de santé, hypothèse où la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé prévoit la consultation de la Conférence des Présidents, mais seulement de modifier les études et l'exercice d'une profession de santé existante, il n'est pas prévu de consulter une commission parlementaire et de déroger à la procédure réglementaire «ordinaire». Ainsi, suite à la consultation des chambres professionnelles impliquées, le texte en question sera soumis au Conseil de Gouvernement et au Conseil d'État.

L'accès à la profession est et restera subordonné à la possession d'un diplôme de bachelor. En application de la loi du 19 juin 2009 ayant pour objet la transposition de la directive 2005/36/CE pour ce qui est a) du régime général de reconnaissance des titres de formation et des qualifications professionnelles, b) de la prestation temporaire de service et dans la mesure où une différence substantielle a été constatée entre les qualifications professionnelles renseignées par le diplôme de bachelor et les requis pour l'exercice de la profession au Grand-Duché de Luxembourg, il est demandé au demandeur de la reconnaissance du diplôme étranger de se soumettre avec fruit à une épreuve d'aptitude ou d'accomplir avec fruit un stage d'adaptation rémunéré, le choix étant laissé au demandeur. Ces mesures compensatoires permettent notamment de combler des lacunes dans les connaissances du droit national.

De façon subsidiaire et sur base du règlement grand-ducal du 29 août 1979, le demandeur de la reconnaissance peut également opter pour une «4e année de formation», dont le stage n'est pas rémunéré et qui est sanctionnée par un examen en vue de l'obtention du diplôme d'État luxembourgeois. Pour les détenteurs d'un «bachelor en sciences sociales et éducatives» délivré par l'Université du Luxembourg cette dernière voie était nécessaire jusqu'en 2011/2012.

Le tableau ci-après renseigne le nombre de postulants inscrits dans les différentes mesures.

	4e année de formation	Reconnaissance par épreuve d'aptitude	Reconnaissance par stage d'adaptation
2011	34	22	/
2010	30	18	1
2009	27	26	3
2008	19	20	/
2007	17	35	3

Les pays d'origine du diplôme étranger sont principalement la Belgique et l'Allemagne. À noter qu'il n'y a eu aucune demande de validation des acquis de l'expérience.

Le tableau ci-après renseigne sur les coûts des différentes mesures.

2011	18.016,66€
2010	17.444,60€
2009	18.361,60€
2008	10.488,10€
2007	9.769,48€

Finalement, il convient de noter que, comme pour toute profession de santé, la reconnaissance des diplômes étrangers d'assistant d'hygiène sociale respectivement d'infirmier gradué se fait conformément aux dispositions de la loi du 19 juin 2009 précitée. En ce qui concerne les attributions professionnelles de l'assistant d'hygiène sociale, il est renvoyé au règlement grand-ducal modifié du 15 juillet 1969 portant exécution des articles 1er et 5 de la loi du 18 novembre 1967 portant réglementation de certaines professions paramédicales en ce qui concerne la profession d'assistant d'hygiène sociale.

Par contre, un texte tendant à la modification de la réglementation de l'assistant d'hygiène sociale n'est à ce stade pas en cours d'élaboration.

Question 2058 (16.4.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant le **système de droits des patients en Basse-Autriche:**

In Niederösterreich wurde 1994 eine Patienten- und Pflegeanwaltschaft durch das Krankenanstalt- und Sozialhilfegesetz installiert. Sie ist ein unabhängiges und weisungsfreies Organ zur Umsetzung der Patientenrechte. Es ist eine Anlaufstelle für den Patienten, für die Vertrauensperson des Patienten oder auch für die Mitarbeiter in Gesundheits- und Sozialeinrichtungen.

Fragen:

1) Kennt der Minister das niederösterreichische System?

2) Wie gut funktioniert es?

3) Kann dieses System auf luxemburgische Verhältnisse übertragen werden?

Réponse (16.5.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Das öffentliche Gesundheitswesen beziehungsweise der öffentliche Gesundheitsdienst und die Gesundheitsverwaltung sind in Österreich ein geteilter Aufgabenbereich von Bund, Ländern und Gemeinden.

In jedem Bundesland sind Patientenanwaltschaften eingerichtet. Die Patientenanwaltschaften sind in ganz Österreich für Spitäler zuständig, in einigen Bundesländern (zum Beispiel auch in Niederösterreich) erstreckt sich diese Zuständigkeit auch auf die niedergelassenen Ärzte, Pflegeheime und alle anderen Einrichtungen im Gesundheits- und Sozialwesen.

Die Patientenanwaltschaften sind unabhängige, weisungsfreie Einrichtungen zur Sicherung der Rechte und Interessen von Patienten. Sie vermitteln bei Konflikten.

Nähere Details zum Funktionieren der „Niederösterreichischen Patienten- und Pflegeanwaltschaft" liegen mir nicht vor.

Am 5. Mai 2011 habe ich den Gesetzesvorentwurf über die Rechte und Pflichten der Patienten im Rahmen der Sitzung des Gesundheitsausschusses der Abgeordnetenkammer in Anwesenheit des Herrn Abgeordneten vorgestellt.

Die Einrichtung einer Informationsstelle über Patientenrechte, welche bei Konflikten vermitteln kann, ist ein Kernpunkt dieses Gesetzesvorentwurfs.

An der Schaffung einer nationalen Informations- und Mediationsstruktur wird auch der nach Konsultierung aller Akteure des Gesundheitswesens überarbeitete Entwurf festhalten, den ich in Kürze dem Regierungsrat vorlegen werde.

Question 2059 (17.4.2012) de **M. François Bausch** *(déi gréng)* concernant la **législation concernant les «Pedelecs»:**

Le retrait du permis de conduire signifie pour les personnes concernées l'interdiction du droit de conduire un véhicule automoteur, y compris un cycle à moteur auxiliaire. Or, suivant mes informations, il y a confusion en relation avec la définition du cycle à moteur auxiliaire et la définition des cycles à pédalage assisté type «Pedelec» ou encore des cycles électriques. En effet, suivant l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques, la définition du cycle à moteur auxiliaire est la suivante (article 2 Dispositions transitoires concernant certains véhicules: 3 a): «Le cycle à moteur auxiliaire est un cycle dont le poids propre n'excède pas 400 kg et qui est pourvu soit d'un moteur auxiliaire d'une cylindrée maximum de 50 cm^3 et qui, par construction, ne dépasse pas une vitesse de 50 km/h, soit d'un moteur électrique et qui, par construction, ne dépasse pas une vitesse de 50 km/h.». Partant, un cycle à pédalage assisté ou un cycle électrique équipé d'un moteur électrique dont la puissance nominale continue maximale ne dépasse pas 0,25 kW respectivement 0,5 kW et qui ne propulse qu'à une vitesse de 25 km/h pourrait être défini comme «cycle à moteur auxiliaire».

Ainsi, des problèmes d'assurances sont envisageables lors d'un accident causé par une personne privée de son permis de conduire mais roulant avec un cycle à pédalage assisté. Il m'a également été rapporté que certains agents de police considèrent les cycles à pédalage assisté comme cycle à moteur auxiliaire et que partant ces cycles sont également frappés par l'interdiction du droit de conduire pour les personnes ayant subi le retrait de leur permis de conduire.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Est-ce que Monsieur le Ministre est d'accord de légiférer dans ce contexte afin de définir clairement la situation juridique des cycles à pédalage assisté?

- Au cas où Monsieur le Ministre estimerait que la définition serait assez claire, serait-il d'accord d'informer par la voie hiérarchique les compagnies d'assurances et les agents de la police du mode officiel de conduite?

Réponse (18.5.2012) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Dans sa question parlementaire l'honorable Député souhaite avoir des précisions sur une apparente confusion dans la réglementation routière s'agissant de la définition respectivement du cycle à moteur auxiliaire et du cycle à pédalage assisté, le tout en relation avec une éventuelle interdiction de conduire résultant d'une décision judiciaire.

D'emblée, il y a lieu d'attirer l'attention sur l'article 13 de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques qui dispose que: «1. Le juge saisi d'une ou de plusieurs infrac-

tions à la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques ou de délits ou de crimes qui se sont joints à ces infractions, pourra prononcer une interdiction de conduire de huit jours à un an en matière de contraventions et de trois mois à quinze ans en matière de délits ou de crimes.

(…)

1ter. Le juge qui prononce une interdiction de conduire peut la limiter à certaines catégories de véhicules, à certains trajets, à certains jours de la semaine et à certaines heures de la journée.»

Il ressort de ce qui précède que le juge dispose d'une multitude de possibilités pour moduler l'interdiction de conduire à prononcer, qui dès lors ne se limite a priori pas au seul cas de figure énoncé par l'honorable Député dans sa question sous examen.

Partant, il appartient au juge de préciser, au cas par cas, dans l'énoncé du jugement, la portée de l'interdiction de conduire qu'il a l'intention de prononcer.

En ce qui concerne une éventuelle confusion au niveau des définitions du cycle à moteur auxiliaire et du cycle à pédalage assisté, il y a lieu de renvoyer aux adaptations consécutives de la réglementation routière sur ce point pour tenir compte de l'évolution du droit communautaire en matière de réception et de contrôle technique automobiles, d'une part, et de l'apparition sur le marché de nouveaux modes de transport, d'autre part, qui se présentent comme suit:

1. Par règlement grand-ducal du 10 février 1999, entré en vigueur le 1er mars 1999,

- la définition du cyclomoteur fut introduite à l'article 2 de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques (Code de la Route), en remplacement de l'ancienne définition du cycle à moteur auxiliaire,

- ce même article ainsi que l'article 176 du Code de la Route furent complétés par des dispositions transitoires pour permettre le maintien en circulation des cycles à moteur auxiliaires mis en circulation avant le 1er mars 1999, tout en les assimilant aux cyclomoteurs,

- ce même article 176 fut assorti de la précision, qu'à partir du 1er mars 1999, aucun véhicule ne pourra plus être immatriculé comme cycle à moteur auxiliaire.

2. Par règlement grand-ducal du 18 mars 2000, entré en vigueur le 1er mai 2000, la définition du cycle fut complétée pour tenir compte de l'apparition sur le marché de cycles propulsés conjointement par l'énergie musculaire du conducteur et de l'énergie d'un moteur électrique répondant à certains critères.

3. Le règlement grand-ducal du 26 janvier 2005, entré en vigueur le 1er février 2005,

- introduisit les définitions du cycle électrique et du cycle à pédalage assisté à l'article 2 du Code de la Route, tout en assimilant ces véhicules aux cycles,

- modifia la définition du cyclomoteur en qualifiant ces véhicules de «véhicules automoteurs» et en excluant explicitement de cette catégorie les cycles électriques.

De l'analyse de ce qui précède se dégage que:

1. À partir du 1er mars 1999, aucun véhicule n'est plus immatriculé comme cycle à moteur auxiliaire.

2. Les cycles à moteur auxiliaire en circulation avant le 1er mars 1999 sont assimilés aux cyclomoteurs et rentrent dès lors dans la catégorie des véhicules automoteurs.

3. Les définitions respectivement du cycle électrique et du cycle à pédalage assisté, telles qu'elles figurent au Code de la Route, sont sans équivoque.

4. La définition du cyclomoteur exclut de façon explicite les cycles électriques.

5. La disposition figurant au point 3 a) de la rubrique «Dispositions transitoires» de l'article 2 du Code de la Route et à laquelle se heurte l'honorable Député, sert uniquement à reprendre les données techniques des cycles à moteur auxiliaire qui peuvent être maintenus en circulation, en tant que cyclomoteurs, au-delà de la date-butoir du 1er mars 1999, et ne porte pas préjudice aux autres constats repris sous 1. à 4. ci-dessus.

En présence de dispositions réglementaires claires et sans équivoque au regard de la problématique soulevée par l'honorable Député, je ne vois pas l'utilité de légiférer en la matière, ni de faire une quelconque communication à ce sujet.

Il appartient finalement au juge qui a l'intention de prononcer une interdiction de conduire, de préciser dans l'énoncé du jugement, pour quelle(s) catégorie(s) de véhicules l'interdiction de conduire est d'application, tout en se basant pour ce faire sur les définitions des différentes catégories de véhicules telles qu'elles figurent au Code de la Route. Il en est de même pour les agents de contrôle dans l'exercice de leurs fonctions.

Q124

Question 2060 (17.4.2012) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **nouvelles pharmacies:**

Dans sa réponse à ma question parlementaire (n°0049, septembre 2009) *(cf. compte rendu n°3/2009-2010)*, Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale avait souligné que la création de nouvelles officines à travers le pays devrait garantir à la population un service public de proximité, tout en considérant la viabilité économique des pharmacies. Plusieurs critères, parfois contradictoires, seraient à prendre en compte, dont entre autres celui de la population (en principe une pharmacie sur 5.000 habitants). En région rurale les pharmacies devraient être réparties de manière à éviter des déplacements trop longs aux habitants. De plus, le critère de la viabilité devrait être mis en compte, ce qui ne faciliterait certes pas toujours les arbitrages en la matière. Une année plus tard, Monsieur le Ministre avait précisé dans une réponse à une autre question parlementaire (n°0808, août 2010) *(cf. compte rendu n°1/2010-2011)* que des propositions de création de nouvelles pharmacies seraient à l'étude et que les sites prioritaires destinés à accueillir de nouvelles officines seraient fixés fin l'an 2010. Dans ce contexte, il avait été annoncé dans la presse quotidienne - à la veille des élections communales 2011 - que la commune de Wincrange (canton de Clervaux) hébergerait sous peu une pharmacie.

Dans ce contexte, je m'empresse de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre peut-il informer sur les sites prioritaires qui seront dotés de nouvelles officines avant l'an 2014?

- Est-il vrai qu'une nouvelle pharmacie ouvrira ses portes sur le territoire de la commune de Wincrange?

- Dans l'affirmative, la viabilité économique de cette officine supplémentaire pourra-t-elle être assurée vu que la population du canton de Clervaux ne dépasse actuellement pas les 15.000 habitants et que cette région du pays abrite déjà trois pharmacies (Clervaux, Hosingen et Troisvierges)?

- Monsieur le Ministre peut-il aussi fournir des détails sur l'organisation du service de garde à assurer par les pharmacies dans la partie septentrionale du pays, notamment en hiver durant les périodes d'infections virales?

Réponse (6.6.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Au Luxembourg les pharmacies sont réparties de manière équitable sur l'ensemble du territoire suivant un maillage démo-géographique qui assure, de fait, un service performant aux populations tant rurales que de quartier. Les pharmacies d'officine demeurent les professionnels de santé les mieux répartis à l'échelle nationale.

Dans l'objectif de garder le maillage optimal face aux besoins de la population, je charge, à intervalles réguliers, mes services d'examiner et d'établir des propositions en tenant compte des différents critères démo-géographiques, du développement des attractivités locales et de nouveaux pôles d'activités.

Une proposition générale a ainsi été élaborée en 2011 en vue de la création de nouvelles pharmacies. Cette proposition contient deux catégories de créations; à savoir celles à envisager à court ou à moyen terme et celles à envisager à moyen, voire à plus long terme.

La première catégorie a été élaborée en prenant en compte les besoins réels de la population au niveau des communes:

- de la région du Sud, d'une part, résultant du développement d'un nouveau pôle d'activités (Sanem, Belval Square-Mile) et, d'autre part, résultant de l'accroissement démographique et de l'offre médicale au niveau des centres régionaux;

- à forte croissance démographique de la région Centre situées dans la partie sud-ouest de l'agglomération de la ville de Luxembourg (Bertrange-Strassen) ainsi que celles situées dans la partie sud-est de l'agglomération de la ville de Luxembourg (axe Hesperange vers Frisange);

- de la région du Nord, notamment celle de Wincrange pour couvrir une zone géographique rurale étendue.

La deuxième catégorie a été élaborée en prenant en compte les besoins de la population au niveau de la ville de Luxembourg, laquelle s'est accrue de 21% pendant les dix dernières années. Or, les projets d'urbanisation (Gare de Cessange/Porte de Hollerich et Ban de Gasperich) ne seront cependant pas réalisés avant le moyen terme. Une situation analogue se présente d'ailleurs dans la région de l'Est avec la création d'un nouveau centre régional à Junglinster.

L'honorable Député pose la question de la viabilité économique dans le cas de la création d'une pharmacie supplémentaire au niveau du canton de Clervaux. Avec une superficie de 113,36 km², la commune de Wincrange est la plus grande du pays (4,4% du territoire national) et représente 34% du territoire du canton de Clervaux. Avec une population de 3.778 personnes elle constitue la commune la plus importante du canton bénéficiant également du passage routier important de la route nationale (N12). Comme il a été mentionné plus haut, cette création vise à couvrir une importante zone géographique rurale pour y développer l'environnement pharmaceutique pour les besoins de la population. Dans contexte, je tiens d'ailleurs à rappeler que suivant la loi du 4 juillet 1973 concernant le régime de la pharmacie, celle-ci constitue un service public.

En ce qui concerne finalement les détails de l'organisation du service de garde à assurer dans la partie nord du pays, je tiens à signaler à l'honorable Député que celle-ci relève en premier lieu de la profession elle-même. L'honorable Député conviendra que la création d'une pharmacie à moyen terme à Wincrange permettra de consolider, voire d'améliorer le système de garde dans cette région.

Question 2061 (17.4.2012) de **M. Claude Adam** *(déi gréng)* concernant le **Processus de Bologne:**

Le Processus de Bologne vise l'harmonisation des systèmes d'enseignements supérieurs des pays participants et notamment de leurs différents diplômes ou grades académiques afin de faciliter la mobilité des étudiants, des enseignants et des chercheurs. Il rassemble entretemps 47 pays et plusieurs organisations internationales dont le Conseil de l'Europe.

Au niveau international, le Processus de Bologne est piloté par des réunions ministérielles qui se tiennent tous les deux ans, ainsi que par le «Bologna Follow-up Group» qui se réunit plusieurs fois par an.

Au niveau national, de nombreux pays participants ont par ailleurs mis en place un groupe de coordination nationale devant faciliter la mise en œuvre des réformes et rassemblant notamment des représentants du Gouvernement, les recteurs, les associations universitaires, les organisations d'étudiants, voire des syndicats et organisations patronales.

Dans ce contexte, je voudrais poser la question suivante à Monsieur le Ministre:

- Est-ce que le Luxembourg a déjà mis en place un groupe de coordination nationale du processus de Bologne? Dans l'affirmative, qui en sont les membres? Dans la négative, est-ce que Monsieur le Ministre envisage de mettre en place un tel groupe de coordination?

Réponse (25.5.2012) de **M. François Biltgen,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

Le Luxembourg n'a pas mis en place de groupe de coordination nationale du Processus de Bologne et il n'entend pas mettre en place un tel groupe.

En effet, les instruments du Processus de Bologne tels les crédits ECTS ou l'assurance de la qualité ont été intégrés dans les dispositifs législatifs et sont mis en œuvre, et par l'Université du Luxembourg, et par les formations au BTS.

Du fait qu'il n'y a qu'une seule instance de certification par cycle de qualification, une coordination entre les différentes instances en vue d'une mise en œuvre harmonisée est superfétatoire.

Je joins en annexe le rapport du «Bologna Follow-Up Group» qui vient d'être discuté à Bucarest lors de la conférence ministérielle à laquelle j'ai participé, avec prière de bien vouloir transmettre ledit rapport à la commission compétente pour en discuter.

Dans la délégation luxembourgeoise qui a assisté à la conférence de Bucarest ont figuré le recteur de l'Université du Luxembourg ainsi qu'un représentant des étudiants.

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Gemeng Bartreng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

Zu Biwer an zu Wecker *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Bous *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Conter *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Dikrech *um Kanal S19 / 287.25 Mhz*

•

An der Gemeng Dippech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

Zu Esch-Sauer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Gréiwemaacher *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Hesper *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Hiefenech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt, Ollem an Nouspelt *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Mamer um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

An der Gemeng Manternach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

Zu Walfer *um Kanal S29 / 367.25 Mhz*

Question 2062 (18.4.2012) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant le **bilan de la campagne de sensibilisation «littering» pour les années 2010 et 2011:**

Dans sa réponse à ma question parlementaire n°1916 du 8 février 2012 *(cf. compte rendu n°7/2011-2012)* au sujet de la campagne de sensibilisation «littering» du Ministère du Développement durable et des Infrastructures, Monsieur le Ministre a fait savoir que «89 kg de déchets par km ont été ramassés le long des routes luxembourgeoises en 2009. Pour les autoroutes il s'agissait même de 309 kg par km!». Aucun chiffre n'est cependant avancé pour les années 2010 et 2011, année lors de laquelle la campagne a été menée.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser la question suivante à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il fournir également les données concernant la collecte de déchets le long du réseau routier pour 2010 et 2011 en vue d'un bilan chiffré de la campagne?

Réponse (8.6.2012) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Après investigation auprès de mes services au sujet de la collection de déchets le long du réseau routier, pour 2010 et 2011 le long de la voirie de l'État sur le territoire de la Division de voirie de Diekirch les données suivantes peuvent être avancées:

«Littering»	Poids total déchets 2010	kg ramassés par km 2010	Poids total déchets 2011	kg ramassés par km 2011
S.R. Clervaux	35.774 kg	117,68 kg/km	29.540 kg	97,17 kg/km
S.R. Diekirch/Vianden	103.129 kg	310,00 kg/km	106.276 kg	320,00 kg/km
S.R. Echternach	31.600 kg	164,00 kg/km	38.170 kg	197,40 kg/km
S.R. Redange	72.000 kg	293,00 kg/km	80.000 kg	325,00 kg/km
S.R. Wiltz	95.180 kg	313,00 kg/km	88.080 kg	290,00 kg/km
Total DVD:	337.683 kg	244,88 kg/km	342.066 kg	248,06 kg/km

Sur le territoire de la Division de voirie de Luxembourg, les données suivantes peuvent être avancées:

«Littering»	Poids total déchets 2010	kg ramassés par km 2010	Poids total déchets 2011	kg ramassés par km 2011
S.R. Bettembourg	31.779 kg	230,96 kg/km	33.680 kg	244,77 kg/km
S.R. Capellen	43.220 kg	201,02 kg/km	45.360 kg	210,98 kg/km
S.R. Esch/Alzette	27.779 kg	236,02 kg/km	26.800 kg	227,70 kg/km
S.R. Grevenmacher	80.000 kg	272,36 kg/km	95.000 kg	323,43 kg/km
S.R. Luxembourg	76.870 kg	267,28 kg/km	77.308 kg	269,05 kg/km
S.R. Mersch	16.120 kg	73,27 kg/km	11.015 kg	50,07 kg/km
S.R. Remich	22.513 kg	139,57 kg/km	26.238 kg	162,67 kg/km
Total DVL:		213,05 kg/km		225,28 kg/km

Question 2063 (18.4.2012) de **M. François Bausch** *(déi gréng)* concernant le **couloir pour bus à la hauteur de la sortie 8 de l'autoroute A1:**

L'entrée au Kirchberg par la sortie n°8 de l'autoroute A1 est empruntée également par différentes lignes d'autobus comme p. ex. la ligne 144. Or, à cause des embouteillages de plus en plus fréquents aux heures de pointe sur cette sortie d'autoroute, les bus, qui n'y bénéficient pas d'un couloir réservé, sont régulièrement retardés au grand dam des utilisateurs. Ce phénomène risque de s'aggraver encore nettement lorsque le trafic de la route du Nord s'ajoutera comme prévu au trafic actuel.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Est-ce que Monsieur le Ministre est d'accord d'étudier la faisabilité d'un couloir pour bus partant de la sortie n°8 de l'autoroute A1 et allant jusqu'au rond-point Serra au Kirchberg?

- Quelles autres solutions Monsieur le Ministre envisage-t-il pour parer aux retards des lignes d'autobus empruntant ce trajet pour entrer au Kirchberg soit par l'autoroute A1 soit au futur par la route du Nord le cas échéant?

Réponse (8.6.2012) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire n°2063 du 18 avril 2012, l'honorable Député François Bausch souhaite s'informer au sujet des mesures de priorisation des lignes de bus aux alentours de l'échangeur autoroutier n°8 «Kirchberg».

Il est évident que le développement prévu du plateau du Kirchberg et du Findel nécessite une amélioration de la mobilité. Ainsi, l'Administration des Ponts et Chaussées avait étudié en 2010 l'opportunité de favoriser les lignes de bus existantes en provenance de l'axe Echternach-ville de Luxembourg via l'autoroute A7 et en provenance de l'axe Trèves-ville de Luxembourg via l'autoroute A1, par le biais de voies réservées aux transports en commun routiers. Ces réflexions ont abouti à deux projets spécifiques, à savoir le projet de l'aménagement d'une voie pour bus sur le tronçon de l'autoroute A7 à partir de l'échangeur «Waldhof» jusqu'au Kirchberg et l'aménagement d'un couloir pour bus le long de l'autoroute A1 à partir de l'échangeur «Senningerberg» jusqu'à l'échangeur «Kirchberg». Or, l'A1 du côté est du Kirchberg est délimitée par le «Gréngewald» qui est classé en zone Natura 2000 et où toute infrastructure même de transports est soumise à de fortes contraintes environnementales. En effet, les emprises des projets prévus par le concept de desserte du Kirchberg/Findel à cette époque, tels que le centre de remisage et de maintenance du tram, l'antenne ferroviaire Kirchberg-Aérogare, l'accès au P&R LuxExpo et les projets cités ci-avant, auraient eu un impact non négligeable sur cette zone protégée, ce qui aurait rendu la réalisation de ces projets difficilement réalisable.

Il s'ensuit que la configuration des différentes infrastructures de transports a été optimisée en 2011 et intégrée dans la stratégie nationale de mobilité durable «MoDu». Ainsi, l'antenne ferroviaire entre le Findel et la LuxExpo sera remplacée par l'extension du tram vers l'aérogare, ce qui permettra de créer un pôle d'échange au Höhenhof qui peut être rejoint sans embouteillages tant par les automobilistes en provenance de l'A7 et de l'A1 que par les transports en commun routiers en provenance de l'est respectivement du nord-est du pays. Ce pôle d'échange bus-tram avec son P&R constituera le point de transbordement vers le tram pour les automobilistes respectivement les voyageurs des bus interurbains en provenance du corridor A1/N1 depuis Wasserbillig et N11/A7 depuis Echternach. Ceux-ci changeront au niveau de la périphérie vers un mode de transport à haute capacité éviteront les bouchons en direction du Kirchberg. En outre, le nombre de bus vers la LuxExpo par rapport à aujourd'hui sera considérablement réduit.

Concernant les automobilistes depuis le nord du pays, il est prévu de réaliser des P&R sur la ligne ferroviaire du nord qui, ensemble avec le pôle d'échange Pont Rouge, offrira un accès direct via le tram au plateau du Kirchberg et au centre-ville. Cette combinaison constituera une réelle alternative pour accéder à la ville de Luxembourg depuis le nord du pays tout en évitant la route du Nord et les bouchons éventuels à la jonction A7/A1 près du Kirchberg. S'y ajoutent des mesures d'amélioration sur la N11 telles que la réalisation d'un point d'échange bus, respectivement d'un nouveau P&R à la hauteur de Junglinster, ce qui permettra aux automobilistes de changer confortablement vers les bus qui desserviront directement soit le Findel via le Senningerberg, soit le plateau du Kirchberg via l'A7 ou bien le centre-ville via la N11. De plus, des solutions réalisables sont en cours d'analyse pour favoriser les transports en commun routiers sur ces axes, tout en évitant d'empiéter significativement la zone protégée du Grünewald.

Les éléments exposés ci-avant permettent d'optimiser la configuration de toutes les infrastructures de transports dans cette zone, en limitant l'impact sur la zone protégée du Grünewald, tout en augmentant l'attractivité des transports en commun vers la ville de Luxembourg.

Question 2064 (18.4.2012) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **mendicité:**

Malheureusement, le phénomène de la mendicité est en recrudescence au Luxembourg, et ce fait est thématisé à la fois par les autorités, dont celles de la capitale, et la presse. Certains y constatent une dégradation de l'espace public.

Il faut toutefois reconnaître que dans beaucoup de cas les mendiants sont des personnes qui sont réellement dans le besoin et qui se voient contraintes, par quelque drame personnel, de solliciter l'aide d'autrui. Souvent, ils perçoivent leur situation comme indigne et souffrent de ce fait.

Selon une porte-parole de la police, «les bandes organisées existent» (en rapport avec le phénomène de la mendicité), et le porte-parole de l'ASTI avance qu'un certain nombre de ces mendiants résident dans les camps de Mont Saint-Martin.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

1) Quel est le nombre d'interventions de la police relevant des articles 342 à 345 du Code pénal enregistrées en 2010, 2011 et pour les premiers mois de 2012?

2) Combien de procès-verbaux ont été rédigés sur base de ces interventions? Combien ont concerné des personnes ayant feint des plaies ou des infirmités?

3) Combien de procès-verbaux relevant des articles 342 à 345 du Code pénal ont été «classés sans suite» par les autorités judiciaires?

4) Quelles sont les suites judiciaires données aux procès-verbaux relevant des faits ci-dessus qui n'ont pas été «classés sans suite»?

5) Les autorités luxembourgeoises collaborent-elles avec les autorités françaises à propos des personnes verbalisées pour des faits de mendicité au Luxembourg, notamment par rapport à la légalité du séjour de ces personnes?

6) Le Gouvernement est-il d'avis que l'existence de «mendiants frontaliers» est conforme à la lettre et à l'esprit des Accords de Schengen? Le Gouvernement entend-il contrôler les frontières pour intercepter des «mendiants frontaliers»?

7) Des enquêtes sont-elles menées, le cas échéant avec les autorités françaises et celles des pays d'origine des personnes concernées, pour remonter les filières et trouver les responsables des «bandes organisées»?

8) Monsieur le Ministre de la Justice est-il d'accord pour proposer à la Chambre de compléter le Code pénal luxembourgeois par des dispositions analogues à celles contenues dans les articles 225-12-5 et 225-12-6 du Code pénal français (section «De l'exploitation de la mendicité»)?

9) Propose-t-on des aides concrètes aux personnes victimes de ces bandes organisées? Sont-elles invitées à faire des dépositions pouvant mener aux personnes qui les exploitent? Si oui, avec quels résultats?

10) Comment le Gouvernement réagit-il à la présence d'enfants mineurs auprès de certains des mendiants, notamment de ceux qui seraient soumis à une obligation scolaire?

Réponse commune (31.5.2012) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Justice*, et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Il importe de souligner en premier lieu qu'il faut distinguer entre la mendicité simple et la mendicité en réunion.

La Police grand-ducale a dénoncé 59 faits pour mendicité en réunion (infraction qui est prévue par l'article 342 du Code pénal) en 2010, 77 faits en 2011 et 39 faits jusqu'au 25 avril 2012.

Il y a eu quatre condamnations du chef de mendicité en réunion (infraction toujours prévue au Code pénal) et toujours en relation avec d'autres infractions bien plus graves à savoir; vols qualifiés, escroquerie, faux, outrage à agent. Deux de ces affaires sont toujours en instruction.

Le législateur a adopté le 29 août 2008 une loi par laquelle l'infraction de mendicité «simple» a été supprimée. Il n'est dès lors que normal, du moins dans un État de droit, qu'il n'y a ni poursuites ni condamnations pour des faits qui ne constituent pas (ou plus) une infraction pénale. Le nombre des procès-verbaux classés (121 en tout) est dès lors insignifiant.

En ce qui concerne la question de l'opportunité de légiférer sur cette question, cette question sera transmise au groupe de travail qui est actuellement en train d'analyser les adaptations éventuelles à apporter au Code pénal.

La police, dans le cadre de la coopération policière, et par le biais du Système d'Information Schengen, d'Europol et d'Interpol utilise tous les moyens à sa disposition. Or, il s'agit souvent de personnes originaires de pays de l'Union européenne qui sont en possession de papiers valables et qui peuvent circuler librement. Elles ne se trouvent dès lors pas en situation irrégulière sur le territoire national.

Je me permets de souligner dans ce contexte que l'ECRI, dans son rapport de 2012, a recommandé aux autorités luxembourgeoises de «s'assurer que soient clairement définis les critères relatifs à la mise en œuvre de l'article 342 du Code pénal sur la mendicité en réunion. Elle leur recommande vivement de s'assurer que toute mesure prise par la police pour combattre la mendicité en réunion ne stigmatise pas et ne vise pas injustement les Roms».

Question 2065 (16.4.2012) de **MM. André Bauler** et de **Fernand Etgen** *(DP)* concernant le **Centre d'intervention principal (CIP) à Diekirch:**

Le Centre d'intervention principal (CIP) de la Police grand-ducale à Diekirch vient de déménager dans ses nouveaux locaux. La police est supposée garantir au CIP une permanence de 24 heures sur 24 et de 7 jours sur 7. Néanmoins il nous revient que pendant la nuit et les samedis/dimanches/jours fériés un agent doit souvent garantir à lui seul le poste d'opérateur du service d'urgence au centre d'intervention. Étant donné que l'agent ne peut pas quitter son poste, il ne peut ni se déplacer pour surveiller la cellule au cas où elle serait occupée ni partir en intervention ou encore accueillir des citoyens au poste. En cas d'urgence l'agent doit faire appel à des patrouilles pour revenir au centre d'intervention. Vu le rayon très étendu du Centre d'intervention de Diekirch les patrouilles peuvent cependant être en déplacement sur des distances atteignant les 30 kilomètres.

Voilà pourquoi nous souhaiterions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer le manque de personnel au niveau du Centre d'intervention de Diekirch?

- Monsieur le Ministre peut-il nous informer sur la situation au niveau des autres CIP du pays?

- Monsieur le Ministre peut-il nous informer sur le nombre de personnels qu'il juge indispensable afin de garantir une permanence appropriée au niveau des CIP?

- Monsieur le Ministre peut-il nous informer comment il juge remédier dans les meilleurs délais à cette situation?

Réponse (22.5.2012) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Depuis octobre 2002, la circonscription régionale de Diekirch a été renforcée de 25 policiers pour atteindre un effectif de 135 personnels au 1er mai 2012.

Les renforcements sont annuellement décidés sur base de l'analyse stratégique nationale des statistiques afin de fixer les priorités de renforcement des unités.

Actuellement, le Centre d'intervention de Diekirch dispose d'un effectif de 31 fonctionnaires assurant un service 7j/7 et 24hrs/24. Au vu des analyses récentes, des renforcements des commissariats de proximité ainsi que des services régionaux, dont le Service de recherche et d'enquête criminelle régional, la mission judiciaire constituant une des priorités politiques, sont prévus.

L'accueil au centre régional de police à Diekirch est assuré par du personnel policier pouvant être issu des différents services de la région et d'un personnel civil. L'accueil en dehors des heures de fonctionnement de ce guichet d'accueil se fait par un fonctionnaire du centre d'intervention, par interphone, tenant compte des configurations des lieux. Cette procédure n'a jusqu'à présent pas empêché le bon fonctionnement du service et l'accueil du public.

Question 2066 (18.4.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant les **méthodes de paiement dans les parkings des hôpitaux:**

Als die Mini-cash-Karte abgeschafft wurde, war dies auch das Ende des Bezahlens von Parkinggebühren mit dieser Karte am Parkscheinautomaten. Schnell hatten sich die Betreiber von Parkhäusern bemüht, alternative Lösungen anzubieten. Es wurden elektronische Zahlungsformen über SMS und gängige EC- und Kreditkarten umgesetzt.

Allerdings fällt auf, dass es in sehr vielen Parkhäusern von Kliniken mit der Abschaffung der Mini-cash-Karte zum ausschließlichen Gebrauch von Münzen für die Abgeltung gekommen ist. Man sieht, dass der Kartenschlitz an den Automaten versiegelt wurde, was an sich mit dem Ende von elektronischen Zahlungsmitteln einhergeht.

Fragen:

1) Wieso haben die Kliniken bei der Abschaffung der Mini-cash-Karte nicht nach anderen elektronischen Zahlungsmöglichkeiten gesucht?

2) Wie sieht der Minister das derzeitige Angebot an Zahlungsmöglichkeiten für Parkgebühren für kranke, behinderte und bewegungseingeschränkte Personen in den Kliniken? Muss der Patient sich weiterhin die Taschen mit Bargeld füllen, um die Parkgebühren zu entgelten?

3) Spiegelt das derzeitige Nichtanbieten von elektronischen Zahlungsmöglichkeiten am Parkscheinautomaten die allgemeine Rückständigkeit unseres Gesundheitssektors im Anbieten von elektronischen Diensten wider, insbesondere was „eHealth" anbelangt?

4) Wie und durch wen werden die Parkinggebühren in den klinikeigenen Parkhäusern festgelegt?

Réponse (25.5.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Les frais d'aménagement des parkings attenant à des hôpitaux ne font pas partie des frais de construction de l'hôpital pris en charge par l'État, conformément à la loi de financement. Le coût du parking n'est pas non plus opposable à l'assurance maladie, dans le cadre des relations de l'hôpital avec la Caisse Nationale de Santé.

Les conditions de mise à disposition du parking ainsi que la détermination du prix à payer et des modalités de paiement relèvent de la décision autonome des établissements hospitaliers. Certains hôpitaux exploitent ainsi directement le parking attenant à l'hôpital, dans d'autres cas l'exploitation du parking relève d'une société externe qui en détermine les conditions d'exploitation.

D'après les informations fournies par les établissements hospitaliers, les caisses automatiques disponibles dans les parkings attenant aux hôpitaux permettent un paiement en espèces, y inclus par billets. Un certain nombre de caisses automatiques permettent aussi le paiement par carte de crédit. Outre le paiement par caisse automatique, le paiement est généralement possible à l'accueil de l'établissement, soit en liquide, soit par carte bancaire. Les établissements hospitaliers qui n'acceptent pas les cartes de crédit pour le paiement du parking à l'accueil disposent d'un distributeur automatique de billets permettant le retrait d'espèces.

L'abandon de la possibilité de paiement des frais de parking par «Mini-cash» résulte de l'abandon général de ce mode de paiement au Grand-Duché. Il n'en résulte pourtant pas un problème de santé publique urgent nécessitant une intervention du soussigné dans le fonctionnement des hôpitaux, responsables de façon autonome de l'organisation de ce service qu'ils offrent aux patients et visiteurs.

Question 2067 (18.4.2012) de **M. Claude Adam** *(déi gréng)* concernant le **réaménagement du Château de Schoenfels:**

En relation avec l'exécution de différents projets qui sont prévus dans le cadre du réaménagement du Château à Schoenfels, des alentours de ce château ainsi que le raccordement de ce site aux voies cyclables (cf. la réponse à ma question parlementaire n°2545 du 19 mai 2008) *(cf. compte rendu n°17/2007-2008)*, j'aimerais poser les questions suivantes aux Ministres concernés:

- Est-ce que le réaménagement de l'ancienne ferme et du parc qui était prévu en deux phases avance comme prévu? Dans la négative, quelles sont les raisons d'éventuels retards?

- Est-ce que les travaux de planification en ce qui concerne les détails de l'affectation du donjon sont entre-temps connus? Dans l'affirmative, quand est-ce que les travaux de restauration plus substantiels du donjon seront entamés? Dans la négative, quand est-ce que l'affectation du donjon sera décidée?

- Est-ce que les moyens budgétaires sont actuellement disponibles pour réaliser les travaux de la deuxième phase, à savoir l'aménagement de bureaux pour l'Administration des Eaux et Forêts, le centre d'accueil pour la réserve naturelle Mamerdall et le réaménagement du parc du château? Dans la négative, pour quand est-ce que ces travaux sont planifiés?

- Est-ce que l'étude d'évaluation des incidences sur l'environnement en relation avec la construction d'une piste cyclable reliant les localités de Schoenfels et de Mersch (PC14) a été réalisée? Quel est le résultat de cette étude et quelles sont les conclusions qui en ont été tirées en vue de la réalisation de la piste cyclable en question?

Réponse commune (6.7.2012) de **Mme Octavie Modert,** *Ministre de la Culture*, et de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

- Le réaménagement de l'ancienne ferme avance dans les délais prévus. En effet, en ce qui concerne la phase I du projet, l'aménagement de l'atelier thérapeutique, la fin des travaux de parachèvement est prévue pour le 1er semestre 2013. La mise en service est planifiée pour la première moitié de 2013.

Quant à la phase II, à savoir la réhabilitation de l'ancienne ferme pour les besoins d'un centre d'accueil de l'Administration de la Nature et des Forêts, les études sont en train d'être élaborées afin de garantir le début des travaux au cours de l'année prochaine.

- Depuis trois ans, le Service des Sites et Monuments Nationaux a budgétisé et réservé au Fonds pour les monuments historiques un projet d'infrastructure relatif à la remise en valeur du donjon de Schoenfels. Ce projet a prévu des travaux de consolidation et de pré-équipement technique pour un centre d'accueil de l'Administration de la Nature et des Forêts.

Le total du projet se chiffre à 1.196.375 euros. À ce jour, la somme de 244.478 euros a été investie dans le levé topographique, dans une étude statique, dans la stabilisation de la charpente, dans la stabilisation et rénovation des voûtes et dans le remplacement de fenêtres. La suite des travaux est en cours de planification et sera réalisée entièrement d'ici fin 2014.

Le préconcept pour le Centre d'accueil par l'Administration de la Nature et des Forêts a été défini comme suit: au rez-de-cour, un espace d'accueil pour grand public, qui devrait permettre une petite restauration, sera mis en place; aux étages, il y aura des espaces pour des expositions fixes et itinérantes, un espace de réunion pouvant être utilisé par les associations locales.

- En ce qui concerne l'aménagement des alentours, l'Administration de la Nature et des Forêts élaborera un projet pour un aménagement écologique et un entretien extensif, en tenant compte des aspects historiques, comme, par exemple, un jardin historique. Le projet, placé sous la responsabilité de l'Administration de la Nature et des Forêts, visera également la renaturation de la plaine alluviale (sur le territoire du parc) de la Mamer et l'aménagement d'un parking écologique.

Le programme pluriannuel du fonds d'investissements publics administratifs prévoit pour 2012 un budget de l'ordre de 5.000.000 d'euros pour la phase II, l'aménagement d'un centre d'accueil de l'Administration de la Nature et des Forêts.

L'arrondissement centre-ouest de l'Administration de la Nature et des Forêts exécutera pendant la décennie à venir des mesures d'entretien et de conservation de la substance historique du parc selon le «Parkpflegekonzept für den Schlosspark Schoenfels» élaboré par le Dr. Julia Engels, approuvé en date du 19 septembre 2011 par Madame la Ministre de la Culture, tout en lui demandant de tenir informé le Service des sites et monuments nationaux de l'avancement des travaux, et de suivre ses recommandations.

- Une notice d'impact (Screening) a été réalisée en 2009 dans le cadre des études d'avant-projet de la piste cyclable PC14 entre Mersch et Schoenfels. Les experts arrivent à la conclusion que la piste cyclable en tant qu'ouvrage n'occasionne pas d'incidences notables sur les habitats des espèces protégées. Toutefois il y a lieu d'analyser plus en détail les effets cumulatifs des différents projets localisés dans le secteur de Schoenfels. En effet, il est impératif que l'aménagement du château, l'exploitation du centre d'accueil et le prolongement de la piste cyclable vers Kopstal fassent l'objet d'une analyse détaillée avant que les travaux ne puissent être autorisés sur base de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature.

Question 2068 (19.4.2012) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant l'**impact des lignes à haute tension sur l'organisme humain:**

Der elektrische Strom wird hauptsächlich in Kraftwerken hoher Leistung erzeugt und mittels Drehstrom-Hochspannungsleitungen zum Endverbraucher transportiert. Durch die Energieübertragung wird ein elektromagnetisches Feld mit der Frequenz von 50 Hz erzeugt. Des Weiteren kommt es zu Funkentladungen und zur Abstrahlung im Hochfrequenzbereich. In der technisch-wissenschaftlichen Literatur wird auf die negativen Einflüsse seitens der Hochspannungsleitungen aufmerksam gemacht, vor allem auf die Gesundheit. In der medizinischen Gemeinschaft gibt es jedoch eine kontroverse Diskussion zu diesen Einflüssen, wird doch vielfach über das Eintreten von Leukämie bei Kindern berichtet.

Um den Einfluss der Hochspannungsleitungen zu untersuchen, wurde eine Feldstudie von Epidemiologen des Kinderkrebszentrums der englischen Universität Oxford durchgeführt. Es wurden die medizinischen Daten von 28.968 Kindern aus England und Wales analysiert, welche im Alter von unter 15 Jahren mit Krebs diagnostiziert wurden. Das Ziel der Feldstudie war das Aufsuchen des relativen Risikos, an Krebs zu erkranken durch das Wohnen in der Nähe einer Hochspannungsleitung. Die Resultate wurden im „British Journal of Cancer" im September 2010 publiziert. Im folgenden Auszüge aus der Studie: „Die Gesamtauswertung ergab ein relatives Risiko zwischen 1,14 für Leukämie, 0,8 für Tumoren des zentralen Nervensystems und 1,3 für die restlichen Tumorerkrankungen. Dies scheint zu bedeuten, dass die Wahrscheinlichkeit, im Umfeld von Hochspannungsleitungen an Leukämie zu erkranken, 1,14-mal höher ist als ohne Hochspannungsleitung." „Im Gefahrenbereich von 100 m unter einer Hochspannungsleitung verdoppelt sich das Risiko, an Leukämie zu erkranken, bei unter 15-Jährigen. 500 Kinder erkranken jährlich in Großbritannien an Blutkrebs, 20-30% gehen schätzungsweise auf das Konto von starkem Elektrosmog."

Das Bundesamt für Strahlenschutz gibt an, dass sich die elektrischen und die magnetischen Feldstärken in einem Abstand von 60-80 m von Hochspannungsleitungen soweit verringert haben, dass sie zum Teil sogar um Größenordnungen unterhalb der Grenzwerte von IPRA liegen. Das Umweltinstitut München empfiehlt dagegen einen Abstand von 80 bis 120 m bei 220 kV.

In diesem Zusammenhang möchte ich dem Herrn Minister für Gesundheit und dem Herrn Minister für nachhaltige Entwicklung und Infrastrukturen folgende Fragen stellen:

- Haben die Ministerien Kenntnis der Resultate dieser Feldstudie, durchgeführt vom Kinderkrebszentrum der englischen Universität Oxford?

- Welche Empfehlungen hinsichtlich der exakten Abstände von Hochspannungsleitungen unterschiedlicher Spannung sind nunmehr bindend? Aktuell liegen unterschiedliche Weisungen bezüglich der Abstände vor.

- Welche Auswirkungen werden die verordneten Abstände auf die sich in der Ausarbeitung befindlichen kommunalen allgemeinen Bebauungspläne (PAG) haben?

Réponse commune (28.6.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé*, et de **M. Marco Schank,** *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:*

Epidemiologische Studien[1] stützen sich auf statistische Methoden, um die Gesundheitsrisiken von potenziellen Schadstoffen (hier Magnetfeld) mit 95%iger Wahrscheinlichkeit darstellen zu können. Dabei wird die Häufigkeit von Erkrankungen bei einer Exposition mit der ohne Exposition verglichen. Ein relatives Risiko von 1 bedeutet, dass der potenzielle Schadstoff keinen Einfluss bei Erkrankungen hat. Ist das relative Risiko grösser als 1, besteht die Möglichkeit, dass der Schadstoff tatsächlich das Risiko einer Erkrankung erhöht.

Die von der Universität Oxford durchgeführte Studie, auf welche sich der ehrenwerte Abgeordnete beruft, lässt keine Schlüsse bezüglich des krebserregenden Potenzials einer Hochspannungsleitung zu, da alle Intervalle das relative Risiko 1 beinhalten: Die gefundenen relativen Risiken bei Feldern oberhalb von 0,4 Mikrotesla liegen zwischen 0,18 und 22,04 bei Leukämien, zwischen 0,03 und 3,2 bei Tumoren und zwischen 0,58 und 42,8 bei andern Krebsarten. Dies liegt an den niedrigen Fallzahlen: zwei Leukämien, ein Tumor und fünf andere Krebsfälle. Dermaßen kleine Fallzahlen können keine statistisch relevanten Resultate ergeben.

Die Aussage des Herrn Abgeordneten, dass 20-30% der 500 in England an Blutkrebs erkrankten Kinder auf das Konto des Elektrosmogs gehen würden, ist demnach nicht nachvollziehbar, zumal nur wenige Häuser nahe an Hochspannungsleitungen liegen. Die Studie selbst spricht in der Tat von einem zusätzlichen Fall pro Jahr aufgrund von Hochspannungsleitungen.

Aus Gründen des vorbeugenden Umweltschutzes sind in Luxemburg Mindestabstände zwischen Hochspannungs-Freileitungen und vorhandenen Wohnungen sowie allen anderen Gebäuden, in denen sich Menschen aufhalten, in den Kommodo/Inkommodo-Genehmigungen in der Vergangenheit vorgeschrieben worden. Hierbei handelt es sich um die Mindestabstände, welche im Rundschreiben vom 11. März 1994 (circulaire n°1644 aux administrations communales) über Mindestabstände zwischen oberirdischen Hochspannungsleitungen und der Erschließung von neuem Bauland vom damaligen Innenminister an die Gemeindeverwaltungen empfohlen wurden.

Auf europäischer Ebene gibt es die Empfehlung Nr.1999/519/EG vom 12. Juli 1999 zur Begrenzung der Exposition der Bevölkerung gegenüber elektromagnetischen Feldern (0 Hz bis 300 GHz). In dieser Empfehlung werden keine Mindestabstände sondern Grenzwerte festgelegt. Die hier empfohlenen Grenzwerte entsprechen den Werten, welche von der ICNIRP[2] (Internationale Kommission zum Schutz vor nichtionisierender Strahlung) festgelegt wurden. Der Grenzwert für niederfrequente Felder bei 50 Hz, also der Grenzwert, der für Hochspannungsleitungen zutrifft, beträgt für die magnetische Flussdichte 100 µT (Mikrotesla).

In der Schweiz wurde im Rahmen der NISV (Verordnung für nichtionisierende Strahlen) ein Vorsorgegrenzwert von 1 µT (Mikrotesla) für „Orte mit empfindlicher Nutzung"[3] festgelegt.

Der in Luxemburg angewandte Mindestabstand wurde aber im Rahmen der Kommodo/Inkommodo-Genehmigung der Hochspannungs-Freileitung, die zur Energieversorgung des Werkes der Firma ArcelorMittal in Bissen dient, vom Betreiber angefochten. Vom Luxemburger Verwaltungsgericht wurde im Laufe des Verfahrens 23140 C in genannter Sache eine gutachterliche Stellungnahme beauftragt. Der Gutachter sollte Aussagen zu der Notwendigkeit der Mindestabstandsregelung für Gebäude in der Nähe der Hochspannungsleitung treffen.

Messungen der magnetischen Flussdichte am Ort der 65 kV-Hochspannungsleitung ergaben, dass der empfohlene EU-Grenzwert (Empfehlung Nr.1999/519/EG vom 12. Juli 1999) von 100 µT um mindestens den Faktor 152 unterschritten wurde. Auch der Vorsorgewert der Schweiz von 1 µT für „Orte mit empfindlicher Nutzung" wurde deutlich eingehalten. Im Rahmen des EU-Grenzwertes von 100 µT sah der Gutachter eine Mindestabstandsregelung zu einer Bebauungsgrenze als nicht nötig.

Ebenfalls machte der Gutachter darauf aufmerksam, dass eine Abstandsregelung nicht dazu geeignet sei, einen eindeutigen Zusammenhang zwischen Vorsorgewerten und Abstand herzustellen. Er empfahl, bei der Umsetzung einer Vorsorgeregelung sich direkt auf Referenzgrenzwerte zu beziehen, um so die Einhaltung eines genau definierten Vorsorgegrenzwertes eindeutig und nachvollziehbar zu gestalten sowie messtechnisch und rechnerisch überprüfbar zu machen. Er verwies als Beispiel auf die Regelung in der Schweiz für eine mögliche Umsetzung einer Vorsorgeregelung, die über die Empfehlung des Europäischen Rates hinausgeht. Die Kommodo/Inkommodo-Genehmi-

[1] http://www.nature.com/bjc/journal/v103/n7/full/6605795a.html

[2] International Commission on Non-Ionizing Radiation Protection

[3] Als Orte mit empfindlicher Nutzung gelten:

a. Räume in Gebäuden, in denen sich Personen regelmäßig während längerer Zeit aufhalten;

b. öffentliche oder private, raumplanungsrechtlich festgesetzte Kinderspielplätze;

c. diejenigen Bereiche von unüberbauten Grundstücken, in denen Nutzungen nach den Buchstaben a und b zugelassen sind.

gung für obengenannte Hochspannungs-Freileitung wurde abgeändert, vom geforderten Mindestabstand wurde abgesehen.

Das Gutachten „Untersuchung zur Hochspannungsleitung in Bissen“[1] hat den Anlass gegeben, von der Abstandsregelung abzusehen und in den Kommodo/Inkommodo-Genehmigungen einen Grenzwert für elektromagnetische Felder festzulegen. Dabei gilt die Schweizer Norm als Referenz.

Der Grenzwert von 1 µT an „Orten mit empfindlicher Nutzung“ wurde aber im Rahmen von zwei Kommodo/Inkommodo-Genehmigungen für die Errichtung von Hochspannungs-Freileitungen vom Antragsteller angefochten. Es kam zu den Verfahren 26928 und 26929 am Luxemburger Verwaltungsgericht. In diesen Verfahren kam das Gericht zum Schluss, dass ein Grenzwert von 1 µT nicht angebracht sei, sondern dass der empfohlene EU-Grenzwert von 100 µT einen ausreichenden Schutz der Bevölkerung bieten würde. Das Gericht hat die Genehmigungen dementsprechend abgeändert.

In beiden Fällen stützt das Gericht sich darauf, dass laut dem WHO[2]-Bericht „Que sont les champs électromagnétiques?“ aus dem Jahre 2010 die ICNIRP-Empfehlungen und somit die Empfehlungen des Rates der Europäischen Union sich auf wissenschaftlichen Studien basieren. Laut diesem Bericht hätte die ICNIRP einen Sicherheitsfaktor von 50 für den Grenzwert zum Schutz der allgemeinen Bevölkerung gegenüber elektromagnetischen Feldern berücksichtigt. Außerdem verweist das Gericht auf die o. g. europäische Empfehlung, in welcher gefolgert wird, dass diese auch mögliche Langzeitwirkungen abdecke.

Das Verwaltungsgericht stellte fest, dass wegen des angewandten Sicherheitsfaktors von 50 die ICNIRP-Grenzwerte und somit die EU-Grenzwerte ganz in Einklang mit dem Vorsorgeprinzip sind und demnach ein Wert festgelegt wurde, der deutlich unter dem Wert liegt, ab dem Beschwerden auftreten können. Das Gericht ist der Auffassung, dass der in den angefochtenen Kommodo/Inkommodo-Genehmigungen geforderte Grenzwert von 1 µT, welcher um den Faktor 100 niedriger ist als der EU-Grenzwert, nicht durch das Vorsorgeprinzip begründet werden kann, da dieses Prinzip bereits bei der Festlegung des EU-Grenzwertes angewandt wurde (Sicherheitsfaktor 50), und sieht den geforderten Grenzwert von 1 µT als unbegründet.

Question 2069 (19.4.2012) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant la **pollution du ruisseau «Bibeschbaach»:**

Ce matin d'importantes traces d'huile et de monocarbures ont été détectées dans le ruisseau «Bibeschbaach» à Livange causant une pollution considérable de l'environnement naturel.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il donner des précisions quant à l'origine de cette pollution?

- Pour quelles raisons les nouvelles installations de rétention d'huile «mises en service définitivement pour le 21 octobre 2011 de sorte que l'on puisse présumer qu'une situation comparable ne se reproduira plus à l'avenir» (réponse à ma question parlementaire n°1638) *(cf. compte rendu n°1/2011-2012)* ont failli?

- Quelles mesures sont prises dans l'immédiat pour remédier à la situation?

- Quel est le premier bilan quant à la pollution de l'environnement naturel?

- Qu'en est-il de la remise en état du milieu naturel concerné?

Question 2079 (24.4.2012) de **M. Camille Gira** *(déi gréng)* concernant la **pollution du ruisseau «Bibeschbaach»:**

Suivant des informations de presse une nouvelle pollution de la «Bibeschbaach» par des hydrocarbures a été détectée dans la commune de Roeser, aux lieux-dits «in den Kapenstrachen» et «im Weyer» en date du 19 avril 2012. Ces lieux-dits se trouvent d'ailleurs sur le site du projet du stade national de football à Livange.

[1] Gutachten erstellt am 18 April 2008 durch Prof. Dr. W. Langguth vom Institut für Technologie Transfer (FITT) der Hochschule für Technik und Wirtschaft (HTW) des Saarlandes;

[2] World Health Organization (www.who.int).

En ce qui concerne cette pollution, j'aimerais obtenir les précisions suivantes:

- Est-ce que Monsieur le Ministre est au courant de cette nouvelle pollution du «Bibeschbaach»?

- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons pour cette pollution par des hydrocarbures et qui est à l'origine de cette situation?

- Quelle est l'envergure de la pollution en question?

- Quels systèmes d'alerte existent sur les lieux pour éviter une pollution pareille du milieu naturel?

Réponse (21.6.2012) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

En réponse à la question des honorables députés Eugène Berger et Camille Gira, il y a lieu de préciser que le rapport d'incident dressé par le Centre d'intervention et d'Entretien sur les Autoroutes informe qu'en date du 19 avril 2012 vers 8.30 heures, les sapeurs-pompiers de Roeser ont été alertés pour un problème de pollution au ruisseau «Bibeschbaach» près de la route nationale N31 à Livange.

Sur le site, des traces d'hydrocarbures ont été détectées à la surface du ruisseau et dans l'immédiat des mesures de protection de l'environnement ont été prises en installant un barrage d'huile. Une inspection visuelle du ruisseau a été faite le même jour à 9.00 heures et aucune trace d'hydrocarbures n'a pu être détectée, ni à la surface du ruisseau, ni sur les berges du ruisseau.

En ce qui concerne la source des hydrocarbures, les aires de services situées aux bords de l'autoroute dans les deux directions de circulation peuvent être exclues. Les eaux de surface de la station de service située en direction «Luxembourg» ne sont pas déversées dans le «Bibeschbaach». Par ailleurs, aucune trace d'hydrocarbures n'a pu être détectée en amont du «Bibeschbaach», ce qui permet d'exclure la provenance des hydrocarbures de la station de service sise au bord de l'autoroute en direction de la «France».

On peut donc en conclure que les hydrocarbures provenaient du tronçon d'autoroute entre l'échangeur de Livange et l'aire de Berchem puisque les eaux de pluie de ce tronçon sont déversées directement dans le «Bibeschbaach ».

Afin d'identifier et le cas échéant de quantifier une éventuelle pollution du ruisseau «Bibeschbaach», un bureau spécialisé en la matière a été chargé d'analyser la zone en question. Le rapport datant du 29 mai 2012 identifie un seul point de pollution qui se situe au niveau du barrage installé par les sapeurs-pompiers. En effet, une concentration de 370 mg/kg en hydrocarbures totaux dans les sédiments a été détectée entre le premier et le deuxième barrage provisoire. Cette concentration se situe au-dessus du seuil d'intervention «oPW1» fixé à 300 mg/kg. Ceci pourrait s'expliquer par le fait que l'huile a été «arrêtée» à cet endroit du site en vue d'une récupération définitive par les sapeurs-pompiers. Ce phénomène d'impact résiduel dans les sédiments semble ainsi cohérent et logique. Les eaux de rivière n'ont pas montré d'impact visuel, ni d'impact analytique.

Sachant que des phénomènes de dégradation naturelle des hydrocarbures et des phénomènes de dilution auront lieu en fonction des intempéries, des niveaux d'eau et des saisons annuelles, il est fort probable que cet impact résiduel local ne sera plus détectable après un certain temps. De ce fait, la zone concernée sera contrôlée une nouvelle fois, après enlèvement du barrage provisoire, notamment pour confirmer l'absence d'une pollution résiduelle significative et pour confirmer l'hypothèse de l'autoépuration naturelle. Un assainissement local ne s'impose donc pas à ce stade.

Question 2070 (19.4.2012) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant l'**augmentation du trafic dans les communes limitrophes du Centre Logistique de Bettembourg:**

Dans un récent commentaire sur les ondes de RTL Radio Lëtzebuerg l'on a relevé au sujet de la mise en place du Centre Logistique de Bettembourg sur l'ancien site militaire américain WSA, dont l'extension devrait d'après le Ministre de l'Économie débuter l'année prochaine, que les communes limitrophes seront confrontées à une augmentation considérable du trafic routier. RTL Radio Lëtzebuerg a également parlé de 1.000 voitures ainsi que 1.400 poids lourds qui accèderont au site par jour. On s'attend à 100 mouvements par heure.

Aussi, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre de l'Économie peut-il confirmer les chiffres relatés ci-dessus?

- Quelle sera l'évolution du trafic à court terme et à quel niveau se situera-il à terme ceci aussi bien au niveau des poids lourds que des salariés employés sur le site? Combien de mouvements en termes de trafic routier cela représentera-t-il?

- Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures peut-il me renseigner sur le concept en matière d'organisation du trafic supplémentaire en poids lourds et voitures généré par le Centre Logistique de Bettembourg? Les communes limitrophes seront-elles consultées, voire associées à l'élaboration de ce concept? Quels sont les aménagements (construction de chaussées, accès,…) projetés à cet effet? Quel est le coût de ces travaux et quand est-ce qu'ils seront finalisés? En attendant la finalisation des infrastructures routières prévues pour gérer le trafic supplémentaire, quel sera l'impact sur les communes limitrophes? Quelles conséquences le Centre Logistique de Bettembourg aura-t-il sur le réseau routier et autoroutier en général?

- Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures entend-il prendre des mesures permettant d'y parer? Si oui, quelles solutions compte-t-il mettre en œuvre?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me renseigner si l'État est en possession de tous les terrains nécessaires à l'aménagement de toutes les infrastructures routières prévues dans le cadre du Centre Logistique de Bettembourg?

Réponse commune (8.6.2012) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*, et de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

En réponse à la question de l'honorable Député Eugène Berger, il y a lieu de préciser que, dans la zone concernée, de multiples projets, dont chacun est générateur de trafic en soi, sont actuellement développés par les acteurs étatiques, communaux et privés. En termes de charges de trafic sur le réseau routier, il existe plusieurs études de trafic, à hypothèses différentes, mais, vu les interactions complexes et cumulatives entre les différents projets et les projections de trafic au niveau national et international, les chiffres précis avancés par l'honorable Député pour le seul projet du centre logistique sur l'ancien terrain de la WSA sont à croiser avec les autres projets et le modèle général de trafic.

En présence de ces différents projets et études, le Ministre du Développement durable et des Infrastructures, d'entente avec les administrations communales et les autres acteurs étatiques, a pris l'initiative d'intégrer tous les éléments dans une étude d'ensemble, à mener par l'Administration des Ponts et Chaussées, compétente pour le réseau routier étatique. Les développements prévus et projetés seront ainsi conciliés avec l'organisation optimale du réseau routier en cohérence avec les concepts d'une mobilité durable. Ceci vaut surtout pour l'évolution à moyen terme, vu que le raccordement des projets logistiques au réseau autoroutier est déjà prévu via l'échangeur de Dudelange-Burange, qui sera entièrement réaménagé et dont les dossiers d'exécution sont en préparation, et la nouvelle voie de liaison entre la N31 et le CR161, franchissant la gare de triage. Le début d'exécution de ce cette liaison, planifiée par les Ponts et Chaussées avec la participation du Ministère de l'Économie et des CFL, a été avancé pour répondre aux demandes d'accélérer l'ensemble des projets, vu l'évolution rapide de ce secteur économique.

En ce qui concerne le détail des questions de l'honorable Député, nous pouvons donc confirmer que les communes limitrophes ont récemment été associées à une étude de trafic d'ensemble sous la compétence des Ponts et Chaussées.

D'ailleurs les collèges des bourgmestres et échevins des communes de Bettembourg et de Dudelange ont été reçus dans les bureaux du Ministère du Développement durable et des Infrastructures, réunion dans laquelle il a été précisé que les procédures de consultation se feront suivant la législation en vigueur.

Dans l'immédiat, la zone logistique profite déjà des améliorations en cours sur le réseau routier. Actuellement, le CR161 est réaménagé à partir de la N13 avec aménagement d'un carrefour giratoire à l'intersection montée Krakelshaff/rue Graham Bell. Un autre giratoire est aménagé au carrefour formé par le CR161 et la N38, bretelle d'accès de l'autoroute A3. Finalement, il est prévu d'aménager un carrefour giratoire sur la N31 au droit de la desserte du site CFL Multimodal actuel. Avec la réalisation de ces projets, le site est déjà desservi de sorte à ce que l'accès des poids lourds est assuré par l'autoroute sans qu'ils aient besoin de traverser les localités.

À court terme, cette situation sera encore améliorée par le réaménagement de l'échangeur de Burange et la construction de la nouvelle voie de liaison. Des besoins ultérieurs seront détectés à base de l'étude de trafic couvrant l'ensemble des projets, en cohérence avec les développements déjà prévus au niveau du réseau routier étatique.

En ce qui concerne le planning des travaux actuellement prévus, la mise en soumission du premier chantier de l'échangeur de Burange est programmée pour automne 2012. Les autres chantiers devront suivre dans une logique d'organisation générale optimisée, coordonnée avec les chantiers logistiques. Vu que les différents dossiers ne se trouvent pas à un même stade d'élaboration, il n'est actuellement pas possible d'avancer un devis cohérent pour l'ensemble des mesures.

Selon les informations reçues par le comité d'acquisition, le réaménagement de l'échangeur de Burange ne se heurte pas à des problèmes d'acquisition d'emprises.

Question 2071 (20.4.2012) de **Mme Anne Brasseur** *(DP)* concernant le **conseil d'administration de l'établissement public nommé «Salle de concerts Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte» et de la Fondation Henri Pensis:**

Dans sa réponse du 12 avril 2012 à ma question parlementaire n°2028 *(cf. compte rendu n°9/2011-2012)* au sujet de la nomination de nouveaux membres du conseil d'administration de la Philharmonie suite à l'entrée en vigueur de la loi du 16 décembre 2011 portant réorganisation de l'établissement public nommé «Salle de concerts Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte» et la Fondation Henri Pensis, Madame la Ministre avait fait savoir qu'il «n'existe légalement pas d'urgence pour nommer de nouveaux membres du prédit conseil.»

Or, une semaine après cette réponse de Madame la Ministre, RTL annonce que le conseil d'administration a été partiellement renouvelé avec entre autres un nouveau président et un nouveau vice-président.

Partant, je souhaiterais poser la question suivante à Madame la Ministre de la Culture:

- Madame la Ministre peut-elle me renseigner sur les motifs de ces changements au sein du conseil d'administration alors que, selon ses propres dires, il n'existait pas d'urgence en la matière?

Réponse (22.5.2012) de **Mme Octavie Modert,** *Ministre de la Culture:*

La question parlementaire n°2071 appelle la réponse suivante:

Tel que précisé dans ma réponse à la question parlementaire n°2028 de Madame la Députée Anne Brasseur, d'un point de vue légal il n'y avait aucune urgence pour nommer un nouveau conseil d'administration pour l'établissement public «Salle de concerts Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte» avant la fin de l'année 2012, dans la mesure où l'ancien conseil d'administration de la Philharmonie a légalement survécu à la fusion de celle-ci avec l'OPL. Il n'y avait donc pas de raison à devoir nommer un nouveau conseil d'administration dès le 1er janvier de l'année en cours, d'autant plus que la loi portant réorganisation de l'établissement public «Salle de concerts Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte» et de la Fondation Henri Pensis fut votée par la Chambre des Députés le 14 décembre 2011 et promulguée le 16 décembre 2011. Par décence et respect des instances parlementaires, il m'a semblé évident de ne pas entamer de pourparlers pour la composition du conseil d'administration avant le vote et l'entrée en vigueur de la nouvelle loi.

D'un autre côté, s'il n'y avait pas d'urgence au 1er janvier 2012, il n'y avait pas de raison non plus d'attendre la fin de l'année 2012 pour mettre en place le nouveau conseil d'administration. La présentation de la nouvelle saison commune à la nouvelle structure juridique constitue le moment plus qu'opportun à cet effet.

Question 2072 (20.4.2012) de **Mme Viviane Loschetter** *(déi gréng)* concernant le **besoin d'autorisation parentale pour un enfant mineur voyageant en compagnie de sa mère ou de son père:**

Si l'enfant mineur voyage sans ses parents, il doit être en possession d'une autorisation parentale à cet effet dûment légalisée par l'administration communale ou le commissariat de police du lieu de sa résidence.

Or, selon nos sources de nombreux bureaux de voyages et la compagnie nationale d'aviation civile requièrent une autorisation parentale lorsque l'enfant voyage en compagnie de sa mère divorcée ou séparée. Ces mères qui détiennent pour la plupart la garde et donc l'autorité parentale de l'enfant doivent se justifier pour la simple raison que leur nom de jeune fille est différent du nom de famille de leur enfant.

Considérant que les enfants ne sont plus inscrits dans le passeport des parents depuis la nouvelle règle «Une personne, un passeport» du 28 août 2006 du Bureau des Passeports, mais que les noms des parents sont dorénavant inscrits dans le passeport de l'enfant, je souhaite poser les questions suivantes:

– Est-ce que pour les enfants mineurs voyageant en compagnie d'un seul parent, l'accompagnateur père ou mère ne pourrait pas être dispensé d'une autorisation parentale?

– Le propre passeport de l'enfant sur lequel sont inscrits les noms des parents et le passeport de l'accompagnateur ne sont-elles en soi des pièces justificatives suffisantes qui rendent un document de consentement parental superflu lorsque la mère ou le père voyage avec l'enfant?

Réponse commune (18.5.2012) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Justice* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères:*

Suite à la question parlementaire n°2072 du 20 avril 2012 de Madame la Députée Viviane Loschetter, nous aimerions fournir à l'honorable Députée, les éléments suivants:

Le passeport est un titre de voyage qui atteste la nationalité luxembourgeoise et l'identité de son titulaire. Il est exigé par la plupart des pays étrangers pour entrer sur leur territoire. Il ne constitue pas une autorisation pour sortir du territoire pour enfants mineurs voyageant seul ou en compagnie d'un seul parent.

Le système des autorisations parentales en cas de déplacement - voyage - d'un enfant mineur à l'étranger s'inscrit dans une politique préventive de protection de l'enfant et de lutte contre la non-présentation d'enfant ou l'enlèvement d'enfant.

Ce même souci de prévention et de protection de l'enfant a conduit le Gouvernement dans le cadre d'un projet de loi n°5867 relatif à la responsabilité parentale, projet déposé par le Ministre de la Justice en 2008 à la Chambre des Députés, à proposer au législateur de compléter les règles sur l'exercice de l'autorité parentale par une disposition, qui prévoit qu'un juge peut ordonner l'inscription sur le passeport d'une interdiction de sortie de l'enfant du territoire luxembourgeois sans l'autorisation des deux parents. Cette proposition s'inspire de la loi française qui prévoit une disposition identique. L'objet de cette mesure est de réduire le risque d'enlèvements d'enfants par un parent, car les cas d'enlèvement international d'enfants se multiplient malheureusement de nos jours au niveau international.

Par ailleurs, dans certains États, le droit interne exige qu'un consentement parental ait été donné par écrit avant de permettre à un enfant mineur de quitter le territoire sans l'un des parents ou les deux. Certains États exigent également un consentement parental écrit pour permettre à un enfant d'entrer sur leur territoire. En outre, plusieurs prestataires de transport ont adopté une politique consistant à recommander fortement aux parents que l'enfant ait à tout moment en sa possession une preuve du consentement parental l'autorisant à voyager avec un seul de ses parents ou sans aucun de ses parents.

Au vu des considérations qui précèdent, il semble inopportun de supprimer le principe de l'autorisation parentale pour les hypothèses visées par l'honorable Députée.

Q128

Question 2073 (20.4.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant les **tunnels Gousselerbierg et Markusbierg:**

D'Tunnele Gousseldengerbierg a Markusbierg sinn elo schonns e puer Joer a Betrib. Dacks ass an de Medien ze héieren an ze liesen, datt dës aus verschidde Grënn gespaart sinn.

An dësem Kontext géif ech gären dës Froen un den Här Minister fir nohalteg Entwécklung an Infrastrukture riichten:

1) Wéi dacks a wéi laang, an de leschte fënnef Joer, waren dës zwee Tunnele fir de Verkéier gespaart?

2) Wat wor all Kéiers d'Ursaach, woufir dës Tunnele gespaart waren?

Réponse (8.6.2012) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Déi zwou Froe vum Här Deputéierte Colombera bezéie sech op de Betrib vun de momentan zwee gréissten Autobunnstunnelen aus dem Land. D'Komplexitéit vun dem Betrib an dem Ënnerhalt vun esou Bauwierker gëtt leider net duerch d'Allgemengheet vun der Froestellung widdergespigelt.

Et muss een, fir déi Froe kënnen ze beäntwerten, e bëssche méi wäit aushuelen.

D'Autobunnstunnelen, gebaut a bedriwwen no den aktuellsten europäeschen Normen, ënnerleien enger ganzer Rei Restriktiounen, wat d'Bedéngen an d'Benotze vun deene sëlleche Sécherheetséquipementer ubelaangt, déi den alldeegleche Betrib esou wäit aschränken, datt d'Sécherheet vun den Automobilisten net méi garantéiert ass. Alleguerten déi Sécherheetséquipementer (Ventilatioun, Brandmeldekabel, Nischen, SOS-Bornen, Dieren, Opacitéits- a Monoxyd-Sensoren, etc.) sinn obligatoresch a gi permanent duerch d'Tunnelanlag an de CITA iwwerwaacht. Ofhängeg vun der Sécherheetsstuf, an där déi eenzel Equipementer ausfalen, ginn Interventiounen direkt néideg oder op déi nächst Maintenance opgeschriwwen. Déi meescht direkt Interventioune bedéngen entweder eng Spärung vun enger Fuerbunn, engem Tube oder souguer dem kompletten Tunnel. Am europäeschen Ausland ass dat genee d'selwecht, wann d'Tunnelen deemselwechte Sécherheetsstandard entspriechen.

Am Prinzip ginn am Tunnel Markusbierg dräi Maintenancë pro Joer gemaach, all Kéiers zwee bis dräi Deeg pro Richtung, an am Tunnel Gousselerbierg zwou Maintenancë pro Joer, déi dräi Deeg pro Richtung daueren. D'Maintenancen an deenen eenzelnen Tunnele ginn haut folgendermoosse gemaach:

- Tunnel Markusbierg:

dagsiwwer: een Tube gespaart, an deem d'Maintenance ass,

een Tube am Trafic «bidirectionnel»;

nuets: pro Tube eng Spur fir den Trafic op.

- Tunnel Gousselerbierg:

dagsiwwer ofwiesselnd een Tube gespaart,

Deviatioun via Miersch.

Zu de Maintenancë muss een dann och zielen: d'Botze vun den Tunnelsmaueren duerch héich spezialiséiert Botzmaschinnen, déi nëmmen op Rendez-vous extra aus dem Ausland kommen. Hei si mir un deenen hire Planning gebonnen a missten am Prinzip duerch déi dagdeeglech Verschmotzung vun de Wänn zweemol am Joer an all Tunnel esou eng Aktioun duerchféieren. Aus finanziellen, zäitlechen a personelle Grënn ass dat awer nëmmen eemol am Joer méiglech.

Et sief och nach bemierkt, datt, wat ee manner Maintenance am Joer mécht, wat d'Unzuel vun de kuerzfristegen Interventiounen (i. e. Spärung vum Tube an/oder Tunnel) un defekte Sécherheetséquipementer eropgeet.

Nieft de Spärunge fir de Betrib oprechtzëerhale kommen dann natierlech nach alleguerten déi Alerten, déi op ee verkéierstechnesche Problem hiweisen an zum Deel zu automatesche Spärunge vu Spuren, Tuben oder de kompletten Tunnele féieren. Heibäi handelt et sech ëm Accidenter, Autoen, Camionen, déi stoe bleiwen, Foussgänger, Policekontrollen.

Zu de Froe vum Här Deputéierte Jean Colombera kënne mir nach folgend Informatioune liwweren.

Tunnel Markusbierg:

70 Deeg Maintenancen

Joer	Maintenancen	Deeg pro Tubëspärung
2007	4	16
2008	3	14
2009	2	8
2010	3 ½	14
2011	4 ½	18

- sechsmol Botzen

- 14-mol kuerzfristeg Interventiounen

Tunnel Gousselerbierg:

44 Deeg Maintenancen

Joer	Maintenancen	Deeg pro Tubëspärung
2008	2	8
2009	2	12
2010	2	12
2011	2	12

- 16-mol Spärungen nuets vum Tunnel Gousselerbierg, wa Maintenancen am Tunnel Miersch waren

- aachtmol Botzen

- 24-mol kuerzfristeg Interventiounen

Plus eng sëllech Kuerzspärungen, an deenen déi zwee Tunnele wéinst Accidenter, «Pannes sèches» vu Camionen etc. zou hu misse gemaach ginn.

Et sief awer drop higewisen, datt d'parlamentaresch Ufro N°0722 aus dem Joer 2010 schonns an déiselwecht Richtung geet *(cf. compte rendu n°1/2010-2011).*

Question 2074 (20.4.2012) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **autorisations d'établissement en relation avec une activité de commerce limitée aux foires, marchés et braderies:**

Le Ministère des Classes moyennes établit couramment des autorisations d'établissement pour certains commerçants qui portent sur une activité de commerce limitée aux foires et marchés. L'étendue territoriale de la validité de ces autorisations est circonscrite au Grand-Duché de Luxembourg.

Or, les foires, marchés, braderies et autres manifestations de ce type sur le territoire luxembourgeois sont très fortement fréquentés par des commerçants frontaliers. D'ailleurs, certains des commerçants luxembourgeois se posent la question s'ils ne se trouvent pas désavantagés par rapport à leurs collègues frontaliers.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre des Classes moyennes:

1) Est-ce que l'autorisation établie par le Ministère des Classes moyennes donne l'autorisation à des commerçants luxembourgeois de développer des activités commerciales dans la Grande Région? Si non, le Gouvernement entend-il aborder cette question dans ses contacts avec les autorités allemandes, belges et françaises?

2) Quelles autorisations sont nécessaires pour des commerçants non établis au Luxembourg pour pouvoir participer à des foires, marchés ou braderies sur le territoire luxembourgeois? Qui est responsable pour le contrôle de ces documents? Est-ce que ces contrôles sont faits régulièrement, par exemple par l'Administration des Douanes?

3) Est-ce que les commerçants non établis au Luxembourg doivent avoir un numéro de TVA pour pouvoir exercer leur activité au Grand-Duché et sont-ils soumis à l'obligation de payer des impôts au Luxembourg? Si oui, comment l'État s'assure-t-il du respect de ces obligations?

Réponse (22.5.2012) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch,** *Ministre des Classes moyennes et du Tourisme:*

1) La liberté d'établissement et la liberté de prestation transfrontalière de services telles qu'énoncées respectivement aux articles 49 (ex-article 43) et 56 (ex-article 49) du Traité instituant les Communautés européennes, sont deux libertés fondamentales, essentielles au bon fonctionnement effectif du marché intérieur européen.

Le principe de la libre prestation de services permet à un opérateur économique fournissant ses services dans un État membre d'offrir ses services de manière temporaire dans un autre État membre, sans devoir y être établi.

Pour les activités citées dans la question parlementaire, les règles d'application du principe de la libre prestation des services sont précisées par le titre III de la directive 2005/36/CE.

D'après ce texte, les États membres ne peuvent restreindre, pour des raisons relatives aux qualifications professionnelles, la libre prestation de services dans un autre État membre:

a) si le prestataire est légalement établi dans un État membre pour y exercer la même profession,

et

b) en cas de déplacement du prestataire, s'il a exercé cette profession dans l'État membre d'établissement pendant au moins deux années au cours des dix années qui précèdent la prestation lorsque la profession n'y est pas réglementée. La condition exigeant l'exercice de la profession pendant deux ans n'est pas d'application si soit la profession soit la formation conduisant à la profession est réglementée (vu qu'il n'existe au Luxembourg que très peu d'activités/professions qui ne sont pas réglementées, cette condition ne devrait quasiment jamais jouer).

Ceci signifie donc que les entreprises luxembourgeoises peuvent, temporairement et occasionnellement, offrir leurs services aux foires et marchés dans chaque État membre de l'Union européenne.

Le caractère temporaire et occasionnel est interprété de façon large par la Cour de Justice des Communautés européennes.

Il n'existe donc a priori aucune barrière qui empêcherait les entreprises luxembourgeoises de développer leurs activités transfrontalières aux foires et marchés.

D'éventuels problèmes qui subsisteraient, pourront être soumis au réseau SOLVIT, qui est un réseau de résolution de problèmes en ligne où les États membres de l'UE coopèrent pour régler, de façon pragmatique, les problèmes résultant de la mauvaise application de la législation du marché intérieur par les autorités publiques.

2) Le principe de libre prestation de services tel qu'il est consacré par les textes européens s'applique également aux professionnels européens souhaitant offrir temporairement et occasionnellement leurs services au Luxembourg, tout en restant établis dans leur pays d'origine.

Les principes prévus par la directive 2005/36/CE ont été transposés par les articles 22 et 23 de la loi du 19 juin 2009 sur la reconnaissance des qualifications professionnelles et par l'article 37 de la loi du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales.

Les professionnels ressortissants d'un autre État membre de l'Union, qui souhaitent participer à des foires, marchés ou braderies sur le territoire luxembourgeois, ne se verront pas délivrer d'autorisation au sens strict du terme.

Ils sont exemptés de la déclaration préalable précitée, mais devront à tout moment être en mesure de prouver qu'ils sont établis dans leur pays d'origine et qu'ils y sont autorisés à offrir les services qu'ils veulent offrir au Luxembourg.

Le respect des exigences précitées est contrôlé par l'Administration des Douanes et Accises et par la Police grand-ducale.

Finalement, pour participer à une foire, à un marché ou à une braderie, les professionnels étrangers devront demander auprès des administrations communales concernées un emplacement.

3) Les prestataires de services transfrontaliers sont soumis aux règles habituelles en matière de TVA et d'impôts directs.

Pour ce qui est de la TVA:

La TVA applicable aux prestations de services dépend de la nature du preneur et de la nature de la prestation.

Depuis le 1er janvier 2010, la TVA est en principe due:

- dans le lieu d'établissement du preneur dans le cas de prestations de services entre assujettis («B2B»);

- dans le lieu d'établissement du prestataire dans le cas de prestations de services à des consommateurs finaux («B2C»).

Certains types de prestations de services font néanmoins exception à cette règle générale tant pour les assujettis que pour les personnes non assujetties.

L'entreprise étrangère qui effectue des opérations soumises à la TVA luxembourgeoise doit s'inscrire à la TVA auprès de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines.

Pour ce qui est de l'imposition des bénéfices:

En règle générale, les bénéfices sur des prestations de service occasionnelles ne sont pas soumis à l'impôt sur les bénéfices au Luxembourg.

Néanmoins, lorsque l'entreprise dispose d'un «établissement stable» au sens fiscal - par exemple lorsque la durée d'un chantier dépasse six mois - les entreprises étrangères doivent déclarer les bénéfices réalisés dans le cadre de ce projet auprès de l'Administration des Contributions directes.

Elles s'acquitteront alors, selon le cas, de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et/ou de l'impôt sur le revenu des collectivités.

Pour ce qui est des détails sur la façon dont l'État assure le respect de ces obligations, seuls l'AED et l'ACD pourront répondre.

Question 2075 (20.4.2012) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **risques pour l'État luxembourgeois liés au groupe résiduel Dexia:**

La presse belge craint que si le groupe résiduel franco-belge Dexia reste déficitaire, la Belgique devra débourser deux milliards d'euros par an pour permettre la survie de ce groupe. Elle se réfère notamment à un ouvrage publié par un ancien employé de la Dexia. Cette aide de l'État viendrait grever la dette publique de la Belgique.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

1) Monsieur le Ministre peut-il confirmer les reportages publiés par la presse belge?

2) L'État luxembourgeois qui participe aux côtés de la France et de la Belgique à la garantie de 90 milliards d'euros au refinancement de la «banque résiduelle» Dexia sera-t-il amené à participer financièrement pour assurer la survie de l'ancien groupe Dexia? Si oui, à quelle hauteur?

3) Quelle est l'évaluation actuelle du risque qui pèse sur la garantie de 90 milliards accordée au groupe Dexia?

4) La «nouvelle» BIL et/ou d'autres entités luxembourgeoises de l'ex-groupe Dexia courent-elles des risques en cas d'effondrement de la «banque résiduelle» Dexia?

Réponse (22.5.2012) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

En réponse aux questions soulevées par Monsieur le Député, je tiens à préciser que je ne peux pas confirmer les reportages dont fait état le député.

En ce qui concerne le cadre de l'intervention de l'État luxembourgeois, il est défini par l'article 47 de la loi budgétaire du 16 décembre 2011 autorisant le Gouvernement à octroyer une garantie financière dans le cadre de la restructuration ordonnée du groupe bancaire Dexia. L'État luxembourgeois ne participera pas à d'autres mesures ou garanties que celles déjà octroyées.

Une évaluation du risque en relation avec la garantie accordée par la France, la Belgique et le Luxembourg est impossible et prématurée alors que la restructuration du groupe Dexia est en cours. Le seul but de l'octroi de la garantie par l'État luxembourgeois au groupe Dexia étant la sortie du groupe et la survie en toute indépendance de la BIL, le Gouvernement a assuré et continuera à faire en sorte que la BIL ne soit pas affectée par des problèmes au niveau de Dexia.

Question 2076 (20.4.2012) de **M. Claude Adam** *(déi gréng)* concernant l'**offre actuelle et future de logements pour étudiants de l'Université du Luxembourg:**

Afin de se loger, seule une très petite partie des plus de 5.000 étudiants de l'Université du Luxembourg peut profiter du parc locatif des chambres et logements loués par l'université.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1) Combien de logements/chambres pour étudiants sont actuellement gérés par l'université? Où se situent ces logements?

2) Qui est le propriétaire de ces logements/chambres (État, communes, associations-fondations, personnes privées, etc.)?

3) Est-ce qu'il existe une stratégie de diversification de l'offre de logements pour étudiants (décentralisation géographique, logements communautaires et individuels, logements pour couples, etc.)?

4) Quel est actuellement le loyer moyen par mois pour ces chambres et logements? Quelle est la fourchette de prix?

5) Combien de chambres/logements supplémentaires sont en cours de construction et où sont ces chantiers?

6) Est-ce que l'université prend en charge tout ou partie des frais d'assurance liés à la location des logements/chambres?

Réponse (22.5.2012) de **M. François Biltgen,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

1) Actuellement, l'Université du Luxembourg gère 473 logements pour étudiants (bachelor, master et docteur) qui sont répartis sur 31 immeubles. 319 logements se situent à Luxembourg, 127 à Esch-sur-Alzette, 15 à Mondercange, 6 à Noertzange et 6 à Walferdange.

2) L'Université du Luxembourg n'est pas propriétaire des immeubles; elle en est le locataire principal et elle reloue les logements aux étudiants. Les immeubles sont majoritairement de la propriété de personnes privées, sauf la Résidence des Dominicaines (État), les immeubles «Streckeisen» et «Am Grond» (ville de Luxembourg), la «Maison Dommeldange» (Fonds du Logement), la «Maison Bichler» (commune de Mondercange) et la «Maison de la Gare» (Service des Sites et Monuments).

3) Pour ce qui est de l'implantation géographique des logements, il est veillé à ce qu'ils soient situés soit à proximité de l'université, soit à proximité d'une gare ou d'un arrêt de bus desservi par une ou plusieurs lignes à intervalles réguliers tout au long de la journée. Si, actuellement, la plupart des logements se situent sur le territoire de Luxembourg, les projets de logements en cours se situent tous à proximité du campus de Belval. Quatre types des logements existent à l'heure actuelle: la chambre simple avec lavabo, la chambre simple avec salle de bains privative, le studio simple avec kitchenette et WC/douche séparés ainsi que le studio double avec kitchenette et WC/douche séparés.

4) Le loyer mensuel moyen d'un logement, charges comprises (eau, gaz, électricité, poubelles, Internet) est de 390,17 €; la fourchette moyenne des prix se situe entre 352,43 € mensuels pour une chambre simple sans sanitaires privatifs et 586,48 € pour un studio.

5) La planification actuelle de l'Université du Luxembourg prévoit au terme du 2e plan quadriennal (2010-2013) une offre de 600 logements. À l'horizon 2016, les projets actuellement identifiés permettront de rajouter 280 unités supplémentaires sans tenir compte du réaménagement de la maison de retraite de la commune de Sanem (~ 70 étudiants).

6) En tant que locataire principal des immeubles, l'Université du Luxembourg est dans l'obligation de s'assurer contre le risque locatif. Les étudiants, en tant que sous-locataires, doivent souscrire une «assurance habitation» couvrant les risques suivants: responsabilité civile vie privée et locative, mobilier, biens immeubles et contenu, dégâts des eaux et incendie/explosion.

Question 2077 (24.4.2012) de **M. François Bausch** *(déi gréng)* concernant les **liaisons ferroviaires entre le Luxembourg et l'Allemagne:**

Lors d'une récente réception, Monsieur l'Ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne a préconisé d'améliorer les liaisons ferroviaires avec les gares principales de la «Deutsche Bahn» non pas par une amélioration du tracé existant Luxembourg-Coblence, mais par une nouvelle ligne ferroviaire reliant Luxembourg à Saarbrücken. Monsieur l'Ambassadeur a argumenté que, vu la topographie de la vallée de la Moselle, la ligne existante Luxembourg-Coblence ne serait que difficilement adaptables aux exigences de lignes ferroviaires à haute vitesse, tandis qu'une nouvelle construction vers Saarbrücken pourrait remplir ces conditions d'un trafic ferroviaire moderne.

À partir de la gare de Saarbrücken les clients peuvent bénéficier d'une multitude de liaisons internationales réalisées par des trains à haute vitesse. Actuellement, un service d'autobus réalise la liaison entre les gares de Luxembourg et Saarbrücken (durée du trajet 75 minutes) à raison de douze courses par jour en semaine et de neuf respectivement quatre courses les samedis et dimanches.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Est-ce que Monsieur le Ministre partage les doutes de Monsieur l'Ambassadeur en relation avec l'amélioration de la ligne ferroviaire Luxembourg-Coblence?

- Est-ce que Monsieur le Ministre est d'accord de réaliser une étude de faisabilité pour une nouvelle ligne ferroviaire entre Luxembourg et Saarbrücken, le cas échéant en collaboration avec les autorités allemandes?

Réponse (8.6.2012) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite s'informer au sujet d'une liaison ferroviaire vers Saarbrücken.

En 2009, le Ministère du Développement durable et des Infrastructures et le Ministère en charge des transports de la Sarre, en coopération avec la «Kreisverwaltung» Merzig-Wadern et la ville de Merzig, avaient lancé une étude quant à l'opportunité d'une nouvelle liaison ferroviaire entre Luxembourg et Saarbrücken.

À l'époque, cinq scénarios avaient été analysés:

Scénario 1: train régional avec arrêts à Völklingen, Saarlouis, Dillingen, Merzig, Mettlach, Saarburg, Konz, Igel, Wasserbillig et Munsbach (temps de parcours: 109 minutes)

Scénario 2: train régional express avec arrêts à Saarlouis, Merzig et Saarburg (temps de parcours: 90 minutes) avec correspondance aux trains ICE vers le sud-est de l'Europe (Mannheim, Stuttgart, München)

Scénario 3: train ICE sans rupture de charge à Saarbrücken avec arrêts à Saarlouis, Merzig et Saarburg (temps de parcours: 90 minutes)

Scénario 4: train-tram à partir de Merzig avec construction d'une nouvelle ligne entre Merzig et Moutfort d'une longueur de 25 km et nécessitant un tunnel d'une longueur de 7 km (temps de parcours de 75 minutes) (arrêts à Völklingen, Saarlouis, Dillingen, Merzig, Büschdorf, Besch, Wies, Stadtbredimus, Moutfort et Howald)

Scénario 5: train ICE avec construction d'une nouvelle ligne de 29 km entre Merzig et Moutfort nécessitant la construction d'un tunnel d'une longueur de 17 km (temps de parcours de 47 minutes) (arrêts à Saarlouis, Merzig et Moutfort).

Il s'est avéré que la liaison par bus avec un temps de parcours de 75 minutes correspond d'un point de vue temps de parcours/coût tant aux besoins des frontaliers que des utilisateurs du réseau ICE.

Pour ce qui est de la liaison ferroviaire avec Coblence, la mise en service du «Rheinland-Pfalz-Takt» dès décembre 2014 permettra d'avoir une liaison à cadencement horaire entre Luxembourg et Coblence avec un nouveau matériel roulant de qualité.

Coblence est et restera ensemble avec Saarbrücken notre point d'entrée au réseau IC et ICE allemand.

Question 2078 (24.4.2012) de **M. Félix Braz** *(déi gréng)* concernant la **convention contre la cybercriminalité du Conseil de l'Europe:**

La convention du Conseil de l'Europe contre la cybercriminalité signée le 23 novembre 2001 à Budapest et entrée en vigueur le 1er juillet 2004 est le premier traité international sur les infractions pénales commises via l'internet et d'autres réseaux informatiques, traitant en particulier des infractions portant atteinte aux droits d'auteurs, de la fraude liée à l'informatique, de la pornographie enfantine, ainsi que des infractions liées à la sécurité des réseaux. Il contient également une série de pouvoirs de procédures, tels que la perquisition de réseaux informatiques et l'interception.

Son principal objectif, énoncé dans le préambule, est de poursuivre «une politique pénale commune destinée à protéger la société contre le cybercrime, notamment par l'adoption d'une législation appropriée et la stimulation de la coopération internationale».

La convention a été complétée par un protocole additionnel visant la criminalisation de toute diffusion de propagande raciste et xénophobe par le biais des réseaux informatiques.

Le Luxembourg a signé cette convention le 28 janvier 2003, mais figure parmi les 15 États membres qui ne l'ont pas ratifiée.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Quelles sont les raisons qui ont amenées le Gouvernement à ne pas soumettre cette convention à la ratification par la Chambre des Députés?

Réponse (29.5.2012) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Justice:*

L'honorable Député s'enquiert des raisons qui ont amené le Gouvernement à ne pas soumettre la Convention sur la cybercriminalité à la ratification par la Chambre des Députés.

Des travaux sont actuellement en cours afin de mettre en œuvre la Convention sur la cybercriminalité signée à Budapest le 23 novembre 2001 et le protocole additionnel à la Convention sur la cybercriminalité, relatif à l'incrimination d'actes de nature raciste et xénophobe commis par le biais de systèmes informatiques signée à Strasbourg le 28 janvier 2003.

Ces travaux ont également pour objet de transposer en droit interne la proposition de directive visant à remplacer la décision-cadre 2005/222/JAI relative aux attaques visant les systèmes d'information qui est actuellement discutée à Bruxelles.

Un avant-projet de loi portant approbation de la convention et du protocole additionnel et transposant la directive sera déposé d'ici septembre 2012.

Question 2080 (25.4.2012) de **M. Claude Adam** *(déi gréng)* concernant le **taux des prêts accordés aux étudiants dans le cadre de l'aide financière pour études supérieures:**

Dans son rapport annuel, le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche explique que conformément à l'article 7 de la loi modifiée du 22 juin 2000 concernant l'aide financière pour études supérieures «…l'État s'engage à supporter, sous forme de subventions, une partie des intérêts en rapport avec l'allocation des prêts». Cette «partie des intérêts» fut fixée par une convention signée entre l'État et les instituts de crédit en date du 17 novembre 2000. Elle stipule que le taux d'intérêt sur les prêts étudiants correspond au taux d'intérêt prêteur Euribor sur six mois + une majoration de 0,5%. La convention précédente était moins avantageuse pour les banques dans la mesure où le taux appliqué aux prêts d'études contractés avant 2000 était le taux Euribor sans ce bonus de 0,5%.

Le rapport annuel du MESR indique par ailleurs que «l'étudiant paie un taux fixe de 2%. L'État paie deux fois par an la différence entre le taux d'intérêt prêteur Euribor et le taux d'intérêt de 2% payé par l'étudiant.».

Les montants payés annuellement par l'État en guise de subvention d'intérêt aux banques ont d'ailleurs très fortement chuté depuis le début de la crise financière et la baisse des taux d'intérêts. De 2008 à 2011, le montant payé par l'État a baissé de 9,5 millions (2008) à 2,2 millions (2009) avant de toucher son plus bas historique de 13 mille euros (2010) pour remonter légèrement à 447 mille euros en 2011.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1) Quelle est la durée de validité de la convention du 17 novembre 2000 entre l'État et les instituts de crédit? Quand est-ce qu'elle devra être renouvelée?

2) Est-ce que le Ministre entend renégocier cette convention à la lumière de la crise actuelle et des efforts de consolidation du budget de l'État afin de revenir au taux antérieur, sans le bonus de 0,5% concédé aux banques en novembre 2000?

3) Est-ce qu'il n'est pas erroné de parler de taux «fixe» de 2% pour les étudiants? Est-ce qu'il ne s'agit pas plutôt d'un taux «plafond» ou taux «maximal», car si le taux conventionné Euribor+0,5% tombe en dessous de 2% - comme c'est le cas avec 1,024+0,5% à la date d'aujourd'hui - l'étudiant ne devrait payer que le taux conventionné et non pas le taux «fixe» de 2%?

Réponse (22.5.2012) de **M. François Biltgen,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

1) La convention signée entre le Grand-Duché de Luxembourg et les banques autorisées à émettre des prêts étudiants a une durée de validité illimitée, chacune des parties contractantes étant en droit de la résilier sur base d'un préavis d'un an.

2) Au vu des fluctuations des taux d'intérêts, il n'est pour le moment pas opportun de renégocier cette convention. Le système mis en place en 2000 fonctionne selon le principe que les prêts sont contractés auprès d'établissements privés. Afin de veiller à ce que le taux réel soit contrôlé au-delà des mécanismes du marché, la formule Euribor six mois + 0,5% a été négociée avec les banques.

3) Le «taux fixe» est le taux de 2% payé par l'étudiant; le fait que ce taux soit fixe permet à l'étudiant de planifier avec certitude le remboursement de son prêt. Appliquer un taux plafond et donc fluctuant rendrait impossible cette planification.

Question 2081 (25.4.2012) de **M. Claude Adam** *(déi gréng)* concernant les **chiffres et statistiques quant au nombre des jeunes résidents luxembourgeois qui fréquentent des écoles dans nos pays voisins:**

De nombreux enfants ayant leur résidence au Luxembourg fréquentent des écoles, des lycées et des établissements d'enseignement supérieur dans un de nos pays voisins.

Dans ce contexte, je souhaite avoir les renseignements suivants de la part du Gouvernement:

1) Combien d'enfants soumis à l'obligation scolaire luxembourgeoise fréquentent actuellement des établissements scolaires dans nos trois pays voisins? Quelle est la ventilation par pays?

2) Quelle est l'évolution de ces chiffres par pays et par type d'école (enseignement primaire, technique ou classique; établissements privés ou publics, etc.) depuis l'année scolaire 2004/2005?

3) D'où proviennent les chiffres dont dispose le MENFP? Est-ce qu'ils sont fiables?

4) Combien d'enfants qui ne sont plus soumis à l'obligation scolaire luxembourgeoise fréquentent actuellement des établissements scolaires dans nos trois pays voisins? Quelle est la ventilation par pays?

5) Quelle est l'évolution de ces chiffres par pays et par type d'école (enseignement technique, classique ou supérieur; établissements privés ou publics, etc.) depuis l'année scolaire 2004/2005?

6) D'où proviennent les chiffres du MENFP et du MESR relatifs aux enfants qui ne sont plus soumis à l'obligation scolaire? Est-ce qu'ils sont fiables?w

Réponse commune (14.5.2012) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*, et de **M. François Biltgen,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

Les questions posées par l'honorable Député Monsieur Claude Adam donnent lieu aux réponses suivantes:

La période de référence des derniers chiffres disponibles est l'année 2010/2011. Nous avons recensé 3.014 élèves résidents luxembourgeois qui fréquentent un établissement scolaire dans les pays limitrophes (Belgique, France, Allemagne). L'évolution de ces chiffres donne lieu au tableau suivant:

Pays	2008/2009	2009/2010	2010/2011
Belgique	2.594	2.603	2.507
France (*)	207	236	236
Allemagne	140	193	271
Total	2.941	3.032	3.014

(*) Pour la France, le pays de résidence des élèves qui fréquentent l'enseignement préscolaire et primaire n'est pas recensé. Seules les données des élèves scolarisés dans l'enseignement secondaire sont prises en compte.

Le tableau suivant ventile les élèves qui sont soumis à l'obligation scolaire (selon la loi du 6 février 2009) par pays et par ordre d'enseignement. Pour l'Allemagne nous ne disposons pas de la variable «âge des élèves» et nous ne pouvons donc pas départager les élèves qui sont soumis et ceux qui ne sont plus soumis à l'obligation scolaire.

Il faut noter aussi que les enfants âgés de moins de quatre ans, qui ne sont pas soumis à l'obligation scolaire, sont exclus des statistiques et l'information sur l'inscription de l'élève à un «établissement public - établissement privé» n'est pas disponible.

Le tableau ci-dessous reprend le nombre d'élèves qui ne sont plus soumis à l'obligation scolaire (selon la loi du 6 février 2009) par pays et par ordre d'enseignement:

	Belgique			France		
	2008/2009	2009/2010	2010/2011	2008/2009	2009/2010	2010/2011
spécial	29	28	27			
postprimaire	1.133	1.161	1.117	112	133	123
Total	1.162	1.189	1.144	1.566	1.337	1.438

Les données du MENFP sur les élèves ayant leur résidence au Luxembourg et fréquentant un établissement scolaire dans un pays limitrophe proviennent des administrations suivantes:

Belgique francophone	Enterprise publique des Technologies Nouvelles de l'Information et de la Communication (ETNIC) Service des Statistiques
Belgique germanophone	Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft/Abteilung Unterricht, Ausbildung und Beschäftigung
France	Ministère de l'Éducation nationale/département du Secrétariat général, direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance/bureau des études statistiques sur l'enseignement scolaire
Allemagne/Rhénanie-Palatinat	Statistisches Landesamt Rheinland-Pfalz
Allemagne/Sarre	Landesamt für Zentrale Dienste Saarland

Toutes les données sont anonymes. Elles sont transmises sans indication de matricule et de nom.

La Belgique nous fait parvenir des données plus détaillées que l'Allemagne ou la France.

De manière générale, les données obtenues par des administrations publiques compétentes de l'étranger peuvent être qualifiées de fiables.

Pour ce qui est des jeunes qui fréquentent des établissements d'enseignement supérieur dans nos pays voisins, la répartition des étudiants par pays et par année académique est la suivante:

	Allemagne	Belgique	France
2004/2005	1.451	1.627	1.529
2005/2006	1.568	1.659	1.489
2006/2007	1.578	1.672	1.400
2007/2008	1.393	1.605	1.645
2008/2009	1.768	1.623	1.308
2009/2010	1.957	1.793	1.310
2010/2011*	2.893	2.638	1.957

* l'année académique 2010/2011 a vu l'application de la loi du 26 juillet 2010 modifiant entre autres la loi modifiée du 22 juin 2000 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures; ceci explique l'augmentation des nombres par rapport à 2009/2010

Ces chiffres proviennent de la base de données des aides financières de l'État pour études supérieures et reprennent tous les étudiants résidents sur le territoire du Grand-Duché. Ces chiffres peuvent être qualifiés de fiables.

Question 2082 (26.4.2012) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant la **grève des enseignants de l'école militaire:**

Il me revient que les enseignants de l'école militaire se seraient mis en grève la semaine passée parce qu'ils n'auraient pas reçu leurs salaires.

Au vu de ce qui précède, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Défense:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer les faits relatés ci-dessus?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m'informer si la situation a pu être réglée entre-temps?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les raisons qui ont causé ces retards?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer depuis quand les enseignants attendent leur salaire?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer, si de telles situations se sont déjà produites dans le passé?

Réponse (1.6.2012) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de la Défense:*

La question parlementaire de l'honorable Député se réfère à une soi-disant «grève» des enseignants de l'École de l'Armée suite au non-paiement de leurs salaires.

Dans ce contexte, il y a lieu de rappeler que, le personnel enseignant de l'École de l'Armée peut comprendre des professeurs de l'enseignement secondaire respectivement de l'enseignement secondaire technique, des instituteurs ainsi que des chargés de cours (article 4 de la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire).

Suivant les besoins déclarés par le chargé de direction de l'École de l'Armée, des membres du personnel enseignant les lycées et lycées techniques peuvent être chargés de cours à l'École de l'Armée par le Ministre de l'Éducation nationale (règlement grand-ducal du 21 décembre 2001 concernant le fonctionnement de l'École de l'Armée). Par arrêté ministériel conjoint du Ministre de la Défense et du Ministre de l'Éducation nationale, les enseignants en question sont désignés semestriellement comme chargés de cours auprès de cette école. Étant donné que les prestations effectuées par ces chargés de cours auprès de l'École de l'Armée se font en dehors de leur tâche normale d'enseignant, celles-ci sont considérées comme heures supplémentaires déclarées mensuellement et liquidées suivant la procédure comptable applicable aux indemnités extraordinaires.

Le paiement de ces heures supplémentaires prestées par les chargés de cours externes pendant le premier semestre de l'année scolaire 2011/2012 a eu du retard. En effet, certaines déclarations mensuelles établies par les chargés de cours ont été bloquées par le contrôle financier et le paiement des sommes légalement dues a été retardé. Les problèmes liés au paiement des heures supplémentaires m'ont été signalés tout juste avant le début des vacances scolaires de Pâques et le 17 avril 2012, c'est-à-dire deux jours après la reprise des cours scolaires, une réunion de concertation entre la Direction de la Défense et une délégation des enseignants concernés a eu lieu. Au cours de cette réunion, les motifs à la base des retards de paiement des heures supplémentaires ont été expliqués en détail aux concernés. Suite aux explications fournies, les cours, un moment interrompu, ont repris normalement. Entre-temps toutes les déclarations pour heures supplémentaires ont été payées et les dispositions nécessaires ont été prises pour que pareille situation ne puisse se reproduire à l'avenir.

Je me permets d'insister sur le fait qu'à aucun moment, les enseignants n'ont été privés de leur rémunération proprement dite.

	Belgique			France		
	2008/2009	2009/2010	2010/2011	2008/2009	2009/2010	2010/2011
préscolaire	270	269	242	m	m	m
primaire	470	495	488	m	m	m
spécial	23	25	29			
postprimaire	624	568	566	95	103	113
Total	1.387	1.357	1.325	1.566	1.337	1.438

Question 2083 (26.4.2012) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant l'**augmentation du taux d'impôt sur les pensions des vignerons:**

Selon mes informations, la Caisse Nationale d'Assurance Pension aurait procédé, suite à une instruction de la part de l'Administration des Contributions, à une augmentation du taux d'impôt sur les pensions des vignerons.

Voilà pourquoi je m'empresse de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces changements du taux d'impôt?

- Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons?

- Est-ce que d'autres catégories socioprofessionnelles sont également concernées par cette mesure?

Réponse (22.5.2012) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

En ce qui concerne le taux d'imposition applicable aux pensions des vignerons, je tiens à préciser que l'Administration des Contributions directes n'a pas procédé à une augmentation globale du taux d'imposition des prédites pensions. Cependant, conformément à l'article 18 du règlement grand-ducal du 9 janvier 1974 relatif à la détermination de la retenue d'impôt sur les salaires et les pensions tel que modifié (RGD 1974), des changements ponctuels ont pu avoir lieu en fonction de la situation de revenu des contribuables concernés.

Au terme du prédit article 18, le ou les taux de retenue réduits en vertu de l'article 15 du RGD 1974 sont fixés d'office par l'Administration des Contributions directes lorsqu'une personne cumule seule ou ensemble avec le conjoint imposable collectivement avec elle un ou plusieurs salaires avec une ou plusieurs pensions, soit uniquement plusieurs pensions.

Dans le cas de figure précité, l'Administration des Contributions directes est chargée de vérifier dans le chef de chaque pensionné concerné si un taux d'imposition réduit est à inscrire sur la fiche de retenue d'impôt ou si le taux plein doit y figurer. En cas d'un éventuel redressement de l'impôt retenu, celui-ci se fait soit par décompte annuel en application des articles 15 et 19 du règlement grand-ducal modifié du 9 mars 1992 portant exécution de l'article 145 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (L.I.R), soit par une imposition par voie d'assiette en application des dispositions de l'article 153 L.I.R.

Il reste à ajouter que l'imposition des contribuables ne diffère pas en fonction des catégories socioprofessionnelles, mais est effectuée en application stricte des dispositions de la L.I.R.

Question 2084 (27.4.2012) de **M. François Bausch** *(déi gréng)* concernant l'**augmentation de capital de la banque résiduelle Dexia:**

Les médias belges viennent d'annoncer que la banque résiduelle Dexia, c'est-à-dire l'entité résiduelle issue du démantèlement du groupe Dexia, nécesiterait d'urgence une augmentation de capital de plusieurs milliards d'euros.

D'après un député belge, le gouverneur de la Banque nationale de Belgique aurait révélé cette information lors d'une séance à huis clos à la Chambre des Représentants de Belgique. Cette information ne semble pas encore avoir été confirmée ni infirmée par le Gouvernement belge ou Dexia.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Est-ce que l'information sur le besoin urgent de recapitalisation de Dexia est exacte? Dans l'affirmative, quelle est l'envergure et quelles en sont les raisons?

2. Est-ce que la banque résiduelle n'a pas pu se refinancer lors des «Long-Term Refinancing Operations» de la Banque centrale européenne?

3. Quel est le risque budgétaire potentiel pour le Luxembourg, sachant que l'État luxembourgeois s'est engagé ensemble avec la Belgique et la France à offrir une garantie publique pour les actifs que la banque résiduelle détient encore? Est-ce que la garantie risque d'être activée dans les mois à venir?

Réponse (14.6.2012) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

En réponse aux questions soulevées, le Gouvernement luxembourgeois ne peut pas confir-

www.chd.lu

mer le besoin de recapitalisation de la banque résiduelle Dexia vu que l'État luxembourgeois n'y est pas actionnaire. Il n'en reste pas moins qu'en dehors de la garantie temporaire déjà accordée, le Gouvernement luxembourgeois ne participera pas à d'autres mesures ayant comme objectif la recapitalisation du groupe Dexia.

En ce qui concerne la garantie accordée par la France, la Belgique et le Luxembourg et selon les informations actuellement disponibles, une activation de cette garantie n'est pas à l'ordre du jour.

Question 2085 (27.4.2012) de **M. Claude Haagen** *(LSAP)* concernant le **Palais de Justice de Diekirch:**

En réponse à ma question parlementaire n°0097 du 25 septembre 2009 *(cf. compte rendu n°4/2009-2010)* dans laquelle j'invoquais que «le Palais de Justice de Diekirch, qui fut construit au 19e siècle, apparaît aujourd'hui beaucoup trop petit, de sorte qu'une extension, voire la construction d'une annexe ou d'un nouveau bâtiment s'avère nécessaire», Monsieur le Ministre arrivait à la conclusion suivante:

«Pour faire face au manque actuel d'espace, le département de la Justice a transmis une demande de location d'espaces supplémentaires à la Commission des loyers auprès du Ministère des Finances, qui sera évaluée en prenant en considération le contexte global des besoins en locaux des autorités judiciaires à Diekirch.

Par conséquent, une solution définitive à ce sujet sera cherchée prochainement d'un commun accord avec toutes les parties concernées.»

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1) Quelles démarches ont-été entreprises pour louer des espaces supplémentaires pour satisfaire les besoins en locaux des autorités judiciaires à Diekirch?

2) Quelles sont les conclusions de la Commission des loyers dans ce contexte après avoir été saisie de cette affaire il y a presque trois années?

3) Quelle est la «solution définitive à ce sujet» obtenue d'un commun accord avec toutes les parties concernées?

4) Monsieur le Ministre est-il d'avis que le Palais de Justice de Diekirch satisfait encore aux normes de sécurité pour les personnes y travaillant, les visiteurs de même que les inculpés et détenus?

5) Quelles sont les prochaines démarches de Monsieur le Ministre afin de remédier à la situation actuelle?

Réponse (13.6.2012) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire l'honorable Député souhaite s'informer au sujet du manque de surfaces au sein du Palais de Justice de Diekirch.

En effet, dû au manque de place actuel, une demande en location de locaux supplémentaires a été transmise à l'époque à la Commission des loyers par les autorités judiciaires.

D'après nos informations, la Commission des loyers qui relève des attributions du Ministère des Finances, a entamé des négociations avec l'entreprise des Postes et Télécommunications Luxembourg pour louer des surfaces supplémentaires disponibles dans le bâtiment des Postes. Dès réception d'un accord sur, d'une part, le principe de la location des locaux supplémentaires dans le bâtiment des Postes et Télécommunications et, d'autre part, la construction d'une annexe dans la cour intérieure du Palais de Justice, la Commission des loyers finalisera les négociations avec l'entreprise des Postes et Télécommunications et mes services entameront les études d'avant-projet sommaire. Mes services sont actuellement en train d'analyser la nature et l'envergure des travaux de rénovation et d'adaptation nécessaires pour l'affectation des locaux au personnel administratif du parquet voire du tribunal. Les modalités du loyer seront fixées en fonction de l'envergure des travaux dont le coût sera pris en charge par le propriétaire.

Etant donné que le Palais de Justice de Diekirch ne correspond plus aux normes de sécurité actuelles, une mise en conformité s'impose. Ces travaux seront réalisés dans le cadre du projet inscrit au programme pluriannuel du Fonds d'investissements publics administratifs avec un coût prévisionnel de 12.000.000 euros TTC.

Enfin, pour parer à la situation actuelle, il a été retenu d'un commun accord lors de la réunion de concertation avec les responsables des différentes services étatiques en avril 2012, de construire une annexe dans la cour arrière du Palais de Justice, qui permettra de disposer, d'une part, d'un accès direct aux fourgons stationnés dans le sous-sol du bâtiment existant et, d'autre part, d'une circulation contrôlée des détenus à l'intérieur du tribunal. Ainsi, cette variante augmentera la surface en bureaux et créera quelque 15 postes de travail supplémentaires.

Question 2086 (27.4.2012) de **M. Claude Haagen** *(LSAP)* concernant le **nombre de magistrats du tribunal d'arrondissement de Diekirch:**

Le projet de loi n°6304B sur les attachés de justice et portant modification de la loi du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire prévoit le renforcement des effectifs en magistrats du tribunal d'arrondissement de Luxembourg.

Depuis de nombreuses années les magistrats du tribunal d'arrondissement de Diekirch sont confrontés à une surcharge incontestable de travail. Le nombre des nouvelles affaires civiles augmente constamment de même que les ordonnances de la chambre du conseil.

Le juge de la jeunesse du tribunal d'arrondissement de Diekirch fait en principe partie de la composition de la chambre civile. Or, le nombre d'affaires inhérentes à la protection de la jeunesse ne cesse de croître et il est un fait que la charge du juge de la jeunesse représente une tâche à plein temps.

Dû à la surcharge générale le fonctionnement ainsi que la gestion normale de la chambre du conseil, de la chambre civile et du juge des référés sont mis en péril.

Dans ce cadre, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

1) Monsieur le Ministre estime-t-il que le nombre de magistrats au tribunal d'arrondissement de Diekirch est encore suffisant pour assurer un bon fonctionnement de ce tribunal?

2) Vu le nombre croissant des affaires juridiques traitées au tribunal d'arrondissement de Diekirch, quelles sont les prochaines démarches de Monsieur le Ministre afin de remédier à la situation actuelle?

Réponse (15.6.2012) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Justice:*

Parallèlement à une augmentation des affaires, le nombre des magistrats du tribunal d'arrondissement de Diekirch est passé entre l'an 2000 et l'an 2011 de 16 à 21.

Le nombre des juges au tribunal d'arrondissement de Diekirch est en effet passé de huit à onze et celui des membres du parquet de trois à cinq, les effectifs de la justice de paix, cinq magistrats, étant restés inchangés, ce qui a permis d'assurer le fonctionnement normal du tribunal.

À l'occasion du vote du projet de loi sur les attachés de justice, le Gouvernement a pris l'engagement de faire une évaluation de l'impact de ce projet de loi sur l'organisation judiciaire et d'examiner entre autres la question des effectifs judiciaires par rapport à l'augmentation du nombre des affaires, ceci à la fois pour l'arrondissement judiciaire de Diekirch et celui de Luxembourg.

Les conclusions de cette analyse, dont sera chargée Monsieur le Procureur général d'État, seront soumises à la Chambre des Députés.

Question 2087 (27.4.2012) de **M. Claude Haagen** *(LSAP)* concernant l'**appel d'offres pour un marché conjoint de fourniture d'électricité des bâtiments publics:**

Il me revient que l'Administration des Bâtiments publics veut lancer un appel d'offres pour un marché conjoint de fourniture d'électricité des bâtiments publics.

Dans ce cadre, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1) Quelle est l'entreprise choisie pour conseiller l'Administration des Bâtiments publics dans l'élaboration de cette offre?

2) Par quels critères cette entreprise a-t-elle été choisie?

3) Quels sont les différents bâtiments publics concernés par cette offre?

4) Quels sont les intentions, conditions et critères inhérents à cet appel d'offres?

5) Quel est le montant total de cet appel d'offres?

6) Le seuil du livre III de la loi de soumission est-il dépassé pour chacun des bâtiments en question?

7) Vu que certaines entités publiques, notamment les lycées et internats, ont leur propre gestion financière, cet appel d'offres ne devrait-il pas être effectué par ces entités elles-mêmes?

8) Monsieur le Ministre ne craint-il pas que cette manière de procéder ait un impact négatif sur nos entreprises luxembourgeoises concernées voire sur notre économie nationale?

Réponse (13.6.2012) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire l'honorable Député souhaite s'informer au sujet d'une soumission relative à la fourniture d'électricité pour des bâtiments étatiques.

L'entreprise choisie pour conseiller l'Administration des Bâtiments publics dans l'élaboration du cahier des charges de cette soumission est la société belge Summit Energy Services S.A.

Cette société en question avait déjà assisté l'administration pour les deux soumissions publiques lancées en 2008 et 2009 concernant l'électricité verte; elle dispose donc des références et moyens requis. Le montant de la présente mission de consultance étant inférieur au seuil prévu par l'article 8 (1) a) de la loi modifiée du 25 juin 2009 sur les marchés publics, le choix de cette société a pu être opéré sans devoir recourir à une procédure de mise en concurrence.

L'Administration des Bâtiments publics assure la prise en charge des frais d'électricité pour quelque 70 bâtiments, notamment administratifs. Depuis 2009 déjà, l'électricité pour ces bâtiments fait l'objet de soumissions publiques (en 2009 pour la première fois, puis en 2010 couvrant les années 2010 à 2012). Les mêmes bâtiments font partie du marché couvrant la période 2013 à 2015.

L'intention de l'appel d'offres en question est d'assurer que l'électricité fournie pour les bâtiments publics répondra aux critères de durabilité. Ainsi, la fourniture d'électricité de sources renouvelables pour la totalité du marché est exigée. Les fournisseurs sont tenus de préciser le taux de provenance des différentes sources d'électricité verte (solaire, éolienne, hydraulique etc.).

L'attribution du marché se fera au prix le plus bas.

En ce qui concerne le montant total de cet appel d'offres, l'on précise que les données relatives aux consommations des bâtiments concernés ne sont pas encore disponibles et ne seront connues que lors de la finalisation du dossier de soumission. D'ailleurs, au cours d'une procédure de soumission, il n'est pas indiqué de publier préalablement un devis ou une estimation quelconque.

Le livre III de la loi sur les marchés publics n'est pas applicable en l'occurrence, de sorte qu'il y a lieu de se référer aux seuils prévus aux livres I ou II.

En ce qui concerne les entités publiques, notamment les lycées et internats, qui ont leur propre gestion financière, il échet de rappeler que du point de vue juridique, les services de l'État à gestion séparée ne disposent pas de personnalité juridique différente de celle de l'État, de sorte qu'il n'existe pas d'argument en droit qui obligerait ces services de procéder séparément à la conclusion de marchés de fourniture d'électricité. Cependant, en pratique et pour des raisons d'autonomie budgétaire que la gestion séparée procure, il est indiqué que ces entités procèdent elles-mêmes à l'acquisition de certaines fournitures et services, ce qui est d'ailleurs susceptible à les inciter à apporter plus d'attention à l'impact financier de leurs décisions.

La question relative au fait si Monsieur le Ministre ne craint pas que cette manière de procéder ait un impact négatif sur nos entreprises luxembourgeoises concernées, voire notre économie nationale, il y a lieu de rappeler à l'honorable Député que la législation sur les marchés publics trouve sa base dans des directives européennes, à respecter par tout pouvoir adjudicataire, indépendamment des intérêts de l'économie locale, régionale ou nationale.

Ainsi, toute soumission publique «européenne» (id est dépassant les seuils prévus au livre II) engendre une attribution du marché à l'offre présentant le prix le plus bas ou bien à l'offre économiquement la plus avantageuse, indépendamment de la nationalité de l'adjudicataire.

Quoi qu'il en soit, l'on précise que les marchés relatifs à la fourniture d'électricité des dernières années ont été adjugés aux sociétés EIDA S.A., respectivement à LEO S.A.

Question 2088 (30.4.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant la **suppression de l'abattement agricole et sylvicole:**

Bei der letzten Änderung der Steuertabelle wurde der sogenannte „abattement agricole et sylvicole" abgeschafft. Diese Änderung wurde bei den Bauern relativ ohne Widerstand angenommen, stieß aber bei den privaten Waldbesitzern auf Unverständnis. Bekanntlich dient die Erhaltung des Waldes zum biologischen Ausgleich in der Natur und seine Multifunktionalität ist für die ökologische Sichtweise von großem Nutzen. Die privaten Waldbesitzer opfern hier viel Freizeit, um den Wald einigermaßen in Ordnung zu halten, und dieses Hobby ist sicherlich auch mit Spesen verbunden. Dass das verkaufte Holz besteuert wird, ist zu verstehen, schwerer zu begreifen ist die Abschaffung des „abattement agricole et sylvicole".

Fragen:

1) Was ist die Begründung der Abschaffung des „abattement agricole et sylvicole"?

2) Ist die Regierung der Meinung, dass die privaten Waldbesitzer ohne Weiteres diese Verschlechterung vertragen können?

3) Gehört die Erhaltung eines gesunden Waldes nicht zur Priorität der Regierung?

4) Wurden hier andere Kompensationen zugestanden?

5) Sollte die Regierung ihren Schritt nicht überdenken?

Réponse (14.6.2012) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

Auf die parlamentarische Frage N°2088 vom 30. April 2012 bezüglich der Abschaffung des tariflichen land- und forstwirtschaftlichen Freibetrags möchte ich dem ehrenwerten Abgeordneten Jean Colombera zunächst mitteilen, dass jener Freibetrag für Einkünfte aus Land- und Forstwirtschaft in keinem direkten Zusammenhang mit der Höhe der im Land- oder Forstbetrieb tatsächlich anfallenden Kosten steht. Nichtsdestotrotz können Waldbesitzer derartige Kosten steuerrechtlich geltend machen, sofern jene Aufwendungen betrieblich veranlasst sind und in unmittelbarem Zusammenhang mit ihrem Land- oder Forstbetrieb stehen.

Anlass für die Abschaffung des land- und forstwirtschaftlichen Freibetrages ist das vom Staatsrat erstellte Gutachten vom 9. Dezember 2008 zum Gesetzesentwurf Nummer 5924. Angesichts der geplanten Einführung der Steuerkredite für Arbeitnehmer und für Pensionsempfänger verwies der Staatsrat auf eine verfassungswidrige Ungleichbehandlung im Vergleich zu anderen Tätigkeitseinkünften (Einkünfte aus Land- und Forstwirtschaft, Einkünfte aus Gewerbebetrieb und Einkünfte aus selbstständiger Arbeit) und forderte demnach eine Ausweitung des Steuerkredits für Gewerbetreibende, für Land- und Forstwirte sowie für Freiberufler. Infolgedessen sind auf Abänderungsvorschlag des Staatsrates der Freibetrag für Einkünfte aus Land- und Forstwirtschaft sowie der Gewerbefreibetrag abgeschafft und nach dem Vorbild der Steuerkredite für Lohn- und Pensionsempfänger durch die Zahlung eines Steuerkredits für Selbstständige ersetzt worden.

Gemäß Artikel 152ter des luxemburgischen Einkommensteuergesetzes wird ab dem 1. Januar 2009 jedem Steuerpflichtigen, der einen Gewinn aus selbstständiger beruflicher Tätigkeit (einen Gewinn aus Gewerbebetrieb, aus Land- und Forstwirtschaft oder aus der Ausübung eines freien Berufs) erwirtschaftet, für den Luxemburg auch das Besteuerungsrecht hat, ein Steuerkredit für Selbstständige in Höhe von 300 Euro im Jahr bewilligt. Dieser Steuerkredit kommt nur einmal in Betracht für sämtliche Einkünfte aus selbstständiger beruflicher Tätigkeit, die der Steuerpflichtige während eines Steuerjahres erwirtschaftet. Ferner kann er weder gleichzeitig mit dem Steuerkredit für Arbeitnehmer, noch mit dem Steuerkredit für Rentner kumuliert werden.

Wohingegen ein Anspruch auf einen tariflichen Freibetrag bisher nur mit positiven Einkünften geltend gemacht werden konnte, wird der seit 2009 gewährte Steuerkredit für Selbstständige selbst bei negativen Einkünften im Rahmen der Veranlagung von der Steuerverwaltung erstattet.

Question 2089 (30.4.2012) de **M. Claude Haagen** *(LSAP)* concernant les **webcams à usage externe:**

L'informatisation des médias et la vitesse de distribution des informations ne cessent de croître de nos jours. Ainsi, tout citoyen veut être informé à tout moment et souhaite avoir immédiatement toutes les informations sous mains. Dans ce contexte l'internet et l'outil des «webcaméras» jouent un rôle de plus en plus important dans notre société.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

1) Combien de webcaméras à usage externe sont actuellement installées et autorisées sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg?

2) Combien de ces caméras sont exploitées sous la responsabilité d'une commune?

3) Quelles sont les obligations légales à respecter au Grand-Duché de Luxembourg pour l'installation d'une telle caméra web? Qu'en est-il notamment de la protection de la vie privée des personnes filmées par ces caméras?

4) L'installation de ces caméras tombe-t-elle sous la législation de la vidéosurveillance et/ou des antennes paraboliques?

Réponse (22.6.2012) de **M. François Biltgen,** *Ministre des Communications et des Médias:*

La question parlementaire de l'honorable Député se réfère aux webcaméras à usage externe. Pour les besoins de la présente réponse qui a été préparée en concertation avec la Commission nationale pour la protection des données, et compte tenu du fait que la notion de webcam n'est pas appréhendée par la législation en vigueur, il est admis que sont visés les traitements à des fins de surveillance à usage externe qui relèvent du champ d'application de la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes.

Les dispositions pertinentes de la loi précitée sont les suivantes:

1. l'article 3(1), premier tiret de la loi précitée qui stipule que la présente loi s'applique

…/…

à toute forme de captage, de traitement, de diffusion de sons et d'images qui permettent d'identifier la personne physique;

2. l'article 10 qui pose les critères de licéité des traitements à des fins de surveillance, (afin de ne pas alourdir la présente réponse et en vue d'en assurer une meilleure lisibilité, la teneur de l'article 10 est reproduite en annexe);

3. l'article 11 nouveau qui dispose que le traitement à des fins de surveillance sur le lieu de travail ne peut être mis en œuvre par l'employeur, s'il est le responsable du traitement, que dans les conditions visées à l'article L.261-1 du Code du Travail;

4. l'article 14 qui soumet à autorisation préalable de la Commission nationale les traitements à des fins de surveillance visés à l'article 10, dès lors que les données résultant de la surveillance font l'objet d'un enregistrement, et à l'article 11 nouveau;

5. l'article 2(p) qui définit le terme «surveillance» comme suit: «toute activité qui, opérée au moyen d'instruments techniques, consiste en l'observation, la collecte ou l'enregistrement de manière non occasionnelle des données à caractère personnel d'une ou de plusieurs personnes, relatives à des comportements, des mouvements, des communications ou à l'utilisation d'appareils électroniques et informatisés».

À noter qu'en application de l'article 3(3) de la loi précitée, le traitement de données mis en œuvre par une personne physique dans le cadre exclusif de ses activités personnelles et domestiques est exclu du champ d'application de la loi de 2002.

On peut déduire de l'article 2(p) précité que dans l'hypothèse où il n'est pas possible d'identifier ou de reconnaître des personnes individuelles, le captage, le traitement, la diffusion des images ne tombent pas sous le champ d'application de la loi de 2002. Tel est le cas pour la plupart des «webcams» d'intérêt touristique et promotionnel ou d'intérêt pratique (p. ex. images du système CITA montrant le trafic). Celles-ci ne sont par conséquent pas recensées par la Commission nationale pour la protection des données.

Q132

En revanche, les traitements à des fins de surveillance dont les images sont suffisamment nettes pour permettre d'identifier ou de reconnaître des personnes physiques sont susceptibles de tomber sous les dispositions légales en vigueur. Le régime auquel sont soumis ces traitements dépendra alors si oui ou non les images sont enregistrées.

Les traitements à des fins de surveillance, dont les images sont visionnées en temps réel et qui font l'objet d'un enregistrement sont soumises à autorisation préalable par la CNPD (article 14 (1)a)).

Il faut noter à cet égard que tout traitement à des fins de surveillance installé sur un lieu de travail, qu'il enregistre ou non, est toujours soumis à autorisation préalable de la CNPD.

Quant aux traitements à des fins de surveillance, dont les images ne sont pas enregistrées (et qui ne sont pas installés sur un lieu de travail), ils sont sujets à notification (lecture combinée des articles 10 et 14 de la loi de 2002)

Sur base des articles 10 et 11 de la loi modifiée du 2 août 2002 précitée, 77 autorisations pour des traitements à des fins de surveillance ont été délivrées par la CNPD à 21 communes différentes.

Les obligations légales qui doivent être respectées par les responsables de tels traitements de données découlent de la loi de 2002 précitée. Il s'agit notamment des dispositions figurant aux chapitre II. «Conditions de licéité des traitements», III. «Formalités préalables à la mise en œuvre des traitements et publicités des traitements», V. «Subordination et sécurité des traitements» et VI «Droits de la personne concernée».

Les obligations posées par la loi de 2002 ont pour objectif de protéger la personne concernée. On peut dès lors admettre que les traitements qui respectent cette législation ne portent pas atteinte à la vie privée de la personne concernée.

Les traitements à des fins de surveillance ne relèvent pas de la législation relative aux antennes paraboliques.

(Extrait de la loi du 2 août 2002

Art. 10. Traitement à des fins de surveillance

(1) Le traitement à des fins de surveillance ne peut être effectué que:

(a) si la personne concernée a donné son consentement, ou

(b) aux abords ou dans tout lieu accessible ou non au public autres que les locaux d'habitation, notamment dans les parkings couverts, les gares, aérogares et les moyens de transports publics, pourvu que le lieu en question présente de par sa nature, sa situation, sa configuration ou sa fréquentation un risque rendant le traitement nécessaire:

(Loi du 27 juillet 2007)

«-à la sécurité des usagers ainsi qu'à la prévention des accidents;(…)

-à la protection des biens, s'il existe un risque caractérisé de vol ou de vandalisme», ou

(c) aux lieux d'accès privé dont la personne physique ou morale y domiciliée est le responsable du traitement, «ou»

(Loi du 27 juillet 2007)

«(d) si le traitement est nécessaire à la sauvegarde des intérêts vitaux de la personne concernée ou d'une autre personne dans le cas où la personne concernée se trouve dans l'incapacité physique ou juridique de donner son consentement.»

(2) Les personnes concernées sont informées par des moyens appropriés tels que des panneaux de signalisation, des circulaires et/ou des envois recommandés par voie postale ou électronique de la mise en œuvre des traitements visés au paragraphe (1), lettres (b) et (c). À la demande de la personne concernée, le responsable du traitement fournit à celle-ci les informations prévues à l'article 26, paragraphe (2).

(3) Les données collectées à des fins de surveillance ne sont communiquées que:

(a) si la personne concernée a donné son consentement sauf le cas interdit par la loi, ou

(b) aux autorités publiques dans le cadre de l'article 17, paragraphe (1), ou

(c) aux autorités judiciaires compétentes pour constater ou poursuivre une infraction pénale et aux autorités judiciaires devant lesquelles un droit en justice est exercé ou défendu.

(4) Quiconque effectue un traitement en violation des dispositions du paragraphe (1) qui précède est puni d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de 251 à 125.000 euros ou d'une de ces peines seulement. La juridiction saisie peut prononcer la cessation du traitement contraire aux dispositions du paragraphe (1) du présent article sous peine d'astreinte dont le maximum est fixé par la dite juridiction.)

Question 2090 (2.5.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant les **enfants atteints d'autisme ou du syndrome d'Asperger:**

Selon l'Association des Parents de Personnes Atteintes de l'Autisme de Luxembourg (APPAAL), le nombre d'enfants atteints d'autisme est en forte croissance au Luxembourg. L'association réclame «plus de personnel formé de façon spécifique et appropriée aux enfants autistes» ainsi que «plus de classes spécialisées dans toute les régions du Luxembourg, plus de professionnels qui peuvent accompagner nos enfants afin de les intégrer individuellement dans les classes ordinaires».

L'association attire également l'attention sur le fait que beaucoup d'adolescents atteints du syndrome d'Asperger ne trouvent pas d'école ou de classe appropriée à leur besoin au Luxembourg.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

1) Quelle est, depuis l'an 2000, l'évolution du nombre d'enfants résidant au Luxembourg atteints d'autisme?

2) Quelle est, depuis l'an 2000, le nombre de professionnels spécialement formés à la prise en charge des enfants atteints d'autisme affectés à l'enseignement national?

3) Quelle est, depuis l'an 2000, l'évolution du nombre d'enfants atteints d'autisme intégrés dans l'enseignement général respectivement pris en charge dans les écoles pour enfants à besoins spécifiques?

4) Y a-t-il encore des enfants atteints d'autisme résidant au Luxembourg qui sont «placés» dans des établissements à l'étranger? Si oui, combien et pourquoi?

5) Combien d'adolescents résidant au Luxembourg sont-ils atteints du syndrome d'Asperger?

6) Comment les adolescents atteints du syndrome d'Asperger sont-ils pris en charge au sein de l'éducation nationale?

7) Y a-t-il des adolescents atteints du syndrome d'Asperger résidant au Luxembourg qui sont «placés» dans des établissements à l'étranger? Si oui, combien et pourquoi?

8) Dans quelle mesure le Gouvernement est-il prêt à appuyer l'a.s.b.l. «autisme espoir vers l'école» proposant une pédagogie éducative intensive dite «méthode des 3i»?

Réponse commune (5.6.2012) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle* et de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

1. Comme les indications relatives à la prévalence de l'autisme diffèrent fortement d'une source à l'autre, il est difficile de se prononcer sur l'évolution du nombre global des élèves concernés. La Haute Autorité de Santé française, Autism Europe et Autismus Deutschland, font des estimations de deux à six personnes concernées sur 1.000. Les variations dépendent des définitions choisies: Autisme infantile, syndrome d'Asperger, autisme atypique…

Le tableau ci-dessous reprend l'évolution du nombre d'élèves pour lesquels le diagnostic de l'autisme a été posé et que la Commission médico-psycho-pédagogique nationale a orientés vers l'Institut pour enfants autistiques et psychotiques de l'éducation différenciée.

Institut pour enfants autistiques et psychotiques	
Année scolaire	Nombre d'élèves
2000/2001	36
2001/2002	35
2002/2003	35
2003/2004	34
2004/2005	28
2005/2006	34
2006/2007	41
2007/2008	40
2008/2009	40
2009/2010	40
2010/2011	45
2011/2012	46

Les tableaux ci-après renseignent sur le nombre d'enfants et d'adolescents autistiques ou à syndrome d'Asperger qui bénéficient de services offerts par la Fondation Autisme Luxembourg et l'association Autisme Luxembourg a.s.b.l., essentiellement dans le cadre d'une convention conclue avec le Ministère de la Famille et de l'Intégration.

Fondation Autisme Luxembourg		
Année	0 ans - 11 ans (avec diagnostic Autisme ou syndrome d'Asperger)	12 ans - 18 ans (avec diagnostic syndrome d'Asperger)
2000	0	0
2001	3	0
2002	2	0
2003	7	0
2004	7 + 1 (Asperger)	0
2005	10 + 3 (Asperger)	0
2006	7 + 1 (Asperger)	0
2007	8 + 1 (Asperger)	2
2008	18 + 7 (Asperger)	3
2009	23 + 9 (Asperger)	14
2010	32 + 5 (Asperger)	8
2011	34 + 6 (Asperger)	15

Autisme Luxembourg a.s.b.l.	
Année	12 ans - 18 ans (avec diagnostic syndrome d'Asperger)
2000	0
2001	0
2002	1
2003	1
2004	0
2005	1
2006	2
2007	1
2008	2
2009	2
2010	4
2011	5

Le 4e tableau indique le nombre d'enfants et d'adolescents autistiques ou à syndrome d'Asperger qui sont membres de l'APPAAL a.s.b.l. (Association des Parents de Personnes Atteintes d'Autisme de Luxembourg).

APPAAL a.s.b.l. - Association des Parents de Personnes Atteintes d'Autisme de Luxembourg		
Année	0 ans - 11 ans (avec diagnostic Autisme)	12 ans - 18 ans (avec diagnostic syndrome d'Asperger ou Autisme)
2010	31	25

Le tableau ci-après signale le nombre d'enfants et d'adolescents présentant des troubles envahissants du développement - dont les troubles du spectre autistique - qui sont bénéficiaires de prestations de l'assurance dépendance.

Cellule d'évaluation et d'orientation de l'assurance dépendance		
Année	0 ans - 11 ans (avec diagnostic «troubles envahissants du développement»)	12 ans - 18 ans (avec diagnostic «troubles envahissants du développement»)
2000	13	3
2001	16	5
2002	16	7
2003	16	11
2004	20	15
2005	25	19
2006	30	21
2007	41	23
2008	49	22
2009	55	28
2010	56	35
2011	57	44

2. Depuis 2006, le service de l'Éducation différenciée a offert les formations continues suivantes aux enseignants intéressés:

- Autisme-Généralités et secteur luxembourgeois, 20 heures, 51 participants;

- Autismus-Spektrum-Störungen, 60 heures, 45 participants;

- Diagnostik und Förderung sozialer Fähigkeiten bei Kindern und Jugendlichen mit Autismus-Spektrum-Störungen, 24 heures, 90 inscriptions.

3. Pour éviter des stigmatisations, les élèves à besoins éducatifs spécifiques intégrés dans l'enseignement ordinaire n'ont, jusqu'à présent, pas été répertoriés selon leurs déficiences. Il est toutefois évident que les commissions d'inclusion scolaire décidant des ressources et aides supplémentaires à attribuer aux élèves à besoins éducatifs spécifiques sont en connaissance des diagnostics afférents.

4. Parmi les élèves orientés à l'étranger et pour lesquels les frais scolaires sont pris en charge par le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, six enfants sont répertoriés comme enfants atteints d'autisme.

5. Cf. réponse à la question 1.

6. Le mode de prise en charge scolaire des élèves à syndrome d'Asperger dépend de la complexité de leurs besoins. Dans certains cas, l'aide supplémentaire à prévoir peut se limiter à un accompagnement adéquat des enseignants, dans d'autres situations, une assistance en classe par l'équipe multiprofessionnelle de l'Éducation différenciée est à recommander, et plus rarement, l'orientation vers une école spécialisée peut être indiquée.

7. Les élèves atteints d'autisme et à syndrome d'Asperger qui sont orientés vers l'étranger ne sont pas répertoriés dans des catégories distinctes. (cf. 4)

8. Le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle appuie avant tout l'enseignement public des élèves à besoins éducatifs spécifiques dont ceux atteints d'autisme font partie. La loi du 13 juin 2003 concernant les relations entre l'État et l'enseignement privé exclut expressément l'instauration d'écoles privées en matière d'éducation différenciée (cf. article 1er: Les dispositions de la présente loi ne concernent ni l'éducation différenciée ni la formation dispensée à l'intérieur des entreprises).

Question 2091 (3.5.2012) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **production décentralisée d'énergie:**

Hinsichtlich der Versorgung mit elektrischer Energie werden nur 50 Prozent des nationalen Verbrauchs in Luxemburg erzeugt. Luxemburg hat sich nicht nur verpflichtet, die Energieeffizienz zu erhöhen, sondern auch den Anteil erneuerbarer Energien am Gesamtenergieverbrauch - von aktuell vier Prozent auf elf Prozent bis zum Jahre 2020.

Dies bedingt jedoch eine resolute intelligente Energiewende, eine technologische wie gesellschaftliche Herausforderung. Die Energie- & Klimapolitik ist langfristig so ausgelegt, dass ein kohlestofffreies und intelligentes Energiesystem aufgebaut werden kann. Die geforderte Integration der erneuerbaren Energiequellen verlangt jedoch nach der dezentralen Energieversorgung. Es wurde bereits vom Ministerium für Wirtschaft auf die Errichtung von Tausenden Photovoltaik- und Solarkollektoranlagen sowie von 50 neuen Windenergieanlagen (WEAn) bis zum Jahr 2020 hingewiesen.

Hinsichtlich der Windenergienutzung wurden während der vergangenen Wochen konkrete Projekte in Aussicht gestellt, u. a. in Garnich und im „Wandpark Bënzelt", sowie das Repowering der WEAn in der Gemeinde Clerf. Die Errichtung von zwei Biogasanlagen in Roost und Sanem steht ebenfalls an.

Es wurde in diesem Zusammenhang auch auf die Erstellung eines „plan sectoriel de l'implantation des sites d'énergies renouvelables" hingewiesen. Um die Schwankungen der erzeugten elektrischen Energie aus den erneuerbaren Energien auszugrenzen, bedarf es des Baus von Speichereinheiten auf dezentraler Basis im Versorgungsnetz.

Damit Luxemburg sein ambitiöses Ziel der 20-Prozent-Marke bis zum Jahr 2012 erreicht, plant das Wirtschafts- und Energieministerium, den reglementarischen Rahmen hinsichtlich der Einspeisetarife für die elektrische Energie aus erneuerbaren Energien neu zu gestalten.

In diesem Zusammenhang möchte ich dem Herrn Minister für Wirtschaft und Energie folgende Fragen stellen:

- Welchen Stand hinsichtlich der Planung und Errichtung weisen die einzelnen Projekte für die Nutzung der Windenergie aus? In welchen Gemeinden laufen im Sinne der dezentralen Energieversorgung derzeit Gespräche zur Errichtung von weiteren WEAn?

- Wird der Schallpegel von aktuell 35 dB auf 45 dB erhöht, ähnlich den Bestimmungen in Wallonien?

- Wird daran gedacht, den betroffenen Gemeinden eine finanzielle Beteiligung an den Projekten einzuräumen?

- Befinden sich außer den zwei Biogasanlagen noch weitere Anlagen in der Diskussion? Verfügt Luxemburg über genügend Biomasse, um diese Anlagen zu speisen, oder wird an den Import von Biomasse gedacht? Nur ein geringer Teil der anfallenden Gülle wird derzeit in den Biogasanlagen zur Fermentation eingebracht. Welche Anreize müssen geschaffen werden, um diesen Anteil zu erhöhen?

- Wie weit sind die Planungen bezüglich des „plan sectoriel de l'implantation des sites d'énergies renouvelables" gediehen?

- Wann wird der neue reglementarische Rahmen hinsichtlich der Einspeisetarife für die elektrische Energie aus erneuerbaren Energien vorliegen? Werden die Akteure vor Ort in diesen Gestaltungsprozess eingebunden?

- Welche Möglichkeiten liegen vor, das Ziel der 1,5 Prozent Energieeffizienzsteigerung pro Jahr zu erreichen? Müsste nicht ein ehrgeiziges Altbausanierungsprogramm mit der Integration von Photovoltaik- und Solarkollektoranlagen aufgelegt werden, um elektrische und thermische Energien einzusparen und darüber hinaus dauerhafte Arbeitsplätze zu schaffen?

Réponse (2.7.2012) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Als Antwort auf die parlamentarische Anfrage des ehrenwerten Abgeordneten Marcel Oberweis betreffend den Ausbau dezentraler elektrischer Produktionsanlagen für die zukünftige Energieversorgung Luxemburgs können wir folgende Informationen liefern:

Die Förderung von Strom aus erneuerbaren Energien wird in Luxemburg durch eine großherzogliche Verordnung aus dem Jahre 2008 geregelt, welche den Produzenten von Strom aus erneuerbaren Energien eine Einspeisevergütung gewährleistet, die einen wirtschaftlichen Betrieb der Anlagen garantieren soll. Mit den entsprechenden Einspeisetarifen sind derzeit private Akteure dabei, ihre Projekte unter den gegebenen Rahmenbedingungen zu entwickeln. Der größte Betreiber von Windkraftanlagen in Luxemburg ist derzeit die Soler (Société Luxembourgeoise des Énergies Renouvelables S.A.), die zu jeweils 50 Prozent ein Tochterunternehmen der SEO (Société Électrique de l'Our S.A.) und der Enovos Luxembourg S.A. ist. Die Soler betreibt aktuell 26 Windkraftanlagen in Luxemburg. In Kürze werden fünf weitere Anlagen in Binsfeld in Betrieb genommen, derweil der Windpark „Gemeng Hengischt" um eine zusätzliche Anlage erweitert wird.

Dadurch wird sich die installierte Leistung der Anlagen, in welchen die Soler Teilhaber ist, auf 48,6 MW erhöhen. Laut Informationen der Soler befinden sich derzeit Windkraftprojekte mit einer Gesamtleistung von ca. 36,8 MW in der Genehmigungsprozedur. Ihre Realisierung wird die Gesamtleistung der Soler-Anlagen auf ca. 85,4 MW erhöhen. Soler hat auf Nachfrage bestätigt, dass bei den geplanten Windkraftprojekten den betroffenen Gemeinden und gegebenenfalls deren Bürgern ein Beteiligungsrecht an den jeweils neu zu gründenden Gesellschaften angeboten wird.

Neben den sich von der SEO in Planung befindlichen Anlagen gibt es laut unseren Informationen noch Projekte von anderen Akteuren, über die uns allerdings derzeit keine definitiven und detaillierten Daten vorliegen.

Betreffend die Frage der in den Genehmigungsprozeduren derzeit geforderten Schallpegel sei unterstrichen, dass Windkraftanlagen unter die Bestimmungen der großherzoglichen Verordnung vom 13. Februar 1979 betreffend Lärm in der Nachbarschaft von Betrieben und Baustellen fallen, welche zuletzt durch die großherzogliche Verordnung vom 7. November 2007 geändert worden ist.

Artikel 3 der vorerwähnten Verordnung teilt den zulässigen Lärmimpakt in der Nachbarschaft von Betrieben und Baustellen in sechs Lärmzonen ein, welche sich durch unterschiedliche Lärmschutzansprüche unterscheiden.

Unter Anwendung der Bestimmungen von Artikel 9 der Verordnung vom 13. Februar 1979 werden im Rahmen der Kommodo-Gesetzgebung zum Teil strengere Auflagen in der Betriebsgenehmigung von Windkraftanlagen festgesetzt. Der angeführte Immissionsschallpegel von 35 dB(A) bezieht sich jedoch nur auf den Teillastbereich der Windkraftanlagen (standardisierte Windgeschwindigkeit in 10 m Höhe über Boden $v_{s,Ref}$ (h=10 m) = 6 m/s). Bis zum Volllastbereich der Anlagen wird eine Verdeckung der Betriebsgeräusche durch windinduzierte Geräusche verlangt.

Im Hinblick auf die vorgegebenen Ziele für die Anteile von Energie aus erneuerbaren Quellen im Jahr 2020 werden vorgenannte Bewertungskriterien derzeit einer kritischen Prüfung unterzogen. Im Rahmen dieser Arbeiten wird die Zumutbarkeit von Geräuschen von Windkraftanlagen u. a. unter Beachtung der Besiedlungsstruktur genauer untersucht. Erste Ergebnisse werden für September 2012 erwartet.

Betreffend die Biogasanlagen sei unterstrichen, dass den zuständigen Ministerien derzeit keine detaillierten Informationen über Planungen neuer Anlagen vorliegen. In diesem Bereich wird laut unserem Verständnis auf die Neuregelung der Einspeisetarife gewartet, durch die dem Sektor ein neuer Schub gegeben werden soll. Neue Einspeisetarife sollen ebenfalls einen wirtschaftlicheren Einsatz von Gülle als Substrat ermöglichen. In Luxemburg selbst gibt es derzeit für die kommenden Jahre noch ausreichendes Potenzial, damit nur in einem eher geringen Maße auf Substrate aus dem Ausland zurückgegriffen werden muss. Allerdings greift ein Teil der bestehenden Anlagen, die Abfälle verarbeiten, auf importierte Biomasse aus dem Ausland zurück, da die hier verfügbaren Abfälle knapp sind respektive für Anlagen bestimmt sind, die mit einer Hygienisierungsanlage ausgestattet sind.

Betreffend den „Plan sectoriel de l'implantation des sites des énergies renouvelables" sei wiederholt, was bereits in den Antworten auf die parlamentarischen Anfragen Nr.1561 vom 7. Juli 2011 des ehrenwerten Abgeordneten Marcel Oberweis und Nr.1578 vom 19. Juli 2011 des ehrenwerten Abgeordneten Henri Kox dargelegt wurde *(cf. compte rendu n°17/2010-2011)*. In den entsprechenden Antworten wurde klar erläutert, dass die von der Regierung verfolgte Strategie sich an den Erfahrungen anderer Länder orientiert, indem ein angemessener Förderrahmen geeignete Rahmenbedingungen für die Entwicklung von wirtschaftlichen Projekten durch private und öffentliche Akteure schafft. Diese Strategie sieht derzeit keine Erstellung eines „Plan sectoriel de l'implantation des sites d'énergies renouvelables" vor, da hiervon kein wesentlicher zusätzlicher Fortschritt im Bereich der Entwicklung der erneuerbaren Energien auf nationaler Ebene erwartet wird.

Die Arbeiten an der Anpassung des reglementarischen Rahmens hinsichtlich der Einspeisetarife für Strom aus erneuerbaren Energien befinden sich derzeit in der Abschlussphase. Bei der Ausarbeitung wurden die betroffenen Verbände weitestmöglich eingebunden. Die geplanten Änderungen an der Verordnung über die Einspeisetarife werden in Kürze dem Regierungsrat zur Entscheidung vorgelegt.

Bezüglich der Energieeffizienzsteigerung gibt der zweite Nationale Aktionsplan im Bereich der Energieeffizienz, welcher im Jahre 2011 von der Regierung beschlossen wurde, die Marschrichtung vor. Bis zum Jahre 2010 wurden bereits Einsparungen in Höhe von 7,6% gegenüber der Referenzperiode 2001-2005 erzielt. Für das Jahr 2014 ist eine Gesamteinsparung von ca. 14% vorgesehen. Ein wesentlicher Bestandteil der Einsparungen soll dabei durch den Bausektor erzielt werden. Hierzu hat die Regierung mit Datum vom 1. Juli 2012 u. a. neue Regeln für den Neubau eingeführt, die einen festen Fahrplan für die kontinuierliche Verbesserung der Energieeffizienzstandards für Wohngebäude festlegen. So müssen ab 2017 beispielsweise alle Neubauten die Gesamtenergieeffizienzklasse A und die Wärmeschutzklasse A einhalten. Diese neuen Standards werden auch implizit einen Anreiz für den verstärkten Rückgriff auf erneuerbare Energieträger in den Wohngebäuden mit sich bringen.

Question 2092 (4.5.2011) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant l'**Administration des Contributions directes:**

Lors de l'assemblée générale du Syndicat des Cadres des Contributions ses représentants se sont exclamés: «D'Geld läit op der Strooss a keen hieft et op…». À côté du fait que l'Administration des Contributions directes n'arriverait plus à s'acquitter de ses missions quotidiennes l'on s'est également plaint qu'il lui serait impossible de lutter efficacement contre la fraude et l'escroquerie fiscales.

Aussi, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance des faits relatés ci-dessus?

- Quelles sont les raisons empêchant l'Administration des Contributions directes à remplir ses tâches de manière satisfaisante? S'agit-il d'un manque en personnel et de mesures adéquates au niveau législatif et administratif pour combattre la fraude? Dans l'affirmative, comment Monsieur le Ministre entend-il y remédier?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer si les autres administrations financières rencontrent le même genre de problèmes?

Réponse (8.6.2012) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

Le Gouvernement est conscient que ces dernières années le volume et la complexité des dossiers à instruire par les administrations fiscales n'ont cessé de croître.

Pour pallier ces problèmes, le Gouvernement a pris des mesures pour moderniser et renforcer les dispositifs en place au Luxembourg. Ainsi, contrairement à la majorité des Gouvernements européens, qui, dû à la crise économique et financière, ont procédé à des réductions d'effectifs dans les administrations fiscales, le Gouvernement luxembourgeois a accordé un renforcement du personnel des administrations fiscales.

Parallèlement, le Gouvernement a procédé à l'allégement et à la simplification des procédures administratives liées à la saisie et au traitement des dossiers à instruire. Dans ce contexte, les contribuables ont aujourd'hui par exemple la possibilité de déposer électroniquement leur déclaration de TVA.

C'est donc par un renforcement graduel et systématique des ressources ainsi que par une modernisation des procédures que le Gouvernement entend accroître l'efficacité de la lutte contre la fraude et l'escroquerie fiscales.

Question 2093 (7.5.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant l'**implantation d'une compagnie aérienne à bas prix au Findel:**

Eine Entscheidung ist in Sachen Diversifizierung der Aktivitäten am nationalen Flughafen gefallen, in dem Maße wie eine Billigfluggesellschaft in der Gestalt von Easyjet den Weg geöffnet bekam, um ab Findel ihre Flüge vom 29. Oktober 2012 an anzubieten. Die Überraschung war perfekt, hatten doch Politiker und auch Gewerkschaftler immer wieder vor Konkurrenz für die nationale Fluggesellschaft gewarnt. Nun ist es jedoch anders gekommen und es stellen sich eine Reihe von Fragen, unter anderem, wie Easyjet nunmehr am Findel Flugverbindungen ab Oktober 2012 anbieten kann.

Fragen:

1) Was ist die Prozedur für eine interessierte Fluggesellschaft, um am Findel Flüge anbieten zu können?

2) Wie kam Easyjet an die notwendigen Flughafen-Slots für die Flüge von und nach London-Gatwick? In wessen Besitz waren diese Zeitnischen vorher?

3) Welche nationalen Autoritäten mussten ihr Einverständnis geben, damit eine Fluggesellschaft wie Easyjet am Findel Flugverbindungen anbieten kann?

4) Wieso wurden erst jetzt Billigfluggesellschaften am Findel zugelassen? Mit welchen Mitteln wurden sie bisher von unserem Flughafen ferngehalten?

5) Gibt es noch andere Anfragen von Billigfluganbietern?

6) Gibt es in den Augen der politisch Verantwortlichen ein Kontingent, das nicht überschritten werden darf?

7) Darf Easyjet über die Verbindung mit London-Gatwick hinaus frei und nach Gutdünken andere Billigfluglinien ab Luxemburg einrichten?

8) Was gedenkt die Regierung zu tun, um die nationale Fluggesellschaft vor dieser Konkurrenz zu schützen?

Réponse commune (6.7.2012) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*, et de **Mme Françoise Hetto-Gaasch,** *Ministre des Classes moyennes et du Tourisme:*

Es ist zuerst richtigzustellen, dass nicht die Diversifizierung der Aktivitäten am Flughafen der Gesellschaft Easyjet den Weg geöffnet hat, um ab dem Findel Flüge anzubieten, sondern dass

die Möglichkeit, den Findel anzufliegen, jeder Gesellschaft unvoreingenommen und zu gleichen Bedingungen gegeben ist.

1) Es gibt keine bestimmte Prozedur, um sich eine Zeitnische („slot") zu sichern, solange noch „slots" frei sind. Interessierte Fluggesellschaften nehmen Kontakt zu den „handling agents", dem Flughafenbetreiber und der Administration de la navigation aérienne auf. lux-Airport ist der offizielle Flugplanvermittler und muss sich laut der europäischen Regelung darauf beschränken, unabhängig, unparteiisch und diskriminierungsfrei die Luftfahrtunternehmen zu beraten.

Weitere zuständige Behörden (Direction de l'Aviation civile, Police grand-ducale, Administration des Douanes et Accises) werden über die Gespräche nachhaltig informiert.

2) Die von Easyjet angefragten Zeitnischen waren noch frei verfügbar.

3) Die Direction de l'Aviation civile und die Administration de la navigation aérienne müssen ihr Einverständnis geben.

4) Der Flugverkehr ist seit 1996 liberalisiert. Die Freiheit des Dienstleistungsverkehrs im europäischen Raum untersagt jegliche Form von protektionistischen Einschränkungen und es besteht kein legal vertretbares Argument für einen systematischen Verweis von Billigfluggesellschaften. Die Regierung darf also nicht eingreifen, um eine Fluggesellschaft vom Findel fernzuhalten.

5) Es gibt zurzeit keine weiteren Anfragen, die unter die volksmündliche Beschreibung einer Billigfluggesellschaft fallen.

6) Die sogenannten Billigfluggesellschaften sind den anderen Fluggesellschaften gleichgestellt und unterliegen den gleichen Flughafentarifen. Politisch Verantwortliche dürfen kein Kontingent festlegen.

7) Im europäischen Raum sind, wie schon unter Antwort 4) betont, keine Beschränkungen dieser Art erlaubt.

8) Die Regierung darf keine nationalen Gesellschaften vor Konkurrenz schützen, ansonsten kann die Europäische Kommission Sanktionen ergreifen. Der luxemburgische Staat als Aktionär von Luxair darf aber verlangen, dass Luxair die notwendigen Schritte einleitet, um der Konkurrenz gewachsen zu sein. Demzufolge müssen gemeinsam mit den Gewerkschaften Überlegungen erfolgen, wie Luxair sich auf einem immer schwierigeren Markt positionieren kann.

Question 2094 (7.5.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant le **libre choix des soins de santé:**

Der Konkurrenzkampf wird bei den Pflegenetzen immer intensiver. In der Praxis kommt es auch vor, dass Patienten ein ganz anderes Pflegenetz bekommen als das von ihnen erwünschte. Dann stellt sich natürlich für den getäuschten Patienten die Frage, ob er mit diesem Dienst zusammenarbeiten soll oder ob er noch aus dem Vertrag aussteigen und mit dem ursprünglich gemeinten Dienst der persönlichen Wahl zusammenarbeiten kann.

In einem kürzlich gegebenen Entscheid des deutschen Bundesgerichtshofes (Aktenzeichen IIIZR 203/10) wurde die Kündigung bei Pflegediensten leicht gemacht, indem MaBe wie Pflegebedürftige ihren Vertrag jederzeit fristlos kundigen dürfen, wenn sie mit den Leistungen des Pflegedienstes nicht mehr zufrieden sind.

Fragen:

- Wie ist die Kundenwerbung hierzulande geregelt, und müssen bei Kundenwerbungen die Patienten ausdrücklich auf den „libre choix" des Pflegedienstes hingewiesen werden?

- Was geschieht, wenn ein Patient in einen Pflegevertrag eintritt, ohne ausdrücklich und nachweislich die Wahl des von ihm bevorzugten Pflegedienstes erhalten zu haben?

- Wie viele Pflegedienste gibt es mittlerweile in Luxemburg, die von den zuständigen Ministerien akkreditiert sind?

- Falls ein Patient in einer Ärztepraxis, einer Klinik oder in einer anderen Struktur des Gesundheits- und Sozialwesens auf fragliche Weise beraten wurde, was die freie Wahl eines Pflegedienstes betrifft, wie schnell kann derselbe Patient aus diesem Kontrakt entbunden werden? Was sind die Kündigungsfristen bei missbräuchlicher Beratung?

- Gibt es auch in Luxemburg eine rechtliche Klausel, nach der ein Vertrag bei einem Pflegedienst gekündigt werden kann, wenn der Patient nicht mehr mit der Leistung zufrieden ist, und kann der Patient diese Klausel für sich geltend machen?

Réponse (6.6.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Das Prinzip der freien Wahl des Leistungserbringers ist ein fundamentaler Grundsatz im Rahmen der Kranken- und Pflegeversicherung. Die Vereinbarung, die in Anwendung des Artikels 380 des Sozialgesetzbuches zwischen der nationalen Gesundheitskasse CNS und der COPAS (Confédération des organismes prestataires d'aides et de soins) besteht und die Rahmenbedingungen der Beziehungen zwischen CNS und COPAS festlegt, besagt zu diesem Thema, dass der Leistungserbringer sich dazu verpflichtet, nichts zu unternehmen, was gegen dieses Grundprinzip verstoßen könnte, welches dem Pflegebedürftigen zugestanden wird, gemäß seiner Situation und den Ausführungsbestimmungen oben genannter Vereinbarung.

Die Verpflichtung, dass der Leistungserbringer das Prinzip der freien Wahl des pflegebedürftigen Menschen respektiert, ist ebenfalls im großherzoglichen Reglement vom 7. Oktober 2010 festgeschrieben, welches den Ethikkodex verschiedener Gesundheitsberufe festlegt.

Für die Personen, denen Sachleistungen seitens der Pflegeversicherung zugestanden wurden und die zu diesen Leistungen ebenfalls Leistungen der Krankenpflege beanspruchen, sieht der Artikel 19 (4) des Sozialgesetzbuches jedoch eine Sonderbestimmung vor, die besagt, dass diese Personen nur in dem Fall Anrecht auf Leistungen der Krankenpflege haben, wenn diese von einem Pflegenetz oder einer stationären Einrichtung erbracht werden, welche mit der Pflegeversicherung einen Pflegevertrag abgeschlossen haben.

Ich verweise auf das Familienministerium, was die Namen und die Anzahl der verschiedenen Leistungserbringer im Rahmen der Pflegeversicherung in Luxemburg betrifft, resp. auf die Website www.luxsenior.lu.

Die Vereinbarung, die zwischen der nationalen Gesundheitskasse und der COPAS (Confédération des organismes prestataires d'aides et de soins) besteht, sieht eine einzige Kündigungsprozedur im Rahmen des Verhältnisses zwischen dem Leistungserbringer und der pflegebedürftigen Person vor, unabhängig vom genauen Grund dieser Kündigung.

Artikel 22 der Vereinbarung sieht vor, dass der Leistungserbringer in jedem Fall die Kündigung annehmen muss. Diese muss durch den Leistungsbezieher per Einschreiben erfolgen. Der zwischen Leistungsbezieher und -erbringer zustande gekommene Vertrag bleibt in Kraft bis zum Ende einer einmonatigen Kündigungsfrist.

Question 2095 (7.5.2012) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant l'**analyse approfondie de la réforme de l'école fondamentale:**

Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle a récemment annoncé que l'école fondamentale, telle qu'elle a été instituée en 2009, sera soumise à une analyse approfondie. Il va sans dire que les conclusions tirées de celle-ci influeront sur les travaux de réforme concernant l'enseignement postprimaire.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Selon quelle démarche l'analyse projetée, qui devra être effectuée par un organe scientifique et neutre, sera-t-elle mise en œuvre?

- Qui sera chargé de sa réalisation?

- Quand le bilan de cette analyse sera-t-il présenté au plus tard aux partenaires scolaires et aux membres de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle de la Chambre des Députés?

Réponse (29.5.2012) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Le programme gouvernemental 2009-2014 prévoit qu'un premier bilan de la mise en œuvre de la réforme de l'école fondamentale, entrée en vigueur à la rentrée 2009, sera dressé après trois ans.

À ce stade, il est prévu que ce bilan comportera quatre volets:

- Le premier sera consacré aux travaux de préparation et de mise en œuvre proprement dits des différents aspects de la réforme.

- Le second concernera plutôt l'appréciation et le vécu des changements survenus dans la réalité pédagogique dans les écoles. Cette partie du rapport sera préparée par l'unité de recherche LCMI (Languages, Culture, Media and Identities) de l'Université du Luxembourg sous la direction du professeur Daniel Tröhler.

- Dans la troisième partie il s'agira d'établir une synthèse.

- Suite à cette synthèse, si cela s'avère nécessaire, le quatrième volet sera consacré à établir des propositions pour consolider la réforme.

J'ai demandé à Monsieur Siggy Koenig d'assurer la rédaction finale du document. Celle-ci devrait être terminée pour la fin de l'année civile en cours et sera présenté alors notamment aux partenaires scolaires et aux membres de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle de la Chambre des Députés.

Question 2096 (8.5.2012) de **M. Jacques-Yves Henckes** *(ADR)* concernant les **indemnités des remplaçants dans l'enseignement fondamental:**

Le règlement grand-ducal du 17 décembre 2010 fixant les indemnités pour remplaçants dans l'enseignement fondamental dit à son article 1.II.A) Tâche complète, avant-dernier alinéa: «Le remplaçant qui est en service jusqu'à la fin de l'année scolaire a droit pour la période du 15 juillet au 15 septembre à une indemnité fixe, par mois entier, à un dixième de l'indemnité totale touchée pour les mois précédents.» Cette disposition vaut également mutatis mutandis pour les chargés de cours remplaçants travaillant à tâche partielle. Toutefois la mise en application du règlement dont question révèle des situations étranges pour les chargés de cours remplaçants travaillant à tâche partielle.

Ainsi un chargé de cours ayant travaillé par exemple du 15 avril ou 1er juin au 15 juillet, soit trois mois respectivement un mois et demi, se voit payer un salaire jusqu'au 15 septembre incluant deux mois de congé scolaire. Par contre le chargé de cours ayant travaillé du 15 septembre au 31 mai, soit huit mois et demi, n'a droit ni au paiement d'un salaire durant ces mois au prorata des mois travaillés durant l'année ni au paiement au prorata de l'indemnité prévue au règlement grand-ducal dont question.

J'estime que les chargés de cours remplaçants à temps partiel devraient se voir payer l'indemnité incluant les cotisations de sécurité sociale prévue au règlement grand-ducal ou bénéficier d'un salaire continué durant les vacances scolaires au prorata des mois de leur contrat de travail. Ceci leur permettrait notamment de bénéficier des dispositions de sécurité sociale durant toute l'année voire faciliterait la souscription à une assurance continuée.

Aussi j'entends poser les questions suivantes au Gouvernement:

1) Le règlement grand-ducal du 17 décembre 2010 fixant les indemnités pour remplaçants dans l'enseignement fondamental est-il appliqué de sorte à ce que le remplaçant doit être en service au 15 juillet d'une année pour bénéficier de la totalité de son salaire durant les deux mois de vacances scolaires?

2) Sur le nombre total de chargés de cours remplaçants, quel est le pourcentage de chargés de cours qui bénéficie d'un salaire continué au 15 juillet?

3) Le règlement dont question ne devrait-il pas être appliqué de sorte à ce que les chargés de cours bénéficient de l'indemnité de départ afférente incluant les cotisations de sécurité sociale prévue au règlement grand-ducal au prorata des mois de leur contrat de travail ou à défaut d'un salaire continué durant les vacances scolaires?

4) À défaut, quelle autre solution le Gouvernement propose-t-il pour remédier à la situation décrite?

5) Quel est le montant mensuel moyen payé à un chargé de cours remplaçant pour un mois de congé durant la période du 15 juillet au 15 septembre?

Réponse commune (11.6.2012) de **Mme Octavie Modert,** *Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative*, et de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

L'honorable Député pose par rapport à l'indemnité touchée par les remplaçants dans l'enseignement fondamental pendant les vacances scolaires d'été un certain nombre de questions d'ordre plutôt technique concernant la totalité de son salaire, le pourcentage de bénéficiaires d'un salaire continué au 15 juillet, de la proratisation de l'indemnité de départ par rapport au contrat de travail respectif, et désire finalement connaître le montant mensuel moyen à verser pendant la période des vacances d'été.

Nous voudrions apporter à l'honorable Député les réponses adéquates dans l'ordre des questions posées.

Conformément à l'article 1er du règlement grand-ducal du 17 décembre 2010 portant nouvelle fixation de l'indemnité de remplacement dans l'enseignement fondamental, seul le remplaçant qui est en service jusqu'à la fin de l'année scolaire a droit pour la période du 15 juillet au 15 septembre à une indemnité fixée, par mois entier, à un dixième de l'indemnité totale touchée pour les mois précédents.

Pendant l'année 2011, 84,28% des remplaçants ont bénéficié d'une indemnité au cours des vacances scolaires d'été.

Actuellement, la réglementation en vigueur ne prévoit pas la possibilité d'indemniser les remplaçants pendant les vacances d'été au prorata des remplacements lorsqu'ils ne sont pas en service à la fin de l'année scolaire, et le Gouvernement n'envisage pas de la modifier.

Le montant mensuel payé à un chargé de cours ayant effectué des remplacements au cours de l'année et en service jusqu'à la fin de l'année scolaire durant la période du 15 juillet au 15 septembre varie en fonction du diplôme du remplaçant, de la durée de son contrat de travail et du volume de sa tâche. Le montant mensuel brut payé aux remplaçants au mois d'août variait de 815,54 € à 3.420,52 €.

Question 2097 (8.5.2012) de **M. François Bausch** *(déi gréng)* concernant la **stratégie «Mobilité durable» et** les **délégués communaux aux transports publics:**

Récemment, Monsieur le Ministre a présenté son nouvel concept global pour la mobilité durable «MoDu». Dans le cadre de la mise en œuvre de cette stratégie, les communes ont à jouer un rôle déterminant aussi bien en relation avec les transports publics qu'avec la mobilité douce. L'article 19 de la loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics dispose que chaque conseil communal du Grand-Duché désigne parmi ses membres élus un délégué aux transports publics.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Est-ce que Monsieur le Ministre est d'accord de chercher le contact avec ces délégués communaux afin de mettre en œuvre les mesures de cette stratégie au niveau communal?

- Vu que ces délégués locaux ont souvent des connaissances précises des atouts et des faiblesses du système des transports en commun et de la mobilité douce au niveau des communes, est-ce que Monsieur le Ministre entend profiter de ces expériences importantes pour optimiser les infrastructures et services dans ces domaines?

Réponse (8.6.2012) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire n°2097 du 8 mai 2012, l'honorable Député François Bausch souhaite s'informer au sujet de la mise en œuvre de la stratégie globale pour une mobilité durable «MoDu», dont notamment la coopération des différents acteurs en relation avec les transports en commun et la mobilité douce.

Ladite stratégie présente non seulement une approche intégrative des différentes mesures permettant de donner une réponse aux défis de la mobilité mais constitue aussi un cadre de référence afin de sensibiliser les acteurs concernés à différents niveaux, vu que la mobilité durable ne se réalisera pas seulement comme une mesure «top-down». À cet égard, le Ministère se concerte déjà aujourd'hui régulièrement avec les différents délégués communaux au sujet des transports en commun routiers pour lesquels les communes sont en charge, à savoir la mise en place et l'entretien des arrêts bus ainsi que l'affichage des horaires mis à disposition par le Ministère. Afin d'améliorer la coopération en ce qui concerne la mobilité surtout avec les communes rurales, la Communauté des Transports a récemment contacté tous les responsables communaux et est en train d'optimiser l'affichage des nouveaux horaires.

En ce qui concerne les communes en milieu urbain, le Ministère du Développement durable et des Infrastructures a instauré au cours des dernières années plusieurs conventions État-communes dans l'agglomération de la ville de Luxembourg (ville de Luxembourg et les com-

munes avoisinantes Bertrange, Contern, Hesperange, Leudelange, Niederanven, Sandweiler, Schuttrange et Strassen; et les communes de la vallée de l'Alzette, c.-à-d. Walferdange, Steinsel, Lorentzweiler, Lintgen et Mersch) et la Nordstad (communes de Bettendorf, Colmar-Berg, Diekirch, Erpeldange, Ettelbruck et Schieren) afin de mener, ensemble avec les partenaires concernés, un processus de planification cohérent et intégratif dans lequel la mobilité joue un rôle primordial. Dans le cadre de ces initiatives, des projets sont mis en œuvre, tels que le projet pilote pour cyclistes en collaboration avec la LVI «Lëtzebuerger Vëlos-Initiativ» dans la vallée de l'Alzette, le projet pilot «e-Movin» avec des vélos à pédalage assisté respectivement voitures électriques pour la Nordstad ou bien le groupe de travail pour la mise en place d'un réseau de pistes cyclables dans les communes au sud-ouest de l'agglomération de la ville de Luxembourg.

De plus, le Ministère a entamé au niveau local des projets clés en collaboration avec les communes, tels que par exemple la consultation rémunérée dans le quartier de la gare à Mersch, le masterplan pour la reconversion des friches à Wiltz, le masterplan Midfield à Gasperich/Howald ainsi que le concept de mobilité à Belval. Ces approches intégratives permettent de mettre en place, avec tous les acteurs concernés, des solutions durables pour la mobilité par le biais du renforcement des transports en commun et de la mobilité douce.

Les éléments exposés ci-avant illustrent que la coopération entre les acteurs en ce qui concerne la mobilité a déjà aujourd'hui abouti à une meilleure planification et que ce processus de dialogue sera poursuivi afin que tous les différents acteurs puissent contribuer à la mise en œuvre d'une mobilité durable au Luxembourg.

Question 2099 (9.5.2012) de **M. Henri Kox** *(déi gréng)* concernant le **potentiel économique du cyclotourisme:**

Au cours des dernières années le cyclotourisme, c'est-à-dire le tourisme à vélo devient de plus en plus populaire également au Luxembourg. Dans notre pays voisin, au Land de Rhénanie-Palatinat, la randonnée le long de la Moselle attire chaque année plus de 400.000 cyclotouristes. En 2010, les cyclotouristes généraient pour le Land une plus-value économique de 340 mio. €, soit 10% de la plus-value touristique globale du Land Rhénanie-Palatinat.

Le Luxembourg vient de faire ses premiers pas dans la direction cyclotourisme avec entre autres la mise en place du label «bed&bike» pour hôteliers et les guides des pistes cyclables au Grand-Duché du Luxembourg. Or, en relation avec la cohérence entre ces initiatives (souvent réalisées au niveau du bénévolat respectivement des ONGs) et le cadre national pour le cyclotourisme (finalisation du réseau national des pistes cyclables, communication des atouts, marketing à l'étranger) il semble que la valeur économique du cyclotourisme ne soit pas encore assez connue et appréciée au Grand-Duché. Dans ce contexte, le Land de Rhénanie-Palatinat a fait élaborer une étude scientifique qui établi entre autres aussi une relation entre coûts et utilités des infrastructures cyclotouristiques (Regionalwirtschaftliche Effekte des Radtourismus in Rheinland-Pfalz, Europäisches Tourismus Institut an der Universität Trier GmbH, Juni 2007).

Pour ces raisons, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

1) Est-ce que Madame la Ministre peut me donner des chiffres en relation avec les nuitées de cyclotouristes dans les hôtels au Grand-Duché en 2011 et notamment dans les hôtels «bed&bike»?

2) Est-ce que Madame la Ministre est d'accord de faire élaborer une étude du potentiel économique et pour les emplois en relation avec le cyclotourisme au Luxembourg?

Réponse (22.5.2012) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch,** *Ministre des Classes moyennes et du Tourisme:*

Ad 1) Le recensement des nuitées au Luxembourg opéré via l'institut national de la statistique et des études économiques (Statec) ne différencie pas les nuitées réalisées par des cyclotouristes par rapport à d'autres types de touristes de loisirs.

C'est la raison pour laquelle l'Office National du Tourisme a réalisé en 2010 et en 2011 des enquêtes auprès du secteur de l'hébergement où e. a. les questions suivantes ont été posées:

Enquête 2010

Quelles ont été les principales motivations de séjour de votre clientèle en 2010?

(De 1 = très important à 4 = pas du tout important)

Vélo, VTT source: ONT enquête 2010)	Hôtellerie (nombre de répondants: 104)	Camping (nombre de répondants: 28)	APTR (nombre de répondants: 20)
(1) ++	12,8%	7,7%	16,7%
(2) +	15,1%	57,7%	8,3%
(3) -	27,9%	34,6%	41,7%
(4) --	44,2%	0%	33,3%

En regroupant les réponses positives (1)+(2), il en ressort qu'un quart des touristes qui séjournent dans l'hôtellerie et dans les gîtes ruraux ont eu une motivation de séjour qui s'articulait autour du thème du vélo. Au niveau des campings, deux tiers des clients s'intéressaient au cyclotourisme.

Enquête 2011

Évolution de l'intérêt pour le vélo et/ou le VTT auprès de votre clientèle en 2011, par rapport à 2010?

Vélo, VTT (source: ONT enquête 2011)	Hôtellerie (nombre de répondants: 76)	Camping (nombre de répondants: 23)	APTR (nombre de répondants: 22)
En hausse	22%	33%	17%
Stable	60%	52%	55%
En baisse	18%	14%	28%

L'enquête de 2011 démontre que les efforts de promotion réalisés par les différents acteurs touristiques dans le domaine du cyclotourisme ont porté leurs fruits. En effet, toutes les catégories d'hébergement ont constaté une hausse considérable (entre 17 et 33%) dans l'intérêt que portaient leurs clients aux produits touristiques qui s'articulaient autour du thème du vélo.

Ad 2) Sous réserve de disponibilités budgétaires, le Ministère du Tourisme est disposé à réaliser une étude au sujet du potentiel économique en relation avec le cyclotourisme.

Une telle étude permettrait de chiffrer les retombées économiques de ce segment de marché et de sensibiliser davantage le secteur de l'hébergement à ce type de clientèle.

Conscient de l'importance du cyclotourisme, le Ministère du Tourisme a lancé en 2011 le label «bed+bike» qui connaît un grand succès avec actuellement 66 établissements labellisés.

Question 2101 (9.5.2012) de **Mme Josée Lorsché** et **M. Camille Gira** *(déi gréng)* concernant le **projet Livange:**

Le projet d'un stade national de football à Livange comprend, dans sa dernière version connue, des infrastructures commerciales de très grande envergure.

Dans une lettre datée du 2 avril 2009 et signée par trois Ministres (Messieurs Juncker, Krecké et Halsdorf) le Gouvernement indique qu'il «accompagnera et appuiera activement la réalisation de ce projet d'ensemble de caractère unique et d'importance nationale».

Dans le cadre des mesures de redressement financier de l'État annoncées par Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, il est prévu de ne participer ni au financement d'un stade de football ni aux infrastructures routières (échangeur à Livange) nécessaires à la réalisation du projet de Livange.

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer que le projet de Livange ne bénéfice plus, aux yeux du Gouvernement, du caractère d'importance nationale?

- Quels arguments, autres que financiers, ont amené le Gouvernement à revoir son appréciation?

- Est-ce que ces arguments seront dorénavant appliqués d'une façon générale en matière d'aménagement du territoire?

Réponse (26.6.2012) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

En réponse à la question parlementaire n°2101 des honorables Députés Josée Lorsché et Camille Gira, il y a lieu de préciser que le qualificatif «importance nationale» tel qu'il est utilisé dans le cadre de l'aménagement du territoire se rapporte en particulier à la taille, à l'envergure du projet, le cas échéant, au caractère unique d'un projet et notamment, dans le présent contexte, du projet commercial. Il ne s'agit dans ce contexte donc pas, comme le suggèrent les honorables Députés, d'un qualificatif lié à la question de l'intérêt général national d'une infrastructure particulière.

Les arguments ayant amené le Gouvernement à modifier l'échéancier de ses projets d'investissements sont uniquement d'ordre financier.

Il est évident que l'échéancier des projets d'investissements du Gouvernement ainsi que la rapidité de leur réalisation sont toujours liés à des questions financières et budgétaires. Ajoutons cependant que l'évolution territoriale dépend bien évidemment de l'évolution économique générale. Le rythme de réalisation imposé pour l'évolution économique générale impose aujourd'hui bien évidemment des choix, respectivement des priorisations de projets qui sont opérés essentiellement pour des raisons d'aménagement du territoire respectivement de capacité ou de sécurité des infrastructures.

Question 2102 (10.5.2012) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant la **licence accordée par la Fédération luxembourgeoise de Boxe à un sportif britannique:**

La Fédération luxembourgeoise de Boxe (FLB) vient d'accorder une licence à un «sportif» auquel la fédération britannique l'avait retiré, suite à de gestes antisportifs, voire des comportements violents au bord d'une manifestation sportive, qui avait d'ailleurs entraîné des enquêtes policières. Cette décision de la fédération luxembourgeoise a suscité des réactions plus que critiques dans la presse internationale, qui parle notamment d'une «heure noire» pour le sport. Le président de la FLB a d'ailleurs lui-même contesté le caractère sportif de cette manifestation. Les protagonistes ne voudraient que «donner libre cours à leur rage». La Fédération luxembourgeoise de Boxe profiterait également au niveau financier d'une manifestation puisque le boxeur en question devrait payer une taxe de manifestation à la fédération luxembourgeoise. Ce qui reviendrait à une somme non négligeable.

Voilà pourquoi je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer si la fédération luxembourgeoise avait, dans ce cas précis, une possibilité de refuser une licence?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur d'éventuelles conséquences légales pour la fédération luxembourgeoise en cas de nouvelles agressions où gestes antisportifs émanant d'un sportif sous licence luxembourgeoise?

- Monsieur le Ministre peut-il me donner son appréciation sur les critiques formulées envers le Luxembourg à cause de l'attribution d'une licence à un «sportif» qui s'est discrédité par un comportement violent et antisportif.

- Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas qu'il s'agit là d'un préjudice grave pour l'image du monde sportif luxembourgeois à l'étranger?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur le montant des taxes versées et tout autre versement à la fédération luxembourgeoise dans le contexte de cette manifestation?

- Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas qu'il conviendrait de verser d'éventuelles recettes de cette manifestation à une association sans but lucratif pour un projet antiviolence?

Réponse (18.5.2012) de **M. Romain Schneider,** *Ministre des Sports:*

Au vu des discussions qu'a provoquées la nouvelle du match de boxe en date du 14 juillet prochain à Londres entre les deux boxeurs professionnels Chisora et Haye qui, par un passé récent, ne se sont pas distingués par un comportement éthique digne d'un sportif, les remous surtout au sein du mouvement sportif, national et international, ne peuvent surprendre.

Toutefois les questions que me pose l'honorable Député, lui-même dirigeant sportif au niveau fédéral, me surprennent car la structure du mouvement sportif luxembourgeois, tout comme la stricte subsidiarité réservée à l'autorité publique devraient lui être amplement connues.

Ainsi en vertu de l'article 3 de la loi modifiée du 3 août 2005 concernant le sport «les pouvoirs publics respectent l'autonomie de fonctionnement du mouvement sportif».

Par conséquent, la Fédération luxembourgeoise de Boxe est responsable de ses faits et gestes, et il est à supposer que l'octroi de licences à des sportifs étrangers - à l'image d'autres fédérations sportives - est prévu et réglé par ses statuts. Il en devrait être de même pour ce qui est des sanctions applicables pour comportement antisportif.

En ce qui concerne d'éventuelles taxes redevables en cas de transferts, d'affiliations ou d'organisations internationales, celles-ci devraient aussi être réglées et prévues par des règlements au niveau de l'organisme faîtier international.

Sur la toile de fond de ce qui précède, et à titre tout à fait personnel, je considère toutefois qu'il aurait mieux valu que la Fédération luxembourgeoise de Boxe s'abstienne d'intervenir à un titre quelconque dans la présente affaire.

Question 2103 (11.5.2012) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant l'**avis d'orientation du conseil de classe:**

L'article 20 de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées énumère comme l'une des attributions du conseil de classe le fait qu'«il donne un avis d'orientation». L'article 4 du règlement grand-ducal du 14 juillet 2005 déterminant l'évaluation et la promotion des élèves de l'enseignement secondaire technique et de l'enseignement secondaire précise: «Si les notes de l'élève ne permettent pas de conclure à la réussite en fin d'année, le conseil de classe en informe l'élève et les parents au plus tard à la fin du 1er semestre ou du 2e trimestre et leur communique les mesures de remédiation qu'il propose ou décide.»

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Le conseil de classe peut-il aussi proposer à l'élève de s'orienter vers la recherche d'un emploi ou d'un stage?

- Dans l'affirmative, dans quels cas cela est-il proposé à l'élève?

- Si le conseil de classe décide qu'un élève doit se réorienter vers la vie active, ce dernier a-t-il une possibilité de contester cette décision et d'exiger le maintien de son inscription dans son lycée?

Réponse (13.6.2012) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Il importe de distinguer la décision de promotion que prend le conseil de classe en fin d'année scolaire et l'éventuelle recommandation qu'il peut émettre à tout moment.

La décision de promotion permet à l'élève d'accéder à la classe suivante, lui impose de redoubler sa classe ou l'oblige à s'inscrire à une autre formation. S'il est prévu que l'élève puisse s'orienter vers plusieurs formations, notamment dans les classes de 9e secondaire technique et de 4e secondaire, la décision de promotion précise les voies de formations auxquelles est admis l'élève. Il n'est pas possible que le conseil de classe décide que l'élève soit obligé de s'orienter vers la vie active.

Le conseil de classe peut en sus de la décision de promotion émettre des recommandations à l'élève. Dans certaines situations, la démotivation de l'élève et la progression de son apprentissage peuvent être telles que l'orientation vers la vie active est une proposition pertinente, notamment si l'élève a déjà obtenu une certification, par exemple l'attestation de cinq années d'études secondaires ou secondaires techniques.

Un stage est une partie intégrante d'une formation professionnelle ou d'une classe IPDM (initiation professionnelle, divers métiers). En général, un stage ne peut être proposé à un élève sans qu'il ne s'inscrive à une classe comportant également un enseignement théorique. Un

stage non accompagné d'une autre formation peut pourtant être proposé à l'adolescent ayant décroché de l'école en vue d'une réintégration; cette mesure ne peut donc s'appliquer à l'élève inscrit à un lycée.

La décision du conseil de classe concernant la promotion ne peut être contestée que devant le tribunal administratif. Les recommandations du conseil de classe ne sont pas des décisions et l'élève et ses parents ne sont pas obligés de s'y soumettre; un recours n'est pas prévu.

Question 2105 (14.5.2012) de **MM. André Bauler** et **Carlo Wagner** *(DP)* concernant les **règlements relatifs à la substitution de génériques aux médicaments classiques:**

Dans le cadre de la réforme du système des soins de santé, Monsieur le Ministre avait annoncé de promouvoir davantage la substitution de génériques aux médicaments classiques. En date du 1er janvier 2012 cette mesure aurait dû entrer en vigueur. Il nous revient toutefois que les règlements afférents tardent toujours à être finalisés.

Partant, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre peut-il nous informer pour quelles raisons les règlements afférents n'ont pas encore pu être finalisés? Dans quels délais pourra-t-on s'attendre à leur publication?

- Est-il toujours prévu que les pharmaciens doivent déterminer eux-mêmes le générique le moins cher?

- Pour des raisons d'efficacité, Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'il incomberait plutôt au médecin traitant de faire le choix du générique?

- Est-il prévu de mettre en place un logiciel spécifique pour les pharmacies leur signalant automatiquement le produit le moins cher?

Réponse (8.6.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

L'article 22bis, alinéa 3, du Code de la sécurité sociale est à la base de l'avant-projet de règlement grand-ducal déterminant les modalités de calcul de la base de remboursement des médicaments substituables que le Conseil de Gouvernement a approuvé en date du 2 décembre 2011 et qui a été transmis pour avis au Conseil d'État et aux chambres professionnelles en date du 7 décembre 2011. C'est le seul règlement grand-ducal à prendre en vue de la mise en application du principe des groupes génériques.

Entre-temps, mon Ministère a reçu les avis respectifs des chambres professionnelles et du collège médical, et l'avis du Conseil d'État lui a été transmis en date du 22 mai 2012 de sorte que rien ne s'oppose plus à la mise en vigueur dudit règlement grand-ducal.

L'article 22bis, alinéa 5 du Code de la sécurité sociale dispose ce qui suit:

«Par dérogation à l'article 5 du règlement N° IV dénommé "sur les devoirs spéciaux des pharmaciens et droguistes" de l'arrêté royal grand-ducal du 12 octobre 1841 portant règlement du service médical, le pharmacien informe l'assuré lors de la délivrance du médicament qu'il s'agit d'un médicament inscrit sur la liste des groupes de médicaments soumis à une base de remboursement et lui propose une substitution par le médicament le plus économique du même groupe.»

La loi oblige donc désormais les pharmaciens à proposer au patient la substitution d'un médicament cher par un médicament plus économique appartenant au même groupe, sans qu'il n'ait besoin de prendre pour cela l'avis du prescripteur. Toutefois, le patient peut refuser la substitution et il accepte par cette décision de renoncer à l'avantage économique qu'aurait procuré l'achat d'un médicament plus économique. La garantie d'équivalence, souvent avancée comme étant incertaine, repose sur un choix opéré sur base de critères scientifiques, soutenu d'ailleurs par les expériences positives vécues dans les pays voisins qui depuis plusieurs années ont opté pour des mécanismes de substitution et de prescription identiques sans avoir rencontré jusqu'ici des problèmes justifiant leur remise en question.

Si la loi n'oblige pas les médecins à prescrire des médicaments plus économiques équivalents, il serait néanmoins souhaitable que dans le dialogue entre le patient et le médecin, celui-ci donne les explications nécessaires pour une meilleure compréhension du système par le patient, lui propose lui-même le remplacement d'un médicament onéreux par un médicament équivalent moins cher et le conseille dans le cas où des appréhensions pourraient surgir durant la phase de transition vers un médicament de substitution.

Le directeur de la Santé établit la liste des médicaments sans brevet et y regroupe tous les médicaments similaires suivant la classification «Anatomical therapeutical chemical classification» de l'Organisation mondiale de la Santé. Cette liste est établie d'après des critères strictement scientifiques et ne comporte pas d'indications sur le prix. Cette mesure vise non seulement à respecter le départage entre les missions de la Santé, responsable de la santé publique, et l'assurance maladie, dont les appréciations peuvent être guidées plutôt par des critères économiques, elle se justifie surtout par le besoin d'une appréciation scientifique indépendante. C'est parmi les médicaments dont l'équivalence est constatée par la direction de la Santé que la CNS choisit les groupes de médicaments pour lesquels elle fixe une base de remboursement.

Conformément à l'article 1er, alinéa 2 du projet de règlement grand-ducal, la direction de la Santé établit la liste des groupes de médicaments substituables mise à jour mensuellement. À noter que la personne qui sera principalement en charge de cette classification sera engagée avec effet au 15 juin 2012. La définition des groupes se fera selon le principe de la précaution et uniquement dans la mesure où des équivalences seront scientifiquement établies.

La liste des groupes génériques sera communiquée à la Caisse Nationale de Santé (CNS), qui procède au calcul de la base de remboursement suivant les dispositions prévues à l'article 2 du projet de règlement grand-ducal et fait publier la liste respectivement les modifications y relatives au Mémorial.

Question 2106 (14.5.2012) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **moto tourisme:**

Au cours des dernières années le moto tourisme, c'est-à-dire le tourisme à moto, devient de plus en plus populaire également au Luxembourg. Ceci peut notamment être vérifié tous les weekends, un nombre très important de motocyclistes étrangers s'arrêtant dans les villes touristiques comme Remich, Echternach, Vianden, Esch-sur-Sûre, Clervaux et bien d'autres.

Plusieurs hôtels, de toutes catégories, proposent des offres spécifiques pour les motocyclistes, notamment à travers des labels spécifiques et en adhérant à des programmes prévus pour les motocyclistes.

Pour ces raisons, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre des Classes moyennes et du Tourisme:

1) Est-ce que Madame la Ministre peut me donner des chiffres en relation avec les nuitées de motocyclistes dans les hôtels au Grand-Duché en 2011 et notamment dans les hôtels spécialisés sur ce type de clientèle?

2) Est-ce que Madame la Ministre est d'accord de faire élaborer une étude du potentiel économique et pour les emplois en relation avec le moto tourisme au Luxembourg?

Réponse (14.6.2012) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch,** *Ministre des Classes moyennes et du Tourisme:*

1) Le recensement des nuitées au Luxembourg opéré via l'Institut national de la statistique et des études économiques (Statec) ne différencie pas les nuitées réalisées par des moto touristes par rapport à d'autres types de touristes de loisirs.

L'Office National du Tourisme a réalisé en 2010 et en 2011 des enquêtes auprès du secteur de l'hébergement, mais le moto tourisme n'a pas encore fait partie des questions recensées. Il a été recommandé à l'ONT d'intégrer le sujet dans l'enquête 2012.

Le Ministère du Tourisme ne décerne pas de label relatif à l'accueil de motocyclistes. Il est vrai que certains établissements d'hébergement sont labéllisés par l'Union européenne de motocyclisme, mais nous ne disposons pas de statistiques quant aux nuitées de motocyclistes réalisées dans ces établissements.

2) Sous réserve de disponibilités budgétaires, le Ministère du Tourisme est disposé à réaliser une étude au sujet du potentiel économique en relation avec le moto tourisme.

Une telle étude permettrait de chiffrer les retombées économiques de ce segment de marché et de sensibiliser davantage le secteur de l'hébergement à ce type de clientèle.

Conscient du potentiel du moto tourisme, le Ministère du Tourisme collabore avec l'ADAC depuis 2003, notamment pour la réalisation de cartes pour moto touristes, ainsi que pour l'organisation du ADAC MotoClassic.

Question 2107 (14.5.2012) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **lutte contre la fraude organisée, la fraude fiscale et sociale et la fraude aux allocations et aux aides sociales:**

Le Conseil des Ministres belge vient d'adopter un «plan d'action pour la lutte contre la fraude organisée, la fraude fiscale et sociale et la fraude aux allocations et aux aides sociales».

Au Luxembourg, le «Syndicat des Cadres des Contributions» a également attiré l'attention sur le fait que «ceux qui ont le privilège de déclarer leurs revenus eux-mêmes peuvent soustraire une part plus ou moins importante de leurs revenus à l'imposition».

Aussi, je souhaite poser la question suivante à Monsieur le Premier Ministre et à Monsieur le Ministre des Finances:

- Le Gouvernement luxembourgeois va-t-il élaborer et mettre en œuvre un «plan d'action pour la lutte contre la fraude organisée, la fraude fiscale et sociale et la fraude aux allocations et aux aides sociales»?

- Le Gouvernement va-t-il renforcer les effectifs de l'Administration des Contributions directes, de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines et de l'Administration des Douanes et Accises?

Réponse commune (3.7.2012) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État*, et de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

Le Gouvernement est conscient de l'importance d'une action plus ciblée dans la lutte contre les différentes formes de fraude. Bien qu'il n'existe pas un plan formalisé en tant que tel, le Ministre des Finances a demandé, dès son entrée en fonction en 2009, aux directeurs des administrations fiscales de prêter une attention particulière à ce sujet. De manière générale, l'on a accéléré le traitement des dossiers d'imposition et augmenté l'efficacité des procédures, permettant entre autres une meilleure identification des cas de fraude. Dans cette même optique d'une imposition plus efficace et équitable, le personnel des trois administrations fiscales a été substantiellement renforcé en 2012.

Question 2108 (15.5.2012) de **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant l'**inscription d'office des résidents communautaires sur les listes électorales des élections communales:**

La directive 94/80/CE du 19 décembre 1994 fixant les modalités de l'exercice du droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales pour les citoyens de l'Union résidant dans un État membre dont ils n'ont pas la nationalité est fondée sur l'acceptation que «(…) tous les citoyens de l'Union, qu'ils soient ou non ressortissants de l'État membre de résidence, puissent y exercer leur droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales dans les mêmes conditions (…)». Les auteurs de la directive estiment «(…) qu'il est nécessaire, en conséquence, que les conditions, (…), soient identiques à celles applicables, le cas échéant, aux nationaux de l'État membre considéré (…)»[1]. Un traitement spécifique des citoyens non nationaux ne se justifie qu'exceptionnellement, dans des circonstances particulières qui distinguent les non-nationaux des nationaux[2].

Le Luxembourg est un des rares États membres de l'Union européenne à appliquer l'obligation de vote à ses nationaux. Ainsi, l'article 89 de la loi électorale du 18 février 2003 prévoit que «(L)e vote est obligatoire pour tous les électeurs inscrits sur les listes électorales».

Le droit de vote et son corollaire, l'obligation de vote, dérivent donc directement de l'inscription d'office des ressortissants luxembourgeois sur les listes électorales.

La directive 94/80/CE quant à elle, n'ignore pas la situation de certains pays qui, comme le Luxembourg, pratiquent l'obligation de vote. Certes l'article 7 paragraphe (1) part de l'hypothèse, la plus répandue, de la faculté de vote en précisant que «(L')électeur visé à l'article 3 (le citoyen de l'Union) exerce son droit de vote dans l'État membre de résidence s'il en a manifesté la volonté». Le paragraphe (2) du même article poursuit toutefois que «(S)i le vote est obligatoire dans l'État membre de résidence, cette obligation est également applicable aux électeurs visés à l'article 3 (les citoyens de l'Union) qui s'y sont inscrits sur la liste électorale». Enfin, le paragraphe (3) stipule que «(L)es États membres dans lesquels le vote n'est pas obligatoire peuvent prévoir une inscription d'office sur la liste électorale des électeurs visés à l'article 3».

Ces dispositions ne sont pas sans difficultés d'interprétation. Est-ce que la directive 94/80/CE interdit l'inscription d'office des citoyens communautaires dans l'hypothèse où le vote est obligatoire ou faut-il déduire du paragraphe (3) de l'article 7 que l'inscription d'office sur les listes électorales est un corollaire de l'obligation de vote et que les pays qui ne connaissent pas une telle obligation peuvent néanmoins recourir à l'inscription d'office?

Un recours aux différentes versions linguistiques de la directive 94/80/CE ne permet pas d'ôter à ce texte toute ambiguïté. La version anglaise de l'article 7 paragraphe (2) prévoit que «If voting is comulsory in the Member State of residence, voters within the scope of Article 3 who have been entered on the electoral roll there shall also be obliged to vote». Les termes «have been entered» laissent penser à une inscription d'office. La version allemande quant à elle est bien plus claire en ce qu'elle prévoit que «(B)esteht im Wohnsitzmitgliedstaat Wahlpflicht, so gilt diese Pflicht auch für die aktiv Wahlberechtigten im Sinne des Artikels 3, die sich dort in das Wählerverzeichnis haben eintragen lassen». Il s'ensuit que l'obligation de vote ne s'applique, selon la directive, que lorsque les électeurs ressortissants d'un État membre se sont également fait inscrire sur les listes électorales.

Nul ne doute de l'importance de la participation des ressortissants communautaires aux élections municipales afin d'assurer la légitimité démocratique des conseils des bourgmestres et échevins. Il paraît évident que l'inscription d'office sur les listes électorales pourrait à l'avenir faciliter la participation des résidents communautaires au processus démocratique.

C'est dans ce contexte que j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de l'Intérieur,

- s'il est d'avis que l'inscription d'office des ressortissants communautaires pourrait faciliter la participation des ressortissants communautaires aux élections communales, et

- s'il estime qu'il faudrait interpréter l'article 7 paragraphe (2) de la directive 94/80/CE dans le sens que cette disposition s'opposerait à l'inscription d'office des ressortissants communautaires.

- Dans l'affirmative, ne faudrait-il pas intervenir auprès des autorités communautaires pour permettre l'inscription d'office des résidents communautaires dans les États qui pratiquent l'obligation de vote?

- Si jamais le droit communautaire s'opposait à l'inscription d'office couplée à l'obligation de vote, ne serait-il pas possible de prévoir, comme règle générale, un mécanisme d'inscription automatique qui faciliterait les démarches administratives des ressortissants communautaires tout en leur permettant de notifier aux autorités leur intention de ne pas participer au vote?

Réponse (6.6.2012) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

La question de l'honorable Député porte sur l'application de la directive 94/80/CE en ce qui concerne l'inscription d'office de non-luxembourgeois sur les listes électorales.

La directive 94/80/CE a pour objectif de fixer les modalités selon lesquelles les citoyens de l'Union européenne qui résident dans un État membre de l'Union sans en avoir la nationalité peuvent y exercer le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales. Elle est basée sur le traité instituant la Communauté européenne, notamment sur son article 8 B paragraphe 1 qui «reconnaît le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales dans l'État membre de résidence sans, pour autant, se substituer au droit de vote et d'éligibilité dans l'État membre dont le citoyen de l'Union est ressortissant».

[1] Directive 94/80/CE, du 19 décembre 1994, considérant 5.

[2] Idem.

Aux termes du 6e considérant du préambule de la directive 94/80/CE «il importe de respecter la liberté de ces citoyens de participer ou non aux élections municipales dans l'État membre de résidence; ... il est donc judicieux que ces citoyens puissent exprimer leur volonté d'y exercer leur droit de vote; ... dans les États membres où il n'existe pas d'obligations de vote, un enregistrement de ces citoyens peut être autorisé d'office».

La transposition de la directive 94/80/CE dans notre législation a tenu compte de la spécificité que le vote obligatoire est ancré dans notre loi électorale. Ainsi, conformément à l'article 9 (4) alinéa 2 de la loi électorale les ressortissants étrangers qui se sont faits inscrire sur une liste électorale y sont maintenus, dans les mêmes conditions que les électeurs luxembourgeois, jusqu'à ce qu'ils demandent à être rayés ou jusqu'à ce qu'ils soient rayés d'office parce qu'ils ne répondent plus aux conditions requises pour l'exercice du droit de vote.

À partir du moment où un ressortissant communautaire a été inscrit sur la liste électorale pour les élections communales suite à sa demande expresse, il est obligé de participer au vote. En effet, d'après l'article 89 de la loi électorale «le vote est obligatoire pour tous les électeurs inscrits sur les listes électorales».

Le texte de la directive, du moins dans la version linguistique qui concerne notre pays, est plutôt clair et ne laisse guère de grande latitude d'interprétation.

En effet, l'article 7 de la directive, après avoir posé le principe que «l'électeur (…) exerce son droit de vote dans l'État membre de résidence s'il en a manifesté la volonté», distingue selon deux cas de figure, à savoir les États membres appliquant le vote obligatoire (paragraphe 2) et ceux qui ne l'appliquent pas (paragraphe 3).

Aux termes du paragraphe (2) «si le vote est obligatoire dans l'État membre de résidence, cette obligation est également applicable aux électeurs visés à l'article 3 qui s'y sont inscrits sur la liste électorale». Les citoyens d'un État membre remplissant les conditions d'accès au droit de vote définies à l'article 3 peuvent donc être soumis à l'obligation de vote à condition de s'être inscrits sur la liste électorale.

L'inscription volontaire constitue dès lors une condition préalable à l'obligation de vote.

Cet état de choses est corroboré par le texte du paragraphe (3) qui autorise l'inscription d'office uniquement dans le cas où l'État membre concerné ne pratique pas le vote obligatoire: «Les États membres dans lesquels le vote n'est pas obligatoire peuvent prévoir une inscription d'office sur la liste électorale des électeurs visés à l'article 3».

Au Luxembourg, où le vote est obligatoire pour tous les électeurs inscrits sur les listes électorales, l'inscription d'office des ressortissants communautaires sur les listes électorales pour les élections communales est donc exclue parce qu'elle serait contraire à la directive 94/80/CE, alors qu'une inscription d'office des ressortissants communautaires obligerait automatiquement tous ces ressortissants à participer au vote et leur enlèverait la liberté de choisir s'ils veulent oui ou non exercer leur droit de vote lors des élections dans leur commune de résidence.

Pour terminer, je voudrais rappeler que notre pays non seulement applique le droit de vote actif et passif au niveau communal de la manière la plus large et la plus libérale de tous les États membres de l'UE, mais qu'il multiplie par ailleurs les démarches pour inciter les résidents non luxembourgeois à s'inscrire.

Je renvoie à toutes fins utiles à ma circulaire n°2908 du 29 mars 2011 relative à l'inscription des ressortissants non-luxembourgeois sur les listes électorales dans laquelle j'ai entre autres invité les autorités communales «à favoriser les inscriptions sur les listes électorales des nouveaux résidents de nationalité étrangère en donnant instruction aux services communaux d'informer de manière systématique tous les ressortissants étrangers, au moment de leur inscription sur les registres de la population, sur les conditions de l'exercice du droit de vote».

Question 2109 (16.5.2012) de **M. Jacques-Yves Henckes** *(ADR)* concernant la **nomenclature des actes et services médicaux:**

La nomenclature des actes et services médicaux date de 1992 et comporte 52 pages. Les mises à jour de la nomenclature luxembourgeoise concernent presque exclusivement les tarifs. Or, la médecine a évolué. Ainsi en France, notamment, cette même nomenclature est mise à jour annuellement et comporte un multiple de pages (selon mes informations près de 500 pages).

Les médecins et autres prestataires de services sont dès lors obligés de procéder par analogie, c'est-à-dire de se référer à la nomenclature officielle pour qualifier un acte médical basé sur une technique nouvelle ne figurant pas dans la nomenclature officielle. Il en résulte que selon l'interprétation donnée par le médecin ou prestataire de service, le client se voit rembourser une part plus ou moins importante du service médical facturé. Tout ceci met mal à l'aise les praticiens. Ceci a bien entendu aussi des répercussions sur le bilan de la Gesondheetskeess.

J'estime qu'une mise à jour de la nomenclature de 1992 s'impose et que la nouvelle nomenclature devrait être mise à disposition du public ensemble avec les mises à jour ponctuelles. Ces mises à jour devraient avoir lieu sur demande et les adaptations être arrêtées dans un délai assez court, ce qui n'est le cas actuellement pour les rares adaptations.

Aussi je pose les questions suivantes au Gouvernement:

1) Le Gouvernement entend-il mettre à jour la nomenclature des actes et services médicaux de 1992 en procédant à une révision générale adaptant la nomenclature à celle des actes médicaux pratiqués en 2012 et à la fixation des tarifs pour les actes nouveaux?

2) Si oui, dans quel délai?

3) La nomenclature ne devrait-elle pas être revue annuellement?

Réponse (13.6.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Les nomenclatures des actes et services des médecins ainsi que celles des autres prestataires de soins visés par l'article 61, alinéa 2, points 2 à 7 et 12 du Code de la sécurité sociale sont établies conformément à l'article 65 du même Code.

Cet article détermine les mécanismes destinés à assurer le maintien et l'adaptation des nomenclatures existantes sans pour autant contenir les instruments de base nécessaires à la mise en place d'une nouvelle nomenclature d'envergure.

L'introduction d'une nouvelle nomenclature devra en principe rester une opération financièrement neutre. Elle ne devra ni générer une activité médicale supplémentaire excessive, ni conduire à une réduction globale des revenus du corps médical. Certes, des redistributions entre les différentes spécialités médicales s'imposent, mais le but primaire d'une réforme de la nomenclature existante devrait être d'assurer plus de transparence et d'efficience et une meilleure adaptation des actes professionnels au progrès médical en apportant ainsi un gain de qualité par rapport à la situation actuelle.

Or, le risque du coût supplémentaire est toujours sous-jacent et la tâche de devoir combiner un renforcement de la qualité et de l'efficience dans un contexte budgétaire plus difficile n'est pas aisée.

Par ailleurs, malgré la création par la loi du 17 décembre 2010 portant réforme du système de soins de santé, d'une Cellule d'expertise médicale assistant la Commission de nomenclature dans ses travaux, le Grand-Duché ne dispose pas des ressources nécessaires pour pouvoir recourir à tout moment au savoir-faire scientifique et l'expertise médicale requise pour mettre en place et maintenir à jour une nomenclature à la hauteur des technologies de pointe dans toutes les spécialités.

La nomenclature doit permettre une prise en compte de la durée, de l'effort et de la technicité de l'acte. Or, l'appréciation de ces critères n'est pas immuable et nécessite une évaluation permanente des actes et, le cas échéant, une adaptation rapide et conséquente.

Malheureusement, le Grand-Duché ne peut pas prendre recours de façon systématique à des groupes d'experts à l'instar de la Commission d'évaluation des actes professionnels des médecins de la Haute Autorité de la Santé en France.

Les failles de la nomenclature médicale ne sauraient être niées, ni d'ailleurs les besoins de son adaptation.

Toutefois, avant d'entamer le projet visant à la mise en place d'une nouvelle nomenclature médicale, la CNS a commencé les négociations conventionnelles avec l'association des médecins, négociations pour lesquelles la loi prévoit qu'elles devront se dérouler dans un délai de dix-huit mois à partir de la convocation faite par la CNS.

Parallèlement, la nouvelle Agence nationale des informations partagées dans le domaine de la santé, qui a pour missions, entre autres, la mise en place d'une plateforme permettant une meilleure coordination au moyen d'un partage des données du patient est poursuivie. Le réseau envisagé permettra une meilleure qualité de la prise en charge, notamment par un partage d'informations et la prescription électronique ou encore un accès direct du prescripteur, du prestataire ou du pharmacien à certaines données du dossier de soins partagé, avec accord du patient.

Tant les dispositions éventuellement insérées dans la nouvelle convention médicale que les données collectées au niveau de l'Agence pourront servir lors de la mise en place de la nouvelle nomenclature. Dès que ces instruments seront disponibles, les travaux en vue de la nouvelle nomenclature pourront être entamés.

Question 2110 (16.5.2012) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant le **projet «Wickrange»:**

Il me revient à travers les médias que le promoteur du projet «Shopping center» à Wickrange aurait reçu un prêt de 16 millions d'euros de la Banque et Caisse d'Épargne de l'État pour lequel il aurait obtenu «un coup de pouce du Gouvernement». En réponse à ma question orale en date du 15 mai 2012, Monsieur le Ministre de l'Intérieur avait cependant nié toute prise d'influence en faveur où en défaveur des promoteurs des projets de Livange et de Wickrange auprès des banques. Dans le cadre de la réunion jointe des Commissions des Finances et du Budget et du Contrôle de l'exécution budgétaire du 10 octobre 2011, Monsieur le Ministre des Finances avait également nié toute intervention dans les affaires courantes de la BCEE.

Au vu de ce qui précède, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, à Monsieur le Ministre des Finances, à Monsieur le Ministre de l'Intérieur ainsi qu'à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me confirmer les faits relatés ci-dessus?

- Plus précisément, Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer sous quelle forme ils sont intervenus auprès de la BCEE?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer qui était l'interlocuteur du côté du Gouvernement lors de cette intervention? Qui était l'interlocuteur auprès de la BCEE?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer sur les termes et conditions sous lesquels la BCEE a accordé le prêt au promoteur du projet de «Wickrange»?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer si le promoteur a reçu un traitement privilégié?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer si le Gouvernement a fait valoir son influence dans d'autres dossiers auprès d'autres banques?

Réponse commune (25.5.2012) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État*, de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*, de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*, et de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

Aucun ministre n'est intervenu en faveur de l'octroi d'un crédit à un promoteur dans le cadre du projet Wickrange.

Plusieurs mois après l'octroi du crédit visé par la question parlementaire, le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région s'est renseigné auprès du directeur général de la Banque et Caisse d'Épargne de l'État sur les modalités du prêt, et cela suite aux doléances lui exprimées par le promoteur au sujet des conditions du crédit.

La banque a confirmé au Ministre que le dossier avait été traité dans les conditions usuelles de la banque pour ce type d'opérations. Les conditions n'ont pas été modifiées par la suite.

Dans le cadre de leur politique économique et sociale, les Gouvernements successifs ont toujours eu des contacts réguliers avec les établissements bancaires au sujet, d'une part, de projets d'implantation ou de restructuration d'entreprises et, d'autre part, de projets de soutien aux entreprises en difficultés.

Question 2111 (18.5.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant l'**évolution du commerce électronique:**

E-Commerce scheint ein neues Standbein geworden zu sein, nachdem multinationale Unternehmen unser Land als Gewerbeplattform gekürt haben, als es darum ging, in Europa einen attraktiven Standort ausfindig zu machen. Im Jahre 2015 wird sich ein Paradigmenwechsel einstellen mit einem revidierten Verteilungsschlüssel für die Einnahmen aus der Mehrwertsteuer, die erwirtschaftet wurden. Dann muss der E-Commerce eine breitere Basis erhalten, damit möglichst viele Unternehmen hierzulande ab Luxemburg elektronischen Handel betreiben können, unter den bestmöglichen Bedingungen fiskalischer, logistischer und kostenspezifischer Natur.

Bei einer Suche auf dem Internet nach schnell auffindbaren Quellen der Information und Referenz für E-Commerce-Aktivitäten ergibt sich allerdings ein sicherlich noch verbesserungsbedürftiges Bild. Es fehlt ein einheitliches Gebilde und es ist zeitaufwendig, die benötigten Informationen zusammenzutragen.

Fragen:

1) Gibt es eine strategische Zielvorgabe für die luxemburgische Regierung, den E-Commerce weiterzuentwickeln und neben den ganz Großen des Wirtschaftssektors auch Klein- und mittelständische Betriebe, die unter anderem den nationalen und regionalen Markt bedienen könnten, in diesem Bereich hier anzusiedeln?

2) Welche Maßnahmen und Anreize hat die Regierung für Start-ups im E-Commerce hierzulande vorgesehen? Wo können die aktuellen Maßnahmen im Internet nachgelesen werden?

3) Hat die Regierung eine Internet-Site, in der in einem Klick alle benötigten Informationen abgerufen werden können, für jene Interessierten, die einen Start-up im E-Commerce einrichten möchten und sich in Luxemburg ansiedeln wollen?

4) Wie viele E-Commerce-Gesellschaften sind zurzeit in Luxemburg angesiedelt?

5) Wie viel macht ihr Umsatz aus?

6) Wie viele Arbeitsplätze hängen zurzeit direkt am Bereich E-Commerce in Luxemburg?

Réponse (22.6.2012) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

La question parlementaire n°2111 appelle la réponse suivante de la part du Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- En ce qui concerne la première question, il convient de relever qu'à la fois le plan gouvernemental ainsi que les propositions «65 points en faveur de la compétitivité» soumises par le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur au Comité de coordination tripartite mettent en évidence les objectifs stratégiques du Gouvernement en ce qui concerne le développement du secteur des TIC en général et du commerce électronique en particulier. Eu égard à une excellente infrastructure et un environnement régulatoire favorable, le Luxembourg se positionne comme localisation de choix pour les entreprises pour distribuer du contenu électronique vers le marché européen. Pour rappel, le Luxembourg a été le premier pays dans l'Union européenne à avoir transposé la directive commerce électronique (2000/31) dans la loi du 14 août 2000. En 2011/2012 plusieurs entreprises dans la distribution de contenu, soit de jeux en ligne, soit de livres électroniques se sont implantées au Luxembourg. À noter qu'il s'agit à la fois de grandes entreprises et de PME. À ne citer que des entreprises comme Onlive, Kabam, Nexon, Innova, Bigfishgames ou encore Sony. Les grandes entreprises qui viennent s'installer à Luxembourg incitent toujours indirectement des PME à les suivre et les efforts du Gouvernement pour convaincre des PME à venir s'installer à Luxembourg sont les mêmes que pour convaincre des entreprises de taille plus importante.

- En ce qui concerne la deuxième question, il convient tout d'abord de souligner la présence d'un écosystème qui est très favorable au développement des entreprises du secteur des TIC. En fait, le Luxembourg met à disposition de ces entreprises une connectivité ultra rapide vers les grands hubs européens avec des taux de latences très courts ainsi que des centres de données offrant un niveau de sécurité très élevé et ceci grâce à une politique active d'investissement du Gouvernement luxembourgeois depuis plus de huit ans déjà dans le développement et la modernisation des réseaux internationaux et de création d'espaces pour centres de données.

Le Gouvernement s'attache par ailleurs depuis une dizaine d'années à promouvoir et à développer une culture de la prévention et de la sécurité informatique au Luxembourg, ceci notamment à travers les projets CASES, la constitution de l'initiative SMILE, avec le CERT (Computer Emergency Response Team) national, CIRCL, et plus récemment la mise en place d'un CERT gouvernemental. Cette politique

vise tant à sensibiliser les entreprises et les citoyens aux risques liés à l'utilisation d'Internet et donc de facto à les rassurer dans leurs opérations de e-commerce, respectivement à les rendre attentifs aux risques à prendre en compte lors de la création de sites de commerce électronique, qu'à aider les entreprises de commerce électronique une fois qu'un incident a eu lieu. Ces mesures ont pour résultat qu'un climat de confiance s'est établi dans le domaine du commerce électronique et que cet environnement favorable attire des sociétés de toutes tailles actives dans le commerce électronique.

Concernant plus directement les mesures ou incitants pour encourager le financement de start-ups, il convient de rappeler que la Commission européenne interdit toute aide sectorielle. De ceci découle qu'il n'existe pas d'aides spécifiques pour les sociétés du commerce électronique, puisqu'elles ne sont pas autorisées par Bruxelles. En revanche, il existe différentes mesures dites horizontales. Pour n'en citer que quelques-unes, les aides à l'investissement aux PME, les aides pour jeunes entreprises innovantes (JEI), les aides aux petites entreprises nouvelles créées dans les régions dites assistées, des aides à la recherche au développement et à l'innovation avec des intensités d'aides plus élevées pour les PME. Il existe en outre des facilités de financement de la SNCI et de la CD-PME. Des centres d'incubateurs publics ou privés mettent par ailleurs de l'espace-bureau à disposition des start-ups.

- Pour répondre à la troisième question, des informations détaillées sont mises à disposition des entreprises et des start-ups sur les sites ci-après:

- guichet.lu (guichet enterprises)

- investinluxembourg.lu/ict

- innovation.public.lu/fr/index.html

- www.cases.public.lu

- Pour les questions 4, 5 et 6, veuillez trouver les données récentes (05/2012) du Statec ci-après:

Le commerce électronique peut être analysé suivant plusieurs angles. D'un côté, on considère les entreprises qui ont le commerce électronique comme activité principale (cf. point a) ci-dessous). De l'autre côté, de nombreuses entreprises luxembourgeoises d'autres branches d'activités économiques commercialisent leurs biens et services via Internet (cf. point b) ci-dessous).

a) Les entreprises du commerce électronique

La nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté européenne (NACE Rev. 2), qui est utilisée pour la présentation des statistiques d'entreprises, ne permet pas d'identifier telles quelles les entreprises du commerce électronique. Néanmoins, la branche d'activité «Vente à distance [dans le commerce de détail]» concentre une grande partie de ces entreprises.

Vente à distance (NACE Rev. 2 - 47.910), situation au 1er janvier				
	2011	2010	2009	2008
Nombre d'entreprises	141	141	110	96

Source: Statec - Répertoire systématique des entreprises luxembourgeoises 2008/2009/2010/2011

Pour des raisons de confidentialité statistique, le Statec ne peut pas diffuser le chiffre d'affaires et l'emploi de cette branche prise isolément.

La branche d'activité «Vente à distance» regroupe les entreprises dont l'activité principale est le commerce de détail par correspondance ou par Internet ainsi que les ventes aux enchères au détail sur Internet. Toutefois, cette branche d'activité englobe également les entreprises qui commercialisent leurs produits par catalogue ou par téléphone.

b) Le commerce électronique par les entreprises

Du fait que le classement des entreprises dans la NACE s'effectue par rapport à l'activité principale, l'analyse de la seule branche d'activité «Vente à distance» ne couvre pas l'entièreté des entreprises qui commercialisent leurs biens et services par Internet. Pour avoir une vue plus complète, il faut également tenir compte du commerce électronique réalisé par les entreprises appartenant à d'autres branches d'activités. Dans le cadre de l'enquête 2011 relative à l'usage des TIC, 18% des entreprises déclarent avoir effectué des ventes en ligne.

Entreprises ayant effectué des ventes en ligne, situation janvier 2011			
Activité économique de la NACE Rév. 2	entreprises ayant effectué des ventes en ligne (en %)	entreprises ayant réalisé plus de 25% de leur chiffre d'affaires en ligne (en %)	entreprises ayant réalisé plus de 50% de leur chiffre d'affaires en ligne (en %)
Industrie manufacturière	21	6	5
Production et distribution d'électricité [...];	15	0	0
Production et distribution d'eau [...]			
Construction	10	2	1
Commerce; réparation d'automobiles et de motocycles	24	6	5
Transports et entreposage	23	13	9
Hébergement et restauration	27	12	8
Information et communication	25	4	4
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	8	1	1
Activités de services administratifs et de soutien; Activités	18	9	5
Immobilières; Autres activités de services			
Ensemble des branches d'activités économiques	18	5	4

Source: Statec - Enquête relative à l'usage des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans les entreprises

Pour la période de référence janvier 2011, les résultats de l'enquête TIC représentent une population-cible de 3.367 entreprises occupant au moins dix personnes et fondent sur un taux de réponse de 76%.

Question 2112 (18.5.2012) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **paquet fiscal de l'Union européenne:**

A senger Ried iwwert d'Lag vun der Natioun huet den Här Statsminister ënner anerem dëst gesot: «Den europäesche Fiskalvertrag muss a senger Substanz ratifizéiert ginn, well e gëtt der europäescher Konsolidéierungspolitik eng frësch Kredibilitéit. Dëse Vertrag muss duerch eng europäesch Wuesstemsstrategie konsolidéiert ginn.»

No de politeschen Entwécklunge vun deene leschten Deeg, besonnesch a Griichenland, a Spuenien an a Frankräich, stellt sech awer d'Fro, ob de Fiskalpakt iwwerhaapt nach genuch politesch an ekonomesch Iwwerzeegungskraaft a sech dréit, fir nach ratifizéiert ze ginn.

Dowéinst wollt ech dës Froen un den Här Statsminister an un den Här Finanzminister stellen:

1) Ass d'Regierung der Meenung, datt den europäesche Fiskalvertrag, an där Form wéi en ënnerschriwwe gouf, nach dauerhaft iwwerliewensfäeg ass?

2) Wat mengt den Här Statsminister mat «a senger Substanz» ratifizéieren? Sollen Deeler vun dem Vertrag ewechfalen? A wéi enger textueller Fassung wëllt d'Regierung dem Parlament d'Ratifizéierung vun dem Fiskalvertrag da proposéieren?

3) Wéi ass der Regierung hir Meenung iwwert d'Opportunitéit vun enger weiderer finanzieller Ënnerstëtzung fir Griichenland? Ënner wéi enge Konditiounen a fir wéi laang soll dat Land weider finanziell Ënnerstëtzung kréien?

4) Wéi eng Konsequenzen hätt den Austrëtt vu Griichenland aus der Eurozon op Lëtzebuerg, inklusiv op d'Lëtzebuerger Zentralbank (besonnesch och duerch de System Target2)?

5) Bezilt Griichenland zurzäit nach seng Zënsen op dee bilaterale Prêt, dee Lëtzebuerg dem Land ginn huet?

Réponse commune (19.6.2012) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État*, et de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

1) Le Gouvernement estime que les raisons qui ont amené les États à adopter le traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire (TSCG), signé à Bruxelles en date du 2 mars 2012 restent d'actualité et que donc ce traité garde toute sa pertinence. Le Gouvernement estime également que les revendications pour une stratégie européenne de la croissance sont pertinentes et légitimes. À ses yeux, l'assainissement des finances publiques et la mise en œuvre d'une stratégie pour une croissance durable ne sont pas des objectifs contradictoires mais des politiques dont les effets se renforcent mutuellement. Le Gouvernement participe donc activement à l'élaboration d'une stratégie européenne pour une croissance durable. Or, il n'est pas de l'avis qu'une éventuelle «codification» de cette stratégie devrait passer par le biais d'une modification du TSCG.

2) Par «substance» du TSCG, il convient d'entendre la transposition en droit national de la règle budgétaire et du mécanisme de correction automatique tels que spécifiés à l'article 3 du TSCG. Dans ce contexte, il convient de rappeler que les États signataires du TSCG se sont engagés à ratifier le traité par le biais d'une loi d'approbation pour ensuite transposer en droit national la règle budgétaire et le mécanisme de correction automatique.

3) Le Gouvernement estime que l'octroi d'une assistance financière conditionnelle à la Grèce est justifié afin de préserver la cohésion de la zone euro et de l'Union européenne dans son ensemble, ainsi que la stabilité du système financier européen et international.

4) Le Gouvernement estime que la question d'un départ de la Grèce de la zone euro - forcé ou sur une base volontaire - ne se pose pas à l'heure actuelle et par conséquent, il ne souhaite pas alimenter des spéculations qui génèrent de réels effets pernicieux pour le bien-être des citoyens en Grèce, en Europe et ailleurs dans le monde.

5) Le Gouvernement peut confirmer que la République hellénique continue à payer les intérêts sur le prêt bilatéral accordé à la Grèce dans le cadre de la «Greek Loan Facility». Au 15 mai 2012, le Luxembourg a ainsi perçu des intérêts et commissions à hauteur de 7,9 millions d'euros.

Chamber aktuell

*Chamber TV vous propose tous les **lundis** entre 20.00 et 22.00 heures les **moments forts** de l'actualité parlementaire.*

*L'émission est **rediffusée** du **mardi au vendredi** de 20.00 à 22.00 heures, à l'exception des jours de séance.*

- L'actualité parlementaire sur **www.chd.lu**.
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.

- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

www.chd.lu

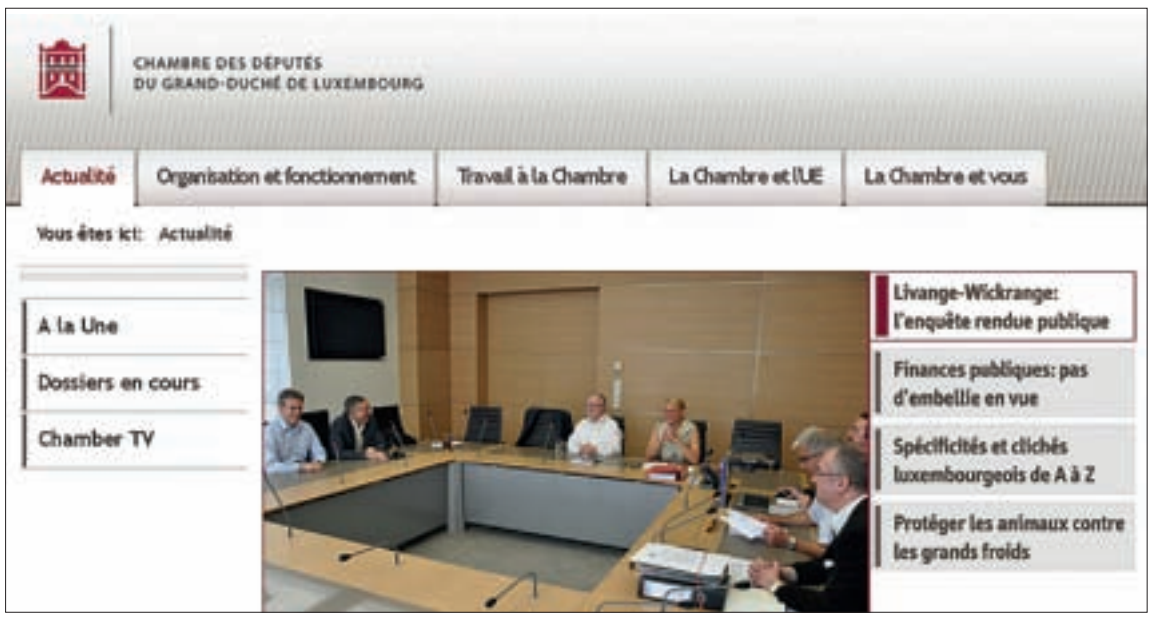
www.chd.lu

LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES **N°12** • SESSION ORDINAIRE 2011-2012

35e séance mercredi 27 juin 2012
36e séance mardi 3 juillet 2012

Affaire «Wickreng-Léiweng»: l'enquête rendue publique



À l'occasion de sa dernière réunion avant les vacances d'été, la Conférence des Présidents de la Chambre a décidé le 24 juillet de rendre publique l'enquête préliminaire menée par la police judiciaire dans le cadre de l'affaire «Wickreng-Léiweng».

Depuis que le Procureur général a déposé le dossier à la Chambre, les membres de la Conférence des Présidents - M. Laurent Mosar, Président de la Chambre; Mme Martine Mergen remplaçant M. Marc Spautz, Président du groupe CSV; M. Lucien Lux, Président du groupe LSAP; M. Claude Meisch, Président du groupe DP et M. François Bausch, Président du groupe déi gréng - se sont prononcés pour sa publication reprenant toutes les auditions des personnes interrogées et tous les rapports confectionnés dans le cadre de ladite affaire.

Tout citoyen, désireux de s'informer et d'en savoir plus sur l'enquête préliminaire ordonnée par le Parquet, peut consulter toutes les pièces y relatives sur le site Internet de la Chambre www.chd.lu, dans la rubrique «Actualité», sous «Livange-Wickrange: l'enquête rendue publique».

La BEI se dit prête à changer de dimension

«Nous sommes au Luxembourg depuis 54 ans. Peu de gens savent vraiment ce que nous faisons, alors que notre volume de prêts consentis en tant que banque d'investissement des 27 pays membres de l'Union européenne (UE) équivaut au double de celui de la Banque mondiale qui, il est vrai, est une banque de développement.

Avec les décisions prises lors du dernier Conseil européen des 28 et 29 juin, nous allons sortir de l'ombre et nous trouver sous les feux des projecteurs. Avec 10 milliards d'euros de capital en plus injectés par nos actionnaires, nous serons à même d'accroître notre activité et grâce à l'effet de levier, généré avec le secteur privé, de mobiliser 150 à 180 milliards d'euros de prêts au service de la croissance et de l'emploi en Europe.

Cependant, il nous faudra du temps pour mettre tout cela en œuvre sachant que la BEI ne pourra pas solutionner, du jour au lendemain, tous les problèmes structurels et de croissance en Europe.»

C'est en ces termes que M. Werner Hoyer a présenté la Banque européenne d'investissement (BEI), qu'il préside depuis le 1er janvier 2012, aux députés des Commissions des Finances et du Contrôle de l'exécution budgétaire de la Chambre. Premier Président de la BEI à se rendre au parlement luxembourgeois, il a tenu à signifier aux élus que la BEI n'acceptera jamais de financer de mauvais projets sous pression politique. Et de préciser que sa banque, au service du citoyen européen pour améliorer son quotidien, ne raisonne pas par pays - en d'autres termes selon le principe du juste retour en fonction de la contribution financière de ses actionnaires - mais par projets, sélectionnés sur la base de calculs de rentabilité solides.

D'ailleurs, il ne pourrait en être autrement, étant donné que la BEI est une banque qui se finance sur les marchés auprès d'investisseurs privés et que son objectif consiste à conserver sa notation AAA afin d'emprunter à des taux bas pour ensuite prêter à des taux attractifs.

Contrairement à l'idée répandue que la BEI finance peu ou pas assez de projets au Grand-Duché, M. Hoyer a relevé que depuis 2009, 1 billion d'euros fut investi dans le secteur privé (développement des institutions européennes telles que la Cour de justice de l'UE, l'École européenne, le nouveau bâtiment du Parlement européen), le secteur des entreprises (SES Astra, Cargolux, CFL) ainsi que dans le secteur des PME (à travers certaines banques de la place).

Pour conclure son intervention, le Président Hoyer a encore spécifié le rôle futur que la BEI jouera dans l'émission privée d'emprunts obligataires destinés au financement de projets d'infrastructure (project bonds) liés au transport, à l'énergie et aux technologies de l'information dans l'UE.



M. Werner Hoyer entouré des membres des Commissions des Finances et du Contrôle de l'exécution budgétaire.

Dernier hommage rendu à M. John Castegnaro



À l'occasion de sa dernière séance publique avant le congé estival, la Chambre des Députés a observé une minute de silence à la mémoire de M. John Castegnaro, décédé le 16 juillet à la suite d'une longue maladie à l'âge de 67 ans.

Avant de ce faire, le Président de la Chambre avait passé en revue la vie et le parcours effectué par le défunt, un parcours essentiellement syndical avant de devenir politique en 2004 avec l'élection à la Chambre de l'ancien président de l'OGB-L comme député du LSAP.

Il a en outre souligné l'engagement inlassable de M. Castegnaro au niveau du réseau Objectif Plein Emploi et de la Fondation Elysis.

Lancement d'une app «Chambre des Députés»



L'actualité de la Chambre des Députés peut désormais être consultée via les nouvelles technologies de l'information et de la communication.

Dans un souci d'améliorer l'information des citoyennes et citoyens sur les travaux législatifs, la Chambre des Députés vient de mettre en place une application qui peut être utilisée sur tous les smartphones - iPhone et Android - ainsi que sur les tablets iPad.

Le nouveau service mobile permet de suivre l'actualité de la Chambre des Députés. Il donne accès au calendrier et à l'ordre du jour des réunions de commission et des séances publiques et permet aussi de voir les documents en discussion sous forme de pdf.

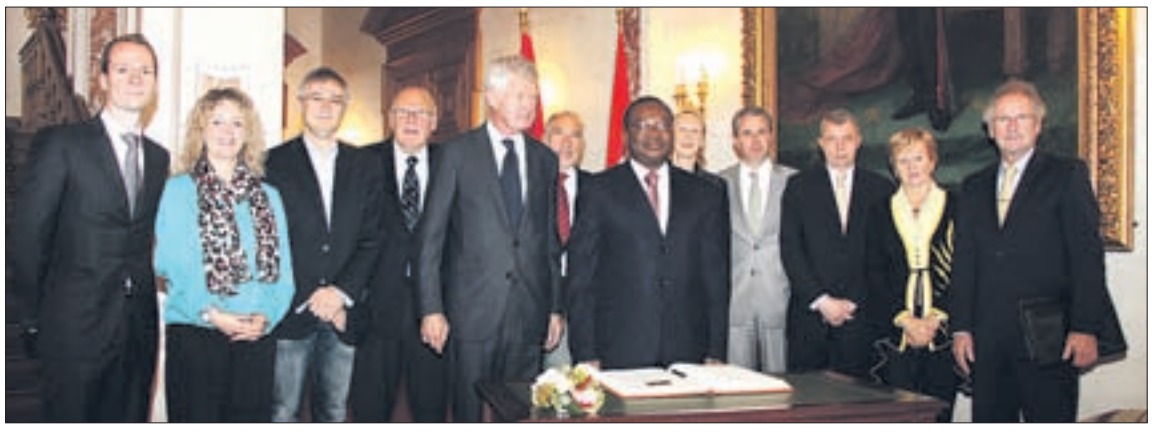
L'application permet encore de consulter l'agenda du Président et les dernières nouvelles concernant le Parlement du Grand-Duché de Luxembourg.

Le service mobile est entièrement gratuit et est mis à disposition par la Chambre des Députés du Luxembourg. Pour plus d'informations sur la Chambre des Députés, consultez aussi le site www.chd.lu.

DANS CE NUMÉRO

Conclusions du Conseil européen des 28 et 29 juin
- déclaration du Premier Ministre p. 476
- débat p. 479
Stratégie nationale d'aide aux sans-abri p. 462
Marchés de l'électricité et du gaz naturel p. 485

Sommaire des séances publiques nos 35 et 36 p. 492
Sommaire des questions parlementaires p. Q139



M. Lucien Marie Noël Bembamba a rencontré les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes.

Le Ministre de l'Économie burkinabé en visite à la Chambre

Le rôle que le Burkina Faso joue dans la pacification des turbulences qui secouent actuellement l'Afrique de l'Ouest a constitué le principal sujet abordé le 11 juillet lors d'une réunion de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration. Les députés ont reçu le Ministre de l'Économie et des Finances du Burkina Faso, M. Lucien Marie Noël Bembamba.

Le ministre a rappelé que son pays est régulièrement confronté à des crises alimentaires et a remercié le Luxembourg pour le soutien qu'il assure dans un contexte mouvementé. D'une superficie de 274.200 km^2, le Burkina Faso compte quelque 17 millions d'habitants. Actuellement, il doit faire face à l'afflux de quelque 65.000 réfugiés maliens et de leur cheptel.

Le Ministre Bembamba a expliqué que le Gouvernement dont il fait partie a misé sur le dialogue pour apaiser des conflits, gérer des crises (comme le chômage des jeunes) ou expliquer des réformes (imposées par le FMI).

L'entretien avec les députés a eu lieu à l'occasion de la sixième commission de partenariat entre le Luxembourg et le Burkina Faso qui a eu lieu le 12 juillet.

Elle a permis de faire le point sur les relations de coopération entre le Luxembourg et le Burkina Faso.

Les représentants des deux gouvernements ont signé à cette occasion trois protocoles d'accord relatifs à des appuis dans le domaine de l'enseignement et de la formation technique et professionnelle, dans le secteur forestier et dans le secteur de la santé.

M. Paul Helminger quitte la Chambre avant la fin de la législature

Ayant décidé d'abandonner son mandat pour se consacrer corps et âme à un nouveau défi dans le secteur privé - dorénavant M. Helminger présidera aux destinées de la compagnie d'aviation nationale Luxair - l'élu a reçu le 11 juillet 2012 la reconnaissance de ses pairs.

Né en 1940, M. Paul Helminger est juriste de formation. Il a intégré la Chambre pour un 1er mandat en 1984, après avoir été Secrétaire d'État de 1979 à 1984 (compétent pour la Justice, l'Économie, les Affaires étrangères, le Commerce extérieur et les Classes moyennes).

Ayant été réélu en 1994, M. Paul Helminger a ensuite été confirmé à chaque suffrage. Parallèlement, il a effectué une carrière politique au niveau communal, en étant, à partir de 1988, d'abord conseiller communal, puis échevin. De 1999 à 2011, il a officié en tant que bourgmestre de la ville de Luxembourg.



Assermentation d'une nouvelle fonctionnaire de la Chambre des Députés

C'est en jurant «fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État» et en promettant de remplir ses fonctions avec intégrité, exactitude et impartialité que conformément à l'article 3 du statut des fonctionnaires de la Chambre des Députés, une nouvelle fonctionnaire de l'administration parlementaire fut assermentée le 13 juillet 2012 par le Secrétaire général de la Chambre, M. Claude Frieseisen.

L'assermentation de Mme Anne Tescher, nommée aux fonctions d'attachée, a eu lieu en présence des Secrétaires généraux adjoints, M. Benoît Reiter et Mme Isabelle Barra, du responsable du Service des commissions, M. Martin Bisenius et de M. Jean-Paul Ternes, chargé des Ressources humaines.

Mme Tescher est affectée au Service des commissions parlementaires où elle s'occupera notamment des dossiers concernant les médias et les communications, les classes moyennes et les pétitions.



(de gauche à droite) M. Benoît Reiter, M. Claude Frieseisen, Mme Anne Tescher, Mme Isabelle Barra, M. Martin Bisenius, M. Jean-Paul Ternes.

- L'actualité parlementaire sur **www.chd.lu**.
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

www.chd.lu

www.chd.lu

NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU **N°12** • SESSION ORDINAIRE 2011-2012

Procédures de retrait et de rachat obligatoires de titres

5978 - Projet de loi relative au retrait obligatoire et au rachat obligatoire de titres de sociétés admis ou ayant été admis à la négociation sur un marché réglementé ou ayant fait l'objet d'une offre au public et portant modification de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier

1. L'objet du projet de loi

Dans sa version initiale déposée le 9 janvier 2009, le projet de loi n°5978 comportait deux articles prévoyant d'un côté la procédure de retrait obligatoire *(«squeeze-out»)* et de l'autre côté la procédure de rachat obligatoire *(«reverse squeeze-out» ou «sell-out»)*.

Le retrait obligatoire confère à l'actionnaire majoritaire d'une société donnée le droit d'exiger des actionnaires minoritaires de cette société qu'ils lui vendent leurs titres à un prix approprié.

Le rachat obligatoire, quant à lui, donne à tout actionnaire minoritaire le droit de contraindre l'actionnaire majoritaire à lui racheter sa participation à un prix approprié.

Ces deux procédures ne sont pas inconnues en droit luxembourgeois. En effet, la loi du 19 mai 2006 portant transposition de la directive 2004/25/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 concernant les offres publiques d'acquisition[1] (ci-après «la loi OPA» et la «directive 2004/25/CE») prévoit les procédures de retrait et de rachat obligatoires en ses articles 15 (retrait obligatoire) et 16 (rachat obligatoire).

On peut alors se demander pourquoi le projet de loi sous rapport prévoit une nouvelle fois ces deux procédures?

Les deux articles du projet de loi initial sont introduits par les termes *«[S]ans préjudice de l'article 15»* respectivement *«[S]ans préjudice de l'article 16»* de la loi OPA et prévoient ainsi un régime spécifique de retrait et de rachat obligatoires. La version finale du projet de loi maintient ce régime spécifique, délimité de la loi OPA. Pour les auteurs du projet de loi initial ce régime spécifique est justifié par le fait que le champ d'application de la loi OPA est limité aux seules offres publiques d'acquisition de titres d'une société dont les titres sont totalement ou partiellement admis à la négociation sur un marché réglementé. Le projet de loi sous rapport, quant à lui, vise les titres des sociétés qui sont ou qui ont été admis sur un marché réglementé sans avoir nécessairement fait l'objet d'une offre publique d'acquisition (OPA).

La prise de conscience de la nécessité de donner un cadre juridique aux procédures de retrait et de rachat obligatoires hors OPA a fait un long cheminement avant de se concrétiser sous forme du présent projet de loi.

Le 19 août 2002, M. Ben Fayot a déposé une proposition de loi, limitée au contexte des OPA et partant du constat que *«[L]e Luxembourg ne dispose, à l'heure actuelle, d'aucune législation ou réglementation en matière d'offres publiques d'acquisitions. Il s'agit là, à notre sens, d'une lacune»*[2]. L'auteur de la proposition justifie son initiative notamment par l'*«[I]nsuffisance du cadre législatif existant pour la protection des actionnaires minoritaires […]»*[3]. À l'époque cette initiative n'était pas suivie d'effet du fait de l'élaboration de la directive OPA[4].

En 2003, le Tribunal d'arrondissement de Luxembourg devait trancher dans l'affaire Audiolux SA[5] si, en l'absence d'une règle expresse de droit positif, il existe un principe général de droit portant traitement égalitaire entre actionnaires (et non pas seulement de la société vis-à-vis de ses actionnaires) qui comporterait l'obligation pour l'actionnaire majoritaire dont la participation atteint un certain seuil de racheter les actions des minoritaires[6].

Dans cette affaire était en cause une opération de cession hors bourse, une opération intervenue aux termes d'un *memorandum of understanding* conclu entre Bertelsmann et la société Groupe Bruxelles Lambert SA (GBL). Les actionnaires minoritaires, Audiolux SA et d'autres sociétés impliquées, ont attaqué cette opération en arguant notamment que le principe général d'égalité de traitement des actionnaires aurait été violé.

Or, le Tribunal constate que les dispositions légales existantes protégeant les intérêts des actionnaires minoritaires n'obligent pas Bertelsmann à faire une OPA ou une offre publique d'échange (OPE) ou de proposer aux actionnaires minoritaires des conditions identiques à celles accordées auparavant à la société GBL qui avait cédé des parts à Bertelsmann aux termes du *memorandum of understanding* précité.

Le Tribunal se réfère par ailleurs à une réponse donnée par le Ministre des Finances à deux questions parlementaires: «*Le droit des sociétés luxembourgeois ne prévoit pas de dispositions particulières concernant les actionnaires minoritaires. Ce choix a été défendu longtemps par les milieux politiques et économiques pour donner au droit des sociétés luxembourgeois un caractère libéral et inciter ainsi des sociétés internationales à s'établir à Luxembourg. Au cours des dernières années, le souci de protéger les actionnaires minoritaires a pris plus d'importance en Europe et au Luxembourg. Le Gouvernement tâchera de trouver un équilibre entre les intérêts des groupes industriels et financiers internationaux et ceux des actionnaires minoritaires*»[7].

Le Tribunal en déduit qu'*«[I]l en découle que l'absence d'une disposition de droit positif luxembourgeois n'est pas l'expression d'une conception qui estimerait qu'une telle règle serait superflue puisque déjà contenue dans un principe général du droit, mais le fruit d'un choix politique clairement exprimé de donner au droit des sociétés luxembourgeois un caractère libéral*».

Cette décision a été confirmée en appel[8] et un pourvoi en cassation a amené par la suite la Cour de cassation luxembourgeoise à poser dans cette affaire une question préjudicielle à la Cour de justice de l'Union européenne[9]. On reviendra par la suite à l'arrêt rendu par la Cour de justice de l'Union européenne.

Il est d'ores et déjà à noter que dans l'Affaire Audiolux portée devant la Cour de justice de l'Union européenne, l'avocat général Trstenjak avait souligné *«[…] qu'il n'existait ni avant ni après l'entrée en vigueur de la directive 2004/25 de principe général d'égalité des actionnaires se suffisant à lui-même d'un point de vue juridique»*[10].

L'affaire Audiolux SA est dès lors à considérer non pas comme la seule, mais comme une des principales motivations qui ont mené *in fine* à l'élaboration du présent projet de loi et ce à cause des jurisprudences nationales et communautaire rendues en la matière et qui font appel, en l'absence d'un principe autosuffisant d'égalité de traitement des actionnaires, à l'intervention du législateur pour régler la protection des actionnaires minoritaires.

Il importe enfin de soulever que le projet de loi se situe dans la suite d'une motion du 4 mai 2006[11] dans laquelle la Chambre des Députés invite le Gouvernement à inclure dans un nouveau dispositif de protection des actionnaires minoritaires la faculté, pour les actionnaires minoritaires, de sortir du capital d'une société qu'ils ne peuvent plus contribuer à contrôler, moyennant rachat de leurs titres par le ou les actionnaires majoritaires à un prix équitable.

2. Un choix législatif encadré par des garanties fondamentales

«Nul ne peut être contraint de céder sa propriété, si ce n'est pour cause d'utilité publique, et moyennant une juste indemnité» énonce l'article 545 du Code civil qui n'est que le corollaire du principe général énoncé à l'article 16 de la Constitution libellé comme suit: «*Art. 16. Nul ne peut être privé de sa propriété que pour cause d'utilité publique et moyennant juste indemnité, dans les cas et de la manière établis par la loi.*».

Un actionnaire a lui aussi le droit fondamental de rester actionnaire[12]. L'article 1 du Protocole additionnel à la Convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales prévoit à son tour que *«[T]oute personne physique ou morale a droit au respect de ses biens. Nul ne peut être privé de sa propriété que pour cause d'utilité publique et dans les conditions prévues par la loi et les principes généraux du droit international»*.

Les procédures de rachat et de retrait obligatoires paraissent, à première vue, contredire ces garanties fondamentales.

Toujours est-il que c'est précisément au sujet de telles procédures que la Commission européenne des droits de l'Homme, prédécesseur de la Cour européenne des droits de l'Homme, a été amenée à apprécier si une législation suédoise qui a pour effet de permettre à toute société détenant plus de 90 pour cent des actions et des droits de vote dans une autre société, d'obliger la minorité restante des actionnaires à lui vendre ses actions, est contraire à l'article 1er du Protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'Homme et des libertés fondamentales protégeant le droit de propriété[13].

La Commission a dans ce contexte jugée que *«[…] l'obligation faite dans certaines circonstances aux actionnaires minoritaires de céder leurs actions à l'actionnaire majoritaire découle d'une législation sur les sociétés, réglant les rapports des actionnaires entre eux. Dans tous les États parties à la Convention, les lois régissant les rapports de droit privé entre particuliers, y compris les personnes morales, contiennent des dispositions qui déterminent, quant aux biens, les effets de ces rapports juridiques et, dans certains cas, obligent une personne à céder à une autre un bien dont elle était propriétaire […]»*. La Commission en déduit que *«[D]e telles réglementations, indispensables à toute vie en société sous un régime libéral, ne sauraient en principe être considérées comme contraires à l'article 1 du Protocole additionnel»*.

La Commission estime dès lors que *«[…] la loi suédoise qui, dans certaines circonstances, impose aux actionnaires minoritaires de vendre leurs actions à un prix qui sera fixé par des arbitres, tout en leur reconnaissant le droit de les faire racheter aux mêmes conditions s'ils le désirent, ne crée nullement à leur détriment un déséquilibre excessif au point de constituer une violation du droit au respect des biens»*.

Cette jurisprudence donne dès lors les conditions pour qu'une telle opération soit conforme à la Convention des droits de l'Homme et des libertés fondamentales: le prix doit être équitable et les actionnaires minoritaires doivent bénéficier d'un droit équivalent au droit de retrait, le droit de rachat.

C'est dans cette lignée que s'inscrivent et la directive OPA (y compris la loi OPA) et le présent projet de loi. La directive OPA prévoit en son article 5 que lorsqu'une personne physique ou morale détient le contrôle d'une société à la suite d'une acquisition de titres lui conférant un certain pourcentage de droits de vote, *«[…] les États membres veillent à ce que cette personne soit obligée de faire une offre en vue de protéger les actionnaires minoritaires de cette société»*. Le même article précise que cette offre doit être faite à un «*prix équitable*» et les articles 15 et 16 de la directive OPA prévoient les procédures de retrait et de rachat obligatoires.

Comme indiqué ci-avant, l'arrêt Audiolux[14] a été rendu par la Cour de justice de l'Union européenne suite à une question préjudicielle posée par la Cour de cassation luxembourgeoise.

La question principale posée par la Cour de cassation consistait à savoir si les références en droit communautaire à l'égalité des actionnaires et plus spécifiquement à la protection des minoritaires procèdent d'un principe général de droit communautaire.

La Cour de justice de l'Union européenne répond par la négative à cette question en estimant qu'un principe général d'égalité de traitement tel que revendiqué par Audiolux *«[…] présuppose des choix d'ordre législatif, reposant sur une pondération des intérêts en jeu et la fixation d'avance de règles précises et détaillées […]»*[15].

Pour la Cour ce principe *«[…] est caractérisé par un degré de détail nécessitant une élaboration législative qui se fait, au niveau communautaire, par un acte de droit communautaire dérivé. Dès lors, le principe préconisé par Audiolux ne saurait être regardé comme un principe général autonome du droit communautaire […]»*[16]. La Cour conclut que *«[L]e droit communautaire ne contient pas de principe général de droit selon lequel les actionnaires minoritaires sont protégés par l'obligation de l'actionnaire dominant acquérant ou exerçant le contrôle d'une société d'offrir à ceux-ci de racheter leurs actions aux mêmes conditions que celles convenues lors de l'acquisition d'une participation conférant ou renforçant le contrôle de l'actionnaire dominant»*[17].

Tout comme souligné ci-avant dans l'affaire *Bramelid et Malmström c/Suède*, obliger un actionnaire minoritaire de vendre ses parts à l'actionnaire majoritaire et, à l'inverse, obliger l'actionnaire majoritaire de racheter les parts des actionnaires minoritaires relève d'un choix législatif national ou communautaire concret[18].

Les auteurs du projet de loi ont dès lors fait le choix législatif de créer et de préciser un cadre législatif pour les opérations de rachat et de retrait obligatoire de titres de sociétés. Dans ce contexte et comme le souligne la journaliste Véronique Poujol dans son article «*Le juste prix*» paru dans l'hebdomadaire *d'Land* en date du 23 octobre 2009, *«[L]a question centrale dans le cadre d'un retrait obligatoire (et d'un rachat obligatoire) est celle du prix payé en contrepartie de l'obligation (ou du droit) de céder ses titres»*[19]. À cela doivent bien évidemment s'ajouter des règles précises encadrant la détermination de ce prix et le déroulement de toute la procédure.

C'est dans ce cadre, autour de ces objectifs et garanties, que se sont organisés les travaux parlementaires et ce à partir du premier avis du Conseil d'État du 6 octobre 2009.

---

[1] Memorial A, n°86, 22 mai 2006, page 1509.

[2] Proposition de loi relative à la protection des actionnaires minoritaires et à l'obligation de lancer une offre publique d'acquisition, déposée par M. Ben Fayot, le 19 août 2002, exposé des motifs (doc. parl. 5013[00]).

[3] Idem.

[4] Voir prise de position du gouvernement au sujet de la proposition de loi relative à la protection des actionnaires minoritaires et à l'obligation de lancer une offre publique d'acquisition, 30 décembre 2002 (doc. parl. 5013[01]).

[5] Affaire Audiolux e.a. c. Groupe Bruxelles Lambert, Bertelsmann et RTL Group, Trib. Arr. Luxembourg, 8 juillet 2003, n° 70846 et 79679 du rôle.

[6] Trib. Arr. Luxembourg, 8 juillet 2003, n° 70846 et 79679 du rôle.

[7] Réponse de M. Jean-Claude Juncker du 7 février 2002 aux questions parlementaires n°1477 du 11 janvier 2002 de M. Ben Fayot et n°1508 du 29 janvier 2002 de M. Laurent Mosar.

[8] Cour d'appel, 12 juillet 2006.

[9] Audiolux SA e.a. contre Groupe Bruxelles Lambert SA (GBL) e.a. et Bertelsmann AG e.a., Affaire C-101/08, 15 octobe 2009 (ci-après «l'arrêt»).

[10] Conclusions de l'avocat général Verica TRSTENJAK, présentées le 30 juin 2009, Affaire Audiolux SA e.a., C-101/08, paragraphe 102.

[11] Motion de M. Laurent Mosar: Mise en œuvre d'une étude sur les instruments juridiques efficaces pour éviter des OPA répétées sur les entreprises et la conception de dispositifs de protection des actionnaires minoritaires.

[12] Voir ELVINGER Marc, Les minorités en droit des affaires, Annales du droit luxembourgeois, 2005, page 213.

[13] Bramelid et Malmström c/Suède, décision du 12 octobre 1982, requêtes n°8588/79 et n°8589/79.

[14] Idem.

[15] Idem.

[16] Idem.

[17] Audiolux SA e.a. contre Groupe Lambert SA (GBL) e.a. et Bertelsmann AG e.a., Affaire C-101/08, 15 octobre 2009 (ci-après «arrêt»)

[18] Ce qui a d'ailleurs amené l'avocat général Verica TRSTENJAK à conclure que «[…] La nécessité qu'il y avait à faire intervenir le législateur communautaire en la matière afin de fixer des obligations précises devant être respectées par les opérateurs et de définir les modalités selon lesquelles le traitement égal des actionnaires devait être réalisé montre qu'il n'existait ni avant ni après l'entrée en vigueur de la directive 2004/25 de principe général d'égalité des actionnaires se suffisant à lui-même d'un point de vue juridique»; Conclusions présentées le 30 juin 2009, Affaire Audiolux SA e.a., C-101/08, paragraphe 102.

[19] La journaliste cite une analyse opérée par le cabinet Deminor.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 09.01.2009

Rapporteur: M. Gilles Roth

Travaux de la Commission juridique (Président: M. Gilles Roth):

17.03.2010	Désignation d'un rapporteur
19.05.2010	Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État
02.06.2010	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État Adoption d'une série d'amendements parlementaires
09.06.2010	Approbation des propositions d'amendements
28.03.2012	Examen du 2e avis complémentaire du Conseil d'État
19.04.2012	Adoption de propositions d'amendements

20.06.2012 Examen de l'avis de la Chambre de Commerce
Examen du 3e avis complémentaire du Conseil d'État
27.06.2012 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 03.07.2012
Loi du 21 juillet 2012
Mémorial A, n°152, p. 1860

Carte d'identité pour le Corps diplomatique

6313 - Projet de loi relatif à la carte d'identité pour les membres des Corps diplomatique et consulaire résident et les agents de l'Union européenne et des organisations internationales ayant leur siège au Luxembourg

Le modèle de carte actuellement utilisé est celui défini par l'arrêté grand-ducal du 13 mars 1954 relatif à la carte d'identité pour les membres du Corps diplomatique. Or, il se trouve que le papier cartonné sur lequel ces cartes sont imprimées ne correspond plus aux normes de sécurité actuelles.

Ainsi, les diplomates et fonctionnaires internationaux de pays non-UE accrédités au Luxembourg rencontrent régulièrement des problèmes lors de leur passage aux frontières extérieures de l'Espace Schengen, où la police des frontières va jusqu'à refuser de reconnaître la validité de ces cartes luxembourgeoises dispensant de l'obligation du visa Schengen si celui-ci est requis.

L'objectif du projet de loi sous rubrique est donc d'adopter, à l'instar de nos partenaires européens, un type de carte diplomatique et de carte de légitimation répondant aux exigences de sécurité en vigueur. Ces nouvelles cartes devraient ressembler à nos futures cartes d'identité nationales. Remplaçant l'arrêté grand-ducal du 13 mars 1954, le présent projet de loi est appelé à constituer la base juridique de ces cartes. Par ailleurs, il élargit le champ d'application aux fonctionnaires internationaux, réglemente la situation des membres de famille des titulaires et définit les critères d'attribution et la durée de validité des cartes.

Le présent projet prévoit également l'introduction de cartes d'identification pour les consuls honoraires au Luxembourg. Si celles-ci ne confèrent aucun privilège particulier, elles permettront cependant aux consuls honoraires de s'identifier et de faciliter leur travail consulaire en relation avec les autorités luxembourgeoises.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 08.08.2011
Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration (Président: M. Ben Fayot):
07.11.2011 Désignation d'un rapporteur
30.04.2012 Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'amendements parlementaires
02.07.2012 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 10.07.2012

Marché de l'électricité

6316 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité

Le projet de loi a pour objet de modifier la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité en vue de la transposition de la directive 2009/72/CE concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et abrogeant la directive 2003/54/CE.

Les points saillants de la loi en projet sont le renforcement des droits des consommateurs, l'introduction d'un système de comptage intelligent, l'accès garanti aux réseaux pour les énergies basées sur des sources d'énergie renouvelables, le renforcement de l'indépendance du régulateur et la redéfinition des ses missions et compétences, des mesures incitatives pour encourager les gestionnaires de réseau d'améliorer la qualité et l'efficience économique de leurs services ainsi que la création d'une base légale pour la mise en œuvre de la mobilité électrique.

Dépôt par M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 10.08.2011
Rapporteur: M. Alex Bodry

Travaux de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire (Président: M. Alex Bodry):
08.02.2012 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État
08.03.2012 Examen de l'avis du Conseil d'État
15.03.2012 Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État
22.03.2012 idem
29.03.2012 Échange de vues avec une délégation de l'Institut Luxembourgeois de Régulation (ILR)
Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État
19.04.2012 Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État
29.06.2012 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 03.07.2012

Marché du gaz naturel

6317 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché du gaz naturel

Ce projet de loi a pour objet de modifier la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché du gaz naturel en vue de la transposition de la directive 2009/73/CE concernant des règles communes pour le marché intérieur du gaz naturel et abrogeant la directive 2003/55/CE. Les modifications projetées correspondent à celles du projet de loi n°6316 concernant le marché de l'électricité.

Dépôt par M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 10.08.2011
Rapporteur: M. Alex Bodry

Travaux de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire (Président: M. Alex Bodry):
08.02.2012 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État
08.03.2012 Examen de l'avis du Conseil d'État
26.04.2012 Examen conjoint du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
29.06.2012 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 03.07.2012

Formation professionnelle continue

6341 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 1er décembre 1992 portant

1. création d'un établissement public pour le développement de la formation professionnelle continue et

2. fixation des cadres du personnel des Centres de formation professionnelle continue

Le projet de loi sous rubrique vise à modifier la loi modifiée du 1er décembre 1992 portant 1. création d'un établissement public pour le développement de la formation professionnelle continue et 2. fixation des cadres du personnel des Centres de formation professionnelle continue.

Les modifications préconisées poursuivent essentiellement trois objectifs:

- Le premier but est de donner une assise légale à l'Observatoire national de la formation au sein de l'Institut national pour le développement de la formation professionnelle continue (ci-après: INFPC) et de l'habiliter à constituer et à rémunérer un conseil scientifique. Cet Observatoire a pour objectif de fournir des éclairages utiles aux politiques publiques et aux stratégies privées dans le domaine de la formation.

- Par ailleurs, suite à la fusion de la Chambre de Travail avec la Chambre des Employés privés en une seule institution, à savoir la Chambre des Salariés, la composition du conseil d'administration de l'INFPC doit être adaptée en conséquence.

- Finalement, le présent projet de loi vise à donner une base légale à la mission de rapporteur-secrétaire exercée par l'INFPC. En effet, une des missions de l'INFPC consiste à instruire, pour le compte du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, les demandes de cofinancement introduites par les entreprises luxembourgeoises afin de bénéficier d'une aide financière de l'État pour leurs investissements en matière de formation professionnelle continue.

Dépôt par Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 11.10.2011
Rapporteur: M. Fernand Diederich

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports (Président: M. Ben Fayot):
01.12.2011 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
12.01.2012 Examen de l'avis du Conseil d'État
02.02.2012 Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État
21.06.2012 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 10.07.2012

«Sportlycée»

6365 - Projet de loi portant création du Sportlycée

Le projet de loi sous rubrique a pour objectif de créer une structure «Sports-Études» qui permettra d'optimiser la promotion des jeunes talents sportifs et de répondre ainsi aux attentes du Comité Olympique et Sportif Luxembourgeois (COSL) et des fédérations sportives.

Dès 1989, les jeunes sportifs avaient la possibilité de s'entraîner deux à trois après-midi par semaine au sein de centres de formation gérés par l'École nationale de l'Éducation physique et des Sports (ENEPS) et par les fédérations sportives. Actuellement, 13 fédérations gèrent un centre de formation pour quelque 550 sportifs.

En 2001/2002, des classes sportives ont été intégrées au Lycée Aline Mayrisch. Les élèves de ces classes pouvaient bénéficier d'une séance d'entraînement matinale spécifique et d'une séance de préparation physique intégrée dans l'horaire scolaire. Depuis 2007/2008, le projet «Sports-Études» fonctionne sur le site de l'Institut national des Sports (INS) comme annexe du Lycée Aline Mayrisch. Cette formule a connu un franc succès, et le nombre d'élèves inscrits est passé de 73 en 2007 à 305 à la rentrée 2011/2012. Or, les moyens existants pour accueillir ces classes sportives ont atteint leurs limites, si bien qu'une structure autonome, dotée des infrastructures et des ressources nécessaires pourra mieux rencontrer les demandes et attentes du mouvement sportif luxembourgeois et des élèves sportifs.

Ainsi, sous la dénomination de «Sportlycée», la cellule de coordination des centres de formation fédéraux, jusqu'à présent intégrée au Département ministériel des Sports, et le projet «Sports-Études» seront regroupés et offriront aux jeunes sportifs des conditions privilégiées pour réaliser des performances de haut niveau tout en gardant intactes les chances de réussite pour leur formation scolaire et professionnelle. Un retour à une scolarité traditionnelle à n'importe quel moment du cursus est garanti.

Au niveau opérationnel, le Sportlycée comprend deux volets principaux, à savoir le volet pédagogique (enseignement, tutorat, administration, hébergement-internat, etc.) et le volet sportif (programme sportif, suivi médical, paramédical et diététique, etc.). Ce dernier est organisé en collaboration avec le Département ministériel des Sports et le mouvement sportif. Sur le plan stratégique, le comité de coordination est responsable de l'orientation à moyen terme de la structure et complète ainsi les organes du Sportlycée.

Le directeur du Sportlycée est en charge de la coordination des deux volets et sera secondé dans sa tâche par un ou plusieurs directeurs adjoints en charge du volet enseignement et du volet sport.

Les services du Sportlycée incluent un internat et un restaurant scolaire.

Tout compte fait, la structure «Sports-Études» vise trois objectifs majeurs:

- La réussite scolaire

L'offre scolaire du Sportlycée comporte le cycle inférieur de l'enseignement secondaire technique, ainsi que la division inférieure et la division supérieure de l'enseignement secondaire.

Le Sportlycée envisage un ajustement de la grille horaire de 10%, afin de libérer des plages horaires pour les séances d'entraînement. Puisque ces aménagements n'auront pas de répercussions sur les branches de promotion ou fondamentales, le Sportlycée peut garantir une préparation optimale à l'examen de fin d'études secondaires. Pour les sportifs à très forte charge d'entraînement ou ceux présentant des faiblesses scolaires, des mesures d'accompagnement individualisées sont proposées pour garantir la réussite scolaire.

- La réussite sportive

L'organisation scolaire est adaptée au rythme de l'élève-sportif. Des plages horaires sont libérées, afin de donner aux élèves la possibilité de s'entraîner selon les principes d'un entraînement de haut niveau. Une étroite coopération avec les fédérations sportives vise le respect des principes du «Long Term Athlete Development» (LTAD) pour préparer au mieux les jeunes sportifs aux exigences du sport de haut niveau et garantir une formation sportive adaptée à chacun.

- L'intégration sociale et l'éducation aux valeurs

Le Sportlycée essaie de coordonner le «projet de vie» du jeune élève-sportif sur les plans scolaire, professionnel, sportif et personnel. Tout en visant la réussite du double défi sport et études, l'établissement cherche à promouvoir des valeurs telles que le respect d'autrui, l'esprit critique, le goût de la performance, la discipline, la solidarité, l'esprit d'équipe, de même que l'épanouissement personnel.

Pour être admissible au Sportlycée, l'élève doit respecter les critères d'admission tels qu'ils sont définis par la législation en vigueur pour les lycées et lycées techniques. Par ailleurs, il doit remplir des critères d'admission supplémentaires relatifs à son potentiel et ses performances sportifs. Ces critères sont déterminés par règlement grand-ducal. Les inscriptions se font sur base de propositions des fédérations sportives. Elles sont acceptées par le comité de coordination qui peut, en outre et à leur demande, procéder à l'inscription de candidats individuels non proposés par une fédération, sur base des mêmes critères sportifs.

Dépôt par Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 17.11.2011

Rapporteur: M. Claude Haagen

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports (Président: M. Ben Fayot):

01.12.2011	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
24.05.2012	Examen de l'avis du Conseil d'État
05.07.2012	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 10.07.2012

Fermeture des magasins

6403 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 19 juin 1995 réglant la fermeture des magasins de détail dans le commerce et l'artisanat

Le projet de loi 6403 a pour objet de modifier la loi modifiée du 19 juin 1995 réglant la fermeture des magasins de détail dans le commerce et l'artisanat.

Le projet de loi prévoit de procéder à une adaptation ponctuelle de la loi réglant la fermeture des magasins de détail dans le commerce et l'artisanat. Le texte prévoit de reculer l'heure de fermeture légale des magasins le samedi et les veilles de jours fériés légaux de 18h00 à 19h00.

Il est toutefois prévu que cette heure de fermeture peut être portée à 20h00 si les partenaires sociaux concluent un accord dans le cadre d'une convention collective. À noter cependant que dans ces cas, les clauses contractuelles obligeant les locataires de surfaces commerciales situées dans un centre commercial à aligner les heures d'ouverture de leurs enseignes sur celles du centre commercial en question, ne trouveront pas application pour la plage horaire de 19h00 à 20h00.

Par ailleurs, il sera dorénavant permis à chaque magasin de programmer une «nocturne» ou une action commerciale spécifique une fois par an, les dérogations au régime des heures de fermeture étant jusque-là collectives et ne s'appliquant pas, en conséquence, aux cas particuliers. Il est dès lors prévu de permettre à chaque magasin de demander une dérogation afin d'ouvrir ses portes pendant une durée maximale de 24 heures consécutives, le régime de droit commun en matière d'heures de fermeture continuant à s'appliquer avant et après cette période d'ouverture maximale de 24 heures.

Dépôt par Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre des Classes moyennes et du Tourisme, le 29.02.2012

Rapporteur: M. Lucien Clement

Travaux de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme (Président: M. Lucien Clement):

27.06.2012	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
05.07.2012	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 10.07.2012

Loi du 21 juillet 2012

Mémorial A, n°156, p. 1886

Importation de bois

6412 - Projet de loi concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) n°2173/2005 du Conseil du 20 décembre 2005 concernant la mise en place d'un régime d'autorisation FLEGT relatif aux importations de bois dans la Communauté européenne

Le projet de loi a pour objet d'assurer l'exécution du règlement (CE) n°2173/2005 du Conseil du 20 décembre 2005 concernant la mise en place d'un régime d'autorisation FLEGT relatif aux importations de bois dans la Communauté européenne.

Ce règlement européen poursuit le plan d'action de l'Union européenne relatif à l'application des réglementations forestières, à la gouvernance et aux échanges commerciaux (FLEGT).

En outre, afin de lutter contre le problème urgent de l'exploitation illégale des forêts et du commerce qui y est associé, les mesures prévues par le règlement (CE) n°2173/2005 sont destinées à mettre en œuvre un régime d'autorisation exigeant que les importations de bois et produits dérivés sur le territoire de l'Union européenne soient soumises à un système de vérifications et de contrôles destinés à garantir la légalité des produits en question.

Le projet de loi vise à identifier les autorités compétentes pour l'exécution du règlement européen, à préciser les organes chargés de la recherche et de la constatation des infractions aux dispositions dudit règlement ainsi que leurs pouvoirs et prérogatives de contrôle, et à fixer les sanctions pénales y relatives.

Dépôt par M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures, le 13.03.2012

Rapporteur: M. Marcel Oberweis

Travaux de la Commission du Développement durable

(Président: M. Fernand Boden):

20.03.2012	Désignation d'un rapporteur
21.05.2012	Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État
06.06.2012	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 12.06.2012

Loi du 21 juillet 2012

Mémorial A, n°155, p. 1880

Accord de partenariat et de coopération avec l'Indonésie

6433 - Projet de loi portant approbation de l'Accord-cadre global de partenariat et de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République d'Indonésie, d'autre part, et de l'Acte final, signés à Jakarta (Indonésie) le 9 novembre 2009

En novembre 2004, le Conseil de l'Union européenne a autorisé la Commission européenne à négocier un nouvel accord-cadre de partenariat et de coopération avec la République d'Indonésie (ci-après dénommée „Indonésie"). Les négociations en vue de cet accord-cadre ont été ouvertes en 2005 et conclues avec succès en juin 2007. L'Indonésie a paraphé l'accord en juillet 2009, deux ans plus tard que la Commission européenne et après la levée partielle par l'UE de l'interdiction de vol imposée aux transporteurs aériens indonésiens. L'accord-cadre a été signé à Jakarta le 9 novembre 2009 en marge d'une réunion ministérielle entre l'Indonésie et l'UE.

L'Indonésie est considérée une priorité par l'UE, entre autres par sa taille (242 millions d'habitants en 2011, 4e pays le plus peuplé au monde), son importance géopolitique et ses potentialités économiques. En effet, elle est le 4e partenaire commercial de l'UE dans la région de l'ANASE. Au cours des dernières années, l'UE et l'Indonésie ont aussi intensifié leur dialogue politique à travers les réunions ministérielles régulières UE-ANASE. L'Indonésie est un des cinq membres fondateurs de l'ANASE et elle en est la plus grande force économique représentant la moitié de son PIB et de sa population.

D'une perspective luxembourgeoise, notons que l'Indonésie est un partenaire économique important de notre pays en Asie du Sud-Est. Les importations du Luxembourg en provenance de l'Indonésie ont représenté 9,6 millions d'euros en 2010, les exportations vers l'Indonésie 3,9 millions d'euros. Avec un commerce total de 13,5 millions EUR, l'Indonésie est le 4e partenaire commercial du Luxembourg au sein de l'ANASE. Les relations bilatérales entre le Luxembourg et l'Indonésie ont été renforcées par la coaccréditation d'un ambassadeur luxembourgeois non résident, depuis 1997, auprès de l'Indonésie et, depuis 2009, auprès du Secrétariat général de l'ANASE, basé à Jakarta.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 10.05.2012

Rapporteur: M. Ben Fayot

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration (Président: M. Ben Fayot):

02.07.2012	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 10.07.2012

Code du Travail

6442 - Projet de loi portant modification

1. du Code du Travail;

2. des articles 1er et 2 de la loi du 3 août 2010 1) portant introduction de diverses mesures temporaires visant à promouvoir l'emploi et à adapter les modalités d'indemnisation de chômage et complétant ou dérogeant à certaines dispositions du Code du Travail; 2) modifiant les articles L. 513-3, L. 521-7 et L. 523-1 du Code du Travail; 3) modifiant la loi modifiée du 17 février 2009 portant: 1. modification de l'article L. 511-12 du Code du Travail; 2. dérogation, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L. 511-5, L. 511-7 et L. 511-12 du Code du Travail;

3. des articles 2 et 3 de la loi modifiée du 17 février 2009 portant 1. modification de l'article L. 511-12 du Code du Travail; 2. dérogation, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L. 511-5, L. 511-7 et L. 511-12 du Code du Travail

Le projet de loi vise d'abord à proroger, jusqu'au 31 décembre 2013, différentes dispositions légales dont la validité est actuellement limitée jusqu'au mois d'août 2012, respectivement jusqu'au mois de décembre 2012.

Par ailleurs, le projet entend apporter quelques modifications ponctuelles aux dispositions régissant le chômage partiel de source structurelle.

Le projet propose également d'abroger le point 1 de l'article L. 131-3(1) du Code du Travail aux termes duquel l'exercice de l'activité d'entrepreneur de travail intérimaire ne peut être autorisé par le ministre qu'à la condition qu'il le soit à titre exclusif.

Finalement, le projet vise à modifier l'article L. 523-1(2) afin de créer la possibilité de prolonger les périodes d'occupation temporaire indemnisées des chômeurs de plus de 50 ans.

Dépôt par M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, le 18.06.2012

Rapporteur: M. Roger Negri

Travaux de la Commission du Travail et de l'Emploi (Président: M. Lucien Lux):

05.07.2012	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 10.07.2012

SÉANCE 35

MERCREDI,
27 JUIN 2012

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • M. Paul Helminger, Doyen

Sommaire

1. Heure d'actualité du groupe LSAP sur les négociations en vue d'un Traité sur le commerce des armes
- *Exposé: M. Ben Fayot*
- *Débat: M. Félix Eischen, M. Paul Helminger, M. Félix Braz, M. Fernand Kartheiser*
- *M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères*

2. Motion de M. Félix Braz relative à la condamnation de la répression incessante menée par les autorités chinoises au Tibet
- *Exposé: M. Félix Braz*
- *Discussion générale: Mme Martine Mergen, M. Ben Fayot, M. Fernand Kartheiser*
- *M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères*
- *Vote sur la motion modifiée (adoptée)*

3. Heure d'actualité du groupe déi gréng sur la réforme du droit d'auteur dans l'époque digitale (suite)
- *Vote sur la motion 1 (rejetée)*

4. Question élargie n°27 de M. Claude Meisch sur les éventuels abus dans le cadre du système des chèques-services
- *M. Claude Meisch*
- *Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration (M. Claude Meisch pose une question)*

5. Interpellation de M. Fernand Kartheiser sur la stratégie nationale d'aide aux sans-abri
- *Exposé: M. Fernand Kartheiser*
- *Débat: M. Jean-Paul Schaaf, M. Xavier Bettel (Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration, M. Jean-Paul Schaaf interviennent), Mme Vera Spautz, M. Mme Viviane Loschetter*
- *Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration (M. Fernand Kartheiser intervient)*

6. Heure d'actualité du groupe déi gréng sur le projet de réforme de l'espace Schengen
- *Exposé: M. Félix Braz (dépose la motion 1)*
- *Débat: M. Félix Eischen, M. Paul Helminger, M. Ben Fayot, M. Fernand Kartheiser*
- *M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*
- *Vote sur la motion 1 (adoptée)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; Mme Marie-Josée Jacobs, MM. Jean-Marie Halsdorf et Nicolas Schmit, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.02 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Jean Asselborn, *Vice-Premier Ministre*.- Neen, Här President.

M. le Président.- Fir haut de Mëtteg huet d'LSAP-Fraktioun eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Verhandlung vum Traité iwwert de Waffenhandel ugefrot. D'Riedezäit ass nom Artikel 84 zweeten Alinéa vum Chambersreglement festgehalen a gesäit Folgendes vir: Där Fraktioun, déi d'Aktualitéitsstonn ugefrot huet, stinn zéng Minutten zou, deenen anere Fraktioune jeeweils fënnef Minutten, de Sensibilités politiques zwou Minutten an der Regierung eng Véirelstonn.

Et hu sech bis elo ageschriwwen: den Här Eischen, den Här Helminger, den Här Braz an den Här Kartheiser. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Ben Fayot als Vertrieder vun der LSAP-Fraktioun. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

1. Heure d'actualité du groupe LSAP sur les négociations en vue d'un Traité sur le commerce des armes

Exposé

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Här President, nächste Méindeg, den 2. Juli - dat ass elo ganz an der Aktualitéit -,...

(Brouhaha)

M. le Président.- Ech géif Iech bieden, dem Här Fayot ganz opmierksam nozelauschteren!

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- ...fänken zu New York am Kader vun der UNO d'Verhandlungen iwwer en Traité iwwert de Waffenhandel un, och op Franséisch „Traité sur le commerce des armes", op Englesch „Arms Trade Treaty". Ech wëll soen, dass dëst e wichtege Moment an der internationaler Aktualitéit ass, well et jorelaang Preparatioune gebraucht huet, fir zu dëse Verhandlungen ze kommen, déi wäerte véier Wochen daueren an um Enn vun deenen een hoffentlech esou en Traité erauskritt.

Ech wëll och soen, dass vill ONGen intensiv Campagnen an der ganzer Welt gemaach hunn, och zu Lëtzebuerg. Amnesty huet ënner anerem och eng Petitioun de Moien un de Chamberspresident iwwerreecht, wou 1.430 Lëtzebuerger Biergerinnen a Bierger, oder Biergerinnen a Bierger vu Lëtzebuerg, sech fir esou en Traité ausgeschwat hunn. Et ass also e wichtege Moment. An ech mengen, et ass och e favorabele Moment, fir esou Négociatiounen unzefänken.

Mat dëser Heure d'actualité wëlle mer der Regierung ons Ënnerstëtzung an onsen Encouragement fir déi Négociatioune mat op de Wee ginn.

An deemselwechte Kontext wëll ech rappeléieren, dass d'Europaparlament a senger leschter Juni-Sitzungswoch zu Stroossbuerg eng ausféierlech Resolutioun mat grousser Majoritéit ugeholl huet, déi e strengen an ëmfaassenden Traité iwwert de Waffenhandel verlaangt.

Här President, d'Virgeschicht bis zu deem 2. Juli 2012 ass laang a komplex. ONGen hunn erkannt, wéi de Misär, dee se all Dag bekämpfen um Terrain uechtert d'ganz Welt, duerch ëmmer méi an nei Waffe vergréissert gëtt. Politiker an der ganzer Welt och hunn erkannt, wéi d'Konflikter sech duerch de Waffenhandel verschäerfen. Dofir huet de 6. Dezember 2006 d'UNO-Vollversammlung mat 153 Stëmmen eng Resolutioun ugeholl, fir Verhandlunge fir en „Traité sur le commerce des armes" unzefänken.

De 14. Juni 2010 huet de Conseil vun der Europäescher Unioun sech fir esou en Traité ausgeschwat. D'Europäesch Unioun huet selwer an de leschte Jore vill Effortë gemaach, fir bei sech de Waffenhandel iwwert de Wee vu Lizenzen ze organiséieren a méi transparent ze maachen. Mir hunn dofir hei den 13. Juni 2012, also net ze laang hier, an der Chamber d'Direktiv 2009/43 am Projet 6292 transposéiert.

De Waffenhandel ass insgesamt näischt Flottes, an d'Welt wär besser, wann et en net géif. Mä et gëtt en nun eemol an e wäert soubal net verschwannen. Dofir muss en esou geregelt an iwwerwaacht ginn, dass e Konflikter net verschäerft, de Misär op der Welt net nach méi grouss mécht a skrupellosen Händler erlaabt, hire Profit op dem Bockel vu ganze Populatiounen ze maachen.

Et gëtt en Handel vu Waffen zwësche Länner, déi responsabel a friddlech sinn, déi Waffe kafe fir hir eegen Défense, fir hir Arméien, an dogéint ass natierlech näischt ze hunn. Et gëtt awer och en Handel, dee sech iwwer all Regelen a Responsabilitéiten ewechsetzt. Sou huet d'ONG Oxfam ausgerechent, dass zwëschen 2000 an 2010 fir iwwer zwou Milliarden Dollar Waffen a Länner wéi Myanmar, Iran oder de Kongo geliwwert gi sinn, an déi et duerch international Embargoe verbuede war, Waffen ze liwweren.

Doriwwer eraus si jorzéngtelaang Diktaturen op der ganzer Welt, déi jo ganz besonnesch Freed u schéinen, deieren a grausame Waffen hunn an och haten, domat aus- an opgerüst ginn an doduerch gestäerkt ginn an hirer Diktatur. Libyen ass esou e Land, wou den Diktator seng eege Populatioun mat den deieren Jeten ugegraff huet, déi en a ganz éierbare Länner an der Europäescher Unioun an an den USA kaaft huet.

Am Mëttleren Orient an an Nordafrika si Waffeliwwerungen aus Länner vun der Europäescher Unioun, den USA a Russland ouni weider Considératioune vu Violatioun vun de Mënscherechter oder vu politescher Instabilitéit geschitt. Am Sudan, eent vun deenen äermste Länner vun der Welt, wou d'Mënscherechter bafouéiert ginn, geet de Waffenhandel trotz aller Aarmut monter weider.

Géint Syrien huet d'Europäesch Unioun den 9. Mee 2011 e Waffenembargo ausgeschwat. Russland, dat 10% vu senge Waffen a Syrien exportéiert, honoréiert nach ëmmer seng Kontrakter mat deem Land, trotz den Atrocitéiten, déi do dagdeeglech geschéien.

Här President, de Waffenhandel oder den Transfert vu Waffe muss vun der internationaler Gemeinschaft an allen Aspekter gekuckt ginn. Zum Beispill: Wat kann a schonns destabiliséierte Regiounen duerch weider Waffeliwwerunge verschäerft ginn? Wéi ass et méiglech, dass Länner, déi hoffnungslos verschëllt sinn, nach monter weider Waffe kafen?

D'Fuerderung ass dofir no engem juristesch verbindlechen Instrument, wat déi striktméiglechst international Norme fir den Handel mat klassesche Waffe festleeë soll. Et gëtt also net eng vag Absichtserklärung gefrot, mä e staarke Vertrag.

Déi grouss Fuerderunge vun Amnesty an aneren internationalen ONGe si folgend - a mir begréissen déi a mir deelen déi Fuerderungen:

Éischtens, et muss eng gëlle Regel an den „Traité sur le commerce des armes": Bei all Waffenhandel muss d'Exportland eng Evaluatioun iwwert de Risiko maachen, ob déi Waffe fir grave Violatioune vum internationale Recht a vun de Mënscherechter gebraucht kënne ginn. Dat heescht also, dass déi Länner, déi Waffe kafen, op hire Respekt vun de Mënscherechter, mä och op hir friddlech Astellung gepréift musse ginn, éier se iwwerhaapt Zougang zu Waffe kréien.

Et muss eng méiglechst erschöpfend Definitioun vun dem Waffematerial ginn. De bestehenden UNO-Wafferegëster féiert siwe Kategorië vu konventionelle Waffen op, wat awer eng ganz Partie vu Waffen ausschléisst. Bekanntlech ass d'Kreativitéit op deem Gebitt staark développéiert, well et jo en extrem lukratiivt Geschäft ass a Länner, déi staark ënnert der Kris leiden, do am leschte spuere wëllen.

D'Diskussioun ass och, ob kleng a liicht Waffen an och Munitioun derbäikomme sollen, eng net onwesentlech Fro, wann ee gesäit, wéi och an demokratesche Länner d'Gewaltpotenzial duerch de Besëtz vu Revolveren a Gewierer sech entwéckelt.

Drëttens, et muss eng streng Regelung vun den Autorisatioune fir Waffekeef a -verkeef mat prezise Prozeduren, Kontrollen a Sanktioune vu Waffegeschäfter agefouert ginn.

Véiertens, et muss eng Obligatioun vu Regësteren agefouert ginn, déi an all Land d'Transferte vu Waffen opféieren, déi do erlaabt goufen, Regësteren, déi 20 Joer versuergt solle ginn.

An et muss öffentlech Transparenz iwwer jährlech Berichter vun all Stat geschaf ginn.

Här President, eng vun de groussen Erausfuerderunge fir en „Traité sur le commerce des armes" wäert sinn, dass déi grouss Waffeproduzenten an Exportateure wéi Russland, China oder och verschidde westlech Länner sech dozou duerchréngen, fir d'Mënscherechter als e Kritär fir den Export vu Waffen ze akzeptéieren. Do gëtt et sécher eng Partie positiv Signaler, souwuel vun den USA wéi och vu China, och vun anere Länner, déi sech dozou wëlle bekennen. Et gëtt awer anerer, déi sech méi schwéier domat dinn. Mä op jidde Fall, déi wäerten eng wichteg Roll bei deenen Négociatioune spillen.

Et wär e grousse Schrëtt zu enger méi friddlecher Welt, wann déi grouss Acteuren hir Responsabilitéit dobäi géifen huelen. Ech wollt dofir d'Regierung froen, wéi se sech fir d'Verhandlungen zu New York am Juli positionéiere wëllt, wéi wäit se goe wëllt an de Fuerderungen, déi vun der Zivilgesellschaft gestallt ginn, a virun allem och, wat praktesch op Lëtzebuerg duerkënnt, wann dann e Vertrag ofgeschloss gëtt.

Well wann de Vertrag ausgehandelt gëtt, ënnerzeechent a ratifizéiert ass, muss en an d'Realitéit ëmgesat ginn. E muss mat Liewe gefëllt ginn, fir seng Wierkung international ze kréien. Mir gesinn dat bei ähnleche Verträg, déi an de leschte Joren agesat goufen, wéi zum Beispill dee vun de Streebommen. Do gëtt et e strenge Monitoring vun den ONGen an alle Länner, déi deem Vertrag bäigetratt sinn.

Lëtzebuerg als grouss Finanzplaz kënnt net derlaanscht, sech ethesch nokontrolléierbar Regelen ze ginn. De Fonds de compensation, ech erënneren dorun, huet sech bei senge Placementer berode gelooss, fir déi Firmen ze évitéieren, déi zum Beispill an der Fabrikatioun an dem Handel mat Streebommen implizéiert kënne ginn. Onsen Ausseminister huet an deem Zesummenhang vun engem Ethikrot geschwat, an deem öffentlech Institutiounen a finanziell Organisatioune vertratt wären, fir iwwert d'Problemer vu Finanzement an Transaktiounen ze beroden, déi e Konflikt mat internationale Verträg, déi mer ënnerschriwwen hunn, duerstellen.

Dofir wollt ech och den Ausseminister froen, ob en op deem Plang schonn Initativë geholl huet, well Lëtzebuerg - duerch den Ausseminister an duerch déi Aktioun vun der Lëtzebuerger Aussepolitik - huet ee ganz gudde Ruff an deenen internationale Milieuen, déi sech asetze fir Verträg géint déidlech, schlëmm Waffen an och fir eng méi friddlech Welt.

Här President, ech wollt op jidde Fall soen, dass et fir d'Lëtzebuerger Chamber wichteg ass, haut, also e puer Deeg virun dem Ufank vun deenen Négociatiounen, iwwert deen Traité ze schwätzen. An ech hoffen och, dass d'Biergerinnen an d'Bierger dobaussen déi Négociatioune verfollegen. Et geet och ëm de Fridde vun der Welt.

Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Fayot. Als éischte Riedner ass den Här Félix Eischen agedroen. Här Eischen, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Félix Eischen *(CSV)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, Här Minister, wa mir eis haut mam Traité iwwert de Waffenhandel beschäftegen, ass dëst sécherlech en extrem delikaten Dossier, well mir all Dag mat arméierte Konflikter konfrontéiert sinn.

Mir hunn hei an eise Breedegraden déi grouss Chance, zënter ville Joren net méi direkt mussen ënnert dem Misär ze leiden, dee Waffe kënne verursaachen, mä mir kréien all Dag Biller, esou vill wéi mer der gären hätten, iwwert dat onmoossegt Leed, wat weltwäit duerch Waffe verursaacht gëtt. D'Waffen an d'Fro vun de Waffeliwwerunge stinn an deene Konflikter ëmmer erëm am Fokus.

Op där enger Säit stinn d'Waffen deemno fir Misär, Aarmut a Krich, an op där anerer Säit besteet awer och international Eenegkeet doriwwer, dass d'Länner e Recht op Selbstverteidegung hunn. Duerch dëst Recht, mä och duerch hir Verflichtunge bei Friddensmissiounen ass et de Länner gestatt, Waffen hierzestellen, ze importéieren an och ze exportéieren.

Wa mir vu Waffenhandel schwätzen, geet Rieds vun engem Commerce, dee weltwäit ongefëier 1.400 Milliarden Dollar, dat heescht knapps iwwer 1.000 Milliarden Euro pro Joer ausmécht.

An Europa hu mir an deem Beräich verbindlech Regelen, wat den Transfert vu Produitë fir d'Défense ubelaangt. D'Kompetenzverdeelung téschent den Export- an Importlänner geet aus enger europäescher Richtlinn vun 2009 ervir. Et ginn och Recommandatioune vun der Kommissioun, wat d'Zertifizéierung vun Entreprisen ugeet, déi am Beräich vun der Défense aktiv sinn.

Eng Direktiv vum 18. Juni 1991 regelt des Weideren och d'Kontroll iwwert d'Acquisitioun an d'Détentioun vu Waffen.

Firwat also elo deen Traité?

Den 2. Dezember 2009 huet d'Haaptversammlung vun der UNO eng Resolutioun 64/48 adoptéiert mam Titel: „Traité sur le commerce des armes", an dëst mam Zil, am Kader vun enger UNO-Konferenz en international verbindleche Gesetzestext - an deem Fall also net nëmmen op europäeschem Niveau - auszeschaffen. Den Akzent muss hei däitlech op „international" leien, well dës Normen nëmmen eng Daseinsberechtegung hunn, wann déi gréisste Waffenexportnatiounen och bereet sinn, sech dëse Regelen ze beugen.

Laut Zuele vun Amnesty gi 74% vun de Waffenexportatiounen op d'Kap vun de Vereenegte State vun Amerika, Russland, Däitschland, dem Vereenegte Kinnekräich, China a Frankräich. Fir dës Länner ass den Export dann och e wichtegen ekonomesche Pilier, op dee se dann net ouni Weideres esou einfach gär wéilte verzichten.

Et bleift awer ofzewaarden, ob den Text, wéi en elo vum President vum Preparatiounscomité zu dëser Konferenz virbereet ginn ass, och esou ugeholl gëtt, ob dësen Traité net awer gréisstendeels entschäerft gëtt, notamment wat de Geltungsberäich ubelaangt, oder souguer verworf gëtt a sech da beschtefalls nëmmen op e Code de conduite gëeenegt gëtt.

De Projet, wéi en am Moment um Dësch läit, ziilt dorop of, de legalen Handel mat konventionelle Waffen ze reguléieren an den illegalen Handel an de Grëff ze kréien.

Wat versteet een elo ënner konventionellen oder och nach „klassesch" genannte Waffen? Dës si weder biologescher, chemescher, nuklearer oder radioaktiver Natur. Dem Rapport vum virgenannte Preparatiounscomité no si klassesch Waffe Panzeren, militäresch Ween, Artilleriesystemer, Fligeren, Helikopteren, Schëffer, Rakéiten, Rakéitesystemer, kleng Waffen, liicht Waffen, mä och Munitioun an esou weider. Mä fir verschidde Länner geet dës Definitioun awer schonn erëm vill ze vill wäit.

Wat géif dësen Traité elo fir Lëtzebuerg bedeiten?

Mir wëssen alleguerten, mir si keng Militärmuecht, wäerten och ni eng ginn, a mir stelle weder Kampfjeten nach Panzeren hier. An trotzdeem gesäit den aktuelle Projet eng Rei verflichtend Regele vir, déi och fir eise Grand-Duché eng Erausfuerderung duerstelle kéinten.

All Land - all Land! -, dat dës Konventioun ënnerschreift a ratifizéiert, verflicht sech nämlech dozou, e Waffentransfert iwwer säi Gebitt ze refuséieren a ganz ënnerschiddleche Situatiounen. Sou muss zum Beispill en Transfert refuséiert ginn, wann dësen eng Décisioun vum UNO-Sécherheetsrot oder eng aner international Verflichtung am Kontext vun der Kontroll a Reguléierung vun dëse Waffe géif violéieren.

Dëst schéngt aliichtend ze sinn a misst och esou kënnen ënnerschriwwe ginn, wa mir net laut Traité gehale wieren, eis bei de jeeweilege Länner ze erkënnege respektiv ze kontrolléieren, wat dann eran- a wat och erausgeet. D'Sektioun VI.A. vun deem Projet de traité betreffend d'Autorisatioune gesäit dat nämlech däitlech vir. Mä gi mir dat dann iwwerhaapt gewuer? A wann net, wéi solle mir dann eise Verflichtungen nokommen, wa mir net informéiert ginn? Misste mer net drop pochen, dass, wann e Land eppes iwwer eist Gebitt wëllt schleisen, dat Land sech am Viraus muss mellen?

Erschwéierend kënnt derbäi, dass den Traité e Land dozou verflicht, en Transfert ze refuséieren, wann e substanzielle Risiko besteet, dass esou en Transfert eeschthaft de Fridden an d'Sécherheet menacéiert oder eng Instabilitéit géif provozéieren. Wéi eng Moossnamen ergräife mir, fir esou e Risiko identifizéieren ze kënnen?

Et wier deemno wichteg, ze wëssen, wéi mir do an Zukunft eise Verflichtungen nokomme kënnen. Wéi vill Zousazkäschte bedeit dat? Wéi eng Administratiounen oder wéi ee Service ass dat? A wie gëtt mat dëser Kontroll da befaasst? Wien ass dat? Hunn eis Gesellschafte wéi d'Cargolux oder aner Entreprisen, déi am Logistikberäich täteg sinn, eng Deklaratiounsflicht, wat hir Liwwerungen ugeet?

Hei stinn eng Rei Froen am Raum, déi gëllt et ze beäntwerten, éier mer mir näischt dir näischt dësen Traité dann ënnerschreiwen. Et ass net auszeschléissen, dass, wa mir eng zréckhalend Haltung adoptéieren, mer vun der Öffentlechkeet mat Kritik iwwerheeft ginn. Mä gëllt et net am Viraus ze préiwen, ob mir d'Moyenen hunn, fir eis do ze engagéieren, an ob den Traité net op verschiddene Punkte misst nogebessert ginn?

Ofschléissend bleift dann och ofzewaarden, wéi sech déi grouss Militärmuechten zu dësem Traité wäerten äusseren.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Félix Eischen. Als nächste Riedner ass den Här Paul Helminger agedroen. Här Helminger, Dir hutt d'Wuert.

M. Paul Helminger *(DP)*.- Här President, säit dem Ufank vun den 90er Jore versicht déi international Communautéit, Prinzipien auszeschaffen, déi den illegale Waffenhandel ënnerbanne kéinten. Den Ausléiser fir déi Beméiunge ware sécherlech ënner anerem déi bluddeg Biergerkricher um afrikanesche Kontinent, déi deelweis mat illegal importéierte Waffe gefouert goufen.

Do sinn da Codes de conduite, Verhalenskodexe festgehale ginn, Waffenembargoe sinn ausgeschwat ginn. Domat sollt verhënnert ginn, datt Länner, an deenen d'Mënscherechter net respektéiert ginn a wou brutal Autoritéite probéieren, sech un der Muecht ze halen an d'Bevölkerung ze ënnerdrécken, Zougang zum Handel sollte kréien.

Wat hunn déi Ofkommëssen elo bruecht?

Ofgesinn emol vun Efforten, déi um nationalen oder um regionale Plang gemaach gi sinn, déi jo och onverkenntlech sinn, bleiwe mer awer bei engem Mosaik, bei engem Patchwork, deen einfach ze vill Lacunen opweist, déi ganz vill Infractiounen nach duerchgoe loossen.

Wat also misst agefouert ginn, ass wierklech e robusten internationalen Traité fir de Waffenhandel, deen déi aktuell dach dramatesch Situatioun an deem Domän och richteg a konsequent kéint regelen.

Wann ee bedenkt, datt 2010 fir eng geschaten Zomm vu ronn 35 Milliarden Dollar un Entwécklungslänner Waffe geliwwert goufen - an dann a politesch instabil Géigenden -, déi gewéinlech an déi falsch Hänn geroden, wou se da fir Terrorismus oder organiséiert Kriminalitéit gebraucht ginn an d'Haaptursaach sinn och vun de Mënscherechtsverbriechen! Net ze schwätze vun deenen autoritäre Länner, wou gewaltsam Statschefen un der Muecht bleiwen a fir hiert militäresch Oprüste wäitaus méi Suen ausgi wéi fir de sozialen a wirtschaftlechen Opbau vun hire Länner.

D'Embargoen hunn och net alles bruecht. Si si wuel par rapport zu verschiddene Länner ausgeschwat ginn, mä si gi ganz oft einfach ignoréiert an duerchbrach, an déi Länner kënnen nach ëmmer onbestrooft sech mat Waffen aller Aart andecken.

Zum Beispill huet de Kongo téschent 2000 an 2002 fir 124 Milliounen Dollar Waffen importéiert. Och Myanmar, dat ënner Waffenembargo steet, huet vun 2000 bis 2010 fir iwwer 600 Millioune Waffe kaaft. An ech schwätzen elo emol nach net vun deene Waffen, déi a Libyen, Syrien oder Ägypten agesat goufen, fir d'Bevölkerung ze ënnerdrécken an déi zum Deel ganz legal akaaft gi sinn, mä awer da fir illegal Zwecker agesat goufen.

Dovunner ofgesinn, datt Waffenexportlänner direkten Handel mat Länner bedreiwen, déi eigentlech ënner Embargo stinn - och dat gëtt et! -, kënne Livraisounen natierlech fir de Schwaarzmaart détournéiert ginn. Well déi Waffeliwwerunge geschéie jo ganz selte vum Exportland direkt an d'Importland. Et geet oft iwwer e ganze Koup aner Länner, wou se dann op deene Plaze riskéieren, an déi falsch Hänn ze geroden. Abusë sinn och duerchaus ënnert der Form vu Reexport, vun Ausléinen oder souguer vu Verschenke vu Waffelivraisoune méiglech.

An deem Sënn misst dann och am Traité, fir datt e soll wierksam sinn, all Transfert an Transaktioun vu Waffen ofgedeckt ginn, wa mer wierklech wéilten eng kohärent Approche hei maachen.

Dann de Problem vun den Armes conventionnelles, déi am Traité sollen encadréiert ginn. Do fält dann ongeféier alles dran, wat net Atomwaffe sinn, chemesch oder biologesch Waffen; also Fligeren, Véhicules blindés oder U-Booter a Missilen. Mä déi Waffen, déi besonnesch an de Biergerkricher déi meeschten Doudesaffer verursaachen, dat heescht, déi kleng an déi mëttel Waffen a ganz besonnesch och d'Munitioun, déi solle jo anscheinend an deen Traité net drakommen oder wäerte wahrscheinlech an den Traité net drakommen, well eng Rei Exportlänner sech do vehement géifen dergéint wieren.

Hiert Argument ass, datt déi Waffen esou zahlreich sinn, datt eng Kontroll praktesch onméiglech wär. An et ass scho richteg, de Business mat deem Typ vu Waffen ass effektiv och risegrouss. Do gëtt et anscheinend iwwer dausend Fabrécken an honnert Länner, déi do agebonne sinn. An a ronn 30 Länner gëtt et grouss Hiersteller vun esou Waffen. An de Joresëmsaz vun deene Waffe soll net wäit ewech vun aacht Milliarden Dollar do leien. Wann ee bedenkt, datt elo 60% vun den Doudesaffer an de Konflikter eben d'Victimë si vun esou klengen a liichte Waffen, da versteet een, datt et absolut noutwendeg wär, fir och déi Waffen an esou engem Traité anzebannen.

Den 13. Juli, et ass scho gesot ginn, huet d'Europaparlament eng Resolutioun gestëmmt, an där et d'Memberlänner opfuerdert, sech fir e robusten Traité anzesetzen. Mir hätten elo ze vill laang nogekuckt, wéi mat illegale Waffen a Munitioun onschëlleg Leit, dorënner ëmmer vill Kanner, ëm d'Liewe komm wären. An de Waffenhandel ronderëm d'Welt, dee bräicht eng strikt Législatioun, fir Liewen ze schützen.

Et kéint ee sech virstellen, datt an deem Traité, fir der Politik ze hëllefen, och d'Importlänner sech géifen engagéieren, fir d'Waffen och nëmme fir sech ze verteidegen anzesetzen, an datt an deem Moment, wou se se géifen asetze fir intranational Konflikter, also Konflikter am eegene Land, also géint hir eege Bevölkerung, den UN-Sécherheetsrot praktesch automatesch habilitéiert wär, fir e Mandat d'intervention auszestellen.

Mä de Gros vun der Responsabilitéit läit natierlech bei den Exportlänner. Déi mussen onbedéngt an hirem Handel hei responsabiliséiert ginn. Nun ass et natierlech relativ utopesch, fir ze denken, datt dat vun haut op muer kéint gestoppt ginn. Deen Traité muss jo emol nach fir d'Eischt négociéiert ginn. E muss da séchergestallt ginn. Mä, wéi gesot, ech hu scho gesot, datt do leider d'Chancen - mä den Ausseminister seet eis vläicht eppes aneschters - relativ kleng sinn, datt grad just déi Kleng- a Liichtwaffen an d'Munitiounen do mat ageschloss wären.

Da mussen déi verschidde Länner deen Traité nach ratifizéieren, sou datt mer eis hei näischt solle virmaachen, datt et muer op deem do Gebitt anescht gëtt. Mä, wéi gesot, et ass emol wéinstens en éischte Schratt. Et kéint eventuell souguer nach en décisivë Schratt an déi richteg Richtung ginn.

Et gëtt sech effektiv elo seriö um internationale Plang dëser Saach ugeholl. Déi Verhandlunge schénge jo ganz seriö ze verlafen. An ech hoffen, datt Lëtzebuerg, wat schonn des Öftere bewisen huet, datt mer mat enger exemplarescher Positioun an international Verhandlungen eraginn, dann och dës Kéier sech fir, däerf ech soen, e „Bulletproof"-Traité wäert asetzen.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Helminger. Als nächste Riedner ass den Här Félix Braz agedroen. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

M. Félix Braz *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Wa Lëtzebuerg international attackéiert gëtt wéinst senger Finanzplaz, dann ass oft och e moralescht Element an där Kritik mat dran. An dorop äntwert Lëtzebuerg nawell gären.

Mä mir hunn awer dofir keng Waffenindustrie, contrairement zu ville vun eise Kritiker. Woubäi ech net sécher sinn, ob mer kënnen honnertprozenteg behaapten, dass zu Lëtzebuerg kee Betrib iergendwou an der Kette vun den Zouliwwerer awer mat dran ass, wa Waffe produzéiert ginn - fir nëmmen ee Beräich ze nennen, de Stolberäich oder de Stolveraarbechtungsberäich -, sou dass mer och do dat awer sollten zumindest bedenken.

Och an der Finanzéierung iwwer Lëtzebuerg vun de Waffegeschäfter, wat haut net méi erlaabt ass, muss ee rappeléieren, dass dat net ëmmer de Fall war. An ech ka mech nach erënneren un eng Proposition de loi vum heitege grénge Fraktiounspresident, dem François Bausch, dee viru laange Jore mat enger Proposition de loi déi Diskussioun iwwert de Finanzement iwwert d'Lëtzebuerger Bankeplaz och ugestouss huet.

Une voix.- Très bien!

M. Félix Braz *(déi gréng)*.- Här Asselborn, Dir sidd bestëmmt frou iwwert déi Initiativ vun Äre Kolleege vun der LSAP - mir Gréng och! -, dass mer haut heiriwwer kënnen diskutéieren, well et effektiv ëm e ganz wichtegen Traité geet. An et ass natierlech gutt, wann déi, déi un deenen Diskussioune wäerten deelhuelen, och e kloert Mandat vun doheem aus, vun hirem Parlament hunn, fir an eng bestëmmte Richtung ze verhandelen.

Deen irresponsabele Waffenhandel, dee kascht ganz vill Mënscheliewen, provozéiert onendleche Misär, mécht Friddensléisungen oft immens schwéier, fir net ze soen onméiglech an, an och dat muss ee soen, ass ganz oft en Element vun externer Aflossnahm vu Länner mat zumindest regionalpoliteschen Ambitiounen oder souguer geopoliteschen Ambitiounen. Och dat ass en Hannergrond oft vun irresponsabelem oder, wann een haut jo esou dierf soen, illegalem Waffenhandel.

Dësen Traité huet eng laang Virgeschicht. De Ben Fayot huet och dat erwähnt a senger Ried, déi par ailleurs ganz komplett war an net vill Spillraum gelooss huet, fir elo keng Rediten ze maachen. Mä en huet eng laang Virgeschicht, op déi awer relativ vill Länner, iwwer honnert Länner positiv reagéiert hunn, wou d'UNO den Opruff gemaach huet am Joer 2006 an och deen Expertegrupp agesat huet. Do gesäit een awer, dass et genuch Länner gëtt, déi wëllen, dass un dëser Matière reglementéiert gëtt. Mä dat sinn net ëmmer déi, déi d'Waffe produzéieren an exportéieren. An dat ass eng vun de Komplikatiounen an deem heiten Dossier.

Elo geet an enger Woch déi décisiv Phas zu New York un. Véier Wochen, fir en Traité hinzekréien iwwer Waffenhandel oder, wéi an der Fachsprooch dat och oft mat engem Euphemismus ausgedréckt gëtt, fir den „Transfert" dann erëm ze reglementéieren. Véier Wochen, déi an eisen Aen nëmmen e Sënn hunn, wann och wierklech en Traité dobäi erauskënnt, dee juristesch verbindlech ass, deen Ziler huet, déi selbstverständlech musse contraignant sinn.

Mir mengen awer och, dass e muss Kontrolle virgesinn, Kontrollen, deene sech dann all d'Länner och mussen ënnerwerfen. Dat kënnen net eleng national Kontrolle sinn. Do mussen och transparent Kontrolle méiglech si vun deenen Transaktiounen.

A mir mengen och, an dat muss een awer och dierfe soen, dass et och d'Zil vun esou engem Traité muss sinn, dass mer manner Waffen um Planéit à terme erreechen. Hei geet et net nëmmen drëms, d'Waff als en normalen Handelsgéigestand ze betruechten, wou mer elo einfach just besser, méi transparent Spillregele géifen opstellen a wou dann all d'Länner fräi sinn, wéi bei iergendengem anere Produit och, mat dynameschem Marketing derfir ze suergen, dass se méiglechst vill hirer Produitë lassginn. Dat kann et och net sinn! Och dat dote muss adresséiert gi bei deenen dote Verhandlungen. D'Zil muss et och sinn, dass een d'Zuel vu Waffen um Planéit probéiert méi kleng ze kréien an Zukunft, an dass net just mat méi Transparenz der herno méi dorauser resultéieren!

Mir wëllen och net defätistesch sinn, och wann ee mat Verweis op rezent UNO-Embargoen natierlech net ganz optimistesch ass, well ee gesäit, wéi oft a wéi liicht déi kënnen ëmkurvt ginn. Mir wëllen dofir och bei dësem Traité net defätistesch sinn, am Géigendeel. En ass onbedéngt noutwendeg. Mä mir sinn eis bewosst, dass dat net wäert einfach ginn. Och well d'Regel déi wäert si vum Konsens. Dat heescht, de facto huet all Land, och déi, déi Waffen exportéieren, och déi, déi vill Waffen exportéieren, e Vetorecht beim Zustanekommen oder fir d'Verhënnere vun dësem Traité, wat d'Saach natierlech net méi einfach mécht.

A vläicht gëtt et och schlussendlech Enn Juli nach ëmmer keen Accord op engem Text. Dat kéint geschéien. Dat ass vläicht eng Optioun. Oder op kengem ganz gudden Text. Dann hoffe mer zumindest - zumindest! -, dass et den Ufank vun engem Prozess ass, deen dann awer an engem vernünftegen Délai vläicht zu engem Ofschloss wäert kommen.

Wat mer op kee Fall wëllen erliewen, ass, wann déi Verhandlungen elo zu New York e kompletten Échec wären an dass mer no véier Wochen ouni Resultat géifen dostoen. Dat wär allerdéngs e ganz, ganz negativen Ofschloss vun deene Gespréicher.

Här Asselborn, ech hoffen och - Dir féiert jo elo ganz vill Gespréicher och am Kontext vum permanente Sëtz fir Lëtzebuerg, pardon, fir den net permanente Sëtz vu Lëtzebuerg am UNO-Sécherheetsrot -, ech hoffen och mat menger Fraktioun, dass Dir, wann Der déi Gespréicher féiert, dat heiten Thema vun de Waffenexporter, vun de Waffenimporter och uschwätzt bei deene Gespréicher, wann Der fir d'Zoustëmmung fir Lëtzebuerg lech staarkmaacht.

Dat do ass en Thema, wat Lëtzebuerg onbedéngt soll uspriechen. Wa mer an den UNO-Sécherheetsrot wëlle kommen, dann ass et och vläicht, fir eng eegen, mat Momenter eegestänneg Positioun kënnen anzehuelen. Bei der

Fro vun de Waffenexporter an -importer stéing dat, menge mir, der Lëtzebuerger Diplomatie gutt zu Gesiicht, fir och grad bei deene Gespréicher esou Theme wéi dat heiten och kënnen unzeschwätzen.

Ech hat am Ufank - an da kommen ech zum Schluss, Här President, dat ass mäi leschte Saz - kuerz d'Stéchwuert vun der Moral erwähnt. Ech wëll zwee Beispiller awer och elo nach eng Kéier zum Schluss ervirsträichen, déi vläicht awer och e bësse mat Moral ze dinn hunn. Wa mer vu Waffenexporter an -importer schwätzen - vläicht ass et nëmme Moral, vläicht ass et och e bëssen Naivitéit, dass ech et opwerfen -, mä am Kontext vu Griichenland, Här Ausseminister, firwat hunn d'Griiche bei all deenen Efforten, déi se musse maachen, kloer gesot kritt, dass se bei den Dépensë fir Rüstung net dierfen zréckschrauwen? Firwat ass dat esou? Firwat muss een dat normal fannen?

Lescht Stéchwuert: den Honger an der Welt. Een infimë Prozentsaz vun de Rüstungsdépensë vun all de Länner géif duergoen, fir den Honger an der Welt ze stëllen! Och dat dierf vläicht erwähnt ginn an deem Kontext, wann Der zu New York sidd. Och dat si Froen, wéi gesot, vläicht ass et Moral, vläicht ass et och just Naivitéit.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Braz. Als leschte Riedner ass den Här Fernand Kartheiser agedroen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'ADR ënnerstëtzt selbstverständlech och dee Vertrag, dee mer hei amgaang sinn ze négociéieren, a wënscht och eiser Regierung eng glécklech Hand fir déi Lëtzebuerger Positiounen do gutt ze vertrieden. Mir hu jo als Lëtzebuerg e relativ, souguer ganz gudde Bilan, wat déi Waffesaachen am Allgemengen ugeet. Vun Antipersouneminnen, Streebommen, Précurseure vu chemeschen a biologesche Waffen an op villen anere Plazen och hu mer do zimlech gutt international Resultater kënnen erreechen.

An dëser Verhandlung elo, mengen ech, muss een awer op zwou Saache speziell agoen, wat d'Lëtzebuerger Interessen ugeet. Dat Eent ass, datt mer effektiv d'Méiglechkeete vun der Kontroll hunn, wat d'Douane an den Office des licences ugeet. Ech mengen, dat ass eng relativ komplex Matière. Et geet jo och zum Deel ëm Composanten, déi heiansdo schwéier ze identifizéiere sinn. An et muss esou sinn, datt mir deen Ableck, wa mir iwwer Transferten oder logistesch Froe schwätzen, och wierklech d'Méiglechkeet vun der Kontroll hunn.

D'Regierung soll also mat drun denken, fir der Douane an dem Office des licences déi néideg Mëttelen dann ze ginn, fir dat wierklech ze kontrolléieren, och oppassen, wat d'Notificatiounen ugeet. Mir sinn natierlech e Land, wat an der Logistik eng grouss Roll spillt, a mir däerfen elo net an en administrativen Opwand do eralafen, dee wierklech eis géif behënneren. Dat heescht: Effikassitéit jo, iwwerméisseg Bürokratie neen!

Dann hu mer nach eng Rei Interessen, déi ech awer d'Regierung bieden, mat ze berücksichtegen, wann et hei ëm d'Transferte vu Waffesystemer an esou weider geet. Mir hunn Alliéiert, déi hei am Land Waffen och kënne stockéiere respektiv déstockéieren. Mir kënnen natierlech elo net higoen an de strategeschen Interesse vun der Allianz schueden, respektiv vun eisen Alliéierten. Ech mengen, och do gëllt et opzepassen, wéi eng Engagementer mir national huelen.

Datselwecht gëllt fir d'NAMSA, wat d'Reparatur an esou weider vu Waffesystemer ugeet, déi aus verschiddenen Destinatioune kommen. Ech géif der Regierung un d'Häerz leeën, ier se hir definitiv Verhandlungspositioune formuléiert, och nach eng Kéier mat deene Betraffenen, wéi zum Beispill der NAMSA, wéi der Cargolux, wéi den Alliéierten an esou weider sech ze konsultéieren, ier se dat da finaliséiert.

Dat gesot, huet se natierlech eis voll Ënnerstëtzung, fir am Handele géint en illegalen Handel bei klassesche Waffesystemer virunzekommen.

Villmools Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Kartheiser. D'Wuert kritt elo den Här Ausseminister Jean Asselborn.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll fir d'Éischt der Chamber Merci soen a speziell dem Här Fayot, dee jo och President ass vun der Kommissioun vun den Affaires étrangères. Mir hunn och an der Kommissioun schonn heiriwwer geschwat gehat, dass mer de Mëtteg déi Debatt hei kënne féieren.

Ech wëll ufänken, dass all Joer jo ronderëm d'Welt Dausenden Zivilisten hiert Liewe verléieren, ëmbruecht ginn duerch Waffen, déi skrupellose Regimer gehéieren a vun deenen och verkaf ginn heiansdo, oder fir duerch „Waffen-Brokeren" u Krimineller an illegal Milizen transferéiert ze ginn. Mir erënneren eis zum Beispill un déi rezent Massakere vun Hula a Syrien, wou iwwer honnert Zivilisten, a virun allem jo Fraen a Kanner vum Assad sengen Truppen duerch Artillerie- a Panzerbeschoss massakréiert gi sinn. Trotz der Brutalitéit vum Assad sengem Regime während deem Konflikt, dee jo schonn iwwer 15 Méint elo dauert a wou 15.000 Syrer schonn ëmbruecht gi sinn, ginn nach ëmmer Waffen op Damaskus geliwwert.

Dee leschte Méindeg waren d'Ausseministeren hei zu Lëtzebuerg zesummen a mir hu selbstverständlech iwwer Syrien geschwat. Mä mir hunn awer och iwwert de Mali an iwwert den Niger geschwat, zwee Länner, déi mer zu Lëtzebuerg gutt kennen, well se zënter Jorzéngten Deel si vun eiser Kooperatioun. An och do wësse mer, dass d'Leit immens vill leiden an deenen zwee Länner, well Waffen aus dem Libyen-Konflikt eraus an den Norde vun deene Länner erakomm sinn, an eigentlech hätt dat Ganzt misse gestoppt ginn. Mä dat ass eng Konsequenz vum Libyen-Konflikt.

Am Géigesaz zu den Transferte vun de chemeschen, vun de biologeschen an den nukleare Waffen, déi jo duerch international Konventioune reguléiert sinn, gëtt et bis haut nach keng international unerkannte Regelen, fir de Staten hir Entscheedungen iwwert d'Transferte vu konventionelle Waffen ze orientéieren. D'Proliferatioun vu besonnesch de Klengkaliberwaffen awer bréngt alldeeglecht Leed a ville Regioune vun der Welt an alimentéiert, wéi mer wëssen, Konflikter. An och déi legal international Transferte vu konventionelle Waffe sinn trotz der Krisis an de leschte Joren an d'Luucht gaangen.

Amerika, Russland bleiwen déi gréisste Produzente vu Waffen. Mä duerno kommen direkt d'Europäer, nämlech Däitschland, Frankräich a Groussbritannien. D'State si sech iwwert d'Joren hirer Responsabilitéit, fir international Transferte vu konventionelle Waffen ze reglementéieren, bewosst ginn. Sou gouf eigentlech den Ufank gemaach 2006 op der Generalversammlung vun der UNO, do ass eng Resolutioun adoptéiert ginn, déi vu Lëtzebuerg mat gesponsert war an där Zäit an déi d'Memberstate gefrot huet, hir Sichen (veuillez lire: Siichten) iwwert d'Faisabilitéit vun der Portée vun engem zukünftege Waffentraité ze communiquéieren.

Dësen Traité, den „Arms Trade Treaty", wéi et schonn hei gesot ginn ass, soll universell a juristesch bindend sinn, Här Braz, an déi héchstméiglech Normen am Beräich vum Import, Export a vum Transit vu konventionelle Waffen opstellen. Doduerch ass elo eng Dynamik entstanen um UNO-Niveau, déi duerch e Comité préparatoire, deen zu New York regelméisseg d'UN-Memberstate versammelt huet, zum Ausdrock komm ass.

An 2009 dunn huet d'Generalversammlung eng Resolutioun gestëmmt, fir 2012 eng diplomatesch Konferenz vu véier Wochen anzeberuffen, déi dësen Traité ausschaffe soll. Dës Konferenz fënnt, wéi Der gesot hutt, schonn am Juli elo statt, uganks Juli, an esou wéi an de Sessioune vum Comité préparatoire ass Lëtzebuerg och bei deene Verhandlunge vertrueden.

Här President, loosst mech vläicht, fir kloer ze sinn, e puer Wierder iwwert d'Objektiver, iwwert de Mechanismus an d'Elementer vum zukünftegen Traité, deen hoffentlech en Traité gëtt, soen.

D'Objektiver solle sinn, éischtens emol, dass d'Waffeliwwerungen oder d'Liwwerunge vu Waffen a vu Munitioun an onstabel Regioune limitéiert ginn; dass d'Mënscherechter besser respektéiert ginn; dass de Fridden, d'Sécherheet an déi regional Stabilitéit préservéiert ginn an dass d'Détournementer vun de Waffe verhënnert ginn; dass d'Gestioun vun de Waffestocken och verbessert gëtt, fir fir méi Transparenz an de Waffentransferten och ze suergen a fir d'Adoptioun vun nationale Kontrollsystemer fir den Export vu Waffen ze erlaben. Dës Systemer sollten de bestoenden internationalen Normen entspriechen an d'Ëmsetzung vu Mesurë vum Sécherheetsrot vun der UNO och erméiglechen.

Wann ee vum Objektiv vum Traité schwätzt, ass et wichteg ze ënnersträichen, dass sech net all Staten - leider! - eens sinn, ob den Traité soll de legalen oder den illegale Waffenhandel couvréieren. Déi meesch Staten, dorënner d'Europäesch Unioun an d'Amerikaner, déi gesinn den Traité als Régulateur vum legale Waffenhandel, an aner Länner, wéi den arabesche Grupp, wéi Kuba, wéi Nicaragua zum Beispill, hätte gären, dass den Haaptobjektiv vum Traité d'Verhënnerung vum illegale Waffentransfert un net staatlech Acteure soll sinn. A Russland schéngt sech éischter op dëser zweeter Positioun ze artikuléieren.

Fir eis Lëtzebuerger ass et kloer, dass déi zwee Objektiver komplementar sinn. Wann deen Traité effikass ass, fir de legale Waffenhandel ze reguléieren, da wäert dat och derzou féieren, fir den illegalen a fir den irresponsabele Waffenhandel anzeschränken oder souguer ze verhënneren.

Wat de Mechanismus vum zukünftegen Traité ubelaangt, esou wäert all Land d'Soen iwwer seng Arrangementer a Saachen Exportkontroll behalen. Mä et wär juristesch gezwongen, fir eng Evaluatioun vun de Risiken ze maachen, ier et ka Lizenze fir den Export vu konventionelle Waffen ausstellen.

Den „risk assessment", wéi ee seet, soll unhand vu Kritäre gemaach ginn, déi op bestoenden internationalen Obligatiounen an Norme baséiert sinn, zum Beispill der Charta vun de Vereenten Natiounen, internationalem humanitärem Völkerrecht an de Mënscherechter.

An anere Wierder misst den ATT kënne garantéieren, dass keen Transfert erlaabt ass, wann ee Risque besteet, dass d'Waffe vum Keefer oder vum Utilisateur final benotzt ginn, fir schlëmm Mënscherechtsverhandlungen (veuillez lire: Mënscherechtsverletzungen) ze begoen.

Während de fënnef Sessioune vum Comité préparatoire, déi tëschent 2010 an 2012 stattfonnt hunn an déi vum argentineschen Ambassadeur Roberto Moritán presidéiert gi sinn, sinn déi verschidden Elementer diskutéiert ginn, déi an den zukünftegen Traité sollen erakommen.

Dëst gouf op der Basis vun engem Aarbechtsdokument gemaach, wat de President Moritán a sengem perséinlechen Numm - a sengem perséinlechen Numm, ech ënnersträichen dat - presentéiert huet. Dëst Dokument proposéiert eng Struktur, déi am zukünftegen Traité erëmgeholl soll ginn. Et ass wichteg ze ënnersträichen, dass den „draft paper" vum President, deen an Zwëschenzäit och veröffentlecht ass an um Internetsite vum ATT ze fannen ass, keen Text ass, deen an engem juristesche Langage geschriwwen ass an och net onbedéngt d'Struktur vum spéideren Traité soll sinn.

Déi dräi wichtegst Elementer vum Traité, déi zu New York diskutéiert ginn, wäerte folgend sinn: éischtens emol d'Portée vum zukünftegen Traité, wat d'Waffen ugeet, déi sollen ënnert d'Dispositioun vum Traité falen, dann zweetens d'Kritären, déi zréckbehale ginn, fir gewëssen Transferte vu konventionelle Waffen ze verbidden, an drëttens dann d'Ëmsetze vum zukünftegen Traité, virun allem wat de Rapport vun de Vertragsstaten iwwer hire Waffenhandel ubelaangt, wat a mengen Aen dat Wichtegst ass.

Dës dräi Elementer sinn unenanergeknäppt. Wat d'Portée vum Traité méi grouss wäert sinn - dat musse mer wëssen -, wat seng Ëmsetzung méi komplex wäert ginn. A wat d'Kritäre méi komplex sinn, wat d'Ëmsetzung och erëm méi schwiereg gëtt. Doriwwer eraus däerfe mer net vergiessen, dass den Traité muss - muss! - leider mat Konsens ugeholl ginn. Dat heescht, ee Land kann „blockéieren", op Lëtzebuergesch gesot.

Duerfir ass et wichteg, een ausgeglachent Resultat unzestriewe vu virewech, dat berücksichtegt, dass net all Länner déiselwecht administrativ Capacitéiten hunn - och dat muss ee soen -, dass ganz verschidden Ausgangspositiounen an eenzelne Länner sinn, an och, wat hir wirtschaftlech Basis, hire legale Kader an och d'Exportkontrollmechanismen an alles ubelaangt.

Ech wëll hei vläicht och soen, wat den Traité net wäert couvréieren, fir dass mer eis do kloer sinn: Et wäert keen Entwaffnungstraité sinn, mä een Traité, deen - wéi ech gesot hunn - de legale Waffenhandel wäert reguléieren. Et wäerten och keng Dispositiounen an deem Traité sinn iwwert déi national Législatiounen a Saache Waffebesëtz. Et wäert de Staten hiert Recht op legitim Selbstverteidegung net affectéieren. Wichteg Notiounen aus Siicht vu ganz ville Länner, a wann een déi doten ausklamert, huet ee keng Chance vu vireran, fir zu engem internationalen Traité ze kommen.

Et wäert och keng Auswierkungen op de Staten hiert Recht hunn, fir op nationalem Niveau iwwer hir Exportkontrollmechanismen ze décidéieren. An, Här Fayot, den Traité ass och net geduecht, fir de Finanzement vun der Produktioun ze kontrolléieren.

Bei de Streebomme si mer jo dank der Lëtzebuerger Initiativ an engem anere Film. Dir hutt mech gefrot. Mir ginn net midd, fir dass all déi Staten - dat ass eis Obligatioun -, déi den Traité vun de Streebommen net ratifizéiert hunn, fir dat ze maachen a selbstverständlech jo och vill State mat der Zäit derbäizekréien, déi wéi mir och déi finanziell Aspekter dra verankert hunn.

Här President, ech sinn der Opfaassung, dass sech gemeinsam Regelen am Beräich vum Waffenhandel als kruzialen Enjeu fir d'Sécherheet vun all de Länner imposéieren. Den ATT ass fir eis vu grousser Wichtegkeet. Duerfir ware mir och bei de Sessioune vum Comité préparatoire derbäi. 2010, wéi d'Diskussioun nach net wäit fortgeschratt war, do huet Lëtzebuerg e Symposium iwwert den ATT op der Boston University finanzéiert, wou Regierungs- an Zivilgesellschaftsvertrieder d'Méiglechkeet haten, sech iwwer hir Vuë vum ATT auszetauschen.

Den Ausseministère hëlt och am Conseil zu Bréissel um Aarbechtsgrupp deel, dee speziell geschaf ginn ass, fir der EU hir gemeinsam Positioun iwwert den zukünftegen Traité auszeschaffen en vue vun der Konferenz, déi den nächste Méindeg ufänkt.

Wat déi verschidden Elementer ubelaangt, esou hätte mir gären, dass éischtens emol dem Traité seng Dispositioun fir all - all! - konventionell Waffe gëllt, dat heescht, och fir Klengkaliberwaffen an och fir d'Munitioun. Mir sinn also fir déi sougenannten „7+1+1-Formel", déi fir déi siwe Kategorië vun den haapt konventionelle Waffe steet, déi am Moment am „UN Register of Conventional Arms" stinn an déi d'State kënnen op fräiwëlleger Basis notifiéieren, plus da Klengkaliberwaffe plus Munitioun.

Den Traité soll och staark Kritäre virgesinn, déi d'State mussen a Betruecht zéien, ier een Export vu Waffen erlaabt ka ginn. Nieft dem Respekt vun de Waffenembargoen an den internationalen Engagementer soll den ATT prezis Dispositiounen hunn iwwert de Respekt vum internationale Recht virun allem am Beräich vun de Mënscherechter an och vun dem Völkerrecht.

Mir wëllen des Weideren, dass den Traité all Typë vun Transaktioune viséiert, an ech mengen, do - wat de Kolleeg vun der CSV gesot huet - ass et kloer, dass net nëmmen d'Importer - Félix -, dass net nëmmen d'Importer an d'Exporter, mä och d'Transiten an den „transshipment", d'Verléinen, d'Loune vu Waffen an och den „brokering" viséiert sinn. A Lëtzebuerg mat all senge Kompanien ass natierlech domadder implizéiert a gehalen, dat, wat erauskënnt am Traité, och ze respektéieren.

Här President, wéi mer heibannen alleguerte wëssen, ass Lëtzebuerg kee Waffeproduzent. Dat ass jo scho gesot ginn. Hei stelle sech also net déi Froen, déi aner Länner, aner Memberstate wéi Däitschland, Frankräich, Groussbritannien, mä natierlech och Schweden, Italien an d'Belsch och - eis Noperen - stelle mussen, wann et drëm geet, de Waffenhandel international ze reglementéieren.

An eisem Nopeschland Frankräich zum Beispill geet et ëm ee Wirtschaftssecteur, wou 165.000 Aarbechtsplaze sinn an deen 2010 iwwer fënnef Milliarden Euro schwéier war. Zu Lëtzebuerg gi just…

(Brouhaha)

Also, wann Der wëllt... Et ass immens schwéier!

M. le Président.- Ech bieden Iech wierklech, dem Ausseminister nozelauschteren.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères*.- Also, et ass net wéinst menger, mä et ass esou schwéier. Et héiert een dat, et ass en décken Écho heibannen.

Bon, ech wollt soen, zu Lëtzebuerg gi just vun Zäit zu Zäit all Joer al Waffen, déi vun der Arméi ersat ginn, an Drëttlänner exportéiert. Déi sougenannten „biens à double usage", déi also fir zivil a fir militäresch Zwecker benotzt kënne ginn a vun deenen eng Rei hei zu Lëtzebuerg produzéiert gi selbstverständlech - wéi an all Land -, falen net ënnert d'Dispositioune vum Traité.

Déi Kritären, déi d'Aarbechtsdokument vum President Moritán virgesäit an déi erfëllt musse ginn, fir dass ee Waffenhandel ka stattfannen, gi vu Lëtzebuerg schonn ugewannt. An der Europäescher Unioun hu mer nämlech schonn ee legale Kader fir d'Kontroll vun den Exportatioune vu Militäréquipementer an -technologien.

D'Position commune, déi 2008 an deem Beräich adoptéiert ginn ass a juristesch bindend ass, fixéiert eigentlech aacht Kritären, déi fir den Export vu konventionelle Waffe mussen erfëllt sinn. D'Kritären aus dem „Draft-Pabeier" an déi aus der Position commune vun der Europäescher Unioun iwwerschneide sech zu engem ganz groussen Deel. An des Weideren etabléiert d'Position commune och een Informatiounsmechanismus fir d'Refusen, fir Lizenzen auszestellen, an eng Transparenzprozedur.

Et gëtt also schonn en Acquis am Domän vum Waffenhandel, deen d'EU-Memberstaten, also

och Lëtzebuerg selbstverständlech, ëmsetzen, déi duerfir schonn eng gewëssen Experienz an der Kontroll vun de Waffenexporter errongen hunn.

Wat en vue vun der spéiderer Ëmsetzung vum Traité fir Lëtzebuerg méi e wichtege Punkt ass, ass selbstverständlech - et ass hei ugeschnidde ginn - den Transit vu konventionelle Waffen, deen och misst vum zukünftegen ATT couvréiert ginn. Dat fuerdere mir jo och! Och hei schreift d'Position commune vun 2008 scho vir, dass Lizenze fir den Transit mussen ausgestallt ginn.

Den aktuelle Langage, esou wéi en elo am „Draft-Pabeier" steet, gesäit vir, dass d'Lizenzen, déi vum Exportland ausgestallt gi sinn, op Demande beim Transit musse virgewise ginn. Mä wéi scho gesot ass den „Draft-Pabeier" just eng Propos vum President, eng perséinlech Propos vum President vum Comité préparatoire. Déi Dispositiounen, déi e virgesäit, ginn net onbedéngt an där Form duerno am Traité och bäibehalen. Mir mussen elo d'Enn vun der diplomatescher Konferenz ofwaarden, fir genau ze wëssen, wat dann elo a Saachen nationaler Ëmsetzung drasteet.

Fir ofzeschléissen, Här President, géif ech mengen, dass, fir wierksam ze sinn, den ATT esou universell wéi méiglech muss sinn, an déi grouss Produzenten a Keefer mussen e selbstverständlech ratifizéieren, fir dass et e Sënn huet.

Mir verlaangen als Lëtzebuerg e staarken Traité, mä en Traité, deen ausgeglach genuch ass, fir dass e ka vun enger gréisstméiglecher Unzuel vu Länner adoptéiert ginn.

D'Rüstungskontroll ass wesentlech fir den internationale Fridden an déi international Sécherheet. Mir hoffen, dass d'Konferenz am Juli en Traité adoptéiere wäert, deen eis deenen Objektiver e Stéck méi no bréngt.

Perséinlech sinn ech de Méindeg zu New York, fir bei där éischter Sitzung da vun deene véier Wochen och d'Wuert ze ergräifen an d'Positioun vu Lëtzebuerg zu New York ze explizéieren. Ech sinn natierlech bereet, um Enn vun där Konferenz no véier Wochen an d'Chamber zréckzekommen, entweder an de Plenum oder an d'Kommissioun, fir mat Iech dann de Bilan ze maachen.

Ech soen Iech Merci, Här President.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Ausseminister. Domadder wär dëse Punkt ofgeschloss. Mir kéimen dann elo zu der Motioun vum Här Félix Braz iwwert d'Repressioun an Tibet duerch déi chineesesch Autoritéiten. Et hu sech bis elo schonn ageschriwwen: d'Madame Mergen, den Här Fayot an den Här Kartheiser.

Den Här Braz kritt elo d'Wuert als Auteur vun der Motioun. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

2. Motion de M. Félix Braz relative à la condamnation de la répression incessante menée par les autorités chinoises au Tibet

Exposé

M. Félix Braz *(déi gréng), auteur.*- Merci, Här President. Virgëschter, de Méindeg, ass am Conseil vun den Ausseministeren de sougenannten „Paquet Droits de l'Homme" ugeholl ginn. Dee beinhalt e strategesche Kader, en Aktiounsplang an och d'Ukënnegung, dass sech d'EU wëllt e Représentant spécial gi fir d'Mënscherechter. Ze hoffen ass, dass dann an Zukunft hoffentlech just nach mat enger eenzeger an och dofir méi kloerer Stëmm an Europa iwwert d'Mënscherechter geschwat gëtt! Allerdéngs, dat gëllt nëmme fir d'Relatioun mat den Drëttlänner. De Représentant spécial wäert keng Kompetenzen hu bannent der Europäescher Unioun, mä nëmmen - dat ass awer och scho vill Aarbecht - an de Relatioune mat de Pays tiers.

Dat, wat an Tibet geschitt zënter 20 Joer a besonnesch och an deene leschte puer Joer, wäert an deem dote Kontext hoffentlech eng grouss Opmierksamkeet kréie vusäite vum Représentant spécial. Mir wënschen eis och dofir, dass deem seng Nominatioun relativ séier wäert kënne vollzu ginn.

China ass e ganz wichtegen Handelspartner fir Lëtzebuerg, e Grond, fir China mat Intérêt ze kucken, awer och, fir China méi genee ze kucken. Lëtzebuerg ass politesch méi kleng. China ass politesch grouss, ganz grouss a souguer ëmmer méi grouss. E Grond, fir China mat Respekt ze kucken, awer och, fir China mat eisen Iwwerzeegungen ze begéinen.

Tibet erlieft zurzäit op eng drastesch, op eng dramatesch Aart a Weis, wéi déi chineesesch Autoritéite ganz streng Sécherheetsmesuren imposéieren, déi déi individuell Fräiheete vun den Tibeter vun all hirer Substanz vidéieren. Am Besonnesche geet et hei ëm d'Fräiheet, seng Meenung ze soen, an awer och ëm déi reliéis Fräiheet.

Déi chineesesch Autoritéite praktizéieren an Tibet eng kontinuéierlech a steigend Repressioun mat arbiträre Verhaftungen, expéditiven a brutale Razzien op der Strooss, an den Tempelen, awer och doheem. Déi si geriicht géint d'Populatioun am Allgemengen a géint d'Mönchen a géint d'Nonnen am Speziellen.

Zënter 2009, also déi lescht dräi Joer, hu sech 42 Mënschen immoléiert aus Protest géint d'Repressioun a virun allem, fir déi international Opmierksamkeet op d'Situatioun an Tibet ze lenken. Mir sollten och dofir net ewechkucken.

D'Violatioune vun den universelle Mënscherechter si keng intern Fro. Mir dierfen a sollen alleguerten, och Lëtzebuerg, eis Meenung dozou soen. Mir wären dann och net déi Eenzeg, déi hir Meenung soen. Eng Rei vu Länner vun der Europäescher Unioun, d'Europaparlament selwer, fir nëmmen déi ze nennen, hunn an deene leschte Wochen a Méint kloer Stellung bezunn zu deem, wat an Tibet geschitt.

Wann iwwert Tibet geschwat gëtt, erwähne Verschiddener och gären dat féodaalt Tibet, fir ze soen: „Verteidegt déi net ze vill, well esou wéi déi bei sech organiséiert sinn, ass et och fir eis kee Virbild." Doriwwer kann een diskutéieren, dat dierf een esou gesinn. An et muss een och net d'Zoustëmmung zu allem ginn - loin de là! -, wat Tibet duerstellt, mä et gëtt och an all deenen doten Argumenter an eisen Aen als gréng Fraktioun kee Grond, fir Violatioune vun de Mënscherechter ze toleréieren. Dat kann an dierf een net opweien, déi doten zwou Diskussiounen. Et gëtt hei kontinuéierlech a grave Violatioune vu fundamentale Mënscherechter, déi iwwregens och an der chineesescher Verfassung zum Deel verankert sinn, an dat muss een net toleréieren, och net am Emgang mat engem grousse Land wéi China.

Mir hunn an der Kommissioun déi Motioun, déi déi gréng Fraktioun hei déposéiert huet, diskutéiert. Mir hu se och amendéiert a mir brénge se haut an enger Versioun an d'Plénière, déi de Konsens duerstellt tëschent all de Fraktiounen. Dat freet eis - wa mer kéinten haut hei en eestëmmegt Signal un eis Regierung ginn, wat d'Regierung da soll un déi chineesesch Autoritéite weiderreechen.

Mir fuerderen eis Regierung an där Motioun op, de chineeseschen Autoritéiten eis Préoccupatioun auszedrécken iwwert dat, wat a China a speziell an Tibet vu Repressioun geschitt. Mir wëllen, dass eis Regierung deene chineeseschen Autoritéite rappeléiert, wéi enk verbonne Lëtzebuerg mat de Mënscherechter a mat hirer Verdeedegung ass.

Mir erwaarde vun eiser Regierung, dass si déi chineesesch Autoritéite freet, geméiss deenen dote Prinzipië vun de Mënscherechter och ze handelen, andeems se eng ganz Rei Restriktiounen, déi am Moment op den tibetesche Mönche leien, ophiewen.

Mir fuerderen eis Regierung op, sech bannent der Europäescher Unioun derfir anzesetzen, dass et zu enger gemeinsamer Deklaratioun, zu enger gemeinsamer Sprooch, zu enger gemeinsamer Stellungnahm kënnt, wat den Netrespekt vun de Mënscherechter an Tibet betrëfft. Mir froen d'Regierung, d'chineesesch Autoritéiten ze bieden, fir dass den europäesche Représentant fir d'Mënscherechter am Land senger Missioun och kann nogoen, dass et keng Behënnerungen derbäi gëtt, wann den europäesche Représentant fir d'Mënscherechter sech fir d'Situatioun an Tibet interesséiert.

Mir fuerderen och d'Regierung op, d'chineesesch Autoritéiten doranner ze encouragéieren, dass se den Dialog mat de Vertrieder vum tibetesche Vollek am Ausland nees sollen ophuelen, en Dialog, deen zu enger Verbesserung vun der Situatioun soll féieren.

Am leschte Punkt, Här President, hätte mer och gären, dass d'Lëtzebuerger Regierung déi heite Positioun, déi Lëtzebuerger Positioun, déi jo kee Broch duerstellt mat der Vergaangenheet, mä e Rappel, e Weiderféiere vun der Lëtzebuerger Positioun, dass se déi ëmmer nees dann oprechterhält, wa mer multilateral Relatioune mat China hunn, awer och a ganz speziell, wa mer bilateral Relatioune mat China hunn, och wann et ëm déi wirtschaftlech Relatioune geet. Do gëtt et fir eis keng Mauer, déi déi schützt virun engem kriteschen Dialog iwwert d'Mënscherechter a China am Allgemengen an an Tibet am ganz Speziellen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Motion modifiée

La Chambre des Députés,

- vu la position constante du Gouvernement luxembourgeois, soucieux du respect de l'intégrité territoriale de la République populaire de Chine mais aussi de la défense du respect des droits de l'Homme, soulignée par le Ministre des Affaires étrangères le 5 mars 2012 devant la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration;

- hautement préoccupée par l'auto-immolation fin mars à Delhi, en face de l'ambassade de Chine, de Jamphel Yeshi, Tibétain de 27 ans, qui a tenu, selon ses propres dires, à protester contre la répression chinoise au Tibet et tenté par là d'attirer l'attention du monde sur la situation au Tibet après quarante-et-une immolations en deux ans dans l'indifférence générale;

- rappelant qu'il y a eu au Tibet une immolation en 2009, douze en 2011 et déjà vingt-neuf en 2012, et qu'il s'agit d'hommes et femmes de tous âges, aussi bien moines et nonnes que laïcs;

- considérant que ces actes extrêmes ont pour but d'alerter l'opinion publique mondiale contre la répression continue et même croissante (détentions arbitraires, rafles expéditives et brutales) dirigée par les autorités chinoises contre la population tibétaine en général et les moines et monastères tibétains en particulier;

- considérant que les autorités chinoises imposent des mesures de sécurité qui vident de toute substance les libertés individuelles des Tibétains, notamment la liberté d'expression et la liberté de religion, alors même que la Constitution de la République populaire de Chine, en son article 36, garantit le droit à la liberté de religion à ses citoyens;

- considérant que l'accès au Tibet est interdit à tout visiteur étranger pour une durée indéterminée, empêchant l'envoi sur place d'observateurs indépendants;

- considérant que cet état de choses est largement contraire aux dispositions de la Déclaration universelle des droits de l'Homme;

- considérant qu'elle ne veut pas rester indifférente à cette situation;

invite le Gouvernement

- à faire part aux autorités chinoises de la préoccupation profonde de la Chambre des Députés face à la répression menée au Tibet;

- à rappeler aux autorités chinoises l'attachement du Luxembourg à la sauvegarde des droits de l'Homme, dont la liberté religieuse, ainsi qu'à la protection de la culture tibétaine, dans le cadre de l'intégrité territoriale de la République populaire de Chine;

- à demander aux autorités chinoises d'agir conformément aux principes ci-dessus en levant, notamment, les restrictions imposées aux monastères tibétains et en arrêtant la sédentarisation forcée des nomades;

- à s'engager, au sein de l'Union européenne, pour une prise de position commune visant à établir le respect des droits de l'Homme au Tibet;

- à demander aux autorités chinoises que le représentant spécial de l'Union européenne pour les droits de l'Homme, une fois nommé, puisse faire état de la situation des droits de l'Homme en Chine, y compris au Tibet;

- à encourager la reprise par les autorités chinoises du dialogue avec les représentants du peuple tibétain, notamment le gouvernement tibétain en exil;

- à rappeler la position luxembourgeoise lors des rencontres bilatérales ou multilatérales, par exemple dans le cadre du dialogue UE-Chine sur les droits de l'Homme ou lors des rencontres de haut niveau, telles que les Sommets UE-Chine.

(s.) Félix Braz, Claude Adam, François Bausch, Camille Gira, Henri Kox.

M. le Président.- Merci dem Här Braz. Als éischt Riednerin ass d'Madame Martine Mergen agedroen. Madame Mergen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Martine Mergen *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mir als CSV-Fraktioun sinn och der Meenung, dass et wichteg ass, d'Situatioun an Tibet am A ze halen. D'Parallell zu onsem klenge Land, dat jo och heiansdo méi hefteg huet misse fir seng Ofhängegkeet (veuillez lire: Onofhängegkeet) a seng national, kulturell Integritéit kämpfen, läit op der Hand. Déi dramatesch Zeenen, déi sech an Tibet, awer och op anere Plazen am Zesummenhang mat Tibet zoudroen, sinn en Ausdrock vun déiwer Verzweiflung vusäite vum tibetesche Vollek.

Mir wäerten deemno dëser Motioun, sou wéi den Här Braz se elo no där Diskussioun an der aussepolitescher Kommissioun hannerluecht huet, zoustëmmen. D'CSV-Fraktioun ass awer och der Meenung, dass et net duergeet, hei an der Chamber Motiounen ze stëmmen, fir onst Gewëssen ze berouegen.

Virun dräi Wochen hu mer hei de President vun der chineesescher Volleksversammlung empfaangen. D'Weltausstellung war zu Shanghai, de Lëtzebuerger Pavillon e grousse Succès, a vill Lëtzebuerger waren zu dëser Geleeënheet a China gereest. China ass e Ris mat senge ville verschiddene Völker, senge ville Mënschen a senger Wirtschaft.

Et ass onser Meenung no also wichteg, e stännegen Austausch mat de chineeseschen Autoritéiten ze hunn an och ze sichen. Mir, Europa an déi westlech Welt, déi China a seng Ekonomie ëmmer méi oft och op anere Kontinenter ze treffe kréien, musse verstäerkt iwwert de Wee vum Dialog probéieren, zu enger Entschäerfung vun der Situatioun ze kommen.

Eng Léisung op diplomateschem Wee schéngt an der Situatioun, esou verfuer wéi se ass, an am Intérêt vun der ënnerdréckter tibetescher Populatioun deen eenzege sënnvolle Moyen ze sinn.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci der Madame Mergen. Als nächste Riedner ass den Här Ben Fayot agedroen.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, mir hunn et hei mat enger Motioun ze dinn. Eng Motioun, dat ass en Text, dee sech un d'Regierung wennt an d'Regierung freet, fir eng Partie Positiounen anzehuelen. Ech wëll soen, au profit vun der Lëtzebuerger Regierung, dass se an där Fro vu China, an onse Relatioune mat China ëmmer eng kloer Sprooch geschwat huet, och wat d'Mënscherechter ugeet.

Dofir hu mer och an der Kommissioun, wéi mer déi Motioun, deen Text hei gekuckt hunn, dorobber higewisen, dass onsen Ausseminister an de Relatioune mat de Chineesen ëmmer och op de Respekt vun de Mënscherechter, besonnesch an Tibet, higewisen huet. Dat ass dat Éischt.

Dat Zweet: Mir hu jo als Lëtzebuerg déi Positioun, dass mer déi territorial Integritéit vu China respektéieren. Dat ass jo eng konstant Positioun. Dat heescht, dass mer net d'Indépendance fir Tibet froen, mä mir froen eng Positioun vun de chineeseschen Autoritéite vis-à-vis vun Tibet, déi respectueuse ass fir d'Particularitéite kultureller, linguistescher Natur vun där Regioun, an net, wéi gesot, eng politesch Onofhängegkeet.

Mir sinn och eigentlech erstaunt, dass d'Chineesen an deene leschte Joren ofgewach si vun där Positioun, déi si eng Zäit laang haten, fir awer mam Dalai-Lama en vue vun enger gewëssener Autonomie Négociatiounen ze féieren. Et ass schued, dass dat eriwwer ass, an dat bedréckt ons am Fong geholl, dass esou eng Kultur wéi déi vun Tibet elo soll gläichgeschalt gi vun de chineeseschen Autoritéiten. Dofir droe mir dës Motioun mat.

Et gëtt selbstverständlech vun den Tibeter am Exil eng Campagne gemaach, och eng tragesch Campagne mat Immolatiounen, iwwert déi een net einfach esou kann ewechkucken. Dofir menge mer, dass och d'chineesesch Regierung, d'chineesesch Autoritéiten eng humanitär Responsabilitéit hunn, fir mat där Regioun vun Tibet anescht ëmzegoen an hir Particularitéiten ze respektéieren.

An deem Sënn ware mir och bereet, fir d'Motioun vun deene Gréngen, vum Här Braz unzehuelen, ënnert dem Benefiss vun enger Partie Modifikatiounen, wou ech hinnen och Merci soe fir d'Entgéintkommen.

Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Fayot. Als leschte Riedner ass den Här Kartheiser agedroen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir ënnerstëtze selbstverständlech och deen Text, deen eis haut virgeluecht ginn ass. Ech wëll awer dräi Bemierkunge maachen dozou.

Déi éischt ass allgemeng zu de Mënscherechter a China. Et ass richteg, datt mer eis asetze fir d'Mënscherechter an Tibet, selbstverständlech. Et ass awer och wichteg, datt mer net vergiessen, datt am Rescht vu China, am Kärland och ëmmer erëm Mënscherechter verletzt ginn. An ech wëll hei awer kloer soen, datt d'ADR eng Partei ass, déi sech net hanner europäesche Sommete verstoppt, mä direkt ëmmer intervenéiert, och hei bei der chineesescher Ambassade, wa Leit verfollegt sinn.

Mir hunn dat gemaach am Oktober 2010 ënner anerem fir de Liu Xiaobo, am Januar 2012 fir den Chen Wei an ëmmer erëm, wa Leit

a China verfollegt ginn, an Tibet oder soss anzwousch.

Eng zweet Bemierkung ass: Et ass richteg a gutt, datt mer eis hei fir d'Fräiheet an Tibet, fir d'Mënscherechter an Tibet asetzen. Et ass awer bedauerlech, datt d'Regierung 2005 als eent vun deene ganz sielene Länner den Dalai-Lama net empfaangen huet, wou en hei zu Lëtzebuerg war.

Ëmmer dat soll een an Erënnerung ruffen, well et wor keng Stärstonn vun der Lëtzebuerger Diplomatie, wann ee gesäit, mat wéi enger Regelméissegkeet a mat wéi engen Éieren den Dalai-Lama an anere Länner och op Regierungsniveau empfaange gëtt, an datt dat hei zu Lëtzebuerg eis Regierung, déi déiselwecht ass an der Kompositioun wéi haut, net fäerdegbruecht huet.

An en drëtte Kommentar: Et ass alt erëm eng Kéier richteg, datt mer eis fir d'reliéis Fräiheet an Tibet asetzen. Mir sollten eis fir d'reliéis Fräiheet iwwerall op der Welt asetzen. Dowéinst bedauere mir et, mir haten dat schonn e puermol hei ugeschwat, datt eisen Här Ausseminister sech net wëllt asetzen, op jidde Fall net bis elo an net konsequent, fir d'Fräiheete vun där reliéiser Communautéit, déi am Ableck numeresch am meeschte verfollegt ass op der Welt, an dat sinn d'Chrëschten, Här Minister. An do hutt Der répétitiv bis elo Iech net engagéiert.

A mir ruffen Iech op, Iech net nëmmen anzesetzen, wat mer voll ënnerstëtzen, fir d'Fräiheet vun den Tibetaner, d'reliéis Fräiheet, mä och fir déi vun de Chrëschten, notamment an de muslemesche Länner.

Villmools Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Kartheiser. Elo kritt d'Wuert den Här Ausseminister Jean Asselborn.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères*.- Also vläicht op déi lescht Fro do. Ech fänken och un, al ze ginn, mä ech ka mech awer erënneren, virun e puer Méint war eng Debatt am Conseil zu Bréissel, an do hunn ech mech kloer agesat och fir d'Rechter vun all Länner, wou d'Chrëschten an der Minoritéit sinn. An dat ass och generell appréciéiert ginn, et ass souguer e Rapport doriwwer geschriwwe ginn, an ech wäert dann dem Här Kartheiser deen och zoukomme loossen.

Une voix.- Très bien!

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères*.- Wat elo d'Motioun vum Här Braz ugeet, ech géif mengen, dass d'Chamber vollkommen an hirem Recht ass, fir d'Regierung opzefuerderen, ab deem Punkt hei Stellung ze bezéien. All dat, wat Der eis sot, dat huele mer eis zu Häerz, an ech menge virun allem den Ausseminister.

Duerfir géif ech och mengen, dass Der scho recht hutt: D'Situatioun an Tibet ass keng gutt Situatioun. A souguer wann een och mat de Kolleegen an der Europäescher Unioun schwätzt, ass et immens schwéier, fir richteg ze verstoen, wat sech ofspillt do.

Wat mer wëssen, dat ass, dass d'Zuel vun Immolatiounen dramatesch zouhëlt an dass dat eng Ausdrocksweis ass vu Mënschen, déi komplett verzweifelt sinn. Ech hu vill Respekt fir déi ONG hei am Land, déi sech bekëmmert ëm Tibet. Ech hunn och Kontakt gehat mat deene Leit, an et war wierklech ergräifend, wéi se mer erzielt hunn, ënner wat fir Ëmstänn dass Familljen hir Kanner, wa se bis 14, 15 Joer al sinn, iwwert déi héich Bierger schécken, fir an Indien ze landen.

Dir wësst, an Indien - d'Madame Jacobs sëtzt hei - finanzéiere mer jo och Schoule fir déi Kanner, déi aus Tibet kommen, fir déi ze éduquéieren, ze hëllefen ze éduquéieren. An ënner wat fir Konditiounen dass dat geschitt, an och ëmmer ënner Liewensgefor, wou dat stattfënnt! An et muss ee sech och Eltere virstellen, déi hir Kanner iwwert d'Bierger schécken, se vläicht ni méi erëmgesinn, fir dass si méi a Fräiheet liewe wéi d'Eltere selwer.

Duerfir, et ass schonn eppes, wat un ee geet, wann een dat gesäit a wann een et liest. Mir mussen also och op allen Niveauen - als Europäesch Unioun, als Lëtzebuerg - bei de chineesesche Autoritéiten doriwwer intervenéieren.

Den Här Braz huet gesot, dat fält jo elo gutt, e Méindeg hu mer endlech dee Paquet Mënscherechter an der Europäescher Unioun bei den Ausseministeren ugeholl. Wann ech richteg am Bild sinn, war gëschter den Test, fir dee Beschten erauszesichen, deen da wäert de Vertrieder gi fir d'Mënscherechter vun der Europäescher Unioun. Dat ass ee Gebitt, wou e muss operéieren.

Dir hutt gesot, leider net am Innern. Ech hoffen, dass mer am Innern vun der Europäescher Unioun net brauchen och nach e Beoptragten ze hu fir d'Mënscherechter, op jidde Fall keen, deen Ungaresch muss schwätzen oder eng aner Sprooch. Duerfir géif ech mengen, dass hei elo deen eng grouss Verantwortung huet, fir och den Dialog ze féiere mat de chineeseschen Autoritéiten, wat Tibet ugeet.

Mir wäerten dat och an alle Kontakter maachen. An ech wëll och soen, dass an deene Kontakter, déi mer hunn an de Mënscherechtsfroe mat China als Europäesch Unioun, dat selbstverständlech ëmmer eng Thematik ass, ëmmer am Kader och vun der „one-China policy".

Merci!

M. le Président.- Merci dem Här Ausseminister. Domadder wiere mer um Enn vun der Diskussioun a mir kéimen zur Ofstëmmung.

Vote sur la motion modifiée

Ech mengen, mir kënnen déi Motioun à main levée ofstëmmen.

(Interruptions diverses)

De Vote électronique gëtt gefrot?

Une voix.- Jo.

M. le Président.- Da fänkt d'Ofstëmmen un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

D'Motioun ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Marcel Oberweis), Nancy Arendt, MM. Fernand Boden (par Mme Nancy Arendt), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert (par Mme Martine Mergen), Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes (par Mme Christine Doerner), MM. Marc Spautz, Robert Weber (par M. Félix Eischen), Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes (par M. Marc Spautz) et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Ben Scheuer), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Fernand Etgen), Mme Anne Brasseur (par M. Claude Meisch), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Carlo Wagner) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

3. Heure d'actualité du groupe déi gréng sur la réforme du droit d'auteur dans l'époque digitale (suite)

Am Kader vun den Diskussiounen, déi mer gëschter gefouert hunn zur Aktualitéitsstonn vun der Fraktioun vun deene Gréngen iwwert d'Reform vum Droit d'auteur am digitalen Zäitalter gouf eng Motioun déposéiert. Et handelt sech hei ëm d'Motioun vum Här Claude Adam iwwert d'Adaptatioun vun den Droits d'auteur un den digitalen Zäitalter.

Gëschter hat jiddwereen dozou Stellung geholl. Wëllt nach een d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen?

(Négation)

Soss géif ech proposéieren, datt mer doriwwer géifen ofstëmmen. Den elektronesche Vote ass ugefrot.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

D'Motioun ass ofgelehnt mat 39 Nee-Stëmmen, géint 16 Jo-Stëmmen a 4 Abstentiounen.

Ont voté oui: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Carlo Wagner), Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Claude Meisch) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Nancy Arendt), Nancy Arendt, MM. Fernand Boden (par M. Marcel Oberweis), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert (par M. Félix Eischen), Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes (par Mme Christine Doerner), MM. Marc Spautz, Robert Weber (par M. Michel Wolter), Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes (par Mme Martine Mergen) et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par Mme Claudia Dall'Agnol), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry).

Se sont abstenus: MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Domat ass dëse Punkt och ofgeschloss, a mir kommen dann elo zur Question élargie N°27 vum Här Claude Meisch iwwer e méigleche Mëssbrauch vu Chèque-servicen. Den Auteur vun der Fro huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister seng Zousazfro virzedroen, der Regierung stinn am Ganzen zéng Minutten zou.

Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

4. Question élargie n°27 de M. Claude Meisch sur les éventuels abus dans le cadre du système des chèques-services

M. Claude Meisch *(DP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et ass keen neie Constat, datt zënter der Aféierung vum Chèque-service d'Käschten, déi deeselwechte verursaacht huet, explodéiert sinn. Louche mer nach virun der Aféierung vum Chèque-service bei ronn 65 Milliounen Euro, déi iwwert de Statsbudget fir Kannerbetreiung finanzéiert gi sinn, sou si mer elo bei deem Dräifachen ukomm, bei 200 Milliounen Euro, an Tendenz staark steigend.

Ronn 80% vun de Kanner, déi kënnen an de Genoss vun engem Chèque-service kommen, profitéieren och dovunner, dat heescht, bal 78.000 Kanner. 2010 sinn insgesamt iwwert de Chèque-service 29 Millioune Stonne facturéiert ginn, 28% méi wéi nach dat Joer virdrun.

Des Weidere kënne mer dovunner ausgoen, datt déi Tendenz do wäert unhalen, well mer wëssen, datt d'Kannerbetreiung generell wäert ausgebaut ginn, datt se jo gläichzäiteg och nach méi staark wäert am Beräich vum Sport a vun dem Museksunterrecht kënne genotzt ginn, sou datt déi budgetär Belaaschtung och nach déi nächst Joren éischter eropgeet wéi datt se da géif erofgoen oder géif stagnéieren.

D'Regierung huet dann als Reaktioun dorobber och beschloss, am Kontext vun deene gesamte Spuermoossnamen d'Participatioun vun den Elteren am Barème vun dem Chèque-service deelweis och punktuell unzehiewen. Scho bei der Diskussioun zum Statsbudget 2012 hate mer hei eng Diskussioun doriwwer, ob et net Abus-Méiglechkeete géif ginn an deem dote System vum Chèque-service, déi dozou géife féieren, datt d'Dépensen och géifen onnëtzerweis an d'Luucht goen.

D'Madame Familljeministesch huet deemools gesot, datt dat net esou wier. Nun, eiser Meenung no gëtt et awer eng Rei vu Problemer an deem dote System, dee komplizéiert ass, deen opwendeg ass an deen awer d'Dier opmécht fir deen een oder deen aneren Abus.

Mir menge fir d'Alleréischt, datt de Ministère sech keng Méiglechkeete ginn huet, fir déi Stonnen ze kontrolléieren, déi facturéiert ginn, fir ze kucken, ob déi och wierklech prestéiert goufen. De System ass esou opgebaut, datt eigentlech d'Elteren eleng dat dote kënne kontrolléieren.

Nun, zënter Kuerzem huet de Ministère domadder ugefaangen ze kontrolléieren, mä wann een awer weess, datt mer ronn 1.000 konventionéiert Strukturen hunn, da kënne mer eis virstellen, datt dee Contrôle do vun enger anerer Qualitéit misst sinn, wann en effikass soll gemaach ginn, aneschters wéi en haut gemaach gëtt.

De System vum Chèque-service, dee baséiert da jo och op engem Modell vu Stonnen, déi prestéiert gi sinn. Allerdéngs ass d'Realitéit an den Haiser, an de Maisons relais, an de Crèchen, den öffentlechen, awer och de private Crèchë ganz oft eng aner. Do geet et mat Modulen, mat Plagë vun zwou Stonnen, vu véier Stonnen, vu sechs Stonnen, heiansdo awer och emol vu Plein-tempsen a vu Mi-tempsen, wou do d'Kanner dann ageschriwwe sinn, an déi dann awer och verrechent ginn, egal ob d'Kanner präsent ware während deene Plagen, während deene Modulen, oder net präsent waren.

Doduerch kënnt et dann och zu enger gewëssener Intransparenz fir d'Elteren, a gläichzäiteg awer och zu enger Intransparenz fir d'öffentlech Hand, déi net weess, ob déi vill Stonnen, déi hei ëmmer facturéiert gi sinn, dann och wierklech prestéiert ginn. An eigentlech besteet och keng richteg Handhab, well de Règlement grand-ducal iwwert de Chèque-service hei näischt virgesäit, wéi et do mam Ofrechne vun de Stonne soll gehandhabt ginn.

Ech wëll vläicht kuerz do och derbäisoen, datt een zum Deel Versteesdemech och huet fir eng Rei vu Prestatairen, datt dat net ëmmer mat der Stoppauer kann ofgezielt ginn a just dat dierf facturéiert ginn, wat och dann am Minutten-Takt prestéiert ginn ass, well et muss ee schonn dee richtege Kompromëss fannen tëschent der Flexibilitéit an de Stonnen a gläichzäiteg awer och der Qualitéit vun der Kannerbetreiung.

Duerfir menge mer schonn, datt eng ugebrache Stonn duerchaus och soll facturéiert ginn. Mir mengen awer, datt et besser wier, mir hätten hei e klore reglementaresche Kader, datt et net, wéi et bis ewell de Fall ass, de Prestatairë selwer iwwerlooss ass, wéi se dat doten dann ofrechnen, wat fir eng Plagen datt se offréieren a wéi se déi Plagen dann och herno facturéieren. Well hei riskéiere mer awer, datt de Statsbudget lues a lues zu engem Self-service verkënnt, wann déi Prestatairë sech do dierfen zerwéiere wéi si et dann nun eben emol just fir richteg fannen.

Da schéngt et hei am Land awer och nach eng Art Tourismus ze ginn. Et stellt ee fest, datt ganz vill Leit hir Kanner probéieren a Strukturen, a Betreiungsstrukturen ze kréien an där enger oder an där anerer Gemeng, well se dann och grad gären hätten, datt mat deem doten Argument d'Gemeng iwwerzeegt gëtt, fir d'Kanner do kënnen an d'Schoul ze huelen. Dat schéngt ëmmer méi Zoulaf ze kréien. Och an deenen neien, déi jo ganz vill entstane sinn doruechter, deenen neie private Crèchë schénge ganz vill Kanner esou ënnerdaach komm ze si mat deem Argument, fir dann d'Dier opzemaachen, fir se an där entspriechender Gemeng och kënnen an d'Schoul ze kréien.

D'Stad Lëtzebuerg, zum Beispill, do gëtt gesot, datt dat oft scho Pratique courante do wier an, souwäit mir wëssen, ass et och schonn en éischte Fall gi vun enger Crèche, déi do hir Konventioun entzu kritt huet.

Duerfir, Här President, meng Froen un d'Madame Minister, ob si Kenntnis dovunner huet, vun deenen doten Informatiounen. Huet de Ministère awer och eng Iddi vun der Gréisstenuerdnung, ëm déi et hei geet? Wéi vill Stonnen also hei facturéiert konnte ginn, déi net prestéiert goufen? Wéi e finanziellen Impakt huet dat doten op de System vum Chèque-service a wéi eng Aspuerpotenzialer géif et dann och do ginn, wa mer géifen eriwwerwiesselen an en aneren, méi kloer geregelte System? An och, wéi wëllt de Ministère dës Problemer an de Grëff kréien?

Wann de Ministère do keng Chifferen huet, ob de Ministère da wëllt op de Wee goe vun engem Audit, fir sech där doter Saach eng Kéier konkret unzehuelen an dat ze analyséieren a gegebenenfalls dann duerno eng grondleeënd Reform vum System vum Chèque-service an d'Weeër ze leeden.

Merci!

M. le Président.- Merci dem Här Meisch. D'Wuert kritt elo d'Madame Familljeministesch Marie-Josée Jacobs.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Merci, Här President. Ech wëll fir d'Éischt soen, datt mer gesinn, an den Här Meisch huet dat gesot, datt esougutt d'Chèque-servicë wéi iwwerhaapt d'Demande no Structure-d'accueilen an deene leschte Joren enorm an d'Luucht gaange sinn. Et ass wierklech wahrscheinlech méi séier an d'Luucht gaangen do derduerch, datt et Chèque-servicë goufen.

Mä ouni déi géife mer awer feststellen, datt ëmmer méi eng grouss Demande do wier, wat och net verwonnerlech ass, vu datt mer wëssen, datt awer haut ëmmer méi Leit zu zwee wëlle schaffe goen, zu zwee musse schaffe goen oder och Alleinerzieher sinn, also och drop ugewise sinn, datt Structure-d'accueilen do sinn.

Ech denken op där anerer Säit, datt mer alleguerten all Interessi dorun hunn, datt dat och op öffentlecher Säit, esou wäit wéi et nëmme geet, gemaach gëtt. Dofir wier ech och frou, wa mer och méi Crèchen nach géife kréien, déi iwwert de Gemengenniveau gemaach géifen, an net alles dem Privatsecteur an dem kommerzielle Secteur do iwwerloossen, well mer dann domadder och eng gesond Konkurrenz géife

kréien tëschent deenen engen an deenen aneren, wat dann och zu engem Deel géif dozou féieren - fir op déi Punkten, op déi den Här Meisch opmierksam gemaach huet, ze kommen -, fir deenen emol kënne besser ze begéinen.

Mir hu gesinn, datt et mat dem Finanzement... Mir hunn eng ganz Partie vu Leit, net eng ganz Partie, mä et gëtt gesot, datt an deene leschte Joren och déi meescht vun deene Crèchë sechs Euro d'Stonn gefrot hätten. Mir wëssen, datt déi kommerziell Crèchen net eng Convention collective hunn - déi brauche sech also net dorun ze halen, déi ass net d'obligation générale -, domat also hiert Personal net mussen d'selwecht bezuelen, wéi dat bei de Gemenge respektiv an dem konventionéierte Secteur de Fall ass. Dofir hu mer och fonnt, datt mer kéinten do déi op sechs Euro d'Stonn festschreiwen.

Ech hoffen elo just, datt se net dann d'Elteren doen dee Präis bezuelen, well een awer weess, datt déi vill Strukturen net entstane sinn nëmme just, fir engem Freed ze maachen, mä well awer do Leit domat rechnen, datt se wierklech och vill Sue kënnen drop verdéngen.

Mä de Problem, deen ass, dat ass, datt eng ganz Partie vun deene Strukturen - dat, wat Dir och gesot hutt - mat Forfaitë schaffen. An do sinn natierlech eng Partie vu Forfaiten, déi bestinn, mengetwege wou d'Leit forcéiert sinn, e Forfait ze ënnerschreiwe fir sechs Stonnen. Wa se awer nëmme véier Stonnen do sinn, da bezuele si zu engem Deel déi sechs Stonnen, mä mir bezuele se selbstverständlech och mat.

An dofir hu mer an deene Reglementer an an deene Gesetzer, déi mer déposéiert hunn iwwer alles, wat mat der Garde ze dinn huet, eng Partie vu Changementer, déi doranner virgesi sinn. Mir wäerten déi och an der nächster oder an der iwwernächster Woch an der Familljekommissioun virstellen, fir eben domadder ze verhënneren, datt awer do Abusë gemaach ginn an, wéi gesot, d'Leit heiansdo dann..., datt déi Plaze jo net nëmmen eng Kéier, mä och nach heiansdo zweemol an dräimol vu Kanner besat ginn, wat jo definitiv awer net ka wouer sinn!

Dofir, also mir sinn eis däers bewosst a mir wëllen dat eben iwwert de Wee vun de Reglementer mat neie Moossnamen, déi mer doranner festgeschriwwen hunn, regelen. Zum Beispill, datt mer soen, si mussen de Stonnepräis soen a si mussen och den Elteren dee soen, an dat muss an dee Kontrakt, deen d'Eltere mat de Prestatairë maachen, drastoe kommen, wéi vill datt de Stonnepräis kascht, amplaz datt et nëmmen de Forfait ass, deen do berechent gëtt.

Och wann een an enger Struktur fortgeet, war et bis elo esou, datt een do emol keng festgeluechten Zuel hat vun Zäit, wéi laang datt ee misst demissionéieren am Viraus, wat dann dozou gefouert huet, datt heiansdo d'Leit mussen zwee Méint bezuelen a mir déi aner Halschent dovu bezuelen, oder deen Deel, deen eis eben opposabel war. Och dat wëlle mer reduzéieren, datt dat nach héchstens op ee Mount kënnt. Ech kéint mer och, wann dat d'Meenung vun der Chamber oder vun de Kolleegen an de Kommissiounen ass, duerchaus virstellen, datt ee seet, mä et gëtt iwwerhaapt näischt méi do. Also, wéi gesot, do rennt Der bei mir oppen Dieren an.

Dat Eenzegt, wat een natierlech muss wëssen, an Dir hutt dat och ugedeit, dat ass, datt et heiansdo schwiereg ass. D'Personal muss do sinn. Et muss Personal do sinn, och wann dann nëmmen zwee oder dräi Kanner do sinn. Wa mer natierlech elo soen, et däerf nëmme méi an där Stonn sinn, da riskéiert Der natierlech, eng ganz Partie Leit dohinner ze kréien, datt se awer mussen ophalen, well se dann net méi ënnert dem Strëch erauskommen. Si mussen eng Pai bezuelen an et si keng Kanner do.

An dat, wat mech och e bësselche beonrouegt, dat ass, datt mer net op eemol erëm an déi Situatioun kommen, wou d'Leit soen, dat doten, dat kascht eis elo ze deier, da gi mer d'Kanner léiwer net dohinner, mä mer kucken, ob mer net iergendwou en anere Wee fannen, wou et méi bëlleg gëtt, mä awer mam Risiko, datt mer dann awer och déi Qualitéit - wou mer awer eigentlech, mengen ech, alleguerten heibannen enger Meenung sinn, datt mer drop halen, datt déi muss garantéiert sinn -, datt mer déi dann erëm géifen op d'Spill setzen.

Also nach eng Kéier, Här Meisch, déi Saachen, déi Der opgeworf hutt, däers si mer eis bewosst, a mir wëllen deem och iwwert déi Reglementer an déi Gesetzer, déi ewell déposéiert sinn, Rechnung droen.

Merci.

M. Claude Meisch *(DP).*- Här President!

M. le Président.- Merci der Madame Familljeministesch.

Ganz kuerz, Här Meisch, well Dir hutt eigentlech Är Zäit scho bis op déi lescht Sekonn benotzt. Da stellt nach eng Zousazfro.

M. Claude Meisch *(DP).*- Ech wäert mer Méi ginn. Ech wéilt nach eng Kéier op eng Fro zréckkommen: ob d'Madame Minister en Iwwerbléck huet, wat dat doten dann awer kascht hätt, déi Weeër vun Abus, déi awer offensichtlech hei geschitt sinn an déi Realitéit sinn, wat dat de Stat kascht huet, a wat och vläicht d'Aspuerpotenzial wär, wann een elo de System géif änneren.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Vu datt ech elo net genau wousst, wat Der mech géift froen, hunn ech déi dote Fro net menge Servicer gestallt. Ech kann dat awer gären nofroen a kucken, wa mer, wéi gesot, an d'Kommissioun kommen, wa mer dann doriwwer Zuelen hunn, datt mer Iech déi dann och do soen.

Merci.

M. Claude Meisch *(DP).*- An der Rei, Merci.

M. le Président.- Merci der Madame Familljeministesch. Domadder wäre mer och um Enn vun der Diskussioun iwwert dëse Punkt, an da kéime mer elo zu der Interpellatioun vum Här Fernand Kartheiser iwwert déi national Hëllefsstrategie fir Leit ouni Ënnerdaach. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht, an et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Schaaf, Bettel, d'Madame Spautz an d'Madame Loschetter.

D'Wuert huet elo den Auteur vun der Interpellatioun, den honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

5. Interpellation de M. Fernand Kartheiser sur la stratégie nationale d'aide aux sans-abri

Exposé

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mat dëser Interpellatioun wëlle mir d'Opmierksamkeet op e soziale Problem lenken, un deen ee sech nimools däerf gewinnen, och wann een alldeeglech mat him konfrontéiert gëtt.

Op ville Plazen am Land ass de Problem vun deene sougenannten „Strummerten" - dat ass leider ee péjoratiivt Wuert - net ze iwwersinn. Där Leit ouni feste Wunnsëtz gëtt et der geschat eng 250 hei am Land. Si komme meeschtens an engem Nuetsfoyer, wéi zum Beispill dem Foyer Ulysse an der Stad oder dem Abrisud zu Esch, ënnerdaach. Doriwwer eraus gëtt et awer ongefeier nach eng 4.000 Leit hei am Land, déi potenziell vun enger Obdachlosegkeet menacéiert ginn. Et gëtt och Leit, déi kee richtege Wunnsëtz hunn, mä déi op d'mannst fir eng Zäit kënne bei Famill oder Frënn ënnerdaach kommen.

Ursaache fir esou eng Situatioun kënnen et der vill ginn: Drogeprobleemer oder Alkoholismus, Iwwerverschëldung, perséinlech Schicksalsschléi am Beräich vun der Gesondheet oder der Familljesituatioun, Spillsucht, Auswierkunge vun engem psychiatresche Problem, Nowierkunge vu Problemer mat der Justiz, defizitär Sozialiséierung an aneres méi.

D'ADR ass wuelverstanen net der Meenung, datt de Stat sech kann oder soll der perséinlecher Verantwortung vu jiddwerengem fir säin eegent Liewe substituéieren, mä et gëtt awer fir de Stat an d'Gemengen op d'mannst zwee gutt Grënn, fir sech intensiv mat dëser Situatioun ze beschäftegen. Éischtens däerf de Stat net muttwëlleg duerch seng Gesetzer oder Handlungen nach Noutsituatioune verschäerfen oder Leit eréischt an esou eng Situatioun erandreiwen. Dat ass dat preventiivt Argument. An zweetens huet de Stat en Interessi drun, fir déi Leit opzefänken an ze resozialiséieren, fir dee Problem esou kleng wéi méiglech ze halen an de Leit ze hëllefen, nees eng eegestänneg Existenz ouni öffentlech Assistenz opzebauen. Dat ass dat kuratiivt Argument.

Haut ass d'Situatioun esou, datt vill Leit, dacks Bénévolen an Associatiounen, sech ëm déi Leit bekëmmeren. All deenen, déi sech als Streetworker an de Foyeren, op de Sozialämter oder op anere Plazen dagdeeglech fir déi betraffe Leit asetzen, soe mir vun hei aus en häerzleche Merci!

A senger Erklärung zur Lag vun der Natioun am Joer 2011 hat de Premier ugekënnegt, datt mir eng national Strategie géint d'Obdachlosegkeet bräichten. En huet gesot, d'lescht Joer wäre 36 Leit an der Strooss gestuerwen, an en huet gesot, datt mir Wunnoffere bräichten, déi fir déi verschidden Typë vun Obdachlosegkeet adaptéiert wären. An en huet an Erënnerung geruff, datt och déi Leit op der Strooss hir Mënscherechter hunn. Dat gesi mir och esou. Just stelle mir fest, datt mir elo, e gutt Joer méi spéit, nach ëmmer keng esou eng Strategie géint d'Obdachlosegkeet hunn!

Et ass dowéinst sënnvoll, emol ze kucken, wéi wäit d'Regierung mat där Strategie ass, wéi eng Problemer si wëllt upaken an op wéi eng Manéier si dat wëllt maachen an ob si och déi sëllegen Zesummenhäng do gesäit.

A well Dir, Madame Minister, Iech jo ganz militant, besonnesch fir eis weiblech Matbierger asetzt, wëll ech och hei am Ufank gläich eng Bemierkung zu deem Sujet maachen: Déi meeschte Leit, déi hei am Land an den Asyler landen, si Männer. Dat heescht net onbedéngt, datt et géif manner sozial Problemer bei de Frae ginn, mä d'Fraen hu méi a besser Strukturen, fir si an Noutsituatiounen opzefänke wéi d'Männer.

D'ADR verlaangt do jo säit Laangem, datt esou Wunnstrukturen och fir Männer an Nout solle geschaf ginn, och fir Männer, déi Affer vu Gewalt sinn, an och fir Männer, déi misste mat hire Kanner iergendwou ënnerkommen, well am Ableck ass dat net méiglech. Kanner kënnen zum Beispill net mat an de Foyer Ulysse, a Männer, déi an esou enger Situatioun sinn, déi kréien d'Kanner dann normalerweis ewechgeholl an d'Kanner gi placéiert.

Am Ausland si Männerhaiser schonns eng Selbstverständlechkeet, just hei am Land ass et komescherweis oder interessanterweis nach net de Fall an et gëllt een nach ëmmer als fraefeindlech, wann ee sech derfir asetzt, datt och d'Männer mat hire Problemer eescht geholl ginn an datt hir Problemer op eng gerecht Manéier thematiséiert ginn.

Betoune wëll ech awer och, datt mir eis derfir asetzen, datt all déi Leit, déi op der Strooss sinn, mat Respekt a Mënschlechkeet behandelt ginn. Vill Leit schéngen ze vergiessen, datt et net einfach ass, fir sech am Liewen eropzeschaffen, mä datt et ka ganz séier goen a ganz liicht goen, fir d'sozial Leeder erofzefale bis ganz ënnen hin, a wou een dann ugewisen ass op d'Mënschlechkeet an d'Hëllef vun de Matbierger.

Här President, haut kënne mir eng Rei vu Froen identifizéieren a Piste verfollegen, déi zu enger globaler Approche am Problem vun der Obdachlosegkeet féieren. Vläicht sollte mir ons als Alleréischt bewosst ginn, datt d'Kärfro bei dësem Sujet déi vun de bezuelbare Wunnengen, also och déi vum soziale Wunnengsbau ass.

D'ADR hat zum Beispill an hirem Wahlprogramm gefuerdert, datt eng speziell Agence, jiddefalls emol eng Kontaktstell fir Leit soll geschaf ginn, déi ouni eege Schold hire Loyer oder Kredit op eemol net méi kënne weiderbezuelen oder duerch Aarbechtslosegkeet oder Krankheet an esou eng Situatioun geroden. Esou Leit a besonnesch esou Familljen däerfen net op d'Strooss gesat ginn, mä si mussen ënnerstëtzt ginn, wou si sinn. Jiddefalls mussen Iwwergangsléisungen offréiert ginn, déi all dramatesch Entwécklung verhënneren, bis esou Familljen nees kënnen op eegene Féiss stoen.

Wien elo seet, datt dat do deier ass, deen huet net ganz onrecht, mä mir mussen eis bewosst sinn, datt eng temporär Ënnerstëtzung vu Leit an esou Noutsituatiounen d'Gesellschaft ënnert dem Strëch vill méi bëlleg gëtt wéi d'Obdachlosegkeet, Foyeren a vläicht och nach de Placement vu Kanner. Nout verhënneren huet sécher e Präis, mä Nout schafen ass souwuel moralesch net ze vertriede wéi och gesellschaftlech schlussendlech vill méi deier!

Déi, déi un éischter Plaz un d'Finanzen denken, sollte wann ech gelift dann och d'Gesamtkäschte fir d'Gesellschaft gesinn, déi kënnen noutspezifesch generéiert ginn: Urgencen an de Spideeler, psychiatresch an aner medezinesch Therapien, Ofrutschen an en Drogen- oder Prostitutiounsmilieu, polizeilech Interventiounen, juristesch a schlussendlech och pénitentiaire Moossnamen.

Am Ableck gi Leit, déi keen Daach iwwert dem Kapp hunn, an engem sougenannten „Trapesystem" opgefaangen. Fir d'Éischt kënnt e Foyer, Atelieren, betreit Wunnen, a wann dann alles gutt geet, um Enn och nach en eegestännegt Wunnen. Dat kléngt gutt - oder begleetent Wunnen -, dat kléngt gutt, mä et fonctionnéiert net ëmmer esou gutt, wéi et geduecht ass. Dacks geréit een an en Däiwelskrees, wann ee bis an der Foyerswelt gelant ass, a vill Leit kréie sech dann net méi aus eegener Kraaft do erausgezunn.

Dowéinst soe mir, datt et sécher gutt ass, datt et där Foyere gëtt, mä si géréieren de Problem éischter, als datt si e kéinte léisen.

D'Léisung läit mat grousser Wahrscheinlechkeet an engem anere Konzept, deem vum „housing first", wéi dat an Amerika genannt gouf. Dat Konzept ass zu New York getest ginn, oft mat ganz schwéiere Fäll, an huet zu iwwerzeegende Resultater gefouert.

Mir brauchen dezentraliséiert Wunnengen a grousser Zuel, fir Leit an Noutsituatiounen ënnerdaach ze bréngen amplaz op d'Strooss. Dobäi muss net nëmmen de Stat hëllefen, mä och d'Gemengen. D'öffentlech Hand muss fir sech Wunnengen halen, fir Leit kënnen ze logéieren, an zwar méi wéi dat haut scho gemaach gëtt.

Vill Modeller si méiglech: Eegebesëtz vun der Gemeng oder regional Agence immobilière sociale oder Offices sociaux, déi als verantwortleche Locataire géigeniwwer engem Propriétaire agéieren an de Wunnraum dann anere Leit zur Verfügung stellen.

Bei all Modell muss awer och ëmmer un d'Héicht vum Loyer geduecht ginn. Et kann net sinn, datt de Loyer doduerch da klëmmt, well d'öffentlech Hand als Locataire optrëtt, well dee Loyer gëtt jo normalerweis da viruginn un déi Leit, déi et benotzen, an en Zëmmer ouni Buedzëmmer an Toilette, dat kascht haut schonn dacks iwwer 500 Euro, wat och fir vill Leit ze deier ass.

Här President, mir stinn hei virun engem Effort am Wunnengsbau, dee mir einfach musse maachen. An zumools a Krisenzäite geet et drëm, Leit opzefänken, ier si a richteg Nout geroden, an doduerch fir si a fir eis all méi Schlëmmes ze verhënneren.

Wa mir esou Méiglechkeete schafen - an dat musse mir -, da gëllt et selbstverständlech och, de Mëssbrauch ze verhënneren, souwäit wéi dat méiglech ass. Ech krut nach d'lescht Woch op engem Office social erzielt, datt heiansdo hei Leit aus anere Länner ukommen, déi soss näischt bei sech hu wéi d'Adress vum Office social. Dat kann et natierlech net sinn.

Mir mussen och kucken, datt Bierger, déi elo net Lëtzebuerger sinn a keng Openthaltserlaabnis hunn, ënner Konditiounen hei kënnen dann zréckgeféiert ginn, déi human a mënschlech sinn. Am Ableck ass et jo esou, datt se den RMG, dann, wa se en hunn, gestrach kréie fir eng gewëssen Zäit, bis den Dossier traitéiert ass. Dat heescht awer, datt Leit a Familljen dacks méintelaang iwwerhaapt guer keng Ressourcen hunn, ier se dann an d'Ausland ginn, an dat sinn och ganz schwéier Situatiounen. Also, mir musse kucken, datt esou Situatiounen an enger Form geregelt ginn, déi natierlech konform ass zum Recht. Wie keng Openthaltserlaabnis huet, dee kann net heibleiwen, dat ass kloer; mä datt dat awer Situatioune sinn, déi déi Leit net materiell an eng onméiglech Situatioun bréngen.

Zu där Problematik gehéieren och déi fiktiv oder ultrakuerz Aarbechtskontrakter, déi ewell dacks vergi ginn an déi anscheinend jo och, zum Deel wéinstens, derzou déngen, fir sozial Systemer ze exploitéieren oder iwwerméisseg ze belaaschten. An ech mengen, dat ass jo kloer, datt mer esou Situatioune musse mat aller Détermination bekämpfen.

Mä déi reell sozial Nout hei am Land, där musse mer entgéinttrieden, an do mussen eben déi kommunal oder regional Sozialämter eng ganz wichteg Roll spillen. Si kennen d'Leit nämlech an hirer Gemeng am beschten a si kënne vläicht intervenéieren, preventiv Leit beroden, ier si wierklech definitiv an eng Noutsituatioun erofrutschen. Dat heescht awer och, datt mer de Sozialämter mussen déi néideg Personalmoyenë ginn, fir dat kënnen ze maachen.

Mir brauche Leit, virun allem eben Assistants sociaux an Éducateurs, déi disponibel sinn, och fir d'Leit am betreite Wunnen an esou weider ze begleeden, fir dohinnerzefueren, fir datt se hiert Liewen esou eegestänneg wéi méiglech kënnen organiséieren, fir ze kucken, ob se Medikamenter huelen, fir ze kucken, ob et opgeraumt ass, all déi Saachen, déi Dir aus Ärer Praxis jo och wahrscheinlech kennt, Madame Minister.

Mir mussen awer och soen, datt an deene Beräicher, wou Dir Konventiounen hutt, wéi zum Beispill mam Foyer Ulysse, datt mer lech gären ënnerstëtzen, fir zum Beispill am Foyer Ulysse oder an der Téistuff e puer Leit bäizesetzen, wann Der an der Regierung géift derfir plädéieren, well Dir wësst, datt et do och ganz knapp ass mam Personal. Mir géifen Iech och bieden, do eppes ze maachen, fir datt dee Foyer personalméisseg besser dosteet wéi bis elo.

Bei den Infrastrukture misste mer och kucken, datt et wéinstens Schief gëtt, wou déi Leit kënnen hir Saachen aspären, déi do betraff sinn. Dat ass och e Problem, datt se gehollef kréie bei de Pabeieren, well et ass näischt méi traureg, wéi ze gesinn, datt Leit, déi näischt hunn, anere Leit, déi och näischt hunn, nach Saache klauen, oder datt et eng Onsécherheet a Klengkriminalitéit nach an där do Welt gëtt, déi ee vläicht awer duerch e puer Moossnamen am Beräich vun der Infrastruktur wéinstens kéint limitéieren.

Mir wëllen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, datt déi Zuel vun de Leit ouni Daach iwwert dem Kapp däitlech reduzéiert gëtt. Mir kréien de Problem vläicht ni ganz an de Gréff, awer mir mussen hei eng Rei vu Pisten diskutéieren oder Méiglechkeeten diskutéieren, déi kéinten derzou féieren, datt mer déi Zuel vun de Betraffene kéinte reduzéieren. Dat sinn administrativ Froen, wou vläicht kéinte Saache gemaach ginn, oder och - an do kommen ech drop - bei spezifesche Kategorië vu Leit, hir Besoinë verstoen an dann agéieren.

Am administrative Beräich wëll ech hei just emol eng Praxis uschwätzen: Dat ass déi vum „rayé d'office" vun de Leit an de Gemengen. Do gëtt et Diskussioune jo och hei am Kader vu Gesetzer an der Chamber, déi elo an Élaboratioun sinn. Mä mir hätte gär, datt deen „rayé d'office" verschwënnt, a mir froen eis, ob mer déi Leit, déi an enger Noutsituatioun sinn, net sollten éischter d'office bei de Sozialämter umellen, wann et keng aner Méiglechkeet gëtt. Quitte datt da misst gekuckt ginn, bei verschiddene Courrieren, déi vun de Geriichter kommen, oder bei de Recommandéen, wou dann d'Verantwortung fir déi Courriere schlussendlech läit.

Mä déi Praxis, fir och Leit da vläicht um Leschte Steiwer unzemellen - dat gëtt jo och dacks gemaach -, déi ass awer relativ ineffikass an huet och deen Nodeel, datt natierlech iwwerall bekannt ass, datt een, deen um Leschte Steiwer ugemellt ass, eben an esou enger Situatioun ass. Dofir wär et och vläicht besser, op de System vun Iwwergangswunnengen oder op aner Adressen iwwerzegoen.

Leit, déi aus dem Prisong entlooss ginn an déi eng Openthaltserlaabnis hei am Land hunn, déi missten natierlech eng provisoresch Wunneng kënne kréien, wat hinnen och méi liicht géif erlaben, e Patron ze fannen, eng Aarbecht ze fannen, wéi datt mer se dann an eng Situatioun kréien, déi awer - soe mer emol - net preventiv staark genuch ass, fir ze verhënneren, datt se vläicht zréck an eng Kriminalitéit falen. Mir musse kucken, datt se kënnen op den Aarbechtsmaart kommen, a wéi gesot, d'Umellung ass keen onwiesentleche Facteur derbäi, well et fänkt schonn dacks mat der Adress oder mat de Wunnkonditiounen un, déi e Patron influencéieren, ob en eventuell eng Aarbechtsméiglechkeet fir eng Persoun gesäit oder net.

Fir déi Leit, déi keng Openthaltserlaabnis hunn, och do muss ee kucken, datt ee vläicht mat verschiddene Länner schwätzt, fir eng Resozialiséierung ze ënnerstëtze vun deene Leit, zumools an den Nopeschlänner. Et sinn der ganz vill betraff, déi just aus den Nopeschregioune kommen an e puer anere Länner, ob mer dann duerno mat deene kéinte schwätzen, fir eng Resozialiséierung zesummen an deenen Nopeschregiounen ze organiséieren, wou d'Leit hierkommen.

Da brauche mer emol eng Koordinatioun, oder eng besser Koordinatioun tëschent den Institutiounen am pénitentiaire Beräich an de Foyeren, well mir brauchen e Suivi vun deene Leit gradesou wéi vun deenen, déi am Drogemilieu sinn. Heiansdo verléiere mer se einfach aus den Aen, well se aus engem Foyer erausginn oder guer net eran dierfe wéint engem Alkohol- oder Drogeproblem, an anere Foyeren net opdauchen, wat da schlussendlech kann zu Situatioune féieren, wou se op sech gestallt iergendwou an der Strooss sinn an am Wanter eventuell souguer stierwen.

Also, déi Koordinatioun tëschent de Foyeren, och doriwwer sollte mer eng Kéier schwätzen, fir einfach ze erméiglechen, fir de Suivi do ze verbesseren an d'Leit net esou séier aus den Aen ze verléieren.

Dann, wat d'Wunnen ugeet: Och do hu mir als öffentlech Hand e gewëssenen Afloss. Mir si jo amgaang, iwwer e Gesetzesprojet 6252 hei ze diskutéieren iwwer eng Allocation de logement an eng Allocation de loyer. Dat ass wichteg, mä mir wëssen all, datt dat keng einfach Matière ass. Dat Gesetz gouf jo schonn 2011 deponéiert. Den Avis vum Statsrot war jo bekanntermoosse méi wéi kritesch.

D'ADR hätt nawell gär, datt mer vläicht do och virukomme mat deem Gesetz, egal a wéi enger Form elo déi Allocation de logement oder déi Allocation de loyer schliesslech bezuelt gëtt, ob dat an der Aide sociale dran ass oder an enger anerer Form. Mä mir mussen eis froen, ob et richteg ass, fir déi an der Zäit direkt esou ze begrenzen, ob eng automatesch zäitlech Begrenzung richteg ass, well vill vun deene Leit, wa mer elo soen zwielef Méint oder wat och ëmmer, déi si jo och nach no deenen zwielef Méint an esou enger Situatioun. An et geet jo eigentlech drëm, de Leit ze hëllefen, bis se erëm op eegene Féiss kënne stoen, an net onbedéngt an eng Logik eranzefalen, wou mer de Misär just ëm e puer Méint no hanne réckelen. Also, do muss schonn och dorunner geduecht ginn.

Dann ass nach eng Fro, well de Premier hat schonn elo an där leschter Deklaratioun iwwert d'Lag vun der Natioun och un e Mietzouschoss geduecht, deen allerdéngs un de Konditioune vun der Zënssubventioun sech géif orientéieren, an da misste mer och kucken, wéi déi zwou Saachen eventuell am Aklang stinn, ob dat e Problem ass oder net.

Da musse mer och kucken, déi Leit, déi aus der psychiatrescher Behandlung kommen an an enger Situatioun vu betreitem Wunne sinn - „Liewen dobaussen", oder aner Modeller -, do musse mer och froen, ob do wierklech dat dee richtege Wee ass oder ob mer net awer misste méi stationär Better hunn. Well et schéngt esou ze sinn - ech kann dat selwer net beuerteelen, mä et gëtt emol gesot -, datt vläicht Leit ambulant behandelt ginn oder entlooss ginn, déi awer vläicht nach net autonom genuch kënne sinn, fir dat kënnen ze maachen.

D'Fro stellt sech och, wann Hëllefsdéngschter do sinn, déi kucken, datt si hir Medikamenter huelen, an déi Leit wëllen dat net, da si mer och an enger Situatioun, wou se jo awer relativ kuerzfristeg erëm an eng Obdachlosegkeet eventuell riskéieren ze falen, well se keng Therapie méi deen Ableck hunn.

Do misste mer also och kucken, wat dann domadder geschitt, och mat deene Kritiken, déi heiansdo gesot ginn. Dir wësst dat vläicht, Madame Minister, ob dat esou ass, datt verschidde psychiatresch Klinike Leit net méi ophuelen, déi en aggressiivt Verhale géife weisen. Dat musse mer och kucken, ob dat esou ass, well mir kënnen déi Leit jo net einfach dann op der Strooss loossen, wa se awer medezinesch Hëllef bräichten.

Ech wollt Iech soen, Här President, ech huele vläicht e puer Minutte vun där Zäit, déi der ADR nach zur Verfügung steet, sou datt ech, mengen ech, elo keen Zäitproblem hunn, fir mäin Text hei fäerdeg ze maachen.

Eng drëtt Kategorie vu Propositiounen an Iwwerleeunge betrëfft déi Zuel vun auslännesche Leit ouni Daach iwwert dem Kapp hei am Land. Do gëtt et jo Diskussiounen op europäeschem Niveau, well mir si jo net dat eenzegt Land, wat mat där Situatioun konfrontéiert ass, wou mer da missten eng Léisung fannen, fir deene Leit ze hëllefen, fir eventuell kënnen zréck an hiert eegent Land ze kommen. Et sinn der jo och hei, déi aus deene verschiddenste Grënn hei gestrant sinn, fir et emol esou ze soen, an déi einfach net iwwert déi materiell Méiglechkeete verfügen, fir zréckzekommen.

Et gëtt do verschidden Diskussiounen, zum Beispill d'Käschte fir EU-Auslänner mat Pabeieren an Openthaltsrecht hei am Land, do kéint ee jo drun denken, datt déi respektiv Ursprongslänner déi Käschten iwwerhuelen. Fir déi Leit ouni Pabeieren oder Leit aus Drëttstaten, do gëtt jo un en europäesche Fong geduecht, deen dann au prorata vun deenen eenzelne Staten nom EU-Schlëssel soll finanzéiert ginn. An da sollt och probéiert ginn, fir Leit ouni Openthaltserlaabnis hei am Land ze rapatriéieren, souwäit d'Nationalitéit bekannt ass, mat finanzieller Hëllef vun hirer Famill am Ursprongsland oder vun deem Stat. Dat maache mir jo och als Lëtzebuerg, wa mir esou Situatiounen hu mat Lëtzebuerger am Ausland, da maache mir dat jo am Prinzip och.

A wéi gesot, wa Leit sinn, déi mat Sécherheet net méi wëllen zréckkommen an d'Land, mä an esou enger Situatioun sinn an net kënne vun anere gehollef kréien, do kéint een dann drun denken, datt mir se rapatriéieren.

Da beträfft eng aner Kategorie vun Iwwerleeunge preventiv Moossnamen, déi mer kënnen huelen. Do musse mer fir d'Éischt emol kucken, ob d'Gesetz iwwert d'Aide sociale komplett ëmgesat ginn ass. An da musse mer iwwert d'Gesetz iwwert d'Faillite personnelle och weider nodenken. Ech mengen, dat ass jo och elo an der Aarbecht, de Surendettement. Datt mer och domadder virukommen, ass e ganz wichtege Bausteen an där heiter Diskussioun.

Da musse mer kucken, datt mer d'Kontakter tëschent de Foyeren an den Drogestrukture verbesseren. Dat hat ech schonn ugeschwat, well mer eventuell, an dat ass haut de Fall, Leit herno op der Strooss hunn, déi néierens méi suivéiert ginn.

A mir mussen un den Ausbau och weider vun de Sozialbutteker denken. Dat ass eng ganz gutt Initiativ. Do gouf et jo eng Rei Gemengen, déi schonn op dee Wee gaange sinn. Et gëtt anerer, déi dat ugekënnegt hunn. Do sollte mer kucken, datt mer am ganze Land, wéinstens op e puer Plazen am ganze Land, esou Strukture kéinten hunn.

Mir sollten och doriwwer nodenken, ob mer net, fir Leit eng kleng Aarbecht ze ginn, mat deene Sozialbutteker och Aarbechtsméiglechkeeten ubidden, déi awer dann net a Konkurrenz zu private Firme sinn. Mä et gëtt jo esou e Modell am Beräich vun der Wäscherei zum Beispill, wou mer Leit da kéinten - och am Zesummespill -, wou d'Sozialbutteker och kéinte kleng Aarbechte ginn, wat hinnen hëlleft, dann och eng nei Existenz opzebauen.

Dann en anere Sujet, deen eis och préoccupéiert, dat ass de Placement vun de Kanner. Dat ass eng ganz problematesch Saach. Et huet dee Virdeel, datt mer hei zu Lëtzebuerg am Prinzip keng Kanner op der Strooss hunn. Mir soen och all deene Fleegefamillje Merci a mir hoffen, datt et der nach méi ginn, déi bereet sinn, esou Kanner opzehuelen, sech ëm si ze këmmeren an hinnen eng Chance am Liewen ze ginn.

Awer mir däerfen och net aus den Ae verléieren, wéi et dann deene richtege biologeschen Eltere geet am Verhältnis mat deene Kanner. Et ass net, well se placéiert ginn, datt si noutgedrongen do schlecht Elteren hätten, an et ass wichteg, wa Kanner placéiert ginn, fir den Elteren awer dann och kloer ze soen, ënner wéi enge Konditioune si hir Kanner kënnen zréckkréien, wéi de Kontakt mat hire Kanner geregelt ass, also den Droit de visite, a wéi eng Rechter si nach hunn.

Et ass eng ONG hei am Land, déi beschriwwen huet, datt déi biologesch Elteren, mengen ech, wollten, datt d'Kand eng Kommunioun mécht - ech mengen, dat wor d'Beispill, ech si mer elo net méi ganz sécher, mä et war an déi Richtung -, an d'Fleegefamill wollt dat net, oder esou, an do ass et dann zu engem Konflikt komm. An ech mengen, et ass awer wichteg, datt et net aus Aarmut eraus ass - wann dat d'Ursaach ass -, datt d'Leit dann hir Rechter fir d'Éducatioun vun hire Kanner ofgesprach kréien.

Also, do ass eng Zon, wou mer mussen awer kucken, datt déi biologesch Elteren, déi aarm sinn oder an enger Noutsituatioun sinn, awer net doduerch all Rechter op d'Éducatioun vun hire Kanner da verléieren. Et muss och fir si méiglech sinn, déi Kanner dann ënner klore Konditiounen zréckzekréien. Dat fält och an Äre Beräich, d'Gesetz iwwert d'Protection de la jeunesse. Ech mengen, och do muss een da kucken, wéi dat da geregelt ass.

An da musse mer iwwer eng Partie nei Approchen nodenken. Et gouf jo, dat wësst Dir ganz gutt, Madame Minister - dat wor nach an enger Zäit, wou Dir Iech och ëm déi Saache gekëmmert hat - de SAMU social. Dat ass e Modell, deen a Frankräich fonctionnéiert, deen och hei mam Roude Kräiz an engem Pilotprojet dann experimentéiert gouf an deen och ganz interessant ass, quitte datt mir elo numeresch net esou grouss sinn, wéi dat a Frankräich oder esou ass, mä de SAMU social huet eng ganz Partie Méiglechkeeten a Virdeeler. E ka Leit selbstverständlech a materieller Nout beroden, e kann och intervenéieren an anere Situatiounen, bei der Preventioun vun de Suiciden, an e kann - an dat soen ech ausdrécklech hei - vläicht méi räsonéiert intervenéieren a Situatioune vu Gewalt doheem, wéi dat noutwendegerweis eventuell duerch d'Police gemaach gëtt.

Also, dee SAMU social, deen ass polyvalent. Dat si Leit mat enger Experienz, mat enger sozialpädagogescher Erfahrung, déi an enger ganzer Rei vu sozialen Noutsituatiounen - wéi gesot, Suicide, Gewalt, awer eben och materiell Nout - kënnen intervenéieren an d'Leit beroden. An et wär interessant, mengen ech, datt mer net ëmmer an eng Logik erafale vum „tout pénal" an „tout judiciaire", mä wierklech och emol probéieren, op déi soft Manéier do mat Spezialisten ze intervenéieren an ze kucken, ob mer net awer dat Experiment vum SAMU social hei zu Lëtzebuerg erëm sollte valoriséieren.

D'Saisië sinn en anere wichtege Beräich. Vill Leit, déi schaffe ginn - mir haten och gëschter eng Diskussioun, wou schonn doriwwer geschwat ginn ass -, déi schaffe ginn, déi also net den RMG kréien, mä zum Beispill e Mindestloun oder e klengt Akommes, déi falen an eng Noutsituatioun duerch Saisien, déi den RMG net kënne betreffen, an och do musse mer wierklech eng Reflexioun maachen. Dat ass och gëschter hei vum Minister Biltgen, mengen ech, ugedeit ginn, datt et sech muss lounen, fir schaffen ze goen, an datt mer do einfach musse Plancheren anzéien, ënnert déi d'Leit net kënne falen. Och deen, dee schaffe geet, muss nach en Avantage hu par rapport zu deem, deen den RMG kritt.

Jiddefalls ass et esou, datt mir bei deene Kategorië vun Akommes d'Leit net däerfen an de Misär stierzen. Dat hat ech scho ganz zum Ufank gesot, datt et net un eis als öffentlech Hand ass, fir Gesetzer ze maachen, vun deene mer schonn am Viraus wëssen, datt d'Resultat ass, datt d'Leit einfach sech näischt anescht méi kënne leeschten, wéi an e Foyer ze goen. An do musse mer dann eben och emol eng Kéier eng Reflexioun iwwert d'Saisië féieren.

Ech sinn awer gär d'accord - ech hu mer dat och extra hei notéiert -, datt, wa mer iwwer RMG an esou weider schwätzen, dat gëllt jo och fir aner Beräicher vun eise soziale Sécherungssystemer, datt mer de Mëssbrauch, deen et och an deem Beräich gëtt, selbstverständlech musse bekämpfen.

Eng drëtt Pist, déi mer awer och sollten évoquéieren - och dat ass eng ganz kriddelech Diskussioun, mä mir sollten hir awer net aus dem Wee goen -, dat ass d'Situatioun vun deene jonke Leit tëschent 18 a 25 Joer. Déi hu jo keen RMG. Do sinn der awer och derbäi, déi extrem fragiliséiert sinn, déi och keng Famill hunn, déi si kéint ënnerstëtzen, an déi eigentlech dann och an eng Welt erafalen, well se keng aner Méiglechkeet hunn, fir sech opgefaangen ze kréien. Do musse mer driwwer nodenken.

Et gëtt jo eng Diskussioun, déi och am Beräich vun der Europäescher Sozialcharta an esou weider gefouert gëtt. Kee vun eis heibannen oder bal keen, huelen ech un, wëllt eng Gesellschaft, wou ee vun 18 bis zum Liewensenn automatesch vum Stat ënnerstëtzt gëtt. Dat ass net eis Iddi. Mir betoune jo och ëmmer déi individuell Verantwortung vu jiddwerengem fir säi Liewen, awer mir mussen awer och kucken, datt mer verschidde Kategorië vu Leit, déi wierklech extrem fragiliséiert sinn, vläicht kënnen opfänken, alt erëm eng Kéier, well mer als Gesellschaft en Interessi drun hunn, fir déi Leit net ganz déif falen ze loossen an hinnen ze erméiglechen - an et si jo jonk Leit -, fir nach en eegent Liewen opzebauen.

Wann een déi Leit materiell ënnerstëtzt, sief et duerch eng Extensioun vum RMG oder duerch aner Leeschtungen, wéi Dir der och zum Deel am Familljeministère offréiert, da muss awer de Begréff vun der Géigeleeschtung op jidde Fall ëmmer do sinn. Mä ech mengen - fir an enger Situatioun ze bleiwen, wéi mer se elo hunn -, datt déi Leit vun 18 bis 25 Joer kaum Méiglechkeeten hunn, nach een ze hunn, dee se opfänkt, dat ass och keng gutt Situatioun, well mer awer domat vill Problemer kréien.

Dann nach d'Wegweisungsgesetz, do wëll ech och doriwwer schwätzen an dësem Zesummenhang, well mir mussen och wëssen, datt vill vun deene Leit, déi vun doheem erausgeholl gi wéinst Gewalt, keng aner Méiglechkeet hunn, wéi an e Foyer ze goen, an datt och heiansdo domadder de Verloscht vun der Aarbechtsplaz da verbonnen ass.

Dat ass jo awer net de Sënn vun der Saach. Mir sinn eis jo all eens, datt mer wëllen Afferschutz bedreiwen, datt den Afferschutz soll garantéiert ginn a Situatioune vu Gewalt. Mä wann dann déi Leit, déi erausgeholl gi wéinst Gewalt, well se présuméiert Täter sinn, nach ouni Geriichtsuerteel, wann déi dann an e Foyer ginn a se verléieren och nach doduerch hir Aarbechtsplaz, dann ass och Misär geschaf ginn. An och do stellt sech eng Fro vun der Verantwortung vum Stat am Ëmgang mat deene Leit.

Ech wëll déi awer och hei gestallt hunn, well ech sinn, wéi ech dat hei virbereet hunn, och e puermol a Foyere gaangen an ech sinn do Leit begéint, déi an där Situatioun waren, datt se net nëmme vun doheem erauskomm sinn a wahrscheinlech hire Stot definitiv futti ass, mä datt eben och de Verloscht vun der Aarbechtsplaz domat verbonnen ass.

Mir hätte gär, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an ech mengen, ech kann hei mat Sécherheet behaapten, datt mer wahrscheinlech vun alle Parteien de gudde Wëllen hunn an dësem ganz komplizéierten, awer wichtegen Dossier, datt mer Initiativen huelen am administrativen, am legislative Beräich, déi de Problem vun der Obdachlosegkeet hei am Land esou kleng wéi méiglech halen. Mir kréien e wahrscheinlech ni ganz ewech, awer ech mengen, mir hunn eng kollektiv moralesch Verantwortung an e gesellschaftlechen Interessi, fir do ze hëllefen, a mir sollten eis besonnesch a Krisenzäiten deem heite Sujet wierklech net entzéien.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Kartheiser. Als éischte Riedner ass den Här Jean-Paul Schaaf ageschriwwen. Här Schaaf, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Jean-Paul Schaaf *(CSV)*.- Här President, Madame Minister, léif Kolleegen, dem Här Kartheiser seng Interpellatioun un d'Regierung, déi werft, an en huet et selwer gesot, e Sujet op, deen net ganz dacks am Mëttelpunkt steet. Beschtefalls da kënnt d'Thema vun der

Obdachlosegkeet e wéineg an d'Press an domadder jo eigentlech an d'Öffentlechkeet, wann d'Regierung zesumme mat de sozialen Träger d'Wanteraktioun virstellt oder bilanzéiert, déi et zënter, wa meng Erënnerung gutt ass, zéng Joer gëtt an déi doranner besteet, dass eben de Leit iwwert de Wanter en Daach iwwert dem Kapp verséchert gëtt. Wa se an enger Noutsituatioun wieren, kréie se also eng Iwwernuechtungsméiglechkeet garantéiert.

En anere Moment, wou mer alleguerten nach eng Kéier d'Obdachlosegkeet virun Ae gefouert kréien, ass ëmmer dann, wann een Doudesfall op der Strooss antrëtt, wann eng Persoun stierft a mir eigentlech zur Kenntnis mussen huelen, dass deen net op enger anerer Plaz wéi einfach dobausse säi Liewensenn huet missen erdroen. Da fille mer eis muechtlos, mir hunn e Stéck vu Responsabilitéitsgefill a mir froen eis, ob dat hätt kënne verhënnert ginn an ob et iwwerhaapt ze verhënneren ass.

Wann een d'Statistike kuckt, déi am Aktivitéitsrapport vum Familljeministère vun 2011 nozeliese sinn, da stellt een en Uwuesse fest vun der Zuel vun de Mënschen, déi op Nuetsfoyere vun der Caritas, Abrisud a CNDS zréckgräife mussen. Ech wëll just eemol drun erënneren, dass déi Noutstrukturen am leschte Wanter - oder an deem Wanter, deen dokumentéiert ass, fir et richteg ze soen - vu 422 verschiddene Leit opgesicht gi sinn. Wann een awer mat de Leit um Terrain schwätzt, da gesäit een, dass dëst Joer déi Zuel - also an deem Wanter, deen elo eriwwer ass - schonn op 499 verschidde Persoune geklommen ass. Dat ass also eng Steierung vun iwwer 20% an engem Joer!

Déi Erhéijung erkläert sech, zu engem Deel awer nëmmen, och duerch déi vill auslännesch Bierger - den Här Kartheiser ass och op déi Problematik agaangen -, also Leit, déi, gejot e bësse vun der europäescher an internationaler Wirtschaftskris, dann och eng Kéier zu Lëtzebuerg landen an dann eben och hei an den Nuetsfoyeren optauchen. Dat mierkt een eben einfach, dass déi Leit um Wee duerch Europa sinn, gewéinlech nom Motto, hiert Gléck ze versichen op anere Plazen.

Wann dëse Phenomeen och d'Zouhuele vun den Zuelen an den Urgencëfäll zu engem groussen Deel erkläert, dann ass et awer e Phenomeen, deen trotzdeem eng Realitéit duerstellt, där ee sech als Politik an och als sozial Infrastrukturen a Strukture muss stellen.

Déi lescht Wantere konnt allerdéngs, an dat, mengen ech, muss een och hei dierfe soen, alle Mënschen, déi un der Dier ugeklappt hunn, en Ënnerdaach gebuede ginn. Ech wëll duerfir och hei mech deem Merci uschléissen, deen elo just genannt ginn ass, un eis Familljeministesch an awer och un déi sozial Träger fir dee Wanterprogramm, dee se maachen an deen eigentlech zënter dann, wéi gesot, zéng Joer wierklech op deem Plang ee ganz grousse Succès ass.

Et ass och en Aarbechtsgrupp entstanen, fir déi concernéiert Acteuren zesummen ze setzen a fir do och concertéiert Aktiounen an d'Weeër ze leeden.

Wa mer dat esou héieren, dann ass dat jo e Stéck berouegend fir eis, dass déi Noutléisungen effikass funktionéieren, mä dat ass awer net Grond genuch, fir sech elo zréckzeleeën an ze soen: „Et ass alles an der Rei an et muss näischt méi ënnerholl ginn am Thema vun der Aarbechtslosegkeet."

Den Här Kartheiser huet e Pabeier eraginn, do huet en zéng Froen opgelëscht, déi dee ganzen Tableau ronderëm d'Logementsproblematik am Land beschreiwen, vun den Offices sociaux iwwert de Fonds du Logement, vum „rayé d'office" iwwer spezialiséiert Strukturen, vun Dezentraliséierung bis Ariichtunge fir Leit mat psychiatreschen oder Suchtproblemer, vun Exprisonnéier bis hin zu noutwendege Foyere fir Männer an Nout.

Wéi kann een awer elo dee Problem do richteg ëmschreiwen, ouni elo all eenzelne Punkt in extenso ze diskutéieren, a wéi kann een do e bëssen zu enger méi globaler Analys vun der Situatioun kommen, war déi Fro, déi ech mer hei bei der Preparatioun gestallt hunn, an ech wëll probéieren, dat esou ze maachen an och vläicht dann e puer Iddië fir déi national Strategie ze formuléieren.

Allgemeng ass et jo esou, dass de Stat seng sozial Aufgab fir déi Matmënschen, déi ënnert dem Risiko leiden, un de Rand vun der Gesellschaft ze kommen oder ausgegrenzt ze ginn, dass en déi Aufgab doduerjer erfëllt, dass déi sozial Institutiounen, déi dem Privatrecht ënnerleien, Mëttel zur Verfügung gestallt kréien, fir och dës sozial Integratioun sécherzestellen. Déi sozial Träger, an et gëtt der vill, déi iwwerhuele mat extrem vill Fachkompetenz an Engagement a ganz dacks a besonnesch an de Verwaltungsréit, mä awer och doriwwer eraus, ganz vill Aarbechten am bénévolë Beräich, deen een och hei eng Kéier däerf an de Vierdergrond stellen.

Si hunn eigentlech eng Roll vun nationaler Wichtegkeet. Si entwéckelen zesumme mat de Ministèrë vu Famille, Santé, Logement notamment Konzepter a Projeten, déi ëmmer eng adequat Äntwert bidden op ee spezifesche Problem, dee sech bei hinne bemierkbar mécht. Duerch eng Konventioun mam Stat gëtt festgehalen, ënner wéi enge Konditiounen, mat wéi enge Moyenë wéi eng Ziler ze erreeche sinn. An dës Ziler sinn ëmmer dem allgemengen Interessi ënnergeuerdnet.

D'Institutioun iwwerhëlt eigentlech eng staatlech oder eng kommunal Aufgab vu Sozialaarbecht, Sozialhëllef an och Integratioun vu Matbierger, déi zu engem Moment op Ënnerstëtzung ugewise sinn. Ech soen dat hei, well ech wëll ënnersträichen, wéi wichteg déi Aufgab vun de sozialen Institutiounen op där enger an déi vun der Regierung op där anerer Säit ass. An nëmmen zesumme kënnen déi richteg Léisungen ugeduecht a realiséiert ginn.

An de leschte Jorzéngten huet sech dëse soziale Secteur zu Lëtzebuerg staark entwéckelt, souwuel quantitativ wéi qualitativ ass e gewuess no bannen an och no baussen a senger Offer. Wa mer awer iwwert d'Thema vun haut - d'Obdachlosegkeet am engere Sënn - respektiv iwwert d'Noutwendegkeet vu Wunnraum fir Mënschen, déi der Ausgrenzung ausgesat ginn, nodenken, da musse mer eppes maachen, nämlech mir mussen de Froen, déi sech an deem Kontext haut stellen, net eleng mat den Äntwerte vu gëschter begéinen.

Wat sinn awer elo déi Äntwerte vu gëschter, déi och haut nach zum Droe kommen, a wat sinn déi Froen, déi sech haut stellen?

Déi Äntwerte vu gëschter, dat si méi sektoriell Gedanken. Dat heescht, dass adequat Léisungen op spierbar, siichtbar an och dréngend Problemer gesicht gi sinn. Et sinn déi sozial Servicer, déi um Terrain am Alldag an enger Problematik ze dinn hunn an déi dann och fir dës Problematik Léisungsusätz formuléieren, Konzepter ausschaffen, se mam Ministère diskutéieren an déi se dann och mat staatlecher Hëllef ëmsetzen.

Am Wunnengsberäich sinn doduerjer och an deene leschte Jorzéngte ganz spezialiséiert Offeren entstane fir Jugendlecher, jonk Erwuessener, Fraen, Leit mat psychiatreschem Hannergrond, fir Suchtkranker, sougenannt Logements encadrés, Logements à milieu ouvert, 256 sinn der opgelëscht am Rapport bei deene Leschtgenannten. Derniewent natierlech all d'Foyeren an deene verschiddene Beräicher, wéi beispillsweis, et ass zitéiert ginn, „Liewen dobaussen" fir Leit mat deelweis geeschteger Behënnerung oder psychiatrescher Vergaangenheet, oder och Nuetsfoyere vu Caritas, Abrisud, CNDS, Immo-Stëmm, Wunnengshëllef, Agence Immobilière Sociale an esou weider.

Dat sinn alles spezifesch Hëllefen an déi Lëscht ass jo bäi Wäitem net vollstänneg. Déi erfëllen och op eng ganz effikass Manéier hiren Optrag a si sinn och weder haut nach muer ewechzedenken.

Wann ech soen, dat sinn Äntwerte vun haut, dann ass dat wierklech e positive Bilan, well se onendlech ville Leit wierklech déi Hëllef ginn, déi se brauchen. Awer bei wuessenden Zuele vu Mënschen op den ënneschten Träppleke vun der sozialer Leeder muss d'Fro erlaabt sinn, ob dësen Trapesystem - ech soen och e Wuert dozou - eleng richteg ass.

Fakt ass, dass haut vill Leit am aktuelle System dréien - dat huet den Här Kartheiser och gesot, dat ass richteg -, dass se sech an den eenzelne Strukture vun deem sozialen Opfangnetz erëmfannen a si begéinen ëmmer neie Sozialaarbechter. Si sinn no Joren nach vill ze dacks net onofhängeg respektiv net à même, ouni Ënnerstëtzung um fräie Wunnengsmaart Fouss ze faassen.

Dat ass deen aktuellen Trapesystem, dee vum Nuetsfoyer erop iwwer Etappe bis zum autonome Wunnen, wat awer dacks och nëmme betreit Wunnen ass, geet. Ganz vill Leit hale sech laang doranner op, ouni bis op déi iewescht Spross ze kommen. D'Fro, déi sech also stellt, ass déi, ob et net en alternative Modell gëtt, deen zumindest eng Iwwerleeung wäert wier.

Wann et en alternative Modell soll ginn, da muss en dat och sinn, eng Alternativ, an net eng zousätzlech Offer, eng zousätzlech Spross op där Leeder, déi eigentlech ausser zousätzleche Käschten, zousätzlechen Etappen elo näischt bréngt. Da misst et wierklech eng Alternativ sinn. An d'Fro ass jo och berechtegt an deenen Zäiten, an deene mer liewen, d'Fro ze stellen, wéi mer déi Moyenen, déi mer hunn, am effikasste kënnen asetzen. Och dat misst eng Grondlag si vun enger Analys vun esou enger Iddi.

Aus engem Gespréich, wat ech emol hat mam Verantwortleche vun der Caritas fir den Domän Accueil et solidarité, dem Här René Kneip, ass mer ee Saz am Kapp hänke bliwwen, ech wollt deen hei zitéiere vun engem Mann, deen et jo wierklech muss wëssen, dee gesot huet: „Ech hunn nach kee begéint, dee gären op der Strooss lieft."

Dorauser kann een eigentlech eppes ofleeden, wat ech och aus menger Praxis als Sozialaarbechter genausou erlieft hunn. Et ass d'Wunneng, sech iergendwou doheem fillen, ze soen: „Do ass mäint, do ginn ech wunnen", et ass dat, wat wesentlech zur Identitéit an zum Selbstwäertgefill vum Eenzelne gehéiert a wat eigentlech duerch näischt wierklech ze ersetzen ass.

Et gëtt Initiativen aus de leschte Joren, déi eis e Wee weisen, wéi mer zu Lëtzebuerg de Sujet vun der Obdachlosegkeet oder der Wunnengsnout duerch nei Äntwerten op déi Froen, déi sech haut stellen, kënnen ugoen. Ech wëll an deem Kontext net am Detail op déi exzellent Initiativ vun der AIS - Agence Immobilière Sociale - agoen, e Modell, deen, wéi ech fannen, wierklech exzellent ass.

Ech wëll eppes ganz anescht an e puer Sätz erklären, well ech dat och besser kennen a menger Gemeng. Ech wëll déi elo net hei als - wéi soll ech soen? - déi ideal Gemeng do virstellen, mä et ass eben einfach eppes, wat ech kennen, an duerfir kann ech et erklären. A menger Gemeng hu mer viru Joren en ale Bistro kaf, en ale Café, deen et war, an en ass mat finanzieller Ënnerstëtzung vum Familljeministère renovéiert ginn, ëmgebaut ginn an transforméiert ginn an aacht Studioen. E läit matzen am Zentrum a bitt haut an deenen aacht Studioen dann eben och Leit eng Wunnengsméiglechkeet.

Fir awer dozou ze kommen, dass dorauser net eng Laangzäitbewunnung géif ginn an domadder eigentlech deen Noutstrukturcharakter, deen et sollt hunn, sollt ganz verluer goen, hu mer Folgendes gemaach: Déi Leit, déi am Noutfall an och viraussiichtlech temporär op esou eng Wunneng mussen zréckgräifen, déi maachen eng Demande beim Office social - dat war bei deem viregten Office social esou an ass elo bei deem regionalen Office social esou - a kréien dann e Programm vun Zesummenaarbecht gebueden.

Bei dës Zesummenaarbecht, déi mat engem Sozialaarbechter ausgeschafft gëtt, geheiert dann d'Zurverfügungstelle vun enger Wunneng während der Phas, wou gemeinsam un engem Reintegratiounsprojet geschafft gëtt. Jee no Situatioun ass déi Ënnerstëtzungsaarbecht ausgeluecht a si kann all Beräicher vum Liewen a vun de Relatioune vun de Leit: mat Gesondheet, mat Geld, mat Aarbecht, mat soziale Kontakter, mat Scholden an esou weider betreffen.

Interessant ass de Modell eigentlech aus e puer Grënn: Éischtens emol ass et dat, wat mer eigentlech brauchen, eng dezentral Offer op Gemengebasis realiséiert, déi awer doriwwer eraus och Leit aus der Regioun, selbstverständlech an der Rumm vun de Méiglechkeeten, ophëlt. Et ass e Stéck vun deem Trapemodell, deen ech virdrun ernimmt hunn, awer eent mam Zil, ganz séier nees op eng definitiv Wunnsituatioun ze kommen, wéi och ëmmer d'Ursaach ass, fir dohinzekommen. Et ass ëmmer de Projet, fir an eng aner Wunnsituatioun ze kommen.

An et ass e Modell vum Contrat d'hébergement, an net vum Contrat de bail, also eng wierklech Mataarbecht an Zesummenaarbecht am Kader vun enger berufflecher Vertrauensrelatioun, déi de Client stäipt an déi eben dann och als Modell kann dénge fir Leit, déi et net ganz autonom herno iwwer eng länger Zäit packen, déi dann och an enger Vertrauensrelatioun gesinn, wat dat hinne ka bréngen, an déi mat esou engem Modell kënne weiderkommen. Dat kënnen natierlech Nofolgeservicer och leeschten.

Zënter dem 1. Januar 2011 hu mer am Land 30 Offices sociaux, kommunaler a regionaler. Déi hunn an dem Artikel 7 vum Gesetz eng Missioun kritt - ech zitéieren e Stéck vun engem Saz draus: «Il…», also den Office social, «…pourvoit à la mise à disposition d'un hébergement d'urgence.»

Ech denken, dass eng nei Äntwert, déi mer musse ginn, och déi ass, dass dezentral am Land verankert an oder mat den Offices sociaux Strukturen entstinn, déi Mënschen a Wunnengsnout an där Regioun, déi se kennen, kompetent opfänken. Den Haaptakzent ass fir mech dee wierklech vun der dezentraler Offer fir Noutsituatiounen.

Duerch d'Gesetz vun den Offices sociaux sinn och nei Moyenen an déi sozial Servicer am Land komm, wa mer eis erënneren un d'Diskussiounen, déi mer hate bei dem Aide-sociales-Gesetz, wiere mer, am Fong geholl, wann ee bei dem Status quo vun der Personaldecke bliwwe wier, déi an der éischter Linn déi Leit soll opfänken, déi wierklech orientéierungslos sinn an déi a ville Froen am Liewen, déi sech hinne stellen, eng professionell Äntwert brauchen, wiere mer beim Status quo bliwwe mat engem Schlëssel vun engem Assistant social op 10.000 Awunner. D'Gesetz huet een op 6.000 Awunner fixéiert. Dat ass also schonn eng wesentlech Verbesserung.

Ech denken och, dass no 18 Méint Funktionéieren een net kann een definitive Bilan iwwert d'Offices sociaux zéien, mä dass awer déi Offices sociaux duerch hir Professionaliséierung haut, mengen ech, amstand sinn, fir déi Besoinen, deene si am Alldag begéinen, kënne konkret ze formuléieren, fir do kënnen Nimm drop ze nennen a fir dann awer och deen aneren Aspekt ze maachen, nämlech strukturell Projete bei sech, an där Regioun, fir déi se zoustänneg sinn, unzedenken an déi och ëmzesetzen.

Zum Beispill hu mer am Office social Nordstad elo ugefaangen, dann eben och no engem Joer Erfahrung, fir ze soen, dass een elo eng Analys mécht vun den Demanden, déi d'Leit hu fir Sozialwunnengen, net nëmme fir ze wëssen, wéi vill et der sinn, mä och fir ze wëssen, wou se solle sinn a wat fir eng Gréissten dass se eigentlech sollen hunn, well och dat net evident ass. Och e Fonds du Logement huet net Wunnenge fir grouss Famillje beispillsweis. Et ass ëmmer och dat dacks schwiereg.

Dat ass eng Analys, déi elo gemaach gëtt. Dorauser wëlle mer Konklusiounen zéien, fir dass een dann och ebe kuckt, wéi mer zu zousätzleche Sozialwunnengen an deenen néng Gemengen, déi dat do concernéiert, kënne kommen.

Et muss een an deem Kontext ëmmer erëm drop hiweisen, dass de Wunnengsbauminister generéis d'Gemengen ënnerstëtzt, wa se Wunnengen, Sozialwunnenge kafen, bauen, renovéieren, mat 75% vun den Investissementskäschten. Da bleift jo nach ee klenge Loyer, deen een anzitt, deen net onbedéngt duergeet, mä awer quasi duergeet, fir déi aner Käschten, mindestens déi lafend Käschten, ofzedecken. Et ass also fir d'Gemenge kee substanziellen Invest.

Wa mer et also géife fäerdegbréngen, fir d'Noutsituatiounen dezentral opzefänken, eng Projetsaarbecht mat de Leit ze maachen a se domadder an hirer Démarche ze ënnerstëtzen an ze begleeden, wa mer dernieft regional méi Sozialwunnenge géife schafen, dann hätte mer e Stéck vun der Aarbecht gemaach.

Een anere positiven Nieweneffekt dovunner wier eben dee vun enger Désinstitutionnaliséierung, dass also deen negativen Image vun dem groussen Opfanghaus, dem Foyer Ulysse, wéi en ëmmer genannt gëtt, dass deen negativen Image och kéint relativéiert ginn.

Et wäert dem Familljeminister seng Aufgab sinn, dat schéngt mer kloer, hei Weeër opzeweisen, fir dës - wéi ech et nennen - nei Äntwerten ze formuléieren an och Konzepter ze fannen.

Den Interpellant freet och, ob net genuch gemaach gëtt fir de soziale Wunnengsbau. Ech wëll do just verweisen drop, dass, wann een de Paquet Logement vum Wunnengsbauminister Marco Schank liest, da muss een awer soen, dass do en ambitiéise Programm ugeduecht ass. Ech denken, wann dee seng Friichte bis dréit, da wäerte mer dat och am Alldag ganz konkret mierken.

Et bleift eng aner Fro. Et bleift déi e bësselche vum Paradigmëwiessel, d'Fro vun der neier Äntwert op déi generell Problematik vun de Mënschen an Nout. Wa mer haut net méi a Fro stellen, dass mer d'Nuetsfoyeren hunn, dass déi wichteg sinn, da musse mer awer zouginn, dass do Mënsche sinn, déi et net wierklech packen, aus dëser Situatioun erauszekommen. Et ass fir eng Rei Leit esou, dass se aus eegener Kraaft eben de Sprong op e Wunnengsmaart net fäerdegbréngen, se beim Fonds du Logement héchstens op der Waardelëscht stinn an duerch déi vill Openthalter an Institutiounen, medezinescher a sozialer, net méi wierklech Demandeur sinn, no enger weiderer Therapeutiséierung.

D'Alternativ kéint sinn, dann ebe mat der Wunneng unzefänken an et net an deem Trapemodell ze probéieren, an eben och net als Fernzil just d'Wunneng dohinnerzestellen, mä d'Wunneng als Éischt - dat ass eben dat Konzept vun deem berühmten „housing first", d'Wunneng als Éischt -, an ze soen, dat awer kombinéiert mat enger gudder an enker sozialer Betreiung.

Op Franséisch gëtt et ëmschriwwe mat „chez soi d'abord". Et funktionéiert och elo, wann ech dat richteg konnt liesen - ech weess net méi wou -, a Frankräich versuchsweis, wou se dat elo an enger Rëtsch vu Gemenge wëllen no deem kanadesche Modell maachen a wou eigentlech d'Iddi déi ass, dass een aus där Dréidierproblematik erauskënnt, also eng Dréidiergeschicht, déi mer souwuel bei der Wunnengsproblematik wéi awer och an der Psychiatrie kennen.

Dem Obdachlose gëtt dann, wann him eng Wunneng gebuede gëtt, och direkt eng aner Situatioun gebueden. Dat ass jo den Hannergrond vun deem Konzept, eng Plaz, wou e sech doheem ka spieren, eng Plaz, wou en eigentlech ka soen, do kann ech mech elo entwéckelen, an et bréngt och, esou soen d'Erfahrungen, eigentlech eng nei Bereetschaft zur Zesummenaarbecht mat de Servicer an eng nei Motivatiounsaarbecht, déi villes méiglech mécht, wat ee soss net erwaart hätt.

De Familljeministère ass amgaangen - dat ass gesot ginn -, eng national Strategie zum Thema auszeschaffen. Et ass jo en Aarbechtsgrupp, deen dorunner schafft, ënnert dem Thema - sou hunn ech et am Rapport gelies - «Élaboration d'une stratégie nationale contre le sans-abrisme et l'exclusion liée au logement». Iwwert d'Aarbechte vun deem Grupp an d'Konklusiounen, do gëtt et aner Leit, déi eis kënnen doriwwer informéieren, dat kann ech hei net.

Ech wëll just festhalen, dass et kloer ass bei esou enger nationaler Strategie, dass eben all d'Acteuren - an do zielen d'Offices sociaux, zielen déi regional Acteuren, zielt d'national Politik an zielen déi verschidde Ministèren derzou - sech hanner e gemeinsamen Effort, e gemeinsamt Zil musse stellen. Ech wënsche mer, dass dat Zil och ambitiéis formuléiert gëtt.

Et gëtt e puer Beräicher, iwwert déi ech nach wëll e Wuert soen, notamment de Beräich vun der Psychiatrie, wou zousätzlech Méiglechkeete vu virun allem enger kohärenter Betreiung noutwendeg si fir Leit, déi déi psychiatresch Rehabilitatioun hanner sech hunn. De Moment sinn allze dacks déi Leit net méi genuch betreit, zu engem Deel, well se och - an dat ass dat, wat den Här Kartheiser och gesot huet -, déi Betreiung zu iergendengem Moment als net méi noutwendeg, net méi wënschenswäert empfannen a sech wëlle vun där lassléisen an déi och dann net méi wouerhuelen. An dann iergendwa kënnt erëm eng Kéier e Verfalen an déi al Krankheetsbiller, an da geet et an deem Ëmfeld, an deem ee lieft, an der Noperschaft, déi een huet, net méi. Dat ass problematesch, duerfir brauch een eng extern Laangzäitbetreiung.

De Minister vun der Santé hat mer och emol eng Kéier gesot, si géifen dorunner schaffen. Ech weess net, wou dat drun ass. Ech kann Iech op alle Fall als Buergermeeschter e Lidd dovunner sangen, zu wat et ka féieren, wann dat Glidd vun der Laangzäitbetreiung an där doter Kette feelt.

Eng aner Fro, op déi ech awer nach e Saz wëll soen, dat ass déi vum „rayé d'office". Den Här Kartheiser huet hei gesot, dat soll een eliminéieren, den „rayé d'office". Et muss ee soen - ech si jo da Buergermeeschter vun enger Gemeng -, da komme mer och dacks zu deene Situatioune vum „rayé d'office", notamment dann, ech wëll e Beispill ginn, wann een neie Locataire sech umelle kënnt an e kënnt dann an de Populatiounsbüro an da kritt en do awer vum Beamten d'Äntwert: „Ech kann Iech net an där Wunneng umellen, well do wunnt nach een dran." An da muss een awer feststellen, dass do vläicht scho méi laang kee méi dra wunnt, mä dass dee Locataire virdru sech net ofgemellt huet an dass ee jo och keng Méiglechkeet huet ze wëssen, wou deen dann higaangen ass. An da gëtt deen „rayé d'office", well e jo eigentlech net méi do ass. Ass en an d'Ausland? Ass e fort? Dat weess da keen. Mä et kann een d'Wunneng jo net blockéiere fir deen, deen als Successeur en droit ass, fir dohinner wunnen ze kommen. Dat ass e Problem, dat ass eent vun de Beispiller vum „rayé d'office".

Déi Prozedur huet also och hir Berechtegung, an de kommunale Regëster soll jo och déi reell Situatioun erëmspigelen. Well awer elo mat där Umellung respektiv mat der Ofmellung mam „rayé d'office" eben och sozial Rechter gekoppelt sinn - RMG, Kannergeld, Chèques-services, Zougang zum Office social an anerer -, ass deen administrative Geste schonn eng ganz problematesch Geschicht, an duerfir wäerte mer am Registre communal mussen där dote Fro wierklech nogoen, wéi een dat kann anescht léisen, wéi d'Leit um Parking virum Foyer Ulysse unzemellen.

Mir sinn eis bewosst op där anerer Säit, dass och d'Réinsertioun vun den Exdétenuen eng grouss Erausfuerderung ass - dat ass eng spezifesch, dat ass kloer -, déi faute de mieux kéinten op al Musteren zréckgräifen, wa se an d'Gesellschaft zréckginn.

Et muss ee jo awer soen, dass eng rezent Initiativ vun der Regierung ervirzehiewen ass op deem Punkt, déi eben d'Aglidderung vum Détenu a senger Prisongszäit an d'Gesellschaftsliewe verbessere soll mat engem Gesetzesentworf, deen Ufank des Joers déposéiert gouf an deen e Contrat volontaire d'insertion virgesäit. Et ass ëmmer deeselwechte Prinzip: dee vun der Zesummenaarbecht, eppes, wat haut d'Agents de probation vum SCAS scho maachen, awer net kënnen an där Villfalt maachen an an där breeder Rumm maachen, wéi et noutwendeg ass. Mä dat soll jo iwwert dat dote Gesetz nei geléist ginn.

Dee leschte Punkt, op deen ech nach wëll kuerz agoen, dat ass déi Fro vum Foyer fir Männer an Nout, déi hei opgeworf ginn ass. D'Ministesch Françoise Hetto huet sech där Fro jo ugeholl, huet och do hir Bereetschaft erkläert, ass amgaangen, vill Démarchen dofir ze maachen. Mir haten och an der Kommissioun schonn driwwer Rieds a wëlle jo och dëse Summer e Büro fir Männer an Noutsituatioune schafen, dee méiglecherweis och duerno soll dezentral funktionéieren, deen och soll vernetzt gi mat anere Strukturen, déi do sinn, a wou eben och an enger zweeter Phas déi aner Froe beäntwert ginn, déi hannendrukommen an déi richtegerweis esou sinn, dass dacks méi Männer betraff si wéi Fraen. Bei Schoulofbroch, beim Suchtverhalen, och bei der Wegweisung, och bei engem Wunnverloscht no enger Trennung an esou weider sinn et ebe méi Männer, déi dorënner leiden, an duerfir erhofft d'Ministesch sech dann och vun deem Büro nei Erkenntnisser, wéi eng Äntwerten een dorobber muss ginn.

Voilà, ofschléissend, fir et awer an e puer Sätz ze résuméieren: Éischtens emol wéilt ech soen, dass de Sujet vun der Obdachlosegkeet keen Tabuthema ass. D'Regierung huet dee Sujet op de Leescht geholl a schafft jo mat Fachleit un enger Stratégie nationale. Och op EU-Niveau huet am Kader vu sozialer Inklusioun d'Aarmutsbekämpfung en Thema fonnt.

Zu Lëtzebuerg hu mer villes gemaach am soziale Secteur. Et gëtt vu villen Acteuren och eng exzellent Aarbecht um Terrain geleescht. Déi Aarbecht kann, dat ass richteg, besser koordinéiert ginn, an eng gemeinsam Zilsetzung soll an dësem Beräich formuléiert ginn. Mir brauchen dezentral Strukture fir d'Noutsituatiounen am Wunnengsberäich. Dat ka respektiv soll mat den Offices sociaux realiséiert ginn. Ech hunn ee Modell zitéiert. Et ass sécher net „der Weisheit letzter Schluss", mä et soll een awer do no Äntwerte sichen.

Mir brauchen do dernierft eng Laangzäitbetreiung fir Mënschen, déi eleng net an allem gutt zu Wee kommen. Dofir gëtt et Servicer, wéi de Service d'accompagnement social vun der Ligue oder Servicer, déi d'Offices sociaux kënnen och ubidden.

Da brauche mer spezialiséiert Strukture fir Leit mat verschiddene Problematiken, wéi d'Suchtproblemer, Exprisonnéier, Leit aus der Psychiatrie och. Oder och fir eeler Leit mat psychiatreschem Hannergrond brauche mer sécher eng Kéier eng nei Struktur, eng Zort psychiatrescht Altersheim.

Dat Konzept vum „housing first" oder „Wunne fir d'Éischt" soll een och zu Lëtzebuerg op seng Machbarkeet hi préiwen. Et versprécht menger Usiicht no e mënschlechen Usaz vun héijer Qualitéit, eng besser Integratioun an e besseren Asaz och vun de Geldmëttel wéi ebe justement eng Aweisung an en Heim respektiv e Réckgréff op d'Nuetsfoyeren.

Souwäit zu deem, wat ech heizou wollt bäidroen, zu deem, wat ee kéint ënnert dem Kapitel „E puer Äntwertversich" op déi dote Problematik ofschléissen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Schaaf. Als nächste Riedner ass den Här Xavier Bettel agedroen. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, Madame Ministesch, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Sans-abrisme ass e vastë Sujet. D'Ursaache vum Sans-abrisme - et gëtt keng richteg Definitioun, wéi een op eng Kéier e Sans-abri gëtt, ausser dass ee vun haut op muer keng fix Adress oder op jidde Fall kee fixen Ënnerdaach méi huet. Et kann als Suite vun enger Scheedung kommen, et kann eng Depressioun sinn, et kann de Chômage sinn, et kann de Surendettement sinn - an dovunner gëtt net oft genuch geschwat -, et kënnen Droge sinn, et kënne Problemer sinn, an et sinn einfach Leit, déi och einfach keng Struktur wëllen, dat soll een och wëssen: dass ee probéiert, deenen ze hëllefen an dass se a keng Struktur wëlle kommen.

Zu Lëtzebuerg gëtt et Strategien, déi vun der Madame Ministesch développéiert gi sinn. Den Thema bleift awer, ausser bei de concernéierten Associatiounen, largement an nach extra och viru Chrëschtdag ganz oft, wou een dann den Noël fir de Sans-abri gesäit, e sensible Sujet, awer déi aner iwwer 300 Deeg am Joer e Sujet tabou, vun deem kee schwätzt. Dat soll een och soen! Well jiddweree seet dann: „Oh, déi di mer awer leed!" viru Chrëschtdag, mä vergësst se dann. Schonn nom 1. Januar si se scho meeschtens vergiess. An déi Leit sinn net nëmme Sans-abri fir Chrëschtdag, mä si meeschtens Sans-abri fir eng gewëssen Zäit.

(M. Paul Helminger prend la présidence.)

Dir hutt jonk Leit, Dir hutt Fraen, Dir hutt Männer, Dir hutt Lëtzebuerger, Dir hutt Netlëtzebuerger, Dir hutt vun allem. Dir hutt Leit, déi un der Nol hänken, Dir hutt Leit, déi um Alkohol hänken, an Dir hutt Leit, déi weder nach, mä déi einfach a keng Struktur och wëllen. Dat heescht, et ass schwéier, elo de Profil vun der Persoun, déi keen Abri huet, ze maachen.

Wat ee ka maachen, do muss ech Iech soen, Här President, dat ass emol e Foyer ze hunn, e Foyer, deen net ze contraignant ass, well wann en ze contraignant ass, geet eng Persoun net dohinner, e Foyer, wou e weess, dass e kann en Iwwerdaach fannen, wou e weess, dass en och eppes kann iessen. Mä ass dat d'Léisung vum Problem? Ass d'Léisung net, dass een e Suivi mécht?

Ech muss Iech soen, dass do all déi Projeten, déi lafen, déi elo virdrun deen een oder deen anere schonn zitéiert huet, an déi d'Madame Loschetter doudsécher als nei Sozialschäffin vun der Stad och wäert zitéieren, fir de Leit e Suivi ze ginn, fir ze kucken, méi an d'Indépendance ze kommen, de But si vun enger Politik, déi an déi Richtung sollt goen.

Den Haaptproblem vum Sans-abrisme ass a bleift jo awer de Logement. Den Artikel 26 iwwert d'Aide sociale gesäit vir normalerweis, dass d'Gemenge missten den «...logement pour toutes les personnes qui ont leur domicile sur le territoire du Luxembourg» ginn, an dat iwwert den Office social. Als Gemeng, als Haaptstad hu mir selbstverständlech och eng sozial Roll. Mä ech wëll do wierklech nach eng Kéier en Appell maachen.

An dat mierkt ee jo meeschtens, Här President, dass, soubal e Centre culturel, eng Schwämm soll gebaut ginn, do iwwer 100 Gemengen de Fanger an d'Luucht strecken, mä wann et drëms geet, sozial Strukturen ze kréien, dann déi meescht sech verstoppen. Ech muss Iech och soen, dass ech d'Fixerstuff - ech huelen e Beispill elo, et gëtt nëmmen nach, et gëtt haut nach ëmmer eng Fixerstuff an dat ass déi, dat ass den Abrigado op der Gare, et gëtt soss keng aner -, ech ka mech erënneren, als jonken Deputéierte virun 13 Joer, wou ech gesot kritt hunn - ech weess, et ass net Ären Dossier, Madame Jacobs, mä Dir gehéiert der Regierung un, dofir erlaabt mer, dass ech Iech dat awer just soen -, dass...

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Selbstverständlech!

M. Xavier Bettel *(DP).*- ...dass da gesot ginn ass, et misst eng Dezentralisatioun vun de Strukture gemaach ginn an och eng am Süde kommen, wou ech jo weess, dass d'Madame Spautz mat der Regierung - dat hu mer jo suivéiert op der Télee - an Diskussiounen ass. Mä ech wier och frou, dass déi am Norde sech och bewosst sinn, dass et och do Toxicomanë gëtt an dass net all Toxicomane vun Esch oder aus der Stad ass, mä dass et der och zu Ettelbréck, zu Dikrech oder am Norde gëtt.

Ech mengen, den Här Schaaf huet scho gesot, si bräichte keng, si hätte kee Problem domadder. Ech muss Iech just soen, Här President, ech soen et nach eng Kéier, dass et och Problemer, sozial Problemer gi beim Här Schaaf an der Gemeng oder nach an aner Gemengen, dass een dat och net sollt vergiessen. Wann een...

M. Jean-Paul Schaaf *(CSV).*- Dat huet Der vun engem Vertrieder vum Ministère gesot kritt.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Jo, ech krut just matgedeelt, dass Dir gesot hutt, Dir bräicht keng. Ech hunn och, Här Schaaf, matgedeelt kritt iwwert d'Logements sociaux, wa gekuckt gëtt iwwert déi lescht Demande, déi gemaach ginn ass vum Ministère, wien nach Logements sociaux brauch. D'Gemeng Lëtzebuerg schreift, mir hätte 571 Logements locatifs a mir hätten nach eng Rëtsch vun Demanden, déi non satisfaites wieren; Esch och, Schëffleng och, Hesper och, Péiteng och, Wolz och. An Ettelbréck: «cinquante logements locatifs, a indiqué n'avoir pas besoin de plus»!

Also ech muss soen, d'Liewensqualitéit zu Ettelbréck muss jo einfach fantastesch sinn, dass een emol keng Sozialwunneng méi brauch zu Ettelbréck! Do sinn d'Leit..., dat ass esou e bësse Monaco: Si hu keng Drogeproblemer, si hu keng Strummerten, si brauche keng Sozialwunnengen!

(Interruptions diverses)

Ech wosst net, dass dat op jidde Fall de Cachet wier, deen den CSV-Député-Maire vun Ettelbréck op jidde Fall senger Gemeng wëllt ginn. Ech insistéieren: Wëllt ginn! Well, gleeft mer et, sozial Problemer gëtt et och zu Ettelbréck!

M. Jean-Paul Schaaf *(CSV).*- Kommt eng Kéier schwätzen.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Et gëtt eng Rëtsch vu Strukturen, déi ee brauch - Dir hutt eng Kéier d'Célibatairen, Dir hutt eng Kéier d'Familljen, an déi eng an déi aner, déi vun haut op muer kënnen op der Strooss sinn -, fir si richteg kënnen ze empfänken. Mir hunn eng Rëtsch vu Leit, an déi sinn net ënnert dem Sans-abrisme, mä gleeft mer et, déi sinn ënnert dem „mallogement"! Dat sinn d'Cafés-Zëmmeren, wou ech och ganz frou sinn, dass verschidde Gemengen eppes wëlle maachen. Well dat si meeschtens Leit, déi schonn net vill hunn an déi dann nach ganz vill bezuelen, fir op ganz wéinege Meter-carréé schlecht logéiert ze ginn, ënner enger Trap, ouni Luucht, ouni Elektresch, a ganz geféierleche Situatiounen. An dowéinst ass et och ganz, ganz wichteg, dass een och déi Leit hëlt. Well meeschtens, als Gemeng, wann een do dann zoumécht, ass et schwéier an et weess een net, wou déi eng oder déi aner Leit hikommen. Mä dat dote si Leit, déi hunn awer en Iwwerdaach.

Komme mer elo zréck zu deene Leit, déi keen hunn, an ech fänke bei deene méi Jonken un. An net méi spéit wéi virun e puer Méint hunn d'Madame Ministesch, d'Madame Loschetter an ech selwer, ech wëll net soen „d'Chance" gehat, well et ass leider keng Chance, e Foyer opzemaachen op der Gare, wou Mineuren, Mannerjähreger kënne logéiert ginn. Et ass e Refuge pour jeunes: d'Péitrusshaus. An d'Police selwer seet eis, dass ongeféier 50 Mineuren den Dag - 50 Mineuren den Dag! - op der Strooss schlofen. Dat sinn déi Zuelen, déi se eis deemools gesot hunn: 50 Mineuren, déi, ech soen elo net bei enger Frëndin, bei enger Tatta, mä op der Strooss géife schlofen!

Et ass net, well ee se net gesäit, dass et se net gëtt. Well ganz oft gëtt beim Sans-abrisme gemengt, dass ee se muss gesinn. Neen! Et gëtt eng ganz Rëtsch vu Leit, déi ënner Brécke schlofen an op verschidde Plazen, wou kee se och gesäit. Dee Refuge ass leider eng Realitéit a war och e Besoin. An dat ass e Beispill, wat mer aus Däitschland geholl hunn, fir an der Stad opzemaachen. An do si Kanner vun 12 bis 18 Joer, wou mer dann och kucken, Médiatioun ze maachen, fir d'Kanner op eng riicht Bunn ze kréien. Mä dat sinn där potenzieller Clienten, déi Der duerno an engem Foyer Ulysse kënnt zréckgesinn.

De Sans-abrisme ass och e Cliché ganz oft fir verschidde Leit. D'Leit mengen, dass e Sans-abri muss mat enger Dräi-Liter-Fläsch op enger Bänk sëtzen, soss ass et kee Sans-abri. Dir hutt verschidde Leit, déi ganz diskret sinn, wou Der et net géift mierken, dass se souguer e Sans-abri sinn, dass se keen Doheem hunn an dass se dann no där enger oder no där aner Léisung kënne kucken, fir en Iwwerdaach ze fannen.

Dir hutt awer verschidde Leit, déi profitéiere vun enger prekärer Situatioun och. An dat ass ganz oft. Mir kréien elo gesot, et sinn, op gutt Lëtzebuergesch gesot: Et sinn d'Strummerten, et sinn d'Clocharden. Et ass dee Cliché, et ass deen Numm, deen een da benotzt fir eng Persoun, déi einfach keen Daach iwwert dem Kapp huet. Verschidde Leit si wierklech an enger prekärer Situatioun an do ass et och wichteg, dass en Office social virun allem se och empfänkt a kuckt och, an déi eng oder déi aner Richtung ze goen.

Andeems ech awer och soen a mer bewosst sinn, dass deen een oder deen anere sech net hëllefe léisst! Net hëllefe léisst, dat sollt een och wëssen! Et kann een net de Gemengen oder der Regierung d'Schold ginn, wa verschidde Leit net an eng Struktur ginn. Mir hu verschidde Leit, do kënnt Der maachen, wat Der wëllt! Dir kënnt se mat der Hand huelen, Dir kënnt se an de Foyer huelen - déi wëllen am Wanter, wann et minus 20 ass, net an e Foyer schlofe goen! Dann droe mer deenen e Rucksack - e Schlofsak, pardon -, e Schlofsak an eng Decken an e waarme Kaffi, fir dass se net erfréieren. Mä déi wëllen net an iergendeng Plaz.

(Interruption)

Mä dat gëtt et, Madame Loschetter, dat gëtt et.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Een!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Jo, mä mir haten déi Jore virdrun der och scho méi. Mir hate scho Leit, mä da musse mer se siche goen an och sur place bréngen.

Da kritt Der da ganz oft vu Leit gesot: „Jo, mä dann heesche se och esou vill. Da si se op der Strooss a si heeschen, oder si si voll a si stéieren." Ech muss Iech soen, dat mam Heeschen ass e Phenomeen, dee bestëmmt net agréabel ass, a verschidde Leit fille sech agresséiert, wa se do een hunn, um Maart zum Beispill, samschdes moies oder mëttwochs moies, wou Der dann op eng Kéier fënnef oder sechs Leit hutt. Mir sinn eis ganz bewosst: Een, deen an enger ganz prekärer Situatioun ass, ass eppes aneschters wéi eng kriminell Band, déi ganz oft aus dem Ausland kënnt, fir hei ze heeschen, an da moies mam Zuch ukënnt an owes nees zréckgeet.

Dat heescht, et steet kengem op der Stir, a wéi enger Situatioun dass en ass. Et steet kengem op der Stir! Dat heescht dowéinster, et soll ee wierklech de Leit, amplaz elo just en Euro ze ginn - oder verschidde Leit kafen eppes fir z'iessen, wat scho méi néideg ass wéi elo einfach Suen -, ass et vläicht gutt, de Leit ze erklären, an dowéinster och e waarmen Appell, amplaz de Leit Suen ze ginn, ass et vill besser, dass een de Leit seet: „Gitt an den Office social, kuckt, dass een Iech hëlleft", fir ze évitéiere justement, dass mafiös Banden iwwer esou Saache profitéieren.

E Sans-abri huet dann, an dat sinn och Saachen, déi mussen ënnerstëtzt ginn, an d'Ministesch mécht dat och, mä dat muss och nach weider gemaach ginn: Dat sinn déi Vollekskichen. Ob dat elo eng Vollekskichen ass, ob dat en „Cent Buttek" ass, ob dat eng Banque alimentaire ass, dat sinn alles Strukture fir eng Persoun. Dir hutt verschidde Leit, déi einfach aarm sinn, déi doheem sinn, mä déi awer muer potenziell Sans-abrië kënne ginn. Well et ass jo rar, kommt, mir sinn eis eens, dass een...

Mä dat gëtt et och: Et gëtt Leit, déi Suen haten, déi vun haut op muer op der Strooss waren. Et soll een net nëmme mengen, dass et eng Chute ass, déi esou geet. Et kann och ganz séier goen, a vun haut op muer, duerch en Divorce, duerch en Alkoholsproblem, duerch e Schock, duerch iergendeppes, wou ee ganz séier erofkënnt. An dowéinst ass et och ganz wichteg, dass een op jidde Fall de Leit och déi néideg Hëllef gëtt, déi néideg Orientéierung an heiansdo einfach en oppent Ouer. Heiansdo einfach en oppent Ouer, fir och ze kucken, wéi se komme vun där enger oder aus där anerer Situatioun.

A selbstverständlech soll een och ophalen ze soen, do si verschidde Leit, déi mer soen: „Déi kréie jo den RMG alleguer." Dat kritt een da gesot. Dat heescht dann: Da solle se och schaffen. Wa se den RMG kréien, solle se schaffen! Dir hutt verschidde Leit, a mir sinn eis eens, déi kréie mer net méi op den Aarbechtsmaart! Déi sinn ze wäit fort. Et muss ee se awer motivéieren. Et muss ee kucken, wéi een et lues a lues fäerdegbréngt, déi Leit nees ze motivéieren, fir iwwerhaapt e Wäert ze hu vu sech selwer! Well meeschtens sinn déi Leit esou ënnen op enger Skala ukomm, dass se selwer un näischt méi gleewen a selwer kee Respekt viru sech selwer méi hunn.

An dowéinst ass et immens wichteg, dass een do iwwer Mesurë vun, ech wëll elo net soe vu Réembauchen, mä vu Reintegratioun um Aarbechtsmaart fiert, wéi bei deene Jonke virun allem, do hu mir de Projet „Schläifmillen", mir hunn de „Vélo en ville" an der Stad, wou mer och kucken, wéi mer fir jonk Leit kënnen évitéieren, dass se do op déi Pente kommen.

Fir eis ass et immens wichteg, dass déi Plattform, déi d'Regierung 2011 lancéiert huet, fonctionnéiert. An de Sans-abrisme ass kee Lëtzebuerger Fléau - dass mer eis eens sinn -, et ass e Fléau, deen et iwwerall gëtt. Do ass et immens wichteg, dass et koordinéiert gëtt. Et kann net sinn - an dat ass eng Viraarbecht, déi scho vun der Stad Lëtzebuerg virdru gemaach ginn ass, fir ze vernetzen -, et soll ee jo net e Sans-abri gesi wéi eng Persoun, wéi e Client, deen eleng ass. Et ass immens wichteg ze kucken, wéi een do eng Vernetzung vun der Aarbecht och ka maachen.

An déi Plattform, déi elo 2011 lancéiert ginn ass - mä déi mir an der Stad scho virdru gemaach haten -, mengen ech, war wichteg, fir dass déi verschidden Associatiounen, déi an deem Secteur schaffen, och koordinéiert sinn.

An dann nach, last but not least, Madame Ministesch, e waarmen Appell. Ech gesinn elo den Här Buergermeeschter vun Ettelbréck schonn nieft Iech. Hie wäert elo froen, ob e vläicht kann e Foyer kréie fir Sans-abrien. Maacht him déi Freed, wann ech gelift, hie wäert doudsécher dofir froen. Ech mengen, dass den Här Schaaf Demandeur ass.

(Hilarité)

Den Här Schaaf ass Demandeur, fir vläicht méi sozial Strukturen ze kréien. Firwat ech Iech dat soen, Madame Ministesch? Mir mussen déi Dezentralisatioun endlech kréien! Et kann net sinn, dass mer hei an der Stad ee Quartier hunn, wou et eng Zentralisatioun, eng Konzentratioun vu soziale Strukture gëtt. D'Leit..., op eng Kéier, d'Leit... Et gëtt eng gewësse Limite! An op eng Kéier riskéiert een, dass d'Leit op eng Kéier soen, hei, déi Limite ass elo iwwerschratt. An dat ass dat, wat mir net wëllen!

Mir mussen... dat si Strukturen, déi mer zesumme mam Ministère maachen. Mä de But ass wierklech, fir... an ech mengen, déi Politik, déi mer virun 20 Joer haten, fir ze soen, mir maachen elo eng grouss Struktur, ass éischter elo eng, wou mer soen, kommt, mir maache déi kleng, dezentraliséiert Strukturen, wéi eng grouss zesummen. Ech freeë mech op eng gutt Zesummenaarbecht. Hei soen ech, dat hei ass kee Sujet, wou ee sollt Politique politicienne maachen. Et soll eng sinn, wou een zesummeschafft. An dofir freeën ech mech op eng gutt Zesummenaarbecht mam Här Schaaf.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Applaudissements)

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Ech soen dem Här Bettel Merci. D'Wuert huet elo d'Madame Spautz.

Mme Vera Spautz *(LSAP).*- Här President, Madame Ministesch, Kolleeginnen a Kolleegen, an der allgemenger Erklärung vun de Mënscherechter steet am Artikel 25: „Jeder hat das Recht auf einen Lebensstandard, der seine und seiner Familie Gesundheit und Wohl gewährleistet, einschliessliech Nahrung, Kleidung, Wohnung, ärztliche Versorgung und notwendige soziale Leistungen" an esou weider. Dir verstitt, et geet mer haaptsächlech ëm d'Wunnen.

D'Theme vun der Obdachlosegkeet an domadder verbonnen d'Thematik iwwert de Logementsproblem insgesamt hei zu Lëtzebuerg wéi och d'Bekämpfung vun der Aarmut stinn ëmmer erëm regelméisseg als Interpellatioun oder als Débat hei an der Chamber op der Dagesuerdnung. An de Rieden zum État de la nation ass de Premier an deene vergaangene Joren och ëmmer ënnert deem engen oder anere Punkt op dës divers Problematiken agaangen.

Esou huet hie fonnt 2011 a senger Ried, an ech zitéieren hien: „Wann een eis kleng lëtzebuergesch Welt vu bausse kuckt, besonnesch wann ee se mat den Ae vun deenen anere kuckt, da schéngt bal alles an der Rei ze sinn. Mä wa mir eis selwer méi no op de Pelz réckelen, wa mer hannert déi schéi Fassad kucken, déi mir no bausse weisen, da gesi mir, datt hannert eisen Aussemaueren esou munches net an der Rei ass."

An hien huet dunn ënnert dem Thema vun de soziale Sujete festgestallt: „Jonker lafe vun doheem fort, Jonker gi forcéiert, hir Famill ze verloossen, a mir wëssen net ëmmer, wouhinner datt si lafen. Si geroden dacks op d'falsch Bunn, liewen an oder direkt niewent der Delinquenz, kommen eleng net méi op d'Been. Fir si musse mir Strukturen opriichten, wou si kuerzfristeg a fir kuerz Zäit kënnen ënnerkommen. Fir si brauche mir Strukturen a mir brauche Leit, déi fir si do sinn."

Hien zitéiert dann dat Beispill, wat hei scho genannt ginn ass: „D'lescht Joer si 36 Leit, déi keen Daach iwwert dem Kapp haten, an der Strooss, niewent der Strooss, dobaussen an eleng gestuerwen. 36 Leit! Mir brauchen eng national Strategie géint d'Obdachlosegkeet, variéiert Wunnofferen, déi typgerecht sinn. D'Sans-abrien, d'Leit vun der Strooss fannen aus diverse Grënn och keng Plaz an de gängegen Alters- a Fleegestrukturen."

Et war ënner anerem och ugekënnegt ginn, datt véier - wann ech mech richteg erënneren - nei Nuetsfoyeren hei zu Lëtzebuerg sollte fir d'Sans-abrië geschaf ginn. 2012 am État de la nation huet de Premier entdeckt, datt Lëtzebuerg vill Standuertvirdeeler fir Betriber huet, awer vill Standuertnodeeler fir d'Lëtzebuerger selwer hätt.

E relative Standuertnodeel fir déi Leit, déi hei am Land wunnen, ech zitéieren: „(...) ass de Käschtepunkt, dee mam Wunnen zesummenhänkt. Doriwwer hunn ech an deene leschte Joren an am leschte Joer vill geschwat." En huet och gemengt: „Ech fannen et net esou normal, datt esou vill Wunnengen hei am Land eidel stinn. Ech weess net, wéi vill datt et der sinn, mä wann ech duerch d'Land fueren, mir d'Stroossen an d'Haiser ukucken, stellen ech fest, datt vill eidel Haiser hei zu Lëtzebuerg sinn. Ech fannen deen Zoustand net normal."

Hien huet op déi nei Steier higewisen, déi op onbebautenem Wunnraum (veuillez lire: onbewunntenem Wunnraum) soll agefouert ginn. A vläicht als Äntwert: Et si ronn 10.000 Haiser an Appartementer hei zu Lëtzebuerg, déi net bewunnt sinn, déi eidel stinn, scho jorelaang! Vläicht als Äntwert dorop a vläicht och als Ureegung un alleguerten déi aner Gemengen, déi sech op de Wee wëlle maachen, fir esou eng Steier an hirer Gemeng anzeféieren a vläicht domat net mussen onbedéngt nei Wunn- oder Bauprojeten ze plangen, déi jo och deier ginn.

Eng drëtt Suerg vun eisem Premier war d'Situatioun vun de Stéit mat de klenge Revenuen, déi en enorm groussen Effort misste leeschten, fir d'Logementskäschten ze decken. „D'Käschte vum Logement", sot hien, „wuesse méi séier wéi d'Akommes vun deene Stéit. An d'Zuel vun deene Ménagen, déi ënnert dem Niveau vum Aarmutsrisiko liewen, mussen an der Moyenne 35% vun hirem Revenu opbréngen, fir um fräie Wunnengsmaart eng Wunneng ze fannen."

Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll hei just op déi heroesch Diskussioune ronderëm de Pacte Logement opmierksam maachen, wou mer probéiert hunn, an et huet laang gedauert, an der Diskussioun ronderëm de Pacte Logement déi 10% soziale Wunnengsbau ënnerzekréien op engem Hektar bei neie Projeten. Déi Diskussiounen deemools ware keng Stärestonn fir eis gewiescht. An et ass och schonn erëm eng Rei Joren hier.

Hei zu Lëtzebuerg gëtt et grad emol 2% Sozialwunnengen a mir sinn déi zweetlescht op der Plaz an der EU an deem ganze Ranking ëm d'Sozialwunnengen am Verglach zu aneren europäesche Länner, déi op e Prozentsaz vun 30% a méi Prozenter kommen. Deem géintiwwer - déi 2% Sozialwunnengen hei zu Lëtzebuerg -, deem géintiwwer stinn awer bal 15% vu Leit, Familljen a Kanner, déi vun Aarmut betraff si respektiv un der Grenz sinn, dat mécht ronn 70.000 Leit aus!

Dat Ganzt ass opgedeelt, d'Sozialwunnengen hei am Land, op eng Rei Gemengen, wouvunner, wéi de Buergermeeschter vun der Stad Lëtzebuerg gesot huet, de Xavier Bettel, d'Majoritéit an der Stad an zu Esch sinn: Fonds du Logement mat 1.730 Unitéiten, d'S.N.H.B.M. mat 167. Par rapport zu den Demanden, mengen ech, brauch ech dozou kee Kommentar ofzeginn. D'Agence Immobilière Sociale huet 567 net beäntwert Demanden. Si maachen eng absolut gutt Aarbecht. Ech denken awer och, et feelt hinnen och u Leit, déi eventuell - wou ee misst driwwer nodenken, fir se ze ënnerstëtzen -, u Leit, déi do sollen agestallt ginn.

Och d'Wunnengshëllef gëtt et. Et ass schonn dovu geschwat ginn. Am neie Gesetz iwwert d'Aide sociale steet als Missioun fir den Office social, an ech mengen, et war hei genannt ginn, fir den Office social «il pourvoit à la mise à disposition d'un hébergement d'urgence». Wonnerbar! Och an deenen Diskussioune ronderëm dat Gesetz hu mer drop opmierksam gemaach: Wat maache mer dann, wa mer näischt hunn?

Dëst ass schéin a gutt. Mir si mëttlerweil esou wäit - an do schwätzen ech vun der Escher Situatioun, mä ech denken, an der Stad wäert et genausou sinn an och op anere Plazen an, Här Schaaf, och zu Ettelbréck -, mir si mëttlerweil an der Situatioun, esou en Drock ze hunn, ech schwätze fir mech selwer, ech sinn elo zwielef Joer fir deen Dossier vun de Wunnengen zoustänneg, ech hunn dat doten nach net erlieft! Ech hunn dat net erlieft an ech bewonneren a bedaueren op där anerer Säit alleguerten déi Leit, déi um Terrain musse mat de Leit schaffen, déi versiche mussen, deene Wunnengen ze sichen, Plazen a Foyeren ze fannen, wéi se et maachen. Well et ass net méi nozevollzéien!

Mir si mat engem enormen Drock vun Déguerpissementer mëttlerweil geplot. Dir wësst, do gëtt net gefackelt. D'Gemeng Steesel huet dat matkritt ënner enger anerer Form, wat dat heescht, wann ee muss Leit op d'Strooss setzen a wann een da keng Plaz huet - eng Famill mat ville Kanner, do feelt et jo och un Offeren -, wann een da keng Plaz huet, fir Leit ënnerzekréien.

Mir hu mat ganz kriddeleche Situatiounen ze dinn. An et sinn net nëmmen déi, déi op der Rees duerch Europa sinn an hei kuerz en transit sinn, fir ze kucken, ob se hei nach dat eent oder dat anert kënnen ewechrafen. Et sinn enorm vill Lëtzebuerger, déi och dovunner betraff sinn an déi an eise Foyere sinn. An do gëllt et, se och ze ënnerstëtzen.

Kolleeginnen a Kolleegen, wéi gesot, mir hu schonn enorm oft hei iwwert déi ganz Wunnengs-, Sozial-, Aarmutsproblematik - an et kann een e ganze Koup an dat Ganzt apaken -, enorm oft driwwer geschwat. D'Europäescht Parlament huet eng Deklaratioun gemaach 2008, de Problem vun der Obdachlosegkeet an der Strooss bis 2015 wëllen ze beenden. 2015, dat ass muer!

Virun allem ass d'Problematik grouss bei Jonken, wou endlech, an dorop hu se opmierksam gemaach, misste Strategien entwéckelt ginn, genausou wéi natierlech bei den Immigranten: illegal Wunnsituatiounen, Campingen, Kelleren, Garagen, Leit, déi a Wunnenge wunnen, déi absolut surpeupléiert sinn, eng Kummer mat ville Kanner, onméiglech Wunnsituatiounen.

Prekär Situatioune fir Leit, déi aus de Prisongen oder Therapië kommen, sech un d'Gemenge wenden, un den Office social, wou näischt preparéiert ass am Virfeld, an no enger Wunneng sichen, mat an ouni Suchtproblematiken, Jonker, déi vun doheem fort mussen oder fortlafen, elengerzéiend Fraen, Famillje mat ville Kanner. Vill ass haut de Mëtteg schonn doriwwer geschwat ginn.

Ech denken, et ass genuch geschwat ginn an deene ganzen Dossieren an deene leschte Joren. Et gëtt Zäit ze handelen. Mat deene laangen Débaten, mat deene gutt gemengten a ville Rieden a bestëmmt dem gutt gemengte Wëlle vun enger ganzer Rei si mer amgaangen, de Fësch am Waasser ze ersaufen. Mir mussen ufänken ze handelen.

Vill Piste si virginn. An alleguerten déi Organisatiounen oder déi Gemengen, déi um Terrain schaffen, déi kennen de Problem vor Ort mat de Leit. Et brauch net der honnertster Statistik, ob mer Wunnraum brauche fir grouss a kleng Familljen, fir een oder zwee, fir vill Kanner oder manner, Fransousen, Lëtzebuerger oder Engländer oder wien och ëmmer, et läit alles um Dësch! Et muss gehandelt ginn.

Dat Eenzegt, wat passéiert bei eise weidere Statistiken, wéi gesot, mir ersaufen de Fësch am Waasser an et kommen ëmmer méi Leit bei déi, déi elo schonn do sinn, bäi, a mer wëssen net, wouhinner mat hinnen.

Ech wéilt awer zum Schluss nach op en aneren Aspekt dovunner agoen, wat och hei scho méi oft gesot ginn ass. Eigentlech si mer jo op ville Plazen amgaangen, eng Almosepolitik ze maachen. Wann ech schwätzen iwwert d'Épiceries sociales oder aner ënnerstëtzend Moossname fir Leit, deenen et net gutt geet, déi un dem ënneschten Niveau sinn. Firwat geet et deene Leit dann net gutt?

Wa mer kucken, datt d'Zuel vun de Mindestlounempfänger ëmmer méi wiisst hei am Land. Wa mer kucken, datt ëmmer méi Leit ëmmer manner verdéngen, e puer Jobe musse matenee maachen, fir iwwert d'Ronnen ze kommen, fir iwwerhaapt nach sech kënnen e Loyer ze leeschten oder de Prêt ofzebezuelen. A wéi vill Leit, déi e Prêt ofbezuelen an et net méi fäerdegbréngen, sinn am Moment amgaangen, hir Haiser ze verkafen an hir Wunnengen a sichen no engem Appartement fir ze lounen, well se et net méi packen, well se hannen a vir net méi erauskommen, well se an de Chômage komm sinn?

Wéi gesäit et aus, an dat ass och en anere Revers vun der Medail, och wann eng UEL hei zu Lëtzebuerg erkannt huet, datt mer e risegrousse Problem hunn um Wunnengsmaart, sou muss een awer dann och soen: Mä Dir sidd mat verantwortlech fir déi Situatioun, déi mer hunn!

Wéi ass et zum Beispill mat de Paien a verschiddene Betriber? Mat Kollektivverträg? Wat verdéngen d'Leit dann an de Beräicher Nettoyage, Konstruktioun, Vente an esou weider? Wou soll een dann do nach kënne sech eppes leeschten, eng Wunneng oder en Haus, wat e bësselchen adequat ass fir déi eenzel Situatiounen? Do bréngt een et net méi fäerdeg, senge Kanner en anstännegt Iwwerdaach, en Daach iwwert dem Kapp kënnen ze ginn.

Ech hunn zum Schluss eng Fro, Madame Ministesch. Et ass haut de Mëtten och schonn e puermol ugeschwat ginn: Lëtzebuerg sollt jo eng „Stratégie nationale" entwéckelen „Exclusion sociale liée au logement et au sans-abrisme". Do hu jo iwwer 20 Organisatiounen un deem virleefege Pabeier matgeschafft. Eng Recommandatioun, déi jo och mat komm ass vun der FEANTSA a vum Europäesche Parlament. Et ass vill Aarbecht do geleescht ginn, awer zënter d'lescht Joer Oktober stocken do d'Aarbechten.

Meng Fro ass einfach déi: U wat läit dat? Wéi gi mer mat deenen Dokumenter ëm? Wat passéiert mat deene virleienden Texter, déi do komm sinn? Wéi ginn alleguerten déi Acteure mat de Gemengen, mat den anere Ministèren do agebonnen? Vläicht kéint Der eis dorop äntwerten.

Ech soen e grousse Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen der Madame Spautz Merci. D'Wuert huet elo d'Madame Loschetter.

M. Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass scho vill gesot ginn. Dofir erlaabt mer, e bësse méi kuerz ze bleiwen a just e puer prinzipiell Reflexiounen ze maachen.

Fir d'Éischt géif ech gär festsetzen, datt eigentlech d'Obdachlosegkeet, datt dat eigentlech kee Problem u sech ass, mä datt dat eng Konsequenz vu ville verschiddene Problemer ass. An déi Problemer, déi och kënnen zur Obdachlosegkeet féieren, si villschichteg. Si kënnen à court terme oder och à long terme sinn, an et wär falsch, einfach d'Obdachlosegkeet als solch ze katalogiséieren.

Wat déi Leit awer alleguerte gemeinsam hunn, dat ass mat Sécherheet d'Aarmut, eng Gesellschaftsaarmut, well se meeschtens isoléiert sinn, ausgegrenzt sinn, stigmatiséiert sinn a well ganz oft dee Problem, dee se hunn an dee se dohinner bruecht huet, dat heescht op d'Strooss, zum Deel tabuiséiert gëtt. Och wann et eng Scheedung ass, och wann et eng Faillite ass, dann ass et scho beim Noper en Tabuthema, fir doriwwer ze schwätzen. An dat ass e Problem.

Zu der Obdachlosegkeet, ech denken, do och muss een an der Strategie tëschent zwou Saachen ënnerscheeden. Dat eent, dat ass Logement en urgence: Dat geschitt net genuch an och net zentraliséiert genuch, mat Sécherheet, mä dat geschitt éischter a Strukturen, wat mir och Foyeren nennen. Awer dat ass wierklech eng Urgence fir ganz, ganz kuerz Zäit a wann eigentlech d'Leed scho geschitt ass.

Wou mer eis awer misste méi konzentréieren - ech mengen, den Här Kartheiser huet et och thematiséiert, an dat, mengen ech, ass och richteg -, dat ass de Logement encadré oder déi Notioun vun „housing first".

Dat heescht, datt mer iwwerhaapt emol net esou wäit kommen, datt déi Leit op der Strooss landen, oder wa se op der Strooss sinn, datt se dann an deem soi-disant „cercle infernal" vum Foyersliewen a vun där Appartenance sinn, wou se sech dann natierlech erëmfannen, ënnert sech. Datt een einfach net bis dohinner kënnt, mä datt ee wierklech, an den Numm seet et: „housing first", fir d'Éischt emol en Daach iwwert dem Kapp kritt: meng Wunneng, an ech kréien och dobäi gehollef, ech ginn doran „encadréiert". Pädagogesch en Adjektiv, dat vläicht heiansdo net deem Respekt entsprécht, deen all erwuesse Persoun soll hunn, mä ech mengen, et ass am positive Sënn vum Wuert ze verstoen.

An deem Kontext géif ech direkt gären och de Rôle vun der Agence Immobilière Sociale ënnersträichen, well ech denken, datt dat eng Notioun ass, datt dat och e Schaffen ass, wat Zukunft huet an och misst hunn.

Ech ginn Iech e Beispill - fir net anescht ze si wéi meng Virriedner a -riednerinnen - aus der Stad Lëtzebuerg, wou mer effektiv an enger Dräierkoalitioun - déi soll et dann och emol eng Kéier ginn - wëlle versichen, engersäits d'Associatiounen, déi um Terrain schaffen a sech mat de concernéierte Leit befaassen, egal vu wou se elo hierkommen: déi eng, déi en Drogeproblem hunn, déi aner, déi e Problem vu psychescher Onstabilitéit hunn, déi aner, déi e Problem hunn, well se Mineur sinn, jee, eng ganz Rëtsch vu verschiddenaartegste Problemer, déi och verschiddenaartegst Léisunge brauchen, mä awer alleguerte brauche se eng Wunneng.

Dat heescht, engersäits d'Associatiounen, anerersäits d'Agence Immobilière Sociale, déi jo d'Wunnengen erbäibréngt, an dann de Rôle vun der Gemeng, dat heescht, als Coordinateur d'Gemeng. An dann natierlech hannendrun deen, dee sponsert, an dat ass dann d'Regierung, well ech mengen, dat ass och hire Rôle als nationale Verantwortlechen.

Da wëll ech a menger zweeter Reflexioun iwwert de Rôle vun de Gemenge schwätzen. Och do denken ech, datt d'Gemenge virop e Rôle hunn an der Sozial- oder an der Gesellschaftspolitik, an der Politique sociétale, fir och do de Problem à la source ze ergräifen. Dat kann och erëm ganz villfälteg sinn. Dat fänkt un natierlech beim Wunnraum, mä dat geet och iwwert d'Maisons relais, dat geet iwwert d'Kultur, dat geet iwwert d'Cohésion sociale bei deene ville verschiddenen Nationalitéiten, dat fiert weider bei der Jugendpolitik. Dat ass u sech dat, wat mer misste vill méi intensiv maachen, fir de Mal herno, wann d'Leit eben... Den Échec vun der Sozialpolitik ass jo eigentlech, wann d'Leit op der Strooss sinn.

Wunnraum fir Logement encadré schafen, dat kënnen d'Gemenge maachen, Sozialwunnengen an de Park selwer géréieren, well da kann een - selwer géréieren, vläicht an Associatioun mat de Leit um Terrain -, mä da kann een och eng Sozialpolitik an eng Wunnpolitik aktiv an enger Gemeng maachen, wann een och weess, wéi vill Wunnraum datt et gëtt, wéi vill Wunnraum datt een huet, mat wiem een zesummeschafft a wéi een dat mécht.

Mä da gëtt et och nach aner Moossnamen, well och eng Gemeng, wéi zum Beispill och meng Gemeng, jo awer da Bautegenehmegungen ënnerschreift, awer dann och e PAG a PAPe superviséiert. Och do gëtt et Méiglechkeeten, déi mer elo kritt hunn, via Paquet a Pacte Logement, fir zum Beispill 10% vun engem PAP, deen iwwer en Hektar huet, ze reservéiere fir erschwénglechen oder soziale Wunnengsbau. An och do kann et jo sinn, datt d'Gemeng selwer herno de Maître d'ouvrage ass oder d'Gemeng selwer déi Wunnenge baue léisst an herno och verwalt.

Also ech denken, neien zousätzleche Wunnengsraum schafen, an zwar net ëmmer an deene Quartieren, wou een d'Gewunnecht huet, datt soziale Wunnengsraum do ass, mä iwwerall, och do, och de soziale Wunnengsraum gehéiert dezentraliséiert. Seniorewunnengen a Studentewunnengen natierlech. An da virun allem: Och d'Gemengen droen eng Verantwortung, mä déi kënnen déi nëmmen droen, wann och d'Regierung se dréit, dat heescht, wann d'Regierung d'Gemengen ënnerstëtzt, fir dem Risque de pauvreté entgéintzewierken.

D'Servicer matenee vernetzen, d'Schoul, d'Maisons relais matenee vernetzen, de Streetworking ënnerstëtzen, denken ech, ass eng ganz wichteg Moossnam, fir deene Leit ze hëllefen, déi riskéieren, op d'Strooss ze kommen, oder déi op der Strooss sinn.

Da wëll ech soen, datt mir wierklech an der Stad maassgeblech un der Wanteraktioun bedeelegt sinn. 80% vun de Leit, déi betraff waren oder déi konnte profitéiere vun der Wanteraktioun, hunn dëst an der Stad gemaach, well keng aner Gemeng rassembléiert awer wierklech d'ganz Palett vun de Leit, déi riskéieren, an d'Aarmut ze geroden oder op der Strooss ze landen. Dat ass normal als Haaptstad, dat ass kloer, mä dofir muss een nawell nach méi vernetzen.

Ech denken, och do kann eng Gemeng eng Roll spillen, wa se eng Plattform organiséiert, dat heescht, wa si déi Initiativ ergräift, fir all déi Leit, déi an deem Milieu schaffen, déi op där Thematik schaffen, déi an där Politik schaffen, ronderëm en Dësch ze setzen, regelméisseg, fir eben d'Aktivitéiten, d'Aktiounen, d'Strategië mateneen ze koordinéieren, fir datt effektiv keen - et ass en ellent Wuert - „Sozialtourismus" kann entstoen, mä virun allem, fir datt méi effikass a méi effizient kann deene Leit gehollef ginn, do, wou se musse gehollef kréien, an dann am Virfeld, éier wierklech alle Risse gerissen haben (veuillez lire: alle Stricke gerissen sind).

Voilà, ech mengen, datt dat ganz wichteg ass. An dann den nächste Partner vun de Gemengen ass natierlech den Office social. Dat ass kloer. Den Office social huet eng ganz kloer Missioun. Déi ass definéiert, do gehéiert d'Aarmut och derzou, do gehéiert d'Wunne vun all Eenzelnem och derzou. Den Office social huet u sech och de Lien ze kreéieren tëschent de Gemengen, tëschent deene Leit, deenen Acteuren.

An ech denken och, wéi - mengen ech - den Här Schaaf et gesot huet, datt et e bësse fréi ass, fir e Bilan ze zéien. Dat mécht sech en marge an d'autant plus, datt mer och musse soen, datt, an dat mierke mer an de Gemengen, an deene gréissere Gemengen a bestëmmt an allen Office-socialen, mat där Kris, déi mer säit 2008 erliewen, mer wierklech net manner Aarbecht hunn, mä mir hu vill, vill méi Aarbecht. Déi Kanner, déi à risque de pauvreté sinn, notamment an de Maisons relais, dat sinn der net manner, mä dat sinn der vill, vill méi. Dat soen net ech, dat soen d'Statistiken. An ech denken, datt do effektiv elo geschafft gëtt um Terrain.

D'Offices sociaux, zumindest deen an der Stad, ënnerschreift all Dag Suen, fir Facturen ze bezuelen, déi net méi kënne bezuelt ginn, virop Facturë fir Energie a fir Doktersrechnungen. Ech mengen, dat gëtt engem och ze denken. Déi Saache solle mer alleguerte sammelen an dann - ech kommen herno nach dorop zréck -, da misst ee sech och Gedanke maachen, ob een net vläicht eng national Strategie misst adaptéieren unhand vun dem Feedback, deen een da statistesch quantitativ, awer och qualitativ, notamment vun den Offices sociaux, erëmkritt.

D'Cent Butteker respektiv d'Épiceries sociales an esou weider, dat ass och eppes, wat zouhëlt, an et ass, mengen ech, net nëmmen an der Stad Lëtzebuerg, wou sech Gedanke gemaach gëtt, datt ee muss déi Offer vergréisseren, well se net méi duergeet. Och dat soll een ze bedenke maachen.

Ech wëll Iech just nach eng Kéier soen, datt déi Leit, déi an déi Épiceries sociales ginn, an déi Cent Butteker ginn, déi gesinn net aus wéi Leit, déi op der Strooss wunnen. Déi wunnen och net, oder vläicht „nach net" op der Strooss, mä dat gehéiert zu engem Deel vun Alarmzeechen. Do musse mer oppassen, dat ass Risque de pauvreté. Op déi Leit ka vläicht nach méi en dramatescht Elend duerkommen, an dat soll ee berücksichtegen.

Et soll een och berücksichtegen, datt déi Leit mat ganz vill Éier mat deem Risque de pauvreté kämpfen, an datt een dat am Fong geholl och misst wierklech ganz sensibel ugoen, well déi wëllen net ausgegrenzt gi vun der Gesellschaft, an dofir versiche se, jo, esou éierbar wéi méiglech weiderzeliewen, hir Kanner ze ernieren an an den Cent Buttek zweemol d'Woch ze goen.

Mir kommen awer net derlaanscht, an dat wëll ech ofschléissend maachen, fir awer zwee Wierder ze verléieren, nieft der Verantwortung vun all Enzelnem, vun den Associatiounen, vun den Offices sociaux a vun de Gemengen, och d'Verantwortung vun der Regierung hei nach ze ernimmen, an do wollt ech am Fong haaptsächlech dräi Punkten ernimmen.

Ech mengen, datt et extrem wichteg ass, eng kohärent Nationalpolitik ze féieren. Kohärent, dat heescht, datt d'Kompetenz um Terrain soll ënnerstëtzt ginn, awer och superviséiert ginn. D'Supervisioun gehéiert menger Meenung no, onser Meenung no op de Regierungsniveau.

Zweetens, et soll een eng ganzheetlech an eng vernetzte Politik maachen. An domadder mengen ech, datt am Fong geholl d'Regelen an d'Kritären, fir Hëllefen ze kréien an all den eenzelne Gemengen zum Beispill, sollen déiselwecht si fir all Gemeng! An datt et net ka sinn, datt deen ee vläicht e bëssen anescht oder deen anere sech... Dat ass extrem wichteg: Wa mer wëllen eng kohärent an eng gerecht, eng sozial gerecht Sozialpolitik bedreiwen hei zu Lëtzebuerg, da mussen d'Regelen an d'Kritäre fir jiddwereen d'selwecht sinn.

An drëtte Punkt, et ass wichteg, datt jiddweree sech senger Verantwortung bewosst ass, an et ass gradesou wichteg, datt och zum Beispill eng Regierung hir Verantwortung net weiderschiebt zum Beispill un aner Leit. Jiddweree soll sech senger Verantwortung a senger Missioun bewosst sinn.

Just eng Klammer op: Wann d'Missioun kloer ass, dann ass d'Verantwortung och kloer an da weess jiddwereen, wat en ze maachen huet.

Dofir mengen ech, datt et vläicht wichteg wier, eng Evaluatioun ze maache vun deene ville verschiddene Mesuren - an et sinn der vill -, déi d'Regierung an notamment, mä net eleng, mä notamment och de Familljeministère mécht an do och den allergréissten Deel vun hirem Budget dran investéiert. Et misst ee sech awer eng Kéier d'Fro stellen, ob déi Mesuren alleguerte richteg ukommen, ob d'Zilgrupp domadder erreecht gëtt, ob dat Richtegt gefördert gëtt par rapport zu deem, wat ee sech virgeholl hat, an ob et och effikass ass, ob mer déi richteg Partner, ob d'Regierung vläicht déi richteg Partner dobäi huet, fir dat ze erreechen, wat se sech virgeholl hat.

Wann ech Iech dat soen, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madame Minister, dann ass et, well ech mech jo - wéi Dir och sécherlech - all Joers beschäftege mat zum Beispill dem „Sozialalmanach", deen erauskënnt, an do sti ganz vill wichteg Informatiounen dran. Oder zum Beispill den CES, deen och elo erëm aktiv ginn ass, a wou ganz vill wichteg a menger Meenung no jo och richteg Informatiounen dra sinn. A last but not least och d'Statistiken, déi vläicht net ëmmer qualitativ dat soen, wat se misste soen - dat wier vläicht och eng Konklusioun vun enger Evaluatioun -, mä zumindest quantitativ soen déi eppes. An do kéint ee sech virstellen, datt ee vläicht muss e Bilan zéien a vläicht sech frësch, nei ausriichten zu där - wat ech géif soen -, där „Postkrisenzäit", déi elo säit e puer Joer bei eis agetratt ass an op déi mer eis awer mussen astellen. Dat sinn alarmant Messagen.

An dann, lescht Reflexioun, déi ech och einfach esou wëll soen, ouni weider drop anzegoen, well ech genau déi Diskussioun elo hei net wëll féieren, mä d'Statistik notamment seet och, datt d'Aarmut zu Lëtzebuerg oft, net ëmmer, mä oft, ganz oft an ëmmer méi eng net lëtzebuergesch Ugeleeënheet ass.

Dat provozéiert an der Lescht - an dat ass hei am Land net anescht wéi am Ausland, dat ass ëmmer esou a Krisenzäiten -, dat provozéiert heiansdo ganz ambigu Gefiller. An ech denken, mir sollen dorop oppassen, well dat Lëtzebuerger Land, dat lieft, an et lieft och gutt duerch eng Cohésion sociale, déi mer eis ëmmer gutt konnte leeschten, awer och - wéi soll ech dat soen? - protegéieren, well mer dat bis elo ëmmer konnten. D'Sue waren och do, vläicht war de Misär och net esou grouss, dofir war et och méi einfach. An dofir hu mer dee sozialen Zesummenhalt plus ou moins gemeeschtert kritt.

Mä elo gi jo anscheinend d'Sue knapp, d'Sozialpolitik gëtt méi schwéier ze meeschteren an och ze förderen. Mir hu méi Aarmut, méi Aarmutsrisiko, mir hu méi Netlëtzebuerger Leit hei am Land, an och déi dovunner betraff sinn. An ech denken, do geet et och drëms, dat Wuert Solidaritéit kloer ze definéieren an deem Kontext vu Sozialpolitik, well Solidaritéit am Kontext vu Sozialpolitik ass genau dat, wat mer brauche fir d'Cohésion sociale weiderhin zesummenzehalen. An d'Cohésion sociale ass Liewensqualitéit fir jiddwereen: net nëmme fir déi, deenen et besser kéint goen, mä och fir déi, deenen et gutt geet.

An domadder soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Loschetter. Et ass kee weidere Riedner ageschriwwen. Ech ginn dann der Regierung d'Wuert. Madame Jacobs, Dir hutt d'Wuert.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif fir d'Éischt wëlle sougutt dem Interpellant wéi och all den Orateuren an Oratricë Merci soe fir wierklech, muss ech soen, eng Kéier - et ass jo net Usus - eigentlech déiselwecht Vue, déi mer iwwert déi heite Froen hunn, an och fir dee sachlechen an onpolemeschen Toun, mat deem hei déi Interpellatioun gemaach ginn ass.

Ech ginn absolut dem Här Bettel recht: Déi Obdachlosegkeet, dat ass e wonnerbaren Thema esou ëm Chrëschtdag! Duerno héiert een näischt méi dovun, duerno gesäit een näischt méi dovun. Dann op eemol, da gëtt eis Rührseligkeit eng Kéier e bësselchen do eppes an da si mer vläicht e bësselche méi generéis, vläicht kritt dann nach een en Euro an der Strooss, dee soss kee kritt. Mä ech mengen, dat wier awer dat Bescht, wat am grousse Ganze géif geschéien.

Dofir mengen ech, trotzdeem datt mer vill ewell doriwwer diskutéiert hunn hei an der Chamber, ass et ëmmer erëm wichteg, datt een dorobber ze schwätze kënnt. Mir sollten de Mëtteg haaptsächlech iwwert d'Obdachlosegkeet schwätzen, mä wann een dat a méi engem wäite Sënn kuckt, dann ass et selbstverständlech eng Fro vun Aarmut, vun deem, wat an der Preventioun vun der Aarmut ze maachen ass.

Bei enger ganzer Partie vun deene Saachen, déi haut de Mëtteg hei gesot si ginn, an ech hu mer der opgeschriwwen, ass am Fong keen, deen de Contraire seet vun deem aneren, sou datt mer eigentlech an der Situatioun sinn, fir ze soen, unanime gëtt dat vun der Chamber hei d'selwecht gesinn. An ech denken och, datt dat eigentlech misst hëllefen, datt mer domadder de Problem méi einfach ze léise géife kréien.

Obdachloser gëtt et och zu Lëtzebuerg. Et ass näischt Neies. An ech denken och, datt een all Effortë muss maachen, fir dat esou kleng wéi méiglech ze halen. Mä och do sinn ech domat d'accord, fir ze soen, datt mer et wahrscheinlech ni ganz ausradéiert kréien. Mir wëssen, datt d'Wunnen zu Lëtzebuerg ëmmer méi deier gëtt. Den Observatoire de l'Habitat huet dat festgestallt. Dofir gëtt et selbstverständlech fir ëmmer méi Leit och méi schwéier, fir erschwingleche Wunnengsraum ze fannen. Dat betrëfft natierlech un éischter Stell Leit mat manner héijem Akommes.

Och iwwert d'Dignitéit vun deene Leit ass geschwat ginn. Ech denken, dat ass eng vun deene wichtegste Saachen. Et ass eng Fro vun dem Émgang, dee mer och mat deene Leit hunn, deenen et manner gutt geet. An och dofir ass ze soen: Heiansdo sinn déi Leit méi dankbar, fir e gutt Wuert ze kréie wéi fir e Sou ze kréien oder e Frang ze kréien oder en Euro ze kréien. Mä awer wann ee bis an där Situatioun ass, da weess een awer och, datt et enorm schwéier ass, fir erauszekommen.

Ech sinn och domat d'accord, fir ze soen: Et ass keen, dee gären an absichtlech wëllt an d'Obdachlosegkeet kommen. Mä wann ee bis dran ass, dann ass et schwiereg, fir erëm doraus erauszekommen.

Ech sinn och domat d'accord, fir ze soen, mir géifen ze vill an engem Trapesystem sinn, wou ee jo ëmmer erëm de Leit géif hëllefen, nach eng Stuf méi héich ze kommen, mä datt et awer dann zum Schluss net méi géif duergoen, fir dee leschte Schrack ze maachen.

Ufanks Mee woren 815 Familljen op der Waardelëscht bei der Agence Immobilière an 2011 hu mir - wann ech „mir" soen, dann ass dat de Familljeministère - an de konventionéierte

Strukturen 1.700 Leit logéiert. Do kommen nach eng Kéier 400 Fraen a 400 Kanner an de Fraestrukturen derbäi, nach eng Kéier 500 an der Wanteraktioun. Dat mécht am Ganze ronn 3.000 Leit.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

3.000 Leit, dat fannen ech eng enorm héich Zuel fir hei zu Lëtzebuerg! Dofir ass et also wichteg, datt mer kucken ier d'Kand am Pëtz läit, datt mer déi Obdachlosegkeet verhënneren.

Sécher sinn et d'Sozialämter, déi hei eng wichteg Roll ze spillen hunn. A mir hu schliesslech net fir näischt elo dat Gesetz geännert, fir eben domadder e bessert Instrument ze hunn.

Wann d'Familljen a Gefor sinn, hiert Doheem ze verléieren oder „rayé d'office" ze ginn, da muss am Virfeld de Sozialbüro ageschalt ginn. Den Office social ka mat materiellen a finanziellen Hëllefe Loyeren an Elektresch bezuelen. Wann et awer ze spéit ass, da muss den Office social, an dat ass och hei gesot ginn, iwwert d'Sozialhëllef och en Noutlogement organiséieren.

Mir hunn an deene leschte Joren an Zesummenaarbecht mat de Gemengen an den ONGen eng ganz Rei vu Moossnamen ëmgesat a ganz konkret Aktiounen duerchgefouert. Ech ginn net méi op d'Beispill vun der Wanteraktioun an, de Jean-Paul Schaaf huet dat ausgiebeg gemaach. Ech wëll vläicht och just do soen, do woren 91% Männer an 9% Fraen, déi net ënnerdaach woren. An och just, fir Iech ze soen: 2002, wéi mer ugefaangen hunn, woren et 187 Leit an dëst Joer, dat heescht 2010-2011, 422 Leit, déi vun der Wanteraktioun profitéiert hunn. D'Wanteraktioun maache mer, fir datt kee muss op der Strooss schlofen, mä virun allem, fir ze verhënneren, datt een an der Keelt muss op der Strooss stierwen. Dat hu mer bis haut fäerdeg kritt.

Mir wëssen och, datt et Leit gëtt, déi net wëllen ënnerdaach kommen. An ech sinn och do der Police dankbar, déi deen, dee mer elo kennen an deen néierens wëllt higoen, dann och nach dräimol an der Nuecht erwäche geet, fir datt en ebe just net soll erkalen. Mä ech mengen och, wat d'Leit d'Recht hunn, soss ze maachen, da musse se och d'Recht hunn, fir fir sech ze décidéieren, mam Risiko, datt se dann ebe stierwen. Dat kënne mer dann net méi verhënneren.

Mä wéi gesot: trotzdeem déi Zuel vun deene 36, déi d'lescht Joer gestuerwe sinn! Wa mer héieren, datt der 36 duerch Autosaccidenter gestuerwe sinn, da wësse mer net, wat mer eis alles sollen afale loossen, fir aktiv ze ginn. An deem heite Fall ass et awer eppes, wat relativ wéineg Leit interesséiert.

Mir hunn eng Rei vu Projeten - well elo hei vill vu jonke Leit geschwat ginn ass -, wou mer an deene leschte Méint a Jore konnten zesummeschaffen. Ech denken do un d'Zesummenaarbecht mat der Gemeng Péiteng an der A.s.b.l. Main tendue, wou mer en neie pädagogesche Projet op d'Bee gesat hu fir jonk Leit tëschent 18 an 30 Joer, wou e Suivi gemaach gëtt, sougutt psychologesch wéi en éducativen a sozialen, a wou d'Gemeng Péiteng eben d'Logementer zur Verfügung stellt.

Och d'Gemeng Hesper huet betreit Wunne fir Jugendlecher. De Xavier Bettel huet op d'Péitrusshaus higewisen, wou mer e Projet hunn, wou wierklech elo an der Urgence och Jugendlecher kommen, och mannerjähreg Jugendlecher, wou et ganz schwiereg ass, well mer och musse kucken: Wat ass mat der Autorité parentale? Wien ass responsabel fir dat eent?

Mä mir wëssen, wa mer e Jugendlechen dohinner wëlle komme loossen an och e jugendlecht Meedchen, an dann huet dat e Frënd, an deen een huet 18 Joer an dat anert huet der 16, da brauch ech jo net ze soen, datt dat net funktionéiert, well da kënnt deen een oder deen aneren net oder se kommen allen zwee net, dann hu mer also näischt erreecht.

Dofir, mengen ech, ass et och wichteg, datt mer do dee Comité d'accompagnement hunn, wou och d'Jugendgeriicht derbäi ass, wou d'Police derbäi ass, d'Gemeng derbäi ass, eng ganz Partie vun Acteuren derbäi sinn, wou ech och muss soen, wat bis elo gutt funktionéiert. Ech hu bis haut keng Klo kritt. Ech mengen, de Buergermeeschter och net. Dann ass dat also eppes, wat mer bis elo gutt gemaach hunn.

Och ëmmer méi esou Internats renforcés, wou mer gefrot ginn a wou mer gesinn, sougutt zu Wolz wéi och zu Ierpeldeng bei Ettelbréck, wou dat funktionéiert fir Jugendlecher, déi net méi kënnen heemgoen, well eben hir Elteren dat net kënnen oder net wëllen.

Dir gesitt also, datt villes amgaang ass, do ze geschéien. Mä mir gesinn awer och, datt d'Demande vun Dag zu Dag och méi grouss gëtt.

Ech sinn och frou, zesumme mat der Madame Spautz, datt mer endlech deen neien Nuetsfoyer zu Esch wäerte kënnen opmaachen an domadder och eng definitiv Struktur do kréien, och en Aarbechtsgrupp, dee besteet mat deene verschiddene Leit, fir hir Propositiounen auszeschaffen - an et ass hei driwwer geschwat ginn -, fir eben och der sozialer Inklusioun domadder kënne méi gerecht ze ginn.

Do sinn dann eng Partie vu Moossnamen, déi proposéiert goufen, wéi eben d'Aféierung vun deem allgemenge Mietzuschuss, deen och de Statsminister hei an dem État de la nation mentionnéiert hat. Mä eppes, wat ëmmer erëm gefrot gëtt, an do wier et vläicht och eng Kéier interessant, wa mer doriwwer kéinten an enger Kommissioun vläicht schwätzen, wat elo de Contrôle vun de Loyerspräisser ass. Och dat ass eppes, wou mer wëssen, datt dat net ganz einfach ass. Mä et wier der Méi wäert, mengen ech, datt mer eis doriwwer gemeinsam op enger Plaz eng Kéier géifen de Kapp zerbriechen.

Dann ass et kloer, datt d'Zuel vun de Sozial-logementer drastesch muss erhéicht ginn. Och do waren Diskussiounen, ob ee misst Quoten aféieren oder ob een op esou e Wee misst goen, fir eben do zu méi séiere Resultater ze kommen.

Dann ass d'Fro gestallt gi vun der Stratégie nationale, un där nach ëmmer geschafft gëtt a wou ech hoffen, datt mer bis zum Enn vum Joer och kënnen dat an dem Regierungsrot respektiv hei an der Chamber eng Kéier virstellen. Do ass ee vun deene Punkten, dee mer ebe wëlle maachen, deen „housing first". Ech hoffen, datt all déi Hoffnungen, déi jiddwereen doranner setzt, datt dat sech och realiséiert an datt dat net nëmmen eppes ass, wat haut schéi kléngt, mä dann herno vläicht awer an der Realitéit net esou ass. Mä alles muss ee probéieren, fir eben och do zu eppes ze kommen.

All Moossnamen, déi mer musse maachen, déi mer solle maachen, kënne mer nëmme maachen, wann all Acteuren eis hëllefen. A wann ech soen „all Acteuren eis hëllefen", da mengen ech dat: De Stat mat senge Responsabilitéiten, d'Gemengen, awer och d'Zivilgesellschaft, jiddweree muss seng Responsabilitéit huelen, well soss gëtt dat näischt. Da schwätze mer nach laang driwwer, an et ass awer net zu deem komm, wat mer eigentlech wëllen.

Zënter Joren ënnerstëtzt d'Regierung a bezuelt déi Servicer iwwer Konventiounen, déi sech ëm Obdachlosegkeet, mä awer och ëm Aarmut këmmeren. Déi, déi sech derfir interesséieren, fannen dat och erëm am Rapport d'activité op Säit 101.

Ech géif wierklech och all deenen, sougutt den Träger wéi och all hire Mataarbechterinnen a Mataarbechter bei dëser Geleeënheet, souwéi och deenen aus den Offices sociaux e grousse Merci soen. Et sinn heiansdo Aarbechten, déi net einfach sinn, mä déi mer awer brauchen, fir datt dat dote sech an engem uerdentleche Kader ofspillt.

Niewent deem Finanzielle probéiere mer natierlech och mat Iech zesummen als Chamber Gesetzer ze maachen, wou mer dës Situatioun besser an de Grëff solle kréien. Besonnesch de Logementsminister, de Marco Schank, huet an deene leschte Méint eng ganz Partie vu Gesetzer a Reglementer virgestallt, fir eben nach méi preventiv kënnen ze handelen.

Eng vun de Froe vum Här Kartheiser war déi iwwert d'Sozialbüroen. Et ass effektiv e bësselche fréi, fir elo ze soen, wat d'Resultater dovu sinn. Mä mir gesinn awer, datt mer endlech iwwert d'Land - an dat ass elo grad och vun der Madame Loschetter gefrot ginn -, datt et eng eenheetlech Approche muss sinn. Mat deem neie Gesetz hu mer dat fäerdeg kritt. Mir hunn och neit Personal. Mir hunn am Ganzen 30 Sozialbüroen, dovu sinn eelef Gemengen, déi en eegene Büro hunn, déi aner 19, déi hu sech regruppéiert, wat och sënnvoll ass.

Et sinn am Ganzen an deene Büroen 8.469 Dossieren opgemaach ginn. 16 Milliounen huet et kascht an deem Joer, do si 50%, déi de Stat bezuelt, 50%, déi d'Gemengen droen, 2,2 Milliounen Direkthëllefe fir d'Leit, an do ass et virun allem: 42% vun dësen Hëllefe woren Ausgaben, déi mam Logement ze dinn hunn, entweder direkt fir d'Logement ze bezuele respektiv awer och fir d'Waasser oder d'Elektresch ze bezuelen oder och d'Heizen ze bezuelen. Mir hu 97,5 Posten, déi konventionéiert sinn, an dovunner och 65,48 Sozialposten an 32 administrativer.

D'Gemengen Déifferdeng, Esch an Ettelbréck hunn do Gebrauch gemaach, fir zousätzlech Personal ze kréien, fir eben déi Aufgabe besser fäerdeg ze kréien, a mir hunn deem och Rechnung gedroen, well mer gesinn hunn, datt op deene Plaze sozial Brennpunkter sinn, wou dat also och néideg ass.

Eng aner Fro, déi den Här Kartheiser gestallt huet, war déi vun der Ënnerstëtzung vun den Associatiounen. Mir hunn dat selbstverständlech an deene leschte Jore gemaach a mir maachen dat och elo duerch zousätzlech Personalposten, déi mer deenen eenzelnen Associatioune ginn. Ech denken och, datt dat wichteg ass. Dës Konventiounen, fir dëst Joer sinn déi am Budget ageschriwwe mat 6,7 Milliounen Euro, wou ebe Konventiounen doriwwer bezuelt ginn.

Am Abrëll/Mee woren de Logementsminister a mir mam Syvicol ënnerwee an de Gemengen, fir ebe just och d'Gemengen opzeklären iwwert déi Hëllefen, déi se kënne kréien, wa se Gebaier fir sozial Zwecker zur Verfügung stellen. Et ass virun allem awer drëms gaangen, fir d'Leit ze sensibiliséieren a se ze froen, fir fir deen Zweck, wéi gesot, Haiser zur Verfügung ze stelle respektiv drun ze denken, fir et mat ze bauen.

Ech hunn an deem Moment och dru geduecht, un déi Diskussioun, déi mer dunn haten an déi och de Xavier Bettel de Mëtteg nach eng Kéier ernimmt hat, fir ze soen, mir brauchen eng Dezentraliséierung. Deemools wor et virun allem och de Ben Fayot, wou mer hei an der Chamber gesot hat: Et kann net sinn, datt all sozial Problemer an der Stad op der Gare sech erëmfannen; all déi aner mussen och hëllefen, Hiert derzou bäidroen!

Ech géif gäre wëllen deen Appell vun deenen zwee Politiker ënnerstëtzen, fir ze soen: Et kann net sinn, datt zwou oder dräi Gemengen am Lëtzebuerger Land dat alles eleng musse maachen, mä et geet och nëmmen, wa mer kucken, datt mer dat dezentraliséiert kréien. Da brauche mer och keng esou grouss Strukturen, dann ass et fir jiddweree méi einfach. D'Leit fanne sech an hirer Géigend erëm, do, wou se ëmmer woren. An do, mengen ech wierklech, géif ech nach eng Kéier e ganz waarmen Appell och un déi Leit maachen, déi um Gemengenniveau täteg sinn, fir eben och deem Rechnung ze droen.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Iwwert d'Sozialbutteker ass vill geschwat ginn, an dofir mengen ech, géif ech mer dat elo e bësselchen erspueren. Ech fannen et vun der Iddi hier... An ech kann och novollzéien, datt ee seet, dat ass eng Almosepolitik. Op där enger Säit soe mer dat, op där anerer Säit soe mer awer och, datt et heiansdo méi wichteg ass, datt ee Sachleistunge gëtt, wéi datt een nëmme Sueleistunge gëtt.

Mä et ass och wichteg, datt déi Iesswueren einfach net ewechgehäit ginn. Och dat ass e Skandal, wann ee gesäit, wéi vill datt zu Lëtzebuerg vun Iesswueren ewechgehäit gëtt, an aner Leit leiden Honger, vläicht souguer och hei, mä ganz sécher op anere Plazen! Dofir ass dat also och eppes, wat net nëmme wichteg ass fir deen, deen et ka kréien.

Mir hunn de Moment néng Sozialbutteker am Lëtzebuerger Land: zu Déifferdeng, zu Esch, zu Beetebuerg, zu Beggen, zu Iechternach, zu Dikrech, zu Péiteng, zu Rolleng bei Miersch, zu Wëntger bei Wolz. An et sinn nach fënnef zousätzlecher an der Planung, soudatt Der gesitt, datt domadder awer een Netz iwwert d'Lëtzebuerger Land kann entstoen, wou och fir déi Leit, déi an d'Épicerie sociale ginn, ënnert deemselwechte System dat eent an dat anert gehandhabt gëtt, fir eben ze verhënneren, datt een entweder muss op Ettelbréck fueren, fir méi ze kréien, oder op Miersch fueren, fir manner ze kréien oder deen ee Produkt méi bëlleg ze kréie wéi deen aneren.

Dofir, mengen ech, ass et ewell gutt, wann een dat also och kuckt, datt een dat am Grëff behält, ouni datt ech awer wëll soen, datt ëmmer alles iwwerall muss d'selwecht sinn.

Den Cent Buttek funktionéiert aneschters. Och dat huet seng Méritten, an ech sinn eigentlech géint ëmmer nëmmen „das Gleichmachen". Dat ass eppes, wat och net...

(Interruption)

Neen, neen, ech weess dat, mä et ass einfach, heiansdo gëtt gesot, et muss iwwerall alles d'selwecht sinn. Ech sinn net onbedéngt där Meenung. Deemno wat datt et ass, ass et och wichteg, datt verschidde Modeller zum Droe kommen.

Dann ass d'Fro vun deem „rayé d'office". Dat ass jo wierklech eng schwiereg Affär! An dofir ass och de Gesetzesprojet 6330, deen do eng Rei vun neie Méiglechkeete bitt, fir eben deem entgéintzetrieden, an deen et erméiglecht, datt Leit, déi keng Adress méi hunn, kënnen op den Offices sociaux ugemellt ginn. An do hu mer ewell eng ganz Rei vun Offices sociaux, déi dat och maachen, ouni datt et elo onbedéngt an deem Text do drasteet, well et wierklech wichteg ass.

Et gëtt och eng Kommissioun, déi sech dorëmmer këmmert, fir eben deene Leit d'Méiglechkeet ze ginn, fir sech unzemellen. Fir deenen emol erëm endlech eng Méiglechkeet ze ginn, datt se emol erëm eng Persoun ginn! Well wann s de bis „rayé d'office" bass, dann huet ee kee Pass méi, et huet ee keng Carte d'identité méi, et kann ee sech net an de Chômage umellen, et kann ee sech net beim RMG mellen, et kann een net an der Krankekeess sinn. Et sinn also wierklech déi wichtegst Viraussetzungen, datt een emol erëm eng Kéier iergendwou iwwerhaapt de Wee kann zréckfannen.

An der Regel sinn dräi Méint virgesinn. Et kann och u Konditioune gebonne sinn, datt een iwwerhaapt ageschriwwe gëtt. Mä wann een dann awer gesäit, datt dat net duergeet, dann ass et awer och méiglech, fir dat nach kënnen ze verlängeren.

Ech wëll vläicht och do just e puer Zuele soen: 2006 woren et 79 Leit, déi eng Demande gemaach hunn, fir erëm ageschriwwen ze ginn; 2011 woren et der 289. Dat ass also 32% méi wéi dat viraus wor, wat och weist, datt awer d'Problemer an eiser Gesellschaft och net méi kleng goufen.

Mir hunn iwwert d'Efforten am Logement social héieren, datt mer ongeféier 950 sozial Logementer an de Gemengen hunn. Mir hate mam Logementsminister zesummen eng Circulaire erausgeschéckt, fir ze froen, wéi vill Logementer d'Gemengen hätten. Dat wor déi Äntwert, déi mer kritt hunn. Iwwer Besoinë konnte se eis näischt soen, well déi meescht keng Waardelëscht hunn an dofir also och net wëssen, wéi vill, wat de Besoin op der Plaz ass.

Duerch de Pacte Logement hunn d'Gemenge sech engagéiert, 51.811 Logementer ze schafe fir eng Populatioun vu bal 200.000 Awunner. Wa mer dat, mengen ech, géife fäerdeg kréien, da wier eise gréisste Problem hei zu Lëtzebuerg definitiv geléist, wat alles mat der Aarmut ze dinn hätt.

Den Observatoire de l'Habitat schwätzt vun 13.700 Stéit mat niddregem Akommes. An déi Leit, déi hu keen Zougang bis elo zu dem Pacte locatif social, weder bei de Gemengen nach beim Fonds du Logement. Vun dohier ass et also wichteg, datt och am Paquet Logement virgesinn ass, méi ekologesch ze baue selbstverständlech, mä och méi eng grouss sozial Mixitéit ze kréien an dann och d'Offer fir méi präiswäert Logementer ze schafe fir Familllje mat méi Kanner, déi sech keen Eegenheem kënne leeschten, respektiv fir Famillje mat méi Kanner, fir Studenten, Persoune mat reduzéierter Mobilitéit an esou virun.

Ech denken, datt awer och ganz gutt Usätz do sinn - ech wëll dat och hei soen - vun de Gemenge vun Déifferdeng, vu Biekerech, vu Lëtzebuerg a vun Diddeleng, déi och wëllen op de Wee goen, éischter am Genre vun der Agence Immobilière Sociale eppes ze maachen. Do muss ee kucken, ob een dat d'selwecht muss maachen, wéi dat bis elo gehandhabt gouf, oder ob een op een anere Wee ka goen. Wéi gesot, mir sinn do zu allem offen.

Ech géif just wëlle soen, d'Agence Immobilière Sociale brauch net nach Sozialhëllef ze maachen. Mir hunn esou vill Organisatiounen zu Lëtzebuerg, déi Sozialhëllef maachen. Mä et ass éischter, datt si musse kënne kucken, méi Leit ze kréie fir déi Logementer, déi fräi sinn, déi kënnen zur Dispositioun gestallt ginn, datt déi méi séier un d'Leit komme wéi dat, wat mer de Moment fäerdeg kritt hunn.

Da gëtt et jo neierdéngs och d'Société de développement urbain, déi d'Méiglechkeet gëtt, iwwer wichteg technesch, administrativ, finanziell a kommerziell Moyenen dem Logementsminister en Outil zur Verfügung ze stellen, fir eben déi Logementer ze dynamiséieren.

Iwwert déi Leit aus der Psychiatrie ass geschwat ginn. An och do sinn de Moment 200 Better, déi mat der Krankekeess konventionéiert sinn. Eng Fro, déi natierlech bleift, ass, ob dat duergeet. An och do seet de Ministère an de Minister, datt mer och an deenen nächste Jore musse virufueren, fir nei zousätzlech Logementer och do ze schafen, déi dann och ugepasst sinn deene Besoinen, déi déi Leit eben hunn. Wat ee jo net hei mat engem Wuert och esou ka soen.

Och iwwert d'Exprisonnéier sinn ech gefrot ginn. Do sinn déi Leit mat enger elektronescher Fessel respektiv déi, déi vun enger Semi-liberté profitéieren, déi kënne jo och mëttlerweil den RMG froen, si kënnen hir Pensioune behalen. An och si kënne selbstverständlech vun deene Servicer, deenen normale Servicer profitéieren.

Mä et ass awer och do de Comité national de défense sociale, deen expressis verbis a senge Statute stoen huet, datt si sech besonnesch och këmmeren ëm Leit, déi aus dem Prisong erauskommen. Am Prisong selwer an och zu Giwenech gëtt et awer och d'Méiglechkeet, Kontakt am Virfeld opzehuelen, fir eben d'Reintegratioun vun engem Prisonnéier, engem Exprison-

néier ze plangen an him ze hëllefen, och e Logement ze fannen, wat sécher eng wichteg Viraussetzung ass, datt iwwerhaapt déi Reintegratioun erëm ka geschéien.

D'selwecht och bei de spezielle Logementer fir Drogenofhängeger, wou e Guide erauskomm ass och vun dem Santésministère, dat geet vum Schafe vu Plazen a Strukture bis zur Betreiung a vu Preventioun bis Therapie. Et ass also alles do, wat dra virgesinn ass.

Den Här Kartheiser hat och gefrot, wéi et wier mat engem Haus extra fir d'Männer. Dir wësst, datt d'Madame Egalitéitsminister amgaang ass, e Konsultatiounszentrum fir Jongen a Männer an Nout op d'Been ze setzen, wou se virun allem berode ginn, wou och gekuckt gëtt, Partner ze fannen, déi sech och méi spezifesch ëm d'Noutsituatioun vu Männer a Jonge këmmeren an déi dann och do orientéieren, fir domadder och kënnen eng besser Aarbecht ze maachen a fir datt dat och méi eng grouss Kooperatioun gëtt, wéi dat bis elo de Fall ass.

Auslännesch an net auslännesch Leit, déi hei sinn, do hänkt et natierlech dovun of, ob déi Leit och legal um Territoire sinn. Da musse se natierlech behandelt gi wéi jiddwereen, deen hei ass. Wann et Leit sinn, déi illegal do sinn, da muss ee selbstverständlech kucken, wéi een domadder ëmgeet a wéi déi Leit - an do gëtt et och Méiglechkeeten -, wéi déi Leit dann och erëm zréck an hir Heemecht geschéckt ginn. Mä et ass net evident, dat wësse mer. A mir wëssen och, datt d'Zäiten net gutt sinn. Dofir, mengen ech, muss een och do kucken, wéi wäit datt een och grenziwwerschreidend Moossname ka mat anere Partner do fannen.

Ech denken, datt aus deenen Diskussioune vun de Mëtteg erausgaangen ass ee Problem, dee mer hunn an op dee mer och nach keng Äntwert fonnt hunn. Do sinn ech och nach amgaangen, Kandidaten ze sichen, déi sech derfir interesséieren. Dat sinn déi eeler Obdachlos. Och vun deenen ass de Mëtteg geschwat ginn. Mir gesinn, datt et schwéier ass, fir och do déi Leit an en normale Centre intégré ze kréien, well se et vläicht och méi schwéier hunn, fir sech u Regelen ze halen, wéi anerer.

Dofir, wa mer do géifen eng Méiglechkeet fannen, wier ech selbstverständlech och ganz frou.

Et sinn och net nëmmen d'Épiceries sociales, déi Saachen ausdeelen. Mir hunn hei héiere vun der Vollekskichen. Et gëtt eng ganz Partie och vun aneren Acteuren, déi op der Plaz hëllefen. Wéi gesot, jiddwereen, dee sech do engagéiert, ass selbstverständlech e wichtegt Stéck dovun.

Här President, ech gesinn, datt Der amgaange sidd, mir hei mat de Luuchten ze blénken. Dann halen ech léiwer op, net, datt Der mer d'Wuert ganz ewechhuelt.

Ech géif, wéi gesot, nach eng Kéier jiddwerengem wëlle Merci soen, an ech freeë mech op eng gutt a konstruktiv Zesummenaarbecht. Jiddwereen, dee wëllt eppes dozou bäidroen, ass bei eis häerzlech wëllkomm. An ech menge wierklech, datt och jiddweree seng Responsabilitéit muss huelen, fir datt mer dat geregelt kréien.

Merci villmools!

M. le Président.- Merci der Madame Minister. Den Interpellant hat nach eng Kéier d'Wuert gefrot. Dir hutt awer net méi ganz vill Zäit, Här Kartheiser. Haalt Iech wann ech gelift kuerz!

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- Ech berouegen Iech direkt, Här President, ech wäert net laang schwätzen. Ech wollt eigentlech just d'Geleeënheet huelen, fir jiddwerengem Merci ze soen, och der Madame Minister, well ech mengen, mir hunn hei e grousse Konsensus haut gehat.

Mir hunn eng ganz Rei vu wichtege Pisten awer, mengen ech, vun alle Säite confirméiert kritt: den „housing first", d'Noutwendegkeet vun dezentraliséierte Strukturen hei am Land. An ech géif mengen, et wär elo wichteg, datt mer dee Sujet net aus den Ae verléieren, mä datt d'Madame Minister an d'Familljekommissioun kënnt, fir eis d'Strategie matzäiten ze presentéieren, déi d'Regierung amgaangen ass virzebereeden.

Ech géif vun dëser Plaz aus direkt och schonn de President vun der Familljekommissioun invitéieren, fir d'Madame Minister matzäiten an ëmmer erëm ze invitéieren, fir datt mer dee Projet net aus den Ae verléieren, déi Schwieregkeeten, de Sujet net aus den Ae verléieren an datt mer dat kënne konsequent weiderverfollegen, fir deene betraffene Leit ze hëllefen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Kartheiser. Domadder wier d'Diskussioun ofgeschloss a mir kéimen zu eisem leschte Punkt vun haut de Mëtten.

D'Fraktioun vun deene Gréngen huet eng Aktualitéitsstonn iwwert de Reformprojet vum Schengener Raum ugefrot. Hei ass d'Riedezäit nom Artikel 84 zweeten Alinéa vum Chambersreglement festgehalen a gesäit Folgendes vir: där Fraktioun, déi d'Aktualitéitsstonn ugefrot huet, stinn zéng Minutten zou, deenen anere Fraktioune jeeweils fënnef Minutten, de Sensibilités politiques zwou Minutten an der Regierung eng Véirelstonn.

Et hu sech bis elo agedroen: déi Hären Eischen, Helminger, Fayot a Kartheiser. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Félix Braz als Vertrieder vun der Fraktioun vun deene Gréngen. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

6. Heure d'actualité du groupe déi gréng sur le projet de réforme de l'espace Schengen

Exposé

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Merci, Här President. De 14. Juni 1985 hu fënnef Länner d'Accordë vu Schengen ënnerzeechent. Wat net heescht, dass se deen Dag drop schonn a Kraaft waren. Dat huet nach eng Rei Jore gedauert. Haut si 26 Länner an deem System dran, 22 Memberlänner vun der EU plus d'Schwäiz, Liechtenstein, Norwegen an Island.

D'Accordë vu Schengen an déi Fräizügegkeet, d'libre Circulatioun vun de Bierger huet net nëmmen eng héich Symbolik vun Ufank u gehat, si huet och en héijen Notzen, en héijen Notzen am Alldag. Si huet och maassgeblech derfir gesuergt, dass d'Europäesch Unioun an der Perceptioun an och am Vécu vun de Leit méi wéi nëmmen e Bannemaart ass. Et ass en noutwendege Corollaire a Complément zum Bannemaart gewiescht, deen awer ganz séier seng eege Bedeitung a seng eege Symbolik an de Käpp an och an den Häerzer vun de Leit konnt gewannen.

Am Fréijoer 2011 sinn déi Diskussiounen dunn op eemol och anescht gelaf. Et koum, ënner anerem wéinst engem, wéi dat elo genannt gëtt „héije migratoreschen Drock" op Lampedusa zur Diskussioun, well d'Italiener invoquéiert hunn, si géifen net eens ginn eleng domat, a méi Solidaritéit gefrot hu vun den europäesche Länner ronderëm, wat net onbedéngt op Zoustëmmung getraff ass, well dee groussen Effort, deen d'Italiener gemengt hunn ze maachen, net onbedéngt och iwwerall als en eenzegaarteg groussen Effort ugesi gouf. Op anere Plazen an Europa waren och Efforten ze maachen, déi déi Länner och zum Deel eleng gestäipt hunn.

Fakt ass, dass d'italienesch Regierung enger ganzer Rei vu Leit en Titre de séjour, en italieneschen Titre de séjour accordéiert huet, deen hinnen et och erlaabt huet, ausserhalb vun Italien ze reesen. An domadder sinn déi Leit och iwwer Italien eraus an aner Länner vum Espace Schengen erakomm, wat vun enger Rei Leit als en Netrespekt vun den italienesche Verflichtungen eben ugesi ginn ass. Anerer hunn doranner och eng Violatioun vum Esprit, net nëmme vun de Lettres, mä och vum Esprit vu Schengen gesinn.

Den deemolege franséische President, den Här Sarkozy, huet sech dunn un d'Kommissioun adresséiert an huet, mengen ech, net ouni préélectoral Hannergedanken, op dësem Dossier wierklech e bëssen de Forcing gemaach an ass och esou wäit gaangen, dass e gedroht huet, aus Schengen erauszeklammen: de suspendre d'Accordë vu Schengen aus franséischer Vue, wat natierlech och électoral Grënn hat. Dat waren Discoursen, déi fir Leit, déi den Accordë vu Schengen en héije Wäert bäimoossen, nëmme schwéier nozelauschteren a schwéier ze erdroe waren. Dat war vun enger enormer Portioun Demagogie geprägt.

Fakt ass, dass deen Discours och zënter de franséische Presidentschaftswahle geännert huet. Wat awer näischt dru geännert huet, dass eng ganz Diskussioun lassgetréppelt gi war, déi och schlussendlech de 7. Juni bei engem Conseil vun den Innen- an Immigratiounsministeren, wou de Minister Schmit an de Minister Halsdorf laut mengen Informatioune Lëtzebuerg vertrueden hunn, wat also bei deem Conseil zu enger Rei Décisioune gefouert huet. An dat sinn Décisiounen, déi duerno eng Lawin praktesch vu Protester, an der Haaptsaach am Europaparlament, awer net nëmmen, ausgeléist hunn.

Déi Kritiken, déi op déi Accorden erofgaange sinn, ware vun zwou verschiddenen Naturen. Eng Kéier an der Form: Do geet et ëm d'Base légale, op där den Evaluatiounsmechanismus vum Espace Schengen soll baséieren, ob dat den Artikel 70 oder den Artikel 77 soll si vum Traité iwwert de Fonctionnement vun der Unioun.

Dat huet scho seng Bedeitung, well an deem enge Fall huet d'Europaparlament e Matsproocherecht, an deem anere Fall gëtt d'Europaparlament nëmme consultéiert op enger, wann een esou wëllt, fräiwëlleger Basis, déi net emol an der Consultatioun obligatoresch war. An d'Europaparlament hat natierlech d'Gefill, duerch de Choix vun der Base légale aus dem Evaluatiounsmechanismus ausgeboot ze ginn.

Dat Zweet ware Kritiken um Fong. Well déi Ännerungen, déi sollte gemaach ginn an deene Fäll, wou d'Grenzkontrollen temporairement kënne gemaach ginn, déi Fäll sollten op Demande vu Frankräich erweidert ginn. Et sollt ee weidere Fall derbäikommen, nämlech dee vun engem net méi ze kontrolléierende migratoreschen Drock, wat an der Kuerzform d'„Clause migratoire" genannt ginn ass, déi am Verständnis vun den éischte Reaktioune sollt an deene Beschlëss dra sinn. Sollt! Ech soen dat bewosst am Conditionnel.

D'Reaktioun dorobber war vehement. Et ass souguer ugekënnegt ginn, eng Rei Négociatioune mam Conseil, mat der Kommissioun ze blockéieren op fënnef verschiddenen Dossieren. An et ass souguer mam Gang virun den Europäesche Geriichtshaff gedroht ginn.

Wann een awer elo mat e bësse Recul méi genee kuckt, da stellt een zumindest fest, dass aus där zweeter Drohung, dem Gang op d'Geriicht, wéi et ausgesäit schlussendlech näischt wäert ginn. Dat huet och domat ze dinn, dass, no den ufänglech politesche Reaktiounen op déi Décisiounen, lues mä sécher och d'Juristen iwwerholl hunn, an déi Diskussioun ronderëm de Choix vun der Base légale haut net méi eleng eng politesch Diskussioun ass, mä och eng pointéiert juristesch Diskussioun ass. Et gëtt Juristen, déi invoquéieren, dass et keen anere Choix gouf, wéi déi dote Base légale ze huelen, wat awer och vun anere contestéiert gëtt.

Här Minister, déi gréng hunn déi Heure d'actualité vun haut, oder Dir Häre Ministeren, déi gréng hunn déi Heure d'actualité vun haut ugefrot, och fir eng Klärung an dëser Saach ze kréien oder fir méi Klärungen an dëser Saach ze kréien.

Éischtens wollte mer wëssen, wou mer da genee elo dru si mat deene Beschlëss. Wat ass d'Liesaart vun der Lëtzebuerger Regierung vun deene Beschlëss, déi de 7. Juni geholl gi sinn, och op deene Punkten, déi kritiséiert gi sinn, wat ass do Är Liesaart? Deelt Der déi Kritiken? Stëmmt Der deene Kritike vläicht zou? Oder sidd Der der Meenung, dass déi Kritike falsch sinn?

Wat ass d'Liesaart vun der Lëtzebuerger Regierung op där juristescher Interpretatioun? Hunn déi recht, déi juristesch behaapten, déi richteg Base légale misst den Artikel 70 sinn, oder sidd Der der Meenung, dass dat net esou eendeiteg ass, wéi déi dat wëllen duerstellen?

Mir Gréng sinn op jiddwer Fall der Meenung, wéi d'Europaparlament, dass an dëser Matière e Matsprooche- an e Matdécisiounsrecht vum Europaparlament muss garantéiert sinn. Wat ass do d'Meenung vun der Regierung? Wéi kënne mer an dëser Matière mat en Décisiounsrecht vum Europaparlament assuréieren? Ënnerstëtzt d'Lëtzebuerger Regierung dat? Oder steet d'Lëtzebuerger Regierung wéi aner Regierungen där Saach do kritesch géigeniwwer?

Aner Fro: De Sträit ass elo do, an och wann e vläicht elo op manner Terrainen ausgedroe gëtt, wéi nach an deenen éischte Reaktiounen, en ass nach net bäigeluecht tëschent dem Europaparlament, dem Conseil an der Kommissioun. Wéi kann an Ären Aen dëse Sträit geléist ginn?

An och eng Fro: Déi Clause migratoire, déi jo an deenen éischte Reaktioune sollt an den Texter mat ageschriwwe sinn, ass déi an Ären Texter mat dran, oder ass déi Clause migratoire net dran, contrairement zu deem, wat am Ufank gesot ginn ass?

Et gëtt der och, déi soen, dass déi envisagéiert Modifikatioun vum Artikel 26 vum Code frontières Schengen, déi eng nei «procédure...», ech zitéieren elo am franséischen Original, eng nei «procédure spécifique en cas de circonstances exceptionnelles mettant en péril le fonctionnement global de l'espace sans contrôle aux frontières intérieures» virgesäit, do soe Verschiddener, dat wier, ouni dass se den Numm huet, awer déi verstoppte Clause migratoire, well déi „circonstances exceptionnelles", déi do viséiert wieren, géifen dat anert, déi Clause migratoire, mat ofdecken. Liest Dir dat och esou? Oder sidd Der do kategoresch, dass dat net de Fall ass? Och do interesséiert eis d'Liesaart vun der Lëtzebuerger Regierung.

Op all dëse Froen, Dir Häre Ministeren, wollte mer als gréng Fraktioun och wëssen, wat d'Lëtzebuerger Positioun am Conseil vum 7. Juni war. Dir hutt de kritiséierten Accord matgedroen, dee war jo eestëmmeg matgedroen. Firwat hutt Der dee matgedroen? An hat Der bei verschiddene Punkte Retizenzen? Wa jo, bei wéi engen? Also déi prezis Lëtzebuerger Positioun.

Fir déi gréng ass Schengen déi fräi Zirkulatioun vun den europäesche Bierger. Et ass eng fundamental, identitéitsstëftend europäesch Errungenschaft. Et ass eng fundamental Fro, déi hei zur Diskussioun steet, net nëmmen haut, mä och fir d'Zukunft. D'fräi Zirkulatioun vun de Bierger ass fir eis keng Fro, déi reng nationalen Iwwerleeungen däerf ënnerworf ginn. Dat ass eng gemeinschaftlech Fro. An déi, déi fräi Zirkulatioun vun den Uniounsbierger, dierf net ënnert dem Drock vu Rietspopulisten a Rietsdemagogen ageschränkt ginn. Dat ass fir eis e Wee, wou et keen Zréck soll ginn, mä just nach een No-vir.

Mir mengen och, dass de Rôle vum Europaparlament an dëser Matière muss gestäerkt ginn. Si sinn déi gewielte Vertrieder, déi direkt gewielte Vertrieder vun den europäesche Völker, vun de Leit vun der Europäescher Unioun. A mir mengen, dass an deenen nächsten Diskussiounen, déi wäerten um europäeschen Niveau gefouert ginn mam Conseil a mat der Kommissioun, onbedéngt eng Stäerkung vum Rôle vum Europaparlament muss dobäi erauskommen.

Mir wëssen, dass déi Reform vum System Schengen och um Ordre du jour steet vum Conseil européen vum 28. an 29. Juni, also dëse Weekend. Mir hunn déi provisoresch Konklusiounen, déi do sollen op der Fro vum Espace Schengen gezu ginn, scho kënne liesen. Déi kënnen natierlech nach änneren an deenen nächsten Deeg. Mä dat, wat am Moment drasteet, mécht relativ wéineg Hoffnung. Dat ass eng ganz sommaire Beschreiwung, déi sënngeméiss seet: Mir halen dat an Zukunft weiderhin am A. Vill méi steet net dran. Dat kann zwar wuel nach änneren, mä et ass net dat, wat an eisen Aen dat Richtegt wier.

Mir hunn och, Här President, am Sënn vu mengen Erläuterungen eng Motioun als gréng Fraktioun preparéiert, déi notamment d'Regierung opfuerdert, dass, wann déi envisagéiert Ofännerung vum Artikel 26 vum Code frontières Schengen stattfënnt, do op jiddwer Fall dat keng Fro ass, déi nëmmen national soll tranchéiert ginn, mä déi onbedéngt ënnert dem Contrôle vun der Kommissioun stattzefannen huet, an dass souwuel am nächste Conseil och déi Konklusioune vum Intérieurs- an Immigratiounsministerrot vum 7. Juni an där doter Perspektiv sollte réévaluéiert ginn.

A mir fuerderen och am leschten Tiret, dass an Zukunft sech endlech seriö mat enger wierklecher europäescher Immigratiounspolitik beschäftegt gëtt. Soulaang déi net do ass, wäerte mer eis ëmmer nees op dëse Froen op peripheren Terrainen affrontéieren an der Politik, an dat ass fir eis keng Léisung.

Mir mussen ee fir alle Mol eis där Fro stellen. Mir hunn dat hei scho méi wéi eng Kéier erwähnt. Ech weess och, dass dat gedeelt gëtt opsäite vun der Regierung an och vun anere Bänken, an dofir hu mer dat och nach eng Kéier an dëser Motioun rappeléiert.

An ech déposéieren déi a soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant l'attachement du Grand-Duché de Luxembourg au principe de la libre circulation des personnes au sein de l'Union européenne et aux acquis de Schengen;

- considérant les décisions prises à l'unanimité par les Ministres de l'Intérieur et de l'Immigration de l'UE lors du Conseil du 7 juin;

- modifiant le mécanisme d'évaluation de Schengen (2010/0312 (COD)) en ce qui concerne les règles communes destinées à contrôler l'application de l'acquis de Schengen;

- adoptant comme base légale du système d'évaluation de Schengen une disposition qui prévoit une consultation du Parlement européen sur une base purement volontaire;

- modifiant les règles communes relatives à la réintroduction temporaire du contrôle aux frontières intérieures dans des circonstances exceptionnelles;

- considérant la forte opposition rencontrée par ces décisions devant toutes les grandes formations politiques du Parlement européen;

- considérant la forte adhésion des citoyens européens à cet acquis essentiel de la construction européenne qu'est l'espace de Schengen;

- considérant le fait que la réforme du système de Schengen sera à l'ordre du jour du prochain Conseil européen des 28 et 29 juin 2012;

demande au Gouvernement

- d'œuvrer lors du Conseil européen des 28 et 29 juin en faveur d'une approche communautaire dans la gouvernance de l'espace de libre circulation Schengen;

- d'agir pour que l'article 26 du code frontières Schengen introduisant une «Procédure spécifique en cas de circonstances exceptionnelles mettant en péril le fonctionnement global de l'espace sans contrôle aux frontières intérieures» soit régi sous le contrôle de la Commission européenne;

- de veiller à ce que les décisions des Ministres de l'Intérieur du 7 juin soient réévaluées sous cet angle;

- d'œuvrer au niveau européen pour une véritable politique européenne d'immigration tenant compte des besoins démographiques de l'Union européenne et attachée aux valeurs de la convention européenne des droits de l'Homme et de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne.

(s.) Félix Braz, Claude Adam, François Bausch, Camille Gira, Henri Kox, Josée Lorsché, Viviane Loschetter.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Braz. Als éischte Riedner ass den Här Félix Eischen agedroen. Här Eischen, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Félix Eischen *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Schengener Accord geet op d'Joer 1985 zréck, wou fënnef Länner, dat deemolegt Westdäitschland, Frankräich an déi dräi Benelux-Länner, sech op eng Suppressioun vun de systematesche banneschte Grenzkontrolle gëeenegt hunn. Duerno huet sech dëse Modell quasi op déi ganz EU ausgedehnt a souguer doriwwer eraus, fir nëmmen d'Beispill och vun der Schwäiz ze nennen.

D'Avantagë vum Schengener Accord sinn deemno ganz kloer: D'europäesch Bierger kënne sech fräi am Schengen-Raum bewegen, ouni op de Grenze kontrolléiert ze ginn. Et wier nëmme schwéier virstellbar, wann haut sämtlech Länner hir Grenzposten erëm géifen opstellen. Wat dat fir Lëtzebuerg bedeite géif, wou all Dag iwwer 150.000 Leit eis Grenze passéieren, fir an eist Land schaffen ze kommen, dovun emol guer net ze schwätzen.

Firwat gëtt elo dee Schengener Accord awer a Fro gestallt? De Schengen-Raum berout um géigesäitege Vertraue vun all deene Länner, déi en Deel dovunner sinn. Déi eenzel Länner verzichten nämlech op hir Grenzkontrollen, well se dovunner ausginn, dass jiddweree senge Responsabilitéiten nokënnt.

An der Lescht ass dëst Vertrauen awer op de Préifstand gestallt ginn. Den Här Braz hat et ugeschwat, mir erënneren eis un d'Arabescht Fréijoer, wou Flüchtlingen op der Insel Lampedusa débarquéiert sinn a wou déi italienesch Regierung dëse Leit eng Openthaltsgenehmegung ausgestallt huet. Och wann dës Aktioun näischt direkt Illegales hat - eng Harmonisatioun vun de Reglementatiounen op europäeschem Niveau gëllt nëmme fir d'Visae vu kuerzer Dauer -, hat dës Virgoensweis awer Répercussiounen op d'Nopeschlänner.

De Problem, mat deem Italien konfrontéiert war, ass deemno unilateral un aner Länner weidergereecht ginn. Et muss een nämlech constatéieren, dass d'Leit, wéi d'Flüchtlinge vu Lampedusa, an deene meeschte Fäll net am Antrëttsland bleiwen, mä duerch Europa reesen. Et muss een och feststellen, dass dacks d'Leit ganz legal an Europa areesen, mä sech duerno illegal hei etabléieren.

Dës Leit soll een net stigmatiséieren, well se am Normalfall jo och keng Bedrohung duerstellen. D'Unzuel vun deenen, déi legal an Europa agereest sinn an duerno illegal hei bleiwen, plus déi, déi vun Ufank u keng Openthaltsgenehmegung hunn, dat kann awer zu Geforen um sozialen an um Sécherheetsplang féieren.

Laut Zuele vun Eurostat hunn an Europa am Joer 2011 301.000 Persounen eng Demande fir Asyl gemaach, wat eng Progressioun vu 16% zu 2010 duerstellt. Dës Zuele beinhalte sämtlech Persounen, ob se elo illegal oder legal an Europa agereest sinn. Weider gouf festgestallt, dass vun Oktober bis Dezember 2011 ongeféier 75% vun den illegale Grenzpassagen am östleche Mëttelmier enregistréiert goufen.

Fir dësen Entwécklungen entgéintzewierken, huet d'Europäesch Kommissioun am Optrag vum Europäesche Conseil eng Propositioun op den Dësch geluecht, fir d'Regele vun zäitlech begrenzte banneschte Grenzkontrollen nei ze definéieren. D'Propositioun vun der Kommissioun gesäit vir, dass ënner Ëmstänn Grenzkontrollen nees dierfen agefouert ginn a Fäll, wou uerg an heefeg Fuiten an der Kontroll vun de Baussegrenze géife festgestallt ginn.

Dës Neiregelung kann een also als eng direkt Äntwert op d'Migratiounswelle wäerten, déi am Arabesche Fréijoer iwwer Europa eragebrach sinn an och an Zukunft op eis duerkommen. D'Neesaféiere vu Kontrollen op de Bannegrenze kéint an de virgenannte Fäll bis zwee Joer laang undaueren, an d'Kommissioun wier eenzeg an eleng befäegt, déi Décisioun respektiv Décisiounen ze huelen.

A senger Sëtzung vum 7. Juni 2012 huet de Conseil elo décidéiert, dës Entscheedungskompetenz op sech ze iwwerdroen. Dës Décisioun däerf ee ganz kloer hannerfroen. D'Kommissioun als Garant vun den Traitéen an deemno och vun de Grondfräiheeten hätt vläicht mat méi enger grousser Onofhängegkeet gehandelt.

Et muss een awer och feststellen, dass, wann an deene Fäll de Conseil décidéiert, d'Grenzkontrollen anzeféieren, dëser Décisioun eng Rei vun anere Mesurë virausginn. Et ass nämlech esou, dass all Land an engem 5-Jores-Rhythmus op de Leescht geholl gëtt, fir ze kucken, ob d'Acquisë vu Schengen richteg ëmgesat ginn. Dës Evaluatioune ginn dann an e Rapport afléisse gelooss, wou da festgehale gëtt, ob eventuell Feelverhale bestinn oder och net. Et kënnen dann och Recommandatiounen ausgesprach ginn.

Wann an deene Rapportë Mëssstänn opgedeckt ginn, an deene betraffene Länner festgestallt ginn, hunn déi dann e puer Méint Zäit, en Aktiounsplang ëmzesetzen.

Am Fall vu Mëssstänn an der Kontroll vun de Baussegrenzen, déi also an dëse Rapportë festgestallt ginn, kënnen ausnahmsweis, dat heescht, wann de globale Fonctionnement vum Schengen-Raum a Fro gestallt gëtt an eng uerg Bedrohung zum Beispill fir déi öffentlech Uerdnung da géif bestoen, da kéinten, wéi gesot, dës Kontrollen erëm agefouert ginn.

Wourobber muss een awer do oppassen? Et muss ee ganz kloer betounen, dass déi nei Mesuren nëmmen an Ausnahmefäll zum Droen däerfe kommen.

Et muss een awer och derfir suergen, dass déi Länner, déi haaptsächlech an der Bréngschold sinn, well se an der Peripherie vun Europa ugesiedelt sinn, och an der Lag sinn, eventuell Recommandatioune kënnen ëmzesetzen.

Mir als Lëtzebuerger, mir hu keng direkt Baussegrenzen, ausser elo de Findel, a mir wëssen net, wat et heescht, méi wéi 50.000 km vun dëse Grenzen ze iwwerwaachen.

Et däerf natierlech och net vergiess ginn, dass déi betraffe Länner net op sech selwer gestallt sinn. Et gëtt eng ganz Rei vun europäesche Moossnamen an Hëllefen, vun deenen dës Länner profitéiere kënnen. Esou zum Beispill d'Frontex, eng europäesch Agence, déi de Länner hëlleft, d'Baussegrenze vun der EU besser ze kontrolléieren. Europäesch Fonge goufe kreéiert, fir deene Länner finanziell ënnert d'Äerm ze gräifen. Fir nëmmen eng Zuel ze nennen: Zum Beispill am Joer 2012 kritt Griichenland 44,7 Milliounen Euro aus dem Baussegrenzefong fir d'Verbesserung vum Grenzmanagement.

Vläicht mussen déi Hëllefsmechanismen och iwwerschafft gi respektiv d'Prioritéiten an Zukunft nei definéiert ginn.

Et gëllt op alle Fall, derfir ze suergen, dass d'Vertrauen tëscht de Länner erëm hiergestallt gëtt, well nëmmen dëst Vertrauen derfir suerge kann, dass de Schengen-Raum och eng Zukunft huet an d'Grenzkontrollen an Europa, wéi an der Vergaangenheet, ganz seele virkommen.

De Schengen-Raum, an do si mer eis, mengen ech, eens, gehéiert zu deene wäertvollsten Errungenschafte vun der europäescher Integratioun, an dat soll och esou bleiwen!

Dann nach eppes zum Schluss, Här President, Dir Dammen an Dir Hären: Et ass vill an der leschter Zäit iwwert d'Aart a Weis diskutéiert ginn, wéi de Conseil probéiert huet, d'Europäescht Parlament ze ëmgoen. Dat däerf a soll ee kritesch an d'A faassen, a mir wiere frou, wa sech d'Verhältnis tëscht de betraffenen europäeschen Institutiounen erëm géif normaliséieren.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Eischen. Als nächste Riedner ass den Här Paul Helminger agedroen. Här Helminger, Dir hutt d'Wuert.

M. Paul Helminger *(DP)*.- Här President, ech hunn no de Virriedner net méi ganz vill zu der Diskussioun bäizedroen. Ech wëll awer och mengersäits ënnersträichen, wéi eng Success Story am Fong deen Accord ginn ass, deen de 14. Juni '85 effektiv zu Schengen vun deene fënnef Länner - Belsch, Holland, Däitschland a Frankräich - ënnerschriwwe ginn ass. Wéi gesot, et ass scho relevéiert ginn, 25 Länner sinn hautdësdags Voll-Memberen, an et sinn nach eelef anerer, déi zu engem Deel un den Accordë bedeelegt sinn.

An, wéi gesot, wann ee bedenkt, datt Europa grad just haut vill virgeworf kritt, datt et ze vill abstrakt wier, ze vill bürokratesch, ze vill ontransparent, da sinn et grad just d'Schengener Accorden, déi de Leit d'Méiglechkeet ginn hunn, fir sech fräi am Schengen-Raum an Europa ze bewegen. An et ass wuel kaum e Land a Leit, déi méi dovunner profitéieren, wéi grad just Lëtzebuerg, an och déi Länner, déi Leit aus den Nopeschregiounen, déi all Dag kënnen appréciéieren, wat dat heescht, fir kënnen do ouni Komplikatioune vun engem Land an dat anert ze goen.

Da wëll och ech ënnersträichen, datt et jo awer vläicht net en Hasard ass, datt grad just a Wahlkampfzäiten déi Diskussiounen hei erëm opkommen, well geduecht gëtt, datt een do vläicht kéint e puer Wieler an e puer Stëmme weider kréien.

Ech muss soen, wann een dat alles an deem Kontext gesäit, dann ass och fir eis dee Reformprojet, esou wéi en de 7. Juni am Kader vun engem Conseil vun de Justiz- an Innenministere vun der Europäescher Unioun festgehale ginn ass - sous réserve, wat elo déi zwee Ministeren oder ee vun hinnen op déi Froen äntwert, déi notamment de Félix Braz opgeworf huet, eis eppes aneschters, eng aner Interpretatioun gëtt -, ass deen Accord, esou wéi mir e liesen, fir d'Demokratesch Partei eigentlech inakzeptabel.

Elo solle jo d'Memberländer d'Méiglechkeet kréien, fir bis zu zwee Joer d'Kontrollen op hire Grenzen erëm ze maachen, am Fall vu Circonstances exceptionnelles, wat ëmmer dat heescht. Dat schéngt eis en äusserst onprezisen an dehnbare Begréff ze sinn, sou datt also d'Dier do géif opgemaach gi fir esou munche Mëssbrauch vun där Klausel.

Besonnesch och d'Affär vun dem Ausschléisse vun dem Europaparlament: Mir si wierklech der Meenung, datt grad just an engem Domän wéi deem hei, wou et wierklech ëm eppes geet, wat d'Leit an hirem Alldag als Benefiss vun Europa kënne gesinn, datt et do inakzeptabel ass, datt do déi gewielte Vertrieder vun den europäesche Bierger géife vun deenen Diskussiounen ausgeschloss ginn an datt elo eleng do d'Kommissioun an de Conseil dierften décidéieren.

Wéi gesot, dee Versuch hei, fir Schengen praktesch ze renationaliséieren, wann een deen am Kontext gesäit vun all deene Schwieregkeeten, déi mer am Moment an Europa hunn, dann ass dat wierklech eng - dat kënne mer och net anescht gesinn -, dat ass eng direkt weider Attack op d'Méthode communautaire, zu där mir dach als Lëtzebuerger awer ëmmer terribel staark gehalen hunn, well et ebe grad just déi ass, déi déi kleng Länner an deem groussen Europa do iergendwéi schützt an déi och e Kärstéck duerstellt vun der europäescher Integratioun, och fir eis nach haut ëmmer.

Et wier jo och e bësse verréckt, wann an deenen Diskussiounen ëm de Schengen-Raum a wéi dee géréiert soll ginn, England zum Beispill, wat net Member ass vum Schengen-Raum, ëmmer mat kéint um Dësch sëtzen a matdiskutéieren, während d'Europaparlament als gewielte Vertrieder vun den europäesche Bierger dovunner ausgeschloss wier.

Mir sinn och der Meenung, datt d'Europaparlament do sech net soll scheien, wéi de liberale Grupp et schonn do proposéiert huet, fir - le cas échéant - virun den Europäesche Geriichtshaff ze goen, fir datt d'Rechter vum Parlament an dëser Saach och weiderhi géife garantéiert bleiwen.

A finalement wëll ech just soen, datt an engem Moment, wou grad just déi Kris, déi eis esou staark beschäftegt, dann elo, ech géif soen „endlech" schéngt eng Diskussioun erëm unzekuerbelen, wou erëm Rieds drëm geet, datt mer där Kris eigentlech nëmme richteg kënne begéinen, wann et méi eng staark politesch Unioun respektiv souguer eng gemeinsam Währungs-, Wirtschaftsregierung gëtt, a wou doriwwer diskutéiert gëtt, datt grad just an deem Kontext dann et awer kontradiktoresch ass, wann dann zur gläicher Zäit eppes, eng vun deene wéinegen Errungenschaften, déi mer wierklech hunn am Integratiounsprozess, erëm géif op de Wee vun der Renationaliséierung geschéckt ginn, do schéngt et eis eng grouss Kontradiktioun ze sinn, an ech géif och duerfir ganz gespaant elo drop waarden, wat d'Ministeren eis soen, fir datt mer eis definitiv kënnen do positionéieren.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Helminger. Als nächste Riedner ass den Här Ben Fayot agedroen. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Här President, no dem sougenannten „Arabesche Fréijoer" an Nordafrika an am Noen Osten hu verschidde Länner vun der Europäescher Unioun mat ganz laange Baussegrenze gefaart, vu Réfugiéen iwwerschwemmt ze ginn. An Dir erënnert Iech, dass Italien een Ableck gesot huet, mat deenen 20.000 Flüchtlingen aus Nordafrika géif et net eens ginn, an dorobberhi seng Grenzen opgemaach huet oder Certificaten ausgestallt huet, fir dass déi Leit kéinten an de Schengen-Raum kommen. Déi sinn an der Haaptsaach a Frankräich komm. Dat war also en Zeeche vun Onsolidaritéit vun engem Land vis-à-vis vun deem aneren.

Duerfir ass de Schengen-Raum ënner Drock geroden, an d'Politik huet natierlech probéiert, dorobber ze reagéieren.

Ech mengen, dat huet alles esou e bëssen eng Phobie erginn, an duerfir ass et wichteg, och elo emol Kloerheet iwwert d'Zuelen ze schafen. De Félix Eischen huet et schonn zum Deel gemaach.

Gëtt et eng Schwemm vu Réfugiéen oder net? Si verschidde Länner vun illegaler Awanderung bedroht? Den drëtte Rapport iwwer Immigratioun an Asyl an der Europäescher Unioun am Joer 2011 seet ons, dass d'Europäesch Unioun mat enger Bevölkerung vu 502 Millioune Leit 20,2 Millioune Leit aus Drëttländer huet. Dat si 4%.

Et gouf 2011 an der Europäescher Unioun 302 (veuillez lire: 302.000) Demandeurs d'asile. Et gëtt och geschat, dass 4,5 Millioune Leit aus Drëttländer sech illegal an der Europäescher Unioun ophalen. Genee kann een déi jo selbstverständlech net feststellen.

Natierlech steet d'Fro och am Raum a ville Länner, ob bei engem Chômage vun an der Moyenne 10% nach legal Immigratioun iwwerhaapt akzeptabel ass. Dobäi muss ee wëssen, dass a villen héich entwéckelte Länner elo schonns Pénurie u qualifizéierte Leit besteet an dass Europa an der ganzer Welt och op der Sich no Talenter ass, grad wéi aner héich entwéckelt Länner.

Et gëtt sécher e Problem vun illegaler Awanderung an Europa. Lëtzebuerg erlieft dat jo och, besonnesch säit der Visa-Liberaliséierung mat verschiddene Balkanlänner, no där ons Zuele vun Demandeurs d'asile drastesch an d'Luucht goungen, déi eigentlech keng Demandeurs d'asile sinn, mä Leit, déi aus wirtschaftlechen Ursaache bei ons wëlle kommen.

An natierlech gëtt a verschiddene Länner gäre mat der illegaler Immigratioun Politik gemaach. An en Haaptinstrument ass dann natierlech de Ruff nom Zoumaache vun de Grenzen, mat anere Wierder: d'Fréckelen um Schengen-Raum.

Här President, de fräie Verkéier an Europa ouni Grenzen ass en Häerzstéck vun der europäescher Konstruktioun. E klengt Land wéi Lëtzebuerg huet doduerch vill gewonnen: e grousse Raum, regional an international, fir sech fräi ze bewegen, fir ze exportéieren, fir mat aneren zesummenzeschaffen, eng oppe Wirtschaft mat ville Leit, déi bei ons wunnen, schaffen, tanken, verbrauchen.

D'Grenze ware soss ëmmer d'Haaptursaach vu Kricher. En Europa ouni Grenzen huet d'Länner méi no zesummebruecht, d'Resultat ass e fridlecht Mateneen, wat kee wëllt vermëssen.

Nun huet de Conseil vun den Innenministeren de 7. Juni 2012 anscheinend e Kompromiss fonnt zwëschent deenen, déi d'Grenze wëllen zoumaachen, an deenen, déi dat net wëllen. E Kompromiss ass jo ëmmer eppes Schwiereges. Ech ginn dovunner aus, dass d'Lëtzebuerger Regierung éischter zu deene gehéiert, déi d'Grenzen net wëllen zoumaachen, an och dee Populismus vun dem Aschränke vun dem Schengen-Raum net wëllt matmaachen.

Dëse Kompromiss huet natierlech weder d'Kommissioun - dat huet ee gehéiert vun der Kommissärin, der Madame Malmström - nach d'Europaparlament zefriddegestallt, well et ass, fannen ech, politesch relativ onklug vum Conseil, fir d'Europaparlament wëllen auszeschléisse vun där Beschlossfaassung, egal wéi d'juristesch Lag elo ass. D'Europaparlament huet jo anscheinend gedroht, bei d'Cour de justice ze goen, mécht dat awer net, well et och gesot krut vun hirem Jurisconsulte, dass et do net vill Chancen hätt. Mä politesch, op jidde Fall, ass et e bësse fragwürdeg, fir d'Europaparlament dobäi auszeschléissen.

Natierlech geet et am Detail ëm d'Evaluatioun vun der Kontroll vun de Bannegrenzen an ëm e Mechanismus, fir d'Bannegrenzen am Ausnahmefall erëm hierzestellen. Do geet et ëm d'Evaluatioun fir d'Éischt, an duerno ka jo dann e Land autoriséiert ginn, seng Grenze fir maximal zwee Joer zouzemaachen.

Sécher muss d'Kontroll vun de Baussegrenze besser ginn, besonnesch zwëschent der Türkei a Griichenland. A sécher muss d'illegal Immigratioun un der Wuerzel och ugepaakt ginn, an der Zesummenaarbecht och mat de Länner, aus deenen d'illegal Awanderer kommen. Mä et ass eng Illusioun ze mengen, d'Zoumaache vu Grenzen an der Europäescher Unioun wär d'Allheilmëttel. Groussbritannien ass net am Schengen-Raum, huet also nach national Grenzen, ass eng Insel an huet trotzdeem 26 (veuillez lire: 26.000) Demandeurs d'asile pro Joer bei sech.

Et geet, Här President, fir d'LSAP hei ëm d'Erhale vun enger vun de wesentlechen Errungenschafte vun der Europäescher Unioun. Wat haut besteet - dat wëll ech awer och nach soen -, wat haut besteet, appréciéiert jo eigentlech kee méi esou richteg, well et eppes ass, un dat mer gewinnt sinn a wat mer als selbstverständlech unhuelen. A vill Leit, och vill Politiker - dat wëll ech soen -, déi haut um Pouvoir sinn, hunn eigentlech jo keng Ahnung méi, wat en Europa zerstéckelt vu Grenzen u Käschten, un Ofschottung, u Mësstrauen, un Ufeindungen, un nationalistesche Geforen duerstellt! D'Grenze waren a sinn d'Ursaach fir Kricher, d'Ofschafe war an ass de Fridden.

An duerfir, mengen ech, muss een ons Regierung encouragéieren, fir am Conseil alles ze maachen, fir dee Schengen-Raum ze erhalen, fir net op dee Wee ze goen, fir de Schengen-Raum a Fro ze stellen, well et gëtt genuch Leit an Europa, déi net déi europäesch Integratioun, déi net dee fräien, grenzelose Raum wëllen, an ech sinn iwwerzeegt, dass ons Regierung wäert och am Conseil dorobber hiwierken, fir dass dat net geschitt.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Fayot. Als nächsten a leschte Riedner ass den Här Kartheiser agedroen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, villmools Merci. Och d'ADR bekennt sech selbstverständlech zum Prinzip vum fräie Verkéier vun de Persounen tëschent de Länner. Ech wéilt awer e puer méi grondsätzlech Bemierkunge maachen.

Déi éischt ass: Ech wiere mech géint déi Iddi, datt alles, wat elo géint Schengen wär, ënnert de Begréff Populismus soll falen. Ech weess, de Minister Asselborn huet dem Här Sarkozy hei dat reprochéiert. Ech hunn hei och, fir déi Leit mat kuerzem Gediechtnis, déi néideg Presscoupurë bruecht. An do huet en och gesot, den Här Minister Asselborn, wann de François Hollande géif gewielt ginn, dann hofft en, datt den Débat «sur Schengen va se terminer rapidement». Dat schéngt och de Fall ze sinn, allerdéngs wahrscheinlech anescht, wéi den Här Minister Asselborn dat envisagéiert hat.

(Interruption)

Ma, da muss en dat erklären.

Op jidde Fall ass et fir eis elo keng Debatt, déi ee soll an Termë vu Populismus oder Netpopulismus féieren, mä et muss een déi reell Besoinen an Europa kucken, well dorobber kënnt et jo schlussendlech un an eng verantwortungsvoll Politik, déi gëtt net mat Schlagwierder gemaach, méi déi geet op déi reell Besoinen.

An de reelle Besoin, dee schéngt jo ze bestoen, fir déi Grenzkontrollen erëm anzeféieren, well wuel kaum een heibannen éierlech kéint bestreiden, datt et Fäll vu Mëssbrauch gëtt an datt et Insuffizienz an der Kontroll vun den Aussegrenzen ebe gëtt an datt op esou objektiv a reell existéierend Erausfuerderunge verantwortungsbewosst Staten och musse kënne reagéieren.

Mir hunn als ADR ëmmer erëm gesot, datt mer musse bei aller Fräizügegkeet ëmmer mat Mooss a Verantwortungsgefill handelen, och bei der Visapolitik. Et kann een net einfach fir all Länner déi Visaobligatioun ofschafen, ouni gläichzäiteg Sécherheetsgelänneren anzeféieren, „sécher Drëttstaten"-Konzepter, Réadmissiounskonzepter.

Mir kréien elo eng Debatt iwwert d'Tierkei, Här Minister. Wat maache mer, wann elo zum Beispill kurdesch Réfugiéen heihinnerkommen, déi hu jo ganz sécher e Recht hei op Asyl? Also, och déi tierkesch Debatt musse mer mat enger grousser Virsiicht gesinn.

An ech mengen, Dir sidd Iech bewosst - Dir laacht elo, mä ech mengen, wann Der Iech net bewosst sidd, da gitt Der Iech geschwë bewosst -, wou d'Problemer mat der Tierkei leien!

D'grenziwwerschreidend Kriminalitéit ass en anert Wuert; mä ech wëll hei, well mer nëmmen zwou Minutten hunn, eppes ganz kloer soen: Fir d'ADR bleift d'Recht vun de Staten ëmmer en nationaalt Recht, fir d'Grenzkontrolle kënnen duerchzeféieren. Dat ass an eisen Aen eng Fro vun der nationaler Souveränitéit, vun der nationaler Kompetenz, fir selbstverständlech mat den Noperstaten an engem europäesche Kader esou Arrangementer kënnen ze fannen.

Dat heescht net, wéi Verschiddener soen, datt mer ewell d'Frontaliere wëlle kontrolléieren, mä all Stat soll d'Recht hunn, fir seng Grenze kënne punktuell an esou ze kontrolléieren, fir seng eege Bierger ze schützen an all deenen éierleche Leit awer gläichzäiteg d'Reesfräiheet ze erhalen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Kartheiser. D'Wuert kritt elo den Här Immigratiounsminister Nicolas Schmit.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*.- Här President, ech mengen, mir sinn natierlech besonnesch attachéiert um Schengen-Raum, aus deem éischte Grond, well effektiv fir Lëtzebuerg dat vital ass. Natierlech och e bëssen aus Stolz, well schlussendlech dee Prozess, deen déi normal Dimensioun vun Europa begrënnt huet, an zwar déi, datt et all europäesche Bierger misst erlaabt sinn, fräi an deem Europa ze zirkuléieren, ausgaangen ass ebe vun enger Uertschaft hei zu Lëtzebuerg.

Ech fannen, et ass eng gutt Iddi gewiescht, fir deen Débat hei ze organiséieren, well et effektiv e wesentleche Punkt ass a well et och wichteg ass, eng Rei Malentenduen aus der Welt ze schafen.

Éischtens wollt ech emol rappeléieren, datt och elo - och elo! - et absolut méiglech ass, ënnert deenen aktuellen Texter, d'Grenzkontrollen erëm anzeféieren. Et soll een also net maachen, wéi wann elo eppes géif nei erfonnt ginn, wéi wann dat net existéiert hätt an elo op eemol gesot gi wier: „Ah, elo musse mer awer e System erfannen, fir Grenzkontrolle kënnen anzeféieren."

Mir hunn och elo d'Méiglechkeet ënnert dem Code frontières, Grenzkontrollen anzeféieren ënner gewëssenen Ëmstänn, ënner gewëssene Konditiounen, fir eng gewëssen Dauer. Bon, déi Dauer läit ënnert deem Niveau, deen an enger Dispositioun virgesinn ass, déi elo nei proposéiert ass. Ech mengen, et ass awer wichteg, dat einfach emol ze rappeléieren, well wann ech esou nogelauschtert hunn, hat een d'Gefill, wéi wann elo op eemol eppes komplett Neies hei agefouert géif ginn, wat virdrun net bestanen hätt.

Dee politesche Kontext, firwat et eng Diskussioun ginn ass, fir dee System vun de Grenzkontrollen ze erweideren, deen hutt Der, mengen ech, amplement kommentéiert. Ech kommen net méi dorobber zréck. Dir wësst alleguer, datt déi an engem ganz spezielle politesche Kontext stattfonnt huet, an dat ebe mat där Iddi, d'Grenzkontrollen - déi ech och elo héieren hunn -, dat heescht Sécherheet, wat u sech absolut e Leurre ass. Grenzkontroll heescht net automatesch méi Sécherheet! Et gëtt eng ganz Rei aner Mesuren, déi ee ka maachen an déi ee muss maachen, fir d'Sécherheet vun de Bierger ze assuréieren, an déi vill méi effikass sinn, wéi ganz einfach en Douanier op eng Grenz ze setzen an all Auto unzehalen.

Ech mengen, et ass e Leurre, de Leit dobausse wëlle virzemaachen, dat wier dee beschte Moyen, fir d'Sécherheet vun de Bierger anzeféieren. Dat ass vläicht ganz visibel, mä déi Leit, déi dann natierlech d'Victime vun deene Kontrolle ginn, dat heescht, déi vill Éierlech oder déi absolut Majoritéit vun éierleche Bierger, déi wäerte ganz schnell mierken, wat dat fir eng Tracasserie ass. An et ass eng Tracasserie, déi eigentlech wéineg Effekt huet.

Dee Punkt, deen an der Debatt war an deen natierlech extrem kontrovers gefouert ginn ass, dat ass déi Clause migratoire. Dat war effektiv den Ulass vun der Demande vun net nëmmen enger Regierung, mä et ass e Bréif och duerno gi vun zwee Ministeren, engem franséischen an engem däitschen, fir déi Grenzkontrollen do an déi Richtung ze drécken, fir eigentlech an deen Dispositif, dee mer elo hunn, e weideren Dispositif ze setzen, dee geheescht hätt: Wann eng Pression migratoire iergendwou entsteet, wann dat Land also där Pression migratoire net ka resistéieren, net kann dee Problem léisen, da kënnen déi aner Länner, wa se d'Impressioun hunn, datt si eigentlech d'Konsequenze matdroe vun där Pression migratoire un enger Baussegrenz, da kann en anert Land erëm Kontrollen op deene banneschte Grenzen afëieren.

Bon, mir haten d'Beispill. Italien hat eng Pressioun op Lampedusa, d'Fransousen hu gesot: „Eigentlech wëlle mer elo erëm Grenzkontrollen op der franséisch-italienescher Grenz afëieren." An dat ass dee groussen Débat gewiescht: Solle mer eng Clause migratoire aféieren, déi eigentlech de Länner, sou wéi se initialement konzipéiert war, eng ganz grouss Latitude ginn hätt, fir ze soen, majo, iergendwou ass eng Pression migratoire, elo féiere mer emol Bannegrenze géigeniwwer vun deem oder deem Land fir eng Zäit an?

Ass dat elo de Fall? Dat ass déi wesentlech Fro. Mir hunn ons ëmmer ganz kategoresch géint esou eng simplistesch - ech soen, géint esou eng simplistesch - Approche gewiert, déi effektiv net a priori praktesch Motivatiounen hat, mä haaptsächlech politescher, fir net aner Wierder ze gebrauchen. Mir hunn eis géint esou eng Approche gewiert!

Gläichzäiteg ass awer och eng Diskussioun gefouert ginn, déi ech awer och net komplett wëll op d'Säit drécken, fir ze soen, mir mussen e Schengen-Raum hunn, dee gutt funktionéiert. Mir brauche Baussegrenzen, effektiv, déi korrekt kontrolléiert ginn, well all Stat mécht deem anere Stat, deen un der Baussegrenz Kontrollen effectuéiert, Vertrauen eigentlech, datt en dat no beschte Capacitéite mécht. Dat Vertrauen, dat muss natierlech och baséieren op prezisen a konkrete Kritären. An dat ass de Punkt vun der Evaluatioun.

D'Evaluatioun heescht, all Land muss sech evaluéiere loossen, fir ze beweisen, datt déi Kritären, déi an den Texter, am Code frontières festgeluecht sinn, datt dat Land déi Kritären erfëllt, datt effektiv all déi Moyenen, déi erfuerderlech sinn, employéiert ginn, datt eng gewësse Rigueur besteet, wat déi Kontrollen un de Grenzen ubelaangt.

Dat ass d'Evaluatiounsdimensioun, fir déi mir sinn, déi ech absolut net a Fro stellen, déi mer brauchen, wa mer wëllen en Espace ouvert hunn a wa mer awer och wëllen no baussen e gewësse Contrôle ausüben, fir eben net gewësse Fluxen ze hunn. Dat kënnen net nëmme Flux migratoires sinn, mir sinn och konfrontéiert - de Minister vum Intérieur ass hei - mat Sécuritéitsfroen, Terrorismusmenacen, aneren Grande-criminalité-Menacen. All déi Saachen, déi kommen derbäi. Also sinn d'Länner obligéiert, do Garantien ze ginn, datt d'Grenzen no baussen uerdentlech kontrolléiert ginn.

Dee Mécanisme d'évaluation, dee soll gestäerkt ginn. An ech mengen, et ass och net negativ, datt dee Mécanisme d'évaluation gestäerkt gëtt. De Punkt ass: Wéi soll e gestäerkt ginn? Sollen d'Staten dat eleng maachen oder soll d'Kommissioun an deem Mécanisme d'évaluation méi e groussen Impakt hunn?

Mir waren derfir, datt d'Kommissioun do eng „leading" Roll soll hunn, de principalë Moteur vun där Evaluatioun soll sinn. Dat, wat elo um Dësch läit als Kompromëss, gëtt der Kommissioun zwar méi Influenz, méi Impakt, wéi dat elo momentan ass, well elo si mer an engem System, dee reng vun de State kontrolléiert gëtt. Mir hunn et also an deem Sënn fäerdegbruecht, fir de Rôle vun der Kommissioun an deem Evaluatiounsmechanismus ze stäerken. Mir hätte gemengt, datt dee Rôle nach méi staark kéint sinn. Dat ass e Kompromëss, ass awer u sech net negativ.

Elo e Wuert zum Europaparlament. D'Europaparlament huet u sech net fundamental géint déi Iddi vum Evaluatiounsmechanismus eppes gehat. Si hunn e kritesche Regard gehat, wat gewësse Capacitéiten ubelaangt, fir erëm Grenzkontrollen un de Bannegrenzen anzeféieren. Mä hire wesentleche Punkt ass d'Base juridique, well bei där enger Base juridique gesäit den Artikel 70 vir, datt d'Staten de Mécanisme d'évaluation selwer décidéieren, an zwar andeems se d'Kommissioun eigentlech associéieren an d'Europaparlament informéieren, während den Artikel 77, dee vun der Kommissioun proposéiert war an hirer Propositioun, virgesäit, datt mer an engem normale Mechanismus si vu Codécisioun, wou näischt kéint géint d'Europaparlament décidéiert ginn.

Dat ass ganz kloer: D'Europaparlament gesäit elo dee Changement vun enger Base juridique 77 op 70 als en Affront. Ech hu bis déi lescht Minutt gekämpft, fir effektiv ze verhënneren, dee Changement vun där Base juridique ze kréien. Mä Dir wësst alleguerten, datt, fir eng Propositioun vun der Kommissioun ze änneren, een eng Unanimitéit am Conseil muss hunn. Elo kënnt Der mer jo soen: „Majo, wann s du blockéiert häss,…", an Dieu sait, datt ech ugeruff gi sinn, fir dat ze maachen, „dann hätte mer dat jo kënnen eleng blockéieren." An ech soen „eleng blockéieren", well keen anere Stat, och d'Belsch net, mat deenen ech vill diskutéiert hunn, bereet war, esou wäit ze goen a kategoresch ze soen: „Mir blockéieren déi praktesch Unanimitéit am Conseil minus dann eent: Lëtzebuerg." D'Belsch, déi waren ee Moment e bëssen um wackelen. Et war also kee bereet, déi Unanimitéit dann ze empêchéieren, déi deen Transfert vun der Base juridique 77 op d'Base 70 dann empêchéiert hätt.

Mä wann Der déi Konklusioune vum Conseil liest, da sinn déi Konklusiounen net definitiv. Dat ass e Kompromëss am Kompromëss. Well dee Kompromëss seet, à ce stade - à ce stade! - si mer ons eens, fir emol ze soen, datt mer deen Transfert vu Base juridique maachen.

Dat heescht, mir hunn dat dann akzeptéiert, ënnert der Konditioun, datt mer zréck bei d'Parlament ginn a mam Parlament doriwwer diskutéieren, also nach eemol d'juristesch Argumenter diskutéieren, an déi gëtt et nu leider fir den Artikel 70. Dat muss ech och unerkennen. Och wa meng Preferenz fir den Artikel 77 ass aus verschiddene Grënn, gëtt et juristesch Argumenter, déi éischter fir den Artikel 70 plädéieren. De Jurisconsulte vum Conseil huet dat och ganz kloer duergeluecht. A bei deenen Argumenter ass och kloer ginn, datt effektiv et net esou einfach wäert si fir d'Kommissioun, déi eventuell annoncéiert huet, bei d'Cour op där Saach do ze goen, ob se do dee Recours op der Base juridique esou einfach géif gewannen.

Dat ass also de Punkt vum Europaparlament. Et ass also net, fir d'Europaparlament komplett erauszedrécken, och wann dat elo e bëssen esou presentéiert ginn ass. Et ass eng Saach: Huet d'Europaparlament hei d'Codécisioun oder huet et se net? Et ass eng komplizéiert Affär.

Fir d'Saach nach e bësse méi komplizéiert ze maachen, muss ee wëssen, datt d'Europaparlament am Endeffekt - am Endeffekt! - souwisou e Matsproocherecht huet, well mir kënnen nämlech net déi Changementer, op déi ech dann nach ze schwätze kommen, wat d'Contrôles aux frontières intérieures ubelaangt, änneren ouni den Accord vum Europaparlament. Dat heescht, indépendamment vun där Base juridique iwwert d'Evaluatioun, ass de Fong - dat heescht: Wéini kann ech ënner wat fir enge Modalitéiten erëm Bannegrenzkontrollen aféieren? - nëmme méiglech, wa mer de Code frontières änneren, an dat kënne mer nëmme mam Europaparlament.

An duerfir: Déi Konklusioune vum 7. Juni sinn op, well jiddwereen ass sech däers natierlech bewosst. Wann d'Europaparlament „njet" seet a seet: „Mir sinn net bereet, mat Iech en Deal ze fannen, dat heescht, Äre Changementer vum Code frontières zouzestëmmen oder e Kompromëss eventuell op där Basis mat Iech ze fannen", da gëtt et keng Changementer am Code frontières an da gëtt et keng Ännerungen, wat d'Méiglechkeeten ubelaangt, fir erëm Kontrollen un de Bannegrenzen a gewëssenen Hypotheesen anzeféieren. Dat muss een also wëssen. Do ass also en „leverage" vum Europaparlament, deen extrem héich ass.

Leschte Punkt ass deen: Wat ass elo um Dësch, wat d'Grenzkontrollen ubelaangt, déi eventuell solle méiglech sinn? Éischtens, grosso modo dat, wat mer elo schonn hunn. Dat gëtt liicht ajustéiert, an ech géif souguer soen, éischter méi positiv ajustéiert, well d'Staten, déi elo praktesch unilatéralement dat konnte maachen, sinn elo obligéiert, déi aner Staten ze informéieren an och d'Kommissioun direkt ze informéieren. Et ass also e bësse méi ofgerënnt.

Dat heescht d'Staten, déi elo décidéieren, muer maachen ech d'Grenzen zou, an duerno eventuell eréischt déi aner informéieren, ginn u sech elo obligéiert, dat 40 Deeg virdrun ze annoncéieren a mat der Kommissioun och do Diskussiounen ze féieren. Dat ass also eng liicht Verbesserung, wat zumindest d'Mécanique ubelaangt.

Dee Punkt, deen natierlech interessant ass, dat ass deen, deen nei derbäikomm ass. A wat seet deen? Dee seet, datt op Basis vun där Evaluatioun, vun där ech jo virdru geschwat hunn, déi wichteg ass, vun de Baussegrenzen, wann do wierklech ganz grouss Defiziter festgestallt ginn, wann also festgestallt gëtt, datt e Land déi Baussegrenzen absolut net ënner Kontroll huet an datt dat Konsequenzen hätt fir de gudde Fonctionnement vum Espace Schengen an dat Konsequenzen hätt fir den Ordre public an d'Sécurité intérieure an deem Espace Schengen…

An dat ass eng Notion juridique, déi natierlech muss justifiéiert gi bei der Cour. Wann e Land dat eventuell bei d'Cour brëngt, da muss d'Cour kucken, ob dat e Cas d'ordre public ass oder net. Mir sinn hei och net an engem absoluten arbiträre System. Mir hunn e Rechtssystem, dee kontrolléiert gëtt vun der Cour européenne de justice, also y compris och déi Froen iwwert den Ordre public: Ass eppes Ordre public oder net?

Wann also ënnert deene Konditiounen den Ordre public an engem anere Land oder a verschiddene Länner menacéiert ass, da geet eng

Mécanique lass, déi et erlaabt, Grenzkontrollen anzeféieren. Déi Mécanique ass awer net, datt dee Stat eleng dat décidéiert. Nëmmen de Conseil kann d'Kommissioun opfuerderen, eng Propositioun ze maachen, fir eventuell Grenzkontrollen anzeféieren, oder besser gesot, engem Land ze erlaben oder méi Länner eventuell ze erlaben, Grenzkontrollen anzeféieren. Dat ass also déi Mécanique, déi hei elo um Dësch läit an déi an der Diskussioun ass. Et ass also absolut net den Arbitraire total, deen ech heiansdo gemengt hunn hei gehéiert ze hunn.

Sécher - soen ech - ass dat hei net eppes, wat mir direkt gefrot hunn. Ech muss och soen, dat hei ass net eng Situatioun, déi Lëtzebuerg en tant que tel direkt concernéiert. Ech mengen, datt mir eng Menace op onser Aussegrenz hätten, well mir net capabel wieren, ons Aussegrenz uerdentlech ze kontrolléieren, oder well mir - ech weess net - all méiglech kriminell Organisatiounen hei zu Lëtzebuerg net ënner Kontroll kriten, an dat géif dann en anert Land derzou bréngen, fir d'Bannegrenz zu Lëtzebuerg zouzemaachen, ass jo eng total irrealistesch Hypothees. Dat ass jo net eng Hypothees, déi fir Lëtzebuerg jee kéint zoutreffen.

Hei geet et ëm ganz spezifesch Situatiounen op kriddeleche Punkte vun onsen europäesche Baussegrenzen. Et ass ganz kloer: Jiddwereen huet am Kapp déi Baussegrenz mat der Türkei, précisément tëschent Griichenland an der Türkei, déi eng vun deene Grenzen ass, wou d'Griiche grouss Schwieregkeeten hunn, fir déi ze kontrolléieren.

Derbäi kënnt awer nach - an dann halen ech op -, datt dat alles net esou automatesch nach ass, well och ier iwwerhaapt déi do Phas antrëtt, muss all Stat, muss dee Stat, dee concernéiert ass, gehollef kréien. Et ass also net esou, datt vun haut op muer gesot gëtt: Ma du kontrolléiers déi Baussegrenz net gutt, elo maache mir emol ons Bannegrenzen zou! Neen!

Da muss also e ganze Programme d'action opgebaut ginn, fir deem Land ze hëllefen, eventuell déi Situatioun ënner Kontroll ze kréien. A wann et net méiglech ass, an engem gewëssenen Délai déi Situatioun ënner Kontroll ze kréien, dann eréischt kënnt déi Hypothees vun eventuell der Réintroductioun vun de Kontrollen op verschiddene Bannegrenzen.

Mir sinn also an engem System, deen e bësse méi komplizéiert ass, deen net Schengen hei total ausser Kraaft setzt, wou déi Mechanismen, wou awer d'Kommissioun matspillt, assuréiert sinn, wou d'Parlament zwar an där Mise en place vun engem Evaluatiounssystem e bëssen écartéiert ginn ass, wat mir bedaueren -absolut! -, a wou et mer och schwéiergefall ass, fir hei onse Go ze ginn, nodeem ech d'ailleurs och mam Statsminister doriwwer geschwat hunn, mä et war natierlech och schwéier, fir dann déi praktesch Unanimitéit do net ze...

M. le Président.- Här Minister, Dir misst awer elo lues awer sécher zum Schluss kommen.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*.- Voilà, dat ass also de Punkt, wou mer sinn.

Elo hunn ech hei eng Motioun, déi mer u sech a priori keng gréisser Problemer schaaft, nodeem hei och e Wuert nach geännert ginn ass. Ech mengen, mir sinn, an dat ass da mäi Schluss, mir si fir eng Approche communautaire esou wäit wéi méiglech, och an der Approche vun de Grenzen. Mir hunn e gemeinsamen Espace. An ons Grenze sinn natierlech ons Grenzen, ons national Grenzen. Dat ass och vun der Unioun net a Fro gestallt.

Mä d'Gestioun vun deene Grenzen, déi ass communautaire, déi ass zesummen, déi muss zesummen ausgefouert ginn. An duerfir brauche mer och Mechanismen, fir datt déi Kontrollen, wa se da musse stattfannen, zesummen décidéiert ginn, an net unilateral vun engem Stat.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Minister. Domadder wier dëse Punkt ofgeschloss.

Motion 1

Mir hunn awer hei nach eng Motioun, iwwert déi mer missten ofstëmmen. Wëllt nach een zu där Motioun d'Wuert ergräifen?

(Négation)

Ech hu verstanen, datt de Minister kee Problem mat där Motioun hätt. Dat heescht, mir kënnen à main levée doriwwer ofstëmmen.

Vote sur la motion 1

Wien ass mat där Motioun averstanen?

(Interruptions diverses)

Wat gelift? Main levée.

Wien ass net mat där Motioun averstanen?

Ech mengen, dat schéngt mer ganz kloer ze sinn. Domadder wier déi Motioun dann och ugeholl.

(La motion 1 est adoptée à main levée contre les voix de la sensibilité politique ADR.)

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn domadder um Enn vun eiser Sitzung vun haut ukomm. Déi nächst Sitzung ass virgesi fir den nächsten 3. Juli.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.25 heures)

SÉANCE 36

MARDI,
3 JUILLET 2012

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • Mme Lydia Mutsch, Vice-Présidente

Sommaire

1. Communcations

- *M. le Président*

2. Ordre du jour

- *M. le Président*

3. Heure de questions au Gouvernement

- Question n°174 du 2 juillet 2012 de M. Marc Spautz relative à la problématique de la surfacturation de la maison de retraite «Am Schmëttbësch» à Schifflange, adressée à M. le Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale

- *M. Marc Spautz - M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale*

- Question n°175 du 2 juillet 2012 de M. André Bauler relative à la correction des épreuves d'examen des classes terminales de l'enseignement postfondamental par des chargés d'éducation, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

- *M. André Bauler - Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*

- Question n°176 du 3 juillet 2012 de M. Roger Negri relative aux répercussions de la fusion entre la Milch Union Hocheifel eg (MUH) et le groupe coopératif Arla Foods, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

- *M. Roger Negri - M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*

- Question n°177 du 3 juillet 2012 de Mme Josée Lorsché relative à la médecine scolaire, adressée à M. le Ministre de la Santé

- *Mme Josée Lorsché - M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé*

- Question n°178 du 3 juillet 2012 de M. Ali Kaes relative à la route N7, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- *M. Ali Kaes - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

- Question n°179 du 3 juillet 2012 de M. André Bauler relative au paiement de l'allocation de rentrée scolaire, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration

- *M. André Bauler - Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration*

- Question n°180 du 3 juillet 2012 de M. Georges Engel relative au développement futur des zones industrielles P.E.D. et «Au Grand Bis» dans la commune de Pétange, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- *M. Georges Engel - M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures*

- Question n°181 du 3 juillet 2012 de M. Henri Kox relative à la pratique du jet-ski sur la Moselle, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- *M. Henri Kox - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

- Question n°182 du 3 juillet 2012 de M. Gilles Roth relative aux études SUP dans le cadre de la révision générale des PAG, adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures

- *M. Gilles Roth - M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures*

4. Déclaration de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, relative aux conclusions du Conseil européen des 28 et 29 juin 2012 suivie d'un débat

- *M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État*

- *Débat: M. Marc Spautz, M. Claude Meisch (dépose la résolution 1), M. Alex Bodry, M. François Bausch, M. Gast Gibéryen, M. Serge Urbany*

- *M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État (M. Fernand Kartheiser et M. Gast Gibéryen interviennent)*

- *Vote sur la résolution 1 (adoptée)*

- *M. Ben Fayot (intervient au sujet de la résolution), M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, M. Gast Gibéryen*

5. Ordre du jour (suite)

- *M. le Président*

6. 5978 - Projet de loi relative au retrait obligatoire et au rachat obligatoire de titres de sociétés admis ou ayant été admis à la négociation sur un marché réglementé ou ayant fait l'objet d'une offre au public et portant modification de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier

- *Rapport de la Commission juridique: M. Gilles Roth*

- *Discussion générale: Mme Lydie Polfer, M. Félix Braz, M. Jacques-Yves Henckes, M. Alex Bodry*

- *M. François Biltgen, Ministre de la Justice*

- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

7. 6316 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité

6317 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché du gaz naturel

- *Rapports de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire: M. Alex Bodry*

- *Discussion générale: M. Félix Eischen, M. Paul Helminger, M. Henri Kox (M. Paul Helminger intervient), M. Jacques-Yves Henckes (M. Gast Gibéryen intervient), M. Serge Urbany*

- *M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur (M. Henri Kox, M. Xavier Bettel et M. Gast Gibéryen interviennent), (M. Félix Braz et M. Henri Kox posent des questions)*

- *Vote sur l'ensemble du projet de loi 6316 et dispense du second vote constitutionnel*

- *Vote sur l'ensemble du projet de loi 6317 et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat; Mmes Marie-Josée Jacobs, Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler, Mme Octavie Modert, MM. Marco Schank, Romain Schneider et Etienne Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Neen, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Neen, Här President.

1. Communcations

M. le Président.- Ech hu par contre folgend Kommunikatioun un d'Chamber ze maachen:

D'Lëscht vun deenen neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Bureau déposéiert.

Folgende Projet gouf an der Administration parlementaire déposéiert: den 29. Juni vun der Erzéiungsministesch de Projet de loi 6448, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert den Enseignement fondamental.

De 27. Juni 2012 ass d'Petitioun N°318 „Pas d'armes pour les atrocités" vun Amnesty International eragereecht ginn.

Communications du Président - séance publique du 3 juillet 2012

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Le projet de loi suivant a été déposé à l'Administration parlementaire:

***6448** - Projet de loi modifiant*

1) la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;

2) la loi du 13 mai 2008 portant création d'une École préscolaire et primaire de recherche fondée sur la pédagogie inclusive

Dépôt: Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 29.06.2012

3) Le 27 juin 2012 la pétition n°318 «Pas d'armes pour les atrocités» a été introduite par Amnesty International.

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

2. Ordre du jour

D'Presidentekonferenz schléit fir haut de Mëtteg folgenden Ordre du jour vir: fir d'Éischt eng Froestonn un d'Regierung, dann eng Deklaratioun vum Här Premierminister Jean-Claude Juncker iwwert den Europäesche Conseil vum 28. an 29. Juni 2012 mat uschléissender Debatt, de Projet de loi 6316 iwwert de Stroummarché an de Projet de loi 6317 iwwert de Gasmarché, déi mir zesummen an enger Diskussioun nom Modell 2 behandelen, dann de Projet de loi 5978 iwwert de Réckkaf an d'Zréckzéie vu Wäertpabeieren, déi op der Bourse gehandelt ginn, och nom Basismodell.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Haut de Mëtteg huet d'Chamber och eng Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 83 vum Chambersreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir drop ze äntwerten. D'Froe kommen ofwiesselnd vun der Majoritéit an der Oppositioun.

Als Éischt hu mer d'Fro N°174 vum Här Marc Spautz un de Gesondheetsminister an de Minister vun der Sécurité sociale iwwert d'Iwwerfacturatioun am Altersheim „Am Schmëttbësch" zu Schëffleng. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

3. Heure de questions au Gouvernement

- Question n°174 du 2 juillet 2012 de M. Marc Spautz relative à la problématique de la surfacturation de la maison de retraite «Am Schmëttbësch» à Schifflange, adressée à M. le Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale

M. Marc Spautz *(CSV).*- Merci, Här President. Déi Fro geet ëm - Dir hutt et schonn ugedeit - Novelia. D'Fleegeheim vu Schëffleng war déi lescht Deeg am Mëttelpunkt, awer leider net positiv, mä negativ wéinst finanziellen Dysfonctionnementer.

Meng Fro un de Minister ass am Fong: Meng Frëndin, d'Nancy Arendt, huet schonn 2007 an der Question parlementaire N°1551 drop higewisen…

(Brouhaha général)

…drop higewisen…

M. le Président.- Här Spautz, loosst Iech net duerjerneebréngen! Dir hutt bestëmmt „Fraktiounsfrëndin" gemengt.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Ech hunn „Fraktiounsfrëndin" gemengt. Si solle sech packen.

…schonn drop higewisen, dass et méiglech kéint sinn, dass Saache géife verrechent ginn u Patienten, wat awer net géife getätegt ginn. An dat war 2007. Elo hu mer da matkritt, dass zu Schëffleng festgestallt ginn ass, dass sollen zéng Milliounen Euro, dat ass dee Chiffer, dee genannt ginn ass, mä de Minister kann eis vläicht dee richtege soen, wou do Dysfonctionnementer gewiescht wieren an deem Volet.

Do ass d'Fro: A) Wat fir eng Suiten huet de Minister wëlles, deem ganzen Dossier ze ginn? Kann et och méiglech sinn, dass ausser der Fleegeversécherung och do Patiente Saache bezuelt hunn aus hirer Täsch, déi ni getätegt gi sinn?

An dann och drëttens, wat mer kënnen ënnerhuelen, de Ministère respektiv och d'Chamber, doduerch, dass mer e Gesetz géifen änneren, fir dat méi strikt ze maache fir déi Kontrollen, fir dass esou Evenementer wéi déi do net méi virkommen.

An déi lescht Fro wier, ob dat iergendwéi Auswierkungen hätt op déi Leit, déi de Moment do an deem Haus sief et schaffen, sief et och do an der Fleeg sinn.

Villmools Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Spautz. D'Wuert kritt den Här Gesondheetsminister Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt emol dem Här Marc Spautz Merci fir déi Fro, déi mer erlaabt, eng Rei vun Elementer ze preziséieren. Dir wësst, dass d'Fleegeversécherung déi jéngste Branche vun eiser Sécurité sociale ass a se eng gutt Dose Joren um Bockel hat.

Déi Problemer, déi elo am Mëttelpunkt erëm eng Kéier vun der Öffentlechkeet waren, dat sinn déi Problemer, déi entstane sinn um Ufank, an der Ulafzäit vun der Fleegeversécherung, wou d'Haiser der Facilitéit halber gesot kritt hunn, si sollen ofrechne geméiss dem Plan de prise en charge. Dat ass och geschitt.

No der Ulafszäit, wou ee Méiglechkeeten dann och hat, fir Plausibilitéitskontrollen ze maachen, ass opgefall gewiescht bei enger Rei vun deene 50 Haiser, dass zwar engersäits de Plan de prise en charge bestanen huet, mä dass déi effektiv geleeschten Aarbecht net honnert Prozent am Aklang mat dem Plan de prise en charge war. An et huet sech erausgestallt, dass och an enger Rei vun Haiser net dat noutwendegt Personal war, fir all dat kënnen ze exekutéieren, wat am Plan de prise en charge virgesi war.

Opgrond vun deem Constat huet d'Fleegeversécherung respektiv d'CNS sech mat den Haiser zesummegesat an do ass och mat den Haiser quasi alleguer eng Eenegung fonnt ginn. Déi Haiser hunn eng Rei vu Millioune remboursséiert.

Ech wëll och insistéieren an déi Nuance erabréngen zu deem, wat den honorabelen Här Marc Spautz gesot huet, dass een net vun Dysfonctionnementer an deem Sënn ka schwätzen, wéi dat heiansdo am Volleksmond de Fall ass. Et ass net richteg regelkonform oder bis an déi lescht Detailer am Intérêt vun der Keess geschitt.

Mä, wéi dat festgestallt ginn ass, bei deene Meeschten ass dat net entstanen duerch schlechte Wëllen. Duerfir hu se sech och kënne conforméieren a relativ schnell kënne conforméieren, soudass bei deenen Haiser, déi sech conforméiert hunn, kee Schued fir d'CNS an och kee fir d'Fleegeversécherung an a fortiori och net fir d'Pensionnairen entstanen ass.

Dir hutt recht, dass dat Schëfflenger Haus sech net conforméiert huet bis elo. Do hunn déiselwecht Diskussioune stattfonnt wéi mat deenen aneren Haiser, mä bis haut konnt keng Eenegung fonnt ginn. Dunn ass virun enger relativ laanger Zäit schonn d'Commission de surveillance befaasst ginn. Opgrond vun där Befaassung ass gerode ginn, dass déi zwou Säite sech nach eng Kéier géifen zesummesetzen. Do ass keng Eenegung komm, an et ass och keng an Aussiicht.

Duerfir ass de Procedere erëm relancéiert bei der Commission de surveillance. A weder d'CNS nach d'Fleegeversécherung wäerten do noginn, well et hei ëm öffentlech Cotisatiounsgelder geet, wou d'CNS an d'Fleegeversécherung derfir ze biergen hunn, dass déi gutt ugewannt ginn.

Deen heite Fall weist, dass déi meeschten Haiser gutt gestréckt sinn, a wann eppes bei Kontrolle festgestallt gëtt, si sech och direkt conforméieren. Hei am Schëfflenger Fall stellen ech dee gudde Wëllen net fest. Ech selwer an och déi Responsabel vun der Fleegeversécherung sinn awer determinéiert, fir all Euro eranzekréien, dee geschëllt ass.

Wéi gesot, de Pensionnairen entsteet doduerch kee Schued, well et Ofrechnunge mat der Keess sinn, héchstens ze vill ofgerechent ginn ass, mä awer net op d'Käschte vun de Pensionnairen, mä op d'Käschte vun der Keess. Et ass e moeren Trouscht, mä et muss een awer de Leit dat esou soen.

Mir mengen, dass mer och an der Zwëschenzäit doduerch, dass déi Fleegeversécherung hire Rythme de croisière huet, Méiglechkeeten hunn, fir déi Plausibilitéitskontrollen ze maachen. Mir hunn eis och mat der Kostenträgerrechnung, déi mer elo opgestallt hunn, de Moyen ginn, fir nach méi Transparenz an de Secteur eranzebréngen.

Mä ech mengen, dass awer e wichtege Message, fir no baussen ze ginn, ass, wann een dat net esou genee hëlt an, wann een drop higewise gëtt, sech net conforméiert, dass dann d'Fleegeversécherung an d'Kontroll vun der Fleegeversécherung spillen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Gesondheetsminister.

Déi nächst Fro ass d'Fro N°175 vum Här André Bauler un d'Erzéiungsministesch iwwert d'Verbessere vum Premièresexamen duerch d'Chargés d'éducation. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°175 du 2 juillet 2012 de M. André Bauler relative à la correction des épreuves d'examen des classes terminales de l'enseignement postfondamental par des chargés d'éducation, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

M. André Bauler *(DP).*- Merci, Här President. Ech wollt eng Fro un d'Madame Éducationsministesch stellen. An den Exame ginn och Chargéen agesat, fir d'Épreuven ze verbesseren.

An deem Zesummenhang wollt ech d'Madame Minister Folgendes froen: Weess d'Madame Minister, ëm wat fir eng Kategorië vu Personal et sech do handelt? Chargés de cours, Chargés d'enseignement, Chargés d'éducation? Geet dat queesch duerch de Gaart?

A wat fir enge Lycéeën an a wat fir enge Formatioune gëtt an dësem Kontext op Chargéen zréckgegraff? Verbesseren och Chargéen d'Examen op Première an op den Treizièmesklasse vum Enseignement secondaire technique? Wa jo, ass dat éischter d'Ausnahm, oder hunn am Laf vun de leschte Jore kontinuéierlech méi Chargéen dës Aufgab uvertraut kritt?

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Bauler. D'Wuert kritt d'Madame Erzéiungsministesch Mady Delvaux-Stehres.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Merci, Här President. Vu dass ech net wosst, wat den Här Bauler géif genau froen, a wann e gären eng Opstellung hätt iwwert déi lescht Joren, da géif ech e bieden, déi Fro eng Kéier schréftlech ze maachen, fir dass mer ganz genau no de Joren dat kënnen tässelen.

Ech kann Iech just soen, dass mer de Moment am ganzen Enseignement secondaire, dat heescht also an de klasseschen an an de sougenannten technesche Lycéeën, ronn 25% Chargéen hunn, déi Schoul halen. Am Exame waren dëst Joer 1.266 Enseignanten engagéiert. Dat waren am Ganzen 203 Kommissioune fir all d'Examen.

An ech hunn déi zwee lescht Joren nogekuckt. Do hate mer, fir den Examen ze verbesseren am ES, waren d'lescht Joer dräi Chargés de cours an de Kommissiounen an dëst Joer sechs; am EST régime technique waren et d'lescht Joer an dëst Joer 90 Chargés de cours, an am Exame vum Techniker waren et der ongeféier 30 dëst Joer an d'lescht Joer.

Ech kann Iech elo net genau soen, wéi d'Evolutioun iwwert d'Joren ass, an ech hunn och net festgehalen, wéi se an de Lycéeë sinn. Mä wann Der dat wëllt nofroen, da géif ech Iech dat gäre liwweren.

Ech wëll just hei ënnersträichen, dass dat absolut konform ass zu den Texter, zu de Gesetzer, vu dass Leit, déi Schoul halen, och habilitéiert sinn, fir an den Examen ze sinn. Ech ginn awer net midd ze ënnersträichen, dass ech net frou sinn driwwer, dass mir, fir eis Lycéeë fonctionnéieren ze loossen, 25% Chargéë brauchen, fir dass se iwwerhaapt fonctionnéieren.

Merci.

M. le Président.- Merci der Madame Erzéiungsministesch.

D'Fro N°3 ass d'Fro N°176 vum Här Roger Negri un de Landwirtschaftsminister iwwert d'Konsequenze vun der Fusioun tëschent der Milch Union Hocheifel an der Coopérative Arla Foods. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°176 du 3 juillet 2012 de M. Roger Negri relative aux répercussions de la fusion entre la Milch Union Hocheifel eg (MUH) et le groupe coopératif Arla Foods, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

M. Roger Negri *(LSAP).*- Här President, de leschte 26. Juni hunn d'Milch Union Hocheifel an den däitsch-skandinavesche Grupp Arla Foods décidéiert, zesummen ze fusionéieren. Ënner Virbehalt vum Accord vun der EU soll dës Fusioun ab dem 1. September a Kraaft trieden. D'Milch Union Hocheifel huet de Moment 2.800 Memberen aus Däitschland, der Belsch a Lëtzebuerg.

D'Fro, déi ech un den Agrarminister Romain Schneider stelle wëll, ass, wat dës Fusioun fir eis Lëtzebuerger Mëllechbauere bedeit, an ob se virun allem an dësen och fir si schwéieren Zäiten, a wou jo ab 2015 d'Mëllechquoten ewechfalen, nach weiderhin op e geséchert Akommes ziele kënnen.

Ech soen dem Här Minister Merci fir seng Äntwert.

M. le Président.- Merci dem Här Negri. Den Här Landwirtschaftsminister Romain Schneider kritt d'Wuert.

M. Romain Schneider, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, den Här Roger Negri huet eng Fro hei gestallt, déi mer an deene leschte Wochen och konnten an der Press verfollegen, wou effektiv ugekënnegt gouf, datt et eng Fusioun tëschent deem grousse Konzern Arla an der MUH géif ginn. Dës, mengen ech, sinn Diskussiounen an Décisiounen, déi sech areien an déi ganz Diskussiounen, déi lafen, d'Organisatioun vun der Mëllechproduktioun a ganz Europa, op der ganzer Welt, awer och hei zu Lëtzebuerg, nom Auslafe vun de Mëllechquoten no 2015.

Ech mengen, et ass esou, datt opgrond vun där Décisioun, déi och steet an déi och net méi ze réckelen ass, a wou mer de Moment amgaang sinn, och am Conseil an och zu Lëtzebuerg selwer ze kucken, fir eng gutt Iwwergangsphas ze kréien. An Dir kennt déi ganz Diskussioun do ronderëm de Softlanding, dee mer virun amgaang sinn unzestriewen, fir virun allem och d'Positioun vu Lëtzebuerg gutt ze preparéieren. Ech mengen, de Moment ass europawäit an och national jiddwereen amgaang, sech ze preparéieren an där ganzer Ketten, souwuel wat d'Produktioun betrëfft wéi d'Veraarbechtung wéi och den Handel.

Hei zu Lëtzebuerg hu mer selwer eis zesummegesat un zwee Mëllechdëscher, déi ech organiséiert hat, an hunn den 23. Mee, dee leschten, dee mer gemaach hunn, wou mer effektiv all d'Acteure vum Lëtzebuerger Terrain zesummegeholl hunn, d'Produzentevertriedungen, awer och déi eenzel Veraarbechter, wou mer gekuckt hunn, datt jiddweree sech géif preparéieren an och positionéiere par rapport zur Situatioun no 2015.

Dir wosst vläicht an dësem Kontext, datt déi Lëtzebuerger Mëllech jo op véier Molkereie viru geliwwert gëtt, engersäits bei d'Luxlait hei zu Lëtzebuerg, anerersäits bei d'MUH, anerersäits bei Ekabe an déi véiert op Thalfang vun Hochwald. Dat sinn déi véier Molkereien, déi eis Lëtzebuerger Mëllech entgéinthuelen.

Fir d'MUH elo speziell, déi genannt gouf, hu mer jo hei zu Lëtzebuerg ëm déi 800 Mëllechbaueren. Dovu sinn der 221 ganz genau, déi bei d'MUH liwweren an déi am Ganzen 115 Millioune Kilo Mëllech ofliwweren dorënner. Dir musst awer wëssen, datt d'MUH 2.700 Memberen oder am Ganzen 1,4 Milliarde Kilo Mëllech eleng ofhëlt vun deenen eenzelne Baueren aus deenen eenzelne Länner, aus der Belsch, aus Däitschland selbstverständlech.

D'Fusioun Arla a MUH, mengen ech, gouf eestëmmeg vun de Lëtzebuerger Baueren, déi och nach dohinner liwweren, vun der Procola akzeptéiert, a si gesi virun allem och d'Virdeeler a fënnef grousse Pisten.

Deen éischte Virdeel ass dee vun der Präisstabilitéit, an elo schonn direkt ab Oktober 2012, wou se dräi Cent um Kilo bäikréien, dat op der Moyenne vun deenen dräi leschte Joren, wat d'Produzente vun der Arla kritt hunn, déi dohinner geliwwert hunn.

Dann zweetens eng garantéiert Mëllechofnahm. Och dat ass wichteg, virun allem no 2015.

Drëttens, d'Produktiounspalett wäert ausgebaut gi vun de Produkter, déi offréiert ginn.

Dann natierlech och, an dat ass virun allem d'grouss Chance vun engem grousse Konzern, déi nei international Mäert, déi kënnen erreecht ginn, hei virun allem Asien, wat ganz kloer viséiert ass.

An da fënneftens awer och, datt och virun allem vill investéiert gëtt an d'Zukunft an och nei Mäert opgi fir héichwäerteg Qualitéitsprodukter an der Mëllech. An hei, mengen ech, si mer virun allem och als Lëtzebuerg ganz gutt opgestallt, well mer virun allem och eng ganz héichwäerteg Mëllech hei zu Lëtzebuerg produzéieren.

De sechste Punkt, deen ee kann opzielen, deen, deen ëmmer e bëssen als negativ ugesinn ass, ass dat: Wat bleift dann als Matsproocherecht, och virun allem fir d'MUH selwer an deem neie grousse Konzern? An hei muss ee soen, datt virun allem awer och vun de Vertrieder, Lëtzebuerger Vertrieder ganz kloer akzeptéiert gouf, awer och virun allem gesi gouf, datt virun dat bestoe bleift, esou wéi et an der Vergaangenheet de Fall war, an och eng Representatioun am grousse Verwaltungsrot ginn ass.

D'Fusioun, mengen ech, ass vun hinne selwer, vun der Procola begréisst ginn. A si gëtt och säitens vu mengem Ministère a vun deenen eenzelne Verwaltunge begréisst, well et eis och preparéiert op déi Défien, déi no 2015 wäerte kommen. Et muss een och soen, datt och déi aner Molkereien, déi ech virdrun zitéiert hunn, amgaang sinn, sech ze positionéiere par rapport zur Situatioun no 2015.

Generell, mengen ech, muss een awer soe fir d'Lëtzebuerger Landwirtschaft, datt mer exzellent opgestallt sinn. Éischtens wéinst dem Standpunkt vum Grengland, dat mer hei hunn. Dat ass ee groussen Atout, dee keen eis ewechhëlt an dee mer och musse virun halen. Zweetens virun allem hu mer awer och an deene leschte Jore ganz vill an d'Infrastrukturen investéiert, souwuel wat d'Produzente betrëfft, wat d'Baueren also selwer betrëfft, wéi dann eben och d'Veraarbechtungsindustrie selwer. Dora gouf ganz vill investéiert, soudatt mer ganz gutt opgebaut sinn.

Wat d'Situatioun betrëfft - an dat nach ganz kuerz séier, well ech um Enn vu menger Zäit ukomm sinn -, d'Situatioun um Mëllechmaart, mengen ech, gesäit een, datt d'Präisser liicht zréckginn, mä de Moment awer nach, mat TVA an alles derbäi, bei 35 Cent leien de Kilo, wou mer an der Mëllechkris jo louche bei 21, 22 Cent. Et gesäit een also, datt d'Präisser op engem positiven, stabilen Niveau sinn. Allerdéngs ass d'Tendenz an Europa, datt se zréckginn. Mä hei huet jo, mengen ech, d'Kommissioun och dee ganze Paquet laitier gestëmmt an der Diskussioun och virun eis, wou mer ëmmer erëm Méiglechkeeten hunn, fir esou eng Chuten unzepaken.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci dem Här Landwirtschaftsminister.

Déi véiert Fro ass d'N°177 vun der Madame Josée Lorsché un de Gesondheetsminister iwwert d'Schoulmedezin. Madame Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°177 du 3 juillet 2012 de Mme Josée Lorsché relative à la médecine scolaire, adressée à M. le Ministre de la Santé

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Här President, Här Minister, meng Fro bezitt sech op d'Gesetz iwwert d'Schoulmedezin aus dem Joer 1987, a méi speziell op den Agrément vun de Schouldokteren, deen am Règlement grandducal vum 24. Oktober 2011 definéiert ginn ass.

Den Artikel 14 vun deem Reglement gesäit vir, datt den Agrément tëschent dem zoustännege Minister an den Dokteren duerch d'Konklusioun vun engem Kontrakt zustane kënnt, an deem d'Missiounen, d'Disponibilitéit, d'Modalitéite vun der Rémunératioun an d'Weiderbildung vun de Schouldoktere preziséiert ginn.

An deem Kontext wéilt ech vun Iech wëssen, Här Minister, éischtens, ob an der Praxis effektiv esou e Kontrakt mat alle Schouldokteren ofgeschloss gëtt, deen déi véier Volete vun der Schoulmedezin ëmfaasst.

Zweetens, ob d'Schouldokteren, déi zu engem groussen Deel net Pädiater sinn, mä Generalist, effektiv eng speziell Formatioun am Beräich vun der Schoulmedezin kréien.

An drëttens, aus wéi engen Inhalter déi Formatioun an deem Fall besteet, woubäi ech net nëmmen un déi physesch Gesondheet vun de Kanner, mä och un hir mental Gesondheet denken.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci der Madame Lorsché. Den Här Gesondheetsminister Mars Di Bartolomeo kritt elo d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, der Madame Lorsché Merci fir d'Fro. Mir sinn am Moment effektiv amgaang, de Reglement an deem Sënn ëmzesetzen, dass mer e Comité vun der Schoulgesondheet, e Comité de Santé scolaire agesat hunn, deen d'Mise en pratique vun deenen neie Regele vun der Schoulmedezin soll steiere respektiv begleeden.

Effektiv ass et virgesinn, dass d'schoulmedezinesch Équipen, de Schouldokter, den Agrément soll kréien. Den Agrément, wou dee Kontrakt dra virgesinn ass. An effektiv ass et richteg, dass d'Formatioun vun deenen Équipen an insbesondere och de Schoulmedeziner e ganz wichtegt Element an där Reglementatioun duerstellen. D'Formation continue souwuel wéi an enger adaptéierter Form eng Formation initiale si gewënscht. A mir wäerten dat begleeden a Form vu Journées de formation, Journées d'études, Séminairen, Konferenzen an, wéi gesot, en Ugebuet u Formations continues.

Déi éischt Journée vun der Médecine scolaire ass elo Enn dës Joers geplangt, am Dezember, wou mer mat auslänneschen Experten, och Experte vun hei, zesummen déi nei Regelen, déi nei Optiounen duerchhuelen, well et manner eng Optioun ass reng Médecine scolaire, mä éischter d'Optioun Santé scolaire mat alle Komponenten, déi domat verbonne sinn.

Mir schaffen am Moment un engem Guide fir d'Médecine scolaire oder fir d'Santé scolaire, wou genee opgelëscht soll ginn, wéi déi medezinesch Exame sollen oflafen, wat den Inhalt soll sinn, zu wat fir enge Schlësselaltere se solle gemaach ginn, op wat fir eng Opfällegkeeten ee soll besonnesch reagéieren a wat fir eng Gesondheetsmessagë solle communiquéiert ginn.

Fir d'nächst Joer ass geplangt, zesumme mat der Société de pédiatrie a mat den Delegatioune vun de Schoulmedeziner, déi och vun der MMD gedroe sinn, mat de Sociétés savantes, déi verschidde schoulmedezinesch Themen a Konferenzzyklen anzebauen.

Dir gesitt, „work in progress". Mä dee Sujet, deen Dir ugeschwat hutt, ass e ganz essenziellen, well d'Schoulmedeziner falen net vum Himmel erof. Ech mengen, fir déi Missioun wierklech optimal kënnen ze maachen, muss een op de Sujet virbereet sinn. An dat wäerte mer zesumme maachen.

Merci. Merci och, Här President. Ech hunn domat erëm eng Minutt ageholl.

M. le Président.- Merci dem Här Gesondheetsminister.

Mir kéimen elo zu der nächster Fro, der Fro N°178 vum Här Ali Kaes un den Nohaltegkeetsminister iwwert d'N7. Här Kaes, Dir hutt d'Wuert.

Plusieurs voix.- Aaahhh!

- Question n°178 du 3 juillet 2012 de M. Ali Kaes relative à la route N7, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

M. Ali Kaes *(CSV).*- Bon. Merci, Här President, fir d'Wuert. Här Minister Wiseler, Dir hutt viru Kuerzem hei an der Chamber ganz engagéiert d'Wichtegkeet vum Tram fir d'Stad Lëtzebuerg ënnerstrach.

Plusieurs voix.- Aaahhh!

M. Ali Kaes *(CSV).*- Mä gradesou wichteg wéi den Tram fir d'Stad Lëtzebuerg ass d'N7 fir den Norden.

Duerfir froen ech Iech, Här Minister:

Éischtens, wéini ass d'Étude de faisabilité iwwert de kompletten Ausbau op véier Spure vun der N7 fäerdeg?

Zweetens, gëtt och bis spéitstens 2014 mam véierspuregen Ausbau vun dem Stéck tëschent der A7 Colmer-Bierg an dem Rond-point Fridhaff ugefaang mat bauen?

Drëttens, wéini gëtt eng Décision de principe geholl fir déi véier Spure bis op d'Wämperhaart vun der N7?

Véiertens, gëtt de véierspuregen Ausbau vun der N7 an de Plan sectoriel «Transports» ageschriwwen?

A fënneftens, Här Minister, mengt Der net och, wann een déi Streck ausbaut, ass dat net och e Virdeel fir d'Stad Lëtzebuerg?

(Interruption)

Ech géif emol wann ech gelift nolauschteren.

Well wann d'A7 hei um Kierchberg ukënnt, da wäert de Chaos virprogrammëiert si ronderëm de Contournement vun der Stad Lëtzebuerg. A wann een déi N7 géif iwwert d'Wämperhaart eraus viru Sankt Vith un d'Lécker Autobunn ubannen, da kéint een do e ganzen Deel… Och fir de Buergermeeschter vun der Stad Lëtzebuerg kéint dat vu Virdeel sinn. Da kéint een e ganzen Deel vum Verkéier a sech direkt Richtung Lécker Autobunn dégagéieren, an déi Leit aus dem Norde respektiv aus dem Zentrum bräichten net ronderëm d'Stad Lëtzebuerg ufänken ze kommen, fir dann eng europäesch Autobunn ze fannen.

Här Minister, dat Ganzt géif natierlech dem Norden e ganz grousse Virdeel brénge. An d'Bierger aus dem Norde sinn natierlech ganz interesséiert op Är Äntwerten.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Kaes. Den Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler kritt elo d'Wuert.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Ali, geet déi op Bëttel?

(Hilarité)

Une voix.- De Contournement vu Bëttel.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Wéi ass et mam Contournement vu Bëttel?

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President. Also, ech mengen, wa mer iwwert d'N7 schwätzen, da solle mer vläicht éischter elo iwwert d'Avantagë vun der N7 fir den Norde schwätze wéi fir d'Stad Lëtzebuerg, well do ass et direkt méi effikass. Dat schéngt mer kloer ze sinn.

Effektiv, wann een d'Entwécklung vum Norden an deene leschte Jore kuckt, tëschent 2001 an 2009, gesäit een, datt mer effektiv am Norde vun Awunner ganz uewe méi wéi 1,75% d'Joer bäikritt hunn an am Nordwesten tëschent 1,5 an 1,75%, contrairement zu de 70er, 80er Joren, wou d'Entwécklung am Norden zréckgaangen ass.

Mir hunn effektiv vun `80 bis elo an der Region d'aménagement Nord, dat heescht d'Kantone Veianen a Clierf, tëschent 13.400 Leit, déi mer 1980 haten, an elo 20.000 Leit, dat heescht ronn 50% un Awunner bäikritt. Also eng enorm Entwécklung, wat d'Awunnerzuelen ugeet. An déiselwecht Entwécklung kann ee feststellen, wat d'Aarbechtsplazen ugeet. D'Région d'aménagement Norden tëschent 2002 8.100 Aarbechtsplazen, 2009 12.300, dat heescht plus 50%. De Kanton Dikrech plus 40% an därselwechter Joreszuel vun Aarbechtsplazen.

Dat ass d'Evolutioun, déi den Norden an deene leschte Jore kannt huet. Dat ass eng Evolutioun, wéi am Fong a Prozentsätz - ech mengen net en valeur absolue, mä Prozentsätz - kaum en aneren Deel vun eisem Land se kannt huet. An duerfir ass et effektiv richteg, datt mer eis och an de Mobilitéitsfroen eng Rei Äntwerte fir den Norden a spezifesch fir den Norde ginn.

Mä d'N7 ass awer net nëmmen déi eenzeg. Et sinn nach eng ganz Rei aner Projeten, déi a mengen Ae wesentlech sinn. Ech soen, de Contournement Nord vun Dikrech, de Contournement Sud vun Ettelbréck, den Tunnel an d'Gare zu Ettelbréck selwer, d'B7, d'Entrée Fridhaff, dann op den zweemol zwee, dat Stéck tëschent Colmer a Fridhaff, d'Transversale Clierf, déi grouss Investissementer, och déi, déi mer um Zuch maachen, op der Nordstreck maachen, souguer den Arrêt Pont Rouge hei, dee wesentlech fir d'Nordstreck ass, an all déi Park & Riden, déi mer tëschent Ettelbréck, Miersch, Colmer, Luerenzweiler, LuxExpo maachen, déi haaptsächlech déi ganz Stroosséfeierung aus dem Norde bedéngen, fir de Leit den öffentlechen Transport opzemaachen.

Also, ganz vill Investissementer, déi gemaach ginn, fir där Entwécklung do gerecht ze ginn.

Zur N7, well ech awer net wëll, Här Kaes, laanscht d'N7 fueren, mä elo op d'N7 kommen. Et gëtt jo zwou Froen, déi sech stellen. Déi éischt Fro, dat ass, datt d'N7 effektiv eng Zentralachs fir de Verkéier an den Norden ass. Déi zweet Fro, dat ass déi, datt mer an deene leschte Joren op der N7 eng iwwerduerchschnëttlech héich Zuel vun Accidenter haten an datt dat problematesch fir eis ass an datt mer duerfir hu misse reagéieren.

E puer Saache si gemaach ginn a gi gemaach. Fir d'Éischt hu mer 2007 en Audit de sécurité gemaach an direkt hannendru reagéiert mat der Ëmsetzung vun enger ganzer Rei Sécherheetsmoossnamen, déi fir mech emol op der N7 absolut prioritär waren: en neien Éclairage op enger ganzer Rei Plazen, Voie-d'accélératiounen op véier Plazen: Lëpscht, Dellt, Houschent, Duerscht, op all deene Kräizungen, déi do sinn. Am Juli 2007 en neie Marquage, dee mer gemaach hunn, am Juli 2008 de Réaménagement vum Carrefour Schinker.

Limitation-de-vitessen, déi ganz vill contestéiert ginn, mä trotzdeem fannen ech se immens wichteg. Op deene geféierleche Plazen hu mer iwwerall d'Vitesse op 90 erofgesat, op deenen anere Plaze se op 110 gelooss a just, wann et reent, op 90. A bei de Kräizungen hu mer se alleguer op 70 erofgesat. De Giratoire Fridhaff, wou amgaang ass och dru geschafft ze ginn. An nach eng ganz Rei aner Moossnamen. Also, vill Engagement och op der N7, fir déi Sécherheetsprinzipië fäerdegzebréngen.

Dann ass et esou, datt deen Tronçon vun der N7-B7 tëschent Fridhaff a Colmer-Bierg och eng Kéier muss iwwerkuckt ginn. Do ass mëttelfristeg zweemol zwee, dat heescht véierspureg eng Noutwendegkeet. Bis mer awer do sinn, musse mer och evidenterweis eng ganz Rei Sécherheetsmoossnamen nach maachen: nei Marquagen, nei Panneauen, och nei Vitesselimitatiounen, Dispositifen un de Leitplanke ginn do geännert, fir elo déi provisoresch Sécherheet an de Grëff ze kréien. Dat fir ze soen, datt ganz vill scho muss gemaach ginn oder gemaach gëtt a gemaach ginn ass an deene leschte Joren.

Dann zu där allgemenger Verbreederung vun der Nordstrooss. Do wëll ech awer och nach eng Kéier d'Zuelen nennen, fir se an de Prozentsaz eranzesetzen. Mir hunn haut um Fridhaff 11.000 Autoen den Dag. Dat sinn d'Comptagë vun deene leschte Méint. Zu Housen zéng, Fëschbech siwen, Wämperhaart 7.400 an Huldang 4.600. Dat sinn d'Comptagë vun haut. Am Vergläich: N6 zu Mamer 14, N5 Helfent 14.000, all Kéiers. Dat heescht awer elo näischt, well ech soen, datt mer an enger grousser Entwécklung fir den Norde sinn.

A wat maache mer elo? Dat Éischt, dat sinn d'Sécherheetsmoossnamen, déi mussen ëmgesat ginn. Dat Zweet, dat sinn déi Kräizungen, wou Problemer sinn, do musse mer dru schaffen. An de Fridhaff, deen Tronçon muss mëttelfristeg, dat heescht an deenen nächste Joren, ugefaange ginn. Gradesou wéi de Contournement Housen an Hengescht, déi an der Planificatioun och bei eis sinn.

Ech soen dann och ganz kloer hei: Wann den Norde sech esou entwéckelt, wéi mer alleguer hoffen a wéi en amgaangen ass, sech ze entwéckelen an deene leschte Joren, dann ass et ganz kloer, datt mer eng Verbreederung vun der N7 brauchen. Duerfir just hu mer déi Étude de faisabilité gemaach. Déi Étude de faisabilité wäert Der am Hierscht kréien, wou ech da bereet sinn, an d'Chamber ze kommen, fir déi an allem Detail mat Iech duerchzeschwätzen.

Do hu mer véier Varianten dra studéiert. D'Variant Null, dat ass näischt ze maachen.

M. le Président.- Här Minister, Dir misst zwar lues awer sécher zum Schluss kommen.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Ganz schnell. Een, zwee, dräi, dat ass dann d'Drëtt, dat ass fir op zweemol zwee, véier Spuren ze kommen. An ech wëll och do ganz kloer soen, déi dräi Varianten, déi mer do maachen, déi sinn net déi eng oder déi aner, mä dat ass, fir vun enger Variant op déi aner ze kommen, bis mer schlussendlech op den zweemol zwee sinn. An haut ass et kloer, datt déi Faisabilitéit machbar ass, datt se awer e konsequente Renouvellement vun der Pist natierlech brauch, duerfir deier ass, duerfir och net fir haut a fir muer ass.

Mä ech wëll ganz kloer en résumé soen, datt eng Entwécklung momentan amgaangen ass am Norden ze geschéien, datt mer an Zukunft am Norden eng Collectrice brauche mat enger héijer Capacitéit, dat heescht zweemol zwou Spuren, datt mer elo amgaange sinn, Sécurisatiounsmoossnamen ze maachen, deelweis Verbesserungen am Ausbau, an alles haut esou, datt dee ganzen Ausbau an Zukunft méiglech ass, an datt déi Aarbechten, déi haut gemaach ginn, och kënnen an Zukunft fir esou en Ausbau gebraucht ginn.

A wéi gesot, ech komme ganz gär mat allen Detailer mat der Étude de faisabilité bei Iech an d'Chamber, fir déi ze erklären.

Merci.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Wësst Der, Här President, mir hunn an deene leschte Jore gutt Politik am Norde gemaach. Duerfir sinn esou vill Leit bei eis komm.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Gutt, mir kommen dann un d'Fro N°179 vum Här André Bauler un d'Familljeministesch iwwert d'Ausbezuele vun der Allocation de rentrée scolaire. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°179 du 3 juillet 2012 de M. André Bauler relative au paiement de l'allocation de rentrée scolaire, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration

M. André Bauler *(DP).*- Merci, Här President. Mir ass vun Enseignanten notamment zougedroe ginn, datt souwuel an der Grondschoul wéi am Postprimär ëmmer méi Kanner kee Schoulmaterial oder Bicher mat an d'Klass brëngen. Obwuel de Famillje mat Kanner um Ufank vun all Schouljoer eng Allocation de rentrée scolaire ausbezuelt gëtt, schéngen ëmmer méi Schüler sech schwéierzedoen, fir déi erfuerdert Schoulsaachen an d'Klass matzebrëngen.

An deem Zesummenhang wollt ech d'Madame Minister Folgendes froen: Huet d'Madame Minister eventuell driwwer nogeduecht, fir amplaz vun enger Allocation de rentrée scolaire, also enger Schoulufankszoulag, also vu Suen, ganz einfach Bongen oder Ticketen anzeféieren, fir datt wierklech all Kanner an de Genoss vu Schoulmaterial kommen an d'Allocatioun och fir deen Zweck genotzt gëtt, fir dee se geduecht ass?

Wa jo, kann d'Madame Minister eis soen, wéi se esou ee System ze organiséiere gedenkt?

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Bauler. D'Wuert kritt d'Madame Familljeministesch Marie-Josée Jacobs.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Merci, Här President. Ech wëll just soen, datt mer d'lescht Joer am August, well et ass ëmmer am August, wou d'Allocation de rentrée scolaire ausbezuelt gëtt - dat géif jo eigentlech bedeiten, datt d'Leit nach d'Sue missten hunn, wann de 15. September d'Schoul ugeet, oder se d'Sue géife gebrauchen, fir hire Kanner Schoulmaterial ze bezuelen -, mer 2011 34,5 Milliioune bezuelt hu fir 119.000 Kanner.

Dir wësst, datt d'Allocation de rentrée scolaire eng ass, déi alle Kanner bezuelt gëtt, wou d'Elteren zu Lëtzebuerg Kannergeld kréien. Wa mer also op de Wee géife goen, fir ze soen - wou ech perséinlech, muss ech éierlech soen, éischter der Meenung sinn, datt et besser wier, mer géifen a Sachleeschtunge goen -, méi a Sachleeschtungen ze goe wéi a Geldleeschtungen, gëtt et natierlech schwiereg, well ech net weess, wéi mer dat dann organiséiere mat Däitschland, mat Frankräich a besonnesch elo mat der Belsch.

(Interruption)

Natierlech, mir hunn héieren dëser Deeg, datt 71% vun den Aarbechtskräften zu Lëtzebuerg keng Lëtzebuerger sinn, datt besonnesch vill Fransousen derbäi sinn, soudatt ech do schwiereg gesinn, wéi mer dat organiséiert kréien, fir eben op dee System do iwwerzegoen ouni Diskriminatiounen ze maache weder zu där enger Säit nach zu där anerer Säit.

Mir wëssen och, datt ganz vill - an Dir wësst dat och als Buergermeeschter -, ganz vill Gemenge sinn, déi och de Kanner Schoulmaterial, besonnesch Bicher, zur Verfügung stellen, vläicht net ëmmer all dat anert Material.

Mä wéi gesot, wa mer eng Léisung géife fannen, fir ze soen, mer kréien dat uerdentlech organiséiert tëschent Lëtzebuerger Kanner a Kanner, déi net am Lëtzebuerger Land wunnen, da wier ech perséinlech absolut derzou bereet, fir ze soen, mir ginn éischter op de Wee wéi gesot vu Sachleeschtunge wéi vu Geldleeschtungen. Mä bis elo hunn ech net de Wee fonnt, wéi een dat kéint maachen. Mä wa mer dat vläicht zesumme géife fäerdegkréien, géif ech dat ganz gär maachen.

Merci.

M. le Président.- Merci der Madame Familljeministesch.

Da kéime mer zu der Fro N°180 vum Här Georges Engel un den Nohaltegkeetsminister iwwert d'Entwécklung vun den Industriezone P.E.D. an „Au Grand Bis". Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°180 du 3 juillet 2012 de M. Georges Engel relative au développement futur des zones industrielles P.E.D. et «Au Grand Bis» dans la commune de Pétange, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

M. Georges Engel *(LSAP).*- Här President, am ganze Land siche mer no Industrieterrainen, och am Süden. Am Südwesten huet sech do e Syndikat, de SIKOR, zesummegedoe mat de Gemengen Déifferdeng, Käerjeng, Péiteng an neierdéngs och Suessem, fir do hir Aktivitéiten an hir Efforten zesummenzeleeën an do och eng Partie Terrainen, déi dem Stat gehéieren a vum Ministère de l'Économie da géréiert ginn, matzegéréieren.

Et sinn also Terrainen do. Fréier Industrieterraine waarden nëmmen drop, fir enger neier Aktivitéit zougefouert ze ginn. D'Terraine gehéieren och dem Stat. An et sinn elo net al Bëscher oder wäertvoll Wisen, déi hei enger anerer industrieller Aktivitéit géifen zougefouert ginn. Neen, et sinn Terrainen, déi zum Deel scho manner oder méi staark belaascht sinn an déi jo elo jorelaang broochlouchen a wou d'Natur sech een Deel vun dësen Terrainen erëm zréckgeholl huet.

Ech wollt duerfir de Minister froen, wéi eng Démarche elo hei am P.E.D., am Pôle Européen de Développement, a virun allem awer och am „Grand Bis" géif geholl ginn, wëssend, dass d'Gemeng Péiteng hei scho säit 1998 amgaangen ass, un dësem Dossier ze schaffe mat hire successive Buergermeeschteren, dass se schonn iwwer 500.000 Euroen hei an Etüden an esou weider investéiert hunn. Wëssend och, dass et sech hei ëm e fréieren Industrieterrain vu 16 ha handelt. Wëssend, dass een hei relativ séier also 50 Betriber eng Chance op Expansioun a Plus-value kéint ginn, an dat a wirtschaftlech schwieregen Zäiten. A wëssend och, dass et industriellen Terrain war a fir mech och nach ëmmer industriellen Terrain ass.

Hei soll et mengen Informatiounen no zwou Méiglechkeete ginn, fir dësen Terrain ze sanéieren, déi eng fir eng Millioun an déi aner fir 26 Milliounen Euro.

Zousätzlech - an dat ass elo meng Fro - kommen awer elo Kompensatiounsmoossnamen derbäi, well op dësem belaaschtenen Terrain elo Hecken a Beem gewuess sinn, déi sech op deem belaaschtene Buedem awer zimlech wuelfillen an déi elo misste kompenséiert ginn. Fir mech besteet hei e Widdersproch, well et schwéier erklärbar ass, dass et op där enger Säit Terrain ass, dee belaascht ass an dee misst also sanéiert ginn, an op där anerer Säit ee misst Kompensatiounsmoossname maache fir déi Beem an déi Hecken, déi elo misste fortkommen.

Ähnlech ass d'Situatioun dann um P.E.D., wou d'Baach Maragole duerchleeft, déi sech herno an d'Chiers déverséiert, déi dat och misst an engem gudden Zoustand maachen, do si mer eis eens. Wann awer elo déi Maragole misst hiren urspréngleche Cours d'eau erëm zréckhuelen, dann - fäerten ech - ass do deeselwechte Widdersproch wéi dee beim „Grand Bis".

Also, egal wéi sech d'Regierung elo positionéiert, soen déi concernéiert Gemengen op alle Fall emol Merci, well se sech dann no där Äntwert hei kënne riichten.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Engel. D'Wuert kritt den Här Nohaltegkeetsminister… Ah, den Här delegéierten Nohaltegkeetsminister Marco Schank huet d'Wuert.

M. Marco Schank, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures.*- Här President, fir d'Éischt wollt ech emol soen, datt fir de P.E.D. den Ekonomiesminister zoustänneg ass, entspriechend dem Kadergesetz. Ech hunn awer kee Problem, fir am Numm vun der Regierung zu deenen zwou, dräi Froe Stellung ze huelen.

Ech fänke mam „Grand Bis" un. Et ass gesot ginn: 16 Hektar. De Projet ass am Laf vun de Joren ëmgewandelt gi vun enger kommunaler an eng regional Zone d'activités, a bis haut läit der Ëmweltverwaltung keng Demande am Kontext zur Kommodosgesetzgebung vir. Dat heescht awer net, datt net effektiv schonn eng Zäitche geplangt gëtt.

2006 huet d'Ëmweltverwaltung d'Décisioun geholl, fir de Projet enger EIE ze ënnerwerfen, also enger Évaluation des incidences sur l'environnement. An dann, op Demande vum Maître d'ouvrage, ass 2007 och ee Cadrage préalable, „scoping" fixéiert ginn, fir Informatiounen ze kréien, déi fir déi Ëmklasséierung gebraucht ginn. A vun deem Datum un ass och de Maître d'ouvrage amgaang, gewëssermoossen eng Evaluatioun ze maachen.

Dat Lescht, wat ech héieren hunn, an dat hu mer positiv aviséiert: Am Februar 2012, also dëst Joer, hu mir gesot, huet de Minister gesot, datt e géif déi Konklusiounen deele vun den Experten am Kontext mat de Kompenséierungen. Dat heescht, do ass dann ëmmer nach de Büro, d'Experte si gefuerdert, fir dann déi EIE op den Dësch ze leeën. An ech mengen, datt dat déi nächst Etappe sinn, d'Finaliséieren, d'Presentéiere vun der EIE an den Dossier bei d'Ëmweltverwaltung erareechen.

Vläicht eppes zu der Pollutioun vum Buedem. Et ass virdru gesot ginn, dat ass ënnerschiddlech e Problem. Do hunn ech mer soe gelooss, datt et unhand oder opgrond vun enger Sécuriséierung soll geschéien. Dat heescht, et muss net de Buedem insgesamt ewechgeholl ginn an op eng Décharge an d'Ausland gefouert ginn, mä et géif duergoe mat enger Sécuriséierung. D'Waasser, wat vum Hang kënnt, géif opgefaang ginn iwwer en Drainage, an d'Zone d'activités selwer géif ofgedicht ginn.

Dann zum P.E.D., do ass et esou, datt - ech mengen - hei virun allem een Terrain ugeschwat gëtt, dat ass deen, deen nach fräi ass. Fir de SIKOR ënner anerem ass e geduecht, wann ech richteg informéiert sinn. An do wollt ech drop hiweisen, datt op engem ganz spezifeschen Deel vun dësem Terrain, seet d'Ëmweltverwaltung mir, datt an de Schlämm, also am Dépôt vu Schlämm aus den Héichiewen, déi zu der Agglomeratioun vun der Schmelz vu Rodange gehéiert hunn, ganz héich Konzentratioune si vu Schwéiermetaller. Wann ech hei dat ofliesen - Bläi mat 1,3%, Zénk mat 3,6% a souguer Konzentratioune vun 10 bis 20% an de Remblaien -, dann ass dat natierlech enorm héich. Derbäi komme polyzyklesch aromatesch Kuelewaasserstoffer, déi mussen eliminéiert ginn.

An der Vergaangenheet, an de leschte Méint sinn och Diskussioune gelaf tëschent dem Ekonomiesminister, tëschent der Ëmweltverwaltung an de Büroen, déi amgaang sinn, d'Zon ze plangen. Do si verschidden Alternative gekuckt ginn, ënner anerem d'komplett Eraushuele vun de Schlämm bis eventuell just een iwwerierdesche Remblayage vum Terrain ze maachen, wat dat Einfachst wier - „einfach" tëschent Guillemeten -, mat engem Suivi, mat engem Monitoring am Kontext vun dem Waasser, wat ënnendrënner ass, datt dat net polluéiert gëtt, wann, wéi gesot, vun uewen de Reen dat net soll ausschwemmen.

Entspriechend deenen Etüden, déi vum Ekonomiesminister amgaang sinn engagéiert ze sinn oder engagéiert ginn, soubal wéi mer do Informatiounen hunn, respektiv soubal wéi d'Ëmweltverwaltung Informatiounen huet, da kann een eng definitiv Décisioun huelen, wat een als Method hëlt fir d'Assainéiere vun dem Terrain an dem P.E.D.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här delegéierten Nohaltegkeetsminister.

Mir kommen dann elo zu der Fro N°181 vum Här Henri Kox un den Nohaltegkeetsminister iwwert d'Jet-Ski-Fueren op der Musel. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

Plusieurs voix.- Ah!

- Question n°181 du 3 juillet 2012 de M. Henri Kox relative à la pratique du jet-ski sur la Moselle, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Här President, Merci. Dëst ass effektiv eng Fro un den Nohaltegkeetsminister, deen och fir den Transport op der Waasserstrooss - wéi d'Musel och nach genannt gëtt - zoustänneg ass. Et geet ëm d'Praxis vun dem Jet-Skien. An der leschter Zäit oder de leschte Joren huet do dës Moud vun der Fräizäit extrem zougeholl, wat immens Implikatiounen op d'Sécuritéit huet, och Auswierkung mam Kaméidi, och Auswierkung op d'Vullewelt, insbesondere d'Waasservigel, déi do awer ganz vill präsent sinn.

Dir wësst, d'Musel ass e Kondominium, dat heescht souwuel Däitschland wéi Lëtzebuerg sinn op deem Stéck Musel gemeinsam zoustänneg. An deene leschte Joren ass versicht ginn, do ze légiféréieren, wëssend awer, dass Däitschland - oder ech weess net - net onbedéngt op ass, fir do e Verbuet auszeschwätzen. Ech weess awer, dass souwuel am Saarland wéi och a Rheinland-Pfalz wéi och op der Lëtzebuerger Säit e ganz grousse Wonsch ausgedréckt gëtt, fir do endlech dat ze reglementéieren a souguer ganz ze verbidden.

Duerfir meng Fro un de Minister: Ass e gewëllt, zesumme mat senge Verwaltungen, entspriechend Démarchen unzegoen, och mat Berlin - well Berlin ass anscheinend och do zoustänneg fir Bundeswasserstraßen, wat d'Musel entspriechend och ass -, fir do eng Satisfaktioun ze kréien?

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Kox. D'Wuert kritt den Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President. Ech sinn effektiv zoustänneg fir de Jet-Ski op der Musel, an duerfir probéieren ech elo, esou gutt wéi méiglech op déi Fro hei ze äntwerten.

Dat Éischt, wat ze soen ass, dat ass, datt effektiv déi ganz Utilisatioun geregelt ass iwwer e Règlement grand-ducal vun 2009, deen u sech virgesäit, datt d'Utilisatiounen, also d'Zirkulatioun an den Exercice vu Sport-nautiquen op deene Waasserstroosse fräi sinn, ausser et wäre prezis Restrictiounen an Interdictiounen do, reglementarescher oder legaler, déi mer awer an dësem Fall esou net hunn - momentan.

Et ass richteg, wat gesot ginn ass, datt eng Rei Prezisiounen an dem Règlement grand-ducal stinn. Sou zum Beispill seet den Artikel 602, datt „les motos aquatiques doivent suivre une route droite clairement reconnaissable". An den Artikel 801, dee seet, „sauf si pas d'autres embarcations" do sinn, also datt d'Vitesse maximum normalerweis 30 km ass, an, wa keng aner Embarcatiounen do sinn, bis zu 50 km an der Stonn ka gefuer ginn.

Dat sinn déi Reglementer, déi mer hunn. Méi hu mer momentan net, fir dat ze regelen. Et ass evident, datt dat op der Musel momentan natierlech Problemer stellt. Ob dat elo Kaméidisproblemer sinn oder ob dat Problemer mat der Faune heiansdo sinn, ass et evident, datt et net einfach ass.

Awer och kloer ass, datt d'Reglementatioun nëmme ka gemaach ginn am Kader vun engem Kondominium, dee mer mat Däitschland zesummen hunn. Mir kënnen net eleng do reglementéieren, an duerfir ass och net méi spéit ewéi den nächsten Donneschdeg eng Réunioun mat eisen däitsche Partner, fir ze kucken, wat fir eng Méiglechkeete mer hunn, fir eng Reglementatioun anzeféieren. Ech mengen, vu Lëtzebuerger Säit wäerten do och d'Demande - an dat ass jo dat, wat Der mech gefrot hutt -, d'Demande an d'Positioun ganz kloer sinn.

Mir kucken, mir probéiere fir ze erklären, datt mer mengen, datt e Verbuet vu Jet-Ski noutwendeg wär op der Musel aus deene Grënn, déi ech virdru genannt hunn, a méiglecherweis kënne mer och d'accord sinn, wann et esou ass, datt et e Verbuet ass, mä mat enger Rei Exceptiounen op ganz prezis délimitéierte Punkten. Mä dat als alternativ Solutioun, just wann net deen éischte Punkt vun eis méiglech wär.

Ech mengen, dat wär d'Äntwert op Är Fro. Wat dann an deenen Diskussiounen erauskënnt, wou mer jo net eleng um Dësch sëtzen, dat soen ech Iech ganz gär an där nächster Question parlementaire oder an där nächster Froestonn.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Nohaltegkeetsminister.

Mir kéimen dann zu der leschter Fro fir haut de Mëtteg, nämlech der Fro N°182 vum Här Gilles Roth un den delegéierten Nohaltegkeetsminister iwwert d'SUP-Studië bei der Revisioun vum PAG. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°182 du 3 juillet 2012 de M. Gilles Roth relative aux études SUP dans le cadre de la révision générale des PAG, adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, d'administrativ Vereinfachung an d'Bekämpfung vun deiere Baulandpräisser sinn zwou grouss Erausfuerderunge fir d'Politik. Vill Gemenge sinn de Moment amgaang, hir Bebauungspläng ëmzeänneren. Wann d'Daachpräisser sollen erofgoen, da brauche mir méi erschlossent Bauland, an dat virun allem séier.

An deem Sënn gouf d'lescht Joer d'Prozedur vun der Revisioun vun de Bauperimetere gestrafft. Zum Beispill huet déi staatlech Commission d'aménagement nëmme méi en Délai vu maximal véier Méint, fir en Avis zum PAG ofzeginn. No deem Délai kënnen d'Gemengen och ouni Avis iwwert d'Ofännerung vun de Bebauungspläng, de PAG, ofstëmmen.

E Revisiounsstau gëtt et awer zurzäit landeswäit, well, ier déi eigentlech Prozedur geméiss dem Gemengenaménagéierungsgesetz kann an d'Wee geleet ginn, eng sougenannte SUP oder SUP-Etüd muss gemaach ginn. Hei soll - graff gesot - den Afloss vun de PAGs-Ëmännerungen op d'Ëmwelt gepréift ginn. Den Ëmwelt- oder delegéierten Nohaltegkeetsminister gëtt op dës Etüd en Avis. Dës SUP-Etüde si fir d'Gemengen enorm deier. Et huet een d'Impressioun, dass hei oft d'Ham an der Mëllech gekacht gëtt, bis dass dee leschte Päiperlek registréiert ass.

(Hilarité)

Derzou kënnt, dass eenzel - ech betounen: eenzel - Etüd-Büroe sech do de Kuch ënnerenee schéngen opzedeelen. Resultat ass, et dauert endlos laang, et kascht deier an et gëtt landeswäit e Stau, wat d'Schafe vun neiem Bauland betrëfft.

An deem Kontext meng Froen un d'Regierung: Éischtens, wéi vill SUP-Etüden, déi a Relatioun sti mat allgemenge PAGs-Revisiounen, goufe bis elo vun der Regierung geméiss dem Gesetz vun 2008 positiv aviséiert?

Zweetens, wat ass déi duerchschnëttlech Dauer, fir dësen Avis ze erstellen an deem betraffene Ministère?

Drëttens, huet d'Regierung Kenntnis an Erfahrungswäerter vun den duerchschnëttleche Käschtepunkte vun esou SUP-Etüden?

Véiertens, ass d'Regierung gewëllt, d'Gesetz vun 2008 dahingehend ze änneren, dass dee ministériellen Avis fir d'SUP-Etüd an engem maximalen Délai vu véier Méint muss virleien?

Fënneftens a leschtens, ass d'Regierung der Meenung, dass d'europäesch Direktiv esou detailléiert SUP-Etüde verlaangt, a gëtt dat mat deemselwechte Zèle och an anere Länner vun der Europäescher Unioun gemaach?

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Roth. D'Wuert kritt elo den Här delegéierten Nohaltegkeetsminister Marco Schank.

M. Marco Schank, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures*.- Här President, d'Gesetz vum 22. Mee 2008 iwwert d'Strategesch Ëmweltprüfung vun öffentleche Pläng a Programmer transposéiert bekanntlech déi europäesch Direktiv 42 vun 2001.

Éischt Remarque: Bei engem équilibréierte Projet, engem PAG, dee sozial, ekonomesch, ekologesch Komponenten och gläichwäerteg kuckt, am spezielle Kontext vun der jeeweileger Gemeng natierlech, féiert oder dierft d'SUP net automatesch zu méi laangen Délaie féieren, well se parallell, an esou ass et konzipéiert, mat der Étude préparatoire ka gemaach ginn. Ech kommen nach gläich drop zréck, wou mer Problemer hunn.

Déi zweet Remarque: D'Gesetz, dat d'Chamber 2008 gestëmmt huet, gesäit bis zu dräi Avisen iwwert deeselwechte Plang vir. Éischtens, Artikel 2.3, en Avis, ob oder ob net eng Modifikatioun vum PAG ënnert d'Prozedur fält; zweetens, den Artikel 6.3, wou de Minister säin Avis gëtt zu Ampleur et degré de précision vun den Informatiounen, déi am Ëmweltrapport musse virgesi ginn - a genau do hu mer laang Délaien -, an dat Drëtt ass den Artikel 7.2, en Avis iwwert dee provisoresch votéierte Projet de PAG.

Ech wëll derbäisoen, datt déi Artikele 6.3 a 7.2 sech net nëmmen un den „Ëmweltminister" - tëschent Guillemeten - riichten, mä och un all aner Autoritéite mat entspriechende Kompetenzen, wéi zum Beispill d'Waasser, d'Gewerbeinspektioun, Sites et Monuments.

Dann zu den Zuelen, déi den honorabelen Här Gilles Roth gefrot huet. Bei der Fro, wéi vill SUP-Etüde positiv aviséiert goufen, wëll ech direkt soen, datt de Minister net seet, et ass positiv oder negativ. Den Avis vum Ëmweltminister ass en Avis circonstancié, dat heescht, e benennt d'Problemer an e gëtt Recommandatiounen. D'Responsabilitéit fir den Ëmweltrapport läit - dat wësst Der - genee wéi bei de PAGe beim Schäfferot, an net a priori beim Minister.

Elo, wou si mer dru mat deene verschiddenen Demanden? Bis den 1. Mee 2012 koumen ënnert dem Artikel 2.3 45 Modifications de PAG eran, déi sinn alleguerten aviséiert.

Dann Artikel 6.3, dat ass do, wou mer effektiv Problemer hunn, wou ech virdru gesot hunn, am Kontext Ampleur et degré de précision, well mer och mat Avisë befaasst ginn, mat Rapportë befaasst ginn, déi ganz dacks net esou komplett sinn, wéi mer eis dat géife wënschen. Do sinn 42 Dossieren erakomm bis elo, 31 sinn der aviséiert an eelef stinn der nach aus.

An Artikel 7.2 si sechs Dossieren erakomm bis de Mee 2012, déi sinn och all aviséiert. Nom 1. Mee krute mer nach zwee Dossieren Artikel 2.3 a fënnef Dossieren Artikel 6.3 a keen Dossier Artikel 7.2.

Elo d'Fro zum Délai. Generell kann ee soen, datt all Modifications ponctuelles, dat sinn déi méi einfach Dossieren, innerhalb vun dräi Méint aviséiert ginn. Dat gëllt fir déi dräi Artikelen, déi ech net nach eng Kéier muss ernimmen. Bis elo sinn 21 Gesamt-PAGen erageréecht ginn. Fënnefmol si mer befaasst gi mam Avis Artikel 7.2, do konnten d'Délaie méi oder manner respektéiert ginn, ausser wou juristesch Problemer ware respektiv wou eng Non-conformitéit mat der EU-Direktiv virlouch. Also, dat ass éischter positiv ze gesinn.

Dann, wat ech och selwer als negativ gesinn, dat sinn 21 Demanden am Artikel 6.3, do sinn der zwielef beäntwert. Den Délai minimal war do effektiv fënnef Méint. Dat ka goe bis ee Joer oder méi. Allerdéngs muss een derbäisoen, datt déi laang Délaie verschidden Ursaachen hunn. An éischter Linn ass et eng ongenügend Prise en compte vun der natierlecher Ëmwelt, mä awer och, wa Gemenge wierklech en démesuréierte Wuesstum an hire Projet draschreiwen. Mir hate PAGen, Projets de PAG virleie mat Baulandreserven iwwer 50, iwwer 60 bis 70%.

Zum Schluss wëll ech soen, datt ech awer déi Besuergnis deelen zënter dem leschte Joer, an ech hu probéiert, um Niveau, duerch eng intern Ëmorganisatioun, dat heescht, datt mer Leit ewechgeholl hu bei anere Plazen, fir verstäerkt hei aktiv ze ginn. Mir sinn amgaangen, de Leitfaden ze iwwerschaffen, fir och dat méi einfach ze maache fir d'Gemengen.

Ech sinn der Meenung, wann, an och nëmmen dann, wann d'Schäfferéit via hir Büroen och qualitativ gutt Projets de PAG virleeën, datt mer eng Chance hunn, dat ze maachen, ouni Délaien ze fixéieren am Gesetz. Mir proposéieren dat elo, mir probéieren dat kuerzfristeg. Wann dat eis net geléngt, sinn ech d'accord, datt mer d'Gesetz änneren an en Délai do draschreiwen.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här delegéierten Nohaltegkeetsminister. Domadder wiere mer um Enn vun der Froestonn.

Mir kommen elo zur Deklaratioun vum Här Premierminister Jean-Claude Juncker iwwert den Europäesche Conseil vum 28. an 29. Juni 2012 mat uschléissender Debatt. Bei der Debatt huet all Fraktioun zéng Minutten zegutt, der ADR sti fënnef Minutten zou, deene Lénken 2,5, an d'Regierung huet nach zéng Minutten no der Interventioun vun den Deputéierten. Ech ginn elo dem Här Premierminister Jean-Claude Juncker d'Wuert fir seng Deklaratioun.

4. Déclaration de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, relative aux conclusions du Conseil européen des 28 et 29 juin 2012 suivie d'un débat

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, et ass nach keng Traditioun hei am Haus, dass de Statsminister nom Conseil européen der Chamber Bericht erstatt iwwert dat, wat bei där Geleeënheet stattfonnt huet. D'Chamber hat sech drop verstäipt, aus novollzéibare Grënn, ëmmer den Ausseminister ze héieren no de Conseils européens, zënter laange Joren. Den Här Poos huet dat gemaach, d'Madame Polfer huet dat gemaach, den Här Asselborn huet dat gemaach.

Mä nom Lissabonner Vertrag huelen d'Ausseministeren net méi un deene Sitzungen deel, wat ech fir e Feeler halen, an dofir ka just ech schwätzen, dee ganz eleng, mutterséileneleng an deem Sall vum Conseil européen, ouni Zeien, souz.

(Hilarité)

Deen Europäesche Conseil, iwwert dee mer solle schwätzen am Plenum oder an de Kommissioune viru sengem Zesummekommen, an iwwert dee mer solle schwätzen am Plenum oder an de Kommissiounen nodeem en zesumme war, war en extrem wichtegen Europäesche Conseil.

Ech hu gelies, mat där Zort vun Amüsement, déi laang Experienz engem inspiréiert, et wier en historesche Conseil an ee kruziale gewiescht. Et geet duer, wann ee seet, et wier ee wichtege gewiescht. Well munnech europäesch Gipfele si soss näischt wéi europäesch Hiwwelen, iwwert déi ee probéiert ewechzekommen. Mä deen heiten hat awer eng Montée, déi et a sech hat.

Mir hu bei deem Europäesche Rot däitlech gemaach, dass d'Europäesch Wirtschafts- a Währungsunioun eng Unioun fir Stabilitéit a fir méi Wuesstum ass. Et gëtt, wéinst deenen Inspiratiounen, déi hir sinn, déi, déi probéieren, déi zwou Dimensioune géintenee spillen ze loossen. Et gëtt ee primitiven Zeenenentwurf, dee wëllt, dass déi eng, déi Konservativ, fir Soliditéit wieren, fir Stabilitéit wieren, an déi aner, déi méi Progressiv, fir Wuesstum.

Gott sei Dank hunn déi, déi apodiktesch dem konservative Lager zougeuerdnet ginn, fir méi Wuesstum plädéiert, an dat zënter dem November 2011. Europäesch Conseilen, déi zënter November 2011 stattfonnt hunn, hunn an hire Konklusioune 34-mol d'Noutwendegkeet vu méi Wuesstum an Europa ënnerstrach. An déi, déi dem progressive Lager gradesou apodiktesch zougeuerdnet ginn - wat bei mir eng exzessiv Form vun Amüsement provozéiert -, hu grousse Wäert drop geluecht, bei deem Conseil däitlech ze maachen, dass d'Stabilitéit, d'Budgetskonsolidéierung an d'Budgetsdisziplin absolut noutwendeg wieren, fir dass een iwwerhaapt kéint an d'Paradäis vum Wuesstum, wat fir mech kee Paradäis ass, mä eng Noutwendegkeet, antrieden.

Dee Widdersproch tëschent Konsolidéierung vun öffentleche Finanzen a Wuesstum gëtt et net. Déi zwee ginn zesummen. Een, dee mengt, et kéint ee Wuesstum opbauen op ëmmer méi Scholden an op ëmmer méi Defizit; déi, déi mengen, et kéint ee Scholden duerch d'Unhäufe vu Scholde bekämpfen an Defiziter méi kleng kréien doduerch, dass ee se méi breet mécht, déi ire sech fundamental.

Déi, déi mengen, nëmme spueren, nëmme konsolidéieren, nëmmen Austeritéit, nëmmen exzessiv Rigueur géif Europa zréck op de Wee vun enger mëttelfristeg spierbarer Gesondung bréngen, ire sech gradesou vill.

Wuesstum brauch ee selbstverständlech och, a Wuesstumsgedanke waren an alle Konklusioune vun den Europäesche Réit zënter laange Joren, well déi Strukturreformen, déi mer umahnen, si Strukturreformen, déi a Richtung méi Wuesstum tendéieren. Mir brauchen heibannen net déi Debatten ze féieren, déi aner matenee féieren, an déi sech dann opdeelen, wa se aus dem Sall kommen, an deem ech och war, tëschent Verléierer a Gewënner. C'est d'un ridicule parfait!

An dofir brauche mer hei net ze kucken, wie gewonnen huet a wie verluer huet. Europa gewënnt ëmmer, wa kee verléiert, an et verléiert keen, wann Europa gewënnt a weiderkënnt. Den Europäesche Rot wéi all Sitzunge vun de Ministeren, dat ass keen europäesche Boxmatch, wou een an d'Knéie muss gezwonge ginn, wou ee muss k.-o. geschloe ginn. Et geet ëm d'Organiséierung vun enger gemeinsamer Schnëttmeng, vun enger gemeinsamer Intersektioun. Et geet drëm, de gemeinsamen Asaz fir méi Stabilitéit, déi mer op Dauer brauchen, a fir méi Wuesstum, dee mer op Dauer brauchen, ze organiséieren.

Ech wëll mat der Politik, déi a Richtung méi Wuesstum tendéiert, ufänken, andeem ech nach eng Kéier rappeléieren, dass mer eis mat deem Thema zënter Méint intensiv beschäftegen. Mä deen Thema huet eng méi prononcéiert Faarf kritt no elektorale Resultater am Ausland, mä keen aneren Inhalt kritt. Well alles dat, wat mer décidéiert hunn, war an der Maach, war am Pipeline, war am Tube, an dat ass elo zesummegefaasst ginn.

Mä richteg ass et, dass d'Akzentuéieren, d'Akzentleeën op Wuesstum net am Géigesaz zu konsolidéieren, mä en complément vun der Konsolidéierung eng richteg rhetoresch, wann och net inhaltlech Erweiderung vun der eigentlecher europäescher Ambitioun ass. Mä all déi, déi um Europäesche Conseil waren, hunn däitlech gemaach, dass budgetär Rigueur, budgetär Konsolidéierung, budgetär a finanzpolitesch Stabilitéit d'Viraussetzunge sinn - ech zitéieren d'Konklusioune vum Europäesche Conseil -, fir dass een zu méi Wuesstum kënnt. Méi Wuesstum an Defizit geet net, an dat gesäit jiddwereen esou.

Dofir hu mer ee Pakt fir Wuesstum a Beschäftegung ugeholl. Ee Pakt. Mä dee Pakt fir Wuesstum a Beschäftegung, deen huet eng juristesch total anescht Bedeitung, wéi dee Fiskalpakt, deen een esou oder esou ka gesinn. Ech hunn do eng nuancéiert Vue drop. Dee Pakt huet keng juristesch verbindlech Charakterzich. Et ass een Engagement vun de Stats- a Regierungschefen, fir a Richtung méi Wuesstum, besser organiséierte Wuesstum, mëttel- a laangfristeg gestreckte Wuesstum ze kommen.

Et sinn emol keng Konklusiounen, déi, déi de Wuesstums- a Beschäftegungspakt concernéieren, déi Konklusioune vum Conseil européen wieren. De Communiqué seet - Nunancë vun der europäescher Diplomatie, déi Eenzelner heibanne gutt bekannt sinn -, dass d'Stats- a Regierungschefen ee Pakt fir Wuesstum ugeholl hunn. Net de Conseil européen eng Décisioun geholl hätt, mä d'Stats- an d'Regierungschefen hätten décidéiert, dass ee Pakt fir Wuesstum a Beschäftegung op de Wee géif geschéckt ginn.

Dat mécht däitlech, dass dee juristesch verbindleche Charakter vum Wuesstumspakt emol net an d'Noperschaft kënnt vun dem Fiskalpakt, mä d'moralesch an d'politesch Engagementer vun de Stats- a Regierungschefe missten, wann d'Welt normal wier, mä si ass et net, déiselwecht Kraaft hunn, wéi juristesch verbindlech Texter, déi mer am Kader vum Fiskalpakt ugeholl hunn.

D'Lëtzebuerger Regierung fillt sech jiddefalls quasi juristesch, para legem un déi Objektiver vum Wuesstums- a Beschäftegungspakt gebonnen a wëllt en am eegene Land ëmsetzen a wëllt och dozou bäidroen, dass en an Europa ëmgesat ka ginn, wat eng Exigenz vun der Lëtzebuerger Regierung ass, déi op e puer Joer zréckgeet.

Dee Pakt, dee Wëllen, méi Wuesstum erbäizefféieren, deen huet ee Volume, deen een net soll klengschreiwen. Well dee Volume, deen e begräift, entsprécht engem Prozent vum europäesche Bruttosozialprodukt. Dat heescht en fait engem Joresbudget vun der Europäescher Unioun, well dee beleeft sech och - leider, mir hätte gäre méi - op ee Prozent vum europäesche Bruttoinlandsprodukt.

Et ass ee Pakt, ee Wëllen, ee kollektive Wëllen, 120 Milliarde Wuesstumsgeld, Beschäftegungsgeld ze mobiliséieren, an zwar esou séier wéi méiglech. Zweck vun der séierer Mobiliséierung, deen doduerch ënnerstrach gëtt, dass mer mat dem Europäesche Parlament iwwereens komm sinn, dass alleguer déi legislativ Aspekter, déi dee Wuesstumspakt mat sech bréngt, sollen an engem sougenannte Fast Track Program, an engem séieren Duerchféierungsprogramm tëschent dem Europäesche Parlament an dem Conseil duerchgefouert sinn. Dat heescht, mir hunn net dovun auszegoen, dass d'Parlament eis géif - firwat soll et dat och?, well et ass eng laangjähreg Fuerderung vum Parlament - bei der Emsetzung blockéieren oder ophalen.

Déi 120 Milliarden, déi kann een, wéi se am Witz soen, esou oder esou gesinn. En fait sinn et keng 120 Milliarden, déi mer méi als europäesch Staten, als europäesch Steierzueler missten an Opstellung bréngen. Eenzeg an eleng ass relevant am nationale Finanzschlussfolgerungsdeel deen, deen d'Kapitalerhéijung vun der Europäescher Investitiounsbank betrëfft.

Mir wëllen d'Kapital vun der Europäescher Investitiounsbank ëm zéng Milliarden erhéijen. Dat kléngt no näischt. Dat ass och net vill. Mä wann een dat mat den Ambitioune vun Eenzelne vergläicht, déi zéng Milliarde sinn zënter véier Méint am Gespréich an déi zéng Milliarde gi vun den Nationalstate bestridden doduerch, dass se Kapitalaugmentatioun hierstellen. Dat muss nach vun de Gouverneure vun der Europäescher Investitiounsbank, dat am Regelfall d'Finanzministere vun därselwechter sinn - mat der Exceptioun vu Lëtzebuerg, wou et den Trésorminister ass, deen dat ze maachen huet -, virum Enn vun dësem Joer erbäigefouert ginn.

Déi zéng Milliarde Kapitalerhéijung, déi fir de Lëtzebuerger Budget eng Méidépense vun eelef Milliounen Euro an net méi comportéiert, erlaabt et, dass d'Europäesch Investitiounsbank hir Verléincapacitéit, hir Capacité de prêt kann ëm 60 Milliarden erhéijen, an déi erhéijte Capacité de prêt, déi erlaabt et, dass an der Realwirtschaft Investissementer vu ronn 180 Milliarden Euro queesch duerch Europa kënne bestridde ginn.

Déi Wuesstumsstrategie mécht et noutwendeg, dass mer 55 Milliarde Reschtgeld, dat an den Europäesche Strukturfongen - Kohäsiounsfong, Sozialfong, Regionalfong - stécht, mobiliséieren, haaptsächlech a Richtung vun deene Länner, déi net normal seegele kënnen, well de Wand an de Seegele feelt. Dee Wand an d'Seegele wëlle mer partiell doduerch erbäiruffen, dass mer déi 55 Milliarden haaptsächlech an déi Länner ginn, déi bis elo opgrond vun administrativen Insuffisancen onfäeg waren, déi Suen, déi fir si geearmarked waren, aus de Strukturfongen ofzezéien.

Mir bréngen 220 Milliounen Euro - dat si keng öffentlech Suen - garantieméisseg an Opstellung, fir sougenannten „project bonds", projektliéiert Obligatiounen op de Wee ze schécken, déi 4,6 Milliarden Investissementer an der Realekonomie kënnen zur Folleg hunn an de Beräicher Transport, Energie an Haut-débit. An, well et jo e Wuesstumswëllen ass, déi och beschäftegungspolitesch Ziler hunn. Mir hu gesinn, dass d'Aarbechtslosegkeet nach an d'Luucht gaangen ass, souwuel an der Eurozon wéi an der Europäescher Unioun, obschonn a Spuenien éischt Tendenzen ze erkenne sinn, déi a Richtung Besserung verlafen. Dee beschäftegt sech och mam Thema Beschäftegung.

D'Lëtzebuerger Regierung huet derfir plädéiert, wat mir hei am Land wëlle maachen, dass innerhalb vu véier Méint no dem Verloosse vun der Schoul déi jonk Leit eng Beschäftegung kréien, e Stage kréien, eng Occupatioun kréien. Aner Länner kënnen dat net, obscho mer dat schonn 1999 eng Kéier esou décidéiert hate beim Europäesche Beschäftegungssommet, dee jo méi konkret war wéi alles dat, wat duerno geschitt ass.

'99 soen ech, well mer dat dunn an d'Gesetz geschriwwen hunn. '97 war de Beschäftegungssommet, deen Eenzelnen zu Lëtzebuerg deemools net konkret genuch geschéngt huet. Mir hu fir véier Méint plädéiert, déi aner kënnen dat net, vill anerer kënnen dat net. Dofir steet elo „innerhalb vun e puer Méint", ce qui est d'un ridicule parfait, well wann een de staarke Wëllen huet, da bréngt een et och fäerdeg, innerhalb vu véier Méint dat ze maachen. Mir wëllen dat zu Lëtzebuerg jiddefalls esou maachen.

Am Kader vun dem Wuesstums-, vun der Wuesstumsstrategie, vum kollektive Wuesstumswëllen hate mer eis och mat der Fro vun der Finanztransaktiounssteier ze beschäftegen. Ech kann där keng Wuesstumsdynamik zouuerdnen, well déi Tax, gëtt se agefouert, déi déclenchéiert keng Wuesstumselementer, jiddefalls an eenzelne Länner éischter de Géigendeel, jee no deem, wéi se gemaach gëtt.

Ech wëll hei nach eng Kéier rappeléieren, well ech och mat Opmierksamkeet gelies hunn, wat eis gréng Kolleege Bausch a Claude Turmes, wann ech mech richteg erënneren, zu deem Thema zum Ausdrock bruecht hunn, dass d'Lëtzebuerger Regierung prinzipiell fir eng Finanztransaktiounssteier ass, wa se op enger breet genuchener geographescher Basis opgesat gëtt.

Ech war laang, wahrscheinlech als Eenzegen a mengem Veräin, derfir, dass een dat sollt an der Eurozon probéieren. Et stellt sech awer eraus, dass déi 17 Länner vun der Eurozon net wëllen an déi Richtung goen, mä dass nëmmen e puer vun deene Länner vun der Eurozon wëllen an déi Richtung goen. Insofern entfält d'Begrënnungsmotiv, firwat dass Lëtzebuerg dat sollt maachen, wann d'Europäesch Unioun als Ganzes déi Transaktiounssteier net géif wëllen, ewech, well och déi 17 Länner vun der Eurozon dat net wëllen.

Ech muss éierlech soen, dass ech iwwerfrot sinn, wann et ëm d'Aschätze vun de Risike geet, déi domat zesummenhänken, wa Lëtzebuerg géif bei deem matmaachen, wat mer décidéiert hunn, nämlech bei enger verstäerkter Zesummenaarbecht vun op d'mannst néng Länner an Europa. Net nëmmen Eurolänner, mä iwwert d'Eurozon eraus. Ech gesinn net richteg, wéi dat sech op d'Industrie vun den Investissementsfongen zu Lëtzebuerg auswierkt; ech gesinn net am Detail, ob dat net zur Konsequenz muss hunn, dass mer d'Taxe d'abonnement ofschafen, ouni millimetergenau ze wëssen, wat mer dann do géifen amplaz kréien.

An dofir huet Lëtzebuerg décidéiert, souwuel am Conseil vun de Finanzministere wéi och där Deeg zu Bréissel, an där Coopération renforcée net matzemaachen. Wat mech, muss ech soen, prinzipiell Iwwerwannung kascht, well ech ëmmer fonnt hunn, Lëtzebuerg misst iwwerall do derbäi sinn, wou méi Europa stattfënnt, iwwerall do derbäi sinn, wou Europa méi wäit geet. Mä de Risiko schéngt mer disproportionéiert ze sinn.

Mä ech schléissen net aus, wann déi néng sech bis fonnt hunn, déi dat wëlle maachen - déi hu sech, niewebäi bemierkt, bis haut nach net fonnt, well och eis hollännesch Frënn net matmaachen, well och anerer net matmaachen -, wann déi ee Konzept virschloen, wat eis zoustëmmungsfäeg erschéngt, well déi musse sech inhaltlech bereet erklären, datselwecht ze wëllen, dass mer, wann dat sech aus bannewirtschaftleche Grënn als eng méiglech Alternativ presentéiert, dass mer do matmaachen.

Déi Iddi, déi ech perséinlech och hat - et soll ee matmaachen, fir ze kucken, wat do géif geschéien, a fir ze influenzéieren, wat do kéint geschéien -, eng räsonabel Iddi, hunn ech abandonnéiert no Gespréicher mat villen an Europa an no Gespréicher mat munnechen heiheem. An ech sinn iwwregens ganz iwwerrascht, dass déi gréng Kolleege soen, si hätten och Indikatiounen aus dem Finanzsecteur zu Lëtzebuerg, dat soll ee maachen.

Dir misst mer soen, wien dat ass, aus Grënn vun der Transparenz, well déi, mat deenen ech schwätzen, dat sinn déi offiziell Vertrieder vun der ABBL, déi soe mer de Géigendeel. Elo sinn ech net een, dee systematesch no Europa exportéiert, wat d'ABBL mer seet, mä ech hu mech awer do ëmfänglech renseignéiert a sinn, beim aktuellen Dossiersstand, zur Konklusioun komm, dass et verfréit wier, fir an déi Richtung ze goen, ënner Rappel vun der Noutwendegkeet, déi ech gesinn, dass den internationale Finanzsecteur muss eng méi staark Kontributioun leeschten, fir d'Folge vun der Krisebewältegung op d'mannst ze kofinanzéieren.

Ech weess, dass d'Banquieren zu Lëtzebuerg dat net gären héieren an och Interviewe ginn, wéi de Generalsekretär vun der ABBL, déi dem Statsminister Populismus virwerfen - ech kann domat liewen, mat der Flut vu Virwërf, déi engem de Moment, de Moment op een zouschwammen.

Et geet jo hei net ëm d'lëtzebuergesch Banken. Et geet hei ëm d'Kontributioun vum internationale Finanzsecteur. An ech sinn duerchaus der Meenung, mindestens där Meenung, dass een déi héich risikohafteg Produkter muss enger gesonderter steierlecher oder abgabemëiglech orientéierter Belaaschtung ënnerwerfen, well déi sinn en fait à l'origine vun all deem, wat mer erliewen.

Dat betrëfft net d'Lëtzebuerger Banquieren, déi, loosse mer éierlech sinn, an där Affär do kleng Helleger an enger Kierch sinn, vun där se heiansdo net wëssen, wéi grouss se ass. Mä wann een déi Responsabilitéiten huet, déi ech hunn, weess een, wéi grouss dass d'Kierch ass.

Et geet hei net ëm d'Lëtzebuerger Banken, et geet hei ëm d'Kontributioun, elementar Solidaritéitsleeschtunge vum internationale Finanzkapital, dat natierlech kann duerch seng lëtzebuergesch Représentantë soen, si wieren net schold un der Kris, mä mat Ausnahm vun hinne selwer gleeft selbstverständlech keen dat. De Finanzsecteur, deen internationalen, ass ursächlech, nieft der staatlecher Verschëldungskris, coresponsabel fir dee Misär, an deem mer eis haut befannen. An dofir mécht d'Lëtzebuerger Regierung net mat. Mir kucken, wat do geschitt a mir debattéiere mat.

Ech weess, aus de Gespréicher vun de Finanzministeren, dass déi néng, déi se mengen ze wieren, ënnereneen absolut net därselwechter Opfaassung sinn, wéi breet dass déi Besteierungsbasis soll sinn, wat fir Produkter - wat datselwecht ass - ënnert déi Besteierungsbasis falen, wou déi Sue sollen higoen, nationalen oder europäesche Budget. An dofir reservéiere mer an där Fro eis Attitüd.

Ech wëll hei nach eng Kéier soen, prinzipiell si mer fir eng Finanztransaktiounssteier, a wa mer se net matmaachen, musse mer eis iwwerleeën, zesumme mam Finanzsecteur iwwregens, wat fir eng Belaaschtungsform mer zu Lëtzebuerg kënnen aféieren - andeem mer am Kapp hunn, dass mer duerch d'Taxe d'abonnement souwisou schonn eng Belaaschtung vum Finanzsecteur hunn.

Mir hunn eis da laang, wéi Der gelies hutt, iwwert d'Wirtschafts- a Währungsunioun ënnerhalen a mir hunn do décidéiert, well ech och zu deene gehéiert hunn, déi fonnt hunn, elo misst een ee Sprong méi wäit maachen, net ee Sprong an abenteuerlech Gewässer, mä e Sprong a méi ee Resolut-an-d'Hänn-Huele vun der Bekämpfung vun der Kris, décidéiert, déi ganz Bandbreet vun de bestehende Finanzinstrumenter, Stützungsinstrumenter, Rettungsschiermer, EFSF an ESM zur Uwennung gelaangen ze loossen.

Wat sinn eigentlech déi Instrumenter? Et gëtt der am Prinzip a graff résuméiert dräi. Et geet drëm, Hëllef ze leeschte fir d'finanziell Ënnerstëtzung, fir d'Rekapitaliséierung an d'Restrukturéierung vun nationale Banken, do, wou se keng Loft fir ze ootme méi hunn. Et geet zweetens drëm, fir sougenannte preventiv Kreditlinnen, „precautionary programmes", opzemaachen, an et geet drëttens drëm, Interventiounen um primären an um secondairë Marché vun de Statsobligatiounen duerch ESM, deelweis EFSF opzemaachen.

Et muss een déi dräi Kategorië vun Interventiounsmechanisme gesondert betruechten, fir ee Gesamtbild, wann och nach ëmmer een onkomplett, well deelweis schonn erëm contestéiert Bild iwwert déi Ofmaachungen ze kréien.

Zu deem éischte Punkt, Restrukturéierung a Rekapitaliséierung vun nationale Banken, wëll ech soen, well ech weess, dass dat ëmmer eng Roll spillt an der öffentlecher Debatt, och, jo, an der Befindlechkeet vun all Eenzelnem doheem: Et geet hei net drëm, de Banke Cadeauen ze maachen. Ech wiere mech nodrécklech dergéint, dass gesot gëtt, hei ginn öffentlech Gelder an d'Hand geholl, fir Banken ze retten!

Jo! Mä dat hate mer jo och schonn heiheem! Am September '08, wa meng Erënnerung richteg ass, hu mer d'Banque Générale gerett, wéinst der Banque Générale, hu mer Garantië gi bei der Dexia, wéinst der Dexia, oder hu mer dat gemaach, well mer wëssen, dass d'Banken eng essenziell Funktioun an der Liwwerung vum Kreditflux an eiser Wirtschaft musse sécherstellen? Et geet drëm, dass d'Banke kënne virufueren, Investissementer, also Stäerkung vun de Betriber, also Schafung vun neien Aarbechtsplazen an Erhale vun den Aarbechtsplaze kënnen ze finanzéieren.

Mir sinn, am Géigesaz zu der lénksradikaler Front an Europa, der Meenung, dass d'Banken net do si fir sech selwer - déi streide jo of, dass se déi Meenung hätten -, mä dass d'Banken do sinn, fir der allgemenger Wirtschaftspolitik ze déngen. A wa Banken...

(Interruption)

Jo, jo!

Une voix.- Dräi Milliarden!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Wa mer gemaach hätten, wat Dir proposéiert, da géifen Zéngdausende Lëtzebuerger Stéit haut op Wunnenge sëtzen, déi net ze bezuele wieren, dann hätten Dausende Leit hir Aarbecht zu Lëtzebuerg verluer. A fir esou ze mengen, mir géifen hei dem Grousskapital Suen, wéi Dir Iech ausdréckt an Ärer Versammlung, an d'Schnëss geheien, ass eng falsch Opfaassung.

Mir maachen dat, fir dass déi kleng an déi mëttelstänneg Entreprisen, an déi grouss och, Sue genuch iwwert den normale Kreditfloss an der Ekonomie kréien, fir dass Wirtschaft iwwerhaapt nach ka stattfannen. Well mer mengen, Banken hunn dem allgemenge Wuel ze déngen, an net nëmmen hiren Anteilseigner an hiren Aktionären ze déngen. An dofir maache mir d'Interventiounen an deem Beräich.

Plusieurs voix.- Très bien!

Une voix.- Jo, déi bekloe sech awer!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dofir maache mer déi Interventiounen am Beräich vun de Banken. Mir mécht dat iwwerhaapt keng Freed, verstitt Der, well ech hu weder Aktië bei deem engen nach bei deem aneren, iwwerhaapt keng. Ech hunn iwwerhaapt keng Aktien, well ech ëmmer fannen, wann ee Statsminister ass, soll ee sech wäit ewech hale vun deene Saachen. Dat ka jo jiddwereen heibanne fir sech selwer selbstverständlech och zu Protokoll ginn. Ech hu keng Aktien a kengem Betrib an a kenger Bank.

Mä ech weess awer, wéi wichteg dass d'Banke sinn, fir dass den normale Floss vun de Kreditter, vun den Investissementer fir Privatleit a fir Betriber ka stattfannen. An dat, wat wouer ass heiheem, wou mer Zéngdausende Leit virun der sozialer a finanzieller Aarmut gerett hunn doduerch, dass mer, wéi gesot gëtt, d'Banke gerett hunn, dat zielt awer och fir déi aarm Leit a Spuenien. Déi hunn och ee Recht drop, dass se nach normal an hirer Realwirtschaft, an hirem Weiderkommen am Liewe kënnen duerch Banke finanzéiert ginn.

Et ass also eng grouss Solidaritéitsübung, déi mer maachen, mat dem spuenesche Vollek a virun allem mat deem méi aarmen an ëmmer méi veraarmenden Deel vun der spuenescher Bevölkerung. Well déi brauchen hir Banken, fir dass et an deem Land ka virugoen, an dofir hu mer décidéiert, dass...

(Interruptions diverses)

Den Här Wagner ass menger Meenung, well dat iwwerrascht mech manner.

Plusieurs voix.- Jo, jo.

(Hilarité)

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Mä ech sinn em awer dankbar derfir. Et kritt een esou selten d'Zoustëmmung vun der DP de Moment, dass een dankbar ass fir all Häppchen, deen een zougeworf kritt.

(Hilarité générale)

Mä dat charakteriséiert awer déi responsabel Positioun, déi déi Liberal an déi gréng an dësem Haus ëmmer an deene Froen haten.

Mir wëllen also eppes fäerdegbréngen, wat monsterhaft schwiereg ass: Mir wëllen de Bankerisiko trenne virum Verschëldungsrisiko vun de Staten.

Wat erliewe mer de Moment, léif Kolleegen? Mir erliewen de Moment, dass déi spuenesch Banken - wann ech dat kann esou soen, obschonn ech net gären hätt, wann d'Noriichtenagencen dat géifen an där Terminologie rapportéieren - aus dem leschte Lach päifen. An dat huet eng direkt Répercussioun op d'Finanzéierung vum spuenesche Stat. Dat heescht, doduerch, dass d'Banke sech verrannt hunn, gëtt de spuenesche Steierzueler, de spuenesche Chômeur, d'spuenesch Infrastrukturpolitik - datselwecht zielt fir Italien -, obschonn déi zwee Länner all Effortë maachen, fir hire Budget ze konsolidéieren, radikal vun de Finanzmäert sanktionéiert.

Dofir muss een auserneerappen dat, wat mer de Bankerisiko nennen, an dat, wat mer de Statsrisiko nennen. An doduerch, dass mer intervenéieren, fir de Bankeproblem solidaresch ze behiewen, duerch Restrukturéierung an duerch Rekapitaliséierung, gi mer dovun aus, dass dat zur Konsequenz muss hunn, dass dann den Drock op de Statspabeieren, dat heescht op der Finanzéierung vun der nationaler Politik, ofhëlt.

An dofir muss een déi zwee Risike vuneneen trennen, an dofir muss een, méi intensiv wéi ech mer dat iwwerhaapt jeemools hätt kënne virstellen, intervenéieren an der direkter Bankerekapitaliséierung. A mir maachen elo den ESM, deen Der hei gestëmmt hutt, den Europäesche Stabilitéitsmechanismus, op fir Direkthëllef un d'Banken an deene Länner, Spuenien an Italien notamment, mä de Moment Spuenien, ouni dass mer den Ëmwee maachen iwwer eng Geldvergabe un d'Staten, well dat zur Konsequenz huet, dass d'Verschëldungsquot vun deene Staten zouhëlt.

Wa mer aus europäescher ESM-Quell direkt rekapitaliséieren, direkt un d'Banke léinen, dat, wat ech viru Méint heibannen, deemools huet dat nach, net heibannen, mä wier ech am Bundestag gewiescht, hätt dat jo zu kollektivem Selbstmord gefouert, eigentlech eng Bankelizenz ginn, en direkt Instrument, fir an de Banken ze intervenéieren, verhënnere mer, dass d'Verschëldung vun de Staten zouhëlt, brieche mer de Lien tëschent der Bankeproblematik an der Statspabeiersproblematik an hëllefe mer deene Länner op eng entscheedend Aart a Weis, well souwuel Spuenien wéi och Italien an Terme vu Budgetskonsolidéierung alles maachen, wat vun hinne verlaangt ginn ass, och déi Strukturreformen duerchféieren, déi vun hinne verlaangt gi sinn.

Mä mir maachen dat ofhängeg vun enger europäescher Banken-, enger zentraliséierter europäescher Bankeniwwerwaachung, enger europäescher Bankesupervisioun, wourun ech gleewen. Ech hunn dat och am Pabeier vun deene véier Presidenten - wéi e genannt gëtt, véier Weisen, fir déi, déi déi véier net kennen - mat ënnerschriwwen. Mir brauchen eng europäesch Bankeniwwerwaachung.

Eleng dat Beispill Spuenien weist, wou mer mussen 62 bis 100 Milliarden Euro Kapitaliséierungs-, Rekapitaliséierungshëllef an d'Hand huelen, weist, dass, wann een den nationalen Iwwerwaachungsbehörden d'Iwwerwaache vun hirem Secteur iwwerléisst, dat net noutwendegerweis zu deene beschte Resultater féiert. Mat systemesche Gesamtauswierkungen iwwert déi gesamten Eurozon.

An dofir sinn ech fir déi direkt europäesch organiséiert Bankesupervisioun, andeem ech net verkennen, dass dat natierlech fir ee Land wéi Lëtzebuerg Problemer schaaft, well ee muss ganz genau oppassen, dass een den Distingo am Endkanal tëschent den „home countries", do wou d'Mammenhaiser sëtzen, an den „house countries", do wou d'Lëtzebuerger Banke sinn - mir hu jo nëmme Filialen hei, mat Ausnahm vun der Spuerkeess an der Raiffeisenkeess; et si jo Filialisten, déi hei zu Lëtzebuerg täteg sinn -, deen Distingo do genau mécht, fir dass net eng falsch organiséiert a falsch inspiréiert an ënner falscher Motivatioun leidend europäesch Zentralinstanz kann, einseiteg an ouni dass mer eis wiere kënnen, décidéieren, wat fir Banken dass zu Lëtzebuerg iwwerliewen a wat fir dass mussen zougemaach ginn.

Dat ass eng Geschicht, déi agekleet muss ginn an eng Propositioun vun der Europäescher Kommissioun, déi am September kënnt an déi de Conseil vun de Finanzministere bis Enn Dezember 2012 soll verabschieden. Mä de Procedere ass, fir d'Éischt eng europäesch Supervisioun an dann eng Direkthëllef vum Europäesche Stabilitéitsmechanismus, deen Dir votéiert hutt am Kader, fir eenzel, fir national Banken ze rekapitaliséieren.

Mir fänken u mat Spuenien. Mir hunn déi Instrumenter jo nach net. Dee Versuch, deen ech an anerer gestart hunn, an hirer Naivitéit, fir d'Europäesch Zentralbank direkt mat där Supervisioun ze beoptragen, ass schifgaang, well den Här Draghi, President vun därselwechter, seet, en hätt weder d'Leit nach d'Wëssen nach d'Mechanismen, fir dat ze maachen. Mir mussen also waarden, bis d'Europäesch Zentralbank déi huet. A mir sinn der Meenung, als lëtzebuergesch Regierung, dass d'Europäesch Zentralbank dës Supervisiounsinstanz soll sinn, well mer gären hätten, aus Grënn, déi ech hei net am Detail wëll ausféieren, dass de Prinzip vun der Europäescher Zentralbank, one country, one vote, och bei der Supervisioun, erënnert lech u meng Remarquë vu virdrun, géif zur Applikatioun kommen.

Elo lafen, falls se lafen, déi éischt Hëllefen iwwert deen éischte Rettungsschierm EFSF. A wann den ESM bis do ass - dat hänkt vum däitsche Verfassungsgeriicht of, dat hänkt, dat interesséiert keen, och vum estnesche Verfassungsgeriicht of, et ass jo net nëmmen Däitschland, wat eng Verfassung huet, et gëtt jo och nach anerer, déi organiséiert Staten, Status hunn, plus aner Contrainten -, dee kréie mer net esou séier, mä wa mer e bis hunn, da lafen déi Bankenhëllefen, déi iwwer EFSF lafen, automatesch weider an den ESM.

A mir halen de juristesche Statut vun deenen Hëllefe bäi. Den EFSF, deen huet keen „preferred creditor status". Dat heescht, den EFSF, géif eng Katastroph geschéien, kann net virun allen anere Créancieren zréckbezuelt ginn. Den ESM awer huet laut Vertrag „preferred creditor status", eng Aart Superprivileg, wa mer esou wëllen, a misst virun allen anere Créancieren ausbezuelt ginn.

Mir hu virgeschloen am Eurogroup, dat ass elo ugeholl ginn, dass mer de juristesche Statut mat eriwwerhuelen, dat heescht, dass déi Hëllefen, déi ënner EFSF ulafen, hir juristesch Natur net changéieren, wa se am ESM landen. An dofir hunn déi och net de Superprivileg, deen ESM-Hëllefsmoossnamen eigentlech hunn.

Dat maache mer just fir Spuenien, well mer fäerten, an d'Marchésreaktioun war och, no der Télefonskonferenz vum Eurogroup vum 7. Juni, genau déi, dass, wann den ESM an eventuell seng virgeschalten Etappen „preferred creditor status" hunn, dann aner Investisseure sech iwwerhaapt net méi a Spuenien erabeginn, well se fäerten, wa si géifen a Spuenien investéieren,

a wann eppes géif geschéien, da géif fir d'Éischt den ESM zréckbezuelt ginn, a si géifen alleguer hir Suen hänke loossen. Dofir hu mer déi Léisung fonnt, fir d'Éischt EFSF, dann eng Bréck am ESM, mä net aweisen an de Superprivileg-Status.

Esou vill zur Bankerekapitalisatioun a -restrukturéierung.

Deen zweeten Deel ass d'Opmaache vu sougenannte preventive Kreditlinnen, „precautionary programs", wéi dat op Lëtzebuergesch heescht. Mir stellen haut fest, notamment a Spuenien, notamment an Italien, dass Staten, déi alles maachen, fir an der Rei ze sinn, déi all Reforme maachen, wa se un d'Finanzmäert ginn, entweder keng Sue geléint kréien oder awer Suen zu engem iwwerhéichten Zënssaz musse léinen. Bis zu 7%. A 7% Zënse gëllt an der internationaler Finanzwëssenschaft als en absolute Maximum, deen ee kann als Zënse bezuelen. Soss kippt een an eng Situatioun vu Préfaillite.

Elo gesi mer vir, dass Staten, déi alles maachen, wat se musse maachen, all Strukturreformen, all Haushaltskonsolidéierungsefforten, kënne Recours huelen zu deenen - wéi hunn ech dat op Lëtzebuergesch genannt? - preventiven, zu deene preventive Kreditlinnen. Dat geschitt zu minimalen Oplagen, mä net ouni Konditionalitéit. D'Konditionalitéit, déi virgeschriwwen ass, dass déi Länner virufueren, esou wéi dat ofgemaach ass am Kader vum Stabilitéitspakt, déi Haushaltskonsolidéierungseffortë virunzeféieren a gläichzäiteg déi Oplagen ze erfëllen, déi an de lännerspezifesche Recommandatioune vun der Europäescher Kommissioun a vum Europäesche Conseil a Richtung vun deene Länner éditéiert gi sinn. Déi mussen also virufueren, dat ze maachen, wat mer vun hinne verlaangt hunn, mä net méi.

Well mer einfach déi Angscht hunn - ech hu se jiddefalls, an dofir sinn ech fir esou ee Mechanismus -, dass, wa mer nach méi op d'Spuertube an deene Länner drécken, mer rezessiv Tendenze verstäerken, Aarbechtslosegkeet erhéijen an déi endgülteg Gesundung vun deene Gesellschaften, well et entsti lues a lues an Europa humanitär Problemer, net nëmmen a Griichenland, mä och an anere Länner, wa mer déi net wëlle verstäerken, dofir nenne mer dat „soft conditionality".

Dat stéiert Eenzelner an Europa. Mä et ass net normal, dass ee Land wéi Spuenien, ee Land wéi Italien, déi alles maachen, wat vun hinne verlaangt gëtt, an am Fall vun Italien entgéint allen Erwaardunge finalement, an a Spuenien ënner extrem schwierege soziale Bedéngungen, ënnert deenen d'Spuenier, a besonnesch déi kleng Leit a Spuenien leiden, wann déi alles maachen, wat se musse maachen, fir erëm op d'Féiss ze kommen, dass dann d'Finanzmäert déi Länner ofstrofe ginn, wa se op d'Finanzmäert zréckkommen. An dofir brauch een hei selbstverständlech eng Politik, déi zu enger Ofsenkung vun de penaliséierenden Zënssätz fir déi Länner féiert, aus soziale Grënn, aus Gesellschaftskohäsiounsgrënn an aus makroekonomesche mëttelfristeg orientéierte Wuesstumsgrënn.

Déi drëtt Linn ass ee méi flexibele Gebrauch vun den Instrumenter vun EFSF a vun ESM, dee Permanente Stabilitéitsmechanismus. Mir wëlle sécherstellen, bewierken, d'Dier opmaachen, fir dass déi zwee Fongen, déi zwee Instrumenter kënne gebraucht ginn, fir op de primären a fir op de secondairë Mäert ze intervenéieren. Wann EFSF an ESM op de primären a secondairë Mäert kënnen intervenéieren - Dir dispenséiert mech dovun, dat elo am Millimeterdetail do auserneenzestrécken -, da bréngen et d'Staten erëm fäerdeg, fir hir Statspabeieren ze verkafen, an da bréngen déi, déi am zweete Maart d'Statspabeieren ënnereneen échangéieren, et och erëm fäerdeg, Verkeefer fir déi Statspabeieren ze fannen.

Dat stellt sécher, wann dat alles opgeet, klappt mech net fest op der Performance-Obligatioun vun all deem, wat mer hei probéieren ze maachen, da bréngt mer et fäerdeg, d'Liquiditéiten an de Maart vun de Statspabeieren oprechtzeerhalen. Da bréngt mer et fäerdeg, den Zougang vu Staten zu dem Statsobligatiounsmaart hierzestellen. Mä alles dat geschitt selbstverständlech nëmmen ënner bestëmmten Oplagen, an déi Oplage si fir déi Länner do, dass mussen déi länner spezifesch Recommandatiounen, et ass ähnlech wéi bei de preventive Kreditlinnen, observéiert ginn, déi vun der Kommissioun a vum Conseil européen éditéiert gi sinn, an dass d'Strukturreforme selbstverständlech musse virugefouert ginn.

Drëtte Punkt op der Agenda vum Conseil war d'Ausenanersetzung mam Rapport vun de véier Presidenten. Den éischten Deel behandelt an deem Rapport vun Draghi, Van Rompuy, Barroso a Juncker een integréierte Finanzkader. Do geet et ëm d'Bankenopsiicht - ech muss dat vläicht elo net am Detail nach eng Kéier soen, ech hunn do indikatiounsméisseg gesot, wat dat ass. Mä wichteg fir eis ass, dass d'Europäesch Zentralbank dat mécht.

De lëtzebuergesch spezifesche Problem ass, 14 vu 17 Länner vun der Eurozon hunn d'Bankenopsiicht bei der Zentralbank…, bei der nationaler Zentralbank. Lëtzebuerg net, well mir en Distingo maachen tëschent CSSF, Bankenopsiicht an Zentralbank. Mir musse kucken, wéi mir dat an d'Fassong kréien.

Zweeten Deel vun deem integréierte Finanzkader ass, dass mer eng europäesch ausgewielten Einlagesécherung wëlle maachen, Garantie de dépôts. Déi Iddi vun deene véier Presidenten trëfft net op d'Zoustëmmung vu jiddwerengem, well och vill Leit soen, wat ech novollzéie kann: Firwat solle mir Däitscher bezuele fir déi Feeler vun der spuenescher Bank oder firwat solle mir Lëtzebuerger bezuele fir d'Feeler vun enger belscher Bank?

Mir hunn dat jo am Kader vum Kaupthing hei intensiv genoss, wéi wäit dass d'Solidaritéit vu villen hei zu Lëtzebuerg och bereet ass, ze goen. Mir si gäre Finanzplaz a suckele gären, mä mir sinn awer net gären eng Finanzplaz, déi och gëtt. Mä dat musse mer also am Detail kucken. Ech halen dat fir eng wichteg Saach, besonnesch fir d'Finanzplaz Lëtzebuerg. Wann Der eemol kuckt d'Étendue vum Finanzsecteur zu Lëtzebuerg par rapport zu eisem PIB, da wëll ech iwwerhaapt net weiderschwätzen, wann ech mer virstellen, wat do alles ka geschéien. Mir mussen dat, wéi ech géif mengen, a Kommissioune mam Finanzminister am Detail bespriechen.

Ech halen dat net fir eppes, wat ganz séier kënnt, mä wat awer muss lues a lues opgebaut ginn, grad wéi de Bankeresolutiounssystem muss lues a lues opgebaut ginn. Wat geschitt, wann eng Bank restrukturéiert gëtt? Wéi gëtt dat ofgeweckelt? Dat kascht schrecklech vill Geld.

Ech sinn der Meenung, dass prioritär d'Banke mussen déi Resolutiounssystemer aus eegener Kraaft finanzéieren, well een décemment net dem Steierzueler déi Bürde do kann operleeën.

Den zweeten Deel vun dem Véier-Presidente-Rapport, dee betrëfft een integréierte Budgetskader. Dat hu mer zum Deel am Kader vum Sixpack a vum „two-pack". Ech loossen och elo d'Explikatiounen do ewech, dat ass Iech bekannt.

Wat déi véier Presidente virschloen, ass, dass pro Land ee Plaffong fixéiert gëtt all Joer, wéi wäit dass ee Land sech kann nei verschëlden, fir dass mer déi Verschëldungsproblematik am Zesummespill mat all deenen aneren Instrumenter, Sixpack, „two-pack", Stabilitéitspakt an de Gréff kréien. An nëmmen, wann ee Land eestëmmeg autoriséiert gëtt, méi Emprunten opzehuelen, wéi et préalablement autoriséiert kritt huet vun deenen anere Staten, kann et méi wäit goen.

Dat ass also an de graffen Zich, an den Haaptdimensiounen a Parameteren eng quasi Vergemeinschaftung vun der Budgetspolitik, fir dass mer wëssen, wouriwwer mer hei schwätzen. Mä wann ze vill Länner sech maasslos verschëlden, ouni dass mer Duerchgräifméiglechkeeten hunn, Korrektivméiglechkeeten hunn, da leide mer alleguer dodrënner.

D'Solidaritéit wëllt, dass d'Soliditéit vun deenen, déi eng Tendenz hunn, sech ze iwwerverschëlden, organesch esou gefaasst gëtt, dass déi, déi musse Solidaritéitsleeschtunge bréngen, och kënne matschwätzen, wann et ëm d'Organisatioun vun der Soliditéitsleeschtung an eenzelne Länner geet, ouni dass dat op d'Käschte vu Wuesstum, op d'Käschte vu Beschäftegung a vun anere sozietalen Ziler geet, déi ee selbstverständlech muss am A hunn.

An nëmmen, wann dat alles geschitt, kann een iwwer Eurobonds schwätzen. Ech mengen net. Ech mengen, et kéint ee schonn éischter doriwwer schwätzen. Mä ech muss zur Kenntnis huelen, dass net onwiesentlech Playeren an deem europäesche Concertssall do mengen, et misst ee fir d'Éischt dat an dat an dat an dat maachen, ier een iwwer Eurobonds ka schwätzen.

Ech wëll Iech hei just nach eng Kéier meng Iwwerzeegung soen, dass se kommen. Well ech fannen, dass, wann een de Länner Oplage gëtt, wann een d'Länner ënner Zwang stellt, ouni dass een d'Länner wëllt quälen, well dat muss einfach sinn, well et bekämpft een d'Schold an den Defizit net duerch nei Defiziter, da muss een och iergendwann bereet sinn, wann d'Haftung organiséiert ass, d'Konsequenzen a Form vu Solidaritéitscoleeschtung ze leeschten.

Drëtte Punkt vun de véier Presidenten: D'Signal ass, d'Stäerkung vun der demokratescher Legitimitéit. Dat ass ee reelle Problem, dat ass ee ganz eeschten Demokratiesubstanzproblem. Déi national Parlamenter, Dir och, hunn d'Gefill, do geschéie Saachen, a mir gesinn net richteg, wat do geschitt. Et gëtt keng europarlamentaresch Kontroll, well d'Zoustännegkeete sinn nach net do. Si missten do sinn, mä si sinn nach net do. Ech sinn der Meenung, dass à très moyen terme d'Europäescht Parlament muss eng Euroformatioun kréien, wou just déi Deputéierte sëtzen, déi an den Eurolänner sinn, well ech net wëll, dass d'Schweden an d'Engländer…, neen, dass d'Englänner an d'Schweden décidéieren, wat do ze geschéien huet.

Mä onofhängeg dovu wollt ech hei am Numm vun der Regierung soen, dass parlamentaresch Kontroll muss sinn. D'Regierungen däerfen an deem Beräich do net maachen, wat si wëllen, ouni dass déi Entscheedungen, déi se treffen, demokratesch legitiméiert sinn, dat heescht parlamentaresch ofgedeckt sinn.

Dat ass eng essentiell Festleeung, déi mer an der Regierung getraff hunn, an dofir wäert de Finanzminister oder ech mech ëmmer hei presentéieren, an de Kommissiounen oder heibannen - ech sinn éischter fir Kommissiounen, well fir ëmmer esou am Plenum déi Saachen do ze hantéieren, dat kann eventuell maartschiedegend sinn -, ier eng Décisioun am Kader vum ESM geholl gëtt. An och wann déi Décisioun bis geholl gouf, och erëm hei Rechenschaft am Parlament ofleeën, well déi éischt Kompetenz vum Parlament ass eng budgetär Kompetenz.

Ee Parlament huet an alle Fäll e Recht ze wëssen, a wat fir eng Richtung dass d'Statsfinanze sech entwéckelen. An dofir gëtt et natierlech eng iwwert den nationale parlamentaresche Wee ze organiséierend Rechenschaftsflicht vun de Regierungen a vun eiser Regierung. An dat wëlle mer och maachen, no Modalitéiten, déi mer ouni all Zweifel matenee wäerte kënnen determinéieren.

Ech géif Iech just bieden, Iech net vun allen Einflüss dora vun där anerer Säit vun der Musel do allze vill a Bewegung bréngen ze loossen. Well mir hätte scho vill Décisioune vill méi fréi kënnen huelen, wa mer net parlamentaresch Bremsen an eenzelne Länner gehat hätten. D'Finanzmäert beschléissen an enger Zéngtelsekonn, a mir dréien dräi Méint, an dofir lafe mer de Finanzmäert pausenlos no.

Mä ech trauen eis zou, als Lëtzebuerger, déi jo méi verstänneg si wéi déi aner - dat ass meng Meenung, ech soen dat net nëmmen esou, jo, dat ass meng Meenung, mir si méi verstänneg wéi déi aner, gleeft mer dat -, wa mir ënnereneen ee Modus Vivendi fannen, wéi déi Décisioune kënnen hei parlamentaresch ofgeséchert sinn, da wäerte mir net bei de Bremser sinn, mä bei deene sinn, déi derfir suergen, dass d'Saachen erëm, wéi et sech gehéiert, an d'Fassong kommen. Well si mussen an d'Fassong kommen, well eise Kontinent ass existenziell, vun der Zukunft hier betruecht, op d'Finanzstabilitéit an op d'Weiderféierung vum Euro ugewisen.

Well an enger Welt, déi ëmmer méi grouss gëtt an an där Europa ëmmer méi kleng gëtt, ass dat eenzegt Pond, mat deem mer kënne wucheren, dat ass iwwerhaapt kee lëtzebuergesch, eis gemeinsam Währung. Dat Eenzegt, wat Europa staark mécht an der Welt, ass eis gemeinsam Währung. Mir hu keng Arméi, mir hu keen demokratescht Gewiicht. Mir hunn ee Wirtschaftsgewiicht, wat ofhëlt. Dat Eenzegt, wat eis staark mécht, ass ee gemeinsamt, kohärent monetäert Optrieden an der Welt. Nëmmen dat gëtt eis déi Force, déi mer mat anere Moyenen nach net kënne bestreiden.

All Gespréicher - ech hunn Iech dat schonn eng Kéier gesot -, déi mer am Kader vum G-7, un deem ech deelhuelen, féieren, sinn iwwerhaapt keng Gespréicher zu siwen, mä si Gespréicher zu dräi, d'Amerikaner, d'Europäer an d'Japaner. Groussbritannien huet eng regional Monnaie, déi spillt am internationale Concert keng Roll.

Mä wa mir wëllen erëm manner gi wéi dat, wat mer an der belsch-lëtzebuergescher Associatioun waren, da solle mer deene recht ginn, déi déi Währung hei wëlle futti maachen. Mir wëllen dat net, an ech maachen alles, fir dat ze verhënneren.

Une voix.- Très bien!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Mir haten eis och ze beschäftege mat den nationale Recommandatioune vun der Europäescher Kommissioun un déi eenzel Memberstaten.

Ech ginn, Här President,… Also, ech weess iwwerhaapt net, wéi vill Riedezäit dass ech hei hunn. Dat musst Der mer ëmmer virdru soen.

M. le Président.- Dir kënnt haut profitéieren. Si ass net limitéiert.

(Brouhaha général)

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dat hätt Der mer net dierfe soen, Här President.

(Hilarité générale)

Ech wëll am Telegrammstil…

(Interruption)

Jo, zesummen.

…am Telegrammstil soen, mir hu länner spezifesch Recommandatiounen. Dir kennt de Mechanismus am Kader vum Europäesche Semester, wou d'Europäesch Kommissioun de Länner am Kader vun der gemeinsamer Wirtschaftspolitik - mir sinn net nëmmen eng Währungsunioun, mir sinn och nach eng Wirtschaftsunioun - virschreift, wat se ze maachen hunn an deem nächste Joer.

Déi Recommandatioune kommen. Déi sinn unzehuelen, à moins, dass sech - an ech Geck hunn dat selwer proposéiert, muss ech soen! - eng renverséiert qualifizéiert Majoritéit dergéint mécht.

Dat heescht, dass eng renverséiert qualifizéiert Majoritéit vu Memberstate seet, d'Kommissioun huet onrecht. Dat hu mer proposéiert, den Här Frieden an ech, den Här Asselborn och op sengem Niveau, well mir wollten déi grouss Länner ausbremsen, well déi kréie ganz séier am normale Kader vun der Prozedur an Europa eng blockéierend Minoritéit zustanen. Mir wollten dat ëmdréien.

Tjo! Dat huet d'Kommissioun falsch verstanen, well si huet sech haaptsächlech mat Lëtzebuerg a mat anere Länner beschäftegt. Richteg ass déi Ausso net, well wann Der emol noliest, wat déi länner spezifesch Recommandatiounen, un déi se sech mussen halen, fir déi Hëllefen ze kréien, déi ech virdru beschriwwen hunn - Italien a Spuenien mussen halen -, dat ass net aus Pakpabeier an et geet vill méi wäit wéi dat, wat eis proposéiert gëtt.

Mä bei eis huet d'Kommissioun sech capriciéiert op d'Renteproblematik an op d'Indexéierungsproblematik. D'Ministeren hunn, virun allem de Finanzminister, am ECOFIN hefteg do dergéint gehalen. Dat hätt een dem Här Frieden jo guer net zougetraut, dass en esou mat Todesverachtung sech géif an d'Lanze vun deene geheien, déi den Index wéilten ofschafen. Mä en huet dat awer gemaach. An en ass och zimlech zerstach aus der Debatt erëmkomm. An ech hunn dat nogelies, wat en do gesot huet. An ech hu selten esou een iwwerzeegende Plädoyer fir d'Indexéierung héiere wéi dem Här Frieden säin, wann en an europäesche Kreesser zu där Thematik do optrëtt. Ech hunn dat millimetergenau widderholl.

Bei de Pensioune seet d'Kommissioun, déi Reform, déi den Här Di Bartolomeo do virschléit - dat soe se net esou -, déi geet net wäit genuch. „An Dir musst déi Préretraiten ofschafen." Ech sinn och der Meenung, dass mer Préretraites-Elementer hunn, déi ee muss ofbéien. Ech hunn awer just den Här Barroso gefrot, wat hie géif mat engem maachen, engem Aarbechter oder Beamten, dee mat 58 Joer zu Schëffleng oder zu Rodange schafft, wou en déi géif hischécken.

Ech schwätzen hei net iwwert d'Finanzéierung vun der Préretraite. Do ass meng Meenung bekannt, wann och net gedeelt. Mä ech schwätzen dovun: Schécke mer deen op d'Bankeplaz? Schécke mer deen op d'Strooss déi Aarbechte maachen, déi en opgrond vun der Dignitéit, déi eng liewenslänglech Stolaarbechtercarrière mat sech bréngt, net maache kann an net maache wëllt?

An dofir sinn ech der Meenung, dass een net pauschal ka soen, all Préretraite-Systemer mussen ofgeschaf ginn. Wann ee Betrib zoumécht, muss een d'Préretraite-Ajustement als eng Kompensatiounsbréck fir gebrache Carrièren oprechterhalen.

Bei déi Indexéierung hu mer am leschte Joer mat enger breeder Zoustëmmung heibannen eng Moduléierungsreform gemaach. Et kann een nun décemment net d'Lëtzebuerger Politik ëmmer méi wäit dreiwen, andeem ee seet: „Schwätzt emol nach eng Kéier mat Äre Sozialpartner doriwwer, an da kuckt Der emol, wéi wäit dass Der kommt." Mir kommen net méi wäit de Moment an dofir wëlle mer net méi wäit goen.

An dofir hunn ech, andeem ech déi länner spezifesch Recommandatioune generell ugeholl hunn, eng Protokollerklärung gemaach, wou mer soen, dat do géife mer net esou gesinn a mir géifen eis zu Lëtzebuerg ledeglech derfir asetzen, dass mer, a Gespréicher mat de Sozialpartner an andeem mer national Praxisse respektéieren, a Richtung Lounmoderatioun eis wëlle bewegen.

Dat hunn ech do zu Protokoll ginn, an ech hunn d'Kommissioun opgefuerdert, fir d'nächst Joer eng aner Démarche ze adaptéieren, fir virdru mat mir, mam Wirtschaftsminister, mam Fi-

nanzminister, mam Aarbechtsminister iwwert déi Saach ze schwätzen, statt einfach do esou deen Iwwerrumpelungshauruckmanöver do rabaukenhaft duerchzefeieren.

An ech hu mat gréisster Satisfaktioun zur Kenntnis geholl, no deem Plädoyer, dass d'Kommissioun och zu Protokoll ginn huet, ébranléiert duerch d'Verve, mat där mer do argumentéiert hunn a verschiddenen Instanzen, dass si och der Meenung wier, dass d'Lounindexéierung ee System wier, deen net systematesch kéint ofgelehnt ginn. „The Commission makes clear, that it does not oppose wage indexation mechanisms as such."

Mä, seet d'Kommissioun, wa se inflexibel wieren - wat eise jo net ass, well mer dat ëmmer hei arrangéiert kréien -, da kéint dat eng Gefor fir d'Wettbewerbsfäegkeet sinn. A vu dass mer jo ëmmer hei Arrangementer fannen an der Tripartite oder hei am Haus, hei am Haus oder an der Tripartite, misst d'Kommissioun fir d'nächst Joer déck zefridde si mat deem, wat mer gemaach hunn.

Mä ech hale fest, dass d'Kommissioun erstmalig de Réck dréit där ideologescher Virfestleeung, dass d'Indexéierung vu Léin a Gehälter ee Mechanismus wier, deen ee prinzipiell misst oflehnen.

Jo, Här President, soll ech elo nach eppes soen iwwert dat, wat mer am Beräich vun der Énergie nucléaire festgehalen hunn?

Do war d'Lëtzebuerger Regierung bei deenen, déi d'Kommissioun vivement encouragéiert huet, de Prozess, den Evaluatiouns- a Studieprozess net ofzeschléissen. Mir sinn der Meenung, dass nach weider Effortë musse gemaach ginn, während 15 Länner der Opfaassung waren, elo wier et Schluss an elo wéisste mer jo, wou mer dru wieren. Mir hunn d'Kommissioun encouragéiert, hir Tester an hir Evaluatioune virunzefeieren.

An Dir hutt mat Satisfaktioun zur Kenntnis geholl, dass et eis gelongen ass, obschonn inhaltlech op wacklege Féiss, eng Gesamtregelung fir d'europäescht Patent, fir den europäesche Brevet ze kréien. Dat war fir eis insofern wichteg, wéi mer zënter Joren drop drängen, dass d'Cour d'appel a Saache Patentrecht misst zu Lëtzebuerg installéiert ginn, wat dann och elo effektiv esou dee leschten Donneschdeg a Freideg, no enger Debatt vun 18 Stonnen, décidéiert ginn ass. 18 Stonnen, déi ech weder an hirem Faarwerhythmus nach an hirer Lautstäerkt am Detail hei konnt schilderen.

Ech soen Iech Merci fir Är exzessiv Gedold.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Premierminister, deem ech Akt vu senger Deklaratioun ginn.

Mir kéimen dann elo zu der Debatt, wou bis elo ageschriwwe sinn: déi Häre Spautz, Meisch, Bodry, Bausch, Gibéryen an Urbany. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz agedroen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'Alleréischt wollt ech dem Premierminister Jean-Claude Juncker Merci soe fir seng Erklärungen a Prezisioune bezüglech de Konklusioune vum EU-Sommet vun der leschter Woch. Ech wollt och soen, dass ech geflüstert kritt hunn, dass, wat d'Recommandatiounen ubelaangt, déi de Statsminister och elo hei ënnerstrach huet, mer do d'nächst Woch wäerten an enger separater Diskussioun drop zréckkommen.

De Premier huet och ënnerstrach, dass dat hei keng Traditioun war, fir hei ze diskutéieren iwwert dat, wat op engem Sommet lass war. Ech mengen, et war keng Traditioun, mä et wier wichteg, dass mer et fäerdegbréichen, dass et eng Traditioun géif ginn, dass de Premier no deene Sommeten och hei an der Chamber esou eng Erklärung maache kënnt.

No den exzellenten Ausféierunge just e puer Wuert an e puer Iwwerleeungen.

Um leschte Sommet ass ënner anerem zréckbehale ginn, dass d'Banken direkt iwwert den Europäesche Rettungsschierm kënne rekapitaliséiert ginn. An anere Wierder: dass ugeschloe Banken zu bestëmmte Konditioune sech direkt Sue beim ESM léine kënnen, ouni iwwert d'Länner ze fueren. Dës Annonce huet fir Entspanung op de Finanzmäert a fir positiv Entwécklungen op den europäesche Bourssë gesuergt. Déi direkt Rekapitalisatioun vun de Banken ass scho länger am Gespréich, mä konnt bis d'lescht Woch opgrond notamment vun der däitscher Zréckhalung net zustane kommen.

D'Experten haten net domat gerechent, dass op esou enger kruzialer Fro Bewegung opkomme géif. Duerfir Félicitatioun un eise Premier a seng Homologuen, dass se sech fir esou eppes konnte begeeschteren an duerchsetzen.

D'Banken hu weltwäit ënnert der Finanzkris 2007/2008 gelidden. Dorënner och systemrelevant Banken, déi gerett hu misse ginn.

D'europäesch Scholdekris huet d'Situatioun fir verschidde Banken no enger kuerzer Verschnaufpaus nees verschäerft. Et si virun allem Banken aus dem südeuropäesche Raum, déi ugeschloe sinn, wat net weider verwonnerlech ass, wann ee weess, dass dës Banke massiv Statspabeiere vun hirem eegene Land, dat och selwer an der Kris ass, halen. Dës Banken hu grouss Problemer, fir sech neit Geld zu räsonabelen Tauxen op de Marchéë léinen ze goen a kënnen esou hire Bankmissiounen net méi nokommen.

D'Staten a Banke sinn openeen ugewisen. Wann deen ee kränkelt, da riskéiert och deen anere krank ze ginn. Dat ass engem spéitstens zënter der Scholdekris kloer.

D'Décisiounen, ugeschloene Banken ënner bestëmmte Konditiounen ze erlaben, sech direkt iwwert de Rettungsschierm, also iwwert d'europäesch Institutioun an net d'national Regierungen ze refinanzéieren, ass als Moossnam ze deiten, fir vun dëser Ofhängegkeet ewechzekommen, fir der Ustiechung tëschent de Banken an der Scholdekris en Enn ze setzen, wat u sech begréissenswäert ass. D'Moossnam erlaabt et jo, Banken ze hëllefen, ouni de Budget vun deenen eenzelne State weider ze belaaschten.

Et ass evident, dass net all Bank, déi an Zukunft kapitaltechnesch Problemer huet, sech einfach esou ka Sue bei der zoustänneger europäescher Institutioun léine goen. Et mécht awer Sënn, wann e Land, wéi haut am Fall vu Spuenien, net méi à même ass, sengem ugeschloene systemrelevante Bankesecteur ënnert d'Äerm ze gräifen, dass een dann eng schnell Äntwert fir déi betraffe Banke parat muss hunn. D'Direktasetze vun de Capacitéite vum Rettungsschierm kann an dësem Fall duerchaus eng adequat Äntwert sinn.

Mä fir dass dat Ganzt net zu engem Faass ouni Buedem gëtt, ass et wichteg, dass d'Konditiounen, zu deenen eng direkt Rekapitalisatioun méiglech ass, kloer a prezis formuléiert ginn. Net all Detail ass hei um leschte Sommet gekläert ginn. Dat ass Bestanddeel vun der Feuille de route, déi vum europäesche Rotspresident Van Rompuy, dem Kommissiounspresident Barroso, dem President vun der EZB Draghi an dem Eurogroup-Chef Jean-Claude Juncker festgehale gi war an déi jo soll bis Enn des Joers am Detail ausgeschafft sinn. An iwwerhaapt, fir dass dëse Mechanismus drobar ass a bleift, brauche mir en effizienten eenheetleche Bankeniwwerwaachungssystem.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, d'Ofhängegkeet vun den nationale Wirtschafte vun de Banken ass och e Grond, firwat sech ëmmer méi Leit fir eng Bankenunioun ënner Form vun enger Bankenopsiicht mat der Bedeelegung vun der EZB ausgeschwat hunn.

Et ass ganz kloer, dass eng gréisser Koordinatioun, wat d'Iwwerwaachung vum Bankesecteur ugeet, noutwendeg ass, wann ee wëllt an Zukunft nei Bankekrise verhënneren. Et kann een also roueg de Prinzip vun enger Bankenunioun guttheeschen.

Mä wat bedeit dës konkret? Gëllt dës Bankenunioun fir déi 27 EU-Länner? Oder just fir d'Eurozon? D'Zil soll et bleiwen, wa méiglech déi 27 Memberstate mat an datselwecht Boot ze kréien. Oder wéi wäert sech déi nei Struktur par rapport zu de bestehenden europäeschen Iwwerwaachungsinstanze positionéieren? An um nationale Plang, wat geschitt zum Beispill mat der CSSF? Dat sinn all déi Froen, déi kloer beäntwert musse ginn.

Doriwwer eraus ass et mat enger Bankenunioun net gedoen. D'Bankenunioun ass keen Allheilmëttel. Net all Kris wäert kënne verhënnert ginn. Des Weidere muss een oppassen, dass déi geplangte Moossnamen - sief dat déi gemeinschaftlech Ofsécherung vun den Dépôten oder den Ofbau (veuillez lire: Opbau) vun engem Sécherheetsnetz - net zu enger Mutualisatioun vun all deene Risiken an Europa féieren.

Här President, dass nach ëmmer kee Konsens a Saache Finanztransaktiounssteier do ass, soll net wonneren. Och wann een de Prinzip vun enger Finanztransaktiounssteier aus engem moralesche Bléckwénkel ënnerstëtze kann - et gëtt jo oft dobausse gesot, dass een domadder de Spekulanten, déi fir d'Kris mat verantwortlech gemaach ginn, op d'Fanger géif klappen -, da mécht esou eng Steier just Sënn, wa se op internationalem Plang agefouert gëtt. Et muss ee sech dann och europawäit fir eng eenheetlech Definitioun vun esou enger Steier verstännegen. An dovunner si mer de Moment wäit entfernt.

Wann eng Transaktiounssteier kënnt, a London an déi kleng Offshore-Inselen - fir nëmme vun deenen ze schwätzen a fir d'Schwäiz net mam Numm ze nennen - se oflehnen, da wäert eis Finanzplaz déi Leidtragend sinn. Et kann een net ausschléissen, dass d'Banken- a Finanzgeschäfter sech dann an d'Ausland verlageren. An da sollen déi, déi sech mordicus ëmmer an iwwerall fir dës Transaktiounssteier staarkmaachen, mir emol erklären, wouhier mir déi Milliarden Euroen huelen, déi de Banken- a Finanzsecteur eis all déi lescht Joren an den nationale Budget erabruecht huet.

An dann, doriwwer eraus, d'Taxe d'abonnement - de Premier huet et scho gesot -, dat ass jo och eng Tax, déi et elo scho gëtt. Si mer domadder net schonn där Opfuerderung nokomm?

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi lescht Mesuren, déi ech kuerz wéilt uschneiden, sinn déi vum Wuesstum, vun deenen 120 Milliarden Euro, déi de Fiskalpak ergänze sollen, mat deem déi europäesch Konjunktur ugekuerbelt an Aarbechtsplaze geschafe solle ginn. Dës Mesurë si luewenswäert. Mä dës Mesuren eleng ginn net duer. Fir Wuesstum laangfristeg ze sécheren, brauche mir zolidd öffentlech Finanzen, déi de Staten erlaben, déi néideg Rahmebedéngungen ze schafen, fir de Wuesstum unzedreiwen. Doriwwer sinn och déif gräifend Strukturreformen wichteg.

An dann ass ëmmer erëm déi Fro: Wa mer schwätze vum Euro, da si mer zu 17, wa mer schwätze vum europäesche Wirtschaftsraum si mer zu 27. An do musse mer och oppassen, dass et net d'Engländer an déi aner Länner sinn, déi net am Euro sinn, déi eis do wëlle soen, a wat fir eng Richtung et geet, mä dass et do och wichteg ass, dass do déi 17 Länner zesummestinn, well si sinn et, déi de Motor sinn.

Deen eenzege Wee, fir aus der Kris erauszekommen, besteet aus engem gesonde Mix tëschent Spueren a Konsolidéieren a selektiv zukunftsorientéierten Investitiounen, déi d'Wirtschaft relancéieren.

Ofschléissend wollt ech dem Finanzminister a virun allem eisem Premier eist vollt Vertrauen ausschwätzen, wat déi Detailverhandlungen do ubelaangt, dass souwuel de Finanzpak wéi och all déi aner Moossnamen, déi op europäeschem Niveau mussen a solle kommen, dass dat zum Gudde vum Land an zum Gudde vun Europa wäert geschéien.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Spautz. Als nächste Riedner ass den Här Claude Meisch agedroen. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Meisch *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Resultater vum leschte Conseil européen, déi mer hei vum Premierminister virgestallt kritt hunn, ginn eiser Meenung no an déi richteg Richtung. Si droen derzou bäi, d'Eurozon ze stabiliséieren, d'Situatioun vun deene momentan ganz kritesch betraffene Länner ze stabiliséieren - Spuenien, Italien. An ech wëll net nach eng Kéier all déi Erklärungen hei widderhuelen, déi de Jean-Claude Juncker virdrun hei ganz kompetent duergeluecht huet.

Et mierkt een och, datt déi Décisiounen do vun der leschter Woch d'Confiance vun de Marchéë konnten zréckgewannen, wat - mengen ech - en Zeechen och ass, datt et hei wierklech an déi richteg Richtung geet. Eng Rei vu bestehende Mechanismen, déi vläicht net wäit genuch gesponne ware bei deenen éischten Décisiounen, ginn hei nach eng Kéier iwwerholl. Opgrond och vun aktuellen, heiansdo och akute Besoinë gi se ugepasst, wéi zum Beispill den ESM, deen dann och elo soll esou fit gemaach ginn, datt en direkt och Geld u Banke ka léinen, ouni iwwert déi entspriechend Länner do mussen ze fueren.

Et mierkt een och, datt eng Rei vu Grondprinzipien, déi vun Ufank un an där doter Diskussioun ëmmer héichgehale goufen, an och vun eis hei am Haus, mä ech mengen, wou vu Lëtzebuerg ëmmer Wäert drop geluecht ginn ass, respektéiert ginn, weider respektéiert ginn: datt Hëllef op där enger Säit och ëmmer mat konkrete Konditiounen op där anerer Säit verbonnen ass, datt Solidaritéit groussgeschriwwe gëtt do, wou ee fir deen anere muss astoen, awer gläichzäiteg, datt eben och Effortë fir Budgetssanéierung a strukturell Reforme mussen an deene betraffene Länner gemaach ginn.

An da gläichzäiteg - mengen ech - ass och nach ze ënnersträichen, datt hei awer emol eng Kéier ganz konkret och duergeluecht ginn ass, wat vun Effortë ka gemaach ginn, fir och zu enger Croissance ze kommen, fir zu enger Wuesstumsstrategie ze kommen a ganz Europa, a ganz besonnesch awer och an deene südeuropäesche Länner, fir kënnen d'Leit zu neier Confiance och an déi gesamteuropäesch Politik ze iwwerzeegen.

Natierlech stelle sech awer weiderhin eng ganz Rei vu Froen, vu fundamentale Froen. Eng dovunner ass déi, déi sech bei all Rettungsaktioun bis ewell gestallt huet: Wéi grouss ass d'Halbwäertzäit vun deene Léisungen, déi elo fonnt ginn?

Mir hu selwer hei virun e puer Deeg am Parlament eréischt den ESM ugeholl, wou mer dat entspriechend Gesetz gestëmmt hunn. Zwee Deeg drop gouf déiselwecht Struktur awer schonn erëm eng Kéier reforméiert an nei ausgeriicht. An d'Fro muss erlaabt sinn, ob dat doten dann awer elo duergeet. An et kann een och der Meenung sinn, datt et eben nach net deen allerleschte Schratt war, deen hei noutwendeg ass. Awer mer wësse jo och, datt nach munches an der Pipeline ass.

An deem Pabeier vun deene véier Presidente vun der Kommissioun, vun der Zentralbank, vum Eurogroup a vum Conseil si jo nach eng Hällewull vu Piste virgezeechent, déi nach musse méi am Detail ausgedäitscht ginn, fir dann och kënnen décidéiert an ëmgesat ze ginn.

Déi aner Zentralfro ass awer och: Wéi kréie mer déi Mesuren do ëmgesat? Et geet jo hei awer ëm net méi an ëm net manner wéi en dach zimlech staarken Transfert vu Kompetenze vum nationalen op den europäeschen Niveau, e Prozess, dee mer zum Deel mam Semestre européen ageleet hunn, dee mam ESM weidergaangen ass a wou mer awer elo nach eng Kéier e gutt Stéck doriwwer erausginn.

D'Fro stellt sech eben och: Wéi kréie mer deen dote Prozess - an de Premierminister ass och dorobber agaangen -, wéi kréie mer do eng demokratesch Legitimitéit dran, fir datt déi Décisiounen, déi elo ze huele sinn, och an deenen eenzelne Länner demokratesch gedroe sinn?

An awer och duerno, wann déi Mechanismen en place sinn a wa se richteg schaffen, datt och dann nach Décisioune kënnen demokratesch legitiméiert sinn, wann et zum Beispill ëm eng Bankenunioun geet, wann et ëm en europäeschen Tresor geet, wann et eng Kéier esou wäit geet, fir den europäesche Finanzminister ze kréien, deen dann och all Kontrollrecht huet, wat déi eenzel Nationalbudgeten ubelaangt, wann et ëm eng weider Mutualiséierung vun der Schold vun deenen eenzelne Länner geet?

Mir sinn no Maastricht an nom Verfassungsvertrag op engem ganz kruziale Punkt vun der europäescher Entwécklung hei ukomm. E Punkt vun deem Europa, wou mer eis an Europa zënter Jorzéngten net richteg eens gi sinn, wou mer awer elo op - jo - Drock vun der Kris an eng nei Dynamik erakomm sinn. Et geet ëm den eventuellen Transfert vu wesentlechen nationale Souveränitéitsrechter a Richtung Europa.

Et geet jo och - mengen ech - ëm en neie Wirtschafts- a Finanzmodell fir Europa, awer soumadder och fir Lëtzebuerg. Et geet also och hei ëm eis Zukunft. A mir mussen eis als Parlament an als Land eng ganz Rei vu fundamentale Froen an déi dote Richtung stellen. Mir dierfen eis net dreiwe loosse vu Krisesituatioun zu Krisesituatioun, vun Entscheedung zu Entscheedung.

Wéi musse mer eis als Parlament elo an deenen nächste Wochen an an deenen nächste Méint organiséieren, fir déi doten Dossieren ze begleeden, fir herno gudde Gewëssens kënnen entweder zouzestëmmen oder och net? Wéi diskutéiere mer hei zu Lëtzebuerg zesummen iwwert d'Auswierkunge vun deenen dote Mesuren? Wat heescht dat dote ganz konkret fir eis national Finanzpolitik?

Wou ech mengen, datt et net schlëmm an deem Fall wär, datt eng Kéier och eis Nationalbudgeten zu Bréissel géife méi streng gekuckt ginn an och eventuell souguer kéinten, wa se dann net an der Rei wären, ofgelehnt ginn. Virun allem dann, wa mer zu Lëtzebuerg alles maachen, fir équilibréiert Budgeten nees ze kréien, da brauch dat eis eigentlech kee ganz grousst Kappzerbrieches ze maachen, wa mer also heiheem eis Hausaufgabe gemaach hunn.

Wat heescht dat doten awer och, wat elo hei am Tube ass, fir eis Finanzplaz, wann déi europäesch Bankenopsiicht duerch d'EZB herno gemaach gëtt? Wat fir eng Virdeeler huet dat? Wat fir eng Nodeeler kann dat doten hunn?

Ech si mam Premierminister d'accord, datt et sécherlech net dee schlechtsten Zeenario ass, wann et ëm eng nei gesamteuropäesch Léisung fir d'Bankenopsiicht gaangen ass, déi hätt kënnen hei fonnt ginn. Mä trotzdeem muss een awer nach kucken, wéi se konkret ausgestalt ass a wat dat dote fir Répercussiounen op d'Finanzplaz Lëtzebuerg huet.

Fir déi dote Froen ze beäntweren, mengen ech, do ginn déi puer Minutten net duer, déi mer haut de Mëtteg eis hei Zäit huelen do der-

fir. Mir sollen awer och elo net waarden, bis eenzel Gesetzer dann hei an de Gesetzgebungsprozess kommen. Ech mengen, datt mer éischter mussen hei nach eng Kéier en aneren Débat féieren, méi e grouss ugeluechtenen Débat féieren, hei am Parlament an awer och dobaussen.

Duerfir wëll ech eigentlech hei d'Ufro déposéieren, fir en Débat d'orientation ze maachen, wou mer iwwer all déi dote Problematiken, och hei am Haus, kënnen nach eng Kéier diskutéieren, wou mer an deenen entspriechende Chamberskommissiounen deen Débat do kënne preparéieren, wou mer och vläicht e Rapport kënnen unhuelen, wou mer eng Rei vun Hearingen och kéinte maachen zesumme mat deene concernéierte Milieuen hei zu Lëtzebuerg.

An deem Sënn, Här President, hunn ech eng Resolutioun, déi ech hei wëll zum Vote stellen. Meng Ënnerschréft ass bis ewell drop. Ech mengen awer, datt dat eppes wär, wat mer am grousse Konsens hei am Haus kéinte vläicht haut festhalen. Duerfir hunn ech bis ewell nach keng aner Ënnerschréften do gesammelt, an déi eenzel Fraktioune kënnen also och nach där doter Propos bäitrieden.

Résolution 1

La Chambre des Députés,

- considérant les conclusions du Conseil européen du 28 et 29 juin 2012;

- considérant dans ce contexte le rapport intitulé «Vers une véritable Union économique et monétaire» présenté par le président du Conseil européen, en collaboration avec le président de la Commission, le président de l'Eurogroupe et le président de la Banque centrale européenne;

- considérant que ce rapport propose un cadre financier intégré, un cadre budgétaire intégré, un cadre de politique économique intégré et un renforcement de la légitimité démocratique et de l'obligation de rendre des comptes;

- considérant que les auteurs dudit rapport ont obtenu la mission d'élaborer une feuille de route spécifique et assortie d'échéances précises pour la réalisation d'une véritable union économique et monétaire;

- considérant que dans le cadre de ce rapport d'importants abandons de souveraineté des pays membres respectivement de leurs parlements vers l'Union européenne surtout en matière de politique budgétaire sont en discussion;

décide

d'organiser avant décembre 2012 un débat d'orientation avec rapport écrit sur les limites et conséquences éventuelles de ce transfert de compétences dans les domaines de politique budgétaire, financière et économique vers l'Union européenne.

(s.) Claude Meisch.

(La motion n'ayant porté qu'une signature lors du dépôt, elle a par la suite été cosignée par MM. François Bausch, Gast Gibéryen, Lucien Lux et Marc Spautz.)

Dat, wat elo festgehale gouf, an dat, wat nach am Raum steet, ass effektiv vu ganz, ganz grousser Bedeitung. Eng Bedeitung, déi - jo! - bal awer gläichzezéien ass op d'mannst mat där vun engem Maastrichter Vertrag, mat där vun engem Verfassungsvertrag. Et ass e groussen, bedeitende Schratt no vir, deen Europa hei ënnert deem aktuellen Drock, ënnert deem mer awer och mussen handelen, wäert maachen.

Mir ginn hei grondleeënd Kompetenzen of. A vläicht ass et de Moment, fir och nach eng Kéier Loft ze huelen, fir ze kucken, wat mer hei wierklech maachen, an ze kucken, wéi mer eis national Hausaufgabe kënne maachen an och musse maachen.

Et geet ëm grondleeënd Verfassungsrechter. Et geet hei ëm d'Kompetenz vun eisem Parlament. Et geet ëm demokratesch Grondprinzipien zu Lëtzebuerg an et geet dorëms, fir d'Lëtzebuerger mat op de Wee ze kréien, datt och jiddweree versteet, firwat mer dat dote maachen, firwat mer an en neie Fonctionnement vun der Europäescher Unioun, an dann awer och vun der Aart a Weis, wéi mer Finanz- a Budgetspolitik hei zu Lëtzebuerg maachen, sollen erakommen.

Ech sinn der Meenung, datt mer dat doten net mam TGV däerfen hei duerch d'Parlament joen, mä datt mer eis gutt Zäit sollen huelen, fir am Haus an dobausse mat de Leit a mat den Acteuren hei zu Lëtzebuerg doriwwer ze diskutéieren. Mir solle gutt preparéiert an déi doten Diskussioun an Entscheedungen eragoen. Mir sollen dat am Dialog mam Bierger maachen, fir datt d'Bierger déi dote Politik kënnen ënnerstëtzen a fir datt mer och aus deem demokratesche Vakuum, deen awer hei nach ëmmer am Raum schwieft, wann et dorëms geet, fir do erauszekommen.

Esou ee Sommet, huet een ëmmer d'Impressioun, dat sinn Entscheedungen, wou e Grapp voll Leit an Europa wichteg Weichestellungen huelen. Dat geet wahrscheinlech och net aneschters. Mir wëssen awer, datt mer Europa nëmme virukréien, wann et och d'Saach vun de Bierger ass. Duerfir, kommt, mer notzen déi Geleeënheet, dës Entscheedungen zur Saach vun de Bierger ze maachen!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Meisch. Als nächste Riedner ass den Här Alex Bodry agedroen. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech mengen, mir si frou, dass, wéi mer dat och gewënscht haten, déi Debatt haut ka stattfannen, an dass de Premierminister och kloergemaach huet, dass hien et selbstverständlech fënnt, dass virun esou wichtegen europäesche Conseilssitzungen, virdrun an och duerno, sief et am Plenum, sief et an deene spezifesche Kommissiounen, déi dote wichteg Rendez-vousë preparéiert gi mat der Chamber zesumme respektiv och da gemeinsam Bilan gezu gëtt, wéi mer dat haut probéieren ze maachen.

Ech mengen, et ginn engem vill Gedanken duerch de Kapp. Zéng Minutte ginn net duer, fir déi hei zesummenzefaassen, well effektiv och de Premier an der ganzer Breet déi Debatte vun deem Conseil hei erëmginn huet. Mir komme jo d'nächst Woch nach eng Kéier op dee spezielle Volet zréck vun de Recommandatiounen, déi déi eenzel Länner kritt hunn am Kader vum Europäesche Semester. Ech wëll duerfir haut net dorobber agoen. Dat geschitt dann d'nächst Woch hei an der Chamber.

Mä ech mengen, ob deen heite Sommet elo historesch war, dat gesäit een eréischt mat der Distanz. Et gesäit een an e puer Méint, ob d'Resultater wierklech gegraff hunn, ob se zu deem gefouert hunn, wat eigentlech beabsichtegt war, enger Berouegung, méi Stabilitéit eigentlech bruecht hunn op eenzelne Finanzmäert, fäerdegbruecht hunn, fir d'Lag esou wäit ze berouegen, dass eenzel Länner - Spuenien, och Italien - net ze wäit vum Strudel erofgerappt ginn.

Mä op där anerer Säit mengen ech, sinn awer hei schonn éischt Jalonë gesat gi fir eng weiderféierend Politik eigentlech, déi zum Deel jo och fousst op deem Reflexiounspabeier, deem Rapport vun deene véier Presidenten, deen eigentlech jo probéiert, no enger laanger Phas, vläicht ze laanger Phas vum Reagéieren, vum Aus-der-Nout-eraus-Handelen, probéiert, emol eng Visioun ze ginn. Et ass e Wuert, wat ech net ganz gären hunn, mä e probéiert awer zumindest, e Kader ze setzen, e laangfristege Kader ze setzen, ze soen: Wou steiere mer hin? Wou kënne mer histeieren iwwert déi nächst Joren?

Dat schéngt mir immens wichteg ze sinn, dass mer also vun där dach gewëssenen Navigation à vue, an där mer dra sinn, awer méi wäit de Bléck werfen an och déi europäesch Landschaft eigentlech skizzéieren, wéi mer mengen, dass se kéint an e puer Joer ausgesinn.

Dass déi Visiounen do net gedeelt ginn, dat schéngt mer kloer ze sinn, wann een d'Positioun vun den eenzelne Regierungen, vun den eenzelne Länner traditionell kennt, wéi ee sech och weider muss Gedanke maachen iwwert den Zesummenhalt an Europa. Déi Froe si jo net ewechgewëscht mat där Réunioun vun der leschter Woch, déi stelle sech vläicht souguer nach méi akut an deenen nächste Méint, wann een och d'Reaktioune gesäit an deenen eenzelne Länner.

Fir eleng vu Groussbritannien ze schwätzen, do ass et am offensichtlechsten. Do si Reaktiounen an deenen eenzelne Länner, déi eigentlech sech an deem Europa, wéi et sech vläicht elo ofzeechent, net méi esou richteg zréckfannen.

Da stellt sech also d'Fro, ob mer nach weider dat Europa zu 27 behalen, ob mer net éischter en Europa vun der „Eurozon plus" wäerte kréien an deenen nächste Joren. D'Iddi vum Käreuropa, vum peripheren Europa, dat kënnt jo alles erëm erëm an den Diskussiounen. An och déi Décisioun, déi sech ofzeechent, dass eenzel Länner wëllen iwwert d'Coopération renforcée elo, wat d'Finanztransaktiounssteier betrëfft, zesummeschaffen, weist jo erëm eng Kéier och, dass do sech och kann erëm eng nei Form vun Ënnergrupp bilden.

Alles dat - mengen ech - mécht, dass ee weider muss mat enger gesonder Portioun Optimismus un déi europäesch Froen erugoen. Besonnesch och, wann ee bedenkt, dass jo och eng ganz Rëtsch vun deenen Décisiounen, déi elo scho geholl gi si respektiv déi ugedeit gi sinn, jo och net kënnen einfach esou geholl ginn, mä déi mussen nach ëmgesat ginn iwwer verbindlech Texter, iwwer Traitéën, wann ech richteg verstanen hunn.

Ech hunn op jidde Fall an deem Traité iwwert den ESM keng esou Dispositioune fonnt. Do ass jo déi Fro vun der direkter Finanzéierung vun de Banken iwwert de Stabilitéitsmechanismus, dat muss jo eng nei vertraglech Basis kréien. Dat ass elo zumindest an deem Kapitel, dat d'Banke betrëfft, esou net ausformuléiert.

Do steet dran, dass d'State Sue kréien, fir de Banke weiderzeginn. Et sief, et géif een en aneren Artikel benotzen, notamment dee vläicht och iwwert d'Interventioun um secondairë Maart, fir kënnen iwwert deen dote Wee vläicht de Banke Suen ze ginn. Et ass alles méiglech, mä nach, wéi gesot, war dat u sech net d'Explikatioun, déi sengerzäit gi ginn ass, wéi et ëm d'Explikatioun vun deem doten Traité gaangen ass.

Bankenunioun, och dat, mengen ech, ass jo eng relativ rezent Iddi, déi elo virugedréckt gëtt, wou jo scho soll en Tëschebilan gezu ginn deemnächst, an dann am Dezemberconseil soll scho mat definitiven Texter hantéiert ginn. Dat sinn och Froen, déi mer hei zu Lëtzebuerg an dëser Chamber, an der Öffentlechkeet scho guer net ze schwätzen, eigentlech nach net diskutéiert hunn, emol nach net undiskutéiert hunn.

An et ass elo effektiv d'Zäit komm, dass sech och déi eenzel Fachcomitéën, Kommissiounen hei am Parlament mat deenen dote Froen auserneesetzen, déi jo kucken: Wat sinn déi méiglech Répercussiounen och op Lëtzebuerg? Wat bréngt dat fir Europa? Dat sinn awer ganz konkret déi Aarbechten, déi och d'Parlament muss an deenen nächste Méint maachen, wa mer net ëmmer wëllen als national Chamber och hannert den Entwécklungen hannendrulafen.

Well mir si jo an enger Zäit, dat ass och eng charakteristesch vun där Kris hei, wou eigentlech elo eng Verlagerung och vun den Décisiounen total eigentlech vun der Legislativ hin op d'Exekutiv gaangen ass, well mer eis jo och hei an engem gewëssenen Deel bewegen an enger intergouvernementaler Zesummenaarbecht. Hei ass jo villes net méi am communautairë Beräich dran. Dat meescht gëtt eigentlech op d'Kooperatioun tëschent den eenzelne Staten opgebaut an dat féiert natierlech direkt dozou, dass eigentlech d'Exekutiven hei ganz staark u sech d'Décisioune virundreiwen an déi national Parlamenter, vum Europaparlament guer net ze schwätzen, hannendrunhippen, an dat ass eppes, wat bedenklech ass.

Ech mengen, an deem Rapport gëtt jo och am leschte Kapitel d'Fro vum Demokratiedefizit ugeschnidden. Dat musse mer erkennen. An ech mengen net, dass et duergeet, dass mer hei Orientéierungsdebatte féieren, dass mer eis Aarbechten an de Kommissioune maachen. Déi grouss Fro, déi sech stellt: Wéi kréie mer d'Leit mat? Wéi kréie mer d'Leit mat an dat Boot do eran, dat Europa, wat amgaang ass sech ze bewegen, wat säi Gesiicht verännert a wat wierklech ëmmer méi geet a Richtung méi staark Integratioun?

Do ass Erklärungsbedarf, do ass Iwwerzeegungsnoutwendegkeet do. An et ass dat, wat mer musse maachen. Do geet et net duer, wa mir als Parlament eis domadder befaassen. Mir mussen et och fäerdegbréngen, déi Diskussioun no baussen ze bréngen. An d'Chamber muss sech Gedanke maachen, ob se net, wéi se dat scho gemaach huet am Kader vun der Debatt ronderëm d'europäesch Traitéën, am Kader vum Referendum, och misst eng ähnlech Explikatiounsoffensiv eigentlech féieren, wat d'europäesch Entwécklung ugeet.

Dat schéngt mir unabdingbar ze sinn, wa mer net wëllen e Gruef sech opdi loossen tëschent der politescher Welt an der reeller Welt dobaussen, wou d'Bierger ëmmer, mat Recht, well och e gudden Deel vun de Politiker eigentlech dee Rhythmus momentan, wéi sech d'europäesch Politik weiderentwéckelt, schwéier huet ze verfollegen, noutgedrongen also och Schwieregkeeten hunn, fir all Schrëtt, déi an Europa geholl ginn, ze verstoen an och matzedroen, wat wënschenswäert wär.

Mir sinn als LSAP-Fraktioun frou, dass dës Kéier - et ass gutt, dass et keng nei Diskussioun ass -, mä dës Kéier awer mat enger besonnescher Kloerheet d'Bekenntnis zur Noutwendegkeet och vu geziilte Wuesstumsmoossname geholl ginn ass. Ech mengen, de Fait, dass vun engem Pakt geschwat gëtt, obwuel dee juristesch natierlech net deeselwechte Wäert huet wéi en Traité, wat e Fiskalpakt ass, ass awer eng positiv Saach. Dat ass och déi Positioun, déi mir ëmmer haten, ass déi Positioun, déi d'Lëtzebuerger Regierung éischter hat wéi vill aner Regierungen. Dat muss een awer och soen.

Eng ganz Rëtsch vu Regierungen hunn awer an der Tëschenzäit, wéi iwwert de Fiskalpakt diskutéiert ginn ass, ass dat Wuert Croissance ganz wéineg gefall. D'Lëtzebuerger Regierung huet ëmmer drop insistéiert, dass natierlech - selbstverständlech! - zu engem Fiskalpakt och d'Noutwendegkeet gehéiert, fir Suerg ze droen, dass de Wuesstum net ofbrécht an dass mer net an eng Rezessiounsspiral hei an Europa erarutschen.

Dat gëtt elo och politesch méi kloer duerch dee politeschen Akt, dee gesat ginn ass, mat deenen Engagementer, déi politesch Engagementer, déi op deem Rot geholl si ginn, fir eben och eng ganz Rëtsch vu Gelder ze mobiliséieren. Och wann et net alles zousätzlech Gelder sinn, mä awer ëmmerhin dach awer eng gebündelt Moossnam geholl gëtt, fir eigentlech och am Kader vun der „Strategie 2020", iwwert déi ganz wéineg diskutéiert gëtt, déi, mengen ech, eng Kéier nach mentionnéiert gëtt an de Konklusioune vum Rot, fir also och kloerzemaachen, dass et wichteg ass, do als Europa an déiselwecht Richtung och eng Investitiounspolitik ze maachen an eben déi Felder, wou et noutwendeg ass, ob dat Recherche, Innovatioun ass, ob dat Schoul, ob dat d'Ausbildung ass oder ob dat gréng Technologië sinn.

Dat alles sinn, mengen ech, Zukunftsinvestissementer, déi do gemaach ginn. An ech mengen, déi lescht Zuelen iwwert de Chômage an Europa, 17,5 Milliioune Leit an den Eurolänner, beweisen, dass do muss reagéiert ginn.

Mir däerfen, mengen ech, an Europa op kengem A blann sinn. Mir däerfen net blann sinn um A vun dem noutwendege budgetären Équiliber an enger Disziplin a budgetärer Reform. Mir däerfen awer och net blann sinn um A vun enger geziiltener Wuesstumspolitik, déi mer musse féieren. An ech si frou, dass dee Rééquilibrage vun der europäescher Politik komm ass.

Dat huet sécherlech net eleng, mä och awer eppes mat dem politesche Wandel a Frankräich ze dinn, wou nei Impulser komm sinn. Wou och d'Noutwendegkeet erkannt ginn ass, ze reagéieren op dee politesche Wandel a Frankräich. An dat, mengen ech, ass insgesamt awer fir Europa e positivt Signal, wat no baussen erausgaangen ass.

Ech wëll just hoffen, dass mat deene Wuesstumsmoossnamen, déi hei elo décidéiert gi sinn, dass et do net esou geet wéi oft emol de Qualificatif do gebraucht ginn ass bei der Aschätzung vun der allgemenger Krisegestioun an Europa, dass mer eigentlech ze spéit an ze wéineg reagéieren. An dat ass e bësselchen déi Angscht, déi een och hei kann hunn, well jo dat ëmmer erëm Kompromisser sinn, déi beschloss ginn tëschent enger Rei vu Staten, dass een do effektiv vläicht net esou schnell an net esou déif reagéiert, wéi d'Situatioun dat eigentlech géif erfuerderen.

Positiv schéngt mer och ze sinn an där ganzer Diskussioun, dass, wann een déi Rapporte liest iwwert déi lescht Conseilssitzung, Lëtzebuerg net zu deenen Triple-A-Länner gehéiert huet, dat eenzegt eigentlech vun deenen, déi net opgefall sinn doduerjer, dass se déi Länner, déi solle gehollef kréien, harceléiert hunn an onheemlech penetrant eigentlech gehalen hunn op nach zousätzlech Konditionalitéit, déi sollt erreecht gi bei deenen Hëllefen.

Lëtzebuerg huet do eng Mëttlerfonctioun gehat an deenen Diskussiounen. Dat ass traditionell dat, mengen ech, wat och engem Land wéi Lëtzebuerg zousteet, och an deene schwieregen Diskussiounen, an deene mer dra sinn.

Interessant, mengen ech, en Nieweneffekt eigentlech vun der Diskussioun huet och erginn, dat huet ee gesinn och schonn an der Preparatioun vun deem heiten europäesche Rendez-vous, dass déi Achs Berlin-Paräis, deen Tandem „Merkozy", dass dat schéngt awer éischter der Vergaangenheet zouzegehéieren an dass sech u sech nei politesch Konstellatiounen dach awer schéngen opzemaachen, wou och net méi zu zwee probéiert gëtt, Europa eleng ze dirigéieren, mä awer méi breet dat ze gesinn an aner Länner mat an dat Boot do eranzehuelen.

Och dat schéngt mer awer eng interessant Entwécklung ze sinn, wéi se sech elo an deene leschte Wochen no dem politesche Wiessel a Frankräich ofgezeechent huet. Nach muss garantéiert bleiwen, dass och déi doten nei Zesummenaarbecht net op dem Bockel vun de klenge State geschitt. Dat misst nach ze iwwerpréiwe sinn an deenen Diskussiounen, déi mer sécherlech déi nächst Méint nach wäerte kréien.

E Wuert vläicht och zur Transaktiounssteier.

M. le Président.- Dir misst esou lues zum Schluss kommen, Här Bodry!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Jo, dat maachen ech. Ech wollt e lescht Wuert vläicht soen zur Finanztransaktiounssteier.

Ech mengen, et ass kee Geheimnis, dass mer als LSAP-Fraktioun fir esou eng Steier sinn. Mir gesinn awer och de Risiko, dee schwéier anzeschätzen ass, deen et haut gëtt, wou mer frou wären allerdéngs och, wann d'Regierung eis géif mat hiren Experten och vläicht méi Donnéeë ginn, wat déi Interferenzen europäesch Finanztransaktiounssteier an eis national Taxe d'abonnement ugeet.

Do hunn ech eigentlech selwer nach keen Dokument gesinn, wat prezis eis géif déi Iwwerschneidung do kloermaachen a versichen erauszefannen, wat dann d'Répercussioune wären op eis national Steierlandschaft, wa géif esou eng europäesch Steier agefouert ginn.

Ech mengen, et wär awer wichteg, dass mer do als Parlament och méi Donnéeë géife kréien, fir eis en definitivt Bild iwwert déi dote Situatioun ze maachen. Dat géif eis sécherlech weiderhëllefen, do och eng definitiv Décisioun ze huelen.

Wichteg bleift awer, dass d'Regierung als ganz sech awer, duerch och hei déi Aussoen, déi de Premier ganz kloer gemaach huet, weider prinzipiell fir esou eng Steier ausschwätzt a prinzipiell och der Meenung ass, dass den internationale Finanzsecteur muss e Bäitrag leeschten.

An do wëll ech zum Schluss nach eng allerlescht Fro stellen, déi nämlech ëmgeet mat där ganzer Fro ronderëm déi Dépôtsgarantie, déi elo hei an d'Diskussioun bruecht ginn ass, vun enger europäescher Dépôtsgarantie. Bis elo si jo och d'Virschléi vun der Kommissioun éischter gaangen, dass d'Nationalstate sollen eng Dépôtsgarantie aféieren.

Do gëtt et souguer en déckt Dokument vun eiser Zentralbank, déi eng Rei vu Virschléi gemaach huet, wéi kéint esou ee Fong ausgesinn hei zu Lëtzebuerg, wéi e sollt gespeist ginn. Dee sollt nämlech vun de Banke selwer gespeist ginn! Hei gëtt elo proposéiert, deelweis awer bestehend europäesch Gelder ze huelen aus deene Rettungsschiermer, fir deen dote Fong ze speisen. Wéi ass dat ze vereinbaren? A wéi ass dat eigentlech mam Prinzip ze vereinbaren, dass eigentlech de Bankesecteur selwer och soll en eegene Bäitrag zu där Krisebewältegung do leeschten?

Dat gesot, mengen ech, si mer als LSAP-Fraktioun eigentlech mat deem Rot do zefridden, och wa mer wëssen, dass et dann d'Nummer 25 ass an dass sécher eng Nummer 26 wäert gläich kommen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Bodry. Als nächste Riedner ass den Här François Bausch agedroen. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Merci, Här President, fir d'Wuert. Mir sinn als gréng Fraktioun erfreet driwwer, datt op deem Sommet vun der leschter Woch déi ganz Thematik, wéi de Premierminister se elo just beschriwwen huet, datt Wuesstum a Konsolidéierung zesummegehéieren, fir d'éischte Kéier eiser Meenung no méi seriö geholl ginn ass an och éischt konkret Resultater opzeweise sinn. An ech wëll och duerfir deen éischte Punkt, positive Punkt opweisen an awer och eng Rei Froen opwerfen an awer eng Rei och Kritike maachen.

Mir menge schonn, datt et wichteg ass, dee Pakt fir Wuesstum, datt deen do décidéiert ginn ass an datt och konkret festgehale ginn ass, wat fir eng oder wéi vill finanziell Moyenen doranner enthale solle sinn.

Mir sinn allerdéngs der Iwwerzeegung, datt dat, wat elo geschitt ass, just en Ufank ka sinn a mat Sécherheet net alles ka sinn. Mir wëssen, datt hei, grosso modo gesinn, e gudden Deel vun de Gelder Gelder waren, déi schonn zur Verfügung gestanen hunn an der Europäescher Unioun a verschiddene Strukturfongen, déi hei elo mobiliséiert ginn, fir d'Wuesstumspolitik ze förderen. Een Deel geschitt dann iwwer eng Erhéijung vum Kapital vun der Europäescher Investitiounsbank. Dat ass, wéi gesot, e positiven Usaz; mir begréissen dat.

Mir mengen, datt dat awer net duergeet, well, ganz kloer fir eis, an dat hu mer och vun Ufank u gesot, wéi gesot, well d'Konsolidéierung mat Wuesstum muss zesummegoen, een net kann einfach Länner futtispueren a mengen, domadder kréich een d'Konsolidéierung erreecht. Dat fonctionnéiert net!

Mä mat Sécherheet, wat ee guer net erreecht, dat ass, datt déi Länner stabil ginn, datt se sozial ausgeglach ginn. Mä ech mengen, dat ass och virdru vum Premierminister zu Recht beschriwwe ginn, d'Situatioun an eenzelne Länner - an dat ass net nëmme fir Spuenien entretemps de Fall -, do fänkt wierklech un eng sozial Dramatik sech ze entwéckelen, déi ganz sécher extrem schiedlech ass fir d'Stabilitéit vun Europa.

Mir sinn duerfir, wéi gesot, frou, datt op deem dote Sommet dat en neie Moment war. An deen huet - dat huet elo näischt domadder ze dinn, do sinn ech och domadder d'accord, mat Gewënner oder Verléierer -, deen huet awer ganz kloer och domadder ze dinn, datt d'politesch Situatiounen a Kräfteverhältnisser an Europa sech mindestens deelweis verännert hunn, och wahrscheinlech sech an de Käpp vu Leit eppes verännert huet.

Ech wëll dat emol guer net a politesch Kategorien - lénks oder riets oder progressiv oder net progressiv - astufen, mä och an de Käpp vu Länner (veuillez lire: Leit), duerch d'Dramatik vun deem, wat an hiren eegene Länner passéiert. Et huet och domadder ze dinn.

Ech denken do virun allem zum Beispill un Italien. Mä dat ass nëmme positiv. A wann déi Meenung, déi bis elo de Mainstream hat an der Diskussioun an der Europäescher Unioun, wéi ee soll zur Konsolidéierung kommen, éischter an d'Richtung ebe gaange war an dominéiert war vu Länner, déi dann éischter aus dem nordesche Raum koumen an déi dann éischter gemengt hunn, mat ausschliesslech nëmme spuere kéint een dat erreechen, mindestens ass dat ganz staark a Fro gestallt ginn, fir net ze soen opgeweecht ginn op deem heite Sommet an huet eng éischt positiv Entwécklung kritt.

Mir sinn och frou, datt an deem nämlechte Kontext duerfir fir Spuenien iwwert d'Konditiounen, ënnert deene Spuenien gehollef kritt an och eventuell Italien, wann Italien da misst gehollef kréien, datt déi Konditioune gewëssermoosse gelockert ginn. Gelockert gi selbstverständlech ouni d'Konsolidéierung a Fro ze stellen! Dorëms geet et net. Mä et geet awer drëms, datt mer déi Länner net erwiergen, andeems se da bei all Kredit, dee se ufroen oder musse kréien, esou Konditiounen zousätzlech gesat kréien, datt et einfach net ze packen ass an datt se duerfir och keng Chance kréien, fir sech wirtschaftlech ze entwéckelen.

Mir stellen eis natierlech eng Rei Froen, wat dat heescht fir de Fiskalpakt, wann... Bon, et sinn eng Rei Erklärungen elo gi gi vum Premierminister. Ech muss och soen, datt duerfir eleng déi Debatt hei och nëtzlech ass, well sougutt wat d'Lëtzebuerger Regierung vertrëtt op europäescher Ebene wéi och, wat da wierklech op deem Sommet erauskomm ass, besser et huet een dat hei am Parlament an enger Diskussioun an da kann een och am Detail méi novollzéien, firwat déi eng Décisioun an déi aner Décisioun esou oder esou gefall ass respektiv wat wierklech d'Meenung ass vun der Regierung.

Well ech fannen, datt op alle Fall hei vill méi eng nuancéiert Approche erauskomm ass wéi dat, wat een an der Press konnt liesen, wou jo awer dann erëm duerch verschidde Brëller verschidde Saache gekuckt ginn an analyséiert ginn.

Virun allem ass et fir eis als Parlament och wichteg, datt mir kënnen, wa mer da sollte feststellen, datt d'Regierung par rapport zu där Positioun, déi si jo awer hei arrêtéiert par rapport zum Parlament, géif ofwäichen an aner Décisioune wéilt huelen, datt mer kënnen à charge kommen, fir dann deementspriechend och d'Regierung zréckzepäifen, fir et emol esou ze nennen, an ze soen, datt mer net als Parlament domadder averstane sinn.

Mä, wéi gesot, mir stellen eis awer d'Fro: Wat bedeit dat an der Ausféierung fir de Fiskalpakt herno, de Fait, wann dovu geschwat gëtt, datt d'Konditiounen opgelockert ginn? Ech wëll keng Bewäertung elo do eraleeën, ob dat elo gutt oder schlecht ass, mä ech wëll einfach déi Fro emol stellen.

Ass de Fiskalpakt an där Form, wéi en am Ufank vum Joer an der Diskussioun war tëschent Merkozy... tëschent Merkozy, tëschent der Madame Merkel an dem Här Sarkozy - gesitt Der, wéi séier et geet, datt ee sech un déi Terminologië gewinnt huet, och wa se net méi do sinn -, ob dat dann an deem Mooss nach Bestand huet oder ob dat deelweis awer elo vum Dësch kënnt? Do wiere mer frou, wa mer e puer méi Detailer herno vläicht nach kéinte kréien.

Wat fir eis och ganz wichteg ass, dat sinn déi Saachen, déi festgehale gi sinn, déi an d'Richtung gi vun enger Union bancaire. Mir fannen, datt dat absolut e richtege Schratt ass a mir begréissen total, datt eng europäesch Bankenopsiicht soll kommen. Mir fannen et och eigentlech eng gutt Iddi, datt se bei der EZB soll ugelagert ginn.

Et stellt sech vläicht just eng kleng Fro, vu datt d'EZB just fir den Euroraum zoustänneg ass: Wat heescht dat da fir d'Kontroll ausserhalb vum Euroraum, dat heescht fir de Rescht vun deenen europäesche Länner, déi net am Euro sinn? Mä ech wëll awer domadder elo net d'Iddi a Fro stellen. Prinzipiell fanne mer et scho richteg, datt et op dee Wee soll goen, a mir fannen, datt dat relativ séier misst geschéien.

Ech wëll och soen, datt, wa mer déi europäesch... oder datt mer déi europäesch Kontrollopsiicht brauchen, dat hu mer net nëmme gesinn u Beispiller am Ausland, mä mir hunn och zu Lëtzebuerg Situatiounen, quokeleg Situatiounen erlieft. Eng, dat war, dat ass nach - déi ass nach ëmmer am Lafen -, dat ass déi vun der Dexia.

Ech sinn iwwerzeegt oder mir sinn iwwerzeegt, datt, wa mer eng europäesch Kontrollopsiicht gehat hätten, da wier - ech wëll net soen, datt mer da vläicht de Fall Dexia verhënnert kritt hätten -, mä mindestens hätt ee méi fréi kënne gesinn, wat sech do ofspillt an éischter kënnen d'Alarmluuchten, d'Alarmanlage goe loossen, wéi dat de Fall war. An et hätt ee wahrscheinlech kënne verschidden Dégâts collatéraux éischter évitéieren.

Bei der Fortis huet dat sech e bësselchen ähnlech gestallt viru Joren. An et ass och doriwwer eraus fir eis evident, datt nëmmen - esou wéi haaptsächlech déi grouss Banken haut agéieren a fonctionnéieren -, datt eigentlech mat nationalen Opsiichtsstrukturen, an dat hu mer jo gesinn an der Finanzkris, datt dat net duergeet, fir déi néideg Kontroll ze kréien. Duerfir fanne mer dat eng gutt Saach.

Mir si just der Meenung, datt eigentlech déi Union bancaire, esou wéi se elo proposéiert gëtt, fir eis nach e bësselchen ze vill onkomplett ass. Mir mengen zum Beispill och, datt d'Banke missten en eegene Rettungsfong opleeën, iwwert dee kéinten d'Banken zum Beispill sech selwer rekapitaliséieren, jee nodeem, wa se a Schwieregkeete sinn.

Mir sinn der Iwwerzeegung, datt déi och eng eege Responsabilitéit hunn. Natierlech wësse mer, grad als Lëtzebuerg, datt sech fir d'Lëtzebuerger Finanzplaz ronderëm déi ganz Unioun bancaire mat allen Detailer, déi do nach wäerte musse kommen, vill Froe stellen. Mä mir hunn awer och e verdammten Intérêt, fir dat ze maachen, well mir... an ech deelen do total, wat de Mëtteg hei gesot ginn ass.

Ech woen och net drun ze denken - mir sinn als Lëtzebuerg immens gutt ewechkomm an där Finanzkris -, ech woen net drun ze denken, jee nodeem, wat passéiert wier an der Finanzkris a wou dann déi Banken, déi zu Lëtzebuerg, op der Lëtzebuerger Finanzplaz sinn, méi getraff gi wieren - zum Beispill, wann ech de Fall vun Irland kucken -, wéi séier datt mir mat eisem Latäin um Enn gewiescht wieren! Mir hätten net kënnen dräi, véier, fënnef BGLen oder Dexiae retten. Da wiere mer séier an der irescher Situatioun gewiescht!

Duerfir ass et extrem wichteg - et soll kee sech eppes virmaachen -, et geet duerfir hei net effektiv ëm d'Lëtzebuerger Banken, mä et geet drëm, datt mer Stabilitéit kréien. A virun allem e klengt Land wéi Lëtzebuerg, wou d'Finanzplaz esou eng Importenz huet wéi bei eis, do hu mer nach méi e groussen Intérêt dorunner. Duerfir si mir der Meenung, datt déi Union bancaire mat alle Kontrollmechanismen onbedéngt muss kommen.

Den ESM. Mir bedaueren nach ëmmer, datt den ESM keng Banklizenz huet, well dat ass e grousse Feeler, well - ech hunn dat scho gesot bei der Debatt, déi mer hei haten, wéi mer den ESM gestëmmt hunn - wann den ESM déi Banklizenz hätt, kéint e sech bei der Zentralbank Geld beschafen a bräicht net op de fräie Marché ze goen. E géif donc och zu bessere Konditioune kënne Kreditter ophuele goen, déi e kéint weiderginn u Länner, an dat hätt sécherlech en immensen Impakt, en erliichternden Impakt fir déi Länner, déi Sue solle kréien.

Mir kënnen net verstoen, firwat datt den ESM keng Banklizenz kritt, eleng aus deem Grond, a mir hoffen, datt déi Diskussioun weidergeet, fir datt dat nach nogeholl gëtt. Ech sinn och perséinlech iwwerzeegt, datt den Dag wäert kommen, wou dat wäert missen de Fall sinn, well soss wäert de System net esou fonctionnéieren, wéi en eiser Meenung no misst fonctionnéieren.

Dann zu där sougenannter Finanztransaktiounssteier, do huet de Premierminister villes gesot. Ech muss och soen, mir sinn och frou doriwwer, well och do ass dat haut vill méi nuancéiert gewiescht wéi dat, wat erauskomm ass, wat ee konnt liesen an der Press, wat da Lëtzebuerg sollt wierklech vertrueden hunn um europäeschen Niveau.

Ech sinn zwar net honnertprozenteg d'accord mat senger Aschätzung, wann en da seet, en hätt eis Iddi sympathesch fonnt, datt et méi intelligent wier, dobäi ze sinn, fir ze négociéieren, well een dann dat Ganzt jo kann an engem gewëssene Sënn beaflossen. Mä hien hätt sech berode gelooss, datt dat awer... et sollt een d'Fanger elo emol dovun ewechloossen.

Ech mengen, wann ee sech op eppes aléisst, fir ze diskutéieren, da wëllt ee jo nach net soen, datt een dat alles akzeptéiert, wat an där Diskussioun erauskënnt, mä et sëtzt ee mindestens mat um Dësch mat ze diskutéieren. Wann ee mat deenen néng Länner zesummen eng Diskussioun ugeet, dann huet een nach net gesot, et wier een d'accord, fir alles dat anzeféieren, wat ënnert deenen néng herno ofgemaach gëtt. Dat kann ee jo décidéieren zu deem Zäitpunkt, wou dann en Accord op den Dësch kënnt. Mir fannen et einfach net gutt, datt Lëtzebuerg do net um Dësch sëtzt. Mir mengen, datt et eben aus deene Grënn, wou och beschriwwe ginn ass, absolut noutwendeg gewiescht wier.

Da mengen ech och, datt, wa mer eis net sécher sinn, wat fir eng Impakter eng Finanztransaktiounssteier da soll op d'Lëtzebuerger Finanzplaz hunn, mir hunn do - ech wëll net elo erëm eng Kéier déi ganz Diskussioun hei ufänken -, mir hunn do manner Bedenken, eben aus ganz konkrete Grënn, well mer och gewësse Virstellungen hunn, wéi een déi kéint ausgestalten, datt zum Beispill och net automatesch alles géif op London goen, wat dann ënnert d'Finanztransaktiounssteier géif falen, well een eben dann déi Produkter, wann ee se eben esou géif ausgestalten, datt déi Produkter, déi gehandelt ginn - och wa se zu London gehandelt ginn a se vu Lëtzebuerg aus bestallt ginn -, awer ënnert d'Steier falen.

Do géifen et Méiglechkeete ginn, do gëtt et jo och Iddien, déi um Dësch leien. Mä bon, ech wëll dat awer elo hei net am Detail diskutéieren. Mir empfannen, datt et absolut noutwendeg ass, datt mer déi Steier kréien, a mir hätten et, wéi gesot, léiwer, datt d'Regierung sech hei géif awer engagéieren, fir mindestens do um Dësch ze sëtzen a mat ze diskutéieren.

Dann zu der zukünfteger Architektur vun der EU: Dat ass en ambitiéise Projet! A mir, muss ech soen, déi éischt Grondzich, déi mer do héieren hunn, déi fannen och eis Zoustëmmung. Mir fannen, datt do eppes nogeholl gëtt, wat wierklech sech absolut opdrängt, fir an déi Richtung ze goen.

Ech hoffe just, datt et bei där Debatt do net erëm geet, wéi zum Beispill bei der Diskussioun fir d'Aféierung vum ESM, datt dat nëmmen op intergouvernementalem Niveau diskutéiert gëtt, mä datt mer et och op dem parlamentareschen Niveau mussen diskutéieren. Zum Beispill, datt am Europaparlament, datt d'Europaparlament enk muss abezu ginn an iwwert d'Europaparlament natierlech och déi national Parlamenter, wéi déi Architektur soll am Detail ausgestalt ginn.

Mir sinn der Meenung, datt mer e verdéiftend Europa brauchen. Mir sinn och der Meenung, datt et eng absolut Illusioun ass, also datt een op alle Fall net deene soll nolafen, déi da mengen, et kéint ee besser eens ginn, wann een den Euro net hätt oder d'Europäesch Unioun net hätt. Mir hunn nëmmen deen eenzege Projet an där globaliséierter Welt, wou mer de Moment liewen, mat deem mer eis kënne verteidegen, dat ass dee Projet vun enger verdéiftener Europäescher Unioun a vun där Währungsunioun. Et hänkt just dovunner of, wéi se ausgestalt gëtt. A fir déi zukünfteg Architektur dovunner, fir déi Verdéiwung, musse mer de politeschen, parlamentareschen Niveau...

M. le Président.- Här Bausch, Dir misst elo lues awer sécher zum Schluss kommen.

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Ech sinn och elo fäerdeg, Här President. ...de parlamentareschen Niveau mat abezéien.

Ech wëll just um Schluss nach eng Iwwerleeung mat abréngen. De Premierminister huet virdru gesot an engem Saz - bon, hien huet et natierlech éischter e bësschen, loosse mer soen, ironesch gemengt -, datt, wann een hei op der Tribün eppes géif soen, ob dat net scho maartschiedegend wier. Mir sinn der Iwwerzeegung, datt villes, wat de Moment op de Mäert geschitt, demokratieschiedegend ass! An duerfir géif ech de Spiiss wëllen ëmdréien an och domadder hei wëllen ofschléissen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Bausch. D'Wuert kritt elo den Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'lescht Woch hu mer hei an der Chamber de Projet iwwert den ESM gestëmmt, wou mer als Lëtzebuerg enger direkter Kapitalbedeelegung vun 200 Milliounen zougestëmmt hunn an en ofruffbart Kapital vun 1,5 Milliarden. Haut huet den Här Premierminister eis eng ganz Rei vu Moossnamen hei erkläert, déi um Sommet vun der leschter Woch zu Bréissel vum 28. an 29. Juni envisagéiert oder décidéiert si ginn.

Den Här Statsminister huet eis hei, géif ech mengen, an enger Stonn an aller Rou am Detail erkläert, wat um Sommet diskutéiert ginn ass, an en huet am Fong kee Wuert och verluer iwwer seng Zukunft als President vum Eurogroup. Et schéngt eis awer wichteg ze sinn, och an dësem Kontext eng Kéier d'Fonctioun vum President vum Eurogroup mat an déi politesch Diskussioun ze bréngen. Den Här Juncker huet selwer deklaréiert, datt e keen Duebelmandat méi do wëllt unhuelen, aus perséinleche Grënn, wat selbstverständlech och säi gutt Recht ass, a well och déi Fonctioun mat der Fonctioun als Statsminister zäitlech net kompatibel wier.

Elo schéngt et, wéi wann den Här Juncker géif weidermaachen. Kee ganzt Mandat, sécherlech bis ee Joer virun de Chamberswahlen, fir dann erëm hei zu Lëtzebuerg kënnen „Juncker on tour" ze goen. Dat gesot, géif ech awer wëllen déi prinzipiell Fro opwerfen, ob et gutt ass, wann eise Premier gläichzäiteg President vum Eurogroup ass.

Et ass ëmmer gutt fir eist Land, wa Lëtzebuerger Politiker oder Fonctionnairë wichteg Posten an Europa besetzen. D'Fro stellt sech awer, ob et och gutt ass, wann dës europäesch Fonctioun mat engem nationale Mandat, an dat an dësem Fall vum Statsminister, cumuléiert gëtt.

Mir mengen als ADR, datt dat net gutt wier. D'Erfahrung an déi rezent Praxis hu bewisen, datt dat zum Schluss kann negativ fir eist Land ausgoen. Als President vum Eurogroup ass eng vun den Haaptmissiounen, de Konsens tëschent deene verschiddene Länner an hire Meenungsverschiddenheeten ze sichen. Do ginn noutgedrongen déi national Interessen an den Hannergrond gestallt.

De President vum Conseil européen huet d'lescht Woch de Rapport „Vers une véritable Union économique et monétaire" virgestallt, dee vum Conseilspresident, dem Kommissiounspresident, dem President vun der Europäescher Zentralbank an dem President vum Eurogroup, déi sougenannt véier Weisen, erstallt gouf, virgestallt. Weder de Conseils- nach de Kommissiounspresident nach de President vun der Europäescher Zentralbank hunn en nationaalt Mandat, hunn also net national Interessen ze vertrieden, mä kucken et reng aus der Siicht vun hirer Fonctioun.

Eise Premier huet awer en Dokument mat erstallt, wat elo tëschent deenen eenzelne Staten diskutéiert a verhandelt gëtt. Déi aner Stats- a Regierungschefe kënnen do knallhaart hir national Interesse vertrieden. Eist Land ass awer vu vireran an der Diskussioun hypothekéiert doduerch, well dat Dokument vun eisem Premier mat erstallt ginn ass.

Och musse mer feststellen, datt déi national Interessen am Kader vun der Sich no Kompromisser schonns oft am Virfeld vun der Diskussioun geaffert si ginn. Rezent Beispiller: Den Här Juncker proposéiert mat senge Kolleegen zesummen a mam Conseil, datt d'Direktiv iwwert d'„Fiscalité des revenus de l'épargne" schnellstens soll iwwerschafft ginn. Mir sinn der Meenung, datt, wann een eppes dorunner ännert, dat sécherlech wäert negativ Konsequenze fir Lëtzebuerg kréien.

Dir, Här Juncker, an Är Kolleege Presidente proposéieren, datt d'Banken an Zukunft sollen enger eenheetlecher Bankenopsiicht vun der Europäescher Zentralbank ënnerleien. Mir mengen, datt dat fir Lëtzebuerg kéint negativ Konsequenze kréien. An och net mir eleng, mä wann ech den Haaptleitartikler am „Lëtzebuerger Wort" vum 25. Juni kucken, schreift deen: „Grob fahrlässig ist dabei die Absicht, die Europäische Zentralbank (EZB) künftig mit der Aufsicht über Europas Banken zu betrauen. Finanzminister Luc Frieden hat nun wohl die undankbare Aufgabe, seine Amtskollegen, die das Projekt vorbereiten müssen, über die Vorbehalte der Luxemburger Regierung aufzuklären."

Wéi gesot, eng Propositioun, déi awer op där anerer Säit vun eisem Statsminister matgedroe ginn ass. An den Här Luc Frieden ass gëschter Owend an den Noriichte vun RTL zitéiert ginn: De Luc Frieden stellt sech d'Fro, ob ee sech bei den Décisiounen zu Bréissel den Implikatiounen all bewosst war.

Mir gesinn also, datt mer och do um Niveau vun der Regierung zwou Meenungen hunn, engersäits e Premier, deen a senger Fonctioun als Eurogroup-Chef eppes fuerdert oder zoustëmmt, wou awer e Lëtzebuerger Regierungsmember, den Här Frieden, anerer Meenung ass!

Net nëmmen, datt Dir décidéiert hutt, datt an Zukunft zum Beispill marod spuenesch Banke kënnen direkt vum ESM, also och vu Lëtzebuerger Steiergelder ënnerstëtzt ginn, mä als Konterpartie muss eis Finanzplaz sech elo och der Kontroll vun der Europäescher Zentralbank ënnerwerfen.

En anere Punkt, deen ech nach kuerz wëll uschneiden, den Index. Et gëtt och verlaangt, datt den Index misst hei zu Lëtzebuerg moduléiert ginn, am léifste staark reforméiert an am allerléifste misst ofgeschaaft ginn.

Den Här Juncker huet eis elo grad hei virgesot, datt hien an den Här Frieden an, ech mengen, och den Här Asselborn vehement zu Bréissel do géint déi Recommandatioune vun der Kommissioun manifestéiert hunn. Ech ka just liesen, wat an de Konklusioune vum Rapport vum Conseil vum 28. an 29. Juni vun der leschter Woch steet. Do steet ënner Punkt 2: «Le Conseil européen a, dans l'ensemble, approuvé les recommandations par pays.»

Dat heescht, eise Statsminister huet also och déi Recommandatiounen u Lëtzebuerg an hirer Integralitéit mat ënnerstëtzt. Duerfir hunn ech mech elo éineschters gewonnert, wéi ech hei héieren hunn, datt do an deene Sitzunge soll esou vehement dergéint protestéiert si ginn. D'Realitéit ass, datt eis Regierung, wéi gesot, do aneschters décidéiert wéi dat, wat se hei am Parlament seet.

Datselwecht fanne mer bei de Renten. Et kann een also soen, datt déi Politik, déi an deene leschte Jore komm ass a vu Bréissel diktéiert gëtt, a priori Sozialofbau fir Lëtzebuerg bedeit. An och dee Sozialofbau ass a Griichenland gemaach ginn. An och do huet deemools eise Statsminister an enger däitscher Press gesot, datt, wa se et net géife maachen, hätte mer déi néideg Folterinstrumenter am Keller.

Här President, ech wollt nach just eng Fro stellen, well meng Riedezäit ass...

M. le Président.- Dir misst esou lues zum Schluss kommen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo. Ech hu gekuckt, meng Virriedner haten alleguer fënnef Minutten, dunn hunn ech mer geduecht, Dir sidd fair. Ech kréien der dann zwou an eng hallef. Dat ass da gutt.

Just eng Fro nach. Den Här Statsminister huet virdru gesot, wa mer déi Gelder, déi elo iwwert den EFSF géifen eriwwergoen op den EMS, datt en déi fir d'spuenesch Banken net géifen ënnert de Privileg vun den Hypothéike falen. D'Fro ass just: Wéi ginn déi Suen dann awer garantéiert, wa mer net déi Garantien hunn, déi mer am EMS hunn?

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wollt nach e puer Wuert vun der Finanztransaktiounssteier soen. Do deele mer d'Meenung, wéi mer se praktesch alleguer hei am Land hunn, datt ee ka fir esou eng Finanztransaktiounssteier sinn, selbstverständlech ënnert der Reserv, datt dat sech net op e puer Länner limitéiert, datt dat sech net op den Eurogroup limitéiert, mä datt dat sech muss op sämtlech europäesch Staten a wa méiglech och nach doriwwer eraus befaassen (veuillez lire: bezéien).

Dat gesot, Här President, soen ech Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. le Président.- Merci dem Här Gibéryen. Als leschte Riedner ass den Här Serge Urbany agedroen. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Wéi d'lescht Woch hei den Europäesche Stabilitéitsmechanismus mat grousser Majoritéit gestëmmt ginn ass, hu Verschiddener nach d'Hoffnung ausgedréckt, dass dee Wuesstumspakt, dee sollt um Sommet ugeholl ginn, géif e gewëssenen Ausgläich zu där Austeritéitspolitik bréngen, déi sech aus deem Budgetspakt an aus deem Europäesche Stabilitéitspakt a -mechanismus ergëtt.

Ech hunn den Europäesche Pacte pour la croissance et l'emploi opmierksam gelies, Här President, an ech fannen, dass en näischt wierklech un der aktueller Politik ännert, se souguer nach deelweis verstäerkt.

Éischtens ass en net verbindlech, contrairement zum Budgetspakt. Dat ass hei scho gesot ginn.

Zweetens gëtt ausdrécklech an dem Pacte de croissance betount, dass de Budgetspakt muss ganz a mat leschter Häert ëmgesat ginn. Et stinn esou Saachen dran, wéi dass den Ëmbau vum Rentesystem, natierlech op déi liberal Aart a Weis, eng wichteg Viraussetzung ass fir d'gesamteuropäesch Politik; et gëtt nach eng Kéier ausdrécklech betount.

Et gëtt vun engem weideren Opmaache vun de Mäert geschwat, och am Déngschtleeschtungssecteur. Et ginn nei Moossnamen ugekënnegt, zum Beispill fir de Marché unique duerch en zweeten Acte pour le marché unique nach ze verdéiwen. Gradesou wéi och verlaangt gëtt, dass all Traitéen, déi d'Propriété ënner anerem intellectuelle betreffen - an dorënner zielen ech och den ACTA-Traité, vun deem mer hei scho vill geschwat hunn -, dass all déi Traitéë musse ratifizéiert ginn; dat steet och an deem Pacte pour la croissance dran.

An drëttens besteet déi Ënnerstëtzung vun der Ekonomie, déi hei soll duerch dee Pacte de croissance geschéien, zu der Halschecht aus ale Budgetsmëttelen, déi nach net verbraucht sinn, an zweetens aus neie Mëttelen, déi vun der Banque d'investissement virun allem iwwert d'Finanzmäert sollen erschloss ginn; net iwwer Steieren, och net iwwer eng Finanztransaktiounssteier.

Profitéiere wäerte vun deenen Investitiounen an déi sougenannt Zukunftssecteure mat engem héije Potentiel de croissance, wéi et do heescht - ech iwwersetzen dat emol mat héije Profiterwaardungen -, wuel virun allem déi grouss Wirtschaftsgruppen, déi och Moyenen hunn, fir déi Investitiounen, deelweis déi grenziwwerschreidend Investitiounen, ze maachen. Profitéiere wäert wuel kaum déi regional Ekonomie an deenen eenzelne Länner, wou et awer vläicht noutwendeg wier.

Meng Schlussfolgerung aus der Lecture vun dem Pacte de croissance ass déi, dass weder de franséische President Hollande nach d'SPD an Däitschland eppes Fundamentales un där aktueller Politik geännert hunn, déi jo eng Politik ass vun der Liberaliséierung, vun de Privatiséierungen an och vun der Austeritéit. An ech bleiwe bei menger Meenung, dass de facto just nëmmen d'Finanzmäert an déi grouss Wirtschaftsgruppen - an dat hänkt alles zesummen - heivu profitéieren.

Ech kann och net akzeptéieren, wa vun där essenzieller Roll vum Bankesecteur geschwat gëtt. Mir hunn déi essenziell Roll vum Bankesecteur an dramatesche Situatiounen erlieft. Mir hunn erlieft, wéi innerhalb vun engem Mount virun engem hallwe Joer d'EZB huet missen eng Billioun Euro - dat sinn dausend Milliarden Euro - un d'Banke verdeelen. Wat ass mat deene Sue geschitt? Zu wat fir Tauxe sinn déi Sue weiderverléint ginn? Do ass natierlech drop verdéngt ginn.

Déi Tauxen, déi Italien oder Spuenien musse bezuelen, déi leie bei fënnef, sechs Prozent. Déi leien iwwert dem Wirtschaftswuesstum an deene Länner. A vill Betriber bekloe sech doriwwer, dass se net méi zu anstännegen Zënsen och am private Secteur Sue vun de Banke geléint kréien. Ech mengen, dass een duerfir muss op d'mannst awer déi essenziell Roll vun de Banken hei relativéieren.

An et muss een awer och ganz kloer soen: Statsscholden, dat si virun allem Bankescholden. Well virun 2008 zum Beispill ass et zu Lëtzebuerg an och an anere Länner guer keng Scholdekris ginn.

A wie bezilt derfir? Dat ass och kloer. Et ass vum Premier d'Beispill vu Spuenien genannt ginn. Et sinn natierlech déi spuenesch Aarbechter an déi spuenesch Rentner, déi schlussendlech derfir bezuele mussen.

M. le Président.- Här Urbany, Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Jo. Ech mengen also, dass amplaz wierklech Ännerungen ze maachen no 2008, wou awer all Mënsch dervu geschwat huet, dass et noutwendeg ass, hei eng nei Etapp vu Maastricht ageleet gëtt, dass hei déi al Politik, déi an eng falsch Richtung geet, bëtonéiert gëtt. Ech mengen och, dass et eng komplett ondemokratesch Aart a Weis ass, wéi virgaange gëtt.

Et ass virdru vum Här Meisch gesot ginn, mir däerften elo net mam Turbo virgoen. Ech wëll awer just drop hiweisen, et ass schonn hei gesot ginn, d'lescht Woch hu mer hei den Europäesche Stabilitéitsmechanismus ratifizéiert, ouni Ausstiegsméiglechkeet iwwregens doraus, dee virgesäit, dass ee Prêten u State kann iwwert dee Mechanismus ginn. Dräi Deeg méi spéit gëtt an der Dunkelkammer zu Bréissel beschloss, dass och direkt Prêten u Banke méiglech sinn, wat absolut contraire ass zu deem Text, deen hei d'Lëtzebuerger Chamber an hirer Souveränitéit ratifizéiert huet.

M. le Président.- Här Urbany, kommt elo wann ech gelift zum Schluss!

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Dräi Deeg drop ass deen Traité scho Makulatur.

Ech wëll duerfir nach ee Wuert hei soen, wat d'Demokratie ugeet. Et gëtt hei vill geschwat, den Här Juncker wier eenzegen Zeie gewiescht, wat do gesot ginn ass. Da gëtt erëm vu Protokoller geschwat, wou Saachen drastinn, déi contraire zum Abschlussbericht sinn. Ech mengen, dass et noutwendeg wier, dass d'Protokoller an déi ganz Berichter iwwert déi Sitzungen zu Bréissel an der Dunkelkammer emol eng Kéier dem Parlament zur Verfügung gestallt ginn.

Wat déi Resolutioun do ugeet, well ech huele jo un, dass déi herno séier hei erëm eng Kéier ofgestëmmt gëtt, wëll ech soen, ech wäert mech dobäi enthalen. Well ech si wuel fir en Débat, ech fannen awer, dass dee Kader, deen hei fir deen Débat gesat gëtt, dee falschen ass.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. An elo kritt nach eng Kéier den Här Premierminister Jean-Claude Juncker d'Wuert.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soe Merci fir dës Debatt. An ech wollt nach just zum Ofschloss vun därselwechter e puer Froe beäntwerten oder op se agoen, déi am Laf vun hir gestallt gi sinn.

D'Fro ass opkomm - ech mengen, den Här Bodry huet se gestallt -, ob dat, wat elo ofgemaach ginn ass zu Bréissel, kéint sech a schiedenhafter Contradictioun zum Traitement fiscal belafen am Zesummenhang vun den eventuelle Lockerungen, déi d'Duerchféierung vun eenzelnen Ajustementsprogrammer zum Inhalt kéinten hunn. Dat mengen ech effektiv net.

Ech hunn zesumme mat aneren an a puncto Griichenland fir eng Verlängerung vum Ajustementsprogramm plädéiert, dee kascht. Eng Verlängerung kascht déi aner Staten an de Schierm méi Suen, mä dat bréngt u sech d'Dispositioune vum Fiskalpakt, souwäit ech dat gesinn, net a Gefor, mä betrëfft d'Instrumenter vun der Programmgestaltung a net d'Applikatioun vum Traité fiscal.

Déi Fro d'Bankenunioun betreffend wollt ech dahingehend an hirer Komplexitéit, wann ech dierf esou soen, ergänzen, dass mer net festgeluecht hunn, wéi mer dee Konflikt, falls et ee wier, tëschent deene 27 Europäesch-Unioun-Staten an de 17 Euro-Staten traitéieren. En fait wëllt de Vertrag, dass d'Europäesch Kommissioun, schléit se dat vir, dat fir déi 27 muss virschloen. Déi dierf jo keng Virschléi nëmme fir d'Eurozon maachen. An da musse mer kucken an der Debatt, déi mer solle bis Enn vum Joer ofgeschloss hunn - ambitiéisen Zäitprogramm! -, wéi mer déi Fro klären.

Mir si jo der Meenung, dass d'Europäesch Zentralbank dat soll maachen. „Mir", dat ass d'Regierung, an dat huet large Zoustëmmung heibanne fonnt. Ob England sech enger Supervisioun vun der Europäescher Zentralbank ënnerwerft, ass zweifelhaft, obschonn d'Engländer och '95, '96 net eng Sekonn sech genéiert hunn, obscho se net am Euro wieren, de Sëtz vun der Europäescher Zentralbank fir sech ze reklaméieren. Mä ech mengen, domat di se sech schwéier. Mä da muss ee probéieren - doriwwer schwätzen ech och vill mat den Engländer a sinn och deemnächst zu London, fir doriwwer mat de Kolleegen ze schwätzen -, wat fir eng Brécken dass ee ka bauen, fir déi 27 an déi 17 beieneen ze kréien.

Mir hunn och net definitiv festgeluecht, ob déi europäesch Bankesupervisioun all Banke betrëfft - dat wieren der 2.600 eleng an der Eurozon - oder nëmmen déi systemesch Banken, déi europäesch systemesch Banken oder déi Banken, déi national systemesch sinn. Dat huet fir Lëtzebuerg, wéi all Mënsch mierkt, direkt wesentlech Implikatiounen. Dofir ass et och verfréit, fir ze soen, d'Union bancaire géif sech géint Lëtzebuerg auswierken.

Déi, déi mengen, een europäesche Garantiesystem - extrem schwiereg Fro - wier net gutt fir Lëtzebuerg, déi liesen d'Realitéit net richteg. A kengem anere Land vun Europa ass de Bankesecteur esou wichteg wéi Lëtzebuerg. A kee Land ass vun haut op muer fir 100 Joer bankrott - fir 100 Joer bankrott! -, wann de Bankesecteur zesummebrécht. Ech bedauere bal, heibanne soen ze mussen, dass mir aus nationale Grënn all Ursaach hunn, an esou engem System matzemaachen, well gëtt dat am Ausland zitéiert, schwächt dat - d'demokratesch Transparenz wëllt dat - d'Verhandlungspositioun vun der Regierung op eng enorm Aart a Weis.

Et dierf een net - ech soen dem Alex Bodry dat, en huet dat och net gemaach - de System vu Garantie-Dépôtë mam Restrukturéierungsfong vun de Banken duerjerneegeheien.

Elo muss ee kucken, wat mat der Direktiv geschitt, déi um Dësch läit. Do muss d'Kommissioun nach eng Kéier driwwerkucken, am Liicht vun deem, wat elo décidéiert ginn ass. An de Restrukturéierungsfong, do si mer der Meenung, dass dee prioritär vun de Banke selwer muss - an dat dauert zéng Joer, bis d'Kapital steet - lues a lues opfinanzéiert ginn, wann ech dat kann esou soen, well de Steierzueler ass en fait net zoustänneg fir d'Restrukturéierung vun de Banken.

Dem Kolleeg Bausch wëll ech soen, dee meng prinzipiell Meenung zur Transaktiounssteier kennt a se och deelt - oder ech seng, dat kënnt jo op datselwecht eraus -, dass ee sech selbstverständlech laang mat der Fro beschäftege

soll: „Solle mer matmaachen oder net bei där Coopération renforcée, bei där verstäerkter Zesummenaarbecht?"

De Problem ass, dass d'Kommissioun, mécht se e Virschlag am Kader vun der Coopération renforcée, fir d'Éischt e Bréif brauch vun deenen, déi matmaachen, iwwert den Inhalt vun deem, wat am Kader vun der Coopération renforcée soll Bestanddeel gi vun der Direktiv, déi kënnt.

An déi hunn éischtens ënnerschiddlech Meenungen - dat observéiere mer -, zweetens, wa mir do soen zum Beispill - wat jo misst sinn -, d'Investissementsfonge kënnen net dorënnerfalen, an déi aacht oder néng oder zéng aner sinn net där Meenung, da kënnt dat net an déi Direktiv, well mer eis mussen, als déi, déi d'Coopération renforcée géife froen, eens sinn - jiddefalls an de breeden Zich, mä dat hei ass e breeden Zuch - iwwert dat, wat do soll kommen. Well déi néng oder zéng mussen ee Socle commun vun Dispositioune préalablement zu der Initiativ vun der Kommissioun, fir eng Direktiv ze proposéieren, ënner sech festleeën.

An dofir war ech éischter der Meenung, kommt, mir maache mat, an da kucke mer emol, wat do geschitt, a mir kënne matschwätzen! Ech hu meng Positioun, muss ech hei zu Protokoll ginn, liicht revidéiert.

Dir hutt eis elo net gesot, wat fir Vertrieder vum Bankesecteur eigentlech der Meenung sinn, mir sollen eis Positioun do opginn, mä dat sot Dir eis bei Geleeënheet eng Kéier an enger Kommissioun. An de Kommissioune muss ee jo alles soen.

Ech sinn der Meenung, dass ze vill Debatte maartschiedegend sinn, an den Här Bausch huet mech do um richtege Fouss erwëscht. Natierlech sinn ech och der Meenung - wéi hien -, dass villes, wat op de Finanzmäert geschitt, demokratieschiedegend ass. An ech sinn der Meenung, d'Finanzmäert mussen demokratiekonform gemaach ginn an net d'Demokratie maartkonform gemaach ginn. Mä Dir wësst ganz genau, wann een an öffentlecher Debatt all Informatioune muss op den Dësch leeën, déi een huet, dass déi profitéiert ginn a mëssbraucht gi vun deenen, déi besser hätten, si wéissten net alles, wat engem duerch de Kapp geet.

Den ESM, wann deen direkt Hëllefe gëtt, ouni dass en den „preferred creditor status" huet, dee kënnt an deeselwechte Rang, wann et ëm d'Zréckbezuele geet, wéi déi aner Créancieren och, esou wéi dat och beim EFSF de Fall ass. Mä déi Dispositioun limitéiert sech op Spuenien, an op Spuenien, well mer jo am EFSF mussen ufänken, dee kee Superprivileg huet, an dann an den ESM mussen eriwwerféieren, deen en huet, an da géif et eng juristesch aner Qualifikatioun vun den Engagementer vu Spuenien ginn, wann een iwwert déi Bréck do leeft, an dofir ass dat esou gemaach ginn.

Da wëll ech dem Här Gibéryen nach eng Kéier - ech hunn dat hei schonn erkläert - soen, dass mir eng Deklaratioun am Procès-verbal gemaach hunn, an d'Kommissioun och, am Zesummenhang vun der Indexéierungsproblematik, wou mer ganz däitlech gemaach hunn, wat mer matmaachen a wat mer net matmaachen. Nach sinn déi Engagementer, déi ee misst huelen, géif ee se huelen, net mat Sanktioune beluecht, wann ee se net hëlt. Insofern ass eng unilateral Deklaratioun vu Lëtzebuerg wichteg.

An et war eng hefteg Debatt! Wat ech dee leschte Freideg an der Nuecht zu Bréissel sot, dat hutt Dir op nach kenger Éischt-Mee-Feier mat där Verve fäerdegbruecht, wéi ech dat do virgeluecht hunn. Souguer den Här Hollande huet fonnt, dat wier awer e bëssen no der lénker Säit iwwerdriwwen,…

(Hilarité)

…wat ech do géif soen. E war awer integral domat d'accord. Insofern ass eng nei Faarf do,…

(Hilarité)

…an den Debatten, déi mer eigentlech passt.

Mir hunn déi Recommandatiounen „dans leur ensemble" ugeholl. Dat ass déi franséisch Iwwersetzung. Dat ass ëmmer e Misär mat den Iwwersetzungen, well mir schaffen op engem engleschen Text. Mir hu gesot am Engleschen „generally". D'franséisch Iwwersetzung „dans son ensemble", déi seet dat net alles. Mä onofhängeg vun deem Sproochemates sengem Betätegungsfeld, an dat ee kéint do erantrëppelen, bleift et bei der Deklaratioun, déi d'Lëtzebuerger Regierung gemaach huet, a bleift et bei der Géigendeklaratioun, déi d'Kommissioun gemaach huet, wou se seet, si wier prinzipiell net géint eng Indexéierung vun de Léin a Gehälter, wann dann d'Kompetitivitéit, etc. respektéiert géif ginn.

Wéi ech vu Folterinstrumenter geschwat hunn, hunn ech iwwerhaapt net vu Griichenland geschwat. Ech hu virun zwee Joer - den Här Goebbels huet sech och schonn driwwer lëschteg gemaach, well deen och esou ass wéi Dir: En hëlt dat, wat em passt, an dat, wat em net passt, dat léisst en op der Säit…

(Interruption)

Une voix.- Den Här Goebbels!

Une autre voix.- En ass wéi Dir!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, en ass wéi Dir!

(Hilarité)

Awer net esou dacks wéi Dir.

(Hilarité)

Ech hunn de Finanzmäert mat Folterinstrumenter gedroht, an net de Griichen. An d'Folterinstrumenter fir d'Finanzmäert, déi hu mer erausgeholl doduerch, dass mer Griichenland ëmgescholt hunn an d'Finanzmäert op honnert Milliarde Griichenlandschold hu misse verzichten. Dat waren déi Folterinstrumenter, op déi ech gewisen hunn an déi mer herno och erausgeholl hunn.

D'Finanzmäert hunn honnert Milliarde verluer u Verbindlechkeeten a Griichenland. Wann esou gesot gëtt: Wat mécht de Bankesecteur? Déi hunn honnert Milliarden hänke gelooss!

Dat waren d'Folterinstrumenter. An nodeems ech wierklech deeg- an nuechtelaang mam Här Ackermann a mam Här Dallara - dat ass de Chef vun där Bankenassociatioun do - verhandelt hunn, kann ech lech soen, si waren net frou iwwert déi Folterinstrumenter, wéi mer déi bis zur Applikatioun bruecht hunn.

Fir de Rescht huet den Här Gibéryen, dee mech jo frëndschaftlech begleet, zënter esou laange Jorzéngte schonn,…

(Hilarité)

…sech ganz vill Suergen iwwer mech gemaach. Ech hunn hei net vun der Présidence vum Eurogroup geschwat, well ech d'Debatt hei wollt op engem Niveau halen, dee mat der Saach…

Une voix.- Très bien!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- …ze dinn hat an dee mat de Liewensëmstänn vun de Mënschen an Europa an och heiheem ze dinn hat, an net mat menger bescheidener Persoun.

(Interruption)

Jo, ech wëll dat…

Jo, ech hu mech ni als eng Persoun gesinn, där hiert Schicksal wiesensbestëmmend fir d'Schicksal vun der Natioun wier. Dofir géif ech net mengen, dass een déi Saachen ze vill…

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Dat ass eppes anescht.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- …ze vill sollt matenee vermengen. Mä ech ginn zou, dass déi Fro méi wichteg ass wéi aner Froen, déi sech stellen.

Ech wëll fir d'Éischt nach soen, dass, wat d'Union bancaire ubelaangt - well den Här Gibéryen och doriwwer geschwat huet; en huet jo awer trotzdeem net nëmmen iwwer mech geschwat, mä och nach iwwert d'Saach, awer nëmmen e bëssen -,…

(Hilarité)

…dass d'Regierung do eng Positioun huet. Ech stelle fest, dass all Fraktioun heibanne mat der Union bancaire, „falls, falls, falls" déi Saache richteg gemaach sinn, averstane sinn. Just d'ADR an d'„Lëtzebuerger Wort" net. Dont acte. Mä dat hate mer schonn um Ufank vun der Entstehungsgeschicht vun der ADR, insofern iwwerrascht dat mech als en alen Hues net esou fundamental.

Zum Eurogroup wëll ech soen, ech hunn däitlech gemaach, dass ech dee Mandat net wëll viruféieren, wéinst der Duebelbelaaschtung. An net wéinst der Duebelbelaaschtung an deem Sënn, dass ech net genuch Zäit hätt, fir hei Premier zu Lëtzebuerg ze sinn, mä well ech net Zäit genuch fir mech selwer hätt.

Et ass ee rengen egoistesche Virgank, verstitt Der. Ech wëll dat nach eng Kéier hei soen. Ech hu keng Loscht méi, 18 Stonnen den Dag ze schaffen. Ech géif gär véier Stonne manner schaffen. An ech schaffen net eng Stonn méi fir dat eegent Land, wann ech net méi President vum Eurogroup sinn, mä ech schaffe manner fir deen Eurogroup, an déi Zäit hätt ech gär fir mech klenge Juncker eleng, egoistesch, well ech och gären eppes vum Liewen hätt, an ech hunn zënter aacht Joer näischt méi vum Liewen, verstitt Der?

Plusieurs voix.- Très bien! Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat ass Äert gutt Recht!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dat ass mäi gutt Recht an dofir hätt ech gär, dass dat respektéiert gëtt.

Wann awer elo wéinst der akuter Kris, an déi ass akut, a mir sinn an engem dramateschen, kruziale Moment vun Europa, vill Leit fannen, nämlech all Regierungschefen, et wier vläicht gutt, wéinst där Problematik - fir et emol mam Numm ze nennen - Däitschland-Frankräich, wéinst där Problematik Spuenien, Griichenland an alles, wat mer hunn, an Italien, ech soll dat nach sechs Méint virumaachen, fir déi Saachen do hëllefen an d'Rei ze bréngen, da kann ech natierlech soen: „Okay, klibbert mech - fir net Lëtzebuergesch ze schwätzen -, ech stinn dofir net méi zur Verfügung."

Ech ka mer awer och d'Fro stellen: Ass et elo wierklech gutt, nach ee Problem ze schafen doduerch, dass de einfach sees: „Klibbert mech!"? Ech hätt am léifsten, si géife mech klibberen, verstitt Der?!

(Hilarité)

Reng egoistesch hätt ech gär, ech géif a Rou gelooss gi mat där Saach. Mä wann awer déi Leit soen: „Maach dat virun!", dann hunn ech mer eng Fro ze stellen. Et ass eng Fro am Gewësse bal, et huet eng moralesch Qualitéit: „Méchs de dat elo nach eng Zäit laang, fir dat doten an d'Rei ze bréngen…" - ech bréngen et iwwregens jo net eleng an d'Rei - „…oder gees de elo einfach denger Wee?"

Wann ech just no mir kucken an no menger Famill, da wier ech scho laang do fort,…

(Interruption)

…mä wa mer no der Saach kucken, kann een awer vläicht probéieren, déi nächst sechs Méint dat nach ze maachen.

Dunn hu se mer dat proposéiert, gentiment. Den Här Hollande huet gesot «Nous demandons un sacrifice qui pour toi est une charge.» An esou ass et och. Mä do wollte se just dat maachen, an net d'Nominatioun vum Member vun der Europäescher Zentralbank. An ech soen lech, et ass besser, mer hunn ee Lëtzebuerger, och wéinst der Union bancaire, déi kënnt, aacht Joer laang am Directoire vun der Europäescher Zentralbank, wéi dass mer elo de Lëtzebuerger Statsminister - deen dat net wëllt - nach sechs Méint do verlängeren, an da kënnt kee Lëtzebuerger an de Board vun der Zentralbank. An dofir hunn ech emol gemaach wéi déi aner. Ech hu gesot: „Elo soen ech emol, zu wat fir Konditiounen dass dat hei gemaach gëtt."

D'Leit solle sech och net esou vill Froen doriwwer stellen. Ech hunn dat dëser Deeg an enger Zeitung gelies, wou ee sech freet - e Chefredakter -, firwat dass ech mech do wéi geckeg fir den Här Mersch géif asetzen, vun deem ech dauernd géif heiheem kritiséiert ginn. Sou fonctionnéieren ech net!

Déi lëtzebuergesch Zentralbank ass onofhängeg. Dass déi mat der Regierung streit, geet an d'Rei. An ech maache Mäint. Wann et drëms geet, fir e Lëtzebuerger op eng international wichtegst Positioun ze bréngen, da kucken ech net: Ass dee fir mech? Ass dee géint mech? Huet dee mech scho kritiséiert? Huet dee mech net kritiséiert? Da kucken ech duerno, dass d'Interesse vun eisem Land - obschonn deen déi net eleng ze vertrieden huet - adequat begéint ginn.

Une voix.- Très bien!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- An da wëll ech lech nach soen: Wann ech am Conseil européen zu Bréissel sëtzen, do sëtzen ech net als President vum Eurogroup, mä als Lëtzebuerger Statsminister. Dass déi aner mech natierlech ëmmer froen, wéi dat dann ass am Eurogroup a wéi dat do geet, ass eng Saach. Mä dat ass esou en informative Bäitrag, deen ech do soen.

Ech vertriede mäi Land do. An et kann een d'Interesse vun eisem Land net adequat vertrieden an net zukunftsorientéiert begräifen an net richen a spieren, wat op eis zoukënnt, wann een net probéiert - an dat ass d'Flicht vun all Lëtzebuerger, deen an Europa täteg ass -, wann een net probéiert, déi lëtzebuergesch Saachen an déi europäesch Saachen openeen ze bréngen.

Dee Konflikt droen ech gäre mat mir selwer aus, a sidd frou, dass Der en net hutt!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Premierminister. Domadder wier d'Diskussioun ofgeschloss.

Résolution 1

Mir hunn hei nach eng Resolutioun, déi, ech mengen, vu datt se vun deenen allermeeschte Gruppen ënnerschriwwen ass,…

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President!

M. le Président.- Ja?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech hunn dat vergiess.

(Toussotement)

….hëlt déi Motioun vum Här Meisch selbstverständlech un.

M. le Président.- Et ass u sech eng Resolutioun. Déi kéinte mer dann à main levée ofstëmmen.

Vote sur la résolution 1

Wien ass mat där Resolutioun d'accord?

Dat schéngt mer d'Unanimitéit vun… Neen, et ass eng Enthalung vum Här Urbany.

Domadder wier dëse Punkt dann ofgeschloss.

(Interruptions)

Den Här Fayot huet d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, ech wollt eppes zu där Resolutioun soen. Ech hunn déi selbstverständlech matgestëmmt, well ech fannen, all Kéiers, wou mer eng europäesch Debatt hunn an der Chamber, ass dat wichteg a richteg.

Ech wéilt awer soen, déi Debatt däerf net en Alibi sinn, fir eppes net ze maachen, wat mer eigentlech ëmmer a méi misste maachen, dat heescht, dagdeeglech, permanent all eenzelnen Deputéierte sech fir europäesch Froen ze interesséieren, a besonnesch am Kader vun där Kontroll, déi mer duerch de Protokoll N°2 kréien, fir all déi europäesch Texter intensiv e Scrutin dovunner ze maachen (veuillez lire: intensiv ze scrutéieren) an ze kontrolléieren, ob dat mat onsen Interessen zesummenhänkt.

Ech wollt dat nach eng Kéier soen. Ech weess, dass ech d'Leit domat nerven,…

(Hilarité)

…mä déi europäesch Dimensioun muss all Deputéierte kréien, soss kënne mer déi Demokratisatioun an déi Legitimatioun, déi mer wëlle fir d'europäesch Politik, hei zu Lëtzebuerg net duerchsetzen.

Merci.

M. le Président.- Här Fayot, ech wëll lech soen, datt Der ganz recht mat Ärer Ausso hutt.

Den Här Premier huet d'Wuert.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Parole après ministre, wann ech gelift.

Ech wollt, well ech mam Här Gibéryen am Gespréich war iwwert den Eurogroup, well dat ufänkt mech e bëssen ze nerven, emol soen, well jo och vill Leit dat soen, de Juncker soll heiheem sinn - ech sinn eemol d'Woch fort - a soll sech ëm eis bekëmmeren anstatt ëm Europa.

Wann dat lech esou fundamental stéiert, Här Gibéryen, géif ech lech bieden, emol eng Motioun anzebréngen, dass ech dat Angebot net soll unhuelen, fir nach sechs Méint President vum Eurogroup ze bleiwen. Ech géif eigentlech gäre wëssen, wat d'Chamber dann doriwwer denkt, ob et gutt ass, wann ee Lëtzebuerger Premier déi Aufgaben an Europa wouerhëlt. An d'Konsensbildung wär anescht am Eurogroup, wann ech net President wier.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här Minister!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Oder sot mer emol als Parla… Dir sidd jo Meeschter iwwer mech. Ech géiere mir jo net selwer. Sot mir emol, wat ech do soll maachen!

M. le Président.- Den Här Gibéryen freet Parole après ministre. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech mengen, ech hu ganz kloer drop higewisen, datt et fir eis als ADR net zum Virdeel ass, wann eng Schlësselpositioun an Europa och vun engem Schlësselpolitiker, vun engem Spëtzepolitiker vu Lëtzebuerg gläichzäiteg vertruede gëtt an dat Konfliktsituatioune ka mat sech bréngen.

Ech mengen, mir hunn an der leschter Zäit net nëmmen eng Kéier gemierkt, datt zum Beispill de Finanzminister, den Här Frieden, anerer Meenung hei an der Chamber war, wéi déi Meenung, déi den Här Juncker als Eurogroup-Chef zu Bréissel vertratt huet.

Mir hunn op déi Situatioun higewisen an duerfir hunn ech och ganz kloer gesot, datt mir der Meenung sinn, datt et besser wier, et géif ee sech an där Positioun entscheeden, entweder integral d'Interessen als President vum Eurogroup oder als Premier vu Lëtzebuerg ze vertrieden. Mir hunn net eng Demissioun…, a mir hunn net dat eent, mir hu just déi Bedenken hei an hu gesot, mir géifen dat net gutt fannen. A mir fannen dat och net gutt.

Et ass Är Responsabilitéit.

Mir hunn net hei eng Demissioun verlaangt, mir hu just drop higewisen, datt dat eiser Meenung no net gutt ass. Et ass Är Responsabilitéit, fir mat där Situatioun ze liewen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President!

M. le Président.- Här Premier, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech géif just gär wëssen, wéi dat ass, well, fir mech hei am Land eigentlech virféieren ze loossen, wéi een, dee quasi wéi e Landesverräter do zu Bréissel fir d'Eurogroup ënnerwee ass, a mer zu Bréissel ganz oft - dat war de Fall am Conseil européen - virwerfen ze loossen, ech géif haaptsächlech Lëtzebuerger Interesse vertrieden, au détriment vun deem, wat aner Presidente géife soen, dat géif ech just gäre wëssen.

Ech kréien all Dag Bréiwer vun de Leit, déi soen: „Haalt op domat!" Ech kréien der zwar méi, déi mer schreiwen: „Fuert virun domat!" Mä déi eng wëssen net, wat déi aner mengen, an déi aner wëssen net, wat déi eng gesot hunn.

Wann Der der Meenung sidd, et wier net gutt fir Lëtzebuerg, wann ech déi Aarbecht géif nach sechs Méint virumaachen, da brëngt eng Motioun a verlaangt als Parlament, dass ech dat net maachen. Dir kënnt mech net als Eurogroup-President demissionéieren (veuillez lire: demissionéiere loossen), mä Dir kënnt de Lëtzebuerger Premier awer opfuerderen, déi Aarbecht net virun ze maachen. Da maacht eng Motioun direkt, dat geet jo an engem Saz, an da stëmme mer doriwwer of.

M. le Président.- Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President,…

(Interruption et hilarité)

…eis Positioun ass kloer. Ech hunn déi hei gesot. Ech hu keng Demissioun verlaangt.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Neen, Dir hutt och keng verlaangt!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech hu just gesot, datt mer dat net gutt fannen, dee Cumul vun deenen zwee Mandater, well dat net am Intérêt vun der Saach ass. Dat ass eis Meenung. Déi aner Parteie kënnen hir Meenung och soen.

(Interruption)

M. le Président.- Gutt, Merci. Domadder wier dëse Punkt elo definitiv ofgeschloss, a mir kéimen elo zu de Projets de loi.

5. Ordre du jour (suite)

No Ofsprooch mat deenen zwee concernéierte Ministere géif ech Iech proposéieren, datt mer dee leschte Punkt vun eisem Ordre du jour, nämlech de Projet de loi 5978, géife virzéien. Dat ass de Projet de loi iwwert de Réckkaf an d'Zréckzéie vu Wäertpabeieren, déi op der Bourse gehandelt ginn. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: d'Madame Polfer, den Här Braz an den Här Henckes. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

6. 5978 - Projet de loi relative au retrait obligatoire et au rachat obligatoire de titres de sociétés admis ou ayant été admis à la négociation sur un marché réglementé ou ayant fait l'objet d'une offre au public et portant modification de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier

Rapport de la Commission juridique

M. Gilles Roth *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President. De Gesetzesprojet 5978, dee beweegt wuel net déi grouss Mass vu Leit, mä fir déi Leit, déi e betrëfft, fir déi geet et ëm masseg Suen. Eleng duerch d'Annonce d'lescht Woch, dass dëse Gesetzesprojet haut sollt gestëmmt ginn, sinn d'Aktië vun RTL Group ëm bal 8% an d'Luucht gaangen.

„Squeeze out", sou gëtt déi Prozedur genannt, déi mir an eis Lëtzebuerger Gesetzgebung elo wëllen aféieren. Dat englescht Wuert, dat steet an dësem Kontext fir Auspressen, engem den Aarm béien. An dat hu jo déi mannste gär, net an der Politik, mä och net an der Finanzwelt, virun allem net déi minoritär Aktionären. An der Politik wiert ee sech beim Aarmbéien am beschte selwer. Fir de Schutz vun de minoritären Aktionäre féiere mir elo gesetzlech Regelungen an. Dat gëtt virun allem Rechtssécherheet, an dat an enger Zäit, wou weltwäit d'Firmenakäf a -verkäf op der Dagesuerdnung stinn.

Mir weisen awer virun allem als klengt Land, dass mir mat ugepasste Gesetzer kënnen op nei Erausfuerderungen a komplexen a sensibelen Aufgabeberäicher reagéieren. Och dat zielt zu eise Standuertvirdeeler.

Här President, konkret geet et bei dem „squeeze out" drëm, fir engem majoritären Aktionär - dat ass een, deen an enger Gesellschaft op d'mannst 95% vun de Parten a 95% vun de Stëmmrechter huet - d'Recht ze ginn, vun de minoritären Aktionären ze verlaangen, dass si him hir Partë verkafen. Ëmgedréit kréien d'minoritär Aktionären - dat sinn der, déi maximal 5% vum Kapital an de Stëmmrechter hunn - d'Recht, vum majoritären Aktionär ze verlaangen, dass hien hinnen hir Parten ofkeeft.

Et geet also drëm, dass e majoritären Aktionär kann de komplette Contrôle vun enger Gesellschaft kréien, ouni mussen op eng Minoritéit Rücksicht ze huelen. Anerersäits sollen déi minoritär Aktionären d'Méiglechkeet kréien, zu engem faire Präis aus der Gesellschaft erauszekommen. An et geet och schlussendlech drëm, ze garantéieren, dass, wann eng Ëmännerung am Actionnariat stattfënnt, och deenen Aktionären, déi net direkt dovunner betraff sinn, et ze erméiglechen, zu engem anstännege Präis hir Parten ze verkafen.

Här President, all dat kléngt jo ganz fein an och logesch. Mä et stelle sech awer derbäi e puer fundamental, souguer verfassungsrechtlech Froen. Un éischter Stell déi vun der Enteegnung. Jo, wann e majoritären Aktionär e minoritären Aktionär kann zwéngen, him seng Parten ofzekafen, dann ass dat mat enger Expropriatioun gläichzestellen. Souwuel eis Verfassung wéi och eise Code civil gesinn, zu Recht iwwregens, Aschnëtter an Eegentumsrechter ganz strikt. Dat zielt net nëmme fir Immobilien, mä och fir all aner Gidder.

«Nul ne peut être privé de sa propriété que pour cause d'utilité publique et moyennant juste indemnité, dans les cas et de la manière établis par la loi.», seet den Artikel 16 vun eiser Verfassung.

Ass deemno den „squeeze out" mat enger Expropriatioun gläichzestellen? Wa jo, ënner wat fir enge Viraussetzungen ass dat verfassungsrechtlech konform? Eng éischt Äntwert op déi Fro huet déi Europäesch Mënscherechtskommissioun, also d'Virgängerin vum Europäesche Geriichtshaff zu Stroossbuerg, am Kontext vun dem „squeeze out" ginn.

An engem Arrêt „Bramelid et Malström" géint Schweden aus dem Joer ´82 seet Stroossbuerg kloer, dass eng Gesetzgebung iwwert den „squeeze out", also den Zwangsverkaf vun Aktien u sech legal ass. Esou Regelunge wieren a priori onëmgänglech an enger fräier a liberaler Maartwirtschaft. Deeselwechte Prinzip gëtt och, zënter 1995 iwwregens, an der franséischer Rechtsspriechung festgehalen.

Nach mussen esou Regelunge kloer a prezis sinn. Et muss e Gläichgewiicht tëschent minoritären a majoritären Aktionäre bestoen. De minoritären Aktionär muss eng Entschiedegung kréien. Et muss och garantéiert ginn, dass en équitablë Präis duerch onofhängeg Arbitere ka fixéiert ginn, well bei enger Expropriatioun muss jo och eng gerecht Entschiedegung bezuelt ginn.

An der Contrepartie vun engem „squeeze out" muss och d'Gesetz de minoritären Aktionären d'Recht ginn, fir aus enger Gesellschaft kënnen erauszegoen. Hie muss duerfir och de majoritären Aktionär kënnen zwéngen, him seng Aktien opzekafen. Dat ass, wat een an der Fachsprooch den „sell out" oder op Franséisch de Rachat obligatoire nennt. „Squeeze out" oder Retrait obligatoire an „sell out" oder Rachat obligatoire mussen deemno unenee gesetzlech gekoppelt sinn. Dat sinn d'Virgaben, mir mussen dës an dësem Gesetzesprojet och ënner een Hutt kréien.

Här President, scho laang gëtt hei zu Lëtzebuerg iwwert de Schutz vu minoritären Aktionären diskutéiert. Am Hannergrond ass do déi sougenannten Affär Audiolux géint de Groupe Bruxelles Lambert, Bertelsmann an den RTL Group.

Éischt Etapp doran: Am Joer 2001 huet deemools Bertelsmann mam Groupe Bruxelles Lambert en „memorandum of understanding" ënnerschriwwen, wou de Groupe Bruxelles Lambert sech derzou engagéiert hat, eng Participatioun vun 30% bei RTL géint eng Participatioun vu 25% bei Bertelsmann ze tauschen. Genau dës Operatioun gouf vu minoritären Aktionäre vun RTL wéi der Audiolux contestéiert, well si net konnte vun dësem Échange profitéieren. Eist Gesetz huet deemools keng explizit Bestëmmunge virgesinn, fir d'minoritär Aktionären an esou Fäll ze schützen.

2003 huet dunn de Stater Tribunal an der Affär Audiolux S.A. iwwert d'Fro missen entscheeden, ob et am Lëtzebuerger Recht e generelle Prinzip géif ginn, deen d'Gläichbehandlung vun Aktionäre virschreift oder net. Konkret ass et eigentlech drëm gaangen, ze wëssen, ob de majoritären Aktionär, also Bertelsmann, net och hätt missen de minoritären Aktionären, an dësem Fall speziell Audiolux, hir Aktien opkafen, an dat zu deeneselwechte Konditioune wéi am Deal mam Groupe Bruxelles Lambert ofgemaach gouf.

Den Tribunal huet deemools dës Fro mat Nee beäntwert an en huet sech ënner anerem op d'Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung referéiert, déi an enger Äntwert vum Statsminister Jean-Claude Juncker op zwou Questions parlementaires vun den Deputéierten Här Ben Fayot an eisem President, dem Här Laurent Mosar, enthalen ass.

(Interruption)

Jo!

Deemools huet d'Regierung drop higewisen, dass d'Positioun vu Lëtzebuerg ëmmer eng liberal Approche war, eng Approche, déi kee spezielle Schutz vun de minoritären Aktionäre virgesäit. D'Regierung war awer der Meenung, dass et un der Zäit war, en Équiliber tëschent den Interesse vun de grousse Gesellschaften an dem Schutz vun den Interesse vun de minoritären Aktionären ze fannen.

Den Tribunal, deen huet aus dëser politescher Äntwert geschloss, dass et e klore Choix vun der Lëtzebuerger Politik war, keng esou eng Protektioun virzegesinn, an dass een, well näischt am Gesetz derzou stoung, och net op e generelle Prinzip vun der Gläichbehandlung vun Aktionäre kéint schléissen. Dat war also 2003.

Zweet Etapp an där Affär: De 4. Mee 2006 huet dës Chamber en marge vun der Iwwernahm vun Arcelor duerch Mittal eng Motioun gestëmmt, déi d'Regierung opgefuerdert huet, op de Wee vu méi Protektioun vu minoritären Aktionären ze goen.

Drëtt Etapp: D'Gesetz vum 19. Mee 2006 setzt d'Direktiv OPA ëm a gesäit fir d'Alleréischt de Retrait an de Rachat obligatoire vir, awer dat nëmmen am Kader vun OPAen.

Véiert Etapp: D'Affär Audiolux mécht an der Zwëschenzäit hire Wee iwwert d'Geriichter. An Appel ass d'Décisioun vum Tribunal vun 2003 bestätegt ginn.

Fënneft Etapp: D'Kassatiounsgeriicht décidéiert an der Affär Audiolux, eng Question préjudicielle un den Europäesche Geriichtshaff hei um Kierchbierg ze stellen. D'Haaptfro, déi war déi, ze wëssen, ob de Schutz vun de minoritären Aktionären aus engem generelle Prinzip vum Droit communautaire kéint ofgeleet ginn.

Sechst Etapp: De 15. Oktober 2009 huet och den Europäesche Geriichtshaff op dës Fro mat Nee geäntwert an domadder d'Approche vun de Lëtzebuerger Geriichter bestätegt.

De Prinzip vun der Gläichberechtegung vun Aktionären existéiert dann, wann d'Législatioun dat express virgesäit. De Retrait an de Rachat obligatoire mussen, wa se da virgesi sinn, deemno och duerch kloer Regele preziséiert ginn. Et ass also um Gesetzgeber, d'Konditioune vun der Stee ze fixéieren. Zentrale Punkt ass do d'Festleeë vum Präis fir d'Titren, déi solle kaaft ginn. Dëse Präis muss fair, gerecht an équitabel sinn.

Här President, de Gesetzesprojet, dee mir haut sollen ofstëmmen, schreift sech also an e komplext juristescht, mä och wirtschaftspolitescht Émfeld an. Mä de Projet de loi ass och ee Beweis derfir, dass mat enger konstruktiver an net politesch klengkaréierter Approche tëschent Regierung, Chamber a Statsrot an engem klenge Land gutt legislativ Aarbecht ka geleescht ginn.

De Gesetzesprojet gouf schonns am Januar 2009 déposéiert. Den Text vun haut ass d'Resultat vun net manner wéi dräi Passagë beim Statsrot, mat all Kéiers Regierungs- a Parlamentsamendementer, déi den Observatioune vun dem Statsrot jeeweils Rechnung droen.

Här President, an der Commission juridique hu mir de Gesetzestext am Detail gekuckt. Et gëtt ee prezise juristeschen, schréftleche Commentaire des articles, well et onweigerlech mat dëser Législatioun an deenen Affären zu Geriichtsprozesser an dëser Matière wäert kommen, mat jeeweils héijem Sträitwäert. Ech ginn an dëser Plenarsëtzung bewosst net an den Detail vun deene Bestëmmunge méi an. Dofir ass mäi schréftleche Rapport do.

Zum Schluss sief et awer erlaabt, e puer konkret Froen erauszepicken.

Éischtens, gëtt et Iwwerschneidungen tëschent dësem Gesetzesprojet an dem OPAs-Gesetz aus dem Joer 2006?

Neen, d'OPAs-Gesetz applizéiert sech ausdrécklech nëmmen an de Fäll, déi duerch d'OPAs-Gesetz aus dem Joer 2006 virgesi sinn an déi op enger europäescher Direktiv berouen.

De Gesetzesprojet 5978 applizéiert sech op all Gesellschaft, déi entweder op der Bourse cotéiert ass oder déi et bis viru manner wéi fënnef Joer war respektiv där hir Titren öffentlech zum Verkaf ugebuede ginn. Wann eng OPA virdrun op dës Gesellschaft stattfonnt huet, dann ass dat zukünftegt Gesetz nëmmen dann applicabel, wann d'Délaien, fir am Kader vun enger OPA ze agéieren, ofgelaf sinn. Domat ass also en Iwwerschneide vun OPA an „squeeze out" gesetzlech ausgeschloss.

De Gesetzesprojet erlaabt et konkret awer, e Retrait oder e Rachat obligatoire ze froen, an dat och am Fall, wou et sech ëm eng Operatioun handelt, déi net iwwert d'Bourse gaangen ass. A genau dat war de Fall an der Affär Audiolux, wou déi ganz Operatioun tëschent Bertelsmann an dem Groupe Bruxelles Lambert iwwer en Échange vun Aktien opgrond vun engem „memorandum of understanding" gelaf ass.

Zweetens, wéi ginn d'Aktionären iwwert de Fall vun engem „squeeze out" informéiert?

Et kann een nëmmen e Rachat obligatoire froe respektiv e Retrait obligatoire verlaangen, wann d'Aktionären iwwert d'Existenz vun engem majoritären Aktionär informéiert sinn.

De Gesetzesprojet, dee gesäit duerfir vir, dass de majoritären Aktionär dräi Fäll muss der CSSF, also eiser Bankenopsiicht, matdeelen: Dat ass éischtens, den Actionnaire majoritaire, wann en dat gëtt, dat heescht méi wéi 95% vun de Parten an de Stëmmrechter vun der Gesellschaft kritt. Zweetens, wann en net méi Actionnaire majoritaire ass, dat heescht, entweder manner wéi 95% vum Kapital oder manner wéi 95% vun de Stëmmrechter huet. An en drëtten a leschte Fall, wann en als Actionnaire majoritaire nach zousätzlech Titre vun der betraffener Gesellschaft keeft. Wann esou eng Situatioun antrëfft, da muss den Actionnaire majoritaire der CSSF an der betreffender Gesellschaft notifizéieren.

Drëttens, wéi gëtt konkret den Oflaf vun der Prozedur geregelt an d'Fixatioun vun engem gerechte Präis fir d'Titre garantéiert?

Eng zentral Roll kritt an dësem Zesummenhang d'CSSF ze spillen. Si iwwerwaacht, dass d'Rechter vu kengem mat Féiss getrëppelt ginn.

D'CSSF ass déi Éischt, déi informéiert gëtt, wa sech eppes um Actionnariat ännert. Si kontrolléiert déi Informatiounen, déi de majoritären Aktionär un d'Gesellschaft weidergëtt, a kann nach zousätzlech Informatioune froen.

D'CSSF publizéiert dës Informatiounen op hirem Internetsite, fir sécherzegoen, dass all interesséierten Aktionär sech zumindest informéiere konnt. Wann et dann zum Retrait oder Rachat obligatoire kënnt, dann ass d'CSSF leschten Enns de Präisriichter, dat heescht och de Garant, fir de Schutz vun den Intérête vun den Aktionäre fir d'Ausbezuelung vun engem gerechte Präis ze garantéieren.

Dëse Präis muss vun engem onofhängegen Expert an engem Evaluéierungsbericht festgeluecht ginn. Dëse Rapport gëtt vum Actionnaire majoritaire, deen en „squeeze out" wëllt maachen, mat senger Offer un d'CSSF geschéckt, a si kann dann och nach eng zousätzlech Stellungnahm vun der concernéierter Gesellschaft froen.

De Präis ass gerecht, wa kee vun de minoritären Aktionäre géint de Präis eng Oppositioun mécht. Am Fall vun enger Oppositioun kann d'CSSF vum majoritären Aktionär verlaangen, hir eng Lëscht vu fënnef Experten ze proposéieren, vun deenen d'CSSF een erauswielt, deen en Evaluatiounsbericht soll maachen. Dëse Rapport muss grad wéi den éischte vum majoritären Aktionär bezuelt ginn. An opgrond vun deem Rapport décidéiert da schlussendlech d'CSSF iwwert de Präis.

Zum Schluss nach: Wat ass de Referenzwäert, fir de Präis festzeleeën?

Mä bei cotéierte Gesellschaften ass een Unhaltspunkt sécherlech d'Valeur vun den Titren op der Bourse. Mä et ginn awer och d'Benefisser gekuckt, déi realiséiert ginn; d'Perspektiven, déi d'Gesellschaft an Zukunft huet. Et gëtt och gekuckt, ob d'Gesellschaft eventuell nach Filialen am Ausland huet. De Präis gëtt festgesat opgrond vun enger ganzer Rëtsch vun objektive Kritären, déi generell an deem betreffen-

den Aktivitéitsberäich akzeptéiert sinn an och praktizéiert ginn.

Fënneftens, wéi gëtt dann d'Anhale vum Gesetz garantéiert?

D'CSSF kann dofir Geldbousse spriechen am Fall, wou verschidde Bestëmmunge vum Gesetz net respektéiert ginn, besonnesch wann d'Notifikatiounsobligatiounen net agehale ginn oder wann d'CSSF net déi Informatioune kritt, déi se gären hätt.

Här President, Dir gesitt, de Gesetzesprojet 5978 leet vill Wäert drop, dass minoritär Aktionäre geschützt ginn, dass de Präis, dee se fir hir Titre kréien, fair a gerecht ass. D'Prozedur ass strikt am Gesetz geregelt a leeft ënnert der Opsiicht vun der CSSF. Mir droen domadder den Ufuerderunge vun der europäescher an der nationaler Jurisprudenz Rechnung.

Merci zum Schluss alle Membere vun der Justizkommissioun fir déi konstruktiv Bäiträg bei der Ausaarbechtung vun dësem Projet de loi. Merci och, eemol sief dat erlaabt, den Hären Daniel Ruppert aus dem Justizministère, dem Laurent Besch, Sekretär vun der Justizkommissioun, och dem Charel Hurt aus der CSV-Fraktioun, déi vill kompetent Aarbecht am Hannergrond geleescht hunn. Awer och e spezielle Merci un eise Justizminister fir déi gutt Zesummenaarbecht.

Plusieurs voix.- Aaahhh!

M. Gilles Roth *(CSV), rapporteur.*- Jo. E kritt net ëmmer Streech.

(Interruption)

M. Xavier Bettel *(DP).*- Ech hunn dat och scho gemaach.

(Hilarité)

M. Gilles Roth *(CSV), rapporteur.*- Här Minister, an dass Dir dem Rapporteur eng grouss Marge gelooss hutt, fir an dësem Dossier zu engem Konsens ze fannen.

De schréftleche Rapport vun der Commission juridique gouf eestëmmeg ugeholl. De Gesetzesprojet, dee schaaft zum Schluss Rechtssécherheet a misst eigentlech de legitimen Interesse vun dem Secteur Rechnung droen an den Usprëch vun eiser Finanz- a Wirtschaftsplaz gerecht ginn.

Ech ginn och duerfir den Accord vun eiser CSV-Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren. Entschëllegt mech, Här President, dass et bësse méi laang war wéi geschat, mä dat soll d'nächst Kéier net méi geschéien.

M. le Président.- Merci dem Här Rapporteur. Elo kritt d'Wuert als éischt agedroe Riednerin d'Madame Lydie Polfer.

Discussion générale

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Här President, ech mengen, et kruten elo eng Rei Leit hei Merci gesot. An ech ka mech deene Mercien och nëmmen uschléissen. Et krut awer een nach net Merci gesot, an ech wéilt dat dann emol als Alleréischt maachen. Dat ass de President vun der Commission juridique an de Rapporteur vun dësem Gesetz, den Här Gilles Roth, deen déi Diskussiounen, déi laang an déi ganz ausféierlech Diskussiounen, déi mer an der Commission juridique iwwert dësen Text haten, wierklech op eng ganz kompetent Aart a Weis gefouert huet an ons erlaabt huet, de Rapport hei à l'unanimité unzehuelen.

Ech mengen, et ass hei elo net méi d'Plaz an et ass och guer net néideg, an den Detail vun deem Gesetz hei anzegoen. Den Här Rapporteur huet dat op eng ganz ausféierlech Aart a Weis gesot.

Ech wëll nëmme just hei nach eng Kéier ënnersträichen, datt mer déi Diskussiounen, quitte datt mer haut elo net méi vill vläicht driwwer schwätzen, mä datt mer an der Kommissioun awer ganz ausféierlech driwwer geschwat hunn iwwert dat, wéi een de juste Prix, wéi deen definéiert gëtt. An ech mengen, déi Léisung, déi mer fonnt hunn, ass eng équilibréiert Léisung, déi wierklech d'Rechtssécherheet gëtt. Well mir sinn hei an engem Fall, wou d'Rechtssécherheet eng vun deene ganz wichtege Konditiounen ass.

Dofir ginn ech hei mat rouegem Gewëssen och den Accord vun eiser Fraktioun zu dësem Gesetz.

Une voix.- Très bien!

Mme Lydie Polfer *(DP).*- An nach eng Kéier, ech schléisse mech all deene Mercien un.

M. le Président.- Merci der Madame Polfer. Als nächste Riedner ass den Här Braz agedroen.

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Ech wëll och just d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun brëngen a mech och de Mercien un de Rapporteur uschléissen.

M. le Président.- Merci. Den Här Henckes als leschten agedroene Riedner huet d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Merci, Här President. Ech wollt och dem President-Rapporteur, dem Gilles Roth, e grousse Merci soen, well et wor eng schwéier Aarbecht, déi en hei ze bewältegen hat.

Ech wëll och drop hiweisen, datt mer elo schonn zënter 2002 iwwer esou ee Gesetzesprojet diskutéieren. Dat heescht, et huet laang gedauert, mä et ass awer zu engem gudde Resultat komm.

Ech géif just d'Regierung bieden, wa se elo schonn op deem gudde Wee ass, fir fir d'Actionnaires minoritaires eppes ze maachen, an dat maache mer jo elo mat dësem Gesetzesprojet, datt mer awer och nach den Actionnaires minoritaires d'Recht solle ginn, fir Punkten op eng Assemblée générale ze brëngen, op den Ordre du jour, an datt se och kënnen un de Verwaltungsrot Froe stellen an déi beäntwert kréien. Da wiere mer mat der Législatioun a Frankräich, Däitschland an an der Belsch och op engem Niveau.

Dat gesot, wëll ech den Accord vun der ADR zu dësem Gesetzesprojet brëngen.

M. le Président.- Merci dem Här Henckes. Den Här Bodry huet nach d'Wuert gefrot.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Jo, Här President, ech wollt och am Numm vun der LSAP-Fraktioun den Accord vun eise Reien zu deem heiten Text brëngen. Et ass en Text, dee sécherlech e bësse méi technescher Natur ass, deen dobausse bei der breeder Öffentlechkeet sécherlech net esou op Interessi stéisst, wéi dat bei aneren Texter de Fall ass. Mä et ass awer e wichtegen Text.

Ech mengen, et ass och gutt, dass Lëtzebuerg sech vu senger traditioneller ultraliberaler Positioun hei ewechbeweegt huet a bereet ass, och hei am Sënn vun enger gewëssener Protektioun vun engem Deel vun Aktionären ze légiféréieren. Dat ass e positive Punkt.

An deem Sënn also och den Accord vun eiser Säit an e Merci och un de Rapporteur an un all déi, déi un dem Zustanekommen eigentlech vun deem heiten Text mat implizéiert waren.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Bodry. Elo kritt d'Wuert den Här Justizminister François Biltgen.

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et ass ganz interessant, wéi wirtschaftlech a politesch schrecklech wichteg Dossieren hei ëmmer esou ganz séier duerchginn. Dat huet eppes domat ze dinn, dass ganz oft gesot gëtt, dat sinn technesch, juristesch Projeten an et stinn der nach vill méi hannendrun. Et huet awer och eppes mat där gudder Aart a Weis ze dinn, wéi dee Projet hei beschafft gouf.

Déi éischt Saach ass, wéi ech de Moien d'Virschau am „Lëtzebuerger Wort" gelies hunn, do stoung emol net dran, dass dee Projet haut géif kommen. Gëschter stoung awer an deemselwechten „Lëtzebuerger Wort" an de Wirtschaftssäiten, dass, well dee Projet elo haut kënnt, RTL Group d'Aktien ëm 7,7% gestiege sinn. Et ass also schonn eppes, wat eng gewësse Bedeitung huet, an ech mengen, de Rapporteur huet de ganzen Historique gemaach, wéi dat Ganzt vir sech gaang ass.

Ech wëll och dofir, an dat ass wierklech keng Floskel, Iech all Merci soen an der Commission juridique, awer ganz besonnesch dem Rapporteur. En huet hei gesot, de Gilles Roth, de Justizminister hätt em eng gewësse Latitude gelooss, fir hei ze schaffen. An dat war och de Wonsch vum Justizminister.

Hei huet och missen de Rapporteur mat ville Leit schwätzen, fir ze kucken, dass mer hei eppes maachen, wat équilibréiert ass, wou net op eemol déi eng Interessen dobausse vu Lobbye géintenaner ausgespillt ginn. An ech weess, dass ganz, ganz, ganz vill Aarbecht vum Rapporteur hei hannendrustoung. An ech mengen, och dat ass en Element, dass mer et hei fäerdegbruecht hunn, ganz séier iwwert de Projet ze fueren, obwuel eigentlech de Projet nach méi Diskussioun erwënscht hätt. Mä d'Haaptsaach ass, mir maachen hei e ganz gudde Projet.

An ech wëll dann och soen, dass et - an e puer Riedner hunn et schonn hei gesot - e wichtege Broch awer ass mat enger Vergaangenheet. Fréier hu mer ëmmer gesot, zu Lëtzebuerg maache mer esou mann wéi méiglech Gesetzer, esou liberal wéi méiglech. Nëmme vill Kapital a Gesellschaft op Lëtzebuerg, a mir halen eis eraus. Mir sinn zënter enger Partie Jore schonn amgaang, op e Wee ze goen, fir ze soen, mir hätte gären en uerdentlecht Kommerzialrecht.

Ech mengen, den Här Henckes huet nach e puer Froen opgeworf. Ech ginn elo net drop an. Ech wëll just soen, mir sinn amgaang, an do hutt Dir och eng Ënnerkommissioun an der Chamber hei geschaf, fir eist ganzt Gesetz vun 1915, eist ganzt Kommerzialrecht vun dem Gesellschaftsrecht, fir dat ze iwwerdenken, fir do eng propper Linn anzebréngen, fir net méi ëmmer tëschent Belsch a Franséisch hin an hier ze goen, mä e kloert Lëtzebuerger Recht iwwert d'Gesellschaften ze maachen.

Hei ass een Element dovun, a mir fueren domadder weider. An zesumme wäerte mer dat doten och nach, géif ech mengen, an deem nächste Joer ouni Problem packen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Justizminister François Biltgen. Domadder wier d'Diskussioun ofgeschloss, a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 5978 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 5978 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Lucien Clement), Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher (par Mme Nancy Arendt), Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden (par M. Raymond Weydert), Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par M. Jean-Paul Schaaf), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Marie-Josée Frank), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen (par M. Ben Scheuer), Jean-Pierre Klein (par Mme Claudia Dall'Agnol), Lucien Lux (par M. Roger Negri), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Ben Fayot);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Félix Braz), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 6316 iwwert de Stroummarché an zum Projet de loi 6317 iwwert de Gasmarché, déi mer zesummen an enger Diskussioun behandelen. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 2 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Hären Eischen, Helminger, Kox, Henckes an Urbany. D'Wuert huet elo de Rapporteur vun deenen zwee Projeten, den honorabelen Här Alex Bodry. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

7. 6316 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité

6317 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché du gaz naturel

Rapports de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire

M. Alex Bodry *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bei dëse Gesetzesprojeten 6316 an 6317 geet et haaptsächlech ëm d'Emsetzung vun zwou europäeschen Direktiven. Si stellen e weidere Bausteen duer an der Organisatioun vun dem nationalen an dem europäeschen Energiemaart fir Stroum a fir Gas.

Dës zwee Texter bedeiten och eng weider Etapp an der europäescher Energiepolitik, wéi se zënter der Mëtt vun den 90er Joren an d'Wee geleet ginn ass. Ech wëll drun erënneren, dass et eigentlech lassgaangen ass konkret 1996 mat der éischter EU-Direktiv iwwert d'Liberaliséierung vum Stroummaart. An zwee Joer méi spéit war et de Gasberäich, deen drukomm ass; eng éischt Direktiv '98 zur Liberaliséierung vun deem doten Energiesecteur.

(Mme Lydia Mutsch prend la présidence.)

2003, also e puer Joer méi spéit, ass et zu enger éischter Revisioun eigentlech komm vun deene Maartregelen, wéi se an den éischten Texter festgeluecht si ginn. Déi 2003er Direktiv huet dann hiren Nidderschlag hei zu Lëtzebuerg fonnt an de Gesetzer vum 1. August 2007, déi also dee sougenannten zweeten Energiepak dann och an nationaalt Recht ëmgesat hunn.

Nach haut ass d'Gesetz vun 2007, dat mer elo iwwert déi heiten Texter…, déi Gesetzer vun 2007, eent fir de Stroum, eent fir de Gas, stellen haut nach ëmmer eigentlech d'Grondlag vun der Organisatioun vun deenen Energiemäert hei zu Lëtzebuerg duer a si bleiwen also och bestoen, quitte dass mer se haut an e puer wesentleche Punkten ëmännere respektiv complétéieren.

Déi Direktive respektiv déi national Texter, déi se ëmsetzen, regelen ënner anerem d'Organisatioun an de Fonctionnement vum Stroum- a vum Gasmaart, den Zougang op déi dote Mäert, d'Kritären an d'Prozedure bei Ausschreiwungen, d'Capacitéitsgenehmegungen an d'Exploitatioun vun deene verschiddenen Netzer.

Interessant ass et nach eng Kéier duerzestellen, dass eigentlech déi dräi Haaptschrëtter vun der europäescher Reguléierung, wéi mer se och hei a Lëtzebuerg ëmgesat hunn, wéi folgt ausgesinn: éischtens emol d'Regelung vum Netzzougang vun Drëtter, zweetens d'Reguléierung vun der Netznotzung an den Netzuschlëss, an drëttens d'Entflechtung vun den Netzbedreiwer, de sougenannte Prinzip vum Unbundling.

2009, also zwee Joer nodeem mer eigentlech déi Texter aus dem zweeten Energiepak hei zu Lëtzebuerg transposéiert haten, ass et da weidergaangen um Niveau vun der EU mat engem weideren, engem drëtten Energiepak, zu deem dann ënner anerem och déi Direktiven 2009/72 an 2009/73 gehéieren, déi mer haut haaptsächlech iwwert déi heiten Texter wëllen an nationaalt Recht ëmsetzen.

Mir maachen dat - dat wëll ech awer och gläichzäiteg soen - mat enger gewëssener Verspéidung op den offizielle Kalenner, wat och dann derzou gefouert huet, dass mer eis eigentlech geflass hunn, fir et nach ronnzebréngen, fir déi heiten Texter mat Zäit, also viru Mëtt Juli, hei am Plenum vun der Chamber kënnen ze diskutéieren an och ofzestëmmen.

Dës Gesetzesprojete si virun engem knappe Joer, den 3. August 2011, hei vum deemolege Wirtschaftsminister, dem Jeannot Krecké, déposéiert ginn. De Statsrot huet säin Haaptavis den 31. Januar 2012 gemaach. An am Fong zënter dass deen Avis vum Statsrot virläit, huet sech d'Wirtschaftskommissioun an net manner wéi néng Sitzunge vum 8. Februar bis zum 29. Juni, wou de Rapport ugeholl ginn ass, mat deenen doten Texter befaasst.

Texter, déi eng Rei vu juristesche Froen opgeworf hunn. Texter, déi natierlech awer och an deem heite Fall eng ganz Rëtsch vu politeschen Aspekter mat sech brëngen, sief et, wat d'europäesch Ausriichtung vun der Energiepolitik ugeet, sief et awer och, wat déi national Prioritéiten ubelaangt.

Duerfir och en décke Merci fir déi awer Detailaarbecht, déi huet misse gemaach ginn, un u sech eise Sekretär vun der Kommissioun, mä awer och d'Mataarbechter vum Energieministère, déi eis fir all déi Aarbechten do zur Verfügung stoungen, respektiv och un de Minister, deen och deelweis deene Sitzunge bäigewunnt huet, fir haaptsächlech och op déi politesch Froe kënnen anzegoen, déi sech an deem Zesummenhang do gestallt hunn.

Dëse Rapport, deen ech haut mëndlech virdroen, ass a senger schréftlecher Form den 29. Juni, also d'lescht Woch, bei enger Enthalung fir déi zwee Projeten ugeholl ginn. Ech wëll hei net op den Detail vun eisen Aarbechten agoen. Dat fannt Der alles an deenen zwee schréftleche Rapporten. Ech wëll awer bei där mëndlecher Presentatioun, mengen ech, e bëssen déi wesentlech legislativ Änneruge probéieren duerzestellen, an dat richtegt Liicht ze récken.

Dës zwee Gesetzer, si ähnele sech ganz an hirem Inhalt, duerfir schwätzen ech ëmmer global, quitte dass d'Stroumgesetz eenzel zousätzlech Elementer huet, déi een am Gastext net esou erëmfënnt. Mä et kann een dat awer fir de Gros also zesummen hei diskutéieren an och duerstellen.

Dës Gesetzer definéieren och de Kader awer, nieft deenen zwou Haaptdirektiven, déi ech virdru genannt hunn, vun enger Deelëmsetzung vun enger anerer Direktiv respektiv awer och eng Deelëmsetzung vun der nationaler Engergiestrategie, déi och vun der Regierung festgeluecht ginn ass, besonnesch wat d'Aspekter Versuergungssécherheet, Stroum- a Gasproduktioun ugeet, awer och wat de Volet vun der nohalteger Energieversuergung hei zu Lëtzebuerg ubelaangt. All dës Aspekter vun der nationaler Energiepolitik ginn also duerch déi heiten Texter an iergendenger Form och mat beréiert.

A wesentleche Punkte ginn déi zwee Grondgesetzer vun 2003 ëmgeännert oder vervollstännegt. An dat, géif ech mengen, ouni Ausnahm an engem positive Sënn. Dës Korrekturen, déi op europäeschem Plang an elo op nationalem Plang virgeholl ginn, foussen eigentlech op den Erfahrunge vum Terrain, op deem, wat och vun Dysfonctionnementer festgestallt ginn ass mat deene bestehenden alen Texter, déi Schwächten, déi sech gewisen hunn an deenen Texter.

Et geet also drëm, fir hei u sech déi Mäert - Stroum a Gas - besser ze reglementéiere wéi dat bis elo de Fall war. Et geet drëm, dass d'Energiemäert méi transparent, méi konsumentefrëndlech an och méi op gi fir eng fair Konkurrenz. Dat sinn am Fong déi dräi Haaptobjektiver vun deenen europäeschen Texter, déi mer dann och wëllen hei korrekt an d'nationaalt Lëtzebuerger Recht ëmsetzen.

Hei geet et also ëm den Zougang zu den Netzer an hir Gestioun, fir esou den Transport an d'Verdeelung vun erneierbarem Stroum a Gas och ze garantéieren. Mat deem doten Deelaspekt gëtt eng Direktiv 2009/28 iwwert d'Förderung vun der Notzung vun erneierbaren Energien och zousätzlech hei an d'nationaalt Recht ëmgesat.

Hei elo a gerafftener Form déi wesentlech Neierunge vun deenen zwee Gesetzesprojeten, wéi se elo an hire Versiounen hei zur Ofstëmmung virleien.

Éischtens, ech hu gesot, eng Haaptzilrichtung vun deenen heiten Texter ass, d'Rechter vun de Konsumenten, den Energiekonsumenten ze stäerken. Dat geschitt haaptsächlech iwwer zwee Weeër.

Éischtens emol ginn eng Rei vu Regele festgeluecht, déi d'Informatioun vum Konsument verbessere par rapport zu deem, wat haut virgeschriwwen ass.

An zweetens awer gëtt et nei Regelen, wat d'Modalitéite beim Wiessel vun engem Fournisseur op deen aneren ubelaangt. Dir wësst, dass zënter Joren d'Méiglechkeet besteet, fir eigentlech fräi säi Liwwerant un Energie, sief et Stroum, sief et Gas, erauszesichen. Do war et bis elo esou, dass do awer gewëssen Délaie waren, déi relativ laang waren. Dat konnt ee bis zwee Méint daueren, ier eigentlech e Wiessel vun engem Fournisseur op deen aneren effektiv ginn ass. Hei gesinn elo d'Gesetzestexter vir, dass eigentlech dräi Wochen no der Demande muss kënnen dee Wiessel vun engem Fournisseur op deen anere vustattgoen.

De Client, dee säi Fournisseur wiesselt, dierf doduerch och keng speziell Fraise verrechent kréien. E muss also och fréizäiteg op seng Rechter higewise ginn. De Client résidentiel - ëm dee geet et, also den Otto Normalverbraucher - muss och en Zougang zu senge Verbrauchs-, senge Konsumdaten hunn an och stänneg iwwer Verbrauch a Käschtepunkt informéiert ginn.

Mir hunn och profitéiert als Kommissioun, iwwer en Amendement op eng aner Fro nach eng Kéier anzegoen. Dat war déi vun - loosse mer soen - dem Schutz vun dem Konsument, dee seng Rechnungen net bezilt. Ech mengen, nom allgemenge Vertrag ass et natierlech esou, wann een natierlech seng Obligatioune vum Vertrag net respektéiert, dat ass d'Bezuele vun enger Déngschtleeschtung, déi ee kritt, dann ass déi aner Partei natierlech am Recht, fir déi Déngschtleeschtung ze kappen.

Mir wëssen awer, dass mer et natierlech bei Energiefroe mat Gidder ze dinn hunn, déi aus dem normale Beräich erausginn, déi anescht musse behandelt ginn, well se zum Deel liewenswichteg sinn. An duerfir gëtt et jo eng Rei vu Schutzbestëmmungen an eisen aktuellen Texter, fir ze verhënneren, dass et vun haut op muer eigentlech zu engem Ofbroch vun der Fourniture vun Energie kënnt.

Do hu mer, géif ech soen, eng Deelextensioun vun deem Schutz gemaach, deen déi Leit hunn, besonnesch wann et sech ëm Sozialfäll handelt. Do ass et esou, dass elo eigentlech deen Délai vun der leschter Consommatioun, bis et zum Ofbrieche vun der Stroum- a vun der Gasversuergung kënnt, vu 14 Deeg haut op ee Mount eropgesat gëtt, wéi dat och an aneren ausländeschen Texter de Fall war. Mir wollten also do och e Geste maache par rapport zu deene Leit, déi sech do an enger schwiereger Situatioun befannen.

Zweete Punkt, deen et derwäert ass, ervirzesträichen, nieft also där Suerg ëm d'Verbesserung vun der Situatioun vum Konsument, ass d'Aféierung zu Lëtzebuerg vum „smart metering", also dem intelligenten Ofliese vum Energieverbrauch. Dat ass also och eng Iddi, déi op europäeschem Plang promouvéiert gëtt a wou sech zënter geraumer Zäit och zu Lëtzebuerg Gedanke gemaach gëtt, wéi een dat intelligent Zielen, dat intelligent Ofliese vum Energiekonsum hei zu Lëtzebuerg kéint rationell organiséieren.

Ech mengen, et ass kloer, dass dat progressiv wäert derzou féieren, dass déi traditionell Zielapparater duerch digital Apparater wäerten ersat ginn. Si erméiglechen en automatiséiert Ofliese vun den Haushaltszähleren.

D'Regierung huet zu deem doten Thema eng Etüd erstelle gelooss, déi zënter Enn Februar 2011 virläit. An déi Etüd kënnt zur Schlussfolgerung, dass e generaliséierten Zielsystem fir Lëtzebuerg technesch méiglech ass. Och eng Käschten-Notzen-Analys ergëtt, dass esou en intelligenten Zielsystem fir Stroum a Gas - et kann ee sech och denken, dass dat och fir aner Vecteuren, fir de Waasserberäich, kéint uwendbar sinn - laangfristeg och en ökonomeschen Notze fir eist Land brëngt.

Aus dësem Grond ass och décidéiert ginn, fir an dësem Text dëst Zil vun engem generaliséierten Zielsystem hei zu Lëtzebuerg gesetzlech ze verankeren. Eng gemeinsam an interoperabel national Infrastruktur ass als Iddi zréckbehale ginn. Et ass um Régulateur, dem ILR, ze preziséieren, wat d'Fonctionnalitéit, wat d'Technik a wat d'Organisatioun vun deem „smart metering"-System do ugeet.

D'Netzbedreiwer gi selbstverständlech mat agebonnen a si sinn och un e kloren Timing gebonnen, dee mer hei probéiert hunn am Gesetz festzehalen. Et ass esou, dass bis spéitstens den 1. Juli 2015 soll deen dote System ugefaang ginn installéiert ze ginn a bis Enn 2018 soll e spéitstens fäerdeg sinn. Dat si manner ambitiéis Ziler, wéi se am urspréngleche Regierungstext dra waren, awer och aus der Iwwerleeung eraus, dass hei nach momentan technesch Développementer völleg amgaang sinn, alles am Floss ass. A wann ee wëllt déi richteg Décisioun huelen, muss ee sech do e bëssen Zäit huelen, ier ee kann de richtegen technesche Choix och hei maachen.

Ech wëll awer soen, dass all déi Opérateure vun den Netzer schonn elo enk zesummeschaffen. An dësen Deeg ass et och esou wäit komm, dass eng Lettre d'intention do gemeinsam ënnerschriwwe ginn ass vun deenen eenzelnen Netzbedreiwer am Stroum- an am Gasberäich, wou se soen, dass se wëllen zesummeschaffen, dass se sech wëllen an engem GIE oder an enger anerer juristescher Struktur fannen, fir also do déi richteg Choixen ze treffen an eng gemeinsam Bedreiwung och vun deem nationale System do duerchzeféieren.

Drëtte Punkt, deen et derwäert ass, ervirzesträichen an deenen heiten Texter, dat ass, dass hei elo kloergestallt gëtt, dass Stroum a Gas, déi op der Basis vun erneierbaren Energiequelle produzéiert gi sinn, e garantéierten Zougang kréien zu den Transport- an zu de Verdeelungsnetzer. Et si Regelen agefouert ginn, fir eng Diskriminatioun vun deenen doten erneierbaren Energien ze verhënneren. An iwwert deen dote Wee, mengen ech, gëtt eigentlech och awer den Terrain besser preparéiert, fir e weideren Essor och vun den erneierbaren Energien hei zu Lëtzebuerg méiglech ze maachen.

D'erneierbar Energië gehéieren och ewell am Text zu de sougenannten Obligations de service public. Dat sinn also Obligatiounen, déi à la rigueur kënnen den Acteuren och imposéiert ginn. A bei de Genehmegungen zu neie Produktiounscapacitéite gëtt an Zukunft och dem Kritär vun der Errechnung vun den 20% un deem Zil bei den erneierbaren Energië Rechnung gedroen. Also gesäit een hei och, wéi déi drëtt Direktiv, déi ech genannt hunn, wéi déi hei probéiert ginn ass mat an déi heiten Texter ze integréieren.

Dee véierten Akzent, dee gesat gëtt duerch déi nei Gesetzesprojeten, an dat ass geschitt hei iwwert den Amendement, deen an der Kommissioun diskutéiert ginn ass an deen och favorabel aviséiert ginn ass herno vum Statsrot, iwwer Amendement also ass duerch dëse Gesetzesprojet och eng legal Basis geschafe gi fir d'Ëmsetzung vun engem nationale Konzept iwwert d'Elektromobilitéit, also e relativ rezent Thema.

En Thema awer, wat eis, mengen ech, och muss beschäftegen. An och an dësem Punkt wëllt d'Regierung eigentlech agräifen. D'Regierung wëllt eigentlech net einfach nokucken, wat um Terrain geschitt. Si wëllt verhënneren, dass och do sech Entwécklunge maachen, déi herno kontradiktoresch ginn. An d'Suerg vun der Regierung ass an deem dote Punkt, fir en nationalen, geuerdnete System hei kënnen opzebauen.

Och zu deem Punkt, ähnlech wéi dat beim „smart metering" de Fall ass, ass eng Etüd am Optrag vun der Regierung rezenterweis erstallt ginn, den 19. Dezember 2011 ass den Datum, dee se dréit. An hire Konklusioune kënnt déi doten Etüd och zum Schluss, dass den Opbau vun enger nationaler, öffentlecher Infrastruktur a Partnerschaft, natierlech de Stat, d'Gemengen a privat Netzbedreiwer, eigentlech déi richteg Optioun ass.

Den Text, dee mer elo hei zur Ofstëmmung virleien hunn, preziséiert, dass déi öffentlech Bornen, déi öffentlech Opluedstatioune fir Elektrogefierer, dass déi zu den elektreschen Installatioune gehéieren, also Deel vun deem öffentleche Stroumnetz sinn. An dës Käschte fanne sech dann och logescherweis erëm an den Netznotzungstariffer. D'Käschte vum Opbau vun deem Elektromobilitéitsnetz ginn am Endeffekt vun den Niddregspannungsclientë gedroen, well si jo och eigentlech déi sinn, déi herno dat Netz wäerten notzen.

Allerdéngs gesäit den Text och vir - dat ass eng ganz flexibel Dispositioun, déi dran ass -, dass et och méiglech ass, dass de Stat sech un deem Opbau oder der Exploitatioun an um Ënnerhalt vun dësen öffentlechen Infrastrukture wäert kënne bedeelegen. Do bleift also nach Spillraum fir eng allgemeng politesch Diskussioun. Och dësen Text, wat also en neien Text ass, ass an den Ae vun der Kommissioun den Ausdrock vun awer engem däitleche Wëlle vun der politescher Säit, fir d'Elektromobilitéit hei zu Lëtzebuerg weider an deenen nächste Joren ze entwéckelen.

De fënnefte Punkt, dat ass d'Verstäerkung vun der Onofhängegkeet vun der Regulatiounsautoritéit, dem ILR. Den ILR gëtt méi autonom a sengem Fonctionnement a völleg onofhängeg, wat seng Décisiounen ugeet. Dës strikt Regelen, déi elo hei am Text verankert ginn, sollen eng politesch Aflossnahm op d'Décisioune vum Régulateur verhënneren.

D'Gesetz vun 2007 gesäit vir, dass am Fong sämtlech Décisioune vum ILR musse vum zoustännege Minister nach approuvéiert ginn. Deen neie System, dee gesäit just nach eng Méiglechkeet vun enger Reconsidératioun vir, eng Aart „recours gracieux", déi de Minister kann aleeë bei dem ILR, wann d'Décisioune geholl sinn.

Opgrond vun der Opposition formelle vum Statsrot hu mer deen Text esou wäit och nach ëmgeschriwwen, dass elo déi Méiglechkeet, dass et zu enger Reconsidératioun kënnt, nach ageschränkt gëtt eigentlech op d'Hypotheesen, wou et sech ëm d'Festleeung vun den Tariffer handelt, a wann de Minister mengt, dass doduerjer géif verstouss gi géint d'Orientéierunge vun der nationaler Energiepolitik an domadder och iwwer vläicht falsch Tariffer kéint d'Versuergungssécherheet vum Lëtzebuerger Land an dem Energiesecteur a Fro gestallt ginn.

Sechste Punkt. De Régulateur kann an Zukunft och sougenannten initiativ Moossnamen huelen, fir d'Netzbedreiwer ze encouragéieren, fir d'Qualitéit an och d'Wirtschaftseffizienz vun hiren Déngschtleeschtungen ze verbesseren. Dat geschitt natierlech iwwert d'Tariffer vun der Netznotzung. Ech däerft hei am perséinlechen Numm d'Hoffnung ausdrécken, dass déi Incitatioune vum Régulateur net nëmmen op de Beräich vun der Präisreduktioun ausgeriicht sinn, mä dass effektiv, wéi den Text et seet, och d'Suerg muss sinn, eng héich Qualitéit vun der Versuergung ze garantéieren. Ech mengen, déi zwee Aspekter mussen eigentlech vum Régulateur berücksichtegt ginn.

Siwente Punkt. Lëtzebuerg optéiert weider fir e Régime dérogatoire, wat d'Trennung vun dem Propriétaire vun den Transportnetzer an dem Bedreiwer vun deenen Netzer ugeet. Mat Malta an Zypern hu mer do als kleng EU-Staten eng Derogatioun kritt. Lëtzebuerg also géif do weider den Unbundling op deem dote prezise Punkt net duerchféieren, wéi dat an deene meeschten anere Länner obligatoresch ass.

Mä et ass awer och esou, dass den Text eng Rei vun Iwwerwaachungsméiglechkeete virgesäit, zemools wann et esou ass, dass den Netzbedreiwer Deel vun engem vertikal integréierte Betrib ass. Et geet och drëm, an deem dote Fall eng Verfälschung vun der Konkurrenz ze verhënneren.

Aachten a leschte wesentleche Punkt, deen duerch déi heiten Texter an der Diskussioun zumindest dran ass, dat ass d'Fro vum Atomstroum. Dat ass och eng Diskussioun, zum Deel vun Ëmweltverbänn respektiv och déi gréng Fraktioun huet déi mat hei erabruecht. Mir hu politesch diskutéiert déi Fro: Ass et méiglech eigentlech an esou engem Text, an engem nationalen Text wéi deem heiten, e Verbuet vum Import vun Atomstroum festzeschreiwen?

D'Kommissioun ënnerstëtzt selbstverständlech d'Regierung a fuerdert d'Regierung weider op, eng Politik hei ze féieren, déi eigentlech kritesch ass zum Atomstroum, déi och drop ausgeriicht ass, dass Cattenom net soll weider verlängert ginn.

Op där anerer Säit awer schéngt et eis aus evidente juristesche Grënn net méiglech ze sinn, fir hei unilateral an engem nationalen Text, am Kader vun der Europäescher Unioun, virzeschreiwen, dass Atomstroum net méi däerft importéiert ginn. Mir hunn et hei mat engem europäeschen, integréierten Netz eigentlech ze dinn, wat d'Energieversuergung ugeet. De Prinzip vum Bannemaart ass d'fräi Zirkulatioun vun de Gidder a vun de Servicer, wou selbstverständlech d'Energie och dozougehéiert.

Lëtzebuerg ass Member vun Euratom. Euratom huet a sengem Objet stoen eigentlech och, dass d'Atomenergie soll weider kënne bestoe bleiwen. All déi Iwwerleeunge féieren eis dozou, fir ze soen, dass et eis juristesch méi wéi fragwürdeg schéngt, fir op esou ee Wee ze goen.

Et muss een och soen, dass bis elo keen anert europäescht Land op deen dote Wee geet. An och Éisträich huet entre-temps kloergemaach duerch eng Regierungsdeklaratioun, dass Éisträich aus juristesche Grënn - deeneselwechten, déi mir hei och opweisen - net géif drun denken, fir national an e Verbuet vum Import vun Atomstroum ze goen, esou dass et hei also eng ganz Rëtsch vu rationellen Argumenter gëtt an engem Rechtsstat, fir ze soen, dass mer deen dote Schrëtt hei net kënne maachen.

Madame Presidentin, ech géif kuerz nach op zwee Punkten agoen, déi eis nach méi laang beschäftegt hunn an der Kommissioun, an och dann den Accord vu menger Fraktioun zu deem heiten Text hei abréngen.

Mir haten et mat enger Opposition formelle vum Statsrot ze dinn. Mir si scho frou, mir si gewinnt, dass mer der e bësse méi hu bei eenzelnen Texter, a mir waren eigentlech scho ganz houfreg, dass mer eng Opposition formelle hei nëmmen hate bei deem heiten Text. An dat begräift dee Punkt, deen ech schonn ugeschnidden hu vun de Relatiounen tëschent den Décisioune vum ILR an der Méiglechkeet vum Minister, déi Décisioune kënnen a Fro ze stellen.

Do hu mer der Oppositioun vum Statsrot Rechnung gedroen. Mir hunn eis ganz staark un deem franséische Mechanismus orientéiert, wou elo also virgesinn ass, dass nëmmen a ganz prezisen Hypotheesen de Minister kann eng Reconsidératioun froe beim ILR vun enger Décisioun, déi geholl ginn ass.

Da bleift awer den ILR selbstverständlech fräi, seng éischt Décisioun ze confirméieren oder seng éischt Décisioun da ganz oder deelweis ëmzeänneren. Et war also eigentlech och eis Suerg, dass een déi Onofhängegkeet vum ILR och net a Fro stellt duerch hei eng Bestëmmung, well dat och e wesentlecht Merkmal vun deenen europäeschen Direktiven ass, déi mer hei ëmsetzen.

Den zweeten a leschte Punkt, dee mer opwerfen, betrëfft eigentlech kee vun den Inhalter vun deenen heiten zwee Gesetzestexter. E betrëfft awer de bestehenden Text vun de Gesetzer vun 2007, an zwar den Artikel 65, wou am Fong festgeluecht gëtt, dass bei Verstéiss géint dat heite Gesetz den ILR d'Méiglechkeet huet, fir eng ganz Rëtsch vun administrative Sanktioune festzeleeën.

Wat de Statsrot stéiert an eigentlech och eis Kommissioun stéiert, aus Iwwerleeunge vu Rechtsprinzipien, ass dat, dass net prezis gesot gëtt, wat fir eng Bestëmmungen eigentlech vun deem heite Gesetz kënne sanktionéiert ginn.

Et gëtt allgemeng gesot: Verstéiss géint dat Gesetz. Or, an deem Gesetz hei sinn Dispositiounen dran, déi méi oder manner wichteg sinn, méi oder manner zwéngend sinn. An duerfir wär et eigentlech am Sënn vu Rechtssécherheet, wär et gutt, wann d'Regierung sech kéint duerchréngen, fir eis bei enger nächster Geleeënheet vläicht mat engem Text ze befaassen, wou probéiert gëtt, op déi dote Schwaachpunkten eigentlech vun eise Gesetzer vun 2007 ze reagéieren an ze probéieren, besser ze definéieren, bei wat fir enge Verstéiss wierklech déi administrativ Sanktioune vum ILR kënne spillen.

Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre, mat dëse Gesetzesprojeten iwwer Gas a Stroum, déi, wéi gesot, zu engem ganz groussen Deel identesch sinn, iwwerhuele mer nei europäesch Regelen an eist nationaalt Recht, mä gläichzäiteg stelle mer awer och d'Weiche fir eng ambitiéis, eng eegen Energiepolitik, déi op Nohaltegkeet an op wirtschaftlech Effizienz setzt.

Mir sinn eis all bewosst, dass d'Energiefro eng zentral politesch Fro ass, am Schnëttstelleberäich eigentlech ass vun der Ëmweltpolitik, vun der Wirtschaftspolitik a vun der Sozialpolitik.

Dësen Text schéngt eis och konform ze sinn, net nëmmen zu der europäescher Strategie, mä och zu der nationaler Energiestrategie, wéi d'Regierung se definéiert huet. Duerfir bieden ech Iech, am Numm vun der Kommissioun, deen heiten Text ze stëmmen, an ech géif och da gläichzäiteg den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu deenen Texter hei abréngen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme la Présidente.- Merci dem Rapporteur. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Félix Eischen agedroen. Här Eischen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Félix Eischen *(CSV)*.- Merci, Madame Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, et geet haut Rieds iwwer e Sujet, deen eis schonn an de leschte Jore vill beschäftegt huet an deen eis an den nächste Joren och nach vill beschäftege wäert. An et sollt een och ni midd ginn, ëmmer erëm drun ze erënneren, dass et keng Selbstverständlechkeet ass, dass, wann een op de Knäppchen dréckt, d'Luucht ugeet an dass de Gas einfach esou do ass. Gradesou wéineg wéi et selbstverständlech ass, dass mir weiderhin esou mat dem Energieverbrauch an dem Unzape vun den Energiequelle kënnen ëmgoen, wéi d'Mënschheet dat an de leschte Jorzéngte gemaach huet.

D'Ëmännerung vum Gesetz vum 1. August 2007 iwwert d'Organisatioun vum Gas- an Elektrizitéitsmarché op Initiativ vum Europäesche Parlament a Conseil ass a ganz ville Beräicher en technesche Virgang. Mä et weist awer och op d'Noutwendegkeet hin, ëmmer erëm iwwert den delikate Marché vun der Energie ze schwätzen an en ze verbesseren am Sënn vun der Ëmwelt, der Nohaltegkeet an och dem Konsument. An et ass gutt, dass, wann an dësem Beräich Ëmstänn erkannt ginn, déi net an der Rei sinn, dann och séier reagéiert gëtt, esou wéi mer dat haut maachen.

De Rapporteur Alex Bodry ass a sengen Ausféierungen - fir déi ech him wëll ausdrécklech félicitéieren, gradesou wéi fir seng remarquabel Detailaarbecht an der Kommissioun och - op d'Noutwendegkeet vun dësen Upassungen agaangen. Wat ass virewech d'Haapterkenntnis?

De Bannemaart vun der Elektrizitéit an dem Gas fonctionnéiert net esou wéi e soll. D'Transparenz vum Marché léisst einfach vill ze vill ze wënschen iwwreg. Déi fair Konkurrenz ass net genuch garantéiert an d'Protektioun vum Endkonsument gradesou wéineg.

Mir hunn am Joer 2007 zwou europäesch Direktiven iwwert d'Gas- an d'Stroumliberaliséierung ëmgesat, déi jo zum Zil haten, e regelrechte Bannemaart fir d'Energie ze schafen. Et sollt en effizienten, vernetzten an transparente Maart ginn, an deem de Verbraucher de fräie Choix sollt hunn tëschent de verschiddene Stroum- a Gasliwweranten an deen och fir all Fournisseur sollt zougänglech sinn. Kuerz, et ass an deenen Direktiven drëms gaangen, d'Aktivitéite vun der Produktioun a vun der Fourniture ze liberaliséieren.

Et ass dann och an dësem Kontext zu enger klorer Trennung komm tëschent dem Transport an dem Verdeele vun Energie. Och wa mir dat hei zu Lëtzebuerg méi oder wéineger gutt hikruten, goufen et awer an Europa Problemer mat der Emsetzung vun der Liberaliséierung, esou dass d'Kommissioun der Meenung war, dës Direktiven nach eng Kéier missen op de Leescht ze huelen an d'Kaderbedéngungen nei ze definéieren.

Dat, wat déi europäesch Richtlinnen hei virschreiwen, si kloer Messagen: d'Verstäerkung vum Konsumenterecht, d'Ofsécherung vun der Produktioun an der Liwwerung, mat allen Niewenoplage vu Sécherheet, an d'Drophischaffe vun den 20/20/20-Ziler, de garantéierten Accès un d'erneierbar Energien, d'Kreatioun vun enger legaler Basis fir d'Emsetzung vun der elektrescher Mobilitéit, d'Verstäerkung vun der Onofhängegkeet vum Régulateur an ënnerstëtzend Moossnamen, fir de Gestionnaire vum Réseau zu méi Qualitéit an Effizienz ze encouragéieren.

Wat elo d'Verstäerkung vum Konsument senge Rechter ugeet, ass dat sécher ëmmer ze begréissen. U sech kann een et bal esou résuméieren, dass et hei drëms geet, dem Endverbraucher déi Informatiounen ze ginn, déi hie soll hunn, fir dann ze verstoen, wat a wéi vill hie brauch an zu wat fir engem Präis, fir dann och esou säin Energiekonsum ze optimiséieren, sensibel drop ze sinn, an dann och, wa méiglech, Konsequenzen aus sengem Verhalen ze zéien, sprech och eventuell den Ubidder séier kënnen ze wiesselen.

Hei geet vu maximal dräi Woche Rieds. Ze hoffe bleift bei dëser Fräiheet, dass et trotzdeem net ze vill Gehuddels um Marché gëtt. Et muss ee sech jo och e wéineg an d'Haut vum Ubidder eraversetzen, dee mat dëse Bestëmmungen en immense Va-et-vient vu Clientë kéint kréien, obschonn dëst zu Lëtzebuerg, bei deene puer Ubidder, e klenge Problem wäert sinn, wann dann iwwerhaapt.

Och d'Aféiere vun den intelligente Miesssystemer ass begréissenswäert - de Rapporteur hat schonn driwwer geschwat -, well se de Grondstee solle si fir eng méi aktiv Participatioun vun eis Consommateuren am Energiemaart. De sougenannten „smart metering" soll beim Stroum bis 2018 zu 95% ëmgesat sinn a beim Gas bis 2020. De Gestionnaire gesäit esou, wat säi Konsument verbraucht, an huet et net méi néideg, bei de Client schellen ze goen. Dat ass gutt. An de Client ka permanent säi Verbrauch iwwerpréiwen an en esou optimiséieren. Dat Ganzt soll natierlech an der Rumm vum Lëtzebuerger Dateschutz geschéien.

Wat wichteg hei ass, dat ass, dass de Konsument an d'Responsabilitéit gesat gëtt. Wa mir elo ëmmer méi a Richtung Niddregenergie- a Passivhaiser dann och schaffen, da solle mir och, wéi et schonn an Däitschland plazeweis praktizéiert gëtt, dem Konsument d'Späicherung vu Stroum erméiglechen. Hie soll fir d'Éischt säin eegene Stroum eventuell produzéieren, verbrauchen an dann de Surplus aspeisen. Domadder géifen d'Netzer entlaascht ginn.

D'Stäerkung vun de Kompetenzen an der Onparteilechkeet vum ILR si fir mech e weidere wesentleche Punkt an deenen zwee Gesetzestexter, well domadder gëtt dem ILR seng Onofhängegkeet vis-à-vis vun öffentlechen a privaten Interessi garantéiert.

Madame Presidentin, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dës Debatt vun haut de Mëtteg bitt eis awer och d'Geleeënheet, eng Kéier méi generell iwwert d'Energie zu Lëtzebuerg ze schwätzen, well d'Energiepolitik ass och Wirtschaftspolitik ergo Standuertpolitik. D'Energiepolitik däerf eis Wirtschaft net iwwerbelaaschten. Si däerf net grouss Betriber dovunner ofhalen, sech bei eis ze implantéieren. Am Géigendeel, si muss dem Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg entgéintkommen, well eng gesond a kompetitiv Wirtschaft ass d'Viraussetzung vun eisem ganze Gerëpp a steet net zulescht och fir sécher Aarbechtsplazen.

Eng sécher, fiabel Energieversuergung ass e Kompetitivitéitskritär. Et ass an dësem Kontext wesentlech, wesentlech fir eist klengt Land, dass mer eng national Netzgesellschaft hunn, déi d'Sécurité d'approvisionnement an d'Qualitéit vun der Infrastruktur och garantéiert. Mir brauche modern Infrastrukturen am Land, esou dass de Stroum ëmmer dohinner kënnt, wou en dann och gebraucht gëtt an dat och wa méiglech zu all Zäit. Duerfir begréisse mir och, dass Enovos viru Kuerzem ugekënnegt huet, massiv iwwert déi nächst Joren ënner anerem och an d'Moderniséierung vun de Stroum- an de Gasnetzer ze investéieren. Dat ass begréissenswäert, well et eng Investitioun an d'Zukunft ass, fir eben och de Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg ofzesécheren.

Dat bréngt mech dann och zum Stroumapprovisionnement vun eisem Land. Mir si fir de Moment direkt mat dem belschen an däitsche Stroumréseau verbonnen. Den drëtten direkten Accès u Frankräich feelt nach ëmmer. Mir kennen d'Problematik mat der Sotel-Leitung a begréissen d'Entwécklung aus de leschte Wochen.

Dofir widderhuelen ech nach eng Kéier, dass d'CSV-Fraktioun fir den direkten Uschloss un d'Stroumréseaue vun eisen dräi Nopeschlänner ass. Dat huet fir eis net mat engem Glawenskrich fir oder géint Atomstroum ze dinn, mä mir si fir d'Erhalen an d'Ofséchere vun eisen Industriestanduerter. An dass mir de mëttel- a laangfristegen Ausstieg aus der Atomindustrie, aus dem Atomstroum op Basis vu kloerem Mënscheverstand ënnerstëtzen, dat ass net nei. Dat muss hei net nach eng Kéier extra widderholl ginn.

Mir sinn, wéi gesot, fir d'Ofsécherung vun eisen Industriestanduerter, vun deenen der vill energieintensiv sinn an eng fiabel Versuergungssécherheet brauchen. Mir halen et do mat eisem Energieminister, deen eng Kéier sot, hie géif wéinst dëser ideologescher Fro net zum Doudegriewer vun der Lëtzebuerger Stolindustrie ginn. Här Minister, mir gesinn dat och esou an ënnerstëtzen Iech och an all Ären Démarchen an Efforten, fir dass den Uschloss un dat franséischt Stroumnetz séier an endlech Realitéit ka ginn.

Natierlech ass den Uschloss och wichteg, fir kompetitiv Präisser kënnen auszehandelen. Well wéi mir wëssen, ass den Energiekäschtepunkt fir d'Betriber haut scho considérabel a riskéiert an Zukunft, weider unzewuessen. Dofir ass et och wichteg, dass mir en europäesche Bannemaart fir Stroum a Gas kréien, wou d'Betriber sech dee Fournisseur kënnen eraussichen, deen hinnen déi bescht Präisser offréiert. An da muss natierlech derfir gesuergt ginn, dass dee Stroum dann och beim Client ukënnt.

Den Uschloss u Frankräich bréngt awer och aner Opportunitéite mat sech. Et ass jo gewosst, dass eis Reserven u Pëtrol, Äerdgas a Kuel begrenzt sinn a mir weltwäit an der Uelech- a Gasversuergung vu politesch a wirtschaftlech onstabile Förderregiounen ofhängeg sinn. D'Europäesch Unioun ass ee vun deene weltgréissten Importateure vun Uelech, Gas a Kuel. An eis Energieofhängegkeet klëmmt ganz gefëierlech, dat brauche mer kengem méi ze soen.

Weltwäit verbrauche mir haut méi wéi duebel esou vill Energie wéi dat nach an de 70er Joren de Fall war, a bis 2030 soll op d'mannst nach eng Kéier méi wéi d'Halschent derbäikommen, woubäi déi fossil Brennstoffer sécher nach ëmmer eng grouss Roll riskéieren ze spillen, wa mir net méi couragéiert op erneierbar Energië setzen. Do, wou Energiequellen endlech sinn, kann de Wuesstum net onendlech sinn. Mä do muss sech an eise Käpp nach munches maachen. Mä dat ass och zum Deel eng aner Diskussioun, déi een nach eng Kéier ka féieren.

Bref, mir sollen a mussen op erneierbar Energië setzen! Mir hunn europäesch Ziler ze erfëllen, an dat ass och deen eenzege Wee, well ze mengen, dass mir enges Dags eis ganz Energiebesoinë mat erneierbaren Energien aus eisem Land kéinten zefriddestellen, dat ass illusoresch. Mir mussen dofir am Ausland investéieren. Mir bedeelegen eis jo schonn u grousse Wandparken am Mier, dat ass sécher ee Wee.

Mir sollen an Europa och a Saachen Energie endlech eng gemeinsam Sprooch schwätzen. Och am Energiesecteur ass net manner, mä méi Europa néideg! Dofir ass fir Lëtzebuerg den Uschloss u Frankräich och esou wichteg. Duerch dësen Uschloss kréie mir Zougang zu Solarstroum aus de Südlänner wéi Spuenien an driwwer eraus och aus Algerien an aus anere Maghreb-Staten. Dat ass e weidere Marché, wou de Stat sech zum Beispill u grousse Solarparke kéint bedeelegen.

An dësem Kontext stellt sech iwwerhaapt d'Fro, firwat mir an der Europäescher Unioun a Saachen Energiefroen eis net méi a Richtung vun dëse Mëttelmierstate bewegen, well wéi mir wëssen, kéint ee sech an Algerien och mat Gas approvisionnéieren. Dat wuel iwwer Pipelines, mä net forcément duerch de Bau vun neie Pipelines, mä och zum Beispill iwwert de Schëffswee a Richtung hollännesch a belsch Häfen, wou mir jo och do beliwwert ginn. Dat géif eis Ofhängegkeet op jidde Fall vu Russland an aneren osteuropäesche Länner erofsetzen.

Ech kommen dann awer nach eng Kéier zréck op déi erneierbar Energien. Hiren Undeel an eisem Stroummix ass nach ëmmer kleng. Fir déi europäesch Seuilen ze erreechen, läit nach vill Aarbecht virun eis, obschonn de Versteesdemech derfir mat Momenter esou ee Pic kritt. Ech erënneren drun, wéi jo no Fukushima quasi no grénger Energie haart geruff ginn ass.

Dee Ruff, mengen ech, ass jo vun der Regierung erhéiert ginn, andeems all Enovos-Client zum Beispill zënter engem gudde Joer mat gréngem Stroum aus erneierbaren Energië beliwwert gëtt. Deen eenzege Bémol an der Geschicht ass deen, dass dee grénge Stroum muss importéiert ginn, well mat eise lëtzebuergesche Capacitéite wier dat schlicht onméiglech, an dat wäert et och an Zukunft sinn.

Dat heescht awer net, dass mir eis hei zu Lëtzebuerg net sollte bewegen. Wat méi onofhängeg och heiranner, wat besser! Hei am Land ass do nach vill Loft no uewen.

Stéchwuert Loft: Wandernergie ass am Grand-Duché déi nohalteg Energiequell mat deem gréisste Potenzial, och wat d'Rentabilitéit ugeet. De fréiere Wirtschaftsminister, Dir Dammen an Dir Hären, hat emol eng Kéier ugekënnegt, bis 2020 d'Unzuel vun de Wandrieder zu Lëtzebuerg ze verduebelen. Bis zu 90 Stéck kéinten der da fonctionnéieren. Mir géifen et begréissen, wa säi Successeur sech där Saach méi intensiv kéint unhuelen.

D'CSV begréisst et absolut, wat den Ament ganz rezenterweis zu Ëlwen geschitt mat deene fënnef neie Rieder. An awer, mir wieren och frou, wa vusäite vun de Gemengen a vun de Leit nach eng méi proaktiv Haltung géif kommen. Vill Gemengen, ganz vill Gemengen haten d'lescht Joer eng Petitioun géint Kettenuewen ënnerschriwwen. Et wier dann och flott, wann e puer Gemenge géife schreiwen: Mir wëlle Wandkraaft. Dofir, Här Minister, wier et sécher begréissenswäert, déi Terrainen, déi vun der SEO ausgewise sinn, ze propagéieren an d'Acteure ronderëm ze sensibiliséieren.

A Saache Rentabilitéit wäert sech hei och de kloere Mënscheverstand duerchsetzen, zemools wann ee sech virun Aen hält, wat eng Megawattstonn bei der Fotovoltaik kascht am Verglach zur Stonn aus den Éoliennen. An do sollt een dat a Kaf huelen, dass sech a Saachen Aspeisungstariffer bei der Fotovoltaik eppes muss ännere. Dass déi der Realitéit - déi haut déi ass, dass bëlleg Anlagen aus Schwellelänner opgeriicht ginn, wou vill Geld laanscht eis Ekonomie geet - mussen ugepasst ginn, schéngt evident.

Den Duerchbroch zum Wëllen zu den erneierbaren Energië kann a soll net nëmme vu Subsiden ofhänken. An eise Käpp sollt sech d'Mentalitéit abrennen, dass mir net nëmme solle beim Energieverbrauch ëmdenken, well de Papa Stat eis et vir an hannen erastécht, mä well mir un eist Ëmfeld an un eis nächst Generatiounen denken.

A Saachen Energie, souwuel beim Elektresch wéi och beim Gas, kommen op eist Ländchen a seng Décideuren dann nach eng Kéier e sëlleche Schantercher duer. An ech kommen net derlaanscht, awer och kuerz den Ist-Zoustand vun de Biogasen unzeschwätzen. Do gëtt et eng Rëtsch Acteuren hei am Land, déi mat Energie a guddem Wëllen un déi Saach eruginn. An de Wonsch - dat ass jo och ze begréissen - ass ausgeschwat ginn, dass der nach sollten derbäikommen.

Et wier dann och ze begréissen, wann am neie Reglement vun den Aspeisungstariffer déi al Biogasanlagen déiselwecht Tariffer géife kréie wéi déi nei. U sech schéngt et engem awer komesch ze sinn, wann do mat zweeërlee Mooss a Gewiichter geschafft gëtt. Bei der Mëllech gëtt et jo och ee Präis, egal aus wat fir engem Stall dass se grad kënnt.

D'CSV ass an dësem Kontext och kloer Demandeur, fir zesumme mat de Bedreiwer vun de Biogasanlagen de Güllebonus ze froen. Mir wëlle jo ewech vun den Energieplanzen hin zu méi Gülle an den Anlagen. Den Opwand, fir hei e Resultat ze hunn, ass méi héich. Also sollt een de Modell vun dem gestaffelte Güllebonus net aus den Ae verléieren. Den Ament ginn 10% vun der ganzer Gülle hei zu Lëtzebuerg vergäert. Wann elo 100% géife vergäert ginn, géif dat en Aspuernis un Zoukafe vu 24 Millioune Liter Mazout ausmaachen. Dat sollt ee sech dann awer eng Kéier virun Ae féieren.

Dann heescht et och hei, d'Méiglechkeet ze préiwen, fir vläicht méi Fernwärme ze notzen. Jee no Anlagestanduert kéint eng deelweis Ëmwandlung zu Fernwärme jo och hei a Fro kommen.

Zum Schluss, Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, wollt ech awer och nach ënnersträichen, dass mir et explizit begréissen, dass mat dësem Gesetz méi op d'Elektromobilitéit gesat gëtt. Bis zu 850 Bornë solle bis 2020 opgeriicht ginn. Mam Elektroauto bäifueren, unzapen, eng Borne, ee System, de Client sicht sech wéi beim Bancomat säi Fournisseur eraus a luet bequem op. Technesch ass dat haut schonn alles méiglech, a mir sollten eis deene Visiounen net verschléissen.

Här President, oder Madame Presidentin nach ëmmer, Dir Dammen an Dir Hären, dat, wat mir haut hei ofstëmmen, ass ee Puzzlestéck oder ee Pavéstee vun deem Wee, dee mir anzeschloen hunn a Saache gescheiten Energieverbrauch. An och wann et nëmmen ee Stéck ass, sou ass et awer e wichtegt!

Domadder ginn ech den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësen Texter.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme la Présidente.- Merci, Här Eischen. Den nächsten agedroene Riedner ass den Här Paul Helminger. Här Helminger, Dir hutt d'Wuert.

M. Paul Helminger *(DP)*.- Merci, Madame Presidentin. Och ech wëll dem Rapporteur Merci soe fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport, mä och fir déi Manéier, wéi en d'Sitzunge vun där zoustänneger Kommissioun gefouert huet. Dat ware jo oft komplex technesch, mä och souguer politesch Diskussiounen, déi mer do gefouert hunn.

An et ass dobäi, mengen ech awer, e ganz flotte Rapport erauskomm, deem mer jo och zougestëmmt hunn, grad wéi d'demokratesch Fraktioun och wäert déi zwee Projete matstëmmen, déi haut zur Diskussioun hei stinn. Net well déi Projeten elo all Problemer vun der Energiepolitik hei zu Lëtzebuerg definitiv léisen, mä well se awer e Schrëtt, a mir géife souguer mengen, e relativ grousse Schrëtt an déi richteg Direktioun sinn.

Et ass kloer, datt mer an deene kommende Joren a Jorzéngte mussen d'Energieeffizienz förderen, vun der Ofhängegkeet vun de fossile Brennstoffer ewechkommen an déi erneierbar Energië förderen. Dat ass déi Gesamtrumm, an déi och dat hei Gesetz sech aschreift, well déi Objektiver nach eng Kéier bejot ginn, quitte datt d'Gesetz selwer stricto sensu jo drëm geet, fir eng europäesch Direktiv an d'Lëtzebuerger Recht ëmzesetzen.

Ech hu fir eng Kéier - als drëtte Riedner - hei den Avantage, datt ech ka mam gudde Beispill vum Energiespuere virgoen. Well all dat, wat meng Virriedner bis elo jiddefalls gesot hunn, kann ech deelen an deelt meng Fraktioun, esou datt ech dat net brauch nach eng Kéier ze widderhuelen. Just awer trotzdeem e puer Umierkungen zu deene Projeten, déi hei virleien.

Et geet jo fir d'Éischt emol drëm, fir de Konsumente méi Informatiounen iwwer hiren eegenen Energiekonsum ze ginn an hinnen doriwwer eben ze erlaben, fir besser ze reagéieren an Energie anzespueren. De Choix vum Konsument soll gestäerkt ginn, zum Beispill andeem en d'Méiglechkeet kritt, fir innerhalb dräi bis respektiv sechs Wochen de Fournisseur ze wiesselen.

Mir mussen eis awer och bewosst sinn, datt dat, déi Stäerkung vun de Rechter vun de Konsumenten, op där anerer Säit dem Fournisseur eng ganz Rei Obligatiounen a praktesch Problemer wäert stellen. Well mir imposéieren him jo hei eng Obligatioun, där en awer net eleng kann nokommen. Ech denken nëmmen un e Fournisseur, dee Schwieregkeeten huet, fir bei engem Compteur bäizekommen oder esou. Wien ass et dann, wann déi gesetzlech Délaien net kënnen agehale ginn, verstéisst dann de Fournisseur géint d'Gesetz? Wien ass do responsabel?

Do sinn also eng Rei Saachen, déi nach net an dësem Gesetz geregelt sinn a wou mer sécherlech dann drop waarden, datt mer awer och Äntwerte kënne kréien.

E weidere Problem ass bei Appartementshaiser, wat jo grad just fir den urbane Raum eng Problematik oder eng Realitéit duerstellt, wou d'Consommatioun oft mutualiséiert ass an de Konsument guer net direkt dem Fournisseur bezilt, mä eben dem Gestionnaire vum Immeuble. Och do gesi mer nach net kloer, wéi déi Prozedur hei géif kënnen ausgesinn.

Da besteet vläicht och e Risiko, datt de Konsument mat all där Hällewull Informatiounen, déi en elo ka kréien, wat en domadder ufänkt. Et schéngt eis also, datt eng ganz grouss Wichtegkeet hei och enger proaktiver Energieberodung bäizemoossen ass. Ech mengen, et geet net duer, fir de Leit Informatiounen ze ginn. Ech mengen, do mussen der ganz vill - ech géif mech zum Beispill dozou zielen - och gehollef kréien, fir dann erauszefannen, wat mer da mat deenen Informatioune kënnen ufänken.

Den Zweck ass jo, datt mer fir d'Zukunft eis Consommatioun da kéinte reduzéieren. Dee Comptage intelligent, den „smart metering", deen do agefouert gëtt, dee bréngt vun der Technologie sécherlech eng ganz Rei Méiglechkeeten. An ech hoffen, datt déi och alleguerten ausgeschöpft ginn, fir datt do den Netzbedreiwer an d'Energieberoder zesumme mam Konsument dann och kënnen op de Wee goe vu méi Energieeffizienz.

Hei hu jo eng Rei Länner, wéi Italien an Holland, scho Viraarbecht geleescht. Déi wëlle jo bis 2013 wierklech voll funktionéierend Réseauen dostoen hunn. Dat huet si awer och eng ganz Rëtsch Jore kascht. Dat wäert also och bei eis net vun haut op muer realiséiert kënne ginn.

An och do wäerte wuel eng Rei technesch Detailer nach sinn, déi nach ze kläre sinn, zum Beispill, iwwer wat fir eng Réseauen datt déi Compteure matenee solle verbonne ginn. Ass dat WLAN, ass dat e GSMs-Réseau, den Tëlefon oder - fir déi, déi e glécklecherweis hunn - Hot-City zum Beispill? Soll dat e Réseau bidirectionnel ginn, dat heescht, wou net nëmme vum Konsument aus passiv Informatiounen un de Fournisseur geschéckt ginn, mä wou och de Fournisseur Zougréff huet an eventuell souguer kéint am Réseau intervenéieren, fir eben derfir ze suergen, datt, wat weess ech, Spëtzte vum Energieverbrauch ausgeglach ginn an esou weider?

Dann d'Fro vum Piratage: Wéi schütze mer och d'Informatiounen iwwert de Konsument? Wéi vill Informatiounen ass de Konsument prett, fir erauszeginn? Op wéi vill huet de Fournisseur Accès? A geschitt dat och ëmmer transparent?

Eng aner Schwieregkeet gesi mer, well jo hei praktesch awer villes dorop erausleeft, datt et ee Réseau soll ginn, wou dann net nëmme Gas a Stroum, mä muer och Waasser a souguer Fernwärme kéinten an engem Réseau géréiert ginn. Do stelle mer awer fest, datt et am Land nach eng ganz Rei Plaze gëtt, wou eben net eng Gesellschaft de Bedreiwer ass vun deene verschiddene Réseauen. Wéi soll dat an Zukunft ausgesinn?

Da wollt ech nach een oder zwee Wuert soen och iwwert d'Elektromobilitéit. Ech fannen dat ganz flott, datt do derfir gesuergt gëtt, datt mer e Réseau vu Statiounen hunn, wou ee Batterië kann oplueden, an datt dat och en Deel vum öffentleche Réseau ass.

Ech fannen dat souguer relativ courageiert, datt mer à ce moment, à ce stade dee Schrëtt wëlle maachen. Well grad just an der Elektromobilitéit si jo awer d'Technologien nach net definitiv fixéiert. Wat fir eng Standarden an Technologië sech also do wäerten en fin de compte duerchsetzen, dat ass nach net definitiv bestëmmt. Et ass emol net definitiv décidéiert, ob et dann elo den Elektromotor ass oder net eventuell de Waasserstoffmotor an esou weider, wat fir eng Zorte vu Batterien do agesat ginn.

Do gëtt et jo ganz interessant Iddien an Israel, wou se op de Wee schéngen ze goen, fir d'Batterien iwwerhaapt net méi op der Plaz opzelueden, mä einfach d'Batterien ze wiesselen zum Beispill, well dat laang Waardezäite kéint vermeiden. Oder wéi an Däitschland, wou mam Gedanke gespillt gëtt an och getest gëtt, fir iwwer Induktiounsschläifen an den Autobunnen d'Batterië praktesch während dem Fueren erëm opzelueden an esou weider.

Enfin bref, do sinn also eng ganz Rei technologesch Evolutiounen nach amgaang, eng Dynamik, déi sécherlech nach net ofgeschloss ass. Mä wéi gesot, ech fannen et awer, mir fannen et awer courageiert, datt d'Regierung awer op de Wee geet, fir dat do ze ënnerstëtzen. Mir hoffe just, datt mer eis net esou staark engagéieren, datt mer herno vläicht deen zweeten oder deen drëtten Zuch, wat dann dee richtege wär, géife verpassen.

Mir begréissen och, datt dem Régulateur do seng Autonomie hei gewahrt bleift, gradesou wéi - wéi gesot, ech hunn et schonn a menger Introductioun gesot - dat politescht Bekenntnis, an net nëmmen dat politescht Bekenntnis, mä och doduerch den Zougang, de garantéierten Zougang zu de Réseauen, zu der Förderung vun den erneierbaren Energien.

Enfin bref, Madame Presidentin, ech sinn, mir sinn zefridden, datt an deem Projet hei genuch Elementer sinn, déi an déi richteg Direktioun weiderféieren, esou datt och d'Demokratesch Partei déi zwee Projete wäert stëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme la Présidente.- Merci, Här Helminger. Den nächsten agedroene Riedner ass den Här Kox. Dir hutt d'Wuert, Här Kox.

M. Henri Kox *(déi gréng)*.- Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt wëll ech awer och dem Rapporteur vu menger Säit aus Merci soe fir dee schréftlechen a mëndleche Rapport. Mä wann ech elo menge Virriedner hei nogelauschtert hunn, fäerten ech, dass ech awer elo e bëssen an d'Zopp muss späizen an dann awer net onbedéngt alles guttheesche wëll, wat meng Virriedner gesot hunn. Ech probéieren, dat an enger konzentréierter Form dann och ze maachen, ouni ze vill an d'Detailer ze goen.

Fir d'Éischt wëll ech awer och trotz allen Divergenzen, mengen ech, Merci soe fir déi gutt Zesummenaarbecht, déi mer awer ëmmer an der Kommissioun hunn, och mat de Mataarbechter, sief et aus dem Ministère oder aus der Chamber. Et sinn oft technesch komplex Rapporten, déi do zesummegestallt ginn, déi net ëmmer ganz einfach sinn an och net ëmmer ganz kohärent fir d'Ëmsetzung.

Da kënnt nach derbäi, an dat ass jo scho gesot ginn, dass mer oft esou Projeten, komplex Projete spéit an d'Chamber kréien. Wien..., ech wëll keng Scholdzouweisung elo sichen. Awer trotzdeem si mir ëmmer geplot zum Schluss, e Rapport zesummenzekréien. An dës Kéier war dat och erëm de Fall: Dräi Deeg oder véier Deeg virun der Sitzung hei hu mer de Rapport missen unhuelen! Bon, et ass och eng Contrainte vum Minister. Mä trotzdeem war et net ëmmer evident, dann och dat iwwert d'Bühn ze kréien. Ech mengen, 2007 hate mer dat och schonn. Du war et nach méi chaotesch erofgaangen. Mä trotzdeem, wat de Rapport ubelaangt, ass deen awer net esou schlecht ginn.

Ech wëll mech och hei éischter op de Stroumberäich achséieren, well, wéi virdru scho vum Rapporteur gesot ginn ass, e Parallelismus, e grousse Parallelismus hei besteet. Dofir sinn déi Haaptpunkten och éischter de Stroumberäich, wou ech wéilt en Akzent drop setzen.

Ech wëll awer de Gas net verheemlechen. Gasnetzer hunn eng wichteg Roll. Ech denken, dass de Gas fir mech oder fir eis déi eenzeg Iwwergangstechnologie kann duerstellen a Richtung vun erneierbaren Energien. Mä ech kann awer mäi Virriedner vun der CSV op ville Punkten net guttheeschen. Ech wäert awer am Eenzelne probéieren, dorop ze kommen.

Ech iwwersprangen hei an ech kommen och direkt zu de Phase vun der Liberaliséierung. Ech mengen, den Här Bodry hat dat virdru ganz gutt erklärt, wat um europäesche Plang gelaf ass. Ech wëll mech och nëmme ganz kuerz op déi Lëtzebuerger Konstellatioun da fokusséieren.

An deem Ganzen hu mer jo och eng ganz Rei Ëmstrukturéierunge gemaach un den Acteuren. Ech mengen, et ass eng grouss Gesellschaft entstanen, eng méi grouss Gesellschaft, déi jo zesummegesat gëtt aus Cegedel, Luxgaz a Saar Ferngas, also an der Groussregioun een dominéierenden Acteur, wou och net méi spéit wéi elo - wéi ass et elo, zwee Joer? -, wou LEO vun der Stad Lëtzebuerg och derzougestouss ass, also méi e Player, deen an der Groussregioun aktiv ass.

D'Liberaliséierung gesäit awer vir, well d'Muttergesellschaft vun Enovos jo a sech zwee Beräicher huet, nämlech engersäits Stroum- oder Energieakaf a -verkaf, an op där anerer Säit och d'Netzer... An d'Netzer, wësst Der, an dat war vun Ufank un eis Positioun bei der Liberaliséierung, dass d'Netzer mussen an öffentlecher Hand bleiwen, a souguer gi mer an déi Richtung, dass se honnertprozenteg sollten an d'öffentlech Hand kommen.

De Minister seet ëmmer vum „Stroossennetz" oder „Autobunn", wéi esou e Stroumnetz ausgesäit. Ech schwätzen éischter vu Stroossennetz, well e Stroossennetz, do fueren ënnerschiddlech Autoen a Camionen driwwer, an op verschidde Stroossennetzer kéint een - kann ech mer jiddefalls virstellen -, oder zumindest um Stroossennetz ass et méiglech, deen een oder deen anere Camion net driwwerfueren ze loossen. A wann een dee Verglach mam Stroumnetz kéint maachen, wär duerchaus eng Méiglechkeet och do, Beschränkungen ze maachen. Ech komme méi spéit dorop zréck.

Wat awer wichteg ass fir mech oder fir eis Fraktioun: dass déi honnertprozenteg oder maximal Bedeelegung vum Stat garantéiert ass. Dofir ware mer e bëssen onglécklech, dass bei där Aktioun, wou ArcelorMittal Partë vun Enovos ofgestouss huet, net awer vum Lëtzebuerger Stat probéiert ginn ass, ze iwwerhuelen, an dat net nëmmen aus dem Grond, soe mer, vun enger Sécherheet, dass een an deem Stroumnetz dann och méi Garantien hätt. Mir hunn éischter d'Angscht, an och eng berechtegt Angscht, dass esou e Konzern, deen éischter mat Fonge schafft, éischter eng Rendit siche geet wéi eng nohalteg Energieversuergung.

Eng nohalteg Energieversuergung seet fir mech, an do kommen ech méi spéit drop zréck, dass och versicht gëtt, d'Netzer esou auszebauen, dass méiglechst vill Acteure kënnen ugeschloss ginn. E maximaalt Uschlosspotenzial muss iwwert d'Netz méiglech gemaach ginn. Dofir mengen ech, dass et e Feeler war vun der Lëtzebuerger Regierung, dat net ze maachen, well op där anerer Säit wësse mer, dass, insbesondere wat d'Netznotzung ubelaangt, et eng Garantie gëtt, eng Garantie vun enger Rendit, déi iwwert den ILR och garantéiert gëtt.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

Dat seet d'Gesetz souguer aus. Et ass besonnesch bei den Netzer gesot ginn no deenen Erfahrungen, déi jo an England waren, wéi ganz grouss Infrastrukturen, öffentlech Infrastrukture privatiséiert goufen, dass de Privaten éischter higangen ass an do Profit erausgezunn huet an d'Netzer verwahrlose gelooss gi sinn, an duerno huet de Stat missen erëm asprangen. Mir hätten éischter..., oder mir wënschen eis, dass mer awer zréck op dee Wee kommen, dee mer och deels ageschloen haten, fir d'Netz méiglechst maximal an öffentlecher Hand ze kucken.

Dofir fanne mir et schued, dass mer dat net gemaach hunn, a mir hunn net onbedéngt dat grousst Vertrauen, wéi de Minister dat och hei schonn an enger Question orale da geäntwert huet, op dat Vertraue vun AXA, ouni deem elo eppes ze ënnerstellen, dass en eist Netz wéilt hei ofbauen.

Et muss een awer och bei deem ganze Lëtzebuerger Marché gesinn, dass Enovos wuel e groussen Acteur ass, dee gréissten - ech hunn elo d'Prozentsätz net am Kapp -, dass derniewent awer och eng Rei klenger nach existéieren. An ech géif et geféierlech fannen, oder mir géifen et geféierlech fannen, wa mer ze vill staark just op ee géife setzen.

Ech soen elo, eng Sudstroum, Electris oder och nach eida.green an nach anerer am Gasmarché hunn hire wichtege Rôle och an engem klenge Marché wéi Lëtzebuerg ze spillen, well oft kommen innovativ Projeten éischter vun deene méi Klengen, well se méi flexibel, méi no um Client kënne funktionéieren. Si hunn och eng ganz Rei Démarchen an där leschter Zäit, an de leschte Jore gemaach vis-à-vis vun de Gemengen, wat d'Hëllefstellung an der Effizienztechnologie ubelaangt, an ech kéint nach eng ganz Rei vun anere Projeten opweisen.

Dofir ass d'Gefor - net, dass mer déi elo wëllen ze vill grouss maachen, mä trotzdeem ass do esou ëmmer e Goût amer, sou e bëssen e battere Goût -, dass déi Verflechtung relativ no ass tëschent Ministère an Enovos. Bon, den Här Minister war virdrun Administrateur général oder Administrateur vun deenen zwee - delegéiert, ech weess, och an der Fonctioun vun deem Minister -, trotzdeem wär ech, wäre mir méi frou, do méi kloer als Minister opzetrieden, wéi vläicht heiansdo am Tëschesaz nach als Manager vun Enovos.

Dat sinn e puer Iwwerleeungen zu der Struktur. Éier ech awer op déi eenzel Punkten nach wëll agoen, déi virdrun ernimmt gi sinn, wollt ech nach zwou prinzipiell, oder e puer prinzipiell Iwwerleeungen zu der Energiewirtschaft am Allgemengen awer nach soen.

Bon, et ass och virdru scho gesot ginn, d'Ofhängegkeet vun eiser Wirtschaft vu fossilen Energieressourcen ass enorm, besonnesch wat den Uelech ubelaangt, net nëmmen aus ekologesche Gesiichtspunkten, mä och aus ekonomesche Gesiichtspunkten. Haut de Mëtteg hu mer vill iwwer Rettungspaqueten, Rettungsschiermer am Kader vum Euro héieren; ma eleng den Export oder den Import vun Uelech an d'Europäesch Kommissioun (veuillez lire: an d'Europäesch Unioun) mécht e Facteur aus, oder e Präis oder e monetäre Wäert vu 500 Milliarden Euro.

Dat si ganz vill Suen, déi mir all Joer iwwert d'Grenze vun der Europäescher Gemeinschaft a Länner wéi Russland, de Mëttleren Orient weiderginn. Dat si Suen, déi a sech eiser Wirtschaft feelen! Dat heescht, déi Sue misste mir hei probéiere kënnen ëmzesetzen a mat deene Suen eng lokal Wirtschaft opzebauen. An et ass dat, wat mir e bëssen hei an deem neie Gesetz, wat mer hei hunn, vermëssen, dass déi Philosophie och hei an dat Gesetz eragefloss wär.

Vun Atomstroum wëll ech de Moment net..., bon, ech kann en awer elo hei schonn an dësem Punkt mat erwähnen. Ech mengen, d'Atomenergie - wësse mer alleguer - huet an däerf keng Zukunft hunn. Déi Geforen, déi domat verbonne sinn, brauch ech elo net nach eng Kéier duerzeleeën. Mir hu se d'lescht Joer materlieft - fir d'Zweet! -, mat verheerende Konsequenze fir dann d'ganz Ëmgéigend, awer och fir d'Wirtschaft selwer a Japan.

A wat esou oft de Fall ass bei der Atomenergie, wou dann och d'Präisser da verglach gi mat erneierbaren Energien: dass déi Käschten, déi d'Atomenergie produzéiert, einfach net am Stroumpräis zréckzefanne sinn. An den erneierbaren Energië probéiere mer awer, all Käschten opzedreiwen! Ech wëll awer elo drun erënneren: A Japan all déi Käschten, déi ginn natierlech, wann eppes passéiert, sozialiséiert! Et ass d'Gesellschaft, déi muss hierhalen, fir déi extrem Schied kënnen opzehiewen, an dofir ass et ëmmer e falsche Verglach, dat ass Äppel mat Bire vergläichen.

Ech wënsche mer endlech en offenen Dialog, en éierlechen Dialog, wa mer d'Käschte vun där enger Technologie mat de Käschte vun där anerer Technologie vergläichen, an datt mer och probéieren, eis Gedanken driwwer ze maachen, wéi eng Schied zousätzlech generéiert ginn, déi mer eben net an dem private Geldwäert vun där Kilowattstonn direkt bezuelen, déi mer awer dauernd amgaang sinn, aus der Täsch erauszezéien, an oft aus der Täsch vun den zukünftege Generatiounen.

Bon, wann ech nach eng Kéier Atomenergie wëll soen. Et ass och virdru gesot ginn, vu mengem Virriedner aus der CSV, dass sécherlech de Konsument eng ganz wichteg Roll ze spillen huet, wat e wëllt a wat en net wëllt. Dat heescht, duerch eist Konsumverhale kënne mer ganz vill an d'Energiewirtschaft agräifen. An et ass och dat, wat mir vun der grénger Fraktioun ëmmer wëlle propagéieren: Duerch de Jo oder Neen zum Verbrauch vun Atomenergie kënne mer et fäerdegbréngen, d'Atomenergie ofzeschalten. Siehe de Wëllen, deen an eisem Land do ass, mä deen och effektiv a realer Politik an Däitschland nozevollzéien ass.

Dofir menge mer, dass mer endlech d'Energiewirtschaft mussen änneren, e Paradigmewiessel kréien. Mir brauchen eng Transitioun vun der Energiewirtschaft. An dofir sinn déi Eckpunkte fir eis ganz kloer net méi déi grouss, onflexibel, atomar a fossil Kraaftwierker, mä d'Eckpunkte vun esou enger Systemtransitioun am Energiesecteur sinn d'erneierbar Energien, wëssend, dass déi dezentral bei de Leit doheem sinn an och zu ënnerschiddlechen Zäitpunkte produzéiert ginn.

Et ass net méi d'Dominanz vun de Grousskraaftwierker, déi mir wëlle propagéieren, vun de groussen Energiekonzerner, mä iwwert d'Responsabiliséierung vum Konsument all eenzelne Konsument zum Produzent eriwwerzekréien. All Konsument kann en Energieproduzent ginn. An et ass doriwwer, wou mer och méi eng Demokratiséierung vun der Energiewirtschaft kréien.

Et ass déi Philosophie, déi mir hei an dësem Gesetz feelt. Dofir hunn ech déi Iwwerleeung hei gefouert, fir d'Fro ze stellen, wa mer d'Adaptatioun vun deem Gesetz hei virhuelen, ob mer

eis Gedanken iwwert dat gemaach hunn, éier mer déi eenzel Positioune festgeluecht hunn, oder net. A mir mengen, dass mer déi Froen net esou gestallt hunn, wéi mer hätte solle se stellen.

Mir hunn nach ëmmer eng ganz Rei vu Barrièren agebaut, fir dee Wandel an d'erneierbar Energie ze kréien. Mir hu Klompféiss dohinner gemaach, mir hu Steng an d'Wee geluecht, mir hunn Hürden opgebaut an all dat, wat mer an der Atomenergie, bei de fossilen Energiequellen nach ëmmer net richteg maachen. Wa mer et awer real géifen zougestoen, mat all hire Schied, misste mer dat maachen.

Schued! - kënne mir jiddefalls nëmmen dozou soen.

An da muss ech awer trotzdeem op d'Philosophie oder och d'Ausso vum Minister agoen, ech mengen, de leschte Freideg am „Lëtzebuerger Land" war dat do ze liesen. D'Iwwerschrëft war relativ fett gedréckt: „Et geet elo emol duer." Bon, et geet elo emol duer, fannen ech net ganz glécklech. Ech erklären Iech och, firwat ech dat net ganz glécklech fannen.

Sécher, iwwert d'Fotovoltaik kann een elo streiden, iwwert d'Héicht vun enger Subventioun, mä et muss een awer net verkennen, dass iwwert déi lescht Joren d'Käschtendegressioun enorm an der Fotovoltaik war. Et muss een net verkennen, dass zu Leipzig op der Elektrobourse, do, wou de Stroum gehandelt gëtt, an de Mëttesstonnen de Präis ëm 40% erofgeet. Dat ass eng Konsequenz, well d'Fotovoltaik an de Marché erandréckt. Et ass eng Konsequenz fir déi grouss Partë vun de groussen Energiekonzerner, dass déi Parts de marché verléieren, an dofir all déi Diskussiounen ëm de Präis.

An da wëll ech nach eng Kéier dat an Erënnerung ruffe vun deem, wat ech virdru gesot hunn, vum Präis oder vun de verstopptene Käschte vun den atomaren an de fossilen Energieträger, da kann ee sech iwwert de Präis eng aner Gréisstenuerdnung maachen.

Ech fannen et schued, dass mer an där Diskussioun ëmmer op dee Punkt kommen, dass mer zu engem Zickzackkurs kommen oder Stop-and-go, an net eng kontinuéierlech Weiderentwécklung vun enger Technologie, déi e ganz grousse Marché schonn hat an och erëm kritt, an awer eng ganz Rei vun Aarbechtsplaze géréiert huet. Siehe d'Beispill Däitschland - och wann d'Diskussiounen do nach net ofgeschloss sinn, sinn ech sécher, dass se do d'Kéier kréien an déi richteg Richtung, well et ass déi eenzeg Hoffnung. Wa mer den däitsche Marché net ënnerstëtzen an där Démarche, déi si elo ageschloen hunn, da weess ech net, wou d'Energiepolitik an Europa wëllt higoen.

Ech hat gëschter Owend d'Chance - oder ech weess net, ob et eng Chance war; am Nachhinein hunn ech gesot, et war keng esou Chance -, dem Här Oettinger nozelauschteren an der Investitiounsbank, wou en iwwer zukünfteg Energieversuergung an Europa e Referat gehalen huet. Ech muss jiddefalls enttäuschend feststellen: Wann dat d'europäesch Energiepolitik soll sinn, muss ech zu deem Owend deeselwechte Saz leider soen, wéi den Här Minister gesot huet: „Es reicht jetzt!", vis-à-vis vun der däitscher Visioun, dass et méiglech ass, eng aner Energieproduktioun, en Energiewandel färdegzebréngen; da muss ech soen, da gëtt et héich Zäit, dass mer dee Mann vun där Positioun erëm ewechkréien.

Dir hutt all de franséische Wahlkampf verfollegt, an insbesondere ass ee ganz markante Phenomeen awer do oder Beräich opgefall, nämlech vum Mëttelstand, klenge Betriber, Aarbechtsplazen an deene lokale Regiounen, wou d'Fransousen net hunn. Wou d'Fransousen am Wahlkampf driwwer geschwat hunn, wou hu mer déi. Se hunn no Däitschland geschiilt, wou déi Aarbechtsmarchéen entstinn.

Frankräich huet de Marché definitiv vun den erneierbaren Energië verpasst a si lafen deem hannendrun. Et ass e verkrampftent Festhalten un enger Technologie, déi éischter, wéi de Camille Gira ëmmer seet bei de Gemengen, an d'Postkutschenzäitalter zréckzeféieren ass, wéi dann domadder eng innovativ an zukunftsorientéierend Energieproduktioun entstoe kann.

Den Här Minister huet an deem Artikel gesot, dass d'Wandenergie e wichtege Bäitrag kéint hei a Lëtzebuerg maachen. Do huet en eis Ënnerstëtzung. Mä en huet d'Ënnerstëtzung net, wa mer et nëmmen nom klassesche Wee erëm maachen, dass mer eng SEO huelen, déi erëm Enovos an RWE ass, déi dat ëmsetzt.

Wa mir d'Bierger, Här Eischen, wëll ech Iech awer soen, net mat an d'Boot huelen, fir esou Wandkraaftwierker ze installéieren, da kréie mer Widderstand. Mir kréie se awer mat an d'Boot, wa mer se mathuelen.

(Interruption)

Wa mer se mathuelen, da musse mer se awer och mathuele mat neie Konzepter, wéi ech virdru gesot hunn, vun der Ausriichtung vun der Energiepolitik, da musse mer d'Bierger och bedeelegen.

Mir mussen d'Bierger sensibiliséieren derfir. Mir mussen de Konsument responsabiliséieren an da musse mer e mathuelen. Da kënne mer net hikommen a mir stellen eng Wandmillen dohin: Hei kommen ech, du kriss iergendee Betrag x fir däin Terrain an da loosse mer et lafen.

Do brauche mer nei Konzepter. Mir brauchen d'Gemengen derbäi. Mir mussen d'Gemenge mat an d'Boot huelen. Mir mussen Ouverturë maache fir d'Gemengen, dass se sech kënne bedeelegen, an da kréie mer déi Richtung hin.

Wa mer Repowering maachen, dat heescht d'Ersetze vun de jëtzege 600-Kilowatt-Anlagen duerch nei, déi nei Generatioun, dat sinn Anlage vu 6,5 Megawatt. Do si mer an Héichte vun 130 bis 150 Meter, no uewen héich. Et ass do, wou de konstante Wand ass. Et ass do, wou eng gläichbleiwend Energieproduktioun méiglech ass. An et ass do, wou mer awer dann och d'Akzeptanz mussen hu vun enger anerer Visualitéit, déi mer vläicht esou scho virdru kannt hunn.

Dës vläicht e bësse méi allgemeng Bemierkungen, déi awer wichteg sinn am Kontext zu deenen eenzelne Schwéierpunkten, déi jo hei am Gesetz dra sinn, déi och den Här Bodry scho virdrun a senger Interventioun gesot huet. Ech wëll och déi soen, si si jo och am Rapport an den éischte puer Säiten nach eng Kéier virbruecht ginn, dat ass, dass eng Kéier de Konsument soll gestäerkt ginn.

Et ass dat mat dem intelligente Comptage, et ass de garantéierten Accès fir d'erneierbar Energien an et ass d'Base légale fir déi Mobilité électrique, fir déi emol ze nennen. An ech wëll och dozou eenzel Stellung huelen, an ech wëll och gläichzäiteg dann nach eng Kéier meng Amendementer dozou erklären, déi ech während der Kommissiounssitzung do zu deenen eenzelne Punkten erabruecht hunn.

Den éischte Punkt, den Här Bodry hat et och erklärt, dat war d'Diskussioun ëm den Importstroum, Atomstroum, Importverbuet, vum „Non au nucléaire" hate mer et geschriwwen, ob dat méiglech ass. Ech mengen, mir missten dat endlech kënnen och diskutéieren. Ech mengen, et misst wichteg sinn, dass e Land ka konsequent - wa se da konsequent wëlle sinn, dat ass eng aner Fro, ech kommen awer méi spéit drop zréck -, wa mer konsequent an déi Richtung wëlle goen, da muss et erlaabt sinn, dass mer kënnen an déi Richtung goen.

Gëschter huet och den Här Oettinger, wéi en déi Fro gestallt kritt huet, dorobber geäntwert: „Oh, dat ass den Euratom-Vertrag, dat ass de Lissabon-Vertrag, dat ass nach e weidere Vertrag, dat ass nach e véierte Vertrag, déi dat alles wëlle festneelen." Ech muss just drun erënneren, dass den Euratom-Vertrag an de 50er Joren entstanen ass, dat ass 60 Joer hier! Do ass drageschriwwe ginn, dass d'Atomenergie Frieden, Freude, Eierkuchen géif maachen, e bëssen am Sënn vun: Domadder ass all Energieproblematik vun der Zukunft geléist, kommt, mer gi massiv an déi Technologie eran!

Dat kann awer haut net méi wouer sinn! Dat kann haut net méi esou deen Text widderspigelen, no all deene Katastrophen, déi mer mëttlerweil an der Atomenergie erlieft hunn. Dat kann net akzeptéiert ginn! Dat muss kënnen diskutéiert ginn, dat muss dann och kënnen eng Kéier opgeschnürt ginn.

Ech mengen, mir hunn de Mëtteg hei iwwer Rettungspaquete geschwat, mir hunn iwwer Defizitbegrenzunge vun 3% an esou weider geschwat. Och déi gi verletzt, och déi si geännert ginn, och déi si mer stänneg amgaang ze änneren. Firwat ass et net méiglech, an enger Energiepolitik datselwecht anzefuerderen, wat op anere Punkten och méiglech ass?

An ech wëll soen, dass mer vehement nach ëmmer géint déi Leitunge sinn. Ech weess net - wéi hei vun der CSV-Fraktioun behaapt gëtt -, dass déi Versuergungssécherheet esou ganz kloer wier. Si ass net öffentlech a si ass och guer net bis elo esou diskutéiert ginn, dass dat novollzéibar wier. Ech kann et net novollzéien! Ech si scho laang hei an dem Energieberäich derbäi, ech kann dat net novollzéien, dass dat an der Rei wier.

2004 hate mer e Blackout an Däitschland, et sinn eng Rei Etüde gemaach ginn, ech hunn déi gëschter nach eng Kéier kuerz gekuckt, KEMA, mengen ech, Consentec an nach anerer. Ech hunn ni déi Etüd Cegedel 225, oder wéi se heescht, gesinn, déi do seet, dass mir dat onbedéngt bräichten.

An deenen Etüden hei gëtt gesot: Okay, Dir musst oppassen, da gi mer vläicht en Transitland, et gëtt nach aner Contrainten. Da kommt, mer diskutéieren dat offen a kommt, mer leeën net e Rouer - bei enger ganz schonns kritisabeler Leitung vun der Soteg -, nach e Rouer fir d'Creos derbäi, ouni dass mer déi Diskussioun offen an éierlech gefouert hunn iwwert den Netzuschloss!

Mir hunn eng ganz Rei vun Energieproduktiounsanlagen hei am Land an déi Energieproduktioun, sief et do d'GuD, also d'Gas- an Dampfturbinn zu Esch/Belval, mir hunn e Veianen, mir hunn déi zwee Netzer, déi nach ëmmer net an där Struktur matenee verbonne sinn, wëssend, an dat gëtt ëmmer gesot an dat ass och an där Etüd gesot ginn, dass dee Flicker, deen entsteet beim Elektrohéichuewen, duerchaus Wierkungen op e stabilt Netz kann hunn, Auswierkungen op e stabilt Netz vun enger Creos.

Mä, da kommt, mer diskutéieren dat! Kommt, mer diskutéieren dat emol ausgiebeg an ausféierlech, an net esou en Uschäin vun „an der dunkelster Dunkelkammer" - ass haut och schonn hei gesot ginn -, an dann zéie mer dat duerch an da soe mer och nach schlussendlech - an de Buergermeeschter vu Suessem ass hei, deen an där ganzer Geschicht keen einfache Match ze féieren hat -, féiere mer elo nach zousätzlech da mat an, duerch en anert Gesetz, dass mer einfach déi Stroumleitungen, wat et och ëmmer ass, net méi brauchen ze autoriséieren!

Wann dat d'Konsequenz soll si vun enger offener Energiepolitik, vun enger transparenter Ausenanersetzung iwwert den Für und Wider, dat wëll ech net akzeptéieren an dat soll och net akzeptéiert ginn! Wann et zu deem kënnt, wat Dir musst maachen, dat ass, Dir hutt missen Är Responsabilitéit iwwerhuelen, Dir hutt se misse maachen am Sënn vun Äre Biergerinnen a Bierger - dat war och richteg esou, wann e Geriicht dat och seet, dann ass dat esou -, dann huet de Buergermeeschter och seng Responsabilitéit ze iwwerhuelen an da soll en zu sengen Akte schreiten, fir déi en och déi néideg Kompetenz zougestane kritt huet. Also, mir bleiwe bei enger ganz kritescher Iwwerleeung, souguer bei engem vehementen Neen nach haut, wat den Uschloss a Frankräich ugeet.

En zweete Punkt ass d'Précarité énergétique oder d'Energieaarmut, wat och an aller Munde ass. Mir hu probéiert, an dat war net scho bei dësem Gesetz, mä och 2007 hat ech Amendementer erabruecht, fir dat e bësse méi sozial an och net esou abrupt wëllen duerchzezéien, nämlech einfach d'Ofspäre vun deene Leit. An et si jo meeschtens déi Leit, déi och nach an enger schlechter Wunneng wunnen, déi och nach schlecht isoléiert ass, déi a ville Beräicher dann hir Problemer hunn. Et kann net sinn, dass mir einfach higinn an deenen dann, oder den Energieversuerger deen einfach ofspäert.

Mir haten en Amendement eraginn, een Deel dovun ass iwwerholl ginn, nämlech vu 15 op 30 Deeg ass iwwerholl ginn. Dat ass ee Schrëtt. Mä mir mengen, esou wéi a Frankräich an och an anere Länner, dass d'Méiglechkeet vun enger Netofspärung iwwert de Wanter duerchaus berechtegt wier. Et sief, mir hätte Konzepter, fir do Hëllefstellung ze ginn! An do muss ech soen, dass vu Regierungssäit déi Konzepter eben och net do sinn.

Ech mengen, d'Gemenge si méi no do, d'Gemenge si scho méi laang mat deem beschäftegt. Et sinn och eenzel Gemengen, déi Konzepter schonn iwwerluecht hunn, andeems se hinnen Hëllefstellunge gi bei der Renovéierung, se ginn hinnen e Prêt zu engem vergënschtegte Präis. All dat hätt ee kënne sinn (veuillez lire: virgesinn), dofir si mer mat där Ausriichtung net esou ganz d'accord.

Dann de garantéierten Zougank fir d'erneierbar Energien. Dat ass ee wesentleche Punkt och an dësem Gesetz, wou mir en Amendement ginn hunn, an ech wëll deen am Zesummenhang mat der elektrescher Mobilitéit diskutéieren, well do maache mer et. Ech verstinn net, dass mer do elo op eemol esou innovativ kënne sinn an d'Bornen da sozialiséieren - och all Klengverbraucher soll dat matbezuelen -, wou grad dat anert an Zukunft d'Energiepolitik soll duerstellen, do verweigere mer et, do soe mer, maach emol eng Demande, du kriss eng Subventioun. Mir maachen Hürden, mir maache Barrièren, esou wéi ech et virdrun erklärt hunn, fir d'erneierbar Energien!

Ech hat deeselwechte Gesetzestext geholl, déiselwecht Passagë fir d'Bornes électriques, och fir d'erneierbar Energien, mat dem Passus, dann huele mer einfach e Règlement granducal, esou wéi dat bei de Bornes électriques steet, deen, wann et éieren ze deier ass, oder deen, wann et net sollt e rentabele Projet sinn, dann ass en ebe vum Dësch. Mä de Prinzip, de Prinzip ass dat Wichtegst, an dofir soe mer, dass déi Philosophie vun dësem Gesetz net an déi richteg Richtung geet an dofir kënne mer dat net akzeptéieren!

A bei de Bornes électriques kënnt nach derbäi, dass... et hätt ee kënnen aschreiwen, dass et nëmme mat erneierbaren Energië ka fonctionnéieren. Dann hätte mer et duebel kënnen zielen an eiser 20/20/20-Strategie fir 2020, nämlech dann hätte mer et engersäits an deenen 11% vun erneierbaren Energië kënnen arechnen a mir hätten et kënne bei deem aneren Deel, nämlech déi 10%, déi mer an der Mobilitéit mussen erabréngen, do hätte mer et och kënnen urechnen. Mir hätten et also zweemol kënnen arechnen!

A wann ech dann drun denken, dass d'EDF zesumme mat Cattenom, zesumme mat der franséischer Automobilwirtschaft, oder do waren och nach déi international derbäi, den 23. Juni, op eisem Nationalfeierdag, e grousst Fest vun der Elektromobilitéit zu Cattenom gemaach hunn, da wësst Der, a wéi eng Richtung Frankräich d'Elektromobilitéit wëllt pousséieren. Si wëllen natierlech pousséieren an eng Ofhängegkeet vum Stroum a vum Atomstroum!

An da kënnt de Projet nach derbäi vum Här Wiseler, deen ech elo emol héieren hunn, nämlech vun der drëtter Spur, eng Iwwerleeung, déi drëtt Spur vun der Diddelenger Autobunn maache mer op, maache mer fräi fir d'Elektromobilitéit. An dann huelen ech d'Leitunge vum Här Schneider, da gëtt dat e Gesamtkonzept, zwar net eist Konzept, awer vläicht der Regierung hiert Konzept: De Fransous, deen d'Elektromobilitéit benotzt op der drëtter Spur vun der Diddelenger Autobunn, luet säi franséischen Atomstroum a Frankräich a kritt säi franséischen Atomstroum och zu Lëtzebuerg. Mir baue jo déi zwou Leitungen direkt a Frankräich.

Ech mengen, et ass Ironie e bëssen, mä dat spigelt e bëssen d'Philosophie awer hei an deem Gesetz.

(Hilarité)

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Bon.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Neen, firwat op där enger Säit dat eent verlaangen an dat anert maachen. Dir hutt et jo gemaach. Firwat maacht Der et net an den erneierbaren Energien? Maacht et do, weist Courage a gitt an déi richteg Richtung,...

Une voix.- Très bien!

M. Henri Kox *(déi gréng).*- ...da si mir och mat lech averstanen,…

(Interruption)

…fir dee Paradigmewiessel unzegoen.

Une voix.- Très bien! Très bien!

(Interruptions)

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Dann hunn ech nach e leschte Punkt an da kommen ech awer zum Schluss. E leschte Punkt…

(Hilarité)

M. le Président.- Jo, Här Kox,...

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Ech sinn elo direkt fäerdeg.

M. le Président.- …kommt lues awer sécher zum Schluss!

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Ah, dat huet elo misse sinn. Et deet mer leed, Här Minister, et ass zu später Stunde, da muss een awer dat nach kënnen.

Also ganz kuerz, mä ech mengen, den Här Helminger huet mer déi Bedenken, wat de Comptage...

M. Paul Helminger *(DP).*- Ech stellen Iech déi Energie zur Verfügung.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Déi Energie hunn ech, déi huelen ech mer awer nach gär an deem Beräich. Trotzdeem, och den „smart metering" weist jo awer a verschiddenen, an den ënnerschiddleche Länner… An d'Belsch, déi reduzéieren e bëssen, déi wëssen nach net a wéi eng Richtung.

Ass et esou, dass wierklech Effizienz domadder gemaach gëtt an den Haushalter? Ass et esou, dass mer do Energie kënnen aspueren? Ass et esou?

Neen, dofir wär ech e bësse méi virsiichteg beim Aschreiwen hei an deem Gesetz, well mir maachen et jo net bei den erneierbaren Energien. Dofir ass d'Kontradiktioun esou grouss, dass mer an deem enge Beräich et maachen an an deem anere refuséiere mer.

An alleguerten heibannen, wéi Der hei stitt, hutt Der d'Motioun géint Cattenom ënnerschriwwen; hutt Der gläichzäiteg all Sonndesrieden hei fir d'erneierbar Energien an d'Reduktioun vun dem CO_2 gehalen, awer wann et effektiv an d'Gesetz muss drageschriwwe ginn, dann op eemol kënnt iergendeng kleng Contrainte: Hei geet et net, do kënnt Der net! An dat kënne mer net akzeptéieren.

Dofir, Här President - ech kommen zum Schluss -, ech mengen, Dir verstitt, dass ech oder mir mat deene puer Argumenter, déi ech hei geliwwert hunn, dëst Gesetz einfach net kënne stëmmen.

Et sinn eng ganz Rei verpasste Chancen. Et sinn Erneierungen do. Déi Erneierungen hätte mer och an deem Gesamtkonzept kënnen zréckfannen. Dofir, fir kënnen de Paradigmewiessel ze packen an der Energiewirtschaft, brauche mer aner Gesetzer, an dat hu mer hei verpasst. Dofir en duebelen Nee fir déi zwee Gesetzer.

Merci.

(Brouhaha)

M. le Président.- Merci dem Här Kox. Als nächste Riedner ass den Här Henckes agedroen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Merci, Här President. Ech wëll direkt soen, datt ech net wäert esou laang schwätzen.

Une voix.- Très bien!

Une autre voix.- Dat versti mer.

(Interruption)

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Ech wëll awer elo dem Rapporteur félicitéieren, well en hat keen einfachen Job, fir dee Gesetzesprojet hei, déi Gesetzesprojeten - well et sinn der jo zwee -, fir déi ze diskutéieren. Et wor ganz vill Technik do mat dran.

Wat ech och e bësselche bedaueren, dat wollt ech awer och der Regierung soen, dat ass, datt mer hu missen nees eng Kéier ënner Zäitdrock schaffen. Dat ass heiansdo schlecht,…

(Interruption)

…mä dat kënnt dohier, wann den Avis vum Conseil d'État heiansdo och méi schwéier kënnt an esou weider. Bref, mer musse kucken, datt mer dat verhënnert kréien.

Woufir soen ech dat? Ma dat ass wéinst engem Punkt, deen ech wollt opwerfen, wat den Artikel 39 ugeet. Do huet de Rapporteur schonn drop higewisen, datt de Conseil d'État sech do e puermol gemellt hat, an datt ech da gesinn, datt mer am Text, dee mer finalement vum Conseil d'État zréckbehalen, datt mer do verweisen op e Règlement européen an dann deen zitéieren. Mä de Misär ass, mir zitéieren en net ganz. Et si Saachen, déi feelen dran.

Zum Beispill feelt dran, wann een d'Reglement vum 8. Dezember 2011 hëlt, wat d'Sanktiounen ugeet: «Les sanctions prévues doivent être efficaces, proportionnées et dissuasives et tenir compte…» an da kënnt eréischt deen Text, deen elo vum Conseil d'État zréckbehale ginn ass.

An da gesinn ech och, datt Rieds geet vun enger Sanktioun, déi d'Betriber kënnen hunn, d'Entreprisen, do geet hei Rieds vun 10%. Ech gesi just, an enger Direktiv vun 2009 geet Rieds vun 1%. Hei setze mer eng Konditioun dran iwwert d'Verticalitéit, an an dem Règlement européen steet dat net dran.

Bref, dat si lauter Saachen, wou mer hu misse reagéieren op Basis vun dem Avis vum Statsrot, an ech mengen, wa mer Zäit gehat hätten, hätte mer ons iwwert deen Avis vum Statsrot do ewechgesat oder en neien Amendement proposéiert. Dat wier op jidde Fall méi richteg gewiescht, wéi elo an enger Situatioun ze sinn, wou dat, wat zielt, de Règlement européen ass, an dat, wat mer hei am Gesetz stoen hunn, domadder kann een alles maachen, souguer sech drop sëtzen, well et huet kee Wäert, et ass d'europäescht Reglement, wat Virrang huet.

Da géif ech och mengen, Här Minister -, an dat war eng Fro, déi ech lech wollt stellen -,…

Une voix.- Très bien!

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- …ob et net gutt wier, fir en Texte coordonné ze publizéieren, dat heescht net nuren déi zwee Gesetzer, mä ze kucken, datt een e gesamten Text huet, well wann de Bierger an och d'Entreprisen dobausse sech sollen erëmfannen, dann, mengen ech, wier et gutt, wann e koordinéierten Text géif publizéiert ginn.

Dann ass eng Fro, déi ganz oft gestallt gëtt vu ganz ville Bierger, dat ass, wéi déi Raccordementer un dee bestehenden elektresche Réseau kënnen duerchgezu ginn, wann et ëm Verbindungen, ëm alternativ Energië geet. Et gesäit een, datt do Schwieregkeete sinn. Bis elo gesäit een zum Beispill e Bauer, dee freet, fir eng Connexioun ze kréien, an dann ass de Gérant vum Réseau, dee seet neen, a fäerdeg ass et. Do, mengen ech, misst een elo kucken, datt dat awer iergendwéi geregelt gëtt, datt ee sécher ass, datt deen, deen den Invest mécht, fir eng alternativ Energie ze hunn, dann och en Accès ka kréien un de Fournisseur de réseau. Dat heescht, datt mer dat Ganzt un d'Fonctionnéiere kréien,…

Une voix.- Très bien!

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- …well soss wäert et verschidde Schwieregkeeten an der Praxis ginn.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Mir hu laang driwwer diskutéiert.

Une voix.- Neen.

(Interruption)

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Da schéngt et och wichteg ze sinn, datt mer am Prinzip kënnen den Energieliwwerant wiesselen. Mä ech mengen, datt dat awer éischter um Pabeier steet, well hei zu Lëtzebuerg hu mer de facto nuren een. Et sinn der nach e puer méi klenger do, mä do gesäit awer alles duerno aus - ech denken do u Sudstroum -, datt et net laang wäert daueren, bis iergendwéi awer eng ganz enk Kollaboratioun, wann net och nees eng Fusioun mat Sudstroum wäert entstoen, well duerch dat neit Gesetz, wat mer elo hei stëmmen, schéngt et mer esou ze sinn, datt déi eenzel Informatiounen, déi Renseignementer, déi ee muss kréien…

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Dir kennt eis net…

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- …an déi ee muss kréien, datt déi mussen hei och vu Sudstroum geliwwert ginn. Ech weess net - vläicht kann den Här Minister mech do renseignéieren oder d'Députée-maire hei vun Esch -, ob et méiglech ass, fir iwwerhaapt déi Informatiounen, déi duerch d'Gesetz hei virgesi sinn, kënnen ze liwweren.

Dat ass eng Fro, déi ech stellen, well et ass jo net esou, datt een e Gesetz stëmmt mat Sanction pénale an anerer, an da kéint ee vun de Stroumliwweranten net deenen Obligatiounen, déi duerch d'Gesetz virgesi sinn, nokommen.

Duerfir, mengen ech, wier et och wichteg, datt mer vläicht e Bilan géifen zéien no engem Joer, wéi dat Gesetz hei praktesch sech duerchgezunn huet, well et ass e wichtegt Gesetz, wat an den Ae vu ville Leit zwar nach als en energietechnescht Gesetz ugesi gëtt, mä wat awer eng ganz grouss praktesch Portée kann hunn, wann et esou duerchgezu gëtt,…

Une voix.- Da maacht eng Motioun!

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- …wéi et geduecht ass.

Dann ass och an der Debatt gewiescht, fir d'Subsidië fir d'Fotovoltaik ofzeschafen. Ech mengen, Här Minister, et wär gutt, wann Der dat, wat Der ons an der Kommissioun gesot hutt, och nach eng Kéier géift hei öffentlech soen, well et schéngt esou ze sinn, datt vun deene Subsidien, déi de lëtzebuergesche Stat gëtt, et net d'lëtzebuergesch Entreprisen an d'Propriétairë vun den Haiser sinn, déi dovunner profitéieren, mä ganz vill Entreprisë wäit am Ausland. An ech mengen, dat ass de Sënn an den Zweck net vun der Übung, fir esou Saachen duerchzebréngen.

Ech wëll och drop hiweisen, datt ee gesinn huet, datt Frankräich notamment, wat d'Fotovoltaik ugeet, ganz nei Weeër gaangen ass elo kierzlech, andeem se e Flughafen, dee vun der Arméi wor, integral ëmfonctionnéiert hu fir Fotovoltaik, soudatt se doduerjer bis zu 350.000 Leit kënne mat Stroum beliwweren. Do gesäit een also, datt et…

(Interruption)

…esou Weeër gëtt. An dat huet och eng etlech Aarbechtsplaze geschafen.

Ech mengen, et misst ee sech och iwwerleeën, ob een net och hei zu Lëtzebuerg déi eng oder déi aner Plaz fir esou Saache kéint gebrauchen, notamment do, wou mer Industrieplazen hunn, wou am Prinzip et ganz schwéier ass, fir Haiser drop bauen ze loossen, also dat heescht op deenen Terrainen. Duerfir ass dat eng Iwwerleeung, déi ech och vun onser Säit aus wollt hei an d'Debatt mat erabréngen.

Wat ons och wichteg schéngt an deem Kontext, fir ze soen, dat ass, datt mer vun der Regierung ons erwaarden, datt - au moins, datt dat geschitt ass, wat ech net weess -, mä dat ass, datt mer vläicht eng Analyse thermographique géife maachen, esou wéi se am Ausland duerchgezu ginn ass. Dat heescht, datt iwwer Helikoptere gekuckt gëtt, wat fir eng gréisser Gebailechkeete ganz schwaach sinn, wat Energieisolatioun ugeet, soudatt een also do misst deen Ablack e Rapport kréien an deenen eenzelnen Entreprisë respektiv och dem Stat oder respektiv de Gemengen.

Well a Frankräich hu se gemierkt, datt 70% vun deene Gebaier, déi Energieverschwendung haten, öffentlecher woren. Duerfir wier et also gutt, wann een do e puer Informatioune kéint kréien, fir datt ee geziilt kéint och hei zu Lëtzebuerg den Energiekonsum reduzéieren.

Dat gesot, wollt ech soen, datt mir als ADR mat deenen zwee Gesetzer d'accord sinn an déi och duerfir wäerte stëmmen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Henckes. Als leschte Riedner ass den Här Urbany agedroen. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Bon, Merci, Här President. Ech mengen, et ass jo schonn e puermol gesot ginn, den Zweck vun där Direktiv hei besteet dran, wat jo den drëtten Energiepaquet am Fong geholl duerstellt vun der Liberaliséierung vum Energiesecteur, déi Liberaliséierung nach weiderzedreiwen.

An ech mengen, et gëtt awer grad an deem Secteur kloer, wou déi wëll Liberaliséierungs- a Privatiséierungslogik vun der EU hifëiert. Nämlech d'Präisser am Energiesecteur sinn europawäit net gefall, wéi eis dat ëmmer versprach gouf. Am Géigendeel, si sinn zënter der Liberaliséierung vum Marché permanent geklommen. A si droen elo, matzen an der Kris, fir vill Leit wesentlech derzou bäi, dass se déi zwee Enner um Enn vum Mount net méi zesummekréien. Et gëtt scho vun Energieaarmut geschwat.

Dat Eenzegt, zu deem am Fong geholl déi Liberaliséierung vun den Energiemäert gefouert huet, ass, dass sech e puer Oligopoler gebilt hunn. Dat heescht, zwee Gräppvoll multinational Konzerner dominéieren d'Energieversuergung vun der europäescher Populatioun an imposéieren hir Spillregelen.

Dat huet d'Energieversuergung an Europa awer net méi sécher an effikass gemaach. Am Géigendeel, souwuel déi ekologesch Fuerderung no enger neier Energiewend wéi och d'Fuerderung no abordabele Präisser sinn am Kader, menger Meenung no, vun enger renger Konkurrenz net ze erfëllen.

Am Géigenzuch awer huet sech den öffentleche Secteur, hu sech also de Stat an d'Gemengen ëmmer méi aus hirer Verantwortung vun der öffentlecher „Daseinsvorsorge", wéi se an Däitschland soen, zréckgezunn. An zu Lëtzebuerg huet just nach d'Stad Esch am Kader vun engem vertikal integréierte Betrib d'Souveränitéit souwuel iwwert d'Netz wéi iwwert den Una Verkaf vun Energie.

Déi liberal Stoussrichtung spigelt sech och bei der Ëmsetzung vun dëser Direktiv an nationaalt Recht erëm. Nieft punktuelle Verbesserungen, wat de Verbraucherschutz ugeet, stécht virun allem deen alles dominéierende Begréff vun der Konkurrenz eraus, deen am schréftleche Rapport iwwer 30-mol virkënnt.

Dat bedeit am Endeffekt, dass d'Politik an de Stat sech net méi sollen amëschen a bal all Pouvoiren un dee sougenannte Régulateur, den ILR, ofginn, deem seng Rechter a seng Autonomie ausdrécklech ausgeweit ginn. A gradesou ausdrécklech ginn och d'Rechter vun der Regierung an iwwerhaapt vun de Pouvoirs publics a vun der Demokratie ageschränkt.

An anere Wierder: Mir sollen enger vun de Regierung onofhängeger Instanz ëmmer méi Pouvoire ginn, déi maassgeblech iwwert d'Präispolitik an iwwert d'Tariffer soll Entscheedungen huelen.

Déi liberal Stoussrichtung fanne mer och an engem anere Punkt erëm, deene sougenannten „smart metering", dat heescht deene sougenannten intelligente Compteuren, wou mer ganz bedenklech fannen, wann an deem Gesetz hei ugedeit gëtt, dass och de Waasserverbrauch hei soll drop opgebaut ginn.

Grad - menge mer awer - bei der Waasserversuergung, wat jo bis elo awer nach e Grondbesoin war, deen nach konnt erfollegräich géint déi Logik vun de Marchéë verteidegt ginn, wa mer derzou iwwerginn, elo dat an déi Verwaltung vun den Netzer an an déi Kontroll vun den Netzer mat eranzehuelen, de Verbrauch vum Waasser, fäerte mir, dass och domadder Preparatioune geschafe ginn, fir eng zukünfteg Liberaliséierung och beim Waasser virzehuelen.

Här President, als Lénk si mer der Meenung, dass d'Grondbesoinen an d'Gronddéngschtleeschtunge prinzipiell an öffentlecher Hand musse bleiwen. Mir sinn och agetratt derfir virun enger Zäit, dass de Stat déi Aktië vun der Enovos, déi libéréiert gi sinn, soll iwwerhuelen, fir eng richteg Energiepolitik am öffentlechen Interesse kënne mat ze beaflossen, wat all Aspekter vun der Energiepolitik ugeet, och déi Energiewend, wou hei zu Recht gesot ginn ass, dass se muss kommen, a wou et kloer gëtt, dass se mat där Gesetzgebung hei ganz vill Steng an de Wee geluecht kritt.

Mir mengen, dass nëmmen d'öffentlech Hand déi demokratesch Legitimatioun a Fäegkeet huet, den ekologeschen a soziale Besoinë vun der Populatioun nozekommen, an dëst an der Logik an am Esprit vun der internationaler Kooperatioun, an net vun der Konkurrenz. A well dat Gesetz hei selbstverständlech all deenen Erwaardungen an Usprëch net Rechnung dréit, wäerte mir och géint déi zwee Projeten hei stëmmen.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. Elo kritt d'Wuert den Här Wirtschaftsminister, den Här Etienne Schneider.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Alleréischt erlaabt mer, lech alleguerte Merci ze soen, dass Der bereet waart, déi Chamberssitzung hei anzeberuffen, fir dass mer de Vote vun deenen zwou Direktiven do nach hikréie virun der Summerpaus, well ech d'nächst Woch am Ausland sinn. Duerfir sinn ech lech ganz dankbar a soe Merci derfir.

Da soen ech dem Rapporteur Merci fir säi mëndleche Rapport. Dee schréftlechen, muss ech zouginn, hunn ech net gelies. Mä dee mëndleche war ganz gutt.

(Hilarité)

An da géif ech soen, da géif ech op déi verschidde Riedner agoen, well ech lech de Résumé vum Gesetz erspueren. Deen hutt Der jo alleguerte schonn héiere respektiv gelies.

Vläicht zum Här Eischen. Dir hutt ugereegt, dass mer solle kucken, an Nordafrika Gas hierzekréien, dass mer do solle Weeër a Mëttel sichen. Mir sinn amgaangen dat ze maachen doduerjer, dass mer eben och just wëllen eise Gasréseau u Frankräich ubannen, fir ebe just aus dem nordafrikanesche Raum an Zukunft och kënne Gas ze importéieren an domat net just ofhängeg ze si vu Gas, deen aus dem Oste kënnt, sprëch aus Russland kënnt.

Dir hutt och ugereegt, dass den Ausbau vun Éoliennë soll weidergedriwwe ginn. Do wäert Der deemnächst weider Annoncen héieren, wou weider Parke gebaut ginn. Et ass awer esou, dass een do meeschtens net un der Volontéit, fir se ze bauen, scheitert, mä un de Prozeduren an un den Oplagen, déi awer ganz streng sinn, wat d'Saach net ëmmer vereinfacht.

Dann hutt Der gefrot, wat d'Biogasanlagen ugeet, dass de Güllebonus misst agefouert ginn. Do kann ech lech vun hei aus soen, dass mer dat wäerte maachen.

An Dir hutt och gefrot, fir déi al Anlagen no deenen neien Tariffer ze bezuelen. Do muss ech lech leider soen, dass dat net geet. Déi al Anlagen hunn e Businessplang, deen ass och gerechent op déi al Tariffer. An do gëtt et kee Sënn, dass de Steierzueler elo supplémentaire do bezilt, fir dass do d'Rendit vun deene Propriétairë soll an d'Luucht goen.

Den Här Helminger hat eng Rei Ausféierunge gemaach iwwert den „smart metering", iwwer technesch Froen, déi nach musse geklaert ginn. Dat ass richteg. Do si mer och amgaang, dorunner ze schaffen.

Och wat d'Elektromobilitéit ugeet, sinn nach eng Rei Saachen ze diskutéieren. Mä ech mengen, fir déi béid gëllt awer eent, dass mir awer elo dat, géif ech soen, éischte Land an der Europäescher Unioun sinn, dat kloer Regelen elo festgeluecht huet, eenheetlech Regele fir d'ganzt Land fir speziell och eben déi Elektromobilitéit. Mir hunn ee System, dat wäert eis et vereinfachen, well aner Länner di sech ganz schwéier domat, fir ee System op d'Been ze setzen.

Da kommen ech zum Schluss op d'Froe vum Här Kox nach eng Kéier zréck. Da sinn ech och scho beim Här Kox. Den Här Kox huet mech hei esou villes gefrot respektiv kritiséiert, dass ech elo dräi Säite Stéchwierder opgeschriwwen hunn, wat lech ugeet.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Dat freet mech.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Dir hutt, fir unzefänken, nach eng Kéier bedauert, dass mer net déi Partë kaaft hunn, déi ArcelorMittal verkaaft huet oder amgaang ass ze verkafen un AXA, well Der mengt, mir missten als öffentlech Hand awer d'Majoritéit an där Gesellschaft hunn.

Ech hunn lech dat déi leschte Kéier scho gesot, ech soen lech et elo nach eng Kéier: Mir hunn zu all Moment d'Méiglechkeet, dat Netz, d'Majoritéit an deem Netz ze kafen. An do gëtt et kee vun deenen aneren Aktionären, deen eis do kann eng Oppositioun maachen. Deen Dag, wou mir décidéieren, mir hätte gären d'Netzer an öffentlecher Hand a mir hätte gären de Contrôle doriwwer, dann hu se guer keen anere Choix, wéi dat ze maachen. Si hunn dat och alleguerte mat ënnerschriwwen.

Dann hutt Der lech opgereegt iwwer AXA, well déi jo just un enger Rendit interesséiert sinn an net onbedéngt un der Versuergungssécherheet. Do muss ech lech soen, dass d'Rendit, déi eng Gesellschaft wéi Enovos a speziell Creos mécht, fir speziell d'Creos just eben doriwwer erreecht gëtt, dass investéiert gëtt an d'Réseauen. Well Dir wësst, dass eng Netzgesellschaft e reguléierte Beräich ass, an dee kritt en Taux d'intérêt, en Taux de rendement op d'Investitiounen,

déi en an d'Réseaue mécht. Wann e keng mécht, huet en och kee Rendement!

Also ass déi Angscht, dass do net sollt investéiert ginn, déi ass net ginn. De Contraire ass de Fall. Dovun ofgesinn, ass et jo nach ëmmer esou, dass AXA net décidéiert, wat an där Firma geschitt. Si hunn 23% an net méi. Dat heescht, si hunn nach net emol eng Minorité de blocage, fir iergendee Projet, deen déi Gesellschaft wëllt maachen, ze blockéieren.

Dir hutt dann des Weidere gesot - ah, dat war u meng Adress, jo -, Dir géift bedaueren, dass ech heiansdo méi nach als Manager vun Enovos géif optriede wéi als Energieminister. Ech muss Iech soen, dass d'Situatioun eigentlech elo vill méi schlëmm ginn ass zënter ech Minister sinn. Virdru war ech just Manager bei Enovos, elo sinn ech souzesoen de Vertrieder vum Propriétaire. Dat heescht, ech sinn nach eng Stuf geklommen a wäert duerfir och mat vill Intérêt den Développement vun där Gesellschaft...

(Interruption)

Jo, elo kréien ech allerdéngs näischt méi derfir, dat ass wouer.

...den Développement vun där Gesellschaft do verfollegen.

Mä ech wëll Iech awer hei och Folgendes soen: Dir sot op där enger Säit, de Stat muss méi staark an der Gesellschaft sinn, an op där anerer Säit bedauert Der, dass de Stat esou vill Afloss an der Gesellschaft hëlt. Duerfir soen ech Iech: Firwat soll ech dann eng Majoritéit kafen, wann Der op där anerer Säit gären hätt, dass ech mech zréckhalen aus allem?

(Interruption)

Wëllt Der eppes soen? Jo.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Neen, ech kéint elo, ech waarde bis zum Schluss.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Dir waart bis zum Schluss. Dat ass...

M. le Président.- Fuert elo emol virun, Här Minister!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Loosst Iech net provozéieren!

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Oh, esou schnell net, Här Bettel.

Dann hutt Der eppes zum Atomstroum gesot, dass den Atomstroum, de Präis vum Atomstroum net d'Käschte reflétéiert, déi en a Wierklechkeet generéiert. Do sinn ech 100%eg mat Iech averstan. Ech muss Iech allerdéngs drop hiweisen, dass mir jo net den Atomstroum förderen. Mir bauen och keen hei a mir hunn och ni wëlles gehat, dat ze maachen.

Mir sinn awer an engem Marché commun - an och deen hutt Der iergendwann eng Kéier matgestëmmt -, deen eben erlaabt, dass d'fräi Zirkulatioun vu Gidder hei an Europa ass, esou dass och all Client fräi ass ze kafe wéi ee Stroum e wëllt, an dass et eben och - an ech mengen, de Rapporteur huet et virdru gesot - juristesch net méiglech ass, fir ze verbidden, dass Atomstroum zu Lëtzebuerg vun engem Client kann importéiert ginn. Dovun ofgesinn ass et och relativ schwéier ebe just - dat war en anert Argument vun Iech -, fir eis Autobunn, also eis Netzer ze späre fir den Atomstroum. Dir wësst, wéi d'Netzer fonctionnéieren oder Dir wësst et och net, mä dat mëscht sech alles an dat kritt een net getrennt.

Da kommen ech zu Ärem Dauerbrenner, wat ech natierlech verstinn an Ärer Positioun, d'Fotovoltaik. Dir reegt Iech op, dass mer do wëlle Limitatioune maachen. Et ass ganz kloer, dass Der recht hutt an der Degressioun vun de Präisser fir d'Fotovoltaik. Mä se sinn awer, somme toute, nach ëmmer vill ze vill deier. Ech hunn Iech d'Rechebeispill gesot an ech kann Iech et nach 100-mol soen, ech erspueren Iech et, d'Fotovoltaik ass 14-mol méi deier wéi eng Wandmillen. Eng Megawattstonn Stroum aus Fotovoltaik ass 14-mol méi deier wéi eng aus enger Wandmillen.

Duerfir sot ech, nom Prinzip - mir sinn an enger, denkt nach eng Kéier drun, budgetär schwiereger Situatioun -, nom Prinzip „méi fir manner", also méi erneierbar Energie fir manner Suen, soen ech Iech, mir huelen déi Suen a mir probéiere se elo an enger éischter Phas méi intelligent anzesetzen, fir all aner Forme vun erneierbaren Energië méi massiv ze ënnerstëtzen, en attendant, dass déi Präisser, wou Der richteg sot, déi elo degressiv sinn, dass déi nach weider falen. Well déi wäerten nach weider falen. Elo maache mer emol all déi...

(Interruption)

Elo maache mer - ee Moment, da kënnt Der gär soen, wat Der wëllt - emol all déi aner Energieformen, erneierbar Energieformen. Déi wëlle mer elo massiv förderen. A wa mer do bis esou gutt wéi zum Schluss komm sinn, mat deem, wat méiglech ass, bis dohinner ass d'Fotovoltaik esou bëlleg, dass mer da mat rouegem Gewëssen och erëm voll op d'Schinn vun der Fotovoltaik wäerten eriwwerschwenken.

Ech wëll Iech just nach eng Kéier drop opmierksam maachen, dass mer jo d'Fotovoltaik fir Privatkonsumenten, fir een, dee sech dat wëllt op den Daach bauen, do maache mer et jo net, do loosse mer se jo gewäerden. Dat loosse mer jo zou, aus pädagogesche Grënn, dass jiddwer Privatbierger ka säin Engagement do och weisen. Do hu mer jo och kee Problem. Mir limitéiere just Anlagen iwwer 30 Kilowatt, déi limitéiere mer, well mer déi net méi wäerte subventionéieren elo emol einstweilen, wéi ech Iech virdru gesot hunn.

Just dass Der de Rapport gesitt: Op engem Privathaus sinn normalerweis véier Kilowatt. Dat heescht, mir erlabe bis 30 Kilowatt an duerno ass et awer Schluss. An da waarde mer bis déi Degressioun och esou wäit komm ass, wéi se an deenen nächste Joren ze erwaarden ass.

An dann, fir dem Här Henckes op seng Fro ze äntwerten an och op Är falsch Ausso, well Dir sot et nach ëmmer, dass massiv Aarbechtsplazen an der Fotovoltaik geschaf ginn. Dir wësst et selwer, Dir wësst et jo selwer, Här Kox, dass dat am Ufank vun deem Boom richteg war, well ganz vill Produktiounsanlage fir Fotovoltaikzellen an Europa opkomm sinn, dass do immens vill Jobe geschaf gi sinn. Mä entre-temps sinn d'Asiaten, sinn d'Chineesen esou vill méi bëlleg, dass se de komplette Marché an Europa futti maachen. Dat heescht, mir bezuelen dat 15-facht, 14-facht, pardon, fir eng Technologie, déi...

(Interruption)

Jo, Här Kox, ech weess, dass et Iech net gefält, et ass awer esou! Fir déi Suen och nach ze exportéieren, mir schafe keng Aarbechtsplaze méi hei domat. Just nach fir d'Installatioun op den Diech.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- 500 Milliarde fir Uelech gi mer nach ëmmer akafen. 500 Milliarden!

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Lauschtert, Här Kox, ech hu jo elo net gesot, dass mer och keen Uelech méi sollen akafen. Ech hu jo och net gesot, dass dat gutt ass. Ech soe just, ech ginn awer net meng Honnerte Milliounen Euro aus, fir se an Asien ze schécken, fir dass déi hir Konkurrenz développéieren, fir eis hei nach méi futti ze maachen, wann ech déiselwecht Sue kann huelen, fir aner Energieformen zu Lëtzebuerg ze förderen, déi och de Lëtzebuerger zeguttkommen, der Lëtzebuerger Industrie a virun allem dem Lëtzebuerger Handwierk. Do mengen ech einfach, dass d'Logik dat verbitt, fir dat an Zukunft esou ze maachen, wéi Dir dat fuerdert.

(Interruption)

Ech probéieren, mä et hëlleft net ëmmer.

(Hilarité et interruptions diverses)

Mä et ass gutt, den Här Kartheiser ass en ale Frënd vu mir - dat ass guer keen Thema -, net eréischt zënter dësem Gesetz, wëll ech soen.

Da wëll ech Iech nach eng Kéier...

(Interruption)

Merci. Da wëll ech Iech nach eng Kéier drop opmierksam maachen, dass ech gesot hunn a menger Untrëttsried, dass ech den Undeel un erneierbaren Energië wëll bis un d'Enn vu menger Mandatsperiod, an déi ka jo elo ganz schnell sinn, verduebelen.

(Hilarité)

An dann hutt Der kritiséiert, dass mer all déi Éoliennë géife maache mat der SEO. Mir maache se net. D'SEO ass e private Betrib, dee Gott sei Dank dem Lëtzebuerger Stat och nach zu 40% gehéiert. Mä d'SEO mécht Projeten esou wéi all anere Mënsch an all aner Firmaen, déi Éoliennen dorëmmer opriichten. Mä, wa mer déi SEO net hätten, dann hätte mer jo iwwerhaapt näischt am Beräich vun den erneierbaren Energien.

An da wëll ech Iech och soen, Är Ausso ass falsch, dass mer de Bierger net mat abannen. Well déi SEO, wou Der jo sot, dass déi ze vill mécht, déi ass op - ech weess et, well ech laang President do war -, déi ass op fir all Form vu Coinvestissement vun de Gemengen a vun de Bierger an déi Anlag.

Dann hutt Der och plädéiert derfir, dass mer déi 600 Kilowatt Éoliennë sollen upgraden. Mä där sinn der bal keng méi do. An déi ginn all „upgegraded". D'SEO baut iwwerhaapt keen esou ee Klimpi méi. Dat sinn alles déi risen Anlagen, déi Dir fuerdert. Eppes anescht gëtt iwwerhaapt net méi gebaut.

An déi puer 600-Kilowatt-Anlagen, déi et gëtt, sinn a Privatbesëtz, esou dass mer zwar ëmmer erëm regelméisseg mat deene Propriétairë verhandelen, fir hinne se kënnen ofzekafen an dann en Upgrading ze maachen. Mä och dat ass net esou einfach, vu dass mer se net kënnen enteegnen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et ass alles falsch, wat Der gesot hutt.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Et ass alles falsch. Bal alles, bal alles.

(Hilarité)

Ech mengen, ech hunn iergendwou eppes, wat richteg ass.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- A wien hätt dat geduecht? Dir sidd dach elo laang genuch hei. Dir misst dach elo bal wëssen, wéi et geet.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Sou! Hei, elo lauschtert Der emol alleguerten dem Här Wirtschaftsminister no!

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Merci, Här President.

(Interruptions)

Da wëll ech soen, dass Der behaapt, mir géifen net wëllen diskutéiere mat Iech iwwert den Netzuschloss u Frankräich. Ech schwätzen elo vum Elektreschnetzuschloss. De Misär ass, dass ech scho ganz vill mat Iech diskutéiert hunn, mä dass Dir näischt gleeft, wat ech soen. An dann ass de Problem natierlech immens schwéier, eng Diskussioun ze féieren, wann Der näischt gleeft.

(Hilarité)

Ech sinn awer ganz gär bereet, nach eng Kéier mat Iech ze diskutéieren, wann Der mer da verspriecht, mer och eng Kéier nozelauschteren.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech ginn d'Hoffnung op.

(Hilarité)

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- D'Hoffnung stierft fir d'Lescht. Ech wäert Iech och haut verschounen, fir weider dorobber anzegoen.

Dann hutt Der vun der Précarité énergétique geschwat, wou Der sot, dass mer iwwert de Wanter keen dierfen ofspären, dass d'Leit also iwwert de Wanter, wa se keng Suen hunn, einfach net brauchen ze bezuelen.

Mä da froen ech mech wierklech, ob mer elo net hei Sozialpolitik mat Energiepolitik vermëschen. A sot mir wann ech gelift: Wou zéie mer d'Grenz? Wiem erlabe mer dann einfach net ze bezuelen? Wann Dir da muer keng Loscht hutt, iwwert de Wanter ze bezuelen, loosst Dir et sinn. Wou zéie mer do eng Grenz? Dat ass dat Éischt.

An zweetens géif dat jo par analogie…

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Et war jo bis elo och e bëssen unterhaltsam. Kee Problem domadder. Et huet awer keen dovunner geschwat, iergendengem eppes ze schenken. Mir hunn net gesot…

M. le Président.- Här Braz, stellt Dir elo eng Fro?

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Ech stellen eng Fro.

Une voix.- An op!

(Hilarité)

M. le Président.- Da stellt se och!

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Dir musst awer och den Ënnerscheed maachen. Den Här Kox huet net dovunner geschwat, dass kee soll bezuelen. Et geet drëms, zu wéi engen Zäite vum Joer dass ee soll bei „mauvais payeurs" dierfen ofspären. Vermëscht dat dann och net! Dat ass dann och net ganz fair. Et ass emol net méi witzeg.

M. le Président.- Dat do war keng Fro, Här Braz. Här Minister, fuert virun!

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Entschëllegt! Meng Fro war, ob den Här Minister dat net och esou gesäit.

(Hilarité)

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Neen, ech gesinn dat net esou, well ech gesinn dat…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här Braz, ass dat zu Esch och esou? Dat ass och eng Fro.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Ech gesinn dat net esou, well et geet…

(Hilarité)

Also, Här Braz, den Ausléiser…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech kann Iech awer Fäll brénge vun Esch, déi hunn ofgespaart kritt.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Här Braz, den Ausléiser vum Ofspären ass jo de Fait, dass d'Leit net bezuelen. An doduerch, dass mer also dann net géifen ofspären, géife mer soen: „Majo, Dir sidd invitéiert, net ze bezuelen." Dat ass, wéi wann Der an de Cactus gitt, da braucht Der do och iwwert de Wanter net ze bezuelen.

(Hilarité)

Neen, dat geet net. An et léist deene Leit hire Problem net. Et léist deene Leit hire Problem net, well Dir mengt jo net, wann d'Leit iwwert de Wanter net bezuelen…

(Interruption)

Dir mengt jo net, dass, wann d'Leit iwwert de Wanter net géife bezuelen, dann hätte se am Fréijoer op eemol riseg Geld, fir dat alles nozebezuelen. Ech mengen, do sinn d'Gemenge gefuerdert. An Dir maacht dat jo gutt zu Esch.

Et ass jo och esou, dass d'Energiegesellschaften d'Gemengen iwwert déi Leit informéieren, déi net bezuelen an déi e Problem hunn, esou dass Dir d'Heft an der Hand hutt, fir da Sozialpolitik ze maachen an deene Leit ze hëllefen. Dir kënnt awer net vun enger privater Gesellschaft verlaangen, dass déi elo erlaben, dass jiddwereen, dee Loscht huet oder keng Loscht huet, ze bezuelen, dat da ka si loossen.

(Interruption)

Dann hutt Der… Ah jo, mat dem Raccordement vun den „renewables", also vun den Installatiounen am Beräich erneierbar Energien, hutt Der Iech opgereegt driwwer, dass mer net higinn an den Uschloss un de Bedreiwer vum Réseau ginn. Dat heescht, dass de Réseausbedreiwer muss den Uschloss bezuelen un eng erneierbar Energieform. An deem heite Fall, wann ech vun Elektresch schwätzen, zum Beispill un eng Fotovoltaiksanlag.

Par analogie sot Der zu de Bornen, Bornes électriques… Do gëtt et ee groussen Ennerscheed: Déi Bornë fir d'Elektromobilitéit, do décidéiert de Stat zesumme mat de Gemengen, wou déi hikommen, wou déi Sënn maachen hinzekommen. An duerfir ass et dann och ee System, dee wäert funktionéieren. An d'Gestionnaires de réseau, déi wäerten déi Investitioun maachen, leeën dat ëm op den Netznotzungstarif an der Basse tension.

Ech soen Iech direkt, dass dat absolut net wäert an d'Gewiicht falen. Doduerch nämlech, dass herno méi Autoe mat Elektresch fueren, gëtt jo och méi konsuméiert. Also ginn déi Méikäschten iwwer méi Consommatioun verdeelt, esou dass mer dervun ausginn, dass dat en Null-Zomme-Spill gëtt, wa mer vill Succès hu mat der Elektromobilitéit, doduerch souguer d'Netzkäschten erof wäerte goen.

Wat ech wëll soen, ass, dass mir ganz kloer d'Heft an der Hand hunn, wou déi Bornen higestallt ginn. Wann Dir awer elo gär hätt, dass jiddwereen, deen iergendwou eng Fotovoltaiksanlag op e Schapp hannen am Éislek baut, dass deen…

(Interruptions diverses et hilarité)

Pardon, dat huet… Näischt géint d'Éislek. Just well…

(Brouhaha et hilarité)

Den Här Kaes ass och e gudde Frënd vu mir. Allez!

Plusieurs voix.- Ooohhh!

Une voix.- Feigling!

(Hilarité)

Une autre voix.- Wann den Här Minister recht huet, huet e recht.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Wann hie mech ausschwätze léisst, dann…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Op déi véiert Spur an der N7 kënnt Der e bauen.

(Hilarité)

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Wann hie mech ausschwätze léisst, an dat mécht hie ganz bestëmmt, da versteet en, wat ech wëll soen. Vu dass déi Éisleker Koppe wonnerschéi sinn a meeschtens ganz wéineg bebaut sinn, a wann dann de Bauer x op enger Éisleker Kopp, wou wäit a breet näischt anescht ass wéi säi Schapp, do décidéiert, eng kleng Fotovoltaiksanlag op säin Daach wëllen ze bauen, an den Netzbedreiwer muss deen op seng Käschten uschléissen, dann hu mir Honnertdausenden Euro Käschten, fir dee Kabel dohin ze leeën, fir eng Anlag, déi ënner Ëmstänn vläicht nëmmen 10.000 Euro wäert ass. Dat bréngt strictement näischt. Dat dreift d'Netzkäschten an d'Luucht.

M. le Président.- Här Minister…

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- An duerfir soe mer, well mer do keen Afloss drop hunn, fir dat ze diskutéieren, maache mer dat eben net iwwert dee Wee, mä mir maachen et iwwert d'Subventioun vum Projet an iwwert den Aspei-

setarif. Allerdéngs awer an deem Mooss, wat sënnvoll ass. A wann et sech da fir deejéinegen Investor net rechent…

M. le Président.- Här Minister, erlaabt Der, datt den Här Kox lech eng Fro stellt?

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Selbstverständlech, awer eréischt, wann ech mäi Saz fäerdeg hunn.

M. le Président.- Da maacht Äre Saz fäerdeg

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Ech sinn amgaangen. Wann Der mech net ëmmer géift ënnerbriechen, Här President,…

(Hilarité)

…wär ech scho fäerdeg.

Wann mir also der Meenung sinn, dass dee Projet sënnlos ass, da gi mir eng Subventioun, déi awer net duergeet, fir dass e sech dréit, well mir eben net méi ginn, an da gëtt de Projet net realiséiert. Mä dat, wat… Jo, mä et ass an der Rei. Mä et ass einfach vollekswirtschaftlech onsënneg dann.

Mä, Här Kox, Dir dierft awer Är Fro stellen.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Ma ech wollt froen, ob Der dann och déi Amendementer gelies hutt. Wann Der de Rapport jo och schonn net gelies hutt, dann ass dat net dat, wat ech do geschriwwen hunn a wat ech proposéiert hunn. Nämlech all Kritären, wat Der elo scho gesot hutt, stinn an deem Text dran. Et ass e Règlement grand-ducal, dat alles mellt. Mä ech ginn dervun aus, dass Der et net gelies hutt.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Ech brauch et net ze liesen.

(Interruption)

Ech brauch dat net ze liesen. Ech sinn nach ëmmer richteg mat deem, wat ech soen. Mir…

(Interruption)

Den Invest vum Kabel, deen déi Anlag uschléisst, gëtt ofgedeckt iwwert d'Investitiounsbäihëllef an iwwert den Aspeisetarif. A wann dee Kabel esou laang ass, dass doduerch d'Käschten onproportional, disproportional deier ginn, da rechent de Projet sech eben net.

(Interruption)

Jo, mä et ass egal. Et ännert… Et ass egal, wien et war, et ass net gutt. Et ass egal, wien et war, et ass net gutt.

(Interruption)

Voilà! Alles, wat… Jo.

Da wëll ech ofschléisse mam Här Kox a kommen zum Här Henckes, dee frou wier, wa mer een Text coordonné géife maache vun all deenen Energietexter. Do muss ech lech soen, dat wär „nice to have", mä ech hu keng Zäit a keng Leit, fir dat ze maachen. Dat deet mer leed, mä ech hu vill aner méi sënnvoll Projeten am Energieberäich, wéi dass ech elo Leit wäert op Texte-coordonnéë setzen. An ech mengen, duerfir hu mer jo gutt Affekoten an deem Land, déi sech dann do duerch dee Bësch wäerte schloen, wann et néideg ass.

Dann hat Der eng Remarque gemaach zum Wiessel vum Energiefournisseur. Do wëll ech lech just drop opmierksam maachen, de Lëtzebuerger Client huet jo net nëmmen de Choix tëschent Lëtzebuerger Ubidder. E ka jo och an d'Ausland goen. Et gëtt jo eng Rei Ubidder. Ech soen lech awer direkt: Wann Der d'Präiscalculatioun eng Kéier maacht, dann ass d'Differenz, fir ze wiesselen, esou kleng, dass eigentlech kee Client Interessi weider huet, fir dat do ze maachen.

Ech mengen, den Taux de changement vum Fournisseur ass esou minim, dass en eigentlech iwwerhaapt net an d'Gewiicht fält. Mä et ass awer esou, dass zwielef auslännesch Firmen hei zu Lëtzebuerg um Marché ageschriwwe sinn. Déi sinn awer net all operativ. Déi sinn net all aktiv ginn, mä si kënnen et awer maachen. De Marché ass komplett op. Dat dozou.

Dann den Här Urbany zu gudder Lescht. Dem Här Urbany muss ech soen, wann e seet, dass d'Liberaliséierung net dat bruecht huet, wat se versprach huet, ginn ech em vollkomme recht.

D'Präisser sinn duerch d'Liberaliséierung net erofgaangen, si sinn eropgaangen. Den Här Urbany huet och recht, dass sech duerch d'Liberaliséierung eng Rei Oligopoler gebilt hunn, déi den Energiemarché dominéieren, wat net gutt ass, wat awer och derzou gefouert huet, dass d'Lëtzebuerger Regierung 2005 décidéiert huet: „Majo, géint déi Oligopoler, déi all déi Kleng plattmaachen, musse mer eis iergendwéi besser opstellen, wa mer nach wëllen en Afloss op eis Energieversuergung hunn."

Duerfir hu mer jo déi Fusioun gemaach vun all deenen Energiegesellschaften, och an Zesummenaarbecht mat der Stad Lëtzebuerg ënner anerem, fir eben ee groussen Acteur, ee regionalen Acteur hei kënnen ze schafen, deen och deene kann d'Stir bidden. An ech wëll net op den Detail agoen, mä ech sinn awer der Meenung, dass en dat ganz gutt mécht. Do hätt ech och eng ganz Rei Beispiller derzou.

Dann, dann, dann. Wat hunn ech hei nach vun lech?

M. Xavier Bettel *(DP).*- Dir sidd ganz komplett.

(Interruption)

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Jo. Hei, dat hunn ech gesot. Jo, reguléierten…

M. le Président.- Är Zäit ass och esou lues…

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Ah, meng Zäit ass eriwwer. An ech fannen net méi, wat Der nach gesot hutt.

M. le Président.- …ofgelaf, Här Minister.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Ech ginn net méi a mengen Noten eens.

(Hilarité)

Duerfir soen ech deenen Deputéierten, déi elo hei mat diskutéiert hunn, villmools Merci fir déi Diskussioun. Och wa mer net ëmmer enger Meenung sinn, ass et awer ëmmer erëm schéin, mat lech ze diskutéieren.

Merci!

M. le Président.- Merci dem Här Minister fir déi lieweg Diskussioun.

Domadder wiere mer um Enn vun der Diskussioun a mir kéimen elo zur Ofstëmmung. Fir d'Éischt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6316.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6316 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6316 ass ugeholl mat 52 Jo-Stëmmen, géint 5 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Lucien Clement), Nancy Arendt (par M. Raymond Weydert), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher (par Mme Christine Doerner), Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank (par M. Serge Wilmes), MM. Léon Gloden (par M. Félix Eischen), Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par M. Jean-Paul Schaaf), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes (par Mme Diane Adehm), MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Martine Mergen), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen (par M. Roger Negri), Jean-Pierre Klein (par Mme Claudia Dall'Agnol), Lucien Lux (par M. Ben Scheuer), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Carlo Wagner) et M. Carlo Wagner;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Ont voté non: MM. Claude Adam (par M. Henri Kox), Félix Braz, Henri Kox et Mme Josée Lorsché (par M. Félix Braz);

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Da komme mer elo zur Ofstëmmung iwwert den zweete Projet de loi, den 6317.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6317 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6317 ass ugeholl mat 52 Jo-Stëmmen, géint 5 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Christine Doerner), Nancy Arendt (par M. Raymond Weydert), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher (par Mme Martine Mergen), Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank (par M. Paul-Henri Meyers), MM. Léon Gloden (par M. Félix Eischen), Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par M. Jean-Paul Schaaf), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes (par M. Marc Spautz), MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Serge Wilmes), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen (par M. Ben Scheuer), Jean-Pierre Klein (par M. Alex Bodry), Lucien Lux (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Carlo Wagner) et M. Carlo Wagner;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Ont voté non: MM. Claude Adam (par M. Henri Kox), Félix Braz, Henri Kox et Mme Josée Lorsché (par M. Félix Braz);

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn dann och elo um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. Déi nächst Sitzunge si virgesi fir den 10., 11. an 12. Juli.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 20.24 heures)

Sommaire des séances publiques nos 35 et 36

Heure d'actualité du groupe LSAP sur les négociations en vue d'un Traité sur le commerce des armes p. 457-460

Motion de M. Félix Braz relative à la condamnation de la répression incessante menée par les autorités chinoises au Tibet p. 460-461

Heure d'actualité du groupe déi gréng sur la réforme du droit d'auteur dans l'époque digitale (vote) p. 461

Question élargie n°27 de M. Claude Meisch sur les éventuels abus dans le cadre du système des chèques-services p. 461-462

Interpellation de M. Fernand Kartheiser sur la stratégie nationale d'aide aux sans-abri p. 462-469

Heure d'actualité du groupe déi gréng sur le projet de réforme de l'espace Schengen p. 469-472

Communcations p. 473

Ordre du jour p. 473

Heure de questions au Gouvernement

- Question n°174 du 2 juillet 2012 de M. Marc Spautz relative à la problématique de la surfacturation de la maison de retraite «Am Schmëttbësch» à Schifflange, adressée à M. le Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale p. 473

- Question n°175 du 2 juillet 2012 de M. André Bauler relative à la correction des épreuves d'examen des classes terminales de l'enseignement postfondamental par des chargés d'éducation, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle p. 473

- Question n°176 du 3 juillet 2012 de M. Roger Negri relative aux répercussions de la fusion entre la Milch Union Hocheifel eg (MUH) et le groupe coopératif Arla Foods, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural p. 473-474

- Question n°177 du 3 juillet 2012 de Mme Josée Lorsché relative à la médecine scolaire, adressée à M. le Ministre de la Santé p. 474

- Question n°178 du 3 juillet 2012 de M. Ali Kaes relative à la route N7, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 474

- Question n°179 du 3 juillet 2012 de M. André Bauler relative au paiement de l'allocation de rentrée scolaire, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration p. 475

- Question n°180 du 3 juillet 2012 de M. Georges Engel relative au développement futur des zones industrielles P.E.D. et «Au Grand Bis» dans la commune de Pétange, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 475

- Question n°181 du 3 juillet 2012 de M. Henri Kox relative à la pratique du jet-ski sur la Moselle, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 475

- Question n°182 du 3 juillet 2012 de M. Gilles Roth relative aux études SUP dans le cadre de la révision générale des PAG, adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures p. 475-476

Déclaration de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, relative aux conclusions du Conseil européen des 28 et 29 juin 2012 suivie d'un débat p. 476-484

Ordre du jour (suite) p. 484

5978 - Projet de loi relative au retrait obligatoire et au rachat obligatoire de titres de sociétés admis ou ayant été admis à la négociation sur un marché réglementé ou ayant fait l'objet d'une offre au public et portant modification de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier p. 484-485

6316 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité

6317 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché du gaz naturel p. 485-492

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Espace Médias SA / Polygraphic SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°12** • SESSION ORDINAIRE 2011-2012

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
1997	Fernand Kartheiser	Chômage
2050	Fernand Kartheiser	Conséquences de la prise de participation de Qatar Airways dans Cargolux
2114	Claude Adam	Introduction d'une obligation de dépôt légal des manuels scolaires dans une bibliothèque du pays
2115	Fernand Etgen	Centrales de dépôt pour les chasseurs
2116	Fernand Etgen	Agrandissement de l'école nationale des sapeurs-pompiers à Feulen
2117	Marcel Oberweis	Lien entre pesticides et la maladie de Parkinson dans l'agriculture
2118	Josée Lorsché	Possibilités des maisons relais d'organiser des colonies de vacances au Luxembourg et à l'étranger
2119	Ali Kaes	Subventions octroyées par l'Union européenne
2120	Eugène Berger	Prise en charge des soins dentaires
2121	Marc Angel	Rapports sur les conseils en investissements financiers
2124	André Bauler et Eugène Berger	Collecte de données dans les lycées
2125	Jean Colombera	Identité transsexuelle
2126	Jean Colombera	Identité transsexuelle dans le cadre du pacte pour la jeunesse 2012-2014
2127	Jean Colombera	«Consultants» pour le Gouvernement
2128	Camille Gira	Réforme des services de secours
2129	Marie-Josée Frank, Marcel Oberweis et Serge Wilmes	Cures médicales offertes au Domaine Thermal de Mondorf
2130	Camille Gira	Prix de l'eau et les communes qui ne sont pas encore conformes à la loi de 2008 relative à l'eau
2131	Marc Spautz	Réseau électrique luxembourgeois
2132	Marcel Oberweis	Capacité de charge des camions
2134	Jean Colombera	Divorce forcé
2135	Fernand Etgen	Budget du Fonds pour la gestion de l'eau
2136	Anne Brasseur	Représentant spécial de l'Union européenne pour les droits de l'Homme
2137	Josée Lorsché	Label non-fumeur pour les cafés et bistrots
2138	Camille Gira	Payement par la commune de Mondorf d'une amende suite à une décision judiciaire
2140	Jean Colombera	Transport sanitaire
2143	Henri Kox	«myenergy» infopoint
2146	Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser	Projet «Tram léger»
2150	Jean Colombera	Plaintes de patients envers des prestataires de services dans le domaine de la santé
2151	Claudia Dall'Agnol	Carte d'invalidité
2152		
cf. 2157	Xavier Bettel	Ouverture du don du sang à la communauté homosexuelle
2155	Henri Kox	Tests de résistance des réacteurs nucléaires
2157 cf. 2152	Claudia Dall'Agnol	Ouverture du don du sang à la communauté homosexuelle
2158	Georges Engel	Méthodes d'attribution d'un marché public
2159	Jean-Paul Schaaf	Utilisation des infrastructures sportives étatiques des lycées par les associations sportives
2160	Marie-Josée Frank	Réseau des pharmacies
2161	Fernand Etgen	Permis d'armes à feu
2162	Marc Angel et Lydia Mutsch	Lutte contre la violence à l'égard des femmes
2164	Fernand Kartheiser	Te Deum lors de la Fête nationale
2165	Fernand Kartheiser	Protocole militaire
2166	Josée Lorsché et Félix Braz	Mise en place du Conseil national pour étrangers
2167	François Bausch et Félix Braz	Sanctions contre le régime syrien
2168	Josée Lorsché	Jeux de tir infrarouges ou au laser
2169	André Bauler	Formations de l'agriculture biologique
2170	Fernand Kartheiser	Accès des citoyens turcs dans l'espace Schengen
2171	Nancy Arendt	Circoncision
2175 urgente	Gast Gibéryen	Plan «lean» d'ArcelorMittal
2179	Marc Angel	Réforme des associations sans but lucratif
2180	Eugène Berger	Non-assistance par la Police grand-ducale
2189	Anne Brasseur	Mission d'expertise relative aux relations entre l'État et les communautés religieuses
2195	Marc Spautz	Direction de l'aviation civile
2202 urgente	Fernand Etgen	Permis de chasse

Question 1997 (7.3.2012) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **chômage:**

Compte tenu de l'accroissement du chômage et des défis qui se posent à notre société à cet égard, il y a lieu d'identifier et d'analyser en détail les besoins des différentes catégories de personnes qui sont touchées particulièrement par ce fléau. Une des catégories de personnes les plus touchées sont les personnes âgées de 45 ans et plus.

C'est pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail:

1) Combien de personnes âgées de plus de 45 ans sont actuellement au chômage et comment évolue le chômage touchant spécifiquement cette tranche d'âge?

2) Le Gouvernement dispose-t-il de statistiques ventilées par profession et niveau de formation pour ces personnes?

3) Quels sont les cours de formation que le Gouvernement organise au profit de ces personnes, notamment aussi au profit de celles disposant d'une bonne formation scolaire ou académique et d'une expérience professionnelle particulièrement valorisante?

4) Monsieur le Ministre veille-t-il à une interprétation uniforme des bases légales et des modalités d'application exactes des dispositions régissant les mesures dites de «réemploi» en tenant compte de l'intérêt des concernés, et quelle est cette interprétation uniforme?

Réponse (2.8.2012) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

En date du 31 janvier 2012, 5.366 personnes âgées de plus de 45 ans étaient inscrites à l'Agence pour le développement de l'emploi comme demandeurs d'emploi (DE) disponibles, soit 34,4% du total des DE disponibles. Ces premiers se répartissent comme suit:

Niveau de formation:

- niveau inférieur (scolarité obligatoire)	:	3.002 (56,0% des DE âgés de plus de 45)
- niveau moyen inférieur (10e à 11e et 4e à 3e)	:	487 (9,1% des DE âgés de plus de 45)
- niveau moyen supérieur (12e à 14e et 2e à 1re)	:	1.012 (18,8% des DE âgés de plus de 45)
- niveau supérieur (enseignement postsecondaire)	:	567 (10,6% des DE âgés de plus de 45)

Profession:

- Professions libérales, techniciens et assimilés	:	423
- Directeurs et cadres administratifs supérieurs	:	126
- Employés de bureau	:	654
- Vendeurs	:	441
- Travailleurs des transports	:	281
- Artisans, ouvriers (précision, horlogerie, mécanique, électricité, bois et bâtiment)	:	1.092
- Artisans, ouvriers (alimentaire, chimie, production, machinistes)	:	903
- Hôtellerie, restauration	:	486
- Autres services	:	869

L'évolution récente - 2010 à 2012 - des DE disponibles de plus de 45 ans est la suivante (données au 31 janvier de chaque année):

année	DE disponibles 45+	part dans total des DE disponibles	DE disponibles 45+ en reclassement	part des 45+ en reclassement dans DE disponibles 45+	part des 45+ en reclassement dans total DE disponibles
2010	4.375	30,5%	1.127	25,8%	7,9%
2011	4.802	33,4%	1.307	27,2%	9,1%
2012	5.366	34,4%	1.483	27,6%	9,5%

Afin de soutenir les DE âgés d'au moins 45 ans dans leur réinsertion professionnelle, l'ADEM est en charge d'un projet qui cible les DE en question. Celui-ci est cofinancé par le Fonds social européen pour les années 2012 et 2013. Il a comme objectif d'accompagner ces premiers jusqu'à leur réinsertion dans le monde du travail et consiste dans l'élaboration d'un bilan de compétences, la participation à des ateliers visant la relance de la carrière ainsi que dans un suivi individuel spécifique. Dans le cadre de ce projet, il est prévu de soutenir au moins 300 DE dans leur réinsertion professionnelle.

L'ADEM organise des ateliers spécifiques pour les DE âgés d'au moins 40 ans qui sont inscrits depuis au moins six mois et ayant leur premier dossier (première inscription à l'ADEM). Ces ateliers visent à soutenir ces DE à travers des échanges au sein de groupes encadrés. Ceux-ci portent sur les expériences d'autres DE, le projet professionnel de chaque DE, des formations à suivre, etc.

Outre ces deux mesures spécifiques, le service d'Orientation professionnelle de l'ADEM offre des conseils et mesures d'orientation à tous les DE, donc également à ceux âgés de plus de 45 ans.

De même, un groupe de travail informel entre l'ADEM et le service Formation professionnelle du Ministère de l'Éducation et de la Formation professionnelle organise des mesures de formation en vue d'une reconversion ou adaptation professionnelle. Ces formations sont classées en trois catégories:

- les formations «qualifiantes» exclusivement mises au point pour les besoins spécifiques des entreprises et conjointement avec elles, ayant pour but l'insertion ou la réinsertion professionnelle des DE;

- les formations «pool» organisées à l'intention d'un secteur suivant leur demande, mais sans qu'il y ait une liste d'employeurs concrets (p. ex.: agent de fabrication);

- les formations destinées à augmenter l'employabilité générale des demandeurs d'emploi (informatique, test d'embauche…).

L'aide au réemploi s'applique sans distinction à tous les chômeurs inscrits sans prendre en compte leur âge.

L'État propose également des aides à l'embauche de chômeurs âgés de longue durée au profit des employeurs.

- Chômeurs âgés de 30 ans au moins:

- le chômeur doit être inscrit comme demandeur d'emploi pendant une durée de douze mois au moins;

- le remboursement des cotisations de sécurité sociale porte sur deux ans.

- Chômeurs âgés de 40 ans au moins:

- le chômeur doit être inscrit comme demandeur d'emploi pendant une durée de trois mois au moins;

- le remboursement des cotisations de sécurité sociale porte sur trois ans.

- Chômeurs âgés de 45 ans accomplis:

- le chômeur doit être inscrit comme demandeur d'emploi pendant une durée d'un mois au moins;

- le remboursement des cotisations de sécurité sociale portera jusqu'à l'âge de la mise en retraite.

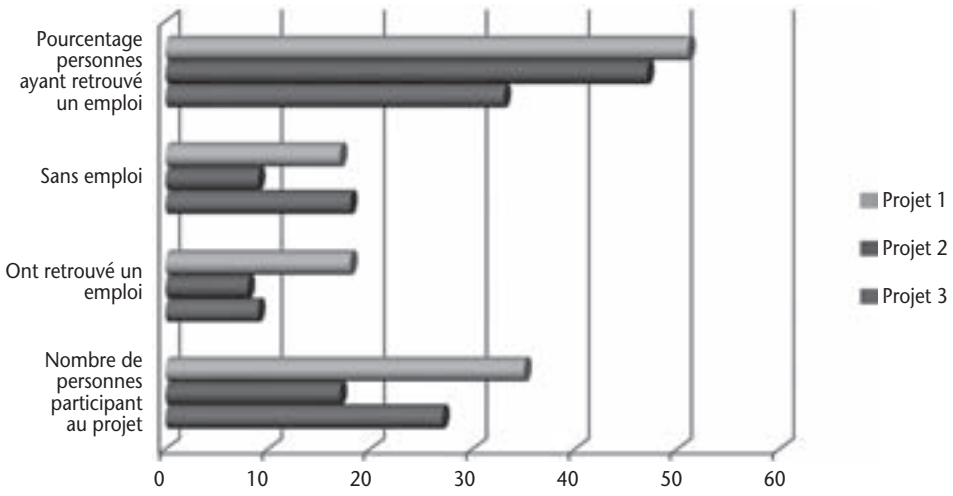
Le Ministère du Travail et de l'Emploi a lancé des mesures spécifiques en faveur des 45+ dans le cadre du programme Fit4Job-«Relancer ma Carrière». Il s'agit notamment d'élaborer avec les personnes concernées de nouvelles perspectives de vie personnelle et professionnelle. En outre, le coaching se concentre sur la faculté des personnes concernées à apprendre à croire en ses capacités et à mieux mobiliser ses ressources personnelles. Développer une stratégie de «Plan de Vie» qui correspond à ses valeurs propres et en adéquation avec ses compétences et ses besoins.

Statistiques du Projet «Relancer ma Carrière»

Suite au projet «Relancer ma Carrière» mis en place par le Ministère du Travail et l'ADEM en collaboration avec l'Institut, permettant aux demandeurs d'emploi âgés de 45 ans et plus de faire le point sur leurs compétences et de les accompagner dans leur recherche d'un emploi, quatre projets ont été mis en place depuis 2010. Le projet 4 étant actuellement en cours, voici les résultats représentatifs des projets précédents:

	Projet 1	Projet 2	Projet 3
Nombre de personnes participant au projet	35	17	27
Ont retrouvé un emploi	18	8	9
Sans emploi	17	9	18
Pourcentage personnes ayant retrouvé un emploi	51%	47%	33%

Graphique représentatif



Question 2050 (5.4.2012) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **conséquences de la prise de participation de Qatar Airways dans Cargolux:**

An enger Pressematdeelung vun der Cargolux vum 28. Mäerz 2012 ass ze liesen:

«The complementary character of the business models of Cargolux and Qatar Airways has enhanced the reach and scale of both partners. Specifically, the Company can offer its customers an improved product range through interlining and block space agreements on Qatar Airways' extensive belly and freighter network. Likewise, Qatar Airways benefits from the Company's all-cargo capacity to destinations outside their route network.

With the partnership taking shape, both airlines saw cargo traffic increase at their hubs as Cargolux moved freight through Doha and Qatar Airways fed the Company's Luxembourg base with regular Boeing 777 freighter flights in 2011. Cargolux also used blocked space on Qatar Airways' service to Canada, while Qatar Airways did the same on Cargolux flights between Doha and Sharjah.»

Dëse Communiqué an déi rezent Entwécklung bei der Cargolux mat der Bedeelegung vu Qatar Airways u 35% vum Kapital un der Cargolux, déi déif Amëschung vum neien Aktionär an dat deeglecht Geschäft an d'Afrostelle vum gesamte Geschäftsmodell gëtt Ulass zu der Suerg, dass den Interessi vu Qatar net doranner läit d'Cargolux als Firma mei rentabel ze maachen, mä selwer vun hire Streckerechter (Traffic-rights) ze profitéieren a méi Frachtvolume vun der Cargolux ewechzehuelen a selwer aus Lëtzebuerg erauszefléien. War beim Agoe vun der «Partnerschaft» dovunner ausgaange ginn, dass Qatar Fracht op Lëtzebuerg bréngt (als sougenannten «Feeder») an d'Cargolux dës Fracht vun hei aus weiderflitt, sou stellt sech dach eraus, dass d'Qatar Airways ëmmer méi Fracht selwer aus Lëtzebuerg erausflitt an dat och nach op direkte Konkurrenzstrecken zur Cargolux. Och de Fligertyp (B747), dee vun der Cargolux ausschliisslech geflu gëtt, war bis viru Kuerzem als Haaptgarant fir den Erfolleg vun der Firma duergestallt ginn a soll elo a Fro gestallt ginn.

Duerch folgend Punkte gouf de Choix vu Qatar als Partner ënner anerem verdeedegt an erkläert:

- Wuesstem an Nohaltegkeet fir d'Cargolux.

- Attraktivitéit vun engem erweiderten Netzwierk.

- Méi héich Frachtvolumen a Revenuen.

- Béid Standuerte Lëtzebuerg an Doha solle gefestegt ginn a Qatar soll weider Fracht op Lëtzebuerg bréngen.

- Eng héier Effizienz duerch den Accès op Capacitéite vu Qatar a Bäibehale vun der «Single Fleet» vu Boeing 747-Modeller fir d'Cargolux.

Am Moment geet allerdéngs Rieds vun enger Flotteverklengerung mat manner Frachtvolumen, engem reduzéierten Netzwierk an d'Uschafe vun anere Fligertypen.

Aus dëse Fakten eraus géif ech dem Minister gären dës Froe stellen:

1) Wéi ee Frachtvolumen huet d'Qatar Cargo virum an nom Akraafttriede vun der Partnerschaft mat der Cargolux op Lëtzebuerg erageflunn?

2) Wéi ee Frachtvolumen huet d'Qatar Cargo virum an nom Akraafttriede vun der Partnerschaft mat der Cargolux aus Lëtzebuerg erausgeflunn?

3) Wéi eng Streckerechter (Traffic-rights) huet Qatar Airways aus Lëtzebuerg eraus an op wéi enge vun dëse Strecke flitt si an direkter Konkurrenz zur Cargolux?

4) Besteet d'Méiglechkeet fir Qatar, duerch Ableck an d'Geschäftsënnerlagen d'Cargolux präislech systematesch ze ënnerbidden?

5) Huet Qatar Cargo eng fest Capacitéit am Luxair-Cargocenter gebucht an, wa jo, wéi vill?

6) Ass et e laangfristegt Zil d'Fligerflott vun der Cargolux där vu Qatar Airways unzegläichen a se spéider eventuell ganz an hir Flott ze integréieren?

7) Wat mécht d'Regierung, fir de Standuert Lëtzebuerg ze erhalen an der Cargolux dee versprachene Wuesstem ze erméiglechen?

Réponse commune (18.7.2012) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*, et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Als Äntwert op d'Froe vum Här Deputéierte Fernand Kartheiser, muss fir d'Éischt preziséiert ginn, datt déi Froen eng Aktivitéit vun zwou Privatgesellschafte betreffen an där de Stat keng direkt Bedeelegung huet. Et ass also net un der Regierung, vertraulech Informatioune vu kommerzielle Gesellschaften ze veröffentlechen.

Op d'Froe vum honorablen Deputéierte kann een äntwerten, datt ee bilateraalt Ofkommes iwwer «open skies» zwësche Qatar a Lëtzebuerg ofgeschloss gouf. Dëst Ofkommes erlaabt de Cargogesellschafte vu Lëtzebuerg a Qatar all Frequenzen ze notzen, dozou gehéiert och déi 5. Fräiheet am Loftverkéier, mat där een d'Recht huet Passagéier, Cargo a Post no a vun Drëttstaten aus ze befërderen. Et ginn am ganze siwe Fräiheeten am Loftverkéier. Dat geet vun engem einfache Recht ee Stat ze iwwerfléien (1. Fräiheet) bis zu engem Recht Verkéier zwëschent Drëttstaten ouni Verbindung zum Heemechtsland ze bedreiwen (7. Fräiheet).

Des Weidere muss all Member vun engem Verwaltungsrot vun enger Lëtzebuerger Gesellschaft Zougang zu den Dokumenter vun der Gesellschaft kréien, déi hie brauch, fir säi Mandat auszeféieren. Wann déi Informatiounen awer zu friemen Zwecker genotzt ginn, kann dee Member vum Verwaltungsrot zur Verantwortung gezu ginn. Et ass awer net ausgeschléissen, datt am Kader vun enger gemeinsamer kommerzieller Politik, sous réserve, datt déi natirlech am legale Kader bleift, d'Direktioune vun zwou Gesellschafte fräiwëlleg Informatiounen austauschen.

Wat d'Fro Nummer 7 betrëfft, kann een, ausser deenen zuelräiche Prospektiounsvisitë vun der Regierung, och nach d'Aarbechten am Zesummenhang mat der Entwécklung vun der Logistikplattform ernimmen. D'Administration de la navigation aérienne huet ausserdeem ee Regime opgesat, fir finanziell Ennerstëtzung fir all Cargogesellschaft am Fall vun der Aféierung vun enger neier Streck oder bei der Erhéijung vun de Frequenzen vun «all cargo» Flich. Deeselwechte Regime gesäit een zousätzleche Rabatt op Flughafenredevancë vir, dee sech op de Gesamtvolume vum transportéierte Cargo baséiert. Schlussendlech kann een ervirhiewen, datt kierzlech d'«Société de promotion de l'aéroport» reorganiséiert ginn ass, fir datt d'Regierung an all déi concernéiert Acteuren en Instrument hunn, fir onse Flughafe weltwäit ze vermaarten.

Q140

Question 2114 (23.5.2012) de **M. Claude Adam** *(déi gréng)* concernant l'**introduction d'une obligation de dépôt légal des manuels scolaires dans une bibliothèque du pays:**

Si on prend la liste des manuels scolaires actuels et que l'on vérifie à travers Bibnet la disponibilité de ces livres dans les bibliothèques luxembourgeoises, force est de constater que de nombreux manuels n'y figurent pas. Si un chercheur souhaiterait par exemple faire une analyse sur le contenu des manuels scolaires luxembourgeois actuels ou anciens, il est dans l'impossibilité de retrouver l'intégralité de ces titres dans les bibliothèques du pays. Un test avec les manuels actuels de biologie de l'enseignement secondaire classique démontre par exemple que les livres pour les classes de 7e, 6e et 5e et 1reC sont disponibles, tandis que le manuel pour les classes de 4e et de 3eC reste introuvable. En cherchant les manuels de géographie, on découvre que le manuel de 5e est disponible à sept endroits, tandis que les livres pour les classes de 7e, 6e, 2e, 1reG ne le sont dans aucune des bibliothèques. La situation est donc très diverse et insatisfaisante.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants:

1) Est-ce que Madame la Ministre ne juge pas opportun d'introduire une obligation légale de déposer trois exemplaires de chaque manuel scolaire utilisé dans une école publique fondamentale et/ou secondaire luxembourgeoise dans une des bibliothèques (universitaires) du pays, voire à la Bibliothèque nationale?

2) Dans l'affirmative, est-ce que Madame la Ministre entend contacter rapidement Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle afin de réaliser dans les meilleurs délais le dépôt des manuels scolaires?

Réponse (26.6.2012) de **Mme Octavie Modert,** *Ministre de la Culture*, et de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Dans sa question parlementaire du 23 mai 2012, Monsieur le Député Claude Adam demande si «Madame la Ministre de la Culture ne juge pas opportun d'introduire une obligation légale de déposer trois exemplaires de chaque manuel scolaire utilisé dans une école publique fondamentale et/ou secondaire luxembourgeoise dans une des bibliothèques (universitaires) du pays, voire à la Bibliothèque nationale» et si «dans l'affirmative» elle «entend contacter rapidement Madame la Ministre de l'Education nationale et de la Formation professionnelle afin de réaliser dans les meilleurs délais le dépôt des manuels scolaires?».

Nous avons l'honneur de soumettre à Monsieur le Député Claude Adam les informations suivantes:

Conformément à l'article 9 de la loi du 25 juin 2004 portant réorganisation des instituts culturels de l'État, la Bibliothèque nationale de Luxembourg (BnL) collectionne, conserve et met à disposition toutes les publications éditées sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg. En vertu de l'article 10 de la même loi et des articles 1er, 3, 4 et 5 du règlement grand-ducal du 6 novembre 2009 relatif au dépôt légal, ces ouvrages sont soumis à l'obligation du dépôt légal en faveur de la Bibliothèque nationale. Le dépôt légal des monographies doit être effectué en quatre exemplaires par l'éditeur ou toute autre personne qui en tient lieu, ou à leur défaut, tout imprimeur, producteur ou auteur d'une des publications concernées.

Il en découle que les éditeurs du Grand-Duché, ou toute autre personne qui en tient lieu, doivent déposer les manuels scolaires qu'ils éditent à la Bibliothèque nationale. Le service du dépôt légal de la Bibliothèque nationale veille à la bonne application des dispositions du dépôt légal. Aussi la BnL détient-elle une collection de livres scolaires luxembourgeois comptant 7.240 exemplaires physiques représentant 2.246 titres. Ces titres sont recensés sous la cote LS (livres scolaires luxembourgeois) dans le catalogue collectif national «catalog.bibnet.lu». Aujourd'hui les livres scolaires qui entrent au service du dépôt légal sont principalement ceux édités par le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, par le Syndicat national des enseignants (SNE) et encore par la Fédération générale des instituteurs luxembourgeois (FGIL).

La législation luxembourgeoise ne peut s'appliquer qu'au territoire national. Il en résulte que l'obligation du dépôt légal d'ouvrages scolaires ne peut pas s'appliquer à des éditeurs établis à l'extérieur du Grand-Duché de Luxembourg.

Toutefois, la collection des imprimés de la Bibliothèque nationale comprend aussi des livres scolaires utilisés dans les différents ordres d'enseignement luxembourgeois qui n'ont pas été édités au Luxembourg. Ils ont été acquis par la BnL par achats ou par dons en exécution de l'article 9 de la loi du 25 juin 2004 qui dispose que la Bibliothèque nationale «complète» les collections entrées par le moyen du dépôt légal par l'achat «des publications, imprimées ou produites par un autre procédé que l'imprimerie, parues à l'étranger et se rapportant au Grand-Duché de Luxembourg, à ses ressortissants ou à ses habitants, ou créées par des auteurs luxembourgeois ou liés au Grand-Duché». Les livres scolaires édités à l'étranger détenus par la Bibliothèque nationale sont principalement ceux traitant un sujet en rapport avec le Luxembourg ou dont l'auteur ou l'un des auteurs est Luxembourgeois. Les ouvrages sont recensés soit dans le catalogue collectif «catalog.bibnet.lu», soit dans le catalogue des acquisitions du fonds non luxembourgeois antérieures à 1985 (en voie d'intégration dans le catalogue collectif).

L'école étant au cœur de notre société et de son devenir, aussi bien la Ministre de la Culture que la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle partagent l'avis de l'honorable Député que la collecte et la conservation de l'ensemble des manuels scolaires utilisés dans les différents ordres d'enseignement luxembourgeois, quel que soit leur lieu d'édition, présentent un intérêt certain, que ce soit pour la recherche historique, pédagogique ou sociologique.

Il convient de noter cependant qu'une collecte plus exhaustive en la matière ne peut pas être réalisée en un tour de main. L'enseignement luxembourgeois s'étant diversifié au cours des dernières années et la réforme des différents ordres d'enseignement ayant conféré aux enseignants une plus grande autonomie dans le choix du matériel pédagogique utilisé en classe, le nombre des titres en usage a considérablement augmenté, s'élevant aujourd'hui à plus de 1.550 titres différents pour l'année scolaire 2012/2013 rien que pour l'enseignement secondaire classique et l'enseignement secondaire technique. La plus grande autonomie conférée aux enseignants rend plus difficile pour la Bibliothèque nationale de se procurer les informations nécessaires afin de procéder aux acquisitions.

Nos services se concerteront en vue d'améliorer le flux d'information entre la Bibliothèque nationale et les services compétents du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, afin de donner à la Bibliothèque nationale les moyens d'assurer dans les meilleurs délais une collecte plus exhaustive des livres scolaires utilisés au Luxembourg.

Question 2115 (23.5.2012) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant les **centrales de dépôt pour les chasseurs:**

Depuis des années, il existe des centrales de dépôt pour les chasseurs afin de se débarrasser tant des cadavres de gibier accidentés que des parties du gibier abattu. Or, il me revient qu'il est envisagé de réduire le nombre de centrales de dépôt.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:

- Combien de centrales de dépôt ont été mises au service des chasseurs pendant les dernières années?

- Est-il exact que Monsieur le Ministre envisage de supprimer des centrales de dépôt?

- Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'une décentralisation au sens de la dispersion de centrales dans toutes les régions du pays est importante?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'un réseau large en éventail répond à la volonté de la proximité voulue?

Réponse (25.6.2012) de **M. Marco Schank,** *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:*

Historique:

Les premiers cas de peste porcine sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg ont été constatés en octobre 2001. À partir du 14 juin 2002 tout le territoire du Grand-Duché a été déclaré zone de surveillance.

En vue de la collecte des sangliers tirés et la prise d'échantillons pour l'analyse au laboratoire vétérinaire de l'État, un réseau de 15 centres de collecte était créé par l'Administration de la Nature et des Forêts et l'Administration des Services vétérinaires, les deux administrations ayant des attributions en matière de lutte contre les épizooties. Onze des centres étaient gérés par l'Administration des Eaux et Forêts, plus spécialement par les préposés forestiers régionalement compétents, et quatre par des personnes privées, sous contrat avec l'Administration des Services vétérinaires de l'État. Les centres de collecte gérés par l'administration étaient situés à Beaufort, Berbourg, Brandenbourg, Contern, Esch-sur-Alzette, Koetschette, Mamer, Marienthal, Marnach, Niederfeulen et Wiltz-Weidingen Les centres étaient ouverts aux chasseurs, sur rendez-vous, sept jours sur sept, durant toute l'année.

La collecte des échantillons d'analyse (prises de sang et d'organes) dans les centres de collecte et leur transport vers le laboratoire de médecine vétérinaire étaient assurée par l'Administration des Eaux et Forêts. Ainsi, pendant l'année 2003, environ 50.000 km ont été parcourus en vue de l'acheminement des échantillons d'analyse vers le laboratoire vétérinaire.

Nombre de sangliers échantillonnés et indemnisés entre 1999 et 2007:

Année budgétaire	1999-2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	Total
Nombre de sangliers indemnisés	630	2.050	3.800	3.100	2.400	2.025	1.350	15.355

Situation actuelle:

Actuellement, les deux administrations sont en contact pour discuter sur le maintien d'un réseau de centres de collecte répartis régulièrement sur le territoire du pays afin de garantir la collecte des sous-produits générés lors de l'activité de la chasse ainsi que l'élimination des cadavres trouvés morts suite à un accident de la route. Ces centres devront être strictement limités aux sous-produits provenant de la faune sauvage. Ces centres de collecte seront gérés sur le terrain par les préposés et les ouvriers de l'Administration de la Nature et des Forêts. Il est évident que ces centres nécessiteront un certain budget pour pouvoir fonctionner dans des conditions d'hygiène normale. Ce réseau de centres de collecte devrait être constitué au moins d'une demi-douzaine de sites.

La proposition de maintenir un réseau national de centres de collecte a été avisée favorablement par le Conseil supérieur de la chasse, suite à une demande des représentants de la Fédération St. Hubert des Chasseurs du Grand-Duché de Luxembourg.

Question 2116 (24.5.2012) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant l'**agrandissement de l'école nationale des sapeurs-pompiers à Feulen:**

Depuis plus de 20 ans on parle de l'agrandissement de l'école nationale des sapeurs-pompiers à Feulen. En 2008 le programme de construction a été finalisé. Par la suite, le projet semble être tombé sous les mesures d'économies du Gouvernement. Toutefois, une autorisation à bâtir a été demandée et délivrée en mars 2010. Toutes les autres procédures d'autorisation sont également finalisées. Lors de la dernière assemblée générale de la Fédération nationale des sapeurs-pompiers, Monsieur le Ministre a annoncé que les travaux débuteront en avril 2012.

Voilà pourquoi je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire pour quelles raisons les travaux n'ont toujours pas été entamés?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer quand le projet sera réalisé?

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer que le programme de construction sera réalisé tel que prévu?

Réponse commune (28.6.2012) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*, et de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

En réponse à la question parlementaire n°2101 (veuillez lire: 2116) concernant le projet de l'agrandissement de l'école nationale des sapeurs-pompiers à Feulen, il y a lieu de préciser que les travaux n'ont pas pu être entamés plus rapidement vu la complexité des différentes études liées au projet. Après finalisation des études d'avant-projet sommaire en automne 2009, les études d'avant-projet détaillé ont été achevées en printemps 2011. Les études d'exécution et les procédures d'autorisation afférentes ont abouti fin 2011. D'ailleurs, il échet de préciser que le site présente une topographie difficile (fort dénivellement du terrain) de sorte qu'il fallait éviter de démarrer les travaux de terrassement en période hivernale 2011-2012.

Faisant suite à l'ouverture de la soumission des travaux de gros-œuvre en février 2012, la commande définitive à l'adjudicataire a été délivrée le 2 mai 2012.

Une première réunion de concertation avec les différents responsables de mes services, les bureaux d'architecte et d'études et l'entreprise a eu lieu le 30 mai 2012. À noter que les travaux ont débuté mi-juin 2012.

En outre, je tiens à préciser que les différents lots techniques ont également fait l'objet d'une soumission publique alors que les dossiers de soumission des lots concernant les travaux de parachèvement sont en élaboration. En conclusion, le chantier précité devrait être achevé pour fin 2014.

En ce qui concerne une éventuelle modification du programme de construction, l'on précise que durant les études d'exécution, le projet n'a pas fait l'objet de modifications majeures par rapport aux plans annexés à l'autorisation de bâtir basés sur les études d'avant-projet sommaire. Enfin, aucune demande de changement de la part de l'utilisateur n'a dû être intégrée au programme de construction.

Question 2117 (24.5.2012) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant le **lien entre pesticides et la maladie de Parkinson dans l'agriculture:**

Dès les années 80, des liens entre pesticides et la maladie de Parkinson ont été suspectés. À la fin des années 90, des études ont démontré que les agriculteurs exposés aux pesticides avaient un risque doublé de développer la maladie par rapport à ceux qui n'en utilisaient pas et que le risque augmente avec le nombre d'années d'exposition aux insecticides.

En mai 2006, pour la première fois, le Tribunal des affaires de sécurité sociale de Bourges reconnaissait comme maladie professionnelle la maladie de Parkinson dont souffrait un ancien salarié agricole exposé à des pesticides. Finalement en France, un décret entré en vigueur le 7 mai 2012 reconnaît la maladie de Parkinson comme maladie professionnelle qui vient ainsi d'entrer dans le tableau des maladies professionnelles du régime agricole.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre est-il au courant des différentes études?

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de tels cas de maladie au Luxembourg?

- Dans l'affirmative, quelles sont les premières conclusions à tirer en vue de protéger au mieux les agriculteurs des effets si nuisibles des pesticides?

Réponse (4.7.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

1. Mes services suivent avec le plus grand intérêt l'évolution des connaissances quant aux éventuels effets indésirables des pesticides.

La maladie de Parkinson est une maladie neurodégénérative dont la prévalence est d'environ 1,5% après 65 ans. Elle est d'origine multifactorielle, impliquant des facteurs de risque environnementaux et génétiques. Le rôle de l'exposition professionnelle aux pesticides a été évoqué quand des études épidémiologiques avaient montré que le risque de maladie de Parkinson était multiplié par 1,5 à 2 en cas d'exposition professionnelle aux pesticides.

L'étude qui fait actuellement référence en la matière est une publication de «Elbaz A, et al. Ann Neurol 2009, 66: 494-504en 2009». Cette étude, dont les auteurs font partie de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm-France), peut être considérée comme étant à l'origine, en France, de l'inscription de la maladie de Parkinson au tableau des maladies professionnelles (décret français n°2012-665 du 4 mai 2012).

Cette publication tend à démontrer que le risque augmente avec le nombre d'années d'exposition aux insecticides et qu'il est principalement lié à l'usage de certains insecticides, dits de type «organochlorés».

D'autres études mettent en évidence l'association entre le Parkinson et d'autres polluants comme par exemple le trichloréthylène, un solvant, comme le démontre une étude de novembre 2011 (Parkinsons Institute in Sunnyvale, California).

2. Au Luxembourg, toute déclaration de maladie professionnelle est faite auprès de l'Association d'Assurance Accident. Le tableau des maladies professionnelles en vigueur depuis le 1er septembre 1998 énumère, sous le numéro 1307, les «maladies provoquées par les composés organiques du phosphore». Cette rubrique donne la possibilité de déclaration d'une maladie en rapport avec les pesticides.

Force est de constater que depuis 1998 aucun cas de maladie de Parkinson en rapport avec les pesticides n'a été déclaré au Luxembourg.

3. Les pouvoirs publics misent essentiellement sur des mesures d'information et de formation afin de protéger toute personne qui utilise des pesticides. Il s'agit notamment des mesures suivantes:

- Chaque salarié qui manipule des pesticides est soumis à une visite périodique préventive auprès du service de santé au travail correspondant et ceci conformément au règlement grand-ducal du 17 juin 1997 concernant la périodicité des examens médicaux en matière de médecine du travail. Les travailleurs indépendants (agriculteurs, viticulteurs, jardiniers,...) ne sont pas soumis aux exigences du Code du Travail et sont eux-mêmes responsables de leur santé et sécurité, mais une visite médicale sur base volontaire est proposée par les services de santé au travail.

- La Chambre d'Agriculture et l'ASTA (Administration des Services techniques de l'agriculture) disposent d'une large gamme d'informations concernant une utilisation optimale des pesticides ainsi que les règles élémentaires de sécurité lors de la manipulation de ces produits. Rappelons que tous les produits phytopharmaceutiques sont mis sur le marché, conformément au règlement grand-ducal modifié du 4 décembre 1994 concernant la mise sur le marché et l'utilisation des produits phytopharmaceutiques et reçoivent un agrément par une commission spéciale composée de membres du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, du Ministère de la Santé et du Ministère du Travail.

- L'Inspection du Travail et des Mines met à disposition, via leur site Internet, une prescription générale de sécurité et de santé: «type ITM-ET 81.2: Dépôts de produits phytopharmaceutiques et d'engrais» réglementant par cette prescription le stockage et l'utilisation de ces produits.

- Le Lycée technique Agricole d'Ettelbruck dispense à ses élèves (sections agricole, jardinage et travaux forestiers) une formation de base très pointue pour l'utilisation des pesticides. Cette formation est validée par la délivrance d'un certificat émis par l'ASTA pour l'utilisation de pesticides.

Question 2118 (24.5.2012) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant les **possibilités des maisons relais d'organiser des colonies de vacances au Luxembourg et à l'étranger:**

Dans sa réponse à ma question parlementaire n°1989 du 7 mars 2012 relative à un sujet connexe *(cf. compte rendu n°8/2011-2012)*, Madame la Ministre avait évoqué un changement de régime quant aux activités de vacances non résidentielles organisées par des structures d'éducation et d'accueil bénéficiant d'une convention financière avec l'État.

L'avant-projet de règlement grand-ducal concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services d'éducation et d'accueil pour enfants prévoit que le gestionnaire d'une telle structure ne pourra offrir que des séjours avec hébergement se limitant à deux nuitées par an tandis qu'actuellement il peut définir «15 journées à saisie exceptionnelle» par an, y compris des séjours à l'étranger facturés à un tarif réduit au niveau de l'accueil.

Dans sa réponse, Madame la Ministre fait savoir que: «Cette disposition a pour objectif d'éviter les confusions avec les services agréés par l'État ayant pour mission d'organiser des colonies de vacances pour enfants».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

1) Est-ce que la réduction du temps de séjour avec hébergement s'applique à la facturation du séjour au tarif réduit des chèques-services ou est-ce que l'organisation de colonies de vacances à l'étranger dépassant deux journées sera formellement interdite au gestionnaire d'une maison relais?

2) En cas d'interdiction, comment Madame la Ministre peut-elle justifier le fait qu'une maison relais assurant un encadrement journalier de haute qualité pédagogique et relationnelle aux enfants, se verrait pénalisée par rapport aux «services agréés par l'État ayant pour mission d'organiser des colonies de vacances pour enfants», comme par exemple la Croix-Rouge, la Caritas ou le SNJ?

3) Madame la Ministre est-elle d'avis que les maisons relais sont moins aptes ou moins outillées à organiser des activités de vacances non résidentielles de plus de deux jours par an que les services agréés en question et si oui, pour quelles raisons?

Réponse (19.6.2012) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Me référant à la question parlementaire n°2118 du 24 mai 2012 de l'honorable Députée Madame Lorsché Josée et à ma réponse à la question parlementaire n°1989 du 7 mars 2012 de Madame la Députée Josée Lorsché *(cf. compte rendu n°8/2011-2012)*, je tiens à préciser qu'il y a lieu de faire la distinction entre

a) les activités de vacances résidentielles (colonies de vacances, camps, séjours de loisir et de formation) d'une part et

b) les activités de vacances non résidentielles d'autre part.

a) Quant aux activités de vacances résidentielles, il y a lieu de préciser qu'il s'agit d'activités organisées par des services de vacances agréés sur base du règlement grand-ducal modifié du 10 novembre 2006 portant exécution des articles 1er et 2 de la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique pour ce qui concerne l'agrément à accorder aux personnes physiques ou aux personnes morales entreprenant ou exerçant une activité de consultation, de formation, de conseil, de médiation, d'accueil et d'animation pour familles.

b) Quant aux activités de vacances non résidentielles, il y a lieu de préciser qu'il s'agit d'activités organisées par des services d'éducation et d'accueil pour enfants (crèches, foyers de jours et maisons relais) agréés à l'heure actuelle soit sur base du règlement grand-ducal du 20 novembre 2001 (gestionnaires de structures d'accueil sans hébergement) soit sur base du règlement grand-ducal du 20 juillet 2005 (gestionnaires de maison relais pour enfants) et bénéficiant d'une participation financière de l'État. Il s'agit d'une prestation spécifique offerte dans le cadre d'un accueil de jour pour enfants, dénommée «activité de vacances». Ces activités de vacances ont lieu pour la plupart pendant une période de deux à trois semaines pendant les vacances d'été et s'adressent à tous les enfants de la commune. Afin de permettre aux gestionnaires de services d'éducation et d'accueil de faciliter la gestion du nombre très élevé d'inscriptions aux activités précitées, les «15 journées à saisie exceptionnelle» ont été définies et intégrées dans le texte de la convention réglant la collaboration entre l'État et le service d'éducation et d'accueil pour enfants conventionné.

Quant aux questions posées, j'ai l'honneur de vous informer de ce qui suit:

1. L'organisation de colonies de vacances à l'étranger ou autre par le gestionnaire d'un service d'éducation et d'accueil (maison relais ou autre) dépassant deux journées est possible sous réserve que le gestionnaire dispose d'un agrément au sens du règlement grand-ducal modifié du 10 novembre 2006 tel que stipulé sous a). Étant donné qu'une colonie de vacances est une activité de vacances à caractère résidentiel qui a sa propre base réglementaire, elle est offerte en dehors de l'accueil de jour pour enfants aux conditions stipulées par le texte réglementaire dont question.

2. Sans objet vu qu'il n'y a pas d'interdiction.

3. Afin d'éviter toute confusion en la matière et pour des raisons de cohérence, il y a lieu de distinguer entre ces deux types d'activités de vacances. Vu la nature spécifique de chacune de ces activités, les modalités d'exécution régissant la prestation offerte doivent être identiques sans aucun égard au profil du gestionnaire.

Question 2119 (24.5.2012) de **M. Ali Kaes** *(CSV)* concernant les **subventions octroyées par l'Union européenne:**

La Commission européenne apporte une contribution financière directe, sous forme de subventions, à des projets ou à des organisations qui soutiennent les intérêts de l'Union européenne ou qui participent à la mise en œuvre d'un programme ou d'une politique de l'Union européenne.

Le village espagnol El Port de la Selva a ainsi reçu en 2011 une aide financière d'environ 1,23 millions d'euros pour la réhabilitation urbaine du centre historique.

Dans ce contexte, j`aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture au Gouvernement:

- Quel est le nombre de projets déposés ces dernières années par le Luxembourg pour bénéficier des subventions européennes?

- Quelles sont les conditions pour bénéficier de ces aides?

- Est-ce que le Château de Vianden et ses alentours, respectivement d'autres sites au Luxembourg pourraient bénéficier de telles aides?

Réponse (29.6.2012) de **Mme Octavie Modert,** *Ministre de la Culture:*

- Les financements qu'accorde l'Union européenne - à côté des aides attribuées dans le cadre des fonds structurels et agricoles - sous forme de subventions afin de mettre en œuvre des projets ou des activités en rapport avec des politiques de l'UE, couvrent des domaines très divers, tels que la recherche, l'éducation, la santé, la protection des consommateurs, la protection de notre environnement, l'aide humanitaire, etc.

Pour ce qui est des subventions qui relèvent du domaine de compétences du Ministère de la Culture: le programme exclusivement consacré au domaine culturel est le Programme Culture (2007-2013). Celui-ci est doté d'un budget de 400 millions d'euros et identifie trois objectifs principaux: favoriser la mobilité transfrontalière des personnes travaillant dans le domaine de la culture; encourager la circulation transnationale des productions culturelles et artistiques et promouvoir le dialogue interculturel. Le Programme Culture est un des programmes les moins dotés par l'UE et ne s'applique pas aux projets d'infrastructures. Les projets déposés à Luxembourg dans le cadre de ce programme, c'est-à-dire où une structure luxembourgeoise a été porteur de projet principal, sont peu nombreux pour la raison citée et notamment au regard des conditions exposées ci-dessous, plus difficiles à remplir pour des pays de taille plus réduite.

- Étant donné que les subventions couvrent des domaines politiques très différents, les conditions spécifiques à remplir varient d'un domaine à l'autre, chaque programme ayant établi ses propres règles d'éligibilité dans le cadre d'un règlement financier commun régissant les subventions de l'UE. En général, les parties intéressées peuvent participer en répondant aux appels à propositions.

Pour ce qui est du domaine exclusivement culturel, le Programme Culture, soutient trois volets d'activités: les actions culturelles (actions de coopération, actions spéciales et projets de coopération pluriannuelle), les organismes actifs au niveau européen dans le domaine de la culture, et les activités d'analyse et de diffusion.

Les critères d'éligibilité des projets diffèrent selon le volet:

1) Pour le 1er volet, trois sous-catégories déterminent les critères à remplir:

- projets pluriannuels de coopération: ils doivent viser à établir des liens culturels internationaux pluriannuels en encourageant au moins six opérateurs culturels provenant d'un minimum de six pays éligibles à coopérer et à travailler dans plusieurs secteurs pour créer des activités culturelles communes sur une période de trois à cinq ans;

- mesures de coopération: elles doivent comprendre un minimum de trois opérateurs culturels travaillant dans plusieurs secteurs, provenant d'au moins trois pays éligibles pendant une période maximale de deux ans. Les actions visant à développer la coopération à long terme sont particulièrement ciblées.

- mesures spéciales: il doit s'agir d'actions emblématiques de large envergure et de grande portée; elles doivent avoir un impact sur les citoyens européens et contribuer à promouvoir un sentiment d'identité européenne; ces actions sont conçues pour sensibiliser les citoyens à la richesse de la diversité culturelle de l'Europe, favoriser sa reconnaissance et contribuer au dialogue interculturel (p. ex. festivals culturels européens, capitales européennes de la culture etc.).

2) Au titre du 2e volet, afin d'être éligibles, les organisations candidates doivent faire preuve d'une dimension véritablement européenne, que ce soit individuellement ou au sein d'un réseau, d'une association ou d'une fédération. Leur influence doit au moins se faire sentir dans sept pays européens et préférablement dans l'ensemble de l'UE.

3) Le 3e volet s'adresse à des organismes publics ou privés impliqués dans l'analyse des politiques culturelles, qui possèdent une expérience directe et pratique en matière d'analyse, d'estimation ou d'évaluation de l'impact des politiques culturelles au niveau local, régional, national et/ou européen en relation avec une ou plusieurs des trois objectifs de l'Agenda européen de la culture.

Le «Guide du Programme Culture 2007-2013» publié en mai 2010 et disponible sur le site Internet de la Commission présente le programme, les spécifications de chaque volet et action, un calendrier fixe des appels pour chaque action de 2008 à 2013. Il importe par conséquent de se référer dans chaque cas au Guide du programme et au formulaire relatif à chacune de ces actions.

À noter encore qu'au regard de la répartition des compétences au niveau communautaire, la gestion du programme est assurée par la Commission européenne, elle-même assistée par l'Agence exécutive éducation, audiovisuel, culture qui organise notamment les appels à propositions annuels ainsi que le processus de sélection.

- Au regard de la pluralité d'instruments de subventions qui existent au niveau européen, il conviendrait de déterminer tout d'abord dans quel(s) domaine(s) les candidats intéressés souhaiteraient pouvoir bénéficier d'aides, afin de pouvoir identifier par la suite l'instrument le plus indiqué - aussi bien quant au contenu que par rapport au critères de sélection - auprès duquel déposer le projet et le dossier de candidature. Divers services au Luxembourg servent alors d'interlocuteur, en fonction du programme de subventionnement identifié.

Le village espagnol El Port de la Selva ayant bénéficié, respectivement bénéficiant d'un soutien financier au titre du fonds structurel FEDER/ Fonds européen de développement régional, les opportunités et possibilités à ce titre pour le Château de Vianden et ses alentours, respectivement tout autre intéressé seraient à examiner par les services compétents au Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur/Direction de la politique régionale, au Ministère de l'Intérieur et de la Grande Région/Direction de la Grande Région ou au Ministère du Développement durable et des Infrastructures/département de l'Aménagement du territoire (DATer). En effet, ces fonds ne dépendent pas du Ministère de la Culture.

En ce qui concerne le domaine culturel, c'est le Relais Culture Europe auprès de l'Agence luxembourgeoise d'action culturelle qui - en tant que point de contact officiel pour le Programme Culture - remplit les fonctions d'information, d'accompagnement et d'assistance technique.

Question 2120 (24.5.2012) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant la **prise en charge des soins dentaires:**

Il ressort d'un article de presse que Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale envisage un transfert des coûts de la prise en charge des soins dentaires du budget de la Caisse Nationale de Santé vers le budget de l'État ou un fonds public spécial.

Compte tenu de la situation budgétaire actuellement difficile, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur la position du Gouvernement face à la proposition de Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale? Cette proposition a-t-elle déjà été discutée au Conseil des Ministres?

- Quelle serait l'envergure des charges supplémentaires pour le budget de l'État au cas où la prise en charge des soins dentaires serait désormais financée par des moyens de ce budget?

Réponse (13.7.2012) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

Le Gouvernement souhaite améliorer la prise en charge de certains soins dentaires actuellement non couverts par la Caisse Nationale de Santé (CNS). À cette fin, le Ministre de la Santé a émis quelques suggestions intéressantes qui n'ont toutefois pas encore été arrêtées au niveau du Conseil de Gouvernement. Le Gouvernement veillera à ce que ce débat soit mené en tenant également compte de la situation déficitaire des finances publiques.

Question 2121 (25.5.2012) de **M. Marc Angel** *(LSAP)* concernant les **rapports sur les conseils en investissements financiers:**

Afin de rétablir la confiance dans les établissements financiers et de renforcer les droits des investisseurs, certains pays européens, notamment l'Allemagne, ont décidé d'introduire une obligation pour les établissements financiers de rédiger des rapports sur les conseils en investissements financiers donnés aux investisseurs («Beratungsprotokolle»). Ces rapports explicitant le contenu des conseils donnés permettent de protéger à la fois l'investisseur et son interlocuteur auprès de l'établissement financier.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que la rédaction de tels rapports permettrait de renforcer les droits des investisseurs ainsi que leur confiance dans la place financière luxembourgeoise?

- Dans l'affirmative, est-ce que Monsieur le Ministre envisage de légiférer en ce sens?

Réponse (27.7.2012) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

Il y a tout d'abord lieu de rappeler que le Gouvernement considère que la protection des investisseurs est un paramètre essentiel de la place financière luxembourgeoise. Ainsi, la législation telle qu'en vigueur tout comme la surveillance des établissements financiers par la Commission de Surveillance du Secteur Financier visent à garantir la protection des intérêts des investisseurs.

Ainsi, l'article 41, paragraphe (2), du règlement grand-ducal du 13 juillet 2007 relatif aux exigences organisationnelles et aux règles de conduite du secteur financier dispose que les établissements de crédit et les entreprises d'investissement doivent obtenir de leurs clients existants et potentiels les informations nécessaires pour considérer, compte tenu de la nature et de l'importance du service fourni, que la transaction qu'ils entendent recommander ou engager dans le cadre du service de gestion de portefeuille est adéquate pour le client concerné. Ainsi, l'établissement financier doit s'assurer:

a) que la transaction répond aux objectifs d'investissement du client en question,

b) que la transaction est telle que le client est financièrement en mesure de faire face aux risques liés à l'investissement proposé, et

c) que la transaction est telle que le client possède l'expérience et les connaissances nécessaires pour appréhender les risques inhérents à la transaction ou à la gestion de son portefeuille.

Par ailleurs, le paragraphe (6) de ce même article oblige les établissements de crédit et les entreprises d'investissement de s'abstenir de recommander au client existant ou potentiel concerné des services d'investissement ou des instruments financiers lorsque les établissements financiers n'étaient pas en mesure d'obtenir les informations mentionnées ci-dessus.

Dans la pratique, la Commission de Surveillance du Secteur Financier vérifie l'observation de ces règles de conduite, notamment au moyen de contrôles sur place menés auprès des établissements de crédit et des entreprises d'investissement établis au Luxembourg.

De surcroît, au niveau européen la révision de la directive 2004/39/CE concernant les marchés d'instruments financiers (MiFID) prévoyant un renforcement de la protection des investisseurs est actuellement en cours, et d'autres initiatives suivront sous peu.

Le Gouvernement partage le souci que le cadre assurant la protection des investisseurs doit être régulièrement revu. La transposition des règles adoptées au niveau communautaire en est un garant. Le recours à un type de «Beratungsprotokoll» n'a toutefois pas été jugé nécessaire pour répondre au souci de protection.

Question 2124 (25.5.2012) de **M. André Bauler** *(DP)* et **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant la **collecte de données dans les lycées:**

Selon nos informations, des élèves se seraient vus remettre une offre d'un éditeur leur promettant un dictionnaire gratuit. Afin de pouvoir profiter de l'offre, les élèves auraient à remplir un formulaire avec entre autres leur adresse privée. Si, à première vue, une telle action paraît méritoire, l'objectif réel de cette action consisterait cependant, selon d'aucuns, dans la collecte de données à des fins purement commerciales (p. ex. envoi ultérieur d'offres de promotion).

Devant la toile de fond du débat actuel autour de la sécurisation et du stockage des données privées des élèves, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre peut-elle confirmer les faits relatés ci-dessus?

- Est-il exact que le Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT) a émis une recommandation aux directions des lycées de ne pas faire distribuer l'offre de l'éditeur en question?

- Madame la Ministre est-elle au courant d'actions pareilles dans nos écoles et lycées? Si oui, lesquelles?

- Par quels moyens le Ministère entend-il éviter de telles actions de collecte de données à l'avenir?

Réponse (25.6.2012) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Il est vrai que l'éditeur allemand Duden a entrepris une démarche promotionnelle auprès de lycées luxembourgeois au cours de cette année scolaire. Mon département en a été avisé par les lycées concernés.

Dans ce contexte, le message suivant a été transmis aux responsables des bibliothèques scolaires par la documentaliste du SCRIPT, coordinatrice des bibliothécaires scolaires:

«Certains d'entre vous sinon vous tous avez été de nouveau contactés par l'éditeur allemand 'Duden' pour une action de don de livres 'Geschenkaktion'. L'action a d'ailleurs déjà eu lieu il y a plusieurs années. L'éditeur vous propose de faire parvenir gratuitement à vos élèves quelques ouvrages didactiques. Pour ce faire, les élèves doivent inscrire leurs coordonnées et celles de leurs parents sur une fiche.

L'éditeur veut que le lycée, en l'occurrence ou bien le CDI ou bien le secrétariat, rassemble les fiches et les lui transmette et fasse par après la diffusion des ouvrages aux élèves.

Tout cela semble bien positif. On trouve d'ailleurs sur Internet des récits d'expériences de lycées allemands qui participent à l'action.

Il faut cependant noter que le but de l'action est non pas un but altruiste de diffusion d'ouvrages mais celui de collecter des adresses de parents d'élèves. Ceux-là seront alors contactés à des fins commerciales (promotion de produits Duden, Brockhaus etc,...) par Duden.

L'école luxembourgeoise n'ayant pas une vocation de marketing de produits commerciaux, le ministère vous déconseille de participer à l'action.»

Étant donné que ces démarches promotionnelles visant une collecte de données ont tendance à se répéter, comme mentionné dans le courriel ci-dessus, mes services informeront de manière analogue les écoles au cas où ils seraient informés des situations similaires.

De manière préventive, il s'agira aussi de sensibiliser les responsables des écoles à la thématique de la protection des données personnelles.

Question 2125 (29.5.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant l'**identité transsexuelle:**

Um in Harmonie mit der bevorzugten Geschlechtsidentität zu leben, ist für Transgender-Menschen der Zugang zu Verfahren für die Vornamens- und Geschlechtseintragsänderung entscheidend. Dokumente wie zum Beispiel Krankenversicherungskarte, Führerschein oder Ausbildungszeugnis für eine Stellenbewerbung sind die Vorbedingungen zur Möglichkeit, im Wunschgeschlecht leben zu können, und auch für die rechtliche Anerkennung. Wo immer Geburtsurkunden erforderlich sind oder das Geschlecht auf Personalausweisen angegeben ist, kann dies die Teilhabe von Transgender-Menschen am Sozialleben einschränken. Auch soll hervorgehoben werden, dass die Eignungsbedingungen für die Änderung des Geschlechtseintrags in Ausweisdokumenten europaweit äußerst uneinheitlich sind.

Fragen:

1) Was sind die Vorgaben in Luxemburg für die offizielle Anerkennung von Transgender-Menschen?

2) Ist die Zwangsoperation eine Voraussetzung für den Geschlechts- und Namenswechsel?

3) Wie lange dauern die Prozeduren?

4) Gibt es eine Unterscheidung zwischen dem Verfahren zur Vornamensänderung und dem Verfahren zur Änderung des Geschlechtseintrags?

5) Was will der Justizminister tun, um eine Diskrimination der Bürger angesichts ihrer sexuellen Differenzen zu verhindern?

Réponse (25.6.2012) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Justice:*

Der Justizminister verweist darauf, dass die parlamentarische Anfrage verschiedene Aspekte zum Thema Transgender, Transsexualität oder Intersexualität vermischt oder sogar verwechselt. Es ist daher notwendig, die Bedeutung dieser verschiedenen Begriffe zu erläutern.

Transgender sind Menschen, die sich mit ihrem zugewiesenen Geschlecht falsch oder unzureichend beschrieben fühlen oder auch jede Form der Geschlechtszuweisung bzw. -kategorisierung grundsätzlich ablehnen. Manche intersexuelle Menschen sind Transgender. Während in einigen Organisationen und Bündnissen Transgender und intersexuelle Menschen zusammenarbeiten, da viele Gemeinsamkeiten gesehen werden, ist das nicht immer der Fall. Transgender werden in mancher Literatur auch angesehen als transsexuelle Menschen, die keine Operation durchführen wollen.

Die Medizin spricht von Intersexualität oder Sexualdifferenzierungsstörungen, wenn ein Mensch genetisch (aufgrund seiner Geschlechtschromosomen) und/oder anatomisch (aufgrund seiner Geschlechtsorgane) und hormonell (aufgrund des Mengenverhältnisses der Geschlechtshormone) nicht eindeutig dem weiblichen oder dem männlichen Geschlecht zugeordnet werden kann.

Transsexuelle Menschen sind biologisch eindeutig einem Geschlecht zugeordnet, empfinden sich selbst aber als dem anderen Geschlecht zugehörig. Für die medizinische Diagnose „Transsexualität" ist Intersexualität daher formal ein Ausschlusskriterium. Die Diagnose „Intersexualität" kann nur durch diverse Untersuchungen, unter anderem eine Chromosomenanalyse, erfolgen. Dennoch kommt es immer wieder vor, dass intersexuelle Menschen, welche die Geschlechtsrolle wechseln, gar nicht erfahren, dass sie eigentlich intersexuell sind, und daher medizinisch und auch juristisch wie transsexuelle Menschen behandelt werden.

Betreffend die Anfrage in Bezug auf die Thematik „Transsexualität" bleibt zu erwähnen, dass, insofern als die Geschlechtszuordnung mit der Namensangabe im rechtlichen Bereich übereinstimmen soll, im Prinzip die Änderungen dieser Angaben durch gerichtliche Beschlüsse - wenn möglich - zeitgleich erfolgen können.

Gerichtliche Beschlüsse vom Zivilgericht Luxemburg aus den letzten Jahren heben hervor, dass von der Annahme ausgegangen wird, dass es sich um „wirkliche Fälle von Transsexualität" handelt („le tribunal se base sur le fait qu'il s'agit d'un cas de transsexualité véritable"). In diesem Fall wird dann einer Änderung der Geschlechtszuordnung und einer Namensänderung vom Gericht stattgegeben. Letztere wird als „demande accessoire" betrachtet.

Auch wenn es in Bezug auf die Geschlechter keinen verfassungsrechtlichen noch auf einer gesetzlichen Ebene zwingenden Handlungsbedarf gibt, wird der Justizminister die Ethikkommission mit einem Gutachten über diese Gesamtthematik befassen.

Question 2126 (29.5.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant l'**identité transsexuelle dans le cadre du pacte pour la jeunesse 2012-2014:**

Kürzlich hat die Familienministerin einen Maßnahmenkatalog in Form eines Jugendpaktes für die Jahre 2012-2014 vorgestellt. Der Jugendpakt umfasst 76 Maßnahmen und 5 Themenfelder, unter anderem das Wohlbefinden der jungen Leute. Nun stellt sich heraus, dass intersexuelle Menschen und auch Transpersonen sehr viel unter Identitätsstörungen zu leiden haben, falls sie in einer unwissenden Gesellschaft heranwachsen, die nur nach binärem Denken funktioniert und nur zwei geschlechtliche Normen kennt, nämlich die weibliche oder die männliche.

Fragen:

1) Inwiefern können die 76 Maßnahmen dazu beitragen, dass diese atypischen Genderformen im edukativen Prozess an Jugendliche weitervermittelt werden und somit Barrieren abgebaut werden?

2) Welche Maßnahmen sind zuständig für das Wohlbefinden dieser Inter- oder dieser Transpersonen und wie soll dies konkret umgesetzt werden?

3) Von welchen Hilfsmitteln könnte eine eventuelle A.s.b.l. profitieren, falls sie im Bereich dieser Inter- und Transpersonen aktiv werden könnten, um Informationen weiterzuleiten?

4) Was ist der Rat, den Frau Minister zur Förderung der Enttabuisierung dieses Themas geben kann?

Réponse (21.6.2012) de **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Ad 1)

Viele der 76 Maßnahmen, die sich unmittelbar an Jugendliche richten, beinhalten einen edukativen Prozess und streben verbesserte Übergänge in Berufswelt und Erwachsenenleben, erhöhtes Wohlbefinden und vermehrte Partizipation an. Die verschiedenen Maßnahmen beinhalten ihre eigenen Ziele und verfügen über eigene Inhalte, die in eduaktiven Prozessen vermittelt werden. Jene Maßnahmen, die sich mit dem Thema Sexualität auseinandersetzen, werden unter 2) geschildert.

Ad 2)

Mehrere Ziele des Jugendpaktes befassen sich mit der Sexualität der Jugendlichen, unter anderem das Ziel 3 des Aktionsfeldes „Wohlbefinden". Hier geht es darum, die affektive und sexuelle Gesundheit der Jugendlichen zu fördern. Eine interministerielle Gruppe (Ministerien für Familie, Gesundheit, Chancengleichheit und Bildung) arbeitet zurzeit eine Strategie und einen Aktionsplan aus, in dem die verschiedenen Aspekte der sexuellen Gesundheit und der Sexualerziehung zur Sprache kommen.

Im Kapitel „Die Jugendlichen als Akteure" sieht das Ziel 1 vor, alle Barrieren im Bezug auf Gender abzubauen. Hier geht es um geschlechtssensible Jugendarbeit, atypische Berufsauswahl und genderspezifische Stereotypen.

Im Kapitel „Wissenschaftliche Begleitung" spricht das Ziel 1 „Jugendliche in Luxemburg besser kennen" von einer gemeinsamen Erforschung der HBSC-Daten, die unter anderem die Sexualität von Jugendlichen ansprechen.

Ad 3)

Die Beratungsstelle „Cigale" wird über eine staatliche Konvention vom Integrations- und Familienministerium finanziell unterstützt. Gemäß dem Aktionskonzept richtet diese Beratungsstelle sich an homo-, bi- und transsexuelle Menschen und an jene, die während eines bestimmten Lebensabschnitts Unterstützung oder Information brauchen in allen Fragen der sexuellen Orientierung oder sexuellen Identität.

Gemäß dem ASFT-Gesetz ist jede Rechtsperson, die eine Beratung oder Information anbietet, dazu verpflichtet, eine Zulassung beim zuständigen Ministerium anzufragen. Diese Betriebsgenehmigung stellt der Beratungsstelle eine offizielle staatliche Anerkennung aus und gibt dieser das Recht, ihre Aktivität auszuüben.

Ad 4)

Die Umsetzung des Jugendpaktes wird sich mit der Thematisierung der Sexualität, mit allen damit verbundenen Themen und ihrer Enttabuisierung im Rahmen von mehreren Zielsetzungen auseinandersetzen. Dazu werden unter anderem das Gesundheitsministerium, das Chancengleichheitsministerium und das Bildungsministerium sowie diverse Professionelle, die mit Kindern und Jugendlichen arbeiten, eingebunden, damit die Ziele auch in der Praxis umgesetzt werden können und eine Enttabuisierung stattfinden kann.

Question 2127 (29.5.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant les **«consultants» pour le Gouvernement:**

Il s'avère que des fonctionnaires retraités font office de «consultants» pour le Gouvernement. Certains ont déjà plus de 70 ans. En temps de crise et de chômage excessif on aurait pu opter pour des personnes plus jeunes pouvant exercer cette fonction.

Questions:

1) Comment se fait-il que le Gouvernement doit recourir à des fonctionnaires retraités exerçant la fonction de «consultant»?

2) Combien y en a-t-il d'anciens fonctionnaires qui exercent cette fonction et dans quel domaine travaillent-ils?

3) De quelle façon sont-ils rémunérés?

4) Qui décide au sujet des recrutements?

5) Y a-t-il des alternatives concernant le recrutement afin d'éviter des collusions d'intérêt?

Réponse (25.6.2012) de **Mme Octavie Modert,** *Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative:*

L'honorable Monsieur le Député Jean Colombera semble vouloir établir dans sa question parlementaire un amalgame entre le consultant qui travaille pour l'État et le fonctionnaire retraité qui exercerait seul des fonctions de consultant.

En réponse permettez-moi de vous rappeler d'abord que, selon la définition admise par tous les dictionnaires, un consultant est un spécialiste extérieur à une organisation à qui l'on fait appel afin d'obtenir un avis au sujet d'une question ou de l'aide pour résoudre un problème précis.

Le consultant est en règle générale un salarié d'un cabinet de conseil ou encore un travailleur indépendant, dont le travail est de remplir des missions, dans le cadre d'un projet, pour le compte d'entreprises extérieures à la sienne. Il intervient sur des projets où l'entreprise ne possède pas de ressources internes soit en qualité (personnels ayant les compétences ou les spécialités utiles) soit en quantité (effectifs internes insuffisants pour faire face à une surcharge temporaire de travail).

Le contenu de ses missions varie, et le consultant peut être amené à remplir un rôle commercial, de conseil, d'évaluation du besoin, de recherche des possibilités (pour un candidat comme pour une entreprise, un progiciel ou autres), et d'évaluation de ces dernières, d'application de la solution choisie, de gestion de projet et suivi, de conduite de changement, etc.

À préciser d'ailleurs que ces missions sont de durées très différentes en fonction des besoins, en général de un mois à deux ans.

Je voudrais ajouter ensuite à l'attention de l'honorable Député que, ce qui est vrai pour l'entreprise ne l'est pas moins pour l'État qui fait souvent appel aussi à des consultants afin d'obtenir un point de vue externe permettant en particulier:

- d'avoir une vision externe de la situation d'un service ou d'une administration

- de bénéficier d'expériences diversifiées (nouvelles approches…)

- de contourner la difficulté à traiter des sujets jugés «sensibles» (réorganisations, fusions, etc.)

- d'apporter des compétences et des expériences techniques non maîtrisées en interne.

Un profil pareil s'applique en règle générale à des sociétés d'experts, de consultance, d'informatique qui, dans le domaine d'expertise requis, ont développé des connaissances et compétences auxquelles les services et administrations de l'État aiment bien avoir recours de temps en temps, dans la limite des crédits budgétaires mis à leur disposition, pour des études de toutes sortes permettant par après au pouvoir politique de prendre en toute connaissance de cause les décisions nécessaires.

Ce profil exclut par conséquent dans leur très grande majorité les fonctionnaires retraités à qui s'appliquent par contre - au cas où ils souhaitent continuer leur travail souhaité au-delà de leur fin d'activité proprement dite - deux dispositions légales qui, toutes les deux, au sens strict du mot, ne sauraient cependant être qualifiées de permettre un travail de consultance.

Il s'agit d'abord du statut particulier du fonctionnaire retraité réintégré inscrit à l'article 1er, paragraphe 6 du statut général et permettant à tout intéressé parti à la retraite avant 65 ans d'introduire une demande de réintégration dans le secteur public à temps plein ou à temps partiel.

Ensuite le Gouvernement peut avoir recours, sur la base de l'article 44 de la législation sur les pensions, à des fonctionnaires retraités dont les compétences et l'expérience professionnelle sont jugées particulières, et dont une réintégration est possible en tant qu'employé de l'État, sous contrat à durée déterminée, pour une activité très spécifique (par exemple pendant la période de la présidence de l'UE etc.).

Mes services ont compté 69 fonctionnaires retraités travaillant encore, tous dans le secteur de l'enseignement, et dont 67 se retrouvent dans la première catégorie visée ci-dessus des fonctionnaires retraités réintégrés.

Question 2128 (29.5.2012) de **M. Camille Gira** *(déi gréng)* concernant la **réforme des services de secours:**

Suivant des articles de presse la réforme des services de secours a été discutée lors de l'assemblée récente des corps de pompiers à Consdorf. Lors de cette assemblée les différentes mesures en faveur du volontariat dans les services de secours mentionnées dans la circulaire aux administrations communales du 19 décembre 2011 ont été analysées: indemnisation des heures de permanence (1 €/h) et des heures de garde (4 €/h), indemnisation pour les chefs de corps (200 €/mois) et chefs de corps adjoints (160 €/mois), dispense de travail pour commandants et sous-commandants.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Est-ce que l'indemnisation des heures de permanence et des heures de garde et indemnisation pour les chefs de corps et chefs de corps adjoints est à considérer comme revenu et ainsi imposable? Si oui, est-ce qu'un forfait non imposable est prévu?

2. Combien d'heures de dispense de travail sont prévues pour les commandants et sous-commandants?

3. Est-il également prévu d'indemniser les frais de route pour les volontaires des services de secours?

Réponse commune (25.6.2012) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*, et de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

1. En date du 11 juin 2012, le directeur de l'Administration des Contributions directes (Acd) a émis une circulaire administrative (L.I.R.: n°91/2 dont copie en annexe) ayant pour objet l'imposition des revenus touchés dans le cadre des activités rentrant dans le domaine du bénévolat. Le champ d'application de la circulaire englobe, entre autres, sous la rubrique «domaine social» les activités exercées à titre accessoire par les agents volontaires des unités de secours.

Le mode d'imposition des revenus provenant des activités accessoires exercées à titre indépendant est fait par comparaison des recettes et des dépenses d'exploitation ou des frais d'obtention.

En vue de simplifier la tâche fiscale tant des contribuables que des bureaux d'imposition, il est possible d'évaluer forfaitairement les dépenses d'exploitation ou les frais d'obtention. Les recettes sont exemptées d'impôt jusqu'à un montant brut annuel de 5.000 euros, pour des recettes brutes annuelles dépassant 5.000 euros, le montant forfaitaire des dépenses ou des frais s'élève à 5.000 euros.

Il est à préciser que les recettes sont à déclarer avec leur montant brut, d'éventuels remboursements de frais (comme p. ex. une indemnisation pour frais de route, cf. point 3.) sont à inclure aux recettes.

Pour des raisons d'équité, le forfait prévu dans la circulaire en question s'applique, en principe, également à l'encontre des activités accessoires rentrant dans le domaine du bénévolat des salariés qui sont - en ce qui concerne leur activité principale - au service de l'État ou d'une commune.

Il reste à relever que la déduction forfaitaire est facultative. Si le contribuable peut justifier des dépenses d'exploitation ou frais d'obtention effectifs dépassant le forfait, ceux-ci sont à mettre en compte.

2. Dans le cadre de la modification de la loi du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des Services de Secours, il est prévu d'accorder aux chefs de centre et chefs de centre adjoints, aux chefs de groupe et chefs de groupe adjoints, aux chefs de corps et chefs

de corps adjoints, à l'inspecteur général, aux inspecteurs régionaux et aux inspecteurs régionaux adjoints de la division d'incendie et de sauvetage un congé spécial de sept jours par ans pour l'exercice de leurs attributions telles que prévues dans les règlements d'exécution de la loi de 2004 et pour autant qu'ils exercent cette fonction à titre volontaire. Peuvent également bénéficier d'un congé spécial de sept jours par an et dans les mêmes conditions, les membres du comité exécutif et les membres du bureau de la commission des jeunes sapeurs-pompiers de la Fédération nationale des corps de sapeurs-pompiers.

3. À l'heure actuelle déjà, certaines catégories de volontaires (notamment cadres des unités de la protection civile, instructeurs) peuvent faire valoir leurs frais de route. Il n'est pas prévu d'indemniser les frais de route pour les allers et retours du domicile au centre de secours en cas d'intervention. Ces frais sont compensés par l'indemnité pour heures de permanences prestées prévue par le règlement grand-ducal du 21 mars 2012 déterminant les modalités de permanence et de garde et d'indemnisation des volontaires des unités de secours de la division de la protection civile de l'Administration des Services de Secours. L'indemnisation des frais de route des membres des corps de sapeurs-pompiers relève de la compétence des communes.

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Question 2129 (29.5.2012) de **Mme Marie-Josée Frank**, **MM. Marcel Oberweis** et **Serge Wilmes** *(CSV)* concernant les **cures médicales offertes au Domaine thermal de Mondorf-les-Bains:**

Le Domaine thermal de Mondorf-les-Bains offre de nombreuses activités, entre autres des cours de fitness, un hôtel, des restaurants et un spa. Ils existent par contre aussi des cures médicales. La prescription d'une cure se fait sur base d'un dossier médical établi par le médecin traitant. Le patient peut également s'adresser directement à l'un des médecins agréés exerçant à Mondorf-les-Bains.

Il appartient à ce médecin (généraliste ou spécialiste) de décider de l'admission à la cure pour indication médicale et d'indiquer les traitements et soins à suivre pendant la cure. Le dossier médical et le certificat du médecin du Domaine thermal seront à transmettre à la caisse de santé.

Seuls les médecins agréés au Domaine sont habilités à prescrire des cures de trois semaines. Le contrôle médical de la sécurité sociale décide de la prise en charge du traitement thermal par l'assurance maladie.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Existent-ils des statistiques sur la fréquence des visites des patients?

- Pourriez-vous exclure des abus opérés par les médecins du domaine qui pourront travailler au bénéfice de celui-ci?

Réponse (3.7.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Le nombre des cures thermales effectuées au Domaine thermal de Mondorf-les-Bains et prises en charge par l'assurance maladie est stable:

Année	Nombre de cures autorisées
2008	4.747
2009	4.844
2010	4.900
2011	4.733

L'article 77 des statuts de la Caisse Nationale de Santé (CNS) dispose que:

«Cures thermales et hydrothérapiques

Art. 77. Les cures thermales et hydrothérapiques au Centre thermal et de santé à Mondorf-les-Bains prévues par la nomenclature afférente sont à charge de l'assurance maladie sur autorisation préalable du Contrôle médical à la suite d'une recommandation du médecin traitant et sur ordonnance dressée par un des médecins exerçant au centre thermal, visés à l'article 9bis de la loi modifiée du 18 décembre 1987 organisant le Centre thermal et de santé de Mondorf-les-Bains.

La cure prévue à la section 8 du chapitre 1 du règlement grand-ducal du 19 mars 1999 concernant la nomenclature des actes et services prestés dans le centre thermal et de santé de Mondorf-les-Bains est prise en charge par l'assurance maladie sur autorisation préalable du Contrôle médical de la sécurité sociale à la suite d'une prescription par le médecin traitant.

Toute demande d'autorisation adressée au Contrôle médical doit être accompagnée d'un dossier médical complet, établi suivant ses directives par un des médecins exerçant au centre thermal.»

La procédure en vue de l'autorisation d'une cure thermale prévoit donc que le médecin traitant transfère son patient à un médecin agréé du Domaine thermal qui doit confirmer l'opportunité de la cure thermale. Sur ordonnance de celui-ci, le Contrôle médical de la sécurité sociale émet une autorisation préalable à la cure. Ce n'est que si ces conditions sont remplies que la cure thermale est prise en charge par la CNS.

Les médecins agréés par le Domaine qui suivent les patients pendant le séjour sont rémunérés pour ces services au moyen des forfaits médicaux pour surveillance des cures thermales prévus par la nomenclature des actes et services médicaux (GI à G10). Le nombre de forfaits facturés est en concordance avec le nombre de cures.

En ce qui concerne d'éventuels abus par les médecins agréés du Domaine thermal, la CNS instruirait et, le cas échéant, poursuivrait tout cas concret d'abus ou de fraude qui lui serait soumis.

Question 2130 (29.5.2012) de **M. Camille Gira** *(déi gréng)* concernant le **prix de l'eau et les communes qui ne sont pas encore conformes à la loi de 2008 relative à l'eau:**

Concernant la tarification de l'eau Monsieur le Ministre insiste dans sa circulaire n°2981 du 8 février 2012 que les communes appliquent les dispositions de la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau pour déterminer sur base de la méthode harmonisée les coûts de leurs services liés à l'eau. Sur base de cette méthode, les communes sont obligées à déterminer le prix de l'eau à facturer aux trois groupes de clients: ménages, industrie, agriculture.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. En relation avec le prix de l'eau à facturer aux clients, actuellement combien de communes se sont conformées aux dispositions de la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau?

2. En relation avec la tarification de l'eau, quelles communes ne sont pas encore conformes à ladite loi?

Réponse (26.6.2012) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

La question parlementaire de l'honorable Député Camille Gira a pour objet la tarification de l'eau.

Les communes sont tenues d'appliquer les dispositions de la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau pour fixer les redevances liées aux services liées à l'utilisation en appliquant les principes de récupération des coûts, du pollueur-payeur et de l'utilisateur payeur en distinguant trois secteurs: ménages, industrie et agriculture.

À cette fin, un schéma a été élaboré et mis à disposition des communes afin qu'elles puissent déterminer de façon harmonisée les coûts des services liés à l'utilisation de l'eau. À partir de mars 2011, les communes ayant introduit leur schéma de calcul du coût des services liés à l'utilisation de l'eau sur base des tableurs émis par les services du Ministère de l'Intérieur et à la Grande Région, ont reçu de la part de l'Administration de la Gestion de l'Eau une proposition élaborée suivant une méthode harmonisée de tarification sur base d'un schéma de calcul rééquilibré en tenant compte des conséquences économiques des coûts, de la spécificité des trois secteurs ainsi que des conditions géographiques de la région concernée en application des dispositions de l'article 12(4) de la loi du 19 décembre 2008 précitée.

Dans ma circulaire n°2981 (8 février 2012), il a été indiqué que seulement une trentaine de communes ont délibéré leur règlements de tarification des services liés à l'utilisation de l'eau en appliquant la méthode harmonisée présentée le 7 mars 2011.

Le tableau suivant reprend la situation telle qu'elle se présente en date du 15 juin 2012.

	eau potable	assainissement
proposition de rééquilibrage communiquée et délibération conforme	31	26
proposition de rééquilibrage communiquée, sans nouvelle délibération conforme	60	67
données insuffisantes pour rééquilibrage	11	11
dossier en cours	4	2

Ce tableau relève en outre qu'il n'existe pas nécessairement une approche commune pour la fixation des redevances relatives à l'eau destinée à la consommation humaine, d'une part, et pour l'assainissement, d'autre part. Il se peut ainsi qu'une commune ait adaptée les propositions de rééquilibrage ou pour l'eau potable, ou pour l'assainissement, sans être conforme dans les deux volets, ou qu'une commune ait introduit seulement une partie des tableurs requis pour le rééquilibrage.

Il en ressort que pour:

la redevance eau destinée à la consommation humaine

- 31 communes ont délibéré de façon à appliquer la méthode harmonisée précitée alors que les 75 communes restantes n'ont pas encore pris une délibération conforme, ou n'ont pas pris de délibération du tout.

Les communes ayant délibéré favorablement sont les suivantes: Beaufort, Bech, Berdorf, Betzdorf, Biwer, Bous, Dalheim, Ell, Erpeldange, Fischbach, Flaxweiler, Frisange, Garnich, Heffingen, Hesperange, Larochette, Lorentzweiler, Mertzig, Putscheid, Rambrouch, Redange-sur-Attert, Remich, Roeser, Sandweiler, Schieren, Schuttrange, Tuntange, Waldbillig, Waldbredimus, Weiler-la-Tour et Weiswampach.

Les communes n'ayant toujours pas remis un schéma de calcul complet des coûts liés à l'utilisation de l'eau sont les suivantes: Bascharage, Colmar-Berg, Dippach, Echternach, Esch-sur-Sûre, Hobscheid, Kayl, Reisdorf, Saeul, Vallée de l'Ernz et Wahl.

Les communes restantes ont reçu des propositions de la part du Ministère de l'Intérieur et à la Grande Région en vue d'une nouvelle délibération.

la redevance assainissement

- 26 communes ont délibéré de façon à appliquer la méthode harmonisée précitée alors que les 80 communes restantes n'ont pas encore pris une délibération conforme, ou n'ont pas pris de délibération du tout.

Les communes ayant délibéré favorablement sont les suivantes: Bech, Berdorf, Betzdorf, Biwer, Bous, Dalheim, Erpeldange, Fischbach, Flaxweiler, Frisange, Heffingen, Hesperange, Koerich, Larochette, Leudelange, Lintgen, Lorentzweiler, Mertzig, Mompach, Mondorf-les-Bains, Roeser, Schieren, Schuttrange, Waldbillig, Weiler-la-Tour et Weiswampach.

Les communes n'ayant toujours pas remis un schéma de calcul complet des coûts liés à l'utilisation de l'eau sont les suivantes: Colmar-Berg, Dippach, Echternach, Esch-sur-Alzette, Heiderscheid, Hobscheid, Vallée de l'Ernz, Reisdorf, Saeul, Sandweiler et Wahl.

Les communes restantes ont reçu des propositions de la part du Ministère de l'Intérieur et à la Grande Région en vue d'une nouvelle délibération.

Question 2131 (30.5.2012) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **réseau électrique luxembourgeois:**

Au monde entier la distribution d'électricité se fait par courant alternatif, qui, contrairement au courant continu, peut voir ses caractéristiques (tension/courant) modifiées par un transformateur à enroulements. Ainsi les avantages apportés par le transport et la distribution de l'énergie électrique par courant alternatif ont longtemps été indéniables.

En Allemagne des experts ont récemment découvert une nouvelle méthode de transport par courant continu, permettant d'accélérer le tournant électrique (Energiewende) et de réduire les coûts pour les énergies renouvelables. Cette technique s'appelle «Hochspannungs-Gleichstrom-Übertragung», des transformateurs convertissent le courant alternatif au départ en courant continu de haute tension pour le retransformer en courant alternatif à son lieu d'arrivée. Ainsi il est possible de réduire les pertes d'énergie de 9,4% pour le courant alternatif à 2,6%-6% pour le courant continu. Ce système est plus économique que l'ancien à partir des distances de 600 km.

Un autre avantage est celui qu'il est possible de construire un tel réseau à partir des pylônes électriques existants, réduisant ainsi les dépenses matérielles et financières pour un réseau de courant électrique continu.

Dans ce contexte, j`aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Monsieur le Ministre est-il au courant des progrès techniques susmentionnés?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre envisage-t-il de réaliser un tel projet au Luxembourg en coopération avec un de nos pays voisins et quels en seraient les coûts?

Réponse (22.6.2012) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Marc Spautz concernant le réseau électrique luxembourgeois, je puis vous communiquer les informations ci-après:

Je peux effectivement vous confirmer que j'ai connaissance de la technologie pour la transmission de l'électricité en courant continu haute tension (en anglais «High Voltage Direct Current» ou «HVDC») utilisée surtout pour acheminer sur de longues distances des puissances importantes de courant électrique. L'avantage indéniable qu'apporte la technologie HVDC joue surtout quand il s'agit de réaliser des liaisons de longues distances (50 à 100 km environ pour des liaisons souterraines ou sous-marines, 500 à 1.000 km pour des lignes aériennes), sachant que les chutes de tension le long d'une longue ligne alimentée en courant alternatif sont nettement plus importantes que celles pour les liaisons HVDC.

Les premières liaisons HVDC ont déjà fait preuve depuis quelques décennies. Un câble d'une puissance d'environ 2.000 MW relie par exemple la France avec la Grande-Bretagne depuis 1986. D'autres projets importants, surtout sous-marins, ont été réalisés plus récemment. Le réseau européen des gestionnaires de réseau de transport pour l'électricité (le REGRT pour l'électricité, en anglais «ENTSO-E») présente tous les deux ans son plan décennal non contraignant de développement du réseau dans l'ensemble de la communauté européenne. Dans son dernier plan décennal, l'ENTSO-E a effectivement prévu plusieurs projets HVDC de dernières technologies VSC (Voltage Source Converter). Alors que la grande majorité des projets (environ 39.000 km), comptent encore sur la technique bien établie du courant alternatif pour la transmission de l'électricité, environ 13.000 km de liaisons HVDC sont toutefois déjà prévues dans le plan de développement de l'ENTSO-E, dont la plupart portent sur des interconnexions sous-marines.

La totalité des coûts d'investissement en relation avec une liaison HVDC ne sont économiquement envisageables que pour des distances plus importantes, dimensions qui sortent du cadre luxembourgeois pour ce qui est des technologies actuellement sur le marché.

CREOS Luxembourg S.A. en tant que gestionnaire de réseau de transport et membre de l'ENTSO-E n'a pas prévu de projets HVDC dans son propre plan de développement du réseau, la transmission en courant continu n'étant économiquement pas raisonnable pour les courtes distances au Luxembourg, mais participe activement dans les groupes de travail européens au sein de l'ENTSO-E pour établir le plan des projets européens. Si jamais un projet d'envergure européenne devait passer par le Luxembourg, le gestionnaire de réseau de transport luxembourgeois serait automatiquement impliqué et devrait se prononcer sur un tel projet. À l'heure actuelle, aucun projet d'une telle envergure n'est envisagé dans le réseau européen.

Question 2132 (30.5.2012) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **capacité de charge des camions:**

Depuis des années le nombre de poids lourds sur les routes augmente. Selon le Ministère de l'Environnement allemand, les émissions de CO_2 en provenance du trafic des poids lourds atteignaient en 2005 les 36,7 millions de tonnes. Pour l'année 2020 on estime ces émissions autour de 44,4 millions de tonnes. Dans ce contexte, il a été constaté que beaucoup de camions n'étaient chargés qu'à moitié et qu'en les chargeant à plein, chaque cinquième poids lourd serait inutile. Ainsi on pourrait réduire les émissions de CO_2 de huit millions de tonnes. À la source de ce problème se trouve souvent le suremballage des produits suscitant un gaspillage d'énergie, d'espace et une pollution environnementale non négligeable. Chaque européen produit en moyenne deux fois plus de déchets ménagers qu'il y a 40 ans et les emballages en représentent la plus grande partie.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de cette problématique?

- Dans l'affirmative, comment Monsieur le Ministre envisage-t-il remédier à cette situation?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que ce sujet devrait être discuté au niveau européen?

Réponse (10.7.2012) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député, Monsieur Marcel Oberweis, j'ai l'honneur de vous communiquer les informations reprises ci-après:

Les émissions de gaz à effet de serre en provenance des poids lourds représentent environ un quart des émissions du secteur des transports routiers et quelque 6% du total des émissions de l'Union européenne, tendance croissante. Alors que certaines améliorations en matière de réduction de la consommation de carburant des camions par kilomètre parcouru ont pu être réalisées ces dernières années, leur impact a en effet été contrecarré par une augmentation du trafic de poids lourds.

Dans sa «feuille de route vers une économie compétitive à faible intensité de carbone à l'horizon 2050» présentée en mars 2011, la Commission européenne met en avant les principaux éléments qui devraient guider l'action de l'Union européenne en matière de lutte contre le changement climatique au-delà du cadre actuel en place. Ainsi, à l'horizon 2050, la transition vers une économie compétitive à faible intensité de carbone signifie que l'Union européenne doit se préparer à réduire ses émissions internes de 80% par rapport à 1990, avec une contribution de tous les secteurs. Pour les secteurs des transports pris dans leur ensemble (transports routiers et aviation), cela signifie que les émissions devront être réduites d'ici 2050 de quelque 60% par rapport à 1990. L'ampleur de ce défi est illustrée par le fait qu'en 2005 les émissions du secteur des transports dépassaient déjà de 30% les niveaux de 1990.

Il est évident qu'une approche communautaire est de mise. Dans son livre blanc intitulé «feuille de route pour un espace européen unique des transports - vers un système de transport compétitif et économe en ressources» datant également de mars 2011, la Commission européenne a déjà mis en évidence un certain nombre de pistes pour assurer cette transition. Ce livre blanc propose ainsi une série d'objectifs concrets comme points de repère pour atteindre l'objectif de réduction de 60% des émissions de gaz à effet de serre, et comporte une liste d'initiatives couvrant plus de 40 domaines d'activité des transports routier, ferroviaire, aérien, maritime et fluvial. Pour ce qui concerne plus particulièrement les émissions en provenance des poids lourds, la Commission européenne mène actuellement un processus de consultation des différents acteurs concernés en vue de préparer une stratégie spécifique à ce secteur. Il s'agira ainsi de viser notamment une amélioration de l'efficacité énergétique des véhicules (nouveaux moteurs, matériaux et design innovants), un recours renforcé à des carburants alternatifs ou encore une utilisation plus efficace des transports et des infrastructures en recourant entre autres à des systèmes améliorés d'information et de gestion du trafic.

Question 2134 (4.6.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant le **divorce forcé:**

In einigen Ländern gibt es die rechtlich verpflichtende Bestimmung, dass eine Transgender-Person, die mit einem gegengeschlechtlichen Partner verheiratet ist, sich scheiden lassen muss, ehe ihr neues Geschlecht anerkannt werden kann. Dies ist in den Staaten, die keine gleichgeschlechtlichen Ehen anerkennen, besonders problematisch, weil der Geschlechtswechsel de facto zu einer gleichgeschlechtlichen Ehe führen würde. In zahlreichen Fällen findet die Scheidung gegen den ausdrücklichen Willen des verheirateten Paares statt, das eine gesetzlich anerkannte Familieneinheit bleiben will, insbesondere wenn es für Kinder verantwortlich ist. Die aufgezwungene Scheidung kann in der Tat einen nachteiligen Einfluss auf die Kinder in der Ehe haben. Auch wird in einigen Ländern dem Elternteil, der sich dem Geschlechtswechsel unterzogen hat, das Sorgerecht für die Kinder entzogen. Das kann zu Härtefällen führen.

Fragen:

1) Wie steht die Ministerin zu diesem Problem?

2) Was will sie tun, um Härtefälle zu vermeiden und die obengenannten Familien nicht ins Abseits geraten zu lassen und so den Kindern Schaden zuzufügen?

Réponse (25.6.2012) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Justice:*

Zur Beantwortung dieser parlamentarischen Anfrage, welche an die Familienministerin gerichtet war, verweist der Justizminister auf seine Antwort auf die parlamentarische Anfrage Nr.2125 vom 27. Mai 2012 *(cf. ci-dessus)*. Der ehrenwerte Abgeordnete Jean Colombera hatte bereits zu derselben Thematik eine diesbezügliche Anfrage an den Justizminister gerichtet.

Die Gesetzesvorlage Nr.6172 über gleichgeschlechtliche Ehen, welche der Justizminister in der Abgeordnetenkammer bereits im Sommer 2010 eingereicht hat, bietet eine gesetzliche Lösung für den Fall einer transsexuell-neuen Geschlechtszuordnung für verheiratete Paare.

Question 2135 (4.6.2012) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant le **budget du Fonds pour la gestion de l'eau:**

La comparaison des dépenses projetées et des dépenses effectives du Fonds pour la gestion de l'eau montre pour la deuxième année consécutive une évolution moins rapide que prévue. Ainsi, pour l'exercice 2010 un montant de 75.330.000 euros a été prévu au budget de l'État. Or, le compte arrête une dépense effective s'élevant seulement à 56.497.097 euros. 25% du montant prévu n'auront donc pas été affectés. Pour l'exercice 2011, un montant de 86.584.000 euros a été prévu au budget de l'État. Pour cet exercice le compte arrête une dépense effective de 50.417.967 euros. 41,77% du montant initial n'auront donc pas été investis. Pour le projet de construction de la station d'épuration Wasserbillig-Mertert-Grevenmacher retenu par la loi du 16 décembre 2009 le budget de l'État a prévu pour les exercices 2010 et 2011 une dépense de 5.000.000 euros respectivement de 4.000.000 euros. La dépense effective ne se chiffre cependant qu'à 233.348 euros respectivement à 905.126 euros. Cette situation donne toutefois à penser si l'on considère que la Commission européenne a assigné le Luxembourg devant la Cour de justice de l'Union européenne pour traitement insatisfaisant des eaux urbaines résiduaires et a demandé une sanction financière d'un montant forfaitaire de 2.200.000 euros minimum et une astreinte journalière de 11.340 euros, ce qui revient à une amende annuelle totale de 6.339.100 euros.

Voilà pourquoi, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer pour quelles raisons les montants prévus dans le Fonds pour la gestion de l'eau n'ont pas été entièrement affectés?

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer qu'avec le rythme d'investissement des derniers exercices, le Luxembourg sera à même de respecter les obligations prévues par la directive en ce qui concerne le traitement et l'élimination des eaux urbaines résiduaires?

- Monsieur le Ministre peut-il me rassurer que le délai de réalisation de la station d'épuration régionale de Grevenmacher envisagé sur une période de quatre ans (2010-2014) peut être maintenu?

- Quelles autres stations d'épuration prévues par le Gouvernement accusent des retards de finalisation?

- Au regard des montants souvent très importants investis et tenant compte de la situation économique et financière tendue, Monsieur le Ministre peut-il me confirmer, dans un souci d'efficience maximale, que le subventionnement par le Fonds pour la gestion de l'eau porte sur les techniques visant à épurer les eaux résiduaires et non sur des activités connexes? Est ce que l'État s'est doté de moyens de contrôle efficaces pour le suivi financier pour des projets d'envergure afin d'éviter des coûts excessifs?

Réponse (1.8.2012) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

La question parlementaire de l'honorable Député Fernand Etgen a pour objet le subventionnement des projets relatifs à la gestion de l'eau par le Fonds pour la gestion de l'eau (FGE).

Pour l'exercice 2010, un montant de 75.330.000 euros a été prévu au budget de l'État au niveau du Fonds pour la gestion de l'eau, alors que la dépense effective ne s'élève qu'à 56.497.097 euros, ce qui implique que 25% du montant prévu n'avaient pas été engagés. L'exercice 2011 se clôture avec une dépense effective de 50.417.967 euros vis-à-vis d'un montant prévu de 86.584.000 euros.

Il faut noter que les prévisions pour les dépenses étaient basées sur l'exécution simultanée de plusieurs chantiers de grande envergure. Au cours des deux années sous référence, il s'est toutefois avéré que certains de ces projets ont dû noter des retards importants, voire même subir des arrêts de chantier.

Il s'agit notamment des projets suivants:

- Fonçage Beggen-Bonnevoie (commune de Luxembourg)

- Extension et modernisation de la station d'épuration de Beggen (commune de Luxembourg)

- Assainissement de la vallée de l'Attert (communes de Beckerich, Boevange/Attert, Préizerdaul, Redange, Saeul, Useldange et Vichten)

- Assainissement de la Moselle inférieure (communes de Mertert/Wasserbillig, Grevenmacher, Wormeldange, Stadtbredimus et Lenningen)

- Station d'épuration Bleesbrück (SIDEN)

- Rallonge de la loi de financement SIVEC (communes de Esch-sur-Alzette, Sanem, Mondercange et Schifflange)

- Assainissement de la Moselle supérieure (communes de Remich, Schengen et Wellenstein)

Les dossiers «Vallée de l'Attert» et «SIVEC» sont sujets à des lois de financement, lois qui sont actuellement en vue d'être révisées, suite à une réunion avec la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire.

En ce qui concerne l'extension de la station d'épuration (STEP) Beggen, il y a lieu de préciser que les liquidations des investissements relatifs à ce projet ont été sollicitées dans un rythme plus lent qu'initialement prévu. Le fonçage reliant la STEP de Bonnevoie à Beggen a été arrêté suite à un recours au tribunal administratif relatif au dossier de soumission publique et il a fallu attendre la décision judiciaire permettant le déblocage. Partant le début du chantier s'est fait attendre et n'a pu débuter qu'à partir de janvier 2012 avec une durée alors estimée à environ cinq ans.

Pour le dossier de la Moselle inférieure, des retards sont survenus lors de la procédure d'études des incidences sur l'environnement (EIE) et commodo/incommodo, ce qui a entraîné le report de la date prévue pour le début du chantier de l'année 2010 à probablement 2012. Ainsi, la mise en service prévisionnelle de la STEP Grevenmacher est fixée à 2016. Pour ce projet, des subventions pour un montant estimé d'environ 2,7 millions d'euros devraient être liquidées pour l'exercice 2012. À noter que ce projet n'est pas visé par la procédure d'infraction à laquelle l'honorable Député a fait référence.

En ce qui concerne l'assainissement de la Moselle supérieure, certains retards sont apparus à cause de problèmes d'obtention des droits de passage nécessaires pour la pose de certains collecteurs.

Finalement, l'élaboration et l'exécution du projet relatif à la station d'épuration Bleesbrück ont connu un certain retard au niveau de la planification. En effet, le projet définitif fait encore défaut. De plus, le projet devra également être soumis à une procédure EIE.

Dans tous les cas de figure, l'État luxembourgeois n'est pas maître d'ouvrage comme c'est le cas dans d'autres projets d'infrastructure de grande envergure, comme par exemple la construction de routes (Administration des Ponts et Chaussées) ou de bâtiments publics comme des lycées (Administration des Bâtiments publics). La construction, la gestion et le traitement des eaux résiduaires urbaines sont sous compétence communale, l'État intervenant principalement au niveau du subventionnement. Par conséquent, l'État est souvent tributaire dans ses liquidations des priorités fixées au niveau communal ou du syndicat afférent, ainsi que du rythme avec lequel les communes et syndicats sollicitent le remboursement des montants préfinancés.

Nonobstant, l'Administration de la Gestion de l'Eau (AGE) s'engage pleinement avec les moyens et les ressources dont elle dispose, notamment celles qui lui sont confiées par sa loi organique, de coordonner au mieux la planification des travaux de collecte et de dépollution des eaux résiduaires et ainsi de faire avancer au mieux les travaux sur les sites précités.

Le comité de gestion du FGE poursuit cet effort de manière similaire, tout en défendant le principe d'investissements efficients visant à épurer les eaux urbaines résiduaires, en essayant de ne pas dilapider les deniers publics dans des temps de crise pour des activités accessoires, non corrélées au rayon d'action couvert par la loi y relative (loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau).

Ainsi, pour l'exercice 2011, le comité de gestion du FGE a traité 198 demandes de subsides. Sur la même période, 231 demandes de liquidations ont été traitées par les services du Ministère de l'Intérieur et à la Grande Région et de l'AGE.

Les investissements pluriannuels dans les stations d'épuration se retrouvent explicitement repris dans les lois budgétaires annuelles et les documents parlementaires y afférents. Il est important de noter que non seulement la construction de stations d'épuration est cruciale dans l'obtention du bon état écologique des masses d'eau, mais également l'achèvement des bassins d'orages et la mise en place d'un réseau séparatif visant à désagréger les eaux résiduaires des eaux pluviales sont d'importance primordiale.

En ce qui concerne le dernier point soulevé par la question de l'honorable Député, il est important de noter que le comité de gestion du FGE est particulièrement sensible à cette thématique.

L'introduction du modèle de la forfaitisation des ouvrages visant à épurer des eaux résiduaires permet non seulement une simplification administrative mais également un subventionnement équitable des ouvrages visés et un investissement judicieux des deniers du Fonds pour la gestion de l'eau, du fait que ce forfait ne tient pas compte des activités connexes des ouvrages en question.

Parallèlement, le suivi des chantiers de grande envergure est dorénavant assuré par un gestionnaire de projets, de sorte que les étapes et progrès sont suivis de près par une personne indépendante.

Question 2136 (4.6.2012) de **Mme Anne Brasseur** *(DP)* concernant le **représentant spécial de l'Union européenne pour les droits de l'Homme:**

Le 25 mai 2012 la Commission des affaires étrangères du Parlement européen a appelé le Conseil à désigner un envoyé de haut niveau qui jouit d'une réputation sur la scène internationale et qui sera chargé de renforcer la visibilité des droits de l'Homme de l'Union européenne dans le monde, au nouveau poste de représentant spécial de l'Union européenne pour les droits de l'Homme, créé en accord avec les demandes répétées du Parlement européen.

Cette recommandation me semble en opposition avec les idées du rapport du 11 avril 2006 de Monsieur Jean-Claude Juncker à l'attention des chefs d'État et de gouvernement des États membres du Conseil de l'Europe «Conseil de l'Europe - Union européenne: Une même ambition pour le continent européen». L'auteur souligne entre autres qu'il faudra éviter les doubles emplois, reconnaître le Conseil de l'Europe comme référence continentale en matière de droits de l'Homme et reconnaître la primauté du Commissaire européen aux droits de l'Homme.

Dans ce contexte, je voudrais savoir si Monsieur le Premier Ministre et Monsieur le Ministre des Affaires étrangères soutiennent la démarche de la Commission des affaires étrangères du Parlement européen où s'ils ne jugent pas indispensable de défendre la position du rapport Juncker surtout en temps de crise des finances pu-

bliques où il s'agit plus que jamais d'éviter de dupliquer les fonctions.

- Messieurs les Ministres n'estiment-ils pas que la référence en matière de droits de l'Homme est et doit rester le Conseil de l'Europe?

Réponse (2.7.2012) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Comme le rappelle Madame le Député Brasseur, le rapport Juncker du 11 avril 2006, intitulé «Conseil de l'Europe - Union européenne: Une même ambition pour le continent européen», préconise en matière de droits de l'Homme le recours aux mécanismes de suivi et en particulier au Commissaire aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe. Le Conseil de l'Europe est et reste la référence continentale en matière de droits de l'Homme et il s'agit d'exploiter son expertise afin de compléter utilement les efforts de l'Union européenne qui, elle, couvre un champ d'action global dans le cadre de sa politique étrangère.

L'appui de longue date par le Gouvernement luxembourgeois d'une adhésion de l'Union européenne à la Convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales du Conseil de l'Europe (CEDH) témoigne tant de l'importance attachée par ce Gouvernement à l'action du Conseil de l'Europe en matière de protection des droits de l'Homme que du souci de cohérence dans le fonctionnement des organisations respectives.

Le Gouvernement partage ainsi les préoccupations sur les éventuelles duplications de tâches et de mandats au niveau du Conseil de l'Europe et de l'Union européenne. C'est pour cette raison qu'il y a lieu de souligner les spécificités et complémentarités entre le mandat existant du Commissaire aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe et celui du futur Représentant spécial de l'Union européenne pour les droits de l'Homme.

Le Commissaire aux droits de l'Homme est une institution indépendante et impartiale. Le Commissaire est chargé de promouvoir les droits de l'Homme au sein des 47 États membres du Conseil de l'Europe, entre autres par l'éducation, la sensibilisation, par la coopération et les conseils aux structures chargées des droits de l'Homme. Des visites régulières dans les États membres lui permettent d'identifier d'éventuelles insuffisances et d'attirer l'attention des autorités sur celles-ci. Il adresse également des avis et des recommandations aux autorités afin d'améliorer la situation des droits de l'Homme. Le Commissaire collabore aussi avec le Comité des Ministres et l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe auxquels il fournit des rapports. Il coopère avec d'autres institutions internationales pour promouvoir et protéger les droits de l'Homme en évitant le double emploi d'activités.

De son côté, le Représentant spécial de l'Union européenne pour les droits de l'Homme agira en soutien et sous l'autorité du Haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et Vice-président de la Commission européenne, conformément aux dispositions du Traité de Lisbonne (voir notamment l'article 18, alinéas 2 et 4, et l'article 33 du Traité sur l'Union européenne), à l'instar des onze autres Représentants spéciaux en fonction à ce jour. Le mandat du Représentant spécial pour les droits de l'Homme est fondé sur les objectifs en matière de droits de l'Homme tels qu'ils découlent du Traité de Lisbonne et de la Charte des droits fondamentaux. Ce mandat est également fondé sur le cadre stratégique sur les droits de l'Homme et la démocratie et le plan d'action que l'Union européenne a adopté lors du Conseil des Affaires étrangères du 25 juin 2012. Le Représentant spécial contribuera à donner davantage d'efficacité, de cohérence et de visibilité à la politique en matière de droits de l'Homme de l'Union européenne et à sa mise en œuvre dans tous les domaines de la politique étrangère de l'Union dans ses relations avec les pays tiers, qu'il s'agisse de la politique de sécurité ou de défense, du commerce, du développement ou encore de l'élargissement. Le Représentant spécial n'assumera aucune fonction nouvelle et n'aura aucune compétence en ce qui concerne la situation domestique des droits de l'Homme sur le territoire des 27 États membres de l'Union européenne puisque son action sera exclusivement tournée vers les pays tiers.

Rappelons aussi que la fonction de Représentant spécial de l'Union européenne pour les droits de l'Homme n'a pas été créée ex nihilo. Avant l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne, le Haut représentant pour la politique étrangère et de sécurité commune s'était en effet doté d'un Représentant personnel pour les droits de l'Homme que l'on peut considérer à de nombreux égards comme une première incarnation de la fonction actuelle du Représentant spécial pour les droits de l'Homme.

À la lumière de cette comparaison succincte, il apparaît que les mandats du Commissaire aux droits de l'Homme et du Représentant spécial comportent des missions et des objectifs distincts mais complémentaires et que le Représentant spécial ne remet aucunement en question ni la primauté du Commissaire aux droits de l'Homme, ni la position du Conseil de l'Europe comme référence continentale en matière de droits de l'Homme.

Les relations et interactions entre l'Union européenne et le Conseil de l'Europe n'ont jamais été aussi fructueuses et productives. Aussi, la mise en place d'un Représentant spécial contribuera à veiller à la cohérence de l'action de l'Union européenne avec celle du Conseil de l'Europe en matière de protection de droits de l'Homme. Dans ce contexte, le Représentant spécial se concertera tout naturellement avec le Commissaire aux droits de l'Homme. Le Représentant spécial sera un interlocuteur de choix non seulement pour le Conseil de l'Europe, mais également pour les autres organisations internationales ou régionales. L'Union européenne suit ainsi l'exemple de nombre de pays qui ont désigné un ambassadeur des droits de l'Homme, des représentants spéciaux ou des personnes de rang similaire, ou de l'ONU qui compte également plusieurs officiels de haut rang disposant de mandats dans le domaine de la protection des droits de l'Homme, comme notamment le Haut commissaire aux droits de l'Homme.

Étant donné que le Secrétaire général du Conseil de l'Europe, le Commissaire aux droits de l'Homme et d'autres représentants de l'organisation strasbourgeoise rencontrent régulièrement les membres de la Commission européenne et du Conseil de l'Union européenne ayant des compétences en matière de défense des droits de l'Homme, une collaboration étroite avec le Représentant spécial s'impose et contribuera certainement à créer des synergies dans l'esprit du Rapport Juncker. Comme le note ce dernier, les rapports, conclusions et recommandations du Commissaire aux droits de l'Homme «sont autant d'instruments et de vecteurs d'expertise auxquels les institutions et groupe de travail de l'Union européenne se réfèrent quant il est question d'États membres du Conseil de l'Europe, qu'ils soient membres ou pas de l'Union européenne».

Il en découle aussi qu'en ce qui concerne les États membres du Conseil de l'Europe mais non membres de l'Union européenne avec lesquels cette dernière entretient des relations bilatérales dont fait partie un dialogue sur les droits de l'Homme, le besoin de concertation entre les institutions du Conseil de l'Europe, en particulier le Commissaire aux droits de l'Homme et le Représentant spécial est d'autant plus évident. Le Gouvernement luxembourgeois s'engage à veiller à cette préoccupation de cohérence tant au sein du Conseil de l'Europe qu'au sein de l'Union européenne.

Question 2137 (7.6.2012) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant le **label non-fumeur pour les cafés et bistrots:**

Lors de la journée internationale contre le tabagisme, Monsieur le Ministre de la Santé a annoncé la création d'un label spécifique permettant de distinguer les cafés et bistrots libres de toute consommation de tabac alors que le projet de loi en élaboration a initialement prévu l'interdiction formelle de fumer dans tous les cafés et bistrots du Luxembourg.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1) Monsieur le Ministre compte-t-il toujours déposer le projet de loi portant sur l'interdiction du tabac dans les cafés et bistrots dans sa version initiale?

2) Au cas où le Ministre maintient son projet de loi, dans quel délai sera-t-il déposé?

3) Quelle serait, le cas échéant, la plus-value d'un label permettant de distinguer les cafés et bistrots où aucune consommation de tabac n'a lieu si de toute façon elle était interdite par la loi?

Réponse (4.7.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Le label non-fumeur, auquel se réfère l'honorable Députée, et qui permet de signaler les débits de boissons qui sont déjà, à l'heure actuelle, exploités en tant que local non-fumeur, ne remet pas en cause le principe d'un renforcement, par voie législative, des mesures antitabagisme actuellement en vigueur.

Dès que je disposerai de l'ensemble des avis des organismes consultés, j'entends en effet reproduire devant le Conseil de Gouvernement dans les plus brefs délais le texte de l'avant-projet de loi modifiant la loi du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac.

Je constate par ailleurs que les avis recueillis se prononcent, dans leur grande majorité, en faveur d'une extension de l'interdiction de fumer dans le sens préconisé par l'avant-projet de loi précité.

Question 2138 (24.5.2012) de **M. Camille Gira** *(déi gréng)* concernant le **payement par la commune de Mondorf d'une amende suite à une décision judiciaire:**

En relation avec le payement d'une contravention de dédommagement suite à une décision judiciaire concernant la commune de Mondorf-les-Bains, il y a eu une différence d'interprétation de la loi communale (notamment les articles 119 et 132) au sein du Ministère de l'Intérieur.

Le montant de l'amende en question n'était pas prévu au budget initial 2011 de ladite commune et le service de contrôle de la comptabilité des communes du Ministère de l'Intérieur a proposé à la commune de suivre les dispositions de l'article 119 et de déclarer cette dépense comme obligatoire («décision judiciaire coulée en force de chose jugée») et d'inscrire cette dépense au budget rectifié 2011 de la commune à voter par le conseil communal. Le budget rectifié en question fut en outre validé par le Ministère de l'Intérieur.

Or, cette procédure vient d'être mise en cause par Monsieur le Ministre de l'Intérieur qui, contrairement à la façon de procéder jusqu'à présent, estime que le conseil communal aurait dû statuer séparément sur cette dépense suivant l'article 132 de la loi communale.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

1) Monsieur le Ministre peut-il m'expliquer les raisons de ce changement d'interprétation de la loi communale dans le contexte de la procédure à suivre lors du payement d'une amende suite à une décision judiciaire?

2) En admettant que l'article 132 de la loi communale serait applicable, quelles seraient les conséquences d'un vote négatif de la part du conseil communal en relation avec le payement de cette amende?

3) Est-ce que Monsieur le Ministre estime qu'il y a lieu de légiférer dans ce contexte?

Réponse (10.7.2012) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

La question de l'honorable Député porte sur une motion adoptée par le conseil communal de Mondorf-les-Bains en relation avec l'application de l'article 132 de la loi communale.

Étant donné que l'auteur de la question parlementaire se réfère à un cas concret, je suis amené à traiter dans la présente également de l'affaire en question.

I. Quant aux faits cités dans la question parlementaire

Il faut préciser d'abord qu'il s'agissait en l'occurrence non pas d'une «contravention» ou «amende» comme il est indiqué dans la question et qui serait de nature pénale, mais d'une simple affaire civile de dommages et intérêts auxquels la commune de Mondorf-les-Bains a été condamnée dans une affaire l'opposant à un promoteur immobilier.

Sans entrer dans le fond du dossier, notons simplement que l'affaire remonte au milieu des années 1990 et qu'un jugement du Tribunal d'arrondissement de Luxembourg du 31 mars 1999, confirmé par un arrêt de la Cour d'appel du 11 juillet 2001, a constaté la responsabilité de la commune qui a finalement été condamnée à verser à la société lésée des dommages et intérêts du fait de perte d'une chance et a ordonné une expertise pour en déterminer le montant.

La dépense en question n'avait donc rien d'imprévisible pour la commune. Pourtant les autorités communales n'ont pas jugé utile d'inscrire un crédit dans le budget alors qu'elles ne pouvaient pas ignorer que les intérêts s'accumulaient à partir du jour de l'assignation devant le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg.

En date du 23 mars 2011, la Cour d'appel, confirmant un jugement du 26 avril 2005 du Tribunal d'arrondissement de Luxembourg déterminant la hauteur des dommages et intérêts par le biais d'une expertise judiciaire, condamne l'administration communale de Mondorf-les-Bains à payer à la société lésée le montant de 568.188,85 euros avec les intérêts au taux légal à partir du jour de l'assignation jusqu'à solde, soit un total de 1.092.567,80 euros que le collège des bourgmestre et échevins se décide à verser le 15 juillet 2011 suite à un rappel de la partie adverse.

Par la suite, cette dépense a été inscrite au budget ordinaire rectifié de l'exercice 2011 tel qu'il a été approuvé par le conseil communal en sa séance du 9 janvier 2012.

Toutefois, avant de procéder à l'ordonnancement de la dépense précitée en juillet 2011, les autorités communales de Mondorf-les-Bains auraient préalablement consulté les responsables du service de contrôle de la comptabilité des communes qui, d'après les dires de la commune, auraient constaté que la condamnation judiciaire en question constitue une dépense obligatoire qui tombe dans le champ d'application des articles 119 et 120 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988.

La commune soutient encore que d'après l'avis du service de contrôle l'article 132 de la même loi ne jouerait pas pour les dépenses obligatoires, étant donné que celles-ci permettent le dépassement des crédits sans l'observation des formalités prescrites pour les modifications budgétaires.

Or, selon les informations dont je dispose, la commune a sollicité l'avis du service de contrôle de la comptabilité des communes quant au paiement des dommages et intérêts et il a été conseillé à la commune de procéder directement au paiement des dommages et intérêts vu qu'il s'agissait d'une dépense obligatoire et de la régulariser dans les meilleurs délais. En revanche, il n'y a jamais eu de discussion sur l'applicabilité de l'article 132 de la loi communale en juillet 2011, cette question ayant seulement été soulevée suite à la séance du conseil communal de Mondorf-les-Bains du 9 janvier 2012.

II. Quant à l'application de l'article 132 de la loi communale

La loi communale prévoit une série de dispositions concernant l'acquittement d'une dépense résultant d'une condamnation judiciaire d'une commune, notamment les articles 119, 120 et 132.

Selon l'article 119 précité «les dépenses se composent de dépenses obligatoires et de dépenses non obligatoires. Seules les dépenses résultant d'obligations légales, d'engagements contractuels et de décision judiciaires coulées en force de chose jugée sont considérées comme obligatoires».

Et d'après l'article 120 «les crédits des articles de dépenses sont limitatifs à l'exception de ceux pour dépenses obligatoires».

Suivant l'article 132 de la même loi, «si le moindre retard est de nature à causer un préjudice à la commune, le collège des bourgmestre et échevins peut, sous sa responsabilité, ordonnancer une dépense pour laquelle aucun crédit n'est prévu au budget, sous condition d'en donner sans délai connaissance au conseil communal qui y statue».

Il résulte des dispositions légales susmentionnées que la condamnation judiciaire à payer des dommages et intérêts est à considérer comme dépense obligatoire et que les crédits des articles de dépenses ne sont pas limitatifs.

Dès lors, la loi prévoit expressément qu'une commune peut ordonnancer une dépense résultant d'une condamnation judiciaire sans qu'un article précis relatif à cette condamnation ne doive figurer dans son budget.

À noter toutefois que les articles 119 et 120 ne font qu'énoncer un principe budgétaire sans préciser son exécution, vu qu'ils se trouvent inscrits au chapitre 1er «- Du budget» de la loi communale.

Il est encore évident que le moindre retard dans l'ordonnancement d'une dépense suite à une condamnation judiciaire est de nature à causer un préjudice pécuniaire à la commune vu que les intérêts légaux continuent à courir jusqu'au jour du paiement effectif des dommages et intérêts.

On se trouve dès lors dans un cas de figure où les dispositions de l'article 132 de la loi communale du chapitre 2 «- De l'exécution du budget» deviennent pleinement applicables. Si le collège des bourgmestre et échevins ordonnance, sous sa responsabilité, une dépense, qui peut également avoir la qualité d'une dépense obligatoire, pour laquelle aucun crédit n'est prévu au budget afin d'éviter tout préjudice pécuniaire au détriment de la commune suite à une condamnation judiciaire, il est obligé d'informer le conseil communal dans les meilleurs délais qui donnera sa décharge au collège des bourgmestre et échevins lors de sa prochaine séance. Autre élément important: l'article 132

dispose encore que cette délibération est soumise à l'approbation du Ministre de l'Intérieur.

La simple lecture permet de constater que l'article 132 ne fait aucune distinction selon qu'il s'agit d'une dépense obligatoire ou non obligatoire. Il s'agit en l'occurrence d'un garde-fou dont le but est de garantir à la fois une exécution rapide pour ne pas mettre en péril les intérêts de la commune tout en respectant le pouvoir budgétaire dévolu au seul conseil communal. Il s'agit d'une règle élémentaire du fonctionnement de la démocratie représentative.

Ainsi, les articles 119, 120 et 132 de la loi communale sont complémentaires en cas d'ordonnancement d'une dépense résultant d'une condamnation à des dommages et intérêts, pour laquelle aucun article n'est prévu au budget.

Toutefois, dans l'affaire visée ci-avant, l'obligation de «donner sans délai connaissance au conseil communal» prévue à l'article 132 n'a pas été respectée par les autorités communales de Mondorf-les-Bains, vu que six mois se sont écoulés entre le paiement des dommages et intérêts et la régularisation de cette dépense lors du vote du budget rectifié de l'exercice 2011 en janvier 2012.

Il y a encore lieu de souligner dans ce contexte que le conseil communal de la commune de Mondorf-les-Bains a siégé à deux reprises pendant cette période de six mois, une séance ayant entres autre à l'ordre du jour une modification budgétaire.

De plus, comme mentionné plus haut, la commune de Mondorf-les-Bains a été condamnée au fond par la Cour d'appel en date du 11 juillet 2001 et le pourvoi en cassation a été rejeté en juin 2002.

Dès lors les autorités communales étaient depuis 2002 au courant qu'elles devraient inévitablement payer dans le futur un montant à titre de dommages et intérêts qui restait à être fixé dans le cadre de l'expertise ordonnée par le tribunal. Toutefois, il y a lieu de constater que d'après les informations en ma possession, aucun budget entre 2002 et 2011 n'a prévu un article en relation avec cette dépense certaine, ce qui est manifestement contraire à une gestion budgétaire en bon père de famille.

III. Quant aux trois questions posées par l'honorable Député

1. Il ne peut être question de changement d'interprétation alors que l'avis du Ministre n'a pas été demandé par l'autorité communale qui, si elle avait sollicité une prise de position du Ministre de tutelle, aurait été invitée à observer l'article 132 précité qui garantit à la fois les prérogatives tant du conseil communal que de l'autorité de tutelle en matière financière et budgétaire.

Or, il appert qu'en l'occurrence l'on se soit basé sur un support de cours distribué à l'INAP tout en consultant, après coup et de manière officieuse, des fonctionnaires du service de contrôle de la comptabilité des communes sans en référer au Ministre compétent. Je rappelle pour mémoire l'article 147 de la loi communale qui dispose que «sans préjudice des attributions des commissaires de district, le contrôle des budgets, des comptes, de la comptabilité et des caisses des communes se fait par un service spécial dénommé 'service de contrôle de la comptabilité des communes'. Ce service est placé sous l'autorité directe du Ministre de l'Intérieur. La mission du service de contrôle de la comptabilité des communes consiste, en cours d'exercice, à procéder à des vérifications périodiques et approfondies des caisses de la comptabilité des communes. Il en est dressé procès-verbal qui est communiqué au collège des bourgmestre et échevins concerné».

2. Un refus de vote par le conseil communal, face à un jugement exécutoire, constituerait en soi non seulement une absurdité mais également une violation de la loi communale à laquelle l'autorité de tutelle ne manquerait pas de remédier.

Ainsi, l'alinéa 2 de l'article 125 de la loi communale dispose que: «Dans tous les cas où le conseil communal chercherait à éluder le paiement des dépenses obligatoires que la loi met à sa charge, en refusant leur allocation en tout ou en partie, le ministre de l'Intérieur, après avoir entendu le conseil communal, portera d'office la dépense au budget, dans la proportion du besoin, sans préjudice du recours prévu à l'article 107.»

3. L'article 132 semblant parfaitement clair il n'y a pas lieu de légiférer. La ratio legis de ce texte consiste à mettre en mesure le collège des bourgmestre et échevins d'ordonnancer une dépense pour laquelle aucun crédit n'est prévu au budget, à condition que le moindre retard risque de causer un préjudice à la commune, tout en sauvegardant le pouvoir budgétaire dévolu au conseil communal.

En revanche il semble utile de clarifier un certain nombre de choses tant par instruction interne que par circulaire aux communes et syndicats de communes, ce qui sera fait très prochainement.

Pour conclure, il y a lieu de souligner que cet état des choses ne change rien au fait que les autorités communales de Mondorf-les-Bains ont fait preuve d'un laxisme singulier dans le dossier qui a suscité la question ayant donné lieu à la présente réponse.

Question 2140 (11.6.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant le **transport sanitaire:**

Betreffend die Ambulanzen, die für den Patiententransport zuständig sind, sieht man oft, dass der Preis von einem Unternehmen zum anderen verschieden ist, und der Unterschied kann zu bis 30% betragen. Hier soll anscheinend auch die Qualifikation des Personals eine Rolle spielen. Falls das Personal eine adäquate Ausbildung hat, gibt es einen Mehrpreis. Die Preise sind reglementarisch nicht festgelegt. Auch hat die Gesundheitskasse seit zwölf Jahren ihren Anteil zur Rückerstattung eines Teils der Gebühren nicht angepasst.

Fragen:

1) Warum gibt es keine Reglementierung für die Ausbildung des Personals, das für den Krankentransport zuständig ist?

2) Warum hat die Gesundheitskasse ihren Rückerstattungstarif seit zwölf Jahren nicht mehr angepasst?

3) Gibt es eine Stelle, wo man die Tarife der einzelnen Ambulanzunternehmen einsehen kann?

4) Warum werden nicht einheitliche Preise in diesem Bereich des Gesundheitswesens eingeführt?

Réponse commune (26.7.2012) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*, et de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Zu Frage 1):

Das Gesetz vom 12. Juni 2004 betreffend die Schaffung einer Verwaltung der Rettungsdienste sieht in seinem Artikel 34 vor, dass eine großherzogliche Verordnung die Auflagen für Krankentransporte regeln kann. Eine entsprechende Vorlage wurde seitens des Innenministeriums nach Gesprächen mit den entsprechenden Stellen überarbeitet und wird dem Regierungsrat nach den Sommerferien vorgelegt.

Zu Fragen 2) und 4):

Die Diskussion über eine eventuelle Anpassung der Krankenversicherungstarife bei Krankentransporten war von den zuständigen Organen der vormaligen «Union des Caisses de Maladie» geführt worden. Da es allerdings weder Qualitätsnormen im Bereich des benutzten Materials noch des ausführenden Personals gibt, wurde eine Anpassung der Tarife nicht zurückbehalten. Die Gesundheitskasse hat jedoch beschlossen, im September 2012 eine fundamentale Analyse dieser Thematik durchzuführen.

Zu Frage 3):

Die beiden Ministerien haben keine Informationen über eine etwaige Liste der von den verschiedenen Krankentransportunternehmen angewandten Tarife.

Question 2143 (12.6.2012) de **M. Henri Kox** *(déi gréng)* concernant le **«myenergy» infopoint:**

«myenergy» est un groupement d'intérêt économique soutenu par le Ministère de l'Économie et le Ministère du Développement durable qui agit dans le domaine de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables. Dans le cadre de leurs actions d'informations et de conseils énergétiques, «myenergy» entretient des «infopoints» au niveau des communes. Quant aux activités au niveau local, des sessions d'information sont organisées où des personnes privées sont accueillies pour se renseigner individuellement dans les domaines susmentionnés.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Combien d'infopoints de «myenergy» au niveau local étaient opérationnels au 31 décembre 2011?

- En 2011 et par «infopoint»: combien de sessions d'information individuelles pour personnes privées ont été organisées?

- En 2011, combien de ménages ont par «infopoint» profité de ces sessions d'information pour se renseigner individuellement?

Réponse (17.7.2012) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Henri Kox concernant les «infopoints» de «myenergy», je puis vous communiquer les informations ci-après:

Dans le cadre de ses activités de sensibilisation et de conseil de base, «myenergy» a lancé en 2009 un projet visant la mise en place et la gestion d'un réseau de bureaux de conseil de base régionaux, appelés «myenergy-infopoints», en collaboration avec les communes respectivement syndicats de communes. Les infopoints constituent un des instruments mis en œuvre par «myenergy» pour inciter les particuliers à réaliser des mesures concrètes en vue d'une amélioration de l'efficacité énergétique et de recourir aux énergies renouvelables et poursuivent les deux buts suivants:

1. proposer un conseil de base individuel aux citoyens;

2. organiser des actions de sensibilisation et d'information.

Les conseils de base sont fournis gratuitement sur rendez-vous individuel par le conseiller de «myenergy» dans un local mis à disposition par les communes partenaires et s'étendent sur une durée d'environ une heure par conseil. Les actions de sensibilisation (expositions, exposés thématiques, visites, actions), organisées en commun avec les responsables des communes, informent les citoyens et les encouragent à prendre recours au conseil de base.

Lors du lancement du projet, la priorité principale était de garantir une offre avec une couverture aussi large que possible au niveau national en créant des accords de coopération avec les communes concernées. Depuis 2011, «myenergy» a développé sa communication au niveau des infopoints en mettant à la disposition des communes des produits de communication thématiques et en lançant une nouvelle identité visuelle pour les infopoints. Soucieux d'augmenter constamment le nombre de conseils individuels, «myenergy» élabore à partir de 2012 de nouveaux concepts de produits de sensibilisation pour citoyens, qui sont proposés aux communes afin de faire évoluer l'offre des infopoints. En outre, un projet-pilote de conseil de base à domicile est actuellement en cours dans un infopoint à l'est du pays. Ce projet vise à analyser l'intérêt d'un conseil de base encore plus personnalisé et plus proche du citoyen et sera, en cas de succès, également appliqué à d'autres infopoints.

Au 31 décembre 2011, douze infopoints de «myenergy» étaient opérationnels, desservant au total 67 communes avec environ 319.000 habitants.

En 2011 la situation des conseils individuels (ou pour ménages) par infopoint se présentait comme suit:

- STEP (Bettembourg, Dudelange, Kayl, Roeser, Rumelange): 27 conseils

- Parc naturel de l'Our (Clervaux, Parc Hosingen, Kiischpelt, Putscheid, Tandel, Troisvierges, Vianden): 21 conseils

- Osten (Junglinster, Manternach, Biwer, Mertert, Grevenmacher, Wormeldange, Betzdorf, Flaxweiler): 47 conseils

- Ardennes (Eschweiler, Goesdorf, Wiltz, Wincrange): 21 conseils

- Mëllerdall (Beaufort, Bech, Berdorf, Consdorf, Echternach, Fischbach, Heffingen, Larochette, vallée de l'Ernz, Mompach, Nommern, Reisdorf, Rosport, Waldbillig), opérationnel depuis mars 2011: 24 conseils

- Réidener Kanton (Beckerich, Ell, Grosbous, Préizerdaul, Rambrouch, Redange, Saeul, Useldange, Vichten, Wahl), opérationnel depuis avril 2011: 36 conseils

- Westen (Garnich, Kehlen, Septfontaines, Steinfort), opérationnel depuis mai 2011: 21 conseils

- Ville de Luxembourg, opérationnel depuis mai 2011: 48 conseils

- Alzette (Lintgen, Lorentzweiler, Mersch, Steinsel, Walferdange), opérationnel depuis septembre 2011: 24 conseils

- Differdange, opérationnel depuis septembre 2011: 12 conseils

- Nordstad (Bettendorf, Colmar-Berg, Diekirch, Ettelbruck, Erpeldange, Schieren), opérationnel depuis novembre 2011: 5 conseils

- Esch-sur-Alzette (Esch-sur-Alzette, Schifflange), opérationnel depuis fin 2011: pas de conseils.

En 2011 le nombre total de conseils individuels (ou pour ménages) prestés dans les bureaux des infopoints a été de 287 conseils. En plus, «myenergy» a réalisé 188 conseils de base supplémentaires dans les locaux de «myenergy» à Luxembourg.

Sur base des statistiques provisoires du premier semestre 2012, «myenergy» table actuellement sur un doublement des conseils prestés dans les infopoints pour l'année 2012 par rapport à l'année 2011.

Au-delà du projet des infopoints, d'autres instruments de «myenergy» ont permis d'adresser un grand nombre de particuliers au cours de l'année 2011, dont notamment:

- Hotline «myenergy» (8002-1190): 3.400 appels;

- Sites Internet de «myenergy»: 55.000 visites;

- Conseil de base sur cinq foires nationales: 1.533 contacts;

- Organisation des «myenergy» days, le salon sur l'assainissement énergétique: 4.500 visiteurs.

Question 2146 (14.6.2012) de **MM. Gast Gibéryen** et **Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **projet «Tram léger»:**

D'Regierung huet e virleefege Käschtepunkt fir de Projet „Tram léger" virgeluecht, deen am Verglach mat villen anere Projete vum Stat ganz niddereg ugesat ass. Dowéinst géife mir dem Minister gären dës Froe stellen:

1) Fir d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro N°0149 ze ergänzen *(cf. compte rendu n°7/2009-2010)*, wéi héich ass am Ablack de Gesamtkäschtepunkt fir d'Etüden an d'Kommunikatioun fir den Tram? Ass dëse Betrag an de Käschten, déi genannt gi fir den Tram ze bauen, abegraff?

2) Wéi héich ass den totale Käschtepunkt fir den zousätzlechen CFL-Arrêt ënnert der Rouder Bréck an der Seelbunn tëschent dësem Arrêt an dem Kierchbierg?

3) Wat fir zousätzlech Käschte komme fir de Stat respektiv de Fonds du Kirchberg derbäi fir Stroosseninfrastrukturen, déi dem Stat gehéieren, unzepassen an d'Signalisatioun un déi nei Situatioun ze adaptéieren?

4) Wat fir Käschte kommen op de Stat duer fir de Pont Grande-Duchesse Charlotte (Rout Bréck) un den Tram unzepassen?

5) Wat fir zousätzlech Käschte kommen op de Stat duer fir de Pont Grand-Duc Adolphe (Nei Bréck) un den Tram unzepassen?

6) Wéi héich sinn d'Käschte fir nei Stroossen, déi musse gebaut ginn, fir de Verkéier, deen aktuell duerch d'Stad geet, ëmzeleeden?

7) Wat fir Käschte wëllt de Stat iwwerhuele fir, zesumme mat der Stad Lëtzebuerg, d'Geschäftsleit ze entschiedegen, déi duerch de Chantier Verloschter mussen droen?

8) Wat fir zousätzlech Käschten, déi op d'Stad Lëtzebuerg wéinst dem Tram zoukommen (z. B. Verleeë vun ënnerierdeschen Infrastrukturen, Stroossesignalisatioun, Upasse vu Vëlospisten...), wëllt de Stat iwwerhuelen an a wéi engem Verhältnis?

9) Ass de Stat domadder averstanen, datt deen Deel vun de Käschten, dee vun der Stad Lëtzebuerg iwwerholl gëtt (1/3 no de leschte Verhandlungen) am Montant no uewe gedeckelt gëtt?

Réponse (27.7.2012) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Als Äntwert op d'parlamentaresch Fro vum 14. Juni 2012 vun den honorabelen Deputéierten Här Gast Gibéryen an Här Fernand Kartheiser kann ech folgend Renseignementer ginn:

1) D'Gesamtausgaben, déi de GIE LUXTRAM, deen zënter 2007 mat der Planung vum Projet beoptragt ass, bis zum 31. Dezember 2011 ausginn huet, belafe sech op 7.890.439 €. Dës Käschte beinhalten d'Käschte fir d'Etüden, d'Fonctionnement vum GIE an d'Kommunikatioun. D'Ausgabe fir de Lëtzebuerger Stat, deen eng Part vu 50% um GIE LUXTRAM hält, belafe sech op d'Halschent, also 3.945.219 €.

Den Undeel vun der Kommunikatioun, deen am genannte Montant integréiert ass, beleeft sech dobäi op 201.246,38 €.

2) De Käschtepunkt fir de Pôle d'Échange Pont Rouge ass op ronn 100 Milliounen Euro geschätzt, wéi et och am Dokument zum Débat de consultation an der Chamber steet.

3) All d'Fraisë betreffend d'Stroosseninfrastrukturen an d'Signalisatioun, déi duerch de Bau vum Tram musse geännert ginn, wéi och déi spéider Aarbechten ab 2014 um Kierchbierg, sinn am Käschtepunkt vum Tramsprojet integréiert.

4) D'Rout Bréck (Pont Grande-Duchesse Charlotte) muss souwisou, onofhängeg vum Tram renovéiert ginn a gëtt dobäi och méi breet gemaach, fir dem öffentlechen Transport an der doucer Mobilitéit (Foussgänger a Vëlo) mei Raum ze ginn. Dësen Embau vun der Rouder Bréck ass, wei gesot, och ouni den Tram noutwendeg, soudatt déi betreffend Käschten dem Tram net ugerechent ginn. D'Käschte fir déi eigentlech Tramsinfrastrukturen op der Bréck sinn am Käschtepunkt vum Tramsprojet integréiert.

5) De baulechen Zoustand vum Pont Adolphe mécht eng Sanéierung vun dësem Ouvrage noutwendeg. D'Assise fir d'Autoen op der Bréck bleift dobäi quasi identesch zu der aktueller Situatioun. Deen eenzegen Ënnerscheed ass, datt amplaz vun haut deemnächst zwou Spure fir den öffentlechen Transport reservéiert ginn, déi dann zukünfteg vum Tram genotzt ginn. D'Käschte fir déi eigentlech Tramsinfrastrukturen op der Bréck sinn am Käschtepunkt vum Tramsprojet integréiert.

6) Am Kader vum Tramsprojet ass ënnersicht ginn, wéi een Impakt d'Realisatioun ënner anerem op de Stroosseréseau am Emfeld vum Tram an domadder den Autosverkéier hätt. D'Resultater weisen, datt den Tram ouni Verspéidung ka circuléieren an datt keen negativen Impakt op den Autosverkéier am Stadzentrum ze erwaarden ass. Dëst ass dorop zréckzeféieren, datt den Tram déi heiteg Bussen, déi an de Spëtzestonne quasi eng ganz Spur an all Richtung anhuelen (iwwer 270 Bussen tëschent der Gare an der Uewerstad), géif ersetzen. Sou ginn zwar duerch den Tramstracé am Stadzentrum op dëse Plazen niewent de Busspuren och vereenzelt Autospure suppriméiert, mä duerch déi gewonne Plaz wéinst dem Ewechfale vun deene Busse stellt dat kee Problem duer. Deementspriechend ass den Tramsprojet onofhängeg vu gréisseren neie Stroosseninfrastrukturen an der Stad selwer.

D'Stroossebauprojeten „Boulevard de Merl" (20,3 Mio €), „Contournement de Cessange" (22,61 Mio €) an d'Verbreederung op 2x3 Spure vun der Autobunn A3-A6 (Abschnitt Aire de Berchem - Croix de Gasperich: 57,4 mio €; Abschnitt Croix de Bettembourg - Aire de Berchem: 57,4 mio €; Autobunn A6: 97,39 mio €) droen derzou bäi, déi bestehend Wunnquartieren zu Märel, Hollerech an Zéisseng vum Transitverkéier ze entlaaschten, an awer och nei Gebidder am Südweste vun der Stad fir den öffentlechen Transport an den Autosverkéier adequat ze erschléissen an domadder op dëse Plazen eng urbanistesch Entwécklung ze erméiglechen. E weidere Benefiss ass, datt et géif erméiglechen, fir e gewëssenen Deel vum Transitverkéier, deen haut duerch d'Stad geet, op dës Stroossen ëmzeleeden. Soumat droen dës Projeten onofhängeg vum Tramsprojet wesentlech dozou bäi fir d'Stad Lëtzebuerg adequat op déi zukünfteg Entwécklunge virzebereeden.

7) Zesumme mat de Geschäftsleit ass de GIE amgaange Modellen ze analyséieren an duerno ze diskutéieren, déi bei aneren Tramsprojeten am Ausland gemaach goufen. Eng definitiv Entscheedung ass nach net geholl.

8) All déi Fraisë betreffend d'Infrastrukturen an d'Réseauen an der Stad, déi duerch de Bau vum Tram ufalen, si Bestanddeel vum Tramsprojet a ginn nom Schlëssel 2/3 fir de Lëtzebuerger Stat an 1/3 fir d'Stad Lëtzebuerg opgedeelt.

9) Wéi bei all gréisseren Infrastrukturprojete gëtt och beim Tram per Gesetz de finanzielle Käschtepunkt no uewe gedeckelt. Sollten zousätzlech Käschten ufalen, muss, wéi bei allen anere Bauprojeten, en neit Gesetz an der Chamber déposéiert ginn an d'nämlecht mussen, fir d'Stad, déi zousätzlech Käschten den zoustännegen Instanze vun der Gemeng virgeluecht ginn, déi dann eng Décisioun doriwwer huelen.

Question 2150 (18.6.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant les **plaintes de patients envers des prestataires de services dans le domaine de la santé:**

Es gibt nach Aussagen der Patientenvertretung eine stetig wachsende Anzahl von Patienten, die sich über eine inadäquate Betreuung innerhalb eines Krankenhauses oder anderer Pflegeanstalten auf organisatorischem Niveau beklagen. Teilweise handelt es sich um gravierende Angelegenheiten, sodass in diesen Fällen die Gesundheitsbehörde eingeschaltet werden muss.

Fragen:

1) Wie sehen die Prozeduren aus die innerhalb einer Untersuchung angewandt werden?

2) Innerhalb wie vieler Zeit werden die Anfragen behandelt?

3) Welche Maßnahmen sind im Falle unvorschriftsmäßigen Vorgehens vorgesehen?

4) Werden die Resultate der Untersuchungen kontradiktorisch mit allen Betroffenen diskutiert?

5) Gibt es eine Statistik der behandelten Fälle?

Réponse (27.7.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Die Fragen des ehrenwerten Abgeordneten befassen sich mit den Beschwerden von Patienten betreffend einer „inadäquaten Betreuung auf organisatorischem Niveau" im Krankenhaus oder einer anderen Pflegeanstalt.

Artikel 46 des Krankenhausgesetzes vom 28. August 1998 sieht vor, dass in jedem Krankenhaus Prozeduren zur Bearbeitung von Patientenbeschwerden aufgestellt werden müssen.

Demzufolge kann sich ein Patient, der eine Beschwerde einreichen will, vorerst an die Direktion des Krankenhauses wenden, um seinen Fall zu schildern und eine Stellungnahme bezüglich seiner Betreuung anzufragen.

Bezieht sich die Beschwerde eines Patienten jedoch auf eine nicht gerechte Betreuung die auf gravierende organisatorische Probleme in einer medizinischen Abteilung zurückzuführen ist, so kann der Patient laut erwähntem Artikel 46 eine Beschwerde beim Direktor der Gesundheitsbehörde einreichen.

Dieser untersucht selbst diese Beschwerde oder gibt eine Untersuchung durch einen befugten Beamten (officier de police judiciaire) in Auftrag und hat Zugang zur Patientenakte des Beschwerdeführers.

Nach Abschluss dieser Untersuchung teilt der Direktor der Gesundheitsbehörde sowohl dem Beschwerdeführer als auch dem Direktor des betroffenen Krankenhauses seine Schlussfolgerungen betreffend die Beschwerde mit. Diese Schlussfolgerungen werden den Parteien immer schriftlich mitgeteilt, können aber auch gegebenenfalls durch zusätzliche mündliche Erklärungen vervollständigt werden.

Patientenbeschwerden über „ein gravierendes organisatorisches Problem in einem Krankenhaus" sind jedoch äußerst selten.

Ich möchte den ehrenwerten Abgeordneten auch darüber in Kenntnis setzen, dass der Regierungsrat am 20. Juli 2012 den Gesetzesentwurf über die Rechte und Pflichten der Patienten angenommen hat. Dieser Gesetzesentwurf sieht neben den bestehenden Strukturen, die nicht in Frage gestellt werden, die Schaffung einer neutralen Vermittlungsstelle (service national d'information et de médiation dans le domaine de la santé) im Gesundheitswesen vor, die die Beschwerden und Konflikte zwischen Patienten und Leistungserbringern im Dialog regeln soll. Diese Vermittlungsstelle soll jedoch ebenfalls eine Informationsstelle werden, die den Patienten sowie den Leistungsbringer über seine Rechte und Pflichten im Gesundheitswesen informieren soll.

Question 2151 (18.6.2012) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant la **carte d'invalidité:**

Pour les titulaires d'une carte d'invalidité, les transports publics sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg sont gratuits. Or, selon mes informations, certains opérateurs de bus transfrontaliers n'acceptent pas la carte d'invalidité comme titre de transport, même si le titulaire de la carte veut se déplacer uniquement à l'intérieur du pays.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Monsieur le Ministre les questions suivantes:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si les opérateurs de bus transfrontaliers ont le droit de refuser la carte d'invalidité comme titre de transport?

- Dans l'affirmative, quelles sont les lignes de bus concernées?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que les détenteurs d'une carte d'invalidité sont correctement renseignés sur les services auxquels la carte d'invalidité leur donne droit?

Réponse (11.7.2012) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'honorable Députée souhaite avoir des informations sur la carte d'invalidité comme titre de transport.

La tarification des transports est fixée par le Ministre du Développement durable et des Infrastructures par, d'une part, le règlement ministériel du 12 juin 2007 pour les transports nationaux ainsi que, d'autre part, par les autorisations établies en accord avec les autorités compétentes des pays limitrophes pour le transport au-delà des frontières.

Sur les lignes d'autobus transfrontalières, les billets et abonnements dénommés «RegioZone» sont applicables au prix de 4 euros (courte durée/deux heures) respectivement 7 euros (billet journalier) et 75 euros (abonnement mensuel).

Conformément aux règles précitées, aucun billet ou abonnement national à tarif réduit ou gratuit (p. ex. Jumbo- ou Seniorekaart, Invalidekaart, Schülerkaart etc.) n'est admis sur les lignes transfrontalières ou «RegioZone».

En effet, ces lignes «RegioZone» sont des lignes transfrontalières du type «express» sans desserte locale.

Les lignes concernées sont:

- 116 Schweich-Luxemburg

- 118 Trier-Luxemburg

- 117 Trier-Luxembourg

- 134 Konz-Luxemburg

- 155 Saarlouis-Merzig-Luxemburg

- 157 Saarburg-Luxemburg

- 158 Orscholz-Luxembourg

- 159 Losheim-Luxemburg

- 401 Bitburg-Echternach-Luxemburg

- 407 Prüm-Dasburg-Ettelbruck

- 300 Hayange-Thionville-Luxembourg

À savoir que quatre autres lignes transfrontalières exploitées par des sociétés privées appliquent la tarification «RegioZone» («Meuse Express»: Piennes-Luxembourg, 302 Hettange-Cloche d'Or, 323 Hayange-Esch-sur-Alzette et le Saarbrücken-Express).

En ce qui concerne le réseau RGTR, 16 autres lignes de transport public transfrontalières, mais qui ne sont pas considérées comme des lignes du type «express», desservent des localités limitrophes selon les conditions de tarification RGTR nationales, y inclus les titres de transport à gratuité partielle ou intégrale.

En ce qui concerne l'information du public en l'occurrence, il échet de préciser qu'un avis officiel (communiqué) destiné à tous les opérateurs, exploitants et le Verkéiersverbond, a été édité en temps utile par la direction des transports publics. Ce communiqué est affiché dans les autobus mis en service et est publié sur le site www.mobiliteit.lu.

Question 2152 (18.6.2012) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant l'**ouverture du don du sang à la communauté homosexuelle:**

La nouvelle Ministre des Affaires sociales et de la Santé française vient d'annoncer qu'elle envisage de permettre aux personnes aux relations homosexuelles de participer au programme de donation de sang français.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer qu'à l'heure actuelle les candidats ayant une relation homosexuelle sont exclus du programme de donation de sang?

- Monsieur le Ministre serait-il disposé à demander aux organisations luxembourgeoises responsables de la prise de sang une adaptation de ces critères tout en respectant tant la sécurité des produits sanguins que le principe de non-discrimination des donneurs?

Question 2157 (21.6.2012) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant l'**ouverture du don du sang à la communauté homosexuelle:**

La directive européenne 2004/33/CE de la Commission du 22 mars 2004 portant application de la directive 2002/98/CE du Parlement européen et du Conseil concernant certaines exigences techniques relatives au sang et aux composants sanguins prévoit dans son annexe III des critères d'exclusion pour les donneurs de sang. Parmi ces critères, l'on retrouve le critère du «comportement sexuel» concernant plus précisément les «sujets dont le comportement sexuel les expose au risque de contracter des maladies infectieuses graves transmissibles par le sang».

Ceci a amené bon nombre de pays européens, dont entre autres la France et le Luxembourg, à exclure de façon permanente du don du sang les hommes ayant eu des rapports sexuels avec un homme, du fait d'un risque d'exposition accru au VIH. Diverses associations de lutte pour l'égalité des droits critiquent que, partant d'un «comportement à risque», évoqué par la directive, les pays désignent toute une «population à risque» sur base de l'orientation sexuelle.

Lors de la journée mondiale des donneurs de sang, le 14 juin 2012, la Ministre française de la Santé, Marisol Touraine, a annoncé vouloir lever l'interdit qui empêche les hommes homosexuels de donner du sang en France sans pour autant prendre le moindre risque quant à la sécurité des produits de transfusion sanguine. Au cours de la remise des diplômes aux donneurs de sang luxembourgeois, Monsieur le Ministre de la Santé a fait des réflexions allant dans le même sens et annoncé une concertation au niveau européen.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Monsieur le Ministre les questions suivantes:

- Quelles démarches Monsieur le Ministre entend-il prendre en la matière?

- Monsieur le Ministre a-t-il l'intention de se concerter avec sa collègue française en vue d'une appréciation plus nuancée et individualisée des facteurs de risque potentiels pour exclure certaines personnes du don du sang?

Réponse (30.7.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Étant donné que les questions parlementaires n°2152 et n°2157 concernent la même problématique, je me permets d'y répondre dans une réponse commune.

À l'instar de la pratique observée dans l'ensemble des États membres de l'Union européenne, le Luxembourg applique des critères médicaux et biologiques complémentaires d'acceptation au don de sang. Ces critères d'acceptation tendent à garantir la sécurité des donneurs de sang et des receveurs de produits sanguins. Dans le cas visé par les honorables parlementaires, à savoir l'exclusion du don des homosexuels de sexe masculin, il s'agit d'un principe de précaution qui est d'application dans la très grande majorité des États membres. Ce principe vise à diminuer le risque de transmission de maladies infectieuses, transmissibles par le sang, principalement l'infection par le virus de l'immunodéficience humaine (VIH).

En considérant le rapport du Comité de surveillance du SIDA de 2011, on peut constater qu'au Luxembourg le nombre de nouveaux cas d'infection par VIH est à peu près identique pour les hétérosexuels que pour les homosexuels. En pratique, il est démontré que pour les homosexuels mâles ayant des partenaires sexuels multiples, le risque de transmission est élevé par rapport aux hétérosexuels. Par contre, auprès des hommes homosexuels ayant un seul partenaire, ce risque de transmission est moindre. Je tiens à préciser que les hétérosexuels ayant des rapports sexuels multiples sont également exclus de la donation de sang.

Confrontée à une pénurie importante de dons de sang, l'Angleterre a décidé de réviser ses critères d'exclusion et d'accepter notamment des donneurs homosexuels ayant un seul partenaire. La France, qui se trouve dans une situation identique, est en train d'engager également une réflexion sur un éventuel changement des critères.

Une adaptation des critères selon le modèle anglais constitue une légère diminution de la sécurité des produits sanguins, qu'il y a lieu de mettre en balance avec l'augmentation du volume de sang récolté. À l'avenir, les données de cette étude bénéfice/risque vont nous permettre, sans nul doute, comme à la plupart de nos voisins, d'opérer un choix éclairé au vu des vies épargnées.

Je me dois toutefois de constater que le Luxembourg ne se trouve actuellement pas dans une situation de pénurie de sang, mais dans une situation d'autosuffisance.

Cela étant, j'entends, en suivant en cela la position défendue tant par mes services que par les responsables du Centre de transfusion sanguine, à la lumière des résultats du changement des critères en Angleterre, me concerter avec ma collègue française et mes collègues au sein du Conseil européen, avant de décider des suites à réserver au problème soulevé par les honorables députés.

Question 2155 (20.6.2012) de **M. Henri Kox** *(déi gréng)* concernant les **tests de résistance des réacteurs nucléaires:**

Lors de l'heure de questions au Gouvernement du 12 juin à la Chambre des Députés, Monsieur le Ministre n'a pas su répondre à une partie de ma question relative aux affirmations présumées du Commissaire européen Oettinger quant à la poursuite des tests de résistance des réacteurs nucléaires et à une possible visite supplémentaire de la centrale de Cattenom.

Il s'avère maintenant qu'en date du 8 mai Monsieur Oettinger avait indiqué à la fois devant la Commission de l'Industrie, de la Recherche et de l'Énergie du Parlement européen et - avec moins de détails - devant les participants de la seconde réunion publique de l'ENSREG à l'occasion de la présentation du rapport final des «stresstests», que la Commission estimait - contrairement à l'ENSREG - que les tests de résistance ne soient pas encore terminés. Il y aurait par exemple des visites supplémentaires de réacteurs, dont notamment à Temelin en République tchèque et à Fessenheim et Cattenom en France.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les précisions suivantes de la part du Gouvernement:

1) Quel est l'objectif de cette prolongation de la procédure des «stresstests»? Est-ce que l'envergure des tests ou le nombre des installations concernées seront élargis?

2) Quel est le but des visites supplémentaires?

3) D'après quels critères est-ce que la Commission a choisi les trois ou quatre centrales à visiter? Est-ce qu'il existe déjà un calendrier pour ces visites?

Réponse (11.7.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Lors de la 19e réunion de l'ENSREG (European Nuclear Safety Regulators' Group) le 3 juillet à Bruxelles, les régulateurs nationaux et la Commission ont partagé l'avis que le processus d'examen par les pairs, dernière étape des «stresstests», est terminé et que le suivi se ferait par l'intermédiaire d'un plan d'action ENSREG. Un accord a été atteint sur tous les sujets importants dans le plan d'action, qui sera finalisé avant la fin de juillet 2012. Il doit préciser la nécessité de plans d'action nationaux et des ateliers d'examen pour partager le retour d'expérience sur la mise en œuvre des améliorations de sécurité post-Fukushima.

Le plan d'action devra également préciser des visites de réacteurs afin de vérifier des faits et de mieux préparer les ateliers d'examen. Les régulateurs nationaux devront proposer des sites candidats à être visités. Ces sites seront acceptés par la Task Force du Plan d'action ENSREG.

Question 2158 (21.6.2012) de **M. Georges Engel** *(LSAP)* concernant les **méthodes d'attribution d'un marché public:**

Selon l'article 11 de la loi modifiée du 25 juin 2009 sur les marchés publics, le pouvoir adjudicateur a le choix en ce qui concerne le mode d'attribution d'un marché public. Il peut soit choisir l'offre au prix le plus bas, soit l'offre économiquement la plus avantageuse sur base de critères techniques, financiers, économiques, environnementaux et sociaux.

Or, il s'avère que les modes d'attribution d'un marché public actuellement en vigueur amènent beaucoup d'entreprises à s'engager dans une spirale de réduction des coûts et des marges afin de remporter le marché public en question. Cette spirale à la baisse entrave non seulement la recherche du mieux-disant, qui est celui à offrir le meilleur rapport qualité-prix, mais augmente également le risque de faillite pour bon nombre d'entreprises.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que les modes d'attribution d'un marché public actuellement en vigueur empêchent, d'une part, le pouvoir adjudicateur de choisir aussi souvent que possible le mieux-disant et augmentent, d'autre part, le risque de faillite pour les entreprises?

- Dans l'affirmative, est-ce que Monsieur le Ministre entend réformer les modes d'attribution d'un marché public afin de faciliter la recherche du mieux-disant et d'atténuer le risque de faillite pour les entreprises?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'un mode d'attribution d'un marché public basé sur le prix moyen en écartant d'office les offres aux extrêmes (prix le plus bas et le plus haut) constituerait une alternative intéressante?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre envisage-t-il de légiférer en ce sens?

Réponse (11.7.2012) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Tout d'abord, il échet de préciser que les modes d'attribution actuellement applicables aux marchés publics sont prévus par les directives européennes en matière de marchés publics, qui ont pour vocation de garantir des procédures transparentes dans tous les États membres de l'Union européenne.

Vu que les seuils d'application de ces directives sont relativement bas, les règles établies par ces directives s'appliquent à la majorité des marchés publics.

Ces directives européennes ont été transposées par la loi du 25 juin 2009 sur les marchés publics et le règlement grand-ducal du 3 août 2009 portant exécution de la loi du 25 juin 2009 sur les marchés publics.

Ainsi, comme le décrit l'honorable Député, les modes d'attribution des marchés publics prévus par l'article 11 de la loi du 25 juin 2009 sur les marchés publics sont l'offre au prix le plus bas ou l'offre économiquement la plus avantageuse. Aucun autre mode de mise en adjudication n'est autorisé par lesdites directives.

Le mode d'adjudication suivant «l'offre économiquement la plus avantageuse» permet déjà maintenant de faire dans une certaine mesure abstraction du prix en ce sens que les critères d'adjudication à prendre en considération sont la qualité, le prix, la valeur technique, le caractère esthétique et fonctionnel, les caractéristiques environnementales, l'aspect social, le coût d'utilisation, la rentabilité, le service après-vente et l'assistance technique, la date de livraison et le délai de livraison ou d'exécution. Il appartient alors au pouvoir adjudicateur de fixer la pondération en fonction de ses attentes.

Enfin, il convient de rappeler encore que le règlement grand-ducal contient des dispositions qui imposent la demande d'analyses des prix lorsque des offres présentent des prix anormalement bas. Dans ce cas, lorsqu'il s'avère que les soumissionnaires n'arrivent pas à prouver le bien-fondé de leurs prix, leurs offres peuvent être écartées. De cette manière des offres qui ne permettent plus au soumissionnaire de faire un quelconque bénéfice peuvent être écartées, ce qui réduit le risque que des entreprises tombent en faillite en raison d'offres dérisoires remises pour des marchés publics.

Question 2159 (21.6.2012) de **M. Jean-Paul Schaaf** *(CSV)* concernant l'**utilisation des infrastructures sportives étatiques des lycées par les associations sportives:**

À côté des communes et syndicats intercommunaux, c'est l'État qui accueille dans ses infrastructures sportives de nombreux clubs sportifs permettant aux membres de ces clubs de s'y entraîner respectivement d'y organiser des manifestations sportives diverses.

L'usage des infrastructures scolaires est fixé par le «règlement ministériel du 21 janvier 1976 concernant les modalités de la mise à disposition de tiers des locaux scolaires». Aux termes des articles 2 et 9 de ce règlement, la mise à disposition s'opère, sauf exceptions, sans frais pour les usagers.

Depuis que les directions des lycées se sont vues attribuer une gestion financière autonome, la question des frais de fonctionnement, de matériel, de nettoyage et de main d'œuvre se pose en de nouveaux termes. Les lycées, qui accueillent dans leur enceinte des clubs sportifs sont confrontés à des frais qu'ils doivent supporter dans le cadre de leur budget annuel. Or, il semblerait que pour pallier à ces frais, les directions de lycées demanderaient à être remboursées de ceux-ci.

Dans ce cadre, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports et à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

1) Les Ministres ont-ils connaissance de la pratique des lycées de faire porter les frais aux différents clubs?

2) Les frais occasionnés par les clubs sportifs respectivement lors des manifestations sportives ou autres sont-ils intégralement à charge du budget des lycées, notamment en ce qui concerne la consommation d'eau chaude et d'eau froide et des frais de nettoyage?

3) Les manifestations sportives exceptionnelles ayant lieu les weekends (tournois et compétitions) et ne faisant pas partie des périodes d'entraînements réguliers des clubs sportifs, rentrent-elles dans le cadre de l'article 2 du règlement ministériel susmentionné sous condition qu'elles ne requièrent pas de droit d'entrée?

4) Les demandes de recourir aux infrastructures sportives des lycées pour des entraînements peuvent-elles être refusées s'il s'agit de périodes de vacances scolaires?

5) Comment les directions des lycées doivent-elles agir lorsqu'elles ne disposent pas suffisamment d'heures de conciergerie pour couvrir les plages extrascolaires requises dans le contexte de la présente problématique?

6) L'État peut-il rembourser les lycées respectivement leur fournir une rallonge budgétaire de fonctionnement pour couvrir les frais occasionnés par la mise à disposition gratuite aux associations sportives, voire culturelles?

Réponse commune (16.7.2012) de **M. Romain Schneider,** *Ministre des Sports*, et de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Il est à noter que le règlement ministériel du 21 janvier 1976 auquel fait référence l'honorable Député a été abrogé par l'article 2 du règlement ministériel du 13 juillet 2007 portant fixation des conditions et modalités de perception de recettes par les services de l'État à gestion séparée dépendant du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle. Le point 6 de l'article 1er dudit nouveau règlement définit de façon détaillée les modalités de la mise à disposition d'infrastructures étatiques.

Dès lors, les questions posées par l'honorable Député donnent lieu aux réponses suivantes:

Ad 1)

Les lycées ont la possibilité de refacturer les différents frais occasionnés, mais peu de lycées en font usage.

Ad 2)

Les frais pour la consommation d'eau ainsi que les frais de nettoyage sont à charge du budget du lycée.

Ad 3)

La mise à disposition des locaux est gratuite si le club ne perçoit pas de droit d'entrée.

Ad 4)

Pour éviter que les infrastructures sportives des bâtiments scolaires restent fermées pendant les vacances scolaires, des arrangements ponctuels sont à encourager entre les clubs sportifs et les directions des lycées concernés, étant entendu que la surveillance devra être garantie par un agent de surveillance (concierge ou autre).

Sous la responsabilité du département ministériel des Sports, un projet de pool d'agents de surveillance à constituer par des chômeurs sous forme d'occupation temporaire indemnisée (OTI) est actuellement à l'essai.

Ad 5)

En application de l'article 1er du règlement ministériel susmentionné, les directions des lycées peuvent recourir à des prestataires externes pour assurer la surveillance en dehors des plages scolaires et refacturer ces frais aux clubs.

Le projet-pilote précité d'un pool d'agents de surveillance fonctionne à l'heure actuelle sous la responsabilité du département ministériel des Sports en collaboration avec le Lycée du Nord. Les résultats sont excellents et l'expérience est prometteuse. Des projets analogues seront entamés pour d'autres régions scolaires du pays.

Ad 6)

Pendant l'année budgétaire en cours, l'État ne peut pas rembourser les frais encourus par un établissement scolaire, mais il serait possible de réviser à la hausse la dotation globale pour les exercices subséquents, si la situation financière le permet.

Question 2160 (21.6.2012) de **Mme Marie-Josée Frank** *(CSV)* concernant le **réseau des pharmacies:**

Selon le programme gouvernemental de 2009: «Le réseau des pharmacies sera renforcé et la procédure d'attribution de concessions pour pharmacies est à réviser en vue d'assurer une couverture appropriée dans l'intérêt de la santé publique.»

La création de nouvelles pharmacies tient compte de l'accroissement démographique des unités urbaines et périurbaines, des activités économiques, des mobilités quotidienne et résidentielle ainsi que des dispositions géographiques.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- La révision de la procédure d'attribution de concessions est-elle déjà achevée?

- De combien de pharmacies le réseau a-t-il été renforcé depuis 2009?

- Sachant que la commune de Betzdorf touche actuellement à une population de 4.000 habitants et que les pharmacies les plus proches sont celles de Niederanven ou de Munsbach, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'une création d'une officine s'y imposerait?

Réponse (25.7.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Je voudrais d'emblée rappeler à l'honorable Députée ma réponse à la question parlementaire n°2060 dans laquelle j'avais présenté en grandes lignes les créations de nouvelles pharmacies à envisager dans le futur *(cf. compte rendu n°11/2011-2012)*.

Depuis 2009 deux pharmacies ont été créées notamment au niveau des communes de Schifflange respectivement de Mertert. La deuxième pharmacie établie au niveau de la localité de Schifflange a ouvert ses portes en automne 2011, tandis que celle de la commune de Mertert ouvrira dans un futur proche. La création des concessions de pharmacies étant subordonnée à une procédure légale, force est de constater que l'installation physique des pharmacies est susceptible de connaître des contretemps pouvant retarder leur mise en service.

D'après les résultats du recensement de la population 2011 qui ont été récemment mis en ligne par le Statec (www.statistiques.public.lu/fr/actualites/population/population/2012/07/20120711/index.html), la commune de Betzdorf, bien que présentant une croissance démographique de 36% pendant l'intervalle des deux recensements, compte une population totale de 3.236 habitants répartis au niveau des cinq villages Berg, Betzdorf, Mensdorf, Olingen et Roodt/Syre. La densité démographique au niveau de cette commune se chiffre à 121 habitants par km², largement en dessous de la moyenne nationale.

Près de la moitié de la population de la commune de Betzdorf se concentre au niveau de la localité de Roodt/Syre constituant ainsi la localité la plus importante de cette commune. Sa situation géographique sur l'axe routier important (N1) permet de joindre aisément la pharmacie établie au niveau de la localité de Niederanven située à une distance de 4,5 km. Tenant compte de la population peu élevée mais présentant cependant une croissance soutenue, de la proximité de la pharmacie à Niederanven facilement accessible par voie routière, la création d'une pharmacie au niveau de la commune de Betzdorf ne serait envisageable qu'à moyen ou long terme.

Question 2161 (22.6.2012) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant le **permis d'armes à feu:**

Dans la dernière édition datant du mois en cours du «Fëscher, Jeeër an Hondsfrënn» l'on critique le fait que l'on doit attendre plus de trois mois pour se voir renouveler le permis d'armes à feu. On parle bien de ce cas spécifique et non pas d'une première délivrance d'armes à feu ou encore d'un permis pour une nouvelle arme à feu.

Aussi, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre peut il confirmer les faits relatés ci-dessus? Dans l'affirmative, peut-il m'expliquer pourquoi le renouvellement du permis d'armes nécessite un délai de trois mois? S'il n'est pas possible de réduire ce délai, Monsieur le Ministre peut-il s'imaginer que les personnes attendant le renouvellement de leur permis se voient délivrer un reçu attestant la validité de leur ancien permis qui est en général encore valable un certain temps au moment où une demande de renouvellement est introduite?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer pour quelles raisons le permis d'armes à feu européen et le permis d'armes à feu luxembourgeois sont toujours deux documents distincts?

Réponse (18.7.2012) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Justice:*

Les questions posées par l'honorable Député relatives à la délivrance des permis de port d'armes de chasse appellent les réponses suivantes:

1) L'affirmation d'un délai d'attente de trois mois pour le renouvellement d'un port d'armes de chasse ne peut pas être confirmée, surtout en raison de sa généralité. La durée de traitement d'une telle demande varie en règle générale entre trois à cinq semaines à partir du moment où la demande est complète, sans préjudice bien sûr de cas exceptionnels qui peuvent toujours survenir pour une raison ou pour une autre. Par ailleurs, il y a lieu de prendre en considération les éléments suivants:

- Au mois de mars de cette année-ci, le changement du mode de paiement des taxes en matière d'armes - à savoir l'abandon des timbres fiscaux au profit d'un paiement par virement bancaire - a causé évidemment un surplus de travail à charge des agents du service des armes, mais les retards engendrés par cette mesure sont cependant sur le point d'être résorbés. Je tiens à souligner qu'il s'agit-là d'une mesure de simplification administrative dont ont bénéficié également les chasseurs.

- Dans un nombre très élevé de dossiers, le service des armes est régulièrement confronté, notamment, aux faits suivants:

- Les formulaires de renouvellement des ports d'armes sont envoyés par le service des armes aux personnes concernées environ trois à quatre semaines avant l'expiration du port d'armes en cause; or beaucoup de personnes attendent les derniers jours de validité du port d'armes pour introduire la demande en renouvellement.

Beaucoup de demandes entrantes sont incomplètes (copie du permis de chasse expiré et/ou photos non joints, taxe non payée, etc.) ce qui nécessite des courriers de rappel afin de compléter le dossier, parfois plusieurs courriers pour compléter une seule demande.

- Beaucoup de demandeurs ne répondent qu'après plusieurs semaines à une demande du service des armes de compléter la demande.

- Le Service des armes n'a aucune influence sur les délais de réponse des autres autorités, notamment le parquet et la police, saisies le cas échéant de demandes d'information de la part du service des armes dans le cadre de la procédure de renouvellement du port d'armes.

- Les ports d'armes sont établis en coopération avec le Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE) pour ce qui est de la gestion informatique de la saisie des données et de l'impression des ports d'armes. Pour des raisons techniques, la saisie des données doit être clôturée les mardis à midi et les ports d'armes imprimés sont remis au service des armes dans la matinée du mercredi. Toute demande remise au service des armes à partir de mardi après-midi est donc d'office soumise à un délai d'attente inévitable d'au moins une semaine.

- La durée de validité d'un port d'armes de chasse est de cinq ans. Il ne paraît pas exagéré d'attendre d'un demandeur qu'il s'organise, une fois tous les cinq ans, de façon à ce qu'il puisse se passer d'un port d'armes de chasse pendant trois à cinq semaines.

2) La question relative à l'émission d'un reçu attestant de la validité de l'ancien permis repose sur une fausse prémisse: le renouvellement d'un port d'armes n'est pas une simple formalité relative à un droit acquis de porter des armes alors que lors de chaque renouvellement, le demandeur doit remplir les mêmes conditions que lors de la première délivrance du port d'armes. Il en découle qu'un port d'armes n'est pas simplement un document attestant du droit dont disposeraient par ailleurs d'office les chasseurs de porter des armes; le port d'armes est le droit de porter des armes et un chasseur qui n'est pas en possession d'un port d'armes n'est pas autorisé à aller à la chasse. Partant, un port d'armes ne peut pas être remplacé par un simple «reçu».

Par ailleurs, il importe de relever que la délivrance d'un tel «reçu» prolongerait de façon considérable les délais de traitement des environ 300 dossiers que le service des armes doit évacuer chaque semaine. S'y ajoute que cela ne serait pas possible dans les cas où le port d'armes à renouveler est expiré alors que, juridiquement, un simple «reçu» ne peut pas prolonger un droit qui est expiré.

3) La question de la «fusion» du port d'armes de chasse national prévu par la loi modifiée du 15 mars 1983 sur les armes et munitions avec la carte européenne d'armes à feu (CEAF) introduite par la directive européenne n°91/477 du 18 juin 1991 a été analysée en détail lors de la préparation du projet de loi n°6209 étant devenu par la suite la loi du 3 août 2011 ayant modifiée la loi précitée du 15 mars 1983; elle appelle une réponse soit négative, soit théoriquement positive, suivant l'approche qu'on adopte.

La réponse est négative en ce sens que le port d'armes national ne saurait bien entendu pas être utilisé en tant que CEAF, en raison des règles européennes définissant de façon uniforme les modalités de la CEAF pour tous les États membres.

La réponse pourrait, le cas échéant, être positive en ce sens que l'on pourrait en effet prévoir que la CEAF vaut permis de port d'armes national. Toutefois, dans ce cas, le nombre d'armes à feu de chasse autorisables devrait être limité à dix, alors que la CEAF ne comporte que dix positions. Or, cela entraînerait que tous les chasseurs ayant actuellement plus de dix armes sur leur port d'armes de chasse national - qui comporte 22 positions - devraient se décider de vendre les armes supplémentaires ou de les faire transcrire sur une autorisation de détention, etc.

Le service des armes devrait donc, au cas par cas, sonder les intentions des environ 2.000 personnes titulaires d'un port d'armes de chasse quant au sort à réserver à chaque arme de chasse individuellement, dont le total peut être estimé à 12.000, et cela pendant les cinq ans à venir, c'est-à-dire la durée de validité des ports d'armes de chasse. Il va sans dire que le surplus de travail administratif généré par cette mesure serait sans aucun rapport avec le soi-disant avantage espéré.

Par ailleurs, le service des armes est déjà, à l'heure actuelle, confronté à un grand nombre de demandes récurrentes portant sur des demandes de transcription d'armes de chasse entre une autorisation de détention et le port d'armes de chasse, alors que les demandeurs souhaitent pratiquer la chasse tantôt avec telle arme, tantôt avec une autre. L'adoption de la CEAF en tant que port d'armes de chasse national réduirait ainsi inévitablement le nombre d'armes avec lesquelles la chasse peut être pratiquée de 22 à dix. La conséquence en serait, aussi inévitablement, une augmentation de ces demandes de transcription et donc également du délai de traitement de toutes les demandes en obtention d'une autorisation d'armes.

Q150

Question 2162 (22.6.2012) de **Mme Lydia Mutsch** et **M. Marc Angel** *(LSAP)* concernant la **lutte contre la violence à l'égard des femmes:**

Le 7 avril 2011, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe a adopté la Convention sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique.

Il s'agit d'un instrument juridiquement contraignant créant un cadre juridique complet pour prévenir la violence domestique, protéger les victimes ainsi que les enfants témoins et mettre fin à l'impunité des auteurs de violences. Elle définit et érige en infractions pénales différentes formes de violence contre les femmes (dont le mariage forcé, les mutilations génitales féminines, le harcèlement, les violences physiques et psychologiques et les violences sexuelles).

La Convention d'Istanbul a été ouverte à la signature le 11 mai 2011 et signée entre-temps par 20 pays, dont le Luxembourg. Jusqu'à présent la Suède est le seul pays à l'avoir ratifiée.

Dans ce contexte, nous aimerions poser à Madame la Ministre et à Monsieur le Ministre les questions suivantes:

- Madame la Ministre et Monsieur le Ministre peuvent-ils nous informer à quel stade se trouve la procédure de ratification?

- Madame la Ministre et Monsieur le Ministre peuvent-ils nous renseigner sur les implications et éventuels problèmes se posant lors de la ratification de ladite convention?

- Madame la Ministre et Monsieur le Ministre peuvent-ils nous faire savoir dans quels délais la convention pourra être ratifiée?

Réponse commune (31.7.2012) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch,** *Ministre de l'Égalité des Chances*, et de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Justice:*

La Convention sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, élaborée par le Conseil de l'Europe, représente un compromis délicat dans une matière aussi importante que sensible et cela entre pays qui appréhendent ce sujet souvent de façon très différente les uns par rapport aux autres, en raison de considérations sociétales et de législations nationales qui ne peuvent être comparées.

Le Luxembourg a signé cette Convention, comme beaucoup d'autres pays membres de l'Union européenne. Seule la Turquie l'a, à ce jour, ratifiée.

Comme les auteurs de la question parlementaire le soulignent à juste titre, la Convention en question couvre une multitude de formes de violence dont la très grande majorité sont a priori couvertes par les dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière de droit et procédures pénaux respectivement civils.

Une éventuelle ratification de la Convention sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique présuppose donc une analyse approfondie du cadre national existant y compris certains projets de réforme en cours de procédure législative comme par exemple le projet de loi n°5908 ayant pour objet de lutter contre les mariages forcés ou de complaisance.

Dans ce contexte, il n'est pas inutile de rappeler que, même si les victimes de certaines formes de violence sont majoritairement sinon exclusivement de sexe féminin, la transposition en droit luxembourgeois de normes internationales sera toujours guidée par un souci de neutralité par rapport au sexe des victimes, ceci notamment sur un arrière-fond de droits de l'Homme et d'égalité entre hommes et femmes.

S'y ajoute le lien direct existant entre la Convention du Conseil de l'Europe et une proposition de directive actuellement en cours d'élaboration au niveau de l'Union européenne.

En effet, le Parlement européen et le Conseil ont fini leurs négociations portant intégration de certains éléments de la Convention du Conseil de l'Europe dans la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil établissant les normes minimales concernant les droits, le soutien et la protection des victimes de la criminalité.

Cette proposition de directive n'a cependant pas encore été adoptée.

Au vu de tout ce qui précède, le Gouvernement ne considère pas, à ce stade, comme prioritaire une éventuelle ratification de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique.

Question 2164 (25.6.2012) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **Te Deum lors de la Fête nationale:**

Lors du Te Deum du 23 juin 2012 qui a eu lieu dans le cadre de la célébration officielle de l'anniversaire de S.A.R. le Grand-Duc, quelques changements protocolaires ont été apportés par rapport au déroulement traditionnel de cet événement solennel.

Il a été remarqué que les drapeaux des associations patriotiques n'ont plus été admis à leur place habituelle en face de la Famille grand-ducale, mais ont été déplacés du chœur vers les travées latérales du côté gauche (vu de l'autel) de la nef principale à hauteur du transept. D'encombrantes caméras de télévision ont été installées à l'endroit réservé d'habitude aux drapeaux patriotiques.

Le corps de la magistrature, troisième pouvoir constitutionnel du Grand-Duché, n'a pas non plus eu droit à son emplacement traditionnel, mais a été relégué vers un autre endroit. Par contre, les magistrats de la Cour de Justice européenne ont eu droit à l'emplacement traditionnel de la magistrature luxembourgeoise.

La cérémonie s'est clôturée par l'«Hymne au soleil» tiré de la 2e suite «24 pièces de fantaisie», Opus 53 du compositeur français Louis Vierne. A priori, il ne semble pas s'agir d'une œuvre religieuse, tout au moins au sens chrétien du terme.

Par conséquent, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État:

1) Pourquoi Monsieur le Premier Ministre a-t-il fait procéder à ces changements protocolaires lors de la cérémonie du Te Deum?

2) Monsieur le Premier Ministre ne pense-t-il pas que les drapeaux et les associations patriotiques méritent plus d'égards protocolaires que des caméras de télévision? Pourquoi n'a-t-il pas préféré choisir un autre endroit pour les caméras, ce qui aurait permis de mieux respecter les drapeaux et associations patriotiques?

3) Pourquoi la Cour européenne de Justice reçoit-elle un traitement de faveur par rapport à la magistrature luxembourgeoise lors de la Fête nationale luxembourgeoise?

4) Pourquoi Monsieur le Premier Ministre n'a-t-il pas tenu compte des observations et protestations de la magistrature luxembourgeoise au sujet de ces modifications protocolaires? Ne pense-t-il pas qu'il serait opportun de s'excuser publiquement auprès du troisième pouvoir?

5) Pourquoi des œuvres musicales à la fois non religieuses et non patriotiques sont-elles incluses au programme du Te Deum?

6) Monsieur le Premier Ministre veillera-t-il à retourner au protocole traditionnel du Te Deum lors de la Fête nationale de 2013?

Réponse (6.7.2012) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Monsieur le Député aimerait avoir un certain nombre de renseignements au sujet du déroulement du Te Deum lors de la Fête nationale:

1) Suite à un changement dans l'aménagement de la cathédrale décidé par Monsieur l'Archevêque, les services du Protocole du Ministère d'État et du Ministère des Affaires étrangères ont été contraints de revoir le plan de placement pour le Te Deum.

Dans ce contexte, il faut rappeler que l'aménagement de la cathédrale d'avant le Te Deum de l'année en cours date de l'année culturelle 1995 et ne constituait en fait qu'un aménagement provisoire. L'aménagement actuel correspond de nouveau à l'aménagement traditionnel de la cathédrale.

Le Conseil d'État et les suites de la Cour grand-ducale étaient également concernés par ces changements et ont occupé des places différentes de celles des années précédentes.

2) Depuis la première retransmission du Te Deum, les caméras de télévision ont toujours eu la même position. Il s'agit de deux caméras, de deux cameramen et d'un porteur de câble opérant à partir du chœur. Ce positionnement est le seul qui permette de retransmettre en image le déroulement du Te Deum devant l'autel. Ces caméras captent en outre l'image du chef de l'État et des autres membres de la famille grand-ducale.

Cette année, la statue de Marie Consolatrice a été déplacée dans cette partie du chœur, ce qui réduisait le périmètre opérationnel des caméras. Cette disposition sera maintenue tout au long des travaux effectués actuellement dans la cathédrale, donc au moins encore pendant deux ans, sans préjudice d'une décision quant à l'emplacement définitif futur de la statue de Marie Consolatrice.

Au vu de ce réaménagement du chœur et compte tenu du respect qui est dû aux porte-drapeaux des associations patriotiques, il a été décidé de les déplacer afin qu'ils ne soient plus perturbés par les caméras qui opéraient devant eux lors du déroulement du Te Deum.

3) Les membres de la Cour de Justice de l'Union européenne n'ont pas bénéficié d'un traitement de faveur.

Il convient de noter que les institutions européennes occupent le même emplacement depuis des dizaines d'années. Leur emplacement n'a pas changé et dès lors, l'affirmation selon laquelle les magistrats luxembourgeois ont dû céder leur place aux magistrats européens ne correspond pas à la vérité.

4) Si une première proposition de placement attribuait aux membres de la magistrature des places qui pouvaient être considérées comme rompant le parallélisme avec le placement des membres du Conseil d'État des dernières années, le service du protocole du Ministère d'État a réagi aux protestations des magistrats et a présenté deux autres propositions.

La première prévoyait de placer les magistrats derrière le Conseil d'État, place que les magistrats occupent conformément à l'arrêté grand-ducal du 14 novembre 1977 déterminant l'ordre des préséances des autorités et fonctionnaires dans les cérémonies officielles. Cet emplacement avait trouvé l'accord des magistrats lors de la Commémoration nationale en date du 2 octobre 2011.

Une deuxième proposition plaçait la magistrature sur le côté droit devant les institutions européennes, parallèlement et sur un pied d'égalité avec le Conseil d'État (placement sur le côté gauche). Cette configuration respectait dès lors complètement la philosophie qui se trouve à la base de la disposition des corps institutionnels depuis des années.

Ces propositions ont été soumises à Monsieur le Président de la Cour supérieure de Justice. La magistrature n'en a cependant accepté aucune et a lancé un appel à ses membres de ne pas participer au Te Deum. Compte tenu notamment du caractère équilibré de la proposi-

tion finale des services du protocole, une excuse publique auprès du troisième pouvoir n'est pas de mise.

5) Quant aux œuvres musicales au programme, toutes ont été en relation liturgique étroite avec le sujet du Te Deum. L'«Hymne au soleil» de Louis Vierne - œuvre originale pour orgue - a été choisi comme pièce de sortie par l'organiste titulaire de la cathédrale en guise d'hymne au Christ, «Soleil de justice» (sol iustitiæ), et en prolongation naturelle de l'idée du «Soleil de liberté» (Fräiheetssonn) évoquée dans la dernière strophe de notre hymne national. De plus, la pièce citée se voulait un hommage à Louis Vierne, organiste titulaire et de ce fait serviteur de la liturgie à Notre-Dame de Paris de 1900 jusqu'à sa mort en 1937, et dont le monde musical commémore en 2012 le 75e anniversaire de la disparition.

6) Étant donné que l'aménagement actuel de la cathédrale correspond à l'aménagement traditionnel, un réaménagement n'est pas prévu. Il ne sera donc pas possible de retourner au protocole traditionnel dans les années à venir.

Question 2165 (25.6.2012) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **protocole militaire:**

Depuis environ deux ans, les militaires luxembourgeois ne disposent plus d'une tenue d'été complète. En été, ils portent les chemises habituelles de la tenue d'été avec le pantalon de la tenue de sortie d'hiver.

Lors de la Fête nationale du 23 juin 2012, les sous-officiers et hommes de troupe du détachement à pied n'ont plus dû exécuter le commandement «Tête à gauche», ce mouvement étant réservé dorénavant - d'après les commentaires à la télévision - aux seuls chefs de détachement ou d'unité. Or, ce mouvement collectif des troupes à pied est une tradition bien ancrée à l'Armée luxembourgeoise et - contrairement aux affirmations faites à la télévision - de pratique courante dans presque toutes les armées du monde. Il s'agit en effet d'une marque de respect due aux autorités honorées et qui est l'équivalent du «Présentez Armes» des troupes au repos.

Toujours au défilé militaire du 23 juin 2012, une partie du charroi n'a probablement pas fait l'objet d'un entretien mécanique bien suivi depuis quelques années, du moins à en juger d'après les grincements et autres plaintes sonores dégagés par certains des véhicules participant au défilé motorisé.

C'est pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Défense:

1) À partir de quelle date les militaires luxembourgeois disposeront-ils à nouveau d'une tenue d'été complète?

2) Pourquoi Monsieur le Ministre a-t-il fait changer le protocole lors du défilé des troupes à pied? Est-ce que les soldats apprennent toujours l'exécution du mouvement «tête à gauche» lors de l'enseignement de l'école du soldat? Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas que le changement protocolaire effectué peut être interprété comme un manque de respect à l'égard des autorités honorées?

3) Monsieur le Ministre veillera-t-il à faire exécuter de nouveau le mouvement «tête à gauche» par l'ensemble des militaires lors des futures cérémonies militaires?

4) Quelle place est réservée à l'école du soldat («Drill») dans le cadre de l'instruction de base? Est-ce que le nombre d'heures d'enseignement de cet art militaire a baissé au cours des cinq dernières années?

5) Monsieur le Ministre fait-il veiller à un entretien mécanique suivi des véhicules militaires, y compris de ceux qui sont utilisés lors de cérémonies militaires?

Réponse (27.7.2012) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de la Défense:*

L'honorable Député Fernand Kartheiser soulève plusieurs points liés à la Fête nationale 2012, que ce soit la tenu des militaires, le drill ou l'état d'entretien des véhicules.

Depuis le 27 mai 2011, les tenues de service en étoffe tergal et polyester ne sont plus portées au sein de l'armée. Cette décision a été prise dans le but principal de rationaliser le nombre de tenues de service et de cérémonie que chaque militaire est tenu de détenir, de même que de réaliser des économies au niveau de l'acquisition d'effets d'habillement du militaire. Il n'est donc plus fait aujourd'hui de distinction entre la tenue d'été et la tenue d'hiver. Cependant, pour tenir compte de l'aspect météorologique, un tissu plus léger a été introduit.

Avec la création des UDO et l'introduction des nouveaux véhicules et systèmes d'armes très sophistiqués, le temps imparti à l'enseignement traditionnel du type «école du soldat» a dû être adapté pour les unités combattantes durant la phase militaire, afin d'être en mesure d'agencer un programme d'entraînement approprié permettant de préparer les militaires aux diverses opérations de maintien de la paix et de les familiariser avec le nouveau matériel.

La disponibilité des soldats volontaires pour les activités militaires, telles que les festivités, cérémonies et autres prestations, a également été revue suite à la nouvelle phase de reconversion définie par la loi de 2007. En effet, jusqu'en 2011, l'ancienne compagnie B («École de l'Armée») constituait le noyau de la compagnie d'honneur durant les festivités à l'occasion de la Fête nationale. Dorénavant, cette unité, au regard du programme scolaire chargé, ne fournit plus d'unité constituée qui soit suffisamment entraînée pour ce type de manifestation. Le commandement du centre militaire sollicite donc également le concours des unités combattantes en sus de leur programme d'entraînement opérationnel bien rempli. La disponibilité des militaires dans ces unités fluctuant fortement, en fonction des contraintes opérationnelles, la coordination est devenue plus difficile. Par conséquent, les détachements spécifiques pour les cérémonies ne peuvent être mis sur pied au mieux quinze jours avant l'activité en question.

Aussi, afin de garantir une prestation honorable, fut-il décidé de simplifier le drill dans la mesure où le mouvement du «tête droite/gauche» ne serait plus exécuté par les hommes de troupe, mais uniquement par les chefs défilant à la tête du détachement et des pelotons. Vu que l'ordre du «tête gauche» a bien été donné et le mouvement exécuté par le cadre défilant devant la troupe, le protocole traditionnel a donc bien été respecté bien que sous une forme simplifiée. Ce drill s'observe d'ailleurs de plus en plus au sein d'armées étrangères.

L'honorable Député s'est enfin inquiété de l'état des véhicules blindés de type HMMWV. Il s'agit de véhicules blindés à haute mobilité d'un poids de quatre tonnes, équipés de disques de freins renforcés pour pouvoir supporter des forces de freinage élevées dans des conditions sévères. Le phénomène bien connu et coutumier du bruit de grincement trouve son origine dans le réchauffement du système de freinage qui est provoqué par l'actionnement continuel des freins lors du défilé du détachement motorisé à l'occasion de la Fête nationale. En effet, les véhicules doivent rouler sans arrêt au pas et en formation alignée, dès leur départ de la place de Metz.

Il est évident que les véhicules sont ainsi soumis à une contrainte exceptionnelle ne rentrant pas directement dans le contexte opérationnel pour lequel les véhicules ont été développés.

Quant à l'entretien général des véhicules, il reste à souligner que les ateliers des services logistiques de l'armée effectuent la maintenance préventive selon les prescriptions du constructeur, ce qui explique notamment que ces véhicules, âgés de 15 ans, déployés dans multiples exercices et opérations sont toujours opérationnels et en excellent état d'usage. Par ailleurs, le charroi qui participe au défilé de la Fête nationale est en plus soumis à un contrôle qui s'effectue en dehors des échéances minimales fixées par les carnets d'entretien à six mois.

Question 2166 (26.6.2012) de **Mme Josée Lorsché** et **M. Félix Braz** *(déi gréng)* concernant la **mise en place du Conseil national pour étrangers:**

Le mandat du Conseil national pour étrangers sortant s'est achevé en juillet 2010. Le règlement grand-ducal du 11 novembre 2011, pris en exécution de la loi d'intégration du 16 décembre 2008, devrait permettre la mise en place du nouveau CNE. Ceci mettra fin à une période de deux ans sans organe consultatif et permettra de se conformer, enfin, avec le cadre légal.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille Marie-Josée Jacobs:

1. Quelles sont les raisons qui ont retardé à ce point les élections pour le nouveau CNE, alors que la nouvelle loi d'intégration était en vigueur bien avant la fin du mandat du CNE sortant?

2. Des élections complémentaires ont été lancées début juin pour les sièges non pourvus en mars. Quand le CNE sera-t-il complet et opérationnel, sachant qu'aux 22 élus vont se joindre:

- un représentant des réfugiés au sens de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés;

- un représentant du syndicat intercommunal à vocation multiple des villes et communes luxembourgeoises pour la promotion et la sauvegarde d'intérêts communaux généraux et communs (Syvicol);

- quatre représentants des organisations patronales;

- quatre représentants des organisations syndicales les plus représentatives;

- deux représentants de la société civile?

3. Quelles organisations ont été sollicitées et pour quand devront-elles soumettre leurs propositions?

Réponse (27.7.2012) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

1. Dans un premier temps, l'OLAI a cherché le dialogue avec la société civile - notamment lors d'une réunion de réflexion sur les modalités de vote qui s'est tenue le 13 septembre 2010 - en vue de la mise en place d'un système électoral équitable tenant compte des multiples communautés étrangères présentes sur le territoire national. Ce dialogue n'a pas abouti à une solution consensuelle. Par la suite, un avant-projet de règlement grand-ducal a été élaboré sur la base du règlement régissant les modalités de désignation des représentants sous l'ancienne loi. Cet avant-projet de règlement a été adopté par le Conseil de Gouvernement en date du 22 avril 2011; le Conseil d'État a avisé le projet de règlement le 11 octobre 2011. Après la publication du règlement grand-ducal au Mémorial le 22 novembre 2011, l'OLAI a commencé l'organisation des élections qui a requis un travail préalable de mobilisation.

Pendant cette période et jusqu'aux élections de mars 2012, l'ancien CNE a continué à fonctionner ad interim et à exécuter les missions lui attribuées.

2. Suite à l'appel à candidatures lancé par l'OLAI le 15 février 2012, les élections des représentants des étrangers au CNE ont eu lieu le 28 mars 2012. Faute de candidats, le membre suppléant néerlandais, ainsi qu'un membre effectif et cinq membres suppléants pour les pays de l'Union européenne dont les ressortissants ne figurent pas parmi les sept nationalités les plus représentatives au Luxembourg, n'ont pas pu être proposés à la suite de ces élections.

Le candidat effectif manquant et deux membres suppléants ont été désignés moyennant vote par correspondance dont le dépouillement a eu lieu le 24 mai 2012. Pour ce qui est des autres sièges à pourvoir par des représentants des étrangers, il reste vacants quatre sièges de membres suppléants à désigner au courant du mandat suite à d'éventuelles candidatures.

Finalement, les représentants des autres membres du CNE ont été nommés (représentants des réfugiés, des organisations patronales, des organisations syndicales les plus représentatives) ou seront nommés dans les meilleurs délais (représentants du Syvicol et de la société civile). Le 5 juin 2012, un appel à candidatures pour la désignation de deux représentants de la société civile à siéger au sein du CNE a été lancé sur le site internet de l'OLAI.

Le nouveau CNE pourra débuter ses travaux en automne 2012.

3. Les organisations suivantes ont été contactées en vue de la désignation des futurs membres du CNE:

- Pour les représentants des réfugiés au sens de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés:

- Collectif Réfugiés Luxembourg

- Pour les représentants du syndicat intercommunal à vocation multiple des villes et communes luxembourgeoises pour la promotion et la sauvegarde d'intérêts communaux généraux et communs:

- Syvicol

- Pour les représentants des organisations patronales:

- Confédération luxembourgeoise du commerce

- Fédération des Artisans

- Horesca

- Fedil-Business Federation Luxembourg

- Association des Banques et Banquiers, Luxembourg

- Pour les représentants des organisations syndicales les plus représentatives:

- Onofhängege Gewerkschaftsbond Lëtzebuerg

- Lëtzebuerger Chrëschtleche Gewerkschaftsbond

- Confédération Générale de la Fonction Publique

- Pour les représentants de la société civile, un appel à candidatures a été lancé sur le site de l'OLAI le 5 juin 2012.

Question 2167 (27.6.2012) de **MM. François Bausch** et **Félix Braz** *(déi gréng)* concernant les **sanctions contre le régime syrien:**

Depuis le 15 mars 2011, la vague des protestations populaires a atteint la Syrie. Sur un fonds d'inégalités économiques croissantes et de non-respect des libertés individuelles, des personnes descendent dans les rues pour réclamer plus de liberté et plus de justice. Le régime de Bachar al-Assad a réagi en ayant recours d'abord à l'intimidation massive des leaders de la révolte et ensuite par une répression généralisée des quartiers et villes entières. D'après les observateurs indépendants, la répression a déjà fait plus de 14.000 morts depuis mars 2011, dont plus de 1.200 enfants, et tout indique aujourd'hui une aggravation de la situation.

En mai 2012, l'UE a décidé une série de sanctions économiques et politiques à l'égard du régime syrien.

Dans ce contexte, nous souhaitons poser les questions suivantes:

1. Comment les sanctions décidées par l'UE ont-elles été transposées au Luxembourg? Quelles activités économiques et/ou financières d'acteurs publics ou privés syriens ont subi les conséquences des sanctions? Comment l'application des sanctions est-elle contrôlée?

2. Quelle est l'appréciation que le Gouvernement fait de l'utilité de ces sanctions?

3. Est-ce que le Gouvernement pense à mettre en place ou à soutenir dans le contexte européen des sanctions plus poussées à l'égard du régime syrien?

Réponse commune (30.7.2012) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères*, et de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

1. Au Luxembourg, les sanctions à l'égard de la Syrie décidées par l'UE s'appliquent actuellement en vertu du «règlement (UE) n°36/2012 du Conseil du 18 janvier 2012 concernant des mesures restrictives en raison de la situation en Syrie et abrogeant le règlement (UE) n°442/201». Ce règlement, directement applicable au Luxembourg, a été complété et modifié à plusieurs reprises:

- par le règlement d'exécution (UE) n°55/2012 du Conseil du 23 janvier 2012;

- par le règlement (UE) n°168/2012 du Conseil du 27 février 2012;

- par le règlement d'exécution (UE) n°266/2012 du Conseil du 23 mars 2012;

- par le règlement d'exécution (UE) n°410/2012 du Conseil du 14 mai 2012;

- par le règlement (UE) n°509/2012 du Conseil du 15 juin 2012;

- par le règlement d'exécution 2012/544/PESC du Conseil du 25 juin 2012;

- par le règlement (UE) n°545/2012 du Conseil du 25 juin 2012.

L'application de ces sanctions au Luxembourg a concerné jusqu'à présent le gel d'avoirs. Cependant, le nombre d'acteurs visés au Luxembourg par des mesures de gel d'avoirs auprès des professionnels du secteur financier est insignifiant.

L'application des mesures de gel des avoirs par les professionnels du secteur financier est surveillée au Luxembourg par la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF).

2. Le Gouvernement condamne vivement les atrocités commises en Syrie, les massacres de civils, y compris d'un grand nombre d'enfants. Les hostilités créent des souffrances énormes et la répression de revendications légitimes continue au jour le jour depuis mars 2011.

Dans ce contexte, le Luxembourg a mis en place, ensemble avec ses partenaires européens, un éventail de mesures restrictives ciblant des personnes et entités associées au régime du président Bashar al-Assad et contribuant à la répression interne.

Ces mesures ont un triple sens: (1) la dénonciation des atrocités commises et de leurs acteurs; (2) l'isolation internationale du régime; (3) la protection de la population civile via la privation du régime de ressources matérielles qui pourraient être employées, directement ou indirectement, dans des actes de répression.

C'est ainsi que les sanctions jouent un rôle clé dans la réponse de la communauté internationale aux violences étatiques commises en Syrie.

Cela dit, il faudra s'assurer que les mesures en question ne ciblent pas la population civile et ne tendent pas à ajouter à sa souffrance déjà tellement lourde.

3. Ces derniers mois ont montré qu'en dépit d'une activation maximale de la communauté internationale, et en dépit de la présence d'une mission d'observateurs militaires onusiens (MISNUS), les violences s'intensifient en Syrie. Les massacres de Houla, Treimsa, et tant d'autres, en ont été les tristes exemples.

Dans un contexte où la répression interne continue voire s'aggrave, la communauté internationale aura tendance à intensifier la pression politique et diplomatique sur le régime Assad. Des mesures restrictives à l'égard de personnes et entités associées à la répression font partie intégrante de cette forme de pression.

Le Gouvernement continuera à soutenir les actions de la communauté internationale, et en particulier celle des partenaires européens, dans le contexte syrien.

Question 2168 (27.6.2012) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant les **jeux de tir infrarouges ou au laser:**

Depuis un certain temps, le Luxembourg dispose d'une offre en jeux de tir infrarouges ou au laser permettant aux joueurs de s'affronter réciproquement en touchant le plus souvent possible l'adversaire par un pistolet laser ou infrarouge. Les terrains de jeux se situent soit à l'intérieur soit à l'extérieur de grands hangars, l'objectif étant de créer des scénarios simulant des combats réels.

Actuellement, les sociétés offrant ce genre de jeux autorisent les personnes âgées entre 7 et 77 ans à y accéder.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Madame la Ministre et Monsieur le Ministre:

1) L'établissement et l'exploitation des terrains offrant ce genre de jeux sont-ils soumis à une autorisation préalable?

2) Madame la Ministre et Monsieur le Ministre jugent-ils opportun de permettre l'accès à des jeux simulant des situations réelles de guerre ou de conflit armé à des enfants en bas âge?

3) Est-ce qu'une réglementation comparable à celle des salles pour jeunes est envisagée le cas échéant afin de protéger les mineurs devant les effets souvent néfastes de ces jeux sur leur santé psychique et leur comportement?

Réponse (19.7.2012) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Dans les cas où ces jeux constituent une activité commerciale, ils sont soumis à l'obligation de disposer d'une autorisation d'établissement telle que définie dans la loi du 2 septembre 2011 sur le droit d'établissement.

Pour ce qui est des enfants en bas âge et considérant qu'on désigne par enfants en bas âge des nourrissons et des enfants n'ayant pas atteint l'âge de la scolarité, il est à penser que des enfants en bas âge ne seront pas exposés aux jeux visés par la question parlementaire. Pour ce qui de jeunes et d'enfants plus âgés, les recherches pédagogiques et psychologiques ne sont pas unanimes pour constater des effets négatifs liés à ces jeux. Ceux-ci font en effet plutôt l'objet d'un débat sur leurs effets que d'un constat définitif. Une réglementation dans ce domaine n'est pas en discussion à l'heure actuelle, ce qui cependant ne présage pas d'une éventuelle réglementation future.

Question 2169 (27.6.2012) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **formations de l'agriculture biologique:**

Il va sans dire que le développement et le soutien de l'agriculture biologique doivent figurer parmi les priorités d'une politique qui se veut innovante et soutenable. Dans ce contexte, une responsabilité particulière revient aux enseignements relatifs à cette forme d'agriculture.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre peut-elle informer dans quelle mesure les thèmes relatifs à l'agriculture biologique sont traités actuellement au niveau des différentes voies de formation offertes par le Lycée technique Agricole (LTA)?

- Est-il envisagé de réviser - si besoin en était - les enseignements du LTA pour sensibiliser les élèves davantage aux opportunités de l'agriculture biologique?

- Madame la Ministre peut-elle fournir des précisions sur les échanges entre le LTA et les milieux professionnels engagés dans la promotion de l'agriculture biologique, notamment en vue d'organiser des formations continues bénéficiant aux enseignants concernés?

Réponse (27.7.2012) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Concernant la question parlementaire sous rubrique portant sur l'agriculture biologique et l'enseignement y relatif, j'ai l'honneur de fournir les précisions suivantes aux différentes questions:

Les méthodes dites biologiques de la production agricole et horticole sont intégrées aux différentes formations offertes dans le cadre de la formation professionnelle initiale qui préparent aux métiers des agriculteurs, horticulteurs et maraîchers au Lycée technique Agricole (LTA).

L'équipe curriculaire en charge des programmes des formations s'est concertée avec les deux associations luxembourgeoises, BIOG (Bio Bauere Genossenschaft) et Demeter Bond Lëtzebuerg.

Les futurs agriculteurs suivent deux modules spécifiques en la matière, intitulés «exploiter durablement une entreprise» et «Umstellung auf biologische Landwirtschaft».

Dans le cadre du projet Interreg, le LTA collabore avec une ferme biologique. Les serres et certains des champs du LTA cultivés par les élèves dans le cadre de leur formation le sont d'après les principes de l'agriculture biologique.

Le LTA collabore avec l'Institut fir biologesch Landwirtschaft an Agrarkultur Luxemburg et l'International Federation for Sustainable Agriculture training pour finaliser un projet visant à sensibiliser davantage encore les élèves à cette matière.

Le LTA est présent tous les ans à la Foire agricole avec un stand qui, cette année, était dédié principalement à la culture biologique. Je joins en annexe une version imprimée et réduite des posters qui encadraient le stand du LTA à la Foire agricole en juillet 2012.

Le LTA participe à la task-force «Agriculture biologique» de l'Administration des Services Techniques de l'Agriculture.

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Question 2170 (27.6.2012) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**accès des citoyens turcs dans l'espace Schengen:**

Lors d'une récente visite à Bruxelles, Monsieur le Ministre des Affaires étrangères de la République de Turquie s'est montré confiant que, dans un avenir proche, ses concitoyens pourront se rendre en Europe - il s'agit probablement de l'espace Schengen - sans appliquer au préalable pour un visa.

Cela m'amène à poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères:

1) Quelle est la position du Grand-Duché dans le cadre des négociations visant à libéraliser l'accès des citoyens turcs dans l'espace Schengen?

2) Fort de l'expérience de libéralisation en matière de visas avec certains pays des Balkans, ayant conduit à un afflux massif de demandeurs de protection internationale, le Luxembourg exigera-t-il des garanties afin que pareille situation ne puisse se reproduire?

3) Les éventuels accords avec la République de Turquie contiendront-ils des clauses pour les minorités, tel le peuple Kurde, assurant que tous les droits de ces minorités sont effectivement garantis par le Gouvernement d'Ankara?

4) Monsieur le Ministre des Affaires étrangères n'est-il pas d'avis, en général, que l'abrogation de l'obligation de visa doit aller de pair avec le fait que les pays concernés respectent en tous points les conventions internationales en matière de droits de l'Homme, ce qui impliquerait que les ressortissants de ces pays ne puissent déposer une demande de protection internationale?

Réponse (20.7.2012) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères:*

1) L'Union européenne et la Turquie ont finalisé un accord de réadmission par lequel la Turquie s'engage à reprendre, outre ses propres citoyens, les ressortissants de pays tiers ayant transité sur son sol avant de rejoindre l'Union européenne pour s'y retrouver en séjour irrégulier. Par la suite, le Luxembourg, comme la majorité des États membres, s'est exprimé en faveur de l'ouverture d'un dialogue de libéralisation du régime des visas avec la Turquie sous condition qu'il s'agisse d'un objectif à long terme nécessitant plusieurs étapes.

2) Dans le cadre des négociations au sein de l'Union européenne pour l'amendement du règlement 539/2001, le Luxembourg soutient l'inclusion d'une clause de sauvegarde qui permettra la réimposition temporaire de l'obligation visa face à un pays tiers dans le cas d'un afflux d'immigrants illégaux ou de demandeurs d'asile en provenance dudit pays.

3) Tous les citoyens turcs, dont font partie toutes les minorités de nationalité turque, jouiront de toutes les garanties explicitées dans les accords entre la Turquie et l'Union européenne.

4) Non. Le cadre juridique au Luxembourg stipule qu'indépendamment du pays de provenance du ressortissant, toute demande de protection internationale se doit d'être soumise à un examen individuel par les autorités compétentes.

Question 2171 (27.6.2012) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant la **circoncision:**

In einem rezenten Urteil hat das Landgericht Köln die Beschneidung eines Jungen aus religiösen Gründen als strafbare Körperverletzung bewertet. In dem am Dienstag, den 26. Juni 2012, veröffentlichten Urteil verwiesen die Richter unter anderem darauf, dass „der Körper des Kindes durch die Beschneidung dauerhaft und irreparabel verändert» werde.

In diesem Kontext möchte ich gerne folgende Fragen an die Herren Minister stellen:

- Wie stehen die Minister zu diesem Gerichtsurteil?

- Wie viele Beschneidungen von Jungen werden in Luxemburg aus religiösen Gründen durchgeführt?

- Unterscheidet die Statistik ob eine Beschneidung aus medizinischen oder religiösen Gründen durchgeführt wurde?

Da Beschneidungen bei Frauen zu dramatischen Konsequenzen führen können, möchte ich in diesem Kontext wissen:

- Ist die Regierung in Kenntnis von solch religiös motivierten Beschneidungen bei Frauen in Luxembourg?

- Falls nicht, geht die Regierung davon aus, dass solche Beschneidungen in Luxemburg im Geheimen praktiziert werden?

Réponse commune (30.7.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé*, et de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Justice:*

Die Fragen der ehrenwerten Abgeordneten befassen sich mit der Thematik der Beschneidung.

Es obliegt nicht der Luxemburger Regierung das Urteil eines nationalen oder ausländischen Gerichts zu kommentieren.

Laut den Satzungen der Gesundheitskasse trägt diese nur die Kosten der Beschneidungen der Jungen, die aus medizinischen Gründen erfolgen.

Im Jahr 2010 wurden die Kosten von 915 Beschneidungen von der Gesundheitskasse bezahlt, davon 499 bei Jungen von null bis neun Jahren, 138 in der Altersgruppe zehn bis 19 Jahre.

Es gibt für die Gesundheitskasse keine Möglichkeit, die Zahl der Beschneidungen aus religiösen Gründen zu ermitteln.

Die Regierung hat darüber hinaus keine Kenntnis von Beschneidungen, die in Luxemburg an Frauen durchgeführt worden wären.

Question urgente 2175 (4.7.2012) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant le **plan «lean» d'ArcelorMittal:**

Laut Informatiounen aus de Medien huet de Grupp ArcelorMittal de „plan lean" ausgeschafft, deen en drasteschen Ofbau vun Aarbechtsplaze virgesäit. Ganz besonnesch betraff wären Aarbechtsplazen an de Verwaltungen, dorënner och Personal um Haaptsëtz zu Lëtzebuerg.

Dofir géif ech dem Här Wirtschaftsminister dës Froe stellen:

1) Ass d'Regierung iwwert de „plan lean" vum Grupp ArcelorMittal informéiert?

2) Wéi war d'Haltung vum Lëtzebuerger Vertrieder am Verwaltungsrot vun ArcelorMittal zu dësem Plang?

3) Wéi vill Aarbechtsplaze sinn zu Lëtzebuerg a Gefor?

4) Si schonns Moossname geplangt, fir dës Leit opzefänken (maintien dans l'emploi, cellule de reclassement, préretraite...)?

5) Ass d'Erhale vun Aarbechtsplaze Géigestand an de Verhandlunge mat ArcelorMittal, wann et ëm de Support vum Lëtzebuerger Stat geet, zum Beispill am Dossier elektresch Leitung a Frankräich, CO_2-Zertifikater, Zukunft vun de Sitë Schëffleng a Rodange?

Réponse (11.7.2012) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

D'Regierung hat am Vierfeld vun de Berichter vu Belsche Medie keng Informatiounen iwwert de Plang „lean" vun ArcelorMittal fir Käschten, ze reduzéieren an Aarbechtsplatzen ofzebauen am Verwaltungsdeel vum Beräich Flachstol.

Och de Lëtzebuerger Vertrieder am Verwaltungsrot vun ArcelorMittal huet keng Informatiounen zu dëse Berichter.

Ob a wa jo, a wat fir engem Ëmfank och Lëtzebuerger Stolbetriber respektiv den Haaptsëtz vun ArcelorMittal concernéiert wäerte sinn, ass nach net gewosst. Allerdéngs ass de Wirtschafts- an Aussenhandelsminister zouversiichtlech, well direkt no där Annonce eng Entrevue mat ArcelorMittal stattfonnt huet a wou zougeséchert gouf, dass Lëtzebuerg kaum wäert vun de Restrukturatioune betraff sinn.

ArcelorMittal huet ugekënnegt den 11. Juli 2012 d'Gewerkschaften an d'Personalvertrieder am Kader vum europäeschen Aarbechtsnehmerrot („European Work Council") ze gesinn, dei als éischt vun eventuellen Aarbechtsplazreduzéierunge mussen informéiert ginn. Et ass unzehuelen, dass an deem Ablack och méi genee Informatioune wäerte kënne vun ArcelorMittal matgedeelt ginn.

Och wat en zweete Plang ugeet am Beräich Laangstolprodukter, deen an de Medien „OMEGA" genannt ginn ass, leie keng prezis Informatioune vir. D'Regierung ass awer a Kontakt mat ArcelorMittal, fir méi Detailer gewuer ze ginn.

D'Négociatioune vun der Stoltripartite, déi den 28. März 2012 ofgeschloss gi sinn, hunn als Zil och weiderhin de Standuert Lëtzebuerg fir d'Stolindustrie ofzesécheren. Den Accord „Luxplan 2016" gëtt nei négociéiert, sollt sech erausstellen, dass ArcelorMittal net deen an Aussiicht gestallten Investissement um Walzwierk „Train 2" zu Esch/Belval realiséiert. An deem Kader ass et och kloer, dass d'Ubanne vun de Wierker vun ArcelorMittal un dat franséischt Elektreschnetz e ganz wichtegt Element ass, fir zukünfteg Investissementer ofzesécheren.

Question 2179 (4.7.2012) de **M. Marc Angel** *(LSAP)* concernant la **réforme des associations sans but lucratif:**

Le 10 juin 2009, Monsieur le Ministre de la Justice avait déposé à la Chambre des Députés le projet de loi n°6054 visant à réformer la législation sur les associations sans but lucratif et les fondations datant pour l'essentiel de 1928.

Par la suite un groupement très large d'associations et de fondations (Agence du Bénévolat, ALOS-LDH, APL, ASTI, ASTM, CCPL, Cercle de Coopération des ONG, FAAL, FAEL, FNCTTFEL, LGS, Haus vun der Natur, Mouvement écologique, Natura, LNVL, OGB-L, SeSoPI-CI, SYPROLUX, UGDA) avait fait part publiquement de ses réserves et proposé sa collaboration pour une refonte de cette législation.

En mars 2010, Monsieur le Ministre avait annoncé vouloir scinder le projet de loi existant et poursuivre les travaux sur deux nouveaux textes distincts, dont l'un porterait sur les seules a.s.b.l. et l'autre sur les fondations. Or, le projet semble avoir été mis en veilleuse depuis lors.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Qu'en est-il de l'état de cette réforme?

- Monsieur le Ministre entend-il consulter le groupement des associations en amont du dépôt de ces nouveaux textes de loi fortement amendés?

Réponse (18.7.2012) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Justice:*

Les réflexions sur une réforme fondamentale de la législation sur les associations sans but lucratif ainsi que les fondations continuent. Monsieur le Ministre de la Justice souhaite attendre, d'une part, l'avant-projet de loi sur les fondations privées - patrimoniales annoncé par Monsieur le Ministre des Finances et, d'autre part, les réflexions et travaux préparatoires sur une nouvelle forme juridique servant de support dans le contexte de l'économie solidaire annoncés par Monsieur le Ministre de l'Économie solidaire.

Une concertation générale pourra se faire à partir de ces textes, ainsi que des propres propositions ultérieures du Ministre de la Justice.

Question 2180 (5.7.2012) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant la **non-assistance par la Police grand-ducale:**

Il me revient par voie de presse que le weekend dernier un chien abandonné par ses propriétaires dans un véhicule a trouvé la mort. Une femme voulant aider le chien souffrant de la chaleur et s'adressant à cette fin à la Police grand-ducale s'est vue refuser toute aide de la part de l'agent en service.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer les faits relatés ci-dessus?

- Dans l'affirmative, la non-assistance constitue-t-elle un manquement aux devoirs d'un agent de police? Est-ce que, le cas échéant, cet incident aura des suites disciplinaires pour l'agent impliqué?

- Si une telle intervention ne relevait pas des compétences de la Police grand-ducale, quelles seraient alors les autorités compétentes à intervenir lors de tels incidents?

Réponse (24.7.2012) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Il est un fait que l'opérateur du numéro d'appel d'urgence 113 n'a pas donné la suite nécessaire à l'appel.

Tant la direction générale de la Police grand-ducale que l'Inspection générale de la Police ont ouvert une enquête administrative. Par ailleurs, le Parquet de Luxembourg a demandé rapport à la police.

Il importe également de souligner qu'après vérification de la police allemande, il a pu être confirmé que le chien victime a été retrouvé sain et sauf auprès de son propriétaire.

Question 2189 (11.7.2012) de **Mme Anne Brasseur** *(DP)* concernant la **mission d'expertise relative aux relations entre l'État et les communautés religieuses:**

Le 28 mars 2012 un groupe chargé de la mission d'expertise relative aux relations entre l'État et les communautés religieuses voire philosophiques au Luxembourg a été présenté à la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle. À cette occasion il a été décidé que le groupe d'experts devait rencontrer les communautés religieuses conventionnées, les communautés religieuses ayant exprimé le souhait d'être conventionnées, les associations humanistes et laïques ainsi que des représentants de partis politiques. Lors de l'entrevue avec les différents partis politiques les représentants du Ministère des Cultes ainsi que le groupe d'experts ont affirmé vouloir soumettre à la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle de la Chambre des Députés une proposition de rapport provisoire avant les vacances d'été.

Aussi, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Cultes:

- Monsieur le Ministre peut-il informer la Chambre des Députés pourquoi le rapport a pris du retard?

- Au vu du retard pris dans l'élaboration de ce rapport, Monsieur le Ministre peut-il me dire dans quels délais il estime que le groupe d'experts pourra finaliser ses travaux?

- Compte tenu du fait que certaines communautés religieuses ne sont pas conventionnées, ce qui est contraire au principe d'équité, et au vu du retard que les travaux relatifs au rapport du groupe d'experts ont pris, Monsieur le Ministre n'envisage-t-il pas d'élaborer une solution transitoire pour ces communautés en attendant les conclusions qui pourront se dégager du rapport des experts?

Réponse (30.7.2012) de **M. François Biltgen,** *Ministre des Cultes:*

La rédaction initiale du rapport sur l'avenir des relations entre l'État et les communautés religieuses ainsi que les communautés philosophiques non confessionnelles est quasiment terminée. La finalisation nécessite encore des séances de concertation entre les experts qui auront lieu durant le mois d'août.

Au vu de la complexité du sujet et du temps demandé par l'approche préparatoire choisie comprenant des entrevues avec toutes les parties intéressées, et voulant soumettre aux autorités compétentes un rapport complet et réfléchi, j'ai préféré laisser aux experts les semaines des vacances universitaires et parlementaires pour peaufiner le rapport. Ceci d'autant plus que cette décision n'hypothèque pas la finalité de pouvoir tirer les conclusions législatives voire constitutionnelles s'imposant le cas échéant avant la fin de l'année, date que j'ai toujours présentée comme souhaitable.

Je ne considère pas comme opportune une solution transitoire pour les communautés en voie de conventionnement, alors, d'une part, qu'un tel acte constituerait, notamment à l'égard du pouvoir législatif, un fait accompli basant sur le système actuel et, d'autre part, qu'il serait difficile d'expliquer aux communautés concernées que tout le système leur accordé pourrait être, en fonction des conclusions que les autorités compétentes tireront des conclusions du rapport, frappé d'annulation quelques mois seulement après son entrée en vigueur, les obligeant à revoir encore une fois leur organisation interne. Pour des raisons d'égalité de traitement ce système ne pourrait d'ailleurs qu'être un système conventionnel selon le schéma actuel, de manière que la durée de mise en œuvre se couvrirait à peu près avec la durée des travaux sur le rapport d'experts.

J'ai d'ailleurs toujours fourni ces explications aux communautés concernées en les informant de la continuation du travail interne sur le projet de convention de manière à pouvoir agir très vite après les conclusions tirées du rapport. Je reste par ailleurs en contact régulier avec notamment la communauté musulmane du Luxembourg.

Question 2195 (16.7.2012) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **Direction de l'Aviation civile:**

Le «Lëtzebuerger Land» a fait paraître en date du 27 avril 2012 un article intitulé «Électrons libres» portant sur un audit de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) sur la Direction de l'Aviation civile et suggérant une réorganisation de la sécurité aérienne.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Quelles sont les observations de l'OACI concernant l'organisation de la DAC? La capacité de la DAC à garantir la sécurité à l'aéroport est-elle remise en cause par le dernier rapport de l'OACI?

2. Il a été fait état d'une structure «singulière» en matière de supervision de la sécurité aérienne avec la création d'une société de droit privé chargée d'assister la DAC dans cette mission. Cette possibilité étant permise par la législation en la matière, il échet cependant de se demander quels sont les avantages et inconvénients d'une telle structure? Ne faudrait-il pas réfléchir à une autre structure?

3. L'article pose un certain nombre de questions quant à la gestion du personnel. Ces faits sont-ils correctement relatés? Dans l'affirmative, quelles sont les réactions du Gouvernement?

Réponse (30.7.2012) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'honorable Député Monsieur Marc Spautz souhaite s'informer sur le fonctionnement de la Direction de l'Aviation civile (ci-après «DAC») suite à un article intitulé «Électrons libres» paru dans l'hebdomadaire «Lëtzebuerger Land» du 27 avril 2012.

1. Le dernier rapport de l'OACI de 2011 n'a pas considéré l'organisation de la DAC comme un obstacle à la sécurité de l'aéroport. Il est d'ailleurs fort regrettable que l'article paru au «Lëtzebuerger Land» du 27 avril 2012 mentionne des défaillances relevées par le rapport de 2006 comme des défaillances relevées par le rapport 2011. Du chemin a été fait depuis 2006 et aujourd'hui la DAC est considérée à la hauteur de ses responsabilités par l'OACI.

2. Il est vrai que l'organisation de la DAC se base sur une structure particulière.

Après l'audit OACI de 2006, le Luxembourg s'est retrouvé sur une «watch list» car l'OACI avait constaté que la DAC ne disposait pas du personnel nécessaire pour assumer ses missions et qu'elle n'avait aucune emprise directe, ni aucun contrôle sur l'activité du Bureau Veritas S.A. effectuant à l'époque l'essentiel du travail technique au nom de la DAC. Venait s'y ajouter que l'Agence Européenne de la Sécurité Aérienne (AESA) mettait en route son programme d'audits de standardisation. Une solution rapide devait être trouvée, de sorte que l'État a procédé à la création d'une société anonyme, l'Agence Luxembourgeoise pour la Sécurité Aérienne (ci-après «ALSA») en 2009, solution autorisée par le législateur dans la loi modifiée du 19 mai 1999 ayant pour objet (…) c) d'instituer la DAC. La création de l'ALSA a permis à la DAC de recruter rapidement des experts en aéronautique qu'il n'aurait pas été possible de recruter dans le cadre de la fonction publique luxembourgeoise. Il convient de soulever que ce genre de structure existe bel et bien dans nos pays voisins et que l'OACI considère cette façon de s'organiser comme appropriée.

Les services du Ministère sont en train d'analyser ensemble avec la DAC, quelles pourraient être les alternatives possibles à la structure d'organisation actuelle.

3. L'article litigieux suggère une gestion douteuse de l'ALSA sans toutefois avancer des preuves fondées à l'appui de ces accusations. Il y a plutôt lieu de souligner que, selon les informations reçues par l'ALSA, les modifications des contrats de travail ont eu lieu d'un commun accord avec les salariés et que l'organisation de l'ALSA n'a absolument pas souffert de la démission d'un de ces deux administrateurs délégués.

Concernant les modifications de contrats, il y a lieu de préciser qu'à l'époque de la création de l'ALSA, les contrats des salariés du Bureau Veritas S.A. avaient été repris tels quels par l'ALSA, mais certaines des dispositions contractuelles se sont avérées peu usuelles. Dès lors, une renégociation des contrats avait été décidée par le conseil d'administration. Les négociations ont abouti sur une réévaluation du salaire de base et l'attribution de chèques repas en contrepartie de la suppression d'un droit de gratification automatique et de jours de congé supplémentaires. Ces modifications ont donc bel et bien été entérinées d'un commun accord entre les parties.

Concernant le départ de l'administrateur délégué en charge de la coordination technique, il y a lieu de relever que ce dernier a démissionné en janvier 2011. Il n'a pas été remplacé puisque la fonction de coordinateur technique, suite à la stabilisation des effectifs disponibles dans les différents départements techniques, s'est transformée en une fonction plutôt calquée sur le suivi administratif de dossiers de sorte que la fonction pouvait être facilement reprise par l'administrateur délégué en charge du volet administratif et financier, c'est-à-dire du président du conseil d'administration de l'ALSA. Il ne saurait donc être question d'un organigramme de l'ALSA «laissé en friche» pendant plusieurs mois, l'ALSA fonctionne maintenant avec un seul administrateur délégué et l'OACI n'a pas remis en question cette décision du conseil d'administration.

Reste à préciser que le travail de l'ALSA a été fait dans le respect des principes d'autorisation et de respect préalable de l'actionnaire, que la comptabilité a été révisée par un réviseur d'entreprises agréé et que les dispositions légales en matière de publication de bilans ont été respectées, rendant ainsi toutes les informations pertinentes accessibles.

Question urgente 2202 (10.7.2012) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant le **permis de chasse:**

L'année cynégétique 2012/2013 commence le 1er août 2012. Selon mes informations, le règlement grand-ducal afférent ferait toutefois encore défaut de sorte que l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines refuse de délivrer des quittances pour l'obtention du permis de chasse pour l'année cynégétique 2012/2013.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations? Dans l'affirmative, dans quels délais pourra-t-on s'attendre à la publication du règlement grand-ducal en question?

- Monsieur le Ministre ne craint-il pas qu'il y aurait des difficultés concernant la délivrance ponctuelle des permis de chasse par le ministère?

- Monsieur le Ministre peut-il garantir que toute demande pourra être traitée jusqu'au 1er août 2012?

Réponse (27.7.2012) de **M. Marco Schank,** *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:*

La loi du 25 mai 2011 relative à la chasse prévoit en son article 9 qu'un règlement grand-ducal fixe pour une période déterminée, pour l'ensemble ou une partie du territoire, les dates de l'ouverture et de la fermeture de la chasse selon l'espèce, le type ou le sexe du gibier chassable et selon chaque mode et procédé de chasse. Ce règlement, déterminant l'ouverture et la fermeture de la chasse, est publié au Mémorial au moins huit jours avant le début de la période concernée.

Néanmoins, vu que l'année cynégétique 2012/2013 ne dure que huit mois, à savoir du 1er août 2012 au 31 mars 2013, il a été décidé d'intégrer cette année, dans le règlement grand-ducal, un article fixant le montant du permis de chasser à 155€.

Le règlement grand-ducal a été publié le 20 juillet 2012. Étant donné qu'il n'entre en vigueur que le 1er août 2012, le département de l'Environnement a convenu avec l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines que les paiements pour les montants du droit d'enregistrement respectivement du droit supplémentaire sont acceptés avant cette date et que les permis de chasser pour la saison 2012/2013 sont envoyés aux requérants par la suite.

Ainsi, toute demande complète qui entrera au département de l'Environnement du Ministère du Développement durable et des Infrastructures avant le 1er août, sera traitée avant la mise en vigueur du règlement grand-ducal.

d'Chamber online op
www.chd.lu

LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES **N°13** • SESSION ORDINAIRE 2011-2012

37e séance	mardi	10 juillet 2012
38e séance	mercredi	11 juillet 2012
39e séance	mardi	17 juillet 2012

Spécificités et clichés luxembourgeois de A à Z



(de gauche à droite) M. Laurent Mosar, Mme Marie-Paule Jungblut et M. Claude Frieseisen.

Certains clichés et stéréotypes ont la vie longue, surtout s'ils traitent d'un pays ou de ses habitants. C'est ainsi qu'on aime dire

- des Japonais qu'ils prennent tout le temps des photos,

- des Italiens qu'ils parlent avec leurs mains et n'aiment que les pâtes,

- des Allemands qu'ils sont rigides parce qu'ils aiment l'ordre,

- qu'un bon Français a toujours une baguette et une bouteille de vin rouge sur lui.

Au fait, qu'en est-il du Luxembourg et des Luxembourgeois? Les Luxembourgeois mêmes ignorent fréquemment la réponse à cette question ou l'éludent volontairement. Le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar et son Secrétaire général, M. Claude Frieseisen se sont déplacés fin juillet au Musée d'Histoire de la Ville de Luxembourg pour se faire une idée de la façon dont l'exposition présente les spécificités qui caractérisent le Luxembourg et les Luxembourgeois.

Dans le cadre d'une exposition temporaire qui durera jusqu'au 31 mars 2013, les responsables du musée en ont sélectionné 26, articulées de A comme «anescht» (différent) à Z comme «zefridden» (satisfait).

Guidés à travers l'exposition par Mme Marie-Paule Jungblut qui, depuis le 1er août 2012, a pris les rênes du Musée Historique de Bâle en tant que directrice, les visiteurs de la Chambre ont pu découvrir des faits, des photos, des films, des documents sonores et des objets qui traitent du sujet parfois avec sérieux, parfois avec humour, mais toujours de manière informative.

Tous les domaines de la réalité luxembourgeoise (histoire, culture, économie, politique, société, religion, langue, traditions) se voient ainsi abordés et brossent au final un portrait original du Luxembourg et de ses habitants.

Protéger les animaux contre les grands froids



Remise d'une pétition pour la protection des animaux contre les grands froids.

Durant la période estivale, beaucoup d'animaux domestiques sont délaissés par leurs maîtres. Jugés trop encombrants le temps des vacances, certains sont abandonnés au bord de la route. D'autres, oubliés au fin fond d'une voiture, manquent d'air et étouffent sous l'effet de la canicule.

Cependant, la vie des meilleurs compagnons de l'homme n'est pas seulement mise en péril en été; elle peut aussi l'être par temps de grand froid en hiver.

C'est à cet effet qu'un collectif vient de remettre une pétition comportant 1.011 signatures au Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar.

Elle vise à une modification de la loi du 15 mars 1983 qui a pour objet d'assurer la protection de la vie et du bien-être des animaux. Les pétitionnaires demandent surtout une amélioration des conditions de détention des animaux domestiques en hiver, notamment quand les températures franchissent certains seuils par temps de grand froid. Le Président de la Chambre a assuré les défenseurs de la cause des animaux de son soutien et de faire passer leur pétition dans les meilleurs délais à la commission compétente de la Chambre.

DANS CE NUMÉRO

Fermeture des magasins de détail	p. 494
Pacte climat avec les communes	p. 507
Dossier Wickrange/Livange	p. 528
Sommaire des séances publiques nos 37-39	p. 534
Sommaire des questions parlementaires	p. Q154

Conférence des Présidents des délégations COSAC

La présidence chypriote annonce ses priorités

Quelques jours après le début officiel de la première présidence chypriote du Conseil de l'Union européenne, les Présidents des commissions spécialisées dans les affaires européennes se sont retrouvés les 8 et 9 juillet 2012 à Limassol afin de préparer la COSAC (Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires) du mois d'octobre à Chypre.

Chypre prend la tête de l'Union européenne à un moment crucial, les turbulences de la crise financière nécessitant une action forte de l'UE. Les priorités de la présidence chypriote et la résolution de la crise financière ont été les sujets prééminents des discussions.

Les priorités principales de la présidence chypriote sont au nombre de quatre:

1) une Europe plus efficace et plus durable;
2) une Europe dotée d'une économie plus performante, fondée sur la croissance;
3) une Europe plus pertinente aux yeux de ses citoyens, avec solidarité et cohésion sociale;
4) une Europe dans le monde, plus proche de ses voisins.

Pour aboutir à une Europe plus efficace, il faudra aller le plus loin possible dans les négociations sur le cadre financier pluriannuel couvrant la période 2014-2020. La présidence œuvrera pour la finalisation des négociations et l'élaboration d'un budget européen équitable et efficace, soutenant la croissance et la création d'emplois. De l'établissement de ce cadre dépendent également d'autres politiques communes comme la politique agricole et de la pêche, la politique de cohésion et la politique de recherche et d'innovation.

Pour trouver une issue à la crise actuelle, la présidence s'emploiera à travailler sur le nouveau cadre renforcé de la gouvernance économique et à intensifier la surveillance budgétaire, en vue de garantir la stabilité fiscale. Dans ce contexte, différentes propositions furent soumises et analysées par les Présidents des commissions spécialisées dans les affaires européennes, comme par exemple l'union bancaire, les transactions financières ou encore les ressources propres.

C'est précisément à cette occasion que M. Fernand Boden est intervenu en interpellant le Vice-ministre chypriote chargé des affaires européennes, M. Andreas Mavroyiannis, sur les chances de voir aboutir la taxe sur les transactions financières et sur sa connexion avec les ressources propres de l'Union. M. Mavroyiannis a indiqué que la création d'une telle taxe s'annonce d'ores et déjà difficile du fait de la résistance de certains États membres. La solution sera peut-être de promouvoir une coopération renforcée entre les États désireux d'introduire une telle taxe, sachant toutefois qu'une telle coopération empêchera de lier cette taxe aux ressources propres de l'Union.



La Chambre des Députés a été représentée par M. Fernand Boden.

La politique énergétique et la création de réseaux transeuropéens d'énergie constituent une autre priorité de la présidence chypriote, étant donné la dépendance de l'île des importations en énergie. Dans son discours devant les participants, le Commissaire européen en charge de l'énergie, M. Günther Oettinger, a rappelé l'importance capitale de la création de réseaux transeuropéens pour l'énergie. L'Union européenne a créé différents réseaux européens tels que les transports routiers, les voies ferrées ou encore le ciel unique européen. Mais il n'existe pas de réseau européen pour l'énergie. Cette situation risque de mettre en danger la sécurité de l'approvisionnement en énergie étant donné que l'Union européenne est encore loin d'avoir complété un marché unique du gaz et de l'électricité.

Aux yeux du Commissaire Oettinger, ce marché unique de l'énergie devra s'articuler autour de quatre axes:

- la sécurité d'approvisionnement,
- la solidarité en cas d'urgence,
- la compétitivité ainsi que
- la promotion des énergies renouvelables.

Il nécessitera des apports en capital importants, car il faut que cette énergie transite d'un pays à l'autre et que l'interconnexion des réseaux soit assurée. Des nouvelles ressources comme le gaz de la mer Caspienne doivent également être exploitées.

La Commission européenne se félicite des différents projets à caractère transnational déjà réalisés, comme le forum pentalatéral auquel participe également le Luxembourg. Elle a par ailleurs indiqué qu'une enveloppe importante sera mise à disposition par l'UE dans le cadre du cofinancement futur de tels projets transnationaux. Le marché unique de l'énergie est le prochain grand dessein de l'Union européenne et nécessitera une infrastructure paneuropéenne sans oublier la dimension extérieure de la politique d'énergie, a ainsi conclu le Commissaire Oettinger.

XXXVIII[e] session de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie

Les nouvelles technologies, vecteurs de la Francophonie



Les participants à la 38[e] session de l'APF. *© Geoffroy Libert*

La 38[e] session de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) ainsi que la réunion du Bureau de l'APF se sont tenues à Bruxelles, à l'invitation de la section Belgique/Communauté française/Wallonie-Bruxelles, du 8 au 12 juillet dernier.

Cette rencontre, placée sous le thème «Médias et technologies de l'information et de la communication, vecteurs de la Francophonie dans le monde», a réuni plus de 300 participants issus de 45 sections ainsi qu'une quinzaine de présidents d'assemblées. Accueillis par M. Jean-Charles Luperto, Président du Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, les participants ont pu entendre lors de la cérémonie d'ouverture le Premier Ministre du Royaume de Belgique, M. Elio Di Rupo, et le Secrétaire général de la Francophonie, M. Abdou Diouf.

En sa qualité de Trésorier de l'APF, M. Michel Wolter a présenté à l'Assemblée et au Bureau de l'APF les comptes de l'exercice 2011 et le budget rectifié pour 2012. L'exercice budgétaire 2011 se termine sur un résultat très légèrement déficitaire. Après de nombreuses années excédentaires, il convient de souligner que ce résultat s'explique par un niveau de recettes moindre, alors que les dépenses restent parfaitement maîtrisées.

Pour contenir les risques qui pèsent sur le budget de l'APF à l'avenir, M. Wolter a proposé des mesures d'économies équilibrées qui n'auront aucun impact significatif sur les activités de l'APF et ce d'autant plus qu'elles concernent presque exclusivement des dépenses de fonctionnement.

La session plénière de l'APF a également entendu le rapport du Secrétaire général parlementaire, M. Jacques Legendre (sénateur français) et adopté une quinzaine de résolutions, dont trois sur le droit des femmes en l'occurrence.

Dans une résolution sur les patrimoines de Tombouctou (Mali) et de la Géorgie, l'APF appelle tous les pays de la Francophonie à prêter assistance à l'UNESCO en vue de circonscrire toute tentative de trafic du patrimoine malien qui a été et pourrait encore être dérobé et appelle tous les pays de la Francophonie à œuvrer avec les représentants géorgiens dans toutes les instances compétentes, notamment l'UNESCO, afin d'exhorter les autorités russes occupant le territoire géorgien à y respecter le patrimoine géorgien.

Une déclaration sur la situation dans l'Est de la République démocratique du Congo a également été adoptée. L'Assemblée parlementaire de la Francophonie a également levé la suspension de la section de la Côte d'Ivoire et entendu le Président de l'Assemblée ivoirienne, M. Guillaume Kigbafori Soro qui s'est félicité de la réintégration de sa section au sein de la Francophonie parlementaire. La suspension des sections malienne et syrienne a été maintenue.

Le débat général a donné lieu à une vingtaine d'interventions qui ont souligné l'importance des nouveaux médias pour la Francophonie et mis en avant la fracture numérique entre le Nord et le Sud en matière de technologies de l'information et de la communication.

La Commission de l'éducation, de la communication et des affaires culturelles a été chargée par l'Assemblée d'approfondir le sujet afin de trouver des stratégies pertinentes pour faire des nouvelles technologies un véritable vecteur de la Francophonie.

Conférence «La PAC à l'horizon 2020 - Faire le point avec la société civile»



M. Roger Negri a représenté le Parlement luxembourgeois à Bruxelles.

La conférence organisée le 13 juillet 2012 par la Commission européenne à Bruxelles, à laquelle a participé le député luxembourgeois M. Roger Negri, a été l'occasion de débattre avec la société civile des propositions de réforme de la PAC (Politique agricole commune) post-2013.

L'intention, selon la Commission, est d'associer la société civile aux décisions de réforme qui engageront notre sécurité alimentaire, l'utilisation de nos ressources naturelles et le développement de nos économies rurales pour les années à venir. Le Commissaire européen à l'agriculture et au développement rural, M. Dacian Cioloş, a rappelé que l'Union européenne (UE) a plus que jamais besoin d'un secteur agricole compétitif sur le plan économique comme sur le plan écologique, qui donne des perspectives d'emploi aux jeunes, tout en stimulant la croissance économique de tous les territoires de l'UE, y compris les plus fragiles.

Lors de son discours, le Commissaire a également évoqué la question de la gestion des marchés, de plus en plus incertains, qui peuvent décourager les agriculteurs ou les pousser à une intensification déraisonnable. Le rôle des acteurs privés devrait être renforcé à travers les organisations de producteurs et les organisations interprofessionnelles. La Commission appelle également au renforcement du rôle des autorités publiques lors de situations urgentes. Les approches sectorielles (fruits et légumes, huile d'olive, vin) continueront à jouer un rôle-clé en termes de compétitivité des secteurs agricoles. Le Commissaire a également confirmé une initiative conjointe avec le Commissaire Barnier sur le fonctionnement de la chaîne alimentaire. À ce sujet, des propositions législatives pourraient être présentées début 2013.

Quant aux critiques appelant entre autres à une simplification plus approfondie de la PAC, le Commissaire Cioloş a estimé que la Commission avait été le plus loin possible dans ce qui était socialement, économiquement, budgétairement et politiquement faisable.

Vers la fin de l'automne, le Parlement européen devrait adopter en commission les projets de rapports amendés en juillet, en fonction de l'avancement des négociations sur le futur Cadre financier pluriannuel (CFP) 2014-2020. La version finale de la nouvelle PAC sera ensuite codécidée par le Parlement et le Conseil. La réforme de la PAC devrait entrer en vigueur le 1[er] janvier 2014.

Établissement public «Laboratoire national de Santé»

6297 - Projet de loi portant création de l'établissement public «Laboratoire national de santé» et modifiant:

- la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

- la loi modifiée du 16 juillet 1984 relative aux laboratoires d'analyses médicales;

- la loi modifiée du 15 juin 1994 relative à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses;

- la loi modifiée du 13 janvier 1997 relative au contrôle de l'utilisation et de la dissémination des organismes génétiquement modifiés;

- la loi modifiée du 24 novembre 2002 relative aux produits biocides;

- la loi du 3 août 2005 relative à la classification, à l'emballage et à l'étiquetage des préparations dangereuses

Le projet de loi crée l'établissement public «Laboratoire national de santé» (LNS) qui reprend l'activité de l'administration de l'État fonctionnant actuellement sous ce nom conformément aux dispositions de la loi du 21 novembre 1980.

L'établissement est doté de la personnalité juridique et jouit de l'autonomie financière et administrative sous la tutelle du ministre ayant la Santé dans ses attributions. L'établissement est géré dans les formes et d'après les méthodes du droit privé et a son siège à Dudelange.

L'établissement public a pour objet:

- de développer des activités analytiques et d'expertise scientifique liées à la prévention, au diagnostic et au suivi des maladies humaines;

- d'assurer le rôle d'un laboratoire national de contrôle ou de référence;

- d'assurer des missions à caractère médico-légal.

Par ailleurs, l'établissement contribue au développement, à l'harmonisation et à la promotion des méthodes et techniques de laboratoire, en étroite collaboration avec les laboratoires d'analyse du pays et de l'étranger.

Enfin, dans le cadre de ses attributions, l'établissement développe des activités de recherche et d'enseignement.

L'établissement est administré par un conseil d'administration qui comprend onze membres, dont un président et un vice-président, nommés et révoqués par le Grand-Duc.

Le conseil d'administration est assisté d'un conseil scientifique composé de cinq membres, choisis parmi les personnalités nationales et étrangères des milieux scientifiques relevant du domaine d'activité du laboratoire, dont au moins un membre ayant des compétences particulières dans le domaine d'activité médico-légal.

Dépôt par M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, le 21.06.2011
Rapportrice: Mme Claudia Dall'Agnol

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale
(Présidente: Mme Lydia Mutsch):

17.11.2011	Désignation d'un rapporteur
10.05.2012	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
24.05.2012	Examen et adoption d'amendements parlementaires
05.07.2012	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.07.2012
Loi du 7 août 2012
Mémorial A, n°167, p. 2572

Marché intérieur de l'UE: Recouvrement de certaines créances

6326 - Projet de loi portant transposition de la directive 2010/24/UE du Conseil du 16 mars 2010 concernant l'assistance mutuelle en matière de recouvrement des créances relatives aux taxes, impôts, droits et autres mesures

Afin d'assurer un bon fonctionnement du marché intérieur de l'Union européenne et d'éliminer les mesures de protection discriminatoires mises en place par les États membres dans le but de se protéger contre le risque de fraude fiscale et de perte de recettes fiscales lié aux opérations transfrontalières tant pour les États membres que pour l'Union, une assistance mutuelle au recouvrement sur le niveau européen avait été mise en place depuis 1976 par la directive 76/308/CEE du Conseil du 15 mars 1976 concernant l'assistance mutuelle en matière de recouvrement des créances résultant d'opérations faisant partie du système de financement du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, ainsi que de prélèvements agricoles et de droits de douane. Cette directive et ses actes modificatifs ont été codifiés par la directive 2008/55/CE du Conseil du 26 mai 2008 concernant l'assistance mutuelle en matière de recouvrement des créances relatives à certaines cotisations, à certains droits, à certaines taxes et autres mesures.

La directive 2010/24/UE étend le champ d'application de l'assistance mutuelle en matière de recouvrement aux créances relatives à des taxes, impôts et droits qui ne font pas encore l'objet de celle de 2008 afin de rendre l'assistance plus efficace et de la faciliter en pratique par l'adoption de certaines règles plus claires et plus précises lorsque cela est nécessaire, notamment pour y inclure toutes les personnes physiques et morales de l'Union en prenant en compte l'éventail toujours croissant des dispositifs juridiques, y compris non seulement les dispositifs traditionnels tels que les trusts et les fondations, mais aussi tout nouvel instrument qui pourrait être établi par des contribuables dans les États membres. Ces règles permettent aussi de tenir compte de toutes les formes que sont susceptibles de revêtir les créances des autorités publiques en ce qui concerne les taxes, impôts, droits, prélèvements, remboursements et interventions, y compris toute créance pécuniaire visant le contribuable concerné ou une tierce partie se substituant à la créance initiale.

Dans le cadre de l'échange d'informations, un État membre ne peut en aucun cas refuser de fournir des informations pour la seule raison qu'elles sont détenues par une banque, un établissement financier, une personne désignée ou agissant en capacité d'agent ou de fiduciaire, ou qu'elles se rapportent à une participation au capital d'une personne.

L'autorité requérante et l'autorité requise peuvent convenir, selon les modalités fixées par cette dernière, de faire participer les autorités requérantes par une présence et une assistance actives, le cas échéant, en vue de faciliter l'assistance mutuelle.

Des règles de procédure par l'emploi de la voie électronique, des formulaires types, la reconnaissance des titres exécutoires des autorités compétentes des États membres sont introduits. La création d'un instrument uniformisé et des règles quant à l'emploi des langues facilite la transmission et l'exécution des demandes d'informations et d'exécutions.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 12.09.2011

Rapporteur: M. Gilles Roth

Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Michel Wolter):

27.03.2012	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État
17.04.2012	Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État
06.06.2012	Examen et adoption d'une série d'amendements
03.07.2012	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.07.2012

Loi du 21 juillet 2012

Mémorial A, n°149, p. 1824

Pacte climat avec les communes

6359 - Projet de loi portant

1. création d'un pacte climat avec les communes

2. modification de la loi modifiée du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement

Le projet de loi a pour objet de créer un pacte entre l'État et les communes dans le domaine de la lutte contre le changement climatique. Dans sa déclaration gouvernementale du 29 juillet 2009, le Gouvernement avait retenu comme priorité la conclusion d'un tel pacte, considérant les communes comme des partenaires essentiels dans le domaine de la protection de l'environnement. Par le biais de ce projet de loi, le Gouvernement entend donc soutenir la protection du climat dans les communes. Pour ce faire, les modalités suivantes ont été prévues:

- le pacte climat avec les communes repose non seulement sur une approche qualitative basée sur le programme de gestion de qualité de réduction des émissions de gaz à effet de serre dénommé *«European Energy Award®» (eea),* mais également sur une quantification partielle des réductions des émissions de gaz à effet de serre au niveau des infrastructures communales et des ménages;

- chaque commune participant au pacte climat devra mettre en place une équipe climat. Cette équipe sera composée d'un conseiller climat, mis à disposition de la commune, ainsi que de représentants issus de la politique, de l'administration communale, de commissions communales, d'experts, d'entreprises locales et/ou de citoyens. Cette équipe élaborera un programme de travail sous l'animation du conseiller climat. Les frais des conseillers climat internes et externes seront à charge de l'État;

- les communes pourront se faire octroyer une certification qui est fonction du degré de réalisation du catalogue de mesures *eea*. Trois niveaux de certification sont prévus (40% du score maximal réalisable, 50% et 75%). Le degré de réalisation du catalogue des mesures *eea* sera constaté par un auditeur. Cette évaluation sera faite sur demande de la commune et devra ensuite être répétée au plus tard quatre ans après la première certification;

- la période de validité du pacte climat court du 1er janvier 2013 au 31 décembre 2020.

Dépôt par M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures, le 31.10.2011

Rapporteur: M. Marcel Oberweis

Travaux de la Commission du Développement durable (Président: M. Fernand Boden):

01.12.2011	Désignation d'un rapporteur
13.03.2012	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
13.06.2012	Continuation des travaux
22.06.2012	Adoption d'une série d'amendements
05.07.2012	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.07.2012

Droits et obligations des voyageurs ferroviaires

6368 - Projet de loi déterminant le régime des sanctions applicables en cas de violation des dispositions du règlement (CE) n°1371/2007 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007 sur les droits et obligations des voyageurs ferroviaires

Le projet de loi a pour objet de fixer le régime des sanctions applicables en cas de violation des dispositions du règlement (CE) n°1371/2007 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007 sur les droits et obligations des voyageurs ferroviaires.

Ce règlement européen accorde des droits aux voyageurs ferroviaires, notamment en matière de droit au transport pour les personnes handicapées ou à mobilité réduite, d'informations sur les tarifs, de disponibilité des billets et des réservations, d'indemnisation en cas de retard ou de perte de bagages.

Il a déjà connu une transposition partielle par la voie du règlement grand-ducal du 1er décembre 2009 portant dérogation pour certains services de transport ferroviaire au règlement (CE) n°1371/2007 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007 sur les droits et obligations des voyageurs ferroviaires et désignation de l'autorité compétente chargée de l'application dudit règlement.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 22.11.2011

Rapporteur: M. Marc Spautz

Travaux de la Commission du Développement durable (Président: M. Fernand Boden):

01.12.2011	Désignation d'un rapporteur
06.06.2012	Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État
04.07.2012	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.07.2012

Permis de conduire: projet de loi concernant les examinateurs

6431 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques

Le projet de loi 6431 a pour objet de créer les conditions relatives à l'agrément ministériel des examinateurs chargés de la réception des examens en vue de l'obtention d'un permis de conduire ainsi que l'encadrement législatif de leur activité professionnelle, d'une part, en se basant sur les dispositions déjà actuellement arrêtées par le règlement grand-ducal du 12 octobre 2001 déterminant les conditions en vue de l'agrément des examinateurs chargés de la réception des permis de conduire et, d'autre part, en transposant en droit national l'annexe IV *«Normes minimales applicables aux personnes qui font passer les épreuves pratiques de conduite»* de la directive modifiée 2006/126/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2006 relative au permis de conduire.

L'annexe IV de la directive 2006/126/CE a pour objet de déterminer les normes minimales portant sur, d'une part, les connaissances et compétences exigées d'un examinateur du permis de conduire lui permettant d'exercer cette profession et, d'autre part, les mesures à prendre en vue de maintenir le niveau des examinateurs tout au long de l'exercice de leur profession.

Étant donné que, de l'avis du Conseil d'État, il existe une base légale suffisante pour reléguer à un règlement grand-ducal la transposition de l'annexe IV de la directive précitée, le projet de loi se borne à remplacer le paragraphe 4 de l'article 4bis de la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques. Le contenu du projet de loi initial sera repris dans un règlement grand-ducal.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 03.05.2012

Rapporteur: M. Marc Spautz

Travaux de la Commission du Développement durable (Président: M. Fernand Boden):

21.05.2012	Désignation d'un rapporteur
04.07.2012	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
05.07.2012	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.07.2012

d'Chamber online op
www.chd.lu

Sommaire

1. Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés
- *M. le Président*

2. Communications
- *M. le Président*

3. Ordre du jour
- *M. le Président*

4. Communications (suite)
- *M. François Bausch, M. Gast Gibéryen*

5. 6403 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 19 juin 1995 réglant la fermeture des magasins de détail dans le commerce et l'artisanat
- *Rapport de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme: M. Lucien Clement*
- *Discussion générale: M. Robert Weber, M. André Bauler*

6. Dépôt d'une proposition de loi par M. André Bauler
- *M. André Bauler*

7. 6403 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 19 juin 1995 réglant la fermeture des magasins de détail dans le commerce et l'artisanat (suite)
- *Discussion générale (suite): M. André Bauler (M. Robert Weber pose une question), M. Ben Scheuer, M. Henri Kox, M. Jacques-Yves Henckes, M. Serge Urbany*
- *Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre des Classes moyennes et du Tourisme*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

8. 6341 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 1er décembre 1992 portant
1. création d'un établissement public pour le développement de la formation professionnelle continue et
2. fixation des cadres du personnel des Centres de formation professionnelle continue
- *Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports: M. Fernand Diederich*
- *Discussion générale: M. Serge Wilmes, M. André Bauler, M. Fernand Kartheiser*
- *Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

9. 6365 - Projet de loi portant création du Sportlycée
- *Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports: M. Claude Haagen*
- *Discussion générale: Mme Tessy Scholtes, M. Eugène Berger, Mme Josée Lorsché, M. Fernand Kartheiser*
- *Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*
- *M. Romain Schneider, Ministre des Sports*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

10. 6313 - Projet de loi relatif à la carte d'identité pour les membres des Corps diplomatique et consulaire résident et les agents de l'Union européenne et des organisations internationales ayant leur siège au Luxembourg
- *Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Ben Fayot (remplaçant M. Marc Angel)*
- *Discussion générale: M. Félix Eischen, M. Fernand Kartheiser*
- *M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

11. 6433 - Projet de loi portant approbation de l'Accord-cadre global de partenariat et de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République d'Indonésie, d'autre part, et de l'Acte final, signés à Jakarta (Indonésie) le 9 novembre 2009
- *Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Ben Fayot*
- *Discussion générale: M. Félix Eischen*
- *M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

12. 6442 - Projet de loi portant modification
1. du Code du Travail;
2. des articles 1er et 2 de la loi du 3 août 2010 1) portant introduction de diverses mesures temporaires visant à promouvoir l'emploi et à adapter les modalités d'indemnisation de chômage et complétant ou dérogeant à certaines dispositions du Code du Travail; 2) modifiant les articles L. 513-3, L. 521-7 et L. 523-1 du Code du Travail; 3) modifiant la loi modifiée du 17 février 2009 portant: 1. modification de l'article L. 511-12 du Code du Travail; 2. dérogation, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L. 511-5, L. 511-7 et L. 511-12 du Code du Travail;
3. des articles 2 et 3 de la loi modifiée du 17 février 2009 portant 1. modification de l'article L. 511-12 du Code du Travail; 2. dérogation, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L. 511-5, L. 511-7 et L. 511-12 du Code du Travail
- *Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi: M. Roger Negri*
- *Discussion générale: Mme Diane Adehm, M. André Bauler, Mme Viviane Loschetter, M. Gast Gibéryen, M. Serge Urbany*
- *M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; Mmes Marie-Josée Jacobs, Mady Delvaux-Stehres, MM. François Biltgen, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler, Nicolas Schmit, Mmes Octavie Modert, Françoise Hetto-Gaasch et M. Romain Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

1. Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés

Op Ufro vun der Regierung soll den

6323 - Projet de loi sur la sécurité maritime

vum Rôle gestrach ginn.

Ass d'Chamber heimat averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

2. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

Fir d'éischt ass d'Lëscht vun deenen neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten um Büro déposéiert.

Esou wéi dat am Chambersreglement virgesinn ass, wollt ech folgend Kommunikatioun un d'Chamber maachen: A sengem Bréif vum 2. Juli 2012 huet de Statsminister matgedeelt, dass nom Départ vum Här Georges Schroeder e Poste vum Statsconseiller vakant ginn ass. Esou wéi et festgehalen ass am Gesetz vum 12. Juli 1996 iwwert de Statsrot souwéi an den Artikelen 115 bis 117 vum Chambersreglement, ass d'Chamber derzou opgeruff, eng Lëscht vun dräi Kandidate fir de Poste vum Statsconseiller opzestellen.

Interessente kënnen hir Kandidatur per Bréif un de Chamberspresident riichten, an dat bis spéitstens den 3. August 2012. Den Datum vum Poststempel ass maßgebend.

Mat der Kandidatur ass e Liewenslaf mat deenen néidege Pabeieren anzereechen, déi beleeën, datt d'Konditiounen aus dem Gesetz erfëllt sinn. Dat heescht fir d'éischt d'lëtzebuergesch Nationalitéit hunn, dann am Besëtz vun den zivilen a politesche Rechter sinn, am Grand-Duché résidéieren an den Alter vun 30 Joer erreecht ze hunn.

All Deputéierten huet d'Recht, innerhalb vun der festgesatener Frist een oder e puer Kandidaten ze proposéieren. An deem Fall ass eng Pièce bäizeleeën, déi d'Averständnis vum Kandidat beweist. Dës Kommunikatioun gëtt als Avis officiel an der Press veröffentlecht.

Communications du Président - séance publique du 10 juillet 2012

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Par lettre du 2 juillet 2012, le Premier Ministre a informé le Président de la Chambre qu'à la suite du départ du conseiller d'État Georges Schroeder, il y a lieu de pourvoir à son remplacement.

Conformément à la loi du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'État et aux dispositions des articles 115 à 117 de son Règlement interne, la Chambre des Députés sera appelée à établir une liste de trois candidats pour le poste de conseiller d'État.

Les personnes intéressées peuvent adresser une candidature par simple lettre au Président de la Chambre des Députés, 23, rue du Marché-aux-Herbes, L-1728 Luxembourg, jusqu'au 3 août 2012, l'estampille de la poste faisant foi.

Les candidatures doivent être accompagnées de notices biographiques et de toutes pièces utiles indiquant que les conditions prévues par la législation applicable sont remplies, à savoir:

1. être de nationalité luxembourgeoise (copie de la carte d'identité);

2. jouir des droits civils et politiques (extrait du casier judiciaire et certificat d'inscription aux listes électorales);

3. résider au Grand-Duché (certificat de résidence);

4. être âgé de trente ans accomplis (extrait de l'acte de naissance).

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

An hirer Réunioun vum 3. Juli huet d'Presidentekonferenz fir dës Woch folgenden Ordre du jour virgeschloen:

Haut de Mëtteg hu mer de Projet de loi 6403 iwwert d'Öffnungszäite vun de Butteker, nom Modell 1; dann de Projet de loi 6341, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Formation professionnelle, nom Basismodell; dann de Projet de loi 6365 iwwert de Sportslycée, nom Modell 1; de Projet de loi 6313 iwwert d'Carte d'identité vum Corps diplomatique, nom Basismodell; de Projet de loi 6433, en Accord iwwert d'Kooperatioun tëschent den EU-Memberstaten an Indonesien, och nom Basismodell; dann de Projet de loi 6442, eng Ofännerung vum Code du Travail, nom Modell 1.

Muer de Mëtteg um zwou Auer hu mer de Projet de loi 6359 iwwert de Klimapakt mat de Gemengen, nom Modell 1; dann eng Orientéierungsdebatt iwwert de Logement, nom Modell 1; de Projet de loi 6326, eng Direktiv iwwert déi géigesäiteg Hëllef beim Andreiwe vu Scholden, nom Basismodell; dann de Projet de loi 6297 iwwert de Laboratoire national de santé, nom Modell 1; dann de Projet de loi 6368, eng Direktiv iwwert d'Rechter an d'Flichte vun den Zuchbenotzer, nom Basismodell; an da schlussendlech de Projet de loi 6431, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert de Stroosseverkéier, nom Basismodell.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Den Här Bausch freet d'Wuert.

4. Communications (suite)

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Här President, ech wollt näischt zum Ordre du jour soen, mä ech wollt profitéieren, fir matzedeelen, datt meng Fraktioun natierlech net d'accord ass mat der Publikatioun fir de Posten, vun den dräi Kandidate fir de Statsrot. An zwar well mer, wéi Der wësst, virun zwee Joer gesot hunn, datt mer der Meenung sinn, datt déi Statsrotsprozedur endlech misst reforméiert ginn, datt misste Kritären, also transparent Kritäre festgeluecht ginn, ënner wat fir enge Konditiounen d'Statsrotsmemberen definéiert ginn.

Mir hu virun zwee Joer och Propositiounen eraginn a mir hunn deemools gesot kritt vum deemolege Fraktiounspresident vun der CSV, dem Här Schiltz, dee leider haut net méi bei eis ass, dat wär e bëssen eng Iwwerrumpelung gewiescht a firwat mer dat esou spéit eraginn hätten, et hätt ee misse sech jo dann och Zäit ginn, fir iwwert déi Reform ze diskutéieren. Elo sinn zwee Joer eriwwer an an deenen zwee Joer - dat ass jo eng laang Zäit - wär jo gutt Zäit gewiescht, fir doriwwer ze diskutéieren.

Mir sinn an deem Groupe interinstitutionnel, deen agesat ginn ass vun der Regierung, net vum Fleck komm. Dee war eng eenzeg Kéier zesummen - eng eenzeg Kéier zesummen! -, fir net vill bis elo ze beschléissen.

A mir sinn natierlech net ganz frou doriwwer, datt mer elo haut, wéi gesot zwee Joer duerno, erëm eng Kéier hei eng Nominatioun maache laut der aler aktueller Prozedur, déi eiser Meenung no total ontransparent ass, net kloer ass, an där et keng Kritäre gëtt an eigentlech just nëmmen ëmmer dat nämlecht ass, nämlech en ofgemaachtene Kouhandel tëschent de Parteien, déi an der Regierung sëtzen, déi dann an de Koalitiounsverhandlungen ënner sech ofmaachen, wien zu wat fir engem Moment wat fir eng Conseilleren a Statsréit nominéiere kann. An duerfir si mer selbstverständlech net d'accord mat där Publikatioun hei.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Den Här Gibéryen huet d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Ech ka mech nëmmen de Wierder vu mengem Kolleeg François Bausch hei uschléissen, well ech mengen, et ass all Kéiers, wa mer hei eng Nominatioun kréien, déi vun der Chamber gemaach gëtt fir de Conseil d'État, wou mer déiselwecht Diskussioun hunn. Ech

erënneren drun, datt de Statsminister, hie selwer, virun enger Rei vu Jore gesot huet, datt d'Regierung géif Propositiounen ausschaffen, fir eng aner Formel ze fanne fir d'Besetzung vum Conseil d'État.

An ech mengen, datt och déi leschte Kéier, wéi mer déi lescht Besetzung hei gemaach hunn, géif ech soen, praktesch vun der ganzer Oppositioun, ech mengen, souguer och d'Kolleege vun der DP hunn deemools gesot, si géifen net méi matstëmmen, wann net bis déi nächste Kéier wierklech d'Regierung zu hirem Wuert géif stoen an eng Reform do aleeden.

Mir musse bedaueren, datt hei eng Koalitioun ass, eng Majoritéit, déi sech hei wierklech net un déi demokratesch Spillregelen, déi an engem Rechtsstat nëmmen normal wieren, hält, datt mer och e Conseil d'État kriten, dee wierklech no anere Kritären, méi demokratesche Kritäre sech géif zesummesetzen, deen och géif e Spigelbild erëmgi vun der politescher Zesummesetzung, wéi mer se hei zu Lëtzebuerg kennen. An ech mengen, och eis Partei huet an deem Zesummenhang eng ganz Rei vu Propositioune gemaach, wéi esou eng Reform kéint ausgesinn, déi transparent wier, déi demokratesch wier, déi eng gerecht Opdeelung géif maachen.

Mir stelle fest, datt dat vun der politescher Majoritéit CSV an LSAP hei am Land net gewënscht ass. Hei soll et mat der sougenannter „Kameradenrepublik", mat deenen, déi um Pouvoir sinn, déi Posten ënner sech verdeelen, weidergoen. An et muss een och doriwwer mengen, datt dat dem Ugesi vun dem Conseil d'État sécherlech net zum Notze kënnt, well déi Avisen, déi de Conseil d'État ofgëtt, sinn eben domat behaft, datt e groussen Deel vun der Populatioun hei am Land sech net kann domadder identifizéieren, well hir Meenungen an deem Gremium net mat vertruede sinn.

Duerfir, mengen ech, sollte mer higoen an als Chamber vläicht soen, mir schreiwen dee Posten elo vläicht net aus, mä mir diskutéiere fir d'éischt driwwer, wéi eng objektiv an demokratesch Besetzung vum Conseil d'État zustane géif kommen.

M. le Président.- Merci och dem Här Gibéryen. Wann dozou soss keng Wuertmeldung ass, ginn ech awer dovun aus, datt den Ordre du jour esou akzeptéiert ass.

Da kéime mer och zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut, nämlech dem Projet de loi 6403 iwwert d'Öffnungszäite vun de Geschäfter. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Weber, Bauler, Scheuer, Kox, Henckes an Urbany. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Lucien Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

5. 6403 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 19 juin 1995 réglant la fermeture des magasins de détail dans le commerce et l'artisanat

Rapport de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme

M. Lucien Clement *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi zu den Öffnungszäite vun de Geschäfter, deen ech lech elo virstellen, huet an de leschte Wochen a Méint fir méi oder wéineger vill an zum Deel och kontroversen Diskussioune gesuergt.

Ier ech elo awer op de Contenu aginn, wëll ech lech kuerz den Historique vum Projet presentéieren.

Den 29. Februar 2012 huet d'Mëttelstandsministesch, d'Françoise Hetto, de Projet elei an der Chamber déposéiert. D'Chambre des Salariés huet de Projet de 27. Mäerz aviséiert, d'Chambre de Commerce de 16. Abrëll an den Avis vun der Chambre des Métiers datéiert op den 18. Abrëll. De Statsrot huet säin éischten Avis den 12. Juni ofginn. De 27. Juni huet d'Kommissioun mech zum Rapporteur ernannt an och deen elo grad genannten Avis vum Statsrot zesumme mam Text vum Projet de loi analyséiert. An därselwechter Sitzung hu mir en Amendement ugeholl, deen den 3. Juli vum Statsrot aviséiert ginn ass. Ech kommen herno nach op dësen Amendement ze schwätzen.

Här President, no dësem kuerzen Iwwerbléck vun den Démarchë kommen ech dann elo zum eigentlechen Inhalt vum Projet de loi. Et geet elei drëms, d'Loi modifiée vum 19. Juni ´95 iwwert d'Öffnungszäite vun de Geschäfter ofzeänneren. Ech schwätzen elei bewosst vun den Öffnungszäiten, dat ass fir jiddwereen e bësselche méi verständlech, obschonn den Intitulé vum Gesetz vum Projet de loi selwer vun de Fermeturesäite schwätzt.

De Projet gesäit eng punktuell Adaptatioun vir, an dat um bestehenden Text, deen d'Fermeturesäite vun de sougenannte Magasins de détail dans le commerce et l'artisanat regelt. Elei sollen d'Öffnungszäite fir d'Samschdeger a fir d'Deeg virun de Feierdeeg vun 18:00 op 19:00 Auer ausgedehnt ginn. Bei 18:00 Auer, also sechs Auer, bleift et fir d'Virowender vum Nationalfeierdag, vu Chrëschtdag an och vun Neijoerschdag.

Den Text gesäit awer och vir, datt e Geschäft ënner gewëssene Konditioune bis aacht Auer kann ophunn. An dat war och de Sujet vum Amendement, deen d'Commission des Classes moyennes als Amendement parlementaire un de Conseil d'État geschéckt huet.

Datt e Geschäft autoriséiert gëtt, bis 20:00 Auer opzehunn, ass awer, ewéi virdrun erwähnt, u verschidde Konditioune gebonnen. Et ass nëmme méiglech, vun dëser Heure supplémentaire ze profitéieren oder, besser gesot, dovunner Gebrauch ze maachen, wann d'Sozialpartner en Accord fannen am Kader vun engem Kollektivvertrag. Ass dat de Fall, zielt dat awer net fir déi annexe Geschäfter, déi an de Grandesurfacë Locataire sinn an déi hir Öffnungszäiten normalerweis laut Kontrakt un déi vun der Grande-surface upasse mussen.

Ech denken, datt dës Geschäfter an der Enceinte vun deem grousse Supermarché och net schrecklech drun interesséiert sinn, fir vun dëser supplementärer Stonn ze profitéieren. D'Demande, fir samschdes méi laang opzehunn, koum op jidde Fall net onbedéngt vun hinnen. Mat dësem Gesetz gëtt déi kontraktlech festgehalen Ouvertureszäit tëschent der Bedreiwergesellschaft an de Propriétairë vun den annexe Geschäfter tëscht siwen an aacht Auer supprimëiert.

Dernieft huet nom neien Text all Geschäft och d'Méiglechkeet, eemol am Joer eng sougenannten Nocturne virzegesinn. All Geschäft kann déi Derogatioun zu den normalen Ouvertureszäiten ufroen a seng Diere während maximal 24 Stonnen um Stéck ophalen. Also, wéi gesot, dat eng Kéier am Joer. Dat ass eng Fuerderung, déi schonns méi laang um Dësch läit an déi datéiert wahrscheinlech aus den Harry-Potter-Zäiten, wou verschidde Bicher oder verschidden Artikelen eréischt ab enger gewëssener Auerzäit hunn däerfe verkaf ginn. Haut dierfte mer esou Regelungen net méi beim Harry Potter onbedéngt fannen, mä am Internetberäich oder bei Handyen. Kucke mer emol, wéi dacks elei am Land vun dëser Nuetsregelung Gebrauch gemaach gëtt, nom Motto, deen Éischten ass vir.

Här President, dat ass am Prinzip schonn alles, wat zum Contenu vum Projet ze soen ass. Ech hu virdrun awer schonns drop higewisen, datt dëst och e vill diskutéierte Sujet an deene leschte Wochen a Méint war. Duerfir wëll ech dann och nach op déi verschidden Avisë vun de Chamberen agoen.

Ech fänken u mat der Chambre des Salariés. Si ass net averstane mam Text vum virleiende Projet de loi. Si ass generell géint eng Liberaliséierung vun den Öffnungszäite vun de Geschäfter mam Argument, datt d'Aarbechtskonditiounen an d'Familljeliewe vun de Salariéë musse geschützt ginn. Dernieft freet d'CSL awer, fir de Fall, wou d'Aarbechtszäiten trotzdeem géife verlängert ginn, deen néidege finanziellen Ausgläich, fir d'Perte vun der Liewensqualitéit vun deene concernéierte Salariéen auszegläichen. D'CSL regrettéiert an deem Zesammenhang, falls et zu enger Verlängerung vun den Öffnungszäite kënnt, datt am Virfeld keng Etüd iwwert d'Konsequenzen op d'Vie familiale gemaach ginn ass.

Des Weidere stellt d'CSL fest, datt et an dësem Beräich keng europäesch Réglementatioun zu den Öffnungszäite vun de Geschäfter gëtt, wat an hiren Aen op eng total Liberalisatioun kéint erauslafen, an dat wéi schonns gesot op Käschte vun de Salariéen.

Zu gudder Lescht stellt d'CSL sech d'Fro, ob dëst Gesetz net géif op Drock vu verschiddene groussen Acteuren elei am Land kommen an dat zum Nodeel vun deene klenge mëttelstännege Geschäftsleit wier.

Dann zum Avis vun der Chambre de Commerce. Si hirersäits ass der Meenung, datt eng generell Öffnungszäit bis aacht Auer soll erlaabt ginn. D'Chambre de Commerce huet och eng Lëscht mat den Öffnungszäite vun 30 Länner an Europa mat an hiren Avis drugehaangen, an elei muss ee feststellen, datt d'Majoritéit vun de Länner guer keng Restriktiounen an den Öffnungszäite virgesinn, weder an der Woch nach samschdes.

D'Chambre de Commerce ass der Meenung, datt an där heiteger Zäit an an där heiteger Gesellschaft eng Demande do ass, datt d'Geschäfter owes méi laang ophunn, an datt ee sech net soll géint dës Realitéit an dës Evolutioun vun der Gesellschaft stellen.

Eng weider interessant Statistik beleet, datt d'Akafsverhale vun de Leit sech verännert huet. Mat dem Provisoire bis 20:00 Auer konnt ee feststellen, datt vill manner akaaft gëtt viru Mëtteg; zwësche Mëtteg an aacht Auer geet d'Moyenne vum Chiffre d'affaires awer konstant an d'Luucht. D'Chambre de Commerce weist och op d'Tatsaach hin, an dat aus Konkurrenzgrënn, datt et am Internet 24 op 24 Stonne méiglech ass anzekafen.

D'Chambre de Commerce proposéiert dann och en Artikel am Text virzegesinn, dee festhält, datt d'Öffnungszäite via Règlement grand-ducal an nom Avis vum Statsrot an de Chambres professionnelles kéinte geännert ginn. Ausdrécklech begréisst gëtt d'Méiglechkeet vun der Nocturne, well dat d'Organisatioun vun e bësselche méi speziellen Evenementer erlabe géif.

Wat d'Liewensqualitéit vun de Salariéen ugeet, esou féiert d'Chambre de Commerce eng Statistik un, déi soll weisen, datt duerch de Fait, datt d'Geschäfter och tëscht 18:00 an 20:00 Auer ophunn, d'Salariéen am Laf vun deenen anere Stonne manner Stress hunn, wat deemno och da positiv ze gesi wär.

Positiv kann een och gesinn, datt, wann eng Iwwerstonn ufält oder déi ausgehandelt Augmentatioun vun deem Loun dû ass, de Salarié dann awer och d'Méiglechkeet huet, se net a Geld, mä a Fräizäit ze huelen, wat jo géif bedeiten, datt hien oder si méi Zäit u sech fir d'Famill respektiv fir d'Kanner hätt.

Dir gesitt, Här President, d'Meenungen a puncto Liewensqualitéit vun de Salariéë gi wäit auserneen, si souguer zum Deel diametral opposéiert.

Ech kommen dann nach zum drëtten Avis, dat ass dee vun der Chambre des Métiers. Si ass der Meenung, datt zousätzlech Ouvertureszäite positiv sinn, souwuel fir déi Professionell aus dem Secteur wéi och fir de Konsument. D'Chambre des Métiers ass och der Meenung, datt d'Salariéen duerch de Code du Travail geschützt sinn a puncto Aarbechtszäiten a wöchentlech Ruhestonnen.

Des Weidere regrettéiert d'Chambre des Métiers nach, datt net vun der Geleeënheet profitéiert ginn ass, fir en Toilettage juridique vum Gesetz vum 19. Juni ´95 ze maachen. Si mengt domadder, datt verschidde Montanten nach a Lëtzebuerger Frangen ugefouert sinn an datt och nach vun Employéë Rieds geet an net vu Salariéen. Mir kruten an der Kommissioun awer matgedeelt, datt dat iwwer horizontal Gesetzer geregelt wier an deemno net an all Gesetz extra mentionnéiert misst ginn.

Dann elo zum leschten Avis. Dat ass dee vum Statsrot, wat jo net deen onwichtegsten ass. Déi héich Kierperschaft ass der Meenung, datt eis Gesetzgebung quasi contraire ass zu der Demande vum Konsument an och net mat der Entwécklung an eisen direkten Nopeschlänner mathale kann. Hie weist dann och dorops hin, datt déi lëtzebuergesch Geschäfter an direkter Konkurrenz mat dem noen Ausland sinn, wou d'Öffnungszäite wesentlech méi liberal gehandelt gi wéi elei zu Lëtzebuerg. De Statsrot ass also eendeiteg fir eng Verlängerung vun den Ouvertureszäiten a mengt souguer, datt de Projet net wäit genuch géif goen.

De Conseil d'État weist dann och nach drops hin, datt d'Dispositiounen aus dem Droit du travail keen Obstacel dierfte si fir eng Verlängerung vun den Öffnungszäiten, an ech zitéieren dofir de Conseil d'État: «Il faut tout d'abord constater que la journée de travail normale s'étend de 6 heures à 22 heures selon l'article L. 211-14 du Code du Travail.» Och de Problem vun den Iwwerstonne wier hei gesetzlech geregelt an de Recours systématique zu Iwwerstonnen esou oder esou net erlaabt.

Des Weidere schreift de Conseil d'État, datt déi virgesinne Verlängerunge vun den Öffnungszäiten 1,75 Postes de travail par jour d'ouverture géife bréngen, deen heite System 1,25 Postes de travail. Also kann een och dervun ausgoen, datt dat heite Gesetz sech och positiv op den Aarbechtsmaart auswierke misst.

Wat elo deen zweeten Avis vum Statsrot ugeet, deen iwwert den Amendement, sinn d'Remarquë méi oder wéineger déiselwecht wéi am éischten Avis. De Statsrot huet awer seng Problemer mam Accord salarial, an ech zitéieren duerfir nach eng Kéier aus dem Avis complémentaire: «Exiger un accord salarial spécial pour une heure de travail, qui n'est pas nécessairement une heure de travail supplémentaire, n'est pas conforme à l'article précité. Par ailleurs, il n'appartient pas au législateur de s'introduire de cette façon dans l'autonomie des partenaires sociaux, ni de faire dépendre son choix d'un accord salarial. Le Conseil d'État propose la suppression de cette condition.»

Mir hunn awer an der Classe-moyennes-Kommissioun décidéiert, datt mer géife bei eisem urspréngleche Text vum Amendement bleiwen an de Conseil d'État an dësem Fall net suivéieren. Trotz deene verschiddene Remarquen an e puer textuelle Propositiounen - déi d'Kommissioun ugeholl huet - huet de Statsrot säin Accord awer zu dësem Projet ginn.

Dir gesitt, Här President, och d'Avisë spigelen also déi kontrovers Diskussioun an der Gesellschaft erëm. Ech denken, datt deen Text, wéi mir en elo elei hunn a wéi d'Commission des Classes moyennes en och proposéiert, eng gutt Léisung ass, eng Léisung, déi e gerechten Equiliber schaaft an dee souwuel der Demande vun deenen enge Rechnung dréit, mä och de Craintë vun deenen aneren nokënnt.

Ech soe fir mäin Deel Merci fir d'Nolauschteren, hoffen, datt de Projet eng grouss Majoritéit heibanne kritt a gi selbstverständlech och den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Projet.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Rapporteur Clement. Als éischte Riedner ass den Här Robert Weber agedroen. Här Weber, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Robert Weber *(CSV)*.- Merci, Här President. Zu deem Projet de loi hei sinn eng ganz Partie och kritesch Wierder ze soen. Ech géif fir d'éischt dem Lucien Clement awer gäre Merci soe fir deen neutrale Rapport, deen e gemaach huet iwwert dee Projet de loi an iwwer all déi Viraarbechten, déi geleescht gi sinn, an ech mengen, et ass och ganz positiv gewiescht, datt en d'Avisë vun de Chambres professionnelles elo kuerzgefaasst huet, well déi e wéineg d'Spigelbild sinn och vun enger Situatioun, déi mer aktuell an der Sozialpartnerschaft erliewen.

Op där anerer Säit gëtt et awer sécherlech och eng ganz Partie Problemer mat deem Projet de loi. Ech géif fir d'éischt gären ufänken, de Commerce selwer - well dat sech jo haaptsächlech op de Commerce bezitt -, de Commerce selwer, dat ass e Bëlleglounsecteur. D'Personal, wat an deem Secteur schafft, ass haaptsächlech manner qualifizéiert; et kënnt aus sozial schwierege Verhältnisser eraus. Virun allem schaffen an deem Secteur Fraen, déi elengerzéiend sinn, déi gescheet sinn, déi Zweetverdénger sinn, déi also, kann ee résuméiert soen, op eng Aarbecht ugewise sinn.

Bal néierens an iergendengem anere Secteur ass d'Gefor esou grouss, an d'Aarmut ze falen, wéi wann een am Commerce schafft an do seng Aarbecht dann och verléiert. D'Gewerkschafte selwer, déi schaffen zënter méi wéi dräi Jorzéngten an dësem Secteur fir sozial Aarbechtskonditiounen, fir eng anstänneg Pai a fir normal Aarbechtszäiten. A kengem Wirtschaftszweig ass d'Schéier tëschent dem Verdéngscht vum Arbeitgeber an deem vum Arbeitnehmer esou krass wéi am Commerce.

Dat Ganzt mat den Aarbechtszäiten huet ugefaangen - an dat wollt ech eng Kéier kuerz och an Erënnerung ruffen -, dat war ausgangs den 90er Jore mam POT, dat ass de Plan d'organisation du travail, deen definéiert ginn ass. Duerno hu mer Diskussiounen iwwert d'Sonndesaarbecht gehat, duerno koumen d'Virdeeg vun de Feierdeeg, an duerno koum de laange Samschdeg bis 20:00 Auer, dee schlussendlech doranner gegipfelt huet, dass d'Geschäfter d'Erlaabnes kritt hunn, samschdes bis 19:00 Auer emol opzemaachen, fir dann och d'Experienz vun deem sougenannte laange Samschdeg ze maachen. Et goufen Diskussiounen och iwwert d'Virowender vu Chrëschtdag a vu Silvester, an och do muss ech soen, dass dat ganz schwiereg Diskussioune waren.

Wann et am Ufank och nach Accordë gouf tëschent de Sozialpartner fir sechs Sonndeger am Joer opzehunn, esou waren dës Accordë limitéiert op déi grouss Surfacen.

Awer séier war och d'Zäit vun den Accorden tëschent de Sozialpartner eriwwer. D'Patronen hunn eng grouss Lobby-Aarbecht gemaach, an déi grouss Fro vun der absoluter Liberaliséierung - si ass jo och vum Clement's Luss, vum Rapporteur hei ugeschwat ginn -, déi grouss Fro vun der absoluter Liberaliséierung stoung am Raum géigeniwwer enger Fuerderung, de soziale Volet ze reglementéieren.

D'Arbeitnehmer, an dat muss een objektiv och feststellen, d'Arbeitnehmer oder d'Salariéën am Commerce sinn dee schwaache Sozialpartner. Si brauchen also, ganz kloer, politesch Ënnerstëtzung. De Commerce ass e Mindestlounsecteur. D'Aarbechtskonditioune si ganz einfach schwiereg. Dat ass eng Realitéit, dat soen d'Leit am Betrib, dat brauchen d'Beruffschamberen net kontrovers duerzestellen; et brauch ee sech nëmme mat de Leit ze ënnerhalen, déi an deem Beräich schaffen. A fir d'Vereenbarkeet fir d'Famill an Aarbecht ze maachen, ass eng ganz schwiereg Situatioun.

Am Commerce ass nach vill Aarbecht, fir anstänneg Aarbechtsplazen an anstänneg Aarbechtszäiten ze maachen. Eng Fermeture samschdes op 19:00 Auer heescht net, dass d'Personal um 19:00 Auer kann heemgoen, mä dat heescht, dass de leschte Client um 19:00 Auer an d'Geschäft kann eragoen. An do gëtt et ganz oft zousätzlech eng Stonn, bis dass d'Personal dann och selwer kann heemgoen, mindestens eng Stonn, bis dass se kënnen heemgoen, soudass de Samschdeg u sech fir si e ganz laange Samschdeg gëtt an domat och praktesch ofgeschloss ass.

Am Commerce ass och nach ganz vill fir anstänneg Paien ze maachen. Et ass, wéi ech gesot hunn, e Mindestlounsecteur, an ech mengen, de Mindestloun ass an eisen Aen en Astiegsloun an et ass net e Liewensloun.

An drëttens oder véiertens, d'Sozialpartnerschaft misst an deem Secteur besser funktionéieren, an ech géif vun dëser Plaz aus e waarmen Appel un d'Sozialpartner riichten, fir dass och schlussendlech dee Sozialdialog - net nëmmen an dësem Secteur, mä haaptsächlech, well mer dat haut diskutéieren, an dësem Secteur - géif besser funktionéieren.

Mir brauche méi Kollektivverträg. Et mussen also méi Kollektivverträg verhandelt ginn, fir dass mer souwuel d'Aarbechtszäite wéi och d'Aarbechtskonditioune wéi och d'Entschiedegung vun de Leit, d'Salairen also, kënne verhandelen opgrond vun de Konditiounen, vun den ekonomeschen a soziale Konditiounen, déi et an deene jeeweilege Geschäfter gëtt.

Ech kennen och ganz vill Geschäftsleit, déi op si fir sozial Iwwerleeungen, an duerfir sinn ech frou, dass och dat e Secteur ass, wou et net nëmmen där Hardliner gëtt, mä wou et sécherlech och eng ganz Partie Leit gëtt, déi sech ëm hiert Personal Suerge maachen a sech ëm hiert Personal këmmeren. An ech hoffen och op déi Leit, dass déi mathëllefen, dass dee sozialen Dialog, deen u sech misst stattfannen, och ugekuerbelt gëtt an dass en zu Léisungen an deem Beräich hei féiert.

Ech mengen, et kann een hei schlussfolgeren, e wéineg wéi de Rapporteur et och gemaach huet: D'Glas ass hallef eidel oder d'Glas ass hallef voll. Ech hunn duerch déi laang Joren, wou ech och an d'Sozialpartnerschaft a menger berufflecher Carrière agebonne war, geléiert, och e gewëssent Vertrauen an e gewëssenen Optimismus an déi Sozialpartnerschaft eranzebréngen. An och wa se haut an der Kris ass, mengen ech, soll een deen Optimismus net opginn. D'Sozialpartnerschaft ass och duerch Krisen, déi se an der Vergaangenheet kannt huet, gaangen an huet ëmmer erëm zoueneefonnt an huet leschten Enns och Léisungen am Sënn vun de Leit respektiv am Sënn vun de Betriber respektiv am Sënn vum Land fonnt.

Ech géif fir mäin Deel soen, dass ech mer d'Fräiheet huelen, an engem Joer e Bilan ze maachen, wat eigentlech mat deem Gesetz hei geschitt ass, wéi wäit dass déi Sozialpartnerschaft evoluéiert ass, wéi wäit dass Kollektivverträg ofgehandelt gi sinn, déi owes bis 20:00 Auer ginn, oder iwwerhaapt zousätzlech Kollektivverträg bäikommen, wéi wäit dass iwwerhaapt eng Demande vun de Geschäfter do war, fir owes bis 20:00 Auer opzehunn.

Ech stëmmen dat Gesetz. Mir hu schlussendlech och an der Regierungserklärung festgehalen, dass mer géifen eng Extensioun vun den Ouvertureszäite maachen. Ech stëmmen et awer net onbedéngt mat enger grousser Freed.

Wa virdru gesot ginn ass, d'Liberaliséierung hätt och Konsequenze fir d'Aarbechtskonditiounen, da muss ech soen, dass dat fromm Wierder sinn. D'Liberaliséierung huet sécherlech keng positiv Konsequenze fir d'Aarbechtskonditioune vun de Leit an de Betriber.

Mir hunn an deene leschten zwee Jorzéngten an Europa extrem vill liberaliséiert. Mir hunn eis Aarbechtsrechter a ganz ville Länner zerschloen. Mir hu se liberaliséiert, fräi gemaach, mir hu Kënnegungsschutz opgehuewen. D'Resultat dovun ass, dass an all deene Länner de Chômage net manner grouss ass wéi an eisem Land, wann net souguer nach vill méi grouss ass, an dass déi Liberaliséierung leschten Enns all déi erhoffte Resultater iwwerhaapt net bruecht huet.

Erlaabt mer zum Schluss nach e Wuert zum Conseil d'État ze soen: Et ass jo ganz interessant, all déi Theorië vum Conseil d'État ze liesen. Mä ech hätt léiwer, de Conseil d'État, dee géif manner Politik maachen an e géif sech méi mat der Sachlechkeet vun de Projets de loi beschäftegen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Weber. Als nächste Riedner ass den Här André Bauler agedroen. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler *(DP)*.- Merci, Här President. Ech soe fir d'éischt dem Rapporteur, dem honorabele Lucien Clement, Merci fir säin ausféierlechen a prezise Rapport zu dësem Projet de loi.

Dir Dammen an Dir Hären, eng Feststellung vum Statsrot zu dësem Projet de loi ass déi, datt de Client verlaangt, datt d'Geschäfter sech sengem Liewensrhythmus upassen.

Déi aner Feststellung vum Conseil d'État ass Folgend - ech zitéieren de Conseil d'État -: «Un regard sur l'évolution de la législation concernant les heures d'ouverture montre que malgré le changement de mentalité du consommateur et la pratique des commerces des pays limitrophes, notre législation semble aller en sens opposé.»

Déi Bemierkunge vum Conseil d'État brëngen d'Saach also op de Punkt. Éischtens hunn d'Geschäfter net d'Méiglechkeet, fir sech dem Liewensrhythmus vun de Leit unzepassen, an zweetens hunn hir direkt Konkurrenten a Frankräich oder an Däitschland méi Méiglechkeeten, fir dem Konsument entgéintzekommen. Dat erkläert ënner anerem, firwat weiderhi vill Lëtzebuerger och déi aner Säit vun der Grenz akafen.

A Frankräich gëtt et keng Législatioun iwwert d'Öffnungszäiten. An der Belsch sinn d'Geschäfter bis aacht Auer owes op an an der Woch, ausser freides, well do geet et bis néng Auer. A Rheinland-Pfalz bleiwe se awer bis zéng Auer owes op, souwuel an der Woch wéi och samschdes.

Schonn 2006 hat den Här Statsminister deklaréiert alles drunzesetzen, fir Lëtzebuerg zum Akafszentrum an der Groussregioun ze maachen. D'Législatioun an eisen Nopeschlänner ass méi flexibel. Dat weist eemol méi, datt eis eege Législatioun den Ambitioune vun eisem Här Statsminister net gerecht ka ginn. Den Avis vum Statsrot ënnersträicht dat jo och. An et ass och net am Sënn vun där Lanz, déi den Här Statsminister beim leschten État de la nation, dësen 8. Mee, fir d'Tourismusbranche gebrach huet, wou hie sot…, wou hien notamment sot, ech zitéieren den Här Statsminister: „Et gëtt, Här President, ee Secteur vun eiser nationaler Wirtschaft, dee mir ze vill dacks ënnerbeliicht loossen, dat ass de Secteur vum Tourismus." An den Här Statsminister sot weider: „Mir wäerten an deenen nächste Jore verstäerkt op de Geschäfts- a Kongresstourismus setzen, deen haut scho 60% vun den Iwwernuechtungen hei am Land ausmécht. Hei stieche Wuesstumsposchen, déi mer mussen exploitéieren."

Elo muss ech Iech soen, datt d'Demokratesch Partei awer tëschent der Ambition affichée vum Här Statsminister an deem, wat finalement erfollegt, eng gewëssen Diskrepanz gesäit. De Kongresstourismus, oder och nach den Tourisme d'affaires op Nei-Lëtzebuergesch, verlaangt nämlech nieft der kultureller Offer och adequat Öffnungszäite vun de Geschäfter, déi et de Leit dann och erlaben, no enger Konferenz oder enger Réunioun akafen ze goen. Wann d'Geschäfter owes oder de Weekend eppes méi laang op sinn, dann dréit dat ouni Zweifel zur Attraktivitéit vum Kongressstanduert bäi.

Mä elo, onofhängeg vun deene Considératiounen, wëll ech och ënnersträichen, datt ee sech muss bewosst sinn, dass eis aktuell Gesetzgebung e puer Widersprëch huet.

Den éischte Widersproch, op deen een am Gesetz vum 19. Juni 1995 stéisst, ass dee vun den Derogatioune pour raisons économiques majeures. Eng Gemeng oder ee Geschäftsverband kënnen iwwert dee Wee eng Derogatioun ufroen, fir zum Beispill sonndes dierfen d'Geschäfter opzemaachen. Eng Stad am Land, déi fir hiren Tourismus bekannt ass, ass lechternach. Iechternach huet déi Derogatioun zënter Joren - dat ass absolut ze begréissen. Et versteet ee just net esou richteg, inwiefern eis Haaptstad oder aner Stied dem Abteistiedchen an eppes mussen nostoen.

Jo, eis Haaptstad huet elo eng Derogatioun kritt, fir bis September all drëtte Sonndeg am Mount hir Geschäfter opmaachen ze kënnen. Doriwwer si mir och ganz zefridden. Mä firwat gëtt et sech esou schwéier gemaach? Fir déi ganz Prozedur ze duerchlafen, fir déi Autorisatioun ze kréien, wier e Parcours du combattant, gëtt eis gesot.

Wann een also eng Initiativ wëllt weisen, da gëtt een direkt duerch administrativ Hürde gebremst.

Wann ech mech richteg erënneren, wollt den Här Statsminister sech dem Dossier och nach unhuelen. Firwat net einfach de Geschäftsleit de fräie Choix loossen an hinnen et, zesumme mat hirem Personal, an der jeeweileger Stad iwwerloossen, wéini si wëllen opmaachen, dëst mat Campagnen an Animatiounen, amplaz hiren Initiativgeescht spierbar ze bremsen?

E weidere Widersproch ass dann deen, an ech hunn et schonns hei ervirgehuewen, datt d'Leit gäre méi Flexibilitéit hätten. D'Leit wëllen net vun der Aarbecht mussen hetzen, fir akafen ze goen. D'Ufuerderunge fir d'Leit ginn op der Aarbecht ëmmer méi grouss a si mussen och do flexibel sinn, fir och emol méi laang ze schaffen. Déiselwecht Flexibilitéit verlaange se och vun de Geschäfter. Si wëllen op hirem Weekend och aner Saache kënne maachen, wéi do fir déi ganz Woch mussen akafen ze goen. Mä si wëllen akafe goen, wa si alles dat gemaach hunn, wourobber se Loscht haten a fir dat si soss keng Zäit hunn.

Do däerfe mer och net den Impakt vum elektroneschen Handel iwwersinn. Et ass natierlech eng Tatsaach, datt d'Leit zum Beispill hir Kleeder léiwer an engem Geschäft gesinn, upaken an umoossen, wéi se iwwert den Internet ze bestellen. Och dowéinst wier et richteg, datt een de Geschäfter, virun allem deene méi klenge Geschäfter, d'Méiglechkeet gëtt, hir Öffnungszäiten un d'Bedürfnisser vun hire Clienten unzepassen, déi no Feierowend gäre géifen akafen. Geschitt dat net, da geet e ganzen Deel vun der Kafkraaft laanscht eis kleng Betriber, well d'Konsumenten iwwer Internet bestelle mussen, well se soss kee Choix hunn.

Wéi gesot, dëse Projet de loi, mat deene liichten Aménagementer, déi solle geschéien, geet eis als Demokratesch Partei net wäit genuch. A mir hu jo awer Studien, déi beleeën, datt d'Leit méi Flexibilitéit wëllen.

Aus engem Sondage vun TNS ILReS vum Juni 2008, dee bei Leit vu 15 Joer a méi gemaach gouf, geet ervir, datt si wëllen, datt samschdes d'Geschäfter no sechs Auer nach ophunn. 32% vun de Jonke vu manner wéi 25 Joer wëllen dat. 40% vun de Studenten. 34% vun den auslännesche Konsumenten. 38% vun de Leit, déi an der Stad wunnen.

Här President, ech muss Iech soen, datt hei d'Zeeche vun der Zäit verkannt ginn. Hei gëtt net nëmmen de Leit hire Besoinen net Rechnung gedroen, mä och gëtt mat zweeërlee Mooss gefuer a puncto Derogatiounen. An déi eng Stonn weider samschdes a virun de Feierdeeg, an déi Méiglechkeet iwwer Amendement, fir am Fall vun engem Accord tëschent de Sozialpartner, fir da gracieusement bis aacht Auer owes däerfen d'Geschäfter opzemaachen, brëngt de Buttek, wann ech mer deen Ausdrock erlaben däerf, net weider. Déi Nocturne eemol am Joer hëlleft dem Buttek iwwregens och net!

Eis Gesetzgebung ass vereelst, eisen Zäiten net ugepasst a si ass och net gerecht.

D'Demokratesch Partei trëtt säit Jore fir fräi Öffnungszäiten an. Mir si fest dovunner iwwerzeegt, datt mir de Geschäftsleit an hirem Personal de Choix solle loossen, wéini si wëllen ophunn a wéini net.

An ech soen och direkt, datt dat en aucun cas bedeite wëllt, datt d'Aarbechtsrecht doduerjer d'une quelconque manière ënnerhillecht gëtt. An alle Fäll gëllt ëmmer dat geltend Aarbechtsrecht, ob dat an deene Plagen tëschent sechs Auer moies an zéng Auer owes ass oder duerno, wann et an d'Nuetsaarbecht erageet. An alle Fäll hu mir eng Législatioun. Déi ass gutt an déi léisst keen Zweifel drun, datt d'Aarbechtskonditioune vun de Leit oder hir Rémunératioun net esou kéinten agehale ginn, wéi de Législateur dat festgehalen huet.

Wéi den Här Statsminister am État de la nation dat Beispill ginn huet vun der Tourismusbranche, dunn huet en dat och mam Hiweis op eis wirtschaftlech Situatioun gemaach.

En huet et schonn 2006 bei senger Ausso zum Akafszentrum vun der Groussregioun gemaach, wéi e sot: „Mir mussen eis bewegen, ëm all däitschen, belschen a franséische Client kämpfen, gutt Präisser ubidden, en Tram duerch d'Stad fuere loossen, frëndlech sinn am Geschäft an op der Strooss. Déi Zäiten, wou d'Kéi am Himmel gefriess hunn…" - ech zitéieren den Här Statsminister! - „Déi Zäiten, wou d'Kéi am Himmel gefriess hunn an hir Mëllech zu Lëtzebuerg ginn hunn, déi sinn definitiv eriwwer." Souwäit eise Premierminister. An do ware mir nach zwee Joer virun der Finanz- a Wirtschaftskris ewech. Mir wëssen all, datt zënterhier d'Situatioun net besser ginn ass.

D'Chambre de Commerce seet an hirem Avis zu dësem Projet de loi, ech zitéieren: «L'heure de fermeture retardée ne fait non plus augmenter la durée de travail, mais implique uniquement un changement du programme de travail. L'élargissement des créneaux horaires conduit dès lors à la création de postes supplémentaires dans le commerce, ce qui devrait être un argument phare en présence d'un taux de chômage de l'ordre de 5,9%.»

Wa mir d'Öffnungszäite flexibiliséieren, dann huet dat och als Konsequenz, datt Aarbechtsplaze kënne geschafe ginn. A mir wëssen all, datt ee groussen Deel vun deene Leit, déi keng Aarbecht méi hunn an déi eng sichen, därer sinn, déi bal keng Formatioun hunn. Déi Leit kënnen d'Chance kréien, an deem Secteur eng Plaz ze fannen. Et däerf een also e Plus u Flexibilitéit net vu vireran als eppes Negatives gesinn.

Méi Souplesse bedeit och, datt mer méi Chancë schafen, fir Leit, déi vu Chômage betraff sinn, a Brout an an Aarbecht ze bréngen, an dat, wuel gemierkt, am Respekt vun eisem geltenden Aarbechtsrecht.

A genau esou wéi d'Chambre de Commerce dat seet, menge mir och, datt wann d'Geschäfter méi laang ophunn, datt dat net onbedéngt op d'Käschte vun de Leit geet, déi do schaffen.

Wann d'Geschäfter de Choix hunn eemol erauszefannen, wéini si déi meeschte Clienten hunn, an et stellt sech eraus, datt dat éischter no sechs Auer owes ass wéi mueres um hallwer néng, dat ka jo eng Konsequenz dovunner sinn, datt d'Geschäfter méi spéit opmaachen.

Dat huet erëm zur Konsequenz, datt d'Salariéë sech, deemno vu wou se kommen, net mueres an aller Härgottsfréi mussen op de Wee maachen an am Stau op der Diddelenger oder soss enger Autobunn stinn, fir schaffen ze goen. A wann een de Weekend geschafft huet, huet et jo och op sech, datt een an der Woch e Jour de repos huet, ee Roudag huet. Och dat kann deen een oder aneren arrangéieren, och a grad am Interessi vun der Famill a besonnesch de Kanner, wou d'Mamm dann dënschdes oder donneschdes nomëttes doheem ass. D'Madame Hetto - se huet et eng Kéier an enger Kommissioun gesot - kennt dat aus hirer eegener Erfahrung, wéi si nach bei RTL geschafft huet.

Dir gesitt, Här President, et ass och wäit net alles esou dramatesch fir d'Salariéën, wéi dat op muncher Plaz behaapt gëtt.

A compte tenu vun all deem, wat ech elo gesot hunn, géif ech da gären den Här Statsminister beim Wuert huelen, wou e sot, mir misste kämpfen, mir missten eis eppes afale loossen.

Da gitt de Leit, de Geschäfter an dem Land d'Mëttel fir ze kämpfen. Loosst dës Proposition de loi iwwert d'Liberaliséierung vun de Geschäftszäiten, déi ech elo hei déposéiere wäert, vun Ärer Majoritéit stëmmen.

Mir musse resolut nei Weeër goe wat d'Entwécklung vun eiser Ekonomie ubelaangt. Mir wëssen et alleguer heibannen. Mir musse konsequent d'Kaart vum „first mover advantage" ausspillen. Dëst ass ee vun de Momenter, wou een esou eng Geleeënheet huet a wou een dës Geleeënheet och net däerf verpassen.

Här President, ech géif Iech dann d'Proposition de loi iwwerreechen.

6. Dépôt d'une proposition de loi par M. André Bauler

6450 - Proposition de loi - portant abrogation de la loi modifiée du 19 juin 1995 réglant la fermeture des magasins de détail dans le commerce et l'artisanat; - portant abrogation de l'article XIV de la loi du 12 février 1999 concernant la mise en œuvre du plan d'action national en faveur de l'emploi 1998

Si gesäit vir, dat Gesetz vum 19. Juni 1995 iwwert d'Fermeture des magasins de détail dans le commerce et l'artisanat ofzeschafen. Domadder wieren d'Öffnungszäite flexibiliséiert, liberaliséiert.

7. 6403 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 19 juin 1995 réglant la fermeture des magasins de détail dans le commerce et l'artisanat (suite)

Discussion générale (suite)

Et versteet sech vum selwen, datt meng Fraktioun géint dëse Projet de loi stëmmt, well en hir eben, wéi mer dat schonn an der Kommissioun och gesot hunn, net wäit genuch geet.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Bauler an den nächste Riedner... Den Här Weber wëllt nach eng kleng Fro stellen.

M. Robert Weber *(CSV)*.- Ech wollt dem Här Bauler u sech eng Fro stellen. A sengen Ausféierungen huet en u sech drop higewisen, wéi an eisen Nopeschgrenzgebidder d'Ouvertures- oder d'Fermeturesäite sinn. En huet

Däitschland genannt, Rheinland-Pfalz, en huet awer een Deel vun der däitscher Grenzregioun vergiess. Wéi ass et am Saarland, wann ech gelift, Här Bauler?

M. André Bauler *(DP).*- Jo, am Saarland ass et ähnlech, do geet et just bis aacht Auer. Do geet et bis aacht Auer owes, wou d'Geschäfter ophunn.

M. Robert Weber *(CSV).*- Mir schwätzen iwwert de Samschdeg.

M. André Bauler *(DP).*- Ah, de Samschdeg, mä do ass et och bis aacht Auer. Ech kucken et nach eng Kéier. An der Proposition de loi si se alleguer ganz genee opgelëscht, souwuel d'Länner, a beim Saarland kënne mer och nach nokucken.

(Interruption)

Souwäit meng Informatioune sinn, ass et bis aacht Auer. Jiddefalls ass et net manner.

M. Robert Weber *(CSV).*- Et ass eemol de laange Samschdeg, de Rescht ass zou.

(Interruption)

M. le Président.- Elo, mengen ech, ass déi Fro domadder beäntwert an elo kritt d'Wuert den Här Ben Scheuer. Här Scheuer, Dir hutt d'Wuert.

M. Ben Scheuer *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, als éischt wollt ech dem Rapporteur Lucien Clement Merci soe fir säin exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport.

D'Verlängerung vun den Öffnungszäiten ass während de leschten zwee Joer kontrovers diskutéiert ginn tëschent de Sozialpartner an der zoustänneger Chamberskommissioun an och der Press. Den Ursprong vun dësem Gesetzesprojet ass am Koalitiounsaccord vun 2009 ze fannen.

D'Koalitioun huet deemools décidéiert, d'Öffnungszäite samschdes vun 18:00 Auer op 20:00 Auer ze verlängeren. Dat sollt an der Diskussioun mat de Sozialpartner geschéien. D'Zil war engersäits, dem Konkurrenzdrock aus der Groussregioun entgéintzewierken an den neie Gewunnechte vum Konsument besser Rechnung ze droen.

Éier ech zum eigentleche Gesetzesprojet kommen, muss awer drop higewise ginn, dass am Kader vum aktuelle Gesetz vun 1995 d'Geschäfter an der Woch bis 20:00 Auer kënnen ophunn an eng Kéier an der Woch esouguer bis néng Auer.

Vill Geschäfter, notamment an der Stad Lëtzebuerg, maachen awer schonns um sechs Auer owes zou. Et gëtt en einfache Grond, firwat d'Geschäfter net méi laang ophalen, et rentéiert sech einfach net. Et si bal nëmmen déi grouss Centres commerciaux mat de grousse Supermarchéen, déi déi legal Méiglechkeete voll ausschöpfen.

Et ass also net esou, wéi wann déi gesetzlech Rahmebedingungen esou restriktiv wären, dass all Geschäfter nëmmen drops waarde géifen, dass d'Öffnungszäiten endlech liberaliséiert ginn. Déi zweejähreg Derogatiounsphas huet gewisen, dass vill Geschäfter och samschdes hir Diren um sechs Auer zoumaachen.

Wa mir also hei ëm eng respektiv zwou Stonne samschdes owes an um Virowend vun engem Feierdag debattéieren, da muss ee ganz kloer gesinn, dass dat haaptsächlech vun de grousse Supermarchéé wäert an Usproch geholl ginn.

Dat gesot, ginn et awer eng Rei vun Argumenter, déi fir eng Verlängerung vun den Öffnungszäite schwätzen.

D'Konkurrenz an der Groussregioun: Am Verglach mat eisen Nopeschlänner hu mir bei den Öffnungszäiten um Samschdeg Owend wéi och an der Woch eng relativ restriktiv Gesetzgebung.

Am Frankräich gëtt et guer keng Restriktiounen. An der Belsch kënnen d'Geschäfter bis 20:00 Auer respektiv esouguer bis 21:00 Auer ophunn, wa méindes e Feierdag ass. Am Saarland ass et och 20:00 Auer an a Rheinland-Pfalz, also och zu Tréier, kënnen d'Geschäfter samschdes owes bis zéng Auer ophunn.

D'Verlängerung vun den Öffnungszäite bis 19:00 Auer respektiv bis 20:00 Auer ass also keng Revolutioun. Mir passen eis am Fong eisen Nopeschlänner e bëssen un, fir kënnen esou hoffentlech en Deel vum Pouvoir d'achat op Lëtzebuerg ze verlageren.

Iwwert déi lescht Joren hu sech d'Akafsgewunnechte vun de Konsumente geännert. Eng Enquête vun TNS ILReS huet erginn, dass eng ganz Rei Clientë sech um Samschdeg Owend méi laang Öffnungszäite géife wënschen. Duerch méi laang Öffnungszäite kënnen d'Fräizäitaktivitéiten an Akafe goe besser matenee kombinéiert ginn. Et erlaabt dem Konsument fir samschdes komfortabel akafen ze goen.

De Bilan vun de Verlängerunge vun den Öffnungszäiten, deen d'Confédération Luxembourgeoise du Commerce (CLC) gemaach huet, beleet nämlech, dass duerch déi méi laang Öffnungszäiten de Chiffre d'affaires sech besser iwwert de ganzen Dag verdeelt. Dat bedeit manner laang Schlaange virun de Keesen a manner Stress, souwuel fir d'Clientë wéi och fir d'Personal. De Bilan analyséiert leider just den ekonomeschen Impakt op déi fënnef grouss Supermarchésketten.

Laut dem Bilan vun der CLC ass den Ëmsaz samschdes während de verlängerten Öffnungszäite Juli bis November 2009-2010 an de Supermarchéen ëm 3,4% eropgaangen. Et muss een awer och dozou soen, dass den Ëmsaz während der Woch an där observéierter Period liicht zréckgaangen ass. Ob d'Verlängerung vun den Öffnungszäiten tatsächlech dozou bäigedroen huet, den Ëmsaz ze steigeren, léisst sech also net aus dem Bilan schléissen.

Den 2. Juli 2012, virun e puer Deeg also, ass eng Enquête vun TNS ILReS virgestallt ginn, déi virun dem Vote vun dësem Gesetz zu engem richtegen Zäitpunkt publique ginn ass. Leider verfügen ech net iwwert déi integral Enquête, mä d'Informatiounen aus der Press weisen, datt „Shopping in Luxembourg - good idea" Erfolleg bruecht huet.

Dësen Erfolleg léisst sech chiffréieren: 73% vun de Clientë sinn der Meenung, dass d'Offer zu Lëtzebuerg exzellent ass. Dat sinn 19% méi wéi 2009. Zwee Drëttel vun de Clientë sinn zefridde mam Service. Dat sinn 13% méi wéi 2009.

Hei bleift allerdéngs Loft no uewen. Grosso modo huet de Lëtzebuerger Commerce also säin Image a virun allem seng Kompetitivitéit däitlech verbessert. D'Flucht vun der Kafkraaft an d'Geschäfter vun der Grenzregioun ass gebremst ginn. D'Patronat ass houfreg op dësen Erfolleg.

D'Gewerkschafte gesi sech selbstverständlech an hirer Roll, fir op déi negativ Säite vun enger zousätzlecher Liberaliséierung vun den Öffnungszäiten hinzeweisen. Et ass jo awer absolut berechtegt, fir ze froen, datt d'Liewensqualitéit vun dem Personal an de Geschäfter net weider erofgeet. D'Belaaschtung fir d'Familljeliewen ass haut scho grouss, opgrond vun de jëtzegen Öffnungszäiten.

D'Chambre des Salariés weist an hirem Avis zu Recht drops hin, dass de Bilan, deen d'CLC virgeluecht huet, esou munch Froen opstoe léisst an a sengen Aussoe ganz vague bleift. Dee Bilan ass exklusiv op de Chiffre d'affaires fokusséiert. Wéi vill nei Aarbechtsplazen duerch d'Verlängerung vun den Öffnungszäite geschafe goufen oder potenziell kënne geschafe ginn, bleift de Bilan schëlleg. Den negativen Impakt vun de verlängerten Öffnungszäiten op déi kleng Commercen, déi net matmaache kënnen, gëtt (veuillez lire: gëtt net) am Bilan erwähnt. Eventuell Répercussiounen op d'Familljeliewen an d'Aarbechtskonditioune vun de Mataarbechter goufe leider och net analyséiert.

Et ass ze bedaueren, dass sech d'Sozialpartner net eens gi fir festzeleeën, wéi déi geleeschten Aarbechtsstonnen op engem Samschdeg Owend respektiv um Virowend vun engem Feierdag kënne kompenséiert ginn. D'Gewerkschafte ware gespréichsbereet, fir dës Aarbechtsstonnen entweder a Form vun enger Erhéijung an der Pai respektiv a Form vu méi Fräizäit op eng flexibel Aart a Weis ze kompenséieren. D'CLC huet do d'Dier no e puer Verhandlungsstonnen (veuillez lire: Verhandlungsronnen) zougemaach an huet schlussendlech eng total Liberaliséierung vun den Öffnungszäite gefuerdert. D'Vermëttlungsvirschléi vun der Mëttelstandsministerin hu leider keng Friichte gedroen. Hir Virschléi waren: 25% méi an der Pai tëschent 18:00 an 19:00 Auer, 50% tëschent 19:00 an 20:00 Auer an d'Sträichung vun eemol bis 21:00 Auer Ouverture an der Woch.

Aus deem gewënschten Accord interprofessionnel, deen hätt kënnen als Obligation générale deklaréiert ginn, ass leider näischt ginn. D'Mëttelstandsministerin huet dunn hir Responsabilitéiten iwwerholl an e Kompromëss bis 19:00 Auer an den initiale Projet de loi geschriwwen. D'Aart a Weis, wéi en dernière minute den Amendement erabruecht gouf, deen et de Geschäfter erlaabt, ënner bestëmmte Konditioune bis 20:00 Auer op ze hunn, war wierklech net optimal an hätt kënnen am Virfeld besser kommunizéiert ginn.

De Gesetzesprojet, esou wéi mer en haut stëmmen, stellt an den Ae vun der LSAP-Fraktioun e vernünftege Kompromëss duer, deen engersäits der Demande vun de Konsumenten an dem Konkurrenzdrock aus dem Ausland Rechnung dréit an anerersäits awer och deelweis d'Interesse vun de Salariéë berücksichtegt. 19:00 Auer gëtt d'Regel; 20:00 Auer nëmme fir d'Geschäfter, wou d'Sozialpartner am Kader vun engem Kollektivvertrag en Accord ofgeschloss hunn.

An dësem Kontext muss ech och éierlecherweis bemierken, dass eng ganz Rëtsch Salariéën, déi an de Supermarchéé beschäftegt sinn, och Demandeur si fir samschdes owes ze schaffen, fir esou kënnen e Mëtteg an der Woch fräi ze hunn. Dat arrangéiert zum Beispill eng ganz Rëtsch vu franséische Frontalieren, deenen hir Kanner an d'Spillschoul ginn a mëttwochs mëttes fräi hunn. Ze begréissen ass ausserdeem och, dass am Gesetz verankert gëtt, dass déi kleng Geschäfter an de Centres commerciaux net kënnen obligéiert ginn, samschdes bis aacht Auer op ze hunn.

Wat elo déi zweet Moossnam betrëfft, eemol pro Joer d'Geschäft 24 Stonnen op ze hunn, fir eng speziell kommerziell Aktioun duerchzeféieren, esou muss een ofwaarden, wéi sech dat an der Praxis wäert auswierken. Et gëtt dervu geschwat, datt domat d'Méiglechkeet besteet, fir gréisser Eventer ze organiséieren. Dat si sécher d'Ausnahmen am Geschäftsliewen zu Lëtzebuerg. Et kann ee sech awer sécher froen, ob dat wierklech muss sinn, ëm zwou Auer an der Nuecht deen neiesten Handy kafen ze kënnen. D'Grenze vun onser Konsumgesellschaft sinn och iergendwann erreecht!

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Scheuer. An als nächste Riedner ass den Här Henri Kox agedroen. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, hei ass ee klassescht Gesetz, wou de Lëtzebuerger Modell erëm spillt. Well mer eis net onbedéngt eens gi sinn, hu mer probéiert iergendwéi d'Mëtt ze treffen an iergendwéi duerch de Bësch ze kommen. Ech mengen, et ass virdru vu menge Virriedner erklärt ginn. Ech mengen, d'Ministesch hat probéiert iwwer ee Joer e Kompromëss ze fannen tëschent de Sozialpartner: engersäits d'Wënsch vum Commerce an awer op där anerer Säit och d'Wënsch, déi berechtegt Wënsch oder d'Suerge besser gesot vun den Arbeitnehmer.

Dräi... Bon, schlussendlech ass jo eppes erauskomm, wou ee seet, mir gi vu sechs op siwen dann, samschdes loosse mer op. An dann elo zum Schluss den zweeten Amendement oder den Amendement, deen nach elo an der Chamberskommissioun duerchgaangen ass an dee mir och als Gréng wäerten ënnerstëtzen oder och hei ënnerstëtzen, ass, dass mer dat, wat d'Gewerkschaften u sech vun Ufank u gefuerdert hunn, nämlech am Konsens tëschent de Sozialpartner eppes ze maachen, ass hei elo just gëlteg tëschent siwen an aacht Auer.

Vläicht de Rappel vun deenen dräi Haaptbegrënnungen, firwat mer dann an déi Richtung ginn. Et ass scho gesot ginn, d'Upassung vun de Liewensgewunnechten. D'Liewensgewunnechten, soe se all, déi hu geännert. Et ass net méi dat, dass et geregelt Aarbechtszäite ginn, scho laang net méi. Ech mengen, et gi scho vill Secteuren, déi schonn éiweg keng geregelt Aarbechtszäiten haten. Ech denken un de Secteur an der Stolindustrie, wou op dräi Schichten ëmmer geschafft gouf. Och do gouf et ëmmer Aarbechtszäiten, déi net den normale Regelunge gegolten hunn.

Mir mussen awer och soen, dass d'Konkurrenz ronderëm am Ausland sech scho méi laang eng Ouverture ginn huet, nämlech dass do d'Geschäfter deels bis owes spéit op sinn an och deels sonndes dat de Fall ass. Dat ass och dat, wou mir kéinten oder schlussendlech domadder averstane sinn, fir kënnen och hei a Lëtzebuerg da méi laang Öffnungszäiten ze hunn, well insbesondere bei kuerze Weeër bis an d'Ausland mer d'Konkurrenz ebe méi staark hei a Lëtzebuerg spieren.

An dann, en drëtte Punkt gouf gesot, d'Steigerung vum Ëmsaz an d'Schafe vun neien Aarbechtsplazen. Bon, wann een awer déi Avisen, déi ënnerschiddlech Avisë vun de Chambere kuckt, kënnt dat awer net esou kloer eraus, ob eng Steigerung effektiv do war. Dat war net esou direkt nozevollzéien. Et ass effektiv eng Verschiebung vun den Aarbechtszäiten ze kucken. Et ass och eng Verschiebung vun dem Ëmsaz selbstverständlech op samschdes owes ze beobachten.

Awer - den Här Scheuer huet et scho virdru gesot -, dass awer an der Woch doduerch e Réckgank ze beobachte war vun den Ëmsätz. Also ass et net direkt eng Fro vun der Steigerung vum Ëmsaz, mä effektiv éischter de Wonsch vu ville Clienten effektiv samschdes owes e bësse méi laang kënnen anzekafe respektiv, wat jo hei net an dësem Gesetz direkt geregelt ass, och sonndes kënnen déi Akeef ze maachen. D'Schafe vun Aarbechtsplazen ass och nëmme bedingt richteg. Och do ginn et nei Modeller, och do wäerten d'Sozialpartner nei Modeller musse sichen, fir kënnen zu engem Kompromëss ze kommen. An ob doduerch nei Aarbechtsplaze wëlle geschafe ginn, wäerte mer awer bezweifelen.

Dann, ee ganz groussen Drock kënnt natierlech vun de grousse Surfacen. Ech mengen, et sinn net onbedéngt déi kleng Butteker, déi hei Demandeur waren, fir dat heiten duerchzezéien. Et sinn éischter déi grouss Fënnef, déi Demandeur waren, effektiv fir d'Geschäfter do méi laang kënnen opzemaachen. A virdrun ass och scho vun engem Virriedner gesot ginn, dass den Drock vläicht op déi kleng Butteker da kéint erhéicht ginn an deene grousse Surfacen, well déi sinn net onbedéngt déi, déi de Gewënner sinn. Mä effektiv kéint et dann zu där enger oder aner Konfliktsituatioun kommen, wann déi grouss Surface drop drängt, fir och déi kleng Butteker mat op de Wee ze huelen. Dat ass jo hei explizit nach eng Kéier erklärt ginn, dass dat net soll de Fall sinn an dësem Gesetz. Mä d'Gefor ass duerchaus do!

Et bleiwen déi ganz Aarbechtsbedingunge vun de Verkeefer. Och do muss ee soen, et ass virdru scho gesot ginn, dass deels Leit do sinn, déi Demandeur si fir esou eng Regelung, och souguer sonndes, well se och eng ganz aner Familljenzesummestellung hunn, déi sech an der Woch anescht organiséiert hunn, déi och do aner Obligatiounen hunn. An dat schéngt sech och an dësem Gesetz oder an dësem Modell duerchaus kënnen ze bewäerten. Duerfir menge mer, dass dat heiten, wat d'Aarbechtsbedingungen ubelaangt, net onbedéngt zu enger Verschlechterung ka féieren, mä och duerchaus positiv Elementer ka mat sech zéien.

Et ass virdru vun der liberaler Fraktioun hei och drop higewise ginn. Den Här Bauler huet hei op dat Gesetz higewisen, fir dat total opzemaachen, deels ze liberaliséieren an och drop higewisen, dass et schonn eng ganz Rei vun Derogatioune ginn, Ausnahmen. Effektiv ginn et schonn eng ganz Rei vun Ausnahmen. Déi Kleng - ech soen Tankstellen - hunn haut schonn dee ganzen Dag op. Mir hunn Touristenuertschaften, déi virdru genannt gi sinn oder eng, déi genannt ginn ass, wou dat scho laang de Fall ass. A mengem Stiedchen ass dat och de Fall.

Ech mengen, de Buergermeeschter vun der Stad Lëtzebuerg huet an der Kommissioun nach eng Kéier drop higewisen - deen dat net kann ofstreiden, dass d'Stad Lëtzebuerg natierlech och eng Touristestad ass -, dass do natierlech vill Leit och ëmmer Visiten ofhalen an dass och hien do déi Derogatioun oder de Schäfferot vun der Stad Lëtzebuerg déi Derogatioun ugefrot huet, fir dat kënnen ze kréien.

Vläicht méi e Kriteschen nach zum allgemenge Konsum, well mer awer hei versprieche vläicht méi Konsum kënnen ze kréien, dat ass d'Steigerung vum Bruttosozialprodukt, an esou weider an esou fort. Do wëll ech op där anerer Säit awer nach e bëssen e kritesche Punkt erwähnen oder zumindest en Ausrufezeichen setzen, dass mer niewent där ganz viller Liberaliséierung vu méi kënnen a vill méi kënne kafen, och de Problem vun der Iwwerschëldung net aus den Ae sollte verléieren, dass mer och gläichzäiteg sollten Initiativen ergräife vun der richteger a wichteger Opklärung, wéi ee mam Konsum ëmgeet. Well dat schéngt mer ëmmer vergiess ze ginn. A mir wëssen aus anere Kommissiounen, wou mer eis domadder beschäftegen, dass dee Problem duerchaus bekannt ass.

Dëst Gesetz, fir eis dann awer zum Schluss en Accord ze ginn. Et ass en Équiliber probéiert ginn ze sichen. Deen ass och einegermoosse fonnt ginn. Ech denken, dass mer haut hei en Ist-Moment hunn, dass mer sécherlech mat dësem Gesetz nach keng definitiv Entscheedung fonnt hunn an dass mer sécherlech nach heirobber wäerten zréckkommen an och mussen, fir nach eng Kéier kënnen a Rou driwwer ze diskutéieren.

Ech soe Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Kox. An als nächste Riedner ass den Här Jacques-Yves Henckes agedroen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Merci, Här President. An deene puer Minutten, déi mer zur Verfügung stinn, wëll ech ufänken an dem Rapporteur, dem Här Lucien Clement, natierlech Merci soen, datt en ons an engem ganz gudde mëndlechen, mä och schréftleche Bericht hei d'Gesetz erklärt huet.

Ech wëll och direkt soen, datt mer als ADR mam Prinzip vum Gesetz d'accord sinn, fir eng Ouverture, samschdes an och virun de Feier-

deeg, vun 19:00 op 21:00 Auer. Mä et stelle sech awer e puer praktesch Froen. Esou gëtt am Artikel 3, wou et ëm déi Ouverturë vun 19:00 bis 20:00 Auer geet, eng Konditioun gesat, datt e Kollektiv ofgeschloss gëtt tëscht de Gewerkschaften, den nationale Representativgewerkschaften an dem Patronat.

Mir wëssen, datt eng etlech vun deene Geschäftszentren elo scho bis aacht Auer ophunn. Do ass also en Accord, dee scho besteet. Bei aneren ass och en Accord virgesinn oder ass en en vigueur, mä do besteet kee Kollektivvertrag. Hei schafe mer elo an enger Loi spéciale eng Konditioun, datt wann et kee Kollektivvertrag gëtt, wann d'Gewerkschaften also nee soen zu engem Kollektivvertrag, da kann et keng Ouverture bis aacht Auer ginn.

An déi Geschäftszentren, déi also elo ophunn, déi kënnen deem dann och nees erëm soen: „Wann ech gelift, wann Der wëllt nach weider ophunn, da musst Der elo mat ons e Kollektivvertrag maachen." Dat gëtt den nationale representative Gewerkschaften e Pouvoir, deen et bis elo nach a kengem Gesetz hei am Land ginn ass. Dat heescht, datt een eng Konditioun schaaft, wou d'Gewerkschaften décidéieren, wéini d'Öffnungszäite sinn. An dat ass e regelrecht Vetorecht.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- D'Aarbechtsrecht ass voll mat esou Bedingungen.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- An et ass dowéinster, wou ech hei, wann ech de Rapporteur héieren hunn, d'Impressioun hunn, datt d'Regierung eppes anescht dorënner verstanen huet oder eppes anescht domadder gemengt huet, wéi dat, wat hei gesot ginn ass. An dofir wéilt ech nach eng Kéier froen, ob et d'Meenung wor vun der Regierung, datt se hei wollt de Gewerkschaften e Vetorecht ginn oder ob eng aner Interpretatioun do ass.

Mä da muss ech awer och soen, datt d'Gesetz vläicht a senger Formuléierung hätt kënnen e bësselche méi prezis sinn, an deen Ablack de Wëlle vun der Regierung, wéi e virgesinn ass, besser erëmginn. Mä dat ass wann een heiansdo muss séier schaffen, da kënnt esou eppes vir. Dofir meng Fro.

Zweet Fro, déi och an deemselwechte Kontext vun dësem Gesetz ass, dat ass, datt d'Geschäfter duerch d'Gesetz net obligéiert gi samschdes vu siwe bis aacht Auer opzehunn. An dat versteet een och, well vill kleng Geschäfter dat net wëlle matmaachen, mä mir wëssen awer och, datt et elo schonn a verschiddene Geschäftszentren eng etlech esou Obligatioune kontraktuell ginn. An dofir wollt ech froen, ob déi nei Gesetzgebung sech och fir déi bestehend Verträg applizéiert, wou esou eng Obligatioun dra virgesinn ass. Och do hätt ech léiwer gehat, wann dat am Gesetz gestanen hätt, datt et sech géif direkt applizéieren och fir déi bestehend Verträg.

Dat gesot, wëll ech nach eng Kéier den Accord vun der ADR zu dësem Gesetzesprojet bréngen. Mä ech mengen, en vue vun deene Froen, déi ech opgeworf hunn, wier et awer och net schlecht, wa mer géifen no engem Joer de Bilan iwwert dëst Gesetz zéien an da kucken, ob mer nach weiderginn, ob mer verschidde Prezisiounen huelen a wéi et sech an der Praxis ëmgewierkt huet.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Henckes. An als leschte Riedner ass den Här Serge Urbany agedroen. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Merci, Här President. 1995 sinn an de grousse Geschäfter d'Öffnungszäiten an der Woch op 20:00 Auer ausgedehnt ginn. An duerfir ass gesot ginn, samschdes géifen d'Leit da schonn um sechs Auer ophale mat schaffen. Mat deem heite Gesetz musse se elo definitiv no enger Iwwergangszäit vun zwee Joer all Dag an der Woch méi laang schaffe goen.

Hei geet et awer, mengen ech, net ëm déi wierklech Besoine vun de Consommateuren. Et geet net drëm, fir e Méi un Akafsconfort ze kréien, et geet net ëm Geschäfter, déi net u stressegen Transport gebonne wieren, et geet och net ëm Geschäfter, wou ee gesond oder nohalteg oder präiswäert Wuere kéint kréien. Neen, hei geet et net ëm eng Fro vun Développement durable, hei geet et am Fong geholl ëm en internationale Verdrängungswettbewerb op engem Maart, op deem d'Kafkraaft awer ëmmer méi begrenzt ass.

Et geet also ëm d'Profitter vun deene grousse Chaînen, fir et an engem Wuert ze soen. Do ass och den Interessi fir dat hei Gesetz. Do sëtzen och déi „Hardliner", vun deenen den Här Weber geschwat huet. Kleng Geschäfter, do wou d'Proprietairë selwer nach matschaffen - dat wëssе mer alleguer -, déi hale souwisou um sechs Auer op mat schaffen.

Déi nei Regelung soll méi Aarbechtsplaze schafen, gëtt gesot. Bewise gëtt et net, och net vum Statsrot. Et läit och keng Etüd vir, wéi d'Aarbechtsbedingungen an d'Aarbechtszäitregelungen an de grousse Supermarchéë sech an deene leschten zwee Joer, wat jo am Fong geholl eng Testphas war, entwéckelt hunn,…

M. le Président.- Ech bieden Iech nozelauschteren.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- …a wat fir Auswierkungen dat op d'Gesondheet an op d'Familljeliewen huet.

A mir mussen eis jo awer kloer sinn: Och wa sech dat hei nach ëmmer am Aarbechtsrecht agliddert, am Aarbechtsrecht ass och eng Flexibiliséierung vun den Aarbechtszäite méiglech. An dorëmmer handelt et sech hei. D'Aarbechtsrecht gesäit keng Grenz vir fir weider Flexibiliséierungen, wéi mer se hei organiséieren. An ech gleewen och net un en akzeptabelen Ausgläich iwwer Kollektivverträg.

Ech fannen, dass déi Debatt dobaussen an och hei deelweis gekennzeechent ass vun enger grousser Gläichgültegkeet vis-à-vis vu Leit; awer ëmmerhin 80% Fraen, dorënner, déi mat klenge Léin schaffen, a vun deenen déi meescht iwwregens keng Wieler sinn. Vläicht spillt dat och eng Roll.

Nach eng Bemierkung zum Schluss, Här President, wann tëscht zéng Auer owes a sechs Auer mueres d'Aarbecht als Nuetsaarbecht gëllt, dann ass et awer net ëmgekéiert esou, wéi hei vun den Auteure vum Gesetz an och vum Statsrot behaapt gëtt, dass déi 16 Stonnen, déi do derzwësche leien, nämlech vu sechs Auer moies bis owes zéng Auer, normal Aarbechtsstonne wieren.

Ech géif emol gären d'Reaktioune gesinn, wa mer d'Öffnungszäiten an de Verwaltungen, an de Büroen, an de Geriichter, ech weess net wou nach iwwerall, géifen ausdehnen op siwen Auer owes oder aacht Auer owes. Ech géif da gäre gesinn, wat d'Reaktioune vun de Parteie wieren, wa mer dat géife maachen!

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Dat wier net schlecht.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Et ass kloer, ech wäert géint dee Projet hei stëmmen. Ech wëll awer nach ee Wuert zum Här Henckes senger Remarque soen.

M. le Président.- Här Urbany, Dir misst awer elo zum Schluss kommen, wann ech gelift.

Une voix.- Jäizt net esou haart!

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ma ech si rosen! Duerfir jäizen ech haart!

(Hilarité)

M. le Président.- Här Urbany, da kommt awer trotzdeem elo zum Schluss, och wann Der rose sidd!

(Interruptions)

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Den Här Henckes huet awer onrecht, wann e seet, mir géifen hei e Vetorecht fir d'Gewerkschaften oder fir d'Delegatioune vum Personal schafen, wat et soss nach néierens géif ginn. D'Aarbechtsrecht zu Lëtzebuerg, de Code du Travail, ass voll mat esou Bedingungen, wou d'Gewerkschaften, d'Vertrieder vun de Leit, déi schaffe ginn, kënne Saachen…

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- A wou dann? Et ass jo net wouer!

(Interruptions diverses)

Awer net de Kollektivvertrag!

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*-…unhuelen oder net.

M. le Président.- Sou! Ech bieden Iech elo zum Schluss ze kommen. Merci dem Här Urbany. An elo kritt d'Madame Mëttelstandsministesch, d'Madame Françoise Hetto-Gaasch, d'Wuert. An ech géif Iech bieden, Iech alleguerten e bëssen ze berouegen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Den Här Urbany, dee géif 24 Stonnen den Dag jäizen.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Den Här Urbany muss elo um sechs Auer ophale mat Schaffen haut, he.

(Hilarité et interruptions)

Mme Françoise Hetto-Gaasch, *Ministre des Classes moyennes et du Tourisme.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif dann emol fir unzefänken dem Rapporteur, dem Lucien Clement, e ganz häerzleche Merci wëlle soen…

Une voix.- Très bien!

Mme Françoise Hetto-Gaasch, *Ministre des Classes moyennes et du Tourisme.*- …fir säin exzellente Rapport, deen e gemaach huet, an en général der Chamberskommissioun Merci soe fir déi effikass Aarbecht, déi se hei geleescht huet. Schlussendlech hu si e ganz wichtegen Amendement proposéiert. An ech wéilt och op dëser Plaz alle Vertrieder villmools Merci soen, dass mer am Fong geholl esou flott an der Kommissioun zesummegeschafft hunn. Dann e grousse Merci un all déi Leit, déi haut de Mëtteg hei d'Wuert ergraff hunn an domat och eng ganz lieweg Debatt ugereegt hunn.

Loosst mech vläicht kuerz, éier ech op deen aktuelle Projet de loi aginn, e klenge Réckbléck op d'Gesetz vu '95 iwwert d'Öffnungszäite maachen. Et ass effektiv witzeg, am Lëtzebuergesche schwätze mer iwwert d'Öffnungszäiten, an d'Terminologie ass „Heures de fermeture". Bon, d'Öffnungszäite sinn am Gesetz vu '95 folgendermoosse virgesinn: Sonndes an op engem Feierdag däerf een opmaache vu moies sechs bis mëttes eng, samschdes an um Virowend vun engem Feierdag vu moies sechs bis owes sechs, an op all deenen aneren Deeg vu moies sechs bis owes aacht an eemol an der Woch souguer bis néng Auer.

1999 ass dat Gesetz dunn op zwee Punkte modifizéiert ginn. An zwar sinn d'Autobunnstankstellen an d'Kinoe vun deene Restriktiounen do befreit ginn. Duerno ass eng ganz Zäit guer näischt méi um Gesetz geännert ginn, mä awer iwwert de Wee vun den erlaabten Derogatioune sinn, mam Accord vun de Sozialpartner, während Joren op enger Dose Samschdeger pro Joer verlängert Öffnungszäite bis aacht Auer an de Grande-surfacë praktizéiert ginn. Dat awer och zum Deel als eng Reaktioun op eng Liberaliséierung vun den Öffnungszäiten an eisen Nopeschlänner.

Ech wëll lech vläicht kuerz just drun erënneren, wéi d'Ouvertureszäiten an Däitschland an den 90er Jore waren. Dat ass nach net esou laang hier, an awer. Do war normalerweis samschdes um zwou Auer zou. D'Butteker waren den éischte Samschdeg am Mount nëmme bis sechs Auer op, an owes an der Woch war um hallwer siwe Schluss. Dat kann ee sech haut bal net méi virstellen.

Derogatioune kann ee wuel ginn. Domadder kann een och eng Zäit fueren, mä et ass awer besser, wa Spillregele ganz kloer an engem Gesetz stinn. An dofir huet de Regierungsprogramm vun 2009 och virgesinn, dass d'Öffnungszäiten am Eenzelhandel sech sollten un d'Besoine vun der Populatioun, also vum Konsument, awer och un d'Konkurrenz aus der Groussregioun upassen. Dat selbstverständlech, wéi dat de Mëtteg och schonn e puermol gesot ginn ass, ëmmer a Conformitéit zum Aarbechtsrecht. Virgesinn ass am Regierungsprogramm gewiescht eng Verlängerung op alle Samschdeger bis owes aacht Auer an och d'Virowenter vun de Feierdeeg.

No éischten Diskussioune mat de Sozialpartner war kloer, dass do net mat engem séieren Accord ze rechne wär. Duerfir hunn ech eng provisoresch Derogatioun accordéiert, fir samschdes bis owes aacht Auer dierfen opzemaachen, ënnert der Konditioun, dass dat fräiwëlleg wier an déi kleng Geschäfter an de Grande-surfacen net kéinte gezwonge ginn, fir no sechs Auer nach missen opzehalen.

Dee Provisorium, dee géif ech nawell gären als eng Testphas bezeechnen, mä dee Provisorium, dee leeft elo Enn dëses Mounts aus. An ech mengen awer kënnen ze behaapten, dass dat Ganzt e Succès war, well déi verlängert Öffnungszäiten, déi si gutt vun de Konsumenten ugeholl ginn. A si sinn och vun de Geschäfter, déi dat da genotzt hunn, gutt ugeholl ginn.

D'Salariéën hunn zu engem groussen Deel e Supplément kritt. Si sinn a ganz ville Geschäfter, déi dat genotzt hunn, op fräiwëlleger Basis schaffe komm. A verschidde Studenten, déi extra fir déi Zäitspann rekrutéiert goufen, konnten iwwert dee Wee eppes Klenges verdéngen.

D'Gewerkschafte waren net ganz frou mat der Experienz. Si hu virun allem Gefore vun Abusen an och d'Aschränkunge vun der Liewensqualitéit vum Privatliewe vun de Salariéë gesinn. Leider - ech soe wierklech leider - hu mer och no x Réunioune keen Accord mat de Gewerkschaften a mam Patronat fonnt, fir generell kënne samschdes owes d'Öffnungszäiten op aacht Auer ze fixéieren.

D'Patronat wollt keen allgemenggültege Branchëkollektivvertrag, mam Argument, dass déi kleng an déi grouss Geschäfter, déi kleng an déi grouss Commerçanten einfach net ënner en Hutt ze kréie wieren. An d'Gewerkschaften hiersäits hunn dach awer relativ héich finanziell Kompensatioune gefrot.

Mir als Minister ass du leider näischt aneschters iwwregbliwwen, wéi e Kompromëss ze proposéieren, an dat war: Fermeture siwen Auer all Samschdeg Owend an och um Virowend vun engem Feierdag. Mä domadder war kee richteg zefridden. Mä déi meescht - ech mengen, dat awer kënnen ze behaapten - hätten domadder kënne liewen.

Esou ass dann och de Projet op den Instanzewee geschéckt ginn. Ech war a si mer och bewosst, dass verschidde Konsumente sech awer scho gutt un déi aacht Auer do owes gewinnt haten. An duerfir sinn ech frou, dass d'Parlament deen Amendement do proposéiert huet, fir der Demande vun de Konsumente Rechnung ze droen, awer och de Wënsch vun de Sozialpartner.

Et soll nämlech dann elo mam Gesetz, mam Amendement dran, da méiglech sinn, bis aacht Auer owes kënnen opzemaachen, ënnert der Konditioun, dass d'Geschäft e Kollektivvertrag mat de Gewerkschaften huet an dass doranner och d'Konditioune vun deem méi laangen Opmaache ganz kloer geregelt sinn. En plus steet am Gesetz - an dat war eis och ganz wichteg -, dass déi kleng Geschäfter an de Centre-commercialen net dierfen obligéiert ginn, fir hir Dieren no siwen Auer opzemaachen. An dat ass och zum Deel do derduerch ze erklären, well ganz vill där klenger Geschäfter guer net demandeur sinn, fir no siwen Auer hir Dieren nach opzemaachen.

Domadder hu mer eis concurrencielle Situatioun an der Groussregioun net verschlechtert. Mir sinn de Besoine vun de Konsumenten entgéintkomm, déi en anert Kafverhalen entwéckelt hunn am Laf vun de Joren. Mir droen de Wënsch vun de Salariéë Rechnung, an de Wënsch vun de Grande-surfacen, déi da wäerten opmaachen.

Ech fannen et eng gutt Léisung. An ech wëll hei menger Partei an och dem Koalitiounspartner e grousse Merci soen, dass mer deen Accord do fonnt hunn, an awer och deene Kolleegen aus der Oppositioun, déi dee Projet do wäerte matdroen.

Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll awer op dëser Plaz och nach op eng Remarque agoen, déi am Avis vun der Chambre de Commerce an an deem vum Conseil d'État ugeklongen ass. Si ass net esou däitlech ausgedréckt wéi am Communiqué vun der Confédération du Commerce, mä de Conseil d'État an d'Chambre de Commerce hunn et ugedeit. Et geet ëm déi total Liberaliséierung vun den Öffnungszäiten. Här Bauler, Dir hat elo éineschter dovunner geschwat.

Abee, ech mengen, an eisem Land ass d'Zäit nach net räif fir eng total Liberaliséierung. Mir hunn elo emol - ech hat dat och gesot bei den Droits d'établissement (veuillez lire: bei der Reform vum Droit d'établissement) - responsabel liberaliséiert. Dat heescht, mir hunn do liberaliséiert, wou et Sënn mécht a wou et och gebraucht gëtt.

Et mécht an eisen Ae kee Sënn, fir alleguerten d'Spillregelen iwwert de Koup ze geheien, well herno mécht deen ee Buttek op, deen anere mécht zou, wann e wëllt, an de Konsument, dee verléiert einfach total den Iwwerbléck. E weess net méi, wéini wouhinner goen. Ech denke wierklech, dat wier kontraproduktiv an et géif de Commerçanten och nëmme schueden, well d'Geschäfter mussen, souwäit wéi méiglech zesummen, also zum selwechten Zäitpunkt ophunn. Nëmmen dann zéie se och genuch Clienten un.

A wann ech eist Gesetz kucken, da gëtt dat eis eng ganz Partie Méiglechkeeten, fir säi Geschäft opzemaachen. Dir hutt och, zum Beispill, vum Geschäftstourismus geschwat, vum Kongresstourismus. Kongresstourismus leeft jo haaptsächlech an der Woch. Dat heescht, déi Leit, déi hei als Kongresstouristen hikommen, déi wëllen an der Woch vun den Ouvertureszäite profitéieren.

Déi Méiglechkeeten, déi mer an eiser Gesetzgebung hunn, fir méi laang opzemaachen, ginn awer leider net ëmmer genotzt. An d'bescht Beispill sinn do d'Geschäfter an der Stad, déi a mengen Aen owes einfach hir Dieren net laang genuch opmaachen, obwuel se d'Moyenen hunn, déi hinnen erlabe bis aacht Auer a souguer eemol an der Woch bis owes néng Auer opzeloossen. Si géife méi Leit an d'Stad zéien. Si géife méi Leit an der Stad halen. An och vum touristesche Point de vue géif dat ganz sécher eng Plus-value duerstellen. Mä dat ass eng aner Diskussioun, op déi ech elo net weider wëll agoen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll hei, fir ofzeschléissen, op alle Fall emol all deenen, déi um Projet matgeschafft hunn, e grousse Merci soen. Ech mengen an ech hoffen, dass duerch dat heite Gesetz och e puer zousätzlech Aarbechtsplaze geschafe ginn. Well loosse mer net vergiessen, dass grad an deene verschiddene Beräicher vum Commerce…

M. le Président.- Ech bieden Iech, der Madame Minister nozelauschteren.

Mme Françoise Hetto-Gaasch, *Ministre des Classes moyennes et du Tourisme.-* …dass grad an deene verschiddene Beräicher vum Commerce och déi Leit eng Plaz fannen, déi net onbedéngt déi grouss Qualifikatiounen hunn. An esou vill där Méiglechkeeten hu mer net méi an eisem Land, well d'Industrie déi Plazen och net méi esou huet. Duerfir, mengen ech, sollte mer frou sinn, fir all déi Leit iwwert deen dote Wee op esou Plazen och ënnerdaach kënnen ze kréien.

Et schéngt mer och kloer, dass duerch d'Verlängerung vun den Öffnungszäiten de Stress, deen ee soss awer um Samschdeg Owend hat, wann ee wollt seng Kommissioune maachen, dass deen net méi am selwechte Mooss besteet an dass dat ganz sécher en Avantage ass fir eng ganz Rei vu Konsumenten. Ech denken do zum Beispill un Elteren, déi samschdes ganz dacks mat hire Kanner an de Sportsclibb ënnerwee sinn an déi dann awer nach kënnen owes hir Kommissioune maachen.

Schlussendlech wëll ech kuerz op déi zweet Änderung hiweisen, déi mat dësem Gesetz agefouert gëtt, an zwar ass dat déi Méiglechkeet fir eenzel Commerçanten, fir eemol am Joer d'ganz Nuecht opzemaachen, fir ee speziellt Evenement ze organiséieren oder de Lancement vun engem neie Buch oder engem neie Smartphone oder, oder, oder, fir e Gebuertsdag ze feieren. Dat huet dat aktuellt Gesetz net erlaabt, a mir wollten awer eise Commerçanten déiselwecht Méiglechkeet ginn, déi och am Ausland besteet.

Voilà, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif zum Schluss nach just dann dem Här Henckes wëllen op seng Froen äntwerten. Dir hutt gesot, e Vetorecht fir d'Gewerkschaften. Ech gesinn et net als e Vetorecht fir d'Gewerkschaften. Ech gesinn deen Accord - mir schwätze jo vun deem Accord, dee muss fonnt ginn -, ech gesinn et als en Entgéintkomme fir d'Salariéën.

Dann hutt Der gefrot, wéi dat mat deem Kollektivvertrag wär. Also, et ass esou, déi kleng Geschäfter, déi Der an enger Grande-surface mat dran hutt, do mécht jiddwereen am Prinzip säin eegene Kollektivvertrag. Dat si jo selbstständeg Betriber, déi selwer hir eege Leit beschäftegen. Wann eng Grande-surface dat fir déi wëllt matmaachen, schéngt dat mer méiglech ze sinn, mä ech denken, dass et juristesch ganz schwéier gëtt, well dat si jo Locataren, déi och ganz dacks wiesselen, soudass ech denken, dass et am Prinzip einfach besser ass, wa jiddweree säin eegene Kollektivvertrag do ofwéckelt.

An dann zu der Formulatioun wollt ech Iech soen, dass de Conseil d'État den Text jo aviséiert huet an och redresséiert huet, soudass deen Text dann och wäert seng Richtegkeet hunn.

An dann hat Der nach d'Fro gestallt iwwer hir Bailen an hir jeeweileg Kontrakter. Also, d'Gesetz ass applicabel och fir déi bestehend Kontrakter, dass déi kleng net kënnen obligéiert ginn, esou wéi dat dann eben ofgemaach ass tëscht dem grousse Patron an deene klenge Geschäfter, déi an der Grande-surface matsëtzen.

Voilà, ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren an ech wënsche mer, dass dëst Gesetz eng grouss Ënnerstëtzung kritt.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Minister. Domadder wär d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6403 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss an de Projet de loi 6403 ass ugeholl mat 50 Jo-Stëmme géint 10 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Christine Doerner), Nancy Arendt (par M. Lucien Clement), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Raymond Weydert), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter (par Mme Diane Adehm);

MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Ont voté non: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 6341, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Formation professionnelle. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Wilmes, Bauler a Kartheiser. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Fernand Diederich. Här Diederich, Dir hutt d'Wuert.

8. 6341 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 1er décembre 1992 portant 1. création d'un établissement public pour le développement de la formation professionnelle continue et 2. fixation des cadres du personnel des Centres de formation professionnelle continue

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports

M. Fernand Diederich *(LSAP), rapporteur.-* Merci, Här President. Mesdames Ministeren an Häre Ministeren, léif Kolleeginnen a Kolleegen, den Objet vun dësem Projet de loi besteet doranner, dat modifizéiert Gesetz…

M. le Président.- Ech bieden Iech wierklech nozelauschteren.

M. Fernand Diederich *(LSAP), rapporteur.-* …dat modifizéiert Gesetz vum 1. Dezember 1992 iwwert d'Schafung vun engem Établissement public fir d'Entwécklung vun der Formation professionnelle continue souwéi d'Festleeung vun de Personalkadere vun deene respektiven Zentren ofzeänneren.

Den INFPC, deen ënnert der Tutelle vum Ministère vun der Éducation nationale fonctionnéiert, ass 1992 entstanen, wou et der Regierung drëm gaang ass, déi ëmmer méi grouss Bedeitung vun der Formation professionnelle continue am Kader vun der wirtschaftlecher a sozialer Entwécklung vum Land ze ënnersträichen.

Am Laf vun der Zäit hunn d'Missioune vum INFPC evoluéiert. Sou huet de Regierungsrot vum 20. Dezember 2000 dem Institut eng Rei Missioune ginn, sou zum Beispill d'Analys vun de Kofinanzéierungsdemanden, déi vun de Lëtzebuerger Firmen agereecht goufen, fir vun enger staatlecher Hëllef fir hir entspriechend Investissementer ze profitéieren.

A senger Sitzung vum 30. Mee 2008 huet de Regierungsrot säin Accord gi fir d'Schafung am Kader vum INFPC vun engem Observatoire national de la formation, deen als Objektiv huet, der Politik an de private Strategien um Gebitt vun der Beruffsausbildung noutwendeg an nëtzlech Informatiounen ze liwweren.

De Gesetzprojet, deen eis hei virläit, besteet aus dräi Artikelen. Am Artikel 1 gëtt den Artikel 2 vum modifizéierte Gesetz vun 1992 folgendermoossen ofgeännert.

Den INFPC huet folgend Missiounen:

- d'Promotioun vun der Formation continue am wirtschaftlechen a sozialen Ëmfeld;

- d'Bedeelegung un der Ausaarbechtung vu Konzepter fir d'Beruffsausbildung tout au long de la vie;

- d'Participatioun un der Verwierklechung vun den Objektiver, déi am Gesetz vum 19. Dezember 2008 iwwert d'Reform vun der Beruffsausbildung definéiert sinn - heizou zielen d'Schafung vun den Aktivitéite vun Initiatioun, vu Recyclage, vun Ëmschoulung souwéi d'Realisatioun vu Projeten am Interesse vum technologesche Fortschrëtt an der pädagogescher Innovatioun -;

- d'Organisatioun vun Etüden, déi derzou bäidroe sollen, de bestehenden Ausbildungssystem ze verbesseren - dëst als Observatoire national de la formation -;

- d'Preparatioun vun den néidegen Dokumenter am Hibléck op d'Analys vun den Ausbildungspläng, déi d'Entreprisë beim Minister vun der Éducation nationale areechen, fir esou der berodender Kommissioun, déi duerch de Code du Travail agesat ass, ze erlaben, hirer Missioun gerecht ze ginn.

Am Artikel 2 gëtt den Artikel 3 vum selwechte Gesetz folgendermoosse geännert:

Den Institut gëtt geleet vun engem Verwaltungsrot, dee sech paritéitesch zesummesetzt aus sechs Vertrieder vun de Ministèrë souwéi sechs Vertrieder vun de concernéierte Chambres professionnelles salariales a patronales, an zwar zwee Vertrieder vum Ministère vun der Éducation nationale a jee ee Vertrieder vun dem Ministère des Finances, dem Ministère du Travail, dem Ministère de l'Économie an dem Ministère des Classes moyennes. D'Chambres des Métiers, de Commerce, des Fonctionnaires et Employés publics an d'Agriculture hu je ee Vertrieder, während d'Chambre des Salariés der zwee huet, bedéngt, wéi Der wësst, duerch d'Fusioun vun der Chambre du Travail an der Chambre des Employés privés.

D'Membere vum Verwaltungsrot gi vum Regierungsrot ernannt a révoquéiert op Virschlag vun dem Ministère respektiv de Ministèrë respektiv de Beruffschamberen. D'Mandat ass fixéiert op eng Dauer vun dräi Joer an ass renouvelabel. D'Membere vum Conseil d'administration hu Recht op Indemnitéiten. Si befannen haaptsächlech iwwert d'allgemeng Politik vum Institut, iwwert d'Astellung vu Personal, iwwer geriichtlech Aktiounen, iwwert d'Unhuelung vun engem interne Reglement, iwwert de jährlechen Aktivitéitsrapport, de Budget, déi jährlech Konte souwéi déi néideg Uschafung vun Immobilien.

Fir all Member gëtt e Suppléant genannt, fir en eventuell ze ersetzen, wann e feelt, wann en empêchéiert ass oder och eng länger Zäit säi Mandat net kann ausüben.

Am Artikel 3 vum Projet de loi gëtt festgehalen, datt nom Artikel 3 een Artikel 3bis agefügt gëtt, dee beseet, datt de Verwaltungsrot vun engem Conseil scientifique assistéiert gëtt fir déi Aktivitéiten, déi mam Observatoire de la formation zesummenhänken, deen heimat méi eng wëssenschaftlech Assise kritt. En ass composéiert vu Vertrieder vun der Universitéit an der wëssenschaftlecher Recherche, vu Responsabele fir Etüden a Statistiken, vu Spezialiste vum Terrain a qualifizéierte Perséinlechkeeten.

De Conseil scientifique begräift maximal siwe Memberen, dovunner fënnef wëssenschaftlech Experten, de President vum Verwaltungsrot souwéi de responsabele Projetschef vum Observatoire. De Conseil gëtt sech e Règlement de fonctionnement interne. D'Indemnitéiten an d'Jetons de présence vun de Leit, déi un de Réuniounen deelhuelen, ginn duerch Règlement grand-ducal fixéiert.

Bon, d'Missioune vum Conseil scientifique bestinn doranner, eng global Evaluatioun vun de Fuerschungsaktivitéite vum Observatoire vum vergaangene Joer ze maachen an dem Verwaltungsrot doriwwer e Rapport ze maachen, säin Avis ofzeginn iwwer all neie Projet an all wëssenschaftlech Froen, déi de Verwaltungsrot him ënnerbreet, säi Bäitrag ze liwwere fir déi wëssenschaftlech Qualitéit vun de Fuerschungsaarbechte vum Observatoire souwéi Propositiounen ze maachen am Hibléck op nei Projeten a Fuerschungsaktivitéiten.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Objectif vun dësem Projet de loi besteet also doranner, dem Observatoire national de la formation eng legal Basis innerhalb vum INFPC ze ginn. D'Zesummesetzung an d'Missioune vu bestehende respektiv neie Gremie gi festgeluecht, fir esou déi strukturell a personell Viraussetzungen ze schafen, fir sech ënner verbesserte Bedéngungen den Défien ze stellen, déi an Zukunft am Kader vun der Formation continue op eis wäerten duerkommen a wourop mer déi richteg Äntwerte musse fannen am Interesse vun eiser wirtschaftlecher Entwécklung a besonnesch vun eise Jugendlechen.

An deem Sënn, Här President, wëll ech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi ginn an ech soen Iech och Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Rapporteur. Als éischte Riedner ass den Här Serge Wilmes agedroen. Här Wilmes, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Serge Wilmes *(CSV).-* Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt wëll ech dem Rapporteur, dem Fernand Diederich, villmools Merci soe fir säi schréftlechen an elo grad och mëndleche Rapport. En huet dat jo ganz detailléiert hei gemaach an eis erklärt, ëm wat et an dësem vläicht méi klenge Gesetzesprojet, mä dowéinst awer net méi onwichtege Gesetzesprojet u sech geet.

Et kléngt vläicht net interessant, wann een elo seet, hei hu mer en INFPC, dee mécht Weiderbildung, a mir maachen en Observatoire national de la formation, deem gi mer eng legal Basis, déi kéint een esou als secondaire ofstempelen. Mä et ass awer ee ganz wichtege Gesetzesprojet. Ech mengen, all Projet ass hei wichteg, dee mer hei stëmmen, och deen heiten. An en huet dowéinst och seng Opmierksamkeet verdéngt.

De Fernand Diederich huet elo grad gesot, wat den Haaptobjektiv ass. Mir sollen deem Observatoire national de la formation eng legal Basis ginn, an ech wéilt mech haaptsächlech op deen do och da konzentréieren, well et ass emol eng Kéier interessant ze kucken, wat en da mécht.

E steet wéi gesot am Kader, am Zeeche vun der Weiderbildung, engem Thema, wat jo ganz wichteg ass, iwwert dat mer jo och vill heibanne schwätzen, well et jo och als ee vun de Schlësselen ugesi gëtt géint de Kampf vum Chômage (veuillez lire: am Kampf géint de Chômage), engem vun de Problemer vun eisem Land. Zum Rappel: 6,1% Chômeuren hu mer. Mir maache vill Mesuren dergéint. Mir probéieren, dat an de Gréff ze kréien. Hei ass elo vläicht een Deel dovunner. An zwar mat engem Observatoire, dee ganz genau analyséiert, wou dann haaptsächlech Problemer sinn, wann een zum Beispill net sech integréiert um Aarbechtsmaart. Wat ass do schifgelaf? Wat ass an der initialer Ausbildung net riichtgelaf? Wou muss Weiderbildung gemaach ginn? An dowéinst mécht ee jo och da Studien. Dat ass jo haaptsächlech den Objet, deen e mécht.

E mécht Studien, fir genau ze kucken, wéi den Iwwergang haaptsächlech tëschent der Schoul an dem Beruffsliewen ausgesäit. An do huet en och schonn interessant Studië lafen, wou Schüler gekuckt ginn, déi aus der Formation professionnelle kommen, aus der Formatioun vum Technicien, aus dem Gesondheetsberuff, aus de Sozialberuffer, wéi déi iwwer siwe Joer do eben evoluéiert hunn. A gekuckt gëtt genee: Wat ass mat hinne geschitt, wéi se en Diplom am Grapp haten, wéi se erauskomm sinn aus der Schoul? Wéi laang hu se gebraucht, fir sech herno ze integréieren an engem Beruff? Wat hu se do fir e Beruff kritt? Ass et an deem Beräich, wou se en Diplom och hunn derfir? Ass et en anere Beräich? Wat sinn d'Aarbechtskonditiounen, déi se kréien? Genee also den Typ, d'Natur vun de Kontrakter. A virun allem eben och: Wéi laang hu se dofir gebraucht? Dat gëtt alles analyséiert, an da gëtt ebe gekuckt: Kann een erausfannen, o.k., konnt deen elo wierklech mat deem Diplom, deen en an der Schoul kritt huet, sech direkt integréieren oder net?

Da kann ee jo e Profil och vun engem, deen aus der Schoul kënnt, méi kloer preziséieren a mat deem ofstëmmen, wat mer an der Beruffswelt herno sichen. Dat ass jo déi berühmten Inadéquatioun, déi mer de Moment kennen tëschent de jonke Chômeuren, déi um Aarbechtsmaart landen an déi dacks net deen Diplom hunn, dee se bräichten, fir herno eng Aarbechtsplaz ze fannen. Dat ass ee vun den Haaptproblemer vum Jugendchômage. Hei kéinte mer elo genee erausfannen: Wou sinn d'Defiziter? Wou leien eis Problemer am Schoulwiesen, fir kënnen dat och ze verbesseren? An dofir huet deen also schonn eng wichteg Aufgab, deen Observatoire national de la formation. Dee kritt elo eng legal Basis.

Elo kann ee soen, mir maache vill Studien. Iwwerlappe sech déi Studien net vläicht alleguerten herno, datt se sech iwwerschneiden, datt et double Emploi ass? Well et gëtt jo nach aner Instituter, wéi de CEPS oder wéi d'Uni. Mä do huet eis awer kloer d'Ministesch och an der Kommissioun versécher, dat sinn awer aner Objeten, aner kloer Themen, déi déi analyséieren. Zum Beispill kuckt CEPS/Instead éischter, wat d'Demandeurs d'emploi fir e Profil hunn. Hei geet et jo kloer ëm déi, déi aus der Schoul kommen. An d'Uni kuckt virun allem Masterstudenten am Moment, wéi déi sech herno um Aarbechtsmaart integréieren.

Duerfir ass et also hei och keen double Emploi, an duerfir ass et gutt, datt mer deem heiten elo eng legal Basis ginn, mat deem e seng Aarbechte ka weidermaachen. An duerfir si mir och als CSV-Fraktioun heimadder averstanen a wäerten dee Gesetzesprojet hei stëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Wilmes. Als nächste Riedner ass den Här Bauler agedroen. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler *(DP).-* Merci, Här President. Ech wollt fir d'éischt dem Rapporteur, dem honorabele Kolleeg Fernand Diederich, häerzlech Merci soe fir säin ausféierleche Bericht. Deem ass u sech eigentlech näischt méi bäizefügen,…

Une voix.- Très bien!

(Brouhaha général)

M. André Bauler *(DP).*-…ausser datt mir nach als Demokratesch Partei wéilte soen, datt mer ganz zefridde sinn, datt dësen Observatoire national de la formation, dee jo eng wichteg Aarbecht ze verriichten huet, elo endlech op eng legal Basis kënnt.

Wat eis als DP besonnesch um Häerz läit, dat ass déi prospektiv Aarbecht, déi dësen Observatoire ënner anerem erfëlle soll, virun allem, wann et drëm geet, zukünfteg Beruffer am Viraus ze detektéieren, d'Kompetenzen, déi domadder verbonne sinn, virauszegesinn, a mat de Betriber zesummen déi Iwwerleeungen a Prospektiounen a konkret Aktiounen ëmzesetzen. Dat hëlleft ënner anerem an ënner Ëmstänn d'Aarbechtlosegkeet ze vermeiden oder Aarbechtslosegkeet ofzebauen, an dat muss eist Haaptzil sinn.

Dëst gesot ginn ech den Accord vu menger Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Bauler. Als leschte Riedner ass den Här Kartheiser agedroen.

(Interruptions)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, elo kréie mer also en Observatoire de la formation, wat sécher net schlecht ass, mä et muss een awer och soen, datt, fir en Androck ze kréie vun der Formatioun hei am Land, et dacks duergeet fir mat de Patronen ze schwätzen an ze héieren, wat déi fir Kloen hunn notamment iwwert den Niveau vun deene Leit, déi aus eisem Lëtzebuerger Schoulsystem erauskommen. Ech mengen, wann een dat géif eescht huelen, wat eist Patronat géif soen, an och déi Examen, déi beim Stat gemaach ginn, ech mengen, dann hätt een d'Defiziter am Schoulsystem scho ganz séier analyséiert. Et muss een da just de Courage hunn, dat och ze soen an dann och déi néideg Mesuren ze huelen.

Mir kënnen eis och nach eng zweet Fro stellen. Mir hunn elo deen Observatoire, dee mer begréissen, an ech soen dem Här Rapporteur ausdrécklech Merci fir dee gudde Rapport, deen e gemaach huet. Mä mir kréien net nëmmen dësen Observatoire, mir hunn och nach ee vum Marché de l'emploi, deen ënnerwee ass. Mir hunn och d'Statistiken, déi am Éducatiounsministère selwer opgestallt ginn. A wéi esou dacks stellt sech dann d'Fro, ob et net besser wär, Ressourcen zesummenzeleeën, amplaz datt mer elo zwou oder dräi Plazen hunn, déi esou Etüde maachen. Alles dat kascht Geld, an et wär besser, Synergien ze schafe wéi double oder triple Emploi.

An eng lescht Bemierkung: Mir hätten dat Gesetz hei ganz sécher net gestëmmt, wann all déi Dispositiounen drastoe bliwwe wären, déi géint d'Protektioun vun der Sphère privée verstouss hunn. Alt erëm eng Kéier huet d'Regierung hei um Ufank e Projet de loi proposéiert, eis virgeluecht, deen u sech den Honger vum Stat no Daten demonstréiert huet, a mir mussen einfach als Stat léieren, datt de Stat weder soll alles wëssen nach däerf alles wëssen nach muss alles wëssen!

Mir mussen als Stat eis limitéieren an erëm eng nei Kultur vun der Protektioun vum private Liewe kréien. De Statsrot hat dat mat Recht kritiséiert. Et ass gutt, datt dat fale gelooss ginn ass. An nëmmen, well déi Ingérence an d'Privatliewen net méi an engem Gesetz ass, nëmmen dowéinst kann d'ADR dat haut matstëmmen.

Nach eemol: Mir soen dat och am Zesummenhang mam Gesetz iwwert de glieserne Schüler. Fir eis als Partei steet d'Protektioun vun der Privatsphär ganz uewen op der Prioritéitelëscht. An e Gesetz, dat géint esou e Prinzip verstéisst, géife mir sécher net matstëmmen.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Kartheiser. D'Wuert kritt elo d'Madame Éducatiounsministesch Mady Delvaux-Stehres.

(Interruptions et hilarité)

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Merci, Här President. Och ech wéilt mech uschléissen un d'Mercien un de Rapporteur, den Här Diederich, deen dëse méi technesche Rapport virgestallt huet. Ech freeë mech iwwert dee breede Konsens hei an dësem Parlament a wéilt da just rappeléieren, dass den INFPC - Institut national de formation professionnelle continue - effektiv säit 1992 besteet an dass en elo eng nei Missioun derbäi kritt. Hie gëtt elo Observatoire national de la formation, dat ass keen double Emploi mat aneren Observatoiren, déi mer hunn.

Deen Observatoire ass scho laang gefrot ginn - säit ech mech kann erënneren - an den Observatoire besteet doranner, dass en ënnersicht: Déi Jugendlech, déi aus eisem Schoulsystem erauskomme mat engem Diplom, wou sinn déi zwee Joer duerno, dräi Joer duerno, fënnef Joer duerno? Well mir wëssen effektiv ganz gutt, wéi vill Schüler mat engem Diplom aus eisem Schoulsystem erauskommen. Mir kënnen awer net novollzéien, ob déiselwecht Schüler an hirem Beruff dra bliwwe sinn oder ob se no e puer Joer an en anere Beruff gewiesselt hunn.

An et ass dat, wou ëmmer erëm gesot gëtt, dass net de Ministère, mä eis Ekonomie an d'Aarbechtswelt Informatioune brauch, fir ze wëssen: Wat ass de Profil, dee gebraucht gëtt, a mat wéi engem Profil geet ee wouhinner schaffen? Dat ass also déi Informatioun, déi mer hoffen iwwert dësen Observatoire zesummenzekréien.

Effektiv hat ech an deem éischte Projet de loi drageschriwwen, dass d'Autorisatioun, fir déi Datebank ze exploitéieren, sollt iwwert d'Chamber gi ginn, well dat ass jo deen héchste Gremium, dee mer hei am Land hunn, a wann deen autoriséiert, dass déi Donnéeën däerfen opgehuewe ginn, da wär dat iwwer Gesetz festgeluecht. De Conseil d'État huet dat verworf. Mir hunn elo eng Autorisatioun ugefrot an der Dateschutzkommissioun, déi dann an normaler Prozedur d'Autorisatioun gëtt, mä also ech... à moins, dass haut eng Autorisatioun komm wär, war ech gëschter nach net an der Kenntnis, datt mer d'Autorisatioun hunn.

Dat heescht also, dass mir zwar elo e Gesetz stëmmen, wou mer kënnen en Observatoire grënnen, mä esou laang wéi mer d'Autorisatioun net hunn, kann deen Observatoire net schaffen! Dat wollt ech just hei zur Informatioun vun dësem Parlament soen.

Ech freeë mech awer driwwer, dass et gestëmmt gëtt, a wa mer d'Autorisatioun dann hunn, dass déi Informatiounen, déi mer säit Jore froen, dass mer déi dann och kënnen erhiewen. Duerfir soen ech Iech villmools Merci fir déi breet Zoustëmmung an ech waarden, esou wéi Dir, huelen ech un, mat grousser Spannung op déi éischt Resultater vun deem Observatoire.

Merci.

M. le Président.- Merci der Madame Ministesch. Domadder wär d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6341 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

De Vote ass ofgeschloss an de Projet de loi 6341 ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Christine Doerner), Nancy Arendt (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Marcel Oberweis), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter (par M. Serge Wilmes);

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Eisen nächste Punkt ass de Projet de loi 6365 iwwert de Sportlycée. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht an et hu sech bis elo ageschriwwen: d'Madame Scholtes, den Här Berger, d'Madame Lorsché an den Här Kartheiser. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Claude Haagen. Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

9. 6365 - Projet de loi portant création du Sportlycée

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports

M. Claude Haagen *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Madame Minister, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi 6365 portant création du Sportlycée ass de 17. November 2011 vun der Éducatiounsministesch déposéiert ginn. Den 1. Dezember 2011 sinn ech an der zoustänneger Kommissioun als Rapporteur designéiert ginn an deeselwechten Dag hu mir och mat der Analys vum Projet de loi ugefaangen.

M. le Président.- Ech géif Iech alleguerte bieden nozelauschteren a wierklech déi privat Gespréicher da virun der Dier ze féieren. Merci.

M. Claude Haagen *(LSAP), rapporteur.*- De Projet de loi ass och vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics esou wéi vum COSL aviséiert ginn. De Statsrot huet säin Avis den 20. Mäerz vun dësem Joer ginn, wou eng Opposition formelle betreffend d'Admissiounskonditioune vun de Schüler dra war. Ech komme spéider nach eng Kéier op dës Opposition formelle zréck.

Här President, eng Struktur, déi et de jonke Mënschen erlaabt, fir Studium a Sport mateneen ze verbannen, ouni op dat engt oder op dat anert ze verzichten, ass eng Doléance, déi schonn e gewëssenen Alter huet an op déi ganz ongedëlleg an der Lëtzebuerger Sportswelt gewaart gëtt. De Sportlycée ass déi adequat Antwert, fir jonk Sportstalenter ze förderen. Ee Wee, dee vun eise Sportsfederatiounen an dem COSL natierlech ënnerstëtzt gëtt.

Vun 1989 un hate Sportler hei am Land schonns d'Méiglechkeet zwee- bis dräimol pro Woch an de Strukture vun de Centres de formation vun der ENEPS an de Federatiounen nomëttes ze trainéieren. Haut schwätze mer vu ronn 550 Sportler a vu 15 Federatiounen, déi dëst schonns notzen. Vum Schouljoer 2001 u sinn d'Sportsklassen an de Lycée Aline Mayrisch integréiert ginn a vun 2007 u fonctionnéieren d'„sports-études" um Site vum INS als Annexe vum Lycée Aline Mayrisch.

D'Unzuel vun de Schüler ass kontinuéierlech a staark eropgaangen, vun 23 Schüler, pardon, 73 Schüler am Joer 2007 bis 305 Schüler a Studente beim aktuelle Schouljoer. De Corollaire ass, datt d'Infrastrukturen ze kleng gi sinn an datt d'Lëtzebuerger Sportswelt elo ee Sportlycée mat deenen néidegen Infrastrukture brauch.

Ënnert dem Term Sportlycée regruppéiert sech elo eng Cellule de coordination des centres de formation fédéraux, déi bis elo am Département ministériel des sports integréiert war an de Projet „sports-études", deen als Objektiv huet, wéi säin Numm et scho seet, optimal Konditiounen an deenen zwee Beräicher fir Sportler ze schafen.

Déi zwee Haaptvolete vun dësem Gesetz sinn de pädagogesche Volet, wou den Enseignement, Tutorat, Internat an esou weider definéiert gëtt, an de sportleche Beräich, wou de Suivi sportif, médical, paramédical an diététique behandelt gëtt. Fir d'Rentrée vun dësem Schouljoer 2012-2013 wäerte mir am Sportlycée ongeféier 330 Schüler hunn, verdeelt am ganzen op 15 Klasse vu Septième bis Première am Secondaire, a vu Septième bis Neuvième am Secondaire technique. Fir eng komplett Offer och am ganze Cycle supérieur kënnen unzebidden, gëtt mat anere Lycéeën zesummegeschafft, wéi dat bis elo zum Beispill beim Bouneweger Lycée gemaach ginn ass.

Dir Dammen an Dir Hären, an dësem Projet de loi gëtt net iwwert d'Sportinfrastrukturen, mä nëmmen - „nëmmen", entre guillemets - iwwert de Fonctionnement vum Sportlycée ofgestëmmt. Vu datt d'Infrastrukturen awer och grad esou wichteg sinn, wollt ech awer kuerz eng Kéier doriwwer schwätzen, och wa se, wéi gesot, net am Projet de loi selwer Bestanddeel sinn.

Dës Infrastrukturen, déi fir de Sportlycée néideg sinn, sinn emol e Schoulgebai fir 400 bis 450 Schüler, eng Sportshal, déi als Struktur bei den INS kënnt, e weidere Parking fir 40 bis 50 Autoen a schlussendlech en Internat mat enger Capacitéit fir 40 Schüler. Niewent den Infrastrukture vum INS kann de Sportlycée och op d'Sportshale vum Campus Geesseknäppchen an op d'Coque zréckgräifen.

De Sportlycée garantéiert een Accueil vun hallwer aacht moies bis fënnef Auer nomëttes, eng Restauratioun fir ronn 400 Couvertë pro Dag, déi mam Service Restopolis vum Ministère de l'Éducation nationale ugebuede gëtt. All d'Schüler aus dem ënneschte Cycle mussen do iessen, wat awer kee Problem duerstellt, well momentan ronn 80% vun de Schüler op dës Offer vum Restaurant vum INS souwisou zréckgräifen, also domadder zefridde sinn.

An der zoustänneger Kommissioun huet sech de Sportsminister och ganz zouversiichtlech ginn, datt d'Schoulgebai an d'Internat vum Sportlycée fir d'Rentrée vun dësem Schouljoer fäerdeggestallt ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Missiounen an d'Objektiver vum Sportlycée am beschten ze beschreiwen, kann een dëst an dräi Stéchwierder résuméieren: Éischtens d'Réussite scolaire, zweetens d'Réussite sportive an drëttens d'Intégration sociale. Am Kader vun der Réussite scolaire adaptéiert de Sportlycée säi Stonneplang esou, dass d'Schüler all Dag genuch Zäit hunn, fir ze trainéieren. Dëst soll ëmmer am Aklang mat der Ausbildung an als Zil de Schoulofschloss hunn.

Net nëmme fir d'Schüler, mä och fir d'Enseignantë vum Sportlycée ass dëst eng nei Erausfuerderung. De pädagogeschen Deel vum Sportlycée bedeit fir d'Professeren och méi eng grouss Flexibilitéit an hirem Enseignement, well eben d'Schüler duerch Training a Sportskompetitiounen net ëmmer do sinn.

Duerfir ass den Tutorat ëmsou méi wichteg. All Professer gëtt Tuteur vun enger gewëssener Zuel vu Schüler, déi an enger oder zwou Federatioune sinn. Den Tuteur behält den Iwwerbléck iwwert dem Schüler seng sportlech a schoulesch Fortschrëtter an ass fir de Kontakt tëschent dem Léierpersonal, den Elteren an den Trainer zoustänneg. Wann et am schoulesche Beräich Problemer sollte ginn, da kann de Schüler an den traditionellen Unterrecht ëmmer zréckgoen.

D'Réussite sportive, den zweete Punkt, hänkt vill vun der Organisation scolaire of, an an dëser muss Plaz sinn, fir datt de Schüler seng sportlech Entwécklung a seng sportlech Ziler erreeche kann. Duerfir ass eng enk Zesummenaarbecht tëschent den zoustännege Federatiounen an dem Sportler no de Prinzipie vum „long term athlete development" néideg.

Dëse Prinzip, jo dëse Modell setzt haaptsächlech op physescht Kënne bei de Kanner a Jugendlechen, ouni en Ënnerscheed tëschent dem Héichleeschtungssport, dem Kompetitiounssport oder dem Fräizäitsport ze maachen. Et handelt sech ëm ee kompletten Trainings- a Kompetitiounsprogramm, deen éischter op den Niveau vun der Entwécklung beim Sportler wéi sech op den Alter bezitt. D'Motricitéit vun de Schüler an d'Verhënnerung vun de Blessurë gëtt mat de Federatiounen iwwert d'Centres de formation am Sportlycée diskutéiert a beschwat.

Deen drëtte Punkt, dat ass d'Intégration sociale, ass den drëtten Haaptobjektiv an der Struktur vun den „sports-études". Den Défi fir Sport mat Léieren ze verbannen ass scho grouss genuch, mä Wäerter wéi de Respekt vun aneren, Disziplin, Solidaritéit, den Équipëgeescht, sech kritesch mat Problemer auserneenzesetzen, sech sportlech ze entwéckele kënnt nach dobäi. Terme wéi Fairplay, Dopage wäerten ëmmer erëm optauchen an all Sportler, jo all Schüler soll a muss sech ëmmer mat all dëse Wäerter an Terme beschäftegen. Bei all deenen dräi Objektiver, mengen ech, ass et ee Wonsch vun de Verantwortleche vum Sportlycée, fir een optimalen Encadrement ze garantéieren.

Här President, am Avis vum Statsrot vum 20. Mäerz vun dësem Joer hat de Statsrot eng Opposition formelle, wat d'Astellungskritäre vun de Schüler fir de Sportlycée betrëfft. Ech hunn dat scho gesot. A sengem Avis huet de Conseil d'État eng Propositioun gemaach, déi d'Artikelen 11 an 12 vum Projet de loi betreffen. Dës Propositiounen hunn och een Impakt op de Libellé vum Artikel 4 an domat op d'Missioune vum Comité de coordination.

Et ass eben dëse Comité de coordination, dee sech aus engem Delegéierte vum Éducatiounsministère, aus dem Sportsministère, engem Delegéierten aus dem Organisme central du sport a vun engem Directeur an Directeur adjoint zesummesetzt. Dës Membere gi mat engem Mandat, wat erneiert ka ginn, fir dräi Joer iwwer Arrêté ministériel vun der Éducatiounsministesch genannt.

Den ursprünglechen Text vun dësem Projet de loi huet virgesinn, dass d'Kandidate fir de Sportlycée musse vun de Federatioune proposéiert ginn. Wann et méi Kandidate wéi Plaze sollte ginn, da géif de Comité de coordination Opnahmkritären opsetzen. Dës Formulatioun war dem Statsrot ze schwammeg an onprezis. D'Kritäre mussen an engem Règlement grand-ducal festgehale ginn an och d'Kandidaten, déi

net vun enger Federatioun proposéiert sinn, solle sech umelle kënnen. Esou ee Projet vun engem Règlement grand-ducal huet d'Madame Minister der Éducatiounskommissioun virgeluecht.

Nodeems d'Éducatiounskommissioun eng Rei Amendementer de 24. Mee 2012 un de Statsrot weidergeleet huet an dësen a sengem Avis complémentaire mat alleguerten dësen Amendementer d'accord war, a vu datt d'Kommissioun sech och der Propositioun, wat d'Aschreiwungskonditioune vun de Schüler (veuillez lire: betrëfft), dem Avis vum Conseil d'État ralliéiert huet, nämlech dëst iwwer ee Règlement grand-ducal ze maachen, ass d'Opposition formelle fale gelooss ginn. D'Amendementer a weider Detailer zu dësem Projet de loi 6365 kënnt Dir a mengem schréftleche Rapport noliesen.

Zum Schluss wëll ech all de Sportler an Athleten, déi net wëllen op...

(Interruption)

Merci, Här Gibéryen ...déi net wëllen op hire Sport verzichten an trotzdeem ee gudde Schoulofschloss maachen, dozou encouragéieren, datt si op dës Infrastrukture vum Sportlycée an op dat pädagogescht Rezept vun den „sports-études" kënnen a sollen zréckgräifen.

No all deene villen a sëllegen Diskussiounen, déi mer hei zu Lëtzebuerg iwwert d'Sportsinfrastrukture féieren, sinn ech frou, datt dëse Projet an der Kommissioun eng Unanimitéit kritt huet an duerfir hoffen ech mat deem heitege Vote och Är Ënnerstëtzung kritt a ka realiséiert ginn. D'Gewënner sinn eis Sportswelt an eis Kanner, déi nëmme vun esou engem System profitéiere kënnen. Ech soen Iech Merci, datt Der mer nogelauschtert hutt, a ginn den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Rapporteur Claude Haagen. An d'Wuert kritt elo fir d'alleréischt d'Madame Tessy Scholtes.

Discussion générale

Mme Tessy Scholtes *(CSV)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt wëll ech dem Rapporteur, dem honorabelen Här Haagen, Merci soe fir säin exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport. Ech hu mech virun e bësse méi wéi engem Joer a menger éischter Ried hei an dësem héijen Haus fir Strukture wéi de Sportlycée ausgeschwat. A wéi Dir Iech virstelle kënnt, sinn ech als fréier Sportlerin haut immens frou, dass de Sportlycée elo endlech eng legal Basis kritt an doduerch zu engem feste Bestanddeel an eiser Schoullandschaft gëtt.

Mir hunn an eisem klenge Land ëmmer méi Sportler, déi op internationalem Niveau mat deene Beschte mathale kënnen. Wéi Dir all wësst, vun näischt kënnt näischt! Dat heescht, och am Sport muss ee vill schaffen an investéieren, fir un d'Spëtzt ze kommen an dat, a mengen Aen, ëmmer méi, well an alle Länner gëtt de Sport ëmmer méi professionell organiséiert. Duerfir ass et wichteg, datt eis jonk Talenter scho fréi optimal Konditioune geschafe kréien, déi hinnen de Wee no uewen erméiglechen. Aus all jonkem Talent ka sécherlech net herno en Topathlet ginn. Mä wann et der nëmmen e puer a lues a lues ëmmer méi ginn, déi et packen, dann hu mir eppes erreecht. Mir sollten nämlech net vergiessen, wat fir een enormen Enjeu de Sport huet, an houfreg sinn op eis Sportler, déi de roude Léiw an d'ganz Welt erausdroen.

An dësem Sënn sinn 1989 d'Centres de formation um INS an 1997 d'Sportssektioun vun der Arméi entstanen. 1998 ass ee groussherzoglecht Reglement a Kraaft getrueden, wat verschidde speziell Moossname fir Héichleeschtungssportler an awer och fir talentéiert Museker am Secondaire erméiglecht. 2001 sinn d'Sportsklassen am Lycée Aline Mayrisch agefouert ginn a säit 2007 leeft de Projet „sports-études" um Site vum INS als Annex vum Lycée Aline Mayrisch. D'„sports-études", „Sportgymnasien" oder „Sports schools" gëtt et mëttlerweil an all europäeschem Land. An och Lëtzebuerg mécht mat dësem Gesetz elo keng Ausnahm méi.

Här President, de Statsrot hat a sengem Avis vum 20. Mäerz d'Artikelen 11 an 12 iwwert d'Admissioun vun de Schüler am Sportlycée contestéiert an ee groussherzoglecht Reglement mat Opnahmekritäre fir all Sportler gefuerdert. Deem ass Rechnung gedroe ginn, andeems elo méi kloer aus dem Artikel ervirgeet, dass och Schüler, déi net vun enger Federatioun proposéiert ginn, eng Kandidatur fir an de Sportlycée stellen an no deene selwechte Kritären opgeholl kënne ginn. Dass de Sportlycée och virdru schonn oppe war fir esou Démarchen, weist d'Beispill vun enger jonker Schachspillerin, déi d'lescht Joer aus eegener Initiativ hiren Dossier eragereecht hat an ugeholl ginn ass.

D'Rechter an d'Flichten tëschent dem Sportlycée an de Federatioune ginn duerch Konventioune geregelt. Esou kann hei zum Beispill festgeluecht ginn, dass a verschiddene Sportaarten d'Plage horaire vun der Préparation physique générale, déi vum Lycée ugebuede gëtt, vun der Federatioun fir sportaartspezifeschen Training genotzt gi kann.

Ech wëll awer och ënnersträichen, dass et sech beim Sportlycée vum Schoulsystem hier ëm e ganz normale Lycée handelt, deen d'Schüler op e Premièresexame vun enger vun den aktuelle Sektioune preparéiert an hinne gläichzäiteg d'Méiglechkeet bitt, hire Sport op héijem Niveau ze praktizéieren. All Schoul huet dräi Stonnen Autonomie an de Fächer, déi si um Stonneplang ubidden. An d'Fächer, déi am Sportlycée duerch de Sport ersat ginn, si keng Promotiounsfächer, mä vun Troisième bis d'Première zum Beispill Optiounsfächer.

Dëst ass ee wichtege Punkt am Kontext vun den aktuellen Debatten iwwert d'Schoulreform, wou déi zwou proposéiert Dominanten déi verschidde Sektiounen ersetze sollen. Et gëtt vill driwwer geschwat, dass d'Konscht an d'Musekssektioun ewechfale géifen. Ma ähnlech Strukture wieren och hei unzedenken, virun allem, well d'groussherzoglecht Reglement vun 1998 sech jo och op jonk Museker bezitt.

Well et sech, wéi gesot, ëm en normale Lycée handelt, ass de Wiessel an en anere Lycée och zu jidder Zäit méiglech, wat an eisen Aen ee ganz wichtege Punkt ass. Et muss een nämlech wëssen, dass eng Struktur wéi de Sportlycée net dat Richtegt fir all Kand oder Jugendlechen ass. Et gëtt immens vill vun de Schüler verlaangt, well si souwuel an der Schoul wéi och um sportleche Plang Leeschtung an Disziplin weise mussen. Dacks weist sech, dass grad Leeschtungssportler gutt mat dëser Charge ëmgoe kënnen, well si vu klengem u gewinnt si sech gutt ze organiséieren, fir alles ënner een Hutt ze kréien. Déi Schüler, déi op Septième direkt an de Sportlycée ginn, gewinne sech lues a lues un de Rhythmus Schoul a Sport, well op den ënneschte Klasse manner Trainingsunitéiten um Stonneplang sti wéi bei de Groussen.

Mä de Sportlycée ass awer och op fir Quereinsteiger, dat heescht fir Schüler, déi virdrun an engem anere Lycée waren. Hei kann et emol sinn, dass et dëse Kanner méi schwéier fält sech un de Rhythmus ze gewinnen a gläichzäiteg d'Anonymat vun enger méi grousser Schoul opzeginn. Am Sportlycée sinn am Moment just ronn 300 Schüler, an den enken Encadrement duerch Proffen, Tuteur, Trainer, Kiné a Psycholog mécht, dass all Schüler bekannt ass.

Den Drop-out, dat heescht déi Schüler, déi d'Schoul wiesselen, läit bei 6 bis 7% pro Joer. D'Grënn fir den Drop-out kënnen, nieft de schonn ugeschwatenen Ursaachen, sportlech Resultater, Problemer mat der Federatioun oder och de Frëndeskrees sinn. Deen anere Fall gëtt et awer och, an zwar, dass Sportler, och wa se net méi am Kader sinn oder wëlle sinn, trotzdeem am Sportlycée bleiwe wëllen. Hei besteet d'Méiglechkeet fir säi Joer fäerdeg ze maache respektiv nach ee Joer weider ze bleiwen, zum Beispill fir net eng Première duerch e Wiessel no der Deuxième ze gefährden.

Nieft dem Leeschtungssport wëllt de Sportlycée awer och aner Beräicher ofdecken an d'Kanner fir en nohaltegt Engagement am Sport motivéieren. Doweinst bitt de Sportlycée ab nächstem Joer Moduler vun Troisième bis d'Première u fir Schüler, déi net méi an der Federatioun sinn an awer dem Sport erhale bleiwe wëllen, zum Beispill als Trainer oder als Arbitter. Verletzte Sportler hunn natierlech eng Karenzzäit, fir nees op d'Been ze kommen, a mussen net direkt de Lycée wiesselen.

A puncto Wiessel ass et och wichteg ze erwähnen, dass de Sportlycée mat anere Lycéeë kooperéiert. Vu dass de Sportlycée just de Cycle inférieur am Technique ubidde kann, mussen d'Schüler no der Neuvième an en anere Lycée wiesselen. De Lycée technique vu Bouneweg zum Beispill gëtt de Schüler d'Méiglechkeet hire Stonneplang esou ze aménagéieren, dass si awer nach bis zu zweemol moies am Sportlycée trainéiere kënnen.

Och bei de Proffen huet een e gewëssenen Drop-out, well och vun hinne vill Flexibilitéit an Disponibilitéit verlaangt gëtt. Am Sportlycée schaffen, heescht deelweis Prüfungen an dräifacher Ausféierung maachen, well d'Schüler bedéngt duerch Kompetitiounen a Stagë méi oder manner dacks feelen. Am Fall vun esou Absencë gëtt de Prof hinnen Aufgabe mat op den Déplacement, an dës ginn dann nom Retour verbessert. Déi 72 Disponibilitéitsstonnen, déi all Prof am Laf vum Schouljoer ze realiséieren huet, ginn an den Tutorat investéiert, well am Sportlycée huet all Schüler een Tuteur.

De Rekrutement vun de Proffen ass awer d'selwecht wéi an anere Schoulen. A bis elo waren nach ëmmer genuch Interessenten do, déi sech an de Sportlycée gemellt hunn. Et sinn dëst normalerweis Leit, déi e gewëssene Lien zum Sport hunn a sech an dësem Sënn engagéiere wëllen. Vill vun den Enseignantë sinn net exklusiv am Sportlycée, mä ënnerriichten och nach an anere Gebaier, wat gutt ass, well si esou d'Leeschtunge vun de Schüler aus dem Sportlycée mat deenen aus anere Lycéeë vergläichen an deemno wéi ajustéiere kënnen.

Hei ass ze bemierken, dass d'Resultater vun den Épreuves communes an der Moyenne leien, an am Premièresexamen vun dësem Joer 14 Schüler direkt gepackt hunn - dovunner eelef mat der Mention „bien" an ee mat der Mention „très bien" -, dräi een Noexamen hunn a keen duerchgefall ass.

De schouleschen an de sportlechen Erfolleg kommen net vun näischt. Et muss ee soen, dass wierklech vill gemaach gëtt, fir dem Schüler a Sportler op sengem Wee no uewen ze hëllefen. Nieft den Absencë fir Kompetitiounen a Stagen, déi d'ailleurs bei schlechte schoulesche Leeschtungen net autoriséiert ginn, dem Noschreiwe vu Prüfungen, de schouleschen Hëllefsmesuren an dem Tutorat kommen nach aner wichteg Punkte wéi d'Verletzungspreventioun an Réathlétisatioun duerch Kinéen, de medezineschen Encadrement duerch Dokteren an d'Méiglechkeet vun enger psychologescher Betreiung virun an no de Kompetitiounen derbäi.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, déi wierklech Leeschtungen, souwuel am schoulesche wéi och am sportleche Beräich, kommen awer nëmmen duerch eng gutt Kommunikatioun an Zesummenaarbecht vun alle Verantwortlechen zustan. An dat ass eiser Usiicht no déi gréissten Erausfuerderung am Sportlycée.

D'Proffe musse mat den Traineren iwwer e Prüfungs- a Kompetitiounsprogramm kommunizéieren. D'Trainere vum Verband, déi jo an der Schoul intervenéieren, an déi vum Veräin, musse sech ofstëmmen, fir eng Iwwerbelaaschtung vum Athlet ze verhënneren. D'Verbandstraineren, déi d'Sportaart, de spezifeschen Training am Sportlycée halen, an d'Sportsproffen, déi de Schoulsport an déi physesch Preparatioun ofhalen, musse sech och regelméisseg ofschwätzen. An d'Eltere si souwisou an all dëse Beräicher involvéiert.

Dëst ass net ëmmer einfach ze realiséieren an immens zäitopwendeg, mä duerch regelméisseg Réuniounen am Laf vum Schouljoer kommen déi verschidden Acteuren zesummen a Problemer kënnen aus dem Wee geraumt a Léisunge fonnt ginn.

Wéi Dir gesitt, sinn d'Schüler immens gutt encadréiert an et gëtt vill op den eenzelne Schüler agaang. De Revers vun dëser enker Betreiung ass leider dacks eng Attitüd vun eenzelne Kanner, déi ze vill gewinnt sinn, dass alles fir si gemaach gëtt. Esou ass dee gréissten Défi hinne verstoen ze ginn, dass si déi Haaptverantwortlech vum Erfolleg sinn an et drëms geet, d'Struktur Sportlycée optimal ze notzen. Hei muss d'Schoul esou wäit changéieren, dass verschidden Erliichterunge sech mussen erschafft ginn, och duerch Fläiss, Asaz a Behuelen an der Schoul, esou dass net méi alles eng Selbstverständlechkeet ass.

Dës Feststellung werft d'Fro op, ob e Lycée, deen nëmme Sportler ophëlt, net ze vill eesäiteg ass, an ob et net besser ass, wann d'Sportler och mat Schüler, déi aner Interessen hunn, zesummekommen. Hei ginn d'Meenungen auserneen an et kéint ee stonnelaang iwwert d'Viran d'Nodeeler vun deem engen oder anere Modell debattéieren.

Ee Fakt ass awer, dass en eegene Lycée um organisatoresche Plang einfach enorm vill Avantagen huet. An dach ass et de Responsabele vum Sportlycée immens wichteg, dass hir Schüler net nëmmen den Tunnelbléck Sport hunn, an engagéiere sech dofir, si zu kritescht denkenden a responsabele Bierger ze formëieren.

D'Proffe vun enger Klass sëtzen dräimol d'Joer zesummen, fir de Programm festzeleeën an esou nieft Schoul a Sport och verschidde Preventiounsthemen oder Kulturelles fächeriwwergräifend unzepaken. Esou huet de Sportlycée zum Beispill een interne Curriculum vun der Preventioun, dee vu Septième bis Première Theme wéi Wäerteunterrecht, Éischt Hëllef, Zäitmanagement, Anti-Doping, gesond Ernährung a mentalen Training, mä och Musées-visiten oder Theateropféierunge beinhalt.

A puncto Infrastrukturen ass scho gesot ginn, dass et esou ausgesäit, wéi wann déi nei Gebailechkeete fir d'Rentrée 2012-2013 fäerdeg ginn a Plaz fir eng 480 Schüler bidden. D'Kantin vum INS ass scho virun enger Zäit vergréissert ginn a kann elo vun alle Schüler genotzt ginn. Problematesch bleift allerdéngs den Transport bis op de Site vum Sportlycée. Dacks sinn aner Lycéeë méi attraktiv, well d'Schüler mam öffentlechen Transport ronn 30 Minutten éischter um Lampertsbierg oder um Geesseknäppche sinn.

D'Internat, wat an de Sportlycée integréiert gëtt, bitt hei virun allem de Sportler, déi méi e wäite Schoulwee hunn, eng interessant Méiglechkeet. Déi 110 Ufroe fir eng Plaz am Internat weisen, dass wierklech e Besoin do ass. Wann dann nach, wéi geplangt, an der nächster Zäit ee Parking an eng zweet Sportshal um Site realiséiert ginn, da kann een, mengen ech, vun enger gutt équipéierter Struktur schwätzen.

Wéi Dir gesitt, ass a gëtt vill an de Sportlycée investéiert. Dofir kann ee sech déi berechtegt Fro stellen, wouhin dës Investitiounen op laang Siicht féieren. Eiser Meenung no wier dëst d'Formuléierung vun enger richteger Héichleeschtungssportpolitik hei zu Lëtzebuerg. Et kéint ee sech eng spezialiséiert Cellule fir Héichleeschtungssportler ënnert der Autoritéit vum Département ministériel des sports an Zesummenaarbecht mam Comité Olympique virstellen, déi net nëmmen eng finanziell a medezinesch Ënnerstëtzung bidden, mä och beim Choix vun der Uni a bei der Karriereplanung hëllefe kéint.

Eng geziilten Orientatioun vum Schüler a Sportler no sengem Ofschloss am Sportlycée feelt nämlech. Bis dato ass näischt Konkretes a puncto Karriereplanung virgesinn, fir dem Abiturient ze hëllefen eng Uni ze fannen, wou hie souwuel seng Studien, ma och säi Sport op engem gewëssenen Niveau weiderféiere kann. Hie muss sech hei op seng Federatioun verloossen, déi awer net onbedéngt Zäit an déi noutwendeg Informatiounen, Kontakter a Kompetenzen op schouleschem Plang huet, fir weiderzehëllefen. An dësem Kontext wier et ze begréissen, wann de Sportsministère zesumme mam Héichschoulministère Kritäre festleeën a Proposen zu enger Héichleeschtungssportpolitik ausschaffe géif.

Ofschléissend ginn ech den Accord vun der CSV-Fraktioun, a wëll awer och nach dem Chargé de direction Raymond Conzemius an der ganzer Équipe ronderëm hie félicitéieren. Si sinn et, déi de Sportlycée duerch hiren onermiddlechen Asaz am Sënn vum Sport a vun de Kanner zu deem gemaach hunn, wat en haut ass. Ech wënschen hinne vill Erfolleg am neie Gebai an dass nach vill weider Aushängeschëlder wéi ënner anerem de Raphaël Stacchiotti oder de Bob Jungels erauskommen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Scholtes. An als nächste Riedner ass den Här Eugène Berger agedroen. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Merci, Här President. Ech wéilt och mengersäits dem Här Rapporteur Merci soe fir säi mëndlechen a schréftleche Bericht, och menger Virriednerin eigentlech, well si och eng ganz Rei Detailpunkten hei beschriwwen huet.

Ech mengen, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wa mer haut iwwer e Sportlycée ofstëmmen, ass dat kee komplett Neiland, wat mer betrieden, mä et ass awer en décisive Schrëtt an der Entwécklung, déi mer säit 2001 kennen, wéi am Lycée Aline Mayrisch deemools déi éischt Sportsklassen agefouert gi sinn. Iwwregens a Klammeren: Dat war ënner enger liberaler Schoul- a Sportsministesch. Klammer zou.

Plusieurs voix.- Aaahhh!

M. Eugène Berger *(DP)*.- An deene leschten zéng Joer si vill Erfahrunge gesammelt ginn. A säit 2007 hu mer jo och dann opgrond vun deenen Erfahrungen de Projet „sports-études" um Fetschenhaff lafen, deen eigentlech och d'Richtung uginn huet, fir dëst Gesetz haut oder dat Gesetz, wat mer haut stëmmen, och ze schreiwen.

Ech mengen, virun allem huet sech, dat huet d'Praxis gewisen, de Modell vun de Sportsklasse bewährt a si kennen och ëmmer méi e grousse Succès. Iwwer 350 - ech weess et net, virdru war scho vu 500 Rieds, ech huelen un, datt dat d'Perspektiv ass - mä op alle Fall, ech mengen, de Moment iwwer 300 jonk Sportler si mëttlerweil als Schüler ageschriwwen, Tendenz steigend. An et huet sech jo eigentlech dann och wierklech opgedrängt eng eegestänneg Struktur ze schafen.

Op dëser Plaz wéilt och ech, wéi meng Virriednerin, de Responsabelen an den Acteure vum Projet um INS, fir et emol esou ze formuléieren,

e grousse Merci soen, well si si wierklech net ganz onschëlleg um Succès vun den „sports-études".

Ech mengen, de Prinzip vun de Sportsklasse stellt hautdësdags och kee méi a Fro. Au contraire, wann et se net géif ginn, misste mer se eigentlech praktesch haut direkt erfannen. D'Sportsklasse sinn eng adequat Formule fir jonke Sportler et ze erméiglechen, hire Sport an hir Secondaires-Schoulen optimal oder wa méiglech optimal mateneen ze verbannen.

Mä net nëmmen dat. Ech mengen, wann ee kuckt och wat fir eng Efforte gemaach ginn, da géif ech soen, datt eigentlech den Accompagnement, also nieft deem sportlechen och dee schouleschen Accompagnement, datt ganz vill Wäert dorobber geluecht gëtt. A wann een elo méi kritesch vläicht als Netsportler dat géif kucken, géif een eigentlech soen, datt se hei am Sportlycée e bësselche verwinnt ginn an där Hisiicht, well hei wierklech vill Efforte gemaach ginn, fir eben nieft deem sportlechen Accompagnement och dat schoulescht Accompagnement ze favoriséieren a fir och do wierklech bal individuell par rapport zu all Schüler do den Optimum erauszehuelen.

Ech mengen, och nieft deem verbesserte schouleschen Accompagnement an deem sportlechen Accompagnement, ass mer awer och wichteg, datt de Schüler als Persoun, als Sportler, och besonnesch als jonke Sportler, wou ee jo déi eng oder aner Problemer och heiansdo a sengem Liewe konfrontéiert, datt een och do eng Begleedung huet. Dat kann och sinn zum Beispill, wa jonk Sportler déi éischte Kéier mat deem ganze Medieberäich konfrontéiert ginn, wa se e gutt Resultat do hunn an an de Medien zum Beispill ëmmer méi erwähnt ginn. Dat sinn och heiansdo Situatiounen, déi net onbedéngt evident sinn. Och op esou Saache gëtt Wäert geluecht. An ech fannen, dat ass och eng wichteg Aufgab an deem ganzen Encadrement.

Als Politiker, mä virun allem och als Sportler, och als President vun enger Sportsfederatioun begréissen ech et op alle Fall, datt mer hei zu Lëtzebuerg esou Konzepter ëmsetzen. An d'Resultater weise jo, datt déi Sportsklasse fir vill jonk concernéiert Mënschen e Plus sinn. Een, deen d'Sportsaktualitéit liest, e bësselche suivéiert, gesäit jo, datt eng Rei Schüler aus dem elo - vun haut un - da Sportlycée, gutt Resultater, exzellent Resultater opzeweisen hunn. Dernieft hu mer och héieren, nach grad virdrun - mir haten dat och schonn an der Kommissioun nach dës oder d'lescht Woch gesot kritt -, datt och déi schoulesch Resultater zum Beispill 2012 an de Premièresexamen, datt déi sech weise loossen, datt dat also och ganz gutt schoulesch Resultater sinn.

Hannert deene cruë Resultater, hannert deene cruen Zuele vu Sportsresultater oder Schoulresultater, mengen ech, ass awer och einfach dee ganze Prozess wichteg, deen hannendru steet. Déi Erfahrungen, déi déi jonk Mënschen do sammelen, well se ebe musse kucke Studie mat Sport, mat anere Problemer vläicht ze kombinéieren, alles ënner een Hutt ze kréien. Ech mengen, dat sinn immens wäertvoll Erfahrungen, déi een net einfach ka mat enger Zuel beleeën. Et ass e bësselche méi nach an där Optik „der Weg ist das Ziel", also déi Erfahrungen, déi se hei sammelen, déi immens wichteg sinn an hirem Développement als Mënsch, als Sportler, herno och fir de Beruff. An ech mengen, duerfir ass jo och deen Aspekt vum pädagogesche Konzept, dat jo eigentlech e Projet de vie ass, vun deem hei geschwat gëtt, deen a mengen Aen och ganz wichteg ass an deen eben den Akzent op d'Entwécklung vun der Persoun a vun der Charakterentwécklung vum Mënsch, vum jonke Mënsch setzt.

Ech mengen, schliesslech ass och de Sportlycée eng Formule, déi ville Federatiounen an dem COSL entgéint kënnt, well hei eben och eng verbessert sportlech Förderung vu fréi u méiglech ass.

Bon, vum Prinzip, vun der Ausriichtung hier ass also de Projet nëmmen ze begréissen. Ech wéilt awer och ee ganz klenge Bémol erwähne beim Sportlycée, dee mer elo wäerte stëmmen. De Bémol, dat ass den Ëmstand, datt mer am Sportlycée kee kompletten Technique, also kee Cycle moyen et supérieur ubidden. An dat wäert wahrscheinlech och net méiglech si fir all Klassen, all Sektiounen am Classique unzebidden.

An et kéint ee jo eigentlech e bësselchen iwwerspëtzt, oder och emol net, soen, am Endeffekt, datt e Schüler muss eigentlech dräi Konditiounen erfëllen. Éischtens, e muss sportlecht Talent hunn oder sportlech Kritären erfëllen. Zweetens, e muss e Secondaire-Classique-Schüler sinn. An drëttens, muss en eigentlech och nach e Schüler sinn, deen herno C oder D oder G auswielt, fir kënnen eigentlech am Sportlycée säi Secondaire ze maachen.

Wien net an dat Schema erapasst, fir dee bedeit et normalerweis, wann en ufänkt, datt e spéitstens no dräi Joer da muss d'Gebai wiesselen an eventuell en anert Gebai, wou en net déi optimal Begleedung méi huet. Ech mengen - sécher, mir sinn eis d'accord, ech och - mir verstinn dat alleguerten, et ginn eng Rei praktesch Argumenter dofir, well ënner anerem eben net déi Masse critique do ass, net genuch Schüler do sinn, fir e ganzen Zyklus vum Technique unzebidde respektiv och an der Praxis net vun anere Sektioune wäerten ubidden.

Mä hätt een net einfach awer vun der, wéi soll ech soen, vun der Symbolik oder einfach vum Zeechen hier och kéinte wéinstens de Prinzip vum Technique draschreiwen, och wann ee weess, datt an der Praxis nach de Moment keng, net genuch Schüler do wieren. Mä et weess ee jo net, wéi an Zukunft dat Ganzt kéint evoluéieren.

Ech mengen, et ass jo esou, datt mer fir de Classique jo och net eng Restriktioun drageschriwwen hunn a gesot hunn, et wier nëmme méiglech am Classique fir d'Sektiounen C oder D. Mä do hu mer einfach dee ganze Classique drageschriwwen. An ech hätt et flott fonnt, wann een einfach, pour la forme, dee ganzen Technique, fir datt déi sech net diskriminéiert fillen, och drageschriwwen hätt, wéi gesot, ëmmer wëssend, datt an der Praxis dat vläicht net méiglech gewiescht wier, fir direkt do och eppes ze organiséieren.

Ech mengen, dofir muss awer op alle Fall garantéiert sinn, datt Schüler, déi also net, wéi ech virdru scho gesot hunn, deem Profil do entspriechen, datt déi awer och kënnen dann an anere Gebaier déi Méiglechkeeten hu vun den „sports-études", datt se dann eben an Zesummenaarbecht mam Sportlycée respektiv och op Verständnis stoussen, fir da kënnen an anere Gebaier esou eng Aart Formule oder eng Formule „sports-études" kënnen ze absolvéieren, fir eben dann och awer hir Studie mat dem Sport, mat dem Kompetitiounssport optimal kombinéieren ze kënnen. Dat gesot, géif ech awer natierlech den Accord vu menger Fraktiouun zu deem Projet hei abréngen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Berger. An als nächst Riednerin ass d'Madame Josée Lorsché agedroen. Madame Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir unzefänke wéilt ech och dem Här Haagen Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport zu dësem Projet de loi, mat deem d'Thematik vum Sport no laanger Ofwiesenheet endlech nees de Wee an d'Chamber fënnt. Am Kader vum Débat d'orientation iwwert d'Zukunft vum Lëtzebuerger Schoulsystem, viru gutt zwee Méint, ass op dëser Plaz méi wéi eemol drop higewise ginn, datt d'Schoul e permanente Chantier ass, dee gutt organiséiert a stänneg verbessert muss ginn, fir der gesellschaftlecher Evolutioun Rechnung ze droen.

D'Kreatioun vum Sportlycée bedeit net nëmmen eng kloer Verbesserung vun der aktueller Situatioun, mat enger verbesserter Koordinatioun tëschent de Centres de formation an dem Projet „sports-études", mä si bedeit och eng Erweiderung vun der Capacitéit, déi längst un hir Grenze gestouss ass. Duerfir begréisse mir, datt endlech Fortgank an en Dossier kënnt, deen evidenterweis eng Plus-value fir d'Lëtzebuerger Schoullandschaft duerstellt, net nëmme wat d'Erweiderung vun der Offer ubelaangt, mä och vu sengem pädagogesche Konzept hier.

Nodeems d'Centres de formation schonn 1989 entstane sinn an déi sougenannte Sportklasse säit dem Schouljoer 2001-2002 un de Lycée Aline Mayrisch ugegliddert waren, kritt dëse Schoulmodell haut eng gesetzlech Basis, déi autonom funktionéiere kann, esou wéi meng Virriednerin, d'Tessy Scholtes, a meng Virriedner et och scho beschriwwen hunn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Risiko, datt talentéiert Sportlerinnen a Sportler an déi klassesch Fal geroden, an der Schoul d'Bengele bei d'Tromm ze geheien, fir sech voll a ganz dem Sport ze widmen, oder trotz hirem groussen Talent mam Sport opzehalen, gëtt mat dësem Schoulmodell staark reduzéiert. Wat awer leider net heescht, datt de Risiko vum Schoulofbroch domat ausgeschloss gëtt, well vill aner Ursaache fir dëse bedauernswäerte Phenomeen verantwortlech sinn. E Phenomeen, deen zu Lëtzebuerg aussergewéinlech héich läit par rapport zu anere Länner an dee mat alle Mëttelen a mat vill Courage muss bekämpft ginn.

Am Kontext vun dësem Projet de loi denken ech beim Risiko vum Schoulofbroch virun allem un d'Schülerinnen an un d'Schüler aus dem Enseignement technique an aus dem Enseignement préparatoire. Nom éischten Zyklus, also no dräi Joer, geroden d'Schüler aus dem Technique an eng schwiereg Situatioun, well se de Sportlycée musse verloossen, fir an en anere Lycée ze wiesselen, während hir Kolleegen aus dem Classique awer bis zur Première am Sportlycée kënne bleiwen a weiderhi vun alle Virdeeler a Privilegie kënne profitéieren, déi dës Schoul ze bidden huet.

Quitte datt eng Zesummenaarbecht mat anere Lycéeë besteet oder och nach ugestrieft gëtt, bedauere mir als Gréng, datt de Sportlycée dem klasseschen Enseignement secondaire méi ee grousse Stellewäert araumt wéi dem Enseignement secondaire technique. Mir vertrieden do déiselwecht Meenung wéi mäi Virriedner, den Här Eugène Berger.

Ofgesi vun dësem bedauernswäerten Déséquiliber zugonschte vun enger Schülerelite, begréisse mir awer zumindest an der Logik vum Leeschtungssport, datt hei eng effikass Kombinatioun vu Schoul an Training erméiglecht gëtt an d'Schoul donieft och e geziilte gesondheetlechen, sportspezifeschen a sozialen Encadrement wëllt garantéieren.

Dëse Volet, deen am Rapport als ee vun den dräi Haaptobjektiver definéiert gëtt, ass an eisen Aen onverzichtbar! Wann Theme wéi Doping, gesond Ernährung an d'Preventioun vu Verletzungen zu engem feste Bestanddeel vum Schoulprogramm ginn, wiisst d'Chance, datt déi Jonk sech fréi genuch mat de Gefore vum Leeschtungssport auserneesetzen a léieren domat ëmzegoen a se dann och ze vermeiden. Alles dat sinn Elementer, déi mir begréissen, an duerfir wäerte mir als Gréng och eisen Accord zum Projet de loi ginn.

Eng Fro, déi de Projet de loi, menger Meenung no, awer am Raum stoe léisst, ass déi, wéi d'Zesummenaarbecht vun der Schoul mat de 16 verschiddene Federatiounen a mat den honnerte vu Veräiner, déi an deene Federatiounen affiliéiert sinn, konkret soll ausgesinn.

D'Fro, op wéi eng Manéier de sougenannte Comité de coordination de Respekt vun de Konventioune mat den eenzelne Federatiounen iwwerwaache kann, ouni a gewësse Fäll un der berechtegter an och am Gesetzesprojet festgeschriwwener Autonomie vun den eenzelne Federatioune mussen ze fréckelen, bleift a mengen Aen onbeäntwert. Dobäi kënnt, datt d'Veräiner, an deenen déi jonk Leit trainéieren a fir déi si och Kompetitioune bestreiden, net ëmmer op enger Linn leie mat hirer Federatioun. Esou Divergenzen erliichteren de Respekt vun de Konventiounen doudsécher net a kéinten och an Zukunft fir Sprengstoff tëschent dem Lycée an de Federatioune respektiv eenzelne Veräiner suergen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, eis Suerg ass a bleift et ze verhënneren, datt jonk Sportler opgrond vu schlecht ofgestëmmten Trainingsprogrammer oder Trainingszäite souzesoe verbrannt ginn an duerno dem Sport de Réck dréien oder awer opgrond vun hirem héije Leeschtungspotenzial vun hirem Veräin bevirdeelegt ginn, während manner leeschtungsfäeg Sportler an hirem Veräin ze kuerz kommen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ervirhiewe wéilt ech an deem Kontext och d'Roll vun den Elteren an d'Zesummenaarbecht vum Lycée mat den Elteren, déi am Projet de loi, a mengen Aen, net genuch zur Geltung kommen. Si ginn éischter niewebäi erwähnt.

Datt d'Elteren onverzichtbar sinn, wann et drëms geet, fir de sportlechen Engagement vun hire Kanner ze ënnerstëtzen, dat ass evident. Wann et allerdéngs esou wäit kënnt, datt d'Elteren hiren eegenen iwwerméissegen Éiergäiz an hir Kanner eraprojezéieren a scho bal e fanatescht Verhalen un den Dag leeën, da gëtt et geféierlech!

Ëmmer nees kënnt et vir, datt Eltere versichen hir eege verpassten Dreem an hire Kanner ze verwierklechen a vun hinnen erwaarden ëmmer déi Éischt an ëmmer déi Bescht ze sinn. Den Drock, deen op déi Manéier op déi Jonk ausgeübt gëtt, féiert net nëmmen zu engem ongesonde Konkurrenzkampf mat hire Kolleeginnen a Kolleegen, mä virun allem och zu der Gefor, datt déi Jonk zu Medikamenter, Drogen oder Dopingmëttel gräifen, fir dem iwwerméissege Leeschtungsdrock standzehalen.

Eng intensiv Abannung vun den Elteren an en intensiven Informatiounsaustausch mat den Elteren iwwert d'Gefore vum Leeschtungssport a vum Leeschtungsdrock ass an dësem Schoulmodell onverzichtbar, als wichtege Bestanddeel vun der gesondheetlecher Preventioun!

Zum Schluss nach e Wuert iwwert d'Spezialisatioun vun de Proffen, déi am Sportlycée ënnerriichten, an iwwert d'Schoulorganisatioun. Grad hei, wou et drëms geet dräi Objektiver, nämlech déi sportlech Réussite, déi schoulesch Réussite an déi sozial Integratioun ze vernetzen, wär et an eisen Aen net sënnvoll, wann d'Enseignantë vun de Schüler vu Joer zu Joer géife wiesselen, esou wéi dat meeschtens am Secondaire de Fall ass. Wann déi Jonk innerhalb vun hirem Studium dozou erzu solle ginn, fir e sougenannte Projet de vie ze entwéckelen, da sollt den Encadrement sech net just op en Tuteur beschränken, mä da muss am grousse Ganzen op d'Kontinuitéit an op en allgemengen Encadrement vun engem Schüler gesat ginn, mat Proffen, déi net permanent vu Joer zu Joer wiesselen.

Donieft si mir der Meenung, datt déi dräi Haaptobjektiver och nëmmen dann erreecht kënne ginn, wann d'Proffe beschtméiglech op hir Missioun virbereet sinn. Dowéinst wär eng zousätzlech Formatioun an de Beräicher Pädagogie oder an Erzéiungswëssenschaften oder Sozialwëssenschafte grad an dëser Schoul net vu Muttwëll.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, an der Hoffnung, datt de Sport souwuel an der Politik wéi och an der Gesellschaft net nëmme wichteg geholl gëtt, wann et ëm Leeschtung geet, mä datt virun allem och seng sozial, integrativ a gesondheetsfördernd Funktiounen néierens ze kuerz kommen, ënnerstëtze mir als Gréng dëse Projet de loi a mir géifen eis wënschen, datt ähnlech innovativ Schoulmodeller och fir déi Schülerinnen a Schüler kéinten entstoen, déi hire Liewensparcours net op Sport, mä op Musek oder Konscht wëllen opbauen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Lorsché. An als leschte Riedner ass den Här Kartheiser agedroen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, villmools Merci. Och vun eiser Säit aus e grousse Merci un de Rapporteur fir e ganz komplette mëndlechen a schréftleche Rapport. An och mir wënschen dem Personal an de Schüler vum Sportlycée alles Gutts fir dee Wee, deen elo virun hinne läit.

E puer Bemierkunge vläicht zum Thema Sportlycée. Déi éischt ass, datt de Sportlycée, dee jo hei vun alle Säite gewënscht ass, en däitleche Kontrast duerstellt zu deem, wat mer soss am Lëtzebuerger Schoulwiesen hunn. Hei betoune mer de Leeschtungsprinzip. Mir förderen de Leeschtungsprinzip, soss an der Schoul schafe mer en of! Mir hu jo extra Bilanen agefouert, déi et net méi sollen erlaben, datt d'Schüler sech ënnerenee vergläichen.

Do ass also schonn eng grondleeënd verschidden Approche an eisem Schoulsystem, bal eng Schizophrenie, wou mer op där enger Säit Leeschtung awer wëlle förderen an op där anerer Säit se bal verhënneren. Do ass also wierklech ze iwwerleeën, ob mer do um richtege Wee sinn, well jo och an eisem normale Schoulsystem de Konkurrenzgedanken nëmme kënschtlech ausgeklamert gëtt. Lëtzebuerg als Land ass a Konkurrenz mat anere Staten. D'Schüler sinn also och a Konkurrenz ënnereneen a mir sollen dat och an eisem normale Schoulsystem reflétéieren.

Dat Zweet ass, wa mer fir esou ee Lycée, wéi deen hei, eng Infrastruktur schafen, ass dat natierlech och en Investissement, deen d'Land mécht. An et muss een natierlech kucken, datt dee Sportlycée net eleng do steet, mä datt e vernetzt mat anere Sportinfrastrukturen am Land fonctionnéiert. Do sinn d'Stéchwierder selbstverständlech och d'Elitesektioun, also d'Sportssektioun an der Arméi, d'Erwaardunge vum Comité Olympique. Et ass schonn hei vun Héichleeschtungssport geschwat ginn. Et soll och erméiglecht ginn, datt d'Sportsproffe kënnen, oder zukünfteg Sportsproffe kënne Stagë maachen an deem Lycée, fir se besonnesch op hir Aufgabe virzebereeden. An et däerf net vergiess ginn, datt d'Gesellschaft an och d'Veräiner Retombéeë sollen hu vun esou enger Struktur, wéi se hei geschaf ginn ass. Dat ass also den „juste retour" vun der Gesellschaft, fir eng Infrastruktur, déi do geschaf gëtt.

Eng drëtt Iwwerleeung ass déi vun der Wichtegkeet vun den Niewefächer an och vun der Éducation aux valeurs. Hei, dat ass kloer, si verschidde Saachen ewechgelooss ginn, fir kënnen den Akzent eben op de Sport an op d'Haaptfächer ze leeën. Mä et muss een awer oppassen, datt een an deene Saachen net ze wäit geet, well d'Liewen ass méi laang wéi déi gewéinlech Sportlercarrière an et ass och méi komplex wéi nëmmen de Sport! A mat dem Alter vergeet och déi Prioritéit, déi een am Sport gesäit, an aner Themen an aner Bildungsfroe kommen erëm an de Vierdergrond.

Et ass also wichteg, datt zum Beispill eng Éducation aux valeurs sech net beschränkt, egal wéi wichteg déi Sujeten och sinn, op eng gesond Ernährung oder eng Éducatioun géint den Doping - dat ass selbstverständlech wichteg -, mä datt ee sech op esou Sujeten erschöpft, dat ass sécher net de Wonsch an enger Schoul. An et muss och opgepasst ginn, datt sech esou eng Bildung och a Geschicht, Geographie an a Valeure méi breet uleet, wéi just ëm de Sport zentréiert.

Dann däerf eis natierlech d'Schafe vun engem Sportlycée net elo dovun entbannen, eis keng Gedanke méi ze maachen ëm d'Organisatioun vum Sportsunterrecht allgemeng. Déi meeschte Schüler si keng Sportskanounen. Mä och si hunn dat Recht an hirer Gesondheet ënnerstëtzt ze ginn, genuch Bewegung ze hunn, mat hire Problemer, wéi mer se haut och ëmmer méi hunn, wéi zum Beispill Obésitéit oder eng schlecht Motorik, datt dat erkannt an ënnerstëtzt gëtt. Mir mussen also oppassen, datt déi Struktur, déi mer hei geschaf hunn elo, oder haut schafen, net dozou féiert, datt de Sportunterrecht am Rescht vun eise Schoulen e bësse stiefmütterlech behandelt gëtt, mä et gëllt eis och doriwwer weider Gedanken ze maachen, wéi mer déi aner Schüler an hirer kierperlecher Entwécklung kënne weider ënnerstëtzen.

An zulescht gesinn ech, datt sech op d'mannst zwou Parteien - d'CSV an déi gréng - enger ADR-Fuerderung no engem Konscht- a Musekslycée schéngen unzeschléissen. Dat gesi mer natierlech mat Freed.

(Interruption)

A mir kënnen d'Madame Minister dann nëmmen encouragéieren, fir och op dee Wee ze goen an niewent dem Sportlycée och de Konscht- a Musekslycée ze schafen.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Kartheiser. Elo kritt d'Wuert d'Madame Éducatiounsministesch, d'Madame Mady Delvaux-Stehres.

(Brouhaha général)

Une voix.- Et kënnt alles vir.

(Hilarité)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et ass scho sechs Auer, Här President, well den Här Urbany huet näischt gesot.

(Hilarité générale)

M. le Président.- Also, elo lauschtere mer hei d'Madame Éducatiounsministesch.

(Brouhaha général)

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och ech wollt dem Rapporteur félicitéieren, dem Här Haagen, fir säin exzellente mëndlechen a schréftleche Rapport.

Ech wär och frou, Här President, wann Der d'accord wäert, fir duerno dem Sportsminister d'Wuert ze ginn.

Ech wollt hei ënnersträichen, dass d'Kreatioun vun deem Sportlycée d'Resultat ass vun enger gudder Zesummenaarbecht tëschent der Éducatioun an dem Sport, obschonn ech jorelaang héieren hunn, Lëtzebuerg hätt net déi kritesch Mass, déi géif duergoen, fir e Sportlycée ze justifiéieren, an ech denken eigentlech haut ganz vill un de Marc Zanussi, deen dat virun esou vill Joren hei ëmmer erëm gefuerdert huet.

Dass et méiglech ass, ass awer och zréckzeféieren op déi gutt Aarbecht, géif ech soen, vun der Direktioun oder vum Chargé de direction - pardon, et gëtt jo nach keen Direkter an dem Lycée -, dem Chargé de direction an den Enseignanten aus der Annex Sport, déi iwwer Jore bewisen hunn, dass se et fäerdegbréngen, Sport an Éducatioun ze kombinéieren an eng gutt Qualitéit do opzebauen.

Ech wëll nach ee Wuert soen zu deene verschiddene Remarquen, déi gemaach gi sinn. Et ass - mengen ech - wichteg hei ze ënnersträichen, dass de Sportlycée net e Lycée ass mat enger Sektioun fir Sportler, mä dass de Sportlycée e Lycée ass, wou d'Schüler den normalen Diplom ustriewen an dass just d'Zäit esou aménagéiert ass, dass se Zäit hunn, fir derniewent hire Sport ze maachen.

Och ech wär frou, wa mer natierlech kéinten an esou engem Sportlycée déi ganz Palett offréiere vun de Formatiounen, déi mer am Secondaire hunn. Dat wär natierlech super, mä ech wëll lech awer ze bedenke ginn, dass mir dëst Joer héchstwahrscheinlech, souwäit ech dat iwwersinn, 70 Schüler op Septième rekrutéieren, dat sinn der schonn immens vill, 30 fir den ES an 20 fir den EST, an da kënnt Der lech virstellen, dass mer net bis erop op Première alles kënnen ubidden. Dat heescht, och Schüler, déi am ES sinn, deemno wéi eng Sektioun se wëlle maachen, mussen de Sportlycée verloossen. An natierlech am Régime technique, wou nëmmen 20 Schüler op Septième eropkommen, kréie mir ni déi Masse critique, fir Klassen do ze offréieren, an duerfir ass et gutt, dass eng Zesummenaarbecht ass mat deenen anere Lycéeën.

Ech wéilt drun erënneren, dass mir keen een Enseignant ze vill hunn, a mir rekrutéieren immens vill. An ech muss awer och par rapport zu all de Schoule justifiéieren, dass mir net kënnen extra Klassen opmaache fir eng ganz kleng Minizuel vu Schüler.

Duerfir nach eng Kéier Merci och un d'Kreativitéit vun den Enseignantë vun deem Sportlycée, déi et fäerdegbréngen, mat enger klenger Zuel vu Schüler awer eng relativ grouss Offer unzebidden, déi eng Flexibilitéit weisen, déi ech an anere Schoulen net ëmmer esou gesinn.

Also, wann Der erlaabt, wär ech elo mat mengem Deel fäerdeg, an ech wär schrecklech frou, well d'Innovatioun an dëser Schoul besteet jo am Sport, d'Zesummenaarbecht tëschent Éducatioun a Sport.

Also, ech wënschen dem Sportlycée bonne Chance. Ech bleiwe weider gäre responsabel fir si, mä dee ganze Volet Sport musse si zesumme mat deene ville Leit, déi do concernéiert sinn, géréieren.

Merci.

M. le Président.- Merci der Madame Éducatiounsministesch, a viru fiert den Här Sportsminister Romain Schneider.

M. Romain Schneider, *Ministre des Sports.*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif fir d'éischt och nach eng Kéier profitéieren, fir dem Rapporteur e grousse Merci ze soe fir de schréftlechen a mëndleche Rapport, virun allem awer och dem President vun der Kommissioun mat alle Memberen aus där Kommissioun, déi wierklech ganz zügeg, awer virun allem grouss am Inhalt och gehollef hunn, datt mer dëse Projet ganz schnell konnte virubréngen an nom Avis vum Conseil d'État och schnell an d'Chamber kréien, fir en dann och nach virun der Rentrée scolaire hei ze stëmmen.

An ech mengen, et waren an der Kommissioun och lauter wierklech sachlech Débaten, well mer hei virun allem och vill fréier Héichleeschtungssportler erëmfonnt hunn, virun allem awer och nach Sporlerinnen a Sportler, awer och Politiker, déi haut nach engagéiert sinn am Bénévolat, fir an deenen eenzelne Federatiounen an a Veräiner eng Hand mat unzepaken.

Ech mengen, et gouf hei scho gesot, datt et sech hei, an dat ass fir mech ganz kloer, net ëm d'Kreatioun vun engem normale Lycée handelt. Haut ass et, mengen ech, e Sportlycée, deen hei am Gesetz verankert gëtt, an dat ass, dat wëll ech ganz kloer soen, fir de Sport eng immens grouss Errungenschaft hei, wat mer hei verankeren. Eng Errungenschaft, déi mer iwwer Joren opgebaut hunn iwwert déi eenzel Etappen, déi gelaf sinn, vum Centre de formation iwwer Horaires aménagés, iwwer Classes sportives am Lycée Aline Mayrisch hin zur Annex, déi zënter 2007 leeft an eben elo mündet an de Projet de loi.

Et ass fir de Sport eng wichteg Errungenschaft, an ech mengen, et beweist dat nëmmen, wann ech zitéieren, wat mer bei der Honnert-Joer-Feier vum COSL eigentlech gewise kruten, wou déi 100 Joer vum COSL am Réckbléck lafe gelooss si ginn a wou een eenzel Punkten aus dem Sport erëmfonnt huet, déi wichteg ware fir den COSL. Ech nennen hei d'Sportgesetz vun 2005; ech nennen de Congé sportif; ech nenne virun allem och d'Sportssektioun vun der Arméi. Dat waren d'Punkten, déi erausgehuewe ginn an der Aarbecht vum COSL iwwert déi 100 Joer, an deen nächste Punkt, deen opgelëscht gouf do an dëser Séance académique, dat war de Sportlycée. Et beweist also, datt e sech areit a wichteg Errungenschafte vum Sport am Laf vun der Zäit, am Laf vun deene leschten 100 Joer.

Ech mengen och, datt mer virun allem opgrond vun deem Pilotprojet, deen an deene leschte sechs Joer gelaf ass, an hei mengersäits e grousse Merci un d'Pionéier eigentlech hei, un d'Direktioun virun allem mam ganze Corps enseignant, déi hei eigentlech och Pionéieraarbecht geleescht hunn a vill Neierungen agaange sinn, vill experimentéiert hunn, vill virun allem probéiert hunn, a Kooperatioun och ze maachen, sief et am Schouleschen, sief et am Sportlechen, sief et awer och am Medezineschen hannendrun, sief et op anere Wäerter, déi mer brauchen an déi hei och an dëst Konzept erapassen.

Ech mengen, et ass wichteg, datt mer hei e Lycée hunn, fir dat, wat eigentlech dee groussen Défi ass a wat ganz dacks an der Vergaangenheet de grousse Problem vun de Sportlerinnen an de Sportler war, déi dräi ënner een Hutt ze bréngen: engersäits d'Réussite scolaire, anerersäits d'Réussite sportive an drëttens d'Intégration sociale. Alles dat huet fréier de Sportler zesummen, wéi hei décidéiert a gesot ginn ass, pardon, mat den Elteren zesummen, ganz dacks mat de Veräinsdelegéierten, ganz dacks mat de Federatiounen, war en eigentlech e bësse sech selwer iwwerlooss. Hei - mengen ech - kritt en elo eng Struktur, wou en niewent enger Struktur vun engem Lycée och all Kéiers en Tutorat derbäi huet, deen e Suivi régulier, en individuelle Suivi mécht vun de Sportlerinnen a Sportler an eigentlech op eng ganz Rei vu Gefore respektiv vu falsche Pisten hiweist, fir dauernd - mengen ech - am richtege Beräich ze bleiwen, fir eigentlech déi Talenter, déi hei ze fördere sinn, och optimal ze förderen.

Ech mengen, hei ass och eng Begebenheet, an et gouf schonn ugeschwat, wou mer eigentlech aus deem richtege Lëtzebuerger Amateurismus erauskommen a wierklech e grousse Schratt no vir kommen, fir virun allem och eng professionell Ausriichtung ze maache vun eise Sportler, hin zu engem sougenannte Semiprofessionalismus, an ausriichten, datt se eventuell eng Kéier dee leschte Schrack zum Professionalismus kënne packen.

De Programme sportif - mengen ech - ass virun allem och deen, deen all déi eenzel Elementer oplëscht. An ech zitéiere se vläicht nach eng Kéier, well dat alles déi Wichtegkeet ënnersträicht mat der Koordinatioun mat de Federatiounen. Hei virun allem mengen ech och dat, wat d'Madame Lorsché ugeschwat huet, hei muss selbstverständlech eng gutt Zesummenaarbecht si mat de Federatounen, awer och mat de Veräiner ënnerteneen, an ech mengen, et muss ee Konzept gemaach ginn, fir de Sport an d'Sportler zesummen, well soss komme mer effektiv net virun. An et kann effektiv net sinn, datt jiddweree seng eegen Interesse vertrëtt. An duerfir ass et ëmsou wichteg, datt mer dës Struktur kréien, well ech mengen, datt mer hei déi dräi Elementer och effektiv bündelen.

Selbstverständlech sinn och d'Koordinatioun an d'Zesummenaarbecht mat de Centres de formation vun deenen eenzelne Federatioune ganz wichteg. Derniewent, mengen ech, de Respekt vun de Regele vum LTAD, wat eng gutt Ausriichtung ass, fir och de richtegen Training an Trainingsmethoden eriwwerzebréngen, d'Wichtegkeet vun de Séances matinales, déi virun allem genotzt solle ginn, fir och wierklech déi Form sech unzetrainéieren, déi ee brauch zu deene richtegen Zäitpunkten, de mentalen Training. Derniewent awer och wichteg den Austausch, den internationalen Austausch iwwer Stagen, iwwer Kompetitiounen, déi virun allem hei eng ganz flott Plattform fannen, fir gemaach ze ginn, hin - mengen ech - bis zu eben och deene grousse Rendez-vousen, déi dann ustinn och fir déi jonk Sportler schonn, sief et iwwer EM, WM, sief et iwwert d'Spiller vun de klenge Länner oder sief et souguer elo schonn iwwer Olympiaden, déi ustinn.

Ech mengen, den Här Kartheiser ass zu Recht drop agaange wat d'Formatioun vun de Proffen, awer och virun allem vun den Trainere betrëfft. Och déi ass ganz wichteg. An do ass et och gutt, datt mer ab nächstem Joer och d'Formatioun an der ENEPS anescht orientéieren, zesummen och virun allem d'Experienze vum kanadesche Modell usteieren an och hei een neien Know-how erabréngen, och hei d'Formatioun vun den Trainere weiderentwéckelen, fir och déi der Zäit unzepassen an eigentlech och dem Sportler direkt unzepassen.

An deem Sënn - mengen ech - gëtt selbstverständlech och net hei vergiess niewent dem Sportlycée, wou mer jo d'Talenter aus dem Sport eigentlech förderen, och déi aner Lycéeë respektiv och Écoles fondamentales, awer och am Generellen, fir d'Kanner derzou ze bewege sech méi ze bewegen, méi gesond ze iessen. An hei verweisen ech nach eng Kéier op den nationalen Aktiounsplang, deen a senge sechs groussen Achsen eng ganz Rei vu Punkten eriwwerbréngt, wou mer dësem Wee méi kënnen nogoen. D'Zäit erlaabt mer net hei, op dëse Punkt elo nach eng Kéier konkret anzegoen.

Wichteg ass awer och, mengen ech - an ech mengen, dat gouf schonn hei ernimmt -, datt mer niewent dem Sportleche virun allem och kucken, datt mer och d'Sportler an enger Rumm behalen, wou se dauernd medezinesch, paramedezinesch iwwerwaacht ginn, och déi richteg Berodung kréien, sief et iwwer Ernährung, sief et och fir op d'Geforen hinzeweisen, wat dee ganze Volet vum Dopage betrëfft, a virun allem och hei, wat de medezinesche Beräich betrëfft, dee gudde Suivi, dee gemaach gëtt zesumme mat der Eecher Klinik, wat d'Blessurë betrëfft, wat d'Laangzäit vun de Blessurë betrëfft, wat virun allem och den Heelungsprozess betrëfft. Op alles dat kann ee relativ schnell reagéieren a kritt een Erfahrungswäerter, déi een an Zukunft ka verbesseren a richteg auswäerten.

Ech mengen, de Sportlycée hei bitt e richtege Créneau, fir nei Ambassadeure vu Lëtzebuerg dobaussen ze schafen, Ambassadeuren am Sport selbstverständlech, mä ech mengen, et sinn de Moment fir Lëtzebuerg an et ware ganz dacks fir Lëtzebuerg déi richteg an déi bescht, déi mer hei no bausse konnte weisen.

Ech mengen, d'Resultater, déi an deene Joren, wou de Sportlycée elo als Pilotprojet fonctionnéiert huet als Annex zum Lycée Aline Mayrisch, weisen eis awer, datt an deenen eenzelne Sportaarten, Équipësportaarte wéi Basket, wéi Handball, wéi Dëschtennis, wéi Fussball, wéi Badminton, wéi Volleyball, an Eenzelsportaarten, wéi Schwammen, Judo, Karate, Vëlo, Turnen oder Liichtathletik mer wierklech flott Resultater scho konnten opweisen, sief dat bei de Spiller vun deene klenge Länner, mengen ech, wou zwee Drëttel vun de Medaile bal koume vu Sportlerinnen a Sportler, déi aus dem Sportlycée koumen. Sief et awer och virun allem an der Preparatioun op d'Spiller vun 2013 vun deene klenge Länner hei zu Lëtzebuerg, wou ech awer iwwerzeegt sinn, datt och hei dee gréissten Deel vun der Équipe aus Sportlerinnen a Sportler aus dësem Lycée wäert kommen.

An dann, mengen ech, soll een net verkennen, datt och een Teilnehmer vun der Olympiad 2012 zu London, de Raphaël Stacchiotti, aus dësem Sportlycée kënnt. An ech sinn iwwerzeegt, datt 2016 - a véier Joer - nach méi der aus dësem Lycée wäerten eriwwerkommen. An och sinn do d'Erfolleger, déi bei EM a WM erziilt goufe vun eenzelne Sportler wéi dem Bob Jungels an dem Julie Meynen, fir nëmmen déi ze nennen, anerer am Judo, am Karate an awer virun allem awer och d'Juniorinnen, wat den Dëschtennis betrëfft. Och déi Resultater kommen duerch geziilten Opbau, deen am Sport gemaach gouf, eng mental Begleedung, eng medezinesch Begleedung, déi - mengen ech - eigentlech optimal Konditiounen duerstellen, fir eist Land och virun allem international, um Weltniveau eigentlech opzeriichten.

Et ass och flott, mengen ech, datt mer niewent dem legale Kader vum Sportlycée et och fäerdegbruecht hunn, an dat mat enger ganz gudder Zesummenaarbecht mat Bâtiments publics, datt mer do och déi Infrastrukture fäerdeg kruten zum richtegen Zäitpunkt, engersäits, wat d'Schoulgebai direkt selwer betrëfft. Bis elo gouf a Containeren ënnerriicht. Ab der Rentrée wäert e Schoulgebai fir maximum 450 Kanner prett sinn. Derniewent hu mer och um INS selwer probéiert, e Stack anzeriichten, wou ee Pilotprojet fir en Internat ka fonctionnéieren, wat mer och hei opgrond vun deenen Erfahrungen dann nach eng Kéier wëllen ausbauen op 40, 50 Kanner. Och d'Personal ass an dësem Projet de loi mat virgesinn. An derniewent ass et - mengen ech - och esou virgesinn, datt als zweet Phas elo eng Sportshal wäert opgeriicht ginn. Dat virun allem och, fir d'Déplacementer bis elo an d'Coque an an aner Sportshale vun anere Lycéeën ze vermeiden an eigentlech och do Zäit ze gewannen, fir konkret nach méi laang kënnen an Training ze investéieren.

Zum Schluss, mengen ech, déi Ureegung, déi säitens dem Tessy Scholtes koum, ass ganz richteg. Och déi Iwwerleeungen hu mir gemaach. De Moment komme mer iwwer eng Begleedung, e Suivi vum Athlet bis zur Première hin. An duerno, mengen ech, ass en net ganz eleng, well en huet eng Rei Ënnerstëtzung iwwert den COSL, deen eng Hand mat upeekt, iwwert den Directeur sportif do. Hien huet och eng Ënnerstëtzung sécher bei enger Rei aner Leit, déi iwwert d'Federatiounen em hëllefen, mä mir mussen eis awer eng Cellule opbauen a mir wëllen eis eng Zort Guichet unique opbauen, zesummen aus eisem Departement, zesumme mam Sportlycée, zesumme virun allem awer och mam COSL, wou mer kucken, den eenzelne Sportler och duerno ze begleeden, fir och dee Schléck eriwwerzebréngen. An ech mengen d'Iddi ass och do, am CEDIES selwer eng Formatioun unzebidden, datt och déi méi spezifesch ka sinn, fir och bei de Sportlerinnen a Sportler hei eng Hand mat unzepaken.

An dann, mengen ech, soll een de leschte Volet awer och net vergiessen: No enger Carrière sportive ass och nach eppes. An och da muss ee preparéiert sinn, wéi een da ka virukommen.

Une voix.- Da kënnt d'Politik!

(Hilarité)

M. Romain Schneider, *Ministre des Sports.*- Och dat ass ee wichtege Schrëtt.

Wann déi heiansdo kënnt, déi kënnt natierlech net bei jiddwerengem, Här Gibéryen. Mä déi ass selbstverständlech ganz present de Moment hei. Dat ass och gutt esou,...

(Interruption)

...well een...

Ech fänke bei mir selwer un. Ech war ni een Héichleeschtungssportler, Madame Brasseur. Duerfir kann ech net direkt...

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Awer Trainer a Footballspiller.

M. Romain Schneider, *Ministre des Sports.*- ...do matschwätzen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ...et ware lauter duerchtrainéiert Leit, déi hei geschwat hunn.

Une voix.- Très bien!

(Hilarité)

M. Romain Schneider, *Ministre des Sports.*- Bon, ech mengen, datt et och wichteg ass...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Beim Rapporteur ugefaang, beim Minister opgehalen. Alles duerchtrainéiert Kierperen.

(Hilarité)

M. Romain Schneider, *Ministre des Sports.*- Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt domat eigentlech just soen, datt niewent deem schoulesche Werdegang, selbstverständlech och no enger Sportscarrière, no enger flotter Sportscarrière, och duerno nach muss gekuckt ginn, datt de Sportler richteg preparéiert ass, fir och an eng professionell Carrière eranzegoen.

An an deem Sënn soen ech jiddwerengem e grousse Merci fir déi grouss Ennerstëtzung fir dëse Projet. Mir mussen och an Zukunft viruschaffen. An ech sinn iwwerzeegt, datt dëse Sportlycée an d'Schülerinnen an d'Schüler, déi do erauskommen, eis vill Freed wäerte maachen.

Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci dann och nach dem Här Sportsminister. Domadder wär d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6365 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss an de Projet de loi 6365 ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Martine Mergen), Nancy Arendt (par Mme Christine Doerner), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank (par M. Marcel Oberweis), MM. Léon Gloden (par M. Lucien Clement), Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter (par M. Serge Wilmes);

MM. Marc Angel (par M. Ben Scheuer), Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Félix Braz), François Bausch (par Mme Josée Lorsché), Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Da komme mer elo zum Projet de loi 6313 iwwert d'Carte d'identité vum Corps diplomatique. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech bis elo just ageschriwwen: déi Hären Eischen a Kartheiser. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Ben Fayot, deen de Rapporteur vum Projet, den Här Marc Angel, ersetzt. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

10. 6313 - Projet de loi relatif à la carte d'identité pour les membres des Corps diplomatique et consulaire résident et les agents de l'Union européenne et des organisations internationales ayant leur siège au Luxembourg

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

M. Ben Fayot *(LSAP), en remplacement de M. Marc Angel, rapporteur.*- Här President, wéi Der gesot hutt, ass de Rapporteur, de Marc Angel, am Ausland fir d'Chamber, an e biet och, hien ze entschëllegen, dass en haut net kann hei sinn. Ech probéieren, en esou gutt, wéi dat méiglech ass, ze ersetzen.

Här President, zu Lëtzebuerg gëtt et Ambassaden, et gëtt Konsulater, et gëtt europäesch an international Institutiounen. D'Personal dovunner ass ënnerschiddlech. Et sinn Diplomaten, héijer Beamten, mä och administrativt Personal, Chaufferen an Hauspersonal. An derbäi kommen d'Familllje vun deene Leit. An da gëtt et Persounen, déi och Éirekonsul vun engem frieme Land hei zu Lëtzebuerg sinn, mat deem se sech besonnesch verbonne fillen.

Hir Situatioun gëtt vun internationalen an europäesche Verträg a Protokolle bestëmmt, déi am Artikel 1 vum Gesetz opgezielt sinn. E gemeinsame Privileg fir déi verschidden Zorte Leit ass d'Dispens vun den übleche Formalitéite fir d'Immigratioun an den Openthalt zu Lëtzebuerg. D'Openthaltsgenehmegung besteet dann aus enger Diplomatekaart oder enger Legitimatiounskaart, déi alle béid vum Ausseministère ausgestallt ginn. D'Diplomatekaart ass fir Leit mat engem Diplomatestatut. Dat sinn diplomatesch Agenten an och héijer europäesch an international Beamten. Dee Corps diplomatique ass par définition résident… Pardon, de Corps diplomatique ka résident oder net résident sinn. De konsularesche Corps ass par définition résident. Duerfir ass am Titel vum Gesetz „résident" ouni S geschriwwen, well dat Adjektiv sech exklusiv op consulaire bezitt. Et muss een dat wëssen, fir deen Titel ze verstoen, an déi Formulatioun ass dann och vläicht fir een, deen dat net weess oder d'Gesetz net esou prezis kennt, e bëssen irreführend.

D'Legitimatiounskaart ass fir dat Administrativt, Technescht am Déngscht vun den Diplomaten an Hauspersonal, dat net um Lëtzebuerger Aarbechtsmaart rekrutéiert gëtt an dat an den Ambassadë respektiv fir Agente mat engem Diplomatestatut schafft.

2011 ware beim Lëtzebuerger Ausseministère 174 diplomatesch Missiounen an Delegatiounen accréditéiert. 22 Länner hunn eng Ambassade, déi zu Lëtzebuerg résidéiert. 132 Ambassadë résidéieren zu Bréissel.

2011 goufe 96 diplomatesch Kaarten ausgestallt, an 88 Legitimatiounskaarten, also insgesamt 184 Kaarten. 87 Diplomatekaarte goufe verlängert. D'Kaarten, déi elo am Gebrauch sinn, sinn duerch en Arrêté grand-ducal vum 13. Mäerz 1954 definéiert a stamen also aus enger Zäit, wou d'Kaarten nach ganz anerer waren. Dës Kaarten entspriechen den heitege Sécherheetsnormen net méi, well se aus cartonnéiertem Pabeier bestinn.

An Diplomaten a héijer Beamten aus den Net-EU-Länner, déi zu Lëtzebuerg accréditéiert sinn, hu regelméisseg Problemer op de Baussegrenze vun der Europäescher Unioun dowéinst, well d'Grenzpolizei déi Kaarten oft als net méi gülteg betruecht. An dës Kaarte stellen natierlech dann och eng Dispens vu Visa fir den Titulaire duer. An dofir ass et wichteg, dass se iwwerall unerkannt ginn. Et geet also drëm eng nei Zort Kaart anzeféieren, déi den heitege Sécherheetsnormen entsprécht. An dëst Gesetz schaaft d'legal Basis dofir.

Da gëtt och nach de Champ d'application op déi international Beamten ausgeweit, d'Situatioun vun de Familljemembere geregelt an d'Dauer vun der Validitéit vun de Kaarte festgeluecht. Et gëtt och eng Kaart fir d'Identifikatioun vun den Honorarkonsulen agefouert, déi awer keng spezifesch Avantagen iergendenger Natur enthält, also just en Ausweis ass fir de Fall, wou se esou ee bräichten.

Déi zoustänneg Kommissioun huet den ursprünglechen Text amendéiert an deem Sënn, dass Kanner vun de Kaarteninhaber net méi all Joer e Certificat de scolarité mussen aschécken. Doduerch gëtt de Verwaltungsopwand fir de Ministère a fir déi europäesch Institutioune méi kleng. Dëst gëllt bis zum Alter vun 18 Joer. Do kann d'Recht op eng Kaart fir fënnef Joer bis zum Alter vu 27 Joer verlängert ginn. A bei där Demande fir d'Prolongatioun muss dann e Certificat de scolarité virgeluecht ginn.

E weideren Amendement betrëfft d'Dauer vun der Kaart fir Persounen, déi am Déngscht vun europäeschen Institutiounen an internationalen Organisatioune sinn. Et war virgesinn, déi Kaart fir fënnef Joer auszestellen. Wann d'Mandat vum Détenteur net limitéiert ass, bleift d'Dauer vu fënnef Joer bestoen. Wann d'Dauer vum Mandat zum Beispill op sechs Joer beschränkt ass, wéi dat zum Beispill de Fall ass fir d'europäesch Cour des Comptes, gëtt d'Dauer vun där Kaart dorobber alignéiert.

Dat sinn, Här President, déi Haaptbestëmmunge vun deem Gesetz. An ech bréngen dann auch natierlech den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Fayot. An den Här Eischen kritt elo d'Wuert.

Discussion générale

M. Félix Eischen *(CSV).*- Merci, Här President. Mir bleift no deem ausféierleche Rapport vum Här Fayot…

M. Xavier Bettel *(DP).*- Très bien!

M. Félix Eischen *(CSV).*- …respektiv och vum Här Angel soss näischt méi ze soen, wéi den Aval vun der CSV-Fraktioun ze ginn.

M. le Président.- Merci dem Här Eischen. Den Här Kartheiser, wann ech gelift.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, och vun eiser Säit aus e grousse Merci un de Rapporteur, an zwee Kommentaren.

Den éischte betrëfft d'Behandlung vun den auslänneschen Diplomaten zu Lëtzebuerg. Ech mengen, déi Erliichterungen, déi an dësem Gesetz sinn, si sécher ganz positiv ze gesinn, well et däerf een net vergiessen, datt d'Behandlung vun den Diplomaten a vun den héijen auslännesche Fonctionnairen och e Standortfaktor ass fir Lëtzebuerg. An et ass scho wichteg, datt déi Leit, déi jo awer wierklech net onwichteg sinn, sech hei am Land och wuelfillen an och gutt behandelt ginn.

Dofir muss een och soen - Här Minister, an ech géif lech dat un d'Häerz leeën, fir et och Äre Kolleegen aus de Finanzen ze soen -, datt verschidden Onflexibilitéiten, déi heiansdo bestinn, notamment a Steier-, Enregistrementsfroen oder och bei den Distinctions honorifiques fir auslännesch Diplomaten, datt déi wa méiglech ze évitéiere sinn, notamment well et jo och eist Land näischt kascht, well de Prinzip vun der Réciprocitéit gëllt a well et heiansdo Problemer mat Lëtzebuerger Verwaltunge gëtt. An dat ass sécher net gutt fir eis Image de marque géintiwwer deene Corpsen. Also, et ass scho wichteg, datt Der och de Finanzminister op déi doten Aspekter opmierksam maacht.

Dann eng zweet Bemierkung: Am Gesetz ass elo och eng Regelung, datt déi gläichgeschlechtlech Koppelen, d'Conjointen unerkannt ginn, datt déi och dann eng Carte d'identité diplomatique kréien. Wa se also e Mariage oder e Pacs hunn, do muss een ebe just oppassen, datt dann och déi Form vu Partenariat an deem Land unerkannt ass, wou déi Leit hierkommen, dat heescht am État accréditant, an net op eng Lëtzebuerger Regelung baséieren, wann déi an deem Land net unerkannt ass. Well et ass jo dat Land, wat décidéiert, wie mir hei op eis Liste diplomatique un éischter Plaz setzen, well si jo den Agrément fir déi Leit mat dann hirer Famill froen.

Also et ass einfach wichteg, datt mer dann do d'Prozedur respektéieren an hei keng Akte vum État civil setzen, déi da bei deenen Diplomaten am Ursprongsland net géifen unerkannt ginn.

Mat deenen zwou Bemierkunge ginn ech awer ganz gär den Accord vun der ADR fir dëse Projet.

Villmools Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Kartheiser. An d'Wuert kritt elo den Här Ausseminister Jean Asselborn.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères.*- Här President, ech mengen, wat d'Substanz ugeet, géift Der mech vläicht dispenséieren nach eppes derbäizefügen. Wat den Här Fayot gesot huet am Numm vum Här Angel, dat war komplett. An déi zwou Remarquë vum Här Kartheiser huelen ech mer zu Häerz.

Merci.

M. le Président.- Merci. An domadder wär d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6313 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

De Vote ass ofgeschloss an de Projet de loi 6313 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmme géint eng Nee-Stëmm.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi n°6313 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Christine Doerner), Nancy Arendt (par Mme Martine Mergen), MM. Fernand Boden (par M. Lucien Clement), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank (par M. Paul-Henri Meyers), MM. Léon Gloden (par M. Marcel Oberweis), Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter (par M. Serge Wilmes);

MM. Marc Angel (par M. Ben Scheuer), Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Félix Braz), François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat also esou décidéiert.

Eisen nächste Projet de loi ass de Projet 6433, en Accord iwwert d'Kooperatioun tëscht den EU-Memberstaten an Indonesien. Hei hu sech bis elo ageschriwwen: déi Hären Eischen a Braz. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Ben Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

11. 6433 - Projet de loi portant approbation de l'Accord-cadre global de partenariat et de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République d'Indonésie, d'autre part, et de l'Acte final, signés à Jakarta (Indonésie) le 9 novembre 2009

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

M. Ben Fayot *(LSAP), rapporteur.*- Här President, dësen Accord-cadre fir d'Partnariat an Zesummenaarbecht zwëschen Lëtzebuerg an Indonesien ass géint den Hannergrond vun de Relatiounen zwëschen de Länner vu Südostasien an der Europäescher Unioun ze gesinn. Déi Relatioune ginn op d'70er Joren zréck. 1967 hu bekanntlech fënnef Länner a Südostasien, nämlech Thailand, Indonesien, Malaysien, d'Philippinen a Singapur, d'ASEAN gegrënnt. Dat ass op Englesch Association of Southeast Asian Nations, an op Franséisch ANASE, Association des Nations de l'Asie du Sud-Est.

An den 80er an an den 90er Jore si fënnef weider Länner derbäi komm, nämlech Brunei, Vietnam, Laos, Myanmar a Kambodscha. Papua-Neuguinea - dat onofhängegt - huet e Beobachterstatus, an Osttimor huet gefrot, fir Member ze ginn.

Dat ass eng Populatioun vun annähernd 600 Milliounen Awunner aus ganz ënnerschiddleche Länner, mä déi eng formidabel Wirtschaftsdynamik un den Dag leeën.

1980 ass en Accord zwëschent der europäescher Gemeinschaft an der ANASE ënnerzeechent ginn, deen de Kader vun de bilaterale Relatiounen zwëschent de fënnef Länner mat de Länner vun der deemoleger Gemeinschaft festgeluecht huet.

2004 huet d'Europäesch Unioun ugefaang Accords-cadres de partenariat an och vun Zesummenaarbecht mat deeneselwechte Länner auszehandelen. D'Iddi war an ass - dat ass de Fong vun der Saach - e Préalabel fir Négociatiounen, fir e Fräihandelsofkommes zwëschent der Unioun an den ASEAN-Länner ze schafen. Virewech soll geholl ginn, dass e Gesamtaccord zwëschent der ASEAN an der Europäescher Unioun wéinst der grousser Verschiddenheet vun de südostasiatesche Länner net méiglech ass, an dofir gouf op bilateral Verhandlungen zréckgegraff.

D'Négociatioune fir d'Accordë fir Partnerschaft an Zesummenaarbecht goufen 2007 mat Indonesien ofgeschloss. Indonesien huet deen Accord am Juli 2009 paraphéiert, an e gouf am November 2009 ënnerschriwwen, a gëtt haut mat dësem Gesetz fir Lëtzebuerg ratifiéiert.

Insgesamt geet et der Europäescher Unioun drëm an dëser Géigend, wou d'Influenz vu

China a vun den USA grouss a staark ass, Presenz ze markéieren. Am Accord mat Indonesien, dem gréissten islamesche Land vun der Welt, gesäit d'Europäesch Kommissioun och e Modell fir e Partnariat zwëschent den Zivilisatiounen.

Et geet konkret drëm zwëschent der Europäescher Unioun an Indonesien d'Bezéiungen auszebauen. Indonesien ass e Land mat 242 Milliounen Awunner, ass de véierten Handelspartner vun der Euopäescher Unioun an der ANASE, en Handelspartner och vu Lëtzebuerg, a spillt international eng wichteg Roll.

Den Accord-cadre, dee mer haut sollen approuvéieren, schaaft ee moderne Kader fir ons Relatioune mat Indonesien a behandelt niewent wirtschaftleche Perspektiven och politesch Aspekter, wéi zum Beispill Ëmwelt, Klima, Energie, Wëssenschaft, Technologie an Transport.

Den Accord erlaabt och eng Zesummenaarbecht am Kampf géint d'illegal Immigratioun, d'Wäisswäsche vu Kapital, den Drogentrafic, d'organiséiert Verbriechen an d'Korruptioun. En enthält och en zwéngenden Engagement fir d'Mënscherechter an de Kampf géint den Terrorismus. Indonesien engagéiert sech domat, fir de Statut vun dem internationale Geriichtshaff ze akzeptéieren.

Dësen Accord ass de Kader fir d'Négociatioune fir e Fräihandelsofkommes, wéi ech scho gesot hunn, zwëschent der Europäescher Unioun an Indonesien. En entspriechend Mandat gouf vum Conseil den 22. Dezember 2009 décidéiert. Den Här Karel de Gucht, de Kommissär fir Aussenhandel, huet den 12. Juni 2012 op enger Réuniouun zu Bréissel zwëschent ASEAN-Länner an der Europäescher Unioun gesot, dass den Handel zwëschent der Europäescher Unioun an den ASEAN-Länner 2011 honnert Milliarden Euro ausgemaach huet. D'Europäesch Unioun ass déi Haaptexportdestinatioun vun den ASEAN-Länner. Europa ass och den Haaptinvestor an den ASEAN-Länner.

E kuerzt Wuert iwwer Indonesien selwer. Dëst war an ass keen onproblematescht Land. Dat ass e Land, wat säit 1945 Joer onofhängeg ass. An et gouf säit senger Onofhängegkeet vu staarke Männer, dem Här Sukarno an och dem Här Suharto, diktatorial gefouert an huet sech du lues a lues méi demokratesch Strukture ginn a kann also haut als en demokratescht Land considéréiert ginn.

Et bleiwen natierlech Problemer och vu Mënscherechter a Rechter vun de Minoritéiten. Zum Beispill am westlechen Deel vu Papua-Neuguinea, dee jo zu Indonesien gehéiert, do ass en immensen Territoire, wou sech déi klassesch Problemer stelle vun Urbevölkerung, vu Rodung vun deene risege Bëscher, vu Monokulturen an och vun Exploitatioun vun de Buedemschätz. An ech mengen, et ass och wichteg, dass d'Europäesch Unioun an hirer wirtschaftlecher Aktivitéit mat esou engem Land hir Prinzipien an hiren Asaz fir d'Mënscherechter net aus den Ae verléiert.

Dat gesot, Här President, géif ech d'Chamber bieden dësem Accord-cadre zouzestëmmen. Et ass e wichtegt Element an der Aussepolitik vun der Europäescher Unioun hin zu Südostasien. An ech ginn och den Accord vu menger Fraktioun.

Une voix.- Mir och!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Rapporteur Ben Fayot. An elo kritt den Här Félix Eischen d'Wuert.

Discussion générale

M. Félix Eischen *(CSV).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, virewech dem Rapporteur, dem honorabele Ben Fayot, e grousse Merci fir säi Rapport.

Indonesien huet kuerz nom Zweete Weltkrich seng Onofhängegkeet proklaméiert a sech vun der Kolonialmuecht Holland geléist. Et huet een awer misse bis d'Joer 1999 ofwaarden, bis déi éischt fräi Wahlen zënter 1955 konnte gemaach ginn. Zënterhier schéngt den demokratesche Wandel an dësem Land säi Laf geholl ze hunn. Och d'Attentater am Joer 2000 op d'Bourse vu Jakarta wéi och am Joer 2002 zu Bali hunn dësem Prozess keen Ofbroch bruecht.

2004 goufen nämlech déi éischt direkt Presidentewahlen duerchgefouert. An d'Observatiounsmissioune vun der EU hunn an dësem Zesummenhang och e ganz positive Bilan gezunn, wann ee bedenkt, dass sech Indonesien duerch eng Abberzuel vun Ethnien, Kulturen, Sproochen a Reliounen auszeechent.

Indonesien ass op regionalem Plang e Schwéiergewiicht. De Rapporteur huet et grad gesot. Et ass, wat d'Fläch an d'Awunnerzuel betrëfft, dat gréisste Land a Südostasien. Am internationale Ranking läit Indonesien mat ëm déi 240 Milliounen Awunner op der véierter Plaz.

An awer liewe ronn 52% vun der Populatioun an Aarmut, dat heescht mat manner wéi zwee Dollar den Dag. An déi wirtschaftlech Kris vun 1997 an och den Tsunami vun 2004 hunn dëst Bild sécherlech net verbessert. Indonesien huet och zum Beispill e PIB vun 3.200 Dollar op de Kapp pro Joer.

Souwuel fir Lëtzebuerg wéi och fir d'EU ass Indonesien de véiert wichtegsten Handelspartner vun den aktuellen zéng Länner vun der ASEAN. Et ass also vu strategescher Wichtegkeet fir d'EU an och fir de Grand-Duché, fir eis Bezéiunge mat dësem Partner ze formaliséieren.

Dësen internationale Vertrag soll och derzou bäidroen, dass eis national an europäesch Entreprisen an Zukunft e besseren Accès op den indonesesche Marché solle kréien.

Et ass awer sécher och fir Indonesien net onwichteg, nieft dem Handel och vun de Finanzhëllefe vun der EU kënnen ze profitéieren. Letztendlech soll een dësen Accord awer net nëmmen op dat Ekonomescht a Finanziellt begrenzen. Dësen Accord betrëfft nämlech nieft den Handelsbezéiungen och d'Kooperatioun a Beräicher wéi Mënscherechter a Justiz, an och am Kampf géint déi organiséiert Kriminalitéit an de Mënschen- an den Drogenhandel; fir nëmmen dës puer Punkten ze nennen.

Mir sinn deemno averstanen dësem internationale Vertrag zouzestëmmen a ginn den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Eischen. Et war alles esou komplett, datt och wahrscheinlech den Ausseminister näischt méi wëllt derbäifügen.

Plusieurs voix.- Ohohoh!

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères.*- Här President, ech wollt just ee Wuert soen an opgräifen, wat den Här Rapporteur gesot huet. Et ass e wichtegen Accord. Ech wëll soen, dass Indonesien dat Land ass mat där gréisster muslimescher Communautéit op der Welt, e moderaten Islam, doduerch eng ganz staark Appréciatioun iwwerall op der Welt fënnt. E wichtegt Land. An ech mengen, et ass gutt fir d'Europäesch Unioun, dass mer deen Accord elo ofschléissen.

Merci villmools.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Minister. Domadder komme mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6433 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

De Vote ass ofgeschloss an de Projet de loi 6433 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Jean-Paul Schaaf), Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank (par M. Paul-Henri Meyers), MM. Léon Gloden (par M. Lucien Clement), Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter (par M. Serge Wilmes);

MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par Mme Viviane Loschetter), François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Eise leschte Punkt um Ordre du jour vun haut de Mëtteg ass de Projet de loi 6442, eng Ofännerung vum Code du Travail. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht. An et hu sech bis elo ageschriwwen: d'Madame Adehm, den Här Bauler, d'Madame Loschetter, den Här Gibéryen an den Här Urbany. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Roger Negri. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

12. 6442 - Projet de loi portant modification

1. du Code du Travail;

2. des articles 1er et 2 de la loi du 3 août 2010 1) portant introduction de diverses mesures temporaires visant à promouvoir l'emploi et à adapter les modalités d'indemnisation de chômage et complétant ou dérogeant à certaines dispositions du Code du Travail; 2) modifiant les articles L. 513-3, L. 521-7 et L. 523-1 du Code du Travail; 3) modifiant la loi modifiée du 17 février 2009 portant: 1. modification de l'article L. 511-12 du Code du Travail; 2. dérogation, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L. 511-5, L. 511-7 et L. 511-12 du Code du Travail;

3. des articles 2 et 3 de la loi modifiée du 17 février 2009 portant 1. modification de l'article L. 511-12 du Code du Travail; 2. dérogation, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L. 511-5, L. 511-7 et L. 511-12 du Code du Travail

Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi

M. Roger Negri *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Verlängerung vun der Kuerzaarbecht, d'Upassung vun de Chômagemoossname fir Leit ab 50 Joer an d'Méiglechkeet fir Interimsagencen, net méi ausschliesslech Zäitaarbecht ze vermëttelen, dat sinn déi dräi Haaptstéchwierder vum Gesetz vun haut am Kampf géint d'Aarbechtslosegkeet an eisem Land. D'Wirtschaftskris, déi ganz Europa am Moment beschäftegt, ass fir vill Leit hei zu Lëtzebuerg net iwwerall ze spieren, mä d'Illusioun, dass mir hei dovunner verschount bleiwen, täuscht. An een Deel vun eiser Bevölkerung kritt déi aktuell Kris am Moment ganz haart ze spieren.

Déi aktuell Chômagezuele schwätze fir sech. Am Mee 2012 ware 14.057 Persoune bei der ADEM ageschriwwen. Dat sinn der 1.490 méi wéi am leschte Joer. Eng Steigerung vun 11,9%. Am Mee 2012 hate mir e Chômagetaux vu 6,1%. D'lescht Joer war en ëm déi Zäit bei 5,6%.

Déi europäesch Aktualitéit weist eis, dass en Enn vun der aktueller Kris nach net a Siicht ass. D'Meenungsënnerscheeder an der Eurozon doriwwer, wéi déi Kris kéint geléist ginn, maache weiderhi groussen Drock op d'Marchéeën a verhënneren, dass d'Entreprisen an d'Konsumenten erëm Vertraue schöpfen an investéieren an domat nei Aarbechtsplaze schafen. An hannert dësen Zuelen, do sti Mënschen a Familljen, déi ganz oft ëm hir Existenz kämpfe mussen.

(Mme Anne Brasseur prend la présidence.)

D'Kris trëfft haaptsächlech déi sozial benodeelegt Leit, déi net oder wéineg qualifizéiert sinn. An do sinn de Moment nieft de jonke Leit, déi guer keng Aarbecht fannen, besonnesch staark déi Leit betraff, déi ëm 50 Joer al sinn a grad hir Aarbechtsplaz verluer hunn.

Madame Presidentin, de Projet de loi vun haut huet ënner anerem als Zil entspriechend Chômagemesuren, déi am Gesetz vum 3. August 2010 verankert gi waren, ze verlängeren. Si lafen dësen 31. August aus, a mam Gesetz vun haut gi se bis den 31. Dezember 2013 verlängert. Dat sinn als éischt d'Mesuren, déi d'Kuerzaarbecht betreffen.

Déi Mesuren hu sech an der Vergaangenheet gutt bewährt, well se et méiglech gemaach hunn eng ganz Partie Aarbechtsplazen ze retten an de Chômage ofzefiederen. D'Nofro op Kuerzaarbecht ass zwar am Verglach vun 2009 zréckgaang, mä si ass awer nach ëmmer staark.

2009 sinn am Schnëtt ronn 129 Demanden am Mount erakomm, an dëst Joer sinn et der ronn 30 am Mount. Dofir muss dës Mesure trotzdeem nach verlängert ginn, well mer alleguerten net wëssen, wéi d'Konjunktur an der nächster Zäit evoluéiere wäert.

Eng Ufro op Kuerzaarbecht kënnen déi Betriber maachen, déi op d'mannst eng Reduktioun vu 40% vun hiren Aarbechtsstonnen ze verzeechnen hunn an och am Virfeld e Plan de maintien dans l'emploi respektiv en Accord mat de Sozialpartner ofgeschloss hunn.

Des Weidere gesäit de Gesetzesprojet vir, dass de Fonds pour l'emploi d'Sozialcotisatiounen iwwerhëlt fir déi Betriber, déi säit sechs Méint scho vum Chômage partiel profitéieren.

Des Weidere gëtt och de Chômage partiel, dee bis elo op eng Period vu sechs Méint am Joer begrenzt war, op zéng Méint verlängert. Dëst ass noutwendeg, well d'Bedéngung, fir de Chômage partiel kënnen unzefroen, jo déi ass, dass eng Restrukturatioun am Betrib stattfënnt. D'Erfahrung huet awer gewisen, dass déi kaum a sechs Méint duerchzefëieren ass.

Des Weidere gëtt den Alter, fir déi komplett Chômageindemnitéiten ze kréien, erofgesat. A fir verschidde Chômeuren, déi et besonnesch schwéier hunn, gëtt d'Ausbezuele vum Chômagegeld ëm sechs Méint verlängert.

Och gëtt bei de Chômageindemnitéiten den zweete Plaffong - dat sinn 200% vum Mindestloun - vu sechs op néng Méint verlängert, an deen drëtte Plaffong - dat sinn 150% vum Mindestloun - gëtt temporairement net ugewant.

Madame Presidentin, dëse Projet de loi hieft des Weideren eng Lacune vum Gesetz vum 3. August 2010 op, déi déi eeler Chômeure betrëfft. D'Occupation temporaire indemnisée ass eng Mesure, déi et de Laangzäitchômeuren erlaabt, de Kontakt mat der Aarbechtswelt ze erhalen, andeems hinnen an de Ministèren oder an de Gemengen Aarbechten, déi d'utilité publique sinn, zougewise ginn. Am Prinzip ass dës Mesure op sechs Méint begrenzt, mä fir Chômeure vu méi wéi 50 Joer kann d'OTI elo iwwert déi Period vun zwielef Méint ewech verlängert ginn.

Madame Presidentin, de Chômage, fir en effikass ze bekämpfen, heescht flexibel sinn, mä heescht awer och, der Realitéit an d'Aen ze kucken. Et ass haut kaum ze iwwersinn, dass d'Interimsagencen och hir Roll um Aarbechtsmarché niewent der ADEM hunn. Laut enger CEPS/Instead-Enquête wier d'ADEM nëmme fir 7% vun alle Rekrutementer zoustänneg. Dat huet de Statsrot a sengem Avis ervirgestrach. Do derniewent kréie ronn een Drëttel vun den Zäitaarbechter, déi vun enger Interimsagence rekrutéiert gi sinn, spéider e feste Kontrakt, en CDI.

Ech wëll op dëser Plaz eng Kéier kuerz op d'Zäitaarbechtsfirmen agoen. Nom Artikel 131 vum Code du Travail ass en Entrepreneur de travail intérimaire: «toute personne, physique ou morale, dont l'activité commerciale consiste à embaucher et à rémunérer des salariés en vue de les mettre à la disposition provisoire d'utilisateurs pour l'accomplissement d'une tâche précise et non durable».

An der Praxis heescht dat, wann eng Firma fir eng kuerz Zäit, sief et fir eng Saison ze iwwerbrécken oder e Chantier fäerdeg ze maachen, Aarbechter brauch, déi sech dann un eng Interimsagence wennt. Déi Agence huet esou Leit an hirem Fichier. Déi ka se vermëttelen oder si wennt sech un d'ADEM, fir dee richtege Profil ze fannen.

D'Agence mécht engersäits e Kontrakt mat deene Leit, déi eng Aarbecht sichen, an anerersäits e Kontrakt mat der Firma, déi d'Aarbechtskräfte brauch. D'Chômeuren, déi bei der ADEM ageschriwwe sinn, kënnen also op déi Aart a Weis als Zäitaarbechter ënnerdaach kommen a vläicht souguer duerno, an dat ass ganz wichteg, en CDI ugebuede kréien.

D'Chômeure musse fir dee Service näischt bezuelen. Mä déi Firma, déi op dee Service zréckgräift, muss d'Interimsagence natierlech bezuelen.

D'Gesetz vun haut mécht et méiglech, dass d'Interimsagencen net méi exklusiv am Interimsberäich mussen täteg sinn, mä och Placementer fir fest Plaze kënne maachen, a passt sech also deemno der Realitéit um Terrain un. Déi Tatsaach, dass d'Realitéit anescht ausgesäit wéi dee legale Kader, ass och vun der OIT, der Organisation internationale du travail, erkannt ginn. Do ass et am Laf vun deene leschte Jorzéngten och - bei der OIT - zu engem Sinneswandel komm.

Am Joer 1958 nämlech ass d'Konventioun 96 ugeholl ginn, an där sech d'Staten dozou verflichten, Bureaux de placements payants no an no ze verbidden. Am Joer 1997 awer huet d'OIT dunn d'Konventioun 181 ugeholl, déi déi privat Aarbechtsvermëttlungsagencë betrëfft. An där Konventioun erkennt d'OIT d'Wichtegkeet vun deene privaten Agencë fir de Fonctionnement vum Aarbechtsmarché.

Mä si gesäit och eng Rei vu Mesurë vir, déi d'Aarbecht vun dësen Agencen encadréieren,

an deem Sënn, dass d'Rechter vun den Aarbechter besser geschützt kënne ginn, notamment wat den Ëmgang mat hiren Daten ugeet. Des Weidere gesäit se vir, dass d'Sozialpartner musse gefrot ginn, wann de juristesche Statut vun deenen Agencen definéiert gëtt.

Mir hunn an der Aarbechtskommissioun den Avis vun der Chambre des Salariés analyséiert. D'CSL geet an hirem Avis och op eventuell Geforen an, déi kéinten entstoen, wann d'Interimsagencen, déi jo lukrativ solle sinn, d'Roll vun engem Service public, an deem Fall vun der ADEM, iwwerhuelen, an d'ADEM net méi exklusiv d'Recht hätt, Placementer ze maachen. D'Konsequenz wier, laut der CSL, dass just nach déi Leit placéiert ginn, déi der Agence eppes bréngen, an net déi, déi eng Aarbecht am dréngendste brauchen. Doduerch wieren déi Chômeuren, déi just bei der ADEM ageschriwwe wieren, stigmatiséiert a géifen ni eng Plaz ugebuede kréien.

Hei kann ee sech froen, ob dëst net souwisou schonn an der Realitéit de Fall ass. Déi Chômeuren, déi am beschte qualifizéiert sinn, fannen éischter eng Plaz wéi déi, déi manner gutt qualifizéiert sinn, an déi, déi am meeschte motivéiert sinn, fannen éischter eng wéi déi, déi net motivéiert sinn.

D'CSL huet och d'Fro opgeworf, ob dës Mesure konform zu de Konventioune vun der OIT ass an ob si d'Prinzipie vun der Direktiv „services" vun 2006 respektéiert. De Statsrot huet a béide Fäll mat Jo geäntwert, soudass déi Mesure den internationalen an europäeschen Normen entsprécht.

Des Weideren hieft d'CSL an hirem Avis ervir, dass den Artikel 5.1 vun der Konventioun C96 vun der OIT virgesäit, dass de Stat d'Placementer vun de Chômeure ka sous-traitéieren, déi op deem normale Wee net gutt vermëttelt kënne ginn. Engem Mënsch, deen am Chômage ass an eng Aarbecht vermëttelt kritt, ass et egal, wien em se besuergt huet. An dat sollte mer alleguerte virun Ae behalen. Dat ass, mengen ech, ganz wichteg. Et huet deemno kee Wäert, de Kapp an de Sand ze stiechen an un de Prinzipie festzehalen, déi net méi der Realitéit entspriechen.

Trotzdeem ass et mëttelfristeg sécherlech ubruecht, d'Aarbecht vun deenen Interimsagencë besser ze encadréieren an de Sozialpartner d'Méiglechkeet ze ginn, dobäi eng aktiv Roll matzespillen. Dat kënne mer erreechen, andeems mer fir d'éischt emol déi virdrun ugeschwate Konventioun 181 ratifizéieren an de legale Kader, deen d'Interimsagencë betrëfft, verbesseren.

Mëttelfristeg wär ausserdeem och eng besser Zesummenaarbecht vun der ADEM mat den Interimsagencen ze encouragéieren, esou wéi dat a Frankräich zum Beispill de Fall ass, säit déi sougenannten „Loi Borloo" vun 2005 ugeholl ginn ass. Hei wollt ech den Här Aarbechtsminister froen, wéi seng Meenung zu esou enger Ëmsetzung vun der Konventioun 181 a Lëtzebuerger Recht ass.

Madame Presidentin, nach e puer Wuert zu de Käschte vun dësem Gesetz. De Gesamtkäschtepunkt vun de Mesuren zur Kuerzaarbecht läit fir d'Joer 2011 bei 15,6 Milliounen Euro. D'Dépenses prévisibles fir 2012 an 2013 ginn op 20 Millioune geschat. D'Verlängerung vun der Kuerzaarbecht vu sechs op néng Méint kascht 12,8 Milliounen Euro. All déi aner Mesuren, déi ech virdrun erwähnt hunn, sinn ëm déi 350.000 Euro pro Mount estiméiert.

Madame Presidentin, d'Bekämpfung vum Chômage ass am Moment déi gréisst sozialpolitesch Erausfuerderung, där mer eis weiderhi mat allen nëmme méigleche Moyenen unzehuelen hunn. Mir wäerten am Hierscht am Kader vun engem Débat d'orientation sur la politique en matière d'emploi méi genee op déi speziell Mesuren zur Bekämpfung vum Chômage zréckkommen. A mir wäerten all déi speziell Mesuren, déi mer bis elo getraff hunn, genau ënnert d'Lupp huelen a kucken, wéi effikass se schlussendlech sinn a wéi se nach kéinten eventuell verbessert ginn.

Dëst Gesetz ass d'Resultat vun de Verhandlungen aus der leschter Tripartite, an et si wichteg Moossnamen, fir eise Biergerinnen a Bierger an eise Betriber iwwert dës schwiereg Krisenzäiten ewechzehëllefen. Nach gesäit d'Situatioun um Aarbechtsmarché net esou schlecht aus wéi bei eisen Nopeschlänner, mä dat ka sech awer ganz schnell änneren, wa mer net weider probéieren, d'Situatioun am Gréff ze behalen an déi beschtméiglech Mesuren auszeschaffen, fir engem Zouhuele vum Chômage entgéintzewierken.

Domadder ginn ech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Merci dem Rapporteur. Deen éischten ageschriwwene Riedner oder Riednerin ass d'Madame Adehm. Madame Adehm, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Diane Adehm *(CSV)*.- Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, et ass scho bal eng Traditioun, eng traureg Traditioun, géif ech soen, dass mir zënter 2009 regelméisseg Joer fir Joer de Code du Travail ëmännere, fir zäitlech begrenzte Mesurë géint de Chômage ze verlängeren oder auszedehne respektiv nei Mesuren ze schafen.

Et ass eng traureg Traditioun, well et Mesurë sinn, déi versichen, d'Effete vun enger Kris ofzefiederen, déi nach ëmmer net iwwerwonnen ass an déi mat grousser Wahrscheinlechkeet nach esou bal net wäert iwwerwonne sinn. Wéi soss kënne mir erklären, dass Joer fir Joer, Mount fir Mount de Chômage an d'Luucht geet?

Wéi hei am Haus d'Gesetz vum 3. August 2010 iwwer verschidde Mesurë fir d'Promotioun vun der Aarbecht an d'Indemnisatioun vum Chômage gestëmmt gouf, also dat Gesetz, dat mir haut ofännere sollen, dunn huet mäi Kolleeg, den Ali Kaes, op dëser Plaz festgestallt, dass et zënter der Stolkris eisem Aarbechtsmaart nach ni esou schlecht gaangen ass, wéi an deene leschten zwee Joer.

Am November 2011 hu mir d'Mesurë vum Gesetz vum 3. August 2010 verlängert, an dat ënnert dem Constat, dass déi aktuell ekonomesch Situatioun net op eng schnell Verbesserung schléisse léisst.

Haut, knapps ee Joer méi spéit, loossen d'ekonomesch Situatioun vun eisem Land, d'Lag vun eisen europäesche Partner a méi global d'Weltwirtschaft nach ëmmer keen anere Schloss zou. Am Géigendeel! Op den 31. Mee vun dësem Joer ware 14.057 Leit als Demandeurs d'emploi bei der ADEM ageschriwwen, am Mee 2011 waren et der nach 12.567. Och wann dës Zuelen am Verglach zum Ausland niddreg sinn, däerf een ni vergiessen, dass sech ganz vill perséinlecht Leed hannert dësen Zuele verstoppt.

Dat Gesetz, dat mir haut stëmme wäerten, verlängert jo, wéi ech schonns gesot hunn, ënner anerem eng ganz Partie Mesuren, déi schonn an de Joren 2009 an 2010 gestëmmt gi waren. Ech wëll elo net nach eng Kéier op all déi eenzel Mesuren agoen, well dat gouf an der Vergaangenheet jo scho genuch gemaach. Ausserdeem huet de Rapporteur och en exzellente Rapport gemaach, an ech wéilt him dofir vun hei aus Merci soen.

Ech wëll awer vun der Geleeënheet profitéieren, fir drop hinzeweisen, dass dës Mesuren eppes kaschten. Fir d'Joer 2011 waren et 15,6 Milliounen Euro, fir d'Joren 2012 an 2013 wäerten et 20 Millioune sinn. Hei kommen dann nach eng Kéier 12,8 Milliounen Euro derbäi, fir d'Kuerzaarbecht oder de Chômage partiel bis op maximum zéng Méint pro Kalennerjoer finanziell ze ënnerstëtzen. Vu Februar 2012 bis Mee 2012 hunn all Mount 37 Entreprisen dëse Regime ugefrot. 2011 war et nach eng Moyenne vun 30. Insgesamt hunn am Mee 2012 4.300 Leit ënnert dem Regime vum Chômage partiel geschafft. Am Joer 2011 war et nach eng Moyenne vun 1.500 Persounen.

Zousätzlech gëtt och d'Indemnisatioun vum Chômage verlängert an et ginn Ëmännerungen un de verschiddene Plaffonge fir d'Bezuele vun de Chômageindemnitéite virgeholl. Dës Punkte kaschten dann och nach eng Kéier 350 Euro (veuillez lire: 350.000 Euro) de Mount, also 4,2 Millioune pro Joer.

Och wa mir als CSV-Fraktioun dës Mesuren alleguerten ënnerstëtzen, esou feelt et eis awer un Zuelematerial, wéi zum Beispill der Zuel vun den Demandeurs d'emploi, déi vun der Verlängerung vun der Dauer vun hirer Indemnisatioun profitéieren, oder zum Beispill der Zuel vu Betriber, déi vun der Prime d'encouragement à l'emploi profitéiert hunn. Dëse Punkt huet och d'Chambre des Salariés an hirem Avis ervirgestrach. Dëse Punkt ass wichteg fir eis, fir eng absolut noutwendeg Evaluatioun vun all dëse Mesuren ze maachen.

Een anere Punkt, mat deem mir eis als CSV-Fraktioun beschäftegen, ass dee vun den Interimsgesellschaften. Bis elo ass et jo esou, dass dës Firme wuel kënnen Travail intérimaire maachen, mä si däerfe keng Leit placéieren. Dëst ass awer schued, well grad dës Firmen hunn oft de Kontakt souwuel mat den Demandeurs d'emploi wéi mat de Betriber, déi Leit sichen. A wa Leit eng gutt Aarbecht an engem Interimsverhältnis maachen an de Betrib se iwwerhuele wëllt, firwat däerf dat dann eigentlech net offiziell iwwert d'Interimsfirma geschéien?

Vill Demandeurs d'emploi hunn iwwert dëse Wee schonns eng fest Aarbecht fonnt, well si gewuer gi sinn, dass am Betrib, wou si grad geschafft hunn, Plazen opstoungen a si sech drop gemellt hunn. Offiziell däerf dat awer net iwwert d'Interimsfirma lafen, well et jo laut engem Gesetz aus dem Joer 1958 verbueden ass. Dëst Gesetz baséiert op der Konventioun N°96 iwwert d'Bureaux de placements payants vun der Organisation internationale du travail aus dem Joer 1947.

De Statsrot zitéiert an dësem Zesummenhang och eng Etüd vum CEPS, aus där ervirgeet, dass nëmme 7% vun den Astellungen hei zu Lëtzebuerg iwwert d'ADEM lafen. Et ass also eng Realitéit, dass déi meescht Engagementer hei am Land iwwer parallell Schinne lafen an net esou, wéi et vum Gesetz hier eigentlech misst sinn.

Lëtzebuerg ass awer net eleng an dëser Situatioun. Och aner Länner kennen dëse Problem. Duerfir huet d'Organisation internationale du travail jo och den 19. Juni 1997 d'Konventioun N°181 iwwert d'Agences d'emploi privées ugeholl. Dës Konventioun erkennt d'Roll un, déi d'Privatagencë kënnen um Aarbechtsmaart iwerhuelen. Si seet awer och, wéi d'Salariéë musse geschützt ginn. Ausserdeem verlaangt se, dass d'Sozialpartner consultéiert gi bei der Ausaarbechtung vum Statut vun dëse sougenannten Agences d'emploi privées.

Lëtzebuerg huet dës Konventioun awer nach ëmmer net ratifizéiert. Fir also konform zum internationale Recht an dëser Matière ze sinn, wier et wichteg, dass Lëtzebuerg dës Konventioun géif ratifizéieren.

E weidere Punkt, op deen ech nach wéilt agoen, sinn déi sougenannten OTI, also Occupations temporaires indemnisées vun den Demandeurs d'emploi, déi méi al si wéi 50 Joer. Laut der ADEM hunn am Februar 2011 262 Persoune vun dëser Mesure profitéiert. Dovunner waren der 31 méi al wéi 50 Joer. Och wann ee menge géif, dass dës net vill betraffe Leit sinn, esou ass et awer grad fir d'Demandeurs d'emploi iwwer 50 Joer ganz schwéier, fir erëm eng Aarbecht ze fannen.

An ebe grad dës Leit stinn elo och nach virun enger Lacune am Gesetzestext, déi haut soll behuewe ginn. An Zukunft kann en Demandeur d'emploi, dee méi al ass wéi 50 Joer, d'Occupation temporaire indemnisée all Kéiers ëm ee Joer verlängert kréien, soulaang en net vun anere Mesurë profitéiert, an dëst bis zu senger Pensionéierung.

Ofschléissend ginn ech nach den Accord vun der CSV-Fraktioun a soe Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Merci, Madame Adehm. Den nächste Riedner ass den Här Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler *(DP)*.- Merci, Madame Presidentin. Just nach e puer Wuert zu dësem Projet de loi, iwwert dee mer haut ofstëmme sollen. Fir d'éischt wollt ech mech beim Rapporteur Roger Negri bedanken, datt hien dëse Projet esou komplett a konzis presentéiert huet.

Fir eis als Demokratesch Partei ass et selbstverständlech, datt mir nach eemol Moossnamen, déi dozou bäidroe sollen, de Betriber, déi a Branchë schaffen, déi vun der Kris zolidd gerëselt goufen a vu Chômage partiel betraff sinn, finanziell ënnert d'Äerm ze gräifen, zoustëmmen. Dofir stëmme mer nach eemol der Verlängerung vun dëse Krisemoossnamen zou. Domat konnten a kënnen Aarbechtsplaze gerett ginn.

An deem Sënn heesche mer och déi Ännerung, déi mat der strukturbedéngter, zäitweileger Aarbechtslosegkeet ze dinn huet, gutt, well et sech hei ëm Betriber handelt, déi en Effort maachen, de Plan de maintien dans l'emploi mat engem Redressementsplang ze verbannen.

Wat eis awer gradesou wichteg ass, dat ass, datt all Hiewelen a Bewegung gesat ginn, fir d'Demandeurs d'emploi a Brout an an Aarbecht ze bréngen. Et ass dofir eng richteg a realitéitsorientéiert Entscheedung, datt d'Interimsfirme mat dësem Gesetz d'Méiglechkeet kréien, fir Chômeure kënnen ze vermëttelen an ze placéieren. Hei war et iwwerfälleg, dee legale Kader der dagdeeglecher Wierklechkeet unzepassen.

Mir als Demokratesch Partei gesinn dat kengesfalls als Konkurrenz zur ADEM. Et geet jo schliesslech drëms, fir iwwer esou vill wéi méiglech Acteuren ze verfügen, déi Leit op der Sich no enger Aarbecht hëllefen, eng definitiv Plaz ze fannen.

Dobäi musse mer eis nach eemol an Erënnerung ruffen - an et ass schonn d'éinescht gesot ginn -, datt d'ADEM bis ewell manner wéi 10% vun de Rekrutéierungen erméiglecht huet. D'Demokratesch Partei huet an dësem Dossier scho laang derfir plädéiert, fir nei Weeër anzeschloen an d'Vermëttlungsefforte souwéi d'Aktivéierungsmoossnamen ze diversifizéieren.

Mir hunn ëmmer derfir plädéiert, fir déi privat Initiativ an der Aarbechtsplazvermëttlung ze stäerken. Beispiller aus dem Ausland weisen, datt déi privat Initiativ duerchaus zu ganz positive Resultater ka féieren, och bei der Vermëttlung vu Mënschen, déi scho méi laang aarbechtslos sinn.

An der Entrevue mam Här Jean Hoffmann vun der ADEM goufe mer d'lescht Woch an der zoustänneger Kommissioun ënner anerem gewuer, datt d'ADEM mëttlerweil mat Interimsbetriber zesummeschafft. Dat bestätegt och eis laangjähreg Fuerderung, fir eben alles drunzesetzen, datt d'Leit nees eng Aarbecht fannen.

D'ADEM ass an deem Kontext e wichtege Partner, mä se däerf keng Monopolstellung an der Vermëttlung hunn. Si brauch och d'Hëllef an den Know-how vu privater Säit. Aner Länner, wéi zum Beispill Frankräich, hunn dat scho laang erkannt, an hir öffentlech Agencë scheien net, fir mat privaten Agenture partnerschaftlech zesummenzeschaffen.

Dëst gesot, wollt ech den Accord vu menger Fraktioun ginn, ouni awer ze vergiessen, datt all déi Krisemoossnamen an nächster Zukunft op de Leescht musse geholl ginn, also enger grëndlecher Analys mussen ënnerzu ginn, fir esou ze kucken, wéi wierksam se tatsächlech sinn oder waren a fir ënner Ëmstänn Upassunge virzehuelen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vu menger Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Merci dem Här Bauler. Déi nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madame Loschetter.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng)*.- Merci, Madame Presidentin. Léif Kolleegen a Kolleeginnen, och mir kënnen den Accord zu dësem Projet soen. Mir schléissen eis mengem Virriedner sengen Doléancen un. Effektiv menge mir och, grad an där Phas vun - léif ausgedréckt - „Restrukturatioun", déi amgaang ass ze geschéien, wann ech gesinn déi Auditen, déi gemaach ginn, déi Analysen, déi de CEPS ons och scho virgeluecht huet iwwert déi verschidde Mesuren a wéi gutt oder wéi besser se missten ukommen, denke mir, datt och hei an dësem Kontext et wichteg wier, wann notamment och d'Chamberskommissioun kéint regelméisseg iwwer Bilanen, iwwer Evaluatiounen, iwwer quantitativ a qualitativ Statistike verfügen.

Desto méi, well mer jo effektiv, a mir gesinn et eigentlech net wéi d'Madame Adehm als eng Traditioun, mä well mer scho säit 2009 ëmmer erëm eng Verlängerung vun deene Mesuren hei solle stëmmen, ouni richteg ze wëssen, wat wierklech dann den Notze vun deene Mesuren ass.

An an deem Kontext ewech vun där Traditioun, wa mer wierklech sollen op deem Wee weidergoen, da géife mir eis och der Remarque vum Statsrot uschléissen a mengen, datt mer da missten eng Kéier mat där Evaluatioun effektiv déi ganz Mesuren op de Leescht huelen a kucken, ob mer net effektiv sollen e Gesetz maachen, wat och nach duerno an de Code du Travail géif ageschriwwe ginn.

Mme le Président.- Merci, Madame Loschetter. Den nächste Riedner ass den Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Madame Presidentin. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll och dem Kolleeg Roger Negri Merci soen, dee säin traditionelle Rapport schonn zu dësem Projet mécht. Ech mengen, et sinn eng Rei vu Moossnamen, wou mer wëssen, déi elo am August auslafen, déi elo erëm eng Kéier verlängert ginn. An ech sinn iwwerzeegt, datt mer dat an deenen nächste Joren nach ëmmer wäerten erëm weidermaachen.

Et ass awer trotzdeem richteg, mengen ech, datt een dat vu Joer zu Joer mécht, well een dann ëmmer trotzdeem e Bilan mécht an datt ee kuckt, wat hunn déi Moossname bruecht. An et kann ee se net punktuell, et kann...

(Interruption)

Dach, ech ginn awer dovunner aus, datt ee Bilan gemaach ginn ass. De Ministère huet jo sécherlech net dee Projet hei einfach op den Instanzewee geschéckt, ouni sech Gedanken driwwer ze maachen.

(Interruptions)

Also, an deem Punkt hunn ech op jidde Fall da méi Vertrauen an d'Regierung wéi déi gréng, well ech ginn net dovun aus, datt d'Regierung hei e Projet mécht, ouni datt se sech virdru Ge-

danke gemaach huet. Dat schéngt mer jo awer sous-entendu ze sinn.

Op jidde Fall ass et, mengen ech, wichteg, datt dee Projet kënnt, well mer jo hei am Land, an déi Ziffere sinn de Mëtteg genannt ginn, Rekordzuelen hunn, wat de Chômage ubelaangt.

Wa mer 25, 30 Joer zréckdenken, do hu mer eng Kéier - net mir, mä eis Virgänger - hei an der Chamber debattéiert a Gesetzer gemaach, wou am Fong gesot ginn ass, dass wa mer eng Kéier op 7.000 Chômeuren zu Lëtzebuerg kéimen, da wier dat eng exzeptionell Situatioun fir Lëtzebuerg. Dat wier dann eng regelrecht Krisesituatioun.

Haut si mer ëm e Villfacht, ech mengen, mir sinn dat Duebelt am Chômage. An op där anerer Säit, wa mer nach kucken, déi Leit, déi an de Beschäftegungsinitiative sinn, da komme mer bal op 20.000 Leit, déi hei am Land no enger Aarbecht sichen.

Ech mengen, dat ass en traurege Rekord. An duerfir ass et fir eis als ADR wichteg; all Moossnam, déi mer huelen, fir de Chômage ze bekämpfen, fir Leit an d'Aarbecht ze kréien, ass gutt, egal wat fir eng Moossnam datt et ass an och egal wien déi Initiativ hëlt, ob dat eben elo d'ADEM ass oder ob et d'Interimsgesellschafte sinn, déi déi Roll kënnen iwwerhuelen.

Wichteg ass, datt déi Leit eng Plaz kréien. An ech mengen, et ass deene Leit och ganz egal, wien hinnen hëlleft, fir datt se eng Aarbecht kréien. Wichteg ass, datt se se kréien.

Ech mengen, wa Leit, a virun allem Jugendlecher, keng eege Perspektive méi hu fir sech a fir hir Famill, wa se keng Zukunft kënnen opbauen, hir Famill net kënnen opbauen, wa se sech keen Eegenheem kënnen uschafen, dann huet déi Jugend, mengen ech, keng Perspektive méi. An dat ass mat dat Schlëmmst, wat mer enger Jugend an enger Gesellschaft kënnen undoen.

Et ass och sécherlech schwéier fir méi eeler Leit, mä jugendlech Leit, mengen ech, sinn am schwéiersten dovunner betraff. An et huet och domat ze dinn, wann een zum Beispill wëllt en Haus bauen, en Eegenheem kréien an et wëllt een e Prêt ophuelen, an et huet ee keng Plaz, da brauch ee kee Prêt opzehuelen, well da kritt ee keen.

An da geet een emol derniewent kucke souguer, wann d'Leit eng Plaz hunn, da spillt et nach dacks eng Roll, ob et eng sécher Plaz ass oder als eng ugesinne sécher Plaz betruecht gëtt. Niewent der Fonction publique, mengen ech, wat als sécher Plaz ugesinn ass, déi Leit kréien och éischter Prêten, mä och am Privatsecteur gëtt et eng Rei vu Plazen, wou een éischter Prête kritt, wéi wann een iergendwéi an enger méi prekärer Situatioun ass.

Duerfir hu mer alleguer als Politiker en Intérêt drun, fir ze kucken, datt mer e Maximum vun eise Leit an d'Beschäftegung kréien. Wéi gesot, fir datt all Mënsch hei am Land och sech an der Gesellschaft integréiert fillt an net ausgeschloss fillt.

Ech mengen, haut an dësem Gesetz, wat niewent de Verlängerunge vum Délai och den Interimsgesellschaften d'Méiglechkeete gëtt, déi dat exklusiv maachen, fir och eben déi Vermëttlung kënnen ze maachen, do musse mer awer eng Rei vu Froe stellen, well mer wëssen, datt an den Interimsgesellschaften a priori Frontaliere beschäftegt ginn.

Eis traditionell Lëtzebuerger Leit hunn net esou den Zock, fir sech direkt bei Interimsgesellschaften ze mellen. Ech weess net, ob den Här Minister eis vläicht do kann eng Entwécklung soen. Vläicht wier et jo gutt, wa méi Leit sech och géifen do mellen. Mä aus der Vergaangenheet wësse mer, datt a priori d'Lëtzebuerger, wa se eng Aarbecht sichen, bei d'ADEM ginn an net bei eng Interimsgesellschaft sech melle ginn.

An doduerch, datt awer e relativ héije Prozentsaz - ech mengen, de Kolleeg Roger Negri huet et jo genannt -, een Drëttel vun deene Leit, déi vun Interimsgesellschaften eng Plaz kréien, herno och e festen Aarbechtsvertrag kréien, a mir wëssen, datt dat gréisstendeels Frontaliere sinn, da gi mer iwwert dee Wee am Fong eise Frënn aus de Grenzregiounen éischter eng Chance, fir op den Aarbechtsmaart eranzekommen, wéi deenen, déi hei an deem Land als Demandeurs d'emploi ageschriwwe sinn.

Duerfir wier et och interessant, vum Här Minister gewuer ze ginn, wéi déi Relatioun tëschent deene Gesellschafte mat der ADEM ass, fir datt mer also méi Leit, déi mer an der ADEM ageschriwwen hunn, och iwwert d'Interimsgesellschaften op den Aarbechtsmaart kréien, mam Zil, fir se och iwwert dee Wee kënnen dann op eng fest Aarbechtsplaz zougefouert ze kréien.

Zum Schluss nach een anere Punkt, wou mir mengen, a mir hunn dat och schonn als ADR hei méi wéi eng Kéier gesot, dat sinn d'Beschäftegungsinitiativen. D'Beschäftegungsinitiativen hunn och iwwer 4.000 Leit, déi beschäftegt sinn. Ech wëll net op déi Problemer agoen, déi mer an de vergaangene Méint a Joren do haten. Mä eis Iddi ass awer och esou, datt mir am Fong géifen och iwwert d'ADEM mengen, datt déi Beschäftegungsinitiative kéinte méi géréiert ginn, well dat da méi no bei der ADEM wier.

Et kéint een also eng Cellule un d'ADEM unhänken, déi déi Fonctioun vun de Beschäftegungsinitiative géif iwwerhuelen. Och do versprieche mir eis, datt déi Leit besser encadréiert ginn, datt méi eng enk Zesummenaarbecht mat der ADEM ass an datt een dann déi Leit och, an dat muss jo eist Zil sinn, op den éischten Aarbechtsmaart kritt.

Woubäi een, mengen ech, misst feststellen, datt bei de Beschäftegungsinitiativen, wou mer dann ëmmer kucken, déi Leit ëmmer méi laang dora sinn a Verschiddener scho mengen, dat géif eng Liewensstellung an enger Beschäftegungsinitiativ ginn. Och do musse mer där Entwécklung entgéintwierken a kucken, datt mer déi Leit op den éischten Aarbechtsmaart kréien.

Wéi gesot, all Moossnamen, déi mer huelen, schéngen eis wichteg ze sinn. An duerfir ass et och selbstverständlech, datt mir vun eiser Säit dësem Projet haut wäerten zoustëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Merci, Här Gibéryen. An dann dee leschte Riedner ass den Här Urbany. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Merci, Madame Presidentin. Dee Projet hei enthält sécherlech eng Partie Mesuren am Intérêt vun de Salariéën a vun de Chômeuren, wéi d'Iwwerhuele vum Loun oder d'partiell Verlängerung vum Chômage, awer nëmmen a gewësse Fäll.

Et muss een awer dozou soen, dat geschitt awer exklusiv op Käschte vum Stat. An den Entreprisë gëtt mat deem heite Gesetz, wéi och mat villen anere Gesetzer, eigentlech all Verantwortung fir hir Beschäftegt geholl, och all Verantwortung fir de Chômage am Allgemenge geholl. D'Käschte sinn zu Laaschte vum Stat.

Ech deelen och déi Kritiken, déi ënner anerem vun der Chambre des Salariés gemaach gi sinn, dass hei ëmmer nach net déi statistesch Donnéeë virleien, déi eis et géifen erméiglechen eng Evaluatioun vun all deene Moossnamen ze maachen, déi aus deene Gesetzer hei sech erginn.

Ech hätt mech normalerweis enthalen aus deenen Ursaache bei deem Gesetz hei, esou wéi mer eis och, déi Lénk, an der Chamber 2010 enthalen hunn, wéi eent vun deene Gesetzer, wat elo soll prorogéiert ginn, diskutéiert ginn ass. Ech wëll awer trotzdeem dës Kéier géint dat Gesetz hei stëmmen, well zousätzlech, an ouni eigentleche Besoin, den Interimsagencen d'Méiglechkeet opgemaach gëtt och nach um Chômage, um Placement vun de Chômeuren ze verdéngen!

D'Chambre des Salariés seet, hei géif de Prinzip vun der Aarbecht als eng Wuer dem Prinzip vun der Aarbecht als e Recht entgéintgestallt ginn. Si opposéiert sech géint déi Moossnam hei. D'Gewerkschafte fuerderen och, dass déi Moossnam erausgeholl gëtt aus deem Gesetz, och well privat Agencen - an eigentlech an Zesummenaarbecht a Complicitéit mat ville Betriber - sech hei d'Korinthen aus dem Kuch wäerte plécken an domat och d'Gläichheet vun de Leit virum Gesetz a Fro gestallt gëtt.

Well dat net geschitt, well dat net hei erausgeholl gëtt, wëll ech also géint dat Gesetz hei stëmmen, an dat ëmsou méi, well hei jo eréischt virun e puer Méint eng Reform vun der Struktur vun der ADEM diskutéiert ginn ass, wou dat hei kee Punkt war vun där Reform. An och well mer am Hierscht eréischt sollen eng Debatt féieren iwwert d'Politique de l'emploi a mir sollten net där Debatt virgräifen.

An am Iwwrege mengen ech, wann hei angeblech jo soll legaliséiert ginn, wat et an der Praxis jo anscheinend scho laang gëtt, nämlech dass Interimsagencen och als Placementsagencë funktionéieren, ëmsou méi wichteg wier et dann, am Virfeld vun esou enger Décisioun wéi där heiter, eng seriö Evaluatioun ze kréie vun de Placementsaktivitéite vun deenen Agencen.

Dat läit awer net vir! Et ass och nach net diskutéiert ginn an der Kommissioun, wou mer jo de CEPS empfaangen hunn, wou mer Leit vun der ADEM empfaangen hunn, wou kee Wuert gefall ass iwwer eng Evaluatioun an iwwer e Bilan vun deene Placementsaktivitéite vun den Interimsagencen, déi hei just nëmme sollen e weidert Aktivitéitsfeld och elo legal opgemaach kréien. Ech kann dowéinst net dee Projet hei stëmmen.

Mme le Président.- Merci, Här Urbany. An dann huet d'Regierung d'Wuert, Här Aarbechtsminister.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- Madame Presidentin, ech wëll natierlech fir d'Éischt och dem Rapporteur Merci soen. Dat bréngt mech dozou, eigentlech net op déi verschidden Aspekter vun dësem Gesetz, vun dësem Projet de loi zréckzekommen, mä e puer Punkten ervirzegräifen, déi elo ugeschnidde gi sinn.

Ech mengen, dat Éischt ass natierlech d'Wichtegkeet vum Chômage partiel. Elo kann een doriwwer vill diskutéieren, ob dat am Endeffekt géif d'Entreprisen déresponsabiliséieren an esou weider. Sécher ass op jiddwer Fall, datt de Chômage partiel eng Waff ass, besonnesch an enger Zäit, wou et heiansdo fir Entreprisë ganz kritesch ass, fir hir Leit ze halen a fir net a massive Chômage eranzerutschen. Ech mengen, all déi Länner, déi e Chômage partiel gemaach hunn, déi hunn et fäerdeg bruecht, duerch déi Kris ze kommen, ouni datt de Chômage massiv an d'Luucht gaangen ass a mir gehéieren och dozou. Och wann de Chômage an d'Luucht gaangen ass, wier e ganz anescht an d'Luucht gaangen, wa mer dat Instrument vum Chômage partiel net gehat hätten.

Hei gëtt eigentlech eppes erweidert, dat heescht, wann eng Entreprise an enger wierklecher Restrukturatiounsphas ass, wat jo heescht, datt eigentlech d'Substanz vun der Entreprise en jeu ass, an déi soll gerett ginn, da soll déi Entreprise vun engem Chômage partiel kënne bénéficiéieren, deen net sechs Méint ass, wéi dat bis elo war, mä e kéint bis op zéng Méint eropgoen, an dat nëmmen an ënnert der Konditioun, datt et e Plan de maintien dans l'emploi ass. E Plan de maintien dans l'emploi, deen huet jo als Objektiv den Emploi ze halen, an dee gëtt négociéiert tëschent de Sozialpartner, also engagéiert och d'Sozialpartner a besonnesch och d'Gewerkschaften.

Deen zweete Punkt, deen ech wëll ervirhiewen, dat ass dee vun de Statistiken a besonnesch vum Käschtepunkt. De Käschtepunkt, dee kann een ëmmer oprechnen op dat, wat et kascht hätt, wa mer déi Mesuren hei net hätten. Dann hätte mer méi Chômeuren. Dat ass net nëmmen e finanzielle Käschtepunkt, well déi Leit, déi hätte jo iergendwéi awer missen ënnerstëtzt ginn, soit iwwer RMG soit - ech weess net - iwwer aner Moyenen. An ech schwätzen net vun deem mënschlechen, vun deem soziale Käschtepunkt, dee mer da gehat hätten.

Hei gëtt probéiert, ebe grad Leit an enger gewëssener Sécuritéit ze halen. Indemnité de chômage ze hunn heescht net, d'Leit ze découragéieren, eng Aarbecht ze sichen. Mä et heescht awer hinnen eng minimal Sécuritéit ze ginn, fir an engem Zoustand ze sinn, datt se kënne soit sech weiderbilden, fir eng Aarbecht méi einfach ze kréien, soit iwwerhaapt emol och mat all deenen Aspekter, déi mentionnéiert gi sinn, an hirem Liewen nach iwwert d'Ronnen ze kommen.

Also, wat ass den Effet vun deem Gesetz? Wa mer de Chômage besonnesch fir déi méi eeler Demandeurs d'emploi verlängert hunn - frot se -, well et ass, mengen ech, fir vill Leit wichteg, wann de Chômage verlängert gëtt an net enges Dags de Couperet fält an héchstens nach den RMG als Léisung do steet. Dat nämlecht ass dat iwwert d'Suppressioun vun deem Plaffong vun 150%. Mir hunn also bei 200% verlängert a mir ginn net zréck, mir ginn net erof op 150%. Ech mengen, all déi Leit, déi an där dramatescher Situatioun vu längerem Chômage sinn, déi wësse schonn, wat dat als Avantage huet.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

Nun, e Wuert iwwert den Interim. Ech mengen, mir sinn alleguerten hei an där Chamber, mengen ech emol, fir en normaalt Aarbechtsverhältnis. A wann ech soen, en normaalt Aarbechtsverhältnis, dann heescht dat e CDI. Jiddweree strieft Stabilitéit a sengem Aarbechtsliewen un an net Précaritéit. Nun ass awer d'Wirtschaft esou evoluéiert, esou komplex ginn, a besonnesch och den Aarbechtsmaart hei zu Lëtzebuerg.

Wa gesot gëtt, mir hätten ons ni geduecht eemol 14.000 Demandeurs d'emploi, Aarbechtsloser ze hunn, da muss ech soen, zu där Zäit hate mer manner wéi 200.000 Aarbechtsplazen hei. Mir hunn elo 381.000 Aarbechtsplazen hei zu Lëtzebuerg! Ech mengen, et muss een d'Chifferen och ëmmer e bëssen en rapport setzen. Mir haten der d'lescht Joer 371.000. Mir hunn also an engem Joer vu Mäerz op Mäerz 10.000 Aarbechtsplaze geschaf. Plus 2,8%! An trotz allem geet de Chômage an d'Luucht. An dat, mengen ech, si mer jo amgaang nach weider ze analyséieren an och ze kucken, all Moyenen ze mobiliséieren.

An ee Moyen fir där Fluktuatioun op eisem Aarbechtsmaart besser ze begéinen, ass natierlech och op Organisme wéi den Interim zréckzegräifen. Elo kann een derfir sinn, dergéint sinn. Ech sinn net besonnesch fir den Interim. Ech hätt léiwer d'Leit, déi hätten alleguerten eng stabel Aarbechtsplaz mat engem CDI. Nu gëtt et awer Situatiounen, wou Entreprisë mussen op den Interim zréckgräifen, well gewëssen Tâchen, well gewësse Marchéën, well Onsécherheet an hiren Optragsbicher ass, a se duerfir op den Interim dann zréckgräifen.

Mir hunn awer ee groussen Avantage par rapport zu Länner wéi Däitschland, datt déi Leit, déi am Interim sinn, net e spezielle Statut hunn, dat heescht bezuelt ginn 20, 30, 40% manner wéi déi, déi an der Entreprise schaffen. Een, deen am Interim an eng Entreprise kënnt, dee gëtt d'nämlecht bezuelt wéi deen, deen déi nämlecht Aarbecht an där Entreprise no Kollektivvertrag oder net Kollektivvertrag mécht. Dat ass net an Däitschland de Fall, wou de Leiharbeiter 40, 50% fir genau déi nämlecht Aarbecht bezuelt gëtt, wéi deen, dee fest ugestallt gëtt. Dat ass also ee grousse Punkt, an deen ass jo net an der Debatt, deen ass och net an der Diskussioun.

Hei ass an der Diskussioun net eppes Neies anzeféieren, wéi den Här Urbany nach ëmmer mengt, hei geet et drëm, eppes anescht ze organiséieren, wat mer scho laang hunn a wat och net verbueden ass, wat mer iwwerhaapt net kënne verbidden! Dat ass dat, datt eng Interimsentreprise nieft senger Interimsaktivitéit däerf Vermëttlung vu Leit maachen an Aarbechtsplazen. Dat ass eppes, wat et elo scho gëtt, scho laang gëtt, dat ass net verbueden!

D'ADEM huet net méi e Monopol vun der Vermëttlung. Deen eenzege Monopol, dee bei der ADEM existéiert, ass deen, datt d'Aarbechtsplaze musse bei der ADEM gemellt ginn. Dat ass dat Eenzegt! Mir gehéieren och do, mengen ech, praktesch zu deenen eenzege Länner, déi nach esou eng Regel hunn. Mir hunn déi jo och verlängert an deem neie Gesetz. Dat ass also net en cause.

Hei geet et drëm, datt e Privaten, eng Interimsgesellschaft elo net méi muss separat eng Gesellschaft kreéieren, fir déi Vermëttlungsaarbecht nieft hirem Interimsbusiness ze maachen. Elo kann een och dat a Fro stellen, mä ech muss... Verschiddener vun de Kolleegen hunn dat gesot, et geet elo drëm, jiddwereen esou schnell wéi méiglech an eng Aarbechtsplaz ze bréngen. An am Endeffekt ass et net fundamental, ob dat d'ADEM mécht oder iergendeen aneren oder de Kolleeg, deen ee matbréngt a seet: „Hei a menger Firma gëtt eng Plaz fräi oder gëtt eng Plaz geschaf, ech kennen een, ech bréngen e mat, an dee kritt déi Aarbechtsplaz."

Nämlech déi héchste Vermëttlung - dat ass net d'ADEM, dat ass hei gesot ginn -, dat ass déi Vermëttlung, déi iwwert d'Connaissancë vun de Leit geschitt. „Ech kennen een, ech bréngen e mat, e passt, en huet d'Qualifikatiounen, e kritt den Job." Dat ass déi Vermëttlung, déi un éischter Stell steet. Solle mer déi eventuell och verbidden, well dat jo och net an de Monopol - deen et net gëtt - vun der ADEM géif passen?

Elo e wichtege Punkt ass dee vun der Kollaboratioun tëschent der ADEM an den Interimsgesellschaften. Jo, een Drëttel nëmme vun deene Leit, déi am Interim sinn, si Résidanten. Also zwee Drëttel si keng Résidanten. Mir wëllen natierlech déi Leit encouragéieren, wann den Aarbechtsmaart schwiereg ass a wann d'Zuel vun de CDIe vläicht net ëmmer esou disponibel ass, wéi mer dat géife wënschen, wëlle mer d'Leit encouragéieren, och wann et net anescht geet, an en Interim ze goen.

Firwat? Majo, well mer ebe wëssen, datt en Drëttel vun de Leit, déi an den Interim ginn, dann awer iergendwann an där Gesellschaft en Job fannen, well op eemol en neie Poste geschaf gëtt, dee Poste vum Interim an e permanente Posten transforméiert gëtt oder eventuell an der Firma en anere Posten opgeet. Duerfir encouragéiere mer d'Demandeurs d'emploi vun der ADEM, an den Interim ze goen. Dat geschitt iwwer zwee Consultanten, déi enk mat den Interimsgesellschaften zesummeschaffen, gutt zesummeschaffen.

Wat mer net wëllen, a wat ech blockéiert hunn, dat war, datt d'ADEM géif Leit sous-traitéiere loosse vun den Interimsgesellschaften. Dat ass nämlech dat, wat den Här Borloo maache gelooss huet; d'Kooperatioun tëschent dem Pôle emploi an den Interimsgesellschaften, andeem een x-dausend Chômeuren a Frankräich aus dem Pôle emploi eraushëlt a bei d'Interimsgesellschaften oder privat Placementsgesellschafte setzt, a seet: „Sou, mat deenen dote beschäftegt Dir Iech a mir maachen anerer." Dat hu mer net gemaach. Dat ass u sech eng Privatisatioun vun der Vermëttlung vu Leit, déi bei der

ADEM ageschriwwe bliwwe wieren. Dat hu mer net gemaach. Mir schaffen also zesumme mat den Interimen, a wann eng Interimsgesellschaft Leit placéiert, da soll se dat maachen.

Firwat muss een dann eng Gesellschaft obligéieren, eng separat Gesellschaft ze kreéieren, wat käschteméisseg, wat effikassitéitsméisseg, mä wat och du point de vue vum Contrôle, dee mir als Aarbechtsministère op d'Interimsgesellschaft exercéieren, net optimal ass?

An duerfir wëlle mer dat zesummenhalen. Wann eng Gesellschaft Placement mécht a se mécht Interim, da ka se dat maachen ënner engem Hutt, mä da gëtt se natierlech och als Entitéit gekuckt, kontrolléiert, a mir hunn net déi Multiplikatioun vu Gesellschaften niewebäi, déi natierlech net onbedéngt gutt ze kontrolléiere sinn.

Wat d'Konventioun 181 ubelaangt, sécher, ech hu kee Problem, datt mer déi ratifizéieren. Mir hunn eng Rei d'ailleurs un OITs-Konventiounen, déi mer nach sollen a mussen och ratifizéieren. Dat wäert dann an där nächster Zäit geschéien.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Minister. Domadder wär d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6442 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

De Projet de loi 6442 ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen an dann enger Nee-Stëmm.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Christine Doerner), Nancy Arendt (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Fernand Boden, Lucien Clement (par M. Félix Eischen), Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank (par M. Fernand Boden), MM. Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers (par Mme Diane Adehm), Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Martine Mergen), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter (par M. Serge Wilmes);

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Claude Meisch), Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Fernand Etgen) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Claude Adam), Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Henri Kox (par Mme Viviane Loschetter), Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

A voté non: M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer nees um zwou Auer zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.26 heures)

SÉANCE 38 MERCREDI, 11 JUILLET 2012

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • Mme Lydia Mutsch, Vice-Présidente • Mme Lydie Polfer, Vice-Président

Sommaire

1. Composition de la Sous-commission «Modernisation du droit luxembourgeois des sociétés»
- *M. le Président*

2. 6359 - Projet de loi portant
1. création d'un pacte climat avec les communes
2. modification de la loi modifiée du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement
- *Rapport de la Commission du Développement durable: M. Marcel Oberweis*
- *Discussion générale: M. Ali Kaes (M. Eugène Berger et M. André Bauler interviennent), M. Eugène Berger, M. Ben Scheuer, M. Camille Gira, M. Gast Gibéryen (M. Eugène Berger intervient)*
- *M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures (M. Eugène Berger intervient)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

3. Débat d'orientation sur la politique du logement
- *Exposé: M. Henri Kox (répond à M. Fernand Boden) (dépôt de quatre motions)*
- *Débat: M. Marc Lies, M. Fernand Etgen (dépôt d'une motion), Mme Vera Spautz, M. Jacques-Yves Henckes, M. Xavier Bettel*
- *M. Marco Schank, Ministre du Logement (M. Fernand Boden et M. Ben Fayot interviennent)*
- *Motions: M. Marco Schank, Ministre du Logement (M. Fernand Etgen et M. François Bausch posent des questions), M. Xavier Bettel, M. Alex Bodry, M. Jacques-Yves Henckes, M. Marc Spautz, M. Henri Kox*
- *Vote sur la motion 1 (adoptée)*
- *Motion 2 (renvoyée en commission)*
- *Vote sur la motion 3 (rejetée)*
- *Vote sur la motion 4 (rejetée)*
- *Vote sur la motion 5 (rejetée)*

4. 6326 - Projet de loi portant transposition de la directive 2010/24/UE du Conseil du 16 mars 2010 concernant l'assistance mutuelle en matière de recouvrement des créances relatives aux taxes, impôts, droits et autres mesures
- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Gilles Roth*
- *Discussion générale: M. Alex Bodry*
- *M. Luc Frieden, Ministre des Finances*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

5. 6297 - Projet de loi portant création de l'établissement public «Laboratoire national de santé» et modifiant:
- la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
- la loi modifiée du 16 juillet 1984 relative aux laboratoires d'analyses médicales;
- la loi modifiée du 15 juin 1994 relative à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses;
- la loi modifiée du 13 janvier 1997 relative au contrôle de l'utilisation et de la dissémination des organismes génétiquement modifiés;
- la loi modifiée du 24 novembre 2002 relative aux produits biocides;
- la loi du 3 août 2005 relative à la classification, à l'emballage et à l'étiquetage des préparations dangereuses
- *Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale: Mme Claudia Dall'Agnol*
- *Discussion générale: Mme Martine Mergen, M. Carlo Wagner, Mme Josée Lorsché, M. Jean Colombera*
- *M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

6. 6368 - Projet de loi déterminant le régime des sanctions applicables en cas de violation des dispositions du règlement (CE) n°1371/2007 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007 sur les droits et obligations des voyageurs ferroviaires
- *Rapport de la Commission du Développement durable: M. Marc Spautz*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

7. 6431 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques
- *Rapport de la Commission du Développement durable: M. Marc Spautz*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

8. Hommage à M. Paul Helminger
- *M. le Président*
- *M. Paul Helminger*

9. Discours de M. le Président
- *M. le Président*

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Luc Frieden, Mars Di Bartolomeo, Claude Wiseler et Marco Schank, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.02 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

1. Composition de la Sous-commission «Modernisation du droit luxembourgeois des sociétés»

Ier mer zum eigentlechen Ordre du jour vun haut de Mëtteg kommen, hu mer nach d'Zesummesetzung vun der Sous-commission «Modernisation du droit luxembourgeois des sociétés», déi mir an der Sitzung vum 29. Mäerz institutéiert haten, festzehalen. Folgend Membere gi fir dës Sous-Kommissioun proposéiert: den Här Léon Gloden, d'Madame Christine Doerner, den Här Jean-Pierre Klein, den Här Fernand Etgen, den Här Félix Braz an den Här Jacques-Yves Henckes.

Ass d'Chamber mat dëser Zesummestellung averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Den éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg ass de Projet de loi 6359 iwwer e Klimapakt mat de Gemengen. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Kaes, Berger, Scheuer a Gibéryen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Marcel Oberweis. Här Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Entschëllegt, wollt Dir nach eppes zum Ordre du jour soen?

(Interruption)

Ah, entschëllegt, jo.

2. 6359 - Projet de loi portant 1. création d'un pacte climat avec les communes 2. modification de la loi modifiée du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement

Rapport de la Commission du Développement durable

M. Marcel Oberweis *(CSV), rapporteur.*- Gudde Mëtteg, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, de virleiende Projet de loi behandelt de Klimapakt tëschent de Gemengen an dem Stat. E puer Wuert der Erklärung.

Den delegéierten Nohaltegkeetsminister huet de Projet de loi an der Chamber den 31. Oktober d'lescht Joer déposéiert. D'Chambre de Commerce, d'Chambre des Salariés an de Syvicol hunn hiren Avis ofginn am leschte Joer. De Statsrot huet säin Avis de 6. Mäerz 2012 zougestallt an en Avis complémentaire den 3. Juli dëst Joer. No Asiicht vun de verschiddenen Avisen huet d'Chamberskommissioun de Rapport an hirer Séance vum 5. Juli majoritär ugeholl.

Dëse Projet de loi setzt en Element vun dem Koalitiounsaccord ëm. Do heescht et: „De Stat

an d'Gemenge schléissen e Pakt of, an dat am Sënn vun der Lutte géint de Klimachangement." Dat heescht am Speziellen, mir mussen eis CO_2-Emissiounen zréckfueren.

Dass op dësem Plang scho munches geleescht gëtt a ginn ass, dat beweisen déi vill Aktivitéiten an eise Gemengen. Dierf ech hei just e puer Projeten, wéi de Chauffage urbain op der Basis vun Holz, déi verschidde Biogasanlagen, déi vill Fotovoltaiksanlagen op den Diecher vu Privatleit a Gemengen oder d'Wandenergieanlagen ernimmen? Virun allem hunn déi 36 Klimabündnisgemengen eng virbildlech Roll gespillt. Mir stelle fest, dass vill Leit a Matbierger bereet sinn, sech an der nohalteger Entwécklung ze engagéieren.

De virleiende Projet de loi geet mat sengem verbindleche Charakter nach e Schrëtt méi wäit. De Stat wëllt de finanziellen an den technesche Kader opspanen, an deem déi eenzel Gemengen hir Aktivitéiten nach méi effikass duerchféiere kënnen.

Eng wichteg Aufgab besteet do sécher an der verdéifter Sensibiliséierung vun de Matbierger, well d'Informatioun eng eminent wichteg Roll an der Gewëssensgesellschaft duerstellt. Mir hu festgestallt, dass et awer nach ëmmer Matbierger gëtt, déi wéineg bis keng Ahnung hu vun de finanziellen Aiden, déi si vum Stat oder Gemenge kënne kréien.

Derniewent sollen d'Gemengen eng Virbildfunktioun iwwerhuelen an der Innovatioun, se encouragéieren an hei op alle Fall an notamment fir d'Ënnerstëtzung vun de lokale PMEen an hire Gemengen. Doriwwer eraus soll derfir gesuergt ginn, dass den nohaltege Kritäre bei den Ausschreiwunge Rechnung gedroe ginn.

Duerch eng ganz Rei vu Mesurë kann esou den Energieverbrauch - virun allem dee vun de fossilen Energien - reduzéiert ginn an domat jo och dann déi gefuerdert CO_2-Reduktioun.

Als Kärstéck vun dem Klimapakt Stat a Gemenge gëllt awer de European Energy Award, den EEA. Dëse Modell leescht zënter 20 Joren eng gutt Aarbecht a gëtt an notamment zéng aneren europäesche Länner schonn applizéiert.

Den EEA ass op Lëtzebuerger Verhältnisser zougeschnidden a gëtt a sechs ausgewielte Beräicher wierksam. Am EEA-Katalog si ronn 30, pardon, 80 méiglech Mesuren opgezielt. Dës Beräicher sinn: déi kommunal Flächennotzung, d'Gestioun vun de kommunale Gebaier, d'Versuergungs- an d'Entsuergungsinfrastrukturen, d'Mobilitéit, déi intern Organisatioun an d'Kommunikatioun.

Mat dem EEA soll eng Analys duerchgefouert ginn, mat där wéi ëmmer Schwaachstellen opgesicht ginn an an de kommende Joren da Remedur geschaf gëtt. Nach ass et net all Gemeng méiglech, den Energieverbrauch an hire Gebaier an och an de Privathaushalten ze berechnen. Duerfir gëtt elo virun allem op eng qualitativ an net quantitativ Approche gesat. Duerch de Klimapakt wäert dat awer méiglech ginn.

Fir awer d'Aufgaben op dem Gemengeplang duerchzeféieren, soll eng Équipe Klima an d'Liewe geruff ginn. Dësen Team setzt sech aus engem Beroder, de politesch Responsabelen, Experten aus de lokale PMEen an de Mataarbechter aus der Gemeng zesummen. Déi berodend Kommissioun soll och hei agebonne ginn.

D'Missioun vun dësem Team soll d'Ausschaffe vun engem Aarbechtsprogramm ginn, aus deem ervirgeet, wéi déi eenzel Gemeng de Klimapakt an de kommende Joren, dat heescht 2013 bis 2020, ëmsetze wëllt.

Et ass an deem Zesummenhang interessant, op déi sëlleche Mesuren an der Annex 5 vum Projet de loi hinzeweisen. All Gemeng misst sech dëse Katalog ukucken an emol nosichen, a welleche Beräicher si schonn Aktivitéiten ënnerholl huet an dann checken, wellech Mesuren nach weider op enger mëttelfristeger oder laangfristeger Zäitschinn ënnerholl kéinte ginn.

Et gëtt awer keng Gemeng gezwongen, matzemaachen, mä et gëtt sécherlech hei am Land keng Gemeng, déi hire Matbierger dësen nohaltegen Outil verwiere wäert.

Och wann de But vun deem Projet de loi d'Opstelle vun enger Équipe op Gemengeplang ass, esou ginn awer d'Bestriewungen, eng Équipe tëschent verschiddene Gemengen an d'Liewen ze ruffen, ënnerstëtzt. An dëser iwwergräifender Klimaéquipe muss awer mindestens ee Member aus all Gemeng vertruede sinn. D'Konventioun gëtt awer tëschent dem Stat an all eenzel Gemeng aus dem Verbond ënnerschriwwen.

Nach e Wuert zum Beroder. Den EEA gesäit am Prinzip en externe Beroder vir. Et ass awer no Diskussioun an der Chamberskommissioun festgehale ginn, dass an deene Gemengen, wou schonn en internen Expert dës Aufgab iwwerhëlt, duerchféiert, dësen déi Funktioun an der Klimaéquipe iwwerhuele kann a soll.

Déi finanziell Bedeelegung vum Stat gesäit dräi Deeler vir: d'Participatioun un de Fonctionnementskäschten, d'Käschte fir de Beroder an de Gemengen an de Bonus aus dem Klimapakt. Vum Dag un, wou eng Gemeng d'Konventioun mat dem Stat ënnerschreift, kritt si bis zum Joer 2020 eng Subventioun vun 10.000 Euro, fir d'Fonctionnementskäschten ze decken. Déi finanziell Ënnerstëtzung vum Beroder ass vun der Gréisst vun der Gemeng ofhängeg.

De Bonus soll dozou bäidroen, dass sech d'Gemengen an dëse Projet erabréngen. De Bonus gesäit awer dräi Niveaux de certification vir, déi genee am schréftleche Rapport opgelëscht sinn. Et hëlt ze vill Zäit ewech, ech kann dat hei net erzielen. Dëse Bonus ass virun allem ofhängeg vun der Gréisst vun der Awunnerzuel an dem Niveau vun der Certificatioun, dat heescht vun den Aufgaben, déi eng Gemeng an der Lutte géint de Klimawandel ënnerholl huet.

Déi finanziell Mëttele vum Stat belafe sech iwwert den Zäitraum vun 2013 bis 2020 op ronn 76 Milliounen. Dësen Datum ass festgehale ginn, well dee Moment och eis Post-Kyoto-Period ofschléisst. Et kënnen awer nach aner finanziell Moyenë fir Aarbechten, déi am Joer 2020 duerchgefouert ginn, och nach am Joer 2021 bezuelt ginn.

Mat deem EEA kënnen d'Gemengen, déi eng Konventioun ënnerschreiwen, hire Klimaengagement beleeën. Den EEA ass jo dat Instrument, mat deem d'Gemeng hir Énergie- a Klimapolitik am nohaltege Stil a Sënn beweist an och domat dokumentéiert.

Ech hat gesot gehat, den EEA liwwert dann d'Méiglechkeeten, wéi d'Subventiounen an de Gemenge berechent kënne ginn. Kuerz nach hei gesot, et leien dräi Kategorië vun der Certificatioun vir, an dat a Funktioun vun den duerchgefouerte Mesuren aus deem EEA-Katalog mat sengen 80 Mesuren: Kategorie 1, wa mindestens 40%, Kategorie 2, wa mindestens 50%, oder Kategorie 3, wa mindestens 75% aus dem Mesurëkatalog vun dem EEA erfëllt sinn an déi awer da vun engem EEA-Auditeur festgestallt sinn.

Am Règlement grand-ducal stinn déi eenzel Montanten, déi pro Awunner a Funktioun vun dem Niveau de certification vum EEA ausbezuelt ginn. Dat kann ee sech gutt ukucken. Dës Montantë leien, jee nodeem, wéi ee läit, tëschent fënnef a 35 Euro.

Huele mir als Beispill eng Gemeng mat 5.000 Awunner, déi am Joer 2013 dem Klimapakt duerch eng Konventioun bäitrëtt. Da kënnen hir Leeschtungen am Joer 2014 an am Joer '15 duerch den EEA ënnert d'Lupp geholl ginn. Wa si dann op eng Zertifizéierung vu 40% kënnt, kritt si 75.000 Euro pro Joer vum Stat, an derzou kommen nach déi 10.000 Euro fir hir Fonctionnementskäschten. Wa si dann awer nach weider Ustrengungen op dem Gebitt vum Klimawandel ënnerhëlt, da klëmmt hire Prozentsaz a si kann och nach méi staatlech Hëllefe kréien.

20% vun de variabele Subventioune si virgesinn, fir d'Gemengen ze invitéieren, och Mesuren an hiren eegenen Infrastrukturen duerchzeféieren. An 10% si fir déi quantifizéierbar Mesuren, déi an de Ménagen ergraff ginn, virgesinn.

Et muss hei och gesot ginn, dass de Groupement d'intérêt économique „myenergy", deen eng Lizenz vun dem EEA huet, dës komplex an ëmfangräich Rechenaufgab iwwerhëlt. D'Ënnerstëtzung fir „myenergy" beleeft sech op 300.000 Euro pro Joer.

An der Chamberskommissioun ass och de Volet vun den Aarbechten ugeschwat ginn, déi verschidde Gemengen an der Vergaangenheet am Beräich vum Klimawandel scho geholl hunn. Dat sinn déi sougenannten „early actions". Et ass festgehale ginn, dass déi net a Considératioun bei der Berechnung vum Bonus gezunn dierfe ginn. Awer den EEA suergt derfir, dass dës engagéiert Gemengen net pénaliséiert ginn an der Zukunft.

Wat elo d'Berechnung vun den CO_2-Emissiounen um Gemengeplang ubelaangt, esou ass festgehale ginn, dass et der Gemeng fräigestallt ass, mat welchem informateschen Outil si dobäi schaffe wëllt. Et ass awer och de Wonsch geäussert ginn, ganz speziell, dass de SIGI, de Syndicat intercommunal fir d'Gestioun mat der Informatik, hei agespaant soll ginn.

Mir dierfen och net vergiessen, dass duerch all dës Mesuren déi kleng a mëttel Betriber vill Aarbecht notamment am Beräich vun der Energieaspuerung an den erneierbaren Energië kréien. An dat bedeit ganz kloer, mir kréien hei d'Kreatioun vun neien Aarbechtsplazen, déi dréngend hei am Land gebraucht ginn. Ech mengen op alle Fall, hei gëtt eng Win-win-Situatioun fir vill Leit geschafen.

Ech wollt nach kuerz op déi eenzel Avisen agoen. A sengem éischten Avis huet de Statsrot d'Fro opgestallt, wéisou d'Aidë vum Stat nëmme qualitativ a keng quantitiv Komponenten ausweisen, d'Zil vun dem Projet de loi wier et jo, d'CO_2-Emissioun ze reduzéieren. D'Chamberskommissioun an och d'Regierung haten awer festgehalen, dee qualitative Prinzip zréckzebehalen.

De Statsrot huet och hannerfrot, wéisou de Qualitéitslabel EEA, iwwregens e Schwäizer Produkt, als „guideline" mathëllef vun „myenergy" an de Gemengen applizéiert sollt ginn. En huet och d'Fro no deem externen an interne Beroder op Gemengeplang opgeworf. An der Kommissioun ass dëse Punkt diskutéiert a festgehale ginn, dass et der Gemeng fräigestallt ass, mat welchem Beroder si den nohaltege Wee aschloe wëllt.

Als e weidere Punkt hat de Statsrot suggéréiert, dass d'Konditiounen an der Rumm vun dem Klimapakt wéi och de Contrat type mat de Gemengen an engem Règlement grand-ducal festgehale sollte ginn. D'Chamberskommissioun an och d'Regierung konnte sech awer mat dëser Iddi net ufrënnen, well dat géif dem Projet de loi eng grouss Flexibilitéit huelen.

Den Avis vun der Chambre de Commerce ënnersträicht d'Wichtegkeet an och den Engagement vun der Regierung, d'CO_2-Emissioune mat dem Klimapakt ze reduzéieren. Si weist awer am Speziellen op den Impakt vun der Kreatioun vun dauerhaften Aarbechtsplazen hin, an dat an enger ganzer Rei vu PMEen. Grad mat dësem Outil kënnt et zu enger Dezentraliséierung, well jiddwer Gemeng hei hiren eegene Wee a Richtung Nohaltegkeet aschloen dierf. Et soll alles ënnerholl ginn, fir d'Dreifhausgasemissiounen ze reduzéieren, well eist Land och säi bescheidene Bäitrag an der Lutte géint de Klimawandel iwwerhuele soll.

Den Avis vun der Chambre des Salariés monéiert awer d'Auslagerung vun de Berodungsservicer un aner Partenairen. Si fäert, dass et domat zu enger Verwässerung vun de Kompetenzen engersäits op dem Gemengeplang an anerersäits duerch d'extern Beroder kéint kommen. Si kann duerfir dem Choix vun den externen Experten net vill Positives ofgewannen.

Des Weideren hannerfreet si, ob et net méi Sënn géif maachen, déi kompetent Servicer fir Energieaspuerungen a Reduktioun vun CO_2-Emissioun op dem Gemengeplang méi auszebauen. D'Gemenge sollen den direkten Uspriechpartner fir d'Matbierger bleiwen.

An de Syvicol zum Schluss huet a sengem Avis, à part e puer kleng Detailer, de Klimapakt in globo awer begréisst a lueft d'Approche, de Gemengen déi néideg finanziell Mëttele fir d'Ergräife vun dauerhafte Mesuren ze ginn. Grad wéi d'Chambre des Salariés gesäit si an der Auslagerung awer e klenge Bémol a si fënnt do keng Valeur ajoutée derbäi.

Ech kommen zum Schluss. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, dëse Projet de loi trëtt dann, wéi gesot, wann en hei gestëmmt gëtt, den 1. Januar d'nächst Joer a Kraaft. A mir kënnen nëmmen hoffen a wënschen, dass sech vill Gemengen an dëse wichtegen Dossier erabréngen.

Zum Schluss wëll ech de Mataarbechter Merci soen, notamment der Madame Rachel Moris vum Greffe, dem Max Hengel aus eiser Fraktioun an de Fonctionnairen aus dem Ministère. Et war dach e relativ komplexen Dossier, dee mer hei behandelt hunn.

De Rapport ass, wéi gesot, mat grousser Majoritéit an der Kommissioun ugeholl ginn, an ech kann nëmmen hoffen a wënschen, dass de Projet de loi eng breet Zoustëmmung hei am Parlament fënnt.

E leschte Saz awer, well mer elo kuerz... Dat ass méi perséinlech awer nach, da schléissen ech domat. Wuel wëssend, dass d'Rio-Konferenz keng Réussite war, kann ech hoffen a wënschen, dass dëse Projet de loi eng wichteg Bäiluecht ass, hei am Land den nohaltege Wee opzebauen.

Ech mengen, all Gemeng, an domadder all Matbierger, soll hei dee Wee matgoen. Ech mengen, et lount sech, dëse Wee hei matzegoen.

Ech soe Merci fir d'Nolauschteren. No mir schwätzt nach mäi Fraktiounskolleeg Ali Kaes, an dee brëngt och dann den Accord vun der Fraktioun eran.

Merci villmools.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Rapporteur Oberweis. D'Wuert kritt elo als éischten agedroene Riedner, den Här Ali Kaes.

Discussion générale

M. Ali Kaes *(CSV)*.- Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer, emol aganks dem Här Oberweis villmools Merci ze soe fir deen ausféierleche Bericht. All Kéiers, wann hien zu dëser Thematik schwätzt, da gesäit een, datt en net nëmmen hei Rapporteur war, mä da gesäit een och, datt e ganz engagéiert ass a sech ganz kloer fir dës Cause asetzt. Ech mengen, hie war esou…

(Interruption)

…hie war esou komplett, datt een u sech net brauch méi op de Projet de loi anzegoen an op dee Rapport anzegoen. Mä erlaabt mir awer ze soen, am Numm vun der CSV, datt mer natierlech d'Wichtegkeet als CSV vun dësem Gesetz gesinn. Et ass ganz sécher e Schrack an déi richteg Richtung, fir grad d'Gemengen nach méi staark mat anzebannen, fir am Beräich Klimaschutz, Klimawandel eppes Fundamentales an der Zukunft ze bewegen.

Et ass awer och esou, datt u sech d'Gemengen et net an der Vergaangenheet verpasst hunn, schonn eng ganz Rei Saachen ze maachen. Vill Gemengen hunn an der Vergaangenheet schonn eng ganz Rei Projeten ëmgesat. Et ass virdrun hei gesot ginn, et gëtt 36 Klimabündnisgemengen, an all déi Klimabündnisgemengen an doriwwer eraus och eng Rei aner Gemengen, déi emol net Klimabündnisgemeng sinn, hunn an der Vergaangenheet schonn esou munch Ëmweltprojet respektiv Projeten, fir den CO_2 ze reduzéieren, ëmgesat.

Erlaabt mir, vläicht dat aus der Siicht eng Kéier vun enger vun de Klimabündnisgemengen ze beliichten, vu menger eegener Gemeng, wat een dach alles ka maachen, wat mer alles an der Vergaangenheet schonn an deem Sënn ëmgesat hunn a wat mer awer och an der Zukunft nach alles envisagéieren a wou mer eis nach wëllen an déi do Richtung an der Zukunft bewegen.

Ech hunn et gesot, mir si scho ganz laang eng vun deene Klimabündnisgemengen hei zu Lëtzebuerg. Mir, deemools nach als fréier Gemenge Furen a Baastenduerf, waren awer u sech déi Gemeng, déi déi éischt Holzhackschnëtzelanlagheizung hei am Land riskéiert huet ze bauen. Gutt verstanen: déi éischt kommunal. Et gouf schonn deen een oder deen anere Privaten, deen de Courage hat, dat ze maachen, mä mir hunn 1999 dës éischt Anlag an eisem Schoulkomplex zu Tandel a Betrib geholl, an ech kann Iech soen, et war um Ufank guer net esou einfach, well d'Leit dach awer gesot hunn: „Hätt Der net besser, bei deem Ublechen ze bleiwen, da wier et sécher, datt eis Kanner géifen och de Wanter iwwer waarm sëtzen?"

Mir hu Gott sei Dank dee Projet ganz positiv kënnen ëmsetzen, a ganz schnell huet et sech am Land erëmgeschwat. Ech kann Iech soen, an deenen éischte Jore sinn och vill Leit vun heibannen a vill Gemengen an aner interesséiert Leit u sech net nëmmen d'Schoul kucke komm, mä virun allem dee Projet vun der Holzhackschnëtzelheizung, an et ass och - mengen ech - zum Deel dorop zréckzeféieren, datt haut där Installatioune ganz vill am Land sinn, a ville Gemenge sinn, a wäit iwwert d'Gemengen eraus och ganz vill Privatleit de Courage haten, an déi do Richtung ze investéieren, well se ganz einfach d'Vertraue kritt hunn a well se gesinn hunn, datt dat Ganzt dach awer eppes ganz Positives ass.

Et muss een natierlech virewech soen, datt et net onbedéngt am Geescht vun der Saach ass, wann een den Holzhacksel ze wäit muss transportéieren, dat geet sécher op Käschte vun der Energiebilanz. Or, eis Gemeng huet déi grouss Chance, mat ronn 400 ha Bësch dach awer d'Viraussetzung ze hunn, fir ganz vill Energie, fir ganz vill Energie kënnen aus der Biomass, aus dem Holzhacksel oder aus dem Holz ze produzéieren.

Den éischte Projet, dee mer also realiséiert hunn - ech hunn et gesot -, war dës Heizung. Mir hunn domadder eng Aspuerung vu ronn 80.000 Liter Masutt d'Joer kënne realiséieren. Mir hu mëttlerweil de Schoulkomplex ausgebaut duerch eng Maison relais an aner Infrastrukturen, soudatt mer haut géife ronn 120.000 Liter Masutt brauchen, or, alles dat gëtt integral duerch Biomass, duerch d'Holzhackselheizung ersat. Dat ass also - mengen ech - schonn en éischte Schrack, dee mer gemaach hunn.

Mir hunn et dann och elo bei där neier Konstruktioun fäerdegbruecht, eng Fotovoltaikanlag vun 30 kWh op den Daach vun der Maison relais ze leeën. Och dat spuert CO_2 an, mä wat awer, mengen ech, och ganz wichteg ass

ze soen, dat ass, datt mer eng Niddregenergiebauweis bei deem Gebai ugewannt hunn, also do schonn emol d'office manner Energie brauchen, fir dat Gebai ze hëtzen.

An doriwwer eraus ass et awer esou - an ech mengen, dat ass och e ganz wichtege Facteur, wa mer gären nohalteg an déi do Richtung ginn -, datt mer eise Kanner soen, wéi wichteg et ass, datt een op alternativ Energië geet, an duerfir kann een an deem Schoulkomplex digital op engem Bildschierm ganz kloer pro Dag schéi gesinn, éischtens wat fir eng Energie esou gutt iwwert d'Holz wéi iwwert d'Fotovoltaik do produzéiert gëtt a wat dat do gläichzäiteg och un CO_2-Aspuerung bedeit. Dat kënnen d'Kanner all moies, wa se an d'Schoul kommen, sech ukucken, kënnen d'Evolutioun kucken a sinn domadder u sech ganz no bei deenen zwee Projeten.

Vu den Erfolleg vun der Saach hu mer net gefaart, och an déi Richtung weiderzegoen. Mir hunn e weidere Projet zu Furen realiséiert, wou mer e Chauffage urbain realiséiert hunn, ebenfalls eben eng Holzhackselheizung, wou mer Gemengegebaier plus de Moment zwielef Haiser drunhänken hunn, an an der Zukunft dat nach bis op 20 Haiser kënnen ausdehnen.

E weideren zwar klengen, mä ganz interessante Projet ass deen, vu datt mer eng Kierch haten, déi u sech net gutt gehëtzt war, a mer och keng Plaz haten, fir do eng Heizung ze installéieren, datt mer zesumme mat engem Bauer zu Laaschent, u sech mam Noper, eng Konventioun gemaach hunn: Hien huet eng Holzhackselheizung gebaut, mir hu keng brauchen ze realiséieren, mä mir liwweren him duerfir den Holzhacksel, fir sech a fir d'Hëtze vun der Kierch, wat also erëm eng Kéier och e flott klengt Beispill ass, wéi een och do kann als Gemeng plus Privatleit zesummen e ganz sënnvolle Projet maachen.

Weider wäerte mer an deenen nächste Méint e Projet realiséieren, wou mer d'Gemengegebai zu Baastenduerf plus eng grouss Kierch, wou ebenfalls 35.000 Liter Masutt am Normale gebraucht ginn, ebenfalls un eng Holzhackselheizung hänken, also e weidere Projet an déi Richtung.

Dann hu mer e Gemengegebai oder den Daach vun engem Gemengegebai zur Verfügung gestallt, fir e Projet fir d'Leit ze maachen a puncto Fotovoltaik, wou mer u sech de Leit gesot hunn: „Setzt Iech zesummen, grënnt eng Associatioun a kaaft Iech an all déi Kilowatten an." Hei geet et ëm 16 kWh, déi op deem Daach leien, wou u sech privat Leit sech akaaft hunn an déi do Anlag géréieren, a wou just d'Gemeng den Daach zur Verfügung gestallt huet, fir dës Anlag kënnen ze realiséieren.

An da wëll ech awer och ganz kloer soen, datt mer e weidere ganz grousse Projet amgaang sinn ze développéieren. Hei geet et drëm, e ganzt Duerf un esou eng Heizung unzebannen…

M. Eugène Berger *(DP).*- ...zum Klimapakt, oder maacht Der just elo Reklamm fir Är Gemeng hei déi ganzen Zäit?

M. Ali Kaes *(CSV).*- Hei geet et drëm, einfach praktesch Beispiller ze soen, Här Berger, wat een alles och als kleng Gemeng ka maachen, well ech mengen, dat hei ass direkt Klimapakt, well ech kann hei soen, Här Berger, datt mer a Richtung 400- bis 500.000 Liter Masutt, déi mer net verbrauchen,…

(Interruptions)

…déi mer net verbrauchen,…

(Interruptions)

…mä déi mer duerch Biomass ersetzen - Här Berger! -, déi mer duerch Biomass ersetzen, an da geet et net hei drëm, Reklamm ze maachen, mä da geet et hei drëm,…

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Ech bieden Iech, dem Här Kaes nozelauschteren.

M. Ali Kaes *(CSV).*- Mir schwätzen haut de Mëtteg doriwwer, wat een als Gemengen alles ka maachen, fir an där dote Richtung eppes ze bewegen.

Bon, ech ginn Iech Beispiller, Dir kënnt vläicht déi Beispiller ophuelen a kucken déi an Ärer Gemeng ëmzesetzen, an Dir kënnt et nach besser maachen, dann hu mer…

(Interruptions)

Dir kënnt et nach besser maachen, dann hu mer wéinstens eppes fir…

Une voix.- Dat ass d'Konsequenz.

M. Ali Kaes *(CSV).*- …fir d'Klima oder géint de Klimawandel gemaach.

Ech wollt Iech just soen,…

(Interruption)

Ech wollt Iech just soen…

Här Etgen, och Dir kënnt nolauschteren.

Ech wollt Iech just soen,…

(Hilarité générale et interruption)

…well dat, wat Der bis elo realiséiert hutt, ass sécher net gradesou vill.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dir mengt, Préizerdaul ass och virbildlech an deem Beräich.

M. Ali Kaes *(CSV).*- Ech wollt Iech just soen, datt mer eng Uertschaft, déi relativ kompakt ass, ebenfalls wëllen un esou eng Heizung hänken. Dat wäert nach eng Kéier eng Gréisstenuerdnung vun 120- bis 150.000 Liter Masutt sinn, déi kënnen do agespuert ginn, mä hei sinn et eng ganz Rei vu Komponenten, déi hei zousätzlech mat eraspillen. Éischtens läit déi Uertschaft an engem Dall, ronderëm sinn do Louhecken. Déi Louhecke sollen ofgeholzt ginn, natierlech ofgeholzt ginn, ganz räsonabel, etappeweis, zesumme mat engem private Bëschbesëtzer. An och hei geet et drëm, dann op enger ganzer Distanz, nämlech nëmmen zwee Kilometer dat Holz direkt dohinner ze bréngen, wou dann Energie draus produzéiert gëtt.

An dann ass et ganz kloer esou, datt mer hei och nach eng sozial Komponent mat erabréngen, well u sech an deene Louhecken, déi an engem Hang sinn, Leit, déi an enger Mesure sinn, Chômeuren, déi an enger Mesure sinn, mat agesat ginn, fir u sech dat Holz ze produzéieren. Et ass also ganz kloer esou, datt mer iwwert deen dote Wee u sech, iwwert dee ganz flotte Projet hei och nach ënner anerem - an dat muss een och soen, net nëmme bei deem Projet hei, mä generell - 90% vum Invest an der Regioun halen.

A mir hu virdru vun Aarbechtsplaze geschwat a mir schwätze vill vun Aarbechtsplazen a mir schwätze vu bestëmmten Aarbechtsplazen, wou mer ëmmer méi Problemer hunn, Leit ënnerdaach ze bréngen. Do ass et u sech esou, datt mer eng ganz Rei zousätzlech Aarbechtsplaze schafen. A virun allem och eis landwirtschaftlech Betriber, déi u sech déi néideg maschinell Viraussetzung hunn, Trakter plus grouss Containeren, fir kënnen och den Transport ze maachen, déi kënne mer also och mat abanne fir den Transport vun dem Holzhacksel, dat heescht, dat ass ganz sécher eng Win-win-Situatioun an duerfir ass dat och e Projet, dee mer ganz sécher versichen ëmzesetzen, och am Sënn vun der Saach.

Dann ass et esou, datt mer e weidere Projet wäerten ëmsetzen, zwar och e ganz klengen, an dach awer wëlle mer och domadder den Elektroauto...

(Interruption)

Jo, virubréngen, hëllefe virubréngen, e bëssen dozou bäidroen. Doduerch, datt mer an enger ländlecher Gemeng, wou aacht Dierfer sinn, wou bestëmmten Distanze sinn, mä wou grad deen Auto flott kann agesat ginn, wëlle mer deen am Kader vu Repas sur roues a vun enger Rei aneren Aufgaben, wou mer intern an der Gemeng deen Auto brauchen, wäerte mer deen Auto an der Zukunft asetzen.

Ech hu virdru gesot, datt mer u sech an der Gréisstenuerdnung vun - wa mer all déi Projeten ëmgesat hunn - 500.000 Liter Masutt manner brauchen, wéi wa mer näischt an där Hisiicht gemaach hätten. Ech wëll Iech just soen, datt mer als grousst Zil hunn, u sech pro Bierger an eiser Gemeng et mindestens op eng Reduzéierung vun enger Tonn CO_2 pro Joer ze bréngen, dat wieren der 1.800! A wa mer dat an all Gemeng emol géife flächendeckend hei an deem Land realiséieren, ech mengen, dann hätte mer schonn e Stéckelchen an déi gutt Richtung geschafft.

Ech wëll dann awer och nach soen, datt et ganz wichteg ass, datt mer och d'Produktioun vu Qualitéitsprodukter am Liewensmëttelberäich, datt dat och eppes ass, wat, wann dat an der Regioun geschitt, da sinn och do d'Weeër ganz kuerz, da gëtt och do net onnëtz Masutt oder Bensin verpolvert. A wann een déi Produktiounen do dann nach esou ëmweltfrëndlech wéi méiglech mécht, ech mengen, dann ass dat och e weidere Schrëtt an déi gutt Richtung. An do wëll ech ganz kloer soen, datt mer zënter Jore scho grad déi Gamme vu Produkter op engem Maart presentéieren, um Branebuerger Maart, an iwwregens ass deen den nächste Sonndeg. Et kann also jiddweree sech do dervun iwwerzeegen, wéi sënnvoll datt och dat ass.

Ech wëll zum Schluss kommen an ech wëll ganz kloer soen, datt de Pacte Climat eng gutt Saach ass, datt d'Gesetz hei de Gemenge ganz sécher eng ganz Rei vun neie Méiglechkeete gëtt, datt och eng ganz Rei Fachleit an der Zukunft, nach méi wéi bis elo zur Verfügung stinn, fir d'Gemengen u sech ze beroden, fir de Gemengen eng ganz Rei vun neien Iddien ze ginn. An dann, wann da jiddwereen dat konstruktiv kuckt an am Sënn vun der Saach, da sinn ech iwwerzeegt, datt mer mat deem Gesetz hei nach e gudde Schrack no vir kommen.

An deem Sënn géif ech Iech Merci soe fir d'Nolauschteren an natierlech den Accord vun der CSV-Fraktioun fir dëse Projet ginn.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Bravo!

Une autre voix.- Très bien!

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci dem Här Kaes. Ech géif elo deen nächste Riedner invitéieren, den Här Eugène Berger.

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Ech wéilt och dem Rapporteur, dem Marcel Oberweis Merci soe fir säi Bericht. Här President, ech muss awer och soen, datt ech elo, wéi ech d'Ried vum Här Kaes hei héieren hunn, e bësse gestaunt hunn. Eigentlech huet hien hei, bon, fir d'éischt emol Reklamm in extenso gemaach fir all déi gutt Aktiounen; gutt Aktiounen, déi hien a senger Gemeng gemaach huet. Hien hätt vläicht nach just solle soen, wéi e mat der N7, wéi se do CO_2 spueren.

Une voix.- Très bien!

M. Eugène Berger *(DP).*- Mä hien huet eigentlech hei ad absurdum dee ganze Projet gefouert, hien huet eigentlech hei erkläert, firwat datt mer eigentlech kee Klimapakt brauchen, well jo eigentlech an de Gemenge scho ganz vill leeft. An ech weess net wéi de Minister, och den CSV-Minister sech elo eigentlech de Moment fillt, wann en eigentlech hei gesot kritt: Brauche mer dat iwwerhaapt, well an de Gemengen, op alle Fall do, wou CSV-Buergermeeschtere sinn, ass schonn alles perfekt.

M. Ali Kaes *(CSV).*- Dat hunn ech net gesot!

M. Eugène Berger *(DP).*- Här President, wéi mer jo wëssen, war 2009 de Klimasommet vu Kopenhagen mat engem groussen Échec zu Enn gaang an déi deemools nei Responsabel - et waren den Här Schank an den Här Wiseler am Nohaltegkeetsministère - hate sech trotzdeem oder grad dowéinst vill virgeholl a wollten och ouni international Accorden hir Hausaufgaben am Klimaschutz zu Lëtzebuerg maachen. Wéi stoung am „Lëtzebuerger Journal" gëschter - et war e bësse wéi den Asterix an den Obelix am galleschen Duerf -, déi gesot hunn, och wa mer international näischt fäerdegbréngen, mir wäerten dat hei zu Lëtzebuerg maachen.

Si hunn dunn als Éischt e Klimapartenariat agesat, fir vill Acteuren un den Dësch ze kréien, ONGen, Gemengen, Vertrieder aus dem Handwierk, der Wirtschaft, fir datt déi da sollten nei Mesuren ausdenken, déi hei am Land kéinten am Sënn vum Klimaschutz ëmgesat ginn an déi och vu jiddwerengem kéinte gedroe ginn. U sech, muss ee soen, war dat eng gutt Initiativ an et sinn och eng Rei gutt Propose gemaach ginn op deem Dësch. Mä schlussendlech ass awer, no annerhallwem Joer Diskussiounen, keen allgemenge Konsens fonnt gi bei deenen Diskussiounen.

An ech muss och drun erënneren, eng Rei ONGen, net där mannster - Mouvement écologique, mä och d'Caritas an anerer -, hu sech souguer vun deem Schlussdokument deemools distanzéiert a bemängelt, datt eben d'Resultater keng kohärent a global Strategie fir de Klimaschutz géifen duerstellen.

Et war och wéineg Konkretes an deem Pabeier vum Klimapartenariat, wat do dra stoung. Bon, dat Eenzegt, wat da méi konkret sollt ginn, dat war also dee Klimapakt, dee mer haut de Mëtteg diskutéieren, dee Klimapakt mat de Gemengen. An dann elo, also dräi Joer nom Asetze vum Klimapartenariat, läit dann de Klimapakt hei um Dësch. An ech muss eigentlech och schonn direkt soen, dat wat ech, wéi mer d'Diskussiounen haten iwwert de Klimapartenariat, dat wat mer haut de Mëtteg hei um Dësch leien hunn als Klimapakt, kann ech nëmmen dat widderhuelen, wat ech schonn hei virun engem Joer gesot hunn: „Und der Berg gebar eine Maus!"

Ech mengen, och mat dësem Klimapakt, esou gutt en och vläicht gemengt ass, hu mer nach keng kohärent Strategie am Klimaschutz hei zu Lëtzebuerg. An et gëtt een och deenen ambitiéisen Ziler, déi mer eis bis 2020 gesat hunn, gëtt een net gerecht. Net nëmmen, datt mer elo vill Zäit verluer hunn - mëttlerweil ass, wëll ech soen, iwwert d'Halschent vun enger Legislatur eriwwer -, mä mat dësem Klimapakt kënne mer net déi minus 20% bis 2020, wou mer eis international engagéiert hunn, erreechen. Dovunner si mer de Moment, ouni elo all d'Zuelen, d'Statistikzuelen, nach onendlech wäit ewech! An d'Äntwert vun der Regierung, déi mer haut de Mëtteg virleien hunn, ass emol net méi déi berühmten Drëps op de waarme Steen.

Ech mengen, Fakt ass, datt d'Regierung, trotz den Ukënnegungen 2009, kaum eppes Konkretes a puncto Klimaschutz um Terrain ëmgesat huet an deene leschten dräi Joer. Déi eenzeg Mesuren, fir eis Kyoto-Bilanz ze verbesseren, war sech mat Mënz am Ausland fräikafen: Projete wéi a Carbon founds ze investéieren, Wandmille fir 25 Milliounen a China opriichten oder dann d'Haisersanéierung a Lettland oder soss a skandinaveschen... an deene Länner finanzéieren.

Am Klimaschutz, dat muss een einfach soen, sinn d'Hausaufgabe bis haut net heiheem gemaach. A mat dem Klimapakt, dee mer elo hei virleien hunn, geet et an därselwechter Logik eigentlech e bësse weider. Dës Kéier sollen zwar national Mesuren ëmgesat ginn, mä dat sollen dann elo d'Gemengen iwwerhuelen, déi dann elo praktesch exklusiv zoustänneg gi fir de Klimaschutz. U sech kéint ee jo soen, et ass gutt, datt een d'Gemenge mat an d'Boot hëlt, datt si och do an deem Boot vum Klimaschutz matfueren. Mä ech fäerten, datt dann hei d'Regierung aus deem Boot, also der Titanic erausklëmmt an dann nach d'Gemengen eleng do weiderfuere léisst.

Wat mécht d'Regierung hei? Si beschränkt sech erëm eng Kéier, muss ee soen, op d'Scheckheft, fir de Gemengen dat Ganzt da méi schmackhaft ze maachen. Et ass schonn e bësselche Moud bei dëser Regierung, fir Pakte mat de Gemengen ofzeschléissen. Ech froe mech, ob dat eigentlech einfach Pakte sinn am positive Sënn oder éischter déi Teufelspakten, déi och de Faust heiansdo agaangen ass. Op alle Fall hu mer de Pacte Logement, mir hunn e Pacte Jeunesse, mir hunn e Pacte Climat. D'Gemenge kréien also Geld versprach, fir datt se sollen dat maachen, wat d'Regierung net fäerdegbréngt.

Hei an dësem Fall elo net de Logement, hei zu Lëtzebuerg d'Situatioun ze verbesseren, mä eben déi vum Klimaschutz. An dann ass et jo och herno einfach, da kann een, wann herno d'Rechnung net opgeet, engem de schwaarze Péiter zouschousteren. Dat wier dann 2020, ginn dat dann d'Gemengen an ech wetten drop, wa mer dann 2020 nach eng Kéier hei diskutéieren, déi dann eben heiriwwer diskutéieren, kënnen dat dann noliesen, wat ech haut gesot hunn a wéi da wäert dann och de schwaarze Péiter verdeelt gi sinn.

Dobäi muss een awer soen, wann dann elo d'Gemenge sollen d'Haaptlaascht iwwerhuelen, datt déi schonn immens vill Efforte maachen. Den Här Kaes, trotzdeem, huet hei eng ganz Rei positiv Mesuren opgezielt. Mä et ass net nëmme seng Gemeng, déi esou Saache mécht. Et ginn x Gemengen am Land, déi dat maachen. Et sinn der och ganz vill, déi Member am Klimabündnis sinn an déi also net op d'Regierung gewaart hunn, fir kënnen aktiv ze ginn. An esou gesinn ass jo dëse Projet, kéint een och soen, och e bësselchen ongerecht vis-à-vis vun deene Gemengen, déi vill Efforte gemaach hunn an der Vergaangenheet, well déi jo eigentlech do schonn hiert Potenzial ausgereizt hu ganz vill an net méi vill Sputt do ass an déi also och manner kënnen dann elo belount gi wéi déi Gemengen, déi bei null ufänken, déi nach näischt gemaach hunn an déi also relativ gesinn deementspriechend méi bezuelt kréien.

Här President, fir elo e bësselchen an den Detail vun deenen eenzelne Komponente vum Gesetz anzegoen, muss ee soen: De Klimapakt ass fakultativ. Et kéint ee sech d'Fro stellen: Wat wier, wa wierklech keng eenzeg Gemeng géif matmaachen hei zu Lëtzebuerg? Et kann een emol ëmmer Gedankespiller maachen. Da géif d'Regierung nach e bësselche méi domm do stoe mam Klimaschutz. Bon, déi Hypthees, hoffe mer, déi wäert net antrieden. Mä einfach, fir ze beweisen, datt also hei d'Gemenge sollen d'Pan klaken.

Här President, e groussen, wann net dee gréisste Schwaachpunkt an dësem Projet de loi, am virleienden Text ass fir eis deen, datt keng kloer a pertinent quantitativ, also zueleméisseg Ziler festgesat ginn oder operluecht ginn.

Wéi vill Prozent CO_2-Reduktioune kënne mer mat deem Projet national aspuere bis 2020? Dat kann ee mat deem Projet de loi hei net soen, net ausrechnen. Et gëtt och net d'Moyenen derfir. D'Effizienz also vun deem Gesetz, déi steet an de Stären.

Mir investéieren elo als Stat - ech kommen herno nach eng Kéier dorop zréck - iwwer 72 Milliounen. Mä kee kann Opschloss ginn iwwert d'Käschten-Notzen-Relatioun vun dësem Gesetz. Dat ass awer eng wichteg Fro, och an deem Domän. Ech mengen, den Energie-

minister gëtt jo net midd, wa mer diskutéieren, wat méi sënnvoll ass; Fotovoltaik, Wandmillen, Biogasanlagen, da seet deen ëmmer, jo, mir musse kucken, wou mer mat deene mannste Suen am meeschten Effizienz hunn. Wa mer dat also och hei op dëst Gesetz applizéieren, da komme mer do ganz schlecht ewech. Et ass awer eng wichteg Fro, och an Zäiten, wou mer Budgetsproblemer och hei am Land hunn.

De Statsrot, och aner Gremien an ONGen hunn eis Bedenke gedeelt. An dorophin huet d'Regierung versicht dann Usätz vu quantitative Kritären an d'Gesetz ze schreiwen. Mä och déi sinn elo an eisen Aen nach ganz schwaach. Si kënnen eis net iwwerzeegen. Déi Kritären, déi elo drastinn, dat ass, datt d'Gemengen encouragéiert ginn, datt se 20% solle spueren eleng op de Gemengeninfrastrukturen, net elo iwwert de ganze Beräich vun der Gemeng, an datt dann och nach eng Kéier eng kleng Prime derbäikënnt, wann d'Haushalter, d'Stéit 10% an der Gemeng spueren. Iwwregens gëtt do dann nach eng Kéier d'Responsabilitéit net nëmmen op d'Gemeng, mä vun der Gemeng nach eng Kéier op de Bierger weidergeleet. Do solle se also belount ginn.

Mä dat sinn eigentlech minimal quantitativ Ziler, wou et sécher ass, datt een, wann een dat alles dann herno wäert zesummerechnen an de Gemengen, net op eis minus 20% national ka kommen. Mir sollen also hei elo e Gesetz stëmmen, wou als Objektiv am Exposé des motifs steet, d'Zil wier, fir 2020 minus 20% ze erreechen, datt mer also eis en Zil am Gesetz setzen, mä déi deementspriechend Mesuren, déi mer an d'Gesetz schreiwen, déi kënnen dat net bewierken.

Weiderhi bleift elo den Akzent op enger qualitativer, et kann een och soe vläicht méi theoretescher Approche, déi dorobber erausleeft, datt am Endeffekt - ech soen elo emol e bësselche vereinfacht - d'Gemeng energetesch Auditë finanzéiert kritt.

Ech wëll kloer betounen, fir datt ech do net mëssverstane ginn, datt mir och esou EEA-Zertifikatiounen u sech net a Fro stellen an datt déi och e sënnvollt Instrument - ee sënnvollt! - an enger ganzer Energiespuerdémarche kënne sinn. Mä hei bei dësem Projet läit den Haaptakzent iwwerméisseg op dësem Element. De Gros vun de Primen, vun de Suen, déi d'Gemenge solle kréien, leien zu 70% op deem do qualitativen Element.

Mir, d'DP, hätte léiwer gehat, datt déi konkret an direkt moossbar Spuermoossname vun de Gemenge méi considéréiert a belount gi wieren. Doduerjer hätt een och kënnen erreechen, datt d'Effizienz vum Klimapakt méi grouss gi wier.

En anere Punkt, deen ech an dem Kontext vun Effizienz wéilt ernimmen, ass deen, datt de Bonus plafonéiert ass op 10.000 Awunner. Dat pénaliséiert also och déi Gemengen am urbane Raum, déi grouss Gemengen, wou awer och, wann een e bësselche vu Kosten-Nutzen-Rechnung ass (veuillez lire: schwätzt), wou awer déi meescht Reduktiounen ze erreeche wieren eigentlech mat deene mannste Mëttel, well een do en gros - fir et e bësselchen esou auszedrécken - ka schaffen. Wann also d'Regierung wëllt op d'Gemenge setzen, awer déi gréissten an also och déi, wou am meeschten energetesche Spuerpotenzial dran ass, zum Deel ausklammert oder vun engem gewëssene Plaffong un ausklammert, ass dat jo an eisen Aen och kontraproduktiv.

Här President, wann een d'Kärstéck vum Gesetz kuckt, d'Mise en place also vun dem EEA, dann ass dat mat wierklech groussem Opwand verbonnen a sécher och keng Simplification administrative. Iwwer 80 eenzel Mesuren, wann Der an den Dokumenter kuckt, an de Reglementer, déi hannendrun hänken, iwwer 80 eenzel Mesuren - dat sinn elo net 80, mä déi sinn nach eng Kéier ënnerdeelt - mussen en détail auditéiert ginn. Dofir brauch ee spezialiséiert Leit. An dofir brauch een och ganz vill Zäitopwand.

Eng zentral Roll kënnt dann hei dem Klimaberoder vun der Gemeng zou, wa se dann een huet. Eng Rei Gemengen, wa se elo da wäerten de Pakt aginn, wa se mat de Sue gelackelt ginn, wäerten awer mussen op extern Beroder zréckgräifen, well se vläicht nach keen esou hunn.

Ech wëll och hei hiweisen op de Risiko, deen de Statsrot do ernimmt huet, datt do eigentlech vun externe Leit och eng gewëssen Ingérence an d'Gemengenaffären, an d'Donnéeë vun der Gemeng kënnt, wou en e bësselche seng Bedenken hat.

An et war och eng Diskussioun an der Kommissioun: Au départ war et jo eigentlech esou geduecht, datt praktesch all Gemeng misst en externe Beroder kréien. Glécklecherweis ass dat awer geännert ginn. Fir eis ass et op alle Fall wichteg eigentlech, datt d'Norm soll sinn, datt et e kommunalen (veuillez lire: kommunale Beroder), oder wann och d'Gemenge sech zesummeschléissen oder iwwer e Syndikat, datt dat muss den Haaptmann do sinn an datt dat op alle Fall d'Prioritéit muss hunn an net déi extern Beroder.

Mä och hei mat deem Klimaberoder, wéi en dann elo virgesinn ass, deen d'Gemengen, wa se keen hunn, zougestallt kréien, hu mer och erëm Problemer, well eis dat och ze vill theoretesch ass an net an déi richteg Richtung geet. Mir wëllen eigentlech Energieberoder, déi an de Gemenge prioritär konkret Berodung bei den Haushalter, bei de Bierger maachen. Déi op den Terrain ginn, bei d'Leit schelle ginn, hinne soen, wat se kënnen an hirem Haus maachen, d'Haus assainéieren,...

Une voix.- Très bien! Très bien!

M. Eugène Berger *(DP)*.- ...den Daach verbesseren eventuell, Fotovoltaik op den Daach setzen. Mir wëllen, datt mir esou Klimaberoder an eise Gemengen hunn an net Klimaberoder oder externer eranhuelen, déi mussen iwwer Wochen a Méint sech do mat vill Paperassë beschäftegen.

Här President, de Klimapakt huet e Präis. Laut der Fiche financière ass den Déchet budgétaire an zéng Joer 76 Milliounen.

Vläicht eng Klammer: Mech stéiert dat, deen Term Déchet budgétaire. Ech weess net, ob dat an anere Gesetzer esou steet. Mä egal wéi, wann ee Suen an de Klimaschutz investéiert, ass dat fir mech net Offall, mä dat ass éischter en Invest. Et hätt een och kënnen an deen Text schreiwen „Investissement budgétaire". Klammer zou.

Bon, 76 Milliounen. Sinn dat elo vill Suen, déi an zéng Joer - ech vereinfachen, et kënnen e puer honnertdausend Euro méi oder manner sinn -, mä sinn dat elo vill oder wéineg Suen, déi an den nationale Klimaschutz fléissen?

Bon, wann ech vergläichen, wat mer all Joer ausginn am Klimaschutz u Kyoto-Strofen, u Projeten, déi mer am Ausland finanzéieren, géif ech éischter soen, datt dat relativ wéineg ass an d'Gemengen do awer schlecht ewechkommen.

Et kann een natierlech och d'Fro stellen: Sollen d'Gemengen iwwerhaapt finanziell ënnert d'Äerm gegraff kréie beim Klimaschutz? Solle se dat net vum selwe maachen? Bon, sécher jo, et kéint een ëmmer dee Wee goen. Ech muss zwar soen, datt et awer och ëmmer Traditioun war an der Vergaangenheet, datt iwwert den Ëmweltfong eng Rei Initiative vun de Gemengen am Klimaschutz finanzéiert gi sinn.

Mä trotzdeem misst ee sech awer iwwerleeën, ob een net wierklech e fundamentalen anere Wee sollt goen, net nëmmen iwwert den Ëmweltfong oder hei esou e schlecht ficeléierte Klimapak. An eisen Ae misst eigentlech eng grondleeënd Reform vun de Gemengefinanze virgeholl ginn, wou d'Energie an de Klimaschutz en integrale Bestanddeel wieren, amplaz datt ee punktuell Mesuren hei wéi de Klimapakt finanzéiert.

Sinn dës Milliounen effizient agesat am Klimapakt? Neen, ech hunn dat schonn erkläert, well eben d'Effizienz net garantéiert ass, well déi Mesuren, déi hei drastinn, eis net garantéieren an och wäerte mer sécher net déi minus 20% erreechen, 20% Reduktioune vum CO_2 am Joer 2020.

Duerfir stellt sech jo och d'Fro, ob een net besser gehat hätt, mat dëse Suen aner Mesuren, méi konkret effizient Mesuren ze finanzéieren. Wat fir eng kéinten dat sinn? Konkret Mesuren? An ech wëll heifir - geschwë soen ech et fir déi x-te Kéier - hei an der Chamber widderhuelen, datt mer vill méi effizient a konkret Klimaschutz kéinten ëmsetzen, wa mer géifen d'DP-Propos vun engem konsequenten Albausanéierungsprogramm zu Lëtzebuerg duerchzéien. Do ass en enormen - en enormen! - CO_2-Spuerpotenzial zu Lëtzebuerg, a jiddweree géif derbäi gewannen: d'Leit, déi an assainéierten, energetesch assainéierten Haiser wunnen, spueren Energie, spueren also Suen. De Stat, dee géif Sue spueren, well e keng Kyoto-Strofe méi misst bezuelen. An och zum Beispill d'Handwierk, d'Ekonomie, d'Betriber, déi kéinten hei nei Aarbecht kréien, et géifen nei Marchéé sech opmaache fir si.

An dat Ganzt, hu mer jo gesot, dat kéint een op d'Bee setzen, kéint een op d'Schinne setze mat eisem Modell vun der Virfinanzéierung duerch eng Klimabank. Do, iwwer esou eng Saach hätte mer wierklech konkreten an effiziente Klimaschutz, dee mer hei zu Lëtzebuerg kéinte vläicht souguer mat manner Suen ëmsetzen.

Mir haten hei an der Chamber, Här President, eng Motioun dozou gestëmmt. Dat ass schonn annerhalleft Joer hier. De Premier selwer hat déi Motioun ugeholl, huet gesot, datt also do eppes géif geschéien. Mä bis haut, annerhalleft Joer no deem Dépôt an nom Vote vun eiser Motioun zur Klimabank, ass nach ëmmer näischt geschitt. Wou ass déi Motioun drun? Vläicht kann den Här Minister eis herno do awer och e Wuert soen. Firwat mécht d'Regierung näischt bei esou konkrete Virschléi, déi hei d'Leit, déi mir als Partei gemaach hunn? Dat wier vill méi effizient, esou e Projet, wéi e Klimapakt.

Här President, ech gesinn, ech kommen zum Schluss vu menger Riedezäit. Ech wäert dann och schnell elo de Fazit vun dësem Projet zéien.

De Projet vun der Regierung geet an eisen Aen net duer, fir d'Ziler ze erreechen. E kritt eng Ongenügend vun eis. De Klimapakt, dee setzt ganz vill op opwendeg administrativ Prozedure fir d'Gemengen. Déi konkret Mesurë fir Energiespuere ginn net wäit genuch an eisen Aen. An och déi Efforten an deem Beräich ginn dann net genuch finanziell belount.

De Klimapakt ass doriwwer eraus och an eisen Aen eng punktuell Mesure, déi et net erméiglecht, eis Ziler am Beräich vun der CO_2-Reduktioun bis 2020 ze erreechen. A virun allem och, dat hei ass elo iergendesou een Element, dat dohinner praktesch gesat ginn ass. Mir vermësse weiderhin eng kohärent Strategie vun dëser Regierung, eng Gesamtstrategie, wou jiddwereen am Boot sëtzt, och d'Regierung, fir datt mer eis national Klimaschutzziler erreechen.

Schlussendlech, mengen ech, ass hei och e bëssen de Klimaschutz op de Bockel vun de Gemengen ofgeluecht ginn. Duerfir, Här President, kënne mer dëse Projet net stëmmen. Mir wäerten eis enthalen.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Berger. Als nächste Riedner ass den Här Ben Scheuer agedroen. Här Scheuer, Dir hutt d'Wuert.

M. Ben Scheuer *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, als éischt e grousse Merci un den Här Marcel Oberweis fir säin exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport. De Rapport ass komplett, iwwersiichtlech a gutt strukturéiert. Dat ass immens wichteg bei dësem dach ganz komplexe Gesetzestext, dee sécher keng kleng Auswierkungen um Gemengenniveau wäert hunn.

Ech versichen elo net fir dat ze widderhuelen, wat meng Virriedner scho gesot hunn. De Rapporteur huet all Detailer virgeluecht. Ech gräifen e puer Punkten op, déi fir d'LSAP-Fraktioun wesentlech sinn an déi mir perséinlech och interessant schéngen.

Ech faassen nach eng Kéier kuerz d'Ziler zesummen, déi sech de Klimapakt setzt: d'Senkung vun den CO_2-Emissiounen, d'Senkung vum Energieverbrauch, d'Sensibiliséierung vun de Bierger, fir matzemaachen, d'Schafe vun enger sougenannter Virbildmissioun fir d'Gemengen, haaptsächlech duerch d'Mise en place vun engem Berodungssystem, staatlech Ënnerstëtzung vu lokalen a regionalen Investissementer an Domänen, déi zum Klimaschutz bäidroen - domat kritt de Klimapakt och eng wirtschaftlech Bedeitung -, Abrénge vun ökologesche Kritäre bei den öffentlechen Ausschreiwungen, d'Verbesserung vun der Energieeffizienz an öffentleche Gebaier. Domat gëtt dann och d'Virbildfunktioun vum Stat an de Gemengen ënnerstrach.

Elo kéint ee mengen, de Klimapakt wär eng Zort Erzéiungsprozedur mat Täschegeld fir d'Gemengen. Well effektiv handelt et sech jo ëm e Belounungssystem, deen d'Subsiden un d'Gemenge weiderverdeelt, déi hir Hausaufgabe fir de Klimapakt maachen. Et kann een driwwer diskutéieren, ob deen Ureiz, deen hei geschafe gëtt, wierklech dozou féiert, dass d'Gemenge méi a besser Initiativen am Sënn vum Klimaschutz huelen, wa se de Klimapakt bis ënnerschriwwen hunn, an ob um Enn déi Ausgab vun insgesamt ronn 80 Milliounen Euro gerechtfertegt ass. Endgülteg kann een déi Fro sécher eréischt 2020 beäntwerten.

Et bestinn awer eng Rei Usätz, déi kloer fir de Klimapakt schwätzen, soudass mir als LSAP erwaarden, dass mat dësem Gesetz tatsächlech et zu enger neier Dynamik kënnt.

Meng éischt Remarque: De Klimaschutz, oder méi einfach gesot d'Froe vum rationalen, spuersamen Ëmgang mat den Energiequellen an dem Verbrauch vun Energie ass jo e globaalt Thema, iwwert dat um Weltniveau debattéiert a gestridde gëtt, ouni dass elo fundamental wichteg Resultater erreecht ginn. Vläicht seet de Minister dann och an dësem Kontext e puer Wuert iwwert d'Klimakonferenz zu Rio.

Hei mat deem Gesetz gëtt nom Prinzip verfuer, dee bal zu enger Binsenwahrheit ginn ass: „Global denken, lokal handelen." Et gëtt domadder unerkannt, dass et weltwäit nëmmen zu engem richtege Changement ka kommen, wann et konkret um Terrain zu engem Ëmdenke kënnt, an dass déi, déi um lokale Plang décidéieren, an dësem Prozess eng wichteg Roll spillen.

D'LSAP-Fraktioun ass der Meenung, dass dat eng gutt Approche ass, zemools soss jo éischter d'Tendenz besteet, den Handlungsspillraum vun de Gemengen ze reduzéieren an ëmmer méi Froen um nationalen Niveau ze décidéieren.

Zweet Remarque: Dëst Gesetz ass den Ausdrock vum Wëlle vum Stat, fir d'Gemengen, déi Efforte maachen a puncto Klimaschutz, ze encadréieren, ze begleede bis zum Joer 2020 an och finanziell ze ënnerstëtzen. Et dréit der Tatsaach Rechnung, dass et zu Lëtzebuerg schonn eng ganz Rei vun Initiative fir de Klimaschutz gëtt, souwuel lokal wéi och national. Mir hu Gesetzer a Reglementer, déi den Ausstouss vun CO_2 erofsetze sollen. Besonnesch am Kader vum Kyoto-Protokoll gëtt virun allem d'Quantitéit vun der CO_2-Emissioun gemooss.

De Klimapakt huet an enger éischter Versioun awer ausschliesslech op enger qualitativer Approche berout, wat vu ville Säite kritiséiert gouf a wat och an den Ae vum Statsrot net kohärent geschéngt huet. Och an der Chamberskommissioun ware mer der Meenung, dass et misst méiglech sinn, d'Fortschrëtter, déi gemaach ginn, quantitativ ze moossen. De Projet de loi gouf dofir op deem Punkt geännert an et gouf e quantitativt Element mat erageholl.

Mir hunn an der Kommissioun awer och zur Kenntnis geholl, dass et um Gemengenniveau net méiglech ass, all Donnéeën ze kréien, fir de Schwéierpunkt op eng quantitativ Evaluatioun ze leeën. Besonnesch bei de Privathaushalter geet dat ganz schlecht. Schonn eleng aus Dateschutzgrënn wier et schwiereg, zum Beispill den Energieverbrauch vun all Awunner matzebewäerten, vum bürokrateschen Opwand guer net ze schwätzen.

Déi Léisung, déi elo geholl ginn ass, ass an den Ae vun der LSAP-Fraktioun e sënnvolle Kompromëss. D'Zertifizéierung vun engem Projet berout also op konkrete Resultater, déi no feste Kritäre bewäert ginn. Domat kréien d'Gemengen eng besser Aschätzung, wéi se am Verglach mat anere Gemengen dostinn. Si kënne vun den Erfahrunge vun anere Gemenge profitéieren, an d'Verdeelung vun de staatleche Bäihëllefe kritt och méi eng objektiv Dimensioun.

Meng drëtt Remarque: E wichtegt Uleies vun der LSAP war et, dass d'Gemengen, déi an der Vergaangenheet scho grouss Efforte fir de Klimaschutz gemaach hunn, dëst och sollen unerkannt kréien am Kader vum Klimapakt. An et war eis wichteg, dass déi Struktur complémentaire zu den Initiativen an Objektiver vun de Klimabündnisgemenge sollt sinn, fir dass et do net zu Iwwerschneidunge géif kommen.

Schonn 2011 hat déi Organisatioun an hirer Generalversammlung an deem Sënn eng Resolutioun ugeholl zum Klimapakt mat enger Rei vu Fuerderungen, deenen de Gesetzesprojet, esou wéi en eis elo hei virläit, wäitgehend Rechnung dréit.

Momentan si 36 Gemengen am Klimabündnis. Si hu sech engagéiert, fir d'CO_2-Emissiounen ëm 10% all fënnef Joer ze reduzéieren. Dës Gemenge sinn natierlech schonn eng Rei vun Démarchen ugaangen, sief et beim Bau oder bei der Sanéierung vun öffentleche Gebaier respektiv bei der Installatioun vu Fotovoltaik oder aneren erneierbaren Energiequellen. Dëst sinn natierlech positiv Usätz, déi net dierfen ignoréiert ginn an déi och am Kader vum Klimapakt opgewäert ginn. Et soll net esou sinn, dass déi Gemengen, déi bis elo nach net vill ënnerholl hunn, am beschten ewechkommen.

De Klimapakt erméiglecht de Gemengen, e genauen État des lieux ze maachen, andeems och déi Efforte vun deene leschte Jore considéréiert ginn. Et ass deemno souguer méiglech, dass déi Gemeng, déi eng ganz gutt Zensur weist, direkt eng EEA-Zertifizéierung kritt.

Meng véiert Iwwerleeung: De Rapporteur huet am Detail iwwert de European Energy Award geschwat. Et geet dobäi ëm e Programm, dee ronn 80 Mesurë begräift. Oder et si Parameteren, déi an deem Klimawiessel eng Roll spillen. Dëse Programm soll laut Regierung duergoen, fir och alles kritesch ze erfaassen an ze ergräifen, alles, wat méiglech ass.

Et ass schonn interessant, a wat fir Beräicher den EEA-Programm eragräift. Am Rapport gi sechs Kategorien opgezielt. Ech zitéieren: Landesplanung a Bauwiesen, Gemengebauten a Gemengeninstallatiounen, Versuergung an Entsuergung, Mobilitéit, intern Organisatioun, Kommunikatioun a Kooperatioun. Dir mierkt, dass hei praktesch de ganzen Aktivitéitsberäich vun enger Gemeng erfaasst gëtt.

Eng Gemeng, déi de Klimapakt ënnerschreift, muss also Rechenschaft ofleeën iwwert d'Gestioun vun der Gemeng. Si gëtt evaluéiert an doropshi subsidiéiert. Well net all Gemeng iwwert déiselwecht Moyenë verfügt, ass et gutt, dass si e Beroder vun „myenergy" gestallt kréien, fir dass all Gemengen am selwechte Mooss an no deeneselwechte Qualitéitsstandarde kënnen um gemeinsamen Effort deelhuelen.

Et ass och gutt, dass déi Gemengen, déi schonn en Energieberoder hunn, dës Aufgaben och weiderhi kënne selwer géréieren. Positiv ass et och, dass d'Gemengen net strikt un hiren eegenen Territoire gebonne sinn a kënne punktuell zesummeschaffen do, wou dat Sënn mécht, an dës Projeten dann entspriechend hirem Undeel fir déi eege Bilanz ugerechent kréien.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'LSAP stëmmt selbstverständlech fir dëst Gesetz a mir hoffen, dass d'Gemengen dat neit Instrument gutt unhuelen a mir hei am Land e Stéck wäit virukommen, wann et ëm e spuersamen Ëmgang mat de Ressourcen an ëm de Kampf géint de Klimawandel geet.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Scheuer. Als nächste Riedner ass den Här Camille Gira agedroen. Här Gira, Dir hutt d'Wuert.

(Interruption et hilarité)

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Klimaschutz ouni d'Gemengen an d'Stied ass an eisen Aen net méiglech. Well bei konsequentem Klimaschutz geet et nämlech net nëmmen ëm technesch Ännerungen - eng Masuttsheizung duerch eng Holzhackschnitzelanlag ze ersetzen oder eng Solaranlag op den Daach ze setzen -, et geet vill méi wäit. Et geet ëm fundamental Verhalensännerungen. Bei der Mobilitéit, beim Wunnen, an der Fräizäit, jo souguer bei den lessgewunnechte musse mer aner Weeër aschloen. An esou Verhalensännerunge ka keng Regierung - keng Regierung! - vun uewen dekretéieren, och net an deem klenge Lëtzebuerg!

Dass dat net fonctionnéiert, dat hu mer an deene leschten 20 Joer gesinn. Esou Verhalensännerunge muss een zesumme mat de Leit plangen, diskutéieren an ëmsetzen. An dat kënnen, mengen ech, am beschten d'Gemengen. Éischtens, andeem se mam gudde Beispill virginn.

Ech wollt an deem Kontext awer och dem Här Kaes äntwerten, dass et zwar schéin a gutt ass, wann eng Gemeng op där enger Säit Masuttsheizungen ersetzt duerch Holzhackschnitzelanlagen. Wa se awer gläichzäiteg dee ganzen Norde rebellesch mécht a Petitiounen an aner Aktioune mécht, fir dann dee schéinen Naturpark Our duerch eng Autobunn ze verschampeléieren, da weess ech awer net, ob dat eent nach Sënn mécht, well deen zousätzleche Verkéier, deen duerch esou eng Strooss ugezu gëtt,...

Une voix.- Dir kënnt net dat eent mat deem anere verwiesselen!

M. Camille Gira *(déi gréng).*- ...dee wäert awer ongeféier honnertmol méi CO_2...

Une voix.- Egal wat!

M. Camille Gira *(déi gréng).*- ...produzéiere wéi dat, wat an der Schoul zu Tandel...

(Interruption)

Genau dat do...

Une voix.- ...manner CO_2.

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Här President, genau dat do...

Une voix.- Egal wat!!!

(Interruption)

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Genau dat do ass de Problem.

(Interruption)

Klimaschutz ass net nëmmen, an ech hunn dat a menger Aleedung gesot, ass ebe just net nëmmen en technesche Problem,...

Une voix.- Oh, et ass esou aarmséileg!

M. Camille Gira *(déi gréng).*- ...dass een eng Technik duerch eng aner ersetzt. Et geet un d'Fundamenter vun eise Gewunnechten.

Et geet virun allem ëm d'Mobilitéit. A wann ech gesinn, dass grad zu Lëtzebuerg awer de Gros vun den Emissiounen duerch eis total falsch Mobilitéit ass, wou alles op den Auto gesat gëtt, dann ass dat eent schéin a gutt. Mä wann een dann an deem anere Beräich näischt mécht, dann ass dat anert séier verpufft. Souwäit just dozou.

Ech mengen, d'Gemenge kënne Klimaschutz ganz gutt maachen, andeem se d'Leit sensibiliséieren a mobiliséieren, andeem se der Populatioun Alternativen opweisen, andeem se mam gudde Beispill virginn, andeem se hir Bierger a Biergerinne mat der Hand huelen, eraus aus der Uelechfal an eran an de Solarzäitalter.

Fir déi gréng ass dat scho kloer zënter dass et de Klimaproblem gëtt. Mir bedauere just, dass d'Lëtzebuerger Regierung 15 Joer no der Ënnerzeechnung vum Kyoto-Protokoll gebraucht huet, fir zur selwechter Erkenntnis ze kommen.

An ech wëll awer op e relativ erstaunleche Phenomeen hiweisen, dass souguer d'EU-Kommissioun, déi jo ganz oft virgeworf kritt, dass se schrecklech wäit vun de Leit ewech ass an dass se just Bürokratie produzéiert, onverständlech Bürokratie. Abee, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech weess net, ob Der et matkritt hutt, mä virun enger Rei Joren ass d'EU-Kommissioun och zur Erkenntnis komm, dass hir schéin Ziler, déi se sech setze vun dräimol 20, iwwerhaapt an och net usazweis mat Regierungen zesummen erreecht wäerte ginn, mä nëmmen zesumme mat de Gemengen.

An duerfir hu se eng ganz flott Aktioun gestart. Déi heescht Covenant of Mayors. Dat si Gemengen, dat si Buergermeeschteren, déi sech engagéieren, fir an hirer Gemeng derfir ze suergen, dass hir Gemeng méi wäit geet wéi déi dräimol 20, wou d'EU-Kommissioun sech engagéiert huet.

Leider ass bis elo nëmmen eng Lëtzebuerger Gemeng bei deem Covenant of Mayors derbäi, an dat ass meng. Ech hoffen, dass am Kontext vun deem Klimapakt och nach déi eng oder aner Gemeng sech zu deem Schrëtt do wäert iwwerzeege loossen.

Wann also d'Lëtzebuerger Regierung ze laang gebraucht huet, fir dee wichtegen Acteur Gemengen a Stied ze gesinn, esou ass et awer sécherlech net ze spéit, fir et gutt ze maachen. Ech wëll och hei net verheemlechen, dass déi gréng et anescht gemaach hätten, besonnesch an e puer Punkten, déi ech hei wäert opzielen.

Mir sinn net frou, dass d'Regierung sech, an domat d'Gemenge mat, total ofhängeg mécht vun enger privater Schwäizer Firma, déi den EEA-System géréiert. Mir bleiwen och der Meenung, dass trotz Iwwerschaffe vun deem Moossnamekatalog en awer nach ee gutt Stéck vun der Lëtzebuerger Realitéit ewech ass. Wann een deen am Detail kuckt, mierkt een awer, dass dat do éischter e Moossnamekatalog ass fir mëttelgrouss däitsch Gemengen, déi en eegenen Transportservice hunn, déi en eegent Stadwierk hunn an esou weider an esou fort.

Bon, mir kréien dann zwar gesot, dass bei deene ville klenge Lëtzebuerger Gemengen, déi mer hunn, dass dat dann net zielt. Mä firwat maachen ech dann e Moossnamekatalog, wou ech herno feststellen, dass en Drëttel vun de Punkte fir - ech soen elo emol - 90% vun de Lëtzebuerger Gemengen net a Fro kënnt? Do hu mer e bësse Schwieregkeeten, dat nozevollzéien.

Mir hätten als Gréng éischter op bestehend Lëtzebuerger Strukturen an Erfahrungen opgebaut. D'Klimabündnis Lëtzebuerg ass schonn e puermol hei erwähnt ginn. Déi hunn an Zwëschenzäit bal 20 Joer Erfahrung. Do hätt een, mengen ech, mat deene Leit zesumme kënnen en ugepasstene Lëtzebuerger Moossnamekatalog zesummen opsetzen, dee wierklech de Realitéite vu Lëtzebuerg entsprach hätt an dann och besser vläicht dobaussen ugeholl a verstane gi wier.

Déi zweet Kritik geet e bëssen an déiselwecht Richtung. Et ass jo elo schlussendlech an engem zweete Volet eng quantitativ Evaluatioun erakomm. Mir bleiwen awer der Meenung, dass déi Evaluatioun arbiträr ass. Wann ech zu engem gudden Deel d'Gemengegebaier huelen, dann ass dat schéin a gutt. Wann ech Iech awer soen, dass souguer an enger Landgemeng wéi meng, wou net esou vill Industrie ass, de Gesamtenergieverbrauch vun der Gemeng mat allem Drun an Dran nëmmen 3% ausmécht vum Gesamtenergieverbrauch, dann ass dat relativ irrelevant, wat an deene Gemengegebaier geschitt.

An duerfir fanne mer et e bësse komesch, dass dat esou eng Wichtegkeet elo kritt bei der quantitativer Evaluatioun. Och do gëtt et, léif Kolleeginnen a Kolleegen, en Instrument, wat seng Prouwe bestan huet. En Instrument, wat vum Klimabündnis international entwéckelt ginn ass. Dat heescht ECORegion. A wann e puer honnert däitsch, éisträichesch, Schwäizer an norditalienesch Gemengen domadder eens ginn, dann, mengen ech, hätt et och misse méiglech sinn, dass mer dat zu Lëtzebuerg hätte kënnen applizéieren.

Iwwregens huet d'Klimabündnis a véier Gemengen, dorënner och meng eegen, en Test gemaach, fir dat Instrument ze préiwen. An ech ka wierklech um Beispill vu menger Gemeng soen, dass een iwwert déi Joren an de Resultater vun deene Grafiken, déi Der gesinn hutt, wierklech gesinn huet, wat da vu Mesuren an där Gemeng geholl si ginn. Deen eenzege Problem, dee mer haten, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat waren déi national Daten! Déi hätte missen erofdéclinéiert ginn op den Niveau vun där eenzelner Gemeng.

An do wëll ech awer drop hiweisen, dass dat dann eng komesch Logik ass, fir ze soen, well mer do e puer Onsécherheeten hunn, kënne mer dat Instrument net huelen, well et juristesch eventuell d'Strooss net hält. Mir hätten et da besser fonnt, wa mer eis endlech - endlech, muss ech soen - déi néideg Instrumenter ginn hätten, fir iwwerhaapt am Klimaschutz déi néideg Viraussetzungen, déi néideg Statistiken an esou weider ze hunn.

Ëmmer erëm, wa mer iwwer Klimaschutz zu Lëtzebuerg schwätzen, an dat huet och de Professer Ewringmann am Kontext vum Klimapartenariat ëmmer erëm opgeworf, gëtt festgestallt, dass mer eng ganz dënn Datelag zu Lëtzebuerg hunn. Hei wier de Moment gewiescht, wou ee béides hätt kënne kombinéieren. Mir hätten eis sollen druginn, fir endlech um nationale Plang wierklech déi néideg Daten iwwer Mobilitéit, iwwer Energieverbrauch ze hunn. An da wier et guer net problematesch gewiescht, déi erofzedéclinéieren op de kommunalen Niveau. An dann hätte mer, mengen ech, wuel esou e gerecht a verlässlecht Instrument gehat wéi dat, wat elo hei agesat ginn ass. Duerfir ass et schued, dass dat net gemaach gëtt.

Ech, dat ass déi drëtt Kritik, sinn net ganz iwwerzeegt - wéi de Rapporteur, deem ech och bei dëser Geleeënheet wëll Merci soe fir déi Aarbecht, déi en hei gemaach huet -, ech sinn net ganz esou iwwerzeegt, dass déi Virreidergemengen net awer schlecht ewechkomme bei där ganzer Geschicht.

Déi „early actions" ginn net berücksichtegt, an ech weess net, wann eng Gemeng do ass, déi wierklech immens performant Gebaier gebaut huet an och d'Gestioun extrem gutt mécht, dann hu se vläicht haut fënnefmol manner verbraucht wéi eng klassesch Sportshal, déi anzwousch anescht steet, da weess ech net, wéi déi Gemeng et nach soll fäerdegbréngen, fir déi zéng oder 15% erofzedrécken. Ech fäerten, dass mer do nach Diskussioune kréien, well do gewëssen Ongerechtegkeete sinn.

An et ass e bëssen... Ech profitéiere vun der Geleeënheet, fir dat ze soen. Deemnächst gëtt jo iwwer nei Aspeisetariffer fir déi erneierbar Energië geschwat. Ech fannen et immens ongerecht, dass d'Pionéier vun der Biogastechnologie bestrooft ginn, well si déi waren, déi sech heiansdo eng bluddeg Nues siche gaange sinn, dass si manner kréie fir d'Kilowattstonnen. Normalerweis belount een d'Pionéier an net déi Leit, déi an e fäerdegt Bett klammen.

Souwuel beim Biogas wéi hei beim Klimapakt maache mer dat. Ech hoffen, dass mer hei net gradesou vill Diskussioune kréie wéi beim Biogas. An ech géif wierklech en Appell maachen un den delegéierten Ëmweltminister, fir endlech do fir Gerechtegkeet ze suergen an deene Leit, déi ganz vill Energie, deelweis géint Regierungsmemberen a Verwaltungen, hu missen un den Dag leeën, fir dass d'Biogastechnologie zu Lëtzebuerg iwwerhaapt Fouss gefaasst huet, dass een endlech déi Ongerechtegkeet wéilt aus der Welt schafen.

Véierte Punkt, mengen ech, huet den Eugène Berger och scho gesot. Wann een elo déi aacht, néng Joer do zesummerechent, da kënnt natierlech eng relativ stattlech Zomm vun - ech mengen - ronn 80 Milliounen zesummen. Wann een dat awer duerch all déi Joren opdeelt an duerch déi 106 Gemengen, da gëtt een do och nach net fett.

Ech hunn dat emol ausgerechent. Wa meng Gemeng wierklech géif alles erfëllen an och vum éischte Moment un, da wieren dat 80.000 Euro d'Joer. Dat ass besser wéi e Fouss hannebäi. Mä wa mer wierklech elo ufänken, an eng substanziell Sanéierung vun eegene Gebaier ze goen, wa mer wierklech wëlle gréisser Campagnë maachen, wa mer wëlle flächendeckend Nahwärmenetzer an eis Gemenge leeën, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, da lafe mer awer mat 80.000 Euro och nach net wäit. Soudass ech mech froen... Och wann ech vergläiche mam Pacte Logement, do ass dann awer nach iergendwou..., d'Balance hu mer do nach net erreecht.

A fënneftens - dat ass vläicht éischter eng Fro wéi eng Kritik un den delegéierten Ëmweltminister -, ob en dann awer zumindest och drun denkt, dass déi Subsiden, déi d'Gemenge scho konnte kréien iwwert de Fonds pour l'environnement, dass déi dann awer och iwwerkuckt ginn, iwwerschafft ginn an deementspriechend ausgeriicht ginn, dass se dann awer och voll an d'Prioritéite vum Klimapakt eramaachen. An do och nach en Appell, dass och do vläicht awer déi ganz Ofwécklung vun de Projeten an de Subside vläicht ganz e bësse méi onbürokratesch kann iwwert d'Bühn goen.

Ech weess net, ob bei all klengt Nahwärmenetz e Comité interministériel muss do sinn, deen dann elo wierklech kuckt, ob net eng Gemeng fënnef Euro ze vill vläicht vu Subsid astécht. Ech fannen dat och heiansdo a kenger Relatioun méi, wéi dat do leeft.

Ech wollt och hei zu dësem Punkt ganz kloer soen, dass déi gréng de Projet net gestëmmt hätten, wann d'Regierung net dem Drock vum Klimabündnis, dem Syvicol, dem Mouvement écologique, awer och, mengen ech, eiser Aarbecht an der Nohaltegkeetskommissioun noginn hätt.

Haaptsächlech zwee Punkte wiere fir eis net akzeptabel gewiescht. Dat ass éischtens déi Geschicht, dass guer keng quantitativ Ziler dra gewiescht sinn. Ech wëll et nach eng Kéier soen...

(Interruption)

Jo, quantitativ Ziler, mengen ech. Jo, okay.

...keng quantitativ Ziler dra gewiescht wieren. Ech hunn et gesot, mir sinn net ganz zefridde mat deem, wat elo do als Miessinstrument geholl gëtt, fir déi quantitativ Ziler ze erreechen. Mä de Prinzip ass awer emol arrêtéiert ginn. Ech mengen, dat ass, och wann déi 80 Milliounen an eisen Aen ze niddreg sinn, esou wier et awer komesch gewiescht, wann een elo guer keng ganz konkret Fuerderungen a Resultater hätt kënne weisen.

An deen zweete Punkt, dee fir eis och net akzeptabel gewiescht wier, wann d'Gemenge forcéiert gi wieren, nëmme mat externe Beroder vun „myenergy" ze schaffen.

Een, dee sech e bësse mat Energieberodung beschäftegt huet, deen och e bëssen Erfahrung huet, déi ech mir emol kann zouschreiwen, well de Réidener Kanton Pionéier war an nach ëmmer ass an deem ganze Beräich - mir hu 15 Joer Erfahrung mat Energieberodung um regionale Plang -: Klimabeoptragten a -beroder mussen an der Gemeng oder an der Regioun sëtzen. Si mussen en Netz opbaue mat deenen anere Servicer a si mussen horizontal Kompetenze kréien. An een, dee mengt, et géif duergoen, en Energieberoder vun „myenergy" eemol d'Woch an eng Gemeng ze parachutéieren an domat an enger Gemeng eng Dynamik ze entwéckelen, deen iert sech.

Iwwregens, mengen ech, gëtt et och Zäit, dass mer generell de System vun der Energieberodung vun „myenergy" iwwer Land, deen éischter jo fir d'Haushalter geduecht ass, analyséieren. Mir hunn eng Question parlementaire gestallt iwwert déi eenzel Zuele vu Berodungen, déi dann an deenen eenzelne Büroe gemaach si ginn. Eng Rei Zuelen, déi ech héieren hunn, wann déi stëmmen, da muss een dat do eng Kéier op de Leescht huelen a kucken, ob dat do mëttelfristeg d'Léisung ass. Ech mengen, do ass den Opwand awer e bësse grouss zum Resultat.

Ofschléissend, léif Kolleeginnen a Kolleegen, huet de Klimapakt an eisen Ae schonn eng Rei Schéinheetsfeeler. Mä d'Démarche, muss ech awer soen, ass awer genau déi, déi eise Virstellungen entsprécht. Ech wëll och net, fir do vläicht dem Eugène Berger ze äntwerten, mir sinn och der Meenung, dass domat elo net d'ganz Klimaschutzpolitik zu Lëtzebuerg geléist ass. Par contre all déi Defiziter, déi mir als Gréng och schonn x-mol hei opgeluecht hunn, déi bleiwen nach wie vor.

Nach eng Kéier, déi ganz Problematik vun net kloere Prioritéiten an der Mobilitéit an esou weider an esou fort, nach ëmmer keng ökologesch Besteierung an deem Land hei an esou weider an esou fort. Mä nach wie vor bleiwe mir der Meenung, dass ouni d'Gemenge Klimaschutz net méiglech ass. A well dat do awer eng Demande och ass an eng Virgehensweis, déi mir schonn zënter Jore froen, déi mer awer och an deene Gemengen, wou mer an der Majoritéit sinn, applizéieren, wäerte mer dëse Projet stëmmen. Verbessere kann een e jo nach ëmmer.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Gira. Als leschte Riedner ass den Här Gibéryen agedroen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt wëll ech dem Kolleeg Marcel Oberweis och Merci soe fir säi schréftleche Rapport, deen e mëndlech gemaach huet. Ech mengen, dee Rapport, an et ass schonn hei gesot ginn, ass

exzellent strukturéiert. An esou wéi dee schréftleche gutt strukturéiert ass, esou war och virdun dee mëndleche Rapport hei gutt strukturéiert. Ech mengen, et war verständlech fir jiddwereen, an dat erméiglecht eis och, datt mer net jiddwereen nach eng Kéier datselwecht mussen hei nohuelen iwwert dëse Projet de loi, deen am Fong e Klimapakt tëschent de Gemengen an dem Stat ass, am Sënn vun der Lutte géint de Klimawiessel.

Ech mengen, mir hunn hei Gemengen am Land, 36, déi am Fong eng Virreiderroll gespillt hunn op kommunalem Plang. De Stat huet sécherlech um Niveau vun dem Stat an deene leschte Joren och eng Rei vu Moossnamen an Efforte gemaach. Mä, wéi de Kolleeg Gira et virdru gesot huet, kann een dee Problem hei nëmme léisen, wann de Stat an d'Gemengen zesummeschaffen. Ouni Gemenge kann een de Problem net léisen. An ech géif soen, niewent dem Stat an de Gemengen ass och jiddwer eenzelne Privaten hei gefuerdert fir säi Bäitrag ze leeschten, fir eben dem Klimawiessel ze begéinen.

Et si 36 Gemengen, déi hei eng Virreiderroll gespillt hunn an déi sech doranner engagéiert hunn, fir all fënnef Joer 10% Reduktioun ze erreechen. Et kann ee soen: Wann d'Gemengen do eng Virreiderroll gespillt hunn, ginn déi elo net benodeelegt vis-à-vis vun deem, wat mer haut stëmmen?

Mir haten déiselwecht Diskussiounen am Kader vum Pacte Logement. Och do hu mer deemools diskutéiert driwwer, datt mer eng Rei vu Gemengen hunn, déi am Fong schonn e relativ massive Wunnengsbau gemaach haten, ier de Pacte Logement komm ass. An herno hu mer du gesot, ma elo ginn am Fong déi, déi hir Aarbecht net gemaach hunn, déi ginn am Fong elo privilégiéiert, wa se subventionéiert ginn, wa se elo eppes maachen.

An duerfir ass do am Pacte Logement eng Retroaktivitéit mat agebaut ginn, wou déi Gemengen dann dunn, déi am Fong schonn am Virfeld hiren Effort gemaach haten, och mat honoréiert gi sinn.

(Interruption)

Gelift?

Une voix.- An do war et net esou.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo. An duerfir, mengen ech, muss een hei awer elo oppassen, datt net hei an dësem Kader déi Gemengen, déi also do schonn, virun allem déi 36 Klimabündnisgemengen, déi sech engagéiert hunn an da jo och doropshin, opgrond vun hirem Engagement, och hu missen dat noweisbar realiséieren, hir Aktivitéiten an der Gemeng, datt déi net däerfe benodeelegt ginn. Hei, mengen ech, gi mer elo iwwert dëse Wee tëschent dem Stat an de Gemengen, kläre mer Verschiddenes, souwuel wat den technesche wéi wat de finanzielle Kader ubelaangt.

D'Gemenge spillen eng Virbildroll niewent dem Stat, wéi ech gesot hunn, wat d'Reduzéierung vum Energieverbrauch ubelaangt. Den EEA-Katalog huet 80 Mesuren, op déi ech net brauch anzegoen; ech mengen, de Rapporteur huet dat am Detail gemaach. Mä wichteg ass, datt mer hei eben déi Équipe, déi Klimaéquipe, en Team zesummesetzen, wou och kloer ass, datt e sech souwuel aus Experten, wéi Leit vum kommunale Secteur, wéi vum Privatsecteur sech zesummesetzt, wou eng Gemeng dat eleng mécht oder um interkommunalen Niveau een dat ka maachen.

Wou da soll eng Analys gemaach ginn iwwert d'Stäerkten an d'Schwächten, déi een op deem engen oder anere kommunale Plang virfënnt a fir da Propositiounen ze maachen, fir Verbesserungsvirschléi ze maachen, fir eben dat Zil, wat mer eis hei gemeinsam setzen, an de Joren 2013 bis 2020, en Zil vu minus 20% vun den Emissiounen ze reduzéieren. Dat soll fräiwëlleg geschéien. Et ass keng Gemeng, déi forcéiert gëtt.

Mir hunn dat och beim Pacte Logement gesinn. D'Gemengen hate relativ séier spatz, datt se e Virdeel haten, fir beim Pacte Logement matzemaachen. A vill Gemengen hunn dat souguer als eng gutt finanziell Einnahmequell konnten herno praktizéieren, ouni enorm grouss Efforten ze maachen, fir et emol eng Kéier esou ze soen.

An duerfir, mengen ech, wäerten och hei meng Befierchtunge kleng sinn, datt d'Gemengen net matmaachen. Ech sinn iwwerzeegt, datt d'Gemengen och hei wäerten alleguer matmaachen, well, ech mengen, och um kommunale Plang ass haut jiddweree sech bewosst, parteiiwwergräifend, datt et eng gemeinsam Missioun vun de Kommunalpolitiker, vun de Gemengen ass, fir an dësem Kampf vum Klimawiessel e Maximum matzemaachen.

Dee Virdeel, dee mer heiduerch kréien, dat ass, wa mer virdrun déi Klimabündnisgemengen haten, 36, déi ware méi oder wéineger fräiwëlleg. Individuell hu se, déi eng méi, déi aner manner gemaach. Mä wa mer dat heiten Instrument wierklech richteg asetzen, an dat schéngt mer da wichteg, da kréie mer e flächendeckend Instrument.

Op där enger Säit hu mer de Stat, dee fir déi staatlech Gebaier zoustänneg ass. De Stat eleng huet 1.500 Gebaier mat enger Gesamtfläch vun 3,5 Millioune Meter carré. D'Zil vum Stat ass jo, fir all Joer 3% dovunner energetesch ze sanéieren. Wann also de Stat seng Fonctioun op deem Niveau spillt an d'Gemenge spillen um flächendeckenden, um kommunalen Niveau, esou kréie mer da wierklech iwwert d'ganzt Land, kënne mer, mengen ech, eng gutt strukturéiert Politik an dësem Domän maachen, wat ons dann herno wäert positiv als Land och unerkannt kënne ginn.

Et ass awer och hei an der Vergaangenheet dacks gesot ginn, datt mer an deem dote Beräich och kënnen Aarbechtsplaze schafen. Mir hu gëschter hei e Gesetz gestëmmt, wou mer eng Rei vu Moossname bei der ADEM verlängeren ëm ee weidert Joer, wou mer am Fong an de Chômage, géif ech soen, investéiert hunn. Dat heiten ass am Fong e Gesetz, géif ech soen, wou mer an d'Aarbecht investéieren.

Well d'Chambre des Métiers, déi schwätzt vun - wa mer dat heite richteg géifen ëmsetzen - 2.000 zousätzlechen Aarbechtsplazen, déi kéinten an der Green economy hei zu Lëtzebuerg geschaf ginn. An ech mengen, och dat ass wichteg. An et ass och dat, wat mir als Partei, als ADR ëmmer gesot hunn, datt mer der Meenung sinn, datt mer all déi Instrumenter, déi Moyenen, déi mer hunn, datt mer déi a priori sollten um nationale Plang asetzen. An duerfir begréisse mer och dëse Richtungsstouss, wat dëst Gesetz virgesäit.

De Käschtepunkt mat 76,2 Milliounen, déi iwwer aacht Joer sollen investéiert ginn, dat héiert sech vläicht am éischten Ablack staark un, mä dat si knapps zéng Milliounen d'Joer, wou hei ënnerstëtzt ginn. Mä, wéi gesot, dat sinn zéng Milliounen, déi de Stat jo net als eng reng Dépense ka betruechten. Ech mengen, op där anerer Säit maache mer Ekonomien domat, déi souwuel dem Stat wéi de Gemengen zegutt kommen. A wann eis Wirtschaft, eis Handwierksbetriber doduerch Aarbecht kréien, brauche mer manner Chômage ze bezuelen. An déi Leit bezuele Sécurité sociale, si bezuele Steieren. D'Geld rullt. An duerfir, mengen ech, ass dat schonn eng gutt Investitioun, déi mer hei maachen. An zéng Milliounen d'Joer ass sécherlech näischt ze vill.

Ech wollt nach zum Schluss, Här President, d'Iddi vun eisen DP-Kolleegen opgräife vun der Klimabank, wou mer der Meenung sinn, ouni datt ee sech elo kann direkt doriwwer definitiv ausschwätzen, datt et awer derwäert ass fir doriwwer ze diskutéieren. An ech géif proposéieren, datt dann och d'Kolleege vun der DP dat eng Kéier an der Kommissioun géifen nach virbréngen, fir eben...

M. Eugène Berger *(DP).*- Här Gibéryen, mir hunn eng Motioun hei, déi d'Regierung ugeholl huet, a mir missten...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Voilà!

M. Eugène Berger *(DP).*- ...a mir missten effektiv...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dann ass jo schonn alles gemaach. Ech mengen, et sollt een déi Diskussioun awer féieren. Wéi een et am Detail mécht, ass ze kucken. Mä ech ka mer och virstellen, datt een net nëmme Prête gëtt, mä datt ee virun allem eng Zënssubventioun, wéi mer se beim Logement hunn, och bei Prête kéint maachen, fir de Leit, déi an déi Richtung investéieren, eben och iwwert de Wee vun de Prêten entgéintzekommen. Wéi gesot, et sollt een doriwwer diskutéieren, datt een engersäits Subsiden huet, mä et kann een och déi Subsiden a Form vun Zënssubventioune maachen.

Dat gesot, Här President, wëll ech lech soen, datt mir als Partei selbstverständlech dësem Projet wäerten zoustëmmen.

M. le Président.- Merci dem Här Gibéryen. An elo kritt d'Wuert den Här delegéierten Nohaltegkeetsminister Marco Schank.

M. Marco Schank, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, fir d'éischt emol wollt ech dem Rapporteur, dem Marcel Oberweis, Merci soe fir säi gewinnt prezise Rapport. Hien huet eng effikass Aarbecht ofgeliwwert. Hien huet och nach séier misse maachen, aus deene Grënn, déi d'Memberen aus der Kommissioun kennen. Ech hu mer soe gelooss, et wär deen honnertste Rapport an dëser Chamber, deen hie gemaach huet.

Plusieurs voix.- Ooohhh! Aaahhh!

M. Marco Schank, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures.*- Merci och dem Statsrot, dee ganz séier geschafft huet an dësem Zesummenhang. An enger Woch hate mer den Avis complémentaire. A virun allem Merci der Chamberkommissioun, déi ganz konstruktiv, wéi mer dat gewinnt si vun där Kommissioun, geschafft huet, fir datt mer konnten zu deem Resultat kommen, wat awer insgesamt de Mëtteg hei begréisst ginn ass an, wann ech richteg gesinn, wou keng Fraktioun dergéint wäert stëmmen.

Fir d'éischt emol e Saz zu Rio, well ech gefrot gi sinn. Just ee Saz, well et ass, mengen ech, net derwäert, fir ganz laang iwwer Rio+20 ze schwätzen. Ech hunn dat gesot, och öffentlech gesot, datt d'Resultat enttäuschend ass. A wann een dann heem fiert, huet een d'Impressioun, majo dann - no deem bekannte Motto, deen och dem Klimabündnis zu Gronn läit: „global denken, lokal handelen" -, da musse mir probéieren, wat mir doheem gewëssermoosse kënne maachen. An dëse Projet, dee mer haut de Mëtteg hei wëlle stëmmen, geet genau an déi dote Richtung.

Ech wëll och soen - et ass virdru gesot ginn, mengen ech, vum Vertrieder vun der DP-Fraktioun, d'Regierung hätt keng kohärent Strategie. Ech mengen, datt dat net esou ass. Ech wollt och e puer Sätz soen dozou, well am Regierungsprogramm 2009 eng ganz Partie Saachen zréckbehale gi sinn, déi mer eng no där anerer amgaang sinn ëmzesetzen. Et geet u mat dem zweeten Aktiounsplang. Deen ass esou gutt wéi fäerdeg, dee wäerte mer no der Summervakanz presentéieren. D'Klimapartenariat, wou d'Zivilgesellschaft mat agebonne war, gehollef huet dorunner schaffen. An ech mengen, datt do eng ganz konstruktiv Aarbecht gemaach ginn ass.

Dann, wann ech kucken, en zweete Punkt, d'Erweiderung vun der Informatioun, d'Berodung vun de Biergerinnen a Bierger am Beräich erneierbar Energien, effizienten Asaz vun Energie. „myenergy" huet eppes opweises, mat lokale Partner, mat Gemengen - 72 Gemengen insgesamt, déi do matgemaach hunn -, mat enge 27 Berodungsbüroen.

Wann ech kucken, datt mer déi sougenannt Wärmeschutzverordnung verschäerft hunn en vue vun 2017, Passivhausstandard, elo mat engem ab 1. Juli, viru Kuerzem ee B am Wärmeschutz, pardon, C am Wärmeschutz an ee B an der Gesamtenergiebilanz. Dann d'Verschäerfung vun den Energiestandarden, beim subventionéierte Wunnengsbau si mer nach eng Klass méi wäit gaangen. Do ass et an Zukunft esou, datt een Neibau muss ee B am Wärmeschutz an een A an der Gesamtenergiebilanz opweisen a wéinstens op eng Klass D muss sanéiert ginn, wann al Haiser, soe mer aus de 50er Joren, aus de 60er Joren, Appartementshaiser, wou et jo net ëmmer einfach ass, fir déi dann opzemotzen.

D'Subventiounsregimë fir déi privat Stéit wäert ech probéieren nach - dat wäert, mengen ech, och geléngen an deem leschte Regierungsrot dëse Mount, dat wäert de 27. Juli sinn, wäerte mer do unhuelen. Mir sinn nach amgaang mam Secteur ze schwätzen. D'Zivilgesellschaft huet eis eng Partie Iddien eraginn, déi mer och zu engem Deel wäerte profitéieren.

Just zwou, dräi Donnéeën dozou, datt ech dat scho virop soen: Fir d'Sanéierung vum Albau, do gëtt wierklech e ganz staarken Akzent drop geluecht. An do wëlle mer eng nei Form vu Bonus aféieren. Wann ee säin Haus op eng Klass C, B, A sanéiert an zousätzlech eng Verbesserung vu mindestens zwou Energieklassen erreecht, kënne mer zousätzlech Sue ginn, wëlle mer zousätzlech Sue ginn.

Des Weidere ginn an Zukunft verstäerkt d'Wärmepompelen an Holzheizunge gefördert, wat och gutt ass fir eis Kyoto-Bilanz. Da wäerte mer och weiderhi Fotovoltaiksanlage förderen, während dat zum Beispill fir d'Brennwäertkesselen an Zukunft net wäert gëllen.

Am Beräich vun der Elektromobilitéit hu mer, fir dat komplett ze maachen, jo viru Kuerzem zesumme mat mengem Kolleeg Ekonomie-/Energieminister duergeluecht, wat mer wëlles hunn, mat 850 Rechargestatiounen iwwert d'ganzt Land bis 2020, mat viraussiichtlech 40.000 Elektroautoen. An och...

(Interruption)

Dach, dach! An och de Subsid verlängere mer ab 1.1.2013. An Dir wësst, datt et dorunner gebonnen ass, datt d'Leit erneierbar Energien zumindest doheem hunn.

Da wëll ech soen, datt och ee Bestanddeel vun deem neien 79er Gesetz am Wunnengsbau den Éco-prêt à taux zéro wäert sinn. Vergläichbar mat de Klimabanke wäert ech herno eppes dozou soen, wa mer iwwert de Logement debattéieren.

Dann hu mer e Projet de loi, wou mer den Avis vum Statsrot och virleien hunn, iwwert den accéléréierte fiskalen Amortissement fir d'Propriétairen, wou energetesch sanéiert gëtt fir Mietwunnengen. An da virun allem awer och d'Zertifizéierung vum nohaltege Bauen, déi sougenannten „sustainable building certification", wou net nëmmen d'Energieeffizienz eng Roll spillt, mä eben och ëmweltschounend Baumaterialien, wou och Ressourcëschounung eng Roll spillt an an an. Dat alles ass am Hierscht prett. Wéi gesot, do ass elo all déi Zäit intensiv dru geschafft ginn.

An dann eben och de Klimapakt. Fir mech respektiv fir d'Regierung ass dat eng Aart Pièce maîtresse och fir d'Aarbecht am Beräich vum Klimaschutz a vun nohalteger Energiepolitik. An et ass e puermol de Mëtteg hei gesot ginn: Ouni d'Gemenge geet dat net. Dat ass esou kloer wéi Boulettenzopp.

D'Klimabündnis huet et virgemaach. An et muss ee jo soen, d'Klimabündnis ass fir mech, an ech mengen, fir déi meescht oder fir net ze soen alleguerten d'Leit heibannen eng Success Story. Dat muss ee jo esou gesinn. Ouni Klimabündnis, mengen ech, wier d'Visibilitéit vum Klimaschutz zu Lëtzebuerg eng wesentlech méi kleng. Duerfir ass dat gutt, datt mer genau elo dee Wee sichen a fannen. An datt d'Gemengen, wéi den Ali Kaes jo och positiv fir seng Gemeng dat gesot huet, an all déi aner Klimabündnisgemengen, déi vill geschafft hunn, an och iwwert d'Klimabündnisgemengen eraus d'Gemengen eng Partie Saache gemaach hunn.

Ech weess et jo, a mäi Virgänger weess et och, well mer jo fir déi Hardware-Projeten och vill Suen aus dem Ëmweltschutzfong geholl hunn, fir eben dat ze finanzéieren. An dat soll och eng Äntwert sinn op déi Kritik vu virdrun, wou gesot ginn ass: Dat sinn nëmmen - „nëmmen", tëschent Guillemeten - 70 Milliounen. Et muss een awer soen, datt, och wann d'Gemengen elo verstäerkt aktiv ginn, och nach vill Suen aus dem Ëmweltschutzfong wäerte komme fir d'Hardware vun de Projeten ze maachen, fir zum Beispill Holzhackschnitzelanlagen a wat alles oder fir erneierbar Energien insgesamt.

Da wollt ech nach just vläicht zwee, dräi Aspekter am Kontext vun dem Klimapakt soen. Dat meescht ass gesot, och iwwert de Rapport vum Marcel Oberweis eraus.

Ech wëll awer nach eng Kéier betounen, datt dee Programm respektiv déi Plattform, deen EEA, European Energy Award, eng bewährte Plattform ass. Et ass net wéi wa mer elo eppes do géifen huelen. An ech fannen iwwerhaapt net, datt dat theoretesch ass, wat an der Vergaangenheet do gemaach ginn ass, an och dat, wat de Moossnamekatalog ausmécht. Ganz am Géigendeel! Dat ass eng Plattform, déi sech iwwer 20 Joer bewährt huet a villen europäesche Länner, ob dat Däitschland, Frankräich, Schwäiz, Éisträich, Italien an esou weider ass.

An ech muss awer soen, datt mer och schonn elo vill Efforte gemaach hunn an nach amgaange sinn, och de Moossnamekatalog unzepassen. Mir hunn nach viru Kuerzem aus der Zivilgesellschaft eng Partie Propose kritt. Vum Klimabündnis hate mer der kritt, déi mer och do verschaffe wäerten a wou mer e groussen Deel sécher wäerten unhuelen. Ech hu mer dat ugekuckt mat menge Leit. Voilà! Do däerf ee roueg gespaant sinn.

Da wollt ech soen, datt mer och déi Form vum Klimapakt erausgesicht hunn, fir einfach d'Zivilgesellschaft kënnen anzebannen, d'ONGe kënnen anzebannen. A virun allem, datt mer duerch dee Klimateam, déi Klimaéquipe - dat ass och schonn de Mëtteg gesot ginn -, datt mer do ganz no bei de Leit an de Gemenge sinn.

An et ass net esou, wéi ech eng Kritik héieren hunn, datt mer dann déi Suen hätte sollen huele fir nach méi Sensibiliséierung. Ma hei gëtt verstäerkt Sensibiliséierung vun de Leit gemaach, vun de Stéit souguer, well mer déi quantifizéierbar Ziler erageholl hunn. An ech mengen awer, datt dat ee vun deene positivsten Aspekter ass vum Klimapakt, datt een no bei de Leit ass, mat Hëllef vun där Klimaéquipe, wou jo och Biergerinnen a Bierger dra sinn, wou Experten dra sinn a Form eventuell vum Heizungsinstallateur oder vum Elektriker aus der Gemeng an an an. Dat heescht, do, mengen ech, si mer ganz no um Terrain.

Déi Mëschung vu qualitativen a quantitativen Ziler, mengen ech, ass eng ganz sënnvoll. An ech denken, datt dee Modell eben och doraus erausgewuess ass vis-à-vis vun deene Kritiken, déi koumen. Duerfir sinn ech eigentlech ganz frou, datt mer awer ee Wee fonnt hunn, wou mer där Meenung sinn, wou och déi Ziler, déi quantifizéierbar sinn, awer relativ einfach nozevollzéie sinn. Dat, mengen ech, ass och wich-

teg, fir datt mer do zumindest net ze vill Theorie hunn.

Da wollt ech soen, eng Kritik, déi och komm ass, dat ass, datt gemengt ginn ass, datt déi Gemengen aus dem Klimabündnis an anerer, déi virdru scho vill geleescht hunn, géife schlecht ewechkommen. Ech mengen, datt dat iwwerhaapt net esou ass. Ech mengen, datt och um Niveau vun der Plattform, um Niveau vum Moossnamekatalog eng Belounung vun de sougenannten „early actions" deene Gemengen awer zegutt kënnt, déi scho vill fir de Klimaschutz an der Vergaangenheet gemaach hunn. An déi Gemenge kënne jo och méi séier d'Zertifikatioun erreechen an doduerch komme se éischter an de Genoss vum Bonus. Och dat hëlleft hinnen.

An da kënnt derbäi: Och déi Gemengen hu jo schonn an der Vergaangenheet méi Sue kritt aus dem Ëmweltschutzfong wéi anerer, hunn dovunner profitéiert. A wéi gesot, och fir direkt dorop ze reagéieren: Jo, mir wëllen och, am Hierscht hu mer eis virgeholl, fir den Ëmweltschutzfong méi no ze kucken, wéi mer déi Aiden an Zukunft wäerten achséieren, och en vue vun deem, wat mer gären hätten, datt d'Gemengen um Niveau vum Klimapakt solle leeschten. Ech mengen, dat ass eng logesch Suite dovunner.

D'Regierung ass der Meenung...

(Interruption)

Nach ëmmer gespaant?

D'Regierung ass der Meenung, datt duerch dës gemeinsam Reflexiounen de Klimapakt, wéi gesot, ganz positiv evoluéiert huet an datt et derwäert war, en halleft Joer oder bal ee Joer méi spéit unzesetzen. Dat ass dann egal. Ech mengen awer, datt och vill Gemenge wëlle matmaachen. Dat war virdrun och eng Kritik, mengen ech, vun der DP, wou gefaart ginn ass, et géifen net vill Gemenge matmaachen oder sech net sécher waren. Also...

M. Eugène Berger *(DP).*- Et war eng theoretesch Hypothees. Wa keng Gemeng géif matmaachen.

M. Marco Schank, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures.*- Okay, d'accord. Dann okay, dat ass eppes anescht.

Ech wëll awer soen, datt an de Regierungserklärungen nom 9. Oktober d'lescht Joer vu ville Gemengen, a villen, pardon, Schäfferotserklärungen, esou heescht et richteg, ganz vill Gemenge gesot hunn: Mir wëlle beim Klimapakt matmaachen. A well ech och elo scho weess, datt interkommunal Syndikater zumindest verlaude loossen, datt se dat kucken, wéi de Réidener Kanton, wéi d'Naturparken Our an Uewersauer an anerer, déi gesot hunn: Hei, mir wëllen do matmaachen. Entspriechend deem, wat mer haut och..., wat d'Chamber haut wëllt stëmmen.

Da wollt ech nach soen, datt och de Klimapakt, wéi gesot, net déi eenzeg Moossnam fir d'Gemengen ass. Den Ëmweltfong wäerte mer entspriechend upassen. An ech wollt och soen, well virdrun déi Kritik koum, déi awer och deelweis vun alle Riedner opgeworf gouf, dat ass, datt gesot ginn ass: Dat do brëngt dem Secteur näischt. Dach, dat do brëngt dem Handwierk eng ganz Partie. Et ass virdru vum Kolleeg Gast Gibéryen gesot ginn. Ech si fest dovunner iwwerzeegt, datt dat dote ganz vill dem Handwierk wäert brëngen. An ech denken, datt virun allem déi Proximitéit vun dem Modell Klimapakt derfir wäert suergen.

An da betounen ech nach eemol, datt virun allem d'Albausanéierung ee ganz wesentlechen Aspekt ass. Mir hunn och probéiert, de Moossnamekatalog nach méi staark an déi Richtung ze achséieren, datt virun allem um Niveau vun de Stéit d'Albausanéierung eng Roll spillt. Genausou wéi mer wëllen dat am Reglement vun 2009 maachen, wat mer dann deemnächst wäerten och am Regierungsrot unhuelen, datt virun allem och do verstäerkt Wäert op d'Albausanéierung geluecht gëtt.

Gutt, et goufen eng sëllech Diskussiounen - fir a Richtung vum Schluss ze kommen -: Déi eng wollte méi streng, méi uerdnungspolitesch virgoen am Klimapakt, anerer wollten de Schwéierpunkt méi op déi fräi Verantwortung leeën, anerer, nach anerer wollten nëmmen op Basis vun enger quantitativer Approche virgoen. Ech mengen awer, datt mer an der Tëschenzäit elo e gudden, e ganz gudden, fir net ze soen exzellente Kompromëss um Dësch leien hunn, deen all dat, déi Iwwerleeungen elo do alleguerte berücksichtegt.

Dacks kréie mer jo virgehäit als Regierung, mir géifen ze komplizéiert, administrativ ze komplex Saache maachen, mir géifen d'Rad all Kéier nei erfannen, mä dat hu mer, mengen ech, hei net. Hei setze mer op e bewährt Rad, nämlech den EEA, European Energy Award, an zousätzlech mat deenen Ziler, quantifizéierbar um Niveau vun den Infrastrukture vun de Gemengen, um Niveau vun de Stéit an de Gemengen, an ech mengen, datt dat ee ganz wichtegen Aspekt ass.

Als Konklusioun, ech denken, datt et e ganz équilibréierte Projet ass, e Projet, deen dem Klimaschutz richteg eppes wäert brëngen, well e ganz konkret, ganz praktesch orientéiert ass, a virun allem och, well d'Regierung hei mat de Gemengen, mat der Chamber, mat der Zivilgesellschaft e Projet ficeléiert huet.

An ech wollt och nach eemol soen, well de Camille Gira dat opgeworf huet, déi Punkten, déi vun der Zivilgesellschaft proposéiert goufen, datt déi, wéi gesot, zu engem ganz groussen Deel wäerte berücksichtegt ginn, an am Hierscht, am Oktober wäerte mer dat och op den Dësch leeën, soudatt een herno, wann een de Moossnamekatalog um Dësch leien huet, ka soen, dat do ass dat, wat op d'Lëtzebuerger Verhältnisser absolut passt.

D'Klimabündnis- a vill aner Gemengen hunn an deene leschte Jore vill geleescht, fir dem Klimaschutz - ech hunn et virdru gesot -, dem Klimaschutz e Gesiicht ginn. A fir am Klimaschutz an an der nohalteger Energiepolitik virunzekommen, mengen ech, datt d'Regierung a mengen Aen nëmmen ee Choix huet. Dat ass deen, déi eegen Efforte mat den Efforte vun de Gemengen ze verbannen, an duerfir wollt ech zum Schluss Merci soe fir déi breet Zoustëmmung.

M. le Président.- Merci dem delegéierten Nohaltegkeetsminister. Den Här Berger hätt nach eng Fro.

M. Eugène Berger *(DP).*- Här Minister, ech wéilt dem Minister kuerz eng Fro stellen. Ech hat et virdrun opgeworf, de Minister huet et jo elo selwer nach eng Kéier gesot, datt se och wéilten Efforte maache beim Assainissement vun den Haiser. An ech hat virdrun déi Fro opgeworf vun eiser Motioun vun der Klimabank, an ech hat elo net héieren, datt de Minister derzou Stellung geholl huet. Wann en eis vläicht kéint soen, wou d'Aarbechte vun der Regierung an deem Kontext dru sinn oder wat do deemnächst ze erwaarden ass.

M. Marco Schank, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures.*- Also, ech hat et schonn héieren. Ech hat, mengen ech, och kuerz gesot, datt ech dat wéilt am Kader vun der Logementsdiskussioun hei soen. Ech kann et awer och op dëser Plaz elo preziséieren.

Et ass esou, datt de Logementsminister sech mam Finanzminister eens ass, datt effektiv d'Banken op der Plaz dat do solle maachen - dat do ass eng Aufgab fir d'Banken op der Plaz - an datt och de Finanzminister entspriechend Démarchë geholl huet respektiv hëlt, soudatt dat net vergiess ass.

Ech wëll awer däitlech maachen, datt op där anerer Säit, also nieft deem, datt d'Banke sollen aktiv ginn, well virdrun déi Fro och, mengen ech, vum Gast Gibéryen opgeworf gouf: Et gëtt elo schonn d'Subvention respektiv d'Bonification d'intérêts. Déi ginn elo schonn d'Méiglechkeet, wann een higeet an d'Leit, déi a Fro kommen, déi déi Konditiounen erfëllen, maachen eng energetesch Sanéierung, kënnen déi elo scho gehollef kréien, also Zënsvergütungen elo scho kréien, an dann…

(Interruption)

Gelift?

(Interruption)

Une voix.- E verbëllegten Zëns?

M. Marco Schank, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures.*- Jo. E verbëllegten Zëns, genau dat, jo. Dat gëtt et elo schonn. Zënter dem 01.01.2009 gëtt et dat.

(Interruptions)

Jo, jo, neen, ech wollt just soen, datt et dat scho gëtt. An den Éco-prêt à taux zéro, deen ech wäert fixéieren am 79er Gesetz, och deen ass souzesoe fäerdeg. Dat ass natierlech geduecht virun allem och fir Leit, déi elo vläicht manner verdéngen, mä dat ass ee ganz wichtegen Aspekt.

An da wëlle mer och, dat si mer amgaangen, mat eise Juristen diskutéieren; ech kommen nach eng Kéier op d'Reglement zréck vun den Aiden, wat mer elo bis Enn 2012 musse prett hunn. Och do si mer amgaangen, eng Démarche ze studéieren, ob een net kann higoen an déi Suen, déi d'Leit zegutt hunn, scho kann de Leit erloossen, datt d'Leit déi net musse virstrecken. Fir och do ze kucken... Esou Beispiller gëtt et an Deeler vum Ausland. Mir sinn amgaang ze kucken och do, ob dat méiglech ass.

M. le Président.- Merci. Domadder wär d'Diskussioun definitiv ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6359 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

De Vote ass ofgeschloss an de Projet de loi 6359 ass ugeholl mat 51 Jo-Stëmmen an 8 Enthalungen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6359 est adopté par 50 voix pour et 9 abstentions.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Christine Doerner), Nancy Arendt (par Mme Martine Mergen), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Marie-Josée Frank), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter (par M. Félix Eischen);

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Se sont abstenus: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner.

Wëllt ee seng Abstentioun begrënnen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Als nächste Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg hu mer eng Orientéierungsdebatt iwwert de Logement. D'Riedezäit ass hei nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Lies an Etgen, d'Madame Spautz an den Här Henckes. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Henri Kox als Vertrieder vun der Fraktioun vun deene Gréngen, déi dës Debatt ugefrot huet. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

3. Débat d'orientation sur la politique du logement

Exposé

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Hären, Enn Mee huet de Finanzminister Frieden op enger Podiumsdiskussioun vum „Lëtzebuerger Wort" an der KPMG folgende vill zitéierte Saz gesot: „D'staatlech Bäihëllefen hunn derzou bäigedroen, dass d'Wunnen zu Lëtzebuerg méi deier ginn ass, a mussen dowéinst op de Leescht geholl ginn." D'Nofro vun de Leit wier duerch Primen a Subside gestäerkt ginn, mä et wier näischt fir d'Offer gemaach ginn, esou de Constat vum Minister. Et misst ee sech dowéinst d'Fro stellen, ob d'Hëllefe fir d'Privatleit, d'Gemengen oder d'Entreprisen net vläicht ofgeschaf misste ginn, well sech erausgestallt huet, dass se kontraproduktiv sinn.

Nëmmen e puer Deeg virum Finanzminister Frieden senger Ausso huet de Jean-Claude Juncker hei an der Chamber, bei der Ried zur Lag vun der Natioun, sech iwwert d'Thematik vun de Wunnengspräisser geäussert an ënner anerem gesot: „Duerfir féiere mer eng Subventioun um Loyer an, ee sougenannte Mietzuschuss."

Bon, et freet ee sech, ob de Premier nach mam Finanzminister zesumme schwätzt. Een Dag seet deen een oder versprécht de Premierminister eng nei Prime oder eng nei Subventioun anzeféieren, an op deem aneren Dag seet seng riets Hand, d'Subventiounen hätten de Wunnengspräiss an d'Luucht gedriwwen a missten also erëm ofgeschafe ginn. Wien do sollt nach eppes verstoen, dee ka mir dat dann eng Kéier herno och nach méi no erklären.

(Interruption)

Dëst geet nach net duer: Säit Joren äifere mer u sech am Logement hei zu Lëtzebuerg der allgemenger Entwécklung hannendrun. Vum séchere Wee si mer u sech scho laang ofkomm. Et kann een och soen, 33 Joer CSV-Wunnengspolitik ass net grad bedeitend, an, wéi virdru scho gesot, et sinn net mir, déi dat gesot hunn, et ass dat engersäits de Premier schonn a vill zitéierte Rieden hei iwwert d'Failliteserklärung am Logement, an op där anerer Säit de Finanzminister, deen dann och nach dës Subventiounspolitik kontraproduktiv genannt huet.

Op déi rezent Aussoe vum Här Frieden an och vum Här Juncker hin hu mir als gréng Fraktioun duerfir wëllen eng Orientatiounsdebatt iwwert d'Wunnengsproblematik hei maachen. Dëst ass jo haut dann och de Fall.

Folgend Punkte wollte mer behandelen: éischtens e bëssen d'Offer an d'Demande eng Kéier kucken; zweetens e klenge Bilan ze maachen iwwert déi Instrumenter, déi de Moment do sinn, dat sief Paquet Logement, Pacte Logement, staatlech zousätzlech Bäihëllefen an och nach aner Instrumenter; an drëttens awer och kucken, wéi déi staatlech, awer och déi kommunal Acteuren um Terrain derzou bäidroen oder net derzou bäidroen, fir de Wunnengsmarché e bëssen ze stimuléieren.

Ier mer also an d'Vakanz ginn, vläicht den Dauerbrenner nach eng Kéier vun der Lëtzebuerger Politik - d'Logementspolitik - e bësse méi beliichten. Am Verglach mat de Resultater vun den Examen, déi elo erauskomm sinn an dëser Woch vun de Premières- an Treizièmesexamen, kann ee jiddefalls soen, wann een hei de Bilan zitt iwwert der Regierung hiert Resultat an der Logementspolitik, ma hei gëtt et eng säfteg Datz, an et misst een u sech en Travail de vacances matginn, an der Hoffnung, dass dat d'Situatioun e bëssen offiedert.

Vläicht zu der Situatioun...

M. Fernand Boden *(CSV).*- Här Kox, wéi vill Leit hunn zu Lëtzebuerg en Eegenheem? Wéi vill Prozent vun de Leit hunn en Eegenheem?

M. Henri Kox *(déi gréng).*- 70%.

M. Fernand Boden *(CSV).*- Voilà. Gëtt et dat am Ausland dorëmmer?

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Dat ass jo grad de Problem. Wann Der elo nolauschtert, da soen ech Iech...

M. Fernand Boden *(CSV).*- Okay.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- …firwat mer…

M. Fernand Boden *(CSV).*- Ech si frou, datt déi Leit en Eegenheem hunn.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Jo, jo.

(Interruption)

Une voix.- Wann dat méi deier ass wéi lounen ze goen, hu mer näischt geschafft!

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Och dat. Gitt mer eng Chance, ech kommen drop zréck. Ech kommen drop zréck!

(Interruptions diverses)

Gutt, ech waarden e bëssen of. Mir kommen...

(Hilarité)

Also, mir hunn ee Problem. Et ass natierlech net e Problem, mä et ass e Constat: Säit zéng Joer hu mer an der Moyenne, dat si 7.230 nei Awunner (veuillez ajouter: all Joer) hei zu Lëtzebuerg. Dat ass einfach e Constat an dat huele mer och un.

Mir haten 2004, mengen ech, den IVL gemaach, eng Etüd, Integréierte (veuillez lire: Integrative) Verkéiers- a Landesentwécklungskonzept. Do hate mer zwee Zeenarien, een Zeenario, wou et op d'Awunnersteigerung gaangen ass, an deen anere war de Pendlerzeenario, wou gesot gëtt - beim éischten -, wa mer Awunner huelen, all déi nei Aarbechtsplazen, all déi Leit, déi do kommen, sollen hei wunnen, a beim Pendlerzeenario hate mer gesot, okay, déi bleiwe weider nach am Pendlerfloss an déi kommen dann erëm all Kéier iwwert d'Grenzen.

Déi zwee Zeenarien, déi zwee Zeenarie sinn haut, allen zwee, gläichzäiteg a parallell scho méi wäit gaange wéi deemools do virgeschloen oder ausgerechent. Dat heescht, d'Wunnengsnofro ass a bleift deementspriechend extrem héich.

Bon, dee Wuesstum kréie mer awer nëmmen dann an de Gréff, wa mer - an dat sinn eng Rei Etüden, déi dat gesot hunn - mindestens 6.000 Unitéite baue pro Joer. Mir hunn awer an de leschte Joren, vun 2006 bis 2009, eng Kéier 2.300, 3.000, 4.500, an 3.800 Wunnenge kreéiert.

Vläicht och do nëmmen eng kleng Klammer: Et ass ëmmer gesot ginn, d'2004er Aménagementsgesetz géif de Wunnengsmarché bremsen. Et huet een awer gesinn, no 2004 ass

d'Kurv extrem an d'Luucht gaangen. Et ass eréischt gebremst ginn duerch d'Kris. 2008, 2009 ass och um Wunnengsmarché e Pic, deen erofgaangen ass, an dat kann ee ganz gutt bei den Etüden oder bei de Statistike vum Statec nosichen.

Zousätzlech, an dat ass awer och e Lëtzebuerger… Also, de Plan directeur sectoriel «Logement» - fir och vläicht deen nach ze soen - seet, mir brauche mindestens 3.400 Wunnengen. Och dat ass schonn iwwerlieft, och dat geet net duer.

(Mme Lydie Polfer prend la présidence.)

Dann ass ee Phenomeen, deen och zu Lëtzebuerg ganz extrem ass: D'Wunnengsgréisst huet säit ´92 bis haut, oder 2009, ëm 16% zougeholl. Dat heescht, mir hunn ëmmer méi grouss Wunnflächen, an déi Wunnfläche sinn haut bei den Haiser 189 m² a bei den Appartementer 88 m². Vergläicht een déi Gréisste mat de Gréissten am Ausland, kënnt och do e Constat, en erschreckende Constat: An Däitschland leie mer bei 130 m² an a Frankräich ënner 100 m². A wann een dann d'Wunnengsbaubedarfsanalys vu Stadt und Land vu Wien, déi 2007 eng Analys gemaach hunn, eng Entwécklungsanalys vun dem Lëtzebuerger Wunnengsmarché, liest, da soen déi zousätzlech, 2020 wieren en Drëttel vun den 160.000 Wunnengen, déi mer dann deemools gehat hätten oder aus där Etüd oder 2020 hunn, dass do de Bestand total ënnerbeluecht wier. Dat heescht, mir hunn extrem héich Wunnengen. Wann een dat alles zesummenhëlt, ass et schonn normal, dass hei a Lëtzebuerg de Präis esou extrem gestiegen ass, dass et scho Vergläicher gëtt och mam Ausland wéi Basel oder Genf, déi an därselwechter Konstellatioun sinn, wou och immens vill Aarbechtsplazen an där Regioun oder an där Stad implantéiert sinn, an dass och do iwwert d'Grenz eraus ganz vill Pendler ëmmer eriwwerkommen an och do d'Präisser extrem héich sinn.

Ee Phenomeen ass awer, an dat bleift och: Mir hunn eng Präissteigerung gehat vu ´95 bis 2000 ëm 7% jährlech, awer wann ee vergläicht, wéi a wou de Präis an d'Luucht gaangen ass, ass et net dat Bauen, wat méi deier ass, well de Bauindex gëtt dat e bëssen zréck, och mat der Inflatioun, mä wat an d'Luucht gaangen ass, dat ass ganz kloer, et ass d'Bauland, et ass den Terrain, deen eis fortgelaf ass, et ass den Terrain, deen iwwerdriwwen an d'Luucht gaangen ass, obschonns mer Terrainen hunn u sech, fir déi Pénurie e bëssen opzefänken.

Mir hunn 2.700 ha ausgemaach, déi och innerhalb vun eisem Perimeter deels do sinn, déi sinn direkt oder sinn net direkt mobiliséierbar, awer ee grousse Problem ass: 80% vun deenen Terraine sinn a privaten Hänn an nëmmen 20% an öffentlecher, an dovunner sinn de Moment 33% - esou emol laut den Etüden, déi ech gekuckt hunn - a konkrete Projeten, déi u sech an der Ëmsetzung sinn.

Ee ganz grousse Manktum, dat ass de sozialen oder subventionéierte Wunnengsmarché. Do gëtt geschwat vu just 2% oder gläichbedeitend 4.000 Unitéiten. Dat wiere 7% vun eisem Wunnengsmarché. Wann een do vergläicht an iwwert d'Grenze kuckt, da gesi mer do: Holland 32%, Éisträich 23%, England 18% oder Frankräich 17%.

An dann, wann ee sech och do e bëssen duerch d'Statistike wullt: D'Sozialwunnenge gi vun den Acteuren aus der Sozialpolitik mat 26.000 beziffert. Woubäi déi 26.000, dat sinn da 15% vun eisen Haushalter, déi u sech an esou Wunnengsforme missten ënnerkommen, sief et a sozialen Dirtektwunnengen oder e bëssen dee sougenannten erschwéngleche Wunnraum, deen nach do ass.

Déi Chiffren hunn ech aus dem Sozialalmanach vun 2012. Ech muss soen - an do maachen ech och gären eng kleng Klammer op -, dass dee Sozialalmanach eng ganz flott Zesummestellung huet vun der Wunnengsproblematik hei a Lëtzebuerg an dass et e ganz flotte Bäitrag ass, fir en Iwwerbléck ze kréien. Ech denken, et ass bal schonn eng Flichtlecture e bësse fir een, dee sech mam Logement beschäftegt, an och doriwwer eraus misst et och déi aner interesséieren.

An och de Minister - well de Sozialalmanach besteet aus enger Rei vun Artikele vun ënnerschiddleche Leit - huet en Artikel drageschriwwen, mam Titel: „Plädoyer für ein nachhaltiges Wohnen in Luxemburg". An ech wéilt just een Deel dovun zitéieren: „Wir können nicht einerseits die zunehmende Ressourcenknappheit thematisieren ohne unsere Konsummuster zu hinterfragen. Dies reicht vun der Größe unserer Hausparzellen, über die Größe unserer Wohnungen bis hin zu unserem Mobilitätsverhalten. Demnach sollen wir uns beim Thema Wohnen zunehmend die Frage nach dem ‚Wie viel ist genug um dennoch gut leben zu können?' stellen."

Dat ass eng Ausso vum Minister am Sozialalmanach. Et ass awer éischter eng Moralpriedegt an deem Sënn, dass een do soll u sech selwer schaffen. Ech denken awer, fir d'Wunnengsproblematik hei a Lëtzebuerg an de Gréff ze kréien, brauche mer ganz richteg an néideg Instrumenter, Handlungsméiglechkeete fir all d'Acteuren, fir dann déi konkret Moossnamen um Terrain kënnen ëmzesetzen, sougenannten ordnungspolitesch Moossnamen, wou ech méi spéit drop zréckkommen.

Ee Punkt, dat ass d'Statistik, wou mer eis schwéierdinn. Wann een déi ënnerschiddlech Etüde liest, kënnt een ëmmer op ënnerschiddlech Aussoen. Ech mengen, de President vun der Logementskommissioun - de Marc Lies - hat den 21. Mee an eiser Sitzung gesot, dass déi Zuel vun deene 26.000, déi ech gesot hunn iwwert d'Sozialwunnengen, déi géife feelen, net richteg wier. Hien huet do sech zréck op d'Croix-Rouge gestäipt, déi op aner Zuele kënnt.

Et wier endlech wichteg, mengen ech, dass mer méi eng Kohärenz tëschent den ënnerschiddlechen Zuelen an den Opnahme kréichen, dass mer och effektiv wëssen, a wéi eng Richtung et geet. De Statec huet sech jo nei opgestallt, en huet och nei Instrumenter kritt, en huet nei Leit kritt. Vläicht misste mer do kucken, fir do méi kloer eranzekommen.

Eppes ass awer sécher - an dat huet déi Debatt vu virun enger Woch oder zwou Wochen och hei gewisen, wou mer iwwert d'Sans-abrië geschwat hunn -, dass dee Manktum grouss ass. Ech mengen, souwuel déi Escher wéi och déi Stater, déi hei op dëser Tribün e bëssen hir Erfahrung matgedeelt hunn, weisen op déi Problematik hin, an do si mer all an der Verantwortung. Ech denken, och d'Gemengen alleguer, och déi am Norden, well do ass och d'Diskussioun ëm den Norde gaangen, an ech mengen, och mir am Osten hunn do en Nachholbedarf, fir an deem Beräich täteg ze ginn.

Ech kommen dann nach zu eenzelnen Instrumenter, déi ënnerwee sinn. Eent natierlech, dat ass de Pacte Logement, dee vill gepriese gëtt, jiddefalls vu Regierungssäit. Ech mengen, wann ech awer dem Här Frieden elo nolauschteren, stellt deen awer dee Pakt och mat der Subventioun e bëssen a Fro. Well besonnesch ee Punkt hat eis ëmmer dru gestéiert. Dat war déi Réckausbezuelung un d'Gemengen, déi eppes an der Vergaangenheet gemaach hunn.

Well dat war just eng quantitativ Ausso. Dat heescht, do ass et gewuess. Firwat ass dat gewuess? Well do Bauterrain zur Verfügung war. Et war méi einfach, fir do ze bauen, an dofir ass do eppes entstanen. Et huet awer kee richtege Kritär bestanen, also kee richtegen novollzéibare Kritär. Et war kee Kritär do vun der Nohaltegkeet, wat do passéiert ass. Et war kee Kritär vun der Landesplanung do. A wat nach méi wichteg ass, an dat ass eben nach virun zwou Wochen och hei diskutéiert ginn: Et war kee Kritär vun der sozialer Mixitéit do.

Mir hunn awer ganz vill Suen un d'Gemengen ausgeschott, well se einfach Bauterrain haten. Wann ech elo drun erënneren un déi Diskussioun vu virdru beim Klimapakt, do hu mer dat net gemaach. Do wier et méi sënnvoll gewiescht, deene Gemengen eppes ze ginn, déi an der Vergaangenheet am Klima eppes gemaach hunn, wéi am Wunnengsbau, déi jo éischter d'Chance vum Terrain hate wéi vun enger iwwerluechtener nohalteger Wunnengspolitik.

Ma een Argument - an do ginn ech dem Här Minister net esou onrecht, trotzdeem -, e seet ëmmer: „Domadder hu mer d'Gemengen an d'Boot kritt." Ech mengen, en ass e bësse ronderëm gaang. Dat kann ech net ofstreiden. Ech war jo selwer schonn op där enger oder där anerer Veranstaltung derbäi, déi och interessant war, mä et geet nach net duer mat deenen Instrumenter. Ech komme méi spéit drop zréck. Ech mengen awer, et sinn och aner Instrumenter do gewiescht, ouni dass een do esou vill Suen hätt missen ausbezuelen, déi awer näischt zum direkte Wunnengsausbau oder der Wunnengsméiprogressioun bäigedroen hunn.

Ech kommen da vläicht zu deenen eenzelne Moossnamen, fir d'Spekulatioun e bëssen anzedämmen. Mir wësse vun de Gemengen aus, dass mer verschidden Instrumenter kritt hunn. Ech denken do un d'Grondsteier, dass mer e B6 hunn, a sech e Bauterrain, deen direkt erschléissbar ass, deen direkt ka bebaut ginn, anescht kënnen ze besteieren. Mir mengen awer, dass dat net duergeet. Mir wäerten och herno zum Schluss vu menger Interventioun déi eng oder déi aner Motioun do presentéieren.

Dann d'Taxen; déi fir eidelstoend Wunnengen. Och do hu mer missen op d'Gemenge waarden, dass déi eppes gemaach hunn. Ech denken do virun allem, Biekerech huet do virgeluecht gehat. Esch huet elo virgeluecht. D'Stad Lëtzebuerg huet dat virun zwee, dräi Joer probéiert, war net direkt duerchkomm. Se hunn awer elo schonn d'Ausso gemaach, dass se an déi Richtung wëlle goen.

Festzestellen ass awer, do war eng Kéier e grénge Buergermeeschter, eng Kéier e roude Buergermeeschter, an och e bloe Buergermeeschter, och a Kombinatioun mat Gréngen. A wann ech dann op menger rietser Säit kucken, de Moment schéngt dat net esou interessant ze si fir déi Fraktioun. Do ass de Moment kee Buergermeeschter - dat hunn ech nach net héieren -, deen do an déi Richtung gaange wier,…

(Interruption)

…fir déi Taxe wëllen anzeféieren.

(Interruptions diverses)

Och den Innenministère war net ëmmer ganz proaktiv. Soubal Wunnengspolitik oder Wunnengsdémarchë vun den eenzelne Gemengen ënnerholl gi sinn, war net onbedéngt d'Hëllef do. Et war net eng proaktiv Hëllefstellung vum Innenministère do, well éischter gemengt ginn ass: Wunnengsbau ass och net onbedéngt d'Kompetenz vun de Gemengen. Wou ech awer mengen, dass mer dat haut anescht sollte kucken. An och do wäert ech herno eng Motioun wëllen déposéieren.

Mir hunn effektiv keng Traditioun an de Gemengen. Vill Landgemengen, och mëttelgrouss Gemengen, hunn net esou déi Efforte gemaach, wéi aner Gemengen dat gemaach hunn, wéi d'Stad Lëtzebuerg, d'Stad Esch oder nach Déifferdeng, déi scho méi eng laang Traditioun an där Politik hunn.

Wat do feelt, an dat ass scho laang eng Fuerderung vun eis, dat ass déi sougenannte Wunnengsbaugesellschaft. Ech mengen, déi ass elo schonn an e puer Réunioune vum Minister ugeschwat ginn. En hat et och an der Réunioun vum 21. Mee an der Chamberskommissioun gesot, Mëtt Juni, wann ech mech gutt erënneren.

(Interruption)

Mä bon, elo si mer Juli. Et ass nach ëmmer net richteg do. An et ass dat, wat mer brauchen. Et ass dat, wat eis hëlleft an déi Richtung kënnen ze goen, fir wierklech de Gemengen ënnert d'Äerm ze gräifen. Ech hunn dat och scho bei verschiddenen Entrevuen ausgedréckt. An ech waarden och selwer als Buergermeeschter vun enger klenger Stad op déi Instrumenter, fir méi Hëllefstellungen op deem Punkt ze kréien. Mir si prett, fir do an déi Richtung matzehëllefen.

E weidere Punkt, dat ass d'Ëmsetzung vum Pacte Logement och deels. Dat ass dee sougenannte Kritär vun deenen 10% bei engem Hektar, deen erschloss gëtt, fir do soziale Wunnengsbau ze maachen. Ech weess vu Gespréicher mat Leit aus der Stad Lëtzebuerg, dass dat guer net esou evident war, fir do mat de Promoteuren eenszeginn, fir do eng richteg Démarche erauszekréien.

De Moment sinn offiziell 77 Logementer an deem Kader erauskomm. Wann ech dat mat deenen Zuele vergläichen, déi ech am Ufank gesot hunn, déi feelen, dann ass dat eng Drëps op de waarme Steen. Also, domadder komme mer nach net direkt weider.

Och d'öffentlech Träger. Ech mengen de Fonds du Logement oder SNHBM brauchen… Oder et geet nach net duer an deem Marché alles opzepeppen an de Retard opzehuelen.

De Paquet Logement, dat ass u sech keen Instrument, mä et ass eng Abberzuel vun Instrumenter a Mesuren. Ech mengen, och do verweisen ech op de Sozialalmanach op d'Säiten 142, 143, an 144, wou ganz flott duergestallt ass, wéi déi Instrumenter sinn. Ech wëll déi och do net eenzel opzielen, well dat sinn u sech awer Instrumenter, déi éischter a Richtung vun dem Bestand ginn. Et si ganz vill Saachen, fir am energetesche Beräich eppes ze maachen, wat sécher sënnvoll ass, wat och richteg ass. Awer eppes feelt, dass mer keng Mobiliséierung direkt kréie vun de Bauterrainen.

Mir kréien dat net direkt op de Marché, an dat, wat mer gären hätten. Ech huelen do just zwee Punkten eraus, dat ass eng Kéier d'Allocation de loyer et de logement. Do wollt ech just drop agoen. An ee Punkt ass och Cadre juridique pour l'AIS - dat ass d'Agence Immobilière Sociale -, wou ech wollt e puer Wuert driwwer soen.

D'Allocation de loyer, mengen ech, ass bedenklech. Et weess een net, a wéi eng Richtung dat geet. Do feelt dann awer d'Instrument. A wann ee vergläicht, wat a Frankräich leeft, wat an Däitschland leeft. Et ass och an England och am Sozialalmanach ganz gutt erklärt, wat do ofleeft. Wat bei eis awer feelt, ass dann d'Philosophie wéi an Däitschland, de Mietspiegel, dass een dann och ganz kloer Kontrolle mécht a kuckt, wéi de Mietspiegel zesummegesat ass, dass een och emol iwwerpréift, wéi dat am Realen ass. An dat feelt bei eis an deem.

Ech weess net, wéi konkret dat elo bei lech ass - vläicht kënnt Der mer dorobber äntwerten -, ob dat ganz kloer an deem Moment ass. Jiddefalls, wat fir mech gläichzäiteg a parallell muss passéieren, dat ass den Ausbau vu Logements sociaux, dat ass d'Kontroll vun de Loyeren. An dann, mengen ech, kann een duerchaus emol iwwer eng Subventioun nodenken, ouni se wëllen direkt ëmzesetzen, well d'pervers Réckkopplung ka sinn, dass d'Suen direkt duerchgehend bei de Propriétaire lafen. An dann hu mer erëm dat gemaach, wat mer de Moment bei de Bauterrainen hunn, dass praktesch nëmmen d'Propriétairen dovunner profitéieren.

Dann, et geet an deem 21-Punkte-Paquet och nach ëm de Cadre juridique fir d'AIS. Et muss een éischtens soen, dass dat eng ganz gutt Initiativ ass, dass do eng ganz Rei flott Instrumenter geschafe ginn, wëssend awer, dass se total iwwerfuerdert sinn, dass se net genuch Leit hunn, dass se déi Aufgaben net kënne richteg ëmsetzen. Do feelt eng Hëllef; ganz kloer.

Mir, denken ech, wiere frou, wa mer et kéinte flächendeckend an d'Regiounen implizéieren; d'Iddi, vläicht souguer zesumme mat den Office-socialen. Do hu mer jo e Kader geschafen, déi d'Problematik um Terrain kennen. Wann ee mam AIS, mat den Office-sociale gläichzäiteg och, wéi de Camille Gira et am Kanton Réiden probéiert, d'Gemenge mat an d'Verantwortung hëlt, fir dass si d'Garantie gi bei der Renovatioun vu Gebaier, dass mer d'Energieaarmut och domadder kënne bekämpfen, denken ech, hu mer eng ganz gutt Léisung do fonnt.

Gutt. Ech kommen dann zu der Positioun, wou mer wollten nei Elementer mat an d'Diskussioun erabréngen. Et ass jo eng Orientatiounsdebatt. Et ass jo do, wou mer sollten eis Iddien op den Dësch leeën. Mir leeë se och ganz gären op den Dësch. An dat ass ganz kloer: Mir mussen ee Paradigmewiessel am Wunnengsbau ustriewen. An dat ass d'Verantwortung souwuel vum Stat, awer och vun de Gemengen. An déi wëll ech net erausloossen.

Déi fundamental Fro bleift awer nach ëmmer: Wëlle mer dee Wuesstum nach ëmmer an der Zukunft esou weiderdreiwen? Mir wëssen, a villen Domäner geet et net méi op. Awer soulaang deen Zouwuess nach ass, musse mer an der Wunnengsproblematik eppes änneren.

Et geet net méi, dass mer dat just iwwer Ureizer maachen, dass mer Gelder duerch d'Géigend ginn. Da kréie mer dat net méi an d'Rei. Do ginn et ganz vill Verléierer. Et gëtt praktesch just nach ee Gewënner, an dat sinn d'Propriétairë vu Bauterrainen. An dat kënne mer do net méi zouloossen, mengen ech. An do geet et och net duer, wann de Premier hei an der Lag vun der Natioun eng Moralpriedegt iwwert déi béis Propriétairen hält, an déi mussen an d'Verantwortung geholl ginn, an esou weider an esou fort. Ech denken, mir mussen Instrumenter schafen, dass mer och de Cadre politique derzou ginn. Ouni dat kréie mer dat net richteg an de Gréff.

De Moment ass jo d'Wunnengsbaupolitik - an dat huet den Här Boden hei nach eng Kéier ganz kloer virdrun a sengem Zwëscheruff gesot -, dass éischter d'Orientatioun a Richtung vun dem Eefamilljenhaus vun der Propriétéit geet, wou mer nach ëmmer bei 70% sinn. Awer all d'statistesch Etüde weisen, dass d'Propriétéit oder d'Eegenheem an der Zäit fortgeet, awer d'Demande, och doduerch, dass mer eng héich Migratioun hunn, era wéi eraus, déi sinn net erpirscht, fir onbedéngt e Besëtzer vun enger Wunneng ze ginn. Déi brauchen de locativë Marché. An de locativë Marché ass total ënnerbesat. An dofir brauche mer e Wunnengsparadigmewiessel.

An dofir ass déi Politik, déi mer elo säit Jore bedriwwen hunn, definitiv fir eis gescheitert. A mir brauchen eng Mainmise, eng Maîtrise vun der öffentlecher Hand fir op de Bauterrainen. An et ass doropshin, wou mer ganz kloer wëllen eng Motioun déposéieren.

An zweet Instrument ass awer och - an do huelen ech mech dann och selwer mat an d'Verantwortung - d'Gemenge mat an d'Boot ze huelen. Mir hunn et virdru beim Klimapakt gemaach. Mir hunn et versicht beim Pacte Logement, awer net richteg, net definitiv genuch. Mir haten d'Diskussioun bei de Flüchtlingen. Ech denken, dass d'Zäit räif ass, an dat musse mer, all déi Problematiken, déi mer elo um Terrain ze fannen hunn, dass mer effektiv d'Gemengen an d'Boot mussen huelen an deels mat contraignantë Moossnamen, dass all Gemeng seng Responsabilitéit muss iwwerhuelen - an do zielen ech mech och gäre mat dran -, fir allgemeng derzou ze brénge soziale Wunnengsbau, insbesondere Mietwunnengsbau, matzeleeën.

Dofir denken ech - an dat ass och, wat ech virdru gesot hunn, ech mengen, et war Prüfungszäit -: Et ass eng Datz ginn! An Dir wësst, an der Schoulreform wëlle mer jo kee méi duerchfale loossen. Dat ass jo vläicht net méi ugaang. Mir ginn hinnen och gär nach eng Chance, un d'Regierung. Dofir kréie se en Travail de vacances. An ech déposéieren da véier Motiounen:

Déi eng geet ëm Bauterrainen an d'öffentlech Hand.

Déi zweet geet ëm d'Reform vun der Grondsteier.

An déi drëtt Motioun ass eng Verbesserung vum Pacte Logement.

An déi véiert ass effektiv de Mietwunnengsbau, och an de Gemengen. An da kommen natierlech déi eidelstoend Wunnengen, wou d'Taxen, wou d'Gemengen, wou jo elo en Instrument do ass, fir an déi Richtung ze goen. Ech mengen, mir hunn och scho bei eis kuerz analyséiert, dass mer an déi Richtung ginn. Déi Baulückegeschicht muss och kommen, de B6, dass dee méi systematesch duerchgefouert gëtt, an dann net zu Lescht d'Wunnengsgesellschaft.

Da wëll ech zu deenen eenzelne Motioune Stellung huelen.

Eng éischt Motioun, wou mer soen: Fir eis ass et wichteg, dass de Pouvoir public ganz kloer op Terrainen d'Mainmise sollt kréien. A mir hunn eis och e bëssen ëmfrot. Mir waren op Wittlich zum Beispill. Wittlich läit hei an der Eifel net wäit ewech, eng Stad vun 18.000, 19.000 Awunner, en CDU-Buergermeeschter, deen eng ganz proaktiv Wunnengsbaupolitik mécht. Well et ass do nëmme méiglech, wa Bauland ausgewise gëtt, wann et an d'öffentlech Hand kënnt. Soss geet et net, soss kënnt et net an de Perimeter. An et ass nëmmen do, wou si dann aktiv ginn, och do, wou si dann Terrainen erschléissen, an dee sougenannte Sozialwunnengsbau, an den erschwéngleche Wunnraum maachen, an dann och Kritären un hir Bevölkerung kënnen ausdeelen. Dat ass eng Revisioun. All fënnef bis zéng Joer gëtt de Perimeter iwwerkuckt. A si hunn déi Instrumenter. Et war en CDU-Mann, deen dat agefouert huet, en FDP-Buergermeeschter huet et weidergefouert, an de jëtzegen CDU-Buergermeeschter féiert dat ganz richteg weider.

Ech hu mech awer och informéiert zu Pärel. Pärel maachen et d'selwecht. Pärel, wësst Der mëttlerweil, de Päreler Buergermeeschter, hie gëtt den 61. Deputéierten, well mëttlerweil huet en 1.600 Lëtzebuerger do wunnen. En huet der geschwë méi wéi Schengen vis-à-vis. Dat heescht, och do maache se déiselwecht Politik: D'Ausweitung vu Bauland geet nëmmen dann einher mat der Gemeng, wann d'Gemeng dann och déi Terrainen zur Verfügung gestallt kritt an dann d'Gemeng déi néideg Infrastrukturkäschten dozou mécht. Dofir hunn ech eng Motioun 1, déi ech dann dono dem President wäert weiderginn.

Eng Motioun 2. An ech si frou, dass de Budgetsrapporteur vum leschte Joer nach am Haus uwesend hei ass, deen e ganz flotte Rapport do gemaach huet. Ënner anerem war et d'Moossnam 47 a sengem Paket, wou en insbesondere drop higewisen huet, dass ons Grondsteier absolut iwwerlieft ass. Si kënnt aus engem Zäitalter vun 1940. Dat huet extrem evaluéiert. Et sinn och Inégalitéiten entstanen tëscht den ënnerschiddleche Lokalitéiten. Do, wou den Terrain soll sinn, ass den Terrain innerhalb vum Perimeter? Ass den Terrain ausserhalb vum Perimeter? An esou weider.

An e seet selwer a sengem Rapport: «Une imposition plus appropriée de la propriété immobilière répond à une plus grande équité fiscale.» A mir kënnen dat nëmmen ënnerstëtzen. An dofir mengen ech, dass dat eng ganz flott a richteg Démarche war vum Gilles Roth. An dofir déposéiere mer dann eng zweet Motioun, fir dass d'Regierung sech där Hausaufgab unhëlt a méiglechst do esou séier wéi méiglech eng Reform an Ugréff hëlt, fir den Impôt foncier dann och op de Leescht ze huelen.

Eng drëtt Motioun ass dat, wat an der Stad Lëtzebuerg erlieft ginn ass ebe bei der Ëmsetzung vum Pacte Logement, insbesondere bei där 10%eger Obligatioun an engem Lotissement vun engem Hektar, fir dass och do vläicht sech Gedanke gemaach gëtt, an dat esou séier wéi méiglech, eng Convention type auszeschaffen, wéi ee mam Promoteur sief et public oder och privat ëmgeet, fir dass dat och wierklech de Fall sollt sinn.

An dann eng lescht, vläicht och eng vun deene wichtegsten, mengen ech awer och, dass mer d'Gemengen esou wäit an d'Verantwortung huelen, dass jiddwereen hei am Land allgemeng sech der Verantwortung bewosst ass. Dass e Manktum do ass u soziale Wunnengen, wësse mer. Dass mer do musse proaktiv hëllefen dat ëmzesetzen. Do verlaange mir, dass d'Gemengen eng Obligatioun kréien, fir an déi Richtung ze goen, dass d'Regierung sech sollt dat op de Leescht huelen. Et kann natierlech mat den öffentlechen Träger zesummegeschafft ginn, d'Responsabilitéit vun deem soll awer definitiv bei de Gemenge bleiwen, well soss stiele se sech och do deels aus der Verantwortung.

Dat sinn déi véier Motiounen, déi ech gären dem President iwwerreechen.

Mme le Président.- Merci.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Presidentin, pardon.

Mme le Président.- Merci. Merci.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant la hausse des prix de vente des nouveaux appartements et logements en construction au cours des 15 dernières années;

- considérant la part considérable des prix des terrains dans l'évolution des prix de vente des logements en construction;

- considérant les besoins au Luxembourg de créer des logements économiquement accessibles pour une large frange de la population;

- vu les surfaces considérables disponibles pour l'habitat à l'intérieur des périmètres d'agglomération des communes;

- considérant que ni l'État, ni les communes ne disposent en général de réserves foncières substantielles qui leur permettraient d'assurer une maîtrise suffisante du foncier;

- considérant les expériences intéressantes menées par des communes telle que Wittlich (commune allemande de 19.000 hab. située dans la région de l'Eifel) dans la gestion publique des terrains;

invite le Gouvernement

- à renforcer l'emprise des pouvoirs publics sur les terrains disponibles à l'habitation à travers un appui logistique et financier donné aux communes afin que le droit de préemption soit mis en œuvre de façon systématique également lors de la mise en œuvre des projets de lotissement d'envergure.

(s.) Henri Kox, Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Josée Lorsché, Viviane Loschetter.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- vu l'évolution des prix sur le marché du logement;

- vu les besoins en logement au Luxembourg et notamment dans le secteur du logement social;

- vu les surfaces de 2.701 hectares de terrains théoriquement disponibles pour l'habitat à l'intérieur des périmètres d'agglomération des communes (note n°18 de l'Observatoire de l'Habitat);

- vu les difficultés à mobiliser rapidement ces terrains à des fins d'habitation (suivant la note n°18 de l'OBS 72% des 2.701 ha ne seraient que lentement mobilisables);

- vu les outils disponibles afin de mobiliser ces terrains pour le logement et notamment l'impôt foncier comme mesure fiscale;

- vu que la base d'assiette pour le calcul de l'impôt foncier date de l'année 1940;

- vu que les recettes générées par l'impôt foncier au Luxembourg sont dérisoires par rapport aux pays voisins (1,5% des recettes communales au Luxembourg, contre 6% en Allemagne, 13% en France et 17% en Belgique);

- entendu Monsieur Gilles Roth, rapporteur du budget 2012, qui avait appelé le 6 décembre 2011 à réaliser une réforme de l'impôt foncier: «La détermination de l'impôt foncier sur base de la valeur unitaire est une opération complexe. Elle repose sur une évaluation anachronique des immeubles sur une base des prix de l'année 1940. Il s'ensuit une sous-évaluation massive de l'assiette imposable en général. À cela s'ajoutent des inégalités au niveau de l'évaluation des propriétés immobilières en fonction de leur localisation.»;

- entendu encore Monsieur Gilles Roth, rapporteur du budget 2012, selon lequel «Une imposition plus appropriée de la propriété immobilière répond à une plus grande équité fiscale.»;

invite le Gouvernement

- à élaborer à court terme une proposition de réforme de l'impôt foncier afin de mieux prendre en considération la valeur réelle des différents terrains en question.

(s.) Henri Kox, Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Josée Lorsché, Viviane Loschetter.

Motion 3

La Chambre des Députés,

- vu les dispositions en faveur du logement à coût modéré prévues dans le pacte logement (loi du 22 octobre 2008);

- vu notamment la disposition de l'Art 31 qui ajoute à l'article 29 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain le paragraphe suivant: «(5) Pour chaque plan d'aménagement particulier (PAP) dont la superficie du terrain à bâtir brut est supérieure ou égale à un hectare, il sera réservé une partie de 10% de la surface du terrain à bâtir net ou 10% des logements y construits à la réalisation de logements à coût modéré, destinés à des personnes répondant aux conditions d'octroi des primes de construction ou d'acquisition prévues par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement, dont les conditions et les prix de vente, respectivement de location sont arrêtés dans la convention prévue à l'article 36 de la présente loi.»;

- vu que cette disposition en faveur du logement à coût modéré s'avère difficilement réalisable dans le cadre de la mise en œuvre des PAP;

invite le Gouvernement

- à faire élaborer une convention type pour la mise en œuvre de cette disposition en faveur du logement à coût modéré.

(s.) Henri Kox, Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Josée Lorsché, Viviane Loschetter.

Motion 4

La Chambre des Députés,

- considérant les difficultés que connaît un nombre croissant de personnes pour accéder au logement;

- considérant que pour un nombre croissant de personnes les aides et primes étatiques ne suffisent pas à rendre l'accès à la propriété possible;

- considérant qu'en dépit des efforts étatiques en matière de création de logements subventionnés de nombreuses personnes ne peuvent pas accéder à la propriété;

- considérant que l'évolution du prix du locatif reflète l'évolution à la hausse des prix à la construction;

- considérant que pour ces mêmes personnes et pour ces raisons le locatif reste souvent aussi inaccessible que l'achat d'un immeuble;

- considérant que les seuls mécanismes du marché, même réglementés par l'intervention publique, ne suffiront pas à assurer l'accès au marché du logement locatif pour les personnes les plus démunies;

- considérant que les villes et communes ont une responsabilité à assumer en la matière;

invite le Gouvernement

- à étudier une législation spécifique qui définit la part du parc immobilier qui, à terme et pour chaque ville et commune du pays, devra être en propriété publique et disponible en locatif à des conditions plus favorables que celles du marché;

- à prévoir que les villes et communes devront veiller a ce que les buts définis soient atteints;

- à tenir les villes et communes pour responsables au cas où ces buts ne seraient pas atteints.

(s.) Henri Kox, Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Josée Lorsché, Viviane Loschetter.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Da kommen ech zum Schluss. Ech denken, dass mer eng Rei nei Etüden, nei Méiglechkeete ginn hunn, fir aus där Datz erauszekommen. Mir brauchen onbedéngt méi eng Dynamik, an insbesondere och bei de Gemengen.

Här Minister, Dir sidd an der Bringschuld, mengen ech, mä Dir sidd net eleng an der Obligatioun. An dat wëll ech Iech mat op de Wee ginn. Mir loossen Iech net eleng an dësem Dossier. Wann Der eis déi néideg Instrumenter zur Verfügung stellt - eis heescht, de Gemengen hei a Lëtzebuerg -, dann denken ech, dass d'Gemenge bereet sinn Hëllefstellung ze bidden an da kréie mer och nach munches ëmgesat.

An dësem Sënn soen ech da Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Ech ginn elo dem honorabelen Här Lies als nächstem Riedner d'Wuert. Ech soen dem Här Kox Merci.

Débat

M. Marc Lies *(CSV).*- Madame Presidentin, Här Minister, léif Kolleeginnen a léif Kolleegen, virop wéilt ech der gréngер Fraktioun, an hei besonnesch dem Koxen Heng Merci soe fir dësen Débat d'orientation. Beim Pacte Climat an och beim Débat d'orientation iwwert de Logement gesi mer, datt eng ganz Partie Iwwerschneidunge bei deenen, souwuel beim Projet de loi, wat de Pacte Climat ugeet, awer och den Débat iwwert de Logement, sinn. Duerfir, Klimapolitik ass och Wunnengsbaupolitik.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kennen alleguer d'Problematik, déi sech am Beräich vum Wunnengsmaart stellt. Wéi oft a mat wat fir enger Intensitéit gëtt iwwert de Sujet vum Logement hei am Land geschwat! Et ass och jidderee vun eis mat dësem Sujet perséinlech befaasst, vu datt och jidderee vun eis gär een Daach iwwert dem Kapp huet. Emol gëtt méi kontrovers, emol gëtt méi rational, emol gëtt méi kritesch iwwert dëse Sujet diskutéiert.

Fakt ass, datt mir hei zu Lëtzebuerg an enger ganz spezifescher Situatioun sinn a mir kënnen eis net mat eisen Nopere ronderëm vergläichen. Mir liewen an engem Land, an deem de Wuelstand extrem héich ass, wat da bedeit, datt d'Akommes vu senge Bierger an der Moyenne och relativ héich ass. Ouni awer ze vergiessen, datt et och hei am Land Leit gëtt, deenen et net esou gutt geet.

Déi europäesch Scholdekris ass nach ëmmer net iwwerwonnen. Villen Ekonomien hei an Europa geet et definitiv net gutt. Aarbechtslosegkeet, keng Perspektive méi bei sech doheem dreiwen d'Bierger aus de Länner, awer och aus anere Krisegebidder an d'Friemt, wou si no engem bessere Liewe fir sech an hir Famill sichen.

Lëtzebuerg steet am Verglach zu ville Länner wirtschaftlech nach extrem gutt do. Eist Land huet ee vun deene performanteste Sozialsystemer weltwäit. Et ginn all Joer zegdausend nei Aarbechtsplaze geschaf. Konditiounen, déi natierlech Leit bei eis an d'Land lackelen. Leit, déi mir awer och brauchen, fir eisen aktuelle Sozialsystem an der Riicht ze halen.

Am Joer 2011 huet de Grand-Duché beispillsweis e positive Migratiounssolde vu ronn 11.000 Leit opzeweisen, wat deen absolute Rekord duerstellt. 11.000 Leit, déi eng Wunneng sichen op engem Marché, deen am leschte Joer 4.323 Wunnenge fäerdeggestallt huet. Deele mir déi 11.000 Leit duerch eng Moyenne vun 2,3, déi statistesch an enger Wunneng logéieren - ouni d'Jonggesellen, ouni d'Divorcen zum Beispill mat a Considératioun ze huelen -, da komme mir op ee Solde vu 4.783 Unitéiten. Dat heescht de Wunnengsmaart huet d'lescht Joer net genuch Wunnenge geliwwert.

Heifir ginn et natierlech eng Rei Grënn. Ee Grond ass sécherlech deen, datt eis Prozeduren extrem langwiereg sinn, bis datt nei Lotissementer bebaubar sinn. Dat huet engersäits domat ze dinn, datt eng Rei vun Etüden, ënner anerem och d'Etüd vun der SUP extrem zäitopwendeg sinn. Dat huet awer och domat ze dinn, datt hautdësdags eng absolut Rechtssécherheet erfuerdert ass. D'Grondstécksprëisser sinn eemol ze vill héich, fir d'Planifikatioun einfach dem Zoufall ze iwwerloossen. Plainten a Rechtsusprécher kënnen duerch gutt duerchduechten a propper ausgeschafften Dossieren évitéiert ginn.

De Virdeel bei deenen neie PAPen ass awer deen, datt beim Ausschaffe vun dëse Pläng extrem Wäert op modernen a kohärenten Urbanismus geluecht gëtt. Genau Berechnungsmodeller suergen dofir, datt eng genau Transpositioun vun de Surfacen a Volumen ermëttelt gëtt. Et geet dorëm, datt jidderee gläich behandelt gëtt an datt och op eng gewëssen Densificatioun Uecht gedoe gëtt. Sozial Mixitéit an nohaltegt Baue sinn aner Sujeten, déi bei engem modernen Urbanismus net méi däerfe feelen.

Mam Paquet Logement a mam Pacte Climat kritt de Wunnengsbau eng aner Dimensioun. Un engem energieeffiziente Bauen oder enger Albausanéierung féiert haut kee Wee méi erlaanscht. Fir eis Klimaziler bis 2020 ze erreechen, mussen nach eng ganz Rei Efforte gemaach ginn. Mat guddem Beispill mussen och hei de Stat an d'Gemenge virgoen. D'Sanéierung vun öffentleche Gebaier ass een absolute Must! Eng gutt Sensibiliséierung vum Bierger, adequat staatlech Hëllefe beim energieeffiziente Bauen oder Sanéieren an awer och déi néideg Prescriptioune féieren à moyen terme sécher zu deenen erwënschte Resultater.

Madame Presidentin, léif Kolleeginnen a Kolleegen, bei der Léisung vun der Wunnengsbauproblematik feelt et meeschtendeels awer un deenen néidegen Terrainen, déi direkt valoriséiert kéinte ginn. Ee Beispill sinn hei d'Terrainen, déi an engem bestoende Lotissement schonn zënter Jore broochleien. Dës Terraine sinn oft an den Hänn vun enger Grupp vu Leit, déi keen Intérêt hunn dës Terrainen op de Maart ze bréngen. Éischtens brauche si d'Suen net. Zweetens gi si hei op der Plus-value besteiert. An drëttens gëtt zurzäit op de Finanzmäert näischt um Kapital bezuelt.

Et kann awer net sinn, datt dës Terrainen oder Wunnenge während Joren a bestoende Lotissementer broochleien. Duerfir fannen ech et richteg, datt schonn eng Rei vu Gemenge sech dëser Problematik ugeholl hunn an den Taux vum Impôt foncier eropgesat respektiv eng nei Tax agefouert hunn. Dëst léist awer elo net dee ganze Problem vun eisem Wunnengsmaart. Et ass awer ee gudden Ufank an een Indicateur, datt eis Gemenge sech verstäerkt dësem Sujet wëllen unhuelen.

Eng Rei vu Gemengen hunn am Beräich vum privaten a vum soziale Wunnengsbau an deene leschte Joren extrem vill geleescht. Déi néideg Gesetzgebung, fir de Logement ze förderen, gëtt et jo och schonn zënter Joren. Nodeems eise Wunnengsbauminister, de Marco Schank, säin zweete Pèlerinage an dëser Legislaturperiod an de Gemengen duerchgefouert huet, schéngt een allgemengen Aktivismus bei de Gemengen entstanen ze sinn.

Mam Pacte Logement sinn eis Gemenge scho viru Joren encouragéiert ginn, fir méi aktiv am Beräich vum Wunnengsbau ze ginn. Ëmmerhin 98 Gemengen hunn de Pacte Logement ënnerschriwwen an hu sech dozou verflicht, an deene kommende Joren ëm 15% ze wuessen. Als Beispill: D'Gemeng Hesper, well ech déi am beschte kennen, ass an deene leschten dräi Joer, zënter datt de Pacte Logement a Kraaft getrueden ass, ëm 7,5% gewuess.

De finanziellen Ureiz, deen dës Mesure bei engem verstäerktene Wuesstum mat sech brëngt, hëlleft natierlech och, fir een Deel vun den Équipements collectifs ze bezuelen. Et ginn eng ganz Rei Outilen, mat deenen d'Gemenge schaffe kënnen: Applikatioun vun enger neier Tax, Acquisitioun vun Terrainen oder Wunnengen, Ëmbau vun dëse Wunnengen, subventionéierte Wunnengsbau, fir der nëmmen e puer ze nennen.

Wann eng Gemeng d'Promotioun awer selwer soll iwwerhuelen, da gëtt et schonn e bësse méi komplizéiert, wann et ëm d'Ëmsetzung heivunner geet. Oft ass et esou, datt d'Gemengen net déi néideg Fachkräft hunn, fir esou ee Projet kënnen ëmzesetzen. Mat dem Fonds du Logement an der Société Nationale des Habitations à Bon Marché sinn zwee öffentlech Acteuren um Marché, déi de Gemengen hei zur Hand kënne goen.

Wann eis Gemengen an deenen nächste Joren nach verstäerkt am Beräich vum Locatif oder dem Logement à coût modéré aktiv solle ginn, da geet et awer eleng mat dësen zwee Acteuren net duer. Déi annoncéiert nei national Siedlungsgesellschaft kann hei sécherlech förderlech sinn. Et hänkt voll a ganz vum Modell vun dëser Gesellschaft of, woubäi ech mengen, datt nëmmen eng kommunal respektiv regional Ausriichtung hei zum Erfolleg féiere kann. Aufgab vun dëser Gesellschaft soll de Conseil an de Suivi vu lokale Projete sinn. Acteure wieren oder mussen dann awer d'Gemengen, d'Offices sociaux an déi privat Promoteure sinn, déi sech hei zesummendinn an eventuell ënnert der Form vun enger Société civile oder Zivilgesellschaft sech kéinten zesummendoen, deemno nei Projeten op d'Schinn setzen an duerno déi jeeweileg Infrastrukturen, déi sollen dee Moment och vun dëser Société civile géréiert ginn.

Ee grousse Besoin läit sécherlech am Beräich vun de Sozialwunnengen. D'Meenungen, wéi vill Wunnenge schlussendlech gebraucht ginn, gi wäit auserneen. D'Caritas schwätzt vu 26.000 fehlende Wunnengen, d'Chambre immobilière vu 15.000 an de Logementsministère vu ronn 9.000 Wunnengen. Ab nächstem Joer féiert de Stat och eng Subventioun um Loyer an, dee sougenannte Mietzuschuss. Mat enger Moyenne vu 95 Euro pro betraffe Famill a pro Mount kréien déi Familljen ënnert d'Äerm gegraff, déi et am batternéidegsten hunn.

Ee groussen Handlungsbedarf besteet deemno bei de soziale Wunnengen - dat erliewen déi Gemengeresponsabel an d'Offices sociaux aus deene jeeweilege Gemengen ueschtert d'Land dagdeeglech. Et gëllt hei den Hiewel op der richteger Plaz unzesetzen a vum momentanen Aktivismus an de Gemengen ze profitéieren. Iwwert de Plan sectoriel Logement solle jo diesbezüglech 552 ha Land als prioritär bebaubar ausgewise ginn an eng 17.680 Wunnenge realiséiert ginn. De Stat an d'Gemenge kréien op dëse Surfacen d'Virkafsrecht respektiv kann d'Utilité publique och am schlëmmste Fall invoquéiert ginn. D'Fro bleift awer bestoen: Wien an ënner wat fir enger Form sollen dës Projeten ëmgesat ginn?

Madame Presidentin, ee vun den Haaptproblemer vum Wunnengsbau hei am Land ass sécher de Foncier. D'Terrainen hei zu Lëtzebuerg sinn einfach eemol ze vill deier. Verschidde Propriétairë vun Terraine maachen haut keen Ënnerscheed méi, ob hiren Terrain am Bebauungsperimeter läit oder op der grénger Wiss. Si maachen och keen Ënnerscheed méi, ob hiren Terrain iwwerhaapt erschloss ass. Et zielt just nach de Präis, dee si vum Héieresoen hunn. Vill Leit priedegen d'Solidaritéit oder d'sozial Gerechtegkeet. Bei der Ëmsetzung heivu gëtt dann awer, wéi esou oft, mam Fanger op den Noper gewisen.

Ech géif mir wënschen, wann de Logementsministère eng breet ugeluechten Informatiounscampagne iwwert de Sujet vum Logement à coût modéré an och vum Logement locatif géif starten, wou eng Sensibiliséierung an eng Opklärungsaarbecht gemaach géif ginn, wéi esou Wunnengen entstinn, wéi d'Präisberechnung heivun ass a wien natierlech och vun dëser Offer ka profitéieren.

Mir däerfen eis der Problematik vun deene jonke Leit awer och net verschléissen, déi ze vill hunn, fir eng subventionéiert Wunneng ze kréien, awer ze wéineg hunn, fir um fräie Maart eng Wunneng kënnen ze kafen. Hei kéint och déi kommunal oder regional Siedlungsgesellschaft aktiv ginn, andeem si nei Wunnengen zu engem abordabele Präis op de Marché brëngt. Dëst ass awer nëmme méiglech, wann déi néideg Terrainen och zu engem räsonabele Präis kënnen opkaf ginn.

Wa mir vun alternative Wunnengsbauforme schwätzen, dann däerfe mir déi Form vum betreite Wunnen, ob dat elo fir eeler Leit oder fir jonk Leit ass, net ausser Uecht loossen. Am Beräich vun der Altenbetreuung kommen an deenen nächste Jore sécherlech nach gréisser Erausfuerderungen op eis zou. Am Kader vun neie PAPe sollen d'Gemengen an awer och d'Commission d'aménagement vum Ministère de l'Intérieur drop oppassen, datt derfir gesuergt gëtt, datt a gréissere PAPen op eng sozial Mixitéit Wäert geluecht gëtt. Wat dann heescht, datt Sozialwunnengen, Wunnengen, wou eng Betreiung garantéiert ass, an awer och traditionell Wunnengen an dësen neie Quartiere virgesi sinn.

Last but not least wier et sënnvoll, wann den Observatoire de l'Habitat eng genau Analys vum reelle Besoin vun deene verschiddene Wunnforme géif maachen. Ee jährlechen Outlook och an d'Zukunft mat enger Projektioun, wat déi approximativ Besoinen u Wunnenge wäerte sinn, an engem Verglach mam Existant a vun deem, wat iwwer eng gewësse Period nach gebaut gëtt, mengen ech, géif eis gutt zu Gesiicht stoen an esou och enger eventueller zukünfteger Iwwerhëtzung vum Wunnengsmaart, vun där mer haut ganz sécher net ze schwätzen hunn... (veuillez ajouter: entgéintwierken.) Mä wichteg ass, datt een dee Moment och kuckt, wéi eben d'Siicht an Zukunft ass, datt een do genau Statistiken an Analyse kritt.

An der Logementskommissioun ufanks des Joers hate mer dee Moment och dem Observatoire gesot, si solle kucke bis Enn des Joers do eng Form auszeschaffen, fir dann dee Moment och eng gewësse Vue iwwert déi nächst Joren eis kënne virzeleeën.

Ech soen Iech Merci fir Äert Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Ech soen dem Här Lies Merci. An ech géif dann als nächstem Riedner dem honorabelen Här Etgen d'Wuert ginn.

M. Fernand Etgen *(DP)*.- Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll och där grénger Fraktioun a besonnesch dem Kolleeg Henri Kox félicitéiere fir d'Initiativ, déi si geholl hunn, fir een Débat d'orientation iwwert d'Situatioun um Wunnengsmaart hei ze maachen. Ech wëll net méi op all déi Zuelen agoen, déi eise Wunnengsmaart charakteriséieren.

D'Wunnengsmaartpolitik spillt haut bal an all d'Beräicher vun der Politik eran a produzéiert een enormen Drock op d'Leit, op déi öffentlech Budgete vu Stat a Gemengen, op d'Landesplanung an d'Ekologie, op d'Salairë vun de Leit. D'Wunnengsmaartpolitik muss also haut méi sinn, wéi just de Leit hëllefen zu engem Eegenheem ze kommen. Dat war d'Politik aus deene leschte Jorzéngten. Dat däerf awer net d'Politik vu muer sinn!

Haut stelle sech ronderëm d'Wunnen nei Erausfuerderungen. An duerfir, wa mir vu Wunnengsmaartpolitik schwätzen an déi Wunnengsmaartpolitik wëlle bewäerten, da musse mir awer eis fir d'éischt emol eens maachen iwwert d'Zilsetzunge vun dëser Politik an de Kritären, mat deene mir déi Politik wäerte wëllen. An d'Regierung selwer huet sech där Kritären, fir hir Politik allgemeng, an der Regierungserklärung ginn: Eng dezent Wunneng fir jiddereen, deen dat nach net ganz oder guer net aus eegener Kraaft ka schaffen (veuillez lire: packen); eng sozial selektiv Ënnerstëtzungspolitik; schnell an effikass Prozeduren; nohalteg an energieeffizient Wunnformen.

Et ass virum Hannergrond vun dësen Zilsetzungen a Kritären, un deenen een d'Regierungspolitik muss moossen. An hei kommen ech zu engem vu mengen éischte Kritikpunkten, deen och vun de grénge Kolleegen zu Recht ervirgehuewe gouf, d'Évaluatioun.

Zënter Jorzéngten investéiert d'öffentlech Hand Milliounen a Milliounen Euro an d'Logementshëllefen. A schonn zënter Jorzéngten hu mir net méi gekuckt, wat den Effet, wat d'Resultater vun deene Mesurë sinn! Mir gesinn, datt mir eis Ziler net erreechen, mä mir bezuelen awer weider all méiglech Hëllefen aus, wéi wann näischt gewiescht wier. Mir kucken net genuch, wéi sech och d'Ufuerderungen un d'Logementspolitik verännert hunn, mam Resultat, datt mir a regelméissegen Ofstänn nei Problemer entdecken, nei politesch Ziler definéieren - wéi zum Beispill dat vu méi Energieeffizienz - an dann einfach nei Mesurë bei déi bestoend bäimaache ginn, ouni jeemools gekuckt ze hunn, ob sech do net Mesurë géigesäiteg an hiren Zilsetzunge widderspriechen, ouni jeemools gekuckt ze hunn, ob een net op där enger Säit ze vill an op där anerer Säit ze mann fördert.

De Finanzminister selwer huet dat an enger rezenter Table-ronde - déi vun der KPMG zesumme mam „Lëtzebuerger Wort" - op de Punkt bruecht, wéi e constatéiert huet, datt mir d'Nofro gestäerkt hunn awer parallell näischt fir d'Offer gemaach hunn. Déi staatlech Subventiounen hätten dozou bäigedroen, datt d'Präisser an d'Luucht gaange sinn. Mir missten analyséieren, ob d'Subventioune souwuel u Privatpersoune wéi u Gemengen an u Firmen net missten ofgeschaaft ginn, well se kontraproduktiv wieren.

Madame Presidentin, ech muss Iech soen, datt dëse Saz déif blécke léisst. Well domadder gëtt déi Politik, déi vum Pacte Logement bis Paquet Logement gemaach ginn ass, grondsätzlech a Fro gestallt, an zwar vun engem Regierungsmember! An erlaabt mir an dësem Kontext eemol kuerz beim Pacte Logement stoen ze bleiwen. Deeler vun der Regierung verkafen de Pacte Logement jo als grousse Succès, andeems si op d'Zuel vun de Gemenge verweisen, déi e signéiert hunn. Wann een nämlech kuckt, wat um Terrain do geschitt ass, da si mir an deene leschte Joren net wierklech besser oder méi séier ginn. Et sinn d'Finanzéierungsmechanismen, déi d'Gemengen interesséieren. Déi aner Instrumenter, wéi d'Virkafsrecht an anerer, ginn éischter selte benotzt oder sinn nëmme schwéier an d'Praxis ëmzesetzen.

De Pacte Logement ass dofir, a mengen Aen, ee Gemengefinanzinstrument, wat ee besser gehat hätt an eng scho laang diskutéiert Gemengefinanzreform anzebetten. Och de Paquet Logement enthält e puer sympathesch Iddien, mat deene mir gutt liewe kënnen, wéi zum Beispill d'Location-vente oder de Portage foncier. Mä och hei gesäit een erëm, datt d'Regierung hiren ale Reflex beméit huet an eng Mesure op déi aner dropgesat huet.

Dobäi kënnt dann och nach de Chaos ronderëm d'Ofschafen oder d'Deelofschafe vum bëllegen Akt. Aus enger purer Kontabelslogik eraus, fir Geld am Budget ze spueren, ass déi Moossnam an d'Diskussioun komm. Well de Widerstand awer grouss war, ass dunn eng ekologesch Komponent derbäikomm, déi eis als DP awer nach ëmmer keng Satisfaktioun gëtt, well mir do u sech vun de Leit verlaange sech an d'Onkäschten ze stierzen, fir nach kënne vun dem bëllegen Akt ze profitéieren. All déi, déi sech dat awer net kënne leeschten, déi hate Pech!

Dat hei ass eng Politik géint déi Leit, déi grad am meeschten Ënnerstëtzung brauchen: Jonk Leit, Leit mat niddregem a mëttlerem Akommes. Duerch dës Reform riskéiert de Stat nach weider derzou bäizedroen, datt d'Wunne méi deier gëtt!

Madame Presidentin, mir mengen, datt een an der Logementspolitik sechs Punkte misst prioritär behandelen. Éischtens, Evaluatioun a Reflexioun. Ech mengen, datt et un der Zäit ass, datt mir eis Förderkritären hei am Land am Wunnengsberäich emol un déi nei Ziler, déi mir eis ginn hunn, mussen upassen. Mir fuerderen dofir emol eng grondleeënd Evaluatioun a Reflexioun iwwert déi existent Aidë vu Bonifikatioun bis Subventioun, iwwer Steierkreditter a Vergënschtegungen, iwwert d'Amortissementer, TVA-logement an och iwwert d'Grondsteier hei am Land.

Et kann net sinn, datt mir Joer fir Joer nei an deier Instrumenter aféieren an eis ni d'Fro stellen, ob déi Instrumenter och eng positiv oder vläicht contraire oder souguer negativ Wierkung um Terrain hunn.

An dësem Sënn wëll ech, Madame Presidentin, och eng Motioun abréngen.

Motion 5

La Chambre des Députés,

- alarmée par l'évolution des prix du marché immobilier luxembourgeois;

- déplorant le nombre croissant de ménages qui se retrouvent dans l'incapacité de se financer un logement au Luxembourg;

- considérant que les gouvernements successifs ont introduit bon nombre de mesures fiscales et aides financières destinées à faciliter l'accès à un logement;

- constatant que ces mesures n'ont pas su éviter que l'écart entre le pouvoir d'achat des ménages et les prix de l'immobilier au Luxembourg ne cesse de s'agrandir;

- tenant compte des récentes déclarations du Ministre des Finances ayant jugé que les aides financières de l'État auraient contribué à la flambée des prix de l'immobilier;

- constatant qu'une évaluation du dispositif des mesures fiscales et d'aides financières actuellement en place n'a pas encore été réalisée;

invite le Gouvernement

- à procéder jusqu'à la fin de l'année 2012 à une analyse détaillée du dispositif des aides au logement et des mesures fiscales (crédit d'impôt sur les actes notariés, TVA-logement, abattement fiscal, amortissement, impôt foncier,…) actuellement en vigueur évaluant

- *le profil des bénéficiaires de ces mesures;*
- *la relation coût-efficacité des mesures en fonction des classes de revenus des ménages bénéficiaires;*
- *les caractéristiques des objets subventionnés (année de construction, superficie, isolation thermique,…);*
- *les effets de ces mesures sur l'offre et la demande sur le marché immobilier;*
- *les effets d'interférences entre ces mesures.*

(s.) Fernand Etgen, André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Paul Helminger.

Mme le Président.- Merci.

M. Fernand Etgen *(DP)*.- Zweetens, mir musse kloer Zilgruppen definéieren. Mir mussen eis eens maachen, wie mir a wéi engem Ausmooss an Zukunft finanziell ënnerstëtzen an dat dann och konsequent duerch all Politiken duerchzéien. Mir mengen, datt eis Hëllefen esou orientéiert musse ginn, datt si grad bei Leit mat niddregem a mëttlerem Akommes an domadder oft bei deene Jonken, déi grad eréischt an d'Beruffsliewen erageklomme sinn, déi gréisste Wierkung hunn. Dat heescht, mir musse kucken, wien an de Genoss vun deenen Hëllefe kënnt an a wéi engem Mooss hien iwwerhaapt Hëllef brauch. Mir mussen awer och méi genau kucken, zu wéi engem Zäitpunkt vum Liewen ee besonnesch muss ënnert d'Äerm gegraff kréien a wéini et manner wichteg ass.

Fir d'Diskussioun unzereegen, hate mir emol d'Iddi bruecht vun engem sozial gestaffelte Wunngeld kombinéiert mat enger Reform vum Kannergeld. Eng aner Iddi war, fir grad bei deene Jonken, also besonnesch zu dem Zäitpunkt, wou fir si d'Onkäschte besonnesch héich sinn, d'steierlecht Erofsetze vun de Scholdzënsen am Ufank par rapport zu haut ze verdräifachen an dann déi Mesure iwwert d'Joren degressiv auslafen ze loossen. Mir wëlle mat dësen zwee Beispiller zu enger Gesamtreflexioun iwwer sozial an zäitlech gestaffelt Mesuren ureegen.

Drëttens: Mir mussen all Acteuren hei am Land aspanen, fir dës Ziler ze erreechen. Wann hei am Land an deenen nächste Jore solle 26.000 Sozialwunnengen entstoen, wa mir wëllen nei Finanzéierungskonzepter propagéieren, vu Bail emphytéotique bis zur Location-vente, wa mir wëlle grad deene jonke Stéit hei am Land hëllefen, da solle mir net mengen, datt eleng staatlech, hallefstaatlech a kommunal Acteuren dës Ziler kënnen erreechen. De Stat ass an de seltenste Fäll méi séier a méi bëlleg wéi d'Privatinitiativ.

Och d'Décisioun, fir eventuell de Fonds du Logement an eng S.A. ëmzewandelen, ass den Ausdrock vun dësem Constat, obwuel mir hei der Meenung sinn, datt eng S.A. net déi Dynamik entfache wäert, wann do weider mat deemselwechten Esprit wéi haut geschafft gëtt.

Mir stellen eis vir, datt mir zesumme mat de privaten Acteuren eis Ziler emol mussen duerchdiskutéieren. Iddie wéi Bail emphytéotique, Location-vente an esou weider dierfen net just op déi puer öffentlech Acteure begrenzt bleiwen. Mir bleiwen och der Meenung, datt och privat Acteure kënne Sozialwunnengen an Ähnleches méi séier an domadder méi bëlleg entwéckelen, wann d'Kritären an d'Usprëch u Präis a Qualitéit virdru kloer sinn.

Mir brauchen e Schwong vun der Privatinitiativ, fir deenen enorme Besoinen nozekommen.

Do dernieft brauche mir awer onbedéngt eng systematesch Valoriséierung vun de staatlechen Terraine fir ze wunnen. D'Stad Lëtzebuerg ass an deem Kontext een interessante Wee gaangen. Si hunn ee Regëster erstallt vun deene Baulücken, wou si Propriétaire sinn, a stellen déi iwwer ee Bail emphytéotique zur Verfügung.

D'DP fuerdert d'Regierung op, déi Terrainen, déi si besëtzen, systematesch iwwer een nationale Baulückeprojet wéi dee vun der Stad Lëtzebuerg ze valoriséieren. D'DP fuerdert d'Regierung och derzou op, datt do wou de Stat Wunnengen développéiert, datt en da grad do och mam gudde Beispill virgeet an déi Mesuren en musique setzt, déi e selwer a senger Handwierkskëscht huet.

Véiertens: Mir brauche schnell an effikass Prozeduren. Mir musse méi schnell bauen a mir mussen do, wou et méiglech ass, de Präis vum Bauterrain neutraliséieren. Schnell bauen ass gënschteg bauen. Jiddwereen, dee schonn eng Kéier gebaut huet, weess, datt ee Chantier, dee laang dauert, och deier gëtt. Dofir musse mer d'Prozedure straffen.

Ech hunn et op dëser Plaz am Kontext vum Aménagementsgesetz gesot, datt hei d'Geleeënheet fir ee grousse Worf verpasst gouf. Wien d'Zukunft awer wëllt gestalten, muss oppassen, datt en haut net am Stau stoe bleift. A mam kommunalen Aménagementsgesetz bleiwe mer am Stau stoen.

Sou hätte mir als Demokratesch Partei zum Beispill gäre gesinn, datt déi virgeschriwwe Prozedur vum Waassergesetz fir d'PAPen an d'Prozedur vum Aménagementsgesetz integréiert gi wier, anstatt datt all Gesetz seng eege Prozedur huet, mat eegene Reklamatiounsdélaien, mat eegenen administrativen a formalen Usprëch. Hei hätt eng Gläichschaltung ee reellen Zäitgewënn mat sech bruecht.

Mir gesinn elo schonn, datt d'Bureaux d'études et net packen, fir termingerecht d'PAGen un dat neit Gesetz unzepassen, an och d'Cellule d'évaluation wäert am Stau, am Avis-Stau stoe bleiwen. Déi sëllech Questions parlementaires vu Majoritéits- an Oppositiounsdeputéiert weisen eis, datt et Interpretatiounsschwieregkeeten iwwert d'SUPen an aner Modalitéite gëtt.

Och ass et verfeelt ginn, déi verschidde Planungsinstrumenter ze harmoniséieren an openeen ofzestëmmen. De Plan sectoriel «Logement» ass ee wichtege Pilier vun de kommunale Bebauungspläng a misst elo schonn um Dësch leien. An zwee, dräi oder ech weess net wéi vill Jore mussen d'Gemengen dann erëm eng Kéier frësch ufänken. Et feelt un engem horizontalen Zesummeschaffen. Deen Duerjerneen hätte mer eis dës Kéier wierklech kënne spueren.

An dësem Gesetz feelt de Katalysator, fir kuerzfristeg méi erschlossend Bauland op de Maart ze brëngen a fir d'Ziler vun enger nohalteger Entwécklung am Urbanismus sécherzestellen.

Fënneftens: Nohaltegkeets- an Energieeffizienzziler konsequent verfollegen. Mir sinn der Meenung, datt ee méi Courage brauch, fir nei, nohalteg Wunnformen ze développéieren an ze promouvéieren. Ech erwaarde mir do besonnesch duerch de Plan sectoriel «Logement» nei Impulser, wou mir da mat den Acteuren um Terrain, Architekten, Ingenieuren an esou weider, musse kucken, fir dat konkret ëmzesetzen.

Ee Beräich, deen eis als DP awer besonnesch um Häerz läit, ass dee vun der Energieeffizienz vun de Wunnengen an Haiser. Mir hu scho viru Joren dovir gewarnt, datt d'Energieaarmut och ee Phenomeen ass, dee Lëtzebuerg beréiert. Grad elo, wou d'finanziell Situatioun vun de Ménagen hei am Land ugespaant ass an d'Pëtrolspräisser éischter eng Tendenz no uewe wéi no ënnen hunn, deet de Facteur Energie grad deene Leit mat niddregem a mëttlerem Akommes extrem wéi am Portmonni.

An deene leschte Joren huet d'Regierung sech beméit, fir do Instrumenter en place ze setzen, allerdéngs net mat deem néidegen Erfolleg. Well wat ass geschitt? Déi Leit, déi sech et leeschte konnten, hu vun de Subventioune profitéiert. An eigentlech hu si dat och nach net all gemaach. An un deenen anere Leit, déi grad an deene Wunnengen an Haiser liewe mat deem héchsten Energieverbrauch, sinn d'Subventioune komplett laanschtgaang, an zwar esou, datt déiselwecht Leit nach hu missen eng sozial Ënnerstëtzung froen, fir iwwerhaapt emol hire Brennes kënnen ze bezuelen. Dat heescht, mir hu fir vill Geld wéineg Resultat gehat. Dat muss sech änneren.

Mir hunn dofir jo bekanntlech derfir plädéiert fir via eng Klimabank Virfinanzéierungsmechanismen en place ze setzen, déi et de Leit erlaben, egal wéi e Revenu se hunn, an d'Isoléierung vun hirem Haus ze investéieren, ouni dofir zousätzlech Eegemëttel musse fräizemaachen. Ee Mechanismus, deen duerch een „pay as you save"-Modus fir d'Leit an de Stat käschtenneutral kéint sinn a vill Handwierksbetriber an Aarbechtsplaze kéint ofsécheren.

Sechstens: Mir brauchen eng aner Gouvernance an der Logementspolitik. Mir mengen, datt mir eng aner Gouvernance wéi bis elo am Beräich vun der Logementspolitik brauchen. Als DP insistéiere mir, datt de Wunnengsproblem ressortiwwergräifend soll traitéiert ginn, well de Wunnengsminister eleng déi dote Problematik net ka Meeschter ginn. An dofir bedauere mir och, datt de Finanzminister, den Innenminister, den Energieminister an den zoustännege Minister fir Sites et Monuments wéinst deenen Haiser mat wäertvoller Bausubstanz haut net op der Regierungsbänk sëtzen.

Och vun engem Premier, deen hei an der Chamber ee Mea culpa gemaach huet, datt d'Wunnengsmaartpolitik dee gréisste politeschen Échec a senger Carrière wier, hätt ee kënnen erwaarden, datt hie bei enger Debatt iwwert de Problem Nummer eent hei zu Lëtzebuerg présent wier.

Mir géifen eis jiddefalls wënschen, datt d'Regierung déi komplex Logementsproblematik géif als Regierung zesumme behandelen. Da géifen och wahrscheinlech esou Ausrëtscher wéi déi beim bëllegen Akt net passéieren. D'Logementspolitik ass ressortiwwergräifend Politik ginn an et geet net, datt ee Regierungsmember mam Fanger op deen anere weist, mä et muss een eng gemeinsam Démarche upeilen, déi dann och ëmgesat ka ginn. Déi gesi mer, wéi esou oft, bei dëser Regierung leider net.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Ech soen dem Här Etgen och Merci. An ech géif dann der honorabeler Madame Spautz d'Wuert ginn.

Mme Vera Spautz *(LSAP)*.- Madame Presidentin, Här Minister, Kolleeginnen a Kolleegen, de 27. Juni, virun zwou Wochen, hate mer heibannen an der Chamber en Débat iwwert déi national Strategie géint d'Obdachlosegkeet. An deem Débat ass ënner anerem och erëm eng Kéier iwwert déi mëttlerweil katastrophal Situatioun vun eisem Wunnengsmaart hei zu Lëtzebuerg geschwat ginn, dëst virun allem am Beräich vun de Mietwunnenge respektiv Sozialwunnengen.

Wa mir d'Präisentwécklung vum Wunnengsmaart an de leschte Jore verfollegen, da kann ee just nach eng Konklusioun doraus zéien: Praktesch all Mesuren, déi vun de politesche Verantwortlechen an dësem Dossier virgeluecht gi sinn, hu wéineg bis guer näischt bruecht. An och den Émstand, dass de Premier dësen Dossier schonn 2005, viru siwe Joer, zur sougenanntener Chefsaach erkläert huet, an dëst iwwer säin deemolege Wunnengsbauminister ewech, huet d'Situatioun bis haut iwwerhaapt net verbessert. Am Géigendeel!

Iwwert d'Präisentwécklung brauch een net vill Wierder ze verléieren. Just zwee Chifferen: D'Präisser vun de Logementer tëschent 1995 an 2010 sinn insgesamt ëm 189,9% an d'Luucht gaangen. Dat sinn am Joer 7%. D'Loyere fir Appartementer si par rapport zum leschte Joer ëm 10,09% an d'Luucht gaangen. Den Duerchschnëttsloyer bedréit hei zu Lëtzebuerg 1.232 Euro, 814 fir e Studio an 1.371 Euro fir en Appartement mat zwee Zëmmeren.

Derbäi kënnt och, dass d'Käschten, déi mam Wunnen ze dinn hunn, och iwwerproportional an d'Luucht ginn. Ech schwätze vun Heizen, Stroum, Waasser.

Derbäi kënnt de generelle Manque u Wunnengen hei am Land. D'Relatioun tëschent Demande an Offer verschlechtert sech weider, obwuel d'Zuel vun den neie Konstruktioune mat 4.444 am Joer 2008 a mat 3.740 am Joer 2009 eropgaangen ass. Wann een awer bedenkt, dass en Deel vun den Neibauten Albauten ersetze sollen, an een dann nach d'Entwécklung vun eiser Populatioun am A behält, da gesäit een, dass dat bäi Wäitem net méi duergeet.

Kolleeginnen a Kolleegen, an de leschte Jore respektiv Jorzéngten huet sech d'Logementspolitik vum Stat hei zu Lëtzebuerg virun allem op d'Ënnerstëtzen an den Zougang am Kaf vu Wunnengen an Haiser beschränkt. D'Mesuren, wéi de Pacte Logement, hate vläicht ganz am Ufank eng Rei gutt Mesuren an Absichten, fir och endlech, an dat hu mer all gehofft, eng offensiv Politik am Beräich vum Logement locatif unzekuerbelen.

Ënnert dem Drock vun de Lobbyisten, déi aus wirtschaftlech-finanzieller Siicht eraus et fäerdegbruecht hunn, hir Interessen duerchzesetzen, sinn eng ganz Rei vu Mesuren am Pacte Logement esou verniwwelt ginn, dass et souguer beim Vote deemools beim Pacte Logement schonn absolut kloer war: Dëst Gesetz bréngt keng Verännerung fir de Beräich, wou mer déi massiivste Problemer hunn, am Logement locatif a soziale Wunnengsbau!

Ze leiden hu virun allem déi sozial Schwaach an déi Jonk. Ouni oder mat nëmme wéineg finanzielle Mëttele si si gezwongen, eppes op deem iwwerdeierte Marché ze fannen. Fir si musse mir als Alleréischt Äntwerte fannen. Mir brauchen dofir eng regelrecht Offensiv, wat de Bau vu Sozialwunnengen ubelaangt.

De Wunnengsbestand zu Lëtzebuerg ëmfaasst bekanntlech nëmmen 2% Sozialwunnengen, an domadder sti mer un zweetleschter Plaz an der EU. Deem géigeniwwer sti bal 15% vu Leit, Familljen an hir Kanner, déi vun Aarmut betraff si respektiv un der Grenz dovunner sinn. Dat maache 70.000 Leit aus. A wann een dann op déi eenzel Bemierkunge vun haut de Mëtten ageet, wéi vill Wunnengen dann elo tatsächlech am soziale Wunnengsbau feelen, dann ass dat heite vläicht e Chiffer och, wou verdäitlecht, wéi massiv den Noutstand ass.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

Wéi scho gesot: Während vill Leit en ëmmer méi groussen Deel vun hirem Akommes fir de Logement mussen ausginn, gëtt et anerer, déi ganz gutt Geschäfter domadder maachen. Ech schwätze vun de private Promoteuren, d'Propriétairë vu groussen Terrainen, Spekulanten an awer och vu Cafetieren, Brauereien, Schlofhändler an aneren Acteuren, déi sech eng gëllen Nues op Käschte vun den defavoriséierte Leit verdéngen.

Heibannen hu mir an der Vergaangenheet vill debattéiert, consultéiert an haut erëm eng Kéier orientéiert, an um Wunnengsmaart gëtt monter weiderspekuléiert. De Logementsmarché ass e Marché, dee scho ganz laang net méi funktionéiert a seng eege Regelen entwéckelt huet. Als LSAP si mir der Meenung, an dëst scho laang, dass de Stat vill méi staark intervenéieren a reglementéiere muss an dofir och selwer vill méi aktiv gi muss.

Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen, dass et net duergeet, an enger Evaluatioun betreffend de Pacte Logement freedeg an d'Luucht ze sprangen, well 98 vun 106 Gemengen dëse Pakt ënnerschriwwen hunn a sech domadder engagéiert hunn, innerhalb vun zéng Joer ronn 52.000 Logementer ze bauen oder scho gebaut ze hunn. Wéi vill dovunner ersetzen eigentlech Albauten, déi verschwannen? An eigentlech wësse mir jo och net, wéi et ouni Pacte Logement gewiescht wier an ouni déi Finanzsprëtzen.

Betreffend den Droit de préemption kënne mir och nëmme feststellen, dass net vill Gemengen dee bis haut genotzt hunn. An och do hu mir als LSAP ëmmer virdru gewarnt a kritiséiert, dass d'Gemengen an och e Fong sech selwer zu Spekulanten degradéieren, well si un de Präis vun enger bestehender Offer gebonne sinn. Mir hunn ëmmer gefuerdert, et misst en externen, onofhängegen Expert kommen, fir déi Terrainen ze evaluéieren an dann e Präis festzesetzen.

Am Monitoring Pacte Logement, deen de Minister am Dezember 2011 presentéiert huet, gesi mer och, dass et am Kader vun der Obligatioun, bei all Bauprojet iwwer engem Hektar 10% soziale Wunnengsbau ze maachen, nëmme sechs Projete mat 77 Logements à coût modéré ginn. Och dëst war eng Mesure, wou mer gesot hunn, si muss vill méi restriktiv sinn. An et ass e weidere Bewäis derfir, dass d'Moossnamen esou elengstehend net kënne gräifen. Dëst ass iwwregens do emol schonn am Kader, am Virfeld vun den Diskussiounen zum Pacte Logement villfälteg gefuerdert ginn.

Eng weider Mesure am Kader vum Pacte Logement ass déi berühmten Taxe spécifique, iwwert déi haut de Mëtteg schonn e puermol geschwat ginn ass, op eidel stehende Wunnraim, Haiser oder net bebautenen Terrainen. Bis haut hunn zwou Gemengen dës Tax beschloss, d'Gemenge Biekerech an Esch. An och wann déi Escher Tax bis elo nach keng Approbatioun huet vum Ministère, kann ee scho vermellen, dass mer positiv Réckmeldungen hu vu Leit, déi uruffen, sech ëmfroen, wat se mat hiren eidel stehenden Haiser kënne maachen, wéi se kënne virgoen, wéi mer se kënnen ënnerstëtzen. Leit, déi net an d'Kategorie Spekulanten ënnerzekategoriséiere sinn.

Dës Tax, an dofir war se geduecht, sollt eigentlech dozou déngen, fir op där enger Säit eng Äntwert op d'Baulandspekulatioun ze ginn, wat eng grouss Problematik ass, an op där anerer Säit eidel stehende Wunnraum méi séier op de Marché zréckzekréien an déi Recetten, déi do erakommen, erëm an de Wunnengsbau erafléissen ze loossen. Och hei huet déi national Wunnengspolitik eigentlech kläglech versot, well déi Tax och deemools diskutéiert ginn ass als bindend an och sollt fir d'Gemenge gëllen. An et waren och Tauxe festgesat.

An ech sinn iwwerzeegt, dass den aktuelle Wunnengsbauminister mer elo wëllt äntwerten, dass dëst net konnt ëmgesat ginn, well eng Opposition formelle deemools vum Conseil d'État gesprach ginn ass. De fréiere Wunnengsbauminister huet dat hei schonn eng Kéier als Excuse an der Chamber gesot. An ech hunn deemools geäntwert, an ech géif haut genau datselwecht soen: Bei wéi vill Projeten hu mer eis eigentlech schonn, oder wéi vill Gesetzer, iwwert d'Opposition formelle vun dem Conseil d'État ewechgesat? Och hei wier et méiglech gewiescht, scho vill méi laang an deem Beräich eppes ze maachen.

Wéi dréngend et ass, huet de Statsminister beim État de la nation dëst Joer a senger Ried gesot. En huet de Wunnengsbauminister an den Innenminister opgefuerdert, eng Mesure, e Projet virzeleeën esou séier wéi méiglech, fir dës Tax um nationale Plang sollen anzeféieren.

Ech weess awer och natierlech, dass eng Rei Gemengen net dorop waarden. Niewent deenen zwou Gemengen, déi dat bis elo agefouert hunn, ass d'Stad Lëtzebuerg déi, déi et wäert maachen, an och eng Rei aner Gemengen, déi amgaange sinn, souguer ënner Émstänn nach virum Summer eng Tax stëmmen ze loossen. Dat ass mer bekannt.

An ech muss do zréckkommen op den Här Kox. Ech weess awer nëmme vu Gemengen, déi un hirer Spëtzt net CSV-Buergermeeschter oder -Buergermeeschterinne stoen hunn. An ech mengen, Här Minister, et ass leider esou, dass Der erëm musst Äre Wee untrieden - wéi Der sot - mam Pilgerstab an lech virun allem dës Kéier un déi Gemenge wenden, un Är eege Leit, fir se ze iwwerzeegen, dass dës Tax sollt och an hire Gemenge gestëmmt ginn.

Kolleeginnen a Kolleegen, als LSAP hu mir an de vergaangene Joren ëmmer drop higewisen, dass déi verschidde Mesuren, wéi de Pacte Logement oder och dat neit Bail-à-loyers-Gesetz, nëmme vereenzelt Moossname sinn, déi eenzel u sech näischt un där katastrophaler Wunnengssituatioun um Lëtzebuerger Marché verännere wäerten. Et wäert näischt passéieren, wann net endlech zesummenhängend, iwwergräifend Logementspolitik ëmgesat gëtt an dëst och mat contraignanten, heescht zwéngende Moossnamen, déi verbindlech sinn.

Ech sinn der Meenung absolut, dass et un der Zäit ass, am Beräich vun de Sozialwunnengen nach méi Drock ze maachen. An do ënnerstëtzen ech d'Aussoe vun dem Kolleeg Kox, net nëmme bei de Gemengen, mä och muss eppes am soziale Wunnengsbau passéieren.

Dir erënnert Iech un d'Diskussiounen, déi gefouert gi sinn ëm d'Ënnerbréngung vun den Asylanten, wou d'Regierung, d'Ministere mat Recht soen: Ouni Gemenge leeft näischt, Dir musst mat aklammen! A wou se d'Gemengen och all zesummegeruff hu mat dem Syvicol, fir an deem Beräich eng Léisung ze fannen. Ech sinn awer och der Meenung, dass mer mëttlerweil esou wäit sinn, dass mer an déiselwecht Richtung musse goe wat de Logement social ugeet hei zu Lëtzebuerg an de Gemengen.

Et ass jo net esou, dass et keng héich Subsiden an deem Beräich géife ginn. An et kann och net sinn, dass niewent deene Gemengen, déi sech traditionell an deem Beräich engagéieren, anerer sinn, déi näischt maachen, wéi an der Diskussioun virdru beim Pacte Logement. Ech sinn der Meenung, dass verbindlech Quoten och do sollen agefouert ginn. A sollte Gemengen dëst net ëmsetzen, da mussen och doraus déi néideg Konsequenze gezu ginn.

Eng éischt Prioritéit fir d'LSAP ass déi, dass musse vill méi Wunnenge fir déi sozial schwaach Stéit gebaut ginn an an de Gemengen zur Verfügung gestallt ginn. De Bilan an deem Beräich ass ongenügend. Et ass an de vergaangene Joren a Jorzéngten net genuch gemaach ginn.

Iwwert d'Aféiere vun engem Mietzouschoss kann ee gedeeltener Meenung sinn. Mir hunn dëst ëmmer gefuerdert, virun allem, well et an eisen Ae wichteg ass, well et net genuch Logement social hei zu Lëtzebuerg gëtt. Et erlaabt de sozial defavoriséierte Stéit, den Undeel vum Budget, dee si fir Wunnzwecker ausginn, erofzesetzen.

Wann een den aktuelle Kontext considéréiert, da kann een nëmme soen, dass et eng Drénglechkeetsmesure ass. De fundamentale Problem u sech ass awer deen, dass eklatante Mangel u Sozialwunnenge besteet. Hätte mir genuch Sozialwunnengen, da bräichte mer vläicht net emol op e Mietzouschoss zréckzegräifen a mir bräichten eis och net Gedanken ze maachen iwwer méiglech Konsequenzen, wat d'Erhéije vun de Loyere kéint ugoen.

Och d'Schafe vun enger nationaler Gesellschaft fir d'Siedlungsentwécklung ass an eisen Aen e wichtegt Instrument. Esou eng nei Struktur erlaabt et, déi öffentlech Kräften am Wunnengsbau ze bündelen, Synergien ze schléissen an nei Impulser ze ginn. Mat gutt duerchduechte Strukture schaaft ee gutt Viraussetzungen. Mä et däerf net dobäi bleiwen. Et muss gehandelt ginn. Mä och dat ass vun dësem Pult aus an de leschte Jore scho méi wéi eng Kéier gesot ginn.

Defavoriséiert Stéit sinn déi, déi sech gréisstendeels um Marché vun der Locatioun erëmzeklappen hunn. D'Déguerpissementer ginn an d'Luucht. A wann ee liest, dass d'Loyeren an engem Joer 10% an d'Luucht gaange sinn, dann ass dat méi wéi alarmant.

Ech wëll Iech e Beispill zu den Déguerpissementer soen. Mir hunn zu Esch am Joer 2010 18 Déguerpissementer gehat, déi exekutéiert gi sinn, zéng annulléiert. A wann ech vun annulléiere schwätzen, da schwätzen ech net dovunner, dass do näischt passéiert ass. D'Leit sinn erausgaange bei Frënn, bei Famill, op aner Plazen, fir ënnerzekommen, ier se op d'Strooss gesat gi sinn. Am Joer 2011 waren et der 22 an eelef annulléierter. An op den Dag vun haut dëst Joer hu mer scho 15 Stéck, déi exekutéiert gi sinn, sechs annulléiert.

Mir si mëttlerweil op deem Punkt, dass souguer Caféën elo derbäi sinn, wou déi Zuelen hei da verfälschen, well do méi Famillje betraff sinn. Ënner anerem viru Kuerzem e Café mat fënnef Zëmmeren, wou ganz Familljen dra gewunnt hunn an déi erausgesat gi sinn. An och do kommen ech nach eng Kéier op d'Thema Cafészëmmeren zréck. Soulaang och do keng Änderung kënnt an och endlech eppes mat de Brauereie passéiert, déi de Cafetieren esou héich Loyere froen, dass déi hirersäits erëm mussen hir Cafészëmmere verlounen zu deiere Präisser, fir de Brauereie kënnen hire Loyer ze bezuelen, wäerte mer do Problemer behalen.

D'Loyersgesetzgebung reglementéiert zwar d'Loyeren, mä et ass net gewosst, a wat fir engem Mooss dëst Gesetz an der Praxis agehale gëtt. An d'Iddi vun engem Mietspiegel wier absolut noutwendeg. Et kann ee soen, dass am Paquet Logement eng Rei Mesuren alt och erëm dra sinn, déi positiv sinn. Anerer si manner positiv. D'Verquickung vun den Aides au logement mat Ëmweltmesuren am Paquet Logement sinn net glécklech.

Mir sinn der Meenung, dass dës Mesurë praktesch keng Wierkung op d'Kafverhale vun de Leit hunn an domadder hiren Zweck verfeelen. A mir wëssen och, dass virun allem d'Gefor besteet, dass mer verschidde Leit, déi dës Hëllefe brauchen, dovunner ofschneiden a si domadder bestrofen. D'verméigend Stéit, déi sech energetesch héichwäerteg Haiser kafe kënnen, kréien d'Hëllefen. Déi aner kréie se net méi oder nëmmen deelweis. Ech kréie se net méi oder nëmmen deelweis.

Ech schléissen of mat menger Ried mat engem Auszoch, deen ech zum Schluss gesot hunn, wou mer heibannen de Paquet Logement gestëmmt hunn. An en ass nach wie vor aktuell! Déi extrem iwwerhéichte Präisser op eisem Wunnengsmaart an déi domadder verbonne Wunnengsnout hu sech zu engem regelrechte Polverfaass entwéckelt an droen net zur Verbesserung vum soziale Klima bäi. Dëst ass ganz däitlech och beim Débat iwwert déi national Strategie vun der Obdachlosegkeet virun zwou Wochen erauskomm.

A wann een de Statsminister, an et kann een et eigentlech net oft genuch widderhuelen, zitéiert, wou en 2005 gesot huet: „Wunnen a Baue si schrecklech deier zu Lëtzebuerg ginn. Um Wunnengsmaart kucken déi kleng Leit dacks no, wat déi aner maachen, mä si gesinn net, wéi si kënne matmaachen", da kann een dat einfach emol am Raum stoe loossen.

Här President, wann d'Leit d'Gefill hunn, dass kee sech ëm si këmmert an hir Suergen net eescht hëlt, dann dréit dat net zur villbeschwuerener sozialer Cohésioun bäi. Wunnengsnout, Aarmut, Chômage, sozial Benodeelegung sinn den Nährbuedem fir Extremer a gefährden de soziale Fridden! No enger Rei Mailen oder Verkéier am Facebook, Äntwerten, Stellungnahme vu Leit, déi ee kann öffentlech gesinn, wann et ëm d'Wunnengsnout geet, wa mer déi Themen hei behandelen, wann et ëm d'Asylanteproblematik geet, kann ee sech ongeféier ausdenken, wat am Moment amgaang ass, och hei zu Lëtzebuerg, u Kräften ze entstoen. Duerfir sollte mir alleguerte ganz seriö huelen, dëst alles ganz seriö huelen an alles ënnerhuelen, fir deem entgéintzewierken.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Spautz. An als nächste Riedner ass den Här Jacques-Yves Henckes agedroen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Merci, Här President. D'Wunnen ass e mënschlecht Grondbedierfnes a mir mussen och dofir alles maachen, datt mer deene Leit, déi hei an onsem Land wunnen, esou eng Wunnméiglechkeet erméiglechen. An deene puer Minutten, déi mer zur Verfügung stinn, wëll ech just e puer Donnéeë festhalen an eng Analys maache vun der bestehender Situatioun, an duerno wollt ech e puer Propose maachen.

Éischtens ass während de Joren 2001 bis 2006 d'Bevölkerung gestiegen ëm 5.000 pro Joer, duerno 10.000 pro Joer! An Enn 2011 hu mer 512.000 Awunner hei am Land. D'Demande ass grouss no Wunnengen, si steigt permanent, mä onst Land kënnt där Demande net méi no. Et muss eppes gemaach ginn, fir d'Offer vu Wunnenge méi grouss ze maachen. A wann d'Offer méi grouss gëtt, da kommen och Effeten op de Präisser: Entweder bleiwe se stabil oder si ginn erof.

Den Observatoire de l'Habitat huet festgestallt, datt Terraine genügend zur Verfügung stinn, elo schonns 30.000 Wunnenge op deenen 2.700 Hektar, déi fir Wunnzwecker elo schonn disponibel sinn, kéinte gebaut ginn. A Perimetererweiderungen abegraff, zum Beispill bei deenen 1.314 Hektar, déi a verschiddene Plans d'aménagement généraux, verschiddene PAGen net affektéiert sinn, och do sinn nach Méiglechkeeten dran. An da kann een och nach op de Wee goe vu Bauperimetererweiderungen.

Zweetens. Vill Leit kënne sech keng Wunneng méi leeschten, sief et an der Locatioun, sief et am Ukaf. D'Caritas huet an engem ganz rezente Rapport, deen elo kierzlech publizéiert gouf, geschwat vu 26.000 Leit, déi Sozial- a Mietwunnenge géife sichen. Mä et gëtt keng genee Statistik.

De Käschtepunkt vun de Wunnengen. Bestehend Gebaier, do geet de Käschtepunkt erop, a bei deenen Neien anscheinend erof, wann een deene leschte Statistiken, déi ons bekannt gemaach gi si vum Observatoire de l'Habitat, Rechnung dréit. Mä et gëtt och do keng genee a keng prezis Statistiken.

Da muss een och festhalen, datt vill Wunnenge vun nuren enger Persoun besat sinn, an dat si souguer gréisser Wunnengen. An do hu mer eng Problematik, déi mer misste kucken, wéi mer déi uginn.

Dann de Pacte Logement. Do muss een eppes festhalen - an ech mengen, vill Riedner hunn dat hei och scho festgehalen -, dat ass, datt mir als ADR Recht haten, wéi mer géint dee Pacte Logement gestëmmt hunn, well mer gesot hunn, dat Eenzegt, wat hei positiv ass am Pacte Logement, dat ass, datt d'Gemenge Sue kréien, mä datt et net zur Léisung vun der Demande vun neie Logementer géif bäidroen. An ech mengen, dat ass jo och elo e Constat, deen elo gemaach gëtt.

Dann, d'PAP-Prozedure si manifestement ze laang. Dat huet e Käschtepunkt, grad wéi och d'nohalteg Wunnengen, wat jo elo als Zil fir 2015 op jiddwer Fall virgesinn ass, datt do verschidden Norme musse respektéiert ginn. Och dat ass eng vun de Problematiken an dëser Debatt.

Vill Leit kréien e Refus, wa se e Prêt ufroen. An do muss een oft soen, datt dat eng reell Problematik ass. A wann een dat dann e bësse méi analyséiert, da gesäit een, datt déi Leit, déi schlecht Froe gestallt hunn, net informéiert waren, datt se net konnten iwwert déi eenzel Subsiden, Hëllefen an esou weider Bescheed wëssen. Dat ass esou komplex ginn, datt Der haut scho bal musst mat engem Expert an enger Bank schwätzen, fir datt deen Iech am Viraus beréit, wéi a wat eppes soll gemaach ginn. An do, mengen ech, misst ee vläicht op de Wee goen, fir dat e bësse méi accessibel ze maachen.

Eng Fro, déi ech awer och wollt un de Minister stellen, dat ass: Wou ass de Plan directeur sectoriel «Logement» drun?

Da muss een och festhalen, datt, wann een e Bauterrain élargéiert, wann een do verschidde Saache méi ugeet, dann ass eng Problematik, déi ganz kloer ass, da spillt een oft Kleeschen. Dat heescht do, wou virdrun Agrarland war a wou een dann erlaabt, datt fënnef- oder sechsstäckeg Gebaier kënne gebaut ginn, datt do deen Ablack d'Terrainspräisser natierlech ganz staark an d'Luucht ginn. An ech mengen, och do misste mer kucken, fir iwwert de Wee vun engem Droit de préemption oder de blocage, fir do esou Erweiderunge vum Bauperimeter, wat de Käschtepunkt ugeet, eenegermoossen an de Grëff ze kréien.

Wat ons Propositiounen ugeet, esou wëll ech fir d'éischt froen, datt mer fiabel Donnéeën a Statistike kréien. Wann haut ee freet, wat ass e Meter carré surface habitable, da ginn et dräi Administratiounen, déi Iech dräi verschidden Donnéeë ginn! Den Observatoire de l'Habitat huet ongeféier 30% vun Donnéeën, déi falsch sinn, well déi eng, do ass d'Surface habitable am enke Sënn gemooss. Bei deenen aneren hänkt de Balkon, d'Trap an d'Garage mat derbäi. An dat alles leeft ënnert der Definitioun vu Meter carréën. An domadder kann een natierlech och nach spillen, wat de Käschtepunkt ugeet pro Meter carré.

An duerfir mengen ech... Här Minister, Dir hutt ugekënnegt, datt Der géift e Gesetzesprojet deponéieren, wou eng Definitioun vum Metercarrés-Präis wier a wou jiddwereen, deen en Terrain keeft, also en Appartement oder en Haus keeft, weess wéi vill Meter carré do sinn. Mä anscheinend ass dee Projet de loi debattéiert, well zwou Administratiounen net eens ginn, ob hir Definitioun vum Meter carré soll gëllen oder déi vun deem anere Ministère. An ech mengen, do ass eng Regierung gefuerdert, fir deen Ablack emol eng Kéier e Machtwuert ze schwätzen an ze soen: Mir soen, wat elo richteg ass!

Dann hu mer och eng Fro bei der sozialer Demande. Hei ass gesot ginn, zum Beispill vun der Caritas, et wiere 26.000 Demanden do. Dat mag sinn, mä verschidde Leit hunn op sechs, siwen, aacht Plazen Demandë gemaach. Wat also richteg wier oder wat misst gemaach ginn, dat ass, datt mer e Guichet unique hätte fir déi Demanden - ob se elo beim Fonds du Logement, der Société Nationale des Habitations à Bon Marché, bei de Gemengen, beim Stat oder bei Privatleit gemaach ginn -, datt déi op jiddwer Fall sollten op enger Plaz zentraliséiert ginn an datt mer do eng Kéier uerdentlech Donnéeën hätten, wat da wierklech d'Problematik ass.

Zweetens, fir d'Offer méi grouss ze maachen an doduerjer op d'Präisser ze drécken, do muss een an onsen Aen zwou Saache maachen. Éischtens, d'Prozedure fir d'PAPe méi kuerz maachen. Well, wann ee gesäit, datt e Promoteur, deen haut investéiert an en Terrain, heiansdo sechs Joer, aacht Joer an nach méi muss waarden, bis d'Baugenehmegung duerch ass, an datt een dann och nach mierkt, datt, wann alles eriwwer ass a wann d'Gemeng alles an éischter..., an zweeter Instanz d'Prozedur duerchgesat huet, dann de Ministère de l'Environnement eng Heck entdeckt an nees erëm alles blockéiert, dat däerf et net sinn. Well et ass jo verständlech, datt dee Promoteur, deen e Prêt gemaach huet, innerhalb vu sechs, siwen, aacht Joer 20% ongeféier de Bauterrainspräis méi héich muss maachen, eleng nure fir dem Prêt, deen e muss bezuelen, Rechnung ze droen. An duerfir musse mer op dee Wee goen, fir datt d'PAPe méi séier kënnen duerchgoen.

Da schéngt ons och néideg, datt mer méi héich bauen an de Perimeteren an erweideren, wann néideg.

Déi drëtt Mesure, déi mer proposéieren, dat ass, datt nieft dem Bail emphytéotique och sollt op de Wee gaange gi vum Portage foncier. De Portage foncier, dat ass, datt deen, deen en Terrain keeft, fir d'éischt de Bau, deen en... pardon, also en Appartement oder en Haus keeft, datt dee fir d'éischt de Bau ofbezilt a sengem Prêt an dann den Terrain. Dat ass e System, deen a Frankräich ganz gutt leeft. Dat féiert dozou, datt déi eenzel Leit, déi en Terrain kafen, déi en Appartement oder en Haus kafen, an hirem monatleche Remboursement vum Prêt manner ze bezuelen hunn.

Dann, mengen ech, misst een och eng speziell Agentur schafen, fir deene Leit ze hëllefen, déi a Schwieregkeete komme beim Erëmbezuelen, an dat ouni datt et hire Feeler ass. Well et gesäit ee ganz oft, datt duerch e Fait vun engem Divorce, duerch en Akzident oder soss Saachen et do op eng Kéier zu Schwieregkeete kënnt beim Remboursement vum Prêt, an da wëssen d'Leit sech heiansdo net méi ze hëllefen, well d'Commission de surendettement och nure statuéiert deen Ablack, wou eng Décision en appel zum Beispill komm ass am Fall vun Divorce. Dat dauert relativ laang. An der Tëschenzäit sinn d'Schwieregkeete virprogramméiert.

An da misst de Complément RMG fir d'Allocatioun Logement, fir also Mietzouschoss, wann een dat esou ka soen, déi misst cessibel sinn a saisissabel. Dat ass heiansdo de Fall, heiansdo net. Hei misst och emol eng Kéier Kloertext geschwat ginn, datt déi Allocatioun Logement dann och duerfir soll gebraucht ginn, fir dat, wat se ass, an net fir aner Saachen.

Fënneftens. De private Promoteure muss een déiselwecht Hëllef garantéieren, dat heescht, 90% vum Subsid beim Bau vu soziale Mietwunnengen. Dat ass elo net de Fall, well do gesot gëtt: Majo, si missten dann och déi sozial Mietpräisser berechnen. Mä et kann awer ganz gutt e private Promoteur deen Invest an en Appartement oder en Haus maachen an dann de Calcul vun der Miete géint e gewëssene Montant dem Fonds du Logement zoukomme loossen.

Dann, mengen ech, misste mer och, wéi ech scho gesot hat, e Guichet unique schafe fir d'Demandë vu soziale Wunnengen.

De siwente Problem, deen oft beschwat gëtt, sinn d'Privatwunnengen...

M. le Président.- Här Henckes, Dir misst awer lues awer sécher zum Schluss kommen.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- ...Stat a Gemengen, hei gesäit een, datt ganz vill Taxatioun...

Ech ka jo och nach schwätzen zu de Motiounen, da geet dat.

Mä et ass kloer, datt hei Stat a Gemenge ganz oft déi sinn, déi mat Dausende Meter carréën a private Wunnenge sinn. Ob dat an der Stad Lëtzebuerg, hat ech op enger Question parlementaire deemools 6.000 Meter carré ginn, déi de Stat eleng a Privatwunnengen huet. Dat huet sech vläicht an der Tëschenzäit geännert. Mä et wëllt awer just nure soen, wat et ass.

D'Taxatioun vu Privatwunnengen, do si mir als ADR dergéint, well mer fannen, datt dat just nuren e Gadget ass an datt dat riskéiert, datt deen Ablack, wou esou eng Wunneng eidel steet, dat Eenzegt, wat geschitt, dat ass, datt de Propriétaire herno och déi Tax do op de Verkafspräis erusetzt.

Mä mir géifen... A well ech elo muss zum Schluss kommen, Här President, wollt ech awer och der Regierung eng Suggestioun maachen. Well déi Problematik ganz grouss ass, well ganz vill Acteuren do sinn - Stat, Gemengen, Fonds du Logement, privat Promoteuren, Architekten an Ingenieuren. Ech mengen, et wier un der Zäit - an dat ass och eng Propositioun, déi mer wollte maachen - fir eng national Konferenz vum Logement anzeruffen a fir mat alle Partner um Terrain ze diskutéieren a fir do déi néideg Léisungen zréckzebehalen, déi néideg sinn, fir datt mer hei déi ganz Problematik vum Wunnengsbau an de Grëff kréien.

M. le Président.- Merci dem Här Henckes. Als leschte Riedner ass den Här Bettel agedroen. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, et si ganz vill Saache scho gesot ginn, déi ee kann ënnerschreiwen, ob dat den Här Etgen ass, ob dat d'Madame Spautz ass. Ech wëll awer just hei e klengen Historique maachen, Här President.

Wann ech kucken, vun '79 u bis '84 wor de Jean Wolter Minister fir de Wunnengsbau. Vu '84 bis '89 wor de Jean Spautz Minister fir de Logement. Vun '89 bis '94 wor den Här Spautz zoustänneg fir de Logement.

(Interruptions)

Är, Dir sidd, '84 ass... '94 kënnt den Här Boden bis '99. Vun '99 bis 2004 wor den Här Boden zoustänneg fir de Logement. 2004 bis 2009 wor den Här Boden zoustänneg fir de Logement. Vun 2009 un ass den Här Schank zoustänneg fir de Logement.

(Brouhaha)

Här President, wann een normal ziele kann, zielt een 33 Joer CSV-Logementspolitik hei an dësem Land! An ob elo den Här Wolter '84 oder '83 war, Här Boden, Dir woort laang genuch derbäi, dat steet och fest.

(Hilarité)

Här President, 33 Joer CSV-Logementspolitik! An haut seet de Statsminister Juncker - an ech ka mech erënneren als jonken Deputéierten, et ass net fir d'éischt, wou en et seet -, dass een de Promoteure misst d'Liewe schwéiermaachen, well dat si Leit, déi profitéiere mat hiren Terrainen an déi verdéngen, déi wëlle just einfach Sue maachen!

Ech sinn elo 13 Joer an dëser Chamber. Ech weess net, wat den Här Juncker déi lescht 13 Joer an deem Kontext, op jidde Fall ugekënnegt, mä duerno gemaach huet. An ech mengen, d'Madame Spautz ass och do schonn an den Detail gaangen.

Fir Iech awer och ze weisen, wéi d'Logementspolitik vum Stat och kontraproduktiv ka sinn, wëll ech just déi lescht Beispiller ginn. D'Lescht, also gëschter oder virgëschter, Här President, sinn Appartementer verkaaft ginn op der Côte d'Eich, versteet ginn. Si si versteet ginn. 10.000 Euro de Meter carré! 10.000 Euro de Meter carré! Ouni d'Konditioun, selwer dra musse wunnen ze goen! Dat heescht, et si souguer Leit, déi méi wéi ee kaaft hunn, fir et duerno ze verlounen! 10.000 Euro de Meter carré, vum Stat gebaut, vum Stat versteet! Ass dat keng präisdreiwend Politik?!

Op jidde Fall, wann ee bei esou Tariffer kënnt... Ech wëll Iech just soen, dass den Tarif normal an der Gemeng Lëtzebuerg bei 5.758 läit, wann een déi lescht Zuele kuckt. Mir hunn et awer fäerdegbruecht, an dat muss een och soen, duerch de Pacte Logement, dass et 20% méi bëlleg ass. Do ass ee bei 4.600 Euro de Meter carré.

Mä da gëtt et de Projet Baulücken - an ech wëll och hei der Madame Brasseur an dem Här Helminger, ënnert deem e gemaach ginn ass an deen och weidergemaach gëtt an der Gemeng, (veuillez ajouter: Merci soen) -, deen et erméiglecht, de Meter-carrés-Präis op 2.820 Euro eroffzedrécken. Dat ass 51% méi bëlleg wéi den normale Präis vum Observatoire um Gebitt vun der Stad Lëtzebuerg. An ech wëll Iech net soen, wéi vill méi bëlleg wéi déi Logementen, déi de Stat gëschter versteet huet. Dat heescht, e Véirels vum Präis vun deem, wat de Stat gëschter verkaaft huet.

Här President, et ass gutt, wann ee gudde Wëllen huet an et seet een: Mir mussen eppes maachen. De Logement ass ze deier. Mais on constate! 30, 33 Joer si mer amgaangen ze constatéieren, dass e Problem do ass. 33 Joer si mer amgaangen ze gesinn, dass ëmmer méi jonk Leit an d'Ausland wunne ginn, well se sech et net méi hei kënne leeschten. Dunn hu mer de Pacte Logement geholl, dunn hu mer gemengt: Hurra, elo hu mer d'Léisung an elo wäert alles besser goen!

Et erméiglecht de Gemengen, a verschidde Fäll déi 10% Logement kënnen ze hunn iwwer en Hektar, esou wéi mer et gesot hunn, wou een 20% spuert. Mä et ass de Leit nach ze deier. Firwat? Logement social gëtt gemaach an deen ass ganz wichteg. Mä et ass eng Kategorie vu Leit, Här President, déi ganz oft vergiess ginn, an dat sinn d'Mëttelschichten! Dat sinn déi jonk Familljen!

Déi verdéngen net genuch, fir um normale Marché eppes kënnen ze kafen. Mä si verdéngen ze vill, fir am soziale Marché eppes kënnen ze kréien. An dat sinn déi, déi déi lescht 33 Joer vun der CSV vergiess gi sinn! Dat ass den erschwéngleche Wunnraum, dee vill ze laang vergiess ginn ass. Oder et huet een eng gutt Bomi, dann huet ee geierft. Oder et huet een eppes kritt. Oder et huet ee missen dann erausplënneren an esou wäit wéi méiglech vun der Stad ewech, well ee sech de Meter carré net konnt leeschten.

Elo si verschidde Saache gesot ginn och vun der Madame Spautz iwwert déi Tax op eidelen Terrainen oder bei de Wunnengen. Jo, et ass eng Pist. Et steet och an eiser Schäfferotserklärung. An der Stad soll ee kucken, wéi een et mécht. Et huet kee Wäert, elo eppes iwwert de Knéi ze briechen. Et huet och kee Wäert, elo engem ze soen, dass en, well en eng kleng Parzell huet, muer muss drop bauen.

Et muss ee kucken, selbstverständlech géint d'Spekulanten, géint déi Leit, déi wierklech nëmme Sue wëlle maachen an d'Terraine wëllen halen, fir Suen ze maachen, géint déi muss ee Mesurë maachen! An ob dat... Ech hoffen op jidde Fall, dass dat eppes ass, wat hei vun enger breeder Majoritéit gedroe gëtt.

Dann hu mir och eppes gemaach ënnert dem Impuls zesummen... An de Logement, fir Iech ze soen, hei sëtzen eis Kolleegen, d'Madame Loschetter, déi zoustänneg och ass fir de Logement social an der Gemeng. Mir hunn décidéiert, deeselwechten Tarif ze hunn an der Stad, ob dat an engem Quartier ass oder an engem aneren.

Mir maache keng Distinctioun. De Metercarrés-Präis soll deeselwechte sinn an der ganzer Stad a keng Distinctioun maachen, wa mir et selwer do kënnen an d'Vente ginn, tëschent deem engen an deem anere Quartier. An dat ass eng richteg, erschwénglech Wunnengspolitik, wou een och net eng Klassifikatioun vun deem engen oder vun deem anere Quartier nach mécht!

Här President, dann nach en anere Punkt, wou ee muss soen, déi zwee Ministeren, déi do sëtzen...

M. le Président.- Här Bettel, Dir misst och lues awer sécher zum Enn kommen.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Jo, ech sinn an enger Minutt. Ech hat, mir hunn nach eng Motioun, also ech hätt nach dräi Minutte 45, mä ech brauch net esou laang, Här President.

(Brouhaha)

Ech wëll just soen, den Här Wiseler an den Här Schank sinn net responsabel fir déi lescht 33 Joer. Ech si mer däers ganz bewosst. An ech ginn Iech bestëmmt keng Rutt. Hei ass geschwat gi vun enger mauvaise Note. Ech muss soen, dass d'Zesummenaarbecht mam Här Schank a mam Här Wiseler an déi richteg Richtung geet. Mir sinn amgaang ze kucken, wéi mer kënnen do weiderschaffen. Mir hu vill Projeten, déi mer gemeinsam maachen.

Mir hunn och souguer d'Iddi - firwat net? - en Infostand ze maachen an der Gemeng fir de Logement, well et ass jo näischt méi Komplizéiertes wéi e Mënsch, deen eng Wunneng brauch, dass en an eng Gemeng geet an da kritt e gesot: Wéi laang wunnt Der dann do? Ah neen, da si mir net kompetent, da musst Der bei en anere Service goen. Bei wie gi mer dann? Gi mer bei de Fong, gi mer bei d'SNHBM? Wien ass da fir eis responsabel? Dowéinst ass et immens wichteg, dass et eng Ulafstell gëtt, wou d'Leit kënne kommen a wou se och all déi Infoe kréien, wéi se e Subsid kréien, wéi se eng Aide kënne kréien, wéi se eng Bonification de crédit kënne kréien, et cetera, et cetera.

Mir hunn och mam Här Schank Gespréicher regelméisseg als Schäfferot, fir och ze kucken, wéi een et do ka maachen. An ech muss Iech soen, dowéinster, Dir sidd nach zwee Joer am Amt, ech hoffen, also zwee Joer op d'mannst, well duerno gëtt gewielt, an da kucke mer, ob Der nach do sidd oder net. Mä op jidde Fall, déi nächst zwee Joer, wou Der nach do sidd, mengen ech, sollt déi Zesummenaarbecht weiderlafen, dass se soll konstruktiv weiderlafen.

Mä ech wier virun allem frou, dass een och eng Kéier akzeptéiert, dass dat, wat déi lescht 33 Joer gemaach ginn ass, net eng sozial Wunnengsbaupolitik war. Et wor vill Blabla, et wore vill Constaten, mä ganz wéineg Aktiounen.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Bettel. Elo kritt d'Wuert den Här delegéierten Nohaltegkeetsminister Marco Schank.

M. Marco Schank, *Ministre du Logement*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt emol wollt ech mat engem Merci ufänken, fir d'Geleeënheet ze hunn, datt mer kënnen iwwer Logement diskutéieren. Dacks gëtt dat an de Raum gesat, dat wier dee gréisste Problem zu Lëtzebuerg, mä ech muss soen, datt mer awer seelen d'Geleeënheet hunn, fir dat am Fong ze maachen. An ech wëll och soen, datt ech dankbar si fir déi eng oder aner Iwwerleeung, och fir déi eng oder aner Kritik, déi ech awer nach laang net alleguerten deelen, an ech wäert och eppes dozou wëlle soen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et kann ee keen Débat iwwer Logementspolitik féieren, iwwert den Enkpass um Logementsmarché, wann een net dat Ganzt an de Kontext setzt. Et ass deelweis gemaach ginn. Ech soen et nach eemol: Lëtzebuerg ass Affer vu sengem ekonomeschen a sozialen Erfolleg, kann ee roueg soen.

Mir sinn dat Land an der Europäescher Unioun, wat am allerséierste wiisst. Mir sinn elo iwwer 512.000 Awunner. Dir hutt et de Moien nach eng Kéier héieren: ronn 2% gewuess d'lescht Joer an an deene leschten 20 Joer sinn 132.500 Leit zu Lëtzebuerg bäikomm, virun allem natierlech um Niveau vum Solde migratoire. Dat ass e Plus vu 35%. Et ass keen anert Land an der Europäescher Unioun, wat esou séier wiisst.

D'Zuele vun de Stéit sinn natierlech och enorm an d'Luucht gaangen. Proportional natierlech nach méi séier wéi den Zouwuess vun der Populatioun, well et ëmmer méi Single-Stéit gëtt dobaussen. Och ginn d'Leit Gott sei Dank ëmmer méi al. Och doduerch brauche mer méi Wunnengen.

Vill Wunnenge stinn eidel, an ech wëll direkt och der honorabeler Madame Vera Spautz soen, datt ech schonn als Deputéierte gesot hunn, datt ech der Meenung deemools war, wéi et an der Propositioun vum Minister Fernand Boden steet, och wéi d'Regierung gesot huet, fir déi Taxe spécifique obligatoresch ze maachen.

D'Regierung huet sech elo d'Wuert ginn, fir op dee Wee ze goen, datt mer e Vademecum maachen - deen ass och esougutt eweí fäerdeg - zesumme mam Innenminister a wou mer dann de Gemengen elo nom 9. Oktober... D'lescht Joer ass dat méiglecherweis méi einfach soen, hei maach et op déi Manéier, da misst dat riicht ausgoen.

Et huet awer laang gedauert, 2008. Elo hu mer zwou Gemengen, eng, déi virgaangen ass, eng, Esch, wou de Projet nach net autoriséiert ass, soudatt dat awer scheinbar net esou einfach war. Mir observéieren dat elo, an ech sinn nach ëmmer der Meenung, wann dat net rutscht, datt een dann op de Wee soll goen, fir dat ze octroyéieren.

Dann...

M. Fernand Boden *(CSV)*.- Här Minister!

M. Marco Schank, *Ministre du Logement*.- Jo?

M. Fernand Boden *(CSV)*.- Mir haten dat als fréier Regierung proposéiert.

M. Marco Schank, *Ministre du Logement*.- Ech weess dat, jo, jo, jo!

M. Fernand Boden *(CSV)*.- De Statsrot hat eng Opposition formelle dergéint gemaach, wéinst der Autonomie communale!

M. Marco Schank, *Ministre du Logement*.- Genau! Genau dat! Ech weess dat.

M. Fernand Boden *(CSV)*.- Déi steet awer nach ëmmer, d'Autonomie communale!

M. Marco Schank, *Ministre du Logement*.- Jo, jo, jo. Also, wéi gesot, dat ass den Hannergrond vun där Problematik.

M. Roger Negri *(LSAP)*.- Mir hunn déi net gebraucht, gesitt Der.

M. Marco Schank, *Ministre du Logement*.- Dann, all dës Tatsaachen, déi ech elo genannt hunn, och d'Zweckentfremdung vu Wunnengen...

(Interruption)

Et si ganz Stroossenzich an eiser Stad, awer och op anere Plaze Bürosfläche ginn. Och an anere Stied ass dat geschitt. Alles dat huet Misär mat sech bruecht an den Drock op den Terrain virun allem ass ëmmer méi grouss ginn. Net op de Steen, mä op den Terrain. An den Terrain kann een net belibeg vermehren.

An an dësem Land, mir sinn e relativ klengt Land, gëtt och ëmmer nach gejaut. Mir hunn d'Problematik Logement, mä dann och um Niveau vun den Aktivitéitszone brauche mer Terrainen. Um Niveau vun den Infrastrukturen, fir eis Mobilitéit ze organiséieren, brauche mer Terrainen. D'Landwirtschaft brauch Terrainen. A mir brauchen awer och nach Terrainen um Niveau vun eiser Liewensqualitéit, datt mer Landschaft erhalen, datt mer Natur erhalen, datt mer Noerhuelung méiglech maachen, soudatt een dat alles muss op een Nenner kréien.

Duerfir waarde mer jo och mat Spannung op...

Une voix.- Schmäerzlech!

M. Marco Schank, *Ministre du Logement*.- ...d'Plans sectoriels. Mat Schmäerzen, kann ee roueg soen. An da gëtt et nach Heulen und Zähneknirschen, wa se bis do sinn. Einfach gëtt dat net hei zu Lëtzebuerg, ech soen Iech dat!

D'Loyersgesetz aus de 50er Joren huet och deen een oder anere Propriétaire net grad ermontert, ze verlounen, an et wor noweislech méi lukrativ fir Bürosflächen ze bauen, wéi sech am Résidentiel ze engagéieren. An de Wunnengsberäich huet natierlech aner Qualitéitsmierkmaler. Deen huet net nëmmen eng ekonomesch Komponent, mä eben och eng ausgeprägte mënschlech Komponent. An an der Vergaangenheet ass et och emol dacks virkomm, datt egal wéi eng Qualitéit zu egal wéi engem Präis verkaaft ginn ass.

Mir hätte missen an deene leschten zéng Joer ronn 3.400 Wunnunitéiten d'Joer bauen, fir d'Gläichgewiicht tëschent Offer an Demande hierzestellen, en vue vun 2021, déi Wohnungsbedarfsprognos. Awer eréischt am Joer 2007 hu mer 3.230 Wunnenge fäerdeggestallt, 2008 war e Rekordjoer mat 4.444 Wunnengen, an 2009, dat lescht Joer, wou mer d'Zuel hunn, mat 3.740 Unitéiten.

Wat positiv ass: D'Baugenehmegunge ginn nach ëmmer an d'Luucht. Dat heescht, et ass nach ni esou vill gebaut ginn zu Lëtzebuerg wéi am Moment. Am Joer 2011 goufe 4.323 nei Wunnengen autoriséiert, dat sinn 11% méi wéi dat Joer virdrun.

An dann erlaabt mer och dee Saz ze soen - ech mengen, et war den Henri Kox, deen drop higewisen huet -, datt mer e Wunnengsproblem zu Lëtzebuerg hunn op engem ganz héijen Niveau. Eurostat mellt, datt wa mer Ufank de 60er Joren eng Surface habitable vun 135 m² haten, da leie mer elo an der Moyenne bei 190 m². Dat huet och, wa mer vun héije Loyere schwätzen...

(Interruption)

...a vun der Moyenne vun héije Loyeren, huet dat och domadder ze dinn. Mir liewen zu Lëtzebuerg op groussem Fouss.

Une voix.- Natierlech kascht et och méi wéi eng Deux-chevaux!

M. Marco Schank, *Ministre du Logement*.- Wann ee sech, wa mer eis mat den Nopeschlänner vergläichen - ech mengen, dat hat den Henri Kox och gemaach -, da gesäit een, wou mir do dru sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll awer och net évitéieren, fir wa mer schonn diskutéieren, iwwert déi alldeeglech Efforten ze schwätzen, déi an der Vergaangenheet gemaach goufen. Et ass jo virdru kritiséiert ginn déi Politik vun den CSV-Ministeren. Tëschent 1997 an 2012 sinn 190 Milliounen Euro a Kapitalhëllefen am Kader vun der Accession à la propriété gefloss.

Elo kann ee soen, mir hätte méi misse maachen um Niveau vun de Mietwunnengen. Mä dat do ass, do ass awer och vill Loyer gespuert gi vu Leit, dat muss een och soen. An dës 12,6 Milliounen Euro pro Joer hunn et ville Stéit erméiglecht, dat néidegt Eegekapital ze hunn, fir kënnen e Bankkredit accordéiert ze kréien.

An da gi mer bei d'Zënshëllefen. Déi ronn 43 Milliounen Euro pro Joer un Zënshëllefen hunn et dausende Familljen erlaabt, hir Zënslaascht ze erdroen. Heibanne sinn der vill, déi sech nach kënnen erënneren, datt mer Hypothekarzënsen hate vun iwwer 10%! A wann et dës staatlech Aiden net gi wieren, wéi hätten dann all déi Familljen d'Méiglechkeet gehat, fir mat den Enner um Enn vum Mount beieneen ze kommen?

Dat solle sech d'Kritiker och virun Ae féieren, déi net midd ginn, ze behaapten, duerch Statsinterventioun um Marché géifen d'Präisser nach ëmmer méi an d'Luucht goen.

Et sief op dëser Plaz gesot, datt et net déi Leit..., et sinn net déi Leit mat deene bescheidene Revenuen, déi, also déi, déi an de Genoss vun de Revenuen, pardon, vun den Aidë kommen, déi d'Präisser um Maart diktéieren. Do si ganz aner Kräften um Wierk. All déi Familljen, déi net konnten um private Marché aktiv ginn, hu sech un d'Promoteurs publics gewannt, u Gemengen, un de Fong, un d'SNHBM, awer och un anerer, fir sech eng Wunneng ze kafen, déi zum Prix de revient an dacks op Basis vun der Emphytéose offréiert goufen. An déi net konnten oder wollte Propriétaire ginn, hu sech no enger sozialer Wunneng ëmgekuckt. A wann ech kucken, wat de Fong vu soziale Wunnengen ubitt, zesumme mat der SNHBM, mat enger Partie vu Gemengen - d'Stad Lëtzebuerg, Esch, awer och all déi aner, déi an der Vergaangenheet eppes gemaach hunn -, da kommen ech op e relativ grousse Parc locatif vu 6.000 Wunnengen.

An et gëtt och eng Rei vun A.s.b.l.en, déi aktiv sinn. Dat soll ee jo och net vergiessen. Zum Beispill „Ënnerdaach", „Jongenheem", „Fondatioun Félix Chomé", „d'Stëmm vun der Strooss", oder och d'Fongen um Niveau vum Kierchbierg, de Fonds vun der Rénovation de la Vieille Ville sinn amgaangen, grouss Projeten op de Maart ze brengen, déi eis do eng Hand och upaken.

Da wëll ech d'AIS net vergiessen, well mer och - et ass gesot ginn - e Cadre juridique wëllen aféieren. Do si mer amgaangen, do sinn ech amgaangen zesumme mat der Familljeministesch ze kucken, ob mer Plus-valuë kënne schafen iwwert dat, wat undeitungsweis - ech weess net méi vu wiem - gesot ginn ass, fir iwwert d'Offices sociaux, d'Offices régionaux, fir do ze kucken, nei Méiglechkeeten ze fannen. Ech weess net méi, wien et gesot hat.

Une voix.- Mir natierlech!

M. Marco Schank, *Ministre du Logement*.- Gelift?

La même voix.- Mir!

M. Marco Schank, *Ministre du Logement*.- Okay. Den Här Kox huet et gesot.

An do hu mir awer scho virun enger Partie Méint eis eens gemaach, fir genau dat dote fäerdegzebréngen.

Pacte Logement, en Thema, wat ëmmer erëmkomm ass haut de Mëtteg. Ech wëll soen, do ass deemools net méi an net manner gemaach gi wéi dat, wat vill Gemengeresponsabel an och vill Députés-maires hei an der Chamber gäre gehat hätten: „Ma jo, mir si bereet ze wuessen, wa mer da gehollef kréien, wa mer dann Ausgläich bezuelt kréien, fir deem ze entspriechen, wat dat méi kascht, wa mer da wuessen." Net méi an net manner ass gemaach ginn, ausser datt de Pacte Logement och eng landesplaneresch Dimensioun krut, fir den Ënnerscheed ze maachen tëschent de CDA-Gemengen, Wunn-Virrang-Gemengen an och de sougenannte Standardgemengen.

Ech behaapten ëmmer nach, datt 98 Gemengen net kënnen ire vun 106 insgesamt, an do hunn och…

(Interruption)

…vill Gemenge vill profitéiert.

Ech wëll och soen, den honorabele Xavier Bettel huet virdru vu Responsabilitéit geschwat vun den CSV-Ministeren. Bon, ech wëll soen, datt och laang Joren, Jorzéngten um Niveau vun der Stad Lëtzebuerg net vill, fir net ze soen näischt geschitt ass. Dat waren, mengen ech, keng CSV-Buergermeeschteren, wann ech mech richteg erënneren...

(Interruptions)

M. Xavier Bettel *(DP).*- Wësst Der, wie fir de Logement zoustänneg war, Här Schank?

(Interruptions)

Gitt elo keng sichen! Gitt Iech elo keng sichen!

M. Marco Schank, *Ministre du Logement.*- Ech wéilt just soen...

M. Fernand Boden *(CSV).*- Wien hat dann do de Buergermeeschter?

M. Xavier Bettel *(DP).*- Gitt Iech elo keng sichen.

(Interruption)

Da frot emol eng Kéier de Premier, Här Boden. Wann ee 15 Joer fir de Logement zoustänneg ass, Här Boden, wier ech an Ärer Plaz ganz diskret haut. Ganz diskret!

(Interruption)

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Do huet d'Gemeng awer vill gemaach.

Här Schank, Här Schank, Dir kommt aus dem Norden,…

M. Marco Schank, *Ministre du Logement.*- Ech wëll…

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Dir wësst vläicht net wierklech, wat an der Stad Lëtzebuerg geschitt ass, mä dann haalt wann ech gelift domat op.

Sinn esou Wierder…

Une voix.- Et ass richteg, wat e seet!

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Neen, dat ass net wouer.

Sinn esou Wierder wéi Kaltreis Iech e Begréff? Sinn esou Wierder wéi Sauerwiss Iech e Begréff?

(Interruptions diverses)

Sinn esou Wierder wéi Béinchen Iech e Begréff? Kaltreis, Sauerwiss, Béinchen, nëmme fir der dräi…

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Et ass awer ganz richteg, datt an der Stad Lëtzebuerg näischt geschitt ass, Här Buergermeeschter.

(Interruptions diverses)

M. Marco Schank, *Ministre du Logement.*- Ech wollt eigentlech nach eppes Positives soen, well den Här Bettel och herno eppes Positives gesot huet. Deen neie Minister…

Une voix.- Neen, ech wollt Iech just soen, passt op, well...

Une autre voix.- Den Här Fayot wollt och nach eppes soen.

(Interruptions)

M. le Président.- Här Fayot, Dir wollt eng Fro stellen.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, ech wollt keng Fro stellen. Ech wollt soen, wie Schold an der Stad ass, dass näischt gebaut ginn ass: Dat ass d'DP, a soss keen aneren.

(Hilarité générale et interruptions)

M. le Président.- Här Minister, fuert virun, wann ech gelift.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här Fayot, 40 Joer Oppositioun, Dir wiert nach 40 Joer dra bliwwen.

(Brouhaha)

M. Marco Schank, *Ministre du Logement.*- Ech wollt och soen - an da schléissen ech dee Sujet of -, datt och d'Stad Lëtzebuerg, mengen ech, keng Sue vum Pacte Logement zréckschéckt. Dat sinn der nämlech relativ vill. Wann ech kucken, vun 2008 bis 2011 sinn dat 33,7 Milliounen, an de Budget provisoire…

(Interruption)

…vun 2012 - jo, déi lescht Joren, soen ech jo, geschitt jo eppes - 14,9 Milliounen.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Gesitt Der, wa mer näischt géife maachen, dann hätte mer och näischt misse froen.

M. Marco Schank, *Ministre du Logement.*- En neie Minister.

(Interruption et hilarité)

Jo, mir kënnen esou virufueren.

Ech wollt nach eppes zum Paquet Logement soen, dem Paquet Logement, vun deem, mengen ech, och eng ganz Partie Mesurë positiv erausgestrach goufen haut de Mëtteg. Ech ginn elo net ze vill drop an. Ech wëll awer soen,…

(Interruption)

…déi Saachen, déi schonn...

Ech hat dat Thema elo ofgeschloss. Ech wollt elo beim Paquet Logement bleiwen. Déi nei Subvention d'intérêts, wou net vill dervu geschwat ginn ass, déi ab 1. Januar a Kraaft ass, déi kascht och 300.000 Euro de Mount méi, dowéinst, do hu mer et fäerdegbruecht, fir datt méi gerecht all d'Leit, déi d'Konditiounen erfëllen, och an de Genoss vun der Subvention d'intérêts kommen, onofhängeg vun dem Bankinstitut, wou se wëlle Sue léinen.

An dann d'Fiscalité verte, zwee Projeten, déi ënnerwee sinn, wou den Avis vum Statsrot do ass, dat ass d'Reduktioun vun der TVA op den Taux super-réduit vun 3% fir Haiser ënner 20 Joer, wou energetesch Sanéierunge gemaach ginn, an och den Amortissement accéléré fiscal, vun deem ech scho virdru geschwat hunn am Débat iwwert de Klimapakt, och dee spezifesch fir energetesch Albausanéierungen.

Dann de Programm vun de subventionéierte Wunnengen, deen 9. Programm, deen Enn 2009 presentéiert gouf, mat engem Avenant 2010, mat engem Avenant viru Kuerzem. De Regierungsrot vum 15. Juni huet nach eng Kéier e Complément guttgeheescht vun 800 Wunnunitéiten, Sozialwunnenge respektiv subventionéierte Wunnengsbau.

An da kommen ech bei déi véier Mesures-clés vun der Regierung, vum Wunnengsbauminister, déi enorm wichteg sinn, déi och zum Deel haut diskutéiert goufen. Dat Éischt ass de Plan sectoriel «Logement», wou mer Zone mat enger Fläch vun insgesamt 552 ha ausweisen a wou de Stat d'Méiglechkeet kritt, aktiv eng Roll ze huelen iwwert den Droit de préemption, an e kann nach méi wäit goen, iwwert d'Utilité publique, fir sech Flächen ze sécheren, zwee Fënneftel an de PAGen, dräi Fënneftel ausserhalb vun de PAGen, no landesplanereschen, naturschützeresche Kritäre gekuckt, an do kann an do muss an do wäert verstäerkt subventionéierte Wunnengsbau gemaach ginn.

Et ass virdru vun enger Offensiv geschwat ginn, déi mer misste kréien. Et ass genau do, wou ech wëll usetzen, well do kënne mer eng séier Viabiliséierung fäerdegbréngen. A wa mer herno och nach d'Hëllef vun där neier Société nationale, zu där ech och eppes wëll soen, derbäihuelen, da komme mer do ganz séier virun. Knapp 18.000 Wunnenge kënnen op deene 552 ha entstoen, fir 44.000 Leit, a virun allem, wéi gesot, subventionéierte Wunnengsbau.

Dann, ee Wuert zu där zweeter Mesure-clé, d'Société nationale du développement urbain, d'SNDU. Dat ass e Projet, deen e puermol hei och zitéiert gouf, deen als positiv emfonnt ginn ass. De 15. Juni huet d'Regierung e Projet de loi ugeholl am Kontext vun där neier Société, wou ech och deemnächst wäert d'Detailer presentéieren. Mir sinn nach amgaangen, finanziell a fiskal Aspekter ze kucken. Déi Gesellschaft de droit privé, et gëtt der eigentlech zwou. Mir wäerten de Fonds du Logement, wat een Établissement public ass, an zwee splitten, dat Eent e Fonds du Logement S.A., dee wäert ausschliesslech d'Gestioun vu sengem Parc locatif maachen, subventionéiert, wéi gesot, fir Primenempfänger, an déi zweet Société, d'SNDU, déi wäert, wéi gesot, zu engem zentralen Acteur fir Siedlungspolitik zu Lëtzebuerg ginn, eng Aart Facilitateur, fir d'Saache virunzebrénge mat deene Ressourcen, Ressources humaines, déi ee muss hunn, a fir op de Gemenge bei grousse Projete virunzehëllefen, op Frichen, zum Beispill Diddeleng, wou de Fong aktiv ass, d'Frichen zu Wolz, d'Frichë vum Agrozenter zu Miersch, wou e Masterplang virläit, eng Nordstad, wou een enorm vill Privatpropriétairen huet, fir do Gas ze ginn a méiglechst séier virunzekommen.

(Interruption)

Et ass nach ëmmer Spannung hei op dëser Säit. Dat kënnt scho vum Klimapakt eriwwer.

(Interruption)

Sou, dann déi drëtt Mesure-clé ass fir mech och eng ganz wichteg, dat ass déi, fir méi staark déi privat Promoteuren ze implizéieren an de Logement subventionné. Dat kléngt e bëssen no der Quadratur des Kreises, ech weess, mä ech mengen, datt mer dat fäerdegbréngen. D'Gesetz vun ´79 gëtt jo schonn déi Méiglechkeet, virun allem an der Vente. An an deenen 33 Joer ass just eng Kéier vun enger Entreprise do profitéiert ginn, mä ech hu wëlles, a mir sinn amgaangen, dorunner ze schaffen, fir bei d'79er Gesetz, dat mer am Hierscht wäerte presentéieren, och do d'Konditiounen ze fixéieren, déi natierlech ähnlech mussen si wéi déi, déi d'Promoteurs publics hunn. Zum Beispill de Choix vun de Locataires, zum Beispill de Calcul vum Loyer entspriechend dem Reglement vun ´98, de Respekt vun den Energieklasse selbstverständlech, den Droit d'achat fir Locataires an och de Suivi social. Alles dat si Kritären, déi mer mussen dann och do berücksichtegen. Geplangt sinn nach Konventiounen ze maache mat de private Promoteuren.

Déi véiert Mesure-clé, dat ass déi vun der Subvention Loyer, déi d'Regierung als eng ganz wichteg emfënnt. Eng 14.000 Ménagë wäerten an Zukunft kënnen dovunner profitéieren, Ménagen, déi ënnert dem Seuil vun dem Risque de pauvreté hei zu Lëtzebuerg liewen, mat dem Beispill vun enger Koppel vun engem maximale Revenu vun 3.400 Euro mat zwee Kanner, vu 95 Euro als Minimum, 140 Euro als Maximum, an ech mengen, datt dat eng ganz wichteg Mesure wäert sinn. Do si mer och prett, ausser datt mer nach amgaang sinn ze kucke mat de Juristen, fir och ze assuréieren, datt déi nei Aide just fir Résidentë wier an net - Stéchwuert Aide exportable -, datt mer net do och e Problem kréien.

Dann, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hu virdrun och der Kolleegin Vera Spautz gutt nogelauschtert, wou ech awer gestutzt hunn. Ech war mat enger Partie Saachen net d'accord. Wou ech wierklech gestutzt hunn, dat ass, wéi gesot ginn ass, datt d'Vera Spautz respektiv d'sozialistesch Fraktioun - wéi och ëmmer - déi Verquickung net géif deelen tëschent sozialen an ekologeschen Aiden.

Mir hunn Ufank 2011 en Audit maache gelooss vun all eisen Aiden am Logement, an do hu mer gekuckt och d'Aiden, déi mer hunn um Niveau vun der Energieeffizienz, vun erneierbaren Energien, vun der PRIMe House an esou weider an esou fort. Ech hunn no deem Audit e Groupe interministériel agesat - also Energieministère, Logement an den Développement durable -, fir ze kucken, datt mer déi Aiden awer zu deem bündelen. Et ka jo awer net sinn, datt herno déi Leit, déi et scho méi schwiereg hunn an deene mer hëllefen op engem sozialen Niveau, datt se eng Wunneng kréien, respektiv datt se méi bëlleg kënne kafen, lounen, datt déi herno net an de Genoss komme vun Aiden, déi virun allem geduecht sinn, wa mer un deier fossil Energieträger denken, un héich Masutts-a Gaspräisser. Et kann och net sinn, datt mer Wunnenge bauen, déi mat net ëmweltfrëndleche Baustoffer gebaut ginn. Do muss een awer eng Verbindung maachen. Wa mer soen nohalteg bauen, ech mengen awer, datt mer domadder alleguerten hei am Haus vum Prinzip hier d'accord sinn, dann ass et awer dee richtege Reflex a mengen Aen, fir do an déi Richtung ze bündelen.

Ech kommen zum Schluss. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn zu Lëtzebuerg, an ech hunn an zwee, dräi Éditorialen an deene leschten Deeg och an Dageszeitunge gelies déi Ausso, et kéint dach net sinn, datt all Bauland am Land zougebaut an zoubetonéiert géif ginn, deemno misst dëst Zouhuelen, d'Bauwut, déi misst endlech gestoppt ginn.

A jiddwereen heibanne weess, mengen ech, datt wa mer héich Immobiliëpräisser hunn, wa mer déi wëllen drécken, da musse mer d'Offer méi grouss maachen. Mir wuessen eben esou wéi mer wuessen hei zu Lëtzebuerg, et ass schonn e puermol gesot ginn, an da muss och kënne verstänneg gebaut ginn.

An da meng Fro: Wat maache mer da mat all deene Leit, déi bei eis kommen? 2011 Solde migratoire 11.000 Leit, Solde naturel 2.000 Leit. Sollen déi op der Strooss schlofen? - froen ech mech.

An an engem Éditorial stoung och, datt mam Klimapakt datselwecht géif geschéie wéi mam Pacte Logement: eng elegant Suevernichtung. An ech hu jo schonn emol héieren, datt et eng Suendréckmaschinn wier, mä ech hunn awer nach ni héieren, datt et eng Suevernichtung wier.

Ech sinn der fester Iwwerzeegung, datt d'Buergermeeschteren, d'Schäffen an d'Gemengeréit an dësem Land sënnvoll mat deene Suen ëmginn, déi si kréien,…

Une voix.- Très bien!

M. Marco Schank, *Ministre du Logement.*-…virun allem och kréien am Kontext vum Pacte Logement, wou se Schoulen, Maison-relaisen, Kläranlagen a wat weess ech bauen, an net Sue futtimaachen, mä just de Contraire maachen, well ech gleewen un d'Responsabilitéitsgefill vun den Élus locaux.

(Interruption)

An ech wollt och mat de Gemenge mäi Schlusssaz maachen, well Logementspolitik zu Lëtzebuerg mécht sech net eleng: Ech hunn dacks laachende Mondes gesot, datt ech méi Planungshoheit hat, wéi ech Buergermeeschter war, wéi als Logementsminister. Dee brauch also d'Gemengen. Et ass nëmme mat de Gemengen, wou et geet, fir eng dynamesch Logementspolitik ze maachen.

An duerfir hunn ech och am Abrëll, Mee nach eng Kéier de Pèlerinage gemaach, an ech wëll Iech soen, et hunn enorm vill Gemengen de Fanger gewisen. Et war haut nach eng Gemeng do, ech hu bal all Dag eng Gemeng dosëtzen, e Schäfferot dosëtzen, dee seet: „Ech wëll eppes maache fir Wunnengsbau an ech wëll virun allem och eppes maache fir subventionéierte Wunnengsbau.“ Dat, fir eventuell och en Duerfkär ze revitaliséiere mat eisen Hëllefen.

Ech muss soen, datt ech dat ganz sënnvoll fannen, an duerfir mäi Merci un d'Gemengen, déi de Fanger gewisen hunn, an zesumme mat de Gemenge wäert dës Regierung a puncto Logement nach vill fäerdegbréngen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Minister. Domadder wär dës Diskussioun ofgeschloss, a mir kéimen elo zur Ofstëmmung iwwert d'Motiounen.

(Interruption)

Här Minister, Dir kritt nach eng Kéier d'Wuert zu de Motiounen.

Motions

M. Marco Schank, *Ministre du Logement.*- Ech wollt eppes zu de Motioune soen, an zwar déi éischt ass déi, déi ech och wollt unhuelen. Do gëtt d'Regierung invitéiert, fir d'Emprise vun de Pouvoirs publics op Terrainen ze renforcéieren, an et ass am Fong genau dat, wat ech virdru scho beschriwwen hunn. Ech hunn et beschriwwen am Kontext mat de Projets d'envergure, deene 552 ha. Ech hunn et och beschriwwen am Kontext mat där neier Société. Ech hunn also kee Problem, fir déi unzehuelen, well mer genau dat dote maachen.

Déi zweet ass déi iwwert d'Propositioun fir d'Reform vum Impôt foncier. Do sinn ech net eleng zoustänneg. D'Zoustännegkeet läit och beim Finanzminister. Do wollt ech proposéieren, fir déi an d'Kommissioun virunzeginn, wann déi gréng Kolleeginnen a Kolleegen domadder d'accord wieren.

Déi drëtt, dat ass déi, déi ech net wollt unhuelen, well ech net d'accord si mam Invite, well dat, wat hei gefrot gëtt, gëtt lafend gemaach. De Fong an d'SNHBM, et sinn och eenzel Gemengen, Stroossen an anerer, déi dat dote maachen, duerfir kann ech am Fong och do net d'accord sinn.

An déi véiert, déi wollt ech akzeptéieren, well ech och amgaang sinn, dat dote schonn ze maachen, an zwar déi Législation spécifique, fir datt um Niveau vum Parc immobilier Viraussetzunge geschaf ginn, och Contraintë komme fir d'Gemenge fir subventionéierte Wunnengsbau. Mir sinn amgaang, déi franséisch Législatioun méi no ze kucken, obwuel och do net alles esou positiv gelaf ass an deene leschte Joren. Nach sinn ech amgaang, genau dat doten ze maachen, also hunn ech och kee Problem, déi unzehuelen.

An déi fënneft Motioun, déi wollt ech net unhuelen, well déi ass superfétatoire, well mir sinn amgaang, dat ofzeschléissen, an et ass richteg, wat do steet. Ufank 2011 - ech widderhuele mech - hu mer en Audit gemaach, duerno hu mer dee Groupe interministériel agesat, an d'Resultat gëtt Bestanddeel vun dem Gesetz, vum neie Gesetz vun ´79.

M. le Président.- Den Här Etgen huet d'Wuert.

M. Fernand Etgen *(DP).*- Jo, Här Minister, an där Etüd, vun där Dir geschwat hutt, do geet awer nëmme Rieds vun der Evaluatioun vun der Subsidiepolitik an net vun de steierlechen Dispositiounen, an duerfir gesi mir grad an eiser Motioun vir, datt besonnesch eben déi Mesuren, wou de steierlechen Aspekt dran ass, wéi de bëllegen Akt, wéi TVA 3% Logement, datt grad déi sollen evaluéiert ginn, well och d'Amortissementen u sech an där Etüd, vun där Dir elo geschwat hutt, déi Elementer awer net dodra sinn.

M. Marco Schank, *Ministre du Logement.*- Also dach. Dach, dat maache mer eben och. Et ass zwar richteg, datt an deem Groupe interministériel dat do net beschwat gëtt, mä mir hunn e Grupp - de Logement zesumme mam Finanzministère -, deen elo och nach zweemol zesummekomm ass virum Congé, wou genau dat doten och diskutéiert gëtt. D'Resultat kann ech elo hei nach net presentéieren.

M. le Président.- Den Här Bausch, jo.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Här President, ech muss soen, ech verstinn net, firwat d'Motioun 3 vun eis iwwert d'Convention type fir de Logement à coût modéré net ugeholl gëtt.

Ech kann Iech just soen, Här Minister, mir hunn als Stad Lëtzebuerg, als Gemeng, dat jo gemaach, déi 10% Logement modéré bei verschidde PAPen elo, a wéi mer dat ugefaangen hunn, hu mer am Intérieur nogefrot, well mir haten do esou e Konzept, eng Convention type ausgeschafft fir d'Stad Lëtzebuerg, an duerno

wollte mer awer wëssen, well d'Gesetz, juristesch gesinn, awer net ganz kloer ass, zumindest vill Froen opléisst, ob dat esou an der Rei wier. Do hu mer am Intérieur gesot kritt: „Oh, mir fannen dat och, mä fänkt Dir emol un, maacht Dir emol eng, an da kucke mer emol, wéi dat geet, an esou weider, ob dat dann duerchgeet, da kënnen déi aner sech jo dorun ulehnen."

An ech mengen awer, elo huet d'Stad Lëtzebuerg - dat ass elo wierklech net arrogant, wéi ech dat wëll soen - jo awer Servicer, juristesch Servicer, déi aner Gemengen net hunn, fir esou eppes nach auszeschaffen. Dat heescht, et si vill kleng oder mëttel Gemengen, déi hunn déi Méiglechkeete guer net.

Duerfir, et misst awer net anormal sinn, datt Der hei misst de Gemengen eng Hëllefstellung ginn, fir datt se sech kënnen esou Conventiontypen ausschaffen, well se hunn alt hei mat Promoteuren ze dinn, wou mer jo wëssen, déi bis op de leschte Centime verhandelen a feilschen, wann et ëm esou Saache wéi dat dote geet, an da wären déi Gemengen net esou eleng gelooss.

An duerfir verstinn ech net, datt Der déi Motioun net wëllt unhuelen.

M. Marco Schank, *Ministre du Logement.*- Ech wëll derbäi bleiwen, datt ech se net unhuelen, well ech net mengen, datt e Problem ass, mä, wat ech awer ka verspriechen op dëser Plaz, ass, datt ech dat dann eng Kéier méi nokucke loossen. Ech hu mer soe gelooss, datt eng Partie Gemengen a wéi gesot och Promoteurs publics dat dote gemaach hunn an der Vergaangenheet an datt dat kee Problem war, mä ech sinn awer gäre bereet, ouni datt ech déi Motioun elo hei unhuelen, datt ech mech do méi schlau maachen, wa sech da méi schlau ze maachen ass.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Ass nach iergendeppes zu de Motiounen ze soen?

(Interruption)

Den Här Bettel, wann ech gelift.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Ech wollt just soen, Här President, mir wäerten d'Motiounen 1, 2, 3 vun de grénge Kolleege stëmmen. De Minister wëllt d'Motioun Nummer 4 och stëmmen. Mir wäerten eis do enthalen. Do ass nämlech eng Législatioun, déi virgesinn ass, wou d'Gemenge mussen eng gewëssen Zuel Logements am Locatif hunn, an dass d'Gemenge responsabel gemaach ginn, wann dee But pas atteint ass.

Ech mengen, wann de Stat dann elo décidéiert, wéi vill Locatioune mussen an de Gemenge sinn, mengen ech, sollen d'Gemengen do nach eng Méiglechkeet kënnen hunn och e Wuert matzeschwätzen, an net derno selwer bestrooft ginn, wa se eppes vum Stat fixéiert kréien. Och wann de Minister e gären unhëlt, fir mech ass dat en Text, dee géint d'Autonomie communale geet.

M. le Président.- Den Här Bodry, wann ech gelift.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ech muss soen, ech deelen emol eng Kéier d'Aschätzung vum Xavier Bettel an där doter Fro.

Une voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Mä ech wéisst gär, wat dat do heescht. Ech wéisst gär, ob d'Gemeng do selwer muss Propriétaire sinn, oder ob eng vun deene staatlechen Associatiounen do ka Propriétaire sinn.

Da wëll ech wëssen, wat fir een Text ass dat hei: «à tenir les villes et communes pour responsables»? Quel genre de responsabilité? Pécuniaire, civile, pénale? Also, esou en Text, et deet mer leed, dee stëmmen ech ni.

M. le Président.- Den Här Henckes, wann ech gelift.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dat war jo emol kloer.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, mir wollten och déi éischt Motioun net stëmmen, well mer do eng Kaz am Sak kafen. Mir wëssen net genau, wat d'Regierung wëlles huet, a mir wëssen net genau, wat déi gréng domadder gemengt hunn.

Déi zweet Motioun, do schéngt et mer… D'Reform vum Impôt foncier, do wier et effektiv gutt, wann ee géif driwwer stëmmen, well déi bestehend Gesetzgebung, wa se géif applizéiert ginn, da wier et kee Problem. Da bräicht een net vill ze änneren.

Wat déi drëtt Motioun ugeet, do, mengen ech, do wier et awer gutt, wann een déi géif unhuelen, well mer dann hei d'Méiglechkeet kréien, fir wéinstens ee Schema ze hunn, wa Problemer bestinn, fir déi 10% Logements sociaux an engem PAP ze realiséieren, an engem Lotissement, datt een deen Ableck awer d'Méiglechkeet fënnt, fir eng uniform Léisung do ze sichen, an dat net vu Cas zu Cas a vu Gemeng zu Gemeng mussen nei négociéieren.

A wat déi véiert Motioun ugeet, do si mer effektiv och der Meenung, datt dat doten näischt wäert bréngen. An dofir wäerte mer och géint déi Motioun stëmmen.

M. le Président.- Den Här Spautz, wann ech gelift.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Jo. Merci, Här President. Also déi éischt Motioun, déi kënne mer unhuelen.

Déi zweet Motioun, do sinn ech der Meenung, wou d'Iddi och ganz gutt ass, mä déi soll een an d'Kommissioun mathuelen, dass ee mat deenen zoustännege Kommissiounen, souwuel dem Intérieur wéi de Finanzen, nach eng Kéier do driwwer soll schwätzen.

Bei der drëtter sinn ech der Meenung, fir déi ofzelehnen.

Déi véiert, do ralliéieren ech mech un dat, wat d'Kolleege virdru gesot hunn, fir déi ofzelehnen.

An och déi fënneft géife mir oflehnen.

Une voix.- Très bien!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Merci.

M. le Président.- Gutt! Ech mengen, all Fraktioun hätt elo hir Meenung doriwwer gesot. Mir kommen zum Vote.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Här President?

M. le Président.- Jo, Här Kox?

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Ech weess zwar net, wat d'Regierung oder d'Majoritéitsparteien elo wëllen. Virdru seet de Minister, déi wär ganz sympathesch. Ech wëll och drun erënneren, dass och d'Vera Spautz am Numm vun der LSAP hei ganz offensiv doranner geschwat huet.

(Interruption)

Bon, wann dat esou ass. Mir versti jiddefalls net d'Reaktioun. Zumindest hätt ee sech do erwaart, dass e sech ralliéiere géif. Bon, wann dat net de Fall ass, de Vote électronique dréckt et dann aus.

Une voix.- Dont acte.

Motion 1

M. le Président.- Sou! Mir stëmmen elo iwwert d'Motioun Nummer 1 of.

Kënne mer dat à main levée maachen?

Vote sur la motion 1

Wien ass mat där Motioun d'accord?

Wien ass net d'accord?

Domadder wier déi Motioun mat enger grousser Majoritéit ugeholl!

(Abstentions de la sensibilité politique ADR)

Motion 2

Déi zweet Motioun géif an d'Kommissioun renvoyéiert ginn.

Ass d'Chamber domadder d'accord?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Motion 3

Da kéime mer zum Vote électronique iwwert déi drëtt Motioun.

Vote sur la motion 3

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

D'Motioun 3 ass ofgelehnt mat 36 Nee-Stëmmen, 22 Jo an enger Enthalung.

Résultat définitif après redressement: la motion 3 est rejetée par 37 voix contre, 22 voix pour et aucune abstention.

Ont voté oui: M. Georges Engel et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger (par M. Carlo Wagner), Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Marcel Oberweis), Nancy Arendt (par M. Lucien Clement), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden (par Mme Diane Adehm), Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Marie-Josée Frank), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter (par Mme Martine Mergen);

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri et Ben Scheuer.

Motion 4

Da kéime mer zu der Motioun Nummer 4. Ech proposéieren, datt mer och do par Vote électronique ofstëmmen.

Vote sur la motion 4

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

An déi Motioun ass verworf mat 42 Nee-Stëmme géint 7 Jo-Stëmmen, an 10 Abstentiounen.

Ont voté oui: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M Marcel Oberweis), Nancy Arendt (par Mme Christine Doerner), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden (par M. Jean-Paul Schaaf), Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Marie-Josée Frank), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter (par Mme Martine Mergen);

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri et Ben Scheuer;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Se sont abstenus: Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner.

Motion 5

Da kéime mer zu där leschter Motioun. Do ass och de Vote électronique verlaangt. Dat ass d'Motioun Nummer 5 vum Här Etgen.

Vote sur la motion 5

An d'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

An d'Motioun 5 ass verworf mat 39 Nee-Stëmme géint 20 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Christine Doerner), Nancy Arendt (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden (par M. Marcel Oberweis), Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Marie-Josée Frank), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter (par Mme Martine Mergen);

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz.

Da komme mer elo zum Projet de loi 6326, eng Direktiv iwwert déi géigesäiteg Hëllef beim Andreiwe vu Scholden. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht an et huet just den Här Alex Bodry sech agedroen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

4. 6326 - Projet de loi portant transposition de la directive 2010/24/UE du Conseil du 16 mars 2010 concernant l'assistance mutuelle en matière de recouvrement des créances relatives aux taxes, impôts, droits et autres mesures

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Gilles Roth *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, bei dem Gesetzesprojet 6326 geet et ëm déi géigesäiteg Amtshëllef tëscht europäesche Memberstate bei dem Andreiwe vu Steiersuen. Dat ass u sech eng gutt Saach, et stäerkt den EU-Bannemaart. Et ass och e Plus u Steiergerechtegkeet. Deen, dee Steieren ze bezuelen huet, dee soll dat och musse maachen.

An Zäite vu Kris a Statsverschëldung muss och aus all Eck kënne Suen erausgekraazt ginn, déi dem Stat zoustinn. An do muss eng Steierschold, déi an engem Land ufält, och emol kënne mat Sue bezuelt ginn, déi op engem auslännesche Kont hir Rou sichen.

Mä wéi ëmmer, wann et ëm déi grenziwwerschreidend Kooperatioun a Steiersaache geet, do spëtze mir als Lëtzebuerger besonnesch d'Oueren. De Kapp gewäscht, dee krute mer viru ronn dräi Joer nawell zolidd op dem G20-Sommet zu London. Déi sougenannte Grouss - net onbedéngt an der Taille - haten deemools de Steierparadäiser de Krich erklärt, an dobäi d'OCDE souzesoen iwwer Nuecht gezwongen eist Land op eng verruffe gro Lëscht ze setzen, vun deenen net onbedéngt Kooperatiounswëllegen.

Mä well mir eise gudde Ruff vun enger zolitter a seriöer Finanzen- a Bankeplaz net wollten op d'Spill setzen, hu mir - dat heescht villméi eise Finanzminister, de Luc Frieden, deemools - am Rekordtempo an eng 20 Duebelbesteierungsofkommes e Passus dragesat, datt am Fall vun engem Verdacht op Steierhannerzéiung dat Land, wou de Steierzueler seng Suen higedoen huet, dozou ugehalen ass, all méiglech Informatiounen iwwert dee betreffende Bankeclient erauszerécken. Virdru goung dat just am Fall vun engem Steierbedruch, enger sougenannter Escroquerie fiscale, an och nëmmen iwwert de Wee vun der Justiz.

Här President, an deeselwechte Kontext schreift sech och de Gesetzesprojet an, iwwert dee mir haut sollen ofstëmmen, blouss dass et haut net ëm déi grenziwwerschreidend Kooperatioun fir d'Feststelle vun enger Steier geet, mä vill méi ëm déi grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht bei dem Andreiwe vun de Steieren.

Déi sougenannten Assistance mutuelle beim Recouvrement gëtt et europawäit schonns zënter 1976, also méi wéi 35 Joer. Zënter 2002 hu mir och ee Gesetz, wat generell déi géigesäiteg Amtshëllef genaustens regelt. Mä déi wirtschaftlech méi ugespaanten Zäiten, grad wéi de politesche Kontext, deen ech virdru kuerz ëmrass hunn, hunn och zu Bréissel derfir gesuergt, fir déi grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht an deem Domän méi enk ze faassen.

Alles dat gouf an enger Direktiv vum Mäerz 2012 festgeschriwwen. An déi setze mir haut ëm. A well mir eis net nosoe loossen, mir wéilten eis Hausaufgaben an engem dach sensibele Beräich net wëlle maachen, huele mir dëse Projet de loi dann och nach haut virun der Summerpaus, eiser Summerpaus, op de Leescht.

Här President, fir den Detail, wéi déi géigesäiteg Amtshëllef ofleeft, verweisen ech op mäi schréftleche Rapport. E puer Prezisiounen awer, virun allem praktescher Natur, siefen an öffentlecher Sitzung trotzdeem ginn.

Éischtens, wat fir eng Steiere falen dann ënnert dëst Gesetz? Mä dat sinn all Steieren, Taxen, déi souwuel vum Stat oder vun de Gemengen erhuewe ginn. Dat geet vun der klassescher Akommes- a Betribssteier, der TVA, den Accisë bis zur Ierfschaftssteier, jo souguer der Grondsteier, wou mer de Mëtteg driwwer geschwat hunn, déi de Gemengen zoukënnt. Net drënner fale sougenannte Redevancen, dat heescht, dat, wat ee fir eng Déngschtleeschtung bezilt; zum Beispill Stroum- oder Gasrechnungen.

Zweetens, wéi soll dat dann an der Praxis elo oflafen? Mä do gesäit d'Direktiv, an deemno och de Gesetzesprojet, ausdrécklech vir, dass ee sougenannten Titre exécutoire vun enger auslännescher Autoritéit zu Lëtzebuerg automatesch deemnächst wäert unerkannt ginn.

Déi auslännesch Steierverwaltung brauch dofir nëmmen ee Formulaire, e sougenannten Instru-

ment uniformisé, bei seng Demande bäizeleeën, deen no engem Muster, deen d'Direktiv festleet, opgestallt ass.

U sech ass dat en Agréff an d'Souveränitéitsrechter vun de Memberstaten. Firwat? Mä well en administratiivt Dokument vun enger auslännescher Verwaltung ouni aner Bedingungen zu Lëtzebuerg Rechtskraaft kritt.

Fréier huet een hei ëmmer vun engem sougenannten „Exequatur" geschwat, ähnlech wéi op de Geriichter. Dat heescht, dat auslännescht Dokument gouf formell duerch eng Lëtzebuerger Autoritéit virdru gepréift an och beglaubegt oder souguer duerch e Lëtzebuerger Titre ersat, fir dass en dann hei am Land konnt Rechtskraaft kréien.

Konkret heescht dat: Wann ee Lëtzebuerger zum Beispill fir säin Appartement op der belscher Plage seng Grondsteier a säi Précompte net bezilt, dann ass ee belschen Titre, fir d'Steier anzedreiwen, hei am Land automatesch rechtskräfteg an d'Sue kënnen hei ouni weider Formalitéite vun der Lëtzebuerger Steierverwaltung agedriwwe ginn. Ëmgedréint ass natierlech och gefuer, am Fall, wou ee Belsch hei am Land keng Grondsteier géif bezuelen.

Drëttens, kann dann elo eng auslännesch Steierverwaltung Informatioune froen, ob e säumege Steierzueler Suen hei zu Lëtzebuerg stoen huet?

Jo, wann eng Steierschold zu Tréier ufält, da kann dat däitscht Finanzamt eis Steierverwaltung froen, ob de säumege Steierzueler hei ee Bankkont huet. Mä opgepasst: Viraussetzung ass, dass déi däitsch Steierverwaltung bei sech virdrun all Diligencen - wat dat och ëmmer heescht - gemaach huet, fir an Däitschland Suen anzedreiwen.

Dat heescht och, dass d'Ufro aus dem Ausland muss wierklech begrënnt an och berechtegt sinn. Et geet also net hei, fir sougenannten „fishing expeditions" ze maachen. Dat heescht, et geet net, fir e méiglechst breet Netz auszewerfen, an der Hoffnung, datt um Enn deen een oder anere Fësch dann awer dran hänke bleift. Zum Beispill, eng Ufro vum belsche Fisc, ob ee Belsch hei am Land bei iergendenger Bank Sue stoen huet, dat geet net.

Véiertens, kann et mat dem System net zu Abusë kommen, dass zum Beispill am Ausland d'Steier contestéiert wier, an hei am Land d'Suen iwwert de Wee vun der Assistance mutuelle géifen agedriwwe ginn?

Neen, dat geet och net, well d'Direktiv an d'Gesetz, déi gesi vir, dass wann zum Beispill géint ee franséische Steierbescheed zu Paräis ee Recours ageluecht gëtt, dass dann de franséische Fisc net hei am Land Sue ka parallell andreiwe loossen. Duerch de Recours ass d'Andreiwungsprozedur provisoresch suspendéiert. Mä et kann awer provisoresch zum Beispill eng Saisie vun engem Kont vum Steierzueler bei enger Lëtzebuerger Bank gemaach ginn.

Nach eng Kéier: De Verbuet vun den „fishing expeditions" bedeit och, dass an deem Fall de franséische Fisc misst kloer a senger Demande d'assistance soen, bei wat fir enger Lëtzebuerger Bank dës Saisie da misst gemaach ginn. Et ass och esou, dass all Demande d'assistance, déi un d'Lëtzebuerger Autoritéite geriicht gëtt, muss prinzipiell an enger vun eisen dräi Landessprooche verfaasst sinn, dat heescht op Däitsch, Franséisch oder Lëtzebuergesch, grad iwwregens wéi d'Dokumenter, déi bäigefügt sinn, mussen an deene Sproochen iwwersat sinn. Näischt verhënnert awer, dass a bilateralen Accorden tëscht de Verwaltungen och aner Sproochen zougelooss sinn. Zum Beispill mat den Hollänner gëtt et en Accord, dass d'Dokumenter och op Englesch verfaasst kënne sinn.

Fënneftens, kënnen dann och grenziwwerschreidend Steierbescheeder zougestallt ginn?

Jo, dat ass mat der neier Direktiv an deem neie Gesetz och méiglech. Esou kann zum Beispill déi Lëtzebuerger Steierverwaltung direkt op Bitburg e Steierbescheed schécken, deen och do seng Rechtsgültegkeet am vollen Ëmfang huet. Datselwecht zielt natierlech fir e Steierbescheed, deen zum Beispill vum däitsche Fiskus op Lëtzebuerg kann direkt geschéckt ginn.

D'Direktiv an d'Gesetz erlaben och, dass auslännesch Steierbeamten hei zu Lëtzebuerg bei administrativen Enquêtë matschaffen. Dëst setzt awer virdrun e bilateralen Accord tëscht deenen zwee Memberstate viraus. Also, ouni Accord vun dem Lëtzebuerger Stat kann hei zu Lëtzebuerg keen auslännesche Steierbeamten an engem Recouvrementsdossier eegemächteg agéieren.

Sechstens a leschtens, wat fir eng Verwaltunge sinn dann hei am Land fir dës Amtshëllef an Zukunft zoustänneg?

Mä dat si bei eis den Enregistrement, d'Douane an déi direkt Steierverwaltung, fir déi jeeweileg Steieraarten, déi ënner hir Kompetenz falen. Nationale Verbindungsbüro ass den Enregistrement.

Zum Schluss nach: An der Praxis gouf et offizielle Statistiken no am Joer 2011 am Kader vun der Assistance au recouvrement ronn 235 Demanden un d'Lëtzebuerger Steierverwaltung fir Informatiounen, Zoustänn oder Mesure-conservatoiren, also Saisien, ze maachen. Richteg Steierandreiwungsdemandë goufen et der 172 fir ee Sträitwäert vun ëmmerhin awer 44 Milliounen Euro. An dovunner goufen der och 16 Milliounen Euro d'lescht Joer agedriwwen. Vu Lëtzebuerg aus sinn Demandë fir ronn 7 Milliounen Euro ausgaangen, dovunner ass eppes méi wéi 1 Millioun récupéréiert ginn.

Här President, dat war e kuerz illustréierte Kontext vun deem Gesetzesprojet an déi praktesch Implikatiounen. Ech verweise fir den Detail op mäi schréftleche Rapport. Géintiwwer Bréissel, hu mir elo kuerz virun der Summerpaus, Här Minister, an deem Dossier eis Hausaufgab gemaach. Ob „säumige" Steierzueler dat no hirem verdéngten „Urlaub" och esou gär gesinn, dat muss dann d'Zukunft weisen.

D'Finanzkommissioun jiddefalls recommandéiert nichtsdestotrotz, eestëmmeg dësen Text unzehuelen. An ech ginn och dofir d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun. Dobäi soen ech lech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci dem Här Rapporteur. An d'Wuert kritt den Här Alex Bodry.

Discussion générale

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt kee laangen Discours halen. Ech wollt awer profitéieren, fir hei dem Rapporteur Merci ze soen. Dat hei ass erëm ee vun deene méi wichtegen, mä ondankbare Projeten, deen awer och an eisen Aarbechten an de Kommissiounen intensiv gefouert ginn ass, wou mer och frou waren, dass mer och op d'Hëllef konnten zréckgräife vun de Fachfraen an deem dote Beräich.

Ech mengen, mir dinn eis effektiv traditionell e bësse schwéier, wa vu Steieren a Banke geschwat gëtt, mä et muss een, mengen ech, kloer festhalen, dass et hei net ëm d'Festleeung vun enger eventueller Steierschold geet. Mä hei ass d'Steierschold scho vun deenen zoustännegen Autoritéiten determinéiert ginn, esou dass et an eisen Aen nëmmen normal ass, dass dann och eng Kooperatioun stattfënnt, fir dass déi festgestallte Steierschold och kann agedriwwe ginn.

An deem Sënn géife mer natierlech och den Accord vun eiser Fraktioun hei abréngen.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Bodry. Den Här Finanzminister, wann ech gelift.

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances*.- Här President, ech kann och just der Chamber Merci soen, datt se déi Aarbechten hei gemaach huet, an dem Rapporteur fir säi Rapport.

Ech mengen, datt deen Text hei eis jo och ganz vill hëlleft, fir am Ausland Suen ze récupéréieren, déi zu Lëtzebuerg dûs sinn. Et dierf een net vergiessen, datt dat ganz oft de Fall ass, datt mer net kënne Suen andreiwen, well mer eben dës Direktiv bis elo net haten, datt een also och déi Dimensioun muss gesinn. Dat bréngt also och nei Recetten an de Statsbudget.

Ech mengen, et ass en Text, deen équilibréiert ass an dee fundamental Prinzipien - awer déi mer zu Lëtzebuerg ëmmer haten - respektéiert huet. An an deem Sënn, mengen ech, ass den Text, dee mer och an Europa laang négociéiert hunn, mä wou et gutt ass, datt en an Europa an zu Lëtzebuerg komm ass.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Finanzminister. Da komme mer elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6326 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

De Vote ass ofgeschloss an de Projet de loi 6326 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Marcel Oberweis), Nancy Arendt (par Mme Christine Doerner), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden (par M. Lucien Clement), Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Marie-Josée Frank), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter (par Mme Martine Mergen);

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel (par M. Roger Negri), Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Ben Fayot);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Eisen nächste Punkt um Ordre du jour ass de Projet de loi 6297 iwwert de Laboratoire national de santé. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An et hu sech bis elo ageschriwwen: d'Madame Mergen, den Här Wagner, d'Madame Lorsché an den Här Colombera. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madame Claudia Dall'Agnol. Madame Dall'Agnol, Dir hutt d'Wuert.

5. 6297 - Projet de loi portant création de l'établissement public «Laboratoire national de santé» et modifiant:
- la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
- la loi modifiée du 16 juillet 1984 relative aux laboratoires d'analyses médicales;
- la loi modifiée du 15 juin 1994 relative à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses;
- la loi modifiée du 13 janvier 1997 relative au contrôle de l'utilisation et de la dissémination des organismes génétiquement modifiés;
- la loi modifiée du 24 novembre 2002 relative aux produits biocides;
- la loi du 3 août 2005 relative à la classification, à l'emballage et à l'étiquetage des préparations dangereuses

Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP), rapportrice.*- Merci fir d'Wuert, Här President. Dir Häre Ministeren, léif Kolleeginnen a Kolleegen alleguerten, de Projet de loi 6297 iwwert de Statslabo, deen ass am Kontext vum Regierungsprogramm ze gesinn, laut deem d'Regierung d'Reorganisatioun vum LNS, vum Labo also, weiderdreiwe soll doduerch, datt se d'Gesetz, wat de Laboratoire betrëfft, op de Leescht hëlt, fir en den neie Gegebenheeten am Secteur haut an och an Zukunft unzepassen.

De Labo selwer, deen hat säin Ursprong am Joer 1897, wou deemools à titre d'essai e Laboratoire bactériologique kreéiert gouf. An aus dësem Essai gouf dunn eppes Definitives, an zwar mam Gesetz vum 17. Abrëll 1900. 1965 gouf per Gesetz den Institut d'Hygiène et de Santé publique geschaaft.

An Dir wësst alleguerten, wat zënter 1965 alles um Gebitt vun der Medezin an och vun der Recherche geschitt ass, an doduerch huet dësen Institut dann och relativ séier erëm misse reforméiert ginn, an zwar 1980. Deen heitege Labo ass dann och eng staatlech Administratioun, déi aus dem Gesetz vum 21. November 1980 also ervirgaangen ass.

De Labo, deen huet sech awer an deene leschte Joren erëm misse moderniséieren an en huet och, wat d'Personal vum Labo ubelaangt, missen opgestockt ginn. Dem Personal seng Ausbildung ass ëmmer méi wichteg ginn an natierlech huet dat Personal och dat néidegt Équipement gebraucht. Leider war et net méiglech, datt d'Lokalitéiten, d'Plaz also, wou de Labo bis elo ënnerbruecht ass, heimat Schrëtt gehalen huet.

(Mme Lydia Mutsch prend la présidence.)

Den Ament fonctionnéieren déi verschidden Deeler vum Labo op zwee verschiddene Sitë mat net manner wéi néng verschiddenen Adressen.

2003 an 2009 sinn dunn zwee Gesetzer gestëmmt ginn, déi et der Regierung erlaabt hunn, de Bau vun engem neie Statslabo an Ugréff ze huelen, an zwar a menger Heemechtsstad Diddeleng.

(Brouhaha)

Mir hunn eis och gefreet zu Diddeleng, Dir hutt recht.

Dës nei Konstruktioun also zu Diddeleng wäert et erlaben, datt den LNS senge Missiounen nach besser wéi bis elo wäert kënne gerecht ginn an och da fir d'Zukunft beschtens wäert gerüst sinn.

Parallell ass et och néideg gewiescht, d'Gesetz iwwert d'Organisatioun an iwwer säi Fonctionnement ze iwwerkucken, dat - wéi gesot - vun 1980 datéiert. De Laboratoire national de santé huet Missiounen, wat d'Santé publique ubelaangt, an en assuréiert duerfir och eng Rei Analysen, déi nëmme schwéier duerch aner Laboen hei am Land kéinte gemaach ginn. Eng aner ganz wichteg Aufgab, Aktivitéit also vum Labo ass och de Contrôle, zum Beispill wat d'Medikamenter oder awer och toxikologesch Analysen ubelaangt. An natierlech ass en och an der Recherche aktiv.

Och de Projet de loi, dee mer hei wäerte stëmmen, hält dës Missioune bäi, allerdéngs ass e méi generell formuléiert. Dat heescht, datt dat neit Etablissement Servicer a Missiounen du point de vue Laboratoire huet an datt et als Conseil scientifique zesumme mat sengen internationalen Homologen an de Laboratoires d'analyses de biologie médicale hei am Land zesummeschafft.

Zesummegefaasst kann een d'Aktivitéite vum LNS wéi follegt regruppéieren: Kriibs, Infektiounskrankheeten, Toxikologie, Contrôle vun de Medikamenter, metabolesch an ierflech Krankheeten, d'Surveillance biologique an environnementale an natierlech d'Sécurité alimentaire.

Den neien Institut wäert och e Service vun der Médecine légale säin Eegen nennen. An och dëse Service wäert ënner anerem Analysen, wat d'Empreinte génétique ubelaangt, maachen; Analysen, wat Alkohol, Drogen oder och aner Substanzen ubelaangt, déi relevant si bei enger Affaire pénale. Och déi wäerte vun elo un hei gemaach ginn, genausou wéi d'Autopsien an och d'Expertisë bei Affer vun enger pénaler Infractioun. D'Surveillance nucléaire wäert och hei hir Plaz fannen. Bis elo ass dee Service nach bei der Direktioun vun der Santé ugesiedelt.

Ech wéilt och hei nach drop opmierksam maachen, datt amgaangen ass, de Registre morphologique des tumeurs an e Registre national des cancers evoluéieren ze loossen. Firwat dat Ganzt? Ma well mam Registre zwar eng ganz Rei wichteg Infoen iwwert d'Inzidenz vu verschiddene Kriibsaarten an hir Evolutioun hei am Land ze fanne sinn, mä dëse Register erlaabt et net, den Iwwerliewenstaux ze berechnen an domat eben och net ze evaluéieren, wéi effikass eben d'Prise en charge vun de Kriibspatienten hei am Grand-Duché ass, vu datt mer eben net iwwer fiabel Donnéeë verfügen.

Ech kéim dann elo, no de Missioune vum Labo, zu der Infrastruktur vum LNS. De Labo ass, wéi gesot, am Moment op néng verschidden Adresse verspreet. An datt dat net zur Effikassitéit bäidréit, ech mengen, dat versteet sech vum selwen. Duerfir ass, wéi ech agangs scho sot, duerch d'Gesetzer vun 2003 an 2009 den Neibau zu Diddeleng décidéiert ginn.

Natierlech zitt esou een Neibau och eng Reorganisatioun vum Personal mat sech. An dozou kéim ech dann elo. D'Personal vum Labo muss, wéi ech agangs scho sot, gutt qualifizéiert sinn. An de Labo muss och kënne flexibel schaffen.

Den aktuelle Statut vum Labo, also eng Statsverwaltung, huet et leider net erlaabt, dësen zwee Desiderata gerecht ze ginn. Duerfir huet d'Regierung décidéiert, an dësem Projet de loi den LNS an en Établissement public ëmzewandelen. Dësen Établissement public disposéiert iwwer eng Autonomie administrative a financière. Den neien LNS wäert also no de Methode vum Droit privé géréiert ginn, mä kritt awer eng finanziell Enveloppe iwwert de Statsbudget.

En Direkter wäert dem LNS virstoen, an dëse wäert ënnerstëtzt gi vun de Chefe vun deene verschiddenen Departementer. Si alleguerten zesumme forméieren de Comité de direction a si këmmere sech ëm déi alldeeglech Geschäfter am Respekt natierlech vun den Décisiounen, déi vum C.A., dem Conseil d'administration also, geholl gi sinn.

An dësem C.A. sinn de Gesondheets-, de Justiz-, de Recherches-, den Ekonomies- an de Finanzministère vertrueden souwéi och e Personalvertrieder an dann natierlech d'Experten an de verschiddenen Domäner, wou de

Labo aktiv ass. An den C.A. wäert dann och vun engem Conseil scientifique ënnerstëtzt ginn.

Sou vill zum Inhalt vum Projet de loi, deen de Gesondheetsminister Mars Di Bartolomeo den 21. Juni d'lescht Joer an der Chamber déposéiert huet. An iwwregens goung dësem Projet de loi en Avant-projet de loi viraus, dee vun der Association du personnel vum Labo souwéi och vun der Confédération générale de la fonction publique, der CGFP, also aviséiert gouf. An duerfir wonnert et och sécherlech keen, datt de Projet de loi schonn den 9. Juni, also viru sengem offiziellen Dépôt hei an der Chamber, an der Santéskommissioun virgestallt gouf.

De Conseil d'État dunn huet den éischten Avis de 25. Abrëll dëst Joer publizéiert, a mir hunn deen dunn an eiser Réunioun vum 10. Mee analyséiert. 14 Deeg méi spéit, de 25. Mee also, hu mer eng Rei Amendementer adaptéiert an dem Statsrot weidergeleet, deen du säin Avis complémentaire de 26. Juni ginn huet. An aus deenen zwee Avisë berichten ech Iech elo.

De Statsrot mengt, datt et nëmme schwéier virstellbar ass, datt doduerch, datt mer elo en Établissement public wäerte kreéieren, déi concernéiert Servicer net méi d'Obligatioun hätten, weiderhin an hiren Domäner de Rôle vum Stat ze ënnerstëtzen.

De Statsrot ass dann awer och der Meenung, datt d'Relatiounen tëschent dem Labo an dem CRP-Santé an Zukunft musse preziséiert ginn. Si plädéieren duerfir fir eng méi enk Kollaboratioun an och méi Kohärenz an den eenzelne Strategië bei de verschiddenen Établissements publics, déi am Domän vun der Santé also aktiv sinn, an dëst misst sech och an der Kompositioun vum C.A. vum neien LNS erëmspigelen.

D'Santéskommissioun huet déi Iwwerleeung duerchaus interessant fonnt, war awer der Meenung, datt en dat net als Obligatioun sollt iwwerhuelen, well een domadder de Choix vum Minister bei der Besetzung vum Conseil d'administration extrem géif limitéieren. An den Ae vun eiser Kommissioun, der Santéskommissioun also, ass d'Kompetenz méi wichteg wéi d'Zougehéieregkeet zu engem Établissement public am Domän vun der Recherche.

Weider dem Conseil d'État no misst een och d'Attributioune vun den zwou Tutellen, dat heescht dem Gesondheetsministère an dem Conseil de Gouvernement, adaptéieren.

De Statsrot huet dann awer och nach zwou Oppositions formelles expriméiert. Déi éischt concernéiert déi Dispositioun, datt deen neien Institut quasi total vun der Steierlaascht exhonoréiert sollt ginn, well dat, hinnen no, contraire zu der Égalité devant la loi ass.

Déi zweet Opposition formelle behandelt den neien Artikel 20, virdrun Artikel 21. An hei seet déi héich Kierperschaft, datt duerch de Prinzip, dee sech Parallélisme des formes nennt, et eben net méiglech ass, sech an engem Gesetzestext op e Règlement grand-ducal ze beruffen.

A sengem Avis complémentaire du geet de Statsrot op eis Amendementer an, déi d'Santéskommissioun him weidergeleet hat. Den éischten Amendement hat sech op den Artikel 2 vum Projet de loi bezunn, deen d'Missioune vum Labo definéiert. D'Kommissioun wollt dunn nach eemol betounen, datt dës Missioune sech an den Intérêt vun der Santé publique aschreiwen. De Conseil d'État bemierkt heizou, datt dat am Fong déi Aarbechte vum LNS géif aschränken an datt et ebe wichteg wär, datt de Labo der libre Concurrence auszesetze wär, fir esou hinnen no den Esprit de compétitivité ze stäerken. D'Membere vun der Kommissioun hunn dat och esou gesinn a mir sinn duerfir op den initialen Text zréckkomm.

Zum Amendement, dee mer beim Artikel 12 proposéiert hunn, ass et d'selwecht. Dat heescht, mir sinn och erëm op den initialen Text zréckkomm. Hei geet et drëms, datt d'Cour des Comptes kann de Labo kontrolléieren. Laut Statsrot wär dat mam Amendement, deen d'Santéskommissioun proposéiert hat, ebe just net méi méiglech gewiescht.

Zum Artikel 20 respektiv zum Amendement vun der Gesondheetskommissioun mécht de Statsrot a sengem zweeten Avis dann awer erëm eng Kéier eng Opposition formelle.

Ëm wat geet et? D'Regierung an d'Kommissioun sinn der Meenung, datt e Member vun der Direktioun vum Labo soll derbäi sinn, wa Konventiounen ofgeschloss gi mat der CNS, a mengt, et wär net opportun, sech hei vun engem Groupement professionnel wéi der FLLAM, der Federation vun de Laboen, oder der EHL, der Entente des Hôpitaux, vertrieden ze loossen. De Statsrot huet dat net esou gesinn a mengt, dat wär géint de Principe vun der Égalité devant la loi.

Well et eis awer wichteg ass, datt d'Reform vum LNS elo op de Wee geet, droe mer där Opposition formelle Rechnung. Mir, d'Kommissioun an d'Regierung, bleiwen awer der Meenung, datt et richteg an och wichteg ass, datt bei dëse Verhandlungen de Labo selwer mat um Dësch ka sëtzen.

An et ass och esou, datt dat eigentlech näischt Neies ass, well och bis elo steet am Artikel 62, Alinéa 4 vum Code de la sécurité sociale - an ech zitéieren: «que pour les prestations dispensées par un service public ne disposant pas de la personnalité juridique, le service intéressé est valablement admis à titre de partie aux conventions par l'organe du responsable de sa direction». An och haut bezitt dat sech just op de Laboratoire national.

D'Missiounen an och de Fonctionnement vum LNS si jo anescht wéi déi vun - tëschent Gänsefüßchen - „normalen" Laboen. An den LNS soll och net mat dëse Laboe gläichgesat ginn, well en eng ganz Partie speziell Missiounen huet, déi am Intérêt vum Service public sinn.

An Zukunft an op Recommandatioun vun enger rezenter Expertise soll den LNS souguer nach weider Beräicher erschléissen, wou ganz speziell Kompetenze gefrot ginn. An dëst soll zentraliséiert, also just am LNS gemaach ginn, fir esou déi finanziell Moyenë vum Stat rationell anzesetzen.

Mir denken och, datt et sech ëm zwou verschidde Situatiounen handelt, déi eigentlech net kéinte matenee verglach ginn. An dësem Sënn wier dat keng Violatioun vum Principe d'égalité devant la loi, wou een zweemol déiselwecht Situatioun muss hunn. A mir hoffen dann, datt mer de Statsrot mat all dësen Argumenter zu engem spéideren Zäitpunkt wäerte kënnen dervun iwwerzeegen.

Ech hunn Iech am Ufank gesot, datt och d'Association du personnel an d'CGFP zum Avant-projet de loi hiren Avis ofginn hunn. An natierlech kann d'CGFP net dermat d'accord sinn, de Labo an en Établissement public ëmzewandelen.

D'Association du personnel huet eng méi nuancéiert Approche heizou. Si mengt, datt den Avant-projet de loi eng ganz Rei gutt Punkten huet. Mä si mécht eng Rei Reserven, wat de Finanzement an de Fonctionnement vum LNS ubelaangt ënnert dem Statut vun engem Établissement public. Se referéiert sech - an ech zitéieren elo aus hirem Rapport - «à une gestion inefficace de longue date». Enn vum Zitat. An doduerch fäerte se, datt nëmmen duerch d'Transformatioun vun enger Statsadministratioun an en Établissement public net all déi Problemer géife geléist ginn.

Voilà, Dir Dammen an Dir Hären, d'Santéskommissioun hat mech de 17. November d'lescht Joer als Rapportrice vun dësem Projet bestëmmt, an ech hunn déi Aarbecht dann elo bal zu Enn bruecht. Net awer ouni Iech ze verroden, datt d'Santéskommissioun de 5. Juli den Avis complémentaire vum Statsrot ënnert d'Lupp geholl huet. An därselwechter Réunioun gouf dunn och mäi schréftleche Rapport ugeholl, an deem all weider Detailer erëmzefanne sinn.

Nodeems ech dann elo mäi mëndleche Rapport gemaach hunn, ass meng Aarbecht wierklech ofgeschloss, an ech ginn da just nach den Accord vun der LSAP-Fraktioun zum Projet de loi.

Ech soen Iech alleguerte Merci fir d'Nolauschteren.

Mme la Présidente.- Merci, Madame Dall'Agnol. Als éischte Riedner ass déi honorabel Madame Martine Mergen agedroen. Madame Mergen, dann hutt Dir d'Wuert direkt.

Discussion générale

Mme Martine Mergen *(CSV)*.- Merci, Madame Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, esou wéi d'Rapportrice et grad duergeluecht huet, stëmme mer haut dat Gesetz, dat aus dem ale Statslabo den Établissement public mécht, fir op d'Erausfuerderunge vun onser Zäit an awer och déi vun der Zukunft eng Äntwert ze ginn. An ech soen dem Claudia Dall'Agnol an onsem Numm villmools Merci fir hire schréftlechen a mëndleche Rapport.

Wéi gesot, dës Décisioun ass vun der Regierung geholl ginn, well déi al Form, déi den Etablissement hat, net flexibel genuch war, an och d'Missioune sinn am Text generell formuléiert, soudass an der Zukunft och wäerten Upassunge kënne gemaach ginn, sollt sech dat aus wëssenschaftlechen oder gesondheetspoliteschen Ursaachen als néideg erweisen.

An dësem Zesummenhang an als Beispill huet d'Rapportrice och erwähnt, dass de Moment d'Aarbechten amgaange sinn op nationalem Plang mat alle concernéierten Acteuren, fir en neien Tumorregister opzebauen. Dat begréisse mer och als CSV ganz besonnesch, well dee Registre morphologique des tumeurs, dee mir kennen, am Verglach mat ähnlechen Informatiounen, déi an onsen Nopeschlänner disponibel sinn, ze vill dürfteg ass an als Instrument fir Epidemiologie an Ursaacheforschung oder och als Hëllef beim Traitement vun der Krankheet net gëeegent ass. Do si mer zum Beispill och am Moment net wierklech amstand hei am Land, eng zouverlässeg Statistik iwwert Doudesursaachen ze liwweren.

Wichteg an dësem Zesummenhang ass fir ons och déi verstäerkte Mission de recherche, déi de Statslabo zwar schonn hat an déi him et wäert erlaben, mat den nationalen Acteure soss doruechter - CRP-Santé, mä och mat de Kliniken -zesummenzeschaffen.

All dat soll also elo vill besser ginn, a passend derzou kritt déi nei Struktur dann och deemnächst säin neit Gebai zu Diddeleng. Mir sinn der Meenung als CSV-Fraktioun, dass dat och néideg ass, well d'Aarbechtskonditiounen an deem ale Gebai an der Stad si jo - wéi mer alleguerte wëssen - net zum Beschten.

Et ass jo net esou, dass déi al Administratioun net an der grousser Majoritéit vun hire Servicer eng gutt Aarbecht geleescht hätt, mä verschidden Aktivitéiten entspriechen einfach net méi oder hunn einfach net méi den internationale Standarden entsprach.

Wat engem derzou spontan afält a wat och de Wee an de grand Public fonnt hat, dat waren d'Diskussiounen ëm d'Anatomie pathologique, haaptsächlech an de Joren 2007, 2008. Ech hat am Joer 2009 eng Question parlementaire un de Minister gestallt, well meng Dokteschkolleegen an hir Patiente largement der Meenung waren, dass d'Resultater haaptsächlech ze laang géifen op sech waarde loossen.

Ech brauch Iech keng Zeechnung ze maachen, wat e Patient duerchmécht, deen eng Biopsie gemaach kritt an deen da vill ze laang muss op e Resultat waarden. De Minister war sech deemools dëses Problems bewosst, hat awer deemools Schwieregkeeten, déi néideg Spezialisten ze fannen an anzestellen, ënner anerem well et duerch dee staatleche Corselet net méiglech war, esou Leit och adequat Rémunératioune kënnen ze ginn.

Et gëtt och ganz kloer Problemer mat den Techniken, déi nach a Gebrauch waren. Esou leeft zum Beispill d'Gerücht, dass déi Preparaten aus de Joren 2006, 2007, Frottisë vum Gebärmutterhals, déi sollte vun auslännesche Laboen als zweet Lecture gelies ginn, zréckgeschéckt goufen, well dës auslännesch Plazen op dëser Zort vu Frottisen einfach net wollte schaffen.

Här Minister, Dir wësst, dass mir bei der Gesondheetsreform, mä och an dëser Diskussioun d'Meenung vertrueden hunn, dass een net sollt e Monopol vum LNS um Gebitt vun der „Anapath" erhalen, Monopole de fait, well déi Ënnersichungen net vun der Krankekeess iwwerholl ginn.

Dir kennt och alleguerten d'Diskussioun am Zesummenhang notamment mat de Privatlaboen, déi deenen Dokteren, déi mat hinnen zesummeschaffen an domat och deenen hir Patienten, de Frottis cervical an der moderner „ThinPrep Technology" enger auslännescher „Anapath" zouféieren. Dës Ënnersichung kascht 34 Euro Eegeparticipatioun vum Patient. De Service gëtt de Patienten dann och weider ugebueden, sou wäit si d'accord sinn, déi 34 Euro aus hirer Täsch ze bezuelen.

Et wäert also elo eng vun den Haaptaufgabe vun dësem Service an den nächste Jore sinn, sech materiell esou ze erneieren an ze beweisen, dass si sech kënne mat deenen auslännesche Laboe vergläichen. A mir hoffen, dass dat hinnen an där neier Struktur wäert geléngen.

Dir wësst, mir liewen och net an engem Vase clos, mä an engem oppenen europäesche Marché, deem seng Offeren duerch modern Kommunikatiounsmethoden ëmmer méi no réckelen.

Dës Entwécklung wäerte mer also vun den CSV-Bänke genee am A halen. Mir hoffe ganz allgemeng, dass et den LNS - deen ech mech ëmmer nach muss drun erënneren, net méi Statslabo ze nennen, an deen deen Numm wahrscheinlech am Volleksmond nach laang wäert behalen - zu enger méi intensiver Kollaboratioun och mat deenen anere Laboen hi wäert zéien.

Déi Etüd vu Schellen & Partner, déi virun der Gesondheetsreform gemaach gi war, huet iwwert d'Spidolslaboen erausfonnt, datt si ënnerversuergt wieren an hirem Instrumentepark, mä dofir vill ze vill, eng honnert Persounen ze vill Personal hätten. Wann een also dovun ausgeet, dass d'Spideeler no der Reform méi no wäerten zesummeschaffen, misst ee jo eigentlech dovunner ausgoen, datt hei nach manner Personal gebraucht géif ginn. Do kéint ee sech also eng Zesummenaarbecht och mam LNS zu enger méi effikasser a besserer Verdeelung vun den Aufgaben an zu enger besserer Auslaaschtung vun dësem Personal virstellen.

Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, mir vun der CSV-Fraktioun ware scho bei der Gesondheetsreform a bleiwen och bei dësem Gesetz der Meenung, dass net all Analyse mussen iwwerall gemaach ginn, esou wéi de Minister dat och e puermol schonn zum Ausdrock bruecht huet, dass den LNS virun allem senge Missiounen am Intérêt vun der öffentlecher Gesondheet soll nokommen. Aktivitéiten also, déi, esou wéi déi schonn zitéiert national Epidemiologie, de Kriibsregëster souwéi d'Liewensmëttelsécherheet an de Strahleschutz, eminenterweis Responsabilitéite vun der Regierung sinn. Dat sief och eemol gesot.

Dat sinn Aktivitéiten, déi finanziell op déi eng oder aner Aart a Weis, déi aner Aart a Weis wéi also déi fréier staatlech Administratioun, déi aner Aart a Weis, de jëtzegen Établissement public mat senge Konventiounen, déi och sollten a musse vum Stat gedroe ginn.

Wéi d'Madame Dall'Agnol an hirem Rapport schreift, wäert den LNS duerch d'Reform eng Rei komplementär Aktivitéite kënne weiderféieren oder duerchféieren, déi seng Kompetitivitéit sollten développéieren. Dat, esou wéi de Statsrot a sengem Avis complémentaire schreift, mat Partner um nationalen an internationale Plang.

Et stellt sech natierlech an dësem Zesummenhang d'Fro vun de Basisaktivitéiten, dat heescht, déi Analysen, déi souwisou an all Labo kënne gemaach ginn, wéi e Bluttbild oder eng Glycémie, d'Fro, ob et Sënn mécht, dass en Établissement public sech domat a Konkurrenz zu deenen anere Laboen am Land stellt.

De Statsrot mengt, dass een dat am Numm vun der Entwécklung vun der Kompetitivitéit vun dësem neie Labo soll oprechterhalen, an dat bleift also bestoen. Mä de Gesondheetsminister hat mer schonn 2009 an enger Äntwert op eng parlamentaresch Fro erklärt, dass dës Aktivitéite souwisou scho reduzéiert gi wieren an nach just e klengen Deel vun den Aktivitéiten duerstellen.

Mir vertrauen also drop, dass dës Entwécklung esou weidergeet, soudass déi Energie vum neien LNS voll zum Droe kënnt a senge wëssenschaftlechen, innovativen a gesondheetspoliteschen Tätegkeeten. D'Leit, déi do schaffen, freeë sech sécher op hir nei Aarbechtsplazen zu Diddeleng. Mir wënschen doriwwer ewech hinnen e gudden Daimche bei der Ëmsetzung vun dësem Projet, deem ech domat wëll den Accord vun der CSV-Fraktioun ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme la Présidente.- Merci, Madame Mergen. Den nächsten agedroene Riedner ass den Här Wagner. Dir hutt d'Wuert, wann ech gelift, Här Wagner.

M. Carlo Wagner *(DP)*.- Madame Presidentin, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, ech wëll virop direkt der Rapportrice, der honorabeler Madame Claudia Dall'Agnol, fir d'éischt Merci soe fir hiren detailléierte schréftlechen an och ganz ausféierleche mëndleche Rapport.

Wéi d'Chamber de 17. Dezember 2003 de Projet de loi fir de Bau vum neie Statslabo zu Diddeleng gestëmmt huet, dunn huet den Niki Bettendorf, den deemolege Spriecher vun der Demokratescher Partei, Folgendes gesot - ech zitéieren: „Léif Kolleeginnen a Kolleegen, geschwënn ass Chrëschtdag.

(Hilarité)

D'Chrëschtkëndche kënnt a bréngt eis en neie Statslabo. Et muss ee soen, endlech kënnt en!"

(Interruptions)

Ech zitéieren hien!

(Hilarité)

Une voix.- Aaahhh, très bien!

M. Carlo Wagner *(DP)*.- „Et ass e schéine Cadeau,...", huet den Niki deemools gesot, „... well wie weess, wéi wichteg dëse Labo ass, kann hei nëmme mat zwou Hänn applaudéieren."

(Interruptions)

Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt hei net op alleguerten déi Diskussiounen agoen, déi et am Virfeld vun deem deemolege Projet gouf, mä dem Niki Bettendorf seng Ausso vun deemools ass haut och nach a ganz ville Punkte richteg, och wa mer dës Kéier natierlech net vum Chrëschtkëndche beschenkt ginn.

Richteg...

(Interruption)

Och schonn e Stéck hier, Här Di Bartolomeo.

Richteg ass d'Ausso a puncto Wichtegkeet vum Statslabo. Lëtzebuerg brauch selbstverständlech e ganz performante Laboratoire. Mir schwätze jo oft gären dovunner, fir d'Recherche zu Lëtzebuerg auszebauen. Ee Statslabo, op der Héicht vun der Zäit, kann hei, nieft aneren Acteure selbstverständlech aus dësem Beräich, wéi beispillsweis de CRP-Santé, e wichtegen Acteur sinn.

Net ze vergiessen ass dobäi selbstverständlech d'Wichtegkeet vun der Missioun vum LNS. Richteg ass d'Ausso vum Niki Bettendorf och an deem Punkt, och wann dat deemools fir d'Gebailechkeete gemënzt war, dass et laang gedauert huet, bis d'Gesetz, iwwert dat mer haut ofstëmmen, endlech op den Dësch komm ass. Knapp siwe Joer huet de Gesondheetsminister gebraucht, fir den entspriechenden Text an der Chamber ze déposéieren, an dat obwuel am Regierungsprogramm vun 2004 stoung, dass d'Reform vum LNS géif ofgeschloss ginn. Ech zitéieren: «Les réformes entamées...» - entamées, Här Di Bartolomeo! - «... dans le cadre du Laboratoire national de santé seront finalisées.»

Här President, den technesche Fortschrëtt grad och am medezinesche Beräich an deene leschte Joren huet eng Adaptatioun vum legale Rumm fir de Statslabo dréngend néideg gemaach. Haaptsächlech d'Konkurrenz mat de private Laboen huet dobäi den LNS viru ganz grouss Erausfuerderunge gestallt. Esou war et entre autres ganz schwiereg bis elo, héich qualifizéiert Personal fir de Statslabo ze fannen.

D'Fro, déi bei dëser Reform am Virfeld oft diskutéiert ginn ass, war: Établissement public oder net? D'Regierung huet sech schlussendlech fir dëse Statut ausgeschwat. D'Demokratesch Partei ass der Meenung, dass dëst déi richteg Décisioun ass. Dës nei Form wäert op alle Fall dem Statslabo et méi einfach maachen, senge Missioune gerecht ze ginn, einfach duerch e Plus un Autonomie an u Flexibilitéit.

Bedauernswäert ass et awer, dass d'Regierung bei aneren Administratiounen dëse Wee net esou konsequent duerchgefouert huet. Ech erënnere beispillsweis un eng laang Fuerderung vun der Demokratescher Partei, wat d'ADEM ubelaangt, dass och do sollt en Établissement public geschafe ginn. Mä dat nëmmen als kleng Randbemierkung.

Och wa mer d'Ëmwandlung vum LNS an en Établissement public begréissen, menge mer awer, dass et - an de Statsrot gesäit dat a sengem Avis gradesou - endlech un der Zäit wär, fir eng Kéier e Bilan ze zéien, wat d'Schafe vun Établissements publics ugeet. Dëst gëllt ganz besonnesch fir de Gesondheetssecteur, wou an de leschte Joren eng ganz Rei vun esou Etablissementer geschafe goufen. De Statsrot schreift a sengem Avis vu fënnef Stéck an de leschte Joren. Ech wëll beispillsweis nëmmen de CHNP an de Rehazenter zitéieren.

Här President, wat d'Kooperatioun tëschent deenen eenzelnen Acteuren am Beräich vun der medezinescher Fuerschung - Madame Presidentin - ugeet,...

Plusieurs voix.- Aaahhh!

(Interruption)

M. Carlo Wagner *(DP)*.- Et weess een net ëmmer, wat hannert sengem Réck lass ass, Här Gibéryen!

Mme la Présidente.- Dir hat mech awer gesinn!

(Hilarité)

M. Carlo Wagner *(DP)*.- Oh, d'Dammen, déi schläiche sech oft hannendrun, jo.

Mme la Présidente.- Ouh?

M. Carlo Wagner *(DP)*.- ...esou menge mir, dass hei op alle Fall nach duerchaus Verbesserungspotenzial besteet, haaptsächlech wat d'Kooperatioun mam CRP-Santé a mat der Uni Lëtzebuerg ugeet. Hei si ganz sécherlech munch positiv Synergië méiglech.

Mir begréissen et op alle Fall ausdrécklech, dass den neie Statslabo och en Département „médecine légale" wäert kréien. Dëst ass nämlech en Defizit vu Lëtzebuerg, op deen d'Demokratesch Partei schonn oft higewisen huet. An deene leschte Joren a Jorzéngten, kann ee scho bal soen, huet d'Kriminaltechnik immens evoluéiert. Als Stéchwuert nennen ech just hei d'Identifikatioun vu Kriminellen op Basis vun DNA-Prouwen. Bis elo hu mer hei zu Lëtzebuerg ëmmer missen dobäi op auslännesch Laboen zréckgräifen.

Mir bedaueren et, dass de Statsrot eng Opposition formelle an engem Punkt oprechterhalen huet. Dëst ass d'Fro, ob de Statslabo däerf un den Négociatioune vun de Konventioune mat de private Laboratoiren deelhuelen oder net. Entweder, seet de Statsrot, ass den LNS en Acteur vun der Santé publique an an dësem Fall schléisst e Konventiounen iwwer e puer Joer mam Gesondheetsminister of, oder awer den LNS ass een Acteur ënner villen hei zu Lëtzebuerg am Beräich vun de Laboen an da gi seng Prestatiounen iwwert den Artikel 61 vum Code de la Sécurité sociale geregelt.

Effektiv, muss ee soen, kritt den LNS mat deem virleienden Text, géif ech bal nennen, en hybride Charakter. Op där enger Säit soll en eigentlech eng Missioun als Santé publique erfëllen. Op där anerer Säit awer soll e méi fit gemaach ginn, fir iwwerhaapt kënnen ze bestoen. Anescht allerdéngs wéi de Statsrot gesi mir heiranner kee Widersproch.

Här President, ech wëll vun der Geleeënheet profitéieren, fir un alleguerten déi Leit, déi de Moment am Labo schaffen, ze erënneren. Si maachen dat zu engem groussen Deel ënner ganz schwéieren, heiansdo bal onméigleche Konditiounen. Do muss ee ganz einfach soen, fir ënner esou Konditiounen ze schaffen, dofir maache se eng exzellent Aarbecht. Vun dëser Säit aus op alle Fall d'Unerkennung vun der Demokratescher Partei. An enger hoffentlech ganz noer Zukunft hoffe mir selbstverständlech, dass déi Leit kënne geschwënn ënner räsonabele Konditioune schaffen.

Madame Presidentin - sidd Der nach do, jo?

Mme la Présidente.- Jo!

M. Carlo Wagner *(DP)*.- Madame Presidentin, fir d'Demokratesch Partei steet fest op alle Fall, dass et a puncto Statslabo net nëmme muss e Contenant ginn, mä dass een och muss e Contenu hunn. Mir si frou, dass mat deem virleienden Text endlech de Contenu vun dem neie Labo kënnt. Mir hoffen awer och zugläich, dass de Contenant, also dat neit Labosgebai, praktesch néng Joer - praktesch néng Joer! - no sengem Vote hei an der Chamber och endlech Realitéit gëtt.

Dat gesot, Madame Presidentin, Kolleeginnen a Kolleegen, ginn ech selbstverständlech d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun, vun der Demokratescher Partei zu dësem Projet de loi.

Merci.

Une voix.- Très bien!

Mme la Présidente.- Merci, Här Wagner. Et wier dann als Nächst un där honorabeler Madame Lorsché. Madame Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, villmools Merci och der Madame Claudia Dall'Agnol fir hir detailléiert Ausféierungen zu dësem Projet de loi, dee souwuel gesondheetspolitescher wéi och institutioneller Natur ass. Datt dëse komplexen a facettëräiche Projet esou rapid virum Summer iwwert d'Bühn geet, obschonn nach vill Froen am Raum stinn, ass erstaunlech. Ëmsou méi, wann ee bedenkt, datt e ganz einfache Projet wéi dee vum Fëmmverbuet an de Bistroen eng Éiwegkeet op sech waarde léisst, obschonn dee just mat jo oder mat nee beäntwert muss ginn.

Une voix.- Très bien!!!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Am Dossier vun haut geet et net just ëm eng onkomplizéiert Fro, mä et geet direkt ëm zwee déif gräifend a sensibel Themen, déi et gëllt openeen ofzestëmmen. Éischtens geet et ëm d'Gesondheet vun eise Biergerinnen a Bierger an ëm déi wichteg Roll, déi de Stat an deem Beräich ze spillen huet. An zweetens ëm en institutionelle Volet, nämlech ëm d'Ëmwandlung vun enger öffentlecher Verwaltung an en Établissement public. Eng Praxis, déi am Allgemengen zu Lëtzebuerg net gängeg ass, mä déi awer virun allem am Santéswiesen an de leschte Joren zougeholl huet.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, den aktuelle Gesondheetslaboratoire, als ee vun den zentralen Acteure vum Gesondheetssecteur, erfëllt eng ganz Panoplie vu wichtegen Opträg a soll duerch dëst Gesetz un d'Entwécklung vun der moderner Medezin ugepasst ginn, andeems seng Missioune kloer definéiert, ausgebaut an diversifiéiert solle ginn. Gläichzäiteg geet et drëms, sech als klengt Land am internationale Konkurrenzkampf ze behaapten a genuch spezialiséiert Personal zur Verfügung ze stellen, fir déi essenziell Missioune qualitativ a quantitativ ofzedecken.

Dozou eng éischt Remarque. Och wa wichteg Beräicher wéi Preventioun, Genetik, Toxikologie, Ëmweltmedezin, Kontroll vu Medikamenter, Kriibsregëster an d'Sécherung vun der Alimentatioun an déi nuklear Iwwerwaachung am Gesetzestext opgelëscht sinn, esou feelen an eisen Aen awer konkret a verbindlech Aussoe virun allem am Beräich vun der Preventioun an am Beräich vun der sougenannter Anatomopathologie, also vun de Feingewebeanalysen, déi bei ganz villen Operatiounen duerchgefouert ginn.

Wat d'Preventioun ubelaangt, esou gëtt déi am Exposé des motifs just gestréift, ouni datt déi reell Inhalter an Objektiver prezis an explizit definéiert ginn. Wann een awer bedenkt, datt d'Preventioun als gesondheetserhalende Facteur fir de Mënsch an als käschtespuerende Facteur fir d'CNS eng vun de wichtegsten Erausfuerderunge fir d'Zukunft ass a scho bei der Gebuert oder scho virun der Gebuert ufänke muss, an datt d'Preventioun an enker Relatioun mat der Ëmweltmedezin steet, da freet ee sech, opgrond vu feelenden Informatiounen am Text, wéi ee konkrete Programm dann eigentlech hannert där nobler Missioun steet oder ob iwwerhaapt schonn e Programm derhannert stécht.

Dëst ass eng Kritik, déi déi gréng an der Persoun vum Kolleeg Félix Braz scho bei der Santésreform formuléiert haten. Mir bedaueren, datt eis Regierung am Beräich vun der Preventioun bis haut nach ëmmer keng kohärent a voluntaristesch Strategie féiert.

Une voix.- Genau!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- D'Preventivpolitik besteet just aus Aktiounen an Initiativen, déi, esou positiv wéi se och sinn, niewenteneendëmpelen a meeschtens just duerch de perséinlechen Engagement vun diverse Leit, duerch Associatiounen oder Gemengen zustane kommen, ganz oft op Basis vum Bénévolat. Fir all eenzel Initiativ si mir natierlech frou a si sollen och weiderhin ënnerstëtzt ginn. Mä mir gesinn dat net als eng Strategie.

Eng zweet Remarque a puncto Missioune vum LNS bezitt sech, wéi gesot, op d'Feingewebeanalysen, fir déi de Statslabo bis elo de Monopol hat. Deen neie Labo kritt duerch dëst Gesetz eng Personnalité juridique, wat d'Kooperatioun mat der CNS iwwer Konventioun leider wäert a Fro stellen, opgrond och vum Statsrot senger Opposition formelle. D'Konventioun mat der Gesondheetskeess, déi et bis elo erlaabt huet, liewenswichteg Ënnersichunge weiderhin als eenzegen Acteur ze realiséieren, wäert et mat dësem Gesetz an där Form net méi ginn. Well dernieft keng verbindlech Nomenclature mat festgeluechten Tariffer fir déi Analyse besteet, wäert méi wéi wahrscheinlech en Deel vun deenen Analysen an Zukunft um fräie Marché vun de Laboratoiren duerchgefouert ginn.

Domat wëll ech net soen, datt déi näischt daachen. Ganz am Contraire! Mä dës onkloer Situatioun riskéiert natierlech Konsequenzen ze hunn, souwuel op de Präis wéi och op de Suivi an op d'Konstanz wéinst den Analysen.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

Generell bleift ze soen, datt et ëmmer heikel ass, eng Institutioun als Referenz virzegesinn oder hir eng Kontrollfunktioun ze ginn, wann déiselwecht Institutioun mat aneren Institutiounen an Acteuren aus dem Secteur ausdrécklech a Konkurrenz steet. Fir déi gréng ass déi Rollenopdeelung am Zesummespill tëschent Statslaboratoire engersäits a Spidolslaboratoirë respektiv Privatlaboratoiren anerersäits duerch dëst Gesetz net zefriddestellend geregelt. Hei gi méi Froen opgeworf wéi beäntwert, mam Risiko, datt grad wéi bei der Santésreform wesentlech Aspekter zwar ugekënnegt, mä net direkt wierklech vum Fleck kommen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Gréng soe mir ganz kloer, datt eng Institutioun wéi de Laboratoire, dee souwuel fir Berodungs- wéi och fir Recherchezwecker an operationell Akten zoustänneg ass, äusserst noutwendeg ass. A mir sinn och der Meenung, datt säin öffentleche Charakter muss garantéiert sinn, besonnesch wat säin öffentleche Finanzement a seng Missioun a puncto öffentlech Déngschtleeschtung betrëfft.

Gläichzäiteg muss awer genee gekuckt ginn, wéi d'Zesummespill vum LNS mam Spidolssecteur a mam Privatsecteur geregelt gëtt, well et Froen opwerft, wann e staark subventionéierten Acteur nieft senge spezifesche Missiounen och bei méi banalen Alldagsanalysen aktiv gëtt.

Natierlech muss dee Moment och iwwerluecht ginn, wéi eng Form déi Institutioun dann am beschten op all déi Missiounen a Funktioune virbereet a wéi eng Form vun Institutioun gläichzäiteg och de Bedierfnisser vun enger gerechter öffentlecher Gesondheetspolitik entsprécht, déi nach bestehend Form vun der Statsverwaltung oder déi haut virgeschloe Form vun engem Établissement public.

Vu datt et nach ëmmer trotz Engagementer vun der Regierung an deem Sënn, notamment bei der CGFP, keng Gesetzgebung gëtt, déi d'Konditioune vun der Schafung vun engem Établissement public reglementéiert, huet d'Regierung de Rapport vun enger Etüd aus dem Joer 2003 ausgegruewen, an där d'Roll vum Stat analyséiert ginn ass. An d'Konklusioun, déi gezu ginn ass vun der jëtzeger Regierung, ass déi, den Établissement public ze grënnen.

Mir kënnen déi Décisioun novollzéien an ënnerstëtze se och. Bei esou ville Missioune mat national relevantem Charakter ass d'Schafung vun engem Établissement public och eiser Meenung no eng akzeptabel Léisung. Als Gréng ënnerstëtze mir also déi Décisioun, werfe just an deem Kontext eenzel Froen op.

Opgrond vun ëmmer nees ugefouertem Mangel u Spezialisten an dësem extrem wëssenschaftleche Beräich, wéilt ech gäre vum Här Minister wëssen, ob en eng laangfristeg Strategie virgesäit, fir deem Mangel u Spezialisten entgéintzewierken, zum Beispill duerch d'Weiderbildung vu Lëtzebuerger Medeziner oder vun den etwa honnert Laboranten, déi momentan an de Spideeler beschäftegt sinn an déi duerch den Transfert vun enger Rei vun Aktivitéiten an den LNS riskéieren, zum Deel an de Leerlauf ze geroden, a berechtegterweis eben do weider bezuelt ginn an net onbedéngt eng Missioun méi hunn.

Zweetens wëlle mir wëssen, ob net dru geduecht gëtt, fir d'Fonction publique besonnesch an dësem Beräich méi accessibel ze maachen, doduerch datt d'Sproochbarrièren duerch Sproochecoursen op der Plaz ofgebaut ginn. Hei drängt sech méi eng enk Zesummenaarbecht tëschent der Santé an der Fonction publique eiser Meenung no förmlech op.

Nach e Wuert zu der Qualitéit. An de leschte Joren ass am Kontext vum Laboratoire vill iwwer Qualitéitsaspekter geschwat ginn, souwuel an der Öffentlechkeet wéi och am Laboratoire dobannen.

Wann ech mech net iren, hutt Dir, Här Minister, drop higewisen, datt de Statslaboratoire eng Zertifikatioun duerchlaf huet. Dat fanne mir ganz gutt a schéin, mä an eisen Ae wär et nach besser, wann eng Qualitéitskontroll am Alldag géif stattfannen.

Duerfir d'Fro un Iech, Här Minister, ob Dir net der Meenung sidd, datt et sënnvoll a richteg wär, wann den neie Statslaboratoire sech nieft senger Zertifizéierung och enger regelméisseger an externer Qualitéitskontroll misst ënnerwerfen.

Eng lescht Remarque bezitt sech dann nach op d'Zesummenaarbecht mat aneren Acteuren an op d'Kohärenz vun den Aktivitéiten, déi net ënnert d'Kompetenz vun engem an deemselwechte Minister falen, mä ënnert déi vun zwee Ministeren. Ech denken hei un éischter Linn un d'Recherche an un d'Santé. De Projet de loi gesäit d'Léisung an de personelle Besetzunge vun de Verwaltungsréit mat jeeweils enger oder méi Vertriedungen.

Wär et allgemeng net méi sënnvoll, Här Minister, nei Forme vu Kooperatioun ze entwéckelen, fir sécherzestellen, datt öffentlech Gelder net inflationär u verschidden Acteure mat ähnlechen Aktivitéite fléissen, déi eigentlech all harmoniséiert op enger Plaz an iwwer eng Entente kéinte stattfannen?

An anere Wierder menge mir, datt d'Zesummenaarbecht mat de ville Fuerschungszentren, virun allem mam CRP-Santé, zu Synergië muss féieren, souwuel um Niveau vun der Organisatioun wéi och um Niveau vum Personal, fir d'Entwécklung vun der Labormedezin esou effikass a rentabel wéi méiglech mat der Fuerschung ze verbannen, ouni déi jeeweileg Autonomie opzeginn.

An deem Kontext sief erwähnt, datt d'Uni Lëtzebuerg an de Lycée technique vun de Gesondheetsberuffer an dëse Volet missten integréiert ginn, zum Beispill andeems jonk Leit d'Méiglechkeet op Stagen an Ausbildungen am Laboratoire misste kréien, zumools well d'Privatlaboratoirë kaum nach Plaz fir Stagiairë schafen. Och dëst si Froen, déi nach ze klären bleiwen an zesumme mat allen aneren Onkloerheeten derzou féieren, datt déi gréng sech bei dësem Projet de loi wäerten enthalen.

Fir ofzeschléissen, wéilt ech kuerz op den Avis vun der Personalvertriedung vum aktuelle Laboratoire hiweisen, déi berechtegterweis fäert, datt d'Spaltung tëschent Stats- a Privatugestallten zu Spannunge wäert féieren, zumools wann eenzel Fachleit Gehälter bezuelt kréien, déi wäit iwwert dat erausginn, wat d'Statsbeamtentabellen iwwerhaapt erlaben. Zoustänn, wéi déi zu Ettelbréck, wou de Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique an en Établissement public ëmgewandelt ginn ass an d'Personal sech am Ufank an zwou verschiddenen Interessevertriedunge regruppéiert huet, sinn net erwënschenswäert a géifen der Labormedezin zu Lëtzebuerg méi schuede wéi notzen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, no deene ville Froen a Remarquen, déi lech bestëmmt net all gefall hunn, Här Minister, déi ech am Numm

vun der grénger Fraktioun awer wollt opwerfen an déi eis Enthalung begrënnen, wäre mir frou, e puer Äntwerten op eis vill Froen ze kréien, an der Hoffnung natierlech, datt eis Bedenken onbegrënnt sinn an datt dem Statslaboratoire eng glécklech Zukunft als Établissement public bevirsteet.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Lorsché. Als leschte Riedner ass den Här Colombera agedroen. Här Colombera, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean Colombera *(ADR).*- Merci, Här President. Dir Dammen, Dir Hären, Kolleegen a Kolleeginnen, fir d'éischt e grousse Merci un d'Rapportrice, d'Madame Dall'Agnol, fir hire mëndlechen a schréftleche Bericht. Mir als ADR, mir hu kee Problem, wa mer haut mat dësem Gesetzesprojet en neien Établissement public kreéieren. Ob et en Établissement public ass oder eng Institutioun, déi vum Stat géréiert gëtt, dat spillt guer keng Roll. D'Haaptsaach, dat, wat zielt, ass dat, wat hannen erauskënnt, dat heescht, datt d'Analyse ganz gutt gemaach ginn, op eng ganz effikass Manéier, an d'Resultat ass fir eis dat Allerwichtegst.

Mir wësse jo, wéi et de Moment virgeet. Et ass relativ frustant fir den Dokter, deen Analyse verschreift, Analysen, déi vun der Gesondheetskeess bezuelt oder och net bezuelt ginn, verschidden Analysen, déi net hei am Land kënne gemaach ginn, déi vun engem Laboratoire op deen anere verfracht ginn, zum Beispill bei Sportler, déi wëlle gär wëssen, ob se fit sinn, oder bei Ëmweltkrankheeten, do ginn extra Analyse gemaach. Déi kënnen awer net hei am Land gemaach ginn, déi ginn an d'Ausland geschéckt, an da muss een dann zéng, 15, 20 Deeg waarden, bis d'Resultater vu Basel, vu Stroossbuerg, vu Bremen zréckkommen. Ech mengen, dat kann et jo net sinn, an duerfir hoffe mer, datt mat dësem Laboratoire dat doten ännert an datt de Laboratoire déi Analysen och da wäert proposéieren.

En zweete Punkt: De Laboratoire, dee kritt jo elo ganz nei Missiounen, sief et an der Preventioun, sief et an der Diagnos, sief et am Suivi thérapeutique, wat d'Médecine légale ugeet, awer och an der Fuerschung, an dat kann natierlech ee ganz groussen Atout si fir eist klengt Land.

Firwat? Mä aus deem einfache Grond, well d'Medezin an deenen nächsten zéng bis 20 Joer ganz staark ännere wäert, an esou wéi d'Medezin bis elo gemaach ginn ass, dat wäert net méi existéieren. Och d'Bild vum Dokter wäert e ganz anert Bild ginn. Fréier zum Beispill huet en Dokter misse mat sengen Hänn, mam Stethoskop, mam Lauschteren eng Diagnos erstellen. Hautdësdags si mer scho mam IRM, mam ECG, mam EEG, mam Scanner amgaangen, an an Zukunft wäerte mer eng ganz aner Form vu Medezin kréien, wou mer dann d'Resultat, d'Diagnos net méi mat den Apparate wäerte stellen, mä mat der Genetik am biomolekulare Beräich, am biochemesche Beräich. An duerfir kann dat heite fir eis eng ganz grouss Erfolgsstory ginn. Mir musse ganz clever sinn.

Ech ka mer virstellen, am Beräich vun der Preventioun, wann de Laboratoire kéint en Test entwéckelen, wou mer zum Beispill op Basis vun enger Hoeranalys oder vun enger Waasseranalys, oder wat och ëmmer, kéinte feststellen, wéi d'Zelle sinn, an dee Moment virsoen, datt de Patient vläicht an zwee oder dräi Joer dann zockerkrank géif ginn oder alzheimerkrank géif ginn. Dat wär natierlech e ganz groussen Atout. Déi Tester, déi kënnen entwéckelt ginn, mä déi mussen entwéckelt ginn duerch Personal, dat Capacitéiten huet.

An och am Beräich vun der Behandlung kéint een Tester entwéckelen, wou ee kéint soen, datt op Basis vun enger Hoeranalys oder enger Waasseranalys, déi ee mécht, ee géif kucken, ob d'Medikamenter fonctionnéieren oder net. An dat ass dee groussen Atout, dee mer mussen ustriewen, well d'Medezin, wéi gesot, wäert ganz aneschters ginn.

Mir wäerten op dee Punkt kommen, datt, wa mer net méi bei den Dokter musse goen, mir einfach an de Statslabo ginn, an da kréie mer eng Analys gemaach, an do wäert den Opérateur eis soen, du bass krank oder du waars krank ginn. An dee kann eis souguer soen, déi an déi Medikamenter muss du kréien, an déi an déi Dosis ass fir dech gutt. Also an déi Richtung do wäerte mer an der Zukunft goen, an duerfir mengen ech, datt et ganz wichteg ass, fir an d'Personal do ze investéieren, Personal, wéi gesot, dat och vum Ausland ka kommen, awer och hei op eisen Unië ka forméiert ginn.

Mir mussen och Synergië fanne mam CRP-Santé, mat de Kliniken, well mer kënnen net elo de Statslaboratoire einfach maache loossen, wat e wëllt. Et ass einfach eng Ressourcenopdeelung, déi muss respektéiert ginn. Ech mengen, et ass also wichteg fir Synergien ze fannen.

Dat gesot, Här President, si mir d'accord mat dësem Projet de loi. Mir hunn e klenge Bémol, an dat ass, datt de Statslaboratoire zu Diddeleng ass. Net, well Diddeleng elo eng antipathesch Stad wier, mä ech mengen, wann zu Ettelbréck e Patient operéiert gëtt an en Dokter entdeckt, dass dee Patient do iergendeppes huet, wou en net weess, wat et ass, da mécht en eng Biopsie - dat nennt een eng Biopsie extemporanée - an da muss en déi Biopsie op Diddeleng féieren. A wéi kënnt dat dohinner?

Mir hunn e ganz grousst Land, wéi et schéngt, mat grousse Stroossen, a mir brauchen awer iwwer eng Stonn fir op Diddeleng. An duerfir muss de Patient dee Moment eng Stonn waarden an da vläicht och nach eng hallef Stonn derbäi, bis d'Resultat kënnt. De Patient muss ganz laang waarden um Operatiounsdësch, bis dann eppes décidéiert gëtt. Mir hunn zwar nach aner Méiglechkeeten. Mir kéinten och en Helikopter dohinner schécken. Dat ass guer kee Problem. Mä, wéi gesot, duerfir hätte mer léiwer gehat, de Statslabo wär méi am Zentrum.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Colombera. Elo kritt d'Wuert den Här Gesondheetsminister Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir brauchen e performante Laboratoire national de santé, well mer eis et net kënnen erlaben, esou ee wichtegt Gebitt wéi d'öffentlech Gesondheet ze atomiséieren a reng der Privatinitiativ ze iwwerloossen. Dat huet sech a Krisesituatioune gewisen, wou de Statslabo eng enorm wichteg Roll konnt erfëllen. An dat soll en och an Zukunft kënnen erfëllen.

Nodeem de Labo virun e puer Joer komplett nei Infrastrukturen, modernst Gebaier zougestane krut mat deene modernsten Équipementer - déi éischt Phas wäert deemnächst ofgeschloss ginn an déi zweet Phas ass prett fir ausgeschriwwen ze ginn, oder ass an der Ausschreiwung -, war et enorm wichteg, fir deem Institut deen noutwendege Fonctionnementskader ze ginn.

Ech kommen herno nach drop zréck, ob et ze laang gedauert huet oder et op eemol ze schnell gaangen ass, mä Fazit ass, dass et net duergaangen ass mat enger moderner Verpackung, mä dass och d'Inhalter extrem wichteg sinn an dass virun allem an engem Secteur, wou d'Entwécklung extrem rapid ass, deen Etablissement déi noutwendeg Flexibilitéit kritt, fir kënnen op déi Entwécklungen ze reagéieren.

Ech muss Iech éierlech soen, dass ech mer gewënscht hätt, dass een déi Flexibilitéit och an deem bisherege Statut hätt kënne garantéieren. Ech si beileiwe keen Apostel vun der Privatiséierung. Ech hunn awer leider misse feststellen, dass mer an deem bestehende Kader ganz schnell op Grenze getraff sinn. Ech brauch Iech keng Zeechnung ze maachen, mä dat wuel spektakulärst Element dovun ass, wann een héich spezialiséiert Leit gebraucht huet, déi zum Deel 12, 14, 15 Joer Ausbildung hanneru sech hunn, dass een dann an eng Grille (veuillez lire: Statsbeamtegrille) kucke gaangen ass an déi Grille einfach dat doten net virgesinn huet, a mer da virun der Alternativ stoungen, fir ze bastelen oder ze soen, jo, mir fannen déi Leit net, déi mer brauchen. Ech kommen herno nach eng Kéier op d'Problemer zréck.

Mir hunn en éischten Ulaf geholl, fir an déi doten Direktioun ze goen, en Établissement public ze schafen, an där viregter Legislaturperiod. Do war d'Reaktioun net begeeschterend, an et huet duerfir en zweeten Ulaf gebraucht, wou mer och an der Regierungserklärung festgehalen hunn, dass mer entweder eng Solutioun vun deene bestehende Problemer vum Labo fannen am bestehende Statut oder dass mer dann op de Wee vun engem Établissement public géife goen. Mir hunn et net fäerdegbruecht, fir am bestehende Statut dat ze maachen. An duerfir war d'Alternativ du kloer, an am zweeten Ulaf ass den Établissement public dann duerchgaangen.

Ech weess, dass eng Rei vu Leit sech Froe stellen. D'CGFP huet sech Froe gestallt, d'Personal huet sech Froe gestallt zu dem Statut vun dem Établissement public. Ech mengen awer, dass souwuel d'CGFP wéi och d'Personal op eng ganz räsonabel an eng ganz vernünfteg Aart a Weis déi Diskussioun hei matgefouert hunn an och gesinn hunn, dass ee vläicht un deem Alen hätt kënne festhalen, mä wa mer dat hei net gewot hätten, dass de Labo lues a lues vu sengen Inhalter vidéiert gi wär, well anerer vill méi proaktiv op Evolutioune konnte reagéiere wéi de Labo an deem jëtzege Corselet, wou en dran ass. An dat ass e Corselet,…

(Interruption)

…wéi mir zu Diddeleng soen.

Une voix.- Abee jo!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Duerfir mengen ech, hate mer ee gemeinsamt Objektiv, an ech mengen, jiddwereen, deen heibanne sëtzt, deelt dat och. Um nationale Plang brauche mer een Institut, dat neutral, performant op déi gesondheetlech Erausfuerderunge ka reagéieren, a mir kënnen eis et net erlaben, tributaire ze si vun enger atomiséierter Aktivitéit, soudass mer duerfir deem Labo hu missen eng Chance ginn, fir sech kënne weider ze entwéckelen.

Dee jëtzege Projet bedeit kee Broch mam jëtzege Statslabo. Eng ganz Rei vun Aktivitéiten, déi de Statslabo bis elo geséchert huet, déi gi mat iwwerholl, sief dat an der Cancérologie, an der „Anapath" - wat dozou gehéiert -, der Cytologie, sief dat bei der Diagnos vun ustiechende Krankheeten, sief dat bei der Toxikologie, sief dat bei dem Contrôle vun de Medikamenter, sief dat bei Ierfkrankheeten, sief dat bei der biologescher Iwwerwaachung, sief dat bei der Liewensmëttelsécherheet. Déi dote Missiounen, déi behält de Statslabo, an en huet déi och ganz gutt bis elo erfëllt mat deene Problemer, déi periodesch opgetaucht sinn an déi dann diskutéiert gi sinn.

Ech muss Iech soen, dass ech méi wéi eng Kéier d'Alarmglacke laude gelooss hunn a gesot hunn, wa mer eis net d'Méiglechkeete ginn, fir dat Personal, dat mer brauchen an deem Labo, eis och ze ginn, da kréie mer periodesch déi doten Diskussiounen, kréie mer och periodesch déi doten Enkpäss.

An ech wëll soen, dass an der Regierung an deene leschte Jore ganz gutt dorop reagéiert ginn ass, well ech mech net kann erënneren, dass an enger Period de Labo esou sensibel verstäerkt ginn ass wéi an deene leschte Joren. Bei deene gängege Carrièrë war et och kee Problem, fir dat Personal ze fannen, mä bei Pathologe quasi onméiglech. Wann ee gesäit, dass an engem Privatsecteur e Patholog mindestens dat Duebelt bezuelt kritt wéi an engem Statslabo, jo, da kënne mer zwar ganz wäit an den Osten era rekrutéiere goen, mä souguer do sinn d'Konditiounen an der Zwëschenzäit besser wéi déi, déi mir konnten offréieren.

Dat heescht also, de Labo behält eng Kontinuitéit a senger Aktivitéit an e kritt nei Missiounen. E kritt nei Missiounen, déi Erausfuerderungen duerstellen a wou ech grousst Vertrauen hunn, dass de Labo déi wäert meeschteren: An Zesummenaarbecht mam Parquet a mat der Justiz den Opbau vun der Geriichtsmedezin. Den ADN-Labo ass am Opbau. De Statslabo, deen och seng Missioun wäert behale bei öffentleche Gesondheetsprogrammer, wou en eng Rei an der Zwëschenzäit erfëllt, a Synergie mat de Gesondheetsautoritéiten. An de Statslabo wäert en neit Standbee kréien, dat en zwar elo schonn zum Deel hat, mä wat awer esou à michemin zwëschent dem LNS an dem CRP-Santé war. Den LNS wäert e staarkt Standbeen an der Recherche kréien, wou en als Établissement public vill méi Méiglechkeeten huet wéi als staatlechen Etablissement, och vun europäesche Gelder kënnen ze profitéieren an och vun de Gelder vum Fonds National de la Recherche.

Den neie Statut bréngt dem Statslabo eng Neiglidderung, eng Rei vun Départements scientifiques, also vu wëssenschaftlechen Departementer, eng Stäerkung vum administrativen Departement, eng Qualitéitscellule - et si Froe gestallt ginn, wéi mer d'Qualitéit sécheren -, doduerch, dass mer eis eng Qualitéitscellule ginn.

Mä doduerch, dass mer och de Benchmark no bausse sichen, doduerch dass mer bei der Zertifizéierung, bei der Akkreditéierung weiderfueren, wou d'Ae vu baussen drop geriicht ginn, de Statslabo, och wann en aus enger staatlecher Struktur kënnt an elo an en Établissement public erageet, muss en déiselwecht Qualitéitskonditiounen erfëlle wéi déi Bescht ënnert de private Laboen. Dat ass eng Erausfuerderung an déi muss de Statslabo unhuelen. En huet déi Zertifizéierung, Akkreditéierung an eenzelnen Departementer mat Brio fäerdeg bruecht an e muss dat an allen Departementer kënne maachen.

De Labo kritt e Comité directeur mat engem Direkter a mat den Departementschefen, déi de Comité directeur bilden. E kritt e Conseil d'administration, wou déi verschidde staatlech Instanzen, déi mat em Konventiounen hunn, dran agebonne wäerte sinn, mä awer och d'Clientë mat era wäerte kommen, well si e Wuert matzeschwätzen hunn, wéi de Statslabo sech wäert entwéckelen. Zu deene Clientë gehéieren d'Spideeler, gehéieren och anerer derzou. De Spidolssecteur wäert also och e seriöt Wuert matzeschwätze kréien an der zukünfteger Orientéierung vum LNS.

E Conseil scientifique wäert d'Aarbechte vum LNS a vun där neier Struktur begleeden. Wat de Finanzement ugeet, wäert och de staatlechen Engagement an Zukunft vergläichbar mat deem bleiwen, wat mer haut hunn. De Statslabo kritt awer eng Rei vun anere finanzielle Standbeener. D'Rechter vum Personal bleiwen integral garantéiert. An et wäert och esou sinn, dass mer déi Programmer, déi mer am LNS zesumme mat staarke Partner wëllen entwéckelen, dass déi weidergefouert ginn.

Ech wënsche mer och, dass an der Ëmstrukturéierung vun de Spidolslaboen, wou mer eng Entwécklung an deene leschte Joren haten, déi net zefriddestellend ass, dass déi Reorganisatioun zesumme mam LNS wäert ugepaakt ginn. Ech mengen, dass et normal ass, dass Routineanalysen an de Spideeler bleiwen. Ech mengen och, dass et wichteg ass, dass d'Spideeler, déi elo behandelt gi vun der Gesondheetskeess wéi déi aner Laboen, eng Kräftebündelung maachen an dass se sech zesummendoen, wat déi spezialiséiert Analysen ugeet. An do kann de Statslabo e ganz staarken Alliéierte sinn.

Et ass duerchaus méiglech, dass d'Spideeler wäerte méi enk un den LNS respektiv den LNS méi staark wäert un d'Spideeler eruréckelen, net als Konkurrenz zu deene Privaten. Ech ka mer duerchaus och virstellen, dass et do Synergië gëtt. Mä et muss ee wëssen, wat ee wëllt. Et kann een net op där enger Säit soen, mir hätte gär e staarke Statslabo, an op där anerer Säit soen, jo, komm mir ginn alles fräi vun Analysen, et ass jo egal wie se mécht. Et muss ee schonn, wann een e staarken Institut wëllt, och e Core business bei deem Statslabo behalen. An do, mengen ech, ass et derwäert, dass een déi Diskussioun à pied ferme mat dem Privatsecteur féiert.

Ech wollt résuméierend der Madame Rapporteur, dem Claudia Dall'Agnol, Merci soe fir seng ganz gutt a schnell Aarbecht. An ech wollt an e puer Wuert op d'Interventioune vun de Kolleeginnen a Kolleegen Deputéierten agoen. Jo, et ass richteg, wéi d'Martine Mergen gesot huet, dass et Diskussiounen iwwert d'Qualitéit gouf. Wat awer och richteg ass, dat ass, dass am Labo extrem Efforte gemaach gi si fir dorop ze reagéieren an dass de Labo och an Zukunft muss weider Efforte maachen, fir kënnen ze dokumentéieren, dass seng Qualitéit mindestens esou gutt ass wéi déi vun aneren.

Zu deem, wat d'Madame Mergen gesot huet, an och wat d'Madame Lorsché gesot huet: Et muss ee schonn décidéieren, wat ee wëllt. Wann een eng Pathologie no oder am Statslabo wëllt, da kann een net gläichzäiteg staark derfir plädéieren, dass mer esou gutt wéi méiglech d'Tariffer sollte schafen, fir dass déi Privatlaboe sech dorop stierzen an ee vun de Core businessë vum Statslabo ewechhuelen.

Ech sinn ee vun deenen, déi, och am Zesummenhang mam Opbau vun engem Kriibsregëster, och bei enger Verbesserung vun der Pathologie no um Bett vum Patient, wann en operéiert gëtt, wa mer a Richtung virtuellen oder reelle Kriibszentrum denken, der Meenung sinn, dass esou Capacitéite mussen an engem nationalen Zentrum kënne bäibehale ginn.

Ee Wuert zu deem, wat den Här Wagner gesot huet zu deem Pak, deen de Kleeschen ënnert de Beemchen oder d'Chrëschtkëndchen ënnert de Beemche geluecht huet. Et ass richteg, dass et e Pak ënnert de Beemche geluecht hat. Mä, wéi mer en opgemaach hunn, hu mer festgestallt, dass de Pak eigentlech eidel war. Et war e schéine Pak, et war ee ganz schéine Pak.

(Interruptions diverses)

Et war ee ganz schéine Pak. An duerfir, net fir mam Här Wagner ze streiden, dee gesot huet, et hätt siwe Joer gedauert, bis dass eppes an de Pak drakomm ass, géif ech soen, et huet zwielef Joer gedauert, bis dass eppes an de Pak erakomm ass. Mä deen Inhalt fir an de Pak, fir dat nach e bëssen ze nuancéieren - et géif ee jo mengen, dass da bis elo näischt am Labo geschitt ass; dat wär eng ganz falsch Attitüd -, kënnt rechtzäiteg, ier de Statslabo a seng nei Heemecht eraplënnert.

A just an engem Wuert zu deem, wat den Här Colombera gesot huet. Ech mengen, dass déi Échantillone grad esou séier wäerten am Labo zu Diddeleng sinn, wéi se am Labo mëtten an der Stad waren. Dat ass e Kazesprong! An ech wollt eigentlech déi Sitendiskussioun net méi ufänken.

Ech hunn Iech gesot, dass d'Qualitéitskontroll wäert extrem…

M. le Président.- Här Minister, Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé*.- Ech follegen. A wann Der mer nach eng Minutt gitt, da kommen ech zur Konklusioun. Ech sinn eigentlech e bëssen enttäuscht iwwert déi Net-Haltung vun eise grénge Kolleegen. Si soen, si si fir den Établissement public. Si soen, si wäre fir eng ganz Rei vu Saachen, déi elo an deen Établissement public erakommen. An da soe se, mir enthalen eis awer! Dat enttäuscht mech e bëssen. Ech hat gemengt, dass och eis gréng Kolleegen, grad esou wéi mir, drun interesséiert sinn, fir e staarken Institut fir d'öffentlech Gesondheet hei ze schafen. An et ass just dat, wat mer maachen.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Ebe just!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé*.- Just dat, wat mer maachen. A wann ee seet, esou een Institut brauch déi noutwendeg Flexibilitéit, da soll een, wann ech gelift, deem neien Institut mat sengem neien Direktiounscomité, mat sengem Conseil scientifique, mat sengem Conseil d'administration, d'Geleeënheet ginn, fir sech dee Projet d'établissement ze ginn, dee se brauchen, fir den Erausfuerderunge kënnen ze begéinen, déi op se wäerten zoukommen.

E lescht Wuert zu der Preventioun. Ech mengen, d'Madame Lorsché huet net matkritt, dass et e ganze Koup vu Preventiounsprogrammer tëschent dem LNS an der Santé gëtt, vun där Zäit un, wou d'Kand nach net gebuer ass bis riwwer op d'Émweltmedezin, bis riwwer zu systemateschen Énnersichunge vum Gebärmutterhalskriibs, an, an, an. Déi Preventivprogrammer, déi bestinn! Et kann ee selbstverständlech ëmmer neier derbäibréngen.

M. le Président.- Här Minister, d'Minutt ass largement ofgelaf.

(Interruptions diverses)

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé*.- Ofschléissend, Här President, wëll ech all deene Merci soen, déi konstruktiv un dësem Projet matgeschafft hunn. Ech wëll deene Leit, déi ënner schwierege Verhältnisser dee Labo um Liewe gehalen hunn an eng exzellent Aarbecht geleescht hunn, en häerzleche Merci soen an hinne soen, dass se et verdéngt hunn, déi Aarbecht ënner gudde Konditiounen an Zukunft zu Diddeleng kënnen ze maachen.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Minister.

Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6297 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

(Brouhaha)

Une voix.- Keng Oppositioun, keng Oppositioun! Ech huelen alles zréck!

M. le Président.- Mir kucken dat no.

De Vote ass ofgeschloss. De Projet de loi 6297 ass ugeholl mat 52 Jo-Stëmmen, géint 7 Enthalungen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Marcel Oberweis), Nancy Arendt (par M. Lucien Clement), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden (par M. Jean-Paul Schaaf), Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes (par M. Serge Wilmes), MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Marie-Josée Frank), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter (par Mme Martine Mergen);

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel (par M. Ben Fayot), Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter.

Ech ginn net dervun aus, datt een nach déi Enthalung wëllt begrënnen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Da komme mer elo zum Projet de loi 6368, eng Direktiv iwwert d'Rechter an d'Flichte vun den Zuchbenotzer. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech bis elo just ageschriwwen: déi Häre Negri a Kartheiser. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

(Brouhaha)

Une voix.- Den Här Negri huet fir eng Stonn!

(Hilarité et brouhaha)

6. 6368 - Projet de loi déterminant le régime des sanctions applicables en cas de violation des dispositions du règlement (CE) n°1371/2007 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007 sur les droits et obligations des voyageurs ferroviaires

Rapport de la Commission du Développement durable

M. Marc Spautz *(CSV), rapporteur.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Obligatioun vun de Voyageurs ferroviaires ass ee Gesetz, wat den 22. November 2011 vum Nohaltegkeetsminister déposéiert ginn ass. Den 8. Mee 2012 huet de Statsrot säin Avis dozou ofginn, an den 1. Dezember 2011 hat d'Kommissioun mech zum Rapporteur ernannt. De 6. Juni 2012 huet d'Kommissioun no der Analys vum Text an dem Avis vum Statsrot eng Serie vun Amendementer ugeholl, déi de 26. Juni 2012 vum Statsrot aviséiert gi sinn. Mäi Rapport konnt duerno de 4. Juli ugeholl ginn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat dësem Text leeë mir de Regime vun de Sanktioune fest fir de Fall, wou een den Dispositioune vum EU-Reglement 1371/2007 am Beräich vun de Rechter a Flichte vun den Zuchreesenden net nokënnt. Duerch dëst Reglement kréien d'Zuchreesend eng gewësse Rei vu Rechter zougesprach, dëst notamment am Beräich vum Transport vu Leit mat engem Handicap oder Leit, déi schlecht ze Fouss sinn.

Doriwwer eraus befaasst d'Reglement sech awer och mat den Informatiounen iwwert d'Tariffer, d'Disponibilitéite vun de Billjeeën, de Reservatiounen oder den Entschiedegungen, op déi een Usproch huet, wann d'Gepäck géif verluer goen.

Zum Deel huet Lëtzebuerg dëst EU-Reglement schonn ëmgesat, nämlech duerch de Règlement grand-ducal vum 1. Dezember 2009, deen eng Derogatioun fir Lëtzebuerg virgesäit am Beräich vu verschiddenen Transportservicer bei der Bunn. Dëst Reglement vun 2009 huet och d'Communauté des Transports als kompetent Autoritéit agesat.

Am initialen Text vum virleiende Projet sinn zweeërlee administrativ Sanktioune virgesinn, den Avertissement an d'Amende administrative, déi jeeweils tëschent 250 an 10.000 Euro kënne variéieren. Dës ginn natierlech der Gravitéit vun de Faiten ugepasst an, wéi scho gesot, et ass d'Communauté des Transports, déi dee Pouvoir de sanction huet.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer kuerz op d'EU-Reglement 1371 anzegoen. Hei gi verschidde minimal gemeinsam Regelen, déi iwwerall an der EU gëllen, festgehal, wéi zum Beispill d'Verspéidung oder d'Annulatioun vun engem Zuch, wann een an d'Vakanz geet, wou jo elo vill Leit drop waarden. Des Weideren ass virgesinn, dass d'Eisebunnsgesellschaften dru gehale sinn, d'Leit iwwer hir Rechter a Flichten ze informéieren an och d'Plaintëkommissioun anzeriichten, well déi beschte Rechter a Flichte bréngen näischt, wann d'Leit net doriwwer Bescheed wëssen.

Et sief awer gesot, dass d'Memberlänner kënnen no transparenten an net diskriminatoresche Modalitéiten Derogatioune virgesi fir den Eisebunnsservice, déi sech op den nationale Réseau beschränken. Dës Derogatioun vu fënnef Joer ka maximal zweemol erneiert ginn. Am Ganze kann also 15 Joer eng Derogatioun erlaabt ginn. Fir déi Transportservicer am städteschen, suburbanen a regionale Beräich kann awer direkt eng Derogatioun vu 15 Joer ugefrot ginn.

Et gëtt awer och eng ganz Rei Dispositioune vum Reglement, déi iwwerall obligatoresch sinn, wéi d'Disponibilitéit vun de Billjeeën, d'Responsabilitéit vum Gepäck, eng minimal Versécherung gradesou wéi d'Recht op Transport fir Leit mat reduzéierter Mobilitéit.

Une voix.- E bësse méi seriö!

M. Marc Spautz *(CSV), rapporteur.*- A sengem éischten Avis huet de Statsrot festgestallt, dass duerch den Text vum Projet de loi d'Hiérarchie des normes net respektéiert gëtt an huet dowéinst eng Opposition formelle ausgeschwat. Als Reaktioun op deen Avis vum Statsrot huet d'Chamberskommissioun ënner anerem den Artikel 2 gestrach an och verschidden Dispositiounen zu den administrative Strofen ofgeännert. Opgrond heivun huet de Statsrot a sengem Avis complémentaire säin Accord zum Projet ginn.

Dësen Text gëtt all Zuchreesenden a virun allem de Reesenden, déi net gradesou mobil sinn, eng Rei Garantien a stellt dofir op alle Fall eng richteg Verbesserung duer, an ech géif hoffen, dass d'Chamber deem Projet eestëmmeg kéint zoustëmmen.

M. le Président.- Merci dem Här Spautz, deen déi Kéier esou komplett war, datt ech mech froen, ob nach onbedéngt do eppes ze soen ass.

(Hilarité)

Wann dat net de Fall ass, géife mer ofstëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6368 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

De Vote ass ofgeschloss.

(Brouhaha général)

De Projet de loi 6368 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Jean-Paul Schaaf), Nancy Arendt (par Mme Christine Doerner), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden (par M. Lucien Clement), Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes (par M. Serge Wilmes), MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Félix Eischen), Raymond Weydert (par M. Marc Lies), Serge Wilmes et Michel Wolter (par Mme Martine Mergen);

MM. Marc Angel (par M. Ben Fayot), Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Da komme mer elo zu eisem leschte Projet de loi vun haut, de Projet de loi 6431, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert de Stroosseverkéier. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an et huet kee Riedner sech ageschriwwen, ausser natierlech de Rapporteur, den honorabelen Här Marc Spautz, deen elo d'Wuert kritt.

7. 6431 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques

Rapport de la Commission du Développement durable

M. Marc Spautz *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President. Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi 6431 ass den 3. November 2012..., den 3. Mee, pardon, vum Nohaltegkeetsminister an der Chamber déposéiert ginn. De 26. Juni huet de Statsrot en aviséiert. Dernieft hunn d'Chambre de Commerce de 14. Mee an d'Chambre des Métiers gradesou wéi d'Chambre des Salariés de 7. Juni hiren Avis zum Projet ofginn. Den 21. Mee 2012 huet d'Kommissioun mech zum Rapporteur ernannt. De 4. Juli hu mir an der Kommissioun de Projet an den Avis vum Statsrot aviséiert, a schonn den Dag drop konnt de Rapport ugeholl ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dëse Projet ass kuerz, awer wichteg, well e Führerschäinsexaminateure betrëfft, fir genau ze sinn, d'Konditioune vun hirem ministeriellen Agrément. Vill Jonker, déi grad amgaang sinn, hire Permis ze maachen, denke bestëmmt elo mat Entsetzen un den Examinateur, deen am Exame wäert op si waarden. Mä dëst ass en extrem wichtege Beruff, well si letztendlech mat Entscheedungen treffen, wien op eise Stroossen dierf fueren.

Nieft dem Agrément geet de Projet och nach op de legislative Kader, an deem si hir Aarbecht ausüben, an. Heibäi gëtt sech engersäits op e momentan nach bestehend Reglement vun 2001 baséiert an anerersäits iwwert d'Direktiv 2006/126, wat d'Europäescht Parlament gestëmmt huet a wat mir mussen transposéieren. Dës Annex dréit den Titel „Normes minimales applicables aux personnes qui font passer les épreuves pratiques de conduite".

Dës Annex definéiert souwuel de Wëssensstand souwéi och d'Kompetenzen, déi en Examinateur muss hunn, fir säi Beruff adequat auszeüben, wéi och d'Moossnamen, déi d'Examinateure mussen huelen, fir hire Wëssens- a Kompetenzniveau am Laf vun hirem Beruffsliewen ze halen. Folglech geet de Projet de loi op d'Konditiounen, fir Examinateur ze ginn, an.

Des Weideren ass virgesinn, dass den Examinateur sech am Kader vun enger Formation continue regelméissege Kontrolle muss ënnerzéien, fir säi Beruff mat der beschtméiglecher Qualitéit auszeüben.

Wéi gesinn dann déi Konditiounen, fir den Accès zum Beruff vum Examinateur ze hunn, aus?

Ufänke muss ee mat enger Formation initiale obligatoire, déi vum Ministère de la Formation professionnelle ugebuede gëtt. De Projet schaaft och eng Examenskommissioun, déi d'Programmer an d'Methoden an d'Exame festleet. Zudeem leet de Projet de loi och déi grouss Prinzipie vun der Formation continue fest wéi och vun der Qualitéitskontroll, déi der Kompetenz vun der Société nationale de circulation automobile ënnersteet.

Une voix.- Très bien!

M. Marc Spautz *(CSV), rapporteur.*- Mir hunn...

(Hilarité générale)

Mir hunn déi nach all als SNCT, dat heescht Société nationale de contrôle technique an Erënnerung, mä deen Numm ass viru Kuerzem geännert ginn. Laut dem Text vum Projet ass et den Direkter, oder deem säin Délégué, deen déi néideg Moossname muss huelen, fir dass d'Examinateuren de Konditioune vun der Formation continue gerecht ginn. Den Transportminister iwwerpréift dann dës Habilitatioun, andeems hien den Examinateuren den Agrément gëtt, fir hire Beruff auszeüben. Dësen Agrément gëtt fir eng Dauer vu fënnef Joer ausgestallt.

Parallell gesäit de Projet de règlement grand-ducal vir, de legale Kader ze preziséieren an dat virdrun zitéiert Reglement vun 2001 ze abrogéieren. Dëst neit Reglement leet dann de Programm an d'Modalitéite vun der Basisformatioun fest, d'Organisatioun vun den Exame fir den Agrément ze kréien, d'Detailer vun der Examenskommissioun, d'Modalitéite vun der Ausstellung vum Certificat de qualification an och d'Composantë vum sougenannten „contrôle d'assurance de la qualité".

Ech wëll just drop opmierksam maachen, dass an deene verschiddenen Avisen näischt dra war vun de Beruffschamberen, déi d'Zoustëmmung ginn hunn. Just an deem vum Statsrot ass drop higewise ginn, dass si léiwer hätten, mir géifen all déi Saachen net an d'Gesetz schreiwen, mä an e Règlement grand-ducal, d'Detailer.

An domadder géif ech Iech och haut bieden, dësem Projet d'Zoustëmmung ze ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Rapporteur. Wéi mer dat vun him gewinnt sinn, war hie méi wéi komplett a mir kënnen direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi kommen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6431 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6431 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Marcel Oberweis), Nancy Arendt (par Mme Christine Doerner), MM. Fernand Boden, Lucien Clement (par M. Jean-Paul Schaaf), Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden (par Mme Diane Adehm), Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM.

Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes (par M. Serge Wilmes), MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Marie-Josée Frank), Raymond Weydert (par M. Marc Lies), Serge Wilmes et Michel Wolter (par Mme Martine Mergen);

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

8. Hommage à M. Paul Helminger

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, haut de Mëtten ass déi lescht öffentlech Chamberssitzung, un där eise Kolleeg a Frënd Paul Helminger deelhëlt. Hien huet décidéiert, um Enn vun dëser Sessioun säi Mandat nidderzeleeën. Erlaabt mer bei Geleeënheet vun dëser Sitzung, e puer Wuert an all Ärer Numm un hien ze riichten.

De Paul Helminger ass 1940 zu Esch gebuer ginn. A senger Kandheet, déi hien an der Stad verbruecht huet, erlieft hien, wéi eist Land nei opgebaut ginn ass, awer och, wéi Europa entstanen ass. Dës Erfahrunge sollten him säi Liewen dach ganz staark prägen.

No senger Première, déi hien am Kolléisch gemaach huet, ass hien niewent Droit op der Sorbonne och politesch Wëssenschaften am Institut d'études politiques zu Paräis studéiere gaangen an 1964 huet hie säin Doktorat am Droit hei zu Lëtzebuerg ofgeschloss an huet dunn op der Stanford University a Kalifornien säi Master a politesche Wëssenschafte gemaach.

1966 huet hien als Attaché de légation am Ausseministère ugefaangen, wou hien och am diplomateschen Déngscht séier virukomm ass an op d'Ambassade zu London geschéckt gouf.

1974 huet den deemolege Statsminister Gaston Thorn hien als Chef de cabinet designéiert. De Paul Helminger, dee virdru jo haaptsächlech an der Aussepolitik aktiv war, huet du seng éischt innenpolitesch Schrëtt gemaach, déi dann och dozou gefouert hunn, datt hien der Demokratescher Partei 1974 bäigetrueden ass, aus Iwwerzeegung un déi Wäerter, déi dës Partei ëmmer vertrueden huet.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- 1979 gouf hie Statssekretär am Aussen- an am Aussenhandelsministère, am Wirtschafts- a Mëttelstandsministère an am Justizministère. De Paul Helminger war also derbäi, wéi de Lëtzebuerger Modell entworf an an d'Praxis ëmgesat gouf. Hien huet un der Diversifizéierung an dem Gestalte vun neie Weeër an der lëtzebuergescher Wirtschaft matgeschafft. Als Statssekretär huet hien d'Instrumenter fir e moderne Management vun der Entwécklungshëllef geschaf an eng qualitéitsorientéiert Aussenhandelspolitik op d'Bee gesat.

1984 huet de Paul Helminger d'Regierung verlooss, fir an d'Privatwirtschaft ze goen. Hien hat bis 1989 eng privat Berodungsfirma fir Kleng- a Mëttelbetriber a war awer och Europageneraldirekter vun enger grousser amerikanescher PC-Firma.

No senger Regierungszäit ass de Paul Helminger niewent senge wirtschaftlechen Aktivitéiten dann och an der Nationalpolitik aktiv ginn. An esou ass hien 1984 fir d'éischt an d'Chamber gewielt ginn. Während sengem Mandat als Deputéierten huet de Paul Helminger sech och am Joer 1987 fir d'éischt um gemengepolitesche Niveau enger Wahl gestallt a koum och direkt an de Stater Gemengerot, wou hien dräi Joer drop Schäffen a schonn nëmmen aacht Joer méi spéit Buergermeeschter vun der Stad Lëtzebuerg ginn ass.

Als Buergermeeschter sinn him déi Erfahrungen, déi hien als Statssekretär, awer och am Privatsecteur gemaach huet, zeguttkomm an hien huet seng Stad virun allem ëmmer als en Déngschtleeschtungsbetrib am Interessi vun alle Bierger vun der Haaptstad ugesinn. Ech hat perséinlech sechs Joer de Plëséier, mam Paul am Schäfferot vun der Stad zesummenzeschaffen, an ech muss Iech soen, datt ech dës Zäit op kee Fall wéilt mëssen.

Ënner sengem Impuls huet d'Stad sech staark weiderentwéckelt; wann ech nëmmen un d'Projete Centre Hamilius, Rocade de Bonnevoie an de Ban de Gasperich denken, fir nëmmen déi wichtegst hei opzezielen.

Wat mech awer perséinlech ëmmer ganz besonnesch beim Paul beandrockt huet, ass seng net ideologesch, mä pragmatesch Aart a Weis, mat där hien un d'Dossieren erugaangen ass an déi him eigentlech och ëmmer erlaabt huet, Léisungen ze fannen. An ech mengen och duerfir soen ze kënnen, datt an deene leschte Joren de Paul virun allem mat Leif a Séil Buergermeeschter vun eiser Haaptstad war.

Wat elo seng nationalparlamentaresch Carrière betrëfft, ass de Paul Helminger säit de Chamberswahlen 1994 ëmmer erëmgewielt ginn, soudatt hien am Ganzen 23 Joer Member vun dësem Haus war. Hien huet sech während all deene Jore seng Kompetenz an Erfahrung a ville Beräicher zu Notze gemaach, ganz natierlecherweis an der Aussen- an Europapolitik, mä awer och an der Landesplanung a bei Gesetzer, déi de Gemengesecteur betraff hunn.

Mä dëst nationalparlamentaresch Engagement huet hien awer ni dovun ofgehalen, sech och fir d'Gestalte vun engem gemeinsamen Europa staarkzemaachen. Esou war hir Member vun der Konventioun iwwert d'Zukunft vun Europa an huet sech och iwwer Joren an deene verschiddensten internationalen Delegatioune vun der Chamber mat Iwwerzeegung agesat.

De Paul Helminger huet bis elo e Liewe gefouert, dat sech ëmmer tëschent Diplomatie, Politik a Wirtschaft ofgespillt huet. Hien huet d'Décisioun geholl, datt an der nächster Zäit erëm méi déi wirtschaftlech Aspekter am Mëttelpunkt vu sengem beruffleche Schaffe wäerte stoen. Ech sinn och dofir iwwerzeegt, datt hie mat ganzer Kraaft sech senger neier Aufgab als President vum Verwaltungsrot vun der Luxair wäert stellen. Eng Aufgab, déi sécherlech net zu deenen einfachsten a senger laanger Carrière wäert gehéieren.

Ech wéilt an all Ärer Numm him e grousse Merci soe fir dat, wat hien an all deenen 23 Joer hei an dësem Haus geleescht huet an him dat Allerbescht a senger neier Missioun wënschen. Merci Paul, a bonne Chance!

(Applaudissements)

M. Paul Helminger *(DP)*.- Här President, ech weess, datt Der elo alleguerte vu mir eng stonnelaang Ried erwaart. Mä Dir hat emol eppes gesot vun engem Patt. An dee gëtt waarm an dat ass net gutt. Dofir, wann ech sollt e puer Wuert soen, géif ech déi gradesou gären donidde soen.

Merci fir d'Nolauschteren!

Plusieurs voix.- Très bien!

(Brouhaha)

9. Discours de M. le Président

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, elo si mir um Enn vun eiser leschter öffentlecher Sitzung vun dëser Sessioun ukomm. Erlaabt mir dofir, wéi dat elo schonn Traditioun ginn ass, e kuerze Réck- awer haaptsächlech Ausbléck op eis parlamentaresch Aarbechten ze maachen.

Wat déi statistesch Auswäertung vun de legislativen Aarbechten ugeet, wëll ech Iech den Owend net mat Zuele langweilen. Dir hutt virdrun e Relevé ausgedeelt kritt, wou Der all Detailer fannt. Wéi Dir feststelle kënnt, huet d'Chamber och erëm während deene vergaangene Méint eng zolidd Aarbecht geleescht, souwuel wat d'Debatten hei am Plenum betrëfft wéi awer och ganz besonnesch um Niveau vun de Kommissiounssitzungen.

Ech wëll och elo hei keng detailléiert Analys maachen, mä awer just e puer Zuelen erauspicken. An der Sessioun 2011/2012 hate mir vun Oktober u bis elo 38 öffentlech Sitzungen. An der Sessioun virdru waren et der 46. Parallell hate mir an deene leschten zéng Méint 516 Kommissiounssitzungen. Déiselwecht Period zejoert waren et der 572. Dës Sessioun hu mer 81 Gesetzesprojete gestëmmt. Déi Sessioun virdru waren et der 102. Allerdéngs muss een hei mat berücksichtegen, datt manner Direktiven ëmgesat gi sinn, wat dann och zu engem Deel dës Zuelen erkläert.

Generell kann een hei eng kloer Tendenz feststellen: D'Dossiere ginn ëmmer méi komplex a verlaangen eng méi intensiv a laang Preparatioun souwuel op Säite vun der Regierung, vum Statsrot wéi vun der Chamber. Dëst erkläert dann och, datt d'Diskussioune sech ëmmer méi vum Plenum an d'Kommissioune verlageren. Eng Tendenz, déi ee scho säit enger Rei vu Jore ka feststellen, iwwregens net nëmmen hei am Haus, mä och a ganz ville Parlamenter an eisen Nopeschlänner. D'Aart a Weis, wéi an der Chamber diskutéiert gëtt, ass sécherlech net méi déiselwecht wéi virun zéng oder 15 Joer. An d'Zuelen, déi ech virdru genannt hunn, soen och näischt iwwer eng qualitativ gutt oder schlecht legislativ Aarbecht aus, well manner kann och méi sinn. „Moins légiférer pour mieux légiférer", en Zil, dat sech all nationaalt Parlament eigentlech sollt op de Fändel schreiwen.

Nach kommen ech awer net derlaanscht, festzestellen, datt mer an enger Rei vu Gesetzesprojeten net esou virukomm sinn an de leschte Méint, wéi mir eis dat virgestallt haten. An ech denken do ënner anerem un déi gesellschaftspolitesch Sujeten, wou ech mir géif wënschen, datt mer zesumme mat der Regierung an der nächster Sessioun e Gank méi kéinten aleeën an och endlech Neel mat Käpp géife maachen.

Dir Dammen an Dir Hären, dëst bréngt mech zu engem anere Punkt, dee mir um Häerz läit, an zwar dee vun der Europapolitik, dëst ganz besonnesch am Kontext vun der Roll vun den nationale Parlamenter. Ech hat Iech d'lescht Joer ëm déiselwecht Zäit vun enger gewëssener Verdrësslechkeet geschwat, déi mir Parlamentarier an och d'Bierger dobausse spieren, wann et ëm d'Europapolitik geet.

Wann ech elo no engem Joer de Bilan géif maachen, muss ech Iech agestoen, datt dës Politikverdrësslechkeet leider net ofgeholl huet. Au contraire hunn ech d'Gefill, datt ëmmer méi Bierger dobaussen an an eisem Land sech Gedanken a Suergen ëm d'Zukunft vun der Europäescher Unioun maachen, dëst ganz besonnesch am Kontext vun deenen diverse Rettungsmechanismen, déi mir hei gestëmmt hunn.

Wann een déi lescht Méint Revue passéiere léisst, stellt ee fest, datt beim europäesche Krisemanagement alles ëmmer muss méi séier goen, méi Suen zur Verfügung gestallt ginn a méi Rechter vun den nationale Parlamenter, ganz besonnesch um Niveau vun der Budgetspolitik, ageschränkt ginn. Ganz besonnesch déi lescht Feststellung muss all Parlamentarier ze denke ginn, well et ganz besonnesch bei der Budgetspolitik ëm déi wichtegst Rechter vun den nationale Parlamenter geet an et net hei ka sinn, datt d'Parlamenter nëmmen eng Nieweroll spillen, andeems si Décisioune vun hire jeeweilege Regierunge just nach duerchwénken.

An deenen neie Gesetzespäck zum Fiskalpakt an zum Euro-Rettungsschierm ESM geet et ëm Milliardenzommen an ëm Rechtskonstruktiounen, wéi den Droit commun se bis elo nach net kannt huet. Dës nei Mechanisme gräifen an de Kär vun der Budgetsautonomie vun den nationale Parlamenter an, déi en Deel vun hire Kompetenzen an dësem Beräich un hir Regierungsvertrieder iwwerdroen, ouni datt si deenen hir Décisiounen um Niveau vum Conseil des gouverneurs an Zukunft nach direkt kënne beaflossen.

Et ass duerfir fir mech absolut onerlässlech, datt déi national Parlamenter weider enk an déi Entscheedungsprozedur mat agebonne ginn, andeems se am Virfeld an och duerno vun der Regierung iwwert d'Décisioune ganz genau informéiert ginn. Dës Zesummenaarbecht schéngt mer bis elo och relativ gutt ze klappen, well d'Finanzkommissioun jo regelméisseg vum Finanzminister iwwert dës Décisiounen informéiert gëtt.

Wat mir allerdéngs e bësselche Kappzerbrieches mécht, ass, datt d'Parlamenter deelweis ënner enormem Zäitdrock Décisioune vun hire Regierunge solle guttheeschen, wat bei där enormer Komplexitéit vun deenen Décisiounen d'Parlamenter quasiment virun oniwwerbréckbar Schwieregkeete stellt. Besonnesch a Krisenzäite brauch d'Politik och emol Momenter, fir iwwer grondleeënd Entscheedungen nozedenken, awer och fir Entscheedungen, déi scho geholl gi sinn, frësch ze bewäerten. Politeschen Zäitdrock, och an Zäite vun där Kris, an där mir eis befannen, ass keen Argument, fir d'Demokratie auszehiewelen. D'Parlament muss informéiert ginn, et muss bedeelegt bleiwen!

Duerch de Vertrag vu Lissabon hunn d'Parlamenter weider Kompetenze kritt. Datt si hir Roll eescht huelen, huet sech am Mee dëst Joer gewisen, wéi iwwer een Drëttel vun deenen nationale Parlamenter e Projet vun der Europäescher Kommissioun gestoppt hunn, well e géint de Subsidiaritéitsprinzip verstéisst. Dat weist och, datt déi national Parlamenter amstand sinn aktiv un der Gestaltung an dem gudde Fonctionnement vun der europäescher Politik deelzehuelen.

Léif Kolleegen, Dir Dammen an Dir Hären, wa mir eis Gedanken iwwert d'Roll vun den nationale Parlamenter an domadder vun eiser Chamber an der Gestaltung vun der Europapolitik maachen, esou komme mer net derlaanscht eis och ze hannerfroen, ob mir, esou wéi mer am Moment hei opgestallt sinn, déi extrem grouss Erausfuerderungen, déi an deenen nächste Wochen a Méint nach wäerten op eis zoukommen, kënne packen. Ech plädéieren derfir, datt mer nach méi, souwuel an de Kommissiounen, mä awer och ganz besonnesch am Plenum iwwer europapolitesch Sujeten diskutéieren a versichen, dem Bierger se méi no ze bréngen.

Ech begréissen duerfir och ganz besonnesch, datt de Statsminister sech d'lescht Woch vill Zäit geholl huet, fir eis alleguerten iwwert d'Resultater vum leschten EU-Conseil ze informéieren. Ech hunn iwwregens fonnt, datt déi Debatt, déi sech un déi Deklaratioun vum Statsminister ugeschloss huet, eng vun deene war, déi der Chamber zur Éier gereecht huet, an ech géif mir wënschen, datt mir an Zukunft méi oft esou Debatten iwwer europapolitesch Sujeten am Plenum hätten.

Ech wäert duerfir bei der Rentrée d'Initiativ huelen, d'Presidente vun alle Fachkommissiounen zesummenzeruffen, fir mat hinnen ze analyséieren, wéi mir nach méi a besser europapolitesch Sujeten am Plenum kënnen thematiséieren. Mam Generalsekretär zesumme sinn ech och amgaang ze kucken, wéi mir dës Aarbechtsaart a -weis nach kënnen optimiséieren an eis Kompetenzen an deem Domän erweideren.

Bei all guddem Wëllen, dee sécherlech bei jiddwerengem vun eis besteet, sinn ech dach iwwerzeegt, datt déi deelweis schlecht Meenung, déi vill Bierger vun der Europäescher Unioun hunn, drop zréckzeféieren ass, datt d'Politik am Allgemengen a mir alleguerten am Speziellen eis dach vill ze vill oft mat deenen negativen Aspekter vun dëser Unioun beschäftegen.

Ech géif duerfir un eis alleguerten en Appel maachen, bei all berechtegter Kritik un der Europäescher Unioun an hiren Institutiounen, dach och erëm méi dat villt Positiivt ze ënnersträichen, wat dës Europäesch Unioun an den Euro hire Bierger an deene leschte Jorzéngte bruecht huet. Ech si perséinlech dervun iwwerzeegt, datt e friddlecht, fräiheetlecht a wirtschaftlech staarkt Europa eis Zukunft ass! A mir hunn als Parlament d'Flicht an d'Aufgab, d'Bierger mat op dee Wee vun esou engem Europa ze huelen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer zum Schluss vun der leschter Sitzung vun dëser Sessioun nach eng Kéier op d'Bedeitung vun den nationale Parlamenter hinzeweisen. Demokratie ass keng Veranstaltung nëmme fir gutt Zäiten. Si muss sech och a Krisenzäite beweisen an d'Parlamenter sinn d'Fundament vun där Demokratie. Wie versicht dës Parlamenter ze ëmgoen, dee verstäerkt en fait déi Krisen, déi mir musse bewältegen. Wa mir wëllen, datt d'Bierger dobaussen erëm méi Vertrauen an d'Europäesch Unioun kréien, mussen d'Parlamenter déi Roll spillen, déi hinne laut Verfassung zoukënnt. An et kann och kee gutt Argument ginn, och net d'Scholdekris, wat eng Beschneidung vun de fundamentale Rechter vun engem Parlament ka justifiéieren.

An ech géif wëlle mat engem Zitat vum President vum däitsche Verfassungsgeriicht, Andreas Voßkuhle ofschléissen, dee gesot huet: „Demokratie hat ihren Preis. Bei ihr zu sparen, könnte aber sehr teuer werden."

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, um Enn vun dëser öffentlecher Sitzung soen ech Iech all en häerzleche Merci, de Mataarbechter aus dësem Haus, mat virop dem Generalsekretär Claude Frieseisen a sengen zwee Adjointen, Isabelle Barra a Benoît Reiter, de Mataarbechter aus de Fraktiounen a politesche Sensibilitéiten, der parlamentarescher Press, dem Sécherheetspersonal. Mäi Merci geet awer och un d'Membere vun der Regierung an deenen aneren Institutiounen aus dem legislative Prozess.

An erlaabt mir, Iech elo schonn eng erhuelsam Vakanz ze wënschen, och wann nach eng Rei vu Kommissiounen an deenen nächsten Deeg wäerte stattfannen. A fir datt Dir an Ärer Vakanz heiheem oder am Ausland awer permanent kënnt mat der Chamber verbonne sinn, weisen ech Iech alleguerten op déi nei Chamber-App fir Äre Smartphone hin, déi et säit Kuerzem gëtt an iwwert déi Dir ëmmer an iwwerall all Informatioune vun der Chamber kënnt consultéieren.

Ech soen Iech Merci a wënschen Iech eng ganz schéi Vakanz!

(Applaudissements)

Mir sinn elo um Schluss vun eiser Sitzung ukomm. D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 19.59 heures)

SÉANCE 39

MARDI,
17 JUILLET 2012

Présidence: M. Laurent Mosar, Président

Sommaire

1. Hommage à la mémoire de M. John Castegnaro, ancien Député
- *M. le Président (respect d'une minute de silence)*

2. Communications
- *M. le Président*

3. Changement de composition de la Commission du Développement durable
- *M. le Président*

4. Ordre du jour
- *M. le Président*

5. Décision de la Chambre des Députés sur une éventuelle mise en accusation dans le dossier Wickrange/Livange
- *Résolutions*
- *Discussion générale: M. Marc Spautz (dépôt d'une résolution), M. Claude Meisch (dépôt d'une résolution ensemble avec M. François Bausch), M. Alex Bodry, M. François Bausch, M. Jacques-Yves Henckes (dépôt d'une résolution), M. Serge Urbany*
- *Résolutions: M. Claude Meisch, M. Marc Spautz, M. Gast Gibéryen, M. François Bausch*
- *Vote sur la résolution 1 (adoptée)*
- *Vote sur la résolution 2 (rejetée)*
- *Vote sur la résolution 3 (rejetée)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; Mme Françoise Hetto-Gaasch et M. Romain Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Neen, Här President.

1. Hommage à la mémoire de M. John Castegnaro, ancien Député

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hunn déi traureg Flicht, Iech den Doud vun engem fréieren Deputéierten, dem Här John Castegnaro matzedeelen, deen an der Nuecht vun e Sonndeg op e Méindeg am Alter vu 67 Joer no laanger Krankheet verstuerwen ass.

De John ass den 3. November 1944 als Kand vun engem italieneschen Immigrant an enger lëtzebuergescher Mamm zu Déifferdeng op d'Welt komm. Hien huet säi Papp am Alter vu siwe Joer bei engem Aarbechtsaccident op der HADIR verluer.

Am Alter vu 15 Joer ass de John Castegnaro dem Lëtzebuerger Aarbechterverband bäigetrueden, wou hien am Alter vun 19 Joer no enger Léier als Maschinneschlässer d'Fonctioun vum Sekretär iwwerholl huet. Mat 32 Joer ass hien LAV-Generalsekretär a President vum Daachverband vun de Gewerkschaften, der CGT, ginn.

1979 huet de John den OGB-L matgegrënnt, wou hien zum éischte President ernannt ginn ass an dës Fonctioun bis 2004 ausgeübt huet. Heimat huet hie maassgeblech zur Moderniséierung vun der Gewerkschaftsbewegung bäigedroen. A wie weess, wéi eis Gewerkschaften ouni seng intensiv Aarbecht an all deene Jore géifen dostoen?

Dem John louch d'Stolindustrie ëmmer besonnesch um Häerz, an domadder verbonnen natierlech och d'Rechter vun de Stolaarbechter, fir déi hie sech a senger Gewerkschaftslafbunn ëmmer ganz besonnesch agesat huet. Esou ass och op seng Initiativ d'A.s.b.l. Sidérurgie gegrënnt ginn, an där d'Vertrieder vun LCGB an OGB-L sech gemeinsam fir d'Interesse vun de Salariéen aus der Sidérurgie asetzen.

An d'sozialpolitesch Geschicht agaang ass hien als ee vun de Matbegrënner vun der Tripartite, als Äntwert op déi deemoleg Stolkris an drohend Massenentloossunge bei der ARBED. An dësem Comité huet hien esou munch Schluecht mat de Patronats- a Regierungsvertrieder misse schloen. Ee vu senge Verdéngschter aus deenen éischten Tripartitesgespréicher war, datt et zwar zu Aarbechtsplazenofbau bei der ARBED koum, mä dat Ganzt ouni Kënnegunge konnt stattfannen.

Mä net nëmmen d'Erhale vun Aarbechtsplazen an de Kampf fir en Akommes, wat e mënschewierdegt Liewen erméiglecht, huet de John als gewerkschaftlech Aufgab ugesinn, mä villméi huet fir hien och dee gesellschaftlechen Aspekt derzougehéiert, soudatt et net zu enger Zweeklassegesellschaft géif kommen. Dozou gehéiere gutt öffentlech Schoulen an eng staark sozial Ofsécherung.

Genau aus deem doten Engagement eraus huet de John während senger Zäit als Gewerkschaftspresident d'A.s.b.l. „Objectif Plein Emploi", den Heemfleegedéngscht „HELP A.s.b.l." an d'Fleegeheem Élysis um Kierchbierg matgegrënnt, déi alleguerten net méi aus dem soziale Liewen an eisem Land ewechzedenke sinn.

Niewent sengem gewerkschaftlechen Engagement war de John Castegnaro och nach Member vum Statsrot vun 1985 bis 2003 an zënterhier Conseiller d'État honoraire.

No 40 Joer op der Gewerkschaftssäit huet de John décidéiert, déi Kap un den Nol ze hänken an ass aktiv an d'Politik erageklommen, dat mat groussem Succès, well hien 2004 fir d'LSAP, wou hie säit 1964 Member war, op Anhieb als Fënneften am Südbezierk an d'Chamber gewielt ginn ass. Ech hat perséinlech de Plëséier, während deene fënnef Joer an där enger oder anerer Kommissioun mam John zesummenzeschaffen an ech kann hei nëmmen ënnersträichen, datt hien en äusserst kompetenten, awer och jovialen an korrekte Politiker war.

A senger parlamentarescher Aarbecht ass hie senge gewerkschaftleche Wuerzelen trei bliwwen, andeems hie Member an der Éducatiouns-, der Wirtschafts- a ganz besonnesch als Vizepresident vun der Aarbechtskommissioun war. Hie war dann och nach kuerz virun de Landeswahle vun 2009, bei deenen hien décidéiert hat, net méi deelzehuelen, Rapporteur vun zwee Antikriseprojeten.

De John Castegnaro ass a sech och a senger politescher Aarbecht ëmmer senge Prinzipien trei bliwwen an huet och ëmmer gewosst, seng gewerkschaftlech a sozial Aktivitéite vu senge politeschen ze trennen. An Zäiten, wou mir vill iwwer Interessekonflikter an Deontologie an der Politik schwätzen, wëll ech dofir ganz besonnesch ee Fait an Erënnerung ruffen, dee besser wéi all laang Ried d'Korrektheet vum John Castegnaro beschreift.

Wéi mer d'Gesetz iwwert d'OPAen hei an der Chamber reforméiert hunn, wou ech deemools de Plëséier hat, Rapporteur ze sinn a wou et eigentlech de facto ëm d'Iwwerhuele vun der deemoleger Arcelor durch de Grupp Mittal gaangen ass, huet de John, dee jo zu där Zäit och Member vum Conseil d'administration vun där Arcelor war, weder un den Diskussiounen an där dofir zoustänneger Kommissioun nach um Vote am Plenum deelgeholl.

En huet dat deemools ouni grousst Ophiewes gemaach an ouni nach vill iwwer Interessekonflikter ze diskutéieren an ouni mussen dofir e Code de déontologie ze hunn. Mä et war einfach déi normaalste Saach vun der Welt, fir sech net zu dësem Projet hei an der Chamber ze äusseren.

No sengem Réckzuch aus der Politik ass de John weider aktiv bliwwen, ënner anerem als President vun der Editpress.

Ech selwer hat mat enger Rei vu Kolleegen d'Geleeënheet, eng Visite beim „Objectif Plein Emploi" ze maachen, wou mer eis selwer konnten e Bild maachen, mat wat fir engem Engagement de John no sengem Réckzuch aus dem aktive gewerkschaftlechen a politesche Liewe sech weider fir Mënschen ouni Aarbecht agesat huet. Dëst war fir hien eng Häerzensugeleeënheet, déi hie weidergefouert huet mat deemselwechten Asaz, an dat obschonn en deemools scho seriö gesondheetlech Problemer kannt huet.

De John Castegnaro ass awer virun allem e Mënsch gewiescht, deen net gefaart huet, seng Meenung ze soen an deen och ëmmer zu där Meenung stoung, och wa se net jiddwerengem ëmmer an de Krom gepasst huet. Hie wäert als eng grouss Perséinlechkeet an d'Geschicht agoen, déi net nëmmen d'Gewerkschaftsliewen, mä iwwerhaapt d'Politik an dësem Land während Jorzéngte maassgeblech matbestëmmt huet.

De John Castegnaro ass awer och net zulescht e Familljemënsch gewiescht, fir deen d'Famill absolut Prioritéit genoss huet. An zu senge schéinste Momenter huet sécherlech de Spadséiergang mat sengem Enkelkand gehéiert.

Ech wëll dann och ganz besonnesch der Famill vum Verstuerwenen am Numm vun eis alleguer mäin déifstend Matgefill ausdrécken. An ech géif Iech bieden, ee Moment opzestoen, fir dem John Castegnaro senger ze gedenken.

(Respect d'une minute de silence)

Ech soen Iech Merci.

2. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

Ech wollt Iech matdeelen, datt ech am Numm vun der Chamber der Famill vum Verstuerwene Georges Schroeder, fréiere President vum Statsrot, mäin häerzlechst Bäileed ausgedréckt hunn.

D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Bureau déposéiert.

Folgend Projete goufen an der Administration parlementaire déposéiert:

Den 10. Juli vum Finanzminister de Projet de loi 6449 iwwert d'Approbatioun vum Traité iwwert d'Stabilitéit, d'Koordinatioun an d'Gouvernance an der EU; deeselwechten Dag vum Här André Bauler d'Proposition de loi 6450, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Öffnungszäite vun de Geschäfter; a schliesslech och deeselwechten Dag vum Ausseminister de Projet de règlement grand-ducal 6451 iwwert déi lëtzebuergesch Participatioun bei der EU-Missioun EUCAP SAHEL Niger.

Communications du Président - séance publique du 17 juillet 2012

1) M. le Président a, au nom de la Chambre des Députés, exprimé ses sincères condoléances à la famille du défunt Georges Schroeder, ancien Président du Conseil.

2) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

3) Les projets suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

***6449** - Projet de loi portant approbation du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire, signé à Bruxelles, le 2 mars 2012*

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 10.07.2012

***6450** - Proposition de loi*

- portant abrogation de la loi modifiée du 19 juin 1995 réglant la fermeture des magasins de détail dans le commerce et l'artisanat;

- portant abrogation de l'article XIV de la loi du 12 février 1999 concernant la mise en œuvre du plan d'action national en faveur de l'emploi 1998

Dépôt: M. André Bauler, Député, le 10.07.2012

***6451** - Projet de règlement grand-ducal relatif à la participation du Luxembourg à la mission civile de l'Union européenne «EUCAP SAHEL Niger»*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 16.07.2012

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Changement de composition de la Commission du Développement durable

D'CSV-Fraktioun huet duerch hire Bréif vum 12. Juli 2012 ugefrot, datt den Här Gilles Roth d'Madame Marie-Josée Frank an der Commission du Développement durable esou laang ersetzt, bis datt de Projet de loi 6124, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert den Aménagement du Territoire, zum Enn vu senger Prozedur komm ass.

Ass d'Chamber mat dëser Ännerung averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

4. Ordre du jour

D'Presidentekonferenz huet fir haut de Mëtteg folgenden Ordre du jour virgeschloen:

D'Décisioun vun der Chamber iwwer eng méiglech Mise en accusation am Dossier Wickreng/Léiweng. Wat d'Riedezäit ugeet, huet d'Presidentekonferenz an hirer Sitzung vu gëschter Owend dës wéi folgt festgeluecht: D'Fraktiounen hu 15 Minutten, d'Sensibilité politique ADR zéng Minutten, d'Sensibilité politique déi Lénk fënnef Minutten. Wat d'Regierung ugeet, wëll ech un den Artikel 80 vun eiser Verfassung verweisen, dee seet: «Les membres du Gouvernement ont entrée dans la Chambre et doivent être entendus quand ils le demandent.»

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Mir kommen dann elo zu der Décisioun vun der Chamber iwwer eng méiglech Mise en accusation am Dossier Wickreng/Léiweng. D'Riedezäit hat ech virdru gesot. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Spautz, Meisch, Bodry, Bausch, Henckes an Urbany. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz agedroen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

5. Décision de la Chambre des Députés sur une éventuelle mise en accusation dans le dossier Wickrange/Livange

- Résolutions

Discussion générale

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll direkt awer am Ufank eng Resolutioun bei Iech ofginn, déi vun deene véier Fraktiounschefen ënnerschriwwen ass, déi der Meenung sinn, dass mer hei kéinten den Dossier opgrond vun deene Saachen, opgrond vun den Artikelen 82 an 116 vun der Constitutioun net poursuivéieren.

Wann ech gelift, Här President!

Résolution 1

La Chambre des Députés,

- vu le courrier de Monsieur le Procureur Général d'État daté du 9 juillet 2012 transmettant à Monsieur le Président de la Chambre des Députés le dossier de l'enquête initiée par Monsieur le Procureur d'État à Luxembourg dans l'affaire «Wickrange/Livange» et concernant le volet «extorsion et tentative d'extorsion», dossier contenant le rapport d'enquête préliminaire et les pièces y afférentes;

- considérant que la Constitution prévoit dans ses articles 82 et 116, en cas d'une infraction commise par un membre du Gouvernement, une procédure d'accusation spéciale à l'encontre du ministre en cause;

- considérant que ces dispositions s'appliquent également pour des membres du Gouvernement dont les fonctions ont pris fin et qui seraient soupçonnés d'avoir commis des infractions pendant le temps de leurs fonctions et dans l'exercice de celles-ci;

- considérant que cette procédure a été introduite d'antan pour protéger le membre du Gouvernement «contre les actions judiciaires de nature à entraver son action gouvernementale»;

- considérant qu'il appartient au Parlement de débattre, de légiférer et d'exercer un contrôle politique du Gouvernement et que dans un État de droit il ne saurait y avoir de confusion entre les rôles respectifs du Parlement et de la Justice;

- considérant que la mise en accusation de tout citoyen, y compris d'un membre du Gouvernement, devra relever du Pouvoir judiciaire;

- saluant les propositions formulées par la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle dans le cadre des travaux de révision portant modification et nouvel ordonnancement de la Constitution relatives à la responsabilité des membres du Gouvernement et tendant à adapter les textes existants aux réalités du XXIe siècle;

décide

- de ne pas mettre en accusation Monsieur Jeannot Krecké, ancien Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.

(s.) Marc Spautz, François Bausch, Alex Bodry, Lucien Lux, Claude Meisch.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Chamber befaasst sech haut mat enger méiglecher Mise en accusation vun engem oder e puer Regierungsmemberen, souwuel aktueller wéi fréierer, an dëst op Basis vun den Artikelen 82 an 116 vun der Verfassung. Dës zwee Artikele ginn der Chamber de Pouvoir, d'Action publique en mouvement ze setzen. Et ass also d'Chamber, déi an dësem Fall décidéiert, ob Poursuitë gemaach solle ginn oder net. Ech kommen nach eng Kéier méi spéit op dëse verfassungsrechtleche Punkt zréck.

Kolleeginnen a Kolleegen, dëst ass en absolut aussergewéinleche Virgang, deen eis heibanne virun eng enorm Responsabilitéit stellt. An zwar ebe grad déi, fir doriwwer ze befannen, ob e Regierungsmember sech strofbar gemaach huet. Et huet ugefaangen am Virfeld vun enger Chambersdebatt vum 13. Juni 2012, wou op enger Pressekonferenz vu Chantage a Korruptiounsvirwërf geschwat gouf.

Während där Chambersdebatt huet de Parquet sech dunn an dësen Dossier ageschalt. An ech zitéieren: «Il se dégage en effet des déclarations faites publiquement qu'il y a des indices qui font qu'on ne peut exclure que Monsieur le promoteur Guy Rollinger ait fait l'objet de faits susceptibles d'être qualifiés pénalement de l'infraction d'extorsion.» De Parquet huet dofir am Kader vun dëser Affär eng Enquête préliminaire duerchgefouert an an dësem Kontext eng sëlleche Leit gehéiert a sech mat enger Rei vu Beweisstécker auserneegesat.

Et ass op Basis vum Resultat vun dëser Enquête préliminaire, dass mir hei iwwer eng méiglech Accusatioun mussen décidéieren. Normalerweis géif de Parquet elo décidéieren, ze poursuivéieren oder net. Hei ass et d'Chamber, déi dat ze décidéieren huet. Mä grad wéi de Parquet mécht se dat opgrond vun engem Dossier. Deen hu mir hei virleien. A mir hunn och d'Konklusioune virleien, souwuel vum Procureur wéi vun der Police judiciaire.

D'Befaasse vun engem Untersuchungsriichter bréngt an dëser Situatioun näischt, well et hei jo net drëm geet, eng Saisie ze maachen. Et geet jo einfach ëm dräi Sätz, déi de Jeannot Krecké soll de Mäerz 2009 gesot hunn. Do kënne keng weider Dokumenter doriwwer optauchen. Do feelt also näischt am Dossier. Den Dossier kann net méi komplett ginn, wéi en ass.

Wann elo déi Affär virun der Cour supérieure de justice virkéim, da géife jo Zeie gehéiert ginn. Leit, déi an der Enquête préliminaire eppes gesot hunn; an net nëmmen den Här Rollinger, mä och nach vill anerer.

Erlaabt mir, Iech an dësem Kontext elo zwou Passagen aus de Konklusioune vum Parquet a vun der Police judiciaire ze zitéieren.

Éischtens, wat de Virworf vun der Korruptioun ugeet, do seet de Parquet Folgendes: «À aucun moment, des indices concrets de corruption n'ont été évoqués dans le débat public. L'enquête préliminaire n'a pas davantage mis en lumière une indication permettant de conclure à l'existence d'un tel indice.»

An, zweetens, wat de Virworf vun Extorsioun, Menacen an Erpressungen ugeet, esou kënnt d'Police judiciaire zur Konklusioun - an och dat wëll ech hei zitéieren -: «Messieurs Guy Rollinger et Alain Weyrich sont les deux personnes déclarant avoir fait l'objet de pressions, voire de menaces de la part de Monsieur Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie à l'époque des faits situés au début de l'année 2009, voire dans deux réunions datant des 6 et 12 mars 2009 afin de les inciter à laisser tomber le projet Wickreng I. Ils ne formulent aucun reproche à l'égard d'un autre membre du Gouvernement ou de hauts fonctionnaires de l'État.

Les documents remis par Messieurs Rollinger et Weyrich n'ont pas permis de confirmer l'existence de pressions/menaces préalables à l'abandon du projet Wickrange.

Aucun autre témoin entendu n'a pu confirmer ni sa présence lors d'une entrevue renseignant sur de telles pressions/menaces, ni avoir entendu personnellement de telles menaces. Ces personnes n'en avaient connaissance que par ouï-dire.

Le député Monsieur Claude Meisch fait état de tels reproches lors de la conférence de presse du 7 juin 2012. Il fait état de témoins de faits d'extorsion qui seraient disposés à faire une déclaration. Cependant, il n'a pas pu citer des noms lors de son audition.

Le député Monsieur François Bausch ne parle pas de faits d'extorsion pendant ses interventions lors de ladite conférence de presse, mais se rallie aux conclusions de son homologue, avant de répondre aux questions des journalistes. (…)

Monsieur Krecké nie formellement les reproches formulés par Messieurs Rollinger et Weyrich à son encontre.

Au vu de ce qui précède, il n'a pas été possible d'étayer plus amplement les allégations de menaces et de pressions dans le sens d'une qualification pénale d'extorsion respectivement de tentative d'extorsion.»

Souwäit de Procès-verbal, dee Résumé, deen alleguerten deene 60 heibannen Uwiesende virläit.

Doriwwer eraus geet et kloer aus der Enquête ervir, dass ausser de Reprochen un de fréiere Wirtschaftsminister kee weidere Virworf géint en anere Regierungsmember oder Fonctionnaire virläit. D'Konklusioune vum Parquet si glaskloer: Wann et um Parquet wier, ze décidéieren, ze poursuivéieren oder net, géif e sécher net poursuivéieren.

Keng eng vun deene Strofdoten, déi an dësem Dossier an d'Welt gesat goufen, konnt duerch d'Investigatioune bewise ginn. Au contraire, et geet aus der Enquête préliminaire kloer ervir, dass et vun Ufank u kee konkret Element vu Korruptioun an dësem Dossier gouf. Wéi kann een also esou grave Accusatioune formuléieren, wann een emol net op een eenzegen Indice kann zréckgräifen?

Et geet och kloer aus der Investigatioun vum Parquet ervir, dass, wat déi aner Strofdoten, déi der Regierung ugekräit ginn, ubelaangt, mir et mat Aussoen ze dinn hunn, déi sech widderspriechen, a virun allem mat enger Hällewull vun Héieresoen.

Et gëtt op jidde Fall no der Enquête préliminaire kee kloert Noweiselement, dass iergendeen aus Regierungskreesser een erpresst oder menacéiere wollt oder sollt. An dat si Fakten.

Et geet ausserdeem aus der Enquête préliminaire ervir, dass weider Réuniounen tëschent den Häre Rollinger a verschiddene Regierungsmembere stattfonnt hunn, dass do keen Drock ausgeübt a keng Drohung ausgesprach gouf. Dat ass vu ville Säite bezeit ginn, y compris vum Här Rollinger selwer.

De weidere Verlaf vun deem ganzen Dossier léisst och dorobber schléissen, dass d'Parteie sech ganz eens waren, dass déi Häre Rollinger a Weyrich bereet waren, de Projet Wickreng méi kleng ze maachen oder falen ze loossen an um Projet Léiweng deelzehuelen. Firwat soss wier et am Dossier Wickreng zënter Fréijoer 2009 a bis viru Kuerzem roueg? Firwat soss hunn zënterdeem e sëlleche Réunioune stattfonnt, déi den Här Rollinger als agréabel emfonnt huet?

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir sinn net nëmmen haut als einfach Deputéierten do, mä mir décidéieren iwwer eng méiglech Mise en accusation vun engem fréiere Regierungsmember. Mir mussen opgrond vun handfeste Beweiser décidéieren, ob mir dës Persoun beschëllegen.

Ech weess, dass Verschiddener duerfir der Meenung sinn, dass mir egal wéi net enger Mise en accusation kéinten zoustëmmen, well jo an engem moderne Rechtsstat de Pouvoir judiciaire eleng sollt iwwer eng eventuell Mise en accusation statuéieren. Mir sinn och dëser Meenung, dofir och d'Motioun.

Ech erënneren an dësem Kontext, dass, wann d'Procédure de mise en accusation eng aussergewéinlech Prozedur ass, sech d'Fro vun enger eventueller Mise en accusation virun net allze laanger Zäit gestallt huet. An dat war, fir genee ze sinn, am Joer 1999. D'Problematik vun der Prozedur vun den Artikelen 82 an 116 vun der Verfassung waren also schonn deemools bekannt. Et soll een also net esou maachen, wéi wann een dat fir d'Éischt zur Kenntnis géif huelen.

Et bleift, dass fir de Moment an no der Interpretatioun vum Parquet d'Chamber an esou engem Dossier wéi dem Dossier Wickreng/Léiweng eleng e Member vun der Regierung accuséieren dierf. Wa mir eis net fir oder géint eng Mise en accusation ausschwätzen, besteet a mengen Aen de Risiko, dass mir eise constitutionnellen Aufgaben net nokommen. Dat wier dramatesch.

An deem Kontext erlaabt eis den Dossier, dee mir vum Parquet kruten, net, iergendeng Beschëllegung zréckzebehalen. Opgrond vun de virleienden Elementer kënne mir also net enger Mise en accusation zoustëmmen. All aner Konklusioun géif d'Mënscherechter an de Grondprinzip vun eisem Rechtsstat mat Féiss trëppelen.

Här President, an dësem Kontext ass et och ervirzehiewen, dass, wat de Volet Spuerkeess oder Bankgeheimnis vun dëser Affär ugeet, de Parquet den Dossier selwer klasséiert huet. Et gëtt keng Violatioun vum Bankgeheimnis.

Ofschléissend wollt ech nach ervirhiewen, dass d'CSV am Sënn vu gréisster Transparenz derfir ass, dass d'Konklusioune vun der Enquête préliminaire public gemaach ginn, dass jiddwereen d'Méiglechkeet huet, Abléck an deen Dossier ze fannen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Spautz. Als nächste Riedner ass den Här Claude Meisch agedroen. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Meisch *(DP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'Chamber soll, d'Chamber muss haut driwwer befannen, ob et zu engem Prozess géint de fréiere Wirtschafts- a Sportsminister Jeannot Krecké soll kommen. D'Chamber schlüpft hei an eng Roll eran, déi eigentlech net hir ass: an déi vum Procureur. Esou wëllt et nun eben emol eis Verfassung.

An engem Punkt si mer eis do fraktiounsiwwergräifend eens: Dës Prozedur soll ofgeännert ginn. Et ass net nëmmen eng ongesond Vermëschung vum éischten a vum drëtte Pouvoir, mä och eng iwwerdriwwe Protektioun an eisen Ae vun engem Regierungsmember, dee sech jo mat senger eegener parlamentarescher Majoritéit am Réck bal alles kann erlaben - an dat net nëmme während der Ausübung vu sengem Mandat -, ouni do virun d'Geriicht kënne gestallt ze ginn. Den Artikel an eiser Verfassung gehéiert de Gegebenheete vun enger moderner Demokratie ugepasst. Déi lafend Bemiéungen, fir eis Constitutioun an déi dote Richtung unzepassen, déi gi jo an déi richteg Richtung.

Et gëtt allerdéngs nach een anere Punkt, deen eis als Demokratesch Partei stéiert. Esou wéi eis Verfassung hei ausgeluecht gëtt, ass et emol net méiglech, datt d'Justice eng Enquête géint e Minister féiert, déi iwwer eng Enquête préliminaire erausgeet. Wann an enger Enquête also e Minister viséiert ass, dierf net perquisitionnéiert ginn, net saiséiert ginn, net virgeluede ginn, net ënner Eed ausgesot ginn. Déi Mëttelen, déi en Untersuchungsriichter normalerweis huet, fir der Wourecht op d'Spur ze kommen, déi gräifen net, wann et ëm e Minister respektiv hei ëm e fréiere Minister geet.

Net nëmmen, datt och dat net méi an déi heiteg Welt passt, mä dëst féiert och dozou, datt mir elo riskéieren, ni erauszefannen, wat genau tëschent dem Minister Krecké an de Vertrieder vum Groupe Guy Rollinger an de Réunioune vum 6. a vum 12. Mäerz 2009 am Büro vum Minister geschitt ass.

An der Enquête préliminaire hunn déi Häre Rollinger a Weyrich ausgesot, si hätte vum Minister gedroht kritt. Do fanne mer quasi all déi Zitater a Reprochen erëm, déi och scho virdrun am Raum stoungen: Wirtschaftlech a finanziell sollte si d'Genéck gebrach kréien. Bei de Banke sollt intervenéiert ginn, datt se do keng Kreditter méi géife kréien. Si kéinte riskéieren, keng Autorisatioune méi ze kréien, oder si kéinte laang op sech waarde loossen. Se wäre jo op öffentlech Opträg ugewisen an och do kéint et méi knapps ginn an nächster Zäit. Jo, a souguer soll gesot gi sinn, datt de Jean-Claude Juncker, eise Premierminister, bei der hollännescher Regierung kéint intervenéieren, fir datt d'ING sech vun hirem Projet géif zréckzéien. Dat laut Aussoe vun deenen zwee virdru genanntenen Hären.

Dergéint steet d'Wuert vum Minister Jeannot Krecké, deen alles ofstreit. Aner direkt Zeie vun dëse Réunioune gëtt et net. Wéi jo esou oft an engem Fall, wou et ëm Strofdote geet, déi sech noutgedrongen an engem méi diskrete Kontext ofspillen.

Mä et gëtt e Kontext, an deem hätte mer kënne méi genau analyséieren. Et gëtt zum Beispill d'Aussoe vum Vertrieder vun der ING, dee vun diverses Pressions a Choix politiques schwätzt, deenen de Projet um Terrain ausgesat gi wier. Et geet Rieds vun Autorisatiounen, déi net erbäikomm wieren, wéi de Kommodo-Inkommodo oder den Accès op den Terrain.

Sinn dës Autorisatiounen an Décisioune bewosst zréckgehale ginn, fir datt dem Promoteur d'Loft sollt ausgoen? De Vertrieder vun der ING sot op jidde Fall der Press, datt si aus dem Projet erausgeklomme sinn, wéi se gesinn hunn, datt d'Regierung de Projet nach op Jore kéint blockéieren. Genau dat also, woumadder d'Vertrieder vum Groupe Rollinger offensichtlech gedroht kruten.

Dëst ass nëmmen ee Beispill aus deem Dossier, deem een hätt kënnen an enger richteger Enquête nogoen. Wa béid Parteien ënner Eed hätte missen aussoen, wa Schréftverkéier a Rapportë saiséiert gi wieren, wann also d'Enquête sech net nëmmen op fräiwëlleg Aussoe virun der Police judiciaire limitéiert hätt, da wier d'Wourecht vläicht am Endeffekt un d'Liicht komm.

Elo stellt sech d'Fro: Hunn déi Häre Rollinger a Weyrich recht oder de fréiere Minister Krecké oder läit d'Wourecht iergendwou do dertëschent? Vläicht gi mer et ni gewuer.

Hei muss ech awer nach eemol zedéifst bedaueren, datt d'Majoritéit net wollt mat op de Wee goe vun enger Enquêtëkommissioun vun der Chamber, esou wéi se vun der Demokratescher Partei an deene Gréngen zesumme gefuerdert ginn ass hei virun enger Rei vu Wochen. Eng parlamentaresch Enquêtëkommissioun hätt nämlech genau déi Rechter do gehat, déi d'Verfassung eiser Justice an dësem prezise Fall virenthalen huet.

Mir hätte kënne virlueden, ënner Eed aussoe loossen, perquisitionnéieren. Da wiere mer der Wourecht vläicht e Stéck méi no komm. Dann hätte mer deene Geschiedegten zu hirem Recht kënne verhëllefen. Dat ass elo net méi méiglech.

d'Chamber online op
www.chd.lu

Ass de Guy Rollinger hei erpresst ginn oder ass de Jeannot Krecké hei zu Onrecht accuséiert ginn? Déi Fro wäert elo am Raum stoe bleiwen. Dee Geschiedegte wäert net zu sengem Recht kommen, an den Auteur vun enger eventueller Strofdot kënnt ongestrooft dovunner. An d'Lëtzebuerger wäerten op dës Fro, déi fir déi ganz Affär Léiweng a Wickreng vu grousser Bedeitung ass, keng Äntwert kréien.

Nach eemol: Déi vun eis gefuerdert Enquêtëkommissioun hätt hei méi Liicht an d'Affär kënne bréngen. Elo bleift all Verdacht einfach am Raum stoen.

Ech wëll duerfir nach emol ee leschte Versuch maachen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Majoritéit derzou ze bewegen, datt zumindest d'Parlament hei senger Opklärungsaarbecht kann nokommen. Dat, nodeems déi juristesch Enquête aus verfassungsrechtleche Grënn eis an eng Sakgaass gefouert huet.

Duerfir wëll ech hei nach eng Kéier eng Resolutioun déposéieren a mengem eegenen Numm an och am Numm vum Fränz Bausch, vun eisen zwou Fraktiounen, fir datt mer elo zu dësem Zäitpunkt der Enquête weider eng Chance ginn an duerfir eng parlamentaresch Enquêtëkommissioun schafen.

Résolution 2

La Chambre des Députés,

- considérant l'affaire «Wickrange/Livange» où la responsabilité politique demande toujours à être élucidée et qu'il est du devoir du pouvoir législatif de remplir son rôle de contrôle sur le pouvoir exécutif;

- considérant que la Constitution prévoit dans ses articles 82 et 116, en cas d'infraction commise par un membre du Gouvernement, une procédure d'accusation spéciale à l'encontre du ministre en cause;

- considérant que ces dispositions s'appliquent également pour des membres du Gouvernement dont les fonctions ont pris fin et qui seraient soupçonnés d'avoir commis des infractions pendant le temps de leurs fonctions et dans l'exercice de celles-ci;

- considérant que cette procédure a été introduite d'antan pour protéger le membre du Gouvernement «contre les actions judiciaires de nature à entraver son action gouvernementale»;

- considérant qu'il appartient au Parlement de débattre, de légiférer et d'exercer un contrôle politique du Gouvernement et que dans un État de droit il ne saurait y avoir de confusion entre les rôles respectifs du Parlement et de la Justice;

- constatant que l'article 64 de notre Constitution confère le droit d'enquête à la Chambre des Députés;

- relevant que l'exercice du droit d'enquête est réglé par les articles 178 - 190 du Règlement interne de la Chambre des Députés;

décide

- d'instituer une commission d'enquête ayant pour mission de traiter de toutes les questions qui se posent de manière directe et indirecte dans ce dossier.

(s.) Claude Meisch, François Bausch, Eugène Berger, Fernand Etgen, Viviane Loschetter.

D'Demokratesch Partei wéilt am léifsten haut keng Décisioun opgrond vun engem onkompletten Dossier huelen. Net wéi anerer, déi sech vun der Sympathie fir deen een oder deen aneren Acteur leede loossen, wéilte mir elo hei net fir oder géint eng Mise en accusation stëmmen. Dëst dierft jo op kee Fall e politesche Vote ginn. Dëst war sécherlech net d'Intentioun vun den Auteure vun eiser Constitutioun, wéi se dësen Artikel am 18. Jorhonnert (veuillez lire: 19. Jorhonnert) an eist Grondgesetz geschriwwen hunn.

Duerfir kënne mir hei scho guer net fir eng Mise en accusation vum fréiere Minister Jeannot Krecké stëmmen. Mir droen duerfir d'Resolutioun mat. Net, well mir iwwerzeegt sinn, datt de Jeannot Krecké onschëlleg ass, mä well opgrond vun der Enquête préliminaire - an eng aner Enquête huet et net ginn - net genuch Beweiser virleien, déi e Prozess géife justifiéieren.

Och wann domadder ee juristesche Volet vun der Affär Wickreng/Léiweng op d'mannst virleefeg ofgeschloss ass, esou bleiwen dach nach eng Rei vu Froen am Raum stoen, déi mir musse klären: d'Proximitéit tëschent Politiker, Promoteuren an der Spuerkeess, déi Virwërf vun Avantagen, déi eenzel Politiker solle gehat hunn, wéi jo der och ganz vill an den Zeienaussoen aus der Enquête préliminaire genannt ginn.

An ech wëll dat vläicht kuerz relativéieren, wat mäi Virriedner hei iwwert de Volet vun der Korruptioun gesot huet, well et stëmmt, wat zitéiert ginn ass aus dem Résumé vun der Enquête, mä gläichzäiteg huet de Procureur awer och gesot, datt, wann et Erkenntnisser ginn hätt an dësem Kontext während där Enquête préliminaire, déi a Richtung Korruptioun gedeit hätten, déi selbstverständlech bei eventuell aner lafenden, heiteg lafenden oder zukünfteg lafenden Enquêtë mat agefloss wieren. Do ass vläicht dat lescht Wuert dann haut nach net geschwat.

Dee geneeën Oflaf vun den Evenementer am éischten Hallefjoer 2009 muss eis interesséieren; déi sëlleche Widderspréch, an déi sech d'Regierung verstréckt huet; d'Fro, ob d'Chamber hei zu all Moment d'Wourecht gesot kritt huet; a ganz besonnesch d'Fro: Firwat huet de Projet Wickreng der Regierung absolut net an de Krom gepasst, a fir de Projet Léiweng, datt do all Stee soll kënnen aus dem Wee geraumt ginn?

An och an deenen nächste Méint a vläicht Jore wäert dës Affär eis beschäftegen, eleng duerch déi sëlleche Plainten, déi gemaach goufen, duerch eventuell Geriichtsprozesser, déi wäerten nozéien. Vläicht och, well de Stat riskéiert, Schuedenersatz mussen ze bezuelen.

D'Chamber wäert haut op jidde Fall net fir d'leschte Kéier iwwert d'Affär Wickreng/Léiweng debattéieren.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Meisch. Als nächste Riedner ass den Här Alex Bodry agedroen. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, duerch e Bréif vum 9. Juli vun dësem Joer huet de Procureur général der Chamber d'Resultater vun enger Enquête préliminaire matgedeelt ronderëm d'Virwërf vu Korruptioun an Erpressung respektiv Versuch vun deenen zwou Infractiounen, wou eventuell fréier an heiteg Regierungsmembere mat implizéiert wären, an dat am Kader vum sougenannten Dossier Wickreng/Léiweng.

Ausléiser vun där Enquête préliminaire waren haaptsächlech illegal Tounopnahmen, déi an der Press publizéiert gi sinn, an déi matgeschnidden Aussoen, déi den Här Guy Rollinger gemaach huet. An där doter Affär huet jo och den Här Rollinger entre-temps Plainte beim Parquet hannerluecht. Der Chamber fält elo d'Missioun zou, iwwert déi weider Schrëtt an dësem strofrechtleche Volet vum Dossier ze décidéieren.

Et ass eng politesch Décisioun vun engem politeschen Organ. Ech wënsche mer awer, dass et soll keng parteipolitesch Décisioun ginn. Haut sollt eent fir eis all heibanne gëllen: D'Fakte sollen zielen, d'Ofweie vun eenzelne Considératiounen, déi ee muss bei esou enger Fro berücksichtegen.

Dat Ganzt geschitt no den Artikelen 82 an 116 vun eiser Verfassung, déi zënter 1868 - et ass en Text, deen zënter eiser leschter Verfassung net geännert huet - virgesinn, dass Strofprozesser géint Regierungsmemberen nëmme kënnen iwwer eng Mise en accusation duerch d'Chamber geschéien.

Ech sinn e bëssen erstaunt och doriwwer, dass eenzel Deputéierten, net déi mannsten, erstaunt waren iwwert déi Aart a Weis do virzegoen, well, wéi gesot, zënter 150 Joer bal deen doten Text feste Bestanddeel vun eisem Verfassungssystem ass.

Mir hunn eis och zënter Jore schonn an den zoustännege Gremien hei an der Chamber, notamment der Verfassungskommissioun, mat där dote Fro ofginn, an am Joer 2009 hu mer bei der Gesamtrevisioun vun der Verfassung, déi mer virgeschloen hunn, och eng nei Formulatioun vun deenen dote Bestëmmunge virgeluecht, well mer der Meenung waren, dass se net méi zäitgeméiss sinn, dass d'Regele fir d'Ministeren, och wat hire penale Volet ugeet, musse méi no un den Droit commun erugefouert ginn, an dass ee wa méiglech engem politeschen Organ wéi der Chamber net sollt quasi geriichtlech Aufgaben zoudroen, wéi dat eigentlech duerch eis Verfassung an deem doten Text geschitt.

Mir hu leider iwwert déi Jorzéngte keen Ausféierungsgesetz kritt vun den Artikele vun der Verfassung, an esou musse mer eigentlech op där Rechtsgrondlag vun der Constitutioun eleng hei eis Décisiounen huelen.

Ech sinn awer gudder Hoffnung, och opgrond vun deem, wat d'Regierung ugekënnegt huet, wat de Code de déontologie, och d'Regierungsmemberen, ugeet, dass mer no an no iwwert d'Verfassungsreform an iwwer aner Initiative vun der Regierung eng Aart Ministergesetz kréien, dann och vläicht e bëssen opgestéckelt, wou all déi wesentlech Froen, déi mat der Responsabilitéit vun de Regierungsmemberen zesummenhänken, och kloer gekläert ginn.

D'Chamber iwwerhëlt an deem Kader hei haut de Mëtteg d'Roll vum Parquet, décidéiert also, ob e penalen Dossier soll virun en anert Geriicht renvoyéiert ginn, an zwar an dësem Fall eist iewescht Geriicht hei zu Lëtzebuerg, dat an Assemblée générale esou Froen ze tranchéiere kritt. Sou wëllt et de Verfassungstext vun 1868, a vun där doter Obligatioun ka sech och keen an der Chamber hei entbanne loossen.

D'Chamber hëlt dës Décisioun no deene Kritären, wéi de Parquet se och ze huelen hätt, anescht kann et net sinn. A beim Parquet hei zu Lëtzebuerg gëllt de Prinzip an esou Froen, ob poursuivéiert gëtt oder och net, vun der Opportunité des poursuites. De Parquet huet an all Fall - an all Fall! -, an e mécht dat och, ze kucken, ob eng Rei vu Virbedéngungen erfëllt sinn, fir e Renvoi ze maachen un e Strofgeriicht. An näischt anescht eigentlech ass dat, wat d'Chamber och hei ze maachen huet, net méi an net manner!

Ech wëll Iech soen, dass opgrond vun där Regel vun der Opportunité des poursuites hei zu Lëtzebuerg am Joer vun de Parquete vu Lëtzebuerg a vun Dikrech eng 1.500 Affäre klasséiert ginn, Contraventioune gréisstendeels, mä och Delikter. Affären, wou de Parquet décidéiert opgrond vun der Situatioun vum Dossier, fir keng Poursuite judiciaire anzeleeden.

Wat sinn déi Considératiounen, déi de Parquet an der Regel kuckt an déi mir sollen och als Chamber an deem heite konkrete Fall kucken? Et ass virun allem déi, ob genuch Indizien, och genuch Elementer do sinn, fir dass et kann zu enger strofrechtlecher Veruerteelung kommen. Dat ass e wichtege Kritär, deen ze kucken ass.

Da gëtt natierlech gekuckt: Wéi ass d'Situatioun vum vermeintlechen Affer vun där Infractioun? Huet dat Affer Plainte gefouert? Huet et en direkte Schued uginn, deen et erlidden hätt duerch déi Infractioun? Wa jo, ass dee Schued beglach ginn entre-temps?

Da gëtt natierlech och gekuckt: Wéi ass d'Situatioun? Wéi sinn d'Antécédenten? Wéi ass d'Verhale vun deemjéinegen, dee verdächtegt gëtt? Wéi wäit ass d'öffentlech Uerdnung gestéiert ginn duerch dee Virfall? A virun allem awer och - an ech mengen, dat sollte mir an deem spezifesche Fall och hei considéréieren -, wéi ass et mat der Verhältnismëssegkeet vun deem Opwand vun engem Strofprozess par rapport zu der Gravitéit vun der Infractioun an zu deem Schued, deen entstanen ass?

Als Deputéierte si mer also gehalen, opgrond vun deenen dote Considératiounen, déi och déi sinn, déi de Parquet bei enger normaler Affär ze kucken huet, eis eng Meenung ze bilden an dann och eng Décisioun ze huelen.

D'Fro ass also déi: Ass dat, wat hei aus deem Dossier ervirgeet, esou grave, ass de Schued esou grouss an ass d'Beweislag esou kloer, dass fir d'Éischt eigentlech an der Geschicht hei zu Lëtzebuerg engem Regierungsmember, eventuell hei engem Exregierungsmember, op Demande vun der Chamber e Strofprozess gemaach gëtt virun eisem ieweschte Geriicht an Assemblée générale?

Ech sinn der fester Iwwerzeegung, dass d'Viraussetzunge vun esou enger Mise en accusation vum Jeannot Krecké wéinst Extorsion oder Tentative d'extorsion net gi sinn. Dat ass och d'Meenung vun alle sozialisteschen Deputéierten.

Dëse Renvoi geschitt also aus Iwwerleeungen, déi foussen op enger Analys vun deem heiten Dossier, esou wéi e virläit, an der Analys virun allem vun där Enquête préliminaire, déi de Parquet gemaach huet.

Dobausse gëtt ganz liicht - an et ass och heibannen zum Deel geschitt - zesummegefaasst: „Do steet Ausso géint Ausso." Ech mengen awer, dass et e bësse méi reng ass, déi Analys, déi och muss hei vun der Chamber gemaach ginn. Sécherlech steet hei Ausso géint Ausso. Et muss een natierlech awer och kucken: Wat ass d'Glafwierdegkeet vun deenen eenzelnen Aussoen? A wéi wäit ginn eenzel Aussoe bestäerkt, confirméiert, méi glafwierdeg gemaach duerch aner Elementer aus dem Dossier?

An och dat - mengen ech - ass gekuckt gi vum Parquet a senger Enquête. E kënnt zwar op deem dote Punkt jo och zur Ausso, dass et keng aner Elementer gëtt, déi déi Accusatioun do géifen zousätzlech bestäerken.

Et muss een och kucken, wéi wäit dass sech eenzel Leit oder net a Widderspréch verwéckele bei hiren Aussoen, wann et ëm Datumer geet; wann et ëm Inhalter geet vu Konversatiounen, déi stattfonnt hunn, vu Verhandlungen, déi stattfonnt hunn; wann et ëm d'Zesummesetzung geet vun den Diskussiounsronnen.

Do wimmelt et eigentlech nëmmen esou vu Widderspréch vun eenzelne Leit, déi zu de vermeintlechen Affer vun enger Extorsiounstentative géife gehéieren, Ongereimtheeten an deem heiten Dossier. Et schéngt mer, wéi wann Eenzelner eng erstaunlech Tendenz hätten, fir Gespréicher, déi se mat anere Persounen hunn, ëmmer erëm anescht anzeschätzen. Och Gespréicher, déi se zum Beispill mam Här Helminger haten, oder mam Premier, dem Jean-Claude Juncker haten. Déi kréien an hiren Aen op eemol eng aner Connotatioun, wéi den Här Helminger oder den Här Juncker selwer déi Gespréicher do erëmginn hunn.

Ech wëll och hei soen, dass, wéi se och d'Fro gestallt kritt hunn, weder den Här Rollinger nach den Här Weyrich gesot hunn, eigentlech: „Jo, mir sinn erpresst ginn." Si hu jo och ni Plainte wéinst där doter Fro gemaach, an duerfir géif ech mengen, dass sech och d'Fro, déi den Här Meisch hei opgeworf huet, dass d'Chamber d'Missioun hei hätt, de Geschiedegten zu hirem Recht ze verhëllefen, dass déi guer net ginn ass, well déi sougenannten „Geschiedegt" soe selwer net, si wieren am strofrechtleche Sënn hei erpresst ginn, a si soen och selwer net, si hätten doduerjer e Schued erlidden.

Also kann et och net d'Aufgab si vun der Chamber, fir an hirem Numm eppes ze maachen, eng Missioun ze kréien, déi se eigentlech selwer kengem wéilten zoukomme loossen.

D'Thees vum Jeannot Krecké gëtt awer gestäipt duerch eng ganz Rëtsch vun Aussoen, déi an deem heiten Dossier dra sinn, vun all deenen Interlocuteuren, déi bei Sitzungen derbäi waren, déi alleguerte soen, et ass verhandelt ginn, et ass haart verhandelt ginn, mä ni sinn d'Grenze vun der Legalitéit iwwerschratt ginn. Dat soen net nëmmen d'Fonctionnairen, déi derbäi waren, dat soen aner Geschäftsleit, déi derbäi waren, dat soen och Leit, déi u sech och mat am Dossier dra waren, wéi de Responsabele vun der ING Real Estate, déi ganz kloer soen, ni sinn d'Grenze vun der Legalitéit iwwerschratt gi bei deenen doten Diskussiounen.

Dass zu Verhandlungen och an engem gewësse Mooss eng gewësse Pressioun gehéiert, an dass deejéinegen, de Verhandlungspartner, och emol eenzel Saachen als Pressioun emfënnt, dat schéngt awer näischt Aussergewéinleches ze sinn a Verhandlungen, déi ee féiert.

Ech mengen, jiddwereen, dee scho Verhandlunge gefouert huet, weess, dass dat eigentlech, zumools wann et awer méi haart hiergeet, och sécherlech zu engem normalen Oflaf vu Verhandlunge gehéiert, mä nach muss een dat subjektivt Emfannen trenne vun den objektive Faiten, déi wierklech hei um Dësch leien.

All dat, mengen ech, géif ech bieden, hei ze berücksichtegen an deem Ganzen, an zumools och dat Verhalen, wat den Här Rollinger och duerno nach par rapport zum Minister Krecké hat, wou hien e selwer nach gebieden huet, fir e Rendez-vous beim Premier ze arrangéieren, wat hien och direkt gemaach huet. Also do war, also no där sougenannter Erpressung war nach e Vertrauensverhältnis do, wat et duerchaus méiglech gemaach huet, duerno nach normal mateneen ze schaffen a souguer sech un den Här Krecké ze wenden, fir eng Hëllefstellung ze kréien am weidere Verlaf vun deem doten Dossier.

Dat alles sinn awer Elementer, objektiv Elementer an deem doten Dossier, déi d'Thees vum Jeannot Krecké hei ganz kloer stäipen, soudass ech, nach eng Kéier, mengen, dass mer et hei net nëmme mat Ausso géint Ausso ze dinn hunn, mä dass wierklech hei een e méi staarkt Gewiicht leet op déi Thees, déi de Jeannot Krecké hei virgedroen huet.

Entscheedend an deem Ganze sinn also - an dat ass scho gesot ginn - d'Konklusiounen, déi de Parquet a senger Enquête geholl huet, déi jo och schrëftlech virläit. Entscheedend sinn natierlech awer och déi Aussoen, déi de Procureur général gemaach huet géintiwwer der Conférence des Présidents, wou e kloer ze verstoe ginn huet, dass, wann de Parquet mat engem ähnleche Fall befaasst gi wär, en dee Fall da klasséiert hätt. A genau dat dote soll d'Chamber och elo mat deem doten Dossier maachen.

Domadder gëtt en Exminister net privilegéiert behandelt, mä e gëtt d'selwecht behandelt wéi en Normalstierflechen. Och dat, mengen ech, ass wichteg, dass een dee Message do dobausse gëtt.

E positiven Nieweneffet, mengen ech, vun esou enger Décisioun ass och, dass Lëtzebuerg net riskéiert, am Nofeld veruerteelt ze ginn, wéi dat der Belsch geschitt ass, wéinst Violatioun vun der Europäescher Mënscherechtskonventioun. D'Belsch ass nämlech am Joer 2000...

M. le Président.- Här Bodry, erlaabt Dir, datt den Här Bettel Iech eng Fro stellt?

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Selbstverständlech!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Ech hu just awer eng Fro un de Maître Bodry. Et gëtt jo awer d'Méiglechkeet fir eng Citation directe bei enger normaler Persoun, wann esou Faitë sinn. Bei engem Minister ass dat jo awer net de Fall. Dir sot, e géif behandelt gi wéi all normale Justiciable.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Mä ass dann iergendeng Demande do, fir eng Citation directe ze maachen?

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här Bodry, ech stellen Iech d'Fro.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ech stelle fest, déi vermeintlech...

M. Xavier Bettel *(DP).*- Maître Bodry, geet dat?

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Déi vermeintlech Geschiedegt hunn emol keng normal Plainte gefouert. Si hunn emol keng normal Plainte gefouert, si hunn emol keng Plainte mat Constitution de partie civile gemaach! Soudass sech d'Fro vun enger Citation directe, mengen ech, guer net stellt. An dat huet... duerfir, mengen ech, musse mer d'Texter änneren. Nach sinn d'Texter do, wat se sinn. An och do, mengen ech, sinn d'Prozeduren am Ausland ganz kloer.

Wann ee wëllt eng Citation directe maachen, da muss dat, soulaang mer d'Texter net geännert hunn, hei duerch d'Chamber goen an d'Chamber muss décidéieren, ob se d'accord ass, dass e Minister direkt zitéiert gëtt virun e Strofgeriicht. Dat schéngt mer ganz normal ze sinn. Dat ass d'Interpretatioun - Här Bettel, Dir kënnt Iech do e bësse schlaumaachen an der Doctrine -, dat ass d'Interpretatioun, déi och am Ausland, a Frankräich an an der Belsch gi ginn ass an deenen dote Fäll. Dat stellt also guer kee Problem duer. Och esou Leit sinn net ouni Méiglechkeeten. Nach muss, well et sech ëm e Minister handelt, déi Demande iwwert d'Chamber transitéieren, déi sech dann hir Meenung dozou mécht.

Wichteg schéngt et mer ze sinn, dass mer an deem heite Fall also esou handelen, wéi dat aus der Resolutioun ervirgeet. Dat bréngt eis dozou, soen ech nach eng Kéier, dass net datselwecht mat eis geschitt, wat mat der Belsch geschitt ass am Joer 2000, wou d'Belsch verueerteelt ginn ass vum Europäesche Geriichtshaff, well se... Deemools hate se hoergenee déiselwecht Rechtslag wéi mir momentan nach ëmmer zu Lëtzebuerg hunn, nëmmen e Verfassungstext, a wou d'Cour de cassation - an der Belsch war et déi, déi befaasst ginn ass - huet missen eng Procédure ad hoc definéieren, ouni dass et kloer war, wéi déi Prozedur wär, wéi d'Instruktioun sollt weiderlafen, wéi dee Prozess sollt weiderlafen. Do gëtt et keng Texter, déi dat dote regelen.

An dunn ass gesot ginn, vu Stroossbuerg ass do ganz kloer gesot ginn, dass dat hei géint d'Regele vun engem Procès équitable géif verstoussen, well d'Défense eigentlech net weess, wat d'Prozedur ass, déi an engem Prozess ugewannt gëtt an domadder net mat deeneselwechte Waffe ka kämpfen, wéi dat de Fall ass fir de Parquet. An duerfir huet och d'Belsch doropshin natierlech hir Texter geännert.

Et ass also eng gewëssen Urgence do, fir ze handelen, dass mer déi Fro vun der Responsabilitéit vun de Ministere besser geregelt kréien a méi no op den Droit commun kommen. Déi Ausnahmebestëmmunge musse wierklech op e strikte Minimum reduzéiert ginn!

An ech géif och derfir plädéieren - dat ass eng al Thees, déi ech hunn -, dass mer awer och d'Fro vun der Responsabilitéit vum Statschef, dass mer déi och nach eng Kéier frësch kucken. De Grand-Duc ass hei zu Lëtzebuerg inviolable. Dat heescht, hie kann net nëmme strofrechtlech net befaasst ginn, mä e kann och zivilrechtlech net ugesicht ginn. An dat ass awer, géif ech mengen, am 21. Jorhonnert och eng Situatioun, déi schwéierlech nach bäizebehalen ass.

M. le Président.- Här Bodry, Dir misst esou lues awer sécher zum Schluss kommen.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ech kommen zum Schluss, Här President, ech sinn um Enn ukomm vu mengen Ausféierungen.

Ech wëll just nach an Erënnerung ruffen, dass ech mer eigentlech och nach ëmmer déiselwecht Froe stelle wéi déi, déi ech mer scho virun e puer Méint hei gestallt hu bei enger Virdebatt, déi mer hei haten, dat ass: Wien zitt d'Ficellen hannert deem Ganzen?

Wann ee weess, dass hei u sech Tounopnahmen, ouni d'Wësse vun deene Leit, déi schwätzen, opgeholl gi sinn a weider zirkuléieren; wann ee weess - dat huet och déi Enquête hei erginn -, dass eigentlech net definitiv Dokumenter hei zirkuléiert sinn, mä esou Virdokumenter an deem Dossier hei zirkuléiert sinn; do stellt sech fir mech d'Fro: Wien zitt d'Ficellen hannert deem Ganzen? An ech hoffen, dass mer et fäerdegbréngen, och hei Schluss ze maachen.

Wat elo d'Fro vun enger Enquêtëkommissioun ugeet, do géif ech soen, dat schéngt mer awer elo aller Logik ze entbehren. Et kann een net op där enger Säit soen hei, eng Resolutioun mat ënnerschreiwen, wou ee seet: Fir eis ass den Dossier zou, et sinn net genuch Elementer do, fir fir déi Affär e Renvoi ze schwätzen, a gläichzäiteg ze soen: Elo fänke mer awer erëm un ze enquêtéieren. Dat ass fir mech onlogesch! An duerfir wäert och eis Fraktioun esou ee Schratt net matgoen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Bodry. Elo kritt d'Wuert den Här François Bausch.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, virun e puer Woche bei menger Ried hei iwwert d'Affär Wickreng/Léiweng, do hunn ech bis zu 80% vu menger Riedezäit benotzt, fir iwwert déi politesch Problemer an d'Konsequenzen a Konklusiounen am Zesummenhang mat der Affär ze diskutéieren. Et ass mer och drëms gaang, fir eng kloer Trennung ze kréien tëschent de politesche Responsabilitéiten an eventuelle penale Faiten, déi sech nach kéinten aus där ganzer Affär erginn.

Net alles, wat an deem Dossier ganz sécher zu politesche Konklusioune respektiv zu politeschem voire legislativem Handele féiere muss, huet och penal Konsequenzen. Mä leider gëtt et och Elementer an deem Dossier, déi kéinten drop schléisse loossen, datt et penal Elementer gëtt. Fir déi ze klären a fir Recht ze suergen, duerfir ass net d'Parlament eiser Meenung no do, mä duerfir gëtt et an engem Rechtsstat geriichtlech Instanzen. Ee Parlament, ee politesche Corps, wou aus gudden, richtege Grënn politesch Considératiounen am Vierdergrond stinn, ass net neutral an duerfir och iwwerhaapt net gëeegent, fir an engem penalen Dossier unzekloen.

An ech muss och dem Här Bodry soen, wann hie seet, datt mer dee Rôle noutgedronge missten anhuelen, an datt hie géif hoffen, datt parteipolitesch Elementer net géife matspillen, esou, mengen ech, weess hien och vill ze vill gutt, datt dat ganz, ganz schwiereg ass, an engem politesche Corps wéi der Chamber parteipolitesch Elementer an Iwwerleeungen erauszeloossen. An ech huelen him och net of, datt hien hei am Numm vu senger Fraktioun keng parteipolitesch Elementer mat dran huet.

Hei geet et also, eiser Meenung no, drëms, bei där Operatioun hei, déi mer da géife maachen, wa mir géifen ukloen - mir géife jo ukloen, mir géifen net verlaangen, datt Complémentë sollen analyséiert ginn -, da misst ee sech d'Fro stellen, ob vill Gescheites do kann erauskommen, well et e Fait ass, datt mer e politesche Corps sinn.

An ech fannen och, datt zu Recht de Jurist Marc Thewes a senger zwousäiteger Analys am „Wort" och geschriwwen huet, datt en d'Fro opgeworf huet an datt en der Meenung ass, datt eng Mise en accusation vun engem Parlament de Gang virun den Europäesche Mënscherechtsgeriichtshaff géif net justifiéieren. Mir mengen dat och.

Mir hunn et haut an eiser Debatt an an de Konklusiounen, déi mer ze zéien hunn, a priori - domadder si mer jo elo haut befaasst ginn - net mat politesche Konklusiounen iwwert déi ganz Wickreng/Léiweng-Geschicht ze dinn, mir hunn och net doriwwer ze statuéieren, mä ausschliesslech iwwert d'Mise en accusation vun engem Minister am Fall hei vun Erpressung.

D'Parlament soll deemno laut enger Gesetzgebung aus dem 19. Jorhonnert, wou mer nach e Ständestat hate mat Notabelen, am 21. Jorhonnert Staatsanwalt spillen. Datt dëst engem moderne Rechtsstat, dee Wäert op Gewaltentrennung leet, net wierdeg ass, brauch ech jo hoffentlech heibanne kengem ze erklären. Aus dësem Grond wëllen a wäerte mir eis och schwéier hidden, fir Interpretatiounen iwwert den Dossier an deem Kontext vun der Erpressung ze maachen. Mir wëllen eigentlech weder haut accuséieren awer och kee wäisswäschen, wéilt ech derbäisoen.

Mir wëllen als gréng Fraktioun hei kloermaachen, datt mer hei einfach dat falscht politescht Gremium sinn, fir kënnen an deem Dossier ze tranchéieren, wëssend jo eben och, datt dat, wat mer am Dossier a wat mer hei um Dësch leien hunn, just eng Enquête préliminaire ass an net eng Enquête, wéi den Här Meisch et och beschriwwen huet, virun engem Untersuchungsriichter, deen d'Heft an der Hand huet, wou een aner Méiglechkeeten huet, fir nach weider ze enquêtéieren, wéi dat, wat hei gemaach ginn ass.

Mir baséieren also donc eis hei net nëmmen op Fakten, mä mir baséieren eis och op Saachen, déi mer net wëssen, net kënne wëssen, well se net uerdentlech ausenanergeluecht gi sinn an net uerdentlech gekuckt gi sinn, well se net uerdentlech konnte gekuckt ginn.

Mir bedaueren et natierlech, datt mer eréischt elo am Kader vun der grousser Verfassungsreform, déi amgaangen ass, et fäerdegbréngen, eng modern Verfassung mat deene wierdegen Artikelen, mat deenen heitegen Artikelen esou ëmzeänneren, datt se wierdeg sinn enger Demokratie am 21. Jorhonnert.

Dat ass awer éischter, soen ech, dat hei, och als Reproche un eis selwer, well mer net éischter vläicht Drock gemaach hunn, fir déi do Artikelen éischter ze änneren. D'autant plus, wou mer jo schonn 1999 an enger Situatioun waren, wou déi Artikelen hu misse spillen. Mä de Fait ass awer, datt mer et mat enger antiquéierten, mat antiquéierte Verfassungsartikele konfrontéiert sinn, an dat mécht déi ganz Geschicht net méi einfach. Virun allem mécht et se och fir de Public net méi einfach novollzéibar.

An ech wëll och soen, datt, wann een hei aus verschiddene Konklusioune vum Parquet zitéiert - wéi gesot, ech wëll dat net maachen an ech wëll och keng Interpretatioune maachen -, dann hätt ee se och vläicht sollen all zitéieren, well de Parquet huet eis an der Kommissioun, bei der Conférence des Présidents eng ganz nuancéiert Haltung virgeluecht, wou en zwar effektiv richtegerweis gesot huet - dat ass awer dann d'Meenung vum Här Procureur a sengem Numm -, datt hien der Meenung wier, an deem heite Fall, wou et Ausso géint Ausso stéing, éischter géif derfir tendéieren, fir keng Poursuiten ze maachen, awer och ganz vill Nuancen drabruecht huet, wat dat éischtens bedeit, an datt dat net esou evident ass. An et muss een och derbäisoen, dat ass eng Interpretatioun vum Här Biever.

Wa mer emol géifen an d'Geschicht nokucke goe vu Prozesser, déi et gi sinn, a vun ähnlech gelagerte Fäll, da wäerte mer wahrscheinlech der gradesou vill fannen, wou poursuivéiert ginn ass, wéi déi, wou net poursuivéiert ginn ass. Fir doraus eraus donc Konklusiounen ze zéien, déi an d'Richtung gi fir gewëssermoosse Persilschäiner ze erstellen, dat maache mir net, dat wëlle mir net maachen. Mir mengen, datt dat eis och souwisou net zousteet.

Ech wëll och duerfir genausou däitlech soen, datt mir bei eiser Meenung bleiwen, datt déi ganz Affär Wickreng/Léiweng politesch muss weider opgeschafft ginn. Well vill Froe bleiwen opstoen, vill Froe sinn nach ëmmer net gekläert. Et sinn der och nach all Dag neier an der Diskussioun, wou och natierlech Répliquen an Äntwerten drop kommen, mä am Detail doriwwer, mengen ech, kann dat net einfach esou zefriddestellend sinn, datt déi eng Säit eppes gesot gëtt, déi aner Säit eppes geäntwert gëtt an domadder huet et sech, ouns datt eventuell zum Beispill och Beweiser virgeluecht ginn.

An eng ganz Rei politesch Konklusiounen, déi mussen och, eiser Meenung no, nach gezu ginn, respektiv mussen a Form, eiser Meenung no, och vun neie Gesetzer legislativ beaarbecht ginn. Ech denken do viun allem un déi rout Linnen, déi musse festgeluecht ginn tëschent Promoteuren a Politik, rout Linnen, déi da vun der Politik net méi dierfen ouni Risiko op Sanktiounen iwwerschratt ginn. Duerfir brauche mer, eiser Meenung no, schnell e verbindleche Code de déontologie fir Ministeren, Parlamentarier an och fir héich Statsbeamten.

An ech denken dann natierlech och un e Gesetz iwwert den Droit à l'information, wat mer endlech musse kréien, ee Gesetz, dat eis géif déi néideg Transparenz an der Öffentlechkeet bei administrativem a politeschem Behandele ginn, dat derfir géif suergen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hoffen, datt et haut fir d'Lescht war, datt mer eis hu missen eng Kap opdoen, déi eigentlech net zu eis passt, an ech schwätzen natierlech do virun allem iwwert d'Fro, ob mir eng Mise en accusation maachen oder net. Ech hoffen, datt mer duerfir endlech eng modern Verfassung kréien an datt mer eis kënnen deenen Handlungsfäll widmen, fir déi mer gewielt gi sinn. Deene politeschen, dat heescht zum Beispill Gesetzer ze maachen am Intérêt général, mä awer och deenejéinegen, déi am Intérêt si firwat mer gewielt sinn, nämlech déi vum Contrôle vun der Exekutiv.

An zum Contrôle vun der Exekutiv gehéieren nämlech nun emol och e ganze Koup Froen, déi an deene leschte Wochen a Méint opgeworf gi sinn an déi och nach weider wäerten opgeworf ginn a wou der nach ganz vill net beäntwert gi sinn.

A wann den Här Bodry seet, sech hei d'Fro stellt, a vläicht zu Recht, wien zitt hei d'Ficellen, a sech freet, seet, dorobber kréie mer vläicht och ni eng Äntwert, da kann ech en nëmmen encouragéieren, d'Enquêtëkommissioun mat ze stëmmen, déi mer verlaangen, déi mer d'lescht Kéier verlaangt hunn, déi mer och dës Kéier nach eng Kéier wäerte verlaangen, well et ass déi, déi eis d'Méiglechkeete géif ginn, fir datt mer anescht kéinten un den Dossier erugoen, datt mer méi Méiglechkeete kriten, fir als Parlament uerdentlech un deem Dossier ze schaffen.

Dat géif dann, zum Beispill, och net zu esou peinleche Situatioune féieren, datt en héije Statsfonctionnaire, deen zwar eng Fonctioun huet als Direkter vun enger Bank, emol an enger éischter Phas einfach ka refuséieren, bei d'Parlament ze kommen, an datt muss bal de Minister en heihinnerzitéieren, fir datt en iwwerhaapt kënnt. Da kéint kee sech weigeren, bei eis ze kommen, fir Froen ze beäntwerten. Dann hätte mer méi Méiglechkeeten, wéi gesot, fir ze enquêtéieren.

An da géife mer och sécherlech dozou bäidroen, datt dee ganzen Oflaf an dee ganze Werdegang vun der Affär Wickreng/Léiweng am Detail kéint auserneegeluecht ginn an e Rapport herno dovunner gemaach ginn, en Ofschlossrapport. An dat géif och zu der Kredibilitéit sécher bäidroe vun der Politik a vum Parlament.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le President.- Merci dem Här Bausch. Als nächste Riedner ass den Här Jacques-Yves Henckes agedroen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Merci, Här President. Ech wéilt uganks direkt soen, datt et falsch ass, wann d'Politik sech a strofrechtlech Prozesser amësche muss, well ons Verfassung dat virgesäit. Dat gehéiert bei d'Justiz. Duerfir ass d'ADR och d'accord, fir am Kader vun der geplangter Verfassungsreform iwwer eng Modifikatioun vun onser Verfassung nozedenken, déi ons aus der jëtzeger Situatioun eraushëlt.

Mä fir den Ableck gëllt den Text vun onser Verfassung an dee muss applizéiert ginn. Duerfir däerf d'Chamber net higoen an einfach all strofrechtlech Affär géint e Minister klasséieren. Mir géifen dat jo net maachen, wann et ëm en anere Verstouss géint d'Strofgesetz géif goe wéi dat, wat mer haut ze diskutéieren hunn.

Zum Fong: D'ADR war an dëser Affär ëmmer objektiv. Mir hu keen ugeklot, kee beschëllegt. Mir hu just verlaangt, datt d'Wourecht erauskënnt virun der Justiz.

An deene Minutten, déi mer zur Verfügung stinn, wëll a kann ech net am Detail mat allen Nuancen op dee voluminéise Rapport vun der Police judiciaire, Section répression du grand banditisme agoen, deen ons zur Verfügung gestallt ginn ass. Dem Här Krecké gëtt virgeworf vum Plaignant, der Firma Rollinger, hien hätt als Wirtschaftsminister eng Extorsioun, eng Erpressung géint si gemaach. Et geet hei ëm den Artikel 470 vum Code pénal an ob Elementer vun esou enger Strofdot gi sinn.

Et gëtt gesot, hei wier Ausso géint Ausso, an duerfir misst d'Affär klasséiert ginn. Dat ass eng politesch Ausso. Juristesch ass d'Ausso falsch. En effet, a ville strofrechtleche Prozesser steet Ausso géint Ausso, zum Beispill bei engem Vol, Viol, wou de Violeur seet, d'Géigepartei wier consentante gewiescht. Mä och jee no Situatioun bei aneren Delikter a Crimen. Duerfir muss een d'Ëmstänn an d'Fakte kucken an analyséieren. An dann ass et um Strofgeriicht, eng Décisioun ze huelen, ob déi Ëmstänn duerginn oder net.

Wat ass geschitt den 9. Mäerz 2009 am Wirtschaftsministère, wou dräi Leit am Büro vum Minister waren, an zwar de Wirtschaftsminister an déi Häre Rollinger a Weyrich? Déi zwee Häre soen, de Wirtschaftsminister hätt hinne gesot, fir se ze iwwerzeegen, de Projet Wickreng opzeginn a sech dem Projet Léiweng ze ralliéieren, Zitater:

„Dir wësst, mir kënnen Iech d'Genéck briechen."

„Dir braucht d'Banken nach."

„Dir wësst, dass eise Premier och dem Premier an Holland uruffe kann, wann d'ING net alenke wëllt."

„Dir hutt jo och Handwierksleit; Dir wësst, dass Der Aarbecht fir dës braucht…"

„Dir wësst jo, dass Der awer nach Genehmegunge braucht, och wann et nëmmen e klenge Kommodo-Inkommodo ass oder soss eng kleng Genehmegung…"

Weider: „Wann de Stat e schlechte Wëlle géif weisen, kéint et ënner Ëmstänn nach zéng Joer daueren, bis Der kéint ufänke mat bauen."

Den Här Krecké sengersäits seet, dat wieren alles Ligen. An hien deklaréiert a senger Auditioun, Zitat: «Lors des entretiens avec les Sieurs Rollinger et Weyrich, je n'ai fait usage que des arguments dont on disposait afin qu'ils se rallient au projet Livange. Je leur ai évidemment fait savoir qu'ils auraient encore besoin de l'une ou l'autre autorisation sans pour autant les menacer.» Enn vum Zitat.

Op d'Fro, firwat hien net 2009 eng Plainte géint den Här Krecké gemaach huet, seet den Här Rollinger, Zitat: «A l'époque, j'ai consulté Me...» - ech wëll den Numm net soen, mä et ass eng ganz bekannten Affekotenétude, déi spezialiséiert ass am Strofrecht. Weider am Zitat: «...afin de me conseiller sur les démarches à entreprendre. On avait décidé de ne pas engager une procédure judiciaire à ce moment-là.»

Et ass deemools näischt ënnerholl ginn, well jo nach no enger Léisung huet misse gesicht ginn, wann de Projet Wickreng gestoppt géif ginn. Dat gëtt d'Ëmfeld erëm, an deem négociéiert ginn ass. Ob dat stëmmt, kann ech net soen, well den Affekot ass net vun de Polizeiagente gehéiert ginn, wat hätt missen normalerweis awer geschéien.

Dës Analys ka weidergedriwwe ginn, mä et ass net un der Chamber, net un den Deputéierten, fir dat ze maachen, mä un der Justiz. Duerfir proposéiere mir, datt den Dossier, datt d'Accusatioun un d'Cour supérieure de justice mat der Bemierkung weidergereecht gëtt: «La Chambre des Députés se rapporte à la prudence,…» - dat heescht - «…à la sagesse de la Cour supérieure de justice.» D'Cour supérieure de justice kann dann d'Affär analyséieren, all Leit héieren an en Uerteel huelen. Dat erlaabt der Chamber, der Politik, den Dossier ouni Kommentar un d'Justiz weiderzeginn.

Ech sinn net den Här Krecké, mä ech géif léiwer virun engem Geriicht optrieden a soen: „Acquittéiert mech aus deenen an deene Grënn!", wéi datt elo d'Affär einfach klasséiert gëtt mat enger politescher Décisioun. Wann d'Chamber elo décidéiert, d'Affär einfach ze klasséieren, da wäerten d'Bierger dobausse soen: „Hei sténken d'Lompen, duerfir muss elo alles begruewen a klasséiert ginn." Dat nëtzt weder der Chamber nach dem Här Krecké nach dem Här Rollinger.

D'Majoritéitsparteien huelen hir Responsabilitéit. Mä datt d'DP an déi gréng och domat d'accord sinn, fir d'Affär vun Extorsioun einfach ze klasséieren, dat léisst déif blécken. An de leschte Méint hunn d'DP an déi gréng eng Pressekonferenz gehalen, zég Interviewe ginn an an der Press gesot, et géif hei ëm e Skandal goen, Korruptioun an Erpressung, et j'en passe et des meilleurs. An elo op eng Kéier sinn d'DP an déi gréng der Meenung, den Dossier soll klasséiert ginn.

Den Här Meisch huet op senger Pressekonferenz gesot - Zitater -: „An ech wëll hei vun der Geleeënheet profitéieren, eng Kéier ganz kloer ze soen, datt déi Leit do, déi eis dat gesot hunn, déi dobäi sinn, déi Zeie vun där Erpressung do sinn, bereet sinn, auszesoen. An et soll keen un hirer Volontéit zweifelen." An da seet en och: „Allerdéngs gehéiert dat an eng geuerdnet Prozedur." A weider - Zitat -: „Et sinn eemoleg Virwërf un d'Adress vun enger Lëtzebuerger Regierung." A weider: „Et geet hei ëm déi schwéierst Dysfonctionnementer, déi mir zanter Laangem haten an dësem Stat, an et geet ëm penal Faiten; well Tentative de corruption, Corruption, Tentative de chantage a Chantage, dat si penal Faiten an déi gehéieren nun emol poursuivéiert."

An elo sinn d'DP an déi gréng der Meenung, d'Affär sang- a klanglos ze klasséieren.

M. Claude Meisch *(DP).*- Dir hutt mir net nogelauschtert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Mä ech verstinn den Här Meisch.

M. Claude Meisch *(DP).*- Dir hutt mir net nogelauschtert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Déi Zeien, vun deenen hie geschwat huet: bis elo keen do! D'Pièce fir d'Beweiser: bis elo keng do! Den Här Meisch erkläert a senger Auditioun, hien hätt sech de Porte-parole gemaach - Zitat - „vu Rumeuren". Mä et sinn awer och e puer Saachen - an dat wëll ech an deem Kontext awer och soen -, déi aus dem Dossier ervirginn a wou Kloerheet muss geschaf ginn an déi mat der Affär Extorsioun näischt ze dinn hunn, mä déi awer mussen diskutéiert ginn.

Den Här Meisch seet, datt de Projet immobilier Hunchereng fir d'Éischt e Veto krut, well den Terrain an enger Grünzon wor. Dann hätt den Här Becca den Dossier iwwerholl an den Terrain gouf reklasséiert. Den Här Rollinger a senger drëtter Auditioun seet, datt e Promoteur fir PAP- a PAG-Prozeduren normalerweis sechs bis siwe Joer brauch, fir derduerchzekommen, de Groupe Becca sechs Méint bis e Joer, an datt e puer Promoteuren d'Plans sectoriels fir Wunnengen an Industrie elo scho géife kennen a wëssen, datt zum Beispill 550 Hektar Extensioun vu PAGe virgesi sinn an datt se sech do scho kéinten akafen. Hei gehéiert Opklärung.

D'ADR trëtt als Konklusioun derfir an, datt d'Affär un d'Cour supérieure de justice weidergeleet gëtt, fir datt déi a voller Transparenz kann eng Décisioun huelen, a stëmmt duerfir géint déi virleiend Resolutioun, déi als Objet huet, d'Affär Extorsioun ze klasséieren.

Merci fir Är Opmierksamkeet. Ech wëll awer och nach vun onser Säit aus eng Resolutioun erabréngen, déi dat erëmgëtt, wat ech elo just gesot hunn.

Résolution 3

La Chambre des Députés,

- vu le courrier de Monsieur le Procureur général d'État daté du 9 juillet 2012 transmettant à Monsieur le Président de la Chambre des Députés le dossier de l'enquête initiée par Monsieur le Procureur d'État à Luxembourg dans l'affaire «Wickrange/Livange» contenant le rapport d'enquête préliminaire et les pièces y afférentes;

- considérant que la Constitution prévoit dans ses articles 82 et 116, en cas d'une infraction commise par un membre du Gouvernement, une procédure d'accusation spéciale à l'encontre du ministre en cause;

- considérant que ces dispositions s'appliquent également pour des membres du Gouvernement dont les fonctions ont pris fin et qui seraient soupçonnés d'avoir commis des infractions pendant le temps de leurs fonctions et dans l'exercice de celles-ci;

- considérant qu'il appartient au Parlement de débattre, de légiférer et d'exercer un contrôle politique du Gouvernement et que dans un État de droit il ne saurait y avoir de confusion entre les rôles respectifs du Parlement et de la Justice;

- considérant qu'une enquête judiciaire et le cas échéant le jugement de tout citoyen, y compris d'un membre du Gouvernement, doit relever du Pouvoir judiciaire;

- considérant que Monsieur Jeannot Krecké doit, dans cette affaire, avoir le droit de se défendre devant la Justice;

- saluant les propositions formulées par la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle dans le cadre des travaux de révision portant modification et nouvel ordonnancement de la Constitution relatives à la responsabilité des membres du Gouvernement et tendant à adapter les textes existants aux réalités du XXI^e siècle;

- décide de mettre en accusation Monsieur Jeannot Krecké, ancien Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur;

- de s'en remettre à la sagesse et à la prudence des Juges de la Cour supérieure de justice quant aux suites à donner à cette mise en accusation.

(s.) Jacques-Yves Henckes, Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser, Serge Urbany.

M. le Président.- Merci dem Här Henckes. Als leschte Riedner ass den Här Urbany agedroen. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Virun engem Mount hunn d'CSV an d'LSAP eng Enquêtëkommissioun an der Chamber hei ofgelehnt. Gläichzäiteg, deeselwechten Dag, huet d'Regierung eng Enquête préliminaire duerch de Parquet veranlasst. Dat huet de Premier den 13. Juni hei annoncéiert. Déi Enquête ass deeselwechten Dag, wéi mer am Dossier vum Parquet liesen, ugefaange ginn. Si ass a Rekordzäit gemaach ginn. A si léisst effektiv, wéi verschidde Riedner hei betount hunn, ganz vill Froen op.

Et kann een dat Ganzt net op déi Behaaptung reduzéieren, hei géif Ausso géint Ausso stoen. An deem voluminéisen Dossier, dee mer hunn, si ganz vill Indizien dran - an ech kann aus Zäitgrënn net dorobber agoen -, déi drop hiweisen, dass hei effektiv eng Drohkuliss bestanen huet.

Hei ass net weider recherchéiert ginn. Et ass net genuch am Fong recherchéiert ginn. Aussoe sinn net matenee konfrontéiert ginn. D'Zeie sinn net matenee konfrontéiert ginn. D'Zeien hunn alleguerten - dat muss een awer ganz kloer hei gesinn - net ënner Eed ausgesot.

Dat hei ass en zimlech iwwelt Pingpongsspill, muss ee soen, Här President. D'Regierung schéckt de Ball bei de Parquet, obschonns ee weess, dass an enger Enquête préliminaire alles op fräiwëlleger Basis an ouni Eed geschitt. An da kënnt de Ball erëm, well de Parquet e Minister net ukloe kann.

D'Chamber, déi virdrun all Moyenë geholl kritt huet, selwer eng politesch Enquête ze maachen, soll elo eng penal Enquête ratifizéieren, déi iwwert de Knéi gebrach ass. Dat Spill, Här President, maache mir net hei mat.

D'Chamber léisst sech dobäi och exklusiv an hirer souwisou schonn exklusiver Presentekonferenz, wou jo déi Lénk bekanntlech net dra vertratt ass, exklusiv vum Parquet beroden, wat zwar en Organ vun der Justiz ass, deen awer och e gewëssene Lien mat der Regierung huet.

Deen institutionelle Problem, dee sech hei stellt, ass a mengen Aen déi iwwerméisseg Roll, déi d'Regierung hei spillt, souwuel vis-à-vis vun der Justiz iwwert de Parquet wéi vis-à-vis vun der Chamber, andeem se hiert Enquêtërecht, wat e fundamentalt Recht vun enger souveräner Chamber ass, virun engem Mount refuséiert huet.

An ech sinn och net domat d'accord, wann hei gesot gëtt, dass den institutionelle Problem dora géif leien, dass d'Chamber e Minister kéint ukloen. D'Chamber ass souverän a si kontrolléiert am Prinzip d'Regierung. Duerfir huet si jo och hiert Enquêtërecht.

Do, mengen ech, läit déi Resolutioun hei komplett falsch. An et kann ee sech natierlech berechtegterweis froen: Wat hätt een anescht kënne maachen? Mä ebe just, well d'Chamber en Enquêtërecht huet, e modernt Enquêtërecht, wat eréischt virun engem Joer moderniséiert ginn ass, hätt se d'Méiglechkeet gehat, hei direkt selwer eng Enquête ze maachen.

Esou eng Kommissioun, wéi mer wëssen, ermëttelt à charge et à décharge. Si ermëttelt kontradiktoresch nom Code d'instruction criminelle esou wéi en Untersuchungsriichter. Si huet domat d'Recht, och Ministeren ënner Eed ze verhéieren a Perquisitiounen a Saisien ze maachen, och an de Regierungsbüroen.

An ech wëll och hei emol eng Kéier ganz naiv déi Fro stellen: Hätten déi implizéiert Ministeren net souguer Intérêt drun, vun esou enger Kommissioun wäissgewäsch ze ginn, an net no där heiter entwürdegender Prozedur, virun allem fir d'Parlament entwürdegender Prozedur? D'Virwërf, mengen ech nämlech, wäerten elo bestoe bleiwen, trotz där Resolutioun hei. An ech weess net, ob dat am Intérêt vun deenen implizéierte Leit ass.

Ech wëll domat ofschléissen, andeem ech soen, dass ech mech virun engem Mount hei ganz däitlech géint eng penal Untersuchung ausgeschwat hunn, well ech effektiv der Meenung sinn, dass am Dossier, wéi en dee Moment nach virlouch, keng charakteriséiert Virwërf konnte gemaach ginn, wat den Droit pénal ugeet, an dass et souwisou ëmmer schwéier ass, eng penal Qualifikatioun herno nozeweisen, déi tëschent e puer Leit nëmmen hätt solle geschitt sinn.

Eis geet et ëm vill méi wesentlech Froen: Wou sinn d'Grenzen an d'Konfliktlinnen, wann de Stat engersäits als Vertrieder vum allgemengen Interessi, zum Beispill als Gardien vun de Législatiounen iwwert den Ëmweltschutz oder Landesplanung, handele muss, an anerersäits sech awer als exklusive Partner vun eesäitege Privatinteresse behëlt?

Wann den Här Rollinger zum Beispill zum Här Juncker seet, seng Gespréicher mam Här Krecké wiere wéi ënner Geschäftsleit verlaf, da werft dat awer a mengen Aen eng ganz Partie vu Froen op. Am Avis juridique vun der Maître Turk gëtt en Auteur zitéiert, dee seet, dass déi nei Forme vu Kollaboratioun vum Stat mat private Promoteuren, fir Aufgaben ze erfëllen, déi eigentlech öffentlech Aufgabe sinn - wéi e Fussballstadion ze bauen -, noutgedrongenerweis zur Opacitéit, dat heescht zur Verdunklung féieren an zur Personaliséierung féieren!

An domat - an dat hat ech scho virun engem Mount hei gesot - hu mer et hei ze dinn. An ech mengen, dat sinn d'Hannergrënn, déi eigentlech Hannergrënn vum Dossier Wickreng/Léiweng, déi nëmme kënnen duerch eng Enquêtëkommissioun opgedeckt ginn,…

M. le Président.- Här Urbany, Dir misst och lues awer sécher zum Schluss kommen.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ech sinn och direkt fäerdeg, Här President.

…well eng Enquêtëkommissioun och politesch kann enquêtéieren an net nëmme strikt penal a restriktiv penal kann enquêtéieren. A wa sech dann erausstellt, dass sollt eng Infractioun géint de Code pénal virleien, da kann dat jo nach ëmmer op deem Wee verfollegt ginn, deen dann ebe méiglech ass.

Op jidde Fall, ech huelen hei aus Protest fir déi Aart a Weis, wéi hei d'Parlament violéiert gëtt, net um Vote vun där Majoritéitsresolutioun, wou jo och e gudden Deel vun der Oppositioun derbäi ass, an déi menger Meenung no an eng falsch Richtung geet, deel, ausser et gëtt mer hei glaubhaft versécher t, dass esou eng Enquêtëkommissioun elo direkt wäert agesat ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Urbany.

Wëllt soss nach een d'Wuert ergräifen?

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Résolutions

Da géif ech proposéieren, datt mer zur Ofstëmmung iwwert d'Resolutioune kommen. Mir hunn hei fir d'Éischt eng Resolutioun…

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, wann ech gelift.

M. le Président.- Jo, den Här Meisch hélt d'Wuert.

M. Claude Meisch *(DP).*- Ech wéilt nach eppes zur Resolutioun soen.

M. le Président.- Jo.

M. Claude Meisch *(DP).*- Ech wëll, Här President, wann Der erlaabt, kuerz nach eng Kéier e Wuert zu där Resolutioun soen, déi de François Bausch an ech abruecht hunn, fir der Chamber, virun allem der Majoritéit heibannen, nach eng Kéier d'Geleeënheet ze ginn, dann awer der Chamber d'Méiglechkeeten ze ginn, méi wäit ze enquêtéieren, ze goen an duerfir d'Schafung vun enger Enquêtëkommissioun hei ze froen.

Den Här Bodry huet virdru gesot, dat géif jo elo net goen, wa mer op där enger Säit hei géifen d'Mise en accusation oflehnen an op där anerer Säit eng Enquêtëkommissioun wëlle froen.

Éischtens war et net meng Intentioun, datt mer elo hei en Instrument schafen, wat erëm géif interferéiere mat där Procédure judiciaire, wou mer elo eben dra sinn. Do stelle mer einfach fest, datt déi an eng Sakgaass gefouert huet. Mir wëssen awer gläichzäiteg, datt nach eng Hällewull vun anere Froen ze diskutéiere bleiwen.

An zu deene Froen… Här Henckes, ech kann lech berouegen, alles dat, wat Der virdrun hei zitéiert hutt, wat ech an enger Pressekonferenz gesot hunn, wat ech hei virun e puer Woche gesot hunn: Ech géif dat och nach eng Kéier soen. Ech hunn dat hei net widderholl, well mer haut eng aner Debatt hei hunn, well et hei ganz prezis ëm de Punkt geet…

(Interruption)

…iwwert d'Mise en accusation…

(Interruption)

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Do hutt Der och alles begruewen. Et ass näischt an Ärem Dossier.

M. Claude Meisch *(DP).*- …am Punkt Extorsioun a Verdacht op Extorsioun. Duerfir mengen ech, datt dat hei an dës Debatt net eragehéiert. Et gëtt awer eng ganz Rei vun anere Punkten - ech hu se virdrun opgelëscht -, déi mer nach mussen diskutéieren, wou mer nach mussen nogoen.

An dat mierke mer jo awer och all Dag, wa mer an där enger oder an där anerer Chamberskommissioun Froe stellen, datt mer hei méi wéi eng Kéier op Ausso géint Ausso stoussen, datt mer hei méi wéi eng Kéier eng Variant héieren an de Contraire dovunner. A wa mer eis dann net d'Méiglechkeet ginn, weider kënnen enquêtéieren ze goe mat anere Pouvoiren, déi d'Parlament awer huet, da wësse mer och, datt mer herno wahrscheinlech op deemselwechte Punkt wäerte landen, fir déi ganz Affär hei opzedecken, wéi op deem, wéi mer elo um Punkt vun der Extorsioun an um Punkt vun där Mise en accusation géint de Jeannot Krecké hei gelant sinn.

An dat, mengen ech, solle mer als Parlament net zouloossen. Mir sollen eis selwer d'Méiglechkeete ginn, fir datt net dobaussen d'Impressioun opkënnt, hei géif elo alles zesummen ënnert den Teppech gekiert ginn. Duerfir solle mer weider enquêtéiere kënnen op deene Punkten, mat anere Méiglechkeeten, wéi mer dat bis ewell gemaach hunn, déi einfach nach am Raum stinn. Ech mengen, datt mer dat de Leit hei am Land schëlleg sinn, Dir Dammen an Dir Hären.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Meisch. Den Här Spautz, wann ech gelift, an dann…

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här President, ech wollt am Fong fir d'Éischt eng Question préalable stellen, nämlech wat d'Reiefolg vun de Motiounen ugeet, well déi éischt an déi drëtt Motioun kontradiktoresch Aussoen hunn, dass déi éischt Resolutioun misst fir d'Alleréischt gestëmmt ginn, herno dann déi drëtt gegebenenfalls superfétatoire ass, dass mer do Prioritéit kréien. Dat elo emol als Fro virewech.

An da kéim ech awer nach eng Kéier op déi aner Resolutioun zréck.

M. le Président.- Den Här Gibéryen, wann ech gelift.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Fir d'Éischt dem Här Spautz seng Remarque. Ech wëll drop opmierksam maachen, datt mer den 20. Mee 1999 hei an der Chamber déiselwecht Debatt haten. Deemools am Zesummenhang mam Kolleeg Michel Wolter als Minister géint déi Häre Roemen a Bleser. An et war deemools d'Demokratesch Partei, déi hei zwou Resolutiounen eraginn huet, wou si gefrot hunn: „décide de saisir la Cour supérieure de justice du Grand-Duché de Luxembourg" an esou weider. Dat heescht, am Fong genau dat, wat haut an eiser Resolutioun steet, huet deemools d'Demokratesch Partei hei erabruecht.

Ech wëll och soen, datt déi Motiounen oder Resolutiounen deemools vun DP, ADR a gréng gestëmmt goufen. Bei deene Gréngen huet och de Kolleeg François Bausch mat ofgestëmmt, fir datt déi Prozedur sollt ageleet ginn. An duerfir war ech iwwerrascht, wéi den Här Bausch virun e puer Deeg gesot huet, datt hien iwwerrascht wier, datt et an eiser Constitutioun iwwerhaapt esou eng Prozedur géif ginn. Déi Prozedur ass, wéi gesot, 1999 schonn eng Kéier hei an der Chamber duerchexercéiert ginn.

Chamber TV
weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Gemeng Bartreng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Walfer
um Kanal S29 / 367.25 Mhz
•
Zu Biwer an zu Wecker
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bous
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bërmereng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Konter
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dippech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dikrech
um Kanal S19 / 287.25 MHZ
•
Zu Iermsdref
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Esch-Sauer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Nidder- an Uewerfeelen
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Gréiwemaacher
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hieffenech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hesper
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt, Ollem a Nouspelt
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Mamer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Manternach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Medernach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Deemools 1999, Här President, wëll ech dem Här Bausch soen, waren och zwou Resolutiounen: eng derfir an eng dergéint. An 1999 huet d'Chamber fairerweis einfach iwwert déi zwou... Et war just de Vote herno ëmgedréit, mä et ass fairerweis iwwert déi zwou Resolutiounen ofgestëmmt ginn. Duerfir hale mer drop, datt déi zwou Resolutiounen zur Ofstëmmung kommen.

Ech kommen awer dann, Här President, zu der zweeter Resolutioun, déi vun den Häre Bausch a Meisch erabruecht ginn ass, fir eng Commission d'enquête anzesetzen. Virun e puer Wochen, wéi mer heibannen d'Diskussioun haten, hu mir ons och fir déi Commission d'enquête ausgeschwat. Ech wëll awer kloer soen, datt mir haut net méi wäerte fir eng Commission d'enquête stëmmen.

No all deenen Diskussiounen, déi mer an deene leschte Wochen haten, an no dem Dépôt vun enger Resolutioun, wou den Här Bausch an den Här Meisch mat ënnerschriwwen hunn: „ne pas mettre en accusation Monsieur le Ministre", dann hannendrun ze kommen an erëm eng Resolutioun ze deponéieren an dann ze soen: „Elo hätte mer awer gären eng Enquêtëkommissioun", «...une commission d'enquête ayant pour mission de traiter de toutes les questions qui se posent de manière directe et indirecte dans ce dossier».

Dat heescht, haut hat Der hei d'Geleeënheet, Här Meisch an Här Bausch, fir datt de juristesche Volet, de penale Volet op d'Geriicht weidergeet an datt en do virun engem Geriicht uerdentlech an transparent an neutral décidéiert gi wier, op där enger Säit oder op där anerer Säit. Dat refuséiert Der mat Ärer Resolutioun, déi Der haut mat ënnerschriwwen hutt. Ech fannen dat e ganz staarkt Stéck!

Ech wëll just de Kolleege Bausch a Meisch, fir déi ech ganz vill Appréciatioun hunn,...

M. le Président.- Här Gibéryen, Dir musst och zum Schluss kommen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- ...Här President, soen: Den Zirkus Roncalli, deen huet de leschte Samschden hei um Glacis seng Zelter ofgerappt.

(Hilarité)

Une voix.- E Sonndeg.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Ech géif Iech proposéieren: Haalt Dir zwee och elo mat deem Zirkus do op!

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Gibéryen. Den Här Bausch huet d'Wuert gefrot.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Ah, Dir gitt elo engagéiert an deem Zirkus, Här Gibéryen?

(Hilarité)

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Ma Dir gitt engagéiert!

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech wëll dem Här Gibéryen soen, datt ech keng Gedächtnislück hat oder hu par rapport zu deem, wat ech `99 hei duerch de Knäppche gedréckt hunn. Dat war jo eng Affär, déi deemools net vu menger Fraktioun opgeworf ginn ass, mä datt mer dat effektiv deemools esou gestëmmt hunn.

Mä ech wëll Iech soen, mir fält keng Zack aus der Kroun, fir zéng Joer oder zwielef Joer oder 13 Joer duerno ze soen, datt ech do bäigeléiert hunn an datt ech fonnt hunn, datt et deemools net richteg war, dat ze maachen, well ech der Meenung sinn, datt déi juristesch Prozedur, wéi se virgesinn ass, deem net entsprécht, wéi ech mer e Rechtsstat virstellen.

An enger politescher Laufbahn... Dir sidd wahrscheinlech deen Eenzegen heibannen, deen ni e Feeler mécht, huelen ech un. Ech hunn der schonn a menger politescher Laufbahn gemaach. Ech wäert der wahrscheinlech och nach maachen. 1999 war et e Feeler, fir déi Motioun ze stëmmen; dat soen ech hei ganz däitlech. Ech gesinn och do net de Problem, fir dozou ze stoen.

Da wëll ech Iech just soen, datt déi Enquêtëkommissioun, an dat ass jo dat - et kann ee jo alles hei honnertmol betounen a widderhuelen... Ech weess, datt dat heiansdo... Et gëtt Leit, déi hunn hei méi déck Stëpp a Schmalz an den Oueren, wéi et noutwendeg ass, dofir. Oder si lauschteren och net no.

Ech hunn et scho mindestens honnertmol gesot, datt an där Geschicht hei 80% vun de Saache mat grousser Wahrscheinlechkeet fir mech Saache sinn, déi politesch ze kläre sinn. Wann et haut kee Code de déontologie gëtt a keng rout Linne gëtt, déi zum Beispill festleeën, wéi d'Politik mat Promoteuren ëmzegoen huet, dann ass dat e politesche Problem. Dat ass kee strofrechtleche Problem. An dee musse mir hei politesch diskutéieren.

An et gëtt an deem Dossier e ganze Koup - ech kéint Iech der hei honnert opzielen - konkret Beispiller, wou et iwwerhaapt kee penaalt Vergehe gëtt, mä wou ech der Meenung sinn, datt duerch gewësse Proximitéite ganz kloer déi rout Linnen, wéi ech mer se op alle Fall virstellen, iwwerschratt gi sinn. An dat wëll ech gären hei politesch diskutéieren.

Dat huet elo guer näischt mat de Geriichter ze dinn. Duerfir brauche mer keng Geriichter. D'Geriichter mussen herno tranchéieren. Wa mir hei legislativ geschafft hunn an e Ministergesetz an e Code de déontologie geschafen hunn an et si Sanktioune virgesinn, da musse se an Zukunft derno kucken, ob déi Gesetzer, déi mer hei geschafen hunn, agehale gi sinn, an dann derfir suergen an driwwer tranchéieren, fir Sanktiounen auszeschwätzen, wa se net agehale gi sinn.

An duerfir, wéi gesot, wann 80% - wou ech der Meenung sinn - reng politescher Natur sinn, wou et drëms geet, datt mer hei e Rapport wäerte maachen, wou e Rapport d'Richtlinne soll festleeën, wéi dee Code de déontologie oder dat Ministergesetz zum Beispill sollt ausgesinn, dann ass dat heibannen ze diskutéieren a soss néierens aneschters. An duerfir brauch ech awer déi Enquêtëkommissioun, well ganz vill Elementer kréien ech am Detail nëmmen diskutéiert an enger Enquêtëkommissioun, well déi e ganz aneren, kloren Optrag kritt, aner Méiglechkeeten huet, fir ze enquêtéieren, wéi dat normal de Fall ass.

An da bleiwe selbstverständlech vläicht penal Faiten. Do ass iwwerhaapt net dee geréngste Problem! Gitt an Däitschland, am Bundestag gëtt et där Enquêtëkommissiounen x bei esou Fäll. A wann do en cours de route sech erausstellt...

(Interruption)

A wann do en cours de route sech erausstellt, Här Fayot, datt strofrechtlech Elementer op den Dësch kommen, ma dann ass dat ganz einfach, da gëtt een déi un de Parquet weider. Et ass net méi komplizéiert wéi dat! Natierlech beschäftegt ee sech net am Detail mat deenen, wann een där bis fënnt, déi gëtt een un de Parquet weider.

Da bleift natierlech selbstverständlech ëmmer nach d'Fro, wann et sech dann ëm e Minister dréit, datt mer konfrontéiert si mat där 19.-Jorhonnert-Prozedur, déi mer hei hunn, déi engem um Mo läit wéi eng Zill an déi eigentlech mengem Rechtsempfinden haut net entsprécht a wou ech mengen, och zu Recht kënnen ze soen, datt am 21. Jorhonnert e Rechtsstat muss aneschters ausgesinn. Mä dat ass e Fait, mat deem si mer konfrontéiert. An iwwert deen tranchéiere mer haut, iwwer soss guer näischt!

Mä fir de Rescht ass déi Enquêtëkommissioun ee fir alle Mol genausou vill justifiéiert a néideg, fir datt mer zu deene Rapporten an zu deene Konklusioune kommen, déi mer brauchen an dësem Dossier. An ech mengen, duerfir hu mer déi Motioun och nach eng Kéier erabruecht an duerfir hoffe mer, datt mer se ugeholl kréien.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Den Här Spautz huet d'Wuert.

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Här President, ech hu just wëllen drop opmierksam maachen, mat der Question préalable - ech hunn awer kee Problem mat den Erklärunge vum Här Gibéryen, dass mer dann déi zwou esou stëmmen -, ech wollt just dorop opmierksam maachen, dass am Reglement am 38 dat steet.

Wat mech awer méi opreegt, dat ass d'Resolutioun N 2. An d'Resolutioun N 2 huet mech schonn opgereegt gehat, wéi den Här Meisch se hei déposéiert huet. Mä wann den Här Meisch elo och nach seet, fir hie géif et haut nach ëmmer keng Ursaach ginn, iergendeppes aneschters ze soe wéi de 6. Juni, jo, da muss ech Iech soen, da verstinn ech d'Welt net méi!

Une voix.- Dat ass Äre Problem!

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Well an deem Rapport, deen de Procureur général eraginn huet an der Chamber, deen Iech alleguer, wéi mer hei sëtzen, zougänglech war, do steet an där Enquête préliminaire, dass, wat den Här Meisch an den Här Bausch ugeet, weder den Här Meisch nach den Här Bausch jee eng Kéier derbäi waren, wann den Här Rollinger mam Här Weyrich bei der Regierung war. Do steet dran...

(Interruptions diverses)

Une voix.- Da bleift dach seriö, Här Spautz!

(Interruptions diverses)

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Wat hätte mer dann do gemaach?

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Ee Moment, ee Moment! Do steet och dran, do steet och dran...

M. Fernand Etgen *(DP)*.- Elo si mer awer am Roncalli-Zirkus!

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Do steet och dran... Oh, Här Etgen, do wäert Dir bestëmmt déi beschte Nummer als Clown, dat ass sécher!

(Hilarité)

Une voix.- Déi Plaz ass besat momentan.

M. Marc Spautz *(CSV)*.- An da wollt ech soen, an dat muss ee sech op der Zong zergoe loossen...

Une voix.- Da loosst et emol!

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Do ass an deem Rapport dran, dass weder den Här Bausch nach den Här Meisch jee eng Kéier vum Här Rollinger an deem Dossier kontaktéiert gi sinn an dass si just opgrond vum Héieresoen a wat aner Leit hinne gezielt hunn déi Accusatioune géint e fréiere Regierungsmember a géint de Statsminister a géint den Innenminister, pardon, den Aménagement-du-Territoires-Minister gemaach hunn! An dat steet am Dossier, Här Bausch.

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Här Spautz, liest emol den Text! Liest en! Wann Der en zitéiert, dann zitéiert en, wéi en dosteet, an net, wéi Dir en... well dat do ass net, wéi et dosteet.

M. Marc Spautz *(CSV)*.- An dann nach eng zweet Saach, Här Meisch. Amplaz dass Dir hei esou eng Resolutioun eragitt, fir, wéi Der sot, nach eng Kéier eng Enquête préliminaire ze maachen, ech mengen - pardon, keng Enquête préliminaire, mä eng Enquêtëkommissioun -, hätt Der vläicht besser, Dir géift Iech bei deene Leit entschëllege fir déi Virwërf vu Korruptioun a Chantage, déi Dir deenen an de Kapp gehäit hutt.

(Interruptions diverses)

M. Carlo Wagner *(DP)*.- Oh là là! Wat en Terror! Quel niveau!

M. le Président.- Merci dem Här Spautz. Nach eng Kéier den Här Meisch.

M. Claude Meisch *(DP)*.- Bon, ech probéieren, ob et mer geléngt dann d'Debatt erëm vläicht op en normalen Toun zréckzekréien.

Une voix.- Mat Iech huet deen aneren Toun ugefaang!

M. Claude Meisch *(DP)*.- Neen, neen, neen! Ech probéieren dat. Et läit un Iech, ob dat mer wäert geléngen oder net. Ech géif Iech invitéieren, lauschtert emol nach eng Kéier no, wat op där Pressekonferenz do gesot ginn ass. Do ass net gesot ginn, mir hätte Beweiser. Do ass net gesot ginn, mir wieren derbäi gewiescht. Do ass net...

(Interruptions diverses)

Do ass net...

(Interruptions diverses)

Do ass net vun esou Saache geschwat ginn. Do ass gesot ginn, et besteet de Verdacht an et gëtt gesot, an alles dat, wat mer do gesot hu vun deene Reprochen, ech hu se jo virdrun hei nach eng Kéier virgelies - Dir kritt d'Genéck gebrach; mir intervenéiere bei de Banken; Dir kritt keng Opträg méi an esou weider -, alles dat fanne mer jo awer am Rapport vun der Enquête préliminaire erëm. Et soll elo keen esou maachen, wéi wa mir do gesponnen hätten. Et soll elo keen esou maachen, wéi wann hei eng Loftblos elo geplatzt wier, ma loin de là. Ma loin de là!

Lauschtert Dir moies kee Radio, wann Dir opstitt? Liest Dir moies keng Zeitung, wann Dir opstitt? Nach haut, all Dag, all Dag kënnt iergendeen neit Element eraus, wou mer iergendwou awer héieren, hei do war erëm eppes geschitt, wat awer net normal ass a wat eigentlech an eisem Rechtsstat esou net däerft am Raum stoe bleiwen. Duerfir, wann ech gelift, kuckt nach eng Kéier, wat gesot ginn ass. An duerfir soen ech hei och nach eng Kéier, dat, wat mer gesot hunn, an esou, wéi mer et gesot hunn, hätt ech kee Problem haut och nach eng Kéier esou ze soen.

Well et soll kee vun eis verlaangen, datt mir Beweiser bréngen, wann Dir eis hei net d'Méiglechkeete gitt, fir ze enquêtéieren. Wann Dir net hei eis d'Méiglechkeet gitt, fir ze enquêtéieren, mir hu gesot, et besteet e Verdacht do, mir sollen als Chamber dat Néidegt maachen, oder d'Justice soll dat Néidegt maachen.

Une voix.- Da maacht et!

M. Claude Meisch *(DP)*.- D'Justice ass an

eng Sakgaass gerode mat deem, wat se gemaach huet. An och, Här Gibéryen an Här Henckes, wa mer elo hei géife géint déi Resolutioun stëmmen, also fir eng Mise en accusation stëmmen, wéi Dir et maacht, ma, si mer awer éierlech, mir wëssen, datt mat deem, wat bei där Enquête préliminaire erauskomm ass a well keng aner Enquête méi ka gefouert ginn, wéi dee Prozess do géif ausgoen...

(Interruption)

M. Xavier Bettel *(DP).*- Maître Henckes, da musst...

M. Claude Meisch *(DP).*- ...wéi dee Prozess do géif ausgoen. An duerfir soe mir, ma et huet dach kee Wäert, datt mer elo dat doten, eng Mise en accusation géint e Minister maachen, datt d'Geriichter sech mussen domadder befaassen, a mir wëssen, datt am Dossier net dat Néidegt ass, datt ebe just Ausso géint Ausso do ass, an datt mer net méi d'Méiglechkeet hunn, an datt mer et eben...

(Interruption)

Dir hutt dann aner Saache gelies. Ech mengen, mir hunn et jo och gekuckt an et ass eben net genuch dran, fir datt ee kann dovunner ausgoen, datt eng Chance besteet, datt dee Prozess zu engem Resultat géif féieren. De Risiko vun engem Acquittement wär hei ganz grouss, jo.

Une voix.- Dir hätt dach besser...

M. Claude Meisch *(DP).*- An duerfir soe mer, awer net nëmmen duerfir soe mer, soll d'Chamber sech hirer Responsabilitéit nach eng Kéier bewosst sinn. Ech hu virdrun hei gesot, et ass net, datt mer elo nach eng Kéier an déi Procédure judiciaire hei agräifen, datt mer eng Enquêtëkommissioun wëllen hunn.

Mä well déi Fro am Raum steet a well et net nëmmen drëms geet, wat herno d'Geriicht eng Kéier finalement décidéiert, mä well et och drëms geet, datt d'Lëtzebuerger am Land wëssen, wat geschitt ass a wat net geschitt ass, mengen ech, hätte mer gären déi Enquête, déi Commission d'enquête do.

A fir datt mer déi Froe ronderëm déi Froen, déi mer haut hei diskutéiert hunn, kënne klären an déi Hällewull vu Froen, déi Dag fir Dag nach optauchen an dësem Dossier, déi mer déi lescht Woche begéint hunn, datt mer déi och kënne klären. Net datt et eis do d'selwecht geet, datt mer iergendwann an e puer Méint hei sëtzen a soen, oh, mir konnten näischt feststellen, well et ass nëmmen Ausso géint Ausso.

Duerfir stëmme mir fir déi, op där enger Säit, fir déi Enquête parlementaire, an op där anerer Säit soe mer awer och, et huet kee Sënn, deen Dossier do elo op d'Geriicht ze ginn. Duerfir ënnerstëtze mer nach wie vor... Obschonn eng Rei vun, ee Majoritéitsvertrieder hei, een awer elo misst... d'Reaktioun vun engem Majoritéitsvertrieder engem elo misst ze denke ginn,...

M. le Président.- Här Meisch, Dir misst elo lues awer sécher zum Schluss kommen.

M. Claude Meisch *(DP).*- ...bleiwe mer hei bei eiser Haltung dozou: Mir si géint d'Mise en accusation vum Jeannot Krecké an dëser Phas.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Gutt, wann da soss keng Wuertmeldung méi ass, da kéime mer zur Ofstëmmung iwwert d'Resolutiounen. Ech hu verstanen, datt mer iwwert déi dräi Resolutiounen ofstëmmen.

Da géife mer fir d'Éischt déi Resolutioun elo huelen, déi vu véier Fraktiounen hei erabruecht ginn ass. Kënne mer do par main levée ofstëmmen?

(Négation)

De Vote électronique gëtt verlaangt.

Vote sur la résolution 1

Mir stëmmen also elo iwwert déi éischt Resolutioun of. D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

D'Resolutioun 1 ass ugeholl mat 55 Jo- géint 4 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Nancy Arendt), Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par M. Lucien Clement), Mme Tessy Scholtes (par Mme Martine Mergen), MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par M. Alex Bodry), Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par Mme Claudia Dall'Agnol);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Carlo Wagner), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Fernand Etgen) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Camille Gira), François Bausch, Félix Braz (par Mme Viviane Loschetter), Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter.

Ont voté non: MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser (par M. Gast Gibéryen).

Vote sur la résolution 2

Da kéime mer zu där zweeter Resolutioun, déi vun den Häre Claude Meisch a François Bausch eragereecht ginn ass iwwer eng Enquêtëkommissioun. Och hei gëtt den elektronesche Vote sécherlech verlaangt.

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

D'Resolutioun 2 ass verworf mat 43 Neengéint 17 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Carlo Wagner), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Fernand Etgen) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Camille Gira), François Bausch, Félix Braz (par Mme Viviane Loschetter), Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

M. Serge Urbany.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Nancy Arendt), Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par M. Marcel Oberweis), Mme Tessy Scholtes (par Mme Martine Mergen), MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par M. Alex Bodry), Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par Mme Claudia Dall'Agnol);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Carlo Wagner), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Xavier Bettel) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Camille Gira), François Bausch, Félix Braz (par Mme Viviane Loschetter), Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter.

Domadder wäre mer dann och um Schluss vun eiser Sitzung ukomm. D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.01 heures)

Sommaire des séances publiques nos 37, 38 et 39

Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés p. 493
Communications p. 493
(suite) p. 493-494

Ordre du jour p. 493

6403 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 19 juin 1995 réglant la fermeture des magasins de détail dans le commerce et l'artisanat p. 494-495
(suite) p. 495-498

Dépôt d'une proposition de loi par M. André Bauler p. 495

6341 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 1er décembre 1992 portant

1. création d'un établissement public pour le développement de la formation professionnelle continue et

2. fixation des cadres du personnel des Centres de formation professionnelle continue p. 498-499

6365 - Projet de loi portant création du Sportlycée p. 499-503

6313 - Projet de loi relatif à la carte d'identité pour les membres des Corps diplomatique et consulaire résident et les agents de l'Union européenne et des organisations internationales ayant leur siège au Luxembourg p. 503

6433 - Projet de loi portant approbation de l'Accord-cadre global de partenariat et de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République d'Indonésie, d'autre part, et de l'Acte final, signés à Jakarta (Indonésie) le 9 novembre 2009 p. 503-504

6442 - Projet de loi portant modification

1. du Code du Travail;

2. des articles 1er et 2 de la loi du 3 août 2010 1) portant introduction de diverses mesures temporaires visant à promouvoir l'emploi et à adapter les modalités d'indemnisation de chômage et complétant ou dérogeant à certaines dispositions du Code du Travail; 2) modifiant les articles L. 513-3, L. 521-7 et L. 523-1 du Code du Travail; 3) modifiant la loi modifiée du 17 février 2009 portant: 1. modification de l'article L. 511-12 du Code du Travail; 2. dérogation, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L. 511-5, L. 511-7 et L. 511-12 du Code du Travail;

3. des articles 2 et 3 de la loi modifiée du 17 février 2009 portant 1. modification de l'article L. 511-12 du Code du Travail; 2. dérogation, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L. 511-5, L. 511-7 et L. 511-12 du Code du Travail p. 504-507

Composition de la Sous-commission «Modernisation du droit luxembourgeois des sociétés» p. 507

6359 - Projet de loi portant

1. création d'un pacte climat avec les communes

2. modification de la loi modifiée du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement p. 507-513

Débat d'orientation sur la politique du logement p. 513-521

6326 - Projet de loi portant transposition de la directive 2010/24/UE du Conseil du 16 mars 2010 concernant l'assistance mutuelle en matière de recouvrement des créances relatives aux taxes, impôts, droits et autres mesures p. 521-522

6297 - Projet de loi portant création de l'établissement public «Laboratoire national de santé» et modifiant:

- la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

- la loi modifiée du 16 juillet 1984 relative aux laboratoires d'analyses médicales;

- la loi modifiée du 15 juin 1994 relative à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses;

- la loi modifiée du 13 janvier 1997 relative au contrôle de l'utilisation et de la dissémination des organismes génétiquement modifiés;

- la loi modifiée du 24 novembre 2002 relative aux produits biocides;

- la loi du 3 août 2005 relative à la classification, à l'emballage et à l'étiquetage des préparations dangereuses p. 522-526

6368 - Projet de loi déterminant le régime des sanctions applicables en cas de violation des dispositions du règlement (CE) n°1371/2007 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007 sur les droits et obligations des voyageurs ferroviaires p. 526

6431 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques p. 526-527

Hommage à M. Paul Helminger p. 527

Discours de M. le Président p. 527

Hommage à la mémoire de M. John Castegnaro, ancien Député p. 528

Communications p. 528

Changement de composition de la Commission du Développement durable p. 528

Ordre du jour p. 528

Décision de la Chambre des Députés sur une éventuelle mise en accusation dans le dossier Wickrange/Livange
- Résolutions p. 528-534

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Espace Médias SA / Polygraphic SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

TABLE ANALYTIQUE DES SÉANCES PUBLIQUES

2011-2012

Compte rendu n°1

Clôture de la session ordinaire 2010-2011 et ouverture de la session ordinaire 2011-2012 p. 1

Vérification des pouvoirs et assermentation de M. Serge Wilmes p. 1-2

Composition des organes de la Chambre des Députés p. 2

Octroi du titre honorifique à un ancien Député p. 2

Discours de M. le Président p. 2-3

Communications p. 3

Horaire de début des séances publiques p. 3

Ordre du jour p. 3

6277 - Projet de loi modifiant la loi du 9 mai 2008 relative aux chiens p. 3-4

6216 - Projet de loi mettant en œuvre le règlement (CE) n°1060/2009 du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 sur les agences de notation de crédit et portant modification de:
1) la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;
2) la loi modifiée du 8 décembre 1994 relative:
- aux comptes annuels et comptes consolidés des entreprises d'assurances et de réassurance de droit luxembourgeois,
- aux obligations en matière d'établissement et de publicité des documents comptables des succursales d'entreprises d'assurances de droit étranger p. 4

6285 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République fédérale d'Allemagne relative au renouvellement et à l'entretien du pont frontalier sur la Moselle entre Wellen et Grevenmacher, signée à Grevenmacher, le 21 octobre 2010 p. 4-5

Composition des commissions parlementaires p. 5

Déclaration de Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, sur la politique de coopération et d'action humanitaire (suivie d'un débat) p. 5-15

5816 - Projet de loi relative à la concurrence - second vote constitutionnel p. 16

6291 - Projet de loi portant modification de la loi du 29 mai 2009 instituant un régime temporaire de garantie en vue du redressement économique p. 16-18

Résolution relative à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant la définition, la désignation, la présentation, l'étiquetage et la protection des indications géographiques des produits vinicoles aromatisés - COM(2011) 530 p. 18-19

Résolution relative à la communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions sur la réforme de la politique commune de la pêche - COM(2011) 417 p. 19

6331 - Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'État p. 19-26

Heure d'actualité du groupe DP sur les normes de sécurité de la centrale nucléaire de Cattenom et la politique d'information de l'exploitant de la centrale en question p. 26-29

Débat d'actualité sur la position gouvernementale concernant les projets liés de Wickrange et de Livange p. 29-38

Compte rendu n°2

Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés p. 39

Communications p. 39-40

Ordre du jour p. 40

Déclaration de politique européenne et étrangère présentée par M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères p. 40-44

6282 - Projet de loi portant transposition de la directive 2008/110/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 modifiant la directive 2004/49/CE concernant la sécurité des chemins de fer communautaires (Directive sur la sécurité des chemins de fer) et modifiant
1. la loi du 22 juillet 2009 sur la sécurité ferroviaire,
2. la loi modifiée du 11 juin 1999 relative à l'accès à l'infrastructure ferroviaire et à son utilisation p. 44-45

Hommage à M. André Hoffmann p. 45

Vérification des pouvoirs et assermentation de M. Serge Urbany p. 46

Changement de composition de la Conférence des Présidents p. 46

Changement de composition des commissions parlementaires et des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales p. 46-47

Renouvellement des mandats du Président et du Vice-Président de la Cour des Comptes et d'un conseiller à la Cour des Comptes p. 47

Débat sur la politique européenne et étrangère p. 47-56

Changement de composition de la Conférence des Présidents et d'une commission parlementaire p. 56

6244 - Projet de loi:
- portant transposition de la directive 2009/127/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 modifiant la directive 2006/42/CE en ce qui concerne les machines destinées à l'application des pesticides;
- modifiant la loi du 27 mai 2010 relative aux machines p. 56-57

6306 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration p. 57-59

Dépôt d'une motion par M. Alex Bodry p. 59-60

Interpellation de M. Claude Adam sur le principe de la neutralité du réseau Internet p. 60-65

Motion de M. Alex Bodry sur le réexamen de la grille tarifaire fixée par le projet de règlement grand-ducal n°6173 sur base des résultats financiers de la première année d'exercice des centrales de biogaz p. 65

Compte rendu n°3

Communications p. 66

Changements de composition p. 66

Ordre du jour p. 66

6350 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2012

- Rapport de la Commission des Finances et du Budget p. 66-69

- Exposé de M. Luc Frieden, Ministre des Finances p. 70-72

- Discussion générale p. 76-89

- Discussion générale (suite) p. 90-97

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel p. 97

- Vote sur les motions p. 97

Changements de composition des commissions parlementaires p. 70

Dépôt de deux résolutions par Mme Anne Brasseur p. 70

Question urgente n°1787 de M. Gast Gibéryen sur la réforme des traités européens p. 72-74

Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2010 p. 74

Résolution concernant les comptes de l'exercice 2010 de la Cour des Comptes p. 74

Résolution concernant les comptes de l'exercice 2010 du Médiateur p. 74

6293 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2010 p. 74-76

Compte rendu n°4

Communications p. 98

Résolution relative aux dispositions particulières applicables au Fonds européen de développement régional et à l'objectif «Investissement pour la croissance et l'emploi», et abrogeant le règlement (CE) n°1080/2006 (document COM(2011) 614)
- Art. 169 (5) du Règlement de la Chambre p. 98-99

Ordre du jour p. 99

Heure de questions au Gouvernement:

- Question n°131 du 13 décembre 2011 de Mme Nancy Arendt épouse Kemp relative à la destruction des saisies de médicaments soumis à prescription médicale vendus via Internet et qui sont contrefaits, adressée à M. le Ministre de la Santé et à M. le Ministre de la Sécurité sociale p. 100

- Question n°132 du 12 décembre 2011 de M. André Bauler relative aux élections récentes de représentants des parents au sein des comités d'école dans l'enseignement fondamental, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle p. 100

- Question n°133 du 13 décembre 2011 de M. Ben Scheuer relative à l'unité de sécurité du CSEE Dreiborn, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration et

- Question n°134 du 12 décembre 2011 de M. Eugène Berger relative à l'unité de sécurité à Dreiborn, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration p. 100

- Question n°135 du 13 décembre 2011 de Mme Josée Lorsché relative au suicide, adressée à M. le Ministre de la Santé p. 100-101

- Question n°136 du 13 décembre 2011 de M. Félix Eischen relative à la construction éventuelle d'un grand centre d'enfouissement de déchets nucléaires à Bure en Lorraine, adressée à M. le Ministre de la Santé et à M. le Ministre de la Sécurité sociale p. 101

- Question n°137 du 12 décembre 2011 de M. Fernand Etgen relative aux différentes mesures fiscales destinées à encourager l'amélioration de l'efficacité énergétique dans le domaine du logement, adressée à M. le Ministre du Logement p. 101

- Question n°138 du 12 décembre 2011 de M. Eugène Berger relative au système des chèques-services, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration p. 101-102

Question élargie n°23 de M. André Bauler sur le transport de personnes handicapées p. 102

6161 - Projet de loi portant modification
1. de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées;
2. du Code du travail;
3. de la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du travail p. 102-106

6204 - Projet de loi
a) relative aux contrôles et aux sanctions concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques et les restrictions y applicables, telles que ces substances sont visées par le règlement (CE) n°1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), instituant une agence européenne des produits chimiques, modifiant la directive 1999/45/CE et abrogeant le règlement (CEE) n°793/93 du Conseil et le règlement (CE) n°1488/94 de la Commission ainsi que la directive 76/769/CEE du Conseil et les directives 91/155/CEE, 93/67/CEE, 93/105/CE et 2000/21/CE de la Commission;
b) relative aux contrôles et aux sanctions concernant la classification, l'étiquetage et l'emballage des substances et des mélanges, tels que ces substances et mélanges sont visés par le règlement (CE) n°1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, modifiant et abrogeant les directives 67/548/CEE et 1999/45/CE et modifiant le règlement (CE) n°1907/2006;
c) abrogeant la loi modifiée du 15 juin 1994 relative à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses;
d) abrogeant la loi modifiée du 3 août 2005 relative à la classification, à l'emballage et à l'étiquetage des préparations dangereuses p. 106-107

6290 - Projet de loi portant approbation du Protocole de Luxembourg portant sur les questions spécifiques au matériel roulant ferroviaire à la Convention relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles, signé à Luxembourg, le 23 février 2007 p. 107

6303 - Projet de loi portant approbation du Traité relatif à l'établissement du bloc d'espace aérien fonctionnel «Europe Central» entre la République fédérale d'Allemagne, le Royaume de Belgique, la République française, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas et la Confédération Suisse, fait à Bruxelles, le 2 décembre 2010 p. 107-108

Déclaration de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, relative aux conclusions du Conseil européen des 8 et 9 décembre 2011, suivie d'un débat p. 109-115

Question urgente n°1801 de M. Fernand Etgen sur la Tripartite p. 116

Résolution relative à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant les règles relatives aux paiements directs en faveur des agriculteurs au titre des régimes de soutien relevant de la politique agricole commune (COM(2011) 625)
- Art. 169 du Règlement de la Chambre p. 116

Résolution relative à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil portant organisation commune des marchés des produits agricoles (règlement «OCM unique») - (COM(2011) 626)
- Art. 169 du Règlement de la Chambre p. 117

Résolution relative à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant les règles relatives aux paiements directs en faveur des agriculteurs au titre des régimes de soutien relevant de la politique agricole commune (COM(2011) 625)
- Art. 169 (5) du Règlement de la Chambre p. 117

Résolution relative à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader), proposition législative émanant de la Commission européenne (COM(2011) 627)
- Art. 169 (5) du Règlement de la Chambre p. 117-118

6362 - Projet de loi portant réorganisation de l'établissement public nommé «Salle de concerts Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte» et de la Fondation Henri Pensis p. 118-121

6207 - Projet de loi portant modification de la loi portant approbation du Protocole portant modification de la Convention Benelux en matière de propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles), fait à Bruxelles, le 22 juillet 2010 p. 121

6307 - Projet de loi modifiant et complétant l'article 76 de la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental p. 121-123

Table analytique des séances publiques

6335 - Projet de loi portant approbation du Mémorandum d'accord concernant la coopération dans le domaine de la gestion des crises pouvant avoir des conséquences transfrontalières entre le Royaume de Belgique, le Royaume des Pays-Bas et le Grand-Duché de Luxembourg, signé à Luxembourg, le 1er juin 2006 p. 123-124

6263 - Proposition de loi
1. portant modification de la loi du 21 décembre 2007 portant réglementation du financement des partis politiques;
2. portant modification de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 p. 124-126

Dépôt d'une motion par M. Norbert Haupert p. 127

6232 - Projet de loi:
1. portant création de l'Agence pour le développement de l'emploi;
2. modifiant
- le Code du Travail;
- la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;
- la loi modifiée du 30 juin 1976 portant
1. création d'un fonds pour l'emploi;
2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet;
- la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration;

3. abrogeant la loi modifiée du 21 février 1976 concernant l'organisation et le fonctionnement de l'Administration de l'emploi et portant création d'une Commission nationale de l'Emploi p. 127-135
(suite) p 140

Ordre du jour p. 135

Nomination d'un médiateur p. 135

6374 - Projet de loi portant
1. modification de l'article L.211-11 du Code du Travail;
2. modification de la loi modifiée du 17 février 2009 portant 1. modification de l'article L.511-12 du Code du Travail;
2. dérogeant, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L.511-5, L.511-7 et L.511-12 du Code du Travail;
3. modification de la loi modifiée du 11 novembre 2009 1. concernant certaines mesures temporaires visant à atténuer les effets de la crise économique sur l'emploi des jeunes; 2. modifiant certaines dispositions du Code du Travail p. 135-137
(suite) p. 140

5660B - Projet de loi concernant l'exercice de la profession d'avocat sous forme d'une personne morale et modifiant
1. la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;
2. les articles 2273 et 2276 du Code civil p. 137-140

Motion de M. Norbert Haupert relative à l'opposition à l'initiative de création d'un Fonds européen pour la démocratie p. 140

6333 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat p. 140-142

Discours de fin d'année de M. le Président p. 142

Compte rendu n°5

Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés p. 144

Communications p. 144

Résolution relative à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil sur les services d'assistance en escale dans les aéroports de l'Union et abrogeant la directive 96/67/CE du Conseil (COM(2011) 824)
- Art. 169 (5) du Règlement de la Chambre des Députés p. 144-145

Ordre du jour p. 145-146
(suite) p. 157

6378 - Projet de loi adaptant certaines modalités d'application de l'échelle mobile des salaires et des traitements et modifiant l'article 11 de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État p. 146-156
(suite) p. 156-157

Hommage à M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur p. 156

Déclaration sur la position du Gouvernement luxembourgeois à l'égard du Traité international sur la stabilité, la coordination et la gouvernance dans l'Union économique et monétaire (suivie d'un débat) p. 157-161

Question urgente n°1888 de M. Fernand Kartheiser sur la pression du FMI sur la BCE p.161-162

Question urgente n°1889 de M. Félix Braz sur la commission communale consultative d'intégration p. 162

Hommage à M. Marc Fischbach, Médiateur p. 162-163

Dépôt d'un projet de loi par M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale p. 164

Communications p. 164

Ordre du jour p. 164

Heure de questions au Gouvernement:

- Question n°139 du 26 janvier 2012 de M. Roger Negri relative à la sûreté et la sécurité de la navigation aérienne et sur la situation actuelle à l'aéroport de Luxembourg, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 164-165

- Question n°140 du 30 janvier 2012 de M. André Bauler relative à la construction d'un lycée pour professions de santé à Ettelbruck, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 165

- Question n°141 du 30 janvier 2012 de M. Ben Scheuer relative au nombre de demandes pour la Prime Car-e, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 165-166

- Question n°142 du 31 janvier 2012 de Mme Viviane Loschetter relative aux contrats de travail à durée déterminée, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration p. 166

- Question n°143 du 31 janvier 2012 de M. Fernand Kartheiser relative aux suites à donner au projet de loi 6127, adressée à Mme la Ministre de l'Égalité des chances p. 166

- Question n°144 du 31 janvier 2012 de M. Claude Adam relative aux retards persistants dans la gestion et le versement des aides financières de l'État pour études supérieures, adressée à M. le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche p. 166-167

6230 - Projet de loi portant adaptation du droit interne aux dispositions du Statut de Rome de la Cour pénale internationale, approuvé par une loi du 14 août 2000 portant approbation du Statut de Rome de la Cour pénale internationale, fait à Rome, le 17 juillet 1998
et
6231 - Projet de loi réglementant les modalités de la coopération avec la Cour pénale internationale p. 167-168

6272 - Projet de loi portant
- introduction de la médiation en matière civile et commerciale dans le Nouveau Code de procédure civile;
- transposition de la Directive 2008/52/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2008 sur certains aspects de la médiation en matière civile et commerciale;
- modification de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;
- modification de l'article 3, paragraphe (1), point 1. de la loi du 3 août portant mise en application du règlement (CE) n°4/2009 du 18 décembre 2008 relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions et la coopération en matière d'obligations alimentaires, modifiant le Nouveau Code de procédure civile; et
- modification des articles 491-1 et 493-1 du Code civil
et
4969 - Proposition de loi portant introduction de la médiation civile et commerciale dans le Nouveau Code de procédure civile p. 168-174

6205 - Proposition de révision de l'article 52 de la Constitution
et
6206 - Proposition de loi portant modification de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 p. 174-180

Hommage à Mme Lydie Err p. 180-183

Compte rendu n°6

Communication p. 184

Vérification des pouvoirs et assermentation de M. Georges Engel p. 184-185

Changements de composition des commissions parlementaires et des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales p. 185

6305 - Projet de loi portant modification de la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial («SPF») p. 185-186

6355 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée p. 186

6288 - Projet de loi relative à la gestion des déchets et modifiant
1. la loi du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement;
2. la loi du 25 mars 2005 relative au fonctionnement et au financement de l'action SuperDrecksKëscht;
3. la loi du 19 décembre 2008 a) relative aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs b) modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets;
4. la loi du 24 mai 2011 relative aux services dans le marché intérieur p. 186-193

Dépôt d'une motion par M. Henri Kox p. 193-194

6286 - Projet de loi modifiant la loi du 5 juin 2009 relative à la qualification initiale et à la formation continue des conducteurs de certains véhicules routiers affectés aux transports de marchandises ou de voyageurs et modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet 1. le développement et la diversification économiques et 2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie p. 194-195

6332 - Projet de loi portant approbation de la Convention de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Tunisienne, signée à Tunis, le 30 novembre 2010 p. 195

Débat d'orientation sur le rapport relatif à l'application de la loi du 16 mars 2009 relative aux soins palliatifs, à la directive anticipée et à l'accompagnement en fin de vie, portant sur les années 2009 et 2010 p. 195-200

6338 - Projet de loi relative à la récidive internationale et portant modification
- de l'article 372 du Code pénal; et
- de l'article 34 de la loi du 6 octobre 2009 renforçant le droit des victimes d'infractions pénales et portant modification
- du Code d'instruction criminelle,
- du Code pénal,
- de la loi modifiée du 12 mars 1984 relative à l'indemnisation de certaines victimes de dommages corporels résultant d'une infraction et à la répression de l'insolvabilité frauduleuse,
- de la loi modifiée du 16 juillet 1986 relative à certains modes d'exécution des peines privatives de liberté,
- de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse p. 200-205

Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés p. 206

Communications p. 206-207

Résolution relative à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant «Erasmus pour tous», le programme de l'UE pour l'éducation, la formation, la jeunesse et le sport (document COM(2011) 788)
- Art. 169 du Règlement de la Chambre p. 207-208

Résolution relative à la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/36/CE relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles et le règlement concernant la coopération administrative par l'intermédiaire du système d'information du marché intérieur (document COM(2011) 883)
- Art. 169 du Règlement de la Chambre p. 208

Ordre du jour p. 208-209

Dépôt d'une proposition de loi par M. Alex Bodry p. 209

Heure de questions au Gouvernement:

- Question n°145 du 6 mars 2012 de M. Roger Negri relative à la stratégie du Gouvernement concernant la Cargolux et une augmentation éventuelle du capital de cette société, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 209

- Question n°146 du 5 mars 2012 de M. André Bauler relative à la mise en œuvre du tutorat et du travail personnel dans le cadre de la réforme de l'enseignement secondaire et secondaire technique, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle p. 209

- Question n°147 du 6 mars 2012 de M. Gast Gibéryen relative au plan d'évacuation en cas d'un incident majeur à la centrale nucléaire de Cattenom, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région p. 209-210

- Question n°148 du 5 mars 2012 de M. André Bauler relative aux nouveaux plans sectoriels et à leurs incidences sur le développement des régions rurales, adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures p. 210

- Question n°149 du 6 mars 2012 de M. Jean Colombera relative aux cas de tuberculose au sein de la prison, adressée à M. le Ministre de la Santé p. 210-211

- Question n°150 du 5 mars 2012 de M. Fernand Etgen relative à la prévention de faillites, adressée à M. le Ministre de la Justice p. 211

- Question n°151 du 5 mars 2012 de M. Fernand Etgen relative à la mise en place de radars automatiques, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 211

- Question n°152 du 5 mars 2012 de M. Eugène Berger relative à la position du Gouvernement par rapport à une fermeture immédiate de la centrale nucléaire de Cattenom, adressée à M. le Ministre de la Santé p. 211-212

Résolution de Mme Viviane Loschetter relative à l'organisation d'un débat d'orientation avec rapport sur le sujet d'une meilleure représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein de conseils d'administration d'établissements publics et des institutions du monde économique, culturel, social et sportif p. 212

6364 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 12 janvier 2004 portant création d'un établissement d'enseignement secondaire technique à Redange-sur-Attert p. 212-213

6308 - Projet de loi modifiant 1. la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle et 2. le Code du Travail p. 213-215

Heure d'actualité du groupe déi gréng sur la problématique des drogues à l'école p. 215-218

6318 - Projet de loi portant modification de la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés p. 218

6344 - Projet de loi
- approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la 16e reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement
- portant modification de la loi du 22 décembre 2006 relative à la participation du Luxembourg à l'Initiative d'allégement de la dette multilatérale (ci-après «IADM») et à la 7e reconstitution des ressources du Fonds international de développement agricole ajustant la contribution du Grand-Duché de Luxembourg à l'IADM p. 218-219

Heure d'actualité du groupe déi gréng sur les décisions du Sommet de l'Union Européenne du 20 février par rapport à la crise de la dette souveraine grecque p. 219-222

Compte rendu n°7

6309 - Projet de loi portant approbation de la Convention sur le droit relatif aux utilisations des cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation, faite à New York, le 21 mai 1997 p. 223-224

6322 - Projet de loi modifiant l'article 24 du Code de la Sécurité sociale p. 224

6363 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Bosnie-et-Herzégovine en matière de Sécurité sociale, signée à Luxembourg, le 8 avril 2011 p. 224-225

6377 - Projet de loi portant approbation de la Convention de Tampere sur la mise à disposition de ressources de télécommunication pour l'atténuation des effets

des catastrophes et pour les opérations de secours en cas de catastrophe, faite à Tampere, le 18 juin 1998 p. 225-226

6325 - Projet de loi relative à la mise en application du Règlement (UE) n°211/2011 du Parlement européen et du Conseil du 16 février 2011 relatif à l'initiative citoyenne p. 226-229

Question urgente n°1991 de M. Félix Braz et de Mme Josée Lorsché sur le Conseil national pour étrangers p. 229-230

Interpellation de M. Claude Meisch sur la qualité des services d'accueil et d'éducation des jeunes enfants (zéro à trois ans) p. 230-235
(suite) p. 235-237

Dépôt de deux projets de loi par Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration p. 235

Motion de M. Claude Adam sur l'annulation du traité commercial anti-contrefaçon (ACTA) p. 237-238
(suite) p. 238-239

Dépôt d'une motion par M. Eugène Berger p. 238

Hommage à la mémoire de M. Emile Back, ancien Député p. 240

Octroi du titre honorifique à deux anciens Députés p. 240

Communications p. 240-241

6407 - Proposition de loi relative à la publication des sondages d'opinion et portant modification de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 p. 241

Ordre du jour p. 241

Nomination d'un commissaire aux comptes pour la Société nationale de Crédit et d'Investissement p. 241

Question élargie n°24 de M. Serge Urbany sur les changements prévus dans l'actionnariat de Cargolux p. 241-242

6287 - Projet de loi relatif à la construction d'un Lycée technique agricole à Gilsdorf p. 242-246

Dépôt d'une motion par M. Henri Kox p. 246

6295 - Projet de loi concernant la gestion de la sécurité des infrastructures routières p. 246-247

6354 - Projet de loi portant exécution du règlement (UE) n°510/2011 du Parlement européen et du Conseil du 11 mai 2011 établissant des normes de performance en matière d'émissions pour les véhicules utilitaires légers neufs dans le cadre de l'approche intégrée de l'Union visant à réduire les émissions de CO_2 des véhicules légers p. 247

6356 - Projet de loi relatif à la construction du Bâtiment Laboratoires, de la Halle d'essais Ingénieurs et de la deuxième unité de production à froid à Belval p. 247-249

6357 - Projet de loi relatif à la transformation et à l'extension du Lycée Hubert-Clément à Esch-sur-Alzette p. 249-250

Interpellation de M. Félix Braz sur la stratégie du Gouvernement pour le secteur sidérurgique au Luxembourg et dans l'Union européenne p. 250-259

Motion de M. Henri Kox relative au renforcement de l'action gouvernementale en vue de la fermeture définitive de la Centrale nucléaire de Cattenom p. 259

Motion de M. Eugène Berger relative au développement d'une charte de sécurité pour la sécurisation de bases de données à caractère personnel en fonction de la sensibilité des données et d'une charte de déontologie auprès de l'État p. 260-261

Interpellation de M. Fernand Etgen sur le développement de l'agriculture biologique au Luxembourg p. 261-267

Compte rendu n°8

Constitution de la Sous-commission «Modernisation du droit luxembourgeois des sociétés» p. 268

Débat de consultation sur les orientations de la politique budgétaire du Gouvernement à la lumière du «Semestre européen»
et
Débat de consultation sur le Programme national de réforme (PNR) à soumettre par le Luxembourg dans le cadre du processus communautaire «Europe 2020» p. 268-286

6339 - Projet de loi modifiant les articles L. 126-1 et L. 541-1 du Code du Travail p. 286

6261 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 6 janvier 1996 sur la coopération au développement p. 286-291

6337 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas (les États du Benelux) et la République du Kosovo relatif à la reprise et à la réadmission des personnes en situation irrégulière (Accord de reprise et de réadmission) et du Protocole d'application, signés à Bruxelles, le 12 mai 2011 p. 291-292

Discours de M. le Président p. 292-293

Déclaration de M. Ban Ki-moon, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies p. 293-294

Séance de questions et de réponses:
1) Question posée par le groupe parlementaire CSV p. 294
2) Question posée par le groupe parlementaire DP p. 294
3) Question posée par le groupe parlementaire LSAP p. 294-295
4) Question posée par le groupe parlementaire déi gréng p. 295
5) Question posée par le groupe parlementaire ADR p. 295
6) Question posée par la sensibilité politique déi Lénk p. 295

Hommage à la mémoire de M. Claude Pescatore, Député honoraire p. 296

Communications p. 296-297

Résolution relative à la proposition modifiée de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2001/83/CE en ce qui concerne l'information du public sur les médicaments soumis à prescription médicale ainsi que d'une proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) 726/2004 en ce qui concerne l'information du public sur les médicaments à usage humain soumis à prescription médicale (documents COM(2012) 48 et COM(2012) 49)
- Art. 169 (5) du Règlement de la Chambre p. 297

Résolution relative à la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à la transparence des mesures régissant la fixation des prix des médicaments à usage humain et leur inclusion dans le champ d'application des systèmes publics d'assurance-maladie (document COM(2012) 84)
- Art. 169 (5) du Règlement de la Chambre p. 297

Ordre du jour p. 297

Heure de questions au Gouvernement:

- Question n°153 du 24 avril 2012 de M. Claude Haagen relative à la périodicité des contrôles techniques des véhicules routiers, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 297-298

- Question n°154 du 20 avril 2012 de M. Fernand Etgen relative à la déclaration d'intention de coopération en matière de défense signée en date du 18 avril 2012 par la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg, adressée à M. le Ministre de la Défense p. 298

- Question n°155 du 24 avril 2012 de M. Fernand Diederich relative aux règles régissant l'installation d'antennes paraboliques, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région p. 298-299

- Question n°156 du 24 avril 2012 de M. Roger Negri relative à la sécurité constructive dans les tunnels autoroutiers en cas d'accident, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 299

Dépôt d'une motion par M. Michel Wolter p. 299

6310 - Projet de loi portant transposition de la directive 2009/12/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2009 sur les redevances aéroportuaires et portant modification
1) de la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne;
2) de la loi modifiée du 19 mai 1999 ayant pour objet a) de réglementer l'accès au marché de l'assistance en escale à l'aéroport de Luxembourg, b) de créer un cadre réglementaire dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile, et c) d'instituer une Direction de l'Aviation civile p. 299-300

6395 - Projet de loi relatif à la construction de la liaison Micheville entre la route N31 et l'autoroute A4 p. 300-302

Motion de M. Michel Wolter relative à la procédure de marché public pour inviter le Gouvernement à lancer la procédure de marché public pour inviter des opérateurs économiques à faire des offres pour la conception, le déploiement, l'opération, l'entretien et la maintenance d'un réseau de radiocommunication numérique dédié aux services de secours et de sécurité et pour inviter le Gouvernement à déposer au cours de l'année 2013 un projet de loi d'autorisation concernant le projet définitif p. 302-303

6396 - Projet de loi relatif à l'adaptation budgétaire du projet de construction d'une route reliant Luxembourg à Ettelbruck p. 303-306

Interpellation de M. Fernand Kartheiser sur les violences exercées contre des détenteurs d'autorité p. 306-314

Compte rendu n°9

6253 - Débat d'orientation sur les différents types d'enseignants du système scolaire luxembourgeois
et
Interpellation de M. André Bauler sur le futur profil des enseignants dans l'enseignement post-fondamental p. 315-323

Heure d'actualité du groupe DP au sujet du secteur des taxis au Luxembourg p. 323-326

Communications p. 327

Ordre du jour p. 327

Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État p. 327-332

Débat sur l'état de la nation p. 333-346
(suite) p. 346-353

Dépôt d'une motion par M. Claude Adam p. 353

6430 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire p. 353-357

6375 - Projet de loi approuvant deux amendements à l'Accord portant création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement p. 357

Question élargie n°25 de M. André Bauler au sujet de la création de «green jobs» pour les jeunes demandeurs d'emploi p. 357-358

Heure d'actualité du groupe DP sur les nouvelles migrations internes en Europe suite à la crise économique et leurs répercussions sur le Luxembourg p. 358-361

Compte rendu n°10

Communications p. 362

Résolution relative à la proposition de règlement du Conseil relatif à l'exercice du droit de mener des actions collectives dans le contexte de la liberté d'établissement et de la libre prestation des services (COM(2012) 130)
- Art. 169 (5) du Règlement de la Chambre p. 362-363

Ordre du jour p. 363
(suite) p. 375

Heure de questions au Gouvernement:

- Question n°157 du 15 mai 2012 de M. Michel Wolter relative à la propriété et les droits d'utilisation des certificats d'émissions de CO_2, adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures p. 363

- Question n°158 du 14 mai 2012 de M. Eugène Berger relative au rôle du Computer Incident Response Center (CIRCL) dans le cadre de l'affaire dite «Médicoleak», adressée à M. le Ministre des Communications et des Médias p. 363-364

- Question n°159 du 15 mai 2012 de M. Roger Negri relative à la situation financière de la Caisse médico-chirurgicale mutualiste (CMCM), adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale p. 364

- Question n°160 du 14 mai 2012 de M. Henri Kox relative à l'action du Gouvernement de renoncer au droit de préemption lors de la vente des parts d'ArcelorMittal dans Enovos, adressée à M. le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur p. 364

- Question n°161 du 15 mai 2012 de M. Gast Gibéryen relative à la promotion des énergies renouvelables, adressée à M. le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur p. 365

- Question n°162 du 14 mai 2012 de M. Claude Meisch relative aux négociations menées dans le cadre de l'accord confidentiel conclu entre le Gouvernement et les promoteurs du projet «Shopping Center» à Wickrange et du projet «stademall» à Livange, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région p. 365

- Question n°163 du 14 mai 2012 de M. André Bauler relative à la réglementation sur les zones inondables, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région p. 365-366

- Question n°164 du 14 mai 2012 de M. André Bauler relative à l'annonce d'une table ronde avec les acteurs publics et privés en matière d'investissements, adressée à Mme la Ministre à la Simplification administrative auprès du Premier Ministre p. 366

6304B - Projet de loi sur les attachés de justice et portant modification:
- du Code d'instruction criminelle;
- de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;
- de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire;
- de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;
- de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif p. 366-371

Dépôt d'une motion par M. Félix Braz p. 371

6127 - Projet de loi portant modification de la loi du 21 décembre 2007 portant
1. transposition de la directive 2004/113/CE du Conseil du 13 décembre 2004 mettant en œuvre le principe de l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes dans l'accès à des biens et services et la fourniture de biens et services;
2. modification du Code pénal;
3. modification de la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance p. 371-375

Heure d'actualité du groupe déi gréng sur le Conseil national des Programmes (CNP), son deuxième bilan décennal, le nombre de plaintes, ses compétences et moyens actuels, de même que l'évolution future du CNP et les conséquences d'une application différente de la législation européenne en la matière p. 375-378

Communications p. 379

Ordre du jour p. 379-380
(suite) p. 395

Dépôt d'une résolution par M. André Bauler p. 380

Heure de questions au Gouvernement:

- Question n°165 du 12 juin 2012 de Mme Martine Mergen relative au médecin de référence, adressée à M. le Ministre de la Santé

et

- Question n°166 du 12 juin 2012 de M. Jean Colombera relative au médecin de référence, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale p. 380

- Question n°167 du 11 juin 2012 de M. Fernand Etgen relative à la réforme de la loi sur l'enseignement musical, adressée à Mme la Ministre de la Culture p. 380-381

- Question n°168 du 12 juin 2012 de M. Marcel Oberweis relative à l'élaboration d'un «PIB du bien-être», adressée à M. le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur p. 381

- Question n°169 du 12 juin 2012 de M. Claude Adam relative au changement du poste de l'inspecteur général de l'enseignement fondamental et au changement éventuel des affectations aux différents arrondissements d'inspection, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle p. 381

- Question n°170 du 12 juin 2012 de M. Serge Urbany relative à la participation des banques à la restructuration bancaire,

Table analytique des séances publiques

adressée à M. le Ministre des Finances p. 381-382

- Question n°171 du 11 juin 2012 de M. André Bauler relative aux capacités des décharges pour déchets inertes, adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures p. 382

- Question n°172 du 12 juin 2012 de M. Henri Kox relative au rapport final du test de résistance du parc nucléaire européen et à la coopération dans la Grande Région, adressée à M. le Ministre de la Santé p. 382

- Question n°173 du 12 juin 2012 de M. Henri Kox relative au label luxembourgeois «Sans OGM - Ouni Gentechnik», adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural p. 382-383

Question élargie n°26 de M. Claude Adam sur l'aide aux enfants «dys» dans nos écoles p. 383

Motion de M. Claude Adam et de M. André Bauler sur l'initiation dans les meilleurs délais des travaux préparatifs concernant la mise en place d'une direction d'école au niveau de l'enseignement fondamental luxembourgeois p. 383-385

6302 - Projet de loi
a) relative au stockage géologique du dioxyde de carbone
b) modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau
c) modifiant la loi du 20 avril 2009 relative à la responsabilité environnementale p. 385-386

6411 - Projet de loi concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (UE) n°995/2010 du Parlement européen et du Conseil du 20 octobre 2010 établissant les obligations des opérateurs qui mettent du bois et des produits dérivés sur le marché p. 386

6412 - Projet de loi concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) n°2173/2005 du Conseil du 20 décembre 2005 concernant la mise en place d'un régime d'autorisation FLEGT relatif aux importations de bois dans la Communauté européenne p. 386-387

Débat d'orientation sur le bilan et les perspectives luxembourgeoises en vue du Sommet des Nations Unies sur le développement durable Rio+20 p. 387-395

Interpellation de M. François Bausch et de M. Claude Meisch sur les projets commerciaux de Wickrange et Livange p. 395-413

6292 - Projet de loi relatif aux conditions des transferts de produits liés à la défense dans l'Union européenne p. 413-414

6299 - Proposition de loi modifiant
- la loi modifiée du 27 mars 1986 fixant les conditions et les modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'État peut se faire changer d'administration,
- la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'État p. 414-415

6343 - Projet de loi portant:
1) approbation du Protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer, signé à Palerme, le 12 décembre 2000, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée du 15 novembre 2000
2) modification du Code pénal
3) modification du Code d'instruction criminelle
4) modification de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration p. 415-417

Compte rendu n°11

Constitution d'un Comité de discipline p. 419

Résolution de M. André Bauler relative à l'exploration par la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports de la possibilité de la mise en place d'un projet pilote d'une école fondamentale bilingue offrant une alphabétisation en français et en allemand p. 419

6385 - Projet de loi relatif à la rénovation de l'Athénée de Luxembourg p. 419-422

Débat de consultation au sujet du concept de mobilité et du tram dans la ville de Luxembourg p. 422-434

Communications p. 435

Institution et composition d'une délégation internationale p. 435

6446 - Proposition de loi relative à la modification de l'article 6 de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire p. 435

Ordre du jour p. 435

6334 - Projet de loi portant approbation de la décision du Conseil européen du 25 mars 2011 modifiant l'article 136 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne en ce qui concerne un mécanisme de stabilité pour les États membres dont la monnaie est l'euro;
6405 - Projet de loi portant approbation du traité instituant le mécanisme européen de stabilité, signé le 2 février 2012 à Bruxelles
et
6406 - Projet de loi relative
(1) à la participation de l'État au mécanisme européen de stabilité;
(2) à certaines immunités du mécanisme européen de stabilité et de la banque européenne d'investissement
et
(3) modifiant la loi modifiée du 9 juillet 2010 relative à l'octroi de la garantie de l'État dans le cadre de l'instrument européen de stabilisation de la zone euro p. 436-444

6319 - Projet de loi:
- portant transposition de la directive 2010/73/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 modifiant la directive 2003/71/CE concernant le prospectus à publier en cas d'offre au public de valeurs mobilières ou en vue de l'admission de valeurs mobilières à la négociation et la directive 2004/109/CE sur l'harmonisation des obligations de transparence concernant l'information sur les émetteurs dont les valeurs mobilières sont admises à la négociation sur un marché réglementé;
- portant modification de la loi du 10 juillet 2005 relative aux prospectus pour valeurs mobilières;
- portant modification de la loi du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence concernant l'information sur les émetteurs dont les valeurs mobilières sont admises à la négociation sur un marché réglementé p. 444

6342 - Projet de loi modifiant 1. la loi du 6 janvier 1995 relative à la distribution en gros des médicaments; 2. la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments p. 444-446

6353 - Débat d'orientation sur le rapport d'activité du Médiateur (2010-2011) p. 446-453

Heure d'actualité du groupe déi gréng sur la réforme du droit d'auteur dans l'époque digitale p. 453-456

Compte rendu n°12

Heure d'actualité du groupe LSAP sur les négociations en vue d'un Traité sur le commerce des armes p. 457-460

Motion de M. Félix Braz relative à la condamnation de la répression incessante menée par les autorités chinoises au Tibet p. 460-461

Heure d'actualité du groupe déi gréng sur la réforme du droit d'auteur dans l'époque digitale (suite) p. 461

Question élargie n°27 de M. Claude Meisch sur les éventuels abus dans le cadre du système des chèques-services p. 461-462

Interpellation de M. Fernand Kartheiser sur la stratégie nationale d'aide aux sans-abri p. 462-469

Heure d'actualité du groupe déi gréng sur le projet de réforme de l'espace Schengen p. 469-472

Communications p. 473

Ordre du jour p. 473
(suite) p. 484

Heure de questions au Gouvernement:

- Question n°174 du 2 juillet 2012 de M. Marc Spautz relative à la problématique de la surfacturation de la maison de retraite «Am Schmëttbësch» à Schifflange, adressée à M. le Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale p. 473

- Question n°175 du 2 juillet 2012 de M. André Bauler relative à la correction des épreuves d'examen des classes terminales de l'enseignement postfondamental par des chargés d'éducation, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle p. 473

- Question n°176 du 3 juillet 2012 de M. Roger Negri relative aux répercussions de la fusion entre la Milch Union Hocheifel eg (MUH) et le groupe coopératif Arla Foods, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural p. 473-474

- Question n°177 du 3 juillet 2012 de Mme Josée Lorsché relative à la médecine scolaire, adressée à M. le Ministre de la Santé p. 474

- Question n°178 du 3 juillet 2012 de M. Ali Kaes relative à la route N7, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 474

- Question n°179 du 3 juillet 2012 de M. André Bauler relative au paiement de l'allocation de rentrée scolaire, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration p. 475

- Question n°180 du 3 juillet 2012 de M. Georges Engel relative au développement futur des zones industrielles P.E.D. et «Au Grand Bis» dans la commune de Pétange, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 475

- Question n°181 du 3 juillet 2012 de M. Henri Kox relative à la pratique du jet-ski sur la Moselle, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 475

- Question n°182 du 3 juillet 2012 de M. Gilles Roth relative aux études SUP dans le cadre de la révision générale des PAG, adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures p. 475-476

Déclaration de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, relative aux conclusions du Conseil européen des 28 et 29 juin 2012 suivie d'un débat p. 476-484

5978 - Projet de loi relative au retrait obligatoire et au rachat obligatoire de titres de sociétés admis ou ayant été admis à la négociation sur un marché réglementé ou ayant fait l'objet d'une offre au public et portant modification de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier p. 484-485

6316 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité
et
6317 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché du gaz naturel p. 485-492

Compte rendu n°13

Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés p. 493

Communications p. 493
(suite) p. 493-494

Ordre du jour p. 493

6403 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 19 juin 1995 réglant la fermeture des magasins de détail dans le commerce et l'artisanat p. 494-495
(suite) p. 495-498

Dépôt d'une proposition de loi par M. André Bauler p. 495

6341 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 1er décembre 1992 portant
1. création d'un établissement public pour le développement de la formation professionnelle continue et
2. fixation des cadres du personnel des Centres de formation professionnelle continue p. 498-499

6365 - Projet de loi portant création du Sportlycée p. 499-503

6313 - Projet de loi relatif à la carte d'identité pour les membres des Corps diplomatique et consulaire résident et les agents de l'Union européenne et des organisations internationales ayant leur siège au Luxembourg p. 503

6433 - Projet de loi portant approbation de l'Accord-cadre global de partenariat et de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République d'Indonésie, d'autre part, et de l'Acte final, signés à Jakarta (Indonésie) le 9 novembre 2009 p. 503-504

6442 - Projet de loi portant modification
1. du Code du Travail;
2. des articles 1er et 2 de la loi du 3 août 2010 1) portant introduction de diverses mesures temporaires visant à promouvoir l'emploi et à adapter les modalités d'indemnisation de chômage et complétant ou dérogeant à certaines dispositions du Code du Travail; 2) modifiant les articles L. 513-3, L. 521-7 et L. 523-1 du Code du Travail; 3) modifiant la loi modifiée du 17 février 2009 portant: 1. modification de l'article L. 511-12 du Code du Travail; 2. dérogation, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L. 511-5, L. 511-7 et L. 511-12 du Code du Travail;
3. des articles 2 et 3 de la loi modifiée du 17 février 2009 portant 1. modification de l'article L. 511-12 du Code du Travail; 2. dérogation, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L. 511-5, L. 511-7 et L. 511-12 du Code du Travail p. 504-507

Composition de la Sous-commission «Modernisation du droit luxembourgeois des sociétés» p. 507

6359 - Projet de loi portant
1. création d'un pacte climat avec les communes
2. modification de la loi modifiée du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement p. 507-513

Débat d'orientation sur la politique du logement p. 513-521

6326 - Projet de loi portant transposition de la directive 2010/24/UE du Conseil du 16 mars 2010 concernant l'assistance mutuelle en matière de recouvrement des créances relatives aux taxes, impôts, droits et autres mesures p. 521-522

6297 - Projet de loi portant création de l'établissement public «Laboratoire national de santé» et modifiant:
- la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
- la loi modifiée du 16 juillet 1984 relative aux laboratoires d'analyses médicales;
- la loi modifiée du 15 juin 1994 relative à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses;
- la loi modifiée du 13 janvier 1997 relative au contrôle de l'utilisation et de la dissémination des organismes génétiquement modifiés;
- la loi modifiée du 24 novembre 2002 relative aux produits biocides;
- la loi du 3 août 2005 relative à la classification, à l'emballage et à l'étiquetage des préparations dangereuses p. 522-526

6368 - Projet de loi déterminant le régime des sanctions applicables en cas de violation des dispositions du règlement (CE) n°1371/2007 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007 sur les droits et obligations des voyageurs ferroviaires p. 526

6431 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques p. 526-527

Hommage à M. Paul Helminger p. 527

Discours de M. le Président p. 527

Hommage à la mémoire de M. John Castegnaro, ancien Député p. 528

Communications p. 528

Changement de composition de la Commission du Développement durable p. 528

Ordre du jour p. 528

Décision de la Chambre des Députés sur une éventuelle mise en accusation dans le dossier Wickrange/Livange

- Résolutions p. 528-534

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°13** • SESSION ORDINAIRE 2011-2012

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
2113	Fernand Kartheiser	Détecteur de drogues «DrugWipe 5S»
2123	Claudia Dall'Agnol	Participation du Luxembourg au «Eurovision Song Contest»
2173	Josée Lorsché	Médecine scolaire
2174	Jean Colombera	Démence et contention physique
2176	Claudia Dall'Agnol	Immigration clandestine
2187	Jean Colombera	Limitation des tranquilisants et somnifères
2188	Josée Lorsché	Commissions consultatives communales d'intégration
2199	Claude Adam et Camille Gira	Installation de bassins de rétention à l'intérieur de lotissements pour collecter les eaux pluviales
2222 urgente	Fernand Etgen	Non-attribution de dispositifs de marquage pour certains lots de chasse

Question 2113 (18.5.2012) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **détecteur de drogues «DrugWipe 5S»:**

Zanter dem 1. Mee ass d'Police berechtegt, mam Detektor „DrugWipe 5S" Spauttester op Drogen ze maachen. Dësen Test sollt eng éischte Kéier am Oktober 2007 agefouert ginn, ass awer deemools wéinst medezinesche Bedenken zréckgezu ginn. Et wor du versprach ginn, op d'Objectioune vun dem Collège médical, de spezialiséierten Dokteren an de Patientenorganisatiounen anzegoen. Dëst ass awer net geschitt.

Den Drogentest, dee vum 1. Mee dëst Joer agesat gëtt, ass nach ëmmer sensibel op Medikamenter, déi e grousse Grupp vu Patiente mat psycheschen an neurologesche Krankheeten oder Patienten, déi ënner akutem oder chroneschem Wéi leiden, mussen huelen.

Schléit de Schnelltest un, da mussen dës Leit sech enger penibeler Prozedur (Urinprouf, Bluttprouf) ënnerzéien, fir hir Onschold ze beweisen. Am Prinzip musse si a Begleedung vun der Police an eng Klinik goen!

An deem Kontext hunn ech dës Froen un den Här Banneminister, den Här Minister fir nohalteg Entwécklung an Infrastrukturen an den Här Gesondheetsminister:

1) Ass virun der Aféierung vum Schnelltest „DrugWipe 5S" mat dem Collège médical, de spezialiséierten Dokteren an de Patientenorganisatioune Récksproch gehale ginn? Wa jo, mat wéi engem Resultat? Wann neen, wéisou net? Firwat ass den Avis vum Collège médical vum Februar 2008 elo net berücksichtegt ginn?

2) Niewent dem Abus vun Drogen, op wéi eng Medikamenter reagéiert den aktuellen Detektor positiv?

3) Wéi kann e Patient sech verdeedegen, deem seng Prouwen duerch de Gebrauch vu Medikamenter positiv sinn? Geet en Attest vum Dokter duer oder muss hie sech duerch en Affekot an enger juristescher Prozedur vertriede loossen?

4) Denkt d'Regierung un e spezielle Medikamentepass fir déi betraffe Patienten?

5) Ass d'Regierung der Meenung, datt hiert Behuelen an dësem Dossier deen néidege Respekt virun de Patiente weist, zum Beispill virun deenen, déi wéinst chroneschem Wéi op Medikamenter ugewise sinn?

6) Sinn de Polizisten um Terrain d'Problemer mat dem Test bewosst, a wéi eng Instruktiounen hunn d'Agenten, wa se mat betraffene Patienten ze dinn hunn?

7) Wat gedenkt d'Regierung an dësem Dossier ze maachen, fir d'Problemer mat dësem Test a Koordinatioun mat alle Betraffenen a mat dem néidege Respekt virun de kranke Matbierger an hiren Dokteren ze léisen?

Réponse commune (20.8.2012) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*, de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*, et de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député soulève plusieurs points en relation avec le dépistage de la drogue au volant en particulier, en ce qui concerne d'éventuels problèmes que pourraient rencontrer des personnes suivant un traitement médical pour troubles psychiatriques ou neurologiques qui, lors d'un contrôle routier, seraient amenées à se soumettre à un test sommaire de la salive effectué moyennant le test salivaire du type «DrugWipe 5S» utilisé par la Police grand-ducale.

D'emblée, il y a lieu de relever que d'après l'article 12 de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques, toute personne conduisant un véhicule sur la voie publique doit être en possession des aptitudes et capacités nécessaires et doit, de façon générale, être en possession des qualités physiques requises pour ce faire.

Ce même article 12 érige en infraction la conduite d'un véhicule après avoir consommé des substances médicamenteuses à caractère toxique, soporifique ou psychotrope, dosées de manière à rendre ou à pouvoir rendre dangereuse la circulation sur la voie publique. Si de tels indices existent, le conducteur concerné sera astreint à subir un examen médical.

En ce qui concerne les craintes exprimées par l'honorable Député, au cas où des personnes suivant un traitement médical devraient se soumettre à un test salivaire à l'effet de dépister la conduite sous l'influence de stupéfiants, il y a lieu d'attirer l'attention sur les points suivants:

- Le test sommaire de la salive ne constitue qu'un des éléments de la procédure en place pour dépister la drogue au volant; il range en effet au deuxième rang et n'est effectué que si la batterie de tests qui le précède s'avère positive dans le chef de la personne concernée.

- En prévoyant cette phase préliminaire de la batterie de tests, le législateur a anticipé sur d'éventuels problèmes qui pourraient se poser dans le cadre de la mise en application de la législation, en créant le cadre qui devrait permettre de réduire ab initio le nombre de personnes qui devraient se soumettre à un test salivaire.

- Il appert des résultats des essais pratiqués par le fabricant que le test salivaire «DrugWipe 5S», utilisé par la Police grand-ducale, n'a pas de réaction croisée avec des médicaments utilisés dans le cadre du traitement médical des personnes concernées, en particulier avec de la Ritaline et dérivés, du Buprénorphine et de la Méthadone; ce constat est d'ailleurs confirmé par les autorités françaises consultées à cet effet et qui utilisent le même type de test.

Au regard de ce qui précède, la délivrance aux personnes concernées d'un certificat médical ou de tout autre document, à l'aide desquels elles pourraient, dans le cadre d'un contrôle policier, prouver qu'elles se trouvent sous traitement médical et, qu'en cas de résultat positif du test salivaire, elles ne devraient pas se soumettre respectivement à une prise d'urine et une prise de sang, ne semble pas de mise.

Question 2123 (25.5.2012) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant la **participation du Luxembourg au «Eurovision Song Contest»:**

Le samedi 26 mai aura lieu la finale de l'édition 2012 du Eurovision Song Contest à Baku, Azerbaïdjan. Ce concours annuel est suivi par des millions de téléspectateurs en Europe et même au-delà, et compte également de très nombreux fans dans notre pays.

Le Luxembourg fut vainqueur à cinq reprises mais ne participe plus au concours depuis 1993.

Notons également que la société RTL Group, par le biais de sa filiale CLT Multi Media, est membre de l'Union européenne de radio-télévision (EBU/UER) qui participe très largement à l'organisation du concours.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture et à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias:

- Pourquoi le Luxembourg est-il absent du Concours Eurovision de la chanson depuis près de 20 ans, alors qu'il en est un des grands vainqueurs?

- Le Gouvernement ne pense-t-il pas que la participation du Luxembourg à ce concours puisse divulguer et mettre en valeur les atouts de la scène musicale luxembourgeoise, tout en favorisant son développement?

- Dans quelle mesure la présence à ce concours pourrait-elle contribuer à renforcer la visibilité et l'image de marque du Luxembourg en général?

- Le Gouvernement serait-il disposé à soutenir un retour du Luxembourg au Concours Eurovision à l'avenir?

Réponse (14.8.2012) de **Mme Octavie Modert,** *Ministre de la Culture:*

Par sa question parlementaire l'honorable Députée souhaite s'informer au sujet de la participation du Luxembourg au «Concours Eurovision de la Chanson». Je me permets d'emblée de renvoyer à ma réponse à la question parlementaire n°2751 du 6 août 2008 *(cf. compte rendu N°1/2008-2009)* traitant du même sujet, tout en donnant les réponses supplémentaires suivantes:

Le «Concours Eurovision de la Chanson» est une activité de l'Union européenne de radiodiffusion (EBU/UER) et ne sont admis à ce concours que les stations de télévision qui sont membres de l'U.E.R. Or, ni la société «RTL Group» ni aucune autre station de télévision au Grand-Duché du Luxembourg ne sont membre de l'U.E.R.

En ce qui concernent le développement et la mise en valeur de la scène musicale luxembourgeoise à l'étranger, le bureau export de la musique luxembourgeoise «music:LX» a été mis en place en 2011. Ce dernier a contribué de manière tout à fait remarquable à la promotion et à la visibilité de nos artistes à l'étranger. En quelques mois d'existence, plus de 470 concerts à l'étranger ont été recensés, plus de 20 albums distribués par des organes professionnels et pas moins de 200 articles ont été publiés dans la presse internationale spécialisée se rapportant à des artistes-musiciens du Luxembourg. Voilà une façon durable et adaptée au niveau, à l'envergure et au nombre élevés de nos musiciens ainsi qu'à leur diversité, pour favoriser leur développement qui répond parfaitement aux missions publiques de soutien à la création relevant des attributions du Gouvernement.

Question 2173 (28.6.2012) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant la **médecine scolaire:**

Le règlement grand-ducal du 24 octobre 2011 déterminant le contenu et la fréquence des mesures et examens de médecine scolaire et le fonctionnement de l'équipe médico-socio-scolaire déclare la promotion de la santé et de l'éducation à la santé comme une des axes prioritaires pour assurer une approche globale de la santé des élèves. En février 2012, Monsieur le Ministre avait invité les médecins, infirmiers et infirmières responsables de la médecine scolaire à une réunion d'information et d'échange au cours de laquelle le problème de pénurie en ressources humaines dans le domaine de la médecine scolaire fût abordé.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Est-ce que suite aux propos de Monsieur le Ministre de mettre en œuvre les dispositions du règlement grand-ducal au plus tard jusqu'au mois de septembre 2012, des personnes supplémentaires ont déjà été recrutées pour renforcer les équipes existantes et permettre d'augmenter les actions de la promotion de la santé et de l'éducation à la santé aussi bien dans l'école fondamentale que dans les lycées?

- Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas opportun d'intégrer de façon systématique les élèves de l'éducation précoce dans les examens de médecine scolaire et notamment dans les actions d'éducation à la santé réalisées par les équipes médico-socio-scolaires?

- Puisque seulement les plus grandes communes du Luxembourg disposent d'une équipe médico-socio-scolaire permanente pour leur école fondamentale, Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'il faudrait mettre en place de telles équipes également dans d'autres communes, notamment celles dont la population scolaire présente une certaine envergure et se situe aux environs de mille élèves ou même plus?

Réponse (14.8.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

L'objectif principal du règlement grand-ducal, auquel se réfère l'honorable députée, consiste à renforcer le rôle de la médecine scolaire dans l'enseignement fondamental et secondaire; ceci conformément au programme gouvernemental.

Ledit règlement met en place un examen médico-scolaire réalisé tous les deux ans auprès de l'ensemble des enfants et adolescents en obligation scolaire. En remplaçant ainsi les mesures anthropométriques réalisées jusque-là annuellement auprès des enfants de l'enseignement fondamental, la nouvelle réglementation permet dès lors de dégager du temps qui sera utilisé tant pour l'amélioration de l'accompagnement des élèves à besoins médicaux et psychosociaux spécifiques que pour les activités de promotion de la santé. En ce qui concerne ce dernier volet, le programme gouvernemental prévoit d'ailleurs une collaboration accrue avec les communes en vue de sensibiliser notamment les jeunes pour les modes de vie sains.

Je tiens à informer Madame la députée que les services de la division de la médecine scolaire de la direction de la Santé ont été renforcés de manière à disposer désormais d'un poste supplémentaire respectivement d'infirmier et d'infirmier gradué. Ces postes sont ainsi destinés à développer davantage les activités de promotion de la santé dans l'enseignement secondaire.

En ce qui concerne l'intégration systématique des élèves de l'enseignement précoce dans les examens de médecine scolaire, à savoir les enfants âgés de trois ans qui ne sont pas encore soumis à l'obligation scolaire, ces classes sont, à l'heure actuelle, déjà examinées dans certaines communes en fonction des ressources personnelles et des possibilités organisationnelles disponibles.

L'objectif visant à inclure d'une manière systématique tous les élèves de l'enseignement précoce dans la surveillance médico-scolaire, ne saurait être réalisé que de façon progressive. Pour l'instant, la priorité est axée sur la mise en œuvre de la réalisation des examens médico-socio-scolaires détaillés des enfants des cycles 1.1 et 2.1 de l'enseignement fondamental. Toujours est-il que les activités de promotion de

la santé, qui se réalisent en partie sur demande et en collaboration étroite avec les enseignants, sont indépendantes de l'âge des enfants.

Il m'importe d'insister sur le fait que la qualité de la surveillance médico-scolaire est identique pour l'ensemble des élèves du pays, et cela indépendamment du fait que cette surveillance est assurée par les communes qui disposent d'une équipe médico-socio-scolaire propre ou par les services de la direction de la Santé. En effet, force est de constater que les équipes médico-socio-scolaires sont toujours composées de la même manière et comportent au moins un médecin, un(e) infirmier(ière), ainsi qu'un(e) assistant(e) social(e)/d'hygiène sociale.

D'ailleurs, les efforts fournis par mes services contribuent à harmoniser au niveau national tant les procédures que la qualité des services. De même, je tiens à souligner tant l'importance que l'intensification de la mission de «Référent santé» de l'équipe médico-scolaire dans l'ensemble des écoles du pays.

Question 2174 (2.7.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant la **démence et contention physique:**

Bekanntlich sind Demenzpatienten unruhige Personen und werden dementsprechend ruhiggestellt. Dies ist umso mehr der Fall, da das Pflegepersonal unterbesetzt ist und es relativ viel Aufwand kostet, um sich mit Demenzpatienten zu beschäftigen. Außerdem sind diese Patienten noch relativ mobil und das Risiko, dass eine Person ausreißen kann, bleibt immer bestehen. Deshalb beantragen viele Pflegeanstalten in Deutschland die Patienten zwangsweise fixieren zu lassen, was vom Gericht auch meistens genehmigt wird. Diese Menschen werden so Tag und Nacht gefesselt und trotz Hilfeschreien vegetieren sie bis zum Ende ihres traurigen Daseins in einem Bett, was ethisch schwer nachzuvollziehen ist.

Fragen:

1) Wie steht es in unseren Alters- und Pflegeheimen?

2) Wie viele Leute mit Demenz sind in diesen Strukturen untergebracht?

3) Werden auch bei uns demente Personen fixiert, und wenn ja, wie viele wurden in den letzten drei Jahren im Bett gefesselt?

4) Wie ist die Proportion Pflegepersonal versus Demenzpatienten?

5) Wie sieht der alltägliche Ablauf der Therapie und Begleitung dieser Patienten aus?

6) Gibt es ein konkretes Modell, das wegweisend die Integration dieser Personen fördert?

Réponse (3.8.2012) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Laut dem „Rapport général sur la sécurité sociale" der „Inspection générale de la sécurité sociale" des Jahres 2010 leben etwa 1.458 Personen, die an einer „Demenz oder einer anderen Störung der kognitiven Funktionen" erkrankt sind, in einer Institution[1].

Die Pflegeversicherung gibt individuelle, auf die Bedürfnisse der einzelnen Person bezogene Pflegepläne vor, man kann also nicht von einer universell gültigen Proportion Pflegepersonal versus Demenzpatient ausgehen. Hinzuzufügen ist, dass der Pflegeplan von der an die „Inspection générale de la sécurité sociale" angegliederten „Cellule d'évaluation et d'orientation" erstellt wird und nicht von der Trägerschaft der jeweiligen Institution. Bei Veränderung der Bedürfnisse der betroffenen Person kann der Pflegeplan angepasst werden.

Anders als in Deutschland oder Österreich gibt es in Luxemburg keine gesetzlichen Vorgaben (Genehmigungs- oder Meldepflicht) bezüglich des Einsetzens von freiheitsentziehenden Maßnahmen in Alten- oder Pflegeheimen und demzufolge auch keine offiziellen Zahlen.

Der alltägliche Ablauf der Betreuung von Personen, die an einer Demenz erkrankt sind, ist abhängig von zwei verschiedenen Faktoren: dem Pflegeplan der Pflegeversicherung sowie dem vom Betreiber umgesetzten „Pflegekonzept".

Es gibt eine Reihe an Modellen, welche Vorgaben zum Umgang mit den spezifischen Bedürfnissen/Lebenssituationen von Personen mit einer Demenzerkrankung in einer Institution machen und die in Luxemburg zum Einsatz kommen. Hier ist unter anderem auf das Böhm-Modell, das Dementia-Care-Mapping-Modell oder das Heidelberger Instrument zur Lebensqualität Demenzkranker H.I.L.D.E sowie auf die Pilotprojekte „Pflegeoasen" hinzuweisen.

1 cf. Rapport général sur la sécurité sociale 2010, «tableau 16 – Répartition des bénéficiaires par cause de dépendance principale, genre et lieu en 2010» p. 151.

Question 2176 (4.7.2012) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant l'**immigration clandestine:**

L'article 6 de la loi modifiée du 29 août 2008 portant sur la libre circulation des personnes et l'immigration dispose qu'un citoyen de l'Union européenne a le droit de séjourner sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg pour une durée de plus de trois mois s'il satisfait à un certain nombre de conditions déterminées par la suite.

L'article 8 de la même loi prévoit que «le citoyen de l'Union tel que visé à l'article 6, paragraphe (1) qui a l'intention de séjourner sur le territoire pour une durée supérieure à trois mois, sollicite la délivrance d'une attestation d'enregistrement auprès de l'administration communale du lieu de sa résidence dans un délai de trois mois suivant son arrivée.

(2) Pour la délivrance de l'attestation d'enregistrement, le citoyen de l'Union doit justifier qu'il rentre dans une des catégories visées à l'article 6, paragraphe (1) et qu'il remplit les conditions s'y rapportant. À cet effet, il devra présenter les pièces énumérées par règlement grand-ducal.»

Selon mes informations, il existerait des cas de personnes de pays tiers qui se présenteraient avec de faux papiers de citoyen de l'Union à la commune où ils résident et qui obtiendraient, sur base de l'attestation d'enregistrement, des papiers authentiques masquant une fausse identité.

- Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration peut-il confirmer ces informations? À part l'attestation d'enregistrement, quel type de document est émis directement par la commune à la demande d'un citoyen de l'Union européenne? Est-ce que l'attestation d'enregistrement sert au service compétent du ministère pour établir une attestation de séjour, ou est-ce que le citoyen de l'Union européenne doit prouver son identité et démontrer qu'il remplit les conditions nécessaires à ce service, indépendamment des démarches auprès de l'administration communale?

- Monsieur le Ministre de l'Intérieur, à la Grande Région et de la Police est-il d'avis que le personnel des administrations communales dispose des moyens nécessaires pour pouvoir distinguer de faux papiers de papiers authentiques? Est-ce que des formations existent à cette fin et est-ce qu'il y a une coopération systématique entre les responsables de la Police grand-ducale et le personnel des administrations communales à l'accueil des étrangers?

Réponse commune (8.8.2012) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*, et de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

Depuis l'entrée en vigueur de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration, la direction de l'Immigration du Ministère des Affaires étrangères a eu connaissance de certains cas isolés où des ressortissants de pays tiers ont fait usage de faux documents d'identité afin de se faire enregistrer par l'administration communale comme citoyens de l'Union européenne. Ces cas ont été détectés lors d'un contrôle des copies des documents en question opéré par la Direction de l'Immigration en collaboration avec les autorités consulaires des États membres concernés. La Police grand-ducale - service de police judiciaire, section des étrangers et des jeux - a par la suite été chargée d'une enquête dans ces dossiers.

À part l'attestation d'enregistrement, aucun autre document n'est émis par les administrations communales. L'émission d'un autre document n'est pas admise par la directive 2004/38/CE sur la libre circulation des personnes. Ainsi, une attestation de séjour n'est pas émise par la direction de l'Immigration.

L'administration communale du lieu de résidence du citoyen de l'Union vérifie les documents d'identité présentés et délivre immédiatement l'attestation d'enregistrement si les autres conditions prévues par la loi du 29 août 2008 sont remplies. Aucune démarche ultérieure auprès de la direction de l'Immigration n'est prévue par la loi. La direction de l'Immigration effectue un contrôle des déclarations d'enregistrement remises par les administrations communales. Ce contrôle doit cependant être non systématique afin de respecter la directive 2004/38/CE.

Des cours de formation à l'attention des agents communaux en charge des bureaux de population sont organisés régulièrement à l'Institut national d'administration publique (cours «État civil et bureau de population»). Par ailleurs, il convient de préciser que les responsables des bureaux de population s'adressent immédiatement aux autorités policières et judiciaires s'ils ont le moindre doute au sujet des pièces d'identité qui leur sont présentées.

Question 2187 (9.7.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant la **limitation des tranquillisants et somnifères:**

Dans la législation française il y a un passus intéressant au sujet des tranquillisants et hypnotiques. En effet concernant l'arrêté du 1er février 2001 modifiant l'arrêté du 7 octobre 1991 fixant la liste des substances vénéneuses à propriétés hypnotiques et/ou anxiolytiques dont la durée de prescription est réduite on trouve à l'article 2 ce libellé:

Art. 2 - Après l'article 1er de l'arrêté du 7 octobre 1991, est inséré un article 1er bis ainsi rédigé:

«Art. 1er bis. - Ne peuvent être prescrits pour une durée supérieure à deux semaines les médicaments:

- contenant des substances à propriétés hypnotiques, ainsi que leurs sels lorsqu'ils peuvent exister...

- et dont l'indication thérapeutique figurant sur l'autorisation de mise sur le marché est „insomnie".»

En plus l'arrêté de 2001 stipule que la durée pour les tranquillisants ne peut excéder douze semaines.

Étant donné que les études scientifiques se concrétisent en signalant que les médicaments tranquillisants et substances associées comme les somnifères sont responsables de la maladie d'Alzheimer je voudrais poser les questions suivantes:

1) Est-ce qu'il existe des textes, règlements ou autres dans notre législation à l'instar de la législation française limitant la prise de tranquillisants et des somnifères?

2) Si ce n'est pas le cas, est-ce qu'il ne serait pas opportun d'agir dans ce sens pour éviter une épidémie de maladies dégénératives type Alzheimer, maladies qui sont en train de rejoindre le cancer au panthéon des fléaux les plus redoutés?

Réponse (14.8.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Le législateur français a été le premier en Europe à limiter la durée de prescription des médicaments faisant l'objet de la présente question parlementaire. Depuis les mesures prises en 1991, la durée maximale de prescription est limitée à douze semaines pour les anxiolytiques (tranquillisants) et à quatre semaines pour les hypnotiques (somnifères).

En effet la publication du rapport Legrain en 1989 (Rapport du groupe de réflexion sur l'utilisation des hypnotiques et tranquillisants en France), dont les conclusions dénonçaient les consommations trop importantes et le renouvellement routinier des prescriptions, a donné lieu à une première mesure de réglementation de la limitation de la durée de prescription en ciblant des classes entières pharmaco-thérapeutiques. D'autres mesures non réglementaires, notamment les recommandations de bonne pratique de prescription reposant sur une analyse soigneuse de la situation clinique, ont été préparées en proposant des limitations générales pour ces médicaments. Il va sans dire que toutes ces mesures ont été élaborées en tenant compte des indications validées dans la notice scientifique (actuellement appelée «Résumé des Caractéristiques du Produit» ou RCP), et qui correspond au «contrat» entre le titulaire de l'autorisation de mise sur le marché (A.M.M) et les pouvoirs publics.

Au Luxembourg, l'approche a été différente en adoptant au cas par cas une mesure stricte ciblée sur une molécule, notamment en soumettant un médicament à la réglementation des stupéfiants avec une délivrance limitée à sept jours. Ceci a été notamment le cas d'un médicament hypnotique appartenant à la classe pharmaco-chimique des benzodiazépines, le flunitrazepam, connu pour son usage détourné. Tous les médicaments hypnotiques et tranquillisants sont classés dans la catégorie RR, c'est à dire dans la catégorie «sur prescription médicale non renouvelable». La consultation de la notice scientifique (RCP) des médicaments hypnotiques les plus utilisés, à savoir le lormetazepam et le zolpidem, indique clairement que la durée de traitement est en général de quelques jours à deux semaines, avec un maximum de quatre semaines. La prescription en dehors de ces limites correspondrait donc à un «mésusage» puisqu'elle constitue une utilisation non conforme au résumé des caractéristiques du produit.

Il convient encore de noter que d'après l'article 105 des statuts de la Caisse nationale de santé, «la prise en charge des médicaments est soumise à la condition que ceux-ci soient prescrits, délivrés et administrés en conformité avec le résumé des caractéristiques du produit tel que celui-ci a été approuvé lors de l'octroi de l'autorisation de mise sur le marché». Or, le RCP prévoit pour certains médicaments des limitations dans la durée de prescription, limitation que le prescripteur est obligé de respecter pour que le remboursement des médicaments soit possible.

Par ailleurs, l'article 31, alinéa 1 point c) des statuts dispose qu'«est considéré comme abus de consommation de prestations à charge de l'assurance maladie, le fait par la personne protégée de se procurer à charge de l'assurance maladie et sans justification admise par le Contrôle médical des médicaments à des doses qui seules ou en association dépassent sensiblement les recommandations thérapeutiques ou qui sont pris dans des troubles non repris dans les indications pour lesquelles l'autorisation de mise sur le marché a été accordée».

Force est dès lors de constater que ces dispositions ont la même finalité que celles de santé publique en France précitées, à savoir limiter la durée de prescription de certains médicaments.

Je tiens enfin à préciser que l'utilisation des tranquillisants et somnifères est soumise à un certain nombre de risques figurant d'ailleurs dans le RCP de ces spécialités, tels les risques d'amnésie antérograde (perte de mémoire des faits récents), des risques d'altérations des fonctions psychomotrices, les troubles de la mémoire, du comportement ainsi que les risques liés à la tolérance au produit et à la dépendance. Les troubles de la mémoire sont un effet indésirable largement documenté lors des traitements avec les médicaments de la classe pharmaco-chimique des benzodiazépines. Plusieurs études ont tenté d'évaluer le risque d'altération de la fonction cognitive, voire d'apparition d'une démence et son association à l'exposition aux benzodiazépines. Toutefois, il n'a pas été établi, à ce jour, de lien entre benzodiazépines et démences, et en particulier entre benzodiazépines et la maladie d'Alzheimer.

Question 2188 (11.7.2012) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant les **commissions consultatives communales d'intégration:**

Le règlement grand-ducal du 15 novembre 2011 relatif à l'organisation et au fonctionnement des commissions consultatives communales d'intégration oblige les villes et communes à créer une CCCI et prévoit sa mise en place dans les trois mois qui suivent l'entrée en fonction du conseil communal issu des élections d'octobre 2011.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

1. Quelles sont les communes ayant respecté le délai de trois mois pour constituer une commission consultative communale d'intégration?

L'article 2.2. stipule: «Toutefois, dans les communes où plus de la moitié des résidents sont des étrangers, le conseil communal peut décider que les Luxembourgeois et les étrangers soient représentés au sein de la commission proportionnellement au pourcentage du nombre d'habitants luxembourgeois et étrangers, déterminé sur la base de la population communale telle qu'elle résulte du règlement grand-ducal portant fixation du nombre des conseillers communaux conformément à l'article 5ter de la loi communale.»

2. Quelles sont les communes ayant procédé de cette manière?

Le même article continue: «Parmi les membres étrangers de la commission doit figurer au moins une personne ayant la nationalité d'un pays tiers, sauf si aucun ressortissant de pays tiers n'a posé sa candidature.»

3. Quelles sont les communes ayant appliqué cet article?

Selon l'article 2.3. «Les membres sont choisis de façon à ce qu'il y ait au moins deux membres du conseil communal dont un est

membre du collège des bourgmestre et échevins.»

4. Quelles sont les communes qui respectent cette obligation?

L'article 10 précise: «Copie du procès-verbal est transmise par le secrétaire aux membres effectifs et suppléants de la commission, aux membres du conseil communal, au ministre ayant dans ses attributions l'intégration et à l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration.»

5. Combien de procès-verbaux ont été transmis au Ministère de la Famille et de l'Intégration et à l'OLAI jusqu'à ce jour?

6. Dans le cas où une commune ne respecterait pas les conditions prévues par le règlement grand-ducal, par quelles mesures Madame la Ministre entend-elle y remédier?

7. Madame la Ministre ne juge-t-elle pas opportun de publier les procès-verbaux des CCCI sur un site Internet commun en vue d'un échange d'informations et de bonnes pratiques?

Réponse (6.8.2012) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Ad 1), 3) et 4)

18 communes n'ont pas encore constitué à ce jour leur commission consultative communale d'intégration.

En raison des congés, les services de l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration n'ont pas pu avoir les informations nécessaires de toutes les communes, ce qui m'empêche de donner des réponses satisfaisantes aux questions 1, 3 et 4 à l'heure actuelle.

Ad 2)

Il n'y a que cinq communes qui ont une population étrangère de plus de 50%. Selon les informations dont nous disposons actuellement, la commune de Strassen et la ville d'Esch-sur-Alzette ont procédé de cette manière.

Ad 5)

Jusqu'à ce jour, 39 communes nous ont envoyé leurs procès-verbaux.

Ad 6)

Le règlement grand-ducal en question ne prévoit pas de sanction pour non-respect des conditions y prévues. Par ailleurs, toutes les communes se sont engagées avec détermination dans la constitution des commissions consultatives communales d'intégration en veillant à respecter les obligations légales. Pourtant, il ne faut pas oublier que les situations sont parfois fort différentes d'une commune à l'autre. L'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration est en train d'analyser les difficultés rencontrées et de réfléchir avec les communes à la résolution de celles-ci.

Ad 7)

Les réunions des CCCI n'étant pas publiques, les procès-verbaux restent eux confidentiels. Le règlement grand-ducal ne prévoit expressis verbis leur transmission qu'à la Ministre ayant dans ses attributions l'intégration et à l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration. Le site «Integraloc» permettra aux communes qui le souhaitent de publier les pratiques qu'elles souhaitent échanger.

Question 2199 (17.7.2012) de **MM. Claude Adam** et **Camille Gira** *(déi gréng)* concernant l'**installation de bassins de rétention à l'intérieur de lotissements pour collecter les eaux pluviales:**

Lors de l'établissement de projets de lotissement, les communes et les promoteurs sont obligés de prévoir l'installation d'au moins un bassin de rétention par PAP et ceci à l'intérieur du PAP, pour collecter les eaux pluviales. La taille et le volume du bassin sont fonction de l'envergure du projet d'aménagement. Certainement, la séparation entre les eaux usées et pluviales est une mesure écologiquement utile. Néanmoins, il se présente des cas où l'infrastructure de rétention serait mieux placée en dehors du lotissement.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

1. Quelle est la base légale (directive européenne, loi ou règlement national) sur laquelle est fondée l'exigence de la collecte des eaux pluviales au moyen de bassin de rétention à l'intérieur d'un PAP?

2. Est-ce que pour des cas bien précis et clairs Monsieur le Ministre accepte l'installation d'un bassin de rétention à l'extérieur du PAP? Dans la négative, pour quelles raisons?

Réponse commune (16.8.2012) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région,* et de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

La question parlementaire des honorables Députés Claude Adam et Camille Gira a pour objet l'installation de bassins de rétention à l'intérieur de lotissements pour collecter les eaux pluviales lors de l'élaboration de nouveaux PAP.

Tout d'abord, l'article 640 du Code civil stipule clairement que «les fonds inférieurs sont assujettis envers ceux qui sont plus élevés, à recevoir les eaux qui en découlent naturellement» et «que le propriétaire (du fonds supérieur) ne peut rien faire qui aggrave la servitude du fonds inférieur». Dans cette logique, le traitement des eaux pluviales issues par la suite du scellement de surfaces lors de l'élaboration d'un nouveau PAP doit impérativement être géré au sein de ce même PAP et ne saurait être organisé sur des surfaces extérieures à celui-ci.

C'est également dans cette optique qu'a été élaboré l'article 23(1) de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau. En effet, «le déversement direct ou indirect d'eau de quelque nature que ce soit dans les eaux de surface ou dans les eaux souterraines» est soumis à autorisation par le ministre ayant la gestion de l'eau dans ses attributions. Afin de promouvoir le système séparatif pour les nouvelles constructions, condition sine qua non de l'atteinte du bon équilibre écologique des masses d'eau, la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau conformément à cet article 23 exige une autorisation pour toute infrastructure d'assainissement ou d'évacuation d'eaux pluviales dans les zones soumises à l'élaboration d'un PAP «nouveau quartier». Il convient également de souligner que le législateur a confié la mission «de contribuer à l'élaboration de plans d'aménagement et de gestion de l'eau» et «de déterminer l'état de la meilleure technique disponible en matière de technologies dans le domaine de l'eau» à l'Administration de la Gestion de l'Eau, ceci par les missions définies au sein de la loi organique du 28 mai 2004.

Toutes ces dispositions harmonisent également avec les dispositions de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain. Afin de mieux illustrer les préceptes techniques de base à ces infrastructures de gestion des eaux dans les agglomérations urbanisées, l'Administration de la Gestion de l'Eau a élaboré conjointement avec les instances communales (Emweltberoder Lëtzebuerg) et des bureaux d'études un guide technique «Regenwasserleitfaden», qui se trouve actuellement en phase de révision, mais qui ne touchera certainement pas aux préceptes de base qui sont définis dans les divers textes législatifs.

D'un point de vue opératif, il faut avant tout souligner que les infrastructures en matière de la gestion des eaux pluviales (rétentions pour eaux pluviales) font partie des travaux de voirie et d'équipements publics nécessaires à la viabilité du plan d'aménagement particulier «nouveau quartier» tels qu'ils sont définis par les articles 23 et 34 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain. Partant, ces aménagements doivent, en principe, au même titre que les voies de dessertes, les aires de verdure et les places de jeux être prévus à l'intérieur de la zone concernée par le projet d'aménagement particulier et on ne saurait concevoir une exemption particulière, difficilement justifiable pour un type d'infrastructure donné.

Il est aussi précisé par l'article 26(1) de la même loi que le plan d'aménagement particulier ne peut pas couvrir des terrains sis en zone verte alors qu'il est destiné à exécuter exclusivement les zones urbanisées ou destinées à être urbanisées. Rien ne s'oppose toutefois à l'élaboration d'un projet d'aménagement particulier dépassant les limites de la zone soumise à PAP telle que prévue par le plan d'aménagement général (PAG) sous condition qu'il ne s'agisse pas d'une zone verte. En effet, conformément à l'article 5 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, «seules peuvent être érigées en zone verte des constructions servant à l'exploitation agricole», (...) ou «à un but d'utilité publique». Les infrastructures nécessaires à la viabilité d'un plan d'aménagement particulier ne s'inscrivent donc pas dans une de ces catégories et ne sont dès lors pas admises voire autorisables en zone verte.

En application de l'article 34 de la loi sur l'aménagement communal, les équipements publics ainsi définis sont destinés à être cédés gratuitement aux communes en vue de garantir leur entretien et exploitation appropriés. Il appartient dès lors aux initiateurs des projets concernés d'intégrer ces ouvrages dans leur projet d'aménagement particulier tout en apportant une plus-value écologique à ce dernier. De même, ces surfaces accessibles au public peuvent êtres aménagées d'une manière à constituer un complément naturel d'un espace de verdure ou encore d'une aire de jeux. Toutefois, il y a lieu de souligner qu'en application du même article 34(2), les zones souvent plus étendues exécutées par plusieurs PAP, peuvent, soit sur la base d'un plan directeur (PD), soit sur la base d'un schéma directeur (SD) prévoir une seule rétention pour l'ensemble de cette zone. Dans cette optique, il est d'ores et déjà possible de proposer pour plusieurs PAP adjacents une solution commune pour la gestion des eaux pluviales, respectivement de prévoir dans une première phase une rétention d'ensemble d'un volume adéquat pour garantir l'assainissement des futurs PAP.

Il y a finalement lieu de préciser que les nouveaux PAG des communes doivent dorénavant indiquer clairement les zones soumises à l'élaboration d'un PAP «nouveau quartier». Pour toute zone ainsi arrêtée, il appartient à la commune d'élaborer dans le cadre de l'étude préparatoire un schéma directeur (SD) couvrant l'ensemble de la zone, comportant également un concept pour la rétention et l'évacuation des eaux pluviales. Tout projet d'aménagement «nouveau quartier» est par la suite orienté par le schéma directeur ainsi établi.

Notons cependant que si des eaux de pluie en provenance de surfaces externes aux zones urbanisées ou destinées à être urbanisées risquent d'engendrer des nuisances à ces dernières, les ministres ayant l'environnement et la gestion de l'eau dans leurs attributions peuvent autoriser des bassins de rétention à l'extérieur des zones constructibles afin de réduire l'impact des eaux pluviales envers ces zones constructibles et de retenir les eaux pluviales et/ou de les guider le long ou à travers l'agglomération. Ces bassins, ainsi que des fossés ouverts dirigeant les eaux pluviales des bassins de rétention à l'intérieur des PAP «nouveau quartier» vers le cours d'eau le plus proche sont autorisables en zone verte.

Question urgente 2222 (30.7.2012) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant la **non-attribution de dispositifs de marquage pour certains lots de chasse:**

L'année cynégétique 2012/2013 commence le 1er août 2012. Dans ce contexte, les dispositifs de marquage pour le grand gibier viennent d'être distribués par l'Administration de la Nature et des Forêts aux locataires de lots de chasse.

Selon mes informations, l'Administration de la Nature et des Forêts n'a toutefois attribué aucun dispositif de marquage pour diverses espèces (cerfs, biches, mouflons,...) à un certain nombre de locataires de lots de chasse.

En vertu de ces restrictions, les chasseurs concernés n'auraient, selon d'aucuns, pas la possibilité d'exercer la chasse dans le respect des objectifs de la loi relative à la chasse.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons pour la non-attribution d'aucun dispositif de marquage pour certains lots de chasse?

- Est-ce que cette décision de l'administration compétente vaut pour toute l'année cynégétique 2012/2013 ou est-ce que des dispositifs de marquage vont encore plus tard être attribués aux locataires concernés?

- Monsieur le Ministre entend-il attribuer à chaque lot de chasse au moins un dispositif de marquage pour chaque espèce?

Réponse (8.8.2012) de **M. Marco Schank,** *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:*

Les locataires de chasse ont obtenu leurs dispositifs de marquage pour le 1er août 2012, date de l'ouverture de la chasse pour l'année cynégétique 2012/2013.

La nouvelle loi du 25 mai 2011 relative à la chasse, dans son article 83, prévoit la création de cinq commissions cynégétiques régionales qui feront à l'avenir des propositions au Ministre concernant le plan de tir. Le projet de règlement grand-ducal relatif (a) à l'établissement d'un plan de tir pour certaines espèces de grand gibier (b) aux modalités du marquage (c) à l'organisation et le mode de fonctionnement des commissions a été soumis au Conseil d'État pour avis et le département de l'Environnement est actuellement en attente de cet avis.

Sous l'ancienne législation en matière de chasse, et notamment le règlement grand-ducal du 16 mai 1997 instituant un plan pour la chasse aux espèces cerf et chevreuil et déterminant les modalités du marquage du grand gibier, la commission cynégétique proposait au Ministre, conformément aux normes qu'elle déterminait, le nombre de cerfs élaphes et de chevreuils que le demandeur du plan était autorisé à tirer pendant une période cynégétique de trois ans, commençant le 1er août et expirant après trois années le 31 juillet.

Bien que ledit règlement grand-ducal conférant au Ministre le droit d'arrêter un plan pour la chasse aux espèces cerf et chevreuil subsiste jusqu'à l'adoption du nouveau règlement, la commission cynégétique a été abolie par le fait de l'adoption de la nouvelle loi du 25 mai 2011 relative à la chasse prévoyant la création de cinq commissions cynégétiques régionales.

Pour cette raison et après discussion au Conseil supérieur de la chasse, l'Administration de la Nature et des Forêts avait proposé au Ministre de procéder de la manière suivante:

Pour l'année cynégétique 2012-2013 uniquement, les locataires des 600 lots de chasse reçoivent des dispositifs de marquage en fonction du nombre de gibier tiré sur leur lot de chasse pendant les trois années cynégétiques 2008/2009, 2009/2010 et 2010/2011 (N.B. les données du gibier tiré de l'année 2011/2012 ne sont pas encore disponibles). La formule de calcul utilisée pour la distribution des dispositifs de marquage était donc la suivante, utilisée par espèce respectivement par catégorie (cerf mâle, biche, cerf jeune): tir moyen d'individus par année pendant les années cynégétiques 2008/2009, 2009/2010 et 2010/2011, augmenté de 25%, arrondi vers le haut. De cette manière, tous les locataires ont été traités de manière égale et non de manière arbitraire.

Cette approche a évidemment fait en sorte que des locataires de chasse n'ayant tiré aucun individu d'une certaine espèce ou catégorie n'ont pas reçu de dispositif pour cette espèce ou catégorie. Ceux ayant tiré peu d'individus ont reçu peu de dispositifs. Néanmoins, il y a lieu de rappeler que la moyenne de base sur les trois années se rapporte à une période de douze mois, alors que l'année cynégétique 2012/2013 ne dure que huit mois. Je suis donc d'avis que pour la grande majorité des lots de chasse, le nombre de dispositifs de marquage sera largement suffisant.

Par ailleurs, il y a lieu de remarquer que tous les locataires ont été informés dans la lettre d'accompagnement qu'ils peuvent à tout moment demander des dispositifs de marquage supplémentaires. 156 locataires ont déjà utilisé cette possibilité et leurs dispositifs supplémentaires ont déjà été expédiés la semaine passée. De cette manière, tous les locataires qui sont disposés à exercer la chasse dans le respect des objectifs de la loi relative à la chasse, en vue d'une régulation efficace au lieu d'une augmentation artificielle des populations par le tir sélectif de mâles, auront la possibilité de faire ainsi.

Distribuer au moins une marque de chaque espèce à chaque locataire de chasse engendre un gaspillage de centaines de dispositifs de marquage pour les espèces cerf et mouflon dans des régions où ces espèces ne sont manifestement pas présentes.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
d'Chamber live
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un